La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2014

CAUSERIE

J'ajouterai plus tard une vingtaine de nouveaux articles, plus deux articles dans la rubrique *presse* sur l'Italie et la Syrie.

Les antisémites ou racistes, les fafs ou l'extrême droite parlent de complot judéo-maçonnique avec l'aristocratie financière.

Rectifions : il s'agit d'un complot sioniste-maçonnique, ces deux composantes étant athées, nihilistes en fait. Quant au sionisme religieux et nationaliste qui a débouché sur la création d'Israël, c'est une déformation du sionisme original construit sur la base d'un mythe pour lui fournir une justification historique qui s'épuisera avec les puits de pétrole et les réserves de gaz du Proche et du Moyen-Orient, alors seul demeurera le néolibéralisme qui réalise la synthèse idéologique du pouvoir économique et politique de l'oligarchie financière, qui incarne les derniers développements du capitalisme. A moins qu'on prenne le pouvoir avant...

Diversion et propagande

L'offensive orchestrée par le gouvernement contre Dieudonné pourrait s'expliquer par le refus de la majorité de la population à soutenir une guerre contre la Syrie derrière laquelle se trouve les sionistes d'Israël et les Américains, sachant qu'à leur programme figurent encore d'autre pays, Liban, Iran, peut-être Algérie et ainsi de suite dans toute l'Afrique.

Il leur faut rallier la population à leurs guerres coloniales ou de rapine mais pas seulement, ils doivent contenir ou prévenir la menace que ferait peser sur le régime l'alliance ou la combinaison d'un mouvement contre leur politique sociale et un mouvement anti-guerre impérialiste.

A défaut de pouvoir rallier la population et pour malgré tout appliquer leur politique antisociale et impérialiste, ils disposent d'une autre arme redoutable contre elle : engager des campagnes destinées prétendument à défendre les droits de minorités ou de communautés spécifiques afin de les diviser, les affaiblir, empêcher que les masses se mobilisent par millions ou se dressent contre le régime.

L'instrumentalisation de l'homophobie, de la misogynie, du racisme dont l'antisémitisme, de la xénophobie en est la démonstration, pendant que Hollande et son gouvernement ainsi que le PS développaient ces thèmes, ils faisaient passer l'intégralité de leur politique, TSCG, ANI, contre-réforme des retraites, etc. guerre au Mali et en Centrafrique, soutien à Al-Qaïda et aux différents groupes terroristes en Syrie, etc.

Leur offensive sur le thème de la lutte contre l'antisémitisme est aussi la réponse au rejet croissant par la population de l'apartheid

en Israël, à la campagne de boycott internationale qui se développe, à l'affaiblissement de l'impérialisme américain aux Proche et Moyen-Orient, tout en témoignant de leur alignement sur la branche du sionisme qui apparaît la plus radicale.

Il s'agit de marginaliser, de museler, d'interdire toute critique envers Israël et sa politique, de criminaliser tous ceux qui osent passer outre en les dénonçant systématiquement comme antisémites ou en les associant aux antisémites avérés, bref, de soutenir inconditionnellement l'Etat sioniste théocratique qui applique l'apartheid, et qui est lancé dans une lutte à mort contre la Syrie, le Hezbollah et l'Iran, qui refusent de se soumettre à la dictature de l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, à la stratégie (politique) mondialiste ou néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine la capitalisme mondial.

NPA. Décryptage.

Comment cela ça ne marche pas s'écrient le Medef et le patronat ? Bien au contraire, ça baigne, quelle aubaine !

- "*NPA. Chômage : La méthode Coué/Hollande et sa politique ne marchent pas*".

Pourquoi ce titre ? Parce qu'il laisse entendre que Hollande pourrait appliquer une autre politique, or c'est impossible et nous le contestons et nous ne le réclamons pas, au contraire nous disons que seul un gouvernement ouvrier constitué des partis combattant au côté des travailleurs et pour le socialisme serait en mesure de mener une politique radicalement différente de celle du PS et de l'UMP. Prétendre qu'une autre politique serait possible sans renverser au préalable le régime revient à s'en accommoder.

Heureusement qu'il y a Obama, Netanyahou, Hollande, Erdogan, l'émir du Qatar et le monarque de Riad qui en sont solidaires.

- "*NPA. Syrie : la révolution seule face au monde*".

Vous aurez noté qu'en dehors des dirigeants cités dans le titre, personne n'a pu observer la moindre trace de révolution en Syrie, autrement dit le NPA se situe résolument dans leur camp et les soutient.

Décryptage du discours officiel.

Le déni, le mensonge, l'hypocrisie, la mystification, l'amalgame, la manipulation, la falsification, la diabolisation, la panoplie des procédés employés par Hollande et le PS pour conditionner et tromper les masses s'agrandit de jour en jour, avec pour corollaires : la criminalisation, le muselage, la répression.

- 2014 : Désir fait le vœu d'une année d' «*unité républicaine apaisée*» - Liberation.fr

- unité républicaine apaisée, retrouvée, pacte républicain = union nationale, union de la gauche et de l'extrême gauche derrière le PS, collaboration de classes.

- une année (...) riche en débats démocratiques = union nationale, dialogue social, collaboration de classes.

- (campagnes électorales) grand débat démocratique doit avoir lieu sans tromperies = alors qu'ils étaient prêts à bombarder la Syrie contre la volonté de la majorité qui y était opposé. L'imposture permanente.

- Dans nos communes, ce sont les services publics, le logement, les transports, la démocratie locale, le vivre ensemble = ils les liquident ou les piétinent.

- En Europe, c'est la croissance, l'emploi, la protection des travailleurs contre le dumping social, les grands projets d'avenir = emplois précaires, baisse du coût du travail, liquidation de pans entiers de l'industrie et des services.

- progrès et à la solidarité, le chemin du progrès = régression sociale sans précédent dans tous les domaines, décomposition de tous les rapports sociaux, de la société en général, stigmatisation des différences et des minorités pour favoriser l'affrontement entre les différentes couches des masses. Solidarité avec les patrons, les banquiers.

- ce qui a été fait par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et la majorité en dix-huit mois est considérable. Les premiers résultats sont là = effectivement, le Medef et le patronat exultent mais en réclament toujours davantage. De nouvelles guerres, Mali, Centrafrique...

- ne pas écouter les prophètes de déclin = le PS en réalité.

- nous rassembler dans nos valeurs = pour mieux continuer de les détruire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande vous adresse ses voeux empoisonnés : de la sueur, du sang et des larmes en 2014.

Un *social-libéral* selon *Le Monde* qui sait de quoi il parle en la matière.

- Tout autant que ces propos confirmant de façon plus claire que jamais auparavant l'orientation très social-démocrate voire social-libérale de sa politique, on retiendra de ces vœux présidentiels la volonté de François Hollande de donner aux Français une certaine image de lui-même. (Détestable ! - ndlr)

Le dictateur, une posture qu'il assume.

- Principale qualité que François Hollande voudrait qu'on lui reconnaisse enfin, plus d'un an et demi après son élection : l'autorité. (Celle du dictateur. - ndlr)

A droite toute.

- Restent ensuite des clarifications d'ordre politique. Le 31 décembre 2012, François Hollande avait eu à cœur de rappeler que sa politique était avant tout guidée par un idéal de « *justice* ». Le mot, il y a un an, avait été répété à plusieurs reprises. Cette fois, l'horizon sémantique fut bien différent. Insistance sur la nécessite de baisser les impôts et de réduire les charges des entreprises, dénonciation des « *abus* » de la Sécurité sociale, condamnation du « *dénigrement de soi* » et affirmation de la grandeur de la France, voilà en effet un univers sémantique qui, pour nombre d'électeurs de gauche, n'a rien d'immédiatement familier. Le Monde 31.12 (Il est totalement étranger à la gauche puisque Hollande est de droite, il l'assume, c'est très bien, parfait. Question : Pourquoi la gauche et l'extrême gauche n'en font-ils pas autant, n'en tirent pas les conclusions qui s'imposent qu'il faut rompre avec Hollande, le gouvernement, le PS ? - ndlr)

En complément. Arabie Saoudite.

En se rendant en Arabie Saoudite, le président Hollande souhaite marquer un rapprochement avec l'une des puissances les plus influentes du Proche-Orient. Ne peut-on pas trouver ce soutien à un Etat théocratique paradoxal quand on sait que l'Elysée a condamné à plusieurs reprises des régimes jugés "*anti-démocratiques*" comme la Russie ou la Syrie ? Atlantico.fr 30.12

Non, car en soutenant l'Arabie saoudite, Hollande soutient Israël et les Américains dans leur entreprise commune de destruction de la Syrie et leur tentative de renverser Assad qui est un allié de l'Iran et un vassal de la Russie.

En complément. Afrique. La guerre : partout !

- Le Drian au Mali: "*la menace de déstabilisation est partout*" - AFP

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a débuté mardi à Gao, dans le nord du Mali, une visite en Afrique afin d'y coordonner l'action contre "*la menace de déstabilisation*" qui demeure "*partout*", selon lui.

Le redéploiement du dispositif militaire français dans les pays du Sahel et la situation en Centrafrique sont au coeur de cette visite qui, après le Mali, conduira le ministre français mercredi au Niger et jeudi au Tchad. AFP 31.12

Quand Hollande couvre de cadeaux le patronat en ce début d'année très prometteuse..

- François Hollande propose un "***pacte***" aux entreprises pour 2014 - Reuters

François Hollande a annoncé mardi qu'il proposerait aux entreprises en 2014 un "*pacte de responsabilité*" qui consistera à leur offrir des réductions de charges et une simplification administrative contre des embauches et plus de dialogue social.

"*Je propose un pacte de responsabilité aux entreprises. Il est fondé sur un principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en même temps, une contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social*", a dit le président lors de ses voeux pour 2014.

Ce pacte évoque l'une des principales pistes de la remise à plat de la fiscalité lancée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et qui consiste à transférer les cotisations patronales pour la branche famille de la Sécurité sociale sur l'impôt, afin d'alléger le coût du travail.

François Hollande a vanté la méthode de dialogue social mise en oeuvre par son gouvernement et qui a permis d'aboutir à une réforme du marché du travail début 2013 et à un accord sur la formation professionnelle à la fin de l'année.

"*Les résultats sont forcément longs à apparaître mais ils sont là*", a dit François Hollande pour qui "*le chômage est resté à un niveau encore élevé, même si la tendance de ces derniers mois s'améliore*".

Le président a promis d'autres "*décisions fortes*" en 2014, notamment sur le front de la dépense publique, afin de soulager le contribuable français pour lequel "*les impôts sont devenus lourds, trop lourds, à force de s'accumuler depuis de nombreuses années*".

"*Nous devons dépenser moins pour réduire notre déficit mais aussi pour pouvoir, à terme, baisser les impôts*", a dit François Hollande qui a ajouté que cet effort serait partagé par l'Etat, les collectivités locales et la Sécurité sociale. Reuters 31.12

En complément. Un encouragement à persévérer dans la même voie.

Mario Draghi pense qu'il finira par convaincre la France de faire des réformes Atlantico.fr

Lors d'une interview à l'hebdomadaire Spiegel parue ce lundi, le président de la BCE estime que "*la France doit poursuivre dans le même schéma en réduisant son déficit public et en accélérant ses réformes sur le marché du travail*". A la question du journaliste, s'il n'en a pas assez de toujours répéter les mêmes recommandations aux dirigeants français, Draghi explique : "*moins il y a de changement et plus je dois répéter*". Le président de la BCE est donc optimiste et pense qu'il finira par convaincre la France de faire des réformes. Atlantico.fr 30.12

Comme l'a dit dans une vidéo H. Désir : "*Il faut tenir le cap*", ce n'est pas Draghi qui le contredira !

Hausse de la TVA: une mesure au nom de la compétitivité, mais contestée - AFP

Les taux normal et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) vont augmenter au 1er janvier, une mesure décidée il y a un an au nom de la compétitivité des entreprises mais qui est contestée en période de baisse du pouvoir d'achat.

Le gouvernement l'a fait adopter par le Parlement dans le dernier collectif budgétaire de 2012. Il s'agit de financer sa principale mesure en faveur de la compétitivité des entreprises: un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui vise à faire baisser de 4% en 2014 - et de 6% en 2015 - le coût du travail des salariés gagnant jusqu'à deux fois et demi le SMIC. Cela représente un effort de 10 milliards d'euros en 2014, dont environ les deux tiers financés via la seule TVA, et de 20 milliards en 2015.

Augmenter la TVA presque sans toucher au taux de prélèvements obligatoires, comme c'est le cas en 2014, revient pour l'État à opérer un transfert de charges des entreprises vers les ménages. En d'autres termes, la fiscalité des ménages augmente quand celle des entreprises baisse et ceci afin de relancer la croissance par l'investissement et l'emploi.

L'idée d'une TVA sociale telle qu'elle avait été instaurée à la toute fin du quinquennat Sarkozy a donc finalement été reprise par le gouvernement.

Mais à Bercy on rappelle volontiers que l'effort consenti en faveur des entreprises est presque deux fois plus important que dans le projet Sarkozy et qu'il n'est financé qu'en partie via la TVA, le reste étant pris en charge par des économies. AFP 30.12

Merci, on avait compris avant même son élection que Hollande ferait mieux que Sarkozy en faveur du patronat, c'est la raison (notamment) pour laquelle on n'a pas appelé à voter pour lui en mai 2012 et en juin de la même année pour les candidats du PS.

- Le gouvernement autorise les magasins de bricolage à ouvrir le dimanche L'Expansion.com 31.12

Le gouvernement a publié un décret ce mardi autorisant les enseignes de bricolage à ouvrir le dimanche, dans la lignée des préconisations du rapport Bailly. Le texte inscrit temporairement "*les établissements de commerce de détail de bricolage sur la liste des catégories d'établissements pouvant déroger de droit au repos dominical*". Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'était engagé le 2 décembre à assouplir la législation sur le travail dominical, tout en assurant que le dimanche resterait un jour "pas comme les autres". (Pour les patrons, pas pour les salariés, normal de la part d'un gouvernement du Medef ! - ndlr)

Les partenaires sociaux du secteurs doivent engager des négociations dès le 9 janvier afin de trouver un accord sur les "*contreparties pour les salariés et les engagements en termes d'emploi auxquels les enseignes concernées auront souscrit*". (Accessoirement et sans contraintes. Une fois servis les patrons feront ce qu'ils veulent. - ndlr) L'Expansion.com 31.12

Voilà, le patronat, les banquiers et les marchands de canons sont comblés en ce début d'année !

Solidarité avec les masses américaines!

La guerre en Afghanistan plus impopulaire que le Vietnam - Slate.fr

La guerre en Afghanistan est désormais la plus impopulaire de l'histoire des Etats-Unis. Le conflit, qui dure depuis 2001, n'est plus soutenu que par 17% des Américains, selon un sondage CNN/ORC International révélé lundi 30 décembre. En décembre 2008, ils étaient 46% à désapprouver l'action de l'armée américaine. Ils sont aujourd'hui 82%.

Le responsable des sondages à CNN, Keating Holland, a rappelé que «*l'opposition à la guerre en Irak n'a jamais dépassé 69% [...]*» Le conflit en Afghanistan a battu les records d'impopularité de la guerre du Vietnam. En 1973, selon l'institut Gallup, six Américains sur dix considéraient que l'engagement des troupes étaient une erreur. Seuls un tiers des sondés estiment que la guerre en Afghanistan est en train d'être gagnée.

Selon un rapport très pessimiste des renseignements américains, révélé par le Washington Post, la part du territoire contrôlée par le gouvernement afghan devrait s'effriter rapidement d'ici à 2017, même si les Etats-Unis continuaient à soutenir financièrement et humainement Kaboul. Slate.fr 31.12

Cela confirme ce que nous avons écrit dernièrement, à savoir que les Américains avaient justifié cette guerre cntre le régime taliban.. pour finalement les remettre en place 13 ans plus tard.

ACTUALITE EN TITRES

Youpi et que la fête continue, la crise !

- Wall Street termine sa meilleure année depuis 1995 - AFP

Wall Street a terminé 2013 en faisant grimper mardi le Dow Jones et le S&P 500 à de nouveaux records, achevant en beauté une année --sa meilleure depuis 1995-- au cours de laquelle le Dow Jones s'est envolé de 26,5%. AFP 31.12

- La Bourse de Francfort clôture 2013 sur un gain de 26% - Reuters

- Espagne: le gouvernement veut aider les autoroutes en difficultés - AFP

Vive la croissance et la compétitivité !

- La pauvreté atteint des records en Italie - L'Expansion.com

Conditionnement. Bêtes et heureux de l'être !

- 71% des Français sont heureux (de vivre à notre époque) - 20minutes.fr

Chez les jeunes de moins de 30 ans, 66% d'entre eux se trouvent bien dans l'époque actuelle, et ils sont près de 90% à avoir un projet en tête, précise RTL. 20minutes.fr 30.12

En fait, les jeunes voulaient dire qu'ils étaient heureux d'être jeunes et rien de plus, et heureusement qu'ils ne sombrent pas dans le désespoir.

Fanatisme, hystérie.

- L'Europe peut-elle atteindre l'indépendance énergétique grâce au gaz de schiste? - Slate.fr

L'indépendance énergétique qui a justifié le recours à l'énergie nucléaire pourrait justifier tous les crimes, comme ceux commis aux Moyen et Proche-Orient depuis plus d'un siècle... Cette fois contre notre environnement, le saccage de la planète...

Inquisition, fatwa, appel au crime. Une offensive orchestrée par l'internationale sioniste et néolibérale.

Avant d'aborder ce sujet, une rectification. Dans une précédente causerie j'ai commis une erreur par inattention j'ai employé le mot laïc à la place d'athée à propos des banquiers anglo-saxon de la Fed notamment, ce sont des sionistes athées qui sont sans foi ni loi ni religion ni philosophie ni scrupule ni morale, en dehors de leur stratégie politique ou leur conception du monde.

- Dieudonné : droite et gauche à l'unisson - lefigaro.fr 30.12

- Voeux: Copé invite à éviter "*les écueils de la division nationale*" - AFP

Jean-François Copé, président de l'UMP, invite les Français à éviter "*les écueils de la division nationale*", "*le repli communautaire*" et la "*banalisation de la haine*"... AFP 30.12

- Enquête à Toulouse après une quenelle devant une école juive - Liberation.fr

Leçon de moral d'un inquisiteur et défenseur de l'apartheid.

-Le rabbin Abraham Cooper, du Centre Simon-Wiesenthal a réagi en fin de journée et appelé le basketteur français de San Antonio (NBA) Tony Parker à s'excuser pour avoir effectué il y a quelques mois le geste controversé de la «*quenelle*», selon le journal de la communauté juive de New York The Algemeiner lundi.

-«*En tant que figure de proue du sport de part et d'autre de l'Atlantique, Tony Parker a une obligation morale particulière et doit se dissocier d'un geste que le gouvernement de la France a identifié comme antisémite*», a déclaré le rabbin Abraham Cooper, selon qui le basketteur devrait «*s'excuser*» pour avoir fait ce geste «*dégoûtant et dangereux*». AFP 30.12

Il faudrait savoir, si c'était un geste antisémite, ce serait d'une extrême gravité et non pas seulement «*dégoûtant et dangereux*», il serait indécent d'en réduire ainsi la portée, non ? Ca pue l'amalgame !

L'autre mémoire. Les banquiers anglo-saxons sionistes athées qui ont financé le régime nazi vous saluent!

-Meyer Habib, député de la 8e circonscription des Français de l'étranger, comprenant notamment Israël et la Turquie, a promis de déposer une proposition de loi «*anti-quenelle*» pour «*pénaliser ce nouveau salut nazi pratiqué par des antisémites*». Elu en juin 2013, Meyer Habib fait partie du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). «*Je ferai une proposition de loi pour pénaliser ce nouveau salut nazi pratiqué par des antisémites*», écrit-il sur Twitter. «*Il y a un flou juridique autour de ce mouvement*», a précisé le député, pour qui ce geste est «*un geste de haine*» et «*pas un geste anodin*». Il faut selon lui «*le ranger au rang des signes faisant l'apologie du nazisme*». lefigaro.fr 30.12

Le sionisme et le néolibéralisme est un fléau qu'on ne parviendra à éradiquer qu'en liquidant le capitalisme, c'est à notre époque le plus grave danger et la pire des barbaries qui menace la civilisation humaine.

Une campagne menée depuis l'Etat terroriste sioniste. Une "***cible***" à abattre pour le Mossad ?

- Dieudonné: Israël inquiet d'une montée de l'antisémitisme en Europe AFP

La Commission de l'immigration et de la diaspora de la Knesset (Parlement) s'est spécialement réunie lundi à la suite d'une "*quenelle*" du footballeur français Nicolas Anelka lors d'un match du championnat anglais le week-end dernier qui a amplifié la controverse.

Le président de la Knesset, Yuli Edelstein, a dénoncé une "*nouvelle vague antisémite*".

"*Ce n'est qu'un geste mais si on n'agit pas avec détermination, il se transformera en actes violents*", a souligné de son côté le président de cette Commission, Yoël Razbozov.

Invité à cette réunion parlementaire, le premier secrétaire de l'ambassade de France en Israël, Zachary Gross, a assuré les députés israéliens de "*l'engagement du gouvernement français à la sécurité des Juifs de France*".

Pour le directeur du département de la lutte contre l'antisémitisme dans la diaspora au ministère des Affaires étrangères,

Guidon Bahar, "*ce geste n'est qu'un symptôme d'un phénomène inquiétant: l'augmentation de antisémitisme en Europe*".

Les médias israéliens s'intéressent à la polémique surtout depuis la "*quenelle*" d'Anelka.

Le quotidien Maariv (droite) vient d'y consacrer deux pleines pages centrales sous le titre : "*Le bras long du comique antisémite*".

Un des éditorialistes du quotidien, Ben Dror Yemini, s'est inquiété mardi du fait que "*Dieudonné n'est pas seul... Il est la face visible de l'iceberg*".

"*Tant que des gens continueront de remettre en question la légitimité de l'existence d'Israël, l'industrie de l'antisémitisme continuera de progresser*", écrit Ben Dror Yemini.

Le président de l'Agence juive, l'organisme chargé de l'immigration des Juifs vers Israël, l'ancien dissident soviétique Natan Charansky, a déclaré mardi à la radio publique que "*notre devoir est de renforcer les liens avec les Juifs de France*".

Sur le plan politique, le député centriste Meyer Habib (UDI) a promis de préparer "*dès la rentrée parlementaire*" une proposition de loi pour "*pénaliser le nouveau salut nazi et antisémite de Dieudonné qu'est la quenelle*".

"*Cela prendra peut-être un certain temps, mais la France ne peut plus tolérer sans réagir ces nostalgiques du IIIe Reich*", a ajouté sur Facebook le député de la 8e circonscription des Français de l'étranger qui comprend Israël.

Dans un entretien avec la chaîne de télévision israélienne d'informations internationale I24 News, un militant "*anti-quenelle*" en Israël a affirmé mardi, sous couvert de l'anonymat, que "*nous avons décidé de faire justice nous mêmes et de frapper fort*".

Interrogé pour savoir si Dieudonné était en ligne de mire, il a répondu que "*Dieudonné est une cible potentielle à nos yeux*". AFP 31.12

Le Crif ou la haine permanente.

L'Etat doit être au service de la cause juive ou plutôt sioniste qui doit être considérée comme la priorité des priorités, absolue, les juges, les policiers, les enseignements, les élus, le gouvernement sont critiqués pour leur laxisme envers l'antisémitisme, leur friolosité à adhérer au sionisme. Ils appellent le législateur à prendre de nouvelles mesures liberticides contre la presse et la liberté d'expression en général.

La politique étrangère du gouvernement est mise en pièces, la condamnation du Hezbollah, la mise à l'index ou la guerre contre la Syrie et l'Iran traités de terroriste est une nécessité toute aussi absolue, ils ont même réussi à obtenir gain de cause avec l'interdiction d'Al Manar, pour finir ils ont déversé un torrent de haine sur la dépouille d'Arafat en reprochant au gouvernement de lui avoir organisé des "*funérailles aussi grandioses*".

Ces gens-là suintent la haine par toutes les pores de leur corps, on a du mal à l'imaginer tellement ils ne nous ressemblent pas, ce sont des fanatiques, des inquisiteurs, de féroces dictateurs, la pire pourriture qu'il nous soit permis de connaître, quand vous les entendez s'exprimer ayez toujours à l'esprit qu'ils soutiennent les djihadistes qui martyrisent, torturent à mort, égorgent, amputent ou décapitent, brûlent à vif hommes, femmes, vieillards et enfants innocents en Syrie, dites-vous bien aussi que Hollande, Fabius, Le Driand et tous les dirigeants ou adhérents du PS le savent parfaitement aussi, ces faits qui ont été attribués à ces djihadistes et le rôle d'Israël ont fait l'object d'articles des agences de presse et des médias nationaux, dès lors personne ne peut dire qu'il ne savait pas, personne ne peut ignorer à quel degré de cruauté horrible ils ont recouru ou à quel niveau leur cynisme se situe, il n'y a pas de mots assez forts pour l'exprimer.

Maintenant, on peut concevoir que le lecteur ou le citoyen ait besoin d'autres arguments ou éléments pour se forger sa propre conviction et c'est bien naturel. Le document qui suit devrait répondre en partie à ses attentes, en plus de tous ceux qui figurent déjà dans notre portail.

Eux ils veulent faire les opposants à leur politique infâme, nous nous préférons donner la parole à notre bourreau, ainsi personne ne pourra nous accuser de manquer d'impartialité, de parti pris ou je ne sais quoi encore, nous partons du principe que la vérité est salutaire et révolutionnaire et nous nous y tenons.

Discours de Roger Cukierman, président du CRIF, au dîner annuel du CRIF samedi 12 février 2005 - www.crif.org)

Vous vous (Il s'agit de Raffarin. - ndlr) êtes exprimé récemment avec émotion sur la Shoah à Izieu, et avez mis en œuvre et fait réaliser la rénovation du pavillon français d'Auschwitz.

Le Président de la République, lui-même, a rappelé avec des mots particulièrement émouvants son rejet absolu de l'antisémitisme au Chambon sur Lignon, lieu, ô combien symbolique, puis tout récemment lors de l'inauguration du Mémorial de la Shoah à Paris, où sont gravés dans la pierre les 76.000 noms des déportés juifs de France, et encore à Auschwitz lors du 60e anniversaire de la libération du camp.

Nous sommes reconnaissants au Président de la République et à vous-même, pour l'importance donnée à ces commémorations. Nous remercions aussi les médias pour avoir donné largement la parole aux rescapés des camps de la mort, et pour avoir popularisé les travaux historiques de Serge Klarsfeld, ou l'œuvre essentielle de Claude Lanzman, Shoah.

Ces commémorations sont dans la ligne de la déclaration historique de 1995 reconnaissant la responsabilité de la France dans les crimes de Vichy. Elles sont l'expression du respect de la France pour nos martyrs. Elles sont d'autant plus émouvantes qu'elles vous, qu'elles nous permettent, avec un sentiment d'urgence, de rendre un hommage respectueux au dernier carré des survivants de la déportation. Elles traduisent également votre détermination, celle du Président, et celle de votre Gouvernement à combattre la nouvelle vague d'antisémitisme.

Les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, et de l'Education, et bien d'autres ministres participent avec diligence au combat contre l'antisémitisme.

Il n'empêche que la mobilisation du Gouvernement, et de tous les grands partis démocratiques n'a pas permis d'éradiquer ce fléau. Le Ministère de l'Intérieur a même recensé en 2004 près de mille violences ou menaces antisémites, contre 69 il y a six ans soit près de quinze fois plus. Derrière les statistiques, il y a de tristes réalités. La réalité de ces professeurs qui voulant parler de la Shoah, ou de l'histoire du Judaïsme sont interrompus par des démonstrations hostiles et cèdent devant la force et l'ignorance. Ou celle de ces insultes « *Sale Juif !* » qui marquent le destin de jeunes enfants.

De surcroît, on a vu le retour des profanations de tombes chrétiennes, musulmanes et juives. On a entendu des dirigeants du Front National tenir des propos nauséabonds. L'année passée fut aussi une année très sombre pour toutes les victimes d'actes racistes, sexistes, ou homophobes. Ces victimes doivent être assurées de notre volonté d'agir pour plus de solidarité dans la société française.

Certes, la police fait un effort réel. Mais le taux d'élucidation, bien que meilleur que pour la moyenne des autres délits, reste nécessairement limité. Quant à la justice, malgré des réquisitions souvent sévères des procureurs, elle donne parfois le sentiment de mal apprécier la gravité du phénomène antisémite. Or, « » comme l'a dit le Président de la République. J'ajoute que la justice n'est pas LA JUSTICE quand elle punit les victimes au lieu des coupables : Ainsi, la jeune Ghebali a porté une minerve à la suite d'une agression antisémite. Or, ses parents ont été condamnés à 8.000 € d'amende pour procédure abusive. De même, dans l'affaire du lycée Montaigne, c'est l'enfant Serrero, persécuté pendant des mois, parce que juif, qui a été contraint de quitter l'établissement, et non ses agresseurs. Je salue la présence dans cette salle des parents Ghebali et Serrero.

Et que dire des décisions des juges chargés des affaires Dieudonné, Latrèche, Mermet, Tawil et Flammarion, relaxé pour une affaire, qui du coup récidive en publiant un autre livre antisémite.

Face aux statistiques qui ne veulent pas reculer, face à certains des juges qui ne veulent pas condamner, nous ne devons pas nous laisser gagner par la lassitude ou l'accoutumance. Nous ne devons pas être effrayés par l'ampleur de la tâche à accomplir. Nous devons tout simplement agir.

Les sanctions seules, de toute façon, ne suffisent pas. Les enseignants ont la lourde tâche d'enseigner à nos enfants en plus des programmes normaux, l'art de vivre ensemble, l'histoire des religions, de l'esclavage, de l'antisémitisme. Un travail de vérité s'impose aussi pour inscrire le sionisme, ce mouvement d'émancipation, dans les grandes épopées de l'histoire humaine, et non comme un fantasme repoussoir.

Les élus locaux devraient aussi s'engager dans l'effort d'éducation. Aussi, ai-je suggéré au Ministre de l'Intérieur, au Garde des Sceaux, et au Président de l'Association des Maires de France d'intervenir auprès des Maires des Communes pour qu'ils convoquent les parents des mineurs auteurs de délits afin de leur donner avec solennité une leçon d'instruction civique. Les Maires pourraient aussi organiser des colloques interreligieux. Nous croyons aux vertus du dialogue. Je veux saluer ici la création, avec la participation du CRIF, d'une Association de l'Amitié judéo musulmane.

Un effort d'intégration est également nécessaire. Les chefs d'entreprise, les propriétaires de logements doivent contribuer à transmettre à nos enfants une société de tolérance. Où l'on ne vous écarte pas d'un travail ou d'un logement parce que vous vous appelez Christian, Mohamed ou Abraham.

Au-delà de ces efforts qui relèvent du long terme, d'autres mesures pourraient être prises à court terme, si vous le décidiez, M. le Premier ministre :

Les dispositions pénales frappant le racisme sont insérées dans la Loi sur la presse de 1881. Il faut sortir l'ensemble des dispositions concernant l'antisémitisme et le racisme de cette loi et les soumettre aux règles du droit commun. En cela, je réitère ma demande d'il y a un an.

Il faut aussi que l'Etat veille à ne pas financer des œuvres de propagande filmées, telles « *La Porte du Soleil* », diffusées sur des chaînes publiques et qui livrent une vision falsifiée de faits historiques, quand ils n'attaquent pas directement le « *Yahoud* » , « *le Juif* ».

Enfin, il faut promouvoir une harmonisation européenne des dispositifs de régulation de l'audiovisuel. La haine saute, grâce aux satellites, par dessus tous les gardes fous, et s'est répandue dans toute l'Europe. Dès Septembre 2004 nous avons demandé que soit mise en place au niveau européen, une autorité qui disposerait de pouvoirs comparables à ceux du CSA. Dans cette époque de télévision sans frontières, il faut un régulateur européen pour l'audiovisuel. Cette même coopération européenne est aussi nécessaire pour Internet.

A ce stade, je dois vous faire part du malaise que je ressens. Malaise devant ce qui me paraît être une incompatibilité entre la politique étrangère de la France et la politique intérieure de lutte contre l'antisémitisme.

On peut lire dans le Rapport Rufin commandé par le Ministre de l'Intérieur : « *Il n'est pas concevable aujourd'hui de lutter efficacement en France contre l'antisémitisme dans ses formes nouvelles sans tout tenter pour rééquilibrer l'appréciation par l'opinion publique de la situation au Moyen-Orient.* »

La politique étrangère de la France est souvent ressentie comme identifiant l'Amérique et Israël, le sionisme et l'impérialisme, le mondialisme et l'oppression. Qu'elle soit ou non voulue par nos diplomates, cette confusion est bien réelle dans l'opinion publique, et alimente des amalgames dont les Juifs subissent les effets néfastes.

Ce sentiment de malaise, je l'ai notamment ressenti lors de l'affaire Al Manar.

L'an dernier, après avoir visionné une cassette d'Al Manar que nous vous avions transmise, vous déclarez, M. Le Premier ministre, à ce même dîner, que ces images sont « insupportables à la vue, brûlantes au cœur, révoltantes à la raison ». En Août 2004, le CSA demande au Conseil d'Etat l'interdiction de cette chaîne du Hezbollah.

Aussi, c'est avec stupeur que j'apprends, le début 2004, que le CSA pourrait au contraire autoriser Al Manar. J'alerte aussitôt votre cabinet ainsi que l'Elysée.

En vain. Deux semaines plus tard, le CSA annonce qu'il autorise Al Manar. La France, ce faisant, admet officiellement, en toute légalité, la propagande antisémite dans notre pays ! Du jamais vu, depuis 60 ans !

Fort heureusement, l'opinion publique et les dirigeants des partis de gauche comme de droite que nous avons alertés, nous rejoignent dans une protestation massive, avec plusieurs dizaines de milliers de signatures, contre cette autorisation. J'ai attendu, pendant tout le mois de novembre, l'expression publique, ou même privée, d'un désaccord du pouvoir politique avec le CSA. C'est le 2 décembre que votre intervention au Sénat, rompt ce silence. Et le feuilleton s'achève le 17 décembre, lorsque le CSA revient en arrière et annule l'autorisation. Cette affaire, s'est certes bien terminée, mais elle a été pour moi une révélation douloureuse. J'ai réalisé combien la politique étrangère de la France était importante. Au point de fragiliser la lutte contre l'antisémitisme.

L'accumulation des signes fait système. En voici d'autres qui suscitent d'autres interrogations :

Pourquoi avoir fait, en France, des funérailles aussi grandioses à Yasser Arafat, plus grandioses même qu'en Egypte ? Je comprends certes l'aspect humanitaire de son transfert en France et les nécessités du protocole. Mais, discours élogieux, hommage dithyrambique, Marseillaise, Garde Républicaine ont honoré la dépouille d'Arafat. Et aucun propos n'est venu rappeler sur son catafalque l'ambiguïté du personnage. Les espoirs de paix que suscite l'arrivée au pouvoir de son successeur démontrent à l'envi combien le soutien fort, le soutien constant, le soutien isolé de la France à Arafat était lourdement erroné. Qui peut nier aujourd'hui qu'Arafat était un obstacle à la paix ?

Pourquoi n'avoir pas démenti plus solennellement les rumeurs moyenâgeuses d'empoisonnement d'Arafat alors que de telles rumeurs sont infondées et constituent un obstacle bien inutile à l'évolution vers la paix ? Cette rumeur, celle des juifs empoisonneurs est aussi vieille que la haine des juifs. Faut-il rappeler les accusations d'empoisonnement des puits pendant la Grande Peste noire du 14° siècle, les rumeurs de souillure des hosties pendant l'Inquisition, la dénonciation inventée par Staline d'un complot des médecins juifs, ou plus récemment l'accusation de propagation du Sida ? Ces rumeurs sont la matrice de la haine.

Pourquoi encore avoir toléré la fausse déclaration d'Arafat à l'Etat-civil ? Chacun sait qu'Arafat est né au Caire et non à Jérusalem, contrairement à la version falsifiée de son livret de famille français.

J'aurais aimé que la France montrât autant d'amitié envers Israël qu'elle en montre envers les dirigeants des pays arabes.

Même si je ne peux nier la sincérité et les efforts de notre nouveau ministre des Affaires étrangères en vue d'un meilleur équilibre, je constate que le déséquilibre qui dure depuis des décennies a une gigantesque force d'inertie, et que la France se montre encore plus distante et plus donneuse de leçons envers le gouvernement israélien qu'envers les autres gouvernements de cette région du monde.

Les interférences entre politique étrangère et politique intérieure sont source d'incohérences et d'incompréhensions.

(...)

Les mêmes interférences peuvent expliquer qu'une éminente association de journalistes ait déploré le retrait de la chaîne Al Manar, de notre paysage audiovisuel. Je comprends et je soutiens ceux qui veulent protéger la liberté d'expression. Faut-il, pour autant, tolérer ceux qui appellent au meurtre, ceux qui kidnappent, ceux qui tuent des otages ?

Toujours dans le registre des interférences, je vais prendre maintenant un autre exemple, celui de la francophonie. Etait-il juste, il y a deux ans, de laisser le sommet de la francophonie à Beyrouth, se transformer en un forum de haine anti-israélienne, en présence du chef du Hezbollah ? Année après année, au risque de vous lasser, nous disons qu'il serait juste d'accueillir Israël dans la Francophonie, alors que 20 % de sa population pratique encore notre langue.

Au risque de nous lasser, depuis des années, on nous répond que rien ne s'y oppose, si ce n'est la règle de l'unanimité.

N'est-il pas temps de dire enfin non à la Syrie, parrain avec l'Iran du Hezbollah ?

N'est-il pas temps que la France ne s'oppose plus à la reconnaissance par l'Europe du fait que le Hezbollah est une organisation terroriste ?

Je souhaite me tromper sur le déséquilibre de la politique étrangère de la France. Je reconnaîtrai bien volontiers mon erreur. Par exemple, le jour où, de la même manière qu'il y eut un sommet de la francophonie à Beyrouth, capitale du Liban, sera annoncé un sommet de la francophonie à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël.

Israël est, parmi les 192 Etats de cette planète, le seul pays au monde dont on ne reconnaisse pas la capitale. Ce refus dure depuis 56 ans. Quelle raison justifie que Jérusalem, ne puisse pas être considérée comme la capitale du seul Etat juif du monde ? Qu'y a-t-il de plus juif que Jérusalem ? Comme le dit Elie Wiesel : « *Je n'habite pas Jérusalem, mais Jérusalem habite en moi !* »

D'autres fléaux frappent également, initiés cette fois par des hommes, des hommes animés par une haine fanatique. Le 11 septembre 2001, le terrorisme a frappé en Amérique.

(...)

D'autres fléaux menacent. Si les dévots d'Iran obtiennent l'arme nucléaire, le risque concerne aussi l'Europe. Que peut faire la seule diplomatie européenne, si talentueuse soit-elle, pour obliger les Iraniens à respecter leurs engagements ? Les autorités religieuses iraniennes ont la ferme volonté de disposer de cette arme nucléaire. On ne les convaincra d'y renoncer que si l'Europe et l'Amérique présentent un front déterminé et uni. Cela requiert fermeté et solidarité des démocrates face aux amis du terrorisme. Fin.

Des détracteurs juifs du Crif s'expriment.

Au nom de qui parle le Crif ?

Communiqué de L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 17 février 2005

Une de tâches primordiales de l'UJFP est de faire entendre la diversité réelle de pensée, d'opinion, et de sensibilité des Français d'origine juive qui sont plus d'un demi million en France. A ce titre il nous paraît scandaleux que le dîner du CRIF soit considéré ces dernières années par toute la classe politique comme la troisième chambre du parlement français.

Chaque année le gouvernement entier, et de nombreux parlementaires s'y précipitent pour montrer patte blanche et faire la démonstration qu'ils ne sont pas antisémites. Et chaque fois le piège tendu par cette "*instance communautaire*" et son président Roger Cukierman se referme un peu plus, sur les politiques français entraînés dans une logique infernale : démontrer que l'on n'est pas antisémite ne peut se faire selon le CRIF qu'en acceptant toujours plus l'assimilation de l'antisionisme

à l'antisémitisme, et en se taisant de plus en plus sur la politique israélienne d'occupation.

En 2003 Cukierman désignait les ennemis antisémites : "*verts bruns rouges*" accusant ainsi des forces progressistes d'antisémitisme parce qu'elles se mobilisent pour la Palestine et contre le gouvernement de Sharon. Aujourd'hui il rend les copies au gouvernement : sur l'antisémitisme, assez bien, mais sur la politique étrangère du gouvernement concernant le monde arabe, très médiocre. Et ce au nom des Juifs de France !

Les Juifs français ont toutes les opinions politiques sur leur gouvernement, et votent dans tous les partis, leurs choix sont individuels et non communautaires, contrairement à ce que veut faire croire Monsieur Cukierman. Pratiquant le pire des communautarismes il associe publiquement Juifs et Israéliens, antisémitisme et antisionisme, faisant croire qu'il y a dans ce pays une " *communauté* " qui voterait d'une seule voix pour des intérêts qui sont aujourd'hui ceux de Sharon.

Quant à nous, nous considérons que ceux qui tentent d'embrigader tous les Juifs de France dans un soutien systématique de la politique de Sharon, et qui manipulent l'antisémitisme dans ce pays comme une arme pour faire taire toute critique à l'égard de la politique israélienne, portent une responsabilité grave dans les tensions qu'ils réveillent et entretiennent.

Nous attendons du gouvernement qu'il agisse en matière de racisme avec fermeté et détermination contre toutes les discriminations et violences racistes, antisémitisme inclus, en montrant ainsi qu'il respecte le principe d'égalité de tous les citoyens devant la loi. En tant que Juifs nous ne souhaitons pas de régime privilégié, qui ferait de nous des citoyens " *protégés* ", nous revendiquons les mêmes droits, les mêmes devoirs et le même respect que tous les citoyens. Nous attendons de la politique étrangère de la France des mesures fermes de sanctions contre les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement israélien, l'arrêt de toute coopération militaire avec Israël, l'application des décision de la Cour internationale de justice de la Haye concernant le Mur, l'application du vote du parlement européen demandant la suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Pour nous la législation internationale est la même pour tous les Etats, le rôle de la France est d'exiger son application par tous et de condamner toute violation de ce droit. Nous avons par ailleurs été sensibles aux honneurs rendus par notre gouvernement au Président Arafat, représentant défunt de tout son peuple. Les citoyens français juifs que nous sommes condamnent avec la plus grande fermeté les propos communautaristes et sectaires tenus par Monsieur Cukierman, et affirment avec force : non il ne parle pas en notre nom !

"*Quand le président de ce dernier, Roger Cukierman, prend position, il engage - au maximum - un Juif français sur sept..." in "Le mal-être juif, entre repli, assimilation & manipulations*", Dominique Vidal. UJFP, B.P. 102, 75960 PARIS Cedex 20, tél. 01 42 02 59 76, fax 01 42 02 59 77

Un témoignage dont on ne suspectera pas l'auteur de participer à un complot antisioniste ou anti-néolibéral

Alain Minc: «*Cukierman franchit la ligne jaune*»

Essayiste, consultant, président d'AM Conseil, auteur de Ce monde qui vient (Grasset), Alain Minc commente les déclarations de Roger Cukierman.

Propos recueillis par Alexis Lacroix, Le Figaro, V. 18 février 2005

LE FIGARO. – Le discours tenu par Roger Cukierman lors du dîner annuel du Crif, samedi dernier, suscite de vives réactions. Qu'en pensez-vous?

Alain MINC. – Je suis profondément scandalisé par ces déclarations. Le discours de Roger Cukierman devrait provoquer une indignation beaucoup plus massive. Le juif que je suis n'a vraiment pas l'habitude de se mêler de la vie de ce qu'on appelle la communauté juive. La faute, sans doute à mon penchant instinctif à l'universalisme... Mais la gravité des propos tenus pousse à réagir. Il n'est pas admissible que le président du CRIF, au nom de la communauté qu'il croit représenter, ait prononcé des paroles si dénuées de mesure et de maîtrise de soi.

Etait-ce à ce point impensable de remettre en question certaines préférences de la diplomatie française?

De telles interrogations sont bien sûr toujours envisageables, et parfois même souhaitables. Mais pas comme ça! Mais pas sous cette forme accusatoire et, au fond, populiste. Que voulez-vous dire?

Le président du CRIF instruit contre les plus hauts dirigeants français un réquisitoire totalement infondé. Il est absurde et, pour tout dire, grotesque de désigner à la vindicte des juifs français les hommes qui exercent leurs fonctions au sommet de l'Etat. Je ne suis pas suspect de chiraquisme, mais je trouve impeccable l'attitude dont le président de la République n'a jamais dévié depuis dix ans. Roger Cukierman a-t-il oublié que c'est Jacques Chirac qui a eu le courage de nommer une réalité que ses prédécesseurs

ont inlassablement déniée: la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs français? Le président du CRIF n'a-t-il pas observé que, depuis quatre ans, les juifs français trouvent dans le président de la République un homme qui n'accepte aucun accommodement avec l'antisémitisme en ses différentes formes?

Que c'est cet homme qui, après avoir prononcé cet été son discours de Chambon-sur-Lignon, a redit, très récemment, contre toutes les tentatives de banalisation de la haine, que l'antisémitisme, cette «*perversion*», «*n'a pas sa place en France*»?

Il y a d'autres arguments dans le discours de M. Cukierman, qui se réfère aussi aux positions «pro-arabes» de la diplomatie, en s'interrogeant sur leurs possibles dérives...

Un responsable communautaire juif a le droit de poser ces questions. Mais il franchit la ligne jaune quand il suggère que son appréciation de l'action politique de la France est tributaire des analyses israéliennes les moins nuancées. Si l'on voulait réveiller le fantasme antisémite de la «*double allégeance*», qui empoisonne la relation des Français juifs avec leur pays depuis 1967, on ne s'y prendrait pas autrement. Lorsqu'on s'exprime au nom des Français juifs, on n'est pas comptable des intérêts légitimes de l'Etat d'Israël. Samedi dernier, M. Cukierman s'est comporté comme un ambassadeur in partibus de l'Etat d'Israël.

Jean-Christophe Rufin, dans le rapport sur l'antisémitisme qu'il a remis au ministre de l'Intérieur, explique lui-même qu'il faut tout tenter «*pour rééquilibrer l'appréciation par l'opinion publique de la situation au Moyen-Orient*»... Roger Cukierman s'est cru autorisé à citer cet extrait du rapport de Jean-Christophe Rufin. Mais – c'est sa troisième et plus lourde erreur –, il en a fait un usage qui n'est pas recevable

Pourquoi? Est-il absurde de s'interroger sur la compatibilité «*entre la politique étrangère de la France et la politique intérieure de lutte contre l'antisémitisme*»?

A condition de ne pas se leurrer sur le diagnostic de fond! Les préférences et les préventions qu'on impute à juste titre à une certaine tradition de la diplomatie française ne sont pour rien dans la fermentation du nouvel antisémitisme. Ce dernier est le produit des errances d'une extrême gauche qui combine anticapitalisme, antiaméricanisme et ressentiment contre les juifs. Tout à son combat contre l'idée qu'il se fait de la diplomatie française, le président du CRIF passe totalement sous silence ce «*socialisme des imbéciles*». Il faudrait tout de même se rappeler aussi que le racisme antiarabe est largement plus répandu en France que l'antisémitisme.

Ce «*précipité idéologique*» d'extrême gauche ne peut-il pas trouver un allié de circonstance chez les tenants d'une géopolitique violemment antiatlantiste, inspirée par les thèses de Maurras ou de Bainville?

Un axe Dieudonné-Bainville? Mais non! La vision du monde d'un Bainville n'exerce plus guère une influence décisive. Roger Cukierman aggrave sa maladresse par l'aveuglement. Il a cru dénoncer les formes contemporaines de l'antisémitisme: il s'est trompé sur leur nature réelle. La matrice de la haine, ce n'est pas tel ou tel avatar de la géopolitique gaullienne, c'est cette réaction antilibérale qui amalgame dans son délire la mondialisation, l'argent et les juifs. Je suis très étonné qu'une faute si manifeste de jugement et une défaillance si patente de discernement n'incitent pas davantage de représentants de la communauté juive à exiger la démission de Roger Cukierman. Fin.

La propagande du Crif a une double fonction : alimenter l'antisémitisme dont en tirera profit les néolibéraux qui sont au pouvoir à Paris comme à Washington ou Tel-Aviv, l'antisémtisme sert leur stratégie politique aujourd'hui comme autrefois, comme ils s'en sont toujours servis, parce qu'ils sont les pires antisémites qui soient n'étant pas sémites eux-mêmes.

Des primates au crépuscule de l'humanité.

Le sionisme est une idéologie politique nationaliste, raciste et d'apartheid récente dans l'histoire du judaïsme, que rejettent beaucoup de rabbins à travers le monde. Les sionistes sont au judaïsme ce que Lepen est à la République. Ce que les inquisiteurs étaient au christianisme. Ce que les intégristes sont à l'Islam. Les bourreaux de leur propre religion. Les sionistes sont les bourreaux du judaïsme. Ils négociaient avec Hitler dans le dos du peuple juif et ils massacrent aujourd'hui les palestiniens sémites.

Les palestiniens chrétiens de Bethléem ne sont-ils pas les descendants des juifs qui ont suivit Jésus ? Les palestiniens musulmans ne sont-ils pas les descendants des juifs de Jérusalem et des chrétiens et de Bethléem qui se sont par la suite convertis à l'Islam? L'ethnie sémite est représentée par des individus à la peau matte, aux cheveux et aux yeux noirs. Les palestiniens sont les authentiques sémites, et les sionistes sont des européens juifs blonds aux yeux bleus, issus de tribus barbares convertis au moyenâge au judaïsme, ils ne sont pas sémites pour un sou, et pire, ils sont racistes et antisémites ! L'antisémitisme est une maladie européenne... un racisme primaire. (alterinfo.net 30.12)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : Nouvelle tactique de Riyad - french.irib.ir 30.12

Selon le journal britannique The Guardien, l'Arabie saoudite envisage d'"*investir*" à hauteur de plusieurs millions de dollars sur une milice qu'elle a nouvellement créée en Syrie et qui a pour nom " *Jaysh-e-al Islam*" ou Armée de l'Islam. Le journal se réfère aux sources syriennes, occidentales et arabes pour affirmer que la milice formée fin septembre 2013 attirerait désormais le gros des fonds saoudiens consacrés à "*faire durer le bain de sang en Syrie*".

Selon le journal, ce seront les officiers pakistanais qui entraineront les membres de Armée de l'islam estimés de 5000 à plus de 50000 personnes ; et le journal d'ajouter : "*les diplomates et les experts sont toutefois très réticents face à cette nouvelle tactique à laqueklle a recours Riyad puisque les membres de Jaysh pourront un jour ou l'autre gagner leur pays d'origine et créer des problèmes. Le chef du renseignement saoudien Bandar Sultan aurait mis sous pression les Etats Unis pour qu'ils lui permettent d'armer les jihadistes de Jaysh al Islam de missiles anti aériens et de missiles anti-chars. Mais Washington serait réticent. Bandar exerce également des pressions sur la Jordanie pour qu'elle ouvre son territoire au passage de l'aide militaire saoudienne pour les terroristes, ce que continue de rejeter pour l'instant la Jordanie*".

En effet, Aman a prêté son territoire aux saoudiens pour qu'ils y dressent des tueurs takfiris dans des camps d'entrainement mais sa participation au passage d'armes et de munitions à destination des terroristes a été jusqu'ici plutôt minime et The Guardien d'ajouter : " *cela fait plus de deux ans que Riyad se dit favorable à l'armement des rebelles d'armes lourdes mais ses activités dans ce sens se sont multipliées depuis la signature de l'accord russo américain sur un désarmement chimique de la Syruie car selon Riyad, cet accord a promu le statut d'Assad à titre de président légitime*". french.irib.ir 30.12

1.2- Pourquoi une victoire à Al Anbar serait -elle stratégique pour la Syrie? - french.irib.ir 30.12

Les forces de l'armée irakienne viennent de bloquer la voie de transit à un méga convoi d'armes et d'équipements destiné aux terroristes en guerre en Syrie : le convoi contient 70 véhicules légers, 2 tonnes charges explosives enrichies (destinés à commettre des attentats suicides) , des armes anti blindées, anti-aériennes et le tout vient d'être bloqué derrière les frontières irakiennes dans la province d'Al Anbar.

Le convoi aurait du arriver à Nakhib en Irak via le point de passage frontalier saoudo irakien de Arar. La charge enrichie est destinée à commettre des attentats suicides à travers le territoire syrien. QuEmontre cette nouvelle évolution? Le blocage d'un si grand convoi prouve que les frontières turco syriennes, fermées sur ordre d'Ankara n'offrent plus la voie de passage facile et accessible pour les terroristes. Idem pour les frontières jordaniennes qui sont visiblement plus étanches que par le passé pour les convois destinés aux terroristes. En revanche les frontières irakiennes mal contrôlées en termes militaires et sécuritaires se sont transformées en de véritables passoires par où Riyad envoie massivement ses armes à l'adresse de ses mercenaires takfiris déployés en Syrie.

En deux semaines d'offensive, l'armée irakienne est parvenue à identifier les trajets empruntés par les terroristes en partance pour la Syrie. Elle mène en ce moment même de violents combats dans les localités de Houran et de Al Abyaz dans les déserts d'Al Anbar. french.irib.ir 30.12

2- Liban

2.1- Le Hezbollah va-t-il se désarmer? - french.irib.ir 30.12

Le chef du bloc parlementaire du Hezbollah le député Mohammad Raad a indiqué que « *les accusations lancées contre nous ne peuvent pas influencer nos orientations et nos choix* », assurant que « *le changement de l'équation politique dans le pays comme ce fut le cas en 2005 ne se répètera jamais* ».Raad a critiqué « *les campagnes de provocation menées par les forces du 14 mars, notamment les discours prononcés par ce camp politique à la suite de l'attentat contre l'ancien ministre Mohammad Chatah, démontrant l'ampleur de l'exploitation politique de cet attentat* ».

S'exprimant lors d'une cérémonie de commémoration au Sud Liban, le député du Hezbollah a déclaré : « *Au moment où nous tendons la main au dialogue, au partenariat et à la réconciliation nationale, nous ne trouvons de l'autre camp que la provocation et les allégations. Ils sont prêts à la réconciliation seulement s'ils prennent les rênes du pouvoir. Mais dans le cas contraire, ils ne font que provoquer, poignarder dans le dos, déformer notre image et falsifier les réalités juste pour nous vaincre* ».

Et de poursuivre : « *Mais toutes les allégations et les prétextes qu'ils véhiculent ne pourront nous tromper, et par la suite,*

nous refuserons la formation du gouvernement auquel ils aspirent ».

Pour sa part, le député du bloc parlementaire de la fidélité à la résistance Hassan Fadlallah a accusé le camp du 14 mars de tenter d'exploiter politiquement l'assassinat de l'ancien ministre Mohammad Chatah. « *Telle est leur approche depuis 2005, ils exploitent le sang des morts pour réaliser des acquis politiques* ».

Le député Ali Fayyad a lui, assuré "*que le Hezbollah est attaché au discours d'accalmie et d'entente malgré le discours fou et hystérique de l'autre camp, un discours bâti sur la division, l'accusation et l'hystérie politique* ». Il a toutefois affirmé "*être prêt à un accord national pour faire sortir le pays de crise. Cet accord stipule la formation d'un gouvernement de partenariat national, la tenue des séances de la commission générale du Parlement, la tenue des élections présidentielles dans leur délai et l'accord sur une loi électorale à la base de laquelle se tiennent les élections parlementaires, et le retour à la table du dialogue* ». french.irib.ir 30.12

2.2- Guerre Israël/Hezbollah : nouvelle provocation - french.irib.ir 29.12

On s'y attendait ! Depuis des semaines, le régime d'Israël cherche par tous les moyens possibles à lancer une guerre tous azimuts non seulement contre son ennemi traditionnel à savoir le Hezbollah mais aussi contre l'armée nationale libanaise qui s'est avérée ma foi trop encombrant ces temps-ci face aux dessins des alliés saoudiens de Tel Aviv au Liban. Ce dimanche , deux missiles tirés on ne sait pas d'où (ndlr : ce qui renforce justement l'hypothèse d'un scénario takfiri prémédité) ont été tirés depuis les champs de Marjaiyoun contre la colonie israélienne de Shemoneh au nord de la Palestine occupée. les sirènes d'alerte se sont mis aussitôt à retentir.

En l'espace de quelques minute une déluge d'obus de mortier s'est abattue sur le Liban . Une dernière information fait état de 100 obus de mortier tirés contre les localités de Al Mariya et de Rachiya al Fakhar dans le sud est du Liban. Les tirs ont cessé et la Finul est entrée immédiatement en contact avec la partie israélienne. L'armée libanaise a mobilisé sans tarder ses forces sur les frontières avec Israël. Selon la chaine II de la TV israélienne, l'armée aurait recommandé aux agriculteurs israéliens de ne pas s'approcher des frontières avec le Liban. La chaine a affirmé que les écoles continuent leurs activités dans les colonies du nord d'Israël et n'ont pas réagi au tir de roquettes. raison de plus pour affirmer que le scénario est bien prémédité et impliquerait à la fois les takfiris et Israël. french.irib.ir 29.12

SOCIAL

1- Monaco

Les salariés de l'Hôtel de Paris, emblématique palace monégasque, ont voté lundi un mouvement de grève pour "*exprimer leur inquiétude quant aux conséquences des travaux de rénovation sur leurs rémunérations*", a annoncé la direction de la Société des Bains de Mer (Monte-Carlo SBM).

Cette grève intervient dans le cadre de discussions initiées le 4 décembre "*concernant la rémunération du personnel, actuellement indexée sur le chiffre d'affaires*", explique la SBM dans un communiqué.

Le 24 décembre, les salariés "*ont demandé le maintien pur et simple du niveau de rémunération du dernier exercice, record en terme de chiffre d'affaires, ce qui constituait un changement radical par rapport aux propositions étudiées précédemment*", selon la même source.

Outre les négociations salariales, "*un plan d'emploi*", portant sur 86 personnes, a été décidé en vue de ces travaux qui doivent démarrer en janvier 2014 pour s'achever fin 2017, pour un coût de 250 millions d'euros.

La rénovation de l'Hôtel de Paris vise à augmenter la superficie des chambres et le nombre de suites, afin de "*rester à la pointe des attentes de la clientèle toujours plus exigeante des palaces*", selon la SBM qui fête cette année ses 150 ans d'existence.

Parmi les innovations majeures: la création d'une cour-jardin au centre de l'établissement et une mise en valeur des toits qui accueilleront notamment des suites d'exception et une "*villa sur le toit*" avec jardin et piscine privés. AFP 30.12

On ne peut pas tout faire et tout avoir dans ce bas monde hélas, il faut choisir !

2- Grèce

National Bank (NBG), la première banque de Grèce, a annoncé mardi que 2.510 de ses salariés, soit environ 20% de ses effectifs, avaient accepté de quitter le groupe dans le cadre d'un plan de départs volontaires.

Les principales banques grecques ont supprimé quelque 10.500 emplois depuis 2010, principalement par le non-remplacement des départs en retraite ou des démissions, mais elles ont désormais recours à des plans de départs volontaires pour réduire encore leurs coûts et se préparer une éventuelle privatisation.

Chez NBG, le nombre de départs volontaires dépasse l'objectif initial, qui était d'environ 15% des effectifs pour 150 millions d'euros d'économies par an.

La banque avait auparavant expliqué que le plan lui coûterait 160 millions d'euros si le nombre des départs atteignait 2.000. Elle a refusé mardi de préciser le coût supplémentaire lié au nombre total de départs annoncés.

Ses concurrentes Piraeus Bank et Eurobank ont prévu de réduire leurs effectifs de plus de 10%. Les trois établissements devraient donc supprimer environ 5.500 postes au total.

Une quatrième banque, Alpha, devrait lancer un plan de départs volontaires en 2014.

Les quatre principales banques grecques ont reçu 27,5 milliards d'euros de capitaux frais en juin pour renforcer leurs bilan, une recapitalisation préalable à leur restructuration.

Le taux de chômage en Grèce dépasse 27%, plus de deux fois la moyenne de la zone euro. Reuters 31.12

Là il y a un truc qui m'échapppe, dans un pays où il y a un tel chômage, comment 2.510 salariés qui devaient disposer jusque là de rémunérations et de conditions de travail supérieures au reste des travailleurs peuvent-ils décider de démissionner, même moyennant une prime au départ ?

Je sais qu'en Grèce la proportion des travailleurs indépendants atteignait 25% de la totalité des emplois, mais la plupart doivent dorénavant avoir du mal à s'en sortir, donc ce statut est devenu précaire ou peu enviable, je ne sais pas quoi en penser.

Haut de page

Le 2 janvier 2014

CAUSERIE

Je me suis aperçu que j'avais oublié d'actualiser le mois parfois, maintenant je vais pouvoir confondre les mois et les années !

Je n'archiverai les articles que tous les deux mois ou tous les trimestres, j'espère ainsi gagner du temps, pas le temps de le faire chaque mois, pas très envie non plus en réalité. Puisque l'ambiance est toujours aussi chaleureuse, un euphémisme, je n'ai plus envie de me casser la tête.

Les causeries de décembre ont été formatées en pdf. J'ai remis *Droit de l'homme contre droit du citoyen.* - K Marx. (24.12) que j'avais effacé par erreur, personne ne me l'a signalé, merci au passage.

ACTUALITE EN TITRES

La majorité était contre la minorité était pour : adopté, ainsi va la démocratie !

- La Lettonie adopte l'euro à reculons L'Expansion.com

Jamais un Etat n'a adopté la monnaie unique avec une population aussi hostile. L'Expansion.com 01.01

ACTUALITÉ DU JOUR

Bravo !

- Hollande assume une ligne sociale-libérale - LeFigaro.fr

Pourquoi l'assume-t-il aujourd'hui et non hier ? Parce que la crise du capitalisme s'est amplifiée.

Ensuite il sait qu'il n'existe plus d'opposition organisée dans le pays, la réaction sur toute la ligne qu'il incarne a le champ libre. Les satellites du PS sont issus du capital ou génétiquement liés à lui, et l'existence de ses alliés du Front de gauche dépend de leur soumission au régime.

Quand on dit qu'il n'existe plus d'opposition organisée en France, on veut dire par là qu'il n'existe plus aucun parti capable de mobiliser les masses par millions ou qui en aurait la volonté, du fait que les partis qui en avaient la capacité, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, sont désormais montés au front pour gérer la société au profit des capitalistes ou assument au sein du mouvement ouvrier une fonction complémentaire et de plus en plus similaire (corporatisme) en défense du régime, qui conduit à le cadenasser, le museler, le réduire à l'impuissance, le subordonner toujours davantage au capitalisme.

Quant à la véritable opposition, elle est représentée par les milliers de militants de quelques partis ou organisations ou groupes qui se réclament du socialisme, dont les appareils et les dirigeants demeurent subordonnés au PS et au PCF ou leurs satellites, incapables de rompre le cordon ombilical avec les appareils vendus des syndicats dans lesquels ils s'en remettent en permanence ou auxquels ils font allégeance, rapports que l'on retrouve dans les différentes stratégies qu'ils ont adoptées, leurs rapports avec les masses ou leurs conceptions de la lutte des classes, pour avoir été incapables d'intégrer dans leur stratégie politique celle que le capital allait adopter à issue du passage du capitalisme à l'impérialisme qui allait connaître de nouveaux développements au cours de la seconde moitié du XXe siècle et qui correspondait dorénavant à l'orientation générale du capitalisme mondial, ces formations politiques étaient condamnées à se décomposer, leurs appareils à se scléroser, et ce serait une grave erreur de croire que l'éclectisme ou l'ouverture d'un parti à tous les vents constituerait un gage d'ouverture d'esprit ou de démocratie à l'intérieur d'un parti ou que le dogmatisme y serait absent, car en réalité lorsque l'éclectisme est élevé au rang de principe ou théorisé, il devient le contenu d'une nouvelle forme de dogmatisme ou un dogmatisme en chasse un autre, bref, leurs militants n'avaient plus d'autres alternatives que démissionner ou se fossiliser à leur tour, d'autant plus que la révolution socialiste semblait renvoyée à une date lointaine ou indéterminée.

Le Medef prêt à participer au «pacte de responsabilité» proposé par Hollande - Liberation.fr

On a compris, privilégier les besoins du capital c'est faire preuve de "*responsabilité*" et tous ceux qui s'y opposent sont des irresponsables. Le procédé est le même que : vous être pro-israélien ou vous êtes antisémite, vous être pour le mariage homosexuel ou vous êtes homophobe, vous êtes féministe ou vous êtes misogyne, vous êtes favorable à l'énergie nucléaire ou vous êtes archaïque, vous êtes partisan de l'UE ou vous êtes un nationaliste, un souverainiste, vous êtes favorable au bombardement de la Syrie ou vous êtes le suppôt d'un tyran, vous êtes favorable à l'intervention militaire au Mali et en Centrafrique ouvous êtes complice des djihadistes ou des bandes armées qui massacrent la population, vous adoptez le capitalisme, l'impérialisme, vous soutenez toutes leurs guerres ou vous êtes un paria, un traitre, un ennemi de la démocratie, de la société.

- "*Il y a urgence*", déclare Pierre Gattaz.

Tu parles, quelle aubaine pour les patrons d'avoir un président social-libéral issu d'un parti que le mouvement ouvrier et son avant-garde (sic) ont légitimé pendant un siècle !

Mitterrand nous a solidement enchaîné à l'Union européenne, Hollande entend nous livrer au néolibéralisme : à bas le PS !

- L'organisation (le Mdef - ndlr) rappelle qu'elle avait déjà proposé mi-novembre un "*pacte de confiance pour la croissance et l'emploi*"

Autrement dit Hollande n'a fait que reprendre à son compte une proposition du Medef, normal, n'est-il pas le président des patrons ?

- Et pour elle, ce type d'initiative doit passer par le lancement de cinq chantiers indispensables: l'allègement de la fiscalité des entreprises, la diminution du coût du travail, la simplification, la baisse des dépenses publiques et la diminution des obstacles à l'emploi.

Le pacte de François Hollande est "*fondé sur un principe simple: moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en même temps, une contrepartie: plus d'embauches et plus de dialogue social*", avait détaillé mardi le président lors de son allocution. AFP 01.01

Excellent, le mimétisme est parfait ! Le programme de Hollande et du PS : c'est celui du Medef !

En complément. L'offensive néolibérale sur tous les fronts doit se poursuivre.

- Trierweiler souhaite que la lutte contre l'enfance maltraitée soit désignée grande cause nationale - L'Express.fr

(A suivre)

Une "***généreuse***" intention qui a comme une odeur de soufre.

Générosité européenne à double tranchant : ouvrir les frontières aux travailleurs bulgares et roumains est-il le meilleur service que l'on puisse rendre à leurs pays ? - Atlantico.fr

A personne, sauf au patronat des pays où la réglementation du travail et les salaires étaient le plus avantageux pour les travailleurs.

L'UE leur livre une main d'oeuvre qui va accepter des salaires et des conditions de travail que les travailleurs des différents pays de l'UE refusent. Cela va permettre d'accroître la concurrence entre les travailleurs, de faire baisser le coût du travail, et accessoirement de les dresser les uns contre les autres, ce que les gouvernements pourront toujours exploiter sur le plan politique pour faire passer leur politique réactionnaire ou poursuivre leur offensive contre les acquis ou droits sociaux des travailleurs.

Avions-nous tort de dénoncer le prosélytisme islamiste ?

- Les Slaves convertis à l'islam, nouvelle menace pour la Russie - Reuters

Et naturellement Le Figaro s'en réjouit à demi-mot...

- Les vœux pieux de Poutine face aux attentats terroristes - LeFigaro.fr

Adopter une religion ou se convertir à une religion à l'adolescence ou à l'âge adulte correspond à une dangereuse régression intellectuelle, dans la mesure où il s'agit d'un processus consacrant la théorisation d'une interprétation du monde marquée du sceau de l'ignorance et qui s'en trouve ainsi légitimée, profondément ancrée dans le cerveau de la personne en question au point qu'il sera pratiquement impossible de l'en extraire lorsqu'elle ne la conduira pas au fanatisme.

Le combat pour la défense du matérialisme (dialectique) et de l'athéisme devrait figurer au programme d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Lénine avait ouvert les portes du parti bolchevik aux travailleurs croyants qui étaient susceptibles de le rejoindre, dès lors qu'ils avaient pris connaissance des positions du parti en la matière, autrement dit qu'il était matérialiste et athée. Partant du principe que ce sont les rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine des conditions d'existence des travailleurs et que l'interprétation qu'ils en donnent est faussée par l'ignorance dans laquelle les tiennent les représentants du régime, et que le meilleur moyen de les aider à progresser et à abandonner cette interprétation erronée des rapports qui régissent la société consiste à les associer à notre combat politique contre le régime, plutôt que les rejeter ou vouloir leur inculquer par la force nos idées, sachant que c'est seulement une fois ces rapports sociaux renversés ou avoir vécu ou participé à cette expérience qu'ils se délivreront de leur conception fantasmagorique des forces qui sont à l'oeuvre dans la société et au delà.

Une fois enregistrée l'expérience que c'est l'action pratique des hommes qui peut changer le monde et non des idées qui le commanderaient, toutes celles qui contredisaient ce processus dialectique tombent en désuétudes, perdent toute légitimité, deviennent caduques et disparaissent, puisque le terrain qui les a vu apparaître ou se développer a disparu. Cette maturité de la conscience peut se réaliser petit à petit ou soudainement en militant sous un régime capitalisme, plus sûrement et sur une vaste échelle dès lors que le régime en place a été renversé, sans que pour autant l'atavisme des masses régissant leur mode de pensée ou de vie lié à l'Ancien Régime ne cède du jour au lendemain...

Défoncez-vous ! Whisky, Coca Cola, McDo... et pétard !

- Cannabis : les Etats-Unis ouvrent leurs premiers "*coffee shops*" - Le Nouvel Observateur

Les adeptes du cannabis aux États-Unis peuvent enfin ce 1er janvier consommer légalement de la marijuana à des fins récréatives dans un Etat de l'ouest du pays, le Colorado, et pourront faire de même dans quelques mois dans l'Etat de Washington.

Suite à une loi votée en novembre, des premiers "*coffee-shops*" ont ouvert leurs portes mercredi dans le Colorado, où les consommateurs pourront acheter légalement, à condition d'avoir au moins 21 ans, jusqu'à 28 grammes de cannabis à chaque visite. Dans l'Etat de Washington, dans le nord-ouest du pays, les premiers magasins devraient ouvrir d'ici le printemps.

Cette loi est une première sur le continent américain, où la politique jusqu'à récemment combinait plutôt interdiction et répression pour les consommateurs, et lutte armée contre les producteurs et les trafiquants.

Mais là aussi les choses changent. En mai, l'Organisation des Etats américains (OEA), qui regroupe tous les pays du continent à l'exception de Cuba, a publié un rapport invitant à étudier une éventuelle légalisation du cannabis pour couper l'herbe sous le pied aux trafiquants. Et le 10 décembre, le Sénat uruguayen a approuvé une loi légalisant la production et la vente de cannabis, qui devrait entrer en application au premier semestre 2014. Le Mexique commence à envisager cette possibilité, tandis que le Canada, jusque-là très répressif, a légèrement assoupli sa position, envisageant de se contenter d'infliger une simple amende aux consommateurs de cannabis.

Aux Etats-Unis, un sondage récent montrait chez les jeunes une tolérance grandissante pour une drogue pourtant illicite et considérée comme addictive.

La consommation de cannabis à des fins médicales est déjà légale et réglementée dans 19 États du pays. Et dans la plupart de ces derniers, la consommation à des fins récréatives n'est pas considérée comme un délit. Mais le Colorado et Washington ont franchi un pas de plus en mettant en place un système où les autorités locales superviseront la culture, la distribution et le marketing de l'herbe pour le simple plaisir des consommateurs, faisant planer un parfum de "*coffee shop*" néerlandais sur l'ouest américain.

Le marché est énorme : selon le cabinet d'études ArcView Market Research, les ventes légales de cannabis augmenteront de 64% entre 2013 et 2014, pour passer de 1,4 milliard de dollars à 2,34 milliards. Dans le Colorado, célèbre pour ses stations de ski, les autorités ont accordé des licences à 348 magasins, et l'État de Washington a reçu 3.746 demandes de licences, dont 867 pour des magasins, selon le "*Seattle Times*", qui appelle à la prudence dans un éditorial.

"*La légalisation du cannabis (est) un séisme dans la politique de contrôle des drogues, peut-être le plus important depuis la fin de la Prohibition*", écrit le journal. Le Nouvel Observateur avec AFP

Ils coupent l'herbe sous le pied de la CIA !

On a plus envie d'en rire que d'en pleurer, bien qu'il serait hâtif ou naïf d'en conclure que cette décision serait guidée par de bonnes intentions envers le peuple américain de la part des autorités qui lui ont déjà confisqué pour ainsi dire tous ses droits sociaux et politiques.

La politique intérieure ou étrangère des partis démocrate et républicain étant rejetées par une majorité croissante de travailleurs américains, le conditionnement via les médias et les réseaux antisociaux peinant à remplir leur office, hier on a vu qu'entre décembre 2008 et décembre 2013 le nombre d'opposant à une intervention militaire américaine à l'étranger était passé de 46% à 82%, dans le même temps désormais un Américain sur deux ne croit plus la version officielle du 11 septembre 2001, de plus en plus d'Américains ont conscience des extraordinaires inégalités qui existent dans leur pays et ne le supportent plus, récemment les employés des grandes enseignes de fast food se sont mobilisés en masse pour dénoncer leurs conditions d'exploitation insupportables et exiger des augmentations de salires, une multitude de mouvements sociaux essaiment les Etats-Unis sans qu'on en est forcément connaissance (comme en Inde ou en Chine par exemple), etc. ainsi on assiste à un isolement croissant de l'administration américaine, un rejet du mode de vie qui leur a été imposé, une prise de conscience que le monde dans lequel ils vivent ne correspond pas du tout à celui qu'on leur a décrit, bref, la combinaison de tous ces éléments et bien d'autres que nous n'avons pas cités pourrait favoriser le renouveau d'un puissant mouvement ouvrier indépendant, le pire cauchemar pour le chef de file du capitalisme mondial.

Si maintenant ces Américains de plus en plus critiques ou rebelles se défonçaient du matin au soir au cannabis, peut-être pourraient-ils mieux supporter les conditions de travail et de vie qu'on leur impose ; avec le whisky, le Coca, le McDo et toutes les saloperies salées, sucrées et bien grasses qu'on leur a filées à bouffer sans oublier les OGM, les additifs chimiques, etc. ils sont devenus obèses, impotents, mais apparemment on n'a pas réussi à attaquer leur cerveau, la pornographie, leur addictions aux armes et aux jeux vidéos violents ne suffit manifestement plus à contenir leurs frustrations, leur impatience, même la guerre ne les distrait plus, ils se sont vites lassés de la guerre contre le terrorisme, et les tueries à répétition dans le pays finissent par les exaspérer !

Ils pourraient aussi imaginer un autre coup foireux du même ordre de grandeur que le 11 septembre 2001, mais pour le coup ils perdraient définitivement la confiance et surtout le contrôle du peuple américain.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine.

L'ambassadeur palestinien à Prague meurt dans un attentat à la bombe - french.irib.ir 01.12

L'ambassadeur de la Palestine à Prague, Jamal Al Jamal, a succombé mercredi après-midi aux blessures qu'il avait subies dans une explosion survenue en fin de matinée dans son appartement, a annoncé la police.

Selon un communiqué du ministère palestinien des Affaires étrangères, l'explosion s'est produite au moment où le diplomate ouvrait un vieux coffre-fort qui avait été transféré à la nouvelle résidence de l'ancien siège de l'ambassade, dans le quartier de Prague-Troja. Le porte-parole de l'ambassade, Nabil el Fahel, a déclaré à la radio publique tchèque CRO que toute la famille de l'ambassadeur se trouvait dans l'appartement au moment de l'explosion. french.irib.ir 01.01

Un crime signé Mossad ou CIA.

2- Arabie Saoudite

Arabie Saoudite : la police religieuse s'organise contre le Nouvel An - french.irib.ir 01.12

A l'approche du 1er janvier 2014, en Arabie Saoudite, la police religieuse a prévenu qu'elle veillerait à ce que l'interdiction de célébrer le Nouvel an soit respectée.

En vertu d'une fatwa (avis religieux) du Haut comité des oulémas saoudiens, les célébrations correspondant au début d'une nouvelle année du calendrier grégorien sont interdites dans le royaume. En Arabie Saoudite où la doctrine wahhabite de l'islam est suivie, la règle est claire : seul le calendrier hégirien doit être pris en compte. Célébrer d'autres fêtes en dehors des deux fêtes musulmans de l'Aïd est considéré comme une innovation (bida'a) .

La police religieuse veille au grain concernant les interdits religieux ou traditionnels en vigueur, comme celle faite aux femmes de conduire. A quelques jours du Nouvel an, les membres de la police religieuse se sont particulièrement adressés aux fleuristes et aux vendeurs de cadeaux, en leur demandant de ne pas vendre de roses rouges, d'ours en peluche ou tout autre cadeau qui pourrait être lié à cette occasion, précise le quotidien saoudien Okaz dimanche 29 décembre. french.irib.ir 01.01

3- Liban

- Arrestation au Liban du chef d'un groupe lié à Al-Qaida - Le Monde

Le chef des Brigades Abdallah Azzam, groupe djihadiste lié à Al-Qaida, qui avait notamment revendiqué un attentat devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth en novembre, a été arrêté par l'armée libanaise, a annoncé mercredi 1er janvier à l'Agence France-presse le ministre de la défense. L'« *émir* » des Brigades Abdallah Azzam, « *Maged Al-Maged, a été arrêté par les services de renseignement de l'armée libanaise à Beyrouth* », a annoncé Fayez Ghosn, sans préciser ni les circonstances ni la date de l'arrestation.

Ce ressortissant saoudien « *était recherché par les autorités libanaises, et il est actuellement interrogé dans le plus grand secret* », a précisé le ministre. Selon le ministère de l'intérieur saoudien, Maged Mohammad Abdallah Al-Maged est l'une des quatre-vingt-cinq personnes recherchées dans le royaume.

Les Brigades Abdallah Azzam, créées en 2009, figurent sur la liste des organisations terroristes américaine et avaient revendiqué dans le passé des tirs de roquettes sur le nord d'Israël à partir du Liban. D'après le département d'Etat, ce groupe opère à la fois au Liban et dans la péninsule Arabique.

Les Brigades Abdallah Azzam tiennent leur nom du mentor palestinien d'Oussama Ben Laden, fondateur d'Al-Qaida. Sirajeddine Zreikat avait alors prévenu que les attentats se poursuivraient au Liban tant que le Hezbollah chiite libanais, allié de Damas et de Téhéran, continuerait de combattre les rebelles en Syrie aux côtés de l'armée de Bachar Al-Assad.

En 2009, la justice libanaise avait condamné par contumace Maged Al-Maged, né en 1973, à la prison à vie pour appartenance à Fatah al-Islam. Ce groupuscule, inspiré idéologiquement par Al-Qaida, s'était engagé en 2007 dans des combats contre l'armée dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr Al-Bared, dans le nord du Liban, combats qui ont fait plus de quatre cents morts, dont cent soixante-huit soldats.

Après la bataille de Nahr Al-Bared, plusieurs membres de ce groupe s'étaient réfugiés à Aïn Héloué, le plus grand camp palestinien

au Liban, considéré comme une poudrière en raison de la présence de groupuscules islamistes extrémistes. Selon des sites islamistes, Maged Al-Maged a été désigné « *émir* » en 2012, soit le chef des Brigades Abdallah Azzam. Un responsable palestinien à Aïn Héloué a affirmé mercredi à l'AFP que Maged Al-Maged avait quitté le camp vers la mi-2012 pour se rendre en Syrie.

« *En raison de la participation de djihadistes aux combats aux côtés des rebelles syriens, il a été décidé de ne plus autoriser aucun combattant arabe [non palestinien] à rester dans le camp* », a indiqué ce responsable, sous couvert de l'anonymat. Maged Al-Maged « *est alors parti du camp avec cinq Saoudiens et Koweïtiens et ils sont allés en Syrie. On ne savait pas qu'il était rentré au Liban* », a-t-il dit. Le Monde 01.01

Le 23 août 2013 l'armée de l'air israélienne avait mené un raid aérien visant une position du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général (FPLP-CG), dans la vallée de Naamé, dans le sud du Liban, organisation qui a nié par la suite être l'auteur du tir de quatre roquettes vers le nord d'Israël quelques heures plus tôt. Par la suite l'attaque a été revendiquée sur Twitter par un responsable des Brigades Abdallah Azzam. (source : french.irib.ir 23.08.13)

Une hypothèse, Maged Al-Maged a pu leur être balancé par les autorités saoudiennes conformément au virage tactique des derniers jours, pour montrer à l'armée libanaise que le régime saoudien était à ses côtés et qu'elle pouvait lui faire confiance. A moins que ce soit un pur hasard.

SOCIAL

France

Grève à la SNCM, les navires restent à quai - Reuters

Le trafic de la SNCM était totalement paralysé mercredi en raison d'un mouvement de grève reconductible pour demander le lancement d'un plan visant à assurer la survie de la compagnie maritime qui compte 2.600 salariés.

L'annonce d'une aide de 30 millions de l'Etat à la compagnie maritime, rendue publique mardi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, n'a pas convaincu les syndicats engagés dans le mouvement.

Ces derniers réclament un engagement clair du gouvernement à appliquer le projet industriel signé en juillet dernier avec la direction et les actionnaires, qui ont notamment validé la commande de quatre navires et la suppression de 500 postes sans licenciements secs. Reuters 01.01

Haut de page

Le 3 janvier 2014

CAUSERIE

Jeudi 2 janvier, 22h25 à Pondichéry

28 nouveaux articles ont été mis en ligne. A +.

Vendredi 3 janvier, 15h15 à Pondy

Précision.

Entre octobre 1991 et janvier 2013, je n'ai vécu que quatre ans et demi en France, aussi je n'ai pas suivi le parcours de Dieudonné, je l'ai découvert ces derniers jours à travers des articles de presse. Ce matin j'ai pris le temps de faire des recherches sur le Net pour m'informer davantage et j'ai téléchargé quelques vidéos que j'ai visionnées.

J'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait été récupéré par un sinistre personnage, Alain Soral, qui avait profité de la notoriété de Dieudonné pour ses propres intérêts tout en l'entraînant à l'extrême droite. Le geste de la quenelle dont on nous rebat les oreilles est apparu en 2005 la première fois au lendemain de la rencontre des deux hommes en 2004. Pour cette raison, et

compte tenu à la fois de l'exploitation qui en est faite par l'extrême droite, y compris J-M Le Pen, et l'amalgame de plus en plus présent ou fréquent dans les spectacles de Dieudonné entre les juifs et les sionistes, il peut être interprété comme un geste antisémite, sans en attribuer cette signification à toutes les personnes qui le reproduisent évidemment.

Dieudonné, tout comme Elie Semoun, ne m'a jamais fait rire, son humour médiocre et malsain pour ne pas dire répûgnat ou franchement infâme réside dans l'exploitation de clichés qui ne dépassent pas le niveau du caniveau, aussi son sort nous laissera indifférent.

Dieudonné est un pauvre type qui a été récupéré par l'extrême droite raciste et antisémite, voilà tout.

Maintenant, il n'est pas question de soutenir l'entreprise toute aussi scélérate du ministère de l'Ordre établi qui envisage de légiférer pour interdire ses spectacles, car ce serait un antécédent qui pourrait faire jurisprudence pour s'en prendre à d'autres spectacles qui dénonceraient notamment le sionisme ou le néolibéralisme ou pourquoi pas tout simplement le capitalisme dans ce qu'il a de plus abjecte, dont l'apartheid qui sévit en Israël, j'ignore si de tels spectacles existent aujourd'hui, cette nouvelle loi liberticide pourrait être suivie de bien d'autres qui signeraient l'arrêt de mort de la liberté d'expression qui est déjà en sursis ou placée sous surveillance.

ACTUALITE EN TITRES

L'offensive néolibérale démarre par les agence de presse et les médias.

- L'industrie française en recul, à contre-courant du reste de l'Europe - AFP

- François Hollande pourra-t-il tenir une année supplémentaire sans s'attaquer à de vraies réformes ? - Atlantico.fr

- L'emploi à un niveau record en 2013 en Allemagne - Reuters

La stratégie du chaos. Quand l'ONU a pour mission la paix dans le monde... ou une tout autre mission en réalité.

- Doutes après la mort de l'ambassadeur palestinien à Prague - Reuters

- Un ex-chef des renseignements rwandais tué à Johannesburg - Reuters

- Trois morts signalés à Bangui dans des affrontements religieux - Reuters

- Heurts entre police et islamistes à Alexandrie, deux morts - Reuters

- Trois bombes explosent à Mogadiscio, au moins 11 morts - Reuters

- L'armée sud-soudanaise avance vers Bor, aux mains des rebelles - Reuters

- Une voiture piégée fait 5 morts et 66 blessés à Beyrouth - Reuters

- Deux occidentaux tués par balle en Libye - Liberation.fr

- Au Congo, des hommes armés tirent sur l'aéroport militaire de Kinshasa - LePoint.fr

- Irak: des insurgés liés à Al-Qaïda contrôlent en partie deux villes - AFP

- Kenya : dix blessés après une attaque à la grenade dans un centre touristique - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la charia protège la prostitution... des princes et des puissants.

Hollande en admiration devant le régime saoudien : "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse.*"

- Prison et coups de fouet pour un Saoudien diffamant une starlette sur Twitter - Francetv info

Un Saoudien a été condamné à trois mois de prison et à 80 coups de fouet pour un tweet accusant d'adultère une starlette koweïtienne, rapporte le site d'information arabophone Sabq. Fan d'une chanteuse rivale de la Koweïtienne Shams, ce Saoudien a été condamné pour avoir accusé, sans preuve, cette dernière d'adultère. Shams a porté plainte devant la justice saoudienne qui s'est basée sur la loi islamique pour rendre son verdict. La charia prévoit la flagellation pour ceux qui accusent une femme d'adultère sans présenter quatre témoins visuels. Francetv info 02.01

Des internautes en ont profité pour faire remarquer que le régime saoudien qui applique la charia défendait les droits des femmes contrairement à la France...

En réalité, étant donné qu'il est pratiquement impossible de présenter quatre témoins visuels, à moins que la polyandrie ait l'air de rien la même connotation une partouze, cela signifie que le législateur défend ou encourage l'adultère, qui dans ce milieu-là ou celui des ploutocrates dégénérés saoudiens est banalisée ou du domaine de la prostitution légale.

Paradis fiscaux et paradis artificiel

- Les casinos de Macao ont de nouveau touché le pactole en 2013 - AFP

- Le chiffre : 6 millions de dollars, le coût du plus grand feu d'artifice du monde... à Dubaï - Atlantico.fr

- Etats-Unis: l'industrie du cannabis dopée en Bourse par le Colorado - AFP

Des entreprises liées à l'industrie du cannabis ont vu leurs actions bondir jeudi aux Etats-Unis, au lendemain de l'entrée en vigueur de la vente libre de marijuana dans l'Etat du Colorado (ouest).

La plus importante progression a été enregistrée par la société MediSwipe qui fournit des systèmes de paiement à l'industrie médicale et a récemment ouvert une coopérative dans le Colorado pour cibler directement les acteurs de la filière cannabis.

Son action, échangée sur les marchés de gré à gré, gagnait dans l'après-midi près de 70%.

Fabricant d'équipements dédiés à la culture du cannabis (lampes...), GreenGro Technologies voyait, lui, son action monter de plus de 50% jeudi.

L'action de la société Hemp, engagée dans la culture industrielle du cannabis et dans la vente de graines à des fins alimentaires, bondissait elle aussi de plus de 50%.

Cet intérêt des investisseurs peut s'expliquer par le potentiel du marché du cannabis qui pourrait peser 10 milliards de dollars par an d'ici cinq ans aux Etats-Unis contre environ 2 milliards en 2014, selon une récente étude du cabinet d'études ArcView. AFP 02.01

Dictature mondiale. CIA-NSA-Mossad. Quand tout est permis, tout est possible.

- Espionnage: la NSA tout près de créer une machine à décrypter universelle - AFP

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) est tout près de créer un « *ordinateur quantum* » à même de décrypter presque n'importe quel encodage, selon le Washington Post qui cite jeudi 2 janvier des documents divulgués par l'ancien consultant Edward Snowden.

Selon ces documents, l'ordinateur sur lequel travaille la NSA lui permettrait de briser les codes informatiques protégeant des secrets bancaires, médicaux, des informations gouvernementales ou du monde des affaires. Les grandes entreprises informatiques comme IBM poursuivent depuis longtemps l'objectif de créer des ordinateurs quantum, qui permettraient d'exploiter la puissance des atomes et des molécules, accroissant ainsi de manière considérable la rapidité et la sécurité des ordinateurs.

Cependant, des experts estiment peu probable que la NSA soit sur le point de créer une telle machine sans que la communauté scientifique soit au courant. « *Cela semble peu probable que la NSA soit si en avance par rapport aux entreprises civiles sans que personne ne le sache* », a ainsi noté dans le Washington Post Scott Aaronson, de l'Institut de Technologie

du Massachusetts (MIT). La NSA n'a, quant à elle, pas répondu à une demande de l'AFP sur le sujet. lemonde.fr 03.01

Parce que voyez-vous, ils nous avertiraient, si, si, ils iraient le chanter sur tous les toits, le Washington Post nous prend pour des abrutis.

- Etats-Unis : inquiétudes sur l'inflammabilité du pétrole de schiste - LeMonde.fr

Le département américain des transports (DoT) a prévenu, jeudi 2 janvier, que le pétrole extrait des gisements de schiste du bassin de Bakken, au nord des Etats-Unis, était probablement « *plus inflammable que le pétrole brut traditionnel* ».

« *D'après des inspections préliminaires conduites après les récents déraillements dans le Dakota du Nord, en Alabama* » et au Québec, impliquant du pétrole brut du gisement de Bakken, l'agence de sécurité des oléoducs et des matériaux dangereux (PHMSA) « *requiert de tester correctement, signaler et classifier, et quand c'est nécessaire de dé-gazéifier suffisamment les matériaux dangereux avant leur transport* ».

Trois déraillements de train, deux aux Etats-Unis et un au Canada, se sont traduits par de graves incendies ces six derniers mois.

Les autorités s'inquiètent de la sécurité du transport par rail de pétrole en provenance du nord des Etats-Unis et de la formation de Bakken en général. Depuis 2007 l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis s'est accélérée de façon exponentielle mais les oléoducs jusqu'alors inexistants vers ces régions n'ont pas suivi, les groupes pétroliers se reposent donc sur le transport par route et par rail. Les autorités canadiennes avaient dès le mois de septembre dénoncé le fait que le pétrole transporté à Lac-Mégantic aurait dû être signalé comme matériel dangereux et non pas seulement inflammable. LeMonde.fr 03.01

Contrairement à ce qu'affirme le journal Le Monde, les autorités américaines et canadiennes étaient parfaitement au courant des risques encourus par le transport par rail de cette matière, comment dire, explosive, mais elles ont cédé au lobbying des entreprises qui exploitent le gaz de schiste et qui ne voulaient pas investir dans des oléoducs, cela aurait été autant de millions de dollars qui n'auraient pas atterri dans la poche des actionnaires, CQFD.

Aux Etats-Unis comme au Canada ce sont les banquiers et les multinationales qui détiennent le pouvoir politique...

- Israël a supprimé la plupart des responsables des attentats de Buenos Aires - LeMonde.fr

Israël a éliminé la plupart des responsables des attentats contre la mutuelle juive AMIA et contre son ambassade à Buenos Aires, dans les années 1990, a affirmé jeudi 2 janvier dans un entretien l'ex-ambassadeur de l'Etat hébreu en Argentine Itzhak Aviran.

« *La grande majorité des coupables n'est plus de ce monde, et nous l'avons fait nous-mêmes* », a déclaré Itzhak Aviran à l'Agence juive d'information (Agencia Judia de Noticias, AJN), basée à Buenos Aires. Itzhak Aviran a fait ces déclarations inédites alors qu'il était interrogé sur le fait que vingt ans après les attentats, les responsables n'ont toujours pas été jugés.

S'il est avéré, le mode opératoire rappelle la série d'assassinats de commanditaires de la prise d'otage de sportifs israéliens lors des JO de 1972, immortalisée au cinéma par le film de Steven Spielberg Munich, qui met en scène la traque effectuée par le Mossad.

L'Iran est soupçonné d'être impliqué dans l'attentat de l'AMIA par la justice argentine, qui réclame l'extradition de huit responsables iraniens, dont l'ancien ministre de la défense Ahmad Vahidi et l'ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani, pour les juger. L'Argentine abrite la première communauté juive d'Amérique latine, la deuxième du continent après celle des Etats-Unis. LeMonde.fr 03.01

Haut de page

Le 4 janvier 2014

CAUSERIE

Vendredi 22h15 à Pondichéry

13 articles ont été ajoutés.

Un courriel reçu d'un militant

- "*Tes remarques sur IO et le POI.*

Sur l'Ukraine et la Syrie les informations sont parues mais sur un angle différent ; pour le POI tous ce que je connais savent qu'on ne peut rien attendre de ce régime de la propriété privée des moyens de production ; la discusion porte sur les délais et la transition ; en tout cas c'est différent du contrôle ouvrier et du partage des richesses (LO, NPA)."

Le contenu de ce courriel ne permet d'ouvrir une discussion.

Ah la sagesse des monarques !

François Hollande a salué la "*sagesse*" du monarque de Riad ou d'Al-Qaïda.

Question : Mais qui orientent et financent les opérations menées par les terroristes liés à Al-Qaïda en Irak ?

Réponse : Les services de renseignement de l'Arabie saoudite, selon des parlementaires irakiens.

Question : Qui est Majed Majed que les services de renseignements militaires libanais ont arrêté et de quelle nationalité est-il ?

Réponse : L'émir de la brigade Abdullah Azzam de nationalité saoudienne est impliqué dans le double attentat suicide contre l'ambassade d'Iran à Bir Hassan en novembre dernier et aurait planifié l'assassinat de haut-cadres du Hezbollah...

Selon des sources médiatiques libanaises, Majed Majed avait reçu ses instructions du chef des services de renseignements saoudiens le prince Bandar Ben Sultan.

La suite plus tard, je vais écouter le concert que Joe Satriani avait donné à Paris en 2011, j'ai réussi à en télécharger les 3/4 avant que ma connexion ne coupe ! Bon week-end.

Samedi 14h16 à Pondichéry

J'ai reçu un courriel de camarades belges et deux textes que je me mets en ligne dans la Tribune libre. J'y répondrai peut-être plus tard. J'en ai ajouté un troisième *Le développement du capitalisme dans sa phase de déclin* qui pourrait intéresser les militants friands d'analyses.

Je n'ai pas encore lu ces documents à part le plus court et quelques passages rapidement des deux autres qui m'a amené immédiatement à cette réflexion : au lieu de se casser la tête et de perdre son temps à l'infini à lire des textes à rallonge qui mériteraient qu'on s'arrête à chaque paragraphe ou parfois à chaque ligne tellement leur contenu pose véritablement un problème, en tout cas pour moi, je lis deux lignes et j'ai déjà trois désaccords avec son auteur, vous comprenez pourquoi cela m'interpelle, je parle en général et non de ces documents en particulier.

Du coup partir dans une discussion sur tel ou tel facteur ou telle ou telle période est à devenir fou ou ne peut mener que nulle part et je m'y refuse. Car au départ il y a un problème de méthode ou une mise au point est nécessaire, on a l'impression que le rédacteur d'un article ou d'un texte ne s'est pas relu ou qu'il n'a pas vraiment réfléchi avant d'écrire.

Par exemple, comment peut-on prétendre que les masses suivraient les partis sociaux-impérialistes, et comment prétendre en admettant que ce serait le cas que ce serait un élément suffisant pour justifier de s'adresser à leurs dirigeants, sans tenir compte de la nature de ces partis ? Comment peut-on utiliser une ou des citations des marxistes pour le justifier et faire l'impasse sur celles qui expriment une orientation opposée ? Autre question, les masses se jetteraient du haut d'une falaise et il faudrait les suivre, les accompagner et connaître la même fin ? Apparemment, c'est bien ce qui est arrivé à nos dirigeants...

Les masses, lesquelles? Les masses exploitées sont très hétérogènes, comportent de nombreuses couches qui ne sont pas du tout logées à la même enseigne, celles qui suivent ou suivraient les sociaux-impérialistes ne sont-elles pas justement les plus solidement enchaînées au capitalisme par les privilèges qu'il leur accorde ? Ne sont-elles pas justement celles qui seront les plus éloignées du socialisme, qui n'ont de par leurs conditions matérielles aucun intérêt à en finir avec le capitalisme ? N'étaient-ce pas parmi ces couches qu'ont été recrutés les militants, cadres et dirigeants des partis dits ouvriers ou trotskistes ? N'y aurait- il pas là un lien avec leur dégénérescence que Trotsky avait programmée ? Il a dit bien des choses que nos dirigeants ont enterrées parce qu'elles contredisaient leurs stratégies et mettaient en lumière leur incurie politique ou pire, etc.

J'ai oublié quelque chose que je n'ai fait qu'effleurer, et quand bien même les masses ou plutôt une minorité des masses, la même qu'on retrouve dans les syndicats d'ailleurs, tenez au passage, sur la fin le vieux Engels avait écrit que les syndicats (allemands) étaient devenus un obstacle au socialisme, Trotsky affirmera qu'on pourrait être amené à rompre avec

leurs appareils, quelle horreur n'est-ce pas ! Engels et Trotsky n'avaient plus toute leur tête les malheureux, envolée, zappée ces citations, pas un ne s'est aventuré à y faire référence et pour cause, trop compromettantes. Oui, il faudrait se demander quelle est l'orientation politique des masses, quelle est leur nature comme le faisait Marx, quelle horreur encore, il devait grabataire Karl ! Quel contenu précis elles donnent ou donneraient à leur soutien aux partis sociaux-impérialistes, peut-on vraiment parler de soutien ou de confiance d'ailleurs, une extrapolation ou surinterprétation qui en arrangera plus d'un en réalité, vaut mieux ne pas trop se poser cette question, il est majoritairement réactionnaire et impérialiste, cela, c'est du Lénine tout craché, après le père le fils une déformation génétique peut-être ! C'est embarrassant franchement, du coup, il ne reste plus qu'une minorité d'une minorité parmi des couches nantis des exploités qui devrait déterminer nos rapports à ces partis et notre ligne politique, le type de parti qu'on devrait construire, dites donc, c'est plutôt chèrement payé au regard du programme de la révolution socialiste qui passe lui à la trappe, non ? (A suivre)

Restons calme en ce début d'année.

Je me suis dit une chose qui nous aidera grandement à ne pas perdre notre temps, il faudrait mettre au point un espèce de questionnaire que l'on demanderait aux militants, cadre ou dirigeants qui veulent discuter avec nous de remplir, et en fonction de leurs réponses on entamerait ou non une discussion avec eux.

Par exemple : Croyez-vous qu'un morceau d'acier de 10 cms d'épaisseur peut fondre ou se tordre au contact du kérosène enflammé pendant des heures ou des jours, des mois ? Mon épouse m'a dit qu'un rickshawman (conducteur de vélo taxi) trouverait ma question stupide parce qu'il a beau être pauvre parmi les pauvres, illettré, analphabète, inculte, profondément arriéré, il me répondrait tout de suite que c'est impossible et que je le prends pour plus con qu'il n'est, il se sert de kérosène pour faire sa cuisine et ses ustensiles qui font à peine un millimètre d'épaisseur et qui ne fondent pas. J'ai utilisé un réchaud au kérosène de 1990 à 1992 et de 1996 à 1997 avant de passer à la bouteille de gaz.

Notre rickshawman est observateur, il est pragmatique, il est logique, contrairement à un intellectuel ou un militant plus évolué intellectuellement qui en est souvent incapable, lui il réfléchit voyez-vous, il va partir dans un tas de théories, jusqu'à en perdre la notion de la réalité qu'il remplacera par une idée, un concept qui aura germé dans sa petite tête qu'il croit bien faite alors que ce n'est pas vraiment le cas. Moi non plus remarquez bien, mais la différence, c'est que j'en ai conscience et cela change bien des choses...

Notre rickshawman a des yeux et sait s'en servir, nos dirigeants ont un cerveau, mais ils doivent être aveugles ma foi !

Je me pose une question, je me dis, mais quand on est incapable d'observer quelque chose de très simple qui se déroule sous nos yeux ou qui tombe sous le sens sans avoir besoin de réfléchir ou d'être bardé de diplômes, comment peut-on à partir de là prétendre interpréter le monde, analyser ou comprendre quelque chose de beaucoup plus compliquée ou qui fait appel à une multitude de facteurs et rapports, je rappelle ici que dans l'exemple que j'ai pris les éléments se limitent à deux, un morceau d'acier de 10 cms d'épaisseurs et du kérosène, ajoutons une étincelle.

Soutenir la version officielle du 11 septembre 2001 est du domaine de la pure mauvaise foi, on ne peut pas dire de la malhonnêteté intellectuelle puisque on vient de voir qu'il n'était pas du tout nécessaire d'être évolué pour comprendre spontanément cette imposture (j'aurais pu citer d'autres éléments du 11/9 tout aussi accablant). Non, ceux qui ont entre les mains les mêmes éléments que nous et qui soutiennent la version officielle sont consciemment, foncièrement et profondément malhonnêtes, tout court, ce sont des gens avec lesquels toute discussion est dès lors impossible. Je pense à quelques journalistes (belges notamment) soi-disant indépendants mais aussi à l'ensemble des dirigeants des partis ouvriers, puisque à ma connaissance aucun n'a rejeté la version de G. W. Bush. C'est un verdict accablant, navrant et sans appel.

Ce sera la première question que je poserai à ces militants et à tous ceux qui se connectent sur le site qui envisageraient d'avoir des contacts avec nous, d'autres suivront.

Je ne fais pas une fixation sur le 11 septembre 2001, c'est seulement un excellent test parce que nous avons tous les éléments en mains et que l'affaire est récente, ainsi tous les éléments que nous avançons sont à la portée de tous et immédiatement vérifiables, absolument personne ne peut les nier, c'est un test implacable.

Vous pouvez vous-même réaliser ce test très simple avec d'autres militants, des travailleurs, des gens de votre entourage, attention, ils ne posséderont peut-être pas les éléments que j'ai cité, donc ajoutez la démonstration du rickshawman et son réchaud au kérosène ainsi que sa casserole qui ne fond pas, j'en suis témoin, je n'ai pas changé de casseroles depuis 23 ans ! Et puis voyez les derniers développement en Syrie et au Liban, toujours d'actualité le 11 septembre 2001, non ?

Passons au courriel de ce camarade belge.

"*Camarade,*

Je t'envoie en annexe un texte de discussion sur la nature de la social-démocratie et son introduction. Ce texte, résultat d'une discussion avec ancien groupe CRI et seulement récemment traduit garde, à mon avis, toute sa valeur. C'est la raison pour laquelle je te demande de bien vouloir le publier dans la tribune libre de votre site. (...)

Quelques mots sur moi-même: je suis un ancien militant de la Tendance Léniniste Trotskyste et un ancien militant "lambertiste" en Belgique. Si tu souhaite d'avantage d'information, n"hésites pas à me contacter. Merci.

Salutations révolutionnaires".

Je lui ai déjà envoyé un petit mot.

La suite de l'actualisation du site plus tard ou demain matin, j'ai des courses à faire.

Haut de page

Le 5 janvier 2014

CAUSERIE

Pourquoi vous adressez-vous toujours à une élite ?

Friedrich Engels, Critique du Projet de Programme d'Erfurt - 1891

« *A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Peu importe si même il se trouve par hasard un mot étranger ou une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture orale dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire ; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue… il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses beaucoup plus difficiles que celles que pourra leur présenter le programme et le plus court, le plus concis…* »

Ah ces ouvriers profondément arriérés de la fin du XIXe siècle dans lesquels Engels avait confiance pour les avoir observés attentivement, étudiés pendant des années en Angleterre, rencontrés en de multiples occasions lors de réunions ou meetings, quelle couche ils tenaient franchement, pourquoi perdre son temps avec eux !

Comparez maintenant avec l'attitude qu'on eut les partis dits trotskistes envers ces ouvriers. Combien sont-ils aujourd'hui dans leurs partis, 1, 2, 3% ? A suivre.

Pas de bol, vous ne pourrez pas faire un front unique avec le Pasok !

Grèce: Le droit d'entrée de 25 euros à l'hôpital fait polémique - 20minutes.fr 04.01

Payer 25 euros pour se faire soigner à l'hôpital en Grèce, c'est la somme que doit sortir chaque malade de son portefeuille depuis le 1er janvier s'il y passe la nuit.

«*Cette mesure est nécessaire et justifiée socialement*», a déclaré le ministre, Antonis Georgiadis, sur la chaîne de télévision Skaï. Il a reconnu que l'absence d'exemption pour les chômeurs était «*une injustice*» mais expliqué que «*dans la phase actuelle*», une telle dispense n'était pas possible. La Grèce compte 27% de chômeurs. Début décembre, l'organisation Médecins du monde avait estimé au même pourcentage le nombre de personnes sans couverture sociale.

La mesure est censée rapporter 40 millions d'euros annuels au budget des hôpitaux grecs à cours de moyens, de matériel, de personnel. Les handicapés à plus de 80% et les personnes souffrant d'une pathologie chronique n'auront pas à payer ce droit d'admission, dû uniquement lorsque le patient passe une nuit à l'hôpital.

Le parti socialiste Pasok associé aux conservateurs au sein du gouvernement d'Antonis Samaras depuis juin 2012 a multiplié les critiques contre cette mesure qu'il a pourtant votée au parlement dans le cadre des plans d'austérité qui se sont succédés en Grèce depuis 2010 sous supervision des créanciers du pays UE-BCE-FMI. 20minutes.fr 04.01

Mais on est mieux loti en Inde ! Sérieusement.

Le Pasok a voté cette mesure scélérate qui s'appliquera y compris aux chômeurs. Alors dites-nous, c'est quoi ce parti de l'Internationale socialiste à laquelle appartient le PS ? Ne nous dites surtout pas qu'il aurait changé ces derniers temps, personne ne vous croira.

Ma conviction, c'est qu'il aurait fallu rejeter le PS et le PCF depuis 70 ans. Au départ le chemin aurait peut-être semblé plus difficile pour avancer, mais au fil du temps les faits nous auraient donné raison, nous aurions récupéré au centuple plus tard les fruits de notre engagement sur une ligne politique qui n'aurait laissé place à aucune illusion dans ces partis et leurs dirigeants, dans les institutions auxquelles nous aurions refusé de participer.

Nous n'aurions pas été coupés des masses contrairement à ce qu'on nous a raconté, il aurait simplement été plus difficile de nous adresser aux travailleurs qui leur faisaient confiance ou qui y avaient adhéré, mais eux aussi ils allaient en revenir un jour ou l'autre, ils reconnaîtraient le bien-fondé de notre politique et de l'appréciation que nous portions sur leurs partis, parfois beaucoup plus rapidement qu'on aurait pu l'imaginer, et puis ils n'étaient pas sans rencontrer d'innombrables difficultés dans la vie quotidienne qui pouvaient les faire douter de ces partis, on n'aurait pas manquer d'arguments pour défendre notre stratégie pour peu qu'on s'en donne la peine, encore aurait-il fallu que nos dirigeants se montrent à la hauteur, arment et forment leurs militants, fassent preuve d'une détermination sans faille à défendre cette politique ce qui n'a pas été le cas hélas.

Ils ont opté pour la voie de la moindre résistance, de la facilité, rien n'était facile à l'époque d'accord, mais ce n'était pas une raison pour se fourvoyer de la sorte, puis de le théoriser, car c'est bien ce qui s'est produit par la suite, ils en sont arrivés à produire une analyse erronée qui ne concernait pas seulement la situation, mais l'ensemble de ses facteurs et de leurs rapports, tout était faussé à la base de leur analyse, c'est par là qu'il faut reprendre les choses pour comprendre ce qui s'est passé. A les entendre il aurait été impossible d'intervenir dans la lutte des classes sans rejeter ces partis et leurs dirigeants, comme si du même coup nous rejetions leurs adhérents ou militants, ce qui pour nous n'a rien à voir, un tel amalgame ne nous appartient pas, nous pouvions nous adresser à l'ensemble des travailleurs et discuter en même temps avec ces militants, leur expliquer pourquoi leurs partis ne pouvaient pas faire partie d'une perspective politique conforme au socialisme, ou alors il fallait admettre qu'on n'était pas capable de défendre le socialisme, c'est d'ailleurs ce qui s'est passé, on a laissé croire que c'était ces partis qui l'incarnaient alors que ce n'était pas le cas et cela ne le serait jamais, c'était plus commode, mais oh combien compromettant pour la suite !

C'est quand même extraordinaire, voilà des partis archi-pourris, et on croirait qu'il serait impossible de combattre pour le socialisme sans s'encanailler avec eux, sans les intégrer dans notre perspective politique, sans leur faire jouer un rôle dans le combat pour le socialisme alors qu'ils en sont de farouches ennemis. Non mais c'est le comble, le comble de l'absurde, cela fait penser aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires qui voulaient absolument faire jouer un rôle à la bourgeoisie russe qu'elle était manifestement incapable de jouer, comme si c'était un passage obligé qu'elle gouverne pendant une période avant que ce soit le tour de la classe ouvrière, elle devait prendre le pouvoir, il fallait lui donner, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaire ne savaient qu'en faire, il leur était tombé entre les mains sans qu'ils l'aient désiré, en réalité cela revenait à liquider la révolution, Lénine déclara la guerre à ces partis et il eut raison, il prit le pouvoir, et bien là c'est la même chose le passage obligé par le gouvernement PS-PCF c'était finalement liquider le socialisme, son parti, son avant-garde et pire encore quand on voit où nous en sommes rendus, bien joué, je ne donnerai pas de noms vous les connaissez.

(La suite au réveil après y avoir longuement pensé avant de m'endormir sur les coups de 3h du matin)

Le vieux Engels avait envisagé un instant que la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir sans recourir à la violence, par le voie parlementaire, au regard des succès fulgurant encontrés par le Parti ouvrier social-démocrate allemand (POSDA) aux élexctions législatives, avant de se raviser... Je n'ai pas en mémoire en détail le développement de sa pensée sur ce sujet mais j'en ai au moins retenu la trame et c'est l'essentiel pour ce qui nous concerne ici. Il avait pu observer entre temps que ce que le parti ouvrier allemand avait gagné en voix et en popularité, il l'avait perdu en détermination à lutter pour le socialisme et que sa direction était largement corrompue par le capital.

Cela se confirmera en 1914 lorsqu'il s'alignera sur la bourgeoisie allemande en votant les crédits de guerre, il sera même à l'avant-poste du nationalisme guerrier de l'époque. Passé de l'autre côté de la barricade, pour ainsi dire totalement dégénéré, il était désormais perdu pour la cause du socialisme et la suite a amplement prouvé qu'il n'allait jamais s'en remettre, ce qu'Engels avait remarqué à propos d'autres partis avant que cette mésaventure advienne au POSDA, il n'y avait donc aucune raison que ce parti échappe à cette règle. Les défaites de 1918-23 allaient le confirmer et pour bien marquer la rupture totale et définitive avec le socialisme ils allaient aller jusqu'à assassiner Liebneck et Luxemburg, les deux seuls dirigeants vraiment capables d'organiser l'Opposition de gauche en Allemagne. Imaginez par la suite qu'on vous demande de soutenir le parti des assassins de vos camarades de combat, de composer avec lui, mais pour en attendre quoi au juste ou plus précisément pour espérer en tirer quoi, absolument rien répondra le chapitre suivant des années 30 et 40.

La tactique du front unique en direction des partis traditionnels du mouvement ouvrier passés à l'ennemi, et c'est là une interprétation personnelle je précise, a été conçue uniquement pour en détacher les militants sincèrement socialistes ou communistes et construire un nouveau parti communiste, et non pour favoriser à tout prix la mobilisation des masses, pour obtenir des réformes ou que ces partis ou leurs dirigeants se réforment, les convaincre qu'ils faisaient fausse route, alors qu'à l'époque

des millions de travailleurs se reconnaissaient dans ces partis et la lutte pour le socialisme avait vraiment un sens, ce qui n'est plus le cas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sans nier l'existence des dirigeants de ces parti qu'ils fallaient dénoncer pour ce qu'ils étaient, des traitres ou des lieutenants du capital, cette tactique avait essentiellement pour fonction de s'adresser à leurs militants et bien entendu à l'ensemble des travailleurs pour les aider à se rassembler et à se mobiliser sur leurs revendications sociales et politiques, elle devait les aider à affronter leurs propres dirigeants, à enfreindre la discipline de leurs partis, à se libérer de ce carcan pour finalement parvenir à rompre avec eux, et non une opération consistant à épargner les appareils pourris, c'est essentiellement en recourant à la méthode du non-dit que nos dirigeants procédèrent, qui est difficilement détectable pas les militants, qui ne laisse pas de trace.

Le prolongement de cette tactique devait aboutir au gouvernement de ces partis. On nous expliquera que c'était normal puisque cela correspondait au niveau de conscience politique des masses. Argument d'une logique implacable, en apparence seulement. Notons au passage que si cela avait vraiment été le cas ce gouvernement existerait déjà et on n'aurait pas besoin de l'inscrire dans notre perspective politique ou de lutter pour cet objectif. Intéressant comme remarque, car elle débouche sur une autre, cela signifie en réalité que la majorité des masses ne suivaient pas ces partis et qu'elles n'étaient pas prêtes de les porter au pouvoir, donc on ne pouvait pas alors leur prêter d'avoir des illusions dans ces partis, n'est-ce pas. Mais alors pourquoi vouloir à tout prix qu'elles veuillent porter ces partis au pouvoir plutôt que le parti de l'ordre (ou s'abstiennent de voter lors des élections), alors qu'ils se valent tous en définitif, pire encore le PS et le PCF avancent masqué.

Arrêtons-nous un instant et on reprendra ensuite, notons simplement que cette tactique s'est avérée une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et que depuis ces partis sont parvenus au pouvoir dans de très nombreux pays ou l'ont partagé avec le parti de l'ordre sans que la conscience politique des masses ne progresse d'un millimètre, simple constat, à croire qu'elle devait servir à autre chose qui nous échappe ou qui nous est étranger. On notera également qu'à chaque fois que le prolétariat a fait cette expérience il s'est fait violemment matraqué par le législateur qui en a profiter pour s'attaquer à tous ses droits, au cours de cette expérience ou la période suivante, quand ces partis retournèrent dans "l'opposition parlementaire", et quand ce ne fut pas directement le cas parce que le gouvernement de collaboration de classes devaient céder quelques réformes ou des miettes à ceux qui l'avait élu, par la suite il allait leur reprendre par la main droite ce qu'il leur avait accordé de la main gauche ou préparer les conditions qui permettraient aux gouvernements suivants de leur reprendre, parfois morceau par morceau sur une période plus ou mons longue, mais à l'arrivée la classe dominante allait parvenir à ses fins, c'est ce qu'on a pu observer de manière plus brutale en Grèce et au Portugal récemment par exemple, en France, cela prend juste un peu plus de temps mais la punition est la même.

Maintenant on nous a dit aussi que ce mot d'ordre de gouvernement PS-PCF ou l'équivalent dans tous les pays en Europe correspondait au niveau de conscience des masses et qu'il fallait le respecter, qu'il ne fallait pas sauter des étapes, qu'agir autrement serait se comporter en gauchistes. On vient de voir l'inanité d'un tel argument qui consistait en sorte à satisfaire les illusions des masses ou à leur en fourrer dans la tête au lieu de les combattre pour ensuite dire : vous voyez bien qu'elles ont des illusions dans ces partis, surtout sans se poser la question de savoir quel en était le contenu exact, à quel niveau elles se situaient, certainement en leur imputant la volonté de changer la société et de passer au socialisme, un ex-camarade du PCF m'a dit que 40 ans plus tôt personne dans son parti imaginait que leur parti combattait réellement pour le socialisme, ce qui pose d'autre questions d'ailleurs.

La toile de fond de toute cette histoire, c'est l'ignorance des masses, et on en est toujours au même point, ce qui prend une tournure dramatique de nos jours à l'échelle de l'humanité puisque dorénavant la barbarie capitaliste frappe absolument l'ensemble des peuples de notre planète. On pourrait ajouter l'absence du parti qui en est le produit ou le témoin. On devrait aussi s'interroger sur les changements provoqués dans la tête des masses entre la période où il existait de véritables partis ouvriers révolutionnaires et celle où il n'y en avait plus ou seulement à l'état embryonnaire, celle que nous vivons notamment.

Quels rapports cela a-t-il modifié ? Comment les rapports ont évolué dès lors entre les masses et les autres classes, l'Etat, les institutions, les partis, les syndicats ? Quelle a été la réaction de la petite bourgeoisie ou de la classe moyenne, des couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière ? Elles ont viré un peu plus à droite de toute évidence, la classe dominante (néolibéralisme), l'Etat (répressif et liberticide, colonialiste, impérialiste), les institutions (absence totale de démocratie), les partis (plus subordonnés que jamais au régime) et les syndicats (de plus en plus corporatistes) aussi. Y a-t-il eu rupture ou continuité dans ces rapports ? Les deux en faveur du capitalisme.

Il semblerait qu'au lieu de partir de l'interprétation que les masses faisaient de la situation et du comportement de ses différents acteurs, on ait privilégié l'interprétation qu'on leur prêtait et qui ne correspondait pas à la réalité, de telle sorte que la lutte du mouvement ouvrier depuis le milieu des années 20 a été menée en pure perte. Comme vous y allez direz-vous peut-être, non, je n'exagère rien, observez ce qui se passe en Grèce, ils viennent de régresser de 40 ou 50 ans, je n'invente rien tout le monde l'admet. Maintenant il ne s'agit pas de réécrire l'histoire, mais de comprendre ce qui s'est passé pour sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes et qui prendra du temps, pour corriger nos erreurs et ne plus les reproduire.

On a confondu l'adoption d'une tactique nécessaire à un moment donné parce qu'on n'avait pas vraiment le choix, la meilleure ou la plus adaptée à la situation à une certaine époque, disons avant guerre, avec les conditions qui la déterminaient et qui devaient être amenées à évoluer ou qui en rien ne devaient déterminer notre stratégie, celle-ci devant demeurée fidèle à l'objectif de notre combat en toute circonstance et à un aucun moment ne devait coïncider avec les illusions des masses auquel cas nous serions amenés à nous écarter ou abandonner notre objectif, car il servait de file conducteur à notre politique, et c'est justement ce

qui s'est produit malheureusement, la tactique a été subordonnée à la stratégie, mieux ou pire encore, au point de décréter que dorénavant cette tactique faisait office de stratégie, je l'ai lu textuellement dans un document du courant dit lambertiste, et que signifiait cette inversion des rôles entre la tactique et la stratégie sinon l'adaptation croissante au régime, à ses partis, aux appareils des syndicats.

On en est arrivé au point où les conclusions du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels ne figurent plus dans le programme d'aucun parti, le combat pour la liquidation de la société divisée en classe sociale, pour la liquidation des classes. Mettez cela en parallèle avec ce qui se passe sous nos yeux, où l'on observe que de plus en plus souvent la ligne de démarquation entre les classes est franchie, saute, disparaît, droite, gauche et extrême gauche et même parfois extrême droite, patronat et syndicat se retrouvent ensemble dans des combinaisons diverses qui changent sans cesse ,mais en ayant comme point commun l'élimination du facteur de classe au profit de l'intérêt général ou du corporatisme, du nationalisme ou social-impérialisme, la collaboration de classes tout azimut pour ainsi dire assumer. On s'aperçoit que parce qu'il n'existe pas de parti de masse capable d'incarner une issue politique à la crise du capitalisme, plus aucun parti ne défend le socialisme, à quoi bon en somme, à croire que les conclusions pratique et les objectifs fixés par Marx et Engels au combat du prolétariat constituerait un handicap supplémentaire pour construire le parti, alors autant les abandonner, ne les faire apparaître nulle part, on a envie de dire qu'à ce petit jeu là on finit comme S. Hussein ou M. Kadhafi, bon la comparaison est peut-être de mauvais goût mais tout le monde comprendra ce que j'ai voulu dire car le processus est le même et aboutit à connaître le même sort, en moins violent peut-être, mais pas toujours.

On pourrait poursuivre encore longtemps sur ce sujet, on y reviendra. Une dernière chose qui me vient à l'esprit, à ma connaissance lorsque la Commune de Paris se produisit en 1871, il n'existait aucun parti ouvrier en France, passons sur les conditions objectives qui n'étaient pas mûres, à l'étape ascendante du capitalisme, pour que la révolution vainc il aurait fallu un parti révolutionnaire avec un programme socialiste... A part la révolution d'Octobre de 1917 où il existait un véritable parti communiste, jamais plus aucune révolution ne se solda par la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière jusqu'à nos jours, j'ai été très précis pour évacuer la Chine (et ses satellites) et Cuba et éviter toute confusion fâcheuse. On assista au cours du XXe siècle sur tous les contients à bien des situations pré révolutionnaires ou révolutionnaires, à des soulèvements ou des mouvements qualifiés de révolutionnaires qui n'ont jamais abouti parce qu'il n'existait pas de partis comparables au parti de Lénine et Trotsky, parce que tous les partis se réclamant du socialisme roulaient en réalité pour leurs appareils ou le capitalisme.

Finalement une révolution pouvait très bien éclater malgré la présence de partis traîtres à la classe ouvrière et en l'absence d'un parti révolutionnaire, mais elle ne pouvait pas vaincre. Alors pourquoi aurions-nous dû inclure dans notre tactique, et pire dans notre stratégie des partis qui finalement si certaines conditions étaient remplies seraient submergés par les masses révolutionnaires, fallait-il absolument les conforter dans leur rôle de rempart du régime ou les combattre à mort ? J'opterais pour la deuxième solution. A suivre.

Mystification, provocation, répression, dictature. La meutes enragés des sionistes est lâchée.

Ce sont les mêmes qui amalgament antisémitisme et antisionisme, qui assimilent le communisme au nazisme.

- La famille Klarsfeld appelle à manifester mercredi à Nantes contre le spectacle de Dieudonné - Le Monde 04.01

La famille Klarsfeld, au nom des Fils et filles des déportés juifs de France, a appelé vendredi 3 janvier à manifester mercredi à Nantes pour demander l'interdiction du spectacle que Dieudonné doit y donner le lendemain au Zenith, après ses dérapages antisémites répétés. (Interprétation qui est du domaine de l'extrapolation ou de la falsification car ses propos sont volontairement sortis de leur contexte, j'ai pris la peine de le vérifier. De plus, tous les juifs de France ne se reconnaissent pas et loin s'en faut dans ces raclûres de sionistes. - ndlr)

« *Je remercie Manuel Valls pour ses prises de position* », a indiqué M. Klarsfeld. Le Monde 04.01

Bernard-Henri Levy donne raison lui aussi au ministre de l'Intérieur, dans un entretien au Parisien. Il estime que "*les spectacles de Dieudonné ne sont pas des spectacles, mais des meetings*" où "*on prêche... le négationnisme, la haine des juifs, l'apologie des crimes contre l'humanité -toutes choses que la loi républicaine condamne. (...) Il y a un moment où... il est du devoir de la parole publique de dire stop*". Francetvinfo 05.01

Voilà qui aurait de quoi nous rendre sympathique Dieudonné s'ils n'avaient pas des fréquentations indésirables notamment. Nous ne soutenons pas Dieudonné, nous avons horreur de l'injustice et des provocateurs qui pavent la voie à la répression et aux dictateurs.

Charlie Hebdo a obtenu le soutien de Libération et des médias en général, du gouvernement après l'incendie criminel qui avait dévasté ses locaux, malgré la publication des caricatures de Mahomet... Les Femen peuvent pisser dans la cathédrale de Paris, les médias et le gouvernement n'en fait pas tout un plat. Mais attaquez-vous à la version officielle du 11 septembre ou refusez de soutenir les guerres impérialistes qui ont suivi, et là vous êtes voués au pilori par les sionistes et le gouvernement, ils voudraient montrer par là qu'il existe un lien entre eux, ce coup d'Etat et ces guerres qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, un aveu en quelque sorte, si besoin était. Plus une affaire prend de l'ampleur ou se développe, et plus ceux qui en sont à l'origine

sont amenés à dévoiler leurs véritables intentions néfastes et monstrueuses en l'occurrence ici.

On rappelera au passage les propos de Valls quand il était maire d'Evry à propos de la rareté des "*Blancos*" dans cette ville, tournure ou formule, expression qui ne peut venir spontanément à l'esprit que d'un raciste, personnellement je vis à Pondichéry en Inde du Sud ou la population est noire, comme ma famille, et en 20 ans jamais il ne m'est venu un jour à l'esprit de me sentir Blanc ou faisant partie d'une minorité, c'est plutôt moi qui suis étonné quand je croise un Blanc, j'ai l'impression qu'il est souffrant ou qu'il est différent de moi, c'est pour dire que pour sortir un truc pareil il faut être une saloperie de raciste, ce n'est pas possible autrement. Klarsfeld, Bernard-Henri Levy et la racaille sioniste donnent les ordres et le gouvernement exécute, c'est on ne peut plus clair. Donc ils donnent raison à celui qu'ils dénoncent, excellent. On a vraiment envie d'en rire, plus qu'en écoutant Dieudonné.

Dieudonné a commis l'erreur de s'encanailler et plus encore avec l'extrême droite, il a dépassé le stade de la provocation qu'on peut admettre, depuis il dessert la cause pour laquelle il croyait combattre et lui fait du tort, c'est une faute inexcusable. OK Le Pen n'est pas pire que Netanyahu ou Herzl, Israël vaut bien l'Afrique du Sud sous l'apartheid, le négationniste Faurisson n'est pas pire que ceux qui nient l'implication des banquiers anglo-saxons-sionistes dans la montée de Hitler au pouvoir, ils demeurent tout aussi infréquentables, à jamais et ce n'est pas négociable.

C'est l'extrême droite qui va rafler la mise derrière Dieudonné, apparemment cela ne le gêne pas, nous si. On passera l'hypocrisie de ceux qui préfèrent garder le silence, qui ne veulent pas se mouiller ou se contentent de fusiller le triste clown.

Un portail qui se voulait indépendant ou ouvert et qu'on a déjà eu l'occasion de dénoncer en rajoute une couche d'immondices.

- "*L'humour de Dieudonné est la vomissure de quelqu'un qui se sent mal dans sa peau (peau que, personnellement, je trouve très bien en soi). Une psychanalyse, un solide contrôle fiscal (sur les amendes pour lesquelles il fait appel aux dons alors qu'il ne les paye pas) et, mieux encore, une conversion réelle au Juif Jésus-Christ, tout cela devrait lui faire le plus grand bien*". agoravox.fr - 4 janvier 2014

Il faut dire que filer du fric aux salopards de la Licra ou SOS racisme, c'est comme financer le génocide du peuple palestinien... Lavage de cerveau ou camp psychiatrique, conversion forcée, de belles pourritures, non ?

Commentaire d'internautes

1- Klarsfeld Valls et ses amis sont liberticides et des graines de dictateurs fascisants !

2- C'est donc la tribu Klarsfeld qui appelle à manifester et à provoquer des troubles à l'ordre public (bagarres entre spectateurs et voyous du Betar ou de l'UEJF, par exemple)... De manière à justifier ensuite l'interdiction en chaîne des spectacles par les préfets, le micro-ministricule Valls s'en lavant politiquement les mains... (Je n'apprécie guère M. Mbala Mbala).

3- Arno Klarsfled demande à ce qu'on manifeste autour des lieux de représentation de Dieudonné, à ce qu'on trouble l'ordre public, pour que soit prouvé le "trouble à l'ordre public" lié aux spectacles de Dieudonné (véridique, c'est ce qu'il a dit clairement dans une vidéo récente de deux minutes).

Du grand n'importe quoi. Ils sont de plus en plus ridicules.

4- Antisémitisme ! Voilà une expression que les sionistes ont défigurée pour se l'approprier. Ils ont réussi à lui donner une autre définition, à savoir la haine des juifs, alors que l'ensemble des Sémites sont concernés, c'est à dire les juifs et les arabes. Et ils oublient de dire que si tous les Arabes sont des sémites, seulement 40 % des juifs le sont. Les Klarsfeld, les Natanyahu, les Pérès, les Sharon, ainsi que la plupart des juifs de France, d'Europe et des Etats-Unis ne sont pas des sémites. Pourquoi vous parlez de racisme et non d'antisémitisme quand les Arabes en sont les victimes ?

Réponse: Antisémistisme, c'est réservé aux Juifs. CQFD.

Je ne veux pas dire de bêtise, les Arabes ne sont pas tous sémites et peu de juifs le sont, sachant qu'ils sont déjà une infime minorité à l'échelle de la population mondiale, cela fait beaucoup de bruit pour une communauté aussi insignifiante dans le monde, mais quand on creuse un peu, on comprend pourquoi...

5- Deux poids deux mesures : complot ou une réalité ? Faisons un bilan

Un excellente video qui résume un peu la pensée de Dieudonné et son coté humoristique. Il fait mine de ne pas connaitre les chambres gaz mais c'est de la" provocation". La liste de Cohen et ses cerveaux malades est une honte pour l'audiovisuel français (au passage même le CSA n'a pas censuré Dieudonné). Plusieurs journalistes sont prêts à l'inviter.

On note que Mr Klarsfeld (qui a fait comme beaucoup d'autres juifs son service militaire non pas dans l'armée française mais israélienne, mais où va t on ? Ca ne choque personne) appelle à troubler l'ordre public, c'est honteux et c'est un délit. De tels propos doivent être condamnés, que fait la Licra, SOS racisme, la justice. Les faits commis par les jeunes de la LDJ sont pitoyables mais aucun média n'en parle. Si c'était des Français blancs, Français noirs ou Français musulmans qui les avaient commis cela aurait fait la Une des journaux télé. Chaque citoyen est libre d'assister à ses spectacles, de voir ses vidéos et d'en tirer des conclusions. Les médias officiels diffusent que des parties tronquées et statuent à charge uniquement.

6- Ne confondons pas antisionisme et antisémitisme.

La loi Gaissot fonctionne que pour la Shoah, faut-il avoir un réseau, un lobby pour avoir une loi ? L'esclavage, la colonisation (voir la FranceAfrique) ne compteraient que pour du beurre est-ce pas aussi l'histoire de la France ? Combien de film sur l'esclavage ? Combien de dates ? Même l'Eglise a fait un geste, des actes en ce sens (sur l'esclavage).

Il est temps que l'on remette à plat et que l'on clarifie le rôle de toutes ces associations, et il est temps de mettre en place des statistiques éthniques et qu'il y ait des mesures fortes contre le discriminations, des mesures fortes en faveur du peuple et des sans-voix, des sans-lobbies...

7- Impénétrable

Les propos de Dieudonné, dans ces spectacles (et ici même), rapportés par écrits ne rendent absolument pas compte du sarcasme, de l'ironie, du second degrés ; c'est a dire de l'humour et de leur véritable sens. Si vous lisez le texte accompagnant la vidéo, vous imaginez un discours politique comme durant un meeting. La vidéo montre l'inverse, comment savoir s'il agit d'humour ou de sa pensée, ou les deux ? Seul le spectateur décide, et ce faisant, il nous renvoie à nous-même. J'ai bien ri et en ai appris quelque bonnes sur notre ministre de l'Intérieur.

8- Mes remerciements aux aboyeurs !

Merci de m'avoir fait connaître ce génie de l'humour. Après l'avoir vu sur la toile pour essayer de comprendre cette histoire, j'ai acheté le coffret et je me marre comme un dingue, il est très fort et je ne vois pas objectivement pourquoi tant de tapage et pourquoi on lui cherche des poux. Beaucoup d'autres artistes actuels sont cent fois plus crus. Chasse aux sorcières orchestrée par les bonimenteurs. Attention! Ils sont en train de diviser la France pour mieux régner, que les moutons se méfient et ouvrent enfin les yeux. Pour donner des coups de pieds, il faut savoir en recevoir, mais là, ils sont tombés sur un gars brillant et fort intelligent qui dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

9- C'est la première fois, grâce à cette vidéo, que je vois et j'entends Dieudonné. Il est déroutant, parce qu'il fait sauter la paroi, le mur si on veut qui sépare le bien du mal. On se rend compte que ceux qu'il critique ne peuvent se vanter d'être entièrement propres. Et puis ce début, c'est quand même marrant, il fait le dauphin en faisant la quenelle, c'est difficile de l'accuser comme on accuse un criminel.

10- Excellent

J'avoue que pendant toutes ces années je suis passé à coté d'un véritable virtuose de l'humour !

Depuis tout ce tapage médiatique j'ai regardé ses vidéos et c'est une tuerie totale... D'ailleurs je vais aller voir son spectacle et j'invite tout le monde à en faire autant.

10- Fin des humoristes.

De loin le meilleur, c'est que pour rire de tout aujourd'hui c'est quand même franchement compliqué mais excusez moi, regardez au moins le sketch. H des pygmées, ou celui du cancer, c'est du caviar humoristique, et pas de juifs dedans pour autant.

11- Les policiers sont avec le peuple, pas avec un gouvernement immoral. Si un conflit communautaire dégénère, tout le monde saura que c'est Valls et les Klarsfeld qui l'on provoqué.

12- On crée la faute pour pouvoir le sanctionner alors que Dieudonné fait ses spectacles dans son théâtre privé depuis 15 ans sans aucun problème. Si on n'aime pas Dieudonné, il suffit de ne pas aller le voir. Mais visiblement sa notoriété dérange.

13- "*Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment.*" – Malcolm X

Chez les populistes d'extrême gauche

1- NPA. ***Russie : Des libérations mais une solidarité toujours nécessaire*** - 02.01

C'est marrant, ils sont exactement sur la même ligne qu'Obama et Hollande, cela doit être une coïncidence sans doute. Et sur la Libye et la Syrie ? Heu ! Ah ben encore une coïncidence !

Le NPA salue la libération récente du mafieux du pétrole Mikhaïl Khodorkovski qui a détourné et planqué cinq milliards de dollars. Qui sait, fera-t-il un don au NPA...

Le NPA salue également la libération des membres de Pussy Riot, Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina et de l'activiste de gauche (sans rire !) du mouvement LGBT Nikolai Kavkazskii.

Avec le soutien aux Femen, ils ont touché le fond cette fois, peut-être, c'est ce qu'on dit à chaque fois et puis ils nous font mentir... Engels avait raison, on ne se refait pas.

Au passage, ils ont réduit la voilure de leur portail Internet national au point de le zapper en moins de cinq secondes, bravo ! Apparemment ils n'avaient plus les moyens de l'entretenir, pardon, la volonté, après tout ils ont raison, à quoi cela sert-il, quoi, mais le NPA voyons ?

1- LO. ***S'attaquer aux Femen pour s'attaquer au combat des femmes*** - 31.12. 2013

"Sous prétexte de s'interroger sur les sources de financement du groupe Femen, une députée UMP en appelle à Valls pour que cessent les « *provocations* » et les « *profanations obscènes de lieux sacrés* ». Elle et ses semblables ne supportent pas de voir ces militantes féministes intervenir à l'intérieur même des églises pour dénoncer la propagande et les positions anti-avortement du Vatican.

Ce sont pourtant ces positions d'un autre âge qui constituent une provocation envers les femmes et leurs droits."

Pétain ou Le Pen aurait été favorable à l'avortement que LO aurait salué leur engagement, bravo !

Il ne viendrait pas à l'esprit de ces demeurés de se demander qui tirent les ficelles de ces provocations, l'horreur !

Autre chose.

Chez LO, ils mettent des infos en bref sans fournir leurs sources, il faut bien qu'ils donnent l'impression d'être utiles à quelque chose ou faire croire qu'ils sont indispensables. Avec nous, c'est raté !

La fortune des milliardaires s'est accrue de plus de 500 milliards de dollars en 2013 était un article des Echos du 2 janvier que j'ai mis en ligne aujourd'hui au format pdf.

Parole d'internaute

Les dix stratégies de manipulation de masse apprises à l'ENA

1/ La stratégie de la distraction
2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions
3/ La stratégie de la dégradation
4/ La stratégie du différé
5/ S'adresser au public comme à des enfants en bas-âge
6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion
7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise
8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité
9/ Remplacer la révolte par la culpabilité
10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes !
... et faire croire à la transparence.

« *Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles !!* » (William Shakespeare)

Vous avez oublié la stigmatisation de minorités, leur manipulation ainsi que la majorité des masses pour dresser leurs

différentes couches les unes contre les autres, ce procédé relevant de la provocation pour les diviser et réprimer la majorité, mieux encore, lui faire comprendre qu'elle vit dans un régime antidémocratique et qu'elle n'a pas le droit à la parole, elle n'a plus aucun droit en somme, qu'elle doit la fermer et subir en silence.

Le régime est dans l'incapacité de satisfaire les besoins élémentaires de millions de travailleurs et leurs familles, dès lors comment pourrait-il être progressiste ou démocratique et défendre les droits des minorités ou de certaines communautés minoritaires ? Une question élémentaire qui n'est pas à la portée des gauchistes qui soutiennent le PS, la réaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi faire encore semblant que les députés serviraient à quelque chose en régime néolibéral ?

- Plutôt que "*passer par la loi*", Hollande encourage le recours aux décrets et ordonnances - Francetv info

Le président de la République, qui a demandé aux ministres de faire preuve de "*réactivité*" et "*d'anticipation*", les a priés "*de faire de sorte de ne passer par la loi que quand cela est strictement indispensable, et de veiller pendant ce temps-là à faire avancer les dossiers par d'autres moyens : par des décrets, des ordonnances*", a déclaré Najat Vallaud-Belkacem en sortant du premier Conseil des ministres de l'année. Francetv info 03.01

C'est vrai cela, à quoi cela sert-il qu'ils discutent ensemble de mesures ou de lois sur lesquelles ils sont d'accord ou qui sont déjà ficelées ?

Nouveaux cadeaux au patronat en perspective.

- Impôts : pour Hollande, "*une limite a été atteinte*" ces dernières années - Francetv info

- L'Etat veut faire payer à Dieudonné ses amendes - Reuters

Rappel.

- Cazeneuve assure que les impôts sur les entreprises baisseront en 2014 - AFP 10.10.2013

- La Commission européenne juge les impôts trop élevés en France - Reuters 15.10.2013

- Les entreprises cotées envisagent de distribuer près de 40 milliards d'euros, au titre des résultats de 2013, à leurs actionnaires, soit la moitié des bénéfices réalisés. Les dividendes progressent ainsi de 5 % en un an. (Les actionnaires du CAC 40 ne connaissent pas la crise - 03.01 - legrandsoir.info)

Là, il n'y a pas de limite, normal.

En complément. Ils ne sont pas ingrats !

- François Hollande, un président responsable ou à la botte du Medef? - L'Express.fr

Mais c'est la même chose !

- Le Medef séduit par le "*pacte de responsabilité*" proposé par François Hollande - Francetv info

Et de reprendre en choeur en sablant le champagne en ce début d'année qui s'annonce prometteuse : il est des nôtres...

Parlementarisme et affairisme ont toujours fait bon ménage. Maintenant ils le revendiquent ouvertement, le néolibéralisme est passé par là.

- Des lobbys parlementaires en lumière - Liberation.fr

Depuis le 1er janvier, le Palais-Bourbon a mis en place sur son site web un espace où sont recensées les entreprises, les associations et les cabinets d'avocats ou de consultants qui se sont déclarés - sur la base du volontariat - auprès de

l'Assemblée comme étant des «représentants d'intérêts». Autrement dit des lobbyistes, dont l'influence, souvent discrète, sur le travail parlementaire a fait l'objet de plusieurs scandales. (

Ils bénéficient en échanges de quelques «*facilités*» : badge «*de représentant d'intérêts de l'Assemblée*», possibilité de publier sur le site de l'Assemblée des contributions en lien avec les travaux des députés, etc. Liberation.fr 03.01

L'Assemblée nationale à la disposition des lobbies, pas mal, non ? Il reste quoi à vendre au marché dans le pays ?

Autrement dit, de nos jours (ce n'est pas nouveau en fait) l'Assemblée nationale (et le Sénat) ne rassemble plus uniquement les représentants du capital ou des affairistes, elle est devenue le lieu où tous les capitalistes peuvent venir faire tranquillement leur marché. On comprendra pourquoi la démocratie en est absente, donc les intérêts des exploités.

Après cela personne ne pourra pas dire qu'il ne savait pas pour quoi il votait ou appellait à voter aux législatives. Chut, ce sujet est tabou, on a participé à cette mauvaise farce pendant 70 ans, sans discontinué, une performance dont les partis du mouvement ouvrier peuvent être fiers ! Il faudrait peut-être remettre les choses à plat, non ? Non, O.K. j'ai envie de dire : démerdez-vous, ras-le-bol !

La liste des lobbies comprend directement ou indirectement absolument tous les secteurs économiques... et quelques syndicats. Un extrait.

Association nationale professionnelle pour les engrais et les amendements
Association nationale des officiers de carrière en retraite des veuves, veufs et orphelins d'officiers
Association APPSCPI Supports collectifs de placement immobilier
Association Française des Sociétés Financières
Autorité des marchés financiers
Banque de France, Commission bancaire
BNP Paribas
Crédit agricole SA
L'ensemble des banques françaises représentées sur le territoire
eBay France
Fédération française des sociétés d'assurance
Fédération de l'hospitalisation privée
Fédération nationale de l'immobilier
Confédération CFDT
Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)
Confédération Force Ouvrière (Indépendance oblige ! - ndlr)
Droits des Non Fumeurs
SOS homophobie
Transparence-international
American Jewish Committee
Unicef France (L'ONU - ndlr)

Et pour rire, mais c'est bien réel :

Syndicat national des moniteurs du ski français

Une menace plane sur l'avenir de la civilisation humaine.

- Les Etats-Unis sont considérés comme une plus grande menace pour la paix que la Corée du Nord, Israël ou l'Iran - Slate.fr

Les Etats-Unis sont une menace pour la paix dans le monde, peut-on lire sur International Business Times. C'est ce que ressent en tout cas une partie de la population mondiale. Worldwide Independent Network et Gallup, leaders dans la recherche et études de marché, réalisent chaque année depuis 1977 des sondages pour mieux comprendre les attentes des habitants pour l'année suivante: les perspectives, les espoirs et les inquiétudes. Pour 2014, 66.806 personnes issues de 65 pays différents ont été interrogées.

Le résultat le plus frappant est donc le suivant: presqu'un quart de la population mondiale considère les Etats-Unis comme la plus grande menace pour la paix. A la question: «*Quel pays est la plus grande menace pour la paix dans le monde aujourd'hui ?*», 24% des personnes interrogées répondent les Etats-Unis. Le Pakistan arrive en deuxième position avec 8% des votes et la Chine troisième avec 6%. Les autres pays considérés comme des menaces sont l'Afghanistan, l'Iran, Israël et la Corée du Nord.

13% des Américains considèrent tout de même leur propre pays comme une menace pour la stabilité internationale. Slate.fr 03.01

La preuve.

- Egypte: treize morts dans des heurts entre police et pro-Morsi - AFP

- Centrafrique: près d'un million de déplacés selon l'ONU - AFP

- Irak: une centaine de morts dans des affrontements à Al-Anbar - AFP

- Irak: la ville de Fallouja aux mains d'Al-Qaïda - AFP

- Intenses échanges de tirs dans la capitale du Sud Soudan - Libération.fr

L'intox qui rend accro.

- Cannabis: Une molécule-bouclier protégeant le cerveau de l'addiction - 20minutes.fr

Des chercheurs ont découvert qu'une molécule produite par le cerveau constituait un mécanisme naturel de défense contre les effets néfastes du cannabis ouvrant la voie à de possibles traitements contre l'addiction à cette drogue, selon une étude publiée jeudi dans la revue américaine Science.

Alors que les accros au cannabis sont évalués à plus de 20 millions de personnes dans le monde et un peu plus de 500.000 personnes en France, deux équipes de chercheurs de l'Inserm se sont intéressés à la prégnénolone, un précurseur de toutes les hormones stéroïdiennes (progestérone, testostérone...).

Alors qu'on pensait généralement que la prégnénolone n'avait pas d'effet biologique propre, les chercheurs ont montré qu'elle était en fait capable de protéger le cerveau des effets néfastes du cannabis Parmi les effets les plus connus figurent des déficits cognitifs et notamment des troubles de la mémoire ainsi qu'une perte générale de la motivation.

«*Nous espérons pouvoir commencer les essais cliniques sur l'homme dans un an à un an et demi au minimum» a-t-il ajouté, soulignant que si l'efficacité de ces dérivés de la prégnénolone était confirmée, il s'agirait de la «première thérapie pharmacologique de la dépendance au cannabis*». 20minutes.fr 03.01

Il y a un double dans cette annonce au moment où le cannabis est en voie de légalisation aux Etats-Unis.

Le cannabis n'est pas si dangereux que cela et en cas de problème on pourra vous soigner, en attendant défoncez-vous tranquillement, c'est sans risque aucun.

Quant à la reconnaissance de l'addiction, c'est bidon, j'ai 58 ans et j'en fume depuis l'âge de 20 ans, je me suis arrêté d'en consommer il y a un an et je n'ai jamais ressenti le moindre manque. Leur argumentation est construite de toutes pièces, je n'ai pas moins de mémoire qu'à 20 ans, et si la situation s'était dégradée je m'en serais aperçu parce que j'en ai toujours manqué et cela me poserait un gros problème 38 ans plus tard, or ce n'est pas le cas.

Pour ce qui est de la perte de motivation, c'est de la connerie pure : j'ai trouvé suffisamment de motivation pour changer de boulot plus de 40 fois et m'en sortir, refaire ma vie, quitter la France et passer mon premier diplôme universitaire à 45 ans, reprendre le chemin du militantisme après une interruption de 20 ans, ensuite j'ai créé ce site Internet fin 2004, et pendant toutes ces années je n'ai jamais cessé de fumer, très peu il est vrai, un stick le soir qui avait fini par me servir de somnifère (sic !) et c'est la raison pour laquelle j'ai arrêté, vous imaginez bien qu'en Inde c'est facile (et pas cher) de s'en procurer, pour quelqu'un qui devrait être en panne de motivation et ne devrait plus avoir de mémoire, c'est pas mal ! Et je ne l'ai remplacé par rien d'autre, même que je bois plus rarement de l'alcool, par contre je clope plus et ça c'est un véritable problème, bien plus grave et préoccupant, mais je n'arrive pas à me raisonner...

Ils prépareraient la voie à la légalisation du cannabis que cela ne m'étonnerait pas, le mimétisme avec les Etats-Unis est pour ainsi dire parfait dans tous les domaines si on observe attentivement ce qui se passe depuis 70 ans, à retardement, sauf pour la vente libre d'armes, quoique, ils laissent les bandes mafieuses d'Europe centrale se charger de la diffusion des armes dans le pays .

ACTUALITE EN TITRES

Qu'ils s'entretuent !

- Municipales à Paris : Beigbeder promet des listes dissidentes partout - leparisien.fr 04.01

Charles Beigbeder présentera officiellement son plan de bataille dans trois jours, mais il en annonce déjà la couleur : des listes dissidentes de droite seront présentées partout à Paris. L'entrepreneur, en guerre avec NKM depuis qu'elle l'a évincé de la 2e place sur la liste du VIIIe arrondissement au profit de Pierre Lellouche, a annoncé sur le site de Metronews, que «*dès mardi, la moitié des arrondissements seront représentés*», avec des membres de l'UDI et de l'UMP. leparisien.fr 04.01

Que cherchent-ils à nous dire ? Que c'est une fatalité à ce niveau-là et qu'il faut faire avec en attendant le pire qui reste à venir, à nous y préparer ?

- Seuls 3 Français sur 10 sont "*optimistes*" pour l'avenir - lexpress.fr

70% des Français interrogés pour un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France font part de leur pessimisme pour l'avenir. Début 2013, ils étaient encore 49% à l'aborder avec confiance.

La morosité culmine chez les retraités (76%), les ouvriers (70%), les habitants de communes rurales (72%), et chez les sympathisants de l'UDI (83%), de l'UMP (82%) et du FN (77%).

Toutes catégories confondues, seuls les proches du PS affichent majoritairement de l'optimisme (54%). lexpress.fr 04.01

Rappel.

- (un sondage Ifop pour Ouest France Dimanche) 72% des Français pessimistes pour la société française - AFP 01.12.2013

Le fond de commerce du PS est servi. Question : Qu'a-t-il à voir avec les "*masses*" ? Rien, au même titre que le PS il est un des piliers du régime. En aucune manière notre politique ne doit être déterminée par ces couches privilégiées qui s'accommodent du régime et soutiennent la politique du PS et du gouvernement qui poursuivent celle de leurs prédécesseurs et que nous combattons.

Hollande et son gouvernement sont minoritaires dans le pays : dégagez !

- Les Français pas convaincus par les voeux présidentiels - AFP

Sept Français sur dix (71%) ayant vu ou entendu parler des voeux de François Hollande jugent que le président n'a pas été convaincant, selon un sondage BVA publié dimanche. AFP 05.01

En complément

- 59% des Français défavorables à l'opération en Centrafrique - Le Nouvel Observateur

Et la démocratie dans tout cela ? Inexistante.

Extermination des déchets de leur société.

- Des SDF pour nettoyer Fukushima - LeParisien.fr

Peut-on les comparer aux fanatiques des années 40 ou aux nazis ? Exterminés par une exposition à des radiations nucléaires et non dans des fours à gaz, c'est économique, ils réalisent une économie en matières premières, de tous les côtés en somme. Terrifiant le régime nipon, non ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : le CNS réaffirme qu'il ne participera pas à la conférence de paix en Suisse - Le Monde 04.01

Le Conseil national syrien (CNS), le groupe le plus important de l'opposition (Qui n'a aucune existence en Syrie, encore moins de légitimité. - ndrlr), a réaffirmé vendredi 3 janvier qu'il ne participerait pas à la conférence de paix prévue le 22 janvier.

« *Après des réunions avec des délégations représentant les Amis de la Syrie* (Qatar, Arabie saoudite, Turquie, Jordanie, Grande-Bretagne, France, etc. qui soutiennent tous les mercenaires sanguinaires qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, les "Amis" de Washington et Tel-Aviv en réalité. - ndlr) *l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, et du ministère russe des affaires étrangères (...) le Conseil national syrien confirme qu'il ne voit pas de raisons de participer à la conférence* », a expliqué Samir Nachar, membre du CNS.

Le CNS avait déjà annoncé le 13 octobre qu'il ne participerait pas à cette conférence, organisée à l'initiative des Etats-Unis et de la Russie, et avait même menacé de se retirer de la coalition anti-régime si celle-ci y prenait part. « *L'idée de cette rencontre est inopportune (...) elle va tenter de placer le régime syrien et l'opposition sur un pied d'égalité. Nous rejetons cela* », a dit M. Nachar. (Ils rejettent toute solution politique, ils s'étaient prononcés pour le bombardement de la Syrie par les Etats-Unis et ses alliés dont la France, eux vivent en dehors de la Syrie, ce sont des pantins des puissances occidentales et rien d'autres... - ndrl)

Le CNS a toujours maintenu qu'il refusait de négocier tant qu'il n'y aurait pas de garanties d'un départ du président Bachar Al-Assad. « *Et le message que nous recevons est que le sort d'Assad sera décidé par les Syriens. Les Etats-Unis soutiennent notre demande sur son départ, mais les Russes n'acceptent pas cette condition préalable* », explique M. Nachar. (Voilà ce qu'ils ne tolèrent pas, que ce soient les Syriens qui décident eux-mêmes de leur destin, parce qu'ils savent qu'à plus de 70% ils soutiennet Assad. - ndlr)

Il s'attend en outre à ce que la Coalition de l'opposition n'aille pas non plus à la conférence. « *Le CNS n'est pas le seul à ne pas vouloir participer, plusieurs autres opposants au sein de la Coalition refusent les discussions et voteront contre* ». La Coalition doit tenir son Assemblée générale à Istanbul dimanche et lundi, et décider de sa participation. (Ils sont incapables de tenir la moindre réunion en Syrie. - ndlr)

« *Les rebelles sur le terrain rejettent également* » la conférence en Suisse, a dit M. Nachar. « *Cela signifie qu'elle n'aura pas lieu* », a-t-il ajouté. (Les djihadistes salafo-takfiristes ou liés à Al-Qaïda. - ndlr) Le Monde 04.01

1.2- Le dernier coup pourri de Washington et Tel-Aviv.

- Face à Al-Qaïda, des Syriens lancent leur "*deuxième révolution*" - AFP

Rebelles et militants en Syrie, engagés depuis près de trois ans dans une guerre contre le régime, ont lancé cette semaine une "*deuxième révolution*", cette fois-ci contre des jihadistes affiliés à Al-Qaïda qu'ils accusent des pires abus.

Depuis vendredi, de violents affrontements opposent trois coalitions rebelles à l?État islamique en Irak et au Levant (EIIL), un groupe qui était jusqu'à il y a peu l'allié de la rébellion face aux forces du président Bachar al-Assad.

L'"*Armée des Moujahidines*", une nouvelle alliance de rebelles, s'est engagée vendredi à "*combattre l'EIIL*", accusé d'"*enlever, torturer et tuer des commandants (rebelles) et des militants*", des accusations souvent lancées également par l'opposition politique.

Celle-ci a d'ailleurs a annoncé samedi son "*soutien total*" aux tentatives des rebelles de "*libérer les villes de l'oppression autoritaire de l'EIIL*", accusé d'avoir "*volé*" la révolution contre Assad.

Outre l'Armée des Moujahidines, le Front islamique --la plus puissante coalition rebelle en Syrie-- et le Front des révolutionnaires de Syrie, sont également engagés dans le combat. (Le Front islamique, ce sont les Frères musulmans soutenus par le Qatar si je ne dis pas de bêtise et qui sont à l'origine de cette guerre. - ndlr)

Le régime syrien a toujours affirmé combattre des "*terroristes extrémistes*", sans faire de distinction entre opposants politiques, combattants rebelles et jihadistes. (Normal, ils étaient alliés ! - ndlr)

Mais avec ce nouveau front entre extrémistes et rebelles, les militants se sont félicités de cette "*seconde révolution*", où ils souhaitent combattre à la fois le pouvoir à Damas et la "*terreur*" imposée par l'EIIL, qui prône une version extrême de l'islam. (Un coup de bluff, la preuve en lisant ce qui suit. - ndlr)

"*La révolution est revenue sur son droit chemin*", a commenté Ibrahim al-Idelbi, un militant d'Idleb sur sa page Facebook. "*Le 3*

janvier 2014: début de la révolution contre l'EIIL", a écrit Ammar, un militant de la région côtière de Lattaquié. (Il suffit de l'affirmer pour faire renaître l'imposture de ses cendres... sur Facebook ! - ndlr

L'opposition a d'ailleurs récemment accusé l'EIIL de collusion avec Damas, estimant que le groupe jihadiste, au départ le bienvenu car bien organisé et armé, servait les intérêts du régime. AFP 04.01 (Cet aveu n'était pas utile, mais on en prend acte. - ndlr)

2- Irak

- Irak: la ville de Fallouja aux mains d'Al-Qaïda - AFP

Le gouvernement irakien a perdu le contrôle de la ville de Fallouja, tombée aux mains d'Al-Qaïda après plusieurs jours de combats déclenchés par le démantèlement d'un camp de protestataires anti-gouvernementaux dans la province d'Al-Anbar, bastion sunnite hostile au Premier ministre chiite Maliki.

Fallouja et le chef-lieu d'Al-Anbar, Ramadi, avaient été des bastions de l'insurrection ayant suivi l'invasion américaine de l'Irak en 2003, et c'est dans cette province que les Etats-Unis avaient perdu près d'un tiers de leurs troupes en Irak, selon le site indépendant icasualties.org.

"*Fallouja est sous le contrôle de l'EIIL*", a indiqué samedi un haut responsable de la sécurité, faisant référence à l'Etat islamique en Irak et au Levant, filiale d'al-Qaïda en Irak.

Il a ajouté que le groupe extrémiste sunnite avait "*désigné un gouverneur*" pour la ville décrétée la veille "*Etat islamique*" par l'EIIL.

Le responsable a cependant précisé que les alentours de Fallouja (60 km à l'ouest de Bagdad) étaient aux mains de la police locale.

Un correspondant de l'AFP sur place a confirmé que "*la ville de Fallouja est totalement contrôlée par Al-Qaïda*", assurant que "*ni les forces de sécurité ni celles des (milices anti-Qaïda) Sahwa n'étaient présentes dans Fallouja aujourd'hui*".

Des combats intermittents avaient lieu aux abords de la ville, selon lui, au lendemain de bombardements de l'armée et d'affrontements sanglants entre l'EIIL et la police appuyée par des tribus locales.

L'électricité est totalement coupée, et les groupes électrogènes ne fonctionnent pas en raison d'une pénurie de carburant, a indiqué le correspondant.

Deux ans après le retrait des derniers soldats américains en décembre 2011, Al-Anbar est de nouveau le théâtre d'une montée en puissance des combattants extrémistes alors que Bagdad peine à faire face aux insurgés, enhardis par le conflit en Syrie voisine et le mécontentement de la minorité sunnite.

La province d'Al-Anbar est devenue depuis plus d'un an un haut lieu de la contestation contre le Premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite accusé d'accaparer le pouvoir et de marginaliser les sunnites.

Les violences, qui avaient diminué depuis 2006 avec la création des milices sunnites Sahwa par l'armée américaine pour combattre Al-Qaïda, ont flambé en 2013 et renoué avec leurs niveaux de 2008. AFP 04.01

Un changement de tactique des Américains pour affaiblir la coalition chiite, peut-être le prélude à une nouvelle intervention militaire occidentale, les prétextes s'accumulent en tout cas, à suivre.

SOCIAL

Portugal

- Portugal: les retraités sollicités pour combler le trou budgétaire - AFP

Pressé par ses créanciers, le gouvernement portugais compte mettre à contribution les retraités pour combler le trou budgétaire engendré par la censure d'une mesure d'austérité par la justice, une annonce qui a suscité l'ire de l'opposition de gauche et des syndicats.

Une mesure de remplacement "*de haute qualité*" était également une condition exigée par la troïka (UE-FMI-BCE) des créanciers

du Portugal pour débloquer la tranche de crédit de 2,7 milliards d'euros prévue dans le cadre du dernier examen trimestriel des comptes.

L'alternative présentée jeudi soir par le gouvernement de centre droit frappe à nouveau les retraités de la fonction publique, mais cette fois-ci aussi ceux du secteur privé, qui seront désormais plus nombreux à acquitter une contribution extraordinaire de solidarité (CES).

Cette contribution, dont le taux varie actuellement entre 3,5 et 10% pour les retraites supérieures à 1.350 euros par mois, pourrait désormais s'appliquer à partir de 1.000 euros, selon les projets étudiés par le gouvernement dont les détails seront dévoilés prochainement.

Parallèlement, les cotisations d'assurance maladie des fonctionnaires devraient passer de 2,25% à au moins 3%.

Ces "*mesures transitoires*" évitent le recours à "*une hausse des impôts pour ne pas mettre en péril la reprise économique*", avait fait valoir jeudi le porte-parole du gouvernement, Luis Marques Guedes. Un temps envisagée, une hausse de la TVA a été finalement écartée.

Privilégiant la réduction des dépenses, la troïka avait mis en garde contre des mesures de substitution susceptibles de "*représenter un risque accru pour la croissance et l'emploi*".

"*Cette mesure affectera les pensions de retraite plus basses et est donc plus injuste que celle qui vient d'être censurée par la justice*", a commenté à l'AFP Joao Cesar das Neves, professeur d'économie à l'Université catholique de Lisbonne.

Malgré ce tollé, le gouvernement n'est pas près de tourner la page de la rigueur: "*le retour du Portugal sur les marchés est compromis si le pays donne l'impression de ne pas pouvoir respecter son objectif de déficit*", avait prévenu Subir Lall, chef de la mission du FMI pour le Portugal. AFP 03.01

Je vous fais grâce des réactions outrées du "*Parti socialiste*" et du "*Parti communiste*" qui ont déjà gouverné le pays pour le compte du capital, cela dépasse l'indécence.

ECONOMIE

1- Banques

- Le crédit au secteur privé accentue son recul dans la zone euro - Reuters

Le crédit au secteur privé en zone euro s'est contracté en novembre à un rythme sans précédent depuis la création de la monnaie unique, renforçant la pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle fasse davantage afin de raviver l'économie de la région.

La baisse des crédits accordés au secteur privé s'est accentuée à 2,3% en rythme annuel, montrent les statistiques publiées vendredi par la BCE.

"*Ce qui est très inquiétant, c'est qu'il n'y a aucun signe de retournement de tendance dans le crédit des banques aux entreprises de la zone euro, ce qui augmente la pression exercée sur la BCE pour qu'elle agisse*", souligne Howard Archer, économiste en chef pour l'Europe de IHS Economics.

"*Les banques pensent sans doute que la situation économique et les perspectives de nombreux pays de la zone euro alimentent les risques de crédit, en dépit de la modeste amélioration de la croissance depuis le deuxième trimestre.*"

La revue de la qualité des actifs des banques que la BCE va entreprendre ne pousse pas les établissements à la prise de risque, les incitant au contraire à alléger leurs portefeuilles de prêts. Reuters 03.01

2- Etats-Unis

- Injection record des fonds US dans les actions européennes - Reuters

L'argent investi par les fonds américains dans les actions européennes a atteint un niveau record l'an dernier, avec 16,3 milliards

de dollars (11,9 milliards d'euros) de flux nets, soit près du triple du précédent record de 2006, à 5,8 milliards de dollars, montrent les données compilées par Lipper.

Ce contexte plus favorable aux actifs risqués a permis aux actions européennes d'enregistrer l'an dernier leur plus forte progression annuelle depuis 2009 avec un gain de 16,1% pour l'indice FTSEurofirst 300.

Au cours des sept derniers jours de l'année 2013, les actions européennes ont enregistré leur 27ème semaine consécutive de collecte nette positive en provenance des Etats-Unis, leur période la plus faste depuis que Lipper a commencé de compiler ces données en 1992.

Durant cette dernière semaine de l'année, les 98 fonds américains investis en actions européennes surveillés par la filiale de Thomson Reuters ont injecté quelques 438 millions de dollars (en données nettes) vers les valeurs du Vieux Continent, chiffre le plus élevé depuis fin novembre. Reuters 03.01

3- Chypre

- Chypre confrontée à sa première déflation annuelle en 49 ans - AFP

Chypre a enregistré en 2013 un taux d'inflation annuel négatif, une première depuis 1964, alors que l'île est en proie à une récession prononcée et à un effondrement de la demande, selon les données officielles publiées vendredi.

Chypre est confronté à une récession sans précédent et à un chômage record après avoir conclu en mars un plan de sauvetage de 10 milliards d'euros avec la "*troïka*".

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE) doit se rendre à Chypre à la fin du mois pour conduire une troisième évaluation de l'économie et du secteur bancaire de l'île. AFP 03.01

Haut de page

Le 6 janvier 2014

CAUSERIE

La méthode de Marx et Engels.

Prenons un exemple qui figure dans cette page tiré de *La question juive*.

- "*On fait une distinction entre les « droits de l'homme » et les « droits du citoyen ». Quel est cet « homme » distinct du citoyen ? Personne d'autre que le membre de la société bourgeoise. Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « homme », homme tout court, et pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ? Qu'est-ce qui explique ce fait ? Par le rapport de l'État politique à la société bourgeoise, par l'essence de l'émancipation politique.* "

1- On fait une distinction entre les « *droits de l'homme* » et les « *droits du citoyen* »
2- Quel est cet « *homme* » distinct du citoyen ?
3- Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « *homme* »... ?
4- Pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ?
5- Qu'est-ce qui explique ce fait ?

Explication.

Partir d'un fait ou d'un énoncé, déterminer quels éléments ou facteurs il contient, puis définir la nature de ces éléments ou facteurs, remonter jusqu'à leur origine, et pour finir établir quels rapports ils entretiennent et discerner quelle évolution ou transformation ils ont pu connaître.

Rien d'extraordinaire là-dedans, une méthode très simple, élémentaire, à la portée de chacun. Maintenant ce qui s'avère compliqué, c'est lorsqu'on est en présence de nombreux facteurs ou qu'on doit analyser leur comportement sur une longue période historique. Cela requiert une plus grande attention et prend forcément du temps.

Mais surtout cela nécessite d'être animé par la volonté ou la détermination d'aller jusqu'au bout de notre analyse ou de parvenir à épuiser le sujet que nous nous destinions de traiter, on dit aussi en venir à bout quand on est parvenu à réaliser le lien qui existe entre l'origine d'une chose ou d'un comportement et la manière dont il se présente à nous aujourd'hui ou à un moment donné du passé.

Le problème très souvent, c'est que beaucoup de choses peuvent entraver notre volonté ou on ne dispose pas forcément de la détermination indispensable ou suffisante pour mener à bien ce travail ou cette recherche du prend forcément du temps.

On peut présenter ce processus sous cet angle-là parce qu'il procède essentiellement par questionnements successifs ou l'établissement d'hypothèses auxquelles il faut répondre ou qu'il faut vérifier une par une. Il faut aussi être très exigeant et ne pas se satisfaire de la première réponse qui nous vient à l'esprit. Il faut disposer d'un esprit aussi libre et critique que possible, sans cette disposition d'esprit ce sera impossible de mener cette expérience à son terme.

Il faut aussi admettre qu'on est face à une feuille blanche, or on a le cerveau déjà bien rempli, même chez le dernier des benêts, il faut faire abstraction de nos connaissances et de nos expériences acquises si on veut disposer d'un champ d'action ou d'investigation le plus large possible pour mener à bien nos recherches, et c'est indispensable.

Toute appréciation subjective ou inconsciente doit être proscrite de notre démarche, sinon nous courrons à l'échec. Il faut pour ainsi dire disparaître, ce n'est pas donné à tout le monde, encore faut-il être profondément modeste, être équilibré mentalement ou psychologiquement sera préférable, ce qui est impossible si on ne se connaît pas suffisamment soi-même et qu'on ne s'accepte pas tel qu'on est, rendu à ce stade d'exigeance de cette méthode pour venir à bout d'une question ou d'un sujet, on est bien obligé de constater que cela ne concernera qu'une infime minorité d'individus.

Cela dit et fort heureusement, s'il est indispensable de posséder toutes ces qualités pour employer cette méthode, elles ne sont pas nécessaires pour comprendre comment elle fonctionne et saisir les conclusions auxquelles elle permet d'aboutir, sinon effectivement il faudrait en conclure que l'humanité serait vouée à la barbarie ou à l'autodestruction et nous perdrions notre temps.

Il aurait fallu préciser qu'en fonction du statut social, de la condition sociale ou de la place que la personne occupe au sein de la société ou des rapports sociaux de production, de la classe à laquelle elle appartient, de sa conception du monde, de son honnêté intellectuelle, elle sera portée à se poser davantage certaines questions plutôt que d'autres, à ne retenir que certaines hypothèses au détriment d'autres, à orienter ses recherches et ses travaux dans une direction bien précise, généralement correspondant à ses propres intérêts ou ceux de sa classe, consciemment ou non.

C'est ce qui distinguera au bout du compte la nature de classe de sa démarche, elle sera marxiste ou non, car cette méthode n'est pas réservée exclusivement aux marxistes, mais à tous ceux qui ont une conscience de classe et ils ne manquent pas parmi nos ennemis, d'où aussi l'intérêt de lire leurs articles et analyses ou ouvrages comme le faisaient les marxistes, cela permet aussi de gagner un temps précieux et de se concentrer sur les sujets qu'on a décidé d'étudier. (A suivre)

Extrait (corrigé) d'un courrriel envoyé à un camarade.

Je crois qu'avant de se lancer dans une (nouvelle) analyse il faudrait commencer par bien savoir de quoi on va parler, sinon on prend le risque de commettre les mêmes erreurs que nos détracteurs, je ne dis pas cela pour toi, c'est valable pour moi aussi, c'est même ma hantise de partir d'idées préconçues ou de procéder par généralités. Je pense qu'il faut "couper les cheveux en quatre" et qu'on en a perdu l'habitude ou plutôt qu'on ne nous a jamais inculqué cette démarche, hélas ! qui au bout du compte était celle de Marx et Engels, etc. et qui a fait des merveilles.

Je ne peux pas adhérer ou suivre une analyse qui ne commence pas par là, je sais d'avance qu'elle pèchera par bien des faiblesses ou des lacunes et qu'elle sera erronée, ce qui n'apparaîtra pas forcément au premier coup d'oeil, mais cela ne fera pas un pli dès qu'on abordera ses conclusions. C'est pratiquement infaillible.

Les lecteurs ont besoin de connaître tous les éléments qui ont contribué à construire notre argumentation ou à charpenter notre démonstration, sinon ils n'y comprendront rien ou autre chose que ce qu'on a voulu dire ou encore ils la jugeront incohérente. Avant d'en arriver à une analyse de la situation en France ou mondiale, on ferait peut-être mieux de partir d'une question et de la développer à fond, c'est ce que faisaient aussi Marx et Engels, chaque chapitre de leurs oeuvres correspondait à cette démarche. Ce qu'on n'a peut-être pas discerné parce que l'introduction de chaque ouvrage ou chapitre avait été rédigée une fois seulement qu'ils étaient parvenus à traiter chaque question à fond, ils ne savaient pas à l'avance où elle allait les entraîner au juste et ce qui allait surgir de leurs travaux, les hypothèses inattendues auxquelles ils allaient devoir répondre. Et puis il est pratiquement certain qu'une fois parvenus à épuiser un thème, temporairement seulement, ils fallaient qu'ils y réfléchissent encore. Marx avait la réputation de ne jamais être satisfait de son travail et il se faisait sans cesse engueulé par ses éditeurs parce qu'il avait du retard, pas seulement parce qu'il avait été malade, mais parce qu'il ne pouvait se résoudre à livrer un ouvrage qui lui laissait un goût d'inachevé, pure et géniale intuition, Engels le poussait à conclure et à admettre que par nature un

ouvrage aussi élaboré soit-il sera toujours inachevé. Comme on dit, Marx et Engels sont revenus cent fois sur leur ouvrage pour le corriger, le compléter, ce qui fait qu'ils nous ont légué une oeuvre pour ainsi dire parfaite à leur époque.

Nous, nous sommes partis de là en croyant bien faire car nous étions animés de bonnes intentions, mais nous n'avons pas assimilé leur méthode, nous avons cru que la dialectique matérialiste consistait uniquement à se baser sur des faits, alors qu'en réalité c'était un peu plus compliqué que cela, il ne suffisait pas de se contenter des faits, il fallait les décortiquer, les osculter au microscope et ainsi de suite pour tous les facteurs et rapports qui composaient la situation ou la période que nous nous destinions d'analyser. Cela demande un travail colossale, parfois ingrat, beaucoup de temps, de faire preuve d'une attention soutenue, d'une détermination à toute épreuve qui nécessite même de se remettre aux études, d'admettre qu'on n'est pas capable d'aborder certains domaines et que parfois on ne comprend rien à rien, d'où la nécessité d'être fort modeste, pas vraiment le cas de nos dirigeants soit dit en passant.

Je n'ai vu nulle part une analyse comparable (ou aussi complète) à celle de Marx-Engels ou Lénine-Trotsky sur les différentes classes, sur les rapports entre les classes et surtout à l'intérieur des classes, leur évolution, etc. on s'est contentés de généralités qui nous ont menés où nous en sommes.

Je ne pense pas qu'il était écrit ou dit quelque part que la situation devait évoluer de cette manière, l'avant-garde, le capitalisme, si, assurément, et le plus fort c'est qu'on n'arrive même pas à se mettre d'accord là-dessus, à croire qu'on n'y arrivera jamais et c'est désolant parfois, décourageant.

A propos de l'affaire Valls-Dieudonné.

Le censurer, lui interdire de s'exprimer dans les médias ou de répondre à ses détracteurs qui déforment sciemment et ouvertement ses propos, le poursuivre en justice, interdire ses spectacles, fermer son théâtre, interdire la vente de billets (Me Klugman hier), interdire le geste de la "*quenelle*", relève de l'intention d'un dictateur d'imposer de gré ou de force à l'ensemble de la société et des classes qui la composent le même mode de pensée, et au delà d'adopter les mêmes intérêts de classe, ceux de la classe dominante qu'il incarne et défend, la démocratie ou l'intérêt général, l'ordre public n'étant invoquer que pour masquer son entreprise liberticide ou totalitaire.

Proclamer son soutien indéfectible ou son attachement éternel à Israël, c'est monstrueux, c'est faire preuve de racisme au plus haut sommet de l'Etat, car c'est soutenir un Etat qui repose sur une mystification, une imposture dénoncée y compris par des citoyens israéliens juifs, des universitaires à Tel-Aviv, dont le contenu a consisté dans l'expropriation d'un peuple de ses terres, leur confiscation et occupation par la force, en l'expulsant et le massacrant, le forçant à l'exode, à survivre dans des camps de forture au Liban et en Syrie notamment pendant de longues décennies jusqu'à nos jours, à l'enfermer dans des bantoustans, sans droits ni autre perspective, lui infligeant sans cesse de multiples humiliations insupportables, pratiquant l'apartheid envers les Palestiniens arabes vivant en Israël et dont la liberté de circulation est entravée au même titre que les Palestiniens qui vivent dans ces bantoustans et qui se rendent en Israël pour travailler notamment, le régime en place en Israël n'a rien à envier à celui de l'Afrique du Sud sous l'apartheid, en pire encore par bien des aspects.

Les sionistes se définissant eux-mêmes quand on leur pose la question comme les partisans de l'existence d'Israël, dès lors les combattre et combattre le sionisme est un devoir aussi longtemps que cet Etat n'aura pas disparu.

Pendant un moment, par faiblesse face au drame que vit au quotidien la population palestinienne, j'ai cru tout en formulant des réserves que l'idée de deux Etats n'était peut-être pas si mauvause que cela pour ensuite m'être ravisé. Car c'est quelque part justifier l'existence d'Israël qui ne peut exister qu'en étant la négation de la Palestine, qui existe à la place de la Palestine, donc il ne peut pas y avoir de place pour un Etat palestinien, admettre l'existence de la Palestine ce serait faire disparaître Israël, impensable pour les sionistes qui rappelons-le ne sont pas des sémites ou des juifs pour la plupart, contrairement à une grande partie des Arabes du Moyen et du Proche-Orient, ce sont des envahisseurs, des occupants, des colons.

L'analyse fournie par le Réseau Voltaire est intéressante par les précisions qu'elle apporte, et parce qu'elle aborde cette affaire sous un autre angle très pertinent sur lequel on reviendra. Laissons de côté ce qui n'y figurent pas, puisque l'auteur de cet article ne manifeste pas son soutien à Dieudonné pour autant. Je vous conseille de la lire.

Un complément.

Beaucoup d'hypocrisie chez ceux qui gueulent avec les loups contre Dieudonné et ceux qui gardent le silence. Idem chez ceux qui voudraient faire de la lutte contre le racisme, le sexisme, etc. une priorité, et qui à la manière de M. Valls s'élèvent en procureur du mode de pensée des masses parmi lesquelles ils existent bien des couches arriérées (les plus défavorisées généralement) qui sont maintenues volontairement dans l'ignorance par leur société dont Valls est un représentant, pour un peu elles en seraient responsables.

Ces policiers de la pensée qui figurent parmi les nantis qui ont bien du sang sur la conscience et parmi lesquels on compte bon nombre de gauchistes, voudraient changer le mode de pensée des masses sans changer de mode de production ou les

rapports sociaux qui en sont à l'origine, de la même manière qu'ils souhaitent que le capitalisme satisfasse tous leurs besoins jusqu'à l'amélioration de la qualité de l'air qu'ils respirent et réalisent les objectifs du socialisme, autrement dit ils ne partagent pas la même interprétation que nous du développement du capitalisme, ils sont étrangers au marxisme. Ils considèrent que le comportement des hommes serait dicté par des critères subjectifs et non par des facteurs ou des rapports objectifs, ce qui leur permet d'épargner le capitalisme qu'ils soutiennent et ses représentants avec lesquels ils vont jusqu'à s'allier contre les masses et dénoncent leurs tares incurables qu'il faudrait réprimer. Ils se font les alliés objectifs d'un régime policier et totalitaire.

Qui va payer les pots cassés ou comment se sortir d'un tel merdier ?

- 11 Septembre 2001 : Notes sur un tabou en perdition - dedefensa.org - legrandsoir.info 05.01

- "*Deux membres du Congrès US demandent la publication de 28 pages classifiées du rapport officiel sur le 11 Septembre qui contiennent, selon eux, des révélations "choquantes" sur l'implication de "un ou plusieurs" service(s) de renseignement de pays étrangers dans l'attaque du 9/11.*"

Vous aurez deviné de quel "*renseignement de pays étrangers* " il pouvait s'agir : de l'Arabie saoudite et Israël.

Il ne s'agit pas d'un canular ou d'une élucubration sortie du cerveau d'adeptes de la théorie du complot, non, c'est très sérieux.

Non seulement il s'agit de congressistes démocrate (Stephen F. Lynch du Massachusetts) et républicain (Walter B. Jones de la Caroline du Nord), d'un document tout ce qu'il y a de plus officiel, intitulé "*Specific Sources of Foreign Support*", il fait partie, je cite, du rapport du Congrès de 800 pages établi en 2002 sous l'intitulé officiel de Congressional Investigative Report on 9/11 – Joint Inquiry into Intelligence Community Activities Before and After the Terrorist Attacks of September 2001, et toute cette affaire qui est en cours a commencé à paraître dans plusieurs portails Internet et les médias américains, dont le New York Post, je cite, appartenant à Rupert Murdoch, qui est, avec Lockheed Martin, l'un des principaux bailleurs de fonds des néoconservateurs, par ailleurs très proches d'Israël et donc de l'AIPAC, autrement dit l'éventualité de l'implication directe du régime saoudien dans le 11/9 est débattue sur la place publique, ce qui aurait été impensable il y a encore quelques semaines, car elle porte un coup terrible à la version officielle du 11/9. L'opération à ce stade consisterait à faire porter le chapeau aux Saoudiens afin de couvrir le Mossad qui figureraient également dans ce document. J'ai mis cet article en ligne pour que vous pussiez vous faire vous-même votre propre idée.

Maintenant, faisons un parallèle entre la situation qui s'est développée ces derniers mois en Syrie ainsi que les derniers développements sur le terrain qui figurent ci-dessous, sur fond de désaccords entre les Américains et les Saoudiens notamment, du bourbier syrien dans lequel ils sont impliqués jusqu'au cou, et relions-les aux dernières infos venues des Etats-Unis, et on aura une idée des prochains développements ou de leur direction. Plusieurs hypohèses se présentent.

- Soit les Américains sont capables de se débarrasser d'Assad d'ici fin janvier ou dans les semaines qui suivent, on ne voit pas par quel miracle il y parviendrait,

- Soit ils décident de couvrir ou soutenir une opération militaire pour l'éliminer, qui impliquerait l'Arabie saoudite et ses alliés, la Turquie est dors et déjà hors course au regard de la situation intérieur dans ce pays, reste le Qatar et les pays du Golfe, Israël et la France, plus certains pays de l'UE ou de l'OTAN, or aucun de ces pays ne peut se targuer d'un soutien populaire à une telle guerre, tous les pays du Golfe ne sont pas sur la même longuer d'onde, le Qatar est en concurrence avec l'Arabie saoudite, et ils ne savent pas quelle serait la réaction du Hezbollah et de l'Iran qui soutiennent la Syrie, ni même la Russie qui vient de renvoyer une armada dans la Méditerranée et menace le régime saoudien de représailles après les attentats des derniers jours en Russie,

Soit les Américains se mettent d'accord avec les Russes pour maintenir Assad au pouvoir et éliminer les mercenaires étangers présents en Syrie, en échange de quoi en cas de refus ou d'obstacles dressés par l'Arabie saoudite, ils pourraient décider d'un commun accord de l'éliminer, autrement dit les Américains seraient aux commandes en Arabie saoudite, tandis que les Russes se chargerait de la Syrie, à l'Iran d'éliminer Al-Qaïda en Irak, le tout conclu avec un accord secret passé avec Israël qui témoignerait sa neutralité dans ces conflits ou demeurerait en retrait, l'ensemble des belligérants signeraient un traité de paix qui aurait l'air de tomber du ciel une fois les hostilités terminées et qui donnerait satisfaction à toutes les parties, sauf à l'Arabie saoudite et la France. (A suivre)

Les deux dernières infos.

1- Arabie : fin des Al-e saoud en 2014? - french.irib.ir 05.01

Les plus récents rapports des services du renseignement occidentaux prévoient l'éclatement de vastes mouvements de protestation en cette année 2014 au centre de l'Arabie saoudite et de violents attaques armées contre le palais royal, et ce, en prélude à l'effondrement du régime des Al-e Saoud! "*les centres d'étude et de recherche aux Etats Unis et en Grande Bretagne sont convergents, 2014 verra la fin du régime des Al-e Saoud*".

Mais comment se mettra en place ce scénario de renversement? " *Le processus du renversement des Al-e Saoud sera déclenché par des manifestations d'envergure et des attaques armées contre les centres publics et les palais de la famille régnante. Les premières étincelles auront lieu à Najd et à Hejaz et les Saoudiens ne tarderont pas à descendre dans les rues. Certaines représentations politiques et des ambassades à l'étranger apporteront leur appuie à ce mouvement*" .

Selon les agences de renseignement occidentales, " *l'Arabie saoudite est au seuil d'implosion . Il existe des cellules de lutte armée au sein de la société qui attendent l'heure zéro. Sur les frontières avec le Yémen, des forces armées guettent leur heure et attendent les premiers mouvements de révolte pour se rendre en Arabie saoudite*". "*Le régime saoudien accélère d'ailleurs ce mouvement de chute : ses politiques dans la région, son alliance de plus en plus solide avec Israël, les politiques répressives que Riyad exerce contre ses citoyens, la rancune grandissante des populations arabes contre Al-e Saoud en qui elles voient surtout un vecteur de la destruction systématique des pays arabes, l'effusion du sang dont la famille régnante saoudienne est coupable, et son soutien aux hordes takfiries, en voici des raisons qui justifient à elles seules l'effondrement du régime saoudien*".

Toujours d'après ces sources occidentales, " *des instances au sein de l'administration US suivent de très près les évolutions en Arabie saoudite et les équipes spécialisées tentent de réduire les impacts de l'implosion du régime des Al-e Saoud. Washington croit que l'Arabie saoudite a ignoré à dessin tous les conseils qu'on lui a donnés pour éviter son effondrement. Selon Washington, les clans extrémistes au sein de la famille régnante dirigés par Bandar Sultan, et Saoud al Fayçal cherchent la destruction des pays arabes et le démantèlement de leur armée. les Etats Unis sont mécontents de voir Riyad se rapprocher d'une partie qu'il croit pouvoir mieux le protéger que les Etats Unis et il s'agit d'Israël*". french.irib.ir 05.01

2- Poutine déclare la guerre contre l'Arabie saoudite. - french.irib.ir 05.01

Dans une prise de position sans précédente, le président russe a qualifié de "*terroriste*" le régime saoudien menaçant de "*riposter les attentats terroristes de Volgograd*". Poutine a promis "*des représailles*" aux attentats de Volgograd, "*représailles qui ne tarderont pas* ". Pour M Poutine, " *les attentats suicides de Volgograd sont identiques à ceux qui sont régulièrement commis en Irak, en Syrie et au Liban : Pour identifier les auteurs criminels de ces attentats , on n'a pas besoin de davantage de temps et la Russie y répondra très bientôt. Notre réponse sera en sorte qu'elle changera la carte même du Moyen Orient* ".

Le chef du Kremlin a qualifié encore une fois de terroriste le régime saoudien. Ces propos sans précédent de Poutine interviennent alors que les attentats terroristes de Volgograd ont été contribués à Bandar Sultan, le chef du renseignement saoudien, lui qui en avait évoqué la possibilité au cours d'une rencontre avec Poutine au mois de septembre, alors que les Etats Unis s'apprêtaient à attaquer militairement la Syrie. Bandar avait menacé Poutine d'attentat takfiris d'origine centre asiatique et tchéchene, si il ne renonçait pas à son soutien à Assad . aussitôt après ces menaces, le chef des takfiris caucasiens, Dako Omarov a affirmé vouloir visé les JO de Sotchi devant se tenir au mois de février. Omarov a menacé de commettre des attentats suicides au cours de ces jeux. La Russie a élaboré l'avant texte d'une résolution où l'Arabie saoudite est qualifié d'état terroriste et elle se prépare à remettre cet avant texte au conseil de sécurité. french.irib.ir 05.01

La police de la pensée ne dort jamais.

- Dieudonné: SOS Racisme poursuivra les "*quenelles*" dans des lieux symboliques - AFP

En réalité, absolument rien ne dit qu'elles auraient forcément la signification que leur attribuent ces pourritures, aucun magistrat ne sera en mesure de le prouver à moins d'ouvrir le cerveau des accusés ou de penser à leur place. C'est gravissime comme accusation.

Dieudonné a été condamné sept fois pour incitation à la haine raciale...

(Ils ne précisent pas que c'est à l'issue de 22 plaintes ou procès, et que dans la majorité des cas il a bénéficié d'une relaxe ou la plainte a été rejetée car farfelue. - ndr)

La candidate socialiste à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, qualifie dans une interview au JDD Dieudonné de "*militant enragé du racisme et de l'antisémitisme*". (Elle, c'est un monstre d'ignorance et océan de haine, cela va très bien ensemble, ce qui se fait de plus dangereux en la matière. - ndlr)

"*Il est temps de mettre un terme, par toutes les voies du droit possible, à sa propagande dangereuse*", ajoute-t-elle. Elle demande notamment la fermeture du Théâtre de la Main d'or, le théâtre parisien où l'humoriste se produit dans la capitale.

Un avis partagé par le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, qui a accusé, lors du Grand Rendez-Vous d'Europe 1 et i>TÉLÉ, l'humoriste de faire "*l'apologie de crimes contre l'humanité*". Reuters 05.01 (Pure fabulation à la Goebbles. - ndlr)

Pour Hamon, la quenelle de Dieudonné profite à Marine Le Pen et au compte en banque de Dieudonné 20minutes.fr (On ne voit

pas très bien dans la situation actuelle ce qui pourrait favoriser le PS il faut dire, certainement pas la politique du gourvernement honnie par les masses. On comprend votre dépit. - ndlr)

Rappelons que c'est le PS qui a fait le lit du fascisme avec les staliniens, de toutes les dictatures dans le monde, y compris au Chili, en Argentine...

Commentaires d'internautes

1- Aussaresses a eu les éloges de Laurent Fabius qui a "*salué en lui un homme exceptionnel*", Dieudonné est lynché par les politiques et les médias pour ses provocations antisémites !

2- Les Femen qui font le salut nazi, cela n'émeut personne !

3- Très malsain cette façon d'agir de . Si Dieudonné est en infraction.... aux tribunaux de faire leur travail. Si notre gouvernement se met à rendre la justice à la place de la justice, ça commence à devenir grave. Liberté d'expression bafouée... serions-nous en train de glisser tout doucement vers le totalitarisme... Et on se même de faire la leçon à Poutine... Ce qui me gêne par ailleurs c'est toujours le 2 poids 3 mesures de ce gouvernement. On laisse les Femen faire leur cirque, on emprisonne les veilleurs qui font de la résistance...

4- En résume, les politiciens, les médias, brefs tout ceux qui ont le pouvoir de parler sont contre un humoriste qui lui est avec le peuple, et le peuple le soutient.

5- Oui, organiser du désordre et des bagarres à la sortie des salles de spectacle est la stratégie proposée publiquement par Arno Klarskeld. Je n'en reviens toujours pas. Le devoir du ministre de l'Intérieur aurait été de décourager ce genre d'initiative mais apparement, ça lui convient. Le monde à l'envers.

6- On parle de l'interdire pour défendre la démocratie? Pour qui nous prend-on? Les prosélytes diffusant cette idée n'ont ils aucune considération pour notre intelligence? La démocratie, c'est l'égalité entre tous, le droit de parole pour tous, qu'importe son origine, sa confession, son rang social, son orientation politique. Et ce droit est irrévocable et indiscutable. Quand on remet ce droit fondamental en question, il n'est plus question de démocratie mais de totalitarisme, voire de fascisme. Je ne veux pas de la démocratie dont vous parlez Mr Valls. Au fait, que faites-vous lorsque les Femen se déguisent en Adolphe Hitler et pratiquent le salut nazi (pas inversé celui là)? Deux poids, deux mesures. Valls s'embourbe dans une lutte dont il ne maîtrise absolument pas les tenants et aboutissants et il empire une situation qui était déjà préoccupante. La LDJ, organisme criminel interdit en Israël et aux USA, organise des descentes, saccage et moleste, normal? Présence de la police sans arrêté préfectoral pour interdire l'accès au théâtre de la main d'or. Incitation à trouble à l'ordre public par Klarsfeld. Normal? Menaces de mort, passage à tabac. parle t on des procès gagnés par l'humoriste et des multiples non lieux? Les médias-mensonges frémissent, c'est normal.

7- Valls s'amuse à faire du clivage, c'est une stratégie qui permet à la gauche de s'auto-définir, d'exister. Comme son bilan économique est désastreux, la gauche a besoin de grain à moudre, de faire parler, de diviser. Le mariage homo, le racisme etc., on fait du sociétal pour éviter de parler du chômage et des impôts. On est au degré zéro de la politique.

Une vaste mascarade pour préparer les élections. J'ai honte pour eux, car tout ça n'est fait que dans le but de sauver des carrières personnelles. C'est minable.

8- Ses propos sont certes extrêmes mais pas hors la loi. Sinon la justice aurait tranché et statué depuis longtemps. Ce qui gêne n'est pour autant pas répréhensible. J'ai entendu des propos autrement plus radicaux dans la bouche de ses accusateurs. On parle d'éradication, d'élimination, d'interdiction. Qui est extrême?

9- Sos racisme se prend pour la police du peuple ?

Où sont les réactions des élus démocrates, si il en existe encore, pour s'exprimer et lutter contre ces liberticides financés avec les deniers publics ?

Cette association est extremiste, intolérante et procédurière pour se faire de l'argent ainsi que de la publicité. Elle vit et prospère de ce qu'elle dénonce.

Paradis fiscal. Au pays des banquiers. NPA et mafieux russes : même combat !

On est anticapitaliste ou on l'est pas !

- Mikhaïl Khodorkovski va « *respirer l'air de la liberté* » en Suisse - LeMonde.fr

Ah c'est beau l'internationalisme... avec un banquier ripou !

- Khodorkovski, en Suisse, veut se battre pour les prisonniers russes - AFP

Qu'il forme un front unique avec le NPA et le SU (de leur IVe Internationale) !

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Tiens, un scoop, une découverte !

- Batho s'étonne que l'évolution de Hollande ne pose pas plus de questions - AFP 04.01

L'ancienne ministre de l'Ecologie Delphine Batho s'étonne que l'évolution de François Hollande vers une ligne "*sociale-libérale*" lors de ses voeux "*ne soulève pas davantage de questions*" au sein de la majorité.

"*Le Président de la République explicite des choix qui ont été faits d'emblée et précisé au fur et à mesure de l'exercice du pouvoir avec le pacte de compétitivité qui avait été débattu au sein du gouvernement mais pas au sein de la majorité*", poursuit Delphine Batho. (Elle aurait souhaité en être ! Encore une frustrée, elle va finir lesbienne ! - ndlr)

"*Ces choix sont différents de ceux défendus pendant la campagne électorale. Je suis assez surprise que cette évolution ne soulève pas d'avantage de questions. C'est plus profond qu'une opposition entre l'aile droite et l'aile gauche, il n'y a plus de projet de société, plus d'objectif de transformation*", estime la députée PS. AFP 04.01

Cela signifie simplement qu'effectivement il n'existe pas d'"*opposition entre l'aile droite et l'aile gauche*" sur l'essentiel ou le fait que le PS soit un parti du capital et ce depuis un siècle. Qu'est-ce qui déterminent nos rapports à ce parti, l'essentiel ou le secondaire ? Sa nature, sa fonction de pilier du régime et rien d'autres. Aucune relation avec un tel parti.

Un peu d'espoir !

- Produits dérivés : « *Rien n'a changé depuis 2008, ou si peu* » - leparisien.fr 04.01

Christophe Nijdam, analyste chez Alpha Valu.

Question. Une nouvelle crise est à craindre ?

Christophe Nijdam. Je ne lis pas dans le marc de café mais, sur ces dix dernières années, on a eu une crise bancaire forte tous les trois ans en moyenne. Après les subprimes et la chute de Lehman Brothers (2007 et 2008), il y a eu le problème de liquidités de l'été 2011.

Or la spéculation à l'origine des crises a repris de plus belle. Même si les produits dérivés ne sont pas tous toxiques,— ce n'est après tout qu'une police d'assurance — leur marché a retrouvé en 2013 son niveau d'avant 2008. Actuellement, ils représentent dix fois le produit intérieur brut mondial.

Question. Des mesures ont pourtant été prises pour limiter cette spéculation effrénée…

Christophe Nijdam. Rien n'a changé depuis 2008. Ou si peu. Il y a des effets d'annonce, mais ça s'émousse à la mise en œuvre. Le lobby bancaire est vent debout pour déconstruire les digues mises en place. Aux Etats-Unis, la règle Volker limitant les investissements spéculatifs a été énucléée. En Europe, le ratio de liquidités Bâle III (NDLR : visant à rééquilibrer les dépôts bancaires par rapport à leurs crédits) a été allégé de moitié. Certes, les banques françaises ont plutôt une bonne solvabilité. Mais elles n'ont pas assez de liquidités et trop de dérivés, ce qui peut entraîner la faillite. C'est ce qui s'est passé avec Dexia ou bien avec le CIF. Quand on étudie les banques européennes, elles ont 95% de dettes et 5% de fonds propres.

Question. En cas de crise, les clients des banques peuvent-ils être touchés?

Christophe Nijdam.Je ne veux pas provoquer de panique mais, s'il y a faillite, les dépôts bancaires, garantis en France jusqu'à 100000 €, peuvent être touchés. En mars 2013, à Chypre, on a demandé aux déposants de mettre la main à la poche.

Cela met fin à la sanctuarisation de ces dépôts. En France, le fonds de garantie est inférieur à 2 Mds€ pour 1600 Mds€ déposés! Quant à l'union bancaire européenne, elle ne prévoit une garantie et un fonds de solidarité qu'en 2026. Avec seulement 55 Mds€ dans la caisse. leparisien.fr 04.01

Cette remarque est pertinente, les dépôts bancaires en France sont garantis jusqu'à 100.000 €, à condition qu'il y ait l'équivalent des dépôts en caisse. Or, apparemment ce n'est pas le cas, ils vous voleront à défaut de pouvroir faire autrement, ce n'est pas mal comme justification, après tout, ils n'y pouvaient rien et le tour est joué, formidable les escrocs !

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement. Méthode Coué. Hier ils affirmaient le contraire, mais cela devait concerner les vieux !

- L'incroyable optimisme des jeunes Français pour 2014 - 20minutes.fr

Près de trois jeunes sur quatre de 18 à 24 ans pense que 2014 sera une meilleure année que 2013... 20minutes.fr 05.01

Rappel de la veille :

- Seuls 3 Français sur 10 sont "*optimistes*" pour l'avenir - lexpress.fr

Heureusement que les jeunes sont optimistes bien que la société ne porte pas à l'être.

Passés les 25 ans on va de déboires en désillusions, la routine s'installe, c'est ce qui donne un semblant d'équilibre à notre vie, avant qu'elle ne se brise lors d'une séparation, une grave maladie, un accident, les apparences sont sauves avant de ne plus suffire, on a bien les gosses qui nous motivent, et encore, on enchaîne les emmerdements, on se force malgré tout à croire qu'on est heureux jusqu'au moment où on n'y arrive plus, quel cauchemar ! Puis vient le temps des séparations douloureuses, des regrets et de la nostalgie, des décès dans notre entourage, la veillesse, l'invalidité, la solitude, l'abandon, l'incompréhension, notre vie n'avait eu aucun sens, vaut mieux ne pas y penser en réalité, c'est trop triste, bref, un vrai bonheur de vivre dans une telle société !

Ce n'est pas forcément ce que je pense, mais le sort de beaucoup de gens ou bien pire encore. Moi, je suis un privilégié, j'ai même la chance d'en avoir conscience, je l'assume. Quel bonheur ! Sans doute, mais quand on ne le partage pas avec les autres, on le savoure modérément ou en faisant preuve de retenu, en vérité il a un goût amer, par respect pour tous ceux qui sont moins bien lotis à travers le monde et ils sont si nombreux !

Etre jeune dans une société néolibérale n'est pas vraiment un cadeau !

Le Niger a-t-il fait l'objet d'une menace militaire française ?

- Le Niger pourrait renoncer à durcir la fiscalité sur Areva - Reuters

Ils ont un sexe à la place du cerveau, rien qu'un sexe.

- Procréation assistée: Des collectifs LGBT appellent à manifester lundi à Paris - 20minutes.fr

Plusieurs collectifs de lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT) appellent à manifester, lundi à 19h, devant le ministère de la Famille pour réclamer la légalisation de la procréation médicalement assistée (PMA) pour tous. 20minutes.fr 05.01

Quand on ne supporte pas ce qu'on est et qu'on est incapable de se reproduire, on l'assume jusqu'au bout. Autrement, on rappelle qu'il existe des millions et millions d'enfants qui ne demandent qu'à être adoptés. Je suis contre la procréation in vitro ou médicalement assistée.

De toutes manières, quoi que vous fassiez la nature est injuste et le demeurera de votre naissance à votre mort, elle est ainsi faite et une loi n'y changerait rien. On ne voudrait pas être à la place ou ressembler à ceux qui ne le supportent pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Syrie : Un réseau takfiri démantelé en France

Une découverte fort gênante. Selon Al Manar, les services du renseignement français ont identifié et démantelé un réseau de jihadistes français, étant entrés de la guerre contre la Syrie. Les membres de ce réseau auraient planifié pour commettre des attentats en France contre des cibles vitales. Selon Al Manar, "*les autorités françaises se sont bien gardées de dévoiler cette information par crainte des répercussions qu'elle aurait pu avoir auprès de l'opinion publique*".

La France s'est ralliée au camp de la guerre, a apporté son soutien à l'idée d'une intervention militaire contre la Syrie, s'est uni aux projets qataris et turc et s'est érigée depuis quelques mois en principal allié de l'Arabie saoudite, Etat sponsor du terrorisme takfiris non pas seulement en Syrie mais aussi en Irak et au Yémen, en Somalie et ailleurs. french.irib.ir 05.01

2- Israël

- En Israël, 30 000 Africains manifestent pour le statut de réfugié - LeMonde.fr

Plus de 30 000 migrants africains clandestins ont manifesté, dimanche 5 janvier à Tel-Aviv, dans le plus grand rassemblement de ce type en Israël. Ce mouvement de protestation, lancé après l'adoption d'une loi autorisant le placement en rétention des immigrés clandestins sans procès jusqu'à un an, s'amplifie rapidement. De 200 participants le 16 décembre, la mobilisation est montée à plusieurs milliers le 28 décembre, pour atteindre à présent plusieurs dizaines de milliers.

Massés sur la place Yitzhak Rabin, « *dans le calme* » selon la police, les manifestants ont dénoncé le refus des autorités israéliennes d'examiner leurs demandes d'obtenir un statut de réfugié « *Nous avons fui des persécutions, des dictatures, des guerres civiles, des génocides. Le gouvernement israélien doit étudier nos demandes d'asile et nous traiter comme des êtres humains* », a déclaré Daoud, un Érythréen entré clandestinement en Israël il y a quatre ans.

Le député et ex-ministre de l'intérieur Elie Yishaï, du parti religieux ultra-orthodoxe Shass, a affirmé que « cette manifestation était un signal d'alarme pour agir contre les clandestins », ajoutant que Tel-Aviv était devenue selon lui une « *ville africaine* ». « *L'Etat d'Israël et les autorités judiciaires et policières doivent utiliser tous les moyens à leur disposition pour renvoyer les clandestins dans leur pays* », a-t-il prôné, cité par le quotidien Maariv.

L'an dernier, le premier ministre Benjamin Netanyahu s'était dit « *déterminé* » à expulser « *les dizaines de milliers de migrants clandestins* ». Ces immigrés sont en majorité des Érythréens et des Soudanais ayant demandé le statut de réfugié politique, qui leur a quasi systématiquement été refusé. Ils refusent de retourner dans leur pays par crainte de la répression.

Leur concentration dans les quartiers défavorisés du sud de Tel-Aviv a donné lieu à des incidents et des agressions xénophobes ces dernières années, qui ont culminé en 2012.

En 2012, une campagne des autorités israéliennes a abouti au départ ou à l'expulsion de 3 920 des quelque 60 000 Africains entrés clandestinement dans le pays, en grande majorité par la péninsule égyptienne du Sinaï. Parallèlement, Israël a achevé en 2013 la construction d'une clôture électronique le long des 230 kilomètres de frontière avec l'Egypte, ce qui a permis de réduire pratiquement à néant le nombre d'entrées. LeMonde.fr 05.01

Ils demandent aux juifs du monde entier de venir s'installer en Israël et ils chassent ces dizaines de milliers de travailleurs immigrés. Question : Les chasseraient-ils s'ils étaient juifs ?

En complément, une info qui n'a été reprise par aucune agence de presse, aucun média en France.

Une manière de l'Etat sioniste de souhaiter une bonne année aux Palestiniens.

- Gaza bombardé - french.irib.ir 03.01

Les chasseurs bombardiers israéliens ont violemment bombardé dans la nuit de jeudi à vendredi plusieurs localités de la bande de Gaza.

L'armée sioniste affirme avoir bombardé une base des combattants du Jihad islamique de la Palestine au centre de la bande de

Gaza et " *trois rampes de lancement de missiles* " au nord de la bande. Comme d'habitude, les israéliens ont prétexté le tir de prétendus "*missiles* " contre la localité de Al Nageb au sud d'Israël pour justifier ce raid. Aucune information n'a été communiquée sur le bilan des pertes. french.irib.ir 03.01

Cette info a déjà trois jours.

3- Tunisie

Constitution tunisienne: l'accusation d'apostasie interdite - AFP

L'opposition laïque tunisienne a obtenu dimanche le vote d'un amendement au projet de Constitution interdisant "*les accusations d'apostasie*", à la suite de menaces contre un élu de gauche après qu'un député islamiste l'a qualifié d'ennemi de l'islam.

L'amendement en question, adopté par 131 voix sur 182 votants vers 20H00 GMT (21H00 locale), "*prohibe les accusations d'apostasie et l'incitation à la violence*". Il avait été présenté une première fois samedi mais rejeté.

Il s'ajoute à un article adopté samedi consacrant la liberté de conscience, l'islam comme religion d'Etat et rejetant l'islam comme source de droit. AFP 05.01

On admire les syndicalistes de l'UGTT qui participent à ces négociations et qui légitiment au passage l'islam comme religion d'un Etat que dès lors ils ne combattent pas vraiment, sinon ce serait impossible.

On pourrait nous dire qu'ils n'avaient pas vraiment le choix dans un pays où l'immense majorité des travailleurs sont croyants... A ma connaissance c'était également le cas en Russie au début du XXe siècle et les bolcheviks n'auraient accepté une telle concession. En Italie, pour ouvrir un meeting, les dirigeants des syndicats à la tribune devraient faire le signe de croix pendant qu'on y est, hein, pourquoi pas ?

4- Turquie

- Turquie: Erdogan prêt à faire rejuger les officiers condamnés - AFP 05.01

Fragilisé par un scandale politico-financier de taille, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt dimanche soir à faire en sorte que les nombreux officiers condamnés pour avoir conspiré à renverser son régime islamo-conservateur, puissent être rejugés.

"*Nous avons une attitude favorable concernant un rejugement*", a-t-il dit devant la presse à l'aéroport d'Istanbul avant de partir en tournée en Asie.

Le président de l'influente Union des barreaux (TBB), Metin Feyzioglu, s'est entretenu lors du week-end avec le chef de l'Etat, Abdullah Gül, et M. Erdogan, leur remettant une feuille de route constituée de propositions juridiques en faveur des militaires condamnés.

M. Feyzioglu devrait rencontrer en début de semaine le ministre de la Justice, Bekir Bozdag, pour détailler ces propositions, précise la presse.

Ce développement intervient après le dépôt d'une plainte de l'état-major des forces armées turques sollicitant la révision de deux procès retentissants qui ont envoyé en 2012 et 2013 plusieurs centaines de gradés derrière les barreaux, au motif que les preuves utilisées contre eux ont été fabriquées.

En évoquant les pièges tendus par la magistrature avec laquelle M. Erdogan est engagé dans un bras de fer, dans différentes affaires contre des institutions telles que l?armée, le conseiller politique du Premier ministre, Yalçin Akdogan, a ouvert une brèche dans un éditorial de journal cette semaine, dans laquelle l?état-major s?est empressé de s?engouffrer.

"*Si la justice a manipulé des dossiers à des fins politiques, elle doit rouvrir les procès Ergenekon et Balyoz, basés sur des accusations fabriquées à partir de preuves manipulées*", a expliqué jeudi l?armée turque dans sa requête.

Ces deux procès avaient pourtant constitué les plus grandes réussites de M. Erdogan dans sa volonté de mettre l'armée au pas.

Ils ont permis à M. Erdogan, un ancien islamiste, de réduire l'influence politique de l'armée pro-laïque, qui a mené trois putschs et contraint un gouvernement d'inspiration islamiste à la démission depuis 1960. Mais aussi de polariser la société turque dont

une partie importante a perçu cet acharnement judiciaire comme une volonté de saper un bastion laïque de l'Etat turc.

Cette action en justice survient alors que le gouvernement se débat depuis plus de deux semaines dans un scandale de corruption qui a révélé au grand jour la guerre que se livrent les partisans de M. Erdogan et la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, très influente dans la police et la magistrature.

L'initiative de l'armée a été présentée par les commentateurs turcs comme une alliance de fait avec le régime de M. Erdogan contre le mouvement Gülen, perçue comme étant à l'origine de ces vastes procès.

"*La hiérarchie militaire tente de sauver la tête de ses officiers*", a commenté le politologue Rusen Cakir, rappelant qu'un chef d'état-major à la retraite, Ilker Basbug, figure parmi les centaines d'offiers d'active ou à la retraite condamnés à de lourdes peines de prison pour complot anti-régime.

La condamnation en particulier du général Basbug, un officier respecté de tous y compris de l'élite islamo-conservatrice au pouvoir, avait donné lieu à un communiqué désapprobateur des forces armées et des cercles laïques, embarrassant le gouvernement.

"*On ignore ou ira cette procédure ou si ces officiers seront vraiment rejugés mais nombreux sont ceux qui, en Turquie, n'ont jamais cru que ces militaires avaient pêché*", estime M. Cakir, éditorialiste au journal Vatan. AFP 05.01

5- Egypte-Qata

- Tensions Egypte-Qatar autour des Frères musulmans - Reuters

Le Qatar a dénoncé samedi la décision des autorités égyptiennes mises en place par l'armée de qualifier les Frères musulmans d'organisation terroriste.

L'Egypte a réagi en dénonçant une ingérence de la part de l'émirat du Golfe.

Dans un communiqué repris par l'agence de presse officielle QNA, le ministère qatari des Affaires étrangères écrit que "*la décision de désigner des mouvements politiques populaires en tant qu'organisations terroristes et de qualifier des manifestations pacifiques de terrorisme n'a pas permis de mettre fin aux rassemblements pacifiques*".

"*Cela a seulement été le prélude d'une politique autorisant à tirer pour tuer sur les manifestants*", ajoute-t-il, tout en jugeant qu'un dialogue entre toutes les parties est la seule solution à la crise en Egypte.

Le Qatar était l'un des principaux soutiens du président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, jusqu'à son renversement par l'armée le 3 juillet.

Après le communiqué du Qatar, son ambassadeur en Egypte, Saïf Mokadam al Boenaïn, a été convoqué au ministère égyptien des Affaires étrangères.

"*L'Egypte réaffirme qu'elle ne permettra à aucune partie extérieure de s'immiscer dans ses affaires intérieures sous quelque nom ou quelque prétexte que ce soit*", a déclaré un porte-parole du ministère égyptien, Badr Abdelatty.

Le message transmis à l'ambassadeur du Qatar est que tout pays tentant une ingérence en Egypte devra porter "*la responsabilité des conséquences*", a-t-il ajouté. Reuters 04.01

Haut de page

Le 7 janvier 2014

CAUSERIE

Lundi 22h02 à Pondichéry

14 nouveaux articles, dont la circulaire de Valls envoyée aux préfets en vue de l'interdiction des spectacles de Dieudonné.

Je vais passer le reste de la soirée à lire ces articles.

Mardi 17h15 à Pondichéry

La France de Hollande et Valls me donne la nausée !

Le site ne sera actualisé que sommairement aujourd'hui. J'ai commencé à télécharger des vidéos volumineuses sur l'histoire du pétrole et du coup je n'ai plus accès aux articles de presse que j'ai chargés dans mon disque dur, je dois couper ma connexion Internet pour y avoir accès ou les recharger un par un et je n'en ai pas le temps et la patience, ma connexion rame !

On se contentera donc de l'affaire Dieudonné que j'avais commencé à préparer plus tôt dans la matinée. J'ai réalisé cette page aussi vite que possible...

La dictature en marche. Comment justifier un coup d'Etat sur la liberté d'expression ?

Art. 1 de la dictature.

Dorénavant ne seront plus autorisés à s'exprimer en France, que les personnes dont les propos sont conformes à l'interprétation qu'en donnent le législateur, les partis de l'ordre, leurs satellites et leurs alliés, au nom des intérêts de leurs commanditaires et autres représentants de communautés agrées par le pouvoir en place, afin de garantir le maintien de l'ordre établi.

Demain, il suffira qu'un parti politique opposé au régime décide d'organiser un meeting dans une ville, pour que le maire de cette commune ou le préfet du département décide de l'interdire pour cause de "*trouble à l'ordre public*" du fait même de la politique de ce parti. La même sanction vaudra pour toute manifestation à caractère politique, par exemple en soutien aux prisonniers palestiniens emprisonnés en Israël ou aux prisonniers de droit commun emprisonnés arbitrairement aux Etats-Unis ou encore aux journalistes ou avocats emprisonnés en Turquie, etc.

On n'a pas du tout envie de rire, mais alors pas du tout tant la situation est grave, on enrage une fois de plus, pourtant j'avais envie de dire aux cerveaux ramolis des trotskistes des différents partis et groupes qui se refusent encore à admettre le danger mortel que représentait le PS qu'ils ont toujours tous soutenus à leur manière jusqu'à présent (de manière parfois déguisée mais très maladroitement), qu'ils admettent leur erreur, on ne leur en voudra pas, qu'ils romptent avec lui, ce serait salutaire pour nous et notre classe, qu'ils cessent pour certains de s'adresser à ses dirigeants, à Hollande, c'est franchement indécent, honteux, ignoble, intolérable, que doit-il se passer pour que vous ayez enfin un comportement digne de ce que vous prétentez représenter ? Le POI va-t-il encore demandé à être reçu par le dictateur Hollande, le valet de Riad et Tel-Aviv, le laquais de Washington et particulièrement le sale larbin de l'oligarchie financière ? Diable, un peu de dignité, reprenez-vous si c'est possible, pendant qu'il en est encore temps.

Comment construire une accusation ?

Les préfets pourront invoquer le cas échéant un second motif, peu usité, "*lié au fait que le spectacle constitue en lui-même un trouble à l'ordre public, dès lors qu'il porte atteinte par sa teneur à la dignité de la personne humaine*", précise M. Valls dans un communiqué. AFP 07.01

Essentiellement à partir de deux éléments et en trois étapes.

La première consistera à reprendre les faits et les sortir du contexte dans lequel ils sont apparus, condition pour se livrer à une manipulation ou une falsification des faits ou leur faire dire ce que l'on veut. Pour paraître crédible ou sauver les apparences, il sera donc essentiel d'au moins conserver la forme pour camoufler le procédé malhonnête qui sera employé, assimilation, intervertion, amalgame, citation tronquée, transfert, etc. qui servira également à se donner bonne conscience et à présenter cet acte liberticide conforme à des valeurs ou des principes universellement reconnus que l'on prétendra défendre alors qu'en réalité on les aura piétinés.

La seconde consistera à attribuer ou à substituer à ces faits, gestes ou paroles, une signification qu'ils n'avaient pas et qu'on aura fabriquée de toutes pièces. On évitera de faire en sorte que cette manoeuvre apparaisse comme une libre interprétation des faits, qui pourrait donner lieu à contestation ou pire dévoiler nos véritables intentions, en prenant la précaution de les assimiler à des faits présentés comme similaires, et dont la signification fait autoritée ou est communément admise et par conséquent ne peut prêter à aucune confusion.

La troisième consistera à décréter que la signification qu'ils auront donnée de ces faits doit désormais s'imposer à tous ou sur toutes les autres interprétations et ne doit faire l'objet d'aucune constestation, condition pour atteindre l'object qu'ils se sont fixés et qui a aucun prix ne doit être dévoilé. Dès lors, il ne restera plus au gouvernement ou au législateur qui est à leur solde, de reproduire leur argumentation pour légiférer et passer à la phase répréssive et la boucle sera bouclée.

Comment cela se traduit-il concrètement?

Ils n'étaient pas en mesure de prouver que les spectacles de Dieudonné avaient engendré "*un trouble à l'ordre public*" puiqu'il n'y en avait jamais eu depuis 15 ans, du coup, tels des dictateurs de la pire espèce, Hollande-Vall, les serpillères aux ordres du Crif ou des sionistes ont décrété que c'était le contenu même de ces spectacles qui constituaient "*un trouble à l'ordre public*" en falsifiant le contenu de son spectacle en prétendant qu'il constituait une "*atteinte par sa teneur à la dignité de la personne humaine*".

Ainsi des paroles constituent pour ces dictateurs néolibéraux "*un trouble à l'ordre public*", un délit, un crime, un précédent qui fera jurisprudence et à n'en pas douter en appelera d'autres. Je ne sais pas si chacun à conscience de ce qui vient de se passer. Cela signifie que ces procureurs ont décrété qu'il suffisait qu'ils vous prêtent une intention pour qu'elle soit réalisé et vous répriment, qu'en pratique cette intention ait donné lieu à un acte ou se soit traduite par une action ou non, peu importe, donc que quelque chose ait eu lieu ou non, ils considérent que c'est la même chose et que cela mérite le même traitement répressif. Cela nous fait penser au principe de la guerre préventive qu'ils ont inventé et ensuite évoqué pour justifier toutes leurs guerres depuis l'ex-Yougoslavie, puis après le 11 septembre 2001.

C'est gravissime, car cela signifie que n'importe qui désormais pourra décréter que de simples paroles constituent "*un trouble à l'ordre public*" et pourra faire l'objet de poursuite judiciaire, ainsi la liberté de parole qui était déjà limitée ou sous surveillance se retrouve ainsi muselée ou sans cesse sous la menace du législateur dictateur.

Nous ne pouvons pas soutenir Dieudonné du fait de ses relations et fréquentations d'extrême droite, ce que nous regrettons bien car je ne pense pas qu'il soit antisémite, il ne faut pas le prendre pour plus intelligent qu'il ne l'est, et ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte des classes, il n'a pas vraiment conscience de la portée de cette collusion intolérable qui lui porte préjudice finalement ainsi qu'à la cause qu'il prétend défendre, d'ailleurs sur ce coup ils se font plutôt discrets ces derniers temps, à croire qu'ils le lâcheront si Valls et le Crif réussissaient à l'abattre, ils ne lèveront pas le petit doigt pour le soutenir, alors qu'ils vont être le grand gagnant de cette opération.

Il est parfaitement clair que pour la plupart des gens Dieudonné n'est pas antisémite, et l'acharnement du gouvernement, du PS, de l'UMP et de l'UDI contre lui va pousser les électeurs qui honnissent déjà l'UMP, Hollande, le PS ainsi que leur politique antisociale et impérialiste à voter FN ou à s'abstenir massivement lors des prochaines élections, c'est pour ainsi dire un fait acquis, une certitude. C'est le PS, la gauche et l'extrême gauche qui sont responsables de cette situation.

Question subsidiaire : Pourquoi Hollande, Valls et le Crif font-ils monter ou ne se soucient-ils guère de prendre le risque de faire monter l'antisémitisme ? Mais parce que le sionisme est antisémite justement, qu'il se réclame de l'athéisme ou de la franc-maçonnerie, du judaïsme, du protestantisme ou du catholiscisme chez les néoconservateurs ou les néolibéraux. Il sert les intérêts politiques à la fois de l'Union européenne et de l'oligarchie financière, ce qui revient au même d'ailleurs, qui veulent instaurer une dictature à l'échelle mondiale et ne peuvent supporter aucune opposition politique à leur stratégie, soit ils vous assassinent, vous bombardent ou vous éliminent en vous baillonnant.

Voilà ce que soutient le PG et le FdG, ce qui n'étonnera aucun militant ouvrier.

- Tenir des propos antisémites ne relève pas de la liberté d'expression, c'est un délit ! - Martine Billard, Co-Présidente du Parti de Gauche - lepartidegauche.fr 05.01 (http://www.lepartidegauche.fr/vudailleurs/articleblog/tenir-des-propos-antisemites-ne-releve-pas-la-liberte-d-expression-c-est-un-delit-26408)

Ils vont plus loin encore dans la pourriture, normal puisque ce sont de zélés serviteurs de l'ordre établi il faut bien qu'ils le montrent, dans cet article il leur a fallu rappeler qu'ils étaient farouchement anticommunistes :

- La chute de l'URSS et des pays du bloc de l'est, liée à l'aspiration légitime des populations concernées à pouvoir vivre dans un état respectueux des libertés démocratiques, a rebattu les cartes.

Comme si c'était possible, mais oui avec des falsificateurs, tout devient possible, sans même liquider le capitalisme, rompre avec l'UE et l'ONU, mais oui tout est possible, quand même pas tout... sauf le socialisme, mais ils s'en foutent, ce n'est pas leur objectif au Front de gauche, ils ne militent que pour leurs gamelles.

Une autre fois, ils s'en prendront à Poutine et lui reprocheront de ne pas être très "*respectueux des libertés démocratiques*", peu importe, les lecteurs ne l'auront pas à l'esprit, du coup ils font feu de tout bois, ce sont des charlatans, c'est pour cela que les médias les aiment tant. Bon, qu'on se le dise, la Russie serait devenu un "*état respectueux des libertés démocratiques*", décidément on ne doit pas avoir la même conception de la démocratie, au passage cela vous donnera une petite idée du contenu de leur VIe République...

Les professionnels de l'amalgame :

- La croyance en la toute puissance américaine amène ses plus farouches détracteurs à refuser d'imaginer qu'il puisse y avoir des failles dans le système (les USA ont pourtant bien été battus par le Vietnam) et en conséquence à refuser de reconnaître la réalité des attentats du 11 septembre 2001. Une fois dénoncé « *l'imposture* », il faut bien évidemment rechercher qui est responsable du complot. Et c'est là que réapparaissent les vieux démons de l'antisémitisme, parfois déguisés en antisionisme.

Ils vouent un tel culte à l'impérialisme américain au point qu'ils ne peuvent qu'adopter la version officielle du 11/9. Ce qui est marrant, c'est que comme chez tous les faussaires on retrouve exactement la même méthode, les imposteurs qu'ils sont dénoncent « *l'imposture* », eux aussi ils doivent croire qu'un morceau d'acier de 10 cms d'épaisseur peut fondre et se tordre sous l'action du kérosène en flamme, alors qu'une simple casserole y résiste, ils sont détestables et méprisables, incurables.

Si ce sont des faussaires, c'est peut-être par faiblesse intellectuelle, à moins qu'ils aient un esprit plutôt tordu, assurément bien pourri pour trouver un lien entre la dénonciation de la version du 11/9 de G.W. Bush et l'antisémitisme, car voyez-vous, ceux qui remettent en cause cette version fantasmagorique à laquelle près de la moitié des Américains ne croient plus aujourd'hui, dont les familles des victimes du 11/9, c'était juste pour imputer ces attentats aux juifs en général, pas à Israël notez bien, les "*complotistes*" ont inventé toute cette histoire parce qu'ils sont aussi antisémites, ceci expliquant cela, voilà le secret qui se cache derrière la théorie du complot, vous avez compris, c'est le seul moyen que le PG a trouvé pour camoufler sa soumission à Israël et aux Etats-Unis en réalité.

Mais dites-nous, c'est l'argumentation défendue par l'administration américaine et l'ensemble des médias étatsuniens qui protège Israël qui leur a été soufflée depuis Tel-Aviv. D'accord, ils sont au-dessus de tout soupçon et nous devons les croire comme on doit vous croire sur parole, pas de bol, c'est impossible. Ah, c'est pour cela que vous voulez nous faire taire, que vous vous acharnez aussi sur Dieudonné, on comprend mieux !

Ils sont totalement alignés sur Hollande ou Sarkozy ou encore Obama, c'est du pareil au même, et ils le revendiquent, c'est ainsi qu'ils s'en prennent à T. Meyssan qui :

- soutien de Mouammar Kadhafi et reste celui de Bachar el-Assad et considère que « *l'axe de la résistance (est constitué par) Iran, Syrie, Hezbollah.* »

En fait le PG et le FdG soutiennent toutes les guerres impérialistes ouvertement ou parfois ils y mettent les formes.

Pour qu'on ne se méprise pas sur leur compte ou qu'on mesure le degré de pourriture du PG, il faut absolument lire la fin de cet article qui est pire encore, et là ils ne pourront pas invoquer une maladresse ou avoir péché par inconscience, cet article est très long, nulle part n'y figure le mot Israël, Martine Billard a réussi l'exploit de traiter un sujet se rapportant à l'antisémitisme et au sionisme en occultant totalement Israël, on va envoyer son article au magazine Lepoint de BHL pour qu'ils le publient, c'est un chef d'oeuvre, comment dire, négationniste.

- Soyons conséquents : lorsqu'on est antiraciste, on lutte contre tous les racismes de la même façon et on refuse les compromis avec tout discours semant la confusion. La liberté d'expression doit servir à l'émancipation de tous et pas à l'asservissement idéologique.

Sauf à l'idéologie néolibérale qu'incarne le sionisme ! Vive Israël, vive l'apartheid, vive l'UE et l'ONU !

Les gauchistes-populistes ne pouvaient pas être en reste.

NPA. Livre du jour : La galaxie Dieudonné (http://npa2009.org/content/livre-du-jour-la-galaxie-dieudonn%C3%A9)

-... Dieudonné a rassemblé autour de lui des soutiens hétéroclites...

(C'est ce qu'on lui reproche, mais ces soutiens ne sont pas Dieudonné non plus, nous nous faisons la distinction, Valls, le Crif et le NPA non. - ndlr)

- ... D'abord constituée le temps d'un scandale ou d'une élection...

(Le scandale en question est son sketch de 2003 où il faisait effectuer un salut nazi à un colon sioniste, un crime selon aussi le NPA. - ndlr)

-... la « *galaxie Dieudonné» sont ici minutieusement examinés et analysés : -négationnistes, conspirationnistes, «rouges-bruns*», vieux routiers de l'extrême droite, fondamentalistes musulmans, -illuminés, se retrouvent et se croisent.

(L'amalgame est parfait, complet, rien n'y manque, vous voyez qu'ils peuvent être de fins observateurs quand ils veulent ! - ndlr)

- ... L'enquête arrache le masque derrière lequel se dissimule une extrême droite révolutionnaire en guerre contre l'«*Empire*». (On retrouve les mêmes réflexes nauséabonds qu'au PG ou ailleurs : on ne touche à l'impérialisme américain ou plutot à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. - ndlr)

De Syrie à la France, les barbares néolibéraux ou les amis de Tel-Aviv, Riad et d'Al-Qaïda passent à l'offensive.

- Filippetti : "***M. Dieudonné n'appartient plus au monde du spectacle***" - Lepoint.fr 06.01

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti soutient sans réserve la circulaire de son collègue de l'Intérieur Manuel Valls visant à empêcher la tenue des spectacles de Dieudonné, dans un entretien publié mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. Selon la ministre, la circulaire Valls "*répond à une nécessité urgente : arrêter la propagande négationniste de Dieudonné*". (Calomnie ou diffamation, divagation d'une hystérique. - ndlr)

Cette circulaire donne aux préfets les moyens d'intervenir pour empêcher la diffusion de ce spectacle gravissime. Le rappel de la jurisprudence est essentiel : le respect de la dignité humaine fait partie de l'ordre public. Or ce spectacle fait l'apologie du génocide des Juifs", souligne Aurélie Filippetti. "*M. Dieudonné n'est plus un comique. Il est devenu un militant négationniste et révisionniste. M. Dieudonné n'appartient plus au monde du spectacle. Il n'est plus du côté des artistes ou des créateurs. Quand on fait monter Faurisson sur scène, où est l'art ?*" martèle la ministre de la Culture, estimant que le spectacle incriminé est "*en dessous du niveau de la mer*".

(Elle, elle se situe en dessous du niveau de la merde, et cela n'a franchement rien de comique, car si j'ai bien compris, dans une ultime provocation il avait mis en scène Faurisson pour justement dénoncer ce à quoi aboutissait l'hystérie entretenue par les sionistes autour de la Shoah depuis plus d'un demi-siècle, autrement dit qu'ils étaient responsables du négationniste, thèse qu'il n'a jamais soutenu, subtilité qui apparemment dépasse le niveau intellectuel médiocre de la ministre de l'Inculture, d'où leur acharnement sur lui. - ndlr)

La ministre ajoute qu'elle ne met "*aucun veto a priori*" à l'hypothèse d'une fermeture du théâtre de la Main d'or. "*Tous les supports juridiques permettant de mettre un terme à l'entreprise lucrative de M. Dieudonné doivent être étudiés*", juge-t-elle. Lepoint.fr 07.01

Cela fait près de 15 ans qu'il tient les mêmes propos et c'est aujourd'hui qu'ils découvrent qu'ils seraient antisémites, qu'il ferait "*l'apologie du génocide des Juifs*" ou se livrerait à une propagande négationniste, étonnant, non ? Non, ne nous posons pas de questions...

- Locataire, Dieudonné pourrait être expulsé de "***son***" théâtre - lejdd.fr 06.01

C'est le temple de la quenelle : entre ces murs "*Dieudo*" tourne ses vidéos à 2 millions de vues sur Youtube. C'est ici aussi que l'humoriste fait salle comble à chaque spectacle. Le théâtre de la Main d'Or, QG de Dieudonné depuis 1999, n'est en fait pas la propriété de l'ex-compère d'Elie Semoun : il n'en est que le simple locataire, comme l'affirmait depuis samedi le sulfureux paparazzi Jean-Claude Elfassi.

Les murs appartiennent en réalité à une SCI parisienne gérée par trois personnes. L'un de ces propriétaires affirme mardi dans les colonnes du quotidien Libération que sa société "*étudi(e) toutes les possibilités légales de mettre fin à son bail*". Motif : les propriétaires n'ont "*aucune affinité avec ce monsieur*" dont ils ont "*constaté les débordements*". Possible ironie de l'histoire, ces propriétaires pourraient être membre de la communauté juive, assure Jean-Claude Elfassi. lejdd.fr 07.01

- Juppé interdit le spectacle de Dieudonné à Bordeaux - Liberation.fr 06.01

«*Je viens de prendre connaissance de la circulaire adressée au préfet par le ministre de l'Intérieur (Manuel Valls) à propos des spectacles*» de Dieudonné, écrit Alain Juppé dans un communiqué. Les conditions «*dans lesquelles un spectacle ne pourrait avoir lieu*» selon les termes de la circulaire «*sont remplies à Bordeaux*», estime Alain Juppé, premier élu à interdire un spectacle de Dieudonné après la diffusion de cette circulaire.

De son côté, Michel Delpuech, préfet de la Gironde et d'Aquitaine, va prendre un arrêté afin d'interdiction de ce spectacle «*dans le cadre des pouvoirs de police qui sont les siens, afin de prévenir les troubles à la tranquillité et à l'ordre public*», a annoncé la préfecture.

Dans son communiqué, Alain Juppé estime que la circulaire mentionne l'existence «*de risques graves troubles à l'ordre public induits par cette manifestation*» ainsi que l'«*impossibilité de prévenir ces troubles par des mesures de police appropriées,*

moins attentatoires aux libertés que l'interdiction».

L'élu indique toutefois que cette interdiction «*peut toutefois être justifiée lorsqu'il apparaît que c'est la seule solution pour mettre fin au trouble à l'ordre public causé par une représentation présentant un ensemble de caractéristiques*».

En outre, «l*es infractions en cause sont liées à des propos ou des scènes susceptibles d'affecter le respect dû à la dignité de la personne humaine, qui est une composante de l'ordre public*», écrit-il.

«*Je considère que ces conditions sont remplies à Bordeaux. En conséquence, j'interdis la tenue du spectacle prévu le 26 janvier prochain et demande au préfet de m'assister dans la mise en oeuvre de cette mesure*», conclut Alain Juppé. Liberation.fr 07.01

- Dieudonné: Le maire de Tours annonce l'interdiction de son spectacle de vendredi - 20minutes.fr 07.01

Le maire de Tours (Indre-et-Loire) a annoncé l'interdiction du spectacle que Dieudonné devait donner dans sa ville ce vendredi. Le sénateur-maire socialiste Jean Germain avait fait appel au préfet d'Indre-et-Loire, estimant que les spectacles de Dieudonné étaient devenus «*une propagande raciste, xénophobe, antisémite et négationniste.*» «*A ceux qui m'accuseront de censure, je rappelle que dans notre République toutes les paroles ne peuvent être tenues et que chaque propos antisémite ou d'incitation à la haine raciale doit faire l'objet de poursuites pénales*», avait-t-il déclaré. 20minutes.fr 08.01

Parole d'internaute.

1- Tirons notre chapeau à Manuel Valls. Il vient avec la complicité des partis politiques d'interdire les manifestations qui ne lui conviennent pas. Sarkozy en rêvait, Valls l'a fait.

Une manifestation est un trouble à l'ordre public. Les préfets ont désormais toute latitude pour interdire n'importe quelle manifestation. Sa circulaire est liberticide.

Tous les partis institutionnels et les médias s'en foutent, dès lors demandez-vous dans quel camp ils sont.

2- Ce qui me semble fort grave c'est qu'un ministre de la République appelle les gens à manifester pour ensuite déclarer qu'il y a risque de trouble à l'ordre public.

3- Pourquoi le PS et Marianne s'en prennent-ils à Dieudonné plutôt qu'au FN? Simplement parce qu'ils savent que le Crif et Tel Aviv ont fait alliance avec Marine le Pen pour casser du Noir et de l'Arabe! Même des multinationales comme Total on été obligées de faire profil bas devant le Crif, Marianne a besoin de revenus publicitaires pour subsister!

Le PS est devenu un parti fasciste qui prône la suprématie de la race blanche! Marianne a remplacé Minute.

Pour ceux qui ne le savent pas encore, Maurice Szafran va passer ses vacances d'hiver à Marrakech chez son ami BHL (comme l'avait signalé Bakchich).

4- Si quelqu'un que vous n'aimez pas vient dans votre ville, lancez une grande manifestation. Il sera interdit pour risque de trouble à l'ordre public!

5- Blabla et noyade de poisson! L'affaire de la "*quenelle*" est ridicule et tout signe (majeur en l'air, bras d'honneur, V formé avec l'index et le majeur) devant tout lieu de mémoire serait interprété de la même façon, ce qui est visé c'est Dieudonné, c'est tout. Observons d'ailleurs qui participe au lynchage: BHL, Filkenkraut, la Ldj, Valls, Fabius, la Licra, etc... tous sionistes patentés. Le super Arno s'y met et veut organiser des manifestations devant les salles où se produirait Dieudonné, la licra pousuivra en justice toute personne effectuant le geste de la quenelle, est-on en République ou sous les règles fixés par ces gens-là? Personne de la mouvance Dieudonné n'a donné l'ordre d'attaquer des synagogues ou des lieux d'associations juives, on est en plein délire et manipulations, dommage que l'AFPS et le PC se joignent à cela avec des arguments de jésuites: "*c'est pas bien le sionisme mais tout de même là c'est trop*".

Pendant ce temps "*des*" Israëliens poursuivent les Soudanais dans les rues de Jérusalem et de Tel-Aviv (comme ils furent eux-mêmes pousuivis par les SA en 33 dans les rues de Berlin) avec des propos d'un racisme effroyable, Gaza est inondé par les lachers d'eau des barrages israëliens, une fillette de 3 ans vient d'être tuée, etc... Si l'on s'occupait des vrais problèmes! Dieudonné est un antisioniste virulent c'est vrai mais je ne le crois ni raciste ni antisémite. Je sais ce qui m'attend en disant ça, mais le lynchage, surtout d'un noir, est un sport qui ne me plaït pas. On pourrait d'ailleurs appliquer ici la dialectique de l'antisémitisme en notant qu'il s'agit dans ce cas de "*racisme anti-noir avéré*" avec les mêmes arguments et la même pertinence. J'ai vu dans les spectacles de cet homme la critique et la condamnation de tous les intégrismes, des musulmans aux chrétiens en passant par les potentats africains et les sionistes. J'y ai vu des excès mais jamais d'appel au meurtre comme sur jddnews à son encontre, et

je me souviens des roms accusés de vols, d'incapacité à vivre en société etc... C'était pas mal non plus.

6- "*... son antisemitisme est patent...*"

Interpellé par l'hystérie des Valls, Moscovici et autres Hollande, je me suis mis à fouiller en écoutant les spectacles et interventions de Dieudonné.

Je milite depuis plus de quarante ans contre toute forme de racisme, et très touché par l'antisémitisme. Je n'ai trouvé aucune trace de racisme dans tout ce que j'ai entendu. Des propos outranciers, oui. Mais guère plus que chez Coluche ou Desproges. Souvent moins drôle mais excellent comique par ailleurs.

Par contre son fond de commerce est beaucoup plus politique et surtout révèle la structure de l'oligarchie politique et médiatique en France : contrôlée par des pro-sionistes. Exemple : pourquoi un idiot comme BHL continue d'être reçu sur tous les plateaux télé comme si de rien n'était; pourquoi un Patrick Cohen (qui se prévaut d'être journaliste) se vante impunément de rédiger des listes de personae non grata!? (et on peut en citer quelques autres).

Et lorsqu'on touche à cet establishment là, ça craint : on va jusqu'à envisager la censure comme moyen de régulation sociale. Qui sont ces gens qui se disent socialistes et qui n'en ont que le nom? Il faudrait ramener le calme plutôt que d'envenimer les choses comme le fait ce M. Valls, raciste notoire (faut-il tappeler ce qu'il pense des Roms, des porteuses de foulards et autres). Où va-t-on?

La situation me semble grave.

7- Oui je suis heurté par son invitation à Faurisson.

Mais je suis très attaché aussi à la liberté d'expression dont j'aimerai qu'en France elle ait la même place qu'aux États Unis : du moment qu'elle ne tue pas, toutes les expressions sont acceptables. C'est leur seule limite.

Nous, on se trimbale des lois staliniennes (les lois mémorielles, dont la célèbre loi Gayssot). Nous vivons dans un pays où c'est l'État qui dit ce qu'est l'histoire.

Si cela ne vous gêne pas, moi oui.

De ce point de vue-là, la présence de Faurisson aux spectacles de Dieudonné me gêne, je n'adhère pas à ses idées, mais je ne reprocherai pas à Dieudonné de l'inviter. Je pense que c'est par provocation. Si un bouffon ne peut plus faire de provoc, c'est grave. Il va falloir légiférer sur ce que peut dire ou faire un bouffon!

Je ne crois pas que ce soit un progrès.

8- Faurisson, cacochyme dans le sketch avec Dieudonné hilare... pas vraiment une célébration ! De tous ces bavardages superfétatoires ne restera que le doute, le discrédit jetés sur toutes les analyses futures concernant tout sujet qui émanera des journalistes marchands de calomnies... Au moins chacun s'est découvert, chacun a pu répandre son venin, ses ignominies... et ce vomissement médiatique, peut inspirer la nausée, mais ce terme est bien galvaudé, certains média l'ont déjà fait breveté...

9- "*Et je n'ai pas à prouver que je ne suis pas un nazi ou un antisémite!*"

Je rebondis sur votre remarque. Si vous ne choisissez pas un camp, je crois qu'on vous met d'office dans celui de l'humoriste. Avec ce côté pratique qu'une fois étiqueté antisémite, ce que vous dites ne compte plus. C'est ce qu'on croit que vous êtes qui compte.

Le mot antisémite a gagné une place à part dans la langue française, il réenchante le dictionnaire par son côté magique. Le mot suffit à lui tout seul, la définition ne compte pas.

Je ne sais plus où j'ai lu cette définition qui aura peut-être un jour les honneurs du Petit Robert : "*hier antisémite signifiait la haine des juifs, aujourd'hui il veut dire ferme-la.*" Demain qui sait, nous désignera-t-il les personnes à haïr ?

La suite de l'actualisation du site demain.

Haut de page

Le 8 janvier 2014

CAUSERIE

Mercredi 17h à Pondichéry, 12h30 à Paris

Il s'agit de la deuxième partie de l'actualisation du site, la première mise en ligne hier soir figure à la suite.

Encore une fois, exagérions-nous ? Jugez plutôt.

La stratégie du chaos ou un «***choc de confiance***» impossible.

L'année 2014 s'ouvre sur de sombres perspectives pour le pouvoir en place. Le pessimisme de l'opinion sur la manière dont le pays et ses habitants évoluent semble atteindre des niveaux records: en décembre 2013, 83 % des Français interrogés par la Sofres ont l'impression que «*les choses ont tendance à aller plus mal» quand ils «regardent la manière dont évoluent la France et les Français*» (Baromètre politique Figaro Magazine, TNS Sofres).

Cette morosité est très largement partagée: 95 % des sympathisants de droite mais aussi 67 % de ceux de gauche en font part. En un an et demi, la situation s'est profondément dégradée: 65 % des personnes interrogées se déclaraient pessimistes en juin 2012, en décembre 2013 elles sont 18 % de plus. Ces anticipations négatives s'accompagnent d'une véritable «*dépression politique*» pour la majorité en place depuis mai-juin 2012. Les deux têtes du pouvoir exécutif, le gouvernement, les parlementaires et le parti au pouvoir font l'objet d'une défiance peu commune et semblent démunis pour pouvoir recréer le «choc de confiance» dont le pays a besoin. lefigaro.fr 07.01

De la dictature du capital au règne de la tyrannie des moeurs et de la pensée.

Protéger le sionisme, Israël, ils le disent eux-mêmes. Protéger l'obscurantisme, policer la pensée.

(Hier lors de la cérémonie de voeux aux autorités religieuses à l'Elysée.)

Pour le président du Consistoire israélite de Paris, Joël Mergui, il s'agit de "*mettre le holà et de savoir ce qui est de l'humour, ce que l'on a le droit de dire et ce qu'on n'a pas le droit de dire*"

Il a jugé "*plutôt rassurant que dans notre pays les mesures aient été prises pour empêcher des manifestations incitatives au négationnisme, à l'antisionisme et à l'antisémitisme*".

L'archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois a fustigé la "*culture de la dérision et de la provocation*" était "*un travers de notre société*". AFP 07.01

Ainsi curé et rabin lâchent le morceau : l'imposture est démasquée !

Dictature. Les gendarmes de la pensée unique veillent ou vous surveillent.

Vingt-trois v'la les soutanes !

- Éloïse Bouton : manifester seins nus «*devient tout à coup interdit*» - Liberation.fr

Après son action à la Madeleine le 20 décembre, la Femen a été placée en garde à vue mardi pour «*exhibition sexuelle*». Tout juste sortie, elle s'étonne de ce traitement. Liberation.fr 07.01

Explication :

Pour Mgr Vingt-trois, l'affaire Dieudonné aura été "*l'occasion de rappeler que l'antisémitisme ou la dérision sur la Shoah font partie des choses qui ne se font pas, comme ne se font pas des manifestations obscènes dans une église*", allusion à l'intrusion récente d'une Femen aux seins nus dans l'église de La Madeleine. AFP 07.01

Ce qui s'est passé aussi, c'est que suite à des milliers de commentaires d'internautes ayant fait remarquer que le gouvernement s'en prenait à Dieudonné mais pas à cette poufiasse qui s'était livrée à plusieurs reprises à des actes délictueux dans une église,

deux poids deux mesures, il fallait rectifier le tir au plus vite.

Les Femen étant un mouvement immonde, provocateur et réactionnaire, actionné par les néolibéraux, il laissait faire ou se montrait tolérant envers elles, les Femen ont même eu le soutien de Mme Hidalgo, la candidate PS à la mairie de Paris, notamment, mais maintenant qu'ils ont lancé l'offensive contre Dieudonné, ils vont les jeter en patûre à leurs juges et à la vindicte publique.

Les réseaux antisociaux ont encore frappé.

- Sexisme : la pub de Numericable qui fait polémique - LePoint.fr

L'opérateur vante dans sa dernière campagne les mérites de la fibre qui permet de télécharger "*aussi vite que votre femme change d'avis*".

Une comparaison dont le sexisme n'a pas échappé aux internautes, qui se sont empressés d'épingler la marque, notamment sur Twitter, comme le rapporte Le Huffington Post. LePoint.fr 07.01

Ah ben non, la révolution ne passera pas par là, pas de bol, cet instrument a été créé uniquement pour mieux vous contrôler, mieux vous asservir au nouvel ordre mondial, les intentions de leurs fondateurs étaient juste réactionnaires ! Qui l'aurait cru franchement ? Les naïfs et ils sont très nombreux parmi nous, hélas!

1- La mauvaise pente...

Ou que l'on se tourne tout devient triste dans ce pays. Les lobbies, les associations, les médias, les gouvernants et autres bien-pensants sont en train de nous enfermer dans un carcan de moralité et d'interdits qui va trés vite devenir invivable et contre-productif. Toutes les femmes que je connais cette pub les fait rire, en revanche elles apprécient moins la polémique qui les fait passer pour des êtres faibles incapables de se défendre et assez stupides pour ne pas rire de la plaisenterie. Et bien je le proclame, les femmes savent rire d'elles mèmes, elles n'ont besoin de personne pour faire la part des choses, Elles sont nos égales, on se moque d'elles comme on se moque de nous (les hommes) et c'est tant mieux pour l'égalité.

2- Je ne l'ai pas mal pris

C'est du second degré, on peut rigoler, je suis une femme c'est vrai qu'on change souvent d'avis, la pub m'a fait rire.

3- Affligeant !

Je n'aurais pas dit mieux ! La société aseptisée dans laquelle nous évoluons depuis quelques temps ne devrait pas avoir d'odeur ! Pourtant elle pue ! Il va falloir me donner le mode d'empoi pour ne pas risquer de vexer l'un de mes congénères...

4- Humour vs inquisition permanente

On a franchi l'ultime étape du politiquement correct, à savoir le goulag mental. Il est interdit de rire, de penser, de penser à rire.

Vous avez tous raison, ils prétendent défendre les droits des femmes mais en réalité ils les prennent pour des demeurées ou une catégorie inférieure aux hommes.

Le pire, c'est que la soi-disant gauche et extrême gauche, les gauchistes marchent à fond dans leur combine, ils sont en train de détruire les bases sur lesquelles reposaient le mouvement ouvrier. Comment doit-on les caractériser sur le plan politique ?

A propos de l'affaire Dieudonné, suite

Chacun aura compris que l'offense des chefs de guerre néolibéraux avait pour toile de fond l'évolution de la situation en Syrie et au Moyen-Orient, les rapports entre les Etats-Unis et l'Iran ou les différents protagonistes de la région, au profit d'Israël, auquel Valls a déclaré être éternellement attaché et dont les intérêts sont déclarés supérieurs à ceux de l'Etat dont il est un des représentants au plus haut niveau en tant que ministre, ce qui à une autre époque aurait été caractérisé de trahison. Mais comme de nos jours l'ensemble des partis institutionnels ont fait acte de soumission devant l'Etat sioniste, UMP, UDI, PS, et leurs satellites, le dernier en date officiellement étant le FN (voir ses dernières déclarations sur Dieudonné), tout opposant au sionisme ou tout militant antisioniste doit être caractérisé d'antisémite et éliminé.

Ils entendent nous dicter comment penser et ce qu'on doit penser, et boycotter, censurer, baillonner, interdire, réprimer toute

autre forme de penser, marginaliser, nuire, anéantir ou liquider socialement (pour commencer) tous ceux qui résisteraient à leur dictature. On aura compris, que dès lors toute évocation ou invocation de la démocratie du régime en place relèverait de la supercherie ou de l'escroquerie politique dans ce pays puisque la fine couche de vernis qui était censé donner l'illusion qu'elle existait vient de disparaître.

Pour avoir déterminé leur politique en fonction des apparences trompeuses qu'arborait le régime lui-même au lieu de partir des rapports réels qui existaient entre les classes, les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde nous ont menés dans une impasse politique, ils ont désarmé politiquement les travailleurs et militants, finalement ils ont été incapables de les préparer à affronter la classe dominante et de les organiser pour être prêt à contrer l'offensive du capital contre tous nos droits sociaux et politiques, les masses se sont retrouvées sans direction et sans orientation politique, livrées à elles-mêmes et à leur ennemi sans défense, la seule bonne intention de résister des masses ne remplaçant pas un programme révolutionnaire et s'avérant insuffisante pour vaincre.

En toile de fond à cette opération figure aussi les éléctions européennes qui font partie de la même stratégie mondiale des néolibéraux. Le PS et l'UMP et leurs homologues dans l'UE craignent qu'à cette occasion les travailleurs manifestent massivement leur rejet de l'UE qui est une pièce maîtresse de leur dispositif pour assservir tous les peuples de l'UE, à l'idée que les Etats-nations ont fait leur temps et qu'ils doivent disparaître au profit d'un gouvernement mondial dirigé par ceux qui détiennent le pouvoir économique, l'oligarchie financière, ce qui coïncideraient avec la disparition de tous leurs droits sociaux et politiques, pire encore, l'impossibilité dorénavant de se soulever pour les revendiquer puisqu'ils n'auraient plus aucune emprise sur l'institution qui détiendrait le pouvoir politique, ce qui est déjà le cas aujourd'hui avec l'UE, où on n'a jamais vu une directive européenne annulée du fait de la mobilisation de travailleurs dans un ou plusieurs pays de l'UE.

On peut ainsi caractériser tous les partis qui participent à cette entreprise en présentant des candidats à la prochaine élection européenne de contre-révolutionnaires, de réactionnaires, de vendus à nos ennemis, puisqu'ils légitiment ce maillon de la dictature mondiale des banquiers et des multinationales, de même lorsqu'ils ne condamnent pas sans appel les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne devant aboutir à un traité transatlantique de marché unique dont l'objectif consistera à transférer le pouvoir législatif ou politique des Etats de l'UE aux multinationales qu'aucun citoyen ne sera en mesure de contester, dès lors on pourra considérer qu'à cette date tout pouvoir politique nous aura été retiré, aura été aboli.

Il ne restera plus pour lutter contre cette monstrueuse dictature bureaucratique qu'à préparer les masses au soulèvement général pour l'abattre et changer radicalement les bases sociales de la société, mettre en oeuvre le socialisme, l'heure ne sera plus aux tergiversations et le temps des théories foireuses sera révolu face à l'exigence et à l'urgence impérilleuse de renverser ce régime dictatorial. Soit les masses exploitées en seront capables, ce qui nécessitera d'élever considérablement à la fois leur niveau de compréhension du fonctionnement de ce régime totalitaire et du socialisme, et leur niveau d'organisation, sachant qu'on ne pourra pas compter sur leur mobilisation pour des revendications immédiates ou la lutte des classes telle qu'on l'a connu jusqu'à la fin des années 70 (oui, on a perdu plus de 40 ans, hélas !) puisqu'elles n'auront pas plus d'effet qu'aujourd'hui, encore moins si on observe ce qui s'est produit depuis 40 ans, il faudra donc envisager de modifier radicalement notre conception de la lutte des classes et nos rapports aux masses, notre interprétation des rapports des masses à la classe dominante et au régime en place pour leur proposer une perspective politique cohérente et sérieuse qui rompt avec le régime tout en entrevoyant comment la société pourrait fonctionner sur d'autres bases pour satisfaire l'ensemble de leurs besoins et aspirations, rétablissant l'ensemble des droits sociaux et politiques dont ils auront été spoliés et davantage encore puisque cette fois ils détiendraient vraiment tout le pouvoir pour décider librement leurs destins et celui de la société, dans quelle direction elle devrait s'orienter ou s'engager pour mettre fin au règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme, des classes sociales... Soit elles en seront incapables et leur existence va devenir un cauchemar au quotidien, une source d'insatisfaction permanente, l'individualisme forcené auquel on assiste en est le prélude, l'humanité sombrera dans la haine, le chaos et la guerre incessante, à moins que l'autodestruction de la civilisation humaine intervienne plus tôt, les maîtres du monde rejettant l'idée de perdre leur pouvoir orchestrant un gigantesque suicide collectif pour périr avec le reste de l'humanité qu'ils auront conduit à l'agonie.

A chacun de voir ce qu'il veut dans la vie, sachant qu'individuellement personne ne sauvera sa peau ou seulement au prix de celle de ses semblables à en faire d'horribles cauchemars, car on ne peut être heureux en vivant de la sorte, la haine des milliardaires en direction de tous les peuples en est la meilleure preuve qui soit.

On doit réviser notre copie au plus vite avant qu'un terrible malheur ne s'abatte sur l'humanité. A chacun de prendre ses responsabilités et la première qui nous vient à l'esprit réside dans le refus de soutenir l'entreprise de Hollande, Valls et le Crif contre Dieudonné, personnage qui par ailleurs ne nous est pas particulièrement sympathique, je ne le connais pas.

On ne peut pas accepter que le monarque qui trône au Château et son procureur général dicte leurs lois aux juges, les remplacent comme dans une dictature militaire où les institutions ont été dissoutes, au passage il faut remarquer que l'indépendance de la justice est totalement bafouée, indépendance relative, mais qui parvenait encore à passer dans certaines affaires.

Certains commentateurs ont expliqué que Valls se défaussaient hypocritement sur les préfets, or c'est absolument faux, ils sont nommés par le chef de l'Etat en conseil des ministres, ils seront donc automatiquement appelés à appliquer à la lettre le contenu de la circulaire que le ministre de l'Intérieur leur a envoyée, dans le cas contraire, ils prendront le risque d'encourir

une sanction, d'être mutés ou de perdre leur poste, donc ils préfèreront obéir, la dictature est un mécanisme implacable auquel personne ne peut échapper, sauf à être broyé, disparaître, parfois brutalement et violemment.

La suite de l'offensive tout azimut. Hargne, calomnie, amalgame, intimidation, répression: finalement ils démasquent leurs réelles intentions.

- Dieudonné enverrait son argent au Cameroun - LePoint.fr

- Dieudonné a-t-il blanchi de l'argent au Cameroun? - L'Express.fr

- Dieudonné, un nom qui fait peur aux assureurs du show-business - LeFigaro.fr

- Deux lycéens brièvement placés en garde à vue pour une "*quenelle*" - AFP

- Anne Hidalgo (PS): Marine Le Pen "*proche*" des idées de Dieudonné - AFP

La courbe du chômage s'est inversée. Le PS : c'est la méthode de Goebbles.

- Valls : "*Et puis, Dieudonné est financé par l'Iran*" - LePoint.fr

En pleine polémique sur l'interdiction des spectacles de l'humoriste, François Hollande présentait mardi à l'Élysée ses voeux aux autorités religieuses, en présence de Manuel Valls. Filmé visiblement à son insu par BFMTV, le ministre de l'Intérieur a alors affirmé qu'il fallait être "*intransigeant*" avec Dieudonné, avant d'ajouter: "*Et puis, il est financé par l'Iran... quand même !*". LePoint.fr 07.01

- Dieudonné: juifs, musulmans et catholiques parlent d'une même voix - AFP

Les représentants des cultes juif, musulman et catholique se sont réjouis d'une même voix de la position du gouvernement et de François Hollande dans l'affaire Dieudonné, après la cérémonie de voeux aux autorités religieuses à l'Elysée.

"*C'était important pour nous de remercier le président de la République et le ministre de l'intérieur*" Manuel Valls, a déclaré sur le perron du palais présidentiel le président du Consistoire israélite de Paris, Joël Mergui, à l'issue d'une cérémonie à huis clos.

Estimant qu'il fallait faire "*halte à la liberté d'expression de la haine*", il a jugé "*plutôt rassurant que dans notre pays les mesures aient été prises pour empêcher des manifestations incitatives au négationnisme, à l'antisionisme et à l'antisémitisme*".

Outre cet "*élan donné au plus haut niveau de l'Etat*", Joël Mergui a jugé "*fondamental que le relai soit pris par tous ceux qui ont de l'influence dans notre société (...), artistes, sportifs, enseignants, directeurs d'école ou journalistes*".

Il s'agit, selon lui, de "*mettre le holà et de savoir ce qui est de l'humour, ce que l'on a le droit de dire et ce qu'on n'a pas le droit de dire*". Les "*mots et les influences*" peuvent devenir une "*incitation à tuer*", a-t-il ajouté. (Des Palestininens, hommes, femmes et enfants innocents par exemple. - ndlr)

Dalil Boubakeur, le recteur de la Grande mosquée de Paris à souligné pour sa part la "*détermination du président (Hollande) de lutter contre les manifestations de haine, de racisme, d'antisémitisme et même d'islamophobie*".

Quant à l'archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois, il a jugé que le développement d'une "*culture de la dérision et de la provocation*" était "*un travers de notre société*". "*Quand l'intérêt est suscité par la surenchère, il n'y a plus moyen de s'arrêter*", a-t-il déploré, estimant que "*s'il n'y a plus de frontières*" à l'expression, "*ça ne s'arrêtera jamais*". "*Il faut donner des signaux forts pour dire qu'il y a des choses qui ne se font pas, qui ne se disent pas et qui ne sont pas dignes d'êtres humains dans notre pays*", a insisté le prélat.

Pour Mgr Vingt-trois, l'affaire Dieudonné aura été "*l'occasion de rappeler que l'antisémitisme ou la dérision sur la Shoah font partie des choses qui ne se font pas, comme ne se font pas des manifestations obscènes dans une église*", allusion à l'intrusion récente d'une Femen aux seins nus dans l'église de La Madeleine. AFP 07.01

En complément dans le camp de haine.

- Il ne faut pas gracier Edward Snowden - slate.fr 07.01

En complément dans le camp de la dictature.

- Le FBI revendique être devenu une police politique - french.irib.ir 07.01

Le Federal Bureau of Investigation (FBI), dont l'objectif était jusqu'ici prioritairement d'appliquer la loi, c'est-à-dire de lutter contre le crime, a officiellement changé. Il s'agit désormais de garantir la sécurité nationale des États-Unis.

D'abord créé pour enquêter sur les litiges relatifs au commerce inter-étatique au sein du pays, le FBI est devenu durant l'entre-deux-guerre à la fois une police judiciaire de haut niveau intégrant un laboratoire de police scientifique, un service de contre-espionnage et une police politique chargée d'enquêter préventivement sur les opinions des citoyens.

Depuis l'adoption de l'USA Patriot Act (2001), l'activité principale du FBI est celle d'une police politique : collecter des informations et ficher les citoyens. L'Agence dispose notamment du droit de contraindre toute personne ou entité à lui livrer des informations sur des tiers, à l'insu de ceux-ci, sans contrôle judiciaire. Revendiquant cette évolution, le FBI vient de modifier son formulaire de présentation. french.irib.ir 07.01

Commentaires d'internautes

1- J'avais cru comprendre qu'en France la justice était indépendante. Or c'est le gouvernement qui juge que les spectacles de Dieudonné doivent être interdits. Il est donc jugé et condamné sans procès.

2- Je crois que ce gouvernement est complètement dépassé et ne maîtrise plus rien. il est pris à son propre piège. quand on piétine les fondements même de la démocratie au vu et au su de tous, on doit s'attendre à un effet boomerang impitoyable.
On traumatise 2 lycéens pour rien, et on imagine bien que des milliers de jeunes ont fait ce geste et vont être eux aussi traumatisés à l'idée d'être dénoncés. quelle décadence...

3- Si Dieudonné est condamné pour antisémitisme, les caricature du prophète de charlie hebdo doit être condamné pour islamophobie.

4- Ce lynchage politique et médiatique ad hominem

Ils ne doivent pas faire oublier ni cacher que c'est la liberté d'expression qui est en jeu. Il s'agit là d'une des libertés fondamentales de l'Occident et de la Démocratie. La liberté d'expression ne saurait être à géométrie variable, ni négociable.

Non, nous ne voulons pas d'interdiction a priori des spectacles d'un artiste, quel qu'il soit.

5- "*monsieur système*" dites vous?

Il gagnerait 20 fois plus de pognon a la jouer gaucho branché entre Canal+, Libération et les Inrocks.

Il prend au contraire de très grands risques, d'abord psychologiques, mais surtout physiques.

Chose dont vous seriez parfaitement incapable...

Quant à l'antisémitisme soi disant présent dans ce pays, sachez que français juif, je ne l'ai jamais rencontré dans mon pays.

Vous seriez un peu plus avisé de dénoncer la mainmise du CRIF et des organisations communautaristes sur ce pays.

Ce sont eux qui ont lancé l'affaire en parlant (plus c'est gros mieux ça passe) de salut nazi (inversé).

6- Ce n'est pas parce qu'on connait un système et qu'on en respecte les règles, quand bien même on se promènerait sur les bords, qu'on est malhonnête pour autant, et qu'on est d'accord avec ces règles.

Si je vais voter, je vais respecter les règles du scrutin, mais ça ne signifie pas que je suis nécessairement d'accord avec ces règles.

Ne pas être d'accord est une chose, ne pas respecter les règles en est une autre.

C'est assez grave d'assimiler le fait de contester un système à un délit.

Dieudonné serait même plutôt un exemple à suivre pour ces crapules qui nous gouvernent, quand ils annoncent à qui veut bien l'entendre qu'ils défendent les valeurs de la République mais trichent, volent et mentent dés qu'ils en ont l'occasion.

Dieudonné fait l'inverse, il dénonce les règles, mais il les respecte, lui. N'est ce pas messieurs DSK, Cahuzac, Woerth, etc, etc, etc...

7- On en a soupé de cette histoire d'Hitler des nazis, des camps de concentration qui sert en permanence d'alibi à tous les sionistes militants pour nous culpabiliser , faire taire toute critique, ostraciser et imposer leur vérité. 8-

Cette affaire est un leurre. On ne parle pas du reste. La complicité des journalistes avec Valls est évidente. Cela fait longtemps que la classe établie de droite comme de gauche voulait se payer Dieudonné. Que j'ai d'ailleurs jamais écouté.

Ce qui se passe est grave. C'est une première.Dorénavant, avec ce précédent, on pourra interdire et bâillonner tout ce qui ne pense pas comme l'ordre établi. En période de crise, les politiques au pouvoir vont toujours vers le totalitarisme! l'Histoire le prouve.

Au secours la planète se refroidit!

New York a enregistré mardi ses températures les plus basses pour un 7 janvier depuis plus de 100 ans alors que plus de deux tiers des Etats-Unis, du Minnesota (nord) à la Georgie (sud-est), restaient affectés par une vague de froid historique, avec des transports toujours perturbés.

Il a fait -15,5°C à Central park à New York mardi matin, battant le précédent record de -14,4°C pour un 7 janvier, qui datait de 1896.

La température n'a pas dépassé -10° de toute la journée dans la plus grande ville américaine, avec un ressenti de -22°C. AFP 07.01

ACTUALITE EN TITRES

Les champions de la tournante... à droite

- Tournant à droite : l'UMP dit «*chiche*» à Hollande - LeFigaro.fr

Comme il était déjà de droite, cela donne l'extrême droite, le néolibéralisme complété par le sionisme.

Question stupide de curé ou de procureur.

- La conversion de François Hollande est-elle sincère ? - Atlantico.fr Non, une confirmation.

Seuls les actes comptent et dans ce domaine ils font la paire.

- Le PCF accuse François Hollande de trahir sa parole - Reuters

Des parasites chez la vermine.

- Lille: L'ex-député PS Jean-Pierre Kucheida placé en garde à vue - 20minutes.fr

- Deux dissidents PS, Philippe Saurel et François Fountaine, exclus du parti - AFP

Philippe Saurel, candidat dissident socialiste à la mairie Montpellier, et Jean-François Fountaine, candidat dissident PS à la mairie de La Rochelle, ont été exclus du parti mardi, a-t-on appris auprès de la direction. AFP 07.01

Pour une union bancaire sociale !

- Grèce: l'union bancaire et la cohésion sociale sont très importants - AFP

Ils devaient vouloir dire l'union de l'aristocratie ouvrière avec l'aristocratie financière. (voir Impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine pour plus de précision.)

Les vase communicants. La rigueur pour les salaires, la croissance pour les profits.

- Moscovici et Lew appellent à un "*équilibre*" entre croissance et rigueur budgétaire - AFP

Piller l'Etat et saigner le contribuable, dans les deux cas les travailleurs, au profit des capitalistes et des banquiers, assurer leur rente (par la dette) et leur profit (en abaissant le coût du travail et flexibilisant le marché du travail ou liqudant les pans entiers de la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs).

Puisqu'ils s'entretuent, heureusement encore qu'il existe un sauveur suprême.

- Syrie : un groupe lié à Al-Qaïda appelle à «*anéantir*» les rebelles - Libération.fr

- Assad doit briguer un nouveau mandat, dit l'un de ses ministres - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- De nouveaux détails viennent de fuiter sur la réponse que le Kremlin s'apprête à infliger à l'Arabie saoudite, "*Etat terroriste*", dans la foulée des attentats suicides de Volgograd. selon le journal Al Ossat qui publie une information sur le sujet, "*Poutine ira infliger une réponse douloureuse aux terroristes dirigés par l'Arabie saoudite, terroristes qui ont été le cerveau des attentats de Volgograd*" . " *Ces attentats n'ont pas besoin de faire l'objet d'une enquête. Ce sont des attentats qui ressemblent à ceux du Liban, de la Syrie et de l'Irak et il est clair que qui en est le commanditaire. La Russie ne laissera aucun répit aux terroristes et sa réponse ira changer la carte du Moyen Orient et ceci est ma parole d'honneur faite aux fils de la Russie*".

Cette semaine, le chef de l'organisation sécuritaire de la fédération de la Russie, Alexandre Portinkov a présenté son rapport final sur les attentats terroristes à Poutine. L'un des auteurs deces attentats a été un combattant takfiris venant de rentrer de la Syrie. La chaine de tv Afaq a de son côté publié un rapport sur les attentats russes : "*Poutine a menacé l'Arabie saoudite d'une intervention militaire, Arabie saoudite qui est un Etat soutenant le terrorisme et grand violeur des droits de l'homme*" un expert tchèque consulté par la chaine commente l'événement en ces termes : " *les pistes laissées par les explosions de Volgograd mènent au nord du Caucase et à la Tchéchénie. Mais elles n'en reste pas là puisque les terroristes étaient en lien directs avec l'Arabie saoudite.* " Ce matin, une information diffusée sur la CNN, faisait état d'un plan de bombardement de Riyad et de Doha par l'aviation russes. french.irib.ir 07.01

1.2- Selon CNN, les hauts résponsables de l'armée russe ont fait part d'un plan d'attaque militaire contre les capitales saoudienne et qatarie." *Dans la foulée des tensions qui s'intensifient entre la Russie et l'Arabie saoudite aussi bien dans le dossier syrien que dans celui des attentats terroristes contre Volgograd, Moscou a sur la table un plan d'intervention militaire contre Riyad et Doha, aux dires d'un haut responsable de la défense anti aérienne russe*".

Les relations entre l'Arabie saoudite et la Russie ont connu depuis 90 des hauts et des bas mais l'heure est désormais à une tension sans précédente entre les deux pays. les tensions sont si grandes qu'au cours de la récente visite de Kerry à Riyad, Saoud al Fayçal, le ministre saoudien des AE n'a pas hésité à accuser à de multiples reprises la Russie de soutenir le "*régime génocidaire d'Assad*" et " *d'être complice du massacre des syriens*". Le porte-parole du ministère russe des AE a affirmé d'ailleurs que " *la Russie reconnait l'Arabie saoudite comme un Etat soutenant le terrorisme et les milices terroristes* ". La Russie envisage de proposer à Genève II une résolution accusant l'Arabie saoudite à titre de sponsor des terroristes. cette résolution pourrait alors prendre le chemin du conseil de sécurité. french.irib.ir 07.01

Il en pense quoi le dictateur français ? Tout sauf les Russes, les Chinois, les Iraniens, les Cubains, le Vénézuéliens, les Boliviens, tout ce qui n'est pas agréé par l'Empire dans le camp du bien et de la démocratie.

2- Syrie

2.1- Les sources d'informations font part de la démission de quarante membres de la Coalition de l'Opposition syrienne sur fond des divergences de vue concernant la Conférence de Genève-2.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant Al-Jazeera, quarante membres de la Coalition de l'Opposition syrienne s'en sont retirés

en raison des divergences sur la Conférence de Genève-2. Les membres de la Coalition de l'Opposition syrienne sont divisés sur la participation à cette Conférence, certains insistent sur la présence à la Conférence de Genève-2 tandis que d'autres sont contre. Aucun détail n'est encore publié à ce propos mais la chaîne Al-Arabiya a donné pour raison la divergence de vue sur la présence à la participation à la Conférence de Genève-2. Ladite conférence est prévue pour le 22 janvier. french.irib.ir 07.01

2.2- Une cinquantaine de journalistes, reporters et activistes des médias ont été exécutés par les terroristes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant à Alep.

Ces personnes qui étaient depuis quelques temps détenus dans un hôpital d'Alep ont été exécutées, lundi soir, par les terroristes du groupe DAESH (EIIL). french.irib.ir 07.01

Ah bon ! Mais ce devait être des Arabes à la solde du régime irakien, des chiites, non ? Pas vu un article de presse en France ce matin...

3- Turquie

- Vaste purge au sein de la police turque - Reuters

Quelque 350 policiers turcs ont été relevés de leurs fonctions ou mutés, rapportent mardi les médias, nouvelle illustration du bras de fer entre Recep Tayyip Erdogan et Fethullah Gülen, que le Premier ministre accuse d'être à l'origine du scandale de corruption éclaboussant son gouvernement.

Ces mesures, prises durant la nuit, constituent la plus vaste purge au sein de la police depuis l'éclatement, le 17 décembre, du scandale qui a poussé trois ministres à la démission et entraîné un profond remaniement du gouvernement.

Certains policiers, au nombre desquels figurent des membres de la brigade financière et des unités de lutte contre le crime organisé et le terrorisme, ont été mutés à la circulation ou dans des commissariats de quartier, selon la presse.

En dépit de ces sanctions, l'enquête anticorruption se poursuit et de nouvelles arrestations ont eu lieu dans la société publique de chemins de fer et l'administration d'un port.

Recep Tayyip Erdogan voit dans cette enquête un complot ourdi par le réseau du prédicateur Fethullah Gülen, jusque là allié mais désormais rival, qu'il accuse d'avoir créé un "*Etat dans l'Etat*" en infiltrant la police et la justice.

Les chefs d'inculpation contre les personnes arrêtées n'ont pas été rendu publics, mais selon la presse, qui cite des documents émanant du parquet, ils porteraient sur des affaires de corruption dans le secteur de l'immobilier et sur le commerce de l'or avec l'Iran.

Une deuxième enquête, qui visait les grands projets d'infrastructures promus par Erdogan, dont la construction d'un tunnel ferroviaire sous le détroit du Bosphore à Istanbul, a été bloquée par le gouvernement.

Les autorités ont riposté en limogeant ou réaffectant pas moins de 1.700 policiers dans les seules villes d'Istanbul et Ankara, selon un décompte du quotidien Hurriyet.

Certains avaient participé aux enquêtes en cours, d'autres auraient été sanctionnés en raison de leur appartenance au mouvement Hizmet ("*Service*") de Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis.

La répression n'a pas mis fin aux poursuites judiciaires, comme le montre l'arrestation d'au moins 25 personnes dans le cadre d'une enquête visant un port de la province d'Izmir, selon la chaîne CNN Turquie.

Huit responsables de la compagnie ferroviaire publique TCDD figurent parmi les suspects arrêtées, a précisé cette dernière dans un communiqué.

"*Des purges ou, pour être précis, des massacres sont commis contre des fonctionnaires qui font leur travail tel que défini par la loi*", a écrit Gülen au président Abdullah Gül dans une lettre datée du 22 décembre, publiée lundi par le quotidien pro-gouvernemental Yeni Safak. Reuters 07.01

La partie mise en ligne hier soir

J'avais des trucs à vous dire mais il est déjà tard et j'ai trop bossé aujourd'hui, il va être minuit ici.

Moi aussi j'aime bien me marrer, déconner, même si j'ai parfois l'air dur, en réalité je suis généralement de bonne humeur, et comme il faut prendre son mal en patience, autant que ce soit en s'en moquant, cela passe mieux. On subit plus qu'on l'a souhaité la vie que nous menons et ce n'est pas toujours facile, il y a des hauts et des bas, il faut garder le moral par tous les temps. On décide si peu de choses au cours de notre existence, alors ne loupons pas les occasions qui se présentent, y compris pour la rendre plus agréable, faire la gueule ou s'engueuler, c'est de la connerie très souvent, cela n'arrange rien, vaut mieux prendre les choses du bon côté ou en rire tant qu'il n'y a pas mort d'homme.

La provocation permet d'aborder des sujets délicats, de dire des choses qu'on ne dirait pas autrement et de déclencher une réaction qui ne viendrait pas sinon. C'est révélateur de l'état d'esprit de la personne qu'on a en face de nous, sur ce plan-là, c'est un vrai bonheur. C'est une technique de communication utile et efficace mais qui n'est pas sans risques, car on ne sait jamais trop comment la personne en face de nous va réagir, à moins de bien la connaître, et encore, au départ peut-être, par la suite c'est déjà plus hasardeux, on s'aventure en terrain inconnu, il faut bien encadrer le truc ou délimiter le terrain au delà duquel il ne faut pas s'aventurer, sinon on risque le dérapage à tout moment et la situation peut dégénérer ou devenir violente, moi je n'ai pas vraiment l'esprit calculateur, je suis un rustre, du coup le truc peut me péter à la figure et j'ai l'air d'un con, mais bon, on s'en remet, on en tire un enseignement pour les fois suivantes.

L'important ici comme ailleurs, c'est de tirer un enseignement de nos expériences, le reste est secondaire à vrai dire, à condition toutefois d'en faire profiter les autres, ensuite peu importe le jugement que les gens peuvent porter sur nous, d'autant plus que la plupart du temps ils sont incapables de les assumer.

Si on prend le cas de Dieudonné, le bougre, il a faux sur toute la ligne car sa provocation ne pouvait que se retourner contre lui et être contre-productive, pour finalement se retrouver tout seul et tout le monde à dos en dehors de ses admirateurs.

L'être humain est ignorant etfaible, vil et lâche, bas et intéressé, c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas quitter le terrain de la lutte des classes, car dès que l'on s'écarte de ce terrain, si on devait le juger on lui trouverait tellement de défauts et si peu de qualités qu'on finirait par le détester ou le haïr, et c'est bien ce qu'on observe chez la plupart des gens qui jugent les autres en permanence tout en jurant la main sur le coeur qu'ils n'en font rien.

Dieudonné a poussé la provocation jusqu'à tourner en dérision des situations auxquelles la plupart des gens qui le suivaient n'ont rien compris, pas plus que les salopards de journalistes qui le jugent et qui n'avaient pas besoin de comprendre quoi que ce soit à ses déclarations, sketchs ou ses spectacles puisque leurs interprétations de ces actes et paroles leur étaient dictées d'avance. A ce propos, j'ai consulté plusieurs portails de médias qui se disent critiques, libres ou indépendants pour finalement constatés qu'ils étaient aussi pourris que les autres, y compris Médiapart. J'en ai eu la nausée, il est 0h38 et je me suis servi un whisky pour couvrir cette odeur pestilentielle qui semble remonter des égoûts infâme du passé. Leur servilité à l'égard du sionisme donne vraiment envie de vomir.

Et dire qu'il y a tout juste un an j'ignorais pratiquement tout du sionisme, je ne m'y étais jamais intéressé et je ne savais même pas ce que c'était pour tout vous dire, je ne me souvenais même pas avoir entendu prononcer ce mot un jour ou alors sans jamais m'y arrêter. Du coup j'ai abordé cette question sans aucun a priori et je n'ai demandé qu'à apprendre de quoi il s'agissait, j'ai été servi, car je ne m'attendais pas du tout à ce que j'ai découvert et il m'a fallait un temps de réflexion pour relier cela à la lutte des classes et au développement du capitalisme, ensuite les choses étaient parfaitement claires, pas tout de suite, au fil des mois qui suivirent, et depuis j'affine mes connaissances sur ce sujet en fonction de l'actualité ou de mes découvertes, et je dois dire que je suis assez satisfait du résultat.

Aussi, si je ne risque pas de me fourvoyer sur ce sujet, maintenant je ne connais pas forcément tous les dessous de l'affaire Dieudonné, j'essaie de me faire une idée la plus précise sur le personnage et ce n'est pas facile, car là encore j'ignorais tout sur lui il y a encore quelques jours, je peux hésiter ou me tromper parfois parce que tous ses faits et gestes ou paroles sont systématiquement déformés ou sujets à polémique. Ce n'est vraiment pas l'essentiel au regard du coup porté contre la liberté d'expression qui doit être condamné sans réserves.

N'hésitez pas à me dire ce que vous pensez de l'affaire Dieudonné, ici je suis un peu loin...

Affaire Dieudonné. Il faut museler, interdire, dissoudre le peuple !

1- Sondage. Pensez-vous qu'il faudrait interdire les spectacles devenus "*réunions publiques*" de Dieudonné ? - lepoint.fr 27.12

Non : 33.186, soit 75,5%
Oui : 10.790, soit 24,5%

Info confirmée par http://lefirago.info/2013/12/sondage-sur-le-point.fr.html du 30 décembre 2013

Non : 74,5%

Oui : 25,5%

2- Sondage BFM/RMC concernant la circulaire « *anti-Dieudonné* » - opinion.bfmtv.com/info 07.01

Manuel Valls a envoyé une circulaire à tous les préfets. Le texte énumère les outils juridiques leur permettant d'interdire les spectacles du polémiste. Interdire les spectacles de Dieudonné, est-ce une atteinte à la liberté d'expression ? (à 8h42)

Non : 10%
Oui : 90%

Bon, vite une circulaire pour interdire ce genre de sondages qui portent atteinte à l'ordre public...

- Le spectacle de Dieudonné interdit à Nantes - Reuters 07.01

Le préfet de Loire-Atlantique a interdit par arrêté le spectacle prévu jeudi à Nantes par Dieudonné, dont le gouvernement tente d'empêcher la tournée en France en raison du "*message de haine*" diffusé selon lui par l'humoriste.

Christian de Lavernée a invoqué la nécessité de "*prévenir le trouble à l'ordre public constitué par les atteintes au respect de la dignité de la personne humaine contenues dans le spectacle*" prévu au Zénith, sur la commune de Saint-Herblain.

"*Cet acte relève normalement du pouvoir de police du maire, et le préfet a donc saisi le maire de Saint-Herblain, qui vient de faire savoir qu'il ne souhaitait pas prendre lui-même la décision dont il approuve cependant le principe*", précise la préfecture dans un communiqué.

L'humoriste déposera un référé devant le tribunal administratif contre l'arrêté du préfet de Loire-Atlantique, comme il l'a déjà fait pour un spectacle refusé à Biarritz, a déclaré à Reuters l'un de ses avocats, Me Sanjay Mirabeau.

Dans un communiqué, ses défenseurs annoncent le dépôt d'une plainte pour atteinte à la vie privée, de huit plaintes en diffamation, et la saisine de la Cour de justice de la République à la suite des accusations portées par Manuel Valls.

"*Le rôle de l'Etat est de garantir l'ordre public et non pas de se disperser pour interdire aux personnes qui le souhaitent de se rendre à un spectacle*", écrivent-ils dans un communiqué.

Le secrétaire national du Parti Communiste, Pierre Laurent, estime que l'interdiction des spectacles "*n'est pas le chemin le plus efficace pour combattre les idées*" de Dieudonné. Reuters 07.01

Non, le meilleur chemin qui mène... à la mangeoire c'est de s'associer aux municipales avec le PS...

En complément.

Valérie Pécresse : "*Si on n'agit pas, l'impuissance de l'Etat sera impardonnable*", a-t-elle averti sur i>TELE. "*Il provoque la République et la République ne peut pas se laisser provoquer*".

Manipulé ou le dindon d'une mauvaise farce. Lâché par ses soutiens, confirmation.

Je l'ai écrit pas plus tard qu'hier.

«*Pas juge en antisémitisme*», la présidente du Front national s'est dite «*choquée*» et «*heurtée*» par certains propos de Dieudonné, prenant pour exemple ceux tenus à l'égard du journaliste de France Inter, Patrick Cohen.

«*Que Jean-Marie Le Pen soit le parrain d'une fille de Dieudonné, cela ne veut pas dire que Jean-Marie Le Pen monte sur scène avec Dieudonné*», a pour sa part précisé Gilbert Collard, député fronstiste du Gard. «*Qu'il y ait des relations entre les deux hommes ne veut pas dire que Jean-Marie Le Pen soit responsable de Dieudonné*», a-t-il ajouté. Questionné à propos du geste de la quenelle, l'avocat a expliqué que «*c'est un geste antisystème pour beaucoup de gens, mais chez Dieudonné ce geste a une connotation antisémite. Il faudrait donc trouver un nouveau geste antisystème, j'y travaille*». 20minutes.fr 07.01

Les fachos n'ont pas de couilles, apparemment Dieudonné ne le savait pas, ils lui ont mis une belle quenelle en attendant !

Mes désirs sont des ordres ! Et que personne ne les conteste : ils sont utiles !

- Désir: les ordonnances, une bonne chose si elles sont "*utiles pour l'emploi*" - AFP

Commentaire d'internautes

1- Curieusement on ne voit pas de gens qui protestent devant le spectacle de Dieudonné, comme c'était devant les abjections antichrétiennes. Tous ce problème est inventé par les socialos, sans eux qui connaîtrait la quenelle. Donc le PS, dans sa incapacité de gérer le pays, invente le danger, puis se place en première ligne de la défense.

2- Faire taire un contre-pouvoir, quelle qu'en soit la forme (parti politique, association ou humoriste caustique), cela s'apparente à un comportement de dictateur, vous ne trouvez pas ? Je croyais que la critique du pouvoir en place était permise, et même plutôt saine dans une république. J'ai du me tromper quelque part...

2- Le CRIF se moque du monde en cherchant à imposer aux Français un combat qui n'est pas le leur ! Le CRIF depuis des dizaines d'années agite toutes ses marionnettes politiques afin de soutenir la politique sioniste d' Israel, c'est à dire le racisme, la discrimination, la violence, l'expulsion du peuple palestinien de sa propre terre !

Pour se faire le CRIF se cache une fois de plus derrière le racisme à l'égard des juifs !

Ce n'est absolument pas la question.

Les Français ne sont pas racistes, ils accueillent même la 2e plus grande communauté juive d' Europe ! Mais les Français ne sont pas non plus des imbéciles prêts à se mobiliser pour un Etat étranger qui ne respecte aucune des résolutions de l'ONU prises à son encontre !

Le CRIF devrait avoir honte de ses excès, de ses proclamations, de ses anathèmes à l'égard d'un peuple méritant et certainement trop conciliant à son égard ....

3- Je croyais que la République était laïque et était séparée des religions, or ce sont les religions qui manipulent la République ....

4- Le CRIF, suppôt d'Israël, soutien inconditionnel de sa politique colonialiste, ségrégationniste et attentatoire aux droits légitimes des palestiniens veut une fois plus manipuler les Français en s'acharnant sur un individu isolé ! Le lobby sioniste, sur représenté à droite comme à gauche a failli nous entrainer en septembre dans la guerre de Syrie à la demande expresse d' Israel !

Le CRIF est un danger pour la France et les Français

Les Français ne sont pas racistes et le prouvent depuis longtemps !

Le CRIF est par contre ouvertement racisme par discrimination positive en faveur de sa seule communauté et de sa complaisance à l'égard d'Israel qui depuis 1948 ne cesse de violer les conventions internationales en usant des violences les plus extrêmes !

5- Et pendant ce temps là.....Le maire PS de la ville de Brest interdit dans les écoles la traditionnelle galette des rois, en prétextant qu'elle fait référence à une fête chrétienne

6- Le CRIF sera républicain quand il parlera de l'UGIF. Le CRIF sera républicain quand il parlera de la situation honteuse des Palestiniens (dont des chrétiens) dans la bande de Gaza - véritable ghetto à l'instar de celui de Varsovie - et dans les territoires occupés. Quand il demandera ouvertement et clairement à l'état d'Israël de libérer les lieux et de respecter les conditions des accords d'Oslo et des résolutions des Nations unies. Quand ce sera fait, le Crif pourra se prévaloir de la république. Dans l'attente de ce jour nous considérons que les blagues - lourdes certes mais très souvent justifiées - de Dieudonné sont moins nuisible à la République que les actions continuelles de ce groupe contre la légalité et la légitimité républicaine.

7- A lire pour bien comprendre le comportement de ces manipulateurs "L'industrie de l'Holocauste" de Norman G. Finkelstein docteur en science politique de l'université de Princeton et fils de famille juive déportée et rescapée du ghetto de Varsovie... donc difficile de traiter l'auteur d'antisémite...

Les juifs ne sont pas plus idiots que vous et moi, ils savent très bien que cette campagne orchestrée par les sionistes va se retourner contre eux, il en est ainsi à chaque fois, chaque fois qu'il y a une crise, de la même manière que celle contre le racisme s'est soldée par la multiplication des actes racistes contre les musulmans, ou celle en faveur des homosexuels a déclenché une recrudescence des actes homophobes, c'était voulu pour créer une atmosphère irrespirable dans le pays et que les masses s'entre-déchirent, apparemment le résultat ne fut pas à la hauteur de leurs attentes ou le bénéfice qu'ils en escomptaient s'est rapidement volatilisé, du coup ils en remettent une couche, ils essaient aussi de dresser les jeunes contre les vieux, les enfants contre leurs parents, bientôt il ne leur restera plus que les chiens contre leurs maîtres, à moins que dans leur cas ce soit

le contraire et ils les bouffent !

Deux vidéos

AFRICOM Go Home, Bases Étrangères Hors d'Afrique
http://www.youtube.com/watch?v=2Wu8vC9MLoU

Qui est Monsanto ?
http://www.youtube.com/watch?v=kUNxxXBAAQU

ACTUALITE EN TITRES

La démocratie : c'est le vote obligatoire !

- Vote obligatoire, vote blanc: modernisons notre démocratie! - Slate.fr

Boycott des élections municipales et européennes !

Des mafieux de haut vol !

- Corbeil-Essonnes: Serge Dassault visé par une plainte pour association de malfaiteurs - AFP

- L'infante d'Espagne inculpée de blanchiment d'argent - Reuters

Le gouvernement PS-UMP-Medef-CFDT

- Pacte de responsabilité: "*chiche !*", lance l'UMP à Hollande - AFP

Quelle audace !

- Laurent Berger – CDFT : "*Nous voulons être associés aux négociations sur le pacte de responsabilité*" - Atlantico.fr

Laurent Berger était l'invité de France Info ce matin. Le secrétaire général de la CFDT était interrogé sur l'annonce d'un pacte de responsabilité formulé lors des vœux de François Hollande le 31 décembre. Ce pacte prévoit une baisse des charges aux entreprises en contrepartie de plus d'embauches. Laurent Berger estime que "*sans contrepartie, il y a déjà des allègements de charge pour les entreprises. Si on va vers ce type d'accord, on doit discuter d'emploi. Pas de chèques en blanc aux entreprises*" lance-t-il. Pour Laurent Berger, les contreparties doivent être de deux ordres : "*Davantage d'embauches de jeunes, de seniors, une contrepartie sur les salaires, sur la qualité du travail mais aussi sur l'investissement. Nous devons sortir de la production à bas coût*". Enfin, le patron de la CFDT veut faire partie des négociations considérant qu'il faut sortir de ce "*mano a mano entre le Medef et le gouvernement*". Selon Laurent Berger, "*les syndicats ont montré leur capacité à débattre, à discuter et à s'engager*."

La démagogie, le mensonge éhonté, l'imposture permanente, ils sont tous pareils... Les dirigeants de la CFDT, c'est la carte du PS ou de l'UMP qu'ils ont dans leur poche (de droite, je vous mets sur la piste) ? Peu importe, c'est la même...

Vive l'Europe sociale !

Le crime contre l'humanité des temps modernes - marianne.net 06.01

Le constat est terrifiant. Eurostat indique que 24.8% de la population européenne – soit près de 125 millions de personnes – étaient en 2012 « *au seuil de la pauvreté et de l'exclusion sociale* ». A force de s'ingénier à démanteler notre modèle social européen, l'ultra-libéralisme peut désormais crier victoire. Il est enfin parvenu à faire dépendre notre niveau de vie, notre pouvoir d'achat et nos emplois intégralement de la conjoncture économique, elle-même – on ne le sait que trop aujourd'hui – calquée sur les aléas des marchés boursiers et sur les profits du système financier.

En l'absence de remèdes macro-économiques pourtant à portée de main, devant le refus catégorique des dirigeants du Nord de soulager les populations meurtries du Sud, ces statistiques relatant la misère en Europe et le délitement de notre autrefois

enviée solidarité sont condamnés à s'aggraver.

Le crime contre l'humanité – aujourd'hui en 2013-2014 – consiste à ce qu'une des parties du monde censée être la plus riche et la plus confortable assiste à l'exclusion et à la misère du quart de sa population dans une indifférence totale.

Car, contrairement à ce qui nous est servi et assené quotidiennement, cette crise n'est pas la résultante de « *l' Etat social* », tout comme cette crise ne sera certainement pas résorbée en diminuant les dépenses publiques pas plus qu'en dérégulant le marché du travail. marianne.net 06.01

Je vous ai épargné le reste de leur article insipide, vous vous doutez bien que les remèdes ou la conclusion de son auteur ne correspondaient pas vraiment aux intérêts des travailleurs, toujours le même baratin sur la monnaie, le keynésianisme, qu'est-ce que vous voulez qu'ils nous proposent d'autres ?

Au fait, le titre c'était juste pour rire, de la provocation en direction des traîtres et des capitulards devant le capital et l'UE, ce qu'ils appellent la gauche, sérieusement !

Une bonne intention vaut bien un renoncement, non ?

- L'UE pourrait renoncer à proposer une séparation bancaire stricte - AFP

Egaux dans la décadence.

- PCF et EE-LV pour «*l'égalité des droits*» - Liberation.fr

Retour sur la loi famille qui n'ouvrira pas la PMA aux lesbiennes. Liberation.fr 06.01

... cela mérite un prix

- La vie d'Adèle couronnés par les critiques US - Reuters

Le prix du meilleur film étranger est allé à "*La vie d'Adèle, chapitre 1 et 2*" du réalisateur franco-tunisien Abdellatif Kechiche, Palme d'or à Cannes. Reuters 06.01

Allez savoir où va se nicher la démocratie !

- La démocratie du Bangladesh connaît une très grave crise - LeMonde.fr

Il est vrai que dans un pays où l'immense majorité de la population travaille et vit dans des conditions misérables ou épouvantables et les inégalités, comment dire, atteignent des sommets, l'expression n'est pas assez forte pour rendre la réalité, dépassent l'entendement, ne peut être quantifier ou mesurer, la démocratie existe, c'est Le Monde qui l'affirme, même que cette petite vertu est en crise, mais rassurez-vous, c'est passager, demain vous n'en entendrez plus parlés, Le Monde sera passé à autre chose...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Ban Ki-moon a envoyé, lundi 6 janvier, des invitations pour la conférence de paix qui doit s'ouvrir le 22 janvier à Montreux en Suisse, afin de discuter d'un processus de transition politique en Syrie. Mais l'Iran ne figure pas sur la première liste d'invités, a annoncé l'ONU.

Un porte-parole a précisé que le secrétaire général des Nations unies « *souhaite inviter l'Iran* », mais que la question de sa participation n'était pas encore tranchée, et qu'elle serait discutée lors d'une rencontre entre les chefs de la diplomatie russe et américain, Sergueï Lavrov et John Kerry, le 13 janvier. « *Nous savons tous que le soutien actif des puissances régionales est essentiel pour une solution politique* » en Syrie, a-t-il aussi estimé.

Washington est hostile à une participation de l'Iran, qui soutient et arme le régime syrien, alors que l'ONU, la Russie et Damas souhaitent sa présence. La liste des invités comprend en tout 26 pays, y compris les principales puissances internationales et régionales, dont l'Arabie saoudite, qui soutient l'opposition syrienne.

A Washington, une porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, a appelé Téhéran à « *jouer un rôle constructif* » en Syrie, laissant entendre que l'Iran pourrait alors participer à la conférence de paix en Suisse à un « *niveau plus bas* » que le niveau ministériel. Dimanche à Jérusalem, M. Kerry avait évoqué une « *contribution en marge* » des Iraniens à Genève 2, notamment via la participation de la mission diplomatique iranienne à Genève.

Mais le ministère iranien des affaires étrangères a décliné lundi cette offre américaine pour un rôle subalterne lors de la conférence, assurant que Téhéran n'accepterait qu'une invitation respectant son « *honneur* ». lemonde.fr 06.01

1.2- Des islamistes syriens combattent Al Qaïda à Rakka - Reuters

Les rebelles islamistes d'Ahrar al Cham et du Front al Nosra ont affronté lundi les djihadistes de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL) à Rakka, seule capitale provinciale de Syrie échappant au régime syrien.

Selon des opposants au président Bachar al Assad, plusieurs dizaines de membres syriens de l'EIIL ont déserté ce mouvement affilié à Al Qaïda, dont le commandement est essentiellement composé de djihadistes étrangers, pour rejoindre d'autres groupes rebelles sunnites.

Selon plusieurs activistes, des combattants syriens d'Ahrar al Cham et du Front al Nosra, pourtant lui aussi affilié à Al Qaïda, encerclent la principale base de l'EIIL dans le centre de Rakka. Reuters 06.01

ECONOMIE

1- Etats-Unis

- La banque JPMorgan va payer pour éviter des poursuites dans l'affaire Madoff - liberation.fr 07.01

La banque américaine JPMorgan Chase, qui était l'établissement financier utilisé par l'escroc Bernard Madoff, a accepté de verser quelque 2 milliards de dollars aux autorités américaines pour éviter les poursuites, selon la presse américaine.

L'annonce devrait en être faite cette semaine, rapportent lundi le Wall Street Journal et le New York Times, citant des personnes proches du dossier.

Avec cette nouvelle amende, JPMorgan aura payé quelque 20 milliards de dollars de pénalités au cours des douze derniers mois pour essayer de se sortir de ses multiples affaires judiciaires, note le NYT. liberation.fr 07.01

20 milliards de dollars déboursés en un an à peine, une bagatelle franchement, on ne sait même plus à combien se monte leur richesse, l'équivalent de Goldman Sachs soit 700 milliards de dollars ou davantage.

2- Suisse

- L'or plombe la banque centrale suisse - Liberation.fr 06.01

Les actionnaires de la Banque nationale suisse (BNS) privés de dividendes, pour la première fois depuis sa création en 1907… L'institut d'émission monétaire helvétique s'attend en effet à une importante perte pour l'exercice 2013, en raison de la chute des cours de l'or. En conséquence, la BNS, qui est une société cotée en Bourse, ne sera pas en mesure de verser de dividende à ses actionnaires, parmi lesquels figurent les cantons de la Confédération. La banque centrale helvétique a clôturé l'exercice 2013 avec une perte de l'ordre de 9 milliards de francs suisses (7,3 milliards d'euros). Sur l'année écoulée, elle a accusé une moins-value de quelque 15 milliards de francs suisses sur ses stocks d'or. Liberation.fr 06.01

Pendant que le cours de l'or baisse il y en a qui raflent de magot, et qui le jour où tout leur système s'effondrera s'imposeront comme les sauveurs suprêmes des Etats et du monde, ils nous ont déjà fait le coup au moins deux fois, en fait plus que cela si on remonte au début du XIXe siècle en Angleterre. Qui le sait et s'en souvient franchement, personne ou presque donc tout va bien.

Haut de page

Le 9 janvier 2014

CAUSERIE

On rajoutera une vingtaine d'articles demain matin.

Réflexion sur l'affaire Dieudonné

(Je rajoute un mot qui vient de me venir à l'esprit et qui résume toute cette affaire : seule existe l'imposture de Hollande et Valls, et tout le reste a été inventé par les uns et les autres en fonction de leurs intérêts.)

J'ai réalisé cette causerie en m'y reprenant à plusieurs reprises et en prenant connaissance de nouvelles infos au cours de la journée, aussi elle sera un peu décousue et je m'en excuse, je n'ai plus le temps de remettre tout en ordre et de faire mieux.

Il y a une autre dimension dans cette affaire Dieudonné montée de toutes pièces par le gouvernement et le PS : comme aux Etats-Unis, dégoûter au dernier degré les masses de la politique pour que le néolibéralisme puisse s'imposer et réprime tranquillement ses contestataires ou opposants.

Quand on observe ce qui se passe, on constate que de l'extrême droit à l'extrême gauche ils interprètent les propos de Dieudonné comme antisémites en les condamnant à ce titre, et l'extrême droite non officielle ou assimilée les interprêtent de la même manière en les revendiquant comme tels ou les assumant. Chacun y trouve son compte sauf le principal intéressé qui le nie.

Et je ne parle même pas de ceux qui préfèrent se terrer dans un silence coupable ou afficher leur neutralité qui profite à ceux qui tirent les ficelles de cette opération, qui ne dit rien consent.

C'est la raison pour laquelle nous insistons si lourdement sur cette affaire, c'est une excellente leçon de chose pour décrypter l'hypcrisie générale et comprendre ce qui a permis d'assurer la stabilité du régime depuis des lustres.

J'ai eu le temps de charger quelques vidéos sur Dieudonné et j'ai pu constater qu'il tenait parfois des positions totalement inacceptables, son interview à la TV iranienne Sahar est un modèle d'abjection lorsqu'il dit par exemple que la révolution iranienne a été un modèle de liberté pour tous les peuples ou encore que pour ainsi dire l'air que nous respirons en France est sioniste, c'est grotesque, c'est ce que j'ai pensé au départ, puis je me suis ravisé, cela paraissait tellement débile cette apologie du régime iranien que le présentateur iranien en était bouche bée, c'est ce qui m'a mis la puce à l'oreille, finalement je me suis dit qu'il l'avait tourné en dérision à sa façon et que c'était est un sketch à lui tout seul.

La ficelle était tellement grosse, chacun ayant quand même une petite idée du régime des ayatollahs, surtout la jeunesse qui aspire à la liberté, je suis dit qu'il fallait vraiment être de mauvaise foi ou avoir l'esprit très tordu pour y voir un soutien à l'Iran. Et pourtant, c'est l'interprétation que j'ai lu absolument partout, c'est pitoyable au dernier degré, ce n'est pas dégueulasse, c'est pire que cela à en rejeter tout ce qui incarne leur société pourrie, dont l'Etat et les institutions, tous les partis et les médias. Je ne dis pas que c'est mon attitude, mais la conclusion à laquelle parviendront un certain nombre de jeunes et de moins jeunes avec les conséquences désastreuses et violentes qu'on peut imaginer.

Par contre il s'est comporté totalement différemment dans une interview pour le Vew York Times, il a faire preuve de retenu, il a tenu un discours très policé en avouant qu'il lui était difficile de se prendre au sérieux, alors qu'à la télé iranienne il s'était lâché, sans que dans les deux cas pour autant on puisse l'accuser d'antisémitisme il faut préciser, peut-être ailleurs je n'en sais rien, je n'ai pas le temps de visionner davantage de vidéos, j'en ai regardées six en tout.

Je pense que c'est son obsession du sionisme qui peut donner l'impression qu'il est antisémite. On a vu plus haut que cela arrangeait les uns et les autres pour des raisons contradictoires de le faire croire, contrairement à ses spectateurs qui ne sont engagés dans aucun parti politique ou le Français lambda qui rit sans retenu de ses histoires parce qu'ils n'est pas animé par les mauvaises pensées ou intentions de ces politicards de merde de l'extrême droite à l'extrême gauche qui sont pourris de l'intérieur ou déforment tout ce qu'ils voient, entendent ou touchent, ils ne peuvent pas s'en empêcher, ils sont comme cela, ce sont eux qui sont bien malade.

Les spectateurs qu'ils prennent volontiers pour des abrutis finis et qu'ils méprisent ouvertement ne rient pas de choses graves auxquelles ils ne comprendraient rien, au contraire et c'est bien là le problème pour eux, ils se moquent de ceux qui les prennent pour des démeurés, or il n'est jamais bon pour un régime que les masses passent de l'obscurantisme à la lumière,

que quelqu'un confirme ce qu'ils pensaient sans pouvoir l'exprimer. La classe dominante et ses représentants passent leur temps à les manipuler et les conditionner pour qu'elles ne trouvent pas la voie de la révolution, et voilà que le carcan, le joug saute soudainement, elles se libèrent le temps d'une soirée de la chappe de plomb qui pèse sur leur existence et la vérité, un brin d'espoir jaillit de leur existence terne et cauchemardesque, c'est un crime, voilà ce que condamne aussi Hollande et Valls.

Ecoutez leurs discours, celui de H. Désir, que disent-ils, qu'ils veulent redonner aux Français l'espoir qu'une vie meilleure est possible, etc. alors que nous savons très bien qu'ils s'emploient à leur pourrir la vie au quotidien et qu'ils n'en croient pas un mot, pourquoi, mais parce qu'ils en sont incapables tout simplement. Ils ont besoin que les travailleurs se sentent accablés, vaincus par un ennemi invisible, d'une puissance exceptionnelle, qu'ils ne trouvent plus la force ou l'énergie d'imaginer que leur vie pourrait être complètement différente et meilleure, il faut qu'il se retire cela de la tête, qu'ils cessent de résister, de vouloir se battre ou se mobliser, leur objectif c'est qu'ils ne soient plus en mesure de se rebeller ou de se soulever contre l'ordre établi, qu'ils acceptent la société et le monde telle qu'ils sont, il faut qu'ils abandonnent définitivement l'idée qu'il serait possible de les changer. Donc tout ce qui peut les aider à reprendre confiance en eux-mêmes doit être combattu impitoyablement, férocement, à mort.

Vous attaquez au sionisme et à Israël, c'est vous attaquer au néolibéralisme, à leurs puits de pétrole, à Exxon-Mobil, Chevron, Texaco...

Maintenant si vous vous spécialisez ou que vous consacrez un certain temps sur le 11 septembre 2001, si vous insistez du statut de suspect vous allez rapidement passer à celui d'adepte de la théorie du complot pour finir au rang des pestiférés, alors que le 11 septembre 2001 fut réellement le produit d'un complot de l'intérieur, on en a dorénavant les preuves, plus qu'il n'en faut même.

Dieudonné voit des sionistes partout parce qu'il confond le sioniste théocratique israélien et le sionisme économique ou néolibéral qui correspond à l'établissement d'un système oligopolistique à la tête du capitalisme mondial ou qui le contrôle. En réalité les deux sont mêlés ou se combinent et sont inséparables de la stratégie mondiale du néolibéralisme, c'est peut-être cela que dénonce en partie inconsciemment Dieudonné, car je ne suis pas sûr qu'il soit parvenu à une analyse achevée de cette question, je suis même plutôt convaincu du contraire, bref, cela peut donner l'impression qu'il y a des sionistes partout, ce qui d'une certaine manière n'est pas totalement faux mais mal exprimé.

Que tous les acteurs économiques ou des affaires, politiques, médiatiques et du showbusiness finissent par adopter ou par se soumettre à cette idéologie, peut donner effectivement l'impression qu'un sytème dont on ne maîtrise pas tous les codes ou qui avance masqué est en train d'étendre ses tentacules ou sa domination sur l'ensemble de la société ou de l'orienter dans une direction à l'insue de la majorité de la population qui en ignore tout ou presque, en tout cas qui en ignore les réelles intentions et pour cause. Alors évidemment que cela n'implique pas que des juifs, ils sont même ultra minoritaires à piloter ou à participer à ce processus, ces différents acteurs deviennent naturellement sionistes parce qu'ils se sont convertis ou ils ont adopté le néolibéralisme puisque les deux intérêts sont intimement liés, on ne peut pas séparer la finance ou l'économie des puits de pétrole ou du Moyen-Orient, c'est tout simple.

Et au fur et à mesure que leur emprise s'étend sur la société, il leur est de moins en moins nécessaire de se cacher pour finalement le revendiquer, puisqu'il n'y a plus personne en face qui fasse le poids pour leur contester cette ambition et ce pouvoir, même l'opposition ils l'ont achetée ou elle a démissionné, je parle sur le plan organisationnel. Parfois on lit des articles effarants ou leurs auteurs se demandent encore si l'oligarchie financière aurait pris ou non le pouvoir, on vient de voir la condition qui permet précisément de le démontrer et qui saute aux yeux, la société est soumise aux besoins du marché et la politique de tous les Etats y est soumise, c'est entendu, non ?

Cela a commencé il y a pas mal de temps déjà, quand au journal télévisé ils se sont mis à donner des infos sur les principaux indicateurs boursiers de la journée, ce jour-là je me suis dit : ça y est, voilà à quoi se réduit la société dorénavant, notre vie, le fric, le fric, le fric, c'est épouvantable, je ne sais plus au juste à quelle époque cela remonte, et depuis cela n'a cessé d'empirer.

Moi ici dans mon trou, je vis très loin de tout cela, je suis rentier, je n'ai pas de patron, c'est confortable, je regarde cela de l'extérieur si l'on veut, cela me donne automatiquement du recul sur les événements présents, je ne ressens aucune pression en dehors des prix qui augmentent sans cesse, pour le reste j'ai l'esprit totalement dégagé pour observer ce qui se passe ; c'est comme si on demanderait à quelqu'un qui marcherait dans une rue de Paris d'évaluer le trafic automobile sur l'ensemble de la capitale et à une autre personne de se livrer à la même évaluation en survolant la ville en hélicoptère, je vous laisse deviner lequel des deux seraient à même de fournir l'évaluation qui correspondrait à la réalité. Dans cet exemple il s'agissait juste d'établir un constat et non de prétendre fournir une analyse correcte, je n'ai pas cette prétention là.

Cela aide aussi à ne pas tout prendre au premier degré. Vous vivez à un rythme effréné, moi je vis au rythme que je m'impose, si je n'en tirais pas des avantages, c'est que je serais un sacré crétin, non, ce serait du gâchis, et gâcher un tel privilège serait honteux.

Puisque le marché est devenu le seul étalon et la seule valeur de la société, la démocratie est morte, droits, valeurs, règles, principes, qualités, vertus, scrupules, etc. sont obsolètes, ringards, voilà ce qu'ils s'emploient à faire entrer dans la tête des gens en prétendant les défendre tout en les piétinant ouvertement, ils s'en foutent, c'est le règne de l'individualisme totalitaire.

On passe parfois à coté des choses les plus simples ou élémentaires.

Tant que vos propos ne concernent qu'une catégorie de gens appartenant à une entité quelle qu'elle soit, ils ne concernent pas la totalité des individus qui en font partie, si j'attribue une qualité ou un défaut aux chiens, il ne concerne pas l'ensemble des mammifères.

Dénoncer le sionisme, ce n'est pas s'attaquer aux juifs en général ou à tous les juifs, d'ailleurs cela déborde l'appartenance à cette communauté, Obama ou Hollande ne sont pas juifs mais ils sont sionistes. Ceux qui se revendiquent du sionisme le définissent ainsi : personne qui reconnaît la légiimité de l'existence de l'Etat d'Israël. Même un Israélien juif ne reconnaît pas forcément le bien-fondé de l'existence de cet Etat. De la même manière il y a des gens qui considèrent que l'existence de l'Etat d'Israël est légitime sans forcément être sioniste, leur position est le produit de leur ignorance ou de leur conditionnement.

Etre antisémite, c'est s'attaquer aux juifs en général, de la même manière qu'être raciste c'est s'attaquer à tous les Noirs (notamment) ou considérer qu'ils présentent tous les mêmes caractéristiques, le même mode de pensée. Il peut arriver qu'on les cite de manière générique, par exemple si l'on fait référence aux pogroms d'autrefois ou à la colonisation dont ils ont été victimes, pour autant toutes les classes ou couches de juifs ou de Noirs ne les auront pas vécus ou subis de la même manière, si on ne fait pas forcément de distinction c'est par économie et ne pas avoir à se lancer dans de longues explications qui nous écarteraient de notre sujet et risqueraient d'être contre-productives, car comment expliquer qu'il serait normal qu'un riche juif ou Noir subisse les pires souffrances qui soient. Le communisme ne consiste pas à répandre la haine ou à souhaiter à qui que ce soit de vivre les souffrances que les exploités et les opprimés ont enduré sous le régime capitaliste, il consiste à supprimer de la surface de la terre les conditions qui sont à l'origine de l'exploitation et de l'oppression de telle sorte que ce genre de souffrances ne puissent plus exister, le communiste qui est présenté comme un monstre ou un barbare est en réalité ce qui se fait de mieux dans le registre humaniste, c'est l'idéal le plus élevé, celui de la liberté.

Le mur de la haine et de l'apartheid.

En titre

- Dieudonné: la circulaire Valls fait débat dans la majorité - AFP

- Dieudionné : des réserves sur la méthode Valls dans la majorité - Le Nouvel Observateur -

- Spectacles de Dieudonné : les mots peuvent-ils troubler l'ordre public ? - Liberation.fr

- Affaire Dieudonné : le CFCM met en garde les jeunes musulmans - LePoint.fr

- Les étranges liens de Dieudonné avec l'Iran - LeFigaro.fr

- Joly compare Dieudonné au tueur Breivik, mais critique Valls - AFP

- L'« *antisionisme* » affiché de Dieudonné séduit des jeunes musulmans français - LeMonde.fr

Le mur qu'il faut abattre.

On a déjà fourni plusieurs explications sur les raisons de cette offensive du gouvernement serpillière du Crif, mais la principale pourrait bien être le contenu du nouveau spectacle de Dieudonné, Le Mur, relatif à la « *Barrière de séparation* » construite illégalement par l'État d'Israël (cf. arrêt consultatif de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004 et les résolutions afférentes des Nations-Unies, notamment la résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale), rappellait le Réseau Voltaire dans un article du 6 janvier.

Le contexte.

La soumission de Hollande au régime sioniste est totale et il le revendique.

Déclaration de François Hollande à son arrivée à l'aéroport de Tel-Aviv au mois de novembre dernier. Extrait.

- Une fois encore, je suis venu vous affirmer le message du soutien indéfectible de la France.

- Vous êtes une grande démocratie - vous l'avez rappelé et vous pouvez en être fiers - car malgré les épreuves que vous avez rencontrées, jamais, je dis bien jamais, vous n'avez cédé sur la démocratie, sur le pluralisme, sur les droits.

Discours de François Hollande devant la Knesset au mois de novembre dernier. Extrait.

- Ici a été créée une société ouverte, fondée sur l'égalité de droit de tous les citoyens, « sans distinction de croyance ou de sexe »...

- Oui, la France a été toujours du côté d'Israël, dès le premier jour, pour affirmer son droit à l'existence.

- Nos principes, pour cette région, vous les connaissez. Ils n'ont pas changé depuis la naissance de votre État.

- Israël a le droit et le devoir de se défendre, de protéger son existence, de garantir la sécurité de son peuple. Je sais que vous ne comptez que sur vos propres forces pour y parvenir. Mais sachez que la France est là. Elle est votre amie. Mais nous devons aller plus loin et le montrer.

- Je vais terminer par des mots qui, j'espère, seront prononcés comme il convient : « Hayim aroukim veshalom le am Israel ».

On s'étouffe littéralement en lisant ces lignes tant la réalité est totalement différente, point de démocratie, un régime policier, théocratique, une dictature, raciste qui pratique l'apartheid, qui soutient toutes les guerres de l'impérialisme américain, un appareil sécuritaire qui se livre à des assassinats d'opposants dans le monde entier, des services de renseignement qui se livre à des attentats, et pour finir un régime qui n'a respecté aucune des résolutions adoptées contre lui par l'ONU depuis 1948, même sans soutenir cette institution du capital on peut le rappeler, d'autant plus qu'Israël s'en réclame.

Le tout fait que cet Etat est infréquentable et n'a aucune légitimité à exister puisqu'il est né de la spoliation des terres et des biens du peuple palestinien, ce qui n'est visiblement pas un problème pour Hollande et tous ceux qui le soutiennent.

Hollande a dit devant la Knesset "*nous devons aller plus loin et le montrer*", c'est le sens de son offensive contre Dieudonné qui n'est qu'un prétexte, car ce qu'il vise, c'est l'ensemble des opposants à la politique du gouvernement d'extrême droite israélien et qui exigent la destruction du mur que le régime a construit.

Les donneurs d'ordres. Une affaire orchestrée depuis l'Etat sioniste, la preuve.

- Selon le site JJSNews, qui se présente comme « *un média sioniste* » francophone, la société Ewondo Corp Sarl a été créée le 11 janvier 2013 à Yaoundé et son directeur général serait Merlin M'Bala M'Bala, le fils de Dieudonné.

Elle importerait, selon le ministère du commerce, « *du lubrifiant depuis Dubaï* », et son responsable légal serait Dieudonné lui-même. lemonde.fr 07.01

Une précision du magazine Le Point

- Selon JSS News, qui a fait du combat contre Dieudonné une croisade personnelle, le fils de Dieudonné "*est à la tête de comptes bancaires dont le crédit dépasse le PIB d'un petit État d'Afrique*".

Vous avez bien lu, une organisation se revendiquant sioniste et disposant d'une chaîne de télévision en Israël, s'est lancé dans "*une croisade personnelle*", contre un citoyen français dont ils veulent la peau et que Hollande-Valls entendent bien leur servir sur un plateau. Question : Qui décide la politique du gouvernement français ? Vous avez la réponse. En fait, ils apportent de l'eau au moulin de Dieudonné, et y compris des antisémites dont ils font le jeu.

Ce sont des sionistes israéliens qui ont mené une enquête sur les affaires de Dieudonné au Cameroun, et qui ont ensuite fourni leur rapport au ministère du commerce, autrement dit, ils ont travaillé pour le compte du gouvernement français afin de lui fournir matière à s'attaquer à un ressortissant français qu'ils avaient désigné comme antisémite et donc comme leur ennemi, parce qu'il avait commis le crime de s'attaquer au sionisme disons de manière un peu trop bruyante à leur goût.

Dernière info: un coup foireux pour rien.

- Dieudonné a réglé ses arriérés au fisc - lemonde.fr 09.01

Dieudonné M'bala M'bala a payé, en novembre 2013, 666 620 euros d'arriérés d'impôts, rapporte Le Parisien jeudi, quelques jours après que le ministre du budget, Bernard Cazeneuve, a évoqué le règlement d'« *une grande partie* » des sommes dues.

Selon le quotidien, « *cette somme, inférieure aux 887 135 euros initialement réclamés par le Trésor public, correspond à la totalité des impôts dus par l'artiste après négociations sur les pénalités* », précise Le Parisien qui ne cite pas de source.

Si Dieudonné a remboursé ses arriérés fiscaux, il lui reste en effet à régler les amendes récoltées au fil de ses neuf condamnations pour dérapages verbaux et qui représentent 65 290 euros. lemonde.fr 09.01

Commentaire d'un internaute

1- Tens donc... le fraudeur n'en était pas un. Et comme d habitude la presse avait vérifieé ses sources et ses infos...encore une opération pour le salir... maintenant je sais contre qui sont destinées les plaintes en diffamation...

Normal, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient, l'interdiction de son spectacle voué au Mur de l'Etat sioniste.

Une opération de déstabilisation, mais pas celle que l'on croit.

On peut s'étonner que les représentants officiels des principales religions en France et un certain nombre d'associations à caractère religieux que l'on qualifiera d'extrémistes ou de communautaristes réalisent un front unique contre Dieudonné, dans les deux cas parce qu'il tourne en dérision leur religion ou va au delà de ce qu'ils peuvent supporter, à croire que non seulement l'obscurantisme des religions sert le régime en place, mais que leurs versions extrémistes, sioniste, islamiste salafo-wahhabite lui sont finalement fort utiles.

On peut même ajouter les catholiques ultra réactionnaires depuis le ralliement du FN au PS (et ses satellites et alliés), UMP UDI, et rappelons que le PCF n'a pas condamné la circulaire du ministre de l'Ordre, P. Laurent a estimé qu'elle pourrait s'avérer inefficace à lutter contre l'antisémitisme, il faut donc en conclure qu'il serait favorable à une mesure encore plus attentatoire à la liberté d'expression ou liberticide.

On croyait que ces gens-là ne s'entendaient pas entre eux, représentants officiels de la communauté musulmane et organisations radicales islamistes (qui se présentent autrement évidemment) font donc bon ménage, les uns distillant le venin de la religion qui pourrit la vie du croyant ou le tue à petit feu, les autres répandant sa version léthale, criminelle ou guerrière, avec le soutien de la gauche et l'extrême gauche, la première version étant tolérante ne posant aucun problème à l'ensemble de la population, la seconde étant archaïque et basée sur la charia apparaît insupportable à la population car contraire à leurs valeurs républicaines, démocratiques ou humanistes.

Finalement l'hypocrise est de mise des deux côtés, car chacun espère tirer profit de cette campagne contre une personne qui tourne en dérision ou en ridicule les religieux de toutes espèces, ce qu'ils ne supportent pas. Voilà une excellente affaire pour ramener leurs ouailles au bercail ou dans le droit chemin de la soumission à l'ordre établi que professent leurs religieux ou de gagner de nouveaux adeptes pour le djihad, sans compter qu'au passage un tel service rendu à l'Etat n'est pas désinteressé et se monnaie comptant.

Résumons, union nationale derrière Hollande-Valls-Crif-Netanyahu des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche, des représentants des principales religions, des ONG ou associations, des médias, la dictature est en place.

Il existe bien quelques voix disséminées pour s'élever contre cette atteinte intolérable à la liberté de pensée qui dans le futur fera jurisprudence pour s'attaquer aux opposants politiques au régime, à défaut d'être fédérées, elles demeurent inaudibles, seul son rejet par la majorité de la population leur pose véritablement un problème, et encore, Valls n'a pas annoncé à ma connaissance qu'il retirait la circulaire qu'il a adressée aux préfets.

Le "***trouble à l'ordre public***", c'est Hollande-Valls et le Crif en France, Israël au Moyen-Orient.

- Dieudonné va jouer à guichets fermés en Suisse - Le Point.fr 08.01

Dix représentations du "*Mur*" sont prévues dans la ville de Nyon.

Dieudonné avait présenté son spectacle à Genève dans une autre salle, appartenant à une fondation.

En 2010, le tribunal administratif du canton de Genève puis le Tribunal fédéral ont condamné la ville de Genève, considérant qu'elle avait violé la liberté d'expression. Et que le risque de trouble à l'ordre public n'était pas fondé.

Dieudonné s'était par ailleurs déjà produit l'année dernière au théâtre de Marens, sans provoquer d'incident. La municipalité de Nyon n'envisage pas de prendre des mesures particulières cette année. Le Point.fr 08.01

L'Etat sioniste honni dans le monde s'enfonce. Ils le disent eux-mêmes.

- Israël de plus en plus isolé - french.irib.ir 08.01

L'image de l'entité sioniste s'est bien détériorée dans le monde entier.

Elle est très négative, dit une étude israélienne, dans les pays occidentaux, en particulier parmi les gens cultivés. Se multiplient les tentatives de boycott des produits, des universités et même des chercheurs israéliens.La récente étude préparée par l'Israélien Dr. Chlomo Svirski reconnaît que "*l'occupation et le conflit avec les Palestiniens a laissé ses empreintes négatives sur la scène politique et intérieure d'"Israël*". L'étude reconnaît aussi que le conflit israélo-palestinien en général et l'occupation des territoires palestiniens en particulier affaiblissent la position d'"*Israël*" dans le monde, alors qu'"*Israël*" se veut démocratique et défenseur des droits de l'homme. Ils sèment un doute sur la légalité de ses activités.

L'étude est publiée par un centre observe les tendances sociales et économiques de la société israélienne et analyse la politique de son gouvernement. Elle considère le conflit israélo-palestinien comme un fardeau lourd pour la société israélienne.

L'étude parle aussi du déclin de la position d'"*Israël*" dans le monde à cause de la continuation de l'occupation. Elle explique aussi comment le monde ne reconnaît pas l'annexion de la ville d'Al-Quds par "*Israël*", ni les colonies, ni le mur de séparation discriminatoire. Elle parle également de ces décisions internationales qui condamnent "*Israël*", telle la décision de la cour international de La Haye, décision qui a considéré le mur comme illégal.

Et pour les boycotts menés dans le monde contre l'entité sioniste, l'étude cite une vingtaine d'exemples.

Il n'y a même pas un seul pays dans le monde, même pas les Etats-Unis, qui reconnaît la mainmise israélienne sur les territoires palestiniens, l'annexion de la ville d'Al-Quds orientale, les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens, les lignes du mur de séparation discriminatoire construites pas "*Israël*", ajoute l'étude.

L'étude attire l'attention sur un phénomène très inquiétant pour "*Israël*" : selon l'étude, les jeunes laïcs de la communauté juive américaine ne s'intéressent plus à l'Etat hébreu et n'ont aucun lien avec lui.

On remarque désormais partout dans le monde les actions de boycott contre "*Israël*"en général et contre les colonies de la Cisjordanie en particulier, poursuit l'étude.

Depuis l'Intifada d'Al-Aqsa, dans les pays occidentaux, le boycott va bon train contre des groupes, des sections, des produits israéliens, surtout les produits des colonies de la Cisjordanie.

Il est vrai que ce mouvement de boycott ne menace pas l'économie israélienne, mais l'image de la position d'"*Israël*" dans le monde se détériore, conclut le chercheur.

Article publié par l'institut israélien de recherches sur la sécurité nationale, le 1er janvier 2014, traduit et résumé par le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI) french.irib.ir 08.01

D'un mur à l'autre.

Le site Atlantico.fr sioniste et néolibéral a commandé un sondage CSA dont nous verrons les résultats plus loin, une minorité de personnes interrogées seraient favorables à l'interdiction des spectacles de DIeudonné, un sondage truqué en réalité.

Pour rappel, c'est quoi Atlantico.fr ?

1- La dénonciation du «*Mur des cons*».

- Tollé autour du "*mur des cons*" du Syndicat de la magistrature - AFP

- «*Mur des cons*» : malaise dans la classe politique - LeFigaro.fr

Qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre, l'ensemble des cadres politiques se disent choqués par le «*mur des cons*». Certains craignent de se voir ainsi désignés à la vindicte des magistrats et s'inquiètent pour l'indépendance de la justice. LeFigaro.fr 24.04.2013

- Une justice impartiale ? Manifestement, pas pour un certain nombre de juges du Syndicat de la Magistrature - Atlantico.fr 27.04.13

On a compris le fin mot de cette histoire minable, Atlantico.fr a déclaré que ce n'était pas un journaliste qui lui avait remis ce film

mais un "*avocat apolitique et non syndiqué*", en réalité la soeur de ce journaliste! Explication.

La soeur de Clément Weill-Raynal, Aude Weill-Raynal, est avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières, Gilles-William Goldnadel anime un blog nommé Blogdanel dans lequel on trouve une multitude d'articles qu'il a rédigés et qui sont parus dans le portail Atlantico.fr, et à la suite des articles publiés par Atlantico.fr on trouve dans la rubrique "*décryptage*" la sous-rubrique "*La semaine Goldnadel*", ainsi la boucle est bouclée de cette vulgaire provocation orchestrée par un des courant néolibéral et sioniste de la droite. (source Rue89)

- Quand Clément Weill-Raynal pense que quelqu'un a été antisémite, il publie une tribune. En 2011, l'une d'entre elles, « *Quand France Inter crache sur les Juifs* » lui vaut un communiqué de la Société des journalistes de Radio France : « *Le 6 janvier, une trentaine de membres de la Ligue de Défense Juive se sont introduits dans les locaux de France Inter. Pour justifier cette intrusion, ils montraient un texte écrit sur son blog par Clément Weill-Raynal, intitulé* " Quand France Inter crache sur les Juifs " *Dans ce texte, ce dernier, par ailleurs journaliste à la rédaction de France 3, citait – et tronquait – plusieurs témoignages diffusés le 22 décembre sur notre antenne, témoignages recueillis par notre correspondant à Jérusalem, Frédéric Barreyre.* » Rue89 29.04.13

2- Syrie : les Français divisés sur une opération - LePoint.fr 45% d'entre eux s'y déclarent favorables alors que 40% y sont opposés, selon un sondage CSA pour le site d'information Atlantico. LePoint.fr 28.08

Question : qu'est-ce qu'Atlantico.fr ?

Vous vous souvenez de l'affaire du "*Mur des cons*", c'était le portail Atlantico.fr qui en avait été à l'origine, y officie notamment Gilles William Goldnadel président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières deux officines sionistes (voir les causeries du 19 février et du 24 avril 2013), vous pouvez ajoutter J.Attali, etc. (causerie du 29 août 2013)

Actualité juive - N° 1244 - Jeudi 14 février 2013

Lettre très ouverte au Président de la République par Gilles William Goldnadel - 14 février 2013.

- La partie saine de son cerveau, incarnée par votre ministre de l'intérieur, a diagnostiqué l'antisionisme radical et l'islamisme violent comme les vecteurs principaux d'un antisémitisme qui n'est même plus nouveau et qui a ensanglanté Toulouse puis Sarcelles. Mais il existe à l'extrême gauche du même organe un lobe gravement atteint qui ne sait plus distinguer le bien du mal, l'interdit du licite. C'est paradoxalement votre ministre de la justice, qui, très récemment, a remis un prix ironiquement appelé « *des droits de l'homme* » à un proche d'une autre organisation, officiellement répertoriée comme terroriste celle-là, j'ai nommé le FPLP.

- Mais comme rien n'est simple, votre camp peut s'honorer de compter dans ses rangs non seulement Manuel Valls que j'ai déjà nommé, mais encore Lionel Jospin qui, malgré l'hostilité générale de la droite, avait eu le courage physique et intellectuel, dans une université palestinienne, de désigner déjà le Hezbollah comme l'organisation terroriste qu'elle a toujours été.

- Vous êtes aujourd'hui au pied du mur : soit vous appelez un chat un chat et un terroriste un terroriste, soit vous capitulez devant l'ennemi actuellement le plus implacable du monde libre et civilisé. (A propos du Hezbollah - ndlr)

On aurait pu intituler notre article Hollande "*au pied du mur*".

Biographie de Gilles-William Goldnadel sur Wikipédia..

Gilles-William Goldnadel, né le 12 janvier 1954 à Rouen, est un avocat franco-israélien. Également essayiste et militant associatif, il est notamment connu pour son engagement politique pro-israélien. Jean-Yves Camus voit en lui une figure emblématique du courant néo-conservateur qui s'est progressivement développé dans la communauté juive française, au cours des années 2000.

Depuis 2011, il tient une chronique hebdomadaire (« La semaine Goldnadel »), sur le site d'informations Atlantico16, il est aussi intervenant dans l'émission de radio Les Grandes Gueules sur RMC.

Soutien inconditionnel à Israël et engagé à droite , il se présente comme un « *Juif de combat* » et se définit comme « *sécuritaire* », « *réactionnaire* » et partisan d'une « révolution conservatrice », se revendiquant de la « *droite sauciflard* » . Gilles-William Goldnadel se déclare «*hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique* ». Dans le cadre de sa défense de la politique d'Israël, il s'oppose notamment à d'autres intellectuels juifs tels que Bernard-Henri Levy et Alain Finkielkraut qui, eux, expriment leurs réserves . L'historien Jérôme Bourdon le décrit comme un « *militant proisraélien radical* ». Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, le décrit comme quelqu'un de « fanatiquement, obsessionnellement, pro-israélien ». Les auteurs du livre OPA sur les Juifs de France (2006) l'accusent quant à eux de « *[flirter] parfois avec la nouvelle droite, version relookée de l'extrême-droite », tandis qu'un spécialiste de ces courants politiques, Jean-Yves Camus, écarte le qualificatif d'extrême-droite pour le rattacher « au courant néo-conservateur juif qui [a pris]*

son essor dans les années 2000 ».

En 2007, il est fait chevalier de l'ordre national du mérite par Nicolas Sarkozy, Président de la République, qui le lui remet personnellement

Dans Le nouveau bréviaire de la haine, Gilles-William Goldnadel dénonce l'émergence d'un « *nouvel antisémitisme* », qu'il attribue à une certaine partie de la gauche. En 2010, Gilles-William Goldnadel déclare que le véritable danger antisémite ne vient plus, en France, du Front national mais des jeunes musulmans de banlieue et de leurs « *complices* », « *les altermondialistes en keffieh* ».

En 2010, il est élu membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) : son élection est interprétée par des personnalités juives de gauche comme le signe d'un « *virage à droite* » de l'organisation. Ils dénoncent sa volonté de vouloir jeter des ponts entre « *patriotes français* » et « *sionistes de droite* ». Il appuie également la candidature à la présidence du CRIF de Meyer Habib, proche de Benyamin Netanyahou.

En 2013, il est nommé secrétaire national de l'UMP chargé des médias et à la désinformation. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Gilles-William_Goldnadel)

Dans un article paru dans Valeurs Actuelles daté du 02/01/14 paru le 31/12/13 il ira jusqu'à écrire : "*L'anticommunisme est un humanisme*" après que le maire PCF de Bagnolet, M. Marc Everbecq ait décerné le titre de citoyen d'honneur de la ville Georges Ibrahim Abdallah.

Dans son Bloc-note - Actualité juive - N° 1281 – Jeudi 19 décembre 2013

Instaurer un débat fraternel

- Les relations franches, amicales et même affectueuses que j'entretiens avec Roger Cukierman, ancien et nouveau président du CRIF...

On apprend aussi qu'"*au-delà du fait – juridique - que les statuts du CRIF prévoient naturellement la défense de l'État d'Israël*"

- Il est certes indéniable que l'image du CRIF et de ses présidents a souffert de devoir défendre l'État juif.

- ... la semaine dernière, mon ami Alain Finkielkraut reconnaissait : « *les juifs, de plus en plus, doivent s'excuser d'Israël, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, et cela ne suffit jamais. Je suis sans cesse ramené à ma défense d'Israël, critiqué moi-même pour ma défense d'Israël alors que je suis signataire de J Call… Cela ne suffit pas. Au fond, viendra le jour où, pour que les juifs redeviennent acceptables, il faudra qu'ils se désolidarisent solennellement d'Israël* ».

Ainsi, si le président du CRIF voulait aller au bout de sa nouvelle logique du vouloir plaire au politiquement correct… Il devrait se faire antisioniste ! Je doute que le vaillant défenseur qu'il a été contre mauvais vent et vilaine marée lors de son premier mandat s'y résigne de bonne grâce…

- Roger Cukierman reconnaît en effet dans la même interview que le nouveau masque de l'antisémitisme contre lequel il souhaite désormais se concentrer est l'antisionisme (signalons au passage que le rappel de cette simple évidence a déclenché la rage des internautes et non la sympathie escomptée par son aggiornamento). Or, tous les actes et discours d'antisémitisme perpétrés contre la communauté juive de France ont pour toile de fond la détestation de l'État du peuple juif.

Je suis d'autre part convaincu que si Roger Cukierman avait été à la place de Richard Prasquier ces terribles dernières années, il n'aurait pu faire autrement que de lutter contre la calomnie antisioniste déchaînée. Il aurait dénoncé la désinformation commise par France 2 et Charles Enderlin dans l'affaire Al dura avant que la justice ne commence à le faire. Il aurait dénoncé le rapport Goldstone à l'ONU, avant que son auteur fasse amende honorable. Il aurait voulu montrer que c'est bien le dénigrement pathologique et mensonger de l'État juif qui pousse un fanatique égaré à massacrer des enfants de ce peuple dans une école de France, pour venger d'autres enfants.

L'heure n'est évidemment pas à la division, alors même qu'un mauvais vent de renoncement bavarois souffle jusqu'à Genève.

Dans son Bloc-notes - Actualité juive - N° 1277 – Jeudi 21 novembre 2013

L'antisionisme, une valeur sûre en Europe par G.W. Goldnadel

Eloquent, n'est-ce pas ? Terrifiant, non ? Ce sont des fachos assurément, eux ils peuvent le revendiquer tranquillement. Où Dieudonné n'est pas à la hauteur, c'est qu'il oublie de préciser que l'holocauste est le produit du sioniste Herzl et que sans

l'holocauste Israël n'existerait pas, autrement dit il l'avait programmé et le régime nazi l'a réalisé, on en a fourni les preuves. On peut le contester, on peut tout nier. N'oubliez pas la petite expérience avec notre petit morceau d'acier de 10 cms d'épaisseur et le kérosène. Je peux vous en filer j'en ai deux bidons en réserve pour le générateur en cas de cyclone, au fait, il n'a pas encore fondu, il doit y avoir un truc !

Vous ne pouvez pas les "***séduire***.

- L'« *antisionisme* » de Dieudonné séduit des jeunes musulmans français - lemonde.fr 08.01

Mais l'aura de Dieudonné au sein d'une partie de la communauté musulmane tient surtout à son « *antisionisme* », compris comme un engagement sans faille pour la cause palestinienne, sujet éminemment sensible au sein de la jeunesse de culture arabo-musulmane. « *Or, assure le chercheur Haoues Seniguer, qui observe l'expression de l'antisémitisme sur les sites francophones et arabophones, le glissement de Dieudonné d'un antisionisme que l'on pouvait juger rationnel vers un antisémitisme carabiné et obsessionnel ne gêne pas les musulmans conservateurs. On a l'impression que certains jeunes musulmans nés en France se sentent extérieurs à l'histoire de l'extermination des juifs, ce qui leur permet de relativiser les dérives antisémites de Dieudonné et d'Alain Soral* ». lemonde.fr 08.01

(Passons sur Soral qui est d'extrême droite, à ma connaissance Dieudonné ne s'est jamais attaqué aux juifs, aux juifs en général, il s'agit là d'un amalgame ordurier. - ndlr)

La position de Dieudonné dans certains milieux musulmans suscite bien des contorsions. Tel site communautaire préfère ne pas en dire un mot, de peur de mécontenter un camp ou l'autre.

Un autre, Saphirnews admet : « *On a eu beau essayer de ne pas aborder ce non-sujet, nous y sommes contraints. A fortiori parce que les musulmans y sont très sensibles* », écrit le 6 janvier Hanan Ben Rhouma sur le site, appelant les lecteurs à « *la lucidité* » face aux supposés combats antiraciste et propalestinien du trublion. Le site avait, quelques jours auparavant, publié une tribune d'un universitaire, Nicolas Bourgoin, qui semblait douter de « *l'antisémitisme* » du polémiste.

Même le prédicateur suisse Tariq Ramadan, encore populaire chez les jeunes Français musulmans, a jugé utile de prendre position. Dans une vidéo de 22 minutes, il développe un argumentaire alambiqué, où il dénonce à la fois la vulgarité de la quenelle et le caractère antisémite de Dieudonné, tout en cautionnant le bras d'honneur compris comme un « *geste antisystème* ». lemonde.fr 08.01

Vous n'avez pas le droit de douter de l'antisémitisme de Dieudonné comme du caractère démocratique de l'Etat d'Israël, sinon vous êtes antisémite, tel est leur discours.

Un sondage commandé par un portail sioniste.

Question posée à 960 personnes et pas une de plus : Vous personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'interdiction des spectacles de Dieudonné ?

Ce que ne dit pas l'AFP ou plutôt il ment quand il dit que l'âge n'a pas d'influence, au contraire ce sont les vieux qui sont le plus favorable à cette interdiction. Et surtout le PS avec 69%, EELV avec 56%, loin devant l'UMP et l'UDI à 52%, les pires réacs quoi. Ce résultat est donc à mettre au compte du parti le plus à droite après le FN, le PS.

Il est précisé en tout petit à la suite de ce sondage que "*en raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence*", de quels "*effectifs*" s'agit-il, de sont de CSA ou de la population susceptible de répondre à un sondage, curieux, cela pue la manipulation et le conditionnement, au point que l'AFP est obligé de reconnaître qu'iil existe un fossé énorme entre l'aristocratie qui nous gouverne et le peuple, la plèbe qui rejette cette mesure et sa politique en général.

- 52% des Français favorables à l'interdiction des spectacles de Dieudonné - AFP

C'est presque du moitié-moitié. Selon un sondage CSA pour le site internet Atlantico, 52% des Français sont favorables à l'interdiction des spectacles de Dieudonné.

Un clivage entre la base et les élus. L'opinion publique se montre donc mitigée alors que «la classe politique et médiatique est aujourd'hui quasiment unanime dans sa condamnation des propos de l'humoriste», souligne Yves-Marie Cann, directeur en charge des études d'opinion de l'Institut CSA.

La liberté d'expression en question. Un décalage entre les élites et la population qui pourrait s'expliquer, selon Yves-Marie Cann, «*par le fait que ce débat autour de l'interdiction, ou non, des spectacles de Dieudonné, semble se décaler aujourd'hui sur la*

question plus générale de l'application de la liberté d'expression, (...) un débat particulièrement sensible au sein de l'opinion française».

FN et Front de Gauche hostiles à l'interdiction. L'âge et le niveau scolaire influencent assez peu l'opinion des sondés sur la question. En revanche, la proximité partisane donne des résultats plus tranchés. «*On note que (les sympathisants) des principaux partis de gouvernement (UMP, EELV, PS) se déclarent majoritairement en faveur de l'interdiction des spectacles de Dieudonné (respectivement 54%, 56% et 69%)*», observe Yves-Marie Cann dans Atlantico. En revanche 57% des sympathisants du Front National et 69% de ceux du Front de Gauche se disent opposés à l'interdiction des spectacles de Dieudonné.

Inutile contre l'antisémitisme. Il reste un point sur lequel une large majorité se dégage : 64% des sondés jugent que l'interdiction des spectacles de Dieudonné n'est pas une mesure efficace pour lutter contre l'antisémitisme. AFP 08.01

Commentaire d'internaute.

1- Bizarre, j'ai observé différents sondages (tous issus de quotidiens peu enclin à défendre Dieudonné) et je me souviens de chiffres comme 75,76 et même 80% contre les interdictions. Et aujourd'hui, on aurait tout juste 52% pour.... Je ne pensais pas les Français si "*malléables*".

2- Hier soir, suite à l'annonce du journal de france3 qui disait qu'un sondage était en cours sur leur site, je me suis connecté sur France TV Info et j'ai voté pour répondre à leur sondage. 25% seulement des sondés souhaitaient l'interdiction de ses spectacles et 66% était contre l'interdiction. Ce matin, suite à l'annonce en boucle faite par les média concernant un sondage qui donnait 52% des Français qui était contre la tenue des spectacles de cet humoriste, je me suis connecté su rle site de France TV Info. Et là, surprise, impossible de retrouver ce fameux sondage...

3- Le danger de la France n'est pas là où on croit, c'est cette pseudo-morale qui se veut être au dessus de la loi et décider de quoi on doit rire et ne pas rire parce qu'on serait trop bête pour juger correctement.

4- De même, l'acharnement dont semble être victime Dieudonné où l'on enquête dur sa vie et où l'on mène consécutivement des actions juridiques ou autres suite aux découvertes faîtes. Cela est digne d'une police politique.

En Complément. Ils suintent le racisme et la haine qui servent leurs intérêts.

- Voyage dans la France raciste - Le Nouvel Observateur

- Un Allemand de 88 ans inculpé dans le massacre d'Oradour-sur-Glane - L'Express.fr

Il reste 5 témoins grabataires qui n'ont rien vu et qui ne sont pas en mesure de se rendre dans un tribunal, c'est dingue ! Pour le vérifier taper le titre de cet article dans Google et lisez.

En complément. Il y a ceux qui la réclament et ceux qui n'en peuvent plus.

- Et si la monarchie, c'était la solution ? - Causeur.fr

- Espagne: arrestations de soutiens aux détenus de l'ETA, "*stupeur*" au Pays basque - AFP

Comme les sionistes ne veulent pas la "*paix*" avec les Palestiniens, la monarchie constitutionnelle espagnole a besoin de l'ETAT et du régime de la terreur, des attentats pour justifier l'instauration d'un régime politique...

La chasse aux sorcères est lancé sur tout le territoire, y compris après coup.

- "***Quenelle***" au Petit Journal: Canal+ mis en garde par le CSA - bfmtv.com 09.01

Une émission de télévision en public est-elle responsable des faits et gestes de ses spectateurs? Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a répondu jeudi par l'affirmative. Il a adressé une mise en garde à Canal+ pour avoir laissé un des spectateurs du Petit Journal faire à treize reprises le geste controversé de la "*quenelle*" en novembre, a annoncé jeudi la haute autorité.

Alors que Yann Barthès recevait un jeune professeur d'histoire qui avait protesté contre les sifflets anti-Hollande lors des cérémonies du 11 novembre, un jeune homme, profitant d'être face à la caméra, a effectué plusieurs fois ce geste, vu par certains comme un geste antisémite et par d'autres comme une simple manifestation antisystème.

La production du Petit Journal avait expliqué n'avoir vu le geste qu'après coup, mais n'avoir reçu aucune plainte. bfmtv.com 09.01

- Manuel Valls chahuté à Rennes - Leparisien.fr 08.01

Huées et… quenelles ont «*accueilli*» Manuel Valls à son arrivée à la gare de Rennes (Ille-et-Vilaine), ce mercredi soir. Leparisien.fr 08.01

De quoi parlent-ils au juste ?

1- «*Concernant le caractère antisémite du spectacle, on ne peut pas invoquer à l'avance des propos qui pourraient constituer un délit. Le support n'est pas figé, on ne peut donc pas savoir quels sont les propos qui seront tenus lors du spectacle*», a déclaré l'avocat de M. Daveau, Me Jean-Raphaël Mongis. Leparisien.fr 08.01

2- Rachida Dati qui fut Garde de Sceaux de Nicolas Sarkozy : «*les propos et le comportement tombent sous le coup de lois*». Leparisien.fr 08.01

Mais justement, c'est là qu'est le problème : pourquoi ceux qui veulent faire interdire ses spectacles ne reprennent-ils pas cet argument ? Mais tout simplement parce qu'il est contestable, ils savent que ses propos et le comportement qu'ils invoquent ne sont pas de nature à tomber sous le coup de leur loi, autrement dit leurs accusations sont pure invention, fabulation, mensonge, escroquerie...

3- «*Je suis convaincu que cette circulaire n'est pas conforme au droit*», a estimé de son côté l'ancien ministre de la Culture et professeur de droit Jack Lang. «*La liberté est la règle dominante et pour y porter atteinte, il faut des raisons, de vraies raisons. Le Conseil d'Etat pose des conditions très rigoureuses*», a-t-il insisté mercredi matin sur le plateau de Politique S (LCP-Lab d'Europe1). Leparisien.fr 08.01

Dieudonné: contre-attaque judiciaire et spectacles en suspens

Après des arrêtés d'interdiction en cascade mardi de son spectacle "*Le Mur*", le polémiste Dieudonné a lancé sa contre-attaque devant les tribunaux administratifs où va se jouer le sort de sa tournée controversée dès jeudi à Nantes. AFP 08.01

ACTUALITÉ DU JOUR

Quel soulagement... à gauche !

- Serge Dassault garde son immunité: le "*désastre*" d'une "*justice à deux vitesses*"? - L'Express.fr

Le bureau est composé de 26 membres dont le vote est secret: le président du Sénat, Jean-Pierre Bel (PS), les 8 vice-présidents, 3 questeurs et 14 secrétaires. Neuf appartiennent au PS, 3 au groupe communiste républicain et citoyen (CRC), un est écologiste, et un autre RDSE (à majorité PRG).

Soit 14 à gauche et 12 à droite (10 UMP et 2 UDI-UC). Il a donc manqué deux voix de gauche pour lever l'immunité de M. Dassault. L'Express.fr 08.01

Il faut comprendre, déjà qu'il n'a jamais été foutu de vendre le moindre Rafale dans le monde... Les intérêts de la France avant tout, tout de même !

Bien mal acquis ne profite jamais...

- Chacun ses biens, une tendance en hausse au sein des couples - AFP

Recul du mariage et recours en hausse au régime de la séparation de biens chez ceux qui sautent le pas: la tendance est à une "*individualisation croissante*" du patrimoine au sein des couples, selon une étude publiée jeudi par l'Insee.

En 1992, 90% des Français vivant en couple étaient mariés, ils n'étaient plus que 75% en 2010. Chez les couples formés il y a douze ans ou moins, 70% étaient mariés en 1992, 44% en 2010, selon les chiffres de l'enquête Patrimoine 1992-2010 cités dans la revue.

De plus en plus de personnes optent pour le contrat de mariage devant notaire et le régime de la séparation de biens. La part des couples en séparation de biens est ainsi passée de 6,1% du total des personnes mariées en 1992 à 10% en 2010, soit une hausse de 64%.

Les couples vivant sous le régime de la séparation de biens sont plus diplômés que les autres. Ainsi la proportion d'individus ayant un master (bac+5) ou un diplôme de grandes écoles est de trois à cinq fois plus élevé chez les couples sous ce régime que chez les autres couples. AFP 08.01

C'est la traduction de la putréfaction des rapports sociaux de production ou des rapports entre les classes. On envisage de se quitter au moment où on scelle une alliance, bonjour la confiance. Bon,l n'y a plus qu'à s'épier mutuellement pour savoir lequel des deux prendra la responsabilité de la rupture, et l'endossera de préférence, y compris devant les tribunaux, un vrai bonheur leur société. Le mieux encore, c'est de ne rien posséder ou décider de comme un accod qu'il s'agit d'une liaison temporaire qui durera ce qu'elle durera. Personnellement, je n'aurais jamais pu partager ma vie avec une compagne et tenir mes comptes de mon côté, cette idée m'est détestable.

Paris ordonne au président centrafricain de dégager au plus vite !

- Michel Djotodia poussé à la démission en Centrafrique - Reuters

Le président centrafricain par intérim Michel Djotodia sera prié jeudi de démissionner par ses pairs africains afin de faciliter une sortie de crise, a-t-on appris mercredi auprès de sources à Bangui et Paris.

Son départ pourrait être entériné lors d'un sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale convoquée à N'Djamena et annoncé au Tchad ou au retour de Michel Djotodia à Bangui, a-t-on ajouté.

"*C'est terminé pour lui maintenant*", a déclaré un membre de l'entourage de Michel Djotodia. Un porte-parole du président a toutefois démenti tout projet de démission.

Un haut responsable de la diplomatie française a déclaré à Paris que le président tchadien Idriss Déby, jusqu'ici soutien du président centrafricain par intérim, avait lâché son protégé.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait évoqué la possibilité d'un départ de Michel Djotodia dans une interview publiée mercredi par Le Parisien.

"*Il est envisagé que les pays de la région (Afrique centrale) se réunissent jeudi pour prendre des décisions*", a-t-il dit selon le texte validé par le Quai d'Orsay.

De source diplomatique française, on souligne que Paris souhaite que le président par intérim quitte le pouvoir le plus vite possible pour faciliter une sortie de crise.

"*Djotodia et nous, ce n'est pas une histoire d'amour. Plus vite il partira, mieux on se portera*", déclare ce diplomate. Reuters 08.01

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une guerre que la CIA a gagné !

- En Afghanistan, l'OTAN a perdu la guerre de l'opium - Lemonde.fr 08.01

La surface cultivée consacrée au pavot est passée de 131 000 à 154 000 hectares en 2012 et a fait un bond en 2013 avec 209 000 hectares, précise l'Ambassadeur de France Henri Froment-Meurice. Lemonde.fr 08.01

Non, c'est juste indiquer qui détient le pouvoir.

- Michel Rousseau - Fondation Concorde : "*Faire un pacte de responsabilité avec les entreprises, c'est avouer une faiblesse inouïe*" - Atlantico.fr

Allez, cela vous arrange bien...

Enfin la croissance !

- Stabilité du taux de chômage dans la zone euro, à 12,1% - Reuters

- Italie: nouvelle poussée du chômage en novembre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Une émanation d'Al Qaïda appelle à écraser l'opposition en Syrie - Reuters

- Syrie : Moscou bloque une déclaration du Conseil de sécurité - LeMonde.fr

Le projet de déclaration britannique exprime l'« indignation (du Conseil) devant les raids quotidiens menés par le gouvernement syrien contre la ville d'Alep.

Pour protéger qui, réponse :

- Dans la ville d'Alep, il ne reste "*quasiment*" plus de combattants de l'EIIL, les rebelles de différentes brigades islamistes ayant délogé le groupe jihadiste de toutes ses bases, notamment l'ex-hôpital pour enfants, "*qui était devenu le quartier général de l'EIIL dans la ville*" et une de ses "*plus importantes prisons*", selon l'OSDH. L'organisation précise que des dizaines de détenus auraient été libérés. AFP 08.01

Mais dites-nous, ces derniers jours lorsque vous hurliez que l'armée nationale syrienne bombardait Alep, vous nous aviez caché qu'il s'agissait en fait d'un repère de l'EIIL...

2- Israël

- Israël: plus 10.000 migrants africains encerclent le Parlement - AFP

Plus de 10.000 demandeurs d'asile africains entrés illégalement en Israël se sont rassemblés mercredi devant le Parlement à Jérusalem, au quatrième jour de leur protestation contre la politique d'immigration du gouvernement, a indiqué la police.

"*Plus de 10.000 manifestants se sont rassemblés avec l'autorisation de la police dans le calme en face de la Knesset*", a affirmé à l'AFP le porte-parole de la police Micky Rosenfeld selon qui "*la police est présente en force pour assurer l'ordre*".

Le président du Parlement Yuli Edelstein a pour sa part interdit l'entrée de la Knesset à quatre représentants des manifestants qui avaient été invités à une rencontre par des députés.

Dans un communiqué, M. Edelstein a expliqué qu'il voulait ainsi "*éviter des provocations susceptibles de dégénérer en violences*".

Les manifestants, originaires principalement d'Érythrée et du Soudan, ont manifesté dans le calme en scandant: "*Nous sommes des réfugiés, nous avons besoin de protection*", en anglais.

L'écrivain israélien primé David Grossman s'est dit "*honteux et déconcerté*" face au traitement réservé à ces migrants dans son pays, rapporte le site d'information Ynet.

Lundi, ils avaient défilé à Tel-Aviv devant plusieurs ambassades occidentales.

Dimanche, plus de 30.000 d'entre eux avaient participé à une manifestation monstre dans le centre de Tel-Aviv.

Ces demandeurs d'asile dénoncent le refus des autorités d'examiner leurs demandes, ainsi que le placement en rétention de centaines d'entre eux.

Ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui a prévenu que leurs manifestations ne "*serviraient à rien*".

Lors d'un rassemblement mardi à Tel-Aviv, les représentants des protestataires ont affirmé que le mouvement se poursuivrait jusqu'à ce que le gouvernement annule une législation controversée et leur accorde le statut de réfugiés.

Selon une loi votée le 10 décembre, les immigrés clandestins peuvent être placés jusqu'à un an en centre de rétention sans procès.

Parmi eux, un demandeur d'asile érythréen, Habton Mahari, a affirmé à la chaîne israélienne Channel One que le gouvernement devait "*cesser d'arrêter les demandeurs d'asile dans la rue, révoquer la loi raciste (...) et plus important encore, reconnaître les demandeurs d'asile comme des êtres humains*".

Sa demande d'asile n'a toujours pas été examinée par les autorités israéliennes, six ans après son arrivée dans le pays, déplore cet homme.

Le quotidien Haaretz a rapporté sur son site internet que sur 1.800 demandes d'asile remplies par des Érythréens et des Soudanais, aucune n'avait été approuvée jusqu'alors. Sur ce total, le quotidien rapporte que seulement 250 ont été examinées, parmi lesquelles 155 ont d'ores et déjà été rejetées.

Les autorités israéliennes, qui estiment à quelque 52.000 le nombre d'Africains entrés clandestinement qui sont encore en Israël, ont lancé en 2012 une campagne ayant abouti au départ ou à l'expulsion de 3.920 d'entre eux.

La clôture électronique construite par Israël le long des 230 km de frontière avec l'Egypte, a réduit pratiquement à néant le nombre d'entrées illégales en Israël à partir de la péninsule du Sinaï. AFP 08.01

Haut de page

Le 10 janvier 2014

CAUSERIE

La causerie mise en ligne hier très tard a précédé l'interdiction du spectacle à Nantes de Dieudonné par le Conseil d'Etat de la tyrannie.

Le site sera encore actualisé très tard car j'ai un tas de choses à faire chez moi que j'ai laissé de côté ces derniers jours à cause de cette affaire. Sachez seulement que j'ai essayé une dizaine de fois de me connecter au portail du Conseil d'Etat pour en connaître la composition, en vain, il doit être saturé ou mis hors service, fermé momentanément ?

il est 15h20, deux nouveaux articles de presse en ligne, la suite dans 6 heures environ, je charge encore de nouveaux articles pour compléter la causerie du jour.

Le Point, le magazine de BHL et autres sionistes déclarés commencent à se demander (hypocritement) si Valls n'a pas été trop loin, s'ils n'ont pas été trop loin, car s'il y avait une vague avérée d'antisémitisme en France, ils en porteraient la responsabilité, et pour se couvrir ils devraient se découvrir encore davantage et ce serait le régime qui se retrouverait à poil, fragilisé, sans défense...

Ils fournissent sur un plateau un argument au FN, génial non ! Marine Le Pen jubile ce matin, elle se présente en défendeur de la liberté d'expression et des valeurs de la République. C'est cela le sionisme, une chose que Dieudonné n'a peut-être pas compris, et s'il l'exploite c'est qu'il est très con, nous de notre côté nous l'avons parfaitement saisi.

En réalité, ceux qui prétendent combattre le racisme, gauche, extrême gauche et autres gauchistes font le lit de l'extrême droite, c'est ce que nous n'avons pas cessé de répéter depuis des mois preuves à l'appui, en voici une de plus et elle est de la taille d'une grande quenelle ! A suivre.

Vendredi 22h47 à Pondichéry

J'allais me connecté sur le serveur du site quand j'ai réussi à me connecter sur le portail du Conseil d'Etat, il est momentanément indisponible, il croule sous les appels, voici ce qui s'affiche sur leur page d'accueil : - "*En raison d'un nombre*

très important de connexions, ce site est momentanément inaccessible. Nos services sont mobilisés pour rétablir son bon fonctionnement dans les meilleurs délais.

Merci de votre compréhension. "

Non, c'est trop nous demandez, on veut votre tête tout de suite ! Vous voulez abattre la liberté d'expression, alors il faut vous abattre pour la préserver.

Il faut abolir le Conseil d'Etat, la Ve République antidémocratique et bonapartiste ! A bas la dictature, à bas Hollande-Valls-Ayrault- Fabius-Sapin, à bas le PS !

Affaire Dieudonné. La voie est libre pour la Valls brune.

Le problème, c'est que plus de 99% des gens qui se prononcent ou qui sont amenés à se prononcer sur cette question (la différence entre le sionisme et l'antisémitisme) ne l'ont pas étudiée à fond, ils n'y connaissent pour ainsi dire absolument rien, du coup il est très facile de les manipuler dans un sens ou un autre.

On a oublié de dire qu'il s'agit d'une décision politique et non de justice puisque Hollande-Valls s'asseoient dessus, l'indépendance de la justice ou la séparation de la justice et de l'exécutif on ne connaît pas dans une dictature.

Au fait, pour se marrer, vous savez que je travaille comme un forcené, bon j'arrêterai bien un jour, en attendant à force d'avoir les deux bras pliés et les deux mains sur le clavier du matin au soir j'ai des douleurs dans les bras, alors régulièrement dans la journée j'ouvre les bras puis je les ramène et je place ma main gauche au niveau du coude du bras droit que je tends, je tire dessus pour me soulager et ensuite je change de bras, donc je réalise le geste en question à tour de bras. Même quand je suis en moto à un feu rouge ou que je marche dans la rue à Pondichéry je fais ce geste pour me détendre, sans penser à la peste brune de Valls. Si je trouve le temps demain je vais enregistrer cette séquence avec le webcam de l'autre ordinateur et je la mettrai en ligne, j'en enverrai bien une copie place Beauvau et au Château, non ?

J'ai trop mal au bras pour rester plus longtemps devant l'écran et ajouter de nouveaux articles en ligne, ce sera pour demain matin, je commence toujours la journée en faisant quelques exercices de taï chi ou de yoga, les bons gestes quoi...

Le mur, l'apartheid, l'existence d'Israël ou la cause du sionisme sont supérieurs à la liberté d'expression. Ils le disent eux-mêmes.

- "*Le Crif est pleinement satisfait que la justice l'emporte sur toute autre considération*", a déclaré une des porte-parole du Conseil représentatif des institutions juives de France. lepoint.fr 09.01

Conseil d'Etat. Tribunal d'exception. Qui est Bernard Stirn ?

Arrière-petit-neveu d'Alfred Dreyfus , il est issu d'une famille de hauts fonctionnaires parmi lesquels se trouvent Alexandre Stirn, son père, préfet de région honoraire, et Olivier Stirn, un de ses cinq frères, ancien ministre. (Wikipédia)

Je ne suis pas parvenu à obtenir la liste des membres du Conseil d'Etat qui ont décidé l'interdiction du spectacle de Dieudonné. Envoyez-moi cette liste si vous parvenez à l'obtenir.

Ils demandent à être reçu par le dictateur.

POI. "*Les élus veulent être reçus par le Président !*". (Sur leur site Internet)

Non ce n'est pas un canular ou une sinistre blague de Dieudonné, c'est la ligne politique du POI, parce qu'ils ne savent pas qui est à la tête de l'Etat en France, ils s'en foutent en vérité. Un camarade m'a écrit qu'ils avaient changé les dirigeants du POI (CCI), non et ils le disent eux-mêmes, il se trompe, ils sont restés fidèles à eux-mêmes, je crois qu'il y a échappé quelque chose à ce camarade.

Au fait, dans le numéro 283 d'*Informations ouvrières* pas un mot sur l'affaire Dieudonné, comme sur le mariage homosexuel, ce sont des lâches ! Et sur la connexions entre Jean-Claude Gaudin et FO ? Vous rêvez ou quoi !

Les masques sont tombés, le mouvement ouvrier et son avant-garde sont morts.

Je viens d'expliquer à mon épouse arriérée au dernier degré que les gens étaient contre toute atteinte à la liberté d'expression, mais que les partis, organisations, groupes, comités, associations dans lesquels sont organisés prétendument des gens ayant

un niveau de conscience supérieur, les intellectuels connus ou qui ont accès aux médias, tous avaient refusé de la défendre parce qu'ils auraient dû affronter l'Etat et la fureur des médias aux ordres et ils n'en avaient ni la volonté ni le courage, ils étaient tous corrompus par l'idéologie de la classe dominante qui finalement leur dicte ce qu'ils doivent penser. Quand vous analyserez leur politique et leur comportement, n'oubliez surtout pas cet épisode, n'oubliez rien sinon tout ce que vous pourrez produire sera faussé, nous allons redoublé de vigilance pour démasquer impitoyablement toute trace de collusion, toute tentation de trouver des circonstances atténuantes à ces lâches, ces imposteurs qui osent parler en notre nom et celui du socialisme.

Rappelons qu'on n'a jamais exigé de personne de soutenir Dieudonné, mais de seulement de faire la part des choses et de défendre la liberté d'expression, autrement dit de faire preuve d'un minimum de discernement et d'honnêteté intellectuelle, apparemment cette exigence était au-dessus de leurs moyens, alors de là à imaginer un instant qu'ils vous défendraient contre la mitraille, ne rêvez pas, ils vous laisseraient crever, à leur place.

Mon épouse connait Dieudonné et elle le fait bien rire m'a-t-elle dit, en ajoutant qu'il était désormais interdit de rire en France et que c'était grave car on en a rarement l'occasion, surtout elle avec ses valves cardiaques dont elle entend 24h/24 le tic-tac infernal qui résonne dans son cerveau. Un cerveau bien malade décrètera le dictateur Valls qui lui vaut un bras d'honneur de sa part, cela la soulage et c'est son droit.

Elle a raison, ce qui vient de se passer en France est d'une gravité exceptionnelle, la classe ouvrière vient de subir une terrible défaite, pire que le TSCG et l'ANI réunis car c'est la liberté de pensée qui a été condamnée, cela nous renvoie au régime de Vichy ou nazi dont Hollande et Valls auraient très bien pu faire partie sans se déshonorer ou trahir leurs convictions puisqu'elles sont finalement compatibles.

Interdire un spectacle en France nous renvoie aux pires dictatures qui ont existé ou qui existent encore de nos jours, et il ne s'est trouvé aucun parti, aucun intellectuel pour s'y opposer, même aux heures les plus sombres du XIXe et du Xe siècle des hommes et de femmes qui se sont levés pour dénoncer l'infâmie, dans tous les pays totalitaires, tous les pays sous des régimes staliniens des voix courageuses se sont fait entendre au risque ou au péril de leurs vies pour défendre le droit de s'exprimer librement, mais en France aujourd'hui il ne s'en est pas trouvé un seul, honte à tous ceux qui en avaient les moyens et qui se sont abstenus.

C'est étonnant de voir tous ces gens qui se disent socialistes, communistes, trotskistes bourrés de principes et de valeurs et qui tout d'un coup n'en ont plus une seule, envolés, désintégrés, en réalité ils ont tous désertés, ils les ont troqués contre leur petit confort personnel ou leur statut, il est vrai que c'est plus confortable de soutenir une dictature que de s'y opposer, gageons qu'elle saura se montrer généreuse à leur égard en retour, et qu'on ne vienne surtout pas nous accuser de calomnies, n'inversez pas les rôles, car qui verse dans l'infâmie doit être reconnu comme tel et en subir les conséquences, de toutes manières on n'a pas perdu grand chose, ces gens-là n'ont jamais partagé le même idéal que nous, ils viennent quand même d'en faire la démonstration, il y en a parmi nous qui l'auront déjà oublié, ils n'ont jamais défendu autre chose que leurs propres intérêts avec lesquels se confondait leurs interprétations foireuses de la société, intéressées, jamais pour le socialisme.

Quand on affirme que les convictions de Hollande et Valls, du PS, sont compatibles avec celles d'un régime fasciste, on ne fait que se livrer à une simple observation, une constatation, un régime fasciste qui ne nous ramène pas forcément en arrière, car de nos jours c'est le régime sioniste auquel ils sont totalement soumis qui l'incarne.

C'est ce que Dieudonné dénonçait dans son nouveau spectacle, Le Mur. Le mur infâme qui sépare Israël des bantoustans palestiniens dans lesquels les Palestiniens sont prisonniers, à la merci d'un bombardement déclenché à tout moment par l'occupant, de la justice arbitraire de la dictature, de leur Etat de non-droit qui emprisonnent sans procès, qui excécutent de sang froid à la moindre résistance, qui planifie la liquidation de leurs opposants, qui martyrise tout un peuple depuis 66 ans.

Le temps d'un verdict rendu par un tribunal d'exception dirigée par des sionistes, il est devenu "antijuif".

Libération. Le Conseil d'Etat a interdit, in extremis jeudi, le spectacle de l'«humoriste» antijuif, à Nantes, comme le souhaitait le gouvernement.

Il y a désormais une jurisprudence Dieudonné. Le Conseil d'Etat a tranché : le spectacle de l'«*humoriste*» qui devait avoir lieu à Nantes a été interdit. C'est un virage de la doctrine administrative qui, depuis 1933, avait toujours été très sourcilleuse sur la liberté de réunion et d'expression, estimant que c'était aux maires et aux préfets de prévoir les forces de police suffisantes pour pouvoir garantir l'ordre public. Jeudi soir, le Conseil d'Etat a considéré, à l'inverse du tribunal administratif de Nantes qui avait statué quelques heures avant, que «*la réalité et la gravité des risques de troubles à l'ordre public [étaient] établis*». Dieudonné pourra toujours continuer à contester chaque décision d'interdiction de son spectacle prise par les maires et les préfets, mais les juges devraient suivre la nouvelle jurisprudence. Et même si Dieudonné faisait une requête sur le fond de l'affaire, il y a fort à parier que le Conseil d'Etat ne reniera pas le juge Bernard Stirn, deuxième personnage le plus important de l'Institution.

L'audience est bouclée en une heure. Bernard Stirn réapparaît peu avant 18 h 30 et lit son arrêt. Le show est interdit. Sonnés, les avocats de l'«*humoriste*» quittent le Conseil d'Etat sans aucun commentaire.

Au ministère de l'Intérieur la requête était prête, en cas de décision défavorable venue du tribunal administratif de Nantes. Elle est tombée à 14 h 20. A 15 heures, Manuel Valls saisit le Conseil d'Etat. Celui-ci avait évidemment déjà planché sur la question, imaginant bien que le «*perdant*» de Nantes, que ce soit Valls ou Dieudonné ferait appel à lui. Il décide de tenir audience deux heures plus tard, et de rendre sa décision dans la foulée. Il y était contraint avant la tenue du spectacle, mais cette précipitation a laissé peu de temps aux avocats de Dieudonné pour prendre connaissance de la requête du ministre et préparer leur argumentaire. «*On me fixe une audience à 17 heures m'empêchant matériellement d'être présent, c'est scandaleux, on bafoue les droits de la défense*», a dénoncé l'avocat de Dieudonné, Jacques Verdier.

Sans tomber dans la paranoïa, les contacts sont aisés entre les conseillers d'Etat de l'institution et ceux en poste dans les ministères. Il n'est ni surprenant ni choquant que la circulaire, dont l'argumentaire a été peu ou prou repris par le Conseil d'Etat, ait été rédigée par un juriste formé au Conseil d'Etat. «*Le Conseil d'Etat joue son rôle de garant des institutions républicaines : nous sommes dans une période de crise, il n'y avait plus moyen d'arrêter ce personnage et le Conseil aurait difficilement pu désavouer le ministre de l'Intérieur, admet Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université d'Evry. En revanche, nous allons regretter cette jurisprudence qui restreint les libertés au nom de la déclaration des droits de l'homme et de la tradition républicaine.*» Libération09.01

Un déchaînement de haine.

- Haine - Liberation.fr 09.01

Thénardier de la haine, Dieudonné fait de l'antisémitisme son petit commerce. Une exécration systématique et paranoïaque des juifs. Quels spectateurs ou internautes complices peuvent penser qu'un homme qui fait parader Faurisson en pyjama de déporté est un «*humoriste*» ou un militant «*antisystème*» ? Dieudonné est un raciste et un antisémite et condamné comme tel à sept reprises par la justice de son pays. Liberation.fr 09.01

Les ordres que Hollande et Valls exécutent sont venus de Tel-Aviv.

- Le Conseil d'Etat interdit le spectacle de Dieudonné à Nantes - jssnews.com 09.01

(Média israélien qui se revendique sioniste.)

Statuant en moins de 45 minutes, le Conseil d'Etat, saisi par Manuel Valls qui a fait appel de la décision du tribunal administratif de Nantes, lequel avait autorisé le spectacle de Dieudonné, ce soir à Nantes, le Conseil d'Etat donc, vient d'interdire le spectacle.

Et nous pouvons imaginer sans trop spéculer que l'ensemble des tournées de Dieudonné va être annulé.

Et si cela se confirme, ce serait de la fausse modestie que de ne pas rappeler que JSSNews a été aux avants postes de la lutte contre Dieudonné, et que nous n'en avons pas fini avec lui. jssnews.com 09.01

- L'affaire Dieudonné vue d'Israël - Le Point.fr 09.01

Les médias puis le Parlement israéliens se sont emparés de la question de Dieudonné et de sa quenelle, symboles de "*l'antisémitisme en France*".

Fin décembre à Jérusalem, le débat s'est invité sur le terrain politique : la commission parlementaire de l'immigration s'est réunie pour un grand débat sur la montée de l'antisémitisme dans le monde, plus particulièrement en Europe et en France. Il a été beaucoup question de la "*quenelle*". Les députés ont tous exprimé leur inquiétude face à "*la résurgence d'un phénomène qui menace tout le monde, et pas seulement les Juifs*". Parmi les personnalités invitées, le premier conseiller de l'ambassade de France, Zacharie Gross. Il a qualifié la quenelle de geste antisémite, et rappelé la condamnation de l'ensemble du gouvernement français ainsi que les mesures prises par Manuel Valls pour faire interdire les prestations de Dieudonné.

De son côté, le président de l'association israélienne des étudiants et directeur d'un programme de lutte contre l'antisémitisme, Ido Daniel, a expliqué comment il se battait sur les réseaux sociaux contre la quenelle et ceux qui la soutiennent.
Plusieurs parlementaires ont alors pris la parole. Certains affirmant que "*ce salut nazi inversé*" n'était pas le fond du problème, mais le symptôme. "*Il ne faut pas se préoccuper de ce geste, car il s'agit d'un acte de provocation qui ne pourra pas être interdit par la loi*", a déclaré le conseiller politique de la Knesset, le Parlement israélien. "*En revanche, a-t-il martelé, c'est l'éducation qui doit être notre priorité dans le combat contre l'antisémitisme.*" Le Point.fr 09.01

On retrouve ce matin en France exactement le même argument dans la bouche de ceux qui ont exigé l'interdiction des spectacles de Dieudonné ou se sont félicités de cette interdiction, la soi-disant gauche, le PG. Autrement dit, le mimétisme est parfait avec les sionistes, la collusion d'intérêt est totale, elle était déjà visible sur le plan politique, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Iran, etc.

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a estimé que "*d'autres combats devaient être menés sur le plan pédagogique, dans les classes, pour remettre du vivre ensemble dans une France qui va mal*"

Cindy Léoni, de SOS Racisme : "*Il faut redonner sa place à l'éducation contre le racisme. Après les paroles, les actes*"

C'est le discours du Crif.

La Valls des hypocrites.

- Dieudonné: Robert Badinter s'interroge sur l'utilité des condamnations - L'Express.fr

- Dieudonné : les associations antiracistes refusent le "*triomphalisme*" - lepoint.fr

Les masques sont tombés : elles sont sionistes, donc elles alimentent l'antisémitisme et le racisme qui leur sert de fond de commerce aussi bien qu'au gouvernement qui les subventionne, CQFD.

- Spectacle de Dieudonné : "*L'interdiction est contestable juridiquement*" - francetvinfo.fr 09.01

Un spécialiste du droit public décrypte cette décision.

Francetv info : La décision du Conseil d'Etat est-elle surprenante ?

Serge Slama : Juridiquement c'est contestable, politiquement, ça se comprend. A partir du moment où le ministère de l'Intérieur obtenait aussi rapidement une audience, c'était forcément pour censurer, pour interdire le spectacle.

Comment le juge justifie-t-il sa décision ?

Le Conseil d'Etat dit qu'il existe un risque de réactions aux propos de Dieudonné. On grossit le trait, ça ne correspond pas à la réalité : personne ne manifestait devant le Zénith, ou en tout cas, peu de personnes.

Le juge utilise aussi la notion de dignité. Il dit que les propos, les condamnations de Dieudonné, portent atteinte à la dignité humaine, à la cohésion nationale, à la tradition républicaine, à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Là aussi, ça me paraît accentuer le trait : la déclaration de 1789 est un texte qui est fait pour protéger les libertés, pas les restreindre.

On ne pouvait pas désavouer Manuel Valls ce soir, médiatiquement ça aurait été une catastrophe. Le Conseil d'Etat sent une crise profonde du pouvoir et se fait gardien des institutions. Il joue le rôle de gardien du temple.

Est-ce que toute la tournée est menacée ?

Oui, car là, il n'y a pas de doute, la motivation est très générale. Elle se fonde sur les propos passés de Dieudonné et sur le fait qu'il va recommencer. Dès lors qu'on a cette idée-là, tous les maires, tous les préfets, dans toutes les villes, vont pouvoir prendre des arrêtés. On pourrait même aller plus loin et interdire le site internet de Dieudonné, par exemple. francetvinfo.fr 09.01

La dernière question était : Dieudonné dispose-t-il d'un recours ? La réponse est non en réalité, car il pourrait saisir la Cour européenne des droits de l'homme qui statuerait... dans 3, 5 ans ou plus !

Complément.

Serge Slama, maître de conférences en droit public hier soir sur France TV Info :

" *C'est du jamais vu ou presque ! A ma connaissance, il n'y a qu'un seul précédent où le Conseil d'Etat est intervenu aussi rapidement : l'affaire Canal en 1962, qui concernait une condamnation à mort.*

Si ça se passe comme ça, c'est que le ministère de l'Intérieur avait pris attache auprès du Conseil d'Etat. " francetvinfo.fr 09.01

Dieudonné: une décision "***lourde de conséquences***", estime la LDH - AFP

La décision du Conseil d'Etat validant pour la première fois l'interdiction d'un spectacle de Dieudonné instaure un "*cadre juridique*

lourd de conséquences pour la liberté d'expression", s'est alarmé le président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) auprès de l'AFP.

"*Le juge n'a pas fait prévaloir la liberté d'expression sur l'interdit et c'est une décision qui est lourde de périls*", a commenté Pierre Tartakowsky.

"*On se trompe en pensant qu'on va régler la question à partir d'interdiction strictement juridique. Le problème est d'ampleur*", estime le président de la LDH qui pense qu'il "*faut mobiliser la pédagogie, la répression*" et engager un "*travail de long terme*".

Pierre Tartakowsky s'est dit par ailleurs "*un peu surpris que le Conseil d'Etat puisse se réunir en moins de trois heures et prendre une décision sur quelque chose d'aussi important*". AFP 09.01

Quand les imposteurs se livre à un amalgame ignoble.

- «*Dieudonné est l'héritier de deux antisémitismes, et cache cet antisémitisme derrière un antisionisme*» - Hebdo L'Anticapitaliste - 224 (09/01/2014)

Entretien. Historien, Jean-Paul Gautier est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à différents courants de l'extrême droite. Il est notamment coauteur de la Galaxie Dieudonné : pour en finir avec l'imposture. Avec lui, nous revenons sur « *l'affaire Dieudonné* » et la lutte contre les idées de l'extrême droite.

Roger Cukierman, le président du Crif, dit que c'est un « *salut nazi inversé* ». Je ne suis pas du tout d'accord avec lui : Dieudonné n'est pas un nazi. Pour moi, la « *quenelle* » est une nouvelle version du bras d'honneur contre les puissants, les riches et surtout les juifs. C'est un geste antisémite. Quand Dieudonné affirme que que c'est un « *symbole d'insoumission au système* », il désigne un système dominé selon lui par les juifs.

(Voilà le crime à l'instar de Hollande-Valls et des sionistes, il ne faut surtout pas que cela se sache. On se demandera plus loin pourquoi, car nous comme tout le monde, on s'en fout de savoir que ce sont des athées ou des croyants de telle ou telle religion qui contrôle le "*système*" ou le capitalisme mondial que l'on combat, cette question est hors propos en ce qui nous concerne. L'angle où nous abordons la question du sionisme est totalement différent, nous considérons que c'est un des maillons de la stratégie néolibérale ou la réponse de la classe dominante à la crise du capitalisme et le seul moyen de mener sa lutte de classe pour conserver le pouvoir et instaurer un gouvernement mondial. Maintenant que les sionistes se servent d'une religion depuis un siècle, en l'occurence le judaïsme, pour parvenir à leurs fins, c'est un simple constat, et si c'était une invention, c'est uniquement aux sionistes qu'on la doit, ni à Dieudonné ni à moi ici.

Le problème, c'est que plus de 99% des gens qui se prononcent ou qui sont amenées à se prononcer sur cette question ne l'ont pas étudiée à fond ou ils n'y connaissent pour ainsi dire absolument rien, il est donc très facile de les manipuler comme on peut l'observer quasi-quotidiennement. Dieudonné s'est attaqué à un sujet que manifestement il ne maîtrisait pas ou qui le dépassait.

Il faut peut-être admettre qu'il a eu le tort de faire une fixation, sur qui au fait, les juifs ou les sionistes, d'autant plus que la majorité des sionistes ne sont pas juifs. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de juifs parmi les journalistes des médias qui soutiennent Valls. Ce qui fait d'eux des sionistes, c'est le soutien qu'ils apportent à l'idéologie néolibérale dominante et le fait qu'Israël est inséparable de cette idéologie. Ils sont donc obligés de soutenir la politique du gouvernement et de faire allégeance à Israël, ce qui fait d'eux des sionistes puisque cela correspond à la définition du sionisme, celle que fournissent les sionistes eux-mêmes, là encore on n'invente rien, on ne fait que reprendre leur définition. Ce qui vaut pour les journalistes, vaut pour l'ensemble du secteur financier et des affaires et bien d'autres milieux intimement liés au régime, chez les intellectuels, les gens du spectacle ou du showbusiness, qui s'ils affichaient un antisionisme virulent se verraient immédiatement censurés et exclus de ce milieu, ce qui est arrivé à Dieudonné le pestiféré, le paria.

Au niveau des institutions et de l'oligarchie financière, ce que dit Dieudonné est exact, moins à celui du capitalisme mondial parce qu'ils sont une infime minorité de la population mondiale, inversement proportionnelle du pouvoir économique et politique qu'ils détiennent, si c'est cela que veut dire Dieudonné, c'est encore exact, c'est de notoriété publique.

Quand Jean-Paul Gautier dit que " *la « quenelle » est une nouvelle version du bras d'honneur contre les puissants, les riches et surtout les juifs. C'est un geste antisémite*", finalement il ne retient que les juifs, alors que ce geste à une valeur générique qui inclut effectivement "*les puissants (et) les riches*", sauf que lorsqu'on lui prête une connotation antisémite on ne conserve plus que les juifs, il reprend la définition qu'en ont donné Valls et les sionistes et non l'intéressé dont finalement la parole ne compte pas, seule compte et demeure celle du ministre de l'Intérieur devant lequel il se prosterne, j'allais écrire se prostitue, c'est la même chose. - ndlr)

NPA. Y a-t-il un regain de l'antisémitisme ces derniers temps ?

Jean-Paul Gautier. Il y a un regain de tous les racismes : propos sur les Roms, attentats de Mohamed Merah, crispations sur l'islam, affaire de la banane de Taubira et « *quenelle* » désormais...

(Minute et Dieudonné, c'est du pareil au même, c'est comme Staline, Mandel, Krivine et Besancenot... Ah ben non, alors faites attention à ce que vous dites. - ndrl)

Jean-Paul Gautier. ... la différence entre la gauche et la droite ne veut plus rien dire pour une grande part de la population, les syndicats sont déconsidérés ou absents, etc. (...) Dans un monde devenu incompréhensible, les théories racistes ou les théories du complot peuvent s'épanouir. On ne s'en sortira pas sans remettre de la conscience de classe et sans une vraie gauche qui redonne de l'espérance aux « *petits* ».

(Les "*petits*", il parle comme les gens d'en haut qui nous méprisent, on aurait bien envie de lui dire d'aller se faire foutre, mais gardons notre calme. Ces sont les travailleurs qui sont responsables de la situation, rendez-vous compte, ils ne sont même plus capables de faire "la différence entre la gauche et la droite" alors qu'elle n'existe pas, qu'elle n'a jamais réellement existée, et si nous en sommes là c'est justement pour cette raison, parce que pendant près d'un siècle on a continué de leur faire croire qu'elle existait, en réalité elle était uniquement le produit de leur lutte des classes, mais pas de ces partis pourris, PS et PCF, les trotskistes se sont employés à les tromper en permanence. Et si le "monde (est) devenu incompréhensible", c'est aussi parce qu'ils n'y ont rien compris eux-mêmes ou parce qu'ils étaient également des vendus ou les deux à la fois, là encore on ne peut pas incriminer les travailleurs, seuls ceux qui les représentaient et parlaient en leur nom en porte la responsabilité.

On voit que l'auteur de ce discours se fout du sort de notre classe quand il dit qu'il faudrait "*remettre de la conscience de classe*", je traduis, un peu, juste un peu, pas trop, juste de quoi permettre aux couches qui traditionnement soutiennent le régime conservent leurs privilèges ou maintiennent leur niveau de vie, ce que jusqu'à présent on appelait la "vraie gauche" qui s'est avérée être une imposture, pour nous redonner "*de l'espérance aux « petits »*", pas trop ils pourraient devenir grand et comprendre à quel jeu vous jouez, juste de l'espérance, vous savez l'espoir fait vivre, c'est d'ailleur à cela que tient le marché, l'espoir, la confiance, sinon il s'écroulerait, de l'espérance, voilà ce dont a besoin le régime pour tenir, mais surtout pas la conviction que l'on pourrait changer la société, renverser l'ordre établi, vous n'êtes pas fou, non ? - ndlr)

La suite de l'interveiw était consacrée aux rapports de Dieudonné avec l'extrême droite, Soral, Le Pen, etc. et aux profits qu'ils en tiraient sur le plan financier ou politique qui pour nous ne présente aucun intérêt, puisque nous ne prenons pas la défense de Dieudonné mais de la liberté d'expression et de la vérité qui peut être contenue dans ses propos et que le régime veut étouffer, le mur, l'apartheid en Israël notamment.

- Dieudonné: interdire plutôt les licenciements, dit Besancenot - AFP 10.01

Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) a jugé vendredi sur France 2, que la décision du Conseil d'Etat était "l*amentable*" d'abord parce qu'elle est "*fausse sur le fond. Visiblement, il y a des problèmes de droit*".

Ensuite, pour celui qui se dit militant "contre tous les racismes", elle est "lourde de conséquences pour la liberté d'expression". Elle est "*inefficace*" car "*consciemment ou inconsciemment, Valls est devenu le plus grand publicitaire*" du comédien et polémiste accusé d'antisémitisme.

"*Ca devient un peu gonflant: on a un gouvernement qui nous tient en haleine du matin et soir sur sa grande campagne de rentrée: faut-il interdire ou non chaque spectacle de Dieudonné ?*"

"*S'il veut interdire quelque chose, qu'il interdise le licenciement des salariés de la Redoute ou Goodyear*", a lancé M. Besancenot, dénonçant "*une forme de diversion*". AFP 10.01

On a ici la confirmation que le NPA refuse de condamner l'interdiction d'un spectacle donné par un comédien qui a été prise hier par un tribunal d'exception digne des pires dictatures dans le monde.

Il est heureux le petit facteur, propriétaire de son petit appartement dans Paris, il a un emploi garanti à vie, il attend tranquillement la retraite, la vie pépère quoi, alors pourquoi franchement se mettre à dos un dangereux ministre, belliqueux, hargneux, qui pue la haine, la vengeance, qui compte parmi ces amis tous ceux qui occupent des postes clés au gouvernement, à tous les échelons des institutions et bien davantage encore, Hortefeux et Guéan en sont jaloux... Bon, comme je le disais hier, le courage, ce n'est pas leur fort.

Ils ont tous capitulé, le régime tyrannique est en place, il peut frapper, la répression s'intensifie tout azimut.

- Quelles sanctions pour une « *quenelle* » ? - lemonde.fr 10.01

Depuis plusieurs mois, la presse régionale se fait régulièrement l'écho de scandales, à l'échelle locale, après la diffusion de photos

sur les réseaux sociaux d'individus prenant cette pose sur leur lieu de travail, d'étude ou de loisirs. Les sanctions apportées vont alors généralement du simple avertissement à la mise à pied, voire au licenciement.

Que prévoit le code du travail ?

« *Si la "quenelle" est perçue comme quelque chose d'ambivalent et déplacé, l'employeur peut agir* », explique Marie Mercat-Bruns, maître de conférences en droit privé à la chaire de droit social du Conservatoire national des arts et métiers et à Sciences Po. «*Si la photo a été diffusée, on peut comprendre qu'il y ait un préjudice pour l'entreprise, notamment en terme d'image.* »

Une sanction sera cependant proportionnelle à l'impact de la photo, à la notoriété de l'entreprise et au type de poste exercé. « *Un salarié qui travaille dans les archives d'une PME expose moins son entreprise, souligne Marie Mercat-Bruns. Il y a une marge d'autonomie du salarié. Comment peut-il faire usage de sa liberté d'expression ?* »

Que prévoit la loi ?

Le droit français dispose de tout un arsenal pour réprimer la provocation à la discrimination, à la haine, à l'injure ou à la violence raciale ou religieuse, notamment les articles 23 et 24 de la loi de 1881. Ces deux articles prévoient théoriquement une peine d'emprisonnement d'un an et jusqu'à 45 000 euros d'amende.

L'article R. 645-1 du code pénal prévoit également une amende de 1 500 euros pour « *le port ou exhibition d'uniformes, insignes ou emblèmes rappelant ceux des responsables de crimes contre l'humanité* ».

Mais en l'absence de parole ou d'écrit, le juge doit démontrer que la « *quenelle* » est bien un geste antisémite, et pas un simple geste « *antisystème* ».

Démontrer l'intentionnalité

« *Un délit pénal est constitué lorsqu'il y a une infraction matérielle et l'intention de commettre ce délit, rappelle l'avocate Agnès Tricoire, déléguée de la ligue française des droits de l'homme. Si ces deux choses ne sont pas réunies, le tribunal ne peut pas entrer en voie de condamnation.* »

« *Il faut que le juge montre que l'auteur du geste était conscient de la portée de celui-ci* », abonde Thomas Hochmann, maitre de conférence à l'université de Reims et auteur de Le négationnisme face aux limites de la liberté d'expression (Editions A. Pedone, 2013).

Mis en cause, les auteurs de « *quenelle* » plaident généralement la bonne foi, affirment en ignorer la signification religieuse ou politique, et ne revendiquent bien souvent qu'un « *bras d'honneur au système* ».

« *A partir d'un certain âge, il faut être prodigieusement naïf ou prodigieusement sot pour croire que c'est un geste antisystème et pas ce que c'est, c'est-à-dire un geste de haine antisémite*», a pour sa part déclaré mercredi 8 janvier Najat Vallaud-Belkacem, la porte-parole du gouvernement, lors de son point presse.

L'opportunité des poursuites

« *Ce serait contre-productif de poursuivre tous les auteurs de quenelle* », assure Thomas Hochmann, pour qui « *ce serait faire le jeu de Dieudonné* ». L'avocate Agnès Tricoire juge, pour sa part, « *disproportionnée* » la procédure suivie pour les lycéens de Montgeron . « *Poursuivre un geste seul est assez inédit sur le plan jurisprudentiel* », estime-t-elle.

Une nouvelle loi anti « *quenelle* » ?

Face à ce qu'il considère comme un vide législatif, Meyer Habib, député UDI de la 8e circonscription des Français de l'étranger (qui englobe Israël), a récemment expliqué sur Le Point.fr pourquoi il souhaitait déposer un projet de loi visant à interdire la quenelle en tant que « *geste d'incitation à la haine raciale* ».

Le gouvernement est plus flou sur ses intentions mais ne semble pas exclure d'étoffer les textes de loi. «*Nous avons tout intérêt à mettre en œuvre les moyens juridiques, légaux qui permettent d'empêcher Dieudonné de colporter davantage ce type de comportement et de message pour éviter que ne s'installe une banalisation de ces derniers, notamment dans la jeunesse* », a annoncé mercredi 8 janvier Najat Vallaud-Belkacem, la porte-parole du gouvernement, lors de son point de presse hebdomadaire. lemonde.fr 10.01

Vous avez bien lu, c'est en France que cela se passe et non en Corée du Nord, en Chine ou en Iran. Les dirigeants de ce pays

qui prétendent guerroyer du Mali à l'Afghanistan pour répandre la démcratie sont des dictateurs en réalité, tout comme ceux qu'ils dénonçaient en Irak, en Libye ou en Syrie.

Ce qui est intéressant, passionnant même, c'est que c'est un parti qui se prétend socialiste, et qui a été soutenu par tous les courants du mouvement ouvrier pendant un siècle, et qui mène cette croisade contre la liberté d'expression, pour baillonner les opposants à l'Etat sioniste, au néolibéralisme, les opposant à l'Union européenne, les opposants à l'établissement d'un nouvel ordre mondial qui serait une dictature absolue, sans rencontrer le moindre parti, la moindre organisation, le moindre groupe de militants pour contester son entreprise totalitaire.

Observez bien quelle va être la politique du gouvernement dans les jours, les semaines et les mois à venir, mais aussi du côté de ses alliés européens et américains car cette opération sert directement leurs intérêts, elle va marquer un terrible tournant à droite ou réactionnaire, c'est quasiment une certitude qu'il va tirer profit de cette affaire pour étaler ouvertement ses intentions et avancer dans la voie qu'il s'est tracé et que la plupart des gens ignorent encore, ne pas tirer avantage d'une telle situation serait une grave erreur politique, la voie est dégagée, libre, leurs ennemis ont capitulé en rase campagne, ils se sont tous ralliée à eux, ils sont hors de combat, il est temps de frapper, de frapper fort. On en reparlera. Tenez, lisez attentivement l'actualité en titres du jour, ils en donnent un avant-goût.

En complément. La vengance, la rancune, la haine les anime en permanence.

- L'Allemand inculpé répète ne pas avoir participé au massacre d'Oradour-sur-Glane - LeMonde.fr

« *Je suis innocent. Je n'étais pas dans la grange. Je montais la garde près des véhicules* », a répété au journal allemand « Bild » cet octogénaire allemand arrêté mercredi. LeMonde.fr 09.01

Il avait 19 ans à l'époque, c'est sa parole contre des hystériques déchaînés...

Commentaires d'internautes sur les derniers développement de l'affaire Dieudonné.

1- Les choses s'éclaircissent.

Il est peut être bon de rappeler que Dieudonné a reçu au théâtre de la main d'or des religieux juifs qui s'opposent à la colonisation Israélienne, il a fait plus par ce geste contre l'antisémitisme que les soit disant représentants de la communauté juives qui en multipliant les amalgames s'isolent progressivement.

Quand on lit que tout cela d'après les officiels Israéliens confirment la nécessité de l'immigration on comprend pourquoi certains jouent en France la politique du pire.

J'attendais des républicains français qu'ils renvoient dos-à-dos les pitres approximatifs d'extrême droite Soral et Dieudonné dont la vision de l'histoire paranoïaque est largement invalidées par les faits et l'extrême droite juives de la LDJ, et que les représentants de l'Etat ne participe pas à une hystérisation du débat faisant le jeu des manipulateurs de tout bord.

Et si il en tirait profit ainsi que ceux qui tiraient les ficelles derrière à 13 jours de la conférence internationale sur la Syrie ?

2- Incroyable mais vrai !

Quant à moi je ne savais pas que mettre la main sur le coeur était un signe antisémite… Beaucoup de sportifs le font pendant leur hymne national… Je n'apprécie pas Dieudonné, donc je ne vais pas à ses spectacles ! Quant à les interdire c'est purement de la dictature abusive… et pendant ce temps des lois catastrophiques sont en train d'être votées derrière ce non-évènement… Pourquoi n'interdit-on pas SOS racisme qui lui encourage vraiment le racisme et à nos frais en plus! A ce moment là il faut interdire tous les humoristes, mais qu'en est-il de la démocratie, de notre liberté…personne n'est obligé d'aller aux spectacles... D'un geste cela donne une affaire internationale ! Il faut interdiire aussi le bras "*d'honneur*" le majeur levé etc. … mais où va-t-on ?

Mais ils encouragent tous le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la misogynie, etc.

3- ça commence à faire beaucoup

C'est beau la liberté en France ; on a le droit d'entendre la parole des représentants juifs de ses associations et maintenant celle des médias vu d'Israël. A quand la parole à la défense ici en France pour les défenseurs de cet artiste ? Lamentable.

De quoi parles-vous, la défense, mais en France la notion de justice ne vaut pas davantage qu'aux Etats-unis, en Arabis saoudite,, au Qatar ou en Israël ou encore à Guantanamo, vous vous croyez où ? En Inde où je vis depuis 20 ans je suis habitué, je

plaide coupable sans savoir ce qu'on me reprochera un jour... ou non plutôt innocent !

ACTUALITE EN TITRES

N'oubliez pas au passage l'Elysée et le ministère de l'Ordre !

- Faut-il brûler la BCE? - L'Expansion.com

Le danger se précise sur vos comptes en banque...

- Le FMI évoque une «*incertitude*» sur la santé des banques européennes - Liberation.fr

Confirmation : ils se lâchent.

- Didier Migaud sonne l'alarme sur la dette et les dépenses de la Sécu - L'Expansion.com

- Hollande donne des gages au patronat sur la simplification - Reuters

- A Toulouse, François Hollande veut faire un pas de plus vers les entreprises - L'Expansion.com

- Marc de Scitivaux : "*Ce gouvernement doit faire sa révolution intellectuelle*" - Atlantico.fr -

Pas besoin :

- Hollande va rencontrer le pape François au Vatican - L'Express.fr

Dassault a gardé son immunité, à charge de revanche : c'est fait !

- Jean-Michel Baylet relaxé dans une affaire de marchés publics - Reuters

Leurs salades électorales

- Dissident à Paris, Charles Beigbeder sera exclu de l'UMP - Reuters

- Municipales : du rififi chez les communistes à Montpellier - LeParisien.fr

- Les étonnantes connexions entre Jean-Claude Gaudin et FO - LeMonde.fr

Vive le marché !

- Quelles entreprises ont le plus souffert de la crise? - L'Expansion.com

- La Commission européenne autorise la fusion Publicis-Omnicom - Reuters

- Paradis fiscaux : pourquoi Bercy veut rayer Jersey et les Bermudes de sa liste noire - Francetv info

- Le taux de chômage inscrit un nouveau record en Grèce, à 27,8% - Reuters

Confirmation. Ils vont remettre le pouvoir aux talibans

- L'Afghanistan va libérer des talibans jugés dangereux par les Etats-Unis - Liberation.fr

Espionite aiguë

- Etats-Unis: 2 officiers des forces nucléaires soupçonnés de possession de drogues - AFP

Un coup du parrain

- Le Soudan du Sud risque d'éclater, s'alarme son parrain américain - AFP

La consule indienne récemment arrêtée à New York inculpée - libération.fr 09.01

Commentaire d'un internaute.

- Après Fukushima, l'Inde refusé d'ouvrir son marché nucléaire aux américains faute de la signature par ces derniers d'une clause de responsabilité la protégeant en cas d'accident. De vives tensions existent aussi à propos de l'Afghanistan et de l'Iran, l'Inde tentant de jouer un rôle régional que les USA ne voient pas d'un bon œil. L'affaire Khobragade a été opportunément pilotée par le Département d'État pour tenter de faire pression sur cette indisciplinée démocratie. Étonnamment, ce plan a échoué, pour des raisons analysées par des articles moins superficiels que celui-ci. Il va en résulter un coup de froid durable entre les deux démocraties les plus peuplées de la planète, et une réelle opportunité pour l'Europe de renforcer ses liens avec l'Inde, qui sera la troisième puissance mondiale d'ici 20 ou 30 ans. Quand à l'instrumentalisation des idéaux sociaux par les gouvernements, elle est, malheureusement, aussi vieille que le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Genève II : les tribus syriennes soutiennent Assad - french.irib.ir 09.01

Quelques 10 millions membres des tribus syriens ont apporté leur soutien à Assad. Les tribus disent voir dans la délégation d'Assad à Genève II la seule instance apte à refléter leurs points de vue, celui qui s'attache avant tout à l'intégrité territoriale, à la souveraineté de l'Etat. french.irib.ir 09.01

SOCIAL

France

La Redoute: 1.178 postes supprimés, une "douche froide" pour les syndicats - AFP

Les futurs repreneurs de la Redoute ont annoncé jeudi un plan de suppression de 1.178 postes sur 3.437 en quatre ans, une "*douche froide*" pour les syndicats.

Nathalie Balla, PDG de La Redoute, et Eric Courteille, secrétaire général de Redcats, maison mère du vépéciste, ont beau assurer que les licenciements seront "*significativement*" inférieurs aux 672 du dernier plan social en 2008, les représentants syndicaux ne retiennent, eux, que le chiffre de 1.178.

En réaction, les syndicats n'excluent pas des actions coups de poing.

Aux 1.178 postes qui seront supprimés en quatre ans à La Redoute, il faut ajouter 172 suppressions à Relais Colis, qui compte 569 salariés. AFP 09.01

Haut de page

Le 11 janvier 2014

CAUSERIE

(Pour ceux qui se sont connectés plus tôt dans la journée, 23h39, le boulot est terminée, la suite est plus loin, good night !)

30 nouveaux documents ont été ajoutés dans les différentes rubriques.

Le site sera actualisé en fin de journée. Pour vous faire patienter un petit texte que j'ai rédigé ce matin pendant le téléchargement de la première partie d'un concert que Joe Satriani avait donné à San Francisco il y a quelques année (http://www.youtube.com/watch?v=Bc3k3kBtqdE). Si vos oreilles supportent encore ce genre de musique un autre concert génial à Seville en Espagne en 1992, Satriani, Vai, etc, (http://www.youtube.com/watch?v=Bc3k3kBtqdE), entre nous, avec une bonne bouteille ou éventuellement un pétard, ça soulage mieux qu'une quenelle !

La dictature de la Ve République.

« *Pour que l'histoire ne se répète pas, il faut sans cesse la remémorer : l'impunité qui récompense le délit encourage le délinquant. Et lorsque le délinquant c'est l'État, qui viole, vole, torture et tue sans rendre de compte à personne, alors il donne lui même le feu vert à la société entière pour violer, voler, torturer et tuer. Et la démocratie en paie, à longue ou courte échéance, les conséquences.*

L'impunité du pouvoir, fille de la mal-mémoire, est une des maîtresses de l'école du crime. Et le nombre d'élève augmente chaque jour.

Lorsqu'elle est vraiment vivante, la mémoire ne contemple pas l'histoire, mais elle incite à la faire. Davantage que dans les musées où la malheureuse s'ennuie, la mémoire est dans l'air que nous respirons. Et dans l'air elle nous respire. Elle est contradictoire, comme nous. Elle n'est jamais au repos. Elle change, avec nous. »

(Eduardo Galeano « *Mémoires et mal-mémoire* »)

Ce qui vient de se passer avec l'interdiction du spectacle d'un comédien est d'une gravité exceptionnelle, parce que la France demeure le phare de la lutte de classe du prolétariat mondial, le pays qui est considéré dans le monde comme le berceau ou le pilier de la République et de la démocratie, à tort ou à raison peu importe, des mal nommés droits de l'homme et des citoyens, un modèle pour tous ceux qui combattent la tyrannie et pour la liberté d'expression dans leur pays. Vu de l'Inde ou de l'étranger, c'est une évidence, peut-être beaucoup moins quand on vit en France, je vous l'accorde volontiers si vous le pensiez.

Dès lors que le gouvernement français se comporte comme n'importe quelle dictature, il légitime toutes les dictatures à travers le monde, il porte un coup fatal à tous ceux qui combattent pour conquérir des droits politiques et pour leur émancipitation. Tel est le PS, au passage.

En se substituant à la justice, en piétinant l'indépendance des juges, Hollande et son gouvernement viennent de démontrer le caractère dictatorial de la Constitution de la Ve République, si besoin était. Ils viennent de démontrer qu'ils détenaient un pouvoir supérieur aux juges qui étaient censés statuer librement sur la base des faits ou rendre la justice une fois la vérité établie, qu'une décision politique pouvait annuler une décision de justice, qu'une institution nommée arbitrairement pas le régime en place, non élue, disposait de ce pouvoir discrétionnaire, dictatorial. On pourrait ajouter sur la base d'un vulgaire amalgame ou d'une misérable imposture, mais tout le monde l'a bien compris.

On a beaucoup réfléchi et écrit sur cette affaire et il le fallait, n'en déplaise à ceux que nos causeries ont soûlés, personne n'était obligé de les lire à ma connaissance ou de se connecter à notre portail. Il faut le préciser pour tout de suite pour couper l'herbe sous le pied à ceux qui seraient tentés de prétendre le contraire ou qui ont la fâcheuse tendance à déformer systématiquement la réalité ou encore à nous prêter des intentions qui ne nous appartiennent pas.

On a abordé cette affaire sous de nombreux angles, on a essayé de ne rien laisser passer et d'être impartial, on a décrypté les déclarations des uns et des autres, pas toutes parce qu'on y serait encore. Bref, on a tiré le maximum d'enseignements de cette expérience épouvantable au lieu de se comporter en simple commentateur, auquel cas tout notre travail aurait été inutile, nous sommes donc resté fidèle à notre méthode et à nos principes, pour ainsi dire seul contre tous, sans que cela ne nous décourage bien au contraire, car plus nos ennemis et adversaires s'acharnaient ou versaient dans l'hypocrisie, plus on était motivé à les combattre, cela nous stimule en réalité.

Il nous reste à la traiter sous un autre angle encore, à savoir quelles traces cette affaire va-t-elle laisser dans le mode de pensée de la population, au niveau de son comportement, dans ses rapports aux autres en général, quels dégâts elle va-elle produire dans une société déjà en pleine décomposition et vouée à sa perte s'il ne se produisait pas à un moment donné un choc salutaire qui contribuerait à provoquer une inversion de cette tendance suicidaire et qui lui sera fatale sinon ? On abordera aujourd'hui un seul aspect de cette question, faute de temps.

Je vais reprendre la démonstration que j'ai employée ce matin avec mon épouse Magueswary qui a la base est profondément arriérée, ce qui n'a rien de péjoratif ou de méprisant dans ma bouche, je précise à l'adresse des esprits malintentionnés à mon égard, je ne citerai pas de noms.

Tu vois cette cuillère, et bien il y a des gens qui vont te dire que c'est une fourchette, un couteau, un rasoir, un éléphant, etc. je fais volontairement dans l'excès pour rendre accessible ce que je veux expliquer à la totalité des masses, y compris ses couches les plus ignorantes, supersticieuses, etc.

Reprenons, tu vois cette cuillère et bien il y a des gens qui vont dire que c'est une fourchette, tu auras beau leur expliquer que c'est une cuillère et que ce que tu tiens dans la main ne ressemble pas à une fourchette ils n'en démorderont pas, tu pourras leur décrire une fouchette, ils te répondront de la même manière que ce n'est pas une fouchette que tu as décrit mais un crayon, une souris, etc. Cela peut paraître dingue, mais c'est la triste réalité.

Cela ne servira à rien à t'acharner à essayer de les convaincre que c'est une cuillère puisqu'ils en ont décidé autrement, tu auras fait ta part pour défendre la réalité ou la vérité, le reste ne t'appartient pas et il n'est pas de ta responsabilité, donc tu n'as pas à culpabiliser ou à te reprocher quoi que ce soit, tu peux avoir la conscience tranquille, tu ne l'as pas volée mais méritée.

Tu peux procéder autrement et ne rien dire, tu leur montres la cuillère et tu leur demandes ce que c'est, s'ils te répondent une fourchette tu pourras employer la même démonstration que précédemment et tu aboutiras au même résultat, la même incompréhension ou l'impossibilité de les faire progresser.

Tu pourra aussi te poser un tas de questions qui ne serviront pas à grand chose, en apparence seulement.

Tu te demanderas par exemple pourquoi pensent-ils de cette manière là, pourquoi leur cerveau est-il ainsi fait, pourquoi croient-ils à quelque chose d'aussi stupide ou aberrante, que toi tu estimes ainsi, pourquoi baignent-ils dans une telle ignorance et pas toi, attention, là encore c'est toi qui interprètes les choses de la sorte, ce n'est pas interdit ou une critique mais il faudra en tenir compte plus tard dans ton analyse car c'est un élément déterminant en réalité pour comprendre comment on peut prendre une cuillère pour une fourchette.

Maintenant tu transposes cela à ce qui vient de se passer en France en le modifiant légèrement ou en apportant une précision, au lieu de parler d'ignorance, considère que c'est un grossier mensonge, produit volontairement.

Qu'a fait le ministre de l'ordre établi, il a dit que notre cuillère était une fouchette en prétendant que les spectacles d'un comédien étaient susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, ce qui n'a pratiquement jamais eu lieu lors des 15 dernières années, c'était un grossier mensonge, peu importe, il a aussi prétendu que le contenu de ces spectacles était antisémites, alors qu'il était antisionite et que l'intéressé n'a jamais prétendu autre chose, c'était également un grossier mensonge, peu importe, ce comédien ne s'est jamais attaqué à l'ensemble de la communauté juive, hier matin le journal Libération qui distribue les étoiles (qui fait ou défait les stars en anglais, jeu de mots en rapport avec une certaine étoile jaune) a écrit "*le comédien antijuif*", c'était encore un grossier mensonge, peu importe.

Qu'est-ce qu'a fait Valls ? Il a menti ouvertement, certains diront qu'il a raconté n'importe quoi, oui et non en réalité. Car dès lors chacun pourra en déduire que mentir à toute occasion effrontément est parfaitement légitime, autorisé, tu vois le rapport avec l'histoire de notre cuillère, c'est la première leçon que l'on peut tirer de cette lamentable expérience.

La seconde, c'est que finalement personne n'est tenue de dire la vérité, du haut en bas de la société, c'est un encouragement au mensonge, intéressé évidemment.

La troisième dans la foulée, c'est que la vérité et le mensonge se vale, sans jeu de mot inutile mais il est approprié ici.

La quatrième qui découlent des précédentes et on s'arrêtera là pour aujourd'hui, c'est que finalement la vérité n'existe pas.

Partant de ce principe, chacun détient sa vérité qui en vaut bien une autre ou toutes les autres, autrement dit je ne suis pas autorisé, je n'ai aucune légitimité à prétendre que j'ai raison en affirmant que ce que je vous ai montré au début de cette démonstration était bien une cuillère, vous pouvez continuer de prétendre que c'est une fourchette et à propager cette idée fausse quand bien même le contraire serait démontré, au delà cela signifie que toute connaissance acquise dans le passé par la civilisation humaine jusqu'à nos jours n'a plus aucune valeur puisqu'elle est placée sur le même pied d'égalité que la pire ignorance, pire encore, c'est celle-ci qui l'emporte.

On pourra en déduire que ce processus procède déjà ou conduit à une terrible régression de l'humanité vers son émancipation, ce qui nous ramène sur le terrain de la lutte des classes et à notre combat pour le socialisme.

On aura compris qu'à partir du moment où ceux qui détiennent le pouvoir mentent effrontément ou sans le moindre scrupule, les idées de la classe dominante mais aussi son comportement en général étant dominants dans la société, c'est l'ensemble de ses composantes qui l'imiteront, tous les rapports en seront infectés.

L'avantage qu'en tirera le régime, c'est que la vérité sera noyée dans un océan de mensonges, c'était déjà le cas direz-vous, apparemment ce n'était plus suffisant, il faut la faire disparaître, comme ils veulent faire disparaître un comédien, peu importe qu'on l'apprécie ou non puisque notre sujet c'est la liberté d'expression. Ils veulent interdire aux masses de trouver la voie qui leur permettrait de se soulever contre le régime, il ne faut surtout pas qu'elles accèdent à la compréhension qu'il existe une issue politique conforme à leurs intérets qui inclut la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, le socialisme. Donc le meilleur moyen d'y parvenir, ce sera d'étouffer cette vérité qui est le cauchemar de la classe dominante et ses représentants, de faire en sorte que ce soit ceux qui ont intérêt à se saisir de cette vérité qui la combattent inconsciemment ou par manque de discernement, puisqu'il sera extrêmement difficile pour eux de s'y retrouver ou de démêler le vrai du faux entre toutes les différentes versions de la réalité qu'on leur propose, d'autant plus que pour seulement accéder à la vérité c'est déjà très difficile puisqu'elle est censurée par les médias et tous les partis politiques qui ont déjà gouverné.

En résumé ils s'en serviront pour que les masses fassent elles-mêmes leur propre malheur, ensuite ils les accableront, car eux ils n'y seront pour rien. Si Valls en est arrivé à cette extrémité, franchement le malheureux, ne serait-ce pas parce qu'il y a été poussé, car lui il est fervent défenseur des valeurs de la République et de la démocratie, d'ailleurs il ne s'est pas gêné pour le claironner sur tous les doigts ces derniers jours, les coupables ce sont ceux qui vont voir les spectacles de Dieudonné, qui ne savent pas reconnaître une cuillère d'une fourchette, et ce n'est pas faute de leur avoir enseigné, c'est bien une fouchette que je vous ai présentée, n'est-ce pas ?

Pendant ce temps-là, le gouvernement appliquera tranquillement sa politique. Les masses seront plus divisées que jamais, atomisées, c'est leur objectif, flatter l'individualisme au détriment de toute pensée collective qui ne doit être dictée que par les dictateurs en place gardien de l'intérêt général, des institutions, de l'ordre établi, pour l'éternité, amen ou « *Hayim aroukim veshalom le am Israel* » (Hollande).

Un dernier truc me revient soudain à l'esprit qu'il va falloir développer, il paraît que chez les franc-maçons toutes les vérités se valent ou qu'il n'existe pas de vérité, c'est quelque chose que je dois vérifier, la seule vérité qui vaille est celle qui est conforme aux intérêts du régime en place. Le néolibéralisme a pour philosophie le nihilisme, selon le Grand Robert : Doctrine qui nie la vérité morale, les valeurs et leur hiérarchie, ce qui nous ramène à ce qu'on disait plus haut, à savoir que la vérité et le mensonge finalement se valaient et que le mensonge était aussi légitime que la vérité puisqu'il n'existe pas de "*hiérarchie*" entre eux.

Le nihilisme, étroitement mêlé au mouvement d'une religion déçue, s'achève ainsi en terrorisme. Dans l'univers de la négation totale, par la bombe et le revolver (…) ces jeunes gens essayaient (…) de créer les valeurs dont ils manquaient. (Camus, l'Homme révolté)

Les Palestiniens font quotidiennement l'expérience du "*terrorisme*" du sionisme, dorénavant il domine en France à la tête de l'Etat et c'est ce peuple qui est à son tour victime de cette tyrannie... A suivre.

A tout à l'heure vers 23 ou minuit, il est 15h47 ici à Pondichéry, magnifique journée ensoleillée, un peu chaud déjà, plus de 30° C quand même, et surtout un moral d'enfer, l'adversité, rien de telle, sauf pour les faibles ou les esprits médiocres ! Bon week-end à tous.

23h 31 à Pondichéry

Je vous ferais remarqué que je suis à l'heure ! Bon, j'ai failli reporter le boulot à dimanche, mais il ne faut pas le dire.

Affaire Dieudonné, suite. Acharnement, hystérie.

1- Après Nantes et Tours, trois spectacles de Dieudonné interdits à Paris - 20minutes.fr 10.01

En fin de soirée, une nouvelle interdiction du spectacle «*Le Mur*» est venue s'ajouter aux précédentes. Le préfet de police de Paris a en effet interdit par arrêté trois prochains spectacles de Dieudonné annoncés sur le site du polémiste pour samedi, dimanche et lundi et qui n'étaient pas prévus initialement, selon une source à la préfecture de police.

Un peu plus tôt dans la soirée, c'est à Tours que l'humoriste controversé a été déclaré persona non grata. Validé dès la mi-journée par le tribunal administratif d'Orléans, saisi de requêtes d'un spectateur et de Dieudonné M'bala M'bala, l'arrêté d'interdiction du spectacle "*Le Mur*" prévu à Tours a été confirmé dans la soirée par le Conseil d'Etat, saisi par le polémiste.

«*On sera encore là demain*», a déclaré, après la lecture de la décision, l'un des conseils de Dieudonné, Me Sanjay Mirabeau, en référence à un troisième arrêté interdisant le spectacle à Orléans samedi après ceux de Nantes et Tours. «*A chaque fois que*

nous aurons une décision d'interdiction en première instance, nous irons au Conseil d'Etat», a-t-il prévenu. 20minutes.fr 10.01

2- Pourquoi interdire les vidéos de Dieudonné ne sera pas si simple - francetvinfo.fr 10.01

Après les spectacles, les vidéos ? Au lendemain de l'interdiction de la représentation nantaise du Mur de Dieudonné, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, est bien décidé à poursuivre son combat contre l'humoriste et bloquer ses vidéos postées sur sa chaîne YouTube. "*Le combat continue*", a-t-il ainsi fait savoir vendredi 10 janvier sur France Inter.

"*Là où il y a une parole raciste, antisémite qui se diffuse, la justice doit pouvoir agir*", a encore insisté Manuel Valls, indiquant que "*nous ne pouvons pas laisser se diffuser cette parole de haine, y compris sur Internet.*"

Mais comment ? Pour le ministre, "*il faut en discuter notamment avec les opérateurs. (...) Nous avons réussi, notamment sur Twitter, à ce que la parole antisémite ou homophobe ne se diffuse pas, il y a eu un certain nombre de décisions qui ont été prises*". Avant de tempérer : "*Mais c'est vrai que sur le plan juridique, les choses ne sont pas simples.*"

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, l'a elle même reconnu, jeudi sur BFMTV : "*En ce qui concerne YouTube, c'est un site américain et donc les choses sont beaucoup plus compliquées.*" Son statut d'hébergeur, et non d'éditeur, lui permet en effet de ne pas endosser la responsabilité du contenu posté par ses utilisateurs.

Manuel Valls fait référence à une décision rendue en juillet 2013. Le site spécialisé Numerama rappelle ainsi que la justice avait obligé Twitter à fournir des informations concernant l'identité des auteurs de tweets jugés antisémites. Cette décision était survenue après une plainte de l'Union des étudiants juifs de France. L'affaire avait même amené Twitter à supprimer les tweets incriminés, comprenant le hashtag #unbonjuif.

Mais... Le blog Les Décodeurs du Monde.fr rappelle que la décision a été prise pour permettre à l'UEJF de déposer une plainte. Elle ne concerne toutefois pas la diffusion des messages. Manuel Valls en surévalue, donc, sa portée.

Là encore, cette mesure ne coule pas de source et ne peut pas vraiment s'appliquer au cas de Dieudonné. En effet, les motifs pour lesquels l'humoriste-polémiste a été condamné dans le passé ne sont pas concernés, rappellent les Décodeurs du Monde. francetvinfo.fr 10.01

Plus ils lâchent leur haine sur Dieudonné, plus ils lui donnent raison parce qu'on s'aperçoit que la collusion entre Valls et le gouvernement d'un côté et les organisations sionistes est bien réelle, est parfaitement fondée, c'est notamment cela que dénonce Dieudonné, qu'ils ne le supportent pas, on comprend.

Commentaires d'internautes

1- "On se croirait revenu au temps du gaullisme où maints livres, maintes pièces de théâtre, maints films furent interdits ...

Cela s'était achevé par "*il est interdit d'interdire*" ! Et je ne défends pas l'artiste, seulement la liberté d'expression car l'artiste peut avoir à répondre de ses abus devant la loi. (cf. Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen.)"

On est d'accord.

2- "M. Valls est le fossoyeur de la Liberté d'expression. Cette liberté elle comporte deux mots et rien d'autre il n'y a aucune interprétation ou restriction prévues sinon ce n'est plus une liberté d'expression c'est un droit sous contrôle. Les plus grands spécialistes l'ont dit aujourd-hui. Que ce soit la gauche qui fasse ça est ignoble ! J'étais socialiste et bien à partir d'aujourd-hui je ne le suis plus. Quant aux médias ils sont bien décevant eux toujours si promps à défendre cette liberté à la moindre occasion ; on devine pourquoi et c'est dégueulasse. Depuis hier il y a de plus en plus d'antisémites en France et ça va continuer. Les Français n'ont pas fait la révolution pour que M Valls vienne supprimer notre droit fondamental. Valls bafoue les droits de l'homme en France, oserons-nous encore donner des leçons aux autres pays ?"

Sans la victimisation perpétuelle des juifs dont le régime sioniste de Tel-Aviv n'a strictement rien à foutre, pour la plupart ce ne sont pas des sémites, Israël n'existerait pas ou n'aurait pas survécu, réfléchissez, c'est ainsi qu'ils ont légitimisé l'existence d'Israël en 1947...

3- "Pourquoi tant de haine de la part d'un homme qui est censé représenter mon pays ? Pourquoi cet acharnement incessant contre un humoriste ! Certes, L'artiste aime la provocation, certes, il va parfois un peu loin aussi... Mais quand est-t-il de notre ministre de l'Intérieur ? N'est ce pas totalement démesuré d'interdire un spectacle (et cela, 2h avant la première de sa tournée) ?

Il ne faut pas oublier aussi qu'au final, dans ce "combat" entre les deux hommes, il en ressort un sentiment totalement différent

pour Valls par rapport a Dieudonné : Il fait rire Dieudo ! Alors que Valls inspire à la haine.

J'aimerai juste comprendre une chose, pourquoi toute l'énergie que ce gouvernement a mis en oeuvre contre Dieudo ne se ressent dans aucun autre des vrais problèmes de France ?

Et puis, tout les discours de Valls ou la seule chose qu'il a la bouche c'est : Dieudonné est antisémite, Dieudonné inspire a la haine, et la quenelle est un geste qui est une atteinte a la République ! Et bien juste pour expliquer : La quenelle existe depuis 10 ans au moins ! Et c'est un geste anti-système, tout simplement.

Pour finir, ce gouvernement qui provoque à lui seul, un raz de marée sur un humoriste a oublié une chose : Cet artiste que vous considérer comme haineux, et antisémite fait au contraire à l'image de tout ce que vous lui faites subir preuve d'un calme et d'une force que vous n'aurez jamais !

Seul aspect positif dans tout cela : Vous lui avez fait une super pub, et comme le gouvernement est soutenu par 10 % des français, c'est tout un peuple qui va être derrière Dieudo, car la liberté d'expression est droit !

Un étudiant de Médecine."

Ne vous fiez pas aveuglément au peuple non plus ! Quand il a des lâches et des vendus pour le représenter, il arrive au contraire qu'il soit capable du pire, hélas !

4- ""*La République a gagné*", vraiment ? Je ne crois pas ! La République s'enfonce en vérité. "*Liberté Egalité Fraternité*". Mais où est donc passé La Liberté ? Ca va péter, je vous le dis ! La liberté s'arrête là où commence celle des autres. Dieudonné n'enlève aucune liberté aux juifs/sionistes. Il n'y a rien d'anti-républicain dans ça. Le 1er ministre est anti-républicain et dit que la république a gagné. C'est un oppresseur de liberté contrôlé par des lobbies."

C'est la nature de la Constitution de la Ve République qui veut cela...

5- "Donc si j'ai bien compris Dieudonné ne pourra plus jamais monter sur scène car il y aura tjrs suspicion d'atteinte à la dignité humaine , c'est sa mise à mort artistique, économique etc... Mais plus grave chaque spectacle devra dorénavant être passé à la censure du Ministère de l'Intérieur avant de se produire. C'est ahurissant . Si on nous dit que la liberté d'expression n'est pas gravement attaqué... "

C'est le régime de Vichy !

6- "Non, je ne veux pas que ni le préfet de police, ni le ministère de l'intérieur, ni le Conseil d'Etat me disent ce qu'il faut penser et ce qu'il ne faut pas penser. Je suis assez grand pour déterminer si ce que Dieudonné dit est inacceptable et distinguer entre l'humour, même de mauvais goût, la conviction et la provocation. Je ne veux pas qu'on m'infantilise, je suis citoyen français, j'en suis fier, j'ai été éduqué conformément à la loi et j'ai le droit de vote. "

En dictature apprenez qu'on ne dit pas je veux ou je ne veux pas, on obéit !

7- "Pourquoi parle-t-on seulement des sketchs visant le sionisme ou les juifs et pas ceux visant la catholiques, les noirs, les musulmans, les arabes? Car dans la plupart de ses spectacles il tient des propos racistes sur bcp d'autres communautés. Etrangement la LICRA ne s'intéresse qu'aux propos contre les juifs, le reste c'est du pipi de chat. Pourquoi n'interdit-t-on pas les spectacles de Proust, Eboue, Barré, Lutz qui font également de l'humour raciste? "

Le Mur, pensez au mur, bordel...

8- "C'est un boulevard juridique aux censeurs de toute nature qui est en train d'être ouvert dans l'indifférence générale, sur ce sujet particulier au moins. Internet va suivre. Du coup, la pensée politique va être contrainte au néo-libéralisme, euroipéiste et mondialiste, pendant des années, à moins d'un soulèvement. Les différences acceptables avec la pensée dominante se limiteront aux sujets annexes de nature sociétale. Fin de l'histoire. Bravo la gauche."

Erreur : bravo la droite! Non, même sur les sujets "*de nature sociétale*", vous êtes une saloperie de réactionnaire si vous ne pensez pas comme eux, ils vous clouent au pilori, effectivement ils vous laissent vous exprimer en escomptant que vous en ayez marre de vous faire insulter ou calomnier et que vous finissiez par la fermer.

Il ne reste plus qu'à renverser l'ordre établi par une révolution socialiste.

Un sondage Medef-TF1.

- 71% des Français ont une mauvaise opinion de Dieudonné - AFP

Selon un sondage Ifop pour Metronews rendu public vendredi, quelle que soit la proximité partisane, l'opinion reste majoritairement négative. 83% des sympathisants de gauche, 75% de ceux de l'UMP et 54% de ceux du FN ont une mauvaise opinion de Dieudonné. AFP 10.01

Qu'est-ce que c'est Metronews ?

Metronews appartient au groupe Bouygues.

Depuis 2003, le Groupe TF1 possédait 34 % de Metro France. En 2011, le groupe est monté à 100 %.

Jusqu'en 2005, Metronews proposait des tribunes spécifiques signées par des journalistes de référence tels que Christine Ockrent et Philippe Tesson. Depuis, les tribunes quotidiennes proposées par le quotidien sont ouvertes aux spécialistes, intellectuels et associations. (Wikipedia)

La réaction se déchaîne.

- "*La quenelle porte atteinte au principe de neutralité politique de l'école*" - Le Nouvel Observateur

Parce qu'il n'y aurait rien de politique dans les manuels scolaires, principalement ceux d'histoire, qui relèvent de la désinformation, qui procède du négationnisme des crimes commis par le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'interprétation mensongère de l'histoire qui s'y étale à chaque page ou presque et qui relève du conditionnement, non pas pour faire des hommes ou des femmes de penser librement, mais pour devenir des esclaves ou des serviteurs du régime en place.

- Pourquoi interdire les vidéos de Dieudonné ne sera pas si simple - Francetv info

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, souhaite désormais s'attaquer aux vidéos postées par l'humoriste. Francetv info 10.01

Valls fait des émules dans son ex-fief franquiste.

- Espagne: La justice interdit une manifestation de soutien aux détenus de l'ETA - 20minutes.fr

En famille. Un hommage bien mérité du magazine de BHL (sioniste assumé).

- La double vie de François Mitterrand ne l'a pas empêché d'être un excellent président - LePoint.fr

Quand c'est la réaction qui l'affirme, on s'incline, on ne peut pas la désavouer, d'ailleurs ce serait injuste, pour une fois qu'elle dit une vérité...

Le Parti de gauche la cinquième roue du carrosse de la monarchie ou du régime.

Le Parti de gauche pour l'interdiction d'un spectacle donné par un comédien ou contre la liberté d'expression. Cet article est paru avant la décision du Conseil d'Etat de casser la décision du Tribunal administratif de Nantes qui avait autorisé quelques heures plus tôt le spectacle de Dieudonné. Pire encore, le PG reprend à son compte l'accusation d'antisémitisme avancée par les porte-parole du Crif Hollande, Valls notamment pour justifier l'interdiction de ses spectacles, il n'aura échappé à personne qu'ils avaient radicalisé leur discours, sans doute après observé qu'il n'existait plus d'opposition à l'Etat ou à la classe dominante en France, et que l'argument selon lequel ces spectacles présentaient un risque de " *trouble à l'ordre public* " était passé au second plan ou avait été pour ainsi dire abandonné, apparemment pas vraiment convainquant.

- Contre l'antisémitisme, continuons le combat politique : la France aux républicains ! - Alexis Corbière - Jeudi 9 Janvier 2014

- Le Tribunal administratif de Nantes a décidé d'annuler la décision du Préfet soutenu par le Ministre de l'intérieur, interdisant le spectacle « *Le Mur* » de Dieudonné M'bala M'bala.

Cette décision juridique, sans doute fondée sur le plan du droit, affaibli indiscutablement la bataille contre l'antisémitisme militant. (...)

(C'est le discours de Valls et du Crif. - ndlr)

En appelant lui aussi à cette interdiction, le Parti de Gauche voulait d'abord prouver l'intransigeance républicaine dans cette lutte. (...)

(Le PS vous en sera gré, on défend le régime comme on peut. - ndlr)

Dieudonné tient des « *spectacles* » qui ont un but politique : créer un antisémitisme officiel. (...)

(C'est normal que l'interdiction de ses spectacles soit politique et ne revienne pas à la justice, puisque ses spectacles étaient politiques, c'est l'argumentation au mot près de Valls.

Depuis près de 10 ans il tient les mêmes discours provocateurs à l'encontre de toutes les religions, et s'il y a eu une poussée de l'antisémitisme et du racisme en général ces dernières années, c'est essentiellement dû à la politique de l'UMP et du PS soutenu par le PG, aux conséquences de la crise du capitalisme que l'UMP et le PS se sont employés à reporter sur les travailleurs en dressant leurs différentes couches les unes contre les autres, en faire porter la responsabilité sur Dieudonné est d'une malhonnêteté incroyable qui ne sert qu'à camoufler leur propre responsabilité dans la situation actuelle.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le pays est comparable à ce qu'on a pu observé lors de chaque crise dans le passé, plutôt moins que plus il faut préciser, à ma connaissance on n'a pas assisté à des défilés ou des pogroms antijuifs ou antimusulmans ou je ne sais quoi.

Donc cet argument tient de la fabulation, une pure invention produite par des gens cynisque et sans scrupules qui ont fait de l'antiracisme leur fond de commerce et en vivent, on comprend qu'ils ne supportent pas la concurrence que leur livre Dieudonné, PG qui soutient la position du PS et du gouvernement au Moyen-Orient, comme il avait soutenu celle de l'UMP et du gouvernement Sarkozy il faut le rappeler aussi, ceci explique cela. - ndlr)

Si la liberté d'expression de Dieudonné doit être garantie, elle ne peut inclure la liberté d'organiser une campagne antisémite : celle-ci reste illégale, cruelle au plan humain, honteuse au plan républicain. (...)

(Est antisémite qui s'attaque aux juifs en général, donc avant de lancer cette accusation il faudrait reproduire textuellement les propos de Dieudonné qui le prouvent sans occulter dans quel contexte ces paroles ont été prononcées et la signification que l'intéressé leur a donnée, car on ne peut pas se contenter d'une seule interprétation, celle de ses détracteurs ou ennemis qui ont intérêt à les déformer ou à les sortir de leur contexte, ensuite, en démocratie en principe le droit à la défense existe pour tous, un accusé à le droit de se défendre, lui interdire ce droit ou l'empêcher d'en faire usage est contraire au principe de la République que le PG prétend défendre, en réalité il démontre ici qu'il les piétine. Merde alors, j'aurais peut-être pu faire un très bon avocat ! - ndlr)

C'est pourquoi nous continuons à affirmer à propos de Dieudonné : une tournée de "*rire antisémite*" est une campagne politique, elle n'est pas tolérable en République. (...)

(Il traite ici les spectateurs de Dieudonné d'antisémites, c'est extrêmement grave, diffamatoire, infâme, ordurier. Le PG, la caricature du stalinisme, on comprend mieux pourquoi il a pu réaliser une coalition avec le PCF ! Assurément un régime qui tolère un tel parti politique n'a pas grand chose à voir avec la République !

Il n'en reste pas moins que sur le plan politique, nous continuons la lutte sans compromis ni concessions : la France aux républicains !

(On vient de voir que le PG en était justement le fossoyeur au même titre que le PS, une intention qui une fois assumée la volonté d'interdire à un comédien de se produire dans un spectacle donne une idée assez précise de l'état de putréfaction avancée dans laquelle se trouve leur République, osons dire bananière et au delà encore, on comprend que le PG la défende, il faut bien vivre que voulez-vous. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Vive la prostitution !

- Un « *kit d'urgence* » et une prise en charge simplifiée des victimes de viol - LeMonde.fr

Le gouvernement a lancé, vendredi 10 janvier, ses travaux pour simplifier le parcours des victimes de viol ou agression sexuelle, notamment grâce à un « *kit d'urgence* ». LeMonde.fr 10.01

Dassault immunisé, Dassault subventionné, Dassault lbéré : vive la France !

- Un milliard d'euros à Dassault Aviation pour améliorer le Rafale - AFP

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a officialisé vendredi à Mérignac (Gironde) des commandes d'un milliard d'euros passées par l'État à Dassault Aviation pour faire évoluer l'avion de combat Rafale. AFP 10.01

La reprise, non, pas pour ceux qui en ont besoin.

- Zone euro: trois instituts européens tablent sur une reprise sans emploi - AFP

"*La reprise qui se profile étant modérée, la faiblesse du marché du travail devrait perdurer*", préviennent Insee, Ifo et Istat, qui prévoient au mieux une "*stabilisation*" sur ce front. AFP 10.01

Intox. Conditionnement.

- Sept Français sur dix favorables au Pacte de responsabilité - L'Expansion.com

Sept Français sur dix envisagent de se suicider dans l'année à venir...

- Pour 87% des Français, la justice doit être réformée - Liberation.fr

C'est intolérable qu'il se soit trouvé des juges (à Nantes) pour autoriser le spectacle d'un antisémite, un antijuif, un raciste, un nazi !

Valls fait des émules parmi les médias

- Djotodia éjecté de son fauteuil présidentiel - Libération.fr

Djotodia était le président de Centrafrique dont Hollande et Fabius avaient juré d'avoir la peau, c'est fait, en voilà au moins deux avec Dieudonné qui ont été liquidés... Libération jubile.

Demain ils rendront hommage aux banquiers sionistes qui ont financé le régime nazi.

- Israël: hommage aux victimes homosexuelles du nazisme à tel Aviv - AFP

Et les trotskistes, les communistes, les syndicalistes, les opposants en tous genres au fascisme, à l'oppression, à la tyrannie, les tziganes, les Noirs...

- Femmes en pays musulman, le conservatisme a la vie dure - Liberation.fr

Quelle saloperie, quel archaïsme ces pays musulmans ! Dorénavant de gré ou de force ils vont vous imposer comment vous devez penser, comme eux évidemment...

Ça va pas non ?

- Cambodge: Les consommateurs doivent-ils payer pour l'amélioration de la sécurité des ouvriers? - 20minutes.fr

Opposer maintenant les "*consommateurs*" en occident aux travailleurs des pays dominés ou en voie de développement, tiens, ce ne serait pas du racisme des fois ? Si vous refusez bande d'ignobles profiteurs, c'est vous qui porterez la responsabilité des conditions de travail épouvantables que subiront ces ouvriers, des accidents du travail dont ils seront victimes, comment, vous ne culpabilisez pas encore, vous êtes vraiment dégueulasses !

Question accessoire qui n'est apparemment pas venue spontanément à l'esprit de ces vendus de journalistes : serait-il possible de taper dans les profits des multinationales occidentales qui les surexploitent ? Non, cette question est indécente, censurée !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Edward Snowden n'est pas un lanceur d'alerte, fustige le patron du FBI - AFP

Edward Snowden ne doit pas être considéré comme un "*lanceur d'alerte*" dans la "*tempête*" qu'il a provoquée, a fustigé jeudi le directeur du FBI James Comey, qui s'oppose à la réforme en cours des programmes américains de surveillance.

Jeudi, des parlementaires américains ont considéré que les actes d'Edward Snowden pouvaient avoir des "*conséquences mortelles*" et mettre "*en danger*" les soldats américains.

"*Une procédure pénale est en cours, des accusations pèsent contre M. Snowden*", a rappelé le chef de la police fédérale.

James Comey a été reçu à la Maison Blanche mercredi dans le cadre de la vaste réflexion lancée par Barack Obama avec les acteurs-clés du renseignement. Il en a profité pour exprimer son "*désaccord*" avec les propositions de réforme d'un groupe d'experts mandatés par le président américain.

Il a regretté que le rapport rendu le 18 décembre ne stipule pas "*le plus important: que la communauté du renseignement travaille dans des frontières légales*".

Il s'est en particulier insurgé contre une recommandation de révision du fonctionnement des mandats, ces "*lettres de sécurité nationale*" (NSL) délivrées par un tribunal secret pour que les sociétés d'internet et de téléphone livrent des informations aux autorités.

"*Je ne vois rien de défectueux*" dans cette procédure des "*plus usitées*" au FBI, s'est insurgé M. Comey. "*Je ne vois pas pourquoi on ferait des changements (...) et pourquoi on rendrait les enquêtes de sécurité nationale plus compliquées que les enquêtes criminelles*".

"*Si nous voyons quelqu'un écrire quelque chose qui nous paraît dangereux sur internet, pour trouver cette personne, l'abonné du compte internet, nous devons obtenir une "lettre de sécurité nationale" et nous devons l'avoir de manière raisonnablement rapide*", a-t-il encore plaidé. "*L'une de mes inquiétudes dans la proposition du comité d'experts est qu'elle provoquerait du retard*". AFP 10.01

2- Turquie

En Turquie, Gül se positionne en alternative à Erdogan - AFP

Le président turc Abdullah Gül a profité du scandale politico-financier qui fait tanguer le gouvernement pour faire entendre ses différences avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au point d'apparaître comme un rival à huit mois de l'élection présidentielle.

En six mois, c'est devenu un classique de la vie politique turque. Pendant que M. Erdogan déverse à longueur de discours des torrents d'invectives contre ses ennemis de tous poils, accusés de vouloir sa peau et de déstabiliser le pays, M. Gül, lui, ne sort de sa réserve que pour prêcher l'apaisement et le rassemblement.

La tempête provoquée par l'arrestation le 17 décembre de dizaines de patrons, hommes d'affaires ou élus proche du pouvoir n'a pas fait exception à ce scénario.

Aux quatre coins du pays, le Premier ministre a dénoncé la "*conspiration*" ourdie contre lui et menacé avec véhémence "*l'Etat dans l'Etat*" formé par les policiers et magistrats à l'origine de l'enquête qui le menace.

Le chef de l'Etat a semblé prendre systématiquement le contrepied de M. Erdogan. De sa petite voix, il a assuré que la corruption "*ne sera et ne pourra pas être étouffée*".

"*Nous devons nous abstenir de toutes positions et comportements pouvant nuire à notre Etat de droit démocratique*", a ensuite lancé le 1er janvier le président, en pleine vague de purges massives dans la police et la magistrature.

Longtemps inséparables, MM. Gül et Erdogan ont fondé ensemble le Parti de la justice et du développement (AKP) en 2001. Mais avec l'élection du premier à la magistrature suprême en 2007, leurs routes ont commencé à lentement s'écarter.

D'abord infimes, sur l'Europe ou le système constitutionnel, leurs différences ont éclaté au grand jour lors de la fronde antigouvernementale de juin dernier.

"*Les dirigeants (du pays) doivent déployer plus d'efforts pour prêter une oreille attentive aux différentes opinions et inquiétudes*", avait plaidé le président, quand le chef du gouvernement traitait les manifestants de "*vandales*" ou de "*pillards*".

Même si les deux personnages ont jusque-là évité toute confrontation directe, la crise politique actuelle a encore creusé le fossé qui les sépare, jugent nombre de commentateurs.

D'autant que le chef de l'Etat est réputé proche de la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, que le Premier ministre juge responsable des ennuis judiciaires qui éclaboussent le premier cercle de son pouvoir.

Leur relation a "*touché le fond lorsque Gül a mis son veto, dit-on, à sept des dix ministres proposés par Erdogan" lors du récent remaniement précipité par le scandale*", a souligné le professeur Yuksel Sezgin, de l'université américaine de Syracuse.

Certains les décrivent même en rivaux directs pour l'élection présidentielle d'août prochain, qui sera disputée pour la première fois au suffrage universel direct.

"*On peut dire qu'il y a désormais une compétition personnelle entre les deux*", juge Nihat Ali Ozcan, de l'université privée TOBB d'Ankara. "*Cette situation nouvelle est devenue une opportunité pour Gül*", ajoute-t-il, "*il peut en tirer un réel avantage si les problèmes qui menacent Erdogan s'aggravent*".

A ce jour, aucun des deux hommes n'a encore dévoilé ses intentions. "*Toutes les options sont ouvertes*", a dit la semaine dernière Abdullah Gül. Contraint par une règle interne de son parti à quitter son poste au terme de son troisième mandat en 2015, Recep Tayyip Erdogan, lui, ne fait plus guère mystère de ses ambitions.

Si certains à l'AKP ne veulent pas croire que le président aura l'audace de défier le Premier ministre, d'autres soulignent que le profil modéré du premier pourrait séduire ceux qui, au sein du camp présidentiel, jugent le second décidément incontrôlable.

"*De nombreux membres du parti ne sont pas satisfaits de l'attitude d'Erdogan depuis le début de l'affaire*", observe un diplomate occidental, "*si une majorité d'entre eux finit par le considérer comme un danger, il lui serra difficile de rester*".

Avant un éventuel duel au sommet Erdogan-Gül, les élections municipales du 30 mars pourraient servir de juge de paix.

"*Pour l'instant, nous sommes dans le brouillard. Les sondages connus évaluent le score de l'AKP de 36 à 52%, soit plus qu'aux législatives de 2011 (50%) !*", constate Cengiz Aktar, professeur de sciences politiques à l'université privée Sabanci d'Istanbul.

"*Mais ce dont on est sûr, c'est que ces élections vont tourner au référendum pour ou contre Erdogan*", ajoute-t-il. AFP 10.01

Haut de page

Le 12 janvier 2014

CAUSERIE

J'ai ajouté plus loin un complément à l'analyse qui a été publiée ce matin. La suite de l'actualisation du site demain, je dois aller au marché cet après-midi car demain commence la fête nationale (au Tamil Nadu) de Pongal qui dure trois jours, et je n'ai pas envie d'aller faire des courses en ville et me retrouver dans la cohue et la pollution.

Une vidéo à voir absolument.

Interdiction de Dieudonné / Clash entre Plantu et Finkielkraut . (+ de 500.000 visionnages en une journée)
http://www.youtube.com/watch?v=YODdfx7nHBk

Finkielkraut : "*La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort, et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur*".

La justice a dit à Nantes : j'autorise ce spectacle, la force c'est quoi alors, le Conseil d'Etat présidé par le Premier ministre dont les membres sont nommés et non élus qui décrète l'interdiction.

Soyons plus précis, selon ce prédicateur du sionisme qui entend bâillonner la liberté d'expression, la justice est faible si elle n'est pas placée sous l'autorité d'une institution supérieure qui incarne la force, en réalité le pouvoir politique de la classe dominante, si elle ne lui est pas entièrement soumise ou dévouée, autrement dit la justice ne peut pas revendiquer son indépendance, c'est un droit illégitime.

En France, c'est le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel qui remplissent le rôle de protecteurs des institutions antidémocratiques de la Ve République ou du régime en place, celui de la force dont parle Finkielkraut, dans d'autres pays ce sera l'armée, un tribune militaire, dès lors on comprend pourquoi tous les chefs d'Etat qui se sont succédés sous la Ve République ont soutenu dictateurs et tyrans en Afrique et ailleurs dans le monde.

Absolument rien ne permet de distinguer l'UMP du PS sur cette question déterminante qu'est l'Etat.

La réaction de Plantu arrive trop tard, c'est sans doute pour cette raison qu'il se réveille, cela ne lui coûte rien. Mais bon, c'est mieux que rien car du coup un des plus fameux représentants du sionisme en France, Finkielkraut, est obligé de se défendre, et comme toujours dans ces cas-là il commet de monstrueuses maladresses qui dévoilent sa véritable nature, derrière lesquelles surtout la vérité commence à reprendre ses droits, l'imposture de Hollande-Valls est dévoilée ou devient indéfendable.

Passage ajouté :

Dans l'esprit d'un Finkielkraut, la justice sans le recours à la force est inconcevable, c'est ainsi que la justice se confond avec les forces de l'ordre, l'appareil militaro-policier de l'Etat, on pourrait en dire autant du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel qui sont des tribunaux d'exceptions dépendant directement du pouvoir politique, institutions qui surveillent le pouvoir judiciaire et se substituent à lui en cas de faiblesse ou quand il fait preuve de relents d'indépendance décrétée insupportable sous une dictature, néolibérale, celle de l'oligarchie financière qui désormais dicte sa politique au gouvernement français qui s'en fait volontiers le porte-parole.

Notons au passage que personne n'a usé de la force pour obliger l'Etat sioniste à appliquer les décisions de l'ONU depuis 1947, une faiblesse qui a pour origine l'hégémonie exercée par l'impérialisme américain au sein de cette institution au cours du XXe siècle et sa collusion permanence avec Israël qui sert ses intérêts au Moyen-Orient notamment. Quand la notion du droit se confond avec le recours à la force pour le faire appliquer, on n'est pas dans une démocratie, mais sous une dictature.

A demain...

Haut de page

Le 13 janvier 2014

CAUSERIE

20 à 25 nouveaux articles demain matin, 2 ont été ajoutés aujourd'hui.

Vidéos pour se détendre

- Joe Satriani - Live in San Francisco 2002 - part 1 - YouTube
- Joe Satriani - Live in San Francisco 2002 - part 2 - YouTube

Vidéos sur l'histoire du pétrole

- Le secret des sept soeurs - 1|4 - Tempêtes et fortunes du désert - YouTube
- Le secret des sept soeurs - 2|4 - Safari dans l'Eldorado - YouTube
- Le secret des sept soeurs - 3|4 - La danse de l'ours - YouTube
- Le secret des sept soeurs - 4|4 - Le temps des mensonges - YouTube

L'hypocrisie ou le mensonge d'Etat à valeur de loi en France.

Avant-propos.

Je suis stupéfait de constater à quel point l'hypocrisie et la mauvaise foi, l'absence de discernement et les jugements à l'emporte-pièce qui le remplace ont envahi tous les rapports, et je ne parle pas seulement en politique.

La décomposition avancée de la société cause des ravages sur le mode de pensée de la population, qui heureusement ne sont pas irréversibles la plupart du temps, bien qu'ils puissent pourrir plusieurs générations à la suite. On en vient à se demander si la notion d'honnêteté intellectuelle existe encore, on peut ajouter le respect, car pour se comporter de la sorte il faut singulièrement en manquer envers les autres ou les mépriser, disons en général, plus ou moins inconsciemment.

Bien entendu chacun répondra qu'il ne se sent pas concerné ou se posera en victime, il a sa bonne conscience pour lui et sa morale est irréprochable, la dérive que nous décrivons, ce sont toujours les autres mais pas lui ou elle, non, on baigne en plein délire. On se dit qu'un tel degré d'inconscience n'est pas sans danger, car finalement ces gens-là ont été conditionnés et sont facilement manipulables, et plus ils sont convaincus du contraire plus ils le seront sans s'en apercevoir. Pire, à force de s'enfoncer dans l'hypocrisie et de croire à leurs mensonges ils finiront par ne même plus faire la part des choses et considérer que tout le monde leur ressemble. Ce qui est normal quelque part puisqu'ils sont de plus en plus amenés à fréquenter ou rencontrer que des gens de la sorte. Par contagion ils les imiteront, comment faire autrement quand on n'a pas la volonté de résister à cette fièvre d'individualisme qui se développe à vive allure et de rentrer dans des discussions franches ou sincères qui risquent le plus souvent de mal tournées, à quoi bon. Qu'aurait-on à y gagner ? Un peu de dignité qui apporte un peu de satisfaction personnelle bien mérité, c'est quand même cher payé pour se sentir bien dans sa tête ou sa peau, alors qu'il existe tellement d'artifices pour parvenir au même résultat sans fournir le moindre effort et sans prendre le moindre risque, temporairement, car il s'agit d'une illusion, on se leurre soi-même et cela ne dure jamais indéfiniment.

Quand vous refusez de verser dans ce travers et que vous vous en tenez à vos principes, et que vous rencontrez quelqu'un qui vous invite à les abandonner, vous pouvez être certain que cette personne est déjà rongée par ce virus. En gros, toute discussion est possible avec cette personne uniquement si vous partagez ses idées. Il ne servirait à rien de lui signaler à cet instant là, vous iriez au clash immédiatement, laissez la dire ce qui lui passe par la tête, au fil du temps vous aurez accumulé suffisamment de matériaux pour un jour lui balancer ce que vous en pensez, en y mettant les formes mais sans compromis cette fois, cela passera ou cela cassera, peu importe, vous aurez fait ce qui vous semblait le mieux en essayant de lui rendre service, car on ne peut pas indéfiniment se taire ou accepter un tel comportement, vous avez fait preuve de beaucoup de patience, vous vous êtes abstenu de la juger, il est donc normal qu'un jour ou l'autre à votre tour vous vous exprimiez librement, comme vous le feriez face à n'importe quelle personne suffisamment maître de soi pour accepter ou supporter de participer à une libre confrontation d'idées.

Vous aurez compris que je viens de connaître plusieurs expériences de ce genre avec plusieurs personnes que je connais ou que je ne connais pas vraiment, parfois il suffit de peu de choses pour cerner à qui on a à faire. Plus on est entraîné à analyser un tas de sujets à fond dans tous les domaines, plus c'est facile, il arrive même un moment où l'on s'en amuse, alors que les conclusions auxquelles nous sommes parvenu n'ont rien de drôle, au contraire. La vie est ainsi faite ou plutôt la société. A force on y gagne considérablement en patience, on se surpend soi-même, on se surpasse dans ce domaine. On peut progresser dans la vie, il faut s'en donner la peine, c'est comme tout, au départ cela nous coûte, par la suite c'est la routine, finalement c'est très économique comme méthode, si je vous disais que du bonheur vous ne me croiriez pas, et pourtant c'est vrai.

Tenez, on ne peut pas dire qu'en ce moment l'actualité en France prête vraiment à être de bonne humeur ou à avoir le moral, je me suis pris la tête ces derniers jours avec l'affaire Dieudonné et ses à côtés surtout, alors que je m'en serais volontiers passé, j'en ai plus que ras le bol à dire vrai, et bien hier j'ai trouvé le moyen de finir ma soirée de boulot en regardant la première partie des Sept soeurs (Exxon, Mobil, Chevron,Texaco, Shell, BP, Gulf), une vidéo formidable sur l'histoire du pétrole (depuis j'ai téléchargé les trois autres parties), puis pour me détendre un peu j'ai visionné la deuxième partie du concert génial de Joe Satriani à San Francisco jusqu'à 1h40 du matin, après je suis allé me coucher en pensant à ses Sept soeurs, histoire qu'il m'en reste encore quelque chose en mémoire le lendemain matin, et même que je n'en ai pas fait de cauchemar, l'inceste c'est pas mon truc !

Allez camarades, soyons de bonne humeur en ce début de semaine, sachons tirer le maximum d'enseignement de chaque expérience, l'école de la vie, vous connaissez n'est-ce pas, j'espère qu'on va passer à autre chose dès demain. Bon courage.

Passons au plat de consistance si vous le voulez bien.

La réaction se focalise sur un dénommé Faurisson qui a été condamné pour révisionnisme, il aurait nié l'existence des chambres à gaz. Admettons que les juges aient rendu leur verdict sur la base des faits avérés ou reconnus, indiscutables.

Maintenant quand on voit le bonhomme dans le spectacle de Dieudonné, quand on voit à quelle mascarade il a prêté ou dans quelle farce il a donné, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'il faut être d'une mauvaise foi sans fond pour prendre un instant au sérieux ce grotesque personnage, ce qu'il dit et cette mise en scène qui tient du grand guignol, il ne se trouvera personne pour lui reconnaître le statut d'historien ou lui accorder la moindre légitimité.

Contrairement à ce qu'affirme les détracteurs de Dieudonné qui prennent l'affaire très au sérieux et s'en servent pour le diaboliser,

ce personnage est d'un ridicule qui dépasse la caricature, du coup ce qu'il peut dire passe au second plan ou complètement à la trappe, pas un spectateur ayant assisté à cette pitrerie ne ressortira de ce spectacle en étant antisémite pour autant, au contraire, il sera plutôt porté à penser que l'antisémitisme n'est pas quelque chose de sérieux, pas plus que le sionisme, c'était peut-être le but de cette mise en scène, or pour les ennemis de Dieudonné le sionisme est une affaire très sérieuse à laquelle ils tiennent par dessus tout, autant qu'à l'existence d'Israël sinon ils ne seraient pas sionistes, tandis que le véritable antisémitisme est une affaire toute aussi sérieuse pour nous, donc raison de plus de combattre le sionisme qui en est le principal instigateur et auquel il profite, comment en réalisant un amalgame entre les juifs et le sionisme ou Israël sur la base d'un mythe ou d'une imposture qu'ils ont théorisé pour en faire une arme politique contre les ennemis d'Israël (les pays Arabes de la région principalement) qui seront caractérisés d'antisémites, puisqu'être juif signifie obligatoirement être Israélien quelque part ou soutenir Israël

L'idéologie sioniste a évolué au cours du XXe siècle pour finalement aboutir à une dichotomie complète entre les sémites et les adeptes du judaïsme ou pour être plus précis le premier facteur devait totalement disparaître dès lors qu'ils avaient décidé de s'emparer de la Palestine, en 1947. Car la population de confession musulmane et chrétienne qui vivait à cette époque dans ce pays et constituait l'immense majorité de la population était sémite, tandis que les sémites juifs étaient une minorité, étant tous sémites ces différentes communautés vivaient ensemble plus ou moins en harmonie et en paix depuis des centaines d'années, jusqu'à ce que le pétrole de la région devienne un enjeu économique mondiale. Les juifs qui devaient coloniser les terres appartenant majoritairement à des sémites de confession musulmane et chrétienne et les expulser n'étaient pas forcément des sémites, ils étaient originaires d'Europe et d'Europe centrale ou orientale, ils s'étaient convertis au judaïsme vers le XVe siècle. Ils étaient intégrés dans la société de ces différents pays et pratiquaient leur religion tout en faisant perpétuellement l'objet de discriminations ou de persécutions, de pogroms, jusqu'à l'avènement du régime nazi qui procèdera à leur extermination en masse et qui à l'issue de la Seconde Guerre mondiale justifiera et précipitera la création d'Israël et l'immigration de centaines de milliers de juifs principalement ashkénazes.

Notons qu'il existe plusieurs versions totalement contradictoires sur l'évolution de cette communauté au cours des siècles ou du peuple sémite et non du peuple juif, qui selon des universitaires et des rabins juifs n'a jamais existé, chacun tenant à sa version des faits, il est compliqué de s'y retrouver. Voilà ce que j'ai pu tirer de ce que j'ai appris et compris jusqu'à présent.

Hitler et le régime nazi s'en est pris à la totalité des juifs sans distinction ou presque qui étaient présents en Europe dont une grande partie n'étaient pas d'origine sémite, fournissant en 1947 le prétexte aux sionistes qui avaient décidé que l'heure avait sonné de mettre en oeuvre la déclaration de Balfour, ce qui nécessitait d'occulter le fait qu'ils n'étaient pas (forcément) sémites et dont le rappel aurait été incompatible avec la prétendue existence d'un peuple juif, de façon à souder la totalité des composantes de la communauté juive et les dresser contre la population à majorité musulmane de Palestine qui était sémite, tout comme les juifs qui vivaient dans ce pays, en les désignant comme des Arabes ayant spolié leurs ancêtres juifs, pour légitimer l'existence de l'Etat d'Israël.

L'accusation d'antisémitisme est orienté à la fois contre les sémites de confession musulmane et contre les sémites juifs qui en Israël même combattent pour le "démantèlement" de cet Etat dans lequel ils ne se reconnaissent pas, car disent-ils son existence serait contraire au judaïsme, ou encore contre les juifs qui se disent athées ou les sémites athées qui ne reconnaissent pas l'existence d'Israël, aussi bien contre les Arabes ou n'importe quel citoyen ou militant qui s'opposerait à la spoliation des droits des Palestiniens. Vous penserez peut-être qu'il n'y a pas de juifs athées et que c'est une erreur ou une contradiction, en fait non, il faut tenir du fait que dans la presque totalité des familles juives vous naissez juif et vous mourez juif, quoi que vous pensiez ou fassiez tout au long de votre vie, du coup un jeune garçon ou une jeune fille arrivée à l'adolescence qui décidera d'être athée ou de se convertir à une religion sera toujours considérée par sa famile ou son entourage ou la communauté juive comme juif ou juive aussi aberrant que cela puisse paraître.

On s'aperçoit ici que l'accusation d'antisémitisme qui rejoint le combat des sionistes contre tous ceux qui nient la légitimié d'Israël s'adresse en grande partie ou indirectement aux juifs qui ne sont pas forcément motivés ou mobilisés pour défendre l'existence d'Israël et surtout sa politique au Moyen-Orient, d'où les appellent permanent en direction de la communauté juive éparpiller dans le monde pour qu'elle émigre en Israël, car jusqu'à présent et malgré tous les efforts qu'ils ont déployés, les juifs refusent de vivre dans ce pays qui soi-disant avait été conçu spécialement pour les accueillir, avant-hier encore Le Point a sorti un article sur ce sujet, régulièrement les médias français se font le relais de la propagande des autorités israéliennes, en vain, d'autant plus que de plus en plus de jeunes Israéliens sont tentés de quitter ce régime théocratique d'apartheid.

Demain ou dans les jours qui viennent si j'en trouve le temps, on abordera un autre angle de cette question, celui des antisionistes, on peut cependant en dire quelques mots.

L'antisionisme regroupe des courants ou des gens très divers, de l'extrême gauche à l'extrême droite, des chiites, des antiracistes, etc. dont aucun ne se situe véritablement sur le terrain de la lutte des classe du prolétariat ou du socialisme, dans la mesure où ils ne traitent pas le sionisme sur le plan politique en le reliant au développement du capitalisme au cours du XXe siècle, aux besoins du capitalisme dominé par l'impérialisme américain, généralement ils s'en servent comme d'un fond de commerce pour défendre des intérêts particuliers ou une communauté spécifique tels des lobbies, ils interprètent les rapports qu'entretient Israël avec le reste du monde sans comprendre qu'il n'est qu'un maillon de la stratégie politique de l'oligarchie financière qui s'est emparée du pétrole du Moyen-Orient depuis près d'un siècle (et d'Afrique depuis un demi-siècle), ils considèrent qu'Israël ou les juifs veulent imposer leur pouvoir au monde entier, alors qu'ils sont trop peu nombreux pour envisager seuls d'atteindre un tel objectif,

cette conception est grotesque et sera le point de départ de leur antisémitisme larvé ou déclaré, violent parfois, par contre l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionistes en s'associant aux oligarques et puissants capitalistes européens (et au delà) peuvent progresser sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial dans lequel les sionistes (mais peut-on encore parler de sionisme à cette étape ?) occuperont une place de choix ou qu'ils domineront pour en avoir été les promoteurs et les plus puissants et riches artisans au cours du XXe siècle, cette stratégie politique devant être adoptée de grés ou de force (guerres) par l'ensemble des Etats, des oligarques et capitalistes dans le monde, parce qu'elle coïncide au stade actuel du développement des contradictions du capitalisme avec les besoins de la classe dominante de neutralité la lutte des classes et de se servir de la crise du capitalisme devenu permanente pour assurer la survie du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et absolument rien ne permet d'affirmer que dans les années ou décennies à venir Israël ressemblera au pays que nous connaissons aujourdhui ou qu'il existera encore.

En ce qui nous concerne, la lutte contre le sionisme passe par le soutien au combat du peuple palestinien, le boycott d'Israël, mais surtout le combat contre la politique néolibérale impulsée par les Etats-Unis, dans chaque pays et particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, partant toujours du principe que l'ennemi que nous combattons est dans notre propre pays, la classe dominante, les banquiers, les multinationales, l'ensemble des institutions ou les représentants du capital, en premier lieu le gouvernement, les partis politiques qui y participent, ceux qui le soutiennent, l'Etat des capitalistes et sa Constitution qu'il nous fauda abattre, abolir pour instaurer une République sociale, condition politique pour saper le terrain sur lequel voient naissance ou s'épanouissent toutes les formes de communautarismes, de discriminations, de racismes, d'intolérances, les inégalités sociales et les injustices.

Les antisionistes de l'extrême gauche à l'extrême droite militent pour que certaines communautés bénéficient de droits spécifiques, à l'opposé nous estimons que les droits des différentes communautés ou des minorités ne peuvent être réellement satisfaits sans l'existence de droits collectifs acquis pour l'ensemble des masses exploitées qui garantissent le respect des droits individuels de chacun. Notre démarche est donc en totale contradiction avec la leur. Quand on observe que les gouvernements successifs se sont employés à liquider nos droits sociaux ou politiques les uns après les autres, droit au travail, cela concerne l'ensemble des travailleurs, à la retraite, cela concerne l'ensemble des travailleurs, droit à la santé, cela concerne l'ensemble des travailleurs, droit au logement, cela concerne l'ensemble des travailleurs, on pourrait allonger la liste, par contre ils ont prétendu que les travailleurs avaient obtenu de nouveaux droits individuels, que des droits nouveaux avaient été accordés à certaines commaunautés, tandis que l'ensemble des couches dans lesquelles sont incluses ces communautés et qui forment la classe des exploités avaient perdu un nombre considérable de droits collectifs sociaux et politiques, alors nous disons que la priorité est de combattre pour regagner ces droits collectifs, et sachant qu'ils sont incompatibles avec le maintien du régime en place, cela pose la question de la préparation des conditions politiques pour le renverser et prendre le pouvoir, instaurer une République sociale, un gouvernement des seuls partis et tendances combattant dans cette perspective politique, abolir la Constitution de la Ve République, donc la totalité de ses institutions, et s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme pour fonder une société basée sur les besoins et les aspirations de l'ensemble des travailleurs et non sur le profit, le marché déclaré définitivement hors la loi !

Questions à cent balles.

Quand je me fous de Français, serais-je anti-Français ? Quelle connerie !

Serais-je raciste ou xénophobe quand je moque des Indiens, devant eux puisque je ne fréquente que des Indiens, serais-je raciste ou anti-Indiens ? Quelle connerie !

Et quand un Indien se moque des Français devrais-je le traiter de raciste ? Quelle connerie !

Pour beaucoup d'Indiens manger des grenouilles ou des escargots, du boeuf ou de la vache, c'est un truc de sauvages, de barbares, sont-ils racistes de nous traiter ainsi, faudrait-il s'en offusquer ? Quelle connerie !

Parfois on se demande qui sont les plus arriérés, ceux qui nous gouvernent assurément, parce que finalement il faut être profondément arriéré pour voir partout du racisme ou une atteinte à la dignité humaine, pour être sioniste il ne faut pas en avoir ou ne pas savoir ce que cela signifie.

Affaire Dieudonné. Commentaires d'internautes

J'ai oublié de préciser que les commentaires d'internautes mis en ligne proviennent pour la plupart des médias nationaux auxquels souvent il faut être abonné pour pouvoir poster un commentaire (Le Monde, Le Figaro, Le Point, Libération, L'Express, etc.), sinon ils ont été postés suite à des dépêches d'agences de presse, AFP ou Reuters, aucun commentaire ne provient de portails de partis politiques ou autres.

1- Selon Le Monde, le juge des référés Bernard Stirn a rappelé jeudi 9 janvier à l'issue de l'audience, qu'« *en aucun cas la décision du juge des référés ne tranchait de grandes questions de droit* ». En clair, ce que dit l'auteur de cette sentence, c'est qu'il s'agissait bel et bien d'un jugement de circonstance que personne ne pourra faire valoir par la suite. Une justice d'exception à

usage exclusivement M'balien. Une horreur décomplexée.

C'était une décision politique que le Conseil d'Etat à couverte, point barre.

2- Les doutes sur l'indépendance du conseil d'Etat sont légitimes en raison de sa proximité avec le pouvoir exécutif. Dès la révolution, l'ordre administratif a été institué pour limiter le champ d'action de l'ordre judiciaire sur le pouvoir. Aujourd'hui, le conseil d'Etat n'est pas seulement une cour d'appel, c'est également un conseiller du gouvernement sur les textes de loi.

3- Le Conseil d'Etat a été créé par Napoléon et ses hauts fonctionnaires, d'une manière certes plus feutrée que dans les préfectures, sont aux ordres. En tant qu'ancien haut fonctionnaire ayant eu son procès au CE, je sais de quoi je parle.

4- Les gens ne comprennent plus rien. La justice administrative statue en 2 heures et de l'autre on a une justice pénale et civile qui s'enlise. Comment expliquer aux français qu'on condamne Dieudonné en quelques heures alors que les sénateurs protègent Dassault, que les Balkany ne sont toujours pas en prison, qu'il a fallu 15 ans pour condamner les Tibéri.

5- (Nicolas Bedos dans "*On n'est pas couché*") Nous sommes nombreux à ne voir en ce pseudo humoriste hautement politisé, à l'instar de son père toutefois doué d'un certain talent, qu'un vecteur vulgaire de la haine, du sectarisme et de l'intolérance. Alors, singer ainsi l'artiste Dieudonné, même controversé, est ridicule et cela démontre qu'il se sait protégé par certains médias et politiques...

6- Arrêtez de dire que ce sont des jeunes de banlieues, au chômage etc. il a de tout ! J'ai 37, suis d'origine chinoise, j'ai un bac+4 et suis cadre, je ne connaissais pas bien Dieudonné et grace a tt ce tapage médiatique, j'ai fait mes recherches (car les médias aujourd'hui déforme tt), regardé ses spectacles sur internet et je dois avouer que je le trouve vraiment très très drôle. j'irai voir son spectacle avec grand plaisir et plaisir d'autant plus grand que je ne supporte pas, que des politiciens et leurs serviteurs les journalistes me disent ce qui est correct ou non de regarder ! j'ai des amis, des collègues qui comme moi ne connaissaient pas Dieudonné plus que ça et qui après tt ce lynchage, iront le voir aussi ! et pour ce qui est de la quenelle : il n'y a rien d'antisémite : il l'a même expliqué plusieurs fois. d'ailleurs si vous prenez la peine de le regarder et de l'écouter, ainsi que dses fans, vous comprendrez qu'il s'agit plus d'un signe de révolte tel un bras d'honneur, mais qui va plus loin dans le sens où "on la met bien profonde" !

7- Maintenant je suis fan de Dieudonné, ça fait de moi une personne ayant un cerveau malade comme dirait M. Cohen ? d'accord, ça me va, car perso, je préfère réfléchir par moi même avec mon cerveau malade que de suivre bêtement et aveuglément ce qu'on me dit de faire.

8- Il n'y a pas que des jeunes qui vont voir Dieudonné, des jeunes, des vieux, des hommes, des femmes, des chômeurs, des salariés, on a vu des militaires, policiers, pompiers, personnel médical faire le geste de la quenelle, des vidéos sont là pour prouver ce que je dis, le public de Dieudonné est mosaïque, il a réussi ce qu'aucun parti politique n'a réussi à faire, fédérer des français d'origine sociale, culturelle, politique et professionnelle différentes, il est dangereux comme le fut Coluche à une époque.

9- Monsieur Dieudonné est un citoyen extraordinaire pour payer des impôts par contre c'est plus un citoyen quand il s'exprime. On peut tourner les choses comme on veut, c'est un spectacle comique, il a le droit de dire ce qu'il veut. Pour beaucoup la seule discrimination dans cette affaire a été subie par Dieudonné ! Maintenant savoir pourquoi ? Car il est noir ? Car il est blanc ? Car il est breton ? Car il a du succès ? Car il use de sa liberté ? Car il fait réfléchir ? Car il est plus populaire que le président ? Car un noir blanc breton qui a de bons avocats c'est un scandale ? Car il dit trop de vérités ?

Quelle hypocrisie, on a pu se moquer pendant des décennies, des magrébins, des portugais, des chinois, des roms etc. Et maintenant qu'on est au stade de la mondialisation du rire, les riches ou puissances peuvent se moquer des pauvres ou faibles, mais les pauvres ou faibles ne peuvent pas se moquer des riches ou des puissances. Quand un groupe, comme dans une société si vous voulez savoir qui est le patron il suffit de savoir à propose de qui on n'a pas le droit de rigoler, celui-là ou ceux-là sont les patrons. Dieudonné, tu as compris le message, on ne peut pas rire des patrons, il faut rire des ouvriers, des employés et des esclaves et si possible en valorisant les puissant qui eux nous autorisent à vivre.

10- J'ai entendu l'autre jour, à l'occasion de "*l'affaire Dieudonné*", Christophe Barbier (L'Express - ndlr) s'exprimer sur I-Télé. J'avais jusqu'alors une certaine estime pour cette personne. Mais lorsqu'il a, je cite, affirmé que "*l'expérience de la Chine*" prouvait que l'on pouvait fliquer Internet, j'ai failli vomir.

Eh oui ne vous fiez pas aux apparences, tous les journalistes, chroniqueurs, présentateurs, animateurs sont des réactionnaires ou manipulés pour servir les intérêts du régime.

11- La quenelle n'est pas un geste antisémite en soi mais elle a été aussi utilisée par des personnes antisémites pour exprimer leur convictions antisémites. Accuser les Bigard, Parker, Anelka et autres d'antisémitisme parce qu'il ont fait le geste relève du maccarthysme le plus éhonté.

12- La partialité de la presse dans cette affaire est désolante.

Il est impossible de légitimité les deux côtés du Mur.

Côté ghetto.

Le polémiste, qui affirme clairement qu'il n'est pas antisémite, renonce à son spectacle interdit "*Le mur*" pour un nouveau one-man-show.

Dieudonné a estimé samedi après-midi devant la presse à Paris qu'il n'y avait "*plus d'affaire Dieudonné*", puisqu'il a renoncé à donner son spectacle interdit Le mur au profit d'un nouveau one-man-show dans lequel ne figurent pas les propos antisémites qui lui sont reprochés. "*Je ne jouerai plus le spectacle Le mur*", a assuré le polémiste, comme l'avait auparavant annoncé un de ses avocats. "*Dans un État de droit*", "*il faut se conformer à la loi*", a ajouté Dieudonné.

"*J'espère que les choses vont se détendre*" et que le Conseil d'État, qui doit se prononcer samedi soir sur l'interdiction de son spectacle d'Orléans confirmée dans la matinée par le tribunal administratif de cette ville, "*va prendre en compte cet engagement*", a-t-il dit. "*Je ne jouerai plus le spectacle Le mur, j'ai un nouveau spectacle (baptisé Asu Zoa), cela entérine la fin d'un débat judiciaire. Aujourd'hui, il n'y a plus d'affaire Dieudonné*", a-t-il affirmé, revêtu d'un costume traditionnel africain. Dans ce nouveau spectacle, a-t-il affirmé, "*il n'y aura pas les propos visés*" par les arrêtés d'interdiction pris à Nantes, Tours, Orléans et Paris.

"VBien évidemment, je ne suis pas un nazi, je ne suis pas un antisémite", a déclaré le très controversé humoriste, condamné plusieurs fois pour des propos antisémites. Il n'a répondu à aucune question après sa déclaration à la presse faite dans son théâtre parisien de la Main d'or. LePoint.fr 11.01

En complément. A en vomir !

74 % des Français pensent que le gouvernement parle "*trop*" de cette affaire, selon le sondage réalisé pour ITele-CQFD. AFP 11.01

Côté jardin.

Dieudonné « ***support de communication*** » de Valls, selon Woerth - Le Monde 11.01

« Laissons Dieudonné dans l'obscurité où il est. Le personnage est plutôt sinistre mais ce n'est pas à un gouvernement de décider ce qui est drôle ou pas », explique l'ancien ministre du budget et du travail. « *Nier la Shoah, appeler à la haine, relèvent de la loi. Il suffit de la faire appliquer avec rigueur* ». « *Il y a des tribunaux pour régler cela, à eux de dire si Dieudonné doit être condamné* », ajoute-t-il. Le Monde 11.01

- Affaire Dieudonné : le Conseil d'Etat réplique aux critiques - Le Monde 11.01

Le vice-président du Conseil d'Etat, Jean-Marc Sauvé, répond aux critiques sur la limitation de la liberté d'expression.

Quelle est la portée jurisprudentielle de ces décisions ?

Elles concernent un spectacle, tel qu'il a été conçu et précédemment interprété, ainsi que des circonstances locales déterminées.

Touche pas au mur de l'apartheid !

Avez-vous conscience du trouble qu'ont engendré ces décisions du Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative traditionnellement attachée à la défense des libertés ?

Le juge n'est pas dans une tour d'ivoire. Mais il exerce son office en droit et en toute impartialité. Dans ces affaires, il s'est situé dans la continuité de sa jurisprudence, qui est protectrice des libertés, mais qui a aussi intégré la dignité humaine comme composante de l'ordre public. Lorsqu'il se prononce, il le fait aussi au regard de la convention européenne des droits de l'homme, dont les articles 10 et 11 assortissent les libertés d'expression et de réunion de restrictions nécessaires et proportionnées. Le Monde 11.01

Il avoue qu'ils ne se sont pas contentés de la jurisprudence, ils ont ajouté leur interprétation de la "*dignité humaine*", quand on sait qu'elle est compatible avec l'existence d'Israël et le sort que les sionistes réservent aux Palestiniens depuis 1947, on a le droit d'en déduire qu'on est en présence d'une imposture. Au passage on retiendra que cette atteinte à la liberté d'expression est

également compatible avec la Convention européenne des droits de l'homme, raison de plus pour boycotter les élections européennes.

Le torchon de la kommandantur subventionné par l'Etat à hauteur de 18 685 441€ en 2012 fait du zèle.

- La « *quenelle* », le geste antisémite popularisé par Dieudonné M'Bala M'Bala, a ensuite connu une montée en puissance exponentielle sur les réseaux sociaux.

« *Le point commun est l'antisémitisme ou l'antisionisme, tout cela est souvent un peu flou* » - LeMonde.fr 12.01

Pourquoi s'embarrasser de scrupules franchement, décrétons que la "*« quenelle » (est un) geste antisémite*" et que tous ceux qui le font sont antisémites.

Le Monde à la solde des sionistes ou du néolibéralisme assume l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme, c'est très clair et pas "*un peu flou*.

Les masques tombent. Quand la critique du mur fait de vous un antisémite.

- Affaire Dieudonné : aucune "*censure a priori*", selon Filippetti - LePoint.fr

"*Ce n'est pas lui qui est censuré, c'est ce spectacle précis*", a déclaré dimanche la ministre de la Culture, interviewée sur BFM TV.

Pas sûr qu'elle ait tout dit.

Dans quel sens ?

- Dieudonné : pourquoi la décision du Conseil d'État est (très) contestable - LePoint.fr

Traduire : elle est insuffisante :

- Dieudonné: Serge Klarsfeld veut l'interdiction du DVD du «*Mur*» - 20minutes.fr

Hollande et le gouvernement, le PS, ont salué Israël comme une grande démocratie malgré le mur de séparation qui emprisonne les Palestiniens et les résolutions de l'ONU, les multiples protestations dans le monde, etc. dès lors il doit s'imposer à tous à défaut de poursuivre devant les tribunaux et de réprimer tout opposant qui ose exiger sa destruction.

Par la force s'il le faut !

Finkielkraut a appelé à faire usage de la "*force*" quand la justice se montre trop complaisante à son goût ou rend des verdicts qu'il conteste (vidéo en ligne le 12 janvier) : "*La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort, et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur*".

«*Moi, comme ministre de l'Intérieur en charge de l'application des lois républicaines et de l'ordre public, je ne laisserai plus jamais, plus rien passer des mots qui divisent les Français*», a déclaré le ministre à quelques journalistes, en marge d'une visite à titre privé à la cérémonie des voeux de la mairie d'Evry dont il a été le maire.

Le jour même ou la veille Valls : «*La République adossée pleinement à la démocratie doit être forte, extrêmement déterminée, ne doit rien laisser passer*», a-t-il martelé 20minutes.fr 11.01

Formater la pensée unique prend du temps.

Cercle Léon BLUM. Pour aller au-delà des condamnations traditionnelles, nous en appelons à l'action de toutes les organisations car il est sérieusement temps de réagir politiquement, médiatiquement et juridiquement avant que l'épidémie de peste brune ne prenne un tour irréversible. cercle-leon-blum.fr 29/12/2008

L'association Socialisme et Judaïsme créée à la fin des années 1970 avait pour but d'inciter les juifs de France à voter pour le Parti Socialiste mais aussi de sensibiliser les responsables et militants du Parti Socialiste à militer pour un juste équilibre de la politique française au Proche-Orient. cercle-leon-blum.fr 09/09/2008

Comité d'honneur du Cercle Léon Blum

ASSOULINE David, (Sénateur, Porte-Parole du PS)
AYRAULT Jean-Marc, (Premier Ministre)
BARTOLONE Claude, (Député, ancien ministre, président du conseil général de Seine-Saint-Denis)
BENASSAYAG Maurice, (Conseiller d'Etat)
COHEN-SOLAL Lyne, (Adjointe au maire de Paris)
DELANOE Bertrand, (Maire de Paris)
DRAY Julien, (Député)
FILIPETTI Aurélie, (députée de Moselle)
KOUCHNER Bernard, (Ministre)
STRAUSS-KAHN Dominique, (ancien ministre, directeur général du FMI),

Lutte contre Chavez, le Hamas, le Hezbollah, l'Iran, les ennemis déclarés d'Israël, harcèlement ou attaques contre Mélenchon, etc. le plat de consistance de cette institution porte-parole du sionisme

En complément. Fabius ou le comble du ridicule. Grotesque.

Le cirque "*conférence des Amis de la Syrie*" s'est déroulée pour la énième fois consécutive à Paris, fournissant à son hote Fabius l'occasion de formuler de ridicules accusations : "*le régime Assad soutient les terroristes*" Fabius dont le pays s'est profondément engagée aux côtés du Qatar puis de l'Arabie saoudite pour soutenir politiquement, financièrement et militairement Al Qaida a plaidé aussi en faveur d'une solution politique de la crise. french.irib.ir 12.01

En famille.

Syndicalistes et sionistes forment un front unique contre la liberté d'expression.

- Union départementale CGT. « *Pour la CGT, il est très clair que Dieudonné n'a pas sa place à Tours, et ailleurs non plus, pour déverser ses propos haineux et antisémites.*» (La municipalité vous en est reconnaissante et sera faire preuve de largesses envers vous. - ndlr)

Collectif antifasciste 37. « *La mairie de Tours a attendu les directives de Manuel Valls pour interdire ce meeting aux relents antisémites. Dieudonné est un négationniste notoire qui vient faire écho aux thèses développées par les identitaires type Vox Populi et qui rejoint les propositions xénophobes de l'extrême droite en pleine campagne municipale. Dieudonné n'est pas le bienvenu, ni à Tours ni ailleurs.* » (Ils doivent être subventionnés par la mairie. - ndlr)

Le CRIF Centre, la Communauté juive d'Indre-et-Loire et la Licra dénoncent la tenue du meeting de M Dieudonné M'Bala M'Bala qui professe la haine raciale et l'antisémitisme. (lanouvellerepublique.fr 08.01)

Si au moins cela servait les intérêts de l'Union européenne...

- « *L'affaire Dieudonné* » : à qui profite le crime ? Pascal Acot - lepcf.fr 10.01

Ca commence par un manque de discernement ou une falsification...

- *"Un être humain qui déplore (« dommage » dit Dieudonné...) l'absence de chambre à gaz à propos d'un journaliste juif incarne littéralement la barbarie. C'est une faute que nous ne saurions pardonner car Dieudonné salit du même coup deux causes que nous tenons pour justes : l'antisionisme et, corrélativement, la cause palestinienne.*"

Précision ou recadrage. Cette sortie outrancière de Dieudonné intervenait après que ce journaliste eut déclaré qu'il faisait partie des gens qui n'avait pas de cerveau, qui à l'encontre de Dieudonné s'était traduit quelque temps plus tôt par une caricature en première page de Charlie Hebdo le montrant dénué de cerveau et comparé à un singe, ce qui n'avait pas entrainé de condamnation de la part des antiracistes...

... et cela se poursuit par une illusion fatale...

- "*Les socialistes et leurs alliés feraient bien de se demander si, lors des prochains scrutins, les électeurs voudront « barrer la route au FN » en reportant leurs voix sur le PS, qui fait bon an mal an la promotion du parti lepéniste depuis 1984.* "

Pourvu qu'ils n'en fassent rien et refusent d'aller voter. Vous devriez remonter à 1914 ou au régime de Vichy. Il conseille le PS, autrement dit, cela l'arrangerait bien qu'il corrige le tir pour tromper une fois de plus les masses et les militants, il

pourrait s'entendre avec lui, c'est d'ailleurs ce que fait déjà le PCF, mais bon, il doit faire partie de ces militants qui ont des principes à géométrie variable, nous non.

... pour se terminer par un soutien... à l'Union européenne !

- "*Ni le PS ni l'UMP ni le centre n'ont compris que l'exaspération des électeurs a atteint un degré où le pire est possible, et qu'en conséquence, les insultes de préau d'école ne trompent plus grand'monde. C'est ainsi de l'expression « National populisme » censée stigmatiser la puissante montée de l'euroscepticisme non seulement en France mais aussi dans le reste de l'Europe. Les politiciens minuscules qui l'utilisent, comme récemment Jean-Christophe Cambadélis, risquent de s'en apercevoir à leur dépens, mais il sera vraisemblablement trop tard pour réparer les dégâts causés par leur sale besogne.*"

Traduction : le PS et l'UMP doivent cesser leurs insultes pour contrer "l'euroscepticisme", autrement dit pour que l'UE y gagne un semblant de légitimité alors qu'elle est majoritairement rejetée par les travailleurs. A qui profite le crime demandait-il en titre ? A qui profite ce genre d'articles ? On a la réponse.

Heureusement encore que les médicaments sont si chers !

- Agen: les salariés d'UPSA inquiets du passage du paracétamol en générique - AFP

De nombreux salariés des laboratoires pharmaceutiques BMS UPSA à Agen, inquiets de la possibilité d'inscrire certaines formes de médicaments à base de paracétamol dans le répertoire des génériques, ont manifesté samedi matin, a constaté un correspondant de l'AFP.

Quelque 50% de la production agenaise du laboratoire américain Bristol Myers Squibb UPSA, qui emploie directement 1.400 personnes dans l'agenais, est du paracétamol commercialisé sous les marques Dafalgan et Efferalgan.

De 1.400 à 4.500 personnes, selon la police et les organisateurs, soutenues par de nombreux élus toutes tendances confondues, qui ont rappelé avoir "*alerté*" le gouvernement, se sont rassemblées à l'appel d'une intersyndicale CGT-FO-CFDT-CGC-UNSA et une délégation a été reçue en préfecture.

"*Si cette décision était prise, ce serait une véritable catastrophe pour la région, cela détruirait des familles entières qui se retrouveraient sans emploi*", s'est alarmé Bruno Bourthol, membre de l'intersyndicale. "*Il n'y a pas d'autres débouchés dans la région, il faut que le gouvernement prenne la mesure de cet enjeu*", a-t-il souligné.

BMS UPSA assure 1.400 emplois directs sur l'agenais et 3.600 emplois induits. Selon les syndicats, 550 emplois seraient supprimés à court terme si cette mesure est mise en place.

Le paracétamol est la molécule la plus vendue en France, soit environ 500 millions de boîtes en 2012. Le Doliprane, fabriqué par les laboratoires Sanofi Aventis est le premier médicament de ce type et arrive en cinquième position sur la liste des médicaments de ville remboursés par l'Assurance maladie, soit 276,1 millions d'euros en 2012. AFP 11.01

Un chiffre qui donne le vertige, dingue ! De "*nombreux élus toutes tendances confondues*" mobilisés dans l'unité avec tous les syndicats, c'est plutôt suspect, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Ce qui vous attend

- Tout arrive, les Français sont (peut-être) en train de se convertir aux idées libérales - Atlantico.fr

Vaut mieux ne pas trop s'avancer !

Le FMI prévoit une vague de défauts sur la dette des pays développés mais allons-nous vers de simples restructurations ou vers une explosion généralisée ? - Atlantico.fr

Un explosion générale nous irait très bien.

Quand ils reparlent de Sarkozy...

- Les talons du Roi-Soleil soumis aux enfants de maternelle - LeFigaro.fr

La Sharogne, ils aiment cela.

Ils ont dû décider de l'heure et du jour...

- Israël: Ariel Sharon est décédé après huit ans de coma - AFP

- Mort de Sharon: Israël rend hommage à son héros "*Arik*" - AFP

- Mort d'Ariel Sharon, l'homme de toutes les guerres israéliennes - Slate.fr

- Mort de Sharon : les regrets de la presse israélienne Libération.fr - Liberation.fr

- Israël : Ariel Sharon, le roi méprisé et adulé - LePoint.fr

- Israël:. "*Ariel Sharon était un criminel*" - Le Nouvel Observateur

- Copé: Ariel Sharon "*figure éminente de l'histoire israélienne*" - AFP

Comment cela "***sans perspectives***", il y a encore du pétrole et du gaz au Moyen-Orient...

- Israël sans perspectives : l'ère des grands hommes à la Bégin, Rabin et Sharon est-elle révolue ? - Atlantico.fr

C'est la moindre des choses.

- La majorité des parlementaires américains sont millionnaires - Francetv info

A cette vilaine tentation...

- Les régimes autoritaires s'en sortent-ils mieux pour protéger un pays des crises économiques ? - Atlantico.fr

... en marche...

- Pour Harlem Désir, les socialistes doivent « *porter l'ambition de la transformation* » - LeMonde.

Néolibérale de la société...

Le monde des affaires suffoquent, aidons-le à trépasser !

- Hong Kong suffoque dans un nuage de pollution qui fait tousser les milieux d'affaires - AFP

Hong Kong suffoque dans un nuage de pollution qui fait tousser les milieux d'affaires, inquiets de voir la mégapole financière perdre son statut et sa matière grise au profit de concurrentes plus "*propres*".

A vous faire rugir !

- Ventes record de Jaguar Land Rover en 2013 - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Mimétisme.

Benjamin Netanyahu

La mémoire de l'ex-Premier ministre israélien Ariel Sharon vivra « *à jamais dans le coeur de la nation* », a affirmé le chef du gouvernement israélien Benjamin Netanyahu.

« *L'Etat d'Israël s'incline devant la disparition de l'ancien Premier ministre Ariel Sharon* », a déclaré dans un communiqué Benjamin Netanyahu en exprimant son « *profond chagrin* ».

«*Il a été d'abord et surtout un guerrier courageux et un grand chef militaire, un des plus grands des forces armées israéliennes*», a insisté M. Netanyahu.

Barack Obama

Le président des Etats-Unis Barack Obama a présenté ses condoléances aux Israéliens et à la famille de l'ancien Premier ministre israélien, qu'il décrit comme « *un leader qui a consacré sa vie à l'Etat d'Israël* ».

« *Nous réaffirmons notre engagement inébranlable en faveur de la sécurité d'Israël et notre attachement à l'amitié durable entre nos deux pays et nos deux peuples* », a déclaré le président dans un bref communiqué.

« *Alors qu'Israël fait ses adieux au Premier ministre Sharon, nous nous joignons aux Israéliens pour rendre hommage à son engagement pour son pays* ».

François Hollande

Le président François Hollande a déclaré que l' ex-Premier ministre israélien Ariel Sharon, décédé samedi , avait été « *un acteur majeur dans l'histoire de son pays* ».

« *Ariel Sharon, ancien Premier ministre d'Israël, a été un acteur majeur dans l'histoire de son pays. Après une longue carrière militaire et politique, il a fait le choix de se tourner vers le dialogue avec les Palestiniens* », écrit le président français dans un bref communiqué. « *Je présente mes condoléances sincères à sa famille et au peuple d'Israël* », ajoute-t-il. lesechos.fr 11.01

Qu'il nous soit permis d'adresser les nôtres uniquement à ses victimes innocentes, aux familles palestiniennes dont il fut le bourreau.

Qui sabre bien, châtie bien.

La classe politique israélienne a été quasi-unanime pour saluer la mémoire de «l'*homme d'État*». Les Palestiniens ont eux déploré que l'ancien officier de l'armée israélienne n'ait pas été traduit devant la justice pour sa «*responsabilité indirecte*» dans le massacre de Sabra et Shatila. lefigaro.fr 11.01

Quand les médias porte-parole de Cameron font le lit de l'extrême droite

Angleterre : un reality-show sur les aides sociales fait scandale - Le Point.fr 12.01

La rue Turner à Birmingham en Angleterre a été rebaptisée "*rue des allocations sociales*" le temps d'un reality-show britannique qui dresse un portrait accablant des bénéficiaires de l'État-providence, suscitant des réactions enflammées en plein débat sur la réforme du système. L'émission produite par la chaîne privée Channel 4 suit la vie des vrais habitants de cette rue de Birmingham, deuxième ville du Royaume-Uni, où le taux de chômage culmine à 16,5 %, soit deux fois plus que le taux national.

Dans le premier épisode de "Benefits Street" ("*Rue des allocations sociales*"), qui a fait un carton le 8 janvier avec sept millions de téléspectateurs, un voleur explique comment voler des vêtements dans des magasins. Un couple confesse, en riant, avoir été pris en flagrant délit de frauder le système des allocations sociales. Des gens vont et viennent avec des canettes de bière dans la rue. Les habitants de Turner Street qui travaillent n'apparaissent pas dans l'émission.

Le programme a suscité des commentaires d'une violence inouïe sur la Toile. "*Voir cette racaille dans Benefits Street me rend dingue. Allez bosser, bande de chiens*", lance @sasharabella sur Twitter. "*Quelle pourriture de voyous. Une balle coûte environ 30 pence, donc avec un billet de 20 livres (NDLR, 24 euros), on pourrait se débarrasser de la rue et avoir encore de la monnaie en poche*", se déchaîne @garryturner4 sur le même réseau social.

À l'inverse, plus de 20 000 personnes écoeurées par l'émission ont signé une pétition exigeant son interruption. Des protagonistes du reality-show se disent pour leur part trahis par Channel 4. "*Ils nous ont dit qu'ils voulaient saisir l'état d'esprit de la rue Turner et montrer le positif, mais la seule chose qu'ils ont faite est montrer le négatif*", s'insurge sur la BBC Dean Oakes, qui apparaît dans

le premier épisode.

La chaîne se défend en estimant qu'"*aucune émission sur le sujet ne satisfera tout le monde*".

Le moment choisi pour diffuser cette émission n'est pas anodin : le Premier ministre conservateur David Cameron a engagé une vaste réforme de l'État providence, et des tabloïds jettent régulièrement en pâture les noms de fraudeurs présumés.

En début d'année, le ministre des Finances, George Osborne, a annoncé une nouvelle baisse colossale des aides sociales: 12 milliards de livres (14,5 milliards d'euros) entre 2015 et 2017. "*Où est la justice pour le travailleur qui s'en va au travail tôt le matin alors qu'il fait encore nuit et voit les rideaux fermés de son voisin qui se la coule douce grâce aux allocations ?*" avait-il lancé en octobre.

L'État britannique a dépensé 7 641 euros par habitant sous forme de prestations sociales en 2011, selon les dernières statistiques comparatives d'Eurostat. Soit à peine plus que la moyenne européenne, qui se situe à 7 290 euros, et loin du Luxembourg, le pays le plus généreux avec 18 136 euros, ou encore du Danemark (14 785 euros) ou de la France (10 300 euros).

La présidente de la commission parlementaire chargée du travail, Anne Begg, membre de l'opposition travailliste, a accusé Channel 4 de se focaliser sur "*des cas extrêmes*", à partir desquels "*les gens extrapolent*". "*Il n'y avait pas un seul bénéficiaire classique dans l'émission*", a-t-elle dénoncé.

John Bird, fondateur du journal Big Issue vendu par les sans-abri, estime lui que l'émission reflète la réalité. "*Dépendre des aides sociales est abrutissant*", explique-t-il dans le Daily Mail, "*accusant le système d"encourager de façon perverse à la paresse*". Le Point.fr 12.01

La chasse est lancée aux "*putains*" de pauvres, fainéants, profiteurs, nantis... Aux immigrés ou issus de l'immigration en priorité évidemment.

Cessez d'achetez journaux et magazines, d'écouter la radio, de regarder leur télévision, boucottez l'ensemble des médias aux ordres, leurs empires s'écrouleront ainsi que l'emprise de la propagande de la classe dominante sur les masses. Je ne sais pas, il y a un truc que je ne comprends pas, je m'en passe pratiquement depuis près de 20 ans à quelques exceptions près par semaine où je regarde TV5Monde Asie et il ne me semble pas que je sois mal informé ou que je m'ennuierais, pas le temps.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Espagne: les nationalistes basques défient Madrid dans les rues de Bilbao- AFP 11.01

Une marche de dizaines de milliers de personnes a parcouru les rues de Bilbao samedi à l'appel des nationalistes et indépendantistes basques, dans un défi lancé à Madrid après l'interdiction d'une mobilisation en soutien aux prisonniers de l'ETA.

Officiellement, le mot d'ordre était celui d'un défilé silencieux.

Mais c'est aux cris de "*Prisonniers basques à la maison*" que les manifestants ont envahi les avenues de cette ville du nord de l'Espagne, éclatant en applaudissements au passage du cortège des familles de militants emprisonnés du groupe armé ETA, très émus, foulard blanc autour du cou.

Sous le mot d'ordre "*Droits de l'homme, accord, paix*", les partis de la gauche indépendantiste, deuxième force politique du Pays Basque, et les nationalistes conservateurs du PNV, à la tête du gouvernement régional, avaient convoqué ensemble cette marche.

Un rendez-vous annuel qui a pris un visage particulier, puisque c'est la première fois depuis 1999 que le PNV se joignait à une manifestation des indépendantistes.

Cette fois, l'interdiction par la justice espagnole, vendredi, de la manifestation prévue pour réclamer la fin de la "*dispersion*" des prisonniers de l'ETA a précipité cette réponse commune des deux forces politiques, qui représentent plus de la moitié

de l'électorat basque.

"*Les partis politiques et syndicats qui représentent la majorité politique de ce pays ont décidé qu'il fallait convoquer cette manifestation pour défendre le droit à la liberté d'expression*", expliquait Pernando Barrena, le porte-parole du parti indépendantiste de gauche Sortu.

Mais l'actuel gouvernement de droite espagnol reste inflexible dans son refus de toute concession à l'ETA, qui refuse de désarmer, et réclame la dissolution sans conditions du groupe, rendu responsable de la mort de 829 personnes en 40 ans de violences pour l'indépendance du Pays Basque et de la Navarre.

De l'autre côté, une large part de la société basque défend, avec des stratégies diverses, le nouveau "*paysage politique*" qui s'est dessiné par étapes depuis trois ans: le rejet de la violence par les partis de la gauche indépendantiste, puis leur progression électorale, l'abandon de la lutte armée par l'ETA puis, tout récemment, l'aval donné à cette stratégie par le collectif des prisonniers.

Le 28 décembre, ce collectif, l'EPPK, a fait un nouveau pas, publiant un communiqué dans lequel il entérinait l'abandon de la violence, évoquait pour la première fois de possibles démarches individuelles en vue d'une libération, semblant ainsi renoncer à sa demande historique d'une amnistie collective, et reconnaissait "*les souffrances et les dommages causés par le conflit*". AFP 11.01

2- Turquie

- Bagarre de députés lors d'un débat sur la justice en Turquie - Reuters

Des parlementaires turcs en sont venus aux mains samedi pendant un débat sur le contrôle par le pouvoir exécutif des nominations de magistrats, un sujet sensible après un scandale de corruption qui a conduit à un vaste remaniement du gouvernement.

Un député est monté sur une table et s'en est pris physiquement à plusieurs de ses collègues tandis que d'autres échangeaient des coups ou se visaient mutuellement en lançant dossiers, bouteilles en plastique et même une tablette électronique, a constaté un journaliste de Reuters présent dans la salle.

La commission de la Justice du Parlement était alors réunie pour débattre du projet de loi rédigé par l'AKP, le parti du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, visant entre autres à renforcer le contrôle de l'exécutif sur les nominations de juges et de procureurs.

La bagarre a éclaté lorsqu'un représentant d'une association de magistrats jugeant le texte anticonstitutionnel s'est vu refuser la parole, ont raconté des témoins.

"*Si je suis chassé d'ici en tant que représentant de la justice, tous les procureurs et les juges seront bafoués quand cette loi sera adoptée*", a déclaré Omer Faruk Eminagaoglu, le président de l'association professionnel YARSAV, une fois l'incident clos.

Plus de 10.000 personnes ont participé samedi à l'appel d'un syndicat à une manifestation dans les rues d'Ankara pour dénoncer la corruption.

Certains manifestants arboraient des pancartes sur lesquelles figuraient des slogans tels que "*Bye bye Erdogan*", d'autres des faux billets de banque à l'effigie du Premier ministre.

Le ministre de la Justice, Bekir Bozdag, qui se trouvait dans la salle où a eu lieu la bagarre entre députés, a laissé entendre que l'AKP pourrait faire des concessions sur la réforme si l'opposition acceptait de modifier certains articles de la constitution portant sur l'organisation de l'appareil judiciaire.

"*Si tous les partis politiques se mettent d'accord sur une modification des articles et l'annoncent, il se pourrait que nous retirions ce projet de loi*", a-t-il dit.

Ses propos ont toutefois été accueillis par des railleries parmi les députés d'opposition présents et une source haut placée au sein de l'AKP a déclaré que le Premier ministre n'avait pas l'intention de retirer son projet. Reuters 11.01

Le départ de Bachar "*inexorable*" pour l'opposition et les Amis de la Syrie - AFP

3- Libye

- Libye : le vice-ministre de l'industrie a été tué par balle - LeMonde.fr

Le vice-ministre libyen de l'industrie, Hassan Al-Droui, a été tué par balle par des inconnus, samedi 11 janvier au soir dans sa ville de Syrte, à 500 km à l'est de Tripoli.

Selon une source anonyme des services de sécurité, « *des inconnus armés ont tiré des rafales de balles sur M. Droui, dans le centre de la ville de Syrte* ».

Il s'agit du premier assassinat d'un membre du gouvernement de transition, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011.

M. Droui était un ancien membre du Conseil national de transition, bras politique de la rébellion qui a renversé le régime du dictateur déchu. Il avait été nommé vice-ministre de l'industrie par le premier chef de gouvernement de transition, Abdelrahim Al-Kib. Il a été maintenu à son poste par le premier ministre actuel, Ali Zeidan.

M. Droui était originaire de la ville de Syrte, dernier bastion du régime de Mouammar Kadhafi à tomber aux mains des rebelles en 2011. LeMonde.fr 11.01

Haut de page

Le 14 janvier 2014

CAUSERIE

Un militant de l'organisation belge Initiative Marxiste m'a demandé de corriger le titre de l'article que j'avais mis en ligne et intitulé *Lettre au groupre CRI*, remplacé par *Introduction au texte sur la nature de la social-démocratie*.

Plus qu'une "***liaison***" dangereuse : une tendance irréversible.

Une analyse du portail de droite Atlantico.fr

- La liaison dont on parle est infiniment plus grave et plus importante que celle que Closer prête au président de la République. Car tromper Valérie Trierweiler n'est dommageable que pour son orgueil de femme bafouée. Elle a accusé le coup mais elle passe pour avoir du caractère et donc s'en remettra. Mais sortir du lit dans lequel on se livrait à des ébats avec le socialisme pour découcher dans celui du libéralisme... Mais se vautrer dans la débauche avec de gros messieurs à cigare après avoir promis une fidélité indéfectible aux pauvres, aux miséreux et aux exploités...

François Hollande, si l'on comprend bien, veut faire en France la même politique que Gerhard Schröder en Allemagne et que Tony Blair en Grande-Bretagne. Il se trouve que ces derniers ont dit à l'avance ce qu'ils allaient faire et que c'est sur ces programmes qu'ils ont été élus. Il se trouve que François Hollande a dit tout le contraire de ce qu'il essaie de faire aujourd'hui et c'est pour ça qu'il a été élu, la décision ayant été emportée de justesse grâce à son fameux : « *mon ennemi c'est la finance* ».

« *On peut mentir une fois à tout le monde, tout le temps à une personne mais pas tout le temps à tout le monde* » disait Abraham Lincoln. Ils sont des millions à qui on a menti tout le temps pendant la campagne des présidentielles et depuis plus d'un an. Ils y ont cru. Ils sont des millions à se presser devant les bureaux de Pôle emploi et qui ont entendu la même musique. Ils y ont cru. Ils sont des dizaines de milliers d'ouvriers et de techniciens dont on ferme les usines et les ateliers qui ont, de bonne foi, pensé que l'État, c'est-à-dire François Hollande, pouvait leur assurer des lendemains qui chantent. Ils y ont cru.

Maintenant ils ne croient plus. Ni François Hollande. Ni même les autres. Une désillusion qui nourrit un ressentiment dévastateur. Et à l'arrivée un champs de ruines moral. Un désastre humain, une blessure qui mettra longtemps à se cicatriser. atlantico.fr 13.01

Parole d'internaute

- "*L'important n'est pas qu'un homme politique mente ou dise la vérité, mais qu'il obtienne des résultats. Ils sont tous obligés de mentir, peu ou prou, et personne ne leur tient rigueur pour cela, ça fait partie du métier. Mais par contre, qu'il soit incompétent et qu'il enfonce le pays, ça on ne lui pardonnera pas aux prochaines élections, même s'il dit la vérité et n'a cessé de la dire. Si Hollande obtient des résultats contre le chômage et sur la croissance en optant pour plus de libéralisme économique, en desserrant le carcan de l'étatisme et de l'interventionnisme tatillon, il sera réélu. C'est tout et ça s'appelle la politique.*"

Quel "*métier*" détestable dites donc, qui nécessite de mentir pour l'exercer !

Vous êtes perspicace sans le vouloir semble-t-il, mais votre analyse est approximative, effectivement si les conditions que vous décrivez sont remplies Hollande sera réélu, car même sans avoir obtenu des résultats contre le chômage parce qu'il sera soutenu par le patronat et les médias. Ce n'est pas évident toutefois, il peut aussi se produire un accident de parcours comme en 2002, surtout si le patronat estime qu'il pourra obtenir davantage en remettant en scelle Sarkozy ou un autre candidat de l'UMP.

Ca c'est pour le jeu institutionnel qui ne nous intéresse pas du tout, or la politique c'est devenu cela. Tout les partis se prêtent à ce jeu et n'en sortent plus finalement, alors une question se pose : on y entre ou non ? Pour nous se sera non. Oui mais, mais quoi ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Y a-t-il de quoi être pessimiste

- Droitisation et pessimisme : l'étude-choc de Sciences Po - LePoint.fr -

L'étude annuelle d'OpinionWay pour le Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof) dresse un tableau encore plus sombre de l'état de la société française que ceux des quatre-cinq dernières années, déjà alarmistes.

Le "*dégoût*" pour la politique habiterait désormais 31 % des Français (23 % en décembre 2010), 36 % éprouvent de la "méfiance" et 1 % seulement "*du respect*". Invitées à décrire leur état d'esprit, les 1 800 personnes interrogées parlent de "*morosité*" (34 %), de "*lassitude*" (31 %). D'ailleurs, 72 % estiment que les jeunes ont aujourd'hui moins de chances de réussir dans la société que leurs parents.

(C'était l'objectif à atteindre, comme aux Etats-Unis, il est ensuite facile de comprendre pourquoi. Pourquoi, mais pour que la classe dominante ait les mains libres pour faire ce qu'elle veut, si les masses se détournent de la politique, il ne reste plus que la classe dominante et ses représentants de droite et de gauche pour faire de la politique et le tour est joué.

A qui la faute ? Aux dirigeants qui se réclamaient du trotskisme qui ont été incapables de construire une alternative à ce qu'on appelait autrefois la gauche, un véritable parti incarnant les intérêts des travailleurs et le socialisme. Ils ont sans cesse tenu un double langage, ménager le PS ou le PCF ou les deux à la fois, la situation actuelle en est le résultat. En avaient-ils conscience ? Les uns prétendent que non, d'autres que oui, je pencherais plutôt pour cette seconde version pour la raison suivante. On pourrait aussi viser leur incurie politique, l'absence de qualités requises, sans doute est-ce correct. On les accuse d'en avoir toujours eu conscience et de s'en être accommodés, pour finalement adopter une orientation politique plus confortable en rupture avec le marxisme et le socialisme, dont le caractère profondément opportuniste, révisionniste, serait couvert par la lutte des classes qui aboutirait à un partage des profits issus de la nouvelle période d'expansion du capitalisme qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, des réformes sociales et une amélioration des conditions des masses exploitées (à des degrés divers ou inégaux selon les couches), avant que la fin de la récréation soit sonnée et coïncide avec une nouvelle crise plus profonde encore du capitalisme.

Ses conséquences sociales immédiates se traduiront sur le plan politique par l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF qui auront pour tâche de prendre le relais du parti officiel de l'ordre, tandis que le néolibéralisme triomphe dans le bastion historique du capitalisme, la Grande-Bretagne avec Thatcher, mais surtout l'impérialisme le plus puissant et chef de fil du capitalisme mondial qui concentre à lui seul l'ensemble des contradictions de ce système économique, les Etats-Unis, détenteur des plus grandes compagnies pétrolières mondiales il allait orchestrer avec l'Arabie saoudite la chute du cours du baril de pétrole qui allait asphyxier économiquement l'URSS et entraîner rapidement son implosion.

Dès lors, la victoire par K.-O. de l'oligarchie financière anglo-saxonne sur ce qui incarnait une alternative au capitalisme, même de façon déformée, le socialisme ou le communisme et l'URSS (et la Chine dès 1972, Nixon à Pékin...), allait signifier aux dirigeants du monde entier et plus particulièrement en Europe, que l'heure de l'offensive générale du capital contre le travail avait sonné et qu'il était temps de reprendre à la classe ouvrière et en partie à la classe moyenne tout ce que les capitalistes avaient dû leur concéder lors de la période précédente.

Pour s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, le PS et le PCF n'étaient pas les mieux placés à l'époque, depuis les temps ont bien changé, ils se sont donc contentés de préparer le terrain au parti officiel de l'ordre qui ne tarderait pas à reprendre les commandes en mains en renforçant la collaboration de classes (lois Auroux 1982), en associant toujours plus les syndicats à la gestion du capitalisme sans leur octroyer le moindre pouvoir en retour évidemment, en dessinant l'ébauche des prochaines fractures ou divisions qui pourraient être exploitées désormais au sein des masses en les dressant contre certaines communautés ou minorités, c'est à cette occasion qu'on assistera à l'explosion du nombre d'ONG ou associations en tous genres en grande partie financées par l'Etat ou les multinationales ou encore de riches et généreux donateurs n'ayant aucune arrière-pensées ou animés forcément de bonnes intentions envers les femmes, les homosexuels, etc., pour finalement pris dans l'étau du

néolibéralisme devant lequel ils avaient acte de soumission totale commencer à s'attaquer aux acquis sociaux des travailleurs, instaurer une politique d'austérité, etc.

Cette politique réactionnaire et impérialiste, tout ce dispositif de collaboration de classes destiné à disloquer le mouvement ouvrier et auquel les uns et les autres allaient participer à différents degrés, sans jamais rompre avec le PS et le PCF ou les appareils corrompus des syndicats, devait aboutir au retour au pouvoir du parti officiel de l'ordre, en plusieurs étapes, en passant par la cohabitation PS-RPR, signifiant clairement ou au grand jour qu'il n'existait finalement plus de différences politiques entre ces deux partis incarnant les intérêts du capital, que le PS soi-disant refondé au Congrès d'Epinay en 1971 n'avait été qu'une gigantesque imposture destinée à affaiblir, puis à marginaliser le PCF, imposture dont avaient parfaitement conscience les dirigeants du PCF qui y participèrent volontiers, tandis que les trotskismes allaient leur emboîter le pas, leur objectif avoué étant de porter ces partis au pouvoir.

La tromperie allait fonctionner merveilleusement bien et se conclure comme prévu par le passage de témoin à Chirac en 1995. Mais sans état d'âme, car les bouleversements intervenus à l'échelle mondiale étaient encore trop frais pour que la classe dominante soit en ordre de bataille pour en tirer tout le profit qu'elle était en droit d'en attendre. Du coup, une seconde période de cohabitation allait s'ouvrir en 1997, inversée, RPR-PS-PCF-Verts. Ce sera au gouvernement présidé par Jospin que reviendra l'honneur de lancer véritablement l'offensive contre la classe ouvrière en procédant à des privatisations en masse, sans oublier d'actionner ou de manipuler la lutte contre le racisme et l'islamophobie. Il en coûtera au PS la défaite humiliante de 2002 qui était tout aussi prévisible, et avec laquelle ses dirigeants s'accommoderont bien plus que ce qu'ils ont pu déclarer ou ce qu'on a pu entendre à ce sujet. Rappelons qu'à l'intérieur des institutions de la Ve République, la majorité et l'opposition travaillent ensemble en permanence au sein d'une multitude de commissions dont ils se partagent les présidences, ils préparent ensemble des rapports qu'ils soumettent ensuite au gouvernement, aux députés ou aux sénateurs, leur collaboration ou la collusion est totale, les municipalités, les régions, etc, y compris les syndicats au Conseil économique et social.

Durant cette période allant de 2002 à 2007, c'est au sein du parti de l'ordre, le RPR, qu'allait se jouer une autre partie décisive entre les clans enlutte qui représentaient différents pans du capitalisme, partie qui allait être remportée par celui incarnant le néolibéralisme ou les intérêts de l'oligarchie financière, les banquiers. Sarkozy devenu son zélé porte-parole et candidat, soutenu par la finance et les médias, il devait devenir leur président à la tête de l'Etat.

Le rouleau compresseur (politique) du néolibéralisme était sur les rails, ils pouvaient entrevoir les rêves les plus fous : liquider les 35 heures, le CDI, les entraves aux licenciements, liquider le système de retraite par répartition, privatiser la Sécurité sociale, les hôpitaux, les écoles, les universités, bref, tout ce qui pouvait l'être encore, adopter au passage le traité de Lisbonne rejeté en 2005, etc. Sauf que voilà, le bonhomme allait très mal s'y prendre et être rapidement haï par la majorité de la population et le soutien du PS, ses satellites et alliés, n'y pourrait rien, très impopulaire, c'est un euphémisme, pour avoir tenu un discours emprunté au FN il allait finalement se mettre à dos y compris toutes les communautés ou minorités liées à la classe dominante, le monde du spectacle et le showbusiness qui ont une influence considérable sur les masses.

Parallèlement, les masses, sans direction et véritable orientation politique résisteront comme elles le pourront, du coup le rouleau compresseur du néolibéralisme sera momentanément freiné et contraint de revoir ses ambitions à la baisse, sans désarmer évidemment. Pour ainsi dire, l'UMP sera réduit à se comporter comme le PS, une nécessité pour sauver les apparences en prévision de l'avenir car quoi qu'il arrive à la présidentielle de 2012 qui s'annonce perdue d'avance, le combat va continuer pour imposer la politique néolibérale en prévision du prochain passage de témoin en 2017 ou 2022.

Les médias, véritables porte-parole du néolibéralisme et des banquiers dont ils dépendent pour exister, en quasi-état d'alerte devant le rejet quasi-unanime dont fait l'objet Sarkozy et les mouvements sociaux qui se multiplient dans le pays, vont se livrer à un pugilat en règle contre Sarkozy et orchestrer sa défaite, ils vont voter Hollande dont ils connaissent les intentions ainsi que l'équipe qu'il envisage de nommer dans son gouvernement, dirigeants des principaux médias et du PS participent aux réunions du groupe Bilderberg, à la Commission Trilatérale, et d'autres organisations ou think tanks ouvertement néoconservateurs, ils se côtoient et se connaissent parfaitement, bref, ils savent qu'ils peuvent compter sur l'engagement et la fidélité sans faille de Hollande, Fabius, Sapin, Moscovici, Le Drian, etc. à l'idéologie et les objectifs politiques qu'ils partagent, le relais est assuré, Hollande est élu et Sarkozy débarqué.

Maintenant que Hollande est leur président, il doit honorer le contrat qu'il a passé avec eux, sur tous les plans, dans tous les domaines il est impératif que le rouleau compresseur du néolibéralisme accélère et écrase tout sur son passage, car la crise du capitalisme gagne en profondeur et en intensité au fil des jours et des mois, la situation s'enlise en Syrie, la construction de l'UE piétine, le capitalisme mondial croule sous une dette qui menace d'effondrement tout le système économique, il faut enfinir une bonne fois pour toute avec les obstacles qui se dressent contre la stratégie politique devant conduire à priver les travailleurs de tous droits sociaux et politiques, tout nouveau retard pourrait avoir des conséquences incalculables et incontrôlables, dès lors par n'importe quel moyen il faut foncer tête baissée.

Ce sera l'adoption du TSCG, de la règle d'or, de l'ANI, la contre-réforme des retraites, de l'école, la guerre au Mali, le soutien à la guerre contre la Syrie, à Israël, contre la Russie et la Chine, le Hezbollah et l'Iran, le couple Hollande-Fabius va se transformer en quelques mois en supplétif social-impérialiste des Américains pour endosser le rôle de chef de guerre en Afrique et au Moyen-Orient au profit des multinationales américaines, et accessoirement françaises.

A chaque étape depuis 33 ans le passage de témoin s'est bien passé entre l'UDR-RPR-UMP et le PS (et ses satelliets et alliés de "*gauche*"), l'alternance des deux partis au pouvoir n'a pas connu de trahisons, chacun a assumé son rôle dans la majorité ou l'opposition parlementaire, ils se sont partagés le pouvoir et ont été largement rétribués et récompensés en échange de cette responsabilité assumée pour le compte de la classe dominante dont ils incarnent les intérêts, le régime en place qu'ils servent docilement chacun leur tour au grè des circonstances et pratiquement sans à-coups, tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche marchant dans la combine ou étant corrompus, incapables de rompre avec les institutions qu'incarne notamment le PS, mais aussi les appareils corporatistes des syndicats, les infos des derniers jours viennent de le prouver si nécessaire.

Tout cela s'est déroulé sous nos yeux, chaque militant en a été le témoin, personne ne peut dire que ces faits et ces rapports n'ont jamais existé. Or ce qui se passe, c'est que les uns et les autres s'emploient à ne retenir que ce qui l'intéresse pour justifier sa propre interprétation des faits, ses positions.

Prenons un exemple. Nos rapports avec le PS reposaient sur les avantages que nous pouvions en tirer ou plutôt sur les avantages que nous prétendions pouvoir en tirer ? Deux manières de poser la même question, en apparence seulement. Si on n'y prête pas attention, on estimera que c'est la même question. En réalité pas du tout.

Dans la première formulation il s'agit d'une affirmation qui a valeur de conclusion, c'est acquis qu'on tirera des avantages de ces rapports.

Dans la seconde, ce n'est pas acquis, cela reste à démontrer, on admet que le contraire peut se produire.

Dans le premier cas, cette affirmation repose sur une analyse antérieure, pour la justifier il suffira de reprendre cette analyse et de la répéter sans cesse sans rien y changer.

Dans le second, on admet que cette analyse peut s'avérer insuffisante, erronée même, tout est envisagable, qu'il est possible de la compléter, qu'elle peut évoluer dans un sens ou un autre, ce qui inclut qu'on pourrait aboutir à l'issue d'une nouvelle analyse plus complète à une conclusion inverse de la précédente, qu'entretenir des rapports avec le PS, s'adresser à ses dirigeants, inclure ce parti dans une stratégie politique pourrait plutôt constituer un inconvénient ou se transformer en obstacle.

Dans le premier cas la discussion est inutile, dans le second elle demeure ouverte.

D'autres questions surgissent spontanément dans la foulée, on ne les citera pas toutes ici, on en donnera juste un aperçu.

De quels genres d'avantages parlons-nous ? Pour qui ? Quelle classe, quelle couche ? Quels rapports ont-ils avec notre objectif qui demeure la construction du parti et la prise du pouvoir ? Comment s'articulent ces avantages par rapport à notre stratégie politique ? Comment cela peut-il se traduire en terme de construction du parti sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif (un élément qui sera sans cesse négligé) ? Ces avantages ne rentrent-ils pas en collision avec les inconvénients qu'on en retirera ? Ces avantages seront-ils finalement supérieurs aux inconvénients qui les accompagneront (forcément) ? Ne risquent-ils pas de se transformer en obstacles ?

Ne comportent-ils pas des illusions ? De quelle nature ? N'allons-nous pas favoriser les illusions des masses ou en colporter à notre tour ? Le PS incarne-t-il autres choses que des illusions dans le capitalisme ? N'est-ce pas concourir à subordonner les masses au capitalisme, aux institutions, à un parti qui les soutient ? N'est-ce pas s'interdire de recruter les travailleurs et les militants qui détestent ou ont rompu avec le PS ? Inclure le PS dans notre stratégie ne consiste-t-il à abandonner la nôtre, est-ce compatible avec la révolution socialiste ? Comment proposer cette stratégie aux travailleurs qui savent pertinemment que le PS n'envisage pas de changer la société ? Pourquoi chercher à les convaincre que la lutte pour leur émancipation doit passer par un gouvernement PS-PCF, alors qu'ils n'ont aucune illusion à ce niveau là dans ces partis ? N'est-ce pas favoriser l'idée que changer la société ne fait plus partie du programme du mouvement ouvrier et contribue à renforcer cette idée dans la tête des militants et des travailleurs ? N'est-ce pas finalement admettre qu'il faut s'accommoder du capitalisme que le PS incarne à défaut d'incarner réellement le socialisme ? N'est-ce pas rendre le plus mauvais service qui soit au socialisme ? N'est-ce pas abondonner le combat pour le socialisme, n'étons pas nous-mêmes les fossoyeurs du socialisme ? En quoi rompre avec le PS aurait été rompre avec les masses ? Disposions-nous ou non de suffisamment d'éléments pour définir très précisément la nature du PS ? Quelle crédibilité pourrait nous acccorder les travailleurs ou les militants qui connaissent son épouvantable passé ? Comment pourraient-ils placer leur confiance dans un parti qui privilégie un aspect du PS au détriment des autres qui sont insupportables ? Etc. etc. etc.

Je me suis évidemment posé toutes ces questions et bien d'autres encore à plusieurs reprises à différents moments depuis 2001, et j'y ai apporté des réponses suffisamment satisfaisantes pour arriver à la conclusion qu'on a fait fausse route et qu'on aurait dû rompre avec le PS depuis 1945.

Maintenant quand on en vient à analyser une question particulière, ce qui s'est passé au cours des 3 ou 4 dernières décennies ou la situation actuelle, pour contester notre analyse nos détracteurs n'ont pas trouvé autre chose que d'extraire un élément ou un

facteur que nous citons dans notre argumentation ou d'en avancer un nouveau pour l'opposser aux conclusions de notre analyse qui ne repose pas sur un seul facteur ou un rapport mais plusieurs ou l'ensemble des facteurs et rapports qui constituent la situation, sur les différents aspects de chaque facteur ou rapports, non pas en procédant par abstraction ou en les isolant les uns des autres, mais en prenant en compte la corrélation qui existent entre eux et leur transformation,comment ils ont évolué et dans quelle direction, quelles tendances s'en dégageaient, ce qui n'a rien à voir avec une analyse statique ou mécanique, mais synamique et dialectique tenant compte également des transformations de la société et des classes...

Il semblerait qu'ils emploient ce procédé à tout bout de champ dans leurs analyses, je dois encore procéder à plusieurs vérifications à ce sujet et on y reviendra prochainement. Dans ce cas-là toute discussion tournera en rond ou sera parfaitement inutile ou presque, n'aboutira à rien, on sera en présence de monologues où finalement chacun devrait s'en tenir à sa vérité, ce n'est pas ma conception de la discussion et cela ne m'intéresse pas, je préfère le dire d'emblée, désolé.

Je ne cherche pas à tout prix à justifier une idée, un point de vue ou une position, je m'en contrefous, cela fait penser aux philosophes qui ont créé un système qu'ils estiment parfait ou meilleur que les autres, qui incarnent la vérité et qu'ils passent leur temps ensuite à justifier, le syllogisme est parfait pour remplir cette fonction à partir d'a priori ou d'idées préconçues, désolé encore, je n'en ai aucune, je me pose des questions aussi élémentaires que pouvaient s'en poser Marx par exemple, on peut se demander ce qu'il avait vraiment dans la tête le malheureux Karl pour se poser de telles questions à longueur de temps, à croire qu'il ne savait pas où il allait et ce qu'il allait découvrir, effectivement, c'est tout à fait cela, il partait du principe qu'il ne savait rien et que seul la méthode du matérialisme dialectique l'aiderait dans ses recherches à répondre à toutes les questions qui pouvaient surgir de son cerveau si simple, si vide mais au combien disponible pour progresser.

J'ai adopté cette démarche, sans me prendre pour Marx évidemment, loin de moi cette idée, je ne lui arrive même pas à la cheville, cela dit, je pense tout de même être parvenu à certains conlusions qui démontrent que je suis dans la bonne voie, non sans commettre des erreurs, ce qui est inévitable, ce serait plutôt le contraire qui serait suspect ou inquiétant, l'objectif est de remonter à la source, à l'origine d'une situation, d'un fait, d'un acte, d'une idée, pour en comprendre la nature, le comportement et l'évolution passé et à venir, dans ce sens c'est une méthode scientifique, on a semble-t-il oublié que le socialisme de Marx et Engels était de nature scientifique, contrairement aux différentes formes de socialismes utopiques qui existaient à leur époque et qui renaissent ou rejaillissent à la surface régulièrement depuis.

Si on prend en compte l'analyse qu'on nous a fourni hier (et aujourd'hui) du PS, sur sa nature, ses composantes, ses dirigeants, son programme, la manière dont il l'a mis en oeuvre, ses rapports ou liens avec les différents partis et en particulier le parti officiel de l'ordre, les institutions, l'Etat, le capital et les capitalistes, les classes en général, les syndicats, sa ligne politique, les positions qu'il a adoptées depuis 1914, sa transformation de parti social-démocrate dégénéré et impérialiste à celui de parti social-libéral-impérialiste, et qu'on ajoute au tableau l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire en janvier 2014, on en arrive à la conclusion que depuis la mort de Trotsky on n'a pas cessé de se fourvoyer et que la situation dans laquelle nous nous trouvons n'était pas écrite d'avance, qu'il n'existait aucune fatalité à l'absence du parti, dans le cas contraire compte tenu que le mouvement ouvrier et son avant-garde (laquelle ?) en sont rendus au point zéro ou presque, il faudrait admettre que l'humanité ou la civilisation humaine était finalement vouée à la barbarie et sans doute à disparaître, et qu'il n'existait aucun moyen de combattre et d'inverser cette tendance dès lors irréversible, pourquoi, mais parce que les masses exploitées n'avaient pas été capables de trouver la force et la voie pour construire une alternative au capitalisme, ce qui signifierait que le postulat qui figurait à la base du socialisme était erronée et que le prolétariat mondial ne pourrait jamais vaincre son ennemi.

On nous objectera bien sûr que la lutte de classe que mène quotidennement les travailleurs en France et dans le monde entier vient contredire cette conclusion. Je ne suis pas d'accord avec cette objection qui est restrictive ou une caricature de mon analyse. Heureusement que la lutte des classes continue, car cela signifie que les exploités n'ont pas dit encore leur dernier mot et que l'espoir demeure qu'ils trouvent un jour la voie du socialisme, que l'avant-garde renoue avec le socialisme scientifique, on a pour ainsi dire pas le droit d'en douter, en même temps, il faut être parfaitement lucide, on n'a jamais semblé si éloigné de notre objectif, qui peut le nier, partant de là la question que je pose est simple : est-ce qu'on doit continuer dans la même voie qui nous a conduit où nous en sommes en sachant qu'elle remonte loin en arrière en se contentant de critiques à la marge qui évitent d'aborder les questions essentielles, ou devons-nous en emprunter une nouvelle qui rompt radicalement avec celle que nous avons adoptée depuis près de 70 ans ce qui nécessite de faire un inventaire minutieux et impartial de la lutte de classe depuis 1940 ? En aurons-nous la capacité, en aurons-nous la volonté, c'est l'avenir des générations à venir et de l'humanité tout entière qui est en jeu. On aurait pu ajouter : en aurons-nous encore le temps ?

On ne peut pas esquiver ces questions.

The show must go on.

- Dieudonné rejoue le même spectacle, expurgé des charges antisémites - AFP 13.01

Dieudonné a donné lundi soir à Paris un spectacle présenté comme nouveau, après avoir été interdit de scène pour ses sorties antisémites, mais qui reprend entièrement la trame du précédent en l'expurgeant des attaques les plus frontales contre les Juifs, a constaté l'AFP.

Sous haute surveillance, le polémiste a présenté devant des fans "*Asu zoa*", aux sketches quasi identiques à ceux de "*Le Mur*" interdit dans plusieurs villes, a constaté un journaliste de l'AFP qui a pu voir les deux versions du spectacle à une dizaine de jours d'intervalle.

Dans "*Asu zoa*", le maréchal Pétain n'est plus le président préféré de Dieudonné. Le personnage du tirailleur sénégalais ne demande plus "*pardon*" à Hitler. Le journaliste de France Inter Patrick Cohen est évoqué, mais sans les références aux chambres à gaz qui avaient choqué et mobilisé notamment le ministère de l'Intérieur.

De la même façon, Dieudonné ne dit plus "*Je n'ai pas à choisir entre juifs et nazis, je suis neutre dans cette affaire*", un des passages choc du spectacle Le Mur. "*Je n'étais pas né, qu'est-ce qu'il s'est passé? Qui a volé qui? J'ai ma petite idée...*", a aussi disparu de la nouvelle version. "*L'holocauste nous a coûté un bras*" n'apparaît plus.

Le décor est le même, avec un mur en parpaings qui coupe la scène en deux, mais si Dieudonné fait toujours mine d'uriner, ce n'est plus sur le Mur des lamentations comme il le disait avant. Les rires d'une grande partie du public au moment de cette disparition soudaine montre d'ailleurs que beaucoup de ses fans avaient déjà vu son spectacle précédent.

La salle, pleine à craquer, a montré son soutien au polémiste, l'acclamant debout à la fin de la représentation. Au lieu de "*Shoananas*", une chanson d'Annie Cordy détournée pour ridiculiser la Shoah, "*Asu Zoa*" se termine sur une chanson «*François, la quenelle, la sens-tu?*», sur le rythme du «*Chant des partisans*», repris en chœur par le public, dans laquelle Dieudonné et le public "*glissent*" une "*quenelle*" à "*François*" Hollande, sur l'air du chant des partisans. Un public venu très nombreux et qui a apprécié la performance de Dieudonné, l'acclamant debout à la fin de la représentation, selon l'AFP.

Le "*nouveau*" spectacle dure 1h10, quelques minutes de moins que "*Le Mur*".

Si les charges antisémites les plus dures ont disparu, les Juifs restent présents. "*Je ne suis pas antisémite, personne dans cette salle n'est antisémite. Parce qu'on n'a pas envie, on n'a pas le temps, on a d'autres choses à faire*", dit Dieudonné dans Asu Zoa. Le sketch mettant en scène Manuel Valls à genou dans le bureau d'Alain Jakubowicz, le président de la Licra, est toujours là.

Après avoir interdit les représentations du Mur à Paris samedi, dimanche et lundi, la préfecture de police de Paris avait autorisé la représentation lundi soir d'Asu Zoa, estimant qu'il s'était écoulé un "*délai raisonnable*" depuis que Dieudonné avait annoncé travailler sur un nouveau spectacle. Elle avait aussi pris acte de son engagement public de "*ne pas réitérer des propos contraires à la dignité de la personne humaine*".

La préfecture avait toutefois prévenu que si des propos "*tombant sous le coup de la loi venaient à être tenus*" lors de ce nouveau spectacle, "*toutes les conséquences en seraient tirées tant au plan judiciaire qu'administratif*".

Après les interdictions, validées par le Conseil d'État, d'une série de représentations du "*Mur*" en France, Dieudonné avait annoncé samedi qu'il renonçait à ce spectacle pour se consacrer à "*Asu Zoa*", un titre qui signifie "*la face de l'éléphant*" en langue Ewondo du Cameroun. L'artiste controversé avait déclaré que le show évoquerait "*la position de l'Afrique dans le monde, son histoire*" et les "*ancêtres*" de Dieudonné, né il y a 47 ans d'un père camerounais et d'une mère bretonne. AFP et 20minutes.fr 13.01

Le spectacle de Dieudonné nous laisse indifférent tout comme le personnage, nous n'avons pas changé de discours depuis le début. Quand Guy Bedos a traité Nadine Morano de conne et de salope, je me suis dit que ce pauvre était devenu pitoyable, tout comme Coluche ne pouvait plus ouvrir la bouche sans qu'il en sorte de la merde, merde, merde, merde à longueur de temps, il faisait franchement pitié à la fin.

Brel a été plus intelligent dans un autre registre, à court d'inspiration, au lieu de faire dans la soupe à défaut de renouveler il a préféré arrêter au bon moment. On regrette parfois la disparition soudaine d'un musicien ou d'un comédien, après coup on peut se dire que cela valait peut-être mieux pour eux. Bien des artistes devraient imiter Brel et passer à autre chose.

Pour conclure sur l'affaire Dieudonné, on se demandera si ce n'était pas un coup monté ou s'ils (au gouvernement) se sont rendus compte un peu tard qu'ils avaient été un peu trop loin.

Beaucoup de leurs amis se sont retrouvés embarrassés ou en porte-à-faux avec cette histoire, les langues ont commencé à se délier et les critiques à pleuvoir, certains se sont publiquement désolidarisés de Valls, certes timidement mais la faille commençant à s'agrandir, il valait peut-être mieux temporiser que de déclencher un vent contraire qui pourrait tout emporter sur son passage, franchement le régime ne méritait pas cela.

Au Crif et à SOS racisme, à la Licra, ce sont de dangereux fanatiques, sectaires, communautarismes, ils sont formatés sur la pire pourriture qui déverse quotidiennement sa haine sur les Palestiniens en Israël, qui prône la guerre contre la Syrie et l'Iran, et qui au passage se foutent bien des souffrances des travailleurs juifs dans l'Etat sioniste. Leur commerce, c'est la haine dont

ils accusent ceux qui osent dénoncer la politique de l'apartheid en Israël et soutiennent le combat des Palestiniens pour retourner sur les terres qu'ils leur ont volées en 1947.

Comment cela, pas tous des fachos antisémites les spectateurs de Dieudonné ?

Objectif (provisoirement) atteint, battons en retraite : Dieudonné est de nouveau sur scène.

- La polémique Dieudonné ne profite pas à Marine Le Pen - Francetv info

L'affaire Dieudonné ne fait pas les affaires de Marine Le Pen. La cote de popularité de la présidente du Front national chute de cinq points en janvier, pour retomber à 27% d'opinions positives, selon le baromètre OpinionWay pour Metronews et LCI.

Selon le quotidien, la patronne du FN fait les frais des débats autour des provocations de Dieudonné. La polémique autour de l'humoriste "*a des effets collatéraux sur Marine Le Pen, en réactivant la question de l'extrémisme, des dérapages et des propos radicaux*", estime Bruno Jeanbart, directeur général d'OpinionWay. Pour l'analyste politique, "*un certain nombre d'électeurs, tentés par le FN car ils regardent Marine Le Pen de façon plus positive que son père, peuvent prendre peur et se demander si le vote FN est bien raisonnable compte tenu de cette actualité*". Francetv info 13.01

Ah l'actualité, quand elle est absente, il faut l'inventer !

La quenelle était trop grosse !

- Valls a utilisé Dieudonné pour masquer un gros scandale - french.irib.ir 13.01

Le mensonge a toujours eu les jambes courtes.

Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur ou plutôt de la morale, sans morale, est véritablement le Monsieur Loyal de ce gouvernement de godillots. Il y a au moins deux choses très interessantes dans son désastreux bilans. La première, c'est de se ridiculiser en tentant de censurer l'humoriste Dieudonné, et en le rendant de plus en plus populaire. Ensuite, son agitation dans le bocal a surtout aidé le gouvernement avec l'appui des médias complices, de dissimuler les licenciements de masse à la Redoute et à Ducros.

Piégé par Dieudonné et conscient qu'il ne peut passer en force, ce matin, l'impuissant ministre a déclaré dans les colonnes du Parisien, que, "*Dieudonné M'bala M'bala est sous surveillance*". En réalité, il parle pour le Crif et la Licra, deux organisations israéliennes qui ne représentent pas les Français, encore moins les juifs français attachés à leur pays, la France. Manuel Valls a surtout permis, en tant qu'attaché de presse de l'humoriste, en moins de deux semaines, de le faire mieux connaître en France et comprendre qu'il est victime d'un acharnement sans précédent. En moins de deux semaines, sa page Facebook dédiée à ses fans a gagné plus de 175 000 personnes (photo en dessous), ce qui est un exploit considérable. Il ne s'agit pas de robots, d'où l'inquiétude grandissante des autorités. La page affiche ce matin 601 214 fans. Merci qui ? Manuel Valls, bien sûr. Comme je dis souvent, les autres aiment s'appuyer sur des illetrés pour faire passer leurs basses besognes. Passons.

Valls a fait que la presse et le gouvernement camouflent les licenciements en masse chez la Redoute, à Roubaix. Les représentants syndicaux des salariés de La Redoute étaient jeudi dernier, 10 janvier, "*effondrés*" par l'annonce en comité d'entreprise (CE) des 1178 suppressions de postes, qu'ils ont vécue comme une "*douche froide*" pour l'avenir de l'emploi dans l'entreprise. 5 minutes de traitement médiatique. Dieudonné c'est plus porteur, n'est-ce pas ?

Alors qu'ils vous parlent de la quenelle, procès stalinien contre Dieudonné, qui voit des gamins de 17 ans exclus de leur lycée, les médias parlent très rapidement des licenciements chez Mory Ducros. Plus de 3000 personnes, quand même ! Manuel Valls a utilisé Dieudonné pour masquer le gros scandale des licenciements. french.irib.ir 13.01

Pas confiance, les institutions massivement rejetées.

- Pourquoi les Français n'ont pas confiance en la classe politique - L'Express.fr

Jamais l'écart entre les Français et la classe politique n'avait atteint un tel niveau: près de neuf Français sur dix (87%) considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux, selon les résultats de la cinquième vague du baromètre de la confiance politique du Cevipof et du CNRS, publié ce lundi 13 janvier.

"*Nous atteignons des niveaux vertigineux que nous n'avons jamais connus*", a déclaré Pascal Perrineau, directeur du centre de recherche politique de Sciences Po, lors d'une conférence de presse. "*C'est hallucinant!*", a-t-il ajouté. Pire: 69% des personnes interrogées estiment que la démocratie en France ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout, contre 48% en 2009.

Seul le maire, dont la cote ne cesse de se redresser depuis 2010, inspire majoritairement confiance (61%). L'institution présidentielle (31%) et le gouvernement (25%) continuent de voir la confiance en eux s'éroder. (Normal pour les maires à deux mois des élections municipales et le matracage quotidien des médias. - ndlr)

Entre 67% et 79% des personnes interrogées font toujours confiance aux services de l'Etat (hôpitaux, armée, police, école, même si celle-ci perd six points en un an), devançant même les associations (65%). En revanche, les syndicats, les médias et les partis politiques n'inspirent respectivement que 28%, 23% et 11% de confiance.

Ils ne sont plus que 35% à penser que l'appartenance de la France à l'Union européenne est "*une bonne chose*". Pour 32%, c'est "*une mauvaise chose*" et pour 32% encore, "*une chose ni bonne ni mauvaise*". L'Express.fr et AFP 13.01

La démocratie en France, mais de quoi parlez-vous. C'est comme la justice ou la police : vaut mieux ne pas y avoir à faire, en Inde aussi.

- Entre les Français et la politique, la confiance se dégrade (encore) - Francetv info

Le "*dégoût*" pour la politique habite désormais 31% des Français (contre 23% en décembre 2010), alors que 36% des personnes interrogées déclarent éprouver de la "*méfiance*" et 1% seulement du "*respect*", selon une enquête annuelle menée par l'institut OpinionWay pour le centre de recherches de Sciences Po , et publiée lundi 13 janvier.

Plus généralement, le politologue Pascal Perrineau, chercheur au Cevipof, constate "*une progression de la sinistrose*", qui s'accompagne d'"*une dégradation relative du vivre-ensemble*". Les sondés expriment d'ailleurs une méfiance croissante à l'égard des personnes de nationalité étrangère : seuls 60% déclarent leur faire confiance (contre 72% en décembre 2009). Parrallèllement, 67% des Français jugent qu'"*il y a trop d'immigrés en France*" (contre 49% en décembre 2009), tandis que 50% estiment qu'"*il faut rétablir la peine de mort*" (contre 32% en décembre 2009).

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le Front national représente l'opposition autant que l'UMP (36% chacun). Rien d'étonnant non plus à ce que Marine Le Pen (34%) talonne Nicolas Sarkozy (36%) pour ce qui est de la cote de confiance, quand François Hollande est à 20%, et Jean-François Copé à 13%. Francetv info 13.01

Décidément, je me sens mieux en Inde qui est loin d'être une démocratie !

Hidalgo l'impératrice !

- Paris : le prince Napoléon soutient la socialiste Anne Hidalgo - LeFigaro.fr

La première adjointe du maire PS sortant Bertrand Delanoë peut en tout cas se vanter d'un impérial soutien, celui du prince Charles Napoléon.

Chef d'entreprise, âgé de 63 ans, Charles Napoléon, chef de la maison impériale de France, habite Paris et le XVe arrondissement après avoir passé plusieurs années aux États-Unis. Le XVe, c'est là où Anne Hidalgo est chef de file PS. «*Cela nous a paru naturel à l'un et à l'autre que je la soutienne*», indique le prince Napoléon qui apprécie et connaît «*personnellement*» Hidalgo.

Ce soutien, c'est également celui d'une personnalité «*de centre gauche*», qui fut candidat aux municipales à Nemours (Seine-et-Marne) en 2008 sous les couleurs du MoDem. LeFigaro.fr 13.01

L'impératrice pourra peut-être jumeler Paris au Caire, la capitale du futur pharaon, Sisi !

Quand on vous dit que ces gens-là, au PS, n'ont aucune dignité et ne craignent pas le ridicule... Ils ne sont pas les seuls, c'est communicatif, lire la suite.

- Paris: un des cofondateurs du Front de gauche s'entend avec Hidalgo - AFP

Christian Picquet, un des cofondateurs du Front de gauche, a annoncé que son mouvement Gauche unitaire soutenait Anne Hidalgo pour les municipales à Paris, regrettant que la candidate du Parti de gauche Danielle Simonnet privilégie «*la dénonciation du PS*» au détriment de l'union de la gauche.

«*La Gauche unitaire aura des candidats en position éligible dans plusieurs arrondissements (NDLR : les XIIe, XIIIe et XVe)*», a confirmé Ian Brossat (PCF) au parisien.fr ce lundi. A la clé, des postes de conseillers d'arrondissement et même de conseiller de Paris si le XVe arrondissement bascule à gauche.

«*C'est la troisième composante du Front de gauche qui rejoint Anne Hidalgo*» après le PCF et République et socialisme, se félicite le chef de file des communistes à Paris tout en saluant «*une très bonne nouvelle*». Liberation.fr et leparisien.fr 13.01

Monsieur Picquet va-t-il entonner l'internationale à la maison impériale de France en compagnie de Charles, Macias, Klarsfeld, Blondel, Laurent et Thibault ?

Commentaire d'un internaute.

- "*Christian Picquet n'a aucune légitimité politique. La majorité de Gauche Unitaire désapprouve la décision du bureau national de se rallier au PS. Ces militants majoritaires ont rejoints ou sont en train de rejoindre le mouvement Ensemble, membre du Front de Gauche et autonome du PS. La minorité part avec le pognon, le logo, et s'achète avec des places sur les listes électorales social-libérales. Mais faute de militants, elle est vouée à disparaître. Avec un gros contentieux juridique à la clef*."

C'est guignol, c'est vrai que ces gens-là donnent vraiment envie de s'intéresser à la politique...

En famille. Mélenchon le patriote bonapartiste.

- Hollande-Gayet: pour Mélenchon, le président doit être "*davantage habité par la fonction*" - L'Express.fr

"*Il faut qu'il soit habité par la fonction. Moi j'aime ma patrie. Je suis un opposant, je m'astreint à une discipline de vie de fer pour être demain, si le pays le décidait, prêt à diriger. Alors quand même, quand on est dans la fonction, on peut faire un petit effort aussi et considérer que la fonction est plus importante que sa personne*", a-t-il conclu. L'Express.fr 13.01

Vive la VIe République, pardon la Ve !

Copé n'a pas dit autre chose :

- L'affaire Julie Gayet «*désastreuse pour l'image de la fonction présidentielle*», estime Jean-François Copé - 20minutes.fr -

Hollande-Fabius (et Valls) affectionnent la "***force***", les dictateurs qui tirent "***à vue en cas de trouble à l'ordre public***".

- Le nouveau dirigeant centrafricain tape du poing sur la table - Reuters

Le nouveau dirigeant provisoire de la République centrafricaine, Alexandre-Ferdinand Nguendet, chef du Conseil national de transition (CNT), a décidé lundi de renforcer les mesures de sécurité afin de ramener le calme dans le pays, ordonnant aux soldats de tirer à vue en cas de trouble à l'ordre public, "*s'ils (les fauteurs de troubles) continuent, je vous ordonne au nom de la République de leur tirer dessus à bout portant, afin que l'ordre puisse régner dans ce pays*",

La démission vendredi sous la pression internationale de Michel Djotodia, ancien rebelle devenu président à la faveur d'un coup d'Etat en mars dernier, n'a pas réussi à ramener le calme à Bangui, la capitale, où des mosquées et des magasins appartenant à des musulmans, minoritaires dans le pays, ont encore été attaqués durant le week-end.

La Croix-Rouge a annoncé avoir recueilli les corps de 39 victimes dans les rues de la capitale depuis vendredi. Reuters 12.01

Quand grands et petits mensonges refont surface.

- Naufrage inexpliqué du Bugaled Breizh : les deux sous-marins nucléaires mis en cause - atlantico.fr 13.01

Le 15 janvier 2004, en début d'après-midi, par beau temps, le puissant chalutier Bugaled Breizh ("enfants de la Bretagne") périt corps et biens au sud du cap Lizard. Le jour même du drame, au sud du cap Lizard, l'Otan entraînait ses meilleurs sous-marins à la guerre nucléaire en eau peu profonde. Extrait de "*On l'appelait Bugaled Breizh*" (2/2).

Aujourd'hui, ce n'est plus le seul Dolfin, sous-marin hollandais, qui est aujourd'hui sur la sellette, mais plus encore le Turbulent, sous-marin nucléaire d'attaque britannique, méthodiquement mis hors de cause par l'Amirauté.

Le 16 janvier 2004, selon un porte-parole de la Marine, le Turbulent n'a pas participé aux manoeuvres de l'Otan car il se trouvait à quai à Plymouth, en réparation. Le 16, il est sorti pour des essais de surface au large de la pointe de Rame. Il a dû faire demi-tour, suite à des dommages subis par un câble de remorquage. Il n'a donc jamais pu entrer en contact avec le Bugaled le 15.

Version officielle.

Un document déclassifié de l'Otan s'inscrit en faux, faisant apparaître une série de cinq sous-marins prévus pour participer à l'exercice multinational du 15 janvier : HMS Turbulent, HMS Torbay, FS Rubis, FGS U26, HNLS Dolfin.

Le porte-parole a menti, et nous voilà en droit de nous poser des questions.

En quoi consistaient les réparations apportées au Turbulent le 16 à Plymouth ?

Où était précisément le Turbulent le 15 janvier, soit le thursday war ?

Pourquoi ne pas avoir informé la justice de sa participation annoncée à l'exercice, même s'il a dû rester à quai ?

Est-il resté à quai, ou se trouvait-il en mission dès le 15 afin d'enchaîner sa participation au Thursday war sur l'exercice international des sous-marins européens ?

Épisode bizarre révélé par Le Télégramme. Le 21 janvier 2004, deux patrons de pêche croisent une étrange armada en pleine nuit. Quatre navires militaires et deux hélicoptères escortent un sous-marin en pleine nuit. Étienne Moan, patron du chalutier Les Embruns, voit d'abord le convoi sur son radar, puis devant son bateau. Un groupe naval bien peu éclairé pour une telle opération : « *Ça fait vingt-trois ans que je pêche dans le secteur et je n'ai jamais vu ça. Comme les bâtiments faisaient route vers ma zone de pêche, j'ai essayé de les contacter sur le canal 16 pour savoir si je devais m'écarter. Personne ne m'a répondu et le convoi a continué d'avancer vers moi à faible allure. J'ai lancé un deuxième appel, toujours sans réponse. Les bâtiments ont finalement changé de cap, toujours à vitesse réduite, et se sont éloignés vers l'ouest.* »

Un deuxième chalutier breton coulé à un jour d'intervalle, même par un sous-marin endommagé, n'est évidemment pas le but recherché ni une démonstration édifiante de furtivité.

Le Turbulent devient le suspect numéro un pour trois motifs.

Sa participation à l'exercice international a été dissimulé pendant plus d'un an par les Britanniques.

Les réparations du 16 à Plymouth, lendemain du naufrage du Bugaled, avec essais à la mer dans la matinée, n'ont donné aucune explication digne de foi ; elles ont tout l'air d'un écran de fumée.

Enfin, le commandant du Turbulent, Andy Coles, est surnommé par les Anglais « *le capitaine Lourdaud* ». Il est de notoriété nationale qu'il a une pente certaine à la boisson et que plus d'une fois les sous-marins qu'il commandait sont entrés en collision avec des conteneurs, alibis toujours invoqués par les sous-mariniers qui froissent la tôle de leur bâtiment contre celle des sous-marins espionnés.

Andy Coles, illustre commandant de la Royal Navy, le chouchou de la Couronne, toujours à l'honneur lors des cérémonies officielles, était aux manettes de l'HMS Astute, le plus grand sous-marin nucléaire d'attaque européen, lorsqu'il s'échoua sur une jolie petite plage de l'île Skye, le 23 janvier 2010, en Écosse. Toutes les familles du secteur, le dimanche, venaient contempler sur les galets ce champion des mers que nul n'aurait jamais dû voir de près ni soupçonner d'exister pour de vrai.

On prendra également au sérieux l'opinion des pêcheurs des Cornouailles anglaises, unanimes soutenir les parties civiles bretonnes. Ils n'ont pour leur part aucun doute quant à l'implication du Turbulent dans le naufrage du Bugaled. Ils sont écœurés du mépris des sous-mariniers à leur égard. Mépris et mauvaise foi. Les chalutiers sont systématiquement utilisés lors des exercices militaires, servant aux sous-marins pour cacher leur empreinte magnétique.

Quant à la justice, elle suit son cours. Une justice au long cours, bien trop long. atlantico.fr 13.01

Parfois elle peut statuer en deux heures, mais s'agit-il de justice ? Pas vraiment.

ACTUALITE EN TITRES

On sait de quel côté !

- Pour sa conférence de presse, Hollande au pied du mur - LeFigaro.fr

Le fric : ils ne pensent qu'à cela.

- Comment le gouvernement veut doper le tourisme chinois en France - L'Expansion.com

Les Chinois pourront obtenir des visas touristiques en 48 heures à partir du 27 janvier, a annoncé ce lundi 13 janvier le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius. Jusqu'à présent, le délai d'obtention était d'une dizaine de jours et bien davantage en périodes d'affluence touristique.

Près de 100 millions de touristes chinois ont voyagé à l'étranger l'an dernier. C'est la clientèle la plus dépensière au monde. Paris espère tirer profit de cette manne juteuse. L'Expansion.com 13.01

En Inde cela prend des semaines ou des mois, et il faut voir les soupçons qui pèse sur chaque demandeur, célibataire s'abstenir par exemple, garantie et cautions financières exigées, ils vont même jusqu'à téléphoner en France aux hôtels où vous avez réservé une chambre pour vérifier que vous ne seriez pas un futur immigré illégal...

- Aux Pays-Bas, les détenus vont bientôt devoir payer leurs nuits de prison - L'Express.fr

Le gouvernement néerlandais a présenté une proposition de loi visant à faire payer les prisonniers et les parents de mineurs incarcérés 16 euros par nuit passée derrière les barreaux pendant deux ans.

Avec une proposition similaire qui ferait en sorte que les condamnés participent également aux frais de l'enquête dont ils ont été l'objet, elle devrait rapporter 65 millions d'euros par an à l'Etat néerlandais. Résultat d'un accord entre les libéraux et les travaillistes au pouvoir dans le pays depuis les élections de 2012, la proposition a été rendue publique lundi afin de susciter des commentaires de la part des institutions concernées, selon le porte-parole. L'Express.fr 13.01

On peut aussi parler d'acharnement de haine et de cynisme sans fond. Il fait bon vivre au pays des moulins, des tulipes et du pétard... De Shell surtout, l'une des soeurs inséparables d'Exxon et BP... depuis 1928 ! Vous voyez cela remonte bien avant la première réunion du groupe Bilderberg 26 ans plus tard...

Un avantage empoisonné.

- Gaz de schiste: Londres offre des avantages fiscaux pour les communes - AFP

Et les compagnies pétrolières, dont Total ? Chut, la corruption n'existe pas en Grande-Bretagne !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Emirats Arabes Unis

L'Emir de Dubaï appelle à la levée des sanctions anti-iraniennes - french.irib.ir 13.01

« *Les Emirats Arabes Unis ne veulent avoir aucun problème avec l'Iran* », a déclaré l'émir de Dubaï en appelant la communauté internationale à mettre fin aux sanctions anti-iraniennes.

Le Cheikh Mohammed Ben Rached Al-Maktoum, émir de Dubaï, a demandé, dans une interview accordée à la BBC, à la communauté internationale de lever les embargos contre la RII. L'émir de Dubaï, dont les interviews sont très rares, a déclaré : « *L'Iran est notre voisin et nous ne voulons avoir aucun problème avec lui* ».

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères et le négociateur en chef de la délégation iranienne dans les discussions nucléaires, Seyyed Abbas Araqchi, a annoncé, dimanche dans une conférence de presse, que l'accord de Genève, signé entre l'Iran et l'Occident, serait mise en application à partir du 20 janvier. french.irib.ir 13.01

2- Irak

A un moment où les forces irakiennes sont livrées à un combat contre les effectifs d'Al-Qaïda dans la province d'Al-Anbar, et qui ont fait, à en juger par les sources d'information, des progressions considérables dans cette région, et ont su abattre un grand nombre des membres de ce groupuscule terroriste, le Royaume saoudien, irrité dès le premier jour, par la confrontation engagée par l'armée irakienne contre l'EIIL, l'Etat islamique en Irak et au Levant, a menacé d'expédier les forces du Bouclier de la péninsule en territoire irakien, si les forces irakiennes continuent de faire des progressions. Le vice-ministre saoudien de la défense, l'Emir Salman Ben Salman a menacé d'expédier, si le statu quo se tient dans la province d'Al-Anbar, d'y expédier les forces du Bouclier de la Péninsule, afin de libérer cette province des « *safavides zoroastriens* ».

Cette information n'est pas encore confirmée par les médias officielles, mais les médias irakiens et les blogeurs irakiens ont diffusé, à une vaste échelle, cette information et disent que les Saoudiens envisagent d'embarquer les forces du Bouclier de la Péninsule à Al-Anbar, tout comme c'était le cas de Bahreïn, afin de se mettre en ordre de baitaille contre les forces irakiennes sous prétexte de défendre les Sunnites de cette province. french.irib.ir 13.01

SOCIAL

France

Les salariés de BASF bloquent leur usine à Huningue, en Alsace - Reuters

Les salariés de l'usine BASF de Huningue (Haut-Rhin), où le groupe chimique allemand a annoncé 140 suppressions d'emplois, ont bloqué lundi les entrées du site pour une durée indéterminée, a-t-on appris auprès de la CGT et de la direction.

Tout en s'opposant à cette réduction de plus de la moitié de l'effectif, qui découle la décision d'arrêter la production des additifs et de réduire celle des pigments, la CGT veut faire pression sur la direction pour obtenir les meilleurs conditions de départ possibles.

"*Nous sommes 60 à 70. Le mouvement est parti pour durer au moins toute la semaine*", a dit à Reuters Jules Schneider, délégué du syndicat, le seul représenté sur le site.

La CGT demande notamment, pour les partants, un congé de reclassement de 36 mois rémunéré à 100% et une prime extra-légale de 300.000 euros pour tous.

Seuls 102 salariés seraient appelés à rester dans l'entreprise.

Le syndicat craint une fermeture à moyen terme de cette usine classée Seveso alors que la direction s'est au contraire engagée à la pérenniser.

Le projet de réduction d'effectifs à Huningue, une ancienne usine du groupe suisse Ciba, racheté en 2009 par BASF, s'inscrit dans un plan de restructuration des activités européennes du premier groupe chimique mondial annoncé en octobre dernier. Reuters 13.01

BASF est très riche, rien ne justifie ces suppressions d'emplois, mais la CGT a décidé de les accompagner au lieu de s'y opposer, c'est cela un syndicat d'accompagnement du capitalisme ou le corporatisme.

Quant aux 140 futeurs chômeurs, ils doivent refuser tout compromis avec la direction et défendre leurs emplois en occupant le site et en mettant en demeure les syndicats de les soutenir, j'allais écrire de mettre les syndicats au pied du mur, mais je crains qu'ils soient du mauvais côté après ce qu'on a vu à Tour.

Qu'ils ne se fassent pas d'illusions, il n'y aura jamais de reclassement, l'autre jour j'ai regardé en différé sur TV5Monde Asie un numéro de Complément d'enquête (France 2) consacrés en partie aux travailleurs licenciés et auxquels avaient été promis un reclassement, chez Continental et PSA notamment, une promesse bidon, un an plus tard, ceux qui faisaient partie de la cellule de reclassement pointaient tous à Pôle-emploi, ils avaient été livrés à un cabinet de reclassement qui leur avait proposé des formations ou des boulots de quelques jours qui a suffi à les faire sortir des statistiques des employés de Continental en recherche d'emploi, la direction de l'entreprise a estimé que les termes du contrat qu'elle avait signé avec ces salariés avaient été remplis et que le cabinet de reclassement avait fait son boulot et que l'affaire était close, au final tous les salariés licenciés de ces entreprises qui n'avaient pas retrouvé un boulot par eux-mêmes étaient tous au chômage,

Bref, cette histoire de reclassement est une véritable escroquerie, les syndicats le savent pertinemment, mais comme ils refusent d'aller à l'affrontement avec le patronat, ils la couvrent, quand on dit qu'ils sont vendus ou corrompus, on en a encore ici la preuve.

Les appareils des syndicats sont soutenus par tous les partis, alors oui les travailleurs ont de quoi être dégoûtés des syndicats et de ces partis.

Haut de page

Le 15 janvier 2014

CAUSERIE

Entre hier et ce matin, 37 nouveaux articles.

Maintenant on peut le dire : Dieudonné l'idiot utile... (A suivre)

La suite plus tard, il est déjà 11h01 et je n'ai pas encore commencé à télécharger l'actualité mondiale.

23h30 à Pondichéry, 19h à Paris, bon appétit et bonne soirée à vous.

Je peux être poli quand je veux, je déconne.

Je n'ai pas eu le temps de traiter en entier la conférence de presse de Hollande, ce sera pour demain.

Peu importe, on a envie de lui dire : va-y François fonce, tu as un boulevard devant toi, des momies, des serpillères, des vendus et des traîtres, ils se sont encore tous déconsidérés en refusant de défendre la liberté d'expression lors de l'affaire Dieudonné, de la mort de Mandela, de l'affaire Snowden et j'en passe, ils te ressemblent quelque part, ils n'ont aucun principe et pas davantage de dignité, toi tu as l'avantage d'avoir des convictions, d'être déterminé, cynique au possible, des couilles même, eh oui on est au courant de tout qu'est-ce que tu veux, malgré nous d'ailleurs !

Tu as lancé ta nouvelle offensive devant tes potes de la presse aux ordres, bravo, ils vont pouvoir relayer en boucle la bonne parole, tu va pouvoir remettre en route le rouleau compresseur néolibéral qui va tout écraser sur son passage. Les uns trouveront encore le moyen de feindre la surprise (lire Mailly plus loin), les autres pousseront des hurlements qui se perdront dans la nuit, en cas de besoin tu pourras toujours leur ressortir un de tes tours préférés, racisme ou antisémitisme, xénophobie, à la veille des élections européennes ce sera un coup de génie, mieux la boucherie de 14, d'autres gesticuleront histoire d'occuper leurs militants pour qu'ils ne piquent pas une crise de neurasthénie et se cassent, tout ce beau monde jouera sa partition comme d'hab, et puis il y a encore suffisamment de privilégiés dans ce pays sur lesquels tu peux compter pour assurer la stabilité du régime.

Tiens bon François, ne lâche rien, sauf au Medef mais on s'est compris, et puis si tu as l'impression de te sacrifier, ne déprime pas, dis-toi que c'est pour la bonne cause, tu sais de quoi je parle n'est-ce pas, le socialisme, il y a tellement gens dans ce pays qui se battent dur comme fer pour le socialisme et n'y croient pas que tu ne seras pas le dernier, fais-leur honneur, ils ont appelé à voter pour toi, ils ont soutenu ton parti pendant tant d'années, tu n'es pas seul François, tiens bon...

Plutôt léger, il est déjà tard, j'ai rédigé cela en toute fin de soirée et l'actualité était encore à vomir aujourd'hui, comme presque tous les jours ces derniers temps. Malheureusement je passe tout mon temps à la traiter et j'en ai vraiment marre. Je me suis laissé prendre au jeu parce que j'en tire plein d'enseignements et cela me sert à progresser, mais il doit bien arriver un moment où cette source sera tarie, ce n'est pas sûr hélas, aussi c'est moi qui m'épuise.

Je crois que c'est Trotsky ou bien Lénine qui avait répondu un jour à un militant qui se plaignait d'être en manque d'inspiration, que c'était parce qu'il s'était détourné de la réalité ou de la situation si l'on veut, de l'actualité qui fournit quotidiennement matière à réflexion pour mener notre combat, il est vrai que lorsqu'on observe la littérature des différents partis on cherchera en vain une trace de réflexion ou si superficielle qu'on passera à côté sans s'en apercevoir et n'avoir rien perdu, il faut chercher ailleurs, hélas. Bon, je suis épuisé et incapable de penser en profondeur et je n'aime pas cela, c'est médiocre à vrai dire, cela ne vaut même pas le coup d'être publié ou lu.

Ici en Inde je n'ai qu'Internet pour m'informer, c'est très contraignant. Avec la radio en plus (en France) on capte les infos par un autre sens que les yeux, la fatigue est mieux répartie, on mémorise par deux voies différentes, et quand on discute avec des militants ou des gens aussi. On fait ce qu'on peut.

Une dictature mondiale est déjà en place. Démonstration.

1- Mardi le ministre israélien de la Défense Moshé Yaalon critique vertement le secrétaire d'Etat américain John Kerry...

2- Le département d'Etat américain réagit aussitôt en jugeant "insultante" cette déclaration...

3- Immédiatement, le soir même, Moshé Yaalon présente ses plates excuses à Kerry...

4- L'incident est clos, le maître a obtenu gain de cause, son serviteur a fait amende honorable.

Dans le cas d'un peuple, vous ou moi, remplacez serviteur par serf d'une monarchie absolue, d'une dictature implacable : bienvenue dans le Nouvel ordre mondial.

Vous avez le droit de faire un parallèle avec l'affaire Dieudonné ou Tavernier (lire plus loin) ou d'autres exemples.

En quoi cette info nous concerne-t-elle ?

Parce qu'on peut se dire que si à ce niveau-là c'est ce genre de rapports qui existent, cela signifie qu'en bas de l'échelle sociale ils peuvent les imposer, mieux, ils existent déjà ou le pire est encore à venir, à des degrés divers selon les pays, mais le ton est donné, c'est la tendance générale vers laquelle tendent tous les rapports (entre les classes) sous l'emprise de la dictature néolibérale de l'oligarchie financière.

Finalement, lorsque la liberté semble gagner du terrain, en réalité elle est plus que jamais placée sour haute surveillance, et c'est justement le moment où elle est le plus menacée.

En passant, que vient de démontrer l'attitude de Moshé Yaalon ? Que ce n'est pas Israël ou le sionisme qui dicte la politique des Etats-Unis, mais bien les néolibéraux ou l'oligarchie financière, qu'elle soit dominée par des banquiers juifs ou qui se prêtent au sionisme est une chose, peu importe, le soutenir pourrait être assimilé à un relent d'antisémitisme, je ne donnerai pas de nom pour ne pas compliquer les choses car je ne suis pas du tout certains que les lecteurs seraient capables de faire preuve de suffisamment de discernement. Cela dit, nous ne sommes pas dupe ou aveugle, ce n'est ni Israël ni le sionisme qui décide de la politique américaine, mais uniquement les intérêts de l'oligarchie financière dont les composantes sont anglo-saxonnes et occidentales essentiellement, mais pas seulement, internationales.

Ce qui vient de se passer est excellent, cela confirme ce que j'ai écrit ces derniers jours. J'apprécie quand l'actualité confirme mes analyses pour ainsi dire sur le champ, cela coupe l'herbe sous le pied de ceux qui me considèrent comme un mégalomane ou un charlatan, eux, ils ne peuvent pas en dire autant. Je prend un risque à chaque fois, cela fait partie du jeu, mais sans un peu d'audace et si je peux me permettre, un peu de courage, qui pourrait nous prendre au sérieux ? Le problème des gens qui livrent des analyses dans les formations politiques, c'est qu'ils en font une affaire personnelle, c'est très malsain, ils n'ont pas le droit de se tromper ou ne peuvent pas admettre leurs erreurs contrairement à moi qui n'ait aucun intérêt personnel dans cette affaire, je milite pour une cause collective et rien d'autres contrairement à eux, admettons qu'ils existent des exceptions mais ils tardent à se faire connaître. Ils peuvent une fois de plus hurler à la calomnie, cela nous laisse indifférent, qu'ils changent de comportement et tout le monde s'en portera mieux.

Les faits

- Une diatribe israélienne contre Kerry crée un clash diplomatique - AFP

Un nouveau clash diplomatique a éclaté mardi entre Israël et son allié stratégique américain après une virulente attaque personnelle du ministre israélien de la Défense Moshé Yaalon contre le secrétaire d'Etat John Kerry, accusé de ne rien comprendre au conflit israélo-palestinien.

M. Yaalon a été forcé de présenter tard mardi des excuses après que la Maison Blanche et le département d'Etat américain eurent condamné sa diatribe.

M. Yaalon a assuré qu'il "*n'avait eu aucune intention d'offenser le secrétaire d'Etat*" et qu'il appréciait "*les multiples efforts déployés par M. Kerry pour faire avancer la paix entre Israël et les Palestiniens*". AFP 14.01

Une question déplacée ou politiquement incorrecte

-*Interdire Dieudonné ? Et pourquoi pas interdire le spectacle de Hollande à Ryad ?* - Bahar Kimyongür - mondialisation.ca 08.01

Selon l'index mondial de persécution des chrétiens publié par l'ONG Portes ouvertes, l'Arabie saoudite est le 2e pays au monde où les chrétiens sont le plus persécutés.

Les non-musulmans ne peuvent se rendre à La Mecque ni à Médine. Tortures, châtiments corporels, exécutions, censure viennent compléter le sombre tableau de chasse de la famille régnante.

En août dernier, le blogueur saoudien Raif Badawi a été condamné à sept ans de prison et à 600 coups de fouet pour avoir clamé l'égalité entre "*musulmans, chrétiens, juifs et athées*".

Aujourd'hui, Raif Badawi est menacé de décapitation pour avoir proposé de lancer un débat sur la religion. Il est accusé d'apostasie, un crime passible de la peine capitale.

La politique étrangère des Saoud n'est guère plus réjouissante.

Plusieurs groupes terroristes ont en effet été mis sur pied par les services secrets saoudiens en Syrie, en Irak, au Liban, au Sahel, au Yémen, dans le Caucase ou au Pakistan.

Inspirées par le discours des autorités religieuses saoudiennes, ces armées de la haine assassinent chaque jour des dizaines d'innocents, juste pour le plaisir, à la manière des SS.

Est-il vraiment nécessaire de rappeler que, contrairement aux prêches wahhabites, les sketches de Dieudonné n'ont jamais tué personne ?

Des millions de citoyens français ont du mal à comprendre que leurs dirigeants puissent à la fois jeter l'opprobre sur un comique et encenser des régimes tyranniques comme celui des Saoud.

Si la "*démocratie française*" tient absolument à se couvrir de ridicule et de honte en interdisant la tournée d'un Dieudonné, par souci d'équité, elle devrait également interdire le spectacle de son président à Ryad où il a loué la "*sagesse précieuse*" du roi Abdallah.

L'humour de Monsieur Hollande aura peut-être amusé la Cour mais il ne fera sans doute pas rire les Syriens victimes des missiles français MILAN livrés par l'Arabie saoudite à Al Qaïda.

Délation, chasse aux sorcières. Le sionisme ou la haine permanente contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas.

Quenelle de Dieudonné : quand JSS News accuse par erreur... un journaliste !

Traque - Depuis novembre, le site spécialisé dans l'actualité du "*monde juif*", JSSNews, s'est donné une mission : traquer et révéler l'identité des auteurs de quenelles, le signe controversé lancé par Dieudonné. Sauf que cette dangereuse traque peut donner lieu à des dérives. Ce mardi, c'est un journaliste qui a été accusé par erreur.

Il ne fallait pas beaucoup de temps pour constater les premières dérives d'une telle traque. Comme metronews le racontait ce mardi, JSSNews s'est donné pour mission de traquer les auteurs de quenelles, en divulguant leur identité sur leur site "*apolitique*" et "*sioniste*" selon son fondateur. JSSNews a en effet lancé une véritable "*chasse aux nazillons*", pour "*débusquer les fachos du 21e siècle, ceux qui font ce salut nazi depuis leur lieu de travail et de les dénoncer à leurs employeurs*". Mais ce mardi, ils ont accusé par erreur une personne d'être l'auteur d'une quenelle. Pas de bol : il se trouve que la personne en question est journaliste à la rédaction Numerama.

Impossible de porter plainte

"*Ces démocrates de JSSNews me dénoncent comme nazi faisant une "quenelle à Polanski". Seul problème : ce n'est pas moi* », a posté sur Twitter le journaliste diffamé, Guillaume Champeau. Contacté par metronews, le journaliste ne cache pas sa colère. "*C'est un confrère qui m'a signalé cet article. J'ai contacté JSSNews pour qu'ils retirent mes informations. Je n'ai pas eu de réponse mais l'article a en effet été modifié quelques minutes plus tard*", témoigne-t-il.

Ce journaliste qui habite en province a hésité à porter plainte avant d'en être dissuadé. "*La gendarmerie m'a dit que ce n'était pas possible de porter plainte car le site est basé en Israël. Il faudrait que je saisisse le procureur et que je prenne un avocat. Mais comme ils ont modifié l'article... J'espère qu'ils seront au moins condamnés médiatiquement*", déclare Guillaume Champeau qui a immédiatement publié son témoignage sur Numerama.

Une "*chasse aux nazillons*" avec le soutien de Serge Klarsfeld ?

Interrogé par metronews, le fondateur de JSSNews , Jonathan-Simon Sellem, ne compte pas se remettre en cause. "*Oui on m'a prévenu et l'erreur a immédiatement été corrigée. En fait ce journaliste a un homonyme qui est, lui, coupable d'avoir réalisé une quenelle. Mais sur 200 personnes dénoncées, c'est la première fois que cela arrive* ", précise-t-il avant d'ajouter : "*l'erreur est humaine*".

Jonathan-Simon Sellem l'assurait : "*toutes les quenelles ne se valent pas*". JSSNews préfère ainsi, assure-t-il, se concentrer sur les "*quenelles faites devant des lieux de mémoire ou évoquant la Shoah*". Pourtant, de nombreuses personnes épinglées lundi par JSSNews ne posent pas devant de tels lieux, certains sont devant des banques, d'autres dans des supermarchés ou dans la rue.

"*C'est une erreur, j'ai demandé à ce que cela ne se reproduise pas, enfin pour l'instant*", se défend-il. Et dans "*cette chasse aux nazillons*", Jonathan-Simon Sellem assure avoir le soutien des époux Klarsfeld. Contactés par metronews, ces derniers n'ont pas donné suite à nos appels. Metronews 14.01

Ils sont aussi détestables que les nazis assurément. C'est ce que dénonçait Dieudonné et c'est la raison pour laquelle ils ont voulu le faire taire.

Dictature. Jugement à charge : A qui le tour ? Quand l'arbitraire s'empare de la justice au service de la haine... de la vérité.

- Outreau : Tavernier condamné à 1500 euros d'amende pour outrage au juge Burgaud - LeFigaro.fr 14.01

Le tribunal correctionnel de Paris a jugé « *excessifs* » les propos tenus par le cinéaste à l'encontre de l'ancien juge d'instruction d'Outreau lors d'une émission de télévision.

Le réalisateur a été condamné mardi à 1500 € d'amende pour «*outrage*» à l'encontre de l'ancien juge d'instruction Fabrice Burgaud. Lors de l'émission C à vous, le 10 avril 2013 sur France 5, Bertrand Tavernier avait répondu à une question sur le film Présumé coupable, inspiré de l'affaire d'Outreau et dont il n'est pas le réalisateur. «*Quand vous voyez le film, je ne suis pas pour la peine de mort, mais c'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter, le juge d'Outreau*», avait déclaré le cinéaste, assigné par Fabrice Burgaud, qui avait mené l'instruction controversée du dossier de pédophilie dans lequel 13 des 17 accusés avaient été acquittés.

M. Tavernier avait tenté de faire valoir à l'audience qu'il était interrogé sur le film, non sur l'affaire en elle-même, et qu'il avait évoqué le personnage du magistrat dans le long métrage et non le vrai juge Burgaud: «*Je m'exprime sur la logique dramatique d'un personnage et son effet sur moi, avait-il dit. Je ne parle que de cinéma, je n'ai jamais eu l'ambition d'être un chroniqueur d'autre chose.*» Mais, tout à son habile (et quelque peu jésuitique) argumentation, il n'avait pas formulé de véritables regrets ou d'excuses.

Le tribunal, présidé par Jean-Christophe Hullin, l'a également condamné à verser 500 € à Fabrice Burgaud au titre de l'indemnisation de son préjudice. «*Il a justement estimé que M. Tavernier était allé au-delà de ce qu'on pouvait admettre, a déclaré le conseil de Fabrice Burgaud, Me Patrick Maisonneuve. On ne peut appeler à la mise à mort d'un juge*». Lors du procès, son client avait estimé qu'«*on attise la haine*» en tenant à son égard des propos semblables à ceux de Bertrand Tavernier. LeFigaro.fr 14.01

Au passage Le Figaro se permet d'accuser Tavernier de jésuite. Apparemment Tavernier avait un mauvais avocat, ce qui ne veut pas dire que le verdict aurait été différent s'il en avait eu un bon, disons que son argumentation aurait dû être plus convainquante, on va essayer de montrer en quoi très rapidement.

Bertrand Tavernier avait dit lors de cette émission "*quand vous voyez le film*", or le tribunal correctionnel de Paris a délibérément décidé de ne pas en tenir compte, donc il s'est prononcé non pas sur la base des faits, il a décidé arbitrairement d'occulter le contexte dans lequel ces propos avait été tenus, la réaction à un film, donc leur origine, un film et rien qu'un film, pour les transposer dans un autre contexte ou substituer au contexte d'origine un autre contexte, ce qui est parfairement malhonnête, une affaire judicaire bien réel l'affaire d'Outreau, remplaçant ainsi un personnage imaginaire présent dans un film ou une fiction par une personne bien réelle dans la réalité.

Une fois ce transfert réalisé, ce procès changeait totalement de nature, devaient être jugés les propos que Tavernier avaient adressés directement au juge Fabrice Burgaud, qui pouvaient être interprétés comme diffamatoire et tomber sous le coup de la loi, sans ce tour de passe-passe cela aurait été impossible. On est donc en droit d'affirmer que le juge qui a rendu ce verdict avait décidé avant même la tenu de ce procès que Tavernier était coupable et qu'il serait jugé comme tel.

Cette affaire est terriblement grave, une atteinte à la liberté d'expression bien plus insupportable que le cas Dieudonné parce Tavernier est véritablement de gauche et partage nos idées politiques à ma connaissance, ce qui n'était pas le cas de Dieudonné.

Si on a bien compris, désormais en France devrez vous y reprendre à deux fois avant de tenir des propos en public sur un personnage de fiction dont le clone existe dans la réalité ou a existé dans le passé s'il possède encore une descendance, de crainte d'être trainé devant un tribunal s'il leur venait l'idée de porter plainte contre vous.

Les procureurs des tribunaux d'exception pourraient aller encore beaucoup plus loin et accepter toute plainte déposée par des personnes proches de celle qui aurait fait l'objet de propos "*excessifs*" car se sentant visées ou outragées, diffamées, leur dignité ignoblement atteinte, leur probité ou moralité remise en cause, etc.

Nous soutenons Tavernier, il devrait faire appel de ce jugement scélérat, il faut le dénoncer.

Au fait où sont passés les vaillants défenseurs de la liberté d'expression, ceux qui dénoncent ces atteintes en Russie, en Chine, au Venezuela, à Cuba, en Syrie, en Iran ? A suivre.

En complément. Valls ne connaît que le recours à la force.

- Violences dans les stades: Valls et le foot pro évoquent des mesures fortes - AFP

On ne ménagera pas ces supporters fanatiques, violents, mais on ne supportera pas davantage l'usage de la répression qui est la seule réponse que connaisse Valls.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande ou le représentant du néolibéralisme, il l'assume.

- "*Un Président libéré, social-démocrate*" pour "*un nouveau chapitre du quinquennat*" - AFP

Le Medef n'avait aucune raison d'en douter...

- Un Medef plein de bonne volonté avant l'intervention de Hollande - AFP

... et pour cause, il est comblé :

- Hollande donne des gages aux entreprises - AFP

- Le «*pacte de responsabilité*», nouveau choc proentreprise - Liberation.fr

- Les propos de Hollande agréables aux oreilles de Le Maire (UMP) - AFP

- Plus de cotisations famille pour les entreprises en 2017 - Reuters

- François Hollande envisage de supprimer des régions - Le Nouvel Observateur

Effectivement, c'était dans la nature du jésuite !

- Hollande a-t-il viré de bord ? Pas vraiment - Le Nouvel Observateur

- Hollande : "*Je ne suis pas gagné par le libéralisme*" - Le Nouvel Observateur

Jésuite : Personne qui recourt à des astuces hypocrites. (Le Grand Robert)

Pour faire chier les féministes fanatiques de gauche et d'extrême gauche, cette citation du Grand Robert :

Le jésuite, le plus jésuite des jésuites est encore mille fois moins jésuite que la femme la moins jésuite, jugez combien les femmes sont jésuites ! (Balzac, la Femme et l'Amour)

Le pire c'est que c'est vrai ! Pourquoi ? Mais parce qu'elles ont un statut inférieur dans la société telle qu'elle existe, et elles

ont tendance à développer un complexe d'infériorité qui favorise chez elles l'hypocrisie, c'est une manière de compenser l'handicap qu'elles ont sur les hommes qui se croient supérieurs à elles. C'est ainsi que tous les rapports sont faussées et plus ou moins malsains, conduisent à des quiproquos débouchant parfois sur des violences et des séparations... C'est là qu'on s'aperçoit que ces rapports reproduisent les rapports existant entre les classes, d'où la nécessité d'en finir avec la société divisée en classes sociales, l'Etat, etc. l'exploitation de l'homme par l'homme qui en est à l'origine.

Il fait des jaloux :

- Hollande: "*Quelle est la crédibilité*" du président, s'interroge Copé - AFP

Ce n'est pas un "***tournant***"…

- Hollande: Bayrou salue "*un tournant*" mais attend du "*réel*" - AFP -

… mais une confirmation, une accélération.

- «*Social-démocrate*», François Hollande nie tout virage - LeFigaro.fr

- François Hollande accélère dans sa politique d'offre - Reuters

Hollande est sommé d'obéir à ses maîtres.

- Hong Kong est l'économie la plus "*libre*" du monde, la France 70ème - AFP

En cause : "*L'Etat contrôle toujours d'importants secteurs de l'économie en tant qu'actionnaire, et les dépenses publiques représentent plus de la moitié du PIB*" AFP 14.01

La réponse de Hollande

- Hollande crée un "*Conseil stratégique de la dépense publique*" - Le Nouvel Observateur

Hollande dans son propos liminaire lors de saconférence de presse, a rappélé qu'en 2014 le pays allait réaliser "*15 milliards d'économies*" mais qu'il en restait, "*entre 2015 et 2017 au moins 50 milliards de plus*" à faire.

- "*C'est beaucoup, ça n'a jamais été fait*", a souligné le président. Le Nouvel Observateur 14.01

Un scoop :

- Thierry Lepaon (CGT) : "*Hollande met la France au service du patronat*" - Le Nouvel Observateur

Oui, parce que voyez-vous avant elle était au service des travailleurs, mêmes que les clochards, chômeurs et tous les laissés pour contre

Conférence de presse de François Hollande: (quelques) réactions politiques. - Lexpress.fr 14.01

- Jean-Marc Ayrault a estimé que le président avait proposé "*un contrat, un compromis au pays*" avec son pacte de responsabilité.

- Claude Bartolone, président socialiste de l'Assemblée : "*François Hollande, plus que jamais, tient son cap, connaît les escales et se fait une idée précise de la destination: une France solidaire et compétitive*".

- Harlem Désir dans un communiqué : "*Je salue et j'appuie le grand compromis social et le pacte de responsabilité présentés par le président de la République*". "*C'est un geste de courage qui répond à l'exigence historique de redressement de notre pays et de sa force économique. Tous les acteurs, entreprises, syndicats, collectivités locales, partis politiques sont aujourd'hui invités à prendre part à cette mobilisation*", ajoute le premier secrétaire du PS.

- Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de Gauche (PRG), indique que "*le Président de la République a fixé un cap historique vers un nouveau compromis économique et social. Ce nouveau compromis social est inédit, à la hauteur des ruptures engagées par les gouvernements de gauche en 1936, en 1945 et en 1981. François Hollande a fixé un nouveau cap dans la construction d'une France plus juste et plus solidaire, tenant pleinement son rang en Europe et dans le monde*".

- Europe Ecologie-Les Verts (EELV), sont moins élogieurx. "*Il y a encore beaucoup de flou sur ce pacte et notamment son financement. Il faudrait que les partenaires sociaux soient associés*" , a confié à l'AFP, dans les couloirs de l'Assemblée, Barbara Pompili, coprésidente des députés écologistes.

- Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard (PG), ont appelé mardi les "*élus PS et Verts*" à "*rompre les rangs*", en marge de la conférence de presse de François Hollande qualifié de "*VRP du Medef*". "*Face à ce social-libéralisme assumé, nous appelons tous ceux qui refusent cette politique jusque dans les rangs du PS et EELV à construire avec nous l'opposition de gauche aujourd'hui indispensable*", écrit pour sa part Martine Billard dans un communiqué. Elle y qualifie François Hollande de "*meilleur VRP du Medef et de la Commission européenne*".

Alors rompez avec la Ve République et l'Union européenne : boycotter les élections municipales et européennes ! Ils en sont incapables.

- Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a quant à lui qualifié de "*pacte d'irresponsabilité sociale*" le contrat proposé par François Hollande aux entreprises. "*Ses annonces sont une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français. En proposant la fin des cotisations familiales patronales, le président de la République a répondu à une vieille exigence de classe du Medef et fait un nouveau cadeau de 30 milliards au patronat après les 20 milliards du Cice*", ajoute-t-il. Lexpress.fr 14.01

On se passera des réactions de l'UMP, de l'UDI et du MoDem, qui admettent ou refusent d'admettre qu'Hollande met en oeuvre leur programme (au singulier) ou qu'il n'en fera jamais assez pour le patronat, normal. On se contentera de quelques réactions dans l'Actualité en titres.

Conférence de presse de François Hollande: réactions de ses partenaires.

- Laurence Parisot, ex-présidente du Medef, s'est réjouie de la fin des cotisations familiales, immédiatement après l'annonce du président.

- La confédération patronale CGPME s'est dite « *satisfaite* ».

- La CFDT estime que « *ce pacte ne peut fonctionner que s'il est structuré par un dialogue social renforcé* ».

- Pour Jean-Claude Mailly, Force ouvrière, cette annonce n'est ni plus ni moins qu'une victoire pour le patronat.

- Un avis partagé par l'Union syndicale solidaires, qui regrette quant à elle qu'« *avec "le pacte de responsabilité", François Hollande [poursuive] la politique libérale pro-patronale dont il a toujours été porteur, comme ses prédécesseurs. Une fois de plus, il sert les intérêts du Medef* ». Et d'appeler « *à la construction de mouvements sociaux d'ampleur pour exprimer plus fortement, dans les entreprises, les services et les localités, le refus de cette politique antisociale du gouvernement* ».

- De son côté, la CGT estime que « *le président assume le choix d'une politique libérale. Ce faisant, il tourne le dos aux salariés* ». . Lemonde.fr 14.01

Rompez toute relation avec le gouvernement et le patronat. Ils en sont incapables. C'est sur cette ligne que le combat politique devrait se mener dans les entreprises et les syndicats.

Quelle véritable intention (politique) se trouvait derrière une loi qui devait concerner moins de 0,2% de la population ?

- 7 000 mariages gays ont été célébrés en 2013 - LeMonde.fr

Sur un total de 238.000 mariages prononcés en France en 2013 et 160.200 pactes civils de solidarité (Pacs) conclus en 2012 (pas de chiffres pour 2013) (source : Insee), près de 400.000 unions au total, 7 000 mariages gays ont donc représenté moins de 0,2% de la totalité des unions.

Il faut voir le cerveau complètement sclérosé ou avoir subi une lobotomie ou être d'une mauvaise foi sans fond pour croire un seul instant que le gouvernement et le PS auraient été sensibles au sort de 0,2% de la population au point de provoquer une crise politique pour satisfaire leurs droits, alors qu'ils bafouent ceux de l'immense majorité au point de se les mettre à dos et s'en moquent éperdument.

Il faut être rendu aveugle par le pire dogmatisme ou être profondément gangrené par l'idéologie dominante pour avoir marché

dans cette grotesque combine, être gagné par un farouche individualisme pour se laisser manipuler de la sorte par la classe dominante au point de manipuler soi-même les travailleurs ou de devenir le porte-parole de sa propagande, à défaut de posséder un esprit libre et critique pour pouvoir analyser lucidement la situation et comprendre quels sont les rapports entre les classes et quels intérêts la classe dominante avait dans cette affaire, partant du principe que ces gens-là ignoraient, qu'il était impensable de concéder à Hollande ou au PS de réelles bonnes intentions envers les homosexuels comme toute autre communauté ou minorité d'ailleurs sachant qu'ils servaient les intérêts de la classe dominante et personne d'autres.

Ils répondront que quoi qu'il en soit c'est une avancée sociale... Là encore, comme chaque fois, comme presque toujours, ils ne se demanderont pas dans quel contexte, dans quelles conditions précises, aux dépens de quoi, à quel prix politique ? Cela leur a permis de s'afficher au côté de Hollande et du PS dont la politique était entièrement tournée contre les travailleurs et les peuples qui luttent pour leur souveraineté.

Pendant ce temps-là Hollande faisait passer l'ANI, qui avait bien des adversaires mais aux pieds desquels il avait passé un boulet car les syndicats corrompus ont marché aussi à fond dans la combine, cela aurait dû suffire à les alerter et à prendre leur distance avec cette opération et refuser d'y participer. Pas du tout puisqu'ils soutiennent aussi les appareils des syndicats, ils ont eu finalement la même attitude que les dirigeants syndicaux de FO et de la CGT qui avaient dénoncé le contenu de l'ANI tout en participant au côté du Medef à de pseudo négociations qui devaient légitimer l'accord final signé. En procédant ainsi, ils ont apporté à Hollande et son gouvernement au moment où ils en avaient le plus besoin la légitimité qui leur faisait défaut.

On ne s'étendra pas davantage sur cette question qu'on a déjà traité antérieurement en long, en large et en travers. On retiendra que des militants qui se prennent pour de grands théoriciens ou des dirigeants, qui sont capables de rédiger de longs discours bourrés de références historiques qui leur donnent un air savant ou sérieux, qui en imposent aux naïfs, qui se croient imperméables aux idées de la classe dominante présentent de graves lacunes et sont finalement facilement manipulables. Je précise que c'est un point de vue, et que connaissant mes lacunes et faiblesses et ne m'en cachant pas, je peux m'autoriser de tenir un tel discours.

C'est inutile.

"*Il faut prouver que le pacte de responsabilité créera de l'emploi*" - Le Nouvel Observateur

L'expérience passée prouve le contraire.

L'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 15 janvier 2014 .

C'est le capitalisme qu'on favorise

Monsieur Gattaz, prénom Yvon, président du CNPF (le Medef d'alors), expliquait dans les années 1980 qu'avec moins de contraintes en matière d'emploi les entreprises embaucheraient 471 000 personnes.

Les pouvoirs publics de l'époque le crurent, les emplois sont toujours attendus!

(Donc cela signifie que vous n'avez aucune excuse quand vous participez à ces mascarades de conférences ou je ne sais quoi au côté du patronat et du gouvernement, vous savez pertinemment à quoi vous en tenir, mais vous vous en foutez car vous n'avez pas la volonté d'aller à l'affrontement avec eux. - ndlr)

Monsieur Gattaz, prénom Pierre, président du Medef, explique que si on allégeait fortement les dépenses publiques et sociales, dont les «charges» des entreprises, de 100 milliards d'euros, 1 million d'emplois pourraient être créés par les entreprises.

Apparemment le président de la République est sensible à ce raisonnement. Il a en effet proposé, lors de ses vœux à la nation le 31 décembre 2013, un «*pacte de responsabilité*» aux entreprises. Moins de charges, moins de contraintes contre plus d'emploi et de dialogue social.

(On admirera au passage le "*apparemment*". Non c'est une certitude, c'est ainsi qu'il le ménage en ne cessant jamais de colpolter des illusions dans le régime. ndlr)

Certes, on n'en sait pas plus pour le moment et il faudra attendre la conférence de presse du 14 janvier –dit-on– pour être fixé.

(Mailly est comme Gluckstein, il ne sait jamais à l'avance ce qui va se passer. A quoi servent de tels dirigeants ? On a l'impression qu'ils attendent que les ordres viennent d'en haut, non ? C'est exagéré, peut-être, disons alors que leur politique est dictée en réaction à ce que dit le monarque qui ne se situera jamais sur le terrain de classe des travailleurs, et qu'on n'a pas besoin qu'il nous le dise parce qu'on le sait à l'avance, à condition de se situer sur un terrain de classe indépendant de l'Etat, ce

n'est manifestement pas le cas de Mailly, comment le serait-il de la part de Gluckstein qui refuse de rompre avec l'appareil vendu de FO ? - ndlr)

Pour autant, l'annonce est révélatrice. Elle se situe dans la logique économique néolibérale entièrement basée sur la compétitivité-prix, selon laquelle moins le travail est cher plus il y a d'emploi! Au passage, cela s'inscrit dans le dumping dénoncé par ailleurs. Et le raisonnement, pour idéologique qu'il soit, n'a jamais été démontré.

(Tiens donc, ce "*raissonnement*" a été démontré en produisant le contraire ou en conduisant à la surexploitation et à une plus grande précarité pour les travailleurs. -ndlr)

On comprend mieux d'ailleurs pourquoi l'ANI du 11 janvier 2013 (sur la sécurisation de l'emploi) avait été qualifié d'historique, car lui aussi s'inscrit dans l'allégement des procédures et plus de flexibilité.

(Il lui a fallu un an pour "*comprend mieux*" en quoi consistait l'ANI ! Quand on dit qu'il n'en a rien à foutre du sort des travailleurs, exagère-t-on ? - ndlr)

Le président de la République a fixé un objectif à la réforme fiscale: payer moins d'impôts!

Qu'on le veuille ou non, réduire les fameuses «*charges*» sociales et les impôts (ainsi que les dépenses publiques) conduit à fragiliser encore plus les régimes sociaux et le service public, dont la solidarité et l'égalité républicaine.

On appelle cela comme on veut, politique économique de l'offre, néolibéralisme ou libéral socialisme, le résultat est le même, c'est le capitalisme qu'on favorise.

(Pourquoi ne rompez-vous pas avec ? Impossible. - ndlr)

Certes, la chose n'est pas nouvelle. Dans les années 1970 un chancelier allemand expliquait que les profits d'aujourd'hui font les emplois de demain!

(Schröder voulait dire esclaves ou salariés sous-payés. - ndlr)

Un président français dans les mêmes années 1970 expliquait qu'au-delà d'un taux de 41% de prélèvements obligatoires, on serait en régime socialiste!

(C'est bien connu que le capitalisme réalisera progressivement le socialisme. - ndlr)

Un Premier ministre britannique expliquait, quant à lui, que l'économie n'a pas de couleur politique, sous-entendant que c'est une science exacte.

(Il voulait peut-être dire aussi que vous pouviez aussi bien vous entendre avec l'UMP qu'avec le POI, non ? - ndlr)

Au fil des années, les travailleurs se sont vu imposer des remises en cause de droits. Pour autant, ils ne sont pas dupes et n'ont jamais pris des vessies pour des lanternes.

(Tiens donc, pourtant l'affaire a bien marché, non ? Grâce à vous notamment, n'est-ce pas ?)

Ce pacte de responsabilité ressemble fortement au pacte de confiance proposé par le Medef, qui a d'ailleurs réagi positivement. (Quelle surprise encore ! - ndlr)

Effectivement, le président de la République est aussi, selon sa propre formule, président des entreprises. Certains évoquent la formule de «*socialisme de l'offre*», ce clair-obscur qui s'appelle un oxymore. (Au contraire, il n'y a rien d'obscur là-dedans, c'est très clair, il est le président du patronat, point barre. - ndlr)

Plus qu'un virage ou un tournant, c'est en quelque sorte un «*coming out*» libéral.

ACTUALITE EN TITRES

Une vulgaire manipulation.

- Deux fois plus de Roms expulsés de leurs camps en 2013 - LePoint.fr

Explication

- Les Roms, de bidonvilles en bidonvilles - Liberation.fr

En réalité, chaque fois que les Roms étaient délogés d'un endroit, ils s'intallaient un peu plus loin jusqu'au jour où ils étaient une nouvelle fois délogés et ainsi de suite, donc ce n'est pas forcément le nombre de Roms expulsés qui a augmenté, mais le nombre de fois où les mêmes Roms ont été délogés.

Enfin une bonne nouvelle.

- 66 millions d'habitants en France, la fécondité recule - LePoint.fr -

Et pour cause :

Serge Hefez : «*Beaucoup de parents souffrent de ne pas avoir l'enfant idéal*» - LeFigaro.fr

La stratégie du chaos

- Le nombre de conflits religieux dans le monde atteint un niveau inédit - Francetv info

- Mettre fin à la « *guerre des générations* » par la solidarité - LeMonde.fr Et pendant ce temps-là Le Monde soutient la politique qui consiste à remettre en cause le système de retraite par répartition...

Pour un peu l'affaire serait aussi vite réglée qu'au Conseil d'Etat en France !

- Centrafrique. Un nouveau président par intérim élu d'ici 15 jours - Le Nouvel Observateur

De là à penser qu'il est déjà élu, il y a un pas qu'on a le droit de se permettre de franchir...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Colombie

- Colombie: suspension temporaire de la destitution du maire de Bogota - AFP 14.01

La destitution controversée du maire de Bogota, Gustavo Petro, a été suspendue temporairement mardi, un répit pour cette figure de la gauche en Colombie, après que le gouvernement eut averti que sa sanction serait appliquée sauf en cas de contre-ordre judiciaire.

Le tribunal administratif de Cundinamarca, dont dépend la capitale, a "*pris la décision d'ordonner la suspension provisoire*" de sa destitution, qui lui avait été infligée par la "*procuradoria*", un organisme public de contrôle des fonctionnaires.

Cette décision intervient au lendemain de la confirmation par la "*procuradoria*" d'une mesure de destitution et d'inéligibilité pendant 15 ans à l'encontre de M. Petro pour une passation de marché jugée illégale dans le domaine du ramassage des ordures.

Alors que la sanction doit en dernier lieu être exécutée par le président Juan Manuel Santos, le tribunal administratif, qui avait été saisi par le maire, a ainsi demandé au chef de l'Etat "*de s'abstenir de le faire*", avant qu'il n'ait jugé l'affaire sur le fond.

"*C'est une mesure à caractère temporaire, transitoire, disons de précaution, afin d'éviter des dommages imminents*", a précisé à la presse l'un de ses magistrats, Jose Maria Armenta.

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre de la Justice, Alfonso Gomez, avait prévenu que le président Santos ne pouvait qu'appliquer la sanction, sauf en cas de décision judiciaire l'en empêchant.

"*Il est clair pour le gouvernement qu'il doit respecter la décision de la " procuradoria", à moins qu'il existe un ordre contraire*", avait-il souligné.

La destitution de M. Petro avait provoqué une vive polémique et suscité plusieurs manifestations, le maire dénonçant un complot contre la gauche et contre le processus de paix en cours avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), qui a été promu par l'actuel président.

Le maire de Bogota s'est aussitôt félicité de la suspension temporaire de sa sanction, y voyant "*la preuve qu'on peut arrêter la tyrannie et l'arbitraire, quand la justice et la foule agissent de concert et qu'on peut vraiment construire une Colombie démocratique*".

Ancien membre de la guérilla urbaine du M-19 (Mouvement du 19 avril), dissoute en 1990, cet économiste de 53 ans, qui avait appelé lundi à une "*mobilisation permanente*", avait été investi en janvier 2012 pour un mandat de quatre ans à la tête de cette ville de sept millions d'habitants.

Des recours avaient été introduits par l'équipe municipale à la fois devant la "*procuradoria*" et le tribunal administratif. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a également été saisie à Washington.

Parallèlement, un référendum posant la question du maintien du maire a été convoqué pour le 2 mars, à l'initiative d'opposants, qui ont réuni suffisamment de signatures pour obtenir l'organisation d'un tel scrutin. AFP 14.01

Le point de départ de cette affaire: l'intention du maire de Bogota, Gustavo Petro, d'enlever la gestion de l'eau de la ville à une société privée pour la confier aux services de la municipalité.

2- Thaïlande

2.1- Les manifestants thaïlandais menacent le Premier ministre - Reuters 14.01

Les manifestants qui cherchent à renverser le gouvernement thaïlandais ont annoncé leur intention de renforcer le blocus autour des ministères et prévenu le Premier ministre Yingluck Shinawatra qu'elle pourrait être la prochaine cible tandis que de nombreux carrefours importants de Bangkok restaient bloqués mardi.

Cette action est le dernier épisode d'un conflit qui dure depuis huit ans et qui oppose la classe moyenne et les notables royalistes de Bangkok, aux partisans, souvent pauvres et vivant en zone rurale, de Yingluck Shinawatra et de son frère parti à l'étranger, l'ancien chef de gouvernement Thaksin Shinawatra.

Comme lundi, premier jour de la mobilisation, les manifestants, dirigés par Suthep Thaugsuban, ont empêché les fonctionnaires de se rendre au travail, ce qui a obligé plusieurs ministères et la banque centrale à travailler avec des systèmes de secours.

"*Pendant les deux ou trois prochains jours, nous devons forcer tous les bâtiments gouvernementaux à fermer*", a déclaré Suthep Thaugsuban à ses partisans.

"*Si nous n'y arrivons pas, nous entraverons les déplacements du Premier ministre et des ministres*", a-t-il menacé. "*Nous commencerons par couper l'eau et l'électricité à leurs domiciles. Je leur conseille d'évacuer leurs enfants*."

Un groupe d'étudiants allié au Comité populaire pour la réforme démocratique (CPRD) de Suthep Thaugsuban a de son côté menacé de prendre d'assaut la Bourse de Bangkok. Elle représente "*un système capitaliste mauvais qui a fourni un moyen à Thaksin de devenir milliardaire*", a déclaré un dirigeant du groupe, Nitithorn Lamlua.

Un porte-parole du CPRD a toutefois démenti que la Bourse soit considérée comme une cible par les opposants.

"*Nous n'allons pas assiéger les sites qui fournissent des services aux habitants, y compris les aéroports, la Bourse ou les gares. En revanche, nous allons bloquer l'accès aux bâtiments gouvernementaux pour les empêcher de fonctionner*", a dit Akanat Promphan.

Le président de la Bourse Jarumporn Chotikasathien, a expliqué que des mesures d'urgence avaient été prévues pour sécuriser le bâtiment et le système de transactions en cas de besoin.

Pour désamorcer la crise, Yingluck Shinawatra a appelé à des élections anticipées pour le 2 février, que son parti Puea Thai a

toutes les chances de remporter. Suthep Thaugsuban a rejeté cette initiative et la Commission électorale a suggéré que le scrutin soit repoussé au 4 mai.

Yingluck Shinawatra a invité les dirigeants de l'opposition politique et les représentants des manifestants à une réunion mercredi pour discuter de cette proposition.

La chef du gouvernement a transféré depuis lundi son bureau au ministère de la Défense, dans la banlieue de Bangkok. Le conseil des ministres, qui se tient le mardi, a été annulé.

"*Un accord sur le report des élections permettrait de gagner du temps mais ce ne serait qu'un sursis tant qu'un accord plus large sur la future organisation politique du pays n'a pas été conclu*", estime le centre de réflexion International Crisis Group dans son dernier rapport.

"*La Thaïlande est extrêmement polarisée et les chances de parvenir à un tel accord sont faibles*", ajoute-t-il.

La circulation restait faible mardi à Bangkok, sept grands carrefours ayant été bloqués lundi par les manifestants tandis que de nombreuses écoles étaient fermées pour la deuxième journée de suite.

Le gouvernement a déployé 10.000 policiers et quelque 8.000 soldats pour protéger les bâtiments gouvernementaux, mais ils ont été pratiquement invisibles depuis lundi. Reuters 14.01

2.2- Thaïlande: 2 blessés lors de tirs contre des manifestants - AFP 14.01

Deux personnes ont été blessées par des tirs contre des manifestants anti-gouvernement, ont indiqué les autorités thaïlandaises mercredi, au troisième jour d'une opération de "*paralysie*" de Bangkok visant à faire tomber la Première ministre Yingluck Shinawatra.

Les manifestants dans la rue depuis plus deux mois veulent remplacer le gouvernement par un "*conseil du peuple*" non élu et se débarrasser de ce qu'ils appellent le "*système Thaksin*", du nom du frère de Yingluck qu'ils haïssent.

(Qu'est-ce que c'est un mouvement composé de la classe moyenne et des notables royalistes de Bangkok qui refuse le verdict des urnes qui avait été défavorable à leur parti pour instaurer un "*conseil du peuple*" non élu, sinon l'équivalent des manifestations du 6 février 1934 en France ? - ndlr)

L'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, chassé par un coup d'Etat militaire en 2006, reste malgré son exil le facteur de division du pays entre les masses rurales et urbaines défavorisées du nord et du nord-est qui l'adorent et les élites de Bangkok proches du palais royal qui le voient comme une menace pour la monarchie.

Selon des images de la télévision, des dizaines de coups de feu ont été tirés par un inconnu.

(Un provocateur sans doute à la solde des organisateurs de cette manifestation, ou alors ils tirent très mal pour n'avoir tué personne, pas les siens on comprend. - ndlr)

Les Démocrates, qui soutiennent les manifestations, boycottent les législatives anticipées du 2 février convoquées par Yingluck pour tenter de sortir de la crise qui a déjà fait huit morts, dont un policier, la plupart abattus dans des circonstances troubles. AFP 14.01

(Les Américains qui sont les pires dictateurs de la planète sont les gardiens de la démocratie dans le monde, les manifestants pro-Union européenne flanqués de partis fascistes en Ukraine sont des démocrates, et en Thaïlande les notables royalistes qui manifestent à Bangkok sont également des démocrates, comme d'ailleurs les barbares djihadistes qui ont pris le pouvoir en Libye ou ceux qu'ils soutiennent en Syrie... - ndlr)

Haut de page

Le 16 janvier 2014

CAUSERIE

J'ai corrigé les erreurs de formatage de plusieurs paragraphes hier, je suis vraiment très fatigué. Je n'ai rien rajouter sur la conférence de presse de Hollande, vous devez déjà tout savoir.

Ici c'était férié, on a passé la journée en famille, c'était la fête des vaches, je ne pouvais m'y soustraire !

Au fait, moi aussi je pourrais vous bassiner à longueur de temps sur le colonialisme en Inde et le racisme de ces sales Blancs, BHL a remis cela hier dans Le Point sur Dieudonné, il monte la garde au pied de son mur de la haine, ces gens-là sont des psychopathes.

Je comprends que les Français dépriment comme disent les médias qui leur pourrissent la vie à volonté. Là, dernière moi, pendant que je vous écris, Magueswary regarde la télé tamoul, je ne comprends rien et je n'y prête pas attention, c'est plus facile à vivre et surtout pour penser qu'en France.

L'époque du maître de droit divin est de retour.

La "*croissance*" signifie garantir ou augmenter les profts que se distribueront les actionnaires du CAC40 ou les patrons, à renflouer les caisses des banquiers et à régler la rente de quelque 50 milliards d'euros annuels d'intérêts versés aux banquiers ou au marché au titre du service de la dette par l'Etat.

La "*pacte de compétitivité*" se soldera par une baisse du coût du travail tout azimut, la quasi-stagnation ou la baisse des salaires, le salaire d'embauche au Smic, des emplois sous-payés car ne tenant pas compte de la qualification selon les nouvelles normes de flexibilité du travail en vigueur, la flexibilité accrue dans l'entreprise de telle sorte que la fonction que vous occupez en partie ou temporairement n'est pas rémunérée en conséquence, c'est un détournement des conventions collectives, l'exonération et la suppression de cotisations sociales patronales qui sont en réalité une partie du salaire différé des salariés, l'augmentation des taxes et impôts pour compenser ce manque à gagner dans les caisses des organismes sociaux et que les travailleurs devront supporter, autrement dit double peine, la couverture sociale rognée ou la privatisation de certains organismes sociaux ou services, c'est ce qui se passe notamment quand un médicament n'est plus pris en charge par la Sécurité sociale ou moins remboursé, etc. il faut ajouter l'ANI et les concessions faites par ailleurs au patronat qui lui permet d'organiser la mobilité du personnel à sa guise et de licencier qui il veut quand il veut à discrétion.

Quand ***Le Monde*** se fait le porte-parole de Ben Ali.

- La fuite de Ben Ali racontée par Ben Ali - lemonde.fr 14.01

On ne va reproduire en entier cet article, la trame suffira à saisir dans quelle direction Le Monde voulait entrainer les lecteurs, ménager Ben Ali et le présenter comme une victime innocente.

1- Le terme d'émeute a généralement une connotation négative, elle peut être le fait de prisionniers de droit commun dans une prison par exemple. Le terme de soulèvement ou de révolution aurait été plus approprié mais politiquement choquant ou incorrect.

"*Le 14 janvier 2011, au terme d'une ultime journée d'émeutes particulièrement violentes à Tunis, le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali a fini par quitter la Tunisie pour l'Arabie saoudite.*"

2- Le Monde se laisser aller à révéler le voeux qu'il avait formulé et qui ne s'est pas réalisé, le retour de Ben Ali. C'est une manière de signifier qu'il avait toujours une certaine légitimité à exercer le pouvoir.

"*A-t-il fui ? A-t-il été poussé vers la sortie ? Ou bien un plan avait-il été ourdi pour l'éloigner d'une situation de chaos, avant de le faire revenir comme celui pouvant ramener l'ordre ?*"

3- Les Américains avaient estimé qu'il était temps qu'il dégage, et ils se sont servis du rejet massif dont il faisait l'objet de la part de la majorité des Tunisiens pour précipiter sa chute et orchestrer sa fuite. Puis faire en sorte de lui faire porter l'entière responsabilité de la situation, laissant le soin aux juges tunisiens de l'inculper de toutes sortes de crimes ou délits en rapport avec la corruption généralisée que l'autocrate avait élevé dans le pays au rang de gouvernance à son propre profit et celui de son clan, le tout conçu de façon à ce croulant sous les accusations il ne puisse plus revenir au pouvoir, c'était le prix à payer pour camoufler à la fois leur responsabilité (des Américains) dans son départ précipité et la suite (de leur plan) qu'ils comptaient lui donner, mettre en place un gouvernement de leurs marionnettes, les Frères musulmans affublés de quelques représentants laïcs de droite.

Bien entendu, Ben Ali ignorait en partie le contenu du coup d'Etat que les Américains avaient ourdi contre lui et à quel niveau de l'armée ils bénéficiaient de soutiens pour mener à bien leur opération. C'est ce que Le Monde dénonce aujourd'hui en donnant la parole à Ben Ali tout en lui fournissant l'occasion de se présenter en victime d'une machination, mais pas seulement en recours ou sauveur suprême de la Tunisie, car finalement à l'entendre il n'avait eu absolument rien à se reprocher tout au long de son règne de 23 ans. On pourrait appeler cette opération du Monde : blanchiement ou réhabilitation d'un tyran injustement déchu de son trône.

Le tout figure dans une lettre de Ben Ali dont Le Monde reproduit généreusement de larges extraits.

"*Le 20 juin 2011, au premier jour de son premier procès par contumace, le premier d'une longue série de procès, l'ancien président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali a voulu « rétablir la vérité »*"

4- A entendre Le Monde, Ben Ali serait une victime, son régime, son passé, l'état de la Tunisie à son départ, les souffrances des Tunisiens ne valent même pas la peine qu'on les mentionne.

"*L'ancien président Ben Ali, dont « l'image et la réputation ont été ternies »*"

5- A cette étape, la parole de Ben Ali vaut bien celle de ses accusateurs et victimes, c'est ce que les lecteurs sont censés se dire où la conclusion à laquelle Le Monde les encourage à adopter.

"*Autant d'accusations qui visent, aux dires de l'ancien président tunisien*"

6- En poussant plus loin, Le Monde en devient même le porte-parole, le témoin.

"Et l'ancien président de rappeller les « réalisations incontestables pendant vingt-trois ans » qui peuvent être apportées à son crédit dans les domaines économiques, sociaux et politiques."

7- Pour finalement lui octroyer le statut de victime d'une justice prétendument arbitraire ou à charge, qui si tel est le cas valait bien la sienne ou l'absence de justice quand il était au pouvoir, tandis qu'il n'hésitait pas à faire emprisonner, torturer ou assassiner des journalistes ou des opposants à son régime policier, mais apparemement au journal Le Monde ils ont une mémoire très sélective, qui les arrange.

"*La justice tunisienne n'aura pas entendu la défense de l'ancien président, condamné à plusieurs reprises par contumace.* "

8- Cet article du Monde se termine par un regret, faisant du dictateur un malheureux "*réfugié*" terme qui habituellement est réservé aux victimes d'événements dramatiques (guerre, persécutions politiques ou religieuses, conflits, massacres, etc.) qu'ils ont subi ou dont ils ne portaient pas la responsabilité, ce qui n'était pas du tout le cas de Ben Ali, qui même sans l'aide des Américains aurait fui la Tunisie plutôt que d'être jugé et finir ses jours dans une prison.

"*L'ancien président est toujours réfugié en Arabie saoudite.*"

En conclusion, on aura compris que Le Monde regrette le temps où Ben Ali faisait régner la terreur en Tunisie de son palais.

Lettre de soutien envoyée à Bertrand Tavernier

Bonjour,

Cette lettre n'est pas à publier dans votre portail, je n'ai pas trouvé d'autres moyens pour vous joindre (je vis en Inde), vous m'en excuserez.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

(référence à un article du Figaro du 14 janvier 2013 dont j'ai reproduit hier des extraits dans mon portail (www.luttedeclasse.org.), suit le commentaire que j'avais ajouté.)

Aux lecteurs de notre portail: lire ce commentaire dans la causerie d'hier, je ne vais pas le reproduire ici.

(J'ai rédigé cela très vite hier par manque de temps, il y a matière à dénoncer la méthode qui tend à criminaliser toute critique des institutions (en France ou en Israël d'ailleurs), à faire taire tout opposant à l'ordre établi qui n'a rien de démocratique et qui rime avec dictature ou barbarie (en France et dans le monde à des degrés divers). Ce qui suit en fait la démonstration

L'imposture permanente.

Bernard-Henri Lévy - Le Point - Publié le 16/01/2014

- ...le seul antisémitisme susceptible de "marcher" aujourd'hui, le seul capable d'abuser et de mobiliser, comme il le fit à d'autres époques, un grand nombre de femmes et d'hommes, est celui qui saurait nouer le triple fil de l'antisionisme (les juifs soutiens d'un "Israël assassin"), du négationnisme (un peuple sans scrupules capable, pour arriver à ses fins, d'inventer ou d'instrumentaliser le martyre des siens) et de la concurrence des victimes (la mémoire de la shoah fonctionnant comme un écran cachant les autres massacres de la planète). Le Point 16.01

- "*les juifs soutiens d'un "Israël assassin'"*", c'est tout à fait cela, en pire car cela dure depuis 1947, les sionistes revendiquent l'existence de l'Etat d'Israël, le massacre des habitants de la Palestine à majorité musulmane et chrétienne avec l'aide de l'armée britannique, chassés de leurs terres et de leurs maisons et conduits à l'exil, il existe des documentaires de l'époque sur le Net qu'on a visionnés, pas de bol ...

- "*un peuple sans scrupules capable, pour arriver à ses fins, d'inventer ou d'instrumentaliser le martyre des siens*", l'expression "*un peuple*" vous appartient uniquement, crapule, des barbares armés ou protégés par les puissances occidentales qui avait déjà mis la main sur une bonne partie du pétrole de la région serait plus juste, "*sans scrupules*" vous êtes loin du compte en réalité, "*inventer*" vous appartient aussi, vous n'êtes qu'un vulgaire falsificateur et calomniateur, quant à "*instrumentaliser le martyre des siens*", c'est vrai que vous et vos semblables en connaissez un rayon en la matière, à se demander ce que cela cache, un mur ce sera difficile, et cela dure aussi depuis plus d'un demi-siècle, sachant que ce sont (notamment) des banquiers ou industriels juifs ou qui se présentaient comme tels associés à des banquiers ou industriels protestants qui ont financé la montée de Hitler, puis le régime nazi etc. et que des gens dans votre genre en font un commerce à croire que des juifs ont été les seuls et uniques victimes du nazisme, c'est à vous filer la nausée, comme misérable provocateur alimentant l'antisémitisme avec votre ami Klarsfeld vous êtes le champion toute catégorie.

- "*concurrence des victimes (la mémoire de la shoah fonctionnant comme un écran cachant les autres massacres de la planète)*", surtout ceux des Palestiniens, des sémites quoi. Tenez, c'est le quotidien israélien Haaretz qui titrait un article le 24 août 2010 qui devrait vous intéresser : DNA tests reveal Hitler's Jewish and African roots, Hitler aurait eu des racines juives, encore une victime des antisémites, merde.

Commentaires d'internautes

1- Cet article (pour ne pas dire ce torchon) à première vue n'est pas signé, il faut aller sur " la suite de l'article " pour le savoir : BHL

BHL qui essai , mais très mal et grossièrement , de faire une énième fois , l'amalgame entre Antisionisme et Antisémitisme.

Oui Israël cher philosophe de mes deux est un état raciste et criminel !

Non Dieudonné n'est pas raciste et antisémite, c'est lui qui, de part le biais de l'humour, met à jour la perversité du sionisme qui se sert justement de la religion Juive dont ils n'ont que faire et crier à tout propos : " *antisémite! antisémite*" exactement comme vous le faite BHL.

Dieudonné est le véritable défenseur de la religion Juive ne vous en déplaise et il est soutenu par de nombreuses personnes de confession Juive , mais çà, vous vous gardez bien d'en parler !

2- BHL, le philosophe miliardaire qui vend 4000 bouquins en moyenne. Pourtant, dans les médias c'est open bar pour lui. Dieudonné fait combien de spectateurs alors qu'il est persona non grata dans les médias ?

Pas d'autres priorités ou indignations à géométrie non-variable ? Si les vidéos de Dieudonné doivent être retirées il faut, par souci de réciprocité, faire fermer le site de la LDJ (organisation considérée comme terroriste par le FBI).

Dans ce cas faire fermer le site de la LDJ , de JSS News, celui des Femen etc. etc. etc... la liste va être très très longue.

3- Vous déformez la réalité! Dieudonné a dit "*libérez Fofana*" parce que, puisque vous libérez les cinq juifs de la LDJ qui ont assassinés Saïd Bourarach sur son lieu de travail, ils l'ont battu et jeté dans le canal glacé (c'était en hiver) où il est mort noyé! La presse n'en a pas parlé alors que Fofana on en a parlé pendant des mois! Fofana est encore en prison (et c'est tout à fait normal!) mais ce qui ne l'est pas ce que les assassins de Saïd Bourarach sont en liberté! Celui qui a prit la plus grosse peine a eu 6 mois! 6 mois pour un meurtre! C'est ce qu'on appelle le "deux poids, deux mesures"! Voilà pourquoi Dieudonné a dit "libérez Fofana"! Pour dire non au deux poids deux mesures!

4- La Vérité selon BHL

BHL a parlé, la Vérité ultime et incontestable est sortie de sa bouche, vous ne pouvez que vous incliner. Sinon, eh bien vous serez rangés au mieux dans la case complaisant envers Dieudonné, au pire dans la case complice.

J'aimerais savoir dans quelle case BHL range les nombreux éminents juristes et magistrats (entre autres Philippe Bilger, Serge Slama, Roseline Letteron) qui ont indiqué que cette décision du CE en référé était juridiquement très contestable, créait un précédent juridique et retournait 80 ans de constante jurisprudentielle sur la liberté d'expression ? Et la ligue des droits de l'homme qui a également cette position ? (pourtant un des adversaires juridiques réguliers de Dieudonné) Est-ce qu'ils sont tous à ce point aveuglés par la défense de la liberté d'expression qu'ils en auraient perdu toute compétence et toute clairvoyance ?

De toute façon, visiblement nous, pauvres et simple (t) s citoyens ne sommes pas aptes à nous faire notre propre opinion. Il nous faut encore des guides moraux comme BHL pour nous (re) mettre sur le droit chemin. Penser par nous-mêmes est donc une vue de l'esprit, et la censure sera là pour nous le rappeler.

Alors mes frères, révérons la parole de BHL comme la seule Vérité possible et accessible pour nous, tout le reste n'est qu'illusion.

Nous étions passé à côté. Collusion.

« *J'adresse à Patrick Cohen une pensée solidaire. Il sait comme moi que les antisémites n'ont aucun futur dans notre République* », écrivait M. Mélenchon. Par cette phrase en forme d'exorcisme, il faisait un double geste. D'une part, il répondait à ceux qui accusent sa famille politique, et la gauche en général, de complaisance vis-à-vis de l'antisémitisme. D'autre part, il lançait un avertissement aux militants et aux sympathisants qui seraient tentés par tel ou tel prêcheur de haine.

(La procureur de la pensée Mélenchon ou le petit soldat de Tsahal au service d'Israël ou du sionisme.- ndlr)

Dans la période récente, ce double geste a été posé par la plupart des tendances de la gauche, qu'elle se dise réformiste ou révolutionnaire. Au Parti de gauche, donc, mais aussi chez les socialistes, les écologistes et les communistes, dans les galaxies trotskistes ou libertaires, un travail de prévention et de pédagogie a été effectué pour réaffirmer une même idée : les amis de Dieudonné sont les ennemis de toute émancipation. Lemonde.fr 13.01

Et quant à ceux qui se sont terrés dans un silence complice : qui ne dit rien consent, une manière de soutenir plus discrètement le régime et le sionisme.

ACTUALITE EN TITRES

Chouette l'année commence bien !

- Wall Street fait grimper le S&P 500 à un nouveau record - AFP

Wall Street a profité d'une vague d'optimisme mercredi grâce à de bons indicateurs, à des prévisions encourageantes de la Banque mondiale et à la solidité du secteur bancaire, pour faire grimper le S&P 500 à un nouveau record. AFP 15.01

- Bank of America multiplie par huit son bénéfice trimestriel - Reuters

- La Bourse de Paris inscrit un record confortée par les perspectives de reprise - AFP

- La Banque de France propose de baisser le taux du livret A à 1% - Reuters

Confiez-moi votre argent, il sera placé à 9,50% l'an et vous toucherez les intérêts mensuellement. Non, c'est une blague, vous pourriez devenir rentier ou vous enrichir, c'est un mauvais exemple à ne pas suivre, laissez-moi ce privilège !

Même eux ils n'y croient plus. Dans quoi ? Mais la survie du capitalisme. Ils sont les seuls.

- Hollande a-t-il raison de miser sur une politique de l'offre pour créer des emplois? - L'Expansion.com

Alors : A droite toute !

- Le tournant de François Hollande fait bouger les lignes - Reuters

... au point que

- Hollande: la droite embarrassée, d'accord sur le fond elle attend des actes - AFP

- Pacte de responsabilité : une partie de la droite prête à soutenir Hollande - LeParisien.fr

- Fillon : «*S'il y a une politique qui redonne confiance aux entreprises, je la soutiendrai*» - Liberation.fr

- Hollande : Raffarin salue un «*changement de discours*» - LeFigaro.fr

La concurrence est rude à droite...

- Le tournant social-démocrate de Hollande embarrasse la droite - Francetv info

Après la conférence de presse du chef de l'Etat, les principaux responsables de l'UMP et de l'UDI sont apparus divisés dans leurs réactions. Francetv info 15.01

L'élève a réussi son examen de passage

- L'Allemagne exulte en découvrant le virage libéral de François Hollande - L'Express.fr

- La CDU allemande salue un « *clair changement de paradigme* » en France - LeMonde.fr

- Bruxelles salue le pacte de responsabilité proposé par Hollande - L'Expansion.com

- Hollande: le Medef salue "*un discours qui va dans le bon sens*" - AFP

... mais peu mieux faire :

- Coût du travail : le Medef pas rassasié - Liberation.fr

... quoique...

- Il y a 30 ans, le patronat promettait emplois contre allègements - AFP

Il y a 30 ans, Yvon Gattaz, le père de l'actuel patron du Medef, promettait déjà au gouvernement socialiste de l'époque des embauches contre des allègements du coût du travail et plus de flexibilité.

Il a obtenu gain de cause, mais aucune statistique officielle n'a pu montrer si la promesse d'embaucher plus de 400.000 personnes avait été tenue. AFP 15.01

Une promesse a valeur de vérité, cela suffit, non ?

S'ils le disent...

- "*Hollande s'admet social-démocrate mais il est social-libéral*" - Le Nouvel Observateur

... la cour mise à contribution...

- Hollande : le gouvernement fait le service après-vente - LeFigaro.fr

... les grouillot aussi...

- L'aile gauche du PS soutient le chef de l'État à contrecœur - LeFigaro.fr

La rançon du business.

- Les médecins estiment que leur statut social s'est dégradé - LePoint.fr

Un sondage Ifop révèle que près de neuf médecins libéraux sur dix pensent que la considération du grand public à leur égard s'est dégradée depuis vingt ans. LePoint.fr 05.01

Pasqua multirécidiviste n'a jamais passé un jour en prison.

- Ziad Takieddine condamné à deux mois ferme pour abandon de famille - Francetv info

L'homme d'affaires Ziad Takieddine a été condamné mercredi 15 janvier à deux mois de prison ferme à Paris pour abandon de famille, à cause du non-paiement de pensions alimentaires à son ex-épouse, Nicola Johnson, a-t-on appris de sources judiciaires.

Poursuivi dans l'affaire Karachi, Ziad Takieddine est en détention provisoire depuis le 31 décembre pour violation de son contrôle judiciaire. Francetv info 15.01

- "*Nier ce qui distingue les sexes nuit à l'enfant*" - L'Express.fr

Peu importe, j'ai décidé de tordre le cou à la nature.

- Stéréotypes filles-garçons: «*Quand j'essaie de jouer à la dinette avec mon fils, il ne tient pas cinq minutes*» - 20minutes.fr

- Egalité garçons-filles : 30 idées pour faire bouger les choses - Le Nouvel Observateur

Stratégie du chaos

- Afghanistan: risque d'apparition d'un "*Etat narco-criminel*" - AFP

- Attentat imputé à Al Qaïda dans le nord de la Syrie, 26 morts - Reuters

- Irak: au moins 73 morts dans de nouvelles violences - AFP

- Soudan du Sud: bataille de chars à Malakal, le conflit entre dans son 2e mois - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Imposture. Supercherie. Mélodrame. Ce qui unit le PCF et le PG: leur soumission au PS.

- Mélenchon : le Front de gauche «*est très mal en point*» - leparisien.fr 15.01

«*Nous sommes dans une situation grave. Nous allons essayer de la dépasser*», a reconnu Jean-Luc Mélenchon à propos du Front de gauche, ce mercredi matin.

Les élections municipales de 2014 auront-elles raison du Front de gauche? Le Parti communiste (PCF) de Pierre Laurent et le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon semblent irréconciliables sur la position à adopter vis-à-vis du PS.

La veille, lors de ses vœux, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, avait au contraire tempéré : «*Non, le Front de gauche n'est pas en lambeaux comme je l'ai lu (...). Il est au travail, il est en débat et aujourd'hui, dans toutes les communes, il est au combat.*»

Un consensus est-il possible entre les deux formations politiques?

(Nous n'en doutons pas un instant. - ndlr)

«*Nous avons créé le Front de gauche pour construire une gauche indépendante du Parti socialiste et voilà qu'une partie du Parti communiste -je tiens à le préciser, c'est pas tout le Parti communiste- passe des accords avec les socialistes pour être dès le premier tour dans leur liste alors qu'il n'y a aucune espèce de danger*», a une nouvelle fois regretté Jean-Luc Mélenchon,

ce mercredi matin.

(Ce qui se passe, c'est que celui qui a le plus à perdre entre le PCF et le PG dans cette affaire, c'est le PCF qui dispose de milliers d'élus municipaux contrairement au PG qui n'en possède que quelques centaines peut-être. De plus ces élus du PCF se confondent avec l'appareil de ce parti qui n'a fondamentalement pas changé depuis le milieu des années 20 et son ralliement au stalinisme, c'est cet appareil ou ces élus qui structure ce parti, qui lui donne une visibilité (institutionnelle) pour parler comme les médias ou lui permet d'exister, il ne peut donc pas s'en passer. Du coup, le PCF aura tendance à se soumettre spontanément aux exigences du PS.

On notera au passage que si dès le départ ou rapidement le PG n'avait pas compté un minimum d'ex-élus du PS, jamais on en aurait entendu parler et depuis il aurait sans doute disparu ou sa fondation aurait avorté. Maintenant si avoir des élus comptent moins pour le PG aujourd'hui, il est davantage tributaire du nombre de voix qu'ils récoltent aux élections pour empocher les subventions du gouvernement et financer ses activités.

L'un et l'autre est corrompu par les institutions, l'un en étant obligé s'afficher ses liens avec le PS, l'autre avec l'Etat ou les institutions, le PS étant un des principaux piliers du régime, aucun des deux n'est en réalité indépendant ce ce parti, ils ne sont indépendants que des travailleurs qu'ils trompent à longueur de temps.

C'est qu'on s'aperçoit que lorsque Mélenchon affirme "nous avons créé le Front de gauche pour construire une gauche indépendante du Parti socialiste", on est en présence d'une véritable escroquerie politique, qui plus est se manifestera une fois de plus quand ils appelleront à voter en choeur pour les candidats du PS restés en lice au second tour. On a là la nature du Front de gauche ou sa raison d'être. - ndlr)

«*Un drame*», à ses yeux, «*parce que c'est au moment où le PS et François Hollande sont plus droitiers que jamais*». «*Le coup de barre à droite le plus violent qu'on ait vu de la part d'un gouvernement de gauche depuis Guy Mollet*», selon le coprésident du Parti de gauche. «*Une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français*», a abondé Pierre Laurent à l'issue de la conférence de presse de François Hollande.

(Le PS n'est "*droitier*" qu'au premier tour pour Mélenchon, pas au second, parce qu'il est incapable de rompre avec le PS, tout comme Laurent et le PCF, parce que ce sont des partis totalement inféodés au régime, ils doivent soutenir le PS, répétons-le l'un des principaux piliers du régime. - ndlr)

Voilà pourquoi, Jean-Luc Mélenchon n'en démord pas, «on est en droit de demander (...) que le geste soit fait, honnête, de demander aux électeurs ce qu'ils en pensent au premier tour des élections municipales».

(Admirons le cynisme de Mélenchon qui se fout de la gueule des électeurs qui auront voté pour les listes du PG ou du FdG, il va leur demander de voter au second tour pour le PS qui soutient la politique social-libérale-impérialiste de Hollande.

Et pourquoi comment fera-t-il pour appeler à voter PS au second tour ? Par un tour de passe-passe, pour "battre la droite", car le PS n'est pas de droite, seule sa politique est de droite, que les élus du PS appliquent ensuite la politique de leur parti, il s'en fout aussi.

C'est là qu'on s'aperçoit que la caractérisation politique du PS a une importance capitale pour le mouvement ouvrier, que refuser de le caractériser de droite, capitaliste, permet les pires manoeuvres et conduit au pire opportunisme qui soit, à soutenir un parti qui figure parmi les ennemis de la classe ouvrière et à abandonner le combat pour le socialisme.) - ndlr)

En complèment

- François Hollande a-t-il trahi la gauche ? - Le Nouvel Observateur

Non, pourquoi ? C'est la "*gauche*" qui a trahi en prétendant qu'il n'était pas de droite.

Intégration européenne

- Bientôt "*sept régions de moins*" en France métropolitaine - Francetv info 15.01

Le nombre de régions devrait passer à "*une quinzaine*". Le député PS Thierry Mandon, codirigeant du conseil de la simplification voulu par le chef de l'Etat, l'a annoncé mercredi 15 janvier. Le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée a précisé, sur RMC, la réorganisation territoriale esquissée la veille par François Hollande, lors de sa grande conférence de presse.

Le nombre des régions "*peut évoluer*", avait dit le président. "*Dans l'idée, c'est une quinzaine*" de régions, a précisé Thierry Mandon. "*C'est sept régions de moins, cela fait quand même 30%*", a-t-il souligné en se fondant sur le nombre des

régions métropolitaines (il y en a cinq en outre-mer : Guadeloupe, Réunion, Mayotte, Guyane et Martinique).

Une loi créant 13 métropoles aux pouvoirs très larges a été votée définitivement par le Parlement en décembre. Ensuite, "*là où il y a une métropole forte et là où il y a un département, on fait converger les deux*", a ajouté Thierry Mandon, parlant d'une "*digestion des départements par les métropoles*". En Ile-de-France, "*ça sert à la grande couronne, parce que l'agglomération est sur la petite couronne, Paris et autour de Paris*", selon le député de l'Essonne. Francetv info 15.01

C'était autrefois impensable qu'ils parviennent à construire l'Union européenne, c'est vers ce quoi tend naturellement le capitalisme. S'ils y parviennent c'est seulement parce qu'on n'a pas été capable de construire le parti et de les stopper. Et ce n'est certainement pas avec une ligne politique tournée contre le gouvernement et contre l'UE au lieu d'être axée contre les institutions de la Ve République. C'est la ligne du POI, normal ils participent aux élections municipales et apparemment pas aux élections européennes.

- La NSA peut accéder à des ordinateurs non connectés au Net - libération.fr 15.01

La NSA peut pénétrer des ordinateurs qui ne sont pas connectés à internet grâce à un système d'ondes radio, assure le New York Times mercredi, à deux jours du discours de Barack Obama sur la réforme des programmes de surveillance.

Selon le quotidien, l'Agence de sécurité nationale américaine a implanté dans près de 100 000 ordinateurs dans le monde un logiciel qui lui permet de surveiller ces machines, mais aussi de «créer des autoroutes numériques pour le lancement de cyberattaques».

Dans la plupart des cas, ce logiciel est implanté en accédant aux réseaux informatiques, poursuit le Times sur la base de documents de la NSA notamment. Mais «*la NSA a de plus en plus souvent recours à une technologie secrète qui lui permet d'entrer dans des ordinateurs et d'y endommager des données même s'ils ne sont pas connectés à Internet*», assure le journal.

Cette technologie, que l'Agence de sécurité nationale utilise depuis «*au moins 2008*», fonctionne grâce à des ondes radio «*qui peuvent être transmises depuis de petits circuits électroniques ou depuis des cartes USB installées secrètement dans les ordinateurs*», ajoute le NYT. «*Dans la plupart des cas, le système émettant les ondes radio doit être physiquement installé par un espion, un fabricant ou un utilisateur qui ne s'en douterait pas*», poursuit encore le journal.

«*Les activités de la NSA se concentrent et sont spécifiquement déployées pour viser des cibles de renseignement étrangères valables, et uniquement elles*», a commenté dans une déclaration envoyée à l'AFP la porte-parole de la NSA Vanee Vines, rappelant en outre que l'usage des outils à disposition de l'Agence se faisait sous le contrôle «*de la loi, des règlements, de la politique, des procédures, des garde-fous technologiques […] et de l'éthique*». «*La publication continue […] des techniques et des outils utilisés par la NSA […] sape la sécurité des Etats-Unis et de nos alliés*», a-t-elle également jugé.

Les révélations du New York Times surviennent à l'avant-veille du discours attendu de Barack Obama sur la réforme du système américain de surveillance des communications, qui suivra plusieurs mois de réflexion déclenchée par les révélations de l'ex-consultant de la NSA Edward Snowden depuis juin. libération.fr 15.01

Qui nous dit que ces "*petits circuits électroniques*" ne seraient pas implantés à l'origine sur les cartes mères de certains fabricants, après tout Google, Yahoo, Microsoft, etc. étaient complice de la NSA, alors pourquoi pas Intel, Dell, HP, Toshiba, etc. pour le grand public, IBM, Control Data, Zenith pour les entreprises et les administrations ?

Génial comme procédé pour espionner les grandes entreprises et les Etats sans prendre le moindre risque ! C'est marrant, le journaliste de Libération n'y a même pas pensé, cela devait être politiquement incorrect...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte. Retour à la case départ.

Le nouveau dictateur ou le pharaon Sisi est sur les rails.

Large victoire du "*oui*" en Egypte, selon un responsable - Reuters 15.01

Les électeurs égyptiens ont approuvé à une majorité écrasante la nouvelle Constitution lors du référendum tenu mardi et mercredi, a déclaré mercredi soir un responsable du ministère de l'Intérieur.

"*Le taux de participation pourrait dépasser les 55%, et sans doute plus de 95% (des votants) ont approuvé la Constitution*", a déclaré le général Abdel Fattah Osman, directeur des relations publiques au ministère de l'Intérieur, cité par la chaîne de télévision satellitaire Al Hayat.

Il faisait là état de résultats préliminaires du référendum, qui a pris fin mercredi à 21h00 locales (20h, heure française).

Les Frères musulmans avaient appelé au boycott du référendum, facteur qui donnera toute son importance au chiffre de la participation. Reuters 15.01

2- Russie

- Poutine menace le roi saoudien - french.irib.ir 15.01

Selon les informations récentes, le président russe aurait envoyé son émissaire spécial en Arabie saoudite pour transmettre son message au roi Abdellah, un message plein de menaces. Selon LVH, une lettre signée Poutine souligne l'implication directe de l'Arabie saoudite dans les attentats suicides de Volgograd. La lettre conseille au roi de ne pas jouer avec le feu car " *la Russie d'aujourd'hui n'est pas celle d'Eltsine ou de Gorbatchev, elle est celle de Poutine* ". " *Le sang versé des citoyens russes se transformera en de grosses crues qui vous emporteront alors qu'il ne vous reste aucun bouée de sauvetage. Sachez que vous, roi Abdellah partirez avant Assad*".

Selon ces sources, la rencontre entre le roi et l'émissaire de Poutine aurait duré 15 minutes et le roi aurait tenté de calmer la colère des russes, en vain. C'est la première fois que le roi s'est vu menacé avec une si grande violence, disent ses proches. Ces menaces viennent s'ajouter aux mises en garde très sévères de Téhéran à Riyad après les attentats visant l'ambassade iranienne à Beyrouth, mise en garde toujours en vigueur. En Iran aussi, la haine anti saoudienne s'élargit depuis les opérations d'Al Anbar. french.irib.ir 15.01

SOCIAL

1- France

- PSA Rennes: les 1.400 reclassements son atteints, selon le DRH - AFP 15.01

La direction de PSA Rennes s'est félicitée mercredi d'être parvenue à reclasser les 1.400 salariés concernés par le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé en juillet 2012.

"*100% des salariés concernés par le Plan de sauvegarde de l'emploi sur le site PSA Peugeot-Citroën de Rennes sont reclassés*", a annoncé dans une conférence de presse le directeur des ressources humaines (DRH) du site de La Janais, Bruno Bertin.

Les reclassements se répartissent ainsi: 130 mobilités internes vers d'autres sites du groupe, 550 "*congés seniors*" (aménagement de fin de carrière jusqu'au départ en retraite), 100 créations ou reprises d'entreprises, ainsi que "*plus de 600 reclassements externes*" dans le cadre de la réindustrialisation et des départs vers un nouvel emploi dans une entreprise ou une collectivité locale de la région.

Parmi ces derniers reclassements externes, M. Bertin a notamment cité un pôle carrosserie en interne (85 personnes), des détachements au sein du Technicentre SNCF (80), embauches dans des entreprises souhaitant s'installer sur le site de La Janais (environ 200 pour le moment). "*Nous poursuivons ce travail de réindustrialisation*" pour atteindre le chiffre de 400 reclassements envisagés de cette façon. "*On sera forcément à ce chiffre de 400 à un moment donné*", a-t-il dit. AFP 15.01

- "*Parmi ces derniers reclassements externes (...) un pôle carrosserie en interne*", qui peut être passager pour combler une surcharge de travail provisoire ;

- "*des détachements au sein du Technicentre SNCF*", temporaires ou définitifs, détachement signifie temporaire en principe ;

- "*des entreprises souhaitant s'installer*", donc qui n'existe pas ou seulement sur le papier

- "*On sera forcément à ce chiffre de 400 à un moment donné*", dont il avoue que ce n'est pas le cas et confirme ce qui vient d'être dit, il faudrait le croire sur parole comme chez Continent où à l'arrivée ceux qui n'ont pas retrouvé un boulot par eux-mêmes sont tous au chômage aujourd'hui.

Les syndicats en sont les complices, c'est cela le pire.

2- Espagne

Espagne : des milliers de manifestants contre un projet immobilier coûteux - lemonde.fr 16.01

Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes d'Espagne mercredi 15 janvier, pour soutenir des habitants de Burgos qui dénoncent depuis plusieurs jours un projet jugé inutile et coûteux en temps de crise.

Cette poussée de mécontentement a débuté vendredi par un rassemblement qui a dégénéré en incidents et heurts entre manifestants et forces de l'ordre à Burgos, ville réputée tranquille du nord du pays. Mercredi, pour le sixième jour consécutif, des milliers de manifestants ont exigé le retrait définitif d'un projet d'aménagement d'une grande artère du quartier de Gamonal, et la remise en liberté de trois jeunes placés en détention provisoire.

Cette fois, la manifestation a eu lieu dans le calme. Le maire de Burgos Javier Lacalle a pour l'heure annoncé la suspension des travaux. Le coût du projet est estimé à 8 millions d'euros, alors que les habitants de Burgos sont frappés, comme le reste du pays, par la crise précipitée par l'explosion de la bulle immobilière en 2008, un chômage record de quasi 26 % et les coupes budgétaires.

A Valladolid, ils étaient environ un millier à manifester sous le slogan « Solidarité avec Gamonal », exigeant la remise en liberté des personnes en détention provisoire. A Madrid, environ 500 personnes, dont des jeunes portant cagoules et capuches, ont défilé dans le centre de la capitale.

Arrivés non loin du siège du Parti populaire (droite au pouvoir), la police anti-émeute a établi un barrage et a chargé à coups de matraque les manifestants, dont certains avaient lancé des projectiles contre les forces de l'ordre. Onze personnes ont été interpellées et dix autres ont été blessées, dont cinq policiers et cinq manifestants, selon la police.

Les manifestants réclament le financement de services publics comme des crèches ou dans la santé plutôt que de nouveaux projets immobiliers. Le maire socialiste de Ségovie, Pedro Arahuetes, a aussi dénoncé mercredi un projet voulu par la présidence du PP de Castille-La Manche, de construction d'un palais des Congrès à Ségovie. Il s'est interrogé sur la nécessité de passer par la violence, comme à Burgos, pour que les opposants au projet soient entendus. lemonde.fr 16.01

3- Israël. Des immigrés pauvres, non. Des émigrés et sionistes avérés, oui.

3.1- Israël: des Africaines manifestent contre la politique d'immigration - AFP 15.01

Des milliers de femmes africaines accompagnées d'enfants ont manifesté mercredi à Tel-Aviv contre le refus des autorités israéliennes de leur accorder le statut de réfugié.

"*Nous sommes des réfugiées*", ont scandé les manifestantes, dont une partie portaient des enfants dans leurs bras ou dans des poussettes.

Brandissant des banderoles sur lesquelles était écrit: "*Nous voulons la liberté*" et "*Stop au racisme*", elles ont défilé devant le siège du Haut commissariat de l?ONU pour les réfugiés (HCR) puis l'ambassade des Etats-Unis.

"*Nous ne sommes pas des criminels*", a déclaré à l'AFP Zabib, une Érythréenne qui a refusé de donner son nom de famille.

"*Nos enfants n'ont aucun papier d'identité et n'ont donc aucun droit. Nous ne disposons d'aucun soutien pour nous et nos enfants, nous sommes en situation de survie*", a-t-elle ajouté.

Ils dénoncent le refus des autorités d'examiner leurs demandes d'asile, ainsi que le placement en rétention de centaines d'entre eux.

Ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui a prévenu que leurs manifestations ne "*serviraient à rien*". AFP 15.01

3.2- Création d'un lobby parlementaire israélien pour les immigrants de France - 20minutes.fr

Un lobby parlementaire israélien pour soutenir les immigrants juifs de France, et favoriser leur venue, a été créé mercredi à la Knesset (Parlement), a constaté un correspondant de l'AFP.

La ministre de l'Immigration Sofa Landver, présente au lancement de ce groupe de pression, a affirmé à l'AFP que l'objectif de cette initiative était de proposer «*un plan d'action au gouvernement car nous voulons investir urgemment dans la promotion de l'Alyah (littéralement «montée vers Israël») et l'aide à l'intégration des juifs de France*».

Ce lobby est composé de représentants de plusieurs partis de la coalition et de l'opposition. Huit députés ont participé à la réunion de mercredi.

«*L'Alyah en provenance de France s'amplifie de jour en jour et il existe un réel besoin d'agir pour faciliter l'intégration de ces nouveaux immigrants*», a affirmé le député Yoni Chetboun du Foyer juif, un parti nationaliste religieux, lui-même issu d'une famille française.

Des dizaines de représentants d'associations francophones en Israël étaient présents au lancement de ce groupe parlementaire ainsi que le député français Meyer Habib, élu dans la 8e circonscription des Français de l'étranger, comprenant Israël.

Plus de 3.000 juifs de France ont immigré en Israël en 2013, soit une augmentation de 63% par rapport à 2012.

On évalue à plus de 150.000 le nombre de Franco-israéliens vivant en Israël. 20minutes.fr

Qu'est-ce que peuvent bien avoir dans la tête des gens qui émigrent dans un pays perpétuellement en guerre avec une partie de la population et ses voisins, qui pratique l'apartheid, qui est haï par le monde entier sauf l'élite américaine et celle de ses alliés, qui vit derrière un mur, certes du bon côté ? La même chose que les colons autrefois.

Haut de page

Le 17 janvier 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles demain ou après-demain, demain matin j'ai rendez-vous pour aller voir des chiots.

Je vais en prendre deux dont un de la taille de mon pépère mort il y a un mois et 14 jours, j'y pense toujours pauvre bête. Ils garderont la maison (qui est isolée) en mon absence et me tiendront compagnie quand mon épouse sera en France. A plusieurs reprises je suis sorti seul en fin d'après-midi pour me balader et j'ai été agressé par des chiens que j'ai repoussé avec le bâton que j'avais emmené par précaution, et à deux reprises des Indiens ont commencé à m'emmerder et à m'insulter, je ne me suis pas arrêté, avec Yvan cela ne m'était jamais arrivé.

J'aimais beaucoup mon chien et il me le rendait bien contrairement aux êtres humains de ma connaissance, mais c'est une autre histoire. Sa mort soudaine m'a inspiré bien des réflexions sur la vie et la mort, on en parlera peut-être un jour. En tout cas, cette expérience, la mort d'un être cher, est si intense qu'elle offre la possibilité exceptionnelle de tirer beaucoup d'enseignements qui peuvent nous servir le restant de nos jours. J'allais écrire que sinon ce serait stupide, mais la vie est quelque part stupide, leur société s'emploie à ce qu'elle le soit et nous le subissons.

Je ne voulais plus aborder l'affaire Dieudonné, et puis je me suis rendu compte que beaucoup de choses m'avaient échappé et qu'il fallait absolument qu'on les aborde.

Un internaute pose une question

- "*Comment en est-on arrivé à être l'un des pays les moins démocratiques du monde ?*"

Etonnant, effarant, terrifiant ?

Un élément de réponse : le mouvement ouvrier a été livré pieds et mains liés au PS et au PCF par ceux qui étaient en charge d'en délivrer notre classe et la classe moyenne. Ils les ont ménagés, maniant à loisir le double langage subtilement en leur prêtant des qualités ou des défauts en fonction des circonstances, ils ont réalisé un compromis avec eux qui s'appelait le front unique, tactique qui hypocritement était devenue une stratégie avant qu'ils ne le reconnaissent ouvertement, qui ne mena que dans

une tragique impasse politique et la situation actuelle. on ne peut pas citer à ce jour un seul pays dans le monde où cette tactique aurait aider les masses exploitées à s'emparer du pouvoir politique, ni même à s'organiser ou construire un parti révolutionnaire, elle est synonyme de néant politique.

La place est libre à la réaction et elle l'occupe, cela vous suprend, nous non.

Battre la droite, choisir le moidre mal, mais toujours le pire malgré tout, s'en contenter, s'en accommoder, s'y habituer et s'endormir sur ses lauriers pour se réveiller un jour en plein cauchemar, trop tard, la réaction parade sur tous les plateaux de télévision et dans la rue, la justice réprime, la police matraque, les patrons licencient en masse, tous affichent leur haine des faibles, des démunis, des pauvres, des exploités, tous témoignent leur soumission à la finance, leur attachement indéfectible envers une terrible dictature, Israël, ainsi est le PS...

Et il s'en trouve pour lui trouver des circonstances atténuantes, qui appelleront à voter pour ses candidats au second tour des municipales quand ils ne figurent pas sur leurs listes au premier tour (PCF et autres loques du FdG), qui demandent à rencontrer leur monarque, les aristocrates qui siègent à sa cour dans les différents ministères, qu'ils légitiment nos bourreaux au passage on ne peut pas l'accepter, qu'ils se suicident si cela les chantent, ils sont déjà mort politiquement, mais qu'ils nous assassinent en notre nom et celui du socialisme, on ne les laissera pas faire.

En fonction de la place qu'on occupait au sein des rapports sociaux de production ou de notre statut, en quoi a consisté leur conception de la lutte de classe ? Ils n'ont fait en sorte qu'allonger plus ou moins la longueur de la chaîne que le capitalisme nous avait passée aux pieds et qui entravait nos mouvements de telle sorte qu'on puisse atteindre la fenêtre la plus proche de notre cachot pour entrevoir la liberté qui restait à conquérir, on s'est tellement pris au jeu qu'on la perdit de vue se contentant d'effluves et d'illusions, pour à nouveau plus tard voir le nombre des maillons de notre chaîne se réduire au point d'être réduit à l'impuissance, la petite fenêtre qui constituait notre seul espoir s'est refermée dans notre dos sans qu'on s'en aperçoive, nous voilà à respirer l'air fétide de la dictature, social-démocrate, libérale, néoconservatrice, néolibérale, c'est du pareil au même.

Le PS (et le PCF) était un poison mortel, on vous a expliqué que ce n'était pas fatal. Vous savez, c'est comme les trusts du tabac qui continuent de vendre leur poison en précisant qu'il peut être mortel, après tout ils vous auront bien prévenus et si vous en mourrez, c'est que vous l'avez bien cherché ou que c'était votre destiné, eux ils n'y sont pour rien, personne n'y est pour rien, sauf vous fumeurs. Cela aurait été plus simple d'arrêter de vendre ce poison, on s'en serait passé et on aurait eu une meilleure santé, oui, mais sauf qu'ils n'y tenaient pas.

Le PS a joué le rôle d'opposition passive au service du régime jusqu'à la fin des années 70, ensuite il a jour le rôle de réaction active au service du régime. C'est un peu comme la cigarette que vous fumez pendant des décennies et qui vous pourrit la santé lentement mais sûrement, discrètement et à votre insue, vous en retirer du plaisir ou c'est devenu une sale habitude, et puis un jour on vous annonce que vous avez un cancer et que vous êtes condamné à crever dans d'horribles souffrances à court terme. Le poison est passé de la phase passive inoffensive à la phase active dévastatrice, la politique du PS depuis plus de trente ans. Mais cela n'a pas suffi.

Alors on vous a dit que vous pouviez continuer de fumer car on en était qu'aux signes avant-coureurs de la phase active, les choses se sont précisées par la suite mais rien n'y a fait, il s'agissait d'une fausse alerte, la gangrène qui vous rongeait demeurait contenue, souterraine, rampante, elle pouvait encore être vaincue, tout était possible par miracle du jour au lendemain, ce sont les sornettes qu'on vous a racontées, et ne voilà-t-il pas qu'elle se manifeste soudain avec une virulence exceptionnelle qui annonce qu'elle en est rendue au stade terminal, vous êtes anéanti.

On veut bien croire qu'il existe un antidote, on en est même convaincu, mais dès qu'on en parle avec des cadrees ou des dirigeants aucun n'y croit , les seuls qui veulent bien y croire ce sont des militants de base (et encore, inorganisés) et des travailleurs qui n'ont aucun pouvoir sur les partis ouvriers pour les obliger à rompre avec le PS et le PCF, avec cette conception de la lutte de classe désastreuse.

Ils ne lâchent rien, nous non plus.

Parole d'internaute.

- "*En effet, cela n'est pas sans rappeller les façons de faire des services de renseignements du Troisième Reich pendant la Seconde Guerre Mondiale.*

L'avocat des Femen, Maître Patrick Klugman est également celui de Caroline Fourest, de Bernard-Henri Lévy et de SOS Racisme.

Pour cet avocat il semble normal d'interdire les spectacles de Dieudo mais il considère que les Femen doivent pouvoir librement se ballader quasiment nues (attentat à la pudeur), troubler l'ordre pulic, profaner les lieux de culte catholiques et faire d'authentiques saluts nazis, affublées de petite moustaches

J'ajoute que Patrick Klugman est ancien président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). Il est membre du PS et siège au Conseil de Paris et a été élu dans le 17e arrondissement.

Il est Vice-président de SOS Racisme et est également membre coopté du Comité Directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Je ne sais même pas si l'on peut encore parler de complot parce que tout se déroule sous nos yeux. Encore faut-il les avoir ouverts."

Patrick Klugman est le parrain de la mafia sioniste d'extrême droite en France, qu'il soit au PS n'a rien d'étonnant.

Libertés démocratiques en danger. Cela nous avait échappé.

- Le jeudi 9 janvier sur Radio Classique. Invité de l'émission « *Accords/Désaccords* », animée par Guillaume Durand, le journaliste et ancien patron de presse (Quotidien de Paris, 1974-1994) Philippe Tesson a appelé publiquement à l'élimination physique de l'humoriste Dieudonné.

« *Ce type [Dieudonné, ndlr], sa mort par un peloton de soldat me réjouirait profondément !* », lance-t-il avant d'ajouter que « *c'est une bête immonde, donc on le supprime. C'est tout !* »

- Le 10 janvier dernier, sur LCI, le chroniqueur Philippe Tesson a déclaré : « *Dieudonné est un animal abominable, il faut le faire taire, je regrette qu'il n'y ait plus la peine de mort.*

Ce mec, il faut le museler, le faire taire à jamais », appel au meurtre nullement dénoncé par la chaîne.

Valls a-t-il saisi la ministre de la Justice pour appel au meutre par Philippe Tesson ? Philippe Tesson est-il interdit d'antenne sur toutes les radios et chaînes de télévision, est-il banni de la presse écrite ? Vous rigolez ou quoi !

Les soldats de Tsahal protecteur du mur de l'apartheid montent une vulgaire provocation.

Rappel.

Klarsfeld sur Dieudonné: "*Il faut des manifestations et il y en aura*"
http://www.youtube.com/watch?v=wCUcd0eMqeU

L'actualité.

- Face à face entre pro et anti-Dieudonné devant son théâtre à Paris - Liberation.fr

- Rassemblement contre Dieudonné à Paris - LeMonde.fr

- Dieudonné : pro et anti s'opposent devant son théâtre à Paris - LePoint.fr

- Face à face entre pro et anti-Dieudonné devant son théâtre à Paris - Liberation.fr

- Affrontements entre pro et anti-Dieudonné à la Bastille - 20minutes.fr

Commentaires d'internautes

1- Donc le spectacle est edulcoré et c'est justement maintenant que les antis manifestent... curieux timing... Comme la pression est retombée, quelqu'un essaye de la faire remonter...

2- On a plutôt l'impression que des manifestants anti-Dieudonné ont voulu s'en prendre à des personnes se rendant à son spectacle...

3- Le journaleux commence son papier par "*Affrontements entre pro et anti-Dieudonné*", et a la fin de l'article : "*aucun incident majeur n'a été constaté* "

4- Affrontements ? Quels affrontement ? En réalité, provocation programmée et manigancée très officiellement : "*on*" veut créer des troubles à l'ordre public pour pouvoir faire interdire le spectacle - allez voir sur youtube la vidéo intitulée "*très bonne analyse*

d'Arno Klarsfeld pour interdire Dieudonné" Il le dit très clairement ! Machiavélique - mais ils n'arrivent pas à énerver les fans de Dieudonné qu'ils essayent pourtant de présenter comme un public de voyous !

5- Affrontements, ils ne demandent que cela, il n'y aura rien, les fans de Dieudo sont on ne peut plus pacisfiste. Qui vient d'aggresser les journalistes, ne sont-ce pas le membres de La LDJ.

6- Et comme l'article est apaisé, un entrefilet, on dit à peine du bout des lèvres que l'on y a scandé "*notamment des slogans favorables à Israël*" quand il s'agit de milices sionistes type LDJ (interdit aux USA), réunies à l'appel d'organisations juives (lesquelles svp ?) venues insulter, agresser les spectateurs d'un spectacle... Bande de fachos! Et bande de journalistes coupables qui là n'osent même pas dire qui est derrière tout ça ! Vous imaginez ce que l'on aurait lu s'il s'agissait de musulmans répondant à un appel de l'UOIF? Sionistes fascistes !

Les sionistes ne désarment pas.

- Une vidéo de Dieudonné se moquant de la Shoah retirée par Youtube AFP

- Jean-Claude Elfassi affirme que Dieudonné joue sans aucune licence légale. - jssnews.com

- Dieudonné joue-t-il sans permis ? - Liberation.fr

Dieudonné ne dispose d'aucune licence pour exploiter le théâtre de la Main d'or - 20minutes.fr

La société qui produit les spectacles de Dieudonné, les productions de la plume, dirigée par la compagne de l'humoriste, Noémie Montagne, ne dispose pas de la licence de catégorie 1, obligatoire pour tout exploitant d'un lieu de spectacle, a indiqué jeudi au Mondela Direction régionale des affaires culturelles (Drac), confirmant une information du paparazzi Jean Claude Elfassi. 20minutes.fr

Qui est Jean-Claude Elfassi ?

Extrait d'un article publié sur le blog personnel du paparazzi Jean-Claude Elfassi. http://elfassiscoopblog.com

« *Tout le monde le sait sauf les adeptes pigeons de Dieudonné, Le but de l'axe raciste Dieudonné M'Balla M'Balla, Noémie Montagne, Alain Soral et Isabelle Coutant Peyre est de faire de l'argent grâce aux antisémites.*

(...)

Le bail du théatre de la main d'or a été consenti à la société « Bonnie Productions » société qui appartient à la fille de Dieudonné et dont le gérant est l'escroc Dieudonné M'Balla M'Balla.

Les derniers comptes publiés de Bonnie Productions datent de 2008 et avoisinaient le million d'euros de chiffre d'affaires.

Mais Dieudonné M'Balla M'Bala ayant planté plusieurs salles de spectacles et prestataires avec cette société, il a décidé de la radier en septembre 2013. Erreur fatale pour ce primate de la finance. (…)

Tu as voulu mettre « une quenelle » aux juifs , les juifs t'en ont mis deux. Tu n'as plus de site internet (hacké par un juif) et tu n'as plus de théatre, mis dehors par un juif. Tu es un STF, Sans Théatre Fixe, un gourou érrant. Mais sache sombre merde de Dieudonné M'Balla M'Balla que je n'en ai pas fini avec toi ».

Propos illustrant une photo des spectateurs attendant dans la rue l'ouverture de la salle :

"*Voila les adeptes de la secte de sodomites racistes de Dieudonné M'Balla M'Balla. Non content de toucher le RSA et de mettre le bordel, ils mettent une quenelle » à ceux qui les nourrissent.*"

"*Sans le théatre de la main d'or Noémie Montagne retournera à ses premières amours, le porno. Qui la veut la prend.*"

L'extrême droite sioniste mobilisée

- Dieudonné – « *Le Monde* » collabore avec l'extrémiste israélien Jonathan Simon-Sellem de JSS NEWS

Son fondateur, Jonathan-Simon Sellem, fait feu de tout bois depuis le déclenchement de la querelle de la Quenelle. Sur le plateau d'i24news, chaîne info internationale basée près de Tel Aviv, il s'est récemment vanté d'avoir identifié et fait licencier plusieurs praticiens du geste en question :

Jonathan-Simon Sellem sur i24News: la "quenelle," business antisémite ou anti-système ?
http://www.youtube.com/watch?v=H_Upbw5iTno

JSS, qui fut le mentor et colistier de Véronique Genest aux dernières élections législatives, est également un militant politique, centriste en France mais proche du Likoud en Israël. Dans une vidéo qu'il a lui-même filmé et mis en ligne, l'homme, circulant dans la ville de Jaffa, apparaît en train d'arracher des drapeaux palestiniens:

Jonathan-Simon Sellem, seul, manifeste contre la "*nakba*" à Yafo (Jaffa)
http://www.youtube.com/watch?v=FfqCDAQbyPg

« *Il n'y a aucun fondement historique à la revendication des Palestiniens sur cette terre* », affirmait-il en 2010.

L'homme, qui voulait devenir député de la nation française et qui est désormais cité par Le Monde comme une source d'information fiable, a également enregistré un plaidoyer stupéfiant en faveur d'Israël. Les images suivantes se passent de tout commentaire :

JSSNews : Soyons fiers de défendre Israël !
http://www.youtube.com/watch?v=Uh85Y0s4ri8

Soulignons ici un aspect intéressant à propos du Monde : un mois avant la mention édulcorée de JSS News par le journaliste Franck Johannès, un autre article – non signé – du quotidien faisait allusion au site, présenté alors, de manière plus rigoureuse, comme étant « *proche de l'extrême droite israélienne* ». Chose étrange : en l'espace de quelques semaines, JSS News, jadis qualifié pour ce qu'il est, a visiblement gagné – aux yeux du Monde – en respectabilité. joelecorbeau.com 08.01

Pour le journal Le Monde, l'extrême droite sioniste, une référence.

« Quenelle », comment un geste antisémite est devenu un emblème - 11.12.2013
http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/12/11/quenelle-comment-un-geste-provocateur-est-devenu-un-embleme_3528089_823448.html

Effectivement dans cet article du journal Le Monde, JSS News n'avait pas acquis cette respectabilité qu'il a ses yeux aujourd'hui : "*Un site proche de l'extrême droite israélienne, JSS News*"

La position des médias envers la droite, extrême droite, fasciste, est uniquement une question de circonstance...

Le sionisme, le fléau des temps moderne à éliminer : mensonge, calomnie, haine, vengeance.

La fiction palestinienne (http://jssnews.com/2010/12/16/la-fiction-palestinienne)

Dans un communiqué publié sur son site internet le 3 décembre, le ministère brésilien des Affaires étrangères a déclaré que le pays a reconnu la « *Palestine* » sur la base des frontières de 1967 qui existait avant la guerre des Six Jours.

L'Argentine a rapidement emboîté le pas, recevant les félicitations de l'Arabie Saoudite (et certainement quelques dollars), en annonçant par la voix de sa présidente, Cristina Fernandez, qu'elle avait envoyé une lettre à cet effet au président Mahmoud Abbas. (...)

Inutile de dire que ce développement est aussi un revers majeur pour les relations de ces pays avec l'État Juif. Le Brésil et l'Argentine, qui ont servi de refuges en accueillant les fugitifs nazis (et d'autres génocidaires) comme Josef Mengele et Adolf Eichmann se veulent aujourd'hui être des donneurs de leçon… (Parce que les régimes en place en Argentine et au Brésil aujourd'hui seraient identiques à ceux de la dictarure militaire qui avait accueilli des nazis ? Un amalgame, une falsification, une infâmie digne de négationnistes. - ndlr)

Il n'est donc peut-être pas surprenant qu'ils choisissent maintenant de reconnaître officiellement les revendications fallacieuses des ennemis d'Israël.

Il n'est donc peut-être pas surprenant qu'ils choisissent maintenant de reconnaître officiellement les revendications fallacieuses des ennemis d'Israël. Pour être juste, le Brésil et l'Argentine ne sont pas seuls dans leur folie. Quelques 104 pays ont

maintenant reconnu un État palestinien indépendant, et d'autres pays sud-américains tel que l'Uruguay devraient bientôt rejoindre ce club douteux.

Mais le nombre n'a pas la vérité et ce qui rend la décision de reconnaître la « Palestine » si épouvantable est que car cela revient à rien moins qu'à une agression pure et simple de la réalité.

La « *Palestine* » est une fiction. Il s'agit d'une ruse, un mensonge et un subterfuge. (Suivait la rangaine habituel du "*peuple élu*" - ndrl)

Pour dire les choses simplement : il n'y a aucun fondement historique à la revendication des Palestiniens sur cette terre.

Alors qu'ils en soient conscients ou non, le Brésil et l'Argentine sont complices du plus grand mensonge des temps modernes.

Consciemment ou non, ils ont pris l'habitude d'écouter béatement les histoires à dormir debout racontées par les arabes, et confèrent désormais une légitimité à une demande absolument sans fondement ! Maintenant, imaginez si les rôles étaient inversés et si Israël décidait de se mêler des affaires argentines de la manière qu'ils ont de s'ingérer dans notre politique.

Pour peu importe les pressions internationales que les israéliens reçoivent tous les jours pour forcer les juifs à faire la paix avec ceux qui n'en ont cure, n'oublions jamais qu'une paix fondée sur le mensonge n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais une paix réelle… Une paix des âmes… Une paix des peuples !

Jonathan-Simon Sellem – JSSNews

Le règne de la terreur ou le IIIe Reich est de retour

Mardi matin, l'une des boutiques parisiennes de l'enseigne Diesel, avenue de l'Opéra (Ier), a dû subitement fermer ses portes après de multiples menaces de mort. En cause : la posture «*étrange*» d'un de ses mannequins en vitrine. D'après des photos diffusées sur les réseaux sociaux, le modèle féminin reproduit une «quenelle», geste ultra controversé, associé au salut nazi inversé.

En pleine affaire Dieudonné, il n'en fallait pas moins pour que l'histoire dégénère rapidement. «*Il s'agit d'un malentendu, explique-t-on au siège de Diesel. Le mannequin qui a été installé dans la vitrine du magasin de l'Avenue de l'Opéra à Paris n'est en aucun cas associé à la quenelle. Il s'agit de la simple «posture» d'un mannequin pré-moulé, représentant une femme avec un bras orienté vers le bas, destiné à présenter un sac à main*», poursuit François Ridoret, le directeur de la communication de la marque de vêtements, joint par le parisien.fr.

Sauf que depuis lundi, des sites associés à la communauté juive diffusent la photo de la vitrine, crient au nazisme et accusent la responsable de la boutique d'avoir volontairement placé le mannequin dans cette position. « *Il n'y a pas d'erreur, le responsable de cette boutique Diesel a volontairement positionné son mannequin en vitrine pour faire ce signe antisémite*», écrit sur son site Europe Israël.

Du côté de Diesel, c'est l'effroi et la consternation. « *En trente-cinq ans d'existence, l'enseigne a toujours eu le plus grand souci de respecter toutes les religions et communautés. On comprend le climat de tension actuel, avec cette affaire Dieudonné, mais de là à voir des quenelles partout, ça devient de la paranoïa ! Nous nous sommes fait traiter de nazis par ces illuminés. C'est juste grotesque !* », précise Diesel, qui a décidé, de retirer les mannequins litigieux, « *par souci d'apaisement* ». leparisien 07.01

On est bien en présence de dangereux fanatiques dont l'organisation est interdite aux Etats-Unis, mais pas en France.

Dictature. Les détracteurs du Mur n'ont aucun droit, au nom de la liberté d'expression !

« *Le Mur, la psychanalyse à l'épreuve de l'autisme* » à nouveau libre de diffusion - lemonde.fr 16.01

Le droit à la liberté d'expression a gagné. Jeudi 16 janvier, la cour d'appel de Douai a infirmé le jugement rendu le 26 janvier 2012 par le tribunal de grande instance de Lille, qui avait abouti au retrait sur Internet d'un documentaire intitulé Le Mur, la psychanalyse à l'épreuve de l'autisme.

Trois psychanalystes apparaissant dans ce film avaient intenté un procès à sa réalisatrice, Sophie Robert, estimant que leurs propos et pensées avaient été dénaturés lors du montage. Le tribunal de Lille leur avait donné raison et avait interdit la diffusion du film en l'état. La cour d'appel de Douai en a jugé autrement.

Ce jugement en appel aurait-il abouti aux mêmes conclusions si la psychanalyse n'avait, sur le douloureux terrain de l'autisme, subi depuis deux ans de sévères défaites ? Si le plan autisme 2013-2017, présenté en mai dernier, n'avait entériné avec force

les recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS) ?

Esthela Solano-Suarez, Eric Laurent et Alexandre Stevens, les trois psychanalystes qui ont assigné Sophie Robert en justice, sont membres de l'Ecole de la cause freudienne. Contactés par la réalisatrice en septembre 2010 – dans le but, leur avait-elle dit alors, de réaliser un documentaire en trois volets sur la psychanalyse – ils ont découvert le film en ligne un an plus tard, et estiment avoir été « *piégés* » dans « *une entreprise polémique destinée à ridiculiser la psychanalyse* ».

La cour d'appel de Douai le reconnaît elle-même dans les attendus de son jugement : le visionnage du film Le Mur « *met en évidence l'intention finale de sa réalisatrice de contester les méthodes utilisées par les psychanalystes dans le traitement de l'autisme* », et « *il n'est pas contestable que ce résultat final et le sens de la démonstration ainsi réalisée par Mme Sophie Robert étaient ignorées, à l'origine, des psychanalystes qui ont été interviewés* ». Piégés, donc. Mais pas ridiculisés, ont estimé les juges, qui considèrent également qu'« *aucune dénaturation fautive* » de leurs propos ne peut être retenue contre la réalisatrice.

« *Je suis évidemment déçu de ce jugement* », commente Alexandre Stevens, « *mais cela ne change à rien à ce que je pense, à savoir que mes propos ont été déformés. Le tribunal ne tient pas compte du fait que j'ai affirmé clairement que les parents n'étaient pour rien dans la causalité de l'autisme* ». lemonde.fr 16.01

Si le juge a décidé de faire le procès de la psychanalyse, vous pouvez dire ce que vous voulez il ne vous écoutera pas, CQFD. Ils ont procédé de la même manière à une multitude de reprises sur des questions très diverses. Tenez un autre exemple tout frais d'hier.

Par la force !

«*Marianne*» condamné pour diffamation envers Robert Ménard - libération.fr 16.01

L'hebdomadaire Marianne a été condamné jeudi par le tribunal correctionnel de Paris pour «*diffamation publique*» envers l'ancien patron de Reporters sans frontières, Robert Ménard, qu'il avait accusé «*d'antisémitisme*».

A l'audience, la procureure avait jugé «*le procédé journalistique parfaitement contestable*» mais avait aussi considéré qu'il s'agissait d'une «*manifestation d'opinion*», certes «*désagréable*» mais que les propos n'étaient pas suffisamment précis pour que le tribunal les condamne.

Dans un article publié dans son édition du 22 septembre 2012, le journal avait publié les propos suivants: «*Alain Soral est passé de mode. Mais il reste Dieudonné, Robert Ménard et Thierry Meyssan. (...) Ces porteurs d'idéologie profitent et entretiennent la détestation selon une stratégie bien déterminée, analyse le chercheur en philosophie Vivien Hoch. Leurs diverses productions, leur entretien de l'idéologie antisémite et leur ironie constante devraient les écarter du débat public*».

Robert Ménard est aujourd'hui candidat aux municipales à Béziers (Hérault) soutenu par le Front national et Debout La République.

L'avocate de Marianne, Me Lauranne Favre, avait argué que «*dire que M. Ménard entretiendrait l'idéologie antisémite ne signifierait pas qu'il serait antisémite. Au pire, c'est une maladresse journalistique*», avait-elle fait valoir, en reprochant à Robert Ménard, qui a dans le passé soutenu la liberté d'expression, d'avoir «*changé de côté*». libération et AFP 16.01

Dire que ses "*diverses productions (participe à) leur entretien de l'idéologie antisémite*", ne signifie pas qu'il aurait tenu des propos antisémites qui seuls tombent sous le coup de la loi, ce passage de Mariane signifiait uniquement que les propos de Ménard pouvait favoriser l'antisémistisme ou être perçus comme favorable à l'antisémitisme sans être pour antant antisémites, car pour cela il aurait fallu que dans un article ou une déclaration il s'en soit pris directement à l'ensemble des juifs, c'est le cadre qui permet de fournir matière à des propos qui peuvent être retenus comme antisémites, je ne suis pas un lecteur de la prose de cet abominable personnage mais on peut concevoir que si tel avait été le cas Mariane ou son avocat aurait sorti ces propos.

En conclusion, le parquet ou le magistrat qui a été saisi de cette affaire au regard de l'absence d'élément démontrant qu'il y avait bien eu diffamation aurait dû rejetter la plainte de Ménard, et le ou les juges qui devaient plus tard délivrer leur verdict aurait dû aboutir à la même conclusion et statuer par un non-lieu tout en mettant en garde Marianne pour avoir tenu un discours tendancieux qui frisait la diffamation en l'absence de preuves de propos antisémites tenus par Ménard, le doute profitant à l'accusé qui a agi avec légèreté mais de bonne foi.

Il a préféré donner raison à l'ignoble anticommuniste Ménard qui a été le protégé de la NED ou de la CIA du temps ou il dirigeait RSF, ce dont Mariane aurait dû tenir compte s'il n'avait pas été aveuglé par sa haine congénitale du "*conspirateur*" Meyssan, et s'ils avaient lu ses articles très documentés sur Ménard et RSF (En ligne dans le site).

Le régime protège ses agents et ex-agents qui peuvent encore lui rendre de fiers services, et il n'a pas oublié les violentes diatribes de Marianne contre Sarkozy ou Hollande ou ses dénonciations du "*système*", c'est une façon comme une autre de le rappeler à l'ordre, à l'ordre établi dont la cause est souveraine, la justice qui lui est entièrement soumise aussi.

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Davos. Ils sont les responsables des risques qui menacent l'humanité. Il faut les éliminer. Une contradiction explosive à terme.

- Selon le World Economic Forum, les inégalités menacent la stabilité mondiale - LeMonde.fr

- Le fossé riches-pauvres, principal risque pour le monde - AFP

L'aggravation du fossé entre les plus riches et les plus pauvres est le principal risque qu'encourt le monde au cours des années à venir, met en garde jeudi le Forum économique mondial (WEF), qui organise chaque année le célèbre Forum de Davos. (A les entendre ils n'y seraient pour rien ! - ndlr)

"*Le fossé persistant entre les revenus des citoyens les plus riches et ceux des plus pauvres est considéré comme le risque susceptible de provoquer les dégâts les plus graves dans le monde au cours de la prochaine décennie*", indique le Forum dans son rapport annuel sur les risques mondiaux présenté à Londres. (On aurait tort de les détromper ou de les faire mentir. - ndlr)

"*Regardez ce qu'il s'est passé avec le printemps arabe, regardez ce qu'il s'est passé au Brésil, regardez en Afrique du sud, les gens ne peuvent tout simplement plus le supporter*", a souligné Jennifer Blanke, chef économiste du Forum, lors d'une conférence de presse. (Ils ont le droit de craindre le pire, aidons le prolétariat mondial à trouver la voie de la révolution socialiste. - ndlr)

Selon l'enquête du WEF, à laquelle ont participé plus de 700 experts mondiaux, les événements météorologiques extrêmes, le chômage, le changement climatique et les cyberattaques viennent ensuite dans la hiérarchie des risques les plus à même "*de provoquer un choc systémique à l'échelle mondiale*". (Ils savent leur système économique condamné. - ndlr)

"*Nos vies changent à un rythme sans précédent. Les transformations à l'oeuvre dans l'économie, l'environnement, la géopolitique, la société et la technologie offrent des opportunités sans pareil mais les interconnections entre elles entraînent également une augmentation des risques systémiques*", estime de son côté Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial. (Il voulait dire en parlant "des opportunités sans pareil", pour s'enrichir encore plus à destination des nantis qui se réunissent à Davos et leurs représentants. - ndlr)

"*Les entreprises, les gouvernements, la société civile font face à la nécessité de faire évoluer impérativement la compréhension et la gestion de l'émergence de risques globaux qui, par définition, ne respectent pas les frontières nationales*", souligne-t-il, cité dans le rapport. AFP 16.01

Ils ne pouvaient pas citer les syndicats qui leur rendent de grands services pour maintenir leur système à flot. Et "*la nécessité de faire évoluer impérativement la compréhension et la gestion de l'émergence de risques globaux*" signifie qu'ils doivent serrer les rangs pour conditionner les masses, leur interdire de trouver la voie de l'issue politique qui permetttait de liquider le capitalisme mondial. - ndlr)

En complément. La jeunesse sacrifiée.

- En 2013 : les 15-24 ans ont payé le plus lourd tribut à la crise de l'emploi dans le monde - LeMonde.fr

Sinon à quoi servirait l'ANI ?

- Nombre record de défaillances d'entreprises en 2013 - lemonde.fr 16.01

Le nombre des défaillances d'entreprises de plus d'un million de chiffre d'affaires en 2013 en France est proche du niveau record enregistré au plus haut de la crise en 2009, selon des chiffres de l'assureur-crédit Euler Hermes publiés jeudi. Au total, 4 880 société de ce type ont fait défaut, soit 63 % de plus qu'à la fin 2007, avant la crise financière de l'automne 2008.

Ce niveau est presque équivalent à celui enregistré fin 2009 qui s'établissait à 4 986 défaillances d'entreprises, selon l'assureur-crédit. « *Nous avons un retour à un niveau record de sinistralité de ces entreprises qui sont celles ayant le plus de poids dans l'économie française, via l'emploi et leur passif fournisseurs* », explique Maxime Lemerle, responsable des études sectorielles et des défaillances d'entreprises, chez Euler Hermès.

Pour cette catégorie d'entreprises, la hausse des défaillances est près de « *trois plus forte que pour l'ensemble des entreprises* », précise l'assureur. Pour 2014, Euler Hermes prévoit 61 800 défaillances d'entreprises toutes catégories confondues, contre 62 175 recensées en 2013, soit un léger repli de 1 %, selon des chiffres provisoires. Cette situation « *se traduirait par une baisse de 0,22 point du produit intérieur brut (PIB) en 2014 et la destruction de 165 000 emplois, soit un demi-point de chômage en plus* », souligne Euler Hermès. « *Selon nos estimations, il est nécessaire d'atteindre un palier de 1 % de croissance du PIB pour espérer un vrai reflux des défaillances* », dit Maxime Lemerle. lemonde.fr 16.01

Il a raison

- Netanyahu dénonce "l'hypocrisie" des Européens sur les colonies Reuters -

On a là la confimation, la seconde en à peine quelques jours, que ce n'est pas Israël et les sionistes qui dirigeraient l'Union européenne, les Etats-Unis ou le monde, mais bien l'oligarchie financière internationale dont la branche américaine est la plus puissante, elle contrôle quand même le Pentagone, la CIA et la NSA.

Les chefs d'Etat de l'UE conquis au néolibéralisme obéissent à leurs maîtres qui n'est pas monsieur Netanyahu, mais les plus puissants oligarques ou banquiers du monde. Les Etats-Unis ont entretenu des relations avec le plus gros cartel de drogue du Mexique - Slate.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

L'ordre juste règne.

- Bernanke juge que sa politique accommodante s'est révélée utile - Reuters

- Goldman Sachs fait mieux que prévu en 2013 - AFP

- Les banques grecques pourraient avoir besoin de nouveaux capitaux - L'Expansion.com

Qu'attende d'autre d'une démocratie.

- La justice américaine donne raison à Goodyear sur Amiens-Nord - Reuters

De la marinière à la serpillière

- Goodyear Amiens-Nord: Montebourg dénonce les "*excès*" de certains syndicats - L'Expansion.com

Un aveu.

- « *Le pacte de responsabilité est bon dans son principe* » - lemonde.fr 15.01

Ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy et désormais dirigeant du cabinet de conseil Alixio, Raymond Soubie.

Comment jugez-vous les annonces faites par François Hollande lors de sa conférence de presse ?

Le président a affirmé très fortement la primauté de la politique de l'offre, à un degré jamais atteint jusqu'ici. Cela me semble très juste.

En annonçant à terme 30 milliards d'euros de baisse de charges pour les entreprises, Hollande fait-il du Sarkozy ?

Si on veut. Le précédent président avait décidé d'une baisse des charges à la fin de son quinquennat, qui avait été abrogée par le nouveau gouvernement. Mais je dirais surtout que François Hollande fait une politique suivie par tous les partis sociaux-démocrates et libéraux d'Europe. lemonde.fr 15.01

La dictature en marche. Violent coup d'accélérateur à l'Europe des régions

- Suppression de départements: le gouvernement change son fusil d'épaule - AFP

- Redécoupage des régions: Franche-Comté et Bourgogne prêtes à fusionner - L'Express.fr

- Bartolone : « *Oui à la suppression des départements de la petite couronne* » - LeMonde.fr

- Patrick Devedjian : « *Je suis prêt à fusionner les Hauts-de-Seine et les Yvelines* » - LeMonde.fr

- Les écolos «*favorables à la disparition des départements*» - Liberation.fr -

- En Allemagne, les Länder bénéficient d'une plus grande autonomie - LeFigaro.fr

- La Catalogne souhaite un référendum sur l'indépendance - Reuters

Cela vous tente ?

- Données personnelles: 70% des sites de vente en ligne français imprudents - AFP

Réprimez sa tendance sexuelle naturelle.

- Trois règles à observer pour éviter que votre enfant devienne sexiste - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Des dissidents du PP fondent un nouveau parti en Espagne - Reuters

Des dissidents du Parti populaire (PP), au pouvoir en Espagne, ont fondé jeudi une nouvelle formation politique qui entend partir en guerre contre le chômage, la corruption et le séparatisme catalan et basque.

Le nouveau parti s'appelle Vox ("Voix", en latin).

Il accuse le président du gouvernement, Mariano Rajoy, de faire preuve de laxisme face aux indépendantistes basques et catalans et de ne pas respecter ses promesses de campagne, notamment dans le domaine fiscal.

"*Des millions d'Espagnols (...) se sentent abandonnés par le système politique, qui est gangréné par les scandales de corruption et s'est mis au service d'intérêts privés*", a déclaré Santiago Abascal, ancien membre du PP et membre du comité exécutif de Vox.

Le Parti populaire est passé derrière l'opposition socialiste dans les intentions de vote, selon un sondage publié dimanche dernier qui illustre les difficultés croissantes du gouvernement face à l'austérité, aux affaires de corruption et au tollé soulevé par un projet de loi restreignant fortement le droit à l'avortement.

Le PP ne recueille plus que 32% d'intentions de vote contre 33,5% pour les socialistes du PSOE, selon cette enquête Metroscopia pour le quotidien El Pais.

C'est la deuxième fois que le PSOE est donné en tête dans un sondage depuis que le PP a remporté les élections de novembre 2011 en s'assurant la majorité absolue aux Cortes.

Les prochaines élections législatives en Espagne sont prévues en 2015. Reuters 16.01

2- Turquie

- Erdogan poursuit la purge de l'appareil judiciaire turc - Reuters

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a obtenu jeudi le remplacement de plusieurs procureurs en Turquie, poursuivant sa purge d'un appareil judiciaire que le Premier ministre juge instrumentalisé dans le cadre d'un complot destiné à le faire chuter par le biais d'une enquête pour corruption.

Ces remplacements interviennent alors que le gouvernement s'emploie dans le même temps à renforcer son emprise sur l'organe de nomination des magistrats, le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK), présidé par le ministre de la Justice.

Parmi les magistrats remplacés jeudi figure le procureur adjoint d'Izmir, ville sur les rives de la mer Egée où des arrestations ont été effectuées la semaine dernière dans le cadre de l'enquête pour corruption qui ébranle le pouvoir.

Un juge a aussi été écarté à Van, dans l'est du pays, où la police a lancé cette semaine des opérations contre des membres présumés d'Al Qaïda dans le but, selon les partisans du gouvernement, d'embarrasser le Premier ministre.

Le procureur en chef et cinq de ses adjoints à Istanbul, où est instruite l'enquête pour corruption, figurent également parmi les 20 magistrats concernés par cette vague de mutations, a dit le HSYK.

La purge a commencé en décembre et les magistrats nommés depuis en remplacement de leurs confrères semblent réduire la portée des investigations.

D'après le journal Radikal, des mandats d'arrêt émis contre 45 personnes, dont le fils du Premier ministre, ont été levés par les nouveaux magistrats, qui demandent à la place de simples dépositions.

Au coeur de la bataille lancée par le chef du gouvernement contre le système judiciaire figure le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK).

Le Premier ministre estime que le HSYK est infiltré par les partisans du dignitaire musulman turc Fethullah Gülen, lesquels, dit-il, ont mis en place un "Etat parallèle" en Turquie. Aussi Erdogan affirme-t-il que ses projets de réformes du HSYK visent à rétablir l'indépendance de la justice.

Le Parti républicain du peuple (CHP), la plus importante formation de l'opposition turque, a rejeté jeudi les projets gouvernementaux censés permettre au Premier ministre de renforcer le contrôle de l'exécutif sur l'appareil judiciaire.

Une commission parlementaire a approuvé jeudi les propositions gouvernementales, qui doivent encore être discutées en séance plénière par les députés, en grande majorité issus du Parti de la Justice et du Développement (AKP) d'Erdogan.

Le projet de réforme du conseil de la magistrature suscite l'inquiétude de l'Union européenne et des investisseurs. Le vice-Premier ministre turc Ali Babacan a estimé mercredi soir que la confiance dans la justice turque était essentielle au pays pour qu'il atteigne ses objectifs de croissance à long terme. Reuters 16.01

3- Ukraine

- Le Parlement ukrainien adopte une loi anti-manifestations - Reuters

Les députés favorables au président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, ont fait passer jeudi une loi destinée à durcir la législation sur les manifestations et, in fine, à étouffer le mouvement de contestation du gouvernement.

Ce texte, adopté à main levée par 235 députés sur 450, prévoit des peines allant jusqu'à quinze jours de prison ou de près de 500 euros d'amende pour l'installation de tentes, de scènes ou de haut-parleurs non autorisés au préalable.

En outre, si la loi est promulguée par le président, les personnes et les organisations accusées de fournir des équipements aux contrevenants pourraient risquer une amende de près de 1.000 euros ou une peine de dix jours de prison.

L'ambassadeur de l'Union européenne en Ukraine, Jan Tombinsky, a ajouté sa voix à celle des opposants pour condamner la façon dont le texte à été adopté, à main levée plutôt que par le vote électronique habituel.

"*Je m'inquiète de la façon dont certaines lois ont été votées aujourd'hui. Il devrait y avoir des procédures normales, sans quoi le crédit donné aux institutions démocratiques et à la loi est en péril*", dit-il dans un communiqué. Reuters 16.01

4- Liban

- Liban: un attentat dans un fief du Hezbollah fait trois morts - L'Express.f

Trois personnes ont été tuées et 25 blessées jeudi matin dans la puissante explosion d'une voiture piégée sur la place principale de Hermel, une ville bastion du Hezbollah dans l'est du Liban, a indiqué une source médicale. Selon une source au sein des services de sécurité, l'attentat a eu lieu "*devant le bâtiment d'un siège local du gouvernement*"

C'est la première fois qu'un attentat à la voiture piégée frappe le Hermel. Des attaques armées avaient auparavant visé des positions du Hezbollah dans l'est du Liban. L'attentat de jeudi est le cinquième à frapper un fief du Hezbollah depuis que le mouvement chiite a envoyé des hommes combattre les rebelles syriens aux côtés des troupes du président Bachar al-Assad.

Cet attentat intervient au premier jour du procès des assassins de Rafic Hariri à La Haye et dans un climat tendu au pays du Cèdre où la crise en Syrie fragilise les équlilibres politiques. L'Express.f 16.01

Question : Qui avait intérêt à perpétrer l'attentat contre Rafic Hariri qui allait aboutir au départ de la Syrie du Liban ? Qui sinon les Américains et Israël ? Alors qui a commis cet attentat ?

5- Syrie

5.1- Hama : convois d'armes saisis - french.irib.ir 16.01

L'armée arabe syrienne a saisi deux véhicules chargés d'armes, de munitions, des dispositifs d'émission via satellite et des quantités de médicaments volés au village de Jinan dans la banlieue-sud de Hama, selon une source militaire. french.irib.ir 16.01

5.2- Bain de sang inter terroriste : 1000 tués en 15 jours- french.irib.ir 16.01

Lors des affrontements des 2 dernières semaines entre les groupes terroristes...

En Syrie plus d'un millier des éléments de ces derniers ont été tués. cette information a été rapporté par un ONG, cité par l'AFP. french.irib.ir 16.01

Haut de page

Le 18 janvier 2014

CAUSERIE

45 nouveaux articles en ligne.

L'actualité est encore chargée, je ne sais pas si j'aurai le temps d'actualiser le site aujourd'hui, sinon demain.

22 à Pondichéry, 15h30 à Paris

Le boulot est un peu bâclé, je suis crevé, je vais essayer de tenir juqu'aux élections européennes.

L'affaire Dieudonné, une affaire personnelle pour Valls.

- Valls avait porté plainte contre Dieudonné dès septembre -20minutes.fr 07.01

L'affaire Valls-Dieudonné ne date pas d'hier. Dans les tribunaux, elle a en réalité commencé en septembre, avec la discrète plainte du ministre de l'Intérieur contre le polémiste pour «*injure publique*», révèle M6 ce vendredi. L'objet de la plainte: une vidéo postée sur Internet le 29 août dans laquelle Dieudonné qualifiait Manuel Valls de «*Mussolini moitié trisomique*».

Une enquête préliminaire a ainsi été diligentée par le parquet de Paris le mois suivant. Le polémiste sera jugé par le tribunal correctionnel de Paris, selon une source proche du dossier qui s'est confiée à l'AFP.

Début janvier, l'humoriste a fait l'objet d'une citation directe à comparaître pour injure publique devant la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris, a précisé à l'AFP la source judiciaire. La date de l'audience devrait être fixée en février. 20minutes.

fr 07.01

Quand le sioniste Valls alimente l'antisémitisme.

Le CRAN a de longue date exprimé sa position sur Dieudonné et ne cautionne en aucune manière les propos qu'il tient en général. Cependant, force est de constater que la campagne organisée contre lui a produit depuis quelques jours, voire quelques semaines, des dérives inquiétantes. Récemment, un citoyen français a alerté le CRAN sur le harcèlement qu'il subit tous les jours, dans la rue, du simple fait de sa ressemblance toute relative avec Dieudonné. (...)

Depuis plusieurs semaines, le journaliste Jean-Claude Elfassi qui tente de faire que Dieudonné soit chassé du Théâtre de la Main d'or, ne cesse de publier des propos racistes et homophobes sur son site, sans susciter la moindre réaction. Selon lui, « *Dieudonné M'Bala M'Bala a évolué de sa forme primitive, il est passé de l'os à la quenelle dans le nez* », et ce paparazzi a affiché deux images de l'humoriste, l'une avec un os, l'autre avec une quenelle dans le nez. Pour Jean-Claude Elfassi, Dieudonné est « *le gourou de la secte raciste et des sodomites* », et il l'a également représenté dans une cage, avec la bouche en forme de banane. « *A force de faire le singe avec la loi, Dieudonné va finir en cage. Dieudonné devrait changer de régime, la quenelle lui donne mal au cul.* » Enfin, le bloggueur se flatte de pouvoir bientôt « *renvoyer Dieudonné dans sa jungle* », avec ses congénères. M. Elfassi déshonore la cause qui est la sienne. On ne saurait combattre l'antisémitisme en diffusant des propos négrophobes et homophobes.

Enfin, le CRAN ne peut que critiquer l'attitude de Manuel Valls. Comme l'a révélé un sondage récent réalisé par BVA, 74 % des Français trouvent qu'il en fait trop. En tout cas, le CRAN aimerait que le ministre de l'intérieur, qui semble ultra-mobilisé dans la lutte contre l'antisémitisme, soit aussi impliqué dans la lutte contre le racisme contre les Noirs, les Arabes ou les Roms. Or force est de constater qu'il n'en est rien. (...)

Dans ces conditions, le CRAN met en garde les autorités françaises : « *Manuel Valls, qui fait de cette campagne concernant Dieudonné une affaire personnelle, semble aujourd'hui organiser une véritable chasse à l'homme, qui ne fait que renforcer le climat de racisme, d'antisémitisme et de négrophobie dans notre pays* », a indiqué Louis-Georges Tin, le président du CRAN. « *Tant que Manuel Valls continuera dans sa politique du deux poids-deux mesures, il sera objectivement le pompier pyromane qui amplifie de fait la violence qu'il prétend combattre* », a conclu Guy Samuel Nyoumsi, vice-président du CRAN. lhumanité.fr 13.01

Mais les tyrans s'acharnent.

- Dieudonné assagi sur scène mais pas sur internet - AFP

Les commanditaires de l'affaire Dieudonnés laisse tomber le masque.

- Israël : un projet de loi pour interdire la terminologie nazie - lefigaro.fr 17.01

Traiter son contradicteur de nazi pour mieux le disqualifier ou manier les symboles du troisième Reich à des fins polémiques pourrait bientôt être interdit en Israël. Un projet de loi prévoyant de bannir les références gratuites au nazisme a été adopté mercredi par la Knesset, en première lecture, malgré l'opposition de l'avocat général. Ce texte, déposé par le député ultranationaliste Shimon Ohayon, prévoit de réprimer ces pratiques par une peine pouvant aller jusqu'à six mois de prison, doublée d'une amende de 100.000 shekels (environ 20.000 euros).

Remontant à une période plus lointaine, l'historien Yechiam Weitz a récemment fait remarquer que le père de l'État d'Israël, David Ben Gourion, traita en son temps Gamal Abdel Nasser de «*tyran nazi*», et compara l'attitude du raïs vis-à-vis de la minorité juive d'Égypte à la politique allemande avant la Seconde Guerre mondiale. Dans un autre registre, Benyamin Nétanyahou invoque couramment l'Holocauste pour justifier la méfiance que lui inspire le programme nucléaire iranien, traçant une comparaison implicite entre le régime de Hassan Rohani et celui d'Adolf Hitler.

En dépit des abus recensés, de nombreuses voix se sont élevées ces dernières semaines pour dénoncer, au nom de la liberté d'expression, le projet de loi défendu par Shimon Ohayon. L'avocat général d'Israël, Yehuda Weinstein, a réclamé son rejet, interrogeant: «*Est-il convenable, dans un pays démocratique, de bannir du discours public tout un ensemble de représentations afin de protéger les sentiments des gens?*»

Dans un récent éditorial, le quotidien de centre gauche Haaretz a aussi marqué son scepticisme. «*Le terme "nazi" est utilisé dans le discours israélien comme un outil rhétorique destiné à choquer les auditeurs, écrit le journal. Bien que dans de nombreux cas, une telle rhétorique soit injustifiée et répugnante, Israël se doit, plus que tout autre pays, d'autoriser la critique des actes et des opinions qui rappellent celles des nazis*.» lefigaro.fr 17.01

L'emploi des termes de nazi ou fasciste devrait être réservé aux sionistes à l'encontre de leurs adversaires ou les ennemis

d'Israël, vous avez pu entendre ou lire en France ces derniers jours qu'ils ne se gênaient pas. BHL a traité dans *Le Point* les gens et les portails qui défendent Dieudonné ou qui refusent de le condamner de "*fachosphère*".

Sinon, les opposant à Israël ou qui combattent le sionisme se verraient interdire de faire un parallèle entre les méthodes utilisées par les autorités israéliennes envers les Palestiniens et celles employées autrefois par les nazis, tandis que les sionistes auraient le droit de tenir des propos immondes ou des accusations ordurières à l'encontre des Palestiniens et des opposants ou ennemis de l'Etat sioniste, par exemple de les menacer de mort sur un plateau de télévision ou dans la presse sans être inquiétés par la justice. Laissez-nous le privilège de l'insulte et de la calomnie.

Le droit étant du côté d'Israël et des sionistes et l'absence de droits étant réservée à leurs ennemis, c'est leur conception de la justice ou de la démocratie, en réalité, c'est la définition d'une dictature implacable qui tend à museler la liberté d'expression ou les libertés démocratiques.

Ils savent qu'Israël est honni à travers le monde, c'est donc le seul moyen qu'ils ont trouvé pour défendre leur politique coloniale et criminelle, continuer à exister, l'emploi de la force, la répression, en Israël mais pas seulement, en France, partout dans le monde, car les sionistes estiment qu'ils sont supérieurs à tous les autres peuples et qu'ils doivent tous se soumettre.

La légitimité d'Israël repose sur un mythe inscrit dans des textes qui remontent plus de deux mille ans en arrière et dont l'origine n'a jamais eu la moindre existence matérielle, ce qui ne les empêche pas partant du principe qu'ils peuvent tout se permettre en toute impunité de prétendre que la Palestine n'a jamais existé, pas plus les Palestiniens évidemment, alors qu'elle avait une existence matérielle, physique, géographique jusqu'en 1947-48, ils ont franchi là le stade de l'imposture, c'est du négationnisme pur et simple, que soutiennent tous les gouvernements occidentaux et d'autres dans le monde. Et c'est le refus de ces gouvernements ou Etats de le dénoncer d'où ils tiennent uniquement leur légitimité, qui les encouragent à poursuivre leur entreprise criminelle.

Eradiquer le sionisme reviendrait à livrer le pétrole aux peuples du Moyen et du Proche-Orient qui en ont été spoliés pendant près d'un siècle en dehors de quelques brèves périodes, impensable à l'heure actuelle, donc aussi cher que cela coûte à tous les gouvernements occidentaux, ils continueront de soutenir Israël et le sionisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le néolibéral, ses pairs lui rendent hommage.

- L'OCDE salue le "***pacte de responsabilité***" de François Hollande - Reuters

L'OCDE s'est fendue d'un communiqué pour saluer la mue du chef de l'Etat français, saluant des mesures «*très encourageantes, tant par la détermination affichée que par le fond des mesures envisagées*». L'OCDE appelle toutefois à «*aller au-delà*» de la baisse des charges pour «*restaurer les marges*», «*financer l'investissement*» et «*redresser la compétitivité*». La volonté de rationaliser l'organisation territoriale, elle, est perçue comme «un volet essentiel de l'assainissement budgétaire». Et l'institution n'hésite pas à préconiser «*la réduction des dotations de l'État aux collectivités réfractaires aux fusions.*» libération.fr 17.01

- Le Medef se vante d'avoir "***apporté sur un plateau***" le pacte de responsabilité à Hollande - Francetv info

Pierre Gattaz estime que le chef de l'Etat s'est inspiré du pacte de confiance que la patronat lui avait présenté en novembre. Francetv info 17.01

Participer aux discussions, c'est légitimer l'ensemble de la méthode, y compris ses conclusions.

- Pacte de responsabilité: FO ne se laissera pas instrumentaliser, prévient Mailly - AFP

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière (FO), a prévenu vendredi que son syndicat ne signerait pas un pacte de responsabilité qui "*servirait à instrumentaliser les syndicats*".

"*Nous participerons aux discussions mais il n'est aucunement question qu'on soit signataires d'un pacte qui engagerait tout le monde, qui serait anesthésiant et qui servirait à instrumentaliser les syndicats*", a-t-il ajouté.

M. Mailly s'est dit "*plus que sceptique*" sur la possibilité de baisser le coût du travail en contrepartie d'embauches. "*Là tout est focalisé sur le coût du travail, cette logique là elle est dangereuse, c'est une logique de dumping social*", a-t-il estimé.

"*Comment voulez-vous qu'on puisse imposer à toute entreprise, quelle qu'elle soit, à partir d'un allègement de cotisations patronales, qu'elle doive embaucher? Ca n'existe pas, c'est un leurre, de la même manière qu'on ne peut pas les obliger à augmenter les rémunérations*", a-t-il ajouté.

"*Donc je n'y crois pas, c'est un signe donné aux marchés financiers plus qu'autre chose*".

Selon lui, le président de la République "*donne les clés du camion au patronat et il dit aux syndicats: " vous montez dans la remorque ". François Hollande est dans la "même logique économique, avec des nuances ", que son prédécesseur Nicolas Sarkozy*", a également estimé le numéro un de FO.

"*On peut considérer qu'il va plus loin*", a-t-il ajouté, soulignant que le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (Cice) était "*financé en partie par une augmentation de la TVA, ce qu'ils ne voulaient pas quand ils étaient dans l'opposition, et (que) l'allègement du coût du travail était aussi dans le programme de l'autre candidat*". AFP 17.01

Quand Hollande adopte "***la posture habituelle***" qui se "transforme désormais en effondrement intellectuel".

- Un Nobel d'économie flingue le virage «*scandaleux*» de Hollande - libération.fr 17.01

L'économiste keynésien Paul Krugman, consacré en 2008, s'en prend vivement aux nouvelles orientations économiques du chef de l'Etat.

Dans la foulée de la conférence de presse de François Hollande, le gouvernement a assuré le service après-vente du virage économique du chef de l'Etat. «*La politique de l'offre n'est ni de droite ni de gauche, elle est aujourd'hui nécessaire*», assure ainsi Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, dans Les Echos.«*L'idée que la gauche c'est dépenser, est dépassée (...) Nous avons d'emblée mené une politique réformiste, il nous faut maintenant entrer dans une nouvelle étape*», ajoute Pierre Moscovici, ministre de l'économie dans Le Monde. Une nouvelle étape qui s'annonce justement désastreuse, rétorque Paul Krugman, dans une tribune au vitriol publiée ce matin par le New York Times.

Le Prix Nobel d'économie 2008 rappelle ainsi qu'il ne s'était pas attardé sur le cas français depuis qu'il était devenu clair que François Hollande «*n'allait pas rompre avec l'orthodoxie des politiques d'austérité destructives à l'œuvre en Europe*» qui conduisent pourtant «*à des résultats désastreux» depuis quatre ans. Mais les derniers choix présidentiels représentent selon lui quelque chose de «scandaleux»: embrasser «des politiques économiques de droite pourtant discréditées*». «*Oui, des conservateurs sans coeur et butés ont mené la politique, mais ce sont des politiciens de la gauche modérée, mous et brouillons qui les ont encouragés et leur ont facilité la tâche*», torpille Krugman.

La conférence de presse de François Hollande le plonge dans un profond sentiment «*de désespoir*». Car, en reprenant littéralement à son compte l'erreur pourtant depuis longtemps démystifiée de Jean-Batiste Say selon laquelle «*c'est l'offre qui crée la demande*», le chef de l'Etat adopte, selon Krugman, une doctrine discréditée. Le signe, selon lui, de la faillite de la (centre) gauche européenne.

Krugman n'a jamais été un grand fan de François Hollande. Mais il a parfois pris la défense de l'Hexagone, comme après la décision «*idéologique*» de l'agence Standard & Poor's de dégrader la note de la France une nouvelle fois, en novembre 2013. Il saluait alors le choix élyséen de «*d'équilibrer son budget en relevant les impôts au lieu de sabrer dans la protection sociale*». Et rappelait au passage que la France avait une meilleure performance de PIB par habitant que celle du Royaume-Uni, ainsi qu'une dette publique largement inférieure.

C'est un Krugman désabusé qui rappelle désormais : «*Quand Hollande est devenu le président de la seconde économie de la zone euro, certains d'entre nous espéraient*» qu'il aurait pu prendre des positions non orthodoxes. Las, «*il est au contraire tombé dans la posture habituelle, une posture qui se transforme désormais en effondrement intellectuel. Et c'est ainsi que la seconde grande dépression de l'Europe va continuer*». libération.fr 17.01

Hollande Al-qaïdiste. L'empereur Hollande entend dicter au peuple syrien son avenir.

- Syrie : Hollande refuse de choisir entre "*régime dictatorial*" et "*extrémisme islamiste*" - lepoint.fr 17.01

"*Je ne me résigne pas à ce que le choix qui pourrait être présenté au monde soit la perpétuation d'un régime dictatorial, celui de Bachar el-Assad, ou l'extrémisme des islamistes*", a souligné François Hollande, en présentant ses voeux au corps diplomatique, au palais de l'Élysée. "*Il y a en Syrie une majorité de la population, de toutes confessions, de toutes communautés, qui ne souhaite qu'une chose, la réconciliation et la démocratie*", a assuré le chef d'État français. "*C'est la raison pour laquelle la France appuie de toutes ses forces les négociations en cours pour préparer la conférence Genève II. Elle doit avoir un objectif clair, c'est de permettre la transition politique.*"

(Le magazine de BHL, Washington ou Tel-Aviv fait les questions et les réponses que Hollande n'a plus qu'à reproduire. -

ndlr) L'objectif de Genève II, défini par l'ONU, est de discuter d'un processus de transition politique avec la formation d'un gouvernement provisoire, composé de membres du régime et de l'opposition, doté des pleins pouvoirs exécutifs. "*L'opposition démocratique, qui veut prendre sa place dans la transition, ne viendra que si c'est cet ordre du jour qui est retenu et je sais que la Russie, qui est un acteur majeur, est consciente de cet enjeu*", a-t-il jugé, alors que Moscou est le principal soutien diplomatique du régime de Bachar el-Assad.

Dimanche, les ministres des Affaires étrangères des onze Amis de la Syrie (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Égypte, Jordanie, États-Unis, Turquie), réunis à Paris avec le président de la Coalition syrienne, Ahmad Jarba, avaient exhorté l'opposition modérée à aller négocier en Suisse. Cette dernière, divisée, tranchera vendredi. À l'issue de la réunion, Ahmad Jarba avait fait état des "*inquiétudes*", "*doutes*" et "*craintes*" de l'opposition puis relevé avec satisfaction la position commune des Onze pour dire que le départ du pouvoir de Bachar el-Assad était "*inéluctable*". Le régime syrien, lui, répète qu'il n'ira pas à Genève "*pour remettre le pouvoir à qui que ce soit ni faire de transactions avec qui que ce soit*", et qu'il revient à Bachar el-Assad de mener la transition, en cas d'accord en Suisse. lepoint.fr 17.01

Cette "*opposition*" n'a aucune légitimité en dehors de celle que lui accordent les brigands impérialistes occidentaux et sionistes flanqués de régimes barbares menant le djihad en Syrie, quant à Assad, il a été élu président par les Syriens. C'est au peuple syrien et à lui seul de décider de son avenir et personne d'autres.

A lire dans la rubrique Syrie : Un rapport sur les « *crimes de guerre commis contre le peuple syrien* » remis à l'ONU.

Barbarie. Une vue de l'esprit ou la réalité ? Réponse.

- Vingt-quatre minutes d'agonie pour un condamné à mort en Ohio - libération.fr 17.01

Le condamné à mort Dennis McGuire a-t-il été exécuté dans une souffrance intolérable ? Hier à Lucasville, lors de son exécution, l'homme pourrait avoir fait les douloureux frais du test d'un nouveau cocktail médicamenteux jusqu'ici jamais utilisé aux Etats-Unis et qui, avant même son utilisation, faisait déjà débat.

Selon le récit qui en est fait par le journaliste du quotidien local Colombus Dispatch, il aura fallu vingt-quatre minutes pour que le nouveau produit mortel, injecté par intraveineuse à 10h29 (heure locale), ne fasse son effet, contre cinq minutes prévues initialement. Selon les témoins, il aurait montré des signes d'immenses douleurs pendant une dizaine de minutes malgré son endormissement.Vingt-quatre minutes d'agonie pour un condamné à mort en Ohio

«*A 10h33, McGuire a commencé à se débattre et à haleter fortement, en produisant des sons d'éternuement et de suffocation qui ont duré au moins dix minutes, le poing serré et la poitrine soulevée. Un râle long et profond sortait de sa bouche*», raconte le journaliste. Dennis McGuire a été déclaré mort à 10h53 (16h53 à Paris).

S'il est prouvé que l'homme, condamné à la peine capitale pour avoir violé et tué une jeune femme enceinte en 1989, a vraiment été exécuté dans la souffrance, ça serait un nouveau scandale pour la justice américaine. En novembre 2012, une officine du Massachusetts qui fournissait des produits pharmaceutiques pour les exécutions avait été jugée responsable d'une épidémie mortelle de méningite par manque d'hygiène. libération.fr 17.01

Le PG s'est couché devant le PCF.

- Au front de gauche, un climat plus "*serein*" mais "*tout n'est pas réglé*" - AFP 17.01

Au terme d'une réunion de trois heures, Pierre Laurent (PCF) et Jean-Luc Mélenchon (PG) ont affiché vendredi un "*climat serein*" après plusieurs mois de vives tensions au sein du Front de gauche, reconnaissant toutefois que "*tout n'est pas réglé*".

"*Nous sommes arrivés ici avec un constat, c'est que le Front de gauche est en crise (au sujet des) municipales. Nous en sortons avec l'idée que cette crise est surmontable*", a confirmé Eric Coquerel, secrétaire national du PG. "*La vie continue, mais pour l'instant la crise n'est pas surmontée. On espère qu'elle va être surmontée*", a-t-il ajouté.

"*C'est sur la question du logo qu'on a passé le plus de temps*", a expliqué François Delapierre, secrétaire national du PG. "*Ca a coincé sur Paris*", a-t-il ajouté.

Le Parti de gauche refuse que le PCF puisse utiliser dans ce cas le logo Front de gauche sur les affiches avec le PS. "*Ca pose un problème de crédibilité*", selon François Delapierre.

"*Si on ne trouve pas une solution sur la question des municipales, parce que c'est un problème de stratégie, il sera difficile d'envisager la suite*", a prévenu Eric Coquerel.

"*Nous, PG, nous acceptons un compromis dans cette question*", a fait valoir M. Coquerel: "*Nous pourrions demander dans nombre d'endroits à nos camarades communistes qu'ils quittent les listes du parti socialiste - je pense à Alfortville, derrière le fidèle lieutenant de M. Valls, à Nantes (...), à Paris -, nous n'avons pas été jusque là*". (Non mais alors, heureusement ! Le PG s'est couché devant le PC. - ndlr)

"*On a vraiment l'impression d'avoir fait tous les efforts pour que ça aboutisse*", a renchéri François Delapierre.

Il y a un point sur lequel les deux partis se sont entendus, c'est la critique de la politique de François Hollande. "*Nous sommes pour nous opposer clairement à la politique du gouvernement*", a admis Eric Coquerel. AFP 17.01

Quelle "*crédibilité*" quand on appelle à voter PS au second tour ? Aucune.

Heureusement encore que la dette de l'Etat envers le marché ne diminue pas.

- Le déficit de l'Etat plus élevé que prévu à 74,9 milliards d'euros - Reuters 17.01

Le déficit de l'Etat en 2013 devrait s'élever à 74,9 milliards d'euros, soit 2,7 milliards de plus que prévu lors du collectif budgétaire, en raison de recettes fiscales moins importantes qu'espéré, a annoncé jeudi le ministère des Finances.

Ce résultat représente une amélioration de plus de 12 milliards d'euros par rapport à 2012, souligne-t-il dans un communiqué, ajoutant que les dépenses ont été strictement maîtrisées.

Les recettes sont inférieures de 3,5 milliards d'euros à la prévision de la loi de finances rectificative, avec des écarts de 2,5 milliards pour l'impôt sur les sociétés et de 1,8 milliard pour l'impôt sur le revenu, liés selon le ministère à la faiblesse de la croissance économique en 2012 et 2013.

Les recettes de TVA sont en revanche supérieures de 600 millions d'euros aux prévisions.

A 279,3 milliards d'euros, les dépenses de l'Etat dans la norme "*zéro valeur*", c'est-à-dire hors charge de la dette et pensions de retraite, sont inférieures de 100 millions d'euros au montant fixé dans le budget initial pour 2013.

En intégrant la charge de la dette et les pensions, les dépenses, hors dépenses exceptionnelles, se sont élevées à 368,1 milliards, soit 3,4 milliards de moins que prévu dans le budget initial.

Grâce aux conditions d'emprunt extrêmement favorables dont a bénéficié la France l'an dernier, la charge de la dette a été inférieure de deux milliards d'euros à la prévision de la loi de finances initiale.

Les recettes fiscales s'élèvent à 284 milliards, soit 14,6 milliards de moins que prévu dans le budget initial.

Le déficit public, qui intègre par ailleurs les comptes sociaux et ceux des collectivités territoriales, sera connu le 31 mars.
Le gouvernement prévoit qu'il atteindra 4,1% du PIB fin 2013 et il prévoit de le réduire à 3,6% à la fin de l'année et de passer sous la limite européenne de 3% fin 2015. Reuters 17.01

Profession : briseur de grève.

Fin du conflit à l'usine BASF de Huningue - Reuters 17.01

Les salariés de BASF à Huningue (Haut-Rhin), où 140 des 242 emplois doivent être supprimés, ont mis fin vendredi à cinq jours de grève et d'occupation de l'usine, a-t-on constaté sur place.

"*Le mouvement est suspendu*" car les grévistes ont "*obtenu la nomination d'un nouveau négociateur, une promesse d'avancées dans les propositions du plan de sauvegarde de l'emploi et le gel ou l'abandon des procédures judiciaires réciproques qui pouvaient être engagées*", a dit à Reuters Jules Schneider, délégué CGT. Reuters 17.01

L'annonce de "*la nomination d'un nouveau négociateur*" et "*une promesse*", et hop plus de grève, tout le monde au boulot avant de se retrouver à la rue, ils sont formidables ces "*syndicalistes*".

0,60 centimes d'euro en plus et le Trade Union Congress exulte !

- Le gouvernement britannique prêt à augmenter le salaire minimum de 11% - L'Expansion.com 17.01

Le Premier ministre britannique David Cameron et son ministre du Budget George Osborne ont-il viré au liberal socialime? Ils se sont en tout cas déclarés prêts à augmenter de 11% le salaire minimum en Grande-Bretagne. Des déclarations surprenantes, allant dans le sens inverse des récentes prises de position des deux hommes. Le salaire minimum passerait alors de 6,31 à 7 livres par heure (de 7,6 à 8,4 euros). Ce qui permettrait de retrouver le niveau précédent la récession.

"*Quand je regarde l'économie britannique, je constate qu'elle est en pleine expansion, des emplois sont créés (...) et je pense que le Royaume-Uni peut se permettre une augmentation du salaire minimum au-dessus de l'inflation*", s'est justifié George Osborne jeudi soir à la BBC. Si le gouvernement se contentait d'augmenter le salaire en fonction de l'inflation, il faudrait attendre 2015-2016 pour atteindre les 7 livres par heure.

Une telle augmentation du salaire minimum permettrait de "*s'assurer que nous avons une reprise pour tous et que le travail paie toujours*". L'occasion également de montrer à l'Europe que la Grande-Bretagne se porte bien, et que les sacrifices sont nécessaires, mais aussi payants.

Le Premier ministre conservateur David Cameron est allé dans le même sens: "*Compte tenu des décisions difficiles que nous avons prises pour rétablir l'économie, nous estimons que nous pouvons désormais nous permettre d'augmenter le salaire minimum, en mettant plus d'argent dans les poches des gens et en les aidant à subvenir aux besoins de leur famille*".

La confédération syndicale TUC (Trade Union Congress) a salué les déclarations du ministre du Budget, estimant cependant que le chancelier devait être "*plus ambitieux*" sur l'augmentation des salaires en général.

Les milieux d'affaires ont quant à eux appelé à la prudence, la Fédération des petites entreprises estimant que l'augmentation du salaire minimum ne devrait pas être supérieure à l'inflation. L'Expansion.com avec AFP 17.01

Il y a comme un air de révolte dans l'air.

- Espagne: la mairie de Burgos abandonne un projet de travaux controversé - AFP 17.01

Le maire de Burgos, dans le nord de l'Espagne, a annoncé vendredi l'abandon d'un projet d'aménagement urbain controversé, qui a déclenché depuis une semaine la colère de milliers d'opposants dénonçant "*le chômage et la corruption*".

"*Nous voyons l'impossibilité matérielle de mener à bien ce chantier et nous avons décidé de paralyser définitivement les travaux, et de parier sur le retour au calme dans la ville*", a déclaré le maire de droite, Javier Lacalle, lors d'une conférence de presse. AFP 17.01

Aux pieds. Le maître et ses obligés

- Israël convoque quatre ambassadeurs, dont celui de la France - Reuters 17.01

Les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et d'Espagne ont été convoqués vendredi au ministère israélien des Affaires étrangères, mécontent de la position "*partiale*" adoptée par ces quatre pays en faveur des Palestiniens.

Cette convocation marque une escalade dans la polémique entre certains pays européens et l'Etat hébreu après l'annonce de la construction de 1.400 nouvelles résidences dans des colonies juives de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Les ambassadeurs d'Israël en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne avaient été convoqués jeudi pour se voir signifier une protestation officielle contre cette politique de colonisation dans les territoires de Cisjordanie.

En France, l'ambassadeur d'Israël avait été reçu mercredi au ministère des Affaires étrangères à Paris. "*L'objet de l'entretien a été de lui rappeler notre attachement aux efforts en cours pour relancer le processus de paix*", a dit le porte-parole du ministère, Romain Nadal, vendredi.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait qualifié les critiques européennes d'"*hypocrites*".

Dans un communiqué, son ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a précisé les raisons de la convocation des ambassadeurs des quatre pays. "*La position partiale qu'ils adoptent de manière constante contre Israël et en faveur des Palestiniens est inacceptable et donne le sentiment qu'ils cherchent à faire peser la faute sur Israël*", dit-il. Reuters 17.01

Leur ojectif : Contrôler l'ensemble de la population pour l'empêcher de se soulever contre le

régime capitaliste

- La NSA récupère des millions de textos par jour - AFP 16.01

L'Agence de sécurité nationale américaine, la NSA, a récupéré près de 200 millions de SMS par jour dans le monde, de façon non ciblée, pour en extraire des renseignements, rapporte jeudi le quotidien britannique The Guardian.

Ces informations, révélées dans le cadre d'une enquête menée conjointement par le journal et la chaîne Channel 4 News, se basent sur des documents transmis par l'ancien consultant en informatique Edward Snowden, réfugié en Russie.

Le programme de la NSA sur les SMS, qui a pour nom de code "*Dishfire*", récupère "*à peu près tout ce qu'il peut*", selon des documents du GCHQ, le pendant britannique de la NSA, cités par le Guardian, plutôt que de se cantonner aux communications de personnes faisant l'objet d'une surveillance.

Le quotidien indique s'appuyer aussi sur un document de la NSA datant de 2011, sous-titré "*Les SMS: une mine d'or à exploiter*" révélant que le programme a permis de collecter en moyenne 194 millions textos par jour en avril cette année-là.

La NSA se sert de cette base de données pour en extraire des renseignements sur les projets de voyages, les contacts, les transactions financières des détenteurs de téléphones portables, y compris les individus qui ne sont soupçonnés d'aucune activité illégale, selon le journal.

Selon le quotidien, l'agence britannique GCHQ a utilisé ce programme pour chercher des "*métadonnées*" -informations relatives à ces SMS mais pas leur contenu lui-même- concernant des communications de personnes se trouvant au Royaume-Uni.

Le GCHQ a affirmé que ses activités se faisaient en toute légalité. "*L'ensemble du travail du GCHQ est mené en accord avec le strict cadre de la loi et de nos règles qui garantit que nos activités sont autorisées, nécessaires et proportionnées, et qu'il y a une rigoureuse supervision*", a indiqué l'agence dans un communiqué.

La NSA a de son côté également assuré qu'elle respectait le cadre légal: "*Dishfire est un système qui gère et collecte des données SMS récupérées légalement*". AFP 16.01

Le même discours hystérique que G.W. Bush.

- Barack Obama s'en prend à Edward Snowden - Reuters 17.01

Barack Obama, qui annonçait vendredi des mesures d'encadrement des activités d'espionnage, s'en est pris vivement à Edward Snowden, l'ancien consultant de l'Agence de sécurité nationale (NSA) dont les révélations ont mis au jour les pratiques du renseignement américain.

"*Compte tenu du fait qu'une enquête est en cours, je ne m'attarderai pas sur les actes de M. Snowden ou sur ses motivations*", a dit le président des Etats-Unis lors de son discours prononcé au département de la Justice, ajoutant aussitôt: "*Je dirai que la défense de notre nation dépend en partie de la fidélité de ceux qui se voient confier les secrets de notre nation.*"

(On notera au passage que l'argument selon lequel la "*fidélité*" à "*la défense de notre nation*" est supérieure à toute autre considération et ne peut souffrir d'écart, est également présente dans le discours qu'il utilise pour justifier la politique du gouvernement israélien, discours que partage l'Etat sioniste, c'est un langage de guerre. A croire que les Etats-Unis doivent se protéger d'un ennemi invisible qui lui veut du mal et qui en réalité vise en premier les Américains. Obama l'a confirmé à sa façon. - ndlr)

"*Si tout individu protestant contre une politique du gouvernement peut s'arroger la liberté de rendre publiques des informations classées, alors nous ne serons plus en mesure de protéger notre peuple ou de mener une politique étrangère*", a argumenté Obama.

"*De plus, la publication sensationnelle de ces révélations a eu pour effet de jeter plus d'ombre que de lumière tout en dévoilant à nos adversaires des méthodes qui pourraient avoir des répercussions sur nos opérations, répercussions que nous ne pourrons peut-être pas mesurer pleinement avant des années.*"

(Des méthodes dont les Américains ne devaient pas avoir connaissance, ainsi que les peuples du reste du monde, et qui donnent une image détestable des institutions américaines et de l'impérialisme américain déjà largement honni à travers le monde. - ndlr)

Obama a souligné que quelques semaines à peine avant les premières révélations de Snowden reprises par le Guardian et au

le Washington Post, il avait lui-même réclamé la tenue d'un débat public sur l'équilibre entre sécurité et libertés individuelles.

"*Ce que j'ignorais alors, c'est que dans les semaines qui allaient suivre ce discours, une avalanche de révélations non autorisées susciterait chez nous et à l'étranger des controverses qui perdurent encore aujourd'hui*", a-t-il noté. Reuters 17.01

(Quelle aurait été la valeur de révélations "*autorisées*" sorties de la bouche du dictateur Obama ? Aucune, mais seules celles-là devaient voir le jour, on comprend qu'il soit contrarié. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Corruption.

- Le maire UMP de Corbeil-Essonnes mis en examen - Reuters

- Nouvelle information judiciaire visant Patrick Balkany - Reuters

Le chômage on ne le combattra pas, mais il faut les lâcher pour assurer la stabilité du régime qui nous nourrit.

- Lepaon (CGT): "*mieux et plus indemniser les demandeurs d'emplois*" - AFP

- Mailly (FO): "*inenvisageable de remettre en cause les droits des chômeurs*" - AFP

Et le chômage ? Quoi ?

Cadeau pour services rendus.

- La presse en ligne va bientôt bénéficier d'une TVA réduite à 2,1% - L'Expansion.com

La presse en ligne a remporté son combat pour un tax de TVA réduit. Le gouvernement a annoncé ce vendredi qu'il allait très vite réduire la TVA sur la presse en ligne à 2,1%, contre 20% actuellement, au risque d'encourir des sanctions de Bruxelles. Jusqu'à présent en France, la presse papier bénéficiait du taux réduit de 2,1% alors que la presse en ligne était soumise au taux normal de 19,6%, passé à 20% depuis le 1er janvier 2014. L'Expansion.com 17.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Liban : Saad Hariri se dit prêt à former un gouvernement de coalition avec le Hezbollah - french.irib.ir 17.01

Au Liban, le président du Courant du Futur affirme être prêt à former un gouvernement de coalition avec la participation du Hezbollah.

Cette nouvelle position de Saad Hariri, entreprise en marge de la Cour internationale de La Haye, a eu de vastes retentissements dans les médias libanais. Saad Hariri s'est dit optimiste envers la formation d'un gouvernement de coalition avec la présence du Hezbollah. « *La formation du nouveau gouvernement est nécessaire pour établir la stabilité au Liban.* », a-t-il dit, rappelant que le Liban passe par une étape difficile, et que toutes les parties doivent s'unir pour former un gouvernement de coalition. french.irib.ir 17.01

Haut de page

Le 19 janvier 2014

CAUSERIE

Le site sera actualisé en fin de journée, je dois faire des courses, alimentaires je précise, l'Inde n'est pas la France.

Jean Bricmont, un professeur de physique belge se demande si les Français ont été lobotisés et si les partis qui sont censés défendre la liberté d'expression ou les libertés démocraties existentent encore, s'ils ont conscience de vivre sous une dictature...

- Quand Jean Bricmont parle de Dieudonné sans se faire couper la parole (CSOJ / Taddéi) - YouTube

Jacob Cohen, un écrivain franco-marocain juif explique que l'Etat, le pouvoir politique, judiciaire, financier, les médias sont soumis au Crif en France...

- Jacob Cohen : Il y a deux catégories de juifs : les "bons" défendus par le CRIF, et les autres. -YouTube

Effectivement, Najat Vallaud-Belkacem a bien dit sur France 3 qu'un maire pourra interdire un meeting politique "*quelle que soit sa nature*" s'il jugeait que son contenu "*risque de porter atteinte à l'ordre public ou est de nature à porter atteinte à la dignité humaine*".

Quand on sait que pour certains maires la seule évocation du communisme constitue un crime contre l'humanité, que les crimes commis par Israël contre les Palestiniens procèdent de la légitime défense, et sont donc légitimes au même titre que les guerres menées par l'impérialisme américain depuis 1945, on est en droit d'estimer que les propos tenus par Najat Vallaud-Belkacem sont ouvertement liberticide et digne d'une dictatue dans la mesure où ils constituent un avertissement ou fait peser une grave menace sur la liberté d'expression et de réunions des partis ou toutes formations politiques du mouvement ouvriers qui ne partagent pas ou combattent la politique néolibérale, coloniale, sioniste, impérialiste du PS et de l'UMP ainsi que les satellites ou alliés, du gouvernement, de l'UE et de l'ONU. On peut ajouter les réunions publiques organisées par des associations en faveur des victimes palestiniennes des crimes de l'Etat sioniste ou en soutien à des militants emprisonnés par d'autres Etats notamment.

- Najat Vallaud-Belkacem veut pouvoir faire interdire des meetings politiques — France3

Bernard-Henri Lévy appelle à la censure généralisée d'Internet.

- Bernard-Henri Lévy appelle à la censure de Youtube et dailymotion. - Vidéo Dailymotion

A mes amis Indiens et de plus de 70 pays dans le monde qui se connectent sur notre portail : je ne suis pas Français, je suis un citoyen du monde, et j'ai honte du mouvement ouvrier français et de son avant-garde qui sont en-dessous de tout.

A bas le consensus de l'extrême droite à l'extrême gauche avec le gouvernement et le Crif, Israël !

Que cette opération vise en premier lieu le mouvement ouvrier en France et en général dans le monde n'aura échappé à personne sauf, sauf à nos dirigeants, honte à eux une fois de plus !

Cessons de légitimer le régime en place et ses institutions antidémocratiques. Boycott des élections municipales et européennes, pas un seul parti ne mérite notre voix. A suivre.

22h à Pondy

11 nouveaux articles en ligne, pas le courage d'actualiser le site.

Haut de page

Le 21 janvier 2014

CAUSERIE

Le portail sera actualisé d'ici 4 ou 5 heures, il est 12h à Pondichéry, 7h30 à Paris.

Je vous rassure, rien ou presque sur l'affaire Dieudonné, des extraits du IVe Congrès de l'Internationale Communiste sur le fascisme international, un rappel : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, assassinés le 15 janvier 1919, il y a 95 ans, par la milice paramilitaire fascisante (Freikorps) recruté par le gouvernement SPD; plus plein d'autres choses tirées de l'actualité des deux derniers jours, ce sera très consistant et très divers. A +

18h30 à Pondy, 14h à Paris

Beaucoup de boulot aujourd'hui, hier j'ai travaillé sur un article.

On ajoutera quelques articles plus tard dans la soirée plus un ou deux articles dans la rubrique presse.

Vaut mieux en rire qu'en pleurer.

Il ne vous aura pas échappé qu'en France on pouvait parler ou rire de tout, écrire sur tout, sauf des sujets que le gouvernement a décrété tabous et passibles de poursuites judiciaires ou plutôt le Crif, c'est la même chose.

Et bien dans la vie courante c'est pareil, avec vos proches ou des militants, vous pouvez parler de tout, sauf de ce qu'ils ont décidé qu'il ne fallait pas parler.

Par exemple, si vous êtes trotskiste, vous avez le droit de critiquer absolument tous les partis, tous les courants ou toutes les tendances du mouvement ouvrier, tous leurs dirigeants, vous pouvez y aller à coeur joie et vous lâcher, saufs votre parti ou ex-parti, vos dirigeants ou ex-dirigeants, vous pouvez critiquer leurs analyses, leur politique, leurs positions, sauf ceux de votre parti ou ex-parti. Qu'il s'agisse de proches ou de militants si vous enfraignez cet interdit ils cesseront de vous parler.

Parfois on ne connaît pas très bien où ils situent la limite de ce qu'on peut dire ou pas dire, il faudrait qu'ils nous en fournissent la liste, car maladroitement ou bien malgré nous nous pouvons aborder des sujets très divers sous des angles qui ne seront pas forcément politiquement corrects selon leur grille de lecture et qui nous vaudra d'être excommunié, banni de leurs relations.

Devons-nous nous plier à cette prétention exorbitante qui n'a aucun fondement, à ce diktat insupportable qui n'a aucune légitimité, se soumettre à leur volonté qui procède de la limitation du droit d'expression dont ils entendent nous dicter les règles, on cherche à comprendre.

Que font-ils en réalité, sinon imiter les représentants de la classe dominante qui entendent nous baîllonner, faire taire toute opposition à leur idéologie, qu'ils réfléchissent bien, c'est le seul argument par lequel ils peuvent justifier ce genre de rapports.

Aurions-nous recouru à des insultes ou des procédés déloyaux à leur encontre ou pire encore, soutiendrions-nous des propos de nature à nuire à leur intégrité morale ou physique, aurions-nous empiété sur leur liberté, diantre quel affreuxcrime impardonnable avons-nous commis ? Aucun fort heureusement.

Que nous vaut ces méthodes expéditives dignes de procureurs, que nous vaut un tel jugement à l'emporte-pièces, en quoi aurions-nous mérité un tel traitement indigne pour ceux qui nous l'infligent ? Ne voudraient-ils pas par hasard nous faire passer pour des déséquilibrés qui auraient développé un complexe d'infériorité et qui verserait inconsciemment dans la victimisation, c'est très à la mode en ce moment ? De quoi se sentent-ils si coupables pour inverser ainsi les rôles et nous présenter comme des gens bornés, intransigeants fermés à toute discussion ou à tout raisonnement, alors que nous n'avons de cesse de démontrer exactement le contraire quasiment quotidiennement depuis des années ? Que nous vaut un tel procès d'intention ?

Nous leur répondons ici très tranquillement sans avoir l'impression d'être particulièrement différent des gens que nous sommes amené à croiser, et avec lesquels nous n'avons aucun intérêt individuel à défendre, contrairement à eux qui se considèrent agressés dès que nous ne pensons pas comme eux sans que l'on sache vraiment pourquoi, en dehors du fait que nous avons vécu à un moment donné une histoire commune ou que nous avons partagé une expérience et que nous devrions obligatoirement en avoir tiré les mêmes enseignements ou en avoir conservé le même souvenir, alors que ce n'est pas forcément le cas, ce qui est notre droit et celui de chacun nous semble-t-il, mieux encore, c'est parfaitement naturel.

Voilà ce qu'ils nous refusent car cela pourrait les obliger ou plutôt cela pourrait les amener à se sentir obligés de repenser à ces expériences, alors qu'ils n'y tiennent pas, sans que nous y soyons pour quelque chose, qu'y pouvons-nous s'ils ont un problème avec leur passé ou leur conscience, de notre côté il ne nous en pose aucun, du coup on se demande qui est à l'origine de leur comportement outrancier et arbitraire, injuste envers nous, nous ou eux ?

Ils préfèrent rester entre eux, ne fréquentez que des gens ou des militants qui leur ressemblent ou qui pensent comme eux ou qui en tout état de cause ne se posentt pas trop de questions et ne se permettront pas de leur poser celles qu'ils ne tolèrent pas.

Mais dites-donc, qui fait preuve d'intolérance ? Cela aussi c'est dans l'air du temps.

1914-2014. Non, la social-démocratie n'a pas changé.

Vous avez voté pour ses candidats par pure ignorance ou parce que vous avez été manipulés, vous n'y êtes pour rien, vous avez appelé à voter pour ses candidats parce que vous n'étiez pas en possession de tous vos moyens intellectuels, cela peut arriver et s'excuse, vous avez aimé ou adhéré à la social-démocratie par conviction et c'est un abominable crime.

Si la vérité est révolutionnaire, il faut bien admettre que son contraire peut être franchement réactionnaire, et quand on tient vraiment à avoir bonne conscience ou à ne rien avoir à se reprocher aujourd'hui ou plus tard, vaut mieux faire la part des choses et en tirer toutes les conséquences.

Ajoutons la mention légale à l'adresse de nos censeurs : Qu'il nous soit permis de le penser et de l'exprimer librement.

Hommage à Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht assassinés par la social-démocratie.

Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, assassinés le 15 janvier 1919, il y a 95 ans, par la milice paramilitaire fascisante (Freikorps) recruté par le gouvernement SPD.

La social-démocratie n'hésite pas à assassiner des juifs quand ils ne lui plaisent pas, à réprimer dans le sang le mouvement ouvrier et le prolétariat révolutionnaire. Un exemple qui fera jurisprudence, les petites rivières se transformant en un grand fleuve de sang.

En 1914 Friedrich Ebert dirige l'exclusion des militants du SPD opposés à la guerre, dont Rosa Luxemburg.

Les Mutineries de Kiel ont éclaté au début de novembre 1918 et ont marqué le début de la révolution allemande, avec pour conséquence immédiate la chute de la monarchie en Allemagne et la proclamation de la République. Soldats et ouvriers fraternisent, ils se tournent vers les partis ouvriers et les syndicats, l'unité leur semble naturelle et des conseils de soldats et d'ouvriers se forment.

Le ministre plénipotentiaire du gouvernement, le député Gustav Noske (SPD), accouru depuis Berlin fut accueilli le 4 novembre dans l'enthousiasme par les ouvriers et les soldats ; le lendemain, il fut élu président du Conseil des Soldats.

Le 10 novembre 1918, soit le lendemain de la constitution du Conseil des commissaires du peuple issu de la Révolution allemande, Ebert signe un pacte avec les hauts dirigeants de l'armée pour réinstaller l'ordre dans les États fédérés, autrement dit mater, réprimer dans le sang la révolution.

Noske devait préserver, semaine après semaine, les structures en place. Il est nommé gouverneur de Kiel par le nouveau gouvernement en 1919. Il est nommé ensuite ministre de la Guerre dans le gouvernement SPD du chancelier Scheidemann.

En janvier 1919, avec l'aide des Freikorps, lr gouvernement écrase la révolte spartakiste de Berlin au cours de laquelle Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés sur ordre de Noske qui déclare alors : « *Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire: je n'ai pas peur des responsabilités* ».

Le 11 février 1919, Ebert est élu président du Reich par l'assemblée nationale de Weimar.

Les "***chiens***" ont la peau dure.

Après la nomination d'Adolf Hitler à la chancellerie du Reich, Noske se retirera de la vie politique. Plus tard sous le régime nazi, il sera épargné sans doute pour les servces rendus à la République de Weimar, interné dans le camp de concentration de Fürstenberg, puis transféré à Berlin dans la prison de Lehrter Strasse, il sera finalement libéré par l'Armée rouge en mai 1945, sain et sauf et mourra à l'âge de 78 ans.

Ebert mourra le 28 février 1925 à l'âge de 64 ans des suites d'une appendicite.

Quant à Scheidemann il prendra la poudre d'escampette en 1933 et mourra tranquillement à 74 ans, en novembre 1939 à Copenhague.

A noter que tous les trois connaîtront le même parcours, Scheidemann et Noske étaient journalistes avant d'être élus député social-démocrate. Ebert était devenu rédacteur à Brême en 1893 avant de devenir député au Reichstag en 1912.

A propos de la Freikorps qu'affectionnaient les dirigeants du SPD, quelques personnalités devenues tristement célèbres par la suite :

Après la « *dissolution » de 1921, certains freikorps rejoignent « en bloc » les Sturmabteilungen (« sections d'assaut* » en allemand ou SA) du NSDAP d'Adolf Hitler pour y continuer leur action politique « *armée* » - comme le Freikorps Rossbach bien que la plupart rejoigne plutôt une autre milice de droite, le Stahlhelm, Bund der Frontsoldaten.

Rudolf (Walter Richard) Hess, représentant officiel auprès du parti nazi (chef de la chancellerie du NSDAP)

Heinrich Himmler, maître absolu de la SS , chef de la police allemande, dont la Gestapo et, à partir de 1943, ministre de l'Intérieur du Reich, commandant en chef de l'armée de réserve de la Wehrmacht,

Rudolf (Franz Ferdinand) Höss, un officier SS qui occupa une fonction de premier plan dans le génocide des Juifs d'Europe. (Article réalisé à partir de fr.wikipedia.org)

Vive le SPD, vive la social-démocratie, vive le PS et vive Hollande !

A l'adresse des sionistes. Entre vous, ce serait dommage de vous en passer, vous seriez frustrés et vous y perdriez votre identité.

- Israël : faut-il interdire de se traiter de "*nazi*" ? - LePoint.fr

C'est aussi valable pour BHL et toute la clique des sionistes qui publient des chroniques dans Le Point.

Ils sont déjà tellement complexés, frustrés, aigris, belliqueux, haineux, imaginez un instant qu'on leur enlève cette occasion de se défouler entre eux et ils risqueraient de rejouer la Shoah avec ce qui reste des vrais juifs ou sémites et d'atomiser le Moyen-Orient, les Perses avec !

1914-2014. Non, Hollande ne vous a pas "***trompé***".

- François Hollande, président libéral : C'est la saignée - Paule Mason - Global Research 17.01

- Le ver était dans le fruit dès 2012. François Hollande, candidat du « *changement maintenant* », savait qu'une fois élu, il serait le président de gauche qui propulserait l'économie du pays dans une nouvelle fuite en avant libérale.(…) Il sera, pour la deuxième partie de son mandat, le président du Medef, même pas un président social-libéral, un président libéral tout court.

(Le président du PS élu fait la politique qui correspond au stade de la crise du capitalisme ou poursuit celle de son prédécesseur en l'amplifiant, rien de plus normal. Il fallait ne rien avoir appris des expériences antérieures pour s'attendre à autre chose ou ne pas l'intégrer dans sa stratégie politique avant mai 2012 et il aurait fallu prévenir les travailleurs de ce qui les attendaient s'il était élu. - ndlr)

- Touche par touche, il a multiplié les ruptures avec sa famille politique...

(Erreur, elle était consommée depuis des lustres. On ne peut pas laisser dire une telle contrevérité. - ndlr)

- François Hollande assume, pour la première fois, une « *politique de l'offre* », traditionnellement défendue par la droite la plus dure.

(Le PS la défendait quand il était dans l'opposition parlementaire. Précision : la distinction entre la majorité ou l'opposition parlementaire a autant de signification de nos jours qu'entre la droite et la gauche. - ndlr)

- Il y a franchement de quoi rester interdit devant tant de tromperies.

(Non, ne voulaient pas voir ou ne prétendaient pas savoir ce qui allait se passer ceux qui le voulaient bien ou y trouvaient leurs intérêts. Ce sont ceux qui n'ont pas dit la vériité aux travailleurs qui sont coupables de "*tromperie*", Hollande n'a cessé de tenir un double discours, vous l'auriez déjà oublié, pas nous. - ndlr)

- Combien d'électeurs et de militants socialistes rongent leur frein, n'osent pas dire, pour ne pas nuire, par peur du pire ? Combien d'entre eux attendaient un deuxième temps de mandat qui devait développer des politiques de redistribution ?

(De quels électeurs s'agit-il ? Des couches supérieures de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels, de certaines couches de la petite bourgeoisie, de la classe moyenne qui sont traditionnellement épargnés par le parti qui gouverne

pour assurer la stabilité du régime, ils sont les cocus dans cette affaire, ils vont voir leur niveau de vie reculer ou stagner, mais ils disposent encore de quoi vivre confortablement malgré les mesures annoncées, ce sont les couches inférieures ou les plus mal loties des exploités qui vont le plus souffrir, alors qu'ils sont les plus faiblement organisées, les moins bien défendues et représentées par les partis ouvriers et les syndicats qui les abandonneront une fois de plus à leur triste sort, cela aussi c'est écrit ou parfaitement connu. - ndlr)

L'article se terminait en disant qu'il existe une "*gauche qui ne renonce pas*", c'est vrai des travailleurs et de nombreux militants qui tentent de résister, mais on cherchera en vain un parti qui incarne une issue politique conforme à leurs intérêts et qui pourrait leur inspirer confiance au moment où ils font la démontration que pas un n'entend défendre la liberté d'expression ou nos droits politiques après l'attaque frontale de Hollande-Valls dont ils viennent de faire l'objet. Il y a des indices qui ne trompent pas.

Le fascisme international. (IV° Congrès de l'Internationale Communiste -1922)

La politique offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, telle qu'elle se manifeste de la manière la plus éclatante dans le fascisme international, est dans le plus étroit rapport avec l'offensive du capital sur le terrain économique. Etant donné que la misère accélère l'évolution de l'esprit des masses dans un sens révolutionnaire, processus qui englobe les classes moyennes y compris les fonctionnaires, et ébranle la sécurité de la bourgeoisie qui n'a plus dans la bureaucratie un instrument docile, les méthodes de contraintes légales ne suffisant plus à la bourgeoisie. C'est pourquoi elle s'applique partout à créer des gardes blanches spécialement destinées à combattre tous les efforts révolutionnaires du prolétariat et qui servent en effet le plus en plus à écraser les tentatives du prolétariat pour améliorer sa situation.

Le trait caractéristique du fascisme italien, du fascisme « classique », qui a conquis pour un temps tout le pays, consiste en ce que les fascistes non seulement constituent des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires et armées jusqu'aux dents, mais encore essaient par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses, dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat, en utilisant adroitement pour leurs buts contre-révolutionnaires les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie.

Le danger du fascisme existe maintenant dans beaucoup de pays en Tchécoslovaquie, en Hongrie, dans presque tous les pays balkaniques, en Pologne, en Allemagne (Bavière), en Autriche, en Amérique et même dans des pays comme la Norvège. Sous une forme ou sous une autre, le fascisme n'est pas impossible non plus dans des pays comme la France et l'Angleterre.

Une des tâches les plus importantes des Partis Communistes est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique ; les méthodes illégales sont ici absolument indispensables.

Mais la folle équipée fasciste est le dernier atout de la bourgeoisie. La domination ouverte des gardes blancs est dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise. Les plus grandes masses du peuple travailleur se persuadent de plus en plus du fait que la domination de la bourgeoisie n'est possible que par une dictature non déguisée sur le prolétariat. Fin.

En janvier 2014 en France, c'est Valls qui a pris la tête de cette "*dictature non déguisée sur le prolétariat*" sans rencontrer la moindre résistance de la part du mouvement ouvrier, mieux avec son soutien ou sa neutralité.

Dictature qui s'installa tranquillement depuis Maastricht sous Mitterrand, qui fut consolidée sous Chirac puis Sarkozy par l'UMP et le PS qui adoptèrent le traité de Lisbonne, renforcée par Hollande dès son arrivée au pouvoir en adoptant le TSCG, et amplifiée par Valls qui vient d'ouvrir la voie à la remise en cause des derniers droits politiques qui restaient au prolétariat ou les partis qui sont censés le représenter, en s'octroyant le droit d'interdire la tenue d'un meeting ou une réunion publique pouvant porter "*atteinte à la cohésion nationale*" ou à la "*dignité humaine*".

Le mouvement ouvrier n'étant même pas capable de réagir à une attaque d'une telle gravité contre nos droits démocratiques, on voit mal comment il pourrait se rassembler pour lutter contre le fascisme...

Un article que nous refusons de publier.

- *Afrique du Nord : entre unité et appétits monarchiques* - Ahmed Halfaoui - legrandsoir.info 15.01

- ...aucun État n'a les moyens de préserver ses acquis...

- ... Le principe (de) l'Union du "*Maghreb arabe*", puisqu'il faut l'appeler ainsi, doit (...) inaugurer une dynamique de fusion en un seul et grand territoire, où tous vivraient en harmonie.

Sans remettre en cause au préalable les régimes en place ? Comme en Europe quoi, pire avant de passer entièrement sous la

coupe de l'UE, trop peu pour nous ! A croire qu'il s'agit d'un agent de la Commission Trilatérale.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le néolibéralisme assumé, "***gravé dans le marbre***"

- Aux Pays-Bas, Hollande confirme son tournant libéral - LeFigaro.fr

... le tournant «*libéral*» du quinquennat a donc été entériné lundi à La Haye avec la signature d'une déclaration commune entre les deux pays. On peut notamment y lire que la France et les Pays-Bas «*soulignent l'importance d'approfondir le marché unique de manière à stimuler la croissance et l'emploi au bénéfice des consommateurs et des entreprises*».

Voici donc le socialisme de l'offre à la française gravé dans le marbre d'un accord diplomatique avec la Hollande. Après les encouragements de l'Allemagne, François Hollande a donc logiquement reçu ceux des Pays-Bas dispensés par le premier ministre libéral Mark Rutte. «*Ce sont des réformes qui vont dans le bon sens*», a-t-il salué lors d'une conférence de presse commune. Alors qu'il s'apprête à lancer son «*pacte de responsabilité*», François Hollande a pour sa part vanté la culture du compromis qui imprègne les Pays-Bas. «*Je pense que c'est un bon modèle, a assuré le chef de l'État. En tout cas, il a fait ses preuves*.» LeFigaro.fr 20.01

Je crois qu'on va demander une entrevue au monarque pour lui expliquer les méfaits du néolibéralisme, car il l'ignorerait le malheureux. Il faut vraiment être animé par une crasse ignorance ou une mauvaise foi sans fond pour entreprendre une telle démarche, s'en foutre ou ne pas être directement concerné par ses conséquences, c'est grotesque.

On ne vous le fait pas dire.

Vous avez raison monsieur Bartolone, Valls et ses semblables sont des "*salopards*", c'est "*dégueulasse en terme démocratique*" le comportement qui consiste à sortir une phrase de son contexte pour ensuite accuser son auteur.

- Bartolone (PS) s'en prend aux "*salopards*" qui ont publié la vidéo de la bagarre de Hammadi - L'Express.fr 19.01

Une vidéo publiée sur Youtube montre Razzy Hammadi impliqué dans une bagarre et proféré des insultes. Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, a volé au secours du candidat aux municipales de Montreuil.

"*Là-dessus aussi on voit ce que peut représenter Internet dans une campagne électorale. Ce sont des salopards ceux qui l'utilisent comme ça sans donner l'ensemble des explications.*" Le président de l'Assemblée nationale a estimé "*ce genre de comportement*" comme "*dégueulasse en terme démocratique*" L'Express.fr 19.01

Parole d'internaute.

1- "*Quel beau pays la FRANCE ... le pays où l'on peut rire des Jaunes, des Noirs, des Blancs, des Arabes , des petits, des gros, des cul-de-jatte... et des borgnes, et j'en passe... mais surtout, surtout pas des Juifs, qu'on se le dise !*"

2- "*Le Conseil d'Etat, était la plus haute instance administrative, plus maintenant...*"

C'est le Crif !

Les zélés laquais de Washington et Tel-Aviv veillent.

- Paris interdit le survol de son territoire à la délégation syrienne - LePoint.fr 20.01

La Syrie a affirmé lundi que les autorités françaises avaient interdit le survol de leur territoire à l'avion devant transporter mardi sa délégation à la Conférence de paix de Genève II, selon une source officielle à Damas.

"*La France a refusé à l'avion qui devait transporter mardi notre délégation de traverser son espace aérien, ce qui prouve qu'elle fait tout son possible pour faire échouer la Conférence de Genève*", a affirmé à l'Agence France-Presse un haut responsable au ministère syrien des Affaires étrangères.

"*Les autorités syriennes examinent toutes les possibilités pour que leur délégation arrive à temps en Suisse*", a ajouté cette source. LePoint.fr 20.01

Une sénatrice PS dénonce le racisme primaire de son parti.

- Bariza Khiari, sénatrice socialiste dénonce le racisme primaire du PS - french.irib.ir 20.01

Bariza Khiari, élue de Gauche, sénatrice et vice-présidente du Sénat, dénonce le racisme primaire au sein de son parti. Invitée de la chaine radio Beur Fm, elle affirme qu'au sein de son parti on lui a dit " *avec un nom comme le tien tu vas plomber la liste.*" Elle se fait insulter selon elle de "*gauche tajine*", insulte qu'elle juge "*ethnicisante*". D'ailleurs, elle a porté l'affaire auprès de la Commission des conflits du parti.

Depuis l'arnaque et la récupération des mouvements des "*beurs*" via S.O.S racisme, les musulmans de France ont bien compris que le P.S était sans doute l'un des partis les plus islamophobes de France. Certains semblent le découvrir aujourd'hui et c'est tant mieux. Terra Nova qui annonçait un report systématique des voix des jeunes musulmans vers les listes du Parti Socialiste, a décidément du souci à se faire. Il semble qu'on se dirige de plus en plus vers le boycott du PS. french.irib.ir 20.01

Le mépris du travail vaut tout juste une ordonnance.

- Réforme des prud'hommes: le débat parlementaire reporté au printemps - AFP

Le gouvernement a décidé de reporter au printemps, après les municipales, le débat parlementaire sur la réforme prud'homale contestée qui supprime l'élection au suffrage direct des conseillers prud'homaux, en la dissociant du projet de loi sur la formation professionnelle.

Le gouvernement a estimé que les parlementaires avaient besoin "*de plus de temps*" pour l'examen de cette réforme, a indiqué à l'AFP le ministère du Travail.

Pour les prud'hommes, le gouvernement demande l'autorisation de légiférer par ordonnance pour fixer de nouvelles modalités de désignation des quelque 14.500 juges prud'homaux. AFP 20.01

Après les municipales parce que les syndicats soutiennent les candidats du PS ou du PCF. Laissons-les faire leur bonne action, corrompus, un peu plus discrédité ils seront encore plus inaudibles par la suite, ce dont leurs dirigeants se foutent bien, jusqu'à une certaine limite certes, mais qui dans la situation est loin d'être atteinte puisqu'on n'a pas observé à ma connaissance que des centaines de milliers ou des millions de travailleurs se précipitaient pour adhérer à un syndicat.

Bon, allez, ils vont s'arranger entre eux, cela garantira une rente aux appareils syndicaux vendus, institutionnelle s'il vous plaît, indépendance de l'Etat oblige.

Quand ils seront 170, ils auront atteint leur objectif.

- Les 85 plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres - La Tribune

- Les disparités ont augmenté avec la crise - Liberation.fr

Près de la moitié des richesses mondiales sont détenues par 1 % de la population. Des chiffres qui rappellent que les 85 personnes les plus riches possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres. Ce 1 % de plus riches a augmenté sa part de revenus dans 24 des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles entre 1980 et 2012. Près de 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des trente dernières années.

En Chine, au Portugal et aux États-Unis, les 1% les plus riches ont plus que doublé leur part de revenus depuis 1980. Même dans les pays réputés plus égalitaires comme la Suède et la Norvège, la part de revenus allant aux 1% les plus riches a augmenté de plus de 50%.

Pour expliquer ce creusement des inégalités, l'ONG Oxfam pointe la dérèglementation financière, les systèmes fiscaux biaisés, l'évasion fiscale, mais également les mesures d'austérité, les politiques défavorables aux femmes et la confiscation des recettes issues du pétrole et de l'extraction minière. Le rapport indique :

Sans une véritable action pour réduire ces inégalités, les privilèges et les désavantages se transmettront de génération en génération, comme sous l'Ancien régime. Nous vivrons alors dans un monde où l'égalité des chances ne sera plus qu'un mirage.

La Tribune et Libération.fr 20.01

En complément. Ils en rajoutent

- Londres supprime les aides au logement pour les chômeurs de l'UE - Reuters

Conditionnement et manipulation de la réalité. Avec des si, qu'est-ce qu'on ne ferait pas ?

- Egypte: 98% de oui au référendum constitutionnel, le pouvoir crie victoire - AFP

Avec 38,6% de votants, une participation supérieure au référendum constitutionnel de 2012 lorsque M. Morsi était au pouvoir (32,9%), cette consultation pave la voie vers la présidence au très populaire homme fort du pays, le général Abdel Fattah al-Sissi, qui avait lié son sort à la participation au scrutin.

Le référendum, organisé mardi et mercredi, avait donc pris la forme d'un plébiscite, la nouvelle Constitution ne différant que très peu de celle de 2012, et la plupart des votants interrogés lors du scrutin avouant ne l'avoir pas lue.

La grande majorité des électeurs rencontrés dans les files d'attente au Caire ne cachaient d'ailleurs pas qu'ils votaient "*oui pour Sissi*" et "*non aux Frères musulmans*".

"*Toutes les routes mènent Sissi à la présidence de la République*", écrivait en une samedi le journal officiel Al-Akhbar.

Le référendum est la première étape de la "*transition démocratique*" promise dès le 3 juillet, qui doit se poursuivre avec des législatives et une présidentielle courant 2014. AFP 18.01

Deux scoops !

- Dépistage du cannabis au lycée ? Inefficace selon Vincent Peillon - Liberation.fr

Le cannabis au lycée, c'est «*un problème de santé publique*», a pointé hier le ministre de l'Education nationale.

Il y a les chiens renifleurs, il en faudrait trop, impossible. Sinon, il y a la fouille au corps, mais là il faudrait mobiliser en permanence dans chaque établissement au moins deux flics, un mâle et une femelle pour palper les bêtes, impossible, à moins d'opter pour un flic gay ou lesbienne qui l'afficherait sur son casque. Il y a encore les détecteurs de dope, mais là c'est pareil, le coup serait exorbitant pour l'Etat, il en existe dans certains aéroports aux Etats-Unis je crois. Reste une solution, les gosses se désapent quand ils rentrent dans le lycée et ils passent un uniforme, genre à rayures, au choix verticales ou horizontales, ou alors kaki, ensuite il suffirait de faire les poches de leurs vêtements personnels pendant qu'ils sont en cours et le tour est joué, les criminels n'auront même pas besoin de se changer pour rejoindre leur nouvelle demeure, génial, non ?

Allez, le cannabis sera légalisé à très brève échéance et les caniches français suivront comme ils l'ont fait pour le mariage homosexuel...

- Obama estime que fumer du cannabis n'est pas plus dangereux que de boire de l'alcool - AFP

"*Je ne pense pas que ce soit plus dangereux que l'alcool*", a-t-il déclaré dans une interview exclusive au magazine The New Yorker publiés dimanche. (Il balance cela d'un air détâché, il s'en fout, le cannabis sera bientôt légalisé. - ndlr)

Le président a précisé avoir averti ses deux filles Sasha et Malia, que "*c'était une mauvaise idée, une perte de temps et pas très sain*" de fumer du cannabis. (Pas un drame ou un crime quoi. - ndlr)

Selon Obama, "*les gosses de la classe moyenne ne se retrouvent pas en prison pour avoir fumé de l'herbe, mais les enfants pauvres si*".

"*Et les enfants d'origine afro-américaine et les latinos sont plus souvent pauvres et ont moins la chance d'avoir les ressources et le soutien nécessaires pour éviter des pénalités très sévères et non-méritées*", a encore noté le président. (Les Etats-Unis ne sont donc pas une démocratie, un aveu. -ndlr)

Il a ainsi salué la récente décision du Colorado et de l'Etat de Washington de légaliser la marijuana, ajoutant : "*il est important pour une société de ne pas avoir une situation dans laquelle une grande partie des gens ont à un moment ou un autre enfreint la loi et que seulement une petite partie est punie pour cela*".

Néanmoins, "*ceux qui affirment que légaliser la marijuana est la panacée et que cela va résoudre tous les problèmes sociaux, je pense qu'ils exagèrent probablement*", a encore estimé le président américain. AFP 19.01

Disons que cela fera bien votre affaire de pourrir un peu plus la jeunesse surtout qu'elle est la plus fragile et sans défense ou presque, quelle hypocrisie !

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier. Chasse aux sorcières, l'escalade, les réacs se lâchent, suite.

Haro sur la jeunesse !

- Un député propose de rendre obligatoire le dépistage de drogue au lycée - L'Express.fr

Il a eu le tort d'afficher ses bonnes relations... avec Poutine !

- L'inter-LGBT réclame la suspension de Jean-Claude Killy - LeMonde.fr

Les bonnes relations de Hollande et Fabius avec les barbares de Riad et Doha qui criminalisent l'homosexualité ne les gêne pas vraiment, on comprend...

Quand une provocation répond à une provocation minable

- Un "*anti-Hollande*" interpellé pour un dirigeable en forme de quenelle - Le Nouvel Observateur

Le leader du mouvement citoyen "*Hollande Démission*" gonflait un dirigeable de 6 mètres de long. Il a été placé en garde à vue pour incitation à la haine raciale. Le Nouvel Observateur 19.01

Dommage que le ridicule ne tue pas, les sionistes n'auraient plus à se traiter de nazis entre eux.

Le néovitalisme passe à l'attaque.

- "*Jamais plus*" : les défenseurs du droit à l'avortement étaient (aussi) dans la rue - L'Express.fr

En famille au PS. Encore une campagne qui tombe à point nommé.

- Une campagne pour lutter contre l'inceste diffusée ce mardi sur Internet - 20minutes.fr

"*Pour la plupart des victimes qui évoquent des faits très anciens*", "*52% évoquent des faits qui remontent à l'enfance*"... 20minutes.fr 20.01

Le Collectif Féministe Contre le Viol s'est constitué en 1985 dans la région parisienne pour réagir contre les viols commis dans les lieux publics devant des témoins passifs. Le 8 mars 1986, grâce à l'appui financier du Ministère des Droits des Femmes, le CFCV a ouvert une permanence téléphonique. (source : cfcv.asso.fr)

Mars 1986, donc sous Mitterrand.

Toute référence au père ou à la mère, à la famille doit disparaître au profit de la société sous l'emprise du marché...

- Vers la disparition du "*bon père de famille*" dans le droit français ? - LePoint.fr -

Des élus d'Europe Écologie-Les Verts ont déposé un amendement à la loi sur l'égalité homme-femme pour supprimer ce terme, qui apparaît selon eux "*quinze fois*" dans les codes en vigueur.

Dans le droit, le "*bon père de famille*" correspond à un individu abstrait, "*prudent et diligent, attentif, soucieux des biens et/ou des intérêts qui lui sont confiés comme s'il s'agissait des siens propres*". Le dictionnaire (Hachette) définit l'expression par "*avec la sagesse, l'esprit d'économie qu'un père de famille est censé représenté*". LePoint.fr 20.01

Père de famille, quelle expression détestable, il faut le faire disparaître ! Et la mère ? Aussi. Que restera-t-il alors ? L'idéologie néolibérale est la négation de tous les rapports sociaux, leur liquidation totale est indispensable pour passer à une dictature mondiale composée de serfs ou d'esclaves asexués, impersonnels, sans identité, sans passé, sans histoire, sans droits, et d'une élite d'oligarques et d'intellectuels à leur service disposant de la totalité des pouvoirs.

Chasse à l'homme, une espèce menacée d'extinction.

- Municipales: Les hommes dominent parmi les adjoints des villes moyennes - AFP

Le voile de l'illusion ne protège pas toujours.

- Une mère voilée, interdite de sortie scolaire, dépose une recours - Liberation.fr

62% de 74% = 45,88%, merde, cela ne fait toujours pas une majorité !

- Pacte de responsabilité: les Français ne font pas confiance à Hollande et aux entreprises - Liberation.fr

- Pacte de responsabilité : 74% des Français sceptiques - Le Nouvel Observateur

- Sondage : pour 62% des Français, l'UMP doit soutenir le pacte de Hollande - LeParisien.fr

Dans le prochain sondage ils auront enfin trouvé les 4,12% manquant !

Encouragés par Hollande-Fabius, ils se font mercenaires de l'Etat salafo-takfiri français ...

- L'alarmant afflux de djihadistes français vers la Syrie, dont des mineurs - 20minutes.fr

Par la suite, cela leur permettra d'alimenter une nouvelle campagne islamophobe ou soi-disant contre le racisme une fois légitimée par le PS la pire idéologie criminelle à notre époque. Plus cynique, tu meurs ! C'est le PS, quoi.

Et que vivent les paradis fiscaux !

- Bercy sort les Bermudes et Jersey des paradis fiscaux - LeMonde.fr

La présidente PS de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée, Elisabeth Guigou, et le rapporteur général PS du budget à l'Assemblée, Christian Eckert... LeMonde.fr 20.01

Elisabeth Guigou membre de la Commission Trilatérale qui lutte pour un nouvel ordre mondial.

Un pas en avant, un pas en arrière, cela ne coûte rien...

- Mélenchon : "*le groupe Front de gauche votera contre la confiance*" au gouvernement - Le Nouvel Observateur

Le PS s'en fout il a la majorité absolu...

- Municipales : Mélenchon fait «*un pas*» vers le PCF - LeParisien.fr

Un "*pas*" utile à la stabilité du régime... vers la mangeoire

Pour rappel, la mangeoire est l'auge destinée à contenir les aliments de certains animaux domestiques.

Pas de bol décidément !

- L'emploi ne profite pas de la faible reprise économique, selon l'OIT - AFP

- Le nombre de chômeurs dans le monde continue d'augmenter - LeMonde.fr

- Reconversion professionnelle : comment débuter et s'épanouir dans son nouveau métier - Francetv info

Par exemple, il faudrait peut-être commencer par là :

- Faut-il dynamiter les diplômes? - L'Express.fr

Vous pouvez aussi les privatiser, les individualiser pour les plastiquer...

La Françafrique a une nouvelle représentante.

- Hollande : "*La France est aux côtés de la nouvelle présidente centrafricaine* " - LePoint.fr

- Fabius : la nouvelle présidente centrafricaine est "*une femme remarquable*" - LePoint.fr

- Centrafrique: l'UE approuve une opération militaire européenne - L'Express.fr

Grande manoeuvre à la veille de la Conférence de Genève II. L'ONU soumis à l'impérialisme américain.

Le contexte.

L'Iran, allié du régime de Damas, n'a jamais pris position en faveur du communiqué de Genève I, qui appellait à une transition politique en Syrie.

Riyad alimente depuis trois ans les pires terroristes du monde -takfiris- en Syrie et n'a lésiné sur aucun moyen pour faire prolonger le bain de sang dans ce pays. des milliers de saoudiens jihadistes combattent actuellement l'armée et l'Etat syrien.

Admirez le timing.

- Genève II : Washington attend le retrait de l'invitation de l'ONU à l'Iran - Liberation.fr - il y a 18 heures

- Syrie : L'opposition boycottera Genève 2 si l'Iran est invité - Le Nouvel Observateur - il y a 16 heures

- Syrie : Bachar el-Assad envisage un nouveau mandat - LePoint.fr - il y a 16 heures

- Syrie - Fabius : Téhéran doit accepter explicitement la création d'un gouvernement de transition - LePoint.fr - il y a 16 heures

- Syrie : Al-Assad accuse la France d'être "*un pays vassal*" du Qatar et de l'Arabie saoudite - Francetv info - il y a 15 heures

- La Russie estime que l'absence de l'Iran à la conférence sur la Syrie serait une "*erreur impardonnable*" - LePoint.fr - il y a 14 heures

- Paris interdit le survol de son territoire à la délégation syrienne - LePoint.fr - il y a 13 heures

- L'Iran accepte de participer à la conférence sur la Syrie - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie : Riyad rejette une participation de l'Iran à Genève II - LePoint.fr - il y a 12 heures

- L'Onu renonce à inviter l'Iran à "*Genève II*" - Reuters - il y a 3 heures

- Syrie : le régime accusé de torture à grande échelle - LeMonde.fr -il y a 3 heures

Sauf revirement de dernières minutes cette conférence sera un échec, les Américains et leurs alliés exigent le départ d'Assad, et le président syrien a affirmé qu'il ne quitterait pas le pouvoir. A suivre.

Qui espionne, conspire, complote ?

- Obama prévient que la NSA va continuer à espionner les étrangers - LeMonde.fr

Le renseignement américain "*va continuer à s'intéresser*" aux gouvernements étrangers - Lexpress.fr

Réponse à la question du titre : ceux qui dénoncent les agissements de la NSA, d'Obama...

Stratégie du chaos

- Des attentats aux JO de Sotchi ? C'est ce que promettent des islamistes du Caucase - LePoint.fr

- Ukraine. Les manifestations "*dégénèrent en troubles massifs*" - Le Nouvel Observateur

- Une série d'attentats fait 24 morts à Bagdad - Reuters

- Double attentat à la frontière syro-turque, 10 morts - Reuters

- Pakistan: attentat près du QG de l'armée, au moins 13 morts - AFP

- Yémen: 22 morts en 48 heures dans des combats entre chiites et tribus - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

- "*Le monde de l'Islam doit se dresser contre le wahhabisme takfiri*" (Assad) - french.irib.ir

S'adressant à la délégation russe, le Président syrien, Bachar al-Assad, a mis l'accent sur la nécessité de résister, fermement, devant les agissements des groupes terroristes takfiris, avec, en parallèle, la formation d'une coalition internationale, pour la lutte et l'annihilation du terrorisme, ainsi que d'une coalition islamique contre le Wahhabisme, a-t-on appris, il y a quelques heures, de la télévision syrienne.

"*Actuellement, ce qui envenime les relations entre les religions, c'est le Wahhabisme takfiri*", a affirmé Bachar al-Assad. Selon une autre information, le secrétaire général de la Ligue arabe devra se rendre, demain, en Suisse, pour participer à la Conférence Genève II sur la Syrie, qui devra avoir lieu le 22 janvier. Par ailleurs, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, a accueilli, favorablement, la décision des opposants syriens de participer à la Conférence Genève II sur la Syrie, censée mettre fin à la guerre de 3 ans, dans ce pays. french.irib.ir 19.01

2- Inde

Stand up, get up, stand up for your right !

Inde: le chef de l'exécutif de Delhi entame un sit-in contre l'action de la police - AFP

Le responsable de l'exécutif de la ville de New Delhi, un militant anticorruption ayant remporté les élections de la capitale en décembre, a entamé un sit-in lundi dans la capitale, entouré de plusieurs centaines de ses partisans, pour protester contre les défaillances de la police.

Arvind Kejriwal, qui s'est dit "*anarchiste*", affirme être prêt à manifester pendant dix jours près du ministère de l'Intérieur pour obtenir une réforme de la police, son action intervenant à quelques jours des célébrations du "Republic Day" qui célèbre la constitution de la République indienne le 26 janvier 1950.

"*Nous sommes ici pour les chauffeurs, les vendeurs de rue et tous ceux qui doivent payer des pots-de-vin à la police*", a dit M. Kejriwal dans un discours prononcé depuis un podium de fortune.

"*Certains disent que je suis un anarchiste qui crée le désordre. Oui, je suis un anarchiste, je suis d'accord avec cela*", a-t-il scandé.

"*Mais aujourd'hui chaque foyer connait cette anarchie, tout est si cher que personne ne peut joindre les deux bouts. Et les femmes ne sont pas en sécurité*", a-t-il ajouté.

Le ministre en chef de Delhi réclame en particulier de contrôler la police de la capitale, qui est actuellement dirigée par l'Etat. AFP 20.01

Les Indiens fuient la police littéralement, ils baissent la tête ou regardent ailleurs quand ils passent devant. Moi je les toise ou je les envoie chier, je peux me permettre, j'ai un statut supérieur, je suis Blanc, l'inverse de la France de Valls, et puis je suis réputé être rompu à la démocratie, sans rire ! Assez rigolé, il faut quand même se méfier, ils ont des réactions imprévisibles. Depuis 1996, pas un ne m'a demandé mes papiers, quelle démocratie l'Inde quand même, j'en tombe à la renverse !

3- Liban

3.1- Liban contre Israël - french.irib.ir 20.01

L'armée libanaise a renforcé les mesures de sécurité, le long des frontières du Sud avec la Palestine occupée, pour écarter les agressions israéliennes, qui, d'ailleurs, se sont intensifiées, contre le Liban.

Alors que des unités de l'armée de terre du régime sioniste se sont infiltrées, à l'intérieur du territoire libanais, et tandis que les chasseurs israéliens continuent de survoler les régions du Sud du Liban, l'armée libanaise a fait appel, depuis hier, à des renforts en effectifs militaires et au renforcement des mesures de sécurité, le long des frontières du Sud du Liban avec la Palestine occupée.

Dans le même temps, les sources libanaises ont fait part, il y a 2 jours, de la découverte de plusieurs nouveaux sites d'espionnage israéliens, à l'intérieur du Liban. Tandis que l'armée libanaise tente d'assurer la sécurité du Sud, le Président Michel Sleimane et le ministre des Affaires étrangères libanais, Adnan Mansour, ont, tous les deux, condamné les agissements militaires et l'espionnage israéliens. Ils ont, également, demandé aux instances internationales, notamment, le Conseil de sécurité de l'ONU, de prendre des mesures pratiques, susceptibles d'enrayer la poursuite des agressions israéliennes contre le Liban.

L'armée libanaise a, plus d'une fois, reproché à la Force intérimaire des Nations Unies, au Liban, (FINUL), son inaction, face aux espionnages et aux agissements militaires d'Israël. Le renfort militaire et sécuritaire, sur les frontières du Sud du Liban, montre que l'armée libanaise s'est préparée à riposter à tout aventurisme de l'armée du régime sioniste. french.irib.ir 20.01

3.2- Les israéliens détruisent leurs équipements d'espionnage au Sud du Liban - french.irib.ir 20.01

Les sources libanaises ont détruit les équipements d'espionnage à Al-Adissa au Sud du Liban. Selon l'agence Tasnim qui cite la chaîne Al-Manar, 20 militaires israéliens sont arrivés dans la région controversée d'Al-Adissa, pour détruire les équipements d'espionnage que les occupants y avaient déposés. Dans le même temps, l'armée libanaise et les militaires du régime sioniste se sont mis en état d'alerte depuis ce lundi matin tout au long de l'axe Maskaf-Al-Adissa. french.irib.ir 20.01

SOCIAL

France

1- Grève chez Sanofi: les départs de médicaments toujours bloqués à Marly - AFP

Les sorties de médicaments du site Sanofi de Marly-la-Ville (Val-d'Oise) étaient de nouveau bloqués lundi par des salariés protestant contre la politique du groupe pharmaceutique en matière de salaires et d'emplois, a-t-on appris lundi de source syndicale.

"*Les grévistes ont repris le filtrage de colis, à l'exception des colis urgents. Les revendications demeurent*", a indiqué à l'AFP Thierry Bodin, représentant de la CGT, majoritaire sur ce site.

La direction a confirmé qu'"*environ 25 personnes bloquent toujours Marly-la-Ville*".

"*Sanofi a pris la décision d'organiser la libération des commandes à destination des hôpitaux et grossistes depuis cette plateforme, pendant le week-end*", précisait la direction dans un communiqué.

Un porte-parole a affirmé qu'il n'avait pas été fait appel aux forces de l'ordre, évoquant un "*déblocage par des salariés non grévistes volontaires*", "*sans incident*".

Selon Thierry Bodin, des assemblées générales sont organisées lundi sur tous les sites pour décider d'une journée nationale d'action. La CGT et Sud Chimie du site de Toulouse ont d'ores et déjà appelé les salariés à une demi-journée de grève et à un rassemblement à la mi-journée. Pour les syndicats, "*la direction attaque la masse salariale par tous les côtés*". Le site de Toulouse, consacré à la recherche et au développement, est en outre touché par un plan de restructuration du groupe pharmaceutique dans la recherche et le développement.

Ce plan prévoit la suppression nette de 186 postes en France sur près de 5.000 d'ici à 2015. A Toulouse, seuls 364 postes sur 617 doivent être maintenus dans trois nouvelles entités appelées à devenir autonomes d'ici 5 ans.

Des débrayages et des blocages de sites ont débuté mardi dans toute la France afin d'obtenir "*une augmentation collective substantielle pour tous*", "*un engagement de maintien des sites, des activités et des emplois*" et "*la résorption de la précarité*".

La direction a indiqué que "*2% d'augmentations individuelles*" seront accordés en 2014, soit une hausse "nettement supérieure" à l'inflation constatée en 2013.

Ce mouvement intervient alors que deux syndicats, la CFDT et la CFTC, ont donné leur accord aux mesures d'accompagnement d'un plan de restructuration prévoyant plus de 450 transferts et la suppression nette de 186 autres postes. AFP 20.01

A retenir, comme ci-dessous à la Redoute des actions bidons pour décourager et démobiliser les salariés, on ne change pas de tels dirigeants syndicaux... Sanofi première ou seconde entreprise capitalisée du CAC40, d'énormes profits, tiens on n'entend plus parler du combat contre les suppressions d'emplois boursiers, c'était une blague...

2- Les salariés de la Redoute débraient pendant trois heures - Le Monde.fr 20.01

« *Entre 300 et 400 personnes se sont rassemblées à Tourcoing-5, puis on est venus en cortège de voitures jusqu'au siège, à Roubaix, où avait lieu ce matin la première réunion sur les mesures sociales du projet* », a déclaré Fabrice Peeters, délégué syndical Confédération générale du travail (CGT).

«*Entre-temps, les syndicats avaient décidé de quitter la négociation au motif que la direction de Kering refusait de s'engager à garantir l'avenir de l'ensemble des salariés, et ce sur la durée, et se contentait de vouloir dérouler les mesures d'un plan de suppression d'emplois* », a expliqué la CGT dans un communiqué. Les salariés grévistes sont alors « *rentrés pour interpeller la représentante du groupe Kering* » et la direction de La Redoute, ajoute la CGT.

« *On les a interpellés sur le fait que notre préalable à toute discussion sur les mesures sociales, c'est que tous les salariés de La Redoute soient intégrés dans ces mesures* », a expliqué M. Peeters.

« *Donc, on veut absolument qu'il y ait des garanties pour les salariés, même ceux qui sont amenés à rester dans l'entreprise* », a-t-il ajouté. Lors d'une assemblée générale à la mi-journée, les salariés ont acté le principe d'une « *grosse manifestation sur Lille dans le courant de la semaine prochaine* », a conclu M. Peeters, qui n'était pas encore en mesure d'en communiquer la date.

Les futurs repreneurs de La Redoute, l'un des leaders français de la vente à distance, ont annoncé un plan sur quatre ans de suppression de 1 178 postes parmi les 3 437 existant en France et à l'étranger. Le Monde.fr avec AFP 20.01

A retenir, le délégué syndical qui dit "*on veut absolument qu'il y ait des garanties pour les salariés, même ceux qui sont amenés à rester dans l'entreprise*", autrement le sort de ceux qui doivent dégager est déjà scellé et il n'est pas question de revenir dessus, c'est cela le syndicalisme d'accompagnement, non ?

ECONOMIE

1- Argentine

-L'Argentine va faire une offre au Club de Paris sur sa dette - Reuters

L'Argentine va soumettre au Club de Paris une offre de renégociation portant sur environ 9,5 milliards de dollars (7,0 milliards

d'euros) de dettes qu'elle doit encore au groupe de pays créanciers, a-t-on appris lundi de source argentine.

Les discussions sur ces dettes, dont Buenos Aires a cessé le service depuis son défaut en 2002, sont au point mort depuis des années.

A eux deux, l'Allemagne et le Japon détiennent environ 60% des créances concernées.

"*Nous allons faire une offre*", a dit la source argentine à Reuters avant une réunion de représentants du Club de Paris avec une délégation argentine conduite par le ministre de l'Economie, Axel Kicillof, dans la capital française. (Une bien mauvaise adresse ! - ndlr)

S'exprimant à Buenos Aires, le chef du Cabinet des ministres, Jorge Capitanich, a déclaré que le service de la dette représenterait 5,5 milliards de dollars sur l'exercice budgétaire en cours et un peu plus l'an prochain, avant de diminuer entre 2016 et 2019.

Le Club de Paris veut être intégralement remboursé pour éviter de créer un précédent qui pourrait être utilisé comme argument par d'autres pays débiteurs.

L'Argentine, elle, souhaite faire avancer ce dossier car elle a besoin d'accéder à de nouvelles sources de financement à l'international. Reuters 20.01

2- Chine

- La croissance chinoise à son plus bas depuis treize ans - lemonde.fr 20.01

L'économie chinoise a enregistré une croissance de 7,7 % sur l'ensemble de l'année 2013. C'est le plus bas depuis treize ans.

Le tournant est intervenu au troisième trimestre, après que le gouvernement a dévoilé, en juillet, un mini-plan de relance. Ce dernier a été construit sur trois axes : suspendre la fiscalité des très petites entreprises pour préserver les emplois ; réduire les contraintes administratives pesant sur les exportateurs, et accélérer l'investissement dans les infrastructures urbaines, notamment dans la construction de lignes de métro.

Ces mesures de soutien ont eu l'effet escompté entre juillet et septembre : l'économie chinoise est remontée d'un coup de 7,5 % à 7,8 % de croissance. Leur appui se fait également ressentir sur la fin de l'année : la production industrielle progresse de 9,7 % en décembre sur un an, les ventes de détail de 13,6 % et l'investissement dans les infrastructures est en hausse de 19,6 % sur l'ensemble de l'année 2013. lemonde.fr 20.01

Haut de page

Le 22 janvier 2014

CAUSERIE

23h00 à Pondichéry, 18h30 à Paris

Un complément.

Finalement j'ai renoncé à actualiser le site aujourd'hui.

A partir de demain, on change de formule, plus d'actualité en titres ou du jour ou d'actualité en bref, ces rubriques ont fait leur temps et je ne suis pas du tout sûr qu'elles aient eu une quelconque utilité ou pas celle que je leur destinais. Certains utilisent le portail comme un site d'information sur l'actualité, ce n'était pas sa vocation, il était fait pour aider à réfléchir et aider à constituer une véritable opposition de gauche libérée du dogmatisme et de l'opportunisme qui ont littéralement gangrenés ou scélarosés l'avant-garde du mouvement ouvrier, ayant échoué à atteindre cet objectif on va axer le portail sur la lutte contre la propagande de l'idéologie néolibérale. Comment cela va se présenter ?

Cette idée m'est venue à la lecture quotidienne de dizaines d'articles d'agences de presse (AFP et Reuters) qui sont pour ainsi reproduits tels quels par les différents médias, dans lesquels figure au détour d'une expression ou d'une phrase la propagande gouvernementale ou du patronat, de l'UE, l'ONU, etc. qui a pour fonction d'orienter le lecteur dans une direction

précise ou l'induire en erreur, formater sa conscience ou le conditionner, le manipuler, la présentation des faits est réalisée de telle sorte que le lecteur sera influencé et induit en erreur. Un exemple.

La délégation syrienne est arrivée en retard en Suisse, l'AFP a écrit : "*Les négociateurs du président Bachar al-Assad, conduits par le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, ont atteint Montreux avec plusieurs heures de retard en raison d'un problème technique lors d'une escale à Athènes.*" Le portail french.irib.ir a affirmé que "*l'avion (...) avait été empêché de se ravitailler en raison des sanctions imposées à la Syrie*", précisant que "*les autorités grecques et la compagnie Olympic ont présenté leurs excuses à la délégation officielle syrienne et à l'équipage de l'avion pour ce retard*". Il y a tout lieu de penser que les autorités grecques ont pris la précaution de demander l'avis de leurs homologues européens et l'autorisation de Washington avant de se décider à ravitailler cet avion, donc ce retard n'a pas été causé par un problème technique ou une défaillance de l'avion comme l'avait indiqué l'AFP qui a falsifié les faits.

Quel intérêt présente cette info ? Elle montre que l'AFP a menti, ensuite que même dans les détails ou jusqu'au dernier moment ils s'acharnent sur la Syrie, qu'ils possèdent une détermination sans faille qui est un facteur que l'on néglige souvent dans nos analyses, parfois on se dit qu'ils vont abandonner leur idée ou stratégie, grave erreur, c'est très mal les connaître que de le penser. Il arrive qu'on lance un truc en l'air, un peu à la légère si l'on veut, on n'a pas forcément un exemple en tête pour l'étayer ou le prouver, là c'est possible avec cette démarche, je pense que cela peut être utile pour vérifier un tas d'idées ou positions en même temps.

Dans un autre article les terrroristes salafo-takfiris ou liés à Al-Qaïda qui se livrent à des attentats au Liban ont été qualifiée une première fois de "*rebelles sunnites*", ensuite "*d'activistes sunnites*", plus loin de "*fondamentalistes sunnites*" par l'agence Reuters, caractérisation correspondant à celle employée par Riad, Doha, Istanbul, Washington ou Paris pour les faire passer par des opposants respectables et légitimes au régime syrien, d'autant plus que Reuters les faits passer pour de braves Syriens agissant de leur propre chef, pour finalement apporter la précision suivante : "*l'attaque a été revendiquée sur un compte Twitter censé appartenir à la branche libanaise du Front al Nosra, un groupe rebelle syrien lié à Al Qaïda*". Bref, noyés dans une multitude d'appellation, ces terroristes ou mercenaires djihadistes barbares conservent le statut acceptable de rebelles.

Bien entendu dans le même temps le Hezbollah est présenté comme le responsable de ces attentats, s'il s'était rangé au côté des Américains et Israël ces attentats n'auraient pas eu lieu, etc. Reuters qui se refusent à qualifier les auteurs de ces attentats pour ce qu'ils sont, n'hésitent à employer une expression généralement utilisée à l'encontre de fanatiques islamistes en évoquant les "*responsable du Parti de Dieu*" à propos du Hezbollah, tout en présentant l'interprétation qu'il donne de ces attentats comme des allégations à prendre avec des réserves ou pas dignes de confiance, tandis que celle fournit par Reuters serait la seule que le lecteur devrait retenir.

Il existe une multitude de procédés pour donner dans la désinformation et les agences de presse s'y livrent à coeur joie quotidiennement. Chaque soir au 20 heures c'est ce qui sort de la bouche du journaliste. Les agences de presse leur machent le boulot, dans absolument tous les domaines de l'actualité économique, sociale ou politique et davantage encore elles rédigent un papier. Avant on parlait de dépêches d'agences de presse qui étaient plutôt précises et concises, c'est en tout cas l'idée que j'en avais, aujourd'hui il s'agit d'articles qui font entre 20 et 40 lignes sur une 10 à 15 paragraphes (à l'écran).

Les agences de presse sont les officines chargées de répandre la propagande du gouvernement et du patronat auprès des médias, ils sont la voix du régime plus que leur porte-parole, c'est le bureau décentralisé du ministère de l'Information et rien d'autres, elles ne sont absolument pas indépendantes.

Ce qui est intéressant, c'est que tout le conditionnement des masses passent par là, ce sont elles qui diffusent la bonne parole, ce que doit penser la population. A côté les médias peuvent broder et écrire leurs propres articles tout en gardant en toile de fond la pensée ou les idées diffusées par l'AFP et Reuters, apparemment AP a disparu de la circulation en France, il y a aussi euronews et d'autres agences de presse plus modestes conçues sur le même modèle ou qui ont les mêmes maîtres.

Alors pourquoi s'intéresser particulièrement à la manière dont procèdent les agences de presse pour conditionner les masses ? Parce qu'on est là à la source pour ainsi dire de la manipulation de l'information pour formater les consciences dans un objectif politique précis. Il s'y même sournoisement information et propagande sans qu'on sache très bien ce qui appartient à l'un et à l'autre. Souvenez-vous de la méthode de Marx et Engels, remonter à la source, à l'origine de chaque facteur et rapport, donc en s'en rapprochant le plus possible ou en la touchant du doigt on pourra plus facilement comprendre comment la classe dominante construit sa propagande et comment elle fonctionne, on pourra plus facilement la reconstruire pour mieux la combattre et la réduire en miettes.

Un jour j'ai interrogé un portail spécialisé dans la critique des médias car il était passé à côté d'un événement qui mettait en cause un portail, Atlantico.fr, c'était à l'occasion de la polémique sur le "*mur des cons*". Je leur ai demandé pourquoi il n'avait rien écrit sur ce sujet. Son responsable m'a répondu qu'ils étaient des bénévoles, trois je crois, des syndicalistes, et qu'ils n'avaient pas eu le temps de traiter cette info. En observant leur site j'ai constaté qu'ils publiaient très irrégulièrement quelques articles par mois dont ils n'étaient pas forcément les auteurs, j'en ai tiré la conclusion que ce n'était pas très sérieux ou qu'ils n'avaient pas voulu s'attaquer à Atlantico.fr. J'en suis resté là et de mon côté j'ai fait mon boulot en tirant à boulets rouges sur Atlantico.fr qui avait joué un rôle majeur dans cette affaire puisqu'ils en étaient même à l'origine. Je n'ai jamais plus consulté ce site

Par la suite, je me suis dit que c'était quand même dommage qu'on ne puisse pas s'attaquer systématiquement à la propagande gouvernementale ou d'autres institutions, car tous les jours de l'année, c'est en ouvrant la radio ou la télévision ou un journal qu'elle passe et atterrit dans tous les foyers, touche la totalité des travailleurs, que l'idéologie dominante s'incruste dans tous les cerveaux plus ou moins profondément. On ne peut pas l'empêcher, mais on peut au moins tenter de s'immuniser contre ce venin, se prémunir contre ses effets dévastateurs.

On nous rétorquera que le combat politique remplira ce rôle, il est complémentaire et il n'est pas forcément efficace dans tous les cas de figure, car les travailleurs n'abordent pas l'actualité ou la réalité de la même manière ou sous le même angle qu'un militant, ce que la plupart oublient ou refusent d'admettre, et puis il ne faut pas surestimer le niveau de conscience politique ou le degré de connaissance des militants. En quoi le combat politique contre le gouvernement leur permettait de comprendre ce qui se tramait derrière l'affaire Dieudonné, de prendre leur distance avec Valls ou la version officielle, ce sont les militants comme moi qui ont fait le boulot, les partis politiques ont été impuissants dans cette affaire ou pire, se sont rangés au côté de Valls ou ont littéralement déserté.

Je ne sais pas encore comment je vais m'y prendre pour donner cette nouvelle orientation au site, si je dois créer de nouvelles rubriques ou modifier la structure du site. Mon objectif est aussi de passer moins de temps devant l'écran et de ne plus être esclave de l'actualité quotidienne qu'il faut absolument traiter dans les 24h, c'est une contrainte que je me suis imposé pendant cinq ans et je n'en peux plus, physiquement je parle car c'est épuisant. La nouvelle formule sera plus souple pour moi, déconnectée de cette contrainte.

Pour vous dire à quel point j'en suis rendu et je ne vous raconte pas de blague, il m'arrive souvent quand je vais me coucher de me laisser tomber sur le lit tellement je ne tiens plus debout, ma tête part en arrière en touchant l'oreiller et elle se met à tourner au point de m'évanouir, je suis obligé de m'asseoir quelques instants pour reprendre mes esprits avant de me recoucher lentement cette fois, du coup par précaution maintenant je prends le temps de m'allonger au lieu de me jeter sur le lit, mais bon la fatique extrême est toujours là. Je mets cela sur le compte de la cigarette car je fume trop et le manque de sommeil parce que je bosse trop, mais surtout parce que je passe trop de temps devant l'écran, les yeux sont des appendices du cerveau, ils sont très sollicités par l'écran, du coup le cerveau fatique plus qu'en regardant ailleurs, c'est l'explication que j'ai trouvée.

Hier en y pensant je me suis dit que ce n'était pas un hasard non plus si leur société fait en sorte qu'on passe de plus en plus de temps devant un écran ou que nous yeux soient fortement sollicitées, c'est encore pire avec les téléphones portable ou IPad ou Smart Phone ou encore les jeux vidéos, ce n'est pas seulement une question liée au développement des besoins, c'est une contrainte à plusieurs niveaux dont on n'a pas mesuré toutes les conséquences sur notre mode de vie et sur l'homme tout court. Il ne faut pas oublier qu'ils veulent le soumettre, le contrôler et le détruire.

L'info du matin

Le site est partiellement actualisé, la suite peut-être ce soir ou demain. 20 nouveaux articles plus tard.

En France, dans leur société le droit de la défense est bafoué, au niveau de l'Etat mais aussi de la population de plus en plus, elle tend à adopter le même état d'esprit ou comportement, cela conduit à l'atomisation des membres de la société, cela favorise aussi son penchant à l'individualisme, c'est dommage et bien triste, c'est aussi ce que j'ai voulu expliquer hier, s'agissant de cadres ou de dirigeants de partis ce n'est pas nouveau et c'est pire encore, ils partagent l'état d'esprit des communautaristes que leur condescendance ou hypocrisie cache maladroitement.

On veut bien vous accorder de ne pas partager pas nos idées, c'est votre droit et on le respecte, mais on s'interdira d'en discuter ou débattre avec vous. Vous êtes décidément trop bon monseigneur de nous accorder ce privilège. Maintenant on ne peut pas obliger quelqu'un à débattre avec nous s'il n'en a pas envie, d'ailleurs cette idée ne nouss effleurera même pas l'esprit car on en connaît à l'avance l'aboutissement ou l'inutilité.

Et bien qu'il nous soit permis de penser librement sans en tenir compte, nous n'avons jamais forcé quelqu'un à se connecter à ce portail, tenez son audience a baissé, c'est sans doute dû au traitement que j'ai accordé à la violation de nos droits politiques par le petit dictateur Valls et sa clique qui a incommodé les esprits bornés et les gauchistes, entre nous, on se demandera où ils auront pu trouver ailleurs autant d'analyses et de documents de sources diverses pour alimenter leur réflexion, je vais d'ailleurs en ajouter encore deux sur le même sujet.

Ce qui a été marrant et révélateur avec cette affaire Valls-Dieudonné, c'est que finalement tous les partis et syndicats sans exception se sont engoufrés à la suite du Crif, Valls et des médias pour relayer les propos de Dieudonné sortis de leur contexte ou en donner une lecture au premier degré ou faire référence à ses relations d'extrême droite, pour finalement laisser passer cette atteinte insupportable à nos droits politiques. Ils se sont tous focalisés sur les arguments et la propagande du gouvernement et des médias pour abandonner le traitement législatif liberticide et répressif qu'ils entendaient donner à cette affaire par la suite et qui débordait le cas Dieudonné et allait concerner tous les opposant potentiels au régime et à son idéologie néolibérale. Autrement dit, en agissant de la sorte ou en gardant le silence, ils ont tous déserté le terrain du combat politique. Seuls parmis des

intellectuels quelques voix disséminées se sont élevés pour dénoncer les dangers de cette entreprise totalitaire.

Vous aurez noté au passage que j'ai rectifié dans le temps mon discours au fur et à mesure que je prenais conscience de l'ampleur de cette affaire et sa portée, je ne vis pas en France et j'ignorais absolument tout sur Dieudonné, donc j'avais besoin de temps pour réagir à la mesure de cette attaque de Valls qui a été crescendo, j'avais commencé par parler d'une atteinte intolérable à la liberté d'expression, pour ensuite parler de la remise en cause d'un droit démocratique, pour en arriver à la violation de nos droits politiques puisqu'il s'agit maintenant de l'exploiter pour interdire des meetings politiques ou des réunions publiques qui pourrait "porter atteinte à la cohésion nationale" ou à la "dignité humaine".

En voilà une découverte. On se demandera qui surprend qui !

- Hubert Reeves : aux sources de la morale - Le Point.fr 17.01

En réalité rien de suprenant ou qu'on ne savait déjà, hormis la localisation supposée neuronale à laquelle est associée l'empathie ou le mimétisme dont font preuve les primates ou l'homme mais aussi les animaux en général, y compris la flore dans certains cas, bien au delà car il existe aussi des rapports d'interaction entre la faune et la flore ou d'adaptation de l'un à l'autre, par exemple quand le caméléon ou d'autres lézards changent de couleur et adoptent celle de leur environnement pour se protéger de leurs prédateurs, la forme du bec de certains oiseaux particulièrement adaptée à leur alimentation qui relèvent de leur génome.

Il existe lien entre l'atavisme et l'empathie sans qu'on sache comment il s'effectue et à quel niveau. Il fait partie de notre inconscience, chez les animaux on parle d'instinct. A cette combinaison il faut ajouter le monde extérieur ou la société dans lequel le primate ou l'homme est plongé, et qui selon les conditions dans lesquelles il se trouve fournira l'occasion à cette faculté de s'exprimer et d'en déterminer l'orientation, pour reprendre l'exemple qui figure dans cet article, quand on est présent lors d'une scène d'agression, on peut se sentir agressé ou non et réagir ou non, on peut aussi prendre partie pour la personne agressée ou son agresseur si on estime que ses motifs sont légitimes ou parce qu'on partage ses idées, il n'existe donc pas d'automatisme.

L'altruisme dont il est question est l'expression de l'instinct de survie, l'indifférence ou le mépris également.

La remarque de Frans De Waal qui figure à la fin de cet article est stupide, il montre qu'on ne peut pas fournir une explication rationnelle au comportement d'un primate ou d'un homme dès lors qu'on ne tient pas compte de l'environnement ou du contexte (social) dans lequel il évolue.

Tous les animaux possèdent un cerveau proprement dit, hormis les plus primitifs, méduses, éponges, etc. qui ne possèdent qu'un tissu nerveux rudimentaire. Les insectes ont un cerveau pas plus gros qu'une tête d'épingle et cependant ils possèdent la faculté de développer une organisation sociale très élaborée et d'avoir un comportement étonnamment complexe.

Excepté l'homme, aucune espèce animale n'est capable de transformer son environnement pour l'adapter à ses besoins. L'homme se prend pour l'espèce supérieure de la chaîne des espèces biologiques, des matières organiques ou du vivant parce qu'il possède cette faculté, alors que placer dans un environnement social particulièrement hostile, il sera incapable d'assurer sa survie, périra soudainement ou rapidement.

Si la totalité des espèces animales et végétales ont en commun d'avoir l'homme comme prédateur, l'homme est également son propre prédateur et le plus dangereux pour exercer sa domination à la fois sur toutes les espèces, y compris inorganiques, et sur les hommes eux-mêmes selon leur richesse ou leur condition sociale, l'exploitation de l'homme par l'homme constituant la condition inconsciente de son développement et de son pouvoir ou sa puissance, et de sa déchéance qui peut aboutit à son extinction, si elle n'était pas stoppée (à temps) en mettant en commun les extraordinaires moyens qu'il a élaborés pour produire de quoi satisfaire ses besoins au fil de leur développement.

Chez l'homme l'empathie et l'atavisme ne peuvent pas être traités séparément des conditions dans lesquelles il voit le jour et les conditions, le milieu social dans lequel il va se développer. Ces facteurs agissent dans la société au sein des différentes classes sociales mais pas forcément de la même manière ou au même niveau, un fils de riche le deviendra ou le restera dans 99% des cas, un fils d'ouvrier pauvre risque de le rester, sauf exception, même s'il aspire à devenir riche.

Le comportement du fils de riche et du fils de pauvre seront semblables, à ceci que leur destin ne le sera pas vraiment.
Le comportement du fils de riche servira ses intérêts ou se confondra avec eux parce qu'il en est conscient et que la société est ainsi faite que l'adéquation est parfaite entre son comportement et ce qu'il est en droit d'en attendre, alors que ce ne sera pas du tout le cas de notre fils de pauvre, qui pourra trimer comme un esclave durant toute son existence et terminera sa vie toujours aussi pauvre ou sans avoir pu satisfaire ses besoins ou ses aspirations légitimes, pour n'avoir pas eu conscience qu'en se conformant aux rapports sociaux qu'il avait trouvé à sa naissance ou qui prévalait dans la société et dont il n'avait pas conscience, ses besoins demeureraient insatisfaits.

Tous deux voulaient satisfaire leurs besoins mais un seul y parviendra. Tous deux avaient le même comportement, mais un seul

en avait conscience et était fondé par sa situation à en avoir conscience. Et c'est celui qui a copié son comportement sur l'autre qui a été lésé.

Il était légitime que notre pauvre souhaite vivre mieux, inconsciemment par empathie nous dit-on, par identification dirait-on en psychanalyse, il a développé à la fois un complexe d'infériorité et voué un culte envers les riches ou les puissants ou encore ceux qui détiennent du pouvoir, qui pourra s'exprimer de manière contradictoire sur le plan politique cette fois, soit en se prosternant devant eux sans chercher à améliorer sa condition, soit en les détestant et en s'engageant dans le combat syndical ou politique ou les deux à la fois, mais comme il n'aura pas (suffisamment) conscience des conditions dans lesquelles il mènera ce combat ou du processus historique qui est à l'origine des rapports entre les classes, il sera amené à copier inconsciemment le comportement du riche ou du puissant mais sans se fixer pour objectif de changer la société et de mettre un terme à ces rapports, conditions préalébles pour satisfaire ses besoins, ce à quoi le riche ou le puissant est opposé évidemment car il est déjà servi, pour finalement ne jamais atteindre ses objectifs politiques.

Ce n'est pas pour rien que l'on parle souvent de collaboration de classes, de subordination au capitalisme, de la nécessité de rompre avec lui, car en somme les militants de la plupart des partis et plus encore des syndicats n'en ont pas conscience ou ils se croient vaccinés contre l'idéologie dominante, alors qu'ils font la démonstration du contraire. A différents degré, ils s'accommodent du capitalisme et ses institutions, rompre avec eux est impossible parce qu'ils y sont attachés, comment expliquer autrement leur comportement. Ils ne se rendent pas compte que limiter leur combat politique à de simples améliorations alimentaires, c'est finalement reproduire le comportement du bourgeois ou du capitalisme qui lui aussi estime extravagant de vouloir changer la société, que ne pas poser la question de la liquidation du capitalisme et ses institutions en relation avec leurs revendications sociales, c'est se condamner à subir indéfiniment le capitalisme.

L'avantage du riche sur le pauvre, ce n'est pas d'avoir conscience de l'être car les deux ont conscience de leur état, mais de savoir pourquoi et comment le rester, alors que le pauvre ne sait pas pourquoi et il sait pas comment faire pour ne pas le rester. Si empathie il y a, elle fonctionne du côté du pauvre mais pas du riche, bref, toute la situation tourne à l'avantage du nanti.

Tirons comme enseignement de cet article que l'empathie associée à l'inconscience mène le monde et est un désastre, et qu'il est impératif de penser librement ou de développer un esprit critique libre de tout dogme ou appareil pour espérer encore le changer. Il faudrait développer encore mais je n'en ai pas le temps.

Plein d'idées me viennent à l'esprit en rapport avec ce sujet. Par exemple le culte de la personnalité qui s'est développé dans tous les partis (ou syndicats), une véritable catastrophe, une amputation sévère du cerveau comparable à une lobotomie, qui sert utilement à cacher le refus d'analyser la situation passée ou présente, qui lorsqu'on le dénonce ou qu'on s'attaque à des dirigeants nous vaut un tel refus, comme si on s'était limité à critiquer ces dirigeants, alors qu'en réalité notre critique était l'aboutissement ou l'une des conclusions et non le point de départ de notre analyse, qui elle passera évidemment à la trappe, c'est un des procédés qui est employé quand on refuse ou craint la confrontation des idées, on se réfugie derrière cet argument sans toutefois le formuler aussi ouvertement cela va de soi. Il ne faut pas non plus tomber dans le travers qui consisterait à développer une sorte d'empathie inverse pour se distinguer absolument de dirigeants ou de leurs analyses ce qui serait stupide ou contre-productif.

Il est facile de prétendre penser librement, dans les faits c'est manifestement plus compliqué. Nous sommes tous semblables et différents à la fois, et on a beaucoup de mal à l'assumer, à ne pas favoriser nos ressemblances ou ce qui nous distingue des autres, à trouver l'équilibre entre les deux.

L'Extrait de l'article du Point.

- L'astrophysicien nous explique le fonctionnement des "*neurones miroirs*", qui, chez le singe, sont à l'origine d'une empathie dont l'homme lui-même a hérité.

Les primates n'ont pas fini de nous surprendre. (...) (Il faudrait passer le message à Charlie Hebdo qui apparemment appartient à une espèce inférieure aux primates ! - ndlr)

Selon les auteurs, le petit singe perçoit le geste de son collègue, l'interprète correctement et transmet cette perception aux réseaux neuronaux associés aux actions. Un contact d'une nature tout à fait inattendue entre les cerveaux de deux individus. Un tel résultat a excité l'imagination des chercheurs.

Dans son livre Le bonobo, Dieu et nous, Frans De Waal, un biologiste hollandais spécialiste des chimpanzés, y voit une racine physiologique de l'empathie animale. Il observe et relate de nombreux cas d'altruisme animal. Un singe va spontanément au secours d'un autre singe en difficulté. Ses neurones miroirs s'activent. Il ressent en lui la souffrance de l'autre. Cet affect intériorisé l'amène à interagir pour la réduire. Il va à son secours.

De Waal va plus loin. Il s'adresse au problème philosophique très ancien des sources de la morale chez les êtres humains. Pourquoi, partout sur la planète, les hommes ont-ils adopté des codes de législation altruistes ("*tu ne feras pas de tort à ton voisin*")

qui sont parfois très contraignants ? Les observations de Rizzolatti impliquent que ce comportement est, au départ, relié à la physiologie des neurones miroirs. Souffrir des malaises observés chez un autre donne envie de le (se) soulager. Dans cette optique, l'empathie humaine s'inscrit tout naturellement dans le cadre de l'évolution biologique de Darwin. Elle est là bien avant l'arrivée de l'Homo sapiens. Il en hérite du monde animal d'où il émerge lui-même.

Pour terminer, j'ajoute une remarque intéressante de Frans De Waal : "*On me demande parfois comment on peut parler d'empathie chez les chimpanzés, sachant qu'il leur arrive de s'entretuer.*" Je réponds : "*Si nous retenions ce critère, ne faudrait-il pas conclure que les humains n'éprouvent pas d'empathie ?*" Le Point.fr 17.01

Ce n'est pas la première fois que le magazine de BHL publie grâcieusement un article d'Hubert Reeves qui par ailleurs nous était sympathique au premier abord.

Il faut en déduire que Le Point y trouve son compte et que Reeves se fait récupérer ou manipuler sans s'en apercevoir, car être publié dans un tel torchon ce n'est pas très glorieux, sans toutefois aller jusqu'à dire qu'il partagerait l'idéologie nauséabonde véhiculée par Le Point, disons qu'il est l'idiot utile qui développe des analyses qui ne sont pas vraiment incompatibles avec cette idéologie.

Ici il a traité un facteur biologique ou psychologique en occulant le facteur social auquel il est lié, ce qui permetttait d'arriver à une conclusion acceptable pour Le Point.

En gros, il serait dans la nature (neuronale) de l'homme d'être bon ou mauvais et ce ne serait pas la société ou les rapports sociaux existant qui détermineraient en dernier lieu son comportement. Donc quand il manifeste un comportement condamnable ou défini comme tel, ce n'est pas à la société telle qu'elle est à qui il faut s'en prendre, mais à l'homme, d'où la nécessité de légiférer pour le forcer de gré ou de force à agir conformément à la morale et la boucle est bouclée.

On peut avoir la tête très pleine et passer à côté de l'essentiel monsieur Reeves, dommage.

Haut de page

Le 23 janvier 2014

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé pendant plusieurs jours.

Haut de page

Le 31 janvier 2014

CAUSERIE

Le site redémarrera peut-être d'ici une semaine ou quinze jours sous une autre forme.

- Vidéo d'introduction de la nouvelle formule.

Stop, le serveur OVH refuse que je charge ce fichier car trop volumineux, la suite plus tard, je vais les contacter.

Les vidéos à venir en fonction des différents thèmes d'actualité remplaceront la rubrique causerie. Vous excuserez les maladresses du départ, il faut que je me familiarise avec ce mode de communication et que j'organise mon travail totalement différemment ce qui va prendre quelques semaines. Si je m'apercevais que cela n'intéressait personne ou presque j'arrêterais ou j'en ferais encore moins.

Contrairement à ce qui a été annoncé dans cette vidéo, les premières vidéos ne seront prêtes que demain ou plus tard car il y aun problème de volume de fichier à régler, il faudrait enregistrer au format MGP4, avec la webcam les fichiers sont trop gros et trop longs à charger dans le serveur, je vais voir ce que je peux faire avec mon appareil photo, je n'ai pas envie de dépenser du fric dans une caméra.

Cette vidéo dure 13m44s et pèse 95MO et cela a pris 2h30 pour la charger dans le serveur !

Les différentes rubriques seront actualisées dans les jours qui viennent, j'ai tout dans mon disque dur, il ne me reste qu'à formater les fichiers.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février 2014

CAUSERIE

Suite d'hier. On va procéder autrement. A partir de demain ou lundi en principe.

On va conserver uniquement les actualités en titres de la rubrique causerie, généralement le titre de l'article de presse et celui que je rajoute au-dessus suffisent à comprendre de quoi il s'agit, le lien de cause à effet est facile à établir entre ce qui est annoncé et sa véritable motivation plus ou moins avouée, déformée, fausse ou camouflée, on peut éventuellement ajouter un commentaire ou une analyse de quelques lignes. On va arrêter la rubrique Articles de presse, toutes les autres rubriques seront conservées.
90 nouveaux articles (du 20 ou 31 janvier en fait) seront mis en ligne demain.

Quant aux sujets d'actualité plus substantiels, on les regroupera et on les traitera par thème une à deux fois par semaine en vidéos ou enregistrements sonores beaucoup moins volumineux, un fichier vidéo (MPEG4) de 225 MO pèse seulement 12MO en sonore uniquement (MP3), comme je ne peux pas passer par le serveur qui abrite le site on passera par un compte YouTube, cependant j'attends la réponse de la société OVH qui héberge le site.

J'ai 58 ans je suis littéralement épuisé après ces années de travail de forçat, je ne peux plus passer 10 à 14 heures par jours devant un écran 365 jours par an, lequel d'entre vous aurait accepté un tel traitement, un tel sacrifice, personne, rester ainsi assis pose évidemment à la longue de gros problèmes physiques, donc je ne peux plus continuer de la sorte. Ce qui est incroyable mais ne m'étonne pas du tout, c'est que certains ne puissent pas le comprendre. Cela fait partie de l'état d'esprit dominant qui règne en France, profondément individualiste, que je ne partage pas et supporte de moins en moins, car chacun s'en accommode très bien finalement ou se fait une raison.

C'est si facile, particulièrement chez ceux qui prétendent ne pas être atteints par ce virus et le dénoncent chez les autres, alors qu'ils sont eux-mêmes profondément infectés et n'en ont pas conscience. Ce sont aussi ces militants ou ces gens-là qui se comportent en procureurs ou se permettent de juger les autres, ils feraient mieux de commencer par balayer devant leur porte ou par s'analyser eux-mêmes...

Et puis, soyons lucide, au point où en est rendue la dégénérescence de la société et du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde, il n'y a rien d'urgent puisque quoi que vous disiez ou fassiez vous vous retrouvez en présence de militants qui refusent de réfléchir, qui ont toujours raison sur tout, qui ont parfaitement intégré l'idéologie dominante puisqu'ils en partagent la méthode de pensée, à ne pas confondre avec le mode de pensée, d'où l'impossibilité d'avoir une discussion avec eux.

Vous leur parler d'une chose, ils vous répondent en vous parlant d'autre chose, et si vous reprenez leurs arguments pour les

démonter un par un ou les mettre face à l'incohérence de leur raisonnement, à leurs contradictions, ils vous répondent que cela n'a rien à voir, qu'ils ne veulent pas discuter sur ce terrain-là, tout leur est bon pour refuser la confrontation des idées, ils ne veulent pas faire l'effort de réfléchir, ils ne le peuvent pas ou ils le craignent. En fait, ils ont des idées arrêtées une fois pour toute et il n'est pas possible d'en discuter, ce sont des dogmatiques bourrés d'a priori, de phrases ou de citations toutes faites apprises par coeur. Ils ne peuvent se départir d'une rigidité d'esprit qui les emprisonne (et les empoisonne) dans un système de pensée dont ils sont devenus les serviteurs ou esclaves, qu'ils passent leur temps à justifier à la manière des philosophes. A la base de leur analyse figure ceci : la situation telle que nous la connaissons était inévitable, c'était fatal qu'on en passe par là, tout est normal en somme. C'est ainsi qu'ils justifient la politique de leurs merveilleux partis et dirigeants hier comme aujourd'hui, donc ils ne peuvent pas nier que tel est bien le fond de leur analyse. Nous, nous partons du raisonnement inverse, nous en sommes là parce que ces dirigeants et ces partis ont totalement fait faillite ou parce que c'était des imposteurs.

Du coup s'il vous prend l'idée d'insister et de leur demander d'où ils tiennnent telle ou telle idée ou position, sur quoi elles reposent de nos jours, qu'ils nous expliquent comment ils en sont arrivés là, sur la base des faits comment ils peuvent les justifier. Je ne demande qu'à comprendre et être convaincu, je les écoute, je fais preuve de beaucoup de patience, j'ai besoin qu'ils nous expliquent leur démarche intellectuelle, qu'ils nous livrent le processus qui leur a permis d'aboutir à telle ou telle conclusion, et c'est là que cela coince, ils n'y tiennent pas, car en vous livrant le processus intellectuel qui sous-tend leur démonstration vous pourriez y percevoir des faiblesses, des lacunes, des erreurs, cet exercice est terrible, infaillible pour détecter les argumentations construites sur du vent, qui reposent sur des intérêts qui n'ont rien à voir avec l'objectif politique pour lequel on prétend combattre, avec le socialisme.

Pire, on peut s'apercevoir que leur méthode est étrangère au marxisme, au matérialisme dialectique, qu'ils ne se sont pas posés le millième des questions que nous nous sommes posés, qu'ils ne se sont pas davantage donnés la peine d'envisager les centaines ou milliers d'hypothèses que nous avons étudiées au cours des dernières années et dont nous avons rendu public les résultats, avec leurs lots d'erreurs évidemment, ce que nous assumons pleinement, eux jamais ou pour en camoufler d'autres qui sont déterminantes et donc inavouables, car elles pourraient signifier leur faillite politique ou remettre en cause leurs qualités ou capacités, leurs compétences, leur statut pour ce qui concerne les dirigeants ou les cadres, tandis que le simple militant qui confond le plus souvent croyance et connaissance, ne peut se défaire de l'idée qu'il est différent des autres travailleurs, qu'il a acquis un niveau de conscience et un statut supérieur liés au parti dans lequel il milite, à ses dirigeants et à la politique qu'ils impulsent, plus fort encore, parfois même quand il a quitté son parti depuis de longues années ou qu'il en a été exclus, critiquer son parti ou ses dirigeants ou leur politique lui sera insupportable, cependant il pourra admettre à la marge que vous critiquiez leur politique mais à une condition, que vous ne cherchiez pas l'origine de leurs erreurs ou que vous ne cherchiez pas à comprendre comment et surtout pourquoi ils ont pu se fourvoyer ainsi, que vous ne grattiez pas profondément, vous devez rester à la superficialité des choses, au delà c'est un tabou, vous touchez là au sacré, c'est leur sens de la laïcité qui s'accommode beaucoup plus que ce que vous pouvez penser des religions ou plutôt du mode de pensée des croyants qui est antimatérialiste et antidialectique.

Bref, si vous commencez par leur poser des questions un peu trop précises, ils sont déstabilisés, ils se sentent menacés, c'est pathologique et inconscient chez eux, ils dérapent, deviennent malhonnêtes en recourant à toutes sortes d'artifices pour ne pas vous répondre, qu'ils vous prêtent pendant qu'ils y sont, ils sont acculés il faut les comprendre, souvent ils perdent le contrôle d'eux-mêmes, vous passez alors pour un provocateur, ils s'emportent et finalement ils décident de rompre avec vous, après vous avoir bien fait sentir le mépris qu'ils éprouvaient pour vous.

Je vais continuer le site pour me faire plaisir, pour faire chier mes contradicteurs qui en réalité se comportent comme des ennemis, c'est leur problème et pas le mien. Ma patience a des limites. Le monde dans lequel nous vivons va aller de mal en pis.

Les pays de l'UE sont voués à la paupérisation, à la sauce grecque si vous préférez. La situation en Ukraine est comparable à celle qu'ils ont créée il y a trois ans en Syrie, la méthode est la même, il ne manque plus que les snipers pour tirer sur la police et que l'armée s'emmêle, à moins qu'elle sorte en premier de ses casernes en Grèce. En ayant alimenté le communautarisme et soutenu l'idéologie wahhabite qui est omniprésente dans les banlieues ou périphéries de toutes les grandes villes en France mais aussi dans tous les pays de l'UE, le racisme et particulièrement l'antisémitisme, le même scénario de terreur ou de guerre civile larvée est prêt à être activé en cas de besoin. Si cela peut faire autant de dégâts qu'une bonne guerre, pourquoi pas, ils ont réussi à détruire ainsi la Syrie, c'est un succès quand même, modeste mais pas négligeable.

En Tunisie ils ont un gouvernement Ben Ali sans Ben Ali, en Egypte un gouvernement Moubarak sans Moubarak, Sissi fera l'affaire, quelles révolutions, quels régimes démocratiques ! Le Liban est au bord de l'implosion une fois de plus, les Etats-Unis et Iraël envisagent toujours de bombarder l'Iran, à moins qu'ils s'en fassent un allié pour contrer la Russie, après tout leur stratégie c'est l'établissement d'un gouvernement mondial de l'oligarchie financière internationale et non la guerre, elle figure en option seulement.

85 monarques milliardaires possèdent l'équivalent des richesses des 3,5 milliards de serfs (Rockeffeler) dans le monde, c'est dire à quel point ils sont parvenus à concentrer le pouvoir économique, et politique car finalement ces 3,5 milliards de prolétaires misérables pourraient ne faire qu'une bouchée de ces 85 parasites, mais voilà, ils n'ont aucun pouvoir politique, aucun droit politique.

En réalité, nous sommes près de 7 milliards dans la même situation, non ? Non, vous refusez de l'admettre puisque vous n'allez même pas boycotter les élections municipales, vous refusez de dénoncer vos dirigeants qui refusent de rompre avec les appareils corrompus des syndicats qui participent au pacte de compétitivité, vous êtes vous-mêmes vendus ou complices, c'est ainsi, ici on appelle les choses par leurs noms, cela ne vous plaît pas, on ne vous retient pas sur ce portail. On ne marche pas dans vos combines pourries, voilà pourquoi la situation est telle qu'elle est, il n'y a pas d'autres explications valables, ou alors il faut convenir que le socialisme était une utopie.

Davos a consacré cette année l'optimisme des maîtres du monde, surprenant quand on voit l'état actuel du capitalisme, l'endettement colossal de l'économie mondiale, ces centaines de millions de chômeurs, toutes ces guerres, etc. non? Pourquoi cela, ils disposent de tous les pouvoirs économiques et politiques, tous les Etats et toutes les institutions (y compris l'armée), les médias, leur sont acquis, ils peuvent manoeuvrer à leur guise, non ?

J'ai expliqué cela (notamment) hier dans un courriel de plusieurs pages à un militant et vous savez ce qu'il m'a répondu ? Il reste la lutte des classes et l'espoir. Doit-on en rire ou en pleurer franchement ? Il n'a répondu à absolument aucun argument contenu dans mon courriel, la lutte des classes telle que la conçoit les dirigeants du POI (CCI) lui suffit, à moi non, pas du tout, je me pose des questions : Quelle en est la nature? Quel en est le contenu? Quelle en est l'orientation ? Dans quelle perspective politique ? Liée à quels objectifs politiques ? Quels enseignements en tirer ? Comment les relier aux enseignements de la lutte de classes du passé ? Etc. etc. etc. Avouez que ce sont des questions grotesques... pour ne se les être jamais posées dans le passé, à quoi bon, à quoi bon réfléchir n'est-ce pas ?

Avec entre 5 et 7 millions de chômeurs, les multiples difficultés que des millions de travailleurs doivent affronter quotidiennement, n'y aurait-il place que pour le corporatisme ou la collaboration de classes, l'extrême droite serait-elle le seul espoir pour ces travailleurs ? Ou la résignation. Pourquoi aucun parti ouvrier ne parvient-il pas à faire la différence, à inspirer confiance aux travailleurs les plus déterminés à résister ou prêts à en découdre avec le régime ? De deux choses l'une, soit la situation telle qu'on nous la décrit est erronée et l'immense majorité des travailleurs ont encore de quoi vivre normalement ou s'en sortent mieux que ce qu'on nous raconte, soit les partis qui s'adressent à eux sont coupés de la réalité que vivent les masses et elles ne peuvent pas se reconnaître dans ces partis ou leurs discours, personnellement je les trouve insipides, illisibles, au bout de deux lignes j'arrête, cela me casse littéralement la tête, c'est une horreur !

L'espoir, mais quel espoir : Vous étudiez pour ensuite allez engraisser un de ces millionnaires ou milliardaires, vous travaillez pour le même objectif, leur société n'en connaît pas d'autres, le marché, la guerre, le marché, la guerre, etc. même la perspective de changer la société ne figure plus nulle part dans la propagande, les déclarations des partis politiques, une société meilleure et plus justes, bon d'accord, seulement si c'est possible en régime capitalisme, sous le règne de la dictature de l'oligarchie financière, il n'y a que les privilégiés, ceux que le régime a (relativement) épargné jusqu'à présent qui peuvent se payer le luxe d'espérer encore améliorer leur sort dans ce monde pourri, ceux qui justement garantissent la stabilité politique du régime en place, mais les millions et millions de déshérités, qui peinent à survivre au quotidien, qui survivent grâce à des aides ou des subventions, ceux qui peuvent perdre leur boulot du jour au lendemain et voir leur vie brisée ainsi que celle de leur famille, ceux qui triment comme des esclaves pour s'en sortir ou parfois pour percevoir un salaire confortable, je pense aux cadres, qui n'ont même plus de temps à consacrer à leurs enfants, qui ont une véritable vie de merde car même dans leur tête tout est cassé, etc.

Mais l'espoir, quand on n'est pas foutu de mettre un nom dessus, c'est quoi au juste ? Que dal ou alors l'aliénation totale. Il faut oser, il faut avoir l'audace de défendre ses idées et alors seulement l'espoir veut dire quelque chose, elle est reliée à un idéal, et quel autre idéal pourrait-on avoir en dehors du socialisme, du communisme, du règne de la liberté débarrassé du capitalisme, des classes sociales, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'argent, de l'Etat, des frontières, de tout ce qui asservit, opprime, divise et oppose les hommes et les peuples...

Comment peut-on parler d'espoir quand 85 milliardaires possèdent autant de richesses et de pouvoirs, il faudrait commencer par refuser de se soumettre à l'ordre établi, rompre avec lui, par le combattre dans l'objectif de le renverser, n'était-ce pas par hasard la conclusion du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels ? A leur époque, si j'ai bonne mémoire, on était encore plus éloigné qu'aujourd'hui de cet objectif, non ? Osez prétendre le contraire, je vous mets au défi, alors s'il vous plaît cessez vos bavardages inutiles, cessez de brasser du vent et de baigner dans l'autosatisfaction permanente à l'instar de vos dirigeants faillis ou traîtres, c'est écoeurant à la longue, pathétique.

On est fatigué de toujours répéter les mêmes choses, c'est désespérant, on a épuisé en vain un nombre considérable de questions.

Haut de page

Le 4 février 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé le site (sauf sur l'économie) comme j'ai pu, ce n'est pas ce que je voulais faire, j'y ai encore consacré beaucoup trop de temps.

Je n'ai pas eu le temps de voir comment je pourrais procéder avec des vidéos ou des enregistrements audio, et je n'ai pas encore reçu de réponse de la société qui héberge le site concernant le volume des fichiers que je pourrais télécharger, avec un dictatophone ou "*voice tracer*" 5MO correspond environ à 5 minutes d'enregistrement, c'est très court et je n'ai pas essayé YouTube, pas le temps.

Demain je publierai un ou trois articles. Les quelques courriels que j'ai reçu ces dernières semaines m'ont convaincu de l'inutilité de ce portail comme de tout ce qu'on peut dire ou faire d'ailleurs, je ne compte pas m'y investir plus que cela, la prochaine actualisation dans quelques jours peut-être...

Je vais écouter un peu de musique pour finir la soirée, Joe Satriani, à notre époque si médiodre dans tous les domaines, c'est encore là qu'on a l'impression d'approcher un idéal et quelque part cela fait du bien, on se dit que cela reste possible et ce n'est pas un miracle !

Contre la gestation pour autrui (GPA) et la procréation médicalement assistée (PMA)

La gestation pour autrui (GPA) et la procréation médicalement assistée (PMA) sont des monstuosités créées par une société décadente entrée en putréfaction.

Pourquoi faudrait-il obligatoirement avec un ou des enfants? Ne peut-on pas s'en passer et vivre normalement ? Alors qu'il est possible d'en adopter, qu'il y a tant d'orphelins en mal de parents.

C'est l'état d'esprit du petit bourgeois, du gauchiste et au delà qu'on retrouve dans tous les partis, organisations ou associations à caractère communautariste ou d'extrême droite qui considèrent que leurs besoins ou droits sont prioritaires et doivent être satisfaits sur le champ sans tenir compte du reste de la société ou de la majorité de la population qui doit se plier de gré ou de force à leurs exigences.

Là en l'occurence ce qu'ils ne supportent pas, c'est que la nature ne leur ait pas octroyé une faculté qu'elle a accordée à d'autres, ils sont frustrés, ce que l'on retrouve chez toutes espèces animales ou végétales qui ne sont pas forcément dotées de facultés identiques, ce qui procèdent aux rapports qui existent en elles et assurent l'équilibre et l'harmonie de l'ensemble des espèces sur terre.

Avec eux, l'homme cumule la faiblesse de l'ignorant, du prédateur, du tortionnaire, du destructeur de la nature, qui non content de la modeler pour satisfaire ses besoins se sent obligé de la malmener et de la détruire.

Tous ceux qui ne sont pas à nos côtés sont nos ennemis (Bush)

Le "*pouvoir*", entendez le chef d'Etat ou le gouvernement qui est légitime dans un pays selon les porte-parole des dictateurs de Washington, est forcément de droite, néolibéral, pro-américain ou soumis à l'impérialisme américain.

Retournement de tendance au Costa Rica, le pouvoir en difficulté - Reuters 03.02

Luis Guillermo Solis, ancien diplomate classé au centre gauche, a pris la tête tard dimanche soir du premier tour de l'élection présidentielle au Costa Rica, devançant le candidat du Parti de libération nationale (PLN, centre) au pouvoir, Johnny Araya.

Nouveau venu sur la scène politique au centre-gauche, le candidat d'Action citoyenne est désormais crédité de 30,8% des voix contre 29,7% pour l'ancien maire de la capitale, San José, âgé de 56 ans.

Le jeune député de gauche José Maria Villata, du Frente Amplio (Front ample, FA), est troisième avec 17%.

Si les reports de voix fonctionnent à gauche, le second tour prévu le 6 avril pourrait sonner l'heure de l'alternance au Costa Rica. Reuters 03.02

En complément

Stratégie mondiale. De la monarchie couronnée à la monarchie financière, du pétrole (Shell) au pétard...

- Pays-Bas: Les villes néerlandaises veulent décriminaliser la culture du cannabis - 20minutes.fr 31.01

Idéologie néolibérale

« ***Théorie du genre*** » : Laurence Rossignol n'a jamais dit que « ***les enfants appartiennent à l'Etat*** » - lemonde.fr 30.01

Elle a dit « *Les enfants n'appartiennent pas à leurs parents.* »

Depuis la fin du XIXe siècle, le droit a reconnu à la société le rôle de se substituer aux parents si ceux-ci sont défaillants. Puis, au XXe siècle, a émergé la notion de « droits de l'enfant », considéré de plus en plus comme une personne et non comme un objet soumis aux choix de ses parents. Juridiquement parlant, il est donc exact que les enfants n'appartiennent pas aux parents : ils sont reconnus comme des personnes à part entière. lemonde.fr 30.01

Voyez-vous, les enfants auraient un niveau de conscience inné, de telle sorte qu'ils auraient conscience de leurs droits dès la naissance, chacun sait bien que non, cependant ce ne serait pas aux parents d'en être les garants, ils n'en ont pas la capacité ou la volonté de les respecter, ce sont des irresponsables n'ayant que des rapports lointains ou déformés avec leurs enfants, les parents seraient incapables de prendre en charge leur éducation ou d'accompagner leur développement sans violer les droits de leurs enfants qui sont des "*personnes à part entière*", alors que l'école ou la société seraient tout à fait apte à assumer cette tâche et la boucle est bouclée.

Comment procède-t-il ici ? Il retourne l'ignorance ou l'inconscience de la population contre elle, alors que la classe dominante et ses représentants en portent la responsabilité. Pourquoi il arrive que les parents bafouent les droits de leurs enfants, sinon parce qu'ils y sont contraints ou ne savent pas faire autrement pour faire face à certaines situations ou régler certains problèmes, parce que la société ne leur en a pas donné les moyens.

Caroline Fourest: "***Les Femen portent les espoirs déçus d'une génération***" - L'Express.fr 29.01

Les Femen portent au coeur de leur colère les espoirs déçus de leur génération, ceux de la révolution Orange.

Manifester nu en se peignant le corps, vivre dans des squats, multiplier les gardes à vue et les entraînements quasi militaires composent un mode de vie impensable passé 25-26 ans. L'Express.fr 29.01

Espoirs qui ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat rejoignent le camp de la pire réaction, en Ukraine comme en France ou ailleurs...

Les 85 plus riches du monde possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres - latribune.fr 20.01

Selon un rapport publié à la veille du Forum mondial de Davos par l'ONG Oxfam :

"*Sans une véritable action pour réduire ces inégalités, les privilèges et les désavantages se transmettront de génération en génération, comme sous l'Ancien régime. Nous vivrons alors dans un monde où l'égalité des chances ne sera plus qu'un mirage.*" latribune.fr 20.01

Effectivement, le régime que souhaite mettre en place l'oligarchie financière internationale sur le monde s'apparente à l'Ancien régime ou une monarchie absolue, ajoutons que les ONG du type d'Oxfam lié à la finance figurent parmi l'élite intellectuelle qui en fera partie.

Propagande en faveur de la théorie du genre, info ou intox ?

Cinq intox sur la « ***théorie du genre*** » - lemonde.fr 28.01

C'est le dernier « coup » des opposants à la supposée « *théorie* » du genre.

(Donc selon Le Monde elle n'existerait tout simplement pas, alors que c'est faux et que chacun peut le vérifier sur Internet. Question : Pourquoi dès la première ligne d'un long article commencer par un grossier mensonge ? Y aurait-il quelque chose d'inavouable à cacher à la population, qu'il faille recourir d'emblée à cette méthode pour couper court à toute réflexion et discussion ? On est en droit de se poser cette question, non ? - ndlr)

... des dizaines de parents ont retiré, lundi 27 janvier, leurs enfants de l'école pour protester contre « *l'enseignement obligatoire de la théorie du genre* » dès la primaire.

(Pourquoi un tel ramdam pour "*des dizaines de parents*" sur combien de centaines de milliers dans le pays ? - ndlr)

... il existerait une « *idéologie du gender* » pour imposer de force « *une société basée sur les orientations sexuelles qui deviennent le fondement du droit et de l'égalité* »

C'est la première escroquerie des anti-« *gender* » : ils postulent qu'il existe une « *idéologie* » du « *gender* », une sorte de théorie philosophique et politique, voire d'agenda précis qui serait suivi par les tenants de ce « *courant* », avec un but à atteindre.

(Effectivement et cela ne date pas d'hier. Ils ont commencé par infiltrer et instrumentaliser les mouvements féministes pour ensuite encourager la sexualité débridée et la prostitution, puis banaliser la pornographie, ils ont continué en célébrant l'homosexualité et en organisant des gay pride, ils ont poursuivit logiquement avec le mariage homosexuel, et les voilà parvenus au bout du processus qui devait conduire à la négation non pas des inégalités mais des différentes qui existent entre les sexes pour arriver à un produit uniforme dépourvu d'identité propre à part un matricule ou un numéro à même de remplir les fonctions dictées par le marché, tandis que les enfants dépourvus de repères seraient pris en charge dès le bas âge par la société pour mieux les formater au rôle qu'ils devront tenir...

C'est un résumé rapide et non une caricature de leurs réelles intentions. Observez ce qui se passe aux Etats-Unis où ils ont une longueur d'avance dans ce domaine et vous comprendrez mieux. Au delà du fait que les deux parents doivent travailler pour survivre et n'ont plus le temps de s'occuper de leurs enfants qui sont livrés à eux-mêmes, à leur société, ils favorisent aussi les divorces, en France ils parlent justement en ce moment de faciliter la procédure de divorce, et j'ai lu dans un article il y a peu de temps qu'un enfant sur deux dans les milieux les plus défavorisés, chez les afro-américains principalement, naissait alors que leur mère vivait seule, avait des amants sans toujours trop savoir qui était le père de leur enfant, et que cette tendance allait encore se développer.

Quand on a l'ensemble du processus en tête, on comprend qu'ils instrumentalisent une fois de plus le droit légitime des femmes, des hommes et des femmes de vivre librement leur sexualité, des petites filles ou des petits garçons d'être perçus et respectés tels qu'ils sont sans qu'on influence dans une direction ou une autre leurs besoins et la manière de les satisfaire du moment qu'ils n'empiètent pas sur la liberté d'autrui, ce qu'ils visent c'est l'aliénation des hommes et des femmes à ce qu'ils sont, telle que la nature les a faits, de tous les rapports à travers lesquels leurs différences pouvaient s'exprimer compte tenu qu'effectivement, ce ne sont pas seulement les hommes et les femmes qui sont inégaux, mais la totalité des hommes et des femmes, voilà ce qu'il s'agit de nier et bafouer, pour que ne demeure plus qu'un stéréotype unique facilement contrôlable et manipulable.

Un droit collectif n'est jamais l'addition mais la somme de besoins individuels, dès lors que les membres de la société n'appartiennent plus à une classe particulière, qu'il n'est plus possible de les distinguer et de les regrouper selon un certains nombre de critères et de besoins, de droits, ils sont totalement atomisés, individualisés, tout besoin ou droit spécifique a perdu toute légitimité, ils ne sont plus en mesure d'en revendiquer, de se rassembler sur cette base, ils sont réduits à l'état d'esclaves dans le monde tel qu'ils le conçoivent. - ndlr)

Pour mettre en place son programme de sensibilisation, l'Education nationale a distribué dix séquences pédagogiques, adaptables de la grande section de maternelle au CM2, expérimentés dans plus de 600 classes de 275 écoles.

(Ai-je exagéré? A les entendre dès la maternelle la guerre des sexes feraient rages... Sans aller plus loin, rien que cet argument suffit à comprendre qu'on est en présence d'une formidable machination ou manipulation. En réalité, ce sont eux qui tiennent absolument à ce que les gosses s'intéressent à leur sexualité, fassent une fixation sur cette question dès le plus bas âge, alors que les propagandistes de cette opération n'hésitent pas à se prostituer pour un maroquin (poste ministériel), un siège d'élu au Parlement européen, etc.- ndlr)

L'ABCD de l'égalité approuvé par un Français sur deux - L'Express.fr 01.02

Une majorité de Français (53%) approuve l'ABCD de l'égalité, un programme conçu pour lutter contre les stéréotypes filles-garçons à l'école, selon un sondage BVA pour i-télé publié ce samedi. Mais un tiers des personnes interrogées le trouvent "*dangereux*".

D'après cette enquête d'opinion, cette expérimentation conçue pour lutter contre les stéréotypes filles-garçons à l'école est connue dans le public : 68% en ont entendu parler contre 32% qui en ignorent l'existence. L'Express.fr 01.02

Soit 53% de 68% = 36,04%, c'est ce qu'ils appellent une majorité.

Ils veulent absolument monter les générations les unes contre les autres, les sexes l'un contre l'autre, faire en sorte que les enfants soient perpétuellement en conflit avec leurs parents. Comment cela, c'est très simple.

Si j'élève ma fille comme une fille, elle va peut-être m'accuser de la cantonner au rôle de fille, et si je l'élève plutôt comme un garçon un jour elle va me reprocher de négliger sa féminité et ainsi de suite, de telle sorte qu'en tant que père je ne sache plus du tout quelle attitude avoir avec ma fille sans culpabiliser, me demander si des fois je ne serais pas en train de violer son droit à se sentir une petite fille ou plutôt un petit garçon, de l'influencer dans un sens ou un autre et d'outrepasser mes droits de père, au point d'en arriver à ne plus intervenir du tout dans sa vie et pas seulement sur ses choix, laissant faire les choses, pas vraiment naturellement car elle sera forcément influencée par la société ou le monde extérieur, oui mais là ce sera normal nous dit-on, je n'aurai pas mon mot à dire, je devrai laisser cette influence s'exercer sur elle sans rien dire.

Mais dites-moi, dans ces conditions-là que reste-t-il des rapports entre parents et enfants, comment puis-je lui procurer une éducation, comment puis-je lui transmettre des connaissances une fois qu'il a été établi que la société disposait d'un droit supérieur au mien sur ma fille et que je devais m'y conformer ? Rien en dehors de rapports purement alimentaires.

Sionisme et néolibéralisme

Valls avait porté plainte contre Dieudonné dès septembre - 20minutes.fr 17.01

L'affaire Valls-Dieudonné ne date pas d'hier. Dans les tribunaux, elle a en réalité commencé en septembre, avec la discrète plainte du ministre de l'Intérieur contre le polémiste pour «injure publique», révèle M6 ce vendredi. L'objet de la plainte: une vidéo postée sur Internet le 29 août dans laquelle Dieudonné qualifiait Manuel Valls de «Mussolini moitié trisomique». 20minutes.fr 17.01

Ils avaient patiemment et minutieusement orchestré leur offensive de longue date...

Foot : la Fédération anglaise condamne la « ***quenelle*** » d'Anelka - LeMonde.fr 21.01

Les sionistes ont le bras long, on dit même qu'à la longue ils ne peuvent plus le plier...

Dieudonné interdit de séjour au Royaume-Uni. - Reuters 03.02

L'humoriste français Dieudonné, qui entendait manifester son soutien au footballeur de West Bromwich Albion Nicolas Anelka, est interdit d'entrée au Royaume-Uni, a-t-on appris lundi auprès du ministère anglais de l'Intérieur. "*Nous pouvons confirmer que Monsieur Dieudonné fait l'objet d'une interdiction de séjour*", a déclaré un porte-parole du ministère anglais de l'Intérieur, le Home Office.

« *La ministre de l'intérieur [Theresa May] cherchera à expulser du Royaume-Uni toute personne si elle considère qu'il y a des raisons politiques ou de sécurité publique nécessitant de le faire* », a ajouté le porte-parole du Home Office.

Ce n'est pas une première pour le Royaume-Uni, qui en 2008 a publié sa liste d' « *exclus* » nés à l'étranger et interdits de séjour pour incitation à la haine raciale ou religieuse. Selon Eric Albert, le correspondant du journal Le Monde à Londres, entre 2005 et 2009 101 personnes avaient été inscrites sur cette liste, depuis rendue secrète. Reuters et Le Monde.fr 03.02

Commentaire d'un internaute.

- Si j'ai bien compris, cette interdiction résulte de son soutien à Anelka, qui lui n'est pas encore condamné. Donc on sanctionne un soutien verbal, quand l'auteur de la "*faute*", n'est pas encore sanctionné! Étrange "*le monde libre*"! Si on voulait valider les "*thèses*" de Dieudonné, on ne s'y prendrait pas autrement! Les dirigeants actuels sont aussi moins raffinés? Quelle consécration pour l'humoriste! Le voilà présenté comme le vrai opposant du "*système*".

Un article de Reuters du 3 février vous donne raison :

Le polémiste a finalement été autorisé à reprendre sa tournée après avoir renoncé à ce spectacle pour en présenter un autre consacré à l'Afrique. Reuters 03.02

Alors qu'en réalité, c'est le même spectacle épuré de quelques formules qui étaient destinées aux sionistes, mais qui pouvaient satisfaire de véritables antisémites.

Israël agit en France pour casser la résistance au sionisme - french.irib.ir 22.01

Cette campagne a bénéficié de la puissance de feu des Appareils Idéologiques d'État, CRIF et LICRA et des media officiels mais également de forces supplétives, notamment la Ligue de Défense Juive.

La Jewish Deafence League est fondée à New York en 1968 par le rabbin américain Meir Kahane. Son homologue la LDJ en France est fondée par Pierre Lurçat, un ancien membre du Betar en octobre 2000 d'abord sous le nom de Liberté Démocratie et Judaïsme. Auto-dissoute en 2003, elle se reforme sous le nom de Ligue de Défense Juive. Son objectif : défendre « la communauté juive française » en luttant contre l'antisémitisme, l'anti-judaïsme et l'antisionisme. Politiquement proche du Front National – elle soutient en 2012 la candidature de Marine Le Pen considérée comme une "*amie d'Israël*" – la LDJ revendique «*une centaine d'adhérents, des jeunes entre 18 et 35 ans, en région parisienne*». «*En cas de menace grave sur la communauté, nous pourrions mobiliser environ un millier de personnes* », déclare l'un des porte-parole de l'organisation. Ratonnades, actes de vandalisme, agressions contre des militants pro-palestiniens, menaces de mort, expéditions punitives violentes,… on ne compte plus les exactions commises par cette milice paramilitaire.

Citons pêle-mêle : agression violente au tribunal administratif de Paris contre des étudiants d'une association d'extrême-gauche de Nanterre (l'AGEN), connue pour ses positions antisionistes radicales, en décembre 2003, ratonnade devant le lycée Janson-de-Sailly en janvier 2009 , saccage d'une librairie pro-palestinienne en juillet 2009 ; intrusions violentes dans des réunion pro-palestiniennes ou de manifestations culturelles : dans une soirée de l'association Génération Palestine, en avril 2009, au Centre International de Culture populaire de la Mairie de Vitry-sur-Seine en mars 2009 qui s'apprêtait à faire citoyen d'honneur Marwan Barghouti condamné à la prison à vie en Israël, dans une réunion de l'association France-Palestine en mai 2011 , en novembre 2010 au Musée d'Art Moderne de Paris lors de l'exposition du photo-journaliste berlinois Kai Wiedenhöfer, « *Gaza 2010* », présentant des clichés de victimes palestiniennes dans la bande de Gaza, à l'Institut du monde arabe lors de la projection d'un film en septembre 2012 ; agressions violentes contre de nombreuses personnalités : le président du MRAP Mouloud Aounit en novembre 2003, Dieudonné en mars 2005, l'écrivain essayiste Alain Soral en septembre 2004 (la librairie dans lequel il se trouvait fut saccagée et plusieurs personnes molestées), l'Israélien Ofer Bronchtein, président du Forum international pour la paix en avril 2012 Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des Indigènes de la République en octobre 2012, l'écrivain juif antisioniste Jacob Cohen en mars et en juillet 2012 , Olivia Zémor, présidente de l'association CAPJPO-EuroPalestine, en juin 2012 (à noter que cette organisation fait régulièrement l'objet de menaces de la part de la LDJ). Aucun des auteurs de ces faits n'a été inquiété par la Justice. Certaines plaintes ne font l'objet d'aucune enquête, même lorsque les responsables – désormais bien connus – sont formellement identifiés, comme ce fut le cas lors de la première agression de Jacob Cohen, en mars 2012. Le sentiment d'impunité conduit d'ailleurs les membres de cette organisation à agir àvisage découvert et à faire la publicité de leurs exactions sur les réseaux sociaux.

On peut s'étonner de la grande tolérance de l'État français vis-à-vis d'une organisation classée comme terroriste et interdite en Israël et aux États-Unis. Le MRAP demande régulièrement la dissolution de cette milice d'extrême-droite depuis 12 ans sans aucun succès. « *Nous avons écrit de nombreuses lettres aux autorités ou les avons alertées lors d'entretiens, des parlementaires ont fait de même, et aucun résultat n'a été obtenu* », déplore de son côté l'Union Juive Française pour la Paix dans un communiqué, le 11 juillet 2012. La politique du deux poids deux mesures a de quoi laisser dubitatif quand on compare la totale impunité de fait dont jouissent les membres de cette organisation, sa longévité en dépit de ses agissements, à la rapidité avec laquelle l'État français a dissout le groupe islamiste Forzane Alliza dont le seul tort était de promouvoir la lutte armée ainsi que les groupes nationalistes Jeunesses Révolutionnaires et Troisième Voie à la suite d'un fait divers malheureux.

Autre fait troublant : une annonce publiée par la LDJ sur un site français en septembre 2011, pour recruter des mercenaires et aller casser du Palestinien en Cisjordanie n'a pas suscité la moindre réaction politique ni médiatique (à l'exception notable du site Rue89). Interrogée, une porte-parole du Quai d'Orsay refusera de répondre au journaliste, assurant qu'elle ne connaît pas la LDJ . Les membres de cette organisation sont en réalité totalement couverts par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Ils bénéficient même pour leurs séances d'entraînement au combat d'un bâtiment officiel public prêté par la Police nationale ! Ils y suivent des cours de krav-maga, l'art martial de l'armée israélienne, sous la direction de conseillers techniques venus d'Israël. Tout comme le CRIF, appareil idéologique d'État et lobby officiel du sionisme en France, son bras armé la LDJ, dont elle couvre régulièrement les agissements est au service de l'État français pour briser la résistance politique au sionisme. Pour ce faire, son statut extra-légal lui permet d'utiliser la violence en toute impunité et avec la complicité des forces de l'ordre. french.irib.ir 22.01

La communauté juive fait interdire un maillot de foot représentant la Palestine - french.irib.ir 22.01

La Fédération de Football du Chili (FFC) a interdit le maillot du club de football "*Palestino*" qui représentait la carte de Palestine (avant la création de l'Etat sioniste) sur le dos des joueurs.

La communauté juive s'était plainte après avoir découvert le maillot du club professionnel créé par la diaspora palestinienne en 1920.

La FFC s'est vite exécutée en faisant interdire le maillot pour discrimination et en condamnant le club à une amende de 1300 dollars.

Le Chili compte la plus grande diaspora palestinienne à l'étranger hors Moyen-Orient. french.irib.ir 22.01

Peu importe la religion, Valls appelle au combat contre tous les intégrismes - lexpress.fr 22.01

Intégristes catholiques ou revendications religieuses des banlieues, la gauche doit combattre ces deux phénomènes avec "*la même vigueur*", selon le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. lexpress.fr 22.01

L'intégrisme sioniste, la Ligue de Défense Juive, non, cela n'existe pas ou plutôt ils sont légitimes pour Valls, vive Israël !

L'Unesco et les juifs : ignominie - Lepoint.fr 23.01

L'Unesco avait programmé, à Paris, de longue date, une exposition intitulée "*Les gens, le Livre, la Terre : la relation de 3 500 ans du peuple juif avec la Terre sainte*".

Cette exposition était parrainée par le Centre Simon-Wiesenthal ainsi que par un certain nombre d'États...

Or voici qu'à moins d'une semaine de son inauguration elle est brutalement suspendue, pour ne pas dire annulée, par simple communiqué de la direction de l'agence obtempérant à une lettre de 22 pays arabes "*préoccupés*" - sic - par le "*possible impact négatif*" de l'événement sur "*le processus de paix et les négociations en cours au Proche-Orient*".

Et ne nous attardons pas non plus sur l'aveuglement d'une Ligue arabe qui, confrontée à la menace nucléaire iranienne, à la glaciation peu négociée de la révolution égyptienne, à l'écrasement guère pacifique des velléités démocratiques à Bahreïn ou dans les Émirats et, last but not least, au massacre de 130 000 Syriens par l'aimable Bachar el-Assad, ne voit qu'une menace sérieuse planer sur la région : Israël, toujours Israël, le tout petit Israël, dès lors qu'il a la prétention de se pencher, comme tous les peuples du monde, sur son histoire, ses récits fondateurs ou l'ancienneté de sa présence sur la terre où il est établi.

Le plus dramatique dans cette affaire, c'est l'image pitoyable que donne d'elle-même une agence des Nations unies se couchant - il n'y a pas d'autre mot - devant le diktat.

C'est le sentiment d'être revenu aux temps, il y a presque quarante ans, où la même agence voyait dans le sionisme une forme de racisme (...) alors que personne, encore une fois, ne paraît, aujourd'hui, s'en inquiéter ni presque s'en aviser !

(Du racisme fondateur de l'Etat sioniste, ah ben si qu'on s'en inquiète et pas qu'un peu ! - ndlr)

C'est la façon dont un vrai débat (...) est en train d'être détourné par un quarteron de faux historiens que vient aujourd'hui conforter, avec sa honteuse palinodie, cette grande institution qu'est, en principe, l'Unesco

("*il n'y a jamais eu de Temple à Jérusalem*", disait l'un... "*le peuple juif est une invention récente*", écrivait l'autre... "*peut-être existe-t-il, assénait le troisième, mais comme un peuple violent, originairement cruel, pour ne pas dire génocidaire...*" - eh bien, ce torrent d'imbécillités négationnistes qu'il nous était donné de subir, depuis un certain nombre d'années, à longueur de colonnes et de programmes, c'est dans son sillage que s'inscrit, qu'elle le veuille ou non, cette décision de l'Unesco). (Voilà l'Unesco classée parmi les négationnistes ! De nos jours le négationnisme ne serait-ce pas nier les droits légitimes des Palestiniens à revenir sur leurs terres dont les sionistes les ont chassés en 1947-48 ? Vous aurez sans doute deviné le nom de l'auteur de cet article nauséabond, qui nous la joue une fois de plus sur le ton outré de la victimisation, son abréviation en trois lettres si infâmes qu'on hésite à les prononcer ? - ndlr)

Ce qui est dramatique encore, c'est la quasi-certitude, en écrivant ces lignes, de provoquer un déferlement de commentaires où l'on verra, comme à l'accoutumée (...) : "*marre d'Israël ! marre du sionisme ! on se fiche de savoir qui, dans cette querelle, a tort ou raison - nous en avons juste assez, et de la querelle, et des juifs qui en sont l'objet*". (Plus que cela encore, à vomir votre antisémitisme ! - ndr) Lepoint.fr 23.01

Et cet ignoble personnage, c'est juste pour montrer une fois de plus qu'ils ne reculent devant rien, de conclure en s'attaquant à la directrice de l'Unesco Mme Irina Bokova qui aurait élu à ce poste grâce à lui et son carteron d'extrême droite sioniste, elle serait ingrate ou aurait mauvaise mémoire, et il compte bien lui faire payer cette forfaiture, une menace à peine voilée. Ils croient qu'il est possible d'acheter tout ou n'importe qui ou que le monde devrait leur ressembler, heureusement que ce n'est pas le cas, quelle horreur !

Dieudonné fait un «***petit***» à Londres - french.irib.ir 25.01

A Londres, Dieudonné s'appelle Gerald Scarfe, du nom d'un brillant dessinateur de presse au journal britannique *The Sunday Times*. Son crime ? Avoir dessiné le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en pleine construction d'un mur de briques.

Sauf qu'en lieu et place de ciment, il utilise du sang. Entre les briques, des visages agonisants de Palestiniens écrasés par le poids

de l'édifice. Le titre : «*Will cementing the peace continue ?*» (Va-t-on continuer à cimenter la paix ?).

Et boom ! Le dessin a soulevé une tempête politico-médaitique et été décrété illico-presto «*antisémite*». Le «*Crif*» local s'est mobilisé et rameuté ders supporters pro sionistes autour de lui pour tordre le cou à l'impertinent caricaturiste. Acteurs politiques, journalistes, élus et associations proches du lobby juif se sont levés comme un seul homme pour clouer au pilori le dessinateur.

Le royaume de sa majesté la reine a sonné l'alerte. Même le patron du Sunday Times a lâché son employé en s'en lavant les mains publiquement de ce dessin qu'il a qualifié de «*grotesque et offensant*». Le magnat de la presse juif australien Rupert Murdoch, n'a pas hésité a envoyer son journalistes au bûcher. «*Gerald Scarfe n'a jamais reflété les opinions du Sunday Times*», a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Pire Murdoch ajoute sans rire : «le journal a une longue histoire en termes de défense d'Israël, et de ses problèmes, tout comme moi en tant qu'éditorialiste».

Voilà la gratitude que reçoit Gerald Scarfe pour ses 55 années de loyaux services au Sunday Times ! Pendant ce temps, The Sunday Time peut caricaturer l'islam et les musulmans et son patron Murdoch, pourra à loisir gloser et s'époumoner sur la «*liberté d'expression*» en raillant le prophète Mohamed (QSSL) ou en se payant la tête des arabes ou des musulmans.

Le comble dans cette affaire, c'est que le dessinateur ne s'en est pas pris au judaïsme ni à la très controversée Shoah. Il a juste pointé la politique annexionniste et criminelle de l'Etat hébreu qui consiste à voler les terres des palestiniens pour y construire des colonies sauvages après s'être débarrassés physiquement de leurs propriétaires.

Un dessin réaliste mais surtout politique qui n'a rien à voir avec le réflexe victimaire qui surgit instinctivement dés qu'il est question d'Israél ou de l'un de ses dirigeants. Les sionistes ont assurément trouvé une bonne recette pour fermer le bec aux journalistes du monde occidental : «*L'antisémitisme*» mêlé à toute les sauces. Mais à la longue ce plat devient insipide au goût. Y compris en Occident. french.irib.ir 25.01

Nazisme : les dirigeants sionistes ont saboté le sauvetage des juifs - french.irib.ir 28.01

L'extermination des juifs en Europe devait servir à justifier ou légitimer la création d'Israël, de la même manière que le bombardement de Pearl Harbour devait servir à convaincre le peuple américain du bien-fondé de la participation des Etats-Unis à la Seconde Guerre mondiale, ou encore le 11 septembre 2001 la lutte interminable et planétaire contre le terrorisme, pour légitimer aux yeux des Américains toutes les guerres à venir qu'ils avaient planifiées de longues dates...

Ils sont Israéliens et se mobilisent en Palestine. Pourquoi s'engager contre son camp? - slate.fr 29.01

Parce qu'on peut être juif sans se reconnaître dans Israël, sans être forcément sioniste. C'est surprenant uniquement pour des sionistes qui dévoilent un peu plus chaque jour leur véritable nature, hideuse. Slate.fr est la voix du Crif qui considère comme antisémite tout opposant à Israël ou au sionisme, tout antisioniste comme ennemi ou traître, y compris les juifs.

Au moins quand dorénavant nous cataloguerons ce portail parmi les sionistes, nous pourrons faire référence à cet article. On rappelle que J. Attali est l'un des co-fondateurs de ce portail. Il rivalise avec Atlantico.fr.

Les quenelles volent bas à l'aéroport de Roissy - liberation.fr 30.01

Selon nos informations, plusieurs responsables de la CGT Air France ont effectué une quenelle à Roissy et ont affiché sur Internet leur soutien à l'«*humoriste*» Dieudonné, plusieurs fois condamné pour propos antisémites. Tout est parti d'une photo qui a choqué en interne, et que Libération s'est procurée. (Libération en délateur, que ne ferait-il pas pour vendre leur torchon. -ndlr)

Contactés par Libération, les intéressés assurent qu'ils ne sont ni antisémites ni fans de Dieudonné. La photo de Roissy était un simple «*bras d'honneur*» lancé par les grévistes à leur direction, indique David Ricatte, secrétaire et porte-parole de la CGT Air France. Il ajoute que la quenelle n'avait, à l'époque, pas la connotation antisémite récemment médiatisée. liberation.fr 30.01

Peu importe ce que vous pouvez dire, vos procureurs n'écoutent que le Crif, au moyen d'un amalgame ordurier vous êtes déclaré antisémite et fan de l'odieux et médiocre comédien.

Au fait, saviez-vous que Thierry Lepaon avait accepté de rencontrer le CRIF le 28 janvier dernier, organisation qui incarne l'extrême droite sioniste ?

Valls parle de Dieudonné aux francs-maçons - L'Express.fr 31.01

Au cours de la cérémonie de voeux qu'il a offerte aux obédiences maçonniques le 30 janvier au ministère l'Intérieur, Manuel Valls exhorté les francs-maçons à se battre contre les extrémismes, l'extrême-droite, Dieudonné en particulier...

De mémoire de maçons, c'est la première fois qu'un ministre de l'Intérieur offre une cérémonie de voeux aux obédiences. Nicolas Sarkozy l'avait fait, mais en tant que Président de la République. L'Express.fr 31.01

La franc-maçonnerie et le sionisme sont athées et nihilistes

Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est. (Camus, l'Homme révolté)

Il croit en ce qu'il veut bien croire, et c'est un mode de pensée totalitaire ou despotique parce qu'il veut imposer cette croyance aux autres ou considère qu'il est supérieur à tous les autres. Ce mode de pensée repose sur le déni permanent de la réalité, des faits, ce qui coïncide tout à fait avec l'idéologie néolibérale ou sioniste, d'où l'accusation d'imposture qu'on porte contre lui ou contre eux.

Il ne peut y avoir de confrontation d'idées qu'à partir du moment où s'affrontent deux interprétations différentes basées sur la réalité ou des faits, mais dès lors que l'une des deux fait abstraction de la réalité ou des faits, refusent de les prendre en compte, toute discussion est rendue impossible puisque l'une des deux parties souhaite imposer son interprétation à l'autre sur une base qui n'existe pas ou insaisissable, purement subjective, qui ne doit faire l'objet d'aucune analyse pour en vérifier la véracité, car rien ne peut la justifier. C'est l'idéologie adoptée par la classe dominante et qui a gagné toutes les classes, y compris le mouvement ouvrier.

Un millier de personnes rassemblées contre Dieudonné à Marseille - Francetv info 02.02

Le polémiste doit se produire dans la journée à Marseille. Environ un millier de personnes se sont retrouvées dimanche 2 février en début d'après-midi dans la cité phocéenne pour protester contre la tenue d'un spectacle de Dieudonné, a constaté une journaliste de l'AFP.

Plusieurs élus de droite et de gauche se sont joints au rassemblement organisé par les représentants de la communauté juive de la ville. "*Vous êtes les clients dociles d'un juteux fonds de commerce*", a lancé la présidente du Crif de Marseille, Michèle Teboul, à l'adresse des spectateurs de Dieudonné. Francetv info 02.02

Ce ne sont plus des propos particuliers ou le spectacle intitulé Le Mur qu'ils visent, mais tout spectacle donné par ce comédien. A quand l'extermination physique du parasite ?

En complément.

La Coordination intercommunautaire suisse contre l'antisémitisme et le racisme (Cicad) a tenu un stand en face du théâtre où se produisait Dieudonné lundi soir à Nyon. "*On entend faire acte de présence et dire qu'il n'est pas le bienvenu*" en Suisse, a expliqué le secrétaire général de la Cicad, Johanne Gurfinkiel. Lepoint.fr 03.02

Propos sur les Roms : finalement l'UMP ne sanctionne pas le maire de Roquebrune-sur-Argens - Francetv info 26.01

Il avait été suspendu à titre conservatoire, le 5 décembre 2013, par la fédération UMP du Var. Finalement, Luc Jousse, maire de Roquebrune-sur-Argens, n'a pas été sanctionné par son parti, note Var Matin, dimanche 26 janvier.

L'UMP, qui devait se prononcer lors de son Conseil national, samedi 25 à Paris, n'a prononcé aucune sanction. Luc Jousse reste donc tête de liste investie par l'UMP à Roquebrune-sur-Argens.

L'édile avait été au cœur d'une polémique en décembre 2013 après des propos réitérés sur la communauté Rom, qui avaient choqué jusqu'à ses propres rangs. "*Ils se sont mis à eux-mêmes le feu dans leurs propres caravanes ! Un gag ! Ce qui est presque dommage, c'est qu'on ait appelé trop tôt les secours !*", avait-il notamment déclaré lors d'un conseil de quartier. Francetv info 26.01

Heureusement que les Roms ne sont pas juifs ou tant pis pour eux !

Irak : Israël arme depuis 2006 les takfiris. - french.irib.ir 03.02

C'est un projet de longue haleine! le général irakien Fazel Al Barwari, commandant des bataillons " *dorés*" de l'armée irakienne

le confirme : depuis 2006 une grande partie des armements saisis aux terroristes sont de fabrication israélienne . " *A l'heure qu'il est les terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daesh) tuent nos soldats avec des armes israéliennes* ", le général estime qu'il existe un vaste réseau de trafic d'armes depuis Israël vers l'Irak via les intermédiaires saoudiens. french.irib.ir 03.02

Quand l'imposture est élevée au rang de théorie.

Robert Badinter : «***Il y a une forme de dégénérescence du débat politique***» - leparisien.fr 01.02

Les provocateurs et fossoyeurs de la République et de la démocratie se mobilisent et en appellent à l'union nationale pour les défendre ou plutôt défendre le régime en place qu'incarne le gouvernement en place.

«*Il y a une forme de dégénérescence. Le débat est désormais instantané, en raison des nouvelles techniques de communication. Et il est moins contrôlé. Le filtre des rédactions des médias ou des organisations politiques disparaît. L'essentiel se passe sur des réseaux sociaux, s'inscrit dans des petites phrases diffusées aussitôt, dans des réactions instantanées souvent anonymes. Ce changement technologique induit inévitablement un appauvrissement du débat politique.*»

- Alain Finkielkraut s'emporte contre la « *malédiction d'Internet* » - LeMonde.fr 31.01

Selon le philosophe, « *Internet devient un immense cloître où les sphincters de la liberté ne cessent de déverser leurs productions innombrables* » sur BFM-TV vendredi 31 janvier au matin.

En 2009, il avait déclaré dans l'émission Arrêt sur images qu'Internet était « *la poubelle de toutes les informations* ». LeMonde.fr 31.01

- Robert Badinter : «*.. .j'ai toujours été social-démocrate. Je l'étais déjà en 1981.*» leparisien.fr 01.02

Bon, aucun dirigeant du PS n'a jamais été socialiste, merci on le savait déjà !

Badinter aurait aimé une grande manifestation contre "*Jour de colère*" - AFP 02.02

L'ancien garde des Sceaux et ex-sénateur PS Robert Badinter aurait souhaité "*une grande manifestation de protestation*" contre le défilé "*Jour de colère*".

"*J'ai le sentiment que tout le monde a été surpris. Mais face à une telle provocation fasciste, à ces cris infâmes, j'aurais souhaité des réactions plus vives, des appels d'associations de défense des droits de l'homme et des partis républicains pour organiser une grande manifestation de protestation*", ajoute-t-il. AFP 02.02

Le sionisme appel le fascisme, il a des trous de mémoires à son âge ou une connaissance très sélective de l'histoire...

Dray: face au "***bloc réactionnaire***", il faut "***une réaction à la réaction***" - AFP 02.02

Invité du "Forum" Radio J, le socialiste Julien Dray a appelé dimanche la gauche à une prise de conscience, une "*réaction à la réaction*" face au "*bloc réactionnaire*" qu'il juge "*fondamentalement antirépublicain*", notamment au regard de la manifestation anti-Hollande de dimanche dernier.

Cette radicalisation de la société française signe-t-elle l'échec de François Hollande et de la gauche ? "*Ce n'est pas parce qu'elle a failli, c'est parce qu'elle reprend ce combat pour l'égalité que ces forces se remettent en mouvement.*" AFP 02.02

Le PS incarne sur toute la ligne la réaction économique, sociale et politique en faisant acte de soumission envers l'oligarchie financière, Washington, Tel-Aviv, Riad et Doha notamment ou encore l'Union européenne, c'est dans ce contexte qu'il faut analyser leur prétendu "*combat pour l'égalité*", tandis que les inégalités sociales s'amplifient ou leur dénonciation de la réaction dont le PS est finalement le catalyseur, tandis que le règne de l'arbitraire et de l'injustice à force de loi dans ce pays et nos droits politiques ont fait l'objet d'une nouvelle attaque en se servant de l'affaire Dieudonné.

Il ne doit pas être au courant que les inégalités sociales n'ont pas cessé de s'amplifier en France et partout dans le monde depuis les dernières décennies avec une accélération foudroyante au cours des cinq dernières années.

- Le dirigeant socialiste Julien Dray a accusé dimanche le service public audiovisuel d'avoir, au nom de la "*liberté d'expression*", "*sacrément servi la soupe*" aux "*leaders réactionnaires*" qui sont devenus "*tendance depuis une dizaine d'années*."

(Le service public audiovisuel est tel que l'ont conservé Hollande et le PS depuis qu'ils sont au pouvoir, non ? A croire que les réactionnaires servent leurs intérêts, non ? Ils leur permettent de se présenter comme des gens de gauche ou progressistes, alors qu'ils sont tout autant réactionnaires ou pire encore en réalité. L'hypocrisie est à son comble et ils savent s'en servir. - ndlr)

"*On voit toute une série d'émission sur les radios, à la télévision, ou les leaders de pensée sont des leaders réactionnaires. C'est devenu tendance, ça fait bien de remettre tout en cause. L'alibi de tout ça, c'est la liberté d'expression. Mais les idées qui sont émises, ce ne sont pas des idées, ce sont des délits. Parce qu'elles produisent, quand elles sont appliquées, de la barbarie*", a assuré M. Dray. AFP 02.02

Emettre des idées différentes des leurs est un délit, c'est ce qui a valu à Rosa Luxembourg d'être assassinée par le SPD. Il reprend l'argumentation du Conseil d'Etat, le PS est bien l'antichambre de toutes les dictatures. Il devait faire allusion aux idées de Théodore Herzl qui ont inspiré Hitler et les nazis...

Valls : "***J'en appelle à un réveil de tous les républicains***" - Le Nouvel Observateur 02.02

"*... une droite conservatrice et réactionnaire s'est libérées. (...) Elle occupe la rue car elle considère que la gauche au pouvoir n'est pas légitime*"

"*Face à ce phénomène, la droite républicaine a donc une responsabilité : se démarquer clairement des mouvements qui n'acceptent pas la démocratie et les choix du Parlement*", insiste-t-il.

Manuel Valls lance également un appel au sursaut à gauche : "*Ne laissons plus rien passer. Je pense aux sifflets contre le Président le 11-Novembre. C'était inadmissible. Où était la gauche ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu plus de réactions ? Toute la gauche comme les grandes associations antiracistes doivent s'engager et répondre aux provocations antirépublicaines*", déclare-t-il. Le Nouvel Observateur 02.02

Les "*choix du Parlement*", ceux qui piétinent quotidiennement nos droits sociaux et politiques ?

Pourquoi l'extrême droite considère-t-elle que "*la gauche au pouvoir n'est pas légitime*", sinon qu'elle est une imposture, qui fournit des arguments aux fachos sinon monsieur Valls et consorts ?

Le PS appelle "***la France de la fraternité***" à manifester - Le Nouvel Observateur 02.02

Le porte-parole du PS, David Assouline, a souhaité dimanche 2 février sur BFMTV que "*la France de la fraternité se manifeste fortement*" lors d'un rassemblement pour contrer "*Jour de colère*", coalition de mouvements opposés au gouvernement.

Face à ce qu'il a appelé "*une vague réactionnaire*", et la mobilisation anti-gouvernementale de dimanche dernier, David Assouline juge nécessaire "*une offensive idéologique sur les valeurs de la République*". Le Nouvel Observateur 02.02

(Que le PS ne cesse de piétiner allègrement... - ndlr)

"*Tous les Républicains doivent rester mobilisés pour répondre aux provocations, aux mensonges et à la tentation de l'extrémisme. Tous les Républicains doivent condamner ceux qui s'en prennent aux valeurs et aux institutions de la République*", a dit dimanche le premier secrétaire du PS, Harlem Désir. AFP 02.02

De la Ve République qu'il faudrait défendre, ce sera sans nous.

Mouvement ouvrier.

Affaire Clément Méric : les médecins peinent à établir la cause de la mort - Francetv info 22.01

A-t-il été tué à coups de poing ou est-ce sa chute qui lui a été fatale ?

Les experts chargés de se pencher sur le cas de Clément Méric, jeune militant d'extrême gauche tué le 5 juin dans une bagarre, peinent à déterminer les causes exactes de sa mort.

Au cours de la bagarre opposant des skinheads soupçonnés d'être proches de l'extrême droite et un groupe d'antifascistes, "*il semble que monsieur Méric ait perdu connaissance très rapidement et qu'il ait ensuite chuté. Du fait de cette perte de connaissance, il n'a eu aucune retenue dans sa chute*", selon le rapport rendu le 2 janvier et publié le 23 par Libération. Francetv info 22.01

Sept mois plus tard, ils en sont encore à se demander s'il faut imputer sa mort au coup de poing qu'il a reçu ou à sa chute, autrement dit quelle version servira le mieux les intérêts politiques du gouvernement. Il reste encore un peu plus d'un mois avant les élections municipales, peut-être réussiront-ils à résoudre cet énigme juste à temps dans le sens qui les arrangera...

Besancenot (NPA) pour un "week-end de révolte de gauche" - AFP 28.01

Encore un qui "*espèrait*" quelque chose de ce gouvernement social-libéral-impérialiste.

- Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) a proposé mercredi sur France Info un "*week-end de révolte de gauche*" contre la politique gouvernementale.

"*Pas de semaine qui passe sans que le gouvernement ne nous invente une nouvelle formule qui nous désespère*", a affirmé l'ex-candidat à l'Elysée.

"*Courant février, mars, peu importe la date*", a-t-il relevé, "*avec Jean-Luc Mélenchon, avec Pierre Laurent, avec Lutte ouvrière...*".

(J'ai consulté le calendrier, vous avez aussi le week-end qui précède le 14 juillet ou celui qui suit le 15 août, pour le 25 décembre c'est rapé : il tombe en plein milieu de semaine ! - ndlr)

"*C'est un appel à toutes les équipes militantes syndicales qui sont peut-être sans parti mais qui, au quotidien, résistent concrètement à la politique du gouvernement*". AFP 28.01

Il pourrait alors s'agir d'une mobilisation apolitique, ils sont décidément impayables ces "*trotskistes*".

Elections municipales.

Il y a 221 ans mourrait Louis XVI. On le commémore toujours - nouvelobs.com 21.01

Messe en la basilique de Saint-Denis en présence du prince Louis de Bourbon, un arrière-petit-fils d'Alphonse XIII (et de Franco) qui se fait nommer duc d'Anjou. nouvelobs.com 21.01

Louis de Bourbon, ce nom vous est familier depuis qu'il figure dans la liste du comité de soutien de la candidate du PS à la mairie de Paris. Question : Quand est-ce que le PS va réhabiliter Louis XVI ? C'est déjà fait en la personne de son héritier politique : Hollande !

Municipales: le PCF pour "***des listes de rassemblement***" dans 210 villes - AFP 22.01

"*Le PCF a décidé de partir à l'élection municipale dans des listes de rassemblement avec, entre autres, le PS*", dans 210 communes de plus de 20.000 habitants, selon un communiqué remis en marge du conseil national du PCF.

"*Nous y allons avec un esprit de conquête maximum*", a déclaré Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lors d'un point de presse.

Concernant les 186 villes de plus de 20.000 habitants ayant un maire de droite ou d'extrême droite, le PCF part sur des listes de rassemblement dans 63 d'entre elles, avec le Front de gauche sans le PS dans 100 d'entre elles, seul dans deux. Dans deux autres, le débat se poursuit et, dans 19, le PCF n'aura pas de candidat. AFP 22.01

Vous êtes prévenus, si vous votez PCF, c'est comme si vous votiez PS ou contre vos propres intérêts de classe...

Au-delà des bisbilles avec le PCF, Mélenchon fait de l'oeil aux écologistes - AFP 30.01

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, envisage le Front de gauche, au-delà des bisbilles des municipales qui l'opposent à son partenaire communiste, avec une "*alliance encore plus large*" sur le terrain, qui engloberait les écologistes.

La réconciliation se fera pour les élections européennes où PCF et PG feront liste commune.

(La "*réconciliation*", le terme est exagé, avec le PS surtout puisqu'ils défendent tous l'Union européenne, l'euro, la BCE, nos bourreaux quoi. - ndlr)

Du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon veut faire un "*Front du peuple*" regroupant "*des forces idéologiques mais aussi sociales*". (Le pluriel signifie que ces forces représentent et défendent des idéologies théoriquement antinomiques mais qui en pratique se rejoignent sur la base de la plus réactionnaire évidemment. - ndlr) AFP 30.01

Vous êtes prévenus, si vous votez PG ou Front de gauche, c'est comme si vous votiez EELV ou PS ou contre vos propres intérêts de classe...

Paris : Charles Beigbeder présente les listes de « *Paris libéré* » pour les municipales - lemonde.fr 30.01

Les listes « *Paris libéré* » rassemblent de nombreux ex-dissidents UMP, comme Géraldine Poirault-Gauvin (15e arrondisssement), David Alphand (16e), Serge Federbusch (10e), Marie-Claire Carrère-Gée (14e) et Thomas Rebaud (17e). David Pierre-Bloch (Nouveau Centre, 18e), Jacky Majda (UDI, 3e) et Soulé Diawara (ex-militant PS, 19e) ont également rejoint les listes du mouvement.

Il propose de vendre les logements sociaux au privé. lemonde.fr 30.01

Qu'il n'oublie pas l'Elysée, Matignon, les ministères, l'Assemblée nationale... Epargnez le siège du Medef s'il vous plaît...

Municipales: 52% des Français certains d'aller voter - AFP 22.01

A peine plus d'un Français sur deux se déclare certain d'aller voter au 1er tour des élections municipales le 23 mars, ce qui "augure d'une participation inférieure" à celle des élections de 2008, selon un sondage CSA publié mercredi. AFP 22.01

Le numéro de Complément d'enquête (France 2) diffusé hier soir en différé sur TV5Monde Asie était consacré aux élections municipales.

J'ai relevé que les personnes qui se destinaient à voter allait choisir le candidat qui serait selon eux le mieux à même de prendre en compte leurs besoins individuels, qui loin de témoigner un état d'esprit collectif était purement corporatiste ou collaborationniste, car du moment que je suis servi, je me fous bien de tout le reste, de savoir qui sera favorisé et qui sera délaissé, quelle politique appliquera en réalité le maire.

Pacte de responsabilité.

La CGT dénonce un "*deal*" Medef-Hollande sans contrepartie - Reuters 27.01

"*On aurait souhaité pouvoir être associés à ce qu'il est convenu d'appeler un 'deal' entre le président de la République et Pierre Gattaz*", a regretté Thierry Lepaon.

Si le gouvernement ne réclame pas un objectif global d'embauches, il pourrait demander aux branches professionnelles de s'engager sur des points précis, comme le développement de la formation par alternance ou l'apprentissage.

"*Il faut bien que le patronat accepte une logique de contrepartie, c'est fondamental, parce que sinon ce sera perçu par les Français comme une simple politique de cadeau*", a dit lundi le ministre des Finances Pierre Moscovici sur France Info. Reuters 27.01

Pacte de responsabilité: FO met la pression en appelant à manifester - AFP 28.01

Le dirigeant de FO Jean-Claude Mailly a mis la pression sur le gouvernement en appelant mercredi, devant 5.000 militants, à des manifestations le 18 mars à la veille des municipales, avec l'espoir de rallier les autres syndicats.

"*Nous ne croyons pas aux contreparties*" en termes d'embauches demandées aux entreprises en échange d'allègements de charges, a répliqué Jean-Claude Mailly.

Très implantée chez les fonctionnaires, FO ne veut pas non plus entendre parler des 50 milliards de baisse de dépenses publiques prévus par François Hollande. L'avenir du service public sera d'ailleurs l'un des thèmes principaux de la manifestation du 18, avec l'emploi et le pouvoir d'achat.

Même s'il refuse de "*se laisser instrumentaliser*", le syndicat ne pratiquera pas pour autant la "*politique de la chaise vide*" lors des discussions avec le gouvernement ou les partenaires sociaux sur ce pacte.

"*Nous participerons aux discussions mais il n'est aucunement question qu'on soit signataires d'un pacte qui engagerait tout le monde, qui serait anesthésiant et qui servirait à instrumentaliser les syndicats*", a-t-il ajouté sur RFI. AFP 28.01

Pacte de responsabilité : l'ultimatum d'Ayrault aux partenaires sociaux - leparisien.fr 30.01

Jean-Marc Ayrault a annoncé jeudi qu'il allait demander aux partenaires sociaux de faire début mars des propositions de contreparties en termes d'embauches à la baisse annoncée du coût du travail.

Selon lui, «*l'enjeu est la mobilisation de toutes les forces vives du pays*». leparisien.fr 30.01

Le fait d'avoir accepté la proposition du gouvernement de participer au processus conduisant à la mise en oeuvre de ce "*pacte*" antisocial suffit à le légitimer quoi que disent ou fassent les dirigeants des syndicats à côté, ils témoignent qu'ils sont au côté du patronat contre les travailleurs, qu'ils sont corrompus et qu'il est impératif pour défendre l'indépendance du syndicalisme et de la classe ouvrière de rompre sans délai avec les appareils des syndicats. A ne pas confondre avec l'indépendance des syndicats qui n'existe pas, leurs dirigeants l'ont troquée contre la collaboration de classes ou l'adaptation aux besoins du capitalisme.

Pacte de responsabilité: Hollande est "sur la bonne voie", d'après Cameron - L'Expansion.com 31.01

David Cameron a adressé un satisfecit à François Hollande, ce vendredi, à l'occasion d'une visite du président français sur le sol britannique. Le Premier ministre britannique applaudit son pacte de responsabilité. L'Expansion.com 31.01

52% des Français adhèrent à l'efficacité de la baisse de charges et 72% au poids trop lourd des réglementions : la France se convertit à l'entreprise - Atlantico.fr 03.02

Traduire : 52% des Français adhèrent à la baisse de leur salaire et 72% sont favorables à la loi de la jungle, au despotisme, à la dictature du marché une fois manipulés par les représentants du patronat dont leurs instituts de sondages.

La déréglementation est synonyme de droits divins accordés aux exploiteurs au détriment des exploités qui se retrouvent dépourvus de tout droit. C'est aussi le contenu du traité de marché unique transatlantique É-U-UE en préparation. Cela correspond à la stratégie mondialiste de l'oligarchie financière.

Syndicalisme et collaboration de classes.

Accord de garantie de l'emploi dans trois usines d'Opel - Reuters 02.02

Opel, la filiale européenne de General Motors, a annoncé samedi la signature d'un accord collectif avec les personnels des sites de Rüsselsheim, de Kaiserslautern et d'Eisenach, accord qui prévoit une garantie de l'emploi jusqu'en 2018. Reuters 02.02

En échange de quoi, le blocage des salaires, des augmentations au rabais, une plus grande flexibilité du travail et mobilité du personnel ?

Bricolage: accord du patronat et des syndicats sur le travail du dimanche - AFP 23.01

A l'issue de négociations serrées (sic!), patronat et syndicats du bricolage sont parvenus à un accord jeudi sur les contreparties au travail dominical pour les salariés des enseignes, autorisées par décret à déroger au repos dominical jusqu'en juillet 2015.

Les fédérations du commerce CFTC, CFDT et CFE-CGC ont annoncé en début d'après-midi qu'elles allaient signer l'accord, assurant ainsi la validation du texte.

Par ailleurs, des recours ont été déposés auprès du Conseil d'Etat par les fédérations du commerce FO, CGT et SUD pour demander l'annulation du décret autorisant les magasins de bricolage à déroger provisoirement au repos dominical. AFP 23.01

Ils osent encore en appeler au Conseil d'Etat, quelle bande de raclures ceux-là !

PSA Aulnay: la CGT redoute 400 licenciements à l'issue du plan social - AFP 25.01

"*Il y a environ 400 salariés qui sont encore dans l'usine et qui n'ont aucune solution d'emploi et vont être licenciés au 1er avril*", sur les 3.000 que comptait l'usine, a assuré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, lors d'un point presse à Aulnay-sous-Bois.

"*Parmi ceux qui ont quitté PSA et sont partis à l'extérieur, plusieurs centaines sont aujourd'hui à Pôle emploi*", a ajouté M. Mercier. "*La plupart ont eu accès à des CDD ou à des missions d'intérim, pas à des CDI. A présent, ils n'ont plus rien*".

Le 10 janvier, le directeur des ressources humaines de PSA, Philippe Dorge, avait assuré que la quasi-totalité des salariés de l'usine ont été reclassés ou étaient en cours de reclassement à l'échéance de la période de départs volontaires du site, le 31 décembre. AFP 25.01

Suppressions de postes à Peugeot Poissy : les 6 000 salariés sonnés - LeParisien.fr 30.01

Les salariés de l'usine Peugeot de Poissy ont été sonnés par l'annonce de la direction effectuée dans la matinée portant sur la suppression de 684 postes du site à partir du 21 mars.

La direction a décidé de supprimer l'une des deux équipes qui assurent le montage de la 208 en raison des mauvais chiffres des commandes de ce modèle.

Elle assure que les salariés reclassés bénéficieront de formations et pour les intérimaires dont les missions ne seront par renouvellées une antenne emploi leur sera dédiée sur le site. LeParisien.fr 30.01

La reprise de Mory Ducros en bonne voie après l'aval des syndicats - AFP 30.01

L'offre de reprise du transporteur Mory Ducros par Arcole Industries était en bonne voie d'aboutir jeudi après l'aval de la majorité des syndicats, qui ont obtenu une meilleure indemnisation pour les 3.000 salariés menacés de licenciements et le déblocage progressif des agences.

L'offre a été examinée lors d'un comité d'entreprise (CE) qui a cependant rendu "*à l'unanimité*" un avis défavorable, purement consultatif, après plus de huit heures de réunion dans un hôtel parisien.

Cet avis n'entrave pas la suite de la procédure et l'examen vendredi de l'offre d'Arcole, principal actionnaire du transporteur, par le tribunal de commerce de Pontoise (Val-d'Oise).

L'accord sur l'offre de reprise conclu jeudi à l'aube avec une majorité des syndicats, sous la houlette du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, "*me paraît tout à fait satisfaisant*", a estimé Jean-Louis Demeulenaere, qui présidera l'entreprise Mory Ducros si l'offre d'Arcole est retenue par le tribunal.

Arcole Industries propose, en outre, de sauvegarder 2.210 emplois sur 5.000, ont rappelé les syndicats CFDT, FO, CFE-CGC dans un communiqué. Ils ont pris "*acte des améliorations apportées*" et se sont dits "*prêtes à signer l'accord collectif*" permettant la recevabilité de l'offre.

"*Les camarades ont bien bagarré pour obtenir 30 millions*", a ajouté Alain Charpentier, représentant CGT, seul syndicat non signataire de l'accord, qui a cependant appelé à la levée du blocage des agences.

Le gouvernement a lui aussi estimé que les conditions d'une fin de conflit dans les agences étaient "*réunies*". Selon lui, l'accord des syndicats CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC permet "*la levée des conditions suspensives et donc la recevabilité de l'offre*". L'une des conditions suspensives de l'offre d'Arcole était que les salariés s'abstiennent de toute mobilisation sociale d'ici au 31 janvier. AFP 30.01

Social

Moins de CDI, plus de temps partiel: en 30 ans, l'emploi s'est précarisé - L'Express.fr 29.01

En 2012, la France comptait 6,2 millions d'actifs de plus qu'en 1975, le taux d'activité des 15-64 ans étant passé de 69% à 71%. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler: elles représentent désormais près de la moitié des actifs, contre

39% seulement en 1975.

D'une façon générale, le CDI a reculé en trente ans, mais reste très majoritaire, passant de 94% à 87%.

Le taux de chômage des jeunes de moins de 15-24 ans étant notamment passé de 6,8% en 1975 à 23,9% en 2012.

Par catégorie socio-professionnelle, les cadres n'ont pas eu à souffrir, leur taux de chômage étant resté le même en 2012 qu'au milieu des années 1980. Il a légèrement augmenté pour les professions intermédiaires, tandis que ce sont les ouvriers et employés qui ont "des taux de chômage plus élevés et plus volatils". L'Express.fr 29.01

Les sans domicile ont augmenté de 50 % en France depuis 2001 - Le Point.fr 31.01

Le nombre de personnes vivant dans la rue a augmenté de 50 % entre 2001 et 2013, a affirmé vendredi Christophe Robert, délégué général adjoint de la Fondation Abbé Pierre, qui publie son rapport sur le mal-logement en France.

Selon cette étude annuelle de la Fondation Abbé Pierre, dont l'appel à lutter contre le phénomène des sans domicile fixe (SDF) a été lancé il y 60 ans, 3,5 millions de personnes sont mal logées en France en 2014, un chiffre en légère baisse par rapport à 2013. Cette situation résulte de la précarisation des emplois et de l'augmentation du chômage conjuguées au manque et au prix des logements, a-t-il souligné.

"*On a un double processus qui crée des tensions extrêmes pour un nombre croissant de personnes, des personnes qui sont à la rue, qui augmentent de 50 % entre 2001 et 2013 selon l'Insee, des personnes qui ne peuvent pas se loger dans les conditions actuelles du marché*", a-t-il déclaré sur France Info. Plus de 141 000 vivent dans la rue, selon l'étude. Elles font partie des 694 000 personnes sans domicile personnel, c'est-à-dire vivant parfois dans des habitations de fortune ou contraintes de loger chez un tiers. Le Point.fr 31.01

Le microcrédit, tremplin vers la création d'entreprise pour des chômeurs - AFP 01.02

"*On estime que 120.000 à 150.000 personnes en situation de précarité créent chaque année une entreprise avec un capital inférieur à 8.000 euros*", explique la présidente d'Adie, Catherine Barbaroux. AFP 01.02

Des milliers de Portugais manifestent contre l'austérité - AFP 01.02

Des milliers de manifestants sont descendus samedi dans les rues des principales villes du Portugal, à l'appel des syndicats, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de centre droit et exiger sa démission. AFP 01.02

Espagne: la reprise timide sur fond de chômage record - AFP 30.01

L'Espagne a confirmé jeudi son retour à la croissance au dernier trimestre 2013, après deux années de récession, mais la reprise, malgré une légère accélération, reste timide dans le pays miné par un chômage record de 26%.

Le déficit commercial de l'Espagne s'était réduit de moitié sur les onze premiers mois de 2013, grâce à des exportations à un niveau record depuis 42 ans, qui ont toutefois baissé en fin d'année.

Or le dynamisme des exportations reste essentiel pour sortir le pays de la crise...

Pour José Ramon Pin, professeur à l'école de commerce IESE, le recul du nombre de chômeurs "*donne de l'espoir*". Mais il souligne néanmoins que "*le salaire moyen a baissé*", sous l'effet des réformes et des mesures d'austérité, "*ce qui a impact sur la consommation et freine la reprise*".

Le chômage devrait se situer à de 25,9% à la fin 2014, selon le gouvernement, à 27% selon le Fonds monétaire international (FMI) qui prédit une reprise très lente si l'Espagne ne met pas en oeuvre de nouvelles réformes. AFP 30.01

Encore un que l'espoir fait vivre, il en a les moyens il faut dire... En réalité, le salaire moyen n'a pas encore suffisamment baissé en Espagne et va nécessité de nouvelles "*réformes*" de ce qu'ils appellent vulgairement le marché du travail, pas suffisamment flexible comme l'annonce le FMI.

Je soutiens dans un article que je viens de mettre en ligne, mais je l'avais déjà écrit à plusieurs reprises, qu'ils ont décidé de mettre en coupe réglée l'ensemble des masses et des classes moyennes des pays de l'UE les plus riches ou développés au profit de celles des pays dits émergents présentants de nombreux avantages pour la classe dominante mondiale. Voici un extrait d'article qui tombe à point qui le confirme si besoin était.

D'ici à 2022, les classes moyennes seront plus nombreuses dans les pays émergents qu'aux Etats-Unis - Le Monde.fr 04.02

Dans moins de dix ans, quelque 200 millions de ménages disposeront, dans les pays émergents, de revenus annuels supérieurs à 35 000 dollars (25 889 euros).

Ensemble, les classes moyennes des pays émergents dépasseront en nombre celles des Etats-Unis, analyse le cabinet d'audit Ernst & Young dans son rapport annuel traditionnel sur les 25 marchés à croissance rapide, rendu public mardi 4 février.

D'après ses calculs, la Chine va connaître une « *augmentation incroyable* » de ses classes moyennes puisque plus de 220 millions de ménages y disposeront dans moins de dix ans de revenus annuels compris entre 10 000 et 30 000 dollars. Ce qui devrait élargir la consommation de biens durables et de services, mais également accroître la demande dans le domaine de la santé, de l'éducation et des services financiers.

Les auteurs du rapport font observer qu'à partir de 10 000 dollars de revenus annuels par famille, la demande de biens de consommation durables monte en flèche. « *Il y a dix ans, 28 % des Thaïlandais avaient un pouvoir d'achat supérieur à cette somme. Ils sont aujourd'hui 40 %. Et les ventes de réfrigérateurs ont doublé pendant cette période. En 2013, 40 % des ménages indonésiens étaient à ce niveau de revenus annuels. Ils seront 60 % en 2022, du fait d'une démographie favorable et de l'urbanisation* », précisent-ils. Le Monde.fr 04.02

Grande manifestation à Madrid pour défendre le droit à l'IVG - Reuters 01.02

Selon les sondages, 80% des Espagnols, y compris des catholiques pratiquants, sont favorables à l'IVG. Reuters 01.02

La France doit faire plus pour favoriser le travail des seniors - AFP 30.01

L'OCDE propose donc aux partenaires sociaux et au gouvernement de "*définir des objectifs plus ambitieux*" pour "*renforcer les incitations à travailler plus longtemps*", "*lever les obstacles au recrutement et au maintien dans l'emploi des seniors*" et "*améliorer leur employabilité*".

Alors que les partenaires sociaux négocient actuellement les conditions d'indemnisation des chômeurs, un dossier sensible, l'OCDE suggère d'aligner la durée d'indemnisation des seniors en France (3 ans maximum à partir de 50 ans) sur celle des moins de 50 ans (2 ans) et d'utiliser les économies dégagées pour mieux accompagner les chômeurs âgés vers l'emploi.

Elle estime aussi qu'il faudrait rendre les "*ruptures conventionnelles*" moins attractives en fin de carrière, notant la "*surreprésentation*" des seniors parmi les salariés qui quittent par ce biais leur entreprise. Or, ces ruptures s'accompagnent "*rarement d'un retour à l'emploi après 58 ans*".

Cette période de chômage "*surtout à partir de 58 ans, est encore trop souvent considérée comme une préretraite déguisée par les travailleurs, les employeurs et la société*", explique-t-elle.

Aux yeux de l'OCDE, il pourrait aussi être "*judicieux*" d'aligner la mise à la retraite d'office dans le secteur public sur celles des salariés du privé (70 ans).

L'étude suggère par ailleurs aux partenaires sociaux de revoir "*le caractère automatique des primes d'ancienneté ou de la prise en compte de l'ancienneté dans les grilles salariales*" pour privilégier "*l'expérience*". AFP 30.01

Vivre pour travailler, tel est leur modèle de société...

Union européenne.

TTIP : Bruxelles suspend les pourparlers - Liberation.fr 22.01

La Commission européenne prend acte des craintes de plus en plus fortes que suscite le très controversé Traité de libre-échange transatlantique qu'elle négocie avec les Etats-Unis depuis juin 2013. Mardi, le commissaire chargé du Commerce, Karel De Gucht, a annoncé qu'il suspendait les pourparlers avec les Américains jusqu'en juin. D'ici là, il va lancer une consultation auprès du public sur la disposition la plus critiquée, notamment en Allemagne, qui prévoit la création d'un tribunal arbitral permettant aux entreprises de poursuivre les Etats si elles estiment le traité non respecté.

Un tel tribunal existe déjà dans l'accord de libre-échange entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Il a permis à des firmes américaines de poursuivre le Québec, qui a annulé des permis de recherche de gaz de schiste. Liberation.fr 22.01

Grosse arnaque à l'huile d'olive : la réglementation européenne sous influence du lobby agro-alimentaire - atlantico.fr 30.01

Ces pratiques sont très anciennes. En effet, ceci avait déjà été dénoncé il y a une quinzaine d'années par des journalistes européens et français dont je faisais partie. Nous avions découvert que certaines huiles dites "*italiennes*" provenaient en fait d'Andalousie à 100% quand elles n'étaient pas coupées – car l'Italie ne disposait pas suffisamment de cette huile.

Cette fraude classique porte donc à la fois sur la provenance et sur la nature de l'huile. Les consommateurs pour la plupart l'ignorent car ils leur est difficile de déceler au goût les vraies des fausses huiles d'olive extra vierges d'Italie.

Cette fraude varie d'une année à l'autre en fonction des récoltes italiennes. Mais nous pouvons parler de 10 à 15% d'huiles frauduleuses italiennes en Europe.

L'Europe est très efficace en termes de règlementations et de dispositions légales sur la production, la commercialisation et l'exportation des produits européens en général. En revanche, les contrôles ne sont pas efficaces malgré tous les processus de contrôle qui existent. Il y a un problème d'effectif, de rigueur et de volonté politique. Nous en avons eu la preuve avec l'affaire de la viande de cheval.

Il existe de très puissants lobbys d'agro-alimentaires à Bruxelles qui entravent l'efficacité du système. Autrement dit, ils sont si actifs que les mesures de rétorsions ne sont pas effectives malgré que les textes existant.

Ces scandales sont à mettre sur le compte de la Commission européenne, qui malgré le dernier scandale de la viande de cheval, refuse d'exiger la traçabilité des produits transformés. atlantico.fr 30.01

La BCE peut-elle imposer sa vision du risque aux banques ? - Reuters 27.01

La grand nettoyage des banques de la zone euro risque de tourner court car la Banque centrale européenne (BCE) ne peut légitimement obliger des banquiers tenus par leurs propres règles comptables à endosser ses vues sur la manière de calculer le risque dans leurs bilans.

Les normes comptables dites International Financial Reporting Standards (IFRS) sont suivies par 90% des banques de la zone euro et stipulent que les provisions ne peuvent être constituées que pour des pertes constatées et non pas latentes.

Il s'agit de savoir si les régulateurs européens ou nationaux exigeront des banques qu'elles aillent au-delà des normes IFRS en la matière, explique Tony Clifford, associé du cabinet comptable Ernst & Young.

Selon une source comptable, la BCE a laissé entendre qu'elle ne souhaitait pas voir les régulateurs nationaux imposer aux banques d'intégrer les résultats de l'AQR dans leurs prochains états financiers en raison d'un concept par trop sujet à caution. La BCE s'est refusée à tout commentaire.

Il existe enfin un problème de confidentialité de l'AQR...

"*Le risque de fuites durant la procédure est loin d'être négligeable, compte tenu de l'ampleur de l'exercice et du nombre d'établissements concernés*", remarquait Mario Draghi dans sa lettre, ajoutant que la BCE ferait en sorte de préserver la confidentialité. Reuters 27.01

Faites confiance à l'homme de Goldman Sachs, c'est une tombe... la vôtre !

La CE préserve la City au détriment de Paris, selon Moscovici - Reuters 30.01

Le projet de réforme bancaire de la Commission européenne fait la part trop belle à Londres au détriment de la France et de l'Allemagne, a estimé jeudi Pierre Moscovici, indiquant que les deux pays n'entendaient pas voir remettre en cause les réformes qu'ils ont déjà votées.

"*Elle fait la part belle à un système anglo-saxon, lequel paraît préservé : la Grande-Bretagne se trouve en effet dans une situation relativement favorable dans cette proposition.*"

"*Il est important que la Commission garde une position neutre et qu'elle évite de privilégier un modèle sur un autre ou de remettre en cause des réformes ambitieuses que nos deux grands pays, la France et l'Allemagne, ont mises en oeuvre aujourd'hui, avant les autres.*"

La Fédération bancaire française s'est inquiétée mercredi que le Royaume-Uni puisse échapper à certaines règles prônées par la Commission.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, inquiet que ce projet de réglementation empêche les banques françaises d'accompagner les entreprises sur les marchés pour se financer, a jugé mercredi que les propositions de Bruxelles étaient "*irresponsables et contraires aux intérêts de l'économie européenne*".

"*J'espère que ce projet restera enterré et qu'il n'aura aucune suite*", a-t-il ajouté, les gouvernements et le Parlement de l'Union européenne devant désormais s'en saisir. Reuters 30.01

UE: feu vert de la Commission européenne à l'exploitation du gaz de schiste - AFP 22.01

La Commission européenne a adopté mercredi une recommandation qui laisse la voie libre à l'exploitation du gaz de schiste en Europe à condition de respecter des "*principes communs*" minimaux, notamment sanitaires et environnementaux.

Les Etats membres de l'Union sont simplement invités à appliquer les principes formulés dans un délai de six mois et, à compter de décembre 2014, à informer chaque année la Commission des mesures qu'ils auront mises en place. AFP 22.01

En complément.

Maud Fontenoy : «*Le gaz de schiste est devenu un atout écologique*» - leparisien.fr 30.01

Maud Fontenoy. Membre du conseil économique, social et environnemental, vice-présidente du Conservatoire du littoral, ancienne candidate sur la liste UMP de Jean-François Copé aux régionales de 2004

Guerre interimpérialistes

Essonne : pas de visas pour les fauves russes du cirque de Massy - leparisien.fr 21.01

Un expert du Muséum national d'histoire naturelle de Paris a refusé l'entrée sur le territoire des fauves du couple de dresseurs russes Natalia et Andrey Shirolakov. D'après les organisateurs de cette 22e édition, « *il réclame les passeports des grands-parents des animaux!* ».

Ce show sera donc remplacé au pied levé par les fauves d'un dompteur français. leparisien.fr 21.01

OffshoreLeaks : révélations sur l'argent caché des « ***princes rouges*** » chinois - lemonde.fr 21.01

On les appelle les « *princes rouges* ». Ils sont l'élite, étroite et ambitieuse, de la deuxième économie du monde. Liés, par le sang ou le mariage, au pouvoir en place ou à d'anciens dignitaires du Parti communiste chinois (PCC), ils ont créé des fortunes fabuleuses et cristallisent le mécontentement de la population. Car ils sont aussi le résultat d'une immense hypocrisie : ces cadres communistes affichent leurs idéaux « *populaires* » tout en fermant les yeux quand leurs proches utilisent leur pouvoir et leur influence pour s'enrichir. lemonde.fr 21.01

Comme l'UMP et le PS prétendent défendre l'intérêt général, donc y compris les intérêts des classes « *populaires* », alors qu'ils ne représentent que ceux de la classe dominante. Le PC et les parasites qui s'aglutinent autour en France ont l'équivalent du statut de fonctionnaires ou de bureaucrates rémunérés pour servir le régime en place. Les autres partis ne représentent que les intérêts des couches privilégiées ou petites bourgeoises qui les composent.

Pétrole iranien : Washington fait chanter Moscou - french.irib.ir 30.01

Selon le journal Kommersant, les Etats Unis n'ont pas cessé depuis l'annonce de la nouvelle d'un possible accord pétrolier Iran /Russie d'exiger à Moscou d'y renoncer : les Américains réclament que la Russie abandonne l'idée d'un accord pétrolier en forme de Swap avec l'Iran et ils ne se contentent pas de menaces verbales. Les firmes russes, aussi bien de vocation commerciale que financière sont désormais menacés par les Etats Unis de sanction.

Ce qui est qualifié par les experts de plus grand deal jamais réalisé entre l'Iran et la Russie prévoit l'échange de quelques 500000 barils de pétrole par jour avec la Russie qui fournira à l'Iran ses besoins en équipement et en marchandises. Les Russes ont affirmé vouloir transiter par la suite cette grande quantité de pétrole à la Chine. La question est désormais la suivant : la Russie finira -t-elle par céder au chantage et à renoncer à cet méga accord ultra juteux comme elle a renoncé à la vente de ses S300 à l'Iran ? french.irib.ir 30.01

Essai de missile: Washington exprime ses inquiétudes auprès de Moscou - AFP 30.01

Les Etats-Unis ont exprimé auprès de la Russie leurs inquiétudes à propos d'un test de missile de croisière par Moscou qui pourrait violer un traité bilatéral de 1987, a indiqué jeudi le département d'Etat.

La porte-parole de la diplomatie américaine a confirmé l'ensemble des détails de l'article du journal, ajoutant "*prendre très au sérieux les questions de respect des traités sur les contrôles des armes, y compris pour le Traité FNI*".

A Bruxelles, un responsable de l'Otan a estimé qu'il s'agissait d'une "*question grave*" et que le Traité FNI était "*une composante fondamentale de la sécurité euro-atlantique*". AFP 30.01 (Alors que les voyous de l'Otan, la CIA et le Pentagone violent (ou détournent) tous les traités signés. - ndlr)

« La fortune cachée de Poutine » - LeMonde.fr 03.02

CIA, NSA et Cie.

Etats-Unis: la NSA opère illégalement, selon une commission indépendante - AFP 23.01

Le programme autrefois ultra-secret de collecte des métadonnées téléphoniques aux Etats-Unis par l'agence de renseignement NSA est illégal, selon le rapport d'une commission de contrôle indépendante qui doit être publié jeudi, consulté par l'AFP.

La commission consultative, créée par le Congrès en 2007 mais en sommeil jusqu'aux premières révélations d'Edward Snowden en 2013, est composée de cinq personnalités et a pour mission de déterminer si les programmes de renseignement américains ne violent pas la vie privée des Américains et respectent les libertés fondamentales.

Les auteurs s'intéressent à l'interprétation faite par le gouvernement et la NSA de l'article 215 de la loi "Patriot Act", votée en 2001 en réaction aux attentats du 11-Septembre, et qui est la base du programme de collecte des métadonnées téléphoniques (numéro appelé, durée, horaire, mais pas l'enregistrement des conversations).

"*La commission conclut que l'article 215 ne fournit pas de base légale pour soutenir ce programme*", selon le rapport, dont les conclusions ont été adoptées par trois des cinq membres.

"*Puisque ce programme n'est pas autorisé par la loi, il doit prendre fin*", affirme la commission, avant d'estimer que la NSA ébranle par ses pratiques les protections constitutionnelles des citoyens américains.

Au final, "*notre examen suggère que le programme 215 apporte peu de valeur unique, et ne sert généralement qu'à dupliquer le travail de collecte d'informations par le FBI*", écrivent les auteurs.

La Maison Blanche a réagi à la publication du rapport en rappelant que le programme avait été approuvé 36 fois en sept ans par les juges de la cour secrète Foreign Intelligence Surveillance Court (Fisc). AFP 23.01

La Pologne embarrassée par la prison secrète de la CIA - lemonde.fr 24.01

L'affaire des prisons secrètes de la CIA a rebondi en Pologne à la suite d'un article publié jeudi 23 janvier par le Washington Post. Selon le quotidien, l'agence américaine aurait payé en 2003 aux Polonais 15 millions de dollars (11 millions d'euros) pour installer à Stare Kiejkuty le plus important des « *sites noirs* » destinés aux prisonniers d'Al-Qaida hors des Etats-Unis.

« *Par une froide journée au début de 2003, deux agents haut gradés de la CIA sont arrivés à l'ambassade américaine à Varsovie pour prendre deux grandes boîtes en carton, avec à l'intérieur 15 millions de dollars cash, acheminés d'Allemagne par courrier diplomatique. Les deux hommes ont mis les cartons dans une voiture et sont allés à travers la ville jusqu'au quartier général des renseignements polonais* », raconte le Washington Post.

Ces révélations ont été qualifiées de « *ridicules* » et « *dignes d'un scénario de Hollywood* » par Leszek Miller, le premier ministre polonais à l'époque. Pour le sénateur Jozef Pinior qui suit de près ce dossier, elles sont, au contraire, « *compromettantes pour la Pologne qui s'était comportée comme une république bananière* » vis-à-vis des Etats-Unis. Andrzej Seremet, le chef du parquet polonais, qui instruit toujours cette affaire, estime pour sa part que les révélations du journal américain sont « *sensationnelles mais pas nécessairement crédibles* ».

L'Italie, la Grèce, l'Irlande, le Portugal... Au total, 54 pays ont collaboré avec la CIA dans son programme de détention secrète et de tortures de suspects de terrorisme après les attentats du 11-Septembre, rapportait en février 2013 l'organisation Open Society Justice Initiative. lemonde.fr 24.01

Snowden: la NSA sert aussi des intérêts économiques - AFP 25.01

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) utilise parfois des informations collectées à des fins économiques, a affirmé son ancien consultant Edward Snowden, selon un extrait, diffusé samedi, d'un entretien à une chaîne de télévision allemande, programmé dimanche soir en intégralité. AFP 25.01

Les applications de smartphones sont aussi des mouchards pour la NSA - 20minutes.fr 27.01

La NSA, l'agence américaine de renseignement chargée des interceptions de communications, et son homologue britannique du GCHQ collectent quantité de données sur les utilisateurs d'applications sur smartphones, que ce soit Facebook ou Google Maps, a révélé ce lundi le New York Times.

Après les révélations sur la collecte des métadonnées téléphoniques, la récupération des SMS ou encore la surveillance des plateformes de jeux en ligne, de nouveaux documents fournis par l'ancien consultant Edward Snowden dévoilent encore un peu plus la portée des activités de surveillance de la NSA.

Selon le Times, qui s'appuie sur ces documents, à chaque fois que quelqu'un utilise une application sur son smartphone, ce programme fait apparaître quantité de données sur la localisation de l'utilisateur ou encore la liste de ses contacts, des données que la NSA et le GCHQ britannique récupèrent dans le cadre de leurs vastes programmes de collecte.

Un rapport cité par le quotidien note ainsi que toute mise à jour du système d'exploitation Android envoie sur le réseau 500 lignes de données sur l'historique du smartphone et son utilisation, des données captées par les agences de renseignement. 20minutes.fr 27.01

Syrie.

Paris interdit le survol de son territoire à la délégation syrienne - LePoint.fr 20.01

Syrie : un rapport atteste du "massacre industriel" d'environ 11000 prisonniers - Reuters 21.01

Il s'agit d'une énième fabrication de preuves par les barbouzes au service de la coalition occidentale qui a entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple pour instaurer un régime à sa botte.

- Ces images ont été transmises au Mouvement national syrien, soutenu par le Qatar. "*L'équipe chargée de l'enquête estime que le témoin désigné sous le nom de 'César' est non seulement crédible mais que son récit est convaincant*".

A Washington, la porte-parole du département d'Etat a jugé que ces images "*horribles*", révélées par le Guardian et CNN (liens en anglais) laissaient supposer que le régime de Damas se livrait bien à des violations "*généralisées et apparemment systématiques des droits de l'homme*". A la veille de l'ouverture de la conférence de paix de Genève 2, elle a en conséquence souligné la nécessité d'assurer une transition politique, et de mettre fin aux violences dans le pays. Reuters 21.01

Fabius dénonce les "***élucubrations***" du chef de la diplomatie syrienne - AFP 21.01

Le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem avait osé affirmer que pour que tout accord soit validé, il devrait être approuvé par référendum par le peuple syrien, or Fabius a en horreur les référendums depuis 2005 ! De plus, Damas exigeait avant tout la condamnation du "*terrorisme*"... soutenu par le gouvernement français, d'où la réaction épidermique de Fabius.

Ukraine.

L'extrême droite ukrainienne infiltre le mouvement pro-européen à Kiev - Slate.fr 23.01

Alors que les manifestations pro-européennes de Kiev basculent progressivement dans la violence, les médias commencent à évoquer la place prise par l'extrême droite au sein des opposants au président Victor Ianoukovitch. Une extrême droite représentée par le groupement Praviy Sektor, un mouvement créé dès le début des manifestations et qui, selon la BBC, a pris une part active dans les combats avec la police le 19 janvier. Ce qui montre bien, comme l'avaient expliqué Thomas Guénolé et Katerina Ryzhakova Proshin dans une tribune sur Slate.fr, qu'il faut refuser le manichéisme à propos de ce qui se passe sur la place Maïdan.

La BBC décrit un groupe composé de jeunes gens, ukrainophones et russophones, sans quartier général, et qui regroupe, sans que cette alliance soit formalisée, d'autres mouvements d'extrême droite comme Trident (dont Praviy Sektor utilise le site Internet) ou Patriotes d'Ukraine. La colonne vertébrale du mouvement, à Kiev, serait composée de hooligans d'extrême droite russophone.

Contrairement aux autres opposants, Praviy Sektor n'est pas plus en faveur de l'intégration européenne que de l'Union douanière avec la Russie. Il cherche à profiter des manifestations pour construire un nouvel Etat.

Le but du Praviy Sektor est de pousser Ianoukovitch au départ. Slate.fr 23.01

Ils utilisent le même méthode qu'en Syrie...

Les Etats-Unis plus engagés que jamais dans les affaires du monde - AFP 24.01

"*Ici en Europe, nous travaillons avec nos partenaires pour presser le gouvernement d'Ukraine à renoncer à la violence, répondre aux préoccupations des manifestants pacifiques, encourager le dialogue et promouvoir la liberté de réunion et d'expression. Nous sommes aux côtés du peuple d'Ukraine*", a lancé le secrétaire d'Etat américain John Kerry vendredi à Davos.

"*Les Etats-Unis sont fiers d'être plus engagés que jamais et jouent, je crois, un rôle déterminant comme toujours dans la recherche de la paix, de la prospérité et de la stabilité du monde*", a déclaré M. Kerry. AFP 24.01

Ukraine : l'armée veut des "***mesures d'urgence***", l'inquiétude grandit à l'étranger - AFP 31.01

Après deux mois d'une crise sans précédent qui inquiète de plus en plus à l'étranger, l'armée ukrainienne a exigé vendredi des mesures d'urgence, affirmant que l'escalade de la contestation menaçait "*l'intégrité territoriale*" du pays.

Quelques heures plus tôt, la déclaration de l'armée a été dénoncée comme "*tentative d'intimidation*" par le chef de file au parlement de Batkivchtchina Arseni Iatseniouk. De son côté, le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen a estimé sur son compte Twitter que l'armée devait rester "*neutre*".

Les militaires "*essayent de nous intimider, mais en vain*", a déclaré à l'AFP M. Iatseniouk, en marge de la Conférence de Munich sur la Sécurité, où il doit s'entretenir samedi avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Cette rencontre illustre la préoccupation de Washington. La Maison Blanche s'est dite "*atterrée*" vendredi par les actes de torture qu'un opposant au pouvoir ukrainien a dit avoir subis pendant une semaine. (Alors que Bush et Obama ont officiellement reconnu et légitimé sont usage par la CIA et le FBI. - ndlr)

Un groupe d'opposants radicaux, Pravy Sektor (extrême droite. - ndlr), a même menacé de revenir à des actions violentes contre les forces de l'ordre et le pouvoir en place si les opposants incarcérés n'étaient pas libérés et si des négociations entre pouvoir et opposition ne reprenaient pas.

Pour un conseiller du président russe Vladimir Poutine, Sergueï Glaziev, qui dénonce un "*coup d'Etat rampant*" fomenté par les Etats-Unis et leurs alliés, M. Ianoukovitch doit "*mater*" la rébellion s'il ne veut pas perdre le pouvoir.

Geste de taille à l'égard de l'opposition, le secrétaire d'Etat américain John Kerry doit ainsi rencontrer samedi ses dirigeants, dont l'ancien boxeur Vitali Klitschko et l'ex-ministre Arseni Iatseniouk, en marge de la Conférence sur la sécurité de Munich. (Opposition fabriqué par les Américains et les Européens dans laquelle outre des partis nazis, néo nazis et des organisations d'extrême droite (Trident, Svoboda antisémite) ou ultra nationalistes (Patriotes d'Ukraine) figurent des djihadistes

de retour de Syrie affiliés aux Frères musulmans, voilà la racaille que soutiennent Kerry, Ashton et bien sûr Hollande. - ndlr)

Des responsables russes ont d'ores et déjà réagi, comme le vice-Premier ministre Dmitri Rogozine qui a qualifié cette rencontre de "*cirque*". AFP 31.01

John Kerry va rencontrer l'opposition ukrainienne en Allemagne - lemonde.fr 31.01

M. Kerry s'est déjà entretenu jeudi au téléphone avec six leaders de l'opposition – dont Vitali Klitschko et Arseni Iatseniouk – insistant « *sur le soutien inébranlable des Etats-Unis aux aspirations européennes démocratiques du peuple ukrainien* ».

« Selon nous, les principaux leaders [de l'opposition ukrainienne] viennent parce qu'ils veulent dire à la communauté internationale quelle est selon eux la marche à suivre et l'aide dont ils ont besoin », a expliqué un responsable américain, cité sous couvert de l'anonymat par l'AFP.

« *La question est de savoir s'ils peuvent aller de l'avant et former un gouvernement d'unité nationale. Ils viennent à Munich au milieu de ce processus de négociation. Nous sommes prudemment optimistes sur le fait que le dialogue entre le gouvernement et l'opposition commence à porter ses fruits*. »

« *Et pourquoi n'ont-ils pas invité le nazi Tiagnybok ? Il faudrait inviter aussi Verka-Serdioutchka aux négociations* », a écrit sur son compte Twitter le vice-premier ministre, Dmitri Rogozine, faisant référence à Oleg Tiagnybok, chef du parti antisémite d'extrême droite Svoboda et à un chanteur travesti ukrainien. Moscou a déclaré à plusieurs reprises que toute ingérence dans les affaires de l'Ukraine était inadmissible. lemonde.fr 31.01

On croirait entendre Kerry ou Obama à propos de la Syrie. Dans ce mouvement on trouve la droite néolibérale, ultra nationaliste et pro-européenne ou atlantiste, l'extrême droite, les nazis, les sionistes et les antisémites réunis dans un même combat, toute la pourriture du monde quoi.

En Israël ou aux Etats-Unis, ce sont les mêmes partis et le régime qui rassemblent en leur sein tous ces attributs, dès lors il leur est plus facile d'imposer leur dictature et de décréter toute opposition à leur régime comme illégitime, pour ne pas dire illégale, ennemi ou traître à la "*nation*".

Différents pays.

Hongrie

- McCain à Budapest : pourquoi pas un peu de désordre? - french.irib.ir 31.01

Le sénateur John McCain était "*en mission*" à Budapest hier, 31 janvier. Il était accompagné de quelques compères, deux autres sénateurs et quatre députés de la Chambre des Représentants, – républicains et démocrates mêlés, en une délégation excellemment bipartisane. Le voyage avait l'aval, sinon le soutien, sinon le recommandation du département d'Etat, et particulièrement de Victoria Nuland qui s'occupe des affaires européens et qu'on a vu en balade à Kiev en décembre dernier.

On trouve les "*remarques*" de McCain, texte d'un discours du sénateur de l'Arizona en Hongrie, sans qu'il soit précisé où a été prononcé ce discours, sur le site de l'ambassade des USA à Budapest, le 31 janvier 2014. Il s'agit donc, en toute transparence, d'une "mission" quasi-officielle d'une délégation du corps législatif US pour le compte de l'exécutif.

Le premier point est que les USA, comme à l'habitude, interfèrent dans les affaires intérieures de la Hongrie (et de l'UE, si l'on veut) en faisant effectuer à leur sénateur favori un petit tour opposition-gouvernement, marqué par leur préoccupation pour l'aspect démocratique de l'ensemble. C'est une mise en cause à peine indirecte du gouvernement Orban, accusé de vilaines pratiques antidémocratiques et anti-UE par l'opposition et par Bruxelles .

A côté de cela, tout à côté, il y a les préoccupations du bloc BAO pour les nouveaux liens en train de s'établir entre la Hongrie et Moscou, notamment du point de vue de l'énergie («*We also expressed our hope that Hungary will address its energy security needs in ways that further diversify Europe's supply of energy.*») Il est vrai que la visite-surprise du Premier ministre hongrois Orban à Moscou à la mi-janvier à débouché sur de nouveaux accords très importants entre les deux pays, notamment du point de vue du ravitaillement en énergie. Dans Strategic-Culture.org du 17 janvier 2014, Potr Iskenderov décrit le résultat de cette visite : «*... one must acknowledge that cooperation between Russia and Hungary in the energy field is becoming a strategic partnership.*»

La proximité de la Hongrie et de l'Ukraine, avec une frontière commune et une minorité hongroise en Ukraine, peut s'interpréter

de toutes les façons possibles, pourvu qu'il soit question de désordre. Il y a aussi bien la possibilité qu'il soit conseillé à la Hongrie de se rapprocher des opposants ukrainiens pro-UE actuellement en révolte, que la possibilité qu'une même situation se développe en Hongrie contre Orban, jugé trop pro-russe et anti-UE selon les stratèges McCain, Nuland & Cie.

Tout cela est couronné du passage exaltant le soutien constant des USA à la lutte des Hongrois pour leur liberté. L'avisé speechwriter de McCain a pris la précaution de préciser « *from the heady days of 1989...*». En effet, si l'on remonte un peu, pour parler de la vraie lutte des Hongrois pour leur liberté, on tombe sur la révolte d'octobre-novembre 1956. Il s'agit de la plus complète et cynique trahison des USA vis-à-vis d'"amis en lutte pour leur liberté", lorsque les USA encouragèrent les Hongrois à la révolte, en leur promettant une aide logistique, de l'armement, voire des forces spéciales clandestines via des émissions enflammées de Radio Free Europe, pour laisser ensuite le massacre du début novembre 1956 se dérouler sans lever le petit doigt. french.irib.ir 31.01

Egypte.

En famille. Ils se partagent les rôles.

- Egypte: pour Tony Blair, l'armée agit en faveur de la démocratie - L'Express.fr 30.01

- Egypte: les ONG dénoncent le procès de journalistes d'Al-Jazeera - AFP 30.01

Golfe.

- Mondial au Qatar : près de 400 Népalais morts sur les chantiers - lemonde.fr 24.01

- Une Autrichienne violée à Dubaï risque la prison pour rapports sexuels hors mariage - lemonde.fr 30.01

Haut de page

Le 5 février 2014

CAUSERIE

Le site a été actualisé sommairement, ce sera amplement suffisant. La présentation est un peu sacrifiée, je n'ai pas envie d'en faire plus. Je n'ai pas abandonné l'idée de vidéos ou d'actualité audio, je n'ai pas eu le temps de m'en occuper.

Je ne réalise plus ce site que pour satisfaire un besoin personnel ou me maintenir en phase avec l'actualité.

ACTUALITE EN TITRES

Le prix d'une imposture de trop ou un peu trop grosse.

- La cote de popularité de Hollande repart à la baisse selon l'Ifop - AFP

- Hollande reçoit les patrons France de grandes entreprises étrangères - AFP

Décomposition de la société et manipulation des masses.

- Valls : bâtir "*les réformes de société sur le consensus*" - Le Nouvel Observateur

- Les manifestants « *portent une France un peu moisie* », selon Yannick Jadot (EE-LV) Public Sénat - AFP

Consensus qui repose sur un déni de démocratie puisque la majorité de la "*France un peu moisie*" est contre ces "*réformes*". En Inde, le taux devrait être de 99%, quels saloperies ces Indiens, cela ne m'étonne plus que cela sente le pourri dans ce pays, n'est-ce pas madame Jadot ?

Consensus appelé par le PS, soutenu par ses satellites et ce qu'on appelle la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes, qui de ce fait se retrouvent ensemble dans le camp opposé aux masses qui n'ont pas d'autre choix que de se désintéresser de la politique ou rejoindre le camp officiel de la réaction et l'extrême droite.

- Montebourg: mieux vaut "*s'unir*" pour "*redresser le pays*" - AFP

Le pacte de responsabilité au profit du patronat fournit une indication sur la direction dans lequel le PS entend le "redresser", au détriment des travailleurs.

- La chômeuse qui avait interpellé Hollande candidate sur une liste PS - AFP

"*Quand on m'a contactée (...) j'ai rencontré une personne qui m'a semblé humaine*", a expliqué Mme Michaud, lors de la conférence de presse de présentation de la liste.

"*Je pense qu'il faut y croire pour faire bouger les choses: il faut une politique forte face à ce monde économique, que les politiques arrivent à retrouver la place qu'ils occupaient avant.*" AFP 04.02

Voilà une personne qui s'engage dans un processus politique sur la base d'une impression, d'une croyance, et qui manifestement ignore que "*ce monde économique*" ou le PS ne font qu'un pour être le porte-parole de ses intérêts. Et que pour cette raison, pour véhiculer une idée contraire et trompeuse, ce parti est en réalité l'un des principaux facteurs qui agit auprès des travailleurs comme un puissant repoussoir de la politique, voilà à quelle opération inconsciemment elle va participer.

Le PS profite de l'ignorance ou de la naïveté, de l'absence de conscience politique des travailleurs, du désespoir dans lequel ils se trouvent (du fait de sa politique !) pour manipuler les plus faibles parmi eux, qu'ils vont plonger dans un désespoir encore plus grand, ce qui au passage explique aussi pourquoi certains se tournent ensuite vers le FN.

Nos détracteurs nous reprochent notre caractérisation du PS qu'ils ne partagent pas. Leurs partis n'ont cessé de prétendre qu'il s'agissait encore d'un parti ouvrier ou d'un parti de gauche le plus souvent en empruntant un double langage pour justifier leur ligne ou stratégie politique (front unique, gouvernement PS-PCF, etc.), alors que depuis un siècle il combattait dans le camp du capital.

Principale fossoyeur avec le PCF du socialisme, responsable de la gangrène qui a fini par gagner la quasi-totalité du mouvement ouvrier, un des principaux piliers indéfectibles du régime en place, parvenu au pouvoir gestionnaire zélé de la société pour le compte du capitalisme, chef d'orchestre de tous les communautarismes qu'il a sans cesse exploités pour diviser les masses et les détourner des questions sociales essentielles qui les concernaient pour mieux appliquer son programme antisociale, soutien à toutes les guerres coloniales ou impérialistes, allié de l'Etat sioniste, des dictateurs africains et autres, vicéralement, farouche anticommuniste qui incarne les intérêts du prolétariat, bref, sur tous les fronts et dans tous les domaines il a été et demeure réactionnaire, et au même titre que le parti officiel de l'ordre (UMP) dont il est finalement le supplétif en période de crise aiguë du capitalisme, quand il a adopté des réformes progressistes ce fut seulement contraint de gré ou de force par la lutte de classe des travailleurs ou pour mieux s'attaquer par ailleurs à leurs acquis sociaux et politiques, à absolument aucun moment il n'a agit pour aider la classe ouvrière à faire un pas vers son émancipation du capital, il a toujours servi de rempart ou défendu le régime en place, cela vaut également pour le PCF.

Mes détracteurs estiment normal de s'être accommodé de cette situation pour justifier les rapports que leurs partis ont entretenu avec le PS (et/ou le PCF, hier ou de nos jours), car ils estiment que le PS était et demeure un parti incontournable faisant partie du mouvement ouvrier. De notre côté, nous lui refusons cette légitimité pour les raisons invoquées plus haut, et nous estimons qu'il était possible de mener une autre politique en direction des masses exploitées tout en désignant le PS comme l'un des représentants de leur ennemi de classe, et que seule cette politique aurait pu se prévaloir du sceau de l'indépendance ou prétendre se situer sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, le PS incarnant justement sa négation.

S'adresser indistinctement à ce parti, particulièrement à ses dirigeants ou élus, s'obstiner à vouloir lui faire jouer un rôle au sein du mouvement ouvrier ou au côté des travailleurs connaissant leur nature contre-révolutionnaire, devait aboutir à conforter la subordination des masses au régime et aux institutions, préparer les conditions qui permettraient à l'individualisme, au corporatisme et au néolibéralisme de triompher, et finir par faire en sorte que sur le terrain politique la dictature du capital occupe tout le terrain une fois toute réelle opposition réduite à une portion congrue, disloquée, marginalisée, réduite à l'impuissance.

Le processus qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, a été le produit d'une analyse de l'évolution du capitalisme mondial et d'une conception de la lutte des classes profondément erronée, qui, si nous ne les corrigions pas au plus vite produiraient demain les mêmes effets en plus catastrophiques ou creuseraient notre propre tombe et celle de l'humanité.

Ils partagent les mêmes valeurs.

- Valls a demandé à ses services d'identifier les sources d'un journaliste du "Figaro" - Francetv info

Pourquoi devrait-il se gêner.

- Philippe Courroye ne sera pas sanctionné par Christiane Taubira - Libération.fr

L'ex-procureur de Nanterre Philippe Courroye ne sera pas sanctionné pour l'affaire des «*fadettes*», dans laquelle il est soupçonné d'avoir tenté de découvrir illégalement les sources de deux journalistes. Libération.fr 04.02

Ceci explique cela.

- Le procureur Falletti dans le viseur de Taubira - lefigaro.fr 04.02

Le procureur général de Paris dénonce dans une lettre écrite à la ministre de la Justice être poussé à quitter son poste contre son gré.

Il y a à peine deux semaines, François Falletti n'a pas fait appel de l'ouverture d'une instruction permettant l'audition de Christiane Taubira dans l'affaire Buisson/Anticor.

L'audience de rentrée de la cour d'appel de Paris a été boudée par Christiane Taubira. lefigaro.fr 04.02

Rappel. "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse*", Hollande le 30 décembre 2013 en visite à Riad.

- Arabie saoudite: 12 ans de prison pour un journaliste ayant "*désobéi au souverain*" - L'Express.fr

Prison à perpétuité à l'âge de 12 ans pour un accident qualifié de crime.

- « *Perpétuité pour les enfants d'Amérique* » - LeMonde.fr

Il est 1 heure du matin dans le commissariat de Jacksonville (Floride) ce 11 mars 2011, et Cristian Fernandez, 12 ans, vient d'être arrêté. Après de longues heures d'interrogatoire, il avouera avoir poussé son frère de 2 ans contre une armoire, le blessant mortellement.

Pour cet acte, requalifié par le procureur de « *meurtre avec préméditation* », il encourt la prison à vie. Comme un adulte. Du reste, dès son incarcération c'est ainsi qu'il est appréhendé et qu'il comparait devant le juge, car la justice américaine est ainsi faite, tout enfant reconnu coupable de crime de sang perd, de facto, sa qualité de mineur. LeMonde.fr 04.02

A quoi bon attendre !

- Les États-Unis exécutent des condamnés à mort alors que des procédures sont encore en cours Slate.fr 04.02

Voilà une grande démocratie assurément !

Un "***modèle***" auquel il est préférable de ne pas ressembler.

Mélenchon a trouvé un modèle: le Grec Alexis Tsipras - AFP 03.02

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), a rencontré lundi le Grec Alexis Tsipras, leader du Syriza (gauche radicale), candidat à la présidence de la Commission européenne au nom de la gauche européenne. "*Un modèle dans la façon de faire*" a déclaré à la presse Jean-Luc Mélenchon au sujet d'Alexis Tsipras, "*la méthode que nous employons est la même*".

"*Nous sommes d'accord sur le fait que les élections européennes sont très importantes pour rompre avec l'Europe de l'austérité*", a dit Alexis Tsipras. AFP 03.02

Pour rappel.

1- La Grèce restera dans l'euro si la gauche radicale Syriza gagne les prochaines élections législatives de juin, a affirmé mardi à Berlin le leader de ce parti, Alexis Tsipras.

"*Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro*", a-t-il déclaré lors

d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "*Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro*", a-t-il ajouté.

"*Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand*" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a-t-il ajouté. (AFP 22.05.2012)

Ah l'espoir ! Chez lui il a valeur d'aveu.

2- *Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI* - 2 février 02 2013 - mondialisation.ca

Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (n°2 et premier directeur adjoint du FMI - ndlr) et le dirigeant de Syriza « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* »

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient,* » a obligeamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington.

« *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. mondialisation.ca 02.02 2013

Le double langage du PG et Mélenchon. Tous à la remorque du PS !

- En décembre dernier, le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon a suspendu sa participation au Parti de la gauche européenne (PGE) jusqu'aux municipales, voyant une "*contradiction majeure*" dans le fait que son allié communiste Pierre Laurent ait été reconduit à sa tête, alors qu'il fait campagne "*derrière le PS*" pour les municipales.

"*Après l'élection municipale nous réintégrerons notre place normale, nous n'avons pas démissionné du Parti de la gauche européenne*", a expliqué Jean-Luc Mélenchon.

Lundi soir, Alexis Tsipras devait rencontrer Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne (PGE) et secrétaire national du PCF.

"*C'est une réunion du PGE. Au moment où on a suspendu notre participation on ne va pas retourner à la première manifestation publique. Il y aura une belle délégation du parti que Martine (Billard, coprésidente du PG) va mener*", a dit Jean-Luc Mélenchon. AFP 03.02

Un genre supérieur qu'affectionnent les stratéges néolibéraux du chaos.

- Amnesty International s'inquiète de la situation des transgenres en Europe - L'Express.fr

Dans un rapport rendu public ce mardi, Amnesty International met en lumière la "*souffrance*" dont sont victimes les personnes transgenres dans les sept pays d'Europe, dont la France, où elle a enquêté.

Il serait 1,5 million dans l'Union européenne selon ce rapport. L'Express.fr 04.02

Sur 505,7 millions d'habitants selon Eurostat, soit 0,3% de la population. Sans commentaire.

- La Russie doit cesser d'ignorer les violences homophobes, selon Human Rights Watch - Slate.fr

- L'Ecosse devient le 17e pays à autoriser le mariage homosexuel - Francetv info

Tout se monnaie au nom de grands principes ou de la morale.

- JPMorgan paie pour mettre fin à des poursuites pour harcèlement sexuel - AFP

1,5 million de dollars quand même. A ce prix-là ce devait être un viol !

La Shoah, une affaire décidément très lucrative.

Au concours du pire cynisme les sionistes remportent la palme toutes catégories, la preuve.

- Aux Etats-Unis, la SNCF risque de perdre un contrat pour son rôle dans la Shoah - LeMonde.fr

Deux élus du Maryland, dans l'est des Etats-Unis, ont annoncé mardi 4 février un projet de loi restreignant l'accès de la SNCF aux marchés publics, tant qu'elle n'aura pas versé d'indemnités pour son rôle dans la déportation des Juifs.

Réquisitionnée par le régime de Vichy, l'entreprise avait déporté 76 000 Juifs de France dans des wagons de marchandises à travers le pays et vers les camps d'extermination entre 1942 et 1944. LeMonde.fr 04.02

Les sionistes auront été les seuls au monde à avoir obtenu des indemnités au nom des juifs exterminés par les nazis, aucune autre communauté n'en obtiendra.

Ne serait-ce une société américaine qui aurait fourni la formule au régime nazi pour fabriquer du pétrole synthétique afin d'avoir les moyens de mener leur guerre, y compris contre les juifs ? Ne seraient pas des banquiers juifs américains et des industriels américains (et canadiens) dont Rockeffeler qui aurait financé la montée de Hitler, puis continué à lui fournir acier, aluminium alors que la Seconde guerre était déjà déclarée ? Ne figurait-il pas à la direction de l'entreprise chimique allemande qui fabriquait le gaz employé pour exterminer en masse les juifs un membre de la famille de banquiers juifs allemand Warburg ?

L'argent et les principes n'ont pas d'odeur...

- Visite du Medef en Iran : «*La France a tout à gagner*» - LeParisien.fr

Le dernier ennemi n°1 en date du dictateur : le fumeur.

- Plan Cancer: Hollande veut un «programme national de réduction du tabagisme» avant l'été - 20minutes.fr

Délation généralisée

- Comment dénoncer un crime ou un délit repéré sur Internet - 20minutes.fr

Si c'est le magazine de BHL qui l'affirme

- Non, l'Arabie saoudite ne finance pas al-Qaida en Syrie - LePoint.fr

Et ce qui inquiète les porte-parole de l'Etat génocidaire et son gouvernement d'extrême droite.

- Boycott d'Israël : la pression monte sur Netanyahou - LePoint.fr

Eco, pillage, corruption et business mafieux.

- Espagne: le chômage repart à la hausse en janvier, à 4,8 millions - AFP 04.02

- Les banques chypriotes plombées par des prêts non remboursés - AFP 04.02

- Les dépenses militaires mondiales repartent à la hausse en 2014 - AFP 04.02

- L'Italie veut économiser 32 milliards d'euros d'ici 2016 - AFP 29.01

- Rome attend 8 à 10 milliards d'euros de privatisations - Reuters 23.01

- Les besoins de capitaux des banques de l'UE évalués à 84 milliards - Reuters 26.01

- Andrej Babis, un milliardaire nommé ministre tchèque des Finances - AFP 29.01

- La présidente argentine dénonce des attaques spéculatives contre les monnaies de pays émergents - AFP 27.01

- Manipulations des devises: possible nouveau scandale - AFP 03.02

Les soupçons de manipulations sur le marché des devises ont le "*potentiel*" pour donner lieu à un nouveau scandale au sein du monde la finance, estime le gendarme allemand de la Bourse, le Bafin.

"*Je crains que le thème (des devises) ne nous occupe pendant encore longtemps. L'affaire du Libor était déjà très grosse, mais les devises ont certainement le potentiel pour un scandale*", a déclaré Raimund Röseler, chef de la supervision bancaire au sein du Bafin, dans un entretien publié sur le site du quotidien économique allemand Handelsblatt.

"*Cela me terrifie de voir avec quelle cupidité et quelle absence de scrupules certaines personnes ont manifestement agi. Probablement avons-vous purement et simplement sous-estimé l'énergie criminelle*", a-t-il ajouté.

Une enquête internationale menée conjointement par plusieurs autorités aux Etats-Unis, à Hong-Kong ou encore en Europe vise actuellement à faire la lumière sur de possibles manipulations sur l'énorme marché des changes, dont les transactions se montent chaque jour à plus de 5.000 milliards de dollars.

Plusieurs banques ont déjà reconnu être concernées par ces investigations, comme les américaines Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Citigroup ou encore les britanniques Barclays, HSBC et RBS, UBS en Suisse et Deutsche Bank en Allemagne, et certaines d'entre elles ont suspendu certains cambistes. AFP 03.02

-Le salaire du PDG de JPMorgan a augmenté de 74 % en 2013 - lemonde.fr 24.01

Le conseil d'administration a accordé à Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan Chase, la somme totale de 20 millions de dollars. lemonde.fr 24.01

- La Libye poursuit Goldman Sachs pour transactions à pertes - Reuters 30.01

-Danemark : remaniement gouvernemental après le tollé Goldman Sachs - lemonde.fr 03.02

Après que les six ministres du Parti populaire socialiste (SF) danois, l'un des trois partis de la coalition de centre gauche au pouvoir, ont démissionné le 30 janvier quelques heures avant le vote au Parlement qui devait entériner la vente de 19 % de l'entreprise publique Dong Energy à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs, la première ministre sociale-démocrate danoise Helle Thorning-Schmidt a annoncé lundi un remaniement de son gouvernement.

La vente du gouvernement de 19 % des parts de Dong au groupe mené par Goldman Sachs pour 8 milliards de couronnes (1,07 milliard d'euros) avait été justifiée par un besoin d'argent frais après des investissements à perte dans le gaz naturel. L'accord a déclenché un tollé inattendu face à l'idée que Goldman Sachs puisse parquer ses actions dans des paradis fiscaux et ait obtenu des conditions inhabituellement favorables. lemonde.fr 03.02

- Trois ex-cadres de Landsbanki Luxembourg mis en examen pour escroquerie - AFP 30.01

- Plus de 40% des sociétés de l'UE se plaignent de la corruption - Reuters 03.02

"*Le problème de l'Europe ne concerne pas tant la petite corruption que les liens entre la classe politique et les entreprises*", estime Carl Dolan, de Transparency International à Bruxelles.

Plutôt qu'un pot-de-vin, dit-il, la récompense des hommes politiques pour avoir favorisé telle ou telle société en lui faisant remporter des contrats ou en faisant voter des modifications de la loi, est constituée par des postes dans le secteur privé une fois qu'ils ont quitté leurs fonctions. Reuters 03.02

Ou l'inverse, les multinationales ou certains lobbies ont investi dans la politique en favorisant (et finançant sûrement) la montée de certains hommes politiques qui une fois en place, devenus députés ou ministres, ont travaillé pour eux, y compris ou surtout à Bruxelles et Strasbourg.

L'industrie pharmaceutique mafieuse.

Si vous commettez un crime, vous irez en prison pendant de nombreuses années, en France par exemple, aux Etats-Unis pour le vol d'un tee-shirt, eux ils sont responsables de milliers de morts mais ils sont libres.

- Les médicaments anti-rhume pourraient être dangereux - 20minutes.fr 23.01

Ces médicaments, en vente libre en pharmacie, contiennent des molécules qui ne sont pas compatibles avec d'autres. Pire: ils mélangent parfois plusieurs molécules différentes, dont «*un vasoconstricteur qui peut présenter des risques d'accident assez sérieux, cardiovasculaires ou neurologiques*», a détaillé une enquêtrice de 60 Millions de consommateurs à la radio. Selon elle, «*ces médicaments devraient être interdits sans ordonnance*». 20minutes.fr 23.01

- Une liste noire de 68 médicaments à éviter, car "*plus dangereux qu'utiles*" - Le Nouvel Observateur 28.01

La revue médicale indépendante "*Prescrire*" a publié jeudi 20 janvier une liste de 68 médicaments à éviter en raison des risques qu'elles font courir aux patients qui les prennent. Le Nouvel Observateur 28.01

- Les pratiques du laboratoire pharmaceutique Merck en accusation - lemonde.fr 04.02

Bernard Dalbergue, employé jusqu'en 2011 par l'américain Merck (MSD en France), ce médecin de 55 ans lève aujourd'hui le voile sur des pratiques inquiétantes : essais cliniques biaisés, effets secondaires dissimulés, experts achetés. Selon lui, le laboratoire a enfreint beaucoup de règles pour faire le succès de ses médicaments.

« *Habitude a été prise d'enfumer les autorités de santé. Mais le lancement de notre nouveau médicament (Victrelis, un traitement indiqué dans le traitement de certaines hépatites C lancé en 2011) frôle la démesure, écrit Bernard Dalbergue. Durant toute ma carrière, jamais je n'avais été le témoin de telles liaisons dangereuses entre des toubibs et une entreprise privée.* »

Deux autres « *affaires* » relatées dans l'ouvrage posent une question plus grave : certains laboratoires sont-ils prêts à sacrifier certains patients sur l'autel du business ? Pour Bernard Dalbergue cela ne fait aucun doute. La preuve ? Ce stylo injecteur lancé par Merck pour administrer un traitement contre l'hépatite C.Commercialisé en 2002, il n'a été retiré du marché qu'en 2013 alors que le laboratoire a été alerté dès son lancement de ses dysfonctionnements.

Entre-temps, dix ans de « *com* » bien orchestrée préservent bon an mal an les ventes de son blockbuster avec un argument imparable : ce n'est pas le stylo qui pose problème mais les patients qui ne savent pas s'en servir. Quoi qu'il en soit, sans le savoir, une partie d'entre eux n'a régulièrement pas reçu le dosage adéquat du médicament.

Avec quelles conséquences ? « *Difficile de le dire, puisque les incidents étaient très peu reportés* », regrette Bernard Dalbergue qui, avec le recul, se demande comment il a pu cautionner et couvrir cela pendant dix ans.

Il cite un chiffre inquiétant : Merck, dit-il, a admis lors d'une réunion à l'agence du médicament avoir dissimulé 250 réclamations. Selon lui, la pharmacovigilance est « *une vraie passoire* » : ni les médecins, ni les laboratoires ne signalent correctement les problèmes qu'ils constatent. « *Seuls 1% des cas apparaissent dans le radar, donc quand on voit apparaître un ou deux morts, il est vraiment temps de s'inquiéter.*»

L'enquête complémentaire menée par Anne-Laure Barret, revient de son côté sur l'affaire du Vioxx, un anti-inflammatoire lancé par Merck au tournant des années 2000 et brusquement retiré du marché en 2004. Pourtant soupçonné d'avoir causé 20 000 à 40 000 morts prématurées aux Etats-Unis, il n'a curieusement pas fait l'objet d'investigations poussées de ce côté de l'Atlantique, constate la journaliste.

Pis, son successeur, un anti-inflammatoire de la même famille, a obtenu une AMM en 2008 malgré de sérieux doutes sur son efficacité et des données très préoccupantes quant à ses effets secondaires. « *Ce traitement, prescrit à 50 0000 personnes en 2011 est-il, comme son cousin, un produit dangereux ?* », interroge la journaliste.

Bernard Dalbergue, Omerta dans les labos pharmaceutiques : confessions d'un médecin (Flammarion, 300 p., 19 euros), sort mercredi 5 février. lemonde.fr 04.02

- Les cas de cancer devraient augmenter de 70% en 20 ans dans le monde - Le Nouvel Observateur 04.02

Selon l'OMS, le cancer se développe à un rythme alarmant dans le monde, notamment du fait de la généralisation des modes de vie industrialisés.

Le cancer va continuer à s'étendre dans le monde, notamment dans les pays en développement, avec près de 22 millions de nouveaux cas annuels attendus à l'horizon 2030, contre 14 millions en 2012, selon un rapport mondial publié lundi 3 février.

Plus de 60% des cas et 70% des décès surviennent actuellement en Afrique, Asie et Amérique latine, une tendance qui ne devrait

pas s'inverser dans les prochaines années. Le Nouvel Observateur 04.02

Social

- Les inspecteurs du travail se mettent en grève - lemonde.fr 03.02

Une centaine d'inspecteurs du travail se sont rassemblés lundi 3 février devant l'Assemblée nationale dans le cadre d'un appel à la grève lancé par quatre syndicats (CGT, FO, SUD et le SNU-TEFE-FSU) pour protester contre un projet de loi qui réforme leurs services, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ce qui bloque principalement chez ces agents est la création d'« *unités de contrôle* », réunissant 8 à 12 agents, qui devront rendre compte à un responsable désigné parmi eux.

Les opposants à la réforme y voient notamment un risque pour l'indépendance des inspecteurs et pointent une baisse, de facto, du nombre des agents de terrain. « *Ce sont des gens qui sont là pour nous surveiller, pour nous contrôler* », alors qu'« *on a besoin d'indépendance, c'est essentiel* », a ainsi pointé Yves Sinigaglia (SUD).

La France compte 2 236 agents de contrôle pour surveiller 1,82 million d'entreprises, soit un agent pour un peu plus de 8 000 salariés, selon les dernières données disponibles. lemonde.fr 03.02

- La police sud-africaine dit avoir dispersé 3.000 grévistes violents - 20minutes.fr 04.02

La police sud-africaine a indiqué avoir utilisé mardi matin grenades assourdissantes et balles en caoutchouc pour disperser quelque 3.000 grévistes «*violents*» qui bloquaient une route menant à une mine de platine du numéro un mondial du secteur Amplats près de Rustenburg.

Les mineurs brandissaient «*des armes dangereuses comme des cannes traditionnelles et des bâtons (ce qui est désormais interdit), bloquaient la route et menaçaient de déloger les travailleurs non grévistes à la mine*», a dit la police dans un communiqué, précisant que l'incident s'était produit vers 08h00 devant un puits de la mine de Khuseleka.

Des négociations ont repris mardi pour tenter de régler cette grève, alors que les ouvriers des raffineries et des fonderies sud-africaines du groupe ont emboîté le pas aux mineurs et cessé le travail depuis lundi. 20minutes.fr 04.02

Haut de page

Le 8 février 2014

CAUSERIE

Divers rubriques ont été actualisées (39 documents), la causerie le sera en fin de journée, j'ai eu la flemme hier soir de formater la page, rien ne presse, et puis entre nous, j'avais mieux à faire, terminé de me faire chier jusqu'à deux plombes du matin ou de me sacrifier pour que dal, je n'ose pas en dire davantage, je vous laisse deviner la suite puisque vous la connaissez très bien...

Tenez je vais adresser un message d'encouragement à Thierry Meyssan pour le remercier pour ses excellents articles sur l'Ukraine et le Liban, histoire de faire chier mes contradicteurs.

Samedi 17h en Inde.

Ce courriel est parti.

La prochaine actualisation du site lundi ou mardi, en principe.

Quand la France devient le fer de lance de la dictature néolibérale.

Parole d'internaute.

L'ordre doit régner absolument partout, non mais alors ! A propos de la plateforme de signalement sur Internet de la police judicaire Pharos.

- "*Il était judicieux de créer un tel type de service de cybersurveillance du net. On ne peut pas mettre simultanément des milliers de radars sur les routes et dans les villes, des milliers de caméras dans les rues et les espaces publics, et accepter que le net soit une zone mondiale de non droit. La justice ne s'étend pas sur 3 dimensions, mais également dans la 4ème. Cohérence est pertinence...*"

La "*cohérence*" a son camp... fait de miradors, fils barbelés et mitrailleuses ! A bas la réaction et l'ordre établi !

Sondage: Hollande sous les 20% de confiance, une première - AFP 06.02

Comment continuer de gouverner et protéger le régime dans de telles conditions?

- Pour la première fois depuis son élection, la cote de confiance de François Hollande (19%) tombe sous la barre des 20%, selon le baromètre de février TNS Sofres/Sopra group/Le Figaro Magazine publié jeudi.

Vingt-et-un mois après leur élection, Jacques Chirac était à 35% de cote de confiance (1997), et Nicolas Sarkozy à 37% (2009), rappelle TNS Sofres. AFP 06.02

Qui attise la haine, qui instrumentalisme le racisme ? OPA sur les valeurs de la République. Le gouvernement et le PS.

Déclaration des partis de gauche pour "***les valeurs de la République***" - AFP 05.02

Plusieurs partis de gauche - PS, EELV, PRG, MRC, MUP notamment - se sont mis d'accord mercredi pour diffuser "*une déclaration commune*" appelant "*à la fraternité*" et "*à défendre les valeurs de la République contre les extrémismes*", a déclaré Harlem Désir à l'AFP. AFP 05.02

Le procédé est usé jusqu'à la corde et "*ce baratin ne prend plus*", de plus en plus nombreux les appellent encore "*les voleurs de la République*" ou précisent qu'ils "*soufflent le chaud et le froid*", ce sont "*des gens sans aucune valeurs*" hormis celles de la Bourse qui vont nous parler de défendre "*les valeurs de la République*"... C'est comme si des proxénètes nous faisaient la morale sur la prostitution !

Ne pas penser comme le PS, ses satellites, la gauche et l'extrême gauche qui servent de béquilles au régime et vous êtes ringard, réactionnaire, facho, extrémiste, anti-républicain, déséquilibré, psychopathe, et ne pas avoir soutenu que le PS était indipensable au mouvement ouvrier cours des 50 ou 70 dernières années vous vaudra le mépris des trotskistes qui n'ont eu de cesse de le légitimer.

Manuel Valls se dit «***profondément de gauche***» - LeParisien.fr 06.02

C'est la moindre des choses après que Badinter ait révélé qu'il était social-démocrate (Blair ou Schröder) depuis 1981 comme il aurait pu dire 10 ans plus tôt, peu importe puisque nos vaillants dirigeants se basent sur leurs déclarations et non ce qu'ils sont vraiment ou leur politique, idem pour le PS pour faire bonne mesure.

Les masses sont leur ennemi.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les conditions d'existence de plus en plus insupportables imposées à d'innocentes victimes dépourvues de droits politiques que sont les travailleurs et leurs familles par l'Etat et les capitalistes, par le régime en place sous la forme de réglements ou lois liberticides et répressives, de politiques antisociales imposant chômage, licenciements, précarité, privation de droits sociaux, pauvreté et milles souffrances encore injustes qui sont considérés comme une fatalité, inévitables, pire en fait, légitimes et justifiés pour qu'une infime minorité de privilégiés continuent de s'enrichir encore plus, par ceux-là mêmes qui prétendent représenter et défendre les valeurs de la République, la démocratie, au nom de l'équité et de la "*fraternité*", du progrès social, etc.

On se rend compte que tous les discours qu'ils tiennent sur l'égalité des droits ne servent qu'à réprimer les masses qui pour être victime d'inégalités et d'injustices tendent à leur niveau à se comporter aveuglément de la même manière qu'eux quand elles sont en présence de personnes qui ne leur ressemblent pas ou parce qu'elles ne supportent plus leur condition, livrées au désespoir, elles craquent, se soulageant ou se défoulant sur les boucs émissaires qu'on lui a désignés ou les membres d'une infirme minorité qui ont bénéficié d'un traitement de faveur de la part du régime et qu'ils estiment être un traitement injuste à

leur égard, leurs besoins sociaux n'étant jamais pris en compte ou satisfaits par l'Etat dans lequel forcément elles se reconnaissent de moins en moins ou ne respectent plus, ce qui en soi ne serait pas un problème si leur colère était orientée dans la bonne direction, contre leur véritable ennemi, le régime.

N'ayant pas la volonté de lutter contre ces tares liées au capitalisme, n'ayant pas l'intention de s'attaquer au capitalisme et ses institutions réactionnaires, il (à ces partis) leur faut par contre surveiller, contrôler étroitement, menacer, réprimer tous les faits et gestes et demain les paroles que les masses qu'ils ont volontairement maintenues dans un état d'arriération pourront commettre, les accusant d'être rétrogrades, réactionnaires, de droites...

Bon, que ma mère se le dise, pratiquement tous mes parents qui sont tous issus de la classe ouvrière, ajoutons, allez combien d'infâmes ignorants à travers le monde que visent cette pourriture sous un faux masque, 2, 3, 4, 5, 6 milliards qui ne partagent pas le mode de pensée que ces dictateurs veulent leur imposer, qui tous cependant aspirent au bien-être, à une société plus juste, un monde meilleur, à la paix entre les peuples que cette vermine réactionnaire leur refuse.

- Il frappe son ex-compagne avec un poulet congelé et écope d'un an de prison ferme - Francetv info 06.02

L'homme a déjà été condamné à deux reprises pour des violences sur la même femme. Francetv info 06.02

Mon ex-épouse m'a dit un jour que les femmes aimaient cela et que c'était le meilleur moyen de garder son épouse ou sa compagne, donc cette condamnation est franchement injuste !

Avis à ceux qui frappent leur compagne, mais aussi à vous madame qui congnez sur votre compagnon qu'est-ce que vous croyez, ou votre gosse ou votre chien, contrôlez-vous enfin, vous êtes poussés à bout par leur société pourrie, peu importe, gardez tout en vous, prenez une douche froide je ne sais pas, sombrez dans l'alcoolisme pour oublier votre cauchemar quotidien, défoncez-vous la gueule, bourrez-vous d'antidépresseurs, tapez-vous des putes ou prenez un amant ou une maitresse ou plusieurs... ou mettez-vous une balle dans la tête, vous verrez c'est radical comme remède !

- Angers: Un restaurateur a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour avoir maltraité un chat 20minutes.fr

Il y a quelques jours à Marseille une personne a pris un an ferme pour avoir balancé et massacré un chat contre un mur.

Leur société décomposée engendre des comportements épouvantables ou chacun se défoule comme il peut, il y en a même qui rejoignent l'extrême droite, là c'est franchement préoccupant, pour nous, pas pour le législateur ou le pouvoir en place, la preuve Hollande-Fabius soutiennent les nazis qui déstabilisent l'Ukraine. Mais alors l'affaire Dieudonné, leur combat contre l'antisémitisme, c'était une opération en soutien à la dictature sioniste voilà tout, en Israël les sionistes en sont à se demander s'ils doivent cesser de se traiter de nazi entre eux.

- 30 millions de filles victimes de mutilations sexuelles dans les 10 prochaines années - LeMonde.fr 06.02

Ah ces masses arriérées, quelle barbarie ! A côté toutes nos guerres, crimes, génocides, famines, la misère, la souffrance et la désolation qu'on sème sur tous les continents, c'est quantité négligeable, d'ailleurs pourquoi en parler, hein ?

La délation généralisée ou un Etat policier

- Dépistage de cannabis: «*Ce n'est pas pour faire du flicage*» - 20minutes.fr

Pour quoi alors ? Qui va s'en servir, les patrons, les proviseurs des lycées ou présidents d'université, qui d'autres à part les flics à chaque coin de rue ?

- Pharos : explosion du nombre de signalements sur le site de la PJ - Le Point.fr 05.02

Pharos, la plateforme qui reçoit les vidéos considérées comme "*déviantes*" ou "*illégales*", enregistre un succès d'utilisation, avec 129 000 demandes. Le Point.fr 05.02

La plateforme de la police judiciaire où sont signalées les déviances sur Internet a reçu en 2013 plus de 129 000 signalements, signe de l'engouement autour des réseaux sociaux. Le nombre des contenus illégaux recensés par la plateforme de signalement Pharos (www.internet-signalement.gouv.fr) est passé de 78 000 en 2010 à "*plus de 129 000 en 2013*", a expliqué mardi Valérie Maldonado, la "*patronne*" de l'Office central de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information - la cybercriminalité - au siège de la direction centrale de la PJ (DCPJ).

"*C'est beaucoup*" et "*c'est le reflet de l'évolution de la société et du développement des réseaux sociaux*", a ajouté la

commissaire, pour qui une "*relation de confiance*" commence à se nouer avec les internautes. Ici, il y a une douzaine de policiers et de gendarmes qui recueillent chaque jour les doléances des internautes.

Sur les 129 000 signalements de 2013, a-t-elle détaillé, plus de la moitié (56 %) avaient trait à des escroqueries par Internet, 12 % à "*des propos à connotation raciste*" par exemple, 10 % relevant encore d'affaires pédopornographiques. "*Il faut trier les signalements, les vérifier afin de constater, ou non, une infraction*", a-t-elle expliqué. Il y a donc "*forcément une déperdition*" : 500 enquêtes ont été ouvertes à la suite des signalements en 2013, selon elle, mais "*chaque signalement est pris en compte*".

Pour 40 %, ce sont des particuliers qui se branchent sur Pharos, le reste se partageant entre les sociétés, sites ou modérateurs. Outre la plateforme Pharos, plus de 5 700 contenus jugés "*choquants*" par les internautes ont été signalés en 2013 à l'Association française des fournisseurs d'accès et de services internet (AFA) et 536 ont été retirés pour leur caractère raciste, violent ou pédopornographique. Le Point.fr 05.02

- JO: Ban Ki-moon condamne les attaques contre les gays - Reuters 06.02

Alors, on fait quoi, on boycotte, on exclut la Russie de l'ONU, on la bombarde ?

Je la traite de salope ou je me jette dessus !

- En tant qu'homme, comment vous comportez-vous quand vous croisez une femme dans la rue? - 20minutes.fr 06.02

Non, je ne la croise pas, je change de trottoir et je baisse la tête en arrivant à sa hauteur de crainte qu'elle pense que mon regard la déshabille, que je vais l'agresser pour la voler ou que je meurs d'envie de la violer, je culpabilise évidemment.

Une de plus ! On comprend mieux la complaisance de Hollande à leur égard.

- Une membre des Femen : «*Je suis la cocue de François Hollande*» - LeFigaro.fr

Leur état naturel.

- Les Pussy Riot sur leur vie en prison : "*On nous maintenait dans un état de bêtise*" - Francetv info 06.02

C'était déjà un traitement de faveur !

On savait qu'Amnesty International était la voix de la réaction sous un faux masque.

- Madonna divise les Pussy Riot - Le Nouvel Observateur 06.02

Six membres du groupe ont accusé, jeudi 6 février, leurs deux camarades récemment libérées de prison, de délaisser l'idéologie "*féministe et anticapitaliste*" du groupe, après leur participation à un concert à New York sous l'égide de Madonna.

Organisé par Amnesty International, le concert à New York réunissait plusieurs têtes d'affiches, comme Madonna.

"*Nous n'allons pas pardonner et nous n'allons pas oublier ce que le régime fait à nos concitoyens. Nous demandons une Russie qui soit libre*", a lancé Nadejda Tolokonnikova.

"*Il est temps que le reste du monde soit aussi courageux que les Pussy Riot et affronte les autres gens comme Poutine ou d'autres leaders et d'autres organisations qui ne respectent pas les droits de l'Homme et entretiennent la discrimination et l'injustice*", a-t-elle martelé en introduisant les deux jeunes Russes. Le Nouvel Observateur 06.02

Parce que les Américains seraient "*libres*", c'est au contraire le pays du monde où la population est la plus étroitement surveillée par le FBI et la NSA...

Dictature. Chasse aux sorcières. Combat contre le sionnisme.

Pourquoi le boycott commence à faire peur à Israël - AFP 06.02

Patrick Cohen reproche à Daniel Schneidermann d'avoir nourri la "haine antisémite" à son encontre - Francetv info 06.02

L'animateur de France Inter, ciblé par Dieudonné, critique une chronique publiée par le journaliste dans "Libération" en mars 2013 l'accusant de tenir une "*liste noire d'invités*".

C'est exact, j'ai retrouvé l'article de Libération, l'extrait en question ci-dessous :

Chroniqueur de l'émission C'est à vous (France 5), Patrick Cohen reçoit son collègue Frédéric Taddéï, animateur de Ce soir ou jamais, qui vient d'être transférée de France 3 à France 2.

Cohen : «*Vous invitez des gens que l'on n'entend pas ailleurs, mais aussi des gens que les autres médias n'ont pas forcément envie d'entendre, que vous êtes le seul à inviter.*»

Et Cohen cite quatre noms : Tariq Ramadan, Dieudonné, Alain Soral et Marc-Edouard Nabe.

Suite de l'émission.

Cohen : «Moi, j'ai pas envie d'inviter Tariq Ramadan.»

Taddéï : «Libre à vous. Pour moi, y a pas de liste noire, des gens que je refuse a priori d'inviter parce que je ne les aime pas. Le service public, c'est pas à moi.»

Cohen :«On a une responsabilité. Par exemple de ne pas propager les thèses complotistes, de ne pas donner la parole à des cerveaux malades. S'il y a des gens qui pensent que les chambres à gaz n'ont pas existé.»

Taddéï : «Qui ?»

Cohen : «Kassovitz sur le 11 Septembre.» (Il a osé remettre en question la version officielle. - ndlr)

Taddéï : «Si je dis "j'ai des doutes sur le fait que Lee Harvey Oswald ait été le seul tireur de l'assassinat de Kennedy à Dallas", vous m'arrêtez ?»

Cohen :«Evidemment pas.»

Taddéï : «Quelle différence ? Tout ce qui n'est pas défendu est autorisé. Je m'interdis de censurer qui que ce soit, à partir du moment où il respecte la loi.»- ndlr)

Dans le même article de Libération.

Daniel Schneidermann. Même si la liste Cohen mélange tout (quoi de commun entre les quatre ? Et pourquoi Kassovitz ne figurait-il pas dans la liste initiale ?) chacun en entend bien le point commun : les quatre proscrits, sous une forme ou une autre, ont dit des choses désagréables sur les juifs, Israël, ou le sionisme.

Mais soudain, Taddéï renvoie la balle. «*Vous voulez que je vous fasse la liste des ministres condamnés, y compris pour racisme, que vous avez reçus dans votre émission de radio ?*»«*Y en a pas beaucoup.*» Taddéï ne prononce pas le nom de Hortefeux, mais là aussi tout le monde a entendu pointer son nez l'éternelle concurrence victimaire : il est légitime d'être désagréable aux Arabes, mais pas aux juifs. Qu'on s'entende bien : c'est parfaitement le droit de Cohen, de ne pas inviter Ramadan, Soral, Nabe ou Dieudonné. Aucun cahier des charges du service public ne l'oblige à le faire. On a le droit d'estimer que Dieudonné n'est pas drôle, ou que Nabe n'est pas un grand écrivain. Cohen serait parfaitement fondé à dire «*j'estime qu'il existe des théologiens plus pertinents, des humoristes plus drôles*».

Manchettes, sujets, invités : être journaliste, c'est choisir, trier, hiérarchiser. Mais aucune raison d'en faire une question de principe, et de proclamer que même la baïonnette dans les reins, on n'invitera pas Bidule. En reprochant à Taddéï d'inviter les proscrits, Cohen dit en fait «*ce n'est pas parce que je ne les juge pas intéressants, que je leur barre l'accès au micro de France Inter. C'est parce qu'ils ont contrevenu à un dogme*».

Se priver d'invités intéressants parce qu'on n'est pas d'accord avec eux est, pour un journaliste payé par le contribuable, une faute professionnelle. Et non seulement c'est indéfendable, mais c'est contre-productif. Aujourd'hui, les dissidents n'ont plus besoin de Cohen et de ses homologues, pour trouver un écho sur Internet. Avant, il était possible de décider qui étaient les

«*cerveaux malades*», et de les condamner pour crime de pensée, comme dans 1984. Mais aujourd'hui, pour un animateur en vue, déclarer qu'il n'invitera pas Bidule, c'est hisser Bidule sur le piédestal de victime de la censure. Le pré carré audiovisuel, s'il veut rester un lieu crédible de débat d'idées, n'a donc plus d'autre choix que de s'ouvrir aux paroles jadis bannies, quitte à leur opposer une contradiction vigoureuse et argumentée, ou à les prendre à leur propre piège de la dialectique. Et de s'en donner les moyens. Libération 17.03.2013

Daniel Schneidermann, l'idiot utile des dieudonnistes - Le Nouvel Observateur 05.02

Daniel Schneidermann a répondu dans la foulée sur son site Arrêt sur images. "*Sur le fond*", il maintient ses propos sur Patrick Cohen, assurant que sa critique était uniquement "*professionnelle*". "*Vous ne me reprochez pas seulement de vous avoir critiqué. Vous me reprochez de vous avoir critiqué en tant que Juif, estime le journaliste. Cette manière de brandir son étoile jaune en bouclier, je vous le dis, c'est infâme.*" Francetv info 06.02

Quel crime aurait commis Daniel Schneidermann à la suite de Frédéric Taddéï, sinon d'avoir précisé que les "*quatre proscrits*" cités à l'antenne par Patrick Cohen avaient comme point commun "*sous une forme ou une autre, (avoir) dit des choses désagréables sur les juifs, Israël, ou le sionisme*".

Il s'est vendu en quelque sorte, car on retrouve chez Cohen la même obsession hystérique que chez les sionistes avérés.

Et en citant Kassovitz sur le 11 septembre, ce n'est pas les adeptes de la théorie du complot qu'il visait, cette version tient encore de l'hypocrisie, mais bien la politique américaine au Moyen-Orient qu'incarne l'Etat sioniste qu'il soutient autant en tant que porte-parole du néolibéralisme que du sionisme qu'il s'était employé de camoufler jusque là, plus ou moins maladroitement je n'en sais rien.

Bon, là où cela coince, c'est qu'il ne peut pas accuser Schneidermann d'être antisémite, d'où sa rage.

Il faut préciser ici un point de la biographie de Daniel Schneidermann.

Né le 5 avril 1958 à Paris dans une famille juive athée, il milite à l'Union des étudiants communistes avant d'entrer en 1979 comme journaliste au Monde. Il en sera viré brutalement en 2003 pour s'en être pris à sa direction, dont le directeur de rédaction, l'ancien trotskiste Edwy Plenel.

Il décrit sa famille comme «*juive mais athée*», «*petite-bourgeoise*», «*tranquillement républicaine*». «*J'ai été élevé dans des valeurs de justice sociale, de sincérité, de loyauté et d'honnêteté. Et j'y crois encore !*» Il entretient un «*rapport d'horreur avec le mensonge*». Sa mère cristallise la conscience politique de la famille, «*plutôt de gauche*». Elle travaille dans une galerie d'art, tandis que son père vend de l'électroménager. (source : denistouret.net et wikipédia)

Entre nous, on ne naît pas juif, mais sémite. On trouve par exemple dans le dictionnaire (Grand Robert) : Les Arabes : peuple sémitique, originaire d'Arabie. Le peuple juif n'a jamais existé, c'est un mythe et l'Etat génocidaire d'Israël repose sur cette imposture, d'où la violence permanente pour imposer son existence... Il est étonnant que les sionistes ne se soient pas encore attaqués aux dictionnaires et aux encyclopédies qui le prouvent.

Des Juifs antisionistes reçus à la chancellerie allemande - french.irib.ir 06.02

Un cadre de haut niveau du bureau de la chancelière allemande Angela Merkel a rencontré des représentants de l'organisation ultra-orthodoxe antisioniste Naturei Karta lors de la journée internationale de commémoration de l'holocauste la semaine dernière.

Cet officiel a rencontré quatre membres de l'organisation à Berlin où ils protestaient contre l'existence de l'Etat d'Israël et l'exploitation de l'holocauste par les sionistes pour des raisons politiques.

Le Yediot a révélé que l'officiel est un chef de département au bureau de la chancelière et que, contre tous les usages, les a rencontrés ouvertement. Les membres de Naturei Karta ont confirmé que le but de cette rencontre était de clarifier aux yeux des Allemands que le sionisme ne représente pas le judaïsme.

La délégation de Naturei Karta comprenait deux survivants de l'holocauste, Moshe Dov et Chezkel Klein, ainsi que son porte parole, le rabbin Yisroel Dovid Weiss.

Weiss a affirmé à l'officiel de la chancellerie qu'environ 10 % des Juifs appartiennent au mouvement antisioniste.

La rencontre, rapportée par le journal de gauche Neues Deutschland, n'avait pas de caractère secret. french.irib.ir 06.02

En complément.

- Le CICR arrête une aide d'urgence après confiscation de tentes par Israël - LeMonde.fr 06.02

Le CICR livrait des tentes aux familles palestiennes dont les maisons ont été détruites par l'occupant...

Social.

Il faut 1.490 euros mensuels pour vivre seul, estiment les Français - AFP 05.02

Les Français estiment qu'une personne seule a besoin au minimum de 1.490 euros par mois pour vivre, selon une enquête de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée mercredi.

A la question "*selon vous, pour vivre, quel est le montant dont doit disposer au minimum un individu par mois?*", les personnes interrogées par l'institut BVA répondent en moyenne 1.490 euros.

Ce baromètre, publié chaque année, montre également que "*les Français perçoivent de plus en plus la montée des inégalités sociales*": ainsi, neuf sur dix estiment que les inégalités ont augmenté ces cinq dernières années (sept sur dix partageaient ce constat en 2000).

Si 42% des personnes consultées considèrent les inégalités de revenus comme les plus répandues, ce sont les inégalités d'accès aux soins qui arrivent en tête des plus inacceptables (22%), devant les revenus (19%) et le logement (16%).

Une large majorité (64%) juge normal que la France consacre un tiers du revenu national au financement de la protection sociale. AFP 05.02

Plus de 8 embauches sur 10 en France sont des CDD - L'Expansion.com 06.02

La part de CDD dans les embauches se maintient à 82,6% au 3e trimestre 2013. Un chiffre en hausse quasi continue depuis mi-2011.

Les mesures du gouvernement pour lutter contre cette précarité de l'emploi sont sans effet pour l'instant. L'Expansion.com 06.02

82,6%, c'est la précarité généralisée.

La CGT dans la rue pour se faire entendre du gouvernement - AFP 06.02

La CGT est partie seule au combat jeudi pour faire entendre son opposition à la politique du gouvernement et à son pacte de responsabilité, en organisant des manifestations dans tout le pays, une protestation qu'elle espère rééditer avec d'autres syndicats.

Près de 150 manifestations ou rassemblements ont eu lieu à travers le pays. A Paris, 16.000 militants, selon la CGT, 3.800 selon la police.

Thierry Lepaon reconnaît toutefois que "*les conditions ne sont pas réunies*" pour "*de grandes manifestations historiques*", comme l'ont montré les faibles mobilisations contre la réforme des retraites à l'automne.

Pour cette journée, la CGT avait choisi de faire cavalier seul. Dans quelques villes toutefois, la FSU et Solidaires l'avaient rejointe. Pierre Laurent, numéro un du PCF, était dans le cortège parisien.

Mais, Thierry Lepaon promet d'oeuvrer pour de "*grands rassemblements intersyndicaux*". AFP 06.02

Il pourra inviter le CRIF, un beau front unique en perspective !

Les salariés d'Astrium Toulouse manifestent contre le plan social - AFP. 06.02

Les salariés d'Astrium Toulouse ont manifesté jeudi après-midi devant le siège de leur maison-mère Airbus Group (ex-EADS) pour protester contre le plan de suppressions d'emplois du groupe qui frappe particulièrement leur unité de fabrication de satellites, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 1.700 personnes, selon les estimations similaires de la police et de l'intersyndicale (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO, CFTC), ont défilé en début d'après-midi à Blagnac, dans la banlieue de Toulouse, entre le siège de la filiale d'avions commerciaux d'Airbus et celui du groupe.

Au moins 1.200 des 2.600 salariés (3.400 avec les intérimaires et les filiales) d'Astrium Toulouse ont dénoncé la suppression au nom de la compétitivité de 396 postes sur leur site situé à l'autre bout de la ville alors que leur entreprise est bénéficiaire. AFP. 06.02

Deuxième jour de paralysie du métro londonien - Reuters 06.02

Le métro londonien restait paralysé jeudi par un mouvement de grève de quarante-huit heures qui a débuté mardi soir et a affecté des millions d'usagers dans la capitale britannique.

Deux syndicats - Rail, Maritime and Transport union (RMT) et Transport Salaried Staffs Association (TSSA) - ont appelé à ce mouvement pour dénoncer la fermeture des guichets et la suppression de centaines de postes, dans le cadre d'un plan de modernisation de l'entreprise. Reuters 06.02

Afrique du Sud: rupture des négociations entre mineurs et patronat - AFP 05.02

Les producteurs sud-africains de platine ont annoncé mercredi la rupture des négociations avec les mineurs en grève depuis deux semaines, sans fixer aucune date pour la reprise des discussions.

Les pourparlers avec le syndicat Amcu, majoritaire dans le secteur du platine, "*ont été ajournés, les parties étant incapables de s'entendre sur un accord*", ont indiqué les trois principales sociétés productrices de platine dans un communiqué.

Quelque 80.000 mineurs de la "*ceinture de platine*" sud-africaine autour de Rustenburg (nord) sont en grève depuis le 23 janvier, à l'appel d'Amcu, chez les trois principaux producteurs de platine mondiaux, Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin.

Ils réclament un salaire de base de 12.500 rands (830 euros), plus du double du niveau actuel, ce que les directions des trois groupes concernés jugent totalement irréaliste. Les dirigeants d'Amcu ont répété à plusieurs reprises que le mouvement pourrait durer longtemps.

Ils ont proposé des augmentations de salaires de 7% pendant trois ans.

Les compagnies dénoncent "*l'absence de volonté*" d'Amcu dans la négociation.

Les directeurs généraux des trois groupes touchés s'étaient engagés ce week-end à tout faire pour trouver une solution, mais ont brandi le spectre de restructurations et de licenciements si la grève devait se prolonger. AFP 05.02

Patrons, capitalistes...

Iran. Kerry menace la France - french.irib.ir 06.02

Au cours d'un entretien accordé à la chaine CNN, Kerry affirme : " *il est possible que les français envoient leurs hommes d'affaires en Iran mais ils ne peuvent pas violer les sanctions. Car si l'envie leur prenait de violer ces sanctions, ils seront eux mêmes sanctionnées et ils le savent très bien. Nous le leur avons très bien fait comprendre.* " Kerry a ajouté : " *l'Iran sait aussi que la voie n'est toujours pas ouverte pour qu'il puisse commercer avec les autres pays* ".

Pour une France, qui depuis la guerre contre la Libye n'a cessé de prouver son allégeance envers les Etats Unis, les propos de Kerry sont une insulte. Hollande a religieusement suivi les directives de la Maison Blanche en ce qui concerne la Syrie mais les Américains ne veulent même lui reconnaitre le droit de participer au festin que l'Occident croir avoir à vivre sur le marché iranien... "*Mêmes pas les miettes*", disait un homme d'affaires français interrogé par le journaliste de Fars. french.irib.ir 06.02

Il n'y a pas que Hollande qui sera "*cocu*" !

Patrons français et allemands pour un gouvernement de l'euro - Reuters 05.02

Les patronats français et allemand ont lancé mercredi un appel à la constitution d'un gouvernement économique de la zone euro doté de compétences budgétaires et fiscales afin de doper sa compétitivité.

Le Medef, principale organisation patronale française, et la puissante Fédération de l'industrie allemande (BDI) ont publié à Paris une déclaration commune de six pages, à quelques jours du conseil des ministres franco-allemand du 19 février.

Ils souhaitent une "*avancée décisive*" dans la gouvernance de la zone euro pour assurer un meilleur fonctionnement du marché unique et un environnement favorable aux entreprises. (Ils n'ont même plus besoin de cacher que l'UE est au service du capital. - ndlr)

"*Nous croyons qu'une plus forte intégration des politiques économiques permettra plus de compétitivité et plus d'emploi*", lit-on dans cette déclaration. "*C'est pourquoi nous demandons, au sein de la zone euro, un organe exécutif permanent ayant des compétences budgétaires et fiscales propres.*"

Medef et BDI demandent un renforcement du contrôle démocratique de cette architecture rénovée de la zone euro grâce à une plus grande implication des Parlements nationaux. (Ils peuvent : ils sont vendus ! - ndlr)

Ils en appellent à la mise en oeuvre, évoquée par les dirigeants européens mais sans concrétisation, d'"*accords contractuels contraignants*" entre l'Union et ses Etats membres en difficulté sur l'engagement de réformes structurelles. (La dictature européenne doit s'appliquer un point c'est tout. - ndlr)

"*Nous demandons un nouveau traité pour la zone euro et pour l'Union européenne, qui permettrait la mise en oeuvre de ces réformes et créerait un nouvel ordre de compétence*", ajoutent les deux organisations patronales.

Elles exhortent les gouvernements français et allemand à défendre ces propositions au Conseil européen des 20 et 21 mars, afin que les institutions de l'UE qui sortiront des élections de mai mettent à profit les cinq ans de la prochaine mandature pour remettre l'Europe "*sur le chemin d'une compétitivité solide*".

Ils militent pour un "*pacte industriel et technologique*" européen et recommandent huit types de mesures : baisse du coût du travail, assouplissement du marché du travail et allongement de la durée d'activité, accès plus facile des entreprises au financement, simplification des réglementations, parachèvement du marché intérieur, relance de la recherche et de l'innovation, stratégie européenne pour l'ouverture des marchés mondiaux et politique de transition énergétique commune.

Le président de la BDI arborait au revers de sa veste le "*pin's*" du Medef "*Un million d'emplois*", rappelant l'engagement de Pierre Gattaz sur cinq ans si le gouvernement réduit massivement les charges des entreprises.

Le patron des patrons allemands, qui devait rencontrer plus tard François Hollande et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a déclaré soutenir son homologue français dans ses discussions avec le gouvernement sur le "*pacte de responsabilité*" proposé par François Hollande.

"*Nous sommes tous satisfaits de constater qu'apparemment la politique et l'économie françaises embrayent sur une autre voie. Il faut en attendre le résultat*", a souligné Matthias Wissmann, président de l'Association allemande de l'automobile (VDA), membre de la délégation d'Ulrich Grillo.

"*Nous sommes extrêmement en faveur des déclarations du président Hollande mais nous attendons évidemment le passage à l'acte*", a-t-il ajouté. Reuters 05.02

En complément

- UE: l'Allemagne lâche la France et va permettre la culture d'un nouvel OGM - AFP

Eco, casino, corruption, voyous, mafieux...

Le pacte de responsabilité bon mais pas suffisant, selon Noyer - Reuters 06.02

Le pacte de responsabilité proposé par François Hollande est un "*pas dans la bonne direction*" pour doper l'économie française mais il n'est pas suffisant et devra "*doit absolument s'accompagner de réformes structurelles fortes pour s'attaquer aux rigidités*", estime Christian Noyer.

Mais au-delà des annonces déjà faites, il estime qu'il faut "*évidemment réamorcer la baisse des effectifs*" de la fonction publique initiée par Nicolas Sarkozy et interrompue depuis 2012. "*Cela ne fait aucun doute*", dit-il. Reuters 06.02

L'Etat de New York enquête sur plus de 12 banques, dont Socgen - Reuters 05.02

Les autorités financières de l'Etat de New York ont ouvert une enquête sur des soupçons de manipulation des taux de change et ont demandé à plus d'une douzaine de banques de leur transmettre des documents sur leurs activités, a-t-on appris de source proche du dossier.

Parmi les établissements financiers concernés figurent la Société générale, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Barclays, Credit Suisse, Lloyds, Standard Chartered et RBS, a précisé la source.

Le surintendant des finances de l'Etat, Benjamin Lawsky, ajoute ainsi son nom à la liste déjà longue des autorités financières et judiciaires qui enquêtent sur les pratiques des banques sur le marché des changes. Reuters 05.02

En complément

- "*Subprimes*" : Morgan Stanley paiera 1,25 milliard pour solder des poursuites - AFP

Espagne: record historique de faillites en 2013 - AFP 06.02

Les entreprises et familles (d'entrepreneurs - ndlr) se déclarant en faillite en Espagne ont augmenté de 6,5% en 2013, atteignant le chiffre record de 9.660, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique (INE), et la construction reste le premier secteur concerné, 26,6% du total, suivi du commerce (18,5%) et du segment industrie et énergie (17,3%).

Si la hausse est plus mesurée qu'en 2011 (15,1%) et 2012 (32,2%), le chiffre est très élevé par rapport à celui d'avant-crise: 1.147 faillites recensées en 2007.

Un chiffre est décourageant: alors que le dépôt de bilan est censé aider à redresser les comptes de l'entreprise pour lui permettre de repartir, en Espagne, selon la maison de courtage Axesor, 94% des dépôts de bilan aboutissent en liquidation.

Au total, selon la fédération des petits entrepreneurs ATA, près d'un demi-million de petites entreprises (qui constituent l'essentiel du tissu industriel espagnol) ont disparu depuis le début de la crise. AFP 06.02

Sinon à quoi servirait la crise franchement ? En plus de faire baisser le coût du travail, accroître le taux d'exploitation, augmenter le chômage...

Infos diverses

Aura-t-il au moins la qualité d'un bon papier hygiénique ?

- Libération en grève : pas de journal vendredi - Rue89 06.02

"*Nous avons envie de faire un bon journal*", explique le délégué SUD Tonino Serafini au NouvelObs.com. Rue89 06.02

Eugénisme ! L'américanisation et l'empoisonnement des esprits passe aussi par le ventre...

- Les ventes de burgers gagnent du terrain en France face aux sandwichs - AFP

Quelle bouffe de merde !

N'était-ce pas l'objectif ?

- Printemps arabes : une catastrophe économique - LePoint.fr 06.02

G.I's aux abois.

- Afghanistan: les talibans affirment avoir capturé un chien américain - AFP 06.02

Politique

France. L'intercommunalité réunit désormais 62,6 millions d'habitants - AFP 05.02

Selon des chiffres publiés mardi par la Direction générale des collectivités locales (DGCL), "*au 1er janvier, le territoire se compose de 2.145 EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre*", et 36.612 communes sur 36.769 "*sont membres d'un EPCI, ce qui représente 62,6 millions d'habitants*".

Cette progression est le résultat de "*l'implication des élus et des préfets*" au côté du gouvernement, souligne un communiqué de Marylise Lebranchu et Anne-Marie Escoffier, respectivement ministre et ministre déléguée à la Décentralisation.

En région parisienne, les 41 communes encore isolées de la petite couronne seront intégrées au 1er janvier 2016 dans la Métropole du Grand Paris, créée par la loi du 28 janvier 2014 sur les métropoles. D'ici là sera d'autre part achevé le regroupement des communes de la grande couronne dans des intercommunalités qui devront compter au moins 200.000 habitants, selon cette même loi.

Autre sujet de satisfaction pour tous les partisans d'une réforme territoriale, "*depuis deux ans, les EPCI existants ont été rationalisés, pour être plus adaptés aux bassins de vie des habitants des territoires concernés*", précise le communiqué ministériel.

"*Le nombre d'intercommunalités à fiscalité propre s'est ainsi réduit de 436 sur les deux exercices 2012 et 2013, et de nombreuses fusions (environ 270) ont été opérées au cours de ces deux années*", se félicitent les ministres. En outre, "*a population totale moyenne des groupements à fiscalité propre a augmenté, atteignant près de 29.000 habitants au 1er janvier, contre 23.000 début 2012*".

Mmes Lebranchu et Escoffier se réjouissent aussi de "*la réduction du nombre de syndicats intercommunaux*".

La loi du 28 janvier 2014 organise par ailleurs une intégration plus poussée des communes situées dans les grandes agglomérations, par le biais de la création de métropoles dotées de compétences très étendues.

Le mouvement de coopération intercommunale a pris surtout son essor avec la loi dite Chevènement de 1990. Mais le développement des EPCI et de leur administration ne s'est pas toujours traduit, loin s'en faut, par un amaigrissement correspondant des administrations municipales, engendrant des surcoûts pointés dans diverses études. Selon un rapport de la Cour des Comptes d'octobre 2013, on observe toutefois depuis le début de la décennie une stabilisation globale des effectifs communaux et intercommunaux. AFP 05.02

Union européenne. Concurrence: Bruxelles s'oriente vers un règlement amiable avec Google - AFP 5.02

Google devrait éviter des sanctions financières de plusieurs milliards d'euros grâce à ses propositions pour remédier aux entraves à la concurrence dont il est accusé en Europe, jugées satisfaisantes par la Commission européenne après une enquête de plus de trois ans.

Le géant américain devrait donc échapper à des sanctions financières record. Dans les cas d'entrave à la concurrence, les amendes infligées par la Commission européenne peuvent atteindre 10% du chiffre d'affaires annuel du groupe.

Celui de Google a atteint 59,8 milliards de dollars en 2013, ce qui aurait signifié une amende pouvant aller jusqu'à près de 6 milliards de dollars, soit plus de 4 milliards d'euros. AFP 5.02

Golfe. Emirats: une responsable de l'ONU dénonce tortures et manque de transparence - AFP 05.02

Une responsable de l'ONU a réclamé mercredi à Abou Dhabi une enquête indépendante sur des allégations de torture dans les prisons des Emirats arabes unis, qu'elle n'a pas été autorisée à visiter.

Lors d'une conférence de presse au terme d'une mission de neuf jours aux Emirats, Gabriela Knaul, rapporteur spécial des Nations unies sur l'indépendance des magistrats et des avocats, a critiqué les "*violations*" et le "*manque de transparence*" des tribunaux du pays, où des dizaines d'opposants islamistes ont été condamnés.

Elle a appelé les Emirats à "*établir un comité indépendant pour enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements en détention*".

"*J'ai reçu des informations crédibles et des preuves que (...) des détenus étaient torturés et/ou soumis à de mauvais traitements*", a déclaré Mme Knaul, dénonçant des interpellations sans mandat de suspects "*conduits, les yeux bandés, à des lieux inconnus (...) et détenus à l'isolement, parfois pendant des mois, et placés sur la chaise électrique*".

"*Je n'ai pas été autorisée à visiter les prisons et à rencontrer certains détenus que je souhaitais voir*", a-t-elle regretté. Les Emirats arabes unis, un des pays les plus riches du monde, ont renforcé leur répression de toute dissidence. En janvier, 20 Egyptiens et 10 Emiratis accusés d'avoir constitué une cellule des Frères musulmans ont été condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison.

Les dix Emiratis font partie d'un groupe de 69 islamistes déjà condamnés le 2 juillet à des peines de 7 à 15 ans de prison pour avoir formé une "*organisation secrète*" dans l'intention de "*prendre le pouvoir*", et pour avoir entretenu des contacts avec les Frères musulmans.

Les représentants de la presse internationale et des organisations internationales de défense des droits de l'Homme n'ont pas été autorisés à assister aux procès d'opposants. AFP 05.02

C'est comme cela qu'ils les aiment Hollande...

Ukraine. La Russie hausse le ton sur l'Ukraine, accuse Washington - Reuters 06.02

Un proche conseiller du président russe Vladimir Poutine accuse les Etats-Unis d'armer les "*rebelles*" ukrainiens et invite le gouvernement de Kiev à écraser cette "*tentative de coup d'Etat*", n'excluant pas une intervention de la Russie pour assurer la sécurité chez son voisin.

Dans une interview au quotidien Kommersant Ukraine de jeudi, Sergueï Glaziev, chargé au Kremlin des relations entre la Russie et l'Ukraine, affirme que les "*ingérences*" américaines violent le traité de 1994 par lequel Moscou et Washington ont garanti la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine qui venait de renoncer à son arsenal nucléaire hérité de l'époque soviétique.

Prié de dire si la Russie pourrait "*intervenir activement*" si la crise s'aggrave en Ukraine, Sergueï Glaziev rappelle les termes du Mémorandum de Budapest en 1994, selon lesquels "*la Russie et les Etats-Unis sont les garants de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et (...) sont tenus d'intervenir quand s'installent des situations de conflit de cette nature*".

"*Ce que les Américains font en ce moment, s'ingérer grossièrement et unilatéralement dans les affaires intérieures de l'Ukraine, c'est une violation flagrante de ce traité*", ajoute-t-il.

Le conseiller présidentiel russe ne précise pas quelles mesures pourrait envisager la Russie.

Il accuse des agents américains de verser "*20 millions de dollars par semaine*" aux "*rebelles et à l'opposition*" à Kiev, notamment pour se procurer des armes.

"*Selon certaines informations, on entraîne des combattants et on les arme dans l'enceinte même de l'ambassade des Etats-Unis*", affirme-t-il.

Sergueï Glaziev suggère au président Ianoukovitch d'user si nécessaire de la force pour mettre fin à la contestation que le responsable russe présente comme "*une tentative de coup d'Etat, une tentative de renverser les autorités par la violence*".

"Les autorités ne remplissent pas leur devoir, qui est de défendre l'Etat, quand elles négocient avec des putschistes comme s'ils étaient des citoyens respectueux des lois", ajoute-t-il.

"*Dans une situation où les autorités sont confrontées à une tentative de coup d'Etat, celles-ci n'ont d'autre choix que l'action. Sinon le pays s'enfonce dans le chaos.*"

Recevant jeudi à Kiev la secrétaire d'Etat adjointe américaine Victoria Nuland, Viktor Ianoukovitch a plaidé pour "*le dialogue et le compromis*".

"*C'est seulement par le dialogue et le compromis que nous pouvons sortir le pays de cette crise*", a dit le chef de l'Etat, selon le site internet de la présidence.

Dans son interview, Sergueï Glaziev accuse par ailleurs les Occidentaux de pratiquer un "*chantage*" sur Viktor Ianoukovitch et les oligarques ukrainiens en menaçant de geler leurs avoirs à l'étranger et de leur refuser des visas.

Il assure que le président Ianoukovitch a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter la violence et accuse les dirigeants politiques dans l'ouest du pays d'être des "*séparatistes*".

La Russie, poursuit-il, ne veut pas d'une partition de l'Ukraine mais n'est pas hostile à une certaine forme de fédéralisme avec des pouvoirs dévolus aux régions, notammment dans le domaine budgétaire. Il cite l'exemple du Groenland, territoire danois mais qui n'appartient pas à l'Union européenne.

Pour lui, l'est et l'ouest de l'Ukraine pourraient avoir des relations économiques différentes avec la Russie et l'Union européenne.

"*Aujourd'hui, les liens économiques, culturels et humains entre l'est et l'ouest de l'Ukraine sont moins importants que ceux entre le sud-est de l'Ukraine et la Russie et entre les régions occidentales du pays et l'Union européenne*", reconnaît Sergueï Glaziev. Reuters 06.02

Egypte : La méga concession de Sissi à Riyad - french.irib.ir 06.02

Le soutien de Riyad au régime militaire en Egypte n'est secret pour personne. Mais ce soutien est-il éternel? La junte militaire au pouvoir le souhaite visiblement, elle qui multiplie des projets de coopérations économiques : selon le ministre égyptien du transport, l'Egypte vient de proposer à l'Arabie saoudite la construction d'un tunnel sous marin reliant les deux pays. l'ouvrage devrait traverser la mer rouge.

L'information a été annoncée par le premier ministre égyptien en visite en Arabie saoudite, une visite destinée à booster les coopérations économiques bilatérales. "*Le tunnel sera baptisé du nom de roi Abdellah d'Arabie et il sera construit avec l'argent saoudien*", a affirmé le ministre égyptien. french.irib.ir 06.02

Bosnie: plus de 130 blessés dans une violente manifestation AFP 06.02

Plus de 130 personnes, en majorité des policiers, ont été blessées jeudi lors d'une violente manifestation en Bosnie où des milliers de personnes ont protesté dans plusieurs villes contre la dégradation de l'économie dans ce pays où le chômage touche plus de 40% de la population.

Quelque 7.000 personnes, selon les médias locaux, 2.000 selon la police, ont protesté pour le deuxième jour consécutif à Tuzla. Ils ont forcé un cordon de police antiémeute qui empêchait l'accès au siège de l'administration régionale.

Les manifestants ont lancé des pierres et des torches enflammées contre des policiers et l'immeuble, brisant toutes les fenêtres, selon les images diffusées par plusieurs chaînes locales de télévision.

La police a riposté en lançant des grenades lacrymogènes.

Huit protestataires ont été arrêtés, a dit à l'AFP un porte-parole de la police locale, Izudin Saric.

Un rassemblement similaire a eu lieu la veille à Tuzla à l'initiative de salariés de plusieurs anciennes entreprises publiques en faillite qui sont dans l'incapacité de leur verser les salaires depuis plusieurs mois. Il s'agit notamment d'entreprises de l'industrie chimique et forestière.

Quelques centaines de salariés de ces entreprises ont été rejoints jeudi par des chômeurs et des jeunes.

"*C'est la réponse du peuple. C'est la révolution! Il ne s'agit pas de sauvages qui protestent. Ce sont beaucoup de jeunes qui n'ont aucun espoir d'avoir un travail à la sortie des universités*", a déclaré un des représentants des manifestants, Sakib Kopic.

Des manifestations rassemblant plusieurs centaines de personnes ont aussi été organisées à Sarajevo, à Bihac (nord-ouest), à Zenica (centre) et à Mostar (sud).

A Sarajevo, une centaine de personnes ont jeté des oeufs et des pierres contre l'immeuble de l'administration régionale, a constaté l'AFP.

"*Voleurs! Assassins!*", ont scandé les manifestants, avant d'être dispersés par la police antiémeute.

Le mouvement a embrasé les principales villes de la Fédération croato-musulmane, une des deux entités de Bosnie qui avec la Republika Srpska (entité serbe) composent ce pays de 3,8 millions d'habitants.

Le chef du gouvernement de cette entité, Nermin Niksic, a convoqué pour une réunion extraordinaire jeudi soir des responsables de toutes les agences policières et des procureurs de villes concernées pour évaluer la situation sécuritaire.

"*De plus en plus de gens vivent dans la misère et dans la pauvreté, ils ont faim. Le peuple a perdu l'espoir et ne croit plus à une amélioration de la situation. Manifester est leur seul instrument*", a commenté un analyste local Vehid Sehic.

Dans la soirée, de nouvelles échauffourées ont opposé quelques centaines de manifestants violents et la police. Les deux parties lançaient des gaz irritants, selon M. Nisic.

La police a une nouvelle fois dispersé les manifestants, mais une partie d'entre eux ont ensuite pillé des magasins et épiceries dans le centre-ville, a rapporté la télévision régionale (RTVTK).

Le taux de chômage officiel s'élève en Bosnie à plus de 44%. Le nombre réel de chômeurs est toutefois estimé à 27,5% par la Banque centrale, car beaucoup de gens sont employés au noir. Le salaire mensuel moyen est de 420 euros, mais près d'un habitant sur cinq vit dans la pauvreté, selon des statistiques officielles. AFP 06.02

Haut de page

Le 11 février 2014

CAUSERIE

Lundi 22h25 en Inde

26 nouveaux articles en ligne. C'est aussi l'heure d'aller se coucher.

Michel Collon a transmis mon courriel à Jean Bricmont et je l'en remercie au passage, il serait anarchiste, peu importe, cela n'empêche pas de réfléchir en principe.

Le 10 février 2014

CAUSERIE

Vous pouvez accéder aux articles de janvier des différentes rubriques à partir du lien qui figure plus haut.

Je renonce provisoirement à actualiser le site au moyen de vidéos, c'est compliqué et je n'ai pas de temps à y consacrer, on actualisera le site 2 à 3 fois par semaine en se contentant de l'essentiel, le reste est disponible sur Internet.

Je remplace les articles de presse par des articles de journalistes indépendants ou rédigés par des intellectuels qui se présentent comme des opposants au capitalisme.

L'article mis en ligne aujourd'hui est particulièrement : « *La République des censeurs* ». Entretien avec Jean Bricmont.

J'ai ajouté un commentaire à la suite de cet article. C'est le militant qui s'exprime ici.

Les policiers de la pensée ne sont pas toujours ceux qu'on croit, ils sont aussi très nombreux dans nos rangs. D'ailleurs c'est bien simple, dès qu'un travailleur devient un militant, puis plus ce militant sent monter en lui irrésistiblement la fibre de la conscience qui dorénavant l'habite et va le transformer rapidement en un être supérieur aux autres, plus il deviendra hermétique à toute forme de pensée autres que la sienne, au delà, à la réalité qui se résumera à l'interprétation qu'il en fait en fonction de son expérience somme toute très limitée au regard du monde dans lequel il est bien obligé de vivre puique personne ne peut s'en extraire totalement.

Il s'est créé un nouveau monde et n'appartient plus tout à fait au vôtre, il vit désormais dans une bulle dans laquelle il évolue, un système qu'il entretient ou qui se nourrit de lui-même, qu'il consolide comme une forteresse menacée de toute part, il se complaît dans des rapports qui n'évolueront plus qu'au gré de sa volonté et non de la situation, il est mûr ou apte plus que quiconque à devenir paranoïaque ou schizophrène sans s'en apercevoir puisqu'on flatte en permanence son penchant au narcissisme ou à l'autosatisfaction, au culte de la personnalité aussi, il développera selon les circonstances un optimisme béat ou stupide ou sombrera dans une profonde dépression dont il ne se remettra jamais ou très difficilement, personnellement pour n'avoir testé cette expérience que pendant quelques années j'en étais resté à la première version.

Mon propos n'est pas de condamner le militantisme, bien au contraire, le parti, encore le parti, toujours le parti, vous connaissez mon discours n'est-ce pas, mais de dénoncer dans quelle condition on est amené à militer, alors que la psychologie du militant demeure aussi fragile que celle de n'importe quel travailleur qui mérite le respect.

Je vais répondre aux courriels que j'ai reçus, je me demandais si cela valait la peine, puis je me suis ravisé. Je ne supporte pas les diktats, de devoir prendre position au nom d'un principe gravé dans le marbre ou je ne sais quoi. Je ne supporte pas qu'on exige de moi de penser autrement, alors qu'on refuse de m'écouter, comme si ce que j'avais à dire ne présentait aucun intérêt, c'est intolérable comme procédé. En gros cela signifie que vous êtes une merde, quoi.

Cela dit, je le comprends parfaitement, sur le coup cela m'énerve, puis je me dis que cela vaut quand même la peine de montrer que l'on peut procéder autrement, c'est une expérience intéressante. Chacun à son caractère et sa personnalité, c'est notre marque de fabrique, quand on vous le refuse, c'est comme si on voulait vous faire disparaître, c'est une atteinte intolérable à votre dignité, c'est un manque de respect qu'on ne peut pas laisser passer.

Quand on ne sait pas lire, ce qui est le cas de la plupart des lecteurs, mais c'est valable pour moi aussi qu'est-ce que vous croyez, lors d'une polémique ou critique notamment on évite de prendre ce qu'on lit forcément pour soi, tout n'est pas du premier degré, tout n'est pas à prendre au même degré, on lit et on relit attentivement, tranquillement et non sur le quai d'un métro par exemple, on fait une pause, on réfléchit, on lit la suite, on lit la conclusion quand il y en a une, on essaie de sentir ce qui se dégage de l'ensemble d'un article, la tendance qui prévaut, on a à l'esprit que l'auteur n'est pas malintentionné à votre égard ou qu'il n'a aucun intérêt individuel dans cette affaire, qu'il ne cherchera jamais à vous embobiner ou à vous vendre quoi que ce soit, il prend lui-même ses distances par rapport à ce qu'il a écrit et il invite le lecteur à prendre le recul nécessaire quand il lit ses articles, ensuite à chacun d'en faire l'usage qu'il souhaite.

Mes analyses se basent sur des faits et des constats, la réalité, la partie subjective ou la part d'interprétation passe au second plan pour moi, alors qu'elle passe au premier plan pour les lecteurs, qui je dirais de ce fait lisent de travers ou ne savent pas lire ou plutôt lisent comme on leur a appris à lire, sans réfléchir davantage.

Le constat qu'on a sous les yeux, c'est la situation dramatique dans laquelle nous sommes. Ce qui est intéressant c'est donc de savoir comment on en est arrivé là, les faits qui ont été négligés, sous-estimés, surestimés, niés, occultés, ensuite comment là encore cela s'est traduit par des faits, des comportements, des discours ou déclarations, etc. et pourquoi là encore à partir de faits, chaque question que nous nous posons se ramène à des faits (ou facteurs) et des rapports, c'est peut-être ingrat et désagréable comme démarche mais on n'a pas le choix si on veut comprendre et aller de l'avant, c'est la trame du processus dialectique dans laquelle vient s'insérer le jeu des différents acteurs et qui combinés entre eux forme la réalité.

Nul esprit de chasse aux sorcières ici, on cherche à comprendre et à remettre les choses et les êtres à leur place, c'est tout. A suivre.

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard.

ACTUALITE EN TITRES

Mise à prix de la démocratie en 2014 : 63 millions d'euros.

- Financement des partis politiques : la répartition des 63 millions d'euros - lemonde.fr 08.02

Diable, un exercice de sémantique !

- Le pacte de responsabilité n'est pas un « *cadeau* » aux patrons, « *mais aux entreprises* » - LeMonde.fr 09.02

Et à qui appartiennent les entreprises, qui décident leur politique et la répartition des revenus ? Les exploités, c'est bien connu !

- Pacte de responsabilité : «*Ce n'est pas un pacte avec le diable*», défend Sapin - LeParisien.fr 09.02

Pour une fois qu'il parle de quelque chose qui lui est familier...

- Le pacte de responsabilité est de gauche, dit Pierre Moscovici - Reuters 09.02

Franchement, depuis quand défendre farouchement le capitalisme ne serait pas de gauche, hein ? Au PS, ils vont bientôt en fêter le centenaire...

Surenchère

- EELV réclame « *un pacte de responsabilité écologiste et social* » - LeMonde.fr 09.02

- Le Roux (PS) propose 3 ans d'exonération de cotisation pour tout emploi créé - AFP 09.02

Comment peut-elle prendre cela pour elle ? L'UE passe encore, c'est sa vocation.

- «*Fuck you*» d'une diplomate américaine à l'UE: C'est «*absolument inacceptable*», pour Angela Merkel - 20minutes.fr 08.02

Dans le monde.

- Hausse de 14% du nombre de victimes civiles en Afghanistan en 2013 - Reuters 08.02

- Brésil : les manifestations plongent à nouveau dans la violence - lemonde.fr 08.02

- Manifestation à Istanbul contre le contrôle d'internet - Reuters 08.02

ACTUALITÉ DU JOUR

La théocratie nihiliste à l'offensive

Tout faire pour déstabiliser tous les rapports sociaux dans la société et monter toutes les générations, toutes les couches les unes contre les autres...

- Théorie du genre, loi famille : les religions bousculées par leurs ouailles - LePoint.fr 09.02

- Copé fustige un livre sur la nudité destiné aux enfants - Reuters 09.02

Le président de l'UMP, accusée notamment par la majorité d'alimenter les rumeurs sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école, a brandi ce livre lors du "Grand Jury" RTL-Le Figaro-LCI.

"'*Tous à poil !' Je vous le recommande, c'est très intéressant. Il n'y a pas beaucoup de texte. On ne sait pas s'il faut sourire, mais comme c'est nos enfants, on n'a pas envie de sourire*", a-t-il argumenté sur un ton acerbe.

"*On tourne les pages - A poil le bébé, A poil la baby-sitter, A poil les voisins - je tourne les pages, A poil la mamie, A poil le chien, A poil la maîtresse, vous voyez c'est bien pour l'autorité des professeurs...*", a-t-il poursuivi.

Selon Jean-François Copé, ce livre figure sur la liste des ouvrages recommandés aux enseignants du premier degré par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP).

Selon une note des auteurs de cet ouvrage paru en avril 2011 aux éditions du Rouergue, Claire Franek et Marc Daniau, leur but est "*d'apporter un regard décomplexé sur la nudité*". Reuters 09.02

Comme aux Etats-Unis, le modèle de Hollande-Ayrault-Peillon : alcool, drogue, sexe, violence... C'est à placer dans le registre de la théorie du chaos... à laquelle par ailleurs adhère Copé.

Ils sont bien contents à l'UMP que ce soit le PS qui se tape le sale boulot, ils prendront le relais ensuite...

En complément

Pourquoi, devraient-ils avoir des droits différents ?

- Etats-Unis : homos ou hétéros, les couples auront les mêmes droits devant la justice - Francetv info 09.02

Harcèlement, acharnement, la réaction néolibérale à l'oeuvre

- Quand la chaîne NBC coupe un passage-clé du discours du président du CIO sur les discriminations - Slate.fr

Diffuseuse des JO d'hiver aux Etats-Unis, la chaîne NBC, qui retransmettait en différé la cérémonie d'ouverture du 7 février, a coupé un passage du discours du président du CIO Thomas Bach où ce dernier affirmait que les Jeux ne toléraient aucune forme de discrimination. Le lièvre a été levé par le site Deadspin, qui a identifié les passages coupés, où on trouve notamment ces deux phrases:

«*Oui, oui, il est possible, même en tant que concurrents, de vivre ensemble sous un seul toit en harmonie, avec tolérance et sans aucune forme de discrimination pour quelque raison que ce soit. Oui, il est possible, même en tant que concurrents, d'écouter, de comprendre et de donner l'exemple d'une société pacifique.*»

Alors, maladresse ou malveillance? La première hypothèse paraît la plus probable, sachant qu'une phrase où Bach remerciait «le président de la Fédération de Russie et son gouvernement» a également été coupée. La chaîne a affirmé que ces coupes relevaient simplement d'un problème de timing. Slate.fr 09.02

Hypocrisie, provocation et cynisme plutôt. Normal que Slate.fr soit "*bienveillant*" envers ses maîtres...

Si vous ne l'êtes pas encore, il faut que vous le deveniez, la survie du régime en dépend

Contre la banalisation du racisme.

- Sondage : 67% des Français contre la discrimination positive - Le Nouvel Observateur 08.02

Les rabatteurs électoraux du PS ou les petits bras (cassés, sic !) du régime.

- Manifestation antifasciste à Paris - AFP 09.02

Plusieurs centaines de manifestants ont défilé dimanche à Paris aux cris de "*pas de quartier aux fachos*" et "*à bas le FN*" pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "*montée de la droite*" dans la société, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des associations féministes, lesbiennes, marxistes, anti-capitalistes, ainsi que des collectifs de squatters, de sans-papiers et des "*vegan antifa*" (mouvement végétarien anti-fasciste), agitant des drapeaux frappés de la faucille et du marteau ou des couleurs de la Palestine, ont défilé dans le nord de la capitale, encadrés par de nombreux gendarmes et policiers. AFP 09.02

Quand le PS, la gauche et l'extrême gauche dégénérées provoquent une situation à l'ukrainienne.

- Le FN accuse Valls de "*protéger les voyous antifas*" - AFP 09.02

- Le FN dénonce "*une violence inouïe*" après une manifestation antifasciste à Rennes - francetvinfo.fr 09.02

Des heurts ont opposé, samedi soir, 600 à 700 manifestants, hostiles au Front national, à 300 CRS, gendarmes et policiers, à proximité d'une salle municipale du centre-ville où se tenait un meeting du FN.

Les manifestants ont ensuite tenté d'investir, en vain, les permanences du PS et du FN. Les manifestants se sont dispersés vers 21h20, selon le préfet.

Certains manifestants, cagoulés et armés de barres de fer, arrachés aux barrières d'un chantier proche, mais aussi de pavés, se sont ensuite séparés en petits groupes et ont investi les rues du centre-ville, se mêlant aux passants du samedi soir. Deux vitrines de banques, d'une agence immobilière ainsi que d'un poste de police ont été brisées, selon le préfet. Des manifestants de retour près de la salle de la Cité ont bloqué une rue avec une voiture qu'ils ont retournée avant de l'incendier.

Des appels avaient été lancés par des associations antiracistes, des syndicats et des partis politiques d'extrême gauche pour venir manifester contre la présence du FN dans cette salle considérée comme la "*Maison du peuple, symbole du mouvement ouvrier*", a écrit le syndicat Solidaires dans un communiqué. Un petit groupe de militants du NPA et du Front de Gauche étaient notamment présents sur place et scandaient "*A bas le FN*". Selon une source policière, ces manifestants "*officiels*" n'étaient qu'une centaine.

La location de cette salle municipale au FN avait fortement ému. Mais "*une autre décision aurait permis au FN de se présenter en victime des règles qui président à la démocratie locale. Nous ne voulons pas leur faire ce cadeau*", a expliqué le PS d'Ille-et-Vilaine dans un communiqué de soutien à la municipalité socialiste, avant la tenue du meeting.

Le FN a accusé dimanche le ministre de l'Intérieur de "*protéger les voyous "antifas'*"" qui déploient une "*violence inouïe*" comme à Rennes, et l'a enjoint de dissoudre ces groupes qu'il compare à des "*milices du pouvoir*".

Dans un communiqué, le parti de Marine Le Pen a lancé: "*Manuel Valls doit cesser de protéger les groupes antifas*"

"*La violence inouïe des voyous "antifas" qui s'est déchaînée hier soir dans les rues de Rennes contre passants, commerçants et forces de l'ordre au motif que le Front National tenait meeting, démontre le caractère extrêmement dangereux et antirépublicain de ces groupuscules extrémistes*", ajoute le texte.

"*Manuel Valls est largement responsable de ces violences en lançant systématiquement des messages de compréhension ou de soutien à ces voyous, qu'il utilise comme de véritables milices du pouvoir*" ajoute le parti frontiste.

"*Son refus tout aussi obstiné qu'irresponsable de dissoudre ces groupuscules violents est perçu par les voyous "antifas" comme un permis de taper, un permis de casser*", insiste le FN.

"*La dissolution des groupuscules violents dits "antifas'*"" est "*une urgence pour la tranquillité publique, la démocratie et la République*", conclut le communiqué. AFP et francetvinfo.fr 09.02

Les "*antifas*" sont de tous les combats au côté du PS qui roule pour le régime en place.

Ce sont les censeurs de choc de la bien-pensance qui servent de déclencheur ou de provocateur en direction de l'extrême droite pour qu'elle réagisse aveuglément et que l'engrenage d'un climat de violence s'instaure dans le pays, de façon à dissuader les travailleurs et jeunes de descendre dans la rue pour défendre leurs droits pendant que le gouvernement applique sa politique.

Ils font le lit de l'extrême droite que Hollande et son gouvernement soutiennent en Ukraine notamment.

La gauche, cette imposture est morte, vive l'Opposition de gauche socialiste et révolutionnaire.

Dommage qu'ils en soient à l'initiative

- Manuel Valls se dit «*profondément de gauche*» - LeParisien.fr 06.02

- Le pacte de responsabilité est de gauche, dit Pierre Moscovici - Reuters 09.02

C'est un suicide, non pas le leur, ou plutôt un meurtre dont le mouvement ouvrier est la victime. Avec la complicité de tous ceux qui se sont encanaillés avec le PS pendant 73 ans.

La gauche libérée !

- Libération, c'est comme la gauche : ça meurt - Atlantico.fr 09.02

Rothschild a dû se ralier à la thèse du milliardaire américain Warren Buffet qui estime que la "*classe des riches*" a gagné la lutte des classes.

Bon , c'est un peu vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais il est vrai qu'au regard de la dégénérescence complète du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde depuis la mort de Trotsky, plus visible depuis le début des années 80 et la fin de l'URSS, son incapacité à se doter d'une nouvelle direction qui renoue avec le marxisme, ils peuvent modifier leur stratégie, plus besoin de faire croire qu'un journal ayant pour actionnaire un banquier milliardaire serait de gauche, puisque la gauche a intégré leur idéologie ou rejoint leur camp.

En famille. Anne Hidalgo : candidate de l'union nationale à Paris.

- Paris: le directeur de la communication du MoDem rallie Hidalgo - AFP 09.02

Le directeur de la communication du MoDem Matthieu Lamarre a annoncé dimanche dans une interview à Metronews son ralliement à la candidate PS à la mairie de Paris Anne Hidalgo. AFP 09.02

Le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme, idéologie éternelle de droite et de gauche.

- Il va falloir s'y faire: l'«autre politique» est morte - Slate.fr 08.02

Le tournant social-démocrate de François Hollande signe la mort d'une politique économique dite de gauche. Et si elle disparaît, c'est qu'elle a échoué, tant en France que dans tous les autres pays où elle a été essayée.

(C'est l'aveu qu'il ne peut pas exister une "*autre politique*" sans rompre résolument avec le capitalisme et ses institutions.

Il va falloir encore un peu de temps pour que le mouvement ouvrier assimile cet expérience et en tire les conclusions qu'y s'imposent, pratiques surtout qui nécessitent de renouer avec les enseignements de la révolution russe de 1917 ou le léninisme, intégrer les masses et leur mobilisation révolutionnaire sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire dans la perspective politique du renversement de l'ordre établi, en réalité dans toute analyse politique, condition sans laquelle il sera impossible d'en finir avec le capitalisme concernant ce point précis, cela risque de prendre encore plus de temps, hélas! - ndlr)

A l'hiver 1982-1983, lorsque François Mitterrand opta pour une politique de rigueur, le Parti socialiste expliqua qu'il s'agissait d'«*une parenthèse*». Il fallait momentanément sacrifier la politique «*socialiste*» pour préserver la construction de l'Europe, mais, bientôt, le gouvernement en reviendrait à des mesures «*de gauche*», la parenthèse se refermerait. A l'hiver 2013-2014, le président François Hollande prend un «*tournant*» social-démocrate exactement semblable, mais le Parti socialiste cette fois se tait. Plus question, nulle part, de «*parenthèse*». Le tournant n'est pas présenté comme devant être suivi, un jour, par un autre dans l'autre sens.

Peut-être François Hollande aura-t-il du mal à concrétiser fortement et rapidement sa nouvelle politique, la question reste ouverte. Mais, idéologiquement, la conversion de la gauche française de gouvernement semble, cette fois, définitive. La parenthèse ne se refermera plus. La raison en est que le rêve d'une «*autre politique*», celle à laquelle on reviendra, celle à laquelle il faut revenir pour être «*de gauche*», est, en 2014, morte et bien morte.

(En admettant que le PS aurait été de gauche, en incluant tous les partis qui évoluent dans son giron et tous ceux qui de près ou de loin, ouvertement ou sournoisement n'ont jamais rompu avec le PS, la gauche est belle et bien morte, vous pouvez ajouter l'extrême gauche.

Le PS est un parti antisocialiste depuis août 1914, et c'est un siècle plus tard que certains s'en aperçoivent, tandis que les porte-parole de la classe dominante n'ont plus aucune raison de ne pas le clamer sur tous les toits puisqu'il n'existe plus d'opposition organisée représentant le socialisme ou de parti ouvrier qui serait véritablement indépendant de l'Etat et du PS qui en est un des piliers.

Pendant 73 ans on a été trompé par des dirigeants et des partis qui nous ont expliqué qu'il fallait entretenir des relations avec ce parti parce qu'il avait des liens avec les masses exploitées, parce qu'il avait une origine (lointaine, sic !) ouvrière, parce qu'on ne pouvait pas envisager la lutte de classe si on n'incluait pas le PS dans notre stratégie, bref, tout a été fait pour le maintenir en vie, pour redorer continuellement son blason infâme, pour le préserver car il pourrait un jour servir à d'autres tâches, on n'a pas attendu aujourd'hui pour comprendre lesquelles, il fallait absolument que le mouvement ouvrier et son avant-garde soient liés à ce parti quitte à brader leur indépendance, on a vu où cela les a menés, à être totalement corrompu par le capitalisme en fait, ce qui est arrivé à la gauche était prévisible, le PS l'a entraîné dans sa chute.

Tous les partis qui se disent de gauche ou d'extrême gauche pour exister aujourd'hui doivent dorénavant se soumettre au PS ou survivre discrètement à l'abri de son ombre, aucun estime que recourir au socialisme suffirait à faire vivre leurs appareils, leurs dirigeants, du coup ils y ont tous renoncé. Une autre attitude nécessiterait beaucoup de volonté et de courage, de faire preuve d'abnégation ou accepter de remettre en cause les intérêts personnels matériels dont on bénéficie comme dirigeant ou permanent dans un parti, de devoir admettre s'être fourvoyé pendant des décennies, expliquer comment ou pourquoi cela a pu se produire, on conçoit immédiatement que peu de dirigeants soient prêts à fournir un tel effort, à le supporter car du même coup il risquerait de perdre également leur statut. - ndlr)

L'histoire est sans appel. L'«*autre politique*» a toujours eu comme caractéristique principale de n'être jamais définie clairement, ni en 1983, ni jamais ensuite. Elle devait rester nébuleuse comme les rêves, comme les utopies. Il ne fallait surtout pas qu'on dise, après la chute de l'URSS, qu'elle avait beaucoup de points communs avec le soviétisme défaillant: nationalisations,

étatisme, protectionnisme, rupture avec les marchés financiers...

L'«*autre politique*» est victime de n'avoir pas tiré les leçons de cet échec. Le XXe siècle aura ouvert puis fermé la porte du communisme. N'en survivent qu'une version chinoise ultra-capitaliste et des îlots en naufrage en Amérique latine. Même Cuba lui tourne le dos! Slate.fr 08.02

L'auteur de cet article est un des co-fondateurs du site Slate.fr, Eric Le Boucher. Qu'ils prennent les désirs de ses maîtres à penser pour la réalité est naturel chez lui, quant à sa "version chinoise ultra-capitaliste" du communisme, elle démontre tout simplement que le communisme n'a jamais existé au XXe siècle et que l'avenir lui appartient, ce que ce réactionnaire ne peut concevoir évidemment, on ne lui demandera pas davantage qu'au PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bosnie

1.1- Bosnie: la pauvreté et le chômage plongent le pays dans la violence - AFP 09.02

L'incapacité du pouvoir à relancer l'économie et à répondre à un appauvrissement croissant de la population en Bosnie, où près d'une personne sur deux est au chômage, a provoqué des manifestations d'une violence inconnue dans ce pays depuis la guerre intercommunautaire des années 1990.

"*Ce qui s'est passé ces derniers jours est l'explosion du mécontentement et de la colère qui se sont accumulés au cours des dernières années*", dit à l'AFP l'analyste Srecko Latal.

"*Cette exaspération est liée à une situation politique absolument chaotique et à une situation économique et sociale qui s'est sérieusement aggravée*", poursuit-il.

Composée depuis la fin du conflit (1992-95) de deux entités, l'une serbe et l'autre croato-musulmane, la Bosnie s'est vu imposer par l'accord de paix de Dayton (Etats-Unis) des institutions politiques extrêmement compliquées et au sein desquelles le pouvoir est partagé entre Serbes, Croates et Musulmans.

La Fédération croato-musulmane est à son tour formée de dix cantons, chacun avec son propre gouvernement. Cette administration est pléthorique avec quelque 180.000 salariés pour un pays de 3,8 millions d'habitants. Les administrations régionales consacrent en moyenne 65% de leur budget au versement des salaires.

La moindre décision requérant l'accord des dirigeants des trois communautés, des querelles politiciennes font que les institutions centrales du pays sont en permanence en crise et en situation de blocage.

La communauté internationale, toujours représentée en Bosnie par un Haut représentant disposant de pouvoirs discrétionnaires - actuellement le diplomate autrichien Valentin Inzko -, a néanmoins décidé depuis 2006 de progressivement mettre fin à ses interventions dans la vie politique.

Auparavant, les Hauts représentants imposaient des lois ou limogeaient des élus et des dirigeants politiques sans état d'âme pour faire fonctionner le pays.

La Bosnie s'est ainsi retrouvée à la traîne de tous les autres Etats des Balkans dans son rapprochement avec l'Union européenne.

M. Inzko a déclaré dans une interview publiée dimanche par le quotidien autrichien Kurier, que la communauté internationale devrait, en cas d'escalade de la situation, "*peut-être penser à envoyer (davantage) des troupes de l'UE*", contre près de 600 soldats actuellement déployés en Bosnie.

Parti de Tuzla, jadis la plus importante ville industrielle de Bosnie, où des milliers de salariés se sont retrouvés au chômage à cause des échecs en série des privatisations de leurs usines, le mouvement a gagné la capitale et plusieurs autres grandes cités.

Vendredi, des immeubles abritant des institutions régionales et municipales à Sarajevo, Tuzla (nord-est), Bihac (nord-ouest), Zenica (centre) et Mostar (sud) ont été dévastés ou incendiés par des hooligans qui ont rejoint des milliers de manifestants

descendus dans la rue pour protester contre la pauvreté et réclamer la démission des autorités.

Dimanche, des centaines de personnes ont manifesté sans incidents devant l'immeuble de la présidence, incendié vendredi, pour réclamer la démission des responsables au pouvoir.

Les Bosniens ont été choqués par les violences, mais certains analystes mettaient déjà en garde contre le risque d'une explosion du mécontentement populaire.

Le taux de chômage est de 44%, selon l'Agence nationale des statistiques. Néanmoins, la banque centrale évalue ce taux à 27,5% en raison du nombre très élevé des personnes employées au noir.

"*Le taux élevé de chômage (...) continue de représenter une menace et doit être combattu pour assurer un avenir paisible et prospère à la Bosnie*", a mis en garde en janvier la directrice de la Banque mondiale pour l'Europe du Sud-Est, Ellen Goldstein.

Un Bosnien sur cinq vit dans la pauvreté, selon les statistiques officielles. Le salaire mensuel moyen est de 420 euros. AFP 09.02

1.2- Bosnie: à Mostar, la pauvreté unit les communautés divisées - AFP 08.02

A Mostar, la pauvreté a unifié Croates et Musulmans, deux communautés pourtant âprement divisées depuis le conflit intercommunataire de Bosnie (1992-95), dans la colère commune contre un pouvoir jugé autiste, déconnecté de la réalité et corrompu.

"*Le désespoir a uni les gens, Mostar a fait preuve pour la première fois depuis 20 ans d'unité et je m'en réjoui*", a déclaré à l'AFP Dzenan Jelin, 30 ans, un musulman au chômage.

Face au marasme économique et au manque de perspectives, les Musulmans, majoritaires dans l'est de Mostar, et les Croates, dominant dans l'ouest de la ville, ont exprimé ensemble leur colère en prenant pour cible les symboles d'"un pouvoir qui ne cesse de décevoir".

"*Il s'agit de gens qui n'ont plus rien à perdre, des jeunes qui n'ont jamais trouvé de travail pendant que l'élite nous rit au nez et nous fait comprendre qu'elle nous pille et que nous n'y pouvons rien*", explique Josip Milic, un syndicaliste croate.

"*Le pouvoir va encore essayer de nous expliquer par des arguments nationalistes la crise économique, mais cela ne prend plus. Je suis croate mais je suis solidaire de mes voisins musulmans, nous devons lutter ensemble contre*" les autorités, lance Jadranko, un étudiant qui refuse de dévoiler son nom de famille.

Le parti croate HDZ a effectivement accusé samedi "*des hooligans venus de l'est (NDLR: la partie musulmane) de la ville*" d'être responsables des actes de vandalisme de la veille.

Une femme, qui refuse de révéler son identité car elle se veut "*citoyenne et non appartenant à une nationalité*", ne cache pas son inquiétude.

Fermement opposée à toute forme de violence, elle remarque néanmoins que les habitants de la ville ont fait "*preuve d'unité ce qui est encourageant*". AFP 08.02

2- Syrie

- Syrie : Le Qatar fournit toujours les terroristes en armes - french.irib.ir 09.02

Un autre document révèle le rôle destructeur du Qatar, dans l'équipement et l'envoi des terroristes, en Syrie.

La publication d'une lettre de l'ambassade du Qatar, à Tripoli, la capitale libyenne, à l'adresse du directeur du département arabe, au ministère des Affaires étrangères de ce régime, révèle l'implication de Doha, dans l'équipement et l'envoi des terroristes, en Syrie. Il est écrit, dans cette lettre, que 1.800 volontaires des pays de Maghreb et de l'Afrique du Nord sont en train de passer leur formation, dans des camps, en Libye, et, notamment, à Zintan, Benghazi, Zawiya et Misrata, tandis que l'ambassade du Qatar propose leur acheminement, en trois groupes, en Turquie, avant d'être envoyés, ensuite, en Syrie.

Selon ce rapport, ils seront envoyés, au début de la semaine prochaine, et la Turquie est prête à ouvrir ses portes. Cette lettre est signée par Nayef Abdallah al-Emadi, substitut du chargé d'affaires de l'ambassade du Qatar, à Tripoli. french.irib.ir 09.02

3- Arabie saoudite

- Arabie saoudite: Controverse après le décès d'une étudiante à l'Université - 20minutes.fr 08.02

Amna Bawazeer, 24 ans, est décédée mercredi dans l'enceinte de la faculté des sciences sociales pour filles à la King Saud Univesity de Ryad, après qu'un ambulancier s'est vu refuser un accès à la faculté en l'absence d'«*un mahram*», un garde légal, ont indiqué des médias locaux. Des étudiantes ont aussitôt accusé les responsables de la faculté d'être responsables de la mort de leur camarade, selon des commentaires mis en ligne sur Twitter.

En 2002, 15 jeunes filles avaient péri dans un incendie qui s'était déclaré dans leur école à La Mecque lorsque la police religieuse avait interdit leur évacuation sous prétexte qu'elles n'étaient pas vêtues de façon conforme au code vestimentaire islamique. Des témoins avaient alors indiqué que des membres de la police religieuse n'avaient pas autorisé les hommes de la défense civile d'intervenir car les écolières, âgées de 12 à 14 ans, n'étaient pas voilées et ne mettaient pas l'abaya, un long vêtement noir qui enveloppe entièrement la femme.

L'Arabie saoudite, royaume ultra-conservateur régi par une stricte application de la loi islamique, impose de strictes restrictions aux femmes, qui ont besoin d'un tuteur pour travailler, voyager ou même se marier. C'est aussi le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire. 20minutes.fr 08.02

ECONOMIE

Allemagne

- L’Allemagne réalise un excédent commercial record de 199 milliards d’euros mais à quel prix pour l’Europe ? - atlantico.fr 08.02

Au début de la crise, en 2008, l'Allemagne avait un excédent important avec les pays de la zone euro. Les programmes d'austérité dans les pays de la périphérie (Espagne, Italie, Grèce, Portugal, Irlande) ont considérablement réduit les déficits commerciaux de des pays-ci. L'Allemagne a aujourd'hui un solde pratiquement nul avec la zone euro. Son excédent s'est reporté sur les pays extra-zone euro, et surtout extra-UE. Il vaut la peine d'ajouter que le surplus vis-à-vis du reste du monde est imputable à une chute des importations, et donc à une faiblesse de la demande intérieure allemande, plutôt qu'à une augmentation des exportations.

Non. Le modèle allemand n'est pas généralisable par définition, tout le monde ne pouvant pas avoir un excédent en même temps (à moins qu'on n'arrive à échanger avec Mars). Il est bien étrange d'être un modèle qui ne se prête pas à être généralisé ! En fait, l'Allemagne rencontre le succès précisément parce que d'autres pays ne suivent pas le même modèle, et lui achètent ses produits. Certes, on pourrait imaginer une zone euro qui adopte le modèle allemand et qui devienne excédentaire, de façon structurelle, vis-à-vis du reste du monde. Mais la zone euro deviendrait alors le passager clandestin de l'économie mondiale. Ceci poserait des problèmes avec les partenaires commerciaux. On en a eu un avant-goût à l'automne, avec le rapport du département du commerce américain fustigeant les excédents commerciaux allemands. Il est facile d'imaginer les réactions si l'Europe entière menait les mêmes politiques.

(C'est bien là une des contradictions du capitalisme mondial quand les peuples des autres continents aspirent eux aussi à vivre mieux et s'impatientent de voir leurs besoins élémentaires satisfaits, ce qui est inenvisageable si la classe dominante américaine et européenne accaparent toutes les richesses... - ndlr)

La compétitivité allemande s'est construite sur une compression importante des coûts salariaux et de la demande intérieure. L'excédent commercial n'est rien d'autre que le reflet comptable d'un excès d'épargne, privée et publique. atlantico.fr 08.02

Haut de page

Le 12 février 2014

CAUSERIE

J'ai eu du mal à préparer cette causerie, sur certains sujets je n'ai pas eu assez de temps pour exprimer clairement ce que je pensais, il n'est pas toujours facile de trouver les mots qui conviennent. Et puis il y a trop de questions à aborder en même temps auxquels il faut réfléchir, seul qui plus est, je sais qu'il y en a qui ont réponse à tout en un quart de seconde ou qui savent

tout, ce n'est pas mon cas.

J'arrête là je suis crevé.

Hier j'ai ajouté 26 nouveaux articles en fin de journée.

ACTUALITE EN TITRES

Les salauds de profiteurs ne sont pas ceux qu'on croyait...

- La fraude aux allocations chômage a explosé pendant la crise - L'Expansion.com

Ils se font jeter à la rue et voilà qu'ils tentent par tous les moyens de s'en sortir, c'est franchement dégueulasse ! Décidément, le régime est bien ingrat, cela a permis de garantir la paix sociale !

... enfin, presque, il faut bien que la réalité regagne ses droits :

- Barclays taille encore dans ses effectifs mais gâte ses banquiers vedettes - AFP

- 5,5 milliards de dollars : les bénéfices générés par George Soros pour la seule année 2013 - Atlantico.fr

- La patronne de General Motors, Mary Barra, touchera plus que son précédesseur - AFP 10.02

La nouvelle patronne de General Motors (GM), Mary Barra, va gagner 14,4 millions de dollars cette année, soit 60% de plus que son prédécesseur, a annoncé lundi le constructeur automobile pour tenter d'apaiser les associations féministes. AFP 10.02

- Le luxe: 330 millions de consommateurs et des profils qui changent - AFP 11.02

Le nombre de consommateurs de produits de luxe a plus que triplé en vingt ans et est estimé aujourd'hui à 330 millions, avec des profils en pleine évolution, selon une étude du cabinet Bain & Company.

Le marché, évalué à 217 milliards d'euros en 2013, accueille en moyenne 10 millions de nouveaux consommateurs chaque année et la croissance a surtout été portée depuis 2009 par les Chinois, relève-t-elle.

Plus de la moitié des 330 millions de consommateurs n'achètent qu'occasionnellement et sont très limités en termes de prix, dans un marché où 40% des achats sont des cadeaux.

A contrario, 150 millions de clients assurent 90% des dépenses (190 milliards d'euros).

Les 15 millions d'acheteurs les plus riches (dont un tiers de Chinois) génèrent à eux seuls 100 milliards d'euros d'achats de produits de luxe, soit en moyenne 100.000 euros par personne, relève l'étude. AFP 11.02

Françafrique

- Procès Rwanda: un officier français dit avoir fait enquêter en vain sur l'accusé - AFP 11.02

Un ancien officier français en poste au Rwanda a affirmé mardi n'avoir pu corroborer des accusations de tortures et qualifié de fausses celles de participation à des "*escadrons de la mort*" contre Pascal Simbikangwa, le premier Rwandais jugé en France en lien avec le génocide.

Le colonel en retraite Michel Robardey fut coopérant militaire à Kigali de 1990 à 1993, affecté à la réorganisation des services de police judiciaire de la gendarmerie, communément appelés "*la criminologie*".

Selon lui, les accusations contre Simbikangwa reposaient notamment en ce qui concerne les escadrons de la mort sur un seul témoin "*qui est un menteur avéré*" et relevaient "*d'un montage politique du FPR*". AFP 11.02

- Centrafrique: flambée des prix à Bangui après le départ des commerçants musulmans - AFP

Bientôt même dans votre bagnole vous serez en liberté surveillée.

- Les conducteurs britanniques devront choisir entre fumer et transporter des enfants - Libération.fr

Même en ouvrant les fenêtres ? Bien sûr, si vos gosses attrapent une pneumonie à cause de vous, on les fout à la DASS et on vous stérilise, à vos frais en plus !

Qui jugera les crimes de Franco ?

- Madrid veut juger l'ex-président chinois pour génocide au Tibet - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Hobamaland

- Hollande aux Etats-Unis : une visite en grande pompe en guise de "*remerciement*" - Francetv info

- Le partenariat entre la France et les Etats-Unis est «*un modèle*», selon Hollande et Obama - 20minutes.fr

- Hollande et Obama veulent aller vite sur le libre-échange - Reuters

Hollande : Le traité de libre échange Europe - USA "*créera plus d'échanges, plus d'emplois et plus de possibilités d'exportations*". Une nouvelle impulsion sera donnée le 26 mars à Bruxelles, lors d'un sommet auquel participera Obama. nouvelobs.com 11.02

On croirait entendre Gattaz ! Mais ce qu'il dit n'est pas totalement faux : une fois imposées dans l'UE les mêmes règles qu'aux Etats-Unis en matière de règlementation du travail et de coût du travail, selon le principe des vases communicants, la valse des suppressions d'emplois trop onéreux remplacés par des emplois à faible coût pour le patronat, les entreprises seront plus compétitives sur le marché mondial et exporteront davantage, tandis que la pauvreté se banalisera dans l'UE, le "*modèle*" américain, quoi...

- Economie, Afrique, Syrie... Obama et Hollande affichent leurs convergences - L'Express.fr

Vol dans Air Force One, honneurs militaires, fastueux dîner: les Etats-Unis vont couvrir d'attentions M. Hollande lors du volet washingtonien de cette visite, la première du genre d'un chef d'Etat français en 18 ans. AFP 10.02

En complément.

- La France doit mettre en oeuvre les réformes promises, dit Rehn - Reuters

De quoi s'agit-il ? "*Accélérer les réformes structurelles*", procéder à des "*réformes des retraites et du marché du travail* ", mais encore, "*des réformes économiques réelles et sérieuses, qui rehaussent la compétitivité, le potentiel de croissance et la pérennité des finances publiques*". Reuters 10.02

- François Hollande invité d'honneur du dîner du CRIF - LeMonde.fr

Invité une seconde fois de l'extrême droite sioniste témoigne de la pourriture du personnage.

Faites tomber les masques. Pacte du capital contre le travail.

- Pacte de responsabilité: "*Pas de contreparties*" pour Pierre Gattaz - L'Expansion.com

En visite officielle aux Etats-Unis avec François Hollande, le président du Medef s'est laisser aller à une confidence. "*Il n'y a pas de contreparties*" dans le cadre du pacte de responsabilité, a-t-il déclaré. AFP 11.02

- Michel Sapin appelle Pierre Gattaz à la "*responsabilité*" - AFP

La réponse de l'UMP qui évente l'imposture :

Christian Jacob : "*Je suis content du moment de lucidité du Medef. Il faut arrêter de réfléchir à des contreparties, il faut baisser les charges et ne pas inventer de nouvelles contraintes pour les entreprises*".

Eric Woerth : "*Il ne peut pas y avoir de contreparties, il a raison. Baisser les charges des entreprises ça n'est pas faire un cadeau, c'est juste leur donner la possibilité d'être plus compétitives.*" L'Expansion.com 10.02

Quand Mélenchon fait partie de la même famille que Gattaz et Hollande.

- Mélenchon: Gattaz "*a tiré dans le dos*" des Français - AFP

(C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que ce serait Mélenchon qui n'arrêterait pas de nous "*tiré dans le dos*", non ? - ndlr)

"*Son comportement dans de telles circonstances est inacceptable. On ne va pas à l'étranger profiter d'un voyage présidentiel pour critiquer un président de la République quel qu'il soit*" a déclaré le co-président du Parti de gauche (PG) à des journalistes à Bergerac (Dordogne).

(Gageons que Hollande lui en sera gré de l'avoir ainsi épargné ou soutenu... mais rien n'est moins sûr, car généralement les flatteurs et les faibles sont les premiers sacrifiés par leurs maîtres. Pourquoi ? Mais parce qu'ils incarnent leurs propres faiblesses ou tares. - ndlr)

"*On évite de se battre entre Français à l'étranger, surtout sur des questions qui concernent l'économie devant les Américains*" a-t-il ajouté. AFP 11.02

(Pour Mélenchon, les "*Français*" auraient forcément tous les mêmes intérêts de classe, au diable la lutte des classes, union nationale derrière Hollande et le patronat oblige. Il y a aussi un relent xénophobe dans les propos du charlatan. En tant que Français vivant à l'étranger depuis de longues années, d'abord je ne me sens pas Français pour un rond, ensuite il ne me viendrait pas à l'esprit de manifester la moindre solidarité avec des Français que je ne connais pas

L'audace dont a fait preuve Gattaz ne pouvait que s'adresser à un président acquis à sa cause qui renâcle encore à l'assumer ouvertement ou à le mettre en pratique trop lentement à son goût, ce qui se comprend, aussi cette sortie devait fournir un prétexte à Hollande pour réaffirmer son engagement au coté du patronat, ce qu'il s'est empressé de faire dans la foulée. - ndlr)

Hollande répond en donnant raison à Gattaz :

"*Nous devons nous retrouver tous ensemble pour améliorer la compétitivité, baisser le coût du travail, simplifier les normes, donner de la visibilité fiscale*". AFP 10.02

Nous "*retrouver tous ensemble*", tous les Français ensemble, monsieur Mélenchon vous êtes comblé !

Si j'ai bien compris leur deal est le suivant sur le modèle allemand : nous, patrons, nous allons continuer de détruire des emplois, laissez-nous faire, en échange de quoi pour équilibrer la disparition de ces emplois nous allons en créer l'équivalent selon les nouvelles normes sociales en vigueur de telle sorte que le chômage n'augmente pas et même commence à diminuer, ainsi nous obtiendrons satisfaction sur le plan économique et vous de votre côté vous serez conforté sur le plan politique, vous pourrez toujours vous prévaloir d'avoir stoppé la hausse du chômage et créé un million d'emplois.

En renouvelant cette opération sur une échelle plus grande, 3,4 ou 5 millions d'emplois, on parviendra si le contexte international est favorable à réduire de moitié le chômage comme ils l'ont fait en Allemagne. Le mécanisme consiste à supprimer des emplois qui nous coûtent trop chers pour en créer ou les remplacer par des emplois similaires qui nous coûteront moins chers. On peut imaginer réaliser cette opération sur tous les postes de travail où ce sera possible.

Il s'agit de faire dépendre la croissance non pas de la consommation interne puisque la population va se paupériser, excepté les riches puisque les inégalités vont continuer de s'accroître, mais des exportations en direction des marchés émergents qui allient un niveau d'exploitation plus élevé et des rémunérations en augmentation qui permettent de réaliser des profits dans de meilleures conditions, c'est-à-dire tout en conservant un niveau d'exploitation maximum et un niveau de consommation très élevé puisque la demande dans ces pays est gigantesque et constitue un réservoir de profits garantis sur le moyen ou le long terme.

On pourrait se dire qu'il y a bien quelques contradictions dans tout cela. Oui, en apparence seulement, car finalement le seul critère

qui l'emporte sur tous les autre demeure l'extraction de la plus-value, l'extortion de la force de travail à la base et le taux d'exploitation, c'est la seule source de profit, il n'en existe pas d'autres depuis que le capitalisme existe et il n'en existera jamais d'autres jusqu'à ce qu'il disparaisse.

Comment cela se traduit concrètement, c'est très simple. Pour faire bref, vaut mieux que ce soit un salarié, ouvrier, employé ou cadre qui travaille entre 48 et 60 heures par semaine sans droits sociaux et politiques qui consomment les marchandises produites quelque part dans le monde, s'ils ne les produisent pas eux-mêmes.

Un salarié en Europe ou aux Etats-Unis peut avoir un plus haut niveau de consommation (et d'endettement) parce qu'il a un plus haut niveau de revenu ou le coût du travail est plus élevé quand on inclut les avantages sociaux dont il dispose. Quant à la baisse du taux de profit, les capitalistes ne peuvent le compenser que dans le volume de profit qu'ils réalisent une fois les marchandises produites écoulées, ce qui nécessite de produire et de consommer toujours plus, ce qu'ils appellent la croissance, mais pas dans n'importe quelles conditions. Pour que cette compensation soit efficace (provisoirement ou artificiellement) faut-il encore qu'ils récupèrent le maximum du profit dégagé lors du processus de production et que le minimum reviennent aux producteurs, aux ouvriers et aux employés qui interviennent tout au long de la chaîne qui va de l'extraction des matières premières à la commercialisation des produits finis, ce qui inclut les services qui vont avec. Ils auront donc tout intérêt à remplacer les postes de travail qui leur coûtent le plus chers par des postes de travail similaires à bas coût et où le taux d'exploitation sera supérieur, de telle sorte que le volume de profit revenant aux capitalistes soit plus important. S'ils peuvent réaliser cette opération dans le pays où figurent leur siège social et leurs usines ou entreprises au moyen du législateur ou du gouvernement, ces emplois seront maintenus sur place et le chômage restera aux alentours de 5%, dans le cas contraire ils délocaliseront leurs activités dans des pays qui leur permetteront de réaliser un maximum de profit.

Finalement, c'est la survie de leur système économique qui en dépend et pas seulement leurs propres usines ou entreprises.

A croire que l'immigration sert les intérêts de la classe dominante, non ?

- Immigration: Fabius regrette le vote suisse, "*mauvaise nouvelle pour l'Europe*" - AFP

- Immigration: le vote suisse "*signe préoccupant d'un repli sur soi*" estime Valls - AFP

- Fillon : "*parfaitement naturel*" que la Suisse veuille limiter son immigration - LePoint.fr

- Merkel : "*Le vote suisse pose des problèmes considérables*" - LePoint.fr

(Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que le texte proposé a été rejeté dans les cantons ou les villes les plus peuplés ou vivent et travaillent les populations immigrées, et ce sont en fait les Suisses qui ne sont pas en contact avec elles qui l'ont adopté. - ndlr)

Question : Si l'immigration sert les intérêts de la classe dominante, peut-elle servir à la fois les intérêts de la classe dominée ? Mais alors, qui sont les aventuriers, les opportunistes ou les réactionnaires dans les rangs du mouvement ouvrier ?

L'immigration illégale ou clandestine sert les intérêts de la classe dominante sur les plans économique et politique, pour augmenter le chômage et faire baisser le coût du travail, et pour diviser les masses, alimenter le racisme en fournissant un argument de premier choix à l'extrême droite. Dans les deux cas, il s'agit de faire pression sur la classe, de l'affaiblir, de briser sa capacité de résistance... Mais pourquoi cela, c'est stupide. Non, c'est le prix à payer pour avoir renoncé de s'attaquer au régime, refuser d'unir nos forces et d'organiser les masses pour le renverser.

Mais alors la gauche et l'extrême gauche, seraient-ils vraiment au côté des travailleurs, ne feraient-ils pas le jeu des négriers des temps modernes, de l'extrême droite ? Ah ben non voyons ! Ce sont des internationalistes prolétariens, vous savez les principes, oui, érigés en dogmes, entre les mains de sourds et aveugles ils peuvent se transformer en leurs contraires ou faire le jeu de notre ennemi.

Ils ont oublié qu'un principe ou une valeur pouvait se charger d'une toute autre signification ou être orienté dans une direction contraire selon le contenu de classe qu'on lui donne ou la classe qui le met en oeuvre ou s'en réclame ou encore le contexte dans lequel il est appliqué, autrement dit à quelle classe il profite et contre quelle classe il est tourné. Un principe que l'on défend en régime capitalisme, on pourra être amené à le condamner au cours d'une révolution s'il servait à la réaction pour sauver ou restaurer son régime ou l'inverse, tout est question du rapport entre les classes, qui détient le pouvoir.

Quand on observe les pires réactionnaires en Europe, Barroso, Merkel, Fabius, etc. s'émouvoir du sort réservé aux immigrés, on est obligé d'en déduire que les capitalistes dont ils sont les porte-parole y trouvent leur compte au détriment de la classe ouvrière. Très cyniquement ils se servent de l'émotion légitime que suscite la situation souvent désespérée des immigrés illégaux parmi une grande partie des masses qui sont généreuses et pas du tout racistes ou xénophobes, pour se présenter comme des humanistes au grand coeur contrairement à l'extrême droite, en cela ils n'ont absolument aucun mérite puisqu'ils s'en servent

en identifiant la xénophobie de l'extrême droite à son rejet (tout à fait théorique par ailleurs) de l'UE pour manipuler les travailleurs et les inciter à adhérer à l'UE, ensuite il ne leur reste plus qu'à déclarer que ceux qui rejettent l'UE sont xénophobes ou racistes.

En résumé, ceux qui affirment qu'il est irresponsable ou que c'est une erreur politique de soutenir (et encourager de ce fait) l'immigration illégale ou clandestine, sont des racistes, xénophobes, réactionnaires, et ceux qui rejettent l'UE également, ceux qui cumulent le sont doublement, ils doivent figurer parmi l'extrême droite, c'est ainsi que j'apprends que je serais un militant d'extrême droite, très très fort, difficile de trouver une démonstration plus grotesque, passons, à l'arrivée ceux qui soutiennent l'immigration illégale se retrouvent eux-mêmes qualifiés de racistes, xénophobes, réactionnaires, parce qu'ils rejettent l'UE, à ce jeu-là, il ne reste plus que Barroso, Merkel, Fabius comme démocrates, progressistes et humanistes en lice, alors vive l'UE ! Bien joué n'est-ce pas ? Je ne suis pas le seul à penser qu'il y en a plus d'un qui a perdu la tête dans nos rangs.

Hystérie et hypocrisie collective.

- Vote anti-immigrés en Suisse : «*Un coup de tonnerre*» - liberation 10.02

Vous lirez plus loin que le texte adopté lors de ce référendum ne sera jamais appliqué.

- Députée-maire UMP de la commune frontalière de Morteau (Jura), Annie Genevard compte sur le «pragmatisme» suisse pour atténuer les effets de la votation de dimanche contre «*l'immigration de masse*»

D'autres pays démocratiques ne définissent-ils pas des quotas d'immigration ?

Oui, ça n'est pas en soi choquant. Mais les Suisses ont voté contre une «*immigration de masse*», sans distinguer les différents types d'immigration. Ils ont fait un amalgame entre l'immigration irrégulière contre laquelle il faut lutter, et l'immigration de proximité et de travail des pendulaires. liberation 10.02

Il y en aurait donc la bonne et la mauvaise immigration. La bonne qui correspond officiellement à des emplois généralement qualifiés, ajoutons parmi laquelle figure une partie de l'immigration illégale employée sans être déclarée ou sous-payée ou mieux, utilisée le plus légalement du monde en fermant les yeux sur le réel statut de ces travailleurs. Et la mauvaise ou indésirable constituée par l'immigration clandestine qui ne trouve pas à s'employer et survie comme elle peut, les parias.

La bonne permet de maintenir un taux de chômage élevé dans bon nombre de pays occidentaux et de disposer d'une main d'oeuvre plus docile, sur le plan économique les patrons y sont favorables évidemment, au passage cela permet de disposer d'une main d'oeuvre qualifiée ou déjà formée sans que les pays d'accueil n'aient déboursé un centime et qui fera défaut à leurs pays d'origine avec lesquels les entreprises sont en concurrence, en France par exemple la formation de médecins coûte chère, il en manque alors on en fait venir de pays où ils pourraient très bien exercer, ils feront défaut à la population de ces pays-là, peu importe.

On pourrait nous rétorquer que cela se justifie parce qu'il y a trop de diplômés dans ces pays-là ou parce que leur système de santé n'est pas très développé ou plutôt pas accessible à une population qui n'a pas les moyens d'accéder à la même qualité de soin qu'en France en raison du niveau de vie trop bas. C'est possible, cela dit on encourage ou facilite l'expatriation des couches ou classes moyennes qui seraient les plus à même de faire pression sur leur gouvernement pour exiger une amélioration du niveau de vie de la population qu'ils abandonnent à son sort. Entre un salaire mensuel de 50 à 100.000 roupies dans des conditions difficiles en Inde, et l'équivalent de 300 à 500.000 roupies en France en bénéficiant de conditions de vie nettement meilleures, on comprend qu'il y en ait qui n'hésitent pas à franchir le pas, j'en connais personnellement plusieurs.

La mauvaise immigration, celle que l'on cache, qu'on enferme dans des camps, qu'on instrumentalise politiquement, notamment dans les pays où il y a le plus de chômage, ce qui n'est pas le cas de la Suisse, le taux de chômage est de 3,5%, 12,1% dans la zone euro. Une partie des Suisses ont eu un réflexe protectionniste, corporatiste, comme celui de la gauche ou des syndicats en France qui soutiennent la guerrre contre le peuple syrien par exemple. Merkel et l'UE compte se servir des résultats de ce sondage pour obtenir de nouvelles concessions de l'Etat hélvéthique ont-ils déjà annoncé.

Ce qui les embarrasse, c'est qu'à quelques mois des élections européennes le résultat de ce référendum est dans la lignée du rejet de l'UE, du traité de Maastricht et des accords de Schengein.

- Les autorités suisses cherchent à limiter l'impact du vote sur l'immigration - AFP 10.02

Les autorités ont réagi avec pragmatisme, une vertu très suisse, en annonçant que le gouvernement allait déposer d'ici l'automne au parlement un projet de loi reprenant les principales dispositions du texte qui demande la "*fin de l'immigration de masse*".

"*Nous allons agir rapidement et de manière conséquente*", a déclaré la ministre de la justice Simonetta Sommaruga. Le gouvernement dispose de trois ans pour appliquer le texte.

Signe de l'attentisme des milieux économiques, le franc suisse n'a pas été affecté lundi sur les marchés des changes. AFP 10.02

Tiens donc !

Quand leurs protecteurs les lâchent.

- Le témoignage choc d'une ex-Femen - lefigaro.fr 11.02

Le très contesté mouvement des Femen se lézarde de l'intérieur. Dans un livre en préparation, Alice (Le prénom a été changé), Femen qui a quitté le mouvement après un an et demi d'activisme, livre un témoignage édifiant.

Sur les méthodes, elle décrit aussi l'emprise, le lissage de la pensée, la reconfiguration mentale. «*On prépare ton esprit à l'intérieur pour l'extérieur*», «*tu n'existes plus en tant qu'individu*», «*tu ne penses plus par toi-même mais par le groupe, tu ingurgites ce qu'on t'apprend*», «*Femen transforme ton corps et ton esprit*», témoigne-t-elle. «*Répéter encore et toujours les principes fondamentaux (…), il fallait que ça rentre pour qu'à notre tour ça puisse sortir mécaniquement, comme une leçon apprise sur le bout des doigts*», poursuit-elle. «*On se sent comme aspirée naturellement, sans violence, vers un total lâcher-prise vis-à-vis du groupe et de la volonté à l'esprit critique (…) Et celles qui s'expriment un peu trop ne tarderont pas à quitter "de leur plein gré" le mouvement*».

«*Première prise de pouvoir sur l'individu, la disponibilité*», dit encore celle qui devait rester disponible 24 heures sur 24, au détriment de son travail et de son couple. «*Tu acceptes lentement une soumission que tu refuses à l'extérieur, analyse-t-elle. Tu étais venue pour combattre quoi déjà? Ah oui! La soumission des femmes sous couvert de patriarcat*». Et «*tu gagnes quoi? Le droit de te dire le soir quand tu rentres chez toi seule, que tu t'es battue pour une liberté à laquelle tu n'as toi-même pas droit*».

La désillusion redouble en réalisant ce paradoxe: contrairement à l'idéologie qu'elles défendent, les Femen «ne respectent pas les femmes, les chefs de bande traitant leurs recrues comme de la chair à canon», résume son agent littéraire, Omri Ezrati.

Comment doit-on se sentir quand on nous utilise une heure et qu'on nous ignore la seconde d'après? Un objet a ce rôle. On s'en sert et puis on le pose, jusqu'à ce qu'on ait à nouveau besoin de lui». Autant de raisons qui feront «*s'éteindre le mouvement*», qui «*ne peut être viable avec de tels principes*», selon elle. Déjà, la quarantaine d'activistes est passée à une quinzaine seulement aujourd'hui», dit-elle.

Alors que des citoyens et des députés appellent ces derniers jours au retrait du timbre Marianne, inspiré par les traits de sa leader en France, Inna Shevchenko, et alors que leur procès arrive le 19 février devant le tribunal correctionnel de Paris, le député UMP du Rhône Georges Fenech demande la dissolution du groupe activiste féministe - justement en raison de ses pratiques.

Lundi, il a saisi la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), priant son président, Serge Blisko, de bien vouloir «*faire connaître la position de la Miviludes à l'égard de ce mouvement*», ainsi que «*les initiatives qu'elle pourrait prendre pour lutter contre ses agissements hautement attentatoires aux valeurs qui fondent une République*», «*telle que la demande de dissolution de l'association Femen, type loi 1901*». Ancien président de la Miviludes, président actuel du groupe d'études sur les sectes à l'Assemblée nationale, le député estime que Femen est «*un groupuscule qui utilise des méthodes sectaires*». Contestation violente de l'ordre social, discours haineux contre les religions et la laïcité, recours à des armes (cocktail Molotov lancé la semaine dernière contre l'ambassade russe à Berlin), profanation de lieux du patrimoine, menaces… Autant d'actes d'«*intimidation*» et de «*pressions physiques et morales*» qui, quoique «*sans tentatives d'emprise mentale ou de gain d'argent*», relèvent des méthodes sectaires, décrites par la loi du 12 juin 2001, qui lutte contre ces phénomènes. lefigaro.fr 11.02

L'impunité et le soutien dont cette secte a bénéficié de la part du PS et des parasites de gauche et d'extrême gauche accrochés à ses basques en dit long sur la décomposition du régime, des institutions et de tous ces partis. Si demain il venait à l'esprit d'un déséquilibré d'aller pisser ou chier dans les locaux de leur parti tout en les insultant, gageons qu'ils approuveraient ce genre d'actions tout à fait légitime...

Hier encensées, aujourd'hui lâchées, demain lynchées, c'est le sort misérable qui attend généralement la vermine qui s'est crue tout permis pour avoir rendu de fiers services au régime et bénéficier de sa protection et de sa généorisité en échange, sans se rendre compte qu'elle était manipulée, commettant la fatal erreur de ne pas avoir à l'esprit que cela ne durerait pas éternellement et que s'en suivrait le temps du désavoeu, du rejet, du procès, la chute finale.

- « *Il faut laisser aux enfants le temps de l'immaturité* » - lefigaro.fr 10.02

Un enfant découvre à son rythme la nature, la société, le monde. Et quand il pose des questions on doit lui répondre le plus simplement possible, cela dit tous les parents n'en sont pas capables et voilà qu'ils en seraient coupables.

Ce n'est jamais la classe dominante et ses porte-parole y compris de gauche et d'extrême gauche, l'Etat, qui seraient coupables du comportement sexisme, homophobie, racisme ou xénophobe, etc. de certaines personnes, non, c'est toujours le faible, sans défense, l'exploité, l'exclus, celui que l'on maintient dans l'ignorance de sa condition qui serait le coupable, idéal, celui qui dans la société est le moins respecté, le plus méprisé et humilié, qui par son statut cumule tous les handicaps, à qui on fait sans cesse sentir que si la société l'accepte tel qu'il est, c'est bien parce qu'elle ne peut pas faire autrement, comprenez que le profit ne tombe pas du ciel, il devrait l'accepter spontanément au lieu de s'en prendre à ceux qui ne lui ressemblent pas, bref, alors s'il faut un responsable à toutes ces tares ou déviations du comportement il est tout trouvé.

Dans cet article le pédopsychiatre interviewé hésite à répondre à la question pourquoi un petit garçon est différent d'une petite fille, mais tout simplement parce que la nature l'a voulu ainsi, à 3 ans cela suffit comme réponse. Le gosse enregistre l'existence de cette différence, c'est suffisant, il n'est pas suffisamment développé intellectuellement pour entendre une réponse plus étoffée.

Et s'il assiste à un accouplement, il suffira de lui dire que cette différence est en réalité une complémentarité et qu'elle a produit un beau bébé. Sauf que de nos jours avec nos apprentis sorciers ce n'est plus tout à fait vrai, la nature est battue en brèche, cette différence n'a plus lieu d'être ou ne sert plus à rien, elle peut être détournée par la technologie, pour un peu elle n'existe plus. Sauf que voilà c'est impossible !

Une femme peut se passer du contact d'un homme pour procréer, mais elle ne peut pas se passer de l'homme et son sperme. Un homme peut adopter un enfant, mais pour que cet enfant ait vu le jour, il a fallu qu'il féconde dans le ventre d'une femme, il ne peut pas non plus se passer de la femme et ses ovules. A l'arrivée l'homme et la femme demeurent complémentaires et personne n'y peut rien, jusqu'à présent.

Là où ils parviennent à briser cette complémentarité, c'est au niveau de leurs rapports sentimentaux et sexuels quand une femme peut avoir un enfant sans toucher un homme ou avoir eu le moindre rapport sexuel avec lui, et un homme ou un couple homosexuel peut avoir un enfant qu'il aura adopté sans avoir touché une femme ou avoir eu le moindre rapport sexuel avec elle, ainsi, ils sont parvenus à cloisonner les sexes, à faire en sorte qu'ils n'aient plus de contacts entre eux, on se demandera comment ils peuvent prétendre qu'en se passant de cette expérience les hommes pourraient mieux comprendre ce qui se passe dans la tête des femmes et vice versa, comment ils pourraient mieux vivre ensemble dans la société, etc.

En réalité c'est exactement le contraire qui est en train de se passer et c'est le but recherché. Faire en sorte d'ajouter au sein des rapports sociaux une nouvelle division sur la base du sexe, ce qui permettra d'atomiser encore plus chaque individu pour mieux les opposer les uns aux autres, puisqu'ils n'auront plus rien en commun sinon d'être réduit à des individualités sans liens entre eux face à un pouvoir dictatorial sur lequel ils n'auront aucune emprise, statut qui aura remplacé celui de citoyen.

Une fille porte une jupe, une robe ou un pantalon, alors qu'un garçon ne porte qu'un pantalon, c'est du sexisme, intolérable !

- "*Il faut informer les parents sur les stéréotypes sexistes*" - L'Express.fr

Les féministes sont des nantis, dégénérés, frustrés, complexés, les femmes de ne pas avoir un pénis aussi développé que les hommes, et les hommes de n'avoir qu'un pénis, pour se soulager ils n'ont qu'à se faire sodomiser, ils auront ainsi l'impression d'être égaux aux femmes ! Marre de leurs conneries !

J'ai une proposition à soumettre à Peillon, au nom de la parité ou de l'égalité : dorénavant dans les lycées profesionnels ou les centres d'apprentissage pour qu'une classe ouvre, il devra y avoir autant d'hommes que de femmes dans les cours de maçonnerie, plomberie, carrosserie, couture, puériculture, etc. Dans le bâtiment, les travaux publics, la métallurgie, la sidérurgie, mais aussi dans tous les corps d'armée, la parité devra être respectée, même dans les exploitations forestières, il devra y avoir autant de bûcherons que de bûcheronnes, ne vous marrez pas le féminin existe dans le dictionnaire, ils avaient tout prévu !

Haut de page

Le 15 février 2014

CAUSERIE

On rajoutera 20 à 30 nouveaux articles dans la journée.

La classe dominante entend gagner la guerre idéologique.

Quand on observe quotidiennement à quel degré de pourriture on a à faire avec le PS, précisons dans absolument tous les domaines une fois le masque tombé, on se demande comment c'est possible que certains puissent encore soutenir que les rapports qu'ils ont entretenus avec ce parti pendant des décennies étaient justifiés, on est bien obligé d'en déduire qu'ils n'ont jamais voulu tirer le moindre enseignement des expériences du passé.

Plus on y réfléchit au regard de l'actualité mondiale et plus on se dit qu'on a vraiment été manipulés par tous les bouts. En fait la société et le monde tels qu'on nous les a présentés étaient une version édulcorée et déformée de la réalité. On a cherché à comprendre pourquoi et nous croyons avoir trouvé une réponse, parce que l'avant-garde avait abandonné le terrain du combat idéologique, ceci expliquant cela. Aussi, quelques décennies plus tard, il n'est pas étonnant quand la réaction passe à l'offensive sur ce terrain-là qu'il ne se trouve aucune opposition organisée pour la combattre ou pire encore, y adhérer ouvertement.

Dans cette causerie on va encore en avoir un aperçu qui a de quoi décourager ou démoraliser les travailleurs et les militants qui se trouvent désarmés pour y faire face ou qui se sentent bien seuls ou abandonnés de tous les partis. Nombreux ont cru que le combat sur le terrain social ou politique suffirait et ils se sont trompés, car il était biaisé ou devait demeurer inefficace en l'absence du combat sur le plan idéologique.

L'idéologie, celle de la classe dominante, est comme l'éther des Anciens ou des croyants, elle a le pouvoir divin de se dilluer dans l'espace, de se diffuser, de se répandre absolument partout, son omniprésence lui confère une omnipotence ou omniscience quasiment irrésistible, elle est le venin ou le poison suprême qui risquerait bien d'emporter la civilisation humaine, si par malheur il arrivait qu'on la boive jusqu'à la lie.

L'idéologie a été sous-estimée, dotée d'un contenu péjoratif, elle a été assimilée à un système de pensée déconnecté de la réalité, alors qu'elle constituait le lien, le fil conducteur entre des rapports sociaux et les objectifs qu'ils poursuivaient en fonction de critères de classe. S'agissant de la classe dominante, son idéologie a pour fonction de développer différentes stratégies en manipulant tous les rapports sociaux existant dans la société pour assurer la pérennité de sa domination de classe, le monde est à son image ou ce qu'elle en a fait pour conserver le pouvoir, c'est uniquement à ce titre qu'elle trouve sa justification ou puise sa légitimité, la société toute entière doit lui être subordonnée, plus encore de nos jours que jamais.

L'idéologie et le combat sur ce plan-là est capital parce qu'elle intègre ou correspond à une conception du monde, qui a pour support une méthode pour l'interpréter et sans laquelle elle n'existerait pas, on comprend dès lors qu'elle a une importance déterminante pour chaque classe et leur devenir, la négliger est du domaine de l'irresponsabilité politique. Et puisque l'idéologie a pour support, on pourrait même dire se confond en grande partie avec la manière d'interpréter le monde ou le moindre fait ou geste, elle est omniprésente en chacun de nous et comme on n'en a pas (forcément) conscience elle nous domine, d'où la facilité avec laquelle ils peuvent manipuler et conditionner les masses à leur insue.

L'idéologie dominante est une imposture permanente, puisqu'elle doit sans cesse avancer masquée tant ses intentions sont inavouables. Elle fonctionne comme un système de pensée fermé ou replié sur lui même, qui trouve sa justification en lui-même, qui lorsqu'elle en sort, c'est pour mieux pervertir tout ce qu'elle touche ou le détourner à dessein conformément aux intérêts qu'elle représente ou son objectif politique.

La combattre et la démasquer aurait dû être un combat de tous les instants sur tous les fronts, car elle concerne absolument tous les aspects de la société, s'immisce dans tous les discours, faits et gestes des représentants de la classe dominante et la ribambelle de courtisans et larbins à son service, médias achetés, marketing publicitaire, intellectuels soumis, chercheurs et scientifiques corrompus, artistes dévoyés, petits bourgeois vaniteux, cupides, hypocrites et lâches, tout ce beau monde farouchement individualiste passe son temps à se répandre en flatterie ou en discours idéologiques consistant à vanter l'air de rien les mérites du monde tel qu'il est et à mépriser ou calomnier ceux qui osent s'y opposer ou le combattre.

Ils ont le champ libre, répétons-le et chacun peut l'observer quotidiennent, à l'exception de quelques voix isolées et impuissantes (sans conclusions pratiques) dans le monde auxquelles notre portail donne la parole.

Les Etats-Unis. Un Etat despotique, terroriste, mafieux, espion...

Le NRO a pour mission de développer, déployer et diriger des satellites espions. Il a un budget de 10,3 milliards de dollars et représente la troisième agence de renseignement étasunien en ordre de grandeur.

La NGA a pour mission de réunir, d'analyser et de communiquer les renseignements provenant des cartes et des photos. Les documents fournis par Edward Snowden montrent que la requête budgétaire de la NGA s'est élevée à 4,9 milliards de dollars l'année dernière – plus de 10 fois ce dont elle bénéficiait 10 ans plus tôt.

Avec un budget de 10,8 milliards, la NSA est la deuxième plus grande agence de renseignements des Etats-Unis. (Photos inédites de la NSA et d'autres agences des services secrets (The Intercept) - legrandsoir.info - 12.02.2014)

Les Etats-Unis et l'Union européenne s'immiscent dans les affaires intérieures indiennes.

Le candidat infréquentable au poste de Premier ministre en Inde qui a les faveur des États-Unis. Comptent-ils créer une situation en Inde similaire à la Syrie et en Ukraine ?

- Inde: le chef de l'opposition Modi retrouve les faveurs des États-Unis - AFP 13.02

Les États-Unis ont mis fin jeudi à leur boycottage du chef de l'opposition en Inde, Narendra Modi, décidé après les émeutes sanglantes de 2002, en reprenant contact avec le favori des prochaines législatives comme l'ont déjà fait plusieurs États européens.

L'ambassadeur américain, Mme Nancy Powell a rencontré jeudi matin pendant une heure le leader de l'opposition nationaliste hindoue à Gandhinagar dans l'Etat du Gujarat (ouest), dont il est le chef de l'exécutif.

Les Etats-Unis avaient coupé tout lien avec Modi peu après les émeutes de 2002 qui avaient fait environ 2.000 morts, essentiellement des musulmans, dans le Gujarat dont il était déjà le ministre en chef.

Modi, candidat du Bharatiya Janata Party (BJP) au poste de Premier ministre, a nié toute responsabilité dans ces émeutes et n'a pas été mis en cause par la justice, mais l'un de ses anciens ministres avait été condamné à la perpétuité pour la mort de 97 musulmans.

"Cette rencontre s'est inscrite dans le cadre de la prise de contacts de l'ambassade américaine avec les principaux dirigeants des grands partis politiques indiens à l'approche des élections" législatives, a indiqué l'ambassade après la rencontre.

Modi et l'ambassadrice ont tenu "*des discussions complètes et sur des thèmes variés*" dont le développement économique, l'aide de l'Inde à l'Afghanistan et sur le terrorisme et "*la nécessité d'isoler les groupes terroristes*".

Plusieurs Etats européens ont repris officiellement contact avec le dirigeant indien depuis au moins un an et demi.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne l'a rencontré en octobre 2012. L'ambassadeur d'Allemagne l'a suivi en janvier 2013. L'ambassadeur de France a rencontré M. Modi à la mi-octobre 2013.

Il met en avant les bons résultats économiques de son Etat et les implantations d'entreprises étrangères, General Motors ayant une usine dans le Gujarat tandis que Ford devrait suivre.

"*M. Modi est devant ses rivaux politiques dans tous les sondages, aussi les Etats-Unis cherchent simplement à préserver leurs intérêts politiques et stratégiques*", estime Brahma Chellaney, analyste géostratégique du Centre for Policy Research basé à New Delhi. Ils essaient de montrer qu'"*ils veulent se réconcilier avec lui*". AFP 13.02

Le BJP est flanqué de deux partis d'extrême droite, le VHS et le RSS, deux partis hindous fanatiques, racistes et xénophobes qui prônent l'expulsion vers le Pakistan et le Bangladesh des musulmans...

PS, UMP et NPA même combat : A bas la lutte des classes !

La théorie du genre a son pendant, le mélange des genres en politique, à croire qu'ils seraient rattachés à la même idéologie réactionnaire, d'où la possibilité qui est donnée à la droite ou à la gauche selon les circonstances de mener la même politique ou de se réclamer des mêmes principes ou valeurs, de revendiquer la même morale, sous un faux masque la plupart du temps, mais pas forcément.

C'est quoi la théorie du genre transposée en politique? Le fait de considérer qu'il ne faudrait pas être jugé sur la politique qu'on applique mais sur l'interprétation qu'on peut en donner. Etant donné qu'il existe un certain nombre d'interprétations possibles en fonction d'un certain nombre de critères, la même politique peut être qualifiée de réactionnaire ou de révolutionnaire, de droite ou de gauche, de rétrograde ou de progressiste et ainsi de suite. Faire en sorte que la plus grande confusion règne dans les esprits, que plus personne ne sache plus quoi penser tandis que le gouvernement applique sa politique.

Quand l'UMP proposait aussi de lutter contre les stéréotypes sexistes - 20minutes.fr

Plusieurs internautes ont rappelé ce mercredi qu'en 2011, l'UMP, dont Jean-François Copé était à l'époque le secrétaire général, proposait d'introduire, dès la maternelle, «*des séances consacrées à la mixité et au respect hommes-femmes*». Une suggestion qui faisait partie des 26 propositions du «*pacte républicain*» présenté par l'UMP. 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute

- " *Copé sait-il que les écoles juives en France ne pratiquent pas la mixité? A la piscine, les garçons et les filles se baignent séparément. La piscine d'Aix-les-bains a reservé des heures de baignade uniquement pour les elèves juifs tous les vendredis; les filles de 8h à 9h,les garçons de 12 à 13h. Ce programme fonctionne depuis 1977.* "

Tous à Poil défend "***la lutte des classes***", selon Jean-François Copé - lexpress.fr 13.02

L'association qui a recommandé ce livre évoque bien la lutte des classes dans sa réponse à la polémique, mais les auteurs de Tous à Poil n'en ont jamais parlé.

Dans son viseur, l'association L'Atelier des merveilles, un atelier de lecture parents/enfants situé dans la commune de Teil (Ardèche), et qui a recommandé ce livre dans une liste de livres encourageant l'égalité femmes-hommes.

Cécile Moulain est la fondatrice et responsable de L'Atelier des merveilles, et a tenu entre 2002 et 2010 des positions sur diverses listes de la Ligue Communiste Révolutionnaire et du Nouveau Parti Anticapitaliste.

L'Atelier des merveilles a en revanche publié mercredi une réponse à la polémique, où l'association explique que l'album "*joueur montre la nudité, naturelle, intergénérationnelle, bienheureusement désérotisée, universelle, comme un acte de liberté, d'égalité et de fraternité: la joie de prendre un bain de mer sous le soleil*".

Suivent ces mots :

"*Les classes sociales, les fonctions hiérarchisées sont laissées pour un temps de côté, réduites à un tas de vêtements, pour nous rendre à notre plus simple dénominateur commun. Un instant, il nous donne l'illusion d'une paix sociale tant espérée, du plaisir à être ensemble, simplement.*"

L'association estime enfin que l'autorité des enseignants n'est pas mise à mal par la page "*à poil la maîtresse*", évoquant bien la lutte des classes:

"*Au contraire, dans la violence à laquelle doivent faire face les enseignants, c'est l'habit qui est attaqué, la représentation de l'Etat, dans cette quête de sens pour ceux que la lutte des classes désempare. En la dévêtant, cet album nous rappelle que dedans la maîtresse, il y a une femme qui chaque jour dans l'arène de l'école, se jette à l'eau...*"

Si l'Atelier des merveilles mêle lutte des classes à baignade à poil dans cette réponse, ce n'est pas le cas des auteurs de Tous à poil. Ils expliquaient à notre blogueuse Nathalie Riché avoir eu l'idée du livre en voyant leurs enfants se questionner "*sur leur corps et sur le corps des autres. Ils se demandaient 'suis-je normal'?*". lexpress.fr 13.02

Cette question de toute évidence renvoie à ceux qui se la sont posés et il semblerait que la réponse soit négative.

Le NPA l'aiguillon du combat idéologique des ennemis de la lutte des classes et du socialisme, pas vraiment une surprise, une confirmation. Quand ce parti affirme être partisan de la "*paix sociale tant espérée*" et "*du plaisir à être ensemble*" cela a un fort relent nauséabond d'union nationale ou de corporatisme qui déplaît à Copé uniquement parce qu'il n'en est pas à l'initiative ou que le NPA lui vole la vedette, de la même manière qu'il s'attaque à Hollande qui est au service de la réaction et fait avec zèle vraiment un bon boulot, celui de l'UMP ou monsieur Copé.

Si "*la lutte des classes (vous) désempare*", pourquoi ne pas vous en passer ou retenir d'autres critères (minimalistes) pour interpréter la société ou le monde, tout est bon pour la faire passer à la trappe, ce qui est visé, c'est le matérialisme dialectique et historique, la théorie marxisme selon laquelle le développement des forces productives et la lutte des classes sont les deux principaux moteurs du développement de la civilisation humaine, au moment où ses acquis et son existence sont gravement remise en cause par la crise du capitalisme et l'idéologie néolibérale, qui cherche à tous prix à remplacer les critères de classes sur lesquelles les exploités peuvent se rassembler pour combattre les exploiteurs et renverser leur système économique devenu mafieux.

C'est à cette ouvrage que concourt le NPA. Comment cela se traduit-il ? Faire en sorte que disparaisse ou passe au second plan l'appartenance de chaque membre de la société à une classe déterminée au profit de l'individu, tout nu comme ils disent, au passage on comprend pourquoi ils soutiennent les Femen ! Les exhibitionnistes n'ont rien à cacher parce qu'ils n'ont rien de particulier à montrer ou à apporter aux autres. Or, dans la société en régime capitaliste, les droits sociaux et politiques de chaque citoyen, leur statut, leur mode, conditon ou niveau de vie sont déterminés en fonction de la place qu'ils occupent dans le procès de production, des rapports qui existent entre les classes, de la classe à laquelle ils appartiennent, de la lutte des classes des générations passées et non selon un ou des critères individuels qui ne se traduisent par aucun droit.

Les seuls qui disposent de droits individuels ou privés, ce sont les propriétaires privés des moyens de production, eux seuls disposent de ce privilège, celui de faire le droit en fonction de leurs besoins au détriment du reste de la société, et si aujourdhui ils montrent tant d'empressement à satisfaire des droits individuels ou ceux de minorités, ce n'est certainement pas parce qu'ils manifesteraient un soudain excès de misanthropie à leur égard ou ils seraient animés par un quelconque complexe de culpabilité, mais pour mieux liquider les droits sociaux et politiques collectifs de l'ensemble des exploités dont l'existence est incompatible avec la crise et la survie du capitalisme.

Vous appartenez à une minorité et vos droits ont été reconnus comme telle, cela vous fait une belle jambe car vous avez un salaire de misère alors que vous trimer comme un esclave et vous vivez dans un taudis. Sans que vous vous en apperceviez ou sans réagir, votre contrat de travail a été individualisé, votre emploi est précaire et vous êtes devenu taillable et corvéable à merci. Vous avez conscience de votre situation, sur le plan social vous n'êtes plus qu'un individu comme un autre, un pion, un numéro que l'on inscrit dans un registre ou qu'on raie le lendemain.

Vous êtes une femme, un homosexuel, issu de l'immigration ou je ne sais quoi encore, on s'en fout, ces critères n'ont là absolument aucune valeur, ils ne permettent d'accéder à aucun droits sociaux ou politiques, seuls votre appartenance à une classe sociale déterminée présente un intérêt pour vous, pour peu que vous en preniez conscience, que vous vous organisiez et que vous luttiez avec l'ensemble des membres de votre classe pour améliorer votre sort et changer la société, surtout pour changer la société, car tous les droits ou avantages qui pourraient vous êtes concédés un jour vous serons repris un jour ou l'autre, c'est une certitude, cela s'est toujours passé ainsi et cela ne changera pas.

Le PS est le mieux placé pour faire le sale boulot, parce qu'étant catalogué à gauche il peut se prévaloir du soutien de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes pour mener sa politique. Si c'était l'UMP qui avait avancé les lois ou mesures réactionnaires que le PS a adoptées depuis deux ans, le PS pour sauver les apparences n'aurait pas pu les soutenir ou pas ouvertement, et il aurait eu la gauche et l'extrême gauche sur le dos. Dans l'avenir ces rapports seront modifiés puisque le PS assume faire partie du camp de la réaction. Cela fait déjà près d'un siècle que le PS joue le rôle d'une opposition de façade au régime en place.

Parole d'internaute.

- "*Vincent Peillon qui vient d'écrire un bouquin 'La Révolution française n'est pas terminée', explique lui-même quel rôle il assigne à l'école : "L'école a un rôle fondamental pour dépouiller l'enfant de toutes ses attaches identitaires. L'école doit transformer la nature de l'enfant".*

L'école, ainsi définie par Vincent Peillon, "L'école est une nouvelle église, qui avec son nouveau clergé, produit une nouvelle liturgie et de nouvelles tables de la loi."

On l'aurait pas cru: la "laïcité", d'après même Vincent Peillon, est une "nouvelle religion". Une contre-religion qui est en fait apparue pour tuer une religion traditionnelle, qui est la religion chrétienne, et le catholicisme en particulier. par contre :

Vincent Peillon a célébré en 2009 la Bar-Mitsva de son fils Elie à la synagogue de la Place des Vosges à Paris. Pour la circonstance, Vincent PEILLON, qui a épousé en seconde noces la journaliste Nathalie Bensahel, avait mis les tefillins « amulettes » et était monté à la Torah. Il est père de quatre enfants : Salomé, Maya, Elie et Izaak."

Vous vous trompez sur un point, la laïcité est au final la religion de l'exploitation de l'homme par l'homme...

Peillon le croyant, mène un combat idéologique, néolibéral et sioniste, il serait un fervent républicain, un démocrate, un socialisme.

Peillon l'anti-républicain se sert de Danton et Robespierre qu'il détourne, il instrumentalise le socialisme dont il est le fossoyeur au profit de la cause inavouable qu'il défend : le théologie nihiliste des francs-maçons et des sionistes, le néolibéralisme sur le plan politique.

Alors que Hollande et le gouvernement auquel il appartient s'emploient à poursuivre en l'aggravant la politique antisociale et réactionnaire de Sarkozy et de l'UMP, du TSCG au Pacte de responsabilité en passant par l'ANI, qui peut croire un instant qu'il serait animé de bonnes intentions envers la République ou qu'il pourrait incarner ses valeurs, qui depuis que le capitalisme est entré en putréfaction ou dans un cycle de crises sans fin aux détours des années 70 sont devenues incompatibles avec son existence au même titre que la démocratie ? Ils invoquent la République pour mieux en détruire ce qu'il en reste, de la même manière que Bush ou Obama ont invoqué pour mener leurs guerres impérialistes depuis 2001 en invoquant la démocratie qu'en réalité ils piétinaient.

Pire, agissant sous un faux masque, celui du socialisme, c'est lui qui fournit un prétexte au parti de l'ordre et sa branche extrémiste ou armée, le FN, pour monter au créneau contre la République et la démocratie, en réalité contre la seule classe qui a besoin de

ses valeurs ou principes, des droits politiques qu'ils incarnent pour mener son combat, contre le socialisme.

Comment l'école pourrait-elle produire des républicains, quand les manuels scolaires d'histoire sont un tissus de mensonges destinés à conditionner les élèves et futurs exploités (et électeurs), quand leurs auteurs se servent de l'idéologie de la classe dominante pour interprèter l'évolution de la civilisation humaine ou la lutte des classes, quand le corps enseignant est largement acquis à cette idéologie ou n'a pas vraiment développé une conscience de classe qui permettrait de résister à cette idéologie ?

Peillon démasqué par lui-même. Quelques extraits de ses ouvrages figurant dans sa biographie sur le portail Wikipédia.

Nous allons voir à travers ses extraits, que Peillon oppose sans cesse croyance à connaissance.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 17

- "*D'où l'importance de l'école au cœur du régime républicain. C'est à elle qu'il revient de briser ce cercle, de produire cette auto-institution, d'être la matrice qui engendre en permanence des républicains pour faire la République, République préservée, république pure, république hors du temps au sein de la République réelle, l'école doit opérer ce miracle de l'engendrement par lequel l'enfant, dépouillé de toutes ses attaches pré-républicaines, va s'élever jusqu'à devenir le citoyen, sujet autonome. C'est bien une nouvelle naissance, une transsubstantiation qui opère dans l'école et par l'école, cette nouvelle Eglise, avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la Loi.*"

Peillon ne détourne pas la sémantique des religions pour les combattre, il l'adopte au profit de la "*nouvelle Eglise* : le marché devant lequel il se prosterne et auquel il voue un culte.

République qui a une nature de classe, celle qui détient le pouvoir économique et politique, République bananière, République qui au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité s'accommode de 10 millions de pauvres, de 5 à 7 millions de chômeurs, de 140.000 clochards, de 3,5 millions de personnes mal logées, République coloniale et impérialiste qui déclare la guerre à tous les Etats qui ne veulent pas brader les intérêts de leurs peuples au profit des multinationales françaises, République qui ment, triche, vole, synonyme d'inégalités croissantes et d'injustes criantes, etc.

On ignorait qu'un enfant avait enfant des "*attaches pré-républicaines*", à croire que l'éducation qu'il peut recevoir de ses parents avant d'aller à l'école ou d'être en âge de réfléchir à des questions de société n'avait aucune légitimité, que ses parents n'étaient pas des républicains, qu'est-ce qu'ils étaient alors, des monarchistes, des dictateurs ignorants les valeurs de la République ?

Quant aux enfants à devenir des citoyens à l'heure où Peillon et le PS s'emploient à détruire ce qui reste de l'Etat-nation, on se demande de quoi il veut parler, ne serait-ce pas pour en faire le "*sujet autonome*" d'une nouvelle monarchie, celle de l'oligarchie financière ?

Les enseignants ne seraient-ils pas amenés à devenir le "*nouveau clergé*" de cette "*nouvelle Eglise*" qu'est le marché avec "*sa nouvelle liturgie*" qu'est la croissance et "*ses nouvelles tables de la Loi*" qu'est le néolibéralisme ? On comprend dès lors pourquoi il est tout à fait possible d'être athée ou plutôt nihiliste et croyant puisque cette "*nouvelle Eglise*" est compatible avec leur conception du monde.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 149

- "*Ce qui manque au socialisme pour s'accomplir comme la pensée des temps nouveaux, c'est une religion nouvelle : « Donc un nouveau dogme, un nouveau régime, un nouveau culte doivent surgir, afin qu'une nouvelle société prenne la place de l'ancienne. » (Littré).*"

Le socialisme rabaissé au niveau de la pensée, au plan subjectif, qui porte à caution, à contestable, que chacun peut interpréter à sa manière en fonction de sa situation, son statut, ses intérêts du moment, bref, inconsistant ou sans réelle valeur, du niveau des idées, instables, fantasques, qui vont et qui viennent, alors que le socialisme repose sur des bases tangibles, concrètes, solides, matérielles, objectives, il consiste à procéder à l'appropriation collective des moyens de production sous la direction et le contrôle des producteurs eux-mêmes, afin de réorganiser (planifier) la production ou produire les richesses en fonction des besoins de la population pour pouvoir les satisfaire, ce qui implique que la classe ouvrière dispose du pouvoir politique et qu'elle ait renversé au préalable les institutions qui incarnaient le capitalisme ou l'ordre établi. Autant dire qu'on ne trouvera pas l'ombre du socialisme dans les intentions ou la politique de Peillon ou du gouvernement actuel.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 162

- "*La laïcité elle-même peut alors apparaître comme cette religion de la République recherchée depuis la Révolution.*"

Peillon se déclare attaché à la laïcité non pas parce qu'elle serait le pendant des religions, mais parce qu'elle s'accommode des rapports sociaux de production en vigueur, au même titre que les religions d'ailleurs.

Lorsque la bourgeoisie eut besoin de conforter son pouvoir contre l'église et l'aristocratie monarchique, elle s'est servie de la laïcité et de la République, de la démocratie, comme elle s'est servie de la plèbe contre les girondins, les restaurateurs, etc. plus tard ou simultanément, en réalité elle n'a jamais cessé d'octroyer des privilèges à l'église, très hypocritement elle a toujours tenu un double discours envers les religions, lui reconnaissant le mérite de maintenir le peuple dans l'obscurantisme.

Aujourd'hui par la voix de Peillon et du PS, elle s'en sert pour détruire ce qui reste de la République et de la démocratie, mais aussi pour s'attaquer aux religions car une nouvelle religion est née ou doit à terme remplacer ou intégrer toutes celles qui existent, dont les codes, normes, valeurs ou principes, tout comme ceux de la République intègrent des rapports entre les classes que le capitalisme en crise ne peut plus supporter et qui sont amenés à disparaître, cette nouvelle religion s'oppose à l'existence du citoyen membre d'une classe, d'une communauté, d'une nation ou d'un Etat, pourvu de droits sociaux et politiques collectifs au profit de l'individu, asexué, doté d'un matricule, dont tous les droits sont individualisés, formaté selon les normes établies par le marché, il est destiné à le servir docilement, ses paroles, faits et gestes sont contrôlés de telle sorte qu'il lui voue un culte durant toute sa vie, voilà en quoi doit résider son nouvel idéal, sa nouvelle religion. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on exagère il ne se passe pas une semaine ou on tombe sur des faits qui proviennent du monde entier qui le corroborent, on est même encore bien en dessous de la réalité.

La laïcité n'a jamais servi à combattre les religions, mais l'athéisme, le matérialisme, le socialisme. Les ennemis du socialisme qui parlent en son nom se présentent souvent comme athéistes.

Là encore, l'athéisme est mis au service de leur idéologie en le détournant du matérialisme au profit du nihilisme avec lequel se confond leur théologie de l'individu asservi au marché. Détruire tous les rapports sociaux existant, faire passer à la trappe les sciences sociales (philosophie, sociologie, politique, etc, y compris les religions), faire disparaître tous les point de repères et normes établis, remettre en cause les liens qui existaient entre eux et les rapports sociaux concourent dès lors à liquider toute forme de connaissance dont il sera désormais permis ou recommender de douter une fois qu'il aura été déclaré qu'elle n'avait qu'une valeur approximative, relative que chacun pouvait contester ou nier sans s'appuyer sur des facteurs objectifs, pour finalement parvenir à une situation ou le savoir n'a pas plus de valeur que n'importe quelle croyance, où ne disposant plus de bases solides sur lesquelles contester le régime en place il soit devenu impossible de s'y opposer de manière rationnelle. Voilà en quoi consiste l'athéisme dont se réclament certains dirigeants du PS et d'autres partis de droite, les francs-maçons, les sionistes sous un faux masque pour la plupart, les ennemis du socialisme.

La Révolution française n'est pas terminée, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2008 (ISBN 2020985209), p. 195

- "*C'est au socialisme qu'il va revenir d'incarner la révolution religieuse dont l'humanité a besoin, en étant à la fois une révolution morale et une révolution matérielle, et en mettant la seconde au service de la première.*"

Ici est dévoilée l'imposture, rappelons-le pour situer le personnage, franc-maçon, membre du Grand Orient de France, et de surcroît sioniste.

Que signifie mettre la "*révolution matérielle*" au service de la "*révolution morale*" ?

On a vu plus haut que le socialisme avait été rabaissé au niveau de la pensée, car ce serait la pensée ou les idées qui gouverneraient le monde, son évolution et son destin, et non l'action des hommes qui le façonnerait ou le développement des forces productives et la lutte des classes qui l'a accompagné au fil du temps.

Les idées ne seraient pas le produit des rapports de l'homme au monde extérieur, à la nature ou à la société, elles naîtraient spontanément et indépendamment de ces conditions dans son cerveau, en dehors de tout contexte matériel déterminé, ce serait en quelque sorte un don innée de la nature chez lui.

Les idées ou l'interprétation que se font les hommes de la société et de leur condition n'auraient donc aucun rapport avec le niveau de développement matériel de la société, avec le niveau de développement des forces productives qui se traduit par des rapports sociaux et un mode de production spécifique, avec le développement des classes sociales, la place que chacun occupe au sein de ces classes ou des rapports de production, les idées ou ce qui peut se passer dans la tête des hommes serait déconnecté de la réalité.

Finalement dans la société, les idées qui prévalent sont ceux de la classe dominante qui détient le pouvoir économique et politique et les imposent à toutes les autres classes au nom de l'intérêt génénal, collectif ou de la nation, qui a conscience de sa condition privilégiée. Ces idées ont pour origine ou sont le reflet des rapports existant entre les classes. S'il existe une idéologie propre à chaque classe en fonction de sa situation ou de ces rapports aux autres classes, il existe aussi une morale de classe.

La morale est sujette aux mêmes conditions que les idées en général.

Cet après-midi m'accordant un break pour souffler quelques minutes, j'ai profité que Magueswary se reposait à quelques mètres de mon bureau pour lui expliquer sur quoi reposait ma réflexion. J'ai tenté de lui expliquer le plus simplement du monde pour qu'elle comprenne de quoi il s'agissait. Je lui ai fait la démonstration suivante :

Moi, je ne suis pas riche, s'il me vient à l'idée de m'acheter un avion, un bateau ou une superbe voiture, je ne pourrai pas réaliser cette idée qui demeurera au stade de l'idée, un fantasme ou un rêve. Par contre un riche, le propriétaire d'une usine qui aura la même idée pourra la réaliser. Quelle est la différence entre nous, qu'est-ce qui fait que l'un ne pourra pas concrétiser son idée alors que pour l'autre ce sera possible ? Notre condition matérielle qui est différente. Il faut donc en déduire que pour que la matérialisation d'une idée soit possible, il faut que certaines conditions matérielles soient réunies, autrement dit ce sont ces conditions matérielles qui déterminent la réalisation ou non d'une idée et non l'idée qui le permettrait, à elle seule elle est impuissante, il est donc prouvé que celui qui bénéficie de certaines conditions matérielles ou privilèges peut mettre en oeuvre les idées qui les passent par la tête, mais pas le pauvre bougre qui en est dépourvu, dès lors il faut en déduire que la réalité matérielle l'emporte sur toute autre considération, qu'elle est à l'origine de ce qui est possible ou non et non l'idée qui en soi sera inopérante, ne détient aucun pouvoir.

J'ai poursuivi tout en prenant ma douche : dans le domaine de la morale, par exemple, le riche considèrera que voler est un délit, alors que le pauvre ou le miséreux s'y refusera puisque c'est le seul moyen pour assurer sa survie ainsi que celle de sa famille. Le riche condamnera le vol parce que c'est lui qui en sera victime, alors que le pauvre s'y refusera parce que c'est lui qui en profitera. Le riche condamnera le vol parce qu'il n'a pas besoin de voler pour vivre, en réalité c'est le plus grand des voleurs, mais passons ici, tandis que le pauvre n'a pas le choix puisque le riche lui interdit de travailler ou de vivre décemment de son travail. Pourquoi l'un estime que le vol est contraire à la morale, alors que l'autre estime qu'il est dans son droit, sinon que ce sont leurs conditions d'existence matérielles qui déterminent leur comportement. Ainsi il est prouvé que ces sont ces conditions d'existence matérielles qui déterminent la morale dont se réclameront les membres des différentes classes. Et étant donné que ce sont les riches ou les nantis qui détiennent le pouvoir économique et politique, c'est leur morale qui prévaudra ou sera dictée à l'ensemble de la société, qu'eux de leur côté pourront enfreindre quotidiennement en exploitant la force de travail des ouvriers sans être inquiétés puisqu'il s'agit d'un vol légal, que la Constitution et les institutions légitiment.

Prétendre mettre la "*révolution matérielle*" au service de la "*révolution morale*", signifie au bout du compte que les conditions matérielles d'existence des différentes classes ne devraient pas être pris en compte ou n'auraient aucune importance dans la société, et qu'au nom de la morale (supérieure) devrait être imposé un code de conduite à tous ses membres selon des critères totalement arbitraires ou de droits divins comme s'en octroient les patrons, que seul le législateur (ou la classe dominante dont il est l'instrument) serait en mesure de définir et de faire respecter. Précisons, en réalité, cette morale serait dictée et imposée à tous les citoyens uniquement par les intérêts de la classe dominante, du capitalisme en crise.

Imposer que la "*révolution matérielle*" soit au service de la "*révolution morale*", revient à dire que la morale que doivent adopter tous les membres de la société doit être subordonnée aux intérêts de la classe dominante, et que ce sont ses représentants dont fait partie Peillon qui sont les seuls habilités à en définir le contenu.

Une religion pour la République : La foi laïque de Ferdinand Buisson, Vincent Peillon, éd. Seuil, 2011, p. 277

- "*Car toute l'opération consiste bien, avec la foi laïque, à changer la nature même de la religion, de Dieu, du Christ, et à terrasser définitivement l'Église. Non pas seulement l'Église catholique, mais toute Église et toute orthodoxie. Déisme humain, humanisation de Jésus, religion sans dogme ni autorité ni Église, toute l'opération de la laïcité consiste à ne pas abandonner l'idéal, l'infini, la justice et l'amour, le divin, mais à les reconduire dans le fini sous l'espèce d'une exigence et d'une tâche à la fois intellectuelles, morales et politiques.*"

On a là en plus explicite encore, sur un champ plus large, ce qui vient d'être énoncé, que ce soit sur le plan intellectuel, moral ou politique, la laïcité ne peut se concevoir en dehors ou au delà de l'ordre établi qu'il s'agit de servir ou de préserver à l'infini, elle ne peut servir un autre idéal, par exemple le socialisme.

On pourrait encore ajouter un mot, on n'a pas épuisé ce sujet loin de là.

Pourquoi l'idéologie de la classe dominante qui privilégie l'individualisme au détriment du collectif (de classe) gagne-t-elle l'ensemble de la société ?

Parce que tout être humain est unique et ne ressemble à aucun autre. Flatter ou privilégier l'individualisme de l'homme, c'est le ramener à ce qu'il est à l'origine, avant même d'appartenir à une classe sociale ou de pouvoir en prendre conscience. Mais au fait, ramener l'homme à ses origines, ne serait-ce pas le ramener à l'état sauvage ? N'y aurait-il pas un lien avec la barbarie qui menace de s'étendre à l'humanité entière aujourd'hui ?

Sur le plan idéologique ou politique c'est le ramener en arrière, c'est une formidable régression qui tend à nier les acquis de

la civilisation humaine sur le plan social et politique des deux derniers millénaires grâce à la lutte des classes, qui s'est traduit dans le cadre de différents régimes sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme par l'acquisition de droits sociaux et politiques collectifs ou profitant aux différentes classes, certes répartis de manière inégale entre elles.

Vous n'êtes ni un homme ni une femme, vous n'appartenez pas à la communauté des femmes ou des hommes, puisque ce n'est pas votre sexe à la naissance qui le détermine, mais l'idée que vous vous faites de la femme et de l'homme, de l'usage que vous en ferez.

Vous n'êtes ni exploité ni exploiteur, vous n'appartenez pas à une classe sociale déterminée, puisque votre contrat de travail est individualisé et qu'aucun membre supposé de votre classe dispose des mêmes droits.

Vous n'êtes citoyen d'aucun pays ou d'aucune nation, puisqu'il s'est fondu dans une entité supranationale ou se côtoient des membres de plusieurs pays qui n'existent plus.

On continue ?

En complément.

- 5% des Français ne veulent pas d'enfant - L'Express.fr

Il devrait être au moins 90% !

- Ignoré en France, un film antisexiste cartonne à l'étranger - L'Express.fr

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le titre était trompeur et n'avait rien à voir avec le sujet *Majorité opprimée*, et qu'il suffit de taper l'adresse d'une vidéo et que son lien s'ouvre pour que le compteur enregistre un visionnage, sans tenir compte que l'internaute peut fermer immédiatement cette fenêtre ou quitter cette adresse ou encore visionner 5 secondes et sortir de ce lien.

- Et si on mettait une dose de multiculturalisme à l'américaine dans notre modèle républicain? - Slate.fr

Il ne s'agit pas de dire que l'Amérique du Nord est en la matière un modèle à suivre (les contextes sont différents, les écoles très ségréguées)...

Aux Etats-Unis, depuis le mouvement des droits civiques des années 1960, les programmes laissent plus de place aux figures afro-américaines, latino-américaines (et d'autres minorités). Les écoles célèbrent en février le mois de l'histoire afro-américaine (Black History Month, aussi reconnu au Canada), et en septembre celui de l'histoire latino-américaine, des initiatives qui encouragent les professeurs à inclure ces perspectives dans leurs leçons (et pas seulement dans les quartiers où les minorités ethniques sont en grand nombre.) Slate.fr 13.02

Il est passé par le massacre des population autochtones ! Le mois des chrysanthèmes, quoi !

Ils s'en sont servis pour appauvrir en général le système éducatif américain, rabaisser les valeurs et les principes dans lesquels croyaient les Américains, s'attaquer au niveau intellectuel et de conscience de la population, alors que le racisme et les discriminations n'ont pas disparu aux Etats-Unis...

Ce sont avant tout les gigantesques inégalités sociales qui existent dans ce pays qui sont à l'origine du communautarisme et de l'impossibilité de certaines couches les plus défavorisées de s'intégrer dans la société, aux Etats-Unis comme ailleurs.

- Facebook crée des catégories «transssexuel» et «intersexe» dans les pays anglophones - 20minutes.fr

Hollande ou l'homme lige de Washington.

- En définitive, le dîner comptait surtout un grand nombre de supporteurs d'Obama que le couple présidentiel tenait à remercier pour leur soutien lors de la campagne, des personnalités des médias d'Hollywood - les actrices Julia Louis-Dreyfus et Cicely Tyson, le producteur de Star Trek J. J. Abrams -, des défenseurs de la cause gay et, bien sûr, de très gros bailleurs de fonds démocrates qui ont financé la réélection d'Obama et vont sans doute être mis à contribution de nouveau pour la création de la bibliothèque présidentielle. lepoint.fr 12.02

Commentaire d'un internaute.

Cette visite restera dans les annales comme une géante manipulation.

- "*Après avoir entendu les blagues plutôt d'un goût douteux d'ailleurs de Obama sur Hollande avec une allusion aux scooters, entendu Hollande parler anglais avec un accent à couper au couteau, et vu à quel point Obama a traité ce dîner comme un événement personnel pour remercier ses propres supporters qui n'ont rien à voir avec la visite du président français, je pense que cette visite restera comme l'une des pires manipulations et donc humiliations faite à un président français en exercice.*"

Hollande ou l'homme lige du Medef.

- Hollande termine sa visite aux Etats-Unis par une déclaration d'amour aux entreprises - Francetv info 13.02

Le président français a donné une accolade symbolique au patron des Pigeons, qui l'accusait, au début de son mandat, de faire fuir les entrepreneurs de France. Francetv info 13.02

- Hollande aux États-Unis : West Side Story - atlantico.fr 13.02

Mé-connais-sable. Gentil avec Gattaz en plus, le faisant applaudir (on venait de le traiter d'oukase en décalage horaire quelques heures avant). atlantico.fr 13.02

- Medef: Hollande brocarde Gattaz devant les Français de San Francisco - AFP

François Hollande a brocardé mercredi le président du Medef Pierre Gattaz devant quelque 3.000 Français de San Francisco réunis dans un grand hôtel de la ville, ironisant sur "*l'avantage*" de l'avoir eu à ses côtés tout au long de sa visite d'Etat aux Etats-Unis.

(Vraiment ? Le cynisme du faible en prime. - ndlr)

"*Vous pouvez l'applaudir*", a-t-il poursuivi, déchaînant les rires de la salle. "*Il sera même dit que j'ai fait applaudir le président du Medef*", a-t-il alors plaisanté avant d'enchaîner sur le même registre moqueur: "*Je ne doute pas qu'il me rendra la pareille le moment venu, ça fait partie du pacte de responsabilité, je l'avoue*". AFP 13.02

Gattaz est dans son rôle en exigeant toujours plus pour le patronat, et Hollande est dans son rôle en lui accordant ce qu'il peut sans remettre en cause la paix sociale propice aux affaires ou la stabilité du régime, ce dont conviendra sans peine Gattaz.

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'Empire s'octroie un privilège qu'il refuse aux autre Etats, notamment ceux de l'UE.

- Dette: crise évitée aux Etats-Unis, jusqu'en mars 2015 - AFP

C'est officiel, le Congrès ne provoquera pas de défaut de paiement des Etats-Unis cette année: il a autorisé le gouvernement à emprunter sans limite jusqu'en mars 2015

Confirmation. Concentration du capital financier.

- Les banques trop faibles devraient fermer, dit Dijsselbloem - Reuters

Intox.

Sondage bidon

- 29% des jeunes Français ne se retrouvent dans aucun parti politique - L'Express.fr 13.02

Ce sondage portait sur 500 personnes seulement interrogées dont l'âge allait de 15 à 30 ans...

De 34 à 14%...

- 34 % des Français « *adhèrent aux idées du Front national* » - Le Monde.fr 12.02

14 % adhèrent aux « *critiques et solutions* » de Marine Le Pen, et 35 %, comme en 2013, souscrivent seulement à ses critiques mais pas à ses solutions. Le Monde.fr 12.02

C'est lui qui l'a réclamée !

- Le Sénat lève l'immunité parlementaire de Serge Dassault - Public Sénat

Parole de banquiers.

- Ne cédons pas face au lobby des banques - LeMonde.fr

Impossible, selon un GI's qui a participé à l'opération il ne s'agissait pas de Ben Laden.

- Ben Laden: l'armée américaine a ordonné la destruction des photos du corps - Slate.fr

Non, serait-il de droite ?

- Hollande contre la vieille gauche - LePoint.fr

C'est marrant, eux aussi ils tiennent absolument à ce qu'il soit de gauche, le PS aussi évidemment, cherchez l'erreur quand la gauche et l'extrême gauche ou les gauchistes tiennent le même discours. Ne seraient-ils pas de mèche ? Pour ne pas qu'elle s'éteigne, chut !

Opération camouflage.

- Sommes-nous tous des Suisses ? - LePoint.fr

Au Point (BHL, Besson, et Cie.), version soldat de la garde suisse, pas au Vatican mais à Tel-Aviv.

- Crise des comptes publics et trou de la Sécu : pourquoi il est temps de sauver l'Etat providence en revenant aux principes de 1945 - Atlantico.fr

L'auteur de l'article expliquait notamment que l'Etat-providence avait été instauré par A. Juppé qui fit "*passer les lois de financement de la sécurité sociale, qui deviennent votées comme des lois de finances*", autrement dit la consécration de la financiarisation de la Sécu qui à terme devrait signer la mort de ce qu'ils appellent l'Etat-providence. Ils sont très fort pour embobiner leurs lecteurs.

Participer, c'est déjà se corrompre.

- Le vote blanc ne sera plus nul - Reuters

Les riches toujours plus riches...

- Les paradis fiscaux attirent toujours les entreprises - AFP

- La vie de seigneur en plein cœur de la Bretagne - Atlantico.fr

- Nouveau record de ventes et de marge pour Hermès en 2013 - AFP

- Les 1 500 filiales « offshore » des entreprises du CAC 40 - LeMonde.fr

- Record en 2013 pour le marché mondial de l'art, 13% - AFP

- Société Générale a quasiment triplé ses bénéfices en 2013 - L'Expansion.com

- Société générale veut récompenser davantage ses actionnairesReuters

- Lloyds renoue avec les bénéfices et augmente les bonus - Reuters

- L'Eni promet de récompenser ses actionnaires - Reuters

- Bénéfice et dividende supérieurs aux attentes pour Rio Tinto - Reuters

... et les pauvres, toujours plus pauvres

- Grèce: le taux de chômage atteint 28%, 6 jeunes sur 10 - AFP

- Hausses de salaires: les prévisions au plus bas depuis 2000 - AFP

- Le gel de l'avancement des fonctionnaires est "*sur la table*" - Francetv info

- Les propositions drastiques du Medef pour réformer l'assurance-chômage - Liberation.fr

- La moitié des immeubles d'Athènes privés de chauffage central - Libération.fr

- Iberia: les pilotes acceptent de réduire leurs salaires d'au moins 14% - L'Expansion.com

Et à qui faut-il dire merci ?

- La Centrafrique menacée d'une crise alimentaire encore plus grave - Reuters

- L'Onu craint un "*nettoyage ethnique*" en Centrafrique - Reuters

Dans le monde.

- En visite à Moscou, Al-Sissi reçoit le soutien de Poutine pour la prochaine présidentielle - french.irib.ir13.02

- Le Yémen rejoindra-t-il '*le croissant chiite*' ? - french.irib.ir13.02

Déstabilisation, stratégie du chaos et guerre de basse intensité

- Les meurtres de journalistes mexicains se poursuivent - LeMonde.fr

- En Erythrée, «*même les journalistes des médias officiels sont victimes de la censure*» - Liberation.fr

- Irak: des insurgés avancent dans le Nord, un vieux marché de Bagdad en flammes - AFP

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters

- Pakistan: 11 policiers tués et 40 blessés dans un attentat à Karachi - AFP

- L'Afghanistan provoque la fureur des Américains en libérant 65 talibans présumés - AFP

- Turquie: un candidat du parti au pouvoir tué dans une attaque armée - L'Express.fr

- Somalie : une voiture piégée explose devant l'aéroport de Mogadiscio - LeMonde.fr

- La Centrafrique va-t-elle être coupée en deux ? - Francetv info

- Au Venezuela, les manifestations dégénèrent - Liberation.fr

- Inde: le chef de l'opposition Modi retrouve les faveurs des États-Unis - AFP

- Russie: Un défenseur du patrimoine condamné à quatre ans de prison - 20minutes.fr -

- Une expédition clandestine montre Shanghai depuis 650 mètres de haut - L'Express.fr

- Pollution : Pékin «*à peine vivable pour des êtres humains*» - LeFigaro.fr

- Ukraine: l'UE veut des "*mesures urgentes*" et la fin de l'intimidation - AFP

- Algérie : la guerre des clans qui mine le pays - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Italie : Matteo Renzi s'empare du pouvoir - lefigaro.fr 13.02

Dès les premiers mots du leader démocrate, jeudi en début d'après-midi devant la direction de son parti (Parti démocrate - PD), Enrico Letta a toutefois compris que la partie était jouée. Il a annoncé jeudi soir sa démission, qu'il présentera officiellement ce vendredi matin au président de la République. Giorgio Napolitano, qui a exclu toute dissolution du Parlement, entamera alors des consultations politiques en vue de désigner son successeur.

Matteo Renzi, le fringant maire de Florence, a multiplié les attaques contre l'exécutif Letta depuis son arrivée à la tête du PD en décembre dernier, lui reprochant lenteur et manque de détermination. lefigaro.fr 13.02

2- Portugal

- Portugal : des militaires manifestent contre l'austérité - LeMonde.fr 13.02

Environ 200 militaires portugais se sont rassemblés jeudi à Lisbonne, afin de protester contre les restrictions budgétaires imposées aux forces armées dans le cadre de la politique de rigueur suivie par le gouvernement.

Les trois associations représentatives du personnel militaire avaient lancé ensemble un appel à manifester en fin de journée pour exprimer "*le sentiment d'indignation croissante que ressentent la plupart des militaires*" face aux mesures inscrites au budget de l'Etat pour 2014.

Les protestataires ont notamment dénoncé les réductions salariales appliquées à la fonction publique, jugées "*injustes et dramatiques*", et "*les coupes budgétaires dangereuses*" qui ont "*selon eux*" un impact "*très négatif*" sur la motivation des militaires et leur capacité à remplir leur mission.

"*Les militaires sont dans la rue car l'heure est venue de mettre fin à ces politiques qui provoquent la détresse de tous les Portugais, pas seulement des militaires*", a témoigné Rogério dos Santos, un fusilier marin à la retraite qui manifestait sous la pluie dans le centre de la capitale. LeMonde.fr 13.02

3- Syrie

- Genève II : Ford menace Assad - french.irib.ir13.02

Au troisième jour des pourparlers du second tour à Genève l'ex ambassadeur US en Syrie Robert Ford s'est mis à menacer Damas.

L'homme qui traine un bilan catastrophique avec ses faux rapports , ses fausses tactiques et information joue en effet la fin de sa carrière en dirigeant de facto la délégation de l'opposition : " *Si Assad n'accepte pas de négocier la formation d'un gouvernement de transition et qu'il continue à insister sur la clause de lutte contre le terrorisme, les Etats Unis enverront l'affaire devant le conseil de sécurité* ". Le journal saoudien Al Watan qui rapporte cette information, ajoute toujours en citant Ford : " *l'ordre du jour de Genève II figure dans la lettre d'invitation de Ban Ki Moon et cette lettre demande la formation d'un gouvernement de transition... si Assad refuse d'en négocier, il aura affaire avec le Conseil de sécurité* ".

Selon une dernière information, le second tour de Genève II va droit vers un échec , ce qui est de loin le voeu de Washington.

Alors que Genève I insiste par ordre de priorité d'abord sur la fin des combats , sur la lutte contre le terrorisme et ensuite sur un gouvernement de transition, l'opposition pro-occidentale insiste pour chambouler cet ordre. Les experts annoncent dors et déjà l'échec des négociations et en appellent à l'intervention des Russes et des Américains. L'émissaire onusien Brahimi va d'ailleurs rencontrer les représentants de la Russie et des Etats Unis ce jeudi. french.irib.ir13.02

SOCIAL

1- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la police intervient après des incidents entre ANC et opposition - AFP

La police sud-africaine est intervenue mercredi à Johannesburg durant une manifestation organisée par l'opposition, qui a été attaquée par des sympathisants du parti ANC au pouvoir armés de briques et de cocktails molotov.

A trois mois des élections générales, l'Alliance démocratique (DA) avait organisé un rassemblement contre le chômage près du siège de l'ANC à Johannesburg.

La DA, principale formation de l'opposition, voulait à l'origine marcher jusqu'au siège de l'ANC, dans le centre historique de Johannesburg. Elle a finalement décidé de disperser sa manifestation sur une place située à proximité. Mais des milliers de militants ANC armés de briques avaient occupé les lieux, attendant leurs opposants de pied ferme.

Kamogelo, un partisan de l'ANC âgé de 20 ans, faisait partie du "*comité d'accueil*", avec à la main une brique sur laquelle était écrit "*DA*".

"*Il faut utiliser des briques aujourd'hui, il le faut*", a-t-il dit. "*Il n'y a pas de toyi-toyi (manifestation) sans violence. Nous sommes prêts pour la DA*", a-t-il témoigné.

"*Nous sommes ici pour nous faire entendre et nous sommes accueillis avec de la violence, ce n'est pas normal, surtout dans un pays démocratique*", a protesté en face Melissa Cohen, une militante de l'Alliance démocratique.

"*Nous avons le droit de nous exprimer, c'est barbare*", a-t-elle ajouté, alors que les militants de l'opposition étaient invités à rejoindre leurs autocars.

Avant la dispersion de ses troupes, la présidente de la DA, Helen Zille, a jugé que la réaction du parti dominant montrait sa vraie nature.

"*Ils ont même essayé de nous arrêter au tribunal (l'ANC a en vain tenté de faire interdire la manifestation), mais ils ont échoué. Cela montre quel genre de parti c'est!*", a-t-elle lancé à ses partisans.

"*Le rassemblement de l'ANC était illégal, pourquoi la police ne l'a pas empêché?*", s'est-elle interrogée. "Ils avaient des pierres, ils voulaient la violence... Mais ils ont été quand même autorisés à se rassembler!"

La manifestation de la DA réunissait symboliquement 6.000 militants pour se moquer des 6 millions d'emplois promis par l'ANC. Le chômage s'élève officiellement à plus de 24% de la population active, et atteint jusqu'à 40% en incluant toutes les personnes ayant renoncé à chercher du travail.

Au même moment, 5.000 personnes manifestaient également à Delmas, à 70 km de là, pour réclamer les emplois que la mine de charbon locale avait promis. Comme souvent en pareil cas en Afrique du Sud, ils ont cassé du mobilier public et pillé des magasins, a constaté une photographe de l'AFP. AFP 13.02

2- Brésil

- Brésil: la police réprime une manifestation de paysans sans terre - AFP 12.02

Des heurts ont éclaté mercredi à Brasilia -l'une des villes du Mondial de football en juin- entre policiers et Sans Terre qui manifestaient pour réclamer l'accélération de la réforme agraire, faisant dix blessés, deux paysans et huit policiers.

La marche du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) avait commencé dans le calme mais quand un groupe

de manifestants s'est approché du palais présidentiel et a fait tomber des barrières de protection, la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour les disperser, a constaté un photographe de l'AFP.

Deux paysans et huit policiers ont été blessés, ont indiqué des porte-parole du MST et de la police à l'AFP. Jusqu'alors, les manifestations des sans terre à Brasilia avaient pourtant toujours été pacifiques.

Les incidents de mercredi interviennent dans un contexte de manifestations violentes de rues à Rio et Sao Paulo

"*Nous voulions nous montrer devant la Présidence. Nous avons monté des tentes comme celles de notre campement. Quand la police nous a vu sortir du matériel de l'autocar, elle nous a attaqués avec les gaz lacrymogènes et le reste*", a déclaré le porte-parole des paysans.

La présidente Dilma Rousseff ne se trouvait pas dans le palais au moment des incidents qui ont rapidement été maîtrisés sur la Place des Trois Pouvoirs. Après les heurts, les manifestants se sont dirigés vers le Parlement.

A l'autre extrémité de la place, la Cour suprême a suspendu ses travaux pendant une heure face au grand nombre de manifestants.

"*Dilma "ruralista"*" (NDLR: favorable à l'agrobusiness) ou "*Le Brésil frappe son propre peuple*", criaient les milliers de Sans Terre après les affrontements.

Peu avant la manifestation, 700 enfants du MST avaient occupé le rez-de chaussée du ministère de l'Education pour exiger "plus d'écoles" en zones rurales. AFP 12.02

ECONOMIE

1- UE

- Douze pays de l'UE en appellent à la Commission sur le maïs OGM - Reuters 13.02

Les ministres de 12 pays de l'Union européenne ont écrit au commissaire européen à la Santé, Tonio Borg, pour lui demander de ne pas autoriser la culture d'une souche de maïs génétiquement modifiée destinée à la consommation humaine même si ce dernier affirme être légalement astreint à le faire.

Les gouvernements de l'Union européenne ne sont pas parvenus le 11 février dernier à dégager une majorité suffisante pour bloquer l'autorisation de cultiver le maïs transgénique Pioneer TC 1507, fabriqué conjointement par les américains DuPont et Dow Chemical.

La décision d'homologuer ou pas cet OGM revient donc à la Commission européenne, laquelle affirme qu'elle se doit de donner une décision positive.

Dans leur lettre datée du 12 février, et dont Reuters a pris connaissance, les ministres affirment que l'opposition suscitée par cet OGM ne permet pas son homologation de manière démocratique et ils s'interrogent sur l'impact d'un tel dossier à trois mois des élections européennes.

La lettre est signée par les ministres des Affaires étrangères et Affaires européennes d'Autriche, de Bulgarie, de Chypre, de France, de Hongrie, d'Italie, de Lettonie, de Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de la Pologne et de Slovénie.

Roger Waite, porte-parole de la Commission, a confirmé que Tonio Borg avait reçu la lettre, ajoutant qu'elle ne fournissait aucun argument nouveau.

Tonio Borg a répondu, a-t-il dit, en rappelant aux ministres que la demande d'homologation du Pioneer 1507 datait de 13 ans, que des scientifiques de l'UE avaient jugé ce maïs sain et que la CE avait l'obligation légale de se prononcer.

En guise de compromis, la CE revoit une proposition laissant aux Etats-membres le libre choix d'autoriser ou d'interdire sa culture. Reuters 13.02

2- France

- Nouveau record de défaillances d'entreprises en 2013 - Reuters 12.02

Les défaillances d'entreprises ont atteint un record l'an passé en France et leur nombre devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2014 faute d'une croissance suffisante de l'activité économique, estime la Coface.

Un total de 63.452 entreprises ont donné lieu à un redressement ou une liquidation judiciaires en 2013, soit 5,3% de plus qu'en 2012 et 0,4% de plus que le précédent record touché en 2009, au plus fort de la crise, selon les chiffres publiés mercredi par l'assureur crédit.

Il note toutefois que le taux des défaillances est resté stable (0,8%) par rapport aux années d'avant-crise grâce à un stock d'entreprises qui continue de croître.

Leur coût social a de même progressé de 6,3% avec 211.716 emplois menacés, un total proche de celui de 2009 (213.665)

Les secteurs exposés à la consommation ont connu une année 2013 difficile : +9,7% pour les défaillances dans la distribution, plus particulièrement la distribution spécialisée (librairies, meubles, jouets, fleuristes), +9,2% pour l'électronique-informatique-télécommunications et +6,1% pour les services aux particuliers, dont la restauration. Reuters 12.02

Haut de page

Le 16 février 2014

CAUSERIE

Cela devient de plus en plus ingrat de traiter l'actualité française. Quel pays ! Je comprends que les relations deviennent de plus en plus difficiles ou compliquées. Bon, je vis en Inde, je n'y suis pour rien !

Je croyais avoir liquidé le site car il ne sert à rien. J'avais quand même réussi à faire tomber les visites à une soixantaine à peine par jour, et voilà-t-il pas qu'elles sont remontées au même niveau qu'avant ou presque, un cauchemar quoi. Ce n'est pas mérité, vous vous acharnez, vous m'en voulez vraiment, là non plus je ne sais pas pourquoi. On ne va pas trop se prendre au sérieux puisque vous me considérez comme un charlot, n'est-ce pas ? On vit une drôle d'époque. Cela ne m'amuse pas du tout, bien au contraire. On n'en voit pas le bout, c'est très préoccupant.

L'Empire (américain) est passé à l'offensive sur tous les continents, après la Syrie, l'Irak à nouveau, le Liban, l'Ukraine et maintenant le Venezuela avec les mêmes méthodes, le recours à des provocateurs et des milices fascistes et armées, il asticote les Chinois et les Indiens, et il continue d'harceler la Russie, à lui tout seul il livre une guerre mondiale à tous les peuples, en Afrique il est secondé par la France qui déblaie le terrain... ou le mine ! Son hégémonie n'est plus ce qu'elle était paraît-il, certes, mais c'est là qu'il est le plus dangereux, aux abois, il n'a pas d'autres alternatives que de passer à l'offensive, c'est l'économie de guerre sont dernier recours... A suivre.

Contre l'offensive idéologique de la classe dominante.

Le sionisme est la branche politique ou le bras armé du néolibéralisme élevé au rang de théologie totalitaire, raciste et génocidaire, parce qu'il repose sur une mystification ou une imposture, le peuple juif, et ne peut pas justifier autrement son existence, tout comme celui d'Israël.

Qu'ils instumentalisent l'holocauste est dès lors un état naturel chez les sionistes.

Qu'ils s'attaquent à tous les acquis de la civilisation humaine et à démanteler tous les rapports sociaux qui ont accompagné son évolution l'est tout autant.

Sa décadence, sa dégénérescence ou sa décomposition tient au fait que les masses laborieuses ne disposent pas de la capacité de s'élever au delà de leurs conditions misérables, mieux encore ils les accusent d'en être responsables, dès lors de quel droit pourraient-elles revendiquer un sort meilleur et plus juste, puisque leurs tares congénitales ou leurs penchants au mal sont incurables. Leur octroyer ce droit serait porter atteinte à l'existence de leur communauté.

Il est donc normal qu'ils préservent leurs intérêts et qu'ils disposent du pouvoir politique pour y parvenir en tant que peuple élu supérieur à tous les autres, qui doivent leur obéir de gré ou de force et demeurer dans un état de servitude jusqu'à la fin des temps, il est donc tout aussi naturel qu'ils dictent leur volonté au restant du monde qui devra faire acte de contrition pour tous

les crimes qu'il a commis dans le passé en exigeant sa soumission totale.

Qu'est-ce que cela donne transposé au niveau de l'idéologie du capitalisme ? La trame et une grande partie du contenu sont identiques.

La Shoah, on oublie souvent ou presque toujours de le préciser, c'est l'extermination au niveau industriel ou le crime le plus épouvantable commis sytématquement à grande échelle par le capitalisme contre des civils innocents, hommes, femmes et enfants, le degré suprême de la barbarie engendrée ou portée au pouvoir par une poignée de banquiers et d'industriels dont une partie d'entre eux étaient juifs.

C'est le procès du capitalisme qu'il faut éviter de faire dans cette affaire, c'est le capitalisme qu'il s'agit d'épargner, sa responsabilité qu'il faut à tous prix occulter dans cette horrible tragédie.

Je ne sais pas si on peut dire que les sionistes se comportent aujourd'hui envers les Palestiniens comme les nazis autrefois (Robert Bibeau), c'est vrai en grande partie selon les témoignages que nous avons. En revanche ce qu'on constate c'est que l'oligarchie financière et ses représentants politiques recourent à la même idéologie que les sionistes, considérant que leur système économique et leur pouvoir politique sont de droit divin et qu'ils suffisent à justifier leur légitimité, leur dictature.

Le capitalisme repose sur le mythe selon lequel l'exploitation de l'homme par l'homme existerait de toute éternité, ce qui est évidemment faux, et qu'il ne peut exister d'autres rapports sociaux entre les hommes, au delà, que ces rapports seraient à l'origine du développement de la civilisation humaine, alors qu'en réalité c'est le développement des forces productives et la lutte des classes qui en ont été les principaux moteurs, et qu'il est normal ou naturel qu'il y ait une classe dominante et une classe dominée, des exploiteurs et des exploités, des riches et des pauvres. Ajoutons avec la bénédiction de toutes les religions dont c'est également le fond de commerce, le riche ayant mérité de l'être par la grâce de dieu ou par la force du saint glaive, ce serait commettre une terrible injustice que de s'attaquer à ses privilèges, et le pauvre ne le serait pas s'il n'avait pas sombré dans le péché dont il doit se repentir pour se racheter s'il veut rejoindre le riche au paradis

La Shoah est ainsi une entreprise à la fois merchantile et idéologique.

On poursuivra demain ou dans quelques jours en se concentrant sur la propagande idéologique du régime. Je n'ai pas réussi à m'endormir avant 3 heures du matin. J'en profitai pour réfléchir à notre cause. Je me suis relevé pour aller chercher le dictaphone et enregistrer les idées qui me passaient par la tête et qui au fur et à mesure de la nuit étaient devenues de plus en plus claires, ce qui m'arrive moins en état de veille parce que j'aborde trop de sujets différents à la suite, je n'arrive pas à atteindre le même niveau de concentration sur une question, même avec mon entraînement, je ne suis pas un intellectuel et j'ai un petit cerveau.

Je crois avoir avancé au cours de cette nuit-là sur la place du combat sur le plan idéologique et son rôle au côté du combat sur le plan social et politique. C'est de cela qu'on parlera plus tard, le lien ou les rapports qui existent entre eux, je crois avoir compris que cela occupait une place déterminante dans notre conception de la lutte des classes, un aspect qu'on avait totalement sous-estimé pour ne pas dire complètement occulté dans le passé, une terrible erreur, que c'était en quelque sorte le chaînon manquant pour résoudre bien des problèmes sur lesquels on bute.

A ceux qui s'emploient à légitimer le PS.

Quand le PS est dans l'opposition parlementaire, il se refuse à mobiliser les masses tout en tenant un discours qui se veut de gauche, un double langage en réalité, ce qui revient à laisser l'UMP appliquer sa politique. Il aspire ou rassemble autour de lui l'essentiel des forces qui s'opposent au régime pour les neutraliser ou les enfermer dans le jeu institutionnel en vue des prochaines échéances électorales.

Et quand il est au pouvoir il se refuse à abroger les lois anti-ouvrières, liberticides ou réactionnaires adoptées précédemment par l'UMP. Il poursuit en l'aggravant encore la politique du parti officiel de l'ordre, tout en profitant du soutien que lui apportent les partis de gauche et d'extrême gauche sur des questions de société, ce qui présente l'avantage de diviser les masses et d'empêcher toute mobilisation de masse pendant qu'il applique tranquillement sa politique.

Les partis de gauche et d'extrême gauche ne se posent pas la question de savoir quel est le contenu et l'orientation idéologique de ces thèmes de société, qui sont les mêmes que ceux que l'on retrouve dans la politique antisociale du gouvernement, du coup elles ne peuvent que participer à la confusion qui règne déjà dans ces partis et aggraver la crise qui les parcourt tous, les affaiblir ou les disloquer à terme. Ils ne veulent pas admettre que toute réforme ou mesure progressiste qui serait prise par le PS ne servirait au bout du compte qu'à mieux asservir les masses au régime où lui permettre de liquider des pans entiers de nos acquis sociaux et politiques, pour eux ce n'est pas la fin qui justifie les moyens car ils ont abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier quand il ne leur est pas totalement étranger, notamment au Front de gauche.

En soutenant le PS sur des questions qui portent sur des thèmes de société ou les rapports à l'intérieur des classes, pour tous

ceux qui s'opposent aux modifications que le PS compte leur apporter parce qu'elles ne correspondent pas à leur niveau de conscience ou leur interprétation de ces rapports, auront l'impression légitime d'être abandonnés, trahis, rejetés par ses partis, la gauche et l'extrême gauche et se réfugieront à droite ou à l'extrême droite qui pourront ainsi mieux les manipuler. Et lorsque ces partis de gauche ou d'extrême gauche les appelleront à se mobiliser, les travailleurs ne répondront pas à leur appel, ne les écouteront pas pour s'en être détournés ou estimant qu'ils ne sont pas digne de confiance, ce en quoi ils ont parfaitement raison.

Après les uns et les autres s'étonneront ou feindront de s'étonner de la situation dans laquelle on se retrouve, à la suite de la majorité des travailleurs on a l'impression qu'ils l'ont bien cherché ou que finalement ils ne sentent pas vraiment concernés.

L'extrême droite impose la censure en Inde

- Inde: auto-censure inquiétante face à l'extrémisme hindou - lexpress.fr 15.02

L'éditeur Penguin a décidé de retirer de sa collection en Inde un ouvrage attaqué en justice par un groupe hindouiste. Un geste hautement polémique, à trois mois d'élections que pourrait remporter la droite nationaliste.

"*Tout le monde est choqué par ce que vous avez fait. Vous devez nous dire ce qu'il s'est passé.*" Dans une lettre publiée jeudi par le quotidien indien Times of India, l'écrivain et essayiste de gauche Arundhati Roy ne prend pas de pincettes contre celui qui n'est autre que son propre éditeur: le groupe Penguin en Inde. La raison de sa colère? La décision de détruire les derniers exemplaires d'un ouvrage paru en 2009, Les Hindous, une histoire alternative, de l'universitaire américaine Wendy Doniger.

La polémique puise sa source en 2010, un an après sa parution: une organisation hindoue, Shiksha Bachao Andolan, porte plainte contre le livre, accusé de véhiculer une vision "*hérétique*", "*superficielle*" et "*inexacte*" de sa religion. Diplômée de Harvard et d'Oxford, enseignante à l'université de Chicago et auteure d'une trentaine d'ouvrages sur le sujet, Wendy Doniger en est pourtant l'une des spécialistes.

Mais ses recherches sur les questions de genre ou de sexualité, et sa volonté de revisiter l'analyse traditionnelle de l'hindouisme à l'aune de la psychanalyse, notamment, déplaisent aux conservateurs hindous depuis les années 1990.

En procès depuis quatre ans, Penguin a donc décidé de baisser les bras. Sa décision et les termes de l'accord ont fuité sur Internet il y a quelques jours, provoquant la colère des intellectuels laïcs et de gauche. Ils y voient le signe d'une influence croissante de la droite hindouiste et de son idéologie, "*l'hindutva*", une lecture fondamentaliste et nationaliste de la religion.

Car le leader de Shiksha Bachao Andolan, Dinanath Batra, n'est pas un inconnu. "*Il est à la tête de la branche éducative du Rashtriya Swayamsevak Sangh*", plus connu sous le sigle de RSS, le cerveau de la droite religieuse, rappelle le quotidien britannique The Guardian. Or, proche du RSS, le principal parti d'opposition indien, le BJP, pourrait remporter les élections générales du printemps.

Les Etats-Unis ont d'ailleurs renoué jeudi des liens avec Narendra Modi, son candidat controversé, jusque là interdit de visa outre-Atlantique pour son rôle possible dans de sanglantes émeutes anti-musulmanes en 2002.

La décision de Penguin, alliée à la victoire probable de Modi, fait craindre à une partie de l'élite indienne un durcissement de la censure contre les voix qui voudraient développer une vision critique de l'hindouisme. D'autant que le code pénal indien, hérité de la colonisation britannique, proscrit "*l'insulte aux sentiments religieux*". C'est d'ailleurs cet article de loi qu'a invoqué l'éditeur pour justifier son choix dans un communiqué.

Les intellectuels en colère, eux, l'accusent surtout de lâcheté. "*Il reste encore quelques mois avant les élections, écrit Arundhati Roy dans sa lettre à l'éditeur. Les fascistes ne sont encore qu'en campagne. Oui, c'est moche, mais ils ne sont pas au pouvoir. Pas encore. Et vous abdiquez déjà?*" lexpress.fr 15.02

C'est encore le Raj britannique qui fait sa loi en Inde allié aux fanatiques d'extrême droite du RSS et du BJP, soutenu par les Américains, cela aussi va de soi, ils soutiennent bien les partis nazis et néo nazis en Ukraine... et ailleurs dans le monde mais plus discrètement, en Russie par exemple ou en Amérique latine...

Maintenant il faut se méfier de ce genre d'article partisan qui pourrait servir de relais à la propagande néolibérale, surtout publié par L'Express, aguerri par ce qui ce passe dans d'autres pays, il faut aussi se méfier comme de la peste des "*intellectuels laïcs et de gauche*" trop facilement manipulables ou acquis à la théologie néolibérale. Dénonce-t-il cette atteinte à la liberté d'expression pour s'attaquer à l'hindouisme au profit de la théologie néolibérale comme le font ailleurs Obama, Hollande et Cie ? Je n'en sais rien et on ne peut pas le savoir en lisant cet article.

Cela dit, l'attitude de cet éditeur en dit long sur l'atmosphère d'intimidation ou de violence qui règne en Inde contre tout opposant en général. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Pas populaire...

- La popularité de Hollande encore en baisse à 20%, celle d'Ayrault stable à 26% - 20minutes.fr

Le Président retrouve son plus bas score de popularité, déjà obtenu en novembre... 20minutes.fr 15.02

... sauf auprès des patrons...

- Croissance: Hollande salue "*la confiance retrouvée*" - AFP

- Hollande invite 30 patrons internationaux lundi à un "*conseil de l'attractivité*" - AFP

- Les magasins de bricolage seront ouverts ce dimanche malgré la décision du Conseil d'Etat - 20minutes.fr

99,99% suicidaires : Juste de quoi rêver !

- Municipales: 44% des électeurs pour une victoire de la droite, 41% pour la gauche - AFP

- La famille nombreuse fait toujours rêver les Français - LeFigaro.fr

Intox ou euphémisme

- L'intérim fait repartir les créations d'emplois à la hausse fin 2013 - L'Expansion.com

- Zone euro: la Grèce reste à la traîne, mais ploie un peu moins - AFP

Comment rendre enfin l'exploitation attractive ?

- 49% : la part des Français qui seraient prêts à entamer une liaison au travail - Atlantico.fr

La confiance se mérite.

- Pôle emploi : les Français ne lui font pas confiance pour trouver du travail - LePoint.fr

A la question, "*auriez ou avez vous confiance dans Pôle Emploi pour vous procurer un travail ?*", seuls 10 % des Français répondent "*oui*". LePoint.fr 15.02

Combien étaient-ils vraiment concernés par cette question ? Les 10 à 15% de chômeurs (à temps plein ou partiel) ?

- Justice: 75% des Français estiment que la justice fonctionne mal - 20minutes.fr

57% des sondés pensent que les juges d'instruction ne sont pas indépendants du pouvoir politique. 20minutes.fr 15.02

Business... pour une domination.

- USA: les banques autorisées à travailler avec les commerces de cannabis - AFP

Aux Etats-Unis, les banques qui veulent faire des affaires avec des vendeurs de marijuana autorisés pourront le faire au terme de nouvelles règles publiées vendredi, a annoncé l'administration américaine. AFP 15.02

- Le Nigeria devient un supermarché de la drogue - Liberation.fr

Françafrique ou l'odeur de la mort

- Défense: de vastes zones contaminées par les essais nucléaires français au Sahara - AFP

- La France envoie 400 soldats supplémentaires en Centrafrique - Reuters

- Centrafrique: "*Ca sera plus long que prévu*", estime Jean-Yves Le Drian - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique de la réaction -1ère partie

Déportation: nés dans les camps de la mort - L'Express.fr 15.02

Printemps 1945: dans le chaos de l'évacuation des déportés par les nazis, quelques bébés juifs voient le jour... L'Express.fr 15.02

Quand ils manifestent devant un ancien camp de concentration en Allemagne c'est drapeau israélien déployé. (Photo de Reuters du 7 mai 2005 à Mauthausen illustrant cet article)

Les autres restent dans la nuit...

Une carte interactive de la déportation des enfants juifs en France - LeMonde.fr 15.02

A première vue, cela ressemble à un plan interactif comme Internet en offre à foison. Un bel hexagone à l'intérieur duquel on peut zoomer, jusqu'à détailler chaque rue de Paris, Marseille ou encore Bordeaux. Des points marron apparaissent alors. Mais ils ne correspondent pas à des magasins ou des bars branchés, comme sur Google Maps.

Il suffit de passer le curseur sur chaque cercle : une bulle indique le nombre d'enfants juifs qui furent arrêtés sur place, puis déportés. Un clic, et voici leurs noms, leur âge.

Cette carte a été réalisée par Jean-Luc Pinol, un historien, professeur à Normale Sup, à partir des données collectées depuis des années par Serge Klarsfeld. Leur travail, très spectaculaire ancre des faits d'il y a soixante-dix ans dans le paysage actuel. L'expérience est marquante : entrer son adresse personnelle sur le site permet souvent de découvrir que des enfants ont été arrêtés tout près.

Le projet, cependant, dépasse le cadre de la mémoire et de l'émotion. C'est aussi un outil permettant aux historiens de poser des hypothèses, de les tester, et de mettre en évidence certains phénomènes. A Paris, la cartographie montre ainsi qu'un quart des enfants arrêtés résidaient dans des îlots insalubres. On est loin de la mythologie antisémite sur les juifs richissimes. LeMonde.fr 15.02

C'est pathologique décidément.

L'Espagne fait une fleur intéressée aux juifs séfarades - Rue89 15.02

522 ans après les avoir expulsés, l'Espagne "*ré-accueille*" ses juifs. Le gouvernement de Mariano Rajoy prépare en effet une loi visant à accorder la nationalité espagnole aux descendants des juifs séfarades expulsés en 1492.

Vendredi 7 février, la présentation de l'avant-projet de loi en Conseil des ministres a suscité l'enthousiasme des millions de personnes potentiellement concernées.

Mais il ne s'agit encore qu'un projet de loi, qui devra passer devant le Parlement. Le ministère espagnol des Affaires étrangères, avant d'être submergé, a d'ailleurs appelé les requérants à attendre le vote de la loi avant d'entamer les demandes de nationalité espagnole.

Celle-ci sera accordée à ceux qui réunissent les critères exigés sans qu'il leur soit nécessaire de résider en Espagne. Et surtout, sans qu'il leur soit demandé de renoncer à leur nationalité actuelle.

C'est évidemment cet élément qui suscite l'afflux de demandes. En théorie, la loi espagnole n'autorise pas la double nationalité, sauf pour les ressortissants d'Andorre, du Portugal et des anciennes colonies espagnoles comme les Philippines, la Guinée équatoriale et les pays d'Amérique latine.

Si l'initiative du gouvernement réjouit, elle n'est toutefois pas neuve. En 1982 déjà, le gouvernement espagnol donnait la possibilité d'obtenir la nationalité aux juifs séfarades prouvant leur généalogie espagnole, à la condition qu'ils aient résidé deux ans au moins en Espagne.

Différents journaux ont publié des listes de noms séfarades. Selon le texte de loi provisoire, la FCJE devrait être l'une des autorités compétentes pour certifier l'origine des candidats à la nationalité.

Trente ans plus tard, le 22 novembre 2012, le ministre espagnol de la Justice présentait un statut particulier, ainsi qu'un nouveau processus supervisé par la FCJE, permettant aux candidats désireux d'être naturalisés de postuler plus facilement. Fin 2012, il annonçait ainsi que Madrid allait offrir la possibilité d'acquérir la citoyenneté espagnole à tous les descendants des juifs expulsés d'Espagne 500 ans plus tôt.

À l'origine de ce projet, une motivation symbolique, la mesure s'inscrivant dans un contexte de réconciliation entre l'Espagne et le judaïsme, encouragée par le roi Juan Carlos en 1992. À l'occasion du 500e anniversaire de l'expulsion, les Juifs, le monarque avait alors présenté des excuses aux Séfarades.

Alberto Ruiz-Gallardon, ministre de la Justice, a indiqué que l'Espagne avait une dette envers cette communauté séfarade ayant contribué à diffuser la langue et la culture espagnoles à travers le monde.

Mais certains estiment que le gouvernement espagnol cherche uniquement à attirer les juifs pour « *remédier aux problèmes économiques du pays* ».

Dans le New York Times, des Israéliens avancent en effet comme motivation au départ « *la possibilité de faire du business en Espagne* ». Selon cet article, une avocate israélienne spécialisée a déjà reçu près de 800 demandes depuis le vendredi 7 février.

Autre élément qui étaierait cette théorie : l'annonce faite par le gouvernement le 19 novembre 2013 dans le cadre de ses efforts pour relancer un marché immobilier moribond. Elle voudrait que chaque étranger achetant une maison de plus de 160 000 euros se voir remettre un permis de résidence. Une communauté de 3,5 millions de personnes

Pour rappel, et selon les historiens, 200 000 à 300 000 juifs vivaient en Espagne avant le décret d'Alhambra (décidé par le roi Ferdinand d'Aragon et la reine Isabelle de Castille en 1492) à partir duquel tous les juifs refusant de se convertir au catholicisme ont été expulsés.

Bien qu'il soit difficile de connaître le nombre de personnes pouvant prétendre à la nationalité espagnole, on estime que les juifs séfarades, descendant des juifs expulsés, seraient environ trois millions et demi à travers le monde, la plupart vivant en Israël, aux États-Unis, en Belgique, en Grèce, en France et en Turquie, mais aussi en Amérique latine. Rue89 - 15.02

La FCJE, le Crif espagnol qui devrait "*certifier l'origine des candidats à la nationalité* à la place de l'Etat, comme en France où il fait aussi office de Conseil d'Etat...

Rwanda : Simbikangwa ou la "***banalité du mal***" - lepoint.fr 14.02

Il faut bien un coupable, surtout pas l'Etat français ou belge, ou quand Le Point est incapable de reconnaître ou d'assumer la complicité du sionisme dans le génocide des juifs.

- Personnalité construite sur le "*déni*" et élevée dans la haine du Tutsi qui pouvait le conduire à accepter "*sans plus de préoccupations*" le génocide : des psychiatres ont tenté d'éclairer la cour d'assises de Paris où comparaît Pascal Simbikangwa, premier Rwandais jugé en France en lien avec le génocide de 1994. "*Toute sa vie, sa culture politique le poussaient à une banalisation de la violence et de la haine des Tutsi. Il a grandi dans ça, c'est tout à fait normal*", décrypte Bertrand Phesans à la barre vendredi. Et d'évoquer Hannah Harendt et la "banalité du mal" que la philosophe avait vue, de manière très controversée, au procès d'Adolf Eichmann. "*On peut rencontrer le mal dans quelqu'un de très banal. Du coup avec Pascal Simbikangwa, on pourrait être un peu dans le même schéma. Tous les éléments sont là pour que ça le pousse à participer à ce génocide sans plus de préoccupations.*"

Mais la défense n'est toujours pas convaincue, et Me Fabrice Epstein reproche à l'experte de citer dans son rapport "*Eichmann, Barbie, Saddam Hussein. Comment pouvez-vous faire de tels amalgames ? C'est un peu difficile de croire à votre objectivité.*"

Les deux experts se rejoignent en tout cas sur un point. L'amour de l'accusé pour Juvénal Habyarimana, le président hutu dont l'assassinat le 6 avril 1994 fut l'événement déclencheur des massacres.

Habyarimana, un père idéal ?, demande le président Olivier Leurent à l'accusé. "*C'était mon parent, c'était mon père de famille. À sa mort j'ai eu peur de la suite.*" Quelque 800 000 personnes, principalement des Tutsi, ont été tuées en cent jours entre avril et juillet 1994. Pascal Simbikangwa encourt la perpétuité pour "*complicité de génocide*". lepoint.fr 14.02

Cette sentence serait trop douce ou une preuve de faiblesse envers les sionistes, un acte de complaisance insupportable.

- Procès Rwanda: un officier français dit avoir fait enquêter en vain sur l'accusé.- Reuters 11.02.2014

Extraits.

Un ancien officier français en poste au Rwanda a affirmé mardi n'avoir pu corroborer des accusations de tortures et qualifié de fausses celles de participation à des "escadrons de la mort" contre Pascal Simbikangwa...

Le colonel en retraite Michel Robardey fut coopérant militaire à Kigali de 1990 à 1993, affecté à la réorganisation des services de police judiciaire de la gendarmerie, communément appelés "*la criminologie*".

Le Rwanda "*c'est le pays de la rumeur et parmi les rumeurs il y avait celle du capitaine à roulettes (Simbikangwa est dans un fauteuil roulant depuis un accident en 1986) qui torture, qui massacre, qui fait ceci cela,*" a raconté le témoin.

Il a déclaré avoir en 1992, dans le cadre de sa réorganisation, suggéré de remplacer tout le personnel de la "*criminologie*" et de lancer trois enquêtes, sur les accusations de torture et de participation à des escadrons de la mort contre le capitaine Simbikangwa, sur des massacres de Tutsi survenus dans la province de Brugesera au sud de Kigali et des accusations de massacres attribués à la rébellion tutsi du Front patriotique rwandais (FPR) dans le nord du pays.

Selon lui, les accusations contre Simbikangwa reposaient notamment en ce qui concerne les escadrons de la mort sur un seul témoin "qui est un menteur avéré" et relevaient "d'un montage politique du FPR".

L'accusé travaillait à l'époque pour le Service central de renseignement (SCR) de la police et a toujours démenti avoir mis les pieds à la "*criminologie*". Le colonel Robardey a dû reconnaître qu'il "*ne savait pas s'il l'avait fait (torturer) au SCR, qui était à la botte du président (Juvénal) Habyarimana*"... Reuters 11.02.2014

(L'article est disponible en entier à l'adresse suivante : http://www.luttedeclasse.org/dossier14/France_Rwanda_110214.pdf)

Guerre idéologique de la réaction - 2ème partie

L'ont-il mangé au moins ?

- Toulouse: 4 adolescents devant le juge pour avoir torturé un canard - AFP

Il faut les déférer devant le TPI pour crime contre l'humanité !

La bonne conscience complice d'un génocide.

- Stromae triomphe lors des Victoires de la Musique et remporte trois titres - Francetv info

Et plus...

Les Victoires de la musique sont la grand-messe télévisée de la musique populaire francophone, financée par les professionnels et le service public (France 2).

Printemps français, mariage pour tous, histoires de Roms, crise économique : rien n'a semblé atteindre l'humeur plate des chanteurs français en ce début 2014. Les Victoires ne sont pas le lieu de la contestation. Francetv info 15.02

... dès lors...

Pascal Nègre, patron d'Universal Music, première major mondiale, française (appartenant au groupe Vivendi) a de quoi se

réjouir : Universal a, dit-il, « *tout raflé* », ou presque... lemonde.fr 15.02

Retransmis samedi soir sur TV5Monde Asie, j'ai boycotté ce business show à vomir d'ennui et de médiocrité...

A L'Express ils en font un complexe au niveau du cerveau, lobotomie oblige

- Non, l'asexualité n'est pas une maladie - L'Express.fr

Asexualité : État des organismes normalement dépourvus de sexe ou de fonction sexuelle. (Le Grand Robert de la langue française)

A notre connaissance, aucun être humain n'est concerné à part les eunuques, peut-être les tétraplégiques et les momies. A ne pas confondre fonction sexuelle et excitation sexuelle qui elle peut-être neutralisée au niveau du cerveau. Impossible que cela leur arrive à L'Express, ce sont des hystériques ! Vous avouerez qu'ils vont chercher très loin, ils doivent avoir un sérieux problème de ce côté-là ou n'assument pas leur impuissance, nous n'aurons pas la charité de les plaindre.

Proctologue : un métier d'avenir ! L'auteur de « *Tango a deux papas* » n'a rien d'une militante - Rue89

Le livre, que les enfants chesnaysiens ne liront donc pas, c'est l'histoire vraie de Roy et Silo, un couple de manchots gay. Rue89 15.02

Manchots gay cela fait plus exotique que les chiens qui se sodomisent sur la voie publique, plus qu'une curiosité ou une actraction dans un cirque sans blague, un modèle de relations sexuelles pour nos touts petits enfants. Qu'on se lise, il paraît que ce serait progressiste ou élargirait leurs connaissances ou la palette des rapports qu'ils pourraient reproduire, pour éprouver du plaisir cela va de soi.

Pour enrichir le vocabulaire de nos touts petits ou celui de nos jeunes lecteurs qui ne sauraient plus quoi faire de leur corps, de leur sexe je voulais dire. Proctologue : Spécialiste en proctologie. Proctologie : Partie de la médecine traitant des maladies de l'anus et du rectum. (Le Grand Robert de la langue française) A ne pas confondre avec la scatologie : Écrit, propos grossiers, où il est question d'excréments. (id)

Leur idéologie en pratique

Pauvreté : "***Le droit cède la place au mérite***" - LePoint.fr 15.02

Dans cette interview infâme, le pauvre ne devrait pas disposer de droit particulier parce qu'il est responsable de sa situation, revendiquer un tel droit est illégitime, une prétention exorbitante, choquante, immorale quoi. Le pauvre est un déchet qui ne devrait pas mériter qu'on s'attarde sur son sort, pour lequel l'Etat ne devrait pas débourser un centime, c'est contre-productif, alors qu'octroyer des dizaines de milliards aux entreprises cela permet de créer de la croissance, aux actionnaires de s'enrichir davantage en dormant, c'est légitime, ne prennent-ils un énorme risque en soutenant l'économie ?

- L'aide sociale est-elle encore un droit ? Quel sera demain le "*juste*" droit du pauvre ?

Question du Point : La non-pauvreté est-elle un "*droit*", ou, plutôt, comment se traduit le droit de ne pas être pauvre ? Élisa Chelle, enseignante-chercheuse associée à Sciences Po Grenoble et au Centre Jacques Berque (Rabat, Maroc) : Aujourd'hui, le droit à la solidarité est présenté comme "stigmatisant", alors qu'il y a encore quelques années il était considéré comme une protection.

(Pour un peu ce serait les pauvres qui réclameraient qu'on leur supprime ce droit... et non le patronat. Il est vrai qu'ils préfèreraient travailler et vivre décemment de leur travail, sauf que le patronat et le gouvernement leur interdisent. - ndlr)

La "*pauvreté*" est d'abord une construction sociale. (Une réalité sociale. - ndlr) C'est une désignation relative : le groupe social situé plus "*haut*" définit comme "*pauvre*" le groupe situé plus "*bas*". (Cela commence à puer l'idéologie dominante ou le nihilisme, tout est relatif vous savez. - ndlr) Mais, au sein de ce groupe, les individus ne se considèrent pas nécessairement comme tels . (Les pauvres ont leur dignité qu'est-ce que vous croyez. - ndlr) Le pauvre, c'est cet "*autre*" que la société voit et désigne comme inférieur. (Il est impossible de les faire disparaître. - ndlr) Même si les personnes qualifiées de "*pauvres*" ne se sentent pas appartenir à cette catégorie. (Pourquoi ? Parce qu'ils le vivent comme une humiliation, parce qu'on les stigmatise, ils devraient se sentir responsables de leur situation et culpabiliser alors qu'ils s'y refuse à raison. - ndlr). C'est tout le problème de définir un groupe social par une identité négative et purement extérieure. (Surtout cela ne correspond pas à la réalité qu'ils vivent et tels qu'ils se voient eux-mêmes. Pour les pauvres, ils sont victimes d'une injustice engendrée par cette société basée sur les privilèges, le profit, l'argent, et s'il doit y avoir une "*identité négative*" dans cette société pourrie, c'est bien le capitalisme. - ndlr)

Puis venait la question de trop :

Question du Point : On va même plus loin : on taxe le pauvre de calculateur ou de profiteur. L'image du pauvre qui "*profite*" de l'argent des contribuables est-elle juste ? Élisa Chelle : Dans une société dominée par le culte du travail, la dénonciation du bénéficiaire d'aide sociale est une posture consensuelle. (Les travailleurs qui ont un boulot sont de sacrés salauds, à moins que ce soient plutôt ceux qui leur prêtent cet état d'esprit. Qui parmi nous n'a pas été un jour au chômage ou n'a pas eu un de ses parents ou de ses relations faisant face à des difficultés matérielles ? Élisa Chelle ne vit pas dans le même monde que nous, c'est une nanti. - ndlr) Si les écarts de revenus se creusent aux extrémités de l'échelle sociale, ils ont tendance à se tasser entre classes moyennes et classes populaires. Le train de vie n'étant plus nettement distinctif, ce sont des critères moraux qui prennent le relais. (Que ceux qui parviennent encore à s'en tirer adoptent le comportement et la morale de la classe dominante tient à l'absence de toute perspective politique au delà du capitalisme en crise dont chacun un jour craint de subir les conséquences jusqu'à sombrer à son tour dans la pauvreté, c'est un reflexe de survie qui n'a rien de réfléchi, inconscient, qui ne mérite pas qu'on les juge, contrairement à la classe dominante qui agit consciemment avec un cynisme sans borne. - ndlr) Politiquement, la posture a aussi son importance. Il ne faut pas oublier que les pauvres constituent la catégorie de population la moins encline à voter, contrairement aux classes moyennes. (Elle est abandonnée par tous les partis. -ndlr) Pour un responsable politique, il est plus prudent de dénoncer les pauvres vivant de l'"assistanat" que de les présenter comme des citoyens à part entière, se trouvant "simplement" dans une situation de dépossession matérielle. (Voter, c'est valable quand on a encore quelque chose à perdre ou qu'on espère améliorer sa situation dans l'avenir, mais quand on a rien et qu'on est convaincu de ne pas avoir d'avenir dans cette société ou que notre situation ne s'améliorera jamais, qu'on ne verra jamais le bout de nos problèmes, à quoi bon voter en effet. - ndlr) La conception du pauvre en tant que citoyen comme les autres ne va pas de soi. Pour preuve, sur le plan juridique, les citoyens sont égaux en droits, mais les droits sociaux sont une catégorie à part du droit. (Voilà une anomalie qu'il faudrait peut-être supprimer. Comment ? Pas de réponses, là encore impossible de les faire disparaître les pauvres. Dans son discours la suppression de la pauvreté n'a pas sa place, seuls le statut et les droits du pauvres l'intéresse... car ils coûtent chers. Rappelons que c'est de ce "*plan juridique* qu'elle évoque que le capitalisme tient sa légitimité, essayez donc de vous attaquer à la propriété privée des moyens de production et ses représentants y feront appel pour la préserver, l'égalité en droits des citoyens a pour postulat ou comporte comme condition préalable la soumission de tous les citoyens à la propriété privée ou son respect indéfectible, l'égalité en droits leur est accordée à cette condition, mais dites-nous ne serait-ce pas une "*catégorie à part du droit*" qui aurait quelque chose à voir avec la pauvreté dont on ne parvient pas à venir à bout, peut-être faudrait- il se débarrasser de cette "*catégorie à part du droit*", le capitalisme pour que la pauvreté disparaisse à son tour, non ? - ndlr)

Élisa Chelle : De plus, la rationalité calculatrice a pour elle la force de l'évidence. Les pauvres feraient un calcul "*coûts/bénéfices*" pour savoir s'il serait plus "*avantageux*" de travailler ou non. (Les rentiers ne se poseront pas cette question. - ndlr) C'est le présupposé de ceux qui conçoivent les politiques publiques. (Ce sont donc des ordures, on le savait. - ndlr) Ce raisonnement me semble erroné, car il s'appuie sur une vision appauvrie de l'individu. Du point de vue sociologique, l'individu est guidé par une pluralité de normes : le travail comme pilier d'une identité sociale, comme inscription dans une vie sociale... (Sur le plan psychologique aussi, mais on ne peut pas lui demander de se mettre à la place d'un pauvre ou d'un "*individu* qui travaille dans le secteur privé et d'imaginer ce qui se passe dans sa tête, elle n'en sait rien. ndlr) Travailler n'a pas pour seule fin de percevoir un revenu. (Mais c'est essentiel quand on a que la vente de sa force de travail pour survivre, et à part être bien ou mal dans sa tête selon qu'on a un boulot ou non, le reste est secondaire. - ndlr) Enfin, pourquoi y aurait-il plus de personnes malhonnêtes chez les pauvres que dans d'autres groupes sociaux ? (Qu'est-ce qui serait "*malhonnête*", de résister à l'exploitation, de voler un patron, l'Etat qui finance des guerres et versent des dizaines et dizaines de milliards aux patrons, de vouloir travailler le moins possible tout en vivant décemment, que font d'autre les banquiers et les actionnaires improductifs qui pillent les ressources de l'Etat, l'argent des contribuables, des honnêtes travailleurs qu'ils ont déjà exploités en amont, tous ceux parmi la petite bourgeoisie ou la classe moyenne qui pour avoir un niveau de vie plus que confortable font payer très chers leurs services à leurs clients, les travailleurs, pratiquent des tarifs exorbitants ? C'est votre société qui contraint le pauvre à devenir malhonnête ou qui l'y encourage face à l'étalage de richesses auxquelles il n'a pas accès, alors que les catégories citées ci-dessus le sont par cupidité notamment, cette malhonnêté là seulement est méprisable. - ndlr)

Élisa Chelle : Le RSA "*activité*" marque un tournant dans les critères d'attribution d'une aide sociale. Travailler est une condition essentielle pour le percevoir.

Nous nous dirigeons progressivement vers une assistance temporaire à l'image des États-Unis, où les personnes ne peuvent pas bénéficier, en moyenne, d'une aide plus de deux ans de suite ou plus de cinq ans dans une vie. Depuis 1996, et la réforme de Bill Clinton, l'aide sociale n'est plus un droit outre-Atlantique. Il faut se montrer attentif à ces transformations qui influencent les politiques sociales à l'échelle internationale. (Qui devront servir de normes dans tous les pays, elle ne le dit pas mais le pense très fort. Elle le confirme ensuite. - ndlr) Elles tendent à restreindre l'accès aux aides sociales, et ainsi, de plus en plus en France comme ailleurs, le droit cède la place au mérite. (Le gars ou la pauvre femme qui ne trouve pas de boulot ne mérite pas de vivre, CQFD. Question : le capitalisme mérite-il encore d'exister ? A quoi sert ce genre d'" *enseignante-chercheuse* ? A rien, mais elle n'est pas pauvre ! Sinon à commenter une situation et à la présenter de telle sorte qu'elle apparaisse normal, une fatalité, à laquelle il faudra s'habituer. C'est le rôle de l'élite intellectuelle de nos jours : légitimité la société telle qu'elle est, les néolibéraux ne lui en demandent pas davantage. Service (publique) accompli. - ndlr)

Bretagne - Bonnets rouges : 250 irréductibles ont bloqué la RN 165 LePoint.fr

Près de 250 Bonnets rouges ont défilé à l'appel du collectif "*Vivre, décider et travailler en Bretagne*" dans le Morbihan. LePoint.fr 15.02

Le label Grande Cause Nationale accordé en 2014 à l'engagement associatif - 20minutes.fr

Transférer des missions à caractère de service public à des associations à caractère privé et qui gèrent les besoins de la population en tant que tels, comme des entreprises ou des PME.

Avantage : moins de fonctionnaires, du personnels sous-payé ou travaillant gratuitement, des besoins satisfaits partiellement ou services médiocres, à la carte ou selon des critères arbitraires et injustes, pratique connue et admise, légitime dont l'Etat se lave les mains.

- Les associations pourront ainsi bénéficier de diffusions gratuites sur les radios et les télévisions publiques...

La France compte «*16 millions de bénévoles associatifs, auxquels s'ajoutent 1,8 million de salariés d'une association, soit 8% du nombre total de salariés (...) Le gouvernement a souhaité s'engager à leurs côtés*», soulignent les services du Premier ministre dans un communiqué.

«*Les associations, relève Matignon, prennent de plus en plus de responsabilités dans tous les domaines - social, éducatif, sportif ou encore culturel*».

«*Cette décision constitue une nouvelle étape dans la politique mise en oeuvre pour soutenir le mouvement associatif, faciliter le bénévolat et favoriser l'emploi au sein de l'économie sociale et solidaire*», poursuivent les services de Jean-Marc Ayrault. 20minutes.fr 15.02

Les associations se font les relais des inégalités et des injustices qui règnent entre les différentes classes sociales et entre leurs différentes couches au sein des masses exploitées, ce dont l'Etat ou le gouvernement porte la responsabilité. En échange de subventions au détriment des services publics elles acceptent de remplir ce rôle ingrat, elles deviennent un rouage du régime et n'ont aucun mérite à soulager la misère sociale dans un contexte de paupérisation croissante.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

AIDES (460 salariés) est dans la tourmente. En cause : un plan de sauvegarde de l'emploi, prévoyant le départ de 65 des 460 employés, et la suppression d'une prime annuelle équivalent à une baisse de 6% de la rémunération des salariés.

En toile de fond, il y a aussi ces écarts de salaires jugés « *démesurés* » entre la direction et le reste des employés, déjà dénoncés en janvier 2011.

Directeur général de l'association, Vincent Pelletier est le premier visé. En équivalent temps plein – il travaille à mi-temps –, l'homme touche près de 12 000 euros bruts mensuels.

Selon un avis du comité central d'entreprise, le directeur général de l'association a vu son salaire augmenter de 45% entre 2008 et 2013. Pour les dix salariés les mieux payés, l'augmentation a été de 37%.

Dans un communiqué, l'intersyndicale voit de la part de la direction « *une volonté de prédation des fonds à son propre bénéfice* ». Contacté par Rue89, Tony Fortin, représentant de l'intersyndicale, explique :

« *Ces salaires sont sans commune mesure avec ce que l'on peut trouver dans des associations similaires. Les dirigeants qui bénéficient de rémunérations comparables sont à la tête de structures comptant bien plus d'employés qu'à AIDES. C'est d'autant plus injustifié que les choix de la direction nous ont conduits dans le mur.* »

Si la pilule est si dure à avaler, c'est aussi parce que la direction « *a choisi de s'en tenir au minimum légal quant aux indemnités de départ prévues dans le plan de sauvegarde de l'emploi, sans daigner faire le moindre effort* ». Rue89 14.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Les manifestations continuent au Venezuela - Reuters 15.02

Les manifestants qui reprochent au président Nicolas Maduro la corruption, la criminalité et la hausse du coût de la vie se sont à nouveau mobilisés vendredi dans plusieurs villes du pays.

Dans la capitale, Caracas, de nouveaux heurts ont éclaté lorsque la police anti-émeute a eu recours à des canons à eau et à des grenades lacrymogènes pour disperser un millier de jeunes rassemblés sur une place.

Lors d'un rassemblement public télévisé, pendant lequel il est apparu au côté de dirigeants du Parti socialiste au pouvoir, de sportifs et de stars du monde du spectacle, Nicolas Maduro a déclaré qu'il ne laisserait pas les manifestants plonger le pays dans le chaos en bloquant les grandes artères.

Les protestataires rassemblés sur la place Altamira de Caracas ont promis de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que Nicolas Maduro, élu l'an dernier en remplacement du défunt Hugo Chavez, soit contraint à la démission.

Le chef de l'Etat a appelé ses partisans à participer à une "*marche pour la paix*" samedi dans les rues de la capitale.

Il n'a en revanche pas ordonné l'incarcération de l'opposant Leopoldo Lopez, malgré le mandat d'arrêt émis contre lui après les violences de mercredi qui ont fait trois morts après des manifestations organisées par son parti. Reuters 15.02

2- Turquie

- Le Parlement turc adopte une loi réformant la justice - Reuters 15.02

Les députés turcs ont adopté samedi un projet de loi qui accroît le contrôle de l'Etat sur la nomination des juges et des procureurs, au terme d'une nuit houleuse au Parlement, où un député a été blessé et a dû être hospitalisé.

Le CHP (opposition laïque) avait fait savoir jeudi dernier qu'il ferait appel devant la Cour constitutionnelle en cas d'adoption de ce projet de loi au parlement.

Gülen, dont le mouvement Hizmet ("Service") compterait des millions de partisans, a tissé sa toile et jouit d'une grande influence au sein de la police et de l'appareil judiciaire. Le Premier ministre lui reproche d'avoir déclenché une vaste enquête de corruption qu'il juge destinée à le faire tomber.

En réponse à l'affaire de corruption qui a éclaboussé son gouvernement, Recep Tayyip Erdogan a fait procéder à une purge au sein de la police et de l'appareil judiciaire. Plus de 5.000 policiers et 200 procureurs ont été révoqués ou mutés depuis que l'affaire a éclaté au grand jour le 17 décembre avec l'arrestation d'hommes d'affaires et de trois fils de ministres.

Pour le député Özcan Yeniçeri, du parti MHP (Parti d'action nationaliste), "*Le parti AKP au pouvoir veut que le Conseil supérieur de la magistrature soit à sa botte*".

Durant les bagarres qui ont émaillé les débats sur le projet de loi, Ali Ihsan Kokturk, un député du CHP a été hospitalisé avec le nez cassé. Reuters 15.02

Stratégie du chaos.

- Ukraine : l'opposition s'apprête à montrer sa force à Kiev - LeMonde.fr

L'opposition ukrainienne se mobilise à nouveau massivement dans la rue dimanche contre le président Viktor Ianoukovitch. LeMonde.fr 15.02

- Attentat à la voiture piégée dans le Sud syrien, 32 morts - Reuters

- Syrie: échec total à Genève, Londres et Paris condamnent le régime - AFP

Le président Barak Obama, qui a reçu vendredi en Californie le roi Abdallah II de Jordanie a exprimé sa frustration et annoncé sa décision de faire davantage pression sur le régime syrien. AFP 15.02

1 milliard de dollars supplémentaires pour recruter, former et armer une armée de milliers de barbares takfiris en Jordanie, qui auront pour mission d'attaquer le sud de la Syrie et de rejoindre la capitale Damas pour liquider Assad, les Russes ont confirmé que c'était bien le plan mis sur pied par Washington et auquel Paris devrait collaborer.

- Les manifestants de Bangkok jurent de poursuivre leur mouvement - Reuters 15.02

- Kerry échoue à contenir les prétentions chinoises - LeFigaro.fr 15.02

SOCIAL

1- Espagne

- Madrid: des milliers de manifestants contre la fermeture d'usines Coca-Cola - AFP 15.02

Des milliers de personnes manifestaient samedi à Madrid contre la fermeture de quatre usines sur onze de Coca Cola en Espagne, dans le cadre d'un plan de restructuration affectant quelque 1250 salariés. AFP 15.02

2- Etats-Unis

- Etats-Unis: les employés de Volkswagen refusent de créer un syndicat - AFP 15.02

- Les ouvriers d'une usine américaine de Volkswagen ont refusé de créer un syndicat au cours d'un vote très surveillé aux Etats-Unis, un revers majeur pour le mouvement syndical américain.

Les employés de l'usine Volkswagen de Chattanooga, dans le sud des Etats-Unis, ont rejeté par 712 voix contre 626 la création d'une antenne de l'organisation United Auto Workers (UAW), selon des résultats publiés dans la nuit de vendredi à samedi.

L'UAW n'a jusqu'à présent jamais réussi à rassembler en syndicat les employés d'une usine d'un constructeur automobile étranger aux Etats-Unis et un "*oui*" à l'usine Volkswagen de Chattanooga aurait constitué une victoire historique.

Les efforts du syndicat s'étaient heurtés à une forte opposition des élus locaux, qui affirmaient qu'une victoire de l'UAW découragerait la création d'emplois dans le Tennessee. Ils avaient même menacé de suspendre les aides au secteur.

Au total, 1.338 employés de l'usine Volkswagen de Chattanooga, soit 89% du personnel, ont participé au scrutin à bulletin secret organisé sur trois jours et surveillé par le National Labor Relations Board, l'autorité fédérale en charge des relations sociales.

Ce vote intervient en outre à un moment où le mouvement syndical américain se bat pour sa survie. Le taux de syndicalisation aux Etats-Unis a chuté à son plus bas niveau depuis les années 1930, atteignant tout juste les 11,3%.

La seule organisation UAW a vu son nombre de membres plonger de 1,5 million en 1979 à 383.000 aujourd'hui.

Le directeur de l'usine de Chattanooga, Frank Fischer, n'a pas exclu la création d'un comité d'entreprise.

"*Nos employés n'ont pas pris la décision qu'ils refusaient un comité d'entreprise*", a-t-il souligné.

Un comité d'entreprise à l'allemande se rapproche d'un syndicat à l'américaine dans le sens où ses membres aident à représenter les employés, mais c'est une organisation maison, non une structure extérieure comme le syndicat. AFP 15.02

Haut de page

Le 17 février 2014

CAUSERIE

Cette causerie m'a pris la journée, aussi le site ne sera actualisé que demain ou après-demain, demain j'ai un tas de démarches adminstratives à faire. Ce soir on ajoutera une quinzaine de nouveaux articles.

Réflexion sur la place du combat idéologique

Les partis ouvriers ont sous-estimé ou abandonné le combat sur le plan idéologique quand ils n'ont pas adopté des pans entiers de l'idéologie de la classe dominante. Et les intellectuels qui se déclarent opposants au capitalisme ont traité l'idéologie sans réaliser le lien avec son complément politique, du coup la fusion qui devait se réaliser entre ces deux facteurs n'ayant pas eu lieu, elle n'a pas pu se traduire sur le plan pratique ou organisationnel.

L'avant-garde socialiste révolutionnaire n'est pas parvenu à contruire un nouveau parti ouvrier, à constituer un pôle de regroupement dans lequel des centaines de milliers de travailleurs se seraient reconnus. Et les opposants intellectuels au capitalisme sont demeurés inorganisés ou ont trouvé refuge dans des associations dont le rôle n'a pas dépassé celui de la contestation, leurs analyses aboutissant systématiquement à une impasse politique ou à croire en l'illusion d'une réforme du capitalisme somme toute impossible.

La formule selon laquelle l'organisation ou le parti est l'expression consciente au plus haut degré de la théorie et de la pratique ou qu'elles se réalisent en lui, n'a pas fonctionné parce que l'avant-garde a ignoré ou sous-évalué l'importance du volet idéologique inclus dans la théorie.

Tandis que les opposants intellectuels au capitalisme ont ignoré le facteur déterminant qui permettait d'envisager la possibilité de renverser le capitalisme, sans lequel cela demeurerait toujours impossible : les masses exploitées et leur organisation. Pourquoi ? Parce qu'ils ont refusé de prendre en compte les conclusions du Manifeste du parti commune de Marx et Engels ainsi que leur prolongement pratique, le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917, que dans une grande confusion ils rendent responsables du stalinisme, alors que ce dernier est étranger au socialisme, mieux, il en est la négation pour avoir détruit le parti bolchevik et liquider l'Internationale Communiste sur lesquels reposaient les espoirs du mouvement ouvrier international dans le premier quart du XXe siècle pour vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale.

Puisque ces intellectuels ne comptent pas sur les masses révolutionnaires pour renverser le régime en place, il ne leur reste plus qu'à extrapoler ou à participer au jeu institutionnel qui est sans issue. Leurs brillantes analyses sont comme des couteaux sans lame, ils sont finalement réduits à l'impuissance et leurs discours ne servent pour ainsi dire à rien ou pas grand chose dans la mesure où leur traduction organisationnelle est nulle.

A ce propos, on a pu observer lors de la toute dernière période, que le mouvement altermondialiste financé par les multinationales dans lequel une partie de ces intellectuels s'étaient investis avait pratiquement disparu de la scène politique, temporairement, car ce mouvement fonctionne selon le principe des cellules terroristes dormantes manipulées par la CIA et qui sont activées sur commande. Pourquoi ? Apparemment, parce le mouvement altermondialiste a été supplanté par les Frères musulmans ou des regroupements nationalises, ultra réactionnaires ou d'extrême droite avançant plus ou moins masqués, plus efficaces pour manipuler ou conditionner les masses, dévoyer leur combat, briser ou orienter leur mobilisation dans une direction contraire à leurs intérêts, selon une stratégie bien arrêtée dont elles ignoraient les objectifs politiques, afin de lutter contre leurs éléments les plus déterminés ou progressistes ou de leur interdire toute issue politique indépendante conforme à leurs intérêts ou en rupture avec le capitalisme et l'impérialisme dominant.

Ce changement de tactique est en relation avec la crise du capitalisme mondial et la résistance que les masses manifestent, leur refus d'en payer les conséquences dévastatrices sur le plan social notamment. La crise sociale liée à la crise du capitalisme menaçant de se traduire par une crise politique aux conséquences incontrôlables, les représentants du capitalisme dominant, l'impérialisme américain, a préféré prendre les devants en recourant à d'autres moyens pour lutter contre le prolétariat. Et pour que le tableau soit complet, il faut préciser que l'offensive de la classe dominante a été déterminé en premier lieu par la crise du système capitalisme, ce qu'on a appelé la crise économique, la crise systémique, signifiait que les contradictions du capitalisme avaient atteint les limites du supportable au delà de laquelle il risquait de s'effondrer à tout moment, il leur fallait donc agir dans l'urgence en recourant à la force, à des méthodes violentes, aux armes, à la guerre pour s'accorder un nouveau répit, etc. dans ce contexte il fallait plus qu'une poignée de gauchistes manipulables et peu fiables pour monter au front ou orchestrer la mise en scène du second acte des révolutions de couleur ou le "printemps arabe".

Bref, les évènements intervenus depuis quatre ans ont laissé ces intellectuels désabusés, désillusionnés, ils ont permis de mettre en relief qu'ils s'étaient totalement fourvoyés sur le plan politique pour les raisons exposées plus haut. C'est une bonne chose, souhaitons que cela leur soit salutaire et qu'ils en tirent les enseignements qui s'imposent : Sans la confiance dans la capacité des masses à s'organiser et à vaincre le capitalisme, toutes leurs théories ne sont que du vent.

Revenons à notre sujet dont on s'est un peu écarté, mais ces précisions était nécessaire pour y voir plus clair.

L'idéologie était le chaînon manquant entre la théorie qui demeure absconse ou inabordable pour la plupart des travailleurs et même des militants et la pratique.

Au delà des rapports sociaux de production, l'idéologie, c'est le support ou le socle dans la vie quotidienne sur lequel repose le capitalisme, dont il ne se vante pas parce qu'il lui est impossible de le justifier, comment légitimer le vol, les inégalités, les

injustices, les guerres, la multitude de souffrances qu'ils imposent aux exploités, ce dont les masses ignorent et que les représentants du capitalisme s'emploient à maintenir dans l'ignorance.

Il est impossible de légitimer l'exploitation de l'homme par l'homme. De quel droit un homme en exploite un autre ou s'enrichit à ses dépens, sur son dos ? Qu'est-ce qui peut justifier qu'un homme dispose d'un droit qui est refusé à un autre ? De quel droit disposerait-il d'un droit supérieur à un autre qui serait considéré inféreur ? Qui, qu'est-ce qui détermine que les hommes ne seraient pas égaux en droit dans ce domaine ?

On nous rebat les oreilles à longueur de temps avec le principe de l'égalité des droits dans la société, alors qu'à l'origine elle n'existe pas, ce principe est biaisé à la base et c'est justement à cette injustice qu'il faut s'attaquer.

Cette profonde injustice, ce droit exorbitant, maintenu en place en recourant à l'usage de la force, qui profite à une minorité de riches, aux propriétaires des moyens de production doit disparaître, car il est à l'origine de tous les maux de la société ou les souffrances qu'endurent quotidiennement les masses laborieuses, tous ceux qui vivent de leur travail, quand ils en ont un.

La métaphore du 11 septembre 2011 pour comprendre. L'idéologie, c'est comme un puissant explosif qu'on placerait au niveau des piliers qui supportent un immeuble et à chaque étages, pour qu'il s'effondre et soit réduit en poussières.

La comparaison s'arrête là, car si l'idéologie peut effectivement servir à pulvériser le capitalisme c'est seulement dans la tête des travailleurs, tandis que le capitalisme demeure en place, pour en venir à bout il faut faire sauter les piliers de cet immeuble qui incarnent les institutions politiques du capitalisme et le mode de production capitaliste, et non s'attaquer à chaque étage qui pourrait être reconstruit au fur et à mesure que d'autres seraient endommagés ou détruits, et pour réaliser cette démolition complète du capitalisme, c'est seulement la mobilisation révolutionnaire des masses qui y parviendra, aucune autre force dans la société ne réalisera cette tache à leur place, aucune n'en a le pouvoir, encore moins la volonté.

On ne touchera pas aux fondations de cet immeuble qui incarnent le niveau de développement auquel est parvenue la société. Autrement dit, les forces productives avec lesquelles coïncide le niveau atteint par la civilisation humaine seront préservées, en dehors de ce qui lui est néfaste et que le capitalisme a engendré lors de sa décomposition et qui devra être détruit également. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas reconstruire la société si ses fondations lui font défaut, sur du vent, il faut être cohérent et sérieux pour mener à bien cette oeuvre grandiose. On ne va pas retourner à l'âge de pierre et refaire tout le chemin parcouru par la civilisation humaine depuis des milliers d'années pour entrevoir un jour peut-être un monde meilleur et plus juste, à moins de reproduire les mêmes erreurs à l'infini, auquel cas elle serait vouée à disparaître tragiquement, ce serait absurde. Non, l'opération doit consister à partir des acquis de la civilisation pour la libérer du carcan qui l'étouffe, menace son existence, l'empêche dorénavant de progresser et de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, d'où la nécessité de liquider le système capitaliste.

Pourquoi porter tant d'intérêt au combat idéologique ? Parce qu'avant de pouvoir s'attaquer en pratique aux piliers de notre immeuble, il faut commencer par en comprendre la composition ainsi que celle de l'explosif qui servira à les faire sauter. Les meilleures intentions du monde ne suffiront pas à en venir à bout ou ne peuvent pas remplacer cette connaissance ou compréhension qui est nécessaire pour se forger une conviction, la conviction qu'il faut liquider le capitalisme et qu'il n'existe pas d'autres alternatives...

S'il demeure exact que les masses ne se soulèveront pas temps que leurs conditions matérielles ne se seront pas profondément dégradées, il n'en demeure pas moins vrai qu'elles ne pourront pas vaincre si elles n'ont pas élevé leur degré de conscience politique ou leur compréhension de la société, ce à quoi le combat idéologique peut contribuer, il ne faut pas non plus lui attribuer des miracles ou lui demander plus qu'il ne peut réaliser, rappelons pour qu'il n'y ait pas de confusion dans la tête des lecteurs ou entre nous, que le combat idéologique se déroule sur le terrain des idées et ne remplace pas le combat politique. Cela dit, le combat idéologique n'a pas seulement pour champ de manoeuvre les discours des représentants de la classe dominante ou leurs larbins, il concerne aussi la manière dont ils les mettent en application qu'il s'emploie à démonter pièce par pièce.

L'intérêt du combat sur le plan idéologique, c'est qu'il met à nu la nature du système capitaliste. On le dépouille des atours avantageux dont il s'était paré pour tromper les travailleurs, du coup il n'apparaît plus que sous des traits hideux, monstrueux, immondes qui ne peuvent inspirer que la haine et le rejet.

Ces réelles intentions sont percées, le voile des illusions qui l'enveloppait se déchire, l'écran de fumée qui servait à maintenir les masses dans l'ignorance se dissipe, c'est seulement ensuite qu'on peut passer au plan politique ou plutôt que le discours politique prend tout son sens, en quelque sorte au préalable on a traité ou évacué les obstacles qui pouvait le rendre inaudible ou inaccessible. On dit souvent qu'on ne peut combattre efficacement un ennemi qu'à condition de l'avoir identifié, là en l'occurence cela signifie qu'on a déterminé sa véritable nature et on peut désormais passer à l'exercice pratique et voir comment on peut envisager de s'y attaquer.

Quand on évoque l'ignorance des masses, on doit se demander comment cela se traduit sur le plan idéologique, car les travailleurs aussi ignorants soient-ils interprètent bien ce qu'ils vivent au quotidien ou la société d'une certaine manière, sur le

plan idéologique, même s'ils n'en ont pas conscience ; ce n'est pas parce qu'on n'a pas conscience de vivre une expérience qu'on n'aura pas d'avis sur celle-ci, reste qu'on ignore pourquoi on est amené à penser d'une manière plutôt qu'une autre ou ce que cela implique en amont. Je ferais remarquer ici que je n'ai porté aucun jugement, il est préférable de le préciser.

Les masses abordent chaque expérience qu'elles sont amenées à vivre non pas sur le plan politique mais idéologique, inconsciemment la plupart du temps, c'est aussi valable pour chacun d'entre nous puisque nous vivons tous des expériences qui ne se situent pas forcément dans le champ de la politique. Si de très nombreux rapports que nous vivons peuvent être ramenés à la politique, il n'en demeure pas moins que généralement les travailleurs ne les aborderons pas sous cet angle-là, ils ignoreront totalement qu'il puisse exister un lien avec la politique ou la structure de la société en régime capitaliste.

Si maintenant vous vous acharnez à vouloir absolument les aborder uniquement sur le terrain politique, vous aboutirez à un dialogue de sourd ou vous passerez pour de furieux dogmatiques, des fanatiques, des enragés, des gens auxquels ils ne ressemblent pas et qui ne leur inspirent pas confiance, qui leur tiennent de grands discours très bien formatés auxquels ils ne comprennent pas grand chose ou dont ils ne peuvent pas saisir l'objectif, qui les laissera dans l'expectative ou sur leur faim ou qu'ils auront oubliés la minute d'après. Tous les jours les médias les abreuvent de discours politiques et ils en ont marre, ils ne les écoutent même plus ou d'une oreille distraite, et finalement ils s'aperçoivent que rien ne change ou en pire. Cela dit, les travailleurs demeurent toujours aussi facilement manipulables car la propagande de la classe dominante ne connaît pas de repos, elle est à l'oeuvre sur le plan idéologique du matin au soir 365 jours par an, elle ne cesse jamais sur ce plan-là, elle s'immisce partout et elle dispose d'une panoplie de moyens et de techniques impressionnants pour s'infiltrer dans toutes les têtes. On a déjà évoqué cet aspect-là il y a quelques jours.

Chaque traitement de l'information en est imbibé, la publicité, le cinéma, le théâtre, la chanson, la littérature, chaque écrit, chaque parole ou discours, dès qu'un intervenant ouvre la bouche leur idéologie est à l'oeuvre et se déverse dans le cerveau de la population, vient le polluer pour orienter sa façon de penser dans une direction donnée ou obtenir un objectif inavouable à son insue. Le décrypter, démonter les mécanismes ou les techniques qu'ils utilisent pour les conditionner ou les manipuler, faire en sorte qu'ils soutiennent telle ou telle mesure ou tel ou tel projet de loi ou engagement militaire avancé par le gouvernement, pour qu'ils y adhérent, mieux encore, pour qu'ils finissent par se convaincre de leur nécessité ou qu'ils le réclameraient eux-mêmes, comme si cela venait d'eux-mêmes ou devaient correspondre à leurs intérêts, alors qu'en réalité cette politique est tournée contre eux ou d'autres peuples, ce qui revient au même, c'est évidemment valable pour toutes les questions de société que Hollande a soulevé depuis près de deux ans.

Pourquoi les masses devraient-elles douter du capitalisme ou le remettre en cause puisqu'elles ignorent sur quelle base il repose et quelle est sa raison d'être, que tout ce qu'elles subissent en est la traduction ? Ce n'est pas la politique telle que la pratique les partis ouvriers qui permettra de venir à bout de ce doute ou des illusions que les travailleurs peuvent avoir dans le capitalisme, mais bien le combat idéologique qui contribue à le laminer à la base, de détruire la mystification qui l'entoure, qui peut les aider à se forger des certitudes, la conviction que son existence est illégitime et qu'il doit disparaître, la politique prenant le relais pour mener ce combat à son terme. On pourrait peut-être comparer le combat idéologique à l'apprentissage de l'écriture et de la lecture, le combat politique à l'appentissage de la syntaxe, et le parti à la structure dans laquelle les idées s'organisent pour réellement exister ou se traduire dans la réalité, avoir une action pratique sur elle pour la transformer.

Et que font les partis ouvriers pendant ce temps-là ? Ils bricolent dans leur coin, ce qui les intéresse uniquement c'est leur petit statut, régime, revenu, les échanges électorales, le jeu institutionnel, leur rapport aux appareils pourris du PS et du PCF, leurs discours ne comportent aucun élément de nature idéologique qui permettrait aux travailleurs de faire le lien entre ce qu'ils vivent au quotidien ou le traitement que leur inflige la classe dominante avec sa véritable nature ou les rapports qui en sont à l'origine, ils se contentent de contester la politique mise en oeuvre par le gouvernement ou de dénoncer les exigences extravageantes du patronat sans jamais les combattre sur le plan idéologique, laissant finalement à chacun la possibilité de les interpréter à sa manière, au lieu de mettre en lumière que cette politique est impossible à justifier autrement qu'en recourant à la violation du principe élémentaire selon lequel aucun membre, aucune couche, aucune classe de la société ne devrait pouvoir imposer sa volonté aux autres ou les contraindre par un quelconque moyen à subir un traitement contraire à leurs intérêts, et que par conséquent cette politique et les moyens pour l'imposer sont déclarés illégitimes. Le pouvoir que s'octroie le gouvernement et le patronat de nuire aux intérêts de la majorité de la population constitue une violation intolérable du droit à l'égalité entre chaque citoyen.

Pourquoi les partis ouvriers ont-ils été incapables de combattre la formidable opération mise en oeuvre par Hollande et le PS d'instrumentalisation de différentes communautés, minorités ou certains rapports établis dans la société, sinon qu'ils ont abandonné le terrain du combat sur le plan idéologique ? On ne parle même pas de ceux qui y ont adhéré, le Front de gauche, le NPA et LO. Ils ont ainsi laissé le champ libre à la réaction qui s'en est emparé pour figurer au côté de la majorité de la population qui rejetait les mesures prises par le gouvernement, un comble, en prétendant défendre hypocritement des valeurs établies, la réaction (UMP-FN) devait apparaître comme progressiste, alors que ces mesures ou lois ne pourraient réellement avoir un contenu progressiste qu'une fois débarrassé du régime, donc de la réaction qu'incarne également le PS flanqué de ses parasites habituels de gauche et d'extrême gauche.

Pourquoi ne défendent-ils plus les idées du socialisme ? Parce qu'il est impossible de défendre le socialisme qui fait sans cesse référence à l'idéologie de la classe dominante dont la forme a pu varier, mais dont le contenu est demeuré

fondamentalement inchangé.

L'idéologie est aussi le fil conducteur qui relie la cause à l'effet, qu'il soit rompu et on ne comprend plus rien ou pas grand chose.

Haut de page

Le 18 février 2014

CAUSERIE

Lundi 21h30 en Inde.

Les 4 nouveaux articles mis en ligne dans la rubrique Articles d'actualité, justifient amplement la nécessité et l'urgence de ne pas négliger le combat sur le plan idéologique. Ces articles seront mis en ligne plus tard au format pdf.

26 articles ont été ajoutés et j'ai apporté une petite modification dans la colonne de gauche, j'ai remplacé le *Programme de transition* par l'*Impérialisme stade suprême du capitalisme*, à lire et relire, à étudier, j'en mettrai des extraits dans cette page dès que possible, y compris et surtout les passages sur l'ultra-impérialisme chers à mes détracteurs.

C'est marrant, c'est une façon de parler, à lire les articles d'actualité dans cette page il semblerait qu'on s'achemine vers quelque chose qui y ressemble, qui ne se présente pas tout à fait de la même manière que l'avait énoncé le renégat Kautsky et qui donne en même temps raison à Lénine. Car avant d'y parvenir si cela devait se réaliser, bien des guerres pourraient encore avoir lieu ou pourquoi pas une nouvelle guerre mondiale, il ne faut évacuer aucune hypothèse a priori, en tout cas le résultat final si le prolétariat ne venait pas enrayer cette machine infernale s'en rapprocherait étonnemment.

On peut prendre les oligarques les plus puissants de la planète pour des demeurés ou des mégalomanes et estimer que leur stratégie de gouvernement mondial est une lubie ou un fantasme, qu'il faut être farfelu ou cinglé pour les prendre au sérieux, j'avoue avoir cette faiblesse, on oublie simplement quand on juge ce scénario irréalisable qu'une seule et unique condition pourrait le faire capoter, non pas que les oligarques des différentes puissances impérialistes ne parviennent pas à s'entendre sur le partage du gâteau et du pouvoir, c'est leur intérêt et ils n'ont pas le choix, mais que le prolétariat international se dote d'une nouvelle direction politique sur la base d'un programme marxiste, socialiste et révolutionnaire, le seul qui puisse être capable d'armer politiquement les masses pour envisager sérieusement de venir à bout d'un ennemi plus puisamment organisé et déterminé que jamais à vaincre, or on en est très loin malheureusement, imaginez un instant la poignée de révolutionnaires plein de bonne volonté qui existaient en Tunisie, en Egypte, en Syrie ou en Ukraine et qui comptaient un jour profiter de la situation pour construire un parti révolutionnaire et influer sur son évolution, ils ont été totalement dépassés par l'ampleur des moyens déployés par l'impérialisme, ils ont été réduits à la clandestinité ou à prendre la route de l'exil pour sauver leur peau quand ils n'ont pas été assassinés ou portés disparus... Dorénavant nous savons que notre ennemi dispose de moyens de surveillance pour suivre à la trace chaque militant, cadre, dirigeant, opposant à son régime, en cas de besoin ou de danger extrême, il peut pratiquement liquider qui il veut quand il veut. Il dispose dans chaque pays d'une armée de lumpenprolétaires prêts à le servir et à lui obéir au doigt et à l'oeil pour lui faire exécuter les plus basses besognes moyennant finance, emploi, avantages en nature.

Tirant les enseignements des révolutions de 1848, puis de la Commune, Marx et Engels en avait conclu que le temps était révolu où la classe ouvrière pourrait prendre le pouvoir en procédant à un coup de force organisé par une poignée de révolutionnaires car la machine d'Etat répressive et militaire s'était considérablement renforcée, imaginez de nos jours ce qu'ils diraient, il faudra que le prolétariat soit puissamment organisé, qu'il dispose d'un organisme centralisé pour espérer vaincre pour faire bref. Trotsky rajoutera plus tard qu'il faudra aussi que les masses aient acquis un niveau de conscience encore plus élevé que par le passé pour envisager la victoire. Bref autant de conditions qui font totalement défaut en février 2014, pas seulement en France, partout dans le monde. Dès lors, oui tout est possible ou presque, y compris ce qui paraissaît totalement impensable ou inimaginable autrefois, c'est ce que notre ennemi est en droit de penser, d'ailleurs la machine à nous broyer avance un peu plus chaque jour, vous êtes au courant des derniers évènements au Venezuela n'est-ce pas ? Ils ont lancé une nouvelle opération de déstabilisation pour chasser Maduro du pouvoir, c'est leur objectif déclaré, comme en Syrie ou en Ukraine, ils agissent à visage découvert, normal, il n'y a rien en face pour leur résister, aucune force organisée, sauf au Venezuela, sinon c'est une affaire inter impérialistes.

Où je voulais en venir, c'est qu'il faudrait peut-être suivre l'évolution du monde au lieu de se cantonner aux vieilles recettes ou conceptions devenues obsolètes, se réveiller enfin avant qu'il ne soit trop tard, car à force de croire qu'il n'est jamais trop tard il arrivera bien un jour où ce sera malheureusement le cas, et comme on est parti on a tout lieu de craindre que c'est ce qui nous pend au nez. Aucun parti semble-t-il n'en a vraiment conscience ou s'en soucie sérieusement, car tous continuent selon le petit train-train habituel, on entend parler de guerre de 4ème génération, eux ils en sont restés à celle de 1870.

On attend, on espère en vain qu'ils s'attaquent au point faible de notre ennemi, ce qui fait sa force aujourd'hui, qu'ils le combattent sur le plan idéologique, qu'ils démontent sa propagande, ce serait lui couper l'herbe sous le pied, car c'est sur ce terrain-là qu'il mène cette guerre pour pouvoir atteindre ses objectifs politiques, s'il perd la guerre sur le plan idéologique il ne pourra pas atteindre ses objectifs politiques, on vient d'en avoir une formidable illustration en Syrie, mais aussi en Tunisie et en Egypte, au Liban, apparemment les masses apprennent plus vite ou tirent plus rapidement des leçons de leurs expériences que nos dirigeants qui demeurent figés dans des postures d'un autre âge ou ils sont déconnectées de la réalité.

Les masses de ces pays-là et ailleurs ont compris qu'on les avait trompées, que sous un faux masque on voulait leur imposer une nouvelle dictature et elles n'en veulent pas, en Egypte elles ne tarderont pas à renvoyer Sissi dans sa caserne. Toute cette propagande qui s'inscrit dans le registre du combat idéologique elles l'ont balayée, et en France on en est encore à participer au jeu institutionnel, à se demander si le PS est vraiment de gauche, s'il ne faudrait pas au contraire éviter toute polémique idéologique, le monde à l'envers quoi, on croit rêver quand on observe cela, c'est suicidaire à l'arrivée, peu importe, on ne change rien, on continue comme si de rien n'était cahin-caha, comme en 14 on va au casse-pipe en faisant preuve d'insouciance, qu'ils nous disent franchement que les dés sont jetés et qu'ils ne croient plus dans le socialisme ce serait plus honnête ou alors qu'ils changent radicalement de stratégie.

On jugera sur pièce uniquement, on est désolé, mais quand on voit à quel point Hollande et le PS sont engagés au coté de la réaction, ils soutiennent tout de même ouvertement des partis nazis en Ukraine, de l'impérialisme américain, le minimum qu'on exige c'est la rupture immédiate et totale avec son appareil et ceux des syndicats liés au PS et à l'UMP, de toute tactique dans sa direction, sa caractérisation précise, le refus de participer aux institutions, la guerre de classe l'exige si on veut la remporter. Si ces exigeances sont jugés déplacées ou exagérées, cela signifie alors que ceux qui le pensent estiment qu'il ne peut exister de politique indépendante du PS, des institutions, du régime, et qu'ils font acte de soumission envers eux, c'est parfaitement leur droit. S'il arrivait qu'un parti remplisse ces conditions et qu'il engage le combat sur le plan idéologique contre la classe dominante, nous le soutiendrions.

On renouvelle régulièrement notre offre de service car on ne désespère pas que nos routes se croisent ou se rejoignent un jour, comme quoi on mène ce combat sans animosité ou rancune particulière ou animé de mauvaises intentions, bien au contraire.

Haut de page

Le 19 février 2014

CAUSERIE

L'actualisation du site ne tient pas compte des infos d'hier qui seront traitées demain ou dans deux jours.

Un travail très ingrat, j'ai formaté cette page en écoutant Buckethead (Soothsayer), Joe Cocker (A little help from my friends - Woodstock 1969), Procol Harum (A whiter shade of pale), Randy Rhoads (Solos), Steve Lukather (Los Lobotomys - Never walk alone). S'il y a des erreurs, ce sera de leur faute !

Dans cette page je vous propose une définition du sionisme, la plus achevée que j'ai produite, j'en suis satisfait, c'est rare, en quelques lignes, très simplement son mécanisme est entièrement démonté. Au passage, ne serait-ce pas la meilleur méthode pour lutter sur le plan idéologique contre l'extrême droite, le gouvernement, le PS et le régime, contre le racisme ?

Quand on a compris comment ça fonctionne, leur idéologie, leur propagande, leur manipulation ne peuvent plus avoir d'emprise sur vous, non ? Que faut-il penser des partis qui refusent de mener le combat sur ce plan-là, pour qui roulent-ils en réalité ? Cette question est parfaitement légitime.

Le prosélytisme islamiste permanent

Page d'accueil du portail de la radio francophone iranienne (french.irib.ir) actualisée quotidiennement :

- Canada : Un collège privé réprimandé pour avoir interdit le voile à une de ses élèves
- Danemark : Interdiction de l'abattage rituel
- Une responsable israélienne assimile l'appel à la prière aux cris de porcs
- Un Gallois se repent d'avoir cloué un Coran et d'avoir tagué des inscriptions islamophobes
- Le recteur de la mosquée d'Evry fait chevalier de la Légion d'honneur par Manuel Valls
- Immersion dans une mosquée : 60 étudiants en journalisme invités par l'UAM-93

Instrumentalisation des homosexuels

Aux décomposés de l'extrême gauche (NPA en tête) qui soutiennent la campagne internationale en faveur des homosexuels lancée depuis Washington et relayé en France par le PS, Obama et Hollande s'accommodent très bien du sort qui est réservé aux homosexuels en Arabie saoudite où c'est un crime sanctionné par la flagellation et la mort. Normal cette pétromarchie est leur allié au Moyen et au Proche-Orient et le premier client de la France en terme d'achat d'armement. L'Arabie saoudite est le relais de la politique de l'Etat génocidaire israélien qui martyrise les Palestiniens et pratique l'apartheid, à ce titre qualifié de sionisme arabe, Palestiniens dont le NPA prétend défendre la cause.

Question : Comment se fait-il que cette manipulation d'une minorité, les homosexuels, leur échappe ou que ce parti s'en fasse le complice ? Hollande qui se fout comme d'une guigne des droits sociaux des travailleurs comme des droits des peuples à l'autodétermination ou de ceux des Palestiniens, comment pourrait-il être animé de bonnes intentions envers une minorité ?

Cette campagne poursuit un objectif précis en s'inscrivant dans un processus contraire aux intérêts des homosexuels. En réalité, dans le rôle de provocateur Hollande s'en sert pour déclencher une réaction de désapprobation de la majorité de la population qualifiée de rétrograde, conservatrice ou réactionnaire, de droite, homophobe et pour ainsi dire fasciste suite à des violences ou des agressions perpétrées sur des homosexuels par des désoeuvrés ou des éléments d'extrême droite, l'amalgame est tout trouvé, afin de créer un facteur de tension supplémentaire au sein de la société pour mieux culpabiliser la population, la diviser selon des critères étrangers à la lutte des classes et la maintenir dans un état de soumission ou de prostration favorable à l'application de sa politique antisociale et impérialiste.

Et l'opposition à cette campagne du parti officiel de l'ordre et d'extrême droite présente l'avantage de les placer au côté de la majorité de la population dont l'état d'esprit a été forgé par des siècles d'homophobie de la part de la classe dominante, il est bon de le rappeler et d'imputer cette discrimination à ceux qui en sont réellement responsables, parti officiel de l'ordre et de l'extrême droite qui représentent les intérêts de la même classe que le PS, du coup le PS ne pouvant obtenir directement l'approbation des masses à sa politique antisociale qu'elles rejettent peut compter sur l'UMP et le FN qui y sont favorables au delà de leurs discours ou gesticulations pour neutraliser leur mécontentement ou empêcher qu'elles se mobilisent sur leurs revendications, l'UMP ou le FN n'ont jamais appelé les travailleurs à se mobiliser pour les retraites, la Sécu ou contre les licenciements, maintenant que par ailleurs ils les manipulent (bonnets rouges) en faveur du patronat en leur faisant miroiter qu'ils défendent leurs emplois est une autre affaire.

On pourrait faire un parallèle avec l'Ukraine. Quand la réaction se sert des masses ou les manipule, c'est toujours pour atteindre un objectif qui correspond à leurs intérêts, jamais en faveur des travailleurs. Les homosexuels qui vivaient tranquillement leur sexualité et pouvaient se pacser n'ont jamais demandé à ce que les projecteurs soient braqués sur eux. Ils servent de cible à une provocation montée de toutes pièces dont ils seront les victimes. Mais finalement ce sont les masses et leurs droits sociaux et politiques qui sont visés, car en effet, là on aborde le non-dit mais qui en toile de fond sert à justifier les mesures prises par le gouvernement : comment pourraient-elles être apte à diriger le pays? De quel droit pourraient-elles contester la politique menée par le gouvernement? Quelle légitimité pourraient-elles avoir en demeurant si archaïques, si divisées, déchérées ? Ne faut-il pas à un moment donné que le chef de l'Etat et son gouvernement prennent leurs responsabilités dans l'intérêt général, qu'ils passent outre les divisions qui existent au sein de la population ?

C'est là qu'on s'aperçoit que la méthode adoptée par Hollande n'est pas étrangère à son absence de légitimité dans le pays, le chef de l'Etat, son gouvernement et son parti sont minoritaires, ils n'ont pas les moyens d'imposer leur politique réactionnaire autrement qu'en recourant à des expédients ou des coups tordus qui sont du domaine de la guerre idéologique. Car s'attaquer à la conception ou à l'idée que peut avoir la population de certains rapports qu'elle entretient avec des minorités ne contribuera pas à clarifier les rapports qui existent entre les classes, bien au contraire l'objectif est de les embrouiller un peu plus, condition ou substitue à l'absence de légitimité ou soutien évoqué plus haut qui doit servir à appliquer leur politique.

Hier on évoquait le lien qui existait entre idéologie et politique, on en a ici la démonstration, d'où la nécessité de mener impérativement le combat sur ces deux fronts en plus du front social.

Réflexion sur le combat idéologique (suite).

Un complément à la causerie d'hier consacrée au combat idéologique en attendant de poursuivre un autre jour. Dans ce portail nous consacrons une large place à ce combat du fait notamment de la situation personnelle de son auteur.

Ce qui suit est quelques commentaires ou extraits de commentaires trouvés à la suite d'un article du portail de droite Atlantico.fr. qui montrent que je ne suis pas le seul à m'intéresser à cette question.

1- "*Le monde actuel est plus complexe parce qu'il est plus diversifié, formés d'éléments en interrelation voire interdépendance. Les gouvernants ayant pris l'habitude de répondre aux problèmes avec de l'idéologie sont devenus paresseux et moins cultivés.*"

Vous avez oublié hypocrite, servil et lâche.

2- "*Ceux qui sont aux manettes, en France , sont incompétents par incapacité à appréhender les situations dans leur ensemble, d'où les divagations actuelles, mais ils sont aussi empêtrés par une idéologie qui les aveugle. Ils s'appuient sur une armée de technocrates et d'experts, nommés par eux d'ailleurs, qui leurs remettent des rapports parcellaires dont ils sont incapables de coordonner l'ensemble des résultats et d'en tirer la substantifique moelle. Alors l'idéologie remplace la compétence.*"

Vous êtes aveuglé par votre anticommunisme primaire, les rapports réalisés par cette "armée de technocrates et d'experts" sont guidés par des intérêts idéologiques, les mêmes que les vôtres, mais l'idéologie ne peut pas tout faire ou réaliser tous vos désirs, voyez-vous les choses sont un peu plus compliquées dans la réalité, ils doivent composer avec l'existence des classes ou la lutte des classes, ménager leurs rapports afin d'éviter de tendre trop la corde et qu'elle casse...

3- "*Le monde financier ayant pris le pouvoir sur les politiques et imposant ses doctrines à ces derniers*."

C'est plutôt à nous qu'il les impose, les "*politiques*", eux, étaient déjà acquis à leur cause, elles ont évolué en fonction de l'emprise croissante du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, les "politiques" s'y sont adaptés, non sans quelques frictions, mais ils ont tous fini par céder, c'est dans leur nature, ils ne peuvent pas représenter les intérêts d'une autre classe...

4- "*Le France se noie dans les idéologies inefficaces...*"

Seule l'idéologie néolibérale a votre faveur peut-être, mais elle ne peut pas s'imposer dans tous les domaines du jour au lendemain et vous donner satisfaction, vous n'êtes pas tout seul au monde, la France non plus...

Gérald Bronner (sociologue) : Internet est un "***incubateur de mythologies contemporaines***" - L'Express.fr

L'Express rivalise avec Le Point pour donner la parole à l'élite intellectuelle acquise au néolibéralisme, mais qui avance parfois masquée.

- Internet est ce que j'appelle un "*incubateur de mythologies contemporaines*", parce que de n'importe quel petit objet il fait naître, en quelques heures, une théorie du complot. (Voilà l'objet du délit identifié. On en saura davantage plus loin - ndlr)

Le jour même des attentats de Boston, on en a recensé quatre différentes ! Auparavant, les théories du complot portaient sur de grands événements historiques, l'assassinat de Kennedy, les premiers pas sur la Lune, Pearl Harbor... (S'agissant de Kennedy et de Pear Harbor, c'est prouvé, mais il ne nie, on peut ajouter le 11/9 qu'il n'a pas osé citer. L'histoire officielle correspond à la réalité, elle n'a pas été manipulée, qu'on se le dise - ndlr) Aujourd'hui, n'importe quel micro -événement peut donner lieu à une théorie du complot, et ajouter une pièce de plus au gigantesque millefeuille conspirationniste. (Ceci est la conséquence de cela. - ndlr)

Les journalistes ne sont pas aux ordres des intérêts économiques ou politiques, c'est la même chose pour le marché général de l'information. (Les médias aux ordres est une vue de l'esprit, ben voyons ! Là il vient de perdre toute crédibilité ou de se vendre. - ndlr)

... c'est une autre forme de populisme que d'avancer des risques sismologiques ou de contamination des nappes phréatiques sans réalité scientifique à propos des gaz de schiste. (En effet, on ne compte plus les témoignages qui le confirment, on est là dans le déni, une forme de populisme, normal dans ce domaine, vous apprendrez pourquoi à la suite de cet article. - ndlr)

J'essaie de penser les choses de façon méthodique, et c'est une position minoritaire dans l'espace des sciences sociales, globalement gouverné par une pensée dite critique, qui conçoit le système social comme un système de domination de certains groupes sur d'autres - ce qui peut être vrai, mais est souvent présenté de manière trop unilatérale pour être crédible. (Pas "*peut être*" mais toujours non pas dans un système de domination de certains groupes sur d'autres", mais d'une classe sur une autre, on atteint là les limites de la sociologie qui ne remonte pas ou ne reconnaît qu'à l'origine des différents rapports qui existent dans la société se trouve sa division en classe aux intérêts antinomiques et irréductibles. - ndlr)

La sociologie a une vocation scientifique, mais elle s'égare parfois dans l'idéologie. Le problème, avec les idéologues, c'est que vous êtes avec eux ou contre eux. (Que voulez-vous, il faut bien choisir sa classe ou la cause qu'on défend ou représente, consciemment ou inconsciemment. - ndlr)

Commentaire d'internaute.

- "*Il n'aurait pas été inutile de rappeler que Gérald Bronner est membre de l'AFIS (un lobby pro-OGM selon un ancien membre de son Comité scientifique http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article114) et du conseil scientifique d'Areva. http://www.annuaire-secu.com/pdf/Formadi-seminaire-BiaisCogn.pdf Il qualifie de croyants ceux qui ne partagent pas ses certitudes. L'universitaire Fabrice Flipo a répondu à son livre dans cet article publié sur Slate.fr : http://www.slate.fr/tribune/82509/democratie-credules-arrogance-clercs*"

On comprend mieux dès lors son orientation idéologique...

- "" *La sociologie a une vocation scientifique, mais elle s'égare parfois dans l'idéologie."....parfaitement d'accord avec cette remarque. Deux exemples: les "études" des époux et sociologues Pinson sur les riches et leur dernier (2011) ouvrage à succès "Le président de riches" (Sarkozy) qui considérait (jugeait) la politique de Sarkozy non seulement sans aucune objectivité mais sans connaître les bases du fonctionnement de l'économie. L'autre exemple ce sont les réactions virulentes de confrères sociologues au livre de Hugues Lagrange "le déni des cultures" (2010) qui expliquait de manière très documentée, que les problèmes d'intégration de certaines catégories de jeunes d'origine immigrés étaient liés à la culture de leurs parents. Pas du tout politiquement correct pour nombre de ses confrères qui considèrent que tout est de la faute de la société d'accueil.*"

Critiquer la politique de Sarkozy d'accord, mais à condition de l'épargner...

Quant à la seconde remarque elle n'est pas objective, pourquoi malgré leur culture leurs parents sont parvenus à s'intégrer dans la société sinon qu'elle n'est pas le problème mais la manipulation qui en est faite à l'heure où il y a plus de 5 millions de chômeurs dans ce pays, il ne serait pas plutôt là le problème qui fait obstacle à leur intégration ?

Parole d'internaute

1- "*Un internaute se plaint de la " sous représentation du FN ", mais à quelle fin faudrait-il remédier à cette anomalie et comment cela pourrait-il se traduire pratiquement au niveau de la gouvernance du pays ? Réponse :*

Nous sommes face à un défi : Celui du modèle chinois.
Très imparfait, mais qui fonctionne bien mieux.
Et aussi celui du modèle russe.
Deux modèles autoritaires - Le chinois ne se prétendant pas démocratique.
Pour simplifier, en Chine on ne demande pas l'avis des Chinois, alors qu'en France "démocratique" on fait un référendum et on ne tient pas compte du résultat.
Bof !
Il va falloir se dépêcher de réformer notre modèle.
Sinon : Ce sera le modèle Chinois, qui, lui, fonctionne."

Mais "le modèle Chinois" ne serait-il pas l'accomplissement du programme du FN ou compatible avec lui : pas de syndicats ouvriers indépendants, pas de partis ouvriers, répression de toute?

2- "*Les solutions ont de quoi faire peur : plus de communautarisme, plus d'auto-régulation par des groupements de citoyens, des services publics organisés comme un marché où les usagers seront solvables par des versements forfaitaires provenant des administrations etc... c'est le basculement dans une toute autre société.*"

Un autre monde vous voulez dire, le nouvel ordre mondial, cela ne vous dit rien ? Obervez ce qui se passe dans le "*nouveau monde*", de l'autre côté de l'Atlantique et vous aurez une petite idée de ce qui vous attends en France.

ACTUALITE EN TITRES

C'est leur monde.

- Hollande promet visibilité et simplicité aux patrons étrangers - Reuters

- Ayrault reçoit à dîner les patrons de grandes entreprises internationales - AFP

Jean-Marc Ayrault a reçu dimanche soir à Matignon les patrons de 26 entreprises internationales, à la veille de la tenue à l'Elysée d'un "*Conseil de l'attractivité*", a constaté une journaliste de l'AFP.

Les responsables de Siemens, Volvo, General Electric, Nestlé mais aussi des patrons de fonds du Koweït ou du Qatar ou d'entreprises de pays émergents se sont rendus à Matignon pour un dîner avec le Premier ministre.

L'objectif est de "*leur expliquer tout ce que nous faisons sur la compétitivité, sur la simplification, sur l'amélioration de l'environnement réglementaire et fiscal*", avait-il dit.

Selon M. Moscovici, le message de François Hollande, qui a été celui de sa visite aux Etats-Unis, est de dire que "*la France est un pays dans lequel on peut avoir confiance*". AFP 16.02

- En complément

Invitée à réagir sur l'enquête du Monde révélant que la « transition énergétique » pourrait amener la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, l'ancienne ministre de l'écologie déclare qu'Henri Proglio est devenu le « *ministre fantôme* » de l'énergie.

Affirmant que la solution envisagée par l'exécutif n'était pas du tout à l'ordre du jour lorsqu'elle était en fonction, Batho fustige le rôle officieux du PDG d'EDF et estime que son influence auprès de l'Elysée concurrence directement celle de Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. lemonde.fr 16.02

- Le Sénat adopte la TVA à 2,1% pour la presse en ligne - L'Expansion.com

- Le Sénat rejette l'interdiction du maïs OGM - LeMonde.fr

Les banquiers en prison, non, des lampistes.

- Affaire du Libor: trois ex-employés de Barclays inculpés - AFP

La réalité à laquelle on ne peut pas échapper

- La dette publique espagnole représentait 94% du PIB fin 2013 - Reuters 17.02

- Comment l'excédent commercial de la zone euro cache en réalité la débâcle de la demande intérieure européenne - Atlantico.fr

En 2013, les importations ont chuté de 3,30% selon Eurostat. Ainsi, l'amélioration de la balance commerciale n'est pas due à un meilleur résultat sur le plan des exportations, mais à la faiblesse des importations. Atlantico.fr 16.02

- Shinzo Abe décidé à baisser l'impôt sur les sociétés au Japon - Reuters

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe reste déterminé à réduire le taux d'imposition des sociétés afin d'accroître la compétitivité des entreprises nippones et de rendre le pays plus attractif pour les investissements étrangers, a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Yoshihide Suga.

"*Nous prendrons en compte les conséquences d'une baisse de l'impôt sur les sociétés sur les finances publiques, mais le Premier ministre a toujours dit qu'une réduction était nécessaire. Nous le ferons proprement*." a dit Yoshihide Suga. Reuters 16.02

Stratégie du chaos et Ancien régime

- Ecotaxe: manifestation des Bonnets rouges, 4 blessés, 3 interpellations - AFP

- Rythmes scolaires: Le mouvement des «*gilets jaunes*» veut faire mouche - 20minutes.fr

- Charte des langues régionales : l'alsacien prend les devants - Liberation.fr

- Ukraine. L'opposition lance un "*ultimatum*" au pouvoir - Le Nouvel Observateur

- Angela Merkel reçoit deux leaders de l'opposition ukrainienne - Reuters

- Le Venezuela expulse trois agents consulaires américains - LeMonde.fr

- Plus de cent personnes massacrées dans le nord-est du Nigeria - 20minutes.fr

- Homosexualité : Obama prévient l'Ouganda contre un « *pas en arrière* » - LeMonde.fr

- Egypte: quatre morts dans un attentat visant un bus de touristes sud-coréens - AFP

- Tunisie : quatre personnes, dont deux gendarmes, tuées par un groupe armé - LePoint.fr

- Beyrouth vit de nouveau dans la peur des attentats - LeFigaro.fr

- Les blogueurs chinois appellent les États-Unis au secours pour les libertés sur Internet - LeFigaro.fr

- Syrie: Quels espoirs après l'échec de Genève II? - 20minutes.fr

- L'opposant russe Oudaltsov dénonce une affaire «cousue de fil blanc» à la veille de son procès - Liberation.fr

- Soudan du Sud: à Bor, ville fantôme, l'insoutenable ramassage des corps - AFP

- En Thaïlande, des milliers de manifestants tentent toujours de bloquer la capitale - LeMonde.fr

Leur combat idéologique tout azimut

Voilà ce qui arrive à fréquenter les mosquées monsieur Goasguen !

- Claude Goasguen poursuivi après ses propos sur les jeunes musulmans français - 20minutes.fr

Un populiste piégé par un provocateur sioniste.

- Nicolas Dupont-Aignan à un journaliste: "*Vous êtes une merde intégrale*" - L'Express.fr

J'ai lu l'argumentation de Nicolas Dupont-Aignan qui figurait dans cet article, elle ne correspond pas à la réalité, il ment par omission, il est vrai qu'il a viré le 5 octobre 2013 une certaine Marion Sigaut qui faisait partie de l'équipe dirigeante de Debout la République et qui était en relation avec Alain Soral et son organisation d'extrême droite Egalité et Réconciliation.

Mais ce dont il ne fait pas mention, c'est que cette relation durait depuis au moins le mois d'octobre 2011, quand elle écrivait déjà des articles pour le portail de Soral, ce qu'il ne pouvait pas ignorer. Ce qui signifie qu'il a toléré cette double appartenance à son parti et à cette organisation d'extrême droite durant toute cette période, et sans la polémique engagée par le provocateur sioniste professionnel Frédéric Haziza il y a tout lieu de penser qu'elle perdurerait aujourd'hui.

Cela dit, son contradicteur fait partie des pires ordures qui officient aujourd'hui dans les médias privés ou public. Maintenant monsieur Nicolas Dupont-Aignan peut déclarer que la réapparition "*d'une peste brune (...) dans notre classe politique*" est "*ridicule*", il n'a pas totalement tort, elle est seulement plus visible et est fortement encouragé par Hollande-Valls à faire preuve de davantage d'audace pour montrer qu'elle existe toujours, il n'en demeure pas moins que ses liens avec des personnages de l'extrême droite ou son discours consistant à dédiaboliser Marine Le Pen sont bien une réalité.

Le sionisme : Comment ça marche?

Le journaliste politique Frédéric Haziza s'interroge sur un lien entre le président de Debout la République et l'essayiste d'extrême droite Alain Soral. Nicolas Dupont-Aignan s'indigne.

On remarquera que le procédé utilisé par ce pseudo journaliste est le même qui a conduit un certain Dieudonné et sans doute d'autres personnes à rejoindre l'extrême droite.

Pour justifier sa politique et obtenir un consensus national (et international) et le soutien des médias Bush avait besoin d'un événement choc à la hauteur de l'entreprise guerrière qu'il se destinait à mener et qu'il attribuerait à un ennemi des Etats-Unis, de la paix et de la démocratie pour reprendre son discours.

On est ici en présence de la même logique, le même mécanisme est mis en oeuvre.

Les sionistes ont besoin d'un ennemi à la hauteur de leurs intentions politiques, qui demeurent inavouables car détestables pour se poser en victime, après avoir décrété arbitrairement qu'ils repésentaient tous les juifs, donc sans leur consentement, ennemi qui ne peut être que l'extrême droite ou les fachos ou encore toute personne qui à titre individuel estimerait que l'existence d'Israël est illégitime. A ce titre il n'est pas exagéré de parler de dangereux psychopathes, de fanatiques hystériques menant une chasse aux sorcières permanente dans toute la société et pas seulement dans les partis politiques ou les médias.

Adeptes de la falsification et du mensonge éhonté, de la délation et de la calomnie, du harcèlement, de l'intimidation, de la menace, de l'infiltration, de la provocation et de la violence physique, etc. méthodes qu'ils partagent avec les fascistes, leur but pouvant être d'éliminer un antisioniste d'un secteur d'activité déterminé afin que seul leur idéologie nauséabonde y soit présente. C'est le cas des journalistes d'une radio ou d'une chaîne de télévision qui sont des cibles de premier choix, d'obtenir la censure d'un écrivain ou d'un intellectuel, d'un chercheur ou d'un scientifique, d'un comédien ou d'un artiste ou toute autre personnalité qui dénoncerait la politique d'apartheid d'Israël, pire, qui appellerait à son boycott.

Mais leur objectif principal est au préalable d'apparaître en victimes, de faire croire à la population qu'ils sont victimes d'une injustice ignoble pour obtenir son soutien (soutien à Israël en réalité), d'une persécution qui n'aurait jamais cessé depuis l'holocauste dont ils entretiennent généreusement la mémoire ou qu'ils réactivent régulièrement et bruyamment en l'instrumentalisant de manière à provoquer une réaction violente de l'extrême droite ou des fachos, effet garanti à tous les coups, ce qui leur permet d'embrayer ensuite sur la menace du fascisme et de l'antisémitisme qui existeraient toujours, ce dont les différentes manifestations verbales ou autres de l'extrême droite ou des fachos viennent corroborer...

A l'arrivée qu'est-ce qu'on constate ?

C'est que le sionisme ne peut se justifier qu'à travers l'existence de l'extrême droite dont finalement il est inséparable, qu'il alimente, dont il nourrit sa rhétorique nauséabonde, il ne peut pas s'en passer, d'où par exemple le soutien aujourd'hui des sionistes aux partis nazis et néo nazis farouchement antisémites en Ukraine.

En Ukraine, ce n'est pour défendre Israël que les sionistes s'engagent au côté des nazis, mais pour défendre la politique définie par l'oligarchie financière américaine qui a décidé d'intégrer ce pays dans l'Union européenne et de l'obliger à rompre avec la Russie.

On a là la véritable nature du sionisme, qui n'est rien d'autre qu'une des branches de l'idéologie néolibérale. Le sionisme est au service de l'oligarchie financière américaine ou occidentale qui entend étendre son contrôle, imposer sa domination et son pouvoir politique au reste du monde, en intégrant dans sa stratégie les impérialistes et les Etats qui lui sont encore hostiles de gré ou de force, afin d'établir un nouvel ordre mondial.

Frédéric Haziza, une pourriture de plus, sioniste revendiqué et provocateur notoire, source ojim.fr (L'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique) :

- « *Dans ma carrière de journaliste, j'ai toujours défendu Israël, je me suis toujours attaqué aux islamistes (…) On ne peut pas me reprocher d'être anti-israélien, d'être antisioniste ou je ne sais quoi. Je me suis toujours attaqué aux organisations extrémistes palestiniennes ou organisations d'extrême droite françaises* » (dailymotion.com)

- « *A 1h du matin je reçois un coup de file de Bernard Henri Lévy qui me dit : « A votre place je ne le ferais pas »* [invitation de Marine Le Pen à Radio J], *c'est une faute politique* », « *La face cachée du nouveau front* », documentaire de Matthias Hillion et Karim Rissouli diffusé le 18 décembre 2011 sur Canal+.

- « *19 avril 43, il y a 70 ans, la révolte du Ghetto de Varsovie. Ils sont morts pour que nous vivions. Noublions jamais* ». (twitter.com/frhaz)

Il a raison, les sionistes les ont vendus au régime nazi en échange de la Palestine, c'était un deal, l'un ou l'autre et ils ont choisi, cela figurait dans un document fourni par un intellectuel juif et dont j'ai publié un extrait récemment. Pourquoi ne devrait-on pas diffuser cette information puisque les sionistes l'ont revendiqué, non ? Ce qu'en font d'autres personnes est leur problème et non le nôtre, on ne va pas se priver de preuves matérielles qui impliquent les sionistes dans l'holocauste.

Bref, c'est monstrueux mais c'est la stricte vérité, il faut s'y habituer, c'est aussi juste pour montrer jusqu'où ils sont capables d'aller dans la barbarie ou le cynisme, à côté le mensonge ou l'hypocrisie c'est de la rigolade, là il s'agissait de l'extermination de millions d'hommes, femmes et enfants innocents, tout comme les Palestiniens qui ne leur ont jamais demandé de s'installer sur leurs terres et de les en chasser.

C'est vous, c'est moi, ma fille, ma petite-fille et les enfants qu'elle aura (ou non) un jour

- D'où venaient les juifs de France déportés? - Slate.fr

«*La Shoah n'est pas uniquement un chapitre dans les manuels d'histoire*», remarque Le Monde.fr, Serge Klarsfeld, président de la FFDJF précise au site:

«*Elle s'est déroulée là où les gens vivaient, là où ils vivent encore*.» Slate.fr 17.02

Comment vous ne culpabilisez pas, mais c'est de chez vous dont ils parlent ces fachos, où vous vivez, vous ne sentez pas la pourriture qui transpire des murs, de la terre, des arbres qui vous entourent, vous baignez dedans, mais alors c'est nous, oui c'est de vous dont ils parlent, de vos parents, grands-parents, et estimez-vous heureux, vous êtes Français vous n'êtes pas un sale boche, quoique, un peu quand même, sentez-vous.

Bon, je croyais qu'ils voulaient dire en Palestine...

On achève bien... les esclaves :

- « *12 Years a Slave* » décroche le Bafta du meilleur film - lemonde.fr

Le film réalisé par le Britannique Steve McQueen, retraçant l'histoire d'un musicien noir vendu comme esclave aux Etats-Unis, s'est notamment imposé face à « *Gravity* ». lemonde.fr 16.02

On en connaît un autre noir, il est vendu à la finance...

Info ou intox ? Fabrication de preuves.

- Pascal Simbikangwa, simple agent ou tortionnaire au Rwanda ? - Reuters 17.02

"*Directeur de rien*", inutile car "*impotent*", ou homme de l'ombre à la "*réputation redoutable*"... De nouveaux témoins ont jeté leurs éclairages contradictoires lundi sur Pascal Simbikangwa, le premier Rwandais poursuivi pour crimes liés au génocide en France, près de 20 ans après ce drame.

Anatole Nsengiyumva est l'ancien patron du "*bureau G2*", le renseignement militaire où fut brièvement affecté Pascal Simbikangwa, après qu'un accident eut laissé paraplégique le jeune capitaine de la garde présidentielle en 1986.

Versé dans le civil, l'accusé allait rejoindre le Service central de renseignement de la police (SCR), avec rang de "*directeur*", dit-il. Mais pour le lieutenant-colonel Nsengiyumva "*c'était un petit agent*" chargé de la revue de presse, "*il n'était directeur de rien*".

L'officier supérieur, condamné à 15 ans en appel par le tribunal pénal international pour le Rwanda et qui témoigne par visio-conférence depuis Arusha (Tanzanie) où il attend un pays d'accueil, fut pendant le génocide commandant du secteur de Gisenyi (nord-ouest), région d'origine de Pascal Simbikangwa comme un des principaux hiérarques du régime du président hutu Juvénal Habyarimana, dont l'assassinat fut l'événement déclencheur du génocide.

Le capitaine Simbikangwa est notamment accusé d'y avoir organisé des milices et fait livrer des armes, mais son ancien chef, tout en reconnaissant ne pas l'avoir vu "*pendant les événements*", balaie d'une phrase. "*Simbikangwa était impotent, il se déplaçait dans sa chaise roulante, il ne pouvait pas se mettre debout, alors moi je ne vois pas Simbikangwa dans son état aller s'occuper des entraînements alors qu'il y a des gens bien portants*".

Johann Swinnen, ambassadeur de Belgique à Kigali de 1990 à 1994, a une tout autre perception de l'accusé. "*J'étais au courant de sa réputation que je qualifierais de redoutable*".

Un de ses contacts, un ancien chef de la banque centrale, l'avertit le 12 mars 1994 de l'existence d'une liste "*de gens chargés d'organiser la terreur*". En troisième place, le capitaine Simbikangwa. Deux semaines plus tard, un tract anonyme reprend les mêmes noms comme "*l'état-major chargé d'exterminer les Tutsi*".

Augustin Lyamuremye a lui aussi entendu "*la réputation dans la presse de tortionnaire*" du capitaine avant même de prendre la tête du SCR dans le cadre du premier gouvernement multipartis en 1992.

"*Ma première mesure a été de le changer d'affectation*", le passant de la surveillance de la presse à la simple revue de celle-ci, explique ce membre de l'opposition de l'époque, qui fut trois fois ministre dans les gouvernements d'après le génocide, dans le régime mis en place par l'ex-rébellion tutsi. Mais il cherchera en vain à le faire partir du service, car "*le pouvoir avait cadenassé le système de mutation*".

Pour lui, Simbikangwa, pour qui "*le président Habyarimana c'était le bon Dieu*," avait une tâche claire: faire partie d'un système de renseignement parallèle pour la présidence.

Quels éléments, quelles indications, quelles preuves en ce sens, l'interroge pour la défense Me Fabrice Epstein.

"*Je ne saurais vous dire, c'était comme ça, tout le monde savait*".

"*C'est une comédie funeste pour moi. Il arrive ici et il commence à vous mentir. Ce qu'il a raconté c'est honteux,*" répliquera l'accusé un peu plus tard. Reuters 17.02

De quelles preuves disposent-ils ? Réponse: "*tout le monde savait*" ! Peut-on juger un homme sur cette base-là ? En dictature cela ne pose pas de problèmes. Ce sont les responsables politques en place en France à cette époque et le PS qu'il faudrait juger...

Lire aussi la causerie d'hier.

ONG. C'est comme cela qu'on les aime...

- Une ONG grecque aurait détourné 9 millions d'euros d'argent public - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la démocratie est incompatible avec la survie du capitalisme.

Les sociétés occidentales sont-elles devenues tellement complexes que les gouverner dépasse le seuil de compétence des élus (et des électeurs) ? - Atlantico.fr

Alors pourquoi ne pas s'en passer comme le suggère ouvertement le milliardaire américain Tom Perkins (lire l'article dans cette page) ? C'est bien ce que fait déjà en grande partie la Commission européenne et la BCE, alors pourquoi ne pas pousser l'expérience plus loin ? Et la démocratie ? Mais c'est la démocratie à l'heure où l'oligarchie financière revendique le pouvoir absolue, c'est leur version monarchique.

- Fiat veut transformer sa filiale Fga Capital en banque - Reuters

Je vois un lien entre cette information et le titre précédent, la semaine dernière je ne me suis pas arrêté sur le sujet mais une autre grande entreprise américaine je crois annonçait s'engager dans cette voie. De notre entreprise rachète aussi les actions qu'elles avaient mises sur le marché. Cela a-t-il un rapport avec cette info ? A suivre.

Les multinationales deviennent des banques ou disposent d'une banque dans leur holding, elles peuvent ainsi se doter des mêmes outils qu'une banque classique, dès lors en principe leur avenir est assuré, ce qui ne sera pas le cas de leurs concurrents étrangers qui ne disposeront pas de ce pouvoir et qu'ils pourront éliminer ou absorber plus facilement. Autre avantage, le capitalisme industriel et financier se trouvent encore plus imbriqués au profit de ce dernier puisque c'est celui qui détient les cordons de la bourse qui gouverne. C'est pratique pour se financer mais aussi pour réaliser des transferts de profit de l'un à l'autre. A suivre.

Le Front de gauche tourne à guignol.

Jeu institutionnel, manoeuvres d'appareils et électoralistes, ils ne savent pas faire autre chose.

- Le Parti de gauche exige du PCF qu'il ne passe plus d'alliance avec le PS - AFP

Le Parti de gauche, las des "*contradictions*" stratégiques de son partenaire communiste sur les municipales, a réclamé au PCF qu'il ne passe plus, à l'avenir, d'alliance avec les socialistes et a lancé sans le PCF les grandes lignes de sa campagne pour les européennes.

(Le Parti de gauche est bourré de "*contradictions*", à moins qu'il n'ait de gauche que le nom, après tout il y en a qui s'en sont aperçus à propos du PS... au bout d'un siècle. Et encore, ce n'est pas du tout certain... - ndlr)

Dans une résolution adoptée à 97% dimanche lors d'un conseil national (parlement) du parti de Jean-Luc Mélenchon, le PG a réclamé au PCF "*des signaux clairs*" sur ses stratégies futures, en particulier "*un engagement*" "*à présenter des listes autonomes aux élections cantonales et régionales de 2015*".

(Ils sont déjà passé aux élections de 2015, et en 2015 ils embraieront sur 2017! Le régime peut être rassuré après les "*signaux clairs*" que lui a envoyés Mélenchon, quel charlatan ! - ndlr)

Le Parti de gauche est en bisbille avec son partenaire communiste sur la stratégie à adopter vis-à-vis du PS aux municipales: le PG prône une autonomie radicale par rapport au PS au premier tour, tandis que le PCF a préféré le cas par cas, avec des alliances avec le PS (notamment à Paris ou Marseille), ou des listes "*d'autonomie*" avec le PG.

(Autonomie ne signifie pas indépendance, ouf, le PS est rassuré ! Merci au PG de l'avoir confirmé. En réalité il ne s'est jamais inquiété à propos de Mélenchon, ils le connaissent trop bien, 30 ans de mangeoire au PS : Il est confit ! Confit, confiance, je vous laisse imaginez un jeu de mots. - ndlr)

"*On ne veut pas que cette stratégie à géométrie variable se reproduise à l'avenir*", a affirmé à l'AFP Eric Coquerel, secrétaire national. "*Il y a un problème de contradiction. On ne veut plus qu'à l'avenir on se retrouve dans la situation des municipales.*"

(Pauvre chéri, il s'en fout en réalité ! - ndlr)

Une contradiction qui, pour Jean-Luc Mélenchon, altère les relations de confiance entre les deux principales formations du Front de gauche.

"*Je suis devenu un peu méfiant et moins naïf*" vis-à-vis des communistes, a-t-il déclaré sur BFM-TV/RMC/Le Point dimanche soir. A Paris, "*je ne m'attendais pas que les communistes nous abandonnent pour partir avec les socialistes*", a-t-il confié, ajoutant: "Ils me lâchent dans une série de villes (...) donc je fais ce que je peux".

(On se demandait jusque là si Mélenchon le faisait exprès, s'il était un crétin ou s'il n'était pas plutôt un charlatan, en voulant nous faire croire qu'il aurait été trop "*naïf*" envers le PCF qu'il connaît parfaitement, c'est nous qu'il essaie de prendre pour des abrutis, il confirme donc son statut de mauvais illusionniste, d'histrion du régime. - ndlr)

Dans sa résolution, le PG a aussi fait le constat que "*du fait des contradictions générées par le PCF*", "*ce n'est pas possible pour le moment*" de "*démarrer la campagne européenne avec l'ensemble du Front de gauche sans attendre la fin des municipales*".

Dès lors, et donc sans attendre le PCF, il a appelé "*toutes les forces du FG*" et "*d'autres partis engagés nationalement ou localement avec (lui) sur des listes autonomes aux municipales à s'engager dès maintenant dans la campagne européenne*".

Est-ce la fin du "*Front de gauche*" ? "*Non*", a assuré M. Mélenchon, espérant que les communistes veuillent "*faire des listes "Front de gauche""* aux européennes.

Il n'empêche que le PG se tourne vers d'autres, avec un nouvel appel du pied, dans la résolution adoptée, aux personnalités écologistes comme Eva Joly ou Noël Mamère, ou à la "*gauche du PS*".

(En désespoir de cause, ne pouvant pencher à gauche, il ne reste plus au PG qu'à pencher un peu plus à droite. Y aurait-il là une contradiction ? Non, pourquoi, cela devrait ? - ndlr)

La situation entre le PG et le PCF, difficile ces derniers mois, s'est encore tendue la semaine dernière après la publication de l'affiche de campagne de la candidate PS à Paris, Anne Hidalgo.

Alors que les deux partenaires s'étaient mis d'accord pour que le PCF n'utilise pas le logo "*Front de gauche*" sur les affiches avec le PS "*dans les villes significatives politiquement dont Paris, Nantes, et celles incluant des ministres PS*", l'affiche de Mme Hidalgo arborait le logo Front de gauche.

"*Pierre Laurent aurait pu dire publiquement "on regrette". Or il n'y a eu aucune expression publique*", a regretté M. Coquerel. AFP 16.02

(Quand on se fait manipuler aussi facilement, c'est qu'on le veut bien, non ? - ndlr)

Un troisième saltimbanque tient à en être... pour une "***initiative de rue***".

Mélenchon voudrait-il me faire mentir ? Ne voilà-t-il pas qu'il s'encanaille avec le NPA étiqueté à l'extrême gauche. Quelle audace, n'est-ce pas ? Quel tournant à gauche ! En êtes-vous si sûr ?

Vous avez déjà oublié les prises de position du NPA des derniers mois ou des dernières années ? Son soutien à la guerre néocoloniale contre la Syrie à laquelle Hollande participe ? Son soutien à toutes les réformes dites sociétales mises en oeuvre par le PS qui n'ont pour seul object (idéologique) que ramer pour le compte du néolibéralisme qui en était à l'initiative,

car observant à quel point Hollande fait acte de servilité envers le Crif, l'UE, Obama, comment imaginez un seul instant que le petit monarque aurait pu décider de se lancer dans cette guerre idéologique de son propre chef, réfléchissez un peu, c'est impensable, impossible.

En réalité, PG et NPA rament pour le PS et le régime en place.

- Mélenchon et Besancenot proposent une manifestation nationale le 12-13 avril - AFP 17.02

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche et Olivier Besancenot, figure du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), ont annoncé lundi vouloir organiser une "*marche nationale*" le week-end du 12-13 avril en réponse aux "*manifestations de droite et d'extrême droite des derniers mois*".

(Ouf, on croyait que c'était contre le patronat, le gouvernement ou les institutions de la Ve République ! - ndlr)

Clémentine Autain, autre figure du Front de gauche, avait également proposé le 7 février une "*initiative de rue*" contre l'austérité et les "*forces réactionnaires*".

"*On est sur la même longueur d'ondes pour construire avec d'autres une initiative de rue la plus importante qui soit et répondre à l'air du temps...*", a déclaré Olivier Besancenot.

"*Il y a une situation qui va de mal en pis avec des élites dirigeantes qui ne se rendent pas compte de la violence de ce qu'ils déclenchent dans le pays*", a ajouté Jean-Luc Mélenchon. AFP 17.02

Ah ben alors, voilà qu'ils ne se rendent compte de rien au PS les malheureux! C'est ce que n'est pas de leur faute alors, on va les aider à ouvrir leurs yeux et leurs oreilles et après... après quoi au fait, ah ben rien ! Mais dis-donc c'est complètement con ton histoire. Tu crois ? Non j'en suis sûr. C'est pitoyable, non ? Si tu le penses...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre limogé (communiqué) - AFP 16.02

Le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), Sélim Idriss, a été limogé dimanche, a annoncé dans un communiqué officiel le Conseil militaire supérieur (CMS) qui chapeaute cette coalition rebelle luttant contre le régime syrien.

"*Le CMS a décidé à l'unanimité dans sa réunion du 16 février de limoger Sélim Idriss de son poste de chef d'état-major et de nommer à sa place le brigadier général Abdel al-Ilah al-Bachir*", a annoncé le colonel Qassem Saadeddine, entouré d'autres membres du CMS, dans une vidéo diffusée sur internet.

Il a invoqué "*la paralysie au sein de l'état major au cours des derniers mois*", la nécessité de le "*restructurer*" et "*les difficultés que rencontre la révolution syrienne*" face au régime du président Bachar al-Assad.

L'ASL est une coalition rebelle formée lors de la militarisation de la révolte en Syrie pour tenter de renverser le régime de Bachar al-Assad.

Elle s'est par la suite affaiblie en raison de divisions en son sein et de l'apparition de jihadistes mais aussi d'autres coalitions rebelles, notamment l'influent Front islamique.

Plusieurs brigades, islamistes et non islamistes, continuent toutefois de se réclamer de l'ASL, qui désigne désormais plus la rébellion qu'une coalition bien structurée. AFP 16.02

1.2- Qui détient la palme du terrorisme en Syrie? Israël répond. - french.irib.ir 16.02

Un centre d'espionnage israélien, Meir Amit dont les espions opèrent largement dans la région le confirme : les ressortissants saoudiens ont commis le plus grand nombre d'attentats -suicides en Syrie ! " *Les kamikazes saoudiens recourent aux mêmes méthodes que celles utilisées par Al Qaida et ses branches en Irak et les deux groupes Al Nosra et Daesh ont commis le plus grand nombre d'opérations suicides dans les villes et localités syriennes. Sur un totale de 50 opérations suicides commis en 2012, 43 sont commises par Al Nosra. Ce dernier revendique 34 autres attentats kamikazes courant 2013 en Syrie. Quant à l'Etat islamique en Irak et au Levant dit Daesh, il a commis depuis sa formation en 2013 9 opérations suicides. Al Nosra et Daesh ont employé 53 kamikazes en 2013 dans le cadre de plusieurs opérations communes. Depuis le début 2014, cinq opérations suicides ont été commises au Liban dont quatre par les membres d'Al Nosra et un seul par Daesh*".

Le rapport très étrangement détaillé poursuit : " *les opérations suicides sont commises de différentes manières. Il se peut que six kamikazes s'approchent dans le même temps de deux cibles placées non loin l'une de l'autre et de se faire sauter ensemble. Il se pourrait aussi que deux suicidaires se font sauter ensemble ou à bord de deux voitures piégées*" selon cette enquête, " *certaines opérations n'ont visé que seuls les civils syriens. Ces opérations ont fait des milliers de morts syriens. Meir Amit a fait aussi l'acquisition des noms de 30 kamikazes sur un total de 53, tous membres de Daesh et du front Al Nosra. 23 des 30 kamikazes impliqués ont été des étrangers contre 7 de nationalité syrienne. Sur ces 23 personnes, 13 ont été de nationalité saoudienne, quatre de nationalité jordanienne, trois de nationalité irakienne. Trois autres kamikazes ont été des ressortissants tunisien, australien et canadien*". Le rapport israélien affirme qu'une majorité de kamikazes est saoudienne mais ceci n'est pas étonnant puisque " *l'Arabie saoudite est le foyer d'Al Qaida, principal soutien à cette organisation en Syrie*". Il est curieux de voir cette agence israélienne avoir des informations aussi détaillées .... Al Qaida est-il le seul agent des saoudiens ? french.irib.ir 16.02

1.3- Syrie : pourparlers secrets Iran/Arabie/USA - french.irib.ir 17.02

Alors que les tambours de la guerre contre la Syrie retentissent à nouveau, une source onusienne prétend que des " *pourparlers se déroulent en ce moment même entre l'Arabie saoudite, l'Iran et les Etats Unis autour de la Syrie* ". " *La défaite des pourparlers de Genève II n'est pas tragique puisque de très importants entretiens sur la Syrie sont menés à Bern en présence entre autre des iraniens , des saoudiens et des américains*". Cette information reprise par Raï al Youm affirme que " *l'important est ce qui se déroule à Bern et non pas ce qui s'est passé à Montreux. Les Iraniens assistent aux côtés des russes, des saoudiens et des représentants de Damas et de l'opposition anti Assad à ces pourparlers au contraire des qataris qui eux, ont été écartés*". Mais sur quoi sont focalisés ces pourparlers? "*Ces pourparlers secrets se concentrent sur la formation d'un conseil militaire pour la gestion de la Syrie, un conseil composé de militaires issus du régime Assad, de l'opposition et des indépendants . Ce conseil aura plein pouvoir pour diriger le pays*". " *Suivant ces pourparlers secrets, Assad restera au pouvoir pour une période déterminée mais de façon symbolique et jusqu'à ce que soit trouvé un successeur sur qui tout le monde soit d'accord* ".

Selon ce responsable onusien qui a requis l'anonymat " *les pourparlers de Bern ont également enregistré des progrès. le responsable refuse de dévoiler des détails supplémentaires sur ces soi disant pourparlers. Le Qatar est totalement marginalisé et c'est l'Arabie saoudite seule qui est en charge de gérer le dossier*". french.irib.ir 17.02

1.4- Guerre : Forces spéciales US/GB en route pour la Syrie? - french.irib.ir 17.02

Selon les sources diplomatiques occidentales, "*les experts de renseignement et de sécurité américains et britanniques se trouvent actuellement en Jordanie pour une mission, celle entre autre de faciliter le déploiement en Syrie des unités de force spéciale américaines et britanniques*" . Ces sources consultées par Al Raï al Youm, ont relevé les propos de Robert Ford , ex-ambassadeurs US en Syrie qui promet un embrasement du front du sud de la capitale Damas ou encore ceux de Wendy Sherman qui évoque un plan B en cas de l'échec de Genève II pour affirmer que la Jordanie va se transformer sur ses régions frontalières en une véritable porte d'entrée des armes euro américaines vers la Syrie. Les experts américains et européens spécialisés en sécurité et en renseignement sont actuellement présents en Jordanie et examinent plusieurs projets dans deux sens : il s'agit d'abord de faciliter l'entrée d'une force spéciale anglo américaine en Syrie et ce sous prétexte de faire face aux terroristes takfiris de l'Etat islamique en Irak et au Levant (Daesh) et d'Al Nosra et les empêcher de s'approcher des frontières avec Israël (ndlr : ce qui est un pur prétexte dans la mesure où c'est Israël lui-même qui arme et forme Daesh et Al Nosra aussi bien en Syrie qu'en Irak).

Suivant ce volet les forces speciales resteront à Daraa et en étroits rapports avec l'ASL. La seconde dimension de ces plans consiste à surveiller l'acheminement d'armes et de munitions aux opposants et à élaborer des plans pour lancer des opérations armées contre le régime Assad et son armée et ses alliés de façon à ce que des armes ne tombent pas entre les mains des extrémistes djihadistes. Le journal fait remarquer ensuite la récente visite du roi jordanien aux Etats Unis où il a réussi à s'assurer une tranche d'aide de 1 milliard de dollars, aide qui est en effet le signe d'une parfaite entente entre Abdellah et Obama sur la Syrie . la Jordanie jouera donc le rôle central dans de nouveaux agissements militaires contre Assad.

La Jordanie serait donc une porte d'acheminement des armements aux rebelles au cas où la Jordanie déciderait de doter les terroristes de missiles anti aériens. En effet dans cette nouvelle configuration, le sud de la capitale Daraa constituera un "*petit état*" ou " *une petite zone sécurisée*" pour les opposants armés d'où ils mèneront une guerre de longue haleine et d'usure contre le régime Assad. Cette zone "*tampon*" ou mini état pourrait s'étendre dans les semaines et mois à venir. Le secrétaire d'état Kerry a d'ailleurs mentionné de " *nouvelles formules*" auxquelles il pensait au sujet de la Syrie depuis qu'Obama le lui avait demandait.

Al Qods al Arabi a d'ailleurs le mot juste pour parler de ce plan de substitution : il est question surtout d'armer à nouveau les rebelles et de les réorganiser sur le front sud où Al Nosra et Daesh ont moins d'emprise. Selon les diplomates américains, la cible c'est Damas et il s'agit d'en prendre le contrôle à l'aide des forces spéciales entrainées par les américains et les français en Jordanie. french.irib.ir 17.02

2- Bahreïn

- Vaste manifestation pour des réformes politiques à Bahreïn - Reuters 15.02

Des dizaines de milliers de Bahreïnis ont participé samedi dans le calme à une manifestation célébrant le troisième anniversaire d'un soulèvement de la majorité chiite du pays, finalement réprimé par la famille régnante sunnite avec l'aide de l'Arabie saoudite.

Ce rassemblement à l'appel du Wefaq, principale formation de l'opposition, est le plus important organisé à Bahreïn depuis le mouvement de contestation de 2011.

Composée d'hommes, de femmes et d'enfants, la foule rassemblée sur l'autoroute de Boudaiya, qui relie la capitale Manama à cette ville du nord du pays, a réclamé des réformes politiques et la libération de prisonniers, ont rapporté des témoins.

"*Nous ne nous arrêterons pas tant que nos revendications n'auront pas été satisfaites*", ont scandé les manifestants. "*Chiites et sunnites, nous aimons tous ce pays.*"

Comme l'Arabie saoudite, le pouvoir à Bahreïn a perçu cette agitation comme un complot ourdi par l'Iran chiite afin d'affaiblir les monarchies sunnites du Golfe. Reuters 15.02

SOCIAL

Grèce

- Grèce: nouvelle réforme du système de santé, sous haute tension - AFP 17.02

Les médecins du principal organisme de santé public de Grèce ont occupé lundi plusieurs centres de soins du pays pour protester contre une réorganisation national, deux ans après une précédente restructuration jugée insuffisante par le gouvernement et les créanciers du pays.

Des dizaines de rassemblements ont été organisés en Grèce continentale et dans les îles par les employés de l'Organisme national de distribution de services de santé (EOPYY) pour s'opposer à la liquidation de cette institution officiellement supprimée lundi.

Problème: la structure qui doit succéder à l'EOPYY, rebaptisée "*Réseau national de soin de premier degré*" (PEDY), ne verra pas le jour avant un mois. Et l'EOPYY avait à peine deux ans d'existence: cet organisme, né en 2012, avait unifié différentes caisses de sécurité sociale, autour de la principale d'entre elles ? Celle des employés salariés ? héritant ainsi d'un parc d'environ 250 centres de soins dans le pays.

Plus de 8.000 médecins et employés de l'EOPYY offraient des soins conventionnés à plusieurs millions d'assurés. La majorité d'entre eux devraient être réintégrés dans le nouvel organisme créé par le gouvernement mais d'autres pourraient également rejoindre les listes de fonctionnaires mis en disponibilité voire licenciés dans le cadre des engagements de la Grèce vis à vis de ses créanciers.

Les médecins opposés à la réforme dénoncent une menace sur leurs emplois et leurs salaires et un nivellement par le bas de la médecine conventionnée. Ils ont observé une grève ininterrompue depuis le mois de novembre, perturbant le fonctionnement des centres de soins. Ils avaient déjà bataillé de longues semaines contre le gouvernement lors de la création de l'EOPYY début 2012.

Initialement créé pour rationaliser une offre de soins souffrant de gaspillage, corruption et mauvaise gouvernance, à l'image de tout l'appareil d'Etat grec, l'EOPPY reste plombé par un déficit se chiffrant en milliards d'euros.

"*Le réseau de soins de premier degré est le grand malade du système de santé grec. Il a atteint ses limites*", a expliqué lundi le ministre adjoint de la Santé, Antonis Bezas. AFP 17.02

ECONOMIE

1- Traité transatlantique de libre-échange UE/Etats-Unis.

- Négociations en vue du futur accord de libre-échange UE/Etats-Unis - AFP 17.02

Le représentant américain au Commerce Michael Froman a reçu lundi son homologue européen Karel De Gucht pour faire le point sur les progrès réalisés lors des trois précédents rounds de négociations en vue du futur accord de libre-échange transatlantique.

Michael Froman s'est brièvement adressé à la presse à Washington avant deux jours de réunions à huis clos avec le commissaire européen au Commerce, le Belge Karel De Gucht, destinées à préparer le quatrième round de discussions transatlantiques qui se tiendront la semaine du 10 mars à Bruxelles. (A huis clos, circulez il n'y a rien à voir, c'est cela la démocratie made in USA... et UE ! - ndlr)

Il a cependant insisté sur la nécessité de "*maintenir le niveau de santé, de sécurité et de protection environnementale que nos régulateurs estiment approprié*". (Ils sont quasiment nul aux Etats-Unis ou c'est la corruption qui prédomine. Peut guère faire pire. - ndlr)

Tout en soulignant lui aussi sa volonté de respecter les réglementations en vigueur en Europe, Karel De Gucht a remarqué que ses rencontres lundi et mardi à Washington représentaient le "lancement" du volet politique de ces importantes négociations commerciales. (Quand on sait que les Américains ne respectent rien ni personne et n'ont pas de parole, il y a de quoi s'inquiéter. - ndlr)

"*Nous faisons des progrès solides. Je dirais même que nous faisons des progrès plus solides que ceux que nous faisons d'habitude dans des négociations commerciales, qui ne sont jamais faciles*", a noté M. De Gucht, se disant optimiste sur la possibilité d'obtenir un accord "qui soit non seulement équilibré, mais aussi ambitieux". (Comme son homologue européen Karel De Gucht est en réalité un homme de paille de l'impérialisme américain, c'est facile, on n'en doute pas ! Quand au reste non plus, dans le langage américain "équilibré" signifie toujours en notre faveur. - ndlr) AFP 17.02

2- Libye

- La Libye s'enlise dans une crise pétrolière sans précédent - AFP 16.02

La Libye est plongée dans une profonde crise économique depuis la fermeture mi-2013 de ses principaux sites pétroliers, privant l'Etat de l'essentiel de ses revenus, trois ans après la révolution qui a renversé le régime de Mouammar Kadhafi.

Le secteur pétrolier contribue à hauteur de 70% du PIB, de 95% des revenus de l'Etat et de 98% de ses exportations.

Selon des estimations du ministère du Pétrole et de la Banque mondiale, la Libye a ainsi subi des pertes estimées à plus de 10 milliards de dollars depuis juillet.

Et le Premier ministre Ali Zeidan a estimé que son pays était désormais "*entré dans une crise économique*", affirmant que "*le gouvernement pourrait avoir des difficultés à payer les salaires*" sur le budget 2014. AFP 16.02

Haut de page

Le 20 février 2014

CAUSERIE

Mercredi 19 à 22h50 en Inde.

29 nouveaux articles ont été mis en ligne.

Pour faciliter l'accès aux articles depuis le 1er janvier 2014 sur l'Ukraine et le Venezuela, deux liens renvoient à ces articles dans

la rubrique Dossiers.

Jeudi 20.

Mon épouse retourne en France le 26, je dois l'aider à préparer son départ.

Boycott. Voter PS ou pour un de ses satellites ou alliés : Quel "***sale boulot***", c'est s'humilier soi-même !

Retour sur la visite du French caniche à Washington.

Libération du 12 février : La France sous Hollande, « *un partenaire remarquable, parfaitement aligné sur leurs positions. Et surtout très discipliné, même quand il est humilié en public. Dans la crise des écoutes de la NSA, Paris a été une des capitales européennes les plus conciliantes. Pas un mot plus haut que l'autre.* ». Sur la crise syrienne et le nucléaire iranien, Obama et Hollande ont également affiché un front commun. « *Paris est non seulement de très bonne composition, mais à cet unique avantage de ne pas répugner à faire le sale boulot : notamment au Mali et en Centrafrique* ».

La réaction sur toute la ligne, le journal de gauche (sic!) de Rothschild se devait de le signaler. Mais pourquoi, c'est un non-sens, stupide ?

Non, pas du tout, c'est pour mieux ancrer dans le cerveau de ses lecteurs que la gauche aussi est aquise à leur cause, cela fait partie de la guerre psychologique qu'ils mènent contre nous. Si tout le monde est de droite, acquis au capitalisme, c'est ce qu'ils veulent faire croire, à quoi bon encore se battre, se mobiliser, s'organiser, c'est démoralisant, c'est que la guerre de classes est inutile ou perdue d'avance.

Donnant-donnant. A qui profite la montée de l'extrême droite ? Outre les sionistes, le PS.

Selon CSA, avec une moyenne nationale de 8% des intentions de vote, cela signifie que le FN sera susceptible de se maintenir et donc d'empêcher une victoire de la droite dans un nombre non négligeable de cas.

Selon une enquête de L'Opinion publiée le 5 janvier, le parti de Marine Le Pen pourrait être en position d'arbitre dans plus de 90 des 240 villes de plus de 30.000 habitants. Reuters 19.02

Il faut peut-être multiplier par 2 ou plus la moyenne attribuée ici au FN compte tenu qu'il ne présente pas des candidats dans toutes les circonscriptions.

Vous avez dit complot ?

- *La presse est-elle devenue folle ?* - legrandso ir.info- 17 février 2014

Extrait.

- Se peut-il que les écoles de journalisme aient suivi le cursus de celles qui forment nos élites politiques ? L'argent manque t-il pour envoyer des équipes sur le terrain ? Nos journalistes sont-ils bridés par leur hiérarchie ? Y a-t-il un manque de passion ou une peur de relayer l'information sur les théâtres d'opérations ? Les multiples dérapages de Mrs Laurent Joffrin, Guillaume Durand, Philippe Tesson, Patrick Cohen pour ne citer qu'eux sont-ils suffisants pour expliquer une telle dérive, un tel nauf rage de la presse en général ? Comment analyser l'ascension progressive d'une Caroline Fourest jusque dans les hautes sphères du P. S ? Bref, y a-t-il un complot ?

Posez la question c'est y répondre, ce qui vous échappe toujours c'est qu'il est bien plus vaste que ce que vous pouvez croire ou imaginer...

Réveillez-vous ! Ce ne sont pas "*nos*" journalistes d'abord, essayez un instant d'être indépendant du régime en place, ensuite, ils sont tous corrompus à des degrés divers par l'idéologie dominante sinon vous ne les verriez jamais sur le devant de la scène ou sur un plateau de télévision, réfléchissez un instant, si je peux me permettre ce conseil.

Ukraine. Les médias relais de la désinformation européiste et états-unienne. Front unique Union Européenne, Etats-Unis, nazis, barbares takfiris.

Nous ne prenons pas le parti du gouvernement ukrainien, nous nous contentons de démonter l'opération de déstabilisation en cours dans ce pays.

Un exemple en titres avec Le Monde du 19 février 2014

- A Kiev, du sang, des cendres et la crainte d'un assaut final.

Les policiers prennent position autour du centre de la capitale, mercredi, encerclant les opposants encore sur place.

Question : Cet assaut serait-il illégitime ?

- A Kiev, les civils tirent sur les civils

Un activiste ukrainien a diffusé cette vidéo, assurant que les tirs venaient de civils – les « titouchkis » payés par le pouvoir

Et voilà, c'est le "*pouvoir*" qui est responsable de ces morts et non les provocateurs nazis et djihadistes...

- Une sortie de crise est-elle encore possible en Ukraine ?

La démission du premier ministre ukrainien, Mykola Azarov, peut-elle calmer les esprits ?

Bien sûr que non, c'est la tête du président que réclame les Américains, CQFD.

- Ukraine : Daniel, jeune père et prêt à prendre les armes

Ce libéral de gauche incarne la contestation ukrainienne, débutée pacifiquement et devenue depuis une lutte en partie violente contre un pouvoir déterminé à ne rien céder.

Et voilà comment par le biais d'une minable manipulation, une tentative de coup d'Etat orchestré avec l'aide de la CIA se transforme en manifestation de gauche.

- A Kiev, de l'autre côté des barricades, chez les terribles Berkout

Reportage au sein de cette unité d'élite du ministère de l'intérieur, accusée d'exactions à l'encontre des manifestants.

Les superlatifs ne manquent aux journaleux du Monde pour dénoncer le gouvernement ukrainien, on se demande quelles expressions ce torchon va pouvoir employer pour qualifier les nazis et les djihadistes de retour de Syrie qui sont en train de mettre le pays à feu et à sang. Ou non, on le sait, ce sont des opposants non violents, des contestataires pacifiques...

Pourquoi ne serait-il pas légitime de prendre les armes pour renverser le régime antidémocratique et corrompu ? En France par exemple.

- Les Européens appelés à imposer des sanctions contre l'Ukraine - Reuters

- L'Allemagne met en garde Kiev, l'UE fait part de son inquiétude - Reuters

- Ukraine : pour la Suède, Ianoukovitch "*a du sang sur les mains*" - LePoint.fr

- www.elysee.fr/.../article/situation-en-ukraine

Le Président de la République condamne avec la plus grande fermeté les violences contre les manifestations pacifiques qui ont lieu à Kiev.

- Ukraine: pour la France, des sanctions individuelles doivent être examinées - AFP

- Ukraine: Guigou recommande la convocation d'un Conseil européen - AFP

E. Guigou, c'est la Commission Trilatérale présidée par Rockeffeler.

En complément.

En Syrie des mercenaires takfiris armés, en Ukraine la droite, nazis et néo nazis également armés qualifiés de "*contestataires*".

- La ville où l'Ukraine veut organiser les JO 2022 est un bastion de la contestation - Slate.fr

- Ukraine: le double langage de Viktor Ianoukovitch explique les violences de la place Maïdan - Slate.fr

Il faut bien que la CIA continue de financer ses opérations secrètes.

-Explosion de la production mondiale d'opium et d'héroïne - Réseau Voltaire 16.02

La culture du pavot a atteint un niveau historique sans précédent, en 2013, supérieur au record des années 2007-08, a indiqué Yuri Fedotov, directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDCP).

375 tonnes provenaient d'Afghanistan, tandis que 50 tonnes provenaient du Myanmar et du Laos. Réseau Voltaire 16.02

ACTUALITE EN TITRES

C'est à croire qu'elle n'existe pas vraiment ou sert une cause inavouable.

Quand ils en sont exclus...

- Les citoyens doivent être au cœur de la démocratie - Liberation.fr

Le sauveur suprême fait toujours recette.

- Délivrez-nous de l'homme providentiel ! - LePoint.fr

Selon un récent baromètre Ipsos-Steria, 84 % de nos compatriotes estiment que le pays a "*besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre*". L'espèce de l'homme providentiel semblait pourtant en voie d'extinction. C'était sous-estimer le poids des institutions de la Ve République, qui consacrent la prééminence du chef de l'État, personnalisant à l'extrême le pouvoir.

Symptôme d'une immaturité démocratique, ce culte du sauveur traduit également une grande frustration. LePoint.fr 19.02

Lobbying électoral.

- Pacte de responsabilité : Gattaz ne veut plus d'un "*observatoire des contreparties*" - LePoint.fr

- Les restaurateurs s'invitent dans la campagne des municipales - AFP

- Les brasseurs s'engagent à embaucher en échange de la stabilité fiscale - AFP

- Les professionnels de la culture lancent un appel à François Hollande - Le Nouvel Observateur

Les agences de presse relais du lobbying OGM.

- Le gouvernement persiste contre les maïs OGM - Reuters

- Le gouvernement déterminé à bannir les cultures OGM, malgré le revers au Sénat - AFP

Tâche impossible !

- Conseil des ministres Franco-Allemand : Angela Merkel va essayer de sauver le soldat Hollande - Atlantico.fr

- Hollande et Merkel sont-ils vraiment contre la finance folle ? - Le Nouvel Observateur

Il les préfère morts !

- Hommage du Président aux musulmans morts pour le pays - Liberation.fr

Lequel, le leur ou le vôtre ? Non, excusez-moi, vous n'en avez pas, moi non plus, mais pour des raisons opposées aux vôtres...

- Hollande aux musulmans : « *La France n'oubliera jamais le prix du sang versé* » - LeMonde.fr

Le sang de qui, j'ai mal compris, ce titre est incomplet... Il leur fait payer en Syrie, au Mali et en Centrafrique...

Intox

- Belle moisson de «*repentis fiscaux*» à Bercy - Liberation.fr

- Paris et Berlin veulent un accord sur la "*taxe Tobin*" d'ici mai - Reuters

Faisons acte de compassion : Il faut les euthanasier !

- Gattaz veut un moratoire sur les lois qui «*stressent*» les entreprises - Liberation.fr

- Entreprises: les socialistes "*sur la bonne voie*", pour Xavier Niel - AFP

Bonus légal. Etat et oligarques complices d'une sinistre escroquerie.

- Les députés veulent déterrer les milliards dormant dans les banques - Libération.fr

Les milliards d'euros dormant sur des comptes bancaires inactifs ou sur des contrats d'assurance-vie non réclamés sont au coeur d'une proposition de loi, débattue mercredi à l'Assemblée, qui favorise le retour des sommes à leurs propriétaires et protège mieux les intérêts de l'Etat, bénéficiaire en dernier recours. Libération.fr 19.02

Ils ont poussé les gens à souscrire une assurance-vie, on comprend mieux pourquoi. Les compagnies d'assurance peuvent spéculer tranquillement avec ces 4 milliards d'euros, personne ne viendra leur réclamer si elles les perdaient au casino, c'est tout bonus, génial !

Depuis combien de temps disposent-elles de ce butin conquis de haute lutte ?

Secret bancaire, secret commercial, secret défense, secret d'Etat...

- Secret, le réseau social "*scandaleux*" où l'on reste anonyme - L'Expansion.com

Elle ne date pas d'aujourd'hui en effet : plus de 200 milliards d'euros de cadeaux au patronat depuis 1992 !

- "*La baisse des charges est davantage une option pratique qu'une conversion idéologique*" - L'Expansion.com

Vive les riches !

- Ferrari a réalisé un chiffre d'affaires record en 2013 - Reuters

Tiens donc !

- Pour Moody's, le vote suisse sur l'immigration menace l'économie - Reuters

Je sens que nos chers camarades de gauche et d'extrême gauche vont pouvoir faire un front unique avec les agences de notation... Allez-y, ne vous gênez pas pour nous, c'est bon pour l'économie... des nantis !

Résistance.

- Des salariés de l'usine Depalor retiennent trois dirigeants - Liberation.fr

- FagorBrandt: manifestation de salariés au siège, réunion à Bercy - AFP

- Près de 2 000 sages-femmes manifestent à Paris - LeMonde.fr

Stratégie du chaos.

La liste est longue, aucun continent n'est épargné à l'heure qu'il est, ils sont passés partout à l'offensive, et ce n'est qu'un début...

Il y a quelque temps on disait que la bête n'était jamais aussi dangereuse que lorsqu'elle se sentait prise au piège et que pour s'en sortir il lui fallait passer à l'offensive ou périr, un simple instinct de conservation qui les contraint à renouer avec la pire barbarie, la sauvagerie de jadis, quelques milliers d'années en arrière...

- Etats-Unis. Une nuit de prison pour n'avoir pas rapporté une cassette VHS au vidéo-club depuis 2005 - Francetv info

- Russie: un opposant jugé pour préparation de "*troubles massifs*" - AFP

- Deux Pussy Riot interpellées quelques heures à Sotchi - Reuters

- La Turquie promulgue sa loi sur le contrôle d'Internet - LeMonde.fr

- Liban: 4 morts, 103 blessés, dans un attentat visant l'Iran à Beyrouth - AFP

- Irak: de nouvelles violences font au moins 33 morts - AFP

- Le régime syrien utilise de nouvelles armes à sous-munitions - Liberation.fr

- Algérie : Bouteflika dénonce les tentatives de déstabilisation de la présidence et de l'armée - LeMonde.fr

- Centrafrique: tirs nourris et explosions aux abords de l'aéroport de Bangui - AFP

- Soudan du Sud: d'intenses combats font voler le cessez-le-feu en éclats - AFP

- Thaïlande : la justice interdit au gouvernement d'utiliser la force contre les manifestants - Liberation.fr

- Heurts sanglants à Bangkok, la chef du gouvernement inculpée - Reuters

- Exécuté sans préavis: la face encore plus sombre du système pénal en Chine - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

L'oligarchie financière américaine aux commandes.

- La Fed adopte ses nouvelles règles pour les banques étrangères - Reuters

- Etats-Unis: des règles plus strictes pour les banques étrangères - AFP

- Le FMI admet qu'il n'existe pas de seuil critique de la dette publique - lemonde.fr

Explication : les Américains viennent de relever le plafond de leur dette en décrétant qu'il n'existait pas de limite à celle-ci. Quelques jours plus tard le FMI sort une "*étude*" dans laquelle les auteurs s'emploient à démontrer que l'endettement d'un Etat ne serait pas incompatible avec la croissance, justifiant ainsi la politque américaine.

Il y a une question qui n'est pas abordée dans l'article qui relait cette information : Qui sont les débiteurs? Les pays détenteurs de la dette américaine (bons du Trésor) qui ne seront jamais remboursés puisque cette dette ne cesse d'augmenter, précisons que le rendement ou les intérets de cette dette sont proche de zéro. Un autre aspect n'est pas abordé, sur quoi repose la croissante et

à qui elle profite, et pour cause, sur la surexploitation, aux plus riches.

- Dans une nouvelle étude publiée par trois chercheurs du FMI, les auteurs y passent en revue près d'un siècle d'indicateurs économiques provenant de trente-quatre pays.

« *Nous n'avons trouvé aucune preuve d'un seuil particulier d'endettement au-dessus duquel les perspectives de croissance à moyen terme seraient significativement compromises* », attestent-ils. Selon eux, la trajectoire suivie par l'endettement public est aussi déterminante que son niveau absolu.

« *Les pays ayant une dette publique élevée mais en voie de diminution affichent en effet des taux de croissance similaires à ceux de pays beaucoup moins endettés* », commentent-ils. lemonde.fr

Même quand Le Monde semble vous informer, il triche ou vous cache l'essentiel, il détourne votre attention de l'essentiel, et c'est ainsi qu'il oriente dans une direction déterminée l'idée que se font les lecteurs de la situation. Ce moyen malhonnête de présenter la réalité est du registre du combat idéologique de la classe dominante dont Le Monde est le relais.

Il faut préciser un point pour qu'on comprenne bien comment il a procédé ici pour gagner la confiance des lecteurs. En deux étapes.

1- Ils rappellent une précédente info datant de 2010, une étude truquée qui avait donné lieu à polémique et que Le Monde n'avait pas dénoncée à l'époque, personne ne s'en souvient ou ne l'a su, une manipulation grossière qui depuis a été révélée et reconnu par leurs auteurs comme une "erreur", ces gens sont modestes quand cela les concerne, donc puisque l'affaire est connue Le Monde ne prend aucun risque en y faisant référence 4 ans plus tard.

2- Ils se font le relais d'une nouvelle étude toute aussi sérieuse qui bizarrement épargne l'économie américaine à la dérive ou en faillite, grevée par une dette abysalle, qui va dans le sens de l'évolution de la dette des pays occidentaux qui ne poserait pas de problèmes. Au delà du transfert actuel des richesses produites au profit des plus riches et au détriment des plus pauvre et de la classe moyenne, il faut ajouter l'hypothèque à un tel niveau des richesses qui seront produits dans le futur, qui en réalité aura pour corrolaire l'appauvrissement général de la majorité de la population et la surexploitation, puisqu'une part toujours plus grande des richesses produites seront consacrées à payer le service de la dette ou absorbées par les plus riches.

Voilà ce qui ressort des conclusions de cette étude ou plutôt de l'orientation du capitalisme mondial, qui ne doit surtout pas venir à l'esprit des lecteurs, d'où l'introduction qui devait servir à les mettre en confiance pour mieux les berner à l'arrivée et les faire adhérer aux mesures prises par le gouvernement ou les institutions du capital, pourquoi devraient-ils adopter une autre attitude ou s'inquiéter pour leur avenir puisqu'on leur assure que la situation est sous contrôle. En gros faites-nous confiance, pas sûr que cela fonctionne encore très longtemps.

En complément, la manipulation précédente.

En 2010 deux professeurs en économie de Harvard publièrent un article assurant qu'un taux d'endettement public supérieur à 90 % du PIB entraînerait systématiquement une baisse du taux de croissance. La Commission européenne s'en est immédiatement saisie pour imposer et justifier des politiques d'austérité dans l'UE.

Sauf que voillà, une partie des équations des deux économistes était fausse, et personne ne s'en est aperçue, aucun prix Nobel d'économie, aucun économiste réputé mondialement, aucun journaliste économique chevronné ou alors personne n'a voulu les écouter à l'époque. Il aura fallu attendre 2013 et que deux étudiants de l'université Amherst du Massachussetts aient identifié plusieurs erreurs grossières dans les formules de calculs Excel qui avaient été utilisés pour que la manipulation soit éventée, forçant les intéressés à reconnaître publiquement leurs "*erreurs*", cependant tout en maintenant que leur constat était toujours valable puisque ces valeureux professeurs en économie n'avaient pas reçu l'ordre de désavouer les politiques d'austérité mises en place depuis la parution de leur étude truquée disons le mot.

En résumé, quand ils ont besoin de justifier auprès de la population leur politique ou un tournant dans leur politique antisociale qui contribuera à en aggraver les conséquences pour la population, ils sortent au préalable (le plus souvent) une étude ou un rapport dont les conclusions seront en adéquation avec la politique qu'ils préconisent, car reposant sur une interprétation de la situation fabriquée sur mesure pour parvenir à cet objectif et la boucle est bouclée. C'est du domaine de la fabrication de preuves, procédé qu'ils n'utilisent pas seulement en politique, Irak, Libye, Syrie, Ukraine, etc.

Désinformation par omission. Pour le compte des multinationales.

Une ONG de l'Empire, une agence de presse au statut d'officine du régime en France et un média de banquier semblent prendre partie pour les faibles contre les puissants, vous émeuvent à en pleurer... mais ne vous disent pas tout.

- L'Ethiopie exproprie en masse dans le sud du pays - libération.fr 19.02

L'Ethiopie est en train de déloger des centaines de milliers de personnes de la Vallée de l'Omo (sud) pour libérer des terres à des fins de plantations d'Etat de canne à sucre, a accusé mercredi Human Rights Watch (HRW).

Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme basée à New York, jusqu'à 500 000 personnes sont concernées par cette entreprise, qui couvre «pratiquement» toute la vallée de l'Omo.

Avec un revenu moyen de moins de deux dollars par jour, l'Ethiopie est encore l'un des pays les plus pauvres de la planète. Mais son économie est aussi l'une de celles qui affichent la plus forte croissance et le pays de la Corne de l'Afrique entend industrialiser son secteur agricole pour donner un coup de fouet à ses exportations et rejoindre le clan des pays à revenu intermédiaire en 2025. libération.fr 19.02

Commentaire d'un internaute.

- "*«rejoindre le clan des pays à revenu intermédiaire en 2025. » Les mots magiques sont lâchés. En réalité,ce sont des tragédies humaines qui se jouent et qui sont le ferment des clandestins de demain.*

D'où viennent les investisseurs, « On cite souvent, au nombre des acquéreurs, le groupe saoudien Saudi Star et la compagnie indienne Karuturi. Le premier permet à l'Arabie saoudite de préserver ses ressources naturelles, en premier lieu l'eau, élément essentiel du « deal ». A la seconde de faire un profitable business. Il ne faudrait pas sous estimer la présence en Ethiopie de l'Europe, des Etats-Unis ou d'Israël, très présents, notamment dans la production d'agrocarburants. » Ils louent ces terres à des prix défiant toute concurrence, puisque pour 300 euros l'hectare en Malaisie, on tombe à 1,5 euro en Ethiopie. Source, les blogs du Diplo.

Pour les habitants dépossédés, la seule option qui leur soit offerte est d'être recrutés comme ouvriers agricoles, ou rejoindre les bidonvilles. L'agriculture vivrière se trouve éradiquée, les importations de matières premières agricoles de base explosent. En tête, le blé suivi du sorgho et de l'huile de palme. Sans trop de surprise, en 2010, l'huile de palme provient pour 83 % de Malaisie, le blé pour 42 % des Etats-Unis, de même que très inattendu les 95 % de sorgho importés. "

L'Etat exproprie les agriculteurs et ensuite il vend leurs terres aux multinationales de l'agro-alimentaire ou leur octroie un bail de 90 ans, ce qui revient au même. Ensuite, n'ayant plus rien pour survivre, ils sont forcés de vendre leur force de travail pour une poignée de cacahuètes, c'est tout bénef.

L'exemple, c'est comme le courage : Il vient d'en bas.

- Edward Snowden élu «*recteur de l'université de Glasgow* » - lemonde.fr 19.02

Edward Snowden, l'ancien consultant de l'Agence américaine de sécurité (NSA) a été élu au poste purement honorifique de recteur de l'université de Glasgow, a annoncé mardi 18 février la faculté écossaise.

« *Nous montrons à Edward Snowden et aux autres lanceurs d'alerte courageux que nous sommes solidaires avec eux, quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Dans les semaines qui viennent, nous allons continuer à faire campagne pour que la NSA et le GCHQ cessent leurs atteintes à notre droit fondamental à la vie privée et pour qu'Edward Snowden soit reconnu comme un lanceur d'alerte courageux plutôt qu'un traître* ».

L'université avait précisé, à l'annonce des nominations, que le rôle principal du recteur était de « représenter les intérêts des étudiants » et que « le choix du recteur relevait entièrement des étudiants ». lemonde.fr 19.02

Au grand dam du journal Le Monde...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : Les Etats-Unis étudient l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne - french.irib.ir 18.02

Les Etats-Unis sont en train d'étudier l'instauration d'une zone aérienne en Syrie. Selon Wall Street Journal, le Secrétaire d'Etat américain a évoqué, lors d'une récente réunion avec David Petraeus, divers scénarios dont l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie. « *Déçus des discussions à Genève, les Etats-Unis envisagent de réétudier les options militaires, diplomatiques et de renseignement qu'ils avaient, déjà, abandonnées* », a rapporté Wall Street Journal. « *Il existe un sentiment général qui indique qu'il est temps que nous portions un autre regard sur (des options)* » a déclaré un haut responsable américain, qui a fait état d'un éventuel début d'examen ces options, la semaine prochaine, à la Maison Blanche.

Selon le journal, citant les diplomates européens, les Etats-Unis avaient informé la France et d'autres pays européens de leur récente décision de vouloir étudier de nouvelles options concernant la Syrie. L'une des options consistent, disent les diplomates, à utiliser des missiles à longue porte en vue d'instaurer une zone d'exclusion aérienne et de créer une zone sure pour l'entrainement militaire des rebelles. french.irib.ir 18.02

1.2- Netanyahu rend visite aux blessés takfiris dans un hôpital du Golan - french.irib.ir 18.02

Le premier ministre sioniste a rendu visite aux terroristes takfiris, hospitalisés dans un hôpital israélien au Golan. Selon Haaretz, Netanyahu a annoncé son "*plein soutien*" aux terroristes takfiris en se hasardant à une très étrange déclaration : " *Le jour où le monde commence à dialoguer avec l'Iran à Vienne, le monde doit voir les images de cet hôpital où les " Syriens" sont soignés. Ici c'est l'endroit où sont séparés Israël et l'Iran*".

Effectivement, cette séparation est totale dans la mesure où l'Iran a déclaré la guerre totale au terrorisme au contraire d'Israël qui s'en nourrit. depuis 2011, des centaines de terroristes takfiris qu'Israël entraine et arme, se font soigner en Israël. french.irib.ir 18.02

1.3- Le dernier pays ennemi d'Assad. - french.irib.ir 18.02

A peine 48 heures après qu'il eu entamé sa visite au Pakistan, le prince héritier saoudien a obtenu ce qu'il voulait. Le premier ministre pakistanais vient de changer officiellement de position en défaveur d'Assad et s'aligner sur les positions de Riyad. Il réclame le départ de Bachar Assad ni plus ni moins. Dans un communiqué publié à l'issu d'une rencontre entre Salman Ben Abdel Aziz Al Saoud et Nawaz Sharif les deux hommes appellent à la formation d'un gouvernement de transition de plein pouvoir en Syrie.

Jusqu'ici le Pakistan évitait soigneusement de prendre une position officielle contre Assad sans doute par ménagement pour son voisin iranien. Selon Tribun, journal pakistanais, l'Arabie saoudite, déçue par les Etats Unis cherchent à sortir de l'isolement et à se faire accompagner par les pays de la région. après les satellites du Conseil de Coopération du golfe Persique, Riyad s'est tourné vers le Pakistan et moyennant l'argent il allonge la liste des ennemis d'Assad, de l'Iran et du Hezbollah. Dans le communiqué , les deux parties appellent aussi au "*retrait des forces armées étrangères du sol syrien*", ce qui renvoie évidemment, non pas aux takfiris saoudiens pakistanais .... en guerre en Syrie mais aux combattants du Hezbollah qui défendent le pays contre la plus grande guerre terroriste de toute histoire - french.irib.ir 18.02

SOCIAL

1- France

- Le médicament Motilium serait responsable de 25 à 123 morts subites - 20minutes.fr 19.02

Il faisait déjà partie de la «liste» des médicaments à éviter. On savait qu'il contenait du parabène. Depuis ce mercredi, on soupçonne le médicament Motilium d'être également responsable de la mort de 25 à 123 personnes.

La revue médicale indépendante Prescrire réclame, dans son numéro paru fin janvier, le retrait de ce médicament utilisé contre les nausées et les vomissements. «*La dompéridone (contenue dans le médicament Motilium et ses génériques) est un neuroleptique qui a une "efficacité modeste" contre les nausées-vomissements banals mais " augmente le risque de troubles du rythme cardiaque et de morts subites"*», indique ainsi la revue.

Environ 7% des adultes ont eu au moins une fois une prescription de ce médicament en 2012, soit environ 3 millions de personnes en France, d'après les données de l'Assurance maladie, note ce mercredi la revue.

En rapprochant les données de remboursements de l'Assurance maladie et la fréquence des morts subites en France, Prescrire estime «*que 25 à 120 morts subites sont imputables à la dompéridone en 2012*» en France.

Depuis 2005, plusieurs études épidémiologiques, néerlandaises et canadiennes, ont montré que les morts subites cardiaques

sont environ 1,6 à 3,7 fois plus fréquentes en cas d'exposition à la dompéridone.

Fin 2011, l'Agence française du médicament ANSM et la principale firme concernée ont informé du risque de mort subite les médecins et les pharmaciens. L'ANSM avait par ailleurs mis en garde contre l'usage non autorisé du Motilium pour favoriser l'allaitement.

En mars prochain, l'ANSM doit se prononcer sur la dompéridone, mais Prescrire craint qu'elle «se contente de préconiser» des baisses de doses ou de durée de traitement. 20minutes.fr 19.02

C'est le trust pharmaceutique américain Johnson & Johnson Consumer SA qui fabrique ce médicament qui ne sert à rien, un poisson en plus (de la famille des neuroleptiques responsables de défaillances hépatiques et d'arrêt cardiaque), car en pratique souvent les troubles qui motivent la prise de ce médicament disparaissent spontanément.

J'ai lu le même article reproduit par Le Point, à la suite, sur huit commentaires six s'en prenaient non pas au Motilium, non pas à Johnson & Johnson, mais à la revue Prescrire...

2- Guinée

- Violentes manifestations en Guinée sur fond de colère sociale - lemonde.fr 18.02

Deux personnes ont été tuées et au moins trente-trois légèrement blessées lors d'émeutes mardi 18 février à Conakry, provoquées par des habitants en colère contre l'absence d'électricité dans une partie de la capitale guinéenne et ses environs, ont indiqué source policière et témoins.

Les manifestants sont sortis spontanément dans les rues au terme d'un délai d'une semaine promis par le premier ministre guinéen, Mohamed Saïd Fofana, pour rétablir l'électricité dans les quartiers les plus affectés par les coupures. « *Nous n'avons rien vu et c'est pour lui rappeler sa promesse que nous sommes dans la rue* », a affirmé Abdoul Aziz Soumah, l'un des manifestants.

Lundi soir, le gouverneur de Conakry avait mis en garde « *les fauteurs de troubles contre toute tentative de déstabilisation du pays* », demandant aux forces de l'ordre de « *veiller au grain et d'empêcher par tous les moyens ces manifestations en procédant à l'arrestation et en traduisant devant les tribunaux tous les contrevenants* ».

Les coupures d'eau et d'électricité sont récurrentes dans les grandes villes de Guinée et provoquent régulièrement de violentes émeutes d'habitants excédés. Lors d'une précédente manifestation le 10 février, vingt et une personnes, dont trois policiers, avaient été blessées. lemonde.fr 18.02

Ici en Inde, il ne se passe un jour où il n'y a pas des manifestations et des grèves générales (locales) pour les mêmes revendications.

ECONOMIE

Russie

- Le rouble chute, l'euro dépasse 49 roubles pour la première fois - AFP 19.02

La monnaie russe poursuivait mercredi sa chute à des niveaux jamais vus face à l'euro, qui a dépassé le seuil des 49 roubles pour la première fois, dans un contexte d'inquiétude grandissante dans la population.

La dégringolade du rouble, qui atteint 8% depuis le début de l'année, s'est accentuée mardi soir quand le ministère des Finances a annoncé des achats de devises étrangères pour remplir ses réserves anticrise, et a repris dès le début des échanges mercredi.

La croissance du produit intérieur brut a ralenti à 1,3% en 2013 contre 3,4% en 2012 et 4,3% en 2011, ce qui fait dire aux autorités que le pays traverse une période de stagnation. AFP 19.02

Haut de page

Le 21 février 2014

CAUSERIE

14h10, complètement claqué, je vais faire une sieste.

La causerie du jour.

Il est pile 7h du matin, je viens de déjeûner et j'ouvre la page yahoo.com/france :

- Une femme jugée pour avoir tué son compagnon, empoisonné et coupé en deux - AFP
- Deux soeurs poignardées à mort à Paris, le tueur présumé se défenestre - AFP
- Un homme grièvement blessé par balles à Toulon - 20minutes.fr
- Seine-Saint-Denis: Une femme poignardée à neuf reprises par son compagnon - 20minutes.fr

Mais on se croirait en Inde ! Ici le journal régional en tamoul y consacre deux pages quotidiennement, infos plus macabres les unes que les autres.

Tous les jours aussi dans le portail de la radio francophone iranienne on peut lire des articles annonçant que les Américains vont attaquer la Syrie et son contraire, non, ce ne sera pas pour cette fois, demain peut-être.

On n'en parle pas assez, mais les agences de presse occidentales aussi lancent des infos bidons pour conditionner les masses, dans ce domaine le boulot réalisé par les instituts de sondage est phénoménal, quotidien pour ainsi dire, c'est du niveau matracage, la propagande idéologique de la réaction ou du régime ne connaît pas de répit.

J'ai embrayé sur ce sujet il y a quelques jours, mais en fait le portail y est consacré depuis des années, à ceci près qu'on ne l'a peut-être pas suffisamment encadré ou précisé. Intervenir sur ce plan nécessite que les lecteurs soient familiarisés avec les différents niveaux de lecture qu'on emploie, premier, second et parfois troisième degré, on présente aussi les choses avec humour ou ironie et ce n'est peut-être pas toujours bien compris, cela nécessite un effort de la part du lecteur ou une certaine ouverture d'esprit qui peut lui faire défaut à l'heure où l'ambiance en France est nauséabonde et où les inquisiteurs veillent. J'avoue ne pas en tenir compte. S'il y en a qui sont levés du mauvais pied ou prennent les choses de travers ou pour eux tant pis, qu'ils profitent du week-end pour se reposer. On ne va pas passer son temps à se justifier, c'est une perte de temps et il est compté.

Question inappropriée : Ils cumulent les deux ou se rejoignent.

- Réac ou bobo : pourquoi choisir ? - lepoint.fr 20.02

Vous défendez la société ouverte, les bienfaits de la liberté, les vertus de la tolérance ? On vous intente un procès en boboïsme. À l'inverse, vous êtes attaché à la transmission, considérez la sécurité comme la première des libertés ou aimez tout simplement Calmos, la pochade de Bertrand Blier ? Vous voilà rangé parmi les réactionnaires. Paris, capitale mondiale de l'étiquetage idéologique, distribue et impose les rôles.

(En réalité, ce sont les deux côtés de la même pièce, car ces grandes vertus, "*la société ouverte, les bienfaits de la liberté, les vertus de la tolérance*" profitent avant tout aux nantis qui dans 99,99% des cas sont des réacs ! Entre les deux il y a une différence de génération, ils ne se réfèrent pas au même stade du capitalisme, l'affrontement entre les deux peut se comparer à ce qu'on a connu au sein du Medef par exemple, entre l'UIMM et les représentants du capitalisme financier, à l'arrivée les plus réacs ne sont pas ceux qu'on croit, Le Point ne le signale pas ici, il faut croire que cette opération qui est du registre de la guerre idéologique, ils le disent eux-mêmes, consistait à le camoufler. - ndlr)

Fort heureusement, deux livres viennent nous rappeler la débilité et le caractère inquisitorial de ces appellations d'origine contrôlée. Après la pertinente République bobo (Stock) de Thomas Legrand et Laure Watrin, Le Point publie dans son numéro du 20 février les extraits du manifeste inspiré de l'écrivain Denis Tillinac, Du bonheur d'être réac. (Éditions des Équateurs).

Il n'est jamais inutile de donner la parole aux accusés.

(Vous voulez sans doute parler de Dieudonné - qu'on ne soutient pas rappelons-le, des Palestiniens, des opposants à Obama, des opposants au club des "*amis de la Syrie*", aux néolibéralismes, au sionisme, à ceux qui dénoncent quotidiennement les crimes commis par le capitalisme à travers le monde , etc. Pas vraiment. - ndlr)

Après les avoir lus, on se rend compte qu'on a tous en nous quelque chose de bobo et/ou de réac. L'esprit français a un pied dans ces deux familles. (Au Point ils ont la fâcheuse habitude de penser pour les autres ou de vouloir que tout le monde pense comme BHL ou Buisson par exemple, c'est incurable chez eux. - ndlr) Au Point, nous sommes tellement gourmands d'idées que nous

avons pioché dans les deux plats. Au menu de l'esprit, nous demandons l'aile et la cuisse.

(Qu'ils se goinfrent en bouffant à tous les râteliers ou qu'ils brassent large pour se repêtre, y compris l'extrême droite, qu'ils prétendent obtenir le beurre et l'argent du beurre pour nous laisser les miettes ou les rogatons de leur festin, on le savait déjà. - ndlr)

Réac... Le mot n'a pas bonne mine. Il présume au mieux une ganache rétro, une chaisière mal baisée, un rentier confit dans l'aigreur ; au pire un beauf obtus, suintant la haine du romano, du clodo, de l'intello, du prolo, de l'homo, de l'écolo. Du réac au "*facho*" la frontière sémantique est incertaine, et aucune douane ne la contrôle. Il n'en coûte rien de la franchir pour exhumer le spectre d'un milicien en chemise brune adepte des délations sournoises, des rafles au petit matin et des tortures dans un cachot. Dans son acception originelle, le mot réactionnaire désignait le partisan de l'ordre antérieur à la Révolution...

(C'est un fait que le réac assumé s'accommode du facho, c'est comme la guerre qui est la continuité de la politique sous une autre forme. Que la frontière entre les deux soit perméable, on peut l'observer quotidiennement en Ukraine par exemple, et cela ne dérange pas l'UMP ou la CDU que les partis nazis apparaissent au côté des partis de droite pro européistes, pas même les sionistes du Point. Et puis quand le réac ne peut plus assumer le pouvoir, il passe le relais au facho. Le réac est de nos jours plus diffus dans le sens où le PS est aussi réactionnaire que l'UMP, ce que certains ne perçoivent pas parce qu'ils s'arrêtent aux masques qu'ils portent, au lieu de s'intéresser à leurs réelles intentions qui sont identiques puiqu'ils poursuivent le même objectif. - ndlr)

Les mots vieillissent et certains perdent jusqu'au souvenir de leur sens. (Vous allez voir que le réac a disparu de la circulation. - ndlr) Réac ne qualifie plus une opinion politique, un réflexe passéiste ou une posture esthétique. À vrai dire, il ne qualifie plus rien, il salit, il néantise.

(Quand on vous le disait, volatilisé le réac ! Qu'est-ce qui demeure à la place, devinez, je vous le donne en mille : de malheureuses et innocentes vistimes. Cela ne vous rappelle-t-il rien par hasard ? La victimisation des juifs, la manière dont ces salopards de sionistes ce sont accaparés le terrible drame qu'ont vécu les juifs pour justifier au moyen d'un amalgame pourri entre antisémite et antisioniste l'existence de l'Etat sioniste théocratique, raciste, génocidaire, d'apartheid, et orchestrer la chasse aux sorcières à travers le monde depuis plus de 66 ans contre tous ses opposants. - ndlr)

N'étant pas abonné à ce magazine réac, vous n'aurez pas la suite qui ne figurait pas sur Internet.

Comment peuvent-ils se revendiquer réacs ? Il n'y a plus de frontière entre l'être ou ne pas l'être ont-ils affirmé, c'est comme entre la droite et la gauche, vous suivez. Le PS qui est dit de gauche est aussi réac que l'UMP, donc gauche et droite sont réacs, ajouter l'extrême droite, il faudrait peut-être aussi ne pas faire preuve de discrimination envers une partie de l'extrême gauche qui colle aux basques du PS et la boucle est bouclée, à part quelques hurluberlus dans notre genre, on est tous des réacs en France, c'est l'avenir !

La hargne des sionistes.

Trois anciens gardes du camp d'Auschwitz arrêtés en Allemagne - Reuters

Il s'agit de trois individus âgés de 88, 92 et 94 ans soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre de prisonniers. Reuters 20.02

Ils doivent être prêts de crever, 70 ans plus tard, cela va rapporter quoi à qui ? Ah c'est vrai qu'Israël existe encore, hélas !

«***Rassemblement républicain***» contre Dieudonné à Avignon - Liberation.fr

Dieudonné doit donner une représentation de son spectacle vendredi soir. La Licra a rassemblé 200 personnes à la mairie.

La représentante des associations cultuelles et culturelles israélites, Chantal Gobert, a condamné «*la haine du peuple juif*», devenue, selon elle, «*une réalité intolérable, insupportable*».

La maire UMP Marie-Josée Roig a dit :«*Le "plus jamais ça" existe toujours*»... sauf en Israël. Liberation.fr 20.02

Qu'on se le dise: De farouches républicains les élus et dirigeants de l'UMP !

On n'entendait plus parler de Dieudonné et on s'en portait très bien, mais c'est comme la Shoah, le racisme, l'extrême droite, il faut que cela revienne constamment sur le tapis, on a expliqué hier pourquoi, comme Bush-Obama avec l'instrumentalisation du terrorisme, sans ennemi (l'extrême droite ou les antisémites) que deviendraient-ils, comment justifier leur politique impérialiste ?

Info ou intox, provocation ?

Municipales : une candidate inscrite sur deux listes différentes en Gironde - Francetv info

Une femme s'est présentée simultanément sur deux listes électorales, à l'extrême droite et à l'extrême gauche, aux élections municipales de Mérignac (Gironde). La préfecture de la Gironde a relevé l'irrégularité et a indiqué, jeudi 20 février, que cette candidature avait été invalidée et retirée.

Sans être militante ni à LO ni au FN, Sandrine Cocureau, conseillère en clientèle, née en 1968, s'était inscrite à la fois sur la liste du Rassemblement bleu marine du Front national (FN) et sur celle du parti trotskiste Lutte ouvrière (LO), raconte L'Express.fr.

Chaque parti a assuré que la candidate avait signé un engagement écrit pour faire partie de sa liste. Dans le cas du FN, elle aurait signé le 21 décembre. LO pour sa part affirme qu'elle a donné son accord écrit en janvier. Francetv info 20.02

Pourquoi ce titre ? Au regard des réactions du FN et LO.

"*C'est un incident folklorique dont je tire une leçon politique : le Rassemblement bleu marine ratisse large, même jusqu'à Lutte ouvrière. Cela prouve que la différence droite-gauche se voit de moins en moins*", a ironisé le secrétaire départemental du FN, Jacques Colombier. "*Cela montre bien que les gens sont désemparés, de leur colère naît la confusion*", a analysé la tête de liste LO à Mérignac, Guillaume Perchet. Francetv info 20.02

Une provocatrice peut-être ? S'ils y tiennent, puisque cela marche à fond, on peut leur rejouer le même coup, un jeu d'enfant, ils peuvent demander à Guaino sinon !

Ils y participeront tous, ils le légitiment.

Front commun patronal Medef-CFDT-CFTC-UNSA, autrement dit UMP-UDI-PS. contre front unique ouvrier CGT, FO, FSU, Solidaires.

- Négociation sur le pacte: les syndicats se préparent en ordre dispersé - AFP

Les syndicats se préparent à la négociation sur le pacte de responsabilité en rangs dispersés: FO rejette sa logique même, la CGT n'y voit qu'un "*cadeau*" aux entreprises mais la CFDT entend se battre pour obtenir des contreparties, terme honni par le Medef.

Les cinq confédérations représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC - seront toutes au premier rendez-vous le 28 février avec le patronat sur le pacte, dont le principe est un allégement des charges des entreprises en échange d'embauches et d'investissement.

La CGT et FO, avec deux autres centrales - la FSU et Solidaires-, ont déjà décidé d'une mobilisation le 18 mars, avec en ligne de mire le pacte.

Mais le leader de la CFDT s'emporte contre cette initiative: "*le 18 mars c'est quoi? C'est dire qu'il faut être contre le pacte? La CFDT n'est pas contre le pacte, elle veut construire, il faut que le gouvernement et le Medef prennent des engagements*", affirme-t-il.

"*Je fais le choix du progrès économique et social dans ce pays, je ne fais pas le choix du conservatisme*", lance-t-il à l'adresse de ses partenaires.

Dans un texte commun, M. Berger et ses homologues de syndicats réformistes - Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa) - se sont dits prêts à "*assumer*" leurs responsabilités dans le cadre du pacte mais ont exigé "*des engagements à la hauteur des enjeux*". AFP 20.02

Question : Pourquoi le Front de gauche et le NPA qui ont annoncé une manifestation nationale le 12-13 avril ne se joindraient-ils pas à cette mobilisation du 18 mars au côté des syndicats, ainsi que le POI et LO contre le patronat et le gouvernement sur des mots d'ordres à préciser, incluant une journée nationale du grève et une manifestation centrale à Paris ?

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Le FMI renverse les théories économiques ayant fondé les politiques de l'austérité - Atlantico.fr

- Serge Dassault est libre… en attendant la mise en examen - Liberation.fr

- Ayrault veut "*garantir l'inviolabilité des correspondances*" électroniques - AFP

La GPA et la PMA ne fonctionne pas, ils ont de la chance, eux !

- Le coup de foudre des Français pour les animaux d'adoption - 20minutes.fr

- Natacha Harry: «*En période de crise, l'animal est plébiscité car il est source de réconfort*» - 20minutes.fr

Attention si vous passez vos nerfs dessus à la place de votre compagnon ou de vos gosses, les grandes oreilles de la délation veille dorénavant !

Stratégie du chaos ou de la tension. Déstabilisation, guerre de basse intensité, de quatrième génération...

Ukraine

- Bain de sang en Ukraine, où l'UE tente d'imposer un compromis - AFP

- La violence s'est déchaînée jeudi en Ukraine avec au moins 60 morts à Kiev -

- Bruxelles prend des sanctions contre l'Ukraine - LeMonde.fr

- « *Montrez ce que Ianoukovitch et Poutine font à notre peuple !* » - LeMonde.fr

- «*L'Ukraine est entrée en guerre civile*» - Liberation.fr

- Ukraine : l'UE s'accorde sur le principe de sanctions contre "*ceux qui ont du sang sur les mains*" - Francetv info

- Ukraine : "*Ici, on fabrique les bombes artisanales et les cocktails molotov à la chaîne*" - Francetv info

Venezuela

- Atmosphère toujours électrique au Venezuela, cinq morts - Reuters

- Venezuela: Poursuite des violences, Obama exige la libération des manifestants anti-gouvernementaux - 20minutes.fr

- Maduro veut bloquer CNN au Venezuela - LeMonde.fr

Le président vénézuélien accuse la chaîne d'information américaine de chercher à montrer que le pays se trouve en état de « *guerre civile*». LeMonde.fr 20.02

Autres pays.

- L'Argentine doit rembourser sa dette - LeMonde.fr

- Liban: Un soutien de Bachar al-Assad assassiné ce jeudi à Tripoli - 20minutes.fr

- Nouveau massacre dans le nord du Nigeria, près de 100 morts - Reuters

- Ghardaïa, poudrière aux portes du Sahara algérien - LeFigaro.fr

- Ban Ki-moon réclame l'envoi de 3000 hommes supplémentaires en Centrafrique - Francetv info

- Thaïlande : Yingluck Shinawatra mise en examen - Libération.fr

- L'épouse d'un Nobel chinois hospitalisée après trois ans de détention - Liberation.fr

- Pakistan: 15 morts dans un raid aérien contre les talibans - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le système vacille, pour y remédier les mêmes remèdes : hausse des taxes.

Japon: le déficit commercial bat des records - AFP

Le déficit annoncé jeudi par le ministère des Finances a atteint 2.790 milliards de yens, du jamais vu, a-t-il précisé, depuis 1979, année de début des statistiques commerciales.

Ce déficit de janvier équivaut à un quart de celui de toute l'année 2013 qui était un record annuel.

Ce très mauvais résultat, aggravé de plus de 70% par rapport à celui de janvier 2013, est dû à un bond de 25% des importations renchéries par la hausse des devises étrangères vis-à-vis du yen.

Les arrivages en provenance de l'étranger croissent parce que les consommateurs achètent plus avant la hausse le 1er avril d'une taxe sur les produits et services commerciaux. AFP 20.02

Suède: déficit budgétaire au plus haut depuis près de 20 ans en 2014 - AFP

Il faut remonter à 1996 pour retrouver un déficit plus élevé (avec 3,3% du PIB).

Après sept années à promouvoir une baisse de la fiscalité, qui ont permis d'abaisser les recettes fiscales de 53,0% du PIB à 50,3% du PIB en 2013, il a proposé entre autres d'augmenter les taxes sur l'alcool (de 5%), le tabac (de 3%) et les véhicules neufs à essence et diesel (de 12 à 18% selon leur prix). AFP 20.02

Il faut bien que quelqu'un paie, toujours les mêmes, normal.

L'Empire a parlé.

- G20: les émergents doivent remettre de l'ordre chez eux - AFP

"*... vous devez (les économies émergentes -ndlr) veiller à vos équilibres. Vous devez veiller à votre politique budgétaire, votre politique monétaire, vous devez mettre de l'ordre chez vous afin de résister à la volatilité qui peut être provoquée par la fin progressive du programme de rachats de titres de la Fed, notamment en ce moment*", a-t-elle ajouté.

"*Il n'est ni exact ni utile*" de blâmer les politiques monétaires des Occidentaux pour la fragilité des devises ou le volume des déficits dans les pays émergents, a renchéri depuis Hong Kong le ministre des Finances britannique, en route pour Sydney, dans un discours devant des hommes d'affaires. AFP 20.02

Ils ont fait en sorte qu'ils s'endettent jusqu'aux dents, et au moment où ils doivent refinancer leurs dettes comme chaque Etat ou grande entreprise le font à travers le monde, hop ils leur retirent le tapis : démerdez-vous : AFP - La chef du Fond monétaire international et le ministre britannique des Finances ont demandé jeudi que les pays émergents règlent leurs propres problèmes, après que certains ont reproché aux Etats-Unis de mener sa politique monétaire sans se préoccuper de dégâts collatéraux.

Bravo,, bien joué, avec la complicité des gouvernements de ces pays-là, dont l'Inde où je vis.

Et admirez le mépris, ces gouvernements ne méritent pas mieux vous me direz, moi je pense plutôt aux travailleurs ces pays-là, car quand le FMI dit "*vous devez veiller à votre politique budgétaire*" cela signifie que vous devez envisager des coupes budgétaires dans les services publics ou sociaux en priorité.

Quand par ailleurs on repense au scandal du Libor et Cie, à la spéculation sur les monnaies à laquelle se livrent les puissantes banques américaines et européenne, on se dit qu'ils usent dun moyen de pression considérable pour que les

pays émergents cèdent de nouvelles concessions à l'impérialisme américain et éventuellement ses alliés.

Hystérie !

- Les foyers français détiennent 6,5 écrans en moyenne - Francetv info

En novembre 2013, 82% des Français étaient connectés à l'internet fixe et/ou mobile. Parmi eux, 2,8% ont déclaré ne consulter internet que depuis un terminal mobile, 45,3% que depuis un terminal fixe, et la majorité (51,9%) ont dit se connecter indifféremment depuis les deux supports.

Avec une progression de 105% en un an, la tablette s'invite de plus en plus dans les foyers français. Ils sont aujourd'hui 8 millions à pouvoir surfer sur cet écran, notamment grâce à l'apparition de tablettes low-cost sur le marché, souligne l'institut Médiamétrie.

Près d'un internaute sur cinq (18%) a déjà commenté des programme télé en direct sur un réseau social. Une proportion qui monte à 31% parmi les 15-24 ans.

L'étude montre également qu'internet est largement utilisé pour consulter la presse, regarder des contenus télé en direct ou en rattrapage, ou encore écouter la radio.

Ainsi, chaque mois de 2013, 15,4 millions de personnes ont écouté la radio sur internet (en direct ou en rattrapage), 18 millions ont écouté de la musique, et ils ont été 13,3 millions à regarder la télé. En novembre 2013, les sites d'actualité ont rassemblé 30,8 millions de visiteurs uniques sur ordinateur et/ou mobile. Francetv info 20.02

Obsolescence programmé. Il faut avoir à l'esprit que la durée de vie des téléphones portables et des tablettes est de 2 à 3 ans, au delà c'est l'exception qui confirme la règle, l'ordinateur entre 4 et 5 ans, comme la batterie de votre bagnole ou de votre moto, moi je viens de changer la mienne au bout de 26 mois seulement, je me suis fait escroquer. Et j'ai dû changer 4 fois d'ordinateur en 15 ans.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- UE

- Après le FMI et la Bundesbank, l'UE veut « mobiliser » votre épargne - express.be

Après le FMI et la Bundesbank, c'est maintenant au tour de l'Union européenne de suggérer ouvertement que l'épargne des citoyens européens pourrait être utilisée pour renflouer l'économie des Etats membres. Reuters rapporte que l'UE a publié un document qui explore une nouvelle méthode pour libérer le bloc de sa trop grande dépendance à l'égard des banques : il prévoit une « mobilisation » des économies des 500 millions de citoyens. « *La crise financière et économique a sapé la capacité du secteur financier à transférer des fonds vers l'économie réelle, en particulier l'investissement de long terme* », indique-t-il. Pour certains commentateurs, il s'agit d'une confession de l'incapacité de l'UE de trouver des solutions viables pour résoudre la crise, cinq ans après le début de celle-ci.

Le document prévoit également qu'au cours du second semestre, la commission demandera à l'EIOPA, l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, de lui proposer un projet de loi pour « *mobiliser plus d'épargne de retraite pour des financements de long terme* ».

Les banques se sont en effet plaintes qu'elles n'avaient plus la capacité de prêter aux entreprises en raison de la nouvelle réglementation bancaire, mise en place après la crise, qui les force à disposer d'un plus grand ratio de réserves. Les dirigeants européens prévoient également de mener une étude d'ici la fin de cette année pour déterminer la faisabilité de la mise en place d'un compte d'épargne européenne, qui pourra être ouvert à tous et dont l'objet sera de mettre des fonds à la disposition des PME, pour leur permettre d'investir.

Les critiques observent que c'est désormais l'Union qui va décider de la destination de nos économies. Dans ce cas, le terme « *confiscation* » est donc peut-être plus approprié que «mobilisation». express.be - wikistrike.com 15.02

2- Italie

- Chaque Italien qui recevra de l'argent de l'étranger se verra confisqué automatiquement de 20% de cette somme. express.be

Le journal italien Il Sole rapporte que le gouvernement italien vient de faire passer un décret applicable rétroactivement au 1er février 2014, et qui stipule que les banques devront prélever une taxe de 20% sur tous les virements de fonds en provenance de l'étranger. 20% des sommes reçues sur des comptes italiens seront donc systématiquement confisqués, et pour les récupérer, le titulaire du compte devra apporter la preuve qu'il ne s'agit pas de revenus non déclarés ou d'argent blanchi.

Cette mesure renverse donc la présomption d'innocence traditionnelle, puisque tous les Italiens qui reçoivent des fonds de l'étranger sont considérés a priori comme coupables potentiels de fraude ou de blanchiment d'argent, et que l'initiative d'apporter la preuve du contraire leur revient. Elle ne concerne que les particuliers, et ne s'appliquera pas sur les comptes des entreprises et des travailleurs individuels.

L'Italie est ainsi le premier pays à mettre en œuvre une recommandation du FMI. express.be - wikistrike.com 17.02

3- Belgique

- Racket - Les belges vont maintenant être taxés pour chaque kilomètre parcouru - wikistrike.com

Le très attendu projet pilote de taxe kilométrique pour les voitures de particuliers commencera le 17 février. Rouler en zone urbaine pourrait à l'avenir coûter 9 cents par kilomètre, contre 5 cents sur l'autoroute et 6,5 sur les autres routes, écrivent vendredi De Morgen et Het Laatste Nieuws. Quelque 1 200 personnes participeront au projet.

Les Régions wallonne, flamande et bruxelloise ont trouvé un accord sur les tarifs de la taxe kilométrique. Le principe prévoit une taxe automobile sur chaque kilomètre parcouru, en fonction des heures de pointe ainsi que du type de route empruntée par le conducteur. Le projet pilote commencera le 17 février dans la zone couverte par le futur RER ferroviaire ainsi que dans Bruxelles et sa périphérie. La taxe sera plus chère durant les heures de pointe - de 7h à 9h et de 16h à 18h - et les automobilistes pourront rouler « *gratuitement* » entre 22h et 5h. Aux heures de pointe, le montant atteindra 9 cents par kilomètre en zone urbaine.

Le système prévoit également une taxe de 5 cents par kilomètre sur les autoroutes et de 6,5 cents sur les autres routes. Avec ce projet pilote, les Régions veulent mesurer l'effet d'une taxe kilométrique sur la conduite des automobilistes. Près de 1.200 personnes participeront à ce projet pendant environ deux mois, à l'aide d'un GPS qui calculera les distances parcourues. wikistrike.com 10.02

Haut de page

Le 22 février 2014

CAUSERIE

Vendredi 22h50 en Inde.

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

Apparemment l'offensive américano-franco-saoudienne à partir de la Jordanie pour s'emparer de la capitale syrienne, Damas, aurait été lancée... A suivre.

Samedi 16h45 en Inde.

Actualité peu chargée, pas de confirmation de l'info d'hier soir ou black out des médias ?

Si quelqu'un veut classer les adresses des quelque 500 ou 600 articles des trois derniers mois des différentes rubriques pour pouvoir ensuite que je les archive, je suis preneur; ce n'est pas pour moi, mais pour les autres lecteurs. C'est un test !

Journée radieuse, 33°C, pas de cyclone en vue, une légère brise, j'écoute en boucle Soothsayer de Buckethead en formatant cette page, je regarde l'écran de l'ordinateur, au-dessus j'aperçois les arbres dans le jardin et les cocotiers en toile de fond chez le voisin, c'est stressant au possible, je craque !

Je vais aller faire ma balade quotidienne, une heure de marche sur un sentier désert, je me refais une santé, je dors entre 8 et 10 heures par jour tellement je suis claqué, je ne m'étais pas rendu compte que j'étais devenu vieux, merde ! Ce soir Bruel à la télé, je boycotte le soldat de Tsahal, à mort le sionisme ! Ah mais c'est la grande forme, c'est la musique qui me met de bonne humeur, sinon il faudrait un pétard dans chaque main pour supporter son destin, celui qui se fume et celui qui règle définitivement les problèmes !

Privé de télé ce soir, on ajoutera encore une quinzaine d'articles ce soir.

Bon j'y vais avant le coucher du soleil, faire chauffer mes tongues pardi, transpirer un peu, pas trop quand même, pépère quoi...

Je ne vous souhaite rien puisque vous n'en avez rien à taper Ah ben il faut savoir ce qu'on veut dans la vie !

Le combat idéologique passe par la rupture avec le PS.

- *Le peuple et les voleurs* - Jean Ortiz - legrandso ir.info - 20 février 2014

Comme quoi le combat sur le terrain idéologique est largement justifié :

- Nous vivons une époque terrible de "*restauration*", d'involution sociale, idéologique, civilisationnelle.

- Depuis les années 1970, elles (les classes dominantes) ont préparé minutieusement le terrain idéologique...

- Repolitisons. Reconstruisons les idéologies.

L'auteur va-t-il vraiement s'y engager ? Vérifions-le.

Cela commence bien, la crise du capitalisme n'existe pas, il faut donc en conclure qu'il aurait encore un bel avenir devant lui :

- La crise est une escroquerie.

- La crise est un hold-up organisé.

- C'est "*l'Allemagne (qui) veut nous mettre à genoux*"

Dès lors s'attaquer vraiment au capitalisme ?

Il s'agit uniquement de remettre en cause "*l'actuel "modèle économique" hégémonique, le capitalisme "néo-libéral'*"", mais pas le capitalisme lui-même qui en dehors de ce modèle serait tout à fait supportable, disons-le compatible avec le socialisme, les "*jours heureux*" du M'PEP par exemple qui tient un discours similaire, à croire qu'il est impossible de rompre avec le stalinisme, l'un étant au PCF, l'autre en étant sorti sans que cela ne change quoi que ce soit.

Et quant à l'un des principaux piliers du régime politique, le PS, quel sort lui réserve-t-il ? Il le ménage :

- "*Le parti socialiste (...) s'est rallié au néo-libéralisme*", en réalité cela ne lui a demandé aucun effort ou sacrifice puisqu'il était acquis à la cause du capitalisme, il n'a fait que s'adapter à son évolution sur le plan politique et idéologique au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Cette caractérisation sert à camoufler la véritable nature du PS, notez bien qu'on aurait pu affirmer la même chose à propos de l'UMP qui s'est également converti au néolibéralisme, comme tous les partis de l'ordre, les deux partis ont suivi la même trajectoire. Ils n'ont pas adopté le néolibéralisme sur un coup de tête ou on ne sait quel lubie, mais parce que c'était une nécessité pour faire face à la crise du capitalisme et s'attaquer aux acquis de la classe ouvrière.

Ne pouvant l'admettre, l'auteur de cet article est obligé de se découvrir en affirmant que le PS "*rejoint objectivement le camp de nos adversaires de classe*" comme s'il n'en faisait pas partie depuis un siècle. Que les adhérents du PCF se rassurent, cela ne portera pas à conséquence, surtout lors des élections municipales, le PCF ne rompra jamais avec le PS et le régime qu'il incarne... tous les deux !

Comment épargner le PS disions-nous, en couvrant, en participant à son offensive idéologique :

C'est "*la droite, obscurantiste, arrogante, triomphante, mâtinée de totalitarisme, (qui) mène l'offensive*", pas le PS, "*où le Medef gouverne*", mais pas le PS, vouloir imposer un changement des mentalités ou des rapports sociaux sans changer la société, sans inverser les rapports de domination de classes, ne serait-ce pas cela aussi le "*totalitarisme*" ? A notre connaissance le PS, l'UMP, le FN et le Medef se partagent les rôles pour que cette offensive contre les travailleurs triomphe, on a le droit d'ajouter le Front de gauche, le NPA et LO, ainsi que les appareils des syndicats, dans une moindre mesure le POI.

"*La montée de l'extrême droite , instrumentalisée, stimulée par les uns et les autres*", pourquoi ne pas dire ouvertement par le PS, ce qui n'est pas nouveau. Y compris le PCF ou le Front de gauche qui participe au combat idéologique du PS qui sert de support à toutes ses mesures ou campagnes, qui en est le fil conducteur.

"*La droite fachote manipule d'imposantes manifestations conservatrices*" dont l'importance est exagérée. Et qui en est le catalyseur sinon le PS qui fait le boulot de l'UMP, pourquoi ne pas le dire ? Non, car l'auteur adhère aux campagnes idéologiques déclenchées par le PS sur le terrain sociétal, ce serait le "*latifundium médiatique (qui) distille la manipulation et le mensonge permanents au nom d'une démocratie*" et non le PS encore une fois qui ne tient pas à faire connaître les véritables intentions qui se cachent derrière toutes ces opérations.

"*Pour combattre l'extrême droite il faut lutter contre la soumission et l'austérité*", mais pas sur le terrain politique, pas en l'attaquant sur le terrain idéologique, cela nécessiterait de s'attaquer au PS et de mettre en lumière sa nature foncièrement réactionnaire, impossible.

Le reste tenait du double langage des faussaires ou des agents du capital qui avancent masqués ou se présentent comme anticapitalistes, etc. mais qui finalement sont incapables de s'y attaquer parce qu'il faudrait caractériser politiquement le PS et faire l'inventaire des rapports que leur parti a entretenus avec le PS, rompre avec lui et ils n'y tiennent pas vraiment, car en réalité ils n'ont pas changé. On ne se refait pas.

La guerre, c'est toujours pour la bonne cause : pour sauver le capitalisme.

- 1914-1918: les nations entièrement mobilisées dans une "*guerre totale*" - AFP

Vive l'union nationale !

"*Rien ne viendra briser devant l'ennemi l'union sacrée des Français*", s'exclame le 4 août 1914 le président français Raymond Poincaré. "Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands", lance pour sa part Guillaume II, tandis qu'en Grande-Bretagne, l'heure est à la "*party truce*" (la trêve des partis).

La capitulation de la social-démocratie est totale.

En France, cette ferveur nationale est particulièrement forte au début de la guerre, et même des pacifistes comme les socialistes Marcel Sembat et Jules Guesde, rejoignent le gouvernement.

Dans tous les pays, les budgets de guerre sont votés sans difficulté et les rares voix pacifistes sont inaudibles, du moins jusqu'en 1917, lorsque l'usure d'une guerre qui s'éternise et l'exemple de la révolution russe viendront alimenter partout grèves et parfois mutineries, et fissurer les unions sacrées.

De l'économie d'armement à l'économie de guerre.

Les économies sont entièrement tendues pour répondre aux besoins des armées, une adaptation qui s'accompagne d'un renforcement considérable du rôle de l'Etat et parfois, comme dans les empires centraux, d'une mainmise militaire directe sur les ressources disponibles.

Tout doit être fait pour assurer la production d'armements et de munitions.

Le conditionnement doit inclure les enfants, les esclaves de demain, cynisme sans limite.

La mobilisation patriotique n'épargne pas les enfants dont les "*exercices scolaires, relate l'historien français André Loez, visent à fairer rédiger des éloges aux soldats ou à calculer la production des obus*". Les sujets de composition française peuvent être "*le drapeau blessé*" ou "*lettre à un soldat du front*", indique Jean-Yves Le Naour.

La pensée unique est à l'oeuvre, au service du "***devoir***" envers la sainte patrie.

La propagande et la censure militaire sont omniprésentes.

Dans tous les pays, une iconographie prolifique (affiches, caricatures, cartes postales,...) rappelle constamment à la population la vaillance de ses soldats et les atrocités de l'ennemi, et le devoir de participer à l'effort de guerre.

L'opposition à la guerre est systématiquement censurée, trahison, lâcheté et capitulation sont à l'honneur.

Ceux qui s'insurgent contre cette mobilisation des esprits sont bien rares.

Mais même les syndicalistes, intellectuels ou scientifiques n'échappent pas à la fièvre nationale qui balaye l'Europe.

Le philosophe français Henri Bergson présente la guerre comme une lutte "*de la civilisation contre la barbarie*". 93 intellectuels allemands répliquent un peu plus tard pour défendre la position de leur pays dans un appel au "*monde civilisé*".

Chimistes, physiciens, biologistes, médecins mettent leurs compétences au service de leur pays pour élaborer de nouvelles armes ou les moyens de s'en protéger.

Du côté syndical, la lutte des classes s'efface partout devant à l'effort de guerre, au moins au début du conflit. "Ce fut en tant que citoyens-soldats et non en tant que producteurs que les ouvriers participèrent à la guerre", écrit l'historien irlandais John Horne.

En France, la CGT, pourtant antimilitariste et pacifiste, se rallie immédiatement à l'"*union sacrée*". Son secrétaire général Léon Jouhaux, rappelle John Horne, associe la "*classe ouvrière*" aux "*soldats de l'an II*" et appelle à combattre les "*empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui par haine de la démocratie ont voulu la guerre*". (C'est aussi Jouhaux qui prendra la direction de FO en 1947. - ndlr)

Les catholiques français, au nom de la défense de la Patrie, serrent les rangs derrière la République "*athée*", qu'ils vouaient pourtant jusqu'alors aux gémonies. En Allemagne, le ralliement de la religion à la cause nationale est le même et les soldats portent la devise "*Gott mit uns*" (Dieu avec nous) sur leurs ceinturons. AFP 21.02

Croyez-vous que les masses réagiraient autrement demain s'il y avait une guerre ? Pourquoi le devraient-elles ? Comment le pourraient-elles puisque la situation du mouvement ouvrier est pire encore ou les rapports entre les classes n'ont jamais été aussi favorables à la classe dominante, sauf en période de guerre évidemment comme il est rappelé dans cet article. Pas très rassurant, non, mais il faut savoir ce qu'on veut dans la vie...

Le Monde angoissé pose une question...

- Quelle social-démocratie à la française ? - LeMonde.fr 21.02

... puis se désole...

- Le projet social-démocrate reste une esquisse - LeMonde.fr 21.02

Qui peut s'échouer sur le récif de la lutte des classes...

- Un changement de cap incompréhensible - LeMonde.fr 21.02

A défaut d'adhésion des masses, à moins qu'il faille en venir à une situation à l'ukrainienne pour leur imposer. Qui sait ce qui peut leur passer par la tête - à ceux qui détiennent le pouvoir, non ? Ne sont-ils pas capables de tout, du pire surtout ?

... cependant...

- Le PS fait une politique de droite axée sur le business - LeMonde.fr 21.02

Ouf, les voilà soulager ! Pour combien de temps car ce n'est pas une vie de nos jours d'être banquier, c'est franchement dramatique et injuste, ils ont raison, vaudrait mieux encore abréger leurs terribles souffrances : table rase du passé !

Ils auront mis le paquet pour y arriver !

- Trois Français sur 10 prêts à voter FN aux municipales - Reuters 21.02

Hollande s'y emploie depuis le premier jour où il a été élu.

Ajoutons à cela qu'ils se sont employés à dédiaboliser un jour le FN, pour revenir en arrière un autre jour, bien entendu personne n'y a rien compris ou preque, c'était le but notamment pour que la manoeuvre ait une chance de réussir, avec la complicité du FN de fait.

Ils poursuivaient deux objectifs, sur les plans idéologique et politique. Comment ? La méthode Bush de la guerre des civilisation à l'honneur.

Détourner l'attention des masses vers le FN, mais aussi l'UMP, symbolisant les mauvais, le camp de la réaction, des conservateurs, de l'intolérance, etc. tandis que le PS devait apparaître comme défenseur du bien, symbolisant les bons, le camp de l'humanisme, du progrès, de la liberté.

Ce jeu de rôle était indispensable pour masquer qu'ils appartiennent tous au même camp du capital.

Mais surtout, comment au moment même où le PS et le gouvernement appliquent une politique antisociale et impérialiste se faire passer pour autre chose que ce qu'on est, pour se faire passer pour les bons il faut qu'en face les méchants soient identifiés, il faut un ennemi déclaré, qu'on a provoqué, et si les mauvais figurent dans un camp, cela signifie qu'obligatoirement les bons figurent dans l'autre camp, le camp que les travailleurs doivent soutenir, celui du PS, du gouvernement contre leurs ennemis de droite et d'extrême droite dont il est bien connu qu'ils ne représentent pas les intérêts des travailleurs, ce qui sous-entend que le PS et le gouvernement représenteraient leurs intérêts de classe, ce qui ne correspond pas à la réalité évidemment. C'était une imposture (permanente), peu importe, c'est le mécanisme auquel le PS a eu recours, sachant que les uns et les autres de gauche et d'extrême gauche marcheraient dans la combine, le légitimerait en y participant, ils s'en sont faits consciemment les complices.

Ce qu'il y a de particulièrement pourri et dangereux dans la situation actuelle, c'est que les travailleurs qui répondent aux appels du PS, de la gauche ou de l'extrême ou de l'UMP et du FN sont manipulés de la même manière pour que finalement le gouvernement puisse appliquer sa politique. Ensuite, il ne faut pas s'étonner que certains travailleurs répondent indistinctement aux appels des uns ou des autres et se fassent si facilement manipuler par les uns et les autres, c'est aussi ce qu'on a pu observer en Ukraine ou ailleurs, au Venezuela également mais dans une moindre mesure parce que le parti au pouvoir doit son existence à son rejet de l'impérialisme américain tout en ayant entrepris d'importantes réformes sociales, la confusion entre la droite et la gauche est plus compliquée à mettre en oeuvre.

Cette confusion ne peut profiter qu'à la classe dominante, et sans indépendance de classe le prolétariat ne peut pas se mobiliser, rassembler ses forces, vaincre, il est systématiquement défait. Le PS incarne cette confusion au point que l'UMP apparaît comme plus fréquentable à bien des travailleurs qui n'ont pas de conscience de classe. Et que fait la ce qu'on appelle la gauche et l'extrême gauche, ils entretiennent cette confusion au côté du PS et du gouvernement, au second tour des élections municipales ils vont encore appeler à voter pour le candidat du PS resté en lice pour "*battre la droite*", droite à laquelle appartient également le PS. Peu importe, pendant ce temps-là le mouvement ouvrier demeure incapable de se reconstruire sur de nouvelles bases, c'est toujours cela de gagné, le pire a été évité et l'illusion peut perdurer, à moins que le désespoir lui succède, ce dont ils foutent tout autant.

Fabrication de preuves.

Procès Rwanda: la cour découvre une nouvelle facette de l'accusé - AFP

Gratte-papier compilateur de revues de presse ou partisan extrémiste du régime, doublé d'un censeur intimidant les journalistes ? Une nouvelle facette controversée de Pascal Simbikangwa, premier Rwandais jugé en France pour crimes liés au génocide, s'est dessinée devant la cour d'assises de Paris.

"*Je faisais des revues de presse, pour signaler ce qui pouvait intéresser la sécurité nationale*", explique l'accusé pour définir son travail au Service central de renseignement (SCR), où il a été affecté au département presse après qu'un accident l'a laissé paraplégique en 1986, forçant son départ de la garde présidentielle. "*Mon rôle était la lecture des journaux, d'en faire des synthèses et de les transmettre à mon chef, mais ce n'était pas à moi de prendre des décisions*".

Certains témoins ont une tout autre version, comme Samuel Nshimiyimana, dit Sam Gody, qui affirme avoir été enlevé en janvier 1992 par des inconnus en civil puis torturé par le capitaine Simbikangwa dans les locaux du SCR après avoir publié un article et une caricature critiques.

Pour lui, l'accusé menait en outre une activité de publiciste, finançant diverses publications favorables au pouvoir. "*Il s'investissait beaucoup, surtout dans Kangura (" Réveillez-les ", dénoncé comme un des médias de la haine, NDLR), où il écrivait beaucoup d'articles, ou plutôt d'opinions, avec des propos de haine*". Non signés, doit-il admettre, mais reconnaissables au "*style*", assure-t-il.

Inventions, rétorque Pascal Simbikangwa, qui nie les sévices et reconnaît seulement avoir, au premier semestre 1992, fait paraître dix numéros d'un magazine, Umurava ("*Détermination*"), dont il se serait fait évincer par un collaborateur devenu par la suite un de ses principaux dénonciateurs.

Venance Munyazaki, employé à l'époque à l'imprimerie nationale à Kigali, affirme, lui, que l'accusé était un visiteur régulier des locaux. Pour y régler les factures d'impression, de Kangura ou Umurava notamment, "*lui a-t-on dit*", car le témoin n'en a pas connaissance directe, ne travaillant pas à l'encaissement. Ou pour "*prendre les journaux avant parution*", avant d'exiger parfois le retrait de tel ou tel article.

Ridicule, répond Pascal Simbikangwa. Pour entrer à l'imprimerie nationale, il fallait monter un escalier. Or il est cloué dans son fauteuil roulant. Pour le témoin, on lui descendait factures ou épreuves.

En avril 1992, les choses changent, au moins formellement. Après la formation d'un gouvernement de coalition, un directeur issu de l'opposition est nommé à la tête du SCR. Augustin Iyamuremye indique qu'une de ses premières décisions a été de "*retirer la charge de la division presse*" à Pascal Simbikangwa, qui "*avait dans la presse une réputation de tortionnaire*".

Sauf qu'il n'est pas certain que sa décision ait vraiment été suivie d'effet et que "*sûrement il était encore en relation avec la présidence*".

Pour l'accusé au contraire, avec l'arrivée du nouveau patron il s'est retrouvé "*sur la touche, véritablement au chômage*". "*On m'avait tout dépouillé, par quel moyen j'aurais contrôlé les journaux?*"

Venance Munyazaki, lui, assure qu'il a continué à hanter les locaux de l'imprimerie nationale, que "*c'était un homme puissant, même s'il n'avait plus de pouvoir au SCR*".

Pascal Simbikangwa s'insurge contre ces témoins à charge "*qui viennent du Rwanda pour mentir, qui sont endoctrinés*".

Mais pour un expert entendu par la cour, l'historien Jean-Pierre Chrétien, auteur du livre "*Les médias du génocide*", "*de par ses fonctions et la logique du régime*", Pascal Simbikangwa joue alors "*un rôle d'intimidation des journalistes*". AFP 21.02

Sur quoi repose leur accusation ?

- des articles "*non signés*", mais "*reconnaissables au "style'"*", qu'il est toujours possible d'imiter...

- le témoin n'en a pas connaissance directe, il s'agit donc d'une histoire rapportée...

- "*sûrement il était encore en relation avec la présidence*", sans pouvoir le prouver, ni en quoi...

- "*c'était un homme puissant, même s'il n'avait plus de pouvoir au SCR*", puissant mais sans pouvoir...

Question : Où sont les preuves matérielles, les documents sur lesquels figureraient les ordres qu'ils auraient donnés ? Pourquoi n'existe-t-il aucun témoin direct ?

Question : Ces témoins à charge viennent du Rwanda, qui prend en charge leur billet d'avion et leurs frais, l'Etat colonial français ?

La palme de l'infâmie revient de droit à un historien à charge qui porte bien son nom, qui affirme que "*de par ses fonctions et la logique du régime*", Pascal Simbikangwa serait forcément coupable puisqu'il joue alors "*un rôle d'intimidation des journalistes*", il semblerait en réalité que bien avant le début du génocide il n'ait plus eu de pouvoir ou qu'au pire il n'aurait joué qu'un rôle secondaire dans le génocide des tutsis comme sans doute bien des gens de son espèce.

Il ne s'agit pas pour nous d'instruire cette affaire ou de vouloir disculper Pascal Simbikangwa, on peut s'étonner que son procès se tienne en France, on cherche à comprendre comment fonctionne la justice dans ce pays.

ACTUALITE EN TITRES

Ca roule !

- Bénéfice record pour Volkswagen en 2013, offre sur Scania - Reuters

Bientôt à chacun sa Volkswagen !

Ils sont enfin parvenus à dénicher les salauds qui profitent de la crise.

- 39,6 : le nombre de jours (record) d'absentéisme par an des fonctionnaires municipaux en France - Atlantico.fr

Comment cela, ils nous empoisonnent, qui plus est sciemment ?

- De l'aluminium présent dans plus de la moitié des laits pour bébé - 20minutes.fr

Il est vrai que Guigoz, Gallia, Blédina, Nestlé, etc. ne disposent pas de laboratoires pour analyser les produits qu'ils mettent sur le marché...

Internationale capitaliste. FMI, Banque mondial, OCDE agents de l'oligarchie financière ont pris le pouvoir politique.

- Padoan, de l'OCDE, serait nommé ministre des Finances en Italie - Reuters

Et nous alors ? Quoi, l'Internationale ouvrière ? Rassurez-vous, elle est en devenir nous dit-on très sérieusement... Un conseil d'ami, croyez plutôt ceux qui font semblant de ne pas y croire, bon, faites ce que vous voulez...

Déstabilisation. Bientôt le tour du Gabon ?

- Le Gabon réclame à Total $805 millions d'impôts - Reuters

Comment, c'est possible de se passer de l'UE, qui l'aurait cru ?

- L'Islande va enterrer sa candidature à l'UE, sans référendum - LeMonde.fr

Dislocation.

- Etats-Unis: Un patron de la Silicon Valley veut diviser la Californie en six Etats - 20minutes.fr

Le projet d'un investisseur de diviser en six États la Californie, jugée «*ingouvernable*», a été validé par les autorités et pourrait être soumis à référendum en novembre prochain, si son promoteur réunit les quelque 800.000 signatures nécessaires. Le projet est défendu par Tim Draper, un investisseur de la Silicon Valley qui a financé plus de 400 entreprises, parmi lesquelles Skype et Baidu.

Haut de page

Le 23 février 2014

CAUSERIE

Debout à 8h30.Des commentaires dans l'album de photos personnelles ont été ajoutés.

Samedi 22h15 en Inde.

23 articles ont été ajoutés.

Sunday morning 7.15 in India.

Have a nice day !

A 3h du matin j'ai été réveillé par les haut-parleurs d'un temple situé à quelque 500 mètres de chez moi qui s'est mis à hurler. J'ai fermé les fenêtres, impossible de dormir l'abruti de brahman gueulait et le volume était trop haut, du coup je me suis levé et j'ai actualisé le site, je dormirai de 7h à midi !

J'ai pris deux cafés et quelques tartines de pain beurré pour tenir le coup, plus la clope bien sûr. Comme la connexion était rapide à cette heure-là j'en est profité pour télécharger 7 morceaux de musique, Jason Becker, Andy James, Buckethead, et deux morceaux de Guns'n Roses avec Buckethead en concert, j'écouterai cela à midi, réveil garanti !

Même que les oiseaux sont mélomanes, j'en ai surpris qui venaient sur le bord de la fenêtre pour mieux écouter, pour le moment ce sont eux qui m'offrent une symphonie pastorale. Et le soleil qui est déjà au rendez-vous, la lumière est belle au petit matin, chaude comme au coucher du soleil, c'est beau, et dire qu'il y a des dingues pour nous pourrir la vie, je pense à la causerie du jour et à nos frères et soeurs à travers le monde qui n'ont pas ma chance, c'est à pleurer. Gérer les deux à la fois, rester digne, ne pas se laisser aller dans un sens ou dans l'autre, trouver le bon équilibre n'est pas toujours évident. C'est plus facile dans ma situation j'en conviens. Bien que, ceux qui disent que je suis dingue de continuer ce portail ont raison, je devrais profiter du privilège qui m'est accordé de pouvoir profiter de la vie et me foutre du reste, on n'a qu'une vie et elle est courte, patati et patata, je les plains de penser cela en fait car à être trop attaché à la vie comme cela, on le paiera cher un jour, plus tard, c'est infaillible, à moins d'être immortel !

La méthode est graduelle ou proportionnée, elle appartient au même registre du coup d'Etat, les enjeux et le sort qu'ils leur réservent sont différents, la stratégie est globale.

L'arrière-cour de l'impérialisme allemand qui domine l'Europe.

Ukraine. Coup d'Etat de Washington et Bruxelles à Kiev.

- Ultimatum des radicaux en Ukraine: Démission du président Ianoukovitch ou attaque armée? - 20minutes.fr 22.02

- Ukraine: Timochenko libérée, destitution de facto de Ianoukovitch - AFP 22.02

- Ianoukovitch en fuite, le pouvoir bascule en Ukraine - Reuters 22.02

- Ukraine : Washington et Londres prêts à soutenir "un nouveau gouvernement" - LeMonde.fr 22.02

Les réserves de pétrole du Venezuela sont trop importantes pour échapper au contrôle total du cartel des 7 soeurs.

Venezuela. Déstabilisation orchestrée par Washington.

- Au Venezuela, les étudiants dans la rue contre l'insécurité, la pénurie et le président Maduro - Francetv info 22.02

Région et population sacrifiée amenée à vivre en guerre perpétuelle.

Liban. Stratégie du chaos

- Attentat suicide dans le nord-est du Liban, trois morts - Reuters 22.02

La Russie est dans la ligne de mire de Washigton et non la Chine. Faire la guerre à la Chine et détruire ses infrastructures, ce serait détruire le premier marché automobile mondial, il les vendrait où ses bagnoles General Motors ? Aux Etats-Unis, impossible le marché est saturé et les Américains sont endettés jusqu'aux dents, d'ailleurs ils n'en ont plus, elles ont été rongées par la dette...

A Kiev c'est légitime, pourquoi pas à Nantes ?

- ND-des-Landes: scènes de dévastation à Nantes après la manifestation - AFP 22.02

Vitrines brisées, agences des transports nantais ou poste de police saccagés, pavés du tram descellés: Nantes affiche samedi des scènes de vandalisme après que la manifestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a tourné à l'affrontement entre un millier d'opposants radicaux et les forces de l'ordre.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, ancien député-maire de Nantes et fervent défenseur du projet d'aéroport, a "*condamné avec la plus grande fermeté les actes violents*". "*En démocratie, le droit de contester et de manifester contre un projet est légitime. Mais*

de telles violences sont inacceptables, et rien ne pourrait les justifier", a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a de son côté qualifié d'"*inadmissible*" la "*violence venant de cette ultra-gauche, de ces Black Bloc, qui sont originaires de notre pays mais aussi de pays étrangers*", évoquant une "*véritable guérilla urbaine*".

Un calme relatif s'est installé peu après 20h00 dans les rues du centre ville, toujours sous la surveillance des CRS et gendarmes mobiles. Mais selon la préfecture "*des groupes sporadiques, environ 200 personnes cherchant l'affrontement*" étaient toujours présents dans le centre ville.

La préfecture a dénombré dans la soirée huit blessés du côté des forces de l'ordre, tous hospitalisés, et plusieurs dizaines d'hommes contusionnés, ainsi que dix interpellations. Des journalistes ont aussi été violemment pris à partie par des manifestants. Aucun bilan sur le nombre de blessés côté manifestants n'était disponible samedi soir.

Selon Julien Durand, porte-parole de l'Acipa, la principale organisation d'opposants au projet d'aéroport, les manifestants étaient "*plusieurs dizaines de milliers*" à s'être mobilisés samedi après-midi. "*Peu importe ce que dira la préfecture, pour vous tous et toutes c'est un grand succès*", a-t-il dit à l'issue de la manifestation "*officielle*". AFP 22.02

Les fachos du Crif confondent Toulouse et Kiev.

- Toulouse: incidents lors d'une manifestation contre l'antisémitisme - AFP 22.02

Deux mille personnes, selon la police et les organisateurs, ont participé samedi à Toulouse à une manifestation censée dénoncer les discriminations homophobes et antisémites mais durant laquelle des représentants de la communauté juive ont été conspués par une partie du cortège.

La manifestation était organisée à l'initiative d'Arc-en-Ciel, association de défense des homosexuels en Midi-Pyrénées, pour dénoncer des inscriptions antisémites et homophobes taguées sur plusieurs bâtiments du centre de Toulouse au cours du week-end passé, et qui ont provoqué une vive émotion.

Peu après le départ du défilé, devant un bâtiment qui abrite entre autres le centre LGBT (Lesbiennes, gays, bi-et transsexuels) visé par les tags, des participants au cortège s'en sont pris avec virulence à Nicole Yardeni, présidente du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) de Midi-Pyrénées.

"*Yardeni casse-toi, le Crif, fascistes, sionistes, cassez-vous*", ont-ils crié tandis que le service d'ordre retenait les manifestants les plus agressifs.

"*On ne s'attendait absolument pas à cet accueil, on vire des juifs d'une manifestation qui s'exprime contre l'antisémitisme*", s'est exclamée Mme Yardeni. "*On a l'impression qu'une partie de ce cortège a fait de l'antisionisme son identité*" sans voir la complexité de la société israélienne, a-t-elle dit.

Peu auparavant, le candidat UMP aux municipales, Jean-Luc Moudenc, ancien maire de Toulouse, avait également été pris à partie par des manifestants. Il était venu, a-t-il dit, pour dénoncer "*des attaques inacceptables*" contre les "*valeurs de la démocratie*" mais a également renoncé à défiler.

Outre le centre LGBT, le local de campagne du candidat du Parti de gauche aux municipales, celui du Front de gauche, un cinéma Art et essai, l'entrée de l'université Toulouse 1-Capitole et un cimetière avaient été tagués de croix gammées, de croix celtiques, emblèmes de l'ultra-droite, et d'inscriptions s'en prenant aux juifs, aux homosexuels ou aux francs-maçons.

Le maire socialiste de Toulouse, Pierre Cohen , était aussi présent mais est parti avant les incidents. "*Le PS sera toujours là pour lutter contre le racisme, l'homophobie et l'antisémitisme*", a-t-il dit.

Arc-en-Ciel, à laquelle s'était joints notamment le NPA, la Ligue des droits de l'homme, la FSU ou Act Up, a dit "*regretter*" ces débordements. "*Nous sommes navrés*", a dit sa coprésidente Noémie Henry, soulignant que son association luttait contre toutes les discriminations.

Le Crif et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) organisent par ailleurs samedi soir un rassemblement devant la préfecture pour protester contre la venue de Dieudonné le même soir à Toulouse pour y livrer la version édulcorée de son spectacle controversé, une présence qui fera l'objet d'une vigilance particulière des forces de l'ordre. AFP 22.02

Lyon ne sera pas Kiev.

- Plusieurs centaines de personnes défilent à Lyon contre l'extrême droite - AFP 22.02

Entre 700 et un millier de personnes, selon la police ou les organisateurs, ont défilé samedi après-midi à Lyon contre l'extrême droite, une semaine après l'agression au couteau de deux adolescents par cinq jeunes, sympathisants pour certains du mouvement identitaire.

"*Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour nos fachos*", "*le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève*", scandaient les manifestants venus notamment à l'appel du collectif 69 de vigilance contre l'extrême droite.

Dans le cortège, encadré par un important déploiement de gendarmes mobiles et de CRS, les drapeaux de la CGT, du Front de Gauche, du PCF, de Solidaires et de la FSU voisinaient avec les militants anarchistes, visage parfois masqué d'un foulard.

En tête de la marche, plusieurs d'entre eux portaient une large banderole bariolée proclamant "*Meurtres et agressions jusqu'à quand, Reprenons la rue*", tandis que fusaient des slogans comme "*Violence fasciste, Collomb (Gérard Collomb, le maire de Lyon, ndlr) complice*" , ou "*Fascistes assassins, Etat complice*".

Malgré un face à face un peu tendu entre les manifestants et les forces de l'ordre dans une rue huppée du centre-ville, à mi-parcours, aucun incident n'a perturbé la manifestation. Les organisateurs s'étaient aussi dotés d'un dissuasif service d'ordre, armé de manches de pioche.

Parti vers 15H30 de la place Gabriel-Péri, sur la rive gauche du Rhône, le cortège a sillonné les rues traversant le centre-ville sous l'oeil des badauds avant d'arriver, deux heures plus tard sans incident, jusqu'à la place de l'hôtel de Ville où il devait se disperser.

Dans la soirée du 14 février, deux adolescents de 16 et 17 ans, militants d'extrême gauche selon des organisations antifascistes, avaient été agressés au couteau lors d'une rixe dans le quartier Saint-Jean, où est implanté un local du mouvement identitaire.

Les auteurs présumés de cette agression, "*sympathisants*" du mouvement identitaire, ont été mis en examen samedi et placés sous contrôle judiciaire.

Le collectif de vigilance 69 contre l'extrême droite s'inquiète de son côté de voir "*des membres de groupuscules fascistes*" s'approprier le quartier de Saint-Jean, sur la rive droite de la Saône, déplorant leur "*violence*" et leur "*sentiment d'impunité*". AFP 22.02

Sont-ils en train de tester en France la méthode qui a fait ses preuves de Tripoli à Kiev en passant par Damas ? Au fait, dans notre portail on a eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises. Provocation au moyen de flics, de RG ou d'éléments d'extrême droite infiltrés, désespoir et exaspération d'une partie de la jeunesse qui se radicale tout en étant facilement manipulable ou qui devient incontrôlable, gauchisme frustré en quête de guérillas ou de terrains d'affrontement avec le régime, individualisme exacerbée qui pousse à tous les excès ou à croire que tout est possible, y compris par la violence, ajoutez à cela un marasme social et des inégalités grandissantes et tous les ingrédients sont réunis pour un affrontement avec le régime, mais en l'absence d'une perspective politique, il risque de se transformer rapidement ou avant même qu'il est pu prendre forme en un affrontement entre différentes couches d'exploités.

L'art de la dictature, c'est d'être juge et partie à la fois.

L'Allemagne s'est créé un "*avantage déloyal*" avec les bas salaires - AFP 22.02

Ils l'ont reconnu publiquement, alors franchement, qui osera maintenant leur en vouloir ou les blâmer? Personne, ce serait leur faire un procès d'intention. Qui osera leur demander de corriger leur comportement? Personne, ils s'y sont déjà engagés. Qui osera leur soumettre des propositions ? Personne, ils les ont déjà avancées... en parole !

- L'Allemagne s'est créé un avantage compétitif "*déloyal*" envers ses partenaires avec l'essor des bas salaires, a reconnu le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires européennes Michael Roth, promettant une correction, dans un entretien à l'AFP.

M. Roth, un social-démocrate comme le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier, était interrogé sur les excédents commerciaux records enregistrés par l'Allemagne (près de 200 milliards d'euros en 2013) qui font l'objet d'une procédure d'examen à Bruxelles.

"*Des déséquilibres sont apparus dans l'Union européenne et nous avons le devoir de les corriger. Ce n'est pas seulement le devoir des pays en déficit mais aussi celui de l'Allemagne*", a-t-il déclaré jeudi lors d'une rencontre avec des journalistes de l'AFP à Berlin.

"*Avec l'essor des bas salaires et de l'emploi précaire en Allemagne, nous nous sommes dotés d'un avantage (compétitif) déloyal envers nos partenaires. Il devra être progressivement corrigé*", a affirmé M. Roth. (Ben voyons ! - ndlr)

Les emplois précaires et à bas salaires se sont multipliés en Allemagne dans les années 2000 sous l'effet des réformes du marché du travail de l'ancien chancelier Gerhard Schröder, contribuant à une chute du taux de chômage allemand désormais l'un des plus faibles de l'UE.

Ces réformes ont aussi dopé la compétitivité du pays déjà très forte, faisant exploser l'excédent commercial. L'Allemagne est régulièrement critiquée pour sa dépendance envers les exportations et la faiblesse de sa demande intérieure, qui pénalisent les exportations de ses partenaires européens comme la France, l'Italie ou le Royaume-Uni.

La réduction de l'excédent commercial "*est un sujet sensible en Allemagne*", a reconnu M. Roth. "*Il a souvent été affirmé à tort qu'il s'agissait de réduire nos exportations. Ce n'est pas du tout ça. Il s'agit d'augmenter la demande intérieure*". (Pourquoi voudriez-vous qu'on réduise notre part du marché mondial ? Et comme il n'est pas extensible sur commande, la situation ne risque pas de changer. Augmenter la demande intérieure, c'est augmenter les salaires, mais augmenter les salaires c'est perdre en compétitivité, impensable quand on tient le remède miracle depuis 14 ans pour damer le pion aux concurrents européens, sauf à être suicidaire, pas sûr que les patrons allemands le soient. - ndlr)

Interrogé sur le changement de ton du nouveau gouvernement allemand, par rapport à la coalition précédente avec les libéraux, il a lancé : "*les sociaux-démocrates sont bel et bien là*". Et sur les désaccords éventuels avec les conservateurs sur ces questions économiques et sociales: "*ce que je viens d'esquisser, ce ne sont pas seulement des réponses sociales-démocrates. Ce sont les réponses de la grande coalition. Cela me rend donc confiant qu'elles seront mises en oeuvre*". (Ouf, il ne s'agissait de d'un "*changement de ton*", parole, parole, parole, effectivement "*les sociaux-démocrates sont bel et bien là*", pareils à eux-mêmes. - ndlr) AFP 22.02

Vous êtes présumé innocent aussi longtemps que vous n'avez pas été reconnu coupable par un tribunal. Imaginez maintenant que ce soit vous le tribunal, j'ai comme l'impression que vous allez rester innocent encore longtemps, non ?

J'avais failli écrire faute avouée à moitié pardonnée ou plus si affinités, en l'occurrence c'est le cas, mais ce n'était pas une faute, c'était intentionnel, donc impardonnable, d'où la nécessité de prendre les devants pour éviter le tribunal et le tour est joué. C'est un peu gros quand même, mais justement, plus c'est gros et mieux ça passe ou ça casse, et puis franchement qui oserait résister à l'Allemagne dans l'UE, personne.

Haut de page

Le 24 février 2014

CAUSERIE

Dimanche 14h10 à Pondichéry.

Ayant actualisé le site tôt ce matin, je mets à la date de demain l'article que je viens de rédiger.

Un modèle de confusion qui peut être fatal. Rompre avec le PS est une nécessité absolue.

- *Quand les Solfériniens se couchent devant la France rance et réac…* - Philippe Arnaud - legrandso ir.info - 4 février 2013

Philippe Arnaud se veut redressort de tort de droite et de gauche, on lui laissera l'initiative de cette entreprise, nous ne nous reconnaissons ni dans la droite ni dans la gauche qui étrangement devrait figurer dans le même camp ou défendre les mêmes droits, au point qu'on se demandera si droite et gauche ne feraient pas qu'un et que la véritable gauche serait ailleurs, où, non identifiée ou inexistante, la gauche qui dénonce et combat les manipulations des consciences à des fins idéologiques inavouables ou que droite et soi-disant gauche complices passent sous silence, c'est sans doute la seule chose qui devrait mériter sérieusement notre attention.

Il faut préciser qu'il ne viendra pas à l'idée de monsieur Philippe Arnaud de se demander pourquoi dans d'autres pays les mêmes mesures ou lois adoptées par le PS soutenu par la gauche et l'extrême gauche l'ont été alors que c'étaient des régimes monarchiques, archaïques, rétrogrades au pouvoir, des partis conservateurs, réactionnaires, de droite ou des coalitions droite-gauche qui étaient au pouvoir (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas notamment), il ne se donnera pas la peine de se poser cette question élémentaire, à aucun moment il ne s'apercevra non plus que le PS utilise la propagande en faveur

des droits de minorités depuis les années 70 pour alimenter le communautarisme (féminisme, antiracisme, lutte contre l'homophobie, etc.), et que muni de ce masque qui se veut progressiste, il s'en sert à la fois pourprovoquer une violente réaction de la droite et de l'extrême droite sur lesquels il fera porter la responsabilité et les conséquences qui pourraient en découler pour ces communautés une fois stigmatisées et instrumentalisées, et à faire passer en force ces mesures qui étaient forcément progressistes puisque droite et extrême droite s'y opposaient et finalement ressortir blanchi à l'issue de cette opération.

Il faut que l'auteur de cet article soit lui-même profondément gangrené par le communautarisme et le corporatisme (droite et gauche réunis dans le même combat) pour qu'il ne lui effleure même pas l'esprit que les véritables intentions du PS tiennent de la guerre idéologique tendant à l'atomisation, à l'individualisation des droits de la population, de telle sorte qu'elle en soit totalement spoliée à l'arrivée.

Chacun des acteurs avancent masqués ce qui rend la situation plus compliquée à comprendre, donc plus complexe à expliquer.

La droite ou le parti officiel de l'ordre ne pouvait faire passer ces mesures relatives aux rapports qui concernent ou traversent l'ensemble des classes ou la société, alors que le PS en avait la possibilité une fois au pouvoir avec le soutien de la gauche et l'extrême gauche, de la même manière les conditions étaient réunies pour que la classe dominante pousse encore plus loin son avantage sur le plan social à partir de mai 2012, la gauche et l'extrême gauche qui avait porté Hollande et le PS au pouvoir étant déterminées à ne pas rompre avec eux et n'ayant nullement l'intention de les attaquer frontalement, la réaction qu'incarne le PS avait le champ libre. Tel est ce qui s'est réellement passé et telle est la situation aujourd'hui qu'on le veuille ou non.

La confusion qui est entretenue par l'auteur de cet article et bien d'autres repose sur un seul élément : le refus de caractériser le PS comme un parti de droite, bourgeois, capitaliste. A partir de là toutes les analyses qui seront fournies seront faussées sans que se dégage la moindre persective politique pour combattre efficacement le régime.

Passons aux extraits que j'ai retenus de cet article.

N'est pas forcément ringard ou réactionnaire qui on croit.

- "*... à peine 24 h après la manifestation ("Manif ' pour tous") de dimanche, le gouvernement annonce qu'il ne présentera pas de projet "famille en 2014". Peu importe de savoir si ce projet prévoyait ou non la PMA (Procréation médicalement assistée). L'essentiel est que le gouvernement cède à la fraction la plus réactionnaire, la plus ringarde, la plus revancharde de la société, ce qui est un très mauvais signal envoyé à tout le monde : un mauvais signal à la droite et un mauvais signal à la gauche...*"

L'idéologie qui soutend notamment toute la politique de Hollande et du PS en matière de rapports entre les différents membres qui composent la société est extrêmement dangereuse et ultra réactionnaire, parce qu'elle s'inscrit dans la stratégie néolibérale qui flatte ou encourage l'individualisme, revendique l'individualisation des droits sociaux au détriment des droits sociaux collectifs, qui est le pendant des privatisations, de la marchandisation à outrance de la société au profit des multinationales et des banquiers. Monsieur Arnaud ne comprend manifestement pas que le PS ne pourrait pas appliquer sa politique si la droite et l'extrême droite ne jouaient pas le jeu, ne montaient pas au créneau pour s'y opposer, il en a besoin pour apparaître progressiste, alors qu'il est foncièrement réactionnaire.

- " *Il existe, certes, d'autres sujets, autrement plus graves, sur lesquels le gouvernement cède aux grands patrons, aux petits patrons, aux professions libérales, cède à l'Europe, au F.M.I., aux agences de notation, à la B.C.E., au gouvernement allemand, pour ne rien dire du projet de Partenariat Transatlantique, négocié dans le plus grand secret par la Commission de Bruxelles et les Etats-Unis, et sur lequel il se garde bien de " communiquer "...*"

Je ne sais pas si on a à faire à un naïf ou un manipulateur, mais si dans tous les domaines qu'il a énoncé le PS a un comportement plus que suspect, intolérable qui cache ses véritables intentions, il fallait en tirer les mêmes conclusions s'agissant des droits des minorités qu'il comptait instrumentaliser pour ne pas marcher dans la combine. Maintenant, on comprend qu'en épargnant le gouvernement sur des questions aussi graves que la soumission à l'UE ou au FMI, monsieur Arnaud était finalement bien disposé à l'encontre du gouvernement contre lequel il n'avait pas vraiment envie de mener le combat.

- "*On aurait tort de croire que cette droitisation de la société ne nous affectera qu'à la marge : c'est partout, en Europe et aux Etats-Unis, que l'on attaque les avancées des années 1960 et suivantes (interdiction de l'avortement en Espagne et une grande partie des Etats des Etats-Unis).*"

Cela devrait le rassurer, ailleurs dans le monde l'impérialisme américain flanqué de son allié européen s'en prend à tous les peuples, liquide par centaines de milliers ou millions les travailleurs d'un grand nombre de pays quand il ne les maintient pas dans la précarité extrême, pille leur pays et élimine des millions de femmes, hommes et enfants en les affamant ou par le biais de la sous-alimentation ou l'impossibilité d'avoir accès à des médicaments ou des soins appropriés.

Parallèlement à l'interdiction de l'avortement ces pays-là s'emploient à empoisonner leur population par tous les bouts, se livrant à un eugénisme larvé dont ils n'ont pas conscience parce qu'on n'en voit pas encore concrètement les effets, là non plus il ne lui viendrait pas à l'idée que pour que leur stratégie puisse être appliquée, ils ont tout intérêts à renouveler les générations le plus rapidement possible, à éliminer les générations qui ont été rompues à la lutte des classes pour les remplacer par des générations plus dociles qu'ils auront formatées au néolibéralisme dès l'école maternelle.

Cela dit, si on défend évidemment le droit à l'avortement, c'est en ayant parfaitement conscience des conditions dans lesquelles ce combat doit être mené et dans quelle perspective politique, c'est-à-dire y compris contre le PS.

- "*Contre cette droite qui "n'a rien appris et rien oublié", contre cette droite "cul béni" et revancharde, j'en appelle à la révolte, à la résistance et au blasphème, j'en appelle à la mutinerie, au sacrilège et à l'insurrection. Contre cette gauche couchée (mais est-on encore de gauche quand on se couche ?), j'en appelle à une gauche debout...*"

C'est cela, de l'imposture à la posture, quoi !

On va loin avec un tel appel après tant de confusion. Pour mener le combat politique, la première chose c'est de définir qui est notre ennemi, quelle est sa nature, avec quelle idéologie il mène la lutte de classe et quelle est sa stratégie, tout le reste est du baratin de philistin.

La suite lundi 15h30 en Inde.

Quand le parti qui n'a de gauche que le nom "***fusionne***" avec le PS.

- Alexis Corbière : "*A Paris, le Parti de gauche est la force qui monte... qui monte.. qui monte*" - paris-ile-de-france.france3.fr 23.02

Interview. Extraits.

Alexis Corbière a l'humeur au beau fixe. Le bras droit de Jean-Luc Mélenchon, candidat dans l'arrondissement aux municipales du mois de mars, distribue ses tracts. Il estime que le Parti de Gauche, qui présente des listes autonomes, alors que le parti communiste, autre composante du Front de gauche, a choisi de s'allier dès le premier tour avec Anne Hidalgo, est en passe de réussir son pari dans la capitale. Obtenir plus d'élus au Conseil de Paris (2 à l'heure actuelle) en fusionnant entre les deux tours avec le PS comme c'est prévu. (...)

(On comprend qu'ils jubilent au PG ! Il y en a qui un ont un sexe à la place du cerveau, chez d'autres c'est un appareil digestif, il y en a même qui cumulent. - ndlr)

Le bulletin de vote Simonnet (la candidate du PG à la mairie de Paris - ndlr) a cette double fonction. Il dit clairement, on est là pour empêcher le retour de la droite mais pour aussi dire au gouvernement qu'il n'est pas assez à gauche. (...)

(Tiens donc, il serait de gauche, c'est que le PG et le FdG ne le sont pas vraiment non plus, non ? Sans doute comme en Ukraine ! -ndlr)

Je ne me positionne même pas par rapport au PS. (...) Mais beaucoup de gens ne savent plus très bien s'ils sont de gauche ou de droite. Beaucoup de gens sont désorientés. C'est une des caractéristiques de la période particulièrement avec ce gouvernement. Nous on essaie de faire que ce bulletin de vote veuille dire: Si vous êtes de gauche, si vous pensez que ce gouvernement ne fait pas assez de social, ici à Paris vous avez le bulletin Front de gauche pour exprimer un vote clair dès le premier tour qui exprime cette exigence.

(On comprend dès lors pourquoi "*beaucoup de gens ne savent plus très bien s'ils sont de gauche ou de droite*" ou plutôt, ils sont encore nombreux à être de gauche alors que le PS et la vermine qui lui colle aux basques sont de droite en réalité. Etre de gauche se réduirait finalement à une vulgaire fonction alimentaire, on est bien obligé d'observer que tous les partis ont adhéré depuis 70 ans au fil du temps à cette théorie. - ndlr)

Il y a un paradoxe. Les gens veulent s'abstenir et en même temps, ils ont envie que cela change. Les listes Danielle Simonnet est le bulletin de vote qui essaye d'exprimer cela.

(Raison plus pour boycotter ces élections, puisque voter ne changera rien ou servira une fois de plus à légitimer le régime en place et les institutions. - ndlr)

En complément.

En famille. C'est chouette au deuxième tour les électeurs du PG vont pouvoir voter MoDem !

- Municipales: le Modem marseillais en "*congé*" du MoDem s'allie au PS - AFP 23.02

Monsieur Alexis Corbière, dites-nous : Pourquoi "*beaucoup de gens sont désorientés*", votre parti qui tient en permanence un double langage n'y serait-il pas pour quelque chose des fois ? Et un conseil, que personne ne nous accuse de vous calomnier, les faits sont cruels, il faut assumer.

Conditionnement de la société et déliquescence de la civilisation humaine.

Les pervers ont forcément des intentions inavouables.

- Vers la suppression du sexe à l'état civil ? - LePoint.fr

La France est un pays sous-développé, arriéré. La preuve.

En Inde, à Pondichéry où j'habite depuis 1996, la semaine dernière j'ai été amené à remplir un formulaire administration fourni par le gouvernement, c'était relatif à la nouvelle réglementation pour continuer de me fournir en gaz en bouteille, la quantité annuelle par ménage et le prix sont fixés par l'Etat.

La quatrième ligne était consacrée au "*gender*" et non au sexe avec le choix de cocher l'une des trois cases proposées en fonction de la personne qui avait souscrit cet abonnement au gaz : male, femelle, transgender, marravar en tamoul. Cela ne m'a pas choqué, j'ai trouvé cela normal puisqu'il existe des gens dans la société qui sont de sexe indéterminé, l'administration en tient compte voilà tout.

Mais au fait, cela n'a pas créé de problèmes particuliers parmi la population que l'on dit arriérée au possible, dans le sens de réac quoi. Personne n'en a parlé, pas de pétitions, pas de manifestations, cela s'est fait naturellement, sans annonce bruyante de la part du gouvernement, sans que les médias s'en emparent, de tels sorte que les esprits les plus archaïques que cela aurait pu heurter et pour le coup les partis politiques de l'opposition ou les plus réacs sont restés muets, n'ont pas bougé.

C'est là que l'on comprend que l'on a à faire en France (et ailleurs) à une vaste opération de manipulation politique destinée à diviser les masses laborieuses et à broyer leurs droits, ceux qu'il leur reste encore. En Inde la situation est différente, ce n'est pas nécessaire car c'est déjà fait où plutôt elles n'en on pas donc la chose est réglée, elles doivent se battre pour en obtenir, et quant à les diviser, l'individualisme qui prédomine tous les rapports fait largement l'affaire.

J'ai discuté avec mon épouse de cette question. Je lui ai dit que j'avais repéré un groupe de travestis ou de transexuels qui font la manche en passant de boutique en boutique, je lui ai demandé comment ils faisaient pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Elle m'a répondu qu'ils vivaient ensemble et qu'ils ne travaillaient pas (j'en connais au moins deux qui travaillent, mais cela doit être l'exeption), que le gouvernement leur versait une allocation, prenait en charge leur habitation, etc.

En somme, la France est plus arriérée que l'Inde dans ce domaine, alors que sur le plan social et politique c'est l'inverse. On ne peut pas dire que ceci expliquerait cela, car les rapports des Indiens à la sexualité remontent à la période pré capitaliste et pré coloniale et sont largement influencés par l'hindouisme notamment qui se voulait très libéral en la matière contrairement là encore au système de castes qui était très rigide.

Pour être plus précis ces rapports ont été influencés par des normes ou des codes établis avant que l'hindouisme ne s'impose en Inde, hindouisme qui comporte de nombreux courants dont certains étaient plus libéraux que d'autres, libéralisme parfois réservé aux castes supérieurs, les castes inférieures faisant office de réservoir d'esclaves sexuelles ou de prostituées, chaque temple disposant d'une troupe de prostituées ou encore le brahmane devant officié lors d'un mariage disposait du privilège de vérifier - sur le tas si je peux me permettre, la virginité de la future épouse. La polygamie est admise en Inde et pas seulement pour les musulmans, on en parle très librement. Le mariage d'une enfant avec un homme d'âge mûr se pratique encore, beaucoup moins que dans le passé, c'est devenu une exception. L'homosexualité chez les hommes est très répandue semble-t-il, je n'ai pas eu l'occasion de m'en apercevoir, de la même manière que la prostitution se pratique discrètement, en tout cas à Pondichéry.

Hystérie, hypocondrie. Ils sont en train de vous rendre fou !

- Un Français sur dix a peur d'être malade même sans aucun symptôme - AFP

Il ne serait pas étonnant qu'ils aient sorti ce sondage parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas encore assez nombreux dans ce cas, 10% c'est peu si on prend en considération les saloperies qu'ils respirent et qu'ils ingurgitent, leur mode de vie frénétique, stressant, c'est même étrange. Gageons qu'après avoir pris connaissance de ce sondage ils seront plus nombreux à se soucier

d'eux-mêmes... plutôt que du reste ou de l'état de la société par exemple.

Des naïfs seront peut-être portés à penser qu'on voie le mal partout et que ce n'était pas du tout l'object de ce sondage et cet article, alors quel était-il ? Non, voyez-vous ils commanderaient des sondages juste pour le plaisir de dépenser quelques milliers d'euros, les articles, les discussions et les polémiques auxquels il donnerait lieu et qui seront relayés en boucle, martelés du matin ou soir par les médias ne les intéressent pas du tout. Ils n'ont pas le sens de la communication, tout ce qui touche à l'idéologie, à la propagande politique, ils y sont étrangers, ben voyons !

Vous êtes trop laid, cachez-vous !

- Regardez nos tronches : l'adolescence, c'est bien quand ça se finit - Rue89

Entendez par là qu'on avait une sale guerre quand on était adolescent : visage boutonneux, points noirs, coupe de tifs à chier, absence de maquillage ou l'inverse, pot de peinture grotesque, regard naïf ou stupide, trop naturel quoi, un vilain défaut, de nos jours chacun doit absolument entrer dans un stéréotype, être formaté comme il convient dedans comme dehors.

Comment, vous êtes adolescent et vous vous sentez bien dans votre peau, vous dormez bien, vous ne faites pas de cauchemars, vous n'avez pas d'idées violentes qui vous traversent l'esprit, désolé, c'est que vous n'êtes pas tout à fait normal. Vraiment ? Oui, vous devriez être mal, triste, inquiet, sous antidépresseurs.

Ils visent là les jeunes qu'ils veulent ainsi ridiculiser, mais aussi mieux contrôler, formater.

Non mais t'as pas vu ta gueule, tu ferais mieux de ne pas sortir, reste cloîtrer chez toi devant ton ordinateur, et puis comment peux-tu la ramener avec une tronche pareille ? Quoi, t'es pas encore complexé, et bien tu devrais mon pote...

Et vous les vieux, vous avez vu votre gueule, cela donne envie de vomir !

C'est un adulte qui a rédigé cet article, il s'agissait là d'opposer les générations entre elles.

Ils sont heureux, ils ont atteint leur objectif : créer des barbares, des monstres... à leur image (PS, Hollande, etc.).

- Essonne : cinq jeunes en garde à vue pour "*acte de cruauté*" sur une chèvre - Francetv info

Cinq jeunes, dont des mineurs déjà connus des services de police, étaient en garde à vue pour acte de cruauté envers un animal après avoir incité leur chien (un Staffordshire classé dans la première catégorie des chiens dangereux) à mordre une chèvre qu'ils avaient attachée à un piquet hier soir à Massy (Essonne). AFP 23.02

Info capitale relayée complaisamment par notamment : 20 Minutes, La Voix du Nord, Le Parisien, Metronews, Ouest-France, Le Progrès.fr, Jean-Marc Morandini.com, RTL, Le Figaro, L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain, Le Dauphiné Libéré, Vosges Matin, Charente Libre, Dernières Nouvelles d'Alsace.

Question : Qui encourage, fait l'apologie de la "*cruauté*, qui soutient en Syrie les barbares takfiris et al-qaïdistes qui découpent en morceaux des civils et les font griller en brochettes sur la place publique, qui égorgent hommes, femmes et enfants innocents, violent, se livrent à d'horribles massacres, etc. sinon Hollande, Fabius, Le Drian (il est encore en visite au Qatar), Valls, le PS, ses satellites et ses alliés de gauche et d'extrême gauche, l'UMP et l'UDI.

Conditionnement et manipulation des conscience.

Maintenant que la loi est passée et qu'on approche des élections, il faut bien rétablir la vérité, une toute petite partie de la vérité.

- Société: les catholiques français se montrent progressistes, selon un sondage - AFP

Les catholiques français se montrent progressistes sur les sujets de société, selon un sondage BVA pour Le Parisien Dimanche/Aujourd'hui en France.

Selon le sondage, 54% des catholiques interrogés se prononcent pour le droit au mariage des couples homosexuels contre 61% pour l'ensemble de la population française.

92% des catholiques se montrent favorables à l'utilisation du préservatif (91% de l'ensemble des Français). AFP 23.02

La France n'est pas encore l'Ukraine. Comment Valls et médias falsifient les faits et s'emploient à le faire croire.

- ND-des-Landes: le FN accuse Valls de "*complaisance*" avec l'extrême gauche - AFP

- Notre-Dame-des-Landes : EELV répond à Ayrault avoir "*toujours dénoncé*" la violence - Francetv info

- Notre-Dame-des-Landes : le maire de Nantes porte plainte contre X après les dégradations - Francetv info

- Qui sont les «*Black Blocs*»? - liberation.fr 23.02

- Manuel Valls les a pointés du doigt après les graves débordements en marge de la manifestation anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes, samedi. «*Cette violence venant de cette ultra-gauche, de ces "Black Blocs", qui sont originaires de notre pays mais aussi de pays étrangers, est inadmissible et elle continuera à trouver une réponse particulièrement déterminée de la part de l'Etat*», a prévenu le ministre de l'Intérieur. liberation.fr 23.02

Valls se croit en Ukraine ! Il se peut aussi que parmi eux figuraient des provocateurs, des membres des RG, des flics... A suivre.

Commentaire d'internaute.

1- "*Quand le pouvoir ne sait plus quoi faire face au chômage et à la casse sociale, il invoque les vieux clichés du siècle passé, la conspiration marxiste internationale ou le terrorisme libertaire... Tout ça pour quelques tags, des chaises empilées et des pavés? Sérieusement...?*"

2- "*Le fait que les "journaux" (ou ce qu'il en reste) comme Libé reprennent en chœur les délires de Valls montre que le plan communication du PS fonctionne auprès des mass médias : la police a chargé les piétons, y compris les familles (plutôt disuadées de rester par des lacrymos à leur encontre), et ce avant les premiers incidents. La police a provoqué le caractère violent de cette manifestation, car le PS craint un mouvement alternatif de gauche ou sympathisants qui soit fédérateur. Vall a beau jeu de parler d'ultra gauche ou de blacks block : ce ne sont que quelques kystes.*

Et plutôt que de parler du fond, les images vendent du papier.... Quand à l'ancien bras droit du ministre des transports, ancien préfet ayant signé ce contrat délirant entre Vinci et l'Etat français, il continue désormais de présider Vinci aéroport. Conflit d'intérêt ? Circulez y'a rien à voir !"

3- "*La préfecture avait choisit de mettre Nantes en état de siège et de nous empêcher d'être visible dans le centre ville. C'est la première fois qu'on interdit à une manifestation d'emprunter le Cours des 50 Otages. Une partie du cortège est passée par l'île Beaulieu. Une autre a essayé de passer par le trajet initialement prévu et a fait face à une répression policière violente avec tir de flashball, gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes. Cela n'a pas empêché les manifestants de rester en masse dans les rues de Nantes jusqu'à la fin.*

Il existe différentes manières de s'exprimer dans ce mouvement. Le gouvernement est sourd à la contestation anti-aéroport, il n'est pas étonnant qu'une certaine colère s'exprime. "

ACTUALITÉ DU JOUR

Statégie du choc, déstabilisation, coup d'Etat de l'Empire...

- Thaïlande: attaque à la grenade à Bangkok, deux morts dont un enfant - AFP

- Ukraine : Hollande salue "*la transition démocratique qui s'engage*" - LePoint.fr

"*La France entend accompagner le processus en cours et appuyer pleinement, avec l'aide de l'Union européenne, les réformes politiques et la modernisation économique de l'Ukraine. Les ministres des Affaires étrangères français et allemand continuent de travailler dans ce sens*", conclut le communiqué.

- De Manille à Kiev, les manifestants adorent les palais de dictateurs - Rue89

- Syrie: l'Arabie cherche à équiper les rebelles d'armes pakistanaises - AFP

- Explosion d'une voiture piégée dans la ville syrienne d'Atmeh - Reuters

- Syrie : « *Il faut élever la voix et arrêter Bachar* » - LeMonde.fr 23.02

Le Prix Nobel de la paix Elie Wiesel appelle, dimanche 23 février, à mettre fin au « *silence* » et à « *l'inaction* » face au « *crime contre l'humanité* » qui se déroule en Syrie, où Bachar Al-Assad « *massacre son propre peuple* ». « *Face au crime, il faut élever la voix et arrêter Bachar. Le silence et l'inaction ne sont pas des solutions* », déclare-t-il au Journal du dimanche.

« *Cette tragédie sanglante qui dure depuis trop longtemps en Syrie doit s'arrêter* », martèle l'écrivain américain d'origine roumaine, âgé de 84 ans. LeMonde.fr 23.02

Commentaire d'internaute.

1- " *Le prix Nobel du mensonge*"

2- "*Prix nobel de la paix ? Comme Obama ? Mais faut arrêter ce harcèlement de mensonges. Y'en a plus que marre .*"

3- "*La seule chose qu'il faut préciser pour que les lecteurs se fassent une idée de ce Elie Wiesel est que ce dernier est un juif sioniste qui a consacré sa vie à défendre le sionisme.*

- Anti Palestinien, il a en 2003 défendu l'agression contre l'Irak en écrivant:dans le San Francisco Chronicle10 : « Bien que je sois opposé à la guerre, je suis favorable à une intervention quand aucune autre option n'est possible, et telle est la situation présente, en raison des louvoiements de Saddam Hussein et de sa constante procrastination ». Elie Wiesel affirme croire Colin Powell — Il a affirmé que l'armée irakienne possède des armes de destruction massives (rien que ça) pour dire qu'il mérite son prix Nobel dit abusivement "de la paix".

- En 2006 e Premier ministre israélien Ehud Olmert lui propose le poste de Président de l'État d'Israël, en remplacement de Moshe Katsav. pour dire qu'Israël lui fait confiance.

- en 2011 il prend la tête du conseil d'administration d'Elad, un groupe de colons israéliens d'extrême droite gérant un parc archéologique situé en plein cœur du quartier palestinien de Silwan à Jérusalem. Le journaliste Benjamin Barthe indique : « Si le ralliement d'Elie Wiesel à cette entreprise n'est pas une surprise, compte tenu de son opposition farouche à tout partage de Jérusalem, son geste a néanmoins semé la consternation dans les cercles pacifistes israéliens, persuadés que la judaïsation de Jérusalem-Est constitue une bombe à retardement »."

4- "*Le Hongrois Miklos Grüner (83 ans) affirme depuis des années qu'Elie Wiesel n'est qu'un imposteur, qu'il n'est pas l'auteur de "La Nuit"*"

5- "*Au fait Wiesel, il est où le numero que tu devrais avoir sur ton bras? Les allemands ont oublié de te le tatouer?*"

- Une série d'attaques fait au moins 17 morts en Irak - Reuters

- Pakistan: 38 morts dans le bombardement de sanctuaires talibans - AFP

- J'ai suivi les jeux olympiques (de Poutine) sur la télé russe - Slate.fr

- Brésil: une manifestation contre le Mondial de foot dégénère à Sao Paulo - AFP

- Venezuela. Propagande, censure, rumeurs : le combat passe par les médias - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Les Espagnols dénoncent un "*coup d'État contre la démocratie*" - Le Point.fr 23.02

Des milliers de personnes ont défilé dimanche à Madrid pour dénoncer pèle-mêle les coupes budgétaires et les projets de loi sur l'avortement, ou la sécurité du gouvernement conservateur espagnol, clamant contre un "*coup d'État porté contre la démocratie*".

"*Aujourd'hui, les citoyens veulent dénoncer le fait que la société vit un nouveau coup d'État contre la démocratie*", expliquaient les dizaines d'associations et de plateformes citoyennes qui avaient convoqué le défilé dans un manifeste. "*Mais cette fois-ci, il n'est pas militaire mais financier*." "*Ils réservent le pire aux travailleurs et à la classe moyenne et gardent le meilleur pour eux*", dénonçait, à propos du gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, Pedro Miguel, chômeur depuis un mois du secteur de la construction. À 59 ans, il estime n'avoir "*aucune possibilité de trouver*" un emploi dans ce pays frappé par un taux chômage de 26 %.

"*Il y a de plus en plus de coupes*", expliquait Ruth Pascual, une employée de grande surface de 38 ans venue manifester avec sa fille de huit ans, toutes deux portant les pulls verts marqués du mot d'ordre "*École publique de tous pour tous*", devenus emblématiques de la défense de l'éducation publique.

"*Liberté d'expression*", "*Il ne nous feront pas taire*", "*Loi sur la sécurité.. de Rajoy comme Franco*" : les pancartes étaient aussi multiples que les revendications.

Les manifestants dénonçaient notamment le programme d'austérité sans précédent lancé en 2012 par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, et visant à économiser 150 milliards d'euros d'ici la fin de cette année, ainsi que ses projets de loi très controversés sur la "protection de la sécurité citoyenne" ou la suppression du droit à l'avortement (ne le permettant que dans certaines circonstances).

Portant des casquettes rouges marquées du logo de Coca Cola, les employés des usines d'embouteillages de la célèbre boisson étaient également présents pour dénoncer la fermeture prévue de quatre usines de Coca-Cola Iberian Partners, unique entreprise d'embouteillage de la multinationale en Espagne, qui menace près de 1 200 emplois, selon les syndicats. Le Point.fr 23.02

ECONOMIE

G20

L'internationale du capital s'est réunie. - G20: consensus sur la croissance et l'évasion fiscale, pas sur l'Ukraine - AFP 23.02

Les pays du G20 réunis ce week-end à Sydney ont mis l'accent sur la croissance, tenté d'apaiser les inquiétudes des nations émergentes et renforcé leurs efforts contre l'évasion fiscale.

Les pays membres du G20, qui représentent quelque 85% de l'économie mondiale, se sont fixé pour objectif de doper la croissance de deux points de pourcentage supplémentaires d'ici à 2018, en "développant des politiques ambitieuses mais réalistes".

"*Cela représente plus de 2.000 milliards de dollars en termes réels et permettra la création de nombreux emplois*", ont souligné les ministres des Finances et les banquiers centraux lors de cette réunion préparatoire au sommet des chefs d'Etat qui se tiendra en novembre à Brisbane (Australie). (2.000 milliards de dollars par rapport au PIB mondial qui est de l'ordre de quelque 60 mille milliards de dollars, cela représente au mieux 2%, moins de 0,5% par an à se répartir sur près de 200 pays, apparemment tout le monde ne sera pas servi de la même manière, moins encore si le traité transatlantique de marché unique UE- E-U était signé... Et que reste-t-il une fois que les riches se seront servis ? - ndlr)

Pour la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, cet objectif "*peut être atteint, voire dépassé*" à condition "*de mettre en oeuvre les réformes identifiées*" dans chacun des pays concernés. (Réformes qui devraient se traduire par des destructions supplémentaires d'emplois. - ndlr)

Le secrétaire américain au Trésor Jack Lew a souligné que le G20 s'était cette fois totalement concentré sur la croissance, abandonnant le débat sur l'austérité.

"*Si on regarde où nous en étions il y a un an, discutant de l'austérité ...Ce (weekend) le débat a porté sur la manière dont nous pouvons agir ensemble, partager les meilleures pratiques et impulser un mouvement permettant à chacune de nos économies*

de croître et à l'économie mondiale d'atteindre l'objectif fixé". (On sait ce qu'entendent les représentants de l'Empire quand ils parlent de "*partage*" avec le reste du monde. - ndlr)

Dans un geste à l'égard des pays émergents, qui s'inquiètent des effets collatéraux de la sortie de la Fed de sa politique monétaire ultra-accommodante, les banques centrales du G20 renouvellent leur engagement à "*calibrer avec attention et à communiquer clairement*" sur leur politique monétaire. (Alors que ce sont Golman Sachs et JP Morgan et Cie qui ont le contrôle de la politique monétaire. - ndlr) AFP 23.02

Haut de page

Le 25 février 2014

CAUSERIE

Lundi 22h19 en Inde.

20 nouveaux articles ont été ajoutés.

Mardi 15h30 en Inde.

Le boulot de la journée est terminé.

Ce qui me stimule, c'est lorsque je constate que les faits jours après jour confirment mes analyses. Il y a quelques années j'avais commis l'erreur de ne pas avoir pris à leur juste valeur les "*révolutions de couleur*" qui n'étaient que des coups d'Etat déguisés orchestrés par l'impérialisme américain, j'en ignorais l'origine, je voulais croire que les masses y étaient mêlées, alors qu'en réalité soit elles en étaient absentes, soit elles avaient été manipulées, bref elles n'avaient rien à en attendre, elles étaient tournées contre elles.

Depuis j'ai rectifié le tir. Grâce aux portails du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca notamment. Ce sont des sources d'informations qui nous sont très précieuses, on a le droit de les remercier au passage, cela se fait, chez moi en tout cas. Plus le temps passe en repensant au passé, et plus je fous de ce qu'on peut penser de moi.

Tous les jours je lis des articles de sources ou d'auteurs différents et ces derniers temps j'ai constaté qu'il ne se passait pas une semaine sans qu'il y en ait qui découvrent que le PS est de droite en réalité, sans blague et sans rire, je n'en ai pas du tout envie, reste qu'ils ne se demanderont pas depuis quand. Or c'est la question déterminante pour comprendre comment le mouvement ouvrier a pu en arriver à ce point de dégénérescence et essayer de le reconstruire sur de nouvelles bases, en renouant avec sa tradition révolutionnaire, avec le marxisme et le socialisme. La question vaut pour tous les partis qui l'ont soutenu pendant des décennies et des décennies.

On se rend compte, trop tard que telle n'était pas sa véritable nature, qu'il n'était pas de gauche. Cela mérite de se poser une multitude de questions que nous avons abordées ici et d'y apporter des réponses cohérentes et sérieuses en partant des faits, en les resituant dans leur contexte, en tenant compte des rapports entre les classes de l'époque, etc. mais aussi des tâches que la classe ouvrière auraient dû accomplir au cours ce cette période et des objectifs politiques que l'avant-garde aurait dû se fixer...

Or, rien de tout cela n'a été fait ou l'analyse de la situation a été faussé du fait qu'on a refusé de caracériser le PS et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposaient, on s'est contenté de la solution de facilité ou qui paraissait la plus économique, qui a consisté à élever au rang de dogme ou de fétiche le front unique qui a abouti au résultat qu'on a sous les yeux en 2014 synonyme de faillite ou de néant politique aussi bien sur le plan organisationnel que de la conscience des masses qui n'a pas progressé.

Ce qui est extraordinaire mais s'explique très bien par ailleurs du fait que même l'avant-garde était gangrené par le réformisme bourgeois, c'est que même en l'absence de résultats politiques à l'arrivée, ou alors il faudrait qu'on nous indique lesquels, il y en a qui s'acharnent à affirmer qu'on aurait été à un moment donné dans la bonne voie, alors que la réalité à laquelle ils se réfèrent pour en arriver à cette conclusion ne dépassait pas le stade des apparences, de la même manière qu'on ne s'est jamais interrogé sur la nature du mouvement ouvrier, sur son orientation politique de 1945 à la fin des années 70 qui était bourgeoise pour reprendre une expression chère à Engels, sauf que l'alimentaire en guise de conscience politique s'épuise très vite, pire encore, il n'en reste plus rien ou des séquelles qui un jour ou l'autre leur seront fatales.

La fonction du mouvement ouvrier et de son avant-garde a été réduite à celle d'un appareil digestif sans s'apercevoir qu'un jour ou l'autre il serait atteint d'un cancer qui l'emporterait.

Le PS est un parti de droite, quelle surprise !

Le néolibéralisme a fini par s'imposer au sein du capitalisme, quelle surprise !

L'oligarchie financière gouverne le monde ou a pris le pouvoir politique, quelle suprise !

Tous nos acquis sociaux et politiques foutent le camp, quelle surprise !

Les syndicats soutiennent la politique impérialiste du PS (et de l'UMP), quelle surprise !

Le mouvement ouvrier est réduit quasiment à l'impuissance, quelle surprise !

Il n'existe plus aucune issue politique au delà du capitalisme, quelle surprise !

L'individualisme et le nihilisme font office d'idéologie, quelle surprise !

On récolte ce qu'on a semé.

Pour nous rafraîchir la mémoire, quelques extraits de L'impérialisme stade suprême du capitalisme publié par Lénine en 1916, hier quoi !

1- "*L'analyse théorique, ainsi que la critique économique et politique, de l'impérialisme par Kautsky sont entièrement pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contradictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme.*"

A l'inverse, au nom du fron unique tout a été fait pour maintenir cette "*unité chancelante avec l'opportunisme*" jusqu'à nos jours.

2- "*Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.*

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

C'était les sections de la IIe Internationale, dont le PS que Lénine traitait de réactionnaires. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais à mon avis cette caractérisation était incompatible avec tout front unique en direction des dirigeants ou de la direction du PS, ce que d'ailleurs confirmera la résolution du IVe Congrès de l'Internationale Communiste, à condition évidemment de savoir lire ou sans a priori ou oeillères.

Le 14 février 2014, 98 ans plus tard, le POI s'est rendu avec une délégation de maires à l'Elysée pour rencontrer le monarque du PS qui les a éconduits proprement préférant la compagnie des grands patrons qu'il recevra en grande pompe trois jours plus tard, comme quoi ils ne craignent pas le ridicule et ils n'ont pas tenu compte des conclusions de Lénine.

Ils tenaient une fois de plus à légitimer Hollande (et le régime, les institutions), mais c'est du patronat qu'il tient sa légitimité, n'est-il pas le président du CAC40, des banquiers ? Voyez-vous la différence qui existe entre ces opportunistes et Hollande, c'est qu'eux se comportent en vassaux, alors que lui les méprise, il a raison et ils ont tout faux, on ne s'en réjouit pas, c'est pitoyable voilà tout !

3- "*Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'"inéluctabilité de l'impérialisme" et en invoquant la nécessité "d'élever la capacité de consommation" de la population (en régime capitaliste !). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous (...) Sans prétendre le moins du monde faire oeuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie...*"

Cette critique du point de vue du petit-bourgeois s'adresse à tous ceux qui ont réduit le combat du mouvement ouvrier à des revendications alimentaires, immédiates, à l'amélioration de la condition ouvrière comme une fin en soi, afin "*d'élever la capacité de consommation*" de la population, la "*croissance*" ou la sortie de crise du capitalisme passerait par des augmentations

de salaire qui permettraient de consommer davantage, donc de créer des emplois et de lutter contre le chômage... pendant que le régime se maintiendrait en place (le chômage, la précarité et la pauvreté aussi mais sans que cela les concerne vraiment) puisque leur objectif n'est pas de combattre pour le renverser.

C'est la stratégie opportuniste qui a été adoptée depuis 70 ans par les trois courants trotskistes et qui a fait des merveilles, puisqu'ils sont quasi inexistants aujourd'hui, chacun regroupe à peine quelques milliers de militants, leur politique est inaudible...

On retrouve au POI ces mots d'ordre de "*la libre concurrence et la démocratie*" à travers la rupture avec l'UE qui ne signifierait pas systématiquement la rupture avec le capitalisme, laissant la "*libre concurrence*" faire son oeuvre au sein de l'union libre des Etats libres d'Europe ou entre Etats capitalistes... qui a déjà mené à la guerre à deux reprises en Europe, peu importe, et les appels en faveur de la démocratie qui comme l'argent n'aurait pas d'odeur ou le PS, l'orientation du mouvement ouvrier qui n'auraient pas une nature ou un contenu précis.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais avec le coup d'Etat qui vient d'avoir lieu en Ukraine réalisé par l'impérialisme américain (Otan et CIA) et l'UE (flanqué du Mossad) au nom de la démocratie, je ne suis pas sûr que ce mot d'ordre puisse incarner l'objectif politique pour lequel les travailleurs doivent combattre et qu'il soit capable de le comprendre. En revanche, pour avoir été avancé avec succès par les auteurs de ce coup d'Etat, il faut le reconnaître, il semblerait plutôt qu'il contribuerait davantage à embrouiller et induire en erreur les masses quant à la nature de l'ennemi qu'elles doivent combattre autant que sur leurs faux amis qui veulent leur imposer leur dictature par le biais de l'UE. Aujourd'hui en Ukraine se réclamer de la démocratie revient à légitimer et soutenir ce coup d'Etat.

Qu'on nous permette de nous abstenir.

Le problème, c'est que la rupture avec l'UE ne suffit pas, sans la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, donc sans une révolution socialiste, la démocratie n'existera que sur le papier.

Ce coup d'Etat vient une nouvelle fois de démontrer que la survie du capitalisme mondial est devenue incompatible avec l'existence d'un président et d'un parlement élus, donc avec la démocratie même réduite à une peau de chagrin, dès lors qu'ils ne font pas acte de soumission totale devant l'oligarchie financière américaine et occidentale qui détient le pouvoir politique, ou qui osent la défier en entendant s'opposer à sa stratégie d'intégration dans l'UE (au profit d'un autre impérialisme, russe) qui signifierait la perte de leur indépendance ou de la souveraineté de leur pays, l'impossibilité de mener une autre politique que celle qui doit leur être dictée par Bruxelles et Washington (BCE, FMI, Banque mondiale, etc.).

Alors quant à imaginer qu'un pouvoir démocratiquement élu et exprimant plus ou moins les intérêts des travailleurs serait possible, qu'il ne subirait pas le même sort ou pourrait se maintenir en place, c'est du domaine de l'illusion, du fantasme, du charlatanisme, de la propagande opportuniste, il serait harcelé de toutes parts, déstabilisé, livré à toutes sortes de provocations violentes, réquit à l'impuissance, finalement renversé par la réaction, seul un gouvernement dirigé par un parti ouvrier socialiste révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation des masses, faisant oeuvre d'une détermination sans faille, réprimant et neutralisant la réaction, abolissant les institutions de la Ve République et armant par décret les travailleurs pour faire face aux milices de droites fascisante, d'extrême droite, etc. aurait une chance de se maintenir au pouvoir tout en appelant les travailleurs de toute l'Europe et du monde entier à les imiter, à les rejoindre pour abattre le capital à l'échelle de l'humanité entière...

C'est au regard des événements des dernières semaines et des derniers jours en Ukraine qu'il faut analyser les programmes et les positions des uns et des autres au lieu de s'en tenir aux déclarations contradictoires de leurs dirigeants. Ceux qui rejettent la méthode de la révolution socialiste pour s'emparer du pouvoir politique, pour abattre l'ordre établi, pour lesquels le "*grand soir*" n'est pas leur tasse de thé, qui estiment qu'il faudrait se conformer au jeu institutionnel et laisser les mains libres à la réaction, sont des contre-révolutionnaires, des réactionnaires, cela revient à abandonner l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Marseille. Pour un front républicain... de la droite à l'extrême gauche, incluant FO.

- Jean-Luc Bennahmias: "*Je ne suis plus vice-président du MoDem*" - AFP

Le député européen et patron du MoDem marseillais, Jean-Luc Bennahmias, a déclaré lundi qu'il n'était "plus le vice-président" du parti centriste, confirmant s'être mis "en congé" pour soutenir le candidat socialiste à Marseille, Patrick Mennucci.

"*La surprise aurait été que nous ne soutenions pas Patrick Mennucci", a-t-il poursuivi, rappelant que les listes MoDem avaient fusionné avec les listes socialistes au second tour lors des municipales de 2008.*

"Pour moi, la légitimité politique, ils l'ont", a indiqué de son côté M. Mennucci qui veut "la liste la plus ouverte possible". Elle comprendra "plus de personnes qui ne sont pas du PS que de membres du PS", a assuré le candidat.

Il a par ailleurs regretté que la campagne ait du mal à démarrer, notamment parce "*qu'aucun débat n'a été accepté par le maire qui nous refuse aussi le droit de faire un meeting*", a dénoncé M. Mennucci après le refus du maire d'une confrontation directe dans les médias et de mettre une salle à disposition du candidat PS. AFP 24.02

Pour cause d'atteinte à la "*cohésion nationale*" ! Autant dire que si le maire UMP refuse une salle au PS qui est un parti farouchement opposé au régime en place, les autres partis peuvent dors et déjà se rabattre sur la plage ! On appelle cela confirquer la démocratie, la tuer sur place quoi.

En réalité, ils se partagent les conseillers municipaux depuis des lustres, ils sont tous rémunérés de la même manière, ils se partagent les commissions et les missions qui leur permettent de placer leurs petits copains, etc.

Peuchère, on le fait ce front unique au second tour avec le MoDem messieurs Mélenchon et Laurent, ou encore les parasites d'extrême gauche qui appelleront à "*battre la droite*"... au côté du MoDem !

ACTUALITE EN TITRES

Ceci...

- Nouveau sommet depuis 2008 pour la Bourse de Paris - AFP

... explique-t-il cela ?

- L'OMS craint que l'obésité ne devienne la norme en Europe - Reuters

Les vases communicants.

- Le pacte de responsabilité permettrait de créer 300 000 emplois - LePoint.fr

- A quoi ressembleraient nos services publics avec 300 000 fonctionnaires de moins ? - Atlantico.fr

Deux mois gratos, c'est toujours cela de pris !

- Stages supérieurs à deux mois: gratification obligatoire votée à l'Assemblée - AFP 24.02

La gratification obligatoire pour les stages dépassant deux mois sera due dès le premier jour, en vertu d'un amendement à la proposition de loi socialiste sur les stages voté lundi soir à l'Assemblée nationale. AFP 24.02

Cette formule existait déjà. Il suffira aux négriers de proposer des stages de deux mois moins un jour et de changer de stagiaires et ainsi de suite...

Résistance passive.

- Les ouvriers de la biscuiterie Jeannette bloquent leurs machines - Liberation.fr

- Entre 200 et 350 salariés de Call Expert appellent l'Etat à la rescousse - AFP

Dans le cas contraire cela tendrait à la baisse les loyers, impensable.

- 11 millions : le nombre de logements vacants en Europe (pour 4,5 millions de SDF) - Atlantico.fr

Guerre idéologique sur tous les fronts.

Le petit notable de province fait du zèle sur ordre.

- "*Eloge de la Gestapo*" : plainte de Jean-Marie Le Pen contre Arnaud Montebourg - Francetv info

Personne d'autres au gouvernement pouvait mener cette charge, ils sont tous franc-maçons ou leurs liens avec le sionisme avérés, en chargeant Montebourg de faire le sale boulot ils s'imaginent que leurs funestes confréries de voyous ne seront pas mis en cause, ils se trompent.

Qu'est-ce qu'ils feraient ou serait sans Le Pen ? Ils en inventeraient un !

Valait mieux prendre son temps...

- Mort de Clément Méric : le téléphone d'un skinhead commence à parler Francetv info

Depuis le 5 juin 2013 il s'est écoulé près de 9 mois, et étrangement, c'est à un mois des élections municipales que ce télpéphone se met "à parler", ils nous prennent vraiment pour des abrutis ! Francetv info 24.02

Vous n'êtes pas digne d'élever vos enfants. A quand une rafle dans les cités ouvrières ?

- Aliénation parentale : cette pathologie que la France tarde à reconnaître Rue89 -

Autant l'avouer.

- Oui, on enseigne le «genre» à l'école (même ceux qui s'y opposent) Slate.fr

Il faut renverser Museveni !

- Ouganda : Museveni durcit la répression de l'homosexualité Libération.fr - Liberation.fr

Leur justice. Am stram gram, c'est sur toi que c'est tombé, pas de bol, dixit la présidente du tribunal !

- Notre-Dame-des-Landes : cinq condamnations après la manifestation contre l'aéroport - Francetv info

"*Nous n'avons pas les vrais coupables*" des dégradations commises à Nantes, a convenu la présidente du tribunal, Hélène Perroz, lundi 24 février. Francetv info 24.02

Business is business.

- Vatican : le pape François crée un ministère de l'Economie - Atlantico.fr

Stratégie néolibérale.

Conditionnement. Aveux.

- Ukraine: la situation "*pas réglée comme du papier à musique*", selon Fabius - AFP

- Hollande à Poutine: "*Transition pacifique" et "intégrité territoriale*" de l'Ukraine - AFP

- A Kiev, les antirévolutionnaires se font discrets - 20minutes.fr

- Ukraine : Washington veut un gouvernement de techniciens - Liberation.fr

- Ukraine : le Mossade pointe le nez

La presse ukrainienne souligne le rôle du Mossad dans l'insurrection qui a plongé l'Ukraine dans une longue période d'incertitude! Al Mayadin qui rapporte cette information, citant Salem Janoun, expert des questions ukrainienne, note la présence des "*officiers israéliens dans les rangs des manifestants d'extrême droite et néonazi* " qui ont été à la première ligne de protestation contre Ianoukovitch.

Les médias ukrainiens avaient déjà fait état de la présence des agents du renseignement sioniste dans les manifs. L'un de plus riches hommes d'affaire ukrainiens est un juif sioniste qui fait d'ailleurs partie des organisateurs des manifs de ces trois derniers mois quelques 200.000 juifs vivent en Ukraine où ils détiennent souvent les leviers économiques, des entreprises et le secteur des finances. L'ukrainien sioniste Natan Sharanski qui dirige l'Agence juive du pays a également annoncé avoir envoyé une aide urgente aux manifestants en Ukraine. Maariv avait quant à lui reconnu l'appel de fond des juifs d'Ukraine à l'adresse d'Israël. french.irib.ir 24.02

Manipulation. Comment ils veulent saper la politique de Maduro pour le chasser du pouvoir.

- Venezuela: barricades à Caracas, le président Maduro prépare un dialogue national - AFP

Les étudiants vénézuéliens, qui manifestent depuis trois semaines contre la gestion du président Nicolas Maduro, ont érigé des barricades lundi à travers Caracas au moment où le gouvernement entamait des consultations en vue d'un dialogue national convoqué mercredi pour tenter d'apaiser la grogne. (Le timing est parfait et le crétin de journaliste de l'AFP lâche le morceau, attention, c'est une faute professionnel. - ndlr)

Ce mouvement a plusieurs fois dégénéré en violences en marge de marches pourtant souvent pacifiques, pour un bilan de 14 morts, dont au moins huit par balles, et 140 blessés, selon des chiffres officiels et un décompte de l'AFP. (Aussi pacifiques qu'en Ukraine ou en Syrie. - ndlr)

M. Maduro devait rencontrer les gouverneurs des 23 Etats du pays, y compris ceux qui appartiennent à l'opposition, parmi lesquels Henrique Capriles, candidat battu d'un cheveu lors de la présidentielle d'avril 2013. (Maduro n'est pas légitime, il a été élu, mais d'"*un cheveu*" seulement, pas deux. - ndlr)

Après avoir entretenu le doute sur sa participation, le gouverneur du riche Etat de Miranda (nord), a annoncé sur son compte Twitter qu'il ne participerait pas à la réunion, dénonçant "*répression et violations des droits humains*". (Le même scénario qu'en Ukraine, l'"*opposition*" a refusé tout compromis avec le président en employant le même argument, jusqu'à ce qu'il soit chassé du pouvoir. - ndlr)

Plusieurs analystes doutaient de la portée du geste d'ouverture du chef de l'Etat. "*Le gouvernement perçoit une pression croissante au sein de l'opinion publique nationale et internationale et trouve une opportunité d'apaisement avec ce dialogue*", estimait notamment le politologue John Magdaleno. (Voilà que des "*analystes*" sont appelés à la rescousse, ailleurs ce sont de faux témoins. En réalité, la majorité des Vénézuéliens soutiennent Maduro, d'où le recours à des provocations violentes, etc. - ndlr)

Si les appels à la mobilisation, habituellement lancés sur les réseaux sociaux, ne sont pas vraiment centralisés, plusieurs chefs de file du mouvement ont assuré n'avoir aucune intention de baisser les bras. (Ils indiquent par avance qu'ils iront jusqu'au bout, comme en Ukraine. Mais le Venezuela n'est pas l'Ukraine !- ndlr)

Ces "*ennemis du pays*" sont, selon Nicolas Maduro, décidés à provoquer un "*coup d'Etat*" contre son gouvernement.

Dans une déclaration retransmise par les médias d'Etat lundi, M. Maduro a annoncé lundi l'arrestation de Jayssam Mokded, présenté comme un "*mercenaire originaire du Moyen-Orient*" qui préparait des attentats à la voiture piégée. AFP 24.02

Israël est une création du IIIe Reich, c'était la moindre des choses. Timing parfait.

- Merkel reçue en « amie d'Israël » par Nétanyahou - LeMonde.fr

- Israël bombarde une cible du Hezbollah à la frontière libano-syrienne - LeMonde.fr

Amalgame et falsification.

- Une partie d'Al-Qaïda au secours de Bachar Al-Assad : l'explication d'un paradoxe moins étonnant qu'il n'y paraît - Atlantico.fr

- Quiz: le bling-bling présidentiel, de Mobutu à Ianoukovitch en passant par Saddam Hussein - Slate.fr

Diabolisation de la cible à abattre.

- Pourquoi Poutine voit des fascistes partout - LePoint.fr

- Des anti-Poutine condamnés au camp : l'UE dénonce des peines "disproportionnées" - LePoint.fr

Ils ne lâcheront pas.

- Attentat contre le consulat d'Iran à Peshawar, deux morts - Reuters

La semaine dernière Nawaz Sharif rejoignait le camp de l'Arabie saoudite contre Assad...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Syrie : le nouveau chef de l'ASL, formé par Israël

Le site d'information « *Global Research* » révèle que le nouveau chef de l'Armée syrienne libre, Abdallah al-Bachir, a été formé en Palestine occupée, par les autorités israéliennes.

Abdallah al-Bachir qui remplace Salim Idris à la tête des forces de l'opposition armée, l'ASL, a reçu un stage militaire en Palestine occupée par les conseillers militaires israéliens. Par ailleurs, le quotidien israélien Maariv a révélé qu'il a été hospitalier en Palestine occupée, après être blessé lors d'une bataille dans le sud de la Syrie. A l'époque, pour cacher sa présence en Palestine occupée om il recevait les soins médicaux des Israéliens, ses hommes avaient annoncé qu'il était mort et enterré à Daraa. french.irib.ir 24.02

2- Washington crée une ceinture sécuritaire au sud de Damas

Selon les rapports concordants,les Etats Unis envisagent de créer une ceinture sécuritaire au sud de la Syrie sur les frontières avec la Jordanie et Israël, au Golan. L'information est reprise par Al Qods al Arabi lequel affirme que "cette ceinture sécuritaire vise à créer un rempart sécuritaire contre les forces de l'armée arabe syrienne et les jihadistes d'al Nosra et de Daesh (ndlr : ces derniers étant des agents de la CIA).

Les préparatifs sécuritaires liés à ce projet devraient être mis en place pour que " *les groupes armés modérés soient autorisés à s'emparer d'un corridor sécuritaire le long des frontières du Golan occupé , une zone de 60 kilomètres de long* ". C'est une zone de sécurité qui comprend 120 villages totalisant 180000 personnes , tous des gens des tribus! selon les analystes politiques, cette ceinture sécuritaire vise à protéger Israël mais dans le même temps à inverser la donne sur le champ de bataille à l'avantage des opposants d'Assad. l'ex-chef du conseil national des opposants syriens Borhan Ghalioun a reconnu que l'ASL vient de se doter d'armes sophistiquées : " *notre nouvelle stratégie consiste à contraindre le régime syrien à négocier la formation d'un gouvernement de transition*". french.irib.ir 24.02

Haut de page

Le 26 février 2014

CAUSERIE

Les réacs ne s'assument pas et s'insultent.

Alors que le député UMP Pierre Lellouche reprochait à Manuel Valls d'avoir fait une référence aux "*années 30*" dans une interview au JDD, ce dernier a répondu par un simple "*Je t'emmerde !*". Le Nouvel Observateur 25.02

Maman, le ministre a dit je t'emmerde, est-ce que tu crois que je peux le dire à mon professeur qui m'a dit que je n'avais pas appris ma leçon, au boulanger qui m'a dit que je n'étais pas très poli, à grand-mère qui insiste pour aller chez elle dimanche, à toi qui me fais plein de reproches ?

Non, mais tu sais ce ministre a dû recevoir une éducation misérable ou il est un peu sur les nerfs ces derniers temps...

Guerre idéologique contre la majorité de la population composée d'exploités. Le PS en première ligne. Les censeurs veillent... à la survie du régime.

Les dictateurs et policiers de la pensée nous emmerdent vraiment ! A bas le féminisme réactionnaire de droite, de gauche et d'extrême gauche !

- Philippe Candeloro : "*Je ne savais même pas ce que le mot sexiste voulait dire il y a quelques jours*". - closermag.fr

Je précise que je n'ai pas été cherché cette article dans la poubelle de ce portail mais que ce titre figurait parmi les titres d'hier dans la page http://fr.news.yahoo.com/france/ que je consulte tous matins pour préparer l'actualisation du site.

Ce type-là est sincère, naïf et pas du tout manipulateur, il est comme il est, un prolo qui a reçu une éducation de prolo et qui a vécu jusqu'à ces derniers temps dans une société où son langage était très répandu (majoritairement) sans que cela ne gêne personne, sans doute celui de vos parents ou grands-parents, de vos enfants.

Il est ce qu'il y a de plus normal dans cette société et ce n'est pas un monstre. Mais voilà, depuis que Hollande est au pouvoir les choses ont bien changé.

Il a été décidé d'imposer de force un carcan idéologique à l'ensemble de la population sans rapport avec les conditions d'existence des différentes classes ou sans tenir compte des différences qui pouvaient exister dans leur interprétation du monde et des rapports entre les hommes et les femmes, les différentes générations, les différentes couches de la société, sans que les rapports entre les classes n'aient changé, donc sans que les conditions soient réunies pour que ces rapports soient modifiés de telle sorte qu'ils respecteraient les besoins et les droits de chaque citoyen ce qui n'est pas le cas sous un régime capitaliste et ne se peut pas puisque tous les rapports dans la société reproduisent à différents niveaux ceux existant entre dominants et dominés au sein des rapports sociaux de production, entre la classe des exploiteurs et celle des exploités.

Le but de cette offensive idéologique consistant à obliger toutes les classes à se rallier à un mode de pensée unique, à penser au delà de l'existence des classes, à penser comme la classe dominante, à penser comme s'il n'existait plus qu'une seule classe dans la société, à adopter son mode de pensée, son idéologie, sa conception du monde basée sur l'exploitation de l'homme sur l'homme, qui profite à l'oligarchie financière dont l'élite intellectuelle pilote cette opération, toutes les classes devant être entièrement subordonnées à la politique dictée par les dictateurs de la finance, la lutte des classes devant totalement disparaître puisqu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme, au mode de pensée, d'existence, de travail qu'il nous impose, l'exploité devrait faire acte de soumission totale devant cet ordre qui le réduit en esclavage.

L'article qui suit l'illustre à sa façon, il constitue un témoignage de plus qui confirme que jusque dans le moindre détail ils entendent formater et soumettre la totalité de la population à leur dictature. C'est le pendant sur le plan idéologique des directives de l'Union européennes qui entend s'immiscer dans les moindres détails de notre vie, jusqu'à nous imposer le nombre de litres d'eau que doit contenir le réservoir de nos toilettes.

C'est pour dire qu'on a bien à faire à une dictature qui se veut implacable, qui ne laisse rien au hasard, qui veut interdire aux masses laborieuses d'envisager qu'un retour en arrière serait possible, un pur fantasme par ailleurs, ou d'imaginer un avenir meilleur, elles doivent s'interdire de le penser, qu'elles pourraient échapper à la vigilance de ses procureurs qui veillent sur ses faits, gestes et paroles jour et nuit, s'emploient à la contrôler totalement (NSA, etc.).

Quand on observe quelle proportion peuvent prendre quelques paroles insignifiantes prononcées spontanément au micro d'une radio populaire et qui ne présentaient aucun caractère méprisant, diffamatoire ou dépréciatif, on est obligé d'en conclure qu'une terrible dictature est en marche.

Que le PS en soit l'exécutant ne nous surprend pas, au passage vous avez la véritable nature de la franc-maçonnerie sous les yeux puisque la plupart de ses dirigeants en font partie, que la gauche et l'extrême gauche (NPA, LO et autres groupes de militants "*trotskistes*" ou maoïstes) en soient complices, y compris parfois par son silence coupable (POI), tous partis confondus participent à cette cabale contre la classe ouvrière et le socialisme, dont profite l'extrême droite qu'ils peuvent ainsi instrumentaliser pour mieux accomplir leur sale besogne. Je ne sais pas s'il était minuit dans le siècle en 1939, en 2014 c'est le crépuscule de la civilisation humaine qui s'annonce.

Voici l'article en question. Ce sujet a été repris hier par 11 portails, mais en réalité cette affaire remonte au début des JO de Sotchi.

- Dans le collimateur du CSA pour ses commentaires que beaucoup ont trouvé sexistes, Philippe Candeloro se défend au micro de RTL et répond une nouvelle fois à ceux qu'il qualifie de "coincés de la fesse".

Vivement critiqué pour ses commentaires lors des JO de Sotchi 2014, que beaucoup ont jugé sexistes, Philippe Candeloro n'avait

pas hésité à répondre aux "*coincés de la fesse*". "*Si je dois dire des phrases toutes faites, validées par un avocat, est-ce que j'ai encore ma place à côté de Nelson ? Si je fais du classique, je ne servirai à rien*", confiait il y a quelques jours le célèbre patineur au Parisien. Suite aux nombreuses réactions négatives suscitées par ces commentaires, le CSA s'est immédiatement saisi du dossier. Invité hier soir sur RTL, Philippe Candeloro est une nouvelle fois revenu sur les critiques. Interrogé par Marc-Olivier Fogiel, le patineur s'est dit surpris par l'étendue que prend cette affaire aujourd'hui. "*Ca fait des années que je parle comme ça*", estime le patineur, vu récemment dans Ice Show. (Mais maintenant il y a un flic derrière toi qui surveille chacune de tes paroles, tu dois te faire violence et en changer, sur le champ, allez hop, exécution, et que ça saute, sinon c'est toi qui saute ! - ndlr)

Accusé par l'association Osez le féminisme de réduire les sportifs "*à un objet sexuel*", Philippe Candeloro estime quant à lui que ses commentaires sont devenus aujourd'hui "*sa signature*", une signature qui a fait le succès du duo original qu'il forme avec Nelson Monfort. (Il n'a pas compris que la femme devait devenir un objet tout court. - ndlr) "*On oblige les gens à devenir politiquement corrects et finalement plus chiants et plus emmerdants à écouter. On ne peut plus rien faire, on ne peut plus rien dire chez nous*", lâche le patineur. Malgré la polémique, l'ancien champion de patinage artistique n'envisage pas pour autant de changer sa façon de parler. Il faut dire que contrairement à ses détracteurs, Philippe Candeloro n'estime pas être sexiste. "*Je ne savais même pas ce que voulait dire ce mot il y a quelques jours*", s'exclame-t-il.

Alors que le CSA étudie aujourd'hui le dossier, Philippe Candeloro espère que les sages, comme on les surnomme, sauront faire "*la part des choses*". "*Je n'ai pas fait ça pour choquer les gens*", se défend le patineur qui précise n'avoir jamais été traité de sexiste dans la rue. S'il ne connait pas encore les conséquences de cette affaire sur sa carrière de commentateur sportif, Philippe Candeloro prend aujourd'hui toutes ces critiques avec philosophie. "*Si demain, je ne fais pas de commentaires de patinage artistique, je ne pense pas que ça changera grand-chose à ma vie. Elle est déjà faite*", conclut-il closermag.fr 25.02

Au fait, en Inde on ne capte pas RTL ! Et vraiment rien à foutre du sport-business !

Commentaire d'internaute.

1- Eh oui Philippe être un homme et désirer une femme, c'est du sexisme! Nous sommes dans une époque où il faut être ni homme ni femme ou les deux en même temps. De notre temps cela avait un nom mais si tu le prononces tu as un procès au c..

2- Aujourd'hui il y a des censeurs partout qui veulent imposer ce qu'on a le droit de penser et de dire. Société de vieux c.o.n.s ou on peu plus dire un mot. Messieurs les dictateurs de la bien pensance, laissez-nous vivre en paix.

3- Je les trouve de plus en plus barges, les féministes... hyper sexistes en réalité! Mais faut bien remplir le vide par quelque chose... Vous y êtes presque, "*hyper sexistes*", avant-hier une femme qui portait une mini jupe était une salope, hier une femme qui portait un pantalon était un garçon manqué, aujourd'hui qu'elle porte l'un ou l'autre c'est une conasse incapable de penser par elle-même, donc le législateur pense à sa place.

4- Continue de nous faire rire avec tes blagues à deux balles, ça fait du bien dans la morosité ambiante.... En plus, on n'a pas besoin de quelqu'un qui nous présente une thèse de philosophie quand on regarde du patinage !!!! Detendez vous les critiqueurs, c'est juste pas très grave. S'il n'y avait plus que ça comme problème en France, on serait bon !

La monarchie impose que le protocole soit respectée. Notre monarque de second rang s'y est engagé.

- Querelle Maroc-France: manifestation à Rabat, Paris veut "*dissiper les malentendus*" - AFP

- François Hollande appelle Mohammed VI après un froid diplomatique - Reuters

D'ordinaire bien cadrée, la relation entre le Maroc et la France, deux proches alliés, a connu un sérieux coup de froid ces derniers jours, à la suite du dépôt de plaintes à Paris visant le patron du contre-espionnage marocain, mais aussi de déclarations prêtées à un ambassadeur français.

Le Maroc est une "*maîtresse avec laquelle on dort toutes les nuits, dont on n'est pas particulièrement amoureux mais qu'on doit défendre*", aurait affirmé, en 2011, le diplomate, selon l'acteur espagnol Javier Bardem, producteur d'un documentaire sur le Sahara occidental et bête noire de Rabat. (Il y a 3 ans, et cela sort aujourd'hui. Mais dites-nous, à l'époque cet ambassadeur avait mis en place par La Talonnette, Hollande s'excuse à sa place, normal il assume jusqu'au bout son rôle ingrat de serpillière. - ndlr)

D'après le journal Le Monde, qui a rapporté ces propos, leur auteur serait l'ambassadeur auprès des Nations unies.

Paris est un soutien traditionnel du Royaume sur le dossier du Sahara, une ex-colonie espagnole contrôlée par le Maroc mais revendiquée par des indépendantistes.

Rabat a fustigé des propos "*scandaleux*" et "*inadmissibles*" et, mardi après-midi, des milliers de Marocains ont à leur tour marqué leur désapprobation lors d'une manifestation qui s'est déroulée en ordre dispersé mais dans le calme devant l'ambassade de France, a constaté un journaliste de l'AFP.

Pour tenter d'apaiser les tensions, François Hollande a contacté lundi soir le roi du Maroc, l'assurant de "l'amitié constante" de la France.

L'entretien téléphonique était destiné à "*dissiper les malentendus*" et s'est déroulé "*dans une tonalité de confiance*", a expliqué mardi la présidence française.

L'incident a débuté jeudi dernier avec l'annonce du dépôt, par l'ONG Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), de deux plaintes pour "*complicité de torture*" contre le Directeur général de la surveillance du territoire (DGST), Abdellatif Hammouchi.

Le Royaume s'est en particulier montré furieux de la descente effectuée ce jour-là par sept policiers à la résidence de son ambassadeur pour notifier à M. Hammouchi - en visite à Paris - une convocation émanant d'un juge d'instruction, sans passer par les canaux diplomatiques. Les autorités marocaines ont rejeté ces accusations et convoqué l'ambassadeur de France.

Le Quai d'Orsay a rapidement évoqué un "*incident regrettable*", promis que "*la lumière*" serait faite et reçu l'ambassadeur marocain.

Mais le royaume a signifié qu'il jugeait cette démarche insuffisante en reportant une visite de Nicolas Hulot, "*envoyé spécial du président français pour la planète*".

De son côté, l'ONG Acat a critiqué les promesses du Quai d'Orsay face au courroux marocain, estimant que "*dans une démocratie" la diplomatie n'a "absolument pas le droit de s'immiscer dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire*".

Une troisième plainte, pour "torture", a depuis été annoncée en France contre le patron du contre-espionnage marocain.

La plainte en France se base sur le principe de "*compétence universelle*" applicable à la convention internationale contre la torture, à partir du moment où la personne visée se trouve en France.

Les autorités marocaines n'ont pas réagi à ce dernier cas. Entre-temps, les propos prêtés au diplomate français sont toutefois venus tendre un peu plus l'atmosphère. Reuters 25.02

Décadence et putréfaction de la société. Qui flattent, encouragent et profitent aussi de la prostitution sinon les privilégiés.

Une femme sexy ou serpent pour démarrer les défilés à Paris - AFP

Après New York, Londres et Milan, les défilés pour l'automne et l'hiver prochains ont démarré mardi à Paris avec la femme ultra-sexy d'Anthony Vaccarello et la créature reptilienne de Cédric Charlier. AFP 25.02

En gros, l'article était accompagnée d'une photo, la mannequin avait les seins à l'air recouverts d'un voile noir très fin qui permettait à tous les voyeurs et pervers de se rincer l'oeil...

Dans une société en pleine décomposition où à l'instar de tous les rapports, ceux entre les hommes et les femmes (surtout à l'intérieur des couples) deviennent de plus en plus tendus, compliqués, sources d'incompréhension, de quiprocos, de polémiques, de reproches sans fin pour des détails insignifiants, de soupçons, de procès d'intention, de mensonges et d'hypocrisie, de haine et de violence, une fois un tel climat délétère installé entre eux, il serait étonnant que leurs relations sentimentales ou amoureuses ne s'en ressentent pas et qu'ils puissent continuer à entretenir des relations sexuelles normales, et que par conséquent le nombre de frustrés n'augmentent pas, agrémentés d'abus, de viols ou de crimes sexuels...

C'est la classe dominante qui en est responsable, d'où l'urgence d'en finir avec ce régime.

Les maires ruraux désemparés face à la prostitution - LeFigaro.fr

Les élus demeurent impuissants face à la prostitution rurale qui se développe le long des routes nationales, de préférence en bordure de terrains agricoles. LeFigaro.fr 25.02

Comme en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Italie, etc. et qui tirent profit de ce bordel infâme sinon ceux qui les ont foutues sur le carreau, les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui, l'Union européenne.

Les maires manifestent ainsi leur impuissance, c'est très bien, alors à quoi bon voter sinon pour légitimer la situation actuelle puisqu'ils peuvent dénoncer tout ce qu'ils veulent sans que cela ne change quoi que ce soit, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur objectif final : l'établissement d'un gouvernement mondial.

- Pourquoi les conséquences de la crise de 2008 dureront des années voire des décennies - Atlantico.fr

Ceci explique cela.

- Violences à Nantes: Du laisser-faire pour discréditer la mobilisation? - 20minutes.fr -

- Violences à Nantes : les dégâts évalués à un millions d'euros - Le Nouvel Observateur -

Le Point de Giesbert-BHL-Besson-Tesson fer de lance médiatique de la réaction.

- Travail forcé : le Cran poursuit l'État et Spie pour crime contre l'humanité - LePoint.fr

L'Etat à abattre au profit de l'UE, au Point ils ont de la suite dans les idées...

- Pacte de responsabilité : des effets sur l'emploi très limités - LePoint.fr

Comme ils se font modestes au Point, alors que ce n'est pas vraiment leur genre...

- Déficit : la France ne respectera pas ses objectifs - LePoint.fr

Alors il faudrait peut-être recourir à un scénario à l'ukrainienne pour débarquer Hollande et son gouvernement, non ?

Qui n'aiment pas les femmes ?

Le STO pour les femmes : au nom de l'égalité des droits !

- Le travail des femmes n'est toujours pas légitime en France - Reuters

Surtout pour celles qui n'en trouvent pas !

- Travail, salaires, qualifications: les femmes pénalisées - L'Express.fr

Les hommes, non : Travail, salaires, qualifications, ils n'ont pas à se plaindre.

- Dieu que les filles réacs sont jolies - Atlantico.fr

Inceste. A croire qu'ils ne vivent qu'entre eux !

- Mariage gay : un homme ne devrait pas être «reine d'Angleterre» - LeFigaro.fr

Guerre idéologique. Leur société devient de plus en plus liberticide.

- Chiffre - Liberation.fr

6 mois de prison avec sursis ont été prononcés hier à l'encontre d'un jeune homme qui s'était présenté comme le «*nouveau Mohamed Merah*» et avait proféré des propos antisémites sur YouTube. Agé de 23 ans, il comparaissait pour apologie d'un acte de terrorisme et provocation à la haine envers un groupe compte tenu de son origine devant le tribunal correctionnel de Lons-le-Saunier. Liberation.fr 25.02

- Six mois avec sursis requis pour avoir laissé mourir son chien - 20minutes.fr

- En Grande-Bretagne, tuer un chat à coup de pieds peut mener en prison - Libération.fr

Un rapport de 1 à 7. Le patronat remporte le pacte de l'irresponsabilité !

- Le manque d'hygiène au travail coûte 14,5 milliards d'euros par an - LePoint.fr

- Agnès Verdier-Molinié - IFRAP : "*Dans les communes, l'absentéisme des agents coûte 2 milliards d'euros par an*" - Atlantico.fr

Stratégie néolibérale. Stratégie du chaos.

- L'UE invite Moscou à laisser l'Ukraine choisir sa voie - Reuters

- Raids aériens pakistanais au Nord-Waziristan, 30 morts - Reuters

- Une vague d'attentats fait 27 morts mardi en Irak - Reuters

- Pollution en Chine : pour la première fois, un citoyen poursuit le gouvernement - LeMonde.fr

- L'Iran, aussi menaçant pour l'Europe que pour Israël, dit Merkel - Reuters

- Kiev veut traduire Ianoukovitch devant la CPI - Reuters

- La Thaïlande serait au bord de la « *guerre civile* » - LeMonde.fr -

- Nigeria: 43 morts dans l'attaque terroriste d'un lycée - 20minutes.fr

- Les Etats-Unis menacent à mots couverts l'Ouganda après la promulgation d'une loi anti-homosexualité - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Union nationale néo coloniale !

- Conflit. Les députés UMP ont voté avec le PS la prolongation de l'intervention en Centrafrique. - AFP

EELV ont voté pour avec l'UMP, l'UDI et le PS. EELV associé au Front de gauche ou au PG dans certaines communes pour les élections municipales. PS et PCF aussi. Du coup, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'ils font bien tous partie du même panier de crabes réactionnaires, impérialistes, néo colonials, quoiqu'ils en disent par ailleurs.

Pactiser avec l'ennemi, c'est assumer ses responsabilités.

- Pacte: le PS veut une "*grande négociation sociale sur les contreparties*" - AFP

- Pacte de responsabilité : le PS laisse son aile gauche sur la touche - Liberation.fr

Le texte, qui appelle à une «*grande négociation sociale*» sur les contreparties aux baisses des charges prévues pour les entreprises, a été adopté mardi soir par le Bureau national, l'instance dirigeante du parti, par 27 voix contre 7 et 3 abstentions, a-t-on indiqué de source proche de la direction.

S'exprimant devant la presse, le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir, a estimé que le Pacte de responsabilité ambitionne de devenir «*le plus grand compromis social*» depuis le programme du Conseil national de la résistance, à la fin de la guerre. (Il peut oser cette comparaison, à ceci près qu'une partie des syndicats et les différentes composantes de l'extrême droite, monarchistes, etc, se contenteront de le soutenir de l'extérieur ou sans y apposer leurs signatures (CGT et FO). - ndlr)

Dans leur communiqué, les membres de l'aile gauche du PS déplorent que leurs analyses aient été «insuffisamment prises en compte» par la direction du parti. Selon eux, «*la focalisation exclusive sur l'offre (les entreprises) et la baisse du coût du travail ne peuvent continuer à être les seules solutions prônées*» face aux difficultés. (Sans les désavouer, ce serait contraire à leur véritable nature... - ndlr) Liberation.fr 25.02

- Manuel Valls reproche à Claude Goasguen son passé à l'extrême droite : dit-il vrai ? - Francetv info

"*Je n'ai jamais été membre d'Occident, contrairement à des proches comme Alain Madelin, Gérard Longuet, Patrick Devedjian (Un repère de fachos à l'UMP, sans compter ceux qui s'ignorent. - ndlr), mais président de la Corpo d'Assas [syndicat étudiant de droite] (Plutôt d'extrême droite. -ndlr)*", a rétorqué, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, Claude Goasguen. "*Etant alors partisan de l'Algérie française, j'ai soutenu Jean-Louis Tixier-Vignancour [candidat d'extrême droite]. Mais tous ceux qui défendaient l'Algérie française n'avaient pas une démarche d'extrême droite.*" (C'est vrai, pas même le donneur d'ordre du massacre de Sétif le 8 mai 1945, un certain François Mitterrand. - ndlr) "*M. Valls perd les pédales !*", s'est exclamé le député UMP. (Le pédalo est en train de couler ! - ndlr)

"*... il existe différents documents périphériques, dont des courriers, qui attestent du rôle de Claude Goasguen au sein du mouvement d'extrême droite. Il a notamment joué un rôle important dans les années 1966-1967 dans l'infiltration des milieux étudiants par Occident, en particulier à Sciences Po. Ses liens avec Occident sont manifestes*", affirme Frédéric Charpier. Le journaliste précise qu'à la sortie de son ouvrage consacré au mouvement, en 2005, "*Claude Goasguen s'est contenté de nier mollement, mais il n'a pas porté plainte*". Francetv info 25.02

Municipales. Bas les masques !

- Municipales: ces candidats qui masquent leur appartenance politique - AFP

De nombreux candidats de gauche comme de droite aux élections municipales, scrutin local par excellence, hésitent à afficher le logo de leur parti sur leur matériel de campagne et certains dissimulent même leur appartenance politique au profit de listes et de slogans très locaux.

"*Sur les affiches, le poing et la rose sont petits, tout petits... ou carrément absents*"...

A Bordeaux, à Brest, à Dunkerque, les logos PS se font discrets sur les tracts et les sites internet. Les codes couleurs sont plus proches du jaune et du bleu fluo que du rouge écarlate, la couleur de la gauche.

Concernés par l'absence de logo sur leurs affiches, notamment : Jean-Antoine Moin à Aurillac (UMP), Jean-Claude Gaudin à Marseille (UMP), Alain Juppé à Bordeaux (UMP), Martine Aubry à Lille (PS), Michel Gourinchas à Cognac (PS), Gérard Collomb à Lyon (PS), etc.

Pourquoi ? Que craignent-ils donc ?

- ... les municipales vont être "*une vraie débâcle électorale*", dans un climat politique marqué par l'impopularité de François Hollande.

- "*C'est une question d'égalité entre les partis, on est une liste très ouverte, également à la société civile*"

- ... une campagne "au-delà des partis politiques.

- "*On vote pour un maire, pas pour un parti.*"

- "*Il ne faut pas se laisser instrumentaliser par un parti politique*".

- "*une liste ouverte, avec des gens de droite et de gauche*".

La palme revient aux professionniels de l'arnaque électoral, Martine Aubry (PS) : "*Les logos ne seront ajoutés au bas de l'affiche qu'au second tour*", entendez par là que sachant la gauche et l'extrême gauche corrompues jusqu'à l'os par le régime, ils n'auront pas d'autre choix que d'appeler à voter pour le candidat du PS pour "*battre la droite*", en échange de leur participation à des commissions ou missions dont les membres sont rémunérés, du financement par la mairie des associations qui leur sont liées et autres avantages en nature plus discrets, places de crèche, HLM, etc. Vous vous demandiez pourquoi cette mauvaise farce dure depuis si longtemps, vous avez ici une partie de la réponse.

Selon Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'Université Panthéon-Sorbonne, "*les électeurs ne sont pas dupes*", il y aurait cependant "*une stratégie partagée entre le PS et l'UMP pour localiser les enjeux de l'élection*". AFP 25.02

En complément.

Les municipales : C'est aussi guignol !

- Municipales: hors des grands partis, des listes "*citoyennes*" et diverses - AFP 25.02

A vous donner le vertige !

- Baylet : «*J'accuse les Verts d'obscurantisme*» - LeFigaro.fr

- Accoyer s'en prend à l'«*écologie politique totalitaire*» d'EELV, qui est «*hors pacte républicain*» - 20minutes.fr

Des terroristes ces limaces !

Il y a quelque chose qui ne colle pas. Pourquoi ne pas avoir fait disparaître ces documents compromettant ou les avoir planqués ailleurs ?

- Dassault et les achats de voix : les preuves accablantes - Liberation.fr

Les magistrats disposent d'une preuve décisive. Elle a été saisie le 25 juin lors d'une perquisition au «*Clos des pinsons*», la résidence de Dassault à Corbeil, qui lui sert aussi de quartier général pendant les élections. Les policiers de la Division nationale d'investigations financières et fiscales (DNIFF) ont mis la main sur quatre versions d'un listing d'électeurs, comportant environ 130 noms. Ces documents, auxquels Libération ont eu accès, détaillent les faveurs dont ont bénéficié ces habitants de Corbeil (dons d'argent, travail, formations, etc), très probablement dans le cadre de l'élection municipale de septembre-octobre 2009. Ils démontrent aussi l'existence d'un système très organisé orchestré par Serge Dassault, auquel ont participé plusieurs élus et fonctionnaires municipaux. Liberation.fr 25.02

Dassault est un habitué des contrats d'armement et des magouilles qui vont avec sans jamais avoir été inquiété, et voilà qu'un vulgaire achat d'électeurs pourrait le faire tomber, achat de voix avéré la question n'est pas là, mais dans le fait de laisser trainer les preuves qui l'accablent, c'est ridicule, grotesque, d'autant plus qu'il savait pertinemment que son domicile et autres bureaux ferait l'objet d'une perquisition dans le cadre de cette affaire. A suivre.

Pourquoi Américain et Européen soutiennent le BJP allié à l'extrême droite en Inde ? Réponse.

- L'Inde tape sur l'optimisation - Liberation.fr

La lutte globale contre l'optimisation fiscale se renforce. New Delhi a ainsi durci le ton dans son différend fiscal avec Vodafone et lui réclame 2,6 milliards de dollars de taxes sur le rachat en 2007 de l'opérateur indien Hutchison Essar. Nokia fait également face à un important contentieux qui fait peser un risque sur la possibilité de transférer son usine de Chennai (sud) à Microsoft dans le cadre de la vente de sa division téléphones portables au groupe américain. Cadbury, Royal Dutch Shell et IBM sont également aux prises avec le fisc indien.

L'Inde a renforcé depuis 2012 sa législation contre l'évasion fiscale des multinationales. Liberation.fr 25..02

Le sionisme, le business et l'apartheid : amen !

Nazisme: recours des juifs de Thessalonique contre l'Allemagne - AFP

La communauté juive de Thessalonique a indiqué mardi s'être portée devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour réclamer à l'Allemagne la réparation "*du préjudice moral*" et matériel subi par ses membres en 1943 par les nazis. AFP 25.02

Ils réclament l'équivalent de 45 millions d'euros, puisqu'il ne reste que 1.500 "*juifs*" à Thessalonique, cela fait 30.000 euros par personne.

Le gouvernement sioniste d'extrême droite cher à Hollande, Merkel et Obama renforce l'apartheid.

Israël. Une loi distingue les arabes chrétiens et musulmans - Le Nouvel Observateur

Israël a adopté lund1 24 février un projet de loi controversé qui, pour la première fois, fait la distinction entre les citoyens arabes de confession musulmane et ceux d'obédience chrétienne, suscitant des protestations palestiniennes.

"*Nous avons beaucoup en commun avec les chrétiens. Ils sont nos alliés naturels, un contrepoids aux musulmans qui veulent détruire le pays de l'intérieur*", a déclaré le parrain de ce projet de loi, Yariv Levin, du parti Likoud (droite nationaliste) du Premier ministre Benjamin Netanyahu, cité par les médias.

Les Arabes israéliens sont les descendants des 160.000 Palestiniens restés sur leur terre après la guerre qui a conduit à la création d'Israël en 1948. Cette communauté compte aujourd'hui plus de 1,4 million de personnes, soit 20% de la population totale.

Israël - qui bénéficie du soutien idéologique et financier des chrétiens évangélistes sionistes, en particulier américains - s'efforce de jouer la carte de la division entre arabes chrétiens et musulmans dans le conflit israélo-palestinien, selon les adversaires du projet de loi. Le Nouvel Observateur 25.02

Commentaire d'un internaute.

- "*Quand bien même, ce n'est pas la différence ente les religions qui pose problème. Ca, c'est une diversion. Pendant des millénaires les musulmans et juifs ont vécu côte à côte sans aucun problème.*

Le souci n'est pas religieux du tout. il est purement politique.

Souvenez-vous qu'avant la seconde guerre mondiale, l'opinion juive n'était absolument pas favorable à un retour en Israël. Ce qui a créé cette situation c'est l'expulsion des palestiniens de leurs terres sous prétexte que c'était la terre des juifs il y a plus de 2000 ans. Le hic c'est que si, en toute logique, tous les possesseurs ancestraux des terres actuelles devaient revenir réclamer leur droit du sol, beaucoup de pays seraient bien embêtés. Ceux qui ont aidé les sionistes à annexer la Palestine seraient probablement les premiers ennuyés.

Dire que c'est un problème religieux c'est faire fi de l'histoire qui prouve tout le contraire.

Ce ne sont pas les juifs le problème, ce sont les sionistes et il serait faux de confondre les uns avec les autres. C'est d'ailleurs l'amalgame qu'on tente de faire aujourd'hui en transformant une hérésie politique en un problème raciste afin de légitimer une épuration ethnique afin d'annexer purement et implement un territoire.

Le reste, ce sont ne sont que des diversions pour n'y voir que du feu.

Vive les juifs et honte aux sionistes.'

Bravo !

Si,si, Moubarak est de retour !

- Egypte: Un ancien de l'ère Moubarak nommé Premier ministre - 20minutes.fr

Ingénieur en génie civil de formation, Ibrahim Mahlab, le nouveau Premier ministre a été membre du Parti national démocratique de l'ancien président Hosni Moubarak, déposé en février 2011. Il a par ailleurs dirigé la Compagnie des entrepreneurs arabes et a travaillé en Arabie Saoudite. Il parle français et anglais, selon le CV diffusé par le ministère du Logement. 20minutes.fr 25.02

- Trois Égyptiens ayant appelé à boycotter le référendum constitutionnel condamnés à la prison - LePoint.fr

Et s'il n'était jamais vraiment parti ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Poutine : "*Préservez Assad à n'importe quel prix*" - french.irib.ir

Le retour des experts et des officiers russes en Syrie vient de se faire sur l'ordre direct de Vladimir Poutine qui leur a affirmé qu'à aucun prix, l'armée syrienne ne devra pas se désintégrer. Selon le journal israélien Yediot Aharonot, Poutine a renforcé son soutien au régime Assad et a expédié en Syrie de nouveaux armements , des experts et conseillers russes qui ont pour mission de défendre Assad contre les jihadistes. Selon Al Qods al Arabi qui se réfère à Yediot, ces dernières semaines des dizaines d'attachés militaires russes ont débarqué en Syrie pour aider les forces de l'armée syrienne dans leur combat contre les groupes jihadistes. Et ce alors que Moscou avait retiré il y a un an ses experts et leurs familles de la Syrie. Parmi les militaires russes dépêchés en Syrie il y a des officiers très hauts gradés qui donnent des conseils au chef d'état major interrarme syrienne et à d'autres membres du QG.

Certains de ces officiers russes sont actifs sur le terrain des combats et prodiguent conseils et points de vue aux militaries syriens pour que ces derniers puissant mieux avancer face aux jihadistes . dans le même temps, les russes accordent de larges aides logistiques et sécuritaires à l'armée syrienne. En effet le renseignement russe qui appuie largement Assad permet à son armée de traquer les jihadistes, à les cibler, à renforcer ainsi les piliers de l'Etat syrien

C'est via sa base navale à Tartous que la Russie arme la Syrie , ce qui va évidemment à l'encontre des vœux de Washington. Poutine a demandé à ses attachés militaires de « *ne pas permettre l'effondrement d'Assad, quel qu'il en soit le prix* » la Syrie a été avant 2011, l'allié stratégique de Moscou et n'a cessé d'agir en faveur de ses intérêts au Moyen Orient. Poutine s'inquiète de ce que la Syrie se transforme en une nouvelle Afghanistan après l'effondrement de Assad d'où ses efforts pour preserver en l'état Assad et son régime surtout après l'échec de Genève II. Selon les experts, la Russie entend faire passer, via ce soutien ferme à Assad, le message suivant à la communauté internationale et surtout aux pays arabes : Washington a vite retiré son soutien à Moubarak et refuse de soutenir Al Sissi dans sa candidature mais la Russie se tient ferme aux côtés de ses alliés et jusu'au bout…french.irib.ir 25.02

2- Turquie

- Turquie: Mis à mal par une écoute téléphonique, Erdogan dénonce à nouveau un complot - AFP

Le Premier ministre islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan a vigoureusement riposté mardi à la diffusion d'une conversation téléphonique compromettante le plaçant au coeur du scandale de corruption qui agite le pays en dénonçant une "*attaque haineuse*".

Diffusé lundi soir sur internet, cet enregistrement, dont l'authenticité n'a pas été confirmée de source indépendante, a pour la première fois personnellement mis en cause M. Erdogan, précipitant les appels de l'opposition à sa démission.

Lors de sa harangue hebdomadaire devant les députés de son Parti de la justice et du développement (AKP), le chef du gouvernement a qualifié la conversation publiée sur YouTube de "*montage indécent*" et d'"*attaque haineuse*".

"*Jamais nous ne cèderons (...) seul le peuple peut décider de nous renvoyer et personne d'autre*", a-t-il martelé en renvoyant tous ses critiques aux élections municipales du 30 mars prochain.

Sans surprise, M. Erdogan a à nouveau accusé la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, longtemps son allié, d'avoir orchestré cette nouvelle attaque.

Dans l'enregistrement publié lundi soir, un homme, présenté comme M. Erdogan, conseille à un autre, qui serait son fils Bilal, de se débarrasser rapidement de 30 millions d'euros. Ce coup de fil aurait eu lieu quelques heures après l'arrestation, le 17 décembre, de dizaines de proches du régime soupçonnés de corruption.

"*Fils, ce que je veux te dire, c'est de faire sortir tout ce que tu as chez toi, d'accord ?*", dit la voix présentée comme celle de M. Erdogan. "*Qu'est-ce que je peux avoir chez moi ? Il n'y que l'argent qui t'appartient*", lui répond son interlocuteur.

"*Nous avons vérifié auprès de trois ou quatre sources différentes. Ces bandes sont aussi réelles que le mont Ararat", a lancé le chef du principal parti d'opposition, Kemal Kiliçdaroglu (Parti républicain du peuple, CHP). "Prenez un hélicoptère, fuyez à l'étranger ou démissionnez*", a-t-il lancé à M. Erdogan.

Selon l'agence de presse Dogan, le parquet d'Ankara a immédiatement confié à la police une enquête sur l'origine de ces bandes.

Des bancs du Parlement, la contestation s'est propagée dans la rue où un millier d'étudiants de l'université technique du Moyen-Orient d'Ankara a perturbé l'inauguration, par le chef du gouvernement, d'un boulevard tracé au milieu des arbres de leur campus.

Après des premiers heurts, dans l'après-midi, entre manifestants et forces de l'ordre, dans la soirée, près d'un millier de protestataires rassemblés sous la bannière "*Non à la corruption*", se sont heurtés à la police sur la place de Kadiköy, bastion de l'opposition située sur la rive anatolienne d'Istanbul, selon les médias.

La police a tiré du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc contre la foule, rapporte Dogan.

Coïncidence ou pas, la publication de ces enregistrements est intervenue juste après les révélations de deux journaux proches du régime accusant des magistrats proches de M. Gülen d'avoir illégalement mis sur écoute des milliers de personnes, dont M. Erdogan et le chef de ses services secrets (MIT) Hakan Fidal.

Mis à mal par les accusations de corruption, le gouvernement a tenté de reprendre la main en engageant des purges sans précédent dans la police et la justice pour en exclure les proches de la confrérie. Il a aussi fait voter des lois controversées qui durcissent le contrôle de l'internet et renforcent l'emprise du pouvoir sur la justice.

Le quotidien Hürriyet a, par ailleurs, révélé mardi que la justice avait entendu cette semaine le sulfureux homme d'affaires saoudien Yasin al-Qadi, qui a figuré un temps sur la liste dressée par l'ONU des financiers du mouvement al-Qaïda.

Le mois dernier, la presse turque a publié des photos de M. al-Qadi avec Bilal Erdogan, lui aussi entendu par les procureurs chargés des investigations. AFP 25.02

3- Pérou

- Rene Cornejo nommé nouveau Premier ministre au Pérou - Reuters

Le président péruvien Ollanta Humala a nommé lundi le ministre sortant du Logement Rene Cornejo au poste de Premier ministre, en remplacement de Cesar Villanueva qui a présenté sa démission.

Le ministre sortant des Finances Miguel Castilla, ancien économiste de la Banque mondiale apprécié des investisseurs et qui avait présenté lui aussi sa démission, a été maintenu dans ses fonctions, a ajouté Ollanta Humala.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Jorge Merino, a lui aussi démissionné lundi. Il n'a pas été reconduit dans le nouveau gouvernement, où lui succède Eleodoro Mayorga Alba, ancien économiste à la Banque mondiale.

Cette vague de démissions semble liée à un désaccord sur un projet de hausse du salaire minimal.

Cesar Villanueva est le quatrième chef de gouvernement à démissionner depuis le début de la présidence d'Humala. Reuters 25.02

Haut de page

Le 27 février 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne 25 à 30 nouveaux articles, ce sera pour demain.

Au revoir et merci Paco, tu étais génial !

- Le guitariste de flamenco espagnol Paco de Lucia est mort - Francetv info

Le guitariste espagnol Paco de Lucia, figure du flamenco qu'il avait mêlé à d'autres genres comme le jazz, est mort mercredi à 66 ans au Mexique après une crise cardiaque.

La municipalité d'Algeciras, ville natale de Paco de Lucia, de son vrai nom Francisco Sanchez Gomez, a confirmé la mort du musicien, qui vivait depuis quelques années alternativement en Espagne et au Mexique, et a décrété deux jours de deuil.

Paco de Lucia avait notamment joué avec le pianiste de jazz Chick Corea et le guitariste de jazz-rock Al Di Meola. Son duo avec le chanteur Camaron de la Isla, mort en 1992, avait en outre contribué au renouveau du flamenco dans les années 1970.

Reuters 26.02

Un internautre vous recommande :

- A écouter : " entre dos aguas " et aussi le célèbre concert avec Al Di Meola et John Mac Laughlin . "Tocas como un dios "

Un autre a ajouté Ramon De Algeciras.

De mon côté je n'ai que deux morceaux du trio enregistrés dans une radio en Australie. J'avais plusieurs cassettes exceptionnelles que j'ai perdues lors du tsunami.

Le chiffre du jour. 1000.

C'est le montant record des dividendes versées aux actionnaires dans le monde (en 2013) : un total de 1000 milliards de dollars (selon une étude réalisée par le cabinet Henderson Global Investors) atlantico.fr 26.02

ACTUALITE EN TITRES

Qui va les financer, qui va en tirer profit ? Les mêmes pardi, pourquoi ?

- Etats-Unis: Obama propose 300 milliards de dollars pour les infrastructures - AFP

Le président Barack Obama a proposé mercredi d'investir 300 milliards de dollars dans les infrastructures publiques des Etats-Unis, moyen selon lui de doper la croissance et l'emploi mais qui se heurte à l'hostilité des républicains au Congrès.

Il a proposé de financer ce nouveau plan, chiffré à 300 milliards de dollars, par moitié via une remise à plat du code des impôts pour les entreprises. AFP 26.02

Au casino, il n'y a que des bons gagnants et des mauvais perdants. L'Etat actionnaire ripou !

- La Française des Jeux aurait trompé ses joueurs, affirme son ancien patron - L'Express.fr

Ce sera cadeau. Ah, si c'est pour en venir en aide aux victimes, on s'incline !

- Le Parlement adopte définitivement la loi sur la contrefaçon - AFP

Le Parlement a adopté définitivement mercredi soir par un ultime vote au Sénat une proposition de loi renforçant la lutte contre la contrefaçon qui prévoit notamment des dédommagements plus élevés pour les victimes. AFP 26.02

Les actionnaires des multinationales et les pauvres patrons du secteur du luxe ont encore dû sabrer le champagne...

Ils ont joué à la roulette russe...

- Les grandes banques russes cessent de prêter en Ukraine - Reuters

Roublards!

- Russie: le rouble à un nouveau record de faiblesse face à l'euro - AFP

Pourquoi ne coupent-ils pas le gaz à l'UE et à l'Ukraine en représailles ?

Libération jubile

- Le rouble dérouille face à l'euro - Liberation.fr

Cela existe encore Libération ?

Ils ont trouvé le moyen de s'enrichir quasi automatiquement en s'en passant.

- La banque américaine JPMorgan Chase va supprimer 5.000 emplois - AFP

Vive les machines à sous !

- Credit Suisse rejette la faute de la fraude fiscale sur certains salariés - AFP

Les plantons de service n'auraient jamais dû autoriser certains clients à la mine patibulaire et au regard douteux à pénétrer dans l'enceinte de la banque...

Toujours 25% d'horribles misogynes

- "*Un Français sur quatre pense qu'il faut privilégier l'emploi masculin en temps de crise*" - L'Express.fr

Réflexe normal, il est mieux rémunéré ! Pas très fûtés à L'Express !

- Accusé d'inciter au tourisme sexuel, Adidas retire des tee-shirts douteux - Le Monde.fr

J'ai vu les photos, rien de choquant en réalité, pas de corps dénudés, pas de seins, pas de fesses, pas de positions ou de propos suggestifs non plus, c'est misérable.

Leur propagande idéologique se situe décidément au-dessous du niveau de la ceinture, c'est à croire que dans leur milieu on ne doit plus compter les frustrés et refoulés sexuels, les mal baisées, les frigides et autres impuissants, à moins qu'ils se vengent de leur sénilité précoce ou congénitale qui du cerveau est descendue bien bas.

Lobbying des empoisonneurs. Mauvaise affaire...

- La cigarette électronique a fait reculer le tabagisme - Liberation.fr Peut-être qu'on apprendra dans 10 ans que cette "*cigarette électronique*" n'était pas sans effets secondaires à long terme ...

... conséquence

- Un rapport du Sénat préconise une hausse du paquet de cigarette à 11,30 euros en 5 ans - Public Sénat

Intox

- Le FMI appelé à s'attaquer à la montée des inégalités - AFP

- Ayrault mise sur le pacte pour faire reculer le chômage - LePoint.fr

Un lapsus révélateur.

2013, année record des dividendes : pourquoi la réalité est bien plus complexe qu'une victoire par chaos du capital sur le travail - Atlantico.fr

Ils ont confondus K.O. et chaos, celui que leurs maîtres s'emploient à créer au Venezuela, en Ukraine, au Liban, en Syrie par exemple. Ils ne se relisent pas, ils sont encore plus mauvais que moi ! C'est celà les réacs, on les aura par K.O !

Le Point de la réaction.

- Nouveau triste record avec 8 900 chômeurs de plus en janvier ! - LePoint.fr

Pure hypcocrisie !

- Démission de Natacha Polony : la vraie raison - LePoint.fr

Alors, "*chère Natacha, on est bien triste...* " LePoint.fr 26.02

- Ukraine : Washington met en garde Moscou contre une intervention militaire - LePoint.fr

- Airpocalypse sur Pékin - LePoint.fr

Au regard du nombre de Chinois, c'est au moins un crime contre l'humanité, l'équivalent de l'holocauste, non, il n'existe pas de comparaison possible. Apocalysme now, cela vous dit quelque chose ? La guerre du Vietnam que vous avez perdu...

Quel bonheur de vivre sous une dictature, soyez gais !

- Un juge invalide une loi interdisant le mariage homo au Texas - Libération.fr

- Aux Etats-Unis, le soutien au mariage gay au plus haut - L'Express.fr

- Etats-Unis : le soutien au mariage gay s'est spectaculairement accru - LeMonde.fr

Le vieux monde

- Meurtre d'un soldat en plein Londres : 45 ans et prison à vie pour les deux coupables - Francetv info

- Ouganda: Kerry compare la loi anti-homosexualité aux lois nazies - AFP

On se disait bien que le régime d'Arabie saoudite que vous choyez tant monsieur Kerry (et Hollande) avait des relents nazis...

- L'Otan veut une Ukraine "*souveraine, indépendante et stable*" - AFP

L'Otan "*veut*", autrement dit les Ukrainiens n'ont pas le droit de décider de leurs propres sorts. L'Otan veut une Ukraine "*stable*, alors qu'elle est à l'origine du chaos actuel. L'Otan veut une Ukraine "*souveraine*" au sein de l'UE, l'UE ou la négation de la souveraineté des nation. L'Otan veut une Ukraine "*indépendante*" dont elle aurait le contrôle. Comme en Syrie, quoi ! A bas l'Otan !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le bas (de laine) pour les uns, le haut en guise de cauchemar pour les autres. Il faut bien se répartir les rôles, non ?

- Le chômage a poursuivi sa hausse en janvier - Reuters

Selon les chiffres publiés mercredi par le ministère du Travail, le nombre de chômeurs en catégorie A, sans la moindre activité, a ainsi atteint 3.316.200 en France métropolitaine, un nouveau record, soit 8.900 de plus qu'en décembre.

En ajoutant les catégories B et C, les personnes qui ont exercé une activité réduite, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a progressé de 0,5%, soit 23.600 personnes, pour s'élever à 4.929.900 en métropole et 5.228.800 en incluant les départements d'Outre-mer.

Sur un an, la hausse est de 4,4% pour la catégorie A en métropole et de 5,3% pour les catégories A, B et C.

"*La nouvelle progression des embauches en janvier, la bonne tenue de l'intérim depuis un an ou encore les perspectives de reprise de l'activité sont autant de signes que l'année 2014 permettra de renouer durablement avec les créations d'emploi*", déclare le ministère du Travail dans un communiqué. (Une pure illusion sémantique en guise de méthode Coué : "*nouvelle progression*"... du chômage ; "*bonne tenue*"... du chômage ; "*reprise*"... ou plutôt confirmation de la hausse du chômage ; "*créations d'emploi*"... insuffisantes pour faire refluer le chômage, ah la réalité ! - ndlr)

"*Il faut encore persévérer pour faire reculer durablement le chômage dans notre pays*", a dit le Premier ministre. "*C'est en ce sens que le pacte de responsabilité (...) doit être mis en oeuvre le plus rapidement possible, c'est ma responsabilité comme chef du gouvernement de mobiliser.*" (A l'entendre, le chômage aurait "*reculé*", resterait à "*persévérer*" pour que ce recul soit "*durable*", alors que le chômage de masse est installé en France "*durablement*" depuis des décennies. - ndlr)

"*La France est en train de repartir, c'est le moment de passer la surmultipliée*", ont dit dans un communiqué

Annick Lepetit et Thierry Mandon, porte-paroles du groupe PS de l'Assemblée. Reuters 26.02 (Ils ont réclamé la mise en oeuvre rapide du Pacte de responsabilité... pour "*surmultiplier*" la précarité et le nombre de travailleurs pauvres. - ndlr)

- Le chômage augmente encore en janvier, le gouvernement espère une baisse fin 2014 - Public Sénat

Ils feraient mieux de ne pas préciser la fin de quelle année !

- Michel Sapin : « *Tant que le chômage ne recule pas, c'est que ça ne va pas* » - LeMonde.fr

Il s'en fout quoi !

Le chômage otage du patronat : il faut les abolir !

- Assurance chômage: le patronat veut supprimer le régime des intermittents - AFP

- Les étudiants infirmiers "*pris en otages*" par les cliniques privées - LePoint.fr

Redoutant une baisse de leurs tarifs, les établissements privés refusent de prendre les élèves infirmiers en stage à partir du 1er mars. LePoint.fr 26.02

Heu, comment dire... On vous le dit ou pas ?

Ceci...

- Circulation: Journée noire sur le chemin des stations de ski ce samedi - 20minutes.fr

... explique peut-être cela...

- Enquête «*Génération quoi?*» : Pourquoi la colère des jeunes ne donne pas lieu à une révolte - 20minutes.fr

... mais encore...

- La génération Y ne croit plus à l'ascenseur social : pourquoi la réalité est probablement bien pire que tout ce qu'elle peut imaginer - Atlantico.fr

... et encore...

- Pour 67% des Français, la situation économique va s'aggraver en 2014 - AFP

... et encore...

- Les Français pessimistes sur la cohésion sociale de la France dans 10 ans - L'Express.fr

... mais ils ne vous ont pas tout dit.

Bon, vous aurez compris que c'est foutu, ils acceptent leurs conditions et puis voilà. Sauf que, ce n'est pas vraiment ce qui est ressorti de l'enquête dont il était question plus haut, mais plutôt l'inverse.

- Génération «*perdue*», «*désabusée*», sentiment d'être «abandonné par la société»… Les 215.000 participants de l'enquête «*Génération quoi?*» de France Télévisions menée auprès des 18-34 ans livrent un portrait particulièrement sombre de leur génération. Majoritairement optimistes sur leur avenir individuel (à 60%), ils sont pourtant 47% à penser que leur vie sera pire que celle de leurs parents. A la question «*demain ou dans les prochains mois, participerais-tu à un mouvement de grande ampleur ?*», ils sont même 61% à avoir répondu oui malgré la diversité de leurs situations (intérim, chômeur, CDD, stage, étudiant et CDI).

«*Ce résultat sur le potentiel de révolte m'a surpris*", confie Camille Peugny, sociologue à l'Université Paris 8, qui a analysé les résultats avec Cécile Van de Velde, sociologue à l'EHEES. «*Même si répondre " oui " à ce type de question ne coûte pas cher,*

cela montre une vraie colère. Les jeunes ont le sentiment de piétiner au seuil de la société, et que les deux principales voies de mobilité sociale - l'école et le travail - ne récompensent pas leurs efforts. Le couvercle de la cocotte-minute commence à se soulever. Il suffit d'un déclencheur».

(Sarkozy président) La colère se concentrait alors sur un visage connu et identifié. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, rendant encore plus difficile toute mobilisation. 90% des jeunes interrogés considèrent que la finance dirige le monde. Mais comment se révolter face à des «*adversaires*» aussi abstraits que la finance ou la mondialisation?

La naissance d'une révolte étant «*imprévisible*», nul n'écarte cependant cette possibilité dans les mois à venir. 20minutes.fr 26.02

En l'absence de toute perspective politique pour en finir avec le régime et d'un parti révolutionnaire vers lesquels les masses pourraient se tourner, ce constat auquel ils se livrent complaisamment à pour fonction de démoraliser encore plus les masses et les contraindre à admettre la situation telle qu'elle, afin qu'elles ne cherchent pas s'il existerait une voie pour en sortir, qu'elles ne posent pas cette question et se contentent du sort qui leur a été réservé.

Cela fait partie de la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs, histoire de leur briser un peu plus le moral, de les achever, et comme aucun parti n'entend relever ce défi sur ce terrain-là, ils ont le beau rôle, les conclusions de cette enquête étant du domaine de la provocation. Car ils savent bien que les jeunes et les travailleurs sont désorientés ou désarmés politiquement face à "*des «adversaires» aussi abstraits que la finance ou la mondialisation*", la situation leur étant présentée de la sorte, évidemment ils ne peuvent qu'en conclure à leur impuissance pour les combattre.

Mais si maintenant on s'emploie à leur expliquer que leur ennemi est en réalité à portée de mains, dans leur propre pays, qu'on les aide à démasquer ou à identifier leurs représentants, tous leurs représentants, à comprendre quels rapports il existe entre eux et avec les institutions, en quoi consiste la crise du capitalisme qui est à l'origine des difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement ou qui s'oppose à la satisfaction de leurs besoins, qu'effectivement il ne peut exister aucune issue politique conforme à leurs intérêts dans le cadre du régime en place, que s'acharner à vouloir en trouver une dans ce cadre-là ou à réformer, aménager le capitalisme repose sur une illusion, constitue le plus puissant facteur de démoralisation qui soit, qu'ils doivent se situer sur un autre terrain de classe, indépendant de celui du capitalisme, que contrairement à l'idée qu'on veut absolument leur imposer, c'est leur droit le plus absolu de contester l'existence du capitalisme, car leurs droits sont parfaitement légitimes contrairement à ceux du capitalisme dont la survie rime avec chômage, précarité, pauvreté, guerres sans fin en France et partout dans le monde, capitalisme qui peut se maintenir en place uniquement parce que les travailleurs sont atomisés dans la société, divisés, leurs représentants officiels corrompus ou acquis au capitalisme, qu'il suffirait qu'ils en prennent conscience, qu'ils se rassemblent dans un puissant parti socialiste révolutionnaire afin de mener ce combat pour venir à bout de tous les obstacles qui se dressent sur la voie qui mène à leur émancipation du capital, au renversement du régime en place, pour que cet objectif soit tout à fait réalisable, car il n'existe aucune force capable de s'opposer à la mobilisation révolutionnaire de dizaines de millions de travailleurs, ce n'est pas une idée farfelue ou une utopie, c'est la seule alternative politique au capitalisme, le socialisme.

Contrairement à ce qui est écrit dans cet article complaisant envers le régime, la finance ou la mondialisation ou plutôt le mondialisme ne sont pas les jeunes et les travailleurs des «adversaires», mais leurs ennemis, dès lors ils n'ont rien d'"abstraits", ils incarnent le vieux monde pourri bien concret qu'il est urgent de balayer.

Le "***moi président***" du Bonaparte de service pourrait être balayé par le "***nous***" des masses unies contre le régime.

- Méprisés, les 18-25 ans songent à la révolte - lefigaro.fr 26.02

61% des jeunes affirment qu'ils seraient prêts à participer à un mouvement de révolte «*type Mai-68*».

Le taux de réponse est similaire quels que soient le statut social et la situation professionnelle. Même les jeunes en CDI, et donc perçus comme «*tirés d'affaire*», sont 54% à se dire prêts à se mobiliser. Pour les sociologues, le fait que cette génération soit la plus éduquée que la France ait connue la rend extrêmement consciente et critique sur sa situation. Pour le moment, elle est résignée et fait le dos rond en attendant qu'après le tunnel des stages et des CDD s'ouvre le chemin de la stabilisation professionnelle. Mais «*si rien ne bouge ... il suffit d'une étincelle*», préviennent les sociologues. «*Un "nous" pourrait se former, si les diplômés étaient rejoints par les jeunes en désespérance sociale*.» lefigaro.fr 26.02

Ce constat est intéressant à plus d'un titre, il confirme en partie la stratégie que nous préconisons, en vain. Etre "*éduqué*" ne signifie rien en soi, c'est juste un potentiel qui existe et qui reste à exploiter, à diriger dans la bonne direction, cela ne suffit pas à faire un idéal. Quant à être conscient, de quoi, on peut interpréter sa situation ou la situation de bien des manières sans pour autant se départir de l'individualisme ou s'apercevoir forcément des ravages que l'idéologie dominante a causé dans notre mode de pensée ou de quelle façon elle l'a façonné.

La menace, le danger extrême serait effectivement qu'à un moment donné les couches supérieures et les moins favorisées

des masses se rassemblent contre le régime, mais sans direction politique cette mobilisation sera vouée à l'échec, cependant cela pourrait être l'occasion de construire le parti qui nous fait tant défaut, à condition de ne pas s'y prendre comme les autres fois...

Quand nos camarades prendront-ils conscience de la nécessité du combat sur le plan idéologique, c'est la question qu'on se pose. Parfois il nous arrive de perdre patience et de nous emporter parce qu'on piétine et qu'il y a urgence à aller de l'avant. Qu'ils se mettent un instant à notre place, en Inde si vous voulez, on pense à la multitude qui quotidiennement souffrent terriblement et est sacrifiée à travers le monde, on en a les tripes qui se tordent de douleur, on se désole, ils n'ont pas le temps d'attendre, certaines questions doivent être réglées en priorité et celle-ci en fait partie.

Haut de page

Le 28 février 2014

CAUSERIE

Les 30 nouveaux articles seront mis en ligne demain, plus le temps aujourd'hui. La page Articles d'actualité a été actualisée.

On ne doute pas un instant que les lecteurs et militants qui ont appelé un jour à réaliser le front unique avec le PS, à voter pour le PS, et qui pour certains le feront encore demain et ne manqueront pas de voter pour le candidat du PS resté en lice au second tour des municipales dans leur circonscription pour "*battre la droite*", apprécieront à sa juste valeur le soutien que le PS a apporté ces derniers jours aux partis nazis, néo nazis, antisémites revendiqués, ultranationalistes en Ukraine au côté d'Obama et de l'Otan.

On comprend que la potion soit amère et difficile à digérer. La véritable nature du PS apparaît au grand jour et c'est très bien ainsi. Vous avez encore en mémoire comment nous avons chargé la barque depuis que Hollande est élu, plus d'un a dû estimer que j'exagérais ou que j'en faisais trop, vous avouerez au regard des derniers événements ou à la lecture des articles figurants dans cette page que j'avais au contraire fait preuve de mesure, j'avais quand même pris la précaution de prévenir les lecteurs que le PS renouvellerait un jour prochain ses épouvantables exploits passés, on n'a pas attendu bien longtemps pour qu'il le confirme.

Certains le regretteront et on comprend parfaitement pourquoi, mais bon, il arrive toujours un moment dans la vie où les choses ne se passent pas tout à fait comme on l'aurait souhaité, et où la réalité vous rattrape et que ce soit très désagréable, sauf si on se décide enfin à la regarder en face et à rompre avec cette mauvaise habitude qui consiste à la travestir des oripeaux du dogmatisme et de l'opportunisme.

Rompre avec le PS, les appareils des syndicats, les institutions, le capital, il n'y avait pas d'autre voie hier, notre salut, notre cause en dépend.

Il faut rectifier notre conception de la lutte des classes au pus vite, tout faire pour élever le niveau de conscience politique des masses, on a abordé cette question hier, mais j'ai oublié un point essentiel.

On en est resté à la formule obsolète ou archaïque selon laquelle la conscience des masses progresserait en fonction de leur participation à la lutte des classes, ce qui est vrai en partie seulement, beaucoup moins qu'on ne le pense si on prend en compte les transformations de la société depuis les 5 ou 6 dernières décennies. De plus, seule une infime minorité des masses y participent. Or il faut nous adresser à l'ensembles des exploités. Il faut pénétrer dans chaque foyer, il faut que chaque travailleur ou famille à notre portée sur notre localité dispose d'éléments leur permettant de comprendre la situation, ce qui va bien au delà de la simple diffusion sur un marché ou devant une boîte à six heures du matin, d'une discussion improvisésur un bout de trottoir ou dans un bistrot. Cela nécessite de réorganiser résolument et de manière cohérente (et financièrement) le militantisme en fonction de cet objectif. Je pense à la distribution d'un texte ou d'une lettre qui leur est adressé semaine après semaine, ponctué d'appels à des réunions auxquelles ils participent ou non au départ, mais auxquelles ils viendront un jour, par exemple au profit d'un événement qui vient de se produire et qui les a marqué ou qui les questionne. Cela ne nécessite pas de gros moyens ou des moyens organisationnels nouveaux, pas besoin d'activisme non plus qui épuise inutilement les militants et finit par les décourager. La tournée des boîtes aux lettres comme le fait un facteur par secteur ou quartier, une réunion programmée par semaine ou tous les deux semaines, les militants et surtout les cadres qui y participent se relayant pour que personne ne s'épuise à la tâche, terminée l'époque ou les militants font office de figurants lors de réunions ou remplissent les cars au forceps pour se rendre à des meetings. Entre temps des prises de contact ou le suivi des contacts constitue le second volet de l'activité des militants, leur troisième est consacré à leur propre formation et le quatrième à leur réunion de cellule ou de section.

Sur Internet ou au moyen de portails indépendants, les travailleurs peuvent prendre connaissance d'un certain nombre de données ou d'analyses, mais force est de constater qu'aucun ne débouche sur une action pratique sérieuse et cohérente, ne se traduit en terme d'organisation, c'est ce qu'un parti doit absolument leur proposer. Cela vaut le coup d'essayer, de vérifier qu'une partie des masses est plus "*éduquée*, plus "*consciente*", si telle est vraiment le cas, elles ne devraient pas tarder à se manifester,

attention, seulement si on trouve le discours approprié qui les met en confiance, qu'elles n'aient pas la mauvaise impression une nouvelle fois qu'on veut les manipuler ou les conditionner, que le but du jeu est d'avancer ensemble, de se rassembler, de bâtir les conditions qui permettront de changer réellement la société.

Il existe dans le pays des centaines de milliers ou des millions de travailleurs plein de bonne volonté et déterminés auxquels correspond cette perspective et qui n'attendent qu'une chose, qu'on soit capable de s'adresser à eux aussi simplement pour prendre leur destin en mains, si tel n'était pas le cas notre combat n'aurait plus aucune sens et serait perdu d'avance.

Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer dans de précédentes causeries, n'adhérant pas d'emblée au programme de la révolution socialiste, il ne faut pas brusquer les choses, il faut leur proposer une forme d'association ou d'organisation suffisamment souple ou non contraignante pour qu'ils puissent s'exprimer et participer à notre combat, à côté du parti qui lui doit être bâti sur les principes du léninisme. On ne se forge pas un idéal en huit jours, on ne peut pas comprendre la complexité et la diversité des rapports qui existent dans la société au bout de quelques réunions, il faut laisser le temps à chacun de progresser à son rythme, de réfléchir, de mûrir, forcer les choses ou chercher des raccourcis ne mène à rien, on en a fait l'expérience une multitude de fois, maintenant il faut arrêter et repartir sur de bonnes bases. Si on en a la volonté, c'est possible.

A titre individuel on est confronté à cette alternative tout au long de notre vie, à titre collectif c'est la même chose, c'est la question que doivent se poser nos dirigeants, que les cadres et les militants doivent se poser, fraternellement. Franchement, on se fout éperdument de savoir qui a commis des erreurs, qui avait raison ou tort ou je ne sais quoi, ce qui importe aujourd'hui c'est de sortir du cycle infernal dans lequel nous sommes pris et qui conduit fatalement à une impasse et à la défaite. Les masses ne renoueront pas avec l'espoir qu'il est possible de changer la société sur un dogme ou du vent, il faut en prendre conscience. Si on s'y refuse, nous courons à notre perte.

Un témoin au-dessus de tout soupçon. .

- Un perroquet aide à arrêter un meurtrier présumé en Inde - Francetv info -

A Agra, dans le nord de l'Inde, l'un de ces oiseaux connus tant pour leur plumage que pour leur bavardage a permis d'arrêter le meurtrier présumé d'une femme de 55 ans, tuée et délestée de ses bijoux, fin février, a-t-on appris, jeudi 27 février.

Les proches de la victime ont commencé à avoir des soupçons en voyant que le perroquet s'agitait dans sa cage à chaque fois que le neveu de la victime, prénommé Ashutosh, apparaissait, ou lorsque son nom était cité. La puce à l'oreille, la famille a transmis l'étonnante information à la police, qui a retrouvé les bijoux volés au domicile de l'homme.

"*Le neveu, qui portait en outre sur une main la trace d'une morsure du chien de sa tante, a été arrêté et inculpé mardi de meurtre par arme à feu*", ont indiqué les autorités locales. Et le responsable de la police d'Agra de reconnaître : "*Le perroquet nous a apporté beaucoup d'aide alors que nous partions de zéro.*" Francetv info 27.02

ACTUALITE EN TITRES

Casino et mafias

- Janet Yellen rassure Wall Street, clôture record pour le S&P - Reuters

- Socgen paie 122 millions pour clore des poursuites aux USA - Reuters

- Allianz augmente son dividende de près d'un cinquième - Reuters

Peut mieux faire !

- Hausse de 6% du bénéfice annuel de British American Tobacco - Reuters

- Le paquet de cigarettes à 11,30 euros dans 5 ans ? - Le Nouvel Observateur

Vive la compétitivité par le vide !

- Qantas taille à la serpe dans ses effectifs - Liberation.fr

La compagnie aérienne australienne Qantas a annoncé jeudi la suppression de 5 000 emplois sur 32 000. «*Nous aurons une compagnie meilleure et plus compétitive*», dit le PDG, Allan Jones. Liberation.fr 27.02

Résistance passive.

- Assurance chômage: les intermittents mettent la pression sur le Medef - AFP

- Assurance chômage: La CGT appelle à manifester ce jeudi en opposition aux propositions du Medef - 20minutes.fr

- Mory Ducros : Montebourg appelle toutes les parties à la "*sagesse*" - LePoint.fr

Plus de 2.500 salariés resteraient sur le carreau si j'ai bien compris, alors qu'ils s'arment et se pointent tous ensemble au siège de Mory Ducros pour exiger le maintien de leurs emplois, à un moment donné face à la violence qu'on veut leur imposer, c'est faire preuve de "*sagesse*", non ? Je croyais, le gouvernement a bien dit que c'était légitime à Kiev, non ?

Intox.

- "*S'auto-licencier*" va-t-il devenir moins risqué? - lexpress.fr

- L'Assemblée veut accélérer le traitement de ruptures de contrats au prud'hommes - 20minutes.fr

Certains salariés exédés prennent acte de la rupture de leur contrat de travail par la direction et décide de quitter l'entreprise qui les employait, ensuite ils se tournent vers les prud'hommes pour exiger des indémnités, or ils doivent attendent souvent des années avant que leur affaire soit traitée, le législateur voudrait réduire cette durée intolérable, sauf qu'en cas d'appel de l'entreprise ou de difficulté dans le dossier pour établir les responsabilité leur affaire pourrait être rejugée plus tard, en fonction de l'agenda des prud'hommes et comme ils sont engorgés, ils attendront toujours aussi longtemps.

Prenez comme modèle la bouillabaisse en y ajoutant quelques crabes !

- Municipales : comment choisir les bons ingrédients pour composer votre liste - Francetv info

Parole de sioniste.

- A Toulouse, Valls met en garde contre « *l'antisémitisme virulent* » - AFP

Toulouse ou le temple de la franc-maçonnerie, destination très prisée des dirigeants et des ministres PS (notamment).
Les antisémites, ce sont ceux qui mènent la guerre contre le peuple sémite palestinien...

Opposer l'un à l'autre, ne serait-ce pas la stratégie du gouvernement et du patronat ?

- Le chômage, préoccupation majeure des Français Francetv info

- Les Français moins inquiets pour leur pouvoir d'achat AFP

C'est la crise, alors ne soyez pas trop exigeant, comprenez qu'on ne peut pas avoir à la fois un emploi et un salaire qui vous permette de vivre décemment, il faut choisir entre rester au chômage indéfiniment ou accepter l'emploi qu'on vous propose avec un salaire de misère et des conditions de travail insupportables à la clé, c'est mieux que rien, non ?

Les prédateurs-dictateurs à l'affût.

- Le FMI va engager des discussions sur un plan d'aide à l'Ukraine - AFP

- Le Parlement chypriote rejette le plan de privatisations - Reuters

Pas de critiques, s'il vous plaît : c'est conforme au nouveau culte de la consommation!

- Le Vatican est le plus gros consommateur de vin au monde - Atlantico.fr

Attention tout de même, le vin est aphrodisiaque, pour tenir la rime on peut ajouter paradisiaque ! C'est très terre à terre, il faut

en convenir, les anges volent bas...

ACTUALITÉ DU JOUR

Il faut sauver le soldat Hollande. Le Point (BHL-Besson-Giesbert) vote PS aux municipales et aux européennes.

- Copé accusé par Le Point de favoritisme au détriment de l'UMP - AFP

- Copé nie en bloc avoir favorisé des proches - LeFigaro.fr

- Copé s'enfonce dans la théories du complot - Liberation.fr

- Affaire Copé : Nicolas Sarkozy a-t-il été grugé ? - Le Nouvel Observateur

- Copé et les soupçons de surfacturation: «*Tout le monde savait*», selon un député UMP - 20minutes.fr

Le Point n'a pas hésité à faire appel à "*un interlocuteur rue de Solférino*" (siège du PS) où il compte de nombreux amis n'en doutons pas, à qui il a présenté des "*bordereaux d'Events*" et qui a confirmé des "*surcoûts*". Events and Cie est la filiale événementielle de Bygmalion créée en 2008, une agence de communication fondée par deux intimes de Copé, Bastien Millot, qui fut son directeur de cabinet à Meaux (ville dont il est le maire) et Guy Alvès, son ancien chef de cabinet à Bercy, quand il était ministre du Budget (2004-2007)..

"*Events and Cie aurait empoché au moins 8 millions d'euros durant la campagne de 2012*" de Nicolas Sarkozy, en "*charge(ant) la mule sur certaines prestations facturées à l'UMP hors appel d'offres*", affirme Le Point.

Pour enfoncer le clou ou pendre au croc du boucher Sarkozy et son acolyte Copé...

Le Point évoque également "*le mystère sur l'origine des fonds*" de Bygmalion, un "*investisseur fantôme*", Emmanuel Limido, qui "*utilise une SARL luxembourgeoise*", a racheté le club de foot de l'AJ Auxerre, gère un fonds d'investissement "*largement abondés par les Qatariens*"....

"*C'est un papier de commande*", a réagi Bastien Millot sur Europe 1, où il assure une chronique quotidienne, en dénonçant des "*amalgames*", des "*rumeurs*" et des "*affabulations*". "*S'il y a lieu d'attaquer, j'attaquerai*".

Dans Le Point, il est également question de la vente à des Qatariens de deux biens immobiliers d'Etat à Paris, l'hôtel Kinski et le centre Kléber, du temps où M. Copé était à Bercy, avec l'implication de M. Limido pour la vente de ce dernier. AFP 27.02

Copé a décidé de porter plainte pour diffamation contre Le Point, qui leur a servi la soupe pendant le règne de La Talonnette !

Bref, Le Point, principal magazine en France fer de lance du néolibéralisme et du sionisme s'est assuré les services du PS avant de lancer cette offensive contre l'UMP à un mois des élections municipales.Qui peut douter un instant de ses intentions ?

En complément.

- Un ex-conseiller ministériel UMP devenu acteur porno - Le Nouvel Observateur

La guerre est la continuité de la politique sous une autreforme, dorénavant il faudra ajouter la pornographie !

Stratégie néolibérale. Guerre idéologique. Eugénisme. Communautarisme.

- Santé: La qualité du sperme des Français décline plus fortement dans certaines régions - 20minutes.fr

En décembre 2012, déjà, le docteur Joëlle Le Moal de l'InVS avait publié dans Human Reproduction les résultats d'un travail portant sur 26.000 hommes. Ils faisaient partie de couples ayant participé à un programme d'assistance médicale à la procréation (AMP), entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 2005. L'étude avait montré «*une diminution significative et continue de la concentration du sperme atteignant 32,2 % sur la période étudiée*». Pour un homme de 35 ans, la concentration

moyenne passait de 73,6 millions de spermatozoïdes par millilitre (ml) de sperme en 1989 à 49,9 millions/ml en 2005.

Mais, cette fois, le phénomène a été analysé au niveau des régions par une équipe mixte issue de l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). 20minutes.fr 27.02

Ils devraient les féliciter, ils sont sur la bonne voie !

- Infidélité : les Français et les Italiens sont les champions européens - LePoint.fr

La preuve.

- Devrait-on être obligé de s'entendre sur son divorce avant de se marier ? - Libération.fr

Pourquoi les blâmer alors ?

Je rigole car le mien était inscrit dès le premier jour de notre rencontre, mais je l'ignorais, je parle de mon ex-épouse. C'est le genre de trucs qu'on n'imagine pas, c'est con... Non, vaut mieux pas, sinon à quoi bon s'engager à partager notre vie avec une compagne ou un compagnon.

Mais alors où veulent-ils en venir avec ce genre d'articles ? Et bien justement là, à ce que vous vous posiez cette question pour rendre toute union impossible ou encore plus fragile, suspecte, on a à faire avec des spécialistes (manipulateurs) en schizophrénie. Mais pourquoi ? Bordel, il faut vous faire un dessin à la fin, parce qu'ils veulent que chaque individu dans la société soit atomisé, individualisé au maximum, se sente le plus seul ou isolé possible, le plus faible et fragile possible de ce fait, sans liens, sans repères, sans rapports solides avec quiconque, entièrement livré ou à la merci de leur société totalitaire, sans identité ou personnalité, pigé ? Parvenu à ce stade, votre compagne ou votre petites amies sont au mieux des adversaires, des concurrents, au pire des ennemis. C'est démoniaque, cynique, tordu comme truc, bien pire que cela en réalité.

Mais c'est un véritable cauchemar une telle société ? Assurément, on s'en rapproche un peu plus chaque jour, comment, vous ne l'auriez pas observé ? Tout rapport ne vaut qu'à partir du moment où il m'apporte, non excusez-moi, me rapporte quelque chose, me permet d'accroître mon potentiel, mon pouvoir personnel dont ma situation dépend entièrement, sans lequel je n'existe pas, que je cède quelque chose ou que je sois perdant dans des rapports avec quelqu'un et je suis bon pour une cure de réhabilitation...

Voyez où ils en sont rendus, un mot de trop ou de travers et vous voilà excommunié, banni, promis au pilori, jeté en pâture à l'opprobe publique, condamné à expier vos péchés jusqu'à la fin de vos jours, vous ne méritez même pas d'exister. Quand demain dans la société qu'ils nous promettent tous les droits seront individualisés et l'ensemble de la population entièrement sous contrôle de ce fait, au moindre faux pas et vous serez rejeté du système dont votre survie dépend totalement, pour travailler, vous loger, vous alimenter, vous vêtir, vous soigner, vous déplacer, communiquer, vous informer, etc. soit vous rentrerez docilement dans le rang, soit vous serez éliminé tout simplement, puisque vous ne pourrez plus vous prévaloir d'aucun droit collectif une fois qu'ils auront disparus, vous serez entièrement à leur merci.

Normal, elles sont sadomasochistes pour entrer dans l'armée !

- La Défense lance une enquête sur les violences sexuelles contre les femmes dans l'armée - Liberation.fr

C'est histoire de brouiller les pistes.

- Les Belges adoptent le double nom de famille - LeMonde.fr

Au fait, Jean Dutour épouse Camille Ronsart, leur fille va s'appeler July Dutour-Ronsart. Quand elle va se marier à son tour à René Lapointe, elle va ajouter le nom de son époux au sien et s'appeler July Dutour-Ronsart-Lapointe. Et quand elle aura à son tour une fille, Emilie, lorsqu'elle épousera Claude Tanguy, Emilie ajoutera à son tour le nom de son époux au sien, elle s'appellera désormais Emilie Dutour-Ronsart-Lapointe-Tanguy. Arrivée 10 générations plus tard, si la civilisation humaine existe encore, la dernière fille mariée se nommera Michelle Dutour-Ronsart-Lapointe-Tanguy-Pinceau-Bourget-Gayou-Barthe-Pinot-Calas...

Mais bon, il y a peut-être quelque chose qui m'échappe ?

Stratégie du chaos, déstabilisation, dictature mondiale.

- Ukraine: Washington et l'Otan exhortent Moscou à éviter l'escalade - AFP

- Ukraine : la Suisse gèlera les éventuels fonds de Ianoukovitch - LePoint.fr

- Loi antihomosexualité : la Banque mondiale suspend un prêt à l'Ouganda - LeMonde.fr

Les masses ougandaises, qui à notre connaissance n'ont pas davantage qu'en France ou ailleurs un penchant pour l'homosexualité seront les premières victimes de cette mesure. Et qui devront-elles remercier ?

La gauche et l'extrême gauche qui ont participé à l'instrumentalisation de l'homosexualité au côté d'Obama et Hollande... On est les alliés de qui on peut ! La fuite en avant dans l'opportunisme tourne au ralliement au camp de l'ennemi. Calomnie ? Non, un simple constat que chacun peut faire à condition de faire preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, ce qui fait le plus défaut à la gauche et à l'extrême gauche.

- Etats-Unis: plaidoyer d'Obama pour les jeunes des minorités - AFP Washington dénonce la répression des manifestations démocratiques Jo Biddle - AFP

- Le Pentagone commande à Boeing 16 avions-espions - LeMonde.fr

- Espagne: les députés votent la loi restreignant la justice universelle - AFP

- Arrivée en Centrafrique de 400 renforts français - Liberation.fr

- Des attentats font 52 morts en Irak - Reuters

- Nigeria: au moins 37 tués dans trois attaques de Boko Haram dans le nord-est - AFP

- Somalie: au moins 7 morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Mogadiscio - AFP -

- Venezuela : le chavisme sur la sellette - LePoint.fr

- Corée du Nord : l'atroce témoignage d'un ancien garde de camps - LePoint.fr

- Un économiste ouïgour risque la peine de mort en Chine - LeFigaro.fr

- Au Japon, «*la droite nationaliste sait qu'elle a un ami au pouvoir*» - Liberation.fr

Nationaliste... et militariste.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Un second enregistrement attribué à Erdogan publié sur YouTube - Reuters

Un second enregistrement audio, présenté comme étant la voix du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan demandant à son fils de ne pas accepter une certaine somme d'argent pour la conclusion d'un accord mais d'exiger un montant supérieur, a été mis en ligne mercredi sur YouTube par un anonyme.

Aucun nom de société n'est mentionné dans l'enregistrement diffusé mercredi mais la voix censée être celle de Bilal Erdogan fait référence à un certain "*M. Sitki*" et dit que celui-ci ne peut mener à bien une transaction.

Un texte accompagnant l'enregistrement audio YouTube dit qu'il s'agit de Sitki Ayan, le président de la société Turang Transit Tasimacilik dont le siège est à Istanbul.

S'il existe des liens enter la société Turang ou son président et la famille Erdogan, ils ne sont pas connus.

Reuters a appelé les bureaux de Turang, mais il n'y a pas eu de réponse ce mercredi soir.

Selon son site web, Turang a obtenu en 2010 une licence pour construire une partie d'un pipeline devant transporter du gaz iranien et turkmène vers l'Europe via la Turquie,

Elle a reçu en décembre des aides de la part du gouvernement notamment sous forme d'exemptions fiscales sur ses investissements à hauteur de 11,5 milliards de livres (3,7 milliards d'euros), selon le site internet du ministère de l'Economie. Reuters 27.02

2- Ukraine

- Rapprochement Poutine/Hezbollah : la riposte d'Israël. - french.irib.ir

Des sources israéliennes reconnaissent l'ingérence du Mossad dans la grave crise politique qui secoue l'Ukraine. " *La demande d'aide du président des Association juive européenne a constitué un prétexte saisi par Israël qui s'est directement et officiellement ingéré dans la crise*", a-t-on appris de Qodsana.

Le rabbin Menagem Margolin, président des Associations des juifs européens a demandé dans une lettre à l'adresse du premier ministre du régime sioniste Benyamin Netanyahu la présence des forces de sécurité israélienne en Ukraine au motif d'assurer la sécurité des juifs ukrainiens. Une dernière évolution fait état de la prise par des assaillants armés du parlement de Crimée , grande province de l'est de l'Ukraine. french.irib.ir 27.02

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2014

CAUSERIE

39 nouveaux documents mis en ligne ce matin, il était 5h à Paris 9h30 ici en Inde.

J'ai formaté les adresses de ces fichiers dans la bonne humeur, il faut bien, en écoutant le dernier concert qu'avait donné Joe Satriani à Paris, en 2010. Il vous avait gâté, Just wanna rock, quel talent, quelle créativité, quelle envolée lyrique, quelle maîtrise du son, quelle générosité aussi, de quoi couvrir les bruits de bottes de la pire réaction qui résonnent de Kiev à Caracas soutenue par la pourriture qui gouverne la France et les morpions de gauche et d'extrême gauche qui lui servent de caution, Front de gauche, NPA et LO, sans oublier la vermine Berger, Le Paon et consorts...

Mener la guerre idéologique (politique) sur tous les fronts, démonter la propagande officielle relayée par le matracage médiatique quotidien, une impérative nécessité, une priorité absolue, qui en douterait encore ?

Qu'est-ce qui me motive encore ? La volonté de participer à ce combat et de le gagner, de vaincre. L'impossibilité de me taire, le refus de laisser le champ libre à des partis qui parlent en notre nom mais qui en réalité défendent le régime en place, je ne leur reconnais aucune légitimité pour me représenter, d'où l'irresistible besoin de m'exprimer d'une manière ou d'une autre.

Tous ont légitimité Hollande et le PS, aujourd'hui, mais hier aussi, depuis des lustres, Hollande et le PS qui soutiennent sous nos yeux un coup d'Etat orchestré par Washington et Bruxelles, l'Otan et la CIA, le Mossad, et dont l'extrême droite, les partis nazis et néo nazis forment les bataillons qui sèment la terreur à Kiev depuis des semaines pour renverser un gouvernement à la solde de l'impérialisme russe, certes mafieux, pour le remplacer par un gouvernement qui le sera tout autant ou pire encore sur fond d'ultra nationalisme et d'antisémitisme, résolument tourné contre le mouvement ouvrier, farouchement anticommuniste, réactionnaire.

Pourquoi Poutine hésite-t-il à intervenir ou se fait-il si discret ? Parce qu'en réalité Washington, Paris, Berlin et Bruxelles en recourant aux hordes fascistes se donnent les moyens de briser ou dedisloquer par la violence la résistance des masses ukrainiennes et leurs organisations à la politique anti-ouvrière que le gouvernement de Ianoukovitch à sa solde ne parvenait pas à leur imposer, car divisé, trop faible et corrompu, sans volonté suffisante pour affronter les masses.

Que l'intervention américaine embarrasse Moscou cela ne fait aucun doute, qu'elle lui rende service c'est évident également, car finalement l'un et l'autre ont tout intérêt à l'instauration d'un pouvoir stable et fort en Ukraine pour contenir les masses. Il ne faudrait pas qu'elles se chargent elles-mêmes et à leur façon de régler les problèmes auxquels elles sont confrontées quotidiennement, autrement dit, qu'elles trouvent une voie indépendante du capital en renouant avec le socialisme, ce serait un mauvais exemple pour les travailleurs de toute l'Europe et de la Russie, du monde entier.

Le falsification systématique de la situation en Ukraine et au Venezuela par les médias et les partis institutionnels confirme leur soumission totale au néolibéralisme impulsé par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Leurs manipulations grossières des faits au service de la propagande idéologique de guerre des néolibéraux peut encore tromper une grande partie des masses, mais ils ne peuvent pas empêcher les intellectuels et les membres des couches et classes moyennes, les travailleurs et jeunes intellectuellement les plus évolués, critiques par rapport au régime, ils sont quand même des millions (dans chaque pays), de s'informer ailleurs sur le Net et de prendre connaissance de l'ampleur de leur entreprise de désinformation systématique, et que mûrisse leur rejet croissant de leur politique ultra réactionnaire et de l'ensemble des médias aux ordres relaient, des partis qui se font les porte-parole de cette politique, des institutions en place, et qu'il arrive un moment où ils se disent que cela ne peut pas durer plus longtemps, qu'il faut balayer toute cette pourriture de la surface de la terre, car au delà de leurs intérêts particuliers elle constitue un danger mortel pour l'humanité toute entière qu'elle conduit à la barbarie, la plus grande menace qui pèse désormais sur la civilisation humaine, que le temps de passer à l'action, de s'engager ou de s'organiser a sonné, pendant qu'il en est encore temps.

Comme quoi il ne faut pas perdre espoir, les conditions demeurent favorables à la construction d'un parti socialiste révolutionnaire de masse...

Les infos en bref demain, aujourd'hui je n'ai plus le temps.

Haut de page

Le 2 mars 2014

CAUSERIE

Finalement les infos en bref ne seront actualisées que demain ou mardi, vous disposez de suffisamment d'articles récents sur la situation au Venezuela et en Ukraine, le reste de l'actualité ne présentait aucun intérêt particulier, j'ajouterai encore une quinzaine d'articles dans l'après-midi.

Réflexion politique

Sur ce qui se passe au Venezuela, en Ukraine, comme en Syrie ou hier en Libye, etc. la manière dont les masses sont manipuler, elles auraient pu déjouer ce complot ou éviter de tomber dans ce piège, peut-être même que leurs ennemis n'auraient pas pu y recourir ou l'activer, si elles avaient été armées sur le plan politique et idéologique, mais tel ne fut pas le cas. Pourquoi cela n'a-t-il pas été possible ? Parce que pour se faire il aurait fallu s'attaquer à tout ce qui incarnait le régime, ce qui lui servait de couverture, de protection, de caution, de vernis démocratique, à le légitimer, en premier lieu le PS, les appareils des syndicats, ensuite les médias, l'idéologie dispensée dans les manuels scolaires, à l'université, aux beaux-arts, dans les écoles de journalisme, etc. bref cela aurait nécessité de s'attaquer au fond de commerce des appareils partis ouvriers, aux liens qui les reliaient au régime, impensable.

Le PS n'a jamais changé depuis un siècle, depuis qu'il est passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi, il s'est adapté sur le plan idéologique ou politique à l'évolution du capitalisme et à ses besoins voilà tout.

Quant aux partis et dirigeants des différents courants trotskistes, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale ils ont marché sur ses traces ainsi que le PCF.

A en croire certains militants, la dégénérescence de ces courants politiques serait intervenue plus tard, quand ils sont entrés eux-mêmes en rébellion avec leurs dirigeants ou lorsqu'ils ont contesté leur politique, comme si le cours suivi par leur parti au cours de la période antérieure ou les décennies précédentes devait forcément correspondre avec l'interprétation qu'ils en faisaient ou l'idée qu'il en avait. Une telle prétention est aberrante, mais elle s'explique très facilement, elle n'est pas sans conséquence.

Soyons plus précis. A les entendre le révisionnisme dans lequel leur parti aurait sombré remonterait à une date ou une période précise. Bien. Quand on leur explique que cet argument est insuffisant et qu'il faut remonter en arrière quelques années ou décennies en arrière pour comprendre la nature réelle de cette faillite politique, ils s'y refusent, ils considèrent qu'il est inutile de remonter au dela de la date ou de la période qu'ils ont fixée, pour eux la politique qui fut appliquée en amont était correcte tout comme le comportement de leurs dirigeants et il n'y a pas lieu d'y revenir.

A notre connaissance, quand une crise intervient dans un parti, elle constitue le point d'orgue d'un processus antérieur, la partie émergée de l'iceberg, ce processus étant la partie immergée. Mais cela ne nous dit pas comment il s'est cristallisé, il

faut remonter encore en arrière pour comprendre comment il a pu se former.

Avant d'en arriver à appeler à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, il s'était bien passer quelque chose dans les années 60 et 70. Avant la crise de la IVe Internationale de 1952-53 qui a débouché sur l'adaptation à la social-démocratie dégénérée ou au stalinisme, aux appareils de FO ou de la CGT en fonction de la sensibilité de ces différents courants politiques, il s'était bien passé quelque chose entre la mort de Trostky en 1940 et le début des années 50. Ce à quoi nous avons assisté à la fin des années 70 et au début des années 80 a été le produit direct de ce qui était déjà apparu dès le début des années 50, c'était donc en amont des années 50 qu'il fallait rechercher où se situait cette déviation du marxisme ou du socialisme.

Or, on s'est toujours refusé à remonter aussi loin, comme si les dirigeants qui allaient prétendre être les hériters ou les dépositaires du trotskisme après la mort de Trotsky, possédaient une expérience théorique et pratique suffisante pour maîtriser le marxisme et déterminer une politique qui serait forcément correcte, alors qu'en réalité leur expérience ne dépassait pas quelques années de militantisme ; je veux bien croire qu'on puisse progresser rapidement sur le plan politique et qu'on eut à faire à des dirigeants exceptionnels, je rappelle tout de même que Trotsky en doutait lui-même peu de temps avant son assassinat, passons, mais je pense que cela nécessite de remplir un certain nombre de conditions qui n'existaient pas à cette époque, qu'aucun dirigeant ne réunissait, pendant la guerre, au delà de certaines facultés intellectuelles et de qualités personnelles qu'ils auraient dû posséder, il fallait aussi pouvoir consacrer la totalité de son temps au militantisme, passer des milliers d'heures à se former, à lire et étudier les ouvrages des marxistes et d'autres auteurs, parvenir à acquérir un niveau suffisant en économie pour envisager l'évolution à venir du capitalisme mondial, on a au moins acquis la certitude que sur ce plan-là ils n'ont jamais été réellement au niveau souhaité...

Bref, nous ne sommes pas là pour juger quiconque, mais pour dresser un constat aussi objectif que possible qui puisse servir de base à notre réflexion sur ce qui s'est passé par la suite jusqu'à nos jours. Il ne faut pas oublier aussi la nature humaine et ses faiblesses. Plus on a mis haute la barre de nos prétentions et plus il devient impossible de les rabaisser, redescendre du piédestal sur lequel on s'est placé devient périlleux, voire impossible. Autrement dit, quand on s'est emmanché dans une mauvaise voie ou qu'on s'est doté de mauvais moyens pour avancer dans une direction, et que par dessus le marché pour être convaincant on s'est employé à le justifier en appelant à la rescousse les marxistes, il devient pratiquement impossible de reconnaître nos erreurs, pire, de nous être totalement fourvoyé pendant des années, notre statut auprès des autres dirigeants et des militants n'y resterait pas, du coup on persiste et signe encore les décennie suivantes dans la même voie pour finalement parvenir au résultat que l'on sait ou qu'on a sous les yeux. On a hélas oublié la première leçon des marxistes :
La modestie !

Comme nous l'avons dit au début de cet exposé, les uns et les autres font remonter le révionnisme à une date ou une période précise, ils ne sont pas d'accord sur ce point-là non plus, qu'ils nous accordent le constat que depuis ces partis n'ont cessé de confirmer qu'ils avaient bien abandonné le léninisme ou rompu avec le marxisme auquel il leur arrive encore de recourir ou de faire référence dans leurs analyses uniquement pour conforter leurs appareils ou justifier leurs politiques opportunistes, vous savez aussi bien moi que leurs dirigeants sont infaillibles et ont toujours raison quoi qu'il arrive, en cela aussi ils sont restés fidèles à ceux qui les ont précédés depuis 70 ans.

Guerre idéologique.

Stigmatiser en permanence la population ne poursuit qu'un objectif, politique évidemment : faire en sorte qu'elle admette qu'elle n'est décidément pas prête ou à la hauteur pour prendre son destin entre ses mains ou qu'elle ne dispose pas des facultés ou des qualités requises pour remettre en cause la légitimité du système économique en place, pas même à terme celui de le contester, ce droit lui sera refusé, d'ailleurs de quels droits politiques disposent-elles encore pour faire entendre leur voix, les urnes, c'est une mauvaise blague bien sûr.

Pour illustrer ce propos, un article tout frais d'hier qui mérite qu'on y réfléchisse.

La foire aux interdits en Belgique - Le Monde 01.03

Interdit de s'asseoir sur le dossier d'un banc public, de jouer faux si l'on est musicien ambulant, de lancer des boules de neige. Interdit, aussi, de transporter "*des personnes atteintes d'une maladie contagieuse*" (sans plus de précision) sauf en ambulance... Interdit, toujours, de tourner en rond avec "*un groupe de 10 cyclistes*". Autorisées, depuis le 1er janvier, à sanctionner plus d'incivilités et plus lourdement, des municipalités belges ont multiplié les panneaux et fait preuve d'une imagination débordante, dépassant d'assez loin une loi qui visait à punir les comportements gênants comme l'abandon de détritus sur la voie publique, le squat d'une entrée d'immeuble ou la pollution par des déjections canines.

Au départ, le projet de la ministre de l'intérieur, la centriste Joëlle Milquet, semblait faire l'unanimité. Une enquête menée, en 2011, par une organisation de consommateurs avait confirmé qu'une majorité de Belges se disait indisposée par les comportements discourtois. Quelque 90 % d'entre eux exprimaient leur détestation des mégots jetés sur les trottoirs, des graffitis sur les façades ou des voitures garées en double file. C'est la dégradation des boîtes aux lettres qui figurait en tête de

leurs préoccupations. Plus étonnant peut-être : moins de la moitié des personnes interrogées admettait avoir effectué, un jour, un acte inapproprié. C'est l'autre moitié qui cumulerait donc la totalité des incivilités...

A priori populaire, la loi a rapidement fait l'objet de vives contestations de la part de mouvements de jeunes, d'avocats et de syndicats. Les cinq parquets généraux du pays ont également rendu un avis négatif à propos d'un texte aujourd'hui entre les mains de la Cour constitutionnelle, qui devra se prononcer sur son éventuelle annulation. Même si le gouvernement s'est défendu de vouloir "*stigmatiser*" qui que ce soit, sa loi est vivement contestée. Entre autres parce qu'elle permet aux municipalités de sanctionner des jeunes à partir de l'âge de 14 ans et de leur infliger des amendes pouvant atteindre 175 euros. "*Une somme qui sera de toute façon payée par les parents et n'aura aucune valeur éducative*", invoquent les adversaires du texte. Autre objection des juristes : comment justifier vis-à-vis de jeunes une loi qui interdit le jet de boules de neige en région flamande (avec une sanction record de 120 euros dans la ville de Termonde) mais pas en Wallonie ?

Le jet d'un mégot est, lui, puni d'un montant de 70 euros à tel endroit et 125 euros à tel autre. Sanctionner ? Encore faudrait-il que les municipalités disposent du personnel nécessaire, gardiens de la paix ou éducateurs, ce qui ne semble pas être le cas. Par ailleurs, la question de l'application de la loi tant débattue se pose. En l'espace de quatorze ans, et alors que les conditions de l'ancien dispositif ne s'appliquaient qu'aux jeunes de 16 à 18 ans, la commune de Schaerbeek, l'une des plus peuplées de la région Bruxelles-capitale, n'a dressé que deux procès-verbaux, explique son maire à La Libre Belgique. En trois ans, l'ensemble des municipalités francophones a ouvert 350 dossiers pour n'infliger que 22 amendes. lemonde.fr 01.03

L'intérêt d'une loi, ce n'est pas forcément qu'elle soit appliquée mais qu'elle maintienne la population dans un état de tension névrotique, de psychose permanente, qu'elle se sente en permanente épiée, sujette à réprimande, à sanction au moindre écart de langage, au moindre geste déplacé, au moindre oubli, à la moindre maladresse et le couperet de la justice s'abat sur vous et vos enfants, à vous de vous tenir à carreau, de marcher droit, d'obéir aveuglément à l'Etat, de réfléchir à deux fois avant d'ouvrir la bouche, d'écrire, vous devez vous soumettre à l'ordre établi, à cette dictature implacable, impitoyable, si vous ne voulez pas qu'elle vous broie en menus morceaux.

Mais quelle liberté il nous reste alors, aucune, ou si, à vos risques et périls, vous êtes prévenus. Avis aux fortes têtes, aux rebelles, aux contestataires, aux opposants au régime, aux révolutionnaires, vous êtes sous contrôle, les censeurs veillent, l'Etat vous surveille, les procureurs sont prêts à exécuter cette sentence, au besoin selon les circonstances à vous liquider.

Et dire que ce serait nous qui délirions ou qui serions des farfelus, des gauchistes ou des extrémistes, mais mes pauvres amis, à mes détracteurs, réveillez-vous !

En Inde la situation est différente, on est particulièrement gâté, je parle pour les masses, on a le droit à un panachage entre des lois très contraignantes et le laxisme le plus complet, l'anarchie, le tout sur fond de corruption généralisée, de coutumes archaïques, obscurantistes et tout aussi contraignantes. A moins de commettre un crime ou une grosse arnaque et de se faire pincer, pour le reste il suffit d'avoir un statut supérieur, des relations ou du fric pour faire ce qu'on veut et se sentir libre.

Haut de page

Le 3 mars 2014

CAUSERIE

Dimanche 14h59 en Inde.

9 nouveaux articles en lignes.

La page d'accueil de la rubrique *Economie* a été actualisée avec les articles de novembre 2013 à février 2014. Les autres pages d'accueil des différentes rubriques seront actualisées au fur et à mesure dans les jours qui suivent, cela nécessite au moins 8 heures de travail sans décoller de l'écran.

Dans la page d'accueil du site, un lien renvoie vers la rubrique consacrée au TTIP - Traité de libre échange USA-UE et au TTP - Trans-Pacific Partnership.

Je vais faire une petite sieste, avant de faire un peu de jardinage...

Lundi soir.

Une belle journée qui se termine, il est 21h37 ici.

L'actualité que vous avez lire montre à quel point le mouvement ouvrier est réduit à l'impuissance. Je voulais faire un point sur la situation en Ukraine, mais je suis trop fatigué, ce sera pour demain. La situation pourrait tourner à la guerre, mais c'est peu probable, elle est plus complexe qu'elle n'y paraît.

Serbie, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie... Goebbels n'est pas mort. Il a fait de émules à Washington, Londres et Paris notamment.

- John Kerry s'interroge sur la présence de la Russie dans le G8 - Reuters

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est interrogé sur la capacité de la Russie à faire partie du G8 et a brandi la menace d'un isolement économique, si Moscou persistait dans son "*incroyable acte d'agression*" contre l'Ukraine.

Invité de l'émission "*Face The Nation*" sur la chaîne CBS, le chef de la diplomatie américaine a estimé que Moscou avait un "*comportement datant du XIXe siècle en envahissant un autre pays sous un prétexte totalement fallacieux*".

Kerry a précisé que les pays du G8 et d'autres Etats se préparaient "*à isoler au maximum la Russie*", évoquant des restrictions sur les visas, des gels d'avoirs et un isolement commercial.

"*Ils se préparent à mettre des sanctions en place, ils se préparent à isoler économiquement la Russie. Le rouble est déjà en train de chuter. La Russie est confrontée à des défis économiques majeurs*", a-t-il rappelé.

"*Les entreprises américaines pourraient bien y réfléchir à deux fois avant de faire des affaires avec un pays qui se comporte de la sorte*", a-t-il estimé.

Londres et Paris ont déjà annoncé qu'ils suspendaient leur participation aux préparatifs du sommet des huit puissances mondiales prévu en juin à Sotchi. Kerry a ajouté que les Etats-Unis étaient "*totalement prêts*" à boycotter ce rendez-vous.

Les récents événements en Ukraine, a jugé Kerry, "*posent la question de la capacité de la Russie à faire partie du G8. Si la Russie veut être un pays du G8, elle doit se comporter comme un pays du G8*", a-t-il affirmé.

Le secrétaire d'Etat américain a jugé que l'intervention armée décrétée par Vladimir Poutine appartenait à une autre époque.

"*C'est un acte d'agression incroyable. Cela est réellement renversant, ce choix assumé du président (Vladimir) Poutine d'envahir un autre pays*", a dit Kerry. "*La Russie viole la souveraineté de l'Ukraine. La Russie viole ses obligations internationales*". Reuters 02.03

Mais pas les Etats-Unis quand ils bombardent et envahissent un pays souverain et indépendant comme l'Irak ou l'Aghanistan par exemple...

Parole d'internaute

- "*Les leçons de démocratie des étasuniens seraient à mourir de rire si la situation n'était pas grave ! Qu'ils évacuent d'abord Guantanamo,Okinawa, Diego Garcia vidée de sa population pour installer leur base Qu'ils cessent de soutenir les pétromonarchies absolues, corrompues et misogynes Qu'ils contraignent Israël à cesser de coloniser la Cisjordanie et à faire la Paix avec les Palestiniens...*"

A force bien des travailleurs vont finir par se demander : Mais dans quel monde vit-on, est-ce possible que cela continue un jour de plus ?

- ""*...réduire encore les dépenses publiques avec un objectif de 50 milliards d'euros d'économies supplémentaires entre 2015 et 2017, en plus des 15 milliards de 2014...*" et si ce sont les services publics qui sont mis sur la paille, cela n'atteindra pas les ménages et les familles ? "

Vous aussi vous ne croyez pas un mot de ce que raconte Ayrault, vous avez raison, il arrivera forcément un moment où quoi qu'ils disent la majorité des travailleurs ne les écouteront plus...

SPÉCIAL UKRAINE

Dans quel camp sont-ils vraiment ?

Cette rubrique sur l'Ukraine est à lire en ayant à l'esprit le contenu chronologique des fait, l'intervention et le rôle des différents acteurs, l'évolution de la situation en Ukraine depuis 1990, l'ensemble relaté dans les dizaines d'articles mis en ligne dans notre portail.

Pas si sûr que cela...

- Les écologistes ne servent à rien - Slate.fr

... la preuve, ils servent à l'extrême droite...

- EELV à Kiev "*condamne toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir*" - AFP

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), dont une délégation séjourne à Kiev, "*condamne fermement toute violence en Ukraine et toute tentative d'intimidation du nouveau pouvoir*" après l'autorisation donnée par le parlement russe à un "*recours aux forces armées*" dans le pays.

Une délégation d'EELV "*vient d'arriver à Kiev pour apporter son soutien aux manifestants pacifistes et pro-européens*" et exprimer "*son attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine*", a annoncé la formation écologiste dans un communiqué publié samedi. AFP 01.03

Charlatanisme ou l'art de présenter les choses à l'envers.

- Mélenchon dénonce un nouveau "*pouvoir putschiste aventurier*" à Kiev - AFP

Le leader du parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon a estimé samedi "*absolument prévisible*" que la Russie prenne "*des mesures de protection*" en Crimée face au nouveau pouvoir ukrainien, qu'il qualifie de "*putschiste*".

Interrogé en marge d'une manifestation contre le pacte de responsabilité, M. Mélenchon a déclaré: "*Les ports de Crimée sont vitaux pour la sécurité de la Russie, il est absolument prévisible que les Russes ne se laisseront pas faire, ils sont en train de prendre des mesures de protection contre un pouvoir putschiste aventurier, dans lequel les néonazis ont une influence tout à fait détestable*", a-t-il déclaré. (Une "*influence*" ou ils y ont joué prépondérant ? Vous connaissez la réponse. - ndlr)

"*Nous Français, n'avons rien à faire dans une histoire pareille, nous n'avons rien à faire à encourager les provocations contre les Russes, cela dit sans sympathie pour le gouvernement russe*", a déclaré M. Mélenchon.

"*La nation russe ne peut admettre que les nord-Américains et l'Otan s'installent à leurs portes*", a-t-il ajouté.

L'ancien candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle de 2012 estime que "*l'Otan et les nord-Américains se livrent depuis des mois à une provocation face à la Russie*" en s'appuyant sur "*la corruption et la brutalité*" du pouvoir alors en place en Ukraine. (Le partisan de l'Otan qu'est Mélenchon reprend ici l'argument que les Américains ont avancé, à savoir que les événements survenus ces dernières semaines étaient la réponse au pouvoir "brutal" en place en Ukraine, ainsi il légitime le coup d'Etat orchestré par l'Otan. - ndlr)

Selon lui, "*à la faveur du mécontentement légitime des Ukrainiens, se sont infiltrés des gens stipendiés par les nord-Américains, parmi les plus méprisables et dangereux, en particulier le parti prétendument Svoboda qui est en réalité un parti national-socialiste qui multiplie les provocations anti-russes*". AFP 01.03 (Sauf que voilà les choses ne se sont pas passées de la sorte, il n'existait aucun parti ouvrier représentant les masses ukrainiennes capable de canaliser leur "*mécontentement légitime*" et de les mobiliser, c'est la droite et l'extrême droite qui s'en sont saisies et ont occupé la place, et ce n'est qu'ensuite que des travailleurs ukrainiens opposés au gouvernement et sans comprendre ce qui était en train de se passer sont descendus dans la rue et ont été manipulés par les nervis au service de l'UE et des Etats-Unis. Monsieur Mélenchon est fâché avec l'ordre chronologique dans lequel se déroulent les événements, c'est marrant, on a l'impression qu'il n'est pas le seul. - ndlr)

Les idiots utiles à la réaction

NPA

La "*démocratie* made in USA, UE, Otan et CIA, quelle noble cause révolutionnaire !

- «*Une révolte de masse d'Ukrainiens pour la démocratie*» - 20 février 2014

Entretien. Zakhar Popovych est économiste et membre de la direction de «*Opposition de gauche*», un groupe politique ukrainien. Extraits

- "*Les premières attaques contre la police anti-émeute du Berkut (forces spéciales de la police) furent organisées principalement par les néo-nazis de Pravyi Sektor (« ligne droite ») qui sont encore plus radicaux que Svoboda (« liberté », extrême droite). Mais il est vrai aussi que les jours suivants, beaucoup de gens ordinaires et très différents sont entrés dans la lutte. (...) Parmi les militants, j'ai vu des gens très différents, pour la plupart russophones, dont beaucoup de jeunes de la banlieue de Kiev. C'était très différent des gens du Maïdan (...), qui étaient pour la plupart des ukrainophones originaires des villages de l'ouest de l'Ukraine.*

Cette mobilisation de masse a probablement sauvé le Maïdan du « nettoyage » qui était clairement préparé par la police."

En réalité, cette "*mobilisation de masse*" a servi de bouclier humain, elle a surtout servi à sauver la peau des nazis et néonazis qui occupaient le Maïdan et à permettre de mener à bien ce coup d'Etat.

- Répression sanglante en Ukraine, les responsabilités de l'Union européenne - 21 février 2014

- "*Place Maïdan, les cadavres s'alignent, plus de cents morts sous les balles de la police du président Ianoukovitch. Le NPA condamne cette répression sanglante du pouvoir ukrainien qui s'appuie sur la Russie alors que l'extrême droite dévoie la révolte populaire, veut étouffer le soulèvement démocratique en cherchant le soutien des puissances occidentales.* "

Nulle part il ne sera question de l'Otan et de la CIA qui ont préparé ce coup d'Etat en sous main, depuis Washington, Bruxelles, Paris et Berlin.

Nazis et néonazis en Ukraine, mercenaires djihadistes ou takfiris en Libye et en Syrie,

- Ukraine : quelle victoire ? - 27 février 2014

- "*Près de 80 morts sur les pavés de Maïdan, devenus les martyrs du peuple tout entier révolté...*

S'agit-il d'une sortie de crise ?"

Martyrs victimes d'une provocation montée par la droite ultra nationaliste, les nazis et néonazis, l'Otan et Bruxelles, est-ce de cela que veut parler le NPA, pas vraiment.

LO

- L'Ukraine et ses sauveurs autoproclamés - 24 février 2014

- "*Les milliers de manifestants qui se sont soulevés à Kiev et en ont payé le prix du sang ont précipité la fuite et la destitution de Ianoukovitch. On ne peut que se réjouir de la chute de ce président corrompu capable de tirer sur son propre peuple.*"

Vive le coup d'Etat de l'Otan et des nervis d'extrême droite ! LO fidèle à elle-même.

- Escalade nationaliste - 28 février 2014

- "*... les nationalistes ukrainiens de Kiev (...) jouissent de la complaisance des grandes puissances de l'Union européenne, cherchent à exploiter le rejet des politiciens véreux.*"

Toujours plus fort dans la niaiserie, difficile de trouver plus arriérés, c'est exactement l'inverse qui s'est produit : l'UE et les Américains ont profité que Moscou était obnubilé par le bon déroulement des Jeux olympiques pour déclencher ce push en donnant leur feu vert à leur alliés dans la place qui passèrent à l'offensive contre le président et le gouvernement ukrainien, coup d'Etat qui avait dû être programmé plusieurs semaines ou mois à l'avance, initiative que les nationalistes ukrainiens n'auraient pas pu prendre d'eux-mêmes.

Ukraine: la Russie et la Chine constatent leur concordance de vues - AFP

Les chefs de la diplomatie russe et chinoise ont constaté lundi leur concordance de vues sur la situation en Ukraine lors d'une conversation téléphonique, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères.

Sergueï Lavrov et Wang Yi ont souligné "*la large concordance de vues de la Russie et de la Chine sur la situation dans ce pays et autour*", selon un communiqué du ministère. AFP 02.03

En bref.

- Ukraine: la France suspend sa participation aux préparatifs du G8 - AFP

Les dirigeants de sept pays membres du G8 - le huitième pays membre étant la Russie - ont annoncé dimanche la suspension de leurs préparatifs en vue du sommet du groupe à Sotchi (Russie) en juin. AFP 02.03

- Ukraine: la Bourse de Moscou plonge, la Banque centrale augmente ses taux - AFP

Les marchés financiers paniquaient lundi en Russie face à l'escalade de la crise en Ukraine, poussant la Banque centrale à une hausse surprise de son taux directeur pour tenter de calmer le jeu et assurer "*la stabilité financière*". AFP 02.03

Les Russes sont des barbares, la preuve :

- Russie: des chiens errants tuent six kangourous - L'Express.fr

- Ukraine: Hollande appelle Poutine à "*éviter tout recours à la force*" - AFP

Représaille ou menace.

- L'Ukraine a une "*énorme*" dette de gaz la Russie, indique Gazprom - AFP

- Moscou dénonce une opération de déstabilisation en Crimée - Reuters

George Soros et la crise ukrainienne - french.irib.ir

Alors que Soros appelle à un « *plan Marshall* » pour l'Ukraine, c'est un de ses protégés qui devient ministre de l'Économie.

Aujourd'hui [27 février 2014], le milliardaire George Soros a appelé les dirigeants de l'Union européenne à organiser un plan d'urgence d'aide à l'Ukraine analogue au plan américain de soutien aux pays européens après la Seconde Guerre mondiale, plus connu sous le nom de « *plan Marshall* ».

Soros est l'un des hommes les plus riches du monde. Il a déclaré que l'Allemagne devrait devenir le chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan, qui devrait inclure un prêt des banques commerciales européennes aux entreprises ukrainiennes, ainsi que de la formation et du conseil pour le personnel de gestion en échange d'actions dans les entreprises elles-mêmes, ou de participation à leurs profits.

« *L'Ukraine a un besoin urgent d'un " plan Marshall " moderne, grâce auquel les États-Unis avaient contribué à la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne doit maintenant jouer le même rôle que les États-Unis ont joué à cette époque* », écrit Soros dans une lettre ouverte.

Le milliardaire a également déclaré que sa fondation « *Renaissance* », travaillant en Ukraine depuis 1990, n'a pas été impliquée dans les troubles, mais « *a agi comme un défenseur de ceux qui ont été touchés par la répression gouvernementale* ». french.irib.ir 28.02

En complément.

L'ouverture d'une nouvelle base aérienne des Etats-Unis, en Roumanie french.irib.ir

Vendredi 28 février, les Etats-Unis ont, officiellement, inauguré une nouvelle base aérienne, en Roumanie.

Cette base jouera un rôle crucial, dans le retrait des forces américaines de l'Afghanistan. "*La base Mihail Kogalniceanu, située à proximité de la mer Noire, sera utilisée, en tant que centre de transfert des forces américaines*", a déclaré le général John

Ocaner, responsable des affaires logistiques. "*D'ici 2014, entre 20.000 et 30.000 effectifs des forces américaines seront transférés de l'Afghanistan, dans cette base*", a-t-il affirmé, lors de la cérémonie d'inauguration de cette base. Les Etats-Unis ont déployé quelque 34.000 forces, en Afghanistan, et envisagent de retirer, d'ici la fin de cette année, la plupart de leurs forces militaires, ainsi que leurs équipements. La base Mihail Kogalniceanu joue un rôle important dans cette perspective.

Selon les prévisions, les Etats-Unis envisagent de retirer la plus grande partie de leur contingent militaire d'Afghanistan, et ce, alors que le traité de sécurité Kaboul-Washington n'est pas encore signé et que Barack Obama a menacé de retirer toutes ses troupes de ce pays, en cas de la non-signature de ce traité par le président afghan. Etant donné que pour retirer leurs forces, le besoin d'une base tremplin, sur la route de l'Europe, se faisait sentir, les Etats-Unis ont convaincu le gouvernement roumain d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle base, dans ce pays. Par ailleurs, les Américains ont entamé, depuis des mois, la construction d'une base, appelée «*Doslo*», en Roumanie, pour déployer le système anti-missiles de l'OTAN et des Etats-Unis. Cette base serait vitale, pour les systèmes anti-missiles de l'OTAN. Elle sera opérationnelle, d'ici fin 2015. Les Etats-Unis investiront 134 millions de dollars sur cette base, construite, il y a 60 ans, avec l'aide de l'ex-Union soviétique. Cette base restera sous le commandement de la Roumanie, où seront déployés, en tout, 500 soldats, dont 200 américains.

La Roumanie fait partie des pays qui ont adhéré à l'OTAN. Ce pays, à côté des autres pays de l'Europe de l'Est, notamment, la Bulgarie, la Pologne ainsi que les 3 républiques baltes, souhaitent renforcer leurs coopérations avec les militaires américains. On peut dire que cette tendance s'explique pour deux raisons : primo, la phobie historique de ces pays vis-à-vis de l'ex-Union soviétique, et, actuellement, de la Russie, qui les a amenés à, non seulement, adhérer l'OTAN, pour se serrer les coudes, mais encore, à chercher à établir avec les Etats-Unis, en tant que principal pays de cette Organisation, des relations et des coopérations militaires. Secundo, des pays, comme la Roumanie, espèrent pouvoir jouir des aides militaires étrangères des Etats-Unis, appelées «*FMS*».

Dans le même temps, bien que, dans la donne actuelle, les Etats-Unis veuillent utiliser cette nouvelle base, pour le transfert de leurs militaires, en Europe, cependant, après le retrait de leurs troupes, ils envisageront, certainement, de nouvelles utilisations de cette base. En tout état de cause, il est certain que la position géographique de cette base, en raison de la proximité de la Roumanie de la mer Noire, facilitera l'accès des avions et forces militaires américaines à cette mer. french.irib.ir 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Quelle tâche celle-là !

- Ségolène Royal propose de «*demander des tâches*» aux intermittents en échange de leur indemnisation - 20minutes.fr

La seule "*tâche*" utile qu'elle pourrait remplir serait de disparaître!

Nostalgie guerrière, militariste.

- Sur le champ de bataille avec les derniers fidèles de Napoléon - L'Express.fr

- Quand le service militaire avait une utilité sociale - Slate.fr

Mauvaise nouvelle

- En 2013, le nombre d'actes antisémites a baissé - 20minutes.fr

... que cela ne tienne...

- Le terroriste Carlos jugé pour des insultes antisémites - LeFigaro.fr

Le Point du sordide.

- Pourquoi il ne faut pas dramatiser la crise économique ! - LePoint.fr

En noircissant le tableau, la presse aggrave le mal, selon le Pr Didier Raoult, qui s'inquiète des conséquences de ce pessimisme sur la démographie. LePoint.fr 02.03

Ils n'ont aucune légitimité pour en juger.

- Faut-il laisser pleurer un bébé la nuit ? - LePoint.fr

Dans son livre "*Pour une enfance heureuse*" paru cette semaine, Catherine Gueguen repense l'éducation à la lumière des découvertes sur le cerveau. LePoint.fr 28.02

Laisser un bébé souffrir, c'est inhumain, taper ses enfants, c'est monstrueux, frapper sa compagne, c'est barbare, il y a ceux que la société privilégie et qui ont la patience et les moyens de faire face à ces situations, et il y a ceux que la rudesse de la vie à laquelle les contraint cette société ne leur permette pas et qui sont désignés par ces censeurs comme des parents, des hommes ou des femmes indignes de leur statut, coupables à leurs yeux et qu'il faudrait châtier.

La seule réponse valable, c'est de balayer cette société pourrie qui en est responsable.

Ils ne peuvent pas s'empêcher de déformer la réalité.

- Copé/Le Point: le PS pointe "*les rivalités internes à l'UMP*" - AFP

En fait Le Point vient prêter main forte au PS à trois semaines des municipales, CQFD.

Les toilettes sont pleines, il n'y a plus qu'à tirer la chasse... d'eau ou à courre !

- Le cabinet de Valérie Trierweiler à l'Elysée rejoint François Hollande - 20minutes.fr

Ils broient du noir...

- Vacances d'hiver: sur les routes, la journée noire a commencé - L'Express.fr

- Une adolescente française interceptée sur la route du djihad - LeMonde.fr

UMP et PS: Les assassins.

- Urgences de Cochin: faute d'autopsie, on ne saura jamais la vérité - Slate.fr

- Patiente morte à Cochin : un problème de communication - LeFigaro.fr

- Décès à l'hôpital Cochin : l'enquête confirme des "*dysfonctionnements*" - Le Nouvel Observateur

Le manuel idéologique... des pauvres...

- 2 exemplaires de "*Mein Kampf*" vendus 65.000 dollars - Le Nouvel Observateur

Une bonne affaire.

- Lancement de la privatisation de Bankia, deux ans après son sauvetage - AFP

Stratégie du chaos.

- Venezuela: 41 arrestations lors d'affrontements à Caracas - 20minutes.fr

- Venezuela: caravane de l'opposition contre "*la torture et la répression*" - AFP

- Venezuela: «*Nous continuerons à bloquer les rues jusqu'à ce que ce gouvernement s'en aille*» - Liberation.fr

Pour Obama et Hollande, c'est légitime à Damas, Kiev ou Caracas, mais pas à Washington ou Paris...

- Pakistan : 12 morts dans une attaque contre des vaccinateurs antipolio - AFP

- En Chine, « *des hommes armés de couteaux* » tuent 29 personnes - LeMonde.fr

- Chine: L'attaque meurtrière dans une gare attribuée aux séparatistes ouïghours - 20minutes.fr

- Pakistan : 11 morts dans un attentat suicide contre un tribunal d'Islamabad - AFP

- Nigeria: au moins 74 morts dans une série d'attaques de Boko Haram - lexpress.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Front de gauche "***explose***".

- Le PCF lâche le PG à Hénin-Beaumont - Liberation.fr

Les communistes du Pas-de-Calais viennent de faire une belle vacherie à Jean-Luc Mélenchon. A six jours du dépôt des listes, ces militants d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) ont appris que leurs alliés communistes - risque Front national oblige - avaient topé avec la liste du maire PS sortant, Eugène Binaisse.

«*David Noël [le tête de liste PCF] a annoncé à son colistier qu'il avait obtenu trois places pour le PCF et deux places pour le PG, s'insurge Daniel Alavoine, responsable local du PG, auprès de Libération. Il fait exploser le Front de gauche.*» Mais dans cette ville où Mélenchon était venu affronter Marine Le Pen aux dernières législatives, hors de question pour le PG d'accepter. «*C'est une question de cohérence, répond Alavoine. Vous nous voyez siéger avec d'un côté le PS et de l'autre un PCF qui vient de nous tirer dans le dos ?*»«*C'est un bien mauvais coup contre le Front de gauche*», déplore Eric Coquerel, à la direction du PG. En une semaine, Alavoine dit ne pas pouvoir monter une liste. Résultat, se désole-t-il : «*12 000 tracts déjà imprimés vont partir au pilon !*». Liberation.fr 28.02

Coquerel se fout du monde, dites-nous monsieur l'illusionniste, dans combien de municipalités aujourd'hui le PG siége-t-il au côté du PS sans que cela ne lui pose aucun problème ?

A croire qu'ils font tout pour favoriser l'abstentionnisme. Est-ce une stratégie pour avantger le PS ou plutôt fragiliser le gouvernement ?

- Pourquoi les élections municipales ne passionnent pas - Slate.fr

- Le vote populaire se détourne de la gauche - LeFigaro.fr

- Municipales : ces people qui visent une mairie - Liberation.fr

Candidats de télé-réalité, miss France, footballeur…

Ronald Reagan a prouvé qu'on pouvait commencer comédien et finir président. Liberation.fr 28.02

- A Libération, ils ne manquent pas de références ! Bravo et merci pour cet aveu ! Boycott des médias aux ordres !

- Paris: nouveau coup dur pour NKM, contrainte de changer une tête de liste - AFP

- Municipales : les maires constatent une aggravation de la pauvreté dans leurs communes - Francetv info

A part dresser des constats et gérer leur commune pour le compte du régime en place, ils servent à quoi ?

Quand les "***consignes*** sont éventées...

- À Paris, les chiffres de la délinquance ont été maquillés - lexpress.fr

Commandé par le préfet de police de Paris Bernard Boucault en septembre 2012, ce rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA), dont l'AFP et Europe 1 ont pu consulter des extraits, met à nu un système mis en place depuis plus d'une dizaine d'années visant à maquiller, parfois grossièrement, les chiffres de la délinquance.

Minoration des faits, report - les services stoppent l'enregistrement des plaintes avant la fin du mois -, ou même destruction pure et simple de certains faits, sont pointés comme les principales techniques utilisées.

Le rapport évoque notamment près de 15 000 faits de délinquance disparus en 2011 à Paris et dans son agglomération, selon une source proche du dossier.

Ce document fait écho à un autre rapport de l'IGA publié en juillet 2013, qui avait conclu à la disparition entre 2007 et 2012 de près de 130 000 faits de délinquance sur le du territoire, des "*anomalies*" que l'IGA attribuait à la politique du chiffre pratiquée sous Nicolas Sarkozy.

Ce rapport accablait déjà la préfecture de Police de Paris (PP), les rapporteurs notant que depuis 2006 ou 2007, "*perdurait dans la capitale une pratique de report systématique*".

Si ce nouveau rapport confirme bien l'escamotage de statistiques à Paris, il souligne également la persistance de certaines mauvaises pratiques dans certains services, au moins jusqu'à l'été 2013.

"*En fait, il semble difficile pour certains de rompre avec des habitudes qui avaient été établies pendant des années*", explique un haut fonctionnaire en place à la PP. "*Mais les consignes données par le préfet sont très claires, ces pratiques, qui ont diminué comme le note le rapport, doivent cesser*", a-t-il précisé. lexpress.fr 03.03

Ces apprentis sorciers qui s'attaquent au fragile équilibre de la nature, rentabilité oblige...

Ils sont comme toujours animés de bonnes intentions, écologiques, humanistes, etc. acquis au capitalisme, leur travail consiste uniquement à trouver des solutions face aux conséquences que fait peser sur la nature ou notre environnement mais aussi sur l'homme la survie de ce système économique, au risque de bouleverser ou de modifier irrémédiablement la chaîne du vivant, de fragiliser certaines espèces, de bouleverser les rapports qui existent au sein de la nature.

L'homme ne peut plus se contenter d'agir sur son environnement pour assurer sa survie et améliorer son sort, il doit intervenir au niveau des rapports qui existent entre les espèces animales et végétales et à l'intérieur de leurs rapports respectifs, plier la nature à ces exigences outrancières qu'il est incapable de maîtriser, qui se traduit par une consommation frénétique ou exponentielle en grande partie due à sa faculté de se reproduire et d'accroître indéfiniment sa population, processus dont une minorité a parfaitement conscience, tandis que la minorité qui dirige le monde s'en moque éperdument parce qu'elle en tire profit, c'est ainsi que l'homme continue de faire son histoire inconsciemment et l'impose à toutes les espèces.

- Demain, des poules "*cou nu*" ou des poissons végétariens - AFP

L'Inra (Institut national de la recherche agronomique) donne un aperçu des agricultures du futur sur son stand du Salon de l'Agriculture, qui se tient Porte de Versailles jusqu'à dimanche.

Tous ces projets, dont certains sont déjà en cours de concrétisation, visent à répondre à la nouvelle équation "*agroécologique*" : produire plus en consommant moins (d'eau, de produits chimiques... et d'argent si possible). (Traduire "*agroécologique*" par agrobusiness. -ndlr)

François Guyvarc'h et Marjorie Bideau sont venus de leur station expérimentale du Finistère présenter des truites végétariennes.

Un peu plus loin, un écran montre une vache sous toutes ses coutures. C'est la caméra 3D sur laquelle planchent Ludovic Brossard et Jacques Lassalas de l'Inra de Rennes.

Ils veulent développer un outil qui permette de mesurer le poids et les besoins de l'animal pour lui donner une ration sur-mesure.

Cela avec deux objectifs: éviter de suralimenter les bêtes car cela suscite non seulement du gaspillage mais de la pollution via les déjections. Et pouvoir suivre la santé de l'animal au plus près.

C'est ça l'agriculture de précision: donner juste la bonne dose.

Comme pour ce robot de désherbage. Avec sa tête-scanner, il passe dans les champs à la recherche des mauvaises herbes et il envoie une petite dose d'herbicide uniquement sur les zones nécessaires.

Il parcourt environ un hectare à l'heure alors qu'à la main, il faudrait deux fois plus de temps, souligne fièrement Jean-François Launay, directeur de cabinet du président de l'Inra.

Ou des poussins partiellement déplumés. Ils ne sont pas malades. C'est l'Unité de recherche avicole de l'Inra à Tours qui souhaite observer les "*effets de gênes majeurs réduisant partiellement l'emplumement sur l'adaptation à la chaleur*".

Un enjeu crucial car "*un poulet soumis à un environnement chaud en fin d'élevage (supérieur à 25 degrés) se nourrit moins, avec pour conséquence une croissance plus lente et donc un élevage plus long*".

Après les poules sans plume mises au point par un Israélien, voici donc les poules frisées ou "*cou nu*"... AFP 01.03

On aura compris que tous ces projets ont pour principal objet de permettre aux grandes exploitations piscicoles ou bovines ou volaillères de réduire leurs coûts de production pour engranger plus de profit. Sinon, croyez-vous vraiment que ce genre de recherches pourrait-être autorisées ou financées ?

Non, mais c'est inoffensif, sans danger aucun...

- Le patron d'ExxonMobil dit non au gaz de schiste... près de chez lui - lemonde.fr

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé. Celle d'un château d'eau que Rex Tillerson ne veut pas voir aux portes de son ranch, situé à Bartonville, au Texas. Avec une poignée de ses concitoyens, le citoyen américain s'oppose au projet depuis des mois. L'édifice est destiné, en particulier, à alimenter en eau les puits d'extraction de gaz de schiste situés à proximité de cette petite ville prospère proche de Dallas, selon la méthode contestée de la fracturation hydraulique.

La polémique aurait dû rester locale sauf que le propriétaire mécontent, Rex Tillerson, n'est autre que le patron d'ExxonMobil, la plus grosse compagnie pétrolière privée du monde.

M. Tillerson agit en connaissance de cause dans la mesure où il a investi plus de 31 milliards de dollars (22,5 milliards d'euros) dans l'extraction de gaz de schiste depuis qu'il est à la tête de la compagnie américaine. On imagine le nombre de châteaux d'eau que cela représente. Ceux-ci peuvent pousser comme des champignons chez les autres, mais pas sous les yeux du patron d'Exxon. lemonde.fr 26.02

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

- Grèce: manifestations contre les licenciements dans le secteur public - AFP

Des centaines de fonctionnaires menacés de licenciements dans le cadre de la restructuration du secteur public ont manifesté vendredi à Athènes sur fond de discussions entre les hauts représentants de la troïka des créanciers et les responsables grecs.

La Grèce s'est engagée auprès de ses créanciers, UE, BCE et FMI, à procéder à environ 11.500 licenciements en 2014 dans le public après 3.500 effectués l'année dernière pour réduire les dépenses publiques et bénéficier de la poursuite des prêts internationaux.

"*Non aux licenciements*" était inscrit sur les banderoles des manifestants, rassemblés très tôt le matin devant le ministère de la Réforme de l'Administration avant d'être dispersés par les forces anti-émeutes, selon les médias grecs.

Les manifestants, dont la plupart étaient des femmes de ménage des ministères, des professeurs et des gardiens des écoles publiques, ont ensuite marché vers le ministère proche des Finances, situé en contrebas du parlement sur la place centrale Syntagma, où les forces anti-émeutes les ont violemment repoussé, selon un photographe de l'AFP. AFP 28.02

2- Japon

- Des centaines de Japonais manifestent contre l'absence de poursuites après Fukushima - AFP

Des centaines de personnes ont manifesté samedi à Tokyo contre la décision de la justice d'abandonner les poursuites contre

les responsables de la catastrophe de Fukushima, trois ans après le pire sinistre nucléaire depuis celui de Tchernobyl.

Officiellement aucun décès n'a été enregistré comme conséquence directe des émissions radioactives de la centrale consécutive à un séisme de magnitude 9 et à un tsunami en mars 2011 dans le nord-est du Japon.

Pourtant des résidents de Fukushima se sont suicidés en raison des craintes de radiation, et d'autres sont morts lors des évacuations qui ont vu environ 160.000 personnes quitter, volontairement ou non, la vaste zone sinistrée.

Selon des statistiques officielles publiées la semaine dernière, 1.656 personnes sont mortes dans la préfecture de stress ou d'autres maladies liées à la catastrophe nucléaire.

"*Il y a eu beaucoup de victimes, mais il n'y a pas de poursuites*", a déclaré Ruiko Muto, 61 ans, organisateur de la manifestation de samedi.

Des dizaines de milliers de personnes sont toujours dans l'incapacité de rentrer chez elle et des scientifiques estiment que certaines zones devraient être définitivement abandonnées.

Quelque 15.000 personnes dont les fermes ou maisons ont été touchées par les radiations avaient lancé une action en justice en 2012 contre le gouvernement japonais et les responsables de la Tokyo Electric Power (TEPCO), opérateur de la centrale.

Mais en septembre, les juges ont décidé de ne prononcer aucune accusation pour négligence, expliquant que personne n'aurait pu prédire un séisme et un tsunami d'une telle violence et indiquant n'avoir trouvé aucune défaillance dans la réponse donnée immédiatement après la catastrophe.

Par ailleurs, quelque 1.800 personnes ont manifesté samedi dans la ville portuaire de Yaizu, à environ 170 km au sud-ouest de Tokyo, pour commémorer le 60e anniversaire de l'essai nucléaire américain de bombe à hydrogène sur l'atoll de Bikini.

Le test de 1954 avait provoqué des radiations pour les habitants des îles Marshall et entraîné la mort d'une quinzaine de pêcheurs japonais qui se trouvaient alors près de l'atoll. AFP 01.03

Haut de page

Le 4 mars 2014

CAUSERIE

(15 articles ont été ajoutés à 17h15 en Inde, 12h45 en France.)

Plusieurs articles mis en ligne sur la situation en Ukraine, d'autres articles sur différents pays suivront plus tard. Je n'ai pas eu le temps de lire attentivement tous ces articles, j'en ai saisi la substance et c'est suffisant pour le moment. Merci au passage à ces journalistes pour leurs informations si précieuses. Cela se fait, je suis peut-être un peu rustre, avec les cons seulement, pas le temps de finasser...

Les infos en bref demain seulement, j'ai préféré écrire un article sur la situation Ukraine en la recadrant dans le contexte mondial.

L'Ukraine est quasiment en faillite. Depuis 1990 les gouvernements qui se sont succédés ont privatisé terres et entreprises, les aparatchiks du régime se les sont distribués pour une bouchée de pain, ensuite ils ont procédé à une "réforme" fiscale favorable aux entreprises au détriment de l'Etat, sans pouvoir pour autant liquider tous les acquis sociaux des travailleurs isssus de la révolution russe de 1917 dont le coût est devenu insupportable pour l'oligarchie financière, Bruxelles et Washington.

L'objetif du coup d'Etat qu'ils viennent d'orchestrer est justement de s'y attaquer. Comment ? En venant au secours de ce pays qu'ils ont conduit au bord de la cessation de paiement en échange de "réformes structurelles", de contre-réformes sociales sans cesse repousser par crainte d'affronter directement la classe ouvrière, dorénavant ce sont les milices fascistes soutenues par l'Otan et Tsahal qui sont chargés d'instaurer un régime de terreur et mettre au pas le mouvement ouvrier qui n'est pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire), qui, victime de la politique antisociale de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 14 ans, demeure largement désorientée ou désarmée politiquement, l'objet de manipulations ou d'instrumentalisations.

Elle n'a rien à attendre de Bruxelles, Washington ou Moscou, pour se remettre en ordre de bataille il lui faut élaborer un programme politique qui doit se situer strictement sur son terrain de classe afin de garantir son indépendance et sa liberté d'action, sur le base de la rupture avec le capitalisme et tous les partis, institutions (nationales, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, l'Otan) et les différents impérialismes qui le représentent, exproprier les oligarques, se doter de nouveaux organismes politiques sur la base de soviets ou comités élus démocratiquement dans ses rangs une fois abattu le régime en place et chassés les mafieux au pouvoir. Bien entendu cela passe par la défense de tous ses acquis sociaux, le combat conjoint avec les syndicats, dans les syndicats, pour la restauration de tous les droits ou acquis dont elle a été spoliée depuis 14 ans.

Quant aux manoeuvres de la Russie en Crimée, elles n'ont pour but que de défendre les intérêts de l'impérialisme russe, ses intérêts financiers et militaires dans la région face à l'impérialisme américain. Il se peut que l'Ukraine éclate et que la Crimée soit rattachée à la Russie, quelque part cela rendrait service à Bruxelles et Washington car cela affaiblirait les masses de la partie occidentale de l'Ukraine qui serait intégrée dans l'UE plus facilement, la Crimée étant rattachée à la Russie, qui avec l'OSCE constituerait à terme un Etat supranational régional équivalent de l'UE, dont il est impensable qu'elle ait un jour pour frontière orientale le fin fond de la Sibérie.

De Brest à Vladivostok, pour contrôler l'ensemble des pays et des peuples très divers compris dans ce vaste continent, deux Etats supranationaux ne seront pas de trop. Ce partage du pouvoir peut convenir (provisoirement) à Washington et Moscou. Que ce nouveau partage se déroule en recourant à des provocations, des intimidations ou en recourant à la force de part et d'autre, est tout ce qu'il y a de plus normal ou conforme aux moyens toujours utilisés dans le passé par les impérialistes pour régler leurs différents.

L'opposition virulente, le harcèlement permanent dont font l'objet la Russie et la Chine de la part des puissances occidentales ne peut pas être expliqué uniquement par leur anticommunisme viscéral. Les Etats-Unis qui sont à la tête de la coalition occidentale néolibérale se livrent à des attaques quasi-systématiques, à une guerre déterminée relayées par le FMI, la Banque mondiale et l'UE (notamment) contre tous les Etats du monde qui disposent encore d'entreprises et de services publics à caractère social, afin qu'ils les privatisent ou les liquident au profit du marché, autrement dit pour que l'oligarchie financière en prenne le contrôle. Maintenant, du fait des révolutions russe et chinoise, il se trouve que ces deux pays et leurs satellites sont parmi ceux qui s'écartent le plus de la politique néolibérale prônée par l'oligarchie financière occidentale, il faut donc par tous les moyens les faire plier, les forcer à accélérer la mise en oeuvre des réformes structurelles que le FMI réclame en tant que porte-parole de l'impérialisme américain, dont l'économie a déjà dépassé le stade de la faillite depuis bien longtemps, et qui a impérativement besoin de l'ouverture de nouveaux marchés pour ses multinationales afin de retarder son effondrement.

En résumé, c'est la crise actuelle du capitalisme qui n'a pas d'équivalent dans le passé par son ampleur et sa profondeur qui dicte la politique des Etats-Unis et ses alliés, car c'est la survie de leur système économique à bout de souffle qu'ils veulent à tout prix sauver, c'est la seule stratégie qu'ils peuvent adopter. Stratégie dite néolibérale, mondialiste, qui a pour but d'instaurer un nouvel ordre mondial dirigé par un gouvernement mondial, une sorte de monarchie absolue à l'échelle planétaire dont les oligarques et l'élite intellectuelle à leur service détiendraient le pouvoir politique, exerceraient un contrôle totale sur l'économique mondiale, tandis que la population mondiale serait mise sous surveillance, ses droits sociaux et politiques ayant totalement disparu, la lutte des classes étant neutralisée, pour ainsi dire définitivement vaincue.

A l'initiative des Américains malgré leurs faiblesses demeurent hégémoniques un certain nombre d'institutions financières ou politiques à vocation mondiale ont été créées depuis 1944, du FMI à l'ONU, ils ont également mis en place un certain nombres de structures ou superstructures sur tous les continents dans lequel ils ont emprisonné plus ou moins les Etats, à terme leur objectif est qu'elles s'imposent à tous les Etats sans exception, il faut noter que les Russes et les Chinois n'ont pas échappé à cette règle, OSCE ou ASEAN, OMC, FMI, ONU, quand à l'Afrique elle est demeurée sous domination coloniale, ses Etats ont le statut de pays dominés et n'ont réellement d'indépendance que le nom, l'Amérique latine et centrale n'échappe pas à cette règle bien que certains gouvernements aient tentés de s'en affranchir en partie, mais en partie seulement puisqu'aucun n'a jamais rompu avec le capitalisme et ses institutions internationales auxquelles ils participent, cette remarque est valable pour tous les Etats en Asie qui demeurent dépendant du marché mondial et de sa monnaie, le dollar.

Bref, aucun Etat dans le monde ne s'oppose à la domination américaine et à sa stratégie néolibérale que certes chacun adapte en fonction des conditions spécifiques de leur pays ou des contraintes sociales qui les contraignent parfois à l'enfreindre et leur vaut la foudre de Washington ou du FMI, n'hésitant pas à renverser les gouvernements qui iraient trop loin ou à leur déclarer la guerre sous différents prétextes falacieux ou inventés de toutes pièces. Une fois que les Etats ont accepté d'appliquer les règles qui leur étaient imposées par l'oligarchie financières occidentales par le biais du FMI, ils ont perdu le contrôle de leur indépendance financière, en réalité de leur souveraineté politique, mais cela ils ne s'en aperçoivent que plus tard, trop tard, ils se retrouvent sous la tutelle du FMI, des oligarques qui leur octroient des prêts une fois leur pays conduit à la faillite du fait de la dérégulation fiscale ou financière, à condition de se plier à de nouvelles contraintes toujours plus drastiques, y compris politiques cette fois, dans la mesure où il leur est imposé de recruter dans leurs gouvernements des technocrates spécialement formés au sein des institutions financières internationales dominées par les Américains, qui en réalité prennent le contrôle politique de leur pays pour le compte de l'oligarchie financière occidentale ou internationale au détriment de leur peuple spolié de tout droit politique.

Quand on y regarde de plus près on s'aperçoit que ce n'est pas la Grèce ou l'Italie qui a servi récemment de laboratoire

au néolibéralisme, mais plutôt les Etats-Unis. Ils veulent imposer les recettes qui ont parfaitement fonctionné aux Etats-Unis depuis des lustres au monde entier, c'est ce modèle qu'ils veulent exporter sur tous les continents, cette stratégie qui combine pouvoir politique et économique concentré entre les mains de l'oligarchie financière, tandis que la population ne dispose finalement plus d'aucun droit social ou politique dans un régime policier, militarisé ou la liberté de chacun est en permanence mise sous surveillance.

Pour revenir sur leurs rapports avec la Russie, les Américains soutiennent les oligarques russes et les partis politiques qu'ils ont créés autour d'eux ou qui leur sont acquis, qu'ils financent aussi, qui à terme devraient prendre le pouvoir dans ce pays. L'objectif des Etats-Unis n'est pas de faire main basse sur la Russie, mais de s'en assurer le contrôle par le biais de leurs semblables sur place qu'ils pourraient éventuellement épaulés, c'est ce qu'ils ont fait récemment en Georgie et en Tchéquie, sauf que la Russie est un pays autrement plus important, la Chine encore plus avec ses 1,5 milliard d'habitants, ils commencent par la Russie parce qu'elle est plus proche géographiquement et moins peuplée, ensuite se sera le tour de la Chine. Poutine n'est pas opposé au mondialisme ou au néolibéralisme, il ne peut tout simplement pas jouer le rôle que les Américains attendent de lui parce qu'il incarne l'ancien régime, les pans de la bourgeoisie et de l'armée russe qui entendent défendre leurs intérêts spécifiques, exigences dont les Américains ne veulent évidemment pas entendre parler, ils ne le peuvent pas, ils n'ont pas le temps, ils n'ont pas le choix.

Ils sont pressés parce que leur système économique risque de s'effondrer à tout moment sous les coups de butoirs des masses qui n'acceptent pas de faire les frais des conséquences de la faillite à laquelle leur pays a été conduit. Les Américains ont la possibilité de faire payer leur propre faillite (endettement abyssal) aux (travailleurs) pays du monde entier via le dollar notamment, privilège que n'ont pas les pays auxquels ils imposent leur politique qui les conduit à leur tour à la faillite, quand vous avez vendu tous les bijoux de famille et que les impôts ou taxes ne rentrent plus dans les caisses de l'Etat, qu'il n'y a plus rien à gratter et qu'en plus vous êtes endettés jusqu'au cou, la fin est proche. Et face à cette faillite ces Etats se retrouvent fragilisés, totalement démunis pour y remédier, ils doivent encore et toujours s'attaquer aux conditions de travail et d'existence des travailleurs, leur pourrir la vie un peu plus chaque fois, mais jusqu'à quand vont-ils le supporter sans se soulever, c'est le point crucial qui concentre toutes les contradictions du capitalisme, de la réponse à cette question dépend le sort de l'humanité toute entière qui peut basculer vers le socialisme, on ne voit pas par quelle miracle à l'heure qu'il est grâce à l'incurie légendaire de nos dirigeants, ou vers la barbarie dont les contours se confirment jour après jour, hélas ! Cependant, les peuples peuvent tirer très rapidement des leçons de leurs propres expériences, donc tout n'est pas encore foutu, ne baissons pas la garde, gardons le moral tout en étant lucide.

Haut de page

Le 5 mars 2014

CAUSERIE

On rajoutera quelques documents en fin de journée.

Petit et complexé : cela rend parfois vulgaire, con et mauvais !

Extrait de l'enregistrement réalisé par P. Buisson à l'aide d'un dictaphone, et rendu public par le Canard enchaîné, des propos tenus par Sarkozy, le 27 février 2011, lors d'une séance de travail :

- "*On n'a pas entendu ces connards de chiens qui aboyaient*" (dans les jardins élyséens)? (...) Buisson spirituel : "*Tu parlais des journalistes?*"

Abattre le capitalisme : une nécessité impérilleuse, urgente !

- Les milliardaires sont plus nombreux et plus riches en 2014 - libération

L'Américain Bill Gates, co-fondateur du géant de l'informatique Microsoft, est redevenu l'homme le plus riche du monde, privant le Mexicain Carlos Slim du titre qu'il détenait depuis quatre ans, selon le classement 2014 du magazine américain Forbes.

Avec une fortune estimée à 76 milliards de dollars (9 milliards de plus par rapport à l'an dernier), Bill Gates devance le roi mexicain des télécommunications, dont la fortune a fondu de 1 milliard en un an, à 72 milliards, et retrouve le rang qu'il a occupé pendant quinze des vingt dernières années. L'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara, consolide sa troisième place conquise l'an dernier avec 64 milliards, soit 7 milliards de plus, selon Forbes.

Avec une fortune estimée à 34,5 milliards de dollars (soit 4,5 milliards de plus), l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt, est

la personnalité française la plus riche du globe et occupe la 11e place du classement, après avoir occupé la 9e place l'an dernier. Son compatriote, Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, a été relégué de la 10e à la 15e place même si sa fortune personnelle est passée de 29 à 33,5 milliards en un an, indique Forbes.

Fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg est le grand gagnant de ce classement 2014, qui l'a vu plus que doubler sa fortune personnelle, de 13,3 à 28,5 milliards, après l'entrée en Bourse de son groupe. Le jeune milliardaire occupe désormais le 21e rang mondial, alors qu'il n'était qu'à la 66e place l'an dernier. Selon Forbes, le monde compte un nombre record de milliardaires qui sont désormais 1 645, en hausse de 15,3% sur un an, un record absolu depuis la création de ce classement il y a 27 ans. Quelque deux-tiers d'entre eux ont eux-mêmes construit leur fortune tandis que le reste en a totalement ou partiellement hérité.

Tous ensemble, ces ultra-riches – dont un nombre record de femmes (172) – pèsent 6 400 milliards de dollars contre 5 400 milliards l'an dernier, selon Forbes. Les Etats-Unis restent en tête avec 492 milliardaires, suivis de loin par la Chine (152) et la Russie (111). L'Algérie, la Lituanie, la Tanzanie et l'Ouganda rejoignent la liste Forbes avec un milliardaire chacun.

A titre de comparaison, la fortune personnelle de Bill Gates équivaut au produit intérieur brut généré en 2012 par la Syrie (73,7 milliards de dollars selon les données de la Banque mondiale). Celle de Liliane Bettencourt se rapproche du PIB 2012 du Turkménistan (35,2 milliards de dollars). Quant à la fortune personnelle cumulée des 1 645 milliardaire de la planète, elle dépasse assez largement le PIB 2012 du Japon (5 959 milliards de dollars). libération 03.03

Pourquoi une telle concentration de richesses ? Pourquoi tiennent-ils tant à devenir toujours plus riches ? C'est la raison d'être du capitalisme et son objectif qui n'a jamais changé depuis qu'il existe. Comment peut-on justifier ou légitimer qu'une telle infime minorité possède autant de richesses et de pouvoir au détriment du reste de la population ?

Poser la question c'est y répondre, rien, absolument rien ne permet de le justifier ou le légitimer en dehors de l'ignorance dans laquelle sont maintenues les masses exploitées. Et en quoi consiste le combat idéologique que nous menons, que nous devons impérativement mener sur tous les fronts, en quoi est-ce si important ? Parce qu'il s'attaque à cette ignorance, c'est cette ignorance qui est à la base de la soumission des peuples devant ces monstres, que l'idéologie dominante, de la classe dominante et les médias aux ordres entendent perpétuer, l'ordre établi qu'il nous faut renverser. Sans élévation du niveau de conscience des masses, elles demeureront faibles, vulnérables, manipulables et nous ne pourrons jamais les organiser et changer le monde, à nous de savoir pour quelle cause nous luttons vraiment, quel idéal. Le socialisme, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté.

Les articles que vous ne trouverez pas en ligne dans ce site.

1- Tout est possible !

Encore un qui a tout compris, au point qu'il s'accomoderait très bien des multinationales, donc de l'oligarchie financière qui va avec ou leur est intimement liée, ne comprenant pas non plus qu'elles détiennent aussi le pouvoir politique, pire encore, que les Etats leur sont entièrement subordonnés, que les partis qui participent aux institutions en sont les porte-parole.

Aussi qui fera cesser "*ces activités criminelles en rétablissant la souveraineté fiscale des Etats*", personne, aucun parti parvenant au pouvoir par les urnes, c'est impensable, impossible, un tel gouvernement tomberait immédiatement sous le coup de représailles mortelles organisées par les oligarques et leurs milices patronales ou d'extrême droite, lourdement sanctionné par le marché, il ne lui resterait plus qu'à faire amende honorable, capituler, se soumettre à la dictature de la finance.

Une autre solution plus sûre et plus radicale existe : rompre avec le capital, les exproprier sans leur verser un centime, s'emparer de tous leurs biens et avoirs, les arrêter et les traduire devant un tribunal populaire, c'est la seule méthode sérieuse et cohérente qui puisse être appliquée pour parvenir à l'objectif politique qu'on s'est fixé, pour réduire à néant leur faculté de nuisance, déposséder les forces de la réaction de tout pouvoir en lui otant toute source de financement, ses mercenaires et le lumpenprolétariat s'apercevant qu'ils sont de mauvais payeurs se retourneront contre eux et la révolution socialiste pourra suivre son chemin plus tranquillement...

- *La TNCF, oui c'est possible… de lutter unilatéralement contre les paradis fiscaux* - Laurent S. - legrandsoir.info - 28 février 2014

Comment utiliser le principe de la TVA contre l'optimisation fiscale des multinationales et pour baisser les taux de TVA. Pourquoi l'impôt sur les sociétés est incompatible avec le statut de multinationale.

Les sociétés multinationales ont détourné des milliards d'euros vers les paradis fiscaux grâce à l'optimisation fiscale. Non seulement cet argent manque à l'Etat pour mener une politique sociale mais en plus il alimente la spéculation qui perturbe les marchés économiques. Il importe donc de faire cesser ces activités criminelles en rétablissant la souveraineté fiscale des Etats. Il est vain d'attendre pour se faire un accord international qui mettra fin aux paradis fiscaux et à la finance noire. Mais un Etat peut

initier tout seul la révolte en créant une taxe qui ne touche que les multinationales : une taxe de non-coopération fiscale ou TNCF. legrandsoir.info 28.02

2- Quand Amnesty International appelle à une intervention militaire en Centrafrique ou légitime celle déjà en cours, mais insuffisante.

On a là sa véritable nature de suppôt de l'impérialisme, comme toutes les ONG, osons le dire.

- *« Les anti-balakas pratiquent le nettoyage ethnique et les tueries sectaires »* - Donatella Rovera - legrandsoir.info (humanite.fr) - 2 mars 2014

Responsable des conflits et des crises pour l'ONG Amnesty International, Donatella Rovera est l'auteur d'un rapport sur la situation en République centrafricaine.

Donatella Rovera. La présidente et son gouvernement, nouvellement installés n'ont pas les forces nécessaires. Mais il faut que la communauté internationale mette à disposition d'une force de maintien de la paix suffisamment de ressources humaines et matérielles pour lui permettre de protéger la population civile. legrandsoir.info (humanite.fr) 02.03

Parole d'internaute.

(A propos de l'Ukraine, nombreux sont ceux sur Internet qui manifestement ont appris des expériences des années passées à se méfier de la propagande officielle relayée par les médias, ici les commentaires suivants figuraient à la suite d'un article du portail Atlantico.fr et du journal Le monde ou la voix de son maître. Comme d'habitude, j'ai rectifié l'orthographe et parfois la ponctuation fantaisiste, car ce serait dommage que les lecteurs reproduisent ces fautes ou erreurs.)

1- "*Il est évident que les deux camps ont chacun leur propagande. Les médias russes ne voient que les néonazis alors qu'ils sont minoritaires... mais pas pour autant non dangereux... Et les médias occidentaux ne voient que les actions de Poutine en oubliant que dans tout le pays les gens se révoltent contre le gouvernement provisoire issu d'un coup d'Etat et des discriminations que ce gouvernement fait voter contre les minorités russes. Ce ne sont pas les exemples qui manquent pour prouver les mensonges du camp occidental. Dans la guerre avec la Géorgie, les médias occidentaux avaient dit que c'était le "méchant Poutine" qui avait attaqué la Géorgie alors que c'était le contraire. Les médias français notamment ont avoué avoir menti bien après mais plus personne n'écoutait. Maintenant ils nous ressortent les mêmes bobards et certains y croient toujours. Mon dieu que c'est facile de mener les petits moutons par le bout du nez. A voir sur la manipulation des foules, le film "la vague" inspirée d'une histoire vraie.*"

Effectivement, les médias mentent effrontément ou plutôt tronquent, falsifient sciemment les faits dans le sens qui les arrangent, pour conditionner la population et obtenir son adhésion à la politique du gouvernement, puis, plus tard, ils tiennent un autre discours contradictoire avec le même aplomb en se disant que tout le monde a oublié qu'à l'époque ils avaient manipulé les faits. Ils ne sont bons qu'à cela. Il faut les boycotter, ne pas acheter leur presse et ne pas s'abonnner à leurs portails.

2- "*Sous Ianoukovitch, une loi de 2012 a accordé dans plusieurs régions le statut de langue officielle aux langues minoritaires. L'abrogation de la loi de 2012 a été, dès le 23 février, l'une des premières décisions du Parlement de Kiev depuis la chute de Ianoukovitch. Un vote passé relativement inaperçu à l'étranger, mais qui a marqué les esprits, en Transcarpathie comme en Crimée.* "

Quand ils ont décidé qu'un gouvernement ne leur convenait pas ou d'en avoir la peau, quoi qu'il fasse n'y changera rien. Les puissances occidentales sont inféodées à l'impérialisme américain et toute leur politique jusque dans les moindres détails doit être en adéquation avec cette soumission et les objectifs politiques qu'ils partagent.

3- "*D'après une enquête de 1993, 53% des Ukrainiens sont russophones (dont la majorité des habitants de Kiev !). Dans ces conditions, la répression contre la langue russe, décidée par un gouvernement pro-américain issu d'un coup de force, est une provocation que seul peut soutenir l'avocat de toutes les causes pourries (l'inévitable BHL).*"

Cela ne vous avait pas échappé, bravo !

4- "*J'ai lu que la Chine soutenait la Russie à l'ONU, si c'est vrai, est-ce que Le Monde sait pourquoi? Et est-ce que ça ne réduit pas la Communauté Internationale condamnant la Russie à la seule OTAN?*"

Dans le discours officiel des représentants des puissances occidentales, gouvernements ou institutions internationales, la "communauté internationale" est censé représenter tous les pays ou ceux présents à l'ONU, alors qu'en réalité elle ne représente que l'impérialisme américain et ses alliés, leurs intérêts.

Les puissances occidentales qui s'octroient le droit de parler au nom du reste du monde entendent ainsi signifier à ceux qui oseraient les contredire ou les défier qu'ils s'exposeraient à des représailles. Ce langage qui se veut diplomatique ou consensuel relève en réalité du diktat ou sous-entend une menace envers ceux qui tenteraient de leur résister, ils parlent et agissent comme si elles étaient les maîtres du monde auxquels tous les Etats doivent se soumettre.

En complément

Il y a la propagande gouvernementale relayée par la désinformation médiatique. Et puis il y a la situation réelle.

Entre eux ils tiennent un discours différent de celui destiné à la population...

- Un diplomate assure que "*la Russie ne veut pas de guerre avec l'Ukraine*" - LePoint.fr

Un discours plus sérieux qui tient compte de la réalité ou de leurs intérêts...

- Ukraine : un document officiel recommande à Londres de ne pas "*fermer*" la City aux Russes - Francetv info

Ils se moquent des fausses rumeurs ou alarmistes qui les amusent...

- Ukraine: la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu - L'Express.fr

Finalement ils disent stop à la cabale qu'ils ont lancée eux-mêmes...

- Stop aux postures sur l'Ukraine : à quoi pourrait ressembler un accord de realpolitik entre Russie et Occident - Atlantico.fr

Les vrais choses sérieuses pourraient en pâtir...

- Wall Street retrouve le goût du risque et se hisse à un nouveau record - AFP 04.03

En complément

La réaction ne désarme pas et se déchaîne.

- Ukraine : vues de Russie... les images de la crise racontent une toute autre histoire - Atlantico.fr

- Les nostalgies du « *camarade* » Vladimir - LeMonde.fr

- Ukraine : le Conseil de l'Europe dénonce le rôle de la police pendant les émeutes - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Les rapaces à éliminer.

- Les milliardaires sont plus nombreux et plus riches en 2014 - Liberation.fr

- Bill Gates reconquiert son titre d'homme le plus riche du monde - AFP

- George Soros mise sur l’Espagne - Liberation.fr

- Après Heinz, Warren Buffett envisage d'autres acquisitions - AFP

- Plus de 8 milliards d'euros nécessaires aux banques grecques - Reuters

- Soupçons de pots-de-vin sur les achats d’armes en Inde - Liberation.fr

L'illusion aura fait long feu.

- La coopérative des ex-Lejaby menacée de liquidation - Liberation.fr

Résistance passive.

- Plusieurs milliers d'étudiants infirmiers manifestent leur colère - AFP

- La Redoute : les salariés manifestent à Roubaix - LePoint.fr

- Des policiers municipaux manifestent pour leurs salaires et leurs retraites Liberation.fr

Charrettes.

- Volvo envisage de supprimer 508 postes en France - LePoint.fr

- Ascométal (2000 salariés) : un fleuron sidérurgique au bord du redressement judiciaire - AFP

- Etats-Unis. RadioShack va fermer jusqu'à 1.100 magasins - Reuters

Les agences de presse rivalisent dans la désinformation jusqu'au ridicule.

- Espagne: très légère baisse du chômage en février - AFP

- Le nombre de chômeurs diminue de 0,04% en février en Espagne - Reuters

Ils veulent vous rendre dingues !

- Pour 69% des Français, il est plus difficile pour les femmes de s'engager en politique - AFP

- Les accès de colère sont mauvais pour la santé cardiovasculaire - 20minutes.fr

- Placer le père aux cœur des politiques familiales pour réduire les inégalités au travail - LeMonde.fr

- Un Français sur quatre souffre de bourdonnements d'oreille - 20minutes.fr

- Quand manger sain tourne à l'obsession - 20minutes.fr

Un régime qui se délite présente de nombreuses failles.

- La justice enquête sur une possible fraude aux contrats aidés dans le 93 - Liberation.fr

- Un réseau d'immigration clandestine inédit arnaquait la Sécu - LeFigaro.fr

Foire d'empoigne municipale

Pour lutter contre "*contre les politiques d'austérité*": Alliez-vous avec le PS !

- Le PCF veut des élections municipales "*contre les politiques d'austérité*" - AFP

Ils sont géniaux, il faut les encourager à persévérer dans la même voie, si, si, l'euthanasie est légale en ce qui vous concerne !

- Municipales: on s'arrache le logo du Front de Gauche à Montreuil - L'Express.fr

- Paris : Municipales 2014: NKM se défend après la polémique concernant la présence de François Lebel sur les listes UMP 20minutes.fr -

- Paris: l'ex-tête de liste UMP du IIe assignée en justice par ses colistiers - AFP

- L'UDI et le MoDem divisés dans 19 des 25 plus grandes villes - Francetv info

- A l'UMP, on soutient (plus ou moins) Copé - Public Sénat

- François Fillon et Alain Juppé apportent un soutien très mesuré à Jean-François Copé - LeMonde.fr Copé et ses propositions sur la transparence créent le malaise au sein de l'UMP - Francetv info

- L'écologiste Vichnievsky rejoint Patrick Mennucci - LeMonde.fr

Soyons "***eurolucides***" = euronazis !

- Pascal Durand, tête de liste EELV aux européennes: «*Ni eurosceptiques, ni eurobéats mais eurolucides*» - 20minutes.fr

A l'ukrainienne !

- Européennes : les socialistes lancent leur campagne pour une « *réorientation* » de l'Europe - Public Sénat

Cela fait désordre. Dommage qu'il n'ait pas été massacré lui aussi !

- Procès Rwanda: un nouveau Tutsi sauvé et gênant - AFP

L'injustice remporte une manche.

- Environnement: Chevron gagne une manche face à l'Equateur - AFP

Titre trompeur, la justice équatorienne a condamné lourdement Chevron suite à une vaste pollution, la justice américaine vient de blanchir Chevron, comme pour l'AFP ou la multinationale Chevron la justice américaine à ses ordres est seule légitime, celle d'Equateur ne ne peut pas l'être. A suivre

Stratégie du chaos, déstabilisation...

- Centrafrique: Ban Ki-moon recommande de déployer 12.000 Casques bleus - AFP

- Nouveau massacre dans un village du nord-est du Nigeria - Reuters

- Deux Palestiniens tués par Israël dans la bande de Gaza - Reuters

- Darfour : près de 20 000 personnes déplacées ces derniers jours - LeMonde.fr

- Libye: la transition démocratique de plus en plus incertaine - AFP

- La Libye réhabilite le défunt roi al-Senoussi renversé par Kadhafi - Libération.fr

- Pakistan : 11 morts dans un attentat suicide à Islamabad - AFP

- Venezuela: des milliers de manifestants dans les rues de Caracas - AFP -

- Venezuela: sur les barricades, on s'inspire de Kiev et du Caire - AFP

Alors les fachos sont dans la rue à Caracas !

ACTUALITÉ DU JOUR

Au Point de la réaction. Crif, Copé, Buisson et la Palestine au menu.

(Rectificatif. Dans une précédente causerie j'avais confondu Buisson et Besson qui est un chroniqueur du Point. Vous me direz que ce n'était pas important car une seule syllabe les distingue, d'accord, mais comme je me suis aperçu de cette erreur, je corrige.)

La véritable nature du sionisme s'expose au grand jour.

Alors que Tsahal (l'armée israélienne) intervient à Kiev au côté des partis nazis et néonazis farouchement antisémites. (lire la suite dans les articles publiés dans cette page).

- Le Crif implore Hollande de faire de l'antisémitisme une "*cause nationale*" - LePoint.fr -

Antisémitisme à l'extrême droite, antisionisme à l'extrême gauche : le président du Crif Roger Cukierman a appelé mardi soir François Hollande, présent lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France ce mardi, à mobiliser la France contre ces deux "*fléaux*" en en faisant "*une cause nationale*".

"*Il faut attaquer très tôt la propagation de la haine*", a estimé Roger Cukierman . "*On ne naît pas antisémite, on le devient, par bêtise, par ignorance, ou par préjugé*". (On en naît pas juif, on le devient ou non "*par bêtise, par ignorance, ou par préjugé*", aussi sûrement qu'on devient sioniste, par intérêt. - ndlr)

Mais il a également dénoncé, à l'extrême-gauche, "*l'antisionisme, nouvel habit de l'antisémitisme. Car s'il n'est pas convenable d'être antisémite, il est élégant de fustiger l'Etat d'Israël*". LePoint.fr 04.03

Il revendique cet amagame ordurier entre antisionisme et antisémitisme, extrême droite et extrême gauche, pour le compte de la défense de l'Etat d'Israël théocratique, génocidaire, d'apartheid. En réalité pour défendre le capitalisme en crise qui doit recourir au néolibéralisme, dont le sionisme sert de couverture théocratique ou idéologique.

Ce n'est ni une question de "*convenance*" ou d'"*élégance*" de lutter pour la disparition d'un Etat né d'un coup de force soutenu par l'impérialisme britannique contre un peuple qui a été spolié de ses terres et en a été chassé par l'occupant.

C'est un devoir pour tout citoyen du monde combattant pour le respect des droits politiques de chaque peuple à disposer de lui-même, à se constituer en Etat ou nation indépendante et souveraine, de soutenir la lutte légitime du peuple palestinien.

Ajoutons que le peuple juif n'ayant jamais existé que dans le cerveau de mégalomanes, issu de la mythologie fabriquée par des juifs fortunés et fanatiques se destinant à imposer leur domination sur le monde entier une fois détournés ou interprétés faussement le judaïsme et ses écritures, aucun juif en tant que tel dans le monde ne dispose de la moindre légitimité pour exiger l'existence ou la reconnaissance d'un Etat juif, seul le statut de palestinien athée ou de confession juive, catholique, protestante, musulmane, etc. possède réellement une valeur et peut être reconnu, retenu sur la terre de Palestine.

Question : Y aura-t-il un parti ouvrier, un parti d'extrême gauche pour répondre à cette pourriture, y en aura-t-il un pour mener le combat idéologique contre le sionisme ?

Commentaire d'internaute

1- "*Chantage.*

En gros, si on ne reconnait pas Jérusalem comme capitale d'Israël on est antisémite.
Cuikerman joue à un jeu dangereux. Un anti-colonialiste se voit traité de fasciste.
Le CRIF représente les institutions juives de France, pourquoi diable se mêle-t-il d'Israël ?"

Le Crif prétend parler au nom des juifs de France, alors qu'un grand nombre d'entre eux ne se reconnaissent pas dans le Crif, et qu'il existe de nombreuses organisations juives qui rejettent le discours du Crif.

Hollande parle bien au nom de tous les Français en tant que Président de la République, sous prétexte qu'il a été élu, mais en réalité avec un taux de popularité avoisinant 20%, il ne représente que les intérêts d'une minorité ou beaucoup moins encore, d'où notamment notre refus de reconnaître sa légitimité, les faits nous donnent raison. Nous ne nous reconnaissons pas dans ce président qui incarne l'oligarchie financière ou le capital, qui voue un culte à l'Etat d'Israël et au sionisme, nous lui refusons le droit de parler en notre nom, aussi nous n'avons rien à lui demander ou à exiger de lui, à part qu'il parte !

2- "*Vous avez dit "antisionisme" ?*

En quoi critiquer la politique d'extrême droite menée par le gouvernement d'un pays étranger (en l'occurrence Israël) deviendrait-il un délit chez nous ? Le noyautage a des limites me semble-t-il et ce genre de propos ne peut faire que le lit de véritables propos antisémites en réaction !"

Mais, c'est sa vocation : provocateur ! L'extrême droite est le meilleur allié du sionisme et pas seulement au sein du gouvernement israélien, en Ukraine, aux Etats-Unis, etc. mais aussi au Proche-Orient ou il a pour allié les régimes dictatoriaux du Golfe.

3- "*Comment Mr Hollande.*

Peut-il accepter que l'on insulte les Français de cette façon ? La France serait antisémite, raciste, fasciste ? Je regrette, mais non. On ne voit pas de scènes du genre que s'imagine ce monsieur. Il va falloir arrêter avec cette façon de culpabiliser les Français... On accuse, on accuse. On insulte, on insulte. Et je me demande ce qu'à répondu Mr Hollande, j'espère qu'il a répondu qu'il n'y a pas d'antisémitisme, ni de racisme ni de fasciste en France. Je me sens insultée et je suis sûre ne pas être la seule. Cela suffit !"

Monsieur Hollande est franc-maçon comme la plupart des membres du gouvernement, la franc-maçonnerie et le sionisme partageant la même philosophie et idéologie, finalement comme chacun a pu le constater ces dernières années les mêmes objectifs politiques. Ainsi, vous vous faîtes de graves illusions sur les intentions du minable locataire du Palais, serviteur zélé du néolibéralisme, il est l'obligé du sionisme qui fait partie du scénario ou de la stratégie politique mondiale de l'oligarchie financière néolibérale qui est aux commandes, c'est elle qui l'a fait et qui l'a élu, ne l'oubliez jamais.

Vous n'êtes pas sans savoir pourquoi pour un oui ou un non ils ne cessent de vous culpabiliser ou de vouloir que naisse en vous un complexe de culpabilité permanent. Qui dit complexe de culpabilité, dit complexe d'infériorité, c'est vous rabaisser, vous faire sentir que vous être faible, minable, nul, alors de là à ce que vous méritiez le sort qu'on vous impose il n'y a jamais loin.

Vous comprenez le rapport de cause à effet qui justifie la mise en oeuvre de ce mécanisme sordide qui doit vous conditionner psychologiquement, vous mettre mal à l'aise, vous perturber, vous déstabiliser, vous avilir aussi, vous convaincre que vous ne valez pas grand chose et qu'en tant que tel vous ne pouvez pas revendiquer ou légitimer avoir le pouvoir de décider quoi que ce soit, au delà si on va au bout de ce processus, cela signifie que vous ne méritez pas de disposer de droits politiques puisque vous en feriez forcément un mauvais usage, autant accepter qu'on décide à votre place et que vous en soyez spolié, que vous acceptiez cette situation et la boucle est bouclée.

J'exagère ? Ouvrez les yeux, bordel !

Tenez, le titre suivant le confirme.

Le gouvernement israélien d'extrême droite veut en finir une fois pour toute avec le peuple palestinien.

- Netanyahou souhaite qu'Abbas reconnaisse Israël comme un État juif - LePoint.fr

Qui visent-ils ? Sarkozy, Copé et leur clique ou bien s'agit-il seulement de venir en aide au soldat Hollande (et au PS) qui aurait leur préférence, ou les deux à la fois ?

- Enregistrements Buisson à l'Elysée: Le Canard enchaîné publie un verbatim - AFP

Le Canard enchaîné publie dans son édition de mercredi le verbatim de l'enregistrement d'une réunion à l'Elysée, réalisé en 2011 à l'aide d'un dictaphone par Patrick Buisson, alors conseiller de Nicolas Sarkozy.

Dans un communiqué transmis par son avocat Gilles-William Goldnadel à l'AFP, Patrick Buisson se défend: "*En tant qu'intervenant essentiel de ces réunions*" il "*ne pouvait prendre des notes écrites et utilisait ces enregistrements pour préparer la réunion suivante*".

Patrick Buisson, accusé mi-février par Le Point d'avoir enregistré certaines de ses conversations avec l'ancien président, avait alors indiqué qu'il comptait porter plainte contre l'hebdomadaire.

L'article du Canard enchaîné "*ne change en rien la plainte déposée par Patrick Buisson contre l'hebdomadaire Le Point le 21 février*", selon son communiqué. "*En effet, le fait que M. Buisson aurait pu faire un usage clandestin, malveillant et systématique de ce qui n'était qu'un enregistrement de travail relève de la diffamation*", ajoute l'ancien conseiller.

Il est aussi au coeur de l'affaire des sondages, dans laquelle un juge enquête sur la régularité des contrats conclus sous la présidence Sarkozy, sans appel d'offres, entre l'Élysée et neuf instituts de sondage, dont la société de conseil Publifact de M.

Buisson. AFP 04.03

Nos lecteurs connaissent bien Gilles-William Goldnadel, un des piliers sioniste d'extrême droite du Crif, collaborateur du portail Atlantico.fr mêlé à plusieurs coups tordus ces dernières années, dont la dénonciation du "*Mur des cons*". Il est étonnant au premier abord que Le Point de BHL copain idéologique de Goldnadel s'en prenne à Buisson.

On se souvient qu'en 2013 Fillon et Pécresse ont participé à la réunion du groupe Bilderberg, ce qui nous a fait dire que l'oligarchie mondialiste l'avait choisi comme futur candidat de l'UMP à la présidentielle de 2017 au détriment de Copé ou Sarkozy. Ces "*révélations*" ont une nouvelle fois pour cible Sarkozy et son langage de chartier, pour un président de la République cela fait désordre. Ceci a-t-il un rapport avec cela ? On le saura plus tard.

Ce qui est un acte "***démocratique***" et "***légitime***" à Kiev ou Caracas ne l'est pas à Bilbao...

- Espagne: incidents en marge d'une conférence économique à Bilbao - AFP

Des incidents ont éclaté lundi en marge d'une conférence économique organisée à Bilbao, dans le nord de l'Espagne, avec la présence de la présidente du Fonds monétaire international (FMI), de nombreuses personnalités politiques et économiques et du roi Juan Carlos, ont indiqué les autorités.

Portant pour certains les drapeaux d'organisations d'extrême gauche, cagoulés et le visage caché derrière des écharpes, plusieurs dizaines de manifestants ont défilé en plein centre de Bilbao.

Devant les passants, un petit groupe s'en est pris à un fourgon de la police municipale, renversé sur le côté dans la rue, brisant ses vitres et gyrophares tandis que d'autres jetaient des tables et chaises contre la vitrine d'un restaurant et attaquaient à coup de barres en fer et de bidons les vitres d'une banque.

"*La police a chargé*", a indiqué à l'AFP un porte-parole du département chargé de la Sécurité du gouvernement régional basque. "*Deux personnes ont été interpellées, un agent a été blessé*", a-t-il précisé.

"*A partir de 10H30, un groupe de personnes masquées a détruit des vitrines et a jeté de la peinture contre au moins une vingtaine d'établissements, des commerces, banques et autres, dont un restaurant*", a indiqué le porte-parole.

Les manifestants ont renversé des poubelles et "*au moins une a été brûlée*", a-t-il ajouté.

Les incidents ont éclaté en marge d'une conférence sur l'économie espagnole et européenne où étaient invités lundi, notamment, la présidente du FMI Christine Lagarde, le vice-président de la Commission européenne Joaquin Almunia, le ministre espagnol de l'Economie Luis de Guindos et le roi d'Espagne Juan Carlos, ainsi que plusieurs présidents de grandes entreprises. AFP 03.03

Pacte de dupes.

- Pacte de responsabilité : le patronat présente son projet aux syndicats - libération.fr

Le patronat a présenté hier aux syndicats un projet d'accord, selon lui «*gagnant-gagnant*», sur le pacte de responsabilité, qui prévoit l'ouverture de discussions dans les branches professionnelles sur des «*objectifs d'emploi*».

FO a déjà prévenu qu'il ne signerait pas.

La CGT a confirmé «*son opposition au pacte*».

La CFDT, la plus ouverte aux négociations sur le pacte, a aussi fait savoir que le texte ne lui convenait pas.

La CFE-CGC l'a qualifié de «*provocation*».

Il ne donne aucun objectif chiffré d'embauches. Ils seront «*quantifiés*» «*lorsque la baisse des prélèvements sociaux et fiscaux*» prévue par le pacte et leurs «*modalités de mise en œuvre*» seront «*précisément définies*» par le gouvernement…libération.fr 04.03

L'ANI est passé par là, les mensonges grossiers de Hollande "*moi président*", mais aussi l'Irak et la Libye, avec la Syrie et maintenant avec l'Ukraine et le Venezuela ça commence à faire beaucoup, ça coince, ça ne passe plus, chat échaudé craint la pluie, ils ne pourront pas refaire le même coup foireux indéfiniment prédisions-nous... sauf à passer en force, c'est le seul scénario qu'il leur reste, le plus dangereux aussi car ils y prennaient goût, la dictature se normaliserait et si les masses ne parvenaient

à s'organiser et àconstruire le parti, ce serait un avenir très très sombre qui nous attendrait.

Noir c'est noir ! On vous accorde de "***vivre***", estimez-vous heureux encore !

- Oscar du meilleur film à "*12 Years a Slave*" - Reuters

"*Twelve Years a Slave*" du cinéaste britannique Steve McQueen est devenu dimanche soir le premier film d'un réalisateur noir à décrocher l'Oscar du meilleur film en 86 éditions de la cérémonie annuelle de l'industrie cinématographique américaine.

Adapté des mémoires de Solomon Northup, ce récit dramatique d'un homme noir qui perd sa liberté livre un récit terrible de l'esclavage aux Etats-Unis avant la guerre de Sécession.

"*Chacun mérite non seulement de survivre, mais aussi de vivre. C'est l'enseignement principal de l'héritage de Solomon Northup*", a déclaré le réalisateur, Steve McQueen. Reuters 03.03

Demain je vous raconterai l'histoire à pleurer d'une esclave, noire, indienne, Selvi, une femme de 45 ans qui en paraît 20 de plus, qui m'aide depuis une semaine à entretenir la maison et le jardin. Je l'ai fait parler, sous la torture d'un jus d'orange, je la connaissais déjà un peu, je savais qu'elle allait me raconter quelques choses de triste et je n'ai pas été déçu...

Elle aussi elle a eu le droit de *vivre*", mais alors quelle vie, Selvi ! C'est pas "*Twelve years a slave*", mais Slave for ever, pour toujours !

Haut de page

Le 6 mars 2014

CAUSERIE

Mercredi 21h44 en Inde.

16 nouveaux articles ont été ajoutés. Epuisé je vais me coucher.

Jeudi 23h44 en Inde.

Mon épouse a eu une mauvaise nouvelle de retour en France, les collabos des allocations familiales avaient frappé : pour être restée trop longtemps en dehors de France, ils lui ont coupé la moitié de son allocation handicapée, elle ne touche plus que 500 euros depuis novembre 2013. Au passage je dis merde au militant qui estimait que je méprisais les fonctionnaires qu'ils considèrent comme des êtres doués d'une conscience supérieure, moi j'ai toujours considéré l'inverse.

La loi stipule qu'elle doit passer 8 mois en France minimum par an pour bénéfier de ses droits, obligation qu'elle n'a pas pu remplir parce son logement HLM ne dispose pas de chauffage en hiver et qu'il lui était impossible de brancher un chauffage électrique d'appoint sans que le compeur électrique saute, l'installation de l'appartement étant défectueuse et l'organisme HLM refusant de la refaire, l'immeuble en entier étant pour ainsi dire insalubre. Chaque hiver ou printemps, il lui arrive d'être victime d'infection car très vulnérable, de tomber dans le coma et de se retrouver aux urgences, du coup elle passe une grande partie de cette période de l'année en Inde.

Cette fois elle est restée 5 mois d'affilés en Inde, je lui avais dit qu'elle avait pris un gros risque, elle n'a pas voulu m'écouter, la sanction est tombée. Ces zélés serviteurs de l'Etat corrompu jusqu'à l'os des allocations familiales doivent rendre des comptes, faire du chiffre comme dans la police, se faire bien voir de leurs chefs, une femme seule, faible et sans défense, handicapée, d'origine indienne, qui maîtrise mal le français, voilà une proie facile. Elle m'a dit qu'elle aurait été dénoncée par des Indiens, c'est parfaitement possible étant donné les relations pourries qu'elle avait eu dans le passé avec certains d'entre eux qui habitent à Aubagne, ces gens-là sont habités par une haine coriace, à vie, de véritables ordures, pourquoi, par jalousie, parce que mon épouse a osé un jour leur dire en face ce qu'elle pensait d'eux, rien de plus. C'est un milieu que vous ne connaissez pas, celui de gens complètement arriérés, qui votent FN, qui haïssent les musulmans et les Arabes, les Africains, xénophobes, plus pourris tu meurs, des gens qu'il ne faut fréquenter pour rien au monde, mais quand on les rencontre au début, on n'en sait rien, c'est par l'expérience qu'on apprend à les connaître, à nos dépends. Mon épouse a été approchée par des gens d'extrême droite, d'autres appartenant à des sectes, ils repèrent leur proie, une femme seule, ils ne la lâchent pas facilement. Quand elle se rend dans un service social, elle a le droit au même traitement, on l'humilie, on lui demande ce qu'elle fout là, en France, des employées issues de l'immigration le plus souvent lui tiennent ce langage, elle, elle n'est pas issue de la "*bonne*" immigration apparemment. Elle me dit qu'ils sont racistes, je veux bien la croire. J'ai peur pour elle évidemment, je ne la considère

pas en sécurité seule en France.

Je lui ai répété de quitter la France définitivement, mais elle veut obtenir son statut définitif d'handicapée avant de prendre une décision, elle veut garder un pied à terre en France au cas où elle aurait besoin d'une nouvelle opération, alors qu'elle sait qu'elle lui serait fatale, qu'il sera impossible de l'envisager, mais elle n'en démord pas, elle ne veut rien entendre. La France aux Français, nous ne le sommes pas, elle ne veut pas comprendre !

Moi, j'ai passé une excellente journée en Inde, comme tous les jours, je n'ai aucun problème particulier, personne pour me faire chier, pas de patron, pas d'ordre débiles d'un chef auquel obéir, pas de tracasseries administratives, pas de factures dans la boîte aux lettres, d'ailleurs je n'en ai pas, pas d'impôts, pas d'impôts locaux, pas d'assurance habitation, pas de facture d'eau, rien que le soleil, les oiseaux qui me servent de réveil matin, une vie stressante au possible, entre nous, cela aide à réfléchir. Je suis un rentier, un privilégié, un nanti, ouais, je l'assume entièrement, c'est bien agréable, je ne suis pas comme ces cons de riches qui se font chier pour l'être encore plus, je me satisfais de ma condition. Ce qui me contrarie, c'est que mes semblables ne puissent pas bénéficier du même statut, c'est la raison pour laquelle je leur consacre la plupart de mon temps libre, j'ai horreur de l'injustice. Autour de moi on me dit que c'est une connerie, que je ferais mieux de ne penser qu'à moi, de profiter à fond de la vie, ils ne peuvent pas se rendre compte qu'on a besoin des autres pour exister, à croire qu'ils ne comptent pas beaucoup pour eux et je les plains. Je crois avoir fait le tour de pas mal de questions, aussi je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi.

La situation de mon épouse me préoccupe, mais je ne peux rien pour elle, je ne peux pas décider sa vie à sa place, n'est-ce pas ?

Ils en sont là !

On peut le penser...

Voilà qui tombe très mal pour l'UMP, à 18 jours des municipales. francetvinfo.fr 05.03

C'est possible...

L'affaire ne devrait pas non plus arranger l'ancien président, qui masque de moins en moins son envie de revenir en politique. francetvinfo.fr 05.03

Quoique...

D'après Le Canard enchaîné, Nicolas Sarkozy n'a pas manqué de faire savoir à son ex-conseiller qu'il était "*furieux*". francetvinfo.fr 05.03

S'il n'est que "*furieux*", c'est suspect, au point qu'il se demande si cela mérite de porter plainte contre Buisson

Buisson le lampiste, le bouc émissaire, la pustule d'extrême droite dont on se débarrasse à grand fracas pour montrer qu'on fait peau neuve avant de refaire surface, le sale type qui accepte de se sacrifier et de supporter l'accusation d'avoir été à l'artisan sournois de la défaite de 2012, en échange de contreparties qui demeureront secrètes...

Finalement, c'était à ce sale type, à ce conseiller de l'ombre qu'il fallait attribuer le comportement de Sarkozy, ses indélicatesse, sa vulgarité, ses maladresses, ses emportements, ses errements, même son côté bling-bling et ses erreurs, car lui il n'était pas comme cela, modeste, posé, réfléchi, respectueux, proche des gens...

Ah s'il n'y avait pas eu cette foutue crise de 2008, les Français auraient découvert un homme charmant, formidable, un chef d'Etat hors pair, mais malheureusement ne pouvant pas être au four et au moulin à la fois, il s'en est remis en partie à cet homme indélicat et abominable pour préparer ses discours et lui rendre compte de la situation en France, qui l'a trompé délibérément, à son insu, il en a été la victime et a payé très cher la confiance qu'il avait mise en lui, que tous les Français en soient les témoins et qu'ils lui accordent une nouvelle fois de les représenter, ce dont le président actuel est incapable de faire malgré tous les efforts qu'il déploie pour leur faire croire qu'il serait à la hauteur de cette tâche mais dont les résultats qu'il affiche quotidiennement prouvent exactement le contraire, je vous promets de reprendre en mains personnellement le destin de la France, de ne confier à personne le soin de s'en charger quitte à travailler 16 heures par jour pendant la durée de mon mandat...

Question.

Comment les enregistrements sont-ils parvenus à la presse ? Une fuite de la magistrature ou plutôt Buisson a lui même amorcé la bombe qui devait exploser au moment où personne ne s'y attendrait histoire de brouiller les pistes sur les tenants et les aboutissants de cette opération, pour que personne ne puisse remonter à la source qui pourrait bien être... Sarkozy lui-même.

- Enregistrements pirates : Sarkozy savait, affirme l'avocat de Buisson - Le Figaro

Démenti ferme de l'entourage de l'ancien président, qui se donne le temps d'envisager une action judiciaire.

Une chose est sûre, Nicolas Sarkozy considère désormais qu'il n'a plus rien à voir et à faire avec un collaborateur dont la conduite a été «*aussi déloyale*». «*Le président est ulcéré*», confirme un proche, «*mais il se donne le temps de la réflexion avant d'envisager une action judiciaire*», assure un autre. La question étant de savoir s'il y a un moyen d'empêcher la publication ultérieure d'enregistrements privés. «*Il est profondément déçu, mais après tout cela fait de lui une victime*», glisse l'un de ses visiteurs. «*Il pense que les Français font la part des choses, et qu'à leurs yeux ce sont des histoires du microcosme*», continue-t-il. «*Le plus important est d'éviter un feuilleton*», conclut ce dernier. Mercredi, il n'a rien montré de son exaspération lors d'un déjeuner avec des députés qui a été maintenu malgré la polémique. lefigaro.fr 05.03

- Stupéfaction dans l'entourage de Nicolas Sarkozy après la diffusion des enregistrements - Le Monde

- La droite enfonce Buisson pour sauver Sarkozy - Liberation

Commentaire d'internaute.

1- "*Il rend service à tout le monde, sauf pour les personnes à qui il donnait des conseils.*

Et personne ne demande aux médias comment cela se fait-il que les enregistrements sont passés de la justice au journal Le canard enchainé ? Car les enregistrements faisaient bien partie des perquisitions d'une enquête encore en cours sur Buisson ! Et pourquoi avoir choisi le Canard enchainé ? C'est bien la preuve que certains médias nationaux sont de gauche ; de même que la justice. Et pourquoi les bandes sont rendues publiques juste avant les municipales ?

C'est bizarre tous ça, hein ?!... manipulations du gouvernement pour fusiller la droite, comme l'histoire de Copé en ce moment... même procédé !"

Méfiez-vous comme de la peste de ce qu'on appelle communément la gauche, cela peut être la pire raclure qui soit, digne de l'extrême droite. Gardez à l'esprit ceci : qui est le plus apte à appliquer la politique néolibérale, qui peut se targuer du soutien d'au moins trois syndicats ?

2- "*Vont-ils aussi publier l'enregistrement de la "fuite" de Catherine Ashton à propos des snipers postés sur les toits par les leaders de "la révolution démocratique" et ayant tiré sur des manifestants et des policiers pour "relancer le mouvement" qui s'essouflait?*

Parce que là, ça craint beaucoup plus que les bavardages de Sarko!"

Des policiers ont eu les yeux crevés et des membres amputés à Kiev, des actes de barbarie qu'on n'a vus qu'en Syrie récemment perpétués par les mercenaires takfiris que soutiennent Hollande et l'UE au nom de la "démocratie", alors vous savez, ils sont capables de bien pire que tout ce que vous pouvez imaginer. On vous a habitué à croire que vous viviez dans une démocratie, que la société et le monde n'étaient pas aussi détestables que ce que certains dépeignaient, on vous a trompés, leur cynisme est sans limite. Vous avez intérêt à ouvrir les yeux et à vous en souvenir.

3- "*J'ai entendu la presse avocate de Sarkozy dire qu'il c'est fait piégé, je n'en crois pas un mot,...Expliquez moi, comment Buisson a t-il put enregistrer des centaines d'heures d'enregistrement sans que Sarkosy ait le moindre soupçon, dès lors que Sarkosy a mis en place tout un réseau de surveillances autour de lui ? La vérité, c'est que Sarkosy était d'accord que Buisson enregistre leurs conversations ça le flattait de débattre avec un intellectuel de la facture de Buisson, Sarkosy est un béotien inculte .. son ego lui faisait dire que les enregistrements auraient été épurés et sélectionnés pour flatter historiquement deux mandats, il était sûr de gagner les présidentielles de 2012... Sarkosy n'a plus pensé aux enregistrement après sa débâcle présidentielle... Oui Sarkosy était d'accord pour se faire enregister et sa première erreur, c'est d'avoir pensé qu'il gagnerait les présidentielles et de ce fait ne serait pas inquiété par la justice...sa deuxième erreur c'est d'avoir pensé que ces enregistrements seront exploités épurés et valorisés après le deuxième mandats...C'est pour cela qu'il est silencieux,i l avait accepté d'être enregistré par les soins de Raspoutine Buisson... Alors arrêtez de victimiser Sarkozy et jugez d'un jugement juste...*"

Personne n'en sait rien pour le moment

En complément

- L'avocat de Sarkozy perquisitionné dans une enquête pour trafic d'influence - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Les dictateurs.

- Bruxelles hausse le ton contre la France pour ses déficits - Reuters

- Ukraine: Bruxelles annonce un plan d'aide de 11 milliards d'euros - AFP

Et toujours plus de chômeurs, de pauvres !

- Zone euro: plus forte croissance de l'activité privée depuis juin 2011 - AFP

- Adidas annonce un bond du bénéfice 2013 et compte accélérer encore - AFP

- L'Etat accorde 20 millions d'euros aux industries culturelles - LeMonde.fr

Le mondialisme en bonne voie.

- Le premier ministre chinois entend libéraliser les entreprises publiques - LeMonde.fr

Lors de l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, le chef de gouvernement Li Keqiang a fait cette déclaration lourde de menaces pour les travailleurs chinois : "*de douloureux ajustements structurels doivent être engagés*".

- Le premier ministre doit donner des gages. Il répète à trente reprises le terme « *marché* » et promet de « *le laisser décider quelles affaires survivent* ». Concrètement, il désigne les secteurs – banque, pétrole, électricité, ferroviaire, télécommunications, ressources et services au public – dans lesquels le « *capital non-étatique* » pourra participer à un certain nombre de projets, restant à définir.

Dès mercredi matin le géant pétrolier public CNPC, plus connu sous le nom de sa filiale cotée Petrochina, annonce qu'il s'ouvrira aux participations du privé dans la construction d'oléoducs, le développement des gaz non-conventionnels (gaz de schiste) et les investissements à l'étranger. LeMonde.fr 05.03

Alors 99% des Asiatiques et des Africaines !

- Un tiers des Européennes victimes de violences physiques ou sexuelles - LeMonde.fr

Les hommes, quelle sale espèce ! A moins que ce soit leur société, leur monde...

C'est louche !

- 25% des femmes gagnent plus que leur conjoint: Un problème pour les hommes? - 20minutes.fr

Si certains hommes s'en défendent, cette situation bouleverse les schémas traditionnels de nos sociétés et peut troubler leur virilité... 20minutes.fr 05.03

On se disait bien qu'il existait une explication à l'impuissance et à l'homosexualité masculine !

Main basse sur le magot, envoyez la soudure les vioques, goinfrez-vous bordel !

- Les seniors pas assez choyés par la grande distribution - LeMonde.fr

Profitez de la vie, vous l'avez bien mérité, dépensez votre pognon sans compter, on va vous aider à le gaspiller. Vous n'allez pas laisser une fortune en héritage à vos gosses, vous avez vu comment ils vous traitent, et puis sinon c'est l'Etat qui va faire main basse sur vos économies, dans les deux cas c'est dégueulasse, alors que si vous craquez votre oseille dans un supermarché, au moins là vous saurez où aura été votre fric, dans votre estomac, bon et dans

Bal masqué.

- Municipales : PS et PCF en soirée de noces à Paris - Liberation.fr

En meeting commun dans le XXe arrondissement, Anne Hidalgo et Pierre Laurent se sont félicités de l'alliance entre leurs deux partis. Au grand déplaisir du Parti de gauche. Liberation.fr 05.03

Il faut bien qu'il en ait un qui tienne la chandelle !

Adulée par Rockeffeler, cela devrait se faire : elle est des leurs !

- Guigou intéressée par le poste de chef de la diplomatie européenne - AFP

Elle participe à la Commission Trilatérale...

Stratégie du chaos

- Une présentatrice de Russia Today démissionne en direct pour dénoncer la présence militaire russe en Crimée - 20minutes.fr

- Washington augmente son soutien militaire à la Pologne et aux pays baltes - AFP

- L'Onu dénonce l'inaction des grandes puissances sur la Syrie - Reuters

- Irak: attentats visant des quartiers chiites à Bagdad, 14 morts - AFP

- Pakistan: trois soldats tués par une bombe artisanale - AFP

Ils ont financé le régime nazi.

- Ukraine : Hillary Clinton compare la méthode de Poutine à celle de Hitler - LePoint.fr

La preuve ou récidive.

- Ukraine : la Berd prête à investir au moins 5 milliards d'euros d'ici 2020 - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

- Mélenchon jugé pour avoir traité Marine Le Pen de «*fasciste*» - Libération.fr

Le coprésident du Parti de gauche se défend en avançant que «*fasciste*» n'est pas une injure mais «*une caractérisation politique*».

Marine Le Pen cherche à «*faire interdire ce mot*» pour la caractériser dans le cadre de la «*dédiabolisation*» du FN, selon Me Garrido (l'avocat de Mélenchon. - ndlr), qui dénonce une «*stratégie purement politique*» et «*liberticide*». Marine Le Pen ne devrait pas être présente au procès, selon son avocat, Me Wallerand de Saint-Just, pour qui le débat est «*très juridique et très technique*».

Le caractère injurieux des propos attaqués ne fait selon lui aucun doute, car il s'agit de «*l'imputation péjorative d'une opinion politique illicite réprouvée*». Ou alors «*il va falloir*» que Jean-Luc Mélenchon «*vienne nous plaider que le fascisme, c'est une doctrine politique comme les autres*», estime Me de Saint-Just. Selon lui, «*la gravité de l'injure est telle*» que la plus grande liberté d'expression admise dans le cadre de la polémique politique ne doit pas être retenue. Libération.fr 05.03

Il est vrai que pendant que les nazis et néonazis paradaient à Kiev pour finalement faire partie du gouvernement issu du coup d'Etat de Washington ou de l'Otan, le FN s'est fait plutôt discret, mesuré même sur la situation en Ukraine, histoire que ses relations avec l'extrême droite ukrainienne ne remontent pas à la surface, ce en quoi ils peuvent remercier les médias aux ordres qui ont su faire preuve de retenue ou de complaisance à son égard en ne reprenant pas cet argument contre le FN à quelques semaines des élections municipales, sans doute pour ne pas nuire à sa campagne électorale, sinon comment expliquer autrement leur attitude, n'est-ce pas ?

On notera au passage que si Marine Le Pen cherche à faire interdire le mot fasciste, alors qu'il y a quelques semaines à pein

les sionistes à Jérusalem envisageait d'interdire l'usage du mot nazi, une simple coïncidence sûrement, tout comme les membres armés de Tsahal combattant au côté des nazis au Maïdan à Kiev...

Le fascisme consiste pour la classe dominante à recourir à un ou des partis politiques disposant de bandes armées destinées à réprimer le mouvement ouvrier, militants syndicaux et politique, tout opposant au régime en place.

Dans une situation de crise économique et de paralysie politique ou institutionnelle, le gouvernement généralement de gauche ou prétendu tel pour être plus précis car en réalité il ne l'est pas, trop faible, isolé, sans soutien populaire, décrié, ne disposant pas des moyens politiques pour s'attaquer frontalement aux acquis sociaux des travailleurs, il hésite, tergiverse, passe à l'offensive timidement puis recul devant les mesures que les capitalistes exigent qu'il mette en oeuvre et le risque de déclencher en retour une vaste mobilisation populaire qui pourrait devenir incontrôlable et dangereuse pour le régime en place.

Conduit à la paralysie, dans l'incapacité de se résoudre à appliquer brutalement sa politique antisociale pour le compte du capital, il capitule ou s'en remet aux fascistes qui auront pour tâche de liquider les obstacles qui entravaient son action action, le mouvement ouvrier, le réprimant violemment, emprisonnant, torturant, assassinant ses dirigeants, cadres et militants les plus en vue, décrétant qu'ils étaient la cause de la situation injuste que vivait le valeureux peuple travailleur, coupables de tous les maux dont souffraient injustement tous les Français, qu'ils étaient les ennemis de notre chère nation, des traitres à leur patrie et qu'il était légitime de les châtier à la hauteur de leurs crimes, de les empêcher de nuire plus longtemps à l'intérêt général afin que le pays tout entier puisse enfin sortir du marasme social dans lequel il avait été plongé pour que chaque citoyen puisse vivre à nouveau heureux et en paix...

Tout comme la guerre, le fascisme est la poursuite de la même politique sous une autre forme, qui implique outre la répression féroce contre le mouvement ouvrier et tous les opposants au régime en place, la suspension de la Constitution, des institutions, des droits politiques conquis lors de la lutte des classes dans le passé, la liquidation de la liberté d'expression devenu illégale.

C'est ce à quoi on vient d'assister en Ukraine par exemple avec le soutien de Hollande et du PS notamment, sans rire, au nom du rétablissement de la "*démocratie*".

On pourrait se référer au dictionnaire (Grand Robert) pour voir quel usage il est fait communément du mot fascisme.

1- Doctrine, système politique établi en Italie en 1922 par Mussolini et ses partisans, caractérisé par le totalitarisme étatique, le corporatisme (issu du socialisme), le nationalisme et le respect des structures économiques capitalistes. |

2- Doctrine, tendance ou système politique tendant à instaurer un régime autoritaire, nationaliste, totalitaire comparable au fascisme ; un tel régime.

3- Attitude politique conservatrice ou réactionnaire, nationaliste et autoritaire. Par extension : Attitude d'autoritarisme conservateur.

Le fasciste est celui qui se reconnait dans une telle doctrine ou un tel parti, qui présente cette attitude politique.

On voit ici que son usage couvre un champ très large ou élastique, en principe madame Le Pen a perdu d'avance son procès. Si on prend la troisième définition, ceux qui se sont opposés dans la rue au mariage des homosexuels auraient pu être traités de fascistes, à mon avis cet emploi est inapproprié ou excessif et fait perdre tout son sens à ce mot, il n'apporte aucun éclairage sur la nature de ces opposants au mariage des homosexuels qui sont tout simplement des conservateurs, des gens à l'esprit archaïque, sclérosé... Que parmi eux il y ait eu des fascistes, des monarchistes, des catholiques ultra, etc. c'est autre chose.

Cela ne les empêche pas de collaborer.

1- Réforme de l'inspection du travail: 4 syndicats dénoncent une "***provocation***" de Sapin - AFP

Quatre syndicats du ministère du Travail ont dénoncé mercredi comme une "*provocation*" la décision de leur ministre de tutelle Michel Sapin de poursuivre la réforme de l'inspection du travail, malgré son rejet au Sénat la semaine dernière.

"*M. Sapin refuse d'admettre sa défaite*" et tente un "*passage en force*", dénoncent les syndicats CGT, FO, Snutefe-FSU et SUD dans un communiqué commun.

Pour eux, sa décision de revoir l'organisation de l'inspection via un décret "*est une véritable provocation (...) foulant aux pieds la volonté exprimée par le vote des élus de la nation*" et montrant "*à quel point le ministre du dialogue social... est peu soucieux du dialogue social*".

Après ce rejet, le ministre avait annoncé "*un projet de décret*" pour la partie organisation du travail. Le ministère veut créer des

"*unités de contrôle*", réunissant 8 à 12 agents, qui devront rendre compte à un responsable désigné parmi eux. Les opposants à la réforme y voient notamment un risque pour l'indépendance des inspecteurs et pointent une baisse de facto du nombre des agents de terrain.

M. Sapin avait aussi annoncé une proposition de loi au printemps sur "*les dispositions législatives relatives aux pouvoirs des inspecteurs du travail*". Le ministère entend leur permettre d'infliger des amendes aux entreprises, alors que seule la voie pénale était jusqu'ici possible.

Pour les syndicats, qui se sont mobilisés à plusieurs reprises contre le projet, le retrait du texte au Sénat était "*un succès*" et son retour une "*forfaiture*". Ils appellent les agents du ministère "*à se saisir de la journée d'action interprofessionnelle du 18 mars*" pour "*exiger*" du ministre qu'il y renonce.

La France compte 2.236 agents de contrôle pour surveiller 1,82 million d'entreprises, soit un agent pour un peu plus de 8.000 salariés, selon les dernières données disponibles. AFP 05.03

2- Ce qu'il faut retenir de l'accord sur les contreparties du pacte de responsabilité - francetvinfo.fr

Un accord entre trois syndicats (CFDT, CFTC et CFE-CGC) et le patronat (Medef, UPA, CGPME) a été trouvé, mercredi 5 mars, concernant les contreparties du pacte de responsabilité voulu par François Hollande. Le texte doit désormais être soumis aux instances dirigeantes de ces organisations. La CGT et Force ouvrière ont émis, elles, un avis négatif sur le projet présenté par le patronat.

Ce document de six pages, qui porte sur les contreparties envisagées après la promesse par François Hollande de la baisse des charges pour les entreprises à hauteur de 30 milliards d'euros, a été transmis mardi après-midi par le Medef aux organisations syndicales.

Le texte négocié entre les partenaires sociaux ne comprend pas d'engagements d'embauches chiffrés mais prévoit des négociations ou des discussions dans les branches professionnelles sur de tels objectifs. Ces discussions devront se traduire par la signature de relevés de conclusions.

Pour la négociatrice de la CFDT, Véronique Descacq, "*il y aura des engagements chiffrés dans toutes les branches sur l'emploi. Le patronat a cédé là-dessus*". Dans les branches, "*les négociations, ainsi que les discussions auront toutes une valeur contractuelle*", insiste le représentant de la CFTC, Joseph Thouvenel.

Marie-Laurence Bernard, de la CGT, dénonce au contraire "*un simulacre de discussion*". "*Le patronat veut toujours plus d'aides et toujours moins de contrôles, pour nous c'est totalement inacceptable*", ajoute-t-elle. Selon Stéphane Lardy, négociateur FO, "*le Medef prend 35 milliards et après il dit 'faites-nous confiance'. Nous, on le ne lui fait pas confiance. (...) C'est rien, un chiffon de papier, un marché de dupes ce texte.*"

Il s'agit d'une percée importante pour François Hollande.

Quant au Medef, il obtient un accord à l'arraché à moindre frais car la version soumise aux syndicats mercredi ne diffère pas beaucoup de celle discutée jusqu'à présent. francetvinfo.fr 05.03

Les intentions du Medef étaient parfaitement connues des uns et des autres avant même que se tiennent ces réunions, cea a été rappelé, donc y participer revenait une fois de plus à légitimer le processus qui allait être à l'origine de cet accord, processus qui aurait pû être enrayé si la CGT et FO avaient refusé d'y participer, or tel n'a pas été le cas.

Quand jugera-t-on les responsables du PS ?

- Génocide rwandais : la défense de Simbikangwa demande un transport sur les lieux - LeMonde.fr

Procès Rwanda : quand les tueurs sont parfois (aussi) les sauveurs - libération.fr

Commentaire d'un internaute.

- "*Ce procès m'en rappelle un autre, celui d'un non exécutant du programme génocidaire puisqu'il n'était pas membre du parti en question et qu'il a pesé de tout son poids, en vain, pour arrêter cette machine infernale.*

Alors, Ministre de l'Economie, Emmanuel Ndindabahizi, qui n'a incité personne au meurtre et n'en a accompli aucun, a été condamné à perpétuité par le tribunal pénal international d'Arusha sur base d'un seul témoignage, sans preuve réelle du fait qui lui

a été reproché. L'accusation, fortement inspirée par le pouvoir en place (depuis 20 ans à présent) a présenté de nombreux témoins à charge qui ont tous été confondus par la défense, sauf un seul.

Etant donné que l'accusé s'est distingué, toute sa vie durant et, en particulier lors de ces événements tragiques, par la protection qu'il apportait aux uns et aux autres, sans distinction ethnique, il a pu présenter de nombreux témoins à décharge dont les témoignages n'ont guère pesé dans la balance.

Les témoins à charge s'en sont plutôt bien tirés par la suite. Nombre de témoins à décharge, par contre, soit ont pris le chemin de l'exil, soit ont subi divers revers de fortune, allant parfois jusqu'à des décès inexpliqués.

Un seul témoignage, douteux, a suffi à envoyer croupir un homme de bien, un démocrate convaincu, un opposant potentiel, en prison pour l'éternité. Cela pose nombre de questions auxquelles les avocats de l'intéressé peuvent apporter des débuts de réponse à ce que l'on peut analyser comme un déni de justice, fut-elle internationale. L'avocat principal de M. Ndindabahizi est français, il pourrait être bien plus explicite sur ce procès."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Golfe

- Crise diplomatique au Conseil de coopération du Golfe - Reuters

Accusant le Qatar d'"*ingérence*" dans leurs affaires intérieures, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn ont rappelé mercredi leurs ambassadeurs à Doha, un incident sans précédent depuis la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG) il y a plus de trente ans.

L'émirat, qui exprime ses regrets et sa surprise, a exclu de prendre une mesure similaire et s'est dit attaché à "*la sécurité et la stabilité*" de l'organisation.

La crise marque une radicalisation des antagonismes entre poids lourds du CCG, qui se disputent la suprématie en matière de politique étrangère. Elle représente en outre un défi d'envergure pour le jeune émir du Qatar, le cheikh Tamim ben Hamad al Thani, qui a succédé à son père en juin dernier.

Le Conseil a été fondé en 1981 par les pétromonarchies du Golfe (Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar) pour faire face à l'influence croissante de l'Iran.

L'Arabie saoudite, Etat membre le plus important en terme de population, de dimensions et de revenus, s'efforce depuis deux ans de resserrer les liens au sein du CCG pour présenter un front uni face à Téhéran, accusé notamment d'attiser la contestation des minorités chiites dans les pays voisins.

Fort de sa manne gazière, le Qatar cherche de son côté à s'imposer comme l'un des acteurs majeurs de la région, malgré ses deux millions d'habitants, ce dont Ryad s'irrite de plus en plus ouvertement.

La monarchie wahhabite lui reproche en outre son soutien aux Frères musulmans, mouvement hostile aux régimes dynastiques dont le guide spirituel Youssef Qaradaoui est installé dans l'émirat.

Dans leur communiqué de mercredi, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unies et Bahreïn rappellent que les membres du CCG se sont engagés le 23 novembre à ne soutenir personne susceptible de "*menacer la sécurité et la stabilité du CCG*", qu'il s'agisse d'individus, d'organisations ou d'organes médiatiques hostiles.

Les ministres des Affaires étrangères de l'organisation se sont rencontrés mardi à Ryad pour inviter Doha à se conformer à cet accord, ajoutent-ils.

L'Arabie saoudite et l'Egypte, où un gouvernement intérimaire a été formé par l'armée après l'éviction de l'islamiste Mohamed Morsi, se plaignent souvent de la chaîne de télévision qatarie Al Djazira, selon eux ouvertement favorable aux Frères et hostiles à leur égard.

Selon des sources proches de la direction des aéroports égyptiens, les ressortissants qataris feront désormais l'objet de contrôles renforcés "*pour vérifier qu'ils ne sont pas impliqués dans des actes malveillants à l'égard de l'Egypte, que ce soit dans les affaires ou les médias.*"

Les diplomates qataris et les porteurs de passeports spéciaux auront en outre besoin d'un visa pour se rendre en Egypte, ajoute-t-on. Reuters 05.03

2- Costa Rica

- Costa Rica: le candidat du pouvoir à la présidentielle se retire - AFP

Johnny Araya, le candidat de la droite au pouvoir au Costa Rica, a annoncé à la surprise générale mercredi qu'il renonçait à disputer le second tour de la présidentielle du 6 avril, garantissant ainsi la victoire à son adversaire Luis Guillermo Solis.

Cette décision sème le trouble dans le petit pays centre-américain, où la constitution stipule que les candidats officiels à la présidence ne peuvent se désister. Selon les experts, le second tour devrait donc se tenir comme prévu, mais les 4,5 millions d'électeurs costariciens sauront qu'il sera inutile de voter pour M. Araya.

Dans une brève déclaration à la presse dans un hôtel de San José, le candidat du Parti Libération Nationale (PLN) de la présidente sortante Laura Chinchilla a précisé avoir pris cette décision en tenant compte des multiples manifestations de soutien reçues par son adversaire centriste.

Un récent sondage accordait récemment seulement 20,9% des intentions de votes à M. Araya, contre 64,4% à son rival du Parti Action citoyenne (PAC).

Cette décisions laisse donc la voie libre à M. Solis, professeur multidiplomé venu sur le tard au premier plan politique.

Au cours de la campagne du premier tour, il a effectué une ascension rapide dans les sondages au détriment du jeune candidat de gauche José Maria Villalta, initialement donné comme le prétendant le plus sérieux face à M. Araya. Au soir du 3 février, il s'est hissé au second tour avec 30% des suffrages face à l'ex-maire de San José (31%).

Cet universitaire et ancien responsable du PLN a quitté le parti en 2005 sur un coup d'éclat, s'affirmant lassé de la corruption et du néolibéralisme qui s'étaient emparés de ses rangs et désireux de retrouver la social-démocratie.

Pendant la campagne, il s'est posé en champion de la lutte contre la corruption et de la justice sociale, tout en se montrant pragmatique sur les thèmes de l'éducation, de la sécurité sociale, des retraites et du soutien à la production nationale

M. Araya, qui a été maire de San José pendant 22 ans, était quand à lui parvenu à se hisser au deuxième tour en teintant son discours libéral d'un vernis social, soucieux ne pas être éclaboussé par le bilan calamiteux de sa formation, au pouvoir depuis 2006. Mais la vague de soutiens dont a bénéficié son adversaire ces dernières semaines a eu raison de sa combativité.

La présidente sortante Laura Chinchilla, première femme élue à la tête du pays en 2010, va elle quitter le pouvoir par la petite porte, avec une impopularité avoisinant les 60% sur fonds de scandales de corruption, d'un déficit budgétaire conséquent et d'une dette publique représentant 50% du PIB. AFP 05.03

Haut de page

Le 7 mars 2014

CAUSERIE

Pour la première fois mon épouse parle de quitter définitivement la France. Elle commence à se rendre compte que c'est devenu un pays vraiment pourri. Au point d'y préférer l'Inde, c'est qu'il doit forcément y avoir quelque chose de vrai là-dedans.

Cela fera 12 ans en mai prochain que je n'y aurai pas foutu les pieds et franchement cela ne me manque pas, bien au contraire ! Mon seul lien avec ce pays, c'est Internet et TV5Monde Asie, à petites doses seulement. J'ai dit que je continuais le site jusqu'aux élections européennes, ce qui n'a pas de sens quelque part je l'avoue, par curiosité disons, pour le reste je ne crois pas aux miracles.

Il est déjà minuit dans le siècle, et on ne l'a pas vu venir, c'est qu'on est franchement très cons, nos dirigeants ont le droit de se dire en priorité ! Le monde tel qu'il est est le symbole de leur faillite politique, sans appel. Il vient à peine de commencer, cela risque d'être plus long et pénible que la dernière fois...

Un siècle d'imposture. Quand les prophètes remplacent les marxistes.

- Jean Jaurès, un prophète socialiste - LeMonde.fr

Le Monde qui est génétiquement anti-ouvrier et antisocialiste peut s'approprier et révérer Jaurès, mais pas Marx et Engels. Rien n'est gratuit pour les représentant du vieux monde quil nous fat balayer, il le fait pour le compte du PS qui gère avec zèle la société pour les banquiers du journal Le Monde notamment.

- Si l'homme appartient au monde d'hier, le nôtre aurait tort de se passer de ses réflexions. Comment articuler les progrès de l'égalité et la marche vers les libertés ? Comment penser la fraternité des peuples dans le respect des nations ? Comment défendre la nécessité de la réforme sans abandonner l'espoir de la révolution ?

Traduire "*réflexions*" par illusions et confusions pour ce qui concerne Jaurès, imposture et escroquerie politique en ce concerne Le Monde et le PS.

Des valeurs mises en avant pour mieux les piétiner.

Egalité qui rime avec liquidation de nos droits collectifs sociaux et politiques.

Libertés plus que jamais menacées, mise sous surveillance de le NSA (notamment), aussi incompatible que la démocratie avec le régime capitaliste en crise et le néolibéralisme qui en vient à enchaîner les coups d'Etat aux quatre coins du monde depuis deux décennies.

Fraternité des peuples qui rime avec le refus de respecter leur droit légitime à l'autodétermination, avec bombardement, destruction et occupation de leur pays dès lors qu'ils revendiquent leur indépendance ou leur souveraineté.

On comprend pourquoi Le Monde tient à "*défendre la nécessité de la réforme*".

Réforme qui en réalité a été le tombeau, l'antithèse, la négation de la révolution, du socialisme, au profit du capitalisme, du régime en place. Réforme permise grâce à la colonisation, au pillage des richesses et à la surexploitation de la main d'oeuvre des pays dominés, à l'augmentation de la productivité dans les pays dominants. Quant à la révolution, elle ne doit pas dépasser le stade de l'espoir, de l'utopie, à moins qu'elle ait un contenu social-national comme en Ukraine, alors là Le Monde la salue comme il se doit.

Jaurès un homme du Monde

Pour célébrer le centenaire de la mort de Jaurès Le Monde s'est fendu d'un numéro hors-série intitulé « *Jean Jaurès, un prophète socialiste* », dont cet article devait servir à faire la promotion, à moins qu'il ne s'agisse des candidats du PS à deux semaines des élections municipales, sans doute simple coïncidence. Décidément, c'est troublant le nombre d'événements qui peuvent se produire à la chaîne en à peine quelques jours qui tous tendent à servir les intérêts du PS, l'affaire Copé, puis Buisson, et maintenant Jaurès porter au pinacle par le journal officiel de la Ve République.

Le Monde et le PS collaborent. A la fin de cet article on pouvait trouver la mention suivante :

- Le Monde, en partenariat avec les archives Nationales et la Fondation Jean-Jaurès, invite les lecteurs de ce hors-série à une visite privée le 20 mars de l'exposition « *Jaurès* ».

Si vous rejetez la politique néolibérale impérialiste du gouvernement dont Le Monde est le porte-parole, vous rejetterez peut-être aussi le socialisme, qui sait ? Sinon, à quoi bon tant d'efforts ?

Et au même moment ceux qui ont troqué Marx et Lénine pour Jaurès

Informations ouvrières n°291 page 10.

Sur le terrain de l'internationalisme ouvrier - Dominique Ferré.

- " *Alors que les processus de dislocation de l'Ukraine menacent l'Europe tout entière, Claude Jenet — signataire de « l'Appel des 160 » — souligne le caractère symbolique de ce que la séance d'ouverture de cette conférence ouvrière européenne ait lieu dans la grande salle de la Bourse du travail de Paris, sous le buste de Jean Jaurès qui, rappelle l'orateur, déclarait que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».*"

On est bien avancé, n'est-ce pas ? Rappelons aux lecteurs que pour Trotsky il n'existait pratiquement aucun doute que si Jaurès n'avait pas été assassiné trois jours avant la déclaration de guerre de l'Allemagne, il se serait rallié au camp de la guerre. Je ne polémiquerai pas avec les militants du POI sur ce sujet puisque je sais que leurs dirigeants ne font pas références aux mêmes écrits de Trotsky que moi, peut-être les ignorent-ils encore, peu importe, qu'ils croient ce qu'ils veulent, on s'en fout à la fin, on n'est pas à la maternelle.

En complément dans le même registre : la démocratie est vraiment insupportable, il faut la bâillonner !

- Les députés en ont marre des manifestations sous leurs fenêtres - Francetv info

Klaxons, vuvuzelas ou encore slogans scandés par la foule... Les députés en ont marre des manifestations organisées sous leurs fenêtres et surtout du bruit qu'elles provoquent. Le président de l'Assemblée nationale a dû saisir le préfet de police de Paris pour éviter ces "*nuisances sonores*" devant l'Assemblée nationale. Claude Bartolone assure avoir été "*saisi par une soixantaine*" de députés, rapporte le site de La chaîne parlementaire (LCP).

La petite place Edouard Herriot, à côté du palais Bourbon, est en effet le lieu de prédilection des manifestants. Le préfet assure avoir demandé à ses services "*de sensibiliser les déclarants de manifestations sur la nécessité de ne pas utiliser de moyens sonores les jours de forte activité parlementaire, les mardis et mercredis*", les jours où les députés sont en séance. Si les manifestants ont l'intention "*d'utiliser des moyens sonores*" ou d'être "*un grand nombre de personnes*", ils se verront proposer la possibilité d'aller sur l'esplanade des Invalides. Et s'ils refusent, le préfet n'exclut pas la possibilité de prendre "*un arrêté d'interdiction*". Francetv info 06.03

Souvenez-vous il y a peu, cela en avait fait sourire certains qui n'y croyaient pas, le spectacle d'un comédien était interdit car il portait atteinte à la "*cohésion nationale*", qui mieux que l'Assemblée nationale en est le dépositaire, franchement ? A Kiev tirer à l'arme de guerre sur la police ou lancer des cocktails Molotov sur le Parlement était légal, dixit le PS et le gouvernement. Oui mais là c'était pour rétablir la démocratie et non pour y nuire, suivez bordel !

Parole d'internaute

- "*Rappeler que l'assassinat de Jaurès marque la première démission de la social-démocratie. Après son assassinat, responsables socialistes français et allemands participent à l'Union Sacrée, abandonnant ainsi toute opposition à la guerre. C'est l'un des points les plus importants à rappeler en cette année du centenaire.*"

On dira qu'en 1914 la social-démocratie est passée avec armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, celui du capital ou des capitalistes.

Dès lors, elle ne changera jamais de camp, alors réhabiliter la social-démocratie ce serait comme rebaptiser les camps d'extermination nazis en Allemagne en colonies de vacances ou club Med.

En complément dans le même registre : le corporatiste théorisé.

- L'économie collaborative s'invente en France : gardons notre avance - LeMonde.fr

Consommation collaborative, production distribuée, finance participative, éducation et savoir ouverts. Ces mouvements nés de la rencontre de l'innovation numérique et sociale sont les piliers d'une nouvelle économie : l'économie collaborative.

...l'économie collaborative(...) s'apparente de plus en plus à un laboratoire de nouveaux modèles socio-économiques, centrés sur les échanges en pair-à-pair. Elle pèserait déjà plusieurs dizaines de milliards de dollars (dans le monde - ndlr) .

(Le PIB mondial avoisine 60.000 milliards de dollars, ce modèle de société future représente donc moins de 0,1% du marché mondial, en admettant qu'il pourrait s'imposer un jour, disons dans quelques siècles peut-être, au mieux, peu importe en réalité car l'essentiel est ailleurs.

Autant dire que ce système qui associe les acteurs de la conception d'un besoin à sa commercialisation sous la forme d'une marchandise, bien ou service, en passant par la réalisation, est un mécanisme corporatiste intégré qui ne peut fonctionner que sur une toute petite échelle, mais dont l'existence présente l'avantage de faire croire le contraire ou qu'il pourrait servir de

modèle de rapports entre les classes sans remettre en cause le capitalisme, il servirait même ses intérêts au plus près, à tel point qu'exploiteurs et exploités, concepteurs de biens ou services et consommateurs ne feraient plus qu'un, les consommateurs étant associés au financement de la production, ils seraient amenés à fixer le taux d'exploitation et le prix des marchandises de telle sorte que si le produit ne se vend pas ou ne dégage pas suffisamment de marge, il leur faudra augmenter le taux d'exploitation ou augmenter le prix de ce produit, recourir aux recettes que le capitalisme utilise depuis toujours, mais cette fois en y étant associé comme jamais dans le passé, ils devront en subir toutes les conséquences, les risques étant mutualisés, en cas de besoin il leur faudra remettre la main au portefeuille, supporter une faillite, boire la cigue de l'exploitation jusqu'à la lie. - ndlr)

La mobilisation de toutes les institutions et grandes entreprises est aujourd'hui nécessaire pour faire de l'économie collaborative l'un des fers de lance du redressement économique et de l'innovation structurelle. LeMonde.fr 06.03

(On aura compris que leur intention était de voler au secours du capitalisme empêtré dans une crise dont il ne pourra plus jamais sortir, c'est une quasi-certitude maintenant. La vieille rengaine réactionnaire de l'autogestion remise au goût du jour, étendue aux services, source de profits pour les uns et source de pertes pour les autres. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Quel bel exemple de démocratie !

- Municipales: un électeur sur 49 est candidat aux élections - AFP

Un électeur sur 49 est candidat aux municipales, soit 926.068 candidatures enregistrées au total par les préfectures, a annoncé jeudi soir le ministère de l'Intérieur. AFP 06.03

Le tonneau des Danaïdes !

- Recapitalisation: les besoins des banques grecques s'élèvent à 6,4 mds euros - AFP

Est-ce que les malades sont compris dans le lot ?

- Cinven veut vendre une chaîne d'hôpitaux en Grande-Bretagne - Reuters

Heureusement encore !

- Pacte: les patrons peuvent décider de distribuer des dividendes, selon Gattaz - AFP

Les prédateurs-affameurs.

- Les prix alimentaires en plus forte hausse dans le monde depuis 18 mois - AFP

Social et résistance passive

- PSA: augmentation individuelle réduite des salaires pour 2014 - AFP

- Air France présente ses mesures pour réduire le nombre de pilotes et navigants - AFP

- Deux syndicats déboutés contre Carrefour sur le travail de nuit - Reuters

- Ascométal : le sort des 2 000 salariés suspendu à un accord de dernière minute - LePoint.fr

- Vitry : la CGT bloque les entrepôts de STEF - LeParisien.fr

- Les sages-femmes poursuivent leur grève - AFP

- LeMonde.fr D'anciens salariés de PSA Aulnay contestent leur licenciement en justice - AFP

- Licencié pour avoir refusé de couper l'eau, un salarié de Véolia va en justice - Liberation.fr

Nouvelles d'Ukraine

- Ukraine: la Crimée sur la voie de la partition, Obama sanctionne Moscou - AFP

- Les élus de Crimée votent le rattachement à la Russie - Reuters

- Référendum le 16 mars sur le statut de la Crimée, dit un responsable - Reuters

- Un référendum en Crimée violerait le droit international, dit Obama - Reuters

John Kerry a répété que le "*référendum proposé en Crimée violait la Constitution, la loi internationale et la souveraineté*" de l'Ukraine. (C'est la réponse à la violation de la Constitution ukrainienne par ceux qui se sont emparés du pouvoir à Kiev, ce qui n'avait pas embarrassé Kerry puisqu'il en était à l'origine et l'avait soutenue. - ndlr)

L'organisation d'un référendum en Crimée sans l'accord de Kiev a été dénoncé par le président américain Barack Obama qui a estimé qu'il "*violerait la Constitution ukrainienne et le droit international*". (Il est bien le plus mal placé dans le monde pour en parler ou y faire référence, le dictateur. - ndlr)

C'est "*une farce, un crime contre l'Ukraine commis par les militaires russes*", s'est insurgé le président ukrainien par intérim, Olexandre Tourtchinov. Reuters 06.03

Réponse de Moscou.

- Ukraine: Moscou dénonce le cynisme de Washington après ses critiques sur Poutine - french.irib.ir

La Russie a dénoncé jeudi le cynisme et l'arrogance inadmissible de Washington au lendemain des critiques du département d'Etat énumérant dix affirmations erronées du président Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne. La publication de ces points frappe non pas tant par sa déformation primitive de la réalité que par son cynisme, a dénoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. Nous n'allons pas nous abaisser à polémiquer sur une propagande de bas étage. Une nouvelle fois nous avons affaire à une arrogance inadmissible et à des prétentions de détenir la vérité, a-t-il ajouté. Les Etats-Unis ne peuvent pas avoir le droit de faire la morale concernant l'observation des normes internationales et le respect de la souveraineté d'autres pays, a souligné le communiqué. french.irib.ir 06.03

Autres titres.

- Ukraine : Kiev lance la procédure de dissolution du Parlement local de Crimée - Francetv info

- Crimée: deux Femen interpellées après avoir dénoncé "*la guerre de Poutine*" - AFP

- Impact "*grave*" de la crise en Ukraine sur l'économie russe pour Draghi, de la BCE - AFP

Pas seulement...

- Les intérêts économiques allemands incitent Merkel à l'apaisement avec Moscou - AFP

Du coup, c'est le plus réac qui est de service...

- François Hollande menace Moscou de nouvelles sanctions de l'UE - Reuters

Nouvelles du vieux monde

- La Grèce exige des réparations de guerre de l'Allemagne - LeMonde.fr -

- Le Qatar mis au ban des pays du Golfe - LePoint.fr

- La démocratie occidentale jugée inadaptée à Hong Kong - Reuters

- Turquie: Erdogan menace d'interdire YouTube et Facebook - - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- Venezuela: des experts de l'ONU demandent une enquête sur les violences - AFP

- Deux morts dont un soldat dans les manifestations au Venezuela - Reuters

- Russie: deux Pussy Riot attaquées à l'antiseptique à Nijni-Novgorod AFP - AFP

- Libye: les Occidentaux "*préoccupés*" demandent un vrai dialogue national - AFP

- Libye : le Niger voisin remet l'un des fils de Kadhafi aux autorités - LePoint.fr

- Une Chine moins « *pacifique* » accroît les craintes de ses voisins - LeMonde.fr

L'Allemagne et le Japon remilitarisés, ce n'est une menace pour personne...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le régime se délite, tous les coups tordus sont permis, trahison, délation, sombre vengeance, assassinat politique...

L'UMP ne s'est jamais relevé de sa défaite de 2012 à la présidentielle et aux législatives, la faute à qui ? Il faut reconnaître que le passage du relais au PS a été réalisé sans faute, Hollande et son gouvernement ont assumé sans faille, ils ont même poursuivi en l'amplifiant sur tous les fronts encore de la politique réactionnaire de Sarkozy, ils ont fait si bien le sale boulot du parti de l'ordre, en se distinguant particulièrement sur la scène internationale, ils ont été tellement parfaits que l'oligarchie et les médias les soutiennent à fond au grand dam de l'UMP, dont l'espace pour s'exprimer et exister s'est considérablement réduit, sans parler de la surface financière qui a fondu ou s'épuise, ce qui a de quoi en rendre certains nerveux, voire hystériques.

L'UMP semble peiner à renouveler son appareil qui s'est brisé un jour en soutenant un misérable parvenu nommé Sarkozy. Tous ceux qui l'ont soutenu se sont couverts de ridicule, ils n'ont aucune crédibilité, personne ne peut les prendre aux sérieux, tous trainent derrière eux de grosses casseroles, corrompus ou pour avoir péché par excès de zèle envers le chartier de Neuilly qui a assuré ses arrières en se casant avec une riche héritière. Reste quelques nostalgiques d'une époque révolue remisés au placard, des avocats d'affaires opportunistes, d'ex-dirigeants d'extrême droite, des psychopathes sans talent mais rongés par une ambition délirante, de féroces néolibéraux qui ont pour idole G. W. Bush, bref, rien de très consistant pour que l'oligarchie mise sur ce bourrin de fin de régime.

Cela dit on a vu pire aux Etats-Unis avec Reagan, Carter et Bush junior, mais là bas cela n'avait pas vraiment d'importance puisque ce n'était pas eux qui gouvernaient, en France non plus ce ne sont pas les présidents qui sont aux commandes mais une armée de technocrates, d'experts, de hauts fonctionnaires, des conseillers qui leurs sont imposés par les dirigeants de la classe dominante. En fonction de l'étiquette politique du président en place, outre la même politique qui est poursuivie, ils passent à l'offensive dans certains domaines et ils continuent la lutte idéologique sur différents fronts, pour eux l'essentiel c'est de marquer des points et d'avancer dans la voie qu'ils se sont tracés, le pouvoir qu'il leur reste est du niveau de l'amuse-gueule, genre fête de la musique ou construction d'une pyramide devant le parvis du Louvre.

Le problème à l'UMP, c'est qu'ils n'ont pas encore compris ou ils n'admettent pas qu'il ne peut pas exister d'autres stratégies politiques à côté du néolibéralisme, ou peut-être que certains ayant déjà opté ouvertement pour cette stratégie, il ne reste plus grand chose à ronger pour les autres dirigeants qui ne peuvent pas changer de discours sans qu'on leur fasse remarquer qu'ils se contredisent, qu'ils y viennent un peu tard et que la place est prise, qu'ils doivent accepter de passer au second plan, ce qu'ils refusent, car chez ces gens-là rétrograder est vécu comme une humiliation insupportable, ils sont féroces entre eux, c'est bien connu que les loups se dévorent entre eux.

Bref, c'est semble-t-il compliqué pour bon nombre d'entre eux d'assumer ouvertement être ultra réactionnaire, ce qui ne posera pas de problèmes aux dirigeants du PS comme vous avez pu l'observer depuis deux ans. On a bien vu que certains dirigeants de l'UMP s'étaient ralliés à Sarkozy en traînant des pieds, Juppé par exemple, à l'UDI et au MoDem aussi, pour finalement admettre qu'ils n'avaient pas le choix.

Pourquoi le PS est le mieux placé pour faire le sale boulot ?

Parce que depuis toujours il manie le double langage sans que sa légitimité soit remise en cause, sans que personne n'ose le cataloguer à droite, dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Qui est le plus apte en France à faire la guerre au nom de la démocratie et à duper les masses, Sarkozy, Copé, Fillon ou Hollande, Fabius ?

Parce qu'aussi le mouvement ouvrier est corrompu, pourri de l'intérieur, aucun parti n'ayant osé rompre avec le PS pendant un siècle. Alors que Hollande soutenait le coup d'Etat en cours en Ukraine perpétré par l'Otan et les partis nazi et néonazi, le POI demandait audience à Hollande, c'était le 14 février dernier... Plus d'un demi-siècle en arrière les trois courants trotskistes appelaient à voter PS alors qu'il participait à la guerre coloniale en Algérie et au Vietnam, et entre ces deux périodes espacées de plus 60 ans, ils n'ont pas cessé d'entretenir les mêmes rapports avec le PS. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils n'ont pas participé à cette terrible imposture qui consista à faire croire que le PS était légitime pour parler au nom des travailleurs et du socialisme. Le même constat est valable avec le PCF. Après on s'étonne que le mouvement ouvrier est dégénéré, son avant-garde décimée, corrompue elle aussi. Enfonçons le clou, j'ai constaté que la plupart de mes détracteurs qui soutiennent encore aujourd'hui la stratégie adoptée envers le PS pendant toutes ces décennies utilisent les mêmes méthodes que le PS : déni, perte de mémoire ou mémoire sélective, non-dits, etc. Cela ne me choque pas, car dans mon entourage (en France) j'ai été confronté récemment à la même expérience, je m'y étais préparé de longue date...

Quelques titres de presse qui illustrent tout cela.

- La disgrâce de Buisson signe-t-elle la fin de son influence à l'UMP? - 20minutes.fr

- Affaire Buisson: riposte de Sarkozy et spéculations sur l'origine des fuites - AFP

- L'histoire secrète des enregistrements Buisson - LeMonde.fr

- La CIA espionne le Sénat américain ... chargé d'enquêter sur ses méthodes - LeFigaro.fr

- Bygmalion annonce une nouvelle plainte en diffamation contre «*Le Point*» - Liberation.fr

Cette fois, l'article visé sur le site internet du Point suggère que la société a pu facturer des formations fictives aux élus locaux, payées par les collectivités locales. Dans un communiqué, Me Patrick Maisonneuve estime que l'article met «*de nouveau gravement en cause la société Bygmalion*». «*La société Bygmalion dépose plainte une nouvelle fois pour diffamation à l'encontre du journal "Le Point"*», ajoute l'avocat. Liberation.fr 06.03

De vulgaires manipulateurs à la tête de l'Etat.

Devinez quelle est la méthode la plus juste ou efficace.

Pôle emploi s'appuie sur une comptabilité rigoureuse, l'Insee sur une "*enquête*" effectuée auprès d'un "*échantillon de quelques dizaines de milliers de personnes*".

Pour Pôle emploi, est chômeur toute personne qui s'inscrit à l'opérateur en tant que demandeur d'emploi, et notamment en catégorie A, toute personne qui n'a pas du tout travaillé dans le mois précédant l'inscription.

L'Insee, elle, procède autrement. Elle mène une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon de quelques dizaines de milliers de personnes. Et pour l'institut, est chômeur toute personne qui n'a pas du tout travaillé la semaine précédant l'enquête, qui a effectué au moins une démarche de recherche dans le mois écoulé, et qui est disponible dans les 15 jours à venir. Libération.fr 06.03

La méthode de l'Insee est du domaine du sondage, or, par téléphone on peut répondre ce qu'on veut, et il est admis que les marges d'erreur sont d'environ plus ou moins 3%, or là la baisse enregistrée par l'Insee serait de 0,1%.

- Michel Sapin : l'engagement de François Hollande sur le chômage "*a été respecté*" - LePoint.fr

- Chômage: ça monte ou ça baisse ? - Liberation.fr

- Courbe du chômage : qui faut-il croire? - Le Nouvel Observateur

En complément.

- Les inscriptions au chômage au plus bas depuis 3 mois aux USA - Reuters

Le chômage en Grèce toujours au plus haut - AFP

Le chômage en Grèce a très légèrement diminué en décembre mais reste proche de son niveau record malgré des signes de reprise économique.

Le taux de chômage de décembre atteint 27,5% contre 27,6% le mois précédent, selon les chiffres officiels de l'Elstat publiés jeudi.

Le chômage en Grèce a atteint un taux record de 27,7% en octobre dernier et se maintient à plus du double de la moyenne de la zone euro, qui a atteint son propre record en décembre avec un taux de 12%. AFP 06.03

Guerre idéologique.

Atomisation forcée, individualisme forcenée. Ils vous donnent un conseil : vivez seul et ne pensez qu'à votre gueule !

Dites-vous bien que leur propagande n'est jamais dénuée d'arrière-pensées réactionnaires. Ceux qui l'ont oublié sont devenus leur meilleur porte-parole ou caution au sein du mouvement ouvrier et des masses, Front de gauche, NPA et LO en tête... On a atteint le degré zéro théorique et politique dans ces partis, ne leur accorder absolument aucune confiance, ils sont dangereux, détournez-vous de ces partis, fuyez-les comme la peste ou alors faites le jeu de la réaction.

Que faire pour lutter contre les inégalités salariales au sein du couple ? Francetv info

Refusez d'avoir deux comptes bancaires séparés, celui dont le salaire est inférieur pourrait un jour porter plainte pour esclavage ou exploitation conjugal !

- 82% des femmes jugent plus important d'être mère que d'avoir une carrière professionnelle - 20minutes.fr

Comme quoi ! Quoi ? Ben qu'elles sont bien différentes des hommes, demandez donc aux hommes d'en faire autant, hein ! Ah ben, qu'est-ce qu'on est con, on n'y avait pas pensé. La lutte des classes rend aveugle parfois ! A moins que ce soit le conditionnement auquel vous êtes soumis 24h/24 messieurs les révolutionnaires devenus les porte-parole de l'idéologie dominante, ceux qui dans leurs articles écrivente militant-e, salarié-e, travailleur-euse...

- «*Je gagne plus que mon mari et il le vit de plus en plus mal*» - 20minutes.fr

Démissionnez ou changez d'emploi, prenez-en un moins rémunéré. Ou alors divorcez, séparez-vous de ce bon à rien qui n'est même pas foutu d'avoir un salaire équivalent au vôtre et qui en plus déprime, foutez-le dehors !

- Les Françaises contribuent à seulement 36% des revenus de leur couple - L'Express.fr

Des fainéantes ou des pétasses, un tel déséquilibre est scandaleux, sales petites profiteuses !

- Les hommes français font plus le ménage qu'on ne croit - Slate.fr

Dans leur voiture ! A moins que, s'ils font plus le ménage, c'est qu'ils ne font que cela et bobonne, mémère se tape tout le reste. Ils font ce qui est le moins fatiguant, le moins ingrat, normal !

Ils tiennent à féminiser les hommes, ne serait-ce pas par hasard parce qu'ils considèrent les femmes inférieures ?

- Paris : Les grandes figures du féminisme pour sensibiliser les lycéens franciliens à la parité - 20minutes.fr

- Comment le gouvernement veut améliorer la mixité professionnelle d'ici à 2025 - 20minutes.fr

- Najat Vallaud-Belkacem: «Faire de la mixité un sujet de mobilisation collective» - 20minutes.fr

Quoi qu'ils disent ou fassent, quelles que soient les lois adoptées, les femmes sont toujours plus faibles que les hommes et font l'objet d'un traitement en conséquence dans la société, c'est ainsi et il en restera ainsi aussi longtemps que le capitalisme existera, donc promouvoir les femmes comme ils le font, c'est à la fois pour les hommes et les femmes se dressent les uns contre les autres, pour que les hommes culpabilisent et finalement pour exploiter davantage les femmes...

Vous ne voudriez tout de même pas que ces furieux réactionnaires soient animés d'intentions progressistes ou humanites envers les femmes, vous n'êtes pas demeurés au point de les croire, n'est-ce pas ?

Guerre, tyrannie, viol idéologique. Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Amnesty réclame l'abrogation des lois oppressives en matière de sexualité - Liberation.fr

L'ONG lance une campagne baptisée «*mon corps, mes droits*» pour sensibiliser au viol conjugal, au mariage précoce ou encore à l'impunité des violences sexuelles dans le monde. Liberation.fr 06.03

Qu'est-ce que signifie le procédé par lequel on entend imposer à quelqu'un de changer de comportement quand bien même les conditions ou les rapports qui ont contribué à forger son comportement pendant des décennies ou depuis sa naissance n'ont pas changé, lorsque les rapports sociaux entre les classes qui déterminent tous les rapports dans la société (entre dominants et dominés) sont demeurés les mêmes ?

Ne serait-ce pas par le même procédé qui est employé quand on vous impose de vous prosterner devant l'ordre établi qui ne vous reconnaît aucun droit ?

- Violences sexuelles dans l'armée : Le Drian veut « *rompre la loi du silence* » - LeMonde.fr

- Municipales: l'Inter-LGBT fait des propositions aux candidats - AFP

- Nigeria : quatre hommes fouettés pour homosexualité - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: manifestation de milliers de mineurs de platine en grève - AFP

Plusieurs milliers de mineurs en grève depuis un mois et demi ont manifesté jeudi à Pretoria pour revendiquer un salaire de base fortement et rapidement revalorisé, que refusent les trois premiers producteurs de platine mondiaux, Amplats, Implats et Lonmin.

La foule des mineurs mobilisée par le syndicat radical Amcu et encadrée par un solide cordon de police s'est mise en branle à la mi-journée pour se rendre jusqu'à l'Union Buildings, le siège du gouvernement qu'Amcu accuse de faire le jeu des entreprises.

A leur tête Joseph Mathunjwa, le président d'Amcu, et Jimmy Gama, son trésorier, au nombre de la quarantaine de leaders pour lesquels Anglo American Platinum (Amplats) a demandé une peine de prison ou d'amende pour non-respect des règles sur les piquets de grève.

Mardi, Amcu a fait sa première concession depuis le début du mouvement qui paralyse près de la moitié de la production mondiale de platine depuis le 23 janvier et proposé d'étaler sur quatre ans la hausse des salaires demandée.

Amcu réclame depuis le début du mouvement une revalorisation du salaire de base à 12.500 rands (840 euros).

Interrogé par la presse pour connaître la suite qu'il entend donner à ce conflit, que le gouvernement espérait le plus court possible, M. Mathunwja a répondu: "*Les adhérents décideront eux-même sur la grève.*"

Dans un communiqué commun, les producteurs se sont contentés de "*prendre note de la marche organisée par Amcu sur l'Union Buildings à Pretoria*".

"*Nous confirmons que nous avions été invités à envoyer nos représentants pour recevoir le mémorandum, bien que nous ne l'ayons pas fait*", ont-ils ajouté.

Les négociations visant à mettre fin à la grève ont été suspendues mercredi sine die par la CCMA, l'organisme paritaire chargé de régler les conflits du travail. AFP 06.03

Haut de page

Le 8 mars 2014

CAUSERIE

On rajoutera ce soir une vingtaine de documents.

Dites-donc, vous ne vous emmerdez pas avec toutes les affaires qui éclatent coup sur coup ?

La tâche s'annonce rude pour le faire remonter...

- Sondage: Hollande à 17% de confiance, Ayrault bat l'impopularité de Villepin - L'Express.fr

A deux semaines des élections municipales, le duo executif est à la peine dans le dernier baromètre de l'institut de sondage TNS Sofres, réalisé pour Le Figaro Magazine à paraître ce vendredi. (Quel dommage semble s'exclamer L'Express, heureusement qu'il y a les affaires qui tombent à point nommé ! - ndlr)

Autre capteur du ressenti des Français, dans la même étude, les cotes d'optimismes... à un niveau plancher: 82% des personnes interrogées estiment que "*les choses ont tendance à aller plus mal*" en France. L'Express.fr 07.06

Non, sans blague, c'est bien ce que je disais hier...

Parole d'internaute

1- "*Ben oui c'est ça quand on fréquente des mafieux... mais Herzog devait connaitre les risques qu'il prenait, il fait depuis longtemps partie lui même de la mafia corsico-neuiléenne sarcoziste.*"

Ces gens-là sont des mégalomanes, ils pensent qu'ils sont plus forts que le reste du monde, les meilleurs, et qu'ils ne se feront jamais pincer.

2- "*Le probleme n'est pas ou les journaleux veulent le poser. Le problème est de savoir si ces petits juges qui n'ont aucune légitimite démocratique ne deviennent pas qu'un instrument administratif du pouvoir en place? Ma réponse est oui.*"

Ce n'est pas nouveau. Récemment Hollande et Valls lors de l'affaire Dieudonné ont démontré qu'ils s'assoyaient sur l'indépendance de la justice qui est toute relative sous un régime capitalisme, quelle que soit la forme du pouvoir en place. C'est l'exécutif qui nomme les procureurs qui encadrent l'exercice de la justice dans ce pays...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le monde glauque du pouvoir. Quelle guigne tout de même, quelle troublante coïncidence !

- Une semaine noire pour l'UMP - LeFigaro.fr

Un président de parti accusé de favoritisme, les enregistrements secrets d'un ex-conseiller qui fuitent dans la presse, Nicolas Sarkozy mis sur écoute par la justice... À quelques jours des municipales, l'UMP est enfermée dans une avalanche de scandales. LeFigaro.fr 07.03

- Nicolas Sarkozy sur écoute: les quatre affaires qui s'entremêlent - L'Express.fr

- Placé sur écoute, Sarkozy mis en cause dans un nouveau scandale - AFP

- Sarkozy, entouré par les affaires - Liberation.fr

- Pour 76% des Français, l'UMP remplit mal son rôle d'opposant - Reuters

Parce qu'ils seraient intéressés à ce qu'il le remplisse bien, ils auraient quelque chose à en attendre ? L'espoir fait vivre !

Pour mieux comprendre.

- Affaire Buisson: Nicolas Sarkozy et Carla Bruni réclament 30.000 euros - nouvelobs.com 07.03

Sarkozy ne réclame que le retrait des enregistrements relatifs à sa vie privée, il faut donc en déduire que ceux relatifs à des dirigeants de l'UMP (notamment) malmenés ou violemment brocardés dans ces enregistrements doivent avoir une certaine utilité, outre régler des comptes on n'en sait pas plus pour le moment, et plus troublant encore il se satisferait d'une condamnation de Buisson à lui verser ainsi qu'à sa Barbie 30.000 euros de dommages et intérêt, une somme dérisoire, mieux encore, ils demandent en outre chacun un euro de dommages et intérêts à Atlantico, là pour le coup on flaire le lièvre, la connivence ou pour le moins la complaisance, intéressé évidemment, ces gens-là ne font jamais rien pour rien, cela n'existe pas chez eux, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte de faiblesse de La Talonnette qui doit affronter un autre scandale sorti dans la foulée et bien plus grave, il s'est fait tellement d'ennemi qu'il doit épargner ceux qui pourraient encore lui être utiles, le portail Atantico en fait partie.

- Placé sur écoute, Sarkozy mis en cause dans un nouveau scandale - AFP

Nicolas Sarkozy mis sur écoutes par la justice française : cette révélation sans précédent porte les germes d'un nouveau scandale pour l'ex-président de droite et compromet son éventuel retour en politique. AFP 07.03

- Sarkozy : Assouline évoque un possible «*scandale d'Etat*» - Liberation.fr

David Assouline, porte-parole du Parti socialiste, a estimé qu'il y aurait un «*scandale d'Etat*» s'il était avéré que Nicolas Sarkozy et son avocat sont au cœur d'une affaire de trafic d'influence, comme le rapporte Le Monde vendredi.

«*Les informations publiées ce jour par le quotidien Le Monde, et selon lesquelles un magistrat est notamment suspecté d'avoir informé secrètement Nicolas Sarkozy des développements judiciaires de l'affaire Bettencourt, sont graves et stupéfiantes*», écrit Assouline dans un communiqué. «*Si la véracité des écoutes pratiquées sur les téléphones de MM. Sarkozy, Herzog, Guéant et Hortefeux venait à être établie, il s'agirait d'un scandale d'Etat, qui acterait l'état de décomposition avancée d'un système clanique, qui a beaucoup abîmé notre démocratie. Mais justement parce qu'il s'agit d'une instruction judiciaire en cours et qui met en cause ni plus ni moins qu'un ancien président de la République, il faut observer une certaine retenue*», ajoute-t-il.

Selon le sénateur de Paris, «*en une semaine, l'UMP aura tout de même infligé aux Français une série de blessures démocratiques, que ce soit avec l'affaire Copé ou l'affaire Buisson. Plongée depuis deux ans dans des règlements de comptes terribles, la droite nous offre un spectacle affligeant, qui ne servira que les adversaires de la République*». Liberation.fr 07.03

Effectivement, cela va servir le PS... bien que ! La République : impossible !

L'avocat de Sarkozy se croit à Tel-Aviv ou au Crif.

- Révélations du "*Monde*" sur Sarkozy : Herzog scandalisé - lepoint.fr

L'avocat est scandalisé quant à la découverte de ces écoutes : "*On a placé sur écoute un ex-président de la République, son avocat, on a, si j'en crois Le Monde, retranscrit des conversations pendant pratiquement un an entre le président Sarkozy et moi-même et je trouve cela monstrueux*".

"*J'ai été traité comme un délinquant*"

"*Qu'aurait-on dit si sous la présidence de Sarkozy l'avocat de Hollande avait été mis sur écoute ?*", s'insurge-t-il. "*Je ne suis pas un homme politique, je suis un avocat, un avocat qui est meurtri, qui est scandalisé et qui dit qu'il s'agit d'une affaire montée de toute pièce*", a-t-il poursuivi. "*J'ai été traité comme un délinquant, j'ai été traité moins bien que n'importe quel avocat*". lepoint.fr 07.03

Pour qui se prend-il ? Il est logé dans cette affaire comme n'importe quel citoyen semble-t-il et il ne le supporte pas. Pourquoi n'y aurait-il pas des délinquants chez les avocats quand il y en a tant chez les patrons et les banquiers par exemple ?

«*C'est une violation monumentale des droits de la défense! Quand j'ai craint, avec raison, des écoutes sauvages, ou des*

écoutes illégales, et que j'ai fait en sorte de pouvoir converser avec Nicolas Sarkozy sans être écouté, j'avais hélas raison de le faire.» Thierry Herzog fait ici référence au fait que le président et son avocat s'étaient tous deux dotés de portables achetés sous un nom d'emprunt. Pour les magistrats, cette décision pourrait également indiquer que, par delà ses «*soupçons*», l'avocat aurait été informé du fait que son client était sur écoute. Thierry Herzog estime d'ailleurs que Nicolas Sarkozy «*est, lui, toujours probablement sur écoutes téléphoniques*».

Avec son voyou de client il a cru être plus malin que les renseignements généraux en achetant un téléphone sous un faux nom et il s'est fait prendre, en plus il est mauvais joueur, ces gens-là d'un cynisme sans fond ne supporte pas de perdre.

J'ai lu un autre article sur Slate.fr sur les téléphones cryptés, secrets, inviolables. Foutaises, dans la dernière société ou j'ai travaillé au noir avant de quitter la France, outre un service de bureautique à l'exportation vers l'Afrique, mon patron commercialisait aussi du matériel sensible d'écoute ou de détection en tous genres destiné à certains gouvernements ou des organisations en tous genres qui tenaient à échapper aux grandes oreilles américaines ou britanniques. J'étais chargé le soir, discrètement quand la boîte était vide de photocopier en couleurs des catalogues et notices d'emploi de ces appareils d'un type particulier, en les lisant distraitement je me suis demandé s'ils étaient aussi efficace que cela, j'en touchais deux mots à mon patron à propos justement des téléphones satellitaire cryptés, il m'a répondu : pensez-vous, ces sociétés fournissent les codes pour les décrypter aux services de renseignement des pays qui en font la demande, ils les possèdent tous, c'est un attrape-nigaud, sinon vous pensez bien qu'ils n'auraient pas l'autorisation de les commercialiser réfléchissez un instant. Il savait de quoi il parlait apparemment et cela semblait logique.

Depuis cela m'a fait penser à une autre histoire. Celle du type qui en plein désert avec son 4x4, décide de sortir son téléphone satellitaire pour passer un coup de fil incongnito, et qui dix minutes plus tard fini pulvérisé par un missile venu d'on ne sait où...

Commentaire d'un lecteur du Figaro.

- "*ça commence à sentir bon pour Fillon en vue de la Primaire UMP.... sauf si c'est Copé ou Tiberi qui comptent les voix...*"

Pourquoi y tiennent-ils donc tant que cela à ce que vous alliez voter ?

Info ou intox ?

- Municipales : plus de trois quarts des Français "*certains d'aller voter*" - Francetv info

La mobilisation devrait être assez importante, dimanche 23 mars. Plus des trois quarts des Français se disent "*certains d'aller voter*" aux municipales, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée nationale publié jeudi 6 mars. Francetv info 07.03

Hammadi (PS) : c'est le pacte de responsabilité, c'est la politique anti-ouvrière, réactionnaire, impérialiste de Hollande et son gouvernement.

Jean-Pierre Brard conduit la liste "*Ma ville, j'y crois*" soutenue par le Comité des citoyens montreuillois et le Parti ouvrier indépendant.

- Municipales à Montreuil: Hammadi appelle à former un front anti-Brard - lexpress.fr

Depuis hier, le microcosme politique montreuillois est agité par un sondage publié par TNS Sofres/SOPRA Group. Selon cette étude, le communiste apparenté Jean-Pierre Brard arriverait en tête au premier tour avec 29% des voix, devant le candidat du Front de Gauche Patrice Bessac (16%) et celui d'Europe Ecologie-Les Verts Ibrahim Dufriche (15%). Le socialiste Razzy Hammadi, lui, échouerait en quatrième position, ne récoltant que 14% des suffrages. Ce camouflet du député PS doit être pris avec des pincettes: pour un sondage réalisé sur un échantillon de population aussi faible (604 personnes inscrites sur les listes électorales à Montreuil), on estime la marge d'erreur supérieure à 2%. Derrière Brard, impossible donc de déterminer l'ordre du tiercé Bessac-Dufriche-Hammadi. L'autre candidate de gauche, la socialiste dissidente Mouna Viprey, semble un peu décrochée, avec 9% d'intentions de vote.

Il n'en fallait pourtant pas moins pour faire réagir le jeune protégé de Claude Bartolone. Sur Facebook, Razzy Hammadi a aussitôt riposté en publiant un "*appel au Front de gauche et aux écologistes de Montreuil*". Sans citer le nom de son rival, le député PS invite ses concurrents à faire front contre Jean-Pierre Brard, maire de la ville pendant près d'un quart de siècle (1984-2008). "*La gauche qui ne souhaite pas le retour en arrière, qui rejette l'isolement et l'impasse est majoritaire, si elle est rassemblée, au second tour à Montreuil, insiste-t-il. Notre devoir est dès aujourd'hui d'engager le travail de préparation du projet qu'il conviendra de proposer aux montreuillois au soir du premier tour.*" lexpress.fr 07.03

Un "*front*" avec Hammadi contre la liste conduite par Jean-Pierre Brard, ce serait se tromper de front...

Communiqué de la liste "*Ma ville, j'y crois*", conduite par Jean-Pierre Brard et soutenue par le Comité des citoyens montreuillois et le Parti ouvrier indépendant. (IO n°291 page 10)

Lettre ouverte à ceux qui refusent de se résigner !

Pourquoi faudrait-il, à trois semaines de l'élection municipale, tendre le débat politique dans notre ville ? Nous sommes en démocratie.

Notre liste "*Ma ville, j'y crois*" respecte les opinions des uns et des autres.

Cela ne doit pas empêcher de dire les faits :

— Hollande et son gouvernement veulent imposer, dans les prochaines semaines, ce qu'ils appellent un « *pacte de responsabilité* ».

— Cette proposition a été accueillie avec enthousiasme par le patron des patrons, M. Gattaz, chef du Medef. C'est normal. Ce pacte déclare la guerre contre la Sécurité sociale et les services publics : il serait fait cadeau aux grandes entreprises, chaque année, de 30 milliards d'euros de cotisations familiales ; et 50 milliards d'euros seraient soustraits à la dépense publique, asphyxiant en particulier les finances des communes.

— Ce pacte de responsabilité Hollande-Gattaz s'ajoutera à toutes les mesures déjà prises par ce gouvernement depuis 18 mois, dans un sens contraire aux besoins de la majorité d'entre nous.

— La politique de l'emploi du gouvernement, au lieu de lutter contre les plans de licenciements décidés par les grands groupes et les multinationales, les accompagne.

Dans le même temps, le gouvernement français supprime des milliers d'emplois publics.

— Les réformes des retraites ou de l'école et des rythmes scolaires sont contraires aux droits existants et à la volonté des salariés, des enseignants, des parents.

— Quant à la métropole du Grand Paris, elle va à l'encontre de la liberté des communes de s'administrer.

Dans tous les domaines, la politique du gouvernement, qui applique les plans d'austérité de l'Union européenne, provoque contre elle mécontentement et colère, et entraîne l'appauvrissement des Français qui travaillent et des retraités.

"*Ma ville, j'y crois*" est du côté de ceux qui luttent et résistent. Nous sommes du côté de la Sécurité sociale de 1945, de l'école publique et laïque, des services publics. Nous sommes du côté de ceux qui refusent de se résigner. Nous ne sommes pas du côté de Hollande et de Gattaz.

Ce n'est pas un problème d'étiquette. Nombreux sont les électeurs de François Hollande de 2012, électeurs du PS, du Front de gauche, et plus généralement électeurs ouvriers, employés, jeunes, chômeurs, retraités, qui partagent la même inquiétude et la même colère.

A tous, nous disons : unissons nos efforts, dans la clarté, pour mettre en échec le pacte de responsabilité de Gattaz-Hollande et l'austérité.

Nous disons bien dans la clarté : est-il possible d'être du côté du refus de la résignation tout en soutenant Razzy Hammadi, qui vote cette politique à l'Assemblée nationale ? Non, ce n'est pas possible.

Est-il possible, comme le fait Patrice Bessac (1), de critiquer le gouvernement tout en affirmant : « *Au deuxième tour, je suis le seul à pouvoir rassembler toutes les gauches* » (Le Parisien, 25 février) ? Toutes les gauches, c'est-à-dire Razzy Hammadi (2), le Parti socialiste, les Verts ? En un mot : se rassembler avec le gouvernement qui impose l'austérité ? Non, ce n'est pas possible.

Pour notre part, nous restons ouverts à la discussion libre et cordiale avec les uns et les autres. Mais avec un objectif clair : aucune voix pour l'austérité, aucune voix pour le pacte de responsabilité de Gattaz-Hollande !

C'est en tout cas le mandat sans équivoque que nous sollicitons auprès des Montreuilloises et Montreuillois qui refusent de se résigner.

(1) Responsable du PCF, candidat investi par l'ensemble des composantes nationales du Front de gauche.

(2) Député PS.

A chacun son front, pour l'occasion j'ai choisi le mien en diffusant ce communiqué, celui d'Hammadi me semble un peu trop proche d'un autre front qui vient de s'illustrer à Kiev en Ukraine, et cela on ne peut pas le laisser passer. Rappelons que le parti de monsieur Hammadi soutient le gouvernement illégal en Ukraine dans lequel figure des membres des partis nazi et néonazi, la liste figure dans notre portail.

PS est toujours de gauche, un parti ouvrier, c'est LO et le NPA qui le disent.

- Municipales : l'extrême gauche en rase campagne - libération.fr

«*En 2008, la droite était au pouvoir. Aujourd'hui, hors de question d'être confondus avec le gouvernement, explique Nathalie Arthaud. Nous voulons montrer que nous sommes à mille lieues de ceux qui mettent leurs idées dans leur poche pour se partager les postes.*»

(Parce que selon LO le PS auraient des idées différentes de la politique qu'il applique, des idées de gauche évidemment. Mais dites-nous, au FN aussi ils savent tenir un discours social, de gauche, là on dit que c'est une basse manoeuvre, au FN ils mentent, ils n'en croient pas un mot, c'est juste une tartufferie, mais quand le PS se livre au même exercice, qui plus est quand ils ont le pouvoir, c'est différent, il faudrait les croire. Pourquoi ? En poussant ce raisonnement à fond on peut répondre à cette question. Cela signifie qu'au PS ils ont de bonnes idées, les mêmes que les nôtres (à LO, sic!), ils sont socialistes après tout n'est-ce pas, mais il leur manque un tout petit quelque chose qui les empêche de les mettre en pratique, on ne sait pas trop quoi, c'est indéfinissable voyez-vous.

Bref ils n'y sont pas vraiment pour quelque chose les bougres, on n'ose pas vous le dire mais c'est ce que cela sous-entend, aussi vous pourrez continuer à entretenir l'illusion qu'un jour ils pourraient appliquer ces merveilleuses idées qui sommeillent en Hollande, Ayrault, Fabius, Sapin, Le Drian, Peillon, sans oublier Valls... ainsi va le régime que soutient de la sorte LO.

Epilogue. LO est incapable de caractériser politiquement le PS car cela les obligerait à rompre avec les appareils des syndicats qui par de multiples ramifications sont liés au PS... et au régime. Ce constat est également valable pour le POI et le NPA. - ndlr)

... en Bretagne le NPA s'est allié avec le PCF, même là où les communistes appelleront à voter socialiste au second tour. (Au NPA, ils s'en foutent d'être associés à un parti qui appellera à voter pour un parti de droite au second tour puisqu'ils considèrent que le PS est de gauche. Lisez la suite, ils l'assument. -ndlr)

...le NPA assume la dimension locale du scrutin, même s'il s'agira aussi «de faire apparaître une opposition de gauche à la politique du gouvernement», selon Christine Poupin, porte-parole du parti. (C'est seulement la politique du PS qui ne serait pas de gauche, le distinguo est indispensable pour le soutenir au second tour... et le tour est joué ! - ndlr)

"*L'émergence du Front de gauche a beaucoup joué, explique Blondin. Il y a un effet Mélenchon, ce qui change la donne par rapport à l'époque où nous n'affrontions qu'un PCF en déclin.*" libération.fr 07.03

(Le NPA est concurrencé sur sa droite par le Front de gauche, au passage ils mettent en lumière la raison d'être du Parti de gauche, faire barrage au NPA et LO (au POI aussi évidemment ou en premier lieu), servir de rabatteur à gauche pour le compte du PCF et finalement pour le PS. - ndlr)

En complément. A chacun son drapeau !

Municipales à Nevers: la candidate FN, le drapeau nazi et les SS - L'Express.fr

Municipales à Fontainebleau : un UMP rallie la candidate socialiste - LeParisien.fr

Un complot, quel complot, contre qui franchement ?

- Snowden dénonce un "*bazar européen*" de l'espionnage au service des Américains - AFP

Sous pression américaine, l'UE a laissé se mettre en place un "*bazar*" de l'espionnage généralisant la surveillance de masse à tous les citoyens, a dénoncé auprès du Parlement européen le lanceur d'alerte américain Edward Snowden.

"*L'une des activités essentielles de la division des affaires étrangères de la NSA est de faire pression ou d'inciter les Etats membres de l'UE à changer leurs lois autorisant la surveillance de masse*", soutient M. Snowden dans une déposition écrite que le

Parlement européen a rendu publique vendredi.

De telles opérations ont été menées en Suède, aux Pays-Bas, ou en Allemagne, avec comme résultat "*la mise en place en secret de systèmes intrusifs de surveillance massive*", met en garde l'ancien consultant en sécurité, qui répond à des questions écrites de la commission des Libertés civiles du Parlement.

M. Snowden incrimine notamment le droit que se réserve la NSA (Agence nationale de sécurité américaine) d'espionner les ressortissants des partenaires des Etats-Unis, sans les en informer. Au passage, cela permet aux Etats concernés d'invoquer leur ignorance face à leur opinion publique, met-il en avant.

Selon M. Snowden, le "*résultat est un bazar européen*" où les Etats membres acceptent de céder individuellement à la NSA des droits censés être limités mais lui permettant au final de mettre en place "*un patchwork de surveillance de masse contre l'ensemble des citoyens ordinaires*".

M. Snowden exhorte les eurodéputés à agir pour empêcher que "*les espions ne dictent la politique*" des Etats de l'UE.

"*La bonne nouvelle est qu'il y a une solution : la faiblesse de la surveillance de masse est qu'elle peut facilement être rendue trop coûteuse via des changements de normes techniques*" avec la généralisation du cryptage, ajoute-t-il.

A l'issue d'une enquête de six mois sur la surveillance massive américaine révélée par M. Snowden, le Parlement européen doit se prononcer la semaine prochaine sur un projet de rapport préconisant de suspendre SWIFT et Safe Harbour, deux importants accords d'échange de données avec les Etats-Unis. AFP 07.03

ACTUALITE EN TITRES

Guerre idéologique et dictature.

- Dans le Massachusetts, photographier sous les jupes pourra conduire en prison - Francetv info

Rien que cela, c'est bien un régime de terreur qui règne aux Etats-Unis...

- Peut-on être homme et féministe ? - Liberation.fr

Après avoir subi une lobotomie, sans doute...

- Féminisation au travail : encore un effort - L'Express.fr

C'est pousser à l'adultère...

- Chômage : l'apparente égalité entre femmes et hommes - LeMonde.fr

Les femmes ont un salaire inférieur aux hommes et la majorité des chômeurs sont des femmes, le Medef devrait s'emmêler, il y a du profit à se faire là-dessous...

- Une femme active sur cinq a déjà été harcelée sexuellement au travail - LePoint.fr

Les autres doivent être trop moches...

- La discrimination sexuelle fait de la résistance - LeMonde.fr

Comme le vieux monde...

- L'OMS recommande des cours sur la sexualité à l'école dès 12 ans - Liberation.fr

Ils ont oublié de préciser... pratiques...

- En Ouganda, le port de la minijupe mène en prison - Liberation.fr

C'est un appel au viol, comme en Inde, je peux le comprendre, et vous ?

Pour quoi faire ?

- L'école apprend-elle aux enfants à raisonner? - L'Express.fr

La publicité s'en charge...

- La première publicité pour le cannabis diffusée aux Etats-Unis - Le Nouvel Observateur

Evolution de la situation en rapport avec l'Ukraine

- Comment punir Poutine - Slate.fr

- Ukraine : sanctionner des proches de Poutine, une éventualité, selon Fabius - LeMonde.fr

- Il faut boycotter les Jeux paralympiques de M. Poutine à Sotchi - LeMonde.fr

- Sotchi: pas de ministres français à l'ouverture des Paralympiques - AFP

- L'Ukraine paie pour l'inaction de la communauté internationale en Syrie - Liberation.fr

- Hollande ne veut pas de référendum sur la Crimée sans l'accord de Kiev - AFP

Il ne peut y avoir de référendum sur l'avenir de la Crimée "*sans que l'Ukraine elle-même n'ait décidé de l'organiser*", a déclaré vendredi le président François Hollande, rejetant ainsi la consultation annoncée pour le 16 mars par les partisans du rattachement de la péninsule à la Russie.

M. Hollande, qui recevait à l'Elysée deux candidats à la présidence à Kiev, Vitali Klitschko et Petro Porochenko, accompagnés du philosophe Bernard-Henri Lévy, a déploré la décision du "*pseudo-parlement*" de Crimée de rattacher cette région à la Russie, et affirmé que "*l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine ne peuvent pas se négocier*".

Il a souligné qu'il s'agissait de la position de l'Union européenne et des Etats-Unis.

"*Il y a beaucoup de pays qui peuvent s'inquiéter si était ouvert un précédent sur la remise en cause des frontières et de l'intégrité territoriale*", a-t-il observé.

- Le risque de guerre de guérilla existe en Crimée, dit Timochenko - Reuters

La théorie du genre appliquée !

- Le Pentagone étudie le langage corporel de Poutine et Kim Jong-Un pour mieux les comprendre - Francetv info

Stratégie du chaos.

- Trois morts dans des affrontements au Caire - Reuters

- Fusillade dans un camp militaire au Soudan du Sud, 35 morts - Reuters

- La CPI condamne un chef de guerre congolais pour crimes de guerre - Reuters

Les Américains ont décidé de s'en débarrasser, il n'y a plus que Hollande et Fabius pour les soutenir...

- L'Arabie saoudite classe les Frères musulmans comme "*terroristes*" - LePoint.fr

- Qatar : l'État devenu paria - LePoint.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

- Grèce: les fonctionnaires appellent à des grèves et manifestations - AFP 07.03

Le principal syndicat grec des fonctionnaires a appelé vendredi à une grève le 12 mars et à des manifestations pour protester contre les licenciements dans la fonction publique, réclamés par la troïka des créanciers (UE, BCE et FMI) actuellement à Athènes.

"*Aucun licenciement*", "*Qu'on les arrête maintenant*", "*Ces politiques sont contre tous*", a lancé l'Adedy dans un communiqué.
Le syndicat appelle également à des manifestations le 19 mars.

L'Adedy, qui a organisé des dizaines de grèves et manifestations depuis le début de la crise mais dont la mobilisation a marqué le pas ces derniers mois, proteste contre la poursuite des licenciements dans la fonction publique.

Quelque 11.500 fonctionnaires doivent être licenciés d'ici la fin 2014, après la fusion ou la suppression prévue d'organismes publics, demandés par les créanciers du pays.

En 2013, la Grèce a été contrainte de procéder à 3.500 licenciements dans le public tandis qu'environ 20.000 agents ont été placés au chômage partiel, l'objectif étant d'arriver à 25.000 d'ici fin 2014.

Les créanciers ont réclamé la poursuite des licenciements en 2015, ce que le gouvernement grec refuse, selon l'Agence de presse grecque (Ana, semi-officielle).

Selon l'Ana, le gouvernement refuse également de faciliter les licenciements collectifs dans le privé, la libéralisation sur plusieurs marchés, comme ceux du lait, des livres, des médicaments, réclamés par la troïka en vue de faire baisser les prix, comme l'avait préconisé l'OCDE en novembre.

Les discussions ardues avec la troïka doivent continuer samedi avant le départ dimanche des hauts représentants et du ministre grec des Finances Yannis Stournaras pour un Eurogroupe lundi à Bruxelles. AFP 07.03

Haut de page

Le 9 mars 2014

CAUSERIE

Quel terrible cas de conscience pour ceux qui ont soutenu le PS pendant des décennies, plus d'un demi-siècle !

Au fait, quand la gauche et l'extrême gauche combattent au côté du PS pour de nouveaux droits en faveur de telle ou telle couche ou communauté, ils combattent qui en réalité, le régime en place ou les masses qui ne parviennent pas à se débarrasser de certains préjugés, qui combat d'après vous le PS, quelle classe, dans quel camp est-il ?

C'est chiant toutes ces questions à la fin, on comprend...

J'arrête là, j'ai des courses à faire, alimentaires, eh oui un dimanche après-midi, mais je vis en Inde, je n'y suis pour rien si le marché de Pondichéry est ouvert 7j/7...

Lu dans différents articles que je n'ai pas mis en ligne.

Blablabla...

1- "*Je suis convaincu que nous devons continuer à penser donc à parler et à écrire contre le Front national pour comprendre les raisons de son succès et être à même de le contrer efficacement.*"

C'est con d'être fâché avec les dates : cela fait un siècle, c'était hier !

2- "*...il est plus difficile de se souvenir quand le P.S a franchi le mur du çon.*"

D'une part parce qu'il n'y a pas de date précise et d'autre part parce que la réponse est peut-être dans la question. Certes le P.S nous a gratifié de quelques symboles forts comme l'abolition de la peine de mort et les acquis sociaux mais pas beaucoup plus que la droite avec l'avortement, le droit de vote à 18 ans ou encore l'autorisation du divorce par consentement mutuel."

Et attendez, vous qui n'avez pas de mémoire, le führer à une certaine époque a fait plus sur le plan social que Blum, Roosevelt, de Gaulle et Mitterrand réunis, imaginez, il a fait "*beaucoup plus que la droite*", cela vous intéresse ? Vous me direz que c'est à partir d'arguments aussi débiles que les trotskistes ont déterminé leur stratégie, on a vu où cela nous a mené...

Ah ben alors, c'est que c'était écrit quelque part, un prophète !

3- "*Le Front de Gauche est arrivé à la croisée des chemins. Mais à ce point il faut bien réaliser, d'une part, que l'histoire n'attend pas ceux qui ne sont pas au rendez-vous et, d'autre part, que la politique à horreur du vide. Ou bien le Front de Gauche saisit l'occasion offerte par les élections municipales et européennes pour se hisser à la hauteur de ses tâches historiques, ou alors il régressera inévitablement.*"

Qu'est-ce qu'il faut pas lire comme conneries ! Surtout en participant à l'élection européenne ! Les "*tâches historiques*" du Front de Gauche, c'est de soutenir les institutions de la Ve République, le régime, l'UE, il n'en a pas d'autres.

Infos Ukraine

Chevènement peut-il encore représenter Fabius en Russie ? - nouvelobs.com

Jean-Pierre Chevènement, représentant spécial de Fabius pour la Russie, semble plus proche des thèses du Kremlin sur l'Ukraine que de celles du Quai d'Orsay. Peut-il rester ?

En tant que parlementaire, le sénateur du Territoire de Belfort a évidemment le droit de s'exprimer comme il l'entend sur tous les sujets. Seulement voilà : depuis octobre 2012, Jean-Pierre Chevènement est officiellement le représentant spécial de Laurent Fabius pour la Russie. A ce titre, n'est-il pas tenu à un certain devoir de réserve ?

Depuis quelques jours, ses points de vue semblent plus proches des thèses défendues par le Kremlin que celles portées par le Quai d'Orsay. Alors que le gouvernement français a "*condamné*" la prise de contrôle militaire de la Crimée par la Russie, Jean-Pierre Chevènement n'a pas, à notre connaissance, émis la moindre critique à ce sujet contre le Kremlin. Rien sur son blog, pourtant tenu très régulièrement, rien dans son interview au "*Figaro*". Plus curieux encore : à une semaine d'un référendum sur le rattachement de la Crimée à la Russie, scrutin considéré comme "*illégal*" par Paris, le sénateur assure que la presqu'île est "*historiquement russe*".

Ce n'est pas tout. Alors que la France s'est réjouie de la nomination d'un nouveau gouvernement à Kiev qu'elle a immédiatement reconnu, Jean-Pierre Chevènement affirme, lui, à l'instar du Kremlin, que la légitimité des nouvelles autorités ukrainiennes "*n'est pas évidente*". A propos de la destitution de Ianoukovitch et du changement de pouvoir votés par les députés ukrainiens, il ajoute même, en écho aux déclarations russes : "*on peut tout aussi bien appeler cela un coup d'Etat*".

Enfin, tandis que Laurent Fabius assure que les changements politiques opérés en Ukraine à partir du 22 février sont conformes à l'accord que les trois ministres européens ont passé la veille avec Ianoukovitch, Jean Pierre Chevènement assure lui que cet accord "a été vidé de sa substance".

Bref, le président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) n'est pas d'accord avec les positions du gouvernement français sur l'Ukraine. Ses arguments ne sont pas forcément tous infondés. Mais peut-il les énoncer et demeurer représentant spécial de la France pour la Russie ? Au Quai d'Orsay, ils sont de plus en plus nombreux à en douter. "*Comme il l'a dit lui-même : dans ce cas là, on doit démissionner ou fermer sa g….*", confie un officiel français. nouvelobs.com 08.03

Ukraine : Hollande et Obama envisagent de nouvelles mesures visant la Russie - Francetv info

En Ukraine, le chef de l'extrême droite candidat à la présidence - LeMonde.fr

Le chef de l'extrême droite ukrainienne, Dmitro Iaroch, qui a contribué à la chute de Viktor Ianoukovitch, sera candidat à l'élection présidentielle ukrainienne, qui doit avoir lieu le 25 mai.

Dans sa déclaration de candidature, Dmitro Iaroch s'est montré très véhément à l'encontre du nouveau gouvernement d'Arseni Iatseniouk, mis en place après la chute du président Ianoukovitch. Le secrétaire adjoint du Conseil de sécurité et de défense lui a notamment reproché de n'avoir livré aucun détail sur les circonstances exactes de la mort de 95 personnes durant les émeutes du mois de février, se disant « *surpris* » qu'« *aucun des criminels qui ont tué nos héros* » n'ait été jusqu'ici condamné.

« *Le gouvernement doit balayer la corruption, avant tout au sein des organismes de sécurité et de l'institution judiciaire. Il doit lancer des réformes de fond. Il faut des actes, pas seulement des mots, pour faire de l'Ukraine un pays où les gens veulent vivre et où les séparatistes n'auront plus droit de cité* », a-t-il lancé.

A 42 ans, Dmitro Iaroch est connu pour ses prises de position farouchement antirusses. Il demande l'interdiction du Parti communiste et du Parti des régions de M. Ianoukovitch. La justice russe a engagé des poursuites contre lui, l'accusant d'avoir invité sur un réseau social, après la prise de contrôle de la Crimée par les forces pro-russes, le chef rebelle tchétchène Dokou Oumarov à mener des attentats en Russie.

Né au début du mouvement de contestation, Praviy Sektor regroupe plusieurs factions hétéroclites, à l'idéologie plus ou moins extrémiste : des supporteurs de football ultras aux monarchistes, en passant par les groupes de reconstitution historique et aux anciens combattants dans le Caucase. Praviy Sektor était à l'origine de l'occupation, le 1er décembre, de la Maison des syndicats, située sur la place de l'Indépendance et qui sert désormais de centre logistique au mouvement EuroMaïdan. Au fil de la contestation, le groupe s'était organisé en milices d'autodéfense pour protéger les camps des manifestants sur le Maïdan. LeMonde.fr 08.03

Commentaire d'un internaute

- " *Alors ça, si je m'y attendais ! ...les journalistes du "monde libre", Le Monde en tête, et nos dirigeants euro-atlantistes, au service de la vérité (ex. "Poutine est fou"), nous avaient pourtant assurés que c'était une révolution démocratique, que l'extrême-droite était marginalisée, que le nouveau gouvernement d'union nationale, régulier et responsable, allait vite signer - sur les directives d'un BHL omniscient - le contrat d'association salvateur... ça alors, un candidat fasciste !*"

Maintenant que l'Otan est parvenue à ses fins à Kiev, cela ne coûte rien de balancer des bribes de vérités, au contraire cela arrange toutes les bonnes consciences et Le Monde peut se faire passer pour un média respectables, bon, auprès des naïfs seulement ou ceux qui acceptent de se faire manipuler.

La Russie demande une enquête sur l'affaire des snipers à Kiev AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, a demandé une enquête de l'OSCE sur les responsables de la mort, le mois dernier, de dizaines de personnes à Kiev, tuées dans des attaques de snipers, arguant qu'on ne pouvait continuer à "*dissimuler*" la vérité.

M. Lavrov a tenu ces propos après la divulgation, cette semaine, d'une conversation téléphonique entre la représentante de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le chef de la diplomatie estonienne, au cours de laquelle celui-ci confie que l'opposition ukrainienne au président Viktor Ianoukovitch avait pu être impliquée dans ces attaques.

"*Les dernières informations sur cette affaire de prétendus snipers ne peuvent plus être dissimulées*", a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue tadjik.

"*Nous avons proposé que l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) fasse une enquête objective sur cette affaire, et nous ferons en sorte que justice soit faite*" a-t-il précisé.

"*Il y a eu trop de mensonges, et qui ont été utilisés trop longtemps afin de diriger l'opinion publique européenne dans la mauvaise direction, allant à l'encontre des faits objectifs*", a encore ajouté M. Lavrov.

Les pays occidentaux ont imputé à la police anti-émeute de Viktor Ianoukovitch, aujourd'hui destitué, la majorité des violences qui se sont soldées par des dizaines de morts en février à Kiev.

Néanmoins, la Russie a utilisé cette conversation téléphonique piratée, entre le chef de la diplomatie estonienne Urmas Paet et Catherine Ashton, pour étayer son argumentation voulant que le nouveau gouvernement ukrainien soit composé d'extrémistes dangereux.

La demande d'enquête de M. Lavrov indique que la Russie ne laissera pas tomber cette affaire.

Dans cet entretien téléphonique, qui a eu lieu le 26 février, le ministre estonien a déclaré à Mme Ashton que selon ses sources à Kiev, "*c'étaient les mêmes tireurs embusqués qui ont tué des gens des deux côtés*", aussi bien parmi les manifestants que les policiers.

Des dizaines de manifestants et environ 15 policiers ont été tués dans les violences.

M. Paet, qui avait eu à Kiev des entretiens avec le nouveau gouvernement provisoire le 25 février, a ajouté: "*C'est assez troublant que la nouvelle coalition ne veuille désormais plus enquêter sur ce qui s'est vraiment passé*", a-t-il ajouté. AFP 08.03

ACTUALITE EN TITRES

L'heure des bilderbergers a sonné.

- Valls préféré des Français pour occuper le poste de Premier ministre - AFP

- Sondage : Fabius, le retour en grâce - LeParisien.fr

C'est l'extrême droite du PS, les néolibéraux qui ont déjà participé au groupe Bilderberg qui fait office de gouvernement mondial. A l'UMP aussi avec la dernière déclaration de Fillon.

Ce sont eux qui font les présidents.

- L'affaire Buisson est grave pour 86% des Français - AFP

- UMP: "*certains*" devront "*s'expliquer*" après les municipales, selon Fillon - AFP

Pas les "*Français*" évidemment, l'oligarchie dont les instituts de sondage sont les porte-parole...

Un rejet sans appel.

- L'Union européenne déçoit de plus en plus les Français - LeParisien.fr

- Plus de huit Français sur dix jugent l'Europe peu ou pas efficace - AFP

Et à qui cela profite-t-il ?

D'un coup de force à l'autre

- Décret sur le travail dominical: le PDG de Bricorama "*soulagé*" - AFP

Le retour à l'Ancien régime.

- Les Bonnets rouges convoquent Hollande en Bretagne - Liberation.fr

- Les 11 revendications des Bonnets rouges - lepoint.fr

- le mouvement exige "*la suppression définitive de l'écotaxe*"

- il demande un allègement des charges et des contraintes administratives.

- la "*relocalisation des décisions et des pouvoirs économiques en Bretagne*".

- Ils réclament en outre une Bretagne forte à 5 départements, incluant la Loire-Atlantique. Au titre des doléances, des voix se sont prononcées pour la création d'"*un parlement breton avec pouvoir législatif*", à l'image de ce qui se passe dans d'autres

régions européennes.

- Le mouvement demande également une relocalisation de la finance. Parmi les nombreuses doléances ayant abouti à cette revendication, celle réclamant une "*banque régionale autonome ou un fonds d'investissement, mettant l'argent des Bretons au service de l'économie régionale*".

- Il souhaite aussi l'"*officialisation de la langue et de la culture bretonnes*".

- Les Bonnets rouges veulent aussi que la Bretagne se dote de ses propres médias audiovisuels et numériques. lepoint.fr 08.03

En pire !

1914-2014 : comment un siècle de travail des femmes a changé l'économie et la société - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le servil domestique du Crif a encore péché par excès de zèle.

- Hollande qualifie une victime catholique de Merah de... musulman - Le Nouvel Observateur

Le chef de l'Etat a qualifié dans un discours Abel Chennouf de musulman, alors que le militaire assassiné par le tueur au scooter était catholique. La preuve d'une "*inculture*" et d'un "*mépris*", selon le père de la victime.

"*Lors de votre intervention au dîner du Crif [...], vous affirmiez dans votre discours [...] que Merah avait assassiné quatre juifs et trois musulmans*", indique Abel Chennouf.

"*J'ajoute qu'être musulman n'est pas une tare*", précise le père du soldat victime de Mohamed Merah, tout en dénonçant "*le mépris*" manifesté selon lui par le chef de l'Etat "*envers les familles de victimes, notamment Abel et Mohamed Legouad*".

"*Je vous saurai gré de ne plus citer le prénom de mon fils, laissez-le dormir en paix*", conclut Albert Chennouf. Le Nouvel Observateur 08.03

Il avait tout faux. Mais il a tout de même été président de la République !

- Sarkozy : "*homme à abattre*" pour les uns, "*parrain*" pour les autres - nouvelobs.com

Revue de presse au lendemain des révélations sur la nouvelle affaire qui menace l'ancien président.

L'enquête ayant mené deux juges à faire écouter l'ex-président est perçue par certains éditorialistes samedi 8 mars comme un retour à "*l'Etat de droit*" présentant Sarkozy comme un "*parrain*" et par d'autres comme "*une traque*" car l'ancien chef d'Etat est "*l'homme à abattre*".

"*Ce n'était pas un clan mais une clique qui était au pouvoir à l'Elysée. Des affidés, méprisant les institutions, plus influents et plus puissants que les ministres et qui, pour la plupart, tiraient leur légitimité non pas des urnes mais du seul bon vouloir de leur parrain*", s'indigne Eric Decouty dans "*Libération*". "*C'est ce système de détournement du pouvoir qui est aujourd'hui progressivement révélé par une justice indépendante dans une démocratie où l'Etat de droit est à nouveau respecté*", se félicite-t-il.

Dans "*Sud-Ouest*", Yves Harté évoque "*son système clanique et ses affidés, davantage dévoués à leur maître qu'à l'intérêt public.*" "*De quelque manière que l'on secoue le vieux sac d'un quinquennat calamiteux du point de vue de l'État de droit, les mêmes noms ressortent dans un dramatique bonneteau : Guéant, Hortefeux, Buisson, Pérol*" regrette-t-il.

De son côté, Alain Dusart ("*L'Est Républicain*") prédit que "*l'ex-président n'en a pas fini avec ces affaires sulfureuses, qui laissent l'arrière-goût amer de puissance et d'argent.*" "*Son avocat qualifie de 'monstrueuses' ces écoutes. Dans une démocratie, elles sont d'usage pour traquer les voyous*", assène-t-il.

"*Un parfum de revanche*"

"*Sa volonté de supprimer le juge d'instruction et ses attaques récurrentes contre les 'fautes' des magistrats remettant en liberté des récidivistes avaient fait l'unanimité contre lui jusqu'à entraîner une grève des tribunaux*", rappelle Dominique Garraud de "*La Charente Libre*" qui estime que "*dans les enquêtes actuelles sur Nicolas Sarkozy, il flotte incontestablement un parfum de revanche et un zèle de nature à alimenter les accusations d'acharnement politico-judiciaire lancées par ses amis.*"

Dans "*Le Télégramme*", Hubert Coudurier voit "*un homme traqué*" tout en soulignant que l'on "*connaît les rapports tumultueux avec l'institution judiciaire*" entretenus par l'ex-président.

Pour Yves Thréard ("*Le Figaro*") : "*Nicolas Sarkozy est l'homme à abattre. Aux yeux de François Hollande, c'est l'ennemi public numéro un.*" "*Face à pareil acharnement, on finit, avec raison, par voir la manoeuvre politique partout. Celle d'un pouvoir affaibli qui vient de créer un nouveau parquet financier dont le premier dossier, comme par hasard, concerne Nicolas Sarkozy*", accuse l'éditorialiste du journal de Serge Dassault.

Dans "*France Antilles*", Patrick Planchenault voit dans ces affaires à répétition "*la droite face à ses propres turpitudes. La droite face à ses drôles de méthodes.*" Alors que Jean-Michel Servant dans le "*Midi Libre*" se demande "*Jusqu'où iront les dérives de l'ancien chef de l'État et de ses petits amis ?*"

"*En une semaine horribilis, la droite républicaine vient de prendre une série de coups de marteaux sur la tête*", estime Hervé Cannet (La "*Nouvelle République" du Centre-ouest).*"

Dans "*L'Alsace*", Laurent Bodin reconnaît que " *l'histoire a montré que l'indépendance judiciaire n'est pas antinomique avec le mot erreur.*" Pour autant "*il n'est pas acceptable d'accorder la présomption d'innocence à l'ancien président de la République et, dans le même temps, d'engager, sans preuve, un procès d'intention aux juges qui enquêtent sur des faits possiblement répréhensibles*", ironise-t-il. nouvelobs.com 08.03

Guerre idéologique

Le féminisme à en vomir. Des agents de la dictature néolibérale.

- 8 mars: féministes, politiques, immigrées manifestent à Paris - AFP

Féministes, politiques, femmes émigrées d'Iran ou de Palestine ont formé un long cortège bigarré et sonore samedi dans les rues de Paris, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, pour dénoncer les violences qu'elles subissent et réclamer le droit de s'appartenir.

Plusieurs milliers de personnes (2.100 selon la police) ont défilé, sous un soleil printanier, de la symbolique place de la Bastille aux grands boulevards de la capitale. (Dites-donc, avec 2.000 manifestants il devait être "*long*" ce cortège, très très long ! La complaisance (désinformation) de l'AFP (Agence française de propagande) envers cette médiocre démonstration serait-elle spontanée, ne serait-elle pas suspecte ? Le droit des femmes a été récupéré et instrumentalisé depuis des lustres par le PS et ses satellites dont les noms figurent ci-dessous... - ndlr)

Les Chiennes de garde côtoyaient le groupe des "FierEs", qui se revendiquent comme des "*féministes hystériques*", le PCF, les Jeunes Communistes qui défilaient soutenus par une fanfare, la CGT, le Planning familial, le Front de Gauche, le Parti de Gauche ou l'union syndicale Solidaires. AFP 08.03

Tout combat politique qui n'est pas orienté dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les rapports de dominations de classe qui l'accompagne ne servira finalement à rien, sauf à assurer la survie du régime en place.

Comment leur faire comprendre que vouloir radicalement modifier la mentalité ou le comportement des masses en dehors de toute perspective de changement de régime est foncièrement réactionnaire ? Pour avancer une telle affirmation, faudrait-il encore le prouver. Rien de plus facile, puisque c'est la réaction, les néolibéraux qui ont fait de ce thème l'un de leur cheval de bataille de la guerre idéologique contre les masses exploitées, encore faut-il caractériser le PS pour ce qu'il est.

Ceux qui participent à cette bataille au côté du PS témoignent que manifestement ils en sont incapables ou s'y refusent. Pourquoi ? Mais parce qu'ils refusent de s'attaquer au régime en place pardi ! Partant de là, manipuler les militants et travailleurs qui eux sont plein de bonnes intentions devient un jeu d'enfant, comme quoi en politique les bonnes intentions ne suffisent pas à faire un programme et encore moins à lutter contre notre ennemi de classe.

Si vous vous demandez encore d'où provient cette terrible confusion, ne cherchez pas plus loin, dans le refus de caractériser le PS

(et le PCF) et de rompre avec lui, avec les appareils et organisations qu'ils dirigent, et comme c'est un des piliers du régime, cela fait de vous un de ses complices, malgré vous parce que vous n'en avez pas conscience, vous êtes manipulé par ignorance ou parce que cela vous arrange, par manque de courage ou intérêt individuel.

Quand les gauchistes jouent les provocateurs pour le compte de la pire réaction.

- A Paris, des "*putains de féministes*" en marge du cortège principal du 8 mars - AFP

Prostituées et défenseurs des femmes voilées côte à côte: un millier de personnes qui ne se reconnaissent plus dans le féminisme traditionnel ont défilé samedi à Paris, à l'écart du cortège principal de la journée internationale des droits des femmes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Hétéroclite, rassemblant aussi bien des militants pro-palestiniens ou du NPA que des défenseurs des droits des transsexuels ou des prostituées, le cortège majoritairement composé de jeunes femmes et hommes s'est élancé en début d'après-midi depuis le quartier de Belleville, dans le nord de la capitale.

Les manifestants reprochent au gouvernement la pénalisation des clients de la prostitution, le maintien de l'interdiction de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de même sexe, et s'inquiètent d'une "*fragilisation*" du droit à l'avortement.

Malgré la présence de seules quelques femmes voilées dans le cortège alternatif, "*on les soutient dans leur volonté de porter le voile ou pas*", a expliqué Elsa Diaz, du collectif des femmes des quartiers basé en Seine-Saint-Denis. AFP 08.03

Le droit à la prostitution, c'est le droit à l'exploitation, il est indéfendable. Cela dit, la chasse aux prostituées est du même ordre que la chasse aux communistes et aux syndicalistes menée par les nazis à Kiev aujourd'hui...

La procréation médicalement assistée est une monstruosité à l'heure où il existe tant d'orphelins en France ou dans le monde du fait des guerres et autres génocides perpétrées ou encouragés par l'impérialisme occidental.

Quant au port du voile, qui, s'il se limitait à un simple foulard pourrait être toléré, tandis que le niqab et le hidjab devraient être prohibés...

- Des femmes manifestent nues à Paris contre "*l'oppression*" dans le monde arabo-musulman - AFP

Ouf, ce n'est pas contre "*l'oppression*" en France ! L'oppression, ne serait-ce pas de vouloir forcer des centaines de millions ou des milliards à penser comme vous quand ils n'y sont pas préparés ?

Guerre idéologique. L'homophobie est innée.

- Homophobie: la difficile lutte contre les préjugés à l'école - AFP

- 59% de femmes homosexuelles se disent victime de lesbophobie - Liberation.fr

Ils voulaient dire sans doute lobotomie ! Si vous êtes hétérosexuel, cela ne se lit pas sur votre visage ou ne se détecte pas forcément à votre comportement, par contre certains homosexuels qui se font volontiers provocateurs affichent leur penchant sexuel, sachant pertinemment qu'il est réprouvé par la majorité de la population, ensuite ils hurlent au scandale quand ils sont victimes d'insultes ou d'agressions. Les gauchistes prennent leur partie, normal.

Si demain on nom de l'égalité des hommes et des femmes je serre la main d'une femme dans la rue, sachant que cela ne se fait pas en Inde, et qu'elle affirme que je lui ai manqué de respect en me retrouvant avec la population sur le dos au risque de me faire lyncher, question : vous prendrez mon parti ou vous direz que je l'ai bien cherché ?

Entre la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes et moi, la différence c'est que je respecte les us et coutumes, les normes, principes ou valeurs en vigueur dans la société indienne ou auxquels la majorité de la population adhère, même si je ne les partage pas ou ne les pratique pas, je ne m'autorise pas de juger les Indiens ou de leur imposer un changement brutal de mentalité alors que les rapports d'exploitation et d'oppression ou de domination n'ont pas changé dans la société.

L'objectif de mon combat politique n'est pas de rendre plus supportables les rapports qui existent en régime capitalisme pour qu'ils puissent finalement survivre, mais de faire en sorte qu'il diparaisse le plus tôt possible pour que chacun puisse vivre dans une société meilleure et plus juste une fois les rapports de classe inversés...

L'urgence est bien la baisse du coût du travail, n'est-ce pas ?

- "*L'inégalité salariale entre hommes et femmes est le chantier le plus urgent à traiter*" - L'Express.fr

Afin d'arriver à une égalité parfaite entre les sexes, dans le cadre de l'ANI et du Pacte de responsabilité je propose de licencier le nombre de salariés mâles en trop et d'embaucher à la place des salariées femelles qui seront rémunérées comme il se doit au tarif en vigueur pour les femmes, soit 20 à 30% inférieur à celui des hommes... (mâle et femelle définissent les sexes en anglais)

Ils ont laissé la voie libre à l'extrême droite. Le FN reprend à son compte les mots d'ordre de la réaction au Venezuela.

- Le FN lance Marianne, "*collectif étudiant*" pour la "*méritocratie*" - AFP

Le Front national a lancé samedi à Paris un collectif étudiant appelé Marianne, qui dit vouloir défendre la "méritocratie" et dénoncer la "massification de l'enseignement supérieur".

Face à cela, le collectif Marianne ne sera pas un syndicat mais une "*plateforme de réflexion et de proposition pour la jeunesse*".

"*Les syndicats étudiants sont aujourd'hui considérés comme totalement à la botte des partis politiques. Ils sont là pour être le vivier des futurs candidats du PS ou de l'UMP*", a critiqué la députée européenne. AFP 08.03

Ce qui nous fait mal au bide, qui est réellement insupportable, c'est de voir que c'est l'extrême droite et non l'extrême gauche qui tient ce langage, celle-ci étant incapable de rompre avec les appareils pourris des syndicats autant qu'avec le PS du même coup.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Le premier ministre irakien accuse Saoudiens et Qataris d'avoir déclaré la guerre à l'Irak - LeMonde.fr

Le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki a accusé samedi 8 mars l'Arabie saoudite et le Qatar de déstabiliser l'Irak en soutenant des groupes d'insurgés, ce qui revient selon lui à déclarer la guerre au pays.

« *Ils attaquent l'Irak, via la Syrie, et de manière directe, et ils ont déclaré la guerre à l'Irak* », a dénoncé M. Maliki dans cet entretien à la chaîne France 24, une rare attaque directe à l'encontre des puissances sunnites du Golfe. « *Ces deux pays sont les premiers responsables des violences entre communautés, du terrorisme et de la crise de sécurité en Irak* », a-t-il insisté.

Pour Nouri Al-Maliki, qui est chiite, les accusations selon lesquelles son gouvernement marginalise la minorité sunnite irakienne sont alimentées par « *des personnes sectaires liées à des agendas étrangers, avec une incitation saoudienne et qatarie* ».

Le premier ministre a ajouté que Ryad et Doha fournissaient un soutien politique, financier et médiatique aux insurgés, et a accusé les deux pays d'« *acheter des armes au bénéfice de ces organisations terroristes* ». Selon lui, l'Arabie saoudite est le prinicipal soutien du terrorisme dans le monde. LeMonde.fr 08.03

Pour rappel, pourHollande, le monarque saoudien est plein de "*sagesse*"...

Haut de page

Le 10 mars 2014

CAUSERIE

Dimanche 23h54 en Inde.

7 articles ont été ajoutés. Ceux sur l'Ukraine sont particulièrement intéressants. Où pouvez-vous trouver autant d'infos sur la situation en Ukraine ? Sur quel portail d'un parti ouvrier ? Aucun, cherchez l'erreur...

Le gouvernement et le PS prétendent combattre en France le FN, le racisme et l'antisémitisme, et il soutient un gouvernement en Ukraine comptant parmi ses ministres des nazis, racistes, antisémites déclarés, xénophobes. Cela vaut pour l'UMP et l'UDI, les sionistes, le Crif, la Licra, SOS racisme, etc.

Le PCF est allié au PS lors des municipales et le Front de gauche va appeler à voter PS au second, tout comme l'extrême gauche (pour "battre la droite"), ils figurent donc tous dans le même panier de crabes réactionnaires, à l'exception du POI sans toutefois caractériser le PS, sans se mouiller comme toujours, ils ménagent le gouvernement dont les déclarations n'ont même pas été reprises dans leurs deux derniers articles sur l'Ukraine (IO n°290 et 291). On peut assimiler cette méthode au double langage ; vous savez ce qu'on dit, qu'il n'y a rien de pire qu'une analyse qui s'arrête en cours de route, cela permet toutes les interprétations possibles et les manoeuvres qui vont avec, à l'heure où Hollande soutient un gouvernement dans lequel figurent des nazis, ne pas le caractériser est une faute politique inexcusable, intolérable, sans que cela nous étonne.

Hollande et le PS, c'est la réaction, le camp de la réaction, de nos ennemis, c'est dur à dire n'est-ce pas ? Surtout les conséquences pratiques à assumer...

Lundi 17h10 en Inde.

16 nouveaux documents ont été ajoutés. En écoutant Steve Vai en concert, histoire de passer un bon moment, et puis lundi c'est mon jour de repos... ou presque. Que de bruits de guerres, cela mériterait une clarification politique vous ne croyez pas ? Cela s'adresse à ceux qui bredouillent le même disque rayé depuis 40 ans ou moins, ils sont complètement discrédités, leur faillite politique éclate au grand jour, il ne reste plus rien de l'avant-garde du mouvement ouvrier, elle est pulvérisée, mille fois hélas ! On y reviendra demain peut-être, car il y a de quoi enrager quand on entend encore des discours dogmatiques, c'est insupportable quand cela s'accompagne de l'odeur de la poudre à canon !

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui. Et puis je suis complètement crevé, je suis devenu insomniaque à trop bosser, je dois absolument me reposer.

Haut de page

Le 12 mars 2014

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles dans la journée.

Quelques petites histoires pour se détendre.

Des rapports très difficiles...

Lorsqu'on apprit que mon épouse devrait subir la pose d'une prothèse cardiaque à brève échéance, un de mes élèves au centre de formation professionnel franco-indien nous proposa une personne qui pourrait l'héberger en France à cette occasion. Il s'avèrera que cette femme était épouvantable à plus d'un titre.

Nous rencontrâmes cette femme qui nous rendit visite lors de son séjour en Inde. Elle confirma qu'elle était prête à héberger mon épouse chez elle le temps qu'il faudrait avant qu'elle puisse repartir en Inde après son opération du coeur en France. Une fois sur place les choses se passeront très mal, elle subtilisera le passeport de mon épouse et la séquestera pour ainsi dire, lui réclamant de l'argent pour les frais d'hébergement et la menaçant, cette femme devait peser le double du poids de mon épouse pour vous donner une idée du rapport de force. Finalement, un jour profitant de son absence mon épouse réussira à récupérer son passeport et à s'enfuir de son domicile.

Elle se réfugiera chez un couple d'Indiens qui au courant de sa situation lui avait à son tour proposer de l'héberger. Au début tout se passa très bien, mon épouse subit son opération, jusqu'au jour où le mari de ce ménage fait des avances à mon épouse, tente par la force de la saisir, dans la clinique où elle était hospitalisée, mon épouse le repousse épouvantée. A sa sortie de clinique, elle retourne chez ces gens pendant quelques jours, elle récupère ses affaires et s'enfuit à nouveau.

Avant ces deux histoires, mon ex-élève était parvenu à quitter l'Inde pour la France grâce à la lettre de motivation que j'avais rédigée à sa place afin de pouvoir s'inscrire dans une école de langue à Paris et obtenir du même coup son visa, ce qui allait lui permettre de rejoindre et d'épouser sa petite amie indienne de nationalité française contre l'avis de sa famille, un moyen pour en réalité quitter l'Inde et s'installer en France car il s'en foutait de cette fille. Un jour mon épouse monta à Paris et se rendit chez eux dans la banlieue parisienne, ne sachant pas exactement combien de jours elle allait rester sur Paris, elle avait emmené un sac et une petite valise remplie de vêtements. Je ne me souviens plus des circonstances exactes, je crois qu'elle avait dû subir des examens à l'hôpital Bichat, toujours est-il qu'au bout d'un court moment elle retourna chez elle à Aubagne près de Marseille en laissant sa petite valise chez cet ami. Elle ne reverra plus jamais sa valise et ses vêtements, nous leur réclamerons à plusieurs reprises, ils déménageront et changeront de numéro de téléphone sans informer mon épouse, et ils ne répondront jamais à mes courriels.

Pour finir avec les mésaventures de mon épouse avec des Indiens de Pondichéry vivant en France, tout dernièrement, en discutant avec une personne en qui elle avait toute confiance, elle découvrit qu'elle informait la femme dont il a été question plus haut sur les allées et venues de mon épouse entre la France et l'Inde, au même moment où mon épouse était convoquée aux allocations familiales qui lui reprochent de ne pas avoir respectée la législation et d'être restée trop lontemps en Inde...

Quand la vie est un cauchemar.

Selvi, 45 ans, m'aide à entretenir la maison et le jardin depuis le 27 février. Elle travaille entre 1h30 et 2h par jour l'après-midi, je lui verse un salaire équivalent à un trois-quart temps, plus des à-côtés, par exemple de retour du marché je lui ai donné des légumes, en les achetant dans son village elle paie le double du prix au marché central de Pondichéry où elle n'a pas l'occasion de se rendre, elle n'a pas de moyen de transport et elle travaille de 7h à 19h 6j/7. En prenant rendez-vous chez le dentiste pour moi, j'ai également pris rendez-vous pour elle, c'est moi qui paierais les frais, très cher, trop cher pour elle.

Elle vit chez son frère, elle a aussi cinq soeurs. Elle a eu trois enfants, ses deux filles (26 et 30 ans) sont mariées, son fils de 21 ans vit encore avec elle, il est scolarisé, il apprend la comptabilité. Son mari est mort d'alcoolisme dix jours après la naissance de son fils, elle a donc élevé seule ses trois enfants car elle a refusé de se remarier ou de partager sa vie avec un autre homme, et pour cause. Elle a été mariée de force quand elle avait 14 ans à un homme qu'elle ne connaissait pas qui en avait 25. Le mariage fut "consommé" le soir même, un viol en réalité, m'a-t-elle raconté. Sa première fille est née l'année suivante. Son mari rentrait ivre tous les soirs et il la battait avant de la violer et cela pendant près de 10 ans. Elle en garde un souvenir horrifié, elle était très excitée en me racontant son histoire, terrorisée même en l'observant attentivement, elle tremblait et avait les yeux exorbités au point que je me suis demandé si elle n'était pas en train de revivre une énième fois ces terribles émotions et je lui demandais de cesser et de parler d'autres choses en la consolant.

Elle fait plus vieille que son âge, elle est usée, sa vie a été brisée très jeune, sans ses enfants elle se serait suicidée m'a-t-elle dit. Elle travaille chez différents propriétaires qui habitent le même lotissement que nous, elle donne à manger à leurs chiens et entretient leurs jardins. Plus des trois quart de son salaire sert à rembourser la dette qu'elle a contractée lors du mariage de sa seconde fille. Elle est très pauvre évidemment, son frère chez qui elle habite aussi, il est gardien dans un jardin, ils n'ont ni téléphone ni télévision et ils se déplacent en vélo ou en bus, je vous avais déjà raconté qu'ici depuis déjà quelques années les vélos ont pratiquement disparu, tous les Indiens se déplacent en mobylette ou moto, sauf les plus pauvres. La toute petite maison où elle habite possède un toit en tuile qui fuit comme une passoire, et chaque année lors de la mousson l'intérieur est inondé, ils dorment à même le sol sur des nattes, pas de place pour des lits, table ou chaises.

Voilà une vie d'esclave bien rempli, n'est-ce pas ?

Vous comprendrez que je sois un peu loin des petites préoccupations qui peuvent être les vôtres en France ou que je ne les perçoive pas tout à fait de la même manière que vous, les miennes pour ne pas me paraître mesquines se bornent au stricte minimum, sans faire dans l'ascétisme, on peut très bien vivre quand on en a les moyens sans verser dans le superflu, l'inutile, le gaspillage, ne serait-ce que par respect pour ceux qui n'en ont pas les moyens, qui ne disposent même pas du minimum vital pour vivre ou dont la vie au quotidien est un véritable cauchemar.

Mon impatience et la rage qui m'anime n'ont rien à voir avec ma condition personnelle, mais bien plutôt avec celle de Selvi et ses semblables qui sont si nombreux à travers le monde, en France aussi, je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre, ma mère de 79 ans survit avec moins de 800 euros par mois.

Il est vrai qu'entre faire une fixation sur la condition misèrable de certaines couches d'exploitées dont nous ne sommes pas responsables, et s'en foutre ou n'y penser qu'entre le fromage et le dessert, il y a un juste milieu à trouver pour ne pas braquer ceux parmi les travailleurs qui ont la chance d'échapper à cette condition défavorisée et les motiver à s'engager dans le combat politique.

C'est tout un art de trouver le discours et le comportement appropriés, afin de permettre à toutes les couches de travailleurs quelle que soit leur condition matérielle de rejoindre notre combat politique, art qui apparemment échappe encore à tous les partis ouvriers, hélas, c'est un euphémisme !

Dans ce portail on adopte des discours et des comportements qui se situent à des niveaux différents, qui s'adressent à des militants et des travailleurs qui ne sont pas confrontés aux mêmes conditions d'existence, qui n'ont pas le même niveau de conscience politique, etc. La difficulté est de faire en sorte qu'ils ne prennent pas pour eux ce qui ne leur est pas adressé et qu'ils ne passent pas à côté de ce qui leur est destiné en particuliers, ce qui est pratiquement impossible, mais qui présente tout de même un intérêt, dans la mesure où lorsqu'on se méprend sur quelque chose, il y a quand même quelque part une part de vérité qui nous a conduit à cette méprise, elle peut se situer ailleurs, c'est très intéressant, on peut la discerner pour peu qu'on soit honnête avec soi-même ou qu'on ait envie de progresser dans la vie, car il est évident que lorsqu'on refuse de regarder la réalité en face il est impossible d'évoluer ou pas dans la bonne direction.

En partant de la situation de cette pauvre femme on en est arrivé à ces réflexions, et je m'arrête là par manque de temps, car j'avais d'autres idées qui me sont venues à l'esprit.

L'homme est psychologiquement faible, d'autant plus qu'il se croit plus intelligent que les autres.

Faire accoucher un arriéré ne présente aucun intérêt, il n'y a rien à découvrir chez lui, il est pour ainsi dire naturel, il suffit de lui demander et il vous déballe son existence. En revanche, faire dire à des personnes sûres d'elles ou ayant acquis un certain niveau intellectuel ce qu'elles sont vraiment ou ce qu'elles pensent réellement en recourant à différentes stratégies est un exercice pratique plein d'enseignements et qui procure un certain plaisir.

Il existe différentes stratégies pour le mener à bien, par exemple, il suffit d'être naturel, cela les met en confiance, c'est très important car à partir de ce moment là c'est leur inconscience qui va prendre le dessus sur eux, à leur insu, sans qu'ils s'en aperçoivent, ensuite c'est à vous de ne pas perdre une miette de ce qu'ils vous disent ou de leur confidence. La flatterie procure le même effet, mais c'est un procédé éculé, efficace seulement chez les narcissiques ou les égocentristes qui sont habités, qui cultivent en permanence, qui sont dévorés par un complexe de supériorité envahissant. La provocation donne de bons résultats, encore faut-il être extrêmement précis, sinon il faut moduler ou relativiser ce que la personne vous dit. Reste l'ironie ou l'humour qui permet de précher le faux pour savoir le vrai, ce n'est qu'une amorce généralement, cela ne va pas très loin, par contre, associés à la provocation ils sont des armes redoutables pour percer les carapaces caractérielles les plus fermées...

Le flicage en Inde.

Il y a quelque mois, je vais pour me réapprovisionner en gaz et à ma grande surprise au lieu de payer la bouteille 340 roupies on me réclame 1036 roupies. J'apprends en questionnant mon propriétaire que c'est pour endiguer le trafic de bouteilles de gaz que le gouvernement de Pondichéry a décidé de procéder ainsi. Jusque là, chaque abonné avait le droit à douze bouteilles par an, mais des Indiens qui ne les utilisaient pas toutes les refourguaient à des restaurants qui eux paient le gaz plus cher.

Il m'apprend qu'il existe une nouvelle procédure et qu'une fois remplie je paierai le même prix qu'avant. Il m'explique cela en détail, je me rends au bureau en question. On me demande un tas de documents et justificatifs. J'y retourne quelques jours plus tard muni des documents et photocopies en question, coup de bol ma liste était complète. On me donne un reçu et on me fixe un rendez-vous pour dans quinze jours, pour prendre une photo me dit-on. Le 5 mars à midi précise je suis sur place, je poirotte pendant une heure, normal, et c'est là que cela devient cocasse, ils ne se contentent pas de me prendre en photo avec une webcam, ils vont prendre les empreintes digitales de mes dix doigts, les quatre doigts de chaque main pour commencer, puis ensemble les deux pouces, ce n'est pas fini, après j'aurai le doigt à une empreinte occulaire des deux yeux. Je me suis marré évidemment, je leur ai dit que pour une malheureuse bouteille de gaz le gouvernement de Pondichéry en faisait plus que la police et le service d'immigration réunis. Bref, c'est digne d'un régime policier.

Quand les médias mènent la guerre idéologique.

J'ai observé depuis un moment que les programmes de TV5Monde Asie collait non seulement à l'actualité, mais à la propagande et à l'agenda du gouvernement (français), si cela n'était pas aussi flagrant je crois que je serais passé à côté. Mes observations remontent à l'affaire Dieudonné, je ne me souviens pas de tous les détails mais la trame suffira, cela a commencé par une série de films mettant en scène des familles juives, plus tard quand Hollande décida de tranférer des résisants au Panthéon on a eu le droit à un téléfilm sur le secrétaire de Jean Moulin puis un autre intitulé Un village français ; ils ont diffusé un spécial Bruel, le soldat de Tsahal, puis Haliday, pour dans la foulée nous servir La dernière campagne, un téléfilm où Chirac soutient ouvertement Hollande contre Sarkozy, c'était il y a quelques jours ; la semaine dernière on a eu le droit à un numéro d'Un oeil sur la planète consacré à la Suisse qui chantait le monde merveilleux dans lequel on pouvait vivre sous un régime capitalisme, quel message d'espoir ! ; j'allais oublié un numéro d'Envoyé spécial consacré aux homosexuels martyrisés par l'horrible Poutine au moment des événements en Ukraine, encore et toujours de la propagande.

Bref, j'en ai oublié une grande partie qui était du même tonneau. Fort de ce constat et sans vouloir avoir raison à tout prix, je me suis fait la réflexion que j'avais bien fait d'axer mon intervention militante sur la guerre idéologique que mène la classe dominante et qu'il fallait absolument continuer. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi tous les partis désertent ce terrain-là, à croire qu'aider les masses et les militants à comprendre comment elle fonctionne ne les intéresse pas, que cela n'aurait aucune importance. Or, il ne suffit pas d'être informé, faut-il encore être capable de comprendre comment s'articule la propagande

idéologique du régime avec ses objectifs politiques ou la politique réactionnaire du gouvernement pour dégager les moyens de les combattre efficacement, pour aider les masses et les militants à orienter leur combat dans la bonne direction, contre leur véritable ennemi, qui n'est pas le travailleur qui serait misogyne, homophobe, raciste ou je ne sais quoi, mais contre l'oligarchie financière et ses représentants, en premier lieu le gouvernement et le PS qui sont au pouvoir...

Epilogue, avant-hier, sur TV5Monde Asie, ils ont passé en différé un numéro de Complément d'enquête intitulé L'inconnu de l'Elysée consacré au minable locataire du Château nommé Hollande. Cette émission ne fut pas vraiment à son avantage, il faut dire que c'est absolument impossible de lui en trouver un.

Cela me fait dire qu'il commet la même erreur que Sarkozy qui a été grillé au bout d'un mandat. Pouvait-il faire autrement ? Sans doute pas. Dans ce cas-là, ils vont attendre encore un peu avant de le descendre et refaire monter l'UMP, Fillon en tête semble-t-il ou Juppé ? Ils ont toujours deux fers au feu, le PS ou l'UMP, et à l'arrivée ils misent sur celui qui selon eux fera le mieux l'affaire, entendez celle des oligarques de la finance qui dirigent le monde.

L'article qui ne sera pas mis en ligne dans notre portail

- Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme - Salim Lamrani - mondialisation.ca 09.03

Dernier paragraphe.

- L'Union européenne est une puissance économique avérée, même si elle est confrontée à une crise systémique sévère. Néanmoins, tant qu'elle n'adoptera pas une politique rationnelle et indépendante – loin de l'ombre tutélaire des Etats-Unis – qui réponde à ses propres intérêts, elle restera un nain diplomatique sans influence sur la scène internationale.

Le "*tant que*" était de trop, insupportable, cela signifiait que l'UE pourrait changer de politique, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Comment préparer le terrain au retour de l'UMP ? En nommant le clone de Sarkozy Premier ministre.

- Valls préféré des Français pour occuper le poste de Premier ministre - L'Express.fr

Mais encore...

- François Fillon est prêt pour une nouvelle bataille à droite - LeFigaro.fr

- La cote de popularité de Copé continue de chuter - Francetv info

La réaction.

- Écoutes Sarkozy-Herzog: les avocats en formation de combat - LeFigaro.fr

- Fronde des avocats après les écoutes de Nicolas Sarkozy - Reuters

- Ecoutes Sarkozy - Herzog : Copé se dit "*profondément troublé*" - Le Nouvel Observateur

"*La sortie de toutes ces affaires ne peut pas être une coïncidence*", assure le président de l'UMP, en référence notamment à l'affaire Bygmalion révélée par "Le Point".

Quelle perspicacité ! Il est avocat, maire, député, président du parti de l'ordre et j'en passe... et c'est un crétin, c'est terrible !

- Sondage : Copé, Fillon et Sarkozy dévissent - Le Nouvel Observateur

- Sous le bonnet rouge, la diversité sociale - LeFigaro.fr

- Val-de-Marne : incidents en série sur les stades, un joueur arrêté - LeParisien.fr

Combien pour Hollande et BHL qui les ont soutenus en Libye, en Syrie et en Ukraine ?

- Peines de prison ferme pour quatre aspirants jihadistes - Liberation.fr

Attention, l'Etat policier se renforce !

- Une femme va prendre la tête de la Police nationale - LePoint.fr

- Municipales: 20.000 femmes de plus qu'en 2008 sont candidates - AFP

- Prisons : Delarue dénonce «*le silence absolu*» du gouvernement - Public Sénat

L'aveu.

- Chávez-Poutine: même pétrole, même défaite - Slate.fr

Ils ont déja hypothéqué l'avenir de l'humanité.

- 100 000 milliards de dollars : l'encours de la dette mondiale selon Bloomberg - Atlantico.fr

- Les systèmes de retraite des pays développés sont-ils en train de préparer la prochaine crise économique mondiale ? - Atlantico.fr

- La Chine se prépare à autoriser des banques à capitaux privés - AFP

Quand l'égalité peut-être fatale !

- Les jeunes conductrices européennes aussi dangereuses que les conducteurs du même âge - LeFigaro.fr

Le nihilisme à l'oeuvre.

- Finissons-en avec l'invisibilité de l'homosexualité à l'école et prenons exemple sur la Californie - Slate.fr

Les lycéens californiens vont bientôt apprendre l'histoire des mouvements gay à l'école. Lors du prochain remplacement des manuels scolaires (aux alentours de 2015), les nouveaux livres sélectionnés évoqueront donc des événements tels que les émeutes de Stonewall qui ont éclaté en 1969 à la suite d'une descente de police dans un bar gay de New York. Slate.fr 11.03

En 45 ans d'histoire américaine, ils ont réussi à trouver un fait qui permettait de justifier leur propagande idéologique.

En généralisant ce procédé ou en procédant de la sorte avec toutes les minorités ou communautés différentes qui existent dans la société, l'histoire d'un pays sera totalement dilluée, rendue illisible, incompréhensible, il n'existera plus rien pour comprendre les relations ou rapports de cause à effet qui témoignent de son évolution ou sa transformation sur le plan économique, social et politique. Cet objectif est conforme à leur stratégie politique.

Fatalité !

- Le Fatah acclame le refus d'Abbas de reconnaître Israël comme Etat juif - AFP

Stratégie du chaos et dictature néolibérale mondiale

- Un chef des services de sécurité palestiniens au Liban assassiné - Libération.fr

- Des soldats israéliens tuent un Palestinien sur le pont Allenby - Reuters

- Au Venezuela, «*il n'y a pas que les balles qui tuent, le manque de médicaments aussi*» - Libération.fr

- L'opposition divisée au Venezuela, les troubles continuent - Reuters

- Venezuela: un étudiant tué par balles, 21 morts depuis février - AFP

- Kiev n'interviendra pas militairement en cas de rattachement de la Crimée à la Russie - Francetv info

- Ukraine : Fabius menace Moscou de sanctions « *dès cette semaine* » - LeMonde.fr -

- Ukraine: des avions-radars Awacs de l'Otan au dessus de la Pologne et de la Roumanie - AFP

- Amnesty accuse les forces d'Assad de crimes de guerre à Yarmouk - Reuters

- Libye : le Congrès limoge le premier ministre, Ali Zeidan - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchonades.

Je ne sais pas si vous avez eu le temps de visionner les derniers articles que les agences de presse et les médias aux ordres ont mis en ligne sur Mélenchon. Jusqu'à présent ils illustraient leurs articles avec une photo peu à son avantage, soit il avait l'air sombre et menaçant, en train d'aboyer, soit il était tordu de rire avec son acolyte Laurent (PCF), un "*communiste* ce qui est toujours dépréciatif dans leurs bouches.

Ces derniers jours ils l'ont présenté, souriant, réservé, sérieux, affectant une certaine retenue propre aux personnages enclins à la réflexion et au consensus, sans ajouter un seul mot déplaisant à son égard comme s'ils le choyaient soudainement. Ivre de sa petite personne, il va en être flatté au point de croire que l'heure de son destin a sonné... pour la France ! Lisez plus loin, vous verrez qu'il y a du vrai là-dedans.

Raison de plus pour boycotter les institutions de la Ve République.

- Municipales: Mélenchon (PG) appelle à dépasser les enjeux locaux - AFP 11.03

Pourquoi boycotter ? Le FN, l'UMP, l'UDI, c'est la droite (incluant l'extrême droite). Mais le PS, le PRG, le MRC, EELV aussi c'est la droite. Or le PCF et le PG, le Front de gauche sont associés au PS ou à EELV dans des centaines de grandes villes, en réalité à chaque élection, LO et le NPA ainsi que le POI ont toujours appelé à voter pour le candidat du PS ou du PCF resté en lice au second tour, parfois dès le premier tour d'élections ou hypocritement ils ont appelé à "*battre la droite*" dans laquelle ils n'incluaient pas le PS.

Alors dites-nous, existe-t-il un parti qui n'est pas lié d'une manière ou d'une autre à la droite et au régime, qui soit réellement indépendant et qui représentent exclusivement les intérêts des travailleurs ? Il n'y en a pas. Et qu'au POI on ne vienne pas nous affirmer le contraire, il participe depuis des lustres à la gestion (paritaire) corporatiste des organismes sociaux au côté du patronat.

Prise de tête à droite.

- Mélenchon (PG): Marine Le Pen "*va prendre la tête de la droite*" - AFP

"*Cette fois-ci, pour de bon (...), je crois que la crise de la droite est un aliment extraordinaire pour l'extrême droite. Nous allons voir Madame Le Pen prendre la tête de la droite*", a déclaré M. Mélenchon sur RMC et BFMTV.

(Pour le moment c'est le PS qui a pris "*la tête de la droite*" ! On conçoit que cela échappe à Mélenchon qui a passé 30 ans dans ce parti sans s'en apercevoir... - ndlr)

"*Je ne vois pas qui, à gauche, a intérêt à empêcher Nicolas Sarkozy de revenir, personne, s'il y a un problème avec Nicolas Sarkozy il est forcément à droite*", a également déclaré le candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle de 2012. AFP 10.03

(Quel pauvre type, il ne comprend décidément rien ! Comment cela ? Parce que ce serait Sarkozy ou Hollande qui auraient décidé d'être candidats, mais dites-nous, ils représentent qui au juste, l'oligarchie financière, alors qui décide, ceux qui détiennent le pouvoir ou ces deux hommes de paille minables ? Un peu de sérieux. - ndlr)

"*La superstructure politique de notre pays est entrée en décomposition. Du côté de la gauche gouvernementale, ce ne sont pas naturellement des problèmes de ce type mais le déboussolage et l'explosion idéologique est total et du côté de la droite c'est l'éparpillement*", a analysé M. Mélenchon.

(Pour qui roule l'illusionniste ? Devinez en faisant croire que le gouvernement PS-EELV-PRG serait de gauche. Pour qui gouvernent-ils ? La réponse à cette question vaut pour la première question. Pourquoi ce charlatan veut-il absolument faire croire que les écologistes qui viennent de se rendre à Kiev pour soutenir le gouvernement comportant des nazis sont-ils de gauche ? Pour les mêmes raisons que BHL. - ndlr)

Se déclarant "*certain que les écologistes sortiront du gouvernement*", M. Mélenchon a assuré que "*le Front de Gauche est prêt à gouverner ce pays avec une majorité qui est aujourd'hui assise sur les bancs de l'Assemblée Nationale et qui, au lieu de défendre une politique économique de droite qui est celle de François Hollande, pourrait défendre une politique économique de gauche qui est celle que pourraient par exemple constituer le Front de Gauche, les écologistes et la gauche des socialistes.*"

(L'histrion se verrait bien gouverner avec la "*majorité*" composé de réactionnaires qui a tout voté depuis près de deux ans (TSCG), il le dit lui-même. Alors que vaut cette sortie ? Du vent, elle témoigne qu'il se fout éperdument des travailleurs et des militants auxquels il s'adresse, CQFD. - ndlr)

Il y a une "*grande convergence*" entre le Front de Gauche et les écologistes, a affirmé M. Mélenchon, soulignant: "*il y a plus de 80 listes dans lesquelles nous sommes ensemble, les écologistes et le Parti de Gauche (...) et à peu près 45 avec les communistes*". AFP 10.03

Le Front de Gauche a une "*grande convergence* avec les écologistes qui viennent de se rendre à Kiev pour apporter leur soutien au gouvernement issu d'un coup d'Etat fomenté par l'Otan et réalisé avec des partis nazis. Mélenchon n'a pas de principes, il confirme tout le mal qu'on a pu dire de lui, on était même en dessous de la réalité.

Monsieur Mélenchon qui est un produit des institutions, il est enfermé dans ce cadre ou carcan, il n'est pas capable de réfléchir au delà.

Au regard de l'évolution politique aux Etats-Unis au cours du XXe siècle et dernièrement en Ukraine, on serait plutôt tenté de croire que l'extrême droite peut avoir le vent en poupe pendant une période plus ou moins longue qui dépendra du comportement du mouvement ouvrier, en fonction du temps que durera son agonie ou au contraire s'il parvenait à se reconstruire sur une nouvelle base, la première version paraissant aujoud'hui plus plausible que la seconde qui demeure hypothétique dans l'état actuel des choses.

On peut en déduire que la classe dominante va continuer de jouer la carte de l'extrême droite jusqu'au moment où elle sera parvenue à achever le mouvement ouvrier ou à le réduire à un état d'impuissance permanent, totalement vidé de sa substance politique, processus qui se combine et doit se traduire par la perte de tous droits politiques pour les travailleurs, processus (en cours) qui parvenu à ce stade n'offrira plus d'autre alternative que celle qui existe entre démocrate et républicain, tous deux incarnant l'oligarchie financière, en quelque sorte ce sera ces partis qui appliqueront directement une politique d'extrême droite.

Politique d'extrême droite coïncidant avec l'établissement d'une dictature, d'un Etat policier qui se voudra libéral.

La dégénérescence du mouvement ouvrier (et son avant-garde) et finalement sa liquidation est le produit de la corruption de ses dirigeants, de son incapacité à intégrer aussi bien les profondes transformations qu'allait connaître le monde et la crise du capitalisme, qui devait se traduire par la radicalisation des rapports entre les classes en faveur de la classe dominante sous la forme de la stratégie néolibérale, ainsi que l'inflexion idéologique qui allait l'accompagner, bien maquillée au point que ce qu'on a appelé la gauche (exclus le PS qui est à droite) et l'extrême gauche allaient mordre à l'hameçon amorcé pas le PS et se faire ainsi les complices des liquidateurs du mouvement ouvrier, PS qui fort de ce soutien et sous couvert d'accorder des droits nouveaux à des minorités, pendant ce temps-là s'attaquaient tranquillement aux droits sociaux et politiques collectifs des travailleurs. Moral de cette tragique histoire : Vous vous êtes laissés vivre durant tout l'été, et quand l'hiver fut venu vous vous retrouvèrent fort dépourvus, et bien maintenant dansez... Les maîtres danseurs sont nos dirigeants, alors vous comprendrez pourquoi il est hors de question de les ménager.

Tous les éléments de ce scénario étaient déjà en place en 1945 : une classe moyenne importante, une aristocratie ouvrière nombreuse et corrompue, la division des travailleurs entre un secteur privé livré à l'exploitation et bénéficiant d'un minimum de droits sociaux et un puissant secteur public disposant de privilèges et confortablement installé sous le régime capitaliste, des syndicats subordonnés au stalinisme ou à la social-démocratie dégénérée, des partis dits ouvriers qui étaient déjà passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction, une avant-garde incapable de définir une stratégie politique (indépendante) qui rompt à la fois avec le stalinisme et la social-démocratie dégénérée, confondant tactique et stratégie, moyen et objectif, les uns estimant qu'il était possible de réformer le stalinisme ou de l'entraîner sur la voie de la révolution socialiste, les autres qu'il serait possible de remplir les conditions (subjectives) indispensables au renversement du régime en place le moment venu dès

lors que les masses seraient entraînées au combat en luttant pour des réformes sociales ou l'amélioration de leur condition, deux stratégies qui devaient permettre de construire un parti ouvrier révolutionnaire et qui se sont soldées par un échec retentissant car reposant sur une analyse des conditions objectives erronées, notamment, la première constituant une capitulation devant le stalinisme, la seconde devant la social-démocratie dégénérée, les deux face au régime en place.

Comme après chaque crise ou guerre, la classe dominante se dota d'un certain nombre de moyens matériels, financiers et politiques pour rebondir, reconstruire ce qu'elle avait détruit, assurer une nouvelle phase d'expansion du capitalisme ou du marché mondial, assurer sa survie, mais cette fois à une échelle incomparablement plus grande que dans le passé, systématiquement au niveau mondial, que ce soit les accords de Bretton Wood, la création du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU, du groupe Bilderberg, etc. il était devenu d'autant plus impératif pour les représentants du capitalisme mondial que son évolution soit encadrée, que la guerre n'avait permis que d'endiguer ou de contenir temporairement les contradictions du capitalisme qui conduisent infailliblement à son effondrement, au point qu'ils ne purent éviter l'expropriation du capitalisme dans une partie de l'Europe centrale, en Chine et en Asie du Sud-Est. Au fur et à mesure tous ces pays ou ces régimes seront intégrés au sein des institutions financières et politiques internationales pilotées par l'impérialisme américain, avant de dégénérer ou se disloquer pour revenir dans le giron du marché mondial qu'ils n'avaient jamais réellement quitté.

En résumé, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale la mondialisation du capitalisme fut réaffirmée et amplifiée. Elle ne pourra éviter les crises qui continueront de se succéder au cours des sept décennies suivantes, crises qu'ils parviendront à surmonter au prix d'une gigantesque fuite en avant dans l'endettement mondial, une fois dotés d'instruments financiers nouveaux et d'une réglementation avantageuse, le tout fonctionnement selon des règles opaques, ce qui a donné au système capitalisme un tour résolument mafieux dès les années 70.

Pendant ce temps-là, la classe dominante se donnait les moyens politiques de réduire à néant le mouvement ouvrier, de spolier finalement les masses de leurs droits politiques. Soit en le réprimant en recourant à des lois d'exception, des coups d'Etat, des dictatures militaires, soit en corrompant les couches supérieures du prolétariat, les chefs ou appareils des syndicats et des partis, en procédant à un partage des profits plus avantageux pour certaines couches de travailleurs, en procédant à des réformes sociales en réponse à la lutte de classes des masses, qui étaient accompagnées en contrepartie de mesures de type corporatiste qui étaient présentées par les uns et les autres comme des avancées démocratiques, les travailleurs n'allaient-ils pas avoir désormais un oeil sur le fonctionnement des entreprises, être davantage associés à leur gestion au point de pouvoir imposer aux capitalistes des mesures contre leur gré, tu parles, à l'arrivée ils seront enchaînés au capitalisme plus que jamais et lorsque les patrons passeront à l'offensive contre leurs droits, ils s'avèreront totalement désarmés pour leur résister ou les tenir en échec, ils seront ainsi que leurs droits sociaux broyés par la machine implacable du néolibéralisme auquel les dirigeants syndicaux sont totalement soumis.

Sur le plan strictement politique, au moyen de différents traités, en substituant aux législateurs nationaux l'Union européenne, en imposant la BCE et l'euro, les travailleurs des différents pays de l'UE seront spoliés de leur souveraineté et de tous droits politiques, n'ayant aucune emprise sur la Commission européeenne et la Banque centrale européenne, sauf à prendre le pouvoir dans leur pays respectif et à rompre avec l'UE pour reconquérir leur souveraineté et leurs droits politiques. Tous les partis institutionnels de droite comme de gauche seront inféodés à l'UE, de telle sorte qu'il n'existera plus aucune perspective politique indépendante dans aucun pays, tous étant soumis au carcan de l'UE. Tous les syndicats adhèreront à la CES et la boucle sera bouclée.

Je n'ai pas le temps de poursuivre, j'ajoute quelques éléments en guise de conclusion.

Ce qui paraît évident, c'est que notre conception de la lutte de classe aurait dû évoluer et tel n'a pas été le cas. Elle aurait dû ingégrer les transformations que la société allait connaître et qui allaient avoir une interaction sur les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, le cours qu'allait suivre le capitalisme mondial tel qu'il avait été décrit magistralement par Lénine dans Impérialisme stade suprême du capitalisme aurait dû être pris en compte dès 1945, tel ne fut pas le cas, dans les pays dominants la révolution socialiste ne serait pas à l'ordre du jour avant bien des décennies au regard des conditions objectives qui n'étaient pa mûres dans ces pays là, alors qu'elles l'étaient à l'échelle (historique) du capitalisme mondial en putréfaction, cela nécessitait de s'adapter à ces conditions pour se préparer et préparer les masses aux affrontements futurs avec son ennemi de classe, sans rien renier de nos principes, construire un nouveau parti communiste, mettre en place une structure pour accueillir travailleurs et militants qui n'étaient pas prêts à adhérer au programme de la révolution socialiste, engager la guerre idéologique contre la classe dominante sur tous les fronts, ce qui n'a jamais été fait jusqu'à présent, consacrer une attention particulière à la formation de chaque militant, faire en sorte qu'ils progressent, qu'ils atteignent un niveau de conscience politique qui les rivent définitivement au socialisme, sachant qu'il faudrait encore faire preuve de patience pendant des décennies, il fallait les materner pour ainsi dire, les soutenir psychologiquement, moralement, multiplier les rencontres ou les contacts entre militants pour qu'une véritable fraternité s'installe entre eux, sans doute aurait-il fallu adapter les rapports à l'intérieur du parti en conséquence, tout cela librement, sans contrainte, en s'appuyant uniquement sur la force de nos convictions dès lors inébranlables si elles s'appuyaient sur les faits et leur compréhension, sans charisme on n'arrive à rien non plus, tout le contraire d'une machine à militer, d'une addition d'individualismes qui se regroupent un jour et se séparent un autre au point qu'il faut sans cesse tout reprendre à zéro, un véritable pôle de regroupement de tous ceux qui veulent changer la société, pour lesquels cela doit devenir un idéal, quel autre pourrait-on avoir dans ce monde si impitoyable et injuste, qu'on culpabilise ou on ne sent pas bien à l'idée qu'on fait partie des privilégiés qui arrivent encore à s'en sortir, comment prétendre être humaniste en mars 2014 sans partager cet idéal, sans combattre pour qu'il se réalise... On ne sait pas qui supplier pour qu'un tel parti existe.

Le corporatisme, il date du Front populaire et de la IVe République, du Conseil national de la Résistance, les "*Jours heureux*" du M'PEP, des staliniens, des nostaliques du POI...

Antisocial

Fin de la trêve hivernale: 300.000 foyers menacés de coupure d'énergie - AFP

Plus de 300.000 clients de gaz et surtout d'électricité risquent une coupure pour impayés à la fin de la première trêve hivernale pour l'énergie s'achevant le 15 mars, selon des données compilées par l'AFP lundi auprès des opérateurs.

Ce nombre est moitié moindre que celui de 600.000 ménages menacés avancé par la CGT lundi matin.

La loi "*Brottes*", entrée en vigueur en avril 2013, a mis en place une trêve hivernale généralisée entre le 1er novembre et le 15 mars pour les coupures d'électricité et de gaz, semblable à celle en vigueur pour les expulsions de logements.

Pour le gaz, l'opérateur du réseau de proximité et des compteurs GrDF, qui centralise toutes les demandes des fournisseurs (GDF Suez principalement), recense lui actuellement 27.000 demandes de coupures.

"*Mais on ne les effectuera pas toutes. Quand on avertit qu'on va couper, cela déclenche des paiements*", a souligné GrDF à l'AFP. Le client peut également payer lorsque le technicien se présente à son domicile, selon elle.

Côté électricité, l'opérateur du réseau de proximité ERDF, qui mène ces coupures à la demande des fournisseurs, refuse de communiquer le nombre de demandes de coupures, tout comme EDF, de très loin le premier fournisseur, et GDF Suez.

Mais selon une source proche du dossier, les dossiers d'impayés d'EDF concernent "*moins de la moitié de 600.000*" ménages, même s'il ne s'agit pas là de demandes de coupures.

Le Médiateur de l'énergie, autorité indépendante chargée de protéger les consommateurs, doit publier en avril des chiffres sur les coupures (et réductions de puissance) 2013. En 2012, il en avait recensé 580.000 (dont 400.000 pour l'électricité), contre 500.000 en 2011. AFP 10.03

Vers un gel des retraites complémentaires le 1er avril. - Reuters

Les pensions de retraite complémentaires Arrco et Agirc, versées aux retraités du secteur privé, ne seront pas revalorisées le 1er avril, selon l'édition de mardi des Echos.

Cette mesure s'ajoute à celle prévoyant que les pensions de base ne seront pas augmentées, comme d'habitude, le 1er avril, mais le 1er octobre, souligne le quotidien.

Ce gel de six mois, décidé par le gouvernement dans le cadre de la réforme des retraites, permettra d'économiser 800 millions d'euros.

Les conseils d'administration de l'Arrco et de l'Agirc, qui se réunissent cette semaine, décideront d'une revalorisation nulle au 1er avril, pour la première fois depuis le milieu des années 1990.

Selon Les Echos, ce dispositif est la conséquence conjuguée de la faiblesse de l'inflation et d'un accord signé il y a un an par les organisations patronales et syndicales gestionnaires de l'Agirc-Arrco.

Le texte prévoit que les pensions seront revalorisées de 1 point de moins que l'inflation en 2014 et 2015. Or, la hausse des prix prévue cette année par le gouvernement est de 1,3%. Reuters 10.03

C'est beau tout de même le corporatisme.

- Les retraites complémentaires de 11,8 millions de retraités gelées en 2014 - AFP

Les pensions complémentaires de l'Arrco, régime des salariés du privé, seront gelées en 2014, ce qui va entraîner une baisse de pouvoir d'achat pour 11,8 millions de retraités, conjuguée aux effets de la réforme des retraites.

Les administrateurs de l'Arrco - représentants du patronat et des syndicats - ont entériné ce gel mardi après-midi lors d'un conseil d'administration, par 36 voix pour et 4 contre, celles de la CGT.

Les régimes de retraites complémentaires Arrco (salariés du privé) et Agirc (cadres du privé) sont gérés par les partenaires sociaux.

Pour combler une partie du déficit, syndicats et patronat s'étaient entendus en 2013 pour limiter la revalorisation des pensions - qui intervient chaque année le 1er avril - en 2013, 2014 et 2015.

Leur accord prévoyait que les pensions seraient revalorisées un point en dessous de l'inflation sur trois ans.

Ainsi, pour 2014, la hausse des prix étant prévue à 1,3%, les pensions auraient dû être augmentées de 0,3%.

Mais en intégrant le rattrapage de 2013 - l'inflation avait été moins importante que prévu - l'évolution aurait dû être négative. Or, l'accord prévoit que les pensions ne puissent pas diminuer, ce qui conduit à un gel.

"*Il s'agit d'appliquer les décisions de l'accord (...). Ce n'est pas de gaîté de coeur, mais il en va de la pérennité des régimes*", avait déclaré Philippe Pihet, en charge du dossier retraites à FO, avant la réunion.

La CFDT, FO, la CFTC et les représentants du patronat (Medef, UPA et CGPME) avaient signé le texte en 2013, rejeté par la CGT et la CFE-CGC.

Au total, les mesures de cet accord devaient permettre d'économiser environ 3 milliards d'euros à l'horizon 2017, faisant passer le déficit global Agirc-Arrco de 8,6 milliards à 5,5 milliards cette année-là, avait affirmé le Medef.

Déjà, en vertu de la récente réforme des retraites, les pensions de base ne seront pas revalorisées au 1er avril comme d'habitude: les retraités devront attendre le 1er octobre, ce qui devrait rapporter 1,4 milliard d'euros en 2020.

La mesure s'applique aux retraités du privé mais aussi à ceux de la Fonction publique et des régimes spéciaux. AFP 11.03

Vous savez comment les uns et les autres justifient la gestion des organismes sociaux par les syndicats au côté du patronat ? Je vous le donne en mille : si les syndicats des travailleurs n'y participaient pas ils seraient déjà privatisés, ils oublient simplement de vous dire qu'elle leur a été accordée par de Gaulle en échange de leur soumission à l'Etat, ils lui ont livré la classe en contrepartie sous la IVe République.

En complément.

- Les Français ne sont jamais aussi peu partis en vacances en 15 ans - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Salvador

- Le résultat de la présidentielle au Salvador contesté - Reuters

L'ex-guérillero marxiste Salvador Sanchez Ceren dispose d'une avance irréversible et sera proclamé vainqueur de l'élection présidentielle au Salvador, a annoncé lundi le président du Tribunal électoral suprême, tandis que le candidat déclaré battu demandait un nouveau décompte.

Les résultats définitifs seront proclamés dans trois ou quatre jours, a-t-il ajouté.

A l'issue du second tour qui a eu lieu dimanche, un écart infime sépare les deux candidats. Les résultats préliminaires créditent Salvador Sanchez Ceren, vice-président sortant et ancien commandant de la guérilla marxiste du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), de 50,11% des voix.

Norman Quijano, candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) et ancien maire de San Salvador, a quant à lui

obtenu 49,89% des suffrages, ce qui représente un retard de seulement 6.634 voix sur son rival.

Dans un tweet lundi, Norman Quijano déclare qu'il veut un nouveau décompte "*suffrage par suffrage*". Il estime le scrutin entaché d'irrégularités et s'est lui aussi proclamé vainqueur.

"*Le comportement du Tribunal électoral suprême n'a jamais été net (...)*", déclare le Norman Quijano dans un Tweet.

Il demande au procureur général du Salvador de conserver la totalité du matériel électoral et demande aux observateurs internationaux de rester encore sur place pendant quelques jours.

Salvador Sanchez Ceren, qui avait obtenu 49% au premier tour, le 2 février, a annoncé sa victoire très tard dimanche soir à ses partisans.

"*Nous avons remporté le premier tour, nous l'avons emporté à nouveau au terme du second tour. Nous devons poursuivre la lutte contre la pauvreté (...) Le peuple a choisi de poursuivre sur la voie du changement*", s'est-il félicité.

Norman Quijano a quant à lui accusé la commission électorale de corruption. "*Nous ne tolérerons pas la fraude. Nous sommes convaincus à 100% de notre victoire*", a-t-il dit aux siens.

Norman Quijano a axé sa campagne d'entre-deux-tours sur les responsabilités de Salvador Sanchez Ceren au sein du FMLN lors de la guerre civile de 1980-1992, qui a fait 75.000 morts.

Le FMLN, qui s'est mué en parti politique à la fin du conflit, n'a pu décrocher la présidence tant qu'il a été représenté par d'anciens guérilleros. Il a dû attendre 2009 et la candidature du journaliste Mauricio Funes.

Âgé de 69 ans, Salvador Sanchez Ceren, que la droite accuse de suivre l'exemple du gouvernement socialiste du Venezuela, s'est engagé à poursuivre les politiques sociales du président sortant en matière de gratuité des fournitures scolaires et de retraites.

Vingt-neuf pour cent des 6,2 millions de Salvadoriens vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 40% avant l'arrivée au pouvoir du FMLN, selon les chiffres du gouvernement. Reuters 10.03

2-Turquie

- Manifestations en Turquie après la mort d'un adolescent - Reuters

La police turque a affronté mardi des manifestants à Istanbul et Ankara après le décès d'un adolescent de 15 ans blessé à la tête par la police lors du vaste mouvement de contestation antigouvernemental de l'été 2013.

Berkin Elvan, alors âgé de 14 ans, avait été touché à la tête par une cartouche de gaz lacrymogène lors des batailles de rue alors qu'il était sorti acheter du pain pour sa famille. Il était tombé dans le coma.

A Ankara, les policiers ont fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser plus de 2.000 manifestants, principalement des étudiants de l'Université technique du Moyen-Orient (ODTU), qui bloquaient un grand axe de la capitale.

Les médias turcs ont également signalé des manifestations à Izmir, où des écoliers et étudiants ont organisé des sit-in.

Berkin Elvan, dont la famille a annoncé la mort mardi matin à 07h00, est la sixième personne à décéder dans les violences liées à la contestation des mois de mai et juin 2013. Reuters 11.03

ECONOMIE

Economie mondiale.

- L'encours de dette mondiale franchit le cap des 100.000 milliards de dollars

100.000 milliards de dollars : plus de quatre fois le PIB réuni de la Chine et des Etats-Unis. C'est le montant de la dette mondiale.

Cela inclut les obligations des Etats et les dettes cotées des entreprises et des sociétés financières, mais pas celle des ménages. Une dette qui s'est envolée ces dernières années. Mi- 2007, avant la crise, elle était de 70.000 milliards de dollars. Elle n'était que de 40.000 milliards en l'an 2000, selon les chiffres qui seront dévoilés lundi par la Banque des règlements internationaux (BRI).

L'explication ? « *C'est une conséquence du ralentissement économique et de la façon dont il a été compensé*", explique l'économiste Jean-Paul Betbèze. "*Il y a d'abord eu les aides à la finance aux Etats-Unis pour éviter l'effondrement du système après la crise des "subprimes". Ensuite, c'est lié à la montée de la dette publique. Il y a eu moins de croissance, moins de rentrées fiscales et, à l'inverse, beaucoup plus de mesures d'aide et de soutien à l'économie et plus de déficit. La montée de la dette mondiale, c'est le prix de la crise.* » Ce que confirme le rapport de la BRI. L'encours des titres de dette souveraine a bondi de 80 % en six ans, à 43.000 milliards de dollars en juin 2013. Autrement dit, la dette publique de chaque humain se monte à 6.142 dollars. Un exemple parmi d'autres, l'endettement public espagnol est passé de 36?% du PIB à 84,1 % entre 2006 et 2012.

L'encours de dette mondiale franchit le cap des 100.000 milliards de dollars

Mais le montant des dettes des entreprises non financières a progressé à un rythme comparable, pour dépasser les 10.000 milliards de dollars, constate la BRI, même si « *elles étaient parties d'un niveau plus bas* ». Dans un contexte de crise financière, les banques mondiales ont en effet réduit le crédit aux grandes entreprises, qui se sont tournées vers les marchés financiers pour trouver du financement.

A 43.000 milliards de dollars, le montant de la dette d'Etat dépasse 72 % du PIB estimé pour cette année. C'est une moyenne. Certains franchissent allégrement le cap jugé fatidique de 90 %. « *Des études du FMI et de la BCE montrent que l'on peut vivre avec 90 % de dettes, tempère Jean-Paul Betbèze. Mais il y a une condition : accepter une croissance et une inflation modestes pour que les taux d'intérêt ne remontent pas trop, pour ne pas asphyxier la reprise. C'est la stratégie de la Fed. Quant à la BCE, elle a réussi à faire baisser les taux des pays les plus fragiles, comme l'Espagne ou l'Italie. Pour eux, c'est un phénomène beaucoup plus important que la hausse de l'euro* » Mais, pour cela, il faudra faire en sorte que le loyer de cette dette soit le plus bas possible sur longue période. Un pilotage délicat pour les banques centrales.

Dans le même temps, les Etats, notamment en Europe, sont incités à être plus efficaces, à diminuer les dépenses publiques pour réduire petit à petit la dette dans la durée. « *L'important, c'est que ce niveau se stabilise. On le voit aux Etats-Unis, mais aussi en Europe, estime Jean-Paul Betbèze. Nous n'avons pas fini de payer cette crise, mais c'est préférable à une solution d'effacement de la dette, qui serait synonyme de crises, de tensions sociales, etc.* » lesechos.fr 10.03

Je n'ai pas le temps de commenter cet article, l'analyse de Jean-Paul Betbèze est complètement farfelue, l'essentiel ne figure nulle part dans cet article, d'où vient cet argent, qui l'a créé, qui en a réellement profité, où est-il véritablement passé...

Haut de page

Le 13 mars 2014

CAUSERIE

Mercredi 12 mars 2014.

Suite au blocage des droits de mon épouse handicapée par des agents zélés de la CAF, situation qui a engendré un état d'excitation extrême chez elle, ce que son coeur ne peut pas supporter, elle s'est effondrée en montant dans un bus avant-hier et elle a été conduite en salle de réanimation à la clinique Casamance d'Aubagne où semble-t-il elle a commencé à récupérer aujourd'hui. Un Indien m'a téléphoné pour me prévenir, il m'a dit qu'elle n'était pas encore en état de parler. Quand elle a quitté l'Inde le 26 février, elle était en pleine forme comme jamais depuis son opération il y a 7 ans.

Elle est restée trop longtemps en dehors de France, en fait, elle a fait faire des économies à la Sécurité sociale, mais ces pourris appliquent le règlement à la lettre, gageons qu'ils toucheront une prime en retour. Ces lieutenants du capital qu'affectionnent particulièrement nos dirigeants et les militants trotskistes qui m'ont écrit dernièrement ne sont pas seulement dépourvus de conscience de classe, ils font le sale boulot de leurs maîtres, simple constat, sans rire parce que je n'en ai pas du tout envie, sachez tout de même qu'ils ont compté et comptent toujours sur eux pour construire un parti révolutionnaire, pour renverser le régime en place, vous comprendrez pourquoi nous en sommes là aujourd'hui... Ne leur demandez pas de réfléchir, ils en sont totalement incapables. On s'arrêtera là pour ne pas être plus désagréable, restons calme.

19 articles ont été ajoutés.

Jeudi 13 à 21h40 en Inde.

Pas de nouvelles de mon épouse. J'ai envoyé deux courriels incendiaires à la Caf d'Aubagne.

Les collabos qui y sévissent ont pendant 6 ans remboursés sur présentation de justificatifs datés les frais médicaux que mon épouse avait eu chaque fois en Inde pendant son séjour qui durait 4 mois, donc on était portés à penser que cela ne posait aucun problème, personne ne lui en ayant fait la remarque, sauf qu'en novembre dernier ce n'est pas passé, pourquoi, nous l'ignorons. Je vais écrire à la ministre de la Santé. A suivre.

A lire les infos du vieux monde quotidiennement, on a l'impression de s'enfoncer un peu plus chaque jour dans la barbarie, sans que les uns ou les autres ne changent de registre ou de discours, c'est affolant de constater à quel point nombreux sont les candidats à l'euthanasie ou au suicide politique... Le pire, c'est qu'on en est les otages !

Les affaires se succèdent depuis mai 2012, mais imperturbablement on nous dit : si, si, comme si de rien n'était il faut absolument aller voter. On se demande dans quel monde vivent ces gens-là... Vous voyez qu'ils ne tiennent pas compte de la réalité, ils sont comme cela. Entre nous, qu'est-ce qu'on va encore se faire chier à commenter l'actualité dans les semaines qui viennent jusqu'aux européennes, c'est ingrat au possible.

Avec 13 jours de retard, la causerie de février 2014 a été formatée au format Adobe Reader.

Ce n'est pas la légitimité d'Israël qui est en cause, mais celle de la stratégie néolibéral du nouvel ordre mondial.

Pourquoi, ce n'est pas Kiev ?

- CRIF appelle la France à reconnaître "*Jérusalem*" comme la capitale d'Israël - french.irib.ir 12.03

- La Grande-Bretagne contre le boycott d'Israël (Cameron) - french.irib.ir 12.03

La Grande-Bretagne est "*opposée*" au boycottage d'Israël, a affirmé mercredi le Premier ministre britannique David Cameron dans un discours au Parlement du régime sioniste.

"*La Grande-Bretagne s'oppose aux boycotts*", a déclaré M. Cameron, citant "*des syndicats militant pour l'exclusion des Israéliens ou des universités, tentant de museler les échanges universitaires*".

"*Délégitimer l'Etat d'Israël est mal. C'est répugnant. Et ensemble nous en viendrons à bout*", a-t-il promis, en référence à la campagne internationale de boycottage économique et culturel du régime sioniste, en raison de l'occupation des Territoires palestiniens.

Ce mouvement a enregistré d'importants succès ces dernières années dans la société civile en Grande-Bretagne, en particulier en ce qui concerne les produits fabriqués dans les colonies israéliennes en territoire occupé. french.irib.ir 12.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique et stratégie du chaos, où, en France.

Comment ils alimentent ou flattent l''identité au détriment de la citoyenneté.

- Crispations identitaires: «*Ça va exploser, mais je ne sais pas quand ni sous quelle forme*» - 20minutes.fr

Islamophobie, stigmatisation des Roms, des noirs, des Juifs et des homosexuels, djihadistes français, montée du communautarisme et de l'extrême-droite en Europe… La question de l'identité et de ses dérives fondamentalistes est au cœur de notre société. Dans Identités, la bombe à retardement, le sociologue au CNRS Jean-Claude Kaufmann affirme qu'un grave danger guette: le fondamentalisme et l'intégrisme identitaires.

Encore un "*sociologue*" dont on peut se demander à quoi il sert, sinon à enfoncer des portes ouvertes ou passer à côté de l'essentiel, car le fondamentalisme ou l'intégrisme le plus dangereux pour la société : c'est encore le culte, la dictature du marché devant lequel il faudrait se prosterner.

- L'identité paraît simple. Mais plus on essaye de la définir sérieusement, moins on comprend. Il existe des définitions différentes voire opposées. En réalité, l'identité est un travail subjectif de l'individu pour produire du sens. Dans notre société individualiste moderne, à chaque instant il faut faire des choix, même les plus minuscules, qui renvoient à une dimension de soi. 20minutes.fr 12.03

L'identité est une sous-catégorie qui concerne en premier lieu l'individu en particulier, à partir de laquelle il peut être amené à se définir, cela ne représente qu'une minorité, sauf qu'en la stigmatisant et en faisant en sorte que ses membres se rassemblent elle devient une force au détriment des autres facteurs qui définissent les rapports à l'intérieur de la société ou qui représentent des besoins ou des intérêts distincts et de nature collective, les classes sociales essentiellement.

L'identité ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes, elle en est même la négation, elle transgresse la séparation qui existe entre les classes, d'où l'intérêt que lui porte les représentants de la classe dominante dont l'objectif politique est de réduire ou de liquider la lutte des classes au profit d'un régime dictatorial de l'oligarchie financière sans opposition organisée ou capable de le contester, de le renverser.

C'est bien précisé ici quand monsieur Kaufmann met en relief que l'identité a avant tout un contenu subjectif qui peut relever de l'imaginaire ou du fantasme, sans lien réel avec la réalité ou qui peut donner lieu à toutes formes de déformations de celle-ci, pour finalement devenir la proie facile à toutes sortes de manipulations et aboutir au fanatisme, au fascisme.

L'affaiblissement du mouvement ouvrier enregistré au cours des quatre dernières décennies ou son incapacité à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire en est la conséquence politique directe que du PS au FN ils ont exploité.

On leur impose de le penser...

- Plus de 7 Français sur 10 pensent que les schémas familiaux doivent évoluer - Liberation.fr

Une majorité de Français estime que la conception de la famille doit évoluer, avec la mise en place d'un véritable statut pour le beau-parent et des évolutions de la PMA et la GPA.

Plus de sept Français sur dix (75 %) pensent que les schémas familiaux doivent évoluer avec la société, selon une enquête réalisée par le panel CCM Benchmark pour lejournaldesfemmes.com, publiée mercredi. Liberation.fr 12.03

C'est marrant, dans leur société pourrie tous les rapports doivent évoluer, sauf un, les rapports entre les classes qui sont de plus en plus déséquilibrés en faveur de l'oligarchie financière.

Chef d'Etat et gouvernement menteur, mafieux, corrompus...

- Les écoutes éclaboussent le pouvoir - LeParisien.fr

- L'affaire des écoutes de Sarkozy se retourne contre la majorité - Reuters

- Ecoutes: accusée d'avoir menti, Taubira se défend et exclut de démissionner - AFP

Les faits qui prouvent qu'elle a menti ainsi que Valls en trois actes.

Acte I - Jean-Marc Ayrault a reconnu mardi que l'exécutif avait été prévenu dès l'ouverture de cette enquête, le 26 février. "*Comme c'est la loi et comme c'est la procédure (...) la garde des Sceaux a reçu effectivement une information, que j'ai eue moi-même ensuite, qu'il y avait une nouvelle information judiciaire*" sur "*des faits extrêmement graves*", a déclaré le Premier ministre.

Acte II - Cette version contredit ce qu'avait dit lundi la ministre de la Justice. "*Je n'avais pas l'information*" sur les écoutes "*avant*" les révélations du Monde, avait-elle assuré.

Acte III - Le ministre de l'Intérieur a assuré n'avoir été informé que le 7 mars, par la presse, des écoutes visant Nicolas Sarkozy.

Or, selon le Canard enchaîné, Manuel Valls était au courant avant même sa collègue de la Justice, les policiers devant "*lui faire parvenir régulièrement leur rapport sur l'avancement de l'enquête*".

Une thèse soutenue notamment par l'ex-patron de la PJ parisienne, Claude Cancès: "*Cela me paraît invraisemblable que le ministre de l'Intérieur, et la garde des Sceaux, n'aient pas été au courant dès le début des investigations et qu'il y avait des écoutes judiciaires en cours sur l'ancien chef de l'Etat*", a-t-il dit à l'AFP.

Acte IV ou épilogue - Les écoutes sur deux téléphones de Nicolas Sarkozy ont commencé les 3 et 19 septembre 2013 à la demande des juges enquêtant sur un éventuel financement libyen de sa campagne de 2007.

Jean-Marc Ayrault et Christiane Taubira ont martelé qu'ils n'étaient pas au courant, jusqu'à fin février, de l'existence de ces interceptions. "*Dans ce pays dorénavant il peut s'écouler plusieurs mois sans que le garde des Sceaux soit informé qu'un ancien président de la République est sur écoutes*", a dit la ministre.

Surtout, les membres du gouvernement affirment qu'ils n'ont jamais eu, et n'ont toujours pas, accès au contenu des conversations téléphoniques. Christian Lothion, directeur central de la PJ jusqu'en janvier, a affirmé à l'AFP qu'il n'avait jamais informé Manuel Valls. (Pourquoi Christian Lothion dénoncerait-il Valls alors qu'il est tranquillement à la retraite, mentir à son tour et couvrir leurs mensonges est plus confortable, non ? - ndlr) AFP 12.03

Quant à la fuite, elle pourrait très bien provenir de là : "*Pierre-Olivier Sur a prévenu qu'il s'opposerait à toute perquisition de l'Ordre pour trouver la source d'une violation du secret de l'instruction.*" Qu'ont-ils à cacher ?

Entre nous, ceux qui encore nombreux iront voter dans moins de deux semaines témoigneront qu'ils demeurent encore profondément ignorants, à moins qu'ils aient encore quelque chose à perdre et qu'ils y tiennent...

- Ecoutes de Sarkozy : les documents qui trahissent Taubira - Francetv info

- Sarkozy sur écoute: Valls l'a appris dans le journal, "*comme tout le monde*" - L'Express.fr

- Le déni, une stratégie à haut risque pour Valls - LeFigaro.fr

- Ecoutes de Sarkozy: pourquoi les déclarations de Valls sont peu vraisemblables - L'Express.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Il faut bien assurer une base sociale stable au régime...

- Accord sur des négociations dans la fonction publique - Reuters

- Conseil économique et social : toujours plus de privilèges ! - LeParisien.fr

Une tendance qui se confirme...

- 10 milliards d'euros d'allègements sur les bas salaires créeraient jusqu'à 800.000 emplois - AFP

- Les bonus payés à Wall Street au plus haut depuis 2008 - Reuters

Le bonus moyen payé à Wall Street a bondi de 15% l'an dernier pour atteindre son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008, montre un rapport publié mercredi par les services du budget de l'Etat de New York.

Le montant global des bonus distribués a atteint 26,7 milliards de dollars (19,2 milliards d'euros) en 2013 et le bonus moyen ressort à 164.530 dollars, précise ce document.

Après avoir subi des pertes record pendant la crise financière, les membres de la Bourse de New York ont dégagé l'an dernier des profits pour la cinquième année consécutive.

Les bénéfices des opérations d'intermédiation sur actions des membres du New York Stock Exchange ont toutefois chuté de 30% à 16,7 milliards de dollars l'an dernier, selon le document.

Les estimations de l'administration de l'Etat ne prennent en compte que les bonus en numéraires et les rémunérations différées. Elles n'incluent pas les stock-options, ni les salariés d'entreprises basées en dehors de l'Etat de New York.

Le salaire moyen à Wall Street -hors bonus- a quant à lui atteint 360.700 dollars en 2012, dernière année pour laquelle cette

donnée est disponible. C'est plus de cinq fois le salaire moyen du reste du secteur privé.

En complément.

- Une réforme fiscale pour tenter de doper l'économie espagnole - Reuters

Le mondialisme et son pendant politique : le fascisme.

Cela vous étonne, vous n'en revenez pas, vous ne voulez pas y croire, vous le découvrez aujourd'hui, mais où aviez-vous la tête, c'est dommage et sans doute un peu tard, bon, ressaisissez-vous.

On vous l'avait caché pendant longtemps, on vous a mené en bâteau en vous tenant un double langage et cela continue d'ailleurs, pourtant il y a plus d'un fait qui aurait dû vous mettre la puce à l'oreille, la propension des uns et des autres à ménager le PS, depuis trois décennies le PCF aussi, oui son horrible passé à lui aussi est passé à la trappe, vos dirigeants réécrivent l'histoire au jour le jour ou font preuve d'une mémoire très sélective en fonction des besoins de leurs propres appareils ou partis. Ils n'ont jamais réellement procédé autrement quand on se penche sérieusement sur la question.

C'est par le tout petit bout de la lorgnette qu'on vous explique comment fonctionne le vieux monde, qu'ils analysent les faits qui se déroulent sous vos yeux, alors que vous devriez avoir une vision globale ou paroramique de la situation, on dit aussi diachronique mais c'est trop savant, il existe un fil qui relie tous les événements entre eux et tous les rapports économiques, sociaux et politiques, c'est ce fil qu'il faut saisir et ne jamais plus lâcher, ensuite tout s'explique relativement facilement...

Avec 100.000 milliards d'endettement auxquels il faut ajouter quelques dizaines de milliers de milliards des ménages, le capitalisme a déjà hypothéqué lourdement l'avenir de l'humanité. Alors, soit on rassemble nos forces pour le liquider, soit c'est lui qui aura notre peau, ce sera l'un ou l'autre. Reconnaissons qu'on s'est fourvoyé ou qu'on n'a pas su s'y prendre correctement, corrigeons le tir pendant que c'est encore possible, peu importe qui a commis des erreurs, on s'en fout, l'essentiel c'est de cesser de les reproduire car le temps presse, il y a urgence !

- La CIA accusée d'avoir piraté le Congrès américain - Le Nouvel Observateur

- Le Premier ministre ukrainien attendu à la Maison Blanche - Liberation.fr

- Obama affiche son soutien à l'Ukraine, met de nouveau en garde Poutine - AFP

- Venezuela : heurts à Caracas, nouveau mort dans le nord - AFP

- Série de frappes aériennes israéliennes sur Gaza - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Mandat d'arrêt russe contre le chef du groupe ukrainien Secteur droit - Reuters

Poursuivi par la justice russe pour incitation au crime, le chef de l'extrême droite ukrainienne Dmitro Iaroch fait désormais l'objet d'un mandat d'arrêt délivré mercredi par un tribunal de Moscou.

Le chef du mouvement "*Praviy Sektor*" (Secteur droit), aujourd'hui secrétaire adjoint du Conseil de défense et de sécurité nationale, est l'un des plus influents dirigeants du mouvement de contestation qui a conduit à la chute de Viktor Ianoukovitch le 22 février dernier. Il s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle du 25 mai.

Le mandat d'arrêté délivré par le tribunal moscovite de Basmanny, relayé par les agences de presse russes, porte sur des allégations d'"*appels publics à des activités terroristes et extrémistes par l'intermédiaire de médias*".

La justice russe l'accuse notamment d'avoir invité sur un réseau social, après la prise de contrôle de la Crimée par les forces

pro-russes, le chef rebelle tchétchène Dokou Oumarov à mener des attentats en Russie.

Ce mandat d'arrêt est une initiative symbolique qui va à l'appui de la démonstration du pouvoir russe. Le Kremlin estime que le changement de pouvoir intervenu à Kiev est un coup d'Etat anticonstitutionnel mené par des extrémistes. Reuters 12.03

1.2- L'armée de la Crimée abat deux drones US

Selon les médias locaux en Crimée, les forces de défense de l'île ont abattu deux drone de reconnaissance US. l'information vient d'être reprise par Novosti.

Les drones furtifs s'étaient rapprochés de la région autonome de Crimée pour collecter des informations sur le positionnement des soldats criméens sur la base Torstski Vall. l'un des drones aurait été plus lourd et bimoteur. chacun de ces appareils coûtait quelques 4 millions de dollars. french.irib.ir 11.03

1.3- "***Les sanctions ne serviront à rien, « La Crimée est partie!»***", déclare Robert Gates

Alors que les Etats-Unis envisagent la mise en oeuvre de sanctions supplémentaires contre la Russie, sur les récentes manoeuvres de cette dernière, en Crimée ukrainienne, l'ancien secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a indiqué, dimanche, que ces mesures ne dissuaderont pas la Russie.

Les Etats-Unis ont pris des mesures, pour imposer des sanctions à la Russie, suite à son intervention militaire, en Crimée, bien que le Président russe, Vladimir Poutine, ait affirmé que ses actions étaient un effort, pour protéger les milliers de citoyens russes, dans la région. "*Certaines sanctions envisagées et mesures prises, qu'il s'agisse de limites sur les visas ou sur les voyages et le gel potentiel des avoirs d'individus spécifiques, honnêtement, n'auront pas le moindre effet dissuasif sur Poutine, à mon avis*", a indiqué M. Gates, dimanche, sur Fox News.

Pour l'ex Secrétaire à la Défense, il n'y a rien que les puissances occidentales puissent faire «*La Crimée est partie!*», a-t-il déclaré, pendant l'entrevue, soulignant, aussi, que pour Poutine et ses compatriotes, la Crimée était russe. L'administration américaine et l'Union européenne menacent la Russie de lui imposer des sanctions, en cas de sa présence en Crimée. french.irib.ir 10.03

2- Italie

- Italie: baisse des impôts, abolition du Sénat, Renzi présente des mesures chocs - AFP

Baisse des impôts pour les plus pauvres et pour les PME, abolition du Sénat: le nouveau chef du gouvernement italien Matteo Renzi a présenté mercredi une série de mesures coup de poing pour faire prendre à l'Italie "*le bon tournant*".

Il s'est d'abord félicité de l'adoption le matin même par la Chambre des députés d'une réforme de la loi électorale. "*C'est un tournant politique: il n'y aura plus de gouvernements de grande coalition (gauche-droite comme l'actuel, ndlr), les gouvernements dureront cinq ans et il n'y aura plus de chantage des micro-partis*".

Cette réforme -- la première sur cinq prévues dans les 100 premiers jours de gouvernement -- prévoit une prime assurant la majorité à la Chambre à tout parti ou coalition dépassant les 37% des suffrages.

Mais la mesure qui a le plus frappé les esprits a été l'annonce à grand renfort de "*slides*" (fiches projetées sur un écran) d'une baisse de l'impôt sur le revenu pour 10 millions de personnes, qui représentera un coût de 10 milliards d'euros pour l'Etat, "*entièrement financé*", selon M. Renzi.

"*Pour nous, il est évident que mettre dans les poches des Italiens 1.000 euros nets en plus (sur un an) aidera à la consommation: c'est une mesure d'attention, d'équité, une mesure de portée historique*", a annoncé le Premier ministre, en précisant que ces mesures bénéficieront aux plus pauvres et à la classe moyenne.

Critiquant les "*polémiques*" sur le financement de ces mesures, il a assuré que l'Italie respecterait le critère européen de 3% pour le rapport entre déficit et PIB. Les 10 milliards seront couverts par "*des économies sur les dépenses (publiques), les conditions macroéconomiques générales (baisse des intérêts que doit payer l'Italie sur sa dette, ndlr), sans aucune augmentation des taxes*", a-t-il garanti.

Des mesures sont aussi prévues pour les entreprises: abaissement de 10% de la taxe professionnelle (Irap) financé par une hausse de la taxation des rentes financières (passant de 20 à 26%), des fonds supplémentaires pour garantir les crédits aux PME, qui souffrent énormément de la crise, une baisse du coût de l'énergie pour les entreprises.

Le gouvernement injectera aussi de l'argent sonnant et trébuchant (68 milliards d'euros d'ici juillet) en accélérant le remboursement des dettes des administrations publiques à leurs fournisseurs privés.

Parallèlement, Matteo Renzi a annoncé des mesures pour relancer le marché de l'emploi alors que l'Italie a l'un des taux de chômage les plus importants en Europe (12,9%), notamment chez les jeunes actifs de 15-24 ans, avec un record de 42,4% en janvier.

Le gouvernement va réorganiser tout le système des aides sociales sur le principe d'une généralisation de l'indemnité chômage. Les contrats à durée déterminée pourront être prolongés jusqu'à 3 ans (actuellement un an au maximum) et l'apprentissage sera encouragé.

Autre mesure phare: 3,5 milliards d'euros budgétés et "*à dépenser immédiatement*" pour la rénovation des écoles dont beaucoup sont en très mauvais état. "*L'école est l'endroit d'où on doit collectivement repartir pour sortir de la crise*", a-t--il dit. AFP 12.03

A retenir : la majorité introuvable sera rabaissée de 50 à 37%, autant dire que le gouvernement ou la "*majorité*" en place sera forcément illégitime, ainsi la démocratie, même sur le papier, est abolie.

3- Turquie

- Affrontements en Turquie après la mort d'un adolescent - Reuters

Des heurts se sont produits mercredi pour la deuxième journée consécutive dans plusieurs villes de Turquie où la police anti-émeute est intervenue pour disperser des manifestants qui s'étaient rassemblés après les obsèques d'un adolescent blessé en juin au plus fort de la contestation antigouvernementale.

Des dizaines de milliers de Turcs ont participé à une grande manifestation à Istanbul qui a tourné à la contestation de la politique du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

La police anti-émeute a utilisé un canon à eau pour tenter de repousser le cortège qui approchait de la place Taksim, épicentre des manifestations l'été dernier. Des incidents ont également éclaté dans la capitale, Ankara.

En pleine campagne pour les élections municipales du 30 mars, le Premier ministre turc n'a pas encore réagi publiquement à la mort de Berkin Elvan.

"*Essayer de mettre les rues à feu dix-huit jours avant les élections n'est pas une attitude démocratique*", a jugé Erdogan devant ses partisans réunis lors d'un autre meeting tenu plus tard dans la journée à Marvin.

La dérive autoritaire reprochée au chef du gouvernement alimente la colère de ses opposants.

"*L'absence de compassion, l'attitude polarisante du Premier ministre et le fait qu'il se comporte en autocrate m'ont amené ici*", a déclaré Emre, 32 ans, un participant aux funérailles de Berkin Elvan, retransmises en direct sur les grandes chaînes d'information turques.

Malgré la contestation et les scandales de corruption qui ont récemment affecté le gouvernement, le Parti pour la justice et le développement (AKP) du Premier ministre reste nettement en tête des intentions de vote.

"*Les accusations de corruption (...) semblent avoir eu un impact limité sur la popularité électorale Erdogan et avoir tout au plus renforcé les divisions politiques dans une société déjà extrêmement polarisée*", commente Wolfango Piccoli, directeur de la société de conseil Teneo Intelligence.

"*(Mais) la mort d'un enfant qui allait acheter du pain pour sa famille transcende les clivages politiques et aura une résonance particulière dans les milieux populaires urbains et ruraux qui constituent la base du soutien d'Erdogan*", ajoute-t-il.

Certains responsables de l'AKP sont apparemment conscients du risque. Reuters 12.03

SOCIAL

1- France

- Plusieurs milliers de manifestants à la "*Marche pour la culture*" - AFP

La deuxième "*Marche pour la culture*" a rassemblé plusieurs milliers de professionnels mercredi à Paris et en province contre les coupes budgétaires et les menaces pesant sur le régime des intermittents du spectacle.

A Paris, 500 à 1.000 manifestants selon la CGT se sont rassemblés Place du Châtelet et devaient marcher dans l'après-midi vers le Palais Garnier.

Le budget de la Culture affiche une baisse de 2% en 2014, après 4,3% en 2013 et Mme Louarn craint "500 millions d'économies dans la culture dans les trois ans qui viennent" dans le cadre de la réduction du déficit public.

"*On n'a jamais connu de baisses du budget de cette ampleur. On est revenu en dessous du niveau de 1981. La culture est considérée comme une variable d'ajustement*", a déploré Denis Gravouil, secrétaire général de la CGT spectacle.

En régions, la CGT comptabilisait 600 manifestants à Marseille, 750 à Lille, 150 à Perpignan et 120 à Bordeaux, parmi les 22 villes où des rassemblements étaient annoncés. A Toulouse, 200 artistes et professionnels du spectacle ont symboliquement accompagné en cortège le cercueil du ministère de la Culture au son d'une marche funèbre.

A Rennes, quelque 500 personnes selon la police et les organisateurs ont défilé dans le calme derrière des banderoles proclamant "*on veut vivre de nos métiers*" ou encore "*no culture, no future*". AFP 12.03 Aux Etats-Unis il n'existe pas de ministère de la Culture et pourtant la culture américaine a envahi le monde, jusque dans vos assiettes. Comment ont-ils procédé ? En la confiant à des officines privées qui diffusent la propagande idéologique de la classe dominante et qui disposent de puissants relais ou réseaux dans le monde entier, y compris à l'intérieur des différents gouvernements acquis à l'impérialisme américain, à la culture du dollar...

2- Grèce

- Les fonctionnaires grecs de nouveau en grève contre l'austérité - Reuters

Ecoles fermées, hôpitaux en effectifs minimums: les fonctionnaires grecs se sont mis en grève mercredi pour dénoncer de nouveaux projets de suppressions de postes réclamés par les créanciers internationaux d'Athènes.

Cet arrêt de travail de vingt-quatre heures s'accompagnera d'une manifestation dans les rues d'Athènes jusqu'au siège du Parlement, où les députés doivent débattre d'un projet de réforme du secteur public. Reuters 12.03

3- Bangladesh

- Bangladesh: le coût humain et environnemental du cuir à bas prix - AFP

(Attention âmes sensibles : c'est "*pire que l'enfer*". - ndlr)

Les jambes plongées jusqu'aux genoux dans des liquides chimiques toxiques, Mokter Hossain trempe des peaux d'animaux dans d'énormes fûts remplis de liquides encore plus dangereux dans une tannerie de Dacca, la capitale du Bangladesh.

Fiévreux, Hossain s'arrête de temps en temps pour tousser, un mal hérité de son travail et qui, selon ses médecins, pourrait le tuer un jour.

"*Certains jours, je suis trop malade pour travailler*", explique Hossain, 25 ans, qui inhale depuis des années des fumées de chrome et d'autres produits chimiques utilisés pour transformer les peaux brutes en cuir souple.

"*Je prends des médicaments contre les maladies de peau. Si je ne le faisais pas, ce serait encore pire*", ajoute-t-il, montrant ses bras et ses jambes couverts d'éruptions et de taches noires.

La tannerie où travaille Hossain est l'une des 200 répertoriées dans le quartier d'Hazaribagh à Dacca où 25.000 ouvriers travaillent le cuir - parfois pour seulement 50 dollars par mois - pour des chaussures et produits de maroquinerie vendus dans des chaînes de magasins occidentales.

L'activité est en plein essor sous l'effet d'une demande en hausse en Occident de produits de maroquinerie à petits prix.

"*Dans ces tanneries, on meurt à petit feu*", observe une militante, Rizwana Hasan, en référence aux problèmes respiratoires, cancers, maladies de peau qui touchent les ouvriers du cuir, dues selon les médecins aux longues heures de travail et aux précautions de sécurité insuffisantes.

"*Alors que les catastrophes qui ont touché le secteur textile au Bangladesh ont fait les Unes du monde entier, les conditions pires encore des tanneries passent inaperçues*", regrette-t-elle.

"*Ces tanneries nous rappellent les usines du XIXe siècle*", estime t-elle.

Un journaliste de l'AFP a vu des enfants de 14 ans travailler dans une tannerie où ruissellent sur le sol des eaux usées contaminées au chrome et où sont empilées des peaux de vache et de chèvre traitées au sel.

Les circuits d'approvisionnement compliqués des tanneries d'Hazaribagh font qu'il est difficile de faire le lien entre une tannerie et les marques occidentales s'y approvisionnant, regrettent les défenseurs de la main d'oeuvre.

- Déchets déversés dans un fleuve -

Dans ce quartier de Dacca, les dégâts sur l'environnement et la santé publique sautent aux yeux de tous.

Chaque jour, quelque 22.000 litres de déchets toxiques, y compris du chrome, sont déversés par les tanneries dans le Buriganga, principale fleuve traversant Dacca et source d'eau essentielle pour le pays, selon le ministère de l'Environnement.

Près de 200.000 personnes vivent dans ce quartier et en particulier sur les rives du fleuve, un des plus pollués du monde. Ce qui était autrefois une zone semi-rurale paisible a été transformée en un mélange de marais toxiques, de décharges et de montagnes de déchets de cuir en décomposition.

Quelques dizaines de petites usines de recyclage brûlent ces déchets pour produire de l'alimentation pour la volaille et les poissons. Des fumées noires s'échappent de ces installations et l'air est saturé d'une odeur pestilentielle.

"*C'est pire que l'enfer mais nous n'avons pas le choix*", déclare Munia, 19 ans, qui souffre de problèmes respiratoires depuis qu'elle travaille dans l'une de ces usines.

Hasan, la militante, s'est lancée dans une longue bataille judiciaire pour obtenir la délocalisation des tanneries hors de Dacca et l'obligation d'y adjoindre des usines de traitement de déchets. Elle dénonce l'absence d'action publique qu'elle explique par les liens présumés entre le gouvernement et les propriétaires de ces tanneries, gros pourvoyeurs d'emploi.

"*Les services de l'environnement et de l'inspection du travail ne font quasiment aucun contrôle. Les raisons sont peut-être politiques, étant donné que le gouvernement ne veut pas incommoder le patrona*", estime-t-elle.

Le gouvernement reconnaît que ces tanneries violent les lois sur l'environnement mais préfère jouer de la persuasion que de la force. Le débat se poursuit aussi pour savoir qui doit prendre en charge les coûts du déménagement.

"*Les tanneries ne veulent pas se délocaliser, elles veulent rester ici. Elles trouvent des excuses pour retarder ces déménagements*", estime Munir Chowdhury, ancien responsable du ministère de l'Environnement, auprès de l'AFP.

- Les coûts augmentent en Chine -

Pendant ce temps, l'activité des tanneries explose à Hazaribagh grâce à une demande mondiale pour le cuir en hausse et à l'augmentation des coûts de production en Chine. Au premier semestre 2013, les exportations de cuir et produits en cuir, dont les chaussures, du Bangladesh ont augmenté de 35% sur un an.

"*Tant les acheteurs occidentaux que les tanneurs sont accros à la main-d'oeuvre pas chère et à la faiblesse de la réglementation environnementale d'Hazaribagh. Sans pression de toutes parts, cela ne changera pas*", déclare Mme Hasan.
AFP 11.03

Terrible, n'est-ce pas ? On n'en est malheureusement pas encore à prendre les armes, mais le chargeur est prêt et on a déjà un doigt sur la gâchette...

Haut de page

Le 14 mars 2014

CAUSERIE

Complément à 17h en Inde.

Changement d'emploi du temps, du coup j'ai actualisé le site, les nouveaux articles suivront ce soir ou demain matin. La causerie figure plus loin.

J'ai commencé à préparer la causerie du jour qui ne sera publiée que demain matin, parce que j'ai consacré la matinée de 9h à 12h30 à rédiger une nouvelle contribution politique que vous trouverez ci-dessous. Je ne vais pas encore m'abrutir toute la journée devant l'écran, cependant je rajouterai une vingtaine de nouveaux documents.

Au fait, si vous dites à bas le fascisme, au passage n'oubliez par Hollande, le gouvernement, le PS, ses satellites et ses alliés électoraux du Front de gauche, tous les parasites (y compris à l'extrême gauche ou les gauchistes) qui vont appeler à "*battre la droite*" ou voter PS au second tour des élections municipales... A ce jour, seul le POI a décidé de s'en abstenir et nous nous en félicitons, qu'ils continuent, c'est la bonne voie...

Contribution politique.

Nous vivons dans un monde dirigé par de dangereux psychopathes, un clan mafieux, criminel, une classe qui pour conserver son pouvoir et ses privilèges est prête à recourir au fascisme, à la guerre, à sacrifier la vie de millions d'hommes, femmes et enfants innocents, à affamer, à martyriser pendant des décennies ou à exterminer des peuples entiers, à épuiser les ressources de la terre ou à rendre invivable pour des siècles des contrées entières de notre planète, à hypothéquer l'avenir de la civilisation humaine ou la faire disparaître à terme dans un fracas qu'on n'ose même pas imaginer...

C'est le monde infâme tel qu'il existe aujourd'hui sous l'hégémonie du système économique capitaliste auquel il faudrait s'adapter, dont il faudrait s'accommoder, car voyez-vous il procèderait seulement à une extermination sélective, chirurgicale qui épargnerait certaines catégories de la population à laquelle vous pourriez avoir la chance d'appartenir, malheur à ceux qui n'ont pas la chance d'y appartenir ! Il faudrait composer avec ses représentants sous prétexte qu'ils porteraient un faux masque, alors qu'en réalité en représentant ces catégories privilégiées et la classe des capitalistes ils sont également ou surtout les complices et éventuellement les bourreaux du plus grand nombre dont la voix est inaudible, confisquée, réduit à l'impuissance, neutralisé, incapable de se rassembler, de se doter d'un parti politique qui incarne une autre société, un autre monde, qui pour être meilleur et plus juste doit impérativement commencer par se débarrasser de ce système économique destructeur et ses institutions, qui petit à petit broie tous les progrès et toutes les avancées sociales que la civilisation humaine à travers le développement des forces productives et la lutte des classes était parvenue à réaliser au cours des siècles ou des millénaires passés pour la renvoyer à l'âge des ténèbres de la pire sauvagerie si on n'y mettait pas un terme rapidement...

Et ce n'est pas l'actualité du jour qui contredira ce constat ou cette analyse.

Notre seul espoir, notre seul salut, il est comparable à celui d'une personne qui atteinte d'un cancer de la gorge ou du poumon et qui a réussi à survivre, à laquelle son médecin a formellement interdit de fumer si elle tenait encore à la vie. Cette personne a le choix entre cesser de fumer et vivre ou se remettre à fumer et mourir à brève échéance.

Nous sommes placés devant le même dilemme : conserver le capitalisme, composer avec ses représentants dit de gauche, participer à ses institutions ou bien rompre immédiatement avec eux parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives, le choix est simple : le suicide collectif par indécision perpétuelle, intérêt individuel, faiblesse ou lâcheté, ou assurer notre survie à titre collectif.

Certains lecteurs vont encore estimer qu'on exagère, comme d'habitude ajouteront-ils, on noircirait volontairement le tableau, on se demande bien pourquoi, peut-être me prennent-ils pour un déséquilibré, bref, c'est incroyable mais il y en aura encore pour minimiser les conséquences de la survie du capitalisme, sans doute parce que personnellement cela doit les arranger, alors que les événements des derniers mois pour ne pas remonter plus loin qui se sont produits à l'échelle mondiale n'ont fait que confirmer nos analyses, en les amplifiant parfois...

Qu'on se comprenne bien, lorsqu'on affirme que l'humanité court tout droit à sa perte à une vitesse hallucinante, on entend à l'échelle historique qu'on ne pourra mesurer qu'après coup, quand il sera trop tard sans doute si la tendance actuelle ne devait pas s'inverser très rapidement, aussi on conçoit très bien qu'il soit possible de le contester au moment même où cette analyse est formulée.

En revanche les manifestations quotidiennes et de plus en plus nombreuses qui en témoignent, guerres, actes de cruautés ou

barbarie aveugle et de masse, fascisme, militarisation de la société, état policier, chasse ouverte aux pensées divergeantes, offensive idéologique sur tous les fronts, muselage systématique de toute opposition, conditions d'exploitation effrayantes (Ethiopie, Bangladesh, etc) etc. sauf à verser dans le déni permanent, absolument personne ne peut nier qu'on est en présence d'actes qui sont déjà l'expression de la négation des progrès réalisés au cours du passé par la civilisation humaine pour parvenir à son émancipation du règne de la nécessité et atteindre celui de la liberté, et qu'ils constituent un danger mortel pour elle.

Ce que nous décrivons se déroule sous nos yeux, ce sont des faits et non des idées qui prêteraient à confusion, à contreverses ou à polémiques à n'en plus finir, stop. On ne sort pas cela de je ne sais quelle doctrine ou théorie qui pourrait nous diviser, on n'interprète rien, on ne fait que rendre compte de la réalité. Quant à la part de subjectivité ou la théorisation qui nous amène à conclure qu'il faut se rassembler pour en finir une fois pour toute avec le capitalisme, elle n'intervient qu'après, elle n'est que la conclusion pratique à laquelle nous parvenons à partir des principes et des valeurs qui sont les nôtres, que nous estimons légimites, pour lesquels nous nous battons.

Il se trouve que ces valeurs et ces principes auxquels nous tenons tant sont chaque jour qui passe un peu plus menacés et incompatibles avec l'existence du capitalisme, on vient de l'observer une nouvelle fois en Ukraine, alors il faudrait en tirer l'enseignement théorique et pratique séance tenante, que tout doit être entrepris pour réunir les conditions qui nous permettrons d'abattre le capitalisme et le plus tôt sera le mieux, que chacun laisse de côté ou place au second plan son ego, sa propre expérience, ses idées, ses a priori, la théorie ou la doctrine à laquelle il avait adhéré, ses ressentiments ou sa rancune envers tel ou tel dirigeant ou parti, etc. pour se concentrer exclusivement sur les faits qui sont suffisamment explicites pour qui est honnête ou sincère dans son combat ou son idéal, qui parlent d'eux-mêmes, qui invitent au rassemblement de toutes nos forces dans un seul parti socialiste et révolutionnaire pour entraîner les masses au combat, pour les préparer à l'affrontement final et forcément violent entre les classes, ce qui sera possible uniquement si nous sommes parvenus à nous doter de cet outil qui nous fait tant défaut pour résister, organiser, rassembler les masses, cette immense force qui nous permettra de terrasser notre ennemi, de vaincre et que le socialisme s'impose enfin.

Entre nous, vous avouerez que pour tenir un tel discours que personne ne m'a soufflé, je viens de l'écrire d'un trait ce matin sans décoller le cul de ma chaise, il ne faut pas être animé de mauvaises intentions, très franchement, j'aurais préféré que ce soit un dirigeant d'un parti qui tienne ce discours à tous les militants et travailleurs du pays, cela aurait une autre portée, alors que là, ma contribution va demeurer insignifiante ou inutile et c'est dommage.

Un contre-exemple à ne pas imiter.

Le M'PEP a pris l'initiative d'un appel en faveur du boycott des élections européennes. Bien, je suis favorable au boycott de ces élections, de l'UE en général. Mais ils ont commis l'erreur fatale de situer cet appel dans une perspective politique que je ne partage pas, que la plupart des autres partis ne partagent pas, pour ne pas dire aucun, du coup il ne se trouvera personne ou aucun parti pour s'y associer et c'est dommage.

Il aurait fallu lancer un appel au boycott des élections européennes en se contentant de rappeler la nature de l'UE et ses méfaits, tout ce qui aurait été ajouté au delà aurait été inévitablement un facteur de division ou de désaccord, il fallait donc s'en abstenir. Cette erreur se paie comptant, aucun parti ne s'y est associé pour le moment en dehors de ceux qui participent au M'PEP et qui sont tous issus du PCF.

Ils ont fait exactement ce qu'il ne fallait surtout pas faire. A la limite on se foutait que ce soit des néo staliniens qui en soient à l'initiative, pour nous l'essentiel était de rassembler les forces opposées à l'UE pour lui imposer une cuisante défaite lors des prochaines élections en faisant grimper l'abstention le plus haut possible, afin que la voix du rejet de l'UE puisse s'exprimer le plus fort possible, ce qui évidemment ne serait pas sans répercussion dans les partis qui soutiennent l'UE, le gouvernement aussi, les affaiblir fait partie de notre combat.

Cela dit, notre combat ne se réduit pas à cela ou à obtenir des résultats immédiats, cela aurait permis au cours de cette campagne de présenter notre politique aux travailleurs et militants auxquels nous aurions proposé cet appel au boycott de l'UE, donc de construire le parti. Chaque bataille devraient être conçue comme un levier devant servir cet objectif, car c'est le facteur déterminant qui permettra à un moment donné de matérialiser l'issue politique à la crise du capitalisme que nous proposons aux travailleurs, sinon elle demeurera indéfiniment du domaine de la théorie, jusqu'au jour où elle sera abandonnée et le parti qui la portait dépérira à son tour.

Le boycott de l'UE ne changera rien en soi, c'est comme lorsque vous combattez pour empêcher la fermeture d'une classe ou d'un bureau de poste ou contre des licenciements, quelle qu'en soit l'issue cela change quoi fondamentalement, absolument rien, dans le cas contraire cela ferait belle lurette que la société aurait été changée. On nous dira que cela à une influence sur les rapports entre les classes, effectivement, mais ce n'est pas un élément fondamental, à ma connaissance elles demeurent bien chacune à leur place. Les discours sur l'importance ou l'inversion du rapport de forces tenus par les dirigeants des syndicats ou de certains partis a pour objet de faire passer à la trappe ou d'occulter celui sur les rapports entre classe dominante et classe dominée qui ne pourront changer ou s'inverser qu'après avoir renversé le régime en place, vous avez parfaitement compris la manoeuvre ou pourquoi ils ne peuvent pas aborder les rapports existants sous cet angle-là, n'est-ce pas ?

Or l'objectif de notre combat politique est de parvenir à les inverser, à la racine, à leurs fondements, fondamentalement, et non pas en les maintenant dans le cadre du régime capitalisme où le rapport de forces peut s'inverser momentanément ou pendant toute une période au gré du flux ou du reflux de la lutte des classes en faveur de telle ou telle classe... Cela, c'est le petit jeu auquel se livrent tous les partis qui revient à laisser au bout du compte la classe des capitalistes aux commandes, ce n'est pas notre objectif politique, c'est celui des opportunistes et des révisionnistes, le nôtre est de se servir de chaque bataille ou campagne, chaque combat, comme un levier pour préparer les conditions qui nous permettrons de prendre le pouvoir, donc dans l'immédiat recruter de nouveaux militants, construire le parti socialiste révolutionnaire, aller de l'avant vers notre objectif, vers le socialisme.

On tient la forme, n'est-ce pas ?

Le boulot mis en ligne à 17h

Et dire que l'Etat s'effondre (comme en Ukraine) et qu'on est les seuls à ne pas pouvoir en profiter, une idée à creuser...

ACTUALITE EN TITRES

Question : Y avait-il vraiment un pilote dans l'avion ?

- Boeing disparu : y a-t-il une piste pour retrouver l'avion ? - Francetv info

Ils ont une armada de satellites qui quadrillent le globe terrestre et ils ne sont pas foutus de repérer un avion. Bonne nouvelle pour ceux qui s'inquiétaient d'être surveillés de trop près par les grandes oreilles... Sauf pour Sarkozy, non mais là c'est différent, il l'a cherché !

Irrespirable le capitalisme !

- Pollution de l'air: 30 départements en alerte, transports gratuits en Ile-de-France - AFP

Il y a deux semaines environ, volontairement j'avais laissé passer cette info, les agences de presse et les médias en choeur s'étaient gaussés de la pollution sur Pékin, décidément il fallait se débarrasser de ce régime.

Ils tenaient à peu près un discours aussi enflammé qu'à propos du Venezuela et de l'Ukraine : invivable la Chine, et ces pauvres Chinois victiment d'une tyrannie...

Avez-vous confiance en la justice en France ? Répondez par oui en aboyant une fois, par non en aboyant deux fois...

- Chien entendu comme témoin dans le procès de la veuve Aubry: «*On est chez les fous!*», commente Dupond-Moretti - 20minutes.fr 13.03

Un monde de "*fous*", sans blague qui l'aurait cru !

La connerie : Une faculté innée chez certains, on n'invente rien, ils le revendiquent!

- «Mur des cons» : la présidente du Syndicat de la magistrature mise en examen - LeFigaro.fr

Françoise Martres, visée par douze plaintes de personnalités épinglées, a été mise en examen pour injure publique. LeFigaro.fr 13.03

Intox. Voyez-vous cela, ils auraient des scrupules !

- Le Conseil constitutionnel rejette la création d'un fichier des crédits - AFP

- Nouvelle charge du FMI contre les inégalités sociales - AFP

Le corporatisme à l'oeuvre.

- Pacte de responsabilité: la CFDT ratifie l'accord - AFP

La CFDT a ratifié jeudi l'accord conclu la semaine dernière entre les partenaires sociaux sur le pacte de responsabilité.

Deux autres syndicats réformistes, la CFTC et la CFE-CGC, ont également signé l'accord adopté le 5 mars avec les organisations patronales (Medef, UPA, CGPME).

La CGT et FO ont refusé de parapher le texte. AFP 13.03

Résistance passive

- Journée d'action à La Poste: 6% de grévistes selon la direction - AFP

- Les manifestants de La Redoute font un arrêt à Pôle Emploi - AFP

À UE et à dia.

- Italie: Renzi qualifie le pacte de stabilité de "*pacte de stupidité*" - AFP

- Union bancaire : les Européens toujours divisés - LeMonde.fr

Et quel est sera le ratio de rentabilité pour l'armée ?

- L'Uruguay envisage la culture de cannabis en terrain militaire - Reuters

Mondialisme

- Face à Poutine, ne pas céder sur la vérité - LePoint.fr

- Ukraine: la Russie accuse Laurent Fabius d'indulgence - 20minutes.fr

- Crimée: les Tatars appellent au boycott, demandent l'intervention de l'Otan - AFP

- Ukraine: l'OCDE suspend le processus d'adhésion de la Russie - L'Express.fr

- Une minorité de Criméens pour un rapprochement avec la Russie ? - Libération.fr

Selon un sondage réalisé pour l'ONG Avaaz, la population de Crimée souhaite un positionnement de l'Ukraine à mi-chemin entre Europe et Russie. L'enquête a été menée entre le 6 et le 11 mars par téléphone auprès de 600 personnes de Crimée (2 millions d'habitants).

A la question «souhaitez vous voir l'Ukraine plus proche de l'Europe et de l'Ouest, plus proche de la Russie, ou à égale distance des deux ?», seuls 5% des Criméens préfèrent l'Europe, 42% la Russie, et 46% un positionnement entre les deux.

A la question de savoir si le nouveau gouvernement de Kiev est le représentant légitime de la population ukrainienne, 75% des Criméens répondent non, tandis que 60% des Ukrainiens répondent oui. Autre ligne de fracture, une majorité de Criméens pensent que les actions russes en Crimée sont justifiées, tandis qu'une large majorité d'Ukrainiens est contre. En Crimée comme en Ukraine, la majorité de la population soutient néanmoins l'éviction du président Ianoukovitch. Liberation.fr 13.03

- Venezuela : la colère contre Maduro fait couler le sang à Caracas - Francetv info

- Trois nouvelles vitimes dans les violences au Venezuela - Reuters

- La France appelle le régime syrien à renoncer à la présidentielle - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah, mais c'est que cela devient guignol à la Ve République !

- Sapin, ministre du Travail : «*On peut être ministre de l'Intérieur sans être pervers. On n'est pas tous obligés d'être à l'image de quelqu'un qui s'appelle Nicolas Sarkozy*»

- Le Roux, député PS de Seine-Saint-Denis et président du groupe PS à l'Assemblée : Il n'hésite pas à comparer Nicolas Sarkozy avec «*les dealers de la cité Cordon, en face de chez (lui), à Saint-Ouen*». «*Comment, quand on est un responsable politique, un ancien président de la République, éprouve-t-on le besoin d'ouvrir une ligne téléphonique sous un faux nom ? C'est une question que je pose publiquement*»

- Mennucci, candidat PS à la mairie de Marseille : «*Voir un ancien président de la République se comporter comme un voyou, je crois que c'est ça le véritable scandale. Parce que les téléphones "talkie-walkie", on sait bien que ceux qui les utilisent ce sont les trafiquants.*»

- Rachida Dati (UMP) : La gauche «*transforme la France en une oligarchie des menteurs*».

- François Fillon (UMP) : Il a dénoncé «*un règlement de comptes qui n'est pas digne d'un Etat de droit*». leparisien.fr 13.03

En famille, on ment et on se déchire aussi.

- Ecoutes de Sarkozy : Taubira admet s'être « *trompée de dates* » - LeMonde.fr

« *Je ne mens pas* », a de nouveau insisté la garde des sceaux sur Canal+, concédant seulement qu'il peut lui « *arriver d'être imprécise* ».

Faute avouée... déjà pardonnée. Juge et partie, la justice qui lave plus blanc que blanc...

- "*On va s'occuper des enquêtes de Sarkozy*", un lapsus révélateur de Michel Sapin? - L'Express.fr

La phrase en entier : «*On va continuer à s'occuper des enquêtes de Nicolas Sarkozy. Enfin, ... les juges vont continuer à s'occuper des enquêtes de Nicolas Sarkozy*».

- Valls ne savait rien ? «*Difficilement crédible*» pour Charles Pasqua - Public Sénat

La parole d'un multirécidiviste jamais condamné, cela impose le respecte, on veut bien le croire le filou !

- Le compte à l'île de Man de Patricia Cahuzac Liberation.fr

Ce compte aurait été crédité de 2,5 millions d'euros entre 1997 et 2004. Selon une source proche du dossier, ces sommes auraient été pour l'essentiel placées dans des actifs immobiliers au Royaume-Uni. Une commission rogatoire délivrée par les juges Van Ruymbeke et Le Loire est en cours pour vérifier ces affirmations. Patricia Cahuzac a été mise en examen pour «*fraude fiscale*» et «*blanchiment de fraude fiscale*», comme son époux. Elle avait déjà reconnu disposer d'un compte en Suisse, distinct de celui ouvert par Jérôme Cahuzac. Liberation.fr 13.03

- Enquête sur de présumées surfacturations de meetings UMP - Reuters

En famille. Et il y en a toujours un pour lâcher le morceau.

- Désir demande à Copé de cesser d'"*attaquer les institutions*" - AFP

C'est ce qui les réunis, le régime et les institutions...

... ou encore...

- Municipales: le PCF allié avec ceux qui veulent "*protéger les politiques publiques*" - AFP

Avec le PS qui en est le fossoyeur en chef, le complice quand il était dans l'opposition parlementaire...

- Taubira n'a pas à démissionner, estime Pierre Laurent - AFP

En famille, la solidarité s'mpose, normal.

- Royaume-Uni : le Labour refuse un référendum sur l'UE - LeFigaro.fr

Le Labour plus réactionnaire que les conservateurs, non, qui l'aurait cru !

La guerre idéologique doit commencer dès la primaire. Vous êtes médiocre ou vous n'avez pas de talent, alors soyez homosexuel !

- Un spectacle pour des élèves annulé à cause des polémiques sur la "*théorie du genre*" - L'Express.fr

L'inspection académique du Val-de-Marne a annulé la représentation de "Oh Boy" une pièce prévue sur le temps scolaire d'écoles primaires de Bonneuil, par crainte d'une réaction hostile des parents d'élèves, car le personnage principal est homosexuel. L'Express.fr 13.03

Les homosexuels et l'homosexualité ne sont pas un problème dans la société, ils le deviennent quand ils les mettent en scène systématiquement comme s'il se trouvait pratiquement un homosexuel à chaque coin de rue, ils tiennent absolument à les imposer au cinéma, au théâtre, dans les médias jusque dans les écoles, etc.

C'est du domaine de l'instrumentalisation et de la provocation pour entraîner une réaction ulcérée de gens qui ne comprennent pas pourquoi soudain les personnes qui feraient partie de cette communauté infime seraient omniprésentes au point de devenir envahissante, car pour couronner le tout, ceux qui se donnent en spectacle font en sorte que leur penchant sexuel apparaisse au premier plan ou font preuve d'exhibitionnisme ou encore sont extravertis à souhait, au point d'en devenir grotesque et qu'on se demande s'ils ont été choisis pour tenir un personnage ou assumer une fonction sur la base de leur talent ou de leur expérience professionnelle ou uniquement parce qu'ils sont homosexuels.

Auquel cas ils ne peuvent que susciter un sentiment de rejet légitime, qui n'exprimera pas forcément une tendance homophobe mais bien plutôt de la médiocrité, ce qui évidemment fera l'objet d'une condamnation de ceux qui sont à l'origine de cette manipulation idéologique et de leurs larbins décomposés de gauche et d'extrême gauche, pour lesquels seule l'homophobie quasi viscérale d'individus arriérés ne peut être à l'origine de ce rejet qu'ils caractériseront comme une forme de discrimination envers une minorité et la boucle sera bouclée.

En y réfléchissant davantage, j'en suis arrivé à la conclusion que c'était la méthode importée des Etats-Unis de la discrimination positive qu'ils tentent de nous imposer et qui n'a rien résolu dans cet Etat policier qui demeure misogyne, homophobe, xénophobe, raciste, etc. où la seule la quantité de dollars que l'on possède constitue une valeur sûre.

Deux compléments.

- Poser nu devant le Machu Picchu, une tendance qui agace au Pérou - LeFigaro.fr

La connerie ne connaît pas de frontières...

- Une anglaise écope de 14 mois de prison pour avoir tué son chat au micro-ondes - Liberation.fr

Il était bon au moins ?

Tout est à nous !

- Le Conseil national de l'industrie demande une énergie moins chère en France - AFP

- Fraude à la taxe carbone: La justice française peine à récupérer les milliards d'euros partis en fumée - 20minutes.fr

- UE et USA devraient lever les barrières douanières - Reuters

Le président américain Barack Obama et les dirigeants européens vont s'engager, lors du sommet du 26 mars, à lever toutes les barrières douanières en vigueur dans les échanges bilatéraux, selon un projet de communiqué que Reuters a consulté.

"*L'Union européenne et les Etats-Unis s'engagent fermement à conclure un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement exhaustif et ambitieux*", indique le projet de communiqué.

"*Parmi les objectifs poursuivis, figure l'élimination de tous les droits de douane sur les échanges bilatéraux*", est-il encore écrit. Le texte sera rendu public au terme du sommet qui sera organisé à Bruxelles.

Les deux parties n'étaient jusqu'à présent pas parvenues à trouver un accord, les concessions américaines s'étant avérées moins importantes que ce que souhaitaient les Européens.

Le texte est sujet à d'autres négociations avec les Etats-Unis.

Les barrières douanières entre les USA et l'UE sont déjà assez peu élevées mais Bruxelles et Washington estiment qu'une levée totale des droits bénéficierait au secteur privé, tout particulièrement dans le secteur automobile.

Les voitures européennes importées aux Etats-Unis se voient actuellement imposer un droit de douane de 2% tandis que ce droit est de 10% pour les véhicules américains acheminés en Europe. Reuters 13.03

2% d'un côté, 10% de l'autre, on a compris qui sera le grand gagnant de ce marché de dupes. Qu'en est-il du tribunal supranational mis en place par les multinationales ?

A retenir, pour réaliser ce terrible coup de force sachant que ce projet de traité de libre-échange transatlantique ferait l'objet d'un rejet de la majorité de la population dès lors qu'elle serait informée de son contenu, ils ont décidé de l'adopter par morceaux, sur la base du principe que tout ce qui aura pu passer sera acquis, le reste suivra plus tard.

C'est de cette manière que tous nos acquis foutent le camp petit à petit, lorsque les dirigeants syndicaux acceptent de s'asseoir à la même table que le patronat et le gouvernement, le patronat avance une batterie de mesures qu'il voudrait bien voir adopter et à l'arrivée il obtient toujours satisfaction sur un certain nombre d'entre elles, et lors de chaque réunion année après année il ressort son catalogue de propositions antisociales qu'il a étoffé entre temps, et il en fait adopter quelques-unes et ainsi de suite, c'est ainsi que l'air de rien nos acquis sociaux ont été rognés ou ont disparu

- Bénéfice septuplé en 2013 pour la Bundesbank - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

- Procès Rwanda: la défense insiste sur les doutes, appelle à la révolte des jurés - AFP

La défense de Pascal Simbikangwa, premier Rwandais jugé en France pour le génocide de 1994, a méthodiquement mis en cause jeudi le "*château de cartes*" des témoignages pour demander aux jurés de l'acquitter en se révoltant contre "*l'enjeu politique*".

Au lendemain d'un réquisitoire implacable de l'accusation, qui a requis la perpétuité contre un "*génocidaire négationniste*", les avocats Alexandra Bourgeot et Fabrice Epstein ont entrepris de fragiliser les témoignages des Rwandais qui ont défilé pendant deux semaines à la barre.

Car dans ce dossier sans victimes directes (seules cinq ONG sont parties civiles), les témoignages sont capitaux. "*Et on n'a jamais vu témoins aussi fragiles*", attaque Me Bourgeot. "*Et vous n'avez pas à faire avec, pas parce que c'était il y a 20 ans, qu'ils viennent de loin ou ne parlent pas la langue*", a rétorqué l'avocate.

"*Il ment comme un arracheur de dents*". "*Bon, décidément on n'arrivera pas à savoir hein*". "*En tout cas, ça ne colle pas*". "*Il a subi la lobotomisation à la rwandaise*". L'avocate refait le tour des témoins, soulignant volontiers le côté "*fastidieux*" de l'exercice.
Elle insiste sur les plus fragiles, et il y en eut, avec l'objectif de les décrédibiliser tous, même les plus embarrassants, et il y en eut aussi.

"*Comment vous faites le tri? Il y en a qu'on détecte tout de suite. Mais comment on fait avec ceux qui mentent bien? Vous*

devez rendre une justice exemplaire. Il n'y a pas de tri à faire. Vous allez devoir rendre une décision et cette décision elle devra être solide, pas un château de cartes".

"*Rien ne permet d'établir avec certitude ces infractions. Ce n'est pas à la défense de vous fournir un scénario, c'est à l'accusation de fournir la preuve*", renchérit Me Epstein, fustigeant "*la pensée unique qui a régné dans ces audiences*".

Il dénonce une entreprise de salissement de son client. "*Il faut à l'accusation un coupable à la hauteur de l?accusation. Et comme c'est le premier, pas un petit coupable, (...) non un très méchant*".

Mais "*pour condamner il faut avoir des preuves, pas des demi-preuves (...) des preuves éclatantes. Or, le doute doit profiter à l'accusé, vous ne pouvez vous satisfaire de certitudes de complaisance*". "*Tout ce que vous avez, c'est la rumeur et la mauvaise réputation*".

Et d'avertir les jurés qu'ils devront motiver leur décision, en s'en prenant violemment à l'accusation. "*On vous demande un jugement exemplaire. (...) sinon l'Etat français il ne sera pas content, l'Etat de Kigali non plus*".

"*Mais vous ne jugez pas la France de 1994*", accusée par le Rwanda post-génocide d'avoir soutenu et protégé le régime hutu génocidaire. "*Vous comprenez bien que l'enjeu est politique*".

Alors, l'avocat en appelle à la révolte des six jurés populaires, laissant entendre que les trois magistrats professionnels pourraient les "*manipuler*". "*Ne vous laissez pas impressionner. Votre bulletin de vote sera brûlé après chaque tour. J'ai besoin de cinq "non", ce "non" des grands hommes quand ils ont décidé de cesser d'être petits*".

Hors prétoire il sera plus direct. "*Depuis le début le président (de la cour Olivier) Leurent a envie de se faire l'accusé. Il faut le dire simplement, ce n'est pas quelque chose qu'on peut dire devant une cour d'assises, mais on peut le dire en sortant*". AFP 13.03

Haut de page

Le 15 mars 2014

CAUSERIE

Mon épouse n'est toujours pas en état de s'exprimer normalement et demeure hospitalisée.

Les salopards de la Caf d'Aubagne se sont littéralement acharnés sur elle, avant même de l'entendre, donc le droit de la défense bafoué, non seulement ils lui ont coupé la moitié de son allocation handicapée pour ne lui laisser que 500 euros pour vivre, ils lui ont retiré sa carte d'invalidité, ils lui ont retiré aussi la CMU, elle ne peut plus se soigner, ce sont des ordures finies. Kiev a rapidement fait des émules...

Question : Les syndicats cogèrent les organismes sociaux, les partis ouvriers corrompus qui refusent de rompre avec les appareils pourris des syndicats sont leurs complices, dites-moi, vers qui je peux me tourner pour faire valoir les droits de mon épouse, la droite, les médias aux ordres, des associations ?

ACTUALITE EN TITRES

Sur la bonne voie.. .

- Moody's relève la perspective de l'UE, maintient son triple A - AFP

Mais...

- Austérité: Chypre bonne élève mais la pilule est amère - AFP

Dans une économie en panne, le chômage ne cesse de grimper, passant de 11,8% en 2012 à 16,2% au troisième trimestre 2013 (dont 38,5% de moins de 25 ans), avec des prévisions de 19% pour 2014.

"*Jamais nous n'avons eu une telle situation*", explique Andreas Christou, responsable des services de l'emploi au ministère du Travail, qui ne voit pas d'amélioration possible à court terme.

En terme de tranche d'âge, les jeunes diplômés "*sont actuellement notre plus gros problème*", ajoute-t-il.

Les secteurs les plus touchés sont ceux des banques -qui ont perdu 2.000 emplois, selon leur syndicat Etyk, sur un effectif total de 11.500-, et du commerce, comme en témoignent les dizaines de magasins vides qui s'alignent désormais sur l'avenue Makarios, il y a peu encore l'artère commerçante la plus active de Nicosie.

Aujourd'hui "*la société chypriote est encore sous le choc. On a cru à un modèle économique et démocratique qui se développe dans une logique linéaire vers le haut. Jamais on aurait pensé qu'il y aurait un retournement total de la situation*", souligne Kalliope Agapiou-Josephides, professeur de sciences politiques et sociales à l'Université de Nicosie.

Et c'est la jeune génération, la "*mieux éduquée et qui a bénéficié d'une économie florissante qui va payer le prix le plus fort*", ajoute-t-elle. AFP 14.03

Un système mafieux...

- La FDIC porte plainte contre 16 banques dans le dossier du Libor - Reuters

Les établissements financiers visés sont accusés d'avoir artificiellement manipulé le Libor entre 2005 et 2010 en communiquant des informations trompeuses sur les taux d'intérêt auxquels elles se finançaient sur le marché interbancaire.

En plus d'UBS, de Rabobank, de RBS et de Barclays, les banques citées par cette plainte sont Bank of America, Citigroup, Credit Suisse, Deutsche Bank, HSBC, JPMorgan, Lloyds Banking Group, Société générale, Norinchukin Bank, Royal Bank of Canada, Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ et WestLB. Reuters 14.03

Préoccupant...

- Les bénéfices de Porsche pourraient ralentir en 2014 - Reuters

- Pacte de responsabilité - Que faire des 10 milliards supplémentaires de baisse de charges ? - LePoint.fr

Trop, c'est trop, ils ne savent plus quoi en faire...

L'Empire contre-attaque.

- Les Etats-Unis défendent leur programme d'espionnage devant l'ONU - AFP

- Ukraine : vote samedi à l'ONU sur une résolution dénonçant le référendum en Crimée - LeMonde.fr

- Affrontements dans l'est de l'Ukraine. - LeMonde.fr

- Crimée : les Tatars manifestent contre un référendum "*illégal*" - LePoint.fr

Manifestation organisée par les nervis que Le Point et BHL affectionnent.

A lire : Les Tatars de Crimée se ralient à la Russie (Réseau Voltaire) (13.03.14)

- D'un simple décret, Khrouchtchev fit don de la Crimée à l'Ukraine - LeMonde.fr

C'était comme céder l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne, la Crimée faisait partie de la Russie depuis plus de deux siècles en 1954...

Il n'empêche que certains réclament le respect de l'intégrité de l'Ukraine, dont le POI. Est-ce justifié, je n'ai pas eu le temps d'étudier la question.

- Cao Shunli, la mort d'une combattante des droits de l'Homme - Libération.fr

- Le Venezuela accuse Kerry d'encourager les manifestations anti-gouvernementales - AFP

- En pleine contestation, l'inflation dépasse les 57% au Venezuela. - Reuters

- Des obus tirés sur le sud Liban, Israël dit avoir visé le Hezbollah. - AFP

- Pakistan : au moins 19 morts dans des attentats à Peshawar et Quetta - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande : Il va falloir monter un coup...

Bon, Merah, c'est déjà fait...

- Les associations antiracistes interpellent François Hollande - AFP

Les quatre grandes associations antiracistes (SOS Racisme, le MRAP, la Licra, la LDH) ont appelé vendredi François Hollande, lors d'une rencontre inédite à l'Elysée, à avoir "*une parole forte*" contre le racisme, ont rapporté les participants.

Le président "*nous a entendu et nous a dit qu'il lui faudrait se saisir d'une occasion*", a ajouté Pierre Tartakowsky, président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH). AFP 14.03

C'est l'occasion qui fait le larron ou le mafieux pour le compte de l'idéologie dominante, que Hollande en soit l'instigateur n'a rien d'étonnant, il est leur larbin.

Les chiens se lâchent.

- Rwanda : condamnation historique d'un Rwandais à Paris pour complicité de génocide - Francetv info

- Mur des cons : la président du SM mise en examen se rebiffe - LePoint.fr

La présidente du Syndicat de la magistrature (SM), Françoise Martres, a été mise en examen le 17 février pour "*injure publique*" à l'encontre de Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, et du général Philippe Schmitt, apprend-on ce vendredi. LePoint.fr 14.03

Or ce "*mur des cons*" n'était pas amené à devenir public, c'est un indic en cheville avec l'avocat Goldanel d'extrême droite et membre de la direction du Crif qui s'en était chargé.

Au fait, depuis quand traiter de con une personne constitue un délit dans ce pays ? Personne ne relève. Encore un échelon liberticide de franchi.

- Dieudonné cesse de se payer la tête du fisc - Liberation.fr

- Réunion inédite à l'Elysée avec les associations antiracistes - LePoint.fr

Associations qui par leur silence ont légitimé les agissements des néo nazis à Kiev...

Aveux

- Affaires : pour 81% des Français, l'image de toute la classe politique est ternie - LeParisien.fr

- Pour le Parlement européen, la « *troïka* » n'est pas démocratique - LeMonde.fr

Attention, le Parlement européen n'en est pas plus démocratique pour autant, il réclame juste de se substituer à la « *troïka* » pour finalement imposer la même politique à tous les Etats de l'UE. Il préconise de remplacer le FMI par un FME (Fonds monétaire européen) qui remplirait les mêmes fonctions.

Au passage, il avoue que la troïka tient sa "*seule légétimité*" de l'Eurogroupe qui rassemble les ministres des finances de la zone euro, qui "*a joué un rôle important dans la définition des plans d'aide aux pays en difficulté*", autrement dit ce sont les ministres des finances de l'UE qui ont imposé les plans de réformes structurels ou contre-réformes ainsi que les politiques d'austérité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

- Jordanie : le Parlement réclame l'expulsion de l'ambassadeur israélien

En Jordanie, la colère couve, depuis l'assassinat du juge Zu'ayter, il y a quelques jours.

Le parlement jordanien réclame l'expulsion de l'ambassadeur sioniste, et les Jordaniens sont descendus, massivement, dans la rue, pour réclamer la fin de l'accord de Wadi Araba, qui a officialisé la soumission de la Jordanie à l'occupant sioniste. Un Palestino-Jordanien, juge de son état, a été tué, lundi matin, par des soldats israéliens, à la frontière entre la Cisjordanie et la Jordanie, un incident condamné par l'Autorité palestinienne et la Jordanie, qui ont exigé l'ouverture d'une enquête.

La Chambre basse de Jordanie a demandé, mercredi, au gouvernement, de renvoyer l'ambassadeur israélien, à Amman, et de rappeler son ambassadeur jordanien, dans les territoires occupés, en signe de protestation contre le meurtre d'un juge jordanien, par des soldats israéliens. La Chambre basse a fait savoir que si le gouvernement ne parvenait pas à faire respecter sa demande, lors de la prochaine session de mardi, elle voterait une motion de censure, à l'égard du gouvernement, contre le Premier ministre Abdullah Ensour. Plus tôt, mardi, le Premier ministre jordanien a accusé Tel-Aviv d'être responsable du meurtre de M. Zeiter, le bureau du Premier ministre sioniste ayant fait savoir qu'il regrettait la mort du juge.

Dans le même temps, le ministre jordanien des Affaires étrangères a convoqué, également, le chargé d'affaires du régime sioniste. Cependant, l'opinion publique jordanienne considère les mesures prises par le gouvernement, comme une manière de détourner l'attention, l'accusant de tarder à prendre des décisions sérieuses contre le régime sioniste. Cette approche du gouvernement jordanien a accentué les protestations du peuple et l'intensification des tensions entre le Parlement et le gouvernement. L'incident a provoqué des protestations, en Jordanie, les manifestants allant jusqu'à appeler à l'annulation de l'accord de paix de 1994 entre la Jordanie et le régime sioniste.

Une majorité des députés jordaniens a voté, mercredi 26 février, en faveur de l'expulsion de l'ambassadeur du régime sioniste du royaume, en réaction à un débat au Parlement du régime sioniste concernant la souveraineté de Tel-Aviv sur l'esplanade des Mosquées à Qods. La Knesset avait débattu, la veille, d'une motion très polémique, prévoyant «*l'application de la souveraineté israélienne*», sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'Islam. Des députés jordaniens avaient, déjà, réclamé l'annulation du traité de paix, signé en 1994, entre la Jordanie et le régime sioniste. Dans ce droit fil, le Front Amal islamique de la Jordanie insiste sur la rupture des relations diplomatiques et la cessation de la normalisation des relations entre le régime sioniste et la Jordanie. Cette demande d'un parti politique jordanien fait preuve de l'indignation et du rejet accru des Jordaniens envers le régime sioniste. french.irib.ir 14.03

Haut de page

Le 16 mars 2014

CAUSERIE

26 nouveaux documents ont été ajoutés, je n'ai pas eu le temps et le courage de terminer l'actualisation du site, ce sera pour demain matin.

J'ai téléchargé à nouveaux quelques fichiers (4) dont les adresses avaient été modifiées dans le serveur du portail à mon insu ?

Haut de page

Le 17 mars 2014

CAUSERIE

J'ai terminé rapidement l'actualisation du site car je dois m'occuper de l'affaire de mon épouse, toujours hospitalisée et incapable de se lever ou de me parler au téléphone depuis une semaine...

J'irai cracher sur votre tombe (B. Vian).

- Elle reçoit une amende pour avoir trinqué sur la tombe de son mari - Francetv info

C'était l'une des dernières volontés de son mari. Josiane, une femme de 64 ans, s'est donc rendue au cimetière des Angles (Gard), le 17 juillet 2013, avec amis, famille et une bouteille de champagne. Plusieurs personnes présentes au milieu des allées fleuries se sont alors plaintes et trois policiers municipaux sont intervenus, raconte La Provence.

Les agents ont décidé de verbaliser Josiane pour "*violation d'une interdiction ou manquement à une obligation édictée par décret ou arrêté de police pour assurer la tranquillité , la sécurité ou la salubrité publique*". Concrètement, ils lui reprochent d'avoir désobéi à l'interdiction de boire de l'alcool dans un cimetière et d'avoir perturbé les lieux par son comportement festif.

Josiane a décidé de contester la contravention de 38 euros devant le tribunal de police d'Uzès dans le Gard. Pour elle, c'est "*une question de principe*", confie son avocate à La Provence. Elle "*a tenu, sans penser à mal, à honorer le vœu de son époux*", ajoute cette dernière. Le mari, qui est décédé en 2011, avait demandé à sa femme de lui fêter son anniversaire sur sa tombe. Francetv info 16.03

Josie, la police de la pensée qui à l'occasion remplit les cimetières veille en permanence.

En parallèle avec l'histoire qui vient d'arriver à mon épouse, à la Caf aussi, c'est le rôle du maire, du fonctionnaire zélé et docile serviteur du régime en échange de leurs statuts ou privilèges. Il faut bien que la basse nature de l'homme puisse s'exprimer, frappe, habitée par une haine sourde ou une vengeance aveugle qui sont le pendant de son ignorance ou de sa médiocrité.

Délateur, censeur, procureur, dictateur font bon ménage, ils sont complémentaires...

Tenez, elle m'a donné une idée, je vais essayer de contacter La Provence pour voir si l'histoire de mon épouse les intéresse. Et d'autres médias locaux.

Une fois n'est pas coutume...

Nathalie Arthaud (LO) :

- "*En 2008, nous avons fait des listes d'alliance ici et là avec les socialistes. Cette fois, c'est hors de question.*"

Nah, voilà, c'est comme ça ! Hein, oui pendant plus d'un demi-siècle on a tenu un autre discours, mais là c'est terminé, ... jusqu'à la prochaine fois car les ponts ne sont pas coupés toute de même, pour LO, le PS est toujours de gauche, comme pour le NPA ou le POI.

C'est l'art habituel du double langage.

En politique ou même tout simplement sur le plan idéologique, on peut parler de corruption dès lors que vous manifestez une certaine propension à ménager ou à faire preuve de complaisance envers des dirigeants ou des partis qui se sont livrés à des actes que par ailleurs vous condamnez, qui défendent des idées opposées aux intérêts de votre classe.

Le soutien sous une forme ou une autre, silence, neutralité, réserves, à une politique réactionnaire ou le refus de combattre une telle politique, de mobiliser contre cette politique en fait partie, en procédant de cette manière vous vous en êtes le complice. On parle aussi de collusion, vous êtes compromis, vous avez renié vos principes, votre crédibilité politique et la confiance qu'on peut vous accorder sont tombés à zéro, vous êtes politiquement mort pour la cause que vous prétendiez défendre.

Dès lors, lorsque les militants en prennent conscience, ils en tirent ou non les conséquences qui s'imposent, les militants de base ou qui ont peu d'expérience démissionnent ou vont voir ailleurs, parfois totalement dégoûtés ils cessent le combat politique.

Quant aux autres, militants de longue date, cadres ou responsables, ils en sont incapables parce qu'ils s'identifient à l'appareil et aux dirigeants de leur parti qui peuvent dire ou faire absolument tout ce qu'ils veulent sans que cela ne change quoi que ce soit pour eux. La seule justification qu'ils peuvent fournir à leur attitude tient dans l'existence de leur parti érigé en forteresse dont ils sont devenus un élément indéfectible. Ils s'y identifient totalement, c'est devenu chez eux une des caractéristiques prédominantes de leur personnalité, au point que cesser de s'y identifier signifierait leur perte ou le néant politique, dans leur vie aussi, car parallèlement ayant dû abandonner tout esprit critique envers leurs dirigeants et leur parti, ils ne sont plus en mesure de penser librement, en admettant qu'ils l'aient été un jour, ce qui reste à prouver, pour en arriver là on aurait plutôt tendance à dire qu'ils ont démontré qu'ils en avaient été incapables, et d'accepter la confrontation des idées qui pourrait les aider à la fois à rompre avec cette subordination qui agit comme un carcan sur leur cerveau, et les aider à reformuler un certain nombre d'hypothèses ou questions, cette fois sans entraves, débarrassé de tout dogmatisme, pour aboutir à une interprétation de la réalité ou de la situation, de leurs rapports, dont ils maîtriseraient la méthode de telle sorte que leurs convictions politiques soient fondées sur une analyse qui leur appartiendrait et sur laquelle ils conserveraient un esprit critique, le contrôle, de façon à pouvoir la faire évoluer ou la corriger si nécessaire. Ce qu'on veut dire par là, c'est qu'à aucun moment on ne doit s'identifier avec telle ou telle idée qu'on ne serait pas en mesure de défendre, en devenir l'esclave ou le docile serviteur au nom d'un principe ou d'une théorie ou doctrine que finalement on n'a pas assimilé ou pas suffisamment.

Chaque militant ou travailleur doit être appelé à se forger lui-même ses propres convictions ou idées, positions politiques, librement, il doit acquérir un niveau de conscience qui lui permette de penser par lui-même pour déjouer les pièges qui lui sont tendus, on en perçoit particulièrement la nécessité impérieuse à l'heure ou tous les principes et toutes les valeurs de la République et de la démocratie ou tout simplement universels font l'objet de manipulation ou d'instrumentalisation jusqu'aux fascistes.

Seule la méthode du marxisme ou le matérialisme dialectique permet de comprendre la nature de chaque facteur et les rapports qu'ils entretiennent, de quelle manière ils évoluent, de saisir les tenants et les aboutissants d'une mesure politique ou la propagande officielle sur le plan idéologique, de ne pas confondre cause et conséquence, origine et but, tactique et stratégie, de se poser les bonnes questions, d'envisager toutes les hypothèses possibles et même au delà, l'ensemble placé dans une perspective vivante, dynamique, à la fois synchronique et diachronique, qui concerne la situation immédiate ou une période donnée et sur le plan historique plus large, de façon à déterminer les tendances principales qui se détâchent de l'évolution du capitalisme mondial, dans quelle direction il s'oriente, quelles vont en être sur le plan économique et politique les prochaines étapes pour définir le plus précisément possible la stratégie à adopter pour le combattre, pour le vaincre.

LO comme les autres partis ne semblent pas combattre pour construire un parti révolutionnaire et la prise du pouvoir par les travailleurs.

Un militant m'a écrit en substance que j'avais manqué à tous mes devoirs en ne faisant pas la promotion du 18 mars. Qu'est-ce le 18 mars ? Une journée d'action.

Hier son parti les condamnait violemment, depuis il les a adoptées, notez bien, toujours sans la moindre analyse ou explication, qui m'aime me suive, je vous emmerde, telle est leur conception des rapports avec les militants. Je n'ajoute pas avec les travailleurs puisque finalement ce ne seront que les adhérents des syndicats qui participeront à cette journée d'action, rappelons qu'aucun ordre de grève générale ou de 24 heures n'a été lancé par les syndicats qui y ont appelé, aucune manifestation centrale et unitaire n'est prévue à ma connaissance, vous aurez toujours le droit au tradistionnel lâché de ballons et aux saucisses merguez !

Donc ce seront toujours les mêmes qui y participeront, les syndiqués parmi les couches privilégiées de la classe ouvrière, les couches supérieures, l'aristocratie ouvrière, une infime minorité de travailleurs y seront associés pour l'occasion, sans lendemain et c'est bien là le problème. L'immense majorité des travailleurs de ce pays non syndiqués et employés dans le secteur privé ne seront pas en mesure d'y participer, le gouvernement et le patronat aussi le savent, à l'issue de cette journée d'action ils pourront embrayer et s'exclamer que seule une infime minorité de travailleurs s'étaient mobilisés, laissant entendre que l'immense majorité ne se sentait pas concerner ou mieux s'y opposaient ou soutenaient leur politique, en temps de crise, vous savez ce que c'est n'est-ce pas, il faut se serrer les coudes, bref ils offrent sur un plateau un argument de premier choix à la réaction.

Certes, convenons-en, c'est inévitable et on ne dit pas le contraire. L'essentiel est ailleurs. Ce qui nous pose problème, c'est que ce soient des partis qui se comportent de la sorte, qui en soient réduits au trade-unionisme, et qui servent la soupe à des appareils syndicaux aussi corrompus que ceux qui ont signé le pacte de responsabilité de Hollande-Gattaz ou s'apprêtent à le ratifier, les uns et les autres s'étant une fois de plus partagés les rôles, tous ayant légitimés ce processus pour y avoir participé, abandonnant du même coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital qui ne figurera nulle part dans leur appel ou le soutien qu'ils apportent à cette journée d'action.

Les révisionnistes, qui ont acquis une longue expérience dans l'art de prêter à ceux qui ne partagent pas leur politique des positions qui ne sont pas les leurs pour camoufler leur capitulation ou leur opportunisme, rétorqueront que c'est faire preuve de gauchisme ou être totalement déconnecté de la réalité que de vouloir inclure cet objectif dans notre propagande à l'occasion d'une simple journée d'action, formulant leur objection de telle sorte qu'à les entendre on prétendrait qu'il serait possible de transformer le 18 mars en un soulèvement révolutionnaire contre le régime, objectif ou intention que nous n'avons jamais formulé

ainsi, nous étant borné à inscrire cette bataille dans cette perspective où pour indiquer aux travailleurs et militants dans quelle perspective ils devaient inscrire ce combat, en cela demeurant fidèle au socialisme, ce qui n'est pas du tout la même chose. Ce qui les indispose, c'est que l'on fasse encore référence à cet objectif. Pourquoi ? Ne le devrions-nous pas ? Est-ce devenu un crime ?

Quelle valeur éducative aurait alors toute mobilisation pour les travailleurs, si elle devait consister en une balade sans lendemain, sans lien politique avec l'ensemble du combat qu'ils doivent mener contre le régime pour finir par l'abattre, prendre le pouvoir ? Poser cette question et inscrire tout combat dans cette perspective politique, c'est le seul moyen pour construire le parti révolutionnaire. Refusant de la poser, il faut donc en déduire que ce n'est pas non plus leur objectif, mais alors quel est-il ? A part garantir les privilèges des couches qu'ils représentent, au détriment des autres couches de travailleurs il faut préciser, en dehors des besoins de leur fond de commerce qui se confond avec celui des syndicats, des miettes ou de quelques avantages à la marge que le gouvernement ou le patronat pourrait leur concéder, qu'est-ce qu'on est en droit d'attendre de telle journée d'action, qu'ils épargnent les fonctionnaires, certaines catégories sociales ?

Arthaud lâche encore le morceau lorsqu'elle affirme que sa seule préoccupation est "*un rapport de force entre la grande bourgeoisie et le camp des travailleurs à renverser*", on a vu hier dans notre causerie que renverser le rapport de force ne devait servir qu'à satisfaire des besoins compatibles avec l'existence du régime capitaliste ou dans le cadre du régime en place, et ne signifiait nullement combattre dans la perspective d'inverser le rapport existant entre les classes, qui est à l'origine du capitalisme ou le fondement du régime, que l'un était la négation de l'autre, aussi sûrement que le réforme est l'antithèse de la révolution socialiste. Il n'y rien de plus fluctuant, instable, indécis ou aléatoire qu'un rapport de force qui a tout moment peut être remis en cause et évoluer dans une direction ou une autre ou son contraire sans même qu'on en ait pris conscience, de plus absolument rien ne garantit que son contenu serait orienté dans la bonne direction, que l'interprétation qu'en font les travailleurs ainsi que le profit qu'ils en tirent leur permettront d'en tirer des leçons utiles pour la suite de leur combat ou les aideront à progresser sur le plan politique, dans le passé on a plutôt observé le contraire.

Voilà encore une fois un facteur qui pris isolément comme le fait Arthaud sans se poser d'autres questions s'avère contre-productif, dont la valeur est nulle pour notre combat, en réalité, présenté comme une fin en soi, il revient à la formule des liquidateurs du marxisme de la fin du XIXe siècle en Allemagne pour lesquels les moyens étaient tout alors que la fin n'était rien, abandonnant du coup l'objectif du combat du mouvement ouvrier, tournant le dos définitivement au socialisme. Et oui, on y revient encore une fois !

On n'a pas besoin d'un parti révolutionnaire pour inverser le rapport de force entre les classes, on a envie de dire que c'est le développement de la situation qui s'en charge, alors qu'il en faut beaucoup plus pour inverser le rapport entre classe dominante et classe dominée, il faut impérativement que le pouvoir politique ait changé de mains, de classe et sans le parti c'est définitivement impossible. Là, les manoeuvres d'appareils, les gesticulations et discours pseudos révolutionnaires sont totalement inopérants.

Pour conclure ce passage dans la bonne humeur car il le faut bien, Arthaud nous a bien fait rigoler en affirmant qu'il faut absolument aller voter dimanche prochain car "*il est urgent de protester* ", pour ne pas décevoir madame Arthaud le 23 mars je le ferai à la japonaise, je resterai chez moi, sans doute que je serai encore scotché devant mon écran, je porterai un bandeau noir au bras gauche en signe de protestation, le noir non pas par penchant anarchiste, mais pour signifier que ce jour-là le mouvement ouvrier et notre classe seront une nouvelle fois en deuil. (source : LeParisien.fr 15.03)

Attention aux courants d'air !

- Sarkozy sur écoute : Mélenchon "*certain*" que Hollande savait - Le Nouvel Observateur

"*Personne ne nous fera croire que les écoutes démarrent et personne n'est au courant dans les rouages de l'Etat ? Si c'est vrai, alors c'est que ce sont des irresponsables absolus*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon lors de l'émission "Tous politiques" FranceInter/"Le Parisien"/France24.

"*Si j'ai une certitude, c'est celle-là. Il était parfaitement informé, il était au courant*", a-t-il aussi dit en évoquant le président de la République.

Interrogé pour savoir s'il pensait que François Hollande et Jean-Marc Ayrault mentent lorsqu'ils disent qu'ils n'étaient pas informés, Jean-Luc Mélenchon a répondu : "*Oui bien sûr, ce n'est pas grave, c'est habituel, ils mentent tout le temps*". (Sans blague ! Lui aussi Mélenchon il ment tout le temps, mais dans un autre registre, quoique finalement les uns et les autres se disent de gauche alors qu'aucun n'y est. D'ailleurs il le confirme plus loin. - ndlr)

"*Les rois des menteurs, c'est eux. Ils avaient dit qu'ils renégocieraient le traité européen, ils ne l'ont pas fait, ils ont dit qu'ils feraient la retraite à 60 ans, ils ne l'ont pas fait*", a-t-il enchaîné.

(Lui Mélenchon, comment il ment, c'est bien simple, il voudrait nous faire que la satisfaction des besoins des travailleurs

serait compatible avec la survie du capitalisme en crise, alors que c'est tout simplement impossible. Pourquoi tient-il ce discours ? Mais parce qu'il est incapable de rompre avec le capitalisme, donc il est bien obligé de lui trouver des qualités ou des capacités qu'il n'a pas.

Comment fait-il malgré tout pour conserver un semblant de crédibilité et tromper les travailleurs et militants? Son discours ne lui coûte rien puisqu'il a la valeur d'un conditionnel présent qui présente l'avantage de pouvoir exprimer un potentiel réalisable dans un avenir indéterminé si certaines conditions étaient remplies, cela permet d'escamoter le fait que ces conditions pourraient très bien être réunies dans le présent immédiat pour peu qu'il s'en donne la peine, et sa responsabilité dans le fait qu'elles ne le sont pas et ne sont pas prêts de l'être, le bougre il n'y est pour rien comprenez-vous, mais alors qui d'autres en est responsable, devinez. - ndlr)

Il a également jugé "*absolument impossible*" que le ministre de l'Intérieur Manuel Valls ne soit pas non plus informé.

"*Les officiers de police judiciaire sont placés sous l'autorité du juge qui prend la décision mais la voix hiérarchique c'est toujours la police nationale. Bien sûr que tous ces gens savaient*", a-t-il déclaré. "*Nous ne demandons pas la démission de Mme Taubira. On voudrait que la poussière retombe et qu'on s'y retrouve*", a expliqué le coprésident du PG.

"*On ne comprend rien. Mme Taubira, on a confiance en elle [...] cette femme, je ne la crois pas menteuse, je ne la vois pas menteuse donc que se passe-t-il là-dedans, qui ordonne quoi ? A quel moment a-t-on dit à Mme Taubira 'va dire que tu n'étais au courant de rien'*", a-t-il interrogé.

(On vous l'avait dit plus haut, Taubira est une femme merveilleuse, il n'y en aurait qu'une qui ne mentirait pas dans ce gouvernement ou même dans ce pays, ce serait elle ! C'est à ne rien y comprendre. Mais si voyons, on est en présence du double langage habituel, c'est comme jouer sur le potentiel du présent que l'on reporte sur le futur histoire de vous détourner de la réalité et mieux vous embrouiller, et vous manipuler au passage.

Cela témoigne seulement que Mélenchon n'a jamais rompu avec le PS, et que son discours n'a de radical que les apparences, en réalité le PG et le FdG servent de rabatteurs au PS, à légitimiter le gouvernement, ce que Mélenchon vient de démontrer admirablement bien, de rempart du régime contre les masses, pour les empêcher aussi de se doter d'un véritable parti socialiste révolutionnaire aussi.

Tout comme Mélenchon, Hollande aussi "*voudrait que la poussière retombe et qu'on s'y retrouve*", vous voyez bien qu'ils appartiennent bien à la même famille, au même camp finalement, pas le nôtre. - ndlr)

"*Ce qu'on voit, c'est l'agonie d'un système, pas seulement celui du parti solférinien qui n'a plus ni idéal, ni orientation, ni ligne, ni norme morale mais c'est surtout celle de la Ve République*", a jugé Jean-Luc Mélenchon. Le Nouvel Observateur 16.03

(Même là il se découvre l'escroc, car que dit-il, il faut écouter ou lire très attentivement, il prête au PS une nature sociale et des intentions passées qu'en réalité il n'avait plus depuis un siècle, qu'il met sur le même plan que la Ve République qui autrefois aussi faut-il traduire fut brillante et pleine d'espoir, alors qu'en réalité elle non plus elle n'a jamais changé, elle a toujours été bonapartiste et antidémocratique.

Qu'est-ce que cela signifie à l'arrivée ? Qu'un parti ou un régime qui a pu connaître des hauts et des bas s'en est toujours sorti ou remis, quant à l'état d'agonie auquel ils sont rendus, souvenez-vous que cela fait 50 ans qu'on entend cette rangaine sur la Ve République, cent fois sa mort a été annoncée et elle est toujours bien vivante, c'est la même chose avec le PS qui n'était plus qu'un cadavre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et qui depuis le congrès d'Epinay de 1971 s'était refait une santé et a survécu à toutes les crises, normal puisqu'il était l'un des piliers du régime et des institutions de la Ve République dans lequel il s'est fondu.

Diagnostiquer leur agonie revient finalement à enfoncer des portes ouvertes, à brasser du vent en donnant l'impression de délivrer une grande vérité qui n'en est pas une, une façon de mentir comme une autre et de soutenir l'un et l'autre. - ndlr)

Au fait, on aurait pu le faire plus bref ou expéditif en rappelant que Mélenchon n'avait jamais cessé de mentir pendant les 30 longues années qu'il a passées au PS, mais c'était trop fastoche, pour un peu déloyal, pour un peu il ferait pitié, alors on a préféré l'achever proprement, on a des principes contrairement à lui voyez-vous.

Il était plus tordu encore.

Au regard des derniers développements et des dernières déclarations on en est venu à penser qu'outre les rivalités et haines qui existent au sein de l'UMP, leur objectif aurait très pu être de s'en prendre à Copé pour l'écarter de la présidentielle de 2017 au profit de Sarkozy qui apparaît comme la victime d'un conseiller peu scrupuleux et d'une justice aux ordres du PS qui s'acharne sur lui alors qu'il restait sagement dans son coin

- Copé se réjouit de l'ouverture d'une enquête sur ses proches - LeMonde.fr

Pas sûr qu'ils apprécieront !

- Sondage : Nicolas Sarkozy connaît un fort recul de sa popularité - Le Nouvel Observateur

Mais il est encore loin devant Hollande...

- Copé : «*Les conditions sont réunies pour une victoire*» aux municipales - LeParisien.fr

En profitant au maximum de l'abstention, c'est possible...

- À droite, Sarkozy reste le champion pour 2017 - LeFigaro.fr

Effectivement il s'en sort relativement bien pour le moment...

- La popularité de Hollande en hausse à 23%, selon un sondage Ifop-JDD - AFP

Normal, il faut bien le locataire de service du Château remplissent ses devoirs, envers qui vous savez...

ACTUALITÉ DU JOUR

Etait-ce un Crime et bien non...

- Les Criméens plébiscitent le rattachement à la Russie - LeMonde.fr

- En Crimée, 95% des votants en faveur d'un rattachement à la Russie - Liberation.fr

Après dépouillement de plus de la moitié des bulletins de vote, 95,5% des votants ont dit "*oui*" à un retour de la Crimée dans le giron russe, soixante ans après la cession de cette région à l'Ukraine par le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev. Ce chiffre a été fourni par le chef de la commission référendaire, Mikhaïl Malichev, deux heures après la fermeture des bureaux de vote.

Le taux de participation a été de 83%, a-t-il ajouté, soit un chiffre élevé compte tenu des nombreux appels au boycott du scrutin. Reuters 16.03

- Obama à Poutine : le référendum en Crimée « *ne sera jamais reconnu* » - LeMonde.fr

- Référendum en Crimée : John Kerry répète à Sergueï Lavrov le caractère illégal du scrutin - LePoint.fr

- L'UE juge d'avance "*illégal*" le référendum en Crimée - Le Nouvel Observateur

- Crimée : un référendum "*illégal*" pour Paris - LePoint.fr

- Crimée : la Grande-Bretagne qualifie le référendum de "*farce*" - LePoint.fr

En complément.

Otan en emportent les milices fascistes légalisées, intégrées dans l'Etat mafieux ukrainien

- L'Ukraine se dote d'une garde nationale Siohan, Stéphane - LeFigaro.fr 16.03

A croire que les commanditaires étaient les mêmes...

- Manifestation à Moscou contre la politique de Poutine en Ukraine - Reuters

Dans le cortège, certains ont chanté "*Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros*", un slogan emprunté aux protestataires de Kiev. Reuters 15.03

Le fascisme est légitime.

- Défilé sous tension d'anciens Waffen SS lettons à Riga - Reuters

Environ 1.500 vétérans lettons qui ont servi dans les Waffen SS lors de la Seconde guerre mondiale ont participé dimanche à leur défilé annuel dans la vieille ville de Riga.

Les manifestants, dont la plupart sont au moins octogénaires, et leurs partisans ont été conspués par des opposants aux cris de "*honte*" et "*non au fascisme*".

Les ministères letton des Affaires étrangères a dénoncé le référendum en Crimée comme illégitime. Reuters 16.03

Une manifestation d'anciens Waffen SS, c'est tout à fait légitime, mais un référendum pour casser un décret datant de 1954 rattachant sans consultation de la population la Crimée à l'Ukraine est illégitime. Inutile de préciser qu'Obama et Hollande sont sur la même ligne puisqu'ils soutiennent déjà un gouvernement comportant des ministres fascistes. Reuters 16.03

Qui gouverne ? Réponse de Renzi : "***Il est normal de tenir à la stabilité bureaucratique***".

C'est donc une dictature bureaucratique qui gouverne l'Europe ou le monde. Que Renzi se prosterne devant, c'était la moindre des choses. Que Hollande fasse "*cause commune*" avec lui, tout autant.

- Italie : Un vrai choc de compétitivité… ce que la France n'a jamais osé faire - Atlantico.fr

Il s'agit de manier les outils que Mario Monti avait huilés et sortis sans pouvoir les appliquer faute de légitimité politique. Atlantico.fr 15.03

Passe-moi la vaseline, c'est marrant, je ne suis pas du tout certain que les masses italiennes aient vraiment envie de se faire ainsi violence... Il n'existe pas en Europe un seul pays où il y aurait un parti institutionnel qui pourrait revendique la légitimité, pas même en Allemagne, c'est pour dire.... Que la réaction y croit, c'est normal, les masses pourraient leur apporter un violent démenti un jour ou l'autre qui ne doit plus être très éloigné maintenant.

Hollande et Renzi font cause commune pour une Europe de la croissance et de l'emploi - AFP

Le nouveau président du Conseil italien Matteo Renzi a choisi samedi la France et François Hollande pour son premier entretien bilatéral avec un dirigeant européen, avec une ambition: "*changer l'Europe ensemble*".

Mais surtout, le chef de l'État français a relevé les nombreux "*points communs*" entre les réformes économiques annoncées mercredi par Matteo Renzi et son propre "*pacte de responsabilité*", énumérant "*l'effort porté sur la compétitivité de nos économies, sur les structures politiques et administratives, la justice fiscale*" ou "*un modèle social*" qui doit être préservé mais doit "*lui-même évoluer et changer*".

Sur les "*sujets internationaux les plus brûlants*", selon l'expression du président français, les deux dirigeants, tous deux de gauche, ont également affiché leur unité de vue, qu'il s'agisse de l'Ukraine, de la Syrie ou de la Libye. "*Nous sommes parfaitement en ligne avec ce qu'a dit M. Hollande*", a souligné M. Renzi. AFP 15.03

ACTUALITE EN TITRES

Le comble du ridicule ou de l'imposture.

- Affaire des écoutes: Hollande se pose en garant d'une justice "*incontestable*" - AFP

C'est étonnant qu'avec un tel niveau de conscience on ne parvienne pas à construire le parti, non ?

- Sept Français sur dix trouvent que les dénégations de Taubira sont "*graves*" - Francetv info

- 7 Français sur 10 pensent que les politiques sont "*le plus souvent corrompus*" - L'Express.fr

Il n'y a que le jour où le Japon sera rayé de la carte que...

- Japon: 5.000 personnes manifestent à Tokyo contre le nucléaire - 20minutes.fr

... je vous laisse deviner la suite.

Quand c'est l'AFP qui fait la propagande de l'UE.

- Les Serbes ont voté aux législatives avec l'espoir d'un redressement économique - AFP

Les Serbes ont voté dimanche au cours de législatives anticipées avec l'espoir d'un redressement économique et d'intégration dans l'Union européenne. AFP 16.03

INFOS EN BREF

ECONOMIE

- UE: Moody's entrevoit la fin de la crise de la dette - AFP

Critiquée comme ses concurrentes pour ses erreurs de jugement lors de la crise financière de 2007-2008, Moody's semble ainsi donner corps à l'embellie sur le Vieux Continent et plus précisément dans la zone euro qui est sortie d'une longue récession à la mi-2013.

Dans son communiqué, l'agence affirme ainsi que les risques pesant sur la zone euro ont "*diminué*", permettant de réduire la pression qui pesait sur la qualité des actifs financiers détenus dans la région et sur la solvabilité de l'ensemble de l'Union.

La note de l'UE serait "*particulièrement sensible*" aux changements qui pourraient affecter les quatre premiers contributeurs de l'Union européenne, dont la France.

L'Hexagone bénéficie de la deuxième meilleure note possible (Aa1) mais sa perspective reste "*négative*", ainsi que l'a réaffirmé Moody's fin janvier.

La note de Paris pourrait ainsi être abaissée dans les prochains mois si les réformes du gouvernement ne trouvent pas grâce aux yeux de Moody's.

Dans son communiqué, l'agence ne fait curieusement pas référence à la Grèce, épicentre de la crise de la dette dans la zone euro, alors que le pays reste encore sous perfusion financière et continue d'inquiéter ses créanciers internationaux.

L'UE et le FMI bloquent ainsi un nouveau prêt au pays depuis la mi-2013 au motif qu'Athènes refuserait de couper davantage dans ses finances publiques. AFP 15.03

Haut de page

Le 18 mars 2014

CAUSERIE

Trois articles d'actualité mis en ligne, l'actualisation du site plus tard. Une dizaine d'articles à ajouter, rien de très significatif, les auteurs s'épuisent à force de se répéter ou d'aboutir dans une impasse.

Je suis très pris par les démarches que j'effectue pour obtenir l'annulation des sanctions prises par la CAF contre mon épouse, sanctions illégales puisqu'elle n'a jamais séjourné plus de la moitié de l'année d'affilé en Inde depuis 2009, son passeport

et les dates de sortie et d'entrée du territoire qui y figurent permettent de le prouver.

J'ai envoyé une dizaine de courriels et je commence à recevoir des réponses dont deux des services sociaux d'Aubagne qui affirment qu'ils auraient proposé un logement à mon épouse lorsqu'elle était en Inde, or elle n'a reçu aucun courrier de cet organisme (CCAS), on se demande comment ils ont bien pu faire pour essayer de la contacter, par télépathie sans doute ! J'ai contacté un média local, pour voir, on verra bien si on obtient une réponse, et votre cher Premier ministre, à deux reprises, je vais le harceler, la CAF des Bouches du Rhône, et deux associations où Magueswary était bénévole. Si on n'obtient pas satisfaction, on portera l'affaire devant les tribunaux, on va attaquer la CAF, on va se les faire, on ne lâchera rien.

En attendant mon épouse à récupérer une fois de plus, je me dis qu'à force de faire des malaises et de se retrouver aux urgences il arrivera un jour où elle ne se réveillera pas. En Inde, elle se porte mieux, mais en France sa situation lui tape sur les nerfs, elle rumine, c'est très mauvais pour un cardiaque. En France, elle a une petite activité sociale qui lui donne une raison de vivre, en Inde elle végète, ici les relations sont compliquées, tordues, épouvantables en règle général, cela ne donne pas envie de s'investir, elle déteste l'Inde je n'y peux rien.

On oublie parfois ou on ignore que les gens auxquels on a à faire en Inde sont particulièrement arriérés, même ceux qui sont diplomés ou on un statut social supérieur, sont issus de familles arriérées et se comportent comme tel, ils ont une mentalité que mon épouse ne supporte pas, elle la compare à ce qui existe en France, par exemple les gens vous posent un tas de questions personnelles et ensuite ils s'en servent pour vous causer des problèmes, or mon épouse en a déjà suffisamment comme cela à gérer avec sa santé précaire.

Mon épouse a intégré mes valeurs et principes qui quelque part nous procurent satisfaction ou nous facilitent la vie, en Inde c'est tout le contraire, l'individualisme est poussé à l'extrême et tous les rapports sont faussés ou très difficiles, il faut être blindé pour résister, or Magueswary ne l'est pas.

A plus tard.

Mardi 22h50 en Inde.

Actualisation un peu bâclée, j'ai regardé un film ce soir sur TV5Monde Asie, *Le procès* d'Orson Welles de 1962, d'après l'oeuvre de Franz Kafka. Le procès du vieux monde, l'homme du commun n'a pas accès à la justice qui est confisquée par les puissants... Hier ils ont passé *Les diaboliques* de Gluzot, un régal.

Demain on ajoutera quelques articles de presse. J'ai rendez-vous chez le dentiste le matin, l'air de rien ici c'est un événement ! C'est un truc qui se prévoit à l'avance, on y réfléchit pendant des semaines, puis il faut bien se décider, je vais chez le meilleur et le plus cher, non remboursé évidemment, j'en profite pour faire soigner les dents de Selvi qui travaille chez moi. On ne vit pas dans le même monde, je parle de vous et moi. Quant à mon épouse elle devrait partir en maison de repos d'un jour à l'autre, je fais le forcing pour qu'elle soit relogée rapidement, mais c'est difficile avec les passe-droits, les HLM ne sont réservées à ceux qui en ont le plus besoin, je préfère ne pas m'étendre sur cette question...

Il faut dissoudre le peuple criméen éructent en choeur Hollande, Obama, l'UE...

- Ukraine: 96,6% des votants pour le rattachement de la Crimée à la Russie - 20minutes.fr

Le taux de participation a dépassé 81% d'après ce que j'ai lu dans plusieurs articles, c'est donc un plébiscite sans appel de la population criméenne en faveur du rattachement à la Russie.

Dès lors, et compte tenu de l'histoire passée de la Crimée et de sa situation géographique, est-il correct de parler de la "*dislocation*" de l'Ukraine ? Son rattachement à la Russie est aussi naturel que l'Alsace et la Lorraine à la France, non ?

ACTUALITE EN TITRES

C'est mon petit doigt qui me l'a dit...

- Sarkozy écouté : le cabinet de Taubira savait... pas la ministre - Le Nouvel Observateur

Enfin libre !

- Disparition de Marc Blondel, une figure haute en couleur du syndicalisme - AFP

Non, c'est le capital qui est assisté...

- CGT : « *Les patrons sont des assistés !* » affirme Thierry Lepaon - LeParisien.fr

Entre nous, Lepaon ferait bien la roue pour se débarrasser des patrons mais pas du capitalisme, mais ils sont liés, évidemment, mais c'est là qu'est le tour de passe-passe, en réalité il n'a l'intention de se séparer de ni l'un ni l'autre, son discours qui se veut radical n'est que du vent produit par un éventail bouffé au mites.

... pas le travail...

- Pollution: la gratuité des transports en commun serait illégale - L'Express.fr

De la camelote !

- Honda rappelle près de 900.000 minivans aux Etats-Unis - AFP

- La série noire continue pour GM avec un nouveau rappel de voitures - AFP

- Hyundai admet avoir surestimé les qualités de sa nouvelle Sonata - Reuters

Quelle sanction !

- Rosneft devient le premier actionnaire de Pirelli - Reuters

La compagnie pétrolière russe Rosneft va prendre une participation indirecte de plus de 13% dans le fabricant de pneus Pirelli dont elle deviendra le premier actionnaire individuel.

Selon les termes de l'accord, Rosneft détiendra 50% d'une nouvelle entité qui reprendra la participation de la holding Camfin dans Pirelli, a annoncé la banque Intesa Sanpaolo.

Camfin détient actuellement 20,3% de Pirelli, selon le site internet de la Commission des opérations de Bourse (Consob).

Dans une interview diffusée lundi par la chaîne de télévision ÖRF, le ministre des Affaires étrangères autrichien Sebastian Kurz a écarté l'hypothèse de sanctions contre les PDG des deux plus grands groupes russes, Alexeï Miller, le patron de Gazprom, et Igor Setchine, qui dirige Rosneft. Reuters 17.03

La dictature porte un prénom

- Il ne naîtra plus d'Amir ni d'Alice en Arabie Saoudite - Liberation.fr

Justification du département des affaires civiles : ces prénoms contreviennent à la culture et aux traditions religieuses, sont blasphématoires, d'origine étrangères, non arabes ou non islamiques ou tout simplement «*inappropriés*». Liberation.fr 17.03

Campagne de Russie.

- Vladimir Poutine reconnaît la souveraineté de la Crimée - LeMonde.fr

- Gorbatchev salue le référendum en Crimée - LePoint.fr

- Ukraine : les Européens ménagent le Kremlin - LeFigaro.fr

- La France "*pourra envisager*" d'annuler la vente de Mistral à la Russie - AFP

- Malgré la Crimée, les ventes d'armes françaises à la Russie continuent - Rue89

Stratégie du chaos

- Libye: au moins 7 militaires tués par une voiture piégée à Benghazi - AFP

- Libye: la marine américaine prend le contrôle d'un pétrolier de contrebande - AFP

- Soudan du Sud: L'ONU prépare des camps pour relocaliser les déplacés réfugiés dans ses bases - 20minutes.fr

- Tunisie: Trois djihadistes présumés tués lors d'une opération de police - 20minutes.fr

- L'Argentine dégradée par Moody's, l'inflation reste dans le rouge - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Mise en place d'une base militaire française au Nord Mali - french.irib.ir 16.03

La France va mettre sur pied une base militaire, dans la région de Tessalit, au Nord-Est du Mali.

La raison pour laquelle la France veut construire cette base est, comme toujours, la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, en Afrique. La France, en tant que huitième puissance militaire du monde, fait, aussi, partie des pays exportateurs d'armes. D'un autre côté, la France a, toujours, cherché à montrer sa puissance aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne.

Selon les observateurs, le continent africain, où se trouvent le plus grand nombre de pays francophones et les anciennes colonies françaises, serait le meilleur endroit, pour les Français, pour se faire valoir. La France n'aurait, donc, pas d'autres objectifs, au Mali, que ceux qu'elle poursuit, à Djibouti, au Gabon et au Sénégal, où elle ne se trouvait là que pour faire main basse sur leurs ressources en diamant et en or. Le Mali, à la population très pauvre, est devenu le centre d'intérêt des anciens colonisateurs européens, en raison de sa situation stratégique, cette fois-ci. Le Mali, situé au Nord-Ouest du continent africain, est voisin de 9 autres pays, parmi lesquels, l'Algérie et le Nigéria.

En Janvier 2013, Paris, sous prétexte d'aider le gouvernement malien, pour réprimer les insurgés armés, a attaqué le Nord Mali. Récupérer des villes importantes, comme Kidal et l'aéroport de Tessalit, faisaient partie des principaux objectifs de l'attaque militaire de la France, au Nord Mali. Au mois de décembre dernier, François Hollande a, encore une fois, expliqué la présence militaire de son pays, en République centrafricaine, en invoquant le même prétexte de la lutte contre le terrorisme. Mais il est évident qu'il existe des objectifs bien plus importants derrière l'envoi des forces militaires françaises au centre et à l'Ouest de l'Afrique. La lutte contre les insurgés armés du Nord Mali est, à l'heure actuelle, le meilleur des prétextes, pour le ministre français de la Défense, pour mettre en place une base militaire, à Tessalit, une région très proche des frontières de l'Algérie, qui pourra préparer le terrain à la domination militaire de la France, au Nord-Est du Mali. french.irib.ir 16.03

2- Syrie

2.1- Yabroud perdu, les anti Assad aux abois, reconnait Israël - french.irib.ir 16.03

Selon les sources israéliennes, la guerre en Syrie se poursuit mais la perte de Yabroud a porté un coup décisif au moral des opposants syriens.

" *L'emprise de l'armée syrienne sur la ville de Yabroud pourrait ne pas être une victoire stratégique, n'empêche qu'elle vient de porter un coup fatal au moral des rebelles* " a estimé la première chaine de la TV sioniste. Ceci dit l'analyse israélienne est bien partiale dans la mesure où la perte de Yabroud est avant tout une perte pour Israël face au Hezbollah. "C'est une défaite à la fois pour le régime sioniste et pour le takfiro-sionisme", précise l'analyse arabe, Bassam Abou Abdellah. Sans Yabroud les terroristes perdent la principale voie de transit d'armes et de renfort depuis Erssal voisin au Liban. Israël avait menacé le hezbollah d'une dure riposte si ce dernier aidait Assad à reprendre Yabroud. french.irib.ir 16.03

2.2- Chute de Yabroud: Riyad/tel-Aviv en réunion urgente! - french.irib.ir 16.03

Al Akhbar fait état de la tenue d'une réunion urgente des opposants syriens à Istanbul dans la foulée de la chute de la ville

stratégique de Yabroud . " *Une réunion houleuse où toutes les parties s'accusaient mutuellement et se rendaient responsables de cette humiliante défaite*". Le gros des critiques tournait autour de la désunion des rebelles armés et de l'absence d'une vision militaire au sein du conseil politique, qui " *a provoqué la confusion dans les rangs des opposants*".

Al Khabar fait état d'une autre réunion de crise, tenue cette fois à Aqaba en Jordanie et à laquelle prenaient part les responsables du renseignement saoudien, israélien, jordanien et émirati. Les participants se sont penchés sur l'avenir de la Syrie en termes politiques et militaires tout en disant "*choqués*" par les succès militaires du Hezbollah et de l'armée syrienne à Yabroud. En effet le renseignement des pays pré-cités avait prévu un délai de six semaines avant l'effondrement des milices rebelles face à l'assaut Hezb/Damas, ce qui n'a pas eu lieu dans les faits et les groupes armés se sont désintégrès beacoup plus rapidement. french.irib.ir 16.03

Haut de page

Le 19 mars 2014

CAUSERIE

Il recommence à faire chaud ici à Pondichéry, il est 22h20 et je vais aller prendre une douche, froide évidemment, froide c'est une façon de parler, l'eau doit être à 25°C environ. J'ai trouvé le truc pour vaincre mon insomnie : Allumer la climatisation. Il faut dire que c'est difficile de supporter l'humidité ambiante toute l'année, la climatisation assèche l'air et du coup je dors mieux.

J'envisage toujours d'arrêter le site pour raison de santé notamment, même si je n'arrive pas à m'en convaincre...

" *Ni rire ni pleurer... Comprendre* ", disait Spinoza.

On se demande qui en a vraiment envie ! Comprendre quoi, rien, tout est normal, non ?

Pour rire, il faut se forcer ou avoir l'esprit ailleurs. Pour pleurer c'est plus facile, partout où se porte notre regard, il suffit d'ouvrir les yeux.

Même les déboires lamentables de La Talonnette ne nous font pas marrer, s'ils doivent profiter à l'autre ordure finie d'Hollande.

Cela dit, vaut mieux être de bonne humeur, c'est bon pour la santé et le moral !

C'est peut-être la chance de ma vie, je plaisante.

- Remportez le concours du meilleur prof du monde et empochez un million de dollars - L'Express.fr

Grandeur et décadence d'un régime qui appartient au passé.

Le roturier qui a épousé une aristocrate ne peut renier sa nature, il est devenu en quelque sorte, comment dit-on déjà...

Après les connards et les salopards : Les bâtards ! Ah voilà, c'est cela !

Chouette ma petite-fille et tous les gosses vont pouvoir enrichir leur vocabulaire ! Chez nous, on ne l'utilise pas, on ne vit pas dans le même monde que l'avocat de La Talonnette, Thierry Herzog, et son influence est nulle sur nous aussi, la guerre idéologique que nous menons nous en préserve, et de bien d'autres.

Maintenant s'il est fort employé parmi le nôtres, c'est parce qu'en l'abscence d'une conscience de classe on adopte par défaut la morale, la mentalité, les idées et le comportement de la classe dominante.

Bâtard : Enfant naturel. Le mot est péjoratif, voire insultant, sauf lorsqu'il s'agit de grandes familles ou dans un contexte didactique. (Sartre)

Signe de la décomposition des institutions, ils en arrivent à déballer et laver leur linge sale sur la place publique.

- Nouvelles fuites dans l'affaire des écoutes de Nicolas Sarkozy. Le site Mediapart révèle, mardi 18 mars, le contenu de

sept interceptions judiciaires effectuées, entre le 28 janvier et le 11 février, sur la ligne téléphonique "*secrète*" de l'ancien président, sous le nom d'emprunt "*Paul Bismuth*". francetvinfo.fr 18.03

On s'étonnera (à moitié ou pas du tout) au passage que Mediapart dispose d'éléments propres à une enquête en cours dont il n'aurait jamais dû être en possession, sauf en cas de violation du secret de l'instruction, ce qui est le cas ici apparemment.

En dehors des partisans de Sarkozy, cela ne choquera personne évidemment, puisque cela est censé profiter à Hollande et au PS que la soi-disant gauche et extrême gauche soutiennent. Quand demain le même procédé sera utilisé contre eux, ils hurleront au scandale. C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils appartiennent bien tous à la même famille et qu'il n'y en a pas un pour relever l'autre.

Mediapart nous est aussi insupportable que Sarkozy ou Hollande.

De journalistes indépendants qu'ils prétendent être, ils sont également les fossoyeurs de la démocratie. Ne nous y trompons pas, ils font dans le populisme par pur intérêt mercantile et non au nom de je ne sais quel principe, en permettant ainsi que l'indépendance de la justice qui était déjà un leurre soit bafouée ouvertement, ils font le jeu de ce ceux qui demain la piétineront au nom des mêmes principes, et qui fort de cet antécédent prétendront être dans leur bon droit sans que plus rien ne puisse y faire obstacle, le règne de l'arbitraire sera banalisé, la dictature s'imposera.

Cela nous fait penser à l'affaire Dieudonné, quoi qu'il ait pu dire ou faire paraîtra insignifiant au regard des décisions qui seront adoptées par la suite et qui seront d'une portée sans commune mesure avec les faits reprochés ou le délit constaté.

On aurait pu titrer : Du dénie au délit.

Quelques titres de presse.

- Nicolas Sarkozy sur écoute : des extraits dévoilés par Mediapart - lefigaro.fr

- Nicolas Sarkozy : le mobile du délit - libération.fr

- Ecoutes de Sarkozy: les juges, "*ces bâtards de Bordeaux*" lexpress.fr

- Écoutes : comment Sarkozy utilisait ses "*amis*" pour contrer "*ces bâtards*" de juges francetvinfo.fr

- Ecoutes de Sarkozy: Médiapart dévoile le contenu de sept enregistrements, des juges qualifiés de «*bâtards*» - 20minutes.fr

Commentaire d'internaute

1- "*Pour qu'un délit de corruption soit constitué, il n'est nul besoin qu'il soit couronné de succès, ni même que son exécution matérielle ait commencé. La simple acceptation d'une transaction, c'est à dire d'un service en l'échange d'un autre, suffit à ce que la corruption soit caractérisée. Plus précisemment, le délit commence dès la proposition, en ce qui concerne le corrupteur, et dès l'acceptation de cette proposition pour le corrompu.. Il suffit donc que les juges aient en leur possession les éléments du marché, et le fait qu'ils aient été approuvés par les deux parties pour que le délit soit caractérisé. Les écoutes semblent démontrer ces faits, et qu'Azibert n'ait pas obtenu le poste, et que NS n'ait tractionné personne pour le lui faire obtenir n'y changent rien..* "

2- "*Toute cette affaire est scandaleuse. Nicolas Sarkozy se comporte comme le dernier des truands. Son avocat ne vaut pas plus cher.*"

Pas cher, c'est vous qui le dites, pas mieux vous vouliez dire, des gens médiocres et pourris jusqu'à l'os.

C'est le problème des puissants qui dirigent le vieux monde et qui ont adopté la stratégie néolibérale.

Il leur faut une élite intellectuelle prête à entrer en politique et à se sacrifier pour mener à bien leur programme (Obama, Cameron, Blair, Fabius, etc.), et le problème c'est qu'on ne la trouve pas sous le sabot d'un cheval, toute prête à l'emploi, il faut la former, elle est perfectible, elle possède peu d'expérience en la matière, elle ne comprend pas forcément les tenants et les aboutissants de ce qu'on attend d'elle, d'autant plus qu'on ne lui en révèle pas les dessous souvent horribles ou inavouables qui pourraient la rebuter ou l'épouvanter surtout si ils étaient révélés un jour, trop rapidement... Ils recrutent parmi ceux qui au sein de l'UMP ou au PS leur semble être dignes de confiance avant tout, ensuite en fonction de leurs capacités ou talents, et c'est là que le bât blesse. Ils les repèrent, les sélectionnent en leur faisant passer un oral de passage lors d'une réunion du groupe Bilderberg ou en testant leur capacité dans des think tanks néolibéraux, c'est là qu'ils acquièrent les rudiments de cette idéologie ou qu'ils se perfectionnent, les meilleurs sont ensuite propulsés aux postes de commande au sein des institutions, dans l'administration, jusqu'au sommet de l'Etat. Et quand ils n'ont trouvé personne pour remplir cette fonction, ils choisissent

un personnage particulièrement médiocre auquel ils dicteront au fur et à mesure la marche à suivre sans qu'il fasse d'histoires, un Bush ou un Sarkozy fera l'affaire par exemple...

Sinon, il opte pour la manière forte, il leur faut recourir à une dictature militaire (Chili, Argentine, etc.) ou à des milices fascistes (Kiev, Caracas, Damas).

A l'arrivée cela prend l'allure d'une affaire improvisée ou mal ficelée qui risque de partir à vau-l'eau à la première occasion, peu importe puisqu'en face l'ennemi est inorganisé et pour ainsi dure neutralisé, ils n'ont pour adversaires que des affairistes corrompus qui n'ont pas intérêt à trop la remener sous peine de voir ressurgir leurs casseroles, bref, l'essentiel est de tenir une mandature et de préparer la relève avec des candidats qui seront plus aptes à remplir la fonction qui leur aura été confiée et le tour est joué.

ACTUALITE EN TITRES

Quelle époque formidable, corrompue et cynique !

- Une maison de retraite sur deux escroque ses clients - L'Express.fr

- La douceur du climat fait plonger la consommation de gaz - LeFigaro.fr

- Une candidate décédée, le PS favori à Toulouse - Le Nouvel Observateur

- Un ancien dirigeant de la FIFA aurait reçu 1,4 million d'euros venant du Qatar - LeMonde.fr

Dommage que les hommes ne se déguisent pas en femme, il resterait plus de femmes pour les hommes !

- Les femmes ne veulent plus se déguiser en hommes - LePoint.fr

J'aime les femmes, impossible de le cacher...

Résistance passive

- La Redoute: les salariés votent contre le protocole d'accord de la direction - AFP

- Stress : 10 suicides chez Orange depuis le mois de janvier - Le Nouvel Observateur

- Pacte: des milliers de salariés lancent un "*avertissement*" à Hollande - AFP

Le petit monarque en a frémi de trouille sur son trône !

"*Près de 240.000 salariés, retraités et privés d'emploi sont venus grossir les manifestations et rassemblements dans 140 villes de France*", a annoncé en fin de journée la CGT.

A Paris, le défilé a rassemblé 60.000 personnes selon la centrale, 10.000 selon la police.

La mobilisation "*n'a rien à voir avec les élections*" et reste dans "*un registre social et syndical*", a assuré M. Mailly. Il ne s'agit "*pas de manifestations anti-Hollande*", a renchéri son homologue de la CGT. (Fort heureusement dites-donc, c'est votre président... pas le nôtre ! - ndlr)

Dans l'éducation nationale, 5,1% d'enseignants ont été grévistes (4,1% pour l'ensemble de la fonction publique d'Etat), 5,20% à Pôle emploi. AFP 18.03

Les syndicats qui ont appelé à cette journée d'action comptent plus d'1,6 million d'adhérents, manifestement ils n'ont pas mobilisé leurs troupes et les fonctionnaires qui sont des corporatistes ne se sont pas vraiment sentis concernés ou je m'abuse, non ?
Bon, d'accord, l'autosatisfaction est de rigueur au bureau politique et la critique doit rester à la porte, O.K. on la ferme...

Normal, on, sinon à quoi bon franchement !

- Les dividendes augmentent-ils au rythme des baisses de charges ? - LeMonde.fr

Gouvernement mondial et stratégie du chaos.

- La NSA a mis sur écoute un pays entier - LeMonde.fr

- Les affrontements au Vénézuela font un 29e mort - Reuters -

- Au Nigeria, « *Boko Haram élimine des villages entiers suspectés d'avoir collaboré avec le pouvoir* » - LeMonde.fr

- Attentat sur un marché en Afghanistan, 15 morts - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Le Hezbollah " *s'infiltre* " en Israël

Les sources liées au régime sioniste viennent de l'affirmer : les combattants du Hezbollah se seraient infiltrés au coeur d'Israël tout en déposant des engins explosifs contre des cibles israéliennes.

Palestine Today citant ces mêmes sources poursuit : " *Un certain nombre de combattants du Hezbollah ont pénétré à une profondeur de 100 kilomètres à l'intérieur d' Israël avant de déposer une bombe qui a visé une patrouille de militaires israéliens*". " *Les combattants du Hezbollah avaient franchi la ligne bleue vendredi dernier avant de pénétrer le sol iranien où ils ont déposé l'engin d'une grande taille qui a fait trois blessés, tous militaires*".

Les sources israéliennes ont lancé une vaste opération de recherche le long des frobntières du Liban dans les minutes suivant cette attaque par crainte d'avoir à faire face à d'autres engins explosifs similaires. C'est la première fois que les combattants du Hezbollah s'infiltrent dans le territoire israélien et attaquent les intérêts sionistes en Israël même. french.irib.ir 18.03

Haut de page

Le 20 mars 2014

CAUSERIE

Prochaine actualisation du site lundi prochain.

Haut de page

Le 21 mars 2014

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, pas le temps et pas du tout envie, mieux à faire et plus urgent.

Je suis en train de me battre pour que mon épouse récupère ses droits, notamment son allocation adulte handicapé et l'aide personnalisée au logement, ces salopards de la Caf des Bouche du Rhône lui réclament plus de 13.000 euros et ils ne lui laissent plus pour vivre chaque mois que 180 euros, alors qu'elle n'a jamais enfreint le code de la Sécurité sociale.

Ce qui se passe est très simple. Ils l'accusent d'un délit qu'elle n'a pas commis ce que les tampons apposés sur son passeport par la douane indienne à son arrivée et à son départ en Inde entre 2009 et 2013 prouvent, mais apparemment ils ont décidé de passer outre aussi dingue que cela puisse paraître, l'assistante sociale du consulat de France à Pondichéry m'a prévenu que c'était très rare qu'ils reviennent sur leur décision.

Comment appelle-t-on un régime qui vous accuse de quelque chose que vous n'avez pas commis et qui rejette tous les éléments matériels prouvant que vous êtes innocent : une dictature. C'est le régime en place à la Sécurité sociale, il faut en faire l'expérience pour le croire. Voilà ce que les syndicats acceptent ou dont ils sont les complices en cogérant cet organisme avec le patronat. En réalité, ils sont encore bien plus pourris que tout ce qu'on a pu dire jusqu'à maintenant, disons que c'est un élément de plus à charge. J'ai contacté FO pour voir leur réaction, je leur ai adressé une copie de la lettre que j'ai envoyé au directeur général de la Caf des Bouche du Rhône, sans illusions évidemment. J'ai contacté trois médias, une association et le Premier ministre à trois reprises.

La lettre qui suit a été rédigée dans un style très diplomatique pour l'occasion, je n'avais pas le choix.

La lettre adressée le 20 mars au directeur général de la Caf des Bouches du Rhône, monsieur J-P Soureillat.

Monsieur,

Mon épouse ne maîtrise pas suffisamment le français pour vous répondre, donc j'interviendrai ici en son nom, je suis son époux qui réside en Inde en permanence depuis le 16 août 1996. Je pense que nous sommes en présence d'une affreuse méprise, qui a déjà eu au moins pour conséquence de provoquer un nouveau malaise cardiaque chez mon épouse en pleine rue et d'être hospitalisée.

Je viens de recevoir par Internet l'ensemble des courriers que vous avez adressés à mon épouse en son absence, ainsi que les photocopies de tous les cachets apposés par la douane à l'entrée et à la sortie du territoire indien depuis 2009, qui prouvent que mon épouse n'a jamais vécu plus de six mois d'affilés en Inde et qu'elle réside bien la majorité du temps en France, hormis un dépassement d'une semaine sur lequel je reviens plus loin.

Ainsi, il est démontré que la procédure dont vous avez usée envers mon épouse était abusive ou parfaitement illégale. Personnellement je n'ai pas remis les pieds en France depuis juin 2002.

Je transmets ces documents au consulat de France qui de son côté vous fournira une attestation certifiant que mon épouse n'est pas enregistrée au consulat de France et n'est pas domiciliée en Inde. C'est l'assistante sociale qui avait reçu mon épouse peu de temps avant son retour en France et que j'ai contactée, qui va s'occuper de ce dossier.

A propos de vos courriers, le timing et leur contenu appellent quelques remarques liminaires.

Il est tout à fait étonnant que votre première lettre dans laquelle vous demandiez à mon épouse de vous fournir mon passeport soit datée du jour même où mon épouse arrivait en Inde, à moins d'une coïncidence, je serais plutôt porter à croire qu'il s'agissait de l'oeuvre d'une personne malintentionnée envers mon épouse, pour tout dire un délateur, c'est un sport national ici en Inde, donc cela ne me surprendrait pas outre mesure.

Dans la seconde du 6 novembre, curieusement vous semblez soudainement bien renseigné sur les séjours de mon épouse en Inde depuis 2009 sans même être en possession de la photocopie de son passeport. Contrairement à ce que vous affirmez mon épouse n'a jamais "*dissimulé*" ces voyages comme vous dites, bien au contraire, l'assistante sociale d'Aubagne en était informée et mon épouse se rendait dans la semaine qui suivait son retour à la CPAM avec les pièces justificatives des soins qu'elle avait reçus en Inde, donc datées, afin de se les faire rembourser et cela sans problème au cours des années passées. Donc vous admettrez que mon épouse n'a pas vraiment adopté le comportement de quelqu'un qui aurait eu quelque chose à dissimuler ou qui aurait eu l'intention que vous lui prêtez abusivement de "*frauder*" pour reprendre votre terme. On pourrait aussi s'interroger sur la responsabilité de la CAF ou de la CPAM qui n'ont jamais soulevé la moindre objection aux séjours de mon épouse en Inde au regard des documents qu'elle leur a transmis.

Plus étonnant encore, vous décidez de sanctionner mon épouse sans même posséder les dates exactes de ses séjours en Inde ou de sa présence en France puisque vous ne disposiez pas des photocopies de son passeport pour le vérifier. Votre décision n'a donc pu reposer sur les faits, mais sur une simple suspicion ou un calcul approximatif de son emploi du temps depuis 2009.

Vous faites référence à une lettre du 24 septembre qui a dû être perdue, peu importe puisque apparemment son contenu avait été rappelé dans celle du 6 novembre.

Un si soudain acharnement et un tel empressement contre une personne vivant seule et lourdement handicapée sans même savoir

ce qu'elle était advenue, elle aurait pu être hospitalisée en Inde ou morte puisqu'elle a une santé extrêmement fragile, à de quoi laisser songeur, à croire que l'esprit qui anima autrefois les fondateurs de la Sécurité sociale est passé de date pour ne pas en dire davantage. Je vous ferais remarquer au passage parce que je suis tout à fait honnête, qu'il me serait parfaitement possible d'aller trouver le cardiologue de la clinique Padmavati où se rend mon épouse en Inde pour obtenir de sa part un certificat médical attestant qu'elle a été hospitalisée en Inde de telle date à telle date, rien de plus facile, mais je ne le ferai pas. Cela dit il est arrivé qu'effectivement elle soit hospitalisée pendant de courts séjours.

Au regard de tous ces éléments et ceux qui figurent en détail plus loin, Monsieur, nous réfutons vos accusations, elles ont profondément choqué et blessé mon épouse, aussi nous nous réservons le droit à notre tour de porter plainte contre la Caf si vous persistiez dans votre démarche qui doit être le produit d'une erreur administrative.

Suivra une lettre de mon épouse qui vous sera adressée demandant l'annulation des décisions injustifiées qui ont été prises à son encontre et le rétablissement de tous ses droits ainsi que le versement des prestations qui lui sont dues. C'est évidemment moi qui la rédigerais. Mon épouse est incapable de comprendre précisément votre discours et de se défendre, je m'en chargerai à sa place.

Autres éléments à examiner.

http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F2464.xhtml#N100EF

- Quelles sont les conditions liées à la résidence et à la nationalité ?

Pour pouvoir bénéficier de l'AAH, vous devez résider de façon permanente, c'est-à-dire avoir votre domicile habituel, en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer (Dom).

Mon épouse remplit cette condition en habitant en France la moitié de l'année ou beaucoup plus, son logement est à son nom, son compte bancaire est à son nom et elle remplit sa déclaration d'impôt à son nom. Il n'y a donc pas l'ombre d'une fraude dans sa situation.

J'ai rapidement consulté les articles du Code de la Sécurité sociale qui confirment entièrement mon appréciation, il est écrit que la personne percevant des allocations doit séjournée plus de la moitié de l'année en France, ce qui a toujours été le cas de mon épouse et nous sommes en mesure de le prouver, hormis dernièrement avec un dépassement exceptionnel d'une semaine qui sera compensé en 2014, son séjour en Inde ayant été à cheval sur deux années.

Si vraiment mon épouse avait eu la moindre intention de "*frauder*" ou de "*dissimuler*" ses voyages en Inde et se faire prendre elle n'aurait pas agi autrement qu'en demandant à son médecin traitant de lui prescrire en une seule fois des médicaments pour approximativement la durée de son séjour en Inde, ce qui aurait pu ou plutôt dû paraître étrange et suffire pour éveiller l'attention de la Sécurité sociale et diligenter une enquête. Pourquoi mon épouse aurait-elle pris le risque de perdre ses droits qui sont synonymes de survie pour elle, dites-moi ? Pour quelques centaines ou milliers d'euros, cela aurait été misérable, sa vie vaut un peu plus chère voyez-vous. Son cardiologue aussi était informé, c'est même lui qui lui ordonnait de ne pas rester en France dès que la température baissait, vous pouvez le vérifier.

Je tiens à préciser que nous ne sommes jamais livrés au moindre calcul pour savoir combien de temps mon épouse passait en Inde ou en France chaque année à la semaine près, nous avions cru comprendre qu'elle devait séjourner au moins la moitié de l'année en France et nous nous en sommes tenus à cette règle sans nous poser de questions. J'appartiens à cette génération de Français qui ont des principes et des valeurs et qui s'y tiennent, c'est d'ailleurs ce qu'apprécie particulièrement mon épouse qui les a adoptés, nous sommes des gens parfaitement honnêtes, cela existe encore.

Maintenant plusieurs facteurs déterminent les dates et la durée de ses séjours en Inde : l'impossibilité de rester en France dès qu'arrive l'hiver puisqu'elle est logée dans un appartement insalubre depuis 6 ans, une HLM sans chauffage et dont l'installation électrique est défectueuse dont sans possibilité de connecter un chauffage d'appoint, sans gaz aussi, et la difficulté pour mon épouse de supporter les fortes chaleurs d'été en Inde depuis sa dernière opération du coeur, entre 42 et 45°C, et enfin les dates de disponibilité des billets d'avion délivrés par les compagnies aériennes, sachant que notre choix se limite aux compagnies les moins chères.

Mon épouse aime la France et elle déteste l'Inde, elle y retourne uniquement parce que j'y vis, si elle était logée normalement, elle resterait encore plus longtemps en France, elle y a une activité sociale (bénévole au Secours Populaire), elle est respectée en tant que femme, elle se sent libre. Et puis, c'est grâce à la France qu'elle est en vie aujourd'hui, avec une telle opération réalisée en Inde elle serait morte à l'heure qu'il est, le taux de survie à l'issue de ce genre d'opération, la transplantation de deux valves mécaniques était de l'ordre de 1% selon son cardiologue, mon épouse est ainsi une miraculée, vous ne voudriez pas l'achever, n'est-ce pas ?

Le récapitulatif de l'emploi du temps de mon épouse depuis 2009 tel que figurant sur son passeport.

France du 01/01/2009 au 01/04/2009
(3 mois en France)
Arrivée en Inde : 01/04/2009
(3 mois en Inde)
Départ : 30/06/2009
(5 mois et 4 jours en France)
Arrivée en Inde : 03/12/2009
(3 mois et demi en Inde)
Départ : 17/03/2010
(6 mois en France moins 5 jours + 4 jours en décembre)
Arrivée en Inde : 12/09/2010
(3 mois et demi en Inde)
Départ : 27/12/2010
(5 mois en France moins 9 jours)
Arrivée en Inde : 18/05/2011
(4 mois en Inde moins 6 jours)
Départ : 12/09/2011
(5 mois en France)
Arrivée en Inde : 10/02/2012
(4 mois en Inde)
Départ : 11/06/2012
(5 mois en France)
Arrivée en Inde : 09/11/2012
(4 mois et demi en Inde)
Départ : 17/03/2013
(6 mois en France moins une semaine)
Arrivée en Inde : 10/09/2013
(5 mois et demi en Inde)
Départ : 26/02/2014

Prochain départ programmé en octobre 2014, soit 7 mois et demi plus tard environ.

Vous pouvez refaire les calculs :

2009 : Total 8 mois et 4 jours en France ; (3 mois + 5 mois et 4 jours)
2010 : Total 6 mois en France ; (6 mois moins 5 jours + 4 jours en décembre)
2011 : Total 8 mois et 6 jours en France ; (4 mois plus 18 jours + 3 mois et 19 jours)
2012 : Total 6 mois et 7 jours en France ; (1 mois plus 9 jours + 5 mois moins 2 jours)
2013 : Total 6 mois moins 7 jours en France ; (6 mois moins 7 jours)

2014 : prévision 7 mois et demi en France

Il peut arriver comme en 2013 que son séjour tombe à cheval sur deux années et qu'une année sur deux elle reste plus longtemps en France ou en Inde, en moyenne depuis 2009 elle a passé plus de 7 mois en France comme vous avez pu le constater.

En 2013, elle est arrivée la veille de mon anniversaire et elle est repartie deux jours après notre 24è anniversaire de mariage, d'où ce décalage d'une semaine, elle y tenait, elle n'avait fait aucun calcul, la pauvre femme en est bien incapable, elle voulait tout simplement que l'on soit ensemble pour fêter ces deux dates les plus importantes dans sa vie.

Je vais même vous avouer un truc pour vous montrer que nous sommes des gens honnêtes, je lui ai fait la remarque qu'elle n'aurait pas dû programmer un séjour aussi long sans vouloir la contrarier puisqu'elle est hyper émotive, je tenais à ménager son coeur, eh oui c'est une préoccupation de chaque instant chez cette femme, elle m'a alors demandé s'il ne serait pas possible de le prolonger car elle craignait qu'il fasse trop froid le 26 février 2014, je lui ai répondu que ce ne serait pas sérieux et qu'elle se mettrait en infraction, elle m'a répondu qu'elle avait peur de mourir car chaque fois qu'elle était retournée en France en hiver, dans le mois qui avait suivi elle s'était retrouvée aux urgences en réanimation, elle a admis que j'avais toutefois raison et elle n'a pas prolongé son séjour, en fait, au lieu de partir en Inde le 10 septembre 2013 elle aurait dû attendre encore un mois, quel dilemme, n'est-ce pas ?

Voilà vous savez tout.

Nous n'avions pas prévu de vivre de la sorte assurément, séparés une bonne partie de l'année, il a fallu cette dernière opération

pour que le sort en décide ainsi, c'est difficile à vivre, mais nous l'assumons, dignement, et encore une fois honnêtement.

En vous remerciant de votre attention, je vous demanderai, Monsieur, de bien vouloir reconsidérer attentivement et le plus rapidement possible la situation de mon épouse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

Tardieu Jean-Claude

Il est clair que si elle n'obtient pas satisfaction d'ici un mois, elle quittera définitivement la France, c'est ce que je lui avait déjà conseillé de faire, mais bon, elle est libre, n'est-ce pas. La pauvre Manjou, c'est son surnom, elle est très arriérée et ne comprend pas grand chose à la société, depuis qu'elle vit seule en France elle n'a fait qu'accumuler les emmerdements, parfois très graves, elle s'est mise dans des situations où il ne pouvait qu'en être qu'ainsi, je l'avais flairé avec le pif que j'ai, séquestration, tentative de viol, vol, insultes racistes, harcèlement d'une secte, agression et j'en passe, et maintenant voilà qu'elle doit affronter les gestapistes de l'ordre social nouveau qui ont juré de la broyer.

Ici, en Inde, ça baigne, un peu chaud, à part le site qui me fait de plus en plus chier, je dirai même que cela faisait longtemps que je ne m'étais pas senti aussi bien, il faut dire que j'évite tout ce qui pourrait être une source d'emmerdements, un de mes beaux-frères qui m'avait volé s'est pointé avant-hier, il est resté dehors et je lui ai dit de dégager, ce qu'il a fait sans demander son reste, Manju aurait été là qu'en un quart de seconde le sang lui serait monté au cerveau.

La tournure des choses en politique nous amène à relativiser notre engagement. On va s'apercevoir dans peu de temps qu'on s'était fait berner au delà de tout ce qu'on avait pu imaginer, moi j'en suis déjà parfaitement conscient mais je suis une exception pour le moment encore, apparemment c'est moi qui me ferais des illusions, O.K. je n'insisterai pas, raison de plus pour prendre un peu de bon temps en attendant des jours meilleurs, traduire pires évidemment. J'ai tout sacrifié pendant des années pour que dal, cela suffit.

Bonnes élections, bon dimanche, amusez-vous bien... Et n'oubliez pas de verser une larme pour le frère Blondel ! Non, pas pour mon épouse... Et vive l'héroïque peuple syrien et palestinien !

Haut de page

Le 22 mars 2014

CAUSERIE

(Plus tard, à 13h47 en Inde.

43 articles ont été ajoutés, d'autres plus tard.

Ce matin vers 11h.

"*My vote is not for sale*, mon vote n'est pas à vendre.

En France, il suffit d'avoir un niveau de vie qui vous permette de vivre confortablement pour être corrompu par l'idéologie dominante et subordonné au capital en l'absence de conscience de classe. Et si ce n'est pas le cas, vous n'avez pas d'autre idéal puisque celui du socialisme est renvoyé à une date indéterminée, d'ailleurs plus personne n'en fait la promotion de nos jours...

En Inde, la situation est différente. Comme la majorité de la population n'a pas les moyens de vivre confortablement, c'est un euphémisme, personne ne rechigne à recevoir un petit billet de 500 ou 1.000 roupies en échange de sa voix, et puis soyons sérieux, voter pour l'un ou pour l'autre ne changera rien à leur condition, ils le savent, ce n'est pas parce qu'on est profondément arriéré qu'on est demeuré, ne pas confondre, alors autant que cela rapporte quelque chose, c'est toujours cela de pris, ainsi va la corruption, généralisée. J'oubliais : Dans la plus grande démocratie du monde ! Pure ironie... plutôt amère.

Les articles sur l'Ukraine, le Venezuela et la Syrie ont été archivés, ainsi que ceux de la Tribune libre.

La suite plus tard dans la journée si j'ai terminé le boulot, je dois aller faire des courses ce matin et encore envoyer des courriels en France.

Le sort de mon épouse n'intéressera pas le mouvement ouvrier, elle est bien pauvre, d'origine indienne et noire, mais voyez-vous elle est de nationalié française, elle serait immigrée sans papier, dans l'illégalité, mieux encore lesbienne, là peut-être qu'ils daigneraient se pencher sur son cas, et encore, car s'attaquer à cette vénérable institution qui sert de tiroir-caisse à tous les syndicats et partis, cela me semble impossible, ils sont trop corrompus, ils ont trop à perdre. Cela devrait faire réfléchir les militants.

Qu'ils se souviennent des paroles d'Engels prononcées il y plus d'un siècle, les syndicats sont devenus des obstacles au socialisme, d'après vous que dirait-il aujourd'hui, sans doute qu'ils en sont devenus les ennemis, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il faudrait se passer du syndicalisme, mais plutôt qu'il aurait fallu entrevoir nos relations autrement avec les appareils des syndicats, rompre avec eux pour commencer tout en continuant de militer dans ces syndicats et plus tard créer un nouveau syndicat. On ne l'a pas fait, on a tout faux. On dit bien que le PS et le PCF ne seront jamais un instrument qui servira à l'émancipation des travailleurs du capital, on aurait dû en dire autant de ces syndicats qui leur sont liés.

On en peut pas avoir (indéfiniment) un pied de chaque côté de la barricade, il arrive un moment où il est indispensable de réunir les deux pieds du même côté, ne pas prendre cette décision se traduira par l'amputation du pied posé du mauvais côté puis l'autre, à vous de voir celui qui figure du bon et du mauvais côté et qui sera coupé le premier, je ne suis pas sûr qu'on s'entende non plus sur ce point. Ceux qui ont tout misé sur le syndicalisme et qui continuent ont creusé notre tombe. On y reviendra, on pourra aussi évoquer l'attitude de Lénine envers les syndicats et les soviets en 1905, il avait dû intégrer le constat dressé par Engels sur les syndicats pour avoir étudié attentivement son oeuvre, forcément, sinon la révolution russe de 1917 n'aurait jamais vu le jour ou n'aurait pu triompher, il aurait manqué le parti pour la guidée...

Un dernier mot.

J'ai actualisé la rubrique articles d'actualité. Question : Comment doit-on caractériser ceux qui soutiennent le gouvernement néonazi à Kiev ? Je ne voudrais pas faire dans l'excès et je vais demeurer mesuré, comme toujours dans le fond. Suppôts du nazisme ou collobos des nazis, cela me semble convenable ou adapter aux faits.

Au fait, ils dirigent le vieux monde, ils sont à la tête des Etats les plus puissants de la planète, le gouvernement américain et l'UE, ce sont des institutions profascistes. En 39-45, seuls l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Japon pour ne prendre que les pays les plus importants sombraient dans le fascisme, tandis que le reste du monde le condamnait et le combattait...

En 2014, c'est la totalité des puissances occidentales qui dominent le monde qui soutiennent le fascisme, situation rendue possible uniquement grâce au soutien que lui apportent les partis officiels qui se réclament du mouvement ouvrier ou du soutien dont ils font eux-mêmes l'objet de la part des syndicats quand ils sont au pouvoir, et parce que le mouvement ouvrier est complètement dégénéré depuis des lustres maintenant, comment dire sans que personne ou presque ne s'en soit rendu compte, sans ce qui se prétendait être l'avant-garde du mouvement ouvrier n'en tienne compte, sans que nos valeureux révolutionnaires ou trotskistes ne modifient en quoi que ce soit leurs relations avec ces partis pourris PS et PCF et les appareils des syndicats, ils ont préféré s'en accommoder, manoeuvrer, sclérosés au dernier degré ils en sont rendus à estimer qu'il était gauchiste de vouloir rompre avec ces partis et ces appareils, autrement dit quoi qu'il puisse se produire, ils justifient la collaboration de classe dont on peut observer aujourd'hui sous nos yeux quelle en est la portée, les épouvantables conséquences pour notre classe, je ne parle même pas de notre idéal ou du socialisme qui est relégué au musée des antiquités utopiques.

Dans quel monde terrible vivons-nous et ce n'est qu'un début... Serons-nous capable, aurons-nous la force de retrouver le chemin du socialisme qui implique notre totale indépendance de ces partis et de ces appareils, de rompre résolument avec le capital et ses institutions politiques ? Apparemment on n'en prend pas vraiment le chemin. A suivre.

Haut de page

Le 23 mars 2014

CAUSERIE

Prochaine actualisation demain.

J'ajouterai peut-être quelques articles dans la journée.

S'agissant de ceux publiés par Le Grand Soir, ceux qui sont diffusés exclusivement sur leur portail (ou d'autres que je ne connais pas) sont très inégaux, souvent médiocres ou en totale opposition avec la politique que nous défendons, dorénavant j'essaierai de trouver le temps de les lire avant de les mettre en ligne.

Confrontation impérialiste.

Côté ouest

- La crise en Ukraine dope les pourparlers commerciaux USA-UE - Reuters

La crise en Ukraine et les tensions avec la Russie illustrent la nécessité d'un renforcement substantiel des liens économiques entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), a déclaré samedi le représentant américain au Commerce.

Michael Froman a notamment évoqué la perspective d'exportations de gaz naturel américain vers l'Europe en citant les compagnies françaises Total et GDF Suez.

Quatre jours avant le sommet UE-USA mercredi à Bruxelles en présence du président américain Barack Obama, Michael Froman a jugé que le raisonnement "ne pourrait jamais être plus fort" qu'en ce moment en faveur du pacte de libre-échange en cours de négociations depuis juillet entre les deux parties.

Michael Froman a souligné à quel point un accord de libre-échange faciliterait pour les compagnies européennes les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) des Etats-Unis vers l'Europe. Une telle évolution pourrait même intervenir avant la conclusion formelle du pacte, comme le souhaitent la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Dans le cadre de la législation actuelle, le département de l'Energie doit accorder des licences d'exportation aux compagnies qui en réclament. Avec un accord de libre-échange (FTA), ces licences seraient délivrées automatiquement.

"*A l'évidence, lorsque le TTIP sera conclu, en supposant qu'il le sera, il y aura une relation de nature FTA avec l'Union européenne*", a dit le représentant américain au Commerce.

L'Asie est pour le moment un marché d'exportation plus lucratif pour le gaz naturel liquéfié américain mais Michael Froman a souligné qu'il revenait aux compagnies européennes de choisir leurs marchés et que les exportations de gaz américain ne dépendaient pas uniquement de l'accord de libre-échange.

"*Même maintenant, il y a eu quatre ou cinq licences d'exportation vers des pays non-FTA qui ont été délivrées. Elles concernent plusieurs compagnies européennes*", a-t-il ajoutant en citant Total et GDF Suez.

"*C'est à elles de décider où va ce gaz. On peut concevoir que les gouvernements européens ont un intérêt à ce qu'elles acheminent ce gaz en Europe.*" Reuters 22.03

- L'UE et l'Ukraine signent le volet politique de leur accord d'association - Francetv info

- "*Poutine a déclaré la guerre à l'Occident*" - LePoint.fr

- Le "*banquier de Poutine*" visé par les sanctions américaines - AFP

- L'exclusion de la Russie du G8 évoquée par la Grande-Bretagne - LeMonde.fr

- Crimée: le fossé se creuse, "*il n'y a plus de G8*", dit Merkel - AFP

- Brzezinski traite Poutine de Hitler - french.irib.ir

- Washington accuse Poutine d'avoir des intérêts dans le pétrole - Reuters

- Le monde réexamine ses relations avec la Russie, dit Washington - Reuters

- Ukraine: le patron de Naftogaz, soupçonné de corruption, est en prison - AFP

- Fitch lève sa menace de priver les Etats-Unis de la note maximale "*AAA*" - AFP

- Fitch dégrade la perspective de la Russie de "*stable*" à "*négative*" - AFP

- Standard & Poor's menace de dégrader la note de la Russie - Le Nouvel Observateur

- La France a suspendu l'essentiel de sa coopération militaire avec la Russie - AFP

- MasterCard et Visa privent deux banques russes de leurs services - Reuters

Côté est

- Vladimir Poutine signe la loi rattachant la Crimée à la Russie - Reuters

- Poutine contre une riposte immédiate aux sanctions américaines - Reuters

- Sanctions américaines : Moscou riposte - french.ruvr.ru (La Voix de la Russie) 22.03

La Russie a introduit ses propres sanctions en réponse à la « *liste noire* » établie par la Maison-Blanche. Le ministère russe des Affaires étrangères a publié la liste des hommes politiques et des fonctionnaires américains désormais interdits d'entrée en Russie. La liste comprend des assistants de Barack Obama et certains congressistes et sénateurs connus pour leurs prises de position antirusses, dont le sénateur républicain John McCain.

A peine le président américain a-t-il annoncé un train de sanctions contre des fonctionnaires russes que le ministère russe des Affaires étrangères publiait la « *liste noire* » d'Américains interdits d'entrée en Russie. La liste comprend neuf hommes politiques américains au total, dont les plus notoires sont le président de la Chambre des représentants John Boehner et le sénateur républicain John McCain.

... ce sénateur républicain est également connu pour ses menaces directes. Il avait par exemple promis à la Russie « *le scénario libyen* » et au président russe « *le sort de Mouammar Kadhafi* ». M. McCain cherche ainsi à se faire une popularité douteuse, estime Andreï Sidorov, directeur de la chaire des organisations internationales et des processus politiques mondiaux.

En même temps, la Russie se gardera bien d'introduire des sanctions économiques contre les États-Unis, a déclaré le président Poutine à la réunion du Conseil de Sécurité.

Le président Obama a signé entre-temps un décret permettant d'appliquer des sanctions pour frapper les secteurs-clés de l'économie russe. Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Alexandre Loukachévitch a dit en réponse que l'introduction des sanctions antirusse obligerait la Russie à prendre « *des mesures appropriées* » à chaque démarche inamicale. french.ruvr.ru 22.03

- Moscou augmente le prix du gaz vendu à l'Ukraine - AFP

- Ukraine : Donetsk manifeste contre un gouvernement « *illégitime* » - LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand la chute finale approche...

- La Fed réduit encore son soutien et change son message d'orientation - AFP

La banque centrale américaine (Fed) a réduit mercredi son soutien monétaire à l'économie américaine et changé son message d'orientation de politique monétaire, la présidente Janet Yellen évoquant même une éventuelle remontée des taux à la mi-2015. AFP 21.03

Pur numéro d'illusionniste !

- Stress tests réussis pour les grandes banques américaines - Reuters

- Les grandes banques américaines sont suffisamment solides en termes de fonds propres pour surmonter un choc économique, a annoncé la Réserve fédérale jeudi en présentant les résultats de ses tests de résistance Reuters 21.03

Le «***front républicain***», laissez-le à la "***gauche***"

- Le vice-président de l'UMP refuse un «*front républicain*» anti-FN - Liberation.fr

La collaboration de classe est sa spécialité, il a toujours servi le régime en place.

Et puis franchement, ne vient-elle pas de réaliser un maginifique «*front républicain*» en soutenant le gouvernement ukrainien !

Le régime côté jardin

- L'Usine nouvelle tresse des lauriers à Arnaud Montebourg - L'Express.fr

- Vers une baisse de la fiscalité des entreprises - LePoint.fr

- Les réformes structurelles sont difficiles, mais indispensables - LeMonde.fr

- Ces préretraites très confortables réservées aux hauts fonctionnaires - LeMonde.fr

- La croisière a le vent en poupe et s'expose au Salon du Tourisme - AFP

... et côté cour...

- Un rapport prescrit une sévère cure d'austérité aux collectivités locales - Francetv info

- Accord à l'arraché sur de nouvelles règles d'indemnisation pour 2,2 millions de chômeurs - AFP

A l'issue d'une négociation marathon, le patronat et trois syndicats (CFDT-FO-CFTC) sont parvenus samedi matin à un accord sur de nouvelles règles d'indemnisation du chômage, obtenant un satisfecit du gouvernement, mais avec des mesures jugées "*inacceptables*" par les chômeurs et une partie des intermittents.

La nouvelle convention prévoit 800 millions d'euros d'économies (400 millions net en prenant en compte les droits rechargeables), autant d'efforts demandés aux demandeurs d'emploi indemnisés car le patronat a obtenu que les cotisations des entreprises restent inchangées.

L'objectif est à la fois d'inciter à la reprise d'emploi et d'assurer une meilleure couverture aux chômeurs.

(Gageons que cet accord vise surtout le premier objectif... -ndlr)

Au-delà des économies pour l'assurance chômage, la CFDT y voit aussi un moyen de décourager les recours abusifs aux ruptures conventionnelles, qui font office de préretraites pour les seniors dans certaines entreprises.

(Des vieux travailleurs pouvaient par ce biais partir à la retraite plus tôt, anormal pour les jaunes, qu'ils crèvent au boulot ! Et les jeunes doivent rester au chômage et continuer d'être sacrifiés par ce régime honni. - ndlr)

Les salariés de plus de 65 ans, jusqu'ici exonérés de cotisations Unédic, contribueront eux aussi au régime.

(Puisque les cotisations des entreprises restent inchangées, il faut bien que quelqu'un casque à leur place. -ndlr) AFP 22.03

On dit merci qui ? Au syndicat qu'il vous FO ! Indépendant, sans rire...

Il rejoint les jaunes, à moins qu'il ne les ait jamais quitté, qui sait hein ? Voilà comment on se passe des chaînes aux pieds et aux mains pour ensuite poursuivre le combat, là c'est carrément abjecte, cynique, non ?

Ils en pensent quoi les militants dont les partis sont partie prenante des instances de FO ? Réponse : Ils trouvent cela normal puisqu'ils font partie des bénéficiaires de ce genre d'accord scélérat ou ils sont privilégiés et ne sont pas concernés. C'est cela aujoud'hui (et déjà hier...) être révolutionnaire, anticapitaliste, trotskiste ! Finalement, tout nous sépare ou presque...

- Le régime des intermittents ne perd rien pour attendre - LePoint.fr

- Frais d'optique : le gouvernement veut limiter le remboursement par les complémentaires - LePoint.fr

- L'objectif serait de limiter la hausse des dépenses dans ce secteur, selon un projet de texte révélé jeudi par le journal "*Le Monde*".

Ce "*projet de décret*", établi par la Direction de la Sécurité sociale, fixe un montant maximum pour le remboursement des verres simples par les complémentaires santé (mutuelles, assurances et institutions de prévoyance). Ce montant est dégressif : il passera de 350 euros en 2015 à 200 euros en 2018. Le remboursement des verres complexes serait quant à lui limité à 400 euros en 2018. Celui des montures resterait fixé à 100 euros.

- Pourquoi le prix de votre petit-déjeuner risque d'augmenter - LeFigaro.fr

- Une grande ville sur deux a augmenté le prix du stationnement - LeFigaro.fr

- Hausse de 7,2% des bénéficiaires du RSA en 2013 - Reuters

Près de 2,3 millions de foyers percevaient le revenu de solidarité active à la fin du quatrième trimestre 2013 en France et dans les départements d'Outre-mer, soit 7,2% de plus qu'un an plus tôt, selon les chiffres publiés vendredi par la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf).

Au 1er janvier 2014, le RSA socle, versé aux foyers ne bénéficiant d'aucun revenu d'activité, s'élevait à 499,1 euros par mois pour une personne seule et 748,97 euros pour un couple sans enfant. Reuters 21.03

Résistance passive

- Les employés de Eau de Paris manifestent allongés - LeParisien.fr

- Contre une restructuration, des salariés de Staples occupent leur entreprise - Liberation.fr

- Intermittents : des milliers de manifestants dans la rue pour défendre leur régime - LePoint.fr

- La Redoute: les salariés manifestent pour de meilleures garanties - AFP

- Paris: des centaines de personnes ont manifesté contre le racisme et le fascisme - lexpress.fr

- Grèce: des milliers de manifestants contre les néonazis et le racisme - AFP

Des milliers de migrants, sympathisants de gauche et des droits de l'homme, ont manifesté samedi à Athènes dans une ambiance bon enfant contre "*le fascisme*" et "*le racisme*", selon la police.

"*Éliminez les néonazis dans tout quartier, ni au Parlement européen, ni aux mairies ou les préfectures*", était inscrit sur une banderole.

Parti xénophobe et antisémite, Aube dorée est accusé de nombreuses attaques surtout contre des migrants et des personnes de gauche. AFP 22.03

Mais pour la "*gauche*" et extrême gauche, à Paris ou Athènes il ne faut pas confondre extrême droite en France, néonazis en Grèce... et nazis à Kiev où ils figurent dans le gouvernement ukrainien issu du coup de force de l'OTAN et l'UE, ces néonazis sont des gens respectables, c'est Obama, Hollande, Merkel et Ashton qui l'on dit, enfin.

Quand nous disions que le PS ou ses semblables, le PCF ou les néo staliniens recyclés dans le social-libéralisme frayaient la voix au fascisme, est-ce qu'on exagérait vraiment ? La situation s'emballe et nous donne raison une fois de plus mais restons modeste, on le signale au passage...

Les euthanasier !

- Que faire des enfants qui mendient ? - LePoint.fr

Si : L'incapacité de passer à un mode de production supérieur

- Climat, ressources, inégalités : "*Il n'y a jamais un seul facteur pour expliquer la chute d'une civilisation*" - Francetv info

Le roi... de la sale bouffe !

- Burger King ouvrira 25 restaurants en France en 2014 - AFP

Stratégie mondialiste, néolibérale ou du chaos

- Attentat de Boston : pas de poursuite contre un agent du FBI - LeMonde.fr

- Les Vénitiens massivement favorables à leur indépendance - LeMonde.fr

- Venezuela : mobilisations contre "*la dictature*" d'un côté et "*le fascisme*" de l'autre - AFP

L'AFP réalise ici un amalgame ordurier en mettant les deux camps sur le même plan en leur accordant le même traitement au moyen de parenthèses...

- La Libye veut s'attaquer frontalement au terrorisme - LeMonde.fr

- Combats entre forces libyennes et rebelles près de Benghazi - Reuters -

- Lourde amende contre une compagnie pétrolière chinoise au Tchad - Reuters

- Rassemblement à Alger contre la candidature de Bouteflika - Reuters

- Afghanistan: assaut meurtrier des talibans contre un hôtel de Kaboul - AFP

- Bagdad est devenue la pire ville au monde - Francetv info

- Irak : violences meurtrières, des insurgés contrôlent un village - LeMonde.fr

- Un garde présidentiel abat un journaliste en Irak - LeMonde.fr

- Cisjordanie: trois Palestiniens tués par l'armée israélienne - AFP

- Sahara Occidental. La police marocaine réprime des manifestations dans les villes occupées - french.irib.ir

- La Cour constitutionnelle annule les élections en Thaïlande - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il était médiocre... et il est coupable de l'être.

- Ecoutes: l'horizon s'obscurcit pour Sarkozy, juge la presse - AFP

- L'affaire des écoutes de Sarkozy prouve que notre justice marche bien - Slate.fr

- Ecoutes de Sarkozy: Thierry Herzog annonce une plainte pour violation du secret de l'instruction - 20minutes.fr

- Ecoutes: Sarkozy contre-attaque violemment, la gauche s'indigne - AFP

Dans un communiqué, le Premier ministre a qualifié de "*grave faute morale*" le fait pour Nicolas Sarkozy "*de mettre en cause l'honneur de la justice et de la police*" et jugé "*insupportable*" la "*comparaison*" entre la France et l'Allemagne de l'Est. (Soutenir un gouvernement qui comporte des fascistes, à Kiev, ce n'est pas une"*grave faute morale*" pour Ayrault, c'est naturel quand on est au PS. - ndlr)

"*Je n'entends pas accepter cette injure*", a renchéri Mme Taubira. Le numéro 1 du PS, Harlem Désir, a "*dénoncé avec force l'attaque inouïe*" de l'ex président "*contre les institutions de la République*". Peu après, c'est le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls

qui a jugé les propos "*infamants pour les magistrats et les policiers*". AFP 21.03

Quand ce sont des hordes nazis qui lancent l'assaut "*contre les institutions de la République*" ukrainienne, c'est légal et légitime pour le PS.

- Vers un tandem Juppé-Bayrou en 2017 ? - francetvinfo.fr

C'est crédible, Juppé a déjà troqué le gaullisme pour le néolibéralisme et Bayrou incarne l'ex-UDF qui fut le fer de lance de la croisade en faveur de l'UE en France, il est forcément également néolibéral.

L'un peut continuer à se prétendre gaulliste et l'autre démocrate et le tour est joué, l'enfumage est parfait.

Le prochain minable et pantin sur la liste à éliminer.

- Sarkozy : Hollande juge «insupportable» la comparaison avec des dictatures - Liberation.fr

Suppôt au fascisme en Ukraine, au sionisme à Tel-Aviv, au communautarisme, va-t-en-guerre, complice de la barbarie en 14-18 et 39-45, de toutes les guerres, quel statut réserver au PS ?

- La France se dote d'un statut du "*repenti*" - L'Express.fr

Valls ou les mains sales.

- Le coup de colère de Valls contre un pompier qui refuse de lui serrer la main - Francetv info

"*Quand on refuse de serrer la main à une personne, c'est qu'on a perdu ses valeurs.*" Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls s'est emporté, jeudi 20 mars, à Grenoble (Isère), contre un pompier qui refusait de le saluer. "*Vous n'êtes pas un gamin, vous avez des responsabilités*", lui a notifié le ministre, l'invitant à se "*comporter comme un sapeur-pompier*", dans un échange partiellement capté en vidéo par Le Dauphiné Libéré. "*Il y a une hiérarchie dans les sapeurs-pompiers, a-t-il encore martelé, furieux. Vous devez la respecter*."

En déplacement à Grenoble pour soutenir le candidat socialiste à la mairie, Jérôme Safar, Manuel Valls s'était approché d'un groupe de pompiers, qui manifestaient devant la préfecture. C'est à ce moment que l'incident s'est produit, avant que d'autres pompiers ne reviennent sur leurs revendications, dans un conflit qui les oppose à leur direction depuis trois mois.

"*En Isère, on a réellement besoin d'apaisement, a dit un pompier, et ça fait plusieurs temps qu'on nous dit 'On a écouté vos problèmes, on va vous aider, ça va s'apaiser, on va trouver des solutions'. Ca fait quatre mois...*" Un autre en a profité pour prendre le ministre au pied de la lettre : "Vous parlez de respect de la hiérarchie, le respect doit être mutuel". Francetv info 21.03

En complément.

Ils en ont encore trouvé un !

- Paris : un juif victime d'insultes antisémites porte plainte - LePoint.fr

Le nihilisme est le pendant philosophique de l'idéologie néolibérale.

- Genre : pourquoi Bruxelles finance ces recherches - LeFigaro.fr

Le sionisme en est le volet théologique.

Propagande et guerre idéologique. Intox et désinformation.

- Bonheur : les Français peuvent mieux faire - LePoint.fr

- Journée du bonheur: Le bonheur est-il le fruit d'une réaction chimique de notre cerveau? 20minutes.fr

Il suffit d'y croire ! Un luxe, n'est-ce pas, mais par pour tout le monde !

- Tourisme : les Français préfèrent la France pour leurs vacances - LePoint.fr

La plupart n'ont pas vraiment le choix financièrement parlant...

- Les Européens bouclent in extremis leur projet d'union bancaire - AFP

Au terme des discussions, le rôle des Etats a été amoindri et la procédure simplifiée, de sorte qu'en cas d'urgence, le sort des banques présentant des problèmes puisse être réglé en l'espace d'un week-end, quand les marchés financiers sont fermés.

Le ministre allemand des Finances, M. Wolfgang Schäuble a "*salué*" l'accord comme un "*grand progrès pour l'Europe*". AFP 21.03

- Le secret bancaire définitivement enterré dans la zone euro ? - LeMonde.fr

Mais pas les paradis fiscaux, youpi !

- L'information est un droit universel, dit Michelle Obama à Pékin - Reuters

L'information officielle, diffusée depuis Washington, favorable à l'impérialisme américain... Lire encore : La désinformation.

- L'Ukraine, les gentils et les méchants : comment les récits médiatiques hystérisent les opinions (jusqu'à la guerre ?) - Atlantico.fr

Mais non, un nazi qui le revendique n'est pas un nazi... Autrement dit : Fermez-la, laissez les nazis agir à leur guise...

- La CE va sanctionner Goldman Sachs - Reuters

Ils en tremblent déjà !

- JPMorgan cède son activité de matières premières à Mercuria - Reuters

Parbleu, assiste-t-on au démentèlement des trusts financiers comme on voudrait nous le faire croire ? Pas vraiment, un tour de passe-passe pour contourner la réglementation financière.

- Les groupes de négoce privés, faiblement régulés, ont été les premiers à bénéficier du retrait des banques du trading de matières premières au cours des deux dernières années.

Mercuria, fondée par deux anciens de Goldman Sachs, se hissera ainsi dans le haut du classement des maisons de négoce. Reuters 20.03

Des hommes de paille de Goldman Sachs...

- L'ombre d'Al-Qaïda continue de planer sur l'affaire Merah - 20minutes.fr

Dans quelques années ou décennies l'ectoplasme du monstre se matérialisera... enfin peut-être, il faut entretenir le suspens, l'illusion...

Comment minimiser l'ampleur d'une manifestation.

Quelques titres de presse.

- Grande manifestation à Madrid contre l'austérité - Reuters

- Les Espagnols marchent contre l'austérité -libération.fr

- Une foule immense manifeste en Espagne - LePoint.fr

- Gigantesque manifestation à Madrid pour dénoncer « *l'urgence sociale* » - lemonde.fr

On se dit que là pour le coup les manifestants devaient se compter en centaines de milliers. Pas vraiment.

- Plusieurs dizaines de milliers de manifestants venus de toute l'Espagne (Reuters)

- Ils étaient des dizaines de milliers, arrivés pour certains de toutes les régions d'Espagne (Le Monde)

- Des dizaines de milliers de personnes (Liberation.fr)

- Madrid a connu ses plus grandes manifestations contre la politique du gouvernement depuis 2012.

Une gigantesque manifestation contre l'austérité a eu lieu samedi à Madrid, qui a réuni des colonnes venues de toutes les régions d'Espagne pour dénoncer «l'urgence sociale», le chômage et la politique gouvernement Rajoy.

Certains ont traversé le pays, parcouru à pied des centaines de kilomètres, d'autres les ont rejoints aux portes de Madrid. Agitant des drapeaux de toutes les régions d'Espagne, une immense foule avait envahi dans la journée le centre de la capitale pour le plus grand défilé organisé depuis ceux de 2012. Liberation.fr 22.03

- Un gendre de Ben Laden sort de son silence - Le Monde.fr

Pourquoi *Le Monde* consacre-t-il un article à Souleymane Abou Ghaith, un ancien porte-parole d'Al-Qaida? Disons-le d'emblée, un article qui ne présentait aucun intérêt, en apparence seulement.

Ce n'est jamais anodin de publier un article dans un grand média comme Le Monde. Ils ont toujours une idée derrière la tête, sous couvert de délivrer des informations ou d'informer leurs lecteurs, ce que ces derniers gobent en général ou ne se rendent pas compte, alors qu'en réalité la machine à désinformer et la propagande de la classe dominante ne s'arrêtent jamais. Voyons de quoi il s'agissait ici et comment ils ont procédé.

C'est très simple, le gendre de Ben Laden est détenu et inculpé de complot visant à tuer des Américains et à apporter un soutien matériel à des terroristes dans le cadre des "*attentats*" du 11 septembre 2001, il aurait participé au recrutement des membres d'Al-Qaïda qui auraient perpétré ces "attentats", accusation très grave où il risque la réclusion à perpétuité.

Son témoignage lors de son procès à New York mercredi 19 mars ne présentait pas vraiment d'intérêt contrairement à ce qu'affirme Le Monde, quelle importance cela pouvait-il avoir de savoir qu'il était en Afghanistan le 12 septembre 2001 au côté de Ben Laden, aucune. Pas tout à fait.

En revanche, ce qui devait présenter un intérêt pour les lecteurs du Monde, c'était de leur ressortir une fois de plus le mensonge ou la version officielle qui pour ainsi dire reposerait sur le témoignage de Ben Laden en personne. Or il a été établi qu'il n'avait jamais revendiqué ces "*attentats*" et qu'il était totalement impossible qu'il les ait pilotés du fin fond d'une grotte située à des milliers de kilomètres du périmètre des opérations, sauf à accorder à Ben Laden un don d'ubiquité. Peu importe que cette version soit ridicule ou grotesque, Le Monde continue de la martèler. Voici comment :

- Après les attentats, qui ont fait près de 3 000 morts à New York, Washington et en Pennsylvanie, il avait affirmé que « *la tempête ne s'arrêtera[it] pas, spécialement la tempête des avions* ». Ces discours, a-t-il témoigné, étaient fondés sur des « *citations et points* » établis par Ben Laden. lemonde.fr 20.03

Le tour de passe-passe consiste à partir de « citations et points » prêtés à Ben Laden dont les déclarations à la suite du 11/9 sont soigneusement passées sous silence, et pour cause puisqu'il a toujours nié en avoir été le cerveau ou le maître d'oeuvre, on a rappelé précédemment que c'était totalement impossible matériellement parlant, à lui faire dire ce qu'il n'a jamais dit mais qui paraîtra plausible dans la bouche d'un de ses lieutenants qui cherche à sauver sa peau, l'ensemble servant à ressortir ou à conforter la version officielle de plus en plus contestée aux Etats-Unis même et la boucle est bouclée.

Ben Laden qui aurait dû se féliciter de cet extraordinaire fait d'arme à la face du monde ou d'avoir atteint son objectif puisque les "*attentats*" du 11/9 se sont parfaitement déroulés s'en était abstenu n'en fit rien et le nia au contraire, ce qui était fort embarrassant pour Bush, donc par la suite la CIA s'est employée à bricoler ou inventer différents témoignages (sous la menace ou la torture notamment) qui devaient conforter la version officielle. Finalement, cet article du Monde sans intérêt ou tout à fait anodin au premier abord ne servait qu'à confirmer cette version des faits, comme quoi il n'était pas totalement inutile, restait à établir pour qui, ce que nous venons de faire.

Nous ne rappelerons jamais assez que notre ennemi est animé par une détermination sans faille et un cynisme sans fond, et que ses porte-parole témoignent des mêmes attributs, ce qu'on néglige ou ne soupçonne pas généralement, notre vigileance baisse, et c'est ainsi qu'à notre insu l'idéologie dominante pénètre dans notre cerveau, là ce n'était pas bien grave car peu d'entre nous croit encore la version de Bush, ce qui était intéressant de montrer ici, c'était qu'ils agissent de la sorte jusque dans les moindres détails et à tous propos, dans tous les domaines ils essaient de manipuler et conditionner leurs lecteurs, la population,

ce que l'on doit combattre avec la même détermination et férocité qu'eux.

Tartufferie. L'homme propose et la dictature dispose.

Réponse en demi-teinte de la Commission à la première initiative citoyenne européenne - Le Monde.fr

L'initiative citoyenne européenne « *right2water* » (droit à l'eau), première du genre, demandait l'accès universel à l'eau et à l'assainissement au sein de l'Union, ainsi que l'exclusion de la gestion de l'approvisionnement en eau des règles du marché intérieur.

Le principe de l'initiative citoyenne européenne (ICE), entré en vigueur en avril 2012, permet aux citoyens européens de proposer des projets de lois à la Commission. Pour cela, ils doivent, en un an, réunir un million de signatures, venant d'au moins sept Etats membres. La Commission, elle, a l'obligation de répondre – positivement ou négativement. L'initiative « *right2water* » est la première à avoir atteint le seuil du million de soutiens.

Malgré cette réponse positive, les instigateurs de l'initiative, une coalition d'associations et de syndicats européens, sont déçus. La Commission promet plusieurs mesures, comme une consultation publique sur l'eau potable, ou une meilleure information des citoyens.

Ainsi, elle se contente d'évoquer la « *dimension 'droits de l'homme'* » de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Et affirme que, pour les négociations commerciales internationales, elle « *continuera également à s'engager activement aux côtés de ses partenaires commerciaux pour garantir que les décisions […] en matière de gestion des services relatifs à l'eau sont respectées et protégées correctement.*» Le Monde.fr 21.03

Voilà ce qui arrive quand on croit que l'UE serait démocratique, quand on refuse de reconnaître sa nature fondamentalement réactionnaire... Les ONG ne servent qu'à cautionner l'existence de l'UE et colporter des illusions en elle, normal elle les finance aussi... Ce qui est valable pour les ONG l'est également pour les syndicats et les partis ouvriers financés par l'Etat.

En famille. Ils craignent pour leurs privilèges : Ils proposent d'étendre l'austérité sur 40 ans... ou plus !

- Portugal: 74 économistes appellent au rejet de l'austérité - AFP

Soixante-quatorze économistes de différentes nationalités ont signé un manifeste pour critiquer l'austérité et réclamer des politiques compatibles avec la croissance au Portugal, apportant leur soutien à ceux qui défendent une restructuration de la dette publique. (Et non son annulation pure et simple. - ndlr)

"*L'austérité a aggravé la récession, a fait augmenter la dette publique et a entraîné une souffrance sociale, provoquée par une baisse des pensions et des salaires*", affirment ces économistes d'une vingtaine de nationalités dans ce manifeste publié jeudi par le quotidien de référence Publico.

"*Il est temps de changer de politique*", écrivent les signataires, qui expriment par ailleurs leur inquiétude sur les conséquences de la rigueur en Europe dans ce texte intitulé: "*Restructurer la dette insoutenable et promouvoir la croissance en rejetant l'austérité*".

(Il "*est temps*" décrète-t-il un beau matin de "*changer de politique*", pourquoi, parce que cela commence à sentir la poudre à canon près de chez eux et ils craignent d'être demain les victimes de cette politique qui peut conduire et doit conduire à un effondrement du capitalisme qu'ils ne souhaitent pas évidemment. - ndlr)

La publication de ce texte intervient après la signature la semaine dernière d'un manifeste par soixante-dix personnalités portugaises de gauche et de droite en faveur d'une "*restructuration responsable*" de la dette publique "*dans le cadre institutionnel européen*".

(De "*gauche et de droite*" et "*dans le cadre institutionnel européen*", autrement dit cette initiative est une escroquerie politique qui au lieu d'aider les masses et les intellectuels à comprendre la situation et d'adopter la seule issue politique possible pour en changer, de se rassembler pour renverser le régime en place et les intsitutions, rompre avec l'UE, les y enchaîne, ils leur interdisent toute issue politique conforme à leurs intérêts. - ndlr)

La dette du Portugal a atteint 129% du PIB fin 2013, mais devrait amorcer une décrue cette année, selon les prévisions du gouvernement. Les signataires portugais proposaient d'appliquer une décote sur la partie de la dette dépassant les 60% du PIB et d'allonger la maturité des prêts "*à 40 ans ou plus*". (Plutôt "*plus*" que moins puisqu'automatiquement la dette continuera d'augmenter, en réalité ils promettent aux masses l'austérité... pour l'éternité ! - ndlr)

Parmi les signataires figurent notamment Mark Blyth, professeur d'économie politique internationale à l'université Brown aux

Etats-Unis, l'ancien ministre des Finances colombien José Antonio Ocampo, la Britannique Stephany Griffith-Jones, auteure de nombreuses publications sur le système financier international ou encore Mauro Napoletano de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). AFP 20.03

Le pedigree des signataires de cet appel ne laisse aucun doute sur sa nature : Réactionnaire. Une initiative qui a pour objectif de sauver le capitalisme dont leur propre niveau de vie ou confort matériel dépend.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Colombie

- Colombie: la destitution polémique du maire de Bogota désormais officielle - AFP

Figure de la gauche en Colombie, le maire de Bogota, l'ex guérillero Gustavo Petro, a été officiellement destitué mercredi par les autorités au terme d'un marathon judiciaire dans une affaire qui soulève une forte polémique.

L'élu, qui se dit victime d'un complot, avait été frappé depuis 2013 par une mesure de destitution, assortie d'une inéligibilité de 15 ans, pour une passation de marché considérée illégale.

Au lendemain de la validation de cette sanction par le Conseil d'Etat, le président colombien Juan Manuel Santos, auquel il revenait de promulguer la destitution in fine, l'a annoncée lors d'une allocution solennelle.

Le chef de l'Etat a chargé son ministre du Travail, Rafael Pardo Rueda, d'assurer l'intérim de la gestion de la capitale, en invoquant "*l'urgence de ne pas continuer avec une situation d'incertitude*".

Cette annonce a suscité des réactions de colère de la part de centaines de partisans de M. Petro, rassemblés devant le siège de la mairie.

M. Petro lui même a lancé un appel à la grève générale. "*Le peuple colombien doit se diriger de manière pacifique vers une grève générale pour une Assemblée constituante et la paix en Colombie*", a lancé Gustavo Petro depuis le siège de la mairie devant des milliers de sympathisants.

Plus tôt dans la journée, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), basée à Washington, avait appelé à maintenir M. Petro à son poste afin de "*garantir ses droits politiques* " et lui permettre d'"*achever son mandat*". Une demande à laquelle les autorités ont opposé une fin de non recevoir.

"*Le gouvernement colombien ne répond pas favorablement aux mesures de précaution*", a tranché le président Santos. "*Il est évident que la justice colombienne a agi et qu'elle l'a fait de manière transparente, efficace et opportune*", a-t-il encore commenté.

Investi en janvier 2012 pour un mandat de quatre ans à la tête de cette mégalopole de sept millions d'habitants, M. Petro dénonçait de son côté un complot contre le processus de paix actuellement en cours avec la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc).

Le maire avait averti le chef de l'Etat qu'il commettrait une "*énorme erreur politique et historique*" en ne suivant pas la consigne de la CIDH.

La polémique avait d'autant plus enflé que la sanction à l'encontre de M. Petro a été prise à l'origine par la "*procuradoria*", organisme de contrôle des fonctionnaires, dont le directeur Alejandro Ordoñez est un conservateur notoire, très critique du processus de paix avec les Farc.

Depuis le début de cette affaire, de nombreuses manifestations ont eu lieu en soutien à cet économiste de 53 ans, lui-même ancien membre de la guérilla urbaine du M-19 (Mouvement du 19 avril), un mouvement d'insurrection dissous en 1990.

Parallèlement, l'élu faisait face à la convocation d'un référendum révocatoire à la demande de l'opposition, qui a réuni un nombre suffisant de signatures. AFP 20.03

2- Turquie

- La Turquie bloque Twitter, pris pour cible par Erdogan - Reuters

Les autorités turques ont confirmé vendredi avoir bloqué l'accès à Twitter, mis en cause quelques heures plus tôt par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, en justifiant leur initiative par des décisions de justice.

L'office de régulation des télécommunications, TIB, précise sur son site internet avoir auparavant demandé sans succès à Twitter de retirer certains contenus à la suite, dit-il, de plaintes d'utilisateurs du site de microblogging sur le respect de la vie privée.

"*Parce qu'il n'y avait pas d'autre choix, l'accès à Twitter a été bloqué conformément à des décisions de justice visant à protéger les citoyens*", dit le communiqué.

Le vice-Premier ministre, Ali Babacan, a estimé que le blocage ne devrait être que "*temporaire*" et émis le souhait qu'une solution soit rapidement trouvée avec Twitter.

Les autorités turques n'ont pas l'intention de bloquer l'accès à d'autres réseaux sociaux, comme Facebook, a précisé à Reuters un responsable turc.

"*L'initiative de bloquer l'accès (à Twitter) a été prise dans le cadre d'une décision de justice faute d'avoir pu résoudre le problème avec la direction de Twitter. Pour le moment il n'y a pas de décisions de ce genre pour d'autres réseaux sociaux comme Facebook*", a-t-il déclaré.

Jeudi, Recep Tayyip Erdogan, lors d'un meeting de campagne en vue des élections municipales du 30 mars, s'en est pris vivement au site, auquel il reproche d'alimenter la contestation.

"*La communauté internationale peut dire ceci ou cela, je m'en moque totalement. Tout le monde verra à quel point la République de Turquie est puissante*", a poursuivi le chef du gouvernement. Reuters 21.03

Haut de page

Le 26 mars 2014

CAUSERIE

J'ai hésité avant d'actualiser le site. Le soir en me couchant je me dis : C'est terminé, j'en ai marre. Et le matin au réveil je m'y remets ! Ne figure pas les infos d'hier. De nouveaux articles seront ajoutés plus tard.

Comme un air de fin de civilisation... définitive.

- *Comment l'Occident fabrique les mouvements d'opposition* - Andre Vltchek - michelcollon.info 21.03

Il est certain que ce que vit le monde actuellement pourrait être décrit comme une nouvelle vague de l'offensive impériale occidentale. Cette offensive se déroule sur tous les fronts et s'accélère de manière très rapide. Sous la houlette du très distingué prix Nobel de la Paix Barack Obama, de ses amis néo-conservateurs, de ses amis socialistes aux accents bruns, de la réélection du Premier ministre fasciste au Japon, le monde devient un lieu particulièrement dangereux. C'est comme si une certaine ville frontalière était envahie par des gangs violents.

La perception biblique de « *vous êtes avec moi ou contre moi* » gagne du terrain. Soyons conscients face aux récits. Soyons conscients lors des soulèvements, soyons conscients lors des mouvements de protestation contre les gouvernements. Lesquels sont réels et lesquels sont créés de toute pièce par l'impérialisme et le néocolonialisme?

Cela apparaît extrêmement déstabilisant pour la majorité des gens qui sont noyés par le flot d'informations des médias privés. Il y a effectivement de quoi être déstabilisé. Et plus les gens le sont, moins ils sont enclins à s'opposer aux réels dangers et à l'oppression. (...)

L'Occident ne cesse de produire et d'aider des forces d'oppression, qu'elles soient féodales ou religieuses. Plus la population est oppressée, moins elle est disposée à se battre pour la justice et pour ses droits. Plus elle est effrayée, plus elle est facile

à contrôler.

La féodalité, l'oppression religieuse et les dictatures d'extrême droite, tout cela sert parfaitement le fondamentalisme de marché de l'Empire, et son obsession de vouloir contrôler la planète. Mais un tel programme est anormal, et donc temporaire. Les êtres humains sont épris de justice, par essence, c'est une espèce décente et altruiste. Albert Camus, à juste titre, en arrive à la conclusion dans son magnifique Roman 'La Peste' (analogie pour combattre le fascisme) : « *il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser* ».

Ce que l'Occident fait actuellement au reste du monde n'a rien de nouveau : fomenter des conflits, soutenir le banditisme et le terrorisme, sacrifier des millions de personnes pour ses seuls intérêts commerciaux. C'est ce qu'on appelle le "*fascisme ordinaire*". Et le fascisme est venu et il a été vaincu par le passé. Et il le sera à nouveau. Il sera battu à nouveau car il est néfaste, car il va à l'encontre de l'évolution humaine naturelle et car les peuples à travers le monde sont en train de prendre conscience que les structures féodales que le fascisme occidental essaie de mettre en place à travers le monde, appartiennent au 18ème siècle, pas à celui-ci et ne devraient plus être tolérées. michelcollon.info 21.03

On peut être "*épris de justice, par essence*", plein de bonnes intentions ou de bonne volonté, cela n'a jamais fait une conscience de classe ou remplacé un programme politique, cela ne suffit pas non plus pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et encore moins comment faire pour parvenir à le changer.

Parmi ces "*structures féodales*" il y a l'Union européeenne et l'ensemble des institutions que le capital a mis en place sur chaque continent, le CFR aux Etats-Unis relié au Pentagone, à la CIA, à la NSA, au NED, etc., la Commission Trilatérale, le FMI, la Banque mondiale et l'ONU notamment, l'ALENA, le NAFTA, etc on peut ajouter les traités transatlantiques et transpacifiques qui complètent le dispositif, en constituent une étape vers un gouvernement ou une dictature mondiale de l'oligarchie financière, le fameux nouvel ordre mondial évoqué par Bush père avant d'être repris pas son rejeton.

Cela commence à faire beaucoup de "*structures féodales*", on n'est plus dans la période de "*mise en place*" de ces structures totalitaires, elles fonctionnent déjà à plein temps "*à travers le monde*" avec le soutien de pratiquement tous les partis à l'exception de certains d'extrême gauche qui hélas sont sclérosés ou refusent d'intégrer l'évolution du capitalisme mondial dans leur stratégie ce qui les conduit à l'impuissance. Toutes ces instiitutions ont accepté l'hégémonie de l'impérialisme américain ou ont refusé de s'y opposer frontalement (Mercosur), elles n'existent que par la volonté américaine, y compris l'Union européenne.

Les Etats-Unis concentre toutes les contradictions du capitalisme parvenu au stade le plus élevé de son développement, au point d'être devenu un facteur de décomposition des bases du capitalisme et de dislocation de l'économie mondiale. Ce processus est à relier à la nature même, au fondement du système économique capitalisme qui repose sur l'inégalité entre les classes et qui ne peut qu'engendrer des inégalités toujours plus grandes, au point de tendre les rapports entre les classes jusqu'à leur affrontement ; les riches représentant une infime minorité de la population concentrent entre leurs mains toujours plus de richesses, tandis que les besoins de l'immense masse de la population laborieuse ne cessent de croître tout en demeurant insatisfaits pour un nombre toujours plus grands à travers le monde.

Ce qui a changé par rapport à l'époque qui prit fin au début des années 70, lorsque l'oligarchie financière se dota de nouveaux moyens financiers et politiques pour accroître encore son pouvoir, date de départ du colossal endettement mondial qui dépasse 100.000 milliards de dollars, c'est qu'une couche de capitalistes concentrent dorénavant les richesses à l'échelle mondiale dans des proportions gigantesques ; c'est un peu comme si pour survivre ce système économique n'avait pas d'autre alternative que rassembler ses richesses dans une seule et unique famille par crainte qu'elles soient dilapidées par faiblesse des gouvernements ou des Etats ou grapillées par la concurrence et la lutte de classes, comme si un mal invisible rongeait ce système de l'intérieur au point de menacer son existence et qu'il faille développer une stratégie, non pas pour sauver ce système qui est condamné à l'effondrement, mais pour sauver la caste des oligarques, des riches, des privilégiés qui refusent de céder le pouvoir ou de disparaître.

Stratégie qui a donc pour origine la crise du capitalisme parvenue à son stade ultime, ce qui ne veut pas forcément dire fatale, et pour objectif de contenir, d'anéantir, réprimer ou de venir à bout des contradictions (sociales) qui menacent l'existence du capitalisme (la révolution socialiste), de modifier les rapports entre les classes de telle sorte que la lutte des classes devienne obsolète, soit muselée, dénaturée ou corrompue au point qu'il soit impossible aux exploités de remettre en cause l'ordre établi jusqu'à en oublier leur revendication de changer le monde, ce qui nécessite qu'ils soient spoliés de leurs droits politiques ou que la nature des institutions politiques en place ne leur permettent pas d'accéder au pouvoir, mieux encore, de le revendiquer.

A la spoliation de leurs droits politiques qui va jusqu'à leur retirer le statut de citoyen, s'ajoute la spoliation de leurs droits sociaux qui poursuit un double objectif, économique et politique, qui se combine avec la guerre idéologique que mène la classe dominante pour les conditionner et les réduire à une sorte d'état végétatif, atomisés, individualisés à outrance, esclaves dépourvus de réaction rationnels, à la merci du marché qui leur impose leur mode de pensée et de vie, de simples produits de consommation, dont finalement la valeur avec le temps devient insignifiante ; on peut envisager qu'à l'étape suivante ils les liquideront en masse sur la surface de la terre, pour ne conserver que la population indispensable à la satisfaction de leurs besoins et compatible avec les ressources restantes de la planète.

Aussi incroyable ou monstrueuse que puisse paraître cette stratégie ou cette perspective, force est de constater qu'elle est en train de se réaliser, qu'ils parviennent à avancer dans cette voie et qu'apparemment rien ne puisse les arrêter puisque nous avons été incapables de nous doter d'une nouvelle direction politique. Maintenant il est vrai également que les peuples tentent de résister à ce rouleau compresseur qui broie tous leurs droits, sur tous les continents, dans tous les pays la lutte des classes se manifeste quotidiennement, cela dit cela ne suffit pas pour constituer une alternative au capitalisme, il faut avoir conscience du développement du capitalisme mondial et son orientation afin de comprendre les rapports qui existent entre les classes, la nature des institutions, la combinaison ou les liens qui existent entre la crise du capitalisme au stade actuel et ces rapports, ces institutions, comment ils ont évolué depuis quelques décennies et pourquoi, et ensuite, une fois seulement qu'on a bien saisi la stratégie de notre ennemi qui concentre à elle seule les contradictions du capitalisme au stade de la dictature de l'oligarchie financière, on peut l'intégrer dans notre propre stratégie, on est armé pour le combattre, on peut avancer vers notre propre objectif et construire le parti, sinon c'est gesticuler dans tous les sens en pure perte, c'est foutu d'avance.

Pour revenir sur cet article et conclure, il faut bien comprendre qu'on ne vit plus tout à fait dans le même monde qu'hier, que le gigantesque endettement qui accompagne la survie du capitalisme signifie qu'un stade quantitatif a été franchi dans la décomposition du capitalisme, et qu'à ce stade quantitatif correspondait un stade qualitatif qui a été également franchi. Quand la dialectique vous fait défaut, on s'égare. Or, c'est justement ce facteur qu'on a sous-estimé, ignoré, occulté ou qu'on a été incapable de traiter correctement en continuant la lutte de classe comme si de rien n'était, pire, en manoeuvrant pour s'en accommoder, en agissant comme si on était déjà vaincu, en passant des compromis avec des éléments étrangers à la classe ouvrière, avec des militants rejetant le programme de la révolution socialiste mondiale, etc. au lieu de faire preuve de la même rigueur et détermination que notre ennemi qui est passé brutalement à l'offensive pour avancer vers son objectif, nous avons adopté l'attitude inverse en bradant nos principes et en abandonnant notre programme au point qu'il n'existe même plus aucun parti combattant pour la prise du pouvoir et le socialisme, concession ou reniement qui n'ont servi finalement strictement à rien, sauf à affaiblir l'avant-garde ou à la disloquer un peu plus.

Ce qu'on a abandonné, c'est la stratégie et les principes définis par Lénine à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitaliste, qui avaient été élaborés en tenant compte de toutes les spécificités de cette période et des principales tendances de l'évolution du capitalisme mondiale qui s'étaient manifestées dès le début du XXe siècle (ou avant même) et qui depuis se sont réalisées dans des proportions telles, avec une telle précision, qu'on est forcé d'en déduire que les enseignements que nous avait laissés Lénine, qui se sont révélés magistralement exacts, auraient dû constituer les fondements de notre parti , de notre programme, de notre combat politique. A bas les conciliateurs auraient hurlé Lénine de nos jours comme autrefois !

Qu'il ait été nécessaire d'adapter ces enseignements en tenant compte des transformations intervenues dans la société et le monde, bien évidemment, c'est la moindre des choses, mais sans toucher aux principes, au parti, au programme, au drapeau aussi. La pire erreur politique qui ait été commise est d'avoir privilégié les conditions subjectives au détriment des conditions objectives, dont on dit volontiers pas ailleurs qu'elles sont déterminantes ou l'emportent toujours sans être capables d'en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent, la preuve en est, en déterminant notre stratégie sur l'emprise de la social-démocratie dégénérée et le stalinisme sur le mouvement ouvrier au lieu de privilégier le combat contre le capitalisme et ses institutions, cela me paraît si vrai, si flagrant, si incontestable qu'en 2014.

Tenez, les résultats du premier tour des élections municipales en témoignent, ce n'est pas le PS ou le PCF avec leurs satellites respectifs qui constituent un obstacle au renversement du régime en place, mais bien l'arriération politique des masses, leur ignorance, parce qu'elles demeurent subordonnées, enchaînées au capitalisme. Personne ne peut affirmer que les masses se disposent par rapport à ces partis, elles leur tournent le dos ou ne les écoutent pas, elles se disposent par rapport à ce qu'elles vivent au quotidien et comment elles l'interprètent, c'est l'idée qu'elles se font de la société qui déterminent leur attitude à partir de leurs conditions matérielles et l'espoir ou non d'en changer un jour, or elles n'y croient pas, et si elles n'y croient pas c'est parce que leur horizon ne dépasse pas le stade du capitalisme.

La lutte contre le social-libéralisme et le stalinisme aussi déterminante soit-elle devait demeurer subordonnée au combat contre le capitalisme et les institutions, et non l'inverse qui ne pouvait qu'avoir des conséquences catastrophiques.

Finissons en revenant une dernière fois sur cet article.

On est donc face à une autre forme de domination de classe que le "*fascisme ordinaire*", le fascisme planétaire comme seule perspective politique et la guerre sans fin à travers le monde. Ne pas en tirer les conclusions pratiques est criminel.

Rompre, briser le lien avec ces institutions à relents fascistes est une nécessité absolue dans le programme d'un parti révolutionnaire, et pour qu'il se réalise un jour il faudra d'abord que les travailleurs renversent leur propre bourgeoisie dans leur pays respectif et prenne le pouvoir politique.

Notes de lecture

Quelle confusion !

- *Il ne s'agit pas de valeur ni de complot mais bien de calcul* - Caleb Irri- legrandsoir.info 21.03

- Les événements actuels ne laissent pas beaucoup de place au doute : pour de plus en plus de gens, le monde est dirigé par un petit groupe d'individus mûs par une idéologie fondée sur des valeurs qu'ils veulent de gré ou de force imposer aux plus grand nombre pour leur propre satisfaction, à travers un « *grand complot mondial* ». Pourtant, il se dégage plusieurs éléments qui entrent en contradiction avec cette vision, pour attrayante qu'elle soit : car il n'y a pas UN complot mais cent, mille ; sauf que l'accumulation de « *petits* » complots n'en fait pas pour autant un « gros ». Et l'instauration progressive de deux grands « *blocs* » opposés « *idéologiquement* » prouve qu'il en existe au moins deux. (...)

Et si le complot explique le moyen utilisé par tel ou tel camp pour dominer l'autre, la finalité n'est pas l'instauration d'une dictature mondiale ou la défense du bien contre le mal mais tout simplement le résultat d'un calcul d'intérêts bien compris de part et d'autre de ce qu'ils doivent faire pour continuer d'engranger des profits. legrandsoir.info 21.03

Qu'il y ait un, deux, cent ou mille complots c'est mal poser la question ou aborder la situation.

L'essentiel est qu'il y en a un qui domine les autres et s'imposent aux autres, exactement de la même manière qu'il existe un impérialisme dominant qui impose son hégémonie aux autres, qui concentre l'ensemble des contradiction du capitalisme et qui à lui tout seul incarne à la fois la crise du capitalisme, son étape ultime et la seule stratégie qu'il puisse mettre en oeuvre pour tenter d'assurer la survie de ce système économique de domination de classe, l'impérialisme américain et plus particulièrement son oligarchie financière qui exerce son pouvoir sur l'économie américaine ou étend son contrôle sur une grande partie de l'économie mondiale, et qui a déterminé la stratégie néolibérale pour parvenir ses objectifs politiques.

Que demain un parti en Russie dominé par une poignée d'oligarques parvienne au pouvoir, et du jour au lendemain la Russie ne sera plus l'ennemi à abattre des Américains et des Européens, mais un allié indéfectible totalement intégré à leur stratégie politique. Idem pour la Chine.

Un article qui ne sera pas mis en ligne.

- *Plus de 9 millions de chômeurs en France* - Francis Journot - legrandsoir.info 20.03

Peut-être s'avère t-il maintenant indispensable, après quatre décennies de politique économique néolibérale mondialiste de libre échange prônant la délocalisation, de relancer l'industrie manufacturière des biens de consommation. legrandsoir.info 20.03

En gros l'auteur de cet article préconise les artifices employées après-guerre en se trompant d'époque, et qui a conduit à sauver le capitalisme tandis que certaines couches en profitaient et d'autres non, l'ensemble étant plus solidement enchaîné au capitalisme.

- Néanmoins, en modifiant les modes de gestion et les processus de production, il serait tout à fait possible de fabriquer à nouveau en France, une part importante de nos biens de consommation moyen/haut de gamme. Un outil de production plus automatisé corrigerait les coûts de produits exigeant davantage de main d'oeuvre et de savoir-faire artisanal. Parfois, un raccourcissement du circuit de distribution, sur le modèle économique de l'intégration verticale, augmenterait considérablement la compétitivité.

Le pacte de responsabilité se doublerait d'un pacte de compétitivité en somme !

Un second article qui ne sera pas mis en ligne.

- *Les Andalous comprennent le signal* - M. Saadoune- legrandsoir.info 20.03

Textuellement dans cet article, Kadhafi et Assad sont responsables du sort que leur a réservé la coalition militaire occidentale, il faut donc en déduire qu'elle n'avait pas totalement tort de détruire ces deux pays et massacrer leur peuple.

Le FN est raciste et islamophobe. Vraiment ?

Hier soir, Een page d'accueil su portail de la radio iranienne francophone officielle à Téhéran.

- Bruno Gollnish, eurodéputé et membre du bureau politique du FN

Entretien avec M.Bruno Gollnish, eurodéputé et membre du bureau politique du FN: "*Victoire du FN lors des éléctions municipales*". french.irib.ir 24.03

No comment !

Réflexions après le premier tour des élections municipales

Lundi. Hier soir ou plutôt ce matin, entre 0h30 et 2h j'ai regardé TV5Monde Asie qui retransmettait en direct une émission de France2 consacrée aau premier tour des municipales à partir de 20h en France.

De loin, j'ai trouvé ce show médiatique surréaliste, grand-guignolesque, digne d'un vaudeville sans éclat, d'une comédie de boulevard à s'ennuyer à mourir, non pas que les comédiens eut été mauvais, ils jouérent à la perfection leur personnage. Ils s'en tinrent au rôle qui leur avait été attribué. La distribution officielle était au grand complet. Chacun connaissait son texte par coeur, mais leur posture, qui tenait davantage de la potiche, gâcha à elle seule tout le spectacle qui par ailleurs s'annonçait sans surprise, puisque tout le monde en connaissait le scénario.

Fardés, apprêtés comme pour se rendre à un bal masqué, ils prirent la pose, ils débitèrent leurs discours convenus et insipides tissés de mensonges, tandis que l'hypocrisie suintait de chacune de leur réplique de telle sorte qu'il était impossible d'imaginer que la distribution des rôles ne fasse pas partie d'un de leurs arrangements pour dérouter ou induire en erreur leur public bassement intéressé ou fait d'ânes bâtés.

Nul point de chute puisque tous les protagonistes de cette pièce misérable se déclarèrent satisfaits des résultats qu'ils avaient obtenus, à croire que ceux qui devraient en pâtir figuraient aux abonnés absents, au point qu'ils ne manquèrent pas de les fustiger au passage, craignant sans doute que leur conduite impardonnable fut de mauvais présage, la leur étant irréprochable évidemment.

Quand on a des principes et des valeurs, qu'on aspire à un idéal, ces gens-là en sont tellement éloignés qu'on se demande comment est-ce possible qu'il y en ait encore tant pour participer à cette grotesque mascarade.

C'est à croire que l'homme à part faire son propre malheur ou plûtot l'air de rien celui des autres de préférence pour s'en tirer à bon compte, y compris avec sa conscience, est faible, stupide, ne tire aucun enseignement des expériences de sa propre existence aussi longtemps qu'il lui est donné de s'en sortir personnellement sur le plan matériel, et qu'il lui faut absolument être confronté à une situation intenable pour envisager de réagir, mais comme à ce moment-là il se trouve au fond du trou, il lui est difficile, voire impossible d'envisager en sortir, il est condamné à y rester le restant de ces jours, à moins qu'il saisisse le mince filet de lumière qu'il avait entrevu vaguement un jour quand il était plus jeune et ne le lâche plus pour espérer pouvoir refaire surface, conquérir sa liberté.

Tout cela est vraiment pitoyable, épouvantable, participer à une telle farce était d'un mauvais goût sans nom depuis le temps qu'elle dure.

Dans l'aprés-midi, Selvi, la femme qui m'aide à entretenir la maison et le jardin, m'a raconté une autre tranche de sa vie. Souvent je la questionne pour mieux la connaître et savoir ce qu'endurent des centaines de millions d'Indiens misérables, je le sais plus ou moins de par mon épouse et sa famille et bien des gens que je connais, mais j'ai besoin d'en savoir toujours plus, de vérifier comment évoluent les inégalités en Inde.

Vous savez déjà qu'elle a été mariée de force à l'âge de 14 ans avec un homme de 25 ans qui la violera le jour de son mariage. Alcoolique, violent, il la frappera et continuera à la violer pendant 10 ans. Elle m'a raconté comment cela se passait. Rentré de son travail, elle lui servait son repas, au passage pour un oui ou un non il lui assènait des coups au visage au point qu'elle en a les joues déformées, de volents coups de pied dans les jambes, puis, en la prenant par les cheveux il la traînait dans un coin de la pièce et la violait, cela durait dix minutes à peine, ensuite il la rejetait et s'endormait sur place.

Il crèvera 10 ans plus tard d'alcoolisme en la laissant avec trois enfants. La mort de ce monstre sera une bénédiction pour cette malheureuse femme. Epouvantée par une telle expérience, elle refusera de se remarier ou qu'un autre homme la touche. Elle travaillera comme domestique ou employée de maison pour nourrir ses enfants. En ce moment, elle travaille de 6h à 18h30 avec une pause de moins d'une heure depuis qu'elle travaille aussi chez moi, six jours par semaine, et le dimanche elle travaille encore trois heures. Cela explique pourquoi elle fait plus vieille que son âge, elle a 45 ans, elle est déjà usée, épuisée.

Elle travaille dans six maisons différentes situées dans le lotissement où j'habite, elle, elle vit dans son village à 800 mètres de là. Elle a un salaire total de 11.000 roupies, mais elle doit rembourser à son village 6.000 roupies tous les mois, et la scolarité de son fils ainsi que les frais attenants se montent à 3.000 roupies par mois, il ne lui reste donc plus que 2.000 roupies pour vivre (30 euros), jusqu'au mois dernier il ne lui restait que 1.000 roupies (15 euros), entre temps elle a accepté de prendre un travail le dimanche après-midi.

Elle vit dans une maison délabrée avec sa mère, son frère ainsi que son épouse et leurs deux enfants, une de ses soeurs et son époux, je ne sais pas s'ils ont des enfant, bref, ils sont neuf personnes minimum à s'entasser dans une maison de trois

pièces minuscules qui doit faire environ 40m², sans eau, dont le toit fait de tuiles fuit, lors de chaque mousson ils sont inondés.

En comparaison, en tenant compte des terrasses couvertes, nous disposons avec Magueswary d'environ 200m², cinq pièces, trois salles de bain et un grand jardin, 50.000 roupies par mois pour vivre une fois le loyer payé.

Vous voyez tout de suite le cas de conscience devant lequel j'étais placé, n'est-ce pas ? Selvi doit rembourser 6.000 roupies par mois à son village parce qu'elle avait dû s'endetter lourdement pour marier sa fille, elle avait emprunté 200.000 roupies. Il lui reste encore 72.000 roupies à rembourser. J'ai décidé de lui donner pour éponger cette dette, je ne peux pas contribuer à la lutte de classe sur le terrain, alors je me rattrape autrement, je ne lui demande rien en échange, elle est libre de ne plus venir chez moi par la suite, je ne lui ferai signer aucun reçu, rien que l'idée m'est ignoble.

Comme elle travaille chez moi 1h30 à 2h par jour, je lui verse 2.000 roupies, et comme souvent elle n'a rien à manger le midi, c'est moi qui lui prépare un repas indien ou je vais lui acheter un plat préparé. Le soir je lui donne des légumes, des oeufs, etc. pour qu'elle puisse améliorer l'ordinaire. Parfois elle travaille, parfois la voyant si fatiguée je lui demande de se reposer pendant que je vais bosser sur l'ordinateur, et quand elle est partie c'est moi qui nettoie le jardin. Une fois délivrée de cette dette de 6.000 roupies mensuels, elle va travailler moins, à mi-temps chez des gens et elle nous donnera un coup de main à la maison, moyennant rémunération évidemment, on va se partager les tâches et en retour nous ferons en sorte qu'elle ne manque de rien.

J'ai fait connaissance avec son frère qui est très bien, il bosse comme intendant dans une propriété proche d'ici qui appartient à des occidentaux, il ne fume pas et ne picole pas. Selvi m'a assuré que son fils était sérieux, un bon garçon, elle m'a dit de passer chez eux pour faire sa connaissance mais j'ai préféré m'en abstenir pour le moment, une relation de confiance s'est instaurée entre nous, je veux voir si elle est justifiée avant que mon épouse ne rentre de France.

Elles se connaissent et Magueswary l'apprécie, nous avions envisagé qu'elle habite chez nous ou partage notre vie, mais avant il fallait la tester et voir si nous n'allions pas au-devant de problèmes avec sa famille, ici c'est le point le plus délicat, conflictuel. Tout cela s'est donc passé avec l'accord de mon épouse que je tiens au courant de nos relations, c'est un arrangement entre nous et qui ne concerne que nous trois.

Alors, franchement les municipales en France, c'est uniquement un truc pour nantis qui tiennent à conserver leurs privilèges et qui se foutent bien du reste, tous partis confondus. J'éviterai d'en parler à mon épouse pour qu'elle ne fasse pas une nouvelle attaque cardiaque.

Quant à l'espoir, il est réservé aux mêmes, allez donc en parler à Selvi ou à ses semblables dont la vie est un cauchemar au quotidien depuis le premier jour et qui savent parfaitement qu'il en sera ainsi le restant de leurs jours, surprise elle vous adressera un regard transperçant qui voudra dire : Mais dans quel monde il vit celui-là ? Le sien, uniquement le sien, il n'en est jamais sorti et il n'en sortira jamais.

Mon vote n'est pas à vendre.

La foire aux alliances pour des postes, un statut, des subventions bat son plein, écoeurant au dernier degré dirait le travailleur lambda et il aurait bien raison, car c'est lui qui sera finalement le dindon de cette mauvaise farce, qui en fera les frais à l'arrivée, plus vulgairement il a raison de penser qu'on se fout de sa gueule, qui plus est de plus en plus ouvertement et que cela fait trop longtemps que cela dure, allez vous faire foutre avec vos élections à la con a-t-il déclaré. Franchement, qui oserait lui en vouloir de faire preuve de lucidé quelque part ? Pas nous.

Derrière, il y a ceux qui ont participé à cette cynique mascarade et qui de ce fait ont démontré qu'ils n'avaient décidément plus aucun principe, vont s'empresser de tenter de récupérer cette protestation silencieuse, tâche ingrate, indigne qui s'annonce difficile, on en veut pour preuve que tous les partis se sont livrés hier exactement aux mêmes analyses que les médias aux ordres de la classe dominante ou leurs partis dits de droite, d'extrême droite ou de gauche, vous pouvez vous connecter sur leurs sites Internet pour le vérifier, ils sont pathétiques.

En fait ce qui se passe, c'est que le constat qu'ils dressent des résultats du premier tour de l'élection municipale est non seulement identique, mais il a valeur d'analyse, il remplace toute réflexion politique qui ne doit pas aller au delà des limites fixées par le régime ou compatible avec lui puisqu'ils y sont tous subordonnés, autrement dit ceux qui se présentent comme l'avant-garde de la classe ouvrière sont incapables d'en tirer le moindre enseignement politique et ils s'en tiennent à leur langage habituel. Notez bien qu'il ne s'est rien passé de particulier le 23 mars 2014, ce qui s'est exprimé c'est ce que chacun avait sous les yeux avant ces élections ou savaient déjà pertinemment, mais dont personne ne voulait tirer des leçons, alors pourquoi devraient-ils changer quoi que ce soit à leur discours ou comportement après, il n'y a aucune raison à cela, nos dirigeants demeureront ainsi fidèles à eux-mêmes et la vie va continuer comme avant.

C'est sans doute cela qu'avaient pressenti la moitié des électeurs potentiels qui ne se sont pas déplacés dimanche, à quoi bon puisque cela ne changera absolument rien, personne ne nous écoute, personne ne nous représente.

Le pourrissement de la situation profite au pouvoir en place, qui sachant les masses sans direction politique ou inorganisées, applique sa politique sans se soucier du résultat d'élections qui d'une manière ou d'une autre tourneront à l'avantage du parti de l'ordre aux commandes ou à celui figurant dans l'opposition parlementaire, l'extrême droite complétant le dispositif, tandis que l'extrême gauche, qu'ils savent corrompus, demeure exangue et les soutiendra en cas de besoin.

Dire qu'il existe un véritable complot contre les travailleurs serait prononcer un gros mot, aussi nous nous contenterons d'affirmer qu'il existe une collusion d'intérêt qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche en faveur du maintien en place du régime. Dès lors on a le choix entre accepter d'en faire partie ou refuser. Il sera facile à nos détracteurs de nous accuser de verser dans le gauchisme, alors qu'ils sont incapables ou se refusent à prendre en compte dans leur analyse les éléments que nous avons mis en avant et qui font partie de la situation, que nous n'avons pas inventés, la différence qui existe entre eux et nous, c'est qu'ils ne veulent prendre en compte que les facteurs et les rapports qui permettent après coup de justifier leur politique, alors que nous procédons tout autrement, nous partons de la réalité et ensuite nous déterminons quelle serait la meilleure stratégie politique à adopter pour avancer vers notre objectif.

Leur méthode nous a conduit où nous en sommes, alors qu'il nous soit permis de ne pas l'imiter. Ce que nous disons est simple, il faut intégrer dans notre analyse la totalité des facteurs économiques, sociaux, politiques qui constituent la réalité, la situation présente, les rapports qui existent entre eux et quels sont les principales tendances qui s'en dégagent ou qui déterminent l'évolution probable de la situation en France, du capitalisme mondial, etc. il est évident que cela ne peut être possible ou aboutir à un résultat satisfaisant qu'à partir du moment où notre analyse porte également sur les décennies précédentes et intègre les transformations de la société et du monde, la situation que nous avons sous les yeux en est le produit, l'une et l'autre sont liées, indissociables... Et lorsqu'on définira notre ligne politique et nos tâches politiques, on intègrera les enseignements de la lutte de classes du passé après avoir vérifié une nouvelle fois quelles parties demeurent valables de nos jours, afin de ne pas verser dans le dogmatisme.

Nous rejetons catégoriquement la méthode qui consiste à dire : Qui nous aiment nous suivent, ou qui plus sournoisement prétend laisser à chacun la liberté de penser ce qu'il veut pour finalement lui imposer une politique décrétée par une poignée de bureaucrates, les militants étant invités à se prononcer sur une politique sans qu'il soit réellement mis à leur disposition les moyens pour y réfléchir ou se déterminer librement, ou sans que soit porté à leur connaissance les objections les plus sérieuses qui auraient pu être soulevées lors de discussions contre cette politique ou en faveur d'une autre ligne politique. Dès lors qu'il n'existe pas de pendant à quelque chose, il est impossible d'en déterminer la nature, de se prononcer dessus, le blanc est le pendant du noir, la vie de la mort, la santé de la maladie, etc, avec évidemment tous les degrés intermédiaires qui existent entre l'un et l'autre.

Si les marxistes ne cessaient de polémiquer, c'est qu'ils y trouvaient un ou des avantages.

Il y a des militants qui ont en horreur la polémique, qui la fuit comme la peste, qui l'estime déplacée ou qui selon eux n'aurait pas lieu d'être ou n'aurait aucune valeur... Or, c'est le moyen pratique le plus efficace pour clarifier une question ou un point théorique, pour voir sur quoi repose vraiment les conclusions de chacun, dès lors qu'on prend en compte toutes les hypothèses soulevées et qu'il faut épuiser ou les questions qui nous viennent à l'esprit et auxquelles il nous faut trouver des réponses satisfaisantes. Quand on s'y refuse, c'est qu'on est incapable de défendre sa politique, on sait qu'on la justifie au moyen d'arguments ou d'artifices qui ne résisteront pas à l'expérience de la critique marxiste.

Fallait-il participer aux municipales ou les boycotter ? Qu'ai-je dit : Cela se discute. On nous a mis devant le fait accompli en guise de réponse en nous ressortant toujours les mêmes arguments comme si la situation politique était identique depuis un demi-siècle ou plus, ce n'était pas sérieux. Désolé, mais on ne peut pas adhérer à une telle méthode. De mon côté j'ai développé un certain nombre d'arguments en faveur du boycott, ils valaient ce qu'ils valaient, cela méritait discussion, c'était la première fois que je tenais cette position pour des élections municipales, donc on ne pouvait pas m'accuser de tenir systématiquement la même position, sans réfléchir à la situation ou sans tenir compte d'objectifs politiques. Les faits semblent m'avoir donné raison, on s'en fout puisque cela ne sert à rien, au moins sur ce point mes contradicteurs seront rassurés, nous, nous le sommes moins, c'est très inquiétant !

Cela pour dire, notamment, qu'on ne se laissera plus jamais enfumer par de pseudo révolutionnaires ou héritiers de Trotsky qui nous ont conduit où nous en sommes, qui apparemment n'ont retenu de Trotsky que la partie théorique qu'il avait lui-même rejetée en reconnaissant que finalement Lénine avait eu raison.

Il ne faut pas écouter ce que disent ces dirigeants, il faut lire (étudier) Trotsky dans le texte après la mort de Lénine sur les enseignements de la révolution russe, le parti (notamment), comme il faut lire Lénine à propos de Trotsky après son intégration au parti bolchevik. Mais aussi avant, les révisionnistes n'ont retenu que la facheuse tendance conciliatrice de Trotsky combattue à l'époque par Lénine qu'ils ont théorisée, élevée au rang de stratégie pour finalement abandonner tous les principes du léninisme, dont le parti et sa place déterminante dans le combat pour la prise du pouvoir.

Bon, on ne va pas continuer à actualiser ce portail et à s'épuiser en pure perte. Le signal envoyé par tous les partis politiques est très clair : pour le socialisme, vous repasserez, faites une croix dessus, oubliez cela, ce sont eux qui tiennent ce discours et pas

moi, personnellement je continue d'y croire parce qu'on ne peut pas vivre sans idéal et parce que c'est la seule alternative possible au capitalisme, maintenant dans ma situation je suis dans l'impossibilité matérielle de le concrétiser d'une façon ou d'une autre, c'est au-dessus de mes moyens, la vie a fait qu'il en soit ainsi, et je n'y peux rien si j'ai atterri dans ce trou en Inde et que je n'aurais pas les moyens de vivre en France pour continuer ce combat, on le continuera autrement, à un autre niveau, encore plus modeste, individuel puisque c'est mon sort, c'est dommage.

J'aurais voulu me mettre au service d'un parti, mais c'est impossible dans les circonstances actuels. J'ai l'esprit très large et contrairement aux apparences ou à l'idée fausse qu'on peut avoir de moi, je suis toujours ouvert à la discussion, cet état d'esprit est incompatible aujourd'hui avec l'appartenance à un parti mais pas seulement. Car parmi mes proches (en France) les gens adoptent la même attitude, même chez ceux qui se croient plus évolués que la moyenne de la population et qui le sont en principe ou qui l'étaient avant de régresser, alors qu'en réalité ils démontrent exactement le contraire, qu'on en vienne à les contredire ou qu'on leur demande des explications et ils se ferment comme des huîtres, ils vous trouvent insupportables et rompent avec vous en vous prêtant des intentions qui n'ont jamais été les vôtres, vous êtes pris de stupéfaction, vous ne voulez pas le croire et pourtant si c'est bien de vous qu'ils parlent, pire que la confusion, on baigne en plein délire, là aussi je me dis qu'il faudra attendre des jours meilleurs pour retrouver un peu de sérénité et entrevoir de meilleurs rapports.

Je n'ai jamais donné de leçons à personne, j'ai des convictions et je les défends, je ne juge personne, je dis ce que je pense, j'ai horreur des procureurs ou des inquisiteurs, j'ai toujours insisté sur le fait que les militants demeuraient libres de penser ce qu'ils voulaient et que le but de nos rapports étaient que chacun parvienne à se forger librement ses propres convictions, vous avouerez franchement qu'on ne pouvait pas avoir de meilleures dispositions ou intentions, sans contrainte, honnêtement, sincèrement, dévoué, avec bien des perfections évidemment, pas toujours aussi rigoureux qu'il aurait fallu l'être, c'est certain, par manque de temps, à l'arrivée le bilan me semblait tout de même positif, mais voilà ceux qui le partagent ne s'expriment pas et seuls se manifestent ceux qui possèdent la vérité.

Dans ces conditions, comme annoncé précédemment à partir de ce soir le site sera en stand by jusqu'à lundi prochain, il ne sera pas actualisé, ensuite, après une brève apparition on se mettra en congé jusqu'aux élections européennes, à moins que des événements importants surgissent d'ici là, après on prendra notre retraite en se laissera sereinement glisser vers la fin emportant avec nous notre utopie.

ACTUALITÉ DU JOUR

Elections municipales

En titres.

- Municipales: 39,5% d'abstention, record pulvérisé - Slate.fr

- Municipales: spectaculaire poussée du FN, la gauche sanctionnée - AFP

- Valls: le message de l'abstention doit être entendu, "*rien n'est joué*" - AFP

- Ayrault: les forces "républicaines" doivent "empêcher" une victoire FN - AFP

- Municipales: à Paris, NKM se maintient mieux qu'annoncé, le PS devrait avoir le triomphe modeste - Slate.fr

- Municipales: à Marseille, revers pour le PS, devancé par le FN - AFP

- Municipales: à Hénin-Beaumont, victoire spectaculaire du FN Steeve Briois, qui l'emporte dès le 1er tour - AFP

En complément

Vaulx-en-Velin détrône Roubaix. Avec un taux de participation de seulement 37,88%, cette ville de 42 700 habitants, située dans la banlieue lyonnaise, est la commune où les électeurs sont le plus restés chez eux au premier tour des élections municipales, dimanche 23 mars. Selon notre classement, établi à partir des chiffres du ministère de l'Intérieur dans les communes de plus de 10 000 habitants, Roubaix (Nord), qui était en tête en 2008, arrive cette fois en deuxième position, avec un taux de participation à 38,42%. Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) complète le podium, avec une participation à 38,56%.

Ces chiffres sont nettement en deçà de la moyenne nationale, qui s'établit à 61,28% selon les derniers chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur, dans la nuit de dimanche à lundi. Avec une abstention supérieure à 38%, le record historique de

2008 (33,46%) est ainsi pulvérisé. Francetv info

Si on ajoute les blancs et nuls et les non-inscrits, moins de 3 électeurs sur 7 a voté à Roubaix. Après on nous dira encore que tout mot d'ordre tourné contre les institutions est gauchiste ou pas d'actualité, comprendra qui pourra.

Quelques données

45 millions d'électeurs.

35,87% d'abstention égal 16 141 500 millions d'abstentionnistes.

La droite a recueilli 46,54% des suffrages exprimés, la gauche 37,74%, l'extrême droite 4,65% et l'extrême gauche 0,58%, selon des résultats "consolidés" annoncés dans la soirée par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

- La participation s'élève à 64,13%, contre 66,54% en 2008, a-t-il ajouté. AFP 23.03

Avec dix listes pour ce premier tour des municipales, la ville la plus pauvre de France se distingue par un taux d'abstention record : 61,58 % des électeurs roubaisiens ne se sont pas déplacés (contre 60,48 % en 2008). lemonde.fr 23.03

Deux remarques. Je ne sais pas s'il s'agit des chiffres définitifs. Les pourcentages donnés pour l'extrême droite et l'extrême gauche sont dûs au fait qu'ils ne présentaient pas des listes dans toutes les communes.

Les faits donnent raison à qui : A ceux qui ont appelé à participer à cette mascarade ou à ceux qui ont appelé au boycott ? Il faudra ajouter les votes blancs et nuls et les non-inscrits.

C'est peut-être mal poser la question. Ceux qui veulent toujours avoir raison même lorsque les faits leur donnent tort peuvent rétorquer que c'est un drame et qu'au contraire il était justifié d'y participer justement pour éviter qu'ils se produisent.

Question : Si les abstentionnistes avaient voté, selon vous pour qui auraient-ils voté de préférence ? Chacun connaît la réponse, toujours pour les mêmes partis dans leur grande majorité, autrement dit cela aurait servi à soutenir le régime et Hollande aurait pu le faire valoir pour justifier à son tour sa politique réactionnaire : voyez ma politique est légitime, ce sont les Français qui viennent de le dire.

Là il se trouve privé de cet argument, il ne pourra pas nous le servir, cela va au contraire donner un coup de fouet à ceux qui estiment que sa politique est illégitime et qui la combattent au quotidien, on devrait assister à une multiplication des conflits sociaux prochainement et à une radicalisation de la classe, sans illusions toutefois puisque les travailleurs ne se reconnaissent dans aucun parti.

Les camarades qui ne partagent visiblement pas notre analyse habituellement devraient s'en réjouirent, non ? Bon, ce ne sera pas grâce à eux qui ont participé à cette mauvaise farce, allez, c'est déjà oublié, nous ne sommes pas rancunier ou animé par un esprit de vengeance, nous voulons seulement avancer vers notre objectif qui demeure la prise du pouvoir politique, la révolution socialiste.

Ils pourront toujours nous sortir qu'eux proposaient une issue politique aux travailleurs. Rien n'est moins sûr, comme il n'est pas du tout certain qu'ils se soient adressés aux travailleurs qui envisageaient de ne pas aller voter, ils ne font pas partie habituellement des couches auxquelles leurs discours s'adressent, sauf que sachant à l'avance qu'il ne pouvait rien sortir de bon pour les travailleurs de ce scrutin, son objet se situait forcément ailleurs. A savoir, y participer et légitimer les institutions et ses partis ou s'abstenir et les rejeter en bloc, ce qui posait la question de quelle parti et de quelles institutions les travailleurs ont-ils besoin pour qu'un changement radical de politique puisse avoir lieu en France...

La question est de proposer une issue politique à ces millions et millions d'abstentionnistes, qui ne sont pas forcément résignés, qu'ils soient désespérés serait normal, on le serait à moins, il n'empêche que cela ne résout en rien leurs problèmes ou difficultés quotidiennes qui demeurent entiers. Alors après cela, qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils seraient tous individualistes ou pourris, et que parmi eux il ne se trouverait pas des centaines de milliers ou davantage qui seraient prêts à s'engager politiquement pour peu qu'on sache s'adresser à eux, qu'on sache les écouter.

Si dans une telle situation on demeure incapable de construire le parti, c'est qu'on n'y arrivera jamais et tout est foutu, il faut dire les choses telles qu'elles sont, on ne va se raconter d'histoires, n'est-ce pas ?

A bas le PS, ses satellites et ses alliés ! A bas la collaboration de classes et la dictature !

A bas le néolibéralisme et le communautarisme, à bas le PS ! Pas une voix !

- Le PS se mobilise pour faire le plein électoral à gauche - AFP

"*Un peu partout en France, la jeunesse nous a manqué; les couches populaires se sont détournées; les classes moyennes nous ont évités; les banlieues et les campagnes se sont terrées. Il faut savoir entendre les silences*", a écrit sur son blog Claude Bartolone, président de l'Assemblée.

La porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a déclaré qu'elle ne croyait pas à un "*changement*" de politique du gouvernement, qui doit "tenir le cap" malgré les mauvais résultats. AFP 24.03

Claude Bartolone confirme que le PS est totalement étranger à la classe ouvrière, c'est un parti du capital, qui en dehors des ignorants ne rassemble que les voix des couches les plus nantis, les voix de la petite-bourgeoisie, ceux qui sont les plus fidèles soutiens du capitalisme et qui craignent de perdre leurs privilèges.

Ce que dit Vallaud-Belkacem on l'avait perçu à Kiev : par n'importe quel moyen "*tenir le cap*" en se servant de l'extrême droite.

En famille. L'original vaut mieux que la copie.

- Municipales : le PS appelle à un front républicain, l'UMP refuse - LeMonde.fr

En famille.

- Mélenchon: "*désaveu*" pour la gauche au premier tour des municipales - AFP

"*Il y a désaveu, on ne va pas raconter d'histoires, ce soir la gauche subit une défaite*", a-t-il réagi sur TF1, faisant état d'une "*claire volonté, dans les milieux de gauche, de sanctionner la politique du gouvernement*". AFP 23.03

C'est quoi "*les milieux de gauche*" ? La classe moyenne, les couches moyennes, l'aristocratie ouvrières, les privilégiés, les intellectuels, les petits-bourgeois en tous genre quoi. Mais sont-ils vraiment de gauche ou sont-ils plutôt solidement enchaîné au capitalisme de par les avantages qu'ils en tirent ou qu'il leur octroie ? Ne sont-ils pas profondément embourgeoisés pour reprendre l'expression d'Engels ?

Pour être de gauche, soit il ne faut rien avoir à perdre, connaître des conditions d'existence insupportables, donc être prêt à rompre avec le capitalisme et ses institutions, soit avoir un niveau de conscience qui vous commande de rompre avec le capitalisme et ses institutions. En dehors de ces deux cas de figure il n'existe pas de gauche.

Question : Le PS répond-il à l'un de ces critères ? Pas vraiment, il incarne au contraire le capitalisme dans sa phase néolibérale, il est un des piliers de la Ve République.

Question : Le PG ou le Front de gauche répondent-il à l'un de ces critères ? En aucune manière, ils ne représentent pas les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et ils refusent de rompre avec l'UE et l'ONU, même avec l'OTAN

Question : Alors sont-ils de gauche ?

Vous avez la réponse.

On continue ?

Question : Ceux aux POI, NPA, LO et autres groupuscules qui entretiennent l'illusion que le PS serait de gauche, sont-ils vraiment de gauche ?

On continue ?

Question : Ne contribuent-ils pas à entretenir l'illusion qu'il existerait encore une gauche et une droite institutionnelle, ne prépareraient-ils pas le terrain à une situation semblable à celle qu'on connaît en Ukraine ? Quelque part n'est-ce pas le produit d'une telle confusion, fatale et qui fraie la voix au fascisme ?

Sans surprise puisqu'on l'avait déjà annoncé, sur le plateau de France2, Pierre Laurent pour le PCF s'est empressé d'appeler au "*rassemblement*" au second tour pour "*battre la droite*", la candidate du PG à Paris a fait de même sur France3.

Quand la soi-disant gauche se rassemble avec un parti ouvertement à droite pour battre la droite, question : Que reste-t-il à gauche ? Rien. Que reste-t-il aux travailleurs comme alternative ? L'extrême droite. Et même si l'extrême droite n'est pas puissante, elle peut profiter de cette situation pour s'emparer du pouvoir, les travailleurs lui garantissant leur neutralité, dites, c'est bien ce qui s'est passé en Ukraine, n'est-ce pas ?

Vallaud-Belkacem a dit avant-hier soir sur France2 qu'il y avait des fascismes sur les listes du FN. Marine Le Pen est arrivée sur le plateau peu de temps après et un journaliste a répété devant elle les propos de Vallaud-Belkacem. Le Pen n'a pas relevé, et pour cause, c'est le premier qui a dégainé qui a l'avantage. Comment cela ? C'est très simple.

Le Pen aurait pu lui répondre que Hollande dont Vallaud-Belkacem est le porte-parole, soutenait un gouvernement composé de facsistes en Ukraine. Oui mais voilà, les fachos ukrainiens font partie des amis de Le Pen, donc elle ne pouvait pas utiliser cet argument qui se serait retourné contre elle. Du coup Vallaud-Belkacem s'en tire bien et Le Pen a fait profil bas.

Evidemment, l'une et l'autre a bien perçu le risque qu'aurait comporté une telle polémique. Car si Le Pen avait insisté en rappelant que quoi qu'il en soit Hollande soutenait des fascistes, elles en seraient arrivées à se traîter mutuellement de fascistes. Or, pour assurer la stabilité du régime pour que l'illusion perdure, il faut absolument que chacun conserve son rôle et sa place, on imagine très bien quel danger cela représenterait pour le PS s'il était apparenté au fascisme, la Ve République serait soudainement privée de l'un de ces principaux piliers, ce qui est impensable.

Voilà où se situent les limites de cette mise en scène dont chacun des acteurs a parfaitement conscience, y compris ceux qui n'y participaient pas directement mais qui en sont les complices.

Quand une personne a participé à un meurtre, qu'elle en a été le témoin direct ou qu'elle l'a couvert en fournissant un faux alibi à l'assassin, elle est reconnue coupable et très sévèrement condamnée par la justice en principe. Or là, le PS s'en tire toujours indemne, cherchez l'erreur.

PS et FN. Tout parti de l'ordre est lié par un bout à l'extrême droite.

Le PS a banalisé les thèses néolibérales.

- Martine Aubry (PS): "*la droite a banalisé les thèses du Front national*" - AFP

Le PS a encouragé le communautarisme afin de faire monter le FN et en tirer profit au moment des élections.

Le PS et le FN, ils ne sont pas opposés ou ennemis : Ils sont complémentaires.

- Municipales: grâce au FN, le PS peut encore limiter la casse - L'Express.fr

Le PCF et le Front de gauche en étant liés au PS démontrent qu'ils appartiennent aussi à la même famille et au même camp.

- Pierre Laurent (PCF) appelle à la "*fusion des listes de gauche*" - AFP

- A Paris, un accord Verts-PS pour soutenir Anne Hidalgo - Reuters

Le PS fait monter le FN, le PCF combat le FN, le PS s'associe aux Verts, les Verts vont soutenir à Kiev un gouvernement de fachos, le PCF s'allie au PS, tous font le lit du fascisme, CQFD.

UMP et FN. Tout parti de l'ordre est lié par un bout à l'extrême droite -2.

- Les sympathisants UMP et FN favorables à des accords locaux, selon un sondage - Francetv info

- Une poignée d'accords possibles pour le FN, dit Marine Le Pen - Reuters

Les témoignages se multiplient que l'UMP, le PS et le FN appartiennent bien à la même famille, au même camp : Celui de la réaction.

- Municipales à Fréjus: un front républicain en constitution - L'Express.fr

- Direct - Face au risque FN, le PS se retire de Tarascon et Saint-Gilles - Liberation.fr

- Le PS retire sa liste à Saint-Gilles pour contrer le FN - LeMonde.fr

Bientôt un scénario à la Maïdan à Paris après la Bretagne ?

- Pour Hollande, la claque - Liberation.fr

- Hollande bunkérisé à l'Élysée n'est plus en phase avec la réalité - LePoint.fr

La preuve

- Hollande a réuni un conseil de Défense sur la menace djihadiste - 20minutes.fr

- Hollande a réuni un conseil de Défense sur la menace djihadiste - 20minutes.fr

- Raffarin (UMP) s'inquiète d'un gouvernement "*sourd*" à la colère - AFP

Guerre idéologique et dictature sionisme

- Agressions antisémites : ce que disent les chiffres - french.irib.ir 24.03

Mais voyons ce qu'il en est exactement. D'après le Service de protection de la population juive (SPCJ), organisme crée en 1990 par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et qui publie chaque année un rapport sur l'antisémitisme en France, le nombre d'actes antisémites en 2013 s'est élevé à 423 contre 614 en 2012 et 389 en 2011. Ce chiffre de 423 comprend 105 actions dont un homicide (ou tentative d'homicide) et 318 menaces (1). Comparons ces chiffres au total des crimes et délits commis en France(2).

Pour la seule France métropolitaine, le nombre de crimes et délits s'est élevé à 403 433 (chiffre à comparer à 129 en 2011 et 105 en 2013 recensés par le SPCJ) dont 2 117 homicides et tentatives d'homicides (à comparer à 0 en 2011 et 1 en 2013 recensés par le SPCJ). Les menaces ou chantages se sont élevés à 84 942 (contre 260 en 2011 et 318 en 2013 recensés par le SPCJ). Rapportons ces données au nombre de juifs en France (3). En 2012, selon les éléments fournis par le CRIF, il y avait 530 000 à 550 000 juifs en France. Bref, les actes d'antisémitisme représentent 0.03% du total des crimes et délits tandis que la population juive représente 0.9% de la population française. Bien évidemment, les membres de la communauté juive sont aussi victimes d'agression hors caractère antisémite, probablement ni plus ni moins que les autres français, ce qui donne environ 3 600 crimes et délits.

Il en ressort bien que les actes à caractère antisémite représentent une goutte d'eau – moins de 3% – des crimes et délits dont sont victimes les juifs. Sur le plan quantitatif donc, la disproportion entre les chiffres et les discours est manifeste, C'est donc l'aspect qualitatif et seulement celui-là qui est mis en avant par les pouvoirs publics.

Nul ne saurait nier qu'agresser un être humain pour le seul motif qu'il est né ceci ou cela est doublement odieux, mais pourquoi plus un juif qu'un arabe ou un chrétien, et pourquoi plus l'appartenance ethnique que l'apparence physique ? Combien de citoyens ordinaires sont agressés du seul fait qu'ils ont une tête qui ne revient pas à leur agresseur, qu'ils sont vieux ou handicapés et donc des proies faciles, qu'ils s'habillent comme des bourgeois ou pour les jeunes filles en tenue légère, pour un simple regard ou encore une cigarette refusée ?

Alors, fléau national ou instrumentalisation d'un mythe, c'est à vous de juger. french.irib.ir 24.03

ACTUALITE EN TITRES

Les jaunes passent à l'offensive.

- La Redoute: la CFDT signe l'accord pour éviter le dépôt de bilan - AFP

En Afrique du Sud le délégué syndical CFDT risquerait de se prendre une balle et en Inde de se faire couper en morceaux (lire l'info plus loin). Non mais bordel, c'est cela la lutte des classes, rien à voir avec ce qui se passe en France chez les masses embourgeoisées.

Dirigeants du POI, du NPA et de LO : rompez avec les appareils corrompus des syndicats et cessez de nous rebattre les oreilles avec l'indépendance de vos syndicats, elle n'existe pas, soutenir le contraire est un grossir mensonge, une imposture.

Procès de la lutte de classes.

- Goodyear: trois salariés condamnés à six mois avec sursis pour violences - AFP

Ukraine.

- Ukraine: la monnaie chute, les négociations s'intensifient avec le FMI - AFP

- BNP va supprimer 1.600 postes en Ukraine d'ici à 2015 - Reuters

- Ukraine: Obama et ses alliés privent la Russie de G8 - AFP

Le président américain Barack Obama et ses alliés ont annulé lundi le sommet du G8 prévu en juin à Sotchi afin de sanctionner la Russie pour son intervention en Crimée, d'où Kiev a commencé à retirer ses dernières troupes.

- Lavrov : "*L'expulsion de la Russie du G8 ne serait pas une grande tragédie*" - AF

- L'économie russe presque à l'arrêt, paye la crise en Ukraine - Reuters

Nouvel ordre mondial et stratégie du chaos.

- Venezuela : l'opposition manifeste contre la "*dictature*" - LePoint.fr

- Nouvelles violences au Venezuela, où le bilan passe à 34 morts - Reuters

- S&P abaisse la note du Brésil sur fond de détérioration économique - AFP

- La Turquie abat un avion syrien qui bombardait des rebelles - Francetv info

- Un mort et 10 blessés à Beyrouth dans des heurts liés à la Syrie - Reuters

- Six tués dans l'attaque d'une église au Kenya - Reuters

- Centrafrique: au moins 4 tués dans des violences à Bangui - AFP

- Ouganda : Washington envoie des renforts pour traquer Joseph Kony - LePoint.fr

- Nigeria : une explosion sur un marché fait au moins 32 morts - LeMonde.fr

- Yémen: 20 soldats meurent dans une attaque attribuée à Al-Qaïda - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le pilote syrien : Une roquette turque a visé mon avion, alors que je traquais les terroristes au fond des territoires syriens.

Le pilote syrien a affirmé qu'un avion turc avait visé, via une roquette, son avion alors qu'il traquait des terroristes à l'intérieur des territoires syriens à Kassab. Dans une interview accordée à la télévision syrienne, le pilot a dit : " *J'étais chargé de la traque*

des groupes terroristes à l'intérieur des territoires syriens, jusqu'à plus de 7 kilomètres, et quand j'ai terminé ma mission et voulu retourner au sein des terres syriens, une roquette lancé par un avion turc avait visé mon avion".

A signaler qu'une source militaire avait déclaré auparavant que dans une agression flagrante qui confirme l'implication d'Erdogan dans le soutien des gangs terroristes, un avion militaire a été visé alors qu'il traquait des terroristes à l'intérieur des territoires syriens à Kassab dans la banlieue de Lattaquié.En outre, le commandant des services de la défense nationale à Lattaquié, Hilal Assad, est tombé martyr dans des accrochages avec les terroristes à Kassab. french.irib.ir 24.03

SOCIAL

Inde

- Toyota en Inde: les ouvriers refusent de reprendre le travail AFP

Les ouvriers des usines Toyota proches de Bangalore (sud de l'Inde) dont la production avait été suspendue après des émeutes ont refusé de reprendre le travail lundi et de signer un code de conduite imposé par la direction, a-t-on indiqué de source syndicale.

"*Comme nous nous opposons à la signature de tout engagement, personne n'est entré dans l'usine pour le début du travail de la première équipe à 6h du matin*", a indiqué à l'AFP Prasanna Kumar, président du syndicat des travailleurs de Toyota Kirloskar Motor.

Le code de conduite que la direction veut faire signer aux ouvriers "*est contraire aux droits des travailleurs. Nous avons le droit de protéger nos intérêts et de nous assurer que notre protection sociale n'est pas menacée*", a ajouté M. Kumar.

Le groupe Toyota avait indiqué vendredi que la production de ses usines en Inde allait reprendre lundi après une rencontre avec les syndicats et un médiateur du gouvernement local pour résoudre un conflit salarial. AFP 24.03

Haut de page

Le 27 mars 2014

CAUSERIE

Le site sera finalement actualisé en fin de journée, ici en Inde, il est 17h33 et je dois faire un break jusqu'à 21h, le temps de m'occuper de mes affaires.

Jeudi 21h42 en Inde, le boulot est terminé.

ACTUALITE EN TITRES

Dialogue de sourds, les non-électeurs n'attendent rien de Hollande ou son gouvernement.

- Municipales : «*Le message des électeurs a été entendu*» selon Hollande - LeParisien.fr

A Kiev aussi les droits de l'homme sont respectés. La preuve : les néonazis sont au pouvoir !

- Hollande évoque les droits de l'homme devant son homologue chinois - Liberation.fr

Les droits de l'homme sont compatibles avec un gouvernement néonazi, parce qu'ils incarnent la soumission au régime en place quelle qu'en soit la nature.

L'attaque de l'OTAN contre l'Ukraine tombe au bon moment ou simple coïncidence ?

- Accord de libre échange transatlantique : les Européens ont la mémoire et la vue courte en croyant aux promesses d'amitié d'Obama - Atlantico.fr

Nous, nous avons bonne mémoire : L'UE est une créature monstrueuse des Américains !

- Obama: «*Le monde est plus sûr quand l'Europe et les Etats-Unis sont solidaires*» - 20minutes.fr

- Ukraine : Obama enjoint aux Européens de se mobiliser - LeMonde.fr

- Barack Obama défend la présence de l'Otan en Europe de l'Est - Reuters

Pourquoi il faut déclarer la guerre à la Russie - Lepoint.fr

Le Front populaire et le fascisme peuvent très bien être les préludes à une guerre...

Le FMI : une institution clé de l'hégémonie américaine et de la stratégie néolibérale.

- Le Congrès américain bloque la réforme du FMI - LeMonde.fr

Pouvoir mafieux. Petit arrangement entre eux...

- Bank of America paye 9,3 milliards de dollars pour éviter des poursuites - AFP

Bank of America a accepté de payer 9,3 milliards de dollars pour clore un nouveau chapitre judiciaire des prêts immobiliers toxiques à l'origine de la crise, selon un accord annoncé mercredi par les différentes parties. AFP 25.03

Riches : Tout est à nous. Dictateurs, esclavagistes, blasés, décadents, pervers, dépravés...

- Riches businessmen cherchent « *french sugar babies* » - LeMonde.fr

Un site américain propose à des hommes d'entretenir des jeunes femmes en manque d'argent. Des transactions qui pourraient favoriser la prostitution étudiante. LeMonde.fr 25.03

Eurochallenges : le business opaque du "*numéro un des unions internationales*" - LePoint.fr 25.03

Guerre idéologie

Les élèves homos attendront - Liberation.fr

A les entendre, et c'est là qu'on découvre leurs réelles intentions, l'homosexualité qui peut se développer chez un adolescent ne doit pas être une tendance passagère, elle doit devenir un penchant qui engage sa sexualité pour le restant de ses jours. Est-ce faire la promotion de l'homosexualité qui serait en quelque sorte un must en matière de relation sexuelle ? Cela y ressemble fortement, alors qu'elle ne concerne qu'une infime minorité de la population à l'âge adulte.

Elle est le reflet d'une société en totale décomposition où de plus en plus d'hommes et de femmes sont incapables d'assumer le sexe qui leur a été donné à la naissance, ou de s'épanouir sur le plan sexuel du fait de problèmes psychologiques dus à des rapports sociaux difficiles ou traumatisants dans leur milieu familial.

La justice française reconnaît la mendicité des enfants comme de la maltraitance - LeFigaro.fr

Nous, nous condamnons à mort le régime économique capitaliste qui conduit des enfants à mendier, on peut ajouter le législateur ou ses représentants qui devraient connaître le même sort. Il est bon de remettre les choses à leurs places.

Ici en Inde, les mendiants ou les miséreux pullulent, qui vous abordent à chaque coin de rue, hommes ou femmes avec un enfant dans les bras ou à la main, la mendicité des enfants n'existe pas ou à pratiquement disparu à Pondichéry, ailleurs en Inde je n'en sais rien. Personnellement quand je donne un billet de 10 roupies, c'est à une vieille femme misérable et loqueteuse, je vous ai déjà dit que j'avais un faible pour les femmes...

Ils affectionnent l'extrême droite.

- Inde: les partenaires étrangers mettent en sourdine leurs réserves sur Modi - AFP

Modi est le candidat du BJP, un parti bourgeois soutenu notamment par deux partis partis hindouistes fanatiques, islamophobes déclarés, racistes, xénophobes, d'extrême droite ou fascistes. Le BJP est au Parti du Congrès, ce que le FN est à l'UMP. Peut-être pas tout à fait, mais il n'en est pas loin. A suivre.

Nouvelles de la campagne de Russie.

- La Russie fait "*de nouveau peur*", selon le chef de la diplomatie du Luxembourg - AFP

- Crise en Crimée : quand la Russie de Poutine met sur écoute ses "*adversaires*" - Atlantico.fr

- Après la Crimée, Poutine va-t-il annexer une partie de la Moldavie? - L'Express.fr

- Obama prêt à livrer du gaz à l'UE pour casser l'emprise russe - LeFigaro.fr

- Sous la pression du FMI, le prix du gaz augmente de 50 % en Ukraine - LeMonde.fr

- 80% : la côte de popularité de Vladimir Poutine en Russie - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Situation sociale en France. Tension et tentation.

Quand se loger est tout simplement un luxe inabordable.

- Le coût élevé du logement, facteur de grande pauvreté en Ile-de-France - AFP

Cela tire de tous les côtés.

- Pacte de responsabilité: coup d'éclat de la CFE-CGC qui renonce à signer - AFP

C'est peut-être provisoire...

Chômage toujours en hausse.

- Chômage record après une accélération en février - Reuters

La hausse du chômage s'est nettement accélérée en février en France.

Le ministère du Travail a fait état mercredi d'une augmentation de 31.500 du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, sans la moindre activité, en raison d'une poursuite de la hausse chez les seniors et d'un coup d'arrêt à la baisse chez les moins de 25 ans.

Un nouveau total record de 3.347.700 demandeurs d'emplois de catégorie A étaient ainsi recensés fin février en France métropolitaine, soit 0,9% de plus en un mois.

En ajoutant les catégories B et C, les personnes qui ont exercé une activité réduite, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a progressé de 0,2%, soit 7.900 personnes, le mois dernier pour s'élever à 4.937.800 en métropole et 5.236.300 en incluant les départements d'Outre-mer.

Sur un an, la hausse est de 4,7% pour la catégorie A en métropole et de 4,8% pour les catégories A, B et C.

Dans un communiqué, le Medef a estimé que les chiffres du chômage de février appelaient à "*agir vite et fort*" pour relancer une dynamique de créations d'emplois. Il a estimé "*urgent*" que le gouvernement précise le contenu du pacte de responsabilité "*et indique enfin une trajectoire claire de baisse de la fiscalité des entreprises et du coût du travail très rapide*". Reuters 26.03

Le coupable: Le coût du travail

- Coût du travail : « *il faut maîtriser les évolutions de salaires* » - LeMonde.fr

Selon Denis Ferrand, directeur général de COE-Rexecode, Centre d'observation économique et de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises (COE-Rexecode), proche du Medef.

- Depuis 2000, on a en France une progression de 46,3 % du coût du travail dans l'industrie et les services marchands. La hausse n'a été que de 24,9 % en Allemagne.

De 2000 à 2013, en cumulé, la productivité horaire a augmenté de 12,2 %, alors que les salaires horaires réels, dans les branches marchandes, ont progressé de 16,4 %.

C'est ainsi que, pendant la phase de récession, les salaires se sont maintenus, alors que la productivité n'augmentait pas.

Pour que notre compétitivité s'améliore réellement, il faudrait que les salaires progressent moins vite que la productivité.

Aujourd'hui, si on veut piloter et maîtriser de la dérive du coût du travail, il faut maîtriser les évolutions de salaires. LeMonde.fr 26.03

Intox. Collabos et jaunes à la manoeuvre.

- Chômage : Force ouvrière demande un changement de politique - Liberation.fr

- Edouard Martin (PS), l'ancien syndicaliste, attend un "*changement de cap*" - AFP

Ils l'aiment bien le régime en place.

Quand on analyse un événement, un discours, un texte, un article, un appel, il faut avant tout déterminer quelle en est l'orientation politique et ne pas se laisser piéger par les apparences.

Cela nécessite de ne pas s'en tenir à ce qu'en disent eux-mêmes les auteurs. Pourquoi ? Parce qu'ils ne poursuivent pas forcément les mêmes objectifs politiques que vous et ils n'ont pas forcément non plus intérêt à les dévoiler de ce fait.

Ensuite, il ne faut pas se fier à leur contenu qui pourra paraître au premier abord attirant, correct ou correspondre à vos attentes, alors qu'en réalité il ne fera référence qu'à une partie de la situation, celle qu'ils auront soigneusement sélectionnée pour être en accord avec leurs intentions ou l'objectif qu'ils se sont fixés, avec leur ligne politique.

Et pour finir, il ne faut pas oublier de le situer à la fois dans un contexte plus large ou de l'interpréter en prenant en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui constituent la situation, et de vérifier qu'il s'inscrit bien dans la perspective politique d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le socialisme, qu'il n'est finalement pas incompatible ou opposé à ces objectifs politiques.

En principe, à l'issue de notre analyse si on a pris soin de tenir compte de l'ensemble de ces facteurs ou si on les avait présent à l'espit, on est en mesure de déterminer avec précision quel était le contenu réel ou quelle était la nature ou l'orientation politique d'un événement, discours, texte, article ou appel.

Armé de cette méthode, livrons-nous maintenant à un exercice pratique pour en vérifier la cohérence et l'efficacité.

- «*Contre l'austérité*», 200 personnalités appellent à manifester le 12 avril - liberation.fr

Ces personnalités politiques d'extrême gauche, artistes, syndicalistes et sociologues remettent en cause, notamment, le pacte de responsabilité.

(Que proposent-ils à la place ? Un tel mélange des genres doit nous inciter à l'extrême prudence dès le départ. Rien n'indique qu'on se situerait sur le terrain de classe des travailleurs, terrain de classe qui ne doit pas être abordé en soi ou à la manière d'une abstraction mais relié à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital. Est-ce que cet appel se situe dans cette perspective ou a-t-il pour fonction de subordonner davantage les travailleurs au capitalisme ? Nous allons pouvoir répondre à cette question plus loin. - ndlr)

Deux-cents personnalités ont signé un appel à manifester le 12 avril «*contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses*» à l'initiative d'organisations dont le Front de gauche, a-t-on appris auprès des organisateurs. «*Maintenant ça suffit ! Marchons contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses. Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême-droite battre le*

pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme», est-il écrit sur l'appel.

(On n'aura pas dû attendre longtemps pour être fixé sur les intentions des auteurs de cet appel et leur objectif puisqu'ils ont repris l'antienne ou l'incantation du "*partage des richesses*" qui nous a justement conduit où nous en sommes aujoud'hui, puisqu'à défaut de situer le combat du mouvement ouvrier dans la perspective du socialisme ou de changer la société, c'est cette ligne politique qui a servi de toile de fond à la lutte de classes depuis l'après-guerre pour ne pas remonter plus loin. Qui peut imaginer un instant qu'un autre "*partage des richesses*" serait possible à l'heure ou les inégalités n'ont jamais été aussi importante sans renverser le régime en place, sans inverser les rapports de domination de classes . Ces gens-là sont des charlatans !

Maintenant essayons de comprendre pourquoi ils reprennent cette orientation politique, car il ne suffit pas de dénoncer une politique qu'on ne partage pas, faut-il encore définir avec précision ce qu'elle recouvre, à quoi elle correspond, quelle en est son origine sociale. C'est très simple, parce qu'ils refusent à fois de reconnaître que le capitalisme fait face à une crise d'une ampleur exceptionnelle qu'il n'a pas pu résoudre jusqu'à présent en recourant à la méthode habituelle, à une guerre mondiale dévastatrice, et parce qu'ils refusent de le combattre pour le faire disparaître, en conséquence ils sont conduits à s'en accommoder, à se situer sur le terrain de classe de notre ennemi, à chercher des solutions compatibles avec la survie du capitalisme qui finalement ne peuvent être tournées que contre les travailleurs et leurs intérêts.

En résumé, c'est à la fois leur analyse de la situation et du stade auquel est parvenu le capitalisme mondial qui est erronée ou ne correspond pas à la réalité, et les conclusions politiques et pratiques qu'ils en tirent qui se situent à l'opposé de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, dont ils sont les fossoyeurs.

On aurait pu se contenter de se référer aux multiples combines électorales qu'on vient une nouvelle fois d'observer entre le PS et EELV qui sont des partis capitalistes, de droite d'un côté, et les composantes du Front de gauche de l'autre, la collusion d'intérêts au grand jour entre ces partis suffisants à caractériser leur complicité et leurs véritables intentions qui n'ont rien à voir avec les besoins des travailleurs, qui constituent ouvertement une trahison des intérêts qu'ils prétendent représenter ou défendre. Tous les partis ou signataires de cet appel sont compromis avec le capital à des degrés divers, aucun n'incarne le socialisme car aucun n'a rompu avec le capitalisme et ses institutions, c'est ce qu'il faut garder à l'esprit. Allons plus loin dans notre analyse.

Les signataires de cet appel s'accommoderaient bien d'un nouveau Front populaire, ils le revendiquent, donc nous n'inventons rien. Avec le PS notez bien, ils sont très forts, rien ne les arrête, ce sont de farouches opportunistes ou bien pire encore, car le Front populaire est un des derniers remparts du régime contre l'assaut des masses ou la révolution socialiste, avec le fascisme.

En Ukraine ils sont passés directement au fascisme, en France le contexte est différent, d'où cet appel au relent de Front populaire. Le Front populaire se caractérise par le refus de rompre avec le capitalisme, il est l'antithèse du socialisme, il est et il a toujours été synonyme de terribles défaites pour la classe ouvrière, frayant la voie au régime de Vichy, au fascisme, à des dictatures militaires, à la guerre mondiale.

Quand le Front populaire finit pas céder, par s'effondrer, c'est la pire réaction qui prend immédiatement le relai. Elle s'y est préparée de longue date, la classe dominante et ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier ou s'en réclamant abusivement se sont employés à préparer le terrain aux milices ou hordes fascistes, à faire monter l'extrême droite comme on dit communément, jusqu'au moment où l'heure a sonné qu'elle passe à l'offensive, le gouvernement de Front populaire étant paralysé, décrié, rejeté par les masses, elle a le champ libre pour se livrer à des démonstrations de force et parfois s'emparer par la force du pouvoir, liquider ensuite ce qui reste du mouvement ouvrier, suspendre les institutions et s'attaquer à la liberté d'expression dans tous les domaines, afin de réaliser pour le compte du capital le programme que le parti officiel de l'ordre (UMP en France) n'avait plus les moyens politiques d'imposer aux travailleurs, réprimant brutalement syndicats et partis, toute forme de contestation du régime en place.

A kiev ils viennent d'annoncer une hausse de 50% du prix du gaz, ce que l'ancien gouvernement n'a même jamais en rêve imaginer pouvoir imposer, les fascistes qui occupent la place et font régner la terreur en ont les moyens. Voir ce qui s'est passé autrefois en Espagne ou au Chili, en Argentine, exactement le même processus. On pourrait aussi se demander comment Hollande et le PS ont-ils pu soutenir ouvertement un gouvernement fasciste en Ukraine, sinon parce qu'ils savaient qu'ils n'avaient rien à craindre du PCF et du Front de gauche (ainsi que de l'extrême gauche) qui n'insisteraient pas sur cette question ou ne mobiliseraient pas sur ce thème, surtout en période électorale. Les uns et les autres se connaissent très bien, Hollande et le PS savaient parfaitement que leur antifascisme n'était que pure forfanterie, mieux, il faisait leur affaire, tout comme leur adhésion à l'offensive idéologique tout azimut qu'ils avaient déclenchée, soi-disant contre le racisme, le sexisme, l'homophobie ou l'intégrisme et qui devait servir à faire monter le FN, opération foirée d'ailleurs (lire plus loin), bref, c'est là qu'on s'aperçoit qu'en tous points, pas à pas jusque dans les moindres détails ou recoins le Front de gauche est un allié du PS. Dès lors, franchement quelle importance cela peut-il avoir que le PS et EELV soutiennent un gouvernement fasciste en Ukraine et prétendent combattre l'extrême droite en France, pourquoi devrait-on s'inquiéter d'une telle contradiction, Mélenchon a encore répété dernièrement qu'il serait prêt à gouverner avec l'actuel Parlement dominé par le PS et ses satellites, en gardant Hollande, parvenu à ce degré d'opportunisme, au passage il est totalement justifié de parler de populisme pour le caractériser, on est obligé d'en conclure que nous sommes en présence de dangereux charlatans, d'escrocs auxquels il ne faut accorder absolument aucune confiance. - ndlr)

Parmi les signataires on compte l'humoriste Christophe Alévêque, l'artiste Ernest Pignon-Ernest, Mgr Jacques Gaillot, les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, le journaliste Ignacio Ramonet, des syndicalistes, Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Olivier Besancenot du NPA, Clémentine Autain d'Ensemble, Jean-Baptiste Eyraud du DAL... «*En France, comme dans toute l'Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain*», est-il ajouté.

(Quels paniers de crabes incomestibles ! -ndlr)

«*Alors que des choix politiques résolument à gauche devraient s'imposer face à la crise, les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef et de la droite en matière sociale, environnementale, familiale, et sur le droit de vote des étrangers... scandalisent*», selon l'appel.

(Hollande capitule devant le Medef, comme Blum avait capitulé devant les Maîtres de forges ou la Bourse. En réalité, on est déjà en présence d'un Front populaire dont une de ses composantes, le Front de gauche flanqués de quelques gauchistes ou trotskistes dégénérés, ne participe pas au gouvernement mais le soutien de l'extérieur. Les dirigeants du Front de gauche n'ont-ils pas martelé qu'ils ne figuraient pas dans l'opposition au gouvernement ? C'est ce qu'ils confirment ici en réclamant une politique "*résolument à gauche*" qui n'a jamais été appliquée par un gouvernement de Front populaire parce qu'elle est incompatible avec la survie du capitalisme, c'est antinomique avec sa nature, qui plus est de nos jours où la moindre réforme sociale vient se heurter à la crise du capitalisme.

Comme beaucoup d'autres, les auteurs de cet appel évoque la crise du capitalisme en passant, sans vraiment y croire, sans en comprendre la nature ou s'y refusant pour certains, elle ne constitue pas un élément déterminant de la situation pour eux, et quand ils daignent la prendre au sérieux c'est uniquement pour voler ausecours du capitalisme ou pour se sauver eux-mêmes, les couches de privilégiés qu'ils incarnent ou dont ils sont issus, à aucun moment ils n'envisagent un affrontement direct entre les classes, ils cherchent à l'éviter par tous les moyens, en finir avec le capitalisme ne constitue pas leur objectif, ils témoignent ainsi qu'ils y sont totalement soumis, c'est aussi cela la marque de fabrique du Front populaire, qu'ils partagent avec l'extrême droite, le parti de l'ordre et son supplétif. - ndlr)

Les signataires dénoncent qu'avec «*l'assentiment enthousiaste du Medef, le président de la République veut désormais faire du " pacte de responsabilité" le coeur de sa politique. Au patronat, il octroie 35 milliards d'allègements de cotisations (...) Devant un Medef qui refuse de s'engager sur des créations d'emplois, le gouvernement Ayrault s'engage, lui, à réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros*».

«*Ce sont aussi les collectivités territoriales asphyxiées, les associations étouffées, la culture sacrifiée. Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions, avons contribué à chasser Sarkozy*», précisent-ils. Les deux-cents signataires appellent ainsi le samedi 12 avril à Paris «*à une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du "pacte de responsabilité", pour une juste distribution des richesses*». liberation.fr 26.03

(Effectivement, ce sont bien eux qui se sont compromis en appelant à voter Hollande et qui feignent de s'étonner maintenant qu'il poursuive la politique de Sarkozy, franchement, qui ne le savait pas à l'avance ?

En appelant à voter Hollande puis pour les candidats du PS ils se sont totalement discrédités aux yeux des masses, et ils ont remis le couvert lors des municipales en s'alliant au PS et/ou à EELV qui est gouvernement, masses qui se sont détounées de tous les partis institutionnels à cette occasion, y compris ceux qui ont lancé cet appel.

Maintenant quelle attitude avoir face à cet appel ? Nous connaissons les intentions politiques de ses initiateurs que nous ne partageons pas. Nous rejetons également la politique du gouvernement, et nous savons qu'il ne pourra pas y avoir d'autre politique sans renverser au préalable le régime en place et les institutions, ce qui n'est évidemment pas l'objectif de cet appel. Nous savons également que les organisateurs de cette manifestation du 12 avril n'ont jamais rien entrepris de sérieux pour organiser et mobiliser les masses contre le gouvernement, le patronat ou les institutions. Chaque fois qu'ils ont appelé à une action ils ont tout fait au contraire pour que les masses ne s'en saisissent pas et ne déferlent par millions dans la rue. Il se peut que les masses exaspérées s'en emparent et déjouent tous leurs calculs. On peut aussi évoquer ces dizaines de milliers de militants qui se posent des questions sur leur propre parti et sur leur engagement politique, qui hésitent entre lassitude et désespoir.

Si nous avions un parti il se peut que nous participions à cette manifestation sur nos propres mots d'ordre pour un gouvernement ouvrier qui rompt avec le capital et les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU, c'est une question qui devrait être discutée, notre seul objectif politique demeurerait de renforcer ou construire le parti et non de faire céder le gouvernement dont nous n'attendons ou réclamons rien. - ndlr)

En famille. Combines, manoeuvres, collusions, manipulations...

- Municipales: 986 triangulaires et 207 quadrangulaires au second tour - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Ils fusionnent ou se retirent au profit de qui l'appliquent.

- Municipales dans le Val-de-Marne : PS et PC et Verts appellent au rassemblement - AFP

- Municipales à Choisy : Guillaume (PC) et Id Elouali (EELV) fusionnent - LeParisien.fr

- A Albi, EELV a fusionné... avec le Front de gauche - AFP

A Montreuil, le PS et EELV se sont rangés derrière la liste Front de gauche de Patrice Bessac face à l'ancien maire ex-PCF Jean-Pierre Brard, arrivé en tête. - AFP

La liste de Jean-Pierre Brard était soutenu par le POI : inacceptable !

- A Nantes et Rennes, socialistes et écolos ont fusionné malgré leur différend sur Notre-Dame-des-Landes. - AFP

Quelle farce, quelle manipulation !

- Comme à Rennes, ville gérée par le PS, un accord PS-EELV-Front de gauche est intervenu à Avignon (où le FN est sorti en tête du premier tour), ce qui peut permettre à la gauche de l'emporter. - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Ils appellent à voter ou incitent leurs électeurs à voter pour l'UMP.

- A Perpignan, Jacques Cresta (PS) a annoncé son retrait, provoquant un duel FN-UMP. - AFP

- A Fréjus (Var), Elsa Di Méo a fait de même. Résultat: triangulaire FN/UMP/DVD. - AFP

- A Saint-Gilles (Gard), où Gilbert Collard est en tête avec 42,57 %, le maire sortant PS Alain Gaido, devancé par le FN et l'UMP-UDI, a renoncé lui aussi au second tour. - AFP

- Le PS a également retiré sa liste à Valréas (Vaucluse) - où il était arrivé 4e derrière le FN et deux listes de droite. - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Ils favorisent l'élection des candidats de l'UMP.

- Quadrangulaires à Nîmes où PS et Front de gauche n'ont pas réussi à s'accorder, offrant un boulevard au maire UMP sortant Jean-Paul Fournier, arrivé loin en tête devant le FN et les deux listes de gauche au premier tour. - AFP

- A Dreux aussi quatre listes demeurent encore en lice mais le maire sortant Gérard Hamel (UMP), jouissant d'une avance confortable, devrait être réélu sans problème. - AFP

- A Châteauroux, le candidat PS, Mark Bottemine, a annoncé une alliance avec les listes de deux candidats en dissidence de la majorité municipale sortante de droite. - AFP

Un seul principe : Défense du régime. «***Contre l'austérité***» : Finalement ils appartiennent tous à la même famille, au même camp.

- A Evreux (Eure), le maire PRG sortant Michel Champredon, en grande difficulté à l'issue du 1er tour (10 points derrière la liste de droite) a conclu un accord in extremis avec la liste du PCF - AFP

- Municipales à Marseille : Gaudin ratisse à gauche pour conforter son avance - LeParisien.fr

- Municipales à Paris : la dissidente UMP Roxane Decorte appelle à voter PS - LeParisien.fr

Le PS : Toujours plus réac !

- Agriculture: Le Foll favorable à un débat sur les OGM - AFP

- La France continue de soutenir la pêche profonde - LeMonde.fr

- Les vrais enjeux de l'après-municipales - LePoint.fr

La dépense publique locale - 236 millions d'euros - échappe à tout contrôle.

FN ou le facteur d'ajustement politique.

A en croire la quasi-totalité des commentateurs et des partis politiques, y compris le POI sur son portail national dimanche soir et lundi dernier, l'un des principaux enseignements du premier tour des municipales serait la montée, la percée spectaculaire de l'extrême droite.

Qu'en est-il vraiment ?

- Municipales : radiographie des performances du FN - lemonde.fr 25.03

- Sur 36.000 communes environ, 323, c'est le nombre de listes FN et RBM qui ont franchi la barre du premier tour, avec un score supérieur à 10 % des suffrages exprimés. Le Front national en revendique 329, en comptant six candidats supplémentaires enregistrés sous d'autres étiquettes (divers, divers droite...) soutenus par le parti frontiste, ou rassemblant certains de ses membres.

Cela représente donc 1% des listes présentées dans l'ensemble des communes.

- 14,8 %.C'est le score moyen obtenu par le FN dans les 585 villes de plus de 1 000 habitants où il a présenté des listes.

Compte tenu de la poussée de l'abstention, en réalité le FN ne dépasse pas ses scores précédents, il serait même en dessous. Ce n'est pas tout.

- Sur 585 listes présentes au premier tour, on en compte 141 dans des villes de 10 à 20 000 habitants, et 161 dans des villes de 20.000 à 50.000 habitants.

Autrement dit, il n'a pas été capable de s'imposer dans les villes les plus peuplés, rien de changé en somme.

- Dans 75 villes, le FN avait présenté des listes en 2008 et en a présenté cette année. Sur ces 75 communes, le parti n'est en recul que dans deux. Partout ailleurs, il progresse, de huit points en moyenne, mais avec des bonds parfois spectaculaires.

Comme l'abstention a augmenté de plus de 5% par rapport à 2008, le FN n'a progressé que de 3% en moyenne, pas de quoi fouetter un chat, surtout en tenant compte qu'il partait d'un score très bas !

La classe dominante a deux fers sur le feu, le Front populaire et le fascisme, elle met en avant l'un ou l'autre en fonction du contexte de chaque pays.

La mobilisation-provocation de ce qu'ils ont appelé les "*bonnets rouges*", mais aussi les démonstrations de force à l'occasion des manifestations contre le "*mariage pour tous*", ont montré que le parti de l'ordre officiel et l'extrême droite marchaient ensemble. Que le PS, qui est également un parti de droite, manipulait certaines communautés ou minorités en prétendant défendre leurs droits uniquement pour provoquer une réaction des conservateurs et de l'extrême droite qui sont caractérisés comme rétrograde ou réactionnaire, afin de pouvoir se présenter comme progressiste, tandis qu'il applique une politique qui est réactionnaire sur toute la ligne.

Le FN, c'est l'épouvantail qu'ils agitent quand ils n'ont pas d'autres moyens pour camoufler leurs véritables intentions ainsi que la nature de leur politique. Mais pas seulement. Ils offrent au passage une tribune à l'extrême droite en espérant qu'elle se renforce, car au cas où le Front populaire serait inopérant pour appliquer le programme de la réaction, c'est l'extrême droite qui devrait être en position de prendre le relai, d'autant plus que l'UMP n'est pas en mesure d'assumer ce rôle. Le PS remplit ainsi jusqu'au bout la mission que la classe dominante lui a réservée, jusqu'à l'ignominie, c'est ce qu'on a pu oberser lorsque le PS a apporté son soutien au gourvernement néonazi en Ukraine.

Quelque part, oui c'est la pire pourriture qu'on peut imaginer car ils continuent d'avancer masqué, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Front de gauche peut le soutenir et n'a pas l'intention de le démasquer ou de rompre avec lui, il est complice de ce

véritable complot contre les travailleurs. Quand on est honnête ou qu'on défend loyalement ses idées, on a du mal à imaginer qu'un tel cynisme soit possible, et pourtant.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet de la Ligue arabes

- Le sommet arabe refuse de reconnaître Israël comme "*Etat juif*" - AFP

Les chefs d'Etats arabes ont refusé mercredi, au terme d'un sommet à Koweït, de reconnaître Israël comme un "*Etat juif*", condition posée par l'Etat hébreu pour parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens.

"*Nous proclamons notre refus total et catégorique de reconnaître Israël comme un Etat juif*", indique le communiqué final du sommet, rejetant sur Israël la responsabilité du blocage du processus de paix.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu insiste sur la reconnaissance par les Arabes de la judéité de l'Etat d'Israël.

Il a fait de cette revendication un élément cardinal d'un accord de paix, assurant que la "*racine du conflit*" entre les deux peuples est le rejet arabe d'un Etat juif, et non l'occupation des Territoires palestiniens depuis 1967.

Mais les dirigeants palestiniens se refusent à ce qu'ils considèrent comme une capitulation sur ce qu'ils ont de plus sacré, le souvenir de la "*Nakba*" (catastrophe) des 760.000 Palestiniens forcés à l'exil en 1948 lors de la création d'Israël, et leur "*droit au retour*".

Ils rappellent également qu'ils reconnaissent déjà l'Etat d'Israël depuis 1993 et que cette exigence n'a été présentée ni à l'Egypte ni à la Jordanie, les deux pays arabes signataires d'un traité de paix avec Israël.

2- Israël

- Palestine occupée : la montée de l'immigration inverse - french.irib.ir

C'est la fin d'une illusion ! Le mirage s'évapore à vue d'œil, cédant la place à la réalité inexorable, pour les Israéliens !

Tandis que grèves, sit-in et protestations ne cessent d'augmenter, dans toute la Palestine occupée, les sources proches du régime sioniste font état de la courbe ascendante du phénomène de l'immigration inverse, chez les Israéliens, qui préfèrent quitter les territoires occupés. Au surlendemain de la fermeture des ambassades du régime sioniste, dans le monde, en raison de la grève entamée par le personnel du ministère des Affaires étrangères, en protestation contre leurs bas salaires, les milieux sionistes ont annoncé que les jeunes israéliens, aux prises avec le chômage et l'insécurité, sont de plus en plus nombreux à réfléchir à l'idée d'immigrer de la Palestine occupée. Selon un rapport élaboré par le Conseil du Sionisme, un institut israélien de recherche, les jeunes israéliens ne manifestent plus le même enthousiasme envers Israël et préfèrent plutôt immigrer de la Palestine occupée. Dans le même registre, le journal Haaretz en donne des chiffres : 37% des Israéliens ont un projet d'immigration des territoires occupés. Les problèmes économiques et sécuritaires en constituent les facteurs essentiels, pour les citoyens, surtout, pour les jeunes.

Le processus de l'immigration inverse a débuté, en 2004, selon les chiffres du Centre statistique du régime sioniste. Depuis, quelque 17.000 candidats à l'émigration, pour la plupart des élites, ont quitté, annuellement, les territoires occupés, à destination de l'Europe ou de l'Amérique, dans l'espoir d'une meilleure vie. Pour l'heure, quelque 850.000 Juifs israéliens vivent hors de la Palestine occupée et refusent, catégoriquement, de revenir dans les territoires occupés. Les vives réactions des citoyens du régime sioniste caractérisées par la montée de l'immigration inverse, durant ces dernières années, ainsi que les manifestations de protestations mettent, clairement, en évidence cette réalité que ce régime factice a même perdu sa légitimité parmi ses propres citoyens. A cela, il faut ajouter le bilan élevé de la corruption financière et des harcèlements sexuels, parmi les responsables israéliens, montrant à quel point cette société est corrompue, de telle sorte que les Juifs, qui ont été séduits, pour certains, par les promesses creuses des Sionistes et qui ont immigré en Palestine, ne veulent plus vivre à l'ombre du régime occupant, car une fois installés, dans les territoires occupés, et face aux réalités dures et amères de leur quotidien, ils ont compris dans quelle mesure ils ont été dupes des fausses promesses des autorités racistes de ce régime. french.irib.ir 26.03

Ces informations proviennent d'officines ou de médias sionistes, elles sont donc dignes d'intérêt.

Encore !

- En Israël, scandale sexuel autour du probable successeur de Shimon Pérès - LeMonde.fr

---

SOCIAL

1- Paraguay

- Paraguay: des milliers de manifestants pour les salaires et une réforme agraire

Des milliers de paysans et syndicalistes ont manifesté mercredi à Asuncion au Paraguay en faveur d'une réforme agraire, de hausses salariales et contre des projets de privatisations du président Horacio Cartes, qui affronte sa première grève générale.

Les travailleurs de sept centrales syndicales ont commencé par ériger des piquets de grève sur les principaux accès de la capitale pour empêcher la circulation, tandis que les habitants se démenaient pour tenter de parvenir sur leur lieu de travail.

Les manifestants réclamaient une hausse de 25% des salaires, contre les 10% octroyés par le gouvernement. Ils exigent également le retrait d'une loi de coopération public-privé qui permettrait à l'Exécutif de passer des contrats pour des infrastructures avec des entreprises privées, vue comme une privatisation du secteur.

Le gouvernement de M. Cartes (droite), au pouvoir depuis sept mois, a déployé un ample dispositif policier et cinq personnes ont été interpelées.

Cet appel à la grève coïncide avec la 21ème Marche paysanne, mobilisation annuelle en faveur d'une réforme agraire dans un pays affichant une croissance du PIB de 13,6% en 2013, tirée par les revenus du secteur céréalier, aux mains d'immenses propriétaires terriens.

Dans ce cadre, quelques 10.000 paysans se sont rassemblés dans la capitale devant le Congrès, avec pancartes et banderoles.

Les paysans "*ont eu beaucoup de difficultés pour atteindre Asuncion à cause de la police*", a affirmé devant la presse Carolina Villalba, secrétaire générale de la Fédération nationale paysanne (FNC).

Environ 80% des chauffeurs des transports publics, selon Miguel Zayas, secrétaire général de la Fédération des travailleurs des transports, et 15% du personnel de l'éducation primaire, selon le gouvernement, étaient en grève mercredi. AFP 26.03

2- Espagne

- Espagne : les étudiants dans la rue - french.irib.ir

Lors d'une manifestation anti-gouvernementale des étudiants en Espagne, la police a interpellé mercredi 50 étudiants.

Les étudiants, qui protestaient contre la baisse du budget public touchant notamment l'éducation, ont envahi le campus de l'Université de Complutense. Les forces de la police se sont affrontées avec les étudiants pour les disperser et elles en ont interpellés 50. En protestation contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, l'Union des Etudiants espagnols a appelé à une grève de deux jours aux lycées et aux universités partout dans le pays.

Ce mouvement de grève a débuté mercredi. french.irib.ir 26.03

Haut de page

Le 28 mars 2014

CAUSERIE

Le site ne sera actualisé que sommairement, la suite lundi prochain. On ajoutera dans la journée une cinquantaine d'articles dont certains datent déjà d'une semaine.

Complément et précisions sur les municipales.

Plusieurs partis ont dénoncé ces derniers jours la manipulation médiatique du score réalisé au premier tour des municipales par le FN , expliquant qu'on serait en présence d'une formidable poussée de l'extrême droite, alors qu'en réalité il n'en était rien.

- Municipales : Mélenchon juge la percée du FN «*préfabriquée*» - LeParisien.fr

- La percée du FN aux municipales et la mise en scène médiatique - PRCF

- Démesurément mis en avant par les médias avec de fortes arrière-pensées politiques, le score du Front national doit être ramené à sa proportion véritable. - POI - IO n°294

Le PG, le POI, le NPA et LO se sont félicités chacun de leur côté d'avoir réalisé des scores significatifs. En réalité quand ils se présentaient seuls ces scores demeuraient au même niveau que lors des élections précédentes, ils ont sensiblement progressé dans des petites communes, tandis que leur score est demeuré confidentiel autour de 1 ou 2% dans les grandes villes pour le POI, le NPA et LO.

Donc rien de changé par rapport à hier.

N'était-ce pas cela le principal enseignement qu'aurait dû tirer des partis qui prétendent que leur participation à cette élection devait servir de levier à la construction de leur parti respectif, alors que leur objectif serait de construire un nouveau parti ouvrier de masse et que leurs résultats constituent plutôt un nouvel échec de leur stratégie politique ?

En réalité, la majorité des travailleurs ont rejeté tous les partis y compris les leurs. On pourrait s'interroger et se demander pourquoi puisqu'ils prétendent leur proposer une issue politique favorable à la crise du capitalisme, non ? Pourquoi les travailleurs ne se reconnaissent-ils pas dans ces partis, pourquoi ne leur font-ils pas confiance, pourquoi au bout de 70 ans sont-ils toujours incapables de construire ce nouveau parti ouvrier.

N'est-ce pas cette question qui serait la clé de la situation politique aujourd'hui, l'absence d'un parti ouvrier qui constituerait un pôle de regroupement pour les masses laborieuses, qui serait en mesure de les organiser pour affronter le gouvernement et le patronat, qui permet au gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire avec l'arrogance que l'on sait ?

A notre connaissance, le parti bolchevik ne s'est pas construit au cours d'une période d'expansion du capitalisme mais bien plutôt d'une crise ouverte, lorsque les conditions objectives auxquelles étaient soumises les masses les conduisaient à réagir, à chercher à s'organiser, pour vaincre et non pour obtenir un répit temporaire à leurs souffrances, cela signifie que cette période était propice à la construction du parti, à tisser des liens avec les masses.

Question : Il paraîtrait qu'il y aurait des millions et millions de travailleurs en France qui feraient face à des conditions objectives ou matérielles d'existence très difficiles ou inextricables, cela ne date pas d'aujourd'hui cela dit en passant, et voilà que ce ne serait pas possible de contruire le parti, que les conditions ne seraient pas favorables, qu'est-ce que c'est que cette histoire à dormir debout, car si tel était vraiment le cas il faudrait carrément faire une croix sur cet objectif.

Le rejet d'absolument tous les partis ou l'impossibilité des travailleurs de se reconnaître dans un parti, témoigne aussi que leur niveau de conscience politique n'a pas réellement progressé, c'est à notre avis le second enseignement que l'on devait tirer de ces élections.

Quel parti partagera notre interprétation des résultats de ces élections et surtout les conclusions que nous en tirons ? Sans doute aucun comme d'habitude, ils continueront comme si de rien n'était préparant ainsi les défaites de demain. Leurs dirigeants en portent la responsabilité.

Haut de page

Le 29 mars 2014

CAUSERIE

Vendredi 20h47 en Inde.

J'amorce le formatage des adresses des articles que je vais mettre en ligne, un boulot ingrat, il y en a pour plus d'une 1 heure.

J'écoute de la musique en même temps pour rester de bonne humeur en cette fin de journée qui fut d'ailleurs excellente, radieuse, je suis un nantis, un homme comblé dans tous les sens du terme, je vous passe les détails, et croyez-moi j'apprécie la vie à la mesure de ce qu'elle peut m'offrir de meilleur dans ce monde pourri. C'est quelque chose auquel on aspire, qu'on se construit patiemment et dont on profite sans rien devoir à personne, l'extase d'avoir atteint honnêtement un idéal, mieux encore quand on peut le partager.

J'écoute Buckethead en boucle et je vais me repasser un concert de Joe Satriani et de Steve Vai, en sirotant un cocktail à la vodka, ou deux, trois, on verra.

Je me contrefous de ce que pensent ces militants sclérosés, dogmatiques, tristes, chiants à mourir d'ennui qui sont au garde-à-vous devant leurs dirigeants ou imbus de leurs vérités, qui sont incapables de nous apporter quoi que ce soit. La vie est courte, plus courte que le capitalisme hélas, alors profitons-en ! Et que faites-vous de ceux qui n'en ont pas les moyens direz-vous peut-être ? Parce que vous pensez qu'on les oublierait une seconde. Mais pour qui nous prenez-vous, chaque riff endiablé d'une guitare leur est dédié qu'est-ce que vous croyez, la rage qui nous habite n'est pas incompatible avec les envolées lyriques du musicien au talent génial dont nous saisissons la sensibilité extraordinaire pour nous procurer un plaisir indicible, qui n'existe que pour être partagé, cela vaut mille fois mieux que le partage des richesses. Chaque note est dédiée à ceux que le bruit du canon couvre et qui ne peuvent pas les entendre, telle la partition ou les étendards de la liberté.

Place aux artistes ! En cette fin de semaine, c'est largement mérité.

Vendredi 22h45, boulot terminé en écoutant Guns'n Roses avec Buckethead en concert.

52 articles en plus de qualités diverses. Qui craint la confrontation des idées, craint le socialisme... Démagos, populos, mégalos, paranos, schizos, bonne nuit, je ne peux pas vous entendre la musique est à fond ! A lundi.

Haut de page

Le 30 mars 2014

CAUSERIE

On ajoutera deux (extraits) articles sur l'Inde demain.

Ah la solidarité entre Frères ! Quelle lumière n'est-ce pas !

Une des plus grandes escroqueries politiques de tous les temps...

Comment cela maintenant un amalgame entre les Frères musulmans et les francs-maçons. Pourquoi pas ?

Dites-nous, ce sont bien des francs-maçons qui soutiennent les régimes infâmes turc, qatari, saoudien, israélien (notamment) ou encore le gouvernement néonazi installé à Kiev, on ne se trompe pas, ce sont bien strictement les faits, n'est-ce pas ?

C'était déjà de braves socialistes, humanistes francs-maçons qui avaient voté les crédits de guerre en 1914, qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, soutenus la guerre d'Algérie, du Vietnam, etc. comment cela vous ne le saviez pas, vous l'aviez oublié ? Ils sont décidément bien faits les manuels scolaires et les professeurs ont reçu une formation, comment dire à la mesure des besoins du régime. Les frères Blondel, Eyschen, Mélenchon, etc. tous ces "*illuminés*" qui fricotent avec la racaille réactionnaire, des républicains, des démocrates paraît-il, on s'en étouffe rien que d'y penser, sont de formidables illusionnistes qui auront trompé militants et travailleurs pendant des décennies et des décennies. Après cela vous étonne qu'on en soit là ?

Le groupe GMI a écrit ceci dans un tract du 25 mars que j'ai reçu : " *Pour empêcher les trahisons des partis sociaux-patriotes (PS, PCF, PdG) et des chefs syndicaux, il faut que l'avant-garde se regroupe et forge un vrai parti ouvrier...*", quelle blague ou c'est ne rien comprendre, car non seulement vous ne pourrez pas l'empêcher et ce n'est pas souhaitable, ils sont comme ils sont et c'est comme ils sont qu'il faut les prendre et les combattre, ce qui n'est possible qu'à partir du moment où on est capable de les caractériser tels qu'ils sont.

Or ce groupe démontre ici qu'il en est incapable (comme tous les autres partis ou groupes d'ailleurs) en attribuant au PS une nature sociale qui n'est pas la sienne, c'est un parti strictement réactionnaire, capitaliste, de droite, néolibéral et impérialiste. Mieux, on va enfoncer le clou, et tous ceux qui y adhèrent ou en sont sympathisants le sont également, qu'ils en aient conscience ou non n'y changeant rien. Vous voulez faire quoi avec cela, avec ces gens-là ? La guerre ? Pour l'éviter je préfère leur déclarer la guerre ! Je me demande si on combat bien encore dans le même camp ou pour le même objectif... C'est dingue d'en arriver-là !

Finalement le mouvement ouvrier et son avant-garde sont complètement gangrenés, n'ont cessé de régresser justement parce qu'ils n'ont jamais voulu caractériser le PS et ses alliés à leur juste valeur, ils n'ont jamais voulu les combattre pour ce qu'ils étaient et voilà qu'il faudrait continuer à reproduire la même erreur politique, ce sera sans nous. Nous rejetons cette stratégie suicidaire, nous appelons à combattre contre ces partis (ainsi que l'UMP, UDI et FN) qui soit incarnent le capital, le PS, soit qui y sont liés fondamentalement et ne rompront jamais avec lui. C'est quand même extraordinaire d'en être encore là, quand on sait que c'est la collusion permanente, les compromis (petits arrangements et grandes manoeuvres et j'en passe) passés avec ces partis et les appareils syndicaux qui en grande partie nous ont conduit où nous en sommes aujourd'hui. C'est effarant !

Il demeurera impossible de construire un nouveau parti ouvrier sans rompre avec ces partis et les appareils des syndicats, de développer une stratégie ou une ligne politique indépendante du capital et de l'Etat, de leurs représentants, qui soit conforme aux intérêts collectifs et fondamentaux des travailleurs, à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le socialisme.

Si j'osais un parallèle personnel dans un autre registre, je dirais que je n'aurais jamais été m'installer en Inde si un jour je n'avais pas rompu les chaînes qui me retenaient en France.

Rompez vos chaînes et que vive le socialisme !

Je rajoute un mot, plus personne dans ce pays ne se reconnaît dans ces partis et ces syndicats que vous voulez sauver, à part des nantis, des travailleurs qui parce qu'ils sont encore plus subordonnés au capitaliste que les autres, pencheront majoritairement demain davantage vers l'extrême droite plutôt que l'extrême gauche pour préserver leurs privilèges, ouvrez les yeux bordel, ils ignorent tout du socialisme et s'en contrefoutent totalement...

La dictature : C'est maintenant.

Les inquisiteurs ou le régime de Vichy toujours en vigueur.

- Reims : 75 euros d'amende pour avoir traversé une gare avec ses écouteurs - Francetv info

Anthony ne comprend toujours pas pourquoi il a été verbalisé. Ce jeune Rémois de 16 ans a été verbalisé en mai 2013 par un agent de la SNCF pour avoir traversé une gare avec des écouteurs, rapporte vendredi 28 mars L'Union.

"*Anthony ne prenait même pas le train, il ne faisait que traverser la gare (...) comme tous les jours en rentrant du collège*", rapporte le président de l'UFC-Que Choisir, sollicité par la famille de l'adolescent. "*L'agent l'a verbalisé pour utilisation d'instrument sonore. Le PV était de 45 euros mais comme le jeune ne pouvait pas payer tout de suite, il lui a ajouté 30 euros de frais de dossier*". Les parents du jeune homme refusant de payer, l'amende s'est transformée en procédure de recouvrement du Trésor public, et s'élève désormais à 300 euros.

Un décret datant de la 2e guerre mondiale comme fondement

Le quotidien ne précise pas clairement si Anthony avait ses écouteurs aux oreilles lorsqu'il a écopé de l'amende, ou bien s'il s'en servait comme des enceintes de fortune en poussant le volume au maximum en les gardant autour du cou.

Mais interrogée par la famille, la SNCF s'est justifiée en évoquant un décret datant de 1942, interdisant "*de faire usage (...) dans les dépendances des gares accessibles aux voyageurs et aux autres usagers, d'appareils ou instruments sonores*". Francetv info 28.03

Quand le droit de s'opposer au régime est criminalisé.

- Le nouveau service de renseignement ratisse large - Liberation.fr

Serait-ce le retour des Renseignements généraux (RG), absorbés lors de la naissance de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) en 2008 ? Dans une circulaire qui a fuité vendredi dans le Figaro, Manuel Valls se fait le chantre du renseignement de proximité, qui doit concerner «*tous les domaines de la vie traditionnelle, économique et sociale susceptibles d'entraîner des mouvements revendicatifs ou protestataires*».

Pour ce faire, le nouveau Service central du renseignement territorial (SCRT) sera «*chargé de centraliser et transmettre sous forme de notes aux autorités gouvernementales et administratives l'ensemble des renseignements*» recueillis sur le terrain, allant du front social à l'islam radical en passant par les quartiers sensibles. Si c'est pas du maillage RG, ça ! Liberation.fr 28.03

Rappelons que l'objectif de la stratégie néolibérale est d'instaurer un nouvel ordre mondial où la lutte des classes sera arbitrairement abolie, et toute tentative de contestation du nouveau régime en place déclarée illégale, étouffée dans l'oeuf grâce au contrôle total exercé sur la population étroitement ou en permanence surveillée, à défaut, violemment réprimée par cette dictature impitoyable.

Petit à petit le vieux monde avance dans cette voie...

ACTUALITÉ DU JOUR

Sous de faux masques les fossoyeurs de la démocratie ou du socialisme en action sont la principale menace.

La franc-maçonnerie est apolitique. La preuve... du contraire.

- Le Grand Orient appelle à voter anti-FN - L'Express.fr

- Valérie Trierweiler appelle les Français à voter et pointe "*le danger du FN*" - Francetv info

- Mélenchon accuse "*Le Monde*" d'être l'"*organe central*" du FN - Francetv info

Tous ceux qui prétendent lutter contre l'extrême droite, le fascisme ou le FN, y sont liés par un bout ou un autre, consciemment ou non peu importe à l'arrivée, c'est le triste constat que l'on peut faire quotidiennement.

La soi-disant lutte de la "*gauche*" et à l'"*extrême gauche*" contre l'extrême droite, le fascisme ou le FN, qui participent à la guerre idéologique au côté du PS et qui de plus favorisent le communautarisme, ne sert qu'à masquer leur capitulation honteuse devant le régime en place, leur refus de le combattre dans la perspective de le renverser.

Ainsi, faux humanistes, faux démocrates, faux républicains, faux socialistes, faux communistes, faux trotskistes, ils sont les alliés objectifs des médias et des partis de droite qui instrumentalisent l'extrême droite pour le compte du régime.

Quand on analyse la politique de ces partis ou du gouvernement, il faut toujours avoir à l'esprit qu'en dernier ressort ce qui la détermine c'est le maintien en place de l'ordre établi. Quant aux partis qui ne seraient pas concernés ici, on attend que vous nous donniez les noms de ceux qui ont refusé toute collusion avec le PS au cours des décennies précédentes.

ACTUALITE EN TITRES

Le nouvel ordre mondial en marche... des oligarques.

- Un millionnaire philanthrope favori de l'élection présidentielle slovaque - LeMonde.fr

- L'oligarque ukrainien Petro Porochenko officialise sa candidature à la présidentielle - LeMonde.fr

Ce sont les mêmes qui prétendaient vouloir abolir la prostitution

- «SeekingArrangement»: Le site de rencontre entre hommes fortunés et jeunes femmes est légal, selon la police - 20minutes.fr

La voix de son maître. Réac bien entendu.

- RSF dénonce les atteintes à la liberté de la presse du président chinois - Liberation.fr

Parole de maître-chanteur.

- Les Français veulent croire aux lendemains qui chantent - LeMonde.fr

Ah la croissance !

- Surendettement : le nombre de dossiers augmente toujours - LeMonde.fr

Cela ne servira à rien...

- 78% des Français veulent un changement de Premier ministre - AFP

... la preuve...

- Michel Sapin : "*Les chiffres du chômage vont dans la mauvaise direction, mais on maintient le cap*" - LePoint.fr

Vive la crise !

- Etats-Unis: BMW investira 1 milliard de dollars pour produire plus - AFP

- Retour en grâce pour la titrisation, pointée du doigt pendant la crise - AFP

- Espagne: record historique de faillites en 2013 - AFP

- Fiscalité : le Medef se frotte les mains - Liberation.fr

Les travaux des assises de la fiscalité, qui viennent de se clore pour le volet entreprises, ont définitivement convaincu le gouvernement de supprimer la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S). Un nouveau geste en faveur des entreprises, qui vient s'ajouter aux 30 milliards de baisse des charges et que le gouvernement va devoir vendre à sa majorité et aux Français. Un exercice qui s'annonce pour le moins compliqué.

Cet impôt de la C3S, assis sur le chiffre d'affaires des entreprises qui rapporte 5,3 milliards d'euros, va disparaître. Liberation.fr 28.03

Quelle sanction !

- Accord Loukoil-Total dans le pétrole de schiste - Reuters

Les groupes pétroliers russe et français, Loukoil et Total, ont signé un accord de développement du gisement de pétrole de schiste de Bajenov en Sibérie occidentale, a déclaré samedi le directeur général. Reuters 29.03

Sans blague ! Elles en raffolent ou elles sont refoulées les malheureuses !

- 30 ans, toujours puceau: "*Je lui ai dit que les femmes pouvaient avoir envie de sexe*" - L'Express.fr

L'exhibitionnistes, ignorantes, médiocres.

- Une majorité de Brésiliens jugent que les femmes provocantes «méritent» d'être violées - Liberation.fr

Et les hommes alors ? Selvi m'a reproché de sortir devant chez moi torse nu, car cela excite les femmes de voir un corps aussi blanc, le must ici. J'ai éclaté de rire en lui répondant que la jalousie était un vilain défaut !

Quand on aime, on ne compte pas !

- Les seniors tombent de plus en plus amoureux - LeFigaro.fr

Le trou du cul du vieux monde les obsède...

- Où en est le mariage homo dans le monde ? - Le Nouvel Observateur

Ah ben alors, on voilà un scoop !

- La Turquie, nouveau sponsor du terrorisme international - Atlantico.fr

- En Arabie saoudite, Obama n'a pas eu un mot sur les droits de l'homme - LeMonde.fr

Ukraine-Russie

- La Hongrie opposée à des sanctions économiques contre la Russie - Reuters

- Le Parlement ukrainien approuve finalement le plan du FMI - Reuters

- Le Congrès américain approuve une aide à l'Ukraine et des sanctions contre la Russie - LeMonde.fr

- Sur demande de l'Ukraine, l'Assemblée générale de l'ONU dénonce l'annexion de la Crimée - LeMonde.fr

- Le FMI exige des mesures «*en urgence*» du Venezuela - Liberation.fr

A bas le FMI, l'ONU, l'UE !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

2- Inde

Le BJP : Le parti des classes moyennes qui veulent s'enrichir toujours davantage.

- Dans l'Inde rurale, le discours de Modi gagne du terrain - AFP

Jitendra Saini scrute les panneaux solaires étincelants installés au pied de sa ferme dans le Rajasthan et largement financés par le parti du Congrès au pouvoir en Inde : il votera pourtant pour le chef de l'opposition Narendra Modi aux élections législatives en avril.

"*Nous voterons pour Modi car Modi sait réellement ce qu'est vraiment le développement*", explique Saini, assis sur le porche de sa maison neuve de deux étages, entouré de ses enfants, son frère et son père.

Les revenus de l'agriculteur ont été multipliés par cinq depuis trois ans grâce aux panneaux solaires subventionnés par l'Etat qui font fonctionner son système d'irrigation par goutte à goutte abreuvant des rangées de légumes plantés sous des serres géantes.

Ces revenus supplémentaires ont permis à Saini, 30 ans, de construire sa maison, d'envoyer ses enfants dans de bonnes écoles et d'acheter de nouveaux engins agricoles pour sa ferme, installée à quelques 160 km au sud de la capitale New Delhi.

Le soutien que le jeune agriculteur s'apprête à apporter à Narendra Modi, le chef du parti nationaliste hindou, est un indicateur de la perte de popularité du Congrès dans les campagnes en dépit des nombreuses politiques de soutien au monde rural qu'il a mis en place depuis 10 ans.

La ferme de 20 hectares de Saini, où il cultive également du blé et des graines de moutarde, appartient à sa famille depuis des générations.

Mais en se projetant vers l'avenir, l'agriculteur juge que sa famille aura besoin de plus d'opportunités de développement que de programmes d'aide et espère que l'un de ses enfants pourra étudier à l'étranger pour être à la pointe des technologies agricoles.

"*Je crois que si tout le pays se développe alors ma famille en bénéficiera et sera heureuse. Je crois que le pays doit avant tout se développer*", déclare-t-il pour expliquer son vote en faveur du chef du Bharatiya Janata Party (BJP). AFP 27.03

Jitendra Saini est riche, les panneaux solaires valent une fortune et les batteries qui vont avec aussi, au point que j'ai renoncé à m'en équiper.

En Inde, posséder 20 hectares c'est déjà appartenir à la classe des nantis, outre les 485 millions de journaliers sans terre, la plupart des agriculteurs ne possède même pas un hectare et parviennent tout juste à survivre. Donc, le titre de l'article de l'AFP est trompeur, pas plus le Parti du Congrès que le BJP n'incarne les besoins des ouvriers agricoles ou des paysans pauvres, des travailleurs en général.

Pourquoi Jitendra Saini s'apprête-t-il à voter pour le BJP alors que le Parti du Congrès a largement contribué à l'amélioration de son bien-être ? Parce qu'il estime qu'il ne pourra rien tirer de plus du Parti du Congrès dans l'avenir et qu'en élisant le BJP il pourra bénéficier une nouvelle fois des largesses du parti au pouvoir, seule la cupidité le guide.

2- Turquie

- Fou de rage, Erdogan éteint aussi Youtube - Libération.fr

Après Twitter, YouTube. Le gouvernement turc a ordonné, jeudi, le blocage de la plateforme, une semaine après avoir fait de même pour Twitter. L'origine de la colère du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, est cette fois la diffusion d'enregistrements pirates d'officiels turcs - dont le ministre des Affaires étrangères et le chef des renseignements - évoquant l'hypothèse d'une opération militaire en Syrie.

Dans la bande sonore, Hakan Fidan, chef des services, propose d'envoyer «*quatre hommes [en Syrie] pour lancer huit missiles dans un terrain vague*» en Turquie afin de justifier une riposte militaire. Cette diffusion «*est un acte ignoble, lâche, immoral*», s'est emporté Erdogan lors d'une réunion électorale avant le scrutin municipal de dimanche. Il s'est promis de poursuivre les auteurs de cette fuite «*jusque dans leurs caves*». De son côté, Ahmet Davutoglu, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré que «*les écoutes visant les responsables constituent une déclaration de guerre à l'Etat turc*». Libération.fr 27.03

Haut de page

Le 31 mars 2014

CAUSERIE

Hier j'avais écrit : *Ah les Frères ! Quelle lumière n'est-ce pas !*, j'ai rectifié ou apporté une précision : *Ah la solidarité entre Frères ! Quelle lumière n'est-ce pas !* L'obscurantisme ou les ténèbres en fait.

Réflexion politique après les minicipales.

Si défaite il y a eu à l'issue des élections municipales qui viennent d'avoir lieu, c'est avant tout celle de tous ceux de l'extrême gauche à l'extrême droite qui avaient décidé d'y participer ou qui avaient appelé à aller voter par l'ampleur de l'abstention.

Cela dit, car il ne faudrait pas non plus verser à notre tour dans la démagogie, et préciser qu'à quelques points près l'abstention s'est située au même niveau que lors des élections précédentes. La question essentielle n'était pas de savoir si elle serait de 25, 30, 35% ou davantage, surtout lorsque l'on sait que dans certains quartiers ouvriers 15 à 25% des électeurs ne sont pas inscrits sur les listes électorales, le discours qui se focalise sur l'abstention a pour vertu d'occulter les questions politiques que personne ne tient vraiment à poser ou les responsabilités des différents partis politiques selon qu'ils sont inféodés au régime ou prétendent le combattre, les premiers étant incapables de répondre positivement aux besoins des travailleurs, les seconds étant incapables d'inspirer confiance aux masses laborieuses.

Si défaite il y a eu à l'issue des élections municipales qui viennent d'avoir lieu, c'est avant tout celle des masses exploitées qui se trouvent profondément divisées entre les couches supérieures qui ont participé à cette mauvaise farce afin de maintenir ou améliorer leur mode de vie, et les couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à en attendre et qui ont refusé de marcher dans cette combine pourrie destinée à légitimer le régime en place.

Hier soir on a pu assister une fois de plus en direct sur le plateau de France 2 à partir de 20h à une mise en scène bien réglée ou chacun allait tenir le rôle qui lui avait été imparti par la place qu'il occupe au sein des institutions de la Ve République ou au côté du régime qu'il représente, de telle sorte que les principaux protagonistes devaient en être absents : les masses exploitées.

Notez bien qu'ils ne se sont même pas donnés la peine de sauver les apparences en recourant à un faux masque, en ne trouvant pas utile d'inviter un représentant du Front de gauche qui n'aurait pourtant pas franchement dénoté dans ce concert de démagogie et de mensonges grotesques, apparemment seuls le PS, EELV, l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem et le FN, des partis de droite avaient le droit à la parole, confisquée en période de dictature.

Qu'on ne vienne pas nous dire une fois de plus qu'on exagèrerait puisque les faits nous ont encore donné raison, à force on ne comprend plus, on se demande où veulent en venir les militants, cadres ou dirigeants qui nous lancent une telle accusation, parce que le constat que l'on dresse ou notre analyse constitue un désaveux de leur ligne politique, de leur stratégie, de leur propre analyse, leur conception de la lutte de classe, parce qu'ils comptent persister à reproduire indéfiniment les mêmes erreurs, comment pourraient-ils prétendre que les faits leur auraient donné raison alors qu'ils prouvent exactement le contraire, par esprit de contradiction, assurément suicidaire, on cherche à comprendre.

Assurément, la reconstruction du mouvement ouvrier et de son avant-garde sur des bases saines ne passera pas par les électeurs des 23 et 30 mars 2014 quel que soit le parti pour lequel ils ont voté. Nous tenions déjà le même discours il y a près de 10 ans en arrière, et je suis sûr que si j'avais renoué avec le militantisme 10 ou 20 ans plus tôt j'aurais à l'époque tenu exactement le même discours car les rapports entre les classes étaient déjà les mêmes, particulièrement à l'intérieur de la classe ouvrière.

Qu'on se souvienne tout de même qu'en 1981 pas un seul travailleur ayant élu Mitterrand n'imaginais qu'il allait changer la société ou avancer vers le socialisme, cela fait 33 ans. Qu'on n'en ait jamais tiré la moindre leçon politique nous a conduit à la situation actuelle. Cela signifie que bien avant 1981 le mouvement ouvrier était déjà complètement gangrené, pourri de l'intérieur, il faut donc remonter encore en arrière et ainsi de suite jusqu'à l'origine du révisionnisme qui se situe aux alentours des années 40-50.

Vous refuser obstinément de réaliser cet inventaire, et bien tant pis, nous en prenons acte, vous n'avez alors aucune légitimité à nos yeux et vous n'obtiendrez jamais la confiance des travailleurs, vous n'en êtes pas dignes, en tant que travailleur et militant j'ai parfaitement le droit de le penser et de l'exprimer que cela vous plaise ou non.

Voyez-vous ce n'est pas le capitalisme qui fait que le socialisme devait demeurer une utopie mais vous ou votre parti, vos dirigeants en démontrant qu'ils ne sont pas à la hauteur de la tâche historique qu'il fallait accomplir pour que le socialisme se réalise, trouver les moyens de doter l'immense masse des exploités d'une nouvelle direction politique pour vaincre le capitalisme, cette condition n'étant pas remplie, le socialisme n'a aucune chance de l'emporter et l'humanité est vouée au chaos, à la guerre, à la pire barbarie qui soit. Si c'était une cause perdue d'avance, au conditionnel on ose encore l'espérer, soit il faudrait en déduire que Marx et Engels furent de fieffés farceurs, soit il faut en chercher l'origine et rectifier le tir au plus tôt, immédiatement.

Compte tenu de ma situation en Inde et du peu de soutien (sic!) que je reçois, je vais lever le pied.

On ajoutera des nouveaux articles dans la journée.

Le néolibéralisme est au libéralisme ou au conservatisme, ce que le fascisme est à la droite.

Quelques titres du journal Le Monde de dimanche 30 mars 2014.

- « Le Venezuela connaît une crise sociale inédite »

Entretien avec Henrique Capriles Radonski, deux fois candidat à la présidence du Venezuela, et aujourd'hui à la tête d'une opposition hétéroclite.

C'était le candidat du Monde contre Maduro...

- RSF proteste contre la venue de Xi Jinping en lui faisant faire un bras d'honneur

Reporters sans frontières a prévu de manifester contre la visite du président chinois en France en faisant circuler dans Paris des camions arborant l'affiche d'un photo-montage de Xi Jinping faisant un bras d'honneur.

RSF une officine de la réaction, financé par la NED, la CIA, allié du FN...

- A nouveau, des centaines de cochons morts repêchés dans une rivière chinoise...

Quelle cochonnerie ce canard !

- Le parti d'extrême droite prétend ne pas vouloir faire de leurs villes « des laboratoire idéologiques ».

- La « relation privilégiée » entre Washington et Riyad est-elle menacée ?

Le Monde s'en inquiète !

ACTUALITE EN TITRES

Alors il faudra couper davantage dans la dépense publique, une mesure de gauche.

- Le déficit public français plus lourd que prévu en 2013, à 4,3% du PIB - AFP

Le déficit public de la France l'an dernier s'est établi à 4,3% du Produit intérieur brut, au-delà donc des 4,1% prévus par le gouvernement, affirme dimanche le journal Les Échos sur son site internet. AFP 30.03

Attention un enragé menace à nouveau l'Italie...

- Italie: Berlusconi milite pour l'adoption des chiens errants pour redorer son blason - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La police municipale du régime

- Municipales: 36,3%, l'abstention atteint un sommet - AFP

A titre de comparaison, au deuxième tour de 2008, l'abstention finale était de 34,80%. Au premier tour le 23 mars, elle s'était établie à 36,45%. AFP 30.03

Il se pourrait que ce chiffre soit provisoire...

- Contre l'abstention, la question du vote obligatoire à nouveau posée - LeParisien.fr

Avec un fusil sur la tempe ?

Selon un premier bilan partiel établi par l'AFP, c'est dans le Nord et en région parisienne que le taux d'abstention a été le plus important. En Seine-Saint-Denis 56,87% des habitants de Stains, 52,55% de ceux de Sevran et 50,88% de ceux de Rosny-sous-Bois ont boudé les urnes. Ils ont été 55,59% à le faire à Roubaix, 51,36% à Lille et 50,62% à Tourcoing. LeParisien.fr 30.03

- Municipales: Hollande désavoué avec la déroute des socialistes - AFP

Les listes de droite recueillent 45,91% des voix au niveau national, les listes de gauche 40,57%, le Front national-Rassemblement Bleu Marine 6,84%, a annoncé Manuel Valls.

"*Il s'agit bien d'une défaite (...) pour la gauche et le gouvernement*", a dit le ministre de l'Intérieur. AFP 30.03

- La gauche perd 155 villes de plus de 9.000 habitants, annonce Valls - AFP

- 46 villes de plus de 30.000 habitants ont basculé à droite - AFP

- Le FN ravit onze mairies et va tenter d'y faire ses "*preuves*" - AFP

- La droite portée par les seniors et les plus aisés, selon un sondage - AFP

- Morin: "*Le centre est redevenu la troisième force politique*" française - AFP

- Obligé de remanier vite, Hollande promet plus de justice sociale - Reuters

Pour les patrons !

- Jean-Marc Ayrault répète qu'il "*faudra tenir compte du message*" des Français - AFP

Vaut mieux ne pas dire en direction de qui...

- Moscovici: poursuivre "*le pacte de responsabilité*" et entendre le message de "*justice sociale*" - AFP

Ils sont incompatibles et comme Hollande n'a pas l'intention de lâcher le patronat...

- Duflot (EELV) "*plaide pour un sursaut*" pour "*plus de justice sociale*" - AFP

- Ségolène Royal : «*Il faut un très fort changement*» - Public Sénat

- Municipales: le Front de gauche insiste sur le "*changement de cap*" - AFP

Ils y tiennent à Hollande...

Pour un peu ils finiraient par avouer qu'ils l'avaient organisé eux-mêmes !

Le FBI aurait proposé à Tamerlan Tsarnaev, l'un des deux frères suspectés d'avoir commis l'attentat lors du marathon de Boston en 2013, de devenir un informateur au sein de la communauté tchétchène et musulmane. Les avocats du dernier Tsarnaev encore en vie, Djokhar, l'ont affirmé, vendredi 28 mars.

Les avocats de Djokhar ont demandé au FBI, dans des documents déposés auprès de la justice, que toutes les informations relatives à d'éventuels contacts entre le FBI et Tamerlan soient mises à la disposition de la justice. Le FBI "*a interrogé Tamerlan sur ses recherches internet, et lui a demandé d'être un informateur sur la communauté tchétchène et musulmane*", assurent-ils

Les conseils de Djokhar écrivent qu'ils ont la "*conviction que ces contacts figurent parmi les événements qui ont précipité les actes de Tamerlan dans la semaine du 15 avril*". Ils disent avoir "*des raisons de penser que Tamerlan a mal interprété ces rencontres et discussions avec le FBI, et a cru qu'elles visaient à faire pression sur lui, ce qui a augmenté sa paranoïa et sa détresse*". Ils estiment que ces informations pourraient donc servir de circonstance atténuante pour Djokhar.

En octobre 2013, le FBI avait assuré que "*les frères Tsarnaev n'avaient jamais été des sources du FBI*", et que "*le FBI n'avait pas non plus cherché à les recruter comme sources*". Tamerlan est mort pendant une course poursuite avec la police, trois jours après le double attentat du 15 avril 2013. Mais le procès de son frère Djokhar doit s'ouvrir le 3 novembre prochain. Il est soupçonné d'avoir posé les deux bombes artisanales qui ont explosé près de la ligne d'arrivée du marathon, faisant trois morts et 264 blessés. Il encourt la peine de mort. Francetv info avec AFP 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

1- Inde: des intellectuels inquiets d'un éventuel retour au pouvoir du BJP - AFP

L'historien Dwijendra Narayan Jha fut visé par des menaces de mort en 2001 pour un livre sur la vache sacrée et il n'exclut pas des ennuis pour les intellectuels trop dérangeants si le parti nationaliste hindou revient au pouvoir en Inde en mai.

"*La voix au bout du fil disait: "Nous te tuerons si tu publies ce livre'*"', se souvient cet historien posé de 74 ans à propos des appels anonymes visant à l'empêcher de publier son livre titré "*Holy cow : Beef in Indian Dietary Traditions*" (littéralement: "Vache sacrée: le boeuf dans les traditions culinaires indiennes").

Ancien professeur à l'Université de Delhi et auteur d'une dizaine d'ouvrages, Jha a déclenché la fureur d'extrémistes religieux en

2001 en avançant que l'histoire est émaillée d'éléments prouvant que les hindous mangeaient autrefois du boeuf.

Après que son domicile eut été attaqué, il a été placé sous protection policière pendant trois ans. Il a aussi dû repousser des tentatives d'arrestation menées par un ancien parlementaire du parti nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP), pour avoir suggéré que les hindous ont pu consommer de la viande d'un animal sacré.

Son livre a même été temporairement interdit après une plainte déposée par un groupe religieux dans l'Etat de l'Andhra Pradesh.

"*Si le BJP accède au pouvoir, et en particulier Modi, il est possible que les intellectuels soient harcelés et que les lois soient utilisées contre eux*", déclare Jha lors d'un entretien chez lui dans l'est de Delhi.

L'Inde dispose d'une presse variée et d'une intelligentsia qui revendique son autonomie de pensée et défend ardemment la liberté d'expression.

Mais un éditeur explique que certains auteurs font déjà preuve d'autocensure quand il s'agit d'écrire sur Modi.

"*Les critiques anciennes sur Modi ont toutes été édulcorées*", estime Urvashi Butalia de la maison d'édition Zubaan Books.

"*Si le BJP arrive au pouvoir, il y aura des restrictions à la liberté d'expression*", ajoute-t-elle.

L'Inde a une législation stricte sur la censure et l'incitation à la violence communautaire qui remonte à avant l'indépendance de 1947 mais est toujours appliquée.

"*L'Etat colonial avait un intérêt à l'absence de liberté d'expression*", estime Karuna Nundy, avocat à la Cour suprême.

"*Mais dans l'Inde indépendante, pourquoi ne rappelle-t-on pas les raisons pour lesquelles ces lois ont été édictées?*", ajoute-t-il.

La décision de la filiale indienne de la maison d'édition Penguin en février de mettre au pilon un livre sur l'hindouisme d'une spécialiste réputée de l'Inde, l'Américaine Wendy Doniger, pour éviter des poursuites judiciaires a déclenché un tollé.

Pour Nilanjana Roy, auteure et critique littéraire, tant le BJP que le parti du Congrès actuellement au pouvoir ont échoué à défendre la liberté d'expression au cours des dernières décennies.

Pendant l'état d'urgence en 1975-77 sous Indira Gandhi, la constitution a été suspendue, les politiques arrêtés et la presse muselée.

"*Au cours des 10 dernières années, nous avons eu des lois sur internet très en retrait et des auteurs se sont retrouvés attaqués*", estime Roy en référence à l'actuel gouvernement actuel de centre-gauche.

"*Mais la droite (au pouvoir, ndlr) rend les écrivains silencieux encore plus visibles*", ajoute-t-elle.

Le dernier gouvernement conduit par le BJP est connu dans les milieux intellectuels pour avoir modifié des manuels d'histoires sur la base d'écrits d'historiens de droite.

Pour J.S. Rajput, qui fut l'un des architectes de ces modifications, ces changements étaient justifiés par de nouvelles découvertes et il nie toute volonté politique.

"*Ces modifications ont été faites à partir de ce qui a changé pendant les 35 ans ayant suivi la publication des manuels*", avance-t-il.

"*S'ils n'étaient pas factuellement corrects, pourquoi ne pas les modifier?*", ajoute Rajput.

Des auteurs étrangers ont également été en butte à des problèmes de censure sous le dernier gouvernement BJP (1998-2004), accusés par des gardiens autoproclamés de l'identité hindoue d'avoir distordu des faits historiques. AFP 30.03

Je peux compter sur les doigts d'une main les Indiens que je connais qui ne mangent pas de boeuf, et j'ai déjà vécu 20 ans en Inde.

2- Inde : le Gujarat, vitrine économique de Modi aux reflets contrastés - AFP

"*Il y a deux styles de réussite: soit vous réussissez et personne ne le sait, soit vous réussissez et vous le faites savoir. C'est ce qu'a fait Modi, il a placé le Gujarat sous les feux de la rampe du monde entier*", déclare Mme Soneji, confortablement installée

dans l'un de ses trois bureaux de chef d'entreprise à Ahmedabad, poumon économique de l'Etat.

Le "*modèle Gujarat*" ne fait cependant pas l'unanimité, ses critiques parlant d'une "*illusion*" et d'un développement profitant surtout aux grandes entreprises et difficilement extensible au reste de l'Inde.

Gouverné par le chef du parti nationaliste hindou (BJP) Narendra Modi depuis 2001, le Gujarat, Etat côtier du nord-ouest de l'Inde, affiche une croissance annuelle de 10,13% entre 2005-06 et 2012-13, soit la deuxième plus forte des grands Etats indiens.

M. Modi, candidat du BJP au poste de premier ministre, est en tête des sondages pour les législatives qui vont débuter le 7 avril.

Les performances du Gujarat s'expliquent par un cocktail de bonne gouvernance politique et d'esprit d'entreprise, estime Mme Soneji, également présidente de la chambre de commerce de l'Etat.

"*Les Gujarati ont le gène de la création d'entreprise dans leur ADN*", estime-t-elle.

"*L'esprit d'entreprise des Gujarati est si exigeant que les bureaucrates ne peuvent être léthargiques ici*", assure la chef d'entreprise, qui dit pouvoir joindre un haut fonctionnaire ou un ministre à tout moment "*sans grande difficulté*".

Autre point fort mis en avant par le gouvernement de l'Etat: ses infrastructures. Le centre d'Ahmedabad est ainsi parcouru de grandes avenues asphaltées, avec des voies réservées aux bus, et les coupures d'électricité sont rares.

A quelques kilomètres du centre, Nadeem Jafri reçoit dans son petit bureau d'une supérette du quartier de Juhapura.

En 2002, des émeutes communautaires ont ensanglanté le Gujarat, faisant plus d'un millier de morts, essentiellement des musulmans. Modi n'a pas été mis en cause judiciairement, mais l'une de ses proches a été condamnée à la perpétuité et lui a été boycotté par les Etats-Unis et l'Europe pendant plus de dix ans.

Après ce déchaînement de violence, des milliers de musulmans se sont réfugiés dans Juhapura. Deux ans après les émeutes, Jafri quittait son emploi dans la publicité pour ouvrir cette supérette dans ce quartier déserté par les commerces.

"*Pendant cinq ans, j'ai rencontré beaucoup d'obstacles. Les fournisseurs refusaient de livrer*", explique-t-il.

Dix ans plus tard, Jafri gère une chaine de 12 supérettes et a lancé ses propres marques alimentaires (thé, riz..) commercialisées essentiellement auprès des hôtels et restaurants.

"*Au niveau personnel, je n'ai reçu aucune aide de l'administration*", explique l'entrepreneur musulman.

"*Le Gujarat a été bien vendu depuis 10 ans mais cet Etat a toujours été tourné vers le progrès. L'eau et l'électricité, par exemple, fonctionnent traditionnellement bien. Donner crédit de cette réussite à un seul homme n'est pas juste, le mérite revient à toute une population*", selon lui.

Modi ne manque pas de communiquer sur les réussites de son Etat, organisant tous les deux ans le "*Vibrant Gujarat Summit*" où sont invités investisseurs, chefs d'entreprises et politiques pour célébrer ses succès et attirer de nouveaux investissements.

Pourtant le développement du Gujarat laisse sceptiques certains économistes.

"*Ce modèle est une illusion. La croissance du Gujarat est très inégalitaire car elle laisse de côté certains secteurs et une importante partie de la population*", s'agace la directrice du Center for Development Alternatives (CFDA), Hindira Irway.

"*Plus votre entreprise est grosse, plus les subventions, les dégrèvements de TVA et les aides en termes de crédit sont proportionnellement importantes*", ajoute-t-elle.

"*L'eau et le foncier sont cédés à des conditions très favorables aux grosses entreprises car le Gujarat ne veut qu'une chose: être numéro un pour la croissance*" poursuit l'économiste.

Effets pervers de cette politique, selon elle, la croissance s'obtient au détriment de l'environnement mais aussi de la santé et de l'éducation, domaines dans lesquels le Gujarat fait pâle figure. Le taux d'alphabétisation atteint ainsi 79%, contre pratiquement 94% pour le Kerala, premier de la classe, et une moyenne de 74% sur le pays.

Au-delà de la réalité des performances du Gujarat, les économistes s'interrogent sur la possibilité de dupliquer les recettes de

sa croissance.

"*Contrairement à de nombreux autres Etats, le Gujarat a la chance d'avoir d'importantes terres disponibles et a pu ainsi accueillir de grands sites industriels*", par exemple dans la pétrochimie, relève Sebastian Morris, professeur d'économie à l'Indian institute of management (IIM) d'Ahmedabad.

L'Etat bénéficie en outre d'un emplacement stratégique sur la mer d'Arabie, idéal pour le commerce.

Selon lui, "*ce modèle ne peut être étendu car le Gujarat fonctionne un peu comme une entreprise où le chef décide et court-circuite les niveaux intermédiaires*".

"*C'est efficace pour les infrastructures mais le modèle ne fonctionne pas pour la santé et l'éducation où l'implication plus large de la société est nécessaire. Or ce n'est pas le cas dans le Gujarat*", ajoute-t-il. AFP 29.03

Avec le BJP il s'agirait de gérer l'Inde "*un peu comme une entreprise*", tout un programme !

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2014

CAUSERIE

32 nouveaux articles ont été ajoutés.

La suite plus tard sur la Valls brune de Kiev à Paris... avec laquelle le Front de gauche s'accommode déjà. Un chef d'Etat franc-maçon, un Premier ministre sioniste avéré, ils étaient complémentaire : l'extrême droite néolibérale a pris le pouvoir ! Les deux soutiennent à fond le régime néonazi en Ukraine et d'apartheid en Israël : le mouvement ouvrier et son avant-garde vont boire la cigue jusqu'à la lie et que mort s'ensuit, l'humanité avec...

Exagéré, à peine franchement, à peine vraiment, on serait peut-être même en dessous de la réalité, comme toujours les faits le confirmeront ou l'infirmeront, ensuite vous pourrez porter un jugement, à moins que vous n'ayez déjà une petite idée sur la question, ce serait préférable car ensuite il sera trop tard ! C'est le moment où jamais de se réarmer politiquement, non ? Qu'en pensez-vous ?

Entre nous, c'est qui les plus cohérents, les plus sérieux, les travailleurs qui leur tournent le dos en ayant flairé leur complicité avec le PS et le régime, je parle du Front de gauche, ou les dirigeants du POI, NPA et LO qui cherchent à passer des alliances avec eux comme s'ils n'avaient rien vu, comme si de rien n'était ? Qui va osé demander un rendez-vous au Premier ministre du Crif ? Qui va être tenté par un front unique avec Valls ? Avec la "*gauche*" du PS, Mélenchon et Laurent qui espère encore que le gouvernement pourrait "*changer de cap*" ? Quelle mauvaise plaisanterie !

Si vous voulez vraiment construire un nouveau parti ouvrier ce n'est certainement pas dans cette direction qu'il faut s'orienter, ni dans les syndicats.

Relisez donc Engels, si je peux me permettre un conseil, c'est plein d'enseignements... Et ce n'est pas un poission d'avril !

Mardi 17h30 en Inde, 14h en France

Actualisation partielle aujourd'hui.

Les oligarques ont conquis un poste de Premier ministre.

Autres titres possibles :

- La Ve République a commencé avec un militaire, elle s'achèvera avec un flic !

- Le Crif a conquis le poste de Premier ministre.

- Le sionisme remporte une bataille en France à défaut de gagner la guerre en Syrie.

- La France devient le vassal de Tel-Aviv.

- PS ou le visage de la réaction.

- Les néolibéraux sont au pouvoir en France.

Comme prévu depuis des mois, les instituts de sondages ayant soigneusement préparé le terrain, Hollande a nommé Premier ministre celui qui incarne le courant le plus droitier du PS. Sachant que le PS était déjà un parti de droite, c'est donc dorénavant un représentant du courant le plus à droite ou radical de la classe dominante qui gouverne la France, celui des néolibéraux, de l'oligarchie financière, pour les connaisseurs, le groupe Bilderberg qui fait office de gouvernement mondial.

En nommant Valls Premier ministre, c'est une nouvelle partie du voile qui masquait la véritable nature réactionnaire du PS qui est levée, uniquement pour les sourds ou les aveugles, les fainéants ou encore ceux qui avaient intérêt jusqu'à présent à ne pas regarder ce qu'il y avait en dessous car trop compromettant...

Hollande l'assume puisque le régime et ses commanditaires dont il est le serviteur l'exigent. Que Valls ait défendu ouvertement les thèses néolibérales les plus antisociales qui soient au sein du PS, qu'il ait été approché par Sarkozy pour faire partie de son gouvernement, qu'il ait la réputation d'être le clone infâme de l'ex-ministre de l'Intérieur, qu'il soit étroitement lié à une organisation sioniste d'extrême droite, le Crif, etc. devait finir de le convaincre qu'il avait sous la main l'homme providentiel qui réhausserait sa carure quelque peu désuète de dictateur.

Cette nomination qui n'est pas une surprise répétons-le, survient au moment ou plus qu'en crise, le régime se trouve dans une impasse. Dans l'impossibilité d'appliquer aussi loin que nécessaire sa brutale politique de régression sociale, elle sera dorénavant imposée en passant en force ou en recourant à la force, et ceux qui s'y opposeront seront muselés ou violemment réprimés, tel est le message passé à ce brave "*peuple de gauche*" qui contrairement à ce qu'ont indiqué la plupart des commentateurs n'attendait rien ou rien d'autres de Hollande et du PS.

Parmi eux se trouve le charlatan Mélenchon qui n'a rien trouvé de mieux à déclarer que Hollande n'aurait pas compris le message que les électeurs lui avaient envoyé lors des municipales. Alors qu'en réalité non seulement il l'a très bien compris mais il s'en fout éperdument, quelque part il n'en était pas vraiment le destinataire car il se situait sur une autre terrain que celui des travailleurs, en cela il n'a pas changé, ce qu'il a signifié en martelant qu'il n'allait pas pour autant changer de cap.

Une fois de plus Mélenchon, mais aussi le Front de gauche par la voix de Buffet, lui ont prêté une intention qui lui était étrangère et le restera car Hollande est le représentant du capital et ne peut pas être autre chose, c'est leur manière de le ménager ou de soutenir le régime que faire croire qu'une autre politique serait possible en conservant Hollande-Valls et le PS aux commandes, ainsi que la classe dominante, sans la renverser, sans que les travailleurs prennent le pouvoir politique, puisque ce n'est pas leur objectif et la boucle est bouclée.

Laissons de côté la soi-disant gauche du PS qui se dit "*surprise*" par la nomination de Valls. Ils témoignent là d'une hypocrisie et d'un cynisme sans fond qu'ils partagent avec les néolibéraux, avec Valls donc, ils sont faits pour s'entendre.

J'avais noté ces réactions politiques le soir du 2e tour des municipales, donc avant la nomination de Valls.

Jean-Luc Melenchon. "*Les écologistes ont une responsabilité sur la politique gouvernementale. Ce sont eux qui sont en position centrale pour exiger un changement*".

EELV, un parti bourgeois qui dernièrement avait envoyé une délégation à Kiev pour soutenir le gouvernement néonazi, voilà sur quoi reposait les espoirs de Mélenchon, après cela dites-nous si nous exagérons en le traitant de charlatan, d'escroc.

A Montreuil, c'est le candidat stalinien, ancien conseiller presse de Marie-George Buffet, soutenu par le PS et le Front de gauche qui l'a emporté dimanche, contre l'ex-PCF Jean-Pierre Brard soutenu par le POI qui avait présenté un programme radicalement opposé à la politique du gouvernement et de l'UE, un crime pour Mélenchon et son parti qui ont préféré s'allier avec le PS. Comme quoi lorsque le parti de Mélenchon a le choix entre les deux camps, il choisit systématiquement celui de la réaction. Normal.

Jean-Luc Melenchon. "*La politique de François Hollande, son virage à droite, son alignement sur le Medef, sa soumission à l'Europe ont produit un désastre. Des années d'implantation de la gauche ont été détruites en quelques semaines. La droite se retrouve au niveau de 2008. La dynamique est incontestablement pour elle. (...) Il faut tourner la page de l'austérité (...) entrer en désobéissance européenne*".

A l'entendre on croirait que le PS vient soudainement de virer à droite, que son alignement sur le patronat serait tout aussi soudain, qu'il viendrait tout juste de se soumettre à l'UE alors qu'il en a été un des fervents bâtisseurs ou soutiens depuis les années 50 jusqu'au traité de Maastricht sous Mitterrand, le passage à l'euro sous le gouvernement Jospin, etc. Le discours de l'illusionniste consiste systématiquement à effacer le passé comme s'il n'avait jamais existé, c'est ainsi qu'il soutient le PS et le régime.

Si le PS est de gauche, Hollande, Valls, Fabius, DSK, Lamy, Attali, etc. et que le PS est attaché à l'existence du régime, c'est que le régime en place vaut la peine que la gauche le défende, et comme Mélenchon est également de gauche, c'est normal qu'il s'emploie à le défendre et à ménager le PS et la boucle est bouclée. Notez bien qu'on ne se livre là qu'à un simple constat.

Ségolène Royal. " *Beaucoup de bonnes choses ont été faites mais les Français n'ont pas compris.*"

Ce sont des abrutis et vous les méprisez, rien de nouveau.

Un internaute a noté que " l*a nomination de Valls constitue une provocation désespérée de Hollande envers les Français* ", il fait son boulot c'est tout. Il n'y a que les ignorants ou ceux qui feignent de l'être qui sont surpris aujourd'hui.

Bon, on ne va perdre son temps ici, puisque nos dirigeants n'en tireront aucun enseignement une fois de plus. On a envie de se marrer quand même, c'est nerveux excusez-moi, à force de dire que le PS tourne à droite, qu'il propose une politique de droite, soutient une politique de droite, fait une politique de droite, on se demande si un jour ils vont finir par admettre qu'il est bien de droite et non de gauche, ce n'est pas si sûr que cela, et là c'est franchement à désespérer, à croire qu'ils veulent briser les militants les plus déterminés, leurs militants, c'est possible...

Quelques réactions politiques de représentants du régime.

François Fillon, ancien premier ministre. «*Je veux souhaiter bonne chance à Manuel Valls parce que je souhaite qu'il réussisse...*»

(Quoi de plus naturel en somme ! -ndlr)

Patrick Devedjian, député UMP. «*Après un tel échec, il est normal, souhaitable que le premier ministre démissionne. [Le choix de Manuel Valls à Matignon], c'est plutôt un coup de barre à droite et d'ailleurs, il avait même été envisagé qu'il puisse être un ministre d'ouverture avec Nicolas Sarkozy.*»

(Parole d'un connaisseur qui vient de l'extrême droite. - ndlr)

Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS. «*C'est plus que surprenant de prendre celui qui est le plus à droite au Parti socialiste, qui était contre les 35 heures, qui était pour la TVA sociale, comme réponse au fait que le peuple de gauche ait contesté la politique libérale de François Hollande.*»

(On se demandera si elle est complètement débile ou si elle le fait exprès d'être connne ou pourrie à ce point-là, excusez cela dépasse ce qu'on peut supporter d'entendre, visiblement elle n'en a absolument rien à foutre. -ndlr)

Emmanuel Maurel, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France (PS). «*Le choix de Manuel Valls est assez surprenant, compte tenu de l'analyse que l'on peut faire du scrutin [municipal] et de l'indéniable besoin de gauche qui s'est exprimé à l'occasion de cette élection*.»

(Idem, bas les masques, vous êtes tous de fieffés réactionnaires, puants, le pire c'est qu'ils ne sont même pas capables d'assumer ce qu'ils sont vraiment, répugnants au dernier degrès. - ndlr)

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche. «*François Hollande n'a rien compris au message qui lui a été adressé. Il confirme son alliance préférentielle avec le Medef et nomme le plus grand commun diviseur possible de la gauche, Manuel Valls.*»

(Le malheureux Hollande qui serait victime d'une horrible confusion ! Le PS est de gauche pour Mélenchon, quelle raclure celui-là, irrécupérable, à jeter ! -ndlr)

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. «*À part le premier ministre, rien ne change. Une nouvelle fois, François Hollande tourne le dos à la gauche*.» Selon lui, François Hollande «*n'entend que de l'oreille droite*».

(Il est le maître à penser de Mélenchon, entendez par là que Hollande aurait une oreille de gauche mais elle serait bouchée et ces histrions se donnent pour tâche de lui déboucher. On préconisera le 9mm parabellum, c'est radical ! - ndr)

Marie-Georges Buffet, députée Front de gauche. «*On ne répond pas au mécontentement par un jeu de casting. Avec la nomination de Manuel Valls à Matignon, le peuple de France se voit infliger une double peine. Le changement de cap est plus que jamais urgent!*»

(Stalinienne for ever ! A bas le PCF et le Front de gauche l'allié de la droite et l'antichambre de l'extrême droite ! -ndlr)

Cécile Duflot et Pascal Canfin, ministres. «*Les idées portées par le nouveau premier ministre depuis plusieurs années, notamment lors de la primaire du Parti socialiste ou comme ministre de l'Intérieur, ne constituent pas la réponse adéquate aux problèmes des Françaises et des Français. Avec franchise et lucidité, nous en tirons donc toutes les conséquences et n'entendons pas participer à ce nouveau gouvernement.*»

Noël Mamère, député EELV. «*La réponse qui est apportée par le président de la République à la râclée que le parti socialiste a subie dimanche est la réponse du plus grand diviseur de la gauche et qui représente l'aile droite du Parti socialiste.*» lefigaro.fr 31.03

(Comme ni le PS et ni EELV ne sont de gauche, Valls va leur fournir l'occasion de se vautrer une nouvelle fois dans la fange en montant au créneau pour tenter de prouver le contraire, comme quoi ils sont bien utiles au régime, il faut bien qu'ils le prouvent et méritent leur statut. - ndlr)

Quelle comédie misérable, n'est-ce pas ? A vous dégoûter de la politique, non ? Chut ! C'est aussi fait pour cela...

Quelques titres de presse.

- Manuel Valls, un socialiste qui plait surtout à droite - AFP

Excellent, il est facile ensuite d'enchaîner et d'expliquer aux travailleurs ce qu'est un véritable socialiste, ce que personne n'est au PS, chez ses satellites ou ses alliés du Front de gauche.

- Nomination de Valls à Matignon : la gauche plus sévère que la droite - LeFigaro.fr

La droite jubile discrètement, le clone de Sarkozy Premier ministre, elle est avant tout comme le PS au service d'une classe et non d'intérêts particulier, si Valls sert les intérêts du capitalisme, ils doivent le ménager.

- Hollande nomme Valls à la tête d'un « *gouvernement de combat* » - LeMonde.fr

Contre la classe ouvrière : c'est la guerre !

Parole d'internaute.

1- "*Un premier ministre qui veut plus de "white" car il y a trop de "blackos", ça c'est du bon petit républicain. Du républicain à la mode Tea Party, bien sûr. Voter à gauche et se récolter ça, j'ai envie de vomir*."

Ne vous retenez pas surtout , vous pourriez vous étouffer et ce serait dommage, dégueulez-leur dessus à ces ordures du PS. Thatcher, Reagan, Bush père et fils, Obama, n'étaient-ils pas des républicains, des démocrates ?

2- "*Avec Valls, Hollande n'aura ni l'électorat de droite, ni celui de gauche... ça promet...*"

Qui vous a dit qu'une dictature avait besoin d'un électorat pour gouverner ?

3- "*Une bonne dérouillée aux Européennes s'impose. Ce Valls à Matignon, c'est de la provocation. Hollande enterre le PS pour longtemps.* "

Pensez-vous, c'est mal connaître la petite bourgeoisie et les couches embourgeoisées, corrompues des masses ainsi que leur comportement quand il s'agit de défendre leurs privilèges.

4- "*À qui ou quoi ce genre de personnage peut-il bien valoir sa "carrière" ? On remarque dans son CV : voyages à Washington, passage au Bilderberg. Si on sait lire, on comprend que c'est une de ces innombrables spores éparpillés partout en Europe par Goldman Sachs ou n'importe quelle autre officine ultralibérale US*."

Bravo pour votre discernement, Valls incarne la couche la plus réactionnaire de la classe dominante, il devance de loin Le Pen qui n'est qu'un gadget à côté.

ACTUALITE EN TITRES

La fuite en avant.

- La Fed soutient vigoureusement une politique accommodante - Reuters

- Janet Yellen réaffirme que l'économie a besoin de l'aide de la Fed - AFP

- Fiat-Chrysler vise une production de 6 millions d'ici 2018 - Reuters

De la camelote... le pacte transatlantique !

- General Motors rappelle 1,5 million de véhicules supplémentaires aux États-Unis - AFP

Les braqueurs

- Faut-il accepter que les banques vendent nos données de paiement pour arrondir leurs fins de mois ? - Atlantico.fr

- Jolis rubans pour dettes toxiques ? Et les banques finirent par contraindre Bruxelles à relancer la titrisation pour financer l'économie - Atlantico.fr

- Société Générale: un fonds libyen réclame plus d'un milliard d'euros - AFP

- Bol d'air pour les casinos Partouche: la dette va être réaménagée - AFP

- Grèce: l'ancien aéroport d'Athènes cédé pour 915 millions d'euros - AFP

- L'ex-Premier ministre Ehud Olmert coupable de corruption - Reuters

Ne nous laissons pas berner : Expropriation !

- Entreprises: l'investissement et les marges toujours en berne - AFP

Résistance passive.

- Paris : Gare Saint-Lazare: La grève des agents d'aiguillage se poursuit mardi - 20minutes.fr

- Lufthansa annule 3.800 vols en raison d'une grève des pilotes - Reuters

- Grève dans un centre de distribution d'Amazon en Allemagne - Reuters

- La Redoute: 18 délégués CFDT démissionnent du syndicat - AFP

Mais en Inde voyons !

- Où partir passer sa retraite à deux pour moins de 20 000 euros par an - Atlantico.fr

5 à 7.000 euros est suffisant, sans faire de folies mais en ne manquant de rien et en vivant bien.

Ils nous le ressortent !

- Le réchauffement climatique, une menace de plus en plus grande - Reuters

Haut de page

Le 2 avril 2014

CAUSERIE

Municipales et au delà

Chiffre définitif de l'abstention : 38,29% - 20minutes.fr 01.04

En ajoutant 2 à 3% de votes blancs ou nuls plus les 10% de non-inscrits, cela donne un électeur sur deux qui a voté dimanche dernier.

Question : si quelque 22 millions de travailleurs se détournent des partis traditionnels, des institutions ou les rejettent, cela ne signfierait-il pas qu'une partie d'entre eux seraient disponibles, dans l'attente ou réceptifs à un autre discours, à une autre politique et qu'il serait possible de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire, de leur proposer une structure politique intermédiaire dans laquelle ils pourraient s'exprimer, se reconnaître, s'associer à notre combat ?

Ne seraient-ils que 0,1% que cela donnerait 22.000 travailleurs susceptibles d'être recrutés immédiatement. Si on nous répond que c'est impossible parce que patati et patata, c'est que finalement rien n'est possible, il faut l'assumer et en tirer la conclusion qui s'impose à savoir qu'on s'avoue vaincu d'avance et que la barbarie a définitivement triomphé.

Et qu'on ne nous sorte pas qu'on ne serait pas en mesure de joindre ces 22 millions de travailleurs et jeunes, vous êtes bien capables de trouver les moyens matériels et financiers de les joindre lors des élections auxquelles vous participez, cessez votre mauvaise foi et prenez vos responsabilités, revoyez votre copie...

Une question de méthode.

Le courriel que j'ai reçu hier du M'PEP en réponse à un courriel que je leur avais adressé suite à un article sur la campagne qu'il menait sur le thème du boycott de l'UE.

- "*Bonjour,*

Merci de l'intérêt que vous portez à nos réflexions et du relais que vous en faites.

Vous nous dites que vous êtes d'accord avec le boycott des élections européennes et dans le même temps vous ajoutez que vous n'êtes pas en phase avec notre stratégie.

Je reste perplexe...

Certes d' autres partis ne partagent pas notre position sur l'UE , est ce une raison pour que affadissions la nôtre ?

En 2005, nous avons fait le choix (parmi toutes celles et ceux qui ont crée le M'PEP en 2008) de dire NON au TCE et non pas seulement de dénoncer les méfaits de l'UE.

Pourquoi devrions nous aujourd'hui avancer "masqués" ?

Le M'PEP est un mouvement politique et il semble logique que nous ayons une position claire et sans ambiguïté.

Je suis plus optimiste que vous car si même aucun autre parti traditionnel ne rejoint cet appel, c'est en définitive le peuple qui décide et il faut lui faire confiance.

Bien cordialement,

Pierrette"

Ma réponse d'aujourd'hui dans notre portail.

Je me demande si vous faites exprès de ne pas comprendre où se situe le problème que j'ai soulevé et que j'ai pris soin de bien cerner pour éviter toute confusion ou tout malentendu.

La question n'est pas de savoir si vous devriez ou non modifier votre position sur l'UE, d'ailleurs je ne me permettrais pas de vous le demandez, chacun est parfaitement libre d'avoir ses propres positions ou idées et fort heureusement, donc encore moins de vouloir vous imposer les miennes.

Le problème à mon avis est une question élémentaire de méthode qui consiste à ne pas confondre tactique et stratégie.

La question du boycott sur laquelle nous sommes d'accord est purement tactique. Elle doit servir à affaiblir, isoler l'UE, permettre aux travailleurs d'exprimer le rejet que leur inspire sa politique antisociale et réactionnaire, afin de sortir renforcer de cette bataille pour la suite de leur combat...

Quant à la suite de leur combat justement, c'est une toute autre question. Il se situe sur le plan stratégique ou dans une perspective politique ou des objectifs politiques précis que nous ne partageons pas, c'est là que réside notre désaccord.

Si pour mener cette bataille vous vous en tenez au plan tactique, l'unité la plus large est possible entre les différents courants ou différentes tendances du mouvement ouvrier qui sont favorables au boycott des élections européennes.

En revanche, si l'un ou l'autre entend mêler à cet appel ou initiative commune ses propres objectifs politiques ou sa stratégie spécifique, il va introduire un élément de division qui rendra cette unité impossible, puisque les autres composantes ne les partageront pas forcément et interprèteront cette manière d'agir comme un procédé déloyal tendant à les obliger à changer de stratégie ou à leur en imposer une.

Ce qui vient d'être précisé ne concerne que la partie relative au front unique qui pourrait rassembler différentes composantes du mouvement ouvrier sur le thème ou le mot d'ordre du boycott des prochaines élections européennes, et donner lieu à des actions pratiques communes, diffusions, collages, meetings ou réunions communes, etc.

Quant à la stratégie dans laquelle se situerait ce combat, chaque parti ou tendance du mouvement ouvrier conserverait de son côté l'entière liberté de la définir et de l'inclure dans sa propagande en fonction de son programme ou de sa propre sensibilité politique.

A ne pas confondre avec l'agitation qui serait faite à partir d'un appel ou d'un tract commun qui se limiterait strictement à la question du boycott ou des points particuliers qui pourraient y être inclus et sur lesquels l'ensemble des participants à cette initiative seraient tombés d'accord.

Parole d'internaute.

- "*Vu le cas d'un jeune, sans emploi, sans aucun bien autre qu'un scooter, qui a vu arriver un huissier pour un remboursement de 200 euros payés par l'assurance chômage "par erreur", assorti de 75 euros d'honoraires d'huissier en addition... Qui a vu son scooter saisi pour couvrir la dette, alors qu'il était insolvable. Personnellement, je trouve ceci parfaitement lamentable. Signe d'une société totalement déshumanisée. On viendra ensuite demander au gens du civisme, alors que nous sommes obligé de vivre dans un monde impitoyable, dans lequel les pauvres sont méprisés et traités comme du bétail. Notre République n'est pas une référence, elle qui se présente en défenseur des droits de l'homme, alors qu'elle racle jusqu'au dernier sou des malheureux.*"

"*Notre République n'est pas une référence*", bravo pour votre perspicacité qui dépasse le niveau théorique de nos dirigeants, il ne vous reste plus qu'à adopter la République sociale et vous serez paré d'un nouvel idéal, le plus élevé qui soit !

Avec les félicitations de l'UMP.

Un lecteur du journal Le Monde et admirateur enthousiaste de Valls se lâche.

- "*Il a une chance historique à cause de la Berezina de dimanche dernier, je me demande jusqu'où cette vague bleue va le porter...*"

Il a raison, Valls est le Premier ministre de l'UMP... ou du PS puisque cela revient au même en somme.

Valls. Propos rapportés dans un article publié par Le Grand Soir.

- Le politologue Philippe Marlière l'avait noté en son temps :

« *Manuel Valls est par atavisme un political wannabe ; celui qui se place dans la roue des puissants du moment et qui ne la lâche plus : hier Rocard, puis Jospin, ensuite Royal, brièvement Strauss-Kahn, et, tardivement, Hollande. Deuxième et Première gauche, gauche caviar, gauche New Age et gauche démocrate. Valls s'est mis au service de tout le monde, sans aucun état d'âme. Si Manuel Valls accentue toujours plus sa rhétorique droitière, c'est qu'il est persuadé qu'il s'agit d'une stratégie payante. C'est le discours que ses conseillers à Euro RSCG (l'officine des socialistes losers de la présidentielle) et les sondeurs susurrent quotidiennement à son oreille. Un nombre croissant de ses collègues au gouvernement l'a compris : Valls évolue dans le champ politique au gré de ses intérêts personnels. La balise est déjà à l'horizon : Élysée 2017.* »

Individualiste, ambitieux, opportuniste, carriériste, le tout sans retenu, sans scrupules ni principes, cynique au possible, il a compris très rapidement qu'au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifierait, le PS qui était un pilier du régime monterait au créneau pour le soutenir jusqu'à s'en réclamer de plus en plus ouvertement, et que l'heure sonnerait forcément un jour pour celui qui manifesterait la position la plus droitière et l'assumerait...

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- Mardi 1er avril : la Bourse de Paris renoue avec ses sommets de septembre 2008 - LePoint.fr

- Le chômage en Italie à un taux record de 13,0% - Reuters

- Les plus pauvres peinent à accéder aux soins médicaux - Liberation.fr

Intox

- Pauvreté: la Banque mondiale accroît sa force de frappe financière - AFP

- Manipulation des changes: plainte contre 12 banques dont BNP Paribas - AFP

- Zone euro: le chômage sous la barre des 12% en février - AFP

Reuters rectifie :

- Stabilité du taux de chômage en zone euro à 11,9% en février - Reuters

- Arnaud Montebourg plaide pour une réorientation de l'UE - Reuters

- Manuel Valls, chef d'un gouvernement de combat contre le Parti socialiste - Slate.fr

- Royaume-Uni: Cameron ordonne une enquête sur les Frères musulmans - AFP

Le comble du cynisme dépassé.

- Bill Gates : « *Les plus riches d'entre nous devraient aider les plus pauvres* » - lemonde.fr

... que nous avons réduit nous-mêmes à la misère...

Les braqueurs

- Grande-Bretagne: Royal Mail n'a pas été vendu assez cher - AFP

Un scoop !

- Banalisation de la parole raciste, surtout contre les Roms et musulmans - AFP

Conditionnement

- 6 Français sur 10 approuvent la nomination de Valls - Le Nouvel Observateur

- 75% des Français pas convaincus par l'allocution de Hollande - Le Nouvel Observateur

On avait déjà compris que Hollande n'était qu'un homme de paille, qu'il n'avait aucun pouvoir, qu'en réalité ils devaient servir de marchepied aux hommes et femmes cooptés par le groupe Bilderberg qui de fait sont déjà aux commandes, Fabius, Sapin, etc. et maintenant Valls, tout est en l'ordre des choses...

Cela se peut qu'ils tapent sur Hollande jusqu'en 2017 tandis que Valls fera le sale boulot, de toutes manières la chose est entendue, il ne fera pas de deuxième mandat, il est déjà grillé, avant même qu'ils ne le sacrifient, à moins qu'ils ne l'aient sacrifié dès le premier jour, c'est plus vraisemblable.

Ils ont placé sur le trône éjectable le benêt de service, celui qui était prédestiné à cet emploi, ils n'allaient pas sacrifier leurs éléments les plus valables et susceptibles de représenter leurs intérêt à des postes clés.

- Les Français pour Fabius, Le Drian et Delanoë dans le nouveau gouvernement - AFP

- La majorité des Français contre le maintien d'EELV au gouvernement - AFP

En famille. Il est des nôtres...

- Manuel Valls, un socialiste qui plait surtout à droite - AFP

- Raffarin (UMP): nommer Valls "*premier acte de courage*" de Hollande - AFP

- Pacte de solidarité : quand Hollande copie Sarkozy - LePoint.fr

- Manuel Valls à Matignon: Enfant du pays pour l'Espagne, «*Tony Blair français*» pour les Britanniques - 20minutes.fr

- Bill Gates : le fondateur de Microsoft estime que la France "*est très attirante*" - Atlantico.fr

- Remaniement : les patrons du web lancent un appel à garder Fleur Pellerin - LeParisien.fr

C'est elle qui avait lancé en substance que la lutte des classes n'existait plus, on comprend qu'ils veulent la garder...

- Cambadélis (PS): Manuel Valls ne sera pas "*le droitier de service*" - AFP

Pourquoi, parce que vous assumez déjà ce rôle ? Alors Valls sera l'extrême droite de service...

- Pourquoi il faut en finir avec le smic à la française ! - LePoint.fr

Vive l'esclavage !

Wanted : Un millionnième de la vérité.

- La CIA a trompé les Américains sur ses pratiques, dit un rapport du Sénat - Francetv info

La CIA a trompé les autorités et la population américaines sur ses techniques utilisées lors d'interrogatoires menés sur des suspects de terrorisme, explique un rapport. Francetv info 01.04

- Kerry annule sa visite à Ramallah après l'échec des pourparlers - Liberation.fr

Les Palestiniens ont décidé de se tourner à nouveau vers l'ONU après la reprise de la colonisation israélienne. Liberation.fr 01.04

Rendez les armes qu'on vous avait confiées pour réaliser ce coup d'Etat.

- Ukraine : les milices paramilitaires sommées de rendre les armes - LePoint.fr

Quand les SS s'en prenaient aux SA...

Barbarie et business de la guerre. Militarisation du monde.

- Tokyo assouplit l'encadrement des exportations d'armes - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Misérables manoeuvres d'appareils.

- Les Verts refusent de participer au nouveau gouvernement - Reuters

Le bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts a refusé mardi de participer au gouvernement de Manuel Valls à l'issue d'une journée d'intenses discussions au sein du parti écologiste, a annoncé EELV.

Cette décision a été prise lors d'un vote contre l'avis d'une majorité de parlementaires de EELV. Si un élu acceptait malgré tout d'accepter un ministère, "*il serait exclu du parti*", ont précisé des sources parlementaires. Reuters 01.04

- Le Front de gauche ne votera pas la confiance au gouvernement Valls - Francetv info

Manuel Valls peut en revanche compter sur le soutien des radicaux de gauche (16 élus) et dans une moindre mesure sur celui des écologistes (17 élus). Francetv info 01.04

Le Front de gauche compte pour du beurre, le PS détient la majorité absolue.

Comment le Front de gauche va soutenir le gouvernement ? Comme d'habitude, en faisant tout pour ne pas mobiliser les masses contre le régime, en commençant par participer aux élections européennes, etc. Le double langage fera le reste. Valls va aussi leur offrir l'opportunité de gauchir leur discours, une aubaine...

- Emmanuelli pas sûr de voter la confiance à Valls - AFP

Le piège mortel

Le message est simple : sous couvert d'une bonne intention "*lutter plus efficacement contre la pauvreté*" endettez-vous davantage, quand vous croulerez sous le poids de la dette, on vous imposera de la rembourser, comme vous ne le pourrez pas, on vous menacera de vous imposer des conditions drastiques si en échange d'un échelonnement de votre dette et un nouveau prêt vous ne mettez pas en oeuvre immédiatement des réformes d'ajustement structurel, privatisation, coupes dans les budgets sociaux, etc. la recette habituelle qui a conduit à réduire l'indépendance ou la souveraineté de nombreux pays en Afrique, Amérique latine ou Asie à un principe vidé de toute substance.

- La Banque mondiale double sa capacité de prêt aux pays émergents

La Banque mondiale (BM) va quasiment doubler sa capacité globale de prêt aux pays émergents (Chine, Inde...) dans l'espoir d'atteindre son objectif d'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2030, a annoncé son président mardi.

"*Nous avons maintenant la capacité de quasiment doubler nos prêts annuels aux pays à revenu intermédiaire, de 15 milliards de dollars à 28 milliards au maximum*", a affirmé Jim Yong Kim lors d'un discours à Washington.

Dans le détail, des pays comme la Chine, le Brésil ou le Mexique verront dès cette année leur limite d'endettement auprès de l'institution augmenter de 2,5 milliards de dollars, à 19 milliards de dollars chacun. La capacité pour l'Inde est, elle, portée à 20 milliards de dollars.

Sur dix ans, cette montée en puissance permettra à l'institution de doper sa capacité de prêt de 100 milliards de dollars pour

atteindre "*environ*" 300 milliards, a affirmé M. Kim.

"*Cette augmentation de la force de frappe financière est sans précédent*" pour la BM, a-t-il soutenu, assurant qu'elle permettra à l'institution de lutter plus efficacement contre la pauvreté.

L'objectif pour la BM est également de préserver son rang face à la concurrence croissante d'autres acteurs du développement (secteur privé, banques régionales...), selon M. Kim.

"*Les gouvernements et les entreprises peuvent trouver des financements et du savoir-faire dans beaucoup d'autres endroits*", a reconnu le dirigeant dans son discours. AFP 01.04

La BM avec le FMI est une des institutions qui visent au contrôle de l'économie mondiale par les tenants de la stratégie néolibérale qui visent le contrôle politique sur le monde, ce sont les deux pendants de la même politique.

De la camelote, suite.

- Mary Barra préoccupée par les accusations portées contre GM - Reuters

La directrice générale de General Motors Mary Barra a déclaré mardi devant une commission du Congrès avoir jugé "*inquiétants*" les propos d'employés du groupe ayant dit que des questions de coût avaient pu décourager GM de remplacer promptement les systèmes d'allumage défectueux qui auraient fait au moins 13 morts.

Depuis le mois de février, GM a rappelé 2,6 millions de véhicules en raison des défauts d'allumage pouvant provoquer la coupures de contact inopinées, parfois en pleine course, rendant les airbags, les freins et la direction assistée inopérants.

Interrogée sur la question de savoir si le système d'allumage était acceptable du point de vue de la sécurité et de la fonctionnalité, elle a dit: "*Comme nous le savons bien aujourd'hui, il ne l'est pas*."

Les élus démocrates ont souligné mardi dans une note écrite que General Motors n'avait pas alerté les autorités fédérales sur une "*grande majorité*" des 133 problèmes de sécurité signalés sur des dispositifs d'allumage de ses véhicules.

"*Alors que GM recevait toutes ces plaintes de la part d'utilisateurs, l'entreprise a continué à nier toute défaillance*", lit-on dans la note des démocrates siégeant à la commission du Commerce et de l'énergie de la Chambre. Reuters 01.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Manifestation à Ankara contre le résultat des municipales

Plusieurs milliers de Turcs qui manifestaient mardi à Ankara pour demander un nouveau décompte dans certaines villes après les élections municipales de dimanche ont été dispersés à coup de canons à eau par la police anti-émeutes.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est déclaré vainqueur du scrutin municipal et sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), a conservé le contrôle des deux principales villes du pays, Ankara et la capitale économique, Istanbul.

Le parti laïque kémaliste CHP, principal parti de l'opposition, a annoncé lundi son intention de contester le résultat accordant de justesse la victoire à l'AKP à Ankara.

La foule qui demandait mardi un nouveau décompte des voix à Ankara s'est rassemblée devant le Conseil suprême électoral (YSK) aux cris de "*Voleur, Tayyip!*" et "*YSK, le peuple est avec toi!*", avant que la police anti-émeutes n'intervienne.

Aucun résultat officiel n'a pour l'instant été annoncé, mais selon les résultats publiés dans la presse, l'AKP aurait obtenu 44% des voix au niveau national, contre 26 à 28% pour le CHP.

Le CHP conteste les résultats à Ankara, mais aussi à Antalya, ville côtière du sud, un de ses fiefs traditionnels tombé aux mains de l'AKP.

Le candidat du CHP à Istanbul, Mustafa Sarigul, a aussi demandé un recompte à Istanbul, tandis que le candidat du parti à Ankara, Mansur Yavas, a fait savoir que son parti irait jusqu'à la Cour constitutionnelle si nécessaire. Reuters 01.04

2- Honduras

- Honduras: une ONG dénonce l'exécution de 84 enfants en février

Quelque 84 enfants et jeunes de moins de 23 ans ont été assassinés au Honduras durant le premier mois de la présidence de Juan Orlando Hernandez arrivé au pouvoir le 27 janvier, a déclaré à l'AFP l'ONG Casa Alianza, qui note une progression de 6,3%.

Les autorités gouvernementales "*essaient de nous faire croire que ce sont les jeunes qui commettent des actes criminels alors qu'en réalité, ils ne sont présents que dans 5% des cas*", a-t-elle souligné.

"*Entre le 27 janvier et le 28 février derniers, 84 cas de morts violentes de filles, de garçons et de jeunes de moins de 23 ans ont été enregistrés*", indique un rapport d'un organisme de protection de l'enfance en Amérique latine.

La présidente de Casa Alianza affirme, quant à elle, qu'"*il existe une suspicion de nettoyage social*" dans lequel les autorités du pays seraient mêlées.

"*A chaque fois qu'il y a une tuerie de jeunes, les voisins viennent avant que n'arrivent les militaires et la police et les crimes se produisent après. C'est cela qui les rend suspects*", a-t-elle affirmé.

Guadalupe Ruelas a cependant reconnu que de nombreux jeunes sont utilisés par le crime organisé comme tueurs à gages, mules (qui transportent de la drogue après l'avoir ingérée) au profit des narcotrafiquants et encaisseurs d'"*impôt de guerre*".

Recrutés par des bandes mafieuses, ils sont "*utilisés pendant un temps et dans certains cas quand ils ne sont plus d'aucune utilité, ils sont éliminés*", a déclaré Mme Ruelas.

Depuis 1998, Casa Alianza a comptabilisé un total de 9.198 mineurs de moins de 23 ans exécutés au Honduras. AFP 01.04

Haut de page

Le 3 avril 2014

CAUSERIE

Pas vraiment envie de causer, trop chaud ici !

Vous avez élu ou appelé à élire le président de la collaboration de classes ou du front unique avec l'ennemi ! Vous avez écopé du Premier ministre du néolibéralisme !

Il faut maintenant s'attendre à une surrenchère... A suivre.

Du Tamil Nadu où j'habite.

- Inde: trois femmes pourraient faire basculer le scrutin - AFP

Trois femmes au caractère bien trempé dirigeant de puissants partis régionaux, dont une ancienne actrice surnommée "*Mère*", pourraient tenir entre leurs mains le pouvoir de faire ou défaire le prochain gouvernement indien.

Plus connues pour leur charisme que pour leur action politique, Jayalalithaa Jayaram, Mamata Banerjee et Mayawati joueront probablement un rôle crucial quand viendra l'heure de composer une coalition gouvernementale à l'issue des élections législatives qui débutent lundi.

Le dirigeant nationaliste hindou Narendra Modi, donné gagnant par les sondages, ne devrait pas disposer de majorité absolue et devra former une alliance avec les partis régionaux, selon les analystes. Aucun parti n'a obtenu de majorité absolue au parlement indien depuis 30 ans.

Au coeur de ces probables négociations figurera certainement Jayalalithaa, la chef de l'exécutif de l'Etat du Tamil Nadu (sud) qui a récemment déclaré qu'il était temps que le pouvoir change à New Delhi, une esquisse de soutien en faveur de Modi.

"*Le gouvernement du Congrès - ces voleurs - doit être renversé*", a-t-elle lancé à ses milliers de partisans rassemblées à Pondichéry sur fond d'immenses portraits à sa gloire.

Sur scène une sosie de Jayalalithaa, en plus jeune, entonne des refrains célébrant la dirigeante politique, surnommée "*Amma*" (Mère). Ainsi chante-t-elle "l'Inde va devenir une nouvelle nation, l'Inde peut tout faire avec elle".

Dans le Tamil Nadu, cinéma et politique font bon ménage de longue date et l'AIADMK (All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam) de Jayalalithaa a été fondé par un acteur en 1972, M.G. Ramachandran.

L'ancienne actrice a repris le flambeau après la mort de ce dernier en 1987 et s'est gagné les faveurs des électeurs du Tamil Nadu à trois reprises à coups de mesures parfois populistes qui lui ont valu des accusations de corruption.

Elle a récemment mis en place un programme de repas à trois roupies (5 centimes d'euros) et promis de nouvelles aides si les électeurs lui apportent leur soutien. Son parti pourrait emporter jusqu'à 30 sièges de députés.

"*Elles nous a donné des ordinateurs, des vélos*", raconte un étudiant de 18 ans, Janaki, à l'AFP, lors du meeting de Pondicherry.

"*Elle fait ce qu'elle promet, aussi les gens votent pour elle*".

Lors d'une perquisition, la police a découvert chez elle 10.000 saris et 750 paires de chaussures en 1997 et elle est accusée d'enrichissement illégal dans le cadre d'une affaire toujours en cours.

Mais les ministres ne manquent pas de la saluer lors de leur passage dans le Tamil Nadu, l'un des Etats les plus prospères du pays.

"*Un rideau de fer empêche de savoir comment elle dirige. Personne ne sait comment ni avec qui elle gouverne*", déclare G. C. Shekhar, journaliste qui a couvert l'actualité de l'Etat pendant trois décennies. AFP 02.04

My vote is not for sale... à se tordre de rire ou à en pleurer !

Elle se fait appeler "*mère*", amma en tamoul, moi je l'appelle madou, la vache, la grosse vache et cela fait bien rire les Indiens et les Indiennes.

Jayalalithaa ancienne actrice de cinéma populaire est en réalité parmi les 5 premières fortunes du Tamil Nadu, outre l'anecdote des saris et autres paires de chaussures trouvés chez elle, c'est avec sa famille (la couverure légale) une très riche propriétaire immobilière et de terres...

Enfumage.

Comme la pillule du Pacte de responsabilité ne passait décidément pas, le petit monarque désormais flanqué du caudillo a ajouté le Pacte de solidarité qui sera allègrement englouti par la hausse des prix camouflée, des impôts locaux et autres taxes, etc.

De son côté le patronat a de quoi être satisfait puisque les cadeaux qui lui ont été octroyés par Hollande sont nets de toute contrepartie, c'est tout bénef, il n'y aura rien à restituer, rien à jeter tout à garder, c'est du 100% sans matière grasse, il peut même s'offir le luxe de conserver l'emballage des fois qu'il pourrait resservir.

Cela valait quand même le coup de se débarrasser de La Talonnette se disent les actionnaires comblés...

Parole d'internaute.

1- "*15 ministres sur 17 étaient déjà ministres, 8 ou 9 étaient déjà dans les mêmes fonction. Ce n'est ni un changement ni un remaniement de gouvernement, c'est une pantalonnade.*"

Tartufferie, hypocrisie ou mensonge effronté, absolument rien ne les arrête, notez que dans ce domaine comme bien d'autres

ils partagent cette qualité avec les oligarques (Gates, Buffett, etc.) qui vont jusqu'à se poser en philanthropes. Ces gens-là sont les fossoyeurs de la civilisation humaine.

Les dirigeants du PS n'ont jamais été autres choses que des imposteurs, des escrocs de la pire espèce qui soit, ce qui est étonnant, c'est qu'il y en ait encore pour le découvrir seulement maintenant, qui plus est dans le mouvement ouvrier, comme quoi on ne croit le plus souvent que ce qu'on veut bien croire ou ce qui nous arrange et le reste du temps on feint de ne rien voir, c'est plus pratique, on peut prétexter la cécité ou l'absence d'information, ce qui revient au même. Le pire encore, c'est quand on le théorise ou on en fait son mode de pensée, on ne vaut guère mieux au bout du compte malgré les apparences, souvent trompeuses elles aussi.

2- "*Tous les hommes et femmes politiques inquiètent et les abstentions le démontrent. La droite n'a gagné les municipales que par omission. 40 ans de même recettes droite ou gauche pour servir un bouillon.*

A quand l'application d'une politique au service du peuple qui suppose l'avenement d'une presse indépendante contrairement à l'emprise actuelle aboutissant à la nomination de Manuel Valls après une campagne médiatique, mensongère, partisane, de grande ampleur, commandée par le CRIF, en récompense de servilité aux basses oeuvres.

Comment peut on affirmer que les personnages Valls ou Ségolène sont les préférés des Français ? Aucun résultat probant, des casseroles à Evry et dans le Poitou, une ambition dévorante avec le souci dominant de soigner leur communication."

Le bouillon accompagné de pain rassis calme la faim de la plèbe... Quant au festin il est réservé à l'aristocratie, rien de changé en effet, il y aurait comme un parfum d'Ancien régime dans l'air. Vous vous trompez monsieur, la propagande médiatique avait bien pour objet de conditionner les masses en vue de la nomination de Valls qui était déjà dans l'air depuis quelque temps, dans l'attente de les placer un jour ou l'autre devant le fait accompli, afin surtout de leur faire croire que c'étaient elles qui l'avaient réclamé et que le locataire du Château toujours plein d'attentions à leur égard n'avait fait qu'exhausser un de leurs voeux, comme quoi il était à l'écoute de son peuple

3- "*Sa tête respire la haine, c'est hallucinant*."

Valls a tout de l'intrigant, ambitieux, prétentieux, méprisant, hypocrite, opportuniste, taigneux, hargneux, mauvais joueur, sournois, cynique, bref, misérable en tous points, sans talent ni charme particulier il envie forcément ceux qui en ont un peu et savent mettre à profit leurs qualités inavouables. Il les a observés pour leur ressembler plus tard, autant que les enseignements de la vie servent à quelque chose n'est-ce pas. Aussi pour réussir il a vécu dans leur ombre, à leur crochet en échange de menus services, passant d'une table à l'autre il a fini par avoir son rond de serviette à son nom, provocateur à ses heures, c'est son esprit policier qui veut cela, il a su se faire remarquer, se rendre utile quoi.

De toléré il devint indispensable, il passa du statut d'invité à celui d'initié, de subalterne à celui de prétendant en se servant des relations qu'il avait su entretenir ou tisser, aux compétences limitées c'est ainsi qu'il lui échu le costard du ministre le plus détestable avec celui de la guerre, celui du premier flic de France qu'il assuma avec zèle au point d'être comparé avec ces deux prédécesseurs, Guéan et Sarkozy. Le régime ne tolérant plus la démocratie il finit immanquablement par devenir policier, alors quoi de plus naturel à ce ce qu'il remette son destin entre les mains d'un policier.

Qu'est-ce qu'on demande à un policier sinon d'obéir bêtement aux ordres qu'on lui donne, de recevoir des coups sans rien dire et en donner aveuglément. Et si celui qui est censé lui donner des ordres n'est pas à la hauteur, après avoir consulté ceux qui tirent les ficelles il passe outre sans craindre d'être désavoué par sa hiérarchie réduite à l'impuissante ou sans réel pouvoir.

Cela peut paraître tiré par les cheveux comme démonstration. Pas tant que cela en y réfléchissant de plus près.

Un point moins en effet quand on pense à son ancrage idéologique qui est justement dans l'air du temps, et qu'on accorde moins d'importance au 5% qu'il avait récoltés lors des primaires du PS en 2011, car finalement peu importe les courants qui se cotoient dans ce parti et les différences idéologiques qu'ils peuvent recouvrir puisque tous sont finalement amenés à adhérer en pratique à la même, celle que Valls représente et assume, et comme il se trouve que c'est l'idéologie que l'oligarchie entend imposer en France, qui mieux que lui pouvait l'incarner en ce moment.

Il était bien l'homme de la situation auquel les uns et les autres vont se rallier au PS, chez ses satellites et alliés, en traînant les pieds peut-être, en gesticulant ou en tenant des discours contradictoires pour sauver les apparences, mais peu à l'arrivée oseront le défier sous peine d'être marginalisés puis éliminés car tous tiennnent davantage à leur statut et leur carrière qu'à des principes ou des valeurs qui coûtent plus qu'ils ne rapportent.

Et puis qu'advienne que pourra, le régime est aux abois et ne peut pas se permettre de reculer ou de faire dans les détails, il doit avancer et tailler à la hache ses ennemis, il aura le soutien des médias et de la droite officielle aussi longtemps qu'il s'en tiendra à la mission qui lui a été confiée, et s'il échouait ou s'il lui arrivait de devoir reculer face à un ennemi qui n'est pas prêt à abdiquer

sans combattre, eh oui la lutte des classes n'a pas encore dit son dernier mot pour autant, ils le lyncheront de la même manière qu'ils ont procédé avec Nicolas 1er et ainsi de suite.

Ils n'ont pas nommé Premier ministre un intellectuel ou un des "*barons*" du PS, mais celui qui leur semblait le plus dévoué pour assumer cette tâche ingrate et se sacrifier si nessaire, exactement comme l'avait fait le roturier de Neuilly. Il était un des seuls au PS à avoir été de tous les courants de ce parti pour ainsi dire, et qui de ce fait n'aura rien à renier puisqu'il a passé son temps à se renier en permanence, il n'aura pas non plus de cas de conscience à affronter puisqu'il est incapable d'en faire état.

Maintenant que le personnage inspire la haine, c'est tout naturel mais cela ne fait pas un programme politique pour le combattre.

ACTUALITE EN TITRES

Au diapason.

- Déficit français: Berlin sur la même ligne que la Commission - AFP

- Valls: "*Réduire les déficits, il n'y a pas d'autres choix*" - AFP

Elle pourra danser une Valls...

- Fleur Pellerin secrétaire d'Etat au Commerce extérieur - Reuters

Et les rats

- Valls : bon gouvernement pour le GODF - L'Express.fr

- L'aile gauche du PS fait monter les enchères avant le vote de confiance - LeFigaro.fr

- Les écologistes soutiennent Valls mais restent vigilants - LeFigaro.fr

- Sur Royal, l'«*a priori positif*» des ONG environnementales - Liberation.fr

- La CGT demande à Valls une relance de l'emploi et des salaires - AFP

- AZF ne veut plus payer les prothèses auditives des victimes de l'explosion - L'Express.fr

Intox

- Manuel Valls : sauveur ou fossoyeur de la gauche ? - Le Nouvel Observateur

- Benoît Hamon, la caution de gauche du gouvernement Valls - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas le parti des capitalistes !

- Pascal Lamy prône des "*petits boulots*" payés moins que le Smic - AFP

Pascal Lamy, ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et proche du président François Hollande, a plaidé mercredi pour plus de "*flexibilité*" sur le marché du travail, avec notamment des "*petits boulots*" payés en dessous du Smic.

"*Je sais que je ne suis pas en harmonie avec une bonne partie de mes camarades socialistes mais je pense qu'il faut, à ce niveau de chômage, aller davantage vers de la flexibilité et vers des boulots qui ne sont pas forcément payés au Smic*", a-t-il déclaré lors

de "*Questions d'Info*" LCP/France Info/Le Monde/AFP.

C'est-à-dire moins que le Smic? "*Oui absolument*", a-t-il ajouté. "*Un petit boulot, c'est mieux que pas de boulot. Je ne réponds pas ça dans l'absolu, je n'aurais pas dit ça il y a 10 ans ou il y a 20 ans, mais à ce niveau de chômage...*"

Pour l'ancien commissaire européen socialiste, "*il faut accepter de temps en temps de franchir les espaces symboliques de ce type pour rentrer dans la réalité et la transformer*".

Au risque que cela rappelle le "*Smic jeunes*" de Edouard Balladur ou le "*CPE*" de Dominique de Villepin, tous deux abandonnés après des semaines de contestation sociale ? "*Ce n'est parce qu'une réforme n'a pas marché ou parce qu'on a reculé devant la pression de l'opinion que c'est une mauvaise idée. Si on prenait tous les réformes qu'on a essayées à un moment, qui n'ont pas marché et si on ne les avait pas reprises, on serait encore au Moyen-Age*", a lâché M. Lamy. AFP 02.04

Stop, inutile de discuter, c'est au Moyen-Age qu'il veut nous renvoyer !

Il touche combient par mois cette pourriture pour défendre ce genre de politique infâme, combien de dizaines de milliers d'euros ?

A bas le PS et le capitalisme, tous ses représentants !

Si la survie du capitalisme est incompatible avec la satisfaction de nos besoins, dont un travail avec un salaire décent d'environ 1.700 à 2.000 euros, il doit disparaître !

Haut de page

Le 4 avril 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai modifié mes horaires de travail et mon emploi du temps en fonction de ceux de ma seconde compagne. Je vous avais dit que j'aimais les femmes et c'est vrai. C'est mon côté provocateur. On est le week-end on se détend un peu, cela fait du bien...

Bon, je sais que de nos jours c'est presque une tare pour un homme de préférer les femmes et de l'avouer, je l'assume volontiers, ce qui n'est pas sans mérite notez bien car cela demande de fournir un certain effort, consenti cela va de soi, mes journées sont encore plus harassantes qu'avant, torrides avant même que l'été soit installé, et quand je pense à la chaleur écrasante qu'il fera dans un mois, je me dis que cela relève vraiment du sacrifice, du martyr, quel bel exemple de dévouement pour une noble cause, et au diable les déséquilibrés, les complexés, les puritains et les féministes ! Vous pouvez ajouter les procureurs en tous genres qu'on emmerde au passage. Il y en a qui s'imposent une sénilité cérébrale précoce, moi je me refuse à la sénilité tout court, chacun fait ce qu'il peut sans porter de jugement, c'est préférable.

On est venu me proposer chez moi un poste de chef de projet dans le service francophone d'une société indienne spécialisée dans la mise en ligne de publications pour des éditeurs français, belges, suisses et canadiens. J'ai refusé l'offre qui aurait pu me permettre de doubler mon revenu, mais de perdre ma qualité de vie à laquelle je tiens particulièrement, sinon à quoi bon vivre en Inde.

Il est 21h et je vais aller me coucher après avoir chargé quelques documents, réveil à 5h30.

Un dernier truc.

Depuis hier les statistiques du site sont à nouveau disponibles, 9.000 connexions environ en février et en mars, 3.000 de moins qu'avant, c'est bien, quelque 12.000 téléchargements chaque mois au lieu de 26.000, c'est très bien, quand on sera à zéro on fermera la boutique...

La causerie de mars est disponible au format pdf, vous vous en foutez, moi aussi.

Entendu il y 30 minutes plus tôt au flash d'information de TV5Monde Asie, manifestation de syndicalistes à Bruxelles à l'appel de la CES en faveur de listes pour "*réorienter l'Europe*", décidément les syndicats sont bien un obstacle au socialisme, Engels ne s'était pas trompé...

ACTUALITE EN TITRES

Le CAC 40 a adopté Valls !

- Jeudi 3 avril : le CAC 40 atteint de nouveaux sommets depuis 2008 - LePoint.fr

Ils sont chez eux !

- A Paris, les nobles n'ont pas bougé depuis un siècle - Rue89

Intox et propagande

- Touraine: un pacte de solidarité pour "*conforter le modèle social*" - AFP

- Montebourg: "*L'Europe va changer* " - AFP

- Viktor Ianoukovitch "*responsable direct*" des morts de Maïdan - Reuters

- Un idéologue d'Al Qaïda condamné à mort en Arabie saoudite - Reuters

Tension et comédie

- Henri Emmanuelli appelle à un congrès extraordinaire du PS, "*en coma profond*" - AFP

Qu'il crève !

- Guaino ne votera pas UMP aux élections européennes - Le Nouvel Observateur

- Le Parti de gauche et le PCF s'écharpent sur les européennes - Liberation.fr

Qu'on se rassure, pas sur des désaccords politiques à propos de l'UE, ils la soutiennent tous les deux, non sur une question de "*têtes de liste*", de "*places*"...

Les cafards

- Justice : pour les procès, les animaux aussi, peuvent témoigner - LeFigaro.fr

La merdiacratie est atteinte de scatologie. Miasmes populistes. C'est incurable.

- Marine Le Pen en nazi ou en étron, est-ce une injure ? - Liberation.fr

Inutile de revenir ici sur le FN, puisque nous sommes tous d'accord sur sa caractérisation de parti d'extrême droite qui à elle seule suffit, car elle inclut toutes les manifestations dont est capable un tel parti, y compris le fascisme ou le nazisme.

Maintenant quand on ramène ce titre sorti des chiotes de Rothschild à l'image publique que Marine Le Pen entretient, on se dit que le traitement qu'ils lui ont réservé conduira un certain nombre de lecteurs de ce torche-cul à éprouver de la sympathie pour elle, parce qu'ils rejettent ce procédé infâme qu'ils n'auraient pas eux-mêmes employé.

Et quant à leurs lecteurs qui étaient déjà tentés de la soutenir ou s'interrogeaient, ils pourraient se sentir insultés et l'intérêt qu'ils lui portaient s'en trouver renforcé, estimant que pour susciter tant de haine, c'est que quelque part elle méritait d'être prise au sérieux ou devait être cohérente et le FN pouvait constituer une réelle alternative politique, tout en se sentant directement visé par cette insulte, être comparés à un étron.

Pour rire. Merde, ils sont sur ma trace...

- Le Palais de justice de Paris ira bien aux Batignolles - LeFigaro.fr

C'est là que je suis né...

- Kiev accuse la Russie pour les tueries du Maïdan, Moscou dément - AFP

- La Nasa suspend ses relations avec la Russie - Le Nouvel Observateur

- La Russie rappelle son représentant militaire à l'Otan - Reuters

- La Russie furieuse après les propos controversés d'un ministre allemand - LeFigaro.fr

Pourquoi...

- Les insurgés accusent Assad d'une nouvelle attaque chimique - Reuters

... mais parce que...

- Les Amis de la Syrie contre une présidentielle organisée par Damas - Reuters

Assad est certain d'être réélu...

Au tour de l'Algérie !

- Les Etats-Unis et l'Algérie veulent lutter ensemble contre le "*terrorisme*" - AFP

Stratégie du chaos et barbarie.

- Venezuela: plusieurs blessés dans des affrontements - AFP

Des affrontements impliquant des étudiants, des civils armés non identifiés et la police anti-émeute ont fait au moins sept blessés jeudi à Caracas lors d'une manifestation. AFP 03.04

- L'Eglise vénézuélienne accuse Maduro de dérive totalitaire - Reuters

- Cuba : les Etats-Unis auraient financé un réseau social pour déstabiliser le régime - Francetv info

- Soudan du Sud : 7 millions de personnes menacées par la famine - LePoint.fr

- Centrafrique : "*Si vous avez de la soupe une fois par jour, c'est bien*" - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Only business ! Le nouvel ordre mondial.

- Guigou (PS) favorable à la "*diplomatie économique*" prônée par Fabius - AFP

- En plus du Commerce extérieur, le Tourisme sous l'autorité de Fabius - AFP

La politique est le concentré de l'économie ou encore la politique est subordonnée à l'économie, à l'époque du néolibéralisme plus que jamais, c'est la seule différence avec le passé. Parler de collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique est d'une niaiserie accablante ou brasser du vent puisqu'ils se confondent.

Que les liens se resserrent entre eux ou que le pouvoir politique n'incarne plus que les intérêts stratégiques de la couche dominante du capitalisme, l'oligarchie financière, est conforme avec l'objectif politique qu'elle s'est fixée, accroître son emprise sur le pouvoir politique ou faire en sorte qu'il ne vienne pas contrarier sa stratégie, qui consiste à réduire l'influence de la lutte des classes au point qu'elle ne puisse plus influer sur le cours du monde afin qu'un nouvel ordre mondial puisse être instauré sans

autres alternatives politiques possibles, sur les cendres du socialisme qui n'aura pas dépassé le stade d'utopie.

Affaire étrangère, commerce extérieur, tourisme, rien, absolument rien ne doit interférer avec la politique internationale (mondialiste) décidée par l'oligarchie financière dont Fabius est le représentant ou l'exécutant zélé en France.

Sur le fond on doit ajouter la crise du capitalisme qui impose de serrer les boulons à tous les niveaux pour éviter qu'il ne se disloque. Resserrer le contrôle de l'économie des pays dominés pour qu'elle n'échappe pas aux puissances occidentales qui dominent le monde, s'assurer que leur développement se réalise bien en confirmité avec leurs besoins, dans la mesure du possible orienter ou favoriser le tourisme qui dans certains cas représente une mane financière importante uniquement vers les pays qui font acte de soumission envers la politique décidée à Washington ou par le gouvernement mondial...

Le tout encadré par des relations de maîtres à vassaux auxquelles tous les Etats ou gouvernements doivent se soumettre sans broncher sous peine de se retrouver isolés, fragilisés, menacés de représailles, débarqués ou renversés.

L'ordre mondial néolibéral doit régner.

En famille. Comment sauver l'Union européenne ?

- L'Europe a besoin d'un "*new deal*", selon Alexis Tsipras - AFP

L'Europe a besoin d'un "*new deal*" pour sortir de la crise et des politiques de rigueur, estime le responsable grec Alexis Tsipras, candidat de la gauche européenne à la présidence de la Commission européenne, dans un entretien accordé à l'AFP.

Président du Syriza depuis 2008, Alexis Tsipras a vu son parti, crédité de 4% des suffrages dans les années 2000, se transformer en deuxième force au Parlement grec avec 26%, lors des législatives en 2012.

Aujourd'hui Syriza, porté par la colère des Grecs, est toujours au coude à coude dans les sondages avec "*Nouvelle Démocratie*" (ND - droite) du Premier ministre Antonis Samaras, autour de 21%, alors que l'autre membre de la coalition au pouvoir, le Parti socialiste (Pasok), autrefois très puissant, ne recueille qu'environ 5% des intentions de vote.

Les politiques de rigueur "*ont provoqué la dissolution de la classe moyenne dont les intérêts ne sont plus représentés par les deux partis traditionnels*", et "*Syriza a servi de vote de salut*", analyse Alexis Tsipras. (Une planche de "*salut*" pour les institutions grecques qui dans la tourmente ont été préservées, ouf, c'était l'essentiel ! - ndlr)

"*Moi, et mon parti, ne pensons pas que la dissolution de l'euro ou la sortie d'un pays (du système) serait une évolution positive*". Il pense même que ce serait "*une catastrophe*" pour l'euro. (C'est la voix du capital quoi ! - ndlr) AFP 03.04

Je vous ai fait grâce de la suite, le baratin habituel, vous savez le coup du type très à gauche qui voudrait faire ceci ou cela et qui, s'il parvenait au pouvoir, trouverait un bon prétexte pour ne pas le faire, le socialiste en parole, et le capitaliste en acte vous connaissez n'est-ce pas, rien de plus.

Syriza est le clone du PASOK, comme le PG est celui du PS..

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- « *Tout ça pour ça !* » : le remaniement vu dans la presse - Le Monde.fr avec AFP

« *Tout ça... pour ça !* », s'étonnent les éditorialistes de la presse nationale et régionale, jeudi 3 avril, au lendemain de la composition du gouvernement de Manuel Valls dans lequel, perplexes, ils ne voient pas « *de changements* » par rapport au précédent.

Les « *unes* » des quotidiens nationaux donnent d'emblée le ton : « *Ayrault bis* », titre Libération, « *Hollande... ne change rien* », écrit Le Figaro. Pour La Croix, c'est « *le changement a minima* », voire du « *recyclage* » pour MetroNews.

« *La plupart des hommes du gouvernement Ayrault se retrouvent dans le gouvernement Valls. Un gouvernement copie presque conforme du précédent* », constate, dans Libération, Eric Decouty, pour qui « *François Hollande n'a donc changé que son premier ministre* ». « *La seule vraie innovation, c'est le premier ministre lui-même* », appuie Dominique Jung, des Dernières nouvelles d'Alsace.

« *Hormis la nomination de Manuel Valls, la nouveauté ne crève pas l'écran, note à son tour Michel Urvoy, pour Ouest-France. Du Ayrault sur un autre ton.* » « *Dans le choix des ministres, François Hollande a fait preuve de moins d'audace que dans le choix de son premier ministre* », juge Hervé Favre, dans La Voix du Nord. Jacques Camus, pour la Montagne Centre France, abonde aussi dans ce sens : « *Un vaste remue-ménage(s) qui a finalement débouché sur la banale reconduction d'une majorité de ministres sortants.* » « *Comme un air de déjà vu* », semblent regretter Yann Marec, dans le Midi Libre, et Patrick Planchenault pour France-Antilles-Guadeloupe.

« *Qu'est ce qui a changé ? Rien ou si peu* », estime lui aussi Jean-Louis Hervois, dans la Charente Libre. « *Tout ça... pour ça* », s'étonne Alain Dusart, pour L'Est Républicain.

Et oui, relève Raymond Couraud, dans L'Alsace : « *Ce "nouveau" gouvernement resserré est composé en grande majorité de survivants de l'équipe Ayrault.* » « *Il a des allures de synthèse d'un congrès du PS* », s'amuse l'éditorialiste. « *Un congrès du PS en miniature* », renchérit Denis Daumin, de La Nouvelle République du Centre Ouest. « *Un gouvernement de congrès PS* », titre L'Opinion.

Pour Bruno Dive (Sud-Ouest), c'est à « *un bureau national du PS que ressemble l'équipe de Manuel Valls* ». « *Un gouvernement de congrès PS* », écrit également Jean-Marcel Bouguereau, de La République des Pyrénées. Dans Le Figaro, pour Paul-Henri du Limbert, il ne pouvait y en être autrement : « *Puisque la "majorité plurielle" n'existe plus, François Hollande n'avait d'autre choix que de se tourner exclusivement vers le Parti socialiste.* » « *Tout change mais rien ne change* », observe l'éditorialiste de droite.

« *Cette grande stabilité ne rassurera pas ceux que les choix idéologiques du précédent gouvernement avaient inquiétés* », remarque de son côté François Ernenwein, dans La Croix.

Patrick Apel-Muller, pour L'Humanité, est bien d'accord, dans ce « *gouvernement rabougri, il n'y a aucune bonne surprise* ».

« *Une équipe compacte, faite pour l'action, une sorte de "task force"* », tempère Jean-Claude Souléry, dans la Dépêche du Midi. « *Une équipe plus cohérente que la précédente sans doute, plus professionnelle nous verrons, mais suffisamment armée pour affronter les turbulences qui s'annoncent, on peut hélas en douter* », conclut Bruno Dive (Sud-Ouest). Le Monde.fr avec AFP 03.04

Les conditions objectives l'emportent sur tous les calculs politiques. Bon, qu'ils se rassurent, de notre côté nous demeurons incapables d'en tirer profit pour construire le parti...

Depuis la décapitation de Louis XVI ou la fin de l'Ancien régime, le régime capitaliste menace de s'effondrer et il est toujours en place, cela un bail déjà.

Depuis 1871 à deux reprises les institutions ont été renversées, sous Pétain et De Gaulle, par des militaires, on ne peut pas vraiment dire pour la bonne cause ou dans la bonne direction (sic!) et les dernières en date tiennent le coup depuis 1958.

Depuis 1914 et le milieu des années 20 ce qu'on a appelé les partis traditionnels du mouvement ouvrier sont en crise sans jamais parvenir à périr ! Et le parti de l'ordre se refait régulièrement une santé...

Alors bon, on nous ressort pour la énième fois que les uns et les autres sont à l'agonie, qu'ils vont s'effondrer, que cette fois-ci ce serait la bonne... Chaque fois c'est vrai et c'est faux à la fois, mais pas de bol il manque toujours un petit quelque chose pour que cela soit plus vrai que faux et c'est bien dommage.

On devrait peut-être s'interroger pour essayer de comprendre pourquoi les choses se passent toujours ainsi, car pendant ce temps-là les travailleurs pauvres par millions en crèvent au quotidien générations après générations.

Franchement, si je peux m'exprimer en leurs noms, ils n'en ont absolument rien à foutre de vos discours qui font office de courants d'air et qui finalement ne profitent qu'à ceux qui les tiennent en leur procurant un petit peu d'air frais pour mieux supporter la surchauffe passagère du régime et ses institutions.

Filons la métaphore en nous transportant en Inde où il fait déjà une chaleur étouffante, et le pic n'est qu'en mai !

On a besoin d'un parti ouvrier dans lequel il y aurait des dirigeants qui disposeraient de la climatisation pour aérer leurs neurones en surchauffe, mais qui d'une manière ou d'une autre seraient sous le contrôle de militants qui ne disposeraient que d'éventails ou

de ventilateurs pour ne pas perdre pied avec la réalité que vivent les masses sous une chaleur écrasante, l'objectif politique de leur combat, les tâches historiques qu'elles doivent accomplir.

Vous pouvez aussi remplacer les dirigeants par des militants issus de couches privilégiés et les militants par les travailleurs,. On conseillera aux premiers d'user de la clim avec modération, la nuit par exemple pour être sûr de pouvoir bien dormir ou pour toute autre activité nocturne nécessitant une dépense physique importante, et de s'en passer le reste du temps pour bien transpirer, se mettre dans la peau du pauvre type ou de la malheureuse femme qui en sue tous les jours pour une vie de misère et sans espoir d'en sortir, c'est très dur, vraiment insupportable, ainsi ils garderaient présent à l'esprit en permanence ce pour quoi ils se battent, peut-être que là on arriverait à construire ce foutu parti qui nous fait tant défaut.

Les dirigeants et les militants sont des hommes comme les autres, faibles, fragiles, perfectibles, ils n'en ont pas forcément conscience ou ils l'oublient parfois, plutôt pour le pire que pour le meilleur évidemment, si maintenant on ne peut exiger d'eux qu'ils se mettent dans la peau d'un malheureux, il serait bon qu'ils partagent un peu leur condition d'existence pour ne pas oublier ou se détourner de l'essentiel.

2- Grèce

- Grèce: tollé sur de supposés liens entre Aube dorée et le pouvoir - AFP

La Grèce était en ébullition jeudi après la révélation en caméra cachée de liens supposés entre le parti néonazi Aube dorée et le bras droit du Premier ministre conservateur Antonis Samaras, un conseiller déjà controversé qui a dû démissionner.

Sur une vidéo publiée mercredi par Aube dorée, dont neuf des 18 députés ou ex-députés sont actuellement poursuivis, dont six en détention provisoire, on voit Panayiotis Baltakos, l'un des plus fidèles conseillers d'Antonis Samaras depuis trente ans, s'accorder avec Ilias Kassidiaris, député et porte-parole du parti, à penser que l'offensive judiciaire contre Aube dorée serait une initiative à visée électorale du gouvernement.

Connu pour ses positions très à droite, M. Baltakos, a dû démissionner sur le champ du poste de secrétaire général du gouvernement, qu'il assurait depuis juin 2012, date de l'accession au pouvoir de M. Samaras à la tête d'une coalition conservateurs-socialistes.

L'affaire a provoqué un tollé dans les rangs du gouvernement et dans l'opposition.

"*Il faut attaquer toutes les niches qui sont en contact de manière idéologique ou pratique avec l'extrême droite*", a indiqué le ministre des Affaires étrangères Evangélos Vénizélos, numéro deux du gouvernement et chef du parti socialiste (Pasok).

De son côté, le principal parti d'opposition, la Gauche radicale Syriza, a accusé Antonis Samaras "*d'opportunisme*" et de vouloir éliminer Aube dorée pour profiter électoralement des voix de l'extrême droite, toujours troisième parti avec 8% des intentions de vote dans les sondages après les conservateurs et Syriza.

Sur la vidéo, tournée dans un bureau et sans doute par M. Kassidiaris dont on ne fait qu'entendre la voix, Panayiotis Baltakos explique que les ministres de la Justice et de l'Ordre public "*auraient convaincu*" la procureure de la Cour suprême, Efterpi Koutzamani, de lancer des poursuites pénales contre des députés d'Aube dorée.

"*Tout ce qui a été publié prouve les liens, qu'on avait dénoncés à plusieurs reprises dans le passé, entre le gouvernement de Samaras (...) et Aube dorée*", a indiqué aux médias Alexis Tsipras, chef du Syriza, réclamant la démission des deux ministres.

Il a souligné que l'affaire était "*d'une importance politique, morale et institutionnelle majeure*".

Les allusions à "*des niches*" au sein du parti de M. Samaras, Nouvelle-Démocratie, "*sont une folie*", a rétorqué le ministre de l'Intérieur Yannis Mihelakis, soulignant que l'enquête contre Aube dorée doit se poursuivre.

La justice s'est défendue d'avoir obéi au gouvernement. Efterpi Koutzamani a assuré dans un communiqué "*avoir agir en se fondant sur la loi et les preuves*".

Le meurtre du musicien grec Pavlos Fyssas en septembre par un membre d'Aube dorée a abouti, sous la pression aussi des organisations internationales des droits de l'Homme, au déclenchement d'une offensive policière et judiciaire contre ce parti, accusé de violences racistes depuis plusieurs années et qui bénéficiait d'une quasi-impunité.

L'affaire Baltakos a fait les gros titres jeudi. "*Choc après le dérapage de (Panayiotis) Baltakos*", titrait le quotidien à gros tirage Ta Néa (pro-gouvernemental).

Ce journal souligne que l'affaire était "*un accident attendu*", par allusion aux positions politiques déjà bien connues de M. Baltakos.

"*Tempête*", titrait Ethnos (centre-gauche) en évoquant "*le sale jeu de Baltakos avec Aube dorée*".

La justice a parallèlement ouvert une enquête pour déterminer si Ilias Kassidiaris, candidat à la mairie d'Athènes en mai, tout en étant inculpé, avait commis une "*atteinte à la personnalité*" ou une "*violation des données personnelles*" avec cette vidéo en caméra cachée.

Tandis que son fils Dimitris tentait de régler lui-même les comptes de son père en allant agresser et insulter des membres d'Aube dorée dans leur bureau au Parlement, Panayiotis Baltakos a reconnu à la radio qu'il ignorait si d'autres conversations embarrassantes avaient pu ainsi être enregistrées par Aube dorée.

Il a assuré, sans convaincre tout le monde, que son rôle dans cette affaire n'avait été que de "*dire ce qu'ils voulaient entendre*", pour "*essayer de comprendre ce qu'ils faisaient*". AFP 03.04

3- Israël

- Hollywood : Oscar 2014 du meilleur film au Mossad. - french.irib.ir 03.04

Le 2 mars dernier, « *12 Years a Slave* », le long-métrage sur l'esclavage de Steve McQueen, a reçu l'Oscar du meilleur film après une intense campagne promotionnelle. A Hollywood, lors de la remise des prix, Ellen DeGeneres, maîtresse de cérémonie, a d'emblée planté le décor, disant avec humour au jury : « *Ou vous le sacrez meilleur film… ou vous êtes tous racistes !* ». On a appris depuis que deux des membres avaient voté en sa faveur sans l'avoir vu…

Malgré un script en or, le tournage de « *12 Years a Slave* » a failli capoter pour des raisons financières. La société Plan B Entertainment de l'acteur Brad Pitt qui le coproduisait battait de l'aile. Le film a été sauvé, in extremis, par le milliardaire israélo-monégasque Arnon Milchan, producteur passant pour être un des banquiers occultes des opérations du Mossad à l'étranger et un des financiers du Likoud.

Milchan ne cache plus son passé d'espion et de trafiquant d'armes. Il en est fier. En novembre dernier, il a révélé à une chaîne de télévision israélienne, être un ancien agent du Lakam, appelé aussi Mossad II. Créée début 1970 par Shimon Peres, cette agence se procurait - par tous les moyens - les informations classifiées et les équipements permettant de développer le programme nucléaire clandestin de l'Etat dit hébreu (1). Mais, ce n'est pas pour cette raison qu'il s'est fait discret à la cérémonie des Oscars : il craignait que les médias ne l'interrogent sur sa participation, en tant que représentant d'Israël, au « *Club des Dix* », un groupe de pression londonien financé alors par l'Afrique du sud pour promouvoir l'apartheid ! Pas étonnant, dans ces conditions, qu'Arnon Milchan se soit gardé d'assister à l'avant-première du film à Johannesburg, le 15 janvier dernier…

Afrique Asie (p.7) : http://www.wobook.com/WBD84sk8Tx6v-f

(1) *Les Guerres secrètes du Mossad*, par Yvonnick Denoël, Nouveau Monde Ed. (2012) french.irib.ir 03.04

Haut de page

Le 6 avril 2014

CAUSERIE

J'ai mis en ligne le texte signé par une centaine de parlementaire du PS dans la rubrique politique : *Les conditions de la confiance - Pour un contrat de majorité.* Lire plus loin de quoi il s'agit vraiment.

On ajoutera quelques nouveaux documents ce soir ou demain matin, il fait trop chaud pour bosser !

A propos du 12 avril

- Pourquoi le M'PEP ne participera pas à la marche de la "*gauche*" le 12 avril.

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 3 avril 2014.

La lutte contre la politique d'austérité du gouvernement Hollande est en effet nécessaire. Mais les compromissions du PCF et du PG avec le PS et EELV, organisateurs de l'austérité, font apparaître cette « *marche* » comme une simple gesticulation dans la perspective de l'élection européenne du 25 mai.

Le véritable objectif de cette « *marche* », en effet, vise en réalité à favoriser le vote pour les listes du Front de gauche à l'élection européenne du 25 mai. Le M'PEP ne peut donc y participer car notre Mouvement ne veut pas entretenir de confusion. Le M'PEP est engagé en faveur d'une véritable rupture avec l'Union européenne et l'euro, et il dénonce la mascarade démocratique de l'élection au Parlement européen. C'est pourquoi il appelle au boycott de l'élection européenne. Le 25 mai, la seule réponse pour délégitimer le système eurolibéral sera le boycott citoyen.

Les arguments développés par le M'PEP sont corrects dans la mesure où il ne pourrait pas participer à cette marche et faire entendre ses mots d'ordre contre l'UE compte tenu de la faiblesse de ses effectifs.

Dans ces conditions il serait absorbé ou intégré dans cette "*marche*", et les commentaires ultérieurs qui seraient dénués de nuance ne manqueraient pas de laisser à penser que l'ensemble des participants étaient sur la même ligne politique, y compris sur l'UE.

Cette remarque peut être valable pour d'autres partis ou organisations se trouvant dans la même situation.

Cela dit, on pouvait peut-être concevoir que cette "*marche*" permettrait aux partis, mouvements ou organisations qui y participeraient d'entrer en contact avec des militants et des travailleurs ou d'exposer leur politique à travers des tracts.

Je ne connais pas le thème exact et les mots d'ordre retenus par les principaux organisateurs de cette "*marche*". Maintenant il est clair que s'ils avaient pour objectif comme le prétend le M'PEP de favoriser la participation aux élections européennes, toute participation à cette "*marche*" serait dès lors compromise, notre objectif n'étant pas de provoquer un affrontement entre pro et anti-UE qui ne servirait ici à rien.

Avant-hier la CES avait organisé une manifestation syndicale en soutien déguisé à l'UE sous prétexte de voiloir la "*réorienter*", initiative condamnable évidemment.

Autre info.

- Pour 52% des Français, appartenir à l'Union européenne est une mauvaise chose - Atlantico.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les sionistes sont chez eux en France.

Réunion à Paris du Congrès juif mondial - Le Réseau Voltaire - 2 avril 2014

Le Congrès juif mondial (WJC) a tenu la réunion semestrielle de son conseil d'administration à Paris, le 31 mars 2014.

Le Conseil est composé de 49 membres, plus le représentant des États-Unis, l'ambassadeur Ira Forman en charge de la lutte contre l'antisémitisme. Il comprend deux membres français, Roger Cukierman (président du Crif et vice-président du Congrès juif mondial) et David de Rotschild (président de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et membre du Bureau du Congrès juif mondial).

Outre ses membres, le Conseil d'administration a entendu une communication de l'économiste français Jacques Attali.

Le Conseil a adopté plusieurs motions

- Soutien à Manuel Valls, nouveau Premier ministre français, pour son action contre l'humoriste antisioniste Dieudonné.

- Lutte contre l'antisémitisme. Notamment approbation des sanctions britanniques contre le footballer Nicolas Anelka (ami de Dieudonné), demande au gouvernement australien de ne pas réformer le Racial Discrimination Act, et soutien aux autorités grecques dans leur lutte contre le parti Aube dorée.

- Situation en Ukraine. Le Conseil a appelé les gouvernements à ne pas exagérer la situation des juifs dans le pays et à ne pas l'utiliser pour contester la légitimité du nouveau gouvernement.

- Israël et le processus de paix. Dénonciation du prétendu caractère d'apartheid de l'État d'Israël et de la campagne de boycott BDS. Appel à la reconnaissance du caractère d'État juif d'Israël.

- Protocole Argentine-Iran. Appel à l'abrogation du Protocole d'entente sur l'enquête relative aux attentats commis à Buenos Aires en 1994.

- Hongrie. Dénonciation de la célébration de l'ancien régent Miklós Horthy par les autorités hongroises et soutien à la communauté juive de Hongrie qui boycottera les manifestations mémorielles de l'Holocauste.

Enfin, le Conseil a adopté le rapport de Robin Shepherd sur l'évolution des groupes néo-nazis en Europe.

On observera que le Congrès juif mondial ne défend pas les juifs, mais les intérêts de l'État d'Israël. De même, il ne combat pas les nazis en général, mais uniquement ceux qui menacent les intérêts israéliens. Le Réeau Voltaire 02.04

Effectivement, la première motion montre bien que le Crif n'est pas une organisation représentant les juifs ou leurs intérêts, mais une officine sioniste défendant uniquement l'existence de l'Etat génocidaire et d'apartheid israélien.

S'agissant de l'Ukraine, l'appel du Crif à minimiser le rôle et le danger des partis néonazis et antisémites de façon à pouvoir légitimer le gouvernement issu du coup d'Etat de l'Otan auquel le Mossad a participé n'est pas sans rappeler le soutien des oligarques sionistes au régime nazi de Hitler tandis qu'il exterminait des millions de juifs, notamment. On a là la véritable nature sordide du Crif et du sionisme qui n'a rien à envier au fascisme, il en serait même l'inspirateur...

De la même manière que le Congrès juif mondial n'a pas défendu les juifs pendant la Seconde Guerre mondiale pour justifier la création de l'État d'Israël, fait prouvé documents à l'appui et témoignages de cette époque de personnalités juives le confirmant que nous avons déjà publiés dans notre portail.

Pour légitimer le sionisme, que ne feraient-ils pas !

- L'épouse de Hitler aurait eu des origines juives - LePoint.fr

Voilà qu'il serait possible de déterminer la religion d'un défunt à partir de son ADN !

Sans rire, ils ont analysé des cheveux retrouvés sur une brosse 69 ans plus tard dont ils peuvent certifier l'origine, très très fort, pour un peu il y était!

Commentaire d'un internaute

- "*Enorme tissu de mensonge !*

1- Juif ce n'est pas une race , c'est une religion. 2- Les Juifs Askénazes ne viennent pas d'Israël mais du Sud de la Russie, entre la Géorgie Sotchi et l'ancienne Stalingrad, donc ce sont des Européens de race blanche à 100% et ils ne sont rien de rien Israéliens, ils sont 0% sémites, puisqu'ils ne viennent pas du Moyen-Orient.

3- Etant des Européens à 100% , en quoi des Européens qui se convertissent au judaisme deviendraient-ils des gens d'une autre race ? Ils sont toujours de race et de sang européens, rien a changé, et ils peuvent abandonner la religion juive pour redevenir chrétien, ils seront toujours les mêmes, des Européens à 100%.

4- Aujourd'hui la quasi-totalité des juifs en Europe et aux USA sont des juifs askénazes et aussi la majorité des juifs sionistes qui sont allés s'établir en Israël sont européens et pas du tout de sang sémite ! 80% des juifs dans le monde sont des européens à 100% pure race blanche, ils n'ont rien de sémite dans leurs gènes, il n'y a que la religion qui les unient, et encore, les juifs askénazes et séfarades ne s'aiment pas, normal ils ne sont pas de la meme race, les séfarades sont de vrais sémites alors que les askénazes sont des imposteurs qui colonisent un territoire qui n'a jamais été le leur !

5- Quand vous un ancêtre dans votre lignée qui a été un jour juif askénaze, les journalistes essaient de vous faire passer pour un juif, alors 99% de vos ancêtres ont toujours été chrétiens, les mariages mixtes existent, et faire que le juif écrase toujours le chrétien c'est prendre les gens pour des bêtes, on ne parle jamais des chrétiens qui se marient avec les juifs ce qui viendraient

casser la lignée juive, cela ne se dit jamais, pourtant on pourrait affirmer qu'il n'y a plus aucun vrai juif dans le monde, puisqu'ils ont tous eu dans leur passé des pères et mères chrétiennes, et mêmes pour d'autres des pères et mères musulmanes, le juif pure juif d'Israël de plus de 2000 ans n'existent nulle part sur Terre, ils ont tous des chrétiens et musulmans dans leurs ancêtres !

6- Eva Braun est bien une européenne de race, et cela se voit de part son physique, et cette européenne avait comme religion le christianisme, donc ce que raconte ce journaliste est d'une débilité psychiatrique délirante, il essait de laver le cerveau des gens les moins instruits."

Ce n'est pas le juif ou le "*peuple élu*" qui doit gouverner le monde mais l'oligarchie financière qui les instrumentalise, s'en sert dans sa propagande pour justifier l'existence d'Israël qui joue un rôle déterminant comme gardien de ses puits de pétrole et de gaz au Moyen et Proche-Orient, facteur économique qui a permis aux banquiers de la Fed et de la BoE depuis un siècle de renforcer leur puissance et d'imposer leur pouvoir politique au point de dominer le capitalisme mondial et ses institutions politiques.

Le pouvoir économique acquis grâce au pétrole et au gaz, l'existence d'Israël et le sionisme, sont inséparables de la stratégie néolibérale mondiale de l'oligarchie financière, ils en constituent des leviers pour conquérir le pouvoir politique mondial. Il n'est nullement question de religion ou de race ou je ne sais quoi ici, mais uniquement de pouvoir économique et politique qui doit être détenu par une infime minorité au détriment du reste de la population qui doit être spoliée de tous droits sociaux ou politiques.

Les soi-disant juifs représentant une infime minorité de la population mondiale, quelque chose comme 0,2% des 7,1 milliards d'habitants, leurs revendications extravageantes ou plus précisant celles des sionistes et le rôle qu'ils entendent jouer à l'échelle mondiale en dictant leur volonté au reste du monde, est pour ainsi dire la personnalisation du pouvoir qu'une infime minorité d'oligarques entendent concentrer entre leurs mains et imposer à l'humanité toute entière, sans partage, de la même manière que le "*peuple élu*" supérieur à tous les autres devrait régner sur la terre entière pour l'éternité et la boucle est bouclée.

Tout cela est parfaitement pensé et cohérent, ce qu'on a du mal à imaginer, c'est là sa force d'ailleurs, car personne ou peu veulent le croire. Il faut être ignorant ou bien naïf pour ne pas les croire capables d'élaborer une stratégie politique et s'y tenir. Ce n'est pas parce que nous n'en sommes pas capables de notre côté, qu'il faudrait leur prêter la même incurie.

Le régime et les siens

- Hollande, Pécresse, Valls et Mélenchon au pot de départ d'une journaliste - Lexpress.fr

Ce titre qu'ont adopté pour ainsi dire tel quel l'ensemble des médias comporte deux imprécisions de taille.

La première, c'est qu'il s'agissait d'une journaliste travaillant dans une des agences de presse les plus importantes dans le monde, la plus importante en France, l'Agence France Presse. La seconde, c'est qu'il ne s'agissait pas de n'importe quelle journaliste, mais de la chef du service politique.

Il faut ajouter que la totalité des médias, presse, radio et télé font leurs "*unes*" quotidiennes, rédigent leurs articles, reprennent en boucle les infos ou dépêches qui leur sont transmises 24h/24 principalement par l'AFP, puis Reuters, l'AP et d'autres agences de presse dans le monde.

Ainsi, c'est l'AFP qui détermine en grande partie les infos que les médias vont diffuser quotidiennement... et celles qui ne seront pas diffusées et dont personne ne parlera évidemment puisqu'elles ne parviendront pas à la connaissance des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, internautes aussi. D'où l'importance des médias dits indépendants ou qu'ils ne contrôlent pas, principalement sur Internet.

L'AFP filtre les infos qui servent à la fois au conditionnement de la population et à diffuser la politique, la propagande du gouvernement ou de la classe dominante, de ses différentes officines en France et dans le monde, elle occupe donc une place centrale dans le dispositif politique et idéologique du régime. Partant de là, l'indépendance de l'AFP est une vue de l'esprit, un leurre, une imposture.

Le naïf ou l'adepte de la théorie du complot se dira que toutefois certaines infos parviennent à passer au travers des mailles du filet de la censure et embarrassent parfois le pouvoir en place, le président de la République, tel ou tel ministre, telle ou telle personnalité ou institution, etc. On pourrait supposer que dans de tel cas, c'est qu'il y avait forcément une raison à cela, supérieure à n'en pas douter, une main invisible qui tapi dans l'ombre était à la manoeuvre, et le tout échappera totalement au lecteur lambda qui n'a pas les moyens, le temps ou l'envie de s'attarder sur ce sujet, et puis il faut bien de temps en temps que l'on se croit en démocratie, comme il faut bien divertir le bon peuple pour qu'il supporte sa condition...

En réalité les choses pourraient être beaucoup plus simples que cela. L'AFP fonctionne comme une officine du régime entièrement vouée à sa cause, elle a acquis une longue expérience dans ce domaine, au même titre que Le Monde pour la presse écrite par exemple, et sur le plan idéologique elle est en phase avec les besoins de la couche hégémonique de la

classe dominante.

Ses dirigeants et cadres sont recrutés ou sélectionnés en fonction de leur totale adhésion au capitalisme et de leur capacité à s'adapter aux aléas du régime, de nos jours à la stratégie néolibérale. Ils n'ont pas besoin de recevoir d'ordres d'en haut pour faire le travail qu'on attend d'eux, c'est pour ainsi dire inné chez eux de servir le régime, ils baignent en permanence dans une atmosphère entièrement acquise au régime, leur fidélité ne serait être remise en cause, il est donc normal que ceux pour lesquels ils travaillent leur rendent hommage de temps en temps, à ne pas confondre avec ceux qui tirent réellement les ficelles, les oligarques qui détiennent le pouvoir.

On peut concevoir qu'ils ne peuvent pas contrôler entièrement l'information bien qu'ils en soient à l'origine, il serait peut-être plus approprier de dire qu'ils ne peuvent pas en contrôler la portée ou les conséquences, qui lorsqu'elles sont défavorables au régime peuvent donner l'illusion qu'ils n'y seraient pas inféodés ou qu'un semblant de démocratie existerait, finalement cela se retourne en leur faveur d'autant plus que derrière ils peuvent rattraper le coup, ils demeurent les maîtres pour ainsi dire absolus de l'information et de la situation et ils peuvent continuer d'influencer, conditionner, tromper la population.

Quoi de plus naturel à ce que la quasi-totalité des chefs des partis institutionnels aient été de la partie hier au siège de l'AFP, ils voulaient juste témoigner leur soumission à une officine qui incarne le régime, au régime lui-même.

- Manuel Valls et Valérie Pécresse au même apéro? La scène est atypique et pourtant elle a eu lieu jeudi soir dans les locaux de l'Agence France Presse (AFP) pour le pot de départ de Sylvie Maligorne, la chef du service politique. Outre le nouveau Premier ministre et l'ex-ministre UMP figuraient nombre d'invités politiques de premier plan et de tous bords: François Hollande, Michel Sapin, Jean-Luc Mélenchon, Christian Jacob, Pierre Laurent, Jean-Vincent Placé...

Un melting-pot qui a provoqué une avalanche de tweets indignés ou circonspects. Certains s'étonnent de cette proximité entre un organe de presse et le pouvoir exécutif et y voient un "*mélange des genres*". Lexpress.fr 04.04

Quelle hypocrisie !

Commentaires d'internautes

1- "*Pour un pot de départ , on invite généralement ses collègues et son ou ses patrons..... pourquoi le chef d'Etat et ses sbires ? Mais bien sûr..... ce sont les politiques les vrais patrons !* "

2- "*Cette collusion d'un président de la République avec l'organe source de toutes les infos en dit + long que tout.*"

3- "*Si on n'avait pas compris la connivence entre média et politique, là, le doute n'est plus permis*."

C'est une faute politique, mais en même temps ils on conscience de détenir tous les pouvoirs et qu'il n'y a rien en face pour le contester, alors pourquoi se gêner, ils comportent en maîtres absolus et méprisent leurs opposants qui sont inaudibles voilà tout.

Le rouleau compresseur.

- François Hollande à ses ministres : «*Aller plus vite, faire plus simple*» - LeFigaro.fr 04.04

"*Valls doit faire du Valls. Il ne doit pas faire différemment. S'il est nommé, c'est pour faire ce qu'il sait faire*", a dit François Hollande, cité dans Le Monde du 4 avril. Reuters 04.04

- «*Matignon doit être Matignon*», martèle-t-on dans l'entourage de Valls... LeFigaro.fr 04.04

- Tony Blair - Manuel Valls: l'admiré félicite l'admirateur - L'Express.fr

Manuel Valls est un admirateur inconditionnel de Tony Blair et ce dernier le lui rend bien. Vendredi, l'ex-Premier ministre britannique a rendu hommage au nouveau chef du gouvernement, rapporte Le Point. Venu parler de la mondialisation aux étudiants du campus Eiffel à Paris, Tony Blair a lancé en français: "*félicitations et bonne chance*" à Manuel Valls.

En juillet 2013, Jim Hoagland, éditorialiste au très célèbre Washington Post avait pressenti que Manuel Valls deviendrait Premier ministre et le comparait déjà à Tony Blair. Car il aurait "*la même détermination, la même énergie et la même recherche de consensus avec le centre qui ont marqué l'apogée de Blair en 1997 et lui ont permis devenir Premier ministre du Royaume-Uni*".

Manuel Valls confesse volontiers lui-même son admiration pour Tony Blair. Dans un livre paru en 2010, Pouvoir, il raconte

son déjeuner au 10 Downing street en 1997, où il avait été convié en tant que conseiller presse de Lionel Jospin, alors Premier ministre. L'Express.fr 05.04

Il a été désigné par les oligarques du groupe Bilderberg auquel participe le patron du Washington Post, point barre, comme Blair ou Thatcher en leur temps, ainsi va le gouvernement mondial. Qui cela étonne-t-il ?

Posture et imposture. Numéro d'illusionnistes. Ils craignent une râclée aux élections européennes.

- La fronde s'amplifie chez les députés socialistes - Reuters

Près d'une centaine de députés socialistes ont signé un texte appelant à changer de cap politique et menacent de ne pas voter la confiance au gouvernement que Manuel Valls engagera mardi.

L'aile gauche du PS impulse ce mouvement mais de plus en plus de députés s'y joignent, a dit samedi à Reuters Pouria Amirshahi, l'un des initiateurs du "contrat de majorité" lancé vendredi soir.

"*Les noms des signataires seront rendus publics dimanche. Je ne revendique pas que ce soit une initiative de l'aile gauche. Ça va plus loin*", a-t-il dit. "*Le désaccord est plus profond qu'un simple désaccord entre gauche et droite du PS.*"

Pouria Amirshahi concède toutefois que nombre de signataires du "*contrat de majorité*" pourraient céder à "*l'argument d'autorité*" et, au final, voter la confiance au gouvernement.

Il établit en outre une frontière nette entre l'abstention, choix envisagé par beaucoup, et un vote avec l'opposition.

"*Je ne vois pas de votre contre, ça ne serait pas responsable. Ce serait provoquer avec la droite la chute du gouvernement ou une dissolution*", a-t-il dit.

François Hollande et son gouvernement sont ainsi pris entre deux feux, celui d'une majorité où l'on réclame de plus en plus la fin de l'austérité et celui de la Commission européenne qui, pour l'heure, refuse à la France un délai supplémentaire pour atteindre ses objectifs de réduction des déficits. Reuters 05.04

Que réclament-ils ? Que le Parlement soit davantage associé à la politique du gouvernement.

- "*En effet, pour restaurer la confiance avec les Français, il faut recréer aussi la confiance avec le Parlement. Celui-ci doit apporter sa légitimité en soutien des choix que les citoyens de tous horizons attendent de la gauche au pouvoir.*"

En quoi consiste leur tour de passe-passe ? Alors que le gouvernement Hollande-Valls-Sapin vient d'annoncer qu'il ne changerait pas de "*cap*", qu'il allait même passer à la vitesse supérieure dans l'application de sa politique antisociale, ces philistins tiennent en apparence un discours opposé qui aurait vocation à obtenir le soutien des travailleurs, tandis qu'ils s'apprêtent à voter la confiance au gouvernement ou à s'abstenir pour qu'il puisse mener sa politique réactionnaire, autrement dit ils brassent du vent et ils rament pour le gouvernement.

En résumé, vous les croyez sur parole ou vous interprétez leur discours comme s'il correspondait à vos besoisn, ce qui n'est évidemment pas le cas, bref, parce que vous êtes bien naïf vous leur faites confiance et vous "*légitimez*" le Parlement en votant PS lors des élections européennes et en échange, en échange quoi au fait, et bien le gouvernement continue d'appliquer sa politique contraire à vos intérêts et le tour est joué. Pas sûr que cela marche, espérons que non.

Mais encore.

Sans rire, ils veulent "*mobiliser*" les banquiers, "*responsabiliser*" les multinationales, "*rendre efficace les politiques d'offre déjà mise en oeuvre*", faire "*changer*" de cap à la Commission européenne, que du baratin quoi, ils prennent les travailleurs ou les électeurs pour des abrutis.

Il y en a encore qui vont nous rebattre les oreilles avec la crise que traverse le PS... Tu parles, il n'en sortira rien car il ne peut rien sortir d'un parti aussi pourri, un parti de droite qui essaie en vain de se donner des allures de gauche, ils essaient de se sauver eux-mêmes et le régime avec dont ils sont un des principaux piliers et pas davantage.

Aucune collusion avec ce parti de droite et ses parlementaires.

C'est du gauchisme. Vraiment ? On a gardé le meilleur pour la fin, ils préconisent de trouver un "*équilibre*" entre les classes ou

le corporatisme comme moyen... pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique.

- "*Nous faisons le choix d'une politique qui marche. Nous recherchons l'équilibre entre les salariés et les entreprises et entre les efforts et la justice, pour toutes les composantes de la société.*"

Le combat politique, c'est classe contre classe, strictement sur le terrain de classe des exploités pour ce qui nous concerne, nous refusons tout compromis avec l'ennemi et ses représentants, donc avec le PS ou ces députés.

On ne va pas s'éterniser sur leur texte, ce serait perdre son temps. A bas le PS, on ne marche pas dans votre combine pourri !

- EELV ne votera "*pas contre*" le nouveau gouvernement à l'Assemblée, dit Placé - AFP

Quand Mitterrand était au pouvoir.

- Génocide rwandais: Accusée par Kigali, la France annule sa participation aux commémorations - 20minutes.fr

La France a décidé d'annuler sa participation aux commémorations du 20e anniversaire du génocide rwandais, après les déclarations du président Paul Kagame l'accusant d'avoir participé aux massacres, a annoncé samedi le ministère des Affaires étrangères.

«*La France est surprise par les récentes accusations portées à son encontre par le président du Rwanda » qui « sont en contradiction avec le processus de dialogue et de réconciliation engagé depuis plusieurs années entre nos deux pays*», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal.

Das une interview à paraître dimanche dans l'hebdomadaire Jeune Afrique, le président rwandais Paul Kagame accuse une nouvelle fois la France de «*participation*» à l'«*exécution*» du génocide de 1994, qui a fait 800.000 morts, principalement tutsi.

Evoquant la question des responsabilités, Paul Kagame dénonce le «*rôle direct de la Belgique et de la France dans la préparation politique du génocide et la participation de cette dernière à son exécution même*». Il accuse les soldats français de l'opération militaro-humanitaire Turquoise, déployée en juin 1994 sous mandat de l'ONU dans le sud du pays, d'avoir été «*complices certes*» mais aussi «*acteurs*» des massacres. 20minutes.fr 05.04

Commentaire d'un internaute

- "Oui, la France a une part de responsabilité dans le génocide rwandais ! Il faut que les Français le sache (ou pour certains qu'ils arrêtent de faire semblant de ne pas savoir !). Un exemple parmi tant d'autres : le pilote de l'avion du président Habyarimana était français, il a démissionné de son poste quelques jours avant l'attentat, à la demande de la DGSE Française ! L'Elysée savait se qui se préparait au Rwanda et a laissé faire, voire a appuyé certains groupuscules...

La France a été complice du génocide au Rwanda, tout comme elle est complice du génocide qui se déroule au Darfour depuis 10 ans, tout comme elle a été complice du génocide des juifs en 1940, tout comme elle est responsable de millions de morts en Afrique depuis la décolonisation. Pour certains, il parait que c'est la " raison d'état ", que c'est " utile " à la France de piller ses anciennes colonies pour faire tourner ses usines, ou bien pour faire avancer ses sous-marins nucléaires, ou encore qu'il est indispensable de maintenir la corruption dans les pays Africains car c'est la meilleure façon de financer nos partis politiques par des rétro-commissions et/ou des valises de billets...

Bref, la face sombre de la France-Afrique que tout le monde feint de ne pas connaître, pourtant il existe de nombreux ouvrages sur le sujet. Alors ne vous plaignez pas que nos dirigeants politiques sont des hypocrites, ils sont tout simplement à l'image de ceux qui les élisent ! Pauvre France !"

Tout est dit au premier paragraphe.

La responsabilité en revient à ceux qui maintiennent la population dans l'ignorance ainsi qu'à ceux qui se compromettent depuis des lustres avec des partis qui soutiennent ou incarnent le régime.

En Afrique du Sud, les mineurs ne lâchent rien.

La grève actuelle des mineurs en est à sa dixième semaine.

Les adhérents du syndicat AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union) se sont mis en grève en janvier dans

les mines de platine du groupe Lonmin, principal employeur à Marikana, et de ses concurrents Anglo American Platinum et Impala Platinum pour réclamer une hausse des salaires.

Le mouvement, qui affecte 40% de la production mondiale de ce métal utilisé notamment dans l'industrie automobile, semble bien parti pour s'éterniser, aucun terrain d'entente n'ayant pu être trouvé pour l'heure entre le syndicat et les employeurs.

Avec quelque 100.000 adhérents, l'AMCU est majoritaire dans la ceinture de platine, à 120 km au nord-ouest de Johannesburg.

Le syndicat réclame un salaire de base de 12.500 rands (875 euros) par mois, ou des hausses annuelles de 30%, alors que les groupes miniers proposent une hausse maximale de 9%. Reuters 04.04

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs.

- Pour Olli Rehn, l'UE doit se fixer de nouvelles priorités - Reuters

Après avoir réglé la crise des dettes souveraines, la zone euro doit se concentrer sur la recherche de nouveaux marchés pour son industrie manufacturière et son secteur tertiaire et s'assurer de son approvisionnement. Reuters 05.04

La réaction affichent ses prétentions.

Des "*boulots qui ne sont pas forcément payés au smic*" pour réduire le chômage : les situations dans lesquelles le salaire minimum se retourne contre les moins favorisés. Atlantico.fr

Quand nous disons que nous vivons sous une dictature on nous rit au nez, qui au fait ? Certainement pas ceux qui sont les plus concernés, assurément.

L'ivresse du pouvoir !

- Les grandes écoles sont-elles des lieux de débauche ? - Francetv info

Bizutages, comas éthyliques, viols… Les débordements graves, lors de soirées ou de week-ends d'intégration de grandes écoles, reviennent régulièrement sur le devant de la scène et alimentent l'image sulfureuse des soirées étudiantes. Francetv info 05.04

Voilà une noble cause pour les gauchistes occasionnels ou perpétuels.

- Privés de papiers, d'anciens légionnaires se rebiffent - AFP

Ils ont porté l'uniforme français, parfois gagné citations et médailles sous le feu: d'anciens légionnaires de nationalité étrangère se battent désormais pour obtenir le droit de vivre en France. AFP 05.04

Schizophrénie.

- Un cimetière lesbien va ouvrir ses portes à Berlin - Slate.fr

L'Empire à l'offensive.

- Washington promet d'aider Kiev à assurer sa sécurité énergétique - Reuters

- Nouveau plan US pour accroître l'aide aux rebelles syriens - Reuters

- Les Etats-Unis réaffirment qu'ils défendront le Japon - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Des radicaux ukrainiens ont-ils préparé des attentats terroristes en Russie ?

Le Service fédéral de sécurité (FSB) a arrêté 25 Ukrainiens soupçonnés d'avoir préparé des attentats terroristes sur le territoire de Russie.

L'arrestation a eu lieu sur fond des menaces récentes brandies par les radicaux ukrainiens et les accusations de Kiev d'après lesquelles les services secrets de Russie auraient été impliqués dans « *l'affaire des snipers* ». Parallèlement les autorités ukrainiennes ont rendu secret le dossier de cet incident.

Ces 25 citoyens d'Ukraine, dont 3 sont des activistes du groupe radical Praviy Sektor, sont soupçonnés d'avoir préparé des attentats terroristes dans 7 régions de Russie depuis la région de Rostov jusqu'à celle de Tver en passant par les républiques de Kalmoukie et du Tatarstan. Les terroristes présumés ont communiqué pendant l'interrogatoire que le Conseil de sécurité de l'Ukraine les avait chargés de photographier les bases de déploiement des forces armées russes et de suivre les déplacements du matériel de guerre et des effectifs dans les régions limitrophes de l'Ukraine. Le professeur de la chaire du droit international de l'Institut MGIMO Dmitri Labine estime que les services secrets ukrainiens ont envoyé un commando en Russie en vue d'exacerber les relations entre Moscou et Kiev :

« *Il y a l'intention de créer une situation artificielle dans laquelle le conflit ukrainien intérieur attisé par des milieux déterminés pourrait dégénérer en une confrontation entre l'Ukraine et la Russie. Mais il est évident que la Russie fait montre d'une forte retenue et tâche de proposer des solutions constructives en vue de régler la situation le plus vite possible. Le projet a été apparemment ourdi en vue de torpiller cette approche de la Russie* ».

Selon l'expert, pour l'heure la déstabilisation de la situation intéresse surtout les forces dont l'objectif majeur est la dérive de l'Ukraine vers l'Occident, aussi les provocations auraient-elles pu servir de détonateur à un conflit politique.

Le nouveau pouvoir ukrainien n'abandonne pas les tentatives pour créer en Ukraine l'image d'ennemi eu égard à la Russie. Le chef du service de sécurité ukrainien Valentin Nalivaïtchenko a déclaré que les services secrets russes seraient impliqués dans « *l'affaire des snipers* », les événements tragiques de l'hiver dernier sur la place Maïdan. Selon l'analyste politique Alexandre Fomenko, de telles déclarations gratuites témoignent de la volonté des autorités ukrainiennes de prendre leurs distances vis-à-vis de l'enquête objective de l'incident meurtrier.

« *Aujourd'hui ils tentent de détourner l'attention de la population ukrainienne plus ou moins loyale envers Kiev et d'organiser une enquête sur l'affaire des snipers pour atténuer les revendications adressées au pouvoir en place. Il est notoire que cette enquête est demandée non seulement par la Russie, mais aussi par l'Allemagne et certains autres pays européens. Il est de plus en plus difficile d'expliquer pourquoi cette enquête n'a pas été menée.*»

Pour ce qui est de Nalivaïtchenko en personne, ajoute l'expert, dans les milieux des services secrets ukrainiens il bénéficie depuis plusieurs années d'une réputation d'un « *homme des Américains* ». Beaucoup estiment qu'à l'époque où il dirigeait le Service de sécurité de l'Ukraine entre 2006 et 2010, il a, de fait, placé l'activité du service sous la direction des consultants étrangers. De cette façon, souligne Alexandre Fomenko, ses actions et propos s'inscrivent complètement dans le schéma occidental des rapports entre Kiev et Moscou. french.ruvr.ru 04.04

2- Syrie

2.1- Bataille de Lattaquié: nouvelles révélations - french.irib.ir 04.04

Selon les sources militaires syriennes, l'offensive contre la banlieue nord de Lattaquié est l'oeuvre du renseignement turc, un plan qui a impliqué les chars de l'armée turque, lesquels ont progressé jusqu'à la ville arménienne de Syrie, Kessab. " Les terroristes takfiris ont lancé leur assaut depuis le territoire turc le 22 mars dernier, secondés par les chars turcs. Les takfiris ont mis en oeuvre en effet le plan élaboré par Hakan Fidan, chef du renseignement turc qui s'est fait aider par le chef d'état major de l'armée de Turquie. La bataille , baptisée "Anfal" (butin) a été lancée alors que la Turquie alimentait les terroristes en armes et en munitions. Sept chars turcs ont attaqué la nuit de 22 mars la ville de Kessab, les chars ayant été conduits par les officiers turcs. Quelques 5000 terroristes takfiris étaient mobilisés pour cette bataille".

L'assaut des chars a permis aux terroristes de s'emparer de l'observatoire 45 alors que l'artillerie lourde de l'armée turque

pilonnait violemment les positions de l'armée syrienne. Les officiers turcs qui conduisaient les chars s'étaient déguisés en combattant d'al Nosra pour éviter qu'ils soient reconnus . Après avoir occupé la ville de Kessab les terroristes takfiris ont poussé les habitants à quitter la ville. L'armée turque s'est retiré, une fois que la ville a été occupée. french.irib.ir 04.04

2.2- Assad-Hezbollah contre Erdogan - french.irib.ir 04.04

Selon Al Nashra, l'armée syrienne tout comme le Hezbollah cherchent à emporter une grande victoire à Alep pour ainsi déposséder Erdogan de ses atouts. Le site qui fait publier un article intitulé " Erdogan a fait révéler ses atouts" évoque le soutien de la Turquie aux terroristes takfiris à Lattaquié et ajoute : " les combats de la banlieue de Lattaquié se poursuivent alors que la Turquie soutient pleinement l'offensive takfirie. Les takfiris tchéchénes constituent le gros des troupes, ce sont les mêmes combattants que la Turquie soutient face à la Russie. En effet Ankara met à profit son influence au Caucase pour mener sa guerre contre Assad à Alep et à Lattaquié".

Mais quelle a été la réaction de Damas? "L'armée syrienne est désormais décidée de mettre rapidement terme à l'offensive turco-takfirie contre Lattaquié, pour lancer une vaste opération à Alep et mettre pression sur la Turquie et la dépouiller de ses cartes gagnantes". "L'armée syrienne et le Hezbollah ont commencé la bataille de libération de Lattaquié, à Kessab. Les syriens et le Hezbollah ont repris le contrôle de la colline stratégique 45. Ces affrontements se sont soldés par la mort de Abou Ahmad al Gharbi, chef de la milice Chaam al Islam. Des dizaines de terroristes ont été tués dans ces combats qui se poursuivent de plus bel à Lattaquié. Et Al Nashra d'ajouter : " un point surprenant dans cette contre offensive qui est celle de la Syrie et du Hezbollah est son aspect alépin : les forces syriennes et hezbollahies ont repris le contrôle d'une base aérienne très importante à Alep, située à al Taana , près de la cité industrielle, ce qui favorise la chute de la ville et sa reprise par l'armée syrienne.

Le coup très dur que la Turquie va recevoir en Syrie est le suivant : la mère des bataille va être lancée à Alep avec en corollaire la libération de deux évêques Boules Yazji et Yuhana Ebrahim. Ces deux prélats aux mains des takfiris tchéchènes vont être libérés et le scénario sera identique à ce qui s'est passé à Qalamoun et qui s'est soldé par la libération des religieuses syriennes". " Le succès de l'armée syrienne à Alep constitue un coup décisif à Erdogan et le dépouillera de ses atouts. Ces atouts l'ont bien servi à gagner aux municipales… pourra-t-il s'en servir à nouveau pour gagner la présidentielle? Assad et le Hezb ne le permettront pas. french.irib.ir 04.04

Haut de page

Le 7 avril 2014

CAUSERIE

Le site est actualisé, il est 11h05 en Inde. Commençons la semaine dans la bonne humeur, temps radieux comme tous les jours, 35°C. Et debout à l'aube !

Selvi débarque à 6h, elle prend sa douche et déjeune, après elle file au boulot, du coup, je suis obligé de me lever à 5h45 et je me mets à bosser dès qu'elle est partie sur les coups de 6h45. Ce timing doit durer un mois, je ne vais pas en mourir n'est-ce pas ?

Ce qui se passe en fait c'est qu'elle dort à cent mètres de chez moi chez un des propriétaires chez qui elle travaille quelques heures par jours. C'est un riche franco-indien, un militaire français d'origine indienne à la retraite parti pendant un mois en France et son épouse est restée seule ici, comme elle ne pouvait pas rester seule la nuit par crainte que quelqu'un vienne la violer, elle a demandé à Selvi et à sa soeur de dormir chez elle. Cette crainte n'est pas fondée puisque le lotissement est fermé et gardé, de plus même si elle me payait cher je ne coucherai pas avec elle, mais bon ils sont paranoïaques les nantis. Si elle vivait dans un village, là effectivement cela craindrait un maximum, ce serait même un appel au viol de rester seule la nuit tellement c'est fréquent... C'est l'Inde.

Tout cela ne fait pas mon affaire, car comme Selvi n'a pas le temps de retourner à son village pour prendre sa douche, c'est moi qui suis de corvée à 6 plombes du matin, elle, elle est habituée et en pleine forme dès l'aube, un peu trop d'ailleurs, je vous passe les détails, c'est la preuve que j'ai vieilli ou que je suis encore trop fatigué pour suivre son rythme, bon, tout est une question d'équilibre, une fois par jour pendant 1 heure ou 1h30 non-stop l'après-midi passe encore, je suis toujours vaillant quand c'est pour une bonne cause, mais il faut bien que je bosse aussi !

Je vous raconterai une autre fois en entier cette petite histoire depuis le début. Anachronique, comme ma vie, mais rien qui mériterait d'être caché, dans la vie quotidienne j'applique les mêmes principes qu'en politique, d'ailleurs ne militant pas sur le terrain c'est à cela qu'on peut en juger.

Les nouveaux articles suivront dans la journée ou ce soir.

ACTUALITE EN TITRES

Ah la crise, les affaires...

- Numericable : le milliardaire Patrick Drahi décroche SFR - LePoint.fr

- Lafarge et Holcim dévoileront lundi leur projet de fusion - Reuters

Le français Lafarge et son concurrent suisse Holcim, les deux plus grands cimentiers mondiaux, ont convenu des termes d'une fusion, a-t-on déclaré dimanche de source proche du dossier. Reuters 06.04

- Blackstone rachète Gates Corp pour 5,4 milliards de dollars - Reuters

Ils parlent d'une seule voix

- La voie du redressement de la Grèce était la bonne, selon Schäuble - AFP

... du coup...

- Sapin n'évoquera pas à Berlin un nouveau délai pour le déficit - Reuters

- Borloo, une "*voix originale*" qui manquera, estime Harlem Désir - AFP

Encore un petit effort...

- Manuel Valls : " *Les Français en ont assez du trop-plein d'impôts*" - Francetv info

- Laurent Fabius : «*Le gouvernement peut et doit aider les entreprises*» - LeParisien.fr

La Françafrique ou les mains sales.

- Rwanda: La France doit «*regarder la vérité en face*» sur son rôle dans le génocide, selon Kigali - 20minutes.fr

Difficile et pour cause, un aveu qui a valeur de preuve accablante.

- Rwanda: Pas de «*participation directe*» de la France au génocide, selon Kouchner - 20minutes.fr

- Mali: démission du gouvernement, nomination d'un nouveau Premier ministre - AFP

Quand la barbarie se démocratise...

- Afghanistan: Obama salue le vote, "*essentiel*" pour la démocratie - AFP

Le scrutin, auquel Hamid Karzaï n'avait pas le droit de se présenter après ses deux mandats, doit déboucher sur la première alternance démocratique dans le pays. AFP 06.04

Ils ne doutent de rien les journalistes de l'AFP ! Quoique, leur version de la démocratie et la stratégie du chaos c'est bien du pareil au même, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique. Quand la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant...

Tous ce qu'elles comptent de réacs se mobilisent !

- Lancement d'un appel contre la haine et pour la République - AFP

La réaction se mobilise. La haine, l'injustice sociale, ils la cultivent, c'est leur fond de commerce commun.

On n'aura pas attendu longtemps avant que les amis (Crif) de Valls passent à l'offensive une fois nommé Premier ministre.

A bas le mur, à bas l'apartheid, à bas le sionisme : la Palestine aux Palestiniens ! Nous appelons à boycotter cet appel infâme lancé par une organisation d'extrême droite. L'extrême droite ou le régime néolibéral avance masquée en faisant référence aux "*valeurs de la République*" dont ils sont les pires ennemis et qu'ils piétinent quotidiennement.

Ils maintiennent la population dans l'ignorance du fonctionnement de la société pour mieux la manipuler pour le compte du régime en place.

Leur ennemi ce n'est pas le racisme ou la xénophobie, c'est l'ouvrier qui n'accepte pas sa condition d'esclave salarié, c'est le jeune prolétaire qui se soulève parce qu'il n'a pas d'avenir, c'est l'exploité qui manifeste dans la rue parce qu'il peine à survivre tandis que les nantis s'enrichissent sur son dos en dormant, c'est l'opprimé qui se révolte contre l'injustice dont il est la victime ou les siens quelque part dans le monde, c'est l'ensemble des travailleurs qui rejettent la politique néolibérale du gouvernement et qui doivent s'organiser, construire un parti socialiste révolutionnaire pour la combattre, abattre le régime en place, prendre le pouvoir. C'est pour les diviser et les empêcher d'avancer dans cette voie qu'ils ont lancé cet appel ignoble au regard de ceux qui en sont à l'initiative, une organisation qui entre autres soutient le gouvernement néonazi en Ukraine et l'Etat génocidaire d'Israël.

Il n'est pas anodin que ce soit ceux qui sont les porte-parole de la classe dominante qui dénoncent la "*haine*" et le "*climat malsain*" qui règne en France, pour en faire porter la responsabilité sur les travailleurs qui sont victimes de la politique antisociale du gouvernement, cela permet de détourner le regard de leur véritable origine : la situation sociale qui est la conséquence de la crise du capitalisme et qu'ils entendent imposer aux travailleurs.

Les religions, ces partis et ces syndicats (jaunes) portent en eux la haine qu'ils dénoncent, elle figure dans leur nature comme l'injustice sur laquelle repose le capitalisme, ils en favorisent la propagation dans la société dans la mesure où niant la lutte des classes et la combattant, ils considèrent que les capitalistes qui disposent du pouvoir économique et politique, de tous les pouvoirs, ne portent pas la totale responsabilité de la situation qu'ils décrivent, qui donc dès lors pourraient en porter la responsabilité sinon les travailleurs qui ne disposent d'aucun pouvoir et qu'il faut les réprimer.

Les signataires de cet appel ignoble s'emploient hypocritement, sournoisement, patiemment, méticuleusement, quotidiennement à ensemencer le terrain sur lequel viennent germer le racisme et toute manifestation violente indivuelle ou en groupe qui frappe aveuglément des membres de telle ou telle communauté ou minorité.

Ils poussent le cynisme jusqu'à se poser en porte-parole de ces victimes innocentes après les avoir désignés comme cibles ou boucs émissaires à leurs éventuels bourreaux, quand ces derniers n'appartiennent pas à leur propre milieu, le Front national qui est également un représentant de la classe dominante.

D'autres remarques que soulève cette initiative aux intentions inavouées et qui est à mettre en relation avec les rapports qui existent entre les classes et l'Etat ou le régime.

1- Ce qui est étonnant c'est que Blancs, Noirs, Maghrébins, Africains, Asiatiques, Français, Portugais, Italiens, Roumains, Vietnamiens, etc. athées, musulmans, sikhs, parsis, jaïns, catholiques, protestants, juifs, etc. se côtoient quotidiennement dans les quartiers ouvriers ou les cités ouvrières sans qu'ils passent leur temps à s'entretuer, apparemment ils vivent très bien ensemble, disons en règle générale, donc cet appel ignoble ne les concernent pas.

2- Il s'adresserait plutôt aux classes et couches moyennes, à la petite bourgeoisie qui pour conserver leur niveau de vie ou leurs privilèges pourraient être tentées de s'en prendre aux couches inférieures à laquelle appartiennent notamment de nombreuses communautés issues de l'immigration ou composées de travailleurs immigrés, qui seraient portés à considérer qu'elles sont fiscalement désavantées, sont surtaxées au profit des couches les plus défavorisées et de ces communautés qui leur sont régulièrement présentées comme cumulant toutes les tares de la société, fainéantes, fraudeuses, profiteuses, ne payant pas d'impôt ou profitant presque exclusivement de la générosité de l'Etat et des organismes sociaux, de telle sorte qu'elles constituent un bouc émissaire tout trouvé à la régression sociale ou la paupérisation qui les guette aussi, d'où la haine que certains membres de ces classes ou couchent peuvent être amenées à développer envers ces communautés, les immigrés ou les travailleurs pauvres en général, sachant qu'elles constituent l'électorat privilégié du Front national mais pas seulement.

3- Pas seulement disions-nous, car à défaut de se prévaloir du soutien d'une large base dans la société c'est le régime qui

est directement menacé. Aussi pour que le gouvernement Hollande-Valls puisse appliquer la politique antisociale et réactionnaire dictée par les besoins du capitalisme en crise, il leur faut absolument diviser les travailleurs, casser la solidarité qui existe entre les différentescouches d'exploités, les différentes générations, les différentes communautés, la majorité et les minorités, les dresser les uns contre les autres, c'est la seule méthode qu'il leur reste pour pouvoir continuer de gouverner.

Bref, on aura compris que finalement cette initiative a pour seul objectif de venir en aide au gouvernement. Elle est dictée par la politique définie par l'oligarchie financière relayée par l'UE que doit impérativement mettre en oeuvre le gouvernement.

Un extrait de cet article de l'AFP.

Les responsables religieux, la plupart des partis politiques, des socialistes à l'UMP, ainsi que deux syndicats ont signé un texte commun contre la "*haine*" et le "*climat malsain*" qui "*s'installe*" en France, appelant à l'union "*autour des valeurs de la République*".

"Un climat malsain s'installe chaque jour dans notre pays. Dans la rue, à l'école, sur internet, la haine se répand", estiment les signataires de cet appel intitulé "*Vivons ensemble!*" et "*présenté à l'initiative du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)*".

Les signataires religieux sont l'archevêque de Paris, Mgr André Vingt-Trois, le président du Conseil français du culte musulman, Dalil Boubakeur, le président de la Fédération protestante, François Clavairoly, le grand rabbin par intérim, Michel Gugenheim, et la présidente de l'Union bouddhiste, Marie-Stella Boussemart.

Les politiques qui ont adhéré à l'appel sont le Premier secrétaire du Parti socialise, Harlem Désir, le président de l'UMP, Jean-François Copé, la vice-présidente de l'UDI, Rama Yade, le président du MoDem, François Bayrou, et le patron des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé. Côté syndical, la CFDT et la CFTC se sont également jointes aux signataires. AFP 06.04

Le camp de la réaction au grand complet, le FN servant comme toujours de repoussoir pour masquer la véritable nature de cet appel et son réel objectif.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Libye

- La deuxième ville de Libye, Benghazi, paralysée par une grève - Reuters

Une grève massivement suivie dans les secteurs public et privé a paralysé dimanche la deuxième ville de Libye, Benghazi, pour dénoncer l'insécurité grandissante et demander la démission du Congrès général national (CGN), le parlement de Tripoli dont le mandat est arrivé à échéance le 7 février.

L'aéroport international de la ville a été fermé et un avion des Turkish Airlines a dû être dérouté, rapporte la presse libyenne.

Les sociétés pétrolières, les universités et les écoles sont restées fermées à l'occasion de ce jour de "*désobéissance civique*" organisé à l'appel de plusieurs groupes politiques. Benghazi est secouée depuis plusieurs mois par des attentats quasi quotidiens. Reuters 06.04

2- Maroc

- Maroc: près de 10.000 personnes manifestent à l'appel des syndicats - AFP

D'après un correspondant de l'AFP, au moins 8.000 personnes ont participé dimanche à Casablanca à cette "*Marche nationale de protestation et de défense du pouvoir d'achat, de la dignité, de la liberté et de la justice sociales*". Les organisateurs ont de leur côté avancé le chiffre de "*15.000*".

Trois des principaux syndicats du royaume avaient appelé à la constitution d'un "*front uni*" afin d'effectuer une démonstration de force, malgré l'appel de dernière minute du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, à la tenue d'un "*dialogue social*" le 15 avril.

"*Syndicats: le test de la marche de Casablanca*", a titré le quotidien L'Economiste, évoquant une manière de "*mettre la pression sur le gouvernement*".

Des associations étudiantes et des ONG ont aussi participé, au même titre que le mouvement pro-réformes du 20-Février --né durant le Printemps arabe-- et celui des diplômés chômeurs, qui réclament depuis des années leur intégration dans la fonction publique.

Avant le début de la marche --qui a donné lieu à un communiqué comportant neuf revendications--, des orateurs ont fustigé M. Benkirane, lui reprochant des "*pseudo-réformes*", en particulier celle de la caisse de compensation.

Alors que le Maroc est pressé de réduire son déficit public, le gouvernement emmené par les islamistes du Parti justice et développement (PJD) a entrepris de réduire le coût de cette caisse qui subventionne à grand frais (jusqu'à cinq milliards d'euros en 2012) des produits de première nécessité.

En début d'année, il a totalement libéralisé le prix de l'essence et partiellement celui du diesel.

Les syndicats reprochent notamment au gouvernement son manque de considération pour un mémorandum transmis en février.

Quant à l'appel à la tenue d'un dialogue mi-avril, "*la lettre qui nous a été adressée ressemble à une convocation plus qu'à une invitation. Nous ne sommes pas des annexes gouvernementales*", a clamé Miloudi Moukharik, secrétaire général de l'Union marocaine du travail (UMT).

Les syndicats décideront de leur participation après la marche, a-t-il dit.

Le porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a lui qualifié la manifestation de "*politique*" et assuré que le mémorandum syndical avait été "*traité avec transparence et responsabilité*". Il a toutefois évoqué des "*revendications nombreuses*" dont certaines "*paraissent irréelles*". AFP 06.04

Haut de page

Le 8 avril 2014

CAUSERIE

Avant de nous prononcer sur ce qui se passe en Ukraine, nous attendons d'en savoir davantage.

La schizophrénie ou arme idéologique développée par les promotteurs du mondialisme.

Vue hier sur TV5monde Asie dans une émission suisse dédiée au Net et aux nouvelles technologies de communication.

Ils ont finalisé la réalité virtuelle, à l'aide d'un casque et d'un logiciel vous rentrerez entièrement dans un jeu ou un film, vous deviendrez un de ses personnages ou acteurs en 3D, vous vous retrouverez plongé dans un autre monde, un autre univers comme si vous y étiez, etc. bref, vous serez totalement déconnecté de la réalité que vous avez déjà tant de mal à interpréter, comprendre pour changer la société, à croire que leur objectif serait de rendre la population et particulièrement les jeunes schizophrènes.

Le procédé, la technologie et l'application qui seront disponibles d'ici la fin de l'année ont été développées pas une start up californienne viennent d'être achetées par Facebook plusieurs milliards de dollars, Sony devrait sortir un modèle concurrent début 2015, il paraît que les enjeux financiers se chiffreraient en dizaines de milliards de dollars, ce qui nous laisse dubitatif.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande devait lui servir de marchepied, c'est plus précis...

- Et si Manuel Valls était le «*clone libéré*» de François Hollande? - Slate.fr

Déjà en coulisse c'était Valls, Fabius, Sapin et Cie qui gouvernaient... ou les serviteurs du nouvel ordre mondial.

- Hollande-Valls, l'histoire secrète du remaniement - lemonde.fr

Dans cet article Le Monde s'emploie à décrédibiliser, affaiblir pour ne pas dire ridiculiser un peu plus Hollande. L'opération n'est pas anodine. Selon eux Hollande aurait hésité jusqu'au dernier moment avant de nommer Valls, qui plus est à contrecoeur, n'ayant pas le choix, pressé par le cours des choses...

Or, on apprend que "*depuis la fin de l'été 2012*", soit à peine quelques mois après avoir nommé Ayrault Premier ministre, "*il sait que cela ne marche pas*", et donc qu'à la première échéance électorale il faudra le débarquer. Et voilà qu'on voudrait nous faire croire que pendant plus d'un an et demi il n'aurait pas pensé par qui le remplacer à la suite du désastre annoncé des municipales ? Ben voyons !

Et le scénario de EELV, il n'était pas cousu de fil blanc ? Duflot avait déjà lâché le morceau avant que Valls ne soit nommé, comme si cela était déjà fait et qu'elle le savait, confirmant au passage ce qui vient d'être dit.

En réalité, les satellites ou alliés du PS sont parfois plus utiles à l'extérieur qu'à l'intérieur du gouvernement, voyez le Front de gauche par exemple. Et qu'on ne nous sorte pas qu'ils auraient une aversion pour Hollande ou tel ou tel ministre ou la politique mise en oeuvre par le Premier ministre, car à une autre époque ils n'ont pas rechigné à servir (le régime) sous Chirac et Jospin dont la politique conduisit à d'importantes privatisations notamment, leur politique était tout aussi antisociale et réactionnaire que celle de Hollande flanqué de Ayrault ou Valls comme Premier ministre.

Ils savent s'adapter à la situation et se répartir les rôles ou les fonctions en fonction de la place qu'ils occupent au sein des institutions, l'essentiel étant de soutenir par un bout ou un autre le régime ou que le gouvernement puisse appliquer sa politique, qu'on ne s'y trompe pas, quels que soient leurs étiquettes ou leurs masques, leurs discours et leurs gesticulations, les intentions qu'ils affichent qui peuvent s'avérer contradictoire varient en fonction des circonstances ou des difficultés que doit affronter le régime, ils appartiennent bien tous à la même famille, au même camp, sous de faux masques, celui qui combat la classe ouvrière et le socialisme.

Vous en aurez encore la preuve plus loin puisqu'il ne se passe pratiquement pas un jour sans que les faits le confiment.

Les rats.

- Lefebvre (UMP) n'exclut pas de voter la confiance à Valls - 20minutes.fr

Je n'avais pas osé l'écrire avant-hier, mais je l'avais pensé très fort, si une partie du PS faisait défection à l'Assemblée nationale pour voter la confiance à Valls, pour éviter la dissolution et des élections anticipées c'est l'UMP qui boucherait les trous.

... finalement, comme prévu, ce ne sera pas nécessaire...

- Vote de confiance : les écologistes entre abstention et adhésion - LeFigaro.fr

- Prêts à voter la confiance, les députés PS frondeurs veulent rester vigilants pour la suite - LeFigaro.fr

Les 85 députés signataires du « *contrat de majorité* », dont l'objectif est de mieux faire prendre en compte l'avis du Parlement, voteront finalement la confiance au gouvernement de Manuel Valls.

Pour que M. Valls n'ait pas la majorité au moment du vote de confiance, il faudrait une rébellion d'au minimum 50 députés PS. Le vote se déroule à la majorité des suffrages exprimés, ce qui ne prend donc pas en compte les non-votants ni les abstentions.

«*Il y aura quatre, cinq abstentions, selon Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée. C'est du cirque, ce sont les aubrystes qui ne sont pas contents, pas contents de ne pas être au gouvernement, et un petit fonds global du groupe qui souhaite une inflexion sociale*.» Pour le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, «*aucun des députés de la majorité n'a envie d'ajouter de la crise à la crise*».

Le porte-parole du PS David Assouline a parlé de "*mises en scène ou parfois d'instrumentalisation*" par certains d'un texte qui "*ne va pas au-delà de ce qui est notre patrimoine commun*".

Avec le renfort des 17 députés radicaux de gauche, voire de certains écologistes, la confiance devrait être votée sans encombre.
AFP et LeFigaro.fr 07.04

- Devenue ministre, Ségolène Royal renonce à faire paraître son prochain livre - Francetv info

- Eva Joly : "*Manuel Valls est un beau garçon*" - Le Nouvel Observateur

En voilà un argument politique !

- Berger (CFDT) attend de Valls des réponses sur l'emploi - AFP

Nous, nous n'attendons rien de lui, nous combattons sa politique.

En famille. A la manoeuvre au secours de l'Union européenne.

- Elections européennes: l'Europe sociale au coeur du premier grand débat - AFP

- Pour les européennes, EE-LV rejoue la carte citoyenne - Liberation.fr

- Européennes : l'appel du pied tardif du NPA à l'opposition de gauche - Liberation.fr

Le NPA n'a pas récolté suffisamment de fric pour participer aux européennes ou il va finir par se ruiner s'il se présente seul, aussi ils en sont à se vendre aux plus offrants, au PCF et au PG qui défendent l'UE, l'ONU et l'OTAN et qui de surcroît soutiennent le régime capitaliste. On allait oublier de le préciser : tout comme le PS, PRG, MRC, EELV ou encore l'UMP et l'UDI.

Ah ces anticapitalistes, ces révolutionnaires de salons ! C'est leur véritable nature qui ressort que voulez-vous, c'était encore une imposture, on le savait depuis... 1952-53 ou même avant. Un retour au bercail, quoi !

Au fait, si le FN et d'autres partis ou courants associés (parfois) à l'extrême droite se déclarent en faveur de la rupture avec l'UE et l'euro, ce n'est pas pour que les besoins des travailleurs soient satisfaits... mais uniquement pour sauver le capitalisme ! A quoi pourraient-ils servir d'autres ? Le boycott est la seule position correcte.

En famille. Si cela leur "***fait du bien***"... il faut s'attendre au pire.

- Le nouveau ministre du Travail dit vouloir «*protéger les travailleurs*» - Liberation.fr

"*Notre société a besoin d'apaisement, de retrouver de la sérénité*", a déclaré le ministre, qui entend "*avec les partenaires sociaux réhabiliter le compromis social*", lors d'un colloque organisé au palais de la Mutualité par le groupe Alpha et auquel participaient les dirigeants de syndicats et du Medef.

Il a insisté sur l'importance du "*dialogue social*". "*Ça fait du bien d'entendre un ministre du Travail parler des travailleurs!*", s'est exclamé lors du débat Jean-Claude Mailly, numéro un de FO

Laurent Berger pour la CFDT, a affirmé que le pacte de responsabilité, qu'il approuve, ne doit pas être considéré ni comme un "*totem*", ni comme un "*mal*". "*Il faut le regarder avec intérêt sans considérer que c'est une méthode miracle*", a ajouté M. Berger qui a reconnu que parler du pacte avant la déclaration du Premier ministre mardi est "*un exercice périlleux*" car "*on ne sait pas ce qui va être annoncé*".

Le président de la CFTC, Philippe Louis, a estimé qu'il ne fallait "*pas dévaloriser le pacte de responsabilité*" en y adjoignant un pacte de solidarité, annoncé par le président de la République. "*Le pacte de responsabilité n'est pas un cadeau aux entreprises*", a-t-il dit. De son côté, le vice président du Medef, Jean-François Pilliard, a rappelé que le patronat a été "*très demandeur*" de la "*logique du pacte*". Selon lui, les acteurs sociaux doivent être " *capables de laisser tomber leurs divergences pour mobiliser leur énergie au service de l'intérêt général*". Il a affirmé que les entreprises "*s'engagent à tenir leurs objectifs sur l'emploi et sur le dialogue social*".

En conclusion, M. Rebsamen, qui a déjà reçu plusieurs syndicats et verra mardi la CGT, a affirmé qu'avec les partenaires sociaux il pourra "*faire du ministère du Travail, le ministère des solutions*". Liberation.fr 07.04

Un colloque, des rendez-vous particuliers, décidément ils ne peuvent plus se passer les uns des autres, après on nous expliquera qu'il existe des syndicats indépendants dans ce pays, ceux qui l'affirment en sont les fossoyeurs ou les complices.

... au même moment...

Michel Sapin promet que la France va prendre des décisions "*dures et courageuses*" pour tenir ses engagements budgétaires Atlantico.fr -

Pour lui, c'est une évidence, la France va tenir ses engagements en matière de réduction des déficits, sans préciser si l'échéance de 2015 pour passer sous 3% serait tenue. Atlantico.fr 07.04

L'impérialisme stade suprême du capitalisme ou l'alliance de l'aristocratie financière et ouvrière.

- Dans les grandes entreprises, un salarié gagne en moyenne 600 euros de plus - AFP

La rémunération moyenne en France était de 2.128 euros en 2011, avec un écart grandissant, de presque 600 euros, entre les salariés des très petites entreprises et des plus grandes, selon une étude du ministère du Travail (Dares).

Ce fossé s'explique notamment par le fait que les petites entreprises recrutent plus souvent des jeunes au Smic.

Dans l'industrie, la cokéfaction et le raffinage sont les secteurs qui rémunèrent le plus (3.337 euros nets en moyenne).

La branche où le salaire net reste le plus élevé reste celle des banques et assurances (3.123 euros), devant la chimie et pharmacie (2.804 euros) et les bureaux d'étude (2.741 euros). Très loin derrière, les employés des entreprises de propreté ferment le ban (1.337 euros) avec ceux de la restauration rapide (1.363 euros). AFP 07.04

N'est pas "***intelligent***" qui veut.

- Reeves : pour l'évolution de la notion d'humanisme - Lepoint.fr

Non, ce n'est décidément pas le capitalisme qui serait la plus grande menace qui pèse sur la civilisation humaine, mais "*la crise écologique contemporaine*".

L'idiot utile, quoi. Un cerveau trop plein, asphyxié, trop lourd pour pouvoir penser librement. C'est comme l'estomac, pour que la digestion se passe bien il ne faut pas trop le remplir, il faut laisser une petite place vide à l'intérieur pour que les sucs gastriques remplissent leur office et se mélange bien aux aliments ingurgités, sinon vous êtes pris de lourdeurs, victimes de somnolences, de ballonnements, de flatulences, état fort désagréable qui découle d'une panse trop remplie.

Reeves qu'on ne présente plus en est réduit le malheureux à réduire le développement de l'humanité à l'intelligence, alors que l'homme en était totalement dénué au départ. Il agit par mimétisme sur la base d'observations, et comme dans toute reproduction d'actes réalisés dans ou par la nature ne se produira pas dans des conditions totalement identiques ou d'autres facteurs interviendront, le résultat sera certes similaire mais diffèrera à la fois ou comportera des particularités propres à cette expérience qu'il observera et notera dans son cerveau et ainsi de suite. C'est cette faculté d'agir sur son environnement et son sens de l'observation, puis de mémorisation, qui constitue la base ou la condition de son développement manuel et intellectuel qui sont liés et qu'on ne peut pas interpréter ou comprendre en les séparant.

Le développement intellectuel est la conséquence ou le produit d'une activité manuelle à l'origine. Et c'est ce qui échappe à la plupart des intellectuels !

- "*Le rôle de l'intelligence, au départ bénéfique, pourrait aujourd'hui, avec l'apparition des armes atomiques et des technologies destructrices de la biodiversité, nous être fatal* ", ce qui ne serait peut-être pas le cas si l'intelligence ne se limitait pas à une "*apparition*" mais cherchait à comprendre de quoi ces facteurs sont le produit, comment ont-ils vu le jour, à quel moment et pourquoi, dans quel but, ils sont bien le résultat d'un long processus (dialectique) ou s'inscrivent bien dans le cadre d'un développement qu'il faut préciser, sinon on en est réduit à l'état d'impuissance à observer l'usage qui en est fait avec leurs conséquences désastreuses pour la civilisation humaine et la planète sans pouvoir agir dessus ou envisager d'y changer quoi que ce soit, à témoigner ce qu'on a sous les yeux comme si on avait fait une grande découverte ou prononcer une vérité d'une valeur prodigieuse qui finalement tombe à plat ou est pathétique, ce qui est le lot de la plupart des intellectuels gagnés par l'idéalisme et corrompus par le capitalisme, et qui rejettent le matérialisme dialectique parce qu'il est la méthode employée par le marxisme pour interpréter la nature, la société et l'homme.

L'intelligence n'a pas été "*au départ bénéfique*" spécialement, on pourrait très bien affirmer le contraire en recourant au mode d'abstraction de Reeves, puisque dans le même temps l'homme allait s'éloigner ou devenir étranger à la nature au point d'oublier qu'il en faisait partie, allant même jusqu'à menacer par son ignorance sa propre existence, et pas seulement en saccageant la planète.

Le mot de la fin pourrait revenir à cette ignorance ou cette inconscience qui habite aussi ce chercheur et contre laquelle il nous faut combattre au quotidien pour que l'homme finisse par faire sa propre histoire consciemment, réintègre sa place au sein de la nature, prenne conscience de la place qu'il y occupe ou qui lui revient, ce qui signifie que chaque homme respecterait la nature des autres et son environnement ce qui est incompatible avec l'existence du capitalisme, de la société divisée en classes, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression exercée par des hommes sur d'autres hommes.

La guerre inter-impérialistes responsable du génocide au Rwanda.

Le régime aux mains des hutus qui étaient soutenus par la France et la Belgique orchestra et perpétua le génocide des tutsis en 1994.

Auparavant, à l'automne de l'année précédente, les tutsis avaient massacrés 100.000 hutus au Burundi. "*Un crime de masse passé aux oubliettes de l'histoire. Les Hutu du Rwanda, terrorisés, pensaient que le même sort les attendait s'ils ne réagissaient pas. Ils ont tué avant qu'on ne les tue*" selon Paul Barril, membre de la cellule antiterroriste de l'Élysée sous le premier septennat de François Mitterrand.

Toujours selon Paul Barril dans un entretien au magazine Le Point publié hier : " *Il faut garder en mémoire que l'armée ougandaise, assistée par des rebelles tutsi, a attaqué par surprise le Rwanda en octobre 1990. Après l'échec de cette offensive, grâce à l'intervention de l'armée française, le FPR n'a jamais cessé d'exacerber les tensions entre Hutu et Tutsi : assassinats, enlèvements, attentats à la bombe, massacres dans les églises. Enfin, n'oubliez pas que les Hutu, anciens esclaves des Tutsi, en ont une peur viscérale. Seule la France s'est impliquée pour limiter le carnage. Elle n'a pas à rougir de son action, contrairement aux Américains et aux Anglais, qui soutenaient le FPR.* "

Kagame, le président actuel du Rwanda, tutsi, un mercenaire qui avait participé à la mise en place d'un nouveau régime en Ouganda se retrouvait alors en partie "*prié*" de bien vouloir rentrer chez lui par des Ougandais le trouvant lui et ses hommes bien encombrant. Il a voulu le faire par la force, favorisant la radicalisation de nombreux éléments du régime rwandais de l'époque, soutenu par la France qui l'aidait à s'organiser et lutter contre cette rébellion.

Le point de départ du génocide sera l'assassinat le 6 avril 1994 du président rwandais hutu Juvénal Habyarimana, son avion étant pulvérisé par deux missiles. Le lendemain, le Premier ministre hutu modéré, Agathe Uwilingiyimana, dix Casques bleus belges de la Mission d'observation des Nations unies (Minuar) chargés de sa protection et plusieurs ministres de l'opposition sont tués.

Le massacre des tutsis qui va durer d' avril à juillet 1994 va faire environ 800.000 morts.

Le 4 juillet, les tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) s'empare de Kigali, mettant fin au génocide. (source : AFP, Lepoint.fr 07.04)

Donc ce serait un coup monté par l'Empire anglo-saxon pour déloger la France du Rwanda au prix de 800.000 morts.

Selon le témoignage d'un ancien officier français engagé en 1994 au Rwanda :

- La France aurait ensuite continué à soutenir le gouvernement génocidaire rwandais et son armée en rendant, vers la mi-juillet, "*à ce qui restait des forces armées rwandaises les dizaines de milliers d'armes*" que les militaires français avaient confisquées dans la zone humanitaire. "*On a clairement été à l'origine d'une continuation des combats qui a duré pendant des années, qui a fait de nouveau des centaines de milliers de morts*", affirme-t-il. Lepoint.fr 07.04

Ce qui est certain c'est que chaque fois qu'une puissance occidentale s'immisce dans les affaires d'un pays Africains (ou ailleurs en Asie ou Amérique latine), les approvisionnent en armes, Etats ou rebelles qu'ils manipulent, pour régler leur rivalité (commerciale) ou s'emparer de leurs richesses, mettre en place un gouvernement à leur solde, cela passe ou se termine infailliblement par un abominable carnage de la population civile.

Sans ces armes distribuées massivement ou généreusement, sans un soutien financier, ces affrontements ne dépasseraient pas le stade de conflits locaux dont on n'entendrait peut-être même pas parler.

ACTUALITE EN TITRES

L'oligarchie au pouvoir à le sens de la justice. Juge et partie, c'est plus pratique.

- Immobilier: Citigroup va verser 1,12 milliard de dollars pour régler un litige - AFP

Il s'agit d'une infime partie de la somme gagnée grâce à une escroquerie dont ils conservent l'usufruit au détriment de leurs victimes qui ont perdu leur maison. C'est la justice made in USA ! Démocratique naturellement.

Ah la crise, les affaires...

- La famille Moulin, propriétaire des Galeries Lafayette, achète 6,1 % de Carrefour - LePoint.fr

- Pharmacie-L'américain Mallinckrodt achète Questcor pour $5,6 mds - Reuters

- Altice rachète les parts de Cinven et Carlyle dans Numericable - AFP

- Le génériqueur indien Sun Pharma acquiert Ranbaxy - Reuters

L'Empire ou la menace mondiale

- Washington met en garde Pékin sur la dépréciation du yuan - Reuters

C'est devenu cela la France !

- Loir-et-Cher : un automobiliste refuse de lui céder une place, il tire sur sa voiture - Francetv info

- En conflit avec un voisin, elle retrouve sa maison en vente sur le Bon Coin - Liberation.fr -

- Le viticulteur bio qui a refusé de traiter ses vignes écope de 500 euros d'amendev LePoint.fr

Guerre idéologique. Le mal est en vous, pas dans les rapports sociaux de production existants.

- Méditer au bureau, pour lutter contre le stress - AFP

Quand la réaction se lâche...

- 4% : la part moyenne des effectifs des entreprises françaises en arrêt maladie - Atlantico.fr

- Pourquoi nous nous trompons totalement sur les 1% les plus riches - Atlantico.fr

- Entrepreneurs et professeurs, deux mondes à unir pour en construire un meilleur - Atlantico.fr

Guerres, massacres, déstabilisation, extrême droite : une seule et unique stratégie politique.

- L'extrême droite radicale s'enracine dans la politique hongroise - 20minutes.fr

- Liban: affrontements dans un camp de réfugiés, neuf Palestiniens tués - AFP

- Syrie: un prêtre jésuite néerlandais assassiné à Homs - AFP

- Algérie: 35 blessés dans de nouveaux heurts à Ghardaïa - AFP

- Ansar al-charia prévoit de mener des attaques en Algérie - french.irib.ir

- Centrafrique : l'ONU appelle à une vaste opération humanitaire - Liberation.fr

- Nigeria: 79 morts dans l'attaque attribuée à des éleveurs fulani - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Costa Rica

- Costa Rica: l'outsider centriste Solis élu président avec 78% des voix - AFP

Avec l'espoir d'en finir avec le modèle néolibéral actuel, les Costariciens ont élu président dimanche l'outsider centriste Luis Guillermo Solis qui a remporté 77,87% des voix au second tour d'une élection présidentielle insolite où son adversaire s'était retiré de la course.

M. Solis a reçu le nombre historique de 1.029.000 voix dans ce petit pays d'Amérique centrale qui compte 3,1 millions d'inscrits.

M. Solis est ainsi devenu le premier président à n'être pas issu des rangs des deux partis de droite (PLN et Parti Unité sociale-chrétienne, PUSC) qui se partagent le pouvoir depuis les années 60.

Selon le TSE, l'abstention a d'ailleurs atteint le niveau, lui aussi historique, de 43,2%.

M. Solis avait déjoué tous les pronostics en remportant par surprise le premier tour le 2 février, avec 30,8% des suffrages, devant Johnny Araya (29,6%), du Parti libération nationale (PLN, droite) de la présidente sortante Laura Chinchilla, et José Maria Villalta, le candidat de gauche, éliminé, avec 17%.

Nouveau coup de théâtre début mars avec l'annonce par M. Araya, ancien maire de San José, qu'il se retirait de la compétition, ébranlé par des sondages lui prédisant une défaite aux proportions historiques (jusqu'à 45 points de retard).

Bien qu'il n'ait pas fait campagne pour ce deuxième tour, la Constitution ne lui permettait pas d'annuler sa candidature et son nom figurait donc sur les bulletins de vote.

Incarnant les espoirs de changements, Luis Guillermo Solis, historien et universitaire de 55 ans membre du Parti action citoyenne (PAC), a promis de lutter contre la corruption, de favoriser une meilleure répartition des richesses face à des inégalités sociales croissantes et de relancer l'économie.

Il avait regretté samedi le retrait de son concurrent, qui a créé une situation "*étrange*" où il se retrouve "*sans adversaire physique*".

"*Il est légitime de dire qu'un gouvernement issu d'une élection étriquée, avec une forte abstention, aura un mandat beaucoup plus limité qu'un gouvernement désigné après une élection solide, massive*", avait insisté le candidat à un mandat de quatre ans, alors que la participation au premier tour avait été historiquement faible (31% d'abstention).

Pourtant, l'aspiration au changement transparaît, notamment dans le débats sur les réseaux sociaux, après le bilan économique calamiteux de l'équipe sortante.

"*L'heure du changement est venue pour le Costa Rica*", clamait le candidat, lui-même ancien membre du PLN, qu'il a quitté en 2005, considérant que le parti, d'origine sociale-démocrate, avait trahi ses idéaux et adopté un modèle néolibéral sapant les piliers sociaux du pays que sont l'éducation et la santé, orgueil des 4,3 millions de Costariciens.

Symbolisant la continuité néolibérale, M. Araya a fait les frais du bilan de deux gouvernements consécutifs issus du PLN, marqués par des scandales de corruption et une mauvaise gestion économique, avec un déficit fiscal de presque 6% et une dette publique de 70% du Produit intérieur brut.

Mais M. Solis devra manoeuvrer avec un Congrès où le PLN dispose toujours de la majorité, avec 18 sièges sur 57, le PAC de 13, le Frente Amplio (gauche) de 9 et le PUSC de 8, les 9 restant se répartissant entre différentes formations conservatrices. AFP 07.04

ECONOMIE

Nigeria

1- Le Nigeria, première économie d'Afrique devant l'Afrique du Sud - Reuters 07.04

Le Nigeria est devenu la première économie africaine, devant l'Afrique du Sud, selon les calculs révisés de son PIB dévoilés

dimanche par le Bureau nigérian de la statistique.

Le PIB du pays, le premier producteur de pétrole du continent, s'est élevé en 2013 à 80.000,3 milliards de nairas, soit environ 372 milliards d'euros, contre 42.000,3 milliards de nairas selon la précédente estimation.

Avec ce nouveau chiffre, le ratio dette/PIB du Nigeria est tombé à 11% en 2013, contre 19% en 2012, a relevé le directeur de l'institut national de la statistique, Yemi Kale, lors d'une conférence de presse à Abuja.

Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique avec 170 millions d'habitants, attire de plus en plus de capitaux étrangers en raison, notamment, de la taille de son marché intérieur.

Mais les incertitudes politiques, liées à l'élection présidentielle de 2015 et aux activités de la secte islamiste Boko Haram dans le Nord-Est sous-développé, font toujours planer un risque pour l'économie. Reuters 07.04

Il manque quelque chose dans cet article qui figurait quelques jours plus tôt dans un article de l'AFP, apparemment il ne faut pas gâcher cette "*bonne*" nouvelle pour les investisseurs.

2- Le Nigeria sur le point de devenir la première économie africaine - AFP 04.04

Mais, selon les experts, ces chiffres ne doivent pas être interprétés comme un signe de développement, l'Afrique du Sud étant largement devant le Nigeria en termes de PIB par habitant, d'infrastructures et de gouvernance.

Si une petite partie de la population est extrêmement riche, la grande majorité des quelques 170 millions de Nigérians vit avec moins de deux dollars par jour, dans un pays qui manque cruellement d'infrastructures, où tous n'ont pas accès à l'eau potable et où les coupures d'électricité sont quotidiennes.

Pour Dawie Rodt, de l'Efficient Group, basé en Afrique du Sud, "*en termes d'infrastructures et de systèmes de gestion l'Afrique du Sud reste un géant, loin devant le Nigeria*".

"*Cela ne va rien changer dans la réalité, ce n'est pas comme si tous les salaires allaient doubler*", estime quant à lui Chuba Ezekwesili, un économiste du centre de recherche Nigeria Economic Summit.

Le changement de méthode de calcul "est plus cosmétique qu'autre chose. Mais nous pensons que cela va augmenter les opportunités d'investissement au Nigeria", a-t-il ajouté.

Le Nigeria, principal producteur et exportateur de pétrole africain, a enregistré de forts taux de croissance ces dernières années, devenant de plus en plus attractif pour les investissements des entreprises étrangères, malgré la corruption rampante, les problèmes de vol de pétrole à grande échelle et l'insurrection islamiste qui sévit dans le Nord.

Le taux de croissance annuel a atteint en moyenne 6,8% entre 2005 et 2013 et les prévisions de croissance pour cette année sont de 7,4%, selon les chiffres du Fonds monétaire international (FMI).

En comparaison, l'Afrique du Sud a connu un taux de croissance légèrement supérieur à 5% entre 2005 et 2008-9, et peine depuis à dépasser les 3,5%.

Les télécoms et l'industrie du cinéma comptent parmi les secteurs qui ont le plus évolué au Nigeria depuis 1990.

A cette époque, le Nigeria comptait peu de lignes de téléphone fixe alors qu'aujourd'hui, il s'agit du plus important marché de téléphonie mobile d'Afrique, avec environ 167 millions de lignes en service selon la commission nigériane des communications.

La très prolifique industrie du film de Nollywood génère quant à elle jusqu'à 590 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel, selon Robert Orya, à la tête de la banque nigériane de l'import-export.

Pour Pat Utomi, professeur d'économie politique à l'école de commerce de Lagos, ces nouveaux chiffres vont servir les intérêts des décideurs nigérians, alors que "*pour l'homme moyen, dans la rue, cela ne veut rien dire*".

"*Le Nigeria reste un pays pauvre, avec de très sérieux problèmes d'infrastructures", rappelle M. Utomi.*

"On devrait s'affairer à transformer l'énorme capital humain disponible dans ce pays en ressources pour aider à réduire la pauvreté et à créer de l'emploi", ajoute-t-il.

Pour Jidi Akintunde, le rédacteur en chef du magazine Financial Nigeria, "*cela va donner l'impression que le pays est d'avantage capable d'absorber les investissements directs venus de l'étranger*". AFP 04.04

Bref, le pays le plus riche d'Afrique pour les multinationales occidentales, une minorité d'actionnaires et de nantis et l'un des plus pauvres pour l'immense majorité de sa population. Au pays du 1er producteur de pétrole d'Afrique, les stations services doivent faire face à la pénurie d'essence et les Nigérians qui en sont victimes la paient très chère, et ils doivent faire la queue pour s'en procurer ou passent par le marché noir, vu récemment dans un reportage diffusé par TV5Monde Asie.

Haut de page

Le 9 avril 2014

CAUSERIE

On a laissé tomber le discours de Valls dont le contenu a été diffusé par tous les médias. Il a annoncé ce qu'on savait déjà. Tout fout le camp et cela va continuer, s'accélérer, bravo le chaos ! Et que vont en déduire nos dirigeants ? Comme d'habitude : patati et patata, désespérant. Lire la suite plus loin.

Le rapport de la fondation atlantiste Bertelsmann sur la France ne nous a pas échappé, on n'a simplement pas eu le temps de le traiter, ce sera pour demain.

Ici il fait une chaleur à crever, entre mon boulot sur lequel j'essaie de me concentrer et Selvi qui me replonge pour ainsi dire dans l'Inde profonde, et Magueswary qui m'assomme avec les problèmes qu'elle rencontre en France, mes affaires personnelles que je dois régler car personne ne le fera à ma place, j'ai du mal à trouver le temps de tout faire, surtout que j'essaie de me refaire une santé. On fait ce qu'on peut, inutile de se casser la tête, l'essentiel est de faire ce qu'on a à faire au moment où on doit le faire et le reste attendra.

Qui gouverne, qui détient le pouvoir ?

- Valls face à l'Assemblée : mais qui du gouvernement, des marchés financiers, de la BCE ou de Bruxelles détient vraiment le pouvoir aujourd'hui (et sur quoi) ? - atlantico.fr

Réponse en citations par un internaute.

Sr Henry Ford (1863-1947), fondateur de Ford

"*Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* ".

William Lyon Mackenzie, ancien Premier ministre de Canada qui a nationalisé les banques du canada.

« *Tant que le contrôle de l'émission des devises et des crédits ne sera pas redonné au gouvernement, et reconnu comme sa responsabilité la plus évidente et la plus sacrée, toutes les paroles au sujet de la souveraineté du Parlement et de la démocratie resteront vaines et futiles.. Une fois qu'une nation perd le contrôle de son crédit, peu importe qui fait les lois de la nation…* »

Thomas Jefferson 3ème Président des Etats-Unis.

«*Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout* ».

James A.Garfield, ancien président des Etats-Unis, mort assassiné.

« *Quiconque contrôle la quantité d'argent dans ce pays est maitre absolu de toute l'industrie et de tout le commerce…*

Et si vous savez que le système tout entier est facilement contrôlable, d'une façon ou d'une autre par quelques hommes tout puissants, pas besoin de vous expliquer quelle est l'origine des périodes d'inflation et de dépression ».

Josiah Stamp, directeur, Banque d'Angleterre 1928-1941. (réputé une des plus grandes fortunes en Grande Bretagne de l'époque)

« *Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant jamais inventé.*»

« *Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité et sont nées dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre.*

Prenez-leur, mais si vous leur laissez-le pouvoir de créer l'argent, d'un petit coup de plume ils créeront assez d'argent pour la racheter.

Enlevez-leur ce grand pouvoir et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaitront, comme elles devraient le faire, et alors nous aurions en monde meilleur ou il ferait meilleur vivre.

Mais si vous voulez continuer d'être les esclaves des banques et de payer le cout de votre esclavage, laissez les banquiers continuer de créer l'argent et de contrôler le crédit »

Mayer Anselm Rothschild banquier.

« *Donnez-moi d'émettre et de contrôler l'argent d'une nation et alors peu m'importe qui fait les lois* »

Napoléon Bonaparte disait :

Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent se sont ces derniers et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit.

L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain.

David Rockefeller, discours à la Commission trilatérale, juin1998

« *Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magasine et aux autres grandes publications dont les dirigeants ont assisté à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant presque 40 ans.*

Il nous aurait été impossible de développer notre plan d'action pour le monde si nous avions été sous la lumière des projecteurs pendant toutes ces années.

Mais maintenant le monde est plus sophistiqué et mieux préparé à la marche vers un gouvernement mondial.

La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est surement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés »

Oh que cela sonne bien à deux mois de la mascarade des élections européennes !

Ces citations et les noms de leurs auteurs, il faudrait les apprendre par coeur, elles valent leur pesant d'or, c'est le moment de le dire, et bien mieux que tous les discours du monde sur la question de savoir s'il faut oui ou non rompre avec le capitalisme, l'abolir tout simplement, tout leur prendre aux banquiers et aux grandes fortunes, tout leur confisquer, les exproprier sans leur verser un seul centime et les mettre au boulot !

Au fait, quand on parle de gouvernement mondial ou de nouvel ordre mondial on nous rit au nez, on se laisserait manipuler par les adeptes de la théorie du complot, on est des illuminés, des demeurés, etc. à vrai dire pas du tout on pratique comme Marx, Engels et Lénine, on observe, on écoute, on tient compte et on rend compte et de ce que disent nos ennemis, on en tire des enseignements, serait-ce devenu un tabou, un crime pour nos valeureux révolutionnaires, trotskistes ?

Entre nous, ils feraient mieux de s'interroger et de s'inquiéter sur le fait que leurs propres dirigeants s'obstinent à ne pas en tenir compte. Mais bon, il est vrai que lorsqu'on est persuadé de possèder la vérité, on est forcément au-dessus de ces basses considérations...

ACTUALITE EN TITRES

Paupérisation

- Un quart des SDF travaillent - AFP

- Pour un Français sur trois, 50% des revenus passent dans le logement - Liberation.fr

Le "***développement***" de la surexploitation...

- L'aide au développement au mieux de sa forme - Liberation.fr

- Pays émergents, croissance et argent frais: les maîtres-mots de la réussite en Bourse - AFP

- La croissance des pays émergents devrait continuer à ralentir - Reuters

A ne pas confondre avec...

- L'aide publique au développement de la France en baisse - Reuters

Un cauchemar pour les centaines de milliers de jeunes qui sortent chaque année du cycle scolaire sans diplôme.

- Décrocher un emploi, casse-tête pour plus d'un jeune sur 5 après ses études - AFP

Instrumentalisation

- Eléctions européennes : la chômeuse qui avait interpellé Copé est tête de liste - Francetv info

A les entendre les élections se seraient plutôt bien passées. (Obama)

- Déjà plus de 3.000 plaintes pour fraude après l'élection afghane - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah ben alors, en voilà une surprise !

- Valls obtient la confiance de l'Assemblée, promet "*vérité*" et "*efficacité*" - AFP

Manuel Valls a obtenu mardi une nette confiance des députés avec 306 voix contre 239, et 26 abstentions, dont 11 socialistes (Henri Emmanuelli, Pouria Amirshahi, Pascal Cherki, Jérôme Guedj, Barbara Romagnan, Fanélie Carrey-Comte, Nathalie Chabanne, Jean-Pierre Dufau, Philippe Noguès, Gérard Sebaoun et Suzanne Tallard), selon les résultats annoncés peu après 19H00. L'ex-socialiste Sylvie Andrieux a également accordé sa confiance au gouvernement de Manuel Valls.

Au groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste (RRDP), à majorité radicale de gauche, Jean-Noël Carpentier, Jacques Krabal et Thierry Robert se sont abstenus, tandis que les autres ont voté la confiance.

Sur les 17 députés écologistes, six se sont abstenus : Noël Mamère, Sergio Coronado, Eva Sas, Christophe Cavard, Laurence Abeille et Michèle Bonneton. Une seule, Isabelle Attard, qui est apparentée au groupe, a voté contre. Les autres ont voté pour.

Comme prévu, tous les députés Front de gauche ont voté contre, mais deux de leurs alliés ultra-marins ont voté pour : Bruno Nestor Azérot et Gabriel Serville. Un s'est abstenu, Jean-Philippe Nilor.

L'UMP a voté contre, à l'UDI sur 30 députés, 23 ont voté contre, 3 se sont abstenus et 4 n'ont pas pris part au vote. Le MoDem Jean Lassalle s'est abstenu, tandis que sur les huit non-inscrits, 6 ont voté contre, dont les deux élus du FN. Francetv info avec AFP 08.04

Diviser pour mieux régner.

- Les fonctionnaires appelés à manifester le 15 mai - Reuters

Sept syndicats appellent les cinq millions de fonctionnaires français à manifester et à faire grève le 15 mai pour exiger l'ouverture de négociations salariales dans la fonction publique et des mesures de rattrapage.

La CFDT, la CGT, la CFTC, la FSU, Solidaires, l'UNSA et la FA-FP (Autonomes) réclament depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande un dégel du point d'indice, qui sert de base au calcul des salaires.

Les fonctionnaires redoutent de faire les frais du plan d'économies de 50 milliards d'euros confirmé mardi par Manuel Valls dans sa déclaration de politique générale. Le Premier ministre n'a pas fourni de réponse claire au sujet des fonctionnaires, selon les syndicats.

Dans un communiqué distinct, la FSU demande au gouvernement "*de faire cesser un suspense qui n'a que trop duré et de dire les mesures précises qu'il compte engager*". Reuters 08.04

Ce serait chouette si c'était les autres qui feraient "*les frais du plan d'économies de 50 milliards d'euros*"... Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que vous n'y couperez pas... et le pire est à venir.

Mon épouse Magueswary n'a toujours pas récupéré son allocation d'handicapée et l'aide au logement que la Caf lui a supprimées abusivement, il lui reste donc pour vivre 180 euros par mois.

De retour en France le 26 février, elle n'a cessé de cavaler de bureau en bureau pour obtenir de l'aide ou gain de cause, en vain. J'avais contacté FO qui ne m'a pas répondu, ils n'en ont rien à foutre, ils gèrent les organismes sociaux et en vivent.

Le 26 mars, soit un mois plus tard elle obtient un rendez-vous avec la Caf d'Aubagne pour le 6 avril. Le 6 avril elle s'y rend, bureaux fermées jusqu'au 18 avril, un vendredi, ce qui signifie qu'elle sera reçu au mieux dans la semaine du 21 au 27 avril, soit un mois plus tard, et pendant ce temps-là elle doit toujours vivre avec 180 euros.

Les syndicats gèrent les organismes sociaux avec le patronat.

Les syndicats ont accepté cette situation, ils en sont les complices, les responsables tout comme les partis qui les soutiennent. Je voudrais faire encore deux remarques. La première, Maguesary n'est pas la seule en France à devoir affronter cette bureaucratie, ce qui peut aussi expliquer le rejet croissant des institutions et des partis politiques, l'abstention massive, car il n'existe aucun recours contre l'arbiraire, c'est à se cogner la tête contre les murs ou à sortir le fusil. La deuxième, il ne faudra pas s'étonner si les travailleurs ne se précipiteront pas pour défendre les syndicats ou les partis quand ils seront menacés ou feront l'objet d'attaques physiques par les fascistes, vous êtes prévenus.

Si nous ne sommes pas responsables du comportement pourri des bureaucraties syndicales ou de leurs rapports à l'Etat et au capitalisme, leur soumission totale au régime, en revanche nos dirigeants sommes responsables des rapports que nous avons définis et acceptés d'entretenir avec eux (mais aussi avec le PS et le PCF) sachant pertinemment à quels jeux ils se livraient et où cela nous conduirait, au corporatisme et à la liquidation de tous nos droits sociaux, tout en s'interdisant à un moment donné de rompre avec leurs appareils et de construire un nouveau syndicat ouvrier qui refuserait toute collusion avec l'Etat et ses représentants, toute compromission avec le capitalisme et ses représentants.

En cela nos dirigeants ont failli ou ils se sont vendus aux traîtres ou aux jaunes, ils nous ont vendus littéralement, car dès le départ ils ont considéré que le combat pour le socialisme était perdu d'avance et que cet objectif devait être abandonné. Partant de ce constat, c'est-à-dire sachant que l'avant-garde qu'ils incarnaient avait à son tour capitulé, ils savaient que plus rien ne pourrait désormais ou dans l'avenir arrêter la machine infernale à broyer nos droits et que ce processus serait infailliblement mené jusqu'au bout, et que dans ces conditions il valait mieux s'adapter aux appareils que les combattre, ce qui demeurait pour eux la seule chance de continuer à exister.

Il est extraordinaire de constater que quoi qu'il ait pu se passer en plus d'un demi-siècle de lutte des classes, à aucun moment ils n'ont saisi l'occasion pour revoir leur conception de la lutte des classes, les rapports qui existaient entre les classes et les rapports qu'ils entretenaient avec les appareils vendus des syndicats, si, sauf pour s'en rapprocher !

Ce déni de la dialectique qui est à la base du marxisme va se payer très très cher. Nous ne sommes plus depuis belle lurette en présence de militants ou dirigeants qui combattaient pour changer la société et le monde, à aucun moment ils n'ont manifesté cette volonté ou démontré qu'ils en avaient la capacité, que c'était leur objectif pour finalement sombrer dans la fatalité qui laisse le champ libre à la réaction et à la barbarie.

On reviendra sur ce sujet, car il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur les syndicats et leurs collusions avec leurs véritables patrons, par exemple on peut du silence de ceux des banques qui sont bien placés pour savoir ce qui s'y passe ou demander des comptes aux banquiers, mais en même temps c'est un des secteurs économiques où les salaires (plus primes et avantages divers) sont les plus élevés de France, dans le batiment sur les magouilles de bétonneurs qui transgressent ouvertement la législation sociale, mais là encore les syndicats défendent les sans-papiers ou le travail illégal qui profitent aussi ou surtout aux négriers, dans les télécommunications sur les écoutes téléphoniques, là non plus ils ne sont pas au courant, on comprend pourquoi ils ne se sont pas empressés de défendre Snowden, dans les usines d'armements, on comprend pourquoi ils étaient favorables au bombardement de la Syrie au côté de Hollande, il faut bien faire tourner les usines et filer du boulot aux ouvriers, etc. on pourrait continuer avec l'obsolescence programmée qui touche des pans entiers de l'industrie, et que dire de l'industrie agroalimentaire ou pharmaceuthique entre empoisonneurs et escrocs, assassins, bouffe contenant un tas de saloperies chimiques, médicaments bidons, sans effets ou nocifs, bref, ils sont plus que corrompus, ils se sont vendus aux capitalistes, ils participent au système, ils en sont un rouage par leur complicité, voilà la vérité qu'il faudrait taire.

On sourit quand on nous dit que la société est vraiment pourrie, en nous-même on se dit : vous ne pouvez pas imaginer à quel point pour n'y avoir jamais vraiment réfléchi ou parce que vous être mal informé, et face à des interlocuteurs aussi naïfs ou qui sont tellement éloignés de la réalité, on renonce parfois à en faire la démonstration car il faudrait y consacrer des heures et des heures sans être certain de les convaincre de quoi que ce soit ; pour qu'il en soit autrement il faudrait qu'ils soient vraiment motivés pour changer la société or la plupart des gens n'y pense pas ou ne sont pas capables de pousser leur réflexion jusque là, ils sont trop bien dans le système actuel, ils arrivent encore à s'en tirer ou à vivre à peu près normalement, alors tout ce qu'on peut leur expliquer les intéressera sur le coup et la minute d'après ils auront déjà tout oublié, ils s'en foutent en somme, ils ne sont pas prêts à faire le moindre effort pour s'engager pour une cause, un idéal ou dans un combat qui ne leur profitera pas directement ou dont l'issue est reportée à une date indéterminée ou leur semble incertaine, de quoi justifier leur scepticisme ou alimenter leur doute pour finalement ne rien faire. Il faut qu'ils soient acculés pour réagir, et encore, ils peuvent encore réagir dans le mauvais sens.

Dit autrement, beaucoup de gens donnent l'impression de vouloir être informés, et quand on leur explique ce qui se passe réellement ils semblent véritablement intéressés, mais en réalité leur curiosité ne dépasse pas le stade individuel, ce qui est tout à fait normal et prévisible puisque cela correspond à leur niveau de conscience, ils ramènent tout à eux généralement quand ils ne sont pas effrayés par le sombre tableau qu'ils ont soudain devant les yeux, et dès que vous en arrivez à la partie pratique de votre démonstration, ils en profitent pour décrocher du fait ils n'ont pas compris grand chose à votre démonstration, soit qu'ils ont intériorisé la situation que vous venez de dépeindre et craignent de se retrouver un jour face à des difficultés insurmontables, soit qu'ils culpabilisent parce qu'ils ont conscience de ne pas être directement concernés par ce que vous venez de leur décrire, dans les deux cas ils préfèrent encore ne rien avoir entendu pour ne pas avoir à y réfléchir par la suite et devoir en tirer des conclusions pratiques. En conclusion, ils savent mais préfèrent faire comme s'ils ne savaient pas, rien ne presse, attendons de voir, et pendant ce temps-là la situation continue de pourrir et la société de se décomposer.

Du coup on se dit qu'on ferait peut-être mieux de s'adresser à des travailleurs qui sont déjà acculés ou qui ont l'impression de l'être, aux couches les moins favorisées qui se comptent tout de même par millions. Elles tournent le dos aux syndicats, aux partis, aux institutions, à l'Etat et honnissent quelque part le capitalisme, serait-ce une tare, devrait-on leur reprocher ou pour un peu les accuser d'être coupables de la situation actuelle, ce serait un comble, mais bon, après tout cela ne nous étonnerait pas plus que cela.

Il y a quelque temps on a publié un article assez long consacré à l'indispensable unité du combat des travailleurs des secteurs public et privé contre l'Etat et les capitalistes, j'invite les lecteurs que cela intéresse à s'y reporter.

Concentration du capital. Ah la crise, il faut bien qu'elle serve à quelque chose !

- La France à son tour dans la vague des grosses fusions-acquisitions - AFP

SFR avec Numéricable, Lafarge avec le suisse Holcim, et maintenant les groupes informatiques Steria et Sopra: après le net redémarrage des fusions-acquisitions observé dans le monde au premier trimestre, la France est à son tour le terrain de jeu de grosses transactions financières.

La fièvre acheteuse de ces derniers temps retombera-t-elle aussi vite? "*Il y a un terreau encore plus favorable que l'année dernière*", analyse Fabien Laurenceau, stratégiste actions chez Aurel BGC.

"*Le mouvement est en marche globalement depuis le début de l'année, dans le monde, en Europe, et maintenant en France, et le premier trimestre a été très fort en termes d'annonces*", souligne-t-il.

Au niveau mondial, la valeur des acquisitions annoncées lors du premier trimestre a bondi de 26% au premier trimestre, à 637 milliards de dollars, soit le meilleur début d'année depuis 2007 selon des données compilées par Bloomberg. Avec une prédominance de "*deals*" dans les télécoms et les nouvelles technologies.

"*Déjà, il faut de la confiance des chefs d'entreprises, c'est-à-dire que les principaux risques macroéconomiques soient un peu*

derrière nous, qu'on ne soit pas dans une époque de stress intense. Or, on a le sentiment depuis quelques mois que les choses commencent à s'améliorer", souligne M. Laurenceau à l'AFP.

"*La deuxième chose, c'est que les marchés (boursiers) ont progressé. Contrairement à ce qui pourrait sembler assez intuitif de dire: " on va racheter notre concurrent quand le cours de l'action sera au plus bas, ça se passe rarement à ces moments-là, où la situation est très incertaine. Et on a aussi besoin d'avoir soi-même une valorisation forte si on paie en titres*", fait valoir l'analyste. Les entreprises ont aussi globalement réduit leur dette ces dernières années, note-t-il.

Dans le même temps, la crise offre des opportunités, avec des taux d'intérêt bas, des valorisations boursières encore loin des sommets et des besoins de constituer des alliances plus solides face à des perspectives moyennes.

"*Ces opérations de grande ampleur, on les voit aussi parce que l'environnement n'est plus ce qu'il était et qu'on regroupe pour essayer d'être beaucoup plus fort*", note Isabelle Enos, directrice adjointe de gestion chez B*Capital, une filiale de BNP Paribas. AFP 08.04

Guerre idéologique. La justice en Grande-Bretagne « ***compatibles avec la Shari'a*** ».

- UK : la Law Society souhaite que les testaments soient « *compatibles avec la Shari'a* » french.irib.ir 08.04

En Grande-Bretagne, la Law Society demande à ce que les testaments soient « *compatibles avec la Shari'a* » dans le système juridique de Grande-Bretagne.

En effet, selon le quotidien National Post, suite à cette nouvelle décision, les tribunaux britanniques ne reconnaîtraient pas les enfants nés hors mariage et ne les considéreraient pas comme « *héritiers légitimes* ». Avec l'application des principes de la Shari'a dans la loi britannique, les mariages célébrés dans les églises ou les mairies ne seraient aucunement reconnus par le tribunal mais seuls les mariages musulmans seraient reconnus.

Par ailleurs, les avocats souhaiteraient que les testaments soient « *compatibles avec la Shari'a* ». Afin de mettre en place cette nouvelle réglementation, le Barreau représentant des avocats d'Angleterre et du Pays de Galle a rédigé « *un guide sur les règles de succession de la Shari'a qui sera utilisé dans les tribunaux britanniques* ».

Le Barreau a affirmé que ce guide avait pour objectif de « *promouvoir les bonnes pratiques et des éléments de support afin qu'ils puissent aider les clients de tous les horizons* ». Or, cette volonté de voir la Shari'a respectée et appliquée pour l'héritage n'est pas au goût de tous. En effet, « *le mouvement a été critiqué par les militants de l'égalité comme étant un pas en arrière qui sape la justice britannique* ». Une pétition a d'ailleurs été lancée afin de s'opposer à cette décision. Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne a le mérite de vouloir s'adapter à sa communauté musulmane. french.irib.ir 08.04

Ne dites pas que c'est le législateur favorise le communautarisme, on va vous traiter de raciste ou d'islamophobe. Et bien c'est ce que nous pensons, les faits le prouvent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Lattaquié : quand l'armée turque désobéit à Erdogan.

Selon La voix de la Russie, les hauts commandants de l'armée turque auraient refusé de suivre l'ordre d'Erdogan et de s'engager dans des combats contre l'armée syrienne dans la région de Lattaquié. " Selon les toutes dernières informations, la hiérarchie de l'armée s'est catégoriquement refusée de déclencher la guerre contre l'armée syrienne en dépit de l'ordre expresse d'Erdogan". Interrogé sur l'implication de la Turquie dans la bataille de Lattaquié, l'expert syrien des questions militaires, Hassan al Hassan a souligné : Si on veut donner un nom au rôle que joue en ce moment la Turquie à Lattaquié, on ne peut qu'avancer l'affirmation suivante : la Turquie est engagée officiellement dans la guerre et son rôle dépasse désormais le simple soutien aux milices de l'opposition.

Depuis le début de la guerre, Ankara s'est impliqué dans des combats. Il s'est rendu coupable de massacre perpétré à grande échelle contre le peuple syrien bien qu'il se soit mis au début à renier toute implication et soutien aux anti Assad. la guerre

d'Erdogan contre Assad a éclaté toutefois au grand jour il y a trois jours de cela quand son artillerie, son aviation et ses navires se sont mis à tirer en soutien aux takfiris, seulement trois jours après les raids israéliens contre la Syrie à Quneitara. Après de multiples défaites militaires des takfiris en Syrie face à l'armée nationale et la reddition des centaines voire des milliers d'entre eux, la Turquie et Israël se sont vus dans l'obligation de passer directement à l'offensive. Erdogan, bien empêtré dans les affaires qui nuisent à son aura a tenté d'extrapoler la crise et à l'exporter à l'extérieur des frontières nationale. Son coup de force contre Lattaquié est compris en ce sens". Mais Erdogan savait-il que cette attaque aurait déclencher la riposte violente de la Syrie? "Au sujet de l'implication de la Turquie et d'Israël dans les combats, Hassan al Hassan poursuit : " cette implication est vraie mais j'y sens une forte influence américaine. Les Américains suivent très étroitement les démarches turco israéliennes. Mais en dépit de tout cela, ni les Etats Unis, ni Israël ni la France et encore moins la Turquie et Israël ne pourront déclencher une nouvelle guerre car toutes ces parties sont bien conscientes des impacts d'un nouveau conflit d'envergure".

Le journaliste a ensuite fait remarquer le mouvement de la flotte russe vers Lattaquié et le fait que plusieurs navires russes ont quitté Tartous pour se rendre dans les eaux côtières de la Turquie. Selon Al Hassan, " un tel mouvement s'il a lieu effectivement est une démarche parfaitement normale ceux qui cherchent à mettre le feu dans la région, devront se brûler d'abord les doigts. Il y a quelques temps, d'aucuns croyaient encore qu'il y a une opposition "douce" " non armée" en Syrie contre Assad. mais les événements de ces derniers mois l'ont prouvé : il n'y a que du terrorisme qui se bat en ce moment contre Poutine". Al Hassan revient ensuite à la bataille de Lattaquié : " Il y a trois semaines , des centaines de terroristes armés , secondés par l'artillerie turque, pénètrent le territoire syrien en violation flagrante du droit international et aux traités et accords signés entre la Turquie et la Syrie. Ces terroristes progressent vers les parties orientales, méridionales et occidentales de Lattaquié. Le feu nourrie de l'artillerie turque permet une emprise terroristes dans ces régions . Et ceci, l'armée turque ne pas le nier. Au contraire, selon les informations bien fondées, Erdogan aurait cherché à impliquer officiellement et directement l'armée turque dans une confrontation directe contre l'armée syrienne mais les hauts commandants de l'armée turque l'ont refusé car une telle confrontation a été jugée nuisible aux intérêts de l'Etat. french.irib.ir 08.04

Haut de page

Le 10 avril 2014

CAUSERIE

Je viens d'apprendre que les bureaux de la Caf d'Aubagne seraient définitivement fermés, et à Marseille ils sont fermés jusqu'au 21 avril, du coup la population s'inquiète, en l'absence d'interlocuteurs l'angoisse est à son comble, la situation explosive m'a dit mon épouse.

C'est quoi un président de la République, un ministre, un secrétaire d'Etat ?

Un homme de paille, un pantin, une marionnette, un illusionniste, un imposteur.

C'est uniquement de la com, assumer un personnage préformé, un jeu de rôle.

C'est celui qui est chargé de transmettre la bonne parole au bon peuple, qui est capable à la fois de tenir un discours conforme à la politique élaborée en amont par une armée de technocrates acquis au capitalisme et correspondant aux besoins de la classe dominante, et de la présenter comme indispensable ou satisfaisant le critère populiste de l'intérêt général, de telle sorte que la majorité de la population n'en décèle pas les véritables intentions et y adhère par ignorance ou absence de conscience de classe, condition indispensable pour garantir la stabilité du régime en permettant au passage à ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier de le soutenir.

C'est ainsi que les présidents, les gouvernements, les majorités parlementaires se succédent quelle qu'en soit l'étiquette sans que rien ne change, sans que le régime n'en soit affecté, sa pérennité étant assurée.

Pour que sa survie soit garantie deux ou plutôt trois conditions doivent être réunies qui en réalité n'en font qu'une.

La première consiste à maintenir les masses exploitées dans l'ignorance du fonctionnement de la société ou des fondements du régime capitaliste. il faut à tout prix qu'elles n'acquièrent pas une conscience de classe conforme à leur place dans les rapports (sociaux) de production ou à leurs intérêts, d'où la nécessité de mener le combat en leur direction sur les plans idéologique et politique pour les aider à progresser...

La seconde, repose sur les piliers du régime politique constitués par les partis et appareils syndicaux qui parlent en leur nom ou qui sont censés représenter leurs intérêts de classe, alors qu'ils sont vendus au capitalisme ou en sont de fidèles serviteurs, d'où la nécessité de les démasquer et de les combattre, de refuser toute compromission avec eux.

L'absence d'un parti de classe capable de mobiliser les masses laborieuses ou dans lequel elles se reconnaîtraient pour mener leur combat contre le patronat et l'Etat et renverser le régime en place en est la conséquence ou le produit. C'est en guise de synthèse la troisième condition qui représenterait un réel danger pour le régime si elle n'était pas remplie.

Il va de soi que l'ensemble des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche ainsi que les appareils syndicaux ont parfaitement conscience de l'existence de ces trois conditions et qu'ils oeuvrent en commun ou séparément selon les cas, chacun à leur manière ou à leur niveau pour qu'elles ne soient jamais remis en cause, marginalisant, censurant, éliminant ou corrompant tous ceux qui auraient la "*mauvaise*" idée de vouloir s'y attaquer d'autant plus que leur propre existence en dépend.

Comment reconnaître un parti ouvrier qui ne ferait pas partie de ce vaste complot contre les travailleurs ? A sa volonté et sa capacité à se tenir strictement sur le terrain de classe des exploités, à rompre avec les partis institutionnels de droite comme de gauche ou même d'extrême gauche, avec l'Etat et ses représentants, le patronat et les appareils syndicaux vendus au capitalisme.

Au risque de s'isoler dirons certains ? De qui, de quoi ?

De l'ennemi que nous combattons, assurément si on entend par là refuser toute collusion avec lui, tout appel ou délégation en sa direction. Des masses, certainement pas car l'immense majorité d'entre elles n'ont aucune confiance dans ces partis et ces appareils syndicaux dont elles se détournent, ce qui n'est pas nouveau mais un fait permanent qu'on a ignoré jusqu'à présent avec les conséquences catastrophiques que cela a produit... Donc au contraire, adopter cette attitude c'est se situer résolument au côté des travailleurs et ne pas en bouger d'un millimètre, encore faut-il en être capable, en réalité c'est davantage une question de détermination, qui si elle nous fait défaut doit avoir un rapport avec notre interprétation de la situation notamment, avec la conception des rapports que nous devons avoir avec les masses et dont les couches les plus défavorisées ont été systématiquement exclues ou leur importance sous-estimée, ce qui fut une grave erreur politique aux conséquences incalculables.

L'art de la politique c'est prévoir dit-on, force est alors de constater que nos dirigeants sont des amateurs ou de piètres artistes.

Car en effet, il aura fallu attendre que les masses appelées aux urnes s'en détournent ou manifestent qu'elles rejetaient à la fois une politique (de régression sociale sans fin) et les institutions (antidémocratiques) représentées par ces partis pour s'exclamer qu'il venait de se produire quelque chose d'extraordinaire dans ce pays, un peu comme si finalement les masses s'étaient levées un beau matin du mauvais pied, soudainement, spontanément, sans qu'en amont pendant des années ou des décennies elles n'aient témoigné le moindre rejet du régime, non, non, voyez-vous elles étaient parfaitement heureuses, elles n'avaient aucun besoin non satisfaits, non, non, tout allait très bien pour elles, elles étaient satisfaites et baignaient dans un bonheur indicisible, jusqu'au 23 ou 30 mars 2014 très précisément, curieux non ?

Dans la vie, il arrive souvent qu'on ne trouve pas les mots ou l'occasion pour dire à quelqu'un ce qu'on a sur le coeur ou ce qu'on pense vraiment, ce qui ne nous empêche pas de le penser, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Dès lors il y a deux manières d'appréhender cette situation. La nier parce qu'elle s'expose pas ou ne se révèle pas au grand jour, c'est ce que font nos dirigeants, ou en tenir compte, c'est la méthode que je préconise et que j'essaie de mettre en oeuvre. D'après vous, quelle est la meilleure attitude à avoir ? L'école de la vie camarades, voilà ce qui fait défaut à nos dirigeants. C'est peu de choses en réalité, observer, écouter, tirer des enseignements ainsi que de nos propres expériences de la vie quotidienne. Trotsky dira que ce fut l'école de Lénine, qui le forgea.

ACTUALITE EN TITRES

Un régime mafieux à abattre impérativement.

- Lourde amende pour BofA pour tromperie sur des cartes de crédit - Reuters

- HP solde pour 108 millions de dollars des enquêtes pour corruption - AFP

Pillage, saccage, régression sociale sans fin... les marchés l'exigent.

- La Sécu mise à contribution pour plus de 20 milliards dans les économies à venir - AFP

L'AFP porte-parole des marchés

- Grèce: grève générale malgré les rumeurs de retour sur les marchés - AFP

Vous aurez noté le "*malgré*" qui était vraiment de trop. Cela signifiait que les travailleurs auraient dû célébrer le retour des pilleurs en Grèce au lieu de manifester pour leurs droits, ils auraient mieux fait de s'en remettre aux marchés... Réac jusqu'à l'os l'AFP, n'est-ce pas ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Les rats.

- Hollande exfiltre Désir de la direction du PS - LeFigaro.fr

Ancien dirigeant de SOS Racisme, eurodéputé, il devient secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. LeFigaro.fr 09.04

- Cambadélis, ancien militant trotskiste devenu une voix forte du PS - AFP

Né le 14 août 1951 à Neuilly-sur-Seine, il devint président de l'Unef réunifiée en 1980, après avoir été porte-parole des étudiants lors de la grève de 1976.

Il adhère au PS en 1986 et entraîne derrière lui nombre de ses amis trotskistes (OCI-PCI, Ndlr), ce qui lui vaudra une ascension rapide au sein du parti. En juin 2006 il est condamné à six mois de prison avec sursis et 20.000 euros d'amende dans l'affaire des emplois fictifs de la mutuelle étudiante Mnef. AFP 09.04

- Jean-Pierre Jouyet, un proche de Hollande habitué aux hautes fonctions - AFP

Issus comme Hollande de la promotion Voltaire de l'ENA, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, secrétaire d'Etat aux affaires européennes entre mai 2007 et décembre 2008 sous la présidence Sarkozy. AFP 09.04

Et les tartufferies habituelles de leurs complices.

- "*...le président de la République achève d'opérer sa conversion totale et absolue à la politique européenne de la droite*", écrit Raquel Garrigo, secrétaire nationale du PG. «*A quelques semaines des élections européennes, chacun tirera les conclusions de cette compatibilité manifeste entre le PS et la droite en matière européenne*», ajoute-t-elle. Liberation.fr 09.04

Souhaitons que les électeurs tireront "*les conclusions de cette compatibilité manifeste entre le PS*" et le PCF lors des dernières élections municipales à laquelle le PG est associé à travers le Front de gauche et qu'ils s'abstiendront d'aller voter. Au passage le POI appelle à l'abstention.

Hollande n'achève pas "*d'opérer sa conversion totale et absolue à la politique européenne de la droite*", puisqu'il est de droite tout comme le PS. Vous voudriez qu'on s'en tienne aux apparences, qu'on prenne pour argent comptant son discours qui consiste à camoufler sa véritable nature d'où son double langage, ses grossiers mensonges avec lesquels vous vous êtes toujours accommodés, pas nous.

Le seul fait de prétendre que Hollande ou le PS aurait changé est une tromperie, ils s'adaptent aux besoins du régimes en fonction du contexte voilà tout.

La dictature de l'oligarchie financière ou des marchés ouvertement revendiquée, mieux encore : Une "***nécessité***" !

- Les Allemands s'alarment des difficultés de la France à se réformer - lemonde.fr

La puissante fondation Bertelsmann a publié, lundi 7 avril, une étude sans complaisance sur l'état de la France.

Comparant 41 pays faisant partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou de l'Union européenne, cette étude tente de déterminer la performance de leurs politiques publiques, la qualité de leur démocratie et la capacité de leur gouvernement à mener des réformes.

La France se classe ainsi au 14e rang dans le domaine des performances des politiques publiques (l'Allemagne est 6e), 28e sur la qualité de la démocratie (Allemagne est là aussi 6e) et 27e pour ce qui est de la capacité de l'exécutif à mener des

réformes (l'Allemagne est 8e).

Sur sa capacité à mener des réformes, la France doit son mauvais classement au sous-thème « *responsabilité de l'exécutif* », un secteur où elle n'est que 32e sur 41 en raison, selon l'étude, de la faiblesse du Parlement, de la société civile et de « *la réticence des pouvoirs publics à décrire les problèmes franchement* ».

« *La France n'est pas capable d'affronter les défis de la construction européenne et de la mondialisation* », considèrent les trois experts chargés d'ausculter la France.

« *Alors qu'elle se bat pour adapter son modèle économique et social à un monde changeant, les problèmes s'aggravent bien plus qu'ils ne diminuent* », relèvent Reimut Zohlnhöfer (professeur à l'université de Heidelberg), Henrik Uterwedde (directeur adjoint de l'institut franco-allemand de Ludwigsburg) et l'universitaire français Yves Mény.

Sans surprise, ils préconisent de « *poursuivre les réformes qui accroissent la compétitivité* ». Mais ils ne font pas mystère de leur inquiétude, notant que « *les difficultés récurrentes de la France sont essentiellement dues à sa culture économique et politique* ». Pour eux, il y a « *culturellement, une méfiance fondamentale envers les marchés et une croyance largement répandue que l'action publique est un moyen efficace de guider l'économie et de résoudre les problèmes* ».

N'hésitant pas à intervenir dans le débat en cours, alors que Paris envisage de demander un nouveau délai pour la réduction de son déficit public, ils observent que « *le sentiment que la volonté politique prime sur toute autre considération ou en d'autres termes que le budget est au service de la politique, est difficile à adapter aux règles du pacte européen de stabilité et de croissance* ».

(Le pouvoir politique doit être entièrement subordonné au pouvoir économique, à l'oligarchie financière, aux marchés quand ils ne sont pas directement aux commandes. Pourquoi se battent-ils pour liquider nos droits politiques, faire en sorte que la politique qu'ils nous imposent échappe au contrôle des Etats et de leurs citoyens, on a là la réponse. Voilà à quoi correspond leur stratégie de gouvernement mondial, comme quoi on ne fabule pas, elle prend ici tout son sens. - ndlr)

Leur conclusion est sans appel : « *Le refus des élites politiques d'admettre la nécessité d'adapter le modèle français a contribué à renforcer l'illusion qu'une politique économique différente pouvait échapper aux contraintes des marchés et de la compétitivité* ». lemonde.fr 07.04

Tout compte fait cela se passe de commentaire, nos lecteurs savent lire et ici il est explicité très clairement qu'aucun Etat ou gouvernement ne peut ou ne doit échapper à la dictature de l'oligarchie financière, ils doivent se soumettre un point c'est tout, c'est écrit en toutes lettres. Il n'existe pas d'alternative politique et tous doivent l'admettre de gré ou de force.

Donc en gros, c'est nous ou c'est eux, c'est une lutte à mort qui est engagée entre le capital et le travail, la barbarie et le socialisme, soit on en prend vraiment conscience et on mène notre combat à ce niveau, soit on s'adapte, autrement dit on capitule, on abdique. A chacun ses responsabilités.

En complément

- « *Bertelsmann, une Fondation au service de la gouvernance mondiale* », par Pierre Hillard. (alterinfo.net) (04.07.09)
- La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale (Réseau Voltaire) (26.05.09)
- La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard 1/2 - YouTube
- La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard 2/2 - YouTube

Voilà comment légitimer le capitalisme.

- Les 67 plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards de plus pauvres - Liberation.fr

Selon l'ONG Oxfam, qui en appelle à un changement de politique du FMI et de la Banque mondiale, l'austérité est un moteur de l'aggravation des inégalités. Liberation.fr 09.04

Nous ne reconnaissons aucune légitimité au FMI et à la Banque mondiale contrairement aux ONG, il faut les dissoudre et abolir le capitalisme, c'est au prolétariat mondial révolutionnaire de s'en charger, de prendre le pouvoir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Indonésie

- Indonésie: l'opposition remporte les élections législatives - AFP

Le principal parti d'opposition a remporté mercredi les élections législatives indonésiennes, selon des estimations, ce qui place sur orbite le très populaire gouverneur de Jakarta pour la présidentielle de juillet.

Le Parti démocratique indonésien de la lutte (PDI-P) est arrivé en tête avec 19% à 20% des voix, selon les estimations.

"*Dieu merci, le peuple a fait confiance au PDI-P*", a déclaré à la presse M. Widodo, ancien vendeur de meubles âgé de 52 ans, qui s'est imposé comme le héraut des laissés-pour-compte et des travailleurs modestes face aux élites corrompues.

Le Parti démocratique du président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, était, lui, crédité de quelque 10% des voix, soit moitié moins que le score qu'il avait réalisé lors des législatives de 2009.

Alors qu'il est actuellement le principal parti au Parlement, les sondages d'avant le scrutin le plaçaient en quatrième position.

Son effondrement intervient après une série de scandales de corruption. Ayant déjà effectué deux mandats, M. Yudhoyono ne peut pas se présenter à la présidentielle de juillet.

Les résultats officiels des législatives ne doivent être annoncés qu'en mai mais, dans le passé, les estimations des instituts se sont révélées fiables.

Ces législatives, les quatrièmes depuis la fin de la dictature de Suharto en 1998, se sont déroulées sur trois fuseaux horaires dans ce pays de plus de 250 millions d'habitants.

Seuls les partis recueillant plus de 20% des 560 sièges au Parlement, ou 25% des suffrages, sont habilités à présenter un candidat à l'élection présidentielle.

Faute d'avoir atteint ces chiffres, le PDI-P devra former une coalition pour présenter son candidat.

Loin derrière dans les sondages pour la présidentielle, le principal adversaire de M. Widodo est Prabowo Subianto, un ancien officier supérieur des forces spéciales qui a été accusé de violations des droits de l'Homme.

Certains s'interrogent sur l'envergure nationale du gouverneur de Jakarta, qui ne dirige la région-capitale que depuis un peu plus d'un an.

Il n'a encore rien dévoilé de son projet pour le pays alors que les chantiers sont immenses pour la première économie d'Asie du sud-est: ralentissement de la croissance (autour de 6%), pauvreté, corruption endémique, montée des intolérances religieuses.

Des médias locaux ont fait état mercredi de cas de candidats offrant aux électeurs de l'huile, du sucre ou des pots-de-vin pour tenter de s'assurer leur suffrage à la dernière minute, une pratique illégale mais répandue.

Les élections semblent toutefois s'être déroulées sans heurts majeurs et aucune violence n'a été signalée.

Selon les estimations, c'est le Golkar, l'ancien parti de Suharto, qui arrive en deuxième position, suivi par le Gerindra du candidat à la présidentielle Prabowo Subianto.

La surprise de ces législatives semblait devoir être le score des cinq partis islamiques, bien plus élevé que ce que les sondages avaient prévu avant le scrutin.

Plus de 85% des Indonésiens sont des musulmans sunnites, ce qui fait de l'archipel le pays musulman le plus peuplé du monde devant le Pakistan.

Les quelque 186 millions d'électeurs indonésiens étaient appelés à choisir parmi 230.000 candidats à des mandats parlementaires, provinciaux et locaux sur les 17.000 îles de l'archipel. AFP 09.04

SOCIAL

Grèce

- Les Grecs manifestent contre l'austérité avant la venue de Merkel - Reuters

Plus de 20.000 Grecs - salariés, chômeurs, retraités ou étudiants - ont manifesté mercredi en direction du Parlement pour dénoncer la politique d'austérité suivie à la demande des créanciers de la Grèce.

Les syndicats du privé, GSEE, et du public, ADEDY, avaient en outre appelé à une grève de 24 heures, qui a perturbé le trafic maritime et les transports à Athènes, entraîné des fermetures d'écoles et de pharmacies et contraint les hôpitaux à ne traiter que les urgences médicales.

Les manifestants ont défilé dans le calme pendant deux heures dans les rues d'Athènes, en scandant notamment "*UE, FMI, prenez votre plan de sauvetage et dégagez*".

"*Le moment est venu de sauver les gens et pas les banques*", a déclaré Eleni Prokou, économiste de 59 ans. "*Merkel et la troïka devraient arrêter de mettre leur nez dans nos affaires.*"

Marins et cheminots ont notamment fait grève mercredi pour protester contre la privatisation des grands ports et du réseau ferré du pays.

Les Grecs ont perdu environ un tiers de leur revenu disponible depuis le début de la crise en 2010 et plus d'un actif sur quatre est au chômage. Reuters 09.04

ECONOMIE

Costa Rica

- Costa Rica: Bank of America et Intel assènent un coup dur à l'économie - AFP

Les deux géants Bank of America et Intel ont dévoilé la suppression de 3.000 emplois au Costa Rica, le groupe bancaire américain annonçant même son départ du pays, un double coup dur pour cette petite économie d'Amérique centrale.

Ces décisions, annoncées mardi, font suite à l'élection dimanche de l'outsider centriste Luis Guillermo Solis en tant que président de ce pays de 4,3 millions d'habitants qui ambitionne de devenir un centre mondial de la haute technologie.

"*Certains vont partir, mais d'autres prendront leur place*", a tenté de nuancer la présidente sortante Laura Chinchilla.

La directrice de l'agence nationale de promotion des investissements Gabriela Llobet s'est dite surprise par cette annonce, tout en affirmant ne pas croire qu'elle soit liée au résultat de l'élection présidentielle. "*C'est juste une mauvaise coïncidence*", a-t-elle jugé. AFP 09.04

Haut de page

Le 11 avril 2014

CAUSERIE

Une contribution, de nouveaux articles seront mis en ligne plus tard dans la journée, le site ne sera que partiellement actualisé, peu d'infos aujourd'hui.

Réflexion politique.

- Valls: la présence de Harlem Désir au gouvernement est un "*atout*" - AFP

Désir est un des cofondateurs de SOS racisme qui est le pendant de l'extrême droite, dans le sens où ils sont complémentaires et non ennemis, Hollande ayant relancé sur tous les fronts la guerre idéologique il est donc normal qu'aussi bien Valls que Désirs soient en situation d'y participer ou de l'orchestrer, qu'ils soient récompensés, à la guerre comme à la guerre.

Maintenant on pourrait se poser une question : Il est tout de même troublant de constater qu'aujourd'hui comme hier ou autrefois, en France ou ailleurs dans le monde, chaque fois que les partis se réclamant de la gauche sont parvenus au pouvoir par la voix législative, institutionnelle, légale, il se passe très peu de temps avant qu'ils nesoient rejetés par l'immense majorité des masses ou se retrouvent totalement isolés pour gouverner, tandis que l'extrême droite pointe son nez, se redresse et fait entendre sa voix menaçante de plus en plus fort, parfois jusqu'à parvenir à renverser le pouvoir en place par un coup de force.

Ce qui se passe en fait. C'est que la soi-disant gauche est parvenue au pouvoir sur la base d'une imposture, d'une escroquerie politique, en avançant masqué, plus ou moins maladroitement, le plus souvent ou généralement pour être plus précis c'est pas dépit qu'elle est parvenue au pouvoir, les électeurs ont sanctionné le parti aux affaires pour le remplacer par le seul parti qui était en position pour prendre sa place sans manifester pour autant des illusions dans le parti qu'ils portaient au pouvoir, en réalité leur comportement a été dictée principalement par les conditions et les difficultés matérielles ou objectives qu'ils rencontraient dans leur vie quotidienne sans réellement soutenir un parti plus qu'un autre, leurs bulletins de vote manifestant leur rejet d'une politique plus que l'adhésion à une autre politique sachant pertinemment que les partis dits de droite ou de gauche leur proposaient et appliqueraient finalement la même politique. Une fois les élections terminées leurs difficultés demeurent et les mois ou les années passant ils se rendent bien compte que la soi-disant gauche poursuit ou aggrave la politique mise en oeuvre précédemment par la droite de telle sorte qu'il ne leur reste plus qu'à se détourner du parti au pouvoir qui va perdre les élections suivantes ou connaître de cinglantes défaites électorales, laissant le champ libre au parti de l'ordre officiel et à l'extrême droite toujours en embuscade.

Ce serait commettre une grave erreur politique ou confusion de croire qu'une partie des travailleurs auraient porté au pouvoir le PS en ignorant à quel parti ils avaient à faire. En réalité ils le savaient très bien (par expérience) et ils ont estimé dans le contexte où se déroulaient les élections qu'il n'existait pas d'autres alternatives politiques. Aussi, leur ignorance portait davantage sur la compréhension du développement du capitalisme jusqu'à nos jours qui est incompatible avec la démocratie et la satisfaction de leurs besoins sociaux, qui leur a interdit de se diriger vers d'autres partis qui intègraient cette prise de conscience politique en leur proposant une véritable alternative au capitalisme conforme à leurs intérêts de classe, et dont ils ne pouvaient se saisir de ce fait.

Les masses ne sont pas hétérogènes, on a eu l'occasion de s'en apercevoir (une nouvelle fois) lors des élections qui se sont déroulées entre mai 2012 et mars 2014.

En 2012, c'est en gros l'ensemble des couches des masses exploitées qui ont participé aux élections. En 2014, ce sont seulement les couches les plus favorisées des masses qui sont retournées aux urnes, celles qui avaient encore quelque chose à perdre ou espéraient encore préserver leurs privilèges, être ménagées par le gouvernement en échange de leurs voix, tandis que les couches les plus défavorisées se sont quasi-unanimement détournées des élections municipales, signifiant par là qu'elles n'attendaient absolument rien du pouvoir en place, et elle s'apprêtent à faire de même lors des européennes n'attendant rien de bon de l'UE.

Ne pas faire cette distinction qui repose sur les faits, pire, ne pas en tenir compte serait commettre une grave erreur politique, une de plus, il est vrai qu'on n'est plus à cela près maintenant qu'on est parvenu au bord du gouffre ou à l'aube d'une nouvelle guerre qui pourrait embraser le monde, cette sombre perspective se renforçant jour après jour, hélas !

Guerre dans laquelle pourraient s'engager un nombre limité de pays sans pour autant en subir les conséquences en terme de massacres de population... Non, ces massacres interviendraient par la suite, une fois les Etats totalement déstabilisés et le chaos se généralisant la situation tournant à la guerre civile dans une multitude de pays, les couches et les communautés que les régimes en place se sont employés à stigmatiser, puis encouragés pendant des années, régleront leur compte les armes à la main, avec en sous-main le soutien (matériel, financier, stratégique, etc.) de la classe dominante aux milices fascistes ou d'extrême droite qui instaureraient un régime de terreur dans ces pays-là et dont évidemment le mouverment ferait les frais en priorité, sinon à quoi bon recourir à cette stratégie, n'est-ce pas ?

Cela nous ramène à notre sujet.

Précédemment dans d'autres causeries nous affirmions sur la base des expériences passées que le Front populaire ou la soi-disant gauche au pouvoir frayait la voie au fascisme, à la dictature militaire, à des régimes arbitraires ou totalitaires, à la guerre, on peut ajouter à la guerre civile.

On peut observer que dans tout un tas de pays l'extrême droite fait parler d'elle à défaut d'être des mouvements de masse ou de détenir le pouvoir. Tous les gouvernements en place (et les médias) favorisent la montée du fascisme, Ukraine, Hongrie,

Grèce, Pays-Bas, Allemagne, France, en fait dans tous les pays de l'UE, mais pas seulement en Russie aussi, en Amérique latine, sans oublier Israël où il est déjà au pouvoir. Aux Etats-Unis qui est le véritable laboratoire du néolibéralisme et de la dégénérescence programmée de la civilisation humaine, il règne une dictature policière impulsée par l'oligrachie financière qui doit s'étendre au monde entier par la guerre ou des guerres civiles ou les deux associées, à défaut de parvenir autrement à leur objectif qui est la liquidation pure et simple du mouvement ouvrier, de toute opposition organisée entravant leur plan ou susceptible de contester leur régime dictatorial.

On a pu observer depuis plus de 35 ans en France que cette soi-disant gauche était associée à ce processus permettant à l'extrême droite à se poser en dernier recours pour sauver le régime en place en cas de besoin, quand elle n'en a pas pris l'initiative. SOS racisme, tout comme la Licra, sont dirigées par les sionistes qui viennent de déclarer par la voix du Congrès juif mondial à l'adresse des gouvernements occidentaux (principalement) à propos de la situation en Ukraine née du coup d'Etat de l'Otan, qu'il ne fallait surtout pas "exagérer la situation des juifs dans le pays et à ne pas l'utiliser pour contester la légitimité du nouveau gouvernement" néonazi, ce qui signifie ouvertement qu'ils sont prêts à sacrifier les juifs s'il le faut pour que leur stratégie politique s'impose, la totalité de la population ukrainienne doit y passer si nécessaire, de la même manière que près de 80 ans en arrière ils avaient adopté la même attitude envers Hitler et le régime nazi en Allemagne.

Voilà une idéologie terrifiante, les faits sont liés, ils se déroulent sous nos yeux, ils s'enchaînent parfaitement, chacun assumant parfaitement son rôle des plus cyniques avec une détermination sans faille, sacrifier des pans entiers d'une population ou mettre à feu et à sang l'humanité toute entière ne les fera pas reculer, si nécessaire, s'ils estiment que c'est le meilleur moyen pour avancer vers leur objectif, ils passeront à l'acte, absolument rien ne les arrêtera, surtout pas le mouvement ouvrier ou son avant-garde disloqués ou faillis.

Les faits s'enchaînent si bien qu'on est bien obligé de constater que cela ne serait pas possible si de l'extrême droite à l'extrême gauche il n'existait pas une forme de collusion entre tous ces partis, des liens qui ne les relient pas forcément directement entre eux, ils passent par des passerelles, l'extrême gauche demeurent liée au PS et au PCF qui eux-mêmes sont liés à la droite et au régime, et même à l'extrême droite s'agissant du PS puisque le sionisme en fait partie, c'est la couche la plus radicale, extrémiste, guerrière des néolibéraux, de la classe dominante, du capitalisme. Il faut inclure les dirigeants syndicaux évidemment dans ces rapports.

On s'est toujours retenu pour ne pas parler d'un gigantesque complot ourdi contre les masses, on l'a évoqué en passant sans vouloir s'y attarder en se disant que personne ne le comprendrait, et puis finalement c'est la situation qui se charge de le dévoiler aux yeux du monde entier, le plus navrant, c'est que ce n'est pas la première fois.

Les dirigeants du PS, du PCF et des autres partis ou des syndicats sont bien trop intelligents pour ne pas comprendre ce qui se passe et savoir ce qu'ils font, on ne peut pas imaginer un instant le contraire, ils possèdent les mêmes informations et connaissances que nous, et on ne peut pas admettre non plus qu'on serait les seuls à dresser ce triste constat. Car il faut bien avoir conscience que le monde court infailliblement à sa perte dans l'état actuel des choses et on ne voit absolument pas comment il pourrait y échapper, il ne passe pas un jour qui ne le confirme.

Tenez, hier soir j'ai appris que la Turquie venait de mettre en place un battaillon de chars et des batteries de missiles pointés sur la Syrie et qu'ils avaient creuser des trancher sur des kilomètres pour se préparer à la guerre, on ne se donne pas tant de mal pour faire un barbecue, n'est-ce pas ? Et l'OTAN qui ne parle plus que de guerre avec la Russie, qui meurt d'envie d'en découdre immédiatement, de mettre à feu et à sang toute l'Europe. Au même moment Obama mettait en garde la Chine contre toute nouvelle provocation guerrière envers le Japon, l'allié des Etats-Unis, tandis qu'au Pentagone il y en a qui sont déjà prêts à déclencher une guerre avec la Chine. En Inde, c'est un parti communautarisme hidou (BJP) farouchement anti-musulman qui risque de prendre le pouvoir, il faut donc prévoir dans les mois à venir des provocations et des tensions avec le Pakistan, la Chine et le Bangladesh, Sri Lanka aussi.

Europe, Russie, Proche-Orient, Asie (Chine, Pakistan, Inde, etc.), Etats-Unis, Amérique latine (Venezuela, Chili, Argentine, Bolivie, Costa Rica, etc.), bref, c'est le monde entier qui est menacé par une nouvelle guerre.

On a établi plus haut quels partis en portaient essentiellement la responsabilité, ceux qui avancent masquer, ceux qui les soutiennent, qui sont leurs alliés, qui refusent de rompre avec eux, avec les appareils des syndicats qu'ils contrôlent. Rien de tout cela est nouveau répétons-le, personne n'a jamais voulu en tenir compte, apparemment notre contribution politique ne servira à rien ou n'aura aucune chance d'être entendue.

Qu'on se comprenne bien, on ne veut pas se faire alarmiste ou que nos lecteurs plongent dans un profond désarroi ou soient pris de terreur face à ce qui nous attend et qui à mon avis sera inévitable un jour ou l'autre. Pourquoi ? Parce que pour imposer leur politique néolibérale et faire face à la crise du capitalisme, il leur faut coûte que coûte écraser le mouvement ouvrier, son avant-garde, infliger une terrible défaite aux masses dont elles ne pourront jamais se relever. Les mesures antisociales ou contre-réformes que prennent les gouvernements sont insuffisantes, trop longues à mettre en oeuvre à leur goût, les travailleurs résistent comme ils peuvent malgré tout, et ils existent toujours des militants pour les organiser et se battre quotidiennement...

C'est avec cette situation qu'ils veulent en finir une fois pour toute, liquider la lutte des classes et instaurer une dictature mondiale sur les cendres des Etats réduits à l'état de vassaux, de simples exécutants de leur politique élaboré ailleurs, à Bruxelles pour ce qui concerne l'Europe, par des technocrates ou une élite intellectuelle sélectionnés par l'oligarchie, à ses ordres, les masses ne disposant plus d'aucun droits sociaux ou politiques, étant placées dans une situation où elles seront dans l'impossibilité de s'organiser, se rassembler, de contester un régime dont le pouvoir politique leur échappera totalement, il sera si éloigné, inaccessible, qu'elles ne pourront jamais plus s'y attaquer ou même l'effleurer, nul partage du pouvoir n'est envisageable dans l'avenir, même désuet, nul trace de démocratie ne doit persister, voilà le monde qui est en marche et qu'il y a urgence à renverser.

Il faut absolument en prendre conscience au plus vite et s'organiser, construire le parti, rassembler les masses dans l'unique perspective de prendre le pouvoir et renverser l'ordre établi. Ce n'est pas une formule ou une phrase apprise par coeur que je ressors pour l'occasion, c'est la seule stratégie possible pour vaincre notre ennemi.

Voilà le discours qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus jamais entendre. En rouge les passages intolérables qui témoignent des illusions de son auteur dans le PS :

Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein, secrétaire national du POI (Informations Ouvrières n°296)

- "*Près de cent députés du parti au pouvoir qui menacent de ne pas voter la confiance au Premier ministre — **même si** c'est pour se rétracter ensuite (11 d'entre eux se sont **malgré tout** abstenus) — et **mettent en cause** le pacte de responsabilité ; un ancien premier secrétaire du Parti socialiste, Henri Emmanuelli, qui déclare : « Le Parti socialiste est mort ». Tout cela traduit une crise sans précédent de la Ve République, dans le prolongement du rejet massif des 23 et 30 mars (1).*"

Note.

(1) "*Le PCF et le Front de gauche, de leur côté, ont refusé de voter la confiance. Mais dix jours plus tôt, ils se sont fait élire aux élections municipales sur des listes communes avec les représentants du Parti socialiste, au moment même où le gouvernement Hollande-Valls veut imposer aux municipalités de tailler massivement dans les dépenses publiques.*"

Monsieur Gluckstein, quand je militais dans votre parti, l'OCI, pour le millième de ce que vous venez d'écrire j'aurais été déclaré traître et exclu ! Reprenez-vous sinon je serais tenté de dire que vous aviez bien caché vos véritables intentions.

Je comptais encore secrètement sur le POI pour relever le défi auquel nous sommes confrontés, je suis disponible et animé de bonnes intentions, mais là franchement je ne peux pas vous suivre, c'est totalement impossible, désolé.

La Turquie appuyée par les USA et Israël va-t-elle lancé le coup d'envoi de la guerre ?

- Batteries de missiles turques braqués sur Lattaquié - french.irib.ir

L'armée turque a mobilisé des dizaines de chars et des lances-roquettes dans la localité de Nassibin dans la province frontalière de Mardin non loin du territoire syrien. L'armée turque a braqué des dizaines de chars et de lance-roquettes en direction des villes et villages de la région de Qamishlo.

Selon les informations en provenance de la Turquie, les militaires turcs ont pris position tout au long de la ligne frontalière où des tranchées ont été creusés tous les deux cent mètres à l'effet d'y installer des canons et des batterie de missiles. Les patrouilles militaires turques sillonnent les frontières 24 heures sur 24. Les forces sécuritaires et militaires ont pris des mesures spéciales dans la région de Qameshli surtout à Chanlu Orfa. Certains médias turcs rapportent cette information sous l'intitulé " *des armes sont braquées sur la Syrie*". Depuis près d'un mois, la Turquie d'Erdogan s'est impliquée dans des opérations militaires directes contre la Syrie à Lattaquié, à Alep. Des milliers de takfiris tchéchènes et saoudiens qu'elle a sur ses ordres prenennt d'assaut les localités syrienne. A Lattaquié la ville de Kessab est toujours aux mains de ces mêmes terroristes.

Selon les analystes, il est tout à fait possible que la Turquie, suivant les ordres de l'Otan, déclenche une confrontation directe contre Assad et son armée. Erdogan compte beacoup sur une telle offensive, bien impopulaire en Turquie, pour booster ses chances en vue de la présidentielle. french.irib.ir 10.04

A moins que ce soit l'OTAN ?

- Ukraine: Poutine menace de fermer le robinet du gaz - french.irib.ir

Vladimir Poutine a mis en demeure jeudi les Européens d'assurer le paiement des milliards de dettes de l'Ukraine ou risquer de voir leurs approvisionnements en gaz menacés, relançant la pire crise Est-Ouest depuis la fin de la guerre froide. Vladimir Poutine

a mis en demeure jeudi les Européens d'assurer le paiement des milliards de dettes de l'Ukraine ou risquer de voir leurs approvisionnements en gaz menacés, relançant la pire crise Est-Ouest depuis la fin de la guerre froide.

Pendant ce temps, le face-à-face tendu entre séparatistes pro-russes et loyalistes se poursuivait dans l'est de l'Ukraine, malgré une offre d'amnistie du pouvoir pro-européen de Kiev. Dans une lettre à 18 dirigeants européens, le président russe a affirmé que son pays a subventionné l'économie de l'Ukraine à hauteur de plus de 35 milliards de dollars depuis quatre ans et exige que ce soutien se fasse désormais sur un pied d'égalité. Alors que Moscou a augmenté de 80% la semaine dernière le prix de ses livraisons à Kiev, au bord de l'asphyxie financière, M. Poutine a prévenu qu'en cas de non-paiement le robinet serait coupé, faisant surgir le spectre des guerres du gaz qui avaient réduit les livraisons vers l'ouest du continent en 2006 et 2009. french.irib.ir 10.04

Haut de page

Le 12 avril 2014

CAUSERIE

Boycott des élections européennes !

Il nous arrive de mettre en ligne des articles du portail wsws.org (une organisation trotskiste se réclamant de la IVe Internationale) publiés par Mondialisation.ca.

A la fin d'un article consacré à la situation en Ukraine ils écrivent :

- "*Ces développements soulignent le caractère opportun de l'intervention dans les élections européennes de mai par les Partis de l'Egalité socialiste en Grande-Bretagne et en Allemagne*". WSWS 08.04

C'est marrant quand même tous ces gens qui se disent trotskistes et qui ne savent plus quoi inventer pour justifier leur soumission au capital, ici en légitimant l'existence de l'UE qui a co orchestré le coup d'Etat de Kiev avec les fachos, la CIA et le Mossad.

En France, seul le POI appelle à ne pas voter aux européennes.

Conditionnement et manipulation des masses.

Sur 45 millions de citoyens adultes ou en âge de voter, combien ont entendu ou lu l'intégralité du discours de Valls à l'Assemblée nationale, entendu ou lu dans des conditions leur permettant de retenir l'essentiel pour y réfléchir ensuite ou en parler ? Personne ou presque, allez, soyons généreux, disons 0,01%.

Même moi je n'ai pas eu cette patience et pas le temps aussi. Je me suis contenté des articles de presse qui en avaient proposé un résumé... orienté, ce qui ne pouvait pas m'influencer, en revanche ce qui n'était pas le cas du lecteur lambda qui n'avait pas de conscience de classe ou manquait de vigilance pour se faire une idée précise de l'orientation du discours de Valls ou encore pouvait même y trouver ce qui n'y figurait pas.

Dans ce genre de discours ce ne sont pas forcément les mesures annoncées le plus important, bien qu'ellles puissent fournir des indications précieuses sur son orientation, mais la manière dont elles sont présentées ou justifiées qui est déterminant, l'objectif de son auteur étant d'obtenir l'adhésion ou le soutien de ceux à qui elles sont destinées ou qui sont concernées par ces mesures.

Et comment leur auteur et les médias les ont présentées ou répercutées ? Comme d'habitude, nécessaires, correspondant aux besoins de la situation (dans l'intérêt général...), répondant aux attentes de la population, mieux, espérées par elle qui de ce fait se voit combler avant même qu'on lui demande son avis, formidable, non, le reste n'étant plus qu'une formalité, une magouille confiée à un institut de sondage corrompus et le tour est joué.

L'intérêt de se pencher sur la manière dont ces mesures sont présentées ou justifiées au lieu de se focaliser uniquement sur leurs contenus, c'est que cela permet de comprendre ce qu'elles recouvrent ou quelles en sont les véritables intentions, l'origine, y compris à qui elles doivent profiter finalement, au régime et à personne d'autres évidemment puisque leur auteur en est le représentant, ce que le lecteur lambda ignore généralement ou n'a pas à l'esprit quand il aborde ce genre d'articles ou de discours.

Donc en employant cette grille de lecture on évite de se faire piéger, de manifester des illusions, de se faire berner, en réalité on met en pratique une méthode qui petit à petit au fil du temps permet d'élever notre niveau de conscience politique. Comment ? Car

à travers cette expérience répétée on finit par intégrer cette méthode qui nous sera très utile pour interpréter d'autres discours ou dans d'autres situations. On acquiert un outil de réflexion qui va nous permettre de renforcer notre esprit critique ou de le développer et de penser librement, véritablement ou sans se leurrer comme on le faisait précédemment ou à nos dépends. Finalement, on s'arme théoriquement pour interpréter la société et le monde, on va modifier radicalement notre mode de pensée qui jusque là était influencé par la classe dominante, on conquiert notre indépendance qui va nous être utile (indispensable) pour la suite de notre combat politique.

On est parti d'un tout petit rien en apparence, dont nous avons tiré un enseignement d'une portée exceptionnelle à l'arrivée, dont on n'aura pas conscience au départ mais qui nous servira le restant de nos jours si on s'emploie à répéter cette expérience ou que l'on garde à l'esprit cet enseignement, y compris dans tous les rapports de la vie quotidienne.

On aurait pu tirer le même enseignement à partir de bien d'autres expériences, puisque en réalité l'opération consistait uniquement à prendre en compte l'ensemble des facteurs en présence pour se concentrer sur celui qui allait nous permettre de comprendre d'un coup, au delà du contenu réel d'un discours dans le cas présent, quels rapports ils existaient entre eux et dans quelle perspective il se situait de manière à pouvoir déterminer librement quelle attitude adopter face à ce discours, etc.

En procédant de la sorte, on n'a pas traité cette expérience comme une abstraction, au contraire on l'a analysée de façon dynamique et dialectique en l'intégrant dans la situation.

En règle générale (dans la vie également) il y a deux façons de procédés. Soit on privilégie ou on ne traite que les conséquences d'un événement ou d'une action, on se contente des apparences, de ce qu'on a sous les yeux en se projetant éventuellement dans le futur, donc encore en ne traitant que de conséquences. Soit on s'interroge sur leur cause ou origine, on se demandera ce qui a bien pu se passer en amont, à quelle évolution correspond ce que nous avons sous les yeux maintenant, ce qui nous permet de situer un fait sur le plan historique, de reconstituer comment dialectiquement il s'est formé, suite à quelles transformations, etc. et d'essayer de déterminer si nécessaire son évolution probable dans l'avenir, en politique cela nous servira à définir quelle stratégie adopter, quelles tâches adopter, etc.

On a vu dans la causerie d'hier que la soumission aux marchés était présentée par la fondation Bertelsmann qui incarne les besoins de l'oligarchie financière, comme une nécessité incontournable pour tous les gouvernements, y compris celui de Hollande-Valls-Sapin.

Comment Valls a-t-il présenté ses mesures lors de son discours à l'Assemblée nationale ? En employant exactement le même procédé. Cela signifiait que personne ne peut se soustraire à la dictature de l'oligarchie financière et qu'elle seule doit détenir le pouvoir de décider du sort ou de l'avenir de la population en France notamment, Valls en étant le porte-parole.

C'est le postulat de départ qui ne figurait pas tel quel dans le discours de Valls, mais qui en déterminait son orientation politique, auquel finalement lecteurs, auditeurs, téléspectateurs et internautes étaient appelés à adhérer ou soutenir sans qu'ils en aient conscience.

A mon avis, voilà ce qu'il fallait expliquer aux militants et aux travailleurs au lieu de se contenter de reproduire ces mesures et d'en indiquer seulement la nocivité qui relève du lieu commun, ce qui n'aide en rien à progresser sur le plan politique ou théorique.

Quelques titres de presse pour illustrer notre exemple.

- La popularité de Manuel Valls grimpe en flèche - Reuters

- Valls gagne 6 points de popularité après une semaine à Matignon - AFP

- Après une semaine à Matignon, la cote de popularité de Valls grimpe - 20minutes.fr

- Manuel Valls a réussi son entrée en piste, selon un sondage - Francetv info

- Manuel Valls : 62% de satisfaits après son discours à l'Assemblée - Le Nouvel Observateur

62% de combien ? Elle est là l'arnaque.

Un autre exemple.

En famille. Au garde-à-vous. Les syndicats légitiment le gouvernement : Ils ont déjà capitulé !

A peine nommé, Manuel Valls a reçu vendredi syndicats et patronat, pour rassurer les premiers, inquiets du plan d'économie à

venir, et promettre au second l'accélération du pacte de responsabilité.

M. Lepaon plaide pour des discussions globales "*autour de la même table*" entre gouvernement, syndicats et patronat plutôt que des entretiens bilatéraux. AFP 11.04

Les bureaucrates syndicaux vendus estiment qu'il est de leur devoir, de leur responsabilité, que cela fait partie de leur mission ou de leurs prérogatives, de leur mandat (sic !) de répondre positivement à une invitation du Premier ministre qui incarne la dictature du capital.

Le postulat de départ qui se trouve masquer lors de cette démarche, réside dans leur soumission au capitalisme qui dès lors rend nécessaire qu'ils aillent prendre leurs ordres auprès de son représentant. Elle sera présentée comme naturelle, parce que voyez-vous ce sont des gens qui seraient polis et auraient des principes, nous à côté nous sommes des rustres sans éducation, de vulgaires gauchistes ou extrémistes.

Pour qui roulent-ils ?

- Une marche contre l'austérité le 12 avril…et l'amorce d'une opposition de gauche au gouvernement? - 20minutes.fr

Pas possible : L'Opposition de gauche, c'est nous !

- La gauche radicale veut mobiliser contre la politique du gouvernement - lefigaro.fr

Radicale en parole, coupée des masses, à moins que ce ne soit un trait d'humour du Figaro qui voulait dire Radical de gauche !

- Mélenchon, Besancenot, Laurent: tous unis contre Valls - publicsenat.fr

- Manifestation contre l'austérité samedi à Paris - AFP

- Le Front de gauche, le nouveau parti anticapitaliste (NPA), un collectif d'associations et plusieurs fédérations syndicales appellent à manifester samedi "*contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses*" à Paris. AFP 11.04

Même le FMI et Bill Gates sont "*contre l'austérité*" et pour le "*partage des richesses*".

- « *Valls est terrifiant. A peine arrivé il perd les Verts. Puis la gauche du parti, avec onze députés socialistes qui ne votent pas la confiance. C'est du jamais vu* » a attaqué sur RTL Jean-Luc Mélenchon. publicsenat.fr 11.04

Pour un peu on en oublierait que Valls a obtenu une majorité confortable lors du vote à l'Assemblée nationale ! Mélenchon, un moulin à prières tibétains...

- « *Notre espoir, c'est le NPA et les Verts. Ils ne sont plus au gouvernement. A quoi ils servent ? (…) On a des convergences sur beaucoup de thèmes* », souligne Jean-Luc Mélenchon.

Les Verts ou la réaction qui soutient le gouvernement néonazi à Kiev, bon, le NPA soutient bien la guerre contre la Syrie au côté de Hollande et Obama, alors pourquoi pas, ils sont faits pour s'entendre...

- « *En se ralliant à l'austérité, la politique du gouvernement démobilise la gauche, la désoriente, fait basculer le rapport de force et laisse le terrain libre à la droite et l'extrême droite* », explique François Delapierre.

Pour peu on en oublierait que le PS n'a jamais condamné l'austérité, il a même pris l'initiative de la mettre en oeuvre dès... 1982-83 ! En fait c'est hier matin en se levant qu'ils l'ont adoptée, si, si puisqu'on vous le dit. Ce type-là est un faussaire, ignoble.

- (A propos de Valls) « *Il était déjà pour l'austérité lors de la primaire PS. C'est un socialiste largement contaminé par les idées de l'extrême droite, dans son vocabulaire* », attaque le proche de Jean-Luc Mélenchon.

Mélenchon : le nouveau Premier ministre "*est un socialiste qui pose problème à tout le monde, à commencer par les socialistes eux-mêmes*".

Si Valls est socialiste, alors c'est que nous sommes des nazis!

ACTUALITE EN TITRES

Qu'on se le dise...

- Michel Sapin maintient l'objectif de 3% de déficit en 2015 - Francetv info

- Pierre Gattaz demandera à Manuel Valls une accélération du pacte de responsabilité - AFP 10.04

... et dès le lendemain...

- Valls va accélérer la baisse de l'impôt sur les sociétés - AFP 11.04

Le roi a dit je veux :

- Pacte de responsabilité: Gattaz veut une loi "*avant l'été*" - AFP

- Nucléaire : le patron du CEA suggère de construire 35 réacteurs d'ici à 2050 - LePoint.fr

La CGT ou le service après-vente du capitalisme.

- Ascométal: la CGT préfère le projet Supplisson, qui préserve 97% de l'emploi - AFP

Le Medef t'aime Valls ! Il n'est pas le seul !

- Les régularisations de sans-papiers en hausse de 51% en 2013 - Reuters

- Sans-papiers: 12.000 régularisations de plus en 2013 du fait des règles de Valls - 20minutes.fr

Leur société a besoin que vous soyez nul !

- Dictée : la fin des zéros pointés pour les fautes d'orthographe - lefigaro.fr

«*La dictée fait le plus souvent l'objet d'une évaluation descendante: par rapport au texte source, l'enseignant décompte, en négatif, les erreurs commises. Cette pratique, décourageante pour l'élève, ne permet pas pour autant de bien cerner quelles sont ses difficultés orthographiques et quels remèdes y apporter*», affirme l'Education nationale dans une note révélée par RTL. lefigaro.fr 10.04

Commentaire d'un internaute

- "*Comment faisaient nos instituteurs pour nous apprendre à écrire correctement ? J'étais à l'école primaire dans les années 70 et bizarrement les élèves savaient lire et écrire. Etions nous plus doués ?*"

Personnellement je n'ai jamais décollé du zéro pointé, maintenant j'en connais l'origine : je ne lisais pas. C'est la seule méthode valable et quelques cours de syntaxe.

Leur société. Tout cela pour cela.

- Le travail vous fait prendre du poids - 20minutes.fr

- Abstention des jeunes: et si l'école était responsable? - L'Express.fr

- A Montpellier, 4% des étudiants se prostitueraient - 20minutes.fr

Paupérisation et régression sociale

- Un ménage français sur cinq a des difficultés financières permanentes - LePoint.fr

- Huit jeunes sur dix jugent difficile de se loger et sont pessimistes pour l'avenir - AFP

- Les conducteurs non-assurés toujours plus nombreux en France - AFP

- 1 enseignant sur 3 n'est pas satisfait de son métier - Le Nouvel Observateur

- L'assurance maladie a dépensé 1,4 milliard d'euros de moins que prévu en 2013 - AFP

Le nettoyage par le vide. Et ça rapporte !

- Les grandes banques européennes ont fermé 5.300 agences en 2013 - Reuters

Vive la guerre ! Elle arrive...

- Grande Guerre: des collégiens créent un jeu de société sur les combats de 1917 AFP

Comment y préparer les esprits...

- L'extrême droite hongroise se veut un modèle en Europe - Reuters

Quelle tâche !

- L'«*homme blanc hétérosexuel*» toujours privilégié en France - Liberation.fr -

La sanction !

- SocGen porte sa participation dans Rosbank à 99,4% - AFP

Rosbank est la filiale russe de SocGen.

Ce sont vos alliés...

- Le communautarisme musulman défie l'école - LeFigaro.fr

- Le site de la mairie de Beaumont-sur-Sarthe piraté par des islamistes - LeFigaro.fr

En famille.

- Strasbourg: le PS s'allie à l'UMP pour gérer la communauté urbaine - L'Express.fr

- Patrick Bruel refuse de se produire dans les villes dirigées par le FN - Francetv info

Le soldat de Tsahal préfère se produire chez les fascistes à Tel-Aviv, chez lui.

Résistance passive et charrette.

- Le catalogue des 3 Suisses disparaît et emporte avec lui quelque 200 salariés - AFP

- Des psychologues de la fonction publique en grève contre la précarité - Liberation.fr

- BofA va supprimer 3.000 postes en Amérique latine et en Asie - Reuters

De la quincaille !

- BMW rappelle plus de 156.000 voitures aux Etats-Unis - Reuters

- BMW rappelle 260.000 voitures supplémentaires dans le monde - AFP

Les réacs décomplexés.

- Les 67 plus riches du monde détiennent la moitié des richesses du globe. Et alors ? - Atlantico.fr

- 60 ans de la TVA : pourquoi elle n'est pas la taxe injuste si souvent décriée Atlantico.fr

- Deutsche Bank veut pouvoir augmenter les bonus de ses banquiers - Reuters

Réac. Médiocratie et cynisme

- Pourquoi la musique nous parait meilleure quand l'artiste est excentrique - Atlantico.fr

Il fait des envieux chez les médias.

- Sa femme meurt, il gagne à la loterie le lendemain - Le Nouvel Observateur

Escroc, truand, mafieux, ah bon !

- Italie: vers des travaux d'intérêt général pour Silvio Berlusconi - AFP

- Un proche de Berlusconi accusé de liens avec la mafia en fuite - Reuters

- L'ex-trésorier de la droite espagnole implique un cacique du parti - Reuters -

Les maîtres du monde...

- Washington ne veut pas du nouvel ambassadeur d'Iran à l'Onu - Reuters

- Crimée: Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre six responsables - 20minutes.fr

Leur vieux monde

- L'Espagne refuse d'extrader le franquiste «*Billy the Kid*» - LeFigaro.fr

- L'Onu vote l'envoi de 11.800 casques bleus en Centrafrique - Reuters

- L'Europe va superviser l'élection égyptienne - Liberation.fr

- Attentats et fusillades font plus de 20 morts en Irak - AFP

- Israël prend des sanctions fiscales contre les Palestiniens - Liberation.fr

- Cisjordanie : Israël détruit des abris financés par l'Europe - Le Nouvel Observateur

- Nigeria: huit morts dans une attaque islamiste à Kano - AFP

- Deux attentats en Syrie font une vingtaine de morts à Homs - Reuters 09.04

- Pakistan: 22 morts dans un attentat au coeur d'un marché d'Islamabad - AFP 09.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Toujours davantage d'armes US pour Israël. - french.irib.ir

Les informations parvenues font part de la multiplication des agissements des Etats-Unis pour équiper le régime sioniste. Dans ce droit fil, la force aérienne de ce régime a reçu, hier, mercredi, de nouveaux avions de transport de type « Super Hercules » de fabrication de la compagnie américaine Lockheed Martin. Cette force devra recevoir d'ici deux mois d'autres avions du même type. Ces avions seront intégrés dans l'armée, a annoncé Moshé Yaalon, le ministre de la guerre de ce régime, lors des cérémonies de livraison de ces engins sur la base aérienne Nafatim. Tenant compte des récentes évolutions dans la région, Israël doit maintenir sa puissance et être disposée à faire face à tout défi à l'avenir, a-t-il ajouté lors des déclarations diffusées par ma Radio-Israël.

L'ambassadeur américain en Palestine occupée et le président de Lockheed ont participé aux cérémonies de livraison de des avions, a annoncé la Radio-Israël. Ces avions sont considérés comme les avions de transport tactiques les plus avancées dans le monde. Ces avions sont, par rapport au précédent type d'avion, capable de transporter plus de militaires et une grande quantité d'équipements militaires lourds. Ils sont aussi capables de parcourir des trajets plus longs. Augmenter par les Etats-Unis, les capacités israéliennes dans différents domaines dont militaire témoigne du fait que malgré certaines divergences tactiques entre les autorités américaines et le régime sioniste en ce qui concerne le fonctionnement de ce dernier pour ce qui des négociations de compromis, les soutiens stratégiques américains à Israël sont toujours maintenus.

Par tous les moyens, les Etats-Unis cherchent à augmenter les capacités de ce régime anti-paix et répresseur, d'où le feu vert de Washington au régime sioniste d'intensifier ses crimes. Les aides des Etats-Unis à Israël interviennent alors que Washington assume la médiation dans le soi-disant processus de compromis tandis que le soutien américain montre que les Etats-Unis ne sont pas un médiateur impartial dans les négociations de compromis. En effet, le soutien de Washington au régime sioniste est le fondement de sa politique étrangère tandis que sa politique régionale au Moyen-Orient est empreinte de ces soutiens. En réalité le processus de compromis au Moyen-Orient est fondé sur de telle base. L'axialité du processus de compromis au Moyen-Orient est planifiée par les américains de la manière à ce qu'elle assure les objectifs expansionnistes et hégémonistes du régime sioniste. Or, une solution équitable à la crise palestinienne n'a aucune place dans le processus de compromis tandis que l'autre objectif de ces négociations est de gagner du temps pour le régime sioniste pour que celui-ci puisse poursuivre ses caprices dans la région. french.irib.ir 10.04

SOCIAL

Argentine

- L'activité ralentie en Argentine par une grève de 24 heures - Reuters

Une grève générale de 24 heures a débuté jeudi en Argentine, à l'appel de la puissante centrale syndicale CGT, pour protester contre l'inflation élevée et d'autres difficultés économiques.

Les salariés négocient actuellement pour obtenir des augmentations qui compensent une inflation de l'ordre de plus de 30% par an.

La CGT représente notamment des catégories comme les routiers et les dockers. Les chauffeurs de bus et les autres employés des transports ont également rejoint le mouvement, ralentissant l'activité dans les grandes villes comme Buenos Aires, Mendoza et Cordoba.

L'activité dans le principal port céréalier du pays, Rosario, est également ralentie par le mouvement, mais aussi, depuis le 5 avril, par un conflit entre les syndicats représentant les dockers.

Les quatre cinquièmes des céréales et oléagineux exportés par l'Argentine partent de Rosario, port sur le Parana. Reuters 11.04

Haut de page

Le 14 avril 2014

CAUSERIE

Pas le temps pour le moment à consacrer à l'Ukraine, vous disposez de suffisamment d'articles pour apprécier la situation...

Difficile de trouver le dictateur idéal.

- La popularité de Hollande au plus bas en avril (18%), Valls démarre à 58% - 20minutes.fr

Ils se complètent. Hollande n'ira jamais au delà des limites que lui ont fixé ses maîtres, ce qui ne sera pas forcément le cas de Valls qu'il est chargé de surveiller de près, tout en lui refilant le sale boulot qu'il n'est pas capable de faire lui-même, Hollande n'a même pas ce talent, et rien ne dit que Valls l'aurait au delà de réciter un discours qu'il n'a pas été foutu de rédiger. ils ont de quoi s'inquiéter en haut.

Les barbares se lâchent. Merdia & mépris.

Ils ne FeigNent même plus de camoufler la haine que leur inspire ce qui est censé représenter à raison ou à tort la gauche.

Libération 12 avril 2014 - Auteur : Anthime Verdrier - titre : *Le Front de gauche entame sa marche européenne*.

- "*C'est enfin au tour d'Alexis Tsipras de monter à la tribune. Il ne baragouine que quelques mots de français, alors c'est en grec, une interprète à ses côtés, qu'il s'adresse à l'assemblée.* "

Baragouiner est toujours employé péjorativement, c'est une expression dépréciative.

Baragouiner : V. intr. Fam., péj. Parler une langue incompréhensible, barbare (du point de vue de ceux qui ne la comprennent pas). Ces étrangers baragouinent entre eux (Académie).

V. tr. Fam. Parler (une langue) en l'estropiant; prononcer mal et confusément ou en faisant de nombreuses fautes par rapport à l'usage. Baragouiner un discours, une déclaration. (Le Grand Robert de la langue française)

Nous n'avons rien en commun avec Alexis Tsipras, nous voulions juste relever l'état d'esprit qui règnait chez Libération, fébrile.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de réacs.

Verdict des marchés : Manuel Valls va dans le bon sens mais paralyse la droite française qui n'a aucune proposition - Atlantico.fr

Quel aveu ! Valls applique le programme de la droite, CQFD.

Coût du travail en France : malgré une baisse en 2013, il reste le plus important des pays développés - Atlantico.fr

C'est l'ennemi à abattre !

Mais comment les créances douteuses en zone euro ont-elles pu doubler depuis 2009 ? - Atlantico.fr

Ah ben ça alors, quelle mystère ! Heureusement qu'il existe encore des esclaves sur terre !

Parole de nantis

- "*Les enfants qui ont du plaisir à apprendre réussissent*" - LePoint.fr

Oligarchie, aristocratie et privilèges.

- Les grandes banques d'Europe ont supprimé 80.000 postes en 2013 - Reuters

- Le nouveau patron de PSA gagnera au moins 1,3 million d'euros par an - LePoint.fr

- Les généreuses primes de cabinet du gouvernement Ayrault en 2013 - LeFigaro.fr

449 membres des équipes ministérielles se sont réparti 12 millions d'euros.

Les ministres les plus généreux ont distribué par collaborateur plus de 3500 euros mensuels (soit 42.000 euros par an) de revenus bruts complémentaires. Plus de deux smics par mois, en somme. En plus du salaire donc. Et il ne s'agit là que d'une moyenne.

Le premier ministre, pour sa part, consentait un peu plus de 2700 euros par mois et par personne en moyenne (soit 33.000 euros par an). LeFigaro.fr 13.04

En famille.

- L'opposante birmane Aung Suu Kyi se sent comprise par Merkel AFP - AFP

Déstabilisation et stratégie du chaos

- Moscou: au moins 4.000 manifestants pour réclamer la liberté d'expression - AFP

- Libye: le Premier ministre démissionne, dit avoir été victime d'une attaque - AFP

- Irak: 17 morts, dont 11 dans un attentat suicide, au nord de Bagdad - AFP

- Nigeria: au moins 60 personnes tuées par des islamistes présumés - AFP

- Israël aurait nationalisé 100 hectares de terres de Cisjordanie - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quel scénario ?

Un prétexte pour justifier une nouvelle guerre en Europe ou mondiale ? Ou bien un moyen d'imposer aux peuples de se soumettre à la dictature de l'oligarchie pour les protéger du règne de la terreur qu'elle a elle-même orchestrée ?

- Kiev lance un ultimatum et mobilise l'armée - Reuters

Les autorités ukrainiennes, prêtes à mobiliser l'armée, ont donné jusqu'à lundi 06h00 GMT aux séparatistes pro-russes pour déposer les armes et quitter les bâtiments publics qu'ils occupent dans l'est du pays, où on signalait dimanche au moins deux morts.

Le décret présidentiel fait suite à l'annonce par le président par intérim Oleksander Tourtchinov qu'il avait décidé de déclencher une opération antiterroriste d'envergure avec le renfort de l'armée.

Moscou a réagi à cette mobilisation en dénonçant un "*ordre criminel*".

Après le siège du gouvernement régional de Donetsk et le quartier général des services de sécurité (SBU) de Louhansk, occupés depuis le week-end dernier, de nouveaux bâtiments publics ont été pris ce week-end par les séparatistes pro-Russes à Slaviansk, Kramatorsk ou Marioupol dans l'est du pays.

Les contestataires réclament un référendum d'autodétermination à l'image de la consultation en Crimée qui a abouti à son annexion par la Russie. Reuters 13.04

- Moscou dénonce la mobilisation ordonnée par le président ukrainien - Reuters

Le ministère russe des Affaires étrangères a estimé dimanche que la mobilisation de l'armée décidée par le président ukrainien par intérim Olexander Tourtchinov pour faire face à la déstabilisation dans l'Est du pays était un "*ordre criminel*".

"*La responsabilité d'éviter une guerre civile en Ukraine incombe désormais aux Occidentaux*", ajoute le ministère dans un communiqué, appelant l'Occident à "*maîtriser*" ses "*protégés*" ukrainiens et à "*les forcer à prendre leurs distances avec les néo-nazis et autres extrémistes, à cesser de recourir à la force armée contre le peuple ukrainien et à ouvrir immédiatement un véritable dialogue*".

Le ministère réclame aussi que la question ukrainienne soit inscrite d'urgence à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies.

"*La situation dans le sud-est de l'Ukraine prend un tour extrêmement dangereux. Les autorités de Kiev, qui se sont portées au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat, se sont lancées sur la voie d'un recours à la force pour mater des manifestations populaires*", estime la diplomatie russe.

"*Nous condamnons résolument les tentatives de recours à la force brute contre des manifestants et des militants. Nous sommes particulièrement indignés par cet ordre criminel d'utiliser l'armée contre des manifestants.*"

L'analyse des Occidentaux est tout autre. Dès samedi, les Etats-Unis ont demandé au président Vladimir Poutine de cesser ses efforts de déstabilisation de l'Ukraine et ont adressé une mise en garde contre toute nouvelle intervention militaire russe.

Le vice-président américain, Joe Biden, est par ailleurs annoncé en visite le 22 avril prochain à Kiev.

Dimanche, c'est le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, qui s'est inquiété ce qu'il a qualifié de "*campagne concertée*" des pro-Russes et a prévenu que toute ingérence militaire de la Russie en Ukraine accentuerait son isolement international.

Rasmussen a exhorté la Russie à prendre des mesures pour une "*désescalade*" de la crise en retirant ses milliers de troupes regroupées près de la frontière avec l'Ukraine.

A Paris, Laurent Fabius, qui s'est entretenu par téléphone avec ses homologues américain et allemand avant des contacts prévus dans la soirée avec le chef de le diplomatie russe et le chef du gouvernement ukrainien, a indiqué que la France "*condamnait très fermement les violences survenues hier (samedi) et aujourd'hui dans cette région*".

"*Nous appelons toutes les parties à la retenue et au dialogue, afin qu'une solution pacifique à la crise se dégage rapidement. Chacun doit oeuvrer à la désescalade*", ajoute le ministre français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Samantha Power, la représentante permanente des Etats-Unis à l'Onu, a rappelé que son pays était prêt à accroître les sanctions contre la Russie en cas de poursuite de l'escalade dans l'est de l'Ukraine.

D'après l'agence de presse russe RIA citant des sources onusiennes, le Conseil de sécurité des Nations unies, où la Russie dispose d'un droit de veto, se réunira en urgence à 20h00 heures de New York (lundi à 00h00 GMT).Reuters 13.04

Hollande et le PS confirment leur soutien à un gouvernement néonazi.

- Kiev: visite de soutien de parlementaires allemands, français et polonais - AFP

Les présidents des commissions des Affaires étrangères des Assemblées du "Triangle de Weimar" (Allemagne, France, Pologne) ont effectué vendredi et samedi une visite à Kiev pour apporter leur soutien aux autorités pro-européennes d'Ukraine.

"*Le soutien de l'Europe de nos trois pays, la France, l'Allemagne et la Pologne, pour l'Ukraine sur sa route vers l'Europe sera durable et stable,*" a assuré M. Schetyna (Pologne - ndlr) lors d'un point presse.

"*Je pense qu'il y a à la fois à faire en sorte que les bâtiments publics puissent être libérés bien sûr, mais surtout à rassurer les populations pour que ces petits groupes qui sont extrêmement minoritaires ne puissent pas agréger autour d'eux la population de l'est*", a déclaré Mme Guigou (PS - ndlr), présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, alors que des séparatistes pro-russes sont repassés à l'offensive samedi dans l'est de l'Ukraine, prenant quasiment le contrôle d'une localité et s'emparant du siège de la police dans la grande ville de Donetsk. AFP 12.04

http://www.nouvelle-europe.eu

- "*Lancé à Weimar en 1991 sous l'impulsion des ministres français et allemands des Affaires étrangères, le Triangle de Weimar est une coopération trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne.* "

Et qui était le ministre français des Affaires étrangères en 1991 : Roland Dumas.

Une sous-officine de la Commission Trilatérale fondée (en 1972) et dirigée par un certain David Rockefeller flanqué de Zbigniew Brzezinski et Henri Kissinger (un des piliers du groupe Bilderberg) notamment.

Avant Elisabeth Guigou pour le PS, y ont participé : Roland Dumas, Jacques Delors, notamment. Pour l'UMP, c'est Jean-François Copé qui en est tiitulaire actuellement, il fut précédé par Jacques Chirac, Raymond Barre, etc.

Pour ceux qui auraient raté un épisode, la Pologne a été associée au coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine en servant de base arrière, de renseignement, etc. Elle a joué dans une certaine mesure le même rôle pour le compte de l'UE que la Turquie contre l'Etat syrien pour les Etats-Unis et Israël. Lire les articles s'y rapportant dans le site.

Ce qui est marrant, c'est que dans tous les coups pourris on trouve le PS associé au parti de l'ordre (officiel), à l'UMP, autrefois l'UDR ou le RPR. C'est une constante qui couvre la totalité du XXe siècle, donc qui ne date pas des années 70, 80 ou 2000, moins encore de l'élection de Hollande.

Non mais attendez, on se doit de le préciser car il y en a pour vouloir nous faire le coup et certains plus nombreux encore pour les croire parce que cela les arrange. Sauf que nous nous ne marchons pas dans ce genre de combines pourries qui consiste à réécrire l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroule pour en occulter des pans entiers, enterrés, volatilisés.

Rien de plus facile en effet pour éviter d'avoir des comptes à rendre sur la politique ou les rapports qu'on avait adoptés dans le passé envers tel parti ou telle institutions. Nos dirigeants pratiquent la loi du silence, impose l'omerta à leurs militants, cela va de paire avec leur conception de la lutte des classes et la manière dont ils conçoivent le fonctionnement (bureaucratique) de leur parti. Toute critique doit être proscrite, toute erreur tue, toute nouvelle analyse est d'emblée jugée suspecte, inutile, nocive, dangereuse, opportuniste, à bannir au même titre que les traîtres.

Et quant à ceux qui par ignorance ou entêtement trangressent ces tabous ou interdits, qui ont confondu la liberté de pensée qui leur avait été accordée par décret avec un droit qui ne devait avoir qu'une valeur théorique ou symbolique, leur méprise leur vaudra d'être réprimés ou chassés comme des ennemis, renforçant l'idée qu'on était bien en présence d'un système policier ou employant si nécessaire des méthodes policières pour défendre un appareil construit sur la base d'une imposture, un parti devant servir d'autres intérêts que ceux mis en avant, inavouables, indéfendables, donc ne pouvant pas supporter l'épreuve de la critique.

L'examen du passé est impossible, car insoutenable. Il doit être effacé au fur et à mesure que le temps passe, c'est indispensable, il doit demeurer inaccessible, enfoui sous une pile de vérités définitives qui en réalité tiennent du lieu commun ou ne présentent aucun intérêt, et ne correspondent qu'à une sélection limitée de faits retenus uniquement parce qu'ils permettent de justifier la ligne politique adoptée par nos dirigeants ou l'appareil de notre parti autrefois ou il y a quelques décennies, en aucun cas l'analyse du passé doit nous conduire à compléter ou affiner nos connaissances pour en tirer de nouveaux enseignements, vous n'y pensez pas, ils pourraient heurter ceux dont on prétend s'être inspirés, on serait pris en flagrant délit de forfaiture ou notre faillite politique éclaterait au grand jour, celle de nos dirigeants d'hier et d'avant-hier j'entends.

Dans la vie aussi la plupart des hommes se comportent de la sorte, c'est étrange, on a l'impression qu'ils ne veulent pas évoluer ou progresser. C'est plus fort qu'eux, ils préfèrent s'enfermer dans le mensonge et le reproduire sans cesse quitte à en être eux-mêmes victimes ou ne rien en retirer de positif, ce serait là commettre une grave erreur d'appréciation en réalité. Effectivement cela est incompréhensible tant que l'on croit qu'ils poursuivent les mêmes objectifs que nous ou qu'ils partageraient nos principes ou nos valeurs, mais cela s'explique très bien dès lors qu'on admet qu'ils puissent en être autrement.

C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer ou qu'on se refuse à croire car cela nécessite de revoir l'ensemble des rapports que l'on avait avec une personne ou un parti, encore faut-il aussi pour l'envisager sérieusement et qui plus est pour l'admettre ne pas avoir son amour-propre (ou sa dignité) mal placé comme l'on dit. C'est là leur force, par là où ils nous tiennent si longtemps car on se refuse à franchir ce pas qui peut aboutir à chambouler notre vie, qui ébranle nos certitudes au point de nous faire douter de nous-même, ne nous leurrions-nous pas nous-même par hasard, qui sait, après tout on pourrait se faire des idées ou à notre tour surestimer la valeur de certains faits, facteurs ou rapports au détriment d'autres, ne produirions-nous pas inconconsciemment l'erreur inverse pour justifier je ne sais quoi, en politique par exemple qu'on ne soit pas parvenus à construire le parti et l'Internationale...

Sur le plan personnel ou la vie quotidienne, c'est plus simple parce qu'on n'abordera que des expériences qu'on aura vécu soi-même, donc par définition on ne pourra pas les nier, il sera donc facile de confronter les personnes qui auront pu y être mêlées un jour ou l'autre et les placer face à leurs mensonges ou leurs responsabilités, sans les juger, l'évocation des faits suffira généralement à rétablir la vérité qu'ensuite chacun admettra ou non.

Ces faits appartenant à un passé plus ou moins lointain, on les évoquera uniquement pour essayer de mieux comprendre comment

a évolué une relation ou des rapports pour en tirer des enseignements si nécessaire, si cela n'a pas déjà été fait. Et c'est là que la polémique pourra surgir, car dans le cas où cela n'aura pas été fait, il y aura de fortes chances pour que cela ne le soit pas davantage au moment où on les évoquera à nouveau, parce qu'on sera tenté d'en faire une interprétation qui soit à notre avantage plutôt que le contraire, comme en politique on voudra absolument avoir raison même quand l'évidence démontre le contraire !

Pour ne prendre qu'un exemple, j'ai toujours eu de mauvaises relations avec mes parents, dire compliquées serait minimiser ce qui s'est passé et je m'y refuse, ce serait mahonnête.

Depuis j'ai bien compris pourquoi les choses se sont passées de la sorte, ils n'y étaient pas plus pour quelque chose que moi. J'ai l'intelligence de l'avoir compris et j'en parle très librement avec ma mère qui est encore vivante. Par contre, elle qui était arriérée et l'est restée toute sa vie, elle ne me pardonnera jamais l'attitude que j'ai pu avoir avec eux. Je n'y peux rien, peu importe, je ne lui en veux pas, ce serait ridicule et injuste de ma part, je dois faire avec les relations qu'elles acceptent d'avoir avec moi et je n'essayerais pas à son âge de lui en imposer d'autres, je sais qu'il y a des faits que je ne peux pas évoquer devant elle car elle ne le supporte pas, par exemple le fait que j'ai été battu pratiquement tous les jours quand j'étais gosse. C'était injuste. Je ne lui demande pas des excuses, pas même qu'elle admettre que c'était injuste, que rien ne pouvait le justifier, la pauvre femme n'a jamais évolué et je la plains sincèrement. Moi de mon côté j'en ai tiré des enseignements depuis très longtemps puisque je n'ai jamais levé la main sur ma fille. Et le combat de ma vie a été contre l'ignorance, d'où parfois mes excès (contrôlés tout de même !), car elle est omniprésente dans la société.

On peut comprendre que bien des militants doutent qu'on puisse réussir à vaincre notre ennemi parce qu'on est franchement très mal barré, j'estime que c'est parfaitement légitime, on semble à des années lumières du socialisme et s'en éloigner au lieu de s'en rapprocher...

On pourrait aussi en douter en observant que des gens qui n'appartiennent pas aux couches les plus arriérées du prolétariat se comportent comme ma mère, c'est troublant, surprenant, déstabilisant, mais tellement humain, c'est quelque part comme si finalement on ne pouvait admettre que quelque chose qui vient de nous-même.

Dans un contexte de profondes tensions sociales ou sur fond de bruits de canons on en arrive à avoir tendance à intérioriser chaque expérience jusqu'à leur prêter une importance ou une portée qu'elles n'ont pas en réalité, jusqu'à prendre sur soi des choses qui ne nous sont pas destinées ou ne nous concernent qu'indirectement, notre sensibilité est exacerbée au point que nous démarrons au quart de tour à toute interprétation que nous ne partageons pas parce qu'elle nous mettrait en cause, en réalité la simple énonciation des faits devient une aggression, un crime, un procès d'intention, dès lors qu'on y est mêlé cela peut tourner à l'hystérie ou prendre une tournure violente.

J'ai eu l'occasion récemment de faire cette expérience, je l'ai assumée tranquillement, un peu plus ou un peu moins avec tout ce que je me prends dans la gueule quotidiennement depuis des années en parcourant l'actualité mondiale, je suis blindé et je peux résister aux Patriot ou S300 !

On finit par être guère surpris et se faire une raison, en réalité, sans l'avouer, on sait depuis longtemps à quoi s'en tenir, alors la vie continue.

En politique, sur le nombre, on se dit sans l'avoir fait que selon un calcul de probabilité vraisemblable on ne doit pas être le seul à se livrer à ce genre de constats, qu'on devrait même être assez nombreux à avoir compris qu'on n'avait rien à gagner à refuser de regarder la réalité en face, celle d'hier et d'aujourd'hui, qu'il faut bien un moment donné faire le bilan de nos analyses, théories ou actions, honnêtement, apparemment c'est plus difficile que ce qu'on avait imaginé, on avait peut-être surestimé la capacité des hommes, des militants en particuliers, à demeurer fidèle à une cause, à un idéal...

Qu'on ne nous reproche pas de nous poser en procureur ou en donneur de leçons, on ne fait que remettre les pendules à l'heure, ne confondez pas, on refuse d'être pris en otage par des dirigeants ou des partis, et qu'on nous prenne pour des cons si je peux me permettre, c'est insupportable.

Certains lecteurs ne le savent peut-être pas, mais à plusieurs reprises j'ai exposé en détail mon propre passé qui n'avait rien de bien glorieux, j'étais certes resté fidèle à mes idées et je crois l'avoir amplement prouvé depuis, mais j'ai déserté le combat politique pendant 20 ans, d'où après m'être fourvoyé pendant de longues années mon atterrissage dans ce trou en Inde. Je me contente de remettre les choses à leurs places, c'est dérangeant, inconfortable parfois, je sais, y compris pour moi, mais c'est le prix à payer pour avancer.

Le pire dans la vie je crois, c'est de tirer un trait sur son passé, de faire comme s'il n'avait jamais existé et adopter des principes ou des idées qui nous répugnaient autrefois, c'est quelque chose que je n'ai jamais fait, comme manquer de respect ou mépriser quelqu'un sous prétexte qu'il ne vaudrait pas grand chose, je ne parle pas des patrons, des réacs patentés ou des minables qui jouent aux provocateurs, c'est autre chose.

Pour revenir et terminer par notre sujet, le PS est un parti fondamentalement réactionnaire depuis un siècle qu'on s'est employé à ménager ou présenter sous un angle avantageux en occultant ce qu'il était vraiment, en recourant à de faux prétextes qu'on ne peut plus mettre en avant à l'heure où sa véritable nature s'expose, explose au grand jour. Cela devrait nous inciter à revoir notre copie bien au delà de ce rapport, car il y a fort à parier que ce ne serait pas le seul domaine où l'on se serait fourvoyés, à dire vrai j'en suis parfaitement convaincu.

Il ne s'est pas trouvé un seul député du PS pour voter contre Valls vendredi dernier à l'Assemblée nationale, cela devrait vous suffire, 1914-2014 le PS n'a pas changé d'un iota, voilà la vérité, il vient encore de le prouver.

Les usurpateurs

- «*La vraie gauche est dans la rue*» - Liberation.fr

« *Il y a du monde. On entend 50 000 ou même 100 000 personnes. C'est sûrement exagéré mais ça fait du bien* », admet Philippe Poutou, responsable du NPA. La police comptera 25 000 personnes.

(Merci monsieur Poutou, disons quelques dizaines de milliers, en comptant que le PCF avait affrété plus de 100 cars en province, lu dans un article de presse la veille, cette manifestation nationale est un échec. - ndlr)

"*C'est un message envoyé au gouvernement*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de Gauche, à la presse. "*Il y a une gauche dans ce pays et il n'est pas acceptable qu'elle soit usurpée pour appliquer une politique de droite sur le plan économique.*"

(Nous, nous n'avons aucun "*message (à) envoyer au gouvernement*" auquel nous ne reconnaissons aucune légitimité en dehors de celle de représenter le capital que nous combattons. Nous ne considérons pas de gauche le PS et EELV, ils sont de droite et qu'ils y restent. Monsieur Mélenchon en prétendant qu'ils pourraient faire une autre politique vous en êtes le complice. Vous vous placez vous-même dans le camp des ennemis de la classe ouvrière. Entre nous, tous ces illusionnistes et faussaires de gauche et d'extrême gauche ne croient pas un mot de ce qu'ils disent, ils savent pertinemment ce qu'ils sont et ce qu'ils font, ce qui n'est pas le cas de militants qu'ils peuvent encore tromper. - ndlr)

"*Le message est clair, Manuel Valls commence par une première manifestation, et c'est important parce que ça veut dire qu'il y a une nouvelle séquence politique qui s'ouvre*", a estimé de son côté Olivier Besancenot, du NPA, à la presse.

"*C'est la première manifestation de l'opposition de gauche au gouvernement*", avait-t-il dit dans la matinée, sur i>TELE. "*Il s'agit de fédérer une opposition de gauche décomplexée face à ce gouvernement. Il y aura des suites.*" Reuters et libération.fr 12.04

(Flanqué du PCF et du PG alliés électoraux du PS et EELV, le NPA n'a absolument aucune légitimité à prétendre représenter l'Opposition de gauche dans ce pays, c'est une escroquerie politique. L'Opposition de gauche n'a qu'un seul programme et un seul drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale. - ndlr)

«*On a vu la claque que la gauche a prise aux élections municipales. Donc est-ce que la seule alternative c'est entre l'abstention et le vote à droite? Ou est-ce qu'on se dit: On va recréer de l'espoir et une alternative à gauche, c'est ça le sujet!* », a renchéri la députée communiste Marie-George Buffet.

(Traduire : L'espoir c'est d'aller voter aux européennes, apporter son soutien à la gauche qui en fait est de droite. Voter FdG c'est noter pour sauver Hollande et le PS, le régime auquel ils sont tous liés. - ndlr)

Voilà qui donne raison à ceux qui estimaient que cette manifestation était destinée à soutenir l'Union européenne en participant aux élections européennes.

- Le Front de gauche entame sa marche européenne - Liberation.fr

Mélenchon et Laurent ont officiellement lancé la campagne vendredi soir.

Trois jours après l'annonce des têtes de liste pour les élections européennes, la gauche radicale a officiellement lancé sa campagne.

A la veille de la «*marche nationale contre l'austérité*», la gauche radicale sauve l'unité. «*Plus que jamais, notre lutte contre l'austérité sera une bataille, explique Pierre Laurent, secrétaire national du parti communiste et président du Parti de la gauche européenne. Mais on est prêt au bon moment, poursuit-il. C'est maintenant que la campagne commence.*»

Cette manifestation est aussi l'occasion pour le Front de gauche de se lancer bruyamment dans la course aux européennes. A

l'avant du cortège, les têtes de liste sont présentes. «*Bien sûr qu'on souhaite que ce mouvement se traduise dans les urnes le 25 mai*», admet Pierre Laurent.

Cela a le mérite d'être clair, on ne se refait pas.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Portugal

Des milliers de retraités manifestent au Portugal contre les restrictions

Des milliers de retraités ont défilé samedi à Lisbonne et dans les principales villes portugaises pour protester contre de nouvelles coupes dans leurs retraites décidées par le gouvernement. «*Basta!*», «*non au vol de nos retraites!*» «*gouvernement dehors*»: ont scandé à Lisbonne les manifestants qui ont répondu à l'appel de l'association de retraités Murpi, qui avait appelé à défiler contre «*la politique d'appauvrissement du gouvernement*».

Des manifestations de retraités ont également eu lieu à Guimaraes, Porto (nord), Coimbra, Covilha (centre) et Faro (sud).
Les organisateurs attendaient entre 10 et 12.000 manifestants sur l'ensemble du territoire. liberation.fr 12.04

2- Italie

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi dans les rues de Rome pour dénoncer la politique du logement et le projet de réforme du marché du travail du président du Conseil italien Matteo Renzi.

Celui-ci, qui a succédé en février à Enrico Letta à la tête du gouvernement, entend procéder à des réformes en profondeur, comme des baisses d'impôt mais aussi un assouplissement des conditions d'embauche et de licenciement. Reuters 12.04

La manifestation avait été organisée par les militants pour le droit au logement, les mouvements dénonçant les mesures d'austérité, des syndicats protestant contre le travail précaire, des étudiants ainsi que les opposants au TGV Lyon-Turin.
Les manifestants ont affirmé être 15.000, sans que ce chiffre soit confirmé par les autorités.

Partie vers 13H00 GMT de Porta Pia, juste en dehors de l'enceinte du vieux Rome, elle s'est déroulée pacifiquement jusqu'à son arrivée deux heures plus tard devant les ministères de l'Industrie et du Travail, via Veneto, la rue immortalisée au cinéma par le film La Dolce Vita.

Des protestataires brandissant une banderole avec un "*non au plan logement " et au " jobs act " (la réforme du marché du travail, ndlr) du gouvernement Renzi !*", ont commencé à jeter des oeufs et des oranges sur le bâtiment.

Beaucoup de slogans ont été scandés contre le gouvernement et la précarité comme "*(...) donnons l'assaut à l'austérité et à la précarité*" et "*Logement, revenu, dignité*".

A un moment, certains manifestants, la tête cachée sous des capuches, ont commencé à lancer des pétards et des pierres vers les véhicules blindés de la police dont 2.000 agents ont été déployés dans tout le centre historique de Rome.

Les policiers et les carabiniers les ont repoussés en chargeant à deux reprises le cortège et en faisant usage de gaz lacrymogène. C'est alors qu'un Péruvien a perdu une main dans l'explosion d'un pétard.

Après les charges policières, le cortège s'est dispersé dans plusieurs rues.

Sur le sol, via del Tritone, près de la Place Barberini, et via Veneto, la chaussée était jonchée de banderoles, drapeaux et calicots abandonnés et même de chaussures de tennis.

Selon les médias, les manifestants les plus virulents ont endossé des k-way bleus, pour se distinguer des anarchistes des "*black blocs*". Une sorte de provocation de ces "*blu bloc*" à l'encontre de la police italienne qui porte des tenues de la même couleur. AFP 13.04

(Et la petite note réac à l'adresse des ignorants et des réacs qui concluait cet article - ndlr)

A propos des longues minutes de guérilla urbaine qui ont dévasté des rues très touristiques, le maire de Rome Ignazio Marino, revenu spécialement au Capitole pour piloter une cellule de crise, a déploré des actes de violence "*qui ont pénalisé l'ensemble de la capitale*".

La fédération des commerçants Federmoda a pour sa part affirmé que certains magasins restés fermés de crainte de dérapages avaient perdu 70% de leur chiffre d'affaires par rapport à un samedi normal. AFP 13.04

Haut de page

Le 15 avril 2014

CAUSERIE

L'armée industrielle de réserve ou de chômeurs ou pourquoi les capitalistes encouragent l'immigration.

- Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en oeuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires.

L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital. (K . Marx : Le Capital - Livre I - Section VII)

Aujourd'hui on dirait un Français pour trois Roumains ou Tunisiens par exemple. Quel abruti ou quel sale réac ce Karl Marx enfin ! Cherchez l'erreur.

Quelques réflexion à développer.

- L'affrontement est toujours l'expression et le produit d'une contradiction parvenue à son terme et qui n'a pas pu être résolue ou dépassée par d'autres moyens. Il est parfois nécessaire d'y recourir sous peine que les éléments qui la composent dépérissent ou entre en putréfaction. C'est le cas du capitalisme et du mouvement ouvrier.

- Le PS fait le sale boulot de l'UMP, et s'il n'en était plus capable et l'UMP non plus, c'est le FN qui s'y collerait, sinon à quoi d'autres pourrait-il servir ? Le PS est plus que le supplétif du parti de l'ordre, il en est la copie conforme ou le clone. Seul son masque, en partie son discours et la manière de présenter sa politique présentent des variantes. Le PS est un parti du capital, de droite, néolibéral, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne.

- La gauche et l'extrême gauche ainsi que les appareils syndicaux et les syndicats jaunes sont directement responsables de la montée de l'extrême droite. Incapables de proposer une issue politique favorable aux travailleurs, refusant de rompre avec le capital et ses institutions financières et politiques, ils en viennent logiquement à s'en accommoder et à refuser de les affronter laissant ainsi le champ libre à l'extrême droite qui sous un faux masque prétend constituer une alternative à l'UMP et au PS, alors qu'en réalité elle roule pour le capital et constitue l'antithèse du mouvement ouvrier.

L'entière responsabilité de la montée de l'extrême droite, du fascisme en France et en Europe ou ailleurs dans le monde est à mettre au crédit des partis dits de gauche ou d'extrême gauche et les appareils des syndicats inféodés au capital ou qui en sont les représentants sous de faux masques.

En voici une nouvelle fois la preuve.

La crise du capitalisme ne pouvant aller qu'en s'approfondissant, la gauche, l'extrême gauche et les appareils pourris des syndicats en arrivent à reprendre à leur compte les thèmes développés ou la propagande avancée par le parti de l'ordre au pouvoir pour le compte de l'oligarchie qui ont été conçus notamment ou qui ont le mérite de favoriser l'extrême droite :

- Défense sans réserve de l'immigration qui doit permettre au capitalisme d'accroître la concurrence entre les travailleurs et de maintenir l'armée de réserve à un haut niveau afin de faire baisser le coût du travail, seuls les patrons y sont gagnants à l'arrivée.

Il s'agit surtout d'évincer de la production des travailleurs ayant une certaine tradition ou culture de la lutte des classes, ayant adhéré à certains principes républicains ou démocratiques, ayant un certain niveau de vie, au profit de travailleurs qui ne possédaient pas cette tradition dans leurs pays d'origine, dans lesquels ces principes n'existaient pas et où le niveau de vie où leurs besoins étaient plus bas, donc correspondant à un coût du travail inférieur et des conditions de travail qu'ils sont prêts à accepter.

On en est arrivé au stade où plus un militant se dit de gauche ou d'extrême gauche et plus il y a de chance pour qu'il soit encore plus droitier que ses prédécesseurs pour ne pas dire bien pire encore.

- Légitimation de l'UE et de l'euro qui servent à justifier les politiques d'austérité, les contre-réformes, la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques au profit d'une dictature implacable sur laquelle nous n'avons aucune emprise, donc qu'il nous faut liquider à tout prix.

- Quant à l'insécurité ou la violence aveugle, elle est le produit à la fois de la décomposition sociale dont sont victimes des couches de plus en plus nombreuses du prolétariat, et de l'absence d'une issue politique à la crise du capitalisme dans laquelle les masses pourraient se reconnaître, de toute perspective de changement de la société, de tout espoir d'amélioration de leur sort du fait que la soi-disant gauche et l'extrême gauche agissent en lieutenants de la classe dominante.

C'est la gauche et l'extrême gauche qui à la suite du PS ont alimenté le communautarisme, le sectarisme, le pire individualisme et opportunisme qui soit, au point que bon nombre d'intellectuels, économistes, universitaires, philosophes, etc. peuvent à la fois se réclamer du marxisme ou y font référence et du nihilisme, du situationnisme, tout en frayant avec l'extrême droite, confusion qui profite une fois de plus à l'extrême droite... du régime.

C'est ainsi qu'ils s'emploient à éloigner (dégoûter) travailleurs et militants du socialisme après avoir rejeté ou abandonné les enseignements que les marxistes avaient tirés de la lutte de classes du passé, de la révolution d'Octobre et du léninisme, le communautarisme, le sectarisme et l'individualisme étant l'antithèse de l'organisation conscience de la classe ouvrière, du parti dont elle a impérativement besoin pour mener son combat contre le capitalisme, s'emparer du pouvoir politique et refonder la société sur de nouvelles bases sociales.

- Des syndicats et associations lancent un livre contre l'extrême droite - AFP

Des organisations syndicales et associatives ont lancé lundi un livre destiné à "*déconstruire les idées fausses propagées par l'extrême droite*", couvrant des thèmes variés comme l'immigration, l'insécurité, l'euro ou les institutions.

L'initiative est soutenue, côté syndical, par la CGT, la FSU, Solidaires, et les syndicats étudiant Unef et lycéens UNL et FIDL, et côté associatif, par la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et le Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

Ces organisations ont confié au journaliste Pierre-Yves Bulteau (France Inter, Le Monde) la rédaction du livre. (Confier la rédaction 'un tel ouvrage à un journaliste officiant dans le journal de banquiers, une initiative soutenue par des syndicats et des associations qui sont des appendices du PS et du PCF, autant dire que c'est associer ou livrer les militants au régime qui instrumentalise l'extrême droite et pour lequel elle oeuvre, donc à boycotter. - ndlr)

Par exemple, quand l'extrême droite s'oppose à l'immigration, M. Bulteau lui répond dans le livre que les travailleurs étrangers répondent à un "*besoin de main d'oeuvre*".

(Excellent exemple. Qui en a besoin ? Le patronat, le régime. De quoi ? D'une main d'oeuvre sans défense, déracinée, à la merci d'exploiteurs sans scrupule pour remplacer celle disponible sur place qui refusent de travailler selon les conditions de travail et de rémunération que les négriers des temps modernes veulent leur imposer. Ce qui est extraordinaire et pitoyable, c'est qu'avec plus 5 millions de chômeurs officiellement les militants ne le comprennent pas, apparemment ils ne sont pas concernés ou appartiennent à des couches protégées, privilégiées. Au passage, souvenez-vous de ce que j'ai rappelé récemment, à savoir que ce n'était certainement pas avec de tels militants qu'on constuirait le parti, qu'il valait mieux se tourner vers les millions de travailleurs inorganisés, les faits nous donne encore raison. A bas l'ouvriérisme et le tiers-mondiste réactionnaire ! - ndlr)

"*Les élections municipales ont interrogé de plein fouet le mouvement syndical. Le Front national vient sur notre terrain, utilise notre vocabulaire, détourne certaine de nos propositions, il était absolument nécessaire que nous répondions*", a pour sa part assuré Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

(Pourquoi, sinon parce que vous êtes totalement corrompus. Car jamais le FN ne viendrait sur le terrain d'un syndicalisme révolutionnaire ou authentiquement de gauche. Ils roulent pour le PS car c'est lui qui a subi une cuisante défaite lors

des municipales.- ndlr)

"*L'année dernière, nos équipes militantes ont assisté totalement sidérées à la montée du Front national et elles ne savaient pas quoi répondre*", a ajouté Annick Coupé. Pour la porte-parole de l'union syndicale Solidaires, le livre est "*un outil*" qui sera notamment utilisé lors de "*journées de formation intersyndicales*".

(A vous dégoûter du syndicalisme à vie ! Il faut donc s'attendre à avoir dans l'avenir des syndicats encore plus dégénérés, confier la rédaction d'un ouvrage destiné à lutte contre le FN à un journaliste d'une officine du régime, le journal Le Monde, franchement il faut le faire exprès ou être complètement abruti. Engels avait raison, les syndicats sont bien devenus des obstacles au socialisme ou pire encore depuis. Qu'on se syndique et qu'on milite dans les syndicats c'est une chose, qu'on leur assigne une mission qu'ils sont incapables de remplir du fait de leur profonde dégénérescence en est une autre... - ndlr)

Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a quant à lui fixé comme objectif "*de décrypter le discours du FN pour que les gens ne tombent pas dans le piège d'idées qui, au premier abord, peuvent paraître rapides et efficaces*".

(Intention stérile ou frauduleuse, car en réalité il suffit de faire référence à la nature de classe du FN pour démystifier ses intentions ou ses objectifs politiques. - ndlr)

De son côté, le président de l'Unef William Martinet "*refuse de ne pas s'impliquer au nom d'une idée d'apolitisme*": "*nous menons une bataille éminemment politique et nous n'avons pas de complexe là-dessus.*"

(C'est la voix du PS. Merci pour cet aveu, on le savait que les syndicats font de la politique ou qu'ils sont les relais de partis politiques. Une "*bataille éminemment politique*" pour le compte du régime en place et l'UE, en soutien au gouvernement, il peut l'affirmer sans gêne puisqu'il a le champ libre depuis que l'avant-garde a cessé de se battre plus pour constituer un courant révolutionnaire dans les syndicats, depuis qu'elle a abdiqué devant les appareils.

A sa façon Lepaon l'a confirmé hier en affirmant : "*Je pense qu'il y a deux démocraties qui se côtoient dans notre pays, il y a une démocratie politique et il y a aussi une démocratie sociale. Ce ne sont pas les mêmes temps*", cette dichotomie signifiant que les syndicats ne peuvent avancer que des revendications sociales compatibles avec l'existence du régime qu'il n'est évidemment pas question de remettre en cause, au nom justement de cette division irréductible entre le social et le politique, le justifiant par cette séparation artificielle qui conduit infailliblement le syndicalisme à se soumettre au régime.

Et pourquoi en est-il ainsi ? Parce que la démocratie sociale ne peut se réaliser qu'à travers la démocratie politique, mais comme sur le plan politique tous les partis ouvriers institutionnels ou ceux réputés parler au nom des travailleurs n'entendent pas situer leur combat dans la perspective de la remise en cause du régime ou le socialisme, la démocratie sociale étouffe sous le joug ou dans le cadre du régime, elle doit s'adapter aux besoins des capitalistes au détriment de ceux des travailleurs... - ndlr) AFP 14.04

En complément.

Lepaon est malhonnête, on n'attendait rien de plus de sa part.

- Interrogé sur l'élection présidentielle et l'appel au vote pour François Hollande de la CGT, il a affirmé que le patron de l'époque, Bernard Thibault, avait plutôt appelé "*à faire en sorte que Nicolas Sarkozy ne soit pas réélu*".

(Cela tombait bien, l'oligarchie avait adopté la même attitude, le même candidat, ses médias broyant La Talonnette au profit de la Fraise des bois.. mesdames ! Quelle hypocrisie ce type-là, minable ! - ndlr)

"*Après, François Hollande a fait quelques discours durant la campagne électorale, fait des promesses et pris des engagements. Ce n'est pas la faute de la CGT si le président de la République a entre guillemets "retourné sa veste" et ne met pas en oeuvre ce pour quoi il a été élu*", a-t-il asséné. AFP 14.04

(Comme quoi ce sont vraiment des ignares ou des abrutis à la direction de la CGT, personnellement je pencherais plutôt pour des ordures finies qui savaient très bien à quoi s'en tenir. - ndlr)

- Thierry Lepaon (CGT) appelle à l'union syndicale le 1er mai - AFP

"*Il faut organiser des manifestations, des rassemblements. Le 1er mai va être en partie l'occasion de se rassembler*", a-t-il dit sur France 2.

"*Nous n'avons pas encore réussi à l'heure qu'il est à avoir un grand rassemblement syndical: il manque la CFDT, la CGC et la CFTC*", a cependant ajouté M. Lepaon. AFP 14.04

Il pourrait aussi manifester avec le Medef pendant qu'il y est puisqu'ils entretiennent des liens congénitaux. Sans déconner, voilà la meilleure façon de lutter contre l'extrême droite !

Gouverner à coup de canons !

- Manuel Valls assistera à la canonisation de Jean Paul II et de Jean XXIII - Francetv info

Manuel Valls assistera à la canonisation conjointe de Jean XXIII et Jean Paul II, le 27 avril à Rome. Un mois après son arrivée à Matignon, le Premier ministre représentera la France à cette cérémonie décidée par le pape François. Selon L'Opinion, l'objectif de cette visite serait de redorer l'image de l'exécutif auprès des catholiques français. Francetv info 14.04

ACTUALITE EN TITRES

Monarchie héréditaire.

- PS: un nouveau Premier secrétaire élu mardi, ultimes tractations - AFP

Elle est morte depuis un siècle, vendue à l'ennemi !

- Julien Dray : "*La gauche risque de disparaître politiquement*" - Le Nouvel Observateur

On a les soutiens qu'on peut...

- Dany Boon juge le discours de Manuel Valls "*très encourageant*" - Francetv info

... à ce rythme-là il sera à zéro avant la fin du mois... c'est "***très encourageant***"...

- La popularité de Hollande en baisse, à 18%, celle de Valls à 44% - AFP

En 24h Valls est passé de 58 à 44%...

La crise par le vide.

- Alstom envisage de supprimer 380 postes - Liberation.fr

- Tabac: Seita va fermer son usine à Nantes qui emploie 327 salariés - AFP

Ou ne lisez pas ou plus Libération !

- Pour être heureux en couple, mangez du sucre - Libération.fr

Ainsi va le vieux monde

- A Berlin, Manuel Valls promet de tenir les déficits publics - Reuters

- Simplification: les principales mesures pour les entreprises - Liberation.fr

- Citi fait mieux qu'attendu au 1er trimestre, l'action s'envole - Reuters

- Airbus Group: la discussion des plans sociaux va commencer dans chaque pays - AFP

- L'Allemagne victime de son succès auprès des jeunes travailleurs européens - LePoint.fr

- Le vrai coût de l’allergie française aux petits boulots - Atlantico.fr

Stigmatisation, délation, barbarie.

- Les agressions contre les prostitués augmentent - Liberation.fr

- Montpellier : un mail de la police pousse les hôteliers à la délation - Le Nouvel Observateur

- Pakistan : un homme arrêté pour avoir mangé un bébé - Francetv info

Stratégie du chaos et propagande.

- Nigeria: au moins 71 morts dans le pire attentat commis dans la capitale - AFP

- Algérie : Amnesty International dénonce une hausse de la répression - LePoint.fr

- Amnesty accuse les autorités algériennes de museler la critique - Liberation.fr

- Algérie: le règne de Bouteflika entaché par des scandales de corruption - AFP

- Syrie : la torture dans les prisons se généralise, alerte l'ONU - LePoint.fr

Haut de page

Le 17 avril 2014

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, les infos en bref très copieuses d'ici 5 ou 6 heures.

Il est 16h41 et le boulot est terminé, quelle galère sous cette chaleur ! Et épuisant ce combat contre la réaction sur tous les fronts. On ajoutera une vingtaine de nouveaux articles ce soir.

Merci au camarade qui m'a communiqué des documents ces derniers jours, je pense toujours à toi et porte-toi bien.

En famille. Qui sont-ils ? A quoi servent-il ? On leur cède la place... ***"des réactionnaires***" !

- Caroline de Haas (démissionnaire du PS - ndlr) : «*Il ne faut pas laisser l'Europe aux conservateurs et aux réactionnaires*» - Liberation.fr

Les «*féministes pour une Europe solidaire» comptent se présenter au scrutin du 25 mai pour «faire entendre la voix des femmes et la voix de l'égalité*» à Bruxelles.

Avec d'autres féministes, nous nous sommes rassemblés et nous avons considéré que les européennes étaient une opportunité et l'Europe un levier parmi d'autres.

Nous avons en particulier des relations avec les Suédois qui ont déjà un parti féministe. Liberation.fr 16.04

Qui est-elle ?

Ancienne porte-parole de l'association Osez le féminisme, Caroline de Haas, ex-conseillère de Najat Vallaud-Belkacem au ministère des Droits des femmes et proche de Benoît Hamon, elle a milité treize ans au PS avant de claquer la porte la semaine dernière. Liberation.fr 16.04

A quoi ça sert l'écologie et le féminisme ?

Caroline de Haas : S'il n'y avait pas eu les Verts, je ne suis pas sûre qu'aujourd'hui tous les partis reprendraient l'écologie comme une thématique transversale. Ils ont su faire exister ce sujet sur la scène publique, nous voulons faire de même avec le

féminisme. Nous voulons que cela devienne évident, que dès que l'on conçoit une politique publique, on pense «*droits des femmes*».

L'Europe a longtemps été un point d'appui pour faire progresser les droits des femmes. libération.fr 16.04

Qui sont plus exploitées que jamais, qui n'ont plus de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants, etc. bravo ! Il n'est pas beau le régime où les femmes voient leurs droits reconnus, satisfaits c'est une autre histoire, chut ! qui prend soin de notre environnement, bon, il ne faut pas y regarder de trops près, chut ! cela se passe ailleurs, en Chine, Indonésie, Nigéria, etc.

Vallaud-Belkacem, c'est l'UMP, Hamon, c'est le PS, au moins l'avantage des "*thématiques transversales*" c'est qu'elles permettent de transcender les partis, de briser la frontière qui existe entre eux, on n'en doute pas, mais que les apparences trompeuses entretiennent et que les uns et les autres s'emploient à alimenter de façon à pouvoir s'attaquer à la lutte des classes, pratiquer le corporatisme, mettre en avant l'intérêt général, c'est le fin mot ou la stratégie qui en est à l'origine.

En complément. Le régime prend même soin d'accorder une retraite dorée à la Vermine.

- Dominique Voynet nommée inspectrice générale des affaires sociales - L'Express.fr

Contacté par Le Monde, l'IGAS indique que « *la fourchette de rémunération d'un inspecteur général des affaires sociales est de 85 000 à 100 000 euros net annuels* ». Lemonde.fr 16.04

Elle va rejoindre Chérèque alors, ils sont faits pour s'entendre...

Quel pied !

"*Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé et c'est beaucoup mieux que de le garder au chômage*", a dit Pierre Gattaz pour défendre l'idée d'un "*smic intermédiaire temporaire*". AFP 15.04

L'existence du capitalisme était "*temporaire*" aussi...

Si l'affaire n'était pas sérieuse, on aurait envie de se marrer en écoutant Gattaz le cynique : "*Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé*", à moitié seulement, peu importe si l'autre est coupé ou voué à être amputé, l'intéressé appréciera sans doute. Et puis il faut maintenir le suspens jusqu'au désespoir sinon à quoi bon franchement, "*c'est beaucoup mieux que de le garder au chômage*"... bien au frais, quoique c'est bien utile de conserver une importante armée laborieuse de réserve sous la main.

Et puis il y a un truc auquel on n'avait pas pensé, c'est que cette surpopulation de main d'oeuvre il la garde aux frais de qui ?

Pardi, ben aux frais des travailleurs qui ont un boulot, ce sont bien eux qui casquent les cotisations chômages qui sont défalquées de leurs salaires bruts et non les patrons. S'il n'y avait pas de chômage les travailleurs ne paieraient pas de cotisations chômages, donc leurs salaires nets en bas leurs feuilles de paie seraient plus élevés. Oui mais là cela leur permettrait de consommer plus, or ce n'est pas le but du jeu. Vaut mieux qu'ils financent eux-mêmes le chômage de masse ou de leurs petits camarades de galère qui permet de faire pression à la baisse sur les salaires, et que cela profite aux patrons ou actionnaires. Non mais dites-donc où vous croyez-vous, on est en régime capitaliste oui ou non bordel, hein ? Il ne faudrait peut-être pas inverser les rôles, compris, si quelqu'un doit pouvoir consommer plus ce sont les nantis, gravez-vous bien cela dans votre petite tête, capito ?

Sur les pas du Conseil d'Etat et du censeurs Valls. La police de la pensée du régime veille !

- Un internaute condamné pour l'envoi de courriels racistes à un syndicat d'enseignants - Francetv info 15.04

Un internaute de Mayenne a été condamné, mardi 15 avril, par le tribunal d'instance de Châteauroux, à payer 1 000 euros d'amende et à verser 2 000 euros de dommages et intérêts au syndicat CGT éduc'action de l'Indre. Ce dernier avait reçu, de la part du condamné, deux courriels jugés racistes contre les élèves tziganes et issus de l'immigration.

Une quinzaine de militants de la CGT éduc'action de l'Indre, du planning familial, de la Ligue des droits de l'homme, du Nouveau parti anticapitaliste et de la Fédération syndicale unitaire s'étaient donnés rendez-vous devant l'entrée du tribunal d'instance de Châteauroux pour protester contre l'auteur de ces courriels.

"*Il n'est pas question de réduire la liberté d'expression mais de garantir le respect et la tolérance des différences. Ces écrits sont une véritable provocation*", a plaidé l'avocat du syndicat. Il faut "*que tous les enfants de France puissent avoir la même éducation, sans la moindre barrière raciale*", a-t-il dit au tribunal. Francetv info 15.04

1- Un syndicat reçoit deux courriels dans sa boîte aux lettres qui n'avait rien de public, à laquelle personne d'autres n'avait accès ;

2- L'auteur de ces courriels ne les destinait à personne d'autres qu'à ce syndicat ;

3- Leur contenu était manifestement destiné au propriétaire de cette boîte aux lettres et non à la population ;

4- Délibérément le destinataire en a rendu public le contenu alors qu'il n'y était pas obligé, cette démarche était uniquement de sa responsabilité sans que celle de son expéditeur ne puisse ête mise en cause.

Le tribunal d'exception aux ordres de la dictature néolibérale de la pensée unique en a décidé autrement en confondant ce qui avait un caractère strictement confidentiel, personnel ou limité ou encore devait demeurer du domaine privé de par la nature du moyen de communication employé, et ce qui aurait pu avoir un caractère public, collectif ou aurait été destinésciemment à un tout autre usage, en la matière à être publié ou porté à la connaissance de la population, pour finalement condamner non pas celui qui s'est rendu coupable de s'en servir à des fins autres que celle prévue par son expéditeur, pour le détourner volontairement de son objet et en tirer un profit personnel, finalement pour le compte du régime.

Jusqu'à présent seuls les pires dictatures recouraient à ce genre de méthodes, les fascistes ou leurs pendants staliniens agissaient de la sorte, sachez que dorénavant vous devrez ajouter la CGT, la FSU, le NPA et la LDH notamment.

Je ne sais pas si les militants ont vraiment conscience du degré de pourriture infâme auquel sont parvenues ces organisations ou certains de leurs porte-parole.

En résumé, vous adressez un courriel à un syndicat dans lequel vous manifestez des idées qui pourraient éventuellement donner lieu à des poursuites judiciaires si vous les aviez exposées en public, il les transmet à un procureur qui vous traîne devant un tribunal et vous condamne.

Dit autrement, cela signifie qu'il suffit d'adresser à une association, une organisation, un syndicat ou un parti un courriel dans lequel vous exposez des idées différentes ou contraires aux leurs pour qu'ils s'en saisissent et les rendent publiques pour ensuite être condamné si le législateur estimait qu'elles étaient contraires aux lois en vigueur où à l'interprétation arbitraire qu'il en fait, au respect de l'ordre établi disons les choses telles qu'elles sont, c'est d'une extrême gravité pour l'existence du mouvement ouvrier. Ces salopards sont plus pourris encore qu'Obama et la NSA !

Pour terminer, c'est Bruxelles, l'UE qui a grand ouvert les portes de la France aux Roms et à des centaines d'autres immigrés illégaux, il faut l'avoir à l'esprit, ensuite, sachant que l'UE n'est pas vraiment animée par les meilleures intentions du monde envers les travailleurs en général et pas davantage envers les Roms, cela signifie que l'objectif de cette opération devait forcément favoriser les besoins politiques et économiques des artisans de l'UE et des gouvernements réactionnaires chargés d'appliquer sa politique néolibérale, donc que la soutenir au nom de n'importe quel principe consistait finalement en s'en faire les alliés ou les complices à la fois contre les travailleurs et les Roms.

Leur but à l'arrivée est de museler toute contestation à leur politique, interdire à tous ceux qui la rejettent de s'exprimer librement pour que la dictature néolibérale qu'incarne l'UE s'impose.

On aurait pu reproduire plus tôt le contenu de ces deux courriels, mais il m'a semblé préférable de le faire plus tard, après avoir fourni aux lecteurs une grille de lecture suffisamment étoffée pour qu'ils puissent en faire une interprétation libre et aussi objective que possible en prenant en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui sont concernés ici.

A leur lecture chacun comprendra que ces courriels ne comportaient rien de plus que ce qu'on a déjà entendu des milliers de fois ou davantage, ce qui se dit de bouche à oreille ou ouvertement dans tout le pays et toutes les classes ou couches. Rien de nouveau sous le soleil, le refrain habituel depuis des lustres, et que cela soit justifié ou non importe peu puisque cela n'a jamais influencé le cours des choses dans un sens ou un autre.

Francetv info avec AFP - Le premier message, envoyé le 19 juin 2013, prenait pour cible les enfants issus de l'immigration, stigmatisés pour leurs faibles résultats scolaires en faisant écho à des propos du recteur de l'académie d'Orléans-Tours en 2011. Le second courriel, envoyé une semaine plus tard, qualifiait les gens du voyage de "*parasites et de voleurs de poules et de cuivre*", a précisé José-Manuel Félix, secrétaire général du syndicat. Francetv info avec AFP 15.04

J'entendais cela chez mes parents quand j'étais gosse il y a 50 ans, mes grands-parents étaient forains, merde.

Ces parasites ont fait condamner une personne pour avoir produit des idées communément partagées ou admises par des millions de travailleurs en France, idées qui ne nous viendraient pas à l'esprit évidemment mais là n'est pas la question. Question : Vont-ils les traîner à leur tour devant un tribunal ou vont-ils les envoyer en camp de rééducation ou autre asile psychiatrique ?

Qui sont-ils pour les juger ? Des suppôts du régime en place animés d'un esprit policier, des fossoyeurs du mouvement ouvrier et de nos droits sociaux et politiques.

On doit encore tirer deux enseignements de cette expérience pour en comprendre la portée.

Ce jugement fera jurisprudence, alors gare aux imprudents qui parmi les travailleurs ou les militants livreront demain à un destinataire malinentionné leurs pensées sans réfléchir à leurs conséquences possibles, nul n'est censé ignorer la loi, y compris son caractère arbitraire.

Ensuite, on peut se demander pourquoi le juge a donné raison aux plaignants sinon parce qu'il a reconnu en eux des chiens de garde du régime et des fossoyeurs du mouvement ouvrier, car dans notre classe on n'apprécie guère les provocateurs et encore moins les délateurs, les jaunes, les collabos, si on ne se retenait pas on les traiterait comme en Inde ou en Afrique du Sud par exemple, ils les éliminent pour les empêcher de nuire dans le futur, c'est expéditif mais efficace, salutaire.

On respecte les militants en général, mais là on n'est plus en présence de militants du mouvement ouvrier, ce sont de vulgaires flics du régime et on les traite comme tels.

On dit souvent que le mouvement ouvrier a touché le fond, en réalité on ne le pense pas vraiment, on sait que certains militants sont capables de bien pire encore. Répétons-le, c'est très grave ce qui vient de se passer en France, vous vivez sous une dictature ouverte dorénavant entourés de délateurs.

A propos du Parti antiSocial.

Hollande n'a eu de cesse de vouloir diviser ou disloquer les masses depuis mai 2012, il a réussi à les rassembler contre lui et le PS.

Il ne faudrait pas pour autant en tirer comme conclusion que cela les affecterait en quoi que ce soit ou qu'ils le regretteraient. Pas du tout, ce serait se tromper du tout au tout sur la nature de leur engagement qui ne consiste qu'à servir les intérêts de la classe dirigeante ou le régime en place jusqu'à prononcer leur propre autoliquidation, politique il faut entendre, car individuellement ils s'en sortent toujours, ils se recasent facilement. C'est l'unique fonction à laquelle ils se destinaient ou qu'ils se sont donnés d'assumer jusqu'au bout et pour laquelle ils sont grassement rétribués.

Toute autre interprétation sur le PS est du domaine de la falsification, de la manipulation, de l'escroquerie politique. Pour le compte du régime, pour qui voudriez-vous que cela soit autrement, soyons sérieux ?

Le mouvement ouvrier, la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes et les appareils des syndicats sont au service du régime.

- L'anti-fascisme sert à occulter que l'on vit sous une dictature (du capital) dont l'objectif est d'abaisser par tous les moyens, y compris par la force, le coût de la force de travail ;

- L'anti-racisme sert à occulter que le régime encourage l'immigration clandestine massive qui profite au patronat pour faire baisser le coût du travail ;

- Le féminisme sert à occulter la surexploitation des femmes et à faire baisser le coût du travail ;

- Le combat contre l'austérité ou pour le "*partage des richesses*" poursuit le même objectif dans la mesure où il n'est pas relié au partage du travail, à la baisse du temps de travail, à l'interdiction des licenciements, il ne peut se traduire que par l'accroissement de l'exploitation pour ceux qui travaillent, tout en maintenant le chômage à un haut niveau pour faire pression vers le bas sur les salaires ou diminuer le coût du travail.

Toutes les campagnes à caractère communautariste mises en oeuvre par le PS et relayées par ses larbins de gauche et d'extrême gauche avaient pour seul objectif la destabilisation sociale et politique des rapports existant entre le travail et le capital pour pouvoir appliquer sa politique réactionnaire au profit de ce dernier.

Précisons y compris sur le plan politique en faveur de l'extrême droite ou des fascistes, qui comme en Ukraine sont appelés à prendre le pouvoir pour faire le boulot à leur place une fois que la classe dominante a épuisé tous les autres moyens pour imposer sa violente politique de régression sociale à la classe ouvrière. Le gouvernement ne s'y est pas trompé en soutenant le gouvernement néozazi de Kiev.

Ainsi font, font, font, les petites marionnettes

On a pu constater que certains intellectuels de droite ou d'extrême droite ou qui n'hésitent pas à se présenter au côté de membres de l'extrême droite, économistes, historiens, écrivains, philosophes, universitaires, etc. fournissaient des analyses de la situation en France ou mondiale qui rejoignent en grande partie la nôtre, certains vont même jusqu'à se présenter en marxistes. A ceci près qui fait toute la différence entre nous et nous revoie à notre camp respectif, c'est que soit dans leurs conclusions ils nient que la lutte des classes puisse jouer un rôle déterminant, plus particulièrement au prolétariat qui ne serait pas apte à gérer la société ou à détenir le pouvoir, soit qu'ils occultent les enseignements de la lutte de classes du passé pour finalement prôner une forme de révolte individuelle qui peut faire l'objet de toutes les récupérations possibles, en priorité par l'extrême droite. On laissera de côté ici ceux qui nient la crise du capitalisme ou ses contradictions ou ne leur accordent qu'une place secondaire.

Pourquoi se tournent-ils vers l'extrême droite et non vers l'extrême gauche ou plutôt vers l'avant-garde marxiste révolutionnaire ou léniniste ? On peut d'emblée éliminer ce dernier courantqui n'existe pas sous une forme organisée de nos jours à notre connaissance. Reste l'extrême gauche qui est dégénérée, donc pas une référence, qui sert plutôt de repoussoire à tous ceux qui seraient tentés de s'organiser dans un parti ou une organisation se réclamant du socialisme. Si elle est dégénérée c'est aussi parce qu'elle a tourné le dos aux masses ou ne croient pas en leur capacité à assumer leur tâche historique qui demeure de prendre le pouvoir... Comme ces intellectuels elle s'en remet à quelqu'un d'autre, à autre chose, elle poursuit un autre objectif que l'abolition du capitalisme.

L'extrême gauche s'en remet aux staliniens et néostaliens du PCF, aux sociaux-démocrates dégénérés du PG qui sont liés au PS et ses alliés MRC, PRG et EELV, qui s'ils parvenaient un jour au pouvoir appliqueraient la même politique que le PS ou se retrouveraient immédiatement paralysés après avoir satisfait quelques revendications alimentaires car ils seraient incapables de s'attaquer aux fondements du capitalisme et de liquider ses institutions, très rapidement ils devraient céder la place à la droite ou l'extrême droite si elles ne les renversent pas de manière violente.

Du coup ces intellectuels se tournent vers l'extrême droite qui leur semble être la seule force politique susceptible de parvenir au pouvoir. On peut estimer que certains d'entres eux sont manipulés par l'extrême droite ou se laissent manipuler par elle en refusant de l'admettre, peu importe ici. L'extrême droite ou les fascistes ne pourraient parvenir au pouvoir pour autant que certaines conditions seraient réunies : Que le gouvernement en place dit de gauche soit faible, isolé, paralysé, que le mouvement ouvrier et l'ensemble des masses soient neutralisés du fait de l'attitude de ces partis au pouvoir, qu'il dispose d'une assise populaire suffisante pour entraîner derrière elle quelques centaines de milliers de travailleurs issus de toutes les couches de manière à créer l'illusion qu'elle serait soutenue par des millions de travailleurs ou la majorité d'entre eux, le tout avec le soutien de la droite et de la Bourse, des milieux d'affaires et des médias qu'ils contrôlent.

L'extrême droite organiserait ou mobiliserait une partie de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes auxquelles appartiennent ces intellectuels, qui lui serviraient à encadrer une armée de lumpenprolétaires enragés, de travailleurs arriérés politiquement ou inorganisés majoritairement, facilement manipulables, qu'ils suffiraient dans l'immédiat d'acheter ou corrompre en leur fournissant des avantages matériels et financiers, et auxquels il suffirait de promettre la lune pour qu'ils fassent régner la terreur dans le pays, s'attaquent au gouvernement, aux institutions, et pour finir au mouvement ouvrier qui les a abandonnés.

C'est ce à quoi on a assisté récemment lors de l'offensive de la réaction en Bretagne avec les "*bonnets rouges*", une sorte de répétition générale d'un coup d'Etat d'extrême droite sur une petite échelle et qui n'a pas mal réussi d'ailleurs, ou sous nos yeux en Ukraine avec succès contre un gouvernement corrompu qui était paralysé, asphyxié financièrement, au bord de la faillite et incapables d'imposer des mesures antisociales brutales contre les masses imposées à la fois par l'UE, l'impérialisme américain, mais aussi pour le compte de la Russie.

Ces intellectuels s'en remettent hypocritement ou ouvertement à l'extrême droite, parce qu'elle est la seule force politique à proposer une alternative politique à l'UMP et au PS qu'ils jugent crédible ou susceptible de se réaliser à partir du moment où ils estiment qu'elle pourrait à un moment donné bénéficier des conditions qui ont été énumérées plus haut, sans se soucier de savoir qui en ferait les frais et à qui cela profiterait à l'arrivée, sur quel type de régime cela déboucherait, sans doute pensent-ils que dans ce chaos dont ils seraient coresponsables, on pourrait faire appel à eux et ils pourraient en tirer quelques bénéfices individuels, exister enfin ou être reconnus à leur juste valeur selon eux, puisqu'en dernière analyse cela semble être leur principal problème et leur motivation inavouable.

Ces intellectuels pour être totalement déconnectés des masses et de la lutte de classe que mène le prolétariat ne poursuivent que des intérêts individuels qui coïncident avec ceux du régime qui est d'atomiser chaque travailleur, lui retirer son statut de citoyen d'une nation indépendante et souveraine au profit d'un statut indéfini sous la coupe d'une institution supranationale sur laquelle il n'aurait aucune emprise une fois ses droits individualisés, spolié de ses droits sociaux et politiques. La seule différence qu'ils présentent avec la droite, la gauche et l'extrême gauche, c'est qu'ils prétendent parvenir à ce résultat dans le cadre des Etats-nations, pour certains d'entre eux seulement, car le FN s'accommodent très bien de l'UE. Ce qui est normal puisque l'extrême droite n'existe que pour autant qu'elle sert le régime capitaliste et parce que l'oligarchie financière en a décidé ainsi.

Ce qu'il faut bien comprendre et garder en mémoire, c'est que l'extrême droite n'a pas de politique indépendante des tenants du capitalisme et ne peut pas en avoir, elle leur est totalement soumis, elle sert leurs intérêts un point c'est tout. Que l'extrême droite serve davantage certaines couches du capitalisme plutôt que d'autres est une chose, mais en dernier ressort elle se

rangera derrière celle qui exerce son hégémonie au sein du capitalisme ou qui détient le pouvoir économique. Hitler dénonçait la finance qu'il fallait mettre à mort, ce que fait également M. Le Pen, pendant que des banquiers (juifs) anglo-saxons et français finançaient son régime, c'était le masque le plus efficace pour camoufler ses véritables intentions. Vous connaissez la suite n'est-ce pas : les dits banquiers vont s'enrichir comme jamais pendant cette guerre, ce qui leur permettra de justifier leur rôle incontournable comme créancier du monde qu'ils allaient s'employer à soumettre à leurs exigences, mais aussi pour imposer leur politique à tous les Etats, diriger en sous-main les institutions financières et politiques qui allaient voir le jour...

Ce qu'on constate qu'ont en commun ces intellectuels et ce sera là notre conclusion, c'est que pas un en revanche ne se donne pour tâche d'aider les masses à s'organiser pour résister au rouleau compresseur du mondialisme ou du nouvel ordre mondial qu'ils ne cessent de vilipender, pour le combattre et abattre le régime en place. On aura parfaitement compris qu'il ne pouvait pas en être autrement au regard de ce qu'on a expliqué plus haut, puisqu'ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs que le mouvement ouvrier révolutionnaire, quoi qu'ils puissent déclarer par ailleurs ou les faux airs de marxistes qu'ils peuvent prendre parfois.

De notre côté nous critiquons le mouvement ouvrier, nous avons déclaré la guerre à toutes les formes d'opportunisme en son sein, cependant nous demeurons attachés aux enseignements de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1917 qu'incarne au plus haut niveau la nécessité de construire un nouveau parti communiste sur les bases du marxisme ou du socialisme scientifique, nous faisons nôtres les conclusions théoriques et pratiques du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels qu'incarne le parti et l'Interantionale, et comme disait Trotsksy, le parti, encore le parti, toujours le parti, on pourrait en dire autant des syndicats qui bien que dégénérés servent encore aux masses à s'organiser à défaut d'un nouveau syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et du capital.

C'est là la différence fondamentale qui existe entre nous et ces intellectuels qui penchent vers l'extrême droite, nous seuls (avec tous les militants qui combattent sincèrement pour le socialisme) incarnons l'avenir de l'humanité, la nouvelle étape qu'elle doit franchir pour s'émanciper du capital, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la nécessité.

N'importe qui peut faire référence à tort et à travers au marxisme, Francis Cousin par exemple, mais seuls les militants qui mettent en pratique les enseignements de la lutte de classe du prolétariat tels que nous les ont transmis Marx, Engels, Lénine et Trotsky, l'incarne en combattant pour la révolution socialiste mondiale.

Vous aurez compris pourquoi un Mélenchon (PG) ou un Laurent (PCF) ne peut pas s'aventurer sur ce terrain-là, de par la politique qu'ils défendent, les idées ou l'idéologie qu'ils incarnent, ils ne sont pas en mesure de combattre réellement l'extrême droite...

ACTUALITE EN TITRES

La tête d'un monarque valse parfois...

- Hollande ne passerait pas aujourd'hui le 1er tour de la présidentielle - AFP

- La France demande une enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Syrie - Francetv info

On devrait demander une enquête pour savoir comment Hollande a-t-il bien pu être élu... Bon, il est descendu à 17% selon les derniers sondages, Assad serait entre 70 et 80%, Hollande doit être jaloux, on comprend...

... surtout entre les mains d'un renégat, elle est déjà tombée...

- Cambadélis contre "*l'austérité*" de Bruxelles, mais pour le plan Valls - LePoint.fr

... et les bourreaux ne manquent pas. Quelle popularité tout de même, c'est flatteur !

- Bayrou juge "*réussis*" les débuts de Valls à Matignon - AFP

Les négriers des temps modernes lancent leur campagne relayée généreusement par la totalité des médias.

- Gattaz veut explorer la piste d'un "*smic intermédiaire*" - Reuters

- Le Medef pour l'instauration d'un salaire transitoire en-dessous du Smic - AFP

- Gattaz veut en finir avec le Smic. Et il n'est pas tout seul - Le Nouvel Observateur

- Vers l'instauration d'un salaire transitoire en dessous du smic ? - LePoint.fr

- Le Medef s'empare de l'idée d'un smic « *transitoire* » - LeMonde.fr

- Le Smic, machine à polémique - Liberation.fr

- Toucher au smic pour endiguer le chômage : les différentes pistes évoquées - Francetv info

Il fallait le faire, l'imposer et en parler après...

- Salaire inférieur au Smic : comment Pierre Gattaz va tuer cette bonne idée - Atlantico.fr

Quel crétin !

- Gattaz et le Smic : "*ça reviendrait à créer un sous-salariat*" - Le Nouvel Observateur

Tout est une question de méthode, la preuve.

Sur la méthode, Manuel Valls avait assuré vouloir mieux se coordonner et échanger en amont avec la majorité (Il n'avait pas dit quand ! Voilà qu'ils lui font un procès d'intention, c'est scandaleux. - ndlr). C'est tout le contraire qui a été fait ici. Ce qu'a pointé le député PS Michel Pouzol : Méthode surprenante, les députés socialistes découvrent en réunion de groupe via la télévision les décisions du gouvernement. publicsenat.fr 16.04

Valls sait pertinemment qu'il a à faire à des affairistes aussi pourris que lui en somme pour les avoir fréquentés pendant des décennies, qui ne prendront pas soin de traduire ce qu'il leur dit. Il dit et fait ce qu'il veut et à l'arrivée ils joueront les naïfs qui se sont fait berner, alors qu'en réalité ils n'en avaient strictement rien à foutre, à la limite les médias leur serviront de couverture ou de complice et le tour est joué, les dirigeants de nos partis embraieront sur le sujet et leurs militants n'y verront que du feu, tout le monde se sera fait baiser, excusez l'expression, mais elle convient parfaitement à cette mauvaise farce.

Et quand des mesures ont été annoncées publiquement par le Premier ministre, il est extrêmement rare qu'il revienne dessus, et à notre avis cela ne doit pas être vraiment le genre de Valls qui ne supporte même pas qu'on le contredise ou mette en doute sa parole. Une conseillère municipale d'Evry qui s'y était aventurée en avait fait les frais et avait dû démissionner quelques jours plus tard.

D'autres "***pistes***" existent... heureusement !

Vous vous souvenez de l'abandon du CPE par De Villepin, alors qu'il existait plus de 20 contrats de travail précaire qui n'ont toujours pas été abolis au grand bonheur du patronat...

- Smic jeunes: "*toutes les solutions doivent pouvoir être étudiées*", dit NKM - AFP

Faisons-leur confiance, dans ce domaine ils ne manques certainement pas d'imagination.

- Smic jeunes: plutôt l'apprentissage, demande Jego (UDI) - AFP

Ah ben ouais c'est chouette, ils sont encore moins payés ! Et les stagiaires, etc.

Valls l'a confirmé hier à sa manière.

Le premier ministre a confirmé qu'il ne touchera pas au Smic, comme le demande le président du Medef. « *Je dis très clairement à Monsieur Gattaz qu'on ne touchera pas au modèle social de notre pays* ». « *Il est hors de question de remettre en cause le Smic* », répète le ministre du Travail, François Rebsamen. publicsenat.fr 16.04

Pour traduire correctement les propos de Valls il faut les mettre à la forme affirmative.

Les travailleurs détachés, c'est aussi une autre piste, ou encore l'exonération de cotisations sociales qui reviennent à baisser le coût deu travail et à augmenter les profits qui vont dans les poches des patrons ou des actionnaires...

Comme quoi des progrès sont possibles, pour les exploiteurs évidemment.

- Un salarié sur 6 en France est aujourd'hui au SMIC, c'est deux fois plus qu'en 1994. - Atlantico.fr 15.04

Parole d'un internaute du Monde qui se lâche :

- "*Pourquoi 40h et pas plus ? Pourquoi 4 semaines et pas moins ? Pourquoi conserver un code du travail, alors que tout peut être contractualisé librement entre employeur et employé ?*"

Il y en avait même un qui disait que la concept de la retraite ne rimait plus à rien et devrait être carrément supprimé.

Peut mieux faire...

- Près d'un million de Britanniques ont utilisé une banque alimentaire en 2013 - Liberation.fr

A ceux qui en ont encore les moyens...

- Mauvaise nouvelle pour les corporatismes, bonne nouvelle pour les marchés : les Français sont prêts aux réformes - Atlantico.fr

A tout même...

- Arras : il veut donner son rein en échange du solde de son crédit immobilier - LeFigaro.fr

Rectifions, Le Figaro toujours intéressé ou à l'esprit mercantile prend ses désirs pour la réalité : Vendre !

Intox

Le Parlement européen des négriers.

- L'Europarlement encadre le travail low-cost - Liberation.fr

Tartufferie. Ils nous refont le même coup à dix jours d'intervalle...

- Economies : Valls confronté à une fronde d'une partie des parlementaires PS «*atterrés*» - Public Sénat

Garde-à-vous. Coup de force au parti de l'ordre.

- Ségolène Royal rappelle à l'ordre les députés de la majorité - L'Express.fr

Le message de la nouvelle ministre de l'Ecologie livré aux médias dans les couloirs de l'Assemblée : "*Au sein de la majorité, pas une voix ne doit manquer pour apporter au gouvernement la force dont il a besoin pour réussir*" (L'Express.fr 16.04), là où Sarkozy-Fillon avait échoué...

L'Ordre de Vichy règne toujours en France

- Accusé d'euthanasie, l'urgentiste Bonnemaison radié de l'Ordre - Liberation.fr

Ah la justice !

- Une note de police visant les Roms fait scandale - Liberation.fr

- Accusé d'injure par une association croate, Bob Dylan obtient un non-lieu à Paris - Francetv info

Il n'y a pas de justice dans le vieux monde...

- Jacques Servier meurt avant son procès - Liberation.fr

Disparition . Le président du laboratoire incriminé dans l'affaire du Mediator est décédé hier à 92 ans. Liberation.fr 16.04

Les homophiles s'en sont déjà chargés ! Leur société.

- Turquie: Le gouvernement veut construite des prisons pour homosexuels - 20minutes.fr

Il ne manquait plus que la Turquie dans l'Union européenne ! Ce grand camp de concentration en construction...

En réalité point du tout. C'est l'histoire du troisième type...

- Inde: la Cour suprême reconnaît l'existence d'un "*troisième genre*" - AFP -

- En Inde, la Cour suprême reconnaît l'existence d'un troisième genre - Reuters -

- L'Inde reconnaît l'existence d'un troisième genre - LeMonde.fr

- L'Inde reconnaît le troisième genre - LePoint.fr -

- L'Inde reconnaît un troisième sexe - LeFigaro.fr

- Le troisième genre reconnu en Inde - Liberation.fr

- Genre neutre : l'Inde reconnaît à son tour un troisième sexe - Le Nouvel Observateur

Ma foi, cela doit les exciter ces pervers !

En anglais *transgender* (au delà du genre) sur les documents administratifs indiens déjà existants. Rien de nouveau en somme ici. Ne pas avoir de genre défini, c'est pire que d'en avoir un, non ? En grammaire, impossible d'utilise *she* pour elle, *he* pour lui, il reste *it* au singulier pour les animaux ou les objets inanimés, quel dilemme ! Quelle connerie !

Moi, quand je salue mon magnifique trans vendeur de salades au marché de Pondichéry, je ne pose pas de questions, je me fie aux apparences, je ne manque pas de lui dire qu'elle est très belle, séduisante même et elle en est flatée, on échange toujours quelques mots, eh oui je ne suis pas un rustre et j'ai du savoir vivre, il porte un sari et se présente comme une femme, alors je ne vais pas le prendre pour un homme il en serait vexé. Un trans se présente comme une femme, donc traitons-le comme une femme un point c'est tout.

J'ai lu dans *The Hindu*, un grand quotidien indien en anglais que Selvi m'apporte quotidiennement et que je parcours en diagonale tous les matins, qu'il y aurait quelque 100 000 transsexuels en Inde pour une population totale de 1,2 milliards d'habitants, soit moins de 0,001%.

Vous avouerez tout de même qu'une communauté si importante en nombre méritait bien une loi ! J'imagine que le pourcentage doit être semblable dans les autres pays dans le monde. Que ne ferait-il pas pour se faire passer pour des démocrates quand à côté ils spolient les droits sociaux de l'immense majorité de la population...

En complément. Quelle grande "***démocratie***" !

- Inde: 17% des candidats aux élections ont un casier judiciaire, 10% sont accusés de crimes sérieux - Slate.fr

J'avais lu il y a longtemps déjà dans un magazine indien qu'en réalité à peu près la moitié des députés entraient dans cette catégorie de criminels...

Ils sont mieux traités que nous, les hommes.

- Les animaux ne sont plus des «*meubles*» - LeFigaro.fr

Non, c'est devenu une valeur marchande et ils consomment, c'est mieux...

- Assemblée: Les animaux reconnus comme «*doués de sensibilité*» - 20minutes.fr

Comme les femmes, l'hypocrisie en moins peut-être, je déconne, à moitié seulement, non, non, je vais me mettre à dos la terre entière, je les adore et nos amis les bêtes aussi ! Elles sont si susceptibles...

- Luc Ferry : "*On peut élever des animaux sans les faire souffrir*" - LePoint.fr

C'est vrai que vous avez plus d'égards pour eux qu'envers nos enfants ou leurs parents... Vous êtes un grand humaniste...

- Divorce : qui va garder le chien ? - LeFigaro.fr

Ah ces chiens de Versaillais (Marx) toujours prêts à rendre service !

- Un amendement doit être examiné mardi soir à l'Assemblée pour préciser le statut juridique de l'animal. En cas de séparation, le flou juridique autour de l'animal domestique peut en effet compliquer les choses. LeFigaro.fr 15.04

Je proposerais l'amant ou la maitresse, à tour de rôle pour bien faire... Vous voyez que les députés servent encore à quelque chose, mauvaises langues, va !

Vivement le sale temps !

- Route: un tiers de tués en plus en mars, la faute au beau temps - AFP

Le péril jaune menace la planète.

- La pollution en Asie change le climat - LeFigaro.fr

Raison de plus pour boycotter les élections européennes.

- Le Parlement européen donne son feu vert à l'union bancaire - LePoint.fr

- Il pourrait changer la face de l'Europe : le traité transatlantique décodé - LeMonde.fr

- Le porno sans frontières, argument pro-union européenne - Liberation.fr

Parole de nazis

- Ukraine : la Russie doit cesser de soutenir "*les activités terroristes*", selon Kiev - AFP

Guerre et stratégie du chaos.

- Syrie : les rebelles exhibent leur matériel de guerre... américain - LeParisien.fr

- Irak: attaque contre des bâtiments officiels, 19 morts - AFP

- Un militant saoudien des droits de l'homme arrêté au tribunal - Liberation.fr

- Combats dans une ville au nord de Bangui, 22 morts - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- FO appelle les fonctionnaires à la grève le 15 mai - Reuters

Force ouvrière a lancé à son tour mardi un appel à la grève dans la fonction publique le 15 mai pour protester contre la politique d'austérité qui est, selon ce syndicat, la marque du gouvernement de Manuel Valls comme de son prédécesseur.

Sept autres syndicats (CFDT, CGT, CFTC, FSU, Solidaires, UNSA et la FAFP) avaient déjà appelé les cinq millions de fonctionnaires français à manifester et faire grève le 15 mai pour l'ouverture de négociations salariales.

A ce stade, la fédération FO de la fonction publique, qui juge insuffisantes les revendications de l'intersyndicale, maintient un mot d'ordre distinct, a expliqué à Reuters son secrétaire général, Christian Grolier.

FO juge "*suicidaire*" la politique du gouvernement, dont le syndicat dénonce notamment les projets de réduction des charges des entreprises, dans le cadre du "*pacte de responsabilité*", et de diminution des dépenses publiques de 50 milliards d'euros.

"*La seule réponse possible à cette politique suicidaire ne peut être que la mobilisation et la grève*", dit la fédération FO de la fonction publique dans un communiqué.

Elle demande une politique de relance de la consommation, d'augmentation des salaires et d'amélioration des carrières et invite "*l'ensemble des organisations syndicales, qui partagent ses revendications, à engager le même rapport de force*". Reuters 15.04

Encore une journée d'action bidon.

Pourquoi pas travailleurs des secteurs public et privé ensemble, en grève générale le même jour, défilant ensemble avec syndicats et partis ouvriers ?

Nous rejetons la politique de FO qui consiste à avancer uniquement des mesures compatibles avec l'existence du régime capitaliste et à mieux y asservir les travailleurs. C'est ce qui permet de faire la distinction entre les militants véritablement révolutionnaires, anticapitalistes ou socialistes et les opportunistes qui sont liés au régime, aux appareils vendus des syndicats, à ses partis, sans exception.

2- Portugal

- Nouvelles mesures d'économies pour le Portugal - lemonde.fr

Le gouvernement portugais a présenté, mardi 15 avril, un nouveau train de mesures d'économies de 1,4 milliard d'euros afin de ramener le déficit public du pays à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2015 et satisfaire ainsi les exigences de ses créanciers, la « *troïka*» , réunissant le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne et la Commission européenne.

Ces mesures se traduiront surtout par une réduction des dépenses de fonctionnement des ministères et des regroupements de services administratifs. « *Sans demander des sacrifices supplémentaires* » aux Portugais, a assuré devant la presse la ministre des finances, Maria Luis Albuquerque.

En novembre 2013, le gouvernement avait adopté un nouveau budget d'austérité, prévoyant un effort supplémentaire de 3,9 milliards d'euros,

Le texte prévoyait notamment de réduire encore le salaire de tous les employés du secteur public touchant plus de 600 euros par mois.

Le taux de chômage (15,6 %) a certes commencé à baisser, mais le chômage des jeunes s'élève toujours à 36 %.

La dette publique quant à elle s'établissait à près de 127,8 %du PIB fin 2013 – l'un des niveaux les plus élevés de la zone euro. Elle devrait dépasser les 130 % du PIB cette année. lemonde.fr 15.04

Haut de page

Le 18 avril 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux documents, ce sera pour demain matin en priorité. Il est 21h51 et je vais aller prendre une dernière douche.

Quelques idées à creuser qui me sont venues à l'issue de cette journée de labeur ou en relation avec l'actualité.

- L'essentiel, c'est de participer ! Se renier en fait...

- Tout compte fait, pendant plus de 60 ans qu'avons-nous fait sinon militer pour un meilleur partage des richesses ? Un cauchemar et le réveil est douloureux ! On s'est totalement fourvoyé en courant après le capitalisme et les appareils, c'est consternant...

- Comment un si petit nombre d'individus ont-ils pu concentrer autant de richesses entre leurs mains en si peu de temps ?

- L'Ukraine des régions à laquelle semble souscrire Poutine ne rejoindrait-elle pas celle que tentent de mettre en place Valls et l'UE en France ?

Une vidéo

Je n'ai pas eu le temps de la visionner pour en vérifier le contenu.

Rwanda, 20 ans après : l'histoire truquée.
http://www.youtube.com/watch?v=-S9Fs-55Yy0

Publiée le 17 avr. 2014

"*Rwanda, 20 ans après : l'histoire truquée*" -- Un film de Julien Teil et Paul-Éric Blanrue. Une production Topdoc et Apocalypse France. Vingt ans après le drame, le président du Rwanda Paul Kagame, les médias, les associations "*humanitaires*", une grande partie de la classe politique et les réseaux pro-israéliens continuent d'accuser la France d'avoir participé au génocide rwandais. Pour la pensée unique, les Tustis sont les victimes de crimes contre l'humanité commis par les Hutus pro-Français ; jamais leur part de culpabilité n'est mise en évidence ; jamais on n'explique les raisons sordides qui se cachent derrière ce massacre ; jamais n'est mentionné le rôle néfaste des puissances étrangères ayant eu intérêt à provoquer la catastrophe. Il est temps de reprendre l'affaire à zéro et oser dire, preuves à l'appui, que l'histoire officielle a été truquée.

Ce film pose les questions interdites :

Quelle puissance étrangère a-t-elle formé les chefs des rebelles Tutsis, à commencer par l'actuel président du Rwanda Paul Kagame ?

Qui a abattu l'avion du président Juvénal Habyarimana, un assassinat qui a déclenché le plus grand massacre que l'Afrique ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale ?

Pourquoi certaines ONG ont-elles entretenu d'étranges relations de proximité avec le FPR ? Sous la pression de qui les accords d'Arusha (1993) ont-ils ouvert la route à la victoire du FPR ?

Quel est l'objectif géostratégique poursuivi par les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël dans ces dramatiques événements ?

Avec les interventions des journalistes et auteurs Pierre Péan et Patrick Mbeko, de l'ancienne député américaine Cynthia McKinney, du colonel Robardey, assistant technique de police judicaire au Rwanda, et l'ultime interview de Michael Hourigan, chargé de l'enquête du TPIR auprès de l'ONU.

C'est le pied pour les aristocrates sous la monarchie.

Qui est-ce ?

Il fait cirer tous les deux mois dans les locaux du palais présidentiel ses "*30 paires de souliers de luxe faites sur-mesure*" faisant même "*privatiser*" à cette fin un salon de l'hôtel Marigny voisin.

Réponse : Aquilino Morelle, conseiller politique de François Hollande. AFP 17.04

"*Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé et c'est beaucoup mieux que de le garder au chômage*", a dit le patron du Medef avant-hier, il n'a pas précisé nu ou chaussé ni ce qu'il ferait de l'autre pied, mais on en a une petite idée.

Avantage, il n'usera qu'une chaussure à la fois, celle du pied droit par exemple, et quand elle sera usée il lui suffira de passer le pied gauche dans l'entreprise et de laisser reposer l'autre, ainsi ses chaussures dureront deux fois plus longtemps ce qui sera compatible avec un Smic au rabais. En bon comptable, plus les besoins d'un travailleur sont réduits, plus se justifie un salaire réduit, au diable le superflu ou le gâchis !

Le seigneur Morelle a également deux chauffeurs "*mis à sa disposition... et à celle de ses proches*" dont "*son fils pour des activités personnelles dans le XVe arrondissement*" ou ses secrétaires priées "*de s'occuper de ses affaires personnelles, par exemple quand il a un souci avec un de ses nombreux locataires*". AFP 17.04

C'est que l'air de rien du VIIIe arrondissement au XVe cela fait une sacrée trotte ! Il est vrai que peu d'entre nous seront capables de s'en faire une idée car nous ne fréquentons pas les quartiers chics de la capitale.

Et puis notre chômeur ne se sent pas concerner, il n'est propriétaire de rien et il n'a même plus de bagnole !

Retour à l'Ancien régime du duché de Bretagne ou les Girondins passent à l'action.

- La Bretagne en faveur d'une « *réunification* » avec la Loire-Atlantique - lemonde.fr

Le conseil régional de Bretagne a adopté dans la soirée du jeudi 17 avril un voeu en faveur de la « réunification » de la région administrative avec la Loire-Atlantique, et de la création d'une Assemblée de Bretagne.

Prenant en compte « *les perspectives de modernisation territoriale de la France ouvertes par le président de la République* », le conseil régional de Bretagne « *acte le fait que ces perspectives ouvrent une opportunité historique en faveur de la réunification de la Bretagne historique* ».

Outre les quatre départements de l'actuelle Bretagne administrative (Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan), la Bretagne historique inclut également la Loire-Atlantique, actuellement rattachée à la région Pays-de-Loire.

Ce voeu a été adopté par la majorité régionale (PS, Bretagne écologie et Union Démocratique Bretonne) ainsi qu'EELV. Bien que favorable à la réunification de la Bretagne historique, l'opposition UMP-UDI s'est abstenue. L'adoption du texte se fait à l'avant-veille d'une manifestation prévue samedi à Nantes en faveur de la réunification de la Bretagne.

En vue de favoriser « *une meilleure lisibilité de l'action publique en Bretagne* », ce voeu propose également d'établir « *un état des lieux et une analyse objective des conséquences engendrées par une Assemblée de Bretagne préfigurant un nouveau modèle d'administration territoriale*».

L'idée d'une Assemblée de Bretagne, regroupant conseils départementaux et région, a été formulée en janvier par le député (PS) Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois. Ce dernier a été auditionné le 21 mars au conseil régional afin d'expliciter sa proposition. lemonde.fr 17.04

Le PS toujours à la pointe de la réaction, normal.

Boycott des élections européennes ! Comment ils se répartissent les rôles.

- Le PS donne le coup d'envoi de sa campagne européenne - Liberation.fr

- Le PS fera campagne pour «*changer les critères de Maastricht*» - Liberation.fr

Ils nous refont le coup de Hollande qui devait réviser le TSCG et l'a adopté tel quel ! Il faudrait peut-être les avertir que cela ne marche plus... Non, vaut mieux qu'ils s'enfoncent un peu plus...

- Elections européennes: Le PS fait campagne sur le rejet de l'austérité - 20minutes.fr

- Laurent Baumel (PS) : « *Le plan de Valls est dans une logique d'austérité* » - LeMonde.fr

Rien ne les arrête...

- EELV lance un "*tour de France*" pour les européennes - AFP

- Européennes : Mélenchon prédit une «*gauche non gouvernementale*» devant le PS - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon est sûr de lui. Pour le coprésident du Parti de gauche, le soir des élections européennes, «*l'important sera de voir de combien le total de la gauche non gouvernementale (Front de gauche, EE-LV, NPA…) va dépasser le PS*.», a-t-il déclaré dans un entretien publié par Marianne et daté de vendredi. Liberation.fr 17.04

Pourquoi ou comment Mélenchon peut-il additionner les votes qui se porteront sur les candidats du Front de gauche, d'EELV, du NPA et de LO ?

Parce qu'en réalité ils sont tous destinés à légitimer l'existence de l'Union européenne et sa politique néolibérale, au delà des discours des uns et des autres qui soutiennent l'UE ou prétendent vouloir rompre avec l'UE ou s'opposer à la politique du gouvernement dicté par Bruxelles, et qui ne sont que des postures ou impostures plutôt. Ainsi ils se retrouvent tous au côté du PS, de l'UMP et de l'UDI, du régime.

- «*Pour moi, les députés socialistes devront choisir entre la ligne Valls et la ligne de rupture avec cette politique*» a-t-il ajouté. Liberation.fr 17.04

En réalité, en participant aux élections européennes leur "*choix*" est déjà fait, ils soutiennent "*la ligne Valls*" qui coïncide avec celle de Bruxelles et du FMI.

- «*Et puis il y a aussi un enjeu national. […] En France, spécialement, ce vote peut donner une mise en panne du régime très féconde. L'échec qui frapperait le nouveau gouvernement viendra après le désastre électoral qu'il est censé effacer. A peine créé, il est déjà lourdement affaibli par le départ des ministres verts.*», a-t-il développé. Liberation.fr 17.04

Au contraire, EELV est plus à l'aise pour soutenir le gouvernement en prétendant avoir les mains libres pour infléchir sa politique.

- ... Quant à François Hollande, «*on découvre qu'il n'y a que 2% qui sont "très satisfaits" de lui. On voit bien qu'on atteint un étiage de fragilité absolue du système. Il ne tient que si la droite et le Medef sous-traitent le "sale boulot" au PS et si les députés socialistes acceptent de le faire .*» Liberation.fr 17.04

Candidats du PS en 2012 devenus députés après qu'il eut appelé à voter pour eux, il faut s'en souvenir pour comprendre ce que recouvre son discours. Il s'inquiète de la "*fragilité absolue du système*" qui pourrait s'écrouler à tout moment si les masses déferlaient dans la rue spontanément comme lors de toute révolution prolétarienne, ce qu'il ne souhaite pas évidemment, pas plus que l'abolition de l'UE puisqu'il continue d'entretenir l'illusion qu'elle pourrait être réformable ou au service des travailleurs, alors qu'elle a été fondée par le capital et pour le capital, pour broyer tous nos droits sociaux et politiques, c'est sa seule raison d'être, comme le capitalisme.

- Avec ce scrutin européen, «*tout peut changer. Nous allons élire des députés européens et ces derniers voteront pour ou contre le traité transatlantique [de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE, ndlr]. C'est là l'enjeu crucial du scrutin. Car si ce traité passe, c'est la fin de tout projet d'Europe politique, sociale ou écologique !*» a assuré Jean-Luc Mélenchon. Liberation.fr 17.04

«*Tout peut changer* » par un bulletin de vote aux élections européennes, il fallait oser le dire, c'est fait, on est là au delà de la caricature, quel piètre comédien !

On ne fabule pas, alors que l'UE est une arme de guerre contre les travailleurs et tous les peuples en Europe depuis sa fondation il y a plus d'un demi-siècle, le charlatan voudrait nous vendre son "*projet d'Europe politique, sociale ou écologique*". Une chose est certaine, une fois que les Etats-Unis et l'UE se seront mis d'accord en secret sur le contenu de ce traité, il sera adopté par le Parlement européen, et ce n'est pas une poignée d'opposants qui y changera quoi que ce soit, l'essentiel est ailleurs.

L'essentiel, c'est qu'il est impossible de définir et proposer une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, de se situer exclusivement sur son terrain de classe en participant aux élections européennes qui ne serviront finalement qu'à légitimer le processus qui aboutira à l'adoption de ce traité, processus dans lequel s'inscrit la politique du gouvernement Hollande-Valls-Sapin, car on ne peut imaginer un instant qu'il pourrait conduire une politique en contradiction avec le contenu de ce traité, qui gravera dans le marbre la soumission totale de l'ensemble des pays de l'UE à la dictature de l'oligarchie financière dominée par les Anglo-saxons.

Vous pourriez avoir des doutes et vous demandez si on ne se tromperait pas d'adversaire ou d'ennemi, si finalement on n'exagèrerait pas un peu les mauvaises intentions que l'on prête à Mélenchon. Soyons encore plus précis.

Lisez attentivement ce qu'il dit, il défend l'Union européenne telle qu'elle existe qu'il oppose à celle qui existerait ou existera lorsque le traité transatlantique aura été adopté. A ce propos, cela pourrait prendre plus de temps que prévu, ce qui ne change rien à ce qui

a été dit plus haut. Il faut bien comprendre qu'il défend l'UE qui a justement permis de réunir les conditions favorables à l'adoption de ce traité, comme d'autres hier défendaient la Constitution de la Ve République contre le projet de constitution européenne, position intolérable pour un militant ouvrier évidemment, qui ne peut et ne doit se reconnaître dans ni l'une ni l'autre sous peine de se renier ou tourner le dos au socialisme.

Que dit Mélenchon, que la "*finalité*" de ce traité "*est de détruire l'Europe et les nations qui la construisent*", il revendique donc sa construction jusqu'à nos jours, excellent, Europe et nationsauxquels il est attaché contrairement à nous, qui ne défendons ni les Etats capitalistes, ni ce qu'il appelle l'Europe en réalité l'Union européenne. Donc en réalité, en défendant des institutions nationales et européennes qui oeuvrent à la réalisation de ce traité, il ne s'y oppose pas contrairement à ce qu'il affirme, il s'en fait le complice, il y met la main à la pâte.

- «*Chaque vote socialiste, UMP, ou centriste, est un vote pour un député qui approuve la création de ce monstre transatlantique. Chaque fois que vous votez Front de gauche, vous votez pour quelqu'un qui s'oppose à un traité dont la finalité est de détruire l'Europe et les nations qui la construisent. C'est l'enjeu européen réel*», a insisté Jean-Luc Mélenchon. Liberation.fr 17.04

L'UE ne serait-elle pas déjà un "*monstre*" ? La liquidation de l'UE serait un grand malheur pour Mélenchon, on l'adore quand il est comme cela. Pour Mélenchon les nations construisent quelque chose, alors que quotidiennement elles détruisent nos acquis sociaux et nous asservissent un peu plus à une institution supranationale dictatoriale, l'UE que Mélenchon entend défendre.

C'est marrant, il a déjà oublié le sort que "*l'Europe*" avait réservé aux peuples grec, portugais, espagnol, ukrainien, etc. Quelle belle "*construction*" que voilà sur les décombres de leurs acquis sociaux, avec des taux chômages records, etc.

L'UE qui a soutenu toutes les guerres impérialistes initiées par les Américains... On continue ?

Quand même, lui aussi il fait le "*sale boulot*", il est monstrueux, non ?

Intox. Pas d'hypocrisie, quand on a signé, on assume jusqu'au bout ou on démissionne.

- Des députés PS rompent avec fracas avec la ligne de Manuel Valls - Le Nouvel Observateur

- Des députés socialistes au bord de la révolte - Liberation.fr

Sans blague, vraiment ? Vous le croyez, vous ? Vérifions de quoi il s'agit au juste.

En réalité, ils adhèrent entièrement aux mesures annoncées. Ils le disent eux-mêmes. Leurs désaccords portent juste sur le niveau des sacrifices qui seront imposés aux travailleurs et non sur le principe qu'ils doivent se sacrifier d'une manière ou une autre, sur ce point fondamental ils sont parfaitement d'accord, c'est l'essentiel en ce qui nous concerne.

- Ils jugent le plan d'économies «*dangereux économiquement*», et veulent le limiter à 35 milliards. Ils entendent ramener les efforts demandés aux collectivités locales de 11 à 5 milliards pour ne pas casser l'investissement public et faire un effort global en faveur du pouvoir d'achat de 10 et non 5 milliards. Ils demandent aussi de nouveaux emplois aidés, une grande réforme fiscale, le report de l'objectif de 3% de déficits et des «*contreparties sérieuses et précises*» aux entreprises dans le cadre du «*pacte de responsabilité*». Liberation.fr 17.04

Et encore, ce que nous avons dit plus haut n'est pas tout à fait exact ou pas suffisamment précis, en fait ils s'en tapent complètement, ce serait juste une question de "*méthode*", de communication défectueuse entre eux et Matignon.

Electoralement ou pour tenter de sauver les apparences, il leur faut ruer dans les brancards devant les caméras, donner aussi l'impression qu'ils servent à quelque chose, qu'ils existent, doublement, car à l'arrivée il faudra bien que le gouvernement dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale pour faire adopter ces mesures scélérates. Et là de nouveau ils répondront présents pour 90% d'entre eux et l'affaire sera emballée. Les 10% restant s'abstiendront pour que ces mesures passent, le souffle de la "*révolte*" qui aura parcouru bruyamment les allées du pouvoir le temps d'un show médiatique n'aura été qu'un léger courant d'air destiné à l'aérer pour lui éviter une surchauffe préjudiciable à son image voilà tout.

- Des députés connus pour leurs sympathies hollandaises, comme Philippe Noguès (Morbihan) et Marie-Lou Marcel (Aveyron) paraphent également la missive de trois pages. «*... Sur le fond, ils auraient pu suivre Hollande et Valls mais la méthode - sans prévenir ni consulter - les a révoltés pour longtemps.*» Liberation.fr 17.04

"*Le gouvernement doit accepter d'en discuter. Nous avons majoritairement voté la confiance car c'était la vie même du gouvernement qui était en jeu ; maintenant nous arrivons sur des votes de conviction*", s'explique Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire et animateur du courant "*La Gauche populaire*". Le Nouvel Observateur 17.04

Il y en a parmi nous qui vont embrayer au quart de tour sur les contradictions du régime ou du PS, patati et patata, entre nous, à côté desquelles nous ne sommes pas passés mais que nous avons traité sous un autre angle que leurs dirigeants, en opposants résolus au régime et au parti qui l'incarne et non pour les ménager ou leur servir la soupe en tenant un double langage.

On ne l'a pas dit tellement c'est grotesque, mais pas un seul membre du PS de ses satellites et alliés n'était censé ignorer le contenu du programme économique que Valls allait annoncer. Il est identique à celui adopté dans absolument tous les pays de l'UE, il s'inscrit dans la continuité du programme antisocial mis en oeuvre par Sarkozy-Fillon, puis Hollande-Ayrault, il correspond aux mesures préconisées ou exigées par la troïka que les précédents gouvernements n'ont pas eu le temps ou les moyens politiques d'adopter.

Et si vous lisiez les commentaires des internautes qui figuraient à la suite de cet article, qui de toutes évidences s'inspiraient du programme de l'UMP et du Medef ou de Bruxelles, c'est la même chose, vous vous apercevriez que ces mesures ne représentent même pas le dixième de ce qu'ils ont planifié pour les années à venir. D'ailleurs, il faudrait les porter à la connaissance des travailleurs, sans attendre, car chacun devrait savoir précisément ce qui l'attend à brève échéance : La déchéance !

On ne peut mener notre combat politique sans avoir identifié notre ennemi. De la même manière, on ne peut mener à bien ce combat si on ignore la stratégie de notre ennemi, si on ne tient pas compte de ses réelles intentions. Allez dire cela à nos dirigeants, ils ne veulent pas en entendre parler. Cela explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

En complément. Ils lâchent le morceau.

- Plan d'économies de Valls : la droite a du mal à s'opposer - Le Nouvel Observateur

Et pour cause ! Elle devrait porter plainte pour plagiat, contrefaçon ou recel !

ACTUALITE EN TITRES

La valse des records...

- Nouveau record français pour les prisons, avec 68.859 détenus au 1er avril - 20minutes.fr

Cela valait bien une promotion (Valls) et d'être maintenue au gouvernement (Taubira), non ?

Ah le conservatisme alors !

- Les Français sont majoritairement opposés à un salaire inférieur au Smic - Francetv info

Selon un sondage, huit Français sur dix estiment que payer un salarié en dessous du salaire minimum actuel ne serait pas une bonne chose pour faciliter les embauches en France. Francetv info 17.04

Vous voyez qu'ils sont bien mieux que ce que disent les médias et ces abrutis de gauche et d'extrême gauche qui veulent les faire passer pour des réactionnaires, racistes, homophobes et j'en passe...

ACTUALITÉ DU JOUR

Les jaunes à la manoeuvre.

- Laurent Berger dénonce le plan d'économies de Manuel Valls - Liberation.fr

«*Pas juste*» : c'est ainsi que le numéro 1 de la CFDT, Laurent Berger, a qualifié jeudi le plan d'économies annoncé par le Premier ministre, Manuel Valls. «*Il ne protège pas les plus modestes, […] les salariés qui vivent avec le Smic, ou un peu plus du Smic, voire les classes moyennes basses*», a dénoncé le syndicaliste, qui demande que le gel des prestations sociales ne concerne pas «*les plus modestes*».

Laurent Berger estime ainsi que «*les efforts sont mal répartis*», et aurait souhaité que le gouvernement se penche plutôt sur les plus hauts revenus dans le cadre d'une réforme fiscale. Autre aberration pour le cédétiste : la demande de Manuel Valls d'un nouveau gel des retraites complémentaires l'an prochain. «*Les retraites complémentaires dans notre pays sont gérées par*

les syndicats et le patronat, […] il n'appartient pas au Premier ministre de fixer les négociations entre partenaires sociaux.» Liberation.fr 17.04

De deux choses l'une, soit Valls a annoncé ces mesures pour tester jusqu'où il pourra aller en entraînant derrière lui les appareils des syndicats, quitte même à les casser car il sait que finalement ils plieront ; soit il a mis la barre très haut au départ pour ensuite reculer tactiquement sur quelques mesures, afin de faire passer tout le reste comme une lettre à la poste, l'essentiel quoi, ce qui comporte des contre-réformes ou des mesures interdisant tout retour en arrière par la suite, ce qui sera acquis ne sera plus à arracher.

- Les syndicats de Veolia Eau dénoncent la «*rémunération scandaleuse*» de leur patron, un «*mercenaire liquidateur*» - Liberation.fr

Les syndicats de Veolia Eau ont dénoncé jeudi la «*rémunération scandaleuse*» de leur nouveau patron, Alain Franchi, alors que cette branche de Veolia Environnement est engagée dans un plan de suppressions de plus de 10% des effectifs. Veolia Eau, qui compte 15 000 salariés, avait confirmé à la fin de l'année un plan de suppression de 1 600 postes en France via un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Les élus du personnel, réunis en comité central d'entreprise (CCE), «*ont décidé de quitter la séance pour protester contre la rémunération scandaleuse du mercenaire liquidateur Alain Franchi*», affirme un communiqué commun des syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT et FO. Le nouveau patron, nommé en juillet, s'est «*en effet octroyé un million d'euros*», indique le communiqué qui précise que le PDG de Veolia Environnement, Antoine Frérot, s'est augmenté «*de plus de 13%*», soit «*1,79 million d'euros*». Liberation.fr 17.04

Il a raison, en présence de tels branquignoles il ne faut pas se gêner, parce que vous croyez que les patrons ne savent pas à qui ils ont à faire ? C'est malheureux pour les travailleurs qui en sont les otages. Comme nous le sommes des révisionnistes sur le plan politique.

Les vases communicants

- Les banques européennes, loin de leurs objectifs de rentabilité - Reuters

- Hausse de 55% du bénéfice trimestriel de Morgan Stanley - Reuters

La sixième banque américaine par l'actif a fait état d'un bénéfice net de 1,45 milliard de dollars.

Même si les volumes d'affaires ont diminué sur la plupart des segments de l'activité taux fixe, le revenu du trading taux fixe et matières premières a augmenté de 13% à 1,7 milliard de dollars.

Ce résultat témoigne de la solide performance des matières premières, du crédit et des produits titrisés, explique Morgan Stanley.

Le développement de l'activité gestion de fortune a par ailleurs aidé la banque à amortir la baisse du revenu du trading obligataire, une constante observée sur l'ensemble des institutions de Wall Street ces cinq dernières années.

La marge imposable de la gestion de fortune était de 19% au premier trimestre contre 17% un an auparavant.

Le revenu de la gestion de fortune a progressé de 4% à 3,62 milliards de dollars et le résultat a bondi de 65% à 423 millions. Reuters 17.04

Un bénéfice confortable tout de même.

- Baisse de 11% du bénéfice de Goldman Sachs au 1er trimestre - Reuters

La banque d'investissement a fait état d'un bénéfice de 1,95 milliard de dollars.

Le revenu tiré du trading obligataire, des changes et des matières premières s'est lui aussi contracté de 11%, à 2,85 milliards de dollars.

"*Le segment banque d'investissement et gestion des investissements a produit des résultats solides, alors que le sentiment du marché a changé tout au long du trimestre, entravant l'activité de la clientèle en divers segments de notre franchise*", note le PDG Lloyd Blankfein dans un communiqué.

Goldman génère l'essentiel de ses revenus du trading et de l'investissement dans les marchés de capitaux. Cela la distingue de ses homologues JPMorgan Chase, Citigroup et Bank of America, qui ont un important segment de crédit à la consommation, et de Morgan Stanley, présente aussi dans la gestion de fortune.

La banque gère des valeurs mobilières pour le compte de sa clientèle, place actions et obligations, conseille en fusion et gère des actifs pour le compte d'institutionnels et de particuliers aisés.

Elle a enfin un segment banque d'affaires qui fait des placements et prêts avec son propre argent. Reuters 17.04

Haut de page

Le 19 avril 2014

CAUSERIE

31 nouveaux documents ont été ajoutés ce matin, d'autres plus tard dans la journée. Les infos en bref plus tard dans la journée ou demain.

Haut de page

Le 20 avril 2014

CAUSERIE

En ce week-end pascal communions chers camarades... à notre façon : Eh oui, les communistes sont incorruptibles et cela en fait chier plus d'un, nous ne lâchons sur rien, nous ne laissons rien passer, nous sommes intolérants, dogmatiques et sectaires et nous le revendiquons.

A bas les collabos et la paix des âmes, vive la guerre de classes et la liberté !

A bas l'obscurantisme, à mort le capitalisme et vive le socialisme !

Nous soumettre, jamais, périr, peut-être, vaincre, assurément !

On terminera en se demandant qui des masses ou des partis et syndicats qui ont confisqué le mouvement ouvrier sont le plus à droite ? Vous n'auriez pas une petite idée par hasard ?

Dimanche 11h30 à Pondichéry, 8h à Paris.

Les Infos en bref figure après l'article ci-dessous.

Dans la rubrique Défense du marxisme j'ai ajouté un second article et les deux textes sont disponibles au format pdf (Acrobat Reader).

- La question juive

- Tendance historique de l'accumulation capitaliste.

Le second est la réponse à l'article : L'Eglise catholique a aussi une pensée économique... et le capitalisme et le socialisme en prennent pour leur grade - atlantico.fr 18.04

L'Eglise catholique a produit une des pensées économiques les plus riches et les plus souvent ignorées de notre époque. Ainsi, un de ses courants de pensée les plus féconds (et les plus oubliés aujourd'hui) est le distributisme. Pour les distributistes, toute concentration de richesse ou de pouvoir est mauvaise : qu'il s'agisse d'une concentration entre les mains de capitalistes— ou entre les mains de l'Etat.

(Traduire entre les mains de certains capitalistes, à l'exception de l'oligarchie financière. Quant aux Etats ils devraient se soumettre à une autorité supérieure, quasi divine, justifiant l'instauration d'un gouvernement mondial (l'UE) dirigé par les monarques de la finance. - ndlr)

Une Eglise résolument anti-communiste, mais également résolument critique des excès du capitalisme—et dont on se dit donc qu'elle est donc partisane d'une espèce de "*troisième voie*" vaguement démocrate-chrétienne ou social-libérale.

(Eglise critique seulement envers le capitalisme qu'il s'agit de préserver sous une forme ou une autre, mais résolument engagée dans une lutte à mort contre la classe ouvrière, d'où son anti-communisme viscéral. - ndlr)

En réalité la doctrine économique de l'Eglise est beaucoup plus riche que cela. Par exemple, un de ses courants de pensée les plus féconds (et les plus oubliés aujourd'hui) est le distributisme.

Pour les distributistes, les moyens de productions ne doivent être dans les mains ni de capitalistes ni de l'Etat ni d'un quelconque prolétariat, mais plutôt entre les mains de chacun.

(Comme c'est impossible en régime capitaliste, cela revient à laisser les moyens de productions entre les mains de ceux qui les possèdent, les capitalistes. - ndlr)

Les capitalistes parlent de l'importance de la propriété privée, mais pour les distributistes il n'y a pas vraiment de propriété privée si la propriété du capital revient à une petite clique. Leur analyse se résume bien par la phrase d'un de leurs grands porte-paroles, G. K. Chesterton: "*Un excès de capitalisme n'est pas dû au fait qu'il y a trop de capitalistes, mais au fait qu'il n'y en a pas assez*."

(C'est là nier la nature du capitalisme, je vous renvoie à l'extrait du Capital sur la propriété privée qui figure dans cette page. - ndlr)

Le distributisme est comme une grande claque à nos débats économiques actuels, figés dans des positions posées dans les années 1950 : capitalisme rapace d'un côté, socialisme tout aussi rapace de l'autre, vague social-démocratie sans imagination au milieu.

(Dans les années 50 il n'existait aucun Etat ou pays socialiste dans le monde, donc cette démonstration repose sur une falsification des faits et tombe à l'eau.

Pour qu'un Etat ou un pays ait été socialiste, il aurait fallu que la classe ouvrière détienne le pouvoir politique et économique, or a l'état achevé cela n'a jamais existé. L'embryon d'Etat socialiste qui a émergé en Russie au cours de la révolution de 1917 a été liquidé par Staline quand il accéda au pouvoir à la mort de Lénine en 1924.

Quant aux autres pays dits socialistes ou communistes qui ont vu le jour plus tard, ils portèrent tous le sceau infâme du stalinisme dès le premier jour dans la mesure où les masses laborieuses furent spoliées du pouvoir politique par une caste de bureaucrates parasitaires qui s'empressa de liquider leurs droits politiques et d'instaurer une dictature, et qui accapara les profits de la production devenue étatisée à la manière de la classe capitaliste dans les autres pays. -ndlr)

Au lieu de réfléchir au taux optimal de l'impôt ou aux réglementations du marché du travail, comment faire pour que chacun ait, par lui-même, la propriété de ses moyens de productions, et une véritable autonomie économique ? Comment faire pour que chacun soit indépendant, à la fois des ogres capitalistes et de l'ogre de l'Etat ? atlantico.fr 18.04

On aura compris que la bête noire de l'Eglise demeure la classe des exploités, l'Etat dans le cadre duquel elle s'est constituée en classe pour résister aux capitalistes et mener son combat contre les exploiteurs (réglementations du marché du travail) au profit de l'UE et au delà un gouvernement mondial, et qu'au travers de la dénonciation du socialisme et du capitalisme, en réalité l'Eglise vise la lutte de classes qu'ils se livrent en permanence et qui à terme menace d'engloutir le capitalisme.

Elle s'est convertie au néolibéralisme qui est l'idéologie la plus réactionnaire qu'ait produit la classe des exploiteurs, qui pour s'imposer ou régner en maître absolue doit parvenir à atomiser chaque membre de la société, les déposséder de tout droit collectif, leur oter de l'esprit tout penchant, toute idée allant dans cette direction, de manière à affaiblir leur résistance, réduire au maximum leur volonté et leur capacité à contester l'ordre établi. D'où la nécessité de leur faire miroiter qu'ils pourraient devenir maître de leur force de travail (propriété privée) en flattant, encourageant leur penchant à l'individualisme dans le cadre du maintien du régime capitaliste qui finalement doit en être le seul bénéficiaire, qui constitue la négation du bien-être et du libre épanouissement de chaque individu dans la société, à ce stade il n'est même plus question de citoyens puisque les Etats n'existent plus ou ont été vampirisés par une institution supérieure, supranationale qui concentrent tous les pouvoirs au profit d'une poignée d'oligarques qui dirigent le monde.

L'Eglise est évidemment obligée d'avancer masquée. Elle est l'un des bras armés les plus puissants au service de l'idéologie dominante. Elle a pour fonction de distiller le venin de la haine en prônant l'amour du prochain, d'entretenir l'espoir

d'un monde meilleur, alors qu'elle contribue elle-même à pourrir quotidiennement l'existence de ceux qu'elle prétend vouloir sauver, elle doit redoubler d'imagination et de perfidie pour alimenter l'individualisme naturel vers lequel penche chaque individu, qui tendra à s'isoler un peu plus du reste de la société et à développer une tendance schizophréne, derrière ou ensuite l'Eglise (ou n'importe quelle religion) aura le bon rôle en volant au secours de ses ouailles pour réparer les dégâts qu'elle aura elle-même contribuée à produire. Ainsi va son combat politique.

A l'aliénation sociale du travailleur dépossédé de sa force de travail et de son destin, vient s'ajouter son aliénation tout court. Et l'ignorance des masses, l'obscurantisme auquel recourt l'Eglise et dont le contenu épouse de nos jours les besoins du capitalisme en crise, figurent en toile de fond de son combat politique.

L'Eglise est ainsi elle-même conduite à se décomposer au même rythme que le capitalisme. Elle ne peut subsister uniquement comme courroie de transmission de la parole sacrée néolibérale dont la philosophie est le nihilisme, qui coïncide avec la dissolution du savoir ou de la connaissance, dès lors on comprend pourquoi elle peut s'y adapter, et puis, dieu étant omnipotence et omniscience par définition, en dernier recours ses chères brebis voués à connaître une existence de plus en plus douloureuse n'auront qu'à remettre leur destin entre ses mains, ainsi l'Eglise pourra toujours justifier sa propre existence, amen.

La suite plus tard dans la journée si j'en trouve le temps, on doit aller faire des courses pour la semaine à venir, car aucun ange ne se dévouera pour les fera à notre place, encore moins laver mes chiens, que voulez-vous c'est le sort réservé aux infidèles !
Bon dimanche.

Dimanche 11h30 à Pondichéry, 8h à Paris.

C'est quoi l'Opposition de gauche ?

La véritable Opposition de gauche combat impitoyablement le parti de l'ordre de droite et ses supplétifs, ainsi que leur bras armé d'extrême droite.

La véritable Opposition de gauche combat l'opportunisme de gauche et d'extrême gauche qui sont les fossoyeurs du syndicalisme et du socialisme.

La véritable Opposition de gauche combat pour l'abrogation de la Constitution de la Ve République, pour l'abolition du capitalisme, la liquidation de l'UE, du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU et de l'OTAN.

La véritable Opposition de gauche n'a qu'un programme et un drapeau, celui de la révolution socialiste mondiale, celui de la Commune et de la Révolution d'Octobre, du communisme.

La véritable Opposition de gauche combat pour une République sociale, la fédération des Républiques sociales d'Europe, la République sociale universelle.

C'est quoi un syndicaliste corrompu par le capitalisme ? Réponse.

Jean-Michel Gilles, secrétaire du syndicat CGT Michelin. "*Le président doit changer de cap*", et plus loin "*Il faut convaincre Arnaud Montebourg*", et encore, le taux de distribution des bénéfices aux actionnaires a augmenté de 30 à 35% : «*C'est inadmissible, il faut donner aux salariés*» pour qu'ils supportent mieux leur condition d'esclaves salariés. source : Liberation.fr 18.04

Ajoutons qu'ils font figure de privilégiés, ils appartiennent à l'aristocratie ouvrière en comparaison de millions de travailleurs qui ne bénéficient ni de leur niveau de rémunération, ni de leurs conditions de travail, ni des avantages liés à leur convention collective, mais cela les bureaucrates syndicaux qui gèrent les rapports entre le capital et le travail dans l'entreprise n'en ont strictement rien à foutre.

Associations, organisations, syndicats, partis : ils touchent tous ou tous en profitent.

Législatives indiennes : «*Les grands partis achètent des voix avec de la nourriture, de l'alcool ou des billets*» - libération.fr 18.04

Un internaute : "*En France ce sont les subventions qui servent à acheter les voix...*", la paix sociale, quoi.

Parole d'internaute

- "*Dictature de la dette*

Tant qu'on demeurera soumis à la dictature de la dette, il n'y aura pas d'autre solution que l'austérité, l'oppression des revenus les plus faibles, l'opportunisme et la corruption, la soumission envers les plus riches. Aujourd'hui les entreprises n'investissent plus, elles remboursent les banques. Ce système vampirique est connu de tous mais dénoncé par personne. Pourquoi ? Parce que l'argent est devenu une valeur en soi, le capitalisme financier triomphe, au détriment des réalités matérielles et sociales, du travail, des hommes, de la nature."

Le service de la dette est devenu le premier poste budgétaire avec quelque 50 milliards d'euros d'intérêts à verser aux rentiers par an. Elle ne risque pas de diminuer mais plutôt d'augmenter.

L'Etat totalement soumis à la dictature de l'oligarchie financière et ne pouvant plus assurer le financement des budgets à caractère social, la population pour satisfaire les besoins correspondants face à la carence de l'Etat devra passer de gré ou de force par le secteur marchand, ce qui coïncidera au passage avec la liquidation en douceur ou brutalement de nos acquis sociaux collectifs, justifiera leur privatisation et leur individualisation qui seront présentées comme un moindre mal, mieux, une aubaine, ainsi nous vivrons dans une société livrée aux marchés où l'injustice et les inégalités règneront en maître ou seront devenues la règle, son ultime idéal.

Et dire qu'il y en a au sein du mouvement ouvrier qui le préfèrent au socialisme, comme quoi ils y sont étrangers, il faut les combattre férocement et les en chasser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Et le prochain locataire du Château sera : Juppé, Fillon ou Sarkozy ?

- Hollande fait du recul du chômage la condition d'une candidature en 2017 - AFP

«*Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai, ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu*», a reconnu le chef de l'État, vendredi, en marge d'un déplacement à Clermont-Ferrand. AFP 18.04

- Présidentielle : un sondage donne Le Pen au second tour dans tous les cas de figure - Francetv info

Putain, quel suspens !

... un djihadiste quoi. Des barbares plein de mansuétudes au secours de Hollande... ou presque.

- Les libérations d'otages, éclaircies dans le ciel de François Hollande - AFP

Souriants, barbus et en bonne forme, les quatre journalistes français otages en Syrie depuis dix mois ont été relâchés samedi et devraient arriver sur le sol français dès cette nuit par un avion militaire en provenance de Turquie. (Quel bonheur, pour un peu le Club Méd, chouette ses vacances chez les barbares ! Bizarre, des dizaines d'autres journalistes n'ont pas eu cette chance, ils devaient avoir choisi le mauvais camp il faut croire, on comprend. - ndlr)

Leur libération intervient après celle de plusieurs journalistes européens qui se trouvaient aux mains de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), le plus radical des groupes jihadistes en Syrie. (Ils parlent ainsi avec retenue des cruels mercenaires soutenus par Hollande-Valls-Fabius qui décapitent d'innocentes victimes, des civils, hommes, femmes et enfants, vieillards, qu'ils découpent parfois à vif et font rotir en public. - ndlr)

Les quatre journalistes ont été retrouvés ligotés et les yeux bandés à la frontière turque par des soldats. Selon l'agence de presse turque Dogan, les quatre journalistes français otages d'un groupe jihadiste en Syrie ont été retrouvés ligotés, cheveux longs et les yeux bandés, à la frontière turque. AFP 19.04

En fait, c'est comme s'ils avaient été libérés par les autorités turques, à leur demande. Seulement ? Avaient-ils été enlevés par des barbares insoumis ou avaient-ils agi sur ordres ?

Qui étaient-ils pour avoir été épargnés ?

- Didier François : l'un des fondateurs de SOS-Racisme, une officine du sionisme.

- Edouard Elias : missionné par Europe 1 en guerre contre Assad.

- Pierre Torres : il était parti en Syrie avec l'intention de vendre ses clichés, se faire du fric, une noble attention qui lui aura valu la vie sauve. Il pourra toujours verser des royalties à ses "*ravisseurs*", il leur doit bien cela après tout.

- Nicolas Hénin : il travaillait pour la merdiocratie, Arte, Le Point, Radio France, RTBF, RTS et Radio Canada.

Pas de bol...

"*Il n'y a pas d'impact direct sur la cote de popularité des présidents*", confirme Jérôme Fourquet (Ifop) qui, au-delà "*du sentiment positif de l'opinon*", souligne que "*les questions des otages ne sont pas au coeur des préoccupations des Français*" et que leur libération "*n'est pas toujours mise au crédit de l'exécutif*". AFP 19.04

Commentaires d'internautes.

- Comment les otages français en Syrie ont-ils été libérés? - L'Express.fr

1- "*Prisonniers des islamistes pourquoi ne pas l'écrire franchement ?*"

2- "*Coup de pouce à Hollande en provenance des Saoud et de la Turquie.*"

3- "*Et malgré tout notre gouvernement et d'autres.....continuent à soutenir les rebelles!*"

En famille. Une méthode qui a fait ses preuves, voyez par exemple où en sont rendus les Grecs...

- Michel Barnier demande à l'opposition de «*soutenir*» le plan d'économies - liberation.fr

«*Si ce plan est confirmé ou même accentué sur certains sujets, il faut que l'opposition ait le courage de le soutenir parce que c'est l'intérêt national*», a déclaré Michel Barnier. «*Ce courage et cette responsabilité, les partis de droite et de gauche en Allemagne, en Italie, en Grèce et dans d'autres pays l'ont, puisqu'ils agissent ensemble sur certains points*», a souligné l'ancien ministre UMP de l'Agriculture sur RFI. liberation.fr 18.04

Il est vrai qu'il en faut du «*courage*» pour s'attaquer aux plus démunis ou généraliser la précarité...

Pour rappel.

- Mai 2011. Nicolas Sarkozy : "*Ce n'est pas de l'austérité, c'est de la raison*".

- Octobre 2012. François Hollande : "*Je récuse formellement le terme d'austérité.*"

- 30 mars 2013. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au Budget : "*Si l'austérité est une faute, la rigueur est une vertu que je fais mienne*". Comme François Fillon, il endosse la rigueur, mais toujours pas l'austérité. lepoint.fr 18.04

- Avril 2013. François Hollande : "*L'austérité, c'est quand il y a une baisse des salaires, des prestations sociales. Ici, c'est le sérieux budgétaire.*"

- Juillet 2013. Jean-Marc Ayrault : "*Ce que nous faisons, ce n'est pas de l'austérité, c'est le sérieux budgétaire.* "

- Avril 2014 (jeudi 16). Manuel Valls : "*Il ne s'agit pas d'un plan d'austérité*".

Double langage.

- Austérité : Cosse met Valls en garde - Liberation.fr

Ce plan «*d'austérité*» ne sera pas «*voté en l'état*» par Europe Ecologie-les Verts, martèle Emmanuelle Cosse. La secrétaire nationale du parti estime que les mesures annoncées par Manuel Valls laissent les électeurs de la majorité «*complètement déboussolés*». Si elle n'est pas «*opposée à contrôler la dépense et la dette*», Cosse ne conçoit pas que les économies soient «*faites sur une partie des prestations sociales qui vont toucher ceux qui sont le plus en difficulté*». Liberation.fr 18.04

«*Contrôler la dépense et la dette*», rectifions, réduire la dépense et payer la dette est incompatible avec une autre politique

que l'austérité, c'est soutenir l'austérité, CQFD. Ajoutons que "*réduire la dépense*" signifie forcément augmenter celle des travailleurs, oui, bon, au point où nous en sommes un peu plus un peu moins, c'était juste histoire de causer...

En famille. Dedans ou dehors, ils incarnent tous le régime, voyez comme Mélenchon l'illustre très bien.

Ils réclament des aménagements de peines pour les travailleurs, des reports ou étalements de sanctions qui leur sont imposés injustement, ils appartiennent à la race généreuse, humanistes des seigneurs !

- Mais pourquoi la gauche du PS reste-t-elle au PS ? - francetvinfo.fr 18.04

Un chahut inédit dans la majorité, à tel point que l'état-major perd patience. "*Quand on ne se sent pas à l'aise dans la majorité, il faut la quitter*", a déclaré Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du PS, cité par Le Figaro.

Bruno Le Roux, chef de file des députés PS. Interrogé par BFMTV, mercredi 16 avril, il fulmine. "*Onze qui n'ont pas voté la confiance au gouvernement, c'est inédit, c'est anormal.*"

A propos de leur attitude lors vote sur le discours de politique générale de Valls à l'Assemblée nationale

"*C'était avant tout pour le poids du symbole*", explique un élu présent ce jour-là. "*La création d'un groupe n'est pas d'actualité*", ajoute une autre. "Peut-être y serons-nous acculés à l'avenir, mais c'est un choix très lourd politiquement." Au passage, quelques-uns ont préféré éviter les ennuis. Car lors du vote de confiance, seuls 11 députés se sont abstenus d'accorder leur confiance au gouvernement.

Ce qui a le don d'agacer Jérôme Guedj, l'un des principaux élus de l'aile gauche. "*J'aime ce parti profondément, je ne supporte pas qu'on me donne des leçons, et si je reste, c'est précisément pour que tout le monde ne parte pas du PS*". Selon lui, donc, la base socialiste a faim de gauche. Et ce n'est pas la politique du gouvernement qui va les retenir. "*Réjouissez-vous qu'on mène le combat*", lance Gérard Filoche, membre du bureau national, un rien bravache.

Comme lui, plusieurs élus contactés par francetv info constatent un désamour de la part de nombreux militants, voire des désaffections dans les sections. A l'image de la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui s'inquiète de "*l'évaporation des militants*" et qui affirme que ceux-ci "*n'ont pas voté pour cette politique-là*". Difficile, toutefois, de vérifier l'ampleur du phénomène.

"*Hors de question de me sentir mal à l'aise dans mon parti*", fulmine Gérard Filoche, membre du Bureau national. "*Eduardo Rihan Cyprel est quand même gonflé, c'est lui qui ne devrait pas être à l'aise ! Moi je suis de gauche et socialiste.*" Pour certains cadres, la déroute du PS aux municipales illustre l'échec des politiques d'austérité.

"*Pourquoi voulez-vous qu'on s'en aille alors qu'on n'a jamais autant progressé ?*", poursuit Gérard Filoche. Lors de l'élection du premier secrétaire, le candidat de l'aile gauche Sylvain Mathieu a recueilli près de 33% des voix, malgré un déficit évident de notoriété. L'aile gauche, discrète depuis l'élection de François Hollande, a finalement décidé de hausser le ton. Et tant pis pour la solidarité.

"*Nous ne sommes pas marginaux*", estime Marie-Noëlle Lienemann. "*Et si Bruno Le Roux ou Eduardo Rihan Cyprel s'énervent, c'est bien parce que nos idées progressent.*" Seuls 11 parlementaires ont pourtant signé la lettre adressée à Manuel Valls, jeudi. Qu'importe. Omniprésent dans les médias, Jérôme Guedj s'enhardit. "*J'ai l'impression que nos idées infusent dans tout le parti, bien qu'on ait dit à un moment que nous étions un quarteron.*" Bref, ce n'est pas le moment d'abandonner.

Je ne sortirai pas du Parti socialiste. Peut-être qu'on m'excluera avant", sourit Barbara Romagnan, députée PS du Doubs. "*Ça traverse l'esprit, bien sûr, mais on est plus fort dans un parti et je ne suis pas sûr que ça soit mieux ailleurs*", surenchérit Philippe Noguès, député socialiste du Morbihan, lui aussi en désaccord avec les choix du gouvernement.

En revanche, beaucoup défendent un rapprochement avec le Parti de gauche et les Verts. La coprésidente du PG Martine Billard estime que la position des socialistes est "*intenable à moyen terme*", avec le vote décisif du pacte de responsabilité, le 30 avril. "*S'il y en a qui veulent nous rejoindre, c'est avec plaisir. Mais nous ne sommes pas dans le racolage.*" Pour toutes les raisons évoquées, l'aile gauche du PS risque fort de décliner l'invitation. "*Quand mon ami et mentor Jean-Luc Mélenchon a quitté le PS en 2008 pour faire le Parti de gauche, je lui ai dit non. J'ai eu alors des moments de doute*", se souvient Jérôme Guedj. "*Je ne regrette pas.*" francetvinfo.fr 18.04

Pour percevoir des prébendes, il faut participer, impossible de faire autrement. Quant à jouer les aventuriers, si on est sûr de toucher, cela vaut le coup, il faut voir s'il y en aura pour tout le monde, sinon on s'abstient. Quand la gamelle est bonne et assurée on y réfléchit à deux fois avant de changer de crèmerie.

Autant on respecte les prostituées qui assument ce qu'elles sont ou font bien malgré elles, autant on ne peut trouver aucune excuse à cette racaille dont le seul talent est l'hypocrisie. Pire encore, car ce sont eux qui s'emploient à maintenir l'illusion que ce parti pourri aurait encore quelque chose à voir avec le socialisme, en ce qui nous concerne le pire crime qui soit, ils sont infréquentables.

Quand Le Point se désole, on doit s'en féliciter.

- 1er Mai : les syndicats font cortège à part - lepoint.fr

Divisés face au pacte de responsabilité, les syndicats vont une nouvelle fois cette année célébrer le 1er Mai en ordre dispersé : la CGT et FO défileront ensemble à Paris, la CFDT organisera avec l'Unsa un rassemblement dans la capitale.

Invité par son homologue de la CGT Thierry Lepaon à des manifestations unitaires, le numéro un de la CFDT Laurent Berger lui a opposé vendredi une fin de non-recevoir. "*Nous n'irons pas manifester en commun*", a affirmé le leader de la CFDT lors d'une conférence de presse. "*On n'a pas d'objectifs communs à partager*" et "*nous ne pratiquons pas tout à fait le même type de syndicalisme. Il ne faut pas se mentir. Faire mine, ce n'est pas notre genre*", a-t-il dit.

Favorable au pacte de responsabilité, la CFDT a décidé d'organiser avec l'Unsa, autre syndicat réformiste, un rassemblement à la mi-journée sur la place de Stalingrad. L'initiative est placée sous le signe de l'Europe avec la présence de représentants syndicaux espagnols et belges.

De leur côté, la CGT, FO, la FSU et Solidaires, unies contre le pacte de responsabilité, appellent à une manifestation à Paris en début d'après-midi entre la République et Nation. Des défilés sont prévus aussi en régions. lepoint.fr 18.04

Heil ! Parole de suppôts de néonazis. Une vulgaire provocation sioniste qui fait pschitt !

- Ukraine : Obama « *écœuré* » par les tracts antisémites de Donetsk - LeMonde.fr

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a fait part, vendredi 18 avril, de son « *écœurement* » face aux tracts antisémites distribués dans la ville ukrainienne de Donetsk.

Jeudi, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, les avait qualifiés de « *grotesques* » et d'« *intolérables* ». Selon Susan Rice, qui conseille le président américain sur les questions de sécurité nationale, ce genre de tracts « *n'a pas sa place au XXIe siècle* ». (Des néonazis au pouvoir à Kiev, manifestement si. - ndlr)

Les tracts sont signés par Denis Pouchiline, « *gouverneur populaire* » autoproclamé de Donetsk. Il a démenti être à l'origine de ce geste. Les médias ukrainiens évoquent une possible manipulation destinée à porter préjudice aux séparatistes, sans avancer de sources. Jeudi, le rabbin de Donetsk a évoqué une « *provocation* » et estimé que l'incident était clos. LeMonde.fr 19.04

Au fait, ils sont passés où les antifas en France sur l'Ukraine ? Pas de manif contre le gouvernement qui soutient les fachos à Kiev ? Monsieur Mélenchon, il est où ?

ACTUALITE EN TITRES

Dommage ! Peut mieux faire, comptez sur nous...

- Le PS est « *touché mais pas coulé* », assure Cambadélis - Le Monde.fr

Franchement, pourquoi ne pas avoir choisi une sous-fifre, Martin Bouygues aurait pu faire l'affaire, non ?

- Une porte-parole du PS lobbyiste chez Bouygues Telecom - LePoint.fr

Rafika Rezgui, 38 ans, nommée porte-parole du Parti socialiste au sein de l'équipe de Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, est directrice des services extérieurs de Bouygues Telecom. LePoint.fr 19.04

En famille la réaction à l'offensive.

- Nantes : forte mobilisation pour la réunification de la Bretagne - Le Nouvel Observateur

Entre 5.500 et 15.000 personnes ont défilé ce samedi pour réclamer la réintégration de la Loire-Atlantique en Bretagne.

Des élus bretons aussi bien UMP, PS, EELV que UDB ou UDI ont réclamé ce samedi à Nantes la "*réunification de la Bretagne*", lors d'une table ronde qui se tenait quelques heures avant une manifestation devant parcourir les rues de la cité des Ducs de Bretagne. Le Nouvel Observateur 19.04

Ce n'est pas Mélenchon qui a dit qu'il verrait bien EELV intégrer le Front de gauche ? Il ne doit pas être au courant qu'EELV a déjà intégré le Front de droite ! En fait il s'en fout ! Vous avez dit charlatan ?

Conditionnement et manipulation des masses, matraque idéologique.

- 73% des Français approuvent la baisse du nombre de fonctionnaires - L'Express.fr

- Un Français sur deux approuve le gel des prestations sociales annoncé par Manuel Valls - 20minutes.fr

J'ai relevé ce passage intéressant dans cet article :

- Par ailleurs, parmi les sondés qui ont «*vu ou entendu parler*» de l'intervention de Manuel Valls à l'issue du Conseil des ministres pour annoncer les mesures (59% d'un échantillon de 983 personnes, un résultat à prendre donc avec précaution), 50% jugent le Premier ministre convaincant contre 46% pas convaincant. 20minutes.fr 19.04

Distraitement entre le fromage et le dessert parmi ceux qui ont «*vu ou entendu parler*» des mesures annoncer par Valls et qui ne sont pas forcément directement concernés, bref cela pue le sondage truqué.

Non mais là c'est normal, c'est mérité...

-Un trader français gagne environ 1 million d'euros par an - Francetv info

Record d'abstention.

-Algérie : Le président Bouteflika réélu avec 81,53% des voix 20minutes.fr - 20minutes.fr

Le taux de participation a été de 51,70 %. Ali Benflis a obtenu 12,18 % des voix, Abdelaziz Belaïd 3,36 %, Louisa Hanoune 1,37 %, Ali Fawzi Rebaïne 0,99 % et Moussa Touati 0,56 % des voix. lefigaro.fr 18.04

Quel chef d'Etat dans le monde décrètera Obama persona non grata dans son pays? Aucun.

- Obama promulgue une loi privant de visa l'ambassadeur iranien à l'ONU - AFP

Haut de page

CAUSERIE

20 documents ont été ajoutés. Aujourd'hui repos... pascal, je déconne, peu d'infos, donc le site sera actualisé demain.

Haut de page

Le 22 avril 2014

CAUSERIE

Qui sont les " ***idiots***" ?

Le but principal du Parti communiste est de donner à l'avant-garde prolétarienne la conscience de classe, la capacité de

combat, l'esprit de décision qui la rend mure pour la révolution. Ce n'est que sous l'impulsion d'une telle direction que le prolétariat peut prendre le pouvoir. Mais l'éducation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne nécessite un régime de démocratie interne : sans le droit d'avoir sa propre opinion et de la défendre ouvertement, il est exclu de pouvoir construire un parti révolutionnaire. La discipline révolutionnaire n'a rien à voir avec l'obéissance aveugle. On ne peut mettre en stock la volonté de combattre, pas plus qu'on ne peut la dicter d'en haut: cette volonté doit se renouveler sans cesse et se tromper.

Un ouvrier qui se considère comme communiste mais se nourrit de rumeurs, n'étudie pas les documents, ne fait pas usage de sa raison pour vérifier les faits, ne vaut vraiment pas grand chose. C'est en parlant de cette sorte d'hommes que Lénine a eu cette formule sévère: "*celui qui croit sur parole est un idiot fini*".

Léon Trotsky- Lettre à des militants allemands - novembre 1932

Il y a un proverbe chinois bien connu qui dit : *Quand le sage désigne la lune, l'idiot regarde le doigt*, et celui qui observe l'idiot sans rien lui dire, il est quoi ? Un manipulateur.

Deux articles qui ne seront pas mis en ligne.

- L'Europe se distancie de plus en plus de la politique étasunienne en Ukraine (Strategic Culture Foundation) - Nikolai Bobkin - legrandsoir.info - 15 avril 2014

Quelques extraits qui légitiment l'UE et les gouvernements en place.

- Il semble que Bruxelles ait l'intention de renoncer à l'Ukraine sans trop de difficulté...

- Il faudrait d'ailleurs que les Européens apprennent à parler d'une seule voix.

- Il est temps que les politiciens européens capables de leadership se mettent à faire preuve d'indépendance et à agir en fonction de l'intérêt de leurs pays et non des intérêts étasuniens.

Ils y pensent jour et nuit rassurez-vous...

Nous savons que ce genre de discours que nous ne partageons pas figurent également dans bon nombre d'articles que nous publions, et que c'est arbitraire d'en censurer certains, ceux que j'ai eu le temps de parcourir en diagonale ou de lire, quant aux autres, notre portail s'emploie à vous donner des éléments ou arguments pour les lire sans vous faire manipuler, sinon on ne publierait plus rien, vraiment, absolument rien ou presque.

Le contenu de 99% de ces articles est orienté dans une mauvaise direction selon nous, le 1% restant correspond aux articles ou documents dont nous partageons les objectifs politiques, mais ni la stratégie et ni la tactique mises en oeuvre pour les atteindre.

Il est clair que plus les conditions de vie des masses s'amélioraient en régime capitaliste sous l'effet de la lutte des classes et du développement des forces productives, plus elles seraient solidement enchaînées au capitalisme, plus elles s'éloigneraient du socialisme, car cela entraînerait automatiquement une modification de leurs rapports au capitalisme en faveur de ce dernier, identifiant l'amélioration de leur condition au capitalisme et non à la lutte de classes ou au socialisme qui demeurait en devenir ou une utopie.

Il faut être plus précis pour comprendre ce qui s'est passé et pourquoi nous en sommes rendus là aujourd'hui, lutte de classe dans laquelle n'était engagés qu'une minorité de travailleurs et dont les masses tireraient avantage sur le plan individuel ou amélioration de leur condition qu'elles allaient interpréter individuellement, de là à ce que cela renforce au passage leur tendance à l'individualisme il n'y avait qu'un pas.

Pour contrecarrer cette conséquence néfaste et parfaitement prévisible aussi bien pour leur propre avenir que l'issue du combat du mouvement ouvrier, il aurait fallu concevoir ou lier en permanence notre combat sur le plan social dans les syndicats ou en directement des masses à notre combat politique contre le régime pour élever leur niveau de conscience et les aider à détendre ou briser les liens qu'elles avaient tissés avec le capitalisme, de telle sorte que lorsque le capital bénéficierait d'un rapport de forces plus favorable pour passer à l'offensive générale contre la classe, les masses ou des pans entiers des masses auraient été prêtes à l'affronter pour avoir conservé leur indépendance de classe ou acquis un niveau de conscience politique suffisamment élevé pour leur permettre de trouver la voie de l'affrontement avec le capital ou encore se reconnaître dans une issue politique indépendante du capital que le parti leur aurait proposée.

Rien de tout cela n'a été fait qui aurait nécessité de rompre avec les appareils des syndicats dès 1944 ou refuser tout compromis avec eux (ainsi que le PS et le PCF selon les différents courants trotskistes) qui aurait empêché le parti de mener ce combat

politique en direction des masses. Cela n'aurait peut-être pas permis d'inverser le cours des choses, cela aurait été impossible pendant des décennies ne nous y trompons pas, mais cela aurait permis au moins de construire un parti révolutionnaire sur des bases saines, et de faire en sorte que des dizaines de milliers de travailleurs avec lesquels nous étions ou avions été en contact pendant parfois des années comprennent au moment de l'offensive du capital que la politique que nous leur avions proposée et à laquelle ils n'avaient pas voulu adhérer, trouvait sa jusification ou sa légitimité par ce qui était en train de se dérouler sous leurs yeux ou qu'ils étaient en train de vivre en étant personnellement et violemment frappés de plein fouets par les mesures antisociales prises par les différents gouvernement, être (plus) disponibles à notre discours et notre programme qui n'auraient pas changé et nous rejoindre. Ce qui pour le coup aurait permis d'avoir un parti de dizaines de milliers de militants combattant pour le socialisme et de modifier les rapports au sein du mouvement ouvrier dans un premier temps, à défaut de pouvoir encore influer sur le cours des choses qui serait l'étape suivante.

Cela nécessitait beaucoup de patience et d'y croire, de ne jamais cesser d'y croire, une détermination sans faille, or nos dirigeants n'en ont pas été capables, ils ont manqué autant de volonté que de courage, sans doute parmi ceux qui étaient honnêtes présentaient-ils trop de lacunes ou de faiblesses théoriques.

Si un jour je me retrouvais seul sur une île déserte ou perdu au beau milieu d'une gigantesque forêt tropicale, ne sachant pas discerner quels sont les fruits, les feuilles et les racines comestibles, je serais voué à péril rapidement empoisonné par telle ou telle plante incomestible que j'aurais mangée pour avoir ignoré qu'elle était impropre à la consommation humaine. Si maintenant je possédais cette connaissance et qu'une telle mésaventure survienne, je pourrais toujours m'en sortir et vivre encore longtemps. Les masses et le mouvement ouvrier sont placés actuellement dans la première condition, hélas ! Et dans l'état actuel des choses, elles ne sont pas prêtes d'en sortir puisque absolument aucun parti ne partage mon analyse ou n'entend modifier sa tactique ou sa stratégie, ses rapports avec les appareils ou ses partis (PS et PCF).

En complément.

- ... les inégalités au sein des pays développés se sont accrues. Les classes moyennes « *occidentales* » n'ont pas été invitées au développement connu au cours des 30 dernières années. atlantico.fr 21.04

Des pans entiers de la classe ouvrière non plus n'ont pas été conviés au festin pendant les "*Trente glorieuses*", bon, tout le monde s'en fout...

Le second article qui ne sera pas mis en ligne.

La Maison Blanche ment à l'Union Européenne sur la fourniture de gaz étasunien (NSNBC) - William Engdahl - 16 avril 2014 - legrandsoir.info

- Donc, soit les conseillers d'Obama lui ont menti sur l'état réel de l'exploitation du gaz de schiste aux Etats- Unis, soit il a menti délibérément. La première hypothèse est la plus vraisemblable.

- L'Allemagne, l'économie la plus importante, a stupidement décidé de supprimer progressivement son énergie nucléaire...

Quand Obama ment, c'est parce qu'il est mal informé le maheureux... Et vive l'énergie nucléaire ! Trop, c'est trop !

Parole d'internaute

1- "*L'Obama Care : ce n'est pas une CMU à la française. Rien de tout cela : juste une assurance-santé à contracter auprès de compagnies d'assurance qui se sont engagées à jouer le jeu de la concurrence !*"

2- "*Le consommateur doit payer ce qu'il consomme, santé, éducation... Etc. Et l'assurance doit lui rembourser ses dépenses après coup. Cette simple réforme suffirait à résorber les ¾ des déficits*."

C'est quoi le nouvel ordre mondial ? Vous avez là la réponse. C'est la politique de Valls.

Et si le "*consommateur*" ne peut pas payer ? Et bien il ne consomme pas, il se passe de santé, éducation... Ainsi "*Cette simple réforme suffirait à résorber les ¾ des déficits*", soyez plus précis, la totalité.

C'est la marchandisation à outrance d'absolument tous nos besoins, y compris ou surtout les plus élémentaires, ceux de la vie quotidienne dont on ne peut pas se passer, en principe, dont la satisfaction ou le coût (du tarvail) est devenu incompatible avec l'existence du capitalisme.

Mais là dites-moi, on retourne plusieurs siècles en arrière s'exclame l'ignorant ? Parfaitement. C'est la politique de Hollande-Valls.

ACTUALITÉ DU JOUR

Syrie. Le plus sérieusement du monde : "***chapeau***" !

Le représentant de l'opposition fantoche mis en place par les occidentaux et qui vit en dehors de la Syrie, Monzer Akbik, responsable de la Coalition nationale syrienne (CNS), s'est fendu hier d'une déclaration fracassante :

- "*Assad est coupé de la réalité, il est dans le déni total. Il n'a aucune légitimité avant cette élection, il n'en aura pas plus après*", a-t-il dit à Reuters. "*Nous ne savons pas qui donc il va sortir de son chapeau pour jouer le rôle d'opposant mais on ne peut vraiment pas prendre tout cela au sérieux*.", on en rigolerait presque si le sort du peuple syrien n'était pas en jeu.

La méthode employée ici et qui lui a été soufflée par ses mentors, consistait à inverser les rapports existant ou à réécrire la réalité, rien de moins.

Cette soit-disant opposition à Assad est composé principalement de malfrats ou gangsters (lire un article dans le site à ce propos) vivant en dehors de la Syrie depuis des décennies, mais c'est Assad qui serait "*coupé de la réalité*" et qui serait "*dans le déni total*", déni que Monzer Akbik pratique pour qu'on ne l'en accuse pas, le coup classique, quoi.

Alors que lui et ses acolytes n'ont aucune assise ou légitimité en Syrie et qui sont sortis du "*chapeau*" de la coalition occidentale en guerre contre la Syrie, il accuse Assad de vouloir se confronter lors des prochaines élections présidentielles à la véritable opposition à son gouvernement et sa politique, parce qu'ils savent qu'ils n'ont absolument aucune chance de l'emporter ou de virer Assad, d'où leur opposition à la tenue de l'élection présidentielle le 3 juin prochain en Syrie. Ils ne sont pas les seuls ou plutôt, Monzer Akbik ne fait que transmettre le message que ses maîtres lui ont concocté, la preuve :

- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a également estimé que ce scrutin ne pouvait que saper les efforts en vue de trouver un règlement politique en Syrie.

Ban et le médiateur international Lakhdar Brahimi "*avertissent que la tenue d'élections dans les circonstances actuelles (...) ne peut que nuire au processus politique et entraver la recherche d'une solution négociée*", a déclaré un porte-parole des Nations unies.

"*De telles élections sont incompatibles avec la lettre et l'esprit du communiqué de Genève*" de juin 2012, a-t-il ajouté. (Tautologie, ils comportaient comme condition de virer Assad ! - ndlr)

Les Américains et leurs alliés européens ne veulent pas de ces élections parce qu'ils en connaissent d'avance le résultat, la réélection triomphante d'Assad qui incarne la souveraineté de la Syrie qu'ils convoitent.

Les marionnettes du club des "*amis de la Syrie*" installé à Londres ne répondent pas aux conditions leur permettant de participer à l'élection présidentielle de juin prochain. En voici quelques détails.

- L'élection présidentielle syrienne a été fixée au 3 juin, a annoncé lundi le président du Parlement à la télévision nationale. Le scrutin, qualifié par avance de "*parodie de démocratie*" par les alliés occidentaux de l'opposition syrienne...

Annonçant la date du scrutin à la télévision, le président du Parlement, Mohamed Jihad al Laham, a précisé que les dossiers de candidature seraient acceptés jusqu'au 1er mai. Les opérations de vote pour les Syriens vivant à l'étranger seront organisées le 28 mai dans les ambassades.

Pour se présenter à la magistrature suprême, il faudra avoir résidé en Syrie de façon permanente et continue pendant au moins les dix dernières années, ce qui exclut de nombreux opposants à Bachar al Assad qui vivent en exil.

Tout candidat devra avoir au moins 40 ans, ne pas posséder de double nationalité, être né de parents syriens et être marié à une Syrienne, avoir un casier judiciaire vierge.

Ces conditions procèdent des amendements à la Constitution syrienne approuvés par référendum il y a deux ans.

Aucune personnalité de l'opposition n'a annoncé son intention de défier Assad dans les urnes. Beaucoup d'adversaires du président se sont réfugiés à l'étranger depuis le début de l'insurrection en mars 2011. Reuters 21.04 (Précision qui fait défaut dans cet article et pour cause, la plupart vivaient déjà à l'étranger depuis des décennies, personne n'en entendait parler jusqu'à ce que

les Britanniques et les Américains les sortent de leur "*chapeau*". - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Quel aveu ! Ils avaient de bonnes raisons pour cela...

- Les ex-otages de retour en France : « *On n'a jamais douté* » - LeMonde.fr

Surtout n'en faites rien, il faut faire table rase du passé !

- Comment les Français veulent réparer la démocratie - LeMonde.fr

Qui dit mieux, les enchères sont lancées...

- L'UDI va proposer un "*contre-pacte*" de 80 milliards d'économies - AFP

A bicyclette... Non, ce temps-là est révolu... Mais les affaires continuent...

- Le salon automobile de Pékin ouvre ses portes, optimisme sur le marché chinois - AFP

- La Chine devient le premier marché mondial de Volvo - Reuters

- Toyota veut doubler ses ventes en Chine, vise les 2 millions - Reuters

- Volkswagen veut vendre plus de 3,5 millions de voitures en Chine - Reuters

- La Chine, pièce maîtresse du redressement de PSA Peugeot Citroën - AFP

- Daimler prévoit une croissance à deux chiffres en Chine - Reuters

- BMW présente sa limousine "*Vision Future Luxury*" - Reuters

Les très riches Chinois sont particulièrement friands de grosses voitures de luxe qui se payent entre 150.000 et 300.000 euros, a-t-il dit, en notant que BMW vend environ la moitié de ses modèles de la série-7 dans le pays.

Ce segment du marché a augmenté de 20% l'an dernier en Chine, dépassant la croissance en volume du marché qui a été de 14% à 21,98 millions d'unités, selon les chiffres de l'Association chinoise des constructeurs automobiles. Reuters 20.04

En complément.

- Pfizer envisagerait une OPA sur AstraZeneca - Reuters

- Une fusion entre Barrick et Newmont toujours d'actualité - Reuters

Arabie saoudite. Vous avez dit un monde gouverné par de dangereux psychopathes-mégalomanes ?

- 1 kilomètre de haut: la construction du plus haut gratte-ciel du monde débute dimanche - Slate.fr

On n'ose même pas imaginer le nombre d'accidents (mortels) du travail qui ponctuera cette construction qui est l'oeuvre de déments... On n'a qu'un souhait : qu'elle s'effondre... avec le capitalisme.

On a gardé le meilleur pour la fin :

- La construction de l'ouvrage a été confié à une des grandes entreprises de BTP du pays: le Ben Laden Group, fondée par le père d'Oussama ben Laden... Slate.fr 21.04

Ce gratte-ciel pourrait porter son nom, il faudrait le proposer au Pentagone ou à Rockefeller...

Intox, manipulations, fausses infos.

- Déficit : ce que proposent les députés PS à Manuel Valls - francetvinfo.fr

Comment sauver les apparences... trompeuses ?

L'arnaque est dans la question posée : "*Comment économiser 50 milliards d'euros sans égratigner le pouvoir d'achat des Français ?*". Impossible, y compris ou surtout pour les couches les plus défavorisées qui sont les principales victimes de toutes les mesures visant à faire baisser du coût du travail, pas seulement, car qui dit baisse du coût du travail généralisée dit automatiquement baisse du niveau de vie, nouvelles privations, restrictions, frustrations en vue qui concernent les besoins élémentaires de la vie quotidienne des travailleurs.

- Les Etats-Unis soupçonnent un recour au gaz chimique en Syrie - Reuters

Par la Turquie ou l'Arabie saoudite, Israël ?

- Un an après les attentats, Boston se réapproprie fièrement son marathon - LeFigaro.fr

Ainsi l'a ordonné la CIA... Depuis les djihadistes Tchétchènes se déversent pas milliers dans le nord de la Syrie... Simple coïncidence évidemment...

Guerre, déstabilisation, stratégie de la tension et du chaos...

- Quatorze soldats algériens tués dans une embuscade - Reuters

- Yémen: plus de 40 morts dans des attaques de drones contre Al-Qaïda - AFP

- Soudan du Sud : des centaines de civils massacrés par les forces anti-gouvernementales - Francetv

- Irak: 26 morts dans des attentats dans le centre du pays - AFP

- Venezuela: affrontements entre forces anti-émeutes et manifestants à Caracas - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- Ukraine : Joe Biden à Kiev pour apporter le soutien de Washington - lepoint.fr

Il doit rencontrer mardi le président par intérim Olexandre Tourtchinov et le Premier ministre Arseni Iatseniouk.

Washington et Kiev accusent Moscou de fomenter les troubles actuels dans l'est de l'Ukraine. La Russie souligne pour sa part que le centre de Kiev reste occupé par les groupes, notamment nationalistes, qui se sont mobilisés jusqu'à la chute du président Viktor Ianoukovitch.

Le chef de la diplomatie russe a mis en avant "*l'incapacité et le manque de volonté des autorités de Kiev à mettre fin aux actes de violence de Pravy Sektor*", groupe nationaliste paramilitaire ukrainien.

"*Non seulement l'accord de Genève n'est pas respecté, mais des mesures sont prises, notamment par ceux qui se sont emparés du pouvoir à Kiev, qui l'enfreignent grossièrement*", a déclaré Sergueï Lavrov.

Les autorités ukrainiennes ont lancé la semaine dernière une opération dite "*antiterroriste*" pour reprendre la main dans la région,

mais l'envoi de chars et d'avions de chasse a tourné à la déroute. lepoint.fr 21.04

Les fachos qui lancent une opération "*antiterroriste*", et les antifas en France ne réagissent pas ?

SOCIAL

Chine

- La grève dans la chaussure s'étend en Chine - Reuters 21.04

La grève dans une usine de chaussures du sud de la Chine, l'un des plus importants mouvements sociaux du pays ces dernières années, est entrée lundi dans sa deuxième semaine et s'est étendue à un autre site de production.

Les ouvriers de l'usine géante de chaussures de Yue Yuen Industrial Holdings à Dongguan, dans la province du Guangdong, se plaignent que leur employeur ne verse pas ses cotisations aux assurances sociales et au fonds de prévoyance du logement dont ils sont censés bénéficier.

Ils ont été rejoints vendredi par plus de 2.000 travailleurs d'un autre site de Yue Yuen dans le Jiangxi, province limitrophe du Guangdong, selon l'ONG américaine China Labour Watch. Reuters 21.04

Haut de page

Le 24 avril 2014

CAUSERIE

Le mot du jour : Inconséquent.

Inconséquent : Étym. 1551, repris XVIIIe; lat. inconsequens « qui ne s'accorde pas avec, illogique », de in- et consequens, -entis. Contraire. Conséquent.

(Choses). Qui n'est pas conforme à la logique. Absurde. Comportement, raisonnement inconséquent.

(Personnes). Qui est en contradiction avec soi-même. Un caractère inconséquent. Discord.

Vieilli. Être inconséquent à qqch., à soi-même. — Mod. Inconséquent avec des principes, avec soi-même, avec ses intentions, ses paroles.

Mod. Qui ne calcule pas les conséquences de ses actes ou de ses paroles. Écervelé, étourdi, imprudent, irréfléchi, léger. Un homme assez inconséquent pour se lancer dans une telle aventure.

Spécialt (vieilli). Qui se compromet étourdiment par des inconséquences (en parlant d'une femme). — N. f. C'est une évaporée et une inconséquente.

Contraire. Conséquent, logique. — Réfléchi, sérieux.

Dérivé. Inconséquemment.

Franchement, "*en parlant d'une femme*" cela ne se fait pas, le Grand Robert de la langue française va se faire épingler par les féministes et autres communautarismes de gauche et d'extrême gauche, vous savez ces policiers de la pensée qui veillent à ce que votre pensée soit conforme à l'esprit du régime, à la dictature néolibérale.

Vous lirez plus loin qu'ils ont encore frappé. Il faut bien que Hollande-Valls gouvernent que voulez-vous...

Ce qui est inconséquent au possible, c'est de soutenir ces partis, d'y militer, c'est suicidaire ou criminel. Il ne se passe pas un jour

ou une semaine sans qu'ils fournissent la preuve qu'ils sont liés au régime en place, qu'ils mentent grossièrement ou qu'ils trahissent ouvertement ceux qu'ils prétendent représenter. Il faut donc en déduire que leurs adhérents ou militants sont eux-mêmes acquis au capitalisme. Non ? Vous auriez une autre explication à nous fournir ?

Un jour un dirigeant du PT m'a rappelé qu'on ne pouvait pas forcer à boire un âne qui n'avait pas soif, sur le coup cela ne m'était pas venu à l'esprit, mais maintenant que j'y penser je pourrais lui répondre qu'il n'en avait jamais tiré la moindre leçon puisque son parti n'a jamais cessé de s'adresser aux adhérents et militants des autres partis. Ils n'ont pas soif, ils sont gavés par le capitalisme et s'en accommodent très bien.

Autre chose avant de passer aux infos en bref.

Hier soir je n'ai pas terminé le boulot car j'ai regardé sur TV5Monde Asie une émission très intéressante sur l'autisme et le syndrome d'asperger, après il était trop tard et j'avais la tête ailleurs. Je vais me documenter sur ce sujet qui n'est pas sans rapport avec notre combat politique, puisque tout ce qu'on peut apprendre sur le fonctionnement du cerveau peut nous être utile pour mieux comprendre certains comportements ou certaines réactions des hommes, en fait c'est passionnant.

Aujourd'hui Pondichéry et le Tamil Nadu sont fermés pour cause d'élection. Ce matin j'ai emmené Selvi au terminal des bus, j'ai mis 5 minutes au lieu 20, ils ont même éteint les feux de signalisation car le trafic est quasiment nul, toutes les entreprises et boutiques sont fermées, je n'avais jamais vu cela, personne dans les rues, le désert, incroyable, quel bonheur !

Selvi m'a demandé pour qui voter. Je lui ai répondu pour un de tes négriers préféré. Elle a quasiment le statut d'une esclave la pauvre femme, moins depuis qu'elle m'a rencontré, mais c'est difficile de se délivrer du jour au lendemain de certains tics, même quand le maître n'est pas derrière toi tu ressens encore une menace qui pèse sur toi, c'est terrible comme expérience, traumatisant. Non, je lui ai conseillé de voter blanc, c'est un vote électronique. Le vote est quasi-obligatoire en Inde car tous les partis ou les autorités ont accès en permanence aux livres d'émargement, si tu n'a pas voté, inutile de demander quoi que ce soit par la suite, tu es pour ainsi dire excommunié, un paria dans ton propre village.

Je lui ai fait écouter Joe Satriani, Steve Vai, Michael Angelo Batio, Metallica et ZZ Top, elle adore ! Tout comme les crudités que je prépare tous les midis ou les plats français que je cuisine pour le dîner. Et moi de mon côté je raffole du sirop d'hibiscus qu'elle prépare, bref, on s'entend à merveille. On échange en anglais et en tamoul.

Quant à Magueswary, elle a commencé à récupérer une partie de ses droits grâce à mon intervention auprès de la Caf par le Net, et le moral est un peu remonté. Chaque fois qu'elle me téléphone on parle de Selvi, c'est elle qui est à l'initiative de notre rencontre et tout se passe très bien. A faire enrager les féministes, je suis vacciné et mes chiens aussi !

On actualisera les articles d'actualité plus tard dans la journée et on mettra en ligne de nouveaux documents.

On attaque...

Dans la causerie d'il y a trois jours je crois, j'ai loupé le coche ou plutôt j'ai oublié de dire à propos du "*partage de la richesse*" qu'en réalité cela a été l'orientation constante du mouvement ouvrier depuis 1945, y compris son avant-garde qui a collé aux basques des appareils. C'est ce constat qui m'avait incité à faire cette causerie puis j'avais oublié comment cela m'était venu à l'esprit.

Lisez plus loin la dernière sortie des patrons et de Fabius, après vous n'aurez plus envie de partager quoi que ce soit avec eux, tout leur prendre est la seule solution cohérente et sérieuse, entre autres...

Laissez tomber, vous êtes trop cons !

- Trading à haute fréquence : comment le capitalisme financier et les marchés sont devenus trop compliqués pour être encore compris par les cerveaux humains - Atlantico.fr

A l'exception tout de même de ceux qui en profitent. Ont-ils des "*cerveaux humains*" ou sont-ils simplement "*humains*", rien n'est moins sûr !

Saviez-vous que vous pouviez demander la protection de la police pour vous installer dans un squat ?

- Les Femen menacées d'être expulsées de leur nouveau squat - lefigaro.fr 22.04

Un groupuscule nationaliste de 18 jeunes était venu en découdre avec les Femen, dès le début de la soirée. Annonçant leur présence quelques jours plus tôt sur les réseaux sociaux en se montrant menaçants, ils avaient incité les forces de l'ordre à doubler leurs rangs, avec une vingtaine de camions CRS et une soixantaine d'agents. lefigaro.fr 22.04

Commentaire d'internaute

1- "*En France, quand on veut être un mouvement légitime, on crée une association, on récolte des fonds, on paye un loyer et des taxes.*

Elles veulent se placer au dessus des lois, tant pis pour elles."

Vous vouliez dire avoir une existence légale. A Kiev les nazis ont pris le pouvoir le plus légalement du monde vous savez, et même que Hollande-Valls-Fabius ont trouvé cela très bien, alors...

2- "*On n'autorise aucun squatt pour d'autres personnes donc aucun passe-droit pour elles non plus.*"

Elles bénéficient du soutien du PS, de la gauche et de l'extrême gauche. Pas seulement...

3- "*Des fonctionnaires de police sont mobilisés comme service d'ordre pour l'inauguration d'un squat... Combien de lois sont-elles violées en un seul événement ?* "

De quelles lois parlez-vous, sous quel régime croyez-vous que l'on soit ? Réveillez-vous, la dictature est là...

4- "*Le laxisme absolu avec lequel on laisse ces femmes bafouer la loi et les valeurs de la république est proprement scandaleux...*"

Vous ignoriez qu'elles pissent sur vos valeurs et que ceux qui les soutiennent aussi ? Coucou, redescendez sur terre...

5- "*Depuis quand elles "squattent"? La Mairie de Paris leur met à disposition un local du PS, 35 rue Maurice Ripoche dans le 14ème, non ?*"

Ah ben ça alors, qui l'aurait cru ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande a raison : Jaurès n'aurait pas fait mieux.

- Visite à Carmaux : quand Hollande invoque Jaurès pour défendre ses réformes - LeFigaro.fr

Normal, Jaurès était un réformiste, pas un révolutionnaire. Il était l'antithèse de Marx et Engels. Du socialisme, quoi. Chut !

- Mélenchon raille dans un tweet l'hommage de Hollande à Jaurès - AFP

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), a raillé mercredi l'hommage à Jean Jaurès de François Hollande, estimant que c'est une "*version moderne*" de "*J'irai cracher sur vos tombes*".

(En attendant, le charlatan ne crache pas dans la soupe, après avoir passé 30 ans au PS ce serait indécent... - ndlr)

"*Non, la trahison n'est pas la condition suprême du pouvoir. Elle n'est pas la loi souveraine des démocraties*", écrit dans un communiqué Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

(Il est vrai qu'en matière de "*trahison*" ils en connaissent un rayon au PCF, c'est génétique chez eux ! - ndlr)

"*Sur un point, et un seul, le Président a rendu hommage au grand homme, "quand les hommes ne peuvent pas changer les choses, ils changent les mots'*"", a-t-il enchaîné. AFP23.04

Comme lorsque le PCF a balancé par dessus bord la dictature du prolétariat par exemple ! Ils n'en loupent pas une, mais ils ne peuvent pas faire autrement que se démasquer.

Pour ceux qui l'ignorent encore, la dictature du prolétariat signifie simplement que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique,

que les rapports entres les classes dominante et dominée sont inversés au profit des exploités...

En éliminant cet objectif politique de son programme, le PCF a signifié (officiellement) qu'il était totalement subordonné à la classe des capitalistes, au régime, et qu'il avait définitivement abandonné le combat pour le renverser ou pour le socialisme. Un point commun (essentiel) avec Mélenchon et le PG. Vous pouvez ajouter le PS si vous voulez. L'UMP et l'UDI si vous y tenez. Au delà, le FN.

Mais alors... Quoi ? Ah ben oui, désolé, on ne vous avait pas raconté d'histoires, on ne sait pas faire chez nous !

Réaction. Guerre idéologique. Les communautaristes en première ligne pour censurer l'information.

- SOS Racisme porte plainte après un article du Progrès - AFP

L'organisation vise particulièrement une infographie intitulée "*Délinquance, à chacun sa spécialité*", qui associe à certains faits des nationalités ou catégories de population. Par exemple, pour les cambriolages: "*Géorgiens, Albanais, Roms, Gens du voyage, locaux (groupes des cités, toxicomanes, autres)*".

Dénonçant une "*lecture stigmatisante, ultra violente et inadmissible pour les populations visées*", SOS racisme rappelle que le fichage ethno-racial est interdit en France par la loi du 6 janvier 1978. "*Dans ces conditions, ajoute l'association, les policiers, gendarmes et douaniers qui seraient à la source de cette cartographie réalisée par les journalistes du quotidien Le Progrès, n'ont pas pu créer des catégories ethniques sans enfreindre la loi.*"

Interrogé par l'AFP, Xavier Antoyé, rédacteur en chef du Progrès, a reconnu "*une maladresse rédactionnelle dans l'encadré*", tout en soulignant que l'enquête du quotidien, intitulée "*Délinquance, criminalité organisée: qui fait quoi dans le Rhône*", était un travail "*sérieux, fouillé et documenté*" sur les différentes filières.

"*En décembre dernier, le ministère de l'Intérieur a publié une enquête du même type sur laquelle tous les médias ont fait leur une*", a-t-il souligné, ajoutant: "*Nous sommes donc un peu abasourdis par ce déferlement sur les réseaux sociaux et ce qui nous désole, c'est la surexploitation d'une maladresse lexicale*". (Non, mais là c'était normal, c'était Valls le sioniste porte-parole du néolibéralisme qui était aux commandes et ces associations n'en sont que des officines agissant sous un faux masques. Quant aux partis qui leur emboîtent le pas, ils ne font ici que témoigner dans quel camp ils se situent et quels intérêts ils défendent réellement, les mêmes que Valls. Cela vous surprend ? Pas nous. - ndlr)

"*On ne peut pas laisser accroire que le Progrès a des intentions stigmatisantes ou malveillantes, ce n'est pas dans l'ADN de notre journal*", a-t-il affirmé, avant de mettre en ligne des explications aux lecteurs du journal.

Outre SOS-Racisme, le Parti de Gauche et le Parti communiste du Rhône ont condamné, dans des communiqués, l'article du quotidien régional, de même que les Jeunes socialistes et la Ligue des droits de l'homme selon laquelle "*le journal dresse un palmarès affligeant*".

La députée européenne (PS) Sylvie Guillaume a dénoncé de son côté "*une ethnicisation (qui) confine au délit de sale gueule et à la discrimination*". "*Le Progrès pourrait-il nous indiquer comment il catégorise l'homme qui semble avoir volé les tuyaux de cuivre et d'aluminium à Péronne (Somme): blanc, villageois, 'normal' quoi !*", ironise l'élue. AFP 22.04

Les Chinois passe encore...

- Un réseau de prostitution chinois opérant partout en France démantelé - LePoint.fr 23.04

Les Chinois ça passe car ce sont les ennemis des puissances occidentales, comme les Russes, les Boliviens, les Vénézuéliens, les Cubains... A l'exception de leurs agents, mais c'est dans un autre registre.

- Aurélie Filippetti préoccupée pour la culture dans les villes FN - AFP

Quelle noble intention ! Parce que la culture du communautarisme à laquelle se livre le PS ne serait pas tout aussi préoccupante ? Ou celle permanente du mensonge, du déni, etc.

- Un comité créé à Mantes-la-Ville pour mettre le FN «*sous surveillance*» - 20minutes.fr

Comment détourner l'attention des travailleurs des partis qui soutiennent le régime, les institutons, l'UE, qui mènent un combat politique en leurs noms contre leurs intérêts fondamentaux en se faisant les alliés de leurs ennemis.

Tout est bon pour entonner le refrain de l'union nationale, de l'unité des "*républicains*, UMP et UDI inclus.

Un «*comité de vigilance et d'action contre le Front national*» à Mantes-la-Ville (Yvelines), seule commune francilienne conquise par le parti d'extrême droite lors des municipales, doit être lancé mercredi soir, ont indiqué ses animateurs dans un communiqué.

«*Si la victoire de l'extrême droite est une catastrophe (…) elle doit être l'occasion pour les républicains d'une réaction constructive, afin d'en atténuer les effets sur les habitants*», précisait-il. 20minutes.fr 23.04

Et les "*effets sur les habitants*" de la poursuite de la politique de Sarkozy-Fillon par Hollande-Valls ne méritent-ils une "*réaction constructive*" des "*républicains*"... pour leur faire subir et non pour les combattre puisque le PS en fait partie (de ce comité), c'est bien ce à quoi ils s'emploient ici.

Cette opération n'a pas d'autre but, elle relève de la manipulation (récupération) : ils prétendent vouloir sauver les bases de la démocratie alors que sa survie est devenue incompatible avec celle du régime qu'ils refusent de combattre pour le renverser. Autrement dit il leur faut détourner la colère des masses dirigée contre le régime en leur désignant un autre objectif. Un jour ce sera le FN, un autre le xénophobe, le raciste, l'homophobe, le misogyne, les mauvais parents qui battent leurs gosses, le type qui martyrise son chien, les citoyens irresponsables ou débiles qui refusent ou ne savent pas trier leurs ordures ménagères...

Bref, l'arriéré qui n'a pas les moyens de croire que tout le monde il est beau tout le monde il est gentil, et qu'il vivrait dans un monde somme toute merveilleux. L'arriéré, en fait les couches les plus défavorisées de leur société, mais pas seulement, les classes ou couches moyennes qui elles aussi rejettent la politique réactionnaire du gouvernement. Au bout du compte on s'aperçoit que seule la classe dominante qui n'est pas confrontée à ces aléas de la vie quotidienne n'est pas concernée par leur campagne idéologique, ce qui est tout à fait normal puisqu'elle en est la seule bénéficiaire à l'arrivée.

Vous aurez remarqué que lorsqu'il s'agit de rassembler ou d'organiser les masses contre le régime, les institutions, l'UE, toutes ces organisations ou associations, tous ces partis répondent aux abonnés absent. Que faut-il en déduire ? Qu'ils sont tous corrompus par le régime capitaliste et qu'il n'y a rien à en attendre. Ils sont les fossoyeurs de la démocratie, du mouvement ouvrier et du socialisme pour certains. C'est leur raison d'être.

Ce simple constat va paraître encore exagéré ou trop catégorique à certaines âmes trop sensibles parmi nos lecteurs, qu'ils réfléchissent un instant si c'est possible. A bien des occasions vous avez pu le penser dans le passé, puis vous avez dû vous rendre à l'évidence que les faits nous avaient donné raison, parfois nous étions même en dessous de la réalité, disons qu'on avait voulu vous ménager. Et bien dites vous que nous ne faisons une nouvelle fois que regarder la réalité en face, aussi dure soit-elle, et qu'un jour ou l'autre vous serez bien obligés d'y venir à votre tour, la situation vous y contraindra car elle ne va faire qu'empirer...

L'aventurisme, l'amateurisme, le dilettantisme, l'approximatif, etc. n'ont pas leur place à ce niveau dans notre combat. On l'a déjà payé trop cher !

Commentaire d'internaute à la suite de cet article.

1- "*Lorsque Hollande a été élu qui a osé faire cela ! On vie dans une démocratie il me semble, respectez donc la majorité on croit rêver.* "

Apparemment placer Hollande "*sous surveillance*" après l'avoir élu, c'est un peu tard... Il fallait y penser, disons à propos du PS il y 70 ans en arrière...

2- "*Comme quoi le fascisme ne se cache pas toujours où on le cherche - ils peuvent être fiers d'eux.*"

Quand j'étais aide-magasinier chez LTC dans les années 70 j'ai été viré par un délégué syndical CGT, je ne devrais pas préciser son étiquette, c'est antisyndical...

Quand je bossais comme technicien au Fac similé Canon dans le XIIIe à Paris, j'ai eu un collègue d'origine camerounaise qui a tout fait pour me faire virer, je ne devrais pas préciser son origine je vais passer pour un raciste. Cela va être difficile dans ma situation !

J'ai bossé dans 45 boîtes, alors si je vous racontais tout ce que j'ai vécu et tous les gens que j'ai rencontrés pour le meilleur mais aussi pour le pire, vous en arriveriez à haïr notre classe... Elle est détestable par bien des côtés, je ne fais ici que tenir le discours d'Engels, encore un raciste comme vous savez.

Flatter l'ignorance et la médiocrité est une erreur, encourager la censure et le flicage est détestable, indigne d'un militant ouvrier.

L'ignorance et la médiocrité des masses, mais aussi leur censeurs qui sont des piliers du régime, on les combat avec toute l'énergie dont nous sommes capable en menant une guerre sans merci contre la propagande idéologique (et psychologique) du régime dont le PS, la gauche et l'extrême gauche sont les principaux porte-parole, car avançant masqués.

Leur ennemi n'est pas le FN ou le régime, mais bien les masses, la classe ouvrière. Comme en Ukraine ou en Syrie...

Quelle affaire, quel secret : A Kiev ils font partie du gouvernement et cela ne vous dérange pas vraiment.

- Des dizaines de néonazis se sont rassemblés dans un petit village alsacien - Francetv info

A Oltingue, 737 habitants, un petit village du Jura alsacien à la frontière suisse, un Français et un Allemand ont loué une salle communale pour un repas d'anniversaire, samedi 19 avril. Un événement en apparence banale. Sauf qu'il semble, selon plusieurs médias locaux mardi 22 avril, que c'est le 125e anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler qui devait y être célébré.

"*On ne m'y reprendra plus*", regrette le maire, André Scherrer, qui a découvert la nature de l'événement au dernier moment, selon les Dernières nouvelles d'Alsace. Francetv info 22.04

Partez en vacances l'esprit tranquille, on se charge de tout...

La conférence sociale "*aura lieu début juillet*", annonce Rebsamen - AFP

Depuis le début de la présidence de François Hollande, le gouvernement organise tous les ans une conférence sociale avec les partenaires sociaux, pour établir la feuille de route sociale de l'année à venir. AFP 22.04

C'est étonnant qu'aucun bureaucrate syndical n'ait exigé qu'elle se tienne au mois d'août. Non, mais là ils sont en vacances. Ah oui, c'est vrai qu'ils en ont besoin !

Voilà le mouvement ouvrier va recevoir sa "*feuille de route sociale*" pour "*l'année à venir*", il accepte ce cadre sans broncher, après n'allez pas imaginer qu'il serait aux ordres.

Tous vendus, anti-ouvriers, antisocialistes !

Au fait, vous pensez quoi de ceux qui misent tout sur le syndicalisme ? Qu'ils sont sérieux ?

Intox

Escroquerie

- La finance appelée à faire preuve de civisme - Liberation.fr

Imposture

- Les députés PS veulent durcir les sanctions contre la fraude fiscale - 20minutes.fr

Enfumage

- Les frondeurs du PS ne veulent pas rendre les armes sans combattre - AFP

- Programme de stabilité : la fronde ne faiblit pas au PS - lepoint.fr

Certains députés socialistes affirment qu'ils ne voteront pas le 29 avril prochain le programme de stabilité du gouvernement Valls.

En fin d'après-midi, une réunion d'une centaine de députés socialistes avec le ministre des Finances, Michel Sapin, et le secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert, a été "*chaude*", a rapporté le député Yann Galut. Plusieurs députés sont intervenus, parfois sur un ton très direct, pour répéter chacun leur tour que "le compte n'y est pas" pour les "*petites retraites*" ou les "*petits salaires du privé*". lepoint.fr 23.04

- Economies: Valls laisse entrevoir des petits aménagements aux députés PS - AFP

Confirmant ce que nous avions écrit il y a quelques jours car nous avions flairé la manoeuvre, en bon prince seigneur Valls a annoncé que les petites retraites seraient épargnées, encore un tout petit effort, quelques miettes, tandis que l'essentiel est intégralement maintenu :

Le plan d'économies sera en revanche bien maintenu en volume à 50 milliards d'euros. AFP 23.04

Et ce plan d'économies s'attaquent à toutes les couches de travailleurs, retraités inclus.

Non ce n'est pas "*incohérent*", c'est le PS dans toute sa splendeur ou nudité.

- Pascal Cherki a déclaré : "*On fait campagne en Europe contre le totem des 3 % et en même temps notre propre gouvernement se comporte comme le bon élève austéritaire en Europe, c'est incohérent*". lepoint.fr 23.04

Voilà un siècle que le PS est dans la même posture-imposture, vous ne pouvez plus le camoufler plus longtemps, et même que vos petits camarades de gauche et d'extrême gauche, les trotskistes, ne peuvent plus rien pour vous. Voyez-vous, c'est que les temps sont durs, la crise du capitalisme cela vous dit quelque chose ?

Ils n'ont pas dit qu'ils voteraient contre.

- Reste à savoir combien de députés au final s'abstiendront si le gouvernement ne fait pas de geste d'ici le 29. "*Si le gouvernement est mis en minorité, il sera décrédibilisé et nous aurons l'air de cons en Europe*", reconnaît Thomas Thevenoud. lepoint.fr 23.04

Parce qu'en plus Hollande ne dissoudrait pas l'Assemblée nationale ? Tiens c'est marrant, même l'UMP ne l'envisage pas, ils doivent estimer que le PS flanqué de ses satellites et alliés de gauche et d'extrême gauche est le mieux placé pour faire le sale boulot, ils ont raison, et puis ce n'est pas à eux à en décider mais aux oligarques qui détiennent le pouvoir, leurs maîtres à tous, les seuls auxquels ils ont des comptes à rendre, vous savez la petite histoire (secrète!) du "*mandat*"...

Mais on n'en a jamais douté.

- En fin de journée, le porte-parole du groupe Thierry Mandon se voulait cependant confiant sur le vote mardi. "*On va y arriver*", estime-t-il. Selon lui, le gouvernement pourrait étudier certaines demandes des députés comme l'extension du CICE au secteur de l'économie sociale et solidaire ou le non-report du plan pauvreté. lepoint.fr 23.04

Ouf le régime est sauvé !

Après avoir désarmorcé la "***bombe***", qui sont les "***grands gagnants***" du casino Hollande-Valls-Fabius-Sapin ?

- Programme de stabilité, les entreprises grandes gagnantes - AFP

- Dépenses de santé : un effort historique réclamé dès 2015 - LePoint.fr

- Le gel du point d'indice des fonctionnaires confirmé jusqu'en 2017 - 20minutes.fr

- Pour Goldman Sachs, la France n'est plus «*la bombe à retardement*» de l'Europe - LeParisien.fr

- Economies: 21 milliards réalisés dès 2015 - AFP

- Plusieurs députés UMP et UDI voteront en faveur plan d'économies de Manuel Valls - Atlantico.fr

- Jean Arthuis - UDI : "*Si on ne remet pas en cause les 35 heures on ne s'en sortira pas*" - Atlantico.fr

Conditionnement. La boîte de Pandore est ouverte, alors "***tout cela se fera***".

- Travailler le dimanche pour relancer le tourisme: Fabius lance un pavé dans la mare - AFP

Mardi après-midi, il a reçu des représentants du secteur. Ceux-ci ont dit accueillir "*favorablement*" ses déclarations.

"*Tout cela se fera avec des négociations entre organisations professionnelles et patronales, mais cela doit aller dans le sens*

d'une plus grande liberté et d'un meilleur accueil des touristes", a commenté Didier Chenet, co-président du Groupement national des indépendants.

"*Il est navrant de voir les "tour operator" prévoir des départs de Paris dès le samedi soir vers des contrées européennes plus ouvertes, privant ainsi la France d'un chiffre d'affaires significatif et des emplois qui y sont liés*", a déclaré de son côté Gérard Atlan, président du Conseil du commerce de France (qui rassemble 31 fédérations professionnelles de commerçants). AFP 22.04

Ben voyons, parce que les touristes feraient des milliers de kilomètres pour venir faire du shopping de quartier. Les patrons se sont lancés dans un concours à celui qui tiendra le discours le plus antisocial depuis que Hollande a été élu, à croire qu'ils savaient à qui ils avaient à faire.

- Un tiers des salariés prêts à travailler le dimanche pour gagner plus - LePoint.fr

Le titre du Point est trompeur, à condition d'être payé le double il était précisé dans la question du sondage OpinionWay diffusé mardi.

Plus loin l'article de l'AFP précisait que : De multiples dérogations permettent déjà à certains salariés de travailler ce jour-là (le dimanche -ndlr) (29% le font habituellement ou occasionnellement), tous n'ayant pas de majorations salariales ou de repos supplémentaires. AFP 22.04

Fabius est un grand bourgeois multimillionnaire, d'après vous pour qui devait-il gouverner ?

C'est cela la nature du PS que vos dirigeants feignent toujours d'ignorer, ne parlons même pas de ceux du Front de gauche qui se sont alliés au PS ou un de ses satellites lors des dernières élections municipales. Demandez-leur au passage à quel jeu ils jouent avec vous, pourquoi ils n'en ont pas tenu compte pendant plus d'un demi-siècle...

Hollande n'est qu'un pantin, et c'est bien Fabius (Valls-Sapin) qui gouverne.

- L'Elysée a nommé le remplaçant d'Aquilino Morelle - Francetv info

Il s'agit de Gaspard Gantzer, ancien conseiller presse de Laurent Fabius au ministère des Affaires étrangères. Francetv info 23.04

Et Valls, le "***salaud*** !

- Morelle à Hollande:«*Tu m'abandonnes. Tu es vraiment un salaud!*» - 20minutes.fr

«*Alors qu'il y a des chiens après moi, tu m'abandonnes. Tu es vraiment un salaud!*», aurait-il déclaré au chef de l'Etat, selon Le Canard Enchaîné. Le conseiller aurait ainsi tenté de se défendre, jeudi, lors d'un entretien avec le chef de l'État.

En vain, puisque François Hollande aurait ensuite demandé son premier ministre, Manuel Valls, de convaincre Aquilino Morelle de démissionner. 20minutes.fr 23.04

Ce qu'il a fait immédiatement après son entretien avec Valls, alors que Hollande n'était pas parvenu à lui imposser, ce qui signifie que Valls a plus d'autorité ou de pouvoir que Hollande, CQFD.

Tartufferie. Comment légitimer la dictature néolibérale ? En faisant croire qu'elle n'existe pas !

- Thomas Piketty : « *Le retour des inégalités inquiète aux Etats-Unis* » - LeMonde.fr

En faisant croire que le néolibéralisme ne sévirait pas déjà depuis des décennies, les inégalités seraient un phénomène nouveau ou récent aux Etats-Unis, il serait seulement de "*retour*" alors que les Etats-Unis comptait 442 multimillionnaires en 2013 selon Forbes. Entre nous, cela signifie que le pire est encore à venir, en faisant croire que l'administration américaine envisagerait sérieusement de s'attaquer aux privilèges exorbitants des plus riches après leur avoir octroyés délibérément, ce qu'il s'agit ici d'occulter, la responsabilité de l'Etat lié à la finance n'étant plus à démontrer.

Du coup cet économiste qui se défend d'être un "*atroce anti-Américain*", ce dont nous ne douterons pas non plus un instant, préconise d'augmenter les impôts payés par les plus riches, une "meilleure répartition des richesses" en somme par le biais de "*l'impôt progressif*", une "*tradition progressiste américaine*" qui en réalité n'a jamais été abandonnée, elle est seulement contournée, légalement, bref, un pure exercice de contorsionniste comme on le verra plus loin, qui ne convaincra que ceux auxquels il était destiné, lire ci-dessous.

- Reçu mi-avril à la Maison Blanche et au ministère des Finances américain, M. Piketty a, depuis, écrémé colloques et conférences aux Etats-Unis aux côtés de Prix Nobel d'économie afin de dénoncer l'extrême concentration des richesses et plaider pour une plus forte taxation des hauts revenus. AFP 22.04

Les banques, les trusts, les multinationales, les milliardaires contournent les lois existantes depuis les années 20, ils sont à l'origine de la création de la plupart des paradis fiscaux dans le monde, sans même aller chercher bien loin, aux Etats-Unis même : le Delaware, le nec plus ultra en la matière puisque placé sous la protection... de la Constitution américaine.

De plus, comme en France il existe une multitude de "*niches fiscales*" permettant de payer mon d'impôts.

Le Delaware

Le Delaware est le second plus petit état des Etats-Unis, situé sur la côte Est, au nord de la Pennsylvanie. Sa capitale est Dover. Sa population est majoritairement afro-américaine mais également européene avec la présence d'Irlandais, d'Allemands, d'Anglais et d'Italiens. La langue la plus couramment parlée est l'anglais.

Le Delaware est surtout mondialement réputé comme étant le pays idéal où implanter sa société offshore. Il a même été désigné par l'ONG Tax Justice Network comme étant le premier paradis fiscal au monde. D'ailleurs, plus de 60% des compagnies américaines de Fortune 500 et 50% des entreprises inscrites à la Bourse de New York sont immatriculées au Delaware. Pour un pays ou continent étranger, le Delaware est stratégiquement bien placé et peut être considéré comme un point de départ idéal pour partir à la conquête du marché américain.

En France, comme dans la majorité des pays européens, le Delaware est classé comme étant un paradis fiscal du fait que les entreprises immatriculées sur place n'ont pas d'existence locale. Le Delaware ne pourra donc pas être utilisé pour facturer des sociétés françaises.

La création d'une société peut se faire en désignant un Directeur Nominee qui assurera ainsi l'anonymat des membres de la société au niveau du Registre public.

Le Delaware est principalement utilisé lors de d'établissement d'opérations immobilières aux USA ou sur le continent américain. En France, il est interdit d'utiliser le Delaware dans le cadre de transactions ou de facturations en raison du risque fiscal de requalification qu'il représente.

Au Delaware, une seule personne suffit pour endosser le rôle d'actionnaire, administrateur et dirigeant (ex: président, vice-président, secrétaire et trésorier) d'une société, alors que dans d'autres états américains, un minimum de trois personnes est demandé. En outre, les actionnaires n'ont pas d'obligation de résider au Delaware ni d'y organiser des réunions ou assemblées.

Au Delaware, le nom et l'adresse des actionnaires et des administrateurs d'une société offshore sont des informations qui n'apparaissent pas dans les registres publics. D'ailleurs, le Delaware n'exige pas que la société lui fournisse ses informations lors de sa création. Le siège social de la société immatriculée au Delaware, quant à lui, peut se trouver sur un autre continent puisque l'entreprise n'est pas obligée d'y avoir son siège social, ni de faire ses affaires dans l'état du Delaware.

D'ailleurs, la plupart des actionnaires, administrateurs et dirigeants dont la société est au Delaware n'y sont jamais allés. Par contre, les sociétés faisant affaires ailleurs qu'au Delaware sont obligées d'être représentées par un agent agréé. Elles peuvent même avoir une adresse postale de domiciliation si elles le souhaitent.

Au Delaware, il n'y a pas d'impôts sur les bénéfices et pas d'obligation de tenir une comptabilité (même si celle-ci est bien évidemment indispensable). Néanmoins, les entreprises doivent payer chaque année la franchise tax, soit une somme d'environ 200 euros.

Le Delaware a pour avantage d'offrir une flexibilité et une protection fiscale plus importante que d'autres états. Il a aussi pour particularité d'avoir des tribunaux uniques aux Etats-Unis. Ainsi, ils possèdent par exemple une Cour (Court of chancery) exclusivement dédiée aux affaires corporatives. Ils peuvent également s'appuyer sur une jurisprudence ancienne et solide, qui assure une prévisibilité et une stabilité des décisions judiciaires.

Enfin, grâce au site incorp-usa, il est très facile et rapide d'immatriculer une société offshore au Delaware, sans avoir besoin de s'y déplacer, en s'inscrivant tout simplement par Internet.

Aux Etats-Unis, il existe différents types de sociétés :

- La “Close corporation”

- La “Non profit corporation”
- La “S Corporation”
- La “Limited Liability Company” (LLC)
- La “Général Corporation”

Les avantages légaux au Delaware sont les suivants :

- coûts de création faible (entre $600 et $1000)
- pas de capital minimum pour créer une société
- pas d'impôt sur les sociétés ni sur les bénéfices.
- pas de droit de succession sur les actions possédées par les non-résidents au Delaware
- pas d'imposition sur les bénéfices d'entreprises qui ne font pas d'affaires au Delaware
- système juridique en faveur des entreprises avec une rapidité d'accomplissement des formalités légales
- impôt forfaitaire de $60 à $200 en fonction de la forme juridique
- anonymat des actionnaires de l'entreprise avec la non-publication de leur nom dans le Registre public. Il n'y a d'ailleurs aucune obligation de fournir ces informations à l'état du Delaware
- possibilité de se faire immatriculer dans cet Etat et d'en tirer les avantages sans y résider
- l'entreprise immatriculée au Delaware a l'avantage d'être américaine, ce qui lui donne une image positive
- absence de taxe sur la TVA
- une entreprise peut être créée même si le cas de faillite est prononcé dans le pays d'origine. (source : www.conseil-offshore.fr/societe-offshore-Delaware.php)

Les inégalités aux Etats-Unis, un fait réel ou une menace, une "***inquiétude***" en devenir ?

Un article tout frais d'hier permet de confirmer qu'elles ne datent pas d'hier, ni d'avant-hier, Thomas Piketty est un guignole comme les aiment les oligarques.

- ... le patron de Starbucks a touché au total (en comptant salaire, primes, actions, etc.) 137,8 millions de dollars (99,6 millions d’euros) en 2013, celui de YUM! (KFC, Taco Bell et Pizza Hut) 22 millions de dollars (15,8 millions d’euros), celui de Chipotle 13,8 millions de dollars (10 millions d’euros), celui de McDonalds 7,7 millions de dollars (5,6 millions d’euros)...

La rémunération moyenne des grands patrons américains de la restauration rapide est de 23,8 millions (17,2 millions d’euros) en 2013. Elle a quadruplé en valeur réelle depuis 2000. Ceci dit, cette rémunération est loin de celle du «*PDG le mieux payé d’Amérique du Nord*» en 2013, Mark Zuckerberg avec 2,28 milliards de dollars (1,6 milliard d’euros) en 2012.

Pendant ce temps-là, le salaire moyen d’un employé de fast-food est de 9,09 dollars (6,6 euros) de l’heure, «*soit moins de 19.000 dollars (13.726,6 euros) par an pour un travailleur à temps plein, bien que la plupart des employés de la restauration rapide ne soient pas à temps plein*». Leurs salaires ont augmenté de 0,3% depuis 2000. Les raisons de cette grande disparité sont donc simples et mécaniques, selon Demos:

«*L’escalade des revenus pour les PDG, et la stagnation des salaires des employés à des niveaux bas typiques de l’industrie.*»

C’est le secteur où les écarts de rémunération sont les plus extrêmes, avec un rapport de 1.200 à 1 en 2012 (le dirigeant d'une grande chaîne gagne 1.200 fois plus que le travailleur de l’autre bout de la pyramide), et toujours au-dessus de 1.000 à 1 en 2013.

Pour l'hôtellerie-restauration en général, le ratio américain est de 542 à 1 en 2012, pour le commerce de détail, de 304 à 1 en 2012, pour les transports, de 96 à 1... Slate.fr 23.04

Les salaires des employé de fast-food ont augmenté de 0,3% depuis 2000, soit depuis 14 ans... et non demain ! Ils ne savent décidément plus quoi inventer pour défendre leur système économique usé jusqu'à la corde...

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent, vive la crise !

- Numericable et Altice lèvent 12 milliards d'euros pour acheter SFR - AFP

- Dow Chemical annonce un bond de 75% de son bénéfice - Reuters

- Vague de fusions dans le domaine de la pharmacie - Reuters -

- Novartis remet à plat ses activités en concluant des accords avec GSK - AFP

- Valeant Pharmaceuticals confirme une offre sur Allergan - Reuters

- Dassault Systèmes prolonge l'offre sur Accelrys jusqu'au 28 avril - Reuters

- La Chine va autoriser l'investissement privé dans des domaines auparavant réservés au secteur public - AFP

Vive Mao ou moi c'est tout !

Résistance passive

- Des salariés de Continentale Nutrition manifestent pour garder leur filiale du Lot-et-Garonne - Liberation.fr

- Grève contre la sous-traitance: l'usine Areva La Hague à l'arrêt - AFP

- Mia Electric: quatre repreneurs intéressés, mais l'emploi menacé - AFP

- La CGT bloque un site LyondellBasell à Fos-sur-Mer - Reuters

- Une employée de la Bred se défenestre sur son lieu de travail - Francetv info

- Les syndicats de magistrats appellent à s'associer à la grève des greffiers - Liberation.fr

Le vieux monde de la guerre

- Washington envoie 600 soldats en Pologne et dans les pays Baltes - AFP

- Kiev ordonne la reprise de l'offensive dans l'Est - Reuters

- Ukraine : des avions de chasse français engagés dès dimanche dans le ciel balte - lefigaro.fr

- Ukraine: Pour Moscou, les photos américaines de soldats russes sont «*truquées*» - 20minutes.fr

- Erdogan ne veut pas de manifestations place Taksim le 1er mai - Reuters

- La Ligue arabe critique le projet de présidentielle en Syrie - Reuters

- Kenya : au moins quatre morts dans un attentat à Nairobi - Francetv info

- Égypte : nouvel attentat au Caire - LePoint.fr

Washington dicte sa volonté au monde entier... ou presque.

- Washington envoie 600 soldats en Pologne et dans les pays Baltes - AFP

- Washington soupçonne Damas d'avoir lancé de nouvelles attaques chimiques - LeFigaro.fr

- Washington surveille «*de très près*» un éventuel essai nucléaire nord-coréen - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Colombie

- Colombie: le président rétablit le maire de Bogota dans ses fonctions - AFP

Le président colombien Juan Manuel Santos a annoncé mercredi avoir rétabli dans ses fonctions le maire de Bogota, l'ancien guérillero Gustavo Petro, destitué en mars, suivant une décision prise mardi par un tribunal de la capitale.

"*Les lois, les juges, m'ordonnent de restituer le maire Petro (dans ses fonctions) et j'ai signé le décret correspondant*", a déclaré M. Santos à la presse.

"*Cette décision n'est que l'application de la loi, je n'ai pas d'alternative, cela peut plaire à certains, pas à d'autres*", a poursuivi le président de centre-droit.

Selon la décision de justice rendue mardi, quand M. Santos a avalisé en mars la destitution de M. Petro, il n'a pas tenu compte des réserves formulées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Symbole de la gauche en Colombie, l'ex-maire de Bogota, qui se dit victime de persécution, avait été frappé fin 2013 par une mesure de destitution, assortie d'une inéligibilité de 15 ans, pour une passation de marché considérée illégale, prononcée par une autorité administrative chargée de contrôler les activités des élus et fonctionnaires.

Elu en 2012 pour un mandat de quatre ans, il avait remis dans le giron public la gestion des ordures ménagères auparavant confiées à une entreprise privée.

Après cette sanction, M. Petro a déposé des recours devant plusieurs juridictions, y compris la CIDH et la Conseil d'Etat colombien, qui en a pour sa part rejeté certains mais qui doit encore se prononcer sur la nullité de la sanction administrative à son encontre.

La décision prise mardi en sa faveur par un tribunal local de Bogota est toutefois susceptible d'appel. AFP 23.04

SOCIAL

1- France

La fonction publique employait 5,5 millions de personnes fin 2012 - AFP

Au 31 décembre 2012, près de 5,5 millions de personnes travaillaient dans la fonction publique en France, un chiffre en hausse de 0,3% sur un an, environ 20% de l'emploi total en France, selon des données publiées mercredi par l'Insee.

Dans les trois versants de la fonction publique, les effectifs ont toutefois progressé de façon inégale avec -1% dans la fonction publique d'Etat (après -2% en 2011), "1,6% dans la Territoriale (après "0,3% en 2011) et +0,7% dans l'Hospitalière, selon l'Institut national de la statistique.

La fonction publique d'Etat employait fin 2012 quelque 2,4 millions de salariés , la Territoriale près de 1,9 million et l'Hospitalière 1,1 million (en tenant compte des contrats aidés), selon l'Insee, qui avait donné de premiers résultats en décembre sur cette question de l'emploi public.

Dans sa note sur l'emploi publique, l'Insee relève également que 32,4% des agents appartiennent à la catégorie A, 19,4% à la catégorie B et 46,6% à la catégorie C, la moins bien payée. AFP 22.04

2- Panama

- L'élargissement du canal de Panama paralysé par une grève - AFP

Les travaux d'élargissement du canal de Panama, déjà en retard de plus d'un an, étaient paralysés mercredi par une grève des ouvriers réclamant des augmentations de salaires, a-t-on appris de source syndicale.

"*Le chantier d'élargissement du canal de Panama, principal chantier d'infrastructure du pays, est paralysé*", a déclaré à l'AFP Saul Mendez, secrétaire général du syndicat de la construction, Suntracs.

Le syndicat réclame des augmentations de salaires de 20%, considérées comme excessives par les entrepreneurs.

Selon le consortium international Groupe Unis pour le canal (GUPC), chargé de la plus importante phase de ces travaux - l'installation de nouvelles écluses - les ouvriers affiliés à Suntracs "*suivent l'appel à la grève*", ce qui affecte "*la totalité des travaux*" et ainsi que "*le programme d'avancement du projet*".

GUPC est constitué de l'Espagnol Sacyr, de l'Italienne Salini Impregilo, de la Belge Jan de Nul et de la Panaméenne Constructora Urbana.

Les travaux en cours, estimés à plus de cinq milliards de dollars, visent à permettre le passage de navires dits Post-Panamax, transportant jusqu'à 12.000 conteneurs, soit plus du double de la charge actuellement autorisée à emprunter cette voie navigable de 80 km dont la Chine et les Etats-Unis sont les principaux clients. AFP 23.04

Bravo les gars, il faut les faire cracher au bassinet les colons, 20% d'augmentation de salaire c'est un minimum... Et en France ? Heu ! C'est marrant, j'ai comme un doute...

ECONOMIE

Guinée

- La Guinée retire les permis de BSGR - french.irib.ir

Le gouvernement guinéen a résilié le permis minier octroyé au milliardaire Benny Steinmetz et à sa compagnie BSGR. Il portait sur le gisement de fer de Simandou. Cette décision fait suite aux recommandations d'un rapport d'audit signalant "*l'existence de pratiques de corruption*" ayant entaché l'octroi de ces titres. Le gouvernement de la Guinée a accepté les conclusions du rapport du comité en charge d'auditer les contrats miniers du pays, rendu public le 9 avril et recommandant l'annulation de deux concessions sur des gisements de minerai de fer détenues par VBG, coentreprise entre BSGR, le conglomérat du milliardaire israélien Beny Steinmetz et le groupe minier brésilien Vale. La résiliation des permis accordés à VBG, prise en conseil des ministres, a été annoncée le 17 avril par Damantang Albert Camara, porte-parole du gouvernement guinéen, rapporte l'agence Reuters.

Corruption

Dans son intervention télévisée annonçant le retrait du permis d'exploitation détenu par VBG sur le gisement de minerai de fer de Simandou et l'annulation de sa concession minière de Zogota, Damantang Albert Camara a indiqué que cette décision était liée à la "*nature frauduleuse des conditions dans lesquelles les permis ont été accordés*". Faisant, par là, écho aux conclusions du rapport du comité d'audit alléguant l'existence "*d'un faisceau d'indices précis et concordants établissant avec une certitude suffisante, l'existence de pratiques de corruption ayant entaché l'octroi de la convention et des titres miniers détenus par VBG*". De son côté, le groupe BSGR, mis directement en cause dans le rapport, continue de démentir les allégations portées contre lui et se dit prêt à recourir à l'arbitrage international. Dans un communiqué addressé à Reuters, le groupe estime "*[avoir] obtenu les droits d'exploitation minière légalement*" et compte lutter afin de "*renverser cette décision, qui est aussi prévisible qu'illégale.*"

Conséquences

S'il est difficile d'évaluer l'impact à moyen terme de cette décision sur l'attractivité de la Guinée pour les investissements miniers, il est clair que ce retrait aura de profondes conséquences non seulement sur VBG mais aussi sur Vale. En effet, le comité d'audit a demandé au gouvernement d'exclure cette co-entreprise de tout future procédure d'acquisition de licences minières, rapporte l'agence de presse.

Quant au groupe brésilien, actionnaire majoritaire de VBG, s'il conserve le droit de soumissionner pour des permis en son nom propre, le retrait du titre octroyé sur le gisement de Simandou pourrait avoir de graves conséquences financières. Selon Reuters, qui cite une source proche du groupe minier, l'entreprise a déjà investi plus de 1 milliard de dollars dans ce projet. french.irib.ir 22.04

Pour "*renverser cette décision*" quand est-ce qu'Israël ou les Etats-Unis va bombarder la Guinée, à moins que ce soit la France qui s'y colle...

Haut de page

Le 26 avril 2014

CAUSERIE

C'est avec grand peine que j'ai fini d'actualiser le site, trop de choses à traiter en même temps et une chaleur accablante, quelques petits soucis personnels en prime. J'ai un peu saboté le boulot pour terminer ce soir.

Demain matin on actualisera toutes les rubriques, plus le temps aujourd'hui.

Quelques réfexions à creuser.

1- Qui décide qu'il y aura ou non la guerre ?

C'est à l'issue d'un rapport de forces au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne entre ses différents courants.

Ils ne sont pas forcément sur la même longueur d'onde, certains privilégient une stratégie à court et moyen terme pour garantir leurs profits ou rentes, tandis que d'autres visent une stratégie politique à long terme à laquelle le court et moyen terme doivent être subordonnés. D'où des contradictions, des tensions qui peuvent apparaître entre eux et qui se traduisent par des hésitations, des tergiversations, des revirements brutaux ou soudains dans la politique qu'ils adoptent. C'est seulement cet aspect-là qui affleure à la surface ou dont le citoyen lambda aura connaissance, car finalement par le biais des médias qui leur sont acquis, il n'en saura pas davantage, il ne doit pas en savoir plus, sinon il pourrait comprendre trop facilement ce qui se trame dans son dos.

Quand les deux ou trois stratégies coïncident, toutes ses couches peuvent s'entendre sur une stratégie commune qui peut déboucher sur la paix ou la guerre. Quand la stratégie à long terme est isolée, selon la situation c'est celle à court terme qui prend le dessus et qui généralement coïncide avec une période de paix, relative, car ils se déroulent toujours des guerres, mais elles demeurent circonscrites ou limitées géographiquement à quelques pays de seconde zone.

Et puis avant de déclencher une guerre qui présente toujours un risque pour la classe dominante, il faut au préalable avoir convaincu l'élite intellectuelle qu'elle était nécessaire ou inévitable pour qu'elle la vende au bon peuple qui servira de chair à canon ou en fera les frais. Sans sa totale adhésion à un tel scénario elle pourrait manquer de détermination, de conviction ou de sincérité dans son discours, or les masses pourraient en profiter pour s'infiltrer dans la moindre faille pour rejeter la guerre, une telle faiblesse pourrait se retourner rapidement contre ses commanditaires, les banquiers, les capitalistes, les institutions qui sont à leur service, ce qu'il faut éviter à tout prix évidemment. Leur problème, c'est que la lutte des classes continue même en temps de guerre, elle a même le don de l'alimenter ou la réanimer au point de déboucher sur une révolution prolétarienne, le pire de leur cauchemar.

Parmi les promoteurs et défenseurs de la stratégie néolibérale à long terme, les plus féroces réactionnaires au sommet de l'oligarchie, il existe aussi des contradictions, rien n'est simple en réalité, certains estiment que leur plan de nouvel ordre mondial avance trop lentement et militent pour une nouvelle guerre mondiale afin d'accélérer ce processus. Tandis que d'autres préfèrent s'appuyer sur leurs acquis depuis 1944 pour continuer d'avancer pas à pas, étape par étape vers leur objectif final de domination absolue sur le monde, même si parfois ils doivent admettre piétiner ou se retrouver confronter à une résistance qu'ils ont plus de mal à vaincre que prévu, et devoir changer de tactique ou de stratégie intermédiaire, s'adapter à des conditions qu'ils n'avaient pas forcément prévues pour s'être laissé emporter par un optimisme démesuré depuis le début des années 90. Ils préfèrent s'en remettre aux différents gouvernements en Europe et à l'UE sur lesquels ils savent pouvoir compter car ils appliquent docilement leur politique, ils font tout ce qu'ils peuvent dans des conditions difficiles héritées du passé pour à la fois neutraliser la lutte de classes et lever les obstacles qui se dressent contre leur politique.

Le capitalisme vit à crédit, repose sur l'endettement qui va de paire avec la prise de risque des investisseurs auxquels il faut garantir que leurs intérêts ne sont pas menacés, sinon c'est tout le système qui s'écroule, le capitalisme s'effondre comme un château de cartes.

Donc toute leur politique qui est basée sur la culture du risque (et la confiance), consiste à déterminer quelle est la meilleure stratégie qu'ils peuvent appliquer dans une situation donnée en tenant compte d'un ensemble de facteurs et rapports déterminants tout en mesurant le risque qu'elle fait courir à leurs intérêts fondamentaux, sans mettre en péril inutilement à un moment donné l'essentiel, autrement dit, prendre le risque de tout perdre si les masses parvenaient à s'emparer de la situation pour l'orienter dans une direction favorable à leurs intérêts, ce qui pourrait signifier leur arrêt de mort, aux oligarques, à leur pouvoir, au capitalisme, et bien sûr à leur rêve mégalomaniaque de gouvernement mondial ou de nouvel ordre mondial.

En toile de fond, c'est finalement la crise du capitalisme et la lutte des classes, leur intention de conserver leurs

privilèges économiques et accroître leur pouvoir politique qui déterminent leur stratégie, autrement dit, ce sont des facteurs ou des rapports qui leur échappent en partie, qu'ils ne peuvent pas contrôler totalement, c'est cette faille dans leur dispositif que nous devons exploiter pour les vaincre.

Est-ce encore possible ? Bien entendu, qui oserait penser le contraire même si les apparences sont contre nous, d'autres tout aussi nombreuses nous sont favorables, le problème réside dans le fait que nous ne parvenons pas à les exploiter correctement, à rassembler les masses, à constuire le parti.

En France, il n'y a qu'un seul parti qui rejette à la fois l'UE (BCE et euro inclus) et l'ONU, l'OTAN, toutes les guerres impérialistes, qui ne soit pas tenté de s'aligner sur l'un ou l'autre impérialisme, avec quelques réserves, c'est le POI, voilà pourquoi nous mettions tous nos espoirs dans ce parti.

Maintenant il se trouve que ses dirigeants et leurs prédécesseurs sont davantage des sociaux-démocrates ou des trade-unionistes, des jaurésiens, que des communistes, des marxistes, ce qui se traduit par une conception de la lutte des classes, des rapports avec les différentes composantes de la société et en particuliers avec les appareils corrompus des syndicats, qui sont des obstacles à la construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin pour que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique au cours d'une révolution prolétarienne et socialiste.

Pour vaincre un ennemi aussi puissant, bien qu'il présente des faiblesses, on a absolument besoin d'un parti du type de celui de Lénine et Trotsky, qui soit à la fois démocratique et centralisé, discipliné, armé théorique, incorruptible, sans lien avec le régime et ses représentants, c'est la condition pour inspirer confiance aux masses révolutionnaires, dont le programme intègre les conclusions du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels qui doivent servir de guide aux masses exploitées pour conquérir leur émancipation du capital, prendre confiance en elles, renouer avec le fait que rassemblées elles sont invincibles pour peu que leur combat soit orienté, guidé dans la bonne direction, renouer avec l'espoir que c'est possible de vaincre le capitalisme, de s'en débarrasser et d'avancer vers le socialisme en France, en Europe, à l'échelle mondiale.

Hélas, ce parti n'existe pas aujourd'hui et nous sommes dans une impasse! Il faut se préparer à de nouvelles et violentes défaites, la mise en oeuvre de la politique de Valls en est une terrible. Ce ne sont pas les défaites ou la politique de Valls qui nous effraient, mais le fait qu'elles n'auront servi à rien, qu'on en aura tiré aucun enseignement pour la suite, quelque part c'est désolant et tragique.

2- Comment le secrétaire nationale du POI, Gérard Schivardi a-t-il pu un instant imaginer que Fabius pourrait rompre avec l'UE ?

C'était en 2007, dans une déclaration parue dans Informations ouvrières où il avait affirmé en substance qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle si Fabius annonçait son intention de rompre avec l'UE.

Qu'il ait imaginé un tel scénario était ridicule au possible, grotesque, mais là n'est pas l'essentiel. Fabius le grand bourgeois qui une (nouvelle) fois au gouvernement témoigne ouvertement qu'il appartient à l'espèce la plus réactionnaire qui soit dans tous les domaines, politique étrangère ou social en voulant imposer le travail le dimanche notamment.

La question que je me suis posé est la suivante : Schivardi qui a passé une trentaine d'années au PS était un illustre inconnu avant que feu P. Lambert le mette en scène et en fasse un secrétaire nationale du PT, le porte à la direction de son parti. S'il n'avait pas témoigné un tant soit peu d'illusions dans Fabius, il n'aurait eu aucune raison de tenir ce discours, à moins qu'il ait voulu s'excuser auprès de ses ex-camarades du PS de se présenter contre leur candidate, Marie Ségolène Royal, ce qui semblait peu probable pour ne pas l'avoir citée.

Son discours s'adressait bien à Fabius qui avait participé aux primaires du PS et avait été battu par Royal. Cela signifiait clairement qu'au sein des dirigeants du PS il y en avait au moins un qui valait le coup si je puis dire, qui méritait un traitement spécial, sans doute pour avoir voté non en mai 2005 au référendum sur le TCE, comme si cela suffisait à révéler ses véritables intentions politiques, alors qu'il avait déjà eu l'occasion de s'illustrer ou de témoigner ses intentions politique lorsqu'il était Premier ministre sous Mitterrand, du 17/07/1984 au 20/03/1986, il fut entre autres l'architecte de la défaite de la "*gauche*" aux élections législatives en 1986. On ne va pas retracer ici sa brillante carrière politique passée au service des institutions de la Ve République de 1974 à 2014, 40 annnées pendant lesquels avec constance et persévérance il aura servi les intérêts de la classe dominante sous le faux masque du PS.

Schivardi qui a milité dans le même parti que Fabius durant la même période n'était donc pas censé ne pas connaître le très réactionnaire Fabius, invité à la réunion du groupe Bilderberg qui s'était tenue à Helsinki en Finlande, du 2 au 5 juin 1994, pour avoir reconnu en lui un des leurs promis à une longue et belle carrière au sommet, la suite jusqu'à nos jours ne le démentira pas. Si Schivardi avait voulu s'informer sur les véritables intentions de Fabius, c'était l'occasion ou jamais, à moins qu'on prête à Rockefeller et au premier cercle de l'oligarchie d'être de vulgaires amateurs, nous n'en ferons rien en ce qui nous concerne, nous les prenons très au sérieux. On pourrait nous objecter qu'ils furent un peu léger en invitant Chevènement. En réalité pas vraiment, ils voulaient le tester, voir s'il présentait les qualités requises pour être recrutés. Or il s'avéra que tel n'était pas le cas, l'exception qui confirme la règle en somme, car depuis Fabius a su faire preuve de zèle pour leur démontrer qu'il était à la hauteur de la

confiance et des espoirs qu'ils avaient placés en lui, largement mérités il faut reconnaître, car ce fut à tous égards une excellente recrue... comme Valls d'ailleurs et bien d'autres du PS ou de l'UMP. Quant à Chevènement, il est insignifiant.

Bref, nul n'était censé ignorer le parcours politique de Fabius en 2007, pas même P. Lambert ou D. Gluckstein. Tout ce qui a été dit à propos de Schivardi leur ait adressé également, car ce sont eux qui ont mis en piste Schivardi. Partageaient-ils ses illusions dans Fabius, et de fait dans le PS ? Peu importe, ils les connaissaient, ce qui ne les a pas empêchés de le propulser à la direction de leur parti, d'en devenir le porte-parole officiel.

Dès lors comment accorder la moindre confiance à de tels dirigeants, à un tel parti ? On est tout de même en droit de se poser cette question et bien d'autres. Et croyez bien que les réponses qu'on y apporte nous désolent, sincèrement.

3- "*L'art de vivre*", la finalité du combat du mouvement ouvrier ou l'émancipation du capital ?

Suite à la déclaration mardi de Fabius favorable à une ouverture accrue des magasins le dimanche afin de relancer le tourisme, le vice-président de la CFTC, Joseph Thouvenel a répondu que cela remettait en cause "*l'art de vivre*" en France (source : AFP 21.04)

On peut contester l'appartenance de la CFTC au mouvement ouvrier, en attendant ce syndicat organise des travailleurs à ma connaissance et non des curés, des bonnes soeurs ou des anges.

Si j'ai retenu cette citation pour ma démonstration, c'est parce qu'en réalité Joseph Thouvenel dit tout haut ce que pensent tout bas les bureaucrates de la CGT, de FO, de la FSU, SUD, etc. "*L'art de vivre*" en régime capitalisme ou s'en accommoder le mieux qu'on peut, voilà le contenu et l'objectif du syndicalisme de nos jours ou depuis déjà des lustres malheureusement.

Précisons que pour de nombreuses couches de travailleurs, leur "*art de vivre*" est synonyme de cauchemar, mais cela ils s'en foutent.

4- Parle-t-on vraiment de la même chose ?

Envoyé spécial (France2) à Hayange, diffusé avant-hier sur TV5Monde Asie. Hollande récolte 57% des voix en 2012, et en 2014 c'est le candidat FN qui est élu maire dans ce bastion ouvrier.

Commentaire d'un électeur de cette commune : A Hayange les gens sont de gauche, cela ne fait aucun doute, même s'ils ont voté FN.

Cela confirme que se dire de gauche ne signifie plus rien, mais on ne peut pas se limiter à ce constat. Cela signifie peut-être aussi qu'hier ou avant-hier cela ne signifiait pas grand chose non plus ou que ce qu'on interprétait comme étant de gauche ne l'était pas vraiment, à dire vrai, pas du tout.

Les travailleurs n'en sont pas encore là ou aptent à le comprendre, d'ailleurs la plupart des militants non plus qui n'y comprennent plus rien pour avoir pris pour argent comptant les balivernes que leurs dirigeants leur ont racontées pendant bien trop longtemps, et cela continue. Tenez, le jour où je commencerai à recevoir quotidiennement des courriels me disant que finalement j'avais raison sur beaucoup de questions que nous avons abordées ici, je me dirai que quelque chose est en train de changer.

En toute modestie car je n'invente rien finalement, je me contente d'observer, de lire ou d'écouter, et je relie l'ensemble, ce qui nous permet de répondre à la plupart de nos questions, et c'est seulement quand notre affaire se complique que je réfléchis. Si vous voulez je peux même faire disparaître mon nom et ma photo du site s'ils vous incommodaient, je n'en ai rien à foutre, s'ils figurent dans le site c'est parce que je déteste l'anonymat voilà tout, j'ai observé que c'était la situation à laquelle nous cantonne leur société ou les capitalistes et je n'ai pas vocation à les imiter ou à leur obéir, à être un de leurs sujets anonymes, un numéro, un pion.

En complément.

Pourquoi faut-il radier la gauche de son vocabulaire ?

- Le très républicain Valls au Vatican, pour la troisième fois en deux ans - AFP

- Comment la gauche américaine est tombée amoureuse de Thomas Piketty - Slate.fr

C'est d'Obama et du parti démocrate dont il s'agit, le clone de Bush et du parti républicain, les partis des banquiers de la Fed ou du groupe Bilderberg, ce sont les mêmes.

Au grand dam du Figaro.

Commentaires de lecteurs figurant à la suite d'un article publié hier,*L'ONU redoute une invasion russe*, qui manifestement ne se sont pas ni laissé impressionner par son titre ni manipuler par son contenu qui étaient conformes à la position du gouvernement ou de l'UE, l'ONU ou Obama.

C'est très intéressant et révélateur, ils ont de plus en plus de mal à empêcher la population de s'informer auprès d'autres sources que les médias aux ordres, tous leurs efforts pour la contrôler vont s'avérer vains.

1- Liste des pays bombardés par les Etats-Unis,pour leur bien naturellement,depuis la fin de la guerre en1945 :

China 1945-46 – Korea 1950-53
China 1950-53 – Guatemala 1954
Indonesia 1958 – Cuba 1959-60
Guatemala 1960 – Belgian Congo 1964 – Guatemala 1964
Dominican Republic 1965-66 – Peru 1965
Laos 1964-73 – Vietnam 1961-73
Cambodia 1969-70 – Guatemala 1967-69
Lebanon 1982-84 – Grenada 1983-84
Libya 1986 – El Salvador 1981-92
Nicaragua 1981-90
Iran 1987-88 – Libya 1989
Panama 1989-90 – Iraq 1991
Kuwait 1991 – Somalia 1992-94
Bosnia 1995 – Iran 1998
Sudan 1998 – Afghanistan 1998
Yugoslavia – Serbia 1999
Afghanistan 2001
Lybia 2011

2- On a bien bombardé la libye parce que Kadhafi envoyait ses tanks contre sa population (disait-on à l'époque). Alors, les Russes peuvent intervenir pour arrêter les putschistes néo-nazis et leurs tanks contre la population ukrainienne qui demande un référendum de fédéralisation (à noter que les médias mainstream parlent d'insurgés, de séparatistes) dans un pays où un putsch a pris le pouvoir et des brigades néo-nazies font ce qu'elles veulent.

3- Dans le fond, en vérité tout le monde se ficherait de l'Ukraine, autant que du Tibet si les Ricains n'avaient pas fixé les règles du jeu en désignant des gentils et un méchant. C'est un simple jeu ou les US voient leur hégémonie contredite par des gens qui veulent faire autre chose (BRICS). Tant de pays veulent se débarasser du dollar pour leurs échanges, les BRICS vont pour 2015 créer un Fond Monétaire pour se dégager du FMI et BM, bref, les ricains supportent mal qu'on ne meure pas pour les sauver avec leurs 17K Mds de dettes (en réalité 25K mds).

Ce conflit a été créé de toutes pièces et le véritable enjeu est ailleurs, et certainement pas dans la défense de la démocratie, ou la protection du peuple Ukrainien.

Lors de la crise de 2008, les US, ce grand pays, a, pour ses propres enfants, préféré sauver les banques et jeter des millions de gens à la rue, alors pour la conscience des Etats-Unis, on repassera...

4- Si les Etats-Unis et l'U.E, euh l'ONU pardon, étaient si sûrs de leur coup, ils exigeraient un référendum en Ukraine (ce que Poutine n'a jamais refusé), afin de demander aux Ukrainiens ce qu'ils souhaitent pour eux-mêmes, mais visiblement l'ONU n'en veut pas du référendum. Peut-être craignent-ils que les Ukrainiens demandent massivement leur rattachement à la Russie...

5- Donc, nous avons un gouvernement Ukrainien illégitime composé de plusieurs néo-nazis (Pravy Sector, Sbovoda) qui souhaite en finir avec une révolte pro-russe dans son territoire de l'est (qui est bcp plus riche). Pour ceux, et les journalistes en font partie, qui ne comprennent pas d'où viennent les milices armés pro-russes, je vais vous donner un indice. Comme en Crimée, il doit s'agir pour certains de militaires ukrainiens pro-russes. Par ailleurs, dans cette crise, nous avons bien vu que l'armée Ukrainienne avait dans un premier temps reculé face à la gronde populaire des villes aux mains des milices pro-russes. Du coup, le gouvernement illégitime (car non-élu) d'Ukraine renforce ses positions par le biais des milices pro-maiden (composés de néo-nazis et de bandidas). Bref, si les Russes interviennent, nul doute que ça sera la banqueroute pour l'armée Ukrainienne qui n'a pas le souhait de combattre les Russes (pour 80 %). Par la suite, les milices de maiden se feront balayer malgré leur certitude. Ensuite, nous sanctionneront la Russie et ce au profit des USA qui souhaitent que nous nous éloignions de la Russie (pour contrer un possible axe Paris-Berlin-Moscou qui mettrait fin à l'hégémonie Américaine). Nos bien- pensants demanderont de faire fis du réalisme économique (bien que cela ne les dérangent pas pour le Qatar)... Bref, ça va gesticuler ! Si je ne suis pas censuré, je paye ma tournée !

6- L'ONU, l'OTAN, le FMI, voire même l'U.E, sont le cache sexe des Etats-Unis. Et la stratégie des Etats-Unis on commence à

la connaître : ils collent le Bronx un peu partout - en finançant ou armant la rébellion ici ou là - afin de créer le contexte pour pouvoir intervenir militairement et prendre le contrôle de telle ou telle partie du Monde (ou faire intervenir leurs laquais européens à leur place, comme ça ils n'ont même pas à payer la facture de l'intervention).

Les Etats-Unis sont une puissance déclinante ; Qu'ils l'acceptent une bonne fois pour toute et qu'ils arrêtent de semer le chaos partout ! Fin.

Comme quoi au quotidien dans toutes les classes et couches de la société une profonde réflexion est engagée pour trouver la voie de la libération du joug que le capitalisme nous impose et qui est devenu insupportable. Voilà un élément encourageant.

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre idéologique. Provocation. Déliquescence. Cela nous arrangerait que vous ayez un sexe à la place du cerveau.

- Complexe du petit pénis, épilation intégrale du pubis... Les effets du porno sur les Français - Francetv info

Désolé, pas concerné ! Selvi s'est épilée, mais c'est à cause de la chaleur.

Ils sont soit complexés, soit pervers ou dégénérés, dans les deux cas ils ne sont pas très équilibrés sur le plan psychologique...

- Le nudisme autorisé dans les parcs de Munich - LeFigaro.fr

Les adeptes du naturisme pourront se promener librement dans six zones de la ville, sans être cachés du regard des personnes habillées.

Les touristes sont prévenus: croiser des personnes nues dans les parcs de Munich risque d'être de plus en plus fréquent. Et appeler la police ne servira à rien. La troisième ville d'Allemagne a en effet décidé le 14 avril de légaliser le naturisme dans six zones bien précises.

Ces dernières ne seront pas protégées par des barrières ou tout autre moyen d'empêcher la vision de ces corps nus. Les zones visées par cette légalisation se trouvent essentiellement en bord de rivière ou dans les parcs de la ville. Le Jardin anglais, situé en centre-ville, peut désormais être visité sans chemise et sans pantalon.

Jusqu'à présent, la législation locale empêchait les badauds de bronzer nus dans les parcs de la ville. Mais le texte de loi est arrivé à expiration à l'automne dernier. Les législateurs ont estimé que le maintien de l'interdiction n'était pas pertinent, alors que les groupes de nudistes se faisaient de plus en plus voyants en ville ces dernières années. LeFigaro.fr 24.04

Un autre jour ils sortiront un article mettant en garde contre le cancer de la peau en recommandant de ne pas s'exposer inutilement au soleil.

Ils sont comme cela, à la fois puritains et libertins, frustrés et exhibitionnistes, une lubie de nantis sans doute pour lesquels les apparences même cachées passent au premier plan, ils ne supportent pas qu'on les contrarie, ce sont aussi les champions de la censure de la pensée qui imposent la leur à la majorité de la population.

Misérables gesticulations.

- Touraine se dit "*très sensible*" à la demande d'un geste pour les petites retraites - AFP

- Michel Sapin juge "*possible*" un geste pour les petites retraites - Reuters

- Valls annonce un geste pour les retraités et les fonctionnaires - Reuters

Un autre "***geste***" qui n'est pas passé inaperçu...

- Standard and Poor's décerne les encouragements à François Hollande - LePoint.fr

L'agence de notation salue la politique pro-entreprises accentuée par le pacte de responsabilité. Mais met en garde contre une dérive des finances publiques. LePoint.fr 25.04

... surtout que...

- Plan d'économies : Valls peut compter sur le PRG et certains élus de droite - LeParisien.fr

... et puis il y a une bonne nouvelle... qui sonne faux quand même...

- France: stabilisation des demandeurs d'emploi en mars - AFP

Après une forte hausse en février, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité s'est stabilisé en mars avec 1.600 nouveaux inscrits à Pôle emploi en métropole, où ils sont désormais plus de 3,34 millions, un nouveau record, a indiqué vendredi le ministère du Travail.

En incluant les chômeurs ayant une petite activité, ce sont 11.700 nouveaux inscrits qui ont été recensés (0,2%), soit un total de plus de 4,94 millions de personnes à la fin du mois dernier (5,24 millions avec l'Outre-mer).

La situation continue à s'aggraver pour les seniors: 1% en un mois, 11,8% en un an, soit une véritable explosion.

Même constat alarmant du côté des chômeurs inscrits depuis plus d'un an: ils étaient plus de 2 millions fin mars, en incluant ceux ayant une petite activité (stable sur un mois, 10,6% sur un an), un autre plus haut historique. Parmi eux, plus de 600.000 personnes pointent à Pôle emploi depuis plus de trois ans (0,9% sur un mois, 17,6% sur un an).

Pôle emploi n'a plus enregistré de baisse des inscriptions depuis octobre 2013 et, sur un an, la hausse atteint 4,1%. Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, près de 425.000 nouveaux demandeurs d'emploi sans activité supplémentaire ont poussé la porte de Pôle emploi. AFP 25.04

Réponse de Hollande et Valls aux travailleurs au chômage depuis plus de trois : Soyez patients. Discours insupportable qui justifie le recours à la force, à la violence pour chasser du pouvoir les capitalistes et leurs représentants, c'est dans cette perspective qu'il faut les organiser...

La CGT a estimé de son côté que les premiers chiffres du chômage de l'ère Valls "*auraient pu être pires*" Reuters 25.04. Il faut aussi chasser les bureaucrates pourris à la direction des syndicats ouvriers.

Emballé, c'est pesé !

- Alstom discute d'une vente à GE de son pôle énergie - Reuters

Alstom discute avec General Electric en vue de céder au groupe américain l'ensemble de ses activités dans l'énergie et pourrait conclure un accord dans ce sens au cours des prochains jours, a-t-on appris vendredi de sources proches du dossier.

Selon Le Figaro, le PDG de General Electric, Jeff Immelt, sera reçu par le président François Hollande dimanche et un conseil d'administration d'Alstom se tiendra dans la soirée. Dans la foulée, Alstom annoncerait son entrée en négociations exclusives avec GE, ajoute le quotidien sur son site internet.

"*Les discussions avancent à grands pas, la structure du 'deal' est définie et tout est presque prêt*", a déclaré une source industrielle.

"*Le gouvernement français ne peut rien faire, il voudra seulement pouvoir se prévaloir et s'enorgueillir du fait que la branche Transport restera française et cotée à Paris*", a estimé une source industrielle. "*Ça fait partie du jeu et de la négociation, il faut que l'Etat français trouve une place*."

Alstom, Bouygues et General Electric se sont refusés à tout commentaire. Reuters 25.04

Pendant ce temps-là, le petit notable de province qui a pris du galon tente de faire croire que rien ne serait réglé.

- Montebourg exprime sa «*vigilance patriotique*» sur le dossier Alstom - Liberation.fr

Traduire, sa "*vigilance*" patronale...

Un tour d'illusionniste. C'est vite dit...

- Après le capitalisme: le bien vivre - Slate.fr

Jérôme Bachet s'attaque à deux fétiches: l'État et le capitalisme. Il propose des pistes pour passer d'une société de la quantification marchande, à des sociétés du bien-vivre. Slate.fr 25.04

Je n'ai pas de temps à consacrer à cet article, disons que s'attaquer à l'Etat qui était le garant de l'accès à tous (ou presque) à certains services sociaux élémentaires, logement, éducation, santé, énergie, transport, etc. qui jusque là avaient échappé (en partie) à l'appétit féroce des marchés sans remettre en cause le capitalisme, c'est justement les livrer aux prédateurs des marchés ou l'inverse d'une société du "*bien-vivre*". En prodédant par abstraction on peut toujours faire dire ce qu'on veut à la réalité.

Pour embobiner les travailleurs à l'heure où le capitalisme frappe violemment sur les travailleurs d'absolument tous les pays et continents à la fois, il lui est devenu de plus en plus difficile de camoufler plus longtemps son visage hideux et haineux à la face du monde, sa véritable nature basée sur des inégalités qui ne cessent de s'amplifier, aux abois le déni est devenu sa seule défense. Aussi, incapable de justifier son existence plus longtemps, il recourt au service d'économistes ou d'intellectuels (et au pape) acquis à sa cause, qui à défaut de pouvoir le légitimer puisque c'est devenu impossible tenteront de faire croire qu'en s'investissant dans la gestion de la société (ou de l'entreprise) chacun pourrait y trouver son compte et s'épanouir, alors qu'en réalité ils ne font que reprendre à leur compte la propagande individualiste et nihiliste des néolibéraux qui consiste à flatter l'ignorance de la population pendant que leurs maîtres tirent tranquillement les ficelles et continuent d'appliquer leur politique qui a pour objectif la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques.

Ils vont plus loin encore en associant les masses à ce processus, en les encourageant à profiter des espaces de liberté qu'il leur reste encore pour les mettre au service des objectifs que l'oligarchie s'est fixé d'atteindre (l'autogestion, la démocratie ou l'économie participative, etc. en font partie), en se faisant les artisans ou les organisateurs de leur propre esclavage, conditions qui une fois acceptées et mises en oeuvre par eux-mêmes de manière limitée dans certains domaines, ils ne pourront plus contestés par ailleurs, encore moins combattre et le tour est joué.

C'est du domaine de la manipulation psychologique, qui débouche sur des rapports sociaux où l'exploité se retrouve totalement désarmé et désemparé face au sort que l'oligarchie lui fait subir, une fois abdiqué son indépendance il est fin mûr pour devenir un sujet loyal et soumis au nouvel ordre mondial et la boucle est bouclée.

Dictature. Guerre psychologique et idéologique tout azimut.

Quand les nantis vivent entre eux, dans des quartiers chics, des ghettos pour riches, loin de la plèbe soumise à des difficultés sans nombre. La Cnil aux ordres des sionistes.

- Foncia épinglée par la Cnil pour des "*commentaires insultants*" - lepoint.fr

Quoi de plus normal à ce qu'un agent immobilier prenne des notes sur les clients ou futurs clients de l'agence où il travaille. Et bien non, afin de leur assurer le meilleur service possible, vaut mieux qu'il en dise le moins possible et qu'ils en savent le moins possible.

Ainsi par exemple, il pourra proposer à une "*famille juive très pratiquante*" comme l'un d'eux l'a noté dans un fichier client, un logement dans un quartier ou des juifs ont déjà fait l'objet d'agression, sans leur dire évidemment, ou à l'inverse, il pourra proposer un logement à une personne dont la physionomie ou l'habillement permet de détecter un salafiste ou apparenté sur le même palier ou la même cage d'escalier où réside une "*famille juive très pratiquante*", en aucun cas cet agent immobilier ne devrait tenir compte des spécificités de ces locataires ou propriétaires qu'il connaît et ne pas les informer au préalable. Et si par la suite la cohabitation entre eux s'avérait très difficile ou débouchait sur de graves incidents, il devrait s'en laver les mains et en aucun cas sa responsabilité pourrait être mise en cause, la faute à pas de chance quoi, un malencontreux hasard, la fatalité.

Bref, vaut mieux que les relations au sein de la population soient mauvaises, tendues, bien pourries, cela l'occupe, lui donne l'occasion de passer ses nerfs sur quelqu'un d'autre que le régime. Autre avantage, cela lui ote l'idée qu'elle pourrait vivre un tant soit peu heureuse, elle pourrait en prendre la mauvaise habitude et le revendiquer. Or il faut absolument qu'elle se mette dans la tête que ce n'est plus possible, elle doit abandonner cet idéal qui pourrait lui donner envie de vouloir changer la société, c'est fini il ne faut plus y penser, il faut apprendre à vivre dans un monde où la tension est permanente et les répits un luxe de plus en plus rare, personne n'y peut rien...

Voyons précisément de quoi il s'agissait.

Le magazine (à vomir de BHL) Le Point, un ou deux médias seulement ont relayé cette info, très peu en somme, qui est à la pointe de la guerre idéologique pour le compte des néolibéraux, la pire réaction, s'est emparé de cette affaire sans mentionner l'usage

à laquelle étaient réservées les notes prises sur ses clients ou futurs clients par le groupe FONCIA et réservés à ces derniers, autrement dit, notes qui n'étaient pas destinées une fois de plus à être diffusées à grande échelle ou à être publiées à destination du grand public, disons qu'elles étaient réservées exclusivement à un but purement professionnel, donc nous n'aurions jamais dû en avoir connaissance.

Etrangement, parmi ces milliers de notes prises par les agents immobiliers de FONCIA, une qui concernait des juifs en a été extraites et a été reproduites à plusieurs reprises, tronquée dans la présentation du magazine sioniste Le Point, la "*famille de juifs très pratiquante*" est devenue une "*famille de juifs*", et c'est seulement dans le dernier paragraphe de leur article en référence à la Cnil qu'ils mentionnent cette note intégralement. La note en entier ne pose aucun problème pour la raison que j'ai évoquée plus haut, en revanche, tronquée elle peut être assimilée à du racisme pour un esprit tordu et ils l'ont plus que tordu au Point.

On doit donc en déduire que c'est un des flics du Point qui a dû se dire qu'ils pourraient utiliser ce prétexte pour alimenter la guerre idéologique et psychologique qu'ils mènent contre les masses en y mêlant d'autres notes plus anodines, "*il sentait l'alcool*", "*folle*","*gros con*", et saisir la Cnil.

Extrait de l'article du Point (d'autres médias ont relayé cette info)

- "*Il sentait l'alcool*", "*folle*", "*famille de juifs*". La Cnil a envoyé un avertissement à l'agence immobilière pour les commentaires notés sur ses clients.

Foncia dans le viseur de la Cnil. L'agence immobilière a reçu un avertissement de la Commission nationale de l'informatique et des libertés pour "*des milliers de commentaires excessifs*" sur ses clients, ou ceux d'une filiale du groupe.

Si Foncia a tenté de faire annuler l'avertissement adressé après un contrôle de la Cnil il y a quatre ans en blâmant ses filiales et en affirmant n'avoir "*aucun contrôle d'activité ou de gestion sur leurs agences*", la décision a été confirmée le 12 mars par le Conseil d'État. (Ne vous étonnez pas que l'affaire remonte à 4 ans et soit ressortie dernièrement, la guerre idéologique qu'ils mènent contre les masses est permanente, sans fin. -ndlr)

Les commentaires de l'agence immobilière touchaient aussi bien à la vie privée, à l'état de santé qu'aux opinions religieuses de ses clients comme le révèle la Cnil sur son site...

La Cnil publie sur sa page web quelques commentaires notés par Foncia : "*famille de juifs très pratiquante*", "*expulsion d'un logement*", "*folle ! En dépression*", "*il sentait l'alcool lors de sa visite*", "*gros con*", "*enquête du SRPJ en cours*", "*son mari est décédé, son enfant un mois plus tard... encore un peu sous le choc*". Le Point 24.03

Dans le site de la Cnil, on a la confirmation que ces données n'étaient accessibles qu'à leurs clients ou futurs clients auxquels ils pensaient rendre ainsi un service. Peu importe, le Conseil d'Etat qui s'était manifesté récemment à la demande du Crif pour restreindre la liberté d'expression et interdire un spectacle au contenu antisioniste, a récidivé en donnant raison à la Cnil.

- Commentaires excessifs : le Conseil d'Etat confirme l'avertissement de la CNIL à l'encontre de la société FONCIA - cnil.fr

A l'occasion d'un contrôle opéré auprès du groupe FONCIA en 2010, la CNIL a constaté dans les fichiers la présence de milliers de commentaires excessifs portant sur des clients ou futurs clients d'agences immobilières, filiales du groupe. Dans le cadre des opérations de vente et de location, ces agences recensent les biens disponibles sur le marché et enregistrent dans leurs fichiers des informations sur les personnes détenant ou recherchant un bien immobilier. (www.cnil.fr)

En quoi cela devrait-il me choquer que dans un fichier sur mon épouse Magueswary figure la mention qu'elle est une hindouiste pratiquante ou même qu'elle est d'origine indienne ? En quoi cela serait-il raciste, discriminatoire ou je ne sais quoi ? Nullement.

Si je visite un appartement et que je rencontre un mes futurs voisins potentiels et qu'il m'informe que le locataire d'à côté picole comme un trou, bat son épouse et ses gosses qui hurlent, je le remercierais de tout coeur pour le renseignement qu'il m'aura fourni, il m'aura évité un cauchemar.

Et si je croise un petit monsieur avec sa kipa sur la tête, qui envisage de venir loger dans l'immeuble où j'habite, me demande si l'endroit est calme et sans problèmes, si je sais qu'il est truffé d'islamistes, d'après vous, dois-je lui dire ou dois-je me taire ? Je m'empresserais de l'informer évidemment, pas vous ? Pas les salopards du Point de toute évidence. La question qu'on doit se poser est de savoir pourquoi, qu'est-ce qu'ils cherchent, on l'a effleuré plus haut mais maintenant on peut aller plus loin.

Cela fait partie de leur stratégie de la tension, du chaos qu'ils cherchent à répandre dans tous les pays pour pouvoir continuer à gouverner et imposer leur politique ultra réactionnaire, il faut que toutes les couches de la société s'affrontent, mais pour cela il fau réunir un minimum de conditions, il faut leur fournir en permanence des prétextes pour se haïr, elles sont obligées de

vivre ensemble à l'exception des nantis, elles sont prises dans un piège dont elles ne peuvent pas s'échapper.

Chaque citoyen doit se sentir menacé, doit être angoissé, sa vie doit être un cauchemar pour lui faire avaler tout ce qu'on veut à coup de mensonges à répétition tous plus gros les uns que les autres, il en est arrivé à vouloir bien croire n'importe quoi (vote FN), il est au bord du désespoir ou déjà dépressif, il ne souhaite plus rien. A la longue, il va devenir complètement schizophrène, se renfermer sur lui-même, s'isoler de plus en plus devant son ordinateur ou sa console de jeu, s'enfermer chez lui ou fuir son domicile pour essayer de trouver la paix ou se sentir mieux ailleurs, mais la réalité le rattrape au premier tournant, et puis tous ceux qu'ils croisent ou rencontrent sont dans le même état que lui ou pire encore.

Il ne se sent en sécurité nulle part, d'ailleurs il ne sait jamais où il met les pieds, il ne sait pas à qui il a à faire, et là on lui dit qu'il ne vaut mieux pas, il l'apprendra assez tôt à son insue, qu'il accepte le triste sort que la société lui a réservé et qu'il se contente des quelques moments de bonheur qu'elle lui accorde encore généreusement, au travail par exemple, là au moins il peut se donner à fond, oublier tous ses tracas. Même les vacances ne lui procurent pas ou plus autant de bienfaits, car il angoisse rien qu'à l'idée qu'il va devoir rentrer chez lui, son enfer quotidien qu'il tente d'oublier en s'abrutissant devant la télévision, en picolant, en se défonçant ou en se bourant d'antidépresseurs.

S'il a un peu de fric, il va devenir un mercenaire de la consommation à outrance sans que cela ne lui procure un réel plaisir ou si éphémère qu'il déprimera aussitôt. Il peut aussi s'absorber dans un hobby jusqu'à s'y noyer pour tenter d'oublier sa situation ou la réalité. Rien n'y fait, elle le dépasse, elle exerce sur lui une emprise qu'il ne contrôle pas, d'ailleurs il ne contrôle rien, il n'est pas maître de sa vie et de son destin, il les subit, et au fur à mesure que son espace de liberté diminue l'étau que la société exerce sur lui se resserre un peu plus inexorablement, devient étouffant, l'atmosphère est suffocante. Parvenu à ce stade, il n'est même plus capable de penser, on pense à sa place et il s'abandonne à cette condition, sa volonté a abdiqué, il n'est plus qu'un pantin ou un pion qu'on manipule, parlez-lui de liberté et il prend un air hébété, il ne comprend pas de quoi vous lui parlez, à force d'être gorgé jusqu'à la gueule de besoins ou désirs, la source s'est tarie, il est devenu un légume qu'on peut presser sans qu'il réagisse, il accepte tout ou presque, il est devenu un mort vivant, son mode de vie et de pensée lui sont imposés et il n'a plus la force de s'y opposer, sa vie est une tragédie, comme celle de bien d'autres, même cela ne suffit plus à le consoler.

Il n'a jamais compris dans quel monde il vivait, et inconsciemment il s'en est tellement éloigné (de l'intérieur) qu'il lui semble plus étranger que jamais. Pour briser ce processus infernal qui va finir par le broyer, il faudrait qu'il en sorte, qu'il fournisse un effort extraordinaire, qu'il rompt avec cette société, qu'il fasse preuve de volonté, qu'il abandonne les idées qu'on s'est employé à incruster dans son cerveau fragile et maléable, qu'il mette toute son énergie au service d'une seule et même cause, briser, liquider les rapports sociaux qui sont à l'origine de sa condition d'esclave, faire table rase du passé pour bâtir une société nouvelle basée sur la justice sociale, le bien-être, l'épanouissement et le respect de chacun...

C'est parfaitement à sa portée s'il le décide. Existe-t-il une plus noble cause, un combat plus important que l'aider à y parvenir, car isolés nous ne sommes rien, rassemblés tout est possible.

En complément.

Les chiens de garde du régime veille à chaque coin de rue ou la réaction ne manque pas de larbins délateurs.

- Une «*zone sans relou*» contre le harcèlement de rue - Liberation.fr

A Paris, une trentaine de militantes ont organisé une action de sensibilisation aux sifflements et autres insultes intempestives dont sont souvent victimes les femmes. Liberation.fr 25.04

La barbarie, laquelle ? Celle du régime en place ?

- Ilan Halimi, otage de la barbarie en France - Liberation.fr

Eh oui, il est toujours bon de remettre les choses à leurs places ou de procéder par ordre en fonction des responsabilités de chacun.

Qui gouverne ? Qui est responsable de la décomposition de la société ? Les mêmes, la classe dominante, les capitalistes et leurs représentants. Le pauvre type qui verse dans la violence individuelle ou aveugle ne fait que les imiter, sans modèle cela ne lui viendrait pas à l'esprit ou il ne passerait pas à l'acte.

- Les racines qu'on n'attendait pas : le djihadisme français alimenté par des familles athées - Atlantico.fr

Les sionistes ne sont-ils pas athées ?

Le conditionnement et la haine enseignée dès la maternelle.

- Israël : la Shoah enseignée dès la maternelle - Le Nouvel Observateur

Rappelons que les sionistes ou les fondateurs d'Israël en ont été les complices, les instigateurs, documents ou déclarations à l'appui qui l'ont prouvé.

Ne les encourage-t-on pas quand on occupe leur pays ? Qui est l'agresseur ?

- Les attaques anti étrangers en Afghanistan: stratégie, hasard ou xénophobie? - AFP

Là aussi il faut remettre les choses dans l'ordre ou à leurs places.

ACTUALITE EN TITRES

Progrès social. Etat terroriste ou terroriste d'Etat : Bientôt un visa officiel.

- Lutte contre les départs de djihadistes: Le juge Trevidic propose la création d'une nouvelle infraction - 20minutes.fr

Les signataires (le juge antiterroriste Marc Trevidic, le consultant international spécialiste du terrorisme Jean-Charles Brisard et l'avocat Thibault de Montbrial - ndlr) prônent aussi «*la création d'un délit-obstacle d'interdiction de combattre à l'étranger sans autorisation*». 20minutes.fr 25.04

Cela a du bon, il n'y a pas à dire...

- Jordanie: face à la menace jihadiste liée à la Syrie, Amman renforce sa législation - AFP

C'est déjà beaucoup... trop !

- Européennes : seuls 35% des Français "*certains d'aller voter*" - Le Nouvel Observateur

... mais cela pourrait encore baisser en faisant un petit effort...

- Européennes 2014: L'UMP lance sa campagne sur fond de querelles intestines - 20minutes.fr

- Européennes: L'UMP veut une Europe "*à géométrie variable*" - AFP

- Wauquiez, Guaino et 40 parlementaires UMP veulent "*changer d'Europe*" - Francetv info

Parmi les signataires, également, certains n'imaginent «pas une seconde que ce texte aille à l'encontre de la ligne arrêtée par l'UMP», comme l'explique Patrick Ollier. Francetv info 25.04

... d'imagination, non, la source est tarie...

- Européennes: Le PS souhaite un "*coup de tonnerre*" progressiste pour "*réorienter l'Europe*" - AFP

On a la réponse : Boycott !

La flatterie est toujours petite, une bassesse.

- Lamassoure sur Sarkozy: un parti doit "*survivre à ses grands hommes*" - AFP

Quel chic, vive le progrès social !

- Camper près de chez soi devient tendance - 20minutes.fr

Sur le gazon du supermarché du coin, c'est pas mal ?

Un ghetto ou un coffre-fort sous haute protection.

- Chiffre - Liberation.fr

40 policiers sont mobilisés par la préfecture de police de Paris pour sécuriser la place Vendôme, les rues de la Paix, Saint-Honoré et Castiglione. Liberation.fr 25.04

Au fait, combien ça coûte, qui paie la note ? Cela doit être le quartier le mieux sécurisé de France. Le premier flic de France devenu Premier ministre les bichonne, ils doivent l'adorer, et ce n'est pas du toc !

Les classe et couche moyenne ont d'autres préoccupations franchement...

- Sans-abris : la situation est «*critique*» à Toulouse pour les associations - Liberation.fr

... par exemple...

- Acquérir une maison de vacances en Corse risque de devenir compliqué - LeFigaro.fr

Rat de marée...

- Trois députés PS annoncent qu'ils ne voteront pas le programme de stabilité - AFP

Selon eux, les 50 milliards d'euros d'économies prévues "*créent un risque majeur de récession et peuvent être considérablement atténués si les aides aux entreprises sont mieux ciblées: pourquoi s'enferrer?*". AFP 25.04

Qu'on se le dise...

- Compétitivité: la France a surtout perdu en productivité - AFP

- Compétitivité : les faibles gains de productivité en France en cause - LePoint.fr

En cause : l'augmentation des dépenses énergétiques, en particulier en gaz naturel, la faible croissance de la productivité par salarié et la hausse des salaires.

... message entendu 5/5...

- Emploi/compétitivité: Hollande et Valls réunissent lundi préfets et ministres - AFP

... cela pourrait s'arranger, on tient une piste...

- UE : les conditions de travail ont empiré avec la crise - LePoint.fr

... et peu importe si...

- L'euro fort efface la croissance du CA trimestriel de Renault - Reuters

... et le fin mot de cette comédie...

"*Il y a maintenant des pays aux bas coûts de production dans toutes les régions du monde*", a conclu M. Scalabre, directeur associé au Boston Consulting Group à Paris, qui a publiée vendredi une étude sur la compétitivité dans les différents pays. AFP 25.04

Chouette, non, au fait, n'était-ce pas cela leur objectif ? Attendez, le compte n'y est pas, ils veulent aller plus loin demain ce sera dans chaque pays qu'il devra y avoir des couches entières de travailleurs qui seront victimes de "*bas coûts de production*", on peut déjà en observer les prémices dans certains pays, non, par exemple en Allemagne, au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Italie, mais aux Etats-Unis aussi.

Tout ne se passe pas forcément comme on le voudrait...

- Au Japon, le libre échange en échec - Liberation.fr

- Les rappels de véhicules avalent les bénéfices de GM - AFP

Pour n'avoir finalement rien obtenu et tout perdu ou presque...

- En Grèce, 20 000 manifestations en quatre ans de crise - LeMonde.fr

Pris aux pièges de leurs contradictions, manipulations et mensonges

Pas possible, c'est encore la théorie du complot...

- «*Internet est un projet de la CIA*»: Poutine trolle encore les Etats-Unis - Slate.fr

... ah mais non dites-donc, c'était vrai...

- Un ex-Anonymous dirigeait des attaques informatiques pour le FBI - Liberation.fr

Anonymous une officine de recrutement pour le FBI, comme c'est étonnant... Une confirmation en ce qui nous concerne.

... et là aussi

- Une télé allemande conteste la version officielle de la tuerie de Maïdan - Rue89 - Le Nouvel Observateur

Ah ben voilà comment la vérité devient contre-révolutionnaire, merde alors !

Le voile.

- Le magazine "*Time*" dévoile sa liste des 100 personnes les plus influentes - lepoint.fr

Après le groupe Bilderberg qui détient réellement le pouvoir, chut ! Mais il peut aussi y figurer l'élite ou de futurs candidats...

Quand on vous le disait de vous méfiez des femmes...

- Dans les gangs de Londres, les femmes meilleures criminelles que les hommes ? - Liberation.fr

Elles cachent bien leur jeu quand même ! Et les féministes hystériques n'ont pas encore porté plainte contre Libération pour ce titre diffamatoire ? Non, vraiment ? Pour une fois que leurs qualités sont mises en valeur ce serait franchement dommage ! On adore quand elles nous poignardent dans le dos, c'est leur spécialité, croyez-en mon expérience. Il faut bien se détendre un peu, c'est le week-end.

Quelle audace mal placée...

- La "*miraculée*" de Jean Paul II veut diffuser dans le monde son "*témoignage de foi et d'espoir*" - AFP

... car le miracle n'a pas eu lieu !

- Un jeune touriste meurt écrasé par la croix de Jean Paul II à Brescia - 20minutes.fr

Pas de bol, ce sera peut-être pour une autre fois, qui c'est... personnellement j'en doute un peu.

Et puis voilà ce qui arrive quand on est au mauvais endroit au mauvais moment, même la foi ne peut rien pour vous, c'est con.

Confrontation inter impérialistes

- La guerre des mots se durcit autour de l'Ukraine - Reuters

- Ukraine : où en sont les sanctions occidentales contre Moscou ? - LeMonde.fr

- Ukraine : des observateurs de l'OSCE capturés à Sloviansk - Francetv info

- Washington accuse la Russie de violer l'espace aérien ukrainien - Libération.fr

- L'Ukraine accuse Moscou de vouloir lancer "*une troisième guerre mondiale*" - LePoint.fr -

- L'ONU redoute une invasion russe - LeFigaro.fr

Leur vieux monde infâme.

- Pouvoirs étendus pour les services de renseignement turcs - Reuters

- Le chef d'Al Qaeda appelle à nouveau à enlever des Occidentaux - Libération.fr

- Attentat au cours d'un meeting à Bagdad, à une semaine des élections générales - LeMonde.fr

- Près de 30 morts dans des attentats antichiites en Irak - Reuters

- Irak: 13 morts dont 8 dans un attentat à la voiture piégée - AFP

- Des musulmans de Centrafrique prônent une partition du pays - Reuters

Haut de page

Le 27 avril 2014

CAUSERIE

Peu d'infos ce matin, du coup j'ai actualisé rapidement les infos en bref. Je vais maintenant formater les adresses des nouveaux articles à publier dans le site, 30 ou 40 je ne sais pas au juste.

Si vous avez lu la causerie d'hier et le passage sur *Anonymous*, cessez de vous confiner dans l'anonymat, vous faites le jeu des inquisiteurs, un conseil d'ami. Bon dimanche quand même.

Une vidéo à voir absolument et à faire circuler.

ARD : Qui est responsable du carnage de Maïdan ? 11/04/2014

http://www.dailymotion.com/video/x1qnu74_ard-qui-est-responsable-du-carnage-de-maidan-11-04-2014_webcam#from=embediframe

- Ukraine : une enquête contredit la version officielle sur les snipers de la place Maïden - Francetv info

La version officielle, celle du Procureur général membre du parti néonazi Svoboda, cela ne s'invente pas et figure dans cette vidéo.

Questions : Un chef de l'Etat, un gouvernement, un parti politique qui apportent leur soutien à une telle version et à un gouvernement composé notamment de nazis sont-ils de gauche, ont-ils été un jour de gauche, depuis quand ne le sont-ils plus, à quelle occasion ont-ils cessé de l'être ? Et qu'en est-il des partis qui sont alliés de ce parti, le PS en l'occurrence ?

Absolument aucun militant ouvrier n'a le droit d'occulter ces questions, de refuser de répondre à ces questions ou alors il n'est pas digne d'appartenir au mouvement ouvrier. Eh oui la dialectique, personne n'y échappe! Rassurez-vous, la vérité est toujours révolutionnaire.

Ouah, comme vous y allez, vous voilà bien intolérant ! Ne pas tolérer le laxisme dans certaines circonstances, est-ce faire preuve de responsabilité ou est-ce criminel ? Vous faites encore dans l'excès direz-vous. Vous m'emmerdez à la fin avec vos manières de petits bourgeois effarouchés, vous avez vu l'état du monde, le sort atroce réservé quotidiennement à une multitude de

peuples, alors cessez de geindre le ventre plein et regardez la réalité en face, bordel, et si vous en faites des cauchemars et bien tant mieux, cela vous forcera peut-être à réfléchir davantage, qui sait, vous finirez peut-être par prendre conscience du monde tel qu'il est vraiment...

Je crois qu'avant de faire table rase du passé, il faudra impérativement tirer les leçons de l'incurie politique de nos dirigeants pendant plus d'un demi-siècle, à condition de regarder la réalité en face, de reconnaître les faits, pour le moment c'est loin d'être gagné d'avance, d'où la chute inexorable dans laquelle ils entraînent avec eux leurs militants, le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Etre de gauche, c'est vouloir en finir avec le capitalisme, maintenant, tout de suite, immédiatement, sinon c'est s'en accommoder et être de droite. A chacun de choisir son camp.

ACTUALITE EN TITRES

Existentialisme.

- Pourquoi la lutte contre les paradis fiscaux et l'instabilité financière reste inefficace - Atlantico.fr

Le progrès social : La lotterie qui permet d'en sauver un et de laisser crever des milliers.

- Royaume-Uni : un adolescent victime d'un cancer lève plus de trois millions d'euros - Francetv info

Obama Day

- Plusieurs milliers de scouts célèbrent 70 ans de paix en Europe - AFP

Plusieurs milliers de scouts, venus surtout des Etats-Unis et d'Europe, ont célébré samedi 70 ans de paix en Europe à Omaha Beach, l'une des plages du Débarquement des Alliés. AFP 26.04

Et la Serbie bombardée par l'OTAN ? En 20 ans ils ont eu le temps de réécrire l'histoire. Ce ne sont pas les mêmes qui nous rebattent les oreilles avec leur "*devoir de mémoire*" ? A géométrie variable, quand cela les arrange, la Serbie, elle est insignifiante, mais Israël...

Encore une qui ne sait pas tirer !

- Après avoir trop bu, une femme ne se souvient plus si elle a tiré sur son mari - Francetv info

Rassurez-vous, il n'est que légèrement blessé à une épaule !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonge d'Etat et complicité d'enlèvement. Soutien à la barbarie.

- Otages : la France dément avoir versé une rançon de 18 millions de dollars - LeMonde.fr

- Libération des journalistes en Syrie: Paris a versé 18 millions de dollars, affirme Focus - AFP

La France a versé 18 millions de dollars pour la libération des quatre journalistes français enlevés en juin 2013 en Syrie et relâchés la semaine dernière, affirme samedi l'hebdomadaire allemand Focus, contredisant ainsi Paris.

Les fonds, convoyés vers Ankara par le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, ont été versés aux ravisseurs par l'intermédiaire des services secrets turcs, écrit Focus, citant des sources proches de l'Otan à Bruxelles.

Selon des experts de l'Otan, l'espionnage français a été informé dès le début de la prise d'otage du lieu de détention des

quatre journalistes, mais a renoncé à une intervention armée pour les libérer en raison des combats qui secouent la Syrie, poursuit le magazine. AFP 26.04

Focus fournit des informations trop précises en citant sa source pour qu'elles soient fausses.

On comprend dès lors pourquoi ces "*otages*" n'avaient aucune raison de s'inquiéter sur leur sort comme ils l'ont avoué maladroitement. En partie parce qu'ils en ignoraient les raisons, en partie seulement car ils savaient très bien que leurs ravisseurs connaissaient leur positionnement politique contre Assad, d'où ils venaient, qu'ils étaient Français, et journalistes et intellectuels sont dans leur immense majorité alignés sur le gouvernement Hollande-Valls-Fabius ami de l'Arabie saoudite leur principal bailleur de fonds, donc pourquoi les tuer...

La gauche était déjà morte depuis des lustres.

- François Hollande « *pas assez à gauche* » pour une majorité de sympathisants de gauche - LeMonde.fr

Une majorité de sympathisants de gauche (56 %) juge que François Hollande n'est « pas assez à gauche », soit 16 points de plus qu'en novembre 2012, selon un sondage BVA pour i-Télé, CQFD et Le Parisien/Aujourd'hui en France publié samedi 26 avril.

Parmi les mêmes, le chef de l'Etat est jugé « *trop à gauche* » par 6 % d'entre eux et « *juste comme il faut* » par 36 %. LeMonde.fr 26.04

Autrement dit à peu de choses près de droite ou de gauche ils portent la même appréciation sur Hollande et Valls, ce qui signifie (comme à Hayange, lire la causerie d'hier), leur niveau de conscience politique ne dépasse pas le niveau zéro.

On vous a trompé en vous faisant croire qu'il suffisait de se battre pour des revendications alimentaires pour être de gauche, cela ne signifiait en aucune manière que les travailleurs auraient acquis une conscience de classe, souvenez-vous, les apparences sont souvent trompeuses et s'y fier peut s'avérer dramatique parfois. Nous y sommes.

Souvenez-vous ce qu'on a écrit à plusieurs reprises, les questions que nous avons été les seuls à poser car elles effrayaient vos dirigeants : Quelle est la nature du mouvement ouvrier ? Quelle est l'orientation de telle ou telle mobilisation sociale ? Quel est le niveau de conscience politique des masses ? Répondre à ces questions permettait de comprendre qu'on avait touché le fond, qu'on était en présence d'une gigantesque imposture ou complot si vous préférez, que nos dirigeants avait faux sur toute la ligne depuis des décennies et qu'ils ne pouvaient pas en avoir conscience, que la réalité n'était pas celle qu'ils nous avaient vendue à coup d'artifices et manoeuvres d'appareil, etc.

En résumé, on pourrait peut-être dire qu'à partir du moment où le mouvement ouvrier avait cessé de combattre pour changer la société il avait signé son arrêt de mort, la gauche était morte, et l'extrême gauche avec évidemment. On entend par là ses dirigeants.

Que par ailleurs des militants et des travailleurs sincères et courageux continuent de se battre ou tentent de résister au rouleau compresseur de la réaction ou du néolibéralisme, c'est un fait, on n'a jamais dit le contraire, mais sans direction, sans orientation politique, ils sont voués à être broyés (à leur tour comme les générations passées), à l'échec ou pire au désespoir et à la démobilisation, au delà à la capitulation, à s'accommoder du capitalisme, d'autres prendront leurs places (faisant illusion une fois de plus) et ainsi de suite sans que rien ne change, pendant que notre ennemi continuera d'appliquer sa politique dévastatrice et avancera pas à pas vers l'objectif stratégique qu'il s'est fixé avec une détermination et un cynisme à toute épreuve. C'est là sa force et notre faiblesse, sa détermination à ne rien lâcher, à ne jamais s'écarter de son objectif politique, tandis de notre côté, on est prompt au compromis, à la conciliation, au reniement, pour finalement abandonner notre objectif politique, la prise du pouvoir. On en est rendu au stade où nous n'avons ni parti ni Internationale ouvrière dignes de ce nom. Et notre ennemi le sait pertinemment, alors il en profite, il en devient hystérique et se croit tout permis, c'est normal.

Pour la suite, je vous renvoie aux causeries depuis août 2008, je n'ai ni l'intention ni le temps de répéter sans cesse les mêmes choses, en vain apparemment, je suis épuisé.

Qu'on continue de reproduire les erreurs du passé et dans ce cas-là vous pourrez dire adieu au socialisme. Si vous n'avez pas le courage ou les moyens politique pour affronter vos dirigeants pour leur imposer de renouer avec le marxisme et le socialisme, alors démissionnés en masse de vos partis, quand ils se retrouveront totalement isolés et seuls avec leur appareil moribond et dans l'impossibilité d'assurer sa survie financière, ils craqueront, et espérons que cela produira le déclic salutaire dans la tête de certains pour fonder un nouveau parti qui cette fois sera sans tâche et engagé dans la bonne direction.

En complément.

Vous auriez tort d'avoir des scrupules, pourquoi après tout ?

- L'UDI pourrait voter le programme de responsabilité sous conditions - AFP

General Motors nomme un syndicaliste à son conseil d'administration - AFP

Un "*syndicaliste*"... patronal. En France aussi ils sont nombreux ces lieutenants ouvriers du capital, très nombreux même, et ils n'ont même pas besoin d'adhérer à l'UMP ou au FN, non, leur carte de la CGT, FO, FSU ou SUD suffit.

C'est politiquement incorrect de le dire, n'est-ce pas ? Cela fait bien partie de la réalité oui ou non, effectivement, mais cela ne se dit pas, on ne doit pas chercher à comprendre pourquoi, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique, non, il faut éviter de se poser toutes ces questions embarrassantes qui pourraient nous permettre de mieux comprendre la situation où pourquoi nous en sommes arrivés là aujourd'hui. Pour que tout continue comme avant ? Si vous le pensez si fort, je n'oserai pas vous contredire.

Ceux qui n'acceptent pas ou ne supportent que l'on tienne compte de ce facteur dans nos analyses ou qu'on l'évoque tout simplement et qui veulent nous faire taîre, ne se comportent-ils pas exactement commes tous les inquisiteurs, censeurs et autres procureurs généraux qui sévissent aujourd'hui en chiens de garde de la pensée unique et du régime, qui s'approprient son idéologie que l'ensemble de la population devrait adopter ou devant laquelle elle devrait se soumettre au point de ne plus oser dire tout haut ce qu'elle pense vraiment, en fait lui oter la seule liberté qu'il lui reste encore dès lors menacée ou placée sous haute surveillance.

Nous ne nous ferons jamais les complices de telles méthodes qui confinent à la dictature bureaucratique, à la dictature tout court. Les travailleurs et les militants ont parfaitement le droit de penser ce qu'ils veulent, même parfois les choses les plus horribles, il arrive aussi que les mots dépassent la pensée ou les traduisent maladroitement, comme nous conservons le droit de dire librement ce que nous en pensons, c'est cela notre conception de la démocratie.

Il existe déjà suffisamment d'espaces ou de lieus dans la société où nous ne pouvons pas nous exprimer librement, où la liberté de pensée est réduite ou limitée, où l'on doit faire attention à ce que l'on dit, notre lieu de travail ou notre propre famille, devant un patron, un petit chef, un flic ou un juge, parfois un employé d'une administration par exemple, alors si en plus on ne pouvait plus s'exprimer librement là où c'est encore possible de le faire, ici dans ce portail, autant se couper les mains tout de suite ou se poser un bâillon devant la bouche, mieux se tirer une balle dans la tête pour ne pas vivre dans une telle société.

Haut de page

Le 28 avril 2014

CAUSERIE

Dimanche 27 avril, 17h19 à Pondichéry.

33 documents ont été ajoutés, il reste ceux du portail Le Grand Soir que j'hésite à publier dorénavant car il y a beaucoup de rebuts, des articles qui sont inspirés très souvent uniquement par la situation de leurs auteurs, ce dont entre nous on n'a rien à foutre, ce qui nous intéresse ce sont les faits et accessoirement les analyses qui les accompagnent pour mieux cerner ou comprendre la situation.

Si je n'écris plus d'articles en dehors de ceux qui sont intégrés dans les causeries, c'est par manque de temps et parce d'autres le font très bien, même si je ne partage pas forcément leurs analyses, surtout leurs conclusions pratiques, inexistantes la plupart du temps ou on les connaît, aussi on ne risque pas de se fourvoyer en les adoptant, c'est au moins un avantage pour les militants qui ne disposent pas forcément des outils théoriques pour éviter tous les pièges ou trappes à impasses.

Il leur suffit d'avoir à l'esprit ou d'adopter ce qui figure dans la colonne de gauche de la page d'accueil de notre site qui résume assez bien notre programme pour ne pas se laisser manipuler, c'est le fil ou la voie qui nous relie à l'objectif de notre combat politique.

Je vais essayer de trouver le temps demain matin de lire en diagonale les 22 articles du site Le Grand Soir que j'ai téléchargés avant de voir ceux qui méritent d'être mis en ligne et ceux qu'il faut écarter. On actualisera en même temps la rubrique *Articles d'actualité* avec des articles récents qui valent vraiment le coup d'être lus. Quel boulot ! Ici il fait 40°C !

Salut !

Lundi 21h47 à Pondy

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisé, je vous conseille de lire ces articles et de les faire circuler, il figurent tous au format pdf dans cette page. Pas le temps de terminer l'actualisation du site, ce sera pour demain matin.

Haut de page

Le 29 avril 2014

CAUSERIE

Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de ma petite-fille Cassie...

Site actualisé sommairement, la suite demain. De nouveaux articles en ligne dans la journée.

Un truc très vite, je dois aller faire des courses. Regardez-vous parfois la télé ?

J'ai regardé un numéro de Thalassa consacré à Shangaï et un de Complément d'enquête sur la Russie et particulièrement les milliardaires russes installés en Grande-Bretagne, 200 à 300 mille millionnaires ou miliardaires russes y auraient trouvé refuge.

A Shangaï ou à Londres, ces ultra riches chinois ou russes vivent comme des seigneurs sous l'Ancien régime, ils croulent tellement sous une montagne de fric qu'ils ne savent plus comment le dépenser, des bouteilles de vin qui coûtent des dizaines de milliers d'euros et j'en passe, c'est complètement dingue, tandis qu'au même moment tous les gouvernements s'attaquent au niveau de vie des masses laborieuses en voulant réduire ou contenir le coût du travail, aux services publics, etc. Le gouvernement américain continuant de dépenser des centaines de milliards de dollars dans la guerre ou l'économie de guerre, guerre contre tous les peuples, contre les travailleurs américains.

Quand on a à l'esprit les sommes faramineuses ainsi concentrées entre quelques mains seulement ou englouties dans la guerre, et qu'on observe de quelle manière les partis ouvriers traitent l'actualité sociale et politique, manifestement sans en tenir compte le moins du monde, on est frappé de stupeur, ils sont comme tétanisés, incapables de faire le lien entre les deux, le sort de ces nantis et la politique du gouvernement, le sort des masses expoitées, ils enchaînent imperturbablement avec le même discours, ils n'entendent pas remettre en cause leur stratégie ou leur conception de la lutte de classe, ils ne se rendent pas compte qu'ils sont totalement dépassés par les évènements, que nos ennemis se sont dotés de nouvelles armes terriblement redoutables pour mener leur combat de classe, et efficaces puisqu'on est incapable de leur opposer un discours et une méthode pour leur donner le change, construire le parti.

Je me demande dans quel monde ils vivent, sans plaisanter ou vouloir être absolument désagréable envers eux, non, je le pense sincèrement, je ne comprends pas... A suivre.

Une réflexion au passage

Les Américains se servent du pétrole et gaz de schiste pour mener leur guerre économique contre les pays les plus développés en Europe (notamment) de la même manière qu'ils avaient fait baisser artificiellement le prix du baril de pétrole pour mener à la faillite l'URSS.

La prudence n'est plus vraiment de mise.

- Le Boeing de la Malaysia Airlines ne sera peut-être jamais retrouvé - lefigaro.fr 28.04

Exactement comme l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2011, on n'a absolument rien retrouvé, pas le moindre débris, pas le moindre corps des passagers, pulvérisé ou plutôt volatilisé, détourné et écrasé quelque part.

Qui d'autres que aurait-il pu monter un coup pareil ?

- Blackstone et Jacob Rothschild, bénéficiaires de la disparition de l'avion de Malaysia Airlines ? - Le Réseau Voltaire (28.04)

Soudain, tout s'explique...

Une vidéo à voir

Ukraine : Pour Timochenko "*il faut prendre les armes et tuer ces maudits russes*"

http://www.youtube.com/watch?v=TLL0-dvK1Hk

Ukraine : Un enregistrement d'une conversation téléphonique datée du 18 Mars 2014 a été publié sur YouTube. Les interlocuteurs de l'enregistrement sont Ioulia Timochenko, ancien Premier ministre et Nestor Shufrich, l'ex-vice-ministre de la sécurité nationale et de la défense du pays.

Pour Timochenko "*il faut prendre les armes et tuer ces maudits russes avec leur chef.*"

Nestor Shufrich : "*Que devons-nous faire avec les 8 millions de Russes qui sont restés en Ukraine ? Ils sont exclus !*"

Ioulia Timochenko : "*Ils doivent être tués avec des armes nucléaires.*" "*Et je vais utiliser tous mes moyens de sorte qu'il n'y ait plus rien, pas même un champ brûlé, laissé à la Russie.*" lejournaldusiecle.com

Qu'est-ce que c'est le réformisme.

Hollande ferait-il une politique contraire à celle de Jaurès comme l'a affirmé hier Mélenchon et pour cette raison tournerait-il le dos au réformismisme ?

En réalité, le réformisme consiste à revendiquer des réformes sociales, par nature progressistes qui pourraient être satisfaites en régime capitaliste ou qui seraient compatibles avec l'existence du régime capitaliste et rien de plus.

Selon la période dans laquelle se trouve le capitalisme ou son état, avant, pendant ou après une crise, stagnation, dépression ou expansion, ainsi que le rapport de force entre les classes, la lutte des classes, flux ou reflux du mouvement ouvrier, des réformes sociales peuvent être adoptées ou conquises, ou à l'inverse des contre-réformes peuvent être appliquées et nos acquis sociaux être amputés ou disparaître, période révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, offensive de la classe ouvrière ou réaction sur toute la ligne.

Le réformiste se moque bien de savoir quelle est la situation, imperturbablement il tient le même discours et recourt aux mêmes moyens pour faire adopter ses réformes, qui seront adoptées ou non, peu importe, même lorsqu'il se trouve confronté à une situation où plus aucune réforme progressiste n'est adoptée depuis des décennies et qu'au contraire les réformes passées disparaissent.

Ce que nous avons dit plus haut doit être précisé, en fait il infléchit son discours en période de réaction, il se droitise, et c'est là que cela devient intéressant, car au même moment son masque se fissure ou tombe lorsqu'il arrive au pouvoir, c'est à ce moment-là que sa véritable nature se retrouve à nue. On constate alors qu'il est totalement subordonné au régime capitaliste, certains le découvrent alors qu'en réalité il l'a toujours été, on s'aperçoit que ses réelles intentions ne coïncidaient pas vraiment avec son discours ainsi que l'image qu'il donnait de lui-même ou de son parti jusque là.

En réalité, la seule chose qui ait changé, c'est la situation marquée par la crise du capitalisme, son incapacité à surmonter ses contradictions qui sont sont inhérentes à sa nature, à ses fondements.

Aussi quand l'adoption de nouvelles réformes sociales est devenue impossible et qu'au contraire celles acquises sont rognées les unes après les autres, le réformiste est réduit à l'impuissance. Son discours est creux, vide, il en vient à émettre des promesses, à mentir effrontément, grossièrement, maladroitement, à se contredire la phrase suivante ou le lendemain, ses propos deviennent de plus en plus inconhérents, jusqu'au ridicule, il ne lui reste plus qu'à demander à son auditoire de le croire sur parole, mais il arrive un moment où plus personne n'est disposé à l'écouter, il se répète, il s'enfonce dans la niaiserie, il a fini par saper le peu de confiance qu'on pouvait encore lui accorder.

Il en vient à reprendre à son compte les arguments et la politique du parti de l'ordre, à soutenir ouvertement le régime, ainsi il se démasque tout seul.

Le réformiste ne peut rien proposer de plus aux travailleurs que ce que le capitalisme est disposé à leur accorder ou céder selon la situation. Ils ne doivent rien en attendre de plus, autrement dit, finalement rien, puisque tous leurs acquis sociaux et politiques leur seront repris un à un à la première occasion, quand le rapport de forces leur sera défavorable. Alors à quoi mène le réformisme ? A la situation actuelle, inexorablement, c'est infaillible. Pourquoi ?

Nous l'avons dit plus haut, parce qu'il est entièrement soumis au capitalisme, et comme il ne peut pas envisager qu'il pourrait exister une autre société que celle bâtit sur le modèle économique capitaliste, il ne peut pas concevoir non plus les moyens politiques qui permettrait de passer outre ou d'envisager l'avenir au delà du capitalisme, pour lui c'est une limite infranchissable.

Sa propre existence, il la doit au régime en place, à ses institutions politiques, à la Constitution à laquelle il se soumet. Il voue un culte borné à la légalité, il estime que le capitalisme est légitime et que juridiquement son existence est justifiée, sa réflexion n'ira pas au delà, toute tentative d'aller voir au delà l'effraie et il condamne ceux qui osent s'y aventurer, c'est un personnage faible et servil, un serviteur du régime et il ne peut pas se départir de ce rôle.

Il a épousé la cause du capitalisme pour le meilleur et le pire, d'où le danger extrême de se méprendre sur sa nature ou ses intentions, jamais il ne franchira le pas pour épouser la cause des opprimés ou de la révolution socialiste, sauf quelques rares exceptions qui confirment la règle. Il est fondamentalement réactionnaire et le restera jusqu'au bout.

Le réformiste a pour vocation de détourner les travailleurs et militants du socialisme pour le compte du régime capitaliste. Et il n'en a pas d'autes.

Il est le fossoyeur en chef du socialisme en empruntant son vocabulaire, d'où notre devoir de le démasquer avant qu'il en soit lui-même arrivé à cette extrémité, car à ce moment-là il sera trop tard, non pas pour le combattre, mais pour se prémunir contre ce qui va nous arriver, maintenant, tout de suite, contre lequel désarmés ou inorganisés nous ne pouvons rien ou presque, car à trop attendre ou à avoir voulu conciler ce qui ne pouvait pas ou ne devait pas l'être nous sommes nous-mêmes mis dans une situation ou nous sommes réduits à l'impuissance et à subir le sort que le capitalisme nous a réservé... et le réformiste qui en est le complice ou l'agent sous un faux masque.

Quand le réformiste se place au côté des travailleurs, c'est pour mieux les ramener au côté des capitalistes. De la même manière que toute réforme tend à renforcer le régime capitaliste dès lors qu'il n'existe pas un puissant parti ouvrier pour interpréter l'expérience de la lutte de classe des travailleurs dans la bonne direction ou en tirer des leçons politiques dans la perspective du combat pour la prise du pouvoir et le socialisme.

L'absence de cette dimension ou perspective politique dans le combat que mène le mouvement ouvrier, témoigne à la fois du ravage qu'a causé sur lui le réformisme, que son degré de subordination au capitalisme. Le refus de tous les partis dits ouvriers de caractériser le contenu des différents mouvements sociaux auxquels les masses ont participé ou les différentes expériences politiques auxquelles elles ont été associées, témoigne à son tour de la gangrène réformiste qui les a gagnés. On peut toujours contester ce constat qui a valeur aussi de bilan politique, dans ce cas-là il ne faut s'attendre à aucun changement dans le futur, on doit s'attendre à encaisser de terribles défaites sans en tirer le moindre profit. Paradoxalement, il semblerait que plus on dispose d'éléments pour affronter le capitalisme, moins on est capable de le combattre, alors de là à penser que c'est la volonté qui fait défaut, on est en droit de se poser cette question.

En politique comme dans la vie en général, toute expérience qui ne se solde pas par des enseignements aura été vécue en pure perte, pour rien. On a négligé l'éducation politique des masses (comme celle des militants), le combat idéologique, on nous a expliqué que mécaniquement il suffirait que les masses (certaines couches seulement) participent à la lutte des classes pour que leur niveau de conscience politique s'élève, or il n'en a rien été.

Cette conception de la lutte de classe est conforme au réformisme ou inspirée par le réformisme, pour lequel il n'est pas indispensable d'élever le niveau de conscience des masses, puisque leur combat doit se limiter à un objectif immmédiat ou à leur portée, elles ne doivent pas lutter pour un objectif politique, le but de leur combat n'est pas le renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir, mais seulement mieux vivre en régime capitaliste, qui de réforme en réforme réalisera un jour les objectifs du socialisme, autrement dit jamais !

Il a abdiqué, renié le socialisme, voilà le fin mot du réformisme. Le réformisme n'est pas socialiste, mais antisocialiste. C'est la nature des partis qui s'en réclament.

Alors : Réforme sociale ou révolution ?

On a les référence qu'on peut.

- PS: "*il faut savoir terminer une fronde*", dit Cambadelis - AFP

Il se prend pour MauriceThorez, le briseur de grève et premier stalinien de France. Si vous lisez attentivement ses déclarations et sa stratégie, vous constaterez que le PS et ses dirigeants n'ont rien inventé, par exemple et c'est d'actualité tendre « *la main aux catholiques* », « *l'antifascisme* », le « *Front des Français* » ou appel à l'unité des Français contre la crise, pour gagner la « *bataille de la croissance* », hier celle de la « *production* » au PCF

Le 11 juin 1936, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF: "*il faut savoir terminer une grève*".

Le 17 avril 1936, dans une allocution radiodiffusée, Thorez tend la main aux catholiques et aux Croix-de-feu.

En août 1936, il propose d'élargir vers la droite le Front populaire en faisant, sur la base de l'antifascisme, un « *Front des Français* ».

En complément , un bref rappel des glorieux faits d'arme de Thorez et du PCF.

C'est à cette époque que Thorez, suivant le modèle de Staline en URSS, instaure, au sein du parti, un certain culte vis-à-vis de sa personne. En effet, Thorez a une grande admiration pour Staline. Pour renforcer son image personnelle, il publie, en 1937, une autobiographie, Fils du peuple, écrite en fait par Jean Fréville qui sous-traitait lui-même la biographie à un autre nègre et devait, selon la suggestion de Paul Vaillant-Couturier, incarner l'histoire du communisme français. Thorez dédicace à Staline un exemplaire publié en 1937 aux Éditions sociales internationales (E.S.I.) : « *Au camarade Staline, le constructeur génial du socialisme, le chef aimé des travailleurs du monde entier, le guide des peuples, le Maître et l'ami, qui me fit, un jour heureux entre tous, le grand honneur de me recevoir, en témoignage de ma fidélité absolue et de mon amour filial.* »

En Décembre, de Gaulle se rendit à Moscou, signa un pacte et amnistia Thorez (qui se trouvait toujours sous le coup de poursuites pour désertion en 1939). Non seulement Thorez eut la permission de rentrer en France, mais le voyage fut même préparé avec beaucoup de diligence. Car Thorez avait un discours important et urgent à faire.

Ce fut le célèbre discours d'Ivry (rapport à la session du Comité central des 21-22 et 23 janvier 1945 à la salle des Fêtes de la mairie d'Ivry) : "*Les FTP, gardes civiques et autres formations n'ont plus de raison d'être. Seule la police est qualifiée pour assurer l'ordre. Un seul Etat, une seule armée, une seule police*". La police dont parlait Thorez était celle qui avait collaboré avec les nazis pendant la guerre.

Parlant de l'armée il ira encore plus loin: dans les concession en affirmant, devant les délégués stupéfaits: " *les cadres font défaut, dit-on, cependant nous ne manquons pas d'officiers de valeur y compris ceux qui ont pu se laisser abuser un certain temps par Pétain …*" Pourtant les travailleurs de Paris acceptèrent les instructions de Thorez et ils furent désarmés. (http://revuesocialisme et http://chsprod.hypotheses.org - André Calvès)

1945 : Thorez " *La grève, c'est l'arme des trusts.* "

...dans une interview pour le Times du 18 novembre 1946 qu'il existe pour aller vers le socialisme « *d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes* ».

... il devient ministre d'État sous de Gaulle, et vice-président du Conseil des gouvernements Gouin, Bidault et Ramadier jusqu'en 1947.

... il est aussi l'un des instruments les plus fidèles de la politique du Kremlin, par exemple lors de l'insurrection hongroise de 1956.

Il fait partie des dignitaires de l'appareil les plus hostiles à toute remise en cause de Staline. Parallèlement, il soutient constamment la bourgeoisie française, notamment en votant les pouvoirs spéciaux permettant à G. Mollet d'amplifier la politique de « *maintien de l'ordre* » en Algérie.

Dans son « *message de condoléances* » à la mort de Thorez, De Gaulle lui rend hommage à sa manière :

« *À une époque décisive pour la France, le Président Maurice Thorez a, à mon appel, et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale.* ». (source : MIA et Wikipédia)

A moins que le renégat Cambadelis se prenne à rêver à la présidentielle, après tout n'est-il pas lui aussi natif de Neuilly-sur-Seine ? Et puis ce ne serait pas la première fois qu'un premier secrétaire du PS serait candidat à la présidentielle, encore faudrait-il qu'il dure jusqu'en 2017, et là rien n'est moins sûr avec la crise qui secoue son parti et le régime. Il faut lui reconnaître le talent de la langue de bois ou plutôt de faire feu de tout bois, apparemment Fabius lui sert de modèle. Il rêve peut-être aussi d'intégrer le club très fermé des bildergbergers, qui sait ! Mais là cela ne dépend pas de lui.

Nicolas Sarkozy mardi 20 novembre 2007 : (au septième jour du blocage dans les transports contre la réforme des régimes spéciaux de retraite)

"*Il faut savoir terminer une grève lorsque s'ouvre le temps de la discussion*", a lancé le chef de l'Etat lors du 90e congrès des maires de France, à Paris, reprenant à son compte une partie de la célèbre formule du dirigeant communiste Maurice Thorez en juin 1936 ("Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue"). nouvelobs.com 22.11.2007

Je vous donne les adresses complètes des deux pages (Regards de militants, vidéos et documents) dont j'ai tiré des extraits plus haut sur Thorez et le PCF pour ceux que cela intéresse.

http://chsprod.hypotheses.org/jean-rene-chauvin-parcours-dun-militant/annees-40/1032-2

http://chsprod.hypotheses.org/1944-1947-gardes-civiques-greves-communistes-au-gouvernement

J'ai relevé à la fin du second document :

- (1944 – 1947) "*Au terme de cette époque le Prolétariat français était déçu, il restait encore combatif, mais d'offensive en 1945 sa combativité était devenue défensive et sans perspectives.*"

C'est semble-t-il à ce moment-là qu'il fallait changer de stratégie. Pour en avoir été incapables ou s'y être refusés, les trotskistes auront une politique toujours plus droitières, social-démocrate ou trade-unioniste, soumise aux appareils des syndicats, du PS ou du PCF, aux institutions. On attend toujours...

A quoi reconnaît-on la gauche ?

Tout de blanc vêtu et coiffé d'une mitre, le pape à la retraite a pris place à gauche de l'autel, afin de ne pas créer de confusion avec le pape régnant. LePoint.fr 27.04

Un dirigeant de gauche, vraiment ?

Alstom. Social-patriotisme. Qui a fustigé les patrons parce qu'il n'assumaient pas leur "*responsabilité envers la patrie*" ? Qui tiennent le même discours ?

- Alstom: Mélenchon favorable à une "*nationalisation temporaire*" - AFP 27.04

- Alstom : Copé favorable à "*une prise de participation symbolique*" et temporaire de l'État - LePoint.fr 28.04

- Alstom : Wauquiez favorable à l'émergence d'un "*géant européen*" de l'énergie - LePoint.fr 28.04

Qui a dit ?

- "*Ce qui est en cause c'est l'incurie des pouvoirs politiques en France et la démission des capitalistes français comme M. Bouygues et autres qui vendent tout sans s'occuper aucunement de leur responsabilité envers la patrie*"

Réponse : Jean-Luc Mélenchon hier, lors de l'émission le Grand Jury (RTL/ LCI/Le Figaro).

Le PG est la gauche de la gauche (le PS) qui est de droite, donc il serait plutôt d'extrême droite, pas la même que M. Le Pen, celle auprès de laquelle Hollande et Valls prennent leurs ordres, les néolibéraux.

Il a ajouté : "*Peut-être que cette crise va nous permettre d'imaginer ce que doit être le grand groupe français pour la production des machines dont nous avons besoin pour assurer l'avenir énergétique de notre pays*", a-t-il dit.

Décidément il n'est pas nécessaire de faire preuve de beaucoup d'imagination pour parler comme un ministre au service de l'intérêt général, de la France, sans toucher à la nature du régime s'il vous plaît.

Mélenchon, il ne faut pas l'écouter, c'est un charlatan, il passe sont temps à brasser du vent et dire tout et son contraire sans finalement proposer la moindre issue politique aux travailleurs parce qu'il est rivé pieds et mains liés au régime. En voici encore un exemple pour l'illustrer.

Il a avancé l'idée d'une "*nationalisation*", pour aussitôt préciser "*une nationalisation temporaire*", ensuite Alstom pourra être privatisé et revendu à qui vous voudrez il s'en tape. Pas mal. La suite non plus.

Candidat à l'élection européenne, l'occasion lui était donner de le justifier et de justifier au passage l'existence de l'UE sinon à quoi bon, mais comment faire sans s'aligner sur la politique de ses dirigeants ou l'orientation de l'UE, mission impossible dès lors qu'on accepte ce cadre, du coup il ne lui restait plus qu'à déclarer être favorable à une "*politique européenne, le regroupement de moyens*" et la boucle était bouclée.

En trois temps et deux mouvements lors du même interview, l'illusionniste a réussi à en appeler successivement au gouvernement, à l'UE, et pour finir aux grands patrons, vous me direz qu'il n'y a là aucune contradiction puisqu'ils défendent tous la même politique. Effectivement, mais le plus fort, c'est que Mélenchon doit être le seul à ne pas s'en être aperçu ou à ne pas en être convaincu, car il n'interprète pas les faits à partir de la réalité mais en regardant son nombril ou en écoutant ce que lui souffle à l'oreille son petit doigt.

RTL, Le Figaro, LCI en raffolent au point de soupçonner qu'ils seraient de gauche, si, si.

Un discours qui n'a de radical que l'apparence. Ce type-là est très tordu, mais on peut venir à bout de son discours.

- Jean-Luc Mélenchon souhaite voir le premier ministre «*battu*» - lefigaro.fr 27.04

«*À chaque fois que l'on se rassemble sur la politique de la droite du PS, on va à la catastrophe*».

Et à chaque fois que vous vous rassemblez sur la politique de la "*gauche*" du PS, la Bourse flambe, l'opposition de droite se renforce et revient au pouvoir aux prochaines élections. Bon ce n'est pas une "*catastrophe*", c'est le processus normal de l'alternance sous la Ve République depuis plus de 30 ans.

Là le tour de passe-passe consistait aussi à faire croire que le PS disposerait de deux politiques opposées, de droite et de gauche, alors qu'en réalité il n'en a qu'une qui a évolué au fil du temps ou en fonction des besoins du capitalisme mondial. Ils sont comme les pacifistes en temps de paix qui deviennent les pires va-t-en guerre en période de guerre, voilà tout. Les antifascistes d'hier que l'on retrouve aujourd'hui au FN.

Ce qu'il ne faut surtout pas dire, c'est que le PS est une catastrophe pour ceux qui croient ou ont cru qu'il était de gauche.

«*Qui divise? Qui a fait que les Verts quittent le gouvernement? C'est Valls*»

Il doit regretter que le PS ne puisse plus jouer le rôle qu'il a rempli si longtemps au côté du parti officiel de l'ordre. Il est de mauvaise foi, car il sait qu'il ne peut pas faire autrement, il fallait bien qu'il monte au créneau pour défendre le régime puisque l'UMP est mal en point et n'était plus en état d'assumer cette tâche si ingrate.

Il regrette aussi l'affaiblissement du gouvernement depuis le départ des Verts, alors qu'il leur a proposé de rejoindre le Front de gauche, il n'est pas à une contradiction près, mais là encore s'agit-il vraiment d'une contradiction, car finalement les Verts s'entendent bien avec tout le monde, le PS comme le Front de gauche comme on a pu le voir lors des élections municipales, à part quelques tensions ici ou là pour des questions alimentaires uniquement, de postes et de prébendes.

Et puis il faut quand même préciser que plus le PS se démasque, plus ceux qui le soutiennent rencontrent des difficultés pour justifier auprès de leurs militants leur refus de rompre avec ce parti, sans parler des questions qu'ils pourraient leur poser sur leur passé au PS ou pourquoi ils l'ont soutenu si longtemps, alors qu'il n'est pas devenu aussi pourri du jour au lendemain. Bref, il y a largement matière à questionnement et à les embarrasser, aussi pour faire bonne figure ils s'efforcent de radicaliser leurs discours ou cherchent à se démarquer comme ils peuvent du PS, apparemment cela va s'avérer difficile ou impossible, car ne n'est pas vraiment dans leur nature, en réalité ils partagent en grande partie les mêmes idées et sur le fond ils appartiennent à la même famille, étrangère au socialisme.

«*Moi, je ne divise pas la gauche. Ce sont eux qui la divisent*».

C'est là qu'il est très fort l'illusionniste pour embobiner ceux qui le soutiennent encore, car ce qu'il appelle la gauche ne peut être que divisée sur les moyens à mettre en oeuvre pour gérer la société pour le compte des capitalistes tout en préservant la stabilité du régime. Il fait donc un procès d'intention à Valls.

«*Je souhaite qu'il soit mis en minorité et que l'on forme une autre majorité, un autre gouvernement, une autre politique et que l'on ait un autre premier ministre*»

Il garde le Bonaparte de service, Hollande, il reprend les mêmes députés et le tour est joué : Une société meilleure et plus juste peut voir le jour, enfin le socialisme peut devenir une réalité. Quel bonheur !

«*Je suis pour que Valls soit battu*».

Impossible, sauf accident ! Il aurait dit : Je suis pour le mariage des chiens que cela aurait eu la même portée !

«*Nous avons un plan d'action et une majorité déjà assise dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale*».

Faux, jamais il n'obtiendrait la majorité avec la composition actuelle de l'Assemblée nationale, dès l'annonce de son "*plan d'action*", par crainte des représailles des marchés, de la Commission européenne, etc. la majorité des députés du PS voteraient contre. Comme quoi il s'accommoderait bien des députés du PS et ses satellites aussi réactionnaires... et de Hollande.

Au passage il diffuse des illusions sur ce qu'ils sont vraiment, gageons que ceux qui le mettent en scène ici, RTL, Le Figaro, LCI, l'ont constaté également, ceci explique sans doute cela. Ils l'utilisent, Mélenchon se croit très malin mais c'est un crétin ou alors il en est conscient et c'est pire encore. Il doit croire qu'on l'invite parce qu'il aurait quelque chose d'intéressant à dire, alors qu'en réalité ils le manipulent ou il se laisse manipuler, après tout les uns et les autres s'y retrouvent, cela doit être cela pour eux l'essentiel.

«*l'austérité ne mène nulle part*».

Aucune autre politique ne pouvant mener ailleurs sans briser le joug du capitalisme et de l'UE, là encore il parle pour ne rien dire.

L'extrait de l'article du Figaro.

- Jean-Luc Mélenchon n'a pas de mots assez durs sur le programme de stabilité que va faire voter mardi soir Manuel Valls et sur la «politique de l'offre» voulue pas François Hollande. «*À chaque fois que l'on se rassemble sur la politique de la droite du PS, on va à la catastrophe*», estime le coprésident du Parti de gauche qui était dimanche l'invité du «*Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI*». «*Qui divise? Qui a fait que les Verts quittent le gouvernement? C'est Valls*», martèle-t-il. «*Moi, je ne divise pas la gauche. Ce sont eux qui la divisent*», ajoute-t-il.

Bien sûr, l'eurodéputé ne participera pas au vote de mardi soir. Mais il aimerait «*évidemment*» voir Manuel Valls échouer. «*Je souhaite qu'il soit mis en minorité et que l'on forme une autre majorité, un autre gouvernement, une autre politique et que l'on ait un autre premier ministre*», affirme-t-il. «*Je suis pour que Valls soit battu*», assure-t-il.

De là à penser que Jean-Luc Mélenchon souhaite, comme le croit Julien Dray, le retour de la droite au pouvoir, il n'y a qu'un pas. L'intéressé s'en défend. «*Nous avons un plan d'action et une majorité déjà assise dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale*», se défend celui qui veut croire que les députés socialistes et les alliés du parti pourraient le suivre sur cette idée que «*l'austérité ne mène nulle part*». lefigaro.fr 27.04

Opportunisme "***décomplexé***".

Ils n'ont pas de "*complexes*", vaudrait mieux dire pas de principes, on s'en doutait déjà un peu.

Olivier Besancenot dans Le Parisien de lundi

- Il explique que pour des questions financières, le NPA ne présente que cinq listes sur huit (à l'élection européenne - ndlr) et regrette qu'il n'y ait pas eu d'union à gauche avec LO ou le Parti de gauche. « *C'est d'autant plus regrettable qu'au-delà de nos divergences, il faut une opposition unitaire et décomplexée à gauche, qui tape au quotidien sur la politique du gouvernement* » 20minutes.fr 28.04

Il confirme ce que nous avions affirmé sans prendre de grands risques, à savoir que c'était pour des raisons financières qu'au dernier moment le NPA avait proposé de rejoindre les listes du Front de gauche aux européennes, voilà pour les principes... à vendre au plus offrant.

Ensuite, on ne voit pas à quoi cela sert de "*taper au quotidien sur la politique du gouvernement*", la preuve, les travailleurs ne les suivent pas, c'est donc que le problème est ailleurs et que la méthode est défectueuse. Pour la suite je vous renvoie à ce qui figure dans les causeries, vous êtes censé savoir où se situe le problème, pas le temps de me répéter sans cesse, désolé.
Une question d'orientation politique...

Participer à une institution dictatoriale : C'est cela le "***socialisme du XXIe siècle***"!

Pub européenne gratuite et tartufferie médiatique.

L'essentiel pour eux c'est le taux de participation, la collaboration de tous les partis si possible. Une fois que vous êtes engagé dans une voie, c'est bien connu que par la suite il va s'avérer difficile, voire impossible de rebrousser chemin, votre amour-propre (mal placé) en prendrait un coup, vous devrez aller jusqu'au bout et tout subir, tout supporter, éventuellement continuer jusqu'à l'abattoir...

Nous, je ne sais pas pourquoi ou si je le sais, parce que nous sommes communistes, on n'a pas envie de mettre le petit doigt dans cet engrenage infernal, on préfèrerait encore qu'on nous le coupe que de s'y engager, et vous ?

- Européennes: Besancenot tête de liste, "*vu l'urgence sociale*" - AFP

- Européennes: Lutte Ouvrière (LO) présente des listes autonomes - AFP

- Européennes: Les écologistes présentent un programme pour "*donner vie à l'Europe*" - AFP

- Trop élitiste et antisociale : les sept plaies de l'Europe - LeMonde.fr

Ici la méthode consiste à reprendre à son compte les critiques adressées à l'UE pour ensuite faire croire qu'elle serait réformable ou qu'elle pourrait se corriger pour peu qu'on accepte de voter le 25 mai pour des députés européens qui oeuvreront pour réorienter l'UE, alors que c'est la Commission européenne qui détient le pouvoir et non le Parlement européen.

Il faut préciser que plus l'UE se construit et le temps passe, plus s'approfondit aussi la dégénérescence du mouvement ouvrier, plus il devient possible de transférer sans risques certains pouvoirs vers le Parlement européen, puisque jamais il ne se trouvera une majorité dans son enceinte pour remettre en cause l'existence de l'UE.

Si l'architecture et le fonctionnement de l'UE sont ainsi faits, c'est parce qu'il était plus facile pour l'oligarchie de contrôler une poignée de commissaires européens que plusieurs centaines de députés et autant de partis politiques, de leur imposer sa volonté et sa politique, de conserver le pouvoir sur eux, de demeurer maître de la place, sinon à quoi bon se donner tant de mal.

En complément.

Ah ben ça alors ! On ne nous avait pas dit que ce serait impossible dans l'avenir ?

- Un lobby favorable à la City redoute une sortie de l'UE - Reuters

Les sionistes en guerre permanente contre le reste de l'humanité. La preuve.

Anomalie. Ils sont tellement supérieurs aux autres... et malgré tout pauvres ou le sionisme l'idéologie de l'oligarchie financière, des dictateurs.

- La pauvreté menace des rescapés de la Shoah - LeMonde.fr

Heureusement qu'il y en a quand même qui se sont enrichis depuis, et on ne parle pas des banquiers juifs ou plutôt sionistes qui ont financé le régime d'Hitler, jusqu'en 1944, ils ont doublé leurs mises puisqu'ils finançaient la guerre dans les deux camps. Peu de gens le savent.

Le communautarisme commence de cette manière là, les rescapés de la Shoah auraient dû bénéficier d'un traitement spécial, sans doute que celui qui venait de leur être réservé ne suffisait pas, alors qu'ils n'avaient rien demandé, eux les juifs, pas les sionistes qui avait passé un deal avec les Américains, Britanniques et Français pour mettre la main sur la Palestine, bref, suivez la piste...

- Il y a encore quelques élèves juifs dans les écoles du 93, monsieur Arcady - rue89.nouvelobs.com 27.04

Samedi soir dans « *On n'est pas couchés* » sur France 2 et ce dimanche matin dans Le JDD, Alexandre Arcady a fait la promotion de son film sur le gang des barbares (« *24 heures, la vérité sur l'affaire Ilan Halimi* »), qui sort mercredi. (A boycotter absolument ! - ndlr)

Là, il a été amené à parler plus généralement de l'antisémitisme en France (l'affaire Dieudonné, entre autres). A chaque fois, pour illustrer la gravité de la situation, il a dit ceci :

« *Il n'y a plus un élève juif dans les écoles publiques de Seine-Saint-Denis.* »

La phrase nous a paru péremptoire et exagérée. Nous avons demandé à plusieurs intervenant dans les établissements scolaires du 93 de nous donner leur avis.

Pascal, prof dans un lycée de Saint-Denis depuis 26 ans, était devant France 2 samedi soir. La déclaration d'Alexandre Arcady l'a mis en colère : il a toujours eu des élèves de confession juive dans sa classe et il n'a constaté aucune désertion ces dernières années.

« *Ce genre de déclaration apocalyptique et anxiogène ne fait que mettre le feu aux poudres et ne repose sur rien. Aucun responsable académique ne dispose de chiffre, la loi n'autorise pas ce type de recensement.* »

Pascal raconte que le conflit israélo-palestinien s'est mis à exister (un peu) dans les couloirs des établissements, il y a vingt ans. D'un coup, il a vu des ados musulmans se mettre à porter le keffieh en l'honneur des « *frères palestiniens* ». Aujourd'hui, la guerre intéresse moins, mais par habitude, il arrive de temps en temps que des « *sales feujs* » et des « *ta gueule l'Arabe* » fusent dans la cour de récré. Cela ne va pas plus loin.

Les comportements haineux restent très minoritaires. Ancien principal dans un collège du centre-ville, monsieur S. raconte que deux ou trois collégiens de son établissement de 500 élèves n'ont pas voulu respecter la minute de silence en l'honneur des victimes du massacre de Mohamed Merah. Il a dû monter dans les classes pour les faire se lever.

« *J'ai convoqué les parents et on a discuté. Disons que ce n'est pas le monde des Bisounours, mais que ce n'est pas catastrophique non plus.* »

Dans les établissements du 93, les équipes pédagogiques sont vigilantes et elles se mobilisent au moindre problème. Dans un cours d'histoire de la pensée, Pascal a plusieurs fois pris le temps de corriger les contrevérités sur les juifs (chaque année, dans son lycée, un voyage à Auschwitz est organisé).

Erwan, enseignant dans un lycée de Rosny-sous-Bois, raconte qu'au moment de l'opération « *Plomb durci* », des autocollants du Collectif Cheikh Yassine ont fait leur apparition sur les murs de l'établissement. Il a consacré un cours au sionisme et à la création d'Israël.

Enfin, Pascal insiste sur le fait que l'intégration dans l'école ne se fait absolument pas sur des critères religieux, mais sur des critères de territoire.

« *Dans ces banlieues du nord de Paris, les regroupements se font par cités. C'est le territoire qui prime. Peu importe qu'on soit noir, arabe ou feuj. Si on ne comprend pas ça, on n'a rien compris.* »

Un prof de collège confirme : il se côtoie ici tant de cultures et de nationalités que cela n'aurait aucun sens de faire des hiérarchies.

Ce n'est pas la haine qui explique qu'il n'y ait pas beaucoup d'enfants de confession juive dans ces écoles du 93. Gérald, parent d'élève FCPE à Epinay-sur-Seine, commente :

« *Ici, il n'y a pas localement de sentiment antijuif. Contrairement aux Roms qui sont détestés et insultés en permanence. Pourtant, l'école Beth Israël, qui prend en charge de la maternelle au bac, vient de s'agrandir.* »

Selon lui, c'est un phénomène de repli communautaire qui est en cause. Bruno Bobkiewicz, secrétaire académique du Syndicat national des personnels de direction de l'Education nationale (SNPDEN), confirme : il a dirigé des établissements à Aubervilliers et Saint-Denis.

« *Il y a une montée du communautarisme de tous les côtés. Pas plus de la part d'une religion que d'une autre.* »

Erwan, le prof de Rosny-sous-Bois, passe souvent devant l'école privée juive de Fontenay-sous-Bois. Elle est ultrasécurisée (caméras de surveillance, ramassage scolaire), « alors qu'il ne s'est jamais rien passé ». Désaffection générale de l'école publique

Gérald pense également que l'école publique n'est plus au niveau dans ces quartiers et que l'envie de partir est généralisée.

« *Ici, il y a quatre collèges et je peux vous dire que c'est le bordel. Les directions sont débordées et pratiquent l'élimination par l'échec.* »

Dès qu'une famille peut y échapper, elle tente de le faire. Les juifs et les cathos, qui ont des structures à leur disposition, n'hésitent pas une seconde.

Patrick Haddad, adjoint à l'Education de Sarcelles (Val-d'Oise), où vit une communauté juive très importante, dit enfin qu'il faut prendre en compte un « *phénomène de répartition du territoire* » au fil du temps.

« *Les communautés juives du 93 sont parties, comme celles de Garges-lès-Gonesse. Mais la communauté de Sarcelles s'est maintenue parce que la ville offre une qualité de vie et une liberté de culte agréable. Les gens se regroupent avec ceux qui leur ressemblent.* »

Pour lui, le sujet n'est pas la haine ou un antisémitisme prégnant, « *même si des actes arrivent* », « *on n'est pas dans un monde idéal* ». rue89.nouvelobs.com 27.04

Ces profs ne sont pas à la hauteur, les sionistes peuvent être rassurés.

Si j'étais de confession juive, je voudrais qu'on me foute la paix, qu'on m'oublie, que cesse cette manipulation ignoble, cette victimisation à outrance qui a pour seule objectif de couvrir ou légitimer les crimes de l'Etat théocratique, totalitaire, raciste, sioniste, pendant que les valeurs de la République et les principes de la démocratie, mes droits sociaux et politiques en tant que travailleur comme un autre sont foulés aux pieds.

En complément.

Hystérie. Culture de la haine pour légitimer l'existence de l'Etat d'Israël et camoufler leur véritable nature antisémite et criminelle.

La désignation de Patrick Maisonnave comme nouvel ambassadeur français en Israël par Hollande, pardon, par Fabius, prend tout son sens ici.

- Israël: L'ambassadeur français dénonce «*la haine antisémite meurtrière*» dans l'Hexagone - 20minutes.fr

L'ambassadeur de France en Israël, Patrick Maisonnave, a estimé lundi que «*la haine antisémite meurtrière sévit encore en France*», à l'occasion d'une cérémonie à la mémoire des Juifs déportés de France pendant la Shoah, qui s'est tenu à Roglit en Israël, organisée chaque année à initiative de l'Association des Fils et Filles des Déportés Juifs de France, présidée par Serge Klarsfeld.

Son fils, l'avocat Arno Klarsfeld, présent à la cérémonie à Roglit a dénoncé «*la montée de l'antisémitisme en France qui provient de l'extrême droite, d'une partie de la jeunesse des banlieues et d'une partie de l'extrême gauche*» (Amalgame ordurier entre l'extrême droite et l'extrême gauche, entre l'antisionisme et l'antisémitisme, un discours désormais bien rodé. - ndlr)

Evoquant la mémoire d'Ilan Halimi, un jeune juif séquestré, torturé et tué dans une cité de Bagneux en 2006 et celles des trois enfants et d'un enseignant juifs tués à Toulouse en 2012, M. Maisonnave a précisé que «*ces relents de haine antisémite ne bénéficient d'aucune tolérance en France*». Il a ensuite insisté sur le fait que «*la sécurité de la communauté juive en France est une cause nationale*». 20minutes.fr 28.04

Les sionistes sont vraiment la pire pourriture sur terre et le plus grand danger qui existe pour la civilisation humaine, car ils disposent à la fois du pouvoir économique et politique. Ils se servent de la Shoah comme caution ou bouclier pour combattre, repousser ou abattre tous leurs ennemis afin que le néolibéralisme triomphe...

ACTUALITE EN TITRES

Abus de pouvoir.

- Valls "*confiant*" sur le vote du programme de stabilité - AFP

- Le bureau national du PS vote le "*soutien*" du programme de stabilité - AFP

Le bureau national du Parti socialiste a adopté à 31 voix pour, contre 15 "*contre*" et une "*abstention*", une résolution de soutien au programme de stabilité. AFP 28.04

- Yves Jégo (UDI) : «*Le plan Valls va dans le bon sens*» - LeParisien.fr

Comment faire baisser artificiellement les chiffres du chômage. Mode d'emploi.

- Face au chômage de longue durée, Hollande brandit l'arme de l'apprentissage - AFP

Lors d'une réunion de mobilisation pour l'emploi, à la Maison de la Chimie à Paris, François Hollande a donc demandé lundi que ces chômeurs puissent bénéficier du statut d'apprenti "*quel que soit leur âge*", avec une rémunération "*maintenue au niveau de l'indemnisation telle qu'elle est prévue*".

En principe, l'apprentissage est réservé aux jeunes de 16 à 25 ans. "*L'idée, c'est que nous puissions ouvrir la porte des entreprises*

à ces chômeurs de longue durée", a expliqué le chef de l'Etat, reprenant ainsi une idée émise dans un rapport du PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet. AFP 28.04

Comme quoi notre combat à un sens !

- Comment la pression des intérêts privés et de l'idéologie empêchent de lutter contre les dérapages de la finance - Atlantico.fr

Traduisez des "*intérêts privés*" par nos acquis sociaux, et par "*idéologie*" nos acquis politiques ou notre rejet des inégalités et de l'injustice, notre aspiration légitime à vivre dans une société meilleure, à la liberté, l'antithèse du néolibéralisme.

Excellente idée.

- Bertrand (UMP) propose un référendum sur le millefeuille territorial - AFP

Le non l'emporterait, c'est une certitude.

Ce crétin doit se dire que c'est le moment de porter l'estocade finale sur fond d'abstention massive qui profiterait aux partisans de la liquidation des départements et régions, alors que comme en mai 2005 les masses se mobiliseraient massivement et leur imposeraient une cinglante défaite, elles en meurent d'envie, s'il vous plaît monsieur Bertrand ne lâchez pas, on soutient à fond votre proposition.

On a parfois de bonnes nouvelles, reste à la confirmer cependant.

Qui détient le pouvoir ? Et le point de vue des oligarques.

- Alstom : Hollande souligne que l'État a forcément son mot à dire - LePoint.fr

- Valls défend le pacte de responsabilité, mais surveillera les entreprises - AFP

- Alstom - Barnier : ce n'est pas au gouvernement d'arbitrer - LePoint.fr

- Dépenses et charges doivent baisser au même rythme, dit Noyer - Reuters

- Le gouverneur de la Banque de France s'attaque au smic - LePoint.fr

En complément

- Bankia affiche un bénéfice plus que doublé au 1er trimestre - Reuters

Le régime et la société se désintégrent

- Seine-Saint-Denis: Un policier se suicide à son domicile - 20minutes.fr

- A Toulon, un surveillant de prison ivre tire dans son mirador Francetv info

- Paris: Des locaux de la direction de la police nationale cambriolés - 20minutes.fr

- Deux policiers mis en examen pour viol au 36, Quai des Orfèvres - LeMonde.fr

En complément.

- (Canada) Une femme poursuit en justice l'ado qu'elle a tué - 20minutes.fr

C'est le bourreau qui accuse sa victime de lui avoir causé un stress post exécution. Demain les takfiris qui n'auront pas été liquidés accuseront l'Arabie saoudite de leur avoir fourni des armes pour massacrer des civils innocents en Syrie...

Le sabre et le gouillon décomplexés glorifiés à l'heure de la réaction sur toute la ligne.

- 800.000 fidèles aux canonisations de Jean Paul II et Jean XXIII - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Cambodge

- Des milliers d'ouvriers du textile en grève au Cambodge - lemonde.fr

La tension est montée d'un cran lundi 28 avril au Cambodge autour des salaires dans le secteur-clé du textile qui emploie 650 000 personnes. Une grève touchait une trentaine d'usines situées dans deux zones économiques spéciales près de la frontière avec le Vietnam, selon Pav Sina, représentant du Syndicat collectif du mouvement des travailleurs, qui estime qu'environ 20 000 ouvriers sont en grève.

Le mouvement, qui a commencé la semaine dernière avec quelques milliers de grévistes et a pris de l'ampleur lundi, est motivé par l'exigence d'une prime de 50 dollars « *en récompense du fait de n'avoir pas fait grève* » lors de manifestations récentes, a précisé Pav Sin. Aucun chiffre n'a pu être obtenu du côté des entreprises ou du gouvernement sur l'impact de cette grève sur la production.

L'Association cambodgienne des industriels du textile (GMAC) a démenti sur son site Internet avoir fait la moindre promesse de prime aux ouvriers en échange de leur docilité. L'association est allée jusqu'à demander aux autorités d'empêcher les « *activités illégales* » des contestataires, assurant que des grévistes avaient jeté des pierres sur les usines et fait pression sur leurs collègues se rendant au travail. « *Ces incidents vont se répandre à d'autres zones s'ils ne sont pas empêchés* », a plaidé la GMAC.

Ce nouveau mouvement de grève intervient alors que le secteur du textile est en pleine turbulence, après un mouvement de plusieurs mois qui s'est achevé début 2014 par une intervention de la police qui avait fait au moins quatre morts. Le procès de 23 militants et ouvriers arrêtés alors a commencé vendredi à Phnom Penh, malgré les appels internationaux pour leur libération. Les ouvriers réclamaient un doublement du salaire minimal, à 160 dollars par mois (117 euros).

Les syndicats prévoient de défiler jeudi 1er mai à Phnom Penh pour rappeler leurs exigences. Sur les 650 000 ouvriers du secteur, 400 000 au moins travaillent pour des sous-traitants de grandes marques internationales, secteur vital pour l'économie du Cambodge. lemonde.fr 28.04

Les esclaves se révoltent...

Haut de page

Le 30 avril 2014

CAUSERIE

32 nouveaux articles ont été ajoutés, 15 n'ont pas été retenus.

J'avais pratiquement terminé la causerie, mais du fait que j'ai dû lire en diagonale plus de 45 articles, ce qui m'a pris deux heures, je n'ai pas eu le temps de la formater, ce sera pour demain matin ou ce soir tard si j'en ai le courage, je suis crevé.

Bon 1er mai à tous.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2014

CAUSERIE

L'actualisation du site dans la journée. Selvi part en pélerinage jusqu'à samedi soir, je vais avoir plus de temps pour travailler, et surtout elle va reprendre son ancien emploi du temps à partir de lundi, donc je n'aurai plus à me lever à 5h30, ce qui m'a complètement cassé, mais bon, il fallait bien qu'elle déjeûne et prenne une douche avant de partir bosser.

En attendant la suite et en guise de 1er mai : Cadeau.

Une courte vidéo à télécharger et diffuser le plus largement possible.

Le Vrai Visage de Manuel Valls, par Emmanuel Ratier

- Le Vrai Visage de Manuel Valls

Si cette vidéo disparaissaît, je la mettrais en ligne dans le site, je l'ai téléchargée dans le disque dur de l'ordinateur.

Copiez cette adresse et envoyez-là à tous vos contacts, blogs, médias, etc.

Vendredi 25 avril est paru le nouveau livre d'Emmanuel Ratier, intitulé *Le Vrai Visage de Manuel Valls*.

Valls dans différentes déclarations : "*A 18 ans j'étais déjà social-démocrate*..." comme Blair, Schröder ou Hollande, et encore : "*Etre de gauche, c'est lutter contre les inégalités*...", au profit de qui, devinez ?

Valls a réécrit sa biographie, c'est un faussaire, un pur escroc. C'est un imposteur qui a trouvé sa place naturellement au PS, mais il aurait très bien pu servir à l'UMP ou au FN.

Sur le plan clinique ou psychiatrique, il est atteint de schizophrènie aigue.

Cela va se traduire par le développement d'un comportement de type mythomaniaque qui peut donner lieu à de soudaines et violentes crises de démence dès lors qu'on le contredit, témoignant de frustrations mal refoulées et son incapacité à l'assumer. A ne pas confondre avec sa déclaration à l'Assemblée nationale où il a répété à 8 reprises qu'il assumait son programme

réactionnaire car il n'en était pas l'auteur. Il faut faire la distinction entre ce qu'il dit et ce qu'il vit ou ce qu'il est réellement qui ne correspondent pas toujours.

Tout sonne faux chez lui.

L'irrationalité des rapports qu'il entretient avec le monde extérieur et le malaise permanent qui en découle vont se traduire par une tendance à se refermer sur lui-même, à l'intolérant et à l'autoritarisme vis-à-vis d'autrui, pour finalement donné un personnage sombre et cynique, chez lequel absolument tout sonne faux.

A l'origine il est habité par un profond complexe de supériorité.

Il va donc tout faire pour qu'il puisse s'épanouir et que la société lui accorde le statut supérieur qu'il estime mériter, dès lors il ne s'embarrassera pas de principes ou de scrupules pour se débarrasser des obstacles qu'il rencontreta sur son chemin.

Le sionisme lui permet d'assouvir ce complexe.

Vous remarquerez au passage qu'épouser la cause du "peuple élu", supérieur à tous les autres, lui permettait de réaliser ou de sublimer en partie ce complexe, d'où la violence avec laquelle il a manifesté son soutien à l'Etat sioniste, quasi-hystérique comme on peut le revoir dans cette vidéo au côté de son grand ami BHL, un autre dangereux psychopathe, et non aux juifs dont il n'a rien à faire évidemment.

Le sionisme est une mystification, tandis que la Palestine était une réalité avant 1948.

Son revirement en faveur du sionisme suffit à démontrer qu'on est bien en présence d'un déséquilbré mental ou un psychopathe, laissons de côté ici l'aspect politique de la question. Car si adopter la cause des Palestiniens correspondait ou coïncidait avec la réalité, avec des faits objectifs, matériels, historiques vérifiables ou connus, il en allait tout autrement de la cause d'Israël, entièrement fabriquée, sans lien avec le réel ou historique, dont la valeur était purement mythologique, chimérique, imaginaire, caractère ou penchant que l'on retrouve justement chez le schizophrène. Il était donc tout à fait normal ou prévisible, l'occasion faisant le larron en politique mais pas seulement, dans la vie quotidienne aussi, qu'il passe naturellement de l'une à l'autre, c'était dans l'ordre des choses.

Que la position du sioniste soit plus confortable que celle du pro Palestinien ne fait aucun doute chez lui puisqu'elle correspond à sa personnalité. Le sionisme et Valls ont été façonnés de la même manière, s'ils sont tous les deux superficiels ou sont l'oeuvre de faussaires, il n'est pas moins vrai qu'ils existent bel et bien.

Le sionisme présente un autre avantage pour un schizophrène, c'est qu'il existe par rapport aux Palestiniens qui doivent quotidiennement se battre pour exister, le sionisme existe et cela suffit à sa légitimation par pratiquement tous les gouvernements, médias, intellectuels, aucun ou très peu osent remettre en cause l'existence d'Israël, alors que ce n'est pas du tout le cas des Palestiniens.

Ainsi avec le sionisme une interprétation faussée de la réalité acquiert le statut de valeur ou de facteur objectif, de la même manière que pour le schizophrène l'interprétation (déformée) du monde qu'il a fabriquée dans sa tête et les rapports qui en découlent avec le monde extérieur tendent à remplacer ou font office de réalité. L'un et l'autre vivent dans un monde qui n'existe pas, pour être plus précis, un monde qui n'existe que parce qu'ils y vivent ou lui donne une raison d'exister, car s'ils sont coupés du monde ou l'ignore tel qu'il est, lui il continue d'exister. Ils veulent entraîner le monde dans leur folie en résumé et c'est bien là que se situe le danger, surtout quand il s'agit d'un Premier ministre.

Cela dit sur ce dernier point on peut être rassuré, Valls n'a pas la carure d'un Hitler, Franco ou Mussolini, il n'est pas assez détraqué et il est seul finalement, il n'a ni parti ni armée derrière lui ou à ses côtés. Un jour ou l'autre, peut-être rapidement ils le sacrifieront, il leur suffira de lancer une campagne sur son passé et en 24h il sera achevé. Je doute que l'ouvrage d'Emmanuel Ratier (que je ne connais pas du tout ?) fera cet office, les médias vont sans doute le censurer et aucun parti ne le mentionnera ou au passage pour faire bonne figure ou le ménager.

La suite est le brouillon que j'avais commencé à rédiger hier soir après avoir visualisé cette vidéo et que n'ai pas eu le temps d'achever.

Quand c'était dans l'air du temps (au PS notamment) Valls était de gauche et farouchement pro Palestinien lorsque tout le monde ignorait son passé, il sera de droite ou même d'extrême droite et éternellement sioniste quand l'heure du néolibéralisme aura sonné, y compris au PS, lorsque sa biographie remontera à la surface sans que les médias n'y fassent référence puisqu'ils sont tous aux ordres, y compris le très indépendant (sic!) Mediapart.

Plutôt franquiste que républicain ou de gauche. Il s'est inventé un passé. Un pur escroc comme peut l'être un sioniste.

Petit-fils du banquier Magi Valls, son père n'était pas un réfugié anti-franquiste. Il a prétendu qu'il était issu d'une famille de gauche ou républicaine, je ne sais plus quel terme exact il a employé, alors qu'en réalité son grand-père a participé à la fondation du plus important journal catholique conservateur de Catalogne qui fut interdit en 1936, il n'y avait donc aucune raison à ce que son père quitte l'Espagne en 1951 comme anti-franquiste (et y revienne vivre par la suite puisque Valls est né en Espagne en 1962 sous le régime de Franco mort en 1975), alors que les véritables anti-franquistes avaient du fuir la dictature à la fin de la guerre civile en 1939 pour sauver leurs peaux. Quant à sa mère elle est issue d'une grande famille bourgeoise qui s'était enrichie grâce au trafic d'or au Sierra Leone...

On comprend, on comprend pourquoi il est au PS et est devenu Premier ministre, il était l'un des leurs et devait le rester jusqu'au bout...

A suivre.

Jeudi 15h58 à Pondichéry.

On ajoutera des nouveaux articles ce soir ou demain matin.

Ne pas se laisser embobiner.

Au Portugal. Le gouvernement compte substituer des coupes transitoires par des mesures permanentes, conformément aux souhaits de la troïka UE-BCE-FMI représentant ses bailleurs de fonds. (AFP 30.04)

Si cela satisfait la troïka, c'est qu'il y a péril en la demeure.

O.K. vous n'avez pas voulu sacrifier quelques dizaines ou centaines d'euros, on va tailler à la hache à la racine en liquidant des pans entiers de vos acquis sociaux, morceau par morceau, vous n'y verrez que du feu ou cela passera comme une lettre à la poste comme dans les autres pays, cela va prendre le temps qu'il faudra, mais finalement ce sera plus rentable car cela correspond à notre objectif sur le long terme, tout vous reprendre et ne rien vous laisser, CQFD.

Dans d'autres pays, par exemple au Venezuela, le gouvernement accorde des augmentations de salaires très importantes (30%), mais comme l'inflation est le double, devinez qui est le dindon de la farce à l'arrivée. Idem au Brésil.

Il est également de bon ton de dénoncer les inégalités croissantes chez les économistes ou au FMI, même Obama s'y met, pas de bol le Sénat républicain vient de rejeter la hausse du salaire minimum des employés fédéraux.

En complément dans le même registre.

Qu'est-ce que vous croyez, les maîtres du monde ont des devoirs envers leurs esclaves.

- L'OCDE rappelle les riches à leur devoir fiscal face à la montée des inégalités - AFP

On aura apprécié particulièrement "*la montée*", comme si les inégalités n'existaient pas ou si peu.

Cela ne vous rappelle-t-il pas l'article du Monde du 22 avril dernier : Thomas Piketty : « *Le retour des inégalités inquiète aux Etats-Unis* » (causerie du 24)

Réac. Il ne faudrait pas abuser tout de même.

- Patrons créateurs de richesse ou exploiteurs : entre abus réels du capitalisme financier et excès des raccourcis gauchistes, comment repérer le capitalisme sain ? - Atlantico.fr

Impossible, par nature il est malsain, l'exploitation de l'homme par l'homme est une abomination qui doit être abolie.

Munissez-vous d'une loupe ou d'un microscope ! Et puis les patrons n'ont jamais créé la moindre richesse... A part les petits qui ont un statut de salarié...

Nous ne sommes pas dupes.

C'est dommage que le Front de gauche avec leurs amis du PS ou autres écologistes ne puissent pas former un gouvernement, on en aurait rapidement terminé avec cette supercherie de la fausse gauche, car il ne ferait pas mieux. Leur homologue ont toutes les chances de parvenir au pouvoir en Grèce aux prochaines législatives, on est très impatient de les voir à l'oeuvre.

Au fait, attention au retour de bâton qui surviendra ensuite, il sera très brutal, peut-être à l'ukrainienne, surtout si entre temps nous ne sommes pas parvenus à construire le parti, entre nous, on est toujours très mal barré. Il se peut que finalement la France comme la Grèce ou la plupart des pays en Europe ressemblent demain aux Etats-Unis ou à son agence européenne, la Grande-Bretagne, qui au niveau du mode de vie et conditions de travail n'a rien à envier à des pays comme la Chine ou l'Inde, je parle pour les exploités, cela promet.

Vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous avait pas prévenu, glissez-en deux mots à vos dirigeants, qui sait, ils ne sont peut-être pas au courant...

Peut-être vous feront-ils le même coup que les représentants des puissants envers les représentants corrompus des plus faibles, après tout ne sont-ils pas tous des démocrates accomplis : On en a discuté, on vous a entendus, maintenant la partie est terminée, il faut être responsable et appliquer ce qui a été décidé, par nous bien sûr, faites passer le message, rentrer dans le rang, docilement, sans faire d'histoires...

C'est marrant, on ne pourra jamais se plier à cet ordre-là, à cette discipline arbitraire qui ne fait pas partie de nos principes ou de notre conception de la démocratie, ni du parti.

ACTUALITE EN TITRES

Propagande et matracage au service de la dictature européenne.

- Filippetti saisit le CSA pour plus d'européennes à la télévision - LeMonde.fr

Pas de croissance : Alors il faut liquider le capitalisme !

- La social-démocratie dans l'impasse de la crise : comment penser le monde quand il n'y a plus de croissance à redistribuer Atlantico.fr -

Mais au fait, pas de croissance, pas de croissance, vous avez bien dit pas de croissance, de quoi et pour qui ?

- Total: bond de 71% du bénéfice net au premier trimestre - AFP

- Shell ravit ses actionnaires avec un début de redressement - AFP

- Exxon s'envole en Bourse - LeMonde.fr

- Le bénéfice net de BBVA en baisse de 64% au 1er trimestre - Reuters

- L'Espagne sur le chemin d'une reprise sans emploi - AFP

Leur société est un cauchemar.

- Le maire UMP d'Aulnay-sous-Bois prend un arrêté anti-mendicité - AFP

- Près de la moitié des directeurs d'école agressés par des parents - AFP

- Violences envers les directeurs d'école : "*Les parents ne reconnaissent plus notre autorité*" - Francetv info

- Seine-Maritime : un homme de 84 ans se tue en tentant de fuir sa maison de retraite - Francetv info

- Les débits frauduleux à la carte bancaire en hausse importante - AFP

- La justice française décide la remise à l'Italie du chef mafieux présumé Lo Russo - AFP

Assassinat. Pas de quartier !

- Doubs: un forcené retranché chez lui abattu par le GIGN - AFP

Un homme de 52 ans, un artisan plâtrier, qui s'était retranché depuis près de 24 heures à son domicile dans un petit village du Doubs , a été abattu mercredi par le GIGN, après avoir fait feu sur les forces de l'ordre, a-t-on appris auprès de la gendarmerie.

Il avait dans un premier temps tiré plusieurs coups de feu en direction de son véhicule et d'une poubelle, et était "*très déterminé à en finir*", selon le capitaine Didier Guériaud, officier de communication de la gendarmerie en Franche-Comté.

Vers 17h30, "*lors de la mise en place d'un dispositif de négociation à vue, l'intéressé a fait feu une fois en direction des forces de l'ordre*". "*A ce moment-là, le tireur en appui du GIGN a riposté instantanément et touché mortellement le forcené*", a précisé M. Guériaud. AFP 30.04

Si ce pauvre type avait tiré précédemment sur sa bagnole et une poubelle, c'est qu'il était mal dans sa tête, au lieu d'attendre qu'il se calme ou de lui balancer une balle soporifique pour ensuite le déloger tranquillement ils ont préféré l'abattre comme un chien, c'est un meutre.

Résistance passive.

- Les greffiers, parents pauvres de la justice, en grève - L'Express.fr

- La grève des pilotes en mai suscite l'ire d'Air France - AFP

- Pour Air France, la grève des pilotes va mettre l'entreprise en péril - Francetv info

- Grève du métro londonien: des millions de passagers en difficulté - AFP

Saloperie de grèvistes s'écrient l'association des passagers londoniens... et l'AFP !

Avec Valls Premier ministre les sionistes sont au pouvoir en France.

- L'UEJF demande le retrait d'une vidéo de Dieudonné - Le Point.fr

L'organisation estime que plusieurs passages de "*Manuel Valls aka El Blancos, premier ministre !!*" sont susceptibles de constituer le délit de provocation à la discrimination.

Craignant de "*nouveaux propos racistes ou antisémites*", l'UEJF demande également que lui soit communiqué le texte de son nouveau spectacle, intitulé Incitation à la haine. Dieudonné a assuré qu'il était prêt à leur communiquer ce texte, écrit avec plusieurs co-auteurs. "*Ils auront un texte qui sera peut-être pas tout à fait le texte définitif (...), jusqu'au soir de la première, il peut y avoir des surprises*", a-t-il souligné. Le Point.fr 29.04

Commentaire d'internaute

1- "*Le quotidien Haaretz daté du 24 avril dernier a révélé que 66 % des survivants de l'Holocauste vivraient avec moins de 3 000 shekels par mois (soit environ 600 euros) Un tiers d'entre eux vivent seuls, ne disposant par conséquent d'aucune compagnie. Yediot Aharonot ajoute que sur les 193 000 survivants de la Shoah vivant en Israël, 50 000 vivent dans la pauvreté...* "

Les membres de la communauté juive dont l'immense majorité n'est pas plus sémite que vous et moi, ils ne seraient que 10.000 environ en Israël et sans doute pas davantage dans le monde, ont servi de caution à l'établissement de l'Etat sioniste, ceux qui n'ont pas été exterminés par les nazis avec la complicité des sionistes, ce qu'ils ignorent évidemment, ils ont fait ou font tourner la boutique, qu'ils s'estiment heureux encore d'avoir été épargnés, CQFD.

2- "*UEFJ, LICRA, CRIF*

Ils n'ont pas l'impression d'excéder les Francais ?"

Vous êtes antisémite ou quoi ? Vous avez oublié SOS racisme. 3- "*Cette organisation soutenant l'apartheid en Israël devrait être dissoute comme la LDJ.*"

Vous demandez la démission du Premier ministre, c'est bien cela ? Vous rêvez !

En complément. Une rente décidément inépuisable.

- Shoah: Deux élus new-yorkais veulent des compensations de la SNCF - 20minutes.fr

Lutte interimpérialistes.

- Après la Russie, S&P abaisse la note de Rosneft, Loukoïl et Gazprom - AFP

- Kerry: La Russie cherche à modifier l'architecture de la sécurité en Europe de l'Est - AFP

- Les avions français se déploient en Pologne - Reuters

- Ukraine: 6 chasseurs canadiens en appui aux opérations de l'Otan - AFP

- Ukraine : Washington qualifie de "*terrorisme*" les violences et enlèvements dans l'Est - AFP

- Ukraine : "*Nous ne voulons pas de cette junte de nazis*" - AFP

- Les pro-russes étendent leur emprise en Ukraine - Reuters

- Une autre ville d'Ukraine, Horlivka, aux mains de séparatistes - Reuters

- Ce colonel Strelkov qui défie ouvertement Kiev - LeFigaro.fr

L'Empire de la guerre à l'oeuvre

- Syrie. Le groupe djihadiste EIIL revendique la crucifixion de deux opposants - 20minutes.fr

- Tirs de mortier et attentats font 51 morts en Syrie - Reuters

- Syrie: Au moins 100 morts dans un double attentat - 20minutes.fr

- Libye : des hommes armés attaquent le Congrès - LeMonde.fr

- L'Onu allège l'embargo sur les armes pour la Côte d'Ivoire - Reuters

- L'armée israélienne détruit une mosquée en Cisjordanie - Reuters

- La charia va entrer en vigueur dans le sultanat de Brunei - Liberation.fr

- Chine : un attentat fait trois morts et 79 blessés dans la province troublée du Xinjiang - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. La "***fronde***" n'était qu'une supercherie.

Le Figaro a poussé un cri de soulagement en fin de journée avant-hier : Le programme de stabilité est adopté. Mais à une faible majorité de 265 voix pour, 232 contre et 67 abstentions. Certes, Valls peut se prévaloir d'une majorité de gauche. Mais le souffle n'y est pas. Sur 291 députés socialistes, pas moins de 41 se sont abstenus et les trois élus MRC, apparentés PS, ont voté contre. lefigaro.fr 29.04

Autrement dit, si le programme de Hollande-Valls est passé hier à l'Assemblée nationale, c'est grâce au refus de ces 41 députés de voter contre.

C'était emballé d'avance. Car si vous examiniez dans le passé des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne où figurent des sections de l'Internationale (anti) socialiste, vous vous seriez aperçu que quoi qu'il arriva, jamais elles n'ont pris la responsabilité de renverser le gouvernement en place issu de leurs partis (à ma connaissance).

Et pourquoi ne pouvaient-ils pas voter contre ? Parce que sur le fond ils sont tous d'accord, ils le disent eux-mêmes, lisez :

Comme l'observe l'un d'entre eux, les abstentionnistes, dont une bonne part de la nouvelle génération, "*convergent dans le diagnostic, pas toujours dans les propositions*".

"*On n'est pas condamnés au bras de fer*", estime le député "*frondeur*" Christian Paul, qui juge que s'ouvre un "*travail collectif pour ressouder notre majorité*". AFP 30.04

Valls avait déjà tenu le même langage mercredi :

"*Il faut accélérer les réformes, il faut en décider au Parlement, trouver des consensus*", a-t-il dit.

"*Il est normal que, dans une majorité où le débat existe, et c'est mon devoir de les écouter, il y ait des expressions différentes. Mais après ce vote, c'est la responsabilité qui doit l'emporter*", a dit Manuel Valls. AFP 30.04

Message reçu 5/5.

Et encore, pourquoi ne pouvaient-ils pas voter contre ?

- Valls : « *Le résultat du vote conditionne la légitimité du gouvernement* » - LeMonde.fr

Légitimité usurpée, circonscrite à l'enceinte de l'Assemblée nationale, car dans la rue il est ultra minoritaire et illégitime.

Ces députés sont des cyniques manipulateurs, en réalité ils roulent pour le PS de Hollande-Valls-Fabius, le régime. C'est le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Thierry Mandon, qui a lâché le morceau en affirmant qu'il y avait «une forme d'inconséquence» chez les députés qui «*votent la confiance mais ne donnent pas au gouvernement les moyens de mettre en œuvre sa feuille de route*».

En gros, ils n'assument pas ce qu'ils sont et font qui caractérise des députés de droite. Quelque part ils sont encore pire que Valls qui a déclaré hier à l'Assemblée : "*J'assume, oui, j'assume les choix qui sont faits. J'assume, oui j'assume car c'est le choix de la cohérence, car c'est le choix du courage. Oui, j'assume, car c'est le choix de la croissance et de l'emploi, et les Français nous attendent là dessus.*"

"*J'assume, car c'est le choix des réformes d'avenir qui ont trop tarder. J'assume car c'est le choix d'une fierté et d'un optimisme retrouvés dont notre pays a besoin. J'assume, oui j'assume car c'est le choix de la confiance. Et ces choix assumons de les faire ensemble pour la France, pour les Français.*" AFP 29.04

Tandis que certains au PS faisait mine que Valls aurait infléchi son programme droitier, Le Figaro affirme qu'il n'en est rien en réalité :

- Modifier le pacte, le rééquilibrer au profit des ménages, étaler dans le temps le retour aux 3 % de déficits publics comme le lui demandait une partie du PS revenait à bouleverser la feuille de route présidentielle et à en assumer ensuite les conséquences à Bruxelles. Manuel Valls a au contraire revendiqué le pacte de son prédécesseur, Jean-Marc Ayrault, et l'a fait sien. «*J'assume*», a-t-il répété huit fois à la fin de son discours, devant un hémicycle clairsemé à droite comme à gauche. lefigaro.fr 29.04

Pour autant Le Figaro n'est pas rassuré pour la suite, qu'il se rassure la droite officielle viendra au secours de Valls, à moins qu'elle opte pour le chaos mais on peut en douter car on ne voit pas trop ce qui pourrait en sortir qui ferait son affaire, et puis la France ce n'est pas tout à fait l'Ukraine.

- Trois semaines après sa déclaration de politique générale, le premier ministre se trouve privé de l'élan nécessaire pour faire voter les textes financiers du printemps et de l'automne. «*À chaque vote, ce sera le salaire de la peur*», s'alarme un député. «*La ligne de fracture va forcément se creuser sur les textes budgétaires*», s'inquiète un ancien ministre du gouvernement Ayrault. Avant les législatives de 2012, François Hollande appelait de ses vœux «*une majorité large, solide et cohérente*». Deux ans après son élection, ce n'est plus le cas. lefigaro.fr 29.04

Le PS va subir une cinglante défaite aux élections européennes, puis il sera balayé en 2017 sans que cela ne change quoi que ce soit, comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne, sans une recomposition du mouvement ouvrier sur une ligne de rupture avec le capital et ses institutions.

Valls et son programme antisocial ont également la bénédiction de Mélenchon qui malgré tout continue d'affirmer que Valls et le PS seraient de gauche en l'accusant de la diviser, il remplit le rôle de l'idiot utile. En réalité, Valls se positionne tellement à droite qu'il en vient à embarrasser sérieusement l'UMP et l'UDI, son propre camp en somme.

Commentaire d'un internaute.

- "*Lieneman et Filoche: la gauche qui pleure et qui préfère se vautrer dans l'humiliation et la lâcheté devant un clone de Sarkozy qui a fait 5% aux primaires et un incompétent dépassé par les événements, rejeté par une écrasante majorité. Le PS est un parti de droite désormais aux mains de la médiocrité et de l'opportunisme. Il faut choisir entre le masochisme et la révolte.*"

Ne dites pas la gauche, vous vous laissez manipuler, et puis ce n'est pas "*désormais*" que le PS est de droite, il l'est depuis un siècle, bordel ! Attention à la "*révolte*" sans orientation ou conscience politique, elle peut mener à l'extrême droite. Notre portail a aussi pour vocation de lutter contre cette tentation.

Et encore, Faites tomber les masques. Le bal des hypocrites ou les rats.

- Paul (PS): "*On n'est pas condamnés au bras de fer*" avec le gouvernement - AFP 29.04

Christian Paul. "*On n'est pas condamnés au bras de fer*" et "*je pense que Manuel Valls est tout à fait capable de trouver un mode de dialogue avec un Parlement vivant, actif, parfois remuant, conscient de ses responsabilités*". Et encore, "*c'est un vote d'alerte, pas un vote de défiance*". Il a ajouté, "*personne ne quitte le groupe PS et nous ne voulons pas hâter d'une minute le retour de l'UMP*".

Jean-Marc Germain. "*si nous avions voté pour, tous les débats auraient été clos, alors que nous pensons qu'on peut trouver un chemin avec le Premier ministre pour continuer à avancer et faire réussir la France*".

Clamant que le seul souci des abstentionnistes était "*l'intérêt général*" et que "*dans une démocratie, le Premier ministre doit fixer des orientations et les parlementaires jouer pleinement leur rôle*", cet élu des Hauts-de-Seine a mis en avant que "*Manuel Valls, un Premier ministre qui a du punch et des idées, a eu un vote positif sur le programme de stabilité et peut continuer à avancer*". Et encore, "*Chacun a voté en conscience, notre abstention se veut constructive. Nous espérons que le message aura été compris. Les votes très importants seront sur les lois de finance*". Et de conclure, "*Il n'y a pas du tout de fissure dans la majorité. Nous n'avons pas voté contre*". AFP 29.04

En réalité on leur préfère encore les rats, ils nous débectent au possible !

Echo de quelques éditorialistes qui le confirment.

- La "*molle résistance*" de députés PS calmée par des "*mesurettes*" selon les éditorialistes - AFP

Passés les raclements de gorge et les gros yeux de quelques dizaines de députés PS, auxquels le nouveau Premier ministre aura droit et auxquels il répondra fatalement par un froncement de sourcil charbonneux, ne restera plus que le symbole", assène Pascal Coquis (Les Dernières Nouvelles d'Alsace). "*Celui d'une molle résistance à une politique d'austérité qui refuse toujours de dire son nom mais qui poursuit invariablement son chemin*" estime-t-il.

"*Ce mardi, devant le Parlement, Manuel Valls ne joue ainsi ni sa crédibilité ni sa légitimité et encore moins son poste*", poursuit-il. "*Cette consultation est une coquetterie démocratique*". (Annulé par son contenu précisé plus loin, néolibéral. - ndlr)

Mais pour Philippe Waucamp (Le Républicain lorrain), "*de l'ampleur de leur fronde aujourd'hui au Palais Bourbon dépendront les contours de la fin du quinquennat*".

"*Incontestablement*", renchérit Jacques Camus (Groupe Centre-France), "*Manuel Valls va jouer gros dans ce qui va finalement ressembler à un vote de validation du virage social-démocrate du pouvoir*". AFP 29.04

Suite avec quelques titres et infos complémentaires qui confirme la forfaiture

- Cambadélis : "*Les députés PS ne veulent pas provoquer de crise*" - Le Nouvel Observateur

- Bartolone (PS): "*ne pas ajouter de la crise à la crise*" - AFP

- Le Roux: "*le devoir de la majorité, c'est d'être la majorité*" - AFP

Et au Sénat... comme à l'Assemblée nationale c'est le marché qui dicte sa loi.

- « *Il s'agit d'un moment décisif pour le redressement du pays et pour la crédibilité de sa parole* », a déclaré le premier ministre devant le Sénat.

Les soutiens au programme de stabilité sont venues, sans surprise, d'EELV et du PS.

« *La France a besoin de réformes, nous sommes prêts à vous suivre, mais sans les politiques industrielles du passé* », a souligné Jean-Vincent Placé (écologiste).

« *Ces mesures encouragent l'innovation et réduisent le coût du travail et la fiscalité des entreprises* », a affirmé de son côté François Marc (PS), en appelant le Sénat à apporter leur soutien au programme de stabilité. lemonde.fr 29.04

Et fort de cette légitimité usurpée...

- Réforme territoriale: Valls "*prêt*" à "*aller plus vite encore*" - AFP

Du coup le patronat se sent légitimer à avancer ses exigences.

- Pierre Gattaz prône deux ou trois ans de modération salariale - Reuters

"*S'il n'y a pas de modération salariale aujourd'hui en France, les efforts faits sur les baisses de charges n'auront servi à rien*", dit-il dans une interview à l'hebdomadaire L'Usine Nouvelle diffusée mardi.

Pour Pierre Gattaz, les salaires ont augmenté ces dernières années en France plus vite que l'inflation et la productivité.
Leur modération, nécessaire au rétablissement de la compétitivité, n'est pas que de la responsabilité des entreprises, mais aussi de "celle de l'État et des syndicats."

Le président du Medef déclare que les syndicats "*doivent aussi être raisonnables et ne pas demander l'impossible.*"

(Gageons qu'il sera entendu, ils ne vont pas se mettre à copier les syndicats d'Afrique du Sud tout de même ! ndlr)

Pierre Gattaz juge "*évident*" que la modération salariale devra s'appliquer aux patrons car "*on ne peut pas demander des efforts aux salariés et ne pas se l'appliquer soi-même.*" (Jésuistisme sordide mais pas étonnant du tout. - ndlr)

"*Les patrons de PME et d'ETI (entreprises de taille intermédiaire) que nous représentons le font naturellement*", dit-il. Reuters 29.04

Les patrons de PME et d'ETI y sont contraints très souvent, Gattaz se moquent d'eux.

Ce qu'il appelle les "*charges*" sont une partie du salaire différé, donc si le gouvernement en fait cadeau aux patrons, qui en réalité coïncide avec une baisse du coût du travail, ce n'est pas pour augmenter les salaires à côté, c'est logique. C'est comme un magasin qui annoncerait un discount de 20% après avoir augmenté ses prix de 20%, où serait le bénéfice pour celui qui est censé en profiter.

Une bonne nouvelle tout de même monsieur l'esclavagiste.

- La part des CDD dans les embauches atteint un niveau record - Reuters

La part des contrats à durée déterminée (CDD) dans les embauches des entreprises de dix salariés ou plus s'est accrue de 0,9 point au quatrième trimestre 2013 en France pour atteindre 83,7%, un record, selon des données publiées mercredi par la Dares (direction des études économiques du ministère du Travail). Reuters 30.04

Chouette, non ? Peut mieux faire s'écrie le négrier, Gattaz, par exemple:

- Au Royaume-Uni, 1,4 million d'employés n'ont aucune garantie de salaire - LeMonde.fr

Environ 1,4 million de personnes sont employées au Royaume-Uni au titre de contrats « *zéro heure* », sans aucune garantie d'heures de travail, et donc de salaire, selon de nouvelles statistiques publiées mercredi 30 avril, qui relancent la polémique sur ce symbole de l'ultraflexibilité britannique.

Selon l'Office national des statistiques (ONS), qui se base sur une période de deux semaines en janvier et début février, environ 13 % des employeurs interrogés reconnaissent utiliser ce type de contrat, un chiffre qui monte à près de 50 % dans le tourisme, la restauration et l'alimentation. Les plus touchés sont les étudiants, les femmes, les moins de 25 ans et les plus de 65 ans. LeMonde.fr 30.04

C'est bien le pays des 200 à 300.000 millionnaires ou milliardaires russes expatriés avec leur fortune et qui entendent bien la faire fructifier, n'est-ce pas ?

Suite. Et dire que du PS à LO ils sont tous réformistes.

- Valls dit "*assumer le réformisme*" et la "*social-démocratie*" - AFP

C'est ce qu'affirme chaque dictateur après chaque discours

- Manuel Valls se sent renforcé par un vote "*fondateur*" - Reuters

Il y a vraiment de quoi :

- Cote de confiance : l'effet Valls aura été de courte durée pour Hollande - LeFigaro.fr

- La cote de François Hollande rechute à 18%, selon TNS Sofres - Reuters

Et encore, ils ne manquent pas de valets pour relayer leur politique.

- Alstom: les syndicats demandent à l'Etat de préserver "*l'intégrité*" du groupe - AFP

Ah, l'Etat, comme ils l'aiment ! Quel Etat ? Mais le vôtre pauvre bougre, ignorant, le vôtre, comment vous ne le saviez pas ?

Au point que...

- Alstom: la CFDT à son tour évoque une "*nationalisation temporaire*" - AFP

C'est pour dire !

La preuve.

- Montebourg sur Alstom: "*nous nous sommes battus pour qu'il y ait le choix*" - AFP

Avant même que Hollande, Valls ou ce pantin ouvrent la bouche, les médias vendaient la mèche : GE va racheter Alstom et l'affaire est bouclée, le gouvernement est placé devant le fait accompli. Entre nous, il le savait.

- Alstom approuve l'offre de General Electric - LePoint.fr

Le conseil d'administration d'Alstom s'est prononcé à l'unanimité mardi soir pour l'offre de General Electric, en concurrence avec Siemens. LePoint.fr 29.04

Illusionnisme. Quelle gauche ? Celle qui a gouverné avec Chirac et Jospin ? Elle est morte !

- Pierre Laurent appelle à l'union de la gauche contre la politique de Valls - AFP

Le secrétaire national du Parti communiste (PCF), Pierre Laurent, a appelé mercredi les forces de gauche qui ne "*se reconnaissent*" pas dans la politique "*illégitime*" menée par Manuel Valls à travailler "*ensemble*". AFP 30.04

Libérez la Palestine de l'apartheid !

- La bourde de John Kerry sur un possible «*État d'apartheid*» en Israël - lefigaro.fr

Le sionisme veille.

En Israël, l'utilisation de ce terme faisant référence au système social ségrégationniste en vigueur en Afrique du Sud entre 1948 et 1994 avait été plutôt mal accueillie. Le ministre israélien des Transports, Israel Katz, avait par exemple répliqué lundi sur son profil Facebook: «*Kerry honte à vous! Il y a des mots que l'on ne peut pas employer.*» Ces propos ne sont pas non plus passés inaperçus aux États-Unis. Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, a demandé qu'il «*présente ses excuses*». Son collègue texan, Rafael Edward Cruz, a lui réclamé la «*démission*» du secrétaire d'État.

C'est chose fait, Kerry s'est exécuté sur le champ.

«*Si je pouvais rembobiner la bande, j'aurais choisi un autre mot.*» Lundi soir, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a confessé à demi-mots son erreur. Il a reconnu avoir utilisé le terme d'État d'apartheid quelques jours plus tôt lors d'une réunion à huis clos au sujet d'Israël, mais il nie s'en être servi pour qualifier le pays. «*Je ne crois pas, ni n'ai jamais déclaré publiquement ou dans le privé qu'Israël était un État d'apartheid ou qu'il avait l'intention de le devenir*», affirme le diplomate dans un communiqué. «*Je ne permettrai pas que mon engagement pour Israël soit discuté par quiconque, en particulier pour des objectifs politiques partisans*», s'est fermement défendu John Kerry, qui a parrainé fin juillet la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes. lefigaro.fr 29.04

Franchement, qui oserait douter un seul instant de son "*engagement pour Israël*" à part un dément ?

Ultime torture au royaume de la liberté et de la démocratie, exemplaires.

- Oklahoma: Une exécution se déroule mal, une seconde reportée - 20minutes.fr

L'exécution d'un Américain s'est mal déroulée, mardi soir en Oklahoma, conduisant au report immédiat d'une deuxième exécution prévue deux heures plus tard, a-t-on appris auprès des autorités pénitentiaires.

Le directeur des prisons a ordonné l'arrêt de l'exécution de Clayton Lockett, trois à quatre minutes après le début de l'injection, à 18H23 locales (23H23 GMT), en constatant un «*échec de l'intraveineuse*», mais le condamné est mort d'une «*crise cardiaque*» à 19H06 (00H23 GMT). Le directeur a immédiatement décrété le report de 14 jours de l'exécution de Charles Warner, prévue dans la foulée. 20minutes.fr 29.04

En complément.

Et le capitalisme, toutes ses guerres, c'est quoi ?

- Exécution en Oklahoma : « *La peine de mort, c'est la barbarie* » dénonce Badinter - Public Sénat

Et celle-là alors ?

- La France compte 1 000 centenaires de plus chaque année - Francetv info

C'est une honte de vivre si vieux...

Au fait si vous êtes malade ou impotent, très diminué, très vieux ou grabataire et que vous voulez partir sans douleur, j'ai trouvé le truc, vous achetez un stock de puissants somnifères et de morphine, ici c'est facile avec la même ordonnance on peut se procurer ce qu'on veut auprès d'une dizaine de pharmacie, vous avalez le tout et l'affaire est réglée, génial, non ? Rassurez ? Non, tant pis pour vous !

Dictature. La CPI affectionne les dictateurs en service aux ordres de ses maîtres.

De simples témoins emprisonnés depuis trois ans pour avoir retourné l'accusation contre Kabila, le protégé de la CPI.

- Les trois témoins congolais qui embarrassent la CPI - LeMonde.fr

En mars 2011, trois hommes emprisonnés en République démocratique du Congo (RDC), Floribert Njabu, Pierre Mbodina et Charif Banda, sont appelés à témoigner devant la CPI dans le procès de Germain Katanga, un milicien qui a depuis été

reconnu coupable de complicité de crimes contre l'humanité.

Kinshasa accepte le départ des trois hommes pour La Haye, à la condition expresse qu'ils soient renvoyés en RDC après leur déposition. Mais les trois témoins piègent tout le monde : au cours de leur audition, ils accusent le régime du président Joseph Kabila d'être responsable des crimes commis en 2002 et 2003 dans l'est du pays, pour lesquels Germain Katanga est poursuivi. LeMonde.fr 30.04

Provocation, répression, réaction ou les ONG et agents de l'Empire en action en Ethiopie et en Colombie sous un faux masque humanitaire ou social.

Le "*moment choisi*", par qui et pour quoi ?

- L'Ethiopie qualifie de "*criminels*" neuf journalistes et blogueurs arrêtés - AFP

Les autorités éthiopiennes ont démenti mardi que neuf blogueurs et journalistes récemment arrêtés aient été visés pour leurs activités dans les médias, assurant qu'ils étaient accusés "*d'activités criminelles graves*".

Le blog Zone9, inaccessible en Ethiopie, affirme sur son site que six de ses contributeurs et trois journalistes indépendants ont été arrêtés les 25 et 26 avril et inculpés pour avoir "*travaillé avec des militants des droits de l'Homme étrangers (...) et avoir incité à la violence via les médias sociaux pour déstabiliser le pays*".

Le Comité de protection des Journalistes (CPJ) a dénoncé "*une des pires opérations de répression de la liberté d'expression*" en Ethiopie et Amnesty International a estimé qu'elle s'inscrivait dans "*une tendance déjà ancienne d'arrestations et de harcèlement de militants et défenseurs des droits de l'Homme, de journalistes et d'opposants*".

"*Ils sont suspectés de crimes graves et la police enquête*", a réagi mardi le porte-parole du gouvernement éthiopien, Getachew Reda, interrogé par l'AFP, sans donner de détails sur les chefs d'accusation pesant sur eux.

"*Nous ne prenons pas d'ordre de Human Rights Watch*" (HRW), a ajouté M. Getachew, alors que l'ONG de défense des droits de l'Homme a appelé à la libération des personnes arrêtées.

Leslie Lefkow, directrice-adjointe pour l'Afrique de HRW, a estimé que ces arrestations "*montraient une fois encore que quiconque critique le gouvernement éthiopien serait réduit au silence*".

Lundi, une porte-parole du département d'Etat américain, Jen Psaki, a indiqué que Washington était informé de ces arrestations et avait "*réitéré (son) inquiétude de longue date sur la restriction des libertés de la presse et d'expression en Ethiopie*".

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry doit se rendre en Ethiopie dans le cadre d'une tournée en Afrique cette semaine et devrait, selon Mme Psaki, aborder le sujet avec le gouvernement éthiopien à Addis Abeba.

"Le moment choisi pour ces arrestations - quelques jours avant la visite du secrétaire d'Etat américain - est éloquent en ce qui concerne le mépris de l'Ethiopie pour la liberté d'expression", a estimé Leslie Lefkow.

HRW a appelé M. Kerry à réclamer aux autorités éthiopiennes la libération de "*tous les militants et journalistes arbitrairement arrêtés ou condamnés au cours de procès inéquitables*".

Environ 200 membres du parti Semayawi ("*bleu*" en amharique), une des rares formations d'opposition en Ethiopie, ont par ailleurs été autorisé à manifester dimanche, sous haute surveillance policière, après l'arrestation d'une vingtaine de ses militants, pour réclamer "*plus de libertés et une vraie démocratie*". AFP 29.04

Le "*moment*" était bien "*choisi*" pour qui, pour affaiblir le gouvernement éthiopien quelques jours avant la visite de Kerry ou pour l'impérialiste américain qui ne supporte pas que les Chinois s'implantent solidement en Ethiopie et soient en train de faire main basse sur la main d'oeuvre éthiopienne particulièrement bon marché ?

L'extrême droite vénézuélienne et ukrainienne sert-elle de modèle en Colombie ?

- Colombie: lancement d'un mouvement de protestation paysanne - AFP

Des paysans colombiens ont lancé lundi un mouvement national de protestation afin de dénoncer l'insuffisance d'un plan de soutien décrété l'an dernier par le président Juan Manuel Santos, qui a jugé cette fronde injustifiée.

"*Nous allons nous battre pour rester dans les campagnes, pour le droit au travail, pour que ce ne soit pas la fin des paysans en Colombie*", a déclaré Cesar Pachon, l'un des porte-parole du mouvement, rejetant la "*faute*" sur le gouvernement.

Entre 20 et 30.000 manifestants sont attendus dans le cadre de ce mouvement d'une durée indéfinie, selon les organisateurs, alors que les autorités ont averti qu'elles ne permettraient pas un blocage des axes routiers.

Les manifestants, inquiets des conséquences des traités de libre échange signés avec les Etats-Unis et l'Union européenne, accusent le gouvernement de n'avoir pas respecté le "*pacte national pour l'Agriculture*" prévoyant une série de subventions.

Le chef de l'Etat, actuellement en campagne électorale afin de briguer un second mandat lors de la présidentielle du 25 mai prochain, estime au contraire avoir apporté des aides importantes au secteur, avec notamment un plan de 3,5 milliards de dollars pour les producteurs de café.

Dimanche, M. Santos a déclaré qu'il n'y avait "*aucune justification*" pour ce nouveau mouvement qui "*pénalise tout le pays*", excluant de négocier sous la pression.

Durant la journée de lundi, des dizaines d'étudiants ont manifesté en solidarité avec les paysans dans les universités privées de Bogota. Des échaufourrées ont eu lieu avec les forces de l'ordre qui ont reçu des jets de pierres et ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. L'Université nationale, l'un des principaux centre universitaire, a suspendu les cours à la suite de ces incidents. AFP 29.04

Infos ou intox ? Un autre article qui porte un autre éclairage sur la situation en Colombie.

Avant rappelons l'infos de l'AFP du 23 avril (causerie du 24)

- Colombie: le président rétablit le maire de Bogota dans ses fonctions - AFP

Le président colombien Juan Manuel Santos a annoncé mercredi avoir rétabli dans ses fonctions le maire de Bogota, l'ancien guérillero Gustavo Petro, destitué en mars, suivant une décision prise mardi par un tribunal de la capitale.

"*Les lois, les juges, m'ordonnent de restituer le maire Petro (dans ses fonctions) et j'ai signé le décret correspondant*", a déclaré M. Santos à la presse.

"*Cette décision n'est que l'application de la loi, je n'ai pas d'alternative, cela peut plaire à certains, pas à d'autres*", a poursuivi le président de centre-droit. AFP 23.04

C'est sûr que cette décision n'a pas dû plaire du tout "*à certains*". Peut-être ceux-là par exemple.

- Colombie : les chemises noires d'Uribe empêchent le Président Santos de faire campagne. - AVN-Aporrea.org - legrandso ir.info - 27 avril 2014

Le Président Santos de Colombie, ne fait pas partie, loin de là, des présidents d'Amérique Latine considérés comme progressistes. Pourtant dans la conjoncture actuelle, d'une offensive néonazie dans la région (aussi), nous verrons qu'il est encore beaucoup trop progressiste pour certains dont l'ex président leader de l'extrême-droite régionale et très bien noté à Washington, Alvaro Uribe.

J'avais publié récemment un entref ilet sur l'assassinat d'un leader des chemises noires de Tercera Fuerza, groupe néonazis dont il sera question dans ce texte... depuis d'autres épisodes ont eut lieu qui mettent en cause des membres de l'armée et de la police qui auraient contribuer à l'entraînement de ces charmants jeunes gens. Dans d'autres articles, des liens très serrés avaient été mis en évidence entre Alvaro Uribe et les leaders de l'extrême-droite vénézuélienne comme Henrique Capriles, Leopoldo Lopez et Laurent Saleh, avec qui il travaille, en très étroite collaboration, a essayer de renverser le gouvernement bolivarien du Venezuela.

Peut-être que le témoignage de Santos, aidera ceux qui seraient encore sceptiques à accepter que oui, c'est bien une tentative de coup d'état d'extrême-droite qui est menée au Venezuela, et que là aussi, ceux qui approuvent les manif estation ne dépassent pas les 10%, ce qui ne les empêche pas de multiplier les actions violentes et de sabotages pour s'emparer du pouvoir, avec le soutien actif de Washington, et d'Uribe, de nos gouvernements et des mass medias. Anne Wolff

Avril 23 – Le Président de Colombie, Juan Manuel Santos, dénonce des attaques à son encontre de la part du "Centre Démocrate" parti de l'ex mandataire Alvaro Uribe, qui se sont intensifiées pendant sa campagne de réélection présidentielle.

"*Le Centre Démocratique, qui dans le f ond est une extrême-droite, en arrive à un point que je n'aurais pas imaginé, des jeunes gens en chemises noires tentent de saboter mes apparitions en public pendant la campagne* » raconte Santos à la BBC. Il souligne que : '*Il s'agit d'une sorte de néonazizme, de néofascisme qui a pour but unique la polarisation (de la société) et la haine* ». Il ajoute qu'il espère que la parti de Uribe ne va pas prospérer.

Il rappelle que lors des récentes élections législatives « *Uribe espérait obtenir 40% du Congrès, mais il a en a obtenu 12%* » Il ajoute qu' « *avec ce faible résultat il n'aura pas la capacité de bloquer aucune loi, ni de mettre un veto à aucune politique. Ils vont faire du bruit et c'est bien qu'ils en fassent, cela fait partie de la démocratie. Et qu'ils expriment leurs opinions par des canaux démocratiques* ».

Santos explique qu'en plus des actions à son encontre durant la campagne en vue des élections présidentielles du 25 mai, depuis l'uribisme, ils attaquent les processus de paix qui se mènent avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie –Armée du Peuple (FARC-EP) à la Havane à Cuba.

"*Ils sont en train d'essayer de manipuler de nombreux secteurs avec des mensonges. Avec de fausses rumeurs : par exemple, ils vont raconter aux militaires qu'ils seront réduits à leur plus petite expression. Aux policiers, ils disent qu'on va leur ôter leurs pensions pour les donner aux guérilleros*" dénonce Santos. Il ajoute « *ils sont en train de mener une guerre sale. Et cela atteint certaines personnes et cela nuit* »

Source : Santos califica de neonazista y neof acista a partido de Uribe.

Ce matin j'ai découvert un article du Monde d'hier illustré par une photo prise à Bogota, de manifestants cagoulés lançant des cocktails Molotov qui m'ont spontanément fait penser à Caracas et Kiev, exactement les mêmes scènes, le même scénario, avec un nombre impressionnant de policiers blessés. Mieux, le Monde se rangeant au côté des manifestants, là en principe c'est un signe qui ne trompe pas, rappelons que ce journal a soutenu les fascistes en Ukraine et au Venezuela.

Alors de là à ce que cette "*protestation paysanne*" soit montée de toute pièce ou que les agriculteurs soient manipulés, c'est possible, tout est possible depuis le 11 septembre 2001, vous n'avez pas oublié n'est-ce pas, tout ce qui s'est produit par la suite en est le produit ou plutôt n'aurait pas pu être possible sans cela, la Libye, la Syrie, Kiev, Caracas, etc.

Faut-il en déduire que les fachos se seraient déjà emparés du pouvoir ? Vous voulez dire aux Etats-Unis et en Israël par exemple, au Japon, en Corée du Sud et bien d'autres pays, au niveau de toute l'Europe demain avec l'UE ?

Ecoutez, c'est très simple.

Comment caractérisez-vous un régime à l'échelle mondiale qui permet à 62 milliardaires de posséder autant de richesses que les 3,5 milliards d'habitants les plus pauvres de la planète, tandis que le patron du Medef en France exige en plus des centaines de milliards d'euros déjà accordés aux patrons et actionnaires depuis 1992 et les dizaines et dizaines encore annoncés, exige que les travailleurs acceptent une "*modération salariale*" au cours de 2 ou 3 années à venir, mais on aurait pu citer aussi les 22 hommes, femmes ou enfants qui meurent de faim ou de sous-alimentation dans le monde chaque minute qui passe ou encore les milliers de milliards de dollars dépensés en armement ou pour faire la guerre chaque année par la totalité des gouvernements, comment appelez-vous un tel régime ?

Si aux morts de faim ou de sous-alimentation vous ajoutez ceux qui meurent faute de soin, d'accès aux médicaments et aux meilleurs traitement, d'eau potable ou de conditions d'hygiène appropriées, les accidents de travail causés par des conditions détestables, les millions de morts qui pourraient être évités car causés par le stress produit par cette société ignoble, alcoolisme, drogue, accidents de la route, du travail, suicides, etc. vous arriverez sur 10 ans ou moins à un nombre total de morts supérieur à celui de la Seconde Guerre mondiale dont on a accusé les nazis d'être responsables.

Tous les discours sur les excès du capitalisme, le partage des richesses, les inégalités et les injustices, etc. sont misérables, désuets et flirtent avec le charlatanisme dès lors qu'on n'est pas capable de mettre en perspective chaque élément, information ou donnée économique ou sociale qui parvient à notre connaissance, finalement de leur donner cette dimension politique et mondiale qui seule permet de comprendre et de prendre conscience que le capital est engagé dans une lutte à mort contre le travail et qu'on ne s'en sortira pas autrement qu'en s'organisant pour briser cette machine infernale qui est en train de nous broyer.

Et pour parvenir à ses fins, notre ennemi est prêt à tout, ne reculera devant rien, aucun moyen y compris les plus monstrueux et criminels, ce qu'il vient encore de prouver en Ethiopie et en Colombie, certes à un niveau modeste pour le moment... Il ne nous laisse pas le choix, il faut l'éliminer, il n'existe pas d'autres alternatives.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Espagne

- Espagne: le chômage proche de son record, dans un climat de découragement - AFP 29.04

Le taux de chômage a encore augmenté en Espagne au premier trimestre, à 25,93%, proche de son record historique, une situation qui incite nombre de demandeurs d'emploi, découragés, à abandonner leurs recherches, voire à quitter le pays.

La situation reste en effet dramatique pour les moins de 25 ans, les plus touchés par le chômage avec un taux de 55,5%.

En outre, dans près de 2 millions de foyers en Espagne tous les membres actifs sont à la recherche d'un emploi, un chiffre en constante hausse.

Aucune des 17 régions d'Espagne n'affiche un taux de chômage inférieur à 17%, et parmi elles l'Andalousie, avec 34,94%, les îles Canaries, avec 32,55%, et l'Extrémadure, avec 32,14%, sont celles qui en souffrent le plus.

"*Quand reviendrons-nous à des taux de chômage inférieurs à 12%, comme avait l'Espagne avant ?*", se demandait mardi Toni Ferrer, un des porte-parole du syndicat UGT, interrogé sur la radio nationale, notant que "*cinq chômeurs sur dix ne touchent aucune prestation ou allocation*", près de 3 millions d'entre eux étant sans emploi depuis plus d'un an. AFP 29.04

En complément. A la hausse...

- Santander affiche un bénéfice en hausse de +8% au 1er trimestre - Reuters

Haut de page

Le 2 mai 2014

CAUSERIE

Quel bonheur de se retrouver seul pendant trois jours !

Je ne corrige plus les fautes, tant pis, pas le temps et les yeux trop fatigués quand j'ai terminé le boulot.

Demain matin on ajoutera encore une vingtaine d'articles.

Matière à réflexion à partir de quelques citations dans le Grand Robert de la langue française.

Nous affirmons que le totalitarisme est le pendant du nihilisme qui sert de philosophie au néolibéralisme.

Nihilisme.

Victor Hugo, les Misérables : La négation de l'infini mène droit au nihilisme. Tout devient « *une conception de l'esprit* ». Avec le nihilisme, pas de discussion possible; car le nihiliste logique doute que son interlocuteur existe, et il n'est pas bien sûr d'exister lui-même (…) En somme, aucune voie n'est ouverte pour la pensée par une philosophie qui fait aboutir au monosyllabe Non. À : Non, il n'y a qu'une réponse : Oui. Le nihilisme est sans portée.

Par exemple, Israël est une conception de l'esprit qui a pour conséquence ou se traduit par la négation des droits des Palestiniens.

L'affirmation selon laquelle le capitalisme est légitime et existe de toute éternité est une pure conception (construction ou vue) de l'esprit qui a pour conséquence ou doit se traduire par l'absence d'alternative au capitalisme ou conduit à déclarer le socialisme illégitime. Il est donc recommandé de s'y soumettre.

Camus, l'Homme révolté : À ce « *tout est permis* » commence (…) l'histoire du nihilisme contemporain (…) Le nihilisme n'est pas seulement désespoir et négation, mais surtout volonté de désespérer et de nier.

Gageons que celui ou ceux qui affirment que « *tout est permis* » appartiennent à la classe dominante ou parlent en son nom, car elle seule peut tirer pleinement profit d'un tel principe ou tout se permettre ou presque. Dans leur société, c'est la richesse et le pouvoir dont on dispose qui déterminent l'espace (ou le champ) de liberté dans lequel on va évoluer, le degré de ce qui nous est permis de faire, légalement ou illégalement.

De son côté l'opprimé serait mal avisé de les prendre au mot et d'être tenté de les imiter. Son pouvoir étant quasi inexistant et sa liberté si limitée, s'il venait à l'ignorer ou à outrepasser ses droits il se verrait réprimer ou remettre en place violemment au point de jurer de ne jamais plus recommencer.

Ainsi le nihilisme est "*désespoir et négation*" pour celui qui en est la victime, il consiste à nier la possibilité de se débarrasser du carcan qui l'étouffe ou le prive de liberté et bien autres choses encore. Il correspond sur le plan social et politique à la négation de ses droits les plus élémentaires.

Nihiliste.

Camus, l'Homme révolté : Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est.

On retrouve un peu la même tendance chez les gens qui tendent à tout relativiser, de nos jours en se généralisant cela aboutit à la remise en cause de toutes les valeurs et de tous les principes, de tous les repères qu'on s'était forgé, toutes les règles, etc. appliqué à l'économie et à la finance en particulier cela donne la déréglementation tout azimut au profit de ceux pour lesquels "*tout est permis*", les banquiers et les principaux actionnaires des multinationales.

Ne pas croire en ce qui est s'avère bien commode, car cela permet de recomposer ou réécrire, interpréter l'histoire à sa convenance, de recourir à toutes sortes de procédés pour manipuler et falsifier les faits ou la réalité.

En imaginant que chacun s'adonne à cette pratique ou y soit encouragé, on aboutirait à une société ou plus personne ne serait en mesure de dire exactement ce qui est ou ce qui s'est passé, de telle sorte qu'il serait devenu impossible de comprendre quels rapports il existe dans la société et agir pour la transformer dans une direction ou une autre, il ne resterait plus qu'à la subir, tandis que seuls ceux qui seraient à la manoeuvre en tireraient profit. Ne serait-ce pas un peu ce qui se passe sous nos yeux aujourd'hui, n'est-ce pas ?

République des copains et des coquins. Une "***rumeur***" confirmée.

L'humoriste Jean-Marie Bigard avait affirmé le 1er mai sur France Info que Michel Charasse, était "*plutôt assez sympa avec les artistes lorsque ces derniers avaient des problèmes fiscaux, au point de déchirer des feuilles d'impôt.*" avant de se rétracter suite à la polémique que ces propos avaient déclenchée.

Il n'en demeure pas moins que c'était exact.

D'ailleurs Charasse l'a confirmé par la suite sans que cela ne déclenche la moindre polémique cette fois, à croire qu'entre temps les médias ont reçu ordre de ménager le PS ou le gouvernement, dans le contexte actuel chacun aura compris pourquoi.

Les éléments fournis par Charasse.

Michel Charasse, ministre du Budget de François Mitterrand, reconnaît tout de même "*un traitement de faveur pour les personnalités, artistes mais aussi sportifs ou syndicalistes, souvent négligentes avec leurs déclarations de revenus*".

"*Je convoquais alors directement l'intéressé pour trouver un arrangement, un délai de paiement supplémentaire, une remise de pénalité, développe-t-il. Je n'ai jamais reçu d'instructions de François Mitterrand ou de Jack Lang. C'est moi qui ai mis en place ce système. Je ne voulais surtout pas de scandale public*." (Source : France Info 01.05)

Des syndicalistes qui négligeaient leurs déclarations de revenus, non, vraiment, pourquoi pas des employés du ministère de l'Economie et des Finances pendant qu'il y est, il nous prend pour des cons Charasse, qu'il dise plutôt qu'ils s'arrangeaient ensemble en guise d'échange de bons procédés, au titre de services rendus, je ne sais pas, un peu d'imagination bordel, pour la patrie, pour la France, un truc dans ce genre là, demandez à Mélenchon, il connaît toutes les formules par coeur (à lire plus loin) !

ACTUALITE EN TITRES

Vive la crise !

- Nouveau record du Dow Jones à Wall Street - LePoint.fr

- Lloyds affiche un bénéfice en hausse de 22% - Reuters

Question indécente.

- L'Europe joue-t-elle contre les travailleurs ? - Liberation.fr

Ils sont en train d'en faire des zombis, des débiles, des esclaves lobotomisés...

- Les coloriages pour adultes, arme anti-stress et niche à succès - AFP

Conseillez-le à votre patron ou à votre banquier...

Provocation des gavés et affameurs.

- Malbouffe et paresse intellectuelle: y'a-t-il un lien et laquelle est la cause de l'autre? - Slate.fr

Evidemment ce sont ces abrutis de prolos qui s'adonnent volontairement à la "*malbouffe* et à la "*paresse intellectuelle*, qui d'autres voulez-vous que ce soient ? Les collaborateurs de ce portail néolibéral bouffent bien, à leur faim, et ils n'ont aucune raison de ce fait de s'adonner pas à la paresse intellectuelle, on n'en doute pas. Dans leur cas c'est de médiocrité intellectuelle dont il faut parler ou de médiocrité tout court.

Et mettre ses capacités intellectuelles au service de la barbarie, vous appelez cela comment ? Sans doute du courage intellectuel.

Et au fait, ceux qui qui crèvent chaque année par millions dans le monde parce qu'ils n'ont pas à bouffer, ils sont atteints de quelle tare ? De paresse, pas digestive parce qu'ils ont le ventre vide, cela leur évite d'user leur cerveau, pour quoi faire, pour rien en somme puisqu'ils vont crever, alors qu'ils économisent leur énergie pour en profiter le plus longtemps possible, qu'ils fassent preuve d'intelligence au moins une fois dans leur vie, qui à défaut d'avoir été bien remplie s'éteint lentement mais sûrement... Nous vivons décidément dans un monde merveilleux, cruel et sordide.

Ils ont la vengeance, la rancune, la haine tenace, coriace.

- Irlande : Gerry Adams arrêté pour le meurtre d'une femme par l'IRA en 1972 - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Echo du 1er mai

- Près de 100 000 personnes manifestent pour le 1er-Mai selon la police, 210 000 selon la CGT - Francetv info

Les jaunes ou la cinquième colonne ukrainienne.

- Le 1er Mai 2014 fait un gros flop - LeFigaro.fr

... le rassemblement de la CFDT et de l'Unsa le matin n'a pas non plus attiré les foules. Il n'y avait pas plus de 200 militants, place Stalingrad à Paris, venus écouter leurs responsables parler… d'Europe. LeFigaro.fr 01.05

Assez d'opportunisme !

- De nombreuses pancartes réclamaient : "*Assez d'austérité, augmentez les salaires*", "*non à l'austérité, oui au partage*" ou encore "*Hollande trahit le peuple*".

Tout sonne faux dans ces mots d'ordre.

Non au partage au niveau atteint par les inégalités, non à l'augmentation de salaire pour mieux s'accommoder du régime capitaliste pendant que les autres en crèvent, non Hollande n'est pas un traite à sa famille, celle des capitalistes. Ce sont les mots d'ordre des "*Trente glorieuses* auxquels ont succédé les quarante ignominieuses, qui les ont enfantées, eh oui il y a un début ou une origine à tout qu'on le veuille ou non...

2%, c'est à peu près ce qui sépare à la présidentielle le candidat de l'UMP et du PS.

- A peine un tiers des Français font confiance aux syndicats - 20minutes.fr

A peine un tiers des Français (32%) font confiance aux syndicats, selon un sondage Ifop pour Atlantico.fr publié jeudi, jour de la Fête du Travail.

Seuls 2% d'entre eux font «*tout à fait confiance aux organisations syndicales*», 30% des personnes interrogées disant leur faire «*plutôt confiance*». 20minutes.fr 01.05

2%, mais alors cela signifie que notre stratégie n'est pas aussi gauchiste que certains le prétendent, qu'elle est en réalité pleinement justifiée, par les faits s'il vous plaît et ne leur en déplaise. Vous vous demandiez peut-être qu'est-ce qui justifiait ou sur quoi reposait les liens que nos dirigeants entretiennent avec les appareils corrompus des syndicats, leur refus obstiné de fonder un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire, vous avez là la réponse : 2%. Et c'est tout ce qu'ils représentent et encore, en étant généreux.

2% qui en réalité représentent les couches les mieux lotis et les plus enchainées au capitalisme puisque la politique des syndicats est favorable au régime, les couches les plus droitières en somme, de gauche cela va de soi !

Effectivement, il ne faut pas se fier aux apparences, aux grandes déclarations, aux discours radicaux, aux écrits à caractère théoriques teintés de marxisme et qui sont finalement destinés à le rester car dans les faits, en pratique il en est tout autrement. Et le résultat, le bilan de tout cela ? Vous l'avez sous les yeux.

Une classe embourgeoisée qui n'a pas conscience de l'être, un mouvement ouvrier bourgeois qui n'a pas conscience de l'être, une avant-garde qui l'est tout autant et n'a pas davantage conscience de l'être, des syndicats qui sont devenus uniquement des rouages du régime en place, des gestionnaires des rapports entre le capital et le travail au profit du régime auquel ils sont liés irrémédiablement, le tout aboutissant à la dislocation de l'opposition de gauche et à l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire, section de l'internationale socialiste révolutionnaire tout aussi inexistante à l'échelle mondiale.

Y participer : C'est légitimer ce qui en sortira.

- Lepaon (CGT) ironise sur la prochaine conférence sociale prévue en juillet - AFP 01.05

Y aller, c'est mieux que cela encore, c'est déjà se placer sur le terrain de l'ennemi, déposer les armes, capituler.

Dans le cas des bureaucrates actuels des syndicats on ne peut même pas dire qu'ils trahissent ou capitulent, ce serait leur faire trop d'honneur puisqu'ils sont étrangers à la classe ouvrière. Ce sont des agents du capital et ils agissent en tant que tels, les traiter de traîtres c'est déjà faire une entorse à la réalité, faire preuve de faiblesse ou de mansuétude à leur égard ou les ménager. Maintenant il arrive qu'on emploie ces expressions parce que les travailleurs syndiqués ou non ne savent pas encore exactement qui ils sont, on est bien obligé d'en tenir compte.

Le problème avec nos dirigeants c'est, qu'ils utilisent ou non ces expressions ou des variantes ne change absolument rien à leurs rapports avec les appareils pourris des syndicates, les liens éternels qui les unissent, amen. Ah ben oui, car à un moment donné il faut bien reconnaître qu'ils sont fossilisés, pour l'éternité ou lobotomisés puisqu'ils sont incapables de toute réflexion qui remettrait en cause ces rapports, quoi qu'il arrive, jamais vous ne trouverez chez eux la moindre discussion sur ce sujet, que dis-je, la moindre allusion.

En famille.

Thierry Lepaon a déclaré avoir "*du mal à mesurer la différence*" entre la politique de François Hollande et celle de Nicolas Sarkozy. AFP 01.05

Cela signifie malgré tout qu'il en existe une : Lepaon avait appelé à voter Hollande, autrement dit c'est comme s'il avait appelé à

voter Sarkozy, ne dites pas non, il le dit lui-même à sa façon. Cela devient de plus en plus difficile de couvrir une telle arnaque, à savoir, faire croire que le PS serait de gauche.

Comme Mélenchon il l'aime leur société, leur pays, il veut les sauver, la gauche à leur secours pour en fait garantir la pérennité du régime, c'est beau, cela donne envie...

- Mélenchon réclame "*une politique de gauche*" à l'occasion du 1er Mai - AFP

C'est le langage des impuissants. Nous, nous ne réclamons rien à Hollande, nous ne sommes pas des mendiants. Il faut avoir la mentalité d'un esclave soumis à son maître pour faire preuve d'une telle bassesse.

"*On n'a jamais vu ça en France: un gouvernement à peine constitué qui perd la moitié de ses alliés*", a-t-il poursuivi. Sans blague, on en aurait presque la larme à l'oeil !

Et quels "*alliés*", qui sont allés soutenir le gouvernement composé de nazis à Kiev, entre autres.

"*Il ne reste plus personne pour soutenir ce gouvernement, à part une partie du Parti socialiste, on voit bien qu'il n'a pas de base majoritaire.*"

Rectifions, la totalité du PS qui a voté le TSCG, notamment, dans le cadre duquel s'inscrit le pacte de responsabilité. Pour le reste, je vous renvoie à la causerie d'hier.

Il a oublié le PRG, un parti bourgeois s'il en est. Et puis il y l'UDI (dont 17 députés se sont abstenus lors du vote sur le pacte de responsabilité au lieu de voter contre) et l'UMP qui se reconnaissent dans le pacte de responsabilité, en estimant toutefois que les concessions au patronat auraient pu être plus consistantes, 85 ou 100 milliards d'euros au lieu de 50.

Les médias aussi qui le ménagent, aucun n'a révélé que la biographie de Valls était une vaste supercherie, ils apprécient ses efforts en direction du capital à leur juste valeur tout en sachant que l'UMP ne ferait pas mieux ou ne serait même pas en mesure d'en faire autant. Et puis il y a Bruxelles, Berlin, Washington qui encouragent Hollande-Valls-Fabius.

On aurait pu se contenter de lui répondre que 67 députés se sont abstenus lors du vote sur le pacte de responsabilité au lieu de voter contre, uniquement pour qu'une majorité se dégage en faveur de ce texte et empêcher que Valls soit mis en minorité et Hollande contraint à dissoudre l'Assemblée nationale et appelé à des élections législatives anticipées.

Que le charlatan Mélenchon l'admette ou non n'y change rien, les différents parti de droite de connivence se sont arrangés pour que le gouvernement dispose d'une majorité.

Mélenchon est obligé de déformer la réalité parce qu'il refuse obstinément d'admettre que le PS figure dans le même camp que l'UMP, PS dans lequel il a milité pendant 30 ans, ce dont on comprend, car comment admettre qu'on a milité pendant si longtemps dans un parti de droite, mieux, comment admettre que le PCF soit allié à un parti dont le principal dirigeant est issu d'un parti de droite, le Front de gauche éclaterait, le PG aussi et le PCF connaîtrait une nouvelle crise peut-être fatale, bref, l'heure sonnerait pour le mouvement ouvrier de balayer toute cette vermine et de se recomposer sur une base sociale saine, impensable, il faut absolument éviter qu'un tel scénario ne se produise.

- "*A bas l'austérité, un poison qui va tuer la société, il nous faut une politique de gauche, il nous faut un gouvernement de gauche*", a-t-il lancé. "*Ce n'est pas comme ça qu'on va redresser les comptes publics, pas comme ça qu'on va améliorer la vie du pays, on est en train de vider la France de son sang*", a-t-il ajouté. AFP 01.05

Quelle crève leur société de merde, la vôtre monsieur Mélenchon !

Ah la France, la grandeur de la France dans le monde ! Est-il vraiment de gauche Mélenchon pour tenir ce genre de discours ?

On va le faire très populaire, genre discussion dans l'atelier, chez nous et entre nous quoi.

C'est avec ce genre de discours qu'il baise les travailleurs, parce qu'ils ne disposent pas des outils politiques pour le décrypter. Evidemment que personne ne souhaite que la situation empire et que les travailleurs souffrent davantage, mais personne ne comprend pas non plus que le problème n'est pas la politique du gouvernement ou le gouvernement en soi qui demeureront ce qu'ils sont quelle que soit l'étiquette qu'on leur colle, dès lors que nous n'aurons pas remis en cause les rapports existant entre les classes, l'Etat et les institutions des capitalistes qui en sont les garants. Autrement dit, tant que la classe ouvrière ne se sera pas emparée du pouvoir politique, non pas par les urnes car cela n'a jamais existé dans le passé dans aucun pays du monde, mais par sa mobilisation révolutionnaire, en faisant sa révolution comme le fit autrefois la

bourgeoisie pour se débarrasser du système économique féodal, pour se débarrasser du système capitaliste aujourd'hui, comme le fit le parti de Lénine en 1917 en Russie... d'où la nécessité de construire ce parti, car sans ce parti nous ne vaincrons jamais les capitalistes, nous ne prendrons jamais le pouvoir et le pire est encore à venir, il faut en prendre conscience.

Ce qu'on ne vous dit pas, c'est que quotidiennement la classe dominante lutte pour se maintenir au pouvoir, pour le renforcer, et tous les acteurs qui la représentent officiellement (UMP, UDI, PS, EELV, MRC, PRG, FN) ou interviennent sous de faux masques comme Mélenchon, Laurent, Lepaon, etc. luttent à ses côtés pour qu'elle conserve le pouvoir politique, pour assurer la stabilité du régime, la paix sociale, d'où la mise en scène du "*dialogue social*" qui n'est qu'une gigantesque mascarade destinée à tromper les travailleurs, à les livrer à leur ennemi pour qu'ils ne puissent pas le combattre et ne comprennent pas ce qui est en train de se jouer, et surtout leur interdire de poser la question du pouvoir, de l'Etat, de trouver la voie qui mène à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser l'ordre établi, renouer avec le socialisme, le véritable socialisme, révolutionnaire, celui de Marx et Engels.

L'"***unité des socialistes***" pour la guerre en 1914 et en 1939 (et demain qui sait, la guerre)... contre la classe ouvrière.

- 1er Mai : Jean-Christophe Cambadélis en appelle à Léon Blum - LeFigaro.fr 01.05

Dans son intervention du 1er Mai, le premier secrétaire du PS a souligné la « *brûlante actualité* » du message de Blum, insistant sur le fait qu'il incarne « *le principe essentiel d'unité des socialistes* ».

- «*Léon Blum? C'est lui qui a fait la révolution du travail…*», en portant Laval et Pétain au pouvoir ! Ce sont les masses mobilisées par millions en 36 qui ont fait "*la révolution du travail*" monsieur le faussaire.

- «*Soit nous avançons unis, soit nous serons défaits désunis*», rappelons que c'est "*unis*" qu'ils ont envoyé les générations précédentes à l'abattoir.

- Oui à la «*culture du débat*», a-t-il ajouté, «*il y a un siècle comme aujourd'hui*», il a parfaitement le droit de revendiquer la trahison de la social-démocratie le 3 août 1914 ou celle de 39...

- À condition qu'il soit «*au service de notre devoir de combat*», pour combattre qui, pour le compte de qui, l'oligarchie financière...

- «*Le débat doit donner un sens à l'action et non pas partir dans tous les sens et rendre l'action impossible.*»

Le "*débat*" doit être orienté dés le départ dans une direction bien précise et ne pas en dévier, c'est seulement ainsi que le PS peut servir le régime... On aura compris qu'il ne conçoit le débat qu'à partir du moment où il est subordonné à un objectif déterminé à l'avance, et qu'être au PS signifie avoir accepté au préalable ce principe et cet objectif, qui évidemment n'a rien à voir avec le socialisme.

Un rappel utile.

La SFIO n'a jamais été véritablement un parti socialiste, qu'on se souvienne d'Engels et Marx qui dans la foulée de la liquidation de la Ier Internationale affirmèrent que le terme socialiste ne correspondait pas ou plus au développement de leur pensée et de la situation, de la lutte des classes, et que celui de communiste était plus approprié. Engels renchérissant en affirmant que les sections de la prochaine Internationale seront communistes. Or tel ne fut pas le cas, elles furent socialistes ou social-démocrates, avec les conséquences prévisibles et désastreuses que l'on sait puisqu'en 1914 la IIe Internationale fit faillite et passa dans le camp de l'ennemi avec armes et bagages ; tout comme le PCF n'a jamais été un parti communiste (dixit Lénine et Trotsky). Alors de là à penser que les partis dits trotskistes ne l'ont jamais été non plus... trotskistes conciliateurs peut-être ou certainement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

Le seul Etat (théocratique) au monde reposant sur un mythe, une falsification de l'histoire.

- Netanyahu veut une loi pour définir Israël comme un «*Etat juif*» - libération.fr

Israël va chercher à ancrer dans la loi son statut d'Etat du peuple juif, a déclaré jeudi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. «*L'une de mes principales missions en tant que Premier ministre d'Israël est de défendre le statut de l'Etat d'Israël comme l'Etat national de notre peuple*», a déclaré M. Netanyahu lors d'un discours à Tel-Aviv, dont la transcription a été fournie par son bureau. «*A cette fin, j'ai l'intention de soumettre une loi à la Knesset (Parlement) qui constituera un ancrage constitutionnel pour le statut d'Israël comme Etat national pour le peuple juif*», a-t-il poursuivi.

Le président de la coalition de M. Netanyahu, Yariv Levin, a félicité le Premier ministre pour sa «*décision historique, qui ramènera Israël sur une voie sioniste après des années de brèches juridiques infligés aux principes fondamentaux sur lesquels l'Etat a été fondé*». «*Le Premier ministre m'a donné l'ordre de faire avancer une législation sans délai*», a déclaré M. Levin, un membre du parti Likoud (droite) de M. Netanyahu.

En 2011, Avi Dichter, un membre du parti Kadima (centre), avait tenté de faire passer une loi similaire, mais le projet avait été torpillé par la chef d'alors de ce parti, Tzipi Livni, aujourd'hui ministre de la Justice et chargée des négociations avec les Palestiniens. En 2013, M. Levin avait de nouveau soumis une version amendée d'une loi similaire, qui n'avait pas abouti.

L'annonce de M. Netanyahu a été très mal accueillie au sein même de son gouvernement de coalition, Mme Livni promettant qu'elle ne laisserait pas passer une telle loi. «*Mme Livni s'est opposée par le passé à des initiatives en faveur des 'juifs' qui se font aux dépens des valeurs démocratiques, et elle le fera à l'avenir même si celui qui propose (la loi) est le Premier ministre*», a indiqué sa porte-parole Mia Bengel sur Twitter. Menachem Hofnung, un professeur de sciences politiques à l'université hébraïque, a estimé qu'une telle proposition n'aurait probablement pas la majorité dans le gouvernement. «*Il existe déjà des lois stipulant qu'Israël est juif et démocratique*», a-t-il rappelé. «*Donc, je ne suis pas sûr de l'intérêt d'une autre loi, si ce n'est de mettre un nouvel obstacle au processus de paix*». libération.fr 01.05

En complément

- Le plan Levene de paix pour Israël - Le Réseau Voltaire - 01.05

Allan Levene, un membre du Parti républicain qui brigue l'investiture de sa formation politique pour l'élection des représentants dans quatre États différents, a proposé un nouveau plan de paix pour Israël.

Israël reviendrait aux frontières de 1967 et recevrait en échange une partie du Texas (d'environ 25 000 km2, soit presque l'équivalente en surface au Massachusetts) qui deviendrait un État indépendant.

C'est la première fois depuis la création de l'État d'Israël qu'une personnalité juive propose de le déplacer hors de la Palestine. On en revient à la situation qui a prévalue dans le mouvement sioniste du XVIIe à la fin du XIXe siècle : un projet purement colonial sans connexion aux mythes bibliques. Le Réseau Voltaire - 01.05

Et les Texans qui habitent cette partie du Texas, ils iraient où, ils deviendraient quoi ? Des réfugiés politiques dans leur propre pays comme les Palestiniens, s'ils n'étaient pas chassés de chez eux manu militari ou contraints à l'exil. Les sionistes ont toujours des idées généreuses, ils respirent l'amour ou la compassion...

SOCIAL

Suède

- Suède : la ville de Göteborg veut passer à la semaine de 30 heures - Francetv info

Des expérimentations vont être menées dans la ville de Göteborg, en Suède, dans le but de passer aux 30 heures de travail hebdomadaires. Selon France Info, jeudi 1er mai, le conseil municipal envisage de réduire le temps de travail des agents municipaux afin d'améliorer leur bien-être.

La municipalité espère que les employés dont le temps de travail aura été réduit prendront notamment moins d'arrêts de travail. "*Dans deux secteurs de la ville, les employés travailleront six heures, tandis que dans l'autre, ils effectueront sept heures, à salaire égal*", précise la radio, qui cite le journal suédois The Local.

Selon Slate.fr, la ville souhaite également créer de l'emploi et augmenter la productivité des travailleurs. "*La Suède fait partie des pays de l'OCDE où les semaines de travail sont les plus courtes*", précise le site internet. Francetv info 01.05

On ne sait pas grand chose sur la Suède, peut-être parce qu'on n'a pas eu le temps de se documenter sur ce pays, il paraîtrait selon un internaute qu'il ne fait pas aussi bon vivre que cela en Suède, si vous avez un article sur ce sujet, envoyez-le moi pour en faire profiter vos petits camarades lecteurs.

ECONOMIE

Chine.

- La Chine soutient un traité de libre-échange en Asie-Pacifique - AFP

Pékin souhaite un vaste accord de libre-échange dans l'Asie-Pacifique, a indiqué un haut responsable mercredi, alors que les négociations s'éternisent sur le projet concurrent de Partenariat trans-Pacifique (TPP), mené par les Etats-Unis et qui exclut la Chine.

Cette proposition intervient avant une rencontre en Chine, le mois prochain, des ministres du Commerce des Etats membres de l'APEC (Forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique).

"*L'étude de faisabilité examinera les bénéfices économiques potentiels si les membres de l'APEC parviennent à un accord de libre-échange (...) et quel usage faire des accord existants*" dans le cadre d'un accord plus général dans l'ensemble de la région, a détaillé M. Wang.

"*Nous pensons qu'il n'y a aucune contradiction entre ce FTAAP et les autres accords de libre-échange actuellement discutés dans la région*", a-t-il ajouté.

Cependant, le projet apparaît bien comme rival de l'accord pour un Partenariat trans-Pacifique (TPP), défendu par les Etats-Unis et qui regrouperait 12 Etats dont le Japon, l'Australie, la Malaisie et le Mexique -- tous membres de l'APEC.

Le président chinois Xi Jinping avait déclaré en octobre, lors d'une réunion de l'APEC en Indonésie, que Pékin s'engagerait de son côté "*à construire un cadre de coopération régionale trans-Pacifique qui bénéficierait à toutes les parties*".

Cette déclaration avait été largement interprétée par les médias chinois comme une critique implicite du projet de TPP, élément-clef de la politique économique et stratégique du président américain Barack Obama, mais dont la Chine est exclue.

La composition du "*groupe de travail*" évoqué mercredi n'est pas encore déterminée, mais il pourrait comprendre des responsables gouvernementaux, des hommes d'affaires et des universitaires issus des différents pays, a indiqué le haut responsable chinois.

Cette proposition chinoise "*a reçu un accueil très positif de la part de divers pays membres de l'APEC*", a ajouté Wang Shouwen, sans les identifier.

Elle intervient par ailleurs alors que les négociations sur le TPP restent suspendues à la position du Japon, Tokyo ne voulant rien lâcher sur ses cinq "*vaches sacrées*": sucre, riz, blé et produits à base de céréales, viande de boeuf et de porc, produits laitiers.

Le partenariat trans-Pacifique (TPP, 12 pays) représenterait 40% du PIB mondial. A eux seuls, le Japon et les Etats-Unis totaliseraient près de 70% de cette proportion. AFP 29.04

Les Chinois ne sont pas contre un accord de libre-échange avec les Américains, ils tiennent seulement à ce que leurs intérêts soient préservés, ils sont d'accord sur la forme et l'objectif mais pas tout à fait sur le contenu, ce qui confirme ce que nous avions déjà écrit, cela vaut aussi pour la Russie.

Le problème avec les oligarques anglo-saxons, c'est qu'ils estiment qu'ils doivent demeurer hégémoniques pour mener à bien leur plan de nouvel ordre mondial, qu'ils sont les seuls capables de faire preuve de suffisamment de détermination (et cynisme) pour y parvenir, ils n'ont confiance en personne d'autres qu'eux-mêmes. Ils veulent impérativement dicter la marche à suivre à tous les Etats ou chefs de gouvernement sans forcément tenir compte des contraintes sociales ou politiques auxquelles ils sont confrontés, aussi il arrive (assez souvent) que cela coince quelque part.

Le nouvel ordre mondial, c'est l'alliance de tous les oligarques à l'échelle mondiale pour instaurer un gouvernement mondial et exploité le prolétariat mondial réduit en esclavage pour la fin des temps. Aussi, on n'imagine pas qu'un ou des oligarques dans le monde soient opposés à cet objectif, car ils savent qu'il n'existe pas d'alternative à cette stratégie politique pour faire face

aux contradictions qui rongent inexorablement le capitalisme...

Haut de page

Le 3 mai 2014

CAUSERIE

Les milices fascistes ont mis le feu au bâtiment des syndicats à Odessa et causé la mort de dizaines de travailleurs et syndicalistes qui s'y étaient retranchés. Les mineurs vont-ils réagir ? (lire l'article d'actualité mis en ligne dans cette page)

La situation en Ukraine est révolutionnaire, les masses s'arment et se mobilisent pour affronter l'armée de Kiev encadrée par l'OTAN et soutenue par les milices fascistes qu'ils ont armées. Mais sans parti révolutionnaire pour les guider et sans orientation ou objectifs politiques clairs, ils vont se faire massacrer ou d'entretuer dans une guerre civile fratricide orchestrée depuis Washington, Bruxelles, Londres, Berlin et Paris.

Où est la solidarité ouvrière ?

Le site sera actualisé d'ici 3 ou 4 heures.

Samedi 15h42 en Inde.

Ukraine. Les masques tombent.

- Mélenchon. Ukraine : "*... je demande que la France prenne l'initiative d'une médiation internationale indépendante de l'OTAN.* " - 2 mai 2014

De qui se fout-il Mélenchon, il demande au gouvernement de va-t-en guerre Hollande-Valls-Fabius-Le Drian totalement inféodés à Washington qui pilote l'OTAN, qui ont soutenu toutes les guerres impérialistes depuis 2012, quand ils n'en ont pas pris l'initiative (Mali, Centrafrique), de défier l'OTAN, quel mauvais illusionniste ! Pourquoi ne pas demander la médiation de l'ONU ou de la Maison Blanche pendant qu'il y est !

Ne cherchez pas un article sur les derniers développements en Ukraine dans les portails des partis ouvriers hormis le NPA pour qui "*Poutine a sans doute poussé à l'offensive sanglante contre Maïdan qui a coûté son poste à Ianoukovitch*" (24/04/2014), c'est la thèse défendue par Obama, Hollande, etc. qui font l'impasse sur les violentes provocations qui l'avaient précédée et la responsabilité des tirs aussi bien sur les manifestants que la police, l'extrême droite ukrainienne ou la CIA et Tsahal puisqu'ils étaient présents sur les lieux et que cela a été prouvé, qu'ils l'ignorent au NPA n'a rien d'étonnant,

Ne cherchez pas des messages ou communiqués de solidarité ou de soutien au combat de la classe ouvrière ukrainienne qui tente de résister comme elle peut au gouvernement nazi de Kiev mis en place par Washington et Bruxelles, vous n'en trouverez pas.

Ne cherchez pas non plus le moindre appel à une manifestation en soutien à son combat, vous n'en trouverez pas.

Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont démissionné, capitulé, ils sont quasiment en état de mort clinique.

En complément.

LO ménage l'Union européenne.

- L'Europe, un bouc émissaire bien pratique - 2 mai 2014

Il faut bien que LO justifie sa participation aux élections européennes.

Le nihilisme, c'est aussi cela.

- L'incroyable déni de réalité des pro-européens : le pire danger pour l'Europe est-il ceux qui la défendent ? - Atlantico.fr

- L'incroyable déni de réalité des anti-européens : ce que l'Europe serait vraiment devenue sans l'Union - Atlantico.fr

Ils dénoncent un déni présenté sous deux angles opposés pour donner un gage d'impartialité aux lecteurs et le mettre en confiance pour qu'ils ne se doutent pas que ses auteurs se livrent eux-mêmes à un déni, qui consiste à vilipender les adversaires de l'UE pour mieux justifier son existence en expliquant qu'aussi imparfaite soit-elle, elle leur aura éviter le pire, et que donc pour cette raison ils doivent la soutenir ou y participer.

Souvenez-vous la causerie d'hier, "*le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est*", il n'est donc pas question que les lecteurs ne croient pas en l'UE, mais qu'ils ne croient pas ce qu'elle est réellement, un instrument de l'oligarchie financière, une machine de guerre contre tous nos droits sociaux et politiques.

ACTUALITÉ DU JOUR

Eurocratie. Boycott !

- Le MRC ne présentera pas de candidats aux européennes et appelle au boycott - Liberation.fr

Pour sauver l'UE, qu'on ne s'y trompe pas...

- Européennes : à chacun son truc anti-abstention - Liberation.fr

Ah le cachet... et le suppositoire! Récupération, instrumentalisation, manipulation. Les bouffons des élites, le plus souvent sans talent.

- Européennes: Dany Boon et Guillaume Gallienne appellent à aller voter le 25 mai - AFP

Plusieurs personnalités du spectacle, dont les acteurs Dany Boon et Guillaume Gallienne, ont appelé à voter aux élections européennes du 25 mai dans une vidéo réalisée par l'association "*Européens sans frontières*" alors que des sondages prévoient plus de 60% d'abstention.

La vidéo intitulée "*Rock the eurovote*" mise en ligne le 18 avril sur les sites du Parisien, de France Télévisions ou de France 24 montre, aux côtés des deux comédiens, les actrices Virginie Elfira et Florence Pernel, l'administratrice générale de la Comédie Française Muriel Mayette, le rappeur Féfé et Jean-Christophe Victor, le présentateur de l'émission d'Arte "*Le dessous des cartes*" encourageant les citoyens à se déplacer aux urnes le dimanche 25 mai.

"*L'idée, c'est d'utiliser le monde de la culture pour être efficace auprès des jeunes, étant donné que la classe politique et médiatique sont méprisées*", a expliqué à l'AFP Philippe Cayla, président d'"*Européens sans frontières*" et ancien patron d'Euronews.

"*On a fait participer des citoyens de la société civile avec une grosse notoriété pour inciter les jeunes à voter*", a continué M. Cayla, alors qu'un sondage Ifop du 11 avril indiquait que 61% des Français comptaient s'abstenir.

Un dessin de Plantu en fond d'écran, les personnalités lisent un texte appelant les électeurs à se mobiliser, livrant leur vision de l'Europe:"*pour moi, l'Europe c'est la paix*", explique ainsi Dany Boon, "*j'aurais voulu que, plus jeune, on me dise "hé, y'a des trucs à faire en Europe!"*" s'exclame Féfé. (La paix sur fond de dislocation de la Yougoslavie et de massacres, de bombardements de l'OTAN. La paix sur fond de fascisme en Ukraine et en Hongrie notamment. Sans oublier les quelques 30 millions de chômeurs, les 190 millions de pauvres. La paix pour les nantis dont il fait partie, c'est sans doute ce qu'il voulait dire, au Monde, les chiens ne font pas des chats... - ndlr)

"*C'est à nous citoyens de nous prendre en main, et la culture peut peut-être nous sauver*", termine le dessinateur Plantu. (Ah ben c'est certain, si tout va mal et fout le camp, c'est parce qu'on est des cons, on n'est pas capable de se prendre en main, c'est de notre faute, on a le gouvernement et les eurocrates qu'on mérite, n'est-ce pas ? - ndlr)

Philippe Cayla espère une diffusion sur les chaînes du groupe France TV et a annoncé une prochaine vidéo avec les témoignages de l'animateur Nagui, l'humoriste Kyan Khojandi ou encore l'actrice Aïssa Maïga. AFP 02.05

Ils ont oublié de préciser que Dany Boon ne vivait ni en France ni en Europe... mais à Los Angeles.

Dictature. Guerre idéologique. Contrôle de la population. Camisole de force de la pensée.

Crescendo.

- Contre les discriminations, les Français préfèrent les sanctions - AFP

- Contre les discriminations, les Français préfèrent les sanctions à la sensibilisation - Francetv info

- Les Français veulent des sanctions plus dures contre les discriminations - LeFigaro.fr

Ce pays n'est-ils pas en train de se transformer en un immense camp de concentration pour la pensée, pour commencer...

"*Les gens veulent avant tout des sanctions et du flagrant délit*", a commenté Samuel Thomas, délégué général de la Fédération des Maisons des Potes, commanditaire du sondage et partie civile au procès de Logirep

Les sionistes à l'origine de ce sondage.

AFP - Interrogés sur diverses mesures de lutte contre les discriminations liées à l'origine, la nationalité, la couleur de peau ou la religion, les sondés préfèrent les actions qui mettent les auteurs en accusation.

"*Les gens veulent avant tout des sanctions et du flagrant délit*", a commenté Samuel Thomas, délégué général de la Fédération des Maisons des Potes, commanditaire du sondage et partie civile au procès de Logirep. AFP 02.05

Si c'est "*Samuel*" qui le dit... Au fait, quelle mesure préconise-t-il contre ses potes fascistes qui ont incendié le bâtiment des syndicats à Odessa et causé la mort de plusieurs dizaines de personnes ?

- Un bailleur HLM condamné à 20.000 euros d'amende pour fichage ethnique - Le Nouvel Observateur

Un des plus gros bailleurs sociaux d'Ile-de-France, Logirep, a été condamné vendredi 2 mai à 20.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre pour avoir procédé à un "*fichage ethnique*" de ses locataires.

Le tribunal a en outre condamné le bailleur social à verser 10.000 euros de dommages et intérêts aux deux associations parties civiles dans cette affaire, SOS Racisme et La Maison des Potes.

Une amende de 50.000 euros avait été requise à l'audience, le 7 mars dernier, par le parquet.

(Le parquet, autant dire le ministère de l'injustice soutenait cette plainte. - ndlr)

La société HLM, qui gère quelque 36.000 logements, avait été visée par une enquête après le dépôt de plainte pour "*discrimination raciale*" d'un homme d'origine ivoirienne qui s'était vu refuser, en juillet 2005, un trois-pièces dans une tour de Nanterre.

(Autrefois à Nanterre, à côté de chez moi quand j'habitais à Rueil chez mes parents, sans doute encore aujourd'hui, certaines cités étaient habitées majoritairement par des Maghrébins. Chacune avait sa bande de voyous, elles se battaient parfois entre elles, mais leurs cibles c'étaient plutôt les noirs et les portugais, yougoslaves, etc., et quand ils sortaient en ville et en croisaient un, ils le bastonnaient, pareil quand ils sortaient en boîte, les videurs des boîtes étaient un morceau de premier choix, ils les massacraient. A l'époque mes potes s'appelaient Kader, Rachid, Kamel, Amid, etc. c'était la bande du Moulin des Gibets, une cité HLM située à trois cent mètres de chez mes parents. Ils avaient les mêmes distractions que leurs collègues de Nanterre, personnellement je restais en retrait, j'étais trop froussard et incapable de me battre avec qui que ce soit, j'observais, cela a duré peu de temps avant de cesser cette fréquentation.

Tout cela pour dire que si je travaillais dans une société d'HLM ou immobilière, il ne me viendrait pas à l'idée de proposer un appartement dans ces citées à un noir ou à un immigré autre qu'originaire du Maghreb, mieux, je m'y opposerais pour ne pas leur faire courir de risques inutiles. J'ai déjà indiqué à mon épouse d'origine indienne de refuser tout HLM qui serait située dans un tel quartier à Aubagne ou Marseille, par sécurité pour elle.

Ceux qui s'émeuvent que des fichiers puissent porter des mentions de différentes natures sur des habitants d'un immeuble ou d'un quartier, on leur conseillera d'aller faire un séjour dans les cités dont j'ai parlées, de préférence le soir quand la nuit est tombée, un soir de pleine lune s'ils sont suicidaires.

On nous dira que c'est là favoriser les ghettos, pardon, rectifions, ils existent déjà, et ce sont ceux qui en portent la responsabilité (UMP et PS) qui de la sorte ont favorisé le communautarisme, quand ils ne le financent pas, comme ces associations par exemple.

Pour revenir à l'affaire qui a fait l'objet de cet article.

- Le demandeur, agent de la RATP, avait visité l'appartement avant d'apprendre que son dossier était rejeté par la commission d'attribution des logements qui, pour motiver son refus, avait coché la case "*mixité sociale*".

Afin d'en savoir plus, le jeune homme avait appelé la Logirep et enregistré sa conversation avec une employée qui lui avait expliqué qu'il était "*d'origine africaine et qu'il y avait déjà assez de Noirs dans cette tour*".

Il semblerait que dorénavant ils aient mêlé différentes communautés dans les mêmes "tours" d'habitation de telle sorte que des tensions interviennent régulièrement entre elles ou que les comportements des unes déteignent sur les autres pour que l'ensemble se retrouvent confrontés aux mêmes difficultés, dont le chômage, la pauvreté et la précarité, la violence et la drogue qui les accompagnent.

- Interrogé sur la découverte d'un fichier informatique comportant des informations sur les origines raciales des locataires comme "*Alg*" pour Algérie ou "*Gy*" pour Guyane, ce qu'interdit la loi, le représentant avait expliqué à l'audience qu'il s'agissait d'un champ destiné à l'informaticien qui ne servait pas aux gestionnaires du parc locatif. Le Nouvel Observateur avec AFP 02.05

Il ment et c'est dommage, mais dans le climat nauséabond de chasse aux sorcières qui existe en France, il devient malsain de faire preuve de responsabilité.

Ceux qui accusent Logirep sont idéologiquement gangrenés par les néolibéraux sionistes qui tirent les ficelles derrière, pour lesquels tout est bon pour terroriser la population qui n'adopte pas leur mode de pensée, leur objectif étant de la diviser et de casser toute résistance à leur politique que Valls met en oeuvre.

Les véritables communautaristes sont ceux qui dénoncent le communautarisme ou la discrimination, de la même manière qu'il n'y a pas plus antisémites que les sionistes qui dénoncent l'antisémitisme. On pourrait continuer, les véritables antisocialistes sont ceux qui prétendent être socialistes, le PS en tête. Les véritables ennemis de la démocratie ceux justement ceux qui prétendent la défendre ou lutter pour la démocratie, etc. Obama en tête.

Quand il existe des antisémites indésirables et des antisémites tout à fait fréquentables.

Les indésirables qui dénoncent l'Etat d'Israël.

- Dieudonné doit se rendre à un congrès antisémite dimanche à Bruxelles - liberation.fr

Vendredi, la Ligue Belge Contre l'Antisémitisme (LBCA) a déposé plainte auprès du procureur du roi de Bruxelles aux côtés de la Licra et de l'Union des étudiants juifs de Belgique. Selon elles, les éléments d'un délit à la loi contre le racisme et la xénophobie sont d'ores et déjà réunis. liberation.fr 02.05

Les fréquentables qui attaquent le mouvement ouvrier.

- Plus de 40 morts à Odessa dans des heurts et un incendie - Reuters

Au moins 38 personnes sont mortes intoxiquées par la fumée ou se sont tuées en sautant par les fenêtres du bâtiment des syndicats qui avait été incendié. Reuters 02.05

Désinformation, intox : Plus de limites.

Entendu hier à l'ONU.

- Russie et Occident s'accusent mutuellement d'hypocrisie à l'Onu - Reuters

"*L'étendue de l'hypocrisie de la Russie est stupéfiante*", a déclaré l'ambassadeur du Royaume-Uni, Mark Lyall Grant. "*La Russie soutient résolument, et de fait arme, les régimes les plus répressifs du monde, notamment la Syrie (...). L'indignation sélective de la Russie à propos des actions proportionnées et mesurées de l'Ukraine ne convainc personne.*"

L'ambassadrice des Etats-Unis, Samantha Power, a évoqué "*les mensonges monumentaux*" de la Russie sur l'Ukraine. Le problème en Ukraine, a-t-elle dit, se résume à une "*violence paramilitaire parainée par la Russie*". Reuters 02.05

ACTUALITE EN TITRES

Dictateurs et inquisiteurs : Ce sont les mêmes.

Les chefs des "***prédateurs terroristes***" sont à l'Elysée et à Matignon.

Djihad en Syrie : "*Nos enfants sont des adolescents manipulés, sous le joug de prédateurs terroristes*" - LeMonde.fr

En réalité ils ne font qu'appliquer la politique du gouvernement, non ?

Dehors Hollande-Valls-Fabius

Expulsion d'un présumé recruteur de jihadistes - Liberation.fr

Au menu des réacs.

- Manuel Valls a quand même des raisons d'envisager l'avenir avec optimiste - Slate.fr (optimisme, c'est mieux, un lapsus révélateur !)

Les leurs ! Elles sont largement suffisantes, et si vous n'êtes pas d'accord ou si elles sont ultra minoritaires, peu importe ils vous les imposeront, ils vous l'ont déjà imposé, Valls.

- Fast-foods: touche pas à mon steak - Slate.fr

La veille il vilipendait les abrutis qui s'adonnaient à la "*malbouffe*" et à la "*paresse intellectuelle*" qui en seraient la conséquence, chez eux la paresse est un état naturel j'ai oublié de le préciser, aujourd'hui ils vantent les saloperies que l'on trouve dans les fast-foods, pacte transatlantique oblige sans doute, auquel ils adhèrent.

Rappelons que Slate.fr est une agence de Slate.com made in USA.

Faites-en un !

- PMA: La justice refuse l'adoption d'un enfant à un couple de femmes - 20minutes.fr

Au crépuscule d'un régime en putréfaction.

- De quoi Alain Finkielkraut est-il le nom ? - LePoint.fr

De rien, à part lui-même, mais pour l'élite qui sert le régime.

- Sébastien Le Fol pour Le Point. "*Avec lui, ce n'est pas la France moisie qui va siéger à l'Académie, mais l'esprit de la Fronde et des Lumières, à la fois alerte et mélancolique, qui va, espérons-le, se rallumer.*" LePoint.fr 02.05

- François Hollande, mercredi, en Conseil des ministres. « *Les 41 font une erreur d'appréciation. Les Français veulent que les choses changent, ils suivront Manuel, celui qui montre la lumière !* ». leparisien.fr 02.05

Hollande se prend pour un philosophe et nous prend pour l'idiot du proverbe chinois au passage !

Quand la "*lumière*" rime avec la pire réaction (avançant masquée), il y a de quoi être inquiet pour la suite.

Ici aussi en Inde.

Une vingtaine de musulmans ont été massacrés avant-hier dans le nord de l'Inde (Assam) avant même que Modi donne le top départ des festivités communautaristes, et une bombe a explosé dans un train entrant en gare de Chennai (ex-Madras), la capitale du Tamil Nadu, à 170 kms de chez moi, le danger se rapproche...

La crise, les caisses sont vides...

- Pharmacie: Pfizer propose 106 milliards de dollars pour AstraZeneca - AFP

- RBS s'envole après l'annonce d'un bénéfice au 1er trimestre - Reuters

- Un diamant jaune de plus de 100 carats aux enchères à Genève - AFP

Garantir la stabilité du régime. Modes d'emploi.

- Les pilotes renoncent à une grève... qui faisait déjà polémique - Le Nouvel Observateur

- Nouvelle progression des immatriculations de voitures neuves en France - LePoint.fr

- François Rebsamen : "*Chaque fonctionnaire aura une garantie individuelle de pouvoir d'achat*" - Atlantico.fr

Il n'a pas dit à quel niveau, vaut mieux pas pour ceux qui flirtent avec le smic...

- Envolée des dépenses des ménages au Japon, taux de chômage stable - Reuters

Et de leur endettement, chut !

- La Floride devient le 22e Etat américain à légaliser le cannabis à usage médical - LeMonde.fr

Mais attention, impossible de le fumer, ah ben merde alors ! Ils sont très cons au Monde, il sera vendu sous forme d'huile. Vous connaissez, non, je vous explique. Deux méthodes, soit on dépose une goutte d'huile sur son doigt et on l'essuie sur une cigarette que l'on la fume, soit on retire le tabac d'une cigarette et on imbibe le tabac avec un peu d'huile, on se roule un pétard et le tour est joué. Putain, quelle imagination il faut pour y penser !

Je rappelle que je n'ai pas fumé depuis 16 mois. Mieux, j'ai pour ainsi dire supprimer l'alcool. Mieux encore, je vais essayer de remplacer le café noir par du thé vert pour supprimer la clope. L'air de rien, au total je ferai une économie de 50% sur mon budget mensuel, hors loyer. Il faut bien compenser la hausse vertigineuse du coût de la vie. Et puis c'est bon pour la santé, on se sent mieux, il faut bien assumer quand on a une (seconde) compagne plus jeune qui après 21 ans d'abstinence se déchaîne et veut se rattraper, je rigole, mais c'est vrai, elle va m'achever, j'avoue être volontaire, c'est mon côté suicidaire, vous savez mes causeries sur l'euthanasie mais version Kama Sutra cette fois, je déconne, et puis quel bonheur, consenti ou partagé c'est l'essentiel, cela la rend si heureuse, vous avez déjà contemplé une esclave heureuse, enfin libérée de son cauchemar et satisfaite, c'est fantastique !

Il faudra s'y faire de plus en plus.

- Un métro de New York déraille, 19 blessés - Le Nouvel Observateur

- 200 blessés dans la collision de deux métros à Séoul - Liberation.fr

C'est le progrès social de vivre pour travailler ou crever au boulot.

- Australie : vers une retraite à 70 ans - LeParisien.fr

Et les beaux reportages à la télé sur le pays du surf, des kangourous, des grandes étendues sauvages...

Sémantique et cynisme. Nonchalance et mépris.

- Obama: L'exécution en Oklahoma est «*profondément dérangeante*» - 20minutes.fr

Il voulait dire que le déranger pour si peu, franchement...

Une des porte-parole du département d'Etat américain dans un communiqué a regretté qu'à Odessa il y ait eu des "*blessures absurdes*". AFP 02.05

Le fascisme est une simple bavure... Ils soutiennent bien déjà les régimes de Tel-Aviv et Riad...

Le vieux monde à balayer de ses ordures

Vous imaginez un instant ce qu'ils font subir quotidiennement à des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dans le monde sur tous les continents. C'est cela le capitalisme, la barbarie.

- Ukraine: au moins 38 morts après des affrontements à Odessa - L'Express.fr

- Arrestation de plus de 600 membres de gangs aux États-Unis - LePoint.fr

- Syrie: 18 morts dont 11 enfants dans deux attentats suicide à Hama - AFP

- Violents combats à Benghazi entre l'armée libyenne et une milice - Reuters

- Une attaque fait environ 15 morts dans une ville de Centrafrique - Reuters

- Nigeria : au moins 18 morts et 80 blessés dans l'attentat d'Abuja - LePoint.fr

- Égypte : 3 nouveaux attentats avant l'ouverture de la campagne présidentielle - LePoint.fr

- Éthiopie : 9 morts dans des manifestations d'étudiants - LePoint.fr

- Soudan du Sud: vers un face-à-face entre le président et le chef rebelle - AFP

- Yémen: Aqpa menace Sanaa de représailles aux attaques de drones - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: ultimatum du numéro 3 du platine à ses mineurs en grève - AFP

Lonmin, troisième producteur mondial de platine dont les opérations en Afrique du Sud sont paralysées par une grève depuis fin janvier, a donné une semaine à ses mineurs pour se prononcer sur une offre salariale, après l'échec des négociations avec le syndicat dominant Amcu.

"*Nous demandons aux employés de faire connaître leur avis sur le règlement proposé (...) avant le 8 mai en fin de journée*", a indiqué la porte-parole de Lonmin Sue Vey vendredi. L'offre patronale a été rendue publique le 30 avril, hors de toute négociation avec les syndicats, après plus de trois mois de grève.

Lonmin et les deux premiers producteurs mondiaux de platine Amplats (Anglo American Platinum) et Implats (Impala Platinum) ont proposé un plan d'augmentation qui mettrait le salaire mensuel de base à 12.500 rands (857 euros au cours actuel) d'ici à juillet 2017. Ceci correspondrait à une augmentation annuelle de 7,5 à 10% par an pendant trois ans, selon les catégories de travailleurs.

12.500 rands par mois était la revendication de départ des mineurs lorsqu'ils ont entamé la grève le 23 janvier. AFP 02.05

Solidarité internationale : Tenez bon les gars, appelez les mineurs ukrainiens à prendre le pouvoir...

ECONOMIE

Pays émergents.

- Le PIB des pays émergents pèse de plus en plus - Liberation.fr 02.05

Les pays émergents gagnent du terrain. Alors qu'ils ne représentaient que 20 % du PIB mondial en 2005, les grandes économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Russie, Inde et Indonésie) pèsent désormais (en 2011) 30 % de la richesse planétaire, selon l'OCDE, qui se base sur les nouvelles données publiées par le Programme de Comparaison International (ICP). Soit dix points de plus en six ans…

En tête des émergents, la Chine qui représentait, en 2011, 14,9 % de l'économie mondiale. Suivent l'Inde (6,4 %), la Russie (3,5%), le Brésil (3,1 %), l'Indonésie (2,3 %) et l'Afrique du Sud (0,7 %). Parallèlement, les économies avancées lâchent du terrain. Les pays de l'OCDE ne représentaient environ plus que 50 % du PIB mondial, en 2011, contre 60 % en 2005. En tête de ce groupe : les 21 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE, qui pèsent 17,9 % du PIB mondial (dont 4 % pour la France), suivis des Etats-Unis (17,1 %) et du Japon (4,8 %). Liberation.fr 02.05

Haut de page

Le 4 mai 2014

CAUSERIE

Samedi soir 22h36 en Inde, 35 nouveaux articles ont été ajoutés.

Un blog pour obtenir quotidiennement des infos sur le développement de la situation en Ukraine (tendance PCF) : http://histoireetsociete.wordpress.com.

Bonne nuit

Dimanche 18h54 en Inde.

Notre boulot manque parfois de rigueur ou nous ne sommes pas toujours au meilleur niveau faute de pouvoir consacrer suffisamment de temps à chaque question d'actualité et c'est dommage, mais nous sommes fier de notre portail et de contribuer à assurer la continuité du combat pour le socialisme déserté par la plupart de ceux qui osent encore s'en réclamer.

Nous déplorons l'absence de solidarité avec les masses révolutionnaires ukrainiennes, qui se dressent courageusement face aux milices fascistes, héroïquement face aux chars d'un régime soutenu par l'OTAN et l'UE honni par la majorité des travailleurs ukrainiens...

Pour qui roule-t-il?

Mélenchon le 2 mai 2014 : Ukraine : "*... je demande que la France prenne l'initiative d'une médiation internationale indépendante de l'OTAN.* "

Et dès le lendemain sa demande est exhaussée par la voix de Catherine Ashton (l'UE), c'est merveilleux !

- L'Union européenne demande une enquête sur les violences meurtrières d'Odessa - AFP

La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a demandé ce samedi la mise en place d'une enquête indépendante afin d'identifier les responsables des violences qui ont fait une quarantaine de morts vendredi à Odessa, port du sud de l'Ukraine, et a appelé à la "retenue" pour ne pas que la situation se dégrade. AFP 03.05

Hollande, Fabius, Barroso, Catherine Ashton et l'OTAN ne serait-il pas sur la même longueur d'onde, ne tiennent-ils pas exactement les mêmes discours, n'auraient-ils pas les mêmes positions, ne défendraient-ils pas la même politique, les mêmes intérêts, depuis des semaines, des mois, des années sur l'Ukraine (notamment) à la suite de leurs prédécesseurs pour ce qui concerne le gouvernement français ?

Mélenchon serait-il sourd, sait-il lire au moins, on peut se poser la question car tout le monde connaît la réponse à la question précédente. Tartufe ignore que Hollande-Valls-Fabius sont totalement alignés sur Washington, qu'ils en sont les commis, les représentants en France. Et puis, on les imagine mal échanger BHL contre Mélenchon...

Le PG est un appendice du PS au service du régime.

Mélenchon appelle à un groupe autonome des députés PS abstentionnistes - AFP

Le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a appelé samedi les 41 députés PS qui se sont abstenus sur le programme de stabilité budgétaire à constituer un groupe autonome à l'Assemblée, assurant qu'ils avaient "*un rôle historique*" à jouer. AFP 03.05

Il est vrai que le PS est un des piliers du régime, il remplit parfaitement son "*rôle historique*".

Il a trouvé sa "*majorité*" pour mener une "*politique de gauche*" : "*ces camarades, ces amis*", des "*socialistes*" qui ont voté le TSCG, la "*règle d'or*", l'ANI, les budgets d'austérité 2013 et 2014, qui ont approuvé l'intervention militaire au Mali et en Centrafrique, etc. bref, l'ensemble de la politique antisociale et impérialiste menée par Hollande depuis mai 2012.

- En cas de groupe autonome, "*nous ouvririons immédiatement le dialogue et il y a quatre composantes qui pourraient dialoguer : ces socialistes, le Front de gauche, les écologistes et le MRC de Jean-Pierre Chevènement. Il y a une majorité de rechange à celle de Manuel Valls mais pas avec le centre, avec la gauche*", a-t-il assuré. AFP 03.05

Au moins la continuité du régime serait assurée...

Nous, nous sommes intolérants, d'affreux sectaires nous refusons toute discussion avec ces gens-là, nous considérons qu'ils ont largement démontré dans le passé ou même le présent qu'ils figuraient dans le camp de notre ennemi de classe.

Par exemple, quand ils figuraient tous dans le gouvernement Chirac-Jospin.

Mélenchon prend vraiment les travailleurs et les militants pour des abrutis finis, il doit croire qu'ils sont amnésiques ou n'auraient pas de mémoire.

Parole d'internaute

(A propos des événements à Odessa)

1- "*En attendant, pas un mot des Etats Unis et des Européens pour condamner cette ignominie, mais des mots pour menacer la Russie de nouvelles sanctions. Alors qu'elle n'est pas responsable de ces atrocités.*"

2- "*La responsabilité de l'institution qui emploie Lady Ashton sera-t-elle passée, elle aussi, au crible ? Ou bien est-ce là un magnifique conflit d'intérêts ? L'UE se distingue par sa capacité à jeter de l'huile sur le feu aux pires moments de cette crise.*"

ACTUALITE EN TITRES

Désinformation et conditionnement. 60%, ce serait plutôt le taux de participation qu'ils espèrent.

Pour rappel l'abstention aux européennes de 2009 avait atteint le niveau record de 59 %.

- Européennes: nouvelle épreuve pour les socialistes, le FN espère devancer l'UMP - AFP

Pour tenter de rattraper le coup...

- Les élections européennes intéressent plus qu'en 2009, selon un sondage - LeMonde.fr

... rien de tel qu'un gros mensonge...

Seulement 60% de Français intéressés par les européennes - Reuters

En réalité seulement 24% se disent très intéressés et parmi ceux qui répondent qu'ils s'y intéressent une bonne partie n'ose pas avouer le contraire, car ils passeraien pour de mauvais "*citoyens européens*".

Pour en appeler à un abruti comme Dany Boon, c'est qu'ils sont désespérés (voir la causerie d'hier).

Boon, c'est pas le type qui a fait son beurre sur le dos du régionalisme en tournant à l'occasion, à plusieurs reprises, les fonctionnaires en dérision, en les faisant passer pour des niais ou des fainéants, je crois me souvenir de cela dans un sketch et plusieurs films.

La plupart des humoristes vulgaires ou médiocres tapent sur les fonctionnaires, c'est de bon ton, pas nouveau non plus, pour rigoler bien sûr, c'est gratuit, pas tout à fait quand même, car s'ils sont invités à se produire aussi souvent à la télé c'est surtout parce que leurs patrons apprécient leurs blagues merdiques.

Sauf en Ukraine...

- Européennes: Valls appelle à "*ne pas laisser le terrain à l'extrême droite*" - AFP

- Odessa: larmes et colère devant l'immeuble où sont morts des dizaines de pro-russes - AFP

J'ai été vérifier que sur le portail des antifas (www.antifa-net.fr - http://reflexes.samizdat.net) il n'y avait rien sur les fachos au pouvoir à Kiev, normal ce sont leurs pendants, entendez ils sont complémentaires, inséparables, ils appartiennent à la même famille de détraqués provocateurs, ce n'est pas pour le régime qu'ils constituent une menace, ils remplissent le même rôle que les flics (casseurs) infiltrés dans les manifs, au contraire il les soutient, mais pour le mouvement ouvrier que le régime réprime.

Quelques sources sur cette vermine.

Quelques vérités sur les antifas... - nouvelobs.com 17 juin 2013
http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20130617.OBS3573/quelques-verites-sur-les-antifas.html

Les "*antifas*", milice auxiliaire jouissant de l'impunité ? - 9 février 2014
http://www.agoravox.tv/actualites/politique/article/les-antifas-milice-auxiliaire-43394

Dossier sur les fascistes "*antifa*".
http://verite-sur-le-sionisme-pro-palestinien.over-blog.com/pages/dossier-sur-les-fascistes-antifa-3053317.html

Le commentaire d'un internaute

- "*Le problème c'est que ces "antifa" se comportent comme des fascistes.*

Cela fait plusieurs fois qu'ils cassent tout au cours de leur manifestation, les témoignages et les vidéos de surveillance montrent qu'ils sont responsable d'un mort dans leur propre rang et ils ne sont toujours pas le moins du monde inquiété. Le problème c'est que si ça continue comme ça ils vont faire d'autres morts, en plus de continuer à tout casser et faire régner la terreur.

Si les jeunes du FN agissaient comme ça, tout le monde réclamerait a raison et obtiendrait surement des années de prison et plusieurs groupuscules ont été dissous pour bien moins de ça au cours des dernières années.

Personne n'à le droit d'agresser les gens qu'il à lui même déclaré dangereux pour la démocratie, personne ne peut s'improviser police et encore moins police de la pensée comme ces jeunes , sinon ça finit en guerre civile.

Je ne sais qui disait "les fascistes de demain se prénommeront eux même antifasciste" mais putain il avait raison."

Les gouvernements élus (avant le coup d'Etat de l'Otanazi) en Ukraine, en Syrie, au Venezuela étaient ou sont fascistes, dès lors les fascistes qui ont pris le pouvoir par la force en Ukraine, qui ont entrepris de détruire la Syrie et qui exigent la démission de Maduro au Venezuela en employant les même méthodes qu'en Ukraine sont des démocrates, des militants de la liberté chère à Obama.

Culpabilisation.

- Cigarettes, alcool...37 millions de décès prématurés évitables avec un mode de vie plus sain - 20minutes.fr

Une société "*plus saine* : alors faisons table rase du passé !

Une stratégie eugéniste parfaite.

- Demain tous vieux, pauvres et malades ? Comment éviter le crash sanitaire et social qui menace - Atlantico.fr

En les supprimant, pardi !

Cela dépend laquelle...

- «*Il n'est pas encore illégal de rêver à la révolution, que je sache*» - Liberation.fr

Nationale, ils en ont rêvé et ils l'ont faite à Kiev.

Prolétarienne ou socialiste, elle est massacrée avant même d'avoir vu le jour en Ukraine.

Optez pour "***un mode de vie plus sain***, ils vous montrent l'exemple.

- Somalie : au moins sept morts dans une explosion à Mogadiscio - Liberation.fr

- Kenya: Deux explosions à Mombasa font trois morts et plusieurs blessés - 20minutes.fr

- Mexique: la torture reste une pratique généralisée, selon l'ONU - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ukraine

- Ukraine :De nouveaux contingents néonazis en route pour l'est - french.irib.ir

Le ministère ukrainien de l'Intérieur a annoncé qu'un bataillon spécial Soumy composé essentiellement de nationalistes participera à l'opération armée dans l'est de l'Ukraine.

A l'heure actuelle ses membres s'entraînent intensément aux combats de ville. Ils sont équipés d'armes occidentales de pointe.

Vendredi les militaires ukrainiens appuyés par des avions et des blindés ont commencé l'assaut de Slaviansk dont les habitants se prononcent pour la fédéralisation de l'Ukraine.

Moscou a qualifié les actions de Kiev d'opération punitive qui détruit, de fait, le dernier espoir dans la viabilité les accords de Genève sur la désescalade de la situation en Ukraine. french.irib.ir 03.05

Haut de page

Le 5 mai 2014

CAUSERIE

Comme un poisson dans l'eau.

- "*L'instinct des masses dans les révolutions,* écrivait Lassalle à Marx en 1859*, est ordinairement beaucoup plus sûr que la raison des intellectuels... C'est précisément le manque d'instruction qui protège les masses contre les dangers d'une conduite trop raisonnable...* "

(En quelque sorte un nouvel obstacle de nos jours que l'on s'est refusé à prendre en compte ou qu'on a dégligé. Tout comme l'élévation du niveau de vie des masses qui a produit les mêmes effets désastreux parce que simultanément l'objectif politique du combat du mouvement ouvrier(pour la prise du pouvoir) a été abandonné... - ndlr)

"*La révolution,* continue Lassalle, *ne peut s'accomplir définitivement qu'avec l'aide des masses et grâce à leur abnégation passionnée. Mais ces multitudes, précisément parce qu'elles sont* " obscures ", *parce qu'elles manquent d'instruction, n'entendent rien au possibilisme, et, comme un esprit peu développé n'admet que les extrêmes en toute chose, ne connaît que le oui et le non et ignore le juste milieu, les masses ne s'intéressent qu'aux extrêmes, qu'à ce qui est entier, intégral, immédiat. En fin de compte, cela crée une situation telle que les gens qui escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution, au lieu de n'avoir devant eux que leurs ennemis déçus et d'avoir près d'eux leurs amis, ne gardent que des ennemis devant eux et ne trouvent plus d'adeptes de leurs principes. Ainsi, ce qui avait l'air d'une raison supérieure se trouve, en fait, n'être que le comble de la déraison.*"

(Cela s'applique parfaitement à ce qui se déroule sous nos yeux en Ukraine, où une partie des masses suivent les ultranationalistes qui prétendent avoir réalisé une révolution, sur la base de fausses promesses ou profitant de leur ignorance pour les manipuleret les dresser contre une autre partie des masses qui estiment révolutionnaire de résister à l'emprise sur l'Etat des partis d'extrême droite ou nazis qui veulent détruire leurs droits sociaux et politiques pour les soumettre à une dictature placée sous l'autorité de l'OTAN, de Washington, du FMI et de l'UE.

Si lorsque l'affrontement entre les classes a sonné des pans entiers des masses se tournent vers les extrêmes, c'est toujours insciemment car même avec un niveau d'instruction supérieur, elles n'en demeurent pas moins ignorantes du processus historique qui se déroule, sur ce plan-là rien n'a changé depuis plus d'un siècle. Qu'il eut fallu modifier notre conception de la lutte de classes pour remédier à cette lacune tragique, c'est ce que nous ne cessons de répéter, en vain, hélas.

Posséder en soi un niveau d'instruction n'est d'aucune utilité, si on n'est pas capable de la mettre au service de l'objectif que l'on s'est fixé ou de la cause qu'on défend, d'un idéal, c'est comme fournir une carte routière à un automobiliste qui ne sait pas lire et qui ne sera jamais en mesure de trouver son chemin.

Quant à ceux qui "*escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution*", généralement ils ne souhaitent pas qu'elle ait lieu un jour, ils en ont peur. Sans doute ont-ils un mode de vie trop confortable auquel ils tiennent plus que ce qu'ils croient eux-mêmes consciemment ou non, leur mode de pensée en est affecté ou en est le reflet. Ce ne sera pas le cas du pauvre bougre qui n'a rien à perdre et dont l'existence est un cauchemar quotidien. Il a souvent mais pas forcément un niveau d'instruction plus faible, c'est cette couche de travailleurs inorganisés qui en grande partie rejettent partis et institutions, qui s'abstient lors des élections ou ne figurent même pas sur les listes électorales. Abandonné à son triste sort, il n'est pas plus sot qu'un autre et pourrait évoluer pour peu qu'on lui fournisse un cadre organisé dans lequel il aurait la possibilité de s'exprimer réellement et d'exister pour la première fois puisque la société ne lui en donne pas l'occasion. Or, on se détourne de ce genre de travailleurs qui se comptent en millions, oui en millions, cela peut paraître incroyable mais c'est ainsi, ils n'intéressent personne, personne ne s'intéresse à eux, alors qu'ils sont pour ainsi dire "vierges" comme disaient Lénine à propos du prolétariat russe, disponibles pour écouter notre discours et être recrutés dès lors qu'on trouve la bonne formule pour s'adresser à eux.

Non, nos dirigeants et partis préfèrent s'adresser à des travailleurs plus "raisonnables", qui en réalité se font une raison de la situation actuelle ou sans l'avouer s'accommodent du capitalisme et ses institutions. - ndlr)

Lassalle a parfaitement raison d'opposer l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes à la tactique " *raisonnable* " des théoriciens de la révolution. Mais l'instinct brut n'est pas pour lui, bien entendu, le dernier critère. Il y a un critère supérieur : c'est " *une connaissance achevée des lois de l'histoire et du mouvement des peuples* ". " *Il n'y a qu'une sagesse réaliste,* conclut-il, *qui puisse tout naturellement surpasser la raison réaliste et s'élever au-dessus d'elle* ".

(Il faut réussir à orienter dans la bonne direction "l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes" pour les conquérir, et ce n'est certainement pas en leur proposant une tactique " raisonnable " qu'on y parviendra un jour, en édulcorant notre discours, en refusant de traduire la violence qui s'exprime quotidiennement dans la lutte de classe de notre ennemi, en s'adonnant à des concessions sémantiques qui flairent l'embrouille ou la capitulation politique que les masses instinctivement reniflent à cent lieux, qui en revanche satisfera le petit bourgeois en quête de propositions "raisonnables", pésées ou mesurés, rassurantes, "possibilistes", qui ne viennent pas heurter sa susceptibilité de vierge effarouchée, la situation est l'expression ou porteuse de tant de violence imposée ou subie que l'exposer crûment est une torture insoutenable pour lui, il faut le ménager, mais pour celui qui les vit au quotidien il en sera tout autrement, il n'y trouvera pas son compte, il estimera qu'on se fout de lui, il pourra même se mettre en colère et devenir violent.

On vit dans une société bien pourrie, un monde très pourrie même, les mots nous manquent parfois pour les caractériser, pour simplifier ou économie de langage on emploie la barbarie qui est un terme extrême qui peut choquer, mais pas forcément en fait, car le développement d'une sorte d'individualisme forcené depuis plus de 30 ans concourt à rendre relatif ou distant, pratiquement acceptable toute forme de manifestations violentes ou extrêmes en acte ou en langage dès lors qu'elles ne nous concernent pas directement de préférence.

On nous y a tellement habitué. Il existe ainsi une sorte de banalisation de la violence, de la criminalité, du manque de respect ou incivisme, de la guerre, mais aussi des inégalités ou des injustices, au point de se demander quel langage ou discours faut-il adopter pour se faire comprendre. A cette question je pense que la meilleure réponse consiste encore à traduire le plus fidèlement possible la réalité qui renferme une cruauté et un cynisme qu'on ne soupçonne pas et que ne rendent pas les médias ou

les discours des représentants du régime de tous bords ou horizons, et pour cause.

Ce qui est frappant quand on aborde la situation dans sa totalité et qu'on la situe dans le processus historique, c'est la continuité (ou l'unité) qui existe entre le passé, le présent et le futur, l'existence d'un fil qui les parcourt et qui semble tendu vers un objectif qu'on ignore ou n'apparaît pas très clairement, pas du tout en général, comme s'il existait une logique implacable dans tout cela ou une sorte de détermination qui décide du sort de l'humanité, qui la guide ou l'oriente dans une direction précise inexorablement, dont on ne saisit pas la nature, dont l'origine nous échappe et donc l'objectif, ce qui ne semble pas être le cas de tout le monde puisqu'il y a bien quelqu'un derrière qui tirent les ficelles, qui en est bénéficiaires.

A ce stade on commence à avoir une vague idée de qui ou de quoi il s'agit, mais on a encore du mal à admettre qu'un tel processus renferme une logique ou réponde à une détermination précise, en fait à des conditions objectives. On est toujours plutôt porté à croire que c'est la fatalité ou la stupidité, les faiblesses des hommes qui nous ont conduits où nous en sommes, on n'est pas encore prêt à admettre que certains d'entre eux aient pu développer une stratégie politique en rapports avec les conditions objectives existantes. On continue par ignorance de privilégier ou de s'en remettre à des facteurs subjectifs pour interpréter le monde, alors qu'il repose sur l'évolution dialectique de rapports matériels.

Du coup on ne peut pas agir sur ces rapports (domination de classe) puisqu'on en ignore l'existence, on s'en détourne ou on les sous-estime, par conséquence on demeure incapable de changer leur orientation (de les ineverser), ce qui n'est pas le cas en revanche de ceux qui possèdent le pouvoir économique parce qu'ils en connaissent parfaitement l'existence, s'y accrochent désespérément, et ils sont prêts à absolument tout y compris la guerre pour assurer leur pérennité, car ils coïncident avec leur pouvoir.

Ces rapports sont basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination d'une minorité d'exploiteurs détenant le pouvoir économique et le pouvoir politique sur la majorité d'exploités dépourvus de tout pouvoir, hormis celui de se soulever pour renverser les termes de cette domination et mettre un terme à la servitude humaine, à toute forme d'exploitation et d'oppression des hommes sur d'autres hommes sur terre.

Voilà la trame de fond, le fil conducteur qui parcourt l'histoire de l'humanité, les rapports qui sont à la fois les moteurs du développement des forces productives et de la lutte des classes depuis le néolithique que les masses ignorent. Elles ignorent l'interaction permanente qui existe entre ces conditions objectives (forces productives) et subjectives (lutte des classes) qui ont donné naissance au mode de production capitaliste, au sein duquel ces forces contraires étouffent et s'affrontent violemment, parce que ce cadre avait forcément une durée de vie limitée, il était à la fois le produit et l'aboutissement d'un processus historique qui comme tout processus historique devait comporter un début et une fin, même les étoiles ou les planètes ont une durée de vie limitée, le capitalisme n'échappe évidemment pas à cette règle, et qui à défaut de ne pas disparaître au profit d'un mode de production supérieur une fois parvenu à la limite de sa durée de vie historique et l'ayant même dépassée, conduit la civisation humaine à sa désintégration dans son sillage... - ndlr)

La sagesse réaliste qui, chez Lassalle, est encore voilée d'un certain idéalisme, se manifeste ouvertement chez Marx comme une dialectique matérialiste. Toute la force de cette doctrine est en ceci qu'elle n'oppose pas sa " *tactique raisonnable* " au mouvement réel, mais qu'elle précise, épure et généralise ce mouvement. Et, précisément par ce fait que la révolution arrache les voiles mystiques qui empêchaient de voir les traits essentiels du groupement social et pousse les classes contre les classes dans la grande arène de l'Etat, le politicien marxiste se sent dans la révolution comme dans son élément. Léon Trotsky – 1905

ACTUALITÉ DU JOUR

Les mêmes soutiennent le gouvernement néonazi et antisémite à Kiev. Normal ce sont eux qui l'ont mis en place.

L'imposture des sionistes pour se faire passer pour des démocrates... qui soutiennent les pires régimes de la planète.

- Interdiction d'un congrès jugé antisémite à Bruxelles, incidents - Reuters

Les forces de police ont dispersé dimanche après-midi à Bruxelles quelque 500 personnes qui voulaient participer à un congrès antisémite, interdit par les autorités et auquel le polémiste français Dieudonné était convié, ce qui a signé la fin de ce rassemblement. La police a utilisé des canons à eau pour disperser la foule, mais n'a procédé à aucune interpellation. Il n'y a eu aucun blessé, a-t-elle également indiqué.

La tenue de ce congrès dit «*de la dissidence*» avait été annoncée en fin de semaine par une librairie bruxelloise et le groupuscule d'extrême droite «*Debout les Belges!*» du député Laurent Louis, suscitant l'indignation des associations contre le

racisme et l'antisémitisme. Par crainte de débordements, le maire d'Anderlecht, Eric Tomas, avait pris dimanche matin un arrêté interdisant le rassemblement et toute manifestation de soutien ou de réprobation.

La Ligue belge contre l'antisémitisme (le Crif belge - ndlr) avait demandé à la justice d'interdire la tenue de ce "*jour de haine*" qu'aurait constitué, selon elle, "*le premier rassemblement d'auteurs, de théoriciens et de propagandistes antisémites depuis la Seconde guerre mondiale*". Reuters 04.05

L'extrême droite recourt à l'antisionisme pour camoufler son antisémitisme, et les sionistes dénoncent leur antisémitisme pour les empêcher de tenir des propos antisionistes, ce qui leur permet de faire d'une pierre deux coups : Procèder à un amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme ce qui leur permet d'associer l'extrême gauche ou les opposants à Israël ou encore les sympathisants de la cause palestinienne à l'extrême droite.

Leurs intentions sont purement politiques et n'ont rien à voir avec la lutte contre le racisme ou l'antisémitisme : légitimer, défendre l'existence de l'Etat théocratique d'apartheid, Israël. Tout comme à Kiev, cela ne les gêne pas que le gouvernement en place à Tel-Aviv soit d'extrême droite.

Les uns et les autres font le jeu du régime (et de l'UE) contre le mouvement ouvrier.

- Européennes: face à face pro et anti-FN près de Rouen - AFP

Une centaine de personnes ont manifesté dimanche matin à Sotteville-les-Rouen (Seine-Maritime) où se rendait la présidente du Front national Marine Le Pen, nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

Les forces de police locales et des CRS se sont interposés "*pour éviter que les choses ne dégénèrent*", souligne-t-on à la préfecture de Seine-Maritime. AFP 04.05

Quand demain en guise de revanche à l'entrée de la salle où vous deviez tenir tranquillement un meeting, se tiendront quelques centaines de fachos excités pour provoquer des incidents et l'intervention de la police afin d'obtenir son interdiction, vous pourrez remercier ces gauchistes ou provocateurs.

En guise de réponse politique, cet autre passage sur l'opportunisme extrait de *1905* de Trotsky :

Nos différends. 1905, La réaction et les perspectives de la révolution

- " *Tu as parfaitement raison de dire qu'il est impossible de surmonter l'apathie contemporaine par la voie des théories* ", écrivait Lassalle à Marx, en 1854, c'est-à-dire à une époque où la réaction se déchaînait un peu partout dans le monde. " *Je généraliserai même cette pensée en disant que jamais encore on n'a pu vaincre l'apathie par des moyens purement théoriques ; c'est-à-dire que les efforts de la théorie pour vaincre cette apathie ont engendré des disciples et des sectes ou bien des mouvements pratiques qui sont restés infructueux, mais qu'ils n'ont jamais suscité un mouvement mondial réel, ni un mouvement général des esprits. Les masses n'entrent dans le torrent du mouvement, en pratique comme en esprit, que par la force bouillonnante des événements.* "

L'opportunisme ne comprend pas cela. On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que ce qui caractérise l'opportunisme, c'est qu'il ne sait pas attendre. Et c'est pourtant cela. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs interactions, amènent en politique un calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre politique, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de " *nouvelles* " voies, de " *nouveaux* " moyens d'action. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des " *alliés* ". Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente à l'usage du libéralisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme picore alors dans le tas de fumier quelques petites perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite et à gauche et tâche de les retenir par la pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses " *fidèles* " et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. " *Du tact, encore du tact et toujours du tact !* " Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, la rage du tact et, dans sa fureur, il donne des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti.

L'opportunisme veut tenir compte d'une situation, de conditions sociales qui ne sont pas encore arrivées à maturité. Il veut un " *succès* " immédiat. Lorsque ses alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérialisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la manière administrative ne réussit pas mieux.

L'opportunisme ne sait pas attendre. Et c'est pourquoi les grands événements lui paraissent toujours inattendus. Les

grands événements le surprennent, lui font perdre pied, l'emportent comme un copeau dans leur tourbillon et il va donner de la tête tantôt sur un rivage, tantôt sur un autre... Il essaie de résister, mais en vain. Alors, il se soumet, il fait semblant d'être satisfait, il remue les bras pour avoir l'air de nager et il crie plus fort que tout le monde... Et quand l'ouragan est passé. il remonte en grimpant sur le rivage, il s'ébroue d'un air dégoûté, il se plaint d'avoir mal à la tête, d'être courbaturé, et, dans le malaise de l'ivresse qui le tourmente encore, il n'épargne pas les mots cruels à l'adresse des " *songe-creux* " de la révolution... Fin de l'extrait.

Ce ne sont pas les idées qui ont façonné le monde tel qu'il mais l'action des hommes. La théorie est nécessaire tout comme la pratique de la lutte de classe qui passe par l'organisation, la construction du parti.

Ajoutons que la théorie doit savoir s'adapter aux masses ou à la situation et non l'inverse, elle comporte de nombreux chapitres ou touche de nombreux domaines, se décline sur différents plans qu'il ne faut pas négliger pour la rendre intelligible aux masses ou au moins aux travailleurs les plus avancés et aux militants.

Personnellement, nous n'avons jamais décrété qu'il fallait faire la révolution immédiatement, sans délai, sans tenir compte de la situation objective et subjective, à la place des masses, sans les masses, comme nous n'avons jamais prétendu qu'elles en seraient incapables, au contraire, nous avons appelé à préparer les conditions qui rendront possible la révolution socialiste et sa victoire, qu'il fallait s'y préparer et y préparer les masses...

Aussi ce serait nous faire un procès d'intention que nous reprocher une quelconque impatience et de nous comporter en gauchistes. Et sans cesse nous appelons les travailleurs et les militants à défendre chaque acquis, à participer à la lutte des classes par n'importe quel moyen, si possible dans un cadre organisé.

Conquérir les masses est un travail de longue haleine qui nécessite une détermination sans faille qui fait défaut chez l'opportuniste qui cherche des voies de traverses, des raccourcis, adepte du compromis, de la conciliation, finalement de la collaboration de classe déclarée ou déguisée.

" *Du tact, encore du tact et toujours du tact !* ", on préfère *de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace*, mais apparemment ce n'est à l'ordre du jour d'aucun parti.

Le " *fumier (qui) n'exhale que son odeur de décomposition politique*" ne vous fait-il pas penser à tous ces partis ou politiciens qui ont déjà participé un jour à un gouvernement sous la Ve République, tous ces partis qui ont si longtemps cavalé derrière le PS et le PCF, les appareils pourris des syndicats et qui continuent encore ? A suivre

Les instituts sondage qui instruments de la propagande de la classe dominante

Comment faire croire que la majorité de la population s'intéresse à l'UE alors qu'elle la rejette.

- Deux tiers des Français souhaitent que l'UE se recentre sur certains pays - AFP

... par exemple...

- Pendant que la Turquie censure et réprime, Bruxelles accélère le processus d'adhésion - Atlantico.fr

Ainsi va la dictature...

Entre Frères on ne se refuse rien... Base arrière américaine (ou de l'OTAN) et d'Al-Qaïda, porte d'entrée des mercenaires sanguinaires de tous bords en Syrie qui détruisent ce pays et massacrent son peuple auxquels elle apporte un soutien logistique et militaire, allié des régimes barbares sioniste, qatari et saoudien, la Turquie satisfait aux conditions ou statuts qui régissent l'Union européenne, sa politique est également conforme à celle de l'UE, mieux encore, à sa véritable nature qu'elle a une nouvelle eu l'occasion d'exposer à la face des travailleurs et peuples du monde entier en soutenant le gouvernement néonazi de Kiev, décidément, oui la Turquie a bien sa place dans cette institution supranationale ou bureaucratique dictatoriale assujetie aux intérêts de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Tandis que la politique du gouvernement est rejetée par la majorité des travailleurs.

- Manuel Valls est un bon Premier ministre pour 64% des Français - Francetv info

D'après un sondage publié dimanche 5 mai dans Le Parisien, 64% des personnes interrogées estiment que Manuel Valls est un bon Premier ministre, et 51% d'entre elles pensent aussi qu'il ferait un bon président de la République.

Le Premier ministre séduit à gauche, mais aussi à droite. Si 76% des sympathisants de gauche considèrent qu'il est un bon

Premier ministre, c'est aussi le cas de la majorité des sympathisants de droite (51%). Francetv info 04.05

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que les "*sympathisants*" de gauche ou de droite représentent une minorité parmi la population, comme on a pu l'observer lors des élections municipales et que les élections européennes confirmeront.

Comme ils n'entendent pas faire les choses à moitié, ils mettent déjà Valls sur les rails pour 2017. Le candidat du PS ou de l'UMP, disons celui du groupe Bilderberg cela suffira.

Atmosphère nauséabonde, climat de terreur, statégie de la tension...

- La hausse préoccupante des violences contre les personnes - LeFigaro.fr

Le plus inquiétant: ce sont les violences «gratuites», celles des coups et blessures volontaires principalement, dans la rue, à l'école ou dans le cadre familial, qui portent ces évolutions, avec une hausse des violences non crapuleuses depuis le 1er janvier qui dépasse les 8 %.

Un tableau déformé (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales)? Loin de là. Car il ne détaille que les faits déclarés par la police et la gendarmerie. Toutes les enquêtes de criminologie conduites auprès des victimes attestent que ces chiffres officiels n'offrent qu'une vision a minima des phénomènes de délinquance.

La situation se dégrade même, en ce début d'année, dans 76 des 96 départements métropolitains. LeFigaro.fr 04.05

ACTUALITE EN TITRES

Hollanderies.

Raison de plus pour la détester !

- François Hollande : «*Je veux faire aimer la France*» - LeFigaro.fr

Il n'a même pas besoin de retourner sa veste.

- "*Le retournement économique arrive*", assure François Hollande - L'Express.fr

Parole d'un page. Qu'on se le dise

- Cambadélis : Hollande "*a stoppé le déclin*" - AFP

Quant au sien, c'est impossible...

...grâce à la main d'oeuvre gratuite...

- Emploi des jeunes: Najat Vallaud-Belkacem mise sur l'alternance et le service civique - AFP

Pour favoriser "*la mise en emploi des jeunes*", sa "*priorité*", la ministre de la Jeunesse Najat Vallaud-Belkacem table sur le développement de l'alternance et du service civique, mais aussi sur l'encouragement de entrepreneuriat, a-t-elle dit. AFP 04.05

France, Grande-Bretagne, Espagne, Etats-Unis, Corée du Sud...

- Inde: 18 morts et 112 blessés dans un accident de train - AFP

- Une vingtaine de morts dans un accident en Haïti - LeMonde.fr

Après avoir servi de coffre-fort à l'or des nazis...

- La Suisse a gelé 140 millions d'euros d'avoirs ukrainiens - Reuters

Obama, OTAN, ONU, UE : Leur oeuvre, leur monde à abattre.

- Irak: 33 morts dans des violences en 24 heures AFP

- Kenya: Deux morts et 62 bléssés dans des attentats contre deux bus à Nairobi - 20minutes.fr

- Ukraine : assaut des prorusses à Odessa, l'armée encercle Sloviansk - LeMonde.fr

- Exode après des combats entre insurgés dans l'Est syrien - Reuters

- Yémen: 37 insurgés d'Al-Qaïda tués dans le sud - AFP

Haut de page

Le 7 mai 2014

CAUSERIE

Cela a été laborieux de terminer cette causerie, trop de sujets à traiter en même temps. On a dit qu'on continuait jusqu'au 25 mai, après on décidera de la suite.

On ajoutera une vingtaine d'articles ce soir ou demain matin.

Entrons dans le vif du sujet.

Absolument tout le monde critique le capitalisme, les institutions, l'UE, la droite et la gauche, l'extrême droite et l'extrême gauche, y compris nous, l'Opposition de gauche. Les uns et les autres peuvent se livrer à des analyses pertinentes ou fournissent des éléments auxquels on n'avait pas forcément pensé et qui nous serviront par la suite.

Ce qu'il ne faut jamais perdre de vu c'est l'orientation politique dans laquelle se situe cette critique, à quoi elle doit servir selon son auteur, qu'est-ce qu'il compte en faire et c'est là que nos voies divergent ou s'opposent la plupart du temps, convergent parfois ou rarement avec la gauche ou l'extrême gauche en ce qui nous concerne.

Elle n'a aucune influence sur nous, mais elle peut en avoir sur des lecteurs, d'où une nouvelle fois cette mise en garde ou précision. On revient sur ce sujet à deux reprises ci-dessous et plus loin avec des exemples précis d'actualité.

Guerre idéologique et sionisme

Question d'un internaute au journal Le Monde :

- Un congrès antisémite, avec Dieudonné en guest star, tourne court à Bruxelles - lemonde 04.05

- "*Votre titre est grossier : pourquoi parler de congrès antisémite alors que figure en tête d'affiche Jacob Cohen, français juif antisioniste ?*"

Manifestement il y a des juifs qui considèrent que le sionisme serait à l'origine de l'antisémitisme et ils n'ont pas tort, bien que cela ne soit pas la seule explication, et qui s'accommodent de l'antisémitisme avéré de certains antisionistes, ce que nous désapprouvons.

Maintenant, il nous arrive de mettre en ligne des articles ou des vidéos dont les auteurs flirtent avec l'extrême droite quand nous estimons qu'ils contiennent des éléments ou des analyses pouvant intéresser nos lecteurs et où n'y figure aucun propos propre à cette idéologie ou nous ne les reproduisons pas.

On pourrait nous le reprocher, car en procédant de la sorte ce serait les présenter sous un jour avantageux et tromper les lecteurs. Or il n'en est rien puisque, soit les lecteurs sont censés connaître les auteurs de ces articles, soit nous précisons à quelle mouvance politique ils appartiennent pour éviter toute confusion et que les lecteurs soient induits en erreur.

Ajoutons que malgré tout on pourrait nous reprocher au nom de je ne sais quel principe de diffuser ces documents, nous répondrons que nous diffusons aussi des articles d'autres auteurs connus ou inconnus de la plupart des lecteurs qui sont publiés dans la presse nationale ou certains portails, qui sans être étiquetés officiellement d'extrême droite mériteraient parfois, souvent ou définitivement de figurer dans cette catégorie au regard de leurs prises de position, on en a un exemple sous les yeux avec l'Ukraine et son gouvernement composé de nazis.

Dans un autre registre mais très proche, on pourrait s'interroger sur les prises de position de la gauche et l'extrême gauche sur les guerres de la coalition occidentale ou de l'OTAN contre Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, etc. qui pour être impérialistes ou favorables à ces guerres contre ces peuples les placent en quelque sorte à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Quand les nazis sont au pouvoir en Ukraine par la grâce de l'OTAN, la CIA et de l'UE, l'extrême droite en France se fait muette ou ne peut rejeter le gouvernement en place à Kiev, tandis que la gauche et l'extrême gauche le dénonce, mollement, sans trop en faire tout de même.

Et quand ce sont des takfiris, salafistes et autres mercenaires al-qaïdistes armés par Washington, Riad et Paris, etc. qui sont l'équivalent en cruauté des nazis qui attaquent la Syrie, ils ont le soutien de la gauche et de l'extrême gauche, tandis que l'extrême droite condamne cette attaque et prend position pour Assad qui est une sorte de monarque héréditaire constitutionnel.

On se rend compte ici que c'est uniquement l'opportunisme qui guide ou détermine le comportement de l'extrême droite et de l'extrême gauche, dont finalement les positions sont interchangeables selon la situation ou les rapports qui existent. Les uns soutiennent l'OTAN et les nazis dans un pays et les condamnent dans un autre et vice versa pour les autres. Leur point commun : ni l'un ni l'autre ne se situent sur le terrain de classe des exploités, les deux embrassent la cause de leurs ennemis, soutiennent l'un ou l'autre impérialiste (Américain, Russe, Chinois, Français), plus ou moins maladroitement car il leur est difficile ou impossible de l'assumer ouvertement, quoique, leurs discours sont bourrés de contradictions mêlant vérités et contrevérités, de faits tronqués ou maniant le double langage.

Front unique des esclavagistes et des sionistes.

- Les mémoires de l'esclavage et de la Shoah font cause commune - LeMonde.fr

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, ce que cette opération a pour vocation d'enterrer et non de révéler évidemment. A notre connaissance ce n'est pas la classe ouvrière ou les esclaves qui sont responsables de la Shoah ou de l'esclavage, mais bien la classe dominante de l'époque, celle des exploiteurs et des oppresseurs, celle qui est toujours au pouvoir.

Toute vérité sur Valls n'est pas bonne à dire ou à rappeler, sous peine de figurer dans la "***fachosphère***".

Précisons que ce sont les médias qui soutiennent Valls et le gouvernement néonazi à Kiev ou encore les fascistes qui s'attaquent au gouvernement vénézuélien qui se livrent à cet exercice, mais ils ne sont sans doute pas les seuls.

On vit à une époque très confuse ou tous les coups et amalgames sont permis ou possibles, depuis que les néolibéraux se lâchent et se défoulent ouvertement dans absolument tous les domaines, puisqu'il n'existe à l'heure actuelle aucune force pour les arrêter ou fixer une limite à leur pouvoir qui rime avec une gigantesque imposture.

- "*Le vrai visage de Manuel Valls*", nouveau livre de chevet de la fachosphère - lexpress.fr

L'ex-rédacteur en chef de Minute Emmanuel Ratier publie un livre au vitriol sur le Premier ministre. Histoire d'un ouvrage qui cartonne au sein des réseaux d'ultra droite, farouchement opposés à Manuel Valls. lexpress.fr 06.05

J'ignorais qui était Emmanuel Ratier en mettant une vidéo en ligne qui portait le nom de son livre. Je l'ai visionnée, son contenu était intéressant, il n'y figurait aucun propos qu'on aurait pu qualifier d'extrême droite ou de nature antisémite ou je ne sais quoi d'insupportable, du coup j'ai cru bon de la portée à la connaissance des lecteurs.

Répétons-le aux militants qui condamneraient cette initiative, Marx et Engels mais aussi Lénine ont eu recours à une multitude de citations extraites d'oeuvres publiées par des ultra réactionnaires à leur époque, des monarchistes, bonapartistes, économistes, historiens, militaires, ecclésiastes, esclavagistes, racistes, etc. parce qu'ils considéraient qu'elles étaient utiles à leurs travaux et à la compréhension des sujets qu'ils traitaient sans pour autant partager leurs analyses ou leurs idées politiques. Je ne pense pas qu'en procédant de la sorte ils aient fait en quoi que ce soit la promotion des idées de ces réactionnaires, bien au contraire.

J'ai commis l'erreur, involontaire, par manque de temps encore une fois, de ne pas m'enquérir sur l'auteur de cette vidéo et mentionner qui il était, cette erreur est réparée, autant pour moi. Et quant aux militants qui connaissait ce monsieur Ratier, aucun ne soupçonnera que je fasse la promotion de l'extrême droite, mais qui sait il y en a qui sont très tordus ou que la mauvaise

foi aveugle.

Une dernière réflexion, il aurait été préférable ou souhaitable que ce soient des journalistes indépendants ou un parti ouvrier qui réalise cette vidéo et publie un tel recueil de données sur Valls. La question est de savoir pourquoi une fois de plus cette initiative est laissée à une personne d'extrême droite ou proche de l'extrême droite. Pour qu'on s'en détourne, parce que cela n'aurait aucune importance ou valeur éducative pour les masses ou les militants ? C'est navrant et pitoyable.

Un sujet brûlant et censuré.

- Quand la Californie demande à ses élèves si l'Holocauste a bien existé - liberation.fr

Des responsables d'écoles publiques en Californie ont présenté mardi leurs excuses pour avoir proposé un sujet d'essai qui demandait aux élèves si l'Holocauste avait vraiment existé et destiné, selon eux, à développer leur «*esprit critique*». Les responsables des écoles de la zone de Rialto Unified ont demandé à des élèves de classe de quatrième (13-14 ans) d'écrire un devoir sur l'Holocauste, en leur demandant s'il n'était pas «*simplement un projet politique créé pour influencer les émotions et s'enrichir*».

Le chef adjoint de ce district scolaire, Mohammad Z. Islam, a retiré le sujet dès qu'il en a eu connaissance, a précisé à l'AFP la porte-parole du district, Syeda Jafri.

L'importante organisation juive Anti Defamation League (ADL) a vertement condamné l'initiative. «*La position générale de l'ADL est de considérer que demander à des élèves si l'Holocauste a bien existé n'a pas de valeur éducative; cela donne seulement de la légitimité aux promoteurs haineux et antisémites du déni de l'Holocauste*», a affirmé le responsable régional de l'ADL, Matthew Friedman, dans une lettre aux responsables du district. liberation.fr 06.05

Le titre de l'article est trompeur, volontairement, pour mieux accuser cette initiative d'antisémitisme.

Il aurait été intéressant de voir combien de collégiens californiens ignoraient jusqu'à l'existence de l'Holocauste, sachant que le niveau scolaire est particulièrement médiocre ou déficient aux Etats-Unis.

Que les sionistes et leurs larbins contestent l'orientation de la question posée, on peut le comprendre puisqu'elle va à l'encontre de leur version et de leurs intérêts. Et l'éliminer leur permet d'écarter certaines questions ou certains faits plutôt embarrassants, mieux, compromettants puisqu'il s'agit d'éléments à charge contre les sionistes à partir de documents d'époque ou de témoignages de personnalités juives.

Allons plus loin. En réalité cette question était mal formulée, peut-être l'a-t-elle été par des antisémites, c'est fort possible, il aurait fallu demander à ces collégiens si l'Holocauste avait vraiment eu lieu ou s'il savait ce que cela signifiait, puis leur demander en cas de réponse positive s'il avait été uniquement le produit de la folie d'un homme ou d'un régime politique ou plutôt, s'il avait correspondu à un projet politique destiné à "*influencer les émotions*" pour justifier la création de l'Etat d'Israël et enrichir au passage de riches banquiers et industriels en étendant le champ de cette question à la guerre elle-même, tout en leur permettant de renforcer leur pouvoir politique ou leur emprise sur le monde.

Sur l'UE et les élections européennes

Pourquoi se bousculent-il aux européennes ?

- Européennes : pourquoi y a-t-il plus de 20 listes par circonscription ? - francetvinfo.fr

Quelque 193 listes seront en compétition en France pour les élections européennes du 25 mai, soit une moyenne de 24 listes par circonscription (contre 20 en 2009), selon les données du ministère de l'Intérieur, publiées lundi 5 mai. Francetv info vous explique pourquoi ces élections suscitent un tel intérêt de la part des partis. Parce qu'il est très facile de se présenter

Contrairement aux aspirants à l'élection présidentielle, les candidats aux européennes n'ont pas à recueillir de parrainages d'élus pour avoir le droit de se présenter. Aucune barrière financière non plus : depuis une loi de 2003, ils n'ont plus à verser de caution, rappelle le site Touteleurope.eu. Quant au nombre de candidats nécessaires pour former une liste, il n'est pas forcément très élevé. Il suffit d'être neuf pour se présenter en Outre-mer, dix dans le Centre et tout de même trente en Ile-de-France.

Une fois la liste formée, les candidats n'ont plus qu'à la déposer au ministère de l'Intérieur, avec pour seules conditions d'être âgés d'au moins 18 ans, d'être ressortissants de l'UE et de jouir de leurs droits civiques et politiques.

Parce que le mode de scrutin est la proportionnelle

Contrairement aux récentes élections municipales (scrutin majoritaire à deux tours), les européennes se jouent à la proportionnelle, avec un seul tour. Ce mode de scrutin est une aubaine pour les petits partis. Ainsi, en 2009, la tête de liste Front de gauche en Ile-de-France, Patrick Le Hyaric, avait gagné son siège de député européen en recueillant seulement 6,32% des voix. De quoi expliquer que de nombreux partis tentent leur chance : il y aura 31 listes en Ile-de-France (le record cette année).

Par rapport aux municipales, le remboursement est, là aussi, plus facile. Le seuil nécessaire pour obtenir un remboursement des frais de campagne est de 3% des suffrages, et non 5% comme à la présidentielle, aux législatives et aux municipales. francetvinfo.fr 05.05

Rappelons que seul le POI a décidé d'appeler à ne pas voter le 25 mai, mais ce n'est pas un appel au boycott, un terme qu'ils ont dû juger gauchiste, excessif, extrêmiste.

En complément.

C'est "***fou***" à quel point ils sont hypocrites.

- Pourquoi il est fou que l'accord de libre-échange transatlantique ne soit pas au cœur de la campagne pour les Européennes - Atlantico.fr

Ils le négocient dans le plus grand secret et n'en rendront public le contenu qu'une fois les peuples de l'UE placées devant le fait accompli. Qui l'ignore encore ? Etant liberticide et régressif dans tellement de domaines qu'il est incompatible avec toute (libre) discussion, il ne peut supporter la contradiction ou la critique car par nature il est antidémocratique. A objectif antidémocratique procédé antidémocratique, la logique est respectée, il n'y a donc rien de "*fou*" ici.

La véritable nature de l'UE ou quand le fascisme est compatible avec l'UE.

- Un ancien skinhead devient vice-président du Parlement hongrois - LeMonde.fr

- Le gouvernement ukrainien reçu par l'UE à Bruxelles le 13 mai 2014 - 20minutes.fr

- La CIA et le FBI conseillent-ils Kiev ? - LeMonde.fr

- Ukraine : la CIA en sous-main ? - LePoint.fr

Ils peuvent l'avouer puisqu'ils reportent sur la Russie la responsabilité de la situation en Ukraine, en fait leurs articles ne servent qu'à légitimer la présence de l'OTAN, de la CIA et du FBI dans ce pays, sans oublier des militaires de différents pays comme l'Allemagne ou Israël pour n'en citer que deux.

Et les mêmes institutions ou médias s'en prennent au FN ou à l'extrême droite de différents pays qui viennent parasiter la politique de leurs gouvernements qui soutiennent fascistes, mercenaires ou terroristes en tous genres qui sévissent dans des Etats qu'ils ont décrété de déstabiliser ou de détruire pour mettre la main dessus ou placer des gouvernements à leur solde.

Ils se partagent les rôles, ils sont complémentaires et non ennemis. Chacun sait maintenant que les méthode de l'OTAN ou de la CIA n'ont rien à envier à celles des fascistes. L'affirmer hier paraissait excessif aux yeux des ignorants ou des naïfs, aujourd'hui cela l'est déjà moins, et demain cela sera une banalité, pour un peu on nous reprochera d'avoir manqué de clairvoyance, aussi vaut mieux prendre les devants.

En complément : Les exploits de la CIA ne s'arrêtent pas là.

- La polio est de retour, avec l'aide de la CIA, des terroristes et des dictateurs - Slate.fr

Hollanderies

Hollande. Dépités, ils voudraient encore y croire, mais ils sembleraient qu'ils aient déjà fait une croix dessus.

- Les éditorialistes sceptiques sur la suite du quinquennat Hollande - liberation.fr 06.05

Alors que le Président fête ce mardi son deuxième anniversaire à l'Elysée, la presse raille les «*prophéties hasardeuses*» du chef

de l'Etat.

Au moment du dresser un bilan des deux premières années du quinquennat, nombre d'éditorialistes ne croit plus aux «*prophéties*» de François Hollande, même si certains reconnaissent une certaine injustice envers lui dans l'opinion.

Dans le Figaro, Jacques-Olivier Martin, estime que «*les prophéties de notre bon docteur Coué ont tendance à se fracasser contre le mur de la réalité. Pendant toute l'année 2013, il a promis aux Français l'inversion de la courbe du chômage. On connaît la suite.*»

«*Quels quel soient les indicateurs économiques, c'est la crédibilité du locataire de l'Elysée qui s'est envolée en même temps que la prophétie hasardeuse du Ravi de la crèche*», assène Philippe Waucampt (le Républicain lorrain).

François Ernenwein de la Croix pense que «*ce qui manque aujourd'hui pour que le raisonnement du chef de l'État s'impose, c'est un socle de confiance qui ne se décrète pas. La morosité domine. Le bilan des deux premières années du quinquennat a instillé des doutes chez les Français. Un "retournement" de conjoncture, s'il se produit, ne suffira pas à créer, à lui seul, un nouvel élan.*» (Crucifié ! - ndlr)

Eric Decouty, dans Libération, garde un peu d'optimisme et croit qu'«*il n'est pas encore dit que ces années ratées gâcheront tout son mandat.*» Même s'il reste réservé sur l'avenir: «*Plus que de stratèges en communication, c'est d'une cohérence et d'une capacité de décision dont le Président a besoin.*»

De son côté, dans l'Humanité, Maud Vergnol ne digère pas que «*le candidat du Bourget assume désormais de faire payer la crise aux plus pauvres, à ceux qui vivent avec moins de 500 euros par mois.*»

«*Il ne suffit pas de prophétiser un retournement pour qu'il s'auto-réalise : on a vu ce qu'il en a été avec la courbe du chômage !*», remarque Michel Urvoy de Ouest-France qui croit que «*faute d'avoir combattu l'évasion fiscale, qui se chiffre en dizaines de milliards, faute d'avoir bataillé pour trouver des réponses budgétaires et fiscales européennes, faute de réformes de structure, le pacte de stabilité risque d'être insuffisant.*»

«*Il reste le locataire de l'Elysée le plus impopulaire de la Ve République, comme Manuel Valls se révèle le Premier ministre le plus populaire. Et ceci, pour l'instant, sans raison objective*», constate Alain Dusart dans l'Est Républicain.

Alors qu'Hubert Coudurier du Télégramme, reconnaît qu'il «*y a une certaine injustice à demander au Président de solder, en deux ans, trente années d'endettement incontrôlé.*» (...) «*Il n'empêche, offensif en politique étrangère, Hollande apparaît timoré en politique intérieure, faute de gesticuler comme Sarkozy. Lequel avait augmenté les impôts tout autant que lui, mais, à l'époque, le pouvoir d'achat n'avait pas encore baissé*», ajoute-t-il.

«*Le risque, le vrai, est que de plus en plus de Français jugent que la machine tourne à vide. Qu'ils en concluent que, pas plus que Nicolas Sarkozy, François Hollande n'a le pouvoir de changer les choses*», s'inquiète Jacques Fortier (les Dernières Nouvelles d'Alsace).

«*L'optimisme du "président normal" le fait ressembler à ses compatriotes qui jouent au Loto. Ils confient leur avenir à la magie des boules du hasard*», s'amuse Raymond Couraud dans l'Alsace.

«Au moment de ce bilan d'étape, le temps doit sembler bien long à François Hollande. Putain, encore trois ans !» conclut Philippe Reinhard dans l'Eclair des Pyrénées. liberation.fr et AFP 06.05

De nos jours ce sont les médias et instituts de sondage qui font les présidents et les Premiers ministres. Qu'ils les lâchent et ils sont finis.

Il fallait bien que quelqu'un se sacrifie.

- Nouveau record d'impopularité pour François Hollande - Reuters

François Hollande perd 5 points en un mois et retombe à 20% de cote de confiance, deux ans après sa victoire à la présidentielle, selon le baromètre CSA pour Les Echos et Radio Classique.

Le Premier ministre, Manuel Valls, ne tire pas le chef de l'Etat vers le haut et recule de 2 points, à 39% de bonnes opinions.

Désormais, 52% des Français ne font pas confiance au chef du gouvernement et 75% au président. Reuters 05.05

Dans un autre sondage il était déjà à 18%, peu importe puisque cela ne change rien sous une dictature.

La société va continuer de se décomposer ou de pourrir sur place, tous les rapports au sein de la population vont se tendre un peu plus alors qu'ils sont déjà largement insupportables et le pire reste à venir du fait qu'on n'a pas été foutu de construire le parti et que le niveau de conscience politique des masses n'a pas évolué, la faute en revient non pas aux masses ou aux travailleurs mais bien à nos dirigeants faillis ou vendus.

A moins d'estimer que tout cela était inévitable, la fatalité, c'est à la fois vrai et faux dans une certaine mesure seulement, et souvent un argument commode pour masquer sa propre déchéance politique. Car effectivement on était en droit de le penser autrefois, quand on ignorait tout ou presque du fonctionnement du capitalisme, puis les décennies plus tard pendant lesquelles il fallut la détermination et l'abnégation totale de deux penseurs et militants de génie pour élever le niveau de conscience général des couches supérieures des masses et leurs représentants mais pas seulement des masses en général qui étaient en contact avec les socialistes.

Cette période coïncida avec le développement du mouvement ouvrier, la fondation des syndicats et des partis, de grandes luttes ouvrières dans tous les pays en cours d'industrialisation, qui rapidement se transformèrent de luttes pour des revendications alimentaires en luttes politiques pour le pouvoir avec pour objectif un changement radical de société, le socialisme et le communisme.

Bien que ni les conditions objectives ni les conditions subjectives ne soient remplies, le prolétariat révolutionnaire ne loupa pas une occasion de se lancer "à l'assaut du ciel" (Marx) pour tenter de s'émanciper de sa condition d'esclave salarié du capital, et chaque fois il trouva ses dirigeants à ses côtés pour tenter de l'organiser et l'aider à se guider vers son objectif. Aussi faibles soient-il du milieu du XIXe siècle au premier tiers du XXe les dirigeants marxistes et l'avant-garde révolutionnaire acquise au marxisme ont fait honneur à la cause qu'ils avaient épousée, à l'objectif pour lequel ils combattaient, dans des conditions très difficiles, défavorables le plus souvent, les masses étant profondément arriérées, illettrées ou analphabètes, rongées par l'obscurantisme et les superstitions, la réaction ou les régimes en place étant brutaux, féroces, cruels...

Qu'ils soient en mesure ou non de peser sur le cours des choses n'avait aucune emprise sur leur caractère et leur détermination, et si par moment ou périodes plus ou moins longues la lutte des classes semblait marquer le pas ou la mobilisation des masses refluait, le mouvement ouvrier dans son ensemble se renforçait, de nouveaux dirigeants de grande qualité émergeaient, puis de nouvelles mobilisations voyaient le jour, et si les défaites étaient le lot de bien des luttes (le plus souvent spontanées), imperturbablement les marxistes se battaient pour constituer une avant-garde consciente, ils combattaient toutes les formes d'opportunistes et marchands d'illusions, aventuriers et charlatans qui s'improvisaient socialistes ou les nouveaux chamans des opprimés, ne cédant rien sur le plan théorique, sur les principes ou le programme, diffusant le marxisme auprès des plus larges masses pour les aider à prendre en main leur destin.

Depuis, des lustres se sont écoulés, le marxisme a été diffusé partout dans le monde, dans les pays occidentaux notamment personne n'ignore son existence, ne serait-ce que le mot, des millions et millions de travailleurs dans chaque pays auraient dû ou devraient chercher à savoir ce qu'il y a derrière ce mot ou ce que signifie réellement le socialisme et le communisme, pourquoi les représentants de la classe dominante les haïssent tant, pourquoi en ont-ils si peur, pourquoi sont-ils diabolisés ou caricaturés au point de les présenter comme des monstruosités infâmes et dangereuses naturellement infréquentables, dont il est préférable de ne pas s'approcher des fois qu'ils seraient contagieux.

Nous ne sommes plus dans la situation où il faudrait prouver la véracité du marxisme, les faits ou l'expérience l'ont démontrée au cours du XXe siècle, du matérialisme dialectique et historique, la supériorité de cette méthode pour interpréter le monde sur toute les autres philosophiques ou métaphysiques, sur le matérialisme primaire ou élémentaire, logique mais non dialectique, mécanique, empirique seulement.

Dès lors on peut s'étonner qu'il n'y ait pas davantage de travailleurs (d'intellectuels) ou militants (dirigeants) pour l'adopter.

Pire encore, il n'existe pas à travers le monde un économiste ou même un étudiant en économie qui n'ait pas étudié attentivement Le Capital de Marx et Engels, qui ne s'y réfère pas régulièrement, pas un, alors que tous sont acquis (plus ou moins, disons plus que moins, sauf rares exceptions qui confirment la règle) au capitalisme et aucun au socialisme qui en était la conclusion pratique, la seule issue ou alternative possible à la crise du capitalisme pour assurer la continuité de la civilisation humaine ou garantir le bien-être social pour les générations à venir à l'échelle de l'humanité, à moins d'opter pour la guerre sans fin, le chaos et la barbarie qui menacerait à terme l'existence de la civilisation humaine ou toute forme d'existence sur terre.

On a échoué sur toute la ligne, alors que nous disposions des instruments pour réussir là où nos prédécesseurs n'avaient pas eu cette chance il y a un siècle ou davantage, ce que la révolution russe de 1917 a magistralement prouvé en mettant en oeuvre les enseignements du marxisme. Au lieu de s'en tenir à cet acquis théorique, à cette connaissance irremplaçable à nos jours, on s'est laissé distraire par des questions secondaires auxquelles on a donné une importance démesurée. On disposait du mode d'emploi et de la méthode pour réussir et on n'a pas été foutu de les mettre en musique.

On peut contester cette analyse qui nécessiterait un long développement. Il est certain que l'évolution de certains facteurs déterminants ou les profondes transformations subies par la société pouvaient déboucher sur des rapports favorables ou défavorables au mouvement ouvrier, inévitablement, dans une certaine mesure seulement, on peut ou on doit l'admettre, mais pas au point d'aboutir à l'impasse actuelle synonyme de néant politique, néant théorique et pratique, néant sur le plan organisationnel.

On ne va se répéter sans cesse, à quoi bon expliquer tout cela, il existe tellement de faux prétextes pour ne rien entendre que cela en devient désespérant. Quand ce n'est pas la faute au stalinisme, c'est celle du capitalisme qui recèlerait des capacités insoupçonnées ou pour ainsi dire inépuisables, quasi miraculeuses, bref, devant de tels obstacles nous serions incapables de lutter et réduit à subir le destin qu'il nous impose puisque nous ne parvenons ni à construire le parti ni à élever le niveau de conscience des masses, chacun peut le constater, je n'invente rien.

On prétend se battre contre le capitalisme, mais on s'y prend de telle sorte qu'on a plutôt l'impression de s'avouer vaincu d'avance ou qu'on n'arrivera jamais à le terrasser, pour ne pas dire qu'on s'en accommode en se contentant du service minimum, tenter de sauver ce qui peut l'être et qui irrémédiablement foutra le camp un jour ou l'autre comme on a pu l'observer au cours des décennies précédentes.

Ce qui devient inévitable et qu'on subit aujourd'hui est le produit de nos erreurs du passé, car il n'était écrit nulle part que les choses devraient se passer de cette manière-là, mais comme on ne veut pas l'admettre, on en arrive à une perception erronée à la fois du présent et du passé et à considérer que quoi qu'il arrive c'était inévitable, pour finalement reproduire indéfiniment les mêmes erreurs ou les mêmes analyses foireuses, que pouvons faire d'autres à ce stade de mauvaise foi ou de manque de courage ou d'honnêteté intellectuelle, on s'enfonce de plus en plus, c'est la fuite en avant, pour justifier notre comportement actuel on revendique celui que nous avions adopté hier et ainsi de suite... jusqu'à ce que mort (politique) à s'ensuive. La seule logique qui aura été respectée dans tout cela, ce sera le recours à la fatalité qui aura eu le dernier mot, fatal.

Sous tous les angles.

- En difficulté, Hollande passe à l'offensive médiatique - LeMonde.fr

Bon, on sait depuis que c'est foiré, cette info datait d'avant-hier, il faut suivre !

- Hollande et le "*retournement économique*" : la méthode Coué est-elle efficace en politique ? - Francetv info

Un peu usé la corde, non ?

Tout dépend dans quel sens on se tourne et où on va fourer son pif.

- Le Foll dit "*sentir*" le retournement prédit par Hollande - AFP

-De nouveau député, Ayrault voit le redressement pour cet été - Reuters

Comment, il veut envoyer les chômeurs en camp de redressement cet été pour faire baisser la courbe du chömage ? Ah non, il compte sur les nombreuses radiations de Pôle emploi à cette période de l'année, quel filou !

On comprend pourquoi ils estiment déjà qu'il est fini.

- 35% des électeurs de François Hollande ne revoteraient pas pour lui - LeFigaro.fr

Moi je...

- Hollande : «*Moi, je n'ai rien à perdre*», c'est la France qui a «*tout à gagner*» - Public Sénat

Son avenir est assuré donc il n'a "*rien à perdre*". Quant à savoir qui a "*tout à gagner*" on a notre petite idée... du côté des patrons et actionnaires.

- François Hollande demande à être jugé à la fin de son mandat - Reuters

Il s'accroche le bougre, il tient à achever le sale boulot qu'il a entrepris... Pour un peu, il faurait lui faire crédit !

- Hollande : "*Il faut aller encore plus vite sur les réformes*" - LePoint.fr

Fissa encore...

- Le gouvernement prêt à accélérer la suppression des départements dès 2017 - Public Sénat

-Hollande : "*Je n'ai pas suffisamment dit que la situation économique était grave*" - LePoint.fr

Les patrons ont dû lui souffler :Trop tard et cela n'aurait rien changé, plus personne ou presque ne vous écoute ou ne vous écouterait...

- Pour Hollande, la « *finance a été maîtrisée* ». Vous étiez au courant ? - Rue89

Il doit confondre avec l'une de ses maîtresses, entre nous, on se demande ce qu'elles lui trouvent...

Parole d'internaute

1- *Hollande chez Bourdin, ça pue la com bon marché à plein nez. Lamentable! Pour le reste, les journaleux sceptiques? Ils sont bien les seuls, il y a longtemps que les électeurs ont les yeux ouverts, eux.*

Les journaleux comme vous dites adoptent la même posture que Mélenchon, Laurent et bien d'autres de "gauche", ils font minent de découvrir le personnage, ils émettent des doutes, ils se posent de questions sur ses réelles intentions, etc. Ils le ménagent l'air de rien ou parfois ouvertement, tout dépend du contexte..."

2- "*Je pense que les dés sont pipés dès le départ.*

Nous sommes entrés dans une ère post-démocratique dans laquelle l'influence des sphères de l'argent sur-détermine toute action politique quelle qu'elle soit, le vote n'ayant plus dès lors aucune signification autre que celle d'entretenir l'illusion démocratique, le "mythe" démocratique.

Les citoyens n'ont en vérité plus d'autre choix que d'inventer d'autres formes d'agir et processus s'ils veulent espérer peser efficacement sur le cours des choses."

La révolution est indispensable pour achever ce "*mythe*" et qu'enfin la démocratie (ouvrière) triomphe, vous voyez autres choses ?

3- "*L'erreur de Hollande est d'avoir fait croire aux Français qu'il allait améliorer leur vie en pratiquant une politique de gauche, en fait il a mis la barre à droite car quoiqu'il en dise ce n'est pas lui qui gouverne mais les marchés et l'Europe.*

Donc il se plie a l'exigence de ces derniers. "

Rectifions, il a fait croire aux "*Français*" ce qu'ils voulaient bien croire, ils ont réalisé un transfert sur Hollande de leurs attentes sans se soucier de sa nature ou de ses réelles intentions qui transpiraient dans tous ses discours.

Quant au reste vous avez raison.

Du nationalisme ukrainien au nationalisme nipon.

- Tokyo cède aux sirènes du nationalisme - L'Express.fr

- Shinzo Abe en Europe pour renforcer les liens stratégiques avec l'UE - LeMonde.fr

- François Hollande reçoit le Premier ministre japonais Shinzo Abe - Reuters

Mélenchon, tribun ou tribune du régime.

Hollande ou Mélenchon : Les mêmes méthodes.

Toute les accusations que Mélenchon professe envers Hollande lui vont comme un gant ou peuvent se retourner contre lui : manipulateur, illusionniste, hypocrite, il a l'art de tout dire et son contraire, c'est à croire qu'il se connaît bien. Non-dits, mémoire sélective, personnage composé ou plutôt recomposé, décomposé en fait, citations tronquées et extraites de leurs contextes, arguments non étayés, positions contradictoires, reniements, absence de principes, opportunisme effréné, etc.

- Mélenchon : « *De la manipulation, il y en a toujours eu chez Hollande* » - lemonde.fr

« *De la manipulation, il y en a toujours eu chez lui, c'est quasiment une seconde nature* ». Aux micros de RTL lundi 5 mai, Jean-Luc Mélenchon s'en est pris à François Hollande, lui reprochant son discours, sa méthode et ses décisions. « *Je l'ai toujours connu dans cet aspect de duplicité permanent* », a-t-il notamment lancé.

Le coprésident du Parti de gauche, qui avait soutenu M. Hollande contre Nicolas Sarkozy au deuxième tour de 2012, a poursuivi :

« *On pouvait penser qu'il était social-démocrate, il ne l'est même pas. Il est quelqu'un qui a une politique économique de droite, point final. Il s'est installé dans un système qui rend tout le monde fou : il dit une chose et fait exactement le contraire. C'est sa manière à lui de voir la vie en rose en permanence* ».

(Quel minable numéro de prestigidateur, comme s'il ne savait pas à quoi s'en tenir sur Hollande et ses dirigeants après être resté près de 30 ans au PS ! Social-démocrate signifie appartenir au camp du capital depuis 1914 faut-il le rappeler. Manifestement Mélenchon l'a oublié le jour où il avait rejoint le PS, alors il n'y avait aucune raison pour qu'il s'en souvienne le jour où il l'a quitté. Cela dit, il a parfaitement le droit de se revendiquer social-démocrate, sans pouvoir assumer sa réelle signification contrairement à Hollande qui sur ce point est plus honnête que lui. - ndlr)

Quant au retournement économique prédit ce week-end par le chef de l'Etat ? « *Ce n'est pas possible, a assuré l'ancien sénateur PS. Je désapprouve une nouvelle fois le recours aux méthodes d'illusionniste.* »

(Monsieur Mélenchon, militant trotskiste devint dirigeant et député du PS, il vote oui au traité de Maastricht, puis il devient ministre sous Chirac (RPR), ensuite en désaccord avec le PS il quitte ce parti pour fonder le PG, il appelle à voter Hollande en mai 2012, il affirme à plusieurs reprises qu'il se verrait bien Premier ministre de Hollande et le voilà qui le traite d'illusionniste, quel pitoyable bouffon ! Il rend service à Hollande. - ndlr)

Interrogé sur la tactique que devrait adopter le chef de l'Etat, la dissolution est écartée, car cela reviendrait « *à donner le pouvoir à la droite et l'extrême droite, qui sont ascendantes* ». Mais « *la base politique de ce pouvoir s'est rétrécie de manière considérable* » et « *le moment est venu pour les socialistes qui ont décidé de repousser cette politique de constituer un groupe autonome* ».

« *Constituer une nouvelle majorité, c'est nécessaire, c'est possible, c'est rassembleur pour toute la gauche* », sinon, ce sera « *une lente agonie qui va durer pendant trois ans* ».

(Plus courte que celle de Mélenchon. - ndlr)

Le 22 mai, les députés du Front de gauche déposeront une proposition de loi pour « que s'interrompent les négociations autour du marché transatlantique ». « *Nous allons voir* » si ces 41 députés PS qui se sont abstenus face au plan d'économies Valls « *vont nous aider* ». « *Mais je vous promets que vous aurez des surprises* », a dit M. Mélenchon. lemonde.fr 05.05

C'est tout vu d'avance monsieur l'illusionniste ! Hollande et Valls s'en foutent de vos députés du PS qui feignent d'avoir des états d'âme, ils savent qu'en cas de besoin l'UDI et l'UMP le soutiendront, parce qu'ils ne sont pas en situation pour faire autrement, pure forfanterie de votre part monsieur Mélenchon.

Mélenchon veut faire croire qu'une autre politique serait possible dans le cadre de la Ve République et de l'UE, sans rompre avec le capitalisme et ses institutions, alors que c'est impossible, l'oligarchie financière ne le permettrait pas et son gouvernement serait réduit à la paralysie avant d'être conduit à démissionner ou d'être renversé par la réaction.

Parole, parole, parole, des "***mots forts***", "***durs***"... et creux, vides à l'arrivée.

- Mélenchon : « *Hollande est dangereux* » - publicsenat.fr 06.05

Mardi, le coprésident du Parti de gauche était l'invité de l'émission « *Preuves Par Trois* ».

L'Eurodéputé a des mots forts à l'encontre de François Hollande : « *Il est dangereux d'ores et déjà. (...) ». A ces mots durs à l'encontre du chef de l'Etat, Jean-Luc Mélenchon en ajoute d'autres plus loin dans l'émission : « Je déplore l'abaissement de sa pensée. (...)* ». publicsenat.fr 06.05

Quoi de neuf ? Rien. La méthode de Mélenchon consiste à ne pas dire d'un coup tout ce qu'il sait, il se grillerait lui-même. Il le livre petit bout par petit bout en feignant de le découvrir pour qu'on ne s'interroge pas sur ce qu'il sait encore mais qu'il ne tient à révéler car cela n'est pas à son avantage.

Il garde en réserve de quoi répondre à ses adversaires qui procèdent exactement de la même manière, ainsi la comédie peut durer très longtemps. Aussi longtemps qu'ils ont besoin de ces adversaires pour continuer à exister, ils sont dans une relation de complémentarité et non antagonique comme ils le font croire grâce à ce subterfuge.

Chaque expression qu'emploie Mélenchon contre Hollande ou un membre du gouvernement pourrait lui être adressée par un véritable adversaire politique.

Mélenchon au secours des médias et de l'UE.

Mélenchon est franchement ingrat, il s'en prend aux médias qui l'ont mis sur orbite. On vient de voir que Le Monde continuait de lui consacrer des articles entiers qui sont plutôt à son avantage. Il se plaint que des journalistes aux ordres viennent à ses meetings, alors que d'autres partis n'ont pas ce privilège et sont systématiquement censurés par les médias nationaux, le POI par exemple.

Maintenant qu'ils interprètent à leur façon ses propos ou les déforment, les caricaturent ne devrait pas l'étonner. Il s'attendait à quoi de leur part, qu'ils l'encensent, qu'ils se fassent les relais bienveillants de sa politique qui est pourtant inoffensive pour le régime et puis quoi encore, pour un peu il irait jusqu'à les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, c'est ce qu'on lui reproche ici.

Quand on accepte cette promiscuité avec ce qu'il faut bien appeler des représentants du régime, il faut s'attendre à ce qu'ils vous plantent un couteau dans le dos à la première occasion, il faut être naïf ou hypocrite pour ne pas y penser, Mélenchon doit être un peu des deux et estimer qu'il mérite un meilleur traitement du fait qu'il ne constitue pas réellement un danger pour le régime, en quelque sorte il fait partie de la maison.

- Les attaques inacceptables de M. Mélenchon contre « *Le Monde* » - lemonde.fr 05.05

Depuis plusieurs mois, le co-président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, s'en prend à la couverture éditoriale que Le Monde lui consacre. Il le fait de manière chaque fois plus outrancière. Un nouveau palier a été franchi, dimanche 4 mai : sur son blog, M. Mélenchon a décrété persona non grata les journalistes de notre quotidien comme ceux de Libération : « *Aucun des journalistes de ces deux quotidiens ne sont bienvenus dans mes meetings et déplacements tant qu'ils travaillent pour ces quotidiens.* »

Il a appelé aussi ses « *amis* » à « *les surveiller de façon étroite et vigilante, à filmer leurs agissements, si possible, dès qu'ils les repèrent, qu'ils agissent à découvert ou qu'ils se cachent sous des faux noms* ». En effet, l'ancien sénateur socialiste n'hésite pas à affirmer – au mépris de toute vérité – qu'un de nos journalistes a couvert une actualité du Parti de gauche en travestissant sa qualité de journaliste au Monde. Lors d'une précédente et récente livraison, M. Mélenchon avait traité l'ensemble de « *la chaîne du travail* » du Monde « *de vrais lâches* », régis par « *un devoir d'obéissance* », ajoutant dans un sous-entendu méprisable : « *Vous savez où cela conduit ?* »

(Il aurait dû dire : Vous savez où cela vous a déjà conduit pour produire des faux témoignages, de grotesques mensonges ou vous livrer à une déformation, une déformation des faits quasi permanente ou quotidienne par exemple sur la situation en Syrie ou en Ukraine, au Venezuela, etc.

C'est ce qu'on lui reproche à Mélenchon, car au passage il blanchit Le Monde qui pourrait un jour peut-être devenir infréquentable, alors qu'il l'est déjà ou l'a toujours été. On aura compris pourquoi Mélenchon ne pouvait pas aller si loin ou être aussi précis, car il a encore besoin du Monde et des médias pour exister, sans eux on n'entendrait plus parler de lui du jour au lendemain. - ndlr)

Les propos de M. Mélenchon visant notre journal sont, cette fois encore, mensongers, insultants et diffamants. Cette basse manœuvre ne sert qu'un objectif : empêcher nos équipes de faire leur travail de journaliste. La direction du Monde condamne ces attaques avec la plus grande fermeté.

Natalie Nougayrède, directrice du Monde. lemonde.fr 05.05

On a gardé le meilleur pour la fin.

- Le Monde condamne les attaques de Mélenchon - Reuters

Le coprésident du Parti de gauche, familier des attaques contre la presse, s'en est violemment pris dimanche sur son blog aux rédactions qui, selon lui, n'invitent pas les candidats de son parti aux débats sur les élections européennes du 25 mai. Reuters 05.05

Pauvre chéri, ses candidats font l'objet d'ostracisme de la part d'un média aux ordres.

Il n'a pas compris qu'il ne devait pas y avoir réellement de débat sur ce sujet, surtout de la manière dont il l'aborderait qui pourrait déboucher sur des questions embarrassantes ou sous-entendues qu'il est préférable d'écarter, ils se donnent tellement de mal pour convaincre les électeurs d'aller voter, que toute opération de sabotage, même involontaire est malvenue ou à bannir. Il le sait, il joue les idiots.

... et le lendemain, "***retournement***" de situation, l'illusionniste à l'oeuvre :

- Ouf, Mélenchon lève sa surveillance des journalistes du Monde - L'Express.fr 06.05

Jean-Luc Mélenchon accepte également "*la présence éventuelle de journalistes du Monde dans (ses) meetings*", 24h après les en avoir interdit. Il met cela sur le compte de la fronde des rédacteurs en chef contre leur patronne.

Comment Jean-Luc Mélenchon justifie-t-il ce revirement? Par un sujet qui n'a rien à voir avec cette affaire. Ce mardi, sept rédacteurs en chef du Monde ont annoncé démissionner de leurs fonctions pour protester contre la directrice de la rédaction, Natalie Nougayrède.

Le député européen s'invite donc dans cette crise interne pour affirmer que c'est la seule Natalie Nougayrède "*qui a ruiné la relation de (son) parti avec Le Monde*". Il ajoute: "*Il est prouvé à présent que cette arrogance a également ruiné l'équipe de direction de ce journal.*"

Un communiqué pas particulièrement apprécié par la rédaction du journal:

Jean-Luc Mélenchon ne dit en revanche rien du sort qu'il réserve à Libération. Ont-ils le droit d'assister à ses meetings? L'Express.fr 06.05

Quel manipulateur ! Tout cela pour cela, vous avouerez que c'est un pauvre type.

Parole d'internaute

1- "*Mélenchon a raison. Hollande a roulé ses électeurs dans la farine. Cependant les conséquences seront bien plus sévères qu'aux congrès manipulés du PS. La synthèse ne suffira pas. La sanction sévère déjà constatée aux municipales ne va pas manquer de s'amplifier et réduira à néant les aspirations présidentielles pour un nouveau mandat de Hollande. On aura rarement trahi la parole politique à ce point.*"

Il a trahi les ignorants et surtout les nantis des couches ou classes moyennes qui pensaient sauver les meubles, se sauver eux-mêmes quoi, c'est d'eux dont on entend le plus parler par la voix du Front de gauche ou des soi-disant frondeurs du PS.

2- "*Pour une fois Mélenchon parle d'or. Il connaît bien son homme et il confirme l'opinion de tous ceux qui ont côtoyé Flamby : un petit magouilleur, un intriguant sans grande envergure. D'ailleurs, il n'a fait pas illusion très longtemps comme l'atteste sa côte d'impopularité. Sa politique est une politique à la Thatcher ou à la Reagan. Mais n'a pas le courage de l'assumer : il a donc filé la barre au matamore Valls. Hollande, c'est du Guy Mollet en plus étroit et mesquin.*"

Il est aussi insignifiant que Sarkozy, c'est l'époque qui veut cela.

3- "*La comparaison avec Thatcher est un peu forte, Hollande c'est plutôt la voie blairiste accommodée Terra Nova, en très peu flamboyant. Un point essentiel : le PS actuel n'a nullement à démanteler, casser les syndicats ouvriers, la CFDT est sous contrôle depuis un bout de temps et lui fournit des cadres et les éléments de langage qui ont permis d'acclimater la mondialisation, les autres ont quelques vieux réflexes qui accrochent une rébellion locale par ci par là.*"

Blair n'a fait qu'achever le sale boulot, c'était la même pourriture de droite, comme Terra Nova ou Chérèque est comme un poisson dans l'eau.

4- "*Exactement, en la circonstance, Mélenchon dit ce qui se disait au PS et qui se susurre depuis que Hollande est président: réflexions politiques d'une superficialité affligeante, un bagage théorique assez léger pour ne pas dire inexistant, aucune expérience militante (il a commencé sa carrière à l'Elysée après avoir été repéré par Attali en raison de sa servilité envers ceux qui avaient du pouvoir). Le PS a été capté par une caste de cette engeance, d'où son inconsistance politique.*"

Vous vous trompez sur un point, ils ne ressemblent pas tous à Hollande au PS. Lui, c'est le pauvre type qu'ils ont envoyé au

charbon pour prendre les mauvais coups pendant que Fabius, Sapin et Cie flanqués d'une armada de technocrates et autres "conseillers" liés aux banques ou au monde des affaires s'occupaient des choses sérieuses.

En complément

Le Monde des banquiers devient irrespirable.

- Sept rédacteurs en chef du "*Monde*" démissionnent de leurs fonctions - Francetv info

Sept rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints du quotidien, sur une dizaine, ont démissionné en bloc de leurs fonctions, mardi 6 mai. Ils protestent contre "*l'absence de confiance*" envers la direction, en plein conflit sur la réorganisation de la rédaction.

"*Depuis plusieurs mois, nous avons envoyé de nombreux messages d'alerte pour signaler des dysfonctionnements majeurs, ainsi qu'une absence de confiance et de communication avec la direction de la rédaction nous empêchant de remplir nos rôles à la rédaction en chef*", écrivent dans un message interne adressé à Natalie Nougayrède, directrice du Monde, et à Louis Dreyfus, président du directoire du quotidien.

Dans les faits, ces membres de l'encadrement du quotidien et du site internet démissionnent de leurs seules fonctions, pas du journal. Ne souhaitant pas fragiliser la rédaction, ils se tiennent même "*disponibles pour traiter les affaires courantes jusqu'à la nomination d'une nouvelle équipe*", précisent-ils.

"*Nous faisons aujourd'hui le constat que nous ne sommes plus en mesure d'assurer les tâches qui nous ont été confiées, et c'est pourquoi nous démissionnons de nos postes respectifs*", écrivent François Bougon, Vincent Fagot, Julien Laroche-Joubert, Damien Leloup, Cécile Prieur, Françoise Tovo et Nabil Wakim. Francetv info 06.05

Leur justice.

Il aurait dû se sacrifier.

- Un militaire écroué après avoir retourné une arme contre son agresseur - Francetv info

Le légionnaire, qui dit avoir agi en état de légitime défense, a été mis en examen pour "*violences volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner*". Francetv info 05.05

Les militaires ne sont pas vraiment notre tasse de thé, encore moins les légionnaires vous vous en doutez. La réflexion que je me suis faite est la suivante : Et si tu avais été à sa place, car il n'y a pas que des militaires qui sont victimes de ce genre d'agressions, cela peut arriver à n'importe qui d'entre nous, en imaginant que le type en face de vous est décidé de vous faire la peau ou que cela soi vous ou lui qui y passiez, vous faites quoi, vous vous laissez tuer ou vous le tuez ou tout du moins vous retournez l'arme contre lui car vous n'avez pas forcément envie de le tuer, vous ne le connaissez pas ?

Dans le cas présent, ce militaire se défend et pas de bol son agresseur meurt à sa place et le voilà en tôle, vous trouvez cela normal ? Moi non. Bon, je vis dans un pays où la violence est omniprésente, et je suis très attentif à ce genre de sujet pour avoir été violemment agressé et blessé à plusieurs reprises.

Il aurait mieux fait de se faire oublier, ils ne l'auraient jamais identifié. L'honnêteté ne paie pas.

- Décès d'une femme percutée par un RER: Un homme mis en examen et incarcéré - 20minutes.fr

L'homme qui s'était rendu à la police dans l'enquête sur la mort d'une septuagénaire percutée par une rame de RER à Paris, après une bousculade accidentelle, a été mis en examen lundi et incarcéré, a-t-on appris de source judiciaire.

Le 30 avril, dans l'enceinte de la station du RER B Cité-Universitaire, l'homme avait enjambé le tourniquet donnant accès au quai, déséquilibrant une voyageuse de 74 ans qui avait heurté dans sa chute le marche-pied du train au moment où il entrait en gare.

Souffrant d'un traumatisme crânien et de douleurs au dos, la victime avait été admise à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière où elle était décédée peu après.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme n'aurait pas bousculé volontairement la victime et aurait tenté de la rattraper avant de prendre la fuite. 20minutes.fr 05.05

Ce type et cette voyageuse n'ont pas eu de bol, cela pourrait être ma mère. Voilà un accident stupide et involontaire, le type se présente spontanément à la police, j'imagine pour s'excuser et soulager sa conscience et ils le foutent en tôle. Quelle idée il a eu car jamais ils auraient pu l'identifier !

Lui il a enjambé un tourniquet, mais imaginez qu'un jour vous courez sur le quai d'une gare pour attraper votre train ou votre métro par crainte d'arriver en retard à votre boulot, et que par mégarde vous percutez un voyageur qui s'écroule violemment sur le sol, et bien au lieu de le secourir vous ferez mieux de vous enfuir et de ne plus donner signe de vie. On en est là.

En complément.

Des droits, des droits, pour quoi faire s'écrie le dictateur... >

- Bientôt de nouveaux droits pour les suspects - LeFigaro.fr

- Le gouvernement contre l'accès de l'avocat au dossier dès le début de la garde à vue - L'Express.fr

Il y a des suspects qui sont placés en garde à vue sans savoir ce qu'on leur reproche exactement, sous une dictature, en France...

ACTUALITE EN TITRES

Impérialisme. Union nationale pour la guerre comme il y a 70 ans.

- Débarquement : l'Assemblée exprime sa « gratitude » envers les Alliés - LeMonde.fr

Les députés ont voté mardi une résolution à l'unanimité commémorant l'arrivée des Américains, des Canadiens et des Britanniques en Normandie le 6 juin 1944.

A l'unanimité. Elle est passée où la gauche ? Quoi ? La gauche ? Pourquoi cela existe encore au Parlement ? La preuve que non, si nécessaire.

Intox

- Salaires des patrons du CAC 40 : et pour quelques euros de moins - LePoint.fr

- Fraude fiscale : l'Etat doit passer à la force de dissuasion - LeMonde.fr

- Grèce: la zone euro réfléchira à un allègement de dette, mais pas dans l'immédiat - AFP

- Etats-Unis. La justice menace de poursuivre de grandes banques - Reuters

- Egypte: Sissi promet que l'armée n'aura aucun rôle au pouvoir s'il est élu - 20minutes.fr

La question qui tue... le capitalisme.

- Est-il impossible de taxer les marchés financiers ? - LeMonde.fr

Pourquoi cela, détiendraient-ils le pouvoir politique ? D'après vous, pour qui gouverne Hollande-Valls ?

... cela dit...

- Taxe sur les transactions financières: "*pas décisif*" franchi, selon Sapin - AFP

... est-ce si sûr que cela ?

- Pas de taxe Tobin dans la zone euro avant 2016 - Reuters Certains pays de la zone euro appliqueront une taxe sur les

transactions financières en 2016 au plus tôt, ont convenu leurs ministres des Finances lundi, selon des diplomates. Reuters 05.05

Au plus tard...

Et sans rire.

- Il était également prévu à l'origine que cette taxe permette de lever jusqu'à 35 milliards d'euros par an. Les ambitions ont dorénavant été largement revues en baisse. Reuters 05.05

Pas de problèmes, ils se rattraperont ailleurs, ils manipulent tous les cours, monnaies, taux d'intérêt, or, matières premières, etc.

En fait, le "*pas décisif*" qui a été "*franchi*" n'avait rien à voir avec la réalité, il était uniquement du domaine du verbe, de l'illusion, du mensonge, de la tromperie, no limit !

Le néolibéralisme, c'est le jackpot.

- Les riches patrons de fonds spéculatifs se sont un peu plus enrichis en 2013 - AFP

Les 25 plus riches patrons qui doivent leur fortune aux fonds spéculatifs ont gagné 21,2 milliards de dollars l'an dernier contre 14,1 milliards en 2012, soit une hausse de 50%, révèle un classement annuel publié mardi.

En 2009, au plus fort de la crise, les patrons de fonds spéculatifs les plus riches avaient engrangé des gains de 25 milliards de dollars. AFP 06.05

- Pierre Gattaz s'explique sur sa hausse de salaire - libération.fr

«*Quand on crée de la richesse, on la distribue*» : c'est ainsi que le président du Medef, Pierre Gattaz, s'est justifié hier après la révélation du Canard enchaîné de sa rémunération en hausse de 29 % en 2013, à 420 000 euros, en tant que président de Radiall. Selon le journal satirique, les dividendes octroyés aux actionnaires de Radiall (détenu à 87 % par la famille Gattaz) ont par ailleurs grimpé de 76 % ces quatre dernières années. libération.fr 06.05

Et Gattaz de s'attaquer au smic qui serait trop élevé...

- Ahrendts arrive à Apple : 49 millions pour sa pomme - Liberation.fr

4,6 milliards d'euros : ce que rapportera la taxe sur les transactions financières (contre les 34 milliards espérés au préalable) - Atlantico.fr

Natixis confiant dans sa capacité à rétribuer ses actionnaires - Reuters

Un tribunal d'exception gouverne le pays : Le Conseil d'État.

- Euthanasie: l'état de Vincent Lambert s'est "*dégradé*" - L'Express.fr

Les lésions cérébrales de Vincent Lambert sont "*irréversibles*", estime un pré-rapport médical demandé par le Conseil d'Etat qui doit se prononcer sur sa fin de vie. L'Express.fr 05.05

- OGM : le Conseil d'État confirme l'interdiction de culture du maïs MON 810 - LePoint.fr

Bien entendu que nous sommes pour l'interdiction des OGM, mais nous ne reconnaissons aucune légitimité au Conseil d'Etat pour en décider.

- Le Conseil d'Etat clôt définitivement le litige avec Mercedes - Reuters

Comment cela ? C'est possible ? Ils ne l'ont pas mitraillé?

- Seine-Saint-Denis: Le RAID maîtrise un forcené au 18e étage d'un immeuble - 20minutes.fr

Le RAID avait été appelé quelques heures plus tôt après que l'homme, affirmant être armé, s'était montré menaçant, il déclarait

être porteur d'un fusil à pompe. 20minutes.fr 05.05

Résistance passive.

- Manifestation à Marseille des surveillants des Baumettes contre un manque d'effectif - 20minutes.fr

- Les surveillants bloquent une centaine de prisons - LeFigaro.fr

- En grève, des sages-femmes manifestent pour demander la réouverture des discussions - AFP

Ah le business, la croissance, le marché !

- La prothèse mammaire reste bien implantée - Liberation.fr

- La météo pénalise les ventes d'EDF, recul trimestriel de 3,9% - Reuters

Gaz...

- Gaz: les tarifs réglementés du gaz en baisse de 0,76% en mai - AFP

... age...

- Une quinzaine de personnes font irruption aux urgences de Trappes pour gazer un jeune - 20minutes.fr

Comme il fait bon vivre dans votre pays monsieur Hollande, on en est tout "*retourné*"...

Et encore...

- Fusillade devant un hôpital de Nice - LeFigaro.fr

- Melun : pugilat ce soir au tribunal en marge du procès d'un boxeur - LeParisien.fr

- Ivres, ils se battent et obligent l'avion à atterrir d'urgence - LePoint.fr

- Vol de données personnelles chez Orange : 1,3 million de clients concernés - Francetv info

Le vieux monde toujours, partout en guerre.

- Exercices militaires des Etats-Unis et des Philippines en mer de Chine - LeMonde.fr

- « *Au Mexique, la torture est devenue endémique* » - LeMonde.fr

- « *La menace d'une guerre civile en Ukraine semble chaque jour moins farfelue* » - LeMonde.fr

- Syrie: Washington donne le statut de mission diplomatique aux bureaux de l'opposition - AFP

- Nigeria: Boko Haram revendique l'enlèvement de plus de 200 lycéennes, qui seront "*vendues*" - AFP

- Djibouti: Obama annonce une présence américaine "*à long terme*" - AFP

- Centrafrique : près de trente tués dans des affrontements en province - LePoint.fr

- Soudan du Sud: poursuite des combats pour la localité-clé de Bentiu - AFP -

- Tokyo cède aux sirènes du nationalisme - L'Express.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

La classe moyenne en question.

- OCDE: dans certains pays riches, la classe moyenne s'est réduite - AFP

Dans certains pays riches comme les Etats-Unis, la France, le Canada ou l'Autriche, la montée des inégalités depuis trente ans a entraîné une érosion des classes moyennes, souligne un rapport de l'OCDE publié lundi.

Ce rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), intitulé "*Rendre la croissance plus inclusive*", rappelle que depuis le début des années 1980, les bénéfices de la croissance ont été captés de façon disproportionnée par les plus hauts revenus.

Ainsi dans les pays de l'OCDE en 2010, le revenu moyen des 10% les plus riches de la population était 9,5 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres, alors qu'il n'était que 7 fois supérieur il y a 25 ans.

Dans certains cas, ce phénomène s'est accompagné "*d'une nette hausse*" de la proportion des 20% les plus riches, notamment en Suède et au Danemark, écrit l'OCDE.

A l'inverse, la croissance dans les économies émergentes ou les pays en développement a eu pour effet d'accroître la part des classes moyennes, définies par un revenu moyen par jour et par habitant compris entre 10 et 100 dollars.

Mais cette classe moyenne émergente reste fragile, souligne l'OCDE. En Afrique par exemple, la moitié des 300 millions de personnes faisant partie de cette classe moyenne, risque ainsi de retomber dans la pauvreté, en cas de décès d'un membre de la famille ou d'un choc défavorable, prévient le rapport. AFP 05.05

A retenir : le merveilleux "*modèle social scandinave*" qu'on nous a tend vanté avec sa retraite à la carte, ses syndicats intégrés à l'Etat et que le gouvernement Hollande-Valls voudrait imiter, ah ben non, le miracle social-démocrate ne s'est pas produit, le capitalisme n'a pas réalisé le socialisme, c'est con quand même...

ECONOMIE

Etats-Unis

- Etats-Unis. La justice menace de poursuivre de grandes banques - Reuters

La justice américaine pourrait annoncer prochainement des poursuites pénales contre des grandes banques qu'elle accuse d'avoir porté préjudice à l'économie des Etats-Unis, a déclaré le ministre de la Justice.

Eric Holder, qui s'exprime dans une vidéo diffusée lundi par le site du ministère, ne cite aucune banque mais ses propos interviennent alors que deux établissements, BNP Paribas et Crédit Suisse, sont dans le collimateur des autorités américaines.

Le parquet fédéral fait pression sur ces deux banques afin qu'elles plaident coupable pour éviter des sanctions pénales ou minorer d'éventuelles amendes.

"*J'entends réaffirmer le principe qu'aucun individu, aucune entité qui porte préjudice à notre économie n'est au-dessus de la loi*", déclare l'Attorney General dans la vidéo. "*Rien ni personne n'est trop important pour la prison*", ajoute-t-il.

Le département de la Justice a ouvert bien des procédures contre des établissements financiers ces dernière années mais pour le plus souvent déboucher sur un arrangement épargnant à ces derniers d'être réellement inculpés.

Cette prudence vis-à-vis des répercussions des procédures sur les grandes sociétés remonte à l'inculpation puis à la chute du cabinet d'audit Arthur Andersen en 2002, qui aboutit à la perte de près de 25.000 emplois et à un mouvement de concentration dans le secteur.

A la lumière de cette affaire, le département de la Justice a souvent privilégié des procédures de règlement sans acte d'inculpation. Reuters 05.05

C'est rassurant, pour un peu la dictature s'appliquerait aux gangsters de la finance...

Haut de page

Le 8 mai 2014

CAUSERIE

L'antifascisme est l'arbre qui cache la forêt, derrière lequel la gauche et l'extrême gauche soutiennent le régime. Qu'ils se retrouvent au côté du PS qui en est un de piliers comme il le démontre qutotidiennement n'a dès lors rien d'étonnant, sauf pour les militants qui refusent de l'admettre, il semblerait que la majorité des travailleurs ne soient pas dupes.

L'opportuniste ne tient pas compte de la nature du régime en place. Il ne tient pas compte des rapports entre les classes, il ne tient pas compte des rapports sociaux de production existants, il ne tient pas compte du niveau de conscience des masses, il ne tient pas compte de leur hétérogénéité. Il agit selon ses impulsions du moment en demeurant prisonnier du régime, et pour ne pas en avoir conscience il en arrive à s'en faire l'instrument, comment, en relayant sa politique en participant à ses campagnes idéologiques qui ont pour objectif de briser la résistance des masses, les diviser, les démoraliser, pour mieux parvenir à détruire leurs droits sociaux.

Tout soutien apporté au PS ou au gouvernement, aux députés du PS, dans n'importe quel domaine, contribue à renforcer le camp des ennemis de la classe ouvrière , à soutenir le régime, nous nous y refusons. Les combattre et refuser le moindre compromis constitue encore le meilleur moyen de combattre l'extrême droite puisque c'est le PS qui lui fraie le chemin vers le pouvoir.

Il serait illusoire de croire que le PS pourrait constituter un rempart contre l'extrême droite ou le fascisme, car même le nazisme sur le point de parvenir au pouvoir il refuserait de rejeter le capitalisme pour épouser la cause du socialisme, de la même manière que le PCF refuserait de rompre avec le stalinisme. On y reviendra plus tard.

Cela dit cela ne remet pas en cause la nécessité d'un front unique de l'ensemble des militants ouvriers toutes tendances (politiques et syndicales) confondues qui entendent combattre contre l'extrême droite ou le fascisme, dès lors qu'il est dirigé contre le régime en place que soutiennent les dirigeants de ces différentes tendances, l'objectif étant de regrouper ces militants pour appeler les masses à la mobilisation, les organiser, processus au cours duquel on construit le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif que l'on se fixe d'atteindre avant les fascistes, si les conditions le permettent...

Pourquoi n'ont-ils pas le même comportement envers le PS (et ses parasites) qui soutient le gouvernement néonazi à Kiev ou Tel-Aviv (notamment) ?

- Brèves échauffourées en marge d'un meeting de Le Pen à Grenoble - 20minutes.fr

De «*brèves échauffourées*» ont opposé mercredi soir à Grenoble quelque 250 manifestants aux forces de l'ordre, en marge d'un meeting de Jean-Marie Le Pen, a constaté un photographe de l'AFP.

Vers 19h15, peu après le début de la réunion de campagne pour les élections européennes dans la salle Alpexpo, des manifestants ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, ainsi que sur un groupe de militants d'extrême-droite sortis pour chanter la Marseillaise. 20minutes.fr 07.05

Ils fournissent des arguments au FN qui ensuite peut se réclamer de la démocratie et dénoncer ses ennemis. Si maintenant ceux qui s'en prennent au FN ne sont pas des démocrates, qu'est-ce qu'ils sont alors, pardi des "*terroristes*" comme dans l'est de l'Ukraine, il sera normal demain qu'il leur réponde, à sa manière, à l'ukrainière, le parti de l'ordre et les médias couvriront ses exactions ou feront preuve de neutralité (provisoirement)...

En Ukraine, les fascistes sont présentés par les médias et les représentants de la classe dominante comme de braves nationalistes oeuvrant à l'unité de leur pays, ils s'en servent pour terroriser le mouvement ouvrier et assassiner ses militants.

Pour que la grande boucherie soit réussie, c'est mieux d'être en famille.

- Manifestations à Caen contre la venue de Marine Le Pen au Mémorial - AFP

Près de 200 personnes, dont des élus PS, PCF et des syndicalistes, ont manifesté mercredi à la mi-journée devant le Mémorial de Caen où la présidente du Front national Marine Le Pen a effectué une visite en fin d'après-midi, a constaté une journaliste de l'AFP.

"*C'est une provocation. On atteint la mémoire de ceux qui sont morts pour la liberté. Cette visite va à l'encontre de ce qu'a dit Jean-Marie Le Pen sur les fameux détails de l'Histoire comme il a dit en parlant des chambres à gaz. Tous ces extrêmes qu'ils soient de droite ou de gauche véhiculent des idées totalitaristes que je n'admets pas*", a déclaré Bernard Duval, résistant, déporté après avoir été arrêté par la Gestapo en mars 1944 à 18 ans.

Une autre manifestation, de militants de la gauche plus radicale, a rassemblé quelque 60 militants très calmes, tenus à l'écart par un cordon de forces de l'ordre, devant le Mémorial mercredi vers 16h30, au moment où Mme Le Pen est arrivée discrètement par une porte arrière du bâtiment. AFP 07.05

C'est la suite de l'union nationale d'avant-hier à l'Assemblée nationale, que des syndicalistes en soient n'est pas étonnant, les syndicats sont intégrés à l'Etat et ils ont soutenu les deux guerres mondiales.

Le FN ne fait que s'inspirer du PS et du PCF qui en matière d'imposture se posent là pour avoir voté les crédits de guerre. Les charognards de part et d'autre réclament leur part du butin mémoriel ou du carnage, après tout c'est normal puisqu'ils y ont participé.

Il ne faut pas oublier que c'était une guerre inter impérialiste qui avait pour seule ennemi la classe ouvrière. Elle seule a été victime, martyrisée et est sortie vaincue de cette guerre puisqu'elle n'est pas parvenue à prendre le pouvoir. Les vrais vainqueurs ont été ceux qui ont négocié les accords de Bretton Wood, imposé le dollar, institué l'ONU, le FMI, la Banque mondiale puis l'UE dans la foulée, qui se sont enrichis avec les deux camps juste avant, pendant et après la guerre : les banquiers anglo-saxons.

C'est leur victoire qu'ils commémorent, celle du vieux monde de la réaction, du fascisme et de la guerre.

Cela ne vous étonnera pas qu'ils soient à l'ordre du jour 70 ans plus tard, n'est-ce pas ? Ne dites pas qu'on exagèrerait, nous sommes juste en phase avec la réalité que vous avez sous les yeux.

L'UE ou le parrain du fascisme (à Kiev)

- Yves Jégo traite Marine Le Pen "*d'enfant du fascisme*" - Francetv info

"*L'Europe s'est construite sur les ruines du fascisme, moi je n'ai pas envie de laisser les enfants du fascisme détruire l'Europe.*" Cette pique d'Yves Jégo est adressée à Marine Le Pen. Francetv info - 07.05

Et au fait à Washington : enlèvements, prisons secrètes, assassinats d'opposants, tortures, attentats sous fausses bannières, emprisonnements arbitraires parfois à vie, coups d'Etat sanglants, guerres, génocides, occupations, pillages, famines, gangstérisme financier, etc. tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Un régime qui cumule tous ces glorieux faits d'armes, vous l'appelez comment ? Et l'UE qui s'apprête à conclure un accord de libre-échange avec cette dictature et qui soutient le régime fasciste ukrainien mis en place par les Américain ?

Il est vrai monsieur Jégo que ce serait franchement dommage de "*détruire l'Europe*" telle qu'elle est, en la revendiquant il ne vaut pas mieux que Le Pen.

En complément.

Ils les ont encouragés, fabriqués.

- L'Europe se mobilise contre les djihadistes - LeFigaro.fr

- Washington craint l'afflux d'agents d'al-Qaida en Syrie - LeFigaro.fr

La menace. Les fascistes sionistes ont le bras long en France...

- Vente de "*Mein Kampf*": protestation d'une association juive - AFP

- Une maison d'enchères retire de la vente un exemplaire de «*Mein Kampf*» - Liberation.fr

... et en Arabie saoudite

- Arabie: un militant libéral condamné à 10 ans de prison, 1.000 coups de fouet - AFP

Le fondateur du "*Réseau libéral saoudien*", Raëf Badaoui, a été condamné mercredi à dix ans de prison et mille coups de fouet pour "*atteinte à l'islam*", a annoncé à l'AFP la présidente de ce réseau, Souad Chammari. AFP 07.05

L'essentiel, c'est que l'esclavage ait un bel avenir devant lui.

- Copé regrette «*profondément*» le tweet de Thierry Mariani - Liberation.fr

Le député UMP avait estimé que l'enlèvement de lycéennes par Boko Haram au Nigeria devrait permettre à l'Occident de se déculpabiliser vis-à-vis de l'esclavage. Liberation.fr 07.05

Mariani, c'est l'extrême droite de l'UMP, il dit tout haut ce que pensent tout bas ses collègues. Soyons plus précis, Mariani, c'est le parti de l'ordre, qui hier vantait encore les bienfaits de la colonisation, et avant-hier revendiquaient l'esclavage. La reconnaissance des méfaits causés par leurs prédécesseurs n'est qu'une vulgaire mise en scène.

Qu'on ne s'y trompe pas, en tant que représentant officiel de la classe dominante, son discours et ses rapports à la classe dominée se sont uniquement adaptés à l'évolution des besoins du capitalisme et rien de plus. Sur le fond il est demeuré identique à lui-même, le parti de l'ordre n'a jamais changé qu'en apparence, il en fait suffisamment la démonstration quotidiennement pour ne pas nous étendre sur ce sujet.

Quand on analyse leur discours sur l'esclavage, on s'aperçoit qu'il est similaire à celui qu'ils tiennent sur une multitude de méfaits horribles ou crimes abominables de masse qui ont eu lieu dans le passé en régime capitalisme, mais pas seulement, il vaut également pour ceux causés de nos jours par le capitalisme à travers le monde pour justifier leur politique antisociale, leurs guerres.

Des "*tragédies*" qui seraient le produit de "*dérives*" ou d'"*excès*" de régimes qui auraient perdu la tête ou placé à leur tête des dictateurs ou qui seraient dues à un enchaînement d'événements incontrôlés, imprévisibles, mais en aucun cas l'exploitation de l'homme par l'homme ou le mode de production en vigueur n'en serait responsable, donc pas plus la classe dominante que la classe dominée n'en porterait la responsabilité, les renvoyant dos-à dos, pour finalement entonner le refrain de la culpabilisation collective ou l'union nationale.

Que fait d'autre Cambadelis quand il dénonce la "*banalisation coupable de la traite négrière*" à la suite des propos de Mariani, sinon que couvrir ou camoufler que l'esclavage existait en Afrique et en Asie avant que les colons y posent les pieds et l'adoptent à leur tour, qu'il faisait partie du mode de production encore en vigueur sur ces continents qui avaient existé dans l'Antiquité à Rome et Athènes, d'où était issue à la fois la République et la démocratie dont il se réclame, celles des esclavagistes.

Ce qu'il s'agit de faire disparaître pour ces représentants des négriers, c'est à la fois ce lien politique et économique, l'exploitation de l'homme par l'homme qui est commun à tous les modes de production depuis l'Antiquité (ou avant) jusqu'au capitalisme et l'incluant, ainsi que cette forfaiture que constitue une République et une démocratie étriquées ou au rabais, réservées en fait à la classe dominante, afin que l'esclavage se perpétue, sous une forme plus sophistiquée, tout aussi cruelle ou pire encore.

Le pire ennemi de la vérité n'est pas une contrevérité, mais une demi-vérité qui a valeur de mensonge et qui nous en détourne, nous maintient dans l'ignorance.

Au fait, l'UMP, l'UDI comme le PS et ses satellites n'ont pris aucune mesure contre les grandes entreprises ou multinationales françaises (notamment) qui surexploitent dans des conditions épouvantables des travailleurs au Bangladesh, en Chine, en Ethiopie, etc. et dont le statut est pire que celui des esclaves que leurs maîtres entretenaient pour qu'ils ne crèvent pas. C'est tellement banal !

En complément.

Une occasion manquée qu'ils ne peuvent même pas mettre sur le compte de leurs bonnes intentions.

- À Diên Biên Phû, les Etats-Unis ont-ils proposé deux bombes atomiques à la France? - Slate.fr

«*Et si nous vous donnions deux bombes atomiques?*» C'est la proposition qu'aurait faite le secrétaire d'État américain John

Foster Dulles au ministre français des Affaires étrangères George Bidault en avril 1954. La cible? Diên Biên Phû, en Indochine, où la guerre allait bientôt toucher à sa fin.

La BBC émet ainsi quelques réserves:

«*Il paraît possible que dans l'atmosphère fébrile qui régnait ces jours-là, les Français paniqués aient mal compris [Dulles]. Ou peut-être que ces propos ont été mal traduits.*»

Mais plusieurs hommes politiques de l'époque sont formels: les Etats-Unis ont bien suggéré l'utilisation de bombes atomiques. Dans son article «*Un malentendu transatlantique: les Etats-Unis et la bataille de Diên Biên Phû*», l'historien Laurent Cesari demande:

«*Pourquoi douter de la réalité de la proposition? Bidault et l'ambassadeur Jean Chauvel la mentionnent dans leurs Mémoires; surtout, le ministre en a immédiatement fait part à trois de ses proches collaborateurs (Roland de Margerie, Maurice Schumann, Guy de la Tournelle) et le général Ely la relève dans son journal tenu au jour le jour.*»

La BBC rapporte d'ailleurs les propos de Maurice Schumann, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères:

«*[Dulles] n'a pas vraiment offert les bombes atomiques. Il a fait une suggestion, et a posé une question. Il a prononcé les deux mots fatals: "bombe nucléaire". La réaction immédiate de Bidault a été de faire comme s'il ne prenait pas la proposition au sérieux.*»

L'Indochine passa ainsi à côté d'un nouvel Hiroshima. Pourquoi ce refus de la France? Bidault explique que si une bombe atomique permettrait d'éliminer les troupes vietminh, elle ferait de même avec ses propres soldats. Slate.fr 07.05

Inquisition. La société civile des censeurs ou dictateurs que le régime affectionne.

- Prison avec sursis pour un homme qui avait tué son chaton dans une machine à laver - Liberation.fr

Un homme qui avait tué son chaton en le jetant dans une machine à laver a été condamné mercredi à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Quimper, a-t-on appris de source judiciaire. Le prévenu, un collectionneur, âgé d'une quarantaine d'années, absent à l'audience, a aussi été interdit de posséder un animal domestique pendant une durée de dix ans. Le ministère public avait requis quatre mois de prison avec sursis et réclamé l'interdiction de détenir un animal.

Cinq parties civiles, dont La Fondation 30 millions d'amis, la SPA et le Fondation Brigitte Bardot, ont obtenu au total 1 300 euros de dommages et intérêts. Liberation.fr 07.05

Quand on pense aux millions de vies et familles brisées à cause d'accidents du travail, de licenciements, du chômage, de la précarité, de la pauvreté, bref, aux multiples conséquences désastreuses causées par la survie du capitalisme que les travailleurs doivent supporter et avec lequel les uns et les autres s'accommodent, capitalisme qui ne sera pas mis en accusation puisqu'ils s'en remettent au législateur qui est à son service...

C'est assurément cruel ou débile de s'en prendre à un animal innocent ou sans défense, mais qui produit, qui encourage ce genre de comportement sinon leur société ?

ACTUALITE EN TITRES

Une déclaration libre-échangiste transatlantique...

- Pour Yellen, l'économie américaine a encore besoin de soutien - Reuters

Quel est le meilleur traitement pour les personnes âgées dépendantes : La prison, c'est injuste !

- A Bagnolet, une femme de 83 ans dissimulait du cannabis dans son appartement - Francetv info

Injustice. Nous réclamons la parité : Le droit de tuer 96 hommes.

- Les violences conjugales ont tué 121 femmes et 25 hommes en 2013 - 20minutes.fr

De Mao à moi...

- De la guérilla au golf, la mue de l'armée vietnamienne depuis Diên Biên Phù - AFP

Communautarisme. Ils affectionnent les ghettos.

- Un hameau gay friendly bientôt dans le Luberon - LeFigaro.fr

Tensions et gesticulations...

- Réforme territoriale : un président de région PS dénonce le « *mépris* » de Valls - LeMonde.fr

- Fronde au PS : «*Une fêlure, pas une fracture*», juge Cambadélis - LeParisien.fr

Une égratignure, même pas une plaie... Un chuchotement, même pas un cri...

- Plan d'économies: les critiques de Duflot ne plaisent pas du tout au gouvernement - L'Express.fr

- Jacques Barrot se paye Laurent Wauquiez - Liberation.fr

- Ça tangue de plus en plus au Front de gauche - lefigaro.fr

- FN: Aliot critique la "*contradiction*" de Ménard - AFP

- Le torchon brûle entre Pierre Gattaz et Laurence Parisot - Reuters

Intox

- George Soros ne croit plus à la « *guerre contre la drogue* » - LeMonde.fr

A la peine...

- Européennes : Cazeneuve veut des bureaux de vote ouverts plus tard - Liberation.fr

- Gwénaël, le petit pêcheur breton en quête d'Europe - LeMonde.fr

Coup d'Etat, menace de guerre, déstabilisation, chaos, famine...

- Crise en Thaïlande: l'allié américain réclame de nouvelles élections - AFP

- Thaïlande. La Première ministre destituée : le coup d'Etat des juges - Le Nouvel Observateur

- L'OTAN pourrait envisager une présence militaire permanente en Europe de l'Est - lemonde.fr

- Attaque sanglante de Boko Haram, soutien US et français à Abuja - Reuters

- Nigeria : 300 morts dans une attaque de Boko Haram - LeMonde.fr

- Somalie : vers une nouvelle catastrophe alimentaire - LePoint.fr

- Israël: Lieberman dément toute activité d'espionnage aux Etats-Unis - AFP

Haut de page

Le 9 mai 2014

CAUSERIE

37 nouveaux documents ont été publiés dans le site ce matin à 9h30 à Pondy, 6h à Paris. On en dira un mot plus tard dans la journée.

On a eu de fortes pluies pendant 4 jours, les premières depuis novembre je crois. Cela fait déjà deux heures que Selvi est partie bossée... J'attaque l'actualité du jour...

Haut de page

Le 11 mai 2014

CAUSERIE

Le site sera actualisé demain.

Boycott des élections européennes !

Il souffle comme un puissant vent réactionnaire d'ouest en est, du nord au sud, de haut en bas, qui balaie toutes les strates de la société sans épargner le mouvement ouvrier qui l'accompagne en penchant toujours plus à droite. Les partis dits ouvriers institutionnels, (FdG, NPA, LO) qui participent aux élections européennes, s'emploient à légitimer l'existence de l'UE dont l'objectif coïncide avec la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, avec l'instauration d'une terrible dictature dont le gouvernement néonazi à Kiev constitue un avant-goût.

Ils se font au côté du PS et du gouvernement de droite les relais de leur propagande idéologique nauséabonde en participant à des campagnes destinées à octroyer de nouveaux droits à certaines communautés, alors qu'en réalité ce n'est qu'une opération à caractère totalitariste, communautariste et sectaire qui ne sert qu'à camoufler la profonde décomposition de la société dans laquelle la classe dominante est en train d'entraîner toutes ses couches, pour permettre au gouvernement et à l'UE d'imposer leur politique ultra réactionnaire à l'ensemble des travailleurs. S'ils n'y parvenaient pas par cette voie, ils recourraient au fascisme.

Le PS et le gouvernement qui ont le soutient de la gauche et l'extrême gauche forment en quelque sorte un Front populaire qui ne veut pas dire son nom, qui à notre époque ne peut avoir qu'un contenu profondément réactionnaire.

Dictateurs, censeurs, procureurs, inquisiteurs, la gauche et l'extrême gauche au côté du PS entend s'attaquer au mode de pensée des masses, qui, s'il est demeuré arriéré ou archaïque par certains côtés ne fait que reflèter celui de la classe dominante qui conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, s'en prendre à cet aspect-là du mode de vie des travailleurs, c'est servir les intérêts de leur ennemi, des oppresseurs.

Nous avons à faire ici à des réactionnaires, des contre-révolutionnaires, on peut en être surpris, choqué même par cette formule lapidaire largement méritée. Comment peut-on caractériser ainsi la gauche et l'extrême gauche ?

La question serait plutôt de savoir à qui on a à faire. Des dirigeants coupés des masses, qui leur sont totalement étrangers, qui bénéficient de conditions de vie nettement supérieures à celles de la plupart des travailleurs, ou des militants qui ne fréquentent pas les couches les plus défavorisées, qui n'en sont pas issus ou les méprisent, inconsciemment, admettons-le provisoirement.

Ils les traitent de haut, ils parlent et interviennent à leur place et s'estiment donc en droit de les juger, de leur imposer leur mode de pensée, de les éduquer quitte à recourir à la menace du gendarme et du procureur pour qu'ils rentrent dans le rang, pour qu'ils obéissent, oui on en est là et c'est effrayant. Ils les culpabilisent, les accusent de ne pas être plus évolués, de ne pas s'être élevés au-dessus de leur condition pour épouser le mode de pensée de leurs maîtres, de la classe dominante décadende ou dégénérée qui les maintient en servitude, voilà quel rôle remplit de nos jours la gauche et l'extrême gauche qui sont à vomir.

Pendant qu'ensemble ils célèbrent l'abolition de l'esclavage, se met en place un nouvel ordre mondial vouant les travailleurs du monde entier à un sort comparable ou pire encore, des millions d'esclaves salariés et leurs familles étant purement et simplement éliminés à travers le monde par la faim, la sous-alimentation, le manque de soin, d'hygiène, la guerre, toutes sortes de guerres...

Ce sont eux qui fraient la voie à l'extrême droite et au fascisme, qui prennent le relais une fois que le gouvernement en place et les institutions sont trop faibles pour imposer leur politique aux masses ou les affronter, leur tâche est de briser le mouvement ouvrier en recourant à la violence, de terroriser les travailleurs pour mieux pouvoir liquider leurs acquis sociaux (mettre en oeuvre

la politique du FMI en Ukraine).

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius et le PS ont reconnu et soutiennent le gouvernement néonazi illégitime en place à Kiev, et ils prétendent lutter en France contre l'extrême droite et le FN. On est donc en présence d'une grossière imposture ou manipulation, dans laquelle donnent à leurs côtés la gauche et l'extrême gauche, les appareils syndicaux.

Dès lors ce n'est plus à droite qu'ils penchent, mais vers l'extrême droite. Incroyable, n'est-ce pas ? Et pourtant c'est bien la triste et dramatique réalité.

A ne pas vouloir rompre avec le PS, voilà ce qui devait arriver un jour ou l'autre. On pourrait en dire de même du capitalisme et ses institutions puisqu'ils participent tous aux élections européennes, à l'exception toutefois du POI.

Haut de page

Le 12 mai 2014

CAUSERIE

Pondichéry 21h20, le site est actualisé, cela a été laborieux, on est en pleine été ici et la chaleur est accablante.

Le site sera actualisé d'ici 5 ou 6 heures, il est 9h45 en Inde, 6h15 à Paris.

Dans la page consacrée aux infos internationales, étant donné que je n'ai pas le temps de classer chaque article à la place qui lui revient, je vais les faire figurer par mois, aussi il vous suffira de taper un mot clé pour accéder rapidement aux articles qui vous intéressent. Désolé de ne pas pouvoir en faire davantage.

Déclaration.

Nous avons besoin d'un parti qui reprenne à son compte sur tous les fronts la guerre idéologique que nous menons en réponse à l'offensive tout azimut de la classe dominante dirigée contre les masses exploitées pour leur imposer le néolibéralisme et le nihilisme qui en est le pendant totalitaire ou le support métaphysique au sens employé par les encyclopédistes combattant l'absolutisme et l'obscurantisme.

Nous avons besoin d'un parti qui constitue un pôle de regroupement pour les militants de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui éparpillés ou inorganisés, pour les travailleurs les plus déterminés qui ne peuvent demeurer dans l'inaction face à l'emprise mortelle sur leur mode de pensée et d'existence ainsi que leur destin qu'incarne la dictature néolibérale qui est synonyme de réaction sur toute la ligne.

La situation est très grave, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, aux Etats-Unis, en Europe même, la guerre et le fascisme font rage ou s'implantent pays par pays sous la férule d'institutions régionales ou internationales qui les légitiment, tout en maquillant plus ou moins maladroitement leurs véritables intentions, lorsqu'elles ne les affichent pas en l'absence de tout ennemi puisamment organisé pour leur résister.

Il est inutile de nous adresser aux dirigeants des partis dits de gauche ou d'extrême gauche pour espérer de leur part une réaction salutaire, ils en sont totalement incapables, ils sont complètement corrompus par le régime ou ils ont définitivement tourné le dos au socialisme, ils en sont devenus des rouages ou privilégient les intérêts de leurs appareils au détriment de ceux des travailleurs. Leur duplicité ou hypocrisie rivalise avec celle du PS qui leur sert de référence ou de maître à penser.

Il reste le POI qui est le seul parti ouvrier qui n'a soutenu aucune guerre impérialiste, aucune campagne idéologique orchestrée par la classe dominante aux relents communautaristes ou totalitaristes, qui ne participe pas aux élections européennes, qui défend quotidiennement bec et ongle chaque acquis social, qui appel à rompre avec l'Union européeenne et l'euro, avec les institutions de la Ve République, qui s'emploie à essayer de rassembler organisations et partis à l'échelle européenne et mondiale qui s'opposent à la politique de leur gouvernement dans leur pays respectif sur la base de l'indépendance du mouvement ouvrier, qui organise en France des travailleurs et militants de sensibilités ou courants divers pour tenter de résister au rouleau compresseur dévastateur du néolibéralisme qui incarne de nos jours le capitalisme parvenu au stade final de sa décomposition, au point que sa putréfaction se généralise ou frappe tous les secteurs de la société.

Bien que nous ayons d'importants désaccords avec le POI sur lesquels il n'a pas lieu de s'étendre à nouveau, il faut être honnête jusqu'au bout et constater qu'il demeure le seul parti ouvrier susceptible de constituer un pôle de regroupement pour tous

les militants ouvriers et un puissant parti ouvrier de masse capable d'affronter le régime, contrairement à tous les autres partis qui ont opté pour la soumission au capitalisme et ses institutions.

Nous appelons tous les travailleurs et militants organisés ou inorganisés à rejoindre sans délai le POI, à participer aux comités qu'il a mis en place à travers tout le pays, dans le respect fraternel, sincère ou loyal des idées et des sensibilités différentes de chacun qu'il ne s'agit pas de renier ou de mépriser, sans revendiquer quelque droit que ce soit en échange de se ralliement réalisé uniquement sur la base d'un accord politique, les éléments fournis plus haut pouvant en constituer la trame, sinon de permettre que la libre confrontation des idées puisse s'exprimer dans ce parti et que sa direction y veille ou en assume la responsabilité, que chaque militant y trouve sa place et participe activement à son combat politique.

Eparpillée, divisée, disloquée au travers une multitude de groupes et groupuscules ou inorganisée l'avant-garde est réduite à l'impuissance, chacun peut faire ce constat, l'heure est trop grave pour observer cette situation sans réagir ou prendre ses responsabilités, tel est le sens de notre démarche qui n'a rien d'opportuniste, bien au contraire.

Certes le POI n'est pas parfait, aucun parti ne l'a jamais été comme aucun homme ou aucune femme non plus, n'est-ce pas, regardez-vous dans un miroir vous verrez qu'il y a bien des choses à redire, non ? La situation commande de nous rassembler impérativement et nos désaccords aussi sérieux soient-ils passent au second plan. L'admettre ou le reconnaître n'a rien d'extraordinaire, sauf peut-être pour ceux qui ne sont pas habitués à penser différemment qu'en mode binaire, à réfléchir autrement qu'en prenant leurs désirs pour la réalité ou en les privilégiant sur tout le reste, confondant intentions teintées d'inconscience et convictions solidement établies, cela n'a jamais été ma manière de procéder, rien ne peut concurrencer l'idéal que nous avons adopté ou pour lequel nous combattons, encore moins le dominer.

Le développement de la situation au Venezuela et en Ukraine ajouté au pacte transatlantique en préparation, à la guerre qui n'en finit pas en Syrie, en Afghanistan, en Irak, mais aussi au Mali et en Centrafrique, demain dans quel pays, au Kenya parce que les Chinois viennent de renforcer leur implantation commerciale dans ce pays, au Sénégal, au Rwanda une nouvelle fois, qui sait en Inde, sans parler des tensions entre la Chine et ses voisins entretenues par les Américains ; il faut encore ajouter la guerre idéologique qui fait rage contre les masses, dont l'arriération est utilisée pour les culpabiliser, les brimer, les réprimer, les terroriser, faire en sorte qu'elles n'osent plus ouvrir la bouche ou faire le moindre geste qui pourrait faire l'objet de poursuite ou de sanction pénale...

Bref, bruits de bottes, rumeurs de guerre mondiale, réaction sur toute la ligne, fascisme au pouvoir, milices fascistes qui passent à l'offensive ou paradent dans les rues de Paris à Caracas, etc. il nous a semblé qu'en présence d'une telle situation qui ne peut que se dégrader ou empirer dans les mois et années qui viennent, il était indispensable de faire front et de regrouper nos forces pour lutter ensemble contre notre ennemi commun, pour le socialisme.

Ironie du sort, je n'ai pas reçu *Informations ouvrières* et je ne peux pas le mettre en ligne, dans la semaine peut-être. Environ 50 militants le téléchargent chaque semaine.

La suite d'ici cet après-midi.

Au fait, j'ai oublié de vous dire à propos du site qu'il y avait eu 9.600 visites en avril, et depuis début la semaine dernière on est remonté au niveau de janvier avec plus de 430 visites par jour.

Volte-face. Leur masque craque de partout.

Mélenchon ne veut plus voir des journalistes du journal Le Monde à ses meetings, et le lendemain il fait volte-face. Cambadélis ne veut pas débattre avec Marine Le Pen, puis le lendemain il l'invite à débattre avec lui "*quand elle veut où elle veut*".

Prenons cela comme une simple jospinerie !

Notes de lectures peu recommandables.

Voilà un article dans lequel l'auteur fait étalage de ses propres faiblesses et illusions sans s'en apercevoir. En les faisant partager à ses lecteurs, il les trompe au passage.

- Le "*miracle*" Obama - Karim Mohsen - legrandsoir.info

L'erreur fatale est dans la prémisse. Pourquoi avoir cru en son discours ?

- D'aucuns étaient alors convaincus que les Américains avaient, enfin, élu un président à visage et conscience humains, dont le monde avait besoin. Un président proche des préoccupations des grandes et petites nations dans un monde en constante mutation.

Comment avoir pu être aussi naïf et surtout ignorant du fonctionnement des institutions américaines qui sont sous la coupe de l'oligarchie financière ?

Ne pouvant pas l'admettre car l'auteur doit avoir une haute idée de lui-même, il accuse Obama de l'avoir trompé, alors qu'en réalité il a parfaitement joué son personnage.

- S'il y a bien un homme politique qui mena son monde en bateau, c'est l'actuel hôte de la Maison-Blanche, Barack Hussein Obama II, qui remporte, sans coup-férir, la timbale. Voilà un homme qui a fait tout le contraire de ce qu'il dit et déclaré depuis sa prise de fonction à la Maison-Blanche.

Il s'enfonce et en vient à attribuer ses propres illusions à Obama qu'il accuse de ne pas les avoir respectées.

- En fait, Obama qui voulait avoir une politique étrangère différente, plus en phase avec la réalité du monde, a vite tourné casaque, aspiré par les feux brûlants de la notoriété. Le monde découvre enfin un homme très faible par rapport aux problèmes de notre monde. (...). C'est cela le « *miracle* » Obama.

En fait, Obama fait la politique étrangère que ses mentors banquiers lui dictent un point c'est tout. Il n'était "*aspiré*" par rien du tout, c'est un homme lige, une marionnette, ils l'ont choisi parce qu'il présentait l'avantage d'être noir et servirait de caution à la politique impérialiste américaine à venir en Afrique dans la continuité de celle de G.W. Bush au Moyen-Orient.

Ce n'est pas Obama qui est faible, mais bien l'auteur de cet article qui lui prête des intentions et un pouvoir qu'il n'a jamais eu et qu'il n'a pas pu renier de ce fait. Finalement il n'a pas changé et Karim Mohsen non plus.

Pour qui roule "***Le Grand Soir***" ?

Comment faire croire que l'Union européenne serait une institution démocratique ou au service de la population ? Mode d'emploi.

En s'adjoignant la complicité d'une ONG, Finance Watch, fondée par des députés farouchement pro UE, dirigé par un ex-banquier, dont le budget dépend en grande partie du soutien de l'Union Européenne qui se donne pour mission "*de renforcer la voix de la société et de la faire peser dans les réformes nécessaires de la réglementation financière.*" (source : Wikipédia)

- Bonus, mensonges et lobbying : comment les banques européennes résistent à toute régulation - Thierry Philipponnat - legrandsoir.info 05.05

Les gouvernements des vingt pays les plus riches l'avaient promis : le secteur financier sera réformé, les banques mises sous contrôle. Plus de finance folle, de sauvetage bancaire ruineux, de mise en péril de l'économie par la spéculation débridée.

Cinq ans après les déclarations du G20, où en est-on ? L'Union européenne a voté une dizaine de directives, sous la houlette de Michel Barnier. Bonus des banquiers, organisation des plans de sauvetage, supervision et contrôle... Tour d'horizon de cette difficile reprise en main, avec Thierry Philipponnat, secrétaire général de l'ONG Finance Watch, rare contrepouvoir au puissant lobby bancaire européen.

Selon Le Grand Soir, cette ONG serait un "*rare contrepouvoir au puissant lobby bancaire européen*".

Il faut être complètement niais ou ne pas avoir toute sa tête pour y croire... ou être un vendu. L'oligarchie financière s'enrichit toujours au détriment du reste de la société, c'est sa raison d'être, son mode de fonctionnement et son objectif.

Faire croire que la finance pourrait être au service de la société, c'est avant tout légitimer son existence et celle du capitalisme, c'est le but de cette opération ; Faire en sorte que sa présence soit admise et ne choque personne, que le privilégié s'enrichisse sur le dos de ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre soit considéré comme normal.

Mieux, que la finance impose ses propres réglements ou lois à la société ne devrait faire l'objet d'aucune contestation, à défaut de pouvoir la combattre et la renverser il faut s'en accommoder, il faut abdiquer nos droits politiques, capituler sur toute la ligne face à sa dictature.

Cett ONG a pour mission d'associer la population à la mise en oeuvre de la politique ultra réactionnaire néolibérale de l'UE relayée par tous les gouvernements.

Le Grand Soir. L'organisation que vous dirigez, Finance Watch, a-t-elle des moyens suffisants pour faire contre-poids face à ces pressions du lobby bancaire ?

Nous avons eu la chance de connaître un bon envol, depuis le démarrage il y a trois ans. Finance Watch répondait à un vrai besoin, au bon moment. L'organisation a été créée à l'appel de 22 puis 200 élus européens, de tous horizons politiques, qui ont souligné l'importance de rééquilibrer les débats sur ces questions. Cela donne une dynamique. Nous sommes très sollicités par les régulateurs, les gouvernements, les parlementaires, qui ont besoin d'un plaidoyer qui prenne en compte l'intérêt général.

C'est le même "*plaidoyer*" qui justifie les contre-réformes mises en oeuvre par les mêmes gouvernements, les mêmes parlementaires.

ACTUALITE EN TITRES

Il arrive que ça coince quelque part...

- Alstom : Hollande et Merkel désavouent Montebourg - LePoint.fr

- Publicis et Omnicom renoncent à fusionner : "*Nous n'étions pas à vendre*" relativise Maurice Lévy - Atlantico.fr

- Pour Pfizer, la pression politique s'ajoute au rejet d'Astra - Reuters

- Conflit au "*Monde*" : les deux adjoints de la directrice quittent leurs fonctions - LePoint.fr

- Pourquoi ne trouve-t-on plus de Coca-Cola dans les rayons du groupe Casino ? - Liberation.fr

- Le procureur de Saint-Denis-de-la-Réunion muté d'office par Taubira - LePoint.fr

- Syrie: la réunion de la Ligue arabe reportée sine die - AFP

Jupé a demandé à Guaino de quitter l'UMP...

Elections européennes. Ils deviennent hystériques.

El Conquistador.

- Journal de 20 heures : Manuel Valls remet le couvert pour les européennes - Liberation.fr

Ce sera son troisième 20 heures en cinq semaines. Liberation.fr 09.05

C'est que la cuisine ne prend pas...

- Valls: les européennes, "*scrutin décisif*" pour l'"*avenir de la France et de l'Europe*" - AFP 11.05

... la preuve

- La popularité de Hollande continue de chuter, selon OpinionWay - Reuters

François Hollande perd 5 points en un mois et tombe à 18% de satisfaits, atteignant un record d'impopularité dans le baromètre Clai/Metronews/LCI réalisé par OpinionWay et diffusé dimanche.

Dans le même temps, Manuel Valls perd 4 points à 43% de satisfaits et voit les mécontents devenir majoritaires dès son second mois à Matignon (51%, +8 points). Reuters 11.05

Hollande en croyant d'extrême droite.

- Le scrutin en Ukraine est nul et non avenu, dit François Hollande - Reuters

Comme le sien c'était une imposture !

Enfin une bonne nouvelle pour les partisans de l'UE et vaillants combattants de l'extrême droite.

- Le parti grec Aube dorée autorisé à participer aux européennes - Reuters

Niaiserie.

- Arthaud (LO) : "*ce n'est pas par les élections que les choses changent*". - AFP

L'essentiel, c'est d'y participer et légitimer l'UE, même que l'AFP apprécie.

Ils n'avaient déjà plus qu'un sexe à la place du cerveau... et de la voix.

- L'Ukraine ouvre une Eurovision convoitée par un travesti barbu - AFP

Les parieurs en font l'un des favoris depuis son excellent score en demi-finale. Conchita Wurst n'est pas du genre à se laisser impressionner : "*Je suis blindée. Je ne cesse de m'étonner de toutes les histoires qu'on fait d'un peu de poils sur le menton*", dit-elle à l'AFP. (L'AFP manifestement en transe utilise le féminin, alors qu'il s'agit d'un homme, un Autrichien. - ndlr)

L'Eurovision est particulièrement appréciée de la communauté homosexuelle, et cela n'a pas échappé aux hôtes. La Ville de Copenhague a dit avoir marié trois couples de même sexe russes, à l'occasion des 25 ans des unions homosexuelles au Danemark. Et les drapeaux arc-en-ciel ont fleuri. AFP 10.05

Suite le lendemain à vous faire vomir leur Europe et TF1.

- Eurovision: l'Autriche victorieuse avec Conchita Wurst - AFP

A vous faire détester les hommes et les femmes ! Heureusement que dans certains pays de l'UE ils ont légalisé la pédophilie (Pays-Bas) et la zoophilie (Allemagne) ou encore l'inceste (Suisse)... Ce n'est pas une mauvaise blague de notre part, lire nos anciennes causeries ou renseignez-vous sur le Net.

- "*The Voice*" : Kendji, 17 ans, gitan et fier de l'être - LePoint.fr

Les sionistes du Point, racistes, antisémites et zénophobes (la preuve avec l'Ukraine) flattent le communautarisme, c'est dans l'ordre des choses que les médias soient en première ligne pour mener ce combat...

En complément

Il faut absolument contrôler tous les faits et gestes de la population. Que craignent-ils vraiment ?>

- Najat Vallaud-Belkacem pour un observatoire des violences sexuelles dans le sport - AFP

Dans l'armée, sur les lieux de travail, les archives, les toilettes, les parkings, les ascenceurs, les bagnoles, chez les ménages, à l'école, à l'université, partout ils baisent, ce n'est pas normal, je ne comprends pas pourquoi, ils sont frustrés, c'est pas faute d'être complexé pourtant, on les comprend...

Les instituts de sondage : Instruments au service de la propagande de la classe dominante.

Conditionnement et matracage. Comment maquiller le rejet qu'inspire l'UE ?

- Sondage: Une courte majorité de Français favorable à l'appartenance à l'Europe - 20minutes.fr

Selon un sondage Institut CSA/BFMTV/Groupe Nice-Matin publié ce jeudi. 20minutes.fr 09.05

Laborieusement, une fois dépassée la barre des 50%, 51% précisément, ils ont décidé que le compte était bon et que leur sondage était terminé pour en publier les résultats. 1.048 personnes ont été interrogées par Internet, à 11 près le résultat basculait dans l'autre sens, ils sont très forts !

Ils en désespèrent.

- 62% des Européens ne s'intéressent pas à l'élection des eurodéputés - Francetv info

D'après un sondage Ipsos-Mori (en anglais) diffusé jeudi 8 mai, 62% des citoyens de l'UE déclarent ne pas s'intéresser aux élections du Parlement européen, programmées entre le 22 et le 25 mai selon les pays.

L'enquête, menée auprès de 9 000 personnes dans douze pays, révèle que seuls 35% des personnes interrogées sont certaines de se rendre aux urnes. En 2009, lors du précédent scrutin, la participation moyenne avait atteint les 43% des inscrits.

Les Français pourraient figurer parmi les moins abstentionnistes : 44% des sondés affirment être certains d'aller voter. En Pologne, le pourcentage tombe à 20% des sondés. Francetv info 09.05

De la fabrication de preuves à la chaîne.

- Départements: 55% des Français favorable à la suppression des conseils généraux - AFP

61% ne connaissent pas le nom du président de leur département, un pourcentage qui monte à 76% chez les moins de 35 ans.

Sondage Ifop réalisé auprès d'un échantillon de 973 personnes. AFP 11.05

A 49 personnes près le résultat de leur sondage bidon était inversé.

Ils ont surtout contribué à reconstruire l'Etat !

- Les anciens SS français ont reconstruit l'extrême-droite française après 1945 - Slate.fr

L'Etat policier s'internationalise.

- Paris: des policiers chinois seront envoyés à Paris pour rassurer les touristes - Slate.fr

Des pauvres touristes chinois qui viennent craquer du fric à Paris dans les boutiques de luxe, ils méritent bien une protection spéciale.

Propagande anticommuniste ou le fascisme sous fausse bannière.

Ils visent les travailleurs ukrainiens qui rejettent la brutale politique antisociale que le gouvernement néonazi de Kiev veut leur imposer pour le compte du FMI.

- Poutine n'est pas post-communiste, il est post-fasciste - slate.fr 08.05

Les discours de Vladimir Poutine qui s'en prennent à la décadence occidentale, à la féminisation de la société, au matérialisme et au complot pour détruire l'âme russe sont caractéristiques du fascisme.

L'idéologie nationaliste de Poutine est comme l'explique Jan Fleischhauer, chroniqueur de l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, plus fasciste que communiste. slate.fr 08.05

Voilà comment l'extrême droite néolibérale nous traite de fasciste... Quand on veut tuer son chien on déclare qu'il a la rage...

Pèlerinage atlantiste.

- Traité transatlantique : Fleur Pellerin appelle à le "*dédramatiser*" - LePoint.fr

"*On aborde la négociation d'égal à égal*", a jugé jeudi à Bruxelles la secrétaire d'État française au Commerce extérieur, Fleur Pellerin. LePoint.fr 08.05

Si elle le dit, c'est forcément faux !

Climat de guerre civile.

- Un match de football tourne au pugilat : cinq blessés dont un grave - Francetv info

Les affrontements se sont déroulés en marge du match entre Saint-Anthème (Puy-de-Dôme) et Andrézieux-la-Chapelle (Loire), rapporte "*Le Progrès*", dimanche 11 mai. Francetv info 11.05

- Il ne supporte pas la relation de sa fille avec un noir et attaque son petit ami à la machette - Francetv info

- Deux altercations font trois blessés et un mort à Toulouse - LePoint.fr

- Toulouse: un jeune meurt poignardé, pour un motif apparemment dérisoire - AFP

- Le suicide d'un homme provoque des retards dans la circulation des trains en Isère - 20minutes.fr

Et le dimanche ?

- Pour VGE, "*ce n'est pas raisonnable de chômer le 8 mai*" - Le Nouvel Observateur

Comment décréter la baisse du chômage.

- Kader Arif pour un service civique obligatoire - Reuters

Le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants a estimé jeudi que la suppression du service militaire en France avait été une "erreur" et s'est dit favorable à la mise en place d'un service civique obligatoire. Reuters 08.05

L'exploitation de l'homme pas l'homme est une valeur dominante assurément... pour combien de temps encore ?

- Concilier business et valeurs: l'entrepreneuriat social séduit les étudiants - AFP

Ils veulent absolument ancrer cet oxymore dans la tête des étudiants, qui faut bien le dire n'ont pas réellement de conscience politique, de ce côté-là de leur cerveau c'est plutôt mou et cela n'offre guère de résistance...

La crise par le vide

- Barclays supprime 19.000 postes et poursuit sa restructuration - Reuters -

- Bouygues Telecom : 1.500 à 2.000 postes seraient menacés - Le Nouvel Observateur

Résistance passive

- Grève au Mont Saint-Michel, l'abbaye fermée - AFP

- La CGT appelle à la grève le 3 juin pour LyondellBasell - Reuters

- Paris : Grève dans les établissements sportifs: «*Le mouvement pourrait encore s'étendre*» - AFP

Qu'il soit maudit !

- Inde : le jour où les femmes régneront - LePoint.fr

En attendant on ve se taper Modi du BJP...

Si c'est Le Monde qui le dit, j'ai le droit de m'inquiéter.

- Quelle que soit l'issue des élections, l'avenir de l'Inde s'annonce rayonnant - LeMonde.fr

Pour qui ? La toute dernière phrase du dernier paragraphe de cet article fournit la réponse :

-... la France a toutes ses chances pour réussir à faire de l'Inde le premier marché à l'exportation du Rafale. LeMonde.fr 09.05

Laurence Daziano, maître de conférences en économie à Sciences Po Paris et rédactrice de cet article est une VRP du régime et des marchands d'armes, il faut bien qu'elle mérite son salaire qui se situe largement au-dessus du smic...

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils veulent faire payer les esclaves à la place des négriers.

- Paris: Un rassemblement samedi pour commémorer l'esclavage et son abolition - 20minutes.fr

La demande de réparations liées à l'esclavage est au cœur de la manifestation organisée par le Cran, la CGT et Solidaires de ce 10 mai... 20minutes.fr 08.05

Ils espèrent toucher une commission ou quoi ? Une rétrocommission peut-être qui sait ?

Et qui doit casquer ? L'Etat. L'Etat, c'est qui, c'est quoi ? C'est vous (uniquement dans ce cas de figure) les taxes qu'ils nous prélèvent et les impôts qu'on paie, non, d'où viendrait le fric sinon ?

N'était-ce pas des propriétaires terriens qui exploitaient des esclaves ? Alors pourquoi ce ne serait pas eux et les patrons qui casqueraient ? Cela ne rentre pas dans le cadre du pacte de responsabilité.

En complément

Repentez-vous des crimes de vos maîtres, esclaves !

- Villers-Côterets : Manuel Valls fustige ceux "*qui voulaient installer l'indifférence*" - LePoint.fr

Le Premier ministre a assuré samedi qu'"*être républicain, c'est savoir rendre hommage à celles et ceux qui ont édifié la République*". LePoint.fr 10.05

Bananière, comme quoi il n'y a pas de justice sous ce régime...

Des cancrelats !

C'est tout le PS. Quand on est réactionnaire, il faut l'assumer.

Depuis Cambadélis est revenu en partie sur sa décision, il a proposé à M. Le Pen de débattre "*où elle veut, quand elle veut* " sans qu'on sache s'il sera présent à l'émission consacrée aux élections européennes.

- Européennes : Cambadélis dit non au débat de France Télévisions - LeParisien.fr 09.05

Jean-Christophe Cambadélis demande à France Télévisions de revoir son offre. Invité comme Jean Francois Copé (UMP), Marine Le Pen (FN) ou Jean Luc Mélenchon (Front de gauche) le 22 mai à l'émission «*Des paroles et des Actes spécial élections européennes*», le premier secrétaire du PS décline sa participation dans un courrier adressé ce jeudi matin à la chaîne publique.

Selon lui, cette émission «*pose un problème du point de vue de l'égalité de traitement*» des candidats. «*La visibilité médiatique (de Jean Luc Mélenchon et Marine Le Pen) grâce à votre émission à une heure de grande écoute sera sans pareil*», écrit-il. Le patron du PS craint aussi que la participation de ces leaders politiques «*re-nationalise une campagne qui doit être européenne*». LeParisien.fr 08.05

Leur véritable conception de la démocratie s'étale ici au grand jour. Seuls le PS et leurs satellites, l'UMP et l'UDI auraient le droit de passer à l'antenne à une heure de grande écoute et tous les autres partis devraient en être exclus ou passer sur les coups de minuit ou plus tard encore.

Eux ils n'ont pas de complexes à vouloir nous faire disparaître, alors pourquoi devrions-nous en avoir avec eux ?

Commentaire d'internaute

- Être à la tête du PS et fuir un débat sur le thème des européennes, si ce n'est pas là faire preuve de lâcheté, ça à l'air d'y ressembler en tout les cas. A l'évidence, Cambadélis prend à coeur d'être "*La voix de son maître*" (Hollande), mais à la condition de ne pas devoir aller s'exposer lui-même directement dans un débat contradictoire. Faut-il que le "*danger*" (celui du 25 mai) soit si grand pour que Cambadélis ai peur à ce point-là...

(Le lendemain, il faut suivre !)

- Européennes: Cambadélis propose à Le Pen un débat «*où elle veut, quand elle veut*» - LeParisien.fr 10.05

Dans une lettre ouverte qu'il vient de lui adresser, le responsable socialiste répond violemment à la présidente du Front national...

«*Vous m'avez traité de lâche. L'insulte est votre quotidien et l'anathème vous tient lieu d'emblème. Vous êtes coutumière du fait*». Force est de constater qu'elle a raison, c'est la marque de fabrique du PS la duplicité, l'hypocrisie, la lâcheté, l'imposture. Ces gens-là sont incapables de s'assumer, même Valls quand il martèle j'assume tout en se déclarant social-démocrate ou républicain, il faut dire que depuis un siècle au PS cela signifie être de droite ou réactionnaire.

Et d'ajouter: «*Vous êtes alliée à une extrême droite européenne xénophobe...*», pendant que le PS soutient le gouvernement néonazi en place à Kiev ou d'extrême droite à Tel-Aviv, Riad, Doha ou Washington !

Pour parvenir à ce niveau de responsabilité dans le PS, il ne faut douter de rien...

Antisocial. Déremboursement. Le gouvernement se lâche.

- Optique: La prise en charge des lunettes par les mutuelles limitée à 450 euros - 20minutes.fr

Le gouvernement prévoit de limiter la prise en charge des lunettes par les mutuelles à 450 euros à partir de 2015, et non plus son abaissement progressif à 300 euros en 2018, croient savoir les Echos dans leur édition de vendredi.

Un décret publié prochainement doit fixer un montant maximum pour le remboursement des frais d'optique par les complémentaires santé (mutuelles, assurances et institutions de prévoyance) afin de limiter la hausse des dépenses dans ce secteur.

Ces montants maximum doivent s'appliquer aux seuls contrats «*responsables*» des complémentaires. Instaurés en 2004, ces contrats doivent remplir un certain nombre de critères éthiques en échange d'une fiscalité allégée. Mais ils représentent désormais la quasi-totalité des contrats (90%) car les critères sont peu sélectifs.

Par ailleurs, selon Les Echos, le remboursement des dépassements tarifaires des médecins par les complémentaires santé sera limité. Après une période transitoire de deux ans, les honoraires ne pourraient être pris en charge que dans la limite de deux fois le «*tarif sécu*», soit deux fois 28 euros, pour les médecins n'ayant pas signé le contrat d'accès aux soins, écrit le journal. 20minutes.fr 08.05

Résumons : La Sécu ne prend pas en charge la totalité de vos dépenses de santé, vous faites appel à une complémentaire pour combler la différence, c'est alors le gouvernement intervient et décide d'imposer aux mutuelles un plafond de remboursement de telle sorte qu'une partie des frais que vous avez engagés demeurent à votre charge, sans doute pour que le client que vous êtes à ses yeux consomme moins, quant au malade que vous êtes, il coûte trop cher, il doit moins se soigner, ce n'est pas son affaire.

En famille. La dictature doit être la norme absolument partout.

- Loi famille : les nouveaux droits des beaux-parents suscitent l'inquiétude - lefigaro.fr

Dans "*l'intérêt de l'enfant*" et de "*la paix des ménages*", cela va s'en dire, ils vont leur imposer l'autorité d'un beau-parent, alors que très souvent les enfants n'apprécient pas qu'ils s'immiscent dans leurs affaires ou leurs relations avec leur mère ou leur père, sachant que très souvent ce "*beau-parent*" n'est pas le premier et ne sera pas le dernier, présentant plutôt les caractéristiques du représentant de commerce de passage, l'autre parent devra lui céder malgré tout une partie de ses droits, pourquoi pas de ses biens ou de son salaire pendant qu'ils y sont.

Que Sarkozy ait été à l'origine de cette loi n'a rien d'étonnant, que le PS et la Vertmine les reprennent à leur compte non plus, ils incarnent la décomposition, la dégénérescence de la société et du régime.

A les entendre ils sont toujours animés de bonnes intentions envers une multitude de communautés, alors qu'en réalité ils participent, encouragent la dislocation de tous les rapports sociaux sous couvert de leur octroyer de nouveaux droits ou de l'égalité des droits, qui se traduit en réalité par l'atomisation ou l'individualisatio de nos droits au détriment de nos droits sociaux collectifs qui sont purement et simplement liquidés, travail, retraite, éducation, santé, etc.

Ils ne supportent pas non plus que certains rapports leur échappent. Il leur faut s'emmêler et légiférer, décréter, imposer des rapports aux différents membres de la société dotés d'un arsenal de mesures contraignantes et éventuellement répressives, de telle sorte que la liberté de pensée et de mouvement soit encadrée et conforme à leur idéologie qui est au service de la dictature de la classe dominante.

Jusqu'à présent ces rapports leur échappaient, ils étaient consentis mutuellement par ses membres ce qui était intolérable pour le législateur qui a vocation à restreindre toutes les libertés en régime capitaliste, plus encore à l'époque triomphante du néolibéralisme qui s'accommode du fascisme. Il fallait corriger cette lacune insupportable comme s'il s'agissait d'une priorité absolue, alors que la satisfaction des besoins sociaux les plus élémentaires de millions de travailleurs et leurs familles est devenue incompatible avec la survie du régime. Exercer son contrôle sur chaque fait et geste de la population laborieuse ainsi que sa pensée pour la soumettre à son joug, est devenu une obsession jusqu'à l'hystérie depuis que Hollande a été élu.

C'est à croire qu'ils veulent briser ces familles dites recomposées au profit de familles monoparentales plus fragiles, dociles ou manipulables. Rien de tel pour monter les deux parents et les enfants les uns contre les autres, que de leur imposer des droits ou des devoirs qui ne correspondent pas forcément aux rapports qu'ils entretiennent ou qu'ils ont décidé librement d'entretenir à l'origine.

Ce qui caractérise une dictature ou un régime totalitaire, c'est sa volonté d'imposer un mode de pensée ou de vie aux masses exploitées sans rapports avec leurs conditions ou moyens d'existence, matériels ou financiers mais aussi leur niveau de conscience, d'instruction ou de connaissance, de telle sorte que ne pouvant pas remplir ces conditions et ne pouvant pas se soumettre aux rapports qu'on leur impose, ils se retrouveront rapidement ou couramment hors la loi ou menacées de sanctions à tout moment.

Dès lors, il est préférable de prendre le risque d'agir à sa guise sans tenir compte du législateur-dictateur, avec l'angoisse au ventre qu'il vous rattrape un jour si les choses tournaient mal ou que votre conjoint avec lequel vous ne vous entendez plus décidait soudain d'user des droits qui lui ont été accordés et nuire à vos intérêts jusqu'à vous pourrir la vie et la séparation une fois obtenu gain de cause, cela arrive. Le législateur raffole de ces situations apparemment.

- 130.000 divorces ont été prononcés en 2012, tandis que 1.5 milions d'enfants vivent dans 720.000 familles recomposées.

Le «*beau-parent*» est sur le point de se faire une place dans le Code civil. Dans une France aux 720.000 familles recomposées, l'instauration d'un cadre juridique pour ceux qui partagent la vie d'un enfant sans en être le parent ne fait cependant pas consensus. Inutile pour les uns, nocif pour les autres… L'idée d'instaurer un «statut du tiers» pour que les beaux-parents et beaux-enfants ne restent pas des étrangers dans le droit refait cependant régulièrement surface.

En 2007, il a été défendu par Nicolas Sarkozy avant la présidentielle. Étudié pour le projet de loi «famille» en 2013, il a été abandonné en catastrophe par le gouvernement Ayrault. La proposition PS-écologiste sur «l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant», votée mardi en commission des lois et examinée par les députés les 19 et 20 mai prochain, le ressort des cartons.

Mais que contient ce mandat d'éducation quotidienne? Il est conçu uniquement pour permettre au «*tiers vivant de manière stable avec l'un des parents d'accomplir les actes usuels de l'autorité parentale*», défendent les auteurs du texte. Il s'agit, par exemple, de permettre officiellement au beau-parent d'aller chercher un enfant à la sortie de l'école, de l'accompagner chez le pédiatre, de devenir «*beau-parent d'élève*». Le document, rédigé au choix sous seing privé entre particuliers ou devant un notaire, pourrait être établi sans véritable condition de durée de la relation entre le parent et le beau-parent. Mais il serait soumis - c'est le plus important - à l'accord de l'autre parent et révocable à tout moment. À chaque famille de décider du «*périmètre*» d'action du beau-parent dans la vie de tous les jours. En résumé, le mandat l'autoriserait «*à exercer en droit les responsabilités qu'ils assument déjà*». Aucun maintien du lien avec ce tiers n'est évoqué et la transmission du patrimoine n'est pas abordée…

«*Cela ne sert à rien, s'agace Marie-Luce Lovane, créatrice du Club des marâtres. Il s'agit de demander l'autorisation par écrit de "papa et maman" pour gérer des actes du quotidien alors que nous le faisons déjà.*» Et de pester contre cette vision bisounours d'une famille où tout le monde serait capable de se mettre autour d'une table pour rédiger un accord sans réactiver des crispations… «*Cela ne va pas révolutionner la vie des familles, reconnaît Sabine Coulon, fondatrice du site beaux-parents.fr. Mais le beau-parent est reconnu comme une figure éducative, un interlocuteur légitime. On pourra brandir son mandat comme une attestation.*» Des avocats, comme Me Hélène Poivey-Leclercq, dénoncent à l'inverse une «usine à gaz» et soupirent devant cette «*contractualisation effrayante du droit de la famille*».

«*Ce mandat ne retire rien aux parents. Il n'oblige pas l'enfant à garder des liens avec un tiers et n'est pas gravé dans le marbre*», salue de son côté l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui juge l'outil «consensuel» mais suggère tout de même de

le faire viser par un greffier. «*Ce n'est peut-être pas grand-chose juridiquement - la définition de l'autorité parentale n'est pas transformée -, mais c'est décisif en termes de reconnaissance*», conclut le sociologue François de Singly. «*Ce n'est pas rien, un mandat d'éducation quotidienne, poursuit-il. Au fond, "l'éducation" et "le quotidien", c'est l'essence même de la vie de famille. Bien plus que l'autorité parentale…*» Avec son œil de spécialiste de la famille, il voit dans le texte «*une manière de dire pour la première fois que les familles recomposées existent*».

Les autres points clés de la loi

Les «*mauvais parents*» punis Pour «*sanctionner plus efficacement*» le non-respect par un parent des prérogatives de l'autre parent, une amende civile de 10 000 euros maximum est mise en place pour le délit de non-représentation d'enfant. Mais aussi, par symétrie, pour punir les parents absents et lutter contre le «*syndrome de l'enfant à la fenêtre*» qui attend un père ou une mère qui ne vient jamais.

La coparentalité renforcée Le texte vise à clarifier la notion d'acte important pour l'enfant, acte qui exige un accord exprès de chacun des parents. Ainsi un déménagement et un changement d'école doivent être acceptés par les deux parents.

L'enfant aura deux adresses Le texte veut mettre fin au «*choix binaire entre la résidence alternée ou la résidence au domicile d'un seul des parents*». Le principe sera désormais d'inscrire l'enfant aux deux adresses et de réfléchir ensuite à la répartition du temps passé chez l'un et chez l'autre.

Le développement de la médiation familiale Le juge pourra proposer ou obliger un couple en train de se séparer ou demandant une modification d'accord à rencontrer un médiateur. La médiation ne devient cependant pas systématique, même en cas de retour devant le juge. lefigaro.fr 08.05

En complément

Ne changez rien ou prenez la première vague qui vient et partez avec...

- Divorce : surfer sur un site échangiste est une faute pour un époux - LePoint.fr

Sur un site porno ? Non. Et un site homo ? Non plus, c'est dans l'air du temps, il faut vous y mettre... ou non !

Les réacs et les décomposés en tous genres sont dans la rue.

- Extrême-droite : nouvelle «*tournée anti-racailles*» dans le métro parisien - LeParisien.fr

Une vingtaine de militants de Génération identitaire, une émanation du groupuscule d'extrême droite Bloc identitaire, a mené, ce vendredi soir, dans le métro parisien une opération de « *présence citoyenne* », qualifiée également dans un langage moins policé de « *tournées anti-racailles* ».

Ni la préfecture de police, ni la RATP n'ont reçu de demande d'autorisation.

L'extrême droite mène depuis le mois de mars des opérations similaires à Lille et Lyon. LeParisien.fr 09.05

Avec le soutien de Hollande et Valls les milices fascistes patrouillent ? Non, non, ils n'étaient pas au courant. Et Cambadélis ? Non plus.

- Des organisations nationalistes prévoient de défiler dimanche à Paris - LeFigaro.fr

Les milices fascistes occupent déjà le terrain en France, légalement.

- Manifestations dans plusieurs villes de France pour la légalisation du cannabis - AFP

Au prix où est le cannabis, c'est réservé aux nantis. Zéro protéine animale.

- "*Veggie Pride*" : les anti-viande défilent à Paris - Le Nouvel Observateur

Même un végétal a plus de cerveau.

- Rassemblement au Havre pour une réunification "*exclusive*" de la Normandie - L'Express.fr

Vive le duché de Normandie !

- Les associations féministes dénoncent la loi famille, qu'elles jugent "*dangereuse*" - LePoint.fr

Le féminisme a engendré un monstre...

- Les écoles en basque réclament une loi pour protéger la langue - 20minutes.fr

Quand la Vert mine liberticide passe à l'offensive.

- Jean-Vincent Placé souhaite une proposition de loi contre les injures et diffamations sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

Jean-Vincent Placé, le président du groupe écologiste au Sénat très actif sur Twitter, envisage de déposer une proposition de loi pour faciliter les procédures contre les insultes et diffamations sur les réseaux sociaux. «*On ne peut plus laisser faire, laisser tous ces gens insulter, diffamer sur les réseaux sociaux*», a-t-il dénoncé au Forum de Radio J. «*Cette espace de liberté formidable (...) ça ne veut pas dire la liberté d'insulter, de diffamer et d'injurier*», a-t-il fait valoir au micro de Frédéric Haziza, journaliste ciblé par des attaques antisémites sur internet.

«*J'avais soutenu ce qu'avait fait Manuel Valls à propos de Dieudonné, à un moment ça suffit!*», s'est emporté Jean-Vincent Placé. «*Je souhaite qu'on ait une organisation entre police et justice pour qu'à un moment, le parquet s'auto-saisisse*» en cas de dérapages, a-t-il ajouté. Pour lui, «*il n'est pas acceptable que sur le territoire national, on ait des blogs comme celui de (Alain) Soral*», l'essayiste d'extrême droite proche de l'humoriste Dieudonné. «*Je souhaite qu'on légifère, qu'on agisse*», jugeant qu'une proposition de loi était «*une bonne idée*». Jean-Vincent Placé va se «*tourner vers (ses) collègues*» parlementaires pour préparer éventuellement un texte. 20minutes.fr 11.05

Attention à ne pas se laisser embobiner : Qui aujourd'hui menace la liberté d'expression sur le Net ou en France en général, les groupuscules d'extrême droite ou le PS et ses satellites réactionnaires, Valls, qui en a le pouvoir ?

Qu'il ait choisi une émission animée par une pourriture de sioniste pour faire cette annonce ne doit rien au hasard, il était en terrain conquis, celui de la pire réaction, à côté Soral est un impuissant, un vermisseau.

Les écologistes ont bien leur place au côté du PS dans le camp de la réaction. Car qu'on ne s'y trompe pas ce n'est pas l'extrême droite qu'ils visent, mais bien l'opposition de gauche, les véritables opposants au régime. On en reparlera.

En attendant vous pouvez observer ce qui se passe en Ukraine ou au Venezuela et de quelle manière ces salopards interprètent la situation et se placent au côté des milices fascistes qui harcèlent Maduro et son gouvernement... Rappelons que les écologistes sont allés à Kiev apportés leur soutien au gouvernement issu du coup d'Etat de l'OTAN et des fascistes. Rien que cela les rend infréquentables. On ne fréquente pas non plus Soral.

Un formidable scoop !

- La CIA a-t-elle vendu illégalement des armes ? - LePoint.fr

CIA, traduire en anglais : Criminel International Association.

Le très réactionnaire Le Point auquel BHL réserve ses chroniques haineuses contre la terre entière à l'exception toutefois d'Israël, est semble-t-il en mal de légitimité ou plutôt de lecteurs, ce qui est normal puisqu'il les prend pour des ignares finis ou disons-le des cons, ce qui n'est pas très flatteur pour eux.

Quand il ne verse pas dans le jésuistisme ou ne se livre pas à des tautologies ou des sophismes de bas étages, c'est pour leur servir à la pelle des lieux communs qu'ils connaissent pas coeur à en faire des indigestions ou leur filer la migraine.

Certains lecteurs partageant l'idéologie néolibérale de ce torchon s'en accommoderont pour se livrer aux mêmes pratiques, ils y verront peut-être une simple opération de communication pour se donner un vernis démocratique ou objectif, ou alors un exercice de propagande destiné à blanchir ceux qui parmi les gouvernants savaient pertinemment que la CIA vendaient des armes aux différents belligérants engagés dans des conflits à travers le monde ou aux "*ennemis*" déclarés des Etats-Unis, et qui avaient feint à l'époque de l'ignorer, car voyez-vous c'était un secret bien gardé jusqu'à ce qu'une agence de presse de la CIA, le New York Times, décide un beau matin de le revèler à la face du monde, au passage, quelle belle démocratie tout de même les Etats-Unis ! C'est peut-être là aussi le mot de la fin, alors que son hégémonie est menacée dans le monde.

D'autres lecteurs, sans doute la majorité, ceux qui ont pris l'habitude de fréquenter des portails indépendants ou extérieurs aux grands médias, n'apprécient pas vraiment qu'on leur serve des plats cent fois réchauffés en les faisant passer pour des plats du jour, on en veut pour preuve la dizaine de commentaires d'internautes qui figuraient à la suite de cet article qui tous se moquaient du Point sans mâcher leurs mots.

Aux Etats-Unis, quasiment aucun grand quotidien ou média ne peut publier une information contraire aux intérêts du Pentagone, de la CIA, de la Fed ou Wall Street et bien d'autres acteurs de premiers plans, c'est devenu impossible. Et quand cela se produit, c'est uniquement dans le cadre d'une opération de propagande, il faut chercher ailleurs la véritable intention et l'objectif de leurs commanditaires.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- 400 mercenaires américains luttent, en Ukraine, contre les pro-Russes french.irib.ir 12.05

Environ, 400 mercenaires d'une entreprise américaine, opèrent, en Ukraine, aux côtés des soldats et de la police ukrainienne, dans des opérations contre les séparatistes pro-Russes, affirme le journal allemand, "*Bild am Sonntag*" (BamS).

Selon des informations, basées sur des communications radio entre des centres de commandement de l'armée russe, interceptées par l'agence de surveillance américaine, NSA, et transmises, ensuite, aux services secrets allemands, (BND), les mercenaires américains coordonnent et dirigent des opérations de guérilla contre les séparatistes pro-Russes, autour de l'enclave de Slaviansk. Ces 400 mercenaires travaillent pour "*Académie*", plus connu sous son ancien nom de "*Blackwater*", une entreprise de sécurité, qui avait été privée de contrat par l'armée américaine, en Irak, après une fusillade sur des civils, en 2007, précise le "*BamS*". Le journal précise, toutefois, ne pas savoir qui a passé le contrat avec "*Académie*". french.irib.ir 12.05

En complément

- Pour Schröder, l'Europe est la principale responsable de la crise en Ukraine - LePoint.fr

- Ukraine: un référendum "*juridiquement nul*" pour Kiev - L'Express.fr

- Ukraine : 400 mercenaires américains aux côtés de l'armée ukrainienne - LePoint.fr

2- Afrique du Sud

- L'ANC remporte les législatives en Afrique du Sud avec 62% Reuters

Le Congrès national africain (ANC) a remporté les élections législatives de mercredi avec 62,16% des suffrages, a annoncé vendredi la commission électorale.

Le principal rival de l'ANC, l'Alliance démocratique, recueille 22,22% des voix et l'EFF (Combattants de la liberté économique, parti de gauche) 6,35%. Reuters 09.05

3- Indonésie

- Indonésie: victoire confirmée de l'opposition aux législatives AFP

Les résultats officiels des législatives du 9 avril en Indonésie ont confirmé vendredi la victoire du principal parti d'opposition, ouvrant la voie à l'élection du charismatique gouverneur de Jakarta lors de la présidentielle de juillet.

Le Parti démocratique indonésien de la lutte (PDI-P) est arrivé en tête avec 18,95% des suffrages, a annoncé la Commission électorale.

Les résultats officiels ont également confirmé la déroute du parti du président sortant, Susilo Bambang Yudhoyono, éclaboussé par de multiples scandales de corruption. Sa formation, le Parti démocratique, n'a rassemblé qu'environ 10% des voix, soit la moitié de ce qu'elle avait obtenu lors des précédentes législatives de 2009.

Le score du PDI-P est toutefois inférieur aux 25% dont il était crédité par nombre d'instituts d'opinion, ce qui pourrait compliquer la tâche pour la présidentielle du gouverneur de la capitale, Joko Widodo, surnommé "Jokowi", très probable candidat de cette formation.

Très populaire dans le pays, en particulier parmi les plus démunis, Jokowi devrait trouver face à lui lors de la présidentielle du 9 juillet l'ancien général Prabowo Subianto, accusé de violations des droits de l'homme, et le magnat très controversé Aburizal Bakrie.

Le parti de M. Subianto, le Gerindra, a remporté 11,81% des voix, tandis que le Golkar de M. Bakrie, ancienne formation de l'ex-dictateur Suharto, a rassemblé 14,75% des suffrages.

La loi électorale indonésienne stipule qu'un parti doit avoir réuni 25% des suffrages lors de législatives, ou 20% des sièges parlementaires, pour pouvoir présenter un candidat à la présidentielle.

Les négociations allaient donc bon train entre les plus petites formations et les grands partis, en particulier autour du PDI-P, qui cherche à rallier le plus grand nombre possible de soutiens pour assurer sa victoire à la présidentielle.

Le parti NasDem (6,7% selon les résultats officiels) et le Parti du sursaut national (9%) ont déjà apporté leur soutien au PDI-P mais ce dernier devrait chercher le rassemblement le plus large possible.

La lenteur du décompte officiel a suscité de nombreuses plaintes de fraudes électorales et d'achat de votes, une pratique très répandue dans ce pays de 250 millions d'habitants, nation musulmane la plus peuplée de la planète. AFP 09.05

SOCIAL

1- Chili

- Chili : des dizaines de milliers d'étudiants dans la rue - LeMonde.fr

Ils n'ont pas oublié les promesses électorales et entendent le dire haut et fort. Des dizaines de milliers d'étudiants chiliens, 40 000 selon la police, ont à nouveau manifesté, jeudi 8 mai, à Santiago du Chili, pour presser Michelle Bachelet de prendre des mesures promises en matière d'éducation.

Ils réclament le rétablissement de la gratuité de l'éducation, comme cela était le cas avant la dictature du général Pinochet, mesure sur laquelle Mme Bachelet a largement bâti sa campagne électorale, alors que des manifestations similaires, qui ont parfois dégénéré, avaient émaillé le mandat son prédécesseur.

Si cette réforme doit être financée par une réforme fiscale actuellement en cours d'adoption au Congrès, les leaders étudiants ont déclaré, jeudi, que le pouvoir n'avait pas encore clairement dit quels changements allaient être apportés dans le domaine de l'enseignement.

En grande partie pacifique, leur manifestation a été émaillée de quelques incidents violents vers la fin, la police tirant des gaz lacrymogènes tandis que des étudiants lançaient des projectiles et mettaient le feu à une voiture. Un policier a été blessé. LeMonde.fr 08.05

2- Venezuela

- Nouveaux affrontements au Venezuela, un policier tué - Reuters

Une opération lancée par les forces de sécurité vénézuéliennes contre des militants hostiles au président Nicolas Maduro a déclenché de violents affrontements qui ont fait un mort parmi les policiers.

Le coup de filet, qui visait jeudi avant l'aube quatre campements tenus par les contestataires, dont l'un érigé depuis des semaines dans le centre de Caracas, a débouché sur l'arrestation de plus de 200 personnes.

Par la suite, des centaines d'opposants et de riverains ont défilé dans les rues, élevé des barricades et des manifestants masqués ont lancé des pierres ainsi que des cocktails Molotov.

Un policier, touché selon des témoins par des tirs venus des immeubles voisins, a été tué et cinq autres personnes ont été blessées, d'après le bilan fourni par les autorités.

"*Un tireur embusqué a tué ce policier alors qu'il nettoyait les débris laissés par de violents protestataires, de véritables meurtriers*", a déclaré Nicolas Maduro, le visage grave, lors d'une allocution. "*Il a été tué de façon ignoble.*"

Le ministre de l'Intérieur, Miguel Rodriguez Torres, a annoncé que 243 personnes avaient été interpellées. Les forces de sécurité ont également mis la main sur de la drogue, des armes et des explosifs, a-t-il ajouté à la télévision nationale.

Cet arsenal, a-t-il affirmé, "*servait tous les jours à des confrontations violentes avec les forces de sécurité*".

Le mouvement de protestation qui a secoué le Venezuela en février-mars a perdu de son intensité, les opposants semblant intégrer le fait que Maduro, le successeur d'Hugo Chavez, ne serait vraisemblablement pas poussé vers la sortie.

Au plus fort de la contestation, les affrontements ont fait une quarantaine de morts et près de 800 blessés, selon les bilans des autorités. Au total, 3.000 personnes ont été interpellées et, après l'opération menée jeudi, 450 personnes environ sont toujours détenues.

Les premières manifestations, début février, entendaient dénoncer les pénuries alimentaires et d'autres produits de première nécessité de même que l'inflation et l'insécurité.

Le mouvement s'est mué par la suite en contestation contre le pouvoir de Maduro, qui a dénoncé en retour des velléités de coup d'Etat. Reuters 09.05

Ce qu'ils appellent "*contestation*", ce sont les milices fascistes qui sont entrées en action...

Haut de page

Le 13 mai 2014

CAUSERIE

18 nouveaux articles ont été ajoutés. La suite plus tard ou demain matin, je dois faire des courses...

Haut de page

Le 14 mai 2014

CAUSERIE

J'actualise le site comme je peux, la chaleur est écrasante...

La définition du sionisme, la plus fantastique imposture des temps modernes avec le IIIe Reich.

Voilà une excellente définition de l'Etat d'Israël. Devinez qui en est l'auteur.

- "*Un Etat qui refuse la contamination des races doit devenir un jour maître de la Terre*".

Réponse : Adolf Hitler, Mein Kampf.

Qui a inspiré qui ? Suivez l'ordre chronologique et vous aurez la bonne réponse, l'Etat juif de T. Herzl a été publié en 1896.

Dans l'Etat sioniste d'apartheid, ce sont les Palestiniens qui doivent être éliminés ou dégager. C'est bien J. Attali qui a déclaré que Jérusalem devrait être la capitale du monde, privilège revenant au peuple juif (selon ses termes) qui est supérieur à tous les autres, ne serait-ce qu'au regard de ses prix Nobel, scientifiques, etc. par rapport à la population juive. Il a même été jusqu'à dire ouvertement que c'était normal que les juifs imposent leur volonté au reste du monde, voire la vidéo dans le site. Il parlait au nom des juifs sans leur demander leur avis, la parole d'un banquier vaut pour tous les juifs, même celui qui est dans la misère ou trime comme un esclave... en Israël.

En complément.

- Israël : de plus en plus d'enfants palestiniens placés en isolement carcéral - LeMonde.fr

- L'image d'Israël ternie par la montée du vandalisme raciste - Lexpress.fr

- Ehud Olmert condamné à six ans de prison en Israël - Reuters

Alors interdiction des organisations d'extrême droite et les milices sionistes fascistes, Crif et LDJ !

- Les juifs de France doivent être mieux représentés - LeMonde.fr

Les véritables dictateurs osent tout, ils n'ont plus de limites. Le monde à l'envers.

- "*Poutine n'est pas Hitler, mais...*" - L'Express.fr

- Kiev menace de poursuivre la Russie en justice et l'accuse de lui avoir volé du gaz - LeMonde.fr

A quoi ça sert ?

Lu dans un article.

- L'instauration d'une police de la pensée (...) en donnant le pouvoir et les moyens à divers groupes et associations pro-système de dénoncer, discréditer, poursuivre en justice et même attaquer physiquement (nervis antifas, LDJ, etc.) les dissidents.

Effectivement, c'est la gauche et l'extrême gauche qui encouragent les milices fascistes à passer à l'action et les légitiment au passage.

L'article que nous ne mettrons pas en ligne.

- Ce que disait Jaurès (1) - Un lecteur du Grand Soir - 9 mai 2014

Socialiste en paroles, impérialiste en actes, pratiquement tous ses discours étaient ponctués d'envolées lyriques vantant la nation ou l'intérêt général, la grandeur, le destin de la France.

L'alliance du nationalisme et du socialisme peut donner un cocktail terrifiant en régime capitaliste. Si vous remplacez nationalisme par européanisme et mondialisme vous aboutirez un cocktail qui n'aura rien à envier au premier, il en sera la réalisation sur une échelle plus grande, ajoutons à un degré plus profonde et durable, plus dangereux encore car il affectera le destin de l'humanité ou de la civilisation humaine sur une période plus longue, peut-être même qu'il leur sera fatal, qui sait ?

C'est le discours de nos jours que l'on trouve dans la bouche du PS et du gouvernement, de tous ceux qui refusent de rompre avec l'Union européenne, l'ONU et l'OTAN.

L'extrême droite et le fascisme sont les alliés naturels du parti de l'ordre qu'il se présente en tant que représentant officiel du capital ou qu'il se présente sous un faux masque ou une fausse bannière, celle du socialisme, de l'écosocialisme.

L'extrême droite et le fascisme sont des produits du capital, des armes de guerre contre le prolétariat et le mouvement ouvrier, le PS et ses satellites étant des piliers du régime qui a un moment donné à besoin de recourir à l'extrême droite et au fascisme pour continuer de gouverner, ils ne les combattent pas, ils s'en servent pour affaiblir et diviser la classe ouvrière et ses représentants, au delà pour les réprimer ou les liquider si nécessaire. Il s'agit là d'un simple constat, d'une simple observation que chacun peut faire librement.

Le PS et ses satellites ne sont pas d'extrême droite ou fasciste, ils en sont les alliés, ce n'est pas tout à fait pareil, les uns et les

autres servent les intérêts du régime en place, assurent sa survie chacun à leur manière en se distribuant les rôles, aucun n'a de rapports avec les travailleurs ou leurs besoins, leurs droits sociaux ou politiques qu'il s'agit au contraire de liquider pour le compte du capital. Et quand la gauche et l'extrême gauche apportent leur soutien au PS ou ses satellites ou encore au gouvernement, ils en sont les complices, conscients, car leurs dirigeants savent aussi bien que nous quelle est la fonction et la place de l'extrême droite.

Le PS confisque le socialisme pour le mettre au service du nationalisme, de l'européanisme ou du mondialisme, de la dictature du capital dans sa forme la plus brutale et abjecte qui soit. Aussi, défendre le socialisme nécessite de combattre à la fois le nationalisme, l'européanisme et le mondialisme et interdit tout rapport ou toute liaison avec le PS et ses satellites, sinon notre combat sera inefficace car incohérent et manquant de rigueur sur les principes, c'est un euphémisme, incompréhensible, personne ne nous prendra au sérieux à raison.

Le PS est le pire fossoyeur du socialisme, et pour se vêtir de son masque, commettre ses méfaits en son nom, il est le pire ennemi de la classe ouvrière, autant que le FdG, les staliniens, néo-staliniens, qui sont anticommunistes. Détourner les masses exploitées du socialisme, empêcher ses éléments les plus déterminés à trouver la voie du socialisme, interdire aux travailleurs de trouver une issue à la crise du capitalisme conforme à leurs intérêts, dévoyer leurs combats, empêcher qu'ils se rassemblent et construisent un puissant parti ouvrer révolutionnaire, telle est l'une de ses principales fonctions pour le compte du régime en place.

Le PS est également antimarxiste, antimatérialiste. Dans ses écrits à caractère phylosophique Jaurès n'aura de cesse d'allier matérialisme et idéalisme comme s'ils étaient interchangeables ou possédaient le même pouvoir, comme si la réalité procédaient de l'un ou de l'autre, perdant de vue que la matière précède le verbe et que quelle que soit l'action de la pensée sur la matière, c'est toujours la matière qui a le dernier mot, ce qui reste et qu'on peut observer, qui trouve une utilité sociale, qu'on en connaisse ou non l'origine ou l'historique importe peu ou n'a aucune influence sur son existence.

Pour le matérialiste, l'idée jaillit de la matière, du rapport de l'homme à la matière, dans son cerveau. Pour l'idéaliste, la matière est issue du cerveau de l'homme, il pense ou sécrète en quelque sorte la matière, il se l'accapare en pensée ou lui donne l'illusion d'en sortir, alors qu'en réalité elle existe indépendamment de lui, elle n'a pas besoin de lui pour exister. Et toutes les fois où l'homme intervient sur la matière, le produit qui en est l'aboutissement est la matière elle-même sous une forme ou une autre et non une idée qui pourrait se décliner à l'infini de telle sorte que toute connaissance serait rendue impossible. Autrement dit, quand la pensée agit sur la matière, pour la transformer, c'est un ensemble d'éléments matériels qui sont mis à contribution, la force de travail par exemple, qui mettant en mouvement le cerveau et des muscles fait appel à la matière encore une fois. La pensée ou l'idée occupe une place intermédiaire entre la matière et son devenir.

Le rapport de la pensée à la matière est comparable au rapport M-A-M décrit dans Le Capital, marchandise, argent, marchandise, pour le matérialiste. Pour l'idéaliste il serait plutôt spéculatif A-M-A ou mieux A-A à l'époque de l'impérailisme et plus particulièrement encore du néolibéralisme, la matière a disparu, tout comme on ne parle plus de progrès social, de société meilleure, encore moins de la changer, poussé à l'extrême l'idéalisme coïncide avec la sclérose, le fossilisation, la lobotomisation du cerveau, produit d'une régression sans fin fatale à l'idée absolue puisqu'il ne s'agit plus que de subir notre destin, celui que nos maîtres nous imposent, toute action sur la réalité étant devenue impossible une fois spoliés de tous nos droits politiques.

Le PS est l'ennemi du progrès social, tout comme il est l'ennemi de la connaissance en général, il est l'ami de régimes profondément obscurantistes comme celui de Riad, Doha ou Tel-Aviv par exemple. Il affectionne ce qui est décadent, libertin, porte les marques de la luxure et de la débauche, il s'entoure d'intellectuels médiocres, d'artistes dont il flatte la mégalomanie, la putréfaction à l'oeuvre du régime transpire de toutes ses pores. A ses yeux présentent du talent ou méritent une attention particulière, seulement ceux qui font acte de soumission envers le régime et développent une hypocrisie pour ainsi dire naturelle pour le cacher et faire partager aux autres leurs idées, de telle sorte qu'ils agissent comme des agents (populaires) diffusant sournoisement la propagande ou l'idéologie du régime. En échange de quoi ils sont grassement rémunérés, passent régulièrement à la télé, obtiennent des rôles ou des contrats, des chroniques dans les médias, etc.

Je peux penser un arbre, il ne poussera jamais. Pour qu'il pousse il faudra que je le plante. Si je m'arrête à l'idée qu'il faut que je le plante, il ne poussera jamais, donc l'idée ne suffit pas, il va falloir que je passe à l'action... Il en va de même pour changer la société et le monde, c'est parfaitement possible.

Offensive anticommuniste

- Aujourd'hui l'URSS, ce n'est pas la Russie, c'est l'empire étasuno-européen. - Dominique Muselet

Ne vous fiez pas au titre qui est trompeur, ainsi qu'aux bonnes intentions affichées par l'auteur de cet article. La preuve, l'auteur se livre à un amalgame entre l'URSS sous l'emprise de la dictature stalienne et le communisme. La dernière phrase de son article.

- Il ne faut pas oublier que ce sont les populations de Russie et des autres pays de l'URSS qui furent les premières victimes du communisme et de son Apparatchik, comme nous sommes aujourd'hui celles du capitalisme et de ses sbires.

Le communisme n'a jamais existé nulle part dans le monde, rappelons-le.

Et les bases du socialisme ont été détournées de leurs objectifs dès la mort de Lénine en 1924 (où déjà avant lorsqu'il était malade), les avantages sociaux et politiques issues de la révolution de 1917 qui devaient profité aux masses russes furent confisquées par une caste parasitaire de bureaucrates rustres, incapables, cupides et cyniques, contre-révolutionnaires, anticommunistes...

Affirmer que les Etats-Unis et l'Union européenne reprennent à leur compte les méthodes de la dictature stalinienne pour spolier les travailleurs de tous leurs droits sociaux et politiques, c'est une observation que l'on peut partager, mais quand ensuite c'est pour prétendre que l'URSS c'était le communisme, c'est non seulement se livrer à une grotesque falsification de la réalité, c'est s'adonner à un exercice de faussaire que ne renieraient pas les plus farouches anticommunistes qui soient, c'est finalement faire en sorte que les travailleurs et militants ne se tournent pas vers le communisme ou le socialisme qui est la seule alterntaive au capitalisme, qu'ils se détournent du marxisme au profit de l'idéologie de la classe dominante, c'est finalement oeuvrer pour le compte de la réaction.

Que ce genre d'articles figurent dans le portail dénommé Le Grand Soir, le range parmi les portails contre-révolutionnaire, stalinien. Donc un avertissement aux jeunes lecteurs ou non aguerris, faites très attention aux articles que vous lisez et qui sont publiés par ce portail, ne perdez jamais de vue quelle en est la nature. En cas de doutes, écrivez-nous.

En complément. Le fascisme à la sauce hongroise.

- Un ex-communiste hongrois de 92 ans coupable de crimes de guerre - Reuters

La justice hongroise a reconnu mardi un ancien haut responsable du parti communiste, Bela Biszku, coupable de crimes de guerre commis durant la répression du soulèvement de 1956.

Il s'agissait du tout premier procès jamais tenu en Hongrie à l'encontre d'un ancien dirigeant communiste. Bela Biszku, aujourd'hui âgé de 92 ans, a été condamné à cinq ans et demi de prison.

Il était jugé pour son rôle au sein d'un comité du parti communiste qui avait pris part à la répression et avait, selon les procureurs, ordonné d'ouvrir le feu sur des civils lors de manifestations à Budapest et à Salgotarjan en décembre 1956. Reuters 13.05

Qui l'a jugé, un tribunal composé de militants ayant participé au soulèvement de Budapest en 56 ou le ministère de la justice d'un régime ultranationaliste frayant avec l'extrême droite et le fascisme ? La seconde version est la bonne, aussi nous dénonçons ce procès qui n'est pas celui des crimes des staliniens hongrois ou du régime en place en 56 en Hongre, mais bien celui du communisme.

Présenter un "*ancien haut responsable du parti communiste*" comme un "*ex-communiste*" c'est déjà commettre une imposture parce qu'il n'y a jamais eu ni parti communiste ni communiste dans ce parti en Hongrie en 1956, et en faire un présumé "*coupable de crimes de guerre*" sert en réalité à diaboliser le communisme, à l'identifier au stalinisme, à en faire un monstre dont les travailleurs et militants doivent se détourner, au profit du fascisme sans doute.

Comment légitimer le régime néonazi de Kiev ?

- Le silence accablant de Kiev (Human Rights Watch)

L'homme sur les photos est Igor Kakidzyanov, le « *ministre de la défense* » de l'auto-proclamée « *République de Donetsk* » qui a rejeté l'autorité de Kiev et occupé des bâtiments publics dans l'est de l'Ukraine au cours du mois passé.

Le 6 mai 2014, le ministère de l'Intérieur ukrainien a indiqué qu'un groupe de « *séparatistes* » avaient attaqué un véhicule d'une unité spéciale de la police (milices nazis en fait - ndlr) qui circulait dans la ville de Mariupol. La police, selon le ministère, a tué un des assaillants et arrêté deux autres personnes, dont Kakidzyanov.

Dans la matinée du 7 mai 2014, un porte-parole de l'Assemblée social-national, une coalition de partis ukrainiens radicaux (ultra nationalistes d'extrême droite et néonazis - ndlr), a déclaré à des journalistes qu'il était « *personnellement en train d'interroger* » Kakidzyanov.

Comment cet homme, arrêté par la police, s'est-il retrouvé entre les mains d'un chef de parti radical ? (Parce que la police de Kiev et les néonazis ne font plus qu'un. -ndlr)

Pourquoi les autorités ukrainiennes ont-elles gardé le silence et rien fait après la publication des messages de Liachko ? (Quelle question débile !

Si Kakidzyanov a été impliqué dans des actes criminels, il doit être emprisonné et, à la suite d'une enquête appropriée, poursuivi conf ormément à la loi ukrainienne et internationale. (Parce qu'il est en droit d'espérer un procès équitable sous un régime fasciste ! - ndlr)

J'ai passé quelques heures à essayer de joindre quelqu'un au ministère de l'Intérieur, au bureau du procureur, au Conseil de sécurité nationale, au ministère de la Justice, et d'autres institutions gouvernementales. J'ai appelé quelques dizaines de numéros, mais personne n'a répondu. J'ai désespérément cherché un trace de réaction of f icielle à cette violation flagrante du droit local et international - mais je n'en ai trouvé aucune. (Cette ONG étatsunienne pourrie feint la naïveté pour mieux induire en erreur les lecteurs. - dlr)

J'espère que les homologues internationaux de l'Ukraine, y compris les gouvernements de l'UE et des États-Unis, auront plus de succès pour joindre les autorités ukrainiennes. J'espère aussi qu'ils leur expliqueront en termes sans équivoque qu'un tel traitement de détenu est inacceptable, et qu'ils doivent remettre immédiatement Kakidzyanov aux autorités officielles, faire respecter ses droits à une procédure régulière, et que les responsables de cette situation scandaleuse aient des comptes à rendre. (L'auteur de cet article s'adresse aux gouvernements de l'UE et des États-Unis qui ont mis en place de gouvernement néonazis, les couvrant au passage. - ndlr)

Bien pourri ce genre d'articles n'est-ce pas ? Publié par Le Grand Soir qui se veut de gauche, progressiste, etc. Un conseil, détournez-vous de tout ce qui peut avoir un lien de près ou de loin avec le PCF : partis, organisations, associations, groupes, ONG, comités, publications, portails, etc.

En complément.

- Sévices en tous genres contre des manifestants désarmés: Human Rights Watch dresse un sombre tableau du Venezuela - Slate.fr

- Syrie : une ONG affirme détenir des preuves solides d'attaques au chlore - Francetv info

Il s'agit de la même ONG..

Rappel. ... selon l'association NGO Monitor, elle reçoit des aides considérables de l'association caritative néerlandaise Oxfam Novib, laquelle finance la majeure partie de son budget grâce au gouvernement hollandais. (Siège du groupe Bilderberg ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne)

Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères ». Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (Wikipédia) Une couverture du Pentagone ou de la CIA.

ACTUALITE EN TITRES

Vive la crise !

- Records de clôture du Dow Jones et du S&P 500 malgré l'Ukraine - Reuters

- AT&T pourrait racheter DirecTV pour 50 milliards de dollars - Reuters

- Hillshire acquiert Pinnacle Foods pour 6,6 milliards de dollars - Reuters

- Un diamant jaune vendu plus de 16 millions de dollars - Libération.fr

Résistance passive... et offensive.

- Grève des éboueurs: le mouvement "*bien suivi*", selon la CGT - AFP

- Paris : Grève dans les établissements sportifs: «*Le mouvement pourrait encore s'étendre*» - 20minutes.fr

- Afrique du Sud/grève du platine: 3 mineurs non grévistes tués à Marikana - AFP

Deux mineurs ont été tués à la machette en se rendant au travail et le troisième a été attaqué chez lui, avec sa femme, alors que le groupe britannique Lonmin rouvrait sa mine de Marikana pour les non-grévistes lundi matin, a indiqué à l'AFP Livhuwani Mammburu, porte-parole du NUM. AFP 12.05

C'est ce qui arrive parfois ! Avis aux jaunes en France et autres briseurs de grèves.

- Pour Chassaigne, Mélenchon la joue trop «personnalisé» Liberation.fr

- Traité transatlantique: les députés FN voteront la résolution FG AFP

Le rejet de l'UE les rend fou !

- L'Europe est dans la France - Slate.fr

- Européennes 2014: Au Danemark, sexe, alcool et violences pour aller voter... Début de la campagne officielle - 20minutes.fr

- Européennes : Voteman compte faire voter, par la force, les Danois récalcitrants Francetv info

Le Folketing, le Parlement danois, veut s'adresser à tous les citoyens, sur le ton de la provoc, pour pousser les Danois vers les urnes le 25 mai, pour les élections européennes. Dans une animation qualifiée de trash sur les réseaux sociaux, publiée sur la page Facebook du très sérieux Folketing, Voteman, une dégaine de motard à moustache, une carrure de déménageur et une vie sexuelle débridée, le personnage en dessin animé dont tout Danois doit avoir peur, fera tout pour inciter la population à aller voter.

Du sexe et un peu de violence peuvent-ils réveiller les Danois ? Voteman, qui incarne tout cela, est extirpé de son île, entouré de jolies filles, pour amener tous les Danois à faire leur devoir électoral. Voteman est dorénavant celui qui fera voter, par la force, les Danois récalcitrants. Francetv info 12.05

Et le lendemain...

- Européennes 2014: Le Parlement danois retire une vidéo osée pour inciter à aller voter - 20minutes.fr

Tout faire pour que les électeurs aillent voter et légitimer l'UE qui ensuite ratifiera le traité de libre-échange transatlantique. Mode d'emploi du Front de gauche.

- Elections européennes : votons contre le «*Grand marché transatlantique*»! - Liberation.fr

- Européennes : des militants Front de gauche se jettent à l'eau déguisés en poulets - Francetv

"*Le GMT est un accord commercial qui autorisera bientôt le poulet à la javel dans nos assiettes.*" Des membres de l'équipe de campagne de Patrick Le Hyaric, tête de liste Front de gauche en Ile-de-France pour les élections européennes, ont revêtu des costumes de poulet dans des piscines parisiennes, sous les yeux de baigneurs médusés. (La Front de gauche fait tout pour discréditer le mouvement ouvrier, qui ne s'en est pas encore aperçu ? - ndlr)

La lutte contre l'accord de libre-échange transatlantique, négocié actuellement entre l'UE et les Etats-Unis, est au coeur de la campagne du Parti de gauche pour les élections européennes. (Foutaises, il roule pour l'UE. - ndlr)

"*C'est au parlement européen que cette histoire va se jouer (...) il est indispensable que les candidats aux élections disent leur intention en la matière. Nous, nous disons clairement que nous ne voterons pas en faveur de ce texte*", a déclaré François Delapierre lors d'une conférence de presse au siège du parti. (On en a rien à foutre, y participer, c'est s'en faire le complice, vendu ! - ndlr)

Fleur Pellerin, a jugé, jeudi 8 mai à Bruxelles, qu'il n'y aura "*pas d'OGM, pas de poulet chloré, pas de bœuf aux hormones*". Francetv et AFP 12.05

Bon, le poulet s'est envolé, il reste quoi ? Ben le fait que vous avez voté le 25 mai et que le traité en question va pouvoir être adopté tranquillement. N'était-ce pas l'objectif de cette opération du Front de gauche ? Ben ça se pourrait bien présenté de la sorte, maintenant que j'y pense. Un peu tard, mais ce n'est pas de votre faute.

Eh oui, ils vous manipulent, ce sont des professionnels, c'est leur gagne pain ! Pourquoi croyez-vous franchement que les médias nationaux leur font de la pub gratuitement, réfléchissez un peu.

On aurait honte seulement si on vous ressemblait.

- Ayrault : «*Cessons d'avoir honte d'être des Européens !*» - Liberation.fr

Amalgame digne de l'extrême droite

- Ayrault appelle à combattre l'europhobie et le populisme - Reuters

Le FN légitime l'Union européenne, il en est un allié sûr... comme à Kiev !

- Elections européennes : Marine Le Pen mise sur un score élevé des eurosceptiques et veut arrêter la "*machine folle*" de l'UE - Atlantico.fr

Cynisme

- Martin Schulz: «*Je comprends le désespoir des Européens*» - 20minutes.fr

L'Europe des ex-droits sociaux : Boycott !

- Devant les ex-salariés de Gad, Martin Schulz s'engage pour une Europe des droits sociaux - Liberation.fr

Intox

- Comment les entreprises tentent de limiter les risques psychosociaux en période de crise - 20minutes.fr

On achèvera bien les négriers et leurs larbins... Ils craignent que le risque change de camp ?

- Suivre à la trace les avions pour éviter le drame du vol MH370 AFP

Les technologies existent, mais... AFP 13.05

Demandez la notice au Pentagone ou à la CIA, ils sont les spécialistes en disparition (et subtilisation) d'avions depuis le 11 septembre 2001... Ils nous prennent vraiment pour des cons, normal la majorité l'ignore.

- La charge de Terra Nova contre la politique économique de la zone euro - L'Express.fr

La France, elle, se distingue : elle a pratiqué une austérité par l'impôt et non par la réduction de la dépense, a maintenu le rythme de progression des salaires et limité la déréglementation du marché du travail. Et elle ne s'en porte pas plus mal, affirment les auteurs de l'étude. L'Express.fr 13.05

- L'ambassadeur de Jordanie en Libye a été libéré - Reuters

Normal, la Jordanie sert de camp d'entraînement aux djihadistes fascistes encadrés par des instructeurs américains, britanniques, français et bien sûr israéliens.

Ah ces sales profs ! Et que dire de ces "***mauvais***" parents !

- Incompréhensions, défiance… Le dialogue parents-enseignants au point mort - LeFigaro.fr

Près de la moitié des parents ne se sentent pas assez écoutés et soutenus par les professeurs. LeFigaro.fr 13.05

La bouche pleine. Parole de réac.

- Arrêtons de plaindre les profs: ils ne sont pas mal payés et leur métier n'est pas mal considéré - Slate.fr

Leur société à la dérive.

- Incivilités dans les transports parisiens: «*C'est de plus en plus du chacun pour soi*» - 20minutes.fr

- Des agriculteurs excédés contre les rodéos de motocross dans leurs champs - Francetv info

Deux agriculteurs du Pas-de-Calais portent plainte contre des motards d'enduro qui ravagent leurs cultures à grands coups de dérapages en plein champ. Depuis le mois de janvier, les rodéos ont lieu sur leur terrain quasiment chaque week-end, et aucune arrestation n'a encore eu lieu.

Provocation. Objectif atteint.

- Les actes homophobes ont flambé de 78% en 2013 selon SOS Homophobie - 20minutes.fr

- Une agression homophobe tous les deux jours en 2013 - Liberation.fr

Les insultes représentent 39 % des actes, et les agressions physiques, 6 %, selon l'association SOS Homophobie. LeMonde.fr 13.05

Cela fait 39 + 6 = 45%. Et les 55% restants, des intentions, une pure invention ?

Pour ma mère de 80 ans, ex-blanchisseuse, épouse d'un menuisier en bâtiment, très arriérée, les gays sont toujours des pédés. Quand à mon épouse Magueswary et ma seconde compagne Selvi d'origine indienne, toutes deux encore plus arriérées que ma vieille mère, elles trouvent cela "*dégueulasse*". Elles doivent partager la perception qu'ont des homosexuels des dizaines de millions de travailleurs en France ou des centaines de millions en Inde, des milliards à l'échelle de la planète qui demeurent arriérés.

Question : Toutes les lois du monde n'y changeant rien, les inquisiteurs du PS, de gauche et d'extrême gauche vont ils préparer une immense bûcher pour immoler tous et toutes les homophobes du monde ? Au passage, une bonne petite guerre mondiale pourrait faire leur affaire, qui sait, ne font-ils pas tout pour la rendre possible ?

Nous, nous préfèrerions que tous les exploités et les opprimés se rassemblent et se soulèvent pour en finir avec le capitalisme qui est à l'origine de tous les rapports sociaux et de leur état d'arriération, de les maintenir dans l'ignorance, soyons sûrs que nos amis homosexuels apprécieront qu'enfin on décide de traiter leurs problèmes à la racine, sérieusement.

En complément. Exhibitionnisme. Provocation

- Un club de lecture seins nus sur les pelouses de Central Park à New York - Francetv info

Les Américains emboîtent le pas aux Allemands, demain se sera au tour de la France...

Gravement diminuées, grabataires... quel bonheur !

- Près de 90% des personnes âgées sont heureuses - LeFigaro.fr

Le bonheur ne vient jamais seul...

- Soupçons de maltraitance dans une maison de retraite à Strasbourg - Liberation.fr

Haro sur l'Afrique !

- Lycéennes enlevées: Deux ex-premières dames contre Boko Haram -20minutes.fr

Carla Bruni et Valérie Trierweiler seront au Trocadéro ce mardi pour soutenir la cause des lycéennes nigérianes enlevées. 20minutes.fr 12.05

Je propose qu'on échange ces truies contre ces malheureuses lycéennes.

- Boko Haram: Hollande a "*demandé aux Américains et aux Britanniques*" de participer au sommet de Paris - AFP

Pour un nouveau partage ?

En complément. Les affameurs sont les mêmes.

- 30% : la part des DLC (dates limites de consommation) qui seraient raccourcies pour augmenter les ventes - Atlantico.fr

Bienvenue chez les réacs.

- CDI, temps de travail, smic et fiscalité des comportements : ces rigidités françaises qui coûtent tellement cher à ceux qu'elles sont censées protéger - Atlantico.fr

- Henri de Castries - AXA : "*Les excès de dépenses publiques et les charges sont des boulets aux pieds*" - Atlantico.fr

- Gattaz : «*Hollande et Valls ont compris que les patrons ne sont pas des salopards*» - LeParisien.fr

En famille, quoi...

- Pierre Gattaz estime mériter "*des félicitations*" sur son salaire - LePoint.fr

- Arrêtons de plaindre les profs: ils ne sont pas mal payés et leur métier n'est pas mal considéré - Slate.fr

- Pierre Moscovici : "*La gauche, ce n'est pas la dépense publique, c'est le sérieux et la justice*" - Atlantico.fr

Nouvelles d'Ukraine et de Russie

- Ukraine: La «*république de Donetsk*» demande à être rattachée à la Russie - 20minutes.fr

- Ukraine: L'élection présidentielle n'aura pas lieu à Donetsk, annonce un chef rebelle - 20minutes.fr

- Ukraine : le maire de Sloviansk appelle l'armée russe à l'aide - Francetv info

- Ukraine: la Russie menace de couper ses livraisons de gaz à partir du 3 juin - AFP

Stratégie du chaos.

- Irak: au moins 25 morts dans des attentats anti-chiites à Bagdad - AFP

L'Empire s'empare de l'Afrique.

- Centrafrique : sanctions des Etats-Unis contre l'ex-président François Bozizé - LeMonde.fr

- Lycéennes enlevées : des pilotes américains survolent le Nigeria - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Le terrorisme jihadiste se dirige vers la Russie - french.irib.ir

Selon le journaliste de Fars, les terroristes tchéchènes en guerre jusqu'ici contre l'Etat et l'armée syriens change de destination pour la Russie. des dizaines d'entre eux ont déjà quitté la Syrie pour la capitale géorgienne, Tblissi où ils se sont déployés dans la vallée de Pankis, prêts à s'infiltrer dans le territoire russe. le premier mai un premier "*contingent*" composé de 97 combattants tchéchènes a quitté la capitale jordanienne à bord d'un vol qui les a conduits à Istanbul avant qu'ils le quittent à son tour pour Tblissi. Certains de ces terroristes tchéchènes se sont installés dès les années 50 en Jordanie et le père de l'actuel roi, lui même parachuté

en Jordanie depuis sa terre natale en Arabie saoudite, employait les tchéchènes dans sa garde présidentielle. Ces "*soldats tchéchènes du roi Hossein*" partent aujourd'hui pour une nouvelle " *aventure terroriste*", cette fois dirigée contre la Russie de Poutine.

Depuis que la crise a éclaté en Ukraine, les Etats-unis et l'Arabie saoudite ont décidé d'imprimer une nouvelle destination au commerce très fructueux qu'est le terrorisme et d'en étaler les ingrédiants en Russie. Une majorité des terroristes en action en Syrie ont la nationalité tchéchène et saoudienne et ils ont entre autre mission celle d'aider les soldats ukrainiens dans leurs combats contre les fédéralistes de l'est de l'Ukraine. Selon certaines sources, l'ex chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan dirige depuis Kiev ces opérations anti-russe, lui qui ne pardonnera jamais Poutine de lui avoir infligé une cuisante défaite en Syrie. french.irib.ir 12.05

Syrie

- Les Etats-Unis ont perdu la guerre en Syrie (The Guardian) - french.irib.ir 12.05

Le quotidien britannique The Guardian cite plusieurs responsables iraniens qui disent unanimement que les Etats-Unis ont perdu la guerre en Syrie. Dimanche, The Guardian a publié un article qui réunit les propos de plusieurs responsables et analystes iraniens à propos de ce qui se passe actuellement en Syrie. Toutes ces personnalités croient que Washington a perdu la guerre syrienne, tandis que le gouvernement de Damas et son allié iranien seraient les gagnants. Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères de l'Assemblée islamique d'Iran, Alaeddin Boroujerdi a déclaré au journaliste du Guardian : « *Nous avons gagné. Le gouvernement de bachar Assad sera maintenu au pouvoir, tandis que les Etats-Unis doivent avouer leur échec* ». Il a estimé que les groupes terroristes liés à al-Qaïda et les terroristes qui sont financés directement par certains pays arabes de la région constituent la plus grande menace contre le peuple syrien. M. Boroujerdi a évoqué aussi la présence des terroristes qui sont venus des pays européens, en estimant que le retour de ces terroristes dans leurs pays d'origine, dont la Grande-Bretagne, pourrait être la source d'importantes préoccupations sécuritaires. The Guardian a interview aussi l'analyste politique iranien, Amir Mohebian : « *Nous avons gagné facilement la guerre en Syrie. Les Américains ne comprennent pas vraiment les réalités du terrain en Syrie. Ils voulaient renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad, sans avoir une alternative pour son gouvernement. La seule chose que les Américains ont fait en Syrie c'est l'encourager les extrémistes d'y aller pour déstabiliser le pays.* » Selon M. Mohebian, il est nécessaires que le gouvernement syrien applique des réformes de manière progressive pour mettre fin au chaos.

Dans une interview avec The Guardian, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Majid Takhte-Ravanchi a déclaré : « *La communauté internationale doit prendre une position sérieuse à l'égard de l'extrémisme et le terrorisme en Syrie. Le monde doit exercer des pressions sur les pays qui soutiennent financièrement les extrémistes takfiris* ». Il a ajouté : « *Nous avons de bonnes relations avec le gouvernement syrien, mais cela ne signifie pas qu'il écoute tout ce que nous disons. Nous avons une présence diplomatique à Damas, et le gouvernement syrien n'a pas besoin d'être armé par un pays étranger* ». Le quotidien The Guardian a interviewé aussi le professeur Mohammad Marandi qui croit que les Américains avaient commis une grande erreur dans leur politique syrien : « *A mon avis, ils l'ont réalisé mais évitent de l'avouer. Si les Etats-Unis avaient accepté le plan de Kofi Annan en 2012, on aurait pu empêcher la poursuite de la crise en Syrie. Annan avait proposé un cessez-le-feu et le maintien de Bachar al-Assad au pouvoir jusqu'à la tenue de la présidentielle en Syrie. Mais Washington et ses alliés ont rejeté cette proposition.* » M. Marandi a ajouté : « *L'Iran savait qu'il n'y avait aucune alternative au gouvernement de Bachar al-Assad, et que la chute de son gouvernement permettrait aux extrémistes de contrôler la Syrie.* » french.irib.ir 12.05

SOCIAL

Turquie

- Explosion d'une mine en Turquie: Au moins 150 morts et 250 personnes bloquées 20minutes.fr

Plus de 150 mineurs ont été tués mardi dans l'explosion d'une mine et au moins 250 autres restaient bloqués 2 km sous terre au coeur de la nuit malgré les efforts de centaines de secouristes.

787 employés se trouvaient dans la mine de la province de Manisa, dans l'Ouest du pays, au moment de l'explosion a indiqué le ministre turc de l'Energie, Taner Yildiz. «*Nous en avons pour l'instant évacué 363, dont 151 morts*», a déclaré le ministre. *"Le temps ne joue pas en notre faveur*». Le spécialiste de l'industrie minière, Vedat Didari, a indiqué à l'AFP que le risque principal tenait au manque d'oxygène. «*Si les ventilateurs sont en panne, les mineurs peuvent mourir en une heure.*»

Selon les premiers témoignages, l'explosion a eu lieu vers 12h30 GMT, apparemment provoquée par un transformateur électrique, et a provoqué un effondrement bloquant les mineurs dans les galeries. Dans un communiqué, la compagnie minière Soma Komur a estimé que l'effondrement était «*un accident tragique*». Le ministère turc du Travail et de la Sécurité sociale a indiqué que la

mine avait été inspectée la dernière fois le 17 mars et qu'elle appliquait les normes en vigueur. «*Il n'y aucune sécurité dans cette mine. Les syndicats ne sont que des pantins et la direction ne pense qu'à l'argent*», a toutefois affirmé à l'AFP un mineur, Oktay Berrin.

Les explosions dans les mines sont fréquentes en Turquie en particulier dans celles du secteur privé où, souvent, les consignes de sécurité ne sont pas respectées. L'accident le plus grave est survenu en 1992 quand 263 mineurs ont été tués dans une explosion de gaz dans la mine de Zonguldak. 20minutes.fr 13.05

Haut de page

Le 15 mai 2014

CAUSERIE

La rubrique Articles d'actualité a été actualisée. Le portail Mondialisation.ca rencontre des problèmes techniques depuis une dizaine de jours, aussi ne figure dans les différentes rubriques que des articles d'autres sites ou médias.

La suite dans la journée ou demain. La saison des cyclone a commencé ici, la nuit dernière on a eu un gros orage avec quelques rafales de vent, plus de courant, pas de clim et peu dormi. Et je dois aussi m'occuper de mes affaires car personne ne le fera à ma place, Selvi est illettrée, analphabète, elle ne connaît même pas sa date de naissance, et Magueswary est toujours à Aubagne.

Je vous reparlerai plus tard de Selvi, sa vie qu'elle me raconte par morceaux est un véritable torrent de douleurs et de larmes. Elle n'est pas encore complètement affranchie, eh oui l'esclavage n'a pas été réellement aboli. A suivre.

A 18h45 en Inde.

J'ai mis un peu d'ordre dans le site.

ACTUALITE EN TITRES

God save the bankers

- La BCE appelle les banques à participer à la reprise économique - Reuters

- La Bourse de Lisbonne chute de 3,35%, plombée par les banques - AFP

- Des milliards de dollars d'amende pendent au nez de BNP Paribas - Liberation.fr

God save the richs.

- Londres, ville de milliardaires - AFP

Londres abrite plus de milliardaires que n'importe quelle autre ville au monde, et la Grande-Bretagne a la plus forte concentration de milliardaires par habitant que n'importe quel autre pays, selon des chiffres publiés samedi.

Selon cette étude réalisée pour le compte du journal The Sunday Times, Londres abrite 72 des 104 milliardaires du pays en livres sterling, loin devant Moscou (2e place avec 48).

New York est troisième (43), suivi de San Francisco (42), Los Angeles (38) et Hong Kong (34). Les 104 milliardaires vivant en Grande-Bretagne représentent des avoirs d'un montant total de 301,13 milliards de livres (368,75 mds EUR). L'an dernier, ils étaient 88 avec un patrimoine total estimé à 245,66 milliards (300,8 mds EUR).

La richesse combinée des milliardaires britanniques est aujourd'hui bien supérieure au niveau atteint en 2008 avant la récession : 201,99 milliards de livres (247 mds EUR).

Selon l'organisation caritative Trussell Trust, la plus importante banque alimentaire du pays, le nombre de personnes l'ayant sollicitée pour une aide alimentaire d'urgence a bondi de 163% en un an pour atteindre le nombre de 913.000 personnes fin mars.

Un chiffre qualifié de "*choquant*" par la banque alimentaire, d'autant plus qu'il n'inclut les personnes ayant recours à d'autres organisations ou encore les personnes ayant trop honte pour recourir à ce type d'aide. AFP 11.05

Ultra minoritaire, illégitime. Alors comment peut-il rester au pouvoir ? Pardi, la dictature, la Ve République.

- Nouveau record d'impopularité pour Hollande - AFP

- Hollande, plus impopulaire que jamais - Liberation.fr

- Salaires des fonctionnaires: Valls oppose une fin de non-recevoir aux syndicats - AFP

Enfin une bonne nouvelle, s'ils (les syndicats) bougeaient sur les salaires et que le privé leur emboîtait le pas, cela pourrait faire office de détonateur, qui sait, ils ne contrôlent pas tout...

- Alstom: GE est "*le meilleur projet industriel*", estime Ségolène Royal - AFP

La gourde Marie-Ségolène Royal n'existe qu'en se distinguant, de préférence en piétinant ses semblables. Elle a sa place au PS pour en avoir parfaitement compris le fonctionnement au sein des institutions.

Et voilà comment fut aboli l'exploitation de l'homme par l'homme !

- Le gouvernement planche sur un plan contre la traite des êtres humains - Liberation.fr

Ce sont des caractérielles !

- La directrice de la rédaction du « *New York Times* » quitte ses fonctions - LeMonde.fr

« *Les raisons de ce changement ne sont pas encore claires* », écrit le quotidien. Selon Politico, le départ de Jill Abramson serait lié à un problème de « *management* » et non à la qualité du journal produit sous son mandat. LeMonde.fr 14.05

- La directrice du quotidien Le Monde démissionne - Reuters

La directrice du Monde Natalie Nougayrède a annoncé mercredi qu'elle quittait ses fonctions, face au conflit qui l'opposait à une partie de la rédaction et aux démissions collectives à la rédaction en chef du quotidien. Reuters 14.05

Matracage et conditionnement des masses. Contrevérités à la pelle. Hystérie européiste.

Le vernis démocratique de la dictature de l'oligarchie financière.

- Le Parlement européen, soupape démocratique des institutions européennes - AFP

A en faire une jaunisse aiguë.

- Edouard Martin en campagne pour les européennes : "*Lâchez-moi avec Hollande !*" - Francetv info

Lâche tout court vous ira très bien... Il faut assumer...

Ni les requins !

- Européennes : «*La Réunion ne peut pas vivre sans Bruxelles*» - Liberation.fr

La réhabilitation manquée, et ce n'est pas par manque de foi !

- Le Parlement européen, un atout de poids pour l'Alsace - 20minutes.fr

Guerre idéologique. Communautarisme, obscurantisme et décomposition font bon ménage.

- Près d'une personne sur deux confrontée à la religion au travail - AFP

Comme plus de la moitié de la population est athée, cela ne fait plus que près d'une sur quatre, en étant généreux, et comme la plupart n'y pensent pas ou ne sont pas pratiquants, cela ne fait plus qu'une sur combien, sur 10...

- Les Verts militent pour les droits des « *trans* » - LeFigaro.fr

A Kiev pour ceux des nazis qu'ils estiment légitimes, ils sont comme cela les Verts, ils ne changeront pas...

- Lutte contre le sexisme: La journée «*Ce que soulève la jupe*» crée la polémique - 20minutes.fr

Inviter ceux qui le souhaitent, filles et garçons, élèves comme adultes, à porter une jupe ou un simple autocollant le temps d'une journée… 20minutes.fr 14.05

Cela doit être pour décourager ou dégoûter les garçons d'aller voir ce qu'il y a en dessous... Il ne leur restera plus qu'à fourer la main dans la poche de leur petit camarade assis à côté d'eux en classe pour aller voir ce qu'il y a au bout...

Et si elles portent des jupons comme les femmes indiennes sous leurs saris ? Eh bien il faudra mettre les deux mains, ballot ! Et après ? Quoi, t'es arrivé au bout elles ne portent pas de culottes... par mesure d'hygiène ou de confort, vous vous imaginiez quoi dégueulasses, pervers !

Ne cherchez pas comment ils ont pu les compter...

- 700 millions de femmes victimes de violences conjugales dans le monde - AFP

Selvi, mariée de force à 14 ans à un homme de 25 ans, une brute alcoolique. Elle m'a raconté qu'il lui attachait les poignets et les chevilles, ensuite il la violait, cela a duré une dizaine d'années, jusqu'à ce qu'il crève en lui laissant trois gosses qui sont aujourd'hui adultes. Tous les jours il la cognait, il fallait qu'il se détende quoi.

L'autre jour elle s'est effondrée en sanglot, je lui ai demandé ce qu'elle avait, elle m'a répondu que sa vie avait toujours été un cauchemar, rien que d'y penser la rend folle. Son cher et tendre époux est mort depuis 21 ans.

Cela dit, elle demeure esclave de sa famille, de ses enfants surtout, il lui a fallu s'endetter pour payer la dot de sa fille Kavida lors de son mariage, ce n'est pas 72.000 roupies que j'ai dû régler pour l'en affranchir, mais 130.000 roupies.

Et ce n'est pas fini, comme elle n'a rien déboursé pour son autre fille après qu'elle eut désobéi à sa mère, voilà que son tendre et cher époux se met à frapper sa fille, il exige 100.000 roupies de dot pour solder l'affaire, aussi Selvi verse une partie de son salaire à sa fille pour atténuer la fureur de son époux qui se foutrait bien que sa belle-mère tapine pour lui filer le fric qu'il exige d'elle. Difficile d'affranchir une esclave n'est-ce pas ? Il ne me reste plus qu'à m'en charger, en posant une condition, qu'elle cesse définitivement de vivre avec eux car ils vont continuer de lui pourrir la vie et de lui piquer son fric, et elle va devoir continuer à bosser comme une esclave 10 heures par jours pour les entretenir, ces deux filles ont déjà chacune trois gosses, qu'elles se démerdent avec. Mon épouse Magueswary et moi nous nous engageons à la prendre sous notre toit jusqu'à la fin de ses jours sans rien lui réclamer en retour et en lui fournissant tout ce qu'elle a besoin, quant à son salaire, elle le garde et elle en fera ce qu'elle veut, je n'ai pas l'âme de propriétaire d'esclaves.

Quand je vous dis parfois que la vie en Inde c'est dure, il faut être blindé et avoir bien la tête sur les épaules pour comprendre comment cela marche et comment se dépétrer de problèmes en apparence impossibles à résoudre.

Au fait, son frère, le deuxième, c'est le cadet de 7 enfants, il est marié avec la fille de Selvi, Kavida. C'était juste histoire de faire chier ces abrutis de féministes, je vous raconterai la suite une autre fois.

Dictature du nouvel ordre mondial. Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Nigeria : les Etats-Unis déploient des drones de surveillance pour retrouver les lycéennes - Francetv info

- Venezuela: environ 80 arrestations lors d'une manifestation à Caracas - AFP

- Un groupe islamiste revendique l'attentat à Urumqi, en Chine - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Vous détestez la gauche, pas encore, on va vous aider.

Dans le registre des fausses annonces.

- Contre l'austérité, Terra Nova prône un « *nouveau consensus* » - liberation.fr 14.05

- Une autre politique européenne est possible. C'est la conviction du think tank de gauche Terra Nova (du PS-CFDT - ndlr), qui plaide pour «*un nouveau consensus*» européen. liberation.fr 14.05

Chacun sait que la crise du capitalisme interdit tout autre politique, ils commencent donc par un gros mensonge pour appâter les lecteurs naïfs ou ignorants, qui aspirent tout simplement à vivre mieux, ce qui est légitime.

- Selon une étude publiée hier, les réformes structurelles et la discipline budgétaire à l'œuvre ne sont «*ni nécessaires ni vertueuses*». liberation.fr 14.05

Tiens donc, nous feraient-ils mentir ? Lisons la suite, ils se rétractent ou disent exactement le contraire.

- Ce qui n'enlève rien à la nécessité de mener des réformes en France afin de «*juguler l'évolution de sa masse salariale*» et de remédier à ses problèmes de compétitivité. liberation.fr 14.05

Traduisons : Les "*réformes structurelles et la discipline budgétaire*" sont nécessaires si elles servent à "*juguler l'évolution de sa masse salariale*" et à "*remédier (aux) problèmes de compétitivité*" des entreprises et le tour est joué, c'est le discours du Medef.

Eh oui ! Car les "*réformes structurelles*" servent à "*juguler l'évolution de sa masse salariale*" et la "*discipline budgétaire*" sert à "*remédier (aux) problèmes de compétitivité*" des entreprises. CQFC.

Que cherchent-ils ?

Les Américains ou leurs agents à la manoeuvre ? Après avoir foutu le feu en Europe avec l'Ukraine, sorti les milices fasciste au Venezuela, avec la Russie et la Chine, plus le Moyen-Orient, il y a de quoi embraser le monde entier, non ?

- Emeutes contre la Chine dans le sud du Vietnam - Reuters

Des émeutes ont éclaté mardi dans des zones industrielles du sud du Vietnam durant des manifestations contre un projet chinois de forage pétrolier dans un secteur contesté de mer de Chine méridionale, ont déclaré mercredi les autorités.

Pékin a invité le Vietnam à respecter la souveraineté de la Chine et le ministère chinois des Affaires étrangères dit avoir activé des mécanismes d'urgence pour assurer la sécurité des entreprises chinoises sur place.

Le ministère a également jugé le Vietnam "*provocateur*" et annoncé l'augmentation de sa présence navale autour du projet de forage, situé près de l'archipel disputé des Paracels, où Pékin a interdit la navigation début mai.

"*Environ 19.000 ouvriers manifestaient contre la violation par la Chine des eaux territoriales vietnamiennes*", a déclaré Tran Van Nam, vice-président du comité populaire de la province de Binh Duong, à des journalistes locaux.

"*Certains ouvriers sont devenus furieux, ils ont détruit les portails des usines et pénétré dans les enceintes en appelant les autres ouvriers à faire grève.*"

La Chambre de commerce taiwanaise au Vietnam a déclaré que ces émeutes avaient provoqué de lourdes pertes pour un certain nombre d'entreprises taiwanaises prises à tort pour des entreprises chinoises. La société Formosa Plastics Group a dit avoir été la cible de pillages.

Singapour a également protesté car plusieurs usines appartenant à des entreprises singapouriennes ont été incendiées. La ville-Etat a demandé aux autorités vietnamiennes de rétablir l'ordre immédiatement.

Pékin revendique la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, riche en hydrocarbures, et rejette les prétentions territoriales du Vietnam et d'un certain nombre d'autres pays.

Le gouvernement philippin soupçonne ainsi la Chine de vouloir installer une piste d'atterrissage sur un récif proche des Spartleys, un autre archipel disputé de mer de Chine méridionale.

Selon Manille, Pékin a acheminé ces dernières semaines du matériel et de la terre sur le Johnson South Reef, un récif baptisé Chigua par la Chine, Mabini par les Philippins, et pour lequel Vietnam et Chine se sont livré une bataille navale en 1988.

Mardi, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a qualifié le projet chinois de forage au large des Paracels de "*provocation*". Reuters 14.05

La Turquie mérite vraiment sa place dans l'Union européenne...

- Erdogan vivement pris à partie après l'accident minier en Turquie - Francetv info

Après la tristesse, la colère. Les habitants de Soma (Turquie), où une explosion dans une mine a fait 245 morts mardi, s'en sont vivement pris mercredi 14 mai au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Les manifestants lui reprochent d'avoir négligé la sécurité dans le secteur minier.

Des médias turcs ont en effet révélé que trois semaines avant l'accident, le parlement a refusé de former une commission pour faire un état des lieux sur la sécurité des mines en Turquie. Les trois partis d'opposition ont soumis des propositions qui ont toutes été refusées par l'AKP, le parti majoritaire de la justice et du développement. Francetv info 14.05

Nous rappelons au passage que le monde appartient aux mineurs de tous les pays, le monde moderne faudrait-il préciser, celui dans lequel nous vivons...

Haut de page

Le 16 mai 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer et trop chaud ! Sur TV5Monde Asie aussi ils nous matracages de spots publicitaires en faveur du vote le 25 mai, délirant ! Et je reçois environ 4 ou 5 courriels par jours pour m'inciter à aller voter. Continuons jusqu'à les rendre dingues, un peu plus car ils le sont déjà !

Boycott et soutien au POI !

Demain matin on mettra de nouveaux articles en ligne. Bon week-end quand même.

ACTUALITE EN TITRES

Les spécialistes en démolition contrôlée.

Quel monde merveilleux...

- Jackpot surprise pour les traders déchus de Lehman Brothers - LePoint.fr

C'est une jolie surprise que la banque d'affaires Lehman Brothers, six ans après sa faillite, fait à ses 5 500 ex-traders remerciés en 2008. Le pactole s'élève à "*pas loin de 1 million d'euros pour certains Londoniens*", indique Le Monde.

... et comme le hasard fait décidément bien les choses !

Par ailleurs, indique l'agence de presse financière Bloomerg, une vingtaine de hedge funds comme Paulson & Co, Varde Partners ou Halcyon Asset Management, qui ont spéculé sur la dette décotée de Lehman, se frottent les mains. John Paulson, le patron du fonds connu pour avoir touché le gros lot grâce à la crise des subprimes, aurait gagné plus de 1 milliard de dollars grâce à cet investissement dans la banque anglaise déchue. LePoint.fr 15.05

Etonnant, non ? Un remake (en mininiature) de 1929 qui avait profité à certains banquiers.

En complément. Toujours dans la rubrique économie.

L'imposture suprême.

- Barack Obama inaugure à Manhattan un musée du 11-Septembre - Reuters

L'heure de gloire du néolibéralisme qui a signé ce forfait, mondial s'il vous plaît. Un coup de maître, des maîtres du monde...

Il y a des hauts...

- L'économie allemande en forme au premier trimestre - Reuters

- Forte croissance de l'économie japonaise au 1er trimestre - Reuters

... il y a des bas...

- Zone euro : déception sur la croissance, hausse du PIB de 0,2 % - LePoint.fr

- Croissance nulle en France : est-ce que cela va durer ? - Francetv info

- Italie: mauvaise surprise pour l'économie qui rechute au 1er trimestre - AFP

- Portugal: rechute du PIB au premier trimestre - AFP

Vraiment de la camelote !

- GM rappelle près de trois millions de véhicules - Reuters

L'esclavage est décidément une valeur sûre.

- H&M affiche des ventes en hausse de 17% sur un mois - Reuters

Débattre de la politique de l'UE pour ne pas avoir à débattre de sa légitimité. De l'extrême droite à l'extrême gauche.

- L'austérité au cœur du débat des européennes - Le Monde.fr

Qui sera le meilleur représentant des intérêts de la dictature néolibérale?

- Présidence de la Commission européenne : un débat, cinq candidats - Francetv info

Ce jeudi 15 mai, un nouveau visage s'est fait remarquer : le Grec de la gauche radicale Alexis Tsipras veut "*retrouver les vraies valeurs de l'Europe, la cohésion sociale et la démocratie*". Francetv info 15.05

Pas étonnant que le clone de Mélenchon postule à ce poste, avec le soutien du Front de gauche.

L'escriquerie politique consistait ici à faire croire que l'UE aurait été porteuse un jour de certaines valeurs et qu'elle s'en serait écartée, alors qu'en réalité elle en est la négation.

Les vraies valeurs de l'Europe depuis sa fondation, c'est la dictature du capital : plus de 25 millions de chômeurs, plus de 190 millions de pauvres, toujours plus de précarité, le moins social dans tous les domaines, le développement des inégalités et

des injustices, le démantèlement de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, le soutien et/ou la participation à toutes les guerres impérialistes décidées par les Américains, un antisocialisme et anticommunisme viscéral synonyme de réaction, le soutien au régime néonazi de Kiev, au sionisme, la spoliation de nos droits politiques dont la confiscation du résultat du référendum de mai 2005 en France notamment peut témoigner, l'impossibilité pour les différents peuples de l'UE de décider librement de leur destin...

Un véritable cauchemar pour les travailleurs.

- Jean-Claude Juncker: «*Je rêve d'une Europe qui respecte mieux ceux qui travaillent*» - 20minutes.fr

La démagogie n'a que trop duré !

- Bové en campagne pour les européennes : "*Comment veux-tu faire de la pédagogie en un mois ?*" - Francetv info

Quelle idée !

- Près d'un Français sur deux soutient la mobilisation des fonctionnaires, selon un sondage - Francetv info

Quels réacs !

- Blocage des salaires : pourquoi les fonctionnaires en grève oublient qu'ils sont loin d'être les premiers concernés - Atlantico.fr

En famille. Une déclaration si spontanée est forcément sincère.

- Dominique Strauss-Kahn : "*J'aime bien Angela Merkel, je n'y peux rien*" - Francetv info

A droite toute !

- Valls: «*C'est ça une politique de gauche responsable*» - Liberation.fr

Traduire "*gauche responsable*" par de droite, que peut-on faire d'autre quand on est de droite ? Le confirmer, et à défaut d'assumer le présent, assumer le passé tout aussi glorieux du PS.

Et il s'est comparé, en creux, à Pierre Mauroy "*qui a remis la France sur les rails*" avec le tournant de la rigueur de 1983. AFP 15.05

- "*On ne fait pas de l'austérité!*" assure Valls chez Aubry à Lille - AFP

Elle fait ce qu'elle peut... de mieux.

- Manuel Valls à Lille: «*La France ne doit pas montrer une image d'extrême droite*» - AFP

Trop tard ! En soutenant le gouvernement néonazi en place à Kiev, le gouvernement Hollande-Valls-Fabius s'affiche comme l'allié de l'extrême droite. Il faut bien dire les choses telles qu'elles sont, non ?

Mais encore, un état permanent.

- Valls célèbre la fête nationale d'Israël - french.irib.ir 16.05

Du jamais vu sous la Vème République: le Premier ministre français a participé à la fête nationale organisée par l'ambassade israélienne.

De nombreuses personnalités ont tenu à être présentes aux festivités de Yom Haatsmaouth organisées hier à Paris par l'ambassade d'Israël en France.Le 1er ministre Valls, invité d'honneur. Il faut noter la présence exceptionnelle du 1er ministre Manuel Valls qui a tenu à s'exprimer et saluer avec chaleur l'amitié franco-israélienne, à l'occasion du 65ème anniversaire des relations diplomatiques franco-israéliennes.Avant d'étreindre chaleureusement l'ambassadeur d'Israël en France, Yossi Gal, le 1er ministre français a tenu à rappeler l'attachement de la France à une solution négociée sur la base de deux Etats pour deux peuples.

Il faut désormais se rendre sur le blog du service de presse de l'ambassade d'Israël pour apprendre que Manuel Valls a "*chaleureusement étreint*" le représentant ultra-droitier du régime de Tel Aviv. Aucune image d'une telle effusion n'a été diffusée

par les chaînes françaises, curieusement absentes de la cérémonie.

Mardi soir, au Pavillon Dauphine, le gratin du personnel politique était réuni pour célébrer le 66ème anniversaire d'Israël et aucun média hexagonal n'a couvert l'évènement. Hormis le site israélien nationaliste Arutz Sheva qui a fait état de la soirée, seul le Figaro a relayé l'info basée sur une brève dépêche -laconique et non contextualisée- de l'Agence France-Presse. Son rédacteur a omis un détail rapporté par le diplomate israélien affecté au service de presse: la présence du Premier ministre était bien "*exceptionnelle*". Pour cause: c'est la première fois qu'un chef du gouvernement français se joint ainsi à une cérémonie qui, chaque année, réunit d'ordinaire, au même lieu ou à la salle Wagram, les seconds couteaux de la vie politique française.

Manuel Valls a tenu un discours particulièrement amical envers un régime "*colonial*" et "*ségrégationniste*" pratiquant, selon un ex-rapporteur spécial de l'ONU, le "*nettoyage ethnique*". Le prétexte? La fête nationale d'Israël récemment décrite ainsi par le journaliste israélien Michel Warschawski:

"*Je n'ai jamais aimé les fêtes nationales, où qu'elles soient. Les nations se sont construites dans le sang et les guerres, et ces commémorations ont souvent une odeur de sang.*

Quant à la fête nationale Israël, que l'on appelle ici « Fête de l'Indépendance », il va de soi que je l'abhorre : elle célèbre la possession de la population indigène de Palestine et l'expulsion d'une importante partie de celle-ci. Notre indépendance, c'est leur Nakba, et je ne supporte pas le discours, toujours à la mode dans la gauche israélienne, selon lequel il y aurait « deux récits » symétriques et qui ont chacun leur légitimité."

Le 24 mars, cinq jours après avoir affirmé que "*les juifs de France sont à l'avant-garde de la République*", il participait à une soirée-spectacle, à l'Opéra Bastille, de lancement de "*l'association française et genevoise des amis de l'Opéra de Tel Aviv*" présidée par le mécène israélien Ami Sagi (un proche du gouvernement israélien et du Congrès juif mondial). But de l'opération: "*lier les sociétés civiles et israélienne sur le plan culturel*" selon le site Tribune juive.

De nombreuses personnalités étaient présentes : Aurélie Filipetti et son homologue israélienne, PPDA, Pouria Amirshahi (député socialiste et président de l'IRIS), Yazid Sabeg, les dirigeants d'ELNET-France (ce lobby israélo-américain qui a financé le candidat François Hollande en 2011), le tandem Goldnadel-Habib, Frédéric Encel, le journaliste Christian Malard, le producteur-distributeur Marin Karmitz, entre autres.

Bien qu'étant alors ministre de l'Intérieur (et non des Affaires étrangères), Manuel Valls a saisi l'opportunité, entre les deux tours des élections municipales, pour y tenir un discours consacré au 65ème anniversaire des relations diplomatiques bilatérales entre la France et Israël, indiquant sa volonté de "*renforcer les liens*" entre les deux pays. french.irib.ir 16.05

Une menace plane sur tous les peuples, y compris (ou surtout) le "***peuple élu***" : le sionisme.

- Israël appelle à user de "*tous les moyens*" contre la "*menace*" iranienne - AFP

- Commémoration de la "*Nakba*" : 2 Palestiniens tués - Le Nouvel Observateur

Blessés par balle à la poitrine par des tirs de soldats israéliens près de la prison militaire d'Ofer, pendant les manifestations pour la "*Nakba*", deux Palestiniens de 17 et 20 ans sont décédés à l'hôpital, selon des sources médicales.

L'armée israélienne a confirmé les heurts avec environ 150 Palestiniens, affirmant avoir "*utilisé des moyens anti-émeute et des balles caoutchoutées*".

Amnesty International a accusé les forces israéliennes d'"*usage excessif de la force, y compris mortelle, en riposte à des lanceurs de pierres qui ne pouvaient pas constituer une menace pour la vie des soldats et des policiers dans ou autour du camp militaire fortifié*".

"*Aujourd'hui, les Palestiniens marquent ce qu'ils appellent le jour de la Nakba. Il commémorent ce qu'ils appellent le désastre de la création de l'Etat d'Israël, l'Etat du peuple juif. Ils éduquent leurs enfants avec une propagande sans fin selon laquelle l'Etat d'Israël doit disparaître*", a affirmé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Il a exprimé dans un communiqué son intention d'y répondre "*en continuant à bâtir notre Etat et notre capitale unifiée, Jérusalem*", ainsi que par l'adoption d'une loi "*montrant au monde entier qu'Israël est l'Etat du peuple juif*".

Signe du climat de réconciliation entre le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas, qui gouvernent respectivement les zones autonomes de Cisjordanie et Gaza, les étendards distinctifs des mouvements étaient généralement absents des commémorations, au profit des drapeaux palestiniens et des keffiehs, autre symbole national.

A Gaza, peuplée majoritairement de descendants de réfugiés, des centaines de Palestiniens ont marché vers la frontière avec Israël, brandissant des banderoles libellées : "*Nous ne renoncerons ni à Jérusalem ni au droit au retour.*"

En Cisjordanie, un millier de personnes ont défilé à Naplouse et des centaines à Hébron pour le "*droit au retour*".

La "*Nakba*" s'est traduite par l'exode de quelque 760.000 Palestiniens, aujourd'hui avec leurs descendants au nombre de plus de 5 millions, répartis essentiellement entre la Jordanie, la Syrie, le Liban et les Territoires palestiniens, seuls 160.000 restant dans ce qui est devenu Israël. Le Nouvel Observateur 15.05

Leur vieux monde de la guerre, de l'exploitation et de l'oppression.

- L'Irak endeuillé par de nouvelles violences, 25 morts - AFP

- La Cour de La Haye veut traquer les kadhafistes en exil - LeMonde.fr

- Soudan du Sud: les combats font rage, la famine menace - L'Express.fr

- Londres élève le bureau de l'opposition syrienne au rang de mission diplomatique - Liberation.fr

- En Turquie, un manifestant de Soma passé à tabac par un conseiller d'Erdogan - L'Express.fr

- Le Japon veut revoir les limites imposées à sa capacité militaire - Reuters

Question : Ne vous arrive-t-il jamais de vous dire que c'est incroyable de vivre dans un tel monde de dingues, bien que nous en connaissions les raisons ?

ACTUALITÉ DU JOUR

La misère sociale le pendant du "***nouvel eldorado des marchés***".

- La dette des pays du sud de la zone euro, le nouvel eldorado des marchés - AFP

Reprise économique, banques centrales à la manoeuvre et recherche de rendement attisent les convoitises des investisseurs pour la dette des pays du sud de la zone euro.

L'engouement pour ces obligations n'est pas nouveau puisqu'il a débuté en juillet 2012 quand le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a assuré qu'il ferait tout pour sauver l'euro.

Il s'est toutefois singulièrement accéléré depuis le début de l'année, au point que les taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne et de l'Italie ont battu des records, passant sous les 3%. Celui du Portugal, qui doit sortir du plan d'aide le 17 mai, est quant à lui descendu sous 4%. (Sur des centaines de milliards d'euros, réaliser une plus-value de 30% en 10 ans, c'est pas mal, sans rien faire, c'est mieux que rien. -ndlr)

La baisse des taux est brusque, tout comme l'avaient été les attaques spéculatives dont ces pays ont été victimes pendant la crise de la dette poussant le taux espagnol et italien jusqu'à 7,5% respectivement en juillet 2012 et novembre 2011.

Pour Frédéric Gabizon, responsable des marchés primaires obligataires chez HSBC France, "*il est prématuré de parler de bulle, dont le terme est par ailleurs un peu galvaudé*".

Assis sur une montagne de liquidités grâce aux largesses des banques centrales et à la recherche de rendement, les investisseurs se tournent logiquement vers les dettes des anciens parias des marchés, d'autant qu'ils ont retiré leurs fonds des pays émergents.

L'autre grand argument est celui lié à la reprise économique en cours dans ces pays, forme de récompense après les lourds efforts consentis ces dernières années. (La "*récompense*" pour les millions de travailleurs qui se sont retrouvés au chômage, ceux qui ont perdu maison ou appartement... - ndlr)

"*Les investisseurs se disent que la crise de l'euro est plutôt derrière nous que devant nous. Ils sont rassurés par le fait que des pays comme l'Espagne, l'Italie ou le Portugal ont mis en place des réformes de structures*", selon M. Gabizon. (Il fallait bien que quelqu'un rémunère les risques pris par les investisseurs... - ndlr)

Cette amélioration économique a d'ailleurs poussé les agences de notation à relever leur perspective et parfois la note de ces pays, créant un cercle vertueux.

Les analystes s'accordent pour dire que la plus grande partie du chemin a été faite. Autrement dit, il y a toutes les chances que la détente soit désormais plus faible voire qu'il y ait une sorte de retour de bâton. AFP 15.05

Le FMI dicte au gouvernement la volonté de l'oligarchie financière. Gageons qu'il sera entendu.

- Le FMI voit des risques sur les économies voulues par la France - Reuters

Qu'on se rassure, le FMI estime "*approprié*" le programme budgétaire français. Toutefois ce qui l'inquiète c'est qu'"*atteindre les objectifs budgétaires tout en réduisant les impôts ne laisse aucune marge de manoeuvre dans la mise en oeuvre de la réduction des dépenses*", autrement dit "*la réduction des dépenses*" est la bienvenue, tandis que la réduction des impôts est franchement une mauvaise idée, sauf pour les nantis évidemment.

Pratiquer un double langage sert à masquer qu'on est incapable d'assumer la responsabilité de ses actes ou qu'on entend les reporter sur un facteur extérieur. Démonstration.

- "*Les principaux risques sont que les plans initiaux soient dilués lors de la déclinaison annuelle des budgets et que les réductions de dotations aux collectivités territoriales soient en partie compensées par des réductions non soutenables de l'investissement, par une hausse de la fiscalité locale ou par une hausse de l'endettement*", poursuit-il. Reuters 15.05

Les "*réductions de dotations aux collectivités territoriales*" sont assurément une bonne chose pour le FMI, cependant elles pourraient avoir des conséquences fâcheuses telles que "*des réductions non soutenables de l'investissement*" qui profite en grande partie aux entreprises du secteur privé ou marchand, commercial, qui se voient attribuer des contrats, aussi le FMI craint qu'elles se traduisent également par une "*hausse de la fiscalité locale*" qui pénaliserait les entreprises, un sacrilège, va encore pour l'augmentation des impôts locaux de la population, ou par une "*hausse de l'endettement*" dont personne ne veut évidemment car elle est synonyme d'augmentation des impôts locaux encore une fois.

Alors pour réaliser la quadrature du cercle, il ne reste plus comme solution qu'à tailler à la hache dans les différents budgets sociaux des collectivités locales (qui ne dégagent pas de plus-value mais en consomment) et le tour est joué : la "*hausse de l'endettement*" est contenue et la "*hausse de la fiscalité locale*" aussi, tout le monde est servi ou satisfait, sauf ceux qui bénéficient des services sociaux (ou communaux), en réalité la totalité de la population hormis les nantis dont le sort ne nous intéresse pas.

- Le FMI souhaite un assouplissement du Smic - Liberation.fr

- Edward Gardner plonge le FMI dans la bataille du smic - Liberation.fr

Edward Gardner, chef d'une mission d'observation de la France au Fonds monétaire international, s'est dit favorable à une réforme du Smic qui a, selon lui, des «*effets d'exclusion*» sur le marché du travail français. «*Nous invitons à une réflexion sur la manière dont l'indexation du Smic peut-être rendue plus flexible*», a-t-il déclaré, estimant qu'en plus de l'inflation et de l'évolution du salaire moyen, la revalorisation du Smic pourrait «aussi faire référence au chômage» des personnes les moins qualifiées, ainsi qu'à la «situation conjoncturelle».

Le FMI rejoint un débat virulent en France. Le président du Medef, Pierre Gattaz, propose d'abaisser temporairement le Smic pour les chômeurs de longue durée et les jeunes sans formation. Liberation.fr 15.05

Dictature ou régime policier. Ajoutez coupable ou présumé coupable au statut de "***personne soupçonnée***"... et la présomption d'innocence disparaît.

- Le Parlement crée à l'unanimité un statut de "*personne soupçonnée*" - AFP

Le Parlement a adopté définitivement jeudi, par des votes à l'unanimité au Sénat puis à l'Assemblée, le projet de loi sur le droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, qui crée notamment un statut de personne soupçonnée, auditionnée librement.

La ministre de la Justice Christiane Taubira s'est félicitée de ce texte, qu'elle "*espère facile à appliquer*", et a promis de "*travailler*

notre procédure pénale" dans son ensemble dans un avenir proche, comme l'impose, d'ici à 2016, une directive européenne et comme l'ont réclamé à l'Assemblée les écologistes, le Front de gauche et encore l'UDI.

Le texte transpose une directive européenne remontant au 22 mai 2012, qui établit les normes à respecter concernant le droit des personnes suspectées ou poursuivies, à être informées de leurs droits, et à avoir accès aux pièces du dossier de la procédure.

Est notamment créé, un statut de "*personne soupçonnée*" auditionnée librement. Cette personne à l'égard de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction pourra, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni d'une peine d'emprisonnement, se faire assister d'un avocat.

L'appellation "*suspect libre*" a été supprimée et remplacée par "*personne soupçonnée*", par un vote des députés et sénateurs réunis en commission mixte paritaire, après une première lecture dans chacune des chambres. AFP 15.05

D'après ce qu'on a compris, ce texte de loi ne concerne pas uniquement les gardes à vue dans le cadre d'une enquête.

Vous êtes libre, vous recevez chez vous une convocation d'un juge, vous ne savez pas forcément pourquoi. On vous refuse le statut de "*suspect libre*", autrement dit, libre, vous ne l'êtes peut-être déjà plus tout à fait, une menace plane sur votre liberté avant même de vous être exprimé. Vous passez du statut de "*suspect libre*" à celui de suspect tout court éventuellement coupable, sur lequel pèse un soupçon de culpabilité, de là à ce que vous ayez à démontrer que vous n'êtes pas coupable pour conserver votre liberté au lieu de la conserver aussi longtemps que votre culpabilité n'a pas été prouvée il n'y a qu'un tout petit pas que le procureur d'un tribunal d'exception pourrait facilement franchir, on en est à deux doigts avec cette nouvelle loi qui se veut progressiste et qui en réalité sera liberticide dans certaines circonstances.

J'allais oublier une précision. En Inde où je vis, je suis libre aussi longtemps que je ne porte pas plainte contre une personne qui par exemple m'a agressé, et qui à son tour m'accusera de l'avoir agressée, je devrais prouver qu'elle ment pour garder ma liberté au bout de palabres infinis, ignobles et épuisants, j'en ai fait l'expérience, les policiers exigeant que je m'excuse auprès de cette personne, dingue quoi, j'ai dû m'exécuter, ils voulaient me retenir.

Demain, voilà à quoi ressemblera la France. Aux Etats-Unis où tu peux tuer qui tu veux prétextant que tu te sentais menacé.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Assad/Terroristes : le grand deal - french.irib.ir

Ce deal est propre à changer la donne en Syrie, estiment un nombre grandissant d'analystes . Depuis la trêve à Homs, le gouvernement syrien est entré en dialogue direct avec les terroristes, ce qui lui empêche de passer par les Etats qui les soutiennent, à savoir la Turquie, l'Arabie saoudite ou encore le Qatar. Cette nouvelle évolution n'est pas moins importante que les succès militaires d'Assad sur le terrain des combats. Selon les sources bien informées, citées par Arabi press, quelques 1500 familles syriennes vont être ainsi échangées contre 1500 terroristes armés détenus par le gouvernement syrien. Les familes en question comptent 5000 personnes en tout. Ces gens sont retenus en otage depuis le mois de décembre, soit après l'assaut lancé par les takfiris de Jaysh al Islam contre la ville de Adra al Amaliya , près de rif de Damas.

Selon une source au sein du ministère syrien de la réconciliaztion nationale que mentionne le journal Al Akhbar, " *l'accord aurait été totalement secret et il n'a été révélé qu'après sa conclusion*". " *Cet accord, premier du genre a la vertu de permettre à plus de 5000 syriens de retourner à la vie normale . Plus important encore, c'est que cet accord pourrait être un point de départ pour davantage de liens entre les parties et l'accord pourrait bien dépasser le seul cas présent* ". Un autre point singulier est ceci : la formation d'un comité composé de représentant du gouvernement syrien c'est à dire des militaires et des membres du ministère de la réconciliation et des membres des milices terroristes. L'accord se fera en deux étapes. Pendant la première étape, une famille syrienne composée de huit membres est libérée contre un milicien takfiri. french.irib.ir 15.05

SOCIAL

Turquie

- Les Turcs appelés à une grève nationale après l'accident à Soma - Reuters

Quatre syndicats turcs appellent à une grève nationale d'une journée ce jeudi après l'accident qui a fait au moins 282 morts dans une mine de charbon à Soma, dans l'ouest du pays.

Les syndicats veulent protester contre les normes de sécurité qu'ils jugent insuffisantes depuis que l'ancienne mine publique de Soma a été concédée à une société privée.

"*Des centaines de nos frères travailleurs à Soma ont été voués d'emblée à la mort en étant forcés de travailler dans des conditions de production particulièrement difficiles dans le but de parvenir à des profits maximums*", déclarent les syndicats dans un communiqué.

"*Nous appelons la classe ouvrière, les manoeuvres et les amis des travailleurs, à se lever pour nos frères de Soma*". Reuters 15.05

En complément. Vivement que la Turquie qui est un modèle de démocratie entre dans l'UE... Et l'Ukraine des fachos aussi...

- L'incroyable photo du conseiller d'Erdogan qui frappe un manifestant - nouvelobs.com 15.05

Il faut presque se pincer pour y croire, mais les images sont formelles : un proche conseiller de Recep Tayyip Erdogan a donné plusieurs coups de pied à un manifestant à terre lors d'un déplacement du Premier ministre turc à Soma, le 14 mai, au lendemain de l'explosion qui a tué des centaines de personnes dans une mine de charbon.

Une spectaculaire photo de la scène, relayée sur Twitter par le compte @ReportTurk.

Elle est corroborée par d'autres images prises sous un autre angle par un photographe de l'agence Reuters.

Une vidéo montre également la fin de l'agression.

Le "*voyou en col blanc*", comme le surnomment déjà des internautes, a été rapidement identifié : il s'agit de Yusuf Yerkel, le directeur adjoint du cabinet de Recep Tayyip Erdogan.

D'après le site d'"*International Business Times*", qui rapporte des propos de la BBC turque, cet ancien doctorant londonien a reconnu être l'auteur des faits. L'homme essaye par ailleurs de se justifier, relate le "*Hurryet Daily News* " : " *Il m'a attaqué et insulté. Est-ce que j'aurais dû rester les bras croisés ?*"

En fait d'"*attaque*", le manifestant aurait seulement tapé dans une voiture du convoi du Premier ministre, avant d'être interpellé par des policiers, d'après les témoins. nouvelobs.com 15.05

Yerkel mérite juste qu'on le savate à mort, je m'étonne même que cela ne soit pas déjà fait ou qu'il n'ait pas pris une balle. Le tour des Yerkel viendra un jour dans chaque pays pour venger tout ce qu'ils nous ont fait subir. Réservez-leur votre haine et soyez patient...

Haut de page

Le 17 mai 2014

CAUSERIE

22 nouveaux articles ont été ajoutés, deux ont été reproduits dans cette page car ils en valaient vraiment la peine.

Les infos en bref demain seulement, il y a plusieurs sujets importants à traiter et je ne veux pas les bâcler.

Une réflexion en attendant.

Collusion entre soi-disant terroristes, djihadistes en tous genres, milices fascistes, services de renseignement et militaires des puissances occidentales (plus OTAN), pour (notamment) déstabiliser des Etats ou renverser des gouvernements élus au

suffrage universelle...

Collusion entre tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche (à l'exception du POI) pour (notamment) soutenir la légitimité de l'Union européenne en participant à l'élection de son Parlement...

Collusion entre les syndicats, le gouvernement et le Medef sur un agenda social encadrant, cadenassant la lutte de classe, fixant le terrain ou l'orientation sur laquelle les travailleurs doivent se mobiliser, éventuellement, compatible avec l'existence du régime en place...

Vous pouvez ajouter les médias officiels ou aux ordres (et les instituts de sondage) qui servent de ciment à l'ensemble, qui relaient leurs discours et propagande, leur stratégie tournée contre les masses exploitées...

Cela vous inspire quoi ? Ce n'est pas nouveau, cela fait des lustres que cela dure. Ne sont-ils pas tous de mèche ? N'est-on pas en droit de se poser cette question sachant qu'ils sont aussi bien si ce n'est mieux informés que nous et qu'ils agissent consciemment ?

Finalement ils partagent les mêmes méthodes, les mêmes principes, les mêmes objectifs, la même morale de classe, ils se répartissent les rôles et les places, etc. Les variantes idéologiques s'inscrivent dans le même répertoire, ils jouent une pièce unique compportant plusieurs actes qui tient lieu de joug aux opprimés, qui dans leur grande majorité demeurent ignorants ou inconscients de ce qui se trame dans leurs dos.

N'est-on pas en présence d'une formidable imposture ou d'un gigantesque complot dont les travailleurs sont les cibles, les victimes innocentes ?

Briser ce carcan, faire éclater la vérité, tel est notre combat aujourd'hui...

Haut de page

Le 18 mai 2014

CAUSERIE

J'étais en train de télécharger le boulot de la journée dans le serveur quand dans ma boîte aux lettres j'ai découvert l'article *Boko Haram : Un 11 septembre africain en quelque sorte.* , que je me suis empressé de mettre en ligne dans la page d'accueil du site. Ce qui suit a été rédigé avant. A suivre.

Quel est l'enjeu ? Qui est leur véritable cible ?

Quelques questions s'imposent.

Boko Haram n'est pas sorti de nulle part, quelqu'un ou plutôt un ou des Etats le financent pour entretenir une armée composée de milliers de miliciens, ses armes de guerre, dont des armes lourdes, elles ne sont pas tombées du ciel, il a bien fallu que quelqu'un ou plutôt un ou des Etats lui fournissent, il a bien fallu des complicités jusqu'au sommet de l'Etat nigérian ou de l'armée pour les acheminer jusqu'à destination, les centaines ou milliers de djihadistes étrangers dont certains viennent de Lybie, ils n'ont pas franchi les frontières nigérianes en principe très surveillées incognito, il a bien fallu que quelqu'un facilite leur passage pour s'introduire au Nigéria.

Un certain nombre de pays disposent de bases militaires dans la région et des moyens de communication ultra sophistiqués dont des drones, des moyens de renseignement (d'écoute) hyper performants, etc. Et depuis 2011, ils n'auraient rien remarqué, rien entendu de suspect, plutôt étrange, non, ou plutôt non quand on sait comment les puissances occidentales manipulent les groupes terroristes qu'ils ont eux-mêmes fabriqué, infiltré pour ensuite justifier leur intervention militaire ou leur coup d'Etat présenté comme une action humanitaire ou pour venir en aide à une population qu'ils ont livré à des barbares, pour mettre en place un régime démocratique après avoir semé la terreur et la désolation.

1- Suivez la piste des intérêts de l'impérialisme anglo-saxon flanqué du colonisateur français.

- Sommet à Paris sur Boko Haram, quelques heures après une nouvelle attaque au Cameroun AFP

- Une usine chinoise au Cameroun attaquée par Boko Haram Reuters

- Cameroun: 1 Chinois tué, 10 autres "*probablement*" enlevés par Boko Haram - AFP

2- Suivez la piste des intérêts de l'impérialisme anglo-saxon flanqué du colonisateur français.

- Vietnam: La Chine évacue 3.000 de ses ressortissants, de nouvelles manifestations se préparent - 20minutes.fr

Des organisations ont appelé samedi à de nouvelles manifestations contre la Chine dans les principales villes du Vietnam dimanche.

Une coordination d'une vingtaine d'ONG vietnamiennes a appelé à de nouvelles manifestations, dimanche, contre "*les agressions chinoises*", dans la capitale Hanoï, la mégapole économique du sud Ho Chi Minh Ville et plusieurs autres villes du pays.

Le déploiement début mai en mer de Chine méridionale d'une plateforme pétrolière, dans les eaux disputées des îles Paracel, a mis le feu aux poudres d'une crise de plusieurs dizaines d'années.

Selon Hanoï, Pékin a envoyé 80 navires, y compris militaires, pour protéger la plateforme dans cette mer qui constitue un des principaux points de conflit en Asie. AFP 17.05

En complément.

- Sept arrestations en Chine après un attentat dans le Xinjiang Reuters

Fabrication de preuves, de prétextes pour justifier une présence militaire renforcée en Afrique.
Le terrorisme d'Etat "***ne connaît pas de frontières***.

Les chefs d'Etat africains sont les hommes de paille des puissances occidentales et des multinationales qui pillent et affament, livrent à la guerre les Africains.

- L'Afrique de l'Ouest déclare une guerre totale à Boko Haram - Reuters

(Traduire : L'impérialisme anglo-saxon flanqué de son larbin français a déclenché la guerre à la Chine. - ndlr)

- Cinq chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest ont déclaré samedi à Paris une "*guerre totale*" à l'organisation islamiste Boko Haram, promettant une meilleure coordination dans la lutte menée avec l'aide de pays occidentaux comme la France et les Etats-Unis.

La secte armée est devenue "*une menace majeure*" pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a estimé le président français François Hollande, hôte de ce sommet qui a rassemblé ses homologues du Nigeria, du Cameroun, du Niger, du Bénin et du Tchad.

"*Il y a une forte détermination de faire face à cette situation, à faire une guerre totale à Boko Haram*", a résumé le président tchadien, Idriss Déby, en conférence de presse au terme d'un déjeuner de travail et de deux heures de réunion à l'Elysée.

(Alors qu'en réalité le président nigérian Goodluck Jonathan a laissé Boko Haram déstabiliser le pays et terroriser la population, avec la complicité des Américains, Britanniques et Français pour justifier une intervention militaire ou leur présence militaire dans la région, avec en toile de fond l'éviction de la Chine.

La preuve, selon un rapport d'Amnesty International publié le 9 mai dernier, l'armée nigériane avait été informée de l'imminence d'une attaque de Boko Haram contre le lycée de Chibok le 14 avril, mais n'aurait pas réagi faute de moyens. (source : Les dérives de Boko Haram - La responsabilité indirecte de l'Occident - mondialisation.ca) Une autre preuve si nécessaire à lire ci-dessous. - ndlr)

"*Pour parler franchement, Boko Haram sème le chaos depuis un bon moment. Maintenant le monde à les yeux tournés vers ce problème*", a dit à Reuters après le sommet Wendy Sherman, numéro deux du Département d'Etat américain.

(Quelle hypocrisie, comme s'ils en avaient quelque chose à foutre de ces malheureuses collégiennes ou de la population nigériane en général ! Ils ne convaincront plus personne maintenant. - ndlr)

"*Boko Haram n'est plus un groupe terroriste local, il est clairement une émanation d'Al Qaïda*", a déclaré le Nigérian Goodluck Jonathan.

"*La principale avancée de ce sommet est une prise de conscience régionale d'un problème qui a longtemps été considéré dans un cadre interne au Nigeria. Abuja a accepté de sortir de ses frontières*", souligne une source diplomatique occidentale.

(En voilà une découverte, une soudaine "*prise de conscience régionale*" qui cache mal des intentions purement mercantiles. La suite le confirme. - ndlr)

"*Le problème est devenu un problème régional, sinon occidental*", a résumé le président camerounais Paul Biya, dont le pays est le théâtre d'attaques et enlèvements attribués à Boko Haram. L'une des attaques a visé vendredi une usine chinoise.

(Quel "*problème occidental*", sinon les intérêts de leurs multinationales ou le contrôle qu'ils entendent exercer sans partage sur les gouvernements en place et leur politique. - ndlr)

(Renforcement du dispositif militaire occidental déjà présent dans la région, destiné en premier lieu à préserver les régimes en place contre les populations qui n'en peuvent plus et n'en veulent plus. - ndlr)

François Hollande a fait savoir que des moyens aériens français, notamment les avions de chasse Rafale stationnés à N'Djamena, à une soixantaine de kilomètres du Nigeria, seraient utilisés pour des missions de reconnaissance.

Le chef de la diplomatie britannique, William Hague, a quant à lui proposé d'intégrer plusieurs de ses experts militaires au sein du QG des forces de sécurité nigérianes, dont l'efficacité est pointée du doigt dans la lutte contre Boko Haram, surtout depuis l'enlèvement des jeunes filles.

Selon Amnesty International, l'armée nigériane aurait été avertie à l'avance de l'attaque menée contre le lycée de Chibok où les rapts ont eu lieu mi-avril mais se serait abstenue d'agir, faute d'effectifs et par crainte d'affronter des groupes armés islamistes mieux équipés. Des accusations rejetées par les forces de sécurité nigérianes.

"*Donc nous sommes coordonnés, concentrés, cela ne s'arrête pas aux frontières, le terrorisme ne connaît pas de frontières et nous allons travailler de manière collective de façon à ce que le travail soit fait*", a-t-elle ajouté.

L'armée d'occupation impériale anglo-saxonne va se déployer sur toute la région, tandis que leur larbin français servira de point d'appui avec ses ex-colonies.

Pas un soldat américain, britannique ou français en Afrique et au Moyen-Orient ! L'Afrique aux Africains !

Traité transatlantique. Défense de la propriété privée ou la dictature du capital toujours en quête de légitimité.

La justice de l'Etat est sujette à caution, mais pas celle des multinationales. Protéger les multinationales de toute expropriation. Un nouveau concept pour masquer la dictature des multinationales ou leurs véritables intentions : La neutralité.

C'est en quelque sorte le troisième genre de l'impérialisme au stade néolibéral, à rapprocher de la guerre idéologique qu'il mène sur tous les fronts. Il intègre celui de l'intérêt général dont les multinationales seraient les garantes.

Au-delà, ce concept de neutralité vise la lutte des classes qu'ils rêvent de neutraliser. Cela ne vous fait-il pas penser à leur stratégie politique mondiale ? Ce traité en est une étape déterminante.

- Le traité transatlantique crée-t-il une justice qui court-circuite les Etats ? liberation.fr 16.05

Au cœur de ce projet d'accord commercial entre deux puissances, il y a un concept juridique d'importance : l'arbitrage d'investissement. Ou le choix de confier à des tribunaux privés le soin de trancher les différends entre les Etats et les multinationales. Instrument pour assurer un procès neutre aux entreprises qui investissent loin de chez elles ? Ou moyen de contourner les droits nationaux à peu de frais ?

(Protéger les droits des multinationales qui seraient supérieurs à ceux des Etats, autrement dit des citoyens qui en seraient totalement dépourvus. Comment peuvent-ils le justifier ?

En partant du principe que la classe dominante a le droit d'exercer le pouvoir, d'imposer son pouvoir à la classe dominée, le fait d'être la classe dominante ou de concentrer le pouvoir économique entre ses mains suffit à légitimer toutes les lois ou mesures qu'elle est amenée à prendre. Vous pouvez le contester mais cela ne sert strictement à rien.

C'est là qu'on s'aperçoit que tous les discours sur le rapport de force entre les classes sont du domaine de l'escroquerie politique, car seul le renversement des rapports de domination de classe permettra d'abolir les lois adoptées par la classe dominante des capitalistes ou leurs représentants, la révolution socialiste qui expropriera sans indemnité les capitalistes. - ndlr)

Le règlement des différends entre investisseurs et Etats (RDIE, ou, en anglais, Investor-State Dispute Settlement, ISDS) n'est pas nouveau. Il permet à une entreprise qui investit dans un pays de se retourner contre lui si elle estime qu'il ne respecte pas les traités internationaux, qu'il la désavantage par rapport aux firmes nationales, etc. Le différend est alors jugé par un tribunal privé composé de trois arbitres : le premier est choisi par la multinationale, le deuxième par l'Etat, le troisième par les deux premiers ou par le Cirdi, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, dans le cadre de la Banque mondiale. Le recours à un arbitrage privé repose sur un présupposé : la justice de l'Etat en cause ne présente pas les garanties nécessaires de neutralité et d'indépendance pour régler elle-même le conflit.

(Un tribunal d'exception mis en place par les dictateurs de l'oligarchie financière pour servir leurs intérêts, sa composition le confirme le représentant des Etats étant minoritaire face à un défenseur des droits des multinationales et un représentant du Cirdi lié à la Banque mondiale. Les faits sont indiscutables. - ndlr)

«La question de créer un instrument multilatéral pour échapper au traitement arbitraire de quelques pays a commencé à se poser dans les années 50 et 60, quand une vague de nationalisations a desservi les intérêts de firmes multinationales dans plusieurs Etats du monde, surtout en Amérique latine, éclaire Diego P. Fernández Arroyo, professeur à l'Ecole de droit de Sciences Po (1). La convention de Washington, instaurant une institution d'arbitrage d'investissement autonome (le Cirdi), a été signée en 1965, malgré la résistance de la plupart des pays d'Amérique latine.» La convention de Washington n'a pas eu d'effet massif immédiat.

(Il est dit ouvertement que ce tribunal aura pour seul objectif de servir les intérêts des multinationales contre ceux des populations qui pourraient être incarnés par des Etats. Les Etats ou principalement les peuples sont ainsi dépouillés de tout droit. - Combattre pour renverser ces Etats et instaurer des Etats socialistes ou des Républiques sociales est la seule ligne politique conforme aux intérêts des travailleurs et des peuples face aux multinationales, Républiques sociales qui abolieront tous ces traités iniques et rompront avec le capitalisme. ndlr)

Il a fallu attendre les années 80, les grands mouvements de privatisation en Amérique du Sud et en Asie et la multiplication des traités de libre-échange pour voir se développer l'arbitrage. «La convention de Washington stipule que l'entreprise et l'Etat en conflit doivent tous les deux consentir à l'arbitrage, rappelle Diego P. Fernández Arroyo. C'est avec la prolifération des traités de protection d'investissements dans les années 80-90 qu'on a pu considérer qu'un consentement général "a priori" était donné pour tous les arbitrages concernant le traité respectif. Il existe aujourd'hui près de 3 500 traités de protection d'investissements, essentiellement bilatéraux [dont 1 400 sont signés par des Etats membres de l'UE, ndlr]. La plupart offrent une option entre l'arbitrage et les voies judiciaires ordinaires de l'Etat hôte. Bien entendu, les investisseurs privilégient la première alternative.» Les affaires se sont multipliées. «Cette forme d'arbitrage a vraiment pris son essor dans les années 2000. Beaucoup d'entreprises, notamment françaises, ont ainsi attaqué l'Argentine quand elles ont vu leurs investissements fondre du fait de la dévaluation du peso argentin», explique Thomas Clay, professeur de droit de l'arbitrage à l'université de Versailles (2).

(Accepter cet "arbitrage", signer des "traités de protection d'investissements" avec les multinationales, c'est capituler face au capital, leur consentir tous les pouvoirs et en spolier les citoyens. - ndlr)

Présentes, par définition, dans plusieurs pays, les multinationales ont le choix quand il s'agit de poursuivre les Etats. Ainsi, c'est en s'appuyant sur un accord bilatéral entre Hong Kong et l'Australie, que Philip Morris a porté plainte, via sa filiale hongkongaise, contre l'île pour ses campagnes de prévention antitabac trop offensives à son goût. Mais c'est sur la base d'un accord entre la Suisse et l'Uruguay, que le vendeur de cigarettes réclame 25 millions de dollars à l'Uruguay, pour les mêmes raisons. L'Allemagne, elle, est en conflit avec une entreprise suédoise, qui lui reproche la fermeture d'une centrale dans le cadre de sa politique de sortie du nucléaire.

L'arbitrage d'investissement apparaît même désormais dans les contrats privés. «Lorsque Le Louvre investit à Abou Dhabi, il ajoute une clause d'arbitrage dans le traité. Idem quand Disney s'implante à Marne-la-Vallée. Il n'est pas question pour cette multinationale américaine de se retrouver devant la juridiction nationale française en cas de litige, et il y a toujours un litige. C'est tellement important que, en 1986, Disney a menacé d'implanter son parc d'attractions en Espagne s'il n'y avait pas de recours à l'arbitrage. Cela a suffi à convaincre les autorités françaises», poursuit Thomas Clay.

(Les multinationales se livrent à des menaces et des chantages permanents envers les Etats qui s'y soumettent d'autant plus volontiers qu'ils incarnent les intérêts de la classe dominante. - ndlr)

L'arbitrage d'investissement a sa propre jurisprudence. Ainsi de la notion d'«expropriation indirecte», sur laquelle les firmes s'appuient désormais régulièrement : à partir du moment où un pays s'engage dans une nouvelle politique publique (sur le nucléaire ou sur la prévention antitabac, sur l'exploitation du gaz de schiste ou les OGM) et que celle-ci fait craindre une baisse de profit à l'investisseur, celui-ci peut tenter de poursuivre l'Etat pour «expropriation indirecte». «Le principe de dédommagement d'un particulier exproprié par un Etat est à peu près admis de tous, commente Diego Arroyo. Mais les règles des traités en vigueur

sur l'expropriation indirecte sont très floues… »

(Le harcèlement, le racket excercé par les multinationales envers les Etats sont permanents. Ce qu'ils craignent, c'est l'expropriation, la lutte des classes, la révolution socialiste. - ndlr)

Selon le juriste, le traité transatlantique négocié entre l'Europe et les Etats-Unis pourrait au moins ajouter un peu de transparence sur l'arbitrage d'investissement : «C'est ce qui s'est passé dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, signé l'année dernière. Certes, les négociations autour du traité transatlantique sont peu transparentes. Mais si on en croit les représentants de l'Union, l'idée serait de renforcer la transparence des procédures arbitrales : développer la publicité des débats, mieux surveiller les conflits d'intérêts des arbitres, et surtout permettre l'intervention d'"amicus curiae", c'est-à-dire des associations, des ONG… impliquées dans la défense de l'intérêt général. Il serait également question de noter que, dans des domaines comme l'environnement ou la santé, les Etats ont le droit de réglementer… Même s'il paraît un peu choquant de devoir le rappeler.»

(Supercherie, il faut être un fieffé coquin pour "croire les représentants de l'Union", alors qu'ils sont des agents des multinationales ; idem pour ces associations et ONG que l'UE ou les multinationales financent, sachant que l'argument de l'intérêt général sert à camoufler des intentions inavouables ou des intérêts privés.

La démocratie ne consisterait pas à se prononcer librement sur un projet de loi, une mesure ou toute autre question qui vous concerne directement, mais à être mieux informé des décisions qui sont adoptés à votre place et que vous n'aurez plus qu'à subir ensuite, quant à les contester, cela ne servira à rien puisque vous n'aurez aucun pouvoir pour obliger le législateur à faire marche arrière. - ndlr)

Rupert Schlegelmilch, le directeur de cabinet du commissaire européen au commerce Karel de Gucht a ainsi annoncé : «Nous nous assurerons qu'une loi environnementale ou sanitaire, à condition qu'elle soit d'intérêt public et non discriminatoire, ne pourra être considérée comme une expropriation, à moins d'être excessive.»

(Il confirme qu'une loi qui serait contraire aux intérêts des multinationales serait jugée "excessive", donc que les Etats doivent bien se soumettre au pouvoir des multinationales. - ndlr) Mais les promesses des négociateurs de l'Union n'ont pas convaincu les opposants à l'arbitrage privé : à quoi bon ces tribunaux quand les pays concernés par les traités – les Etats-Unis comme les 28 Européens – ont un système judiciaire transparent et fiable ? Le Sénat français a lui même demandé dans une résolution du 9 juin 2013 «que la Commission européenne exclue le recours à l'arbitrage en matière de règlement des différends entre les investisseurs et les États, car cela lui paraît de nature à remettre en cause la capacité des États à légiférer». Certaines ONG prônent un abandon pur et simple de l'arbitrage d'investissement et un retour vers un recours systématique à la justice du pays hébergeur. La Bolivie, le Venezuela et l'Equateur se sont retirés du Cirdi ces dernières années. Mais près de 150 pays reconnaissent aujourd'hui cette institution et son mode de règlement des litiges.

(Ce qui signifie que sur 204 pays, les trois quart ont déjà accepté de se soumettre à ce tribunal d'exception qui ampute leur souveraineté au profit des multinationales. Cela confirme que la dictature mondiale ou le nouvel ordre mondial est bien avancée. - ndlr)

(1) Diego P. Fernández Arroyo est régulièrement désigné comme arbitre dans des affaires commerciales, mais pas dans des litiges liés à l'investissement.

(2) Thomas Clay pratique l'arbitrage d'investissement. liberation.fr 16.05

Intox. Un démenti pour un déni.

- Turquie: La compagnie qui exploite la mine de Soma dément toute «négligence» 20minutes.fr

Dès lors que les règles en vigueur sont a minima, c'est-à-dire à l'avantage de l'exploitant d'une mine au détriment des mineurs ou porte en soi le sceau de la "négligence" de leur sécurité (pour raison d'économie ou de compétitivité), tout incident qui se produira dans ce cadre ne pourra engager la responsabilité de l'exploitant et sera déclaré comme relevant de la fatalité ou du danger inhérent à cette activité économique et le tour est joué.

Vive le nationalisme et le communautarisme, et au delà le fascisme !

Quand le nationalisme frère cadet de l'extrême droite affublé du communautarisme religieux synonyme de fanatisme, remporte une victoire, les réactionnaires de tous poils se réjouissent, à commencer par la Bourse.

- Le nationaliste Modi triomphe aux législatives indiennes - Reuters

- Inde : le nationaliste hindou Modi remporte les législatives - LePoint.fr

Le nationaliste hindou Narendra Modi, promis à 63 ans au poste de Premier ministre, s'est engagé vendredi à gouverner dans l'intérêt de tous ses compatriotes après la victoire éclatante de son parti, le Bharatiya Janata (BJP), aux élections législatives en Inde.

Ce séisme politique, qui relègue dans l'opposition la dynastie Nehru-Gandhi et leur Parti du Congrès, suscite les craintes des minorités religieuses - musulmans (13,4% de la population) et chrétiens (2,3%) - en raison de l'engagement militant de Narendra Modi dans le nationalisme hindou depuis son plus jeune âge.

La victoire d'un candidat ouvertement favorable aux milieux d'affaires, comme le prouve sa politique menée pendant 12 ans à la tête de l'Etat du Gujarat, sur la côte occidentale du pays, a en revanche été saluée par les investisseurs, qui espèrent le retour d'une croissance économique vigoureuse.

En milieu de soirée, alors que le dépouillement se poursuivait, le BJP était assuré de remporter 282 sièges sur les 543 que compte la Lok Sabha, ou Chambre du peuple, au-delà des 272 garantissant une majorité absolue. Avec ses alliés, le BJP contrôle 340 sièges, selon la chaîne de télévision NDTV.

Jamais un parti n'avait obtenu de victoire aussi nette en Inde depuis le triomphe du Parti du Congrès après l'assassinat en 1984 d'Indira Gandhi, alors Premier ministre. L'Inde a toujours été dirigée par une coalition depuis 1989.

Le Premier ministre sortant, Manmohan Singh, dont le parti devrait s'effondrer sous la barre des 50 élus, a appelé Narendra Modi pour le féliciter à l'issue du plus grand scrutin jamais organisé dans le monde. Plus d'un demi-milliard d'électeurs se sont rendus aux urnes lors de ce vote étalé sur cinq semaines, soit une participation de 66%.

La Bourse de Bombay a réagi avec enthousiasme à la victoire de Narendra Modi, gagnant jusqu'à plus de 6% dans les premiers échanges avant de finir en hausse de 0,9%. La roupie est passée sous le seuil des 59 pour un dollar, sa meilleure performance en onze mois.

Pariant sur ce basculement politique, les investisseurs étrangers ont injecté plus de 16 milliards de dollars dans les actions et les obligations indiennes depuis six mois et ils détiennent désormais plus de 22% des capitaux cotés à Bombay.

L'ampleur de la victoire de Narendra Modi illustre l'impatience de la population de voir la situation économique s'améliorer.

"*Les gens ne lui donneront pas beaucoup de temps pour produire des résultats*", prévient Neerja Chowdhury, ancien éditorialiste à l'Indian Express. Reuters 16.05

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent. Fusion-acquisition, concentration du capital. Privatisations. La crise quoi...

- Abbott Laboratories acquiert CFR pour 2,9 milliards de dollars - Reuters

- Numericable en négociations exclusives pour racheter Virgin Mobile - AFP

- La grande distribution française multiplie les rachats - AFP

- L'acte II de la recomposition du secteur télécoms est en marche - Reuters

- Pourquoi un passage de quatre à trois opérateurs télécoms ? - LePoint.fr Emploi: 23.000 postes perdus dans le secteur marchand au premier trimestre AFP

- L'Etat italien poursuit son programme de privatisations - Reuters

Le gouvernement italien a approuvé vendredi le projet de cession de jusqu'à 40% du capital de Poste Italiane et jusqu'à 49% de celui de l'organisme public de contrôle aérien Enav dans le cadre d'un vaste programme de privatisations destiné à réduire une dette publique colossale. Reuters 16.05

Grandeur et décadence.

- Cannes 3e jour: l'ombre de DSK et l'icône Yves Saint Laurent - AFP

Pas fou, le fourbe !

- L'Élysée repousse tout référendum sur la réforme territoriale - Reuters

Et pour cause...

- Sondage : Hollande, le moins bon des présidents de la Ve République - LeParisien.fr

Moins d'1% des Français jugent que François Hollande est le meilleur des présidents de la Ve République, selon notre enquête BVA pour «*Le Parisien*» - «*Aujourd'hui en France*» publié dimanche. LeParisien.fr 17.05

S'ils le disent eux-mêmes...

- Baisses et exonérations d'impôts pour les plus modestes : pourquoi cette mesure mal financée finira en mauvais coup pour les Français (y compris ceux qui vont payer moins) - Atlantico.fr

- Fiscalité: seuls 40% des Français pensent que le gouvernement tiendra ses engagements - AFP

Non, sans blague, c'était juste pour-rire !

- Les députés PS frondeurs satisfaits après les annonces de Valls - Liberation.fr

Européennes. Matracage et propagande de l'Union européenne et ses larbins.

- Européennes: Manuel Valls se «*bat*» pour «*une majorité progressiste*» autour de Schultz - 20minutes.fr

Dans quel sens ? On a une petite idée. Progressiste, traduisez qui sera encore plus réactionnaire.

- Laurence Parisot va soutenir les listes centristes aux européennes - AFP

- Après son soutien au FN, Delon affiche son "*amitié*" pour Boutin - Le Nouvel Observateur

- Européennes: Alliot-Marie demande aux militants UMP de se mobiliser contre le FN - AFP

- Bové (EELV) brocarde les "*populistes*" qui "*n'ont rien foutu*" au parlement européen - AFP

Bové se place au côté de ceux qui ont foutu quelque chose au parlement européen, il revendique son bilan, on lui laisse volontiers. A défaut de pencher à gauche, on penche toujours plus à droite et on le revendique...

- Européennes : 52% des Français pour une victoire des listes de droite - Le Nouvel Observateur

52% de combien d'électeurs qui vont aller voter, 45, 40%, moins ? = moins de 20%

De droite ou de gauche ils s'en foutent, ils pencheraient plutôt pour leurs intérêts de classe.

Expropriation sans indemnité des patrons et gros actionnaires des 2.000 grandes entreprises, c'est légitime, c'est la démocratie !

- Décret Alstom : 70% des Français approuvent le "*patriotisme économique*" d'Arnaud Montebourg - Atlantico.fr

Pas par nationalisme ou "*patriotisme économique*" mais parce qu'ils rejettent le chômage...

LO, c'est la secte du crétin utile d'extrême gauche du régime et de l'UE.

- Pour LO, «*rien à attendre*» des élections européennes - Liberation.fr

S'il n'attend rien des institutions européennes, le parti trotskiste, qui tenait meeting vendredi soir, appelle à sanctionner dans les urnes la politique du gouvernement.

On n'a donc guère débattu, vendredi soir, du niveau de l'euro, du protectionnisme européen ou encore du traité de libre-échange transatlantique. «*Comme si les multinationales américaines étaient foncièrement pires que les européennes ! tranchait Nathalie Arthaud avant le meeting. On ne se laissera pas prendre à ces faux débats, qui ne visent qu'à faire oublier la question de salaires, du patronat, du capitalisme. Tout le monde reconnaît que le Parlement européen a très peu de pouvoirs. Nous n'attendons rien des institutions européennes*».

«*Péripétie électorale*», «*façade démocratique*» : le scrutin à venir était ainsi réduit à bien de choses. «Il faudrait vraiment être naïf pour penser que ce scrutin changera quoi que ce soit à la situation des travailleurs, a renchéri à la tribune Jean-Pierre Mercier, ex-leader de la lutte syndicale à l'usine PSA d'Aulnay et second de liste en Île-de-France derrière Nathalie Arthaud. C'est dans les rues et dans les entreprises que la colère devra exploser. Mais comme on nous donne l'occasion de nous exprimer, nous n'avons aucune raison de nous taire». Malgré son désintérêt pour la chose européenne, LO n'en appelle pas à l'abstention, «*qui profite à la droite et à l'extrême-droite*». Liberation.fr 16.05

Ils sont abrutis naturellement ou ils le font exprès à LO ? Au moins cela leur permet de se faire des amis parmi les médias aux ordres qui voient d'un bon oeil sa participation à ce scrutin, car l'enjeu est la légitimité ou non de l'UE, le niveau de son rejet par les masses qui inquiète tous les gouvernements et partis qui les soutiennent... dont LO.

Si l'abstention profitait au moins à la soi-disant gauche et au PS en premier lieu, alors là LO aurait appelé à l'abstention, le mot bocoytt est tabou. Mais comme le PS est de droite, cela signifie que LO s'accommode d'un gouvernement de droite du moment qu'il est dirigé par le PS. Et comme le PS est viscéralement lié à l'UE, LO aussi, ce qui explique sa participation à ce scrutin.

LO s'en défend, ils lutteraient contre la politique du gouvernement Hollande-Valls, vraiment ? Mais en légitimant l'UE, ils légitiment sa politique qui est la même que celle que met en oeuvre le gouvernement, elle est inspirée de l'UE, elle lui est imposée pour ainsi dire par l'UE, chacun le sait, mais pas LO, la réalité ne les intéresse pas, ils font ce qu'ils veulent sans en tenir compte, c'est ce qu'ils appellent être indépendants, être trotskistes, en attendant c'est apporté son soutien à l'UE qu'ils le veuillent ou non.

Stratégie du chaos

- Libye : 79 morts à Benghazi après l'offensive contre le « *terrorisme* » lancée par un ancien général - LeMonde.fr

Les autorités libyennes ont qualifié samedi de « *tentative de coup d'Etat* » l'offensive menée à Benghazi, dans l'est du pays, par un général à la retraite. LeMonde.fr 17.05

- ameroun: un soldat tué et 10 chinois "*probablement*" enlevés par Boko Haram - L'Express.fr

- Mali: le Premier ministre à Kidal, un soldat tué dans des combats avec les rebelles - AFP

- Yémen: 7 membres présumés d'Al-Qaïda et un soldat tués dans des combats - AFP

- Deux explosions font dix morts à Nairobi - Reuters

- Mexique: trois morts après une explosion dans un centre commercial - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat policier.

- Des enfants de 6 ans convoqués par les gendarmes : est-ce efficace ? - Francetv info

Cinq écoliers ont été auditionnés par les gendarmes à cause d'une bagarre dans la cour de récréation.

Le substitut du procureur de la République à Charleville-Mézières, François Fournié, a annoncé vendredi avoir "*classé l'affaire, en considérant que le discernement des enfants n'était pas suffisant pour qu'ils soient bien conscients de la portée de leurs agissements*".

Comment un enfant de 6 ans vit-il cette confrontation ? D'après L'Ardennais, l'audition de mercredi "*n'a guère impressionné le jeune Lucas*", dont les parents témoignent dans le journal. Un autre garçon, en revanche, "*n'aurait pas pu être entendu car il s'est mis à pleurer*". Pour Michel Jollivet, pédopsychiatre, les pleurs peuvent avoir plusieurs significations : "*Ils peuvent être une stratégie pour l'enfant, mais peuvent aussi trahir une inquiétude. Peut-être qu'il se rend compte de ce qu'il a fait ? Peut-être a-t-il honte par rapport à ses parents ?*"

L'audition n'est pas en soi une source de traumatisme pour l'enfant. "*S'il a agi avec tant de violence, c'est peut-être que le traumatisme est antérieur*", affirme le pédopsychiatre. Mais la procédure n'en est pas pour autant une punition efficace.

"*Je ne vois pas bien ce que l'enfant peut comprendre à ce qui se passe*", juge Michel Jollivet. "*Les gendarmes n'ont rien à faire là-dedans. Ils sont dans la mise en scène, et ne peuvent pas interdire. Ils peuvent seulement dire : 'C'était interdit'*", poursuit-il. Comme lui, l'avocate spécialisée en droit des mineurs Migueline Rosset n'y voit pas une solution : "*Il n'y a pas de réponse judiciaire à tout, même si les conséquences sont importantes. Cela relève plus de l'éducatif que du pénal.*"

D'après Michel Jollivet, la réponse se trouve dans les institutions traditionnelles : "*C'est auprès des parents, à l'école, et dans le lieu de vie dans lequel l'enfant est en rapport avec d'autres êtres humains que tous les interdits fondamentaux sont intégrés*", analyse-t-il. A Gespunsart, un psychologue scolaire a pris les enfants en charge, pour "*dédramatiser la situation et expliquer que la réalité était différente des jeux vidéo*". La directrice de l'école, elle, a réuni à plusieurs reprises les familles concernées pour leur rappeler "*les règles du vivre ensemble*". Francetv info 16.05

... commence par une provocation... vient ensuite une réaction... et pour finir la répression.

- La preuve par Michael Sam: il faut que les homosexuels s'embrassent plus souvent en public, beaucoup plus souvent - Slate.fr

Rien de tel pour faire monter le nombre d'agressions...

- A Nantes, des garçons en jupe et quelques frictions devant un lycée - LeMonde.fr

- Journée mondiale de lutte contre les violences homophobes - Francetv info

- L'École doit s'engager contre l'homophobie et la transphobie - Liberation.fr

Formater les esprits ne leur suffisait pas, parce qu'ils ne peuvent pas y parvenir dans tous les domaines et ils le savent pertinemment, dorénavant il faut les soumettre à la menace permanente du législateur et à sa justice répressive.

Tous les rapports dans la société portent l'empreinte ou sont calqués sur le mode de production en vigueur ou les rapports de domination de classe, la division de la société entre classe dominante et classe dominée, classe dominée à laquelle appartient l'immense majorité de la population.

A tous les niveaux de la société, chaque rapport incarne ou reproduit ce rapport entre dominants et dominés, opprimeurs et opprimés, on le trouve au sein de la famille ou d'un couple, entre conjoints, entre parents et enfants, entre l'ensemble de la société et les différentes communautés ou minorités qui la constituent, différents groupes ou groupements d'individus ayant le même statut ou les mêmes besoins ou intérêts, présentant des caractéristiques communes, entre les hommes et les femmes.

Ce rapport n'existe pas ou ne se comporte pas toujours de manière homogène, rigide, il comporte différents degrés, il se réalise sous l'influence d'un ensemble de facteurs extérieurs ou circonstanciels, il n'est pas forcément à sens unique non plus, vient s'y greffer certaines valeurs ou certains principes que les uns et les autres partagent ou auxquels ils adhèrent en principe, ce qui en atténue la nature, la portée des inégalités sur lequel il est fondé, qui sont disons naturelles ou non, imposées et par conséquent acceptées tacitement ou simplement supportées, tolérées plus ou moins bien.

Ce rapport s'impose autoritairement. Il ne peut pas en être autrement puisqu'il est impossible de le justifier, sa légitimité repose sur l'ignorance des masses, il porte en lui la marque de l'arbitraire, par habitude, éducation, mimétisme, les différents membres de la société le reproduisent, inconsciemment, s'y soumettent.

Puisqu'elles en ignorent l'origine, elles ne maîtrisent ni le processus qui les conduit à adopter ces rapports ni les conséquences qui en découlent pour eux comme pour les autres. Elles sont soumises aux lubies et caprices, à la volonté du législateur qui peut à tout moment intervenir pour en modifier la lecture à défaut d'en modifier le contenu, précision importante car de là découle la confusion qui consiste à croire que ces rapports seraient modifiés par l'adoption d'une loi, alors qu'en réalité ils persistent dans la tête de la majorité de la population, dont les couches les plus défavorisées qui sont aussi les plus arriérées, les moins concernées par le progrès social ou les plus frappées par la crise du capitalisme, donc les plus étanches ou récalcitrantes à tout changement,

à toute évolution de leur comportement ou de leur mentalité.

Autrement dit, les masses (ignorantes) ont adopté un certain nombre de rapports en liaison avec les rapports de classe qu'on leur a imposés depuis leur naissance, ces rapports n'ayant pas changé, le rapport entre exploiteurs et exploités étant demeuré le même, elles ne voient pas pourquoi elles devraient modifier ses rapports dans tous les autres domaines ou aux autres membres de la société. Le législateur ne peut leur imposer que par la force ou en légiférant sans les consulter, puisqu'il ne peut pas justifier les rapports qui en sont à l'origine. A suivre.

En complément.

Les siennes et il s'en trimballe un paquet !

- Plantu : "*Le dessin est un moyen de faire émerger les frustrations*" - Francetv info

Guerre idéologique. La preuve (si nécessaire) que nous avions vu juste.

- Les dérives inquiétantes de la «*loi famille*» - liberation.fr

Lundi 19 mai, une loi relative à l'autorité parentale et à l'intérêt de l'enfant sera discutée à l'Assemblée nationale. Dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, le droit des pères ne doit pas être sacrifié.

Sébastien Ledoux, Président et fondateur de l'association Osons les pères et Stéphanie Hain Membre du Collectif femmes pour la résidence alternée.

... la situation prend une tournure dangereuse qui nécessite d'alerter l'opinion. Par le jeu des amendements, la Commission aux droits des femmes de l'Assemblée nationale en particulier, poussée par certains de ses membres, cherche à détourner le texte de son principe originel en lui imposant comme priorité la lutte contre la violence des hommes envers les femmes et les enfants qui a pourtant fait l'objet d'une loi en 2010. Derrière ces actions pointe une idéologie qui catégorise les hommes comme acteurs potentiels de violence et d'abus sexuels et qui associe le désir légitime du père de s'occuper de son enfant à un désir d'emprise de l'homme sur son ex-compagne. Le père est toujours présenté défaillant : soit par son absence, soit par sa violence.

La lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants est une affaire trop sérieuse pour la laisser ainsi être instrumentalisée à des fins idéologiques. Nous savons que les accusations mensongères pour des faits de violence sont déjà, malheureusement, l'un des registres qui peuvent être mobilisés devant les juges, ce qui conduit à nourrir des conflits interminables qui engorgent les tribunaux pendant des années et à couper le lien entre le parent, accusé à tort, et son enfant. L'enfant est toujours au final le grand perdant de ces pratiques scandaleuses qui continueront tant qu'elles resteront impunies.

Chargé initialement de consolider la coparentalité et défendre l'intérêt de l'enfant, ce texte de loi est en train de devenir un texte qui institue légalement la défiance et la suspicion systématique envers les pères pour mieux disposer de l'enfant. En prescrivant que la mère peut changer de domicile ou d'établissement scolaire de l'enfant sans l'accord du père, ou qu'elle est autorisée à ne pas présenter l'enfant à son père en cas de violence supposée, sans attendre que le fait de violence soit avéré par une condamnation de la justice, le texte ouvre davantage encore la porte à toute instrumentalisation de la question de la violence familiale. La loi augmentera dans ces conditions les déjà trop nombreux cas de rupture du lien père-enfant auxquels la proposition de loi était censée remédier.

Nous avions l'espoir dans ce texte d'une reconnaissance d'une réelle égalité de droits entre les hommes et les femmes au sein de la famille et en règle générale au sein de notre société. Est-ce sous l'influence grandissante en Europe du radicalisme venu des Etats-Unis que de telles dérives s'immiscent dans cette proposition de loi ? Comme le dénonce Camille Paglia, «*une rancune mesquine et hargneuse contre les hommes a été l'une des caractéristiques les plus désagréables et injustes du féminisme de la deuxième ou troisième vague. Les fautes, les défauts et les faiblesses des hommes ont été saisis et décuplés par d'affreux actes d'accusation*».

Il est peu probable que ce discours ambiant fasse progresser la condition des femmes. Il est même à craindre que les relations avec les hommes se dégradent. liberation.fr 16.05

N'est-ce pas le but recherché par Hollande et son gouvernement, le PS et ses satellites, ses alliés de gauche et d'extrême gauche comme nous ne cessons de le dénoncer, à juste titre comme l'illustre cet article ? Qui sont les réactionnaire messieurs les gauchistes qui nous avaient traités de la sorte ? Vous en l'occurence. Au passage, cela montre à quel degré de confusion ou de décomposition en sont arrivés de soi-disant trotskistes.

Monter les hommes contre femmes, les sexes l'un contre l'autre, les différentes générations les unes contre les autres, les parents contre leurs enfants, contre le corps enseignant, la population contre les fonctionnaires, la majorité de la population

contre certaines communautés ou minorités, les différentes couches de travailleur les unes contre les autres, les diviser pour mieux régner et appliquer leur politique antisociale et réactionnaire, tel est le véritable objectif de leurs campagnes soi-disant contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie, etc, elles sont toutes tournées contre les masses, contre l'ensemble des travailleurs sans distinction.

Vengeance, hargne, haine, injustice, procès pour l'exemple... Justice d'exception sous une dictature.

- Un ex-agent de Tracfin condamné pour des révélations sur Cahuzac - Liberation.fr

- Emeutes d'Amiens-Nord: jusqu'à cinq ans ferme requis pour des violences et des dégradations - AFP

Ils étaient mineurs au moment des faits, ils profitent donc qu'ils sont devenus majeurs entre temps pour leur infliger les plus lourdes peines possibles.

- Jérôme Kerviel se dit "*serein*" malgré la perspective de la prison - AFP

- "*Pour quelques grammes de cannabis, un an, c'est disproportionné !*" - LePoint.fr

Un homme de 23 ans, grand et maigre, comparaît devant le tribunal correctionnel pour "*détention*" et "*usage*" de cannabis en récidive légale. Les policiers l'ont surpris deux mois plus tôte possession de 2,6 g de résine de cannabis destinés à sa consommation personnelle.

C'est la troisième fois qu'il est confronté à la justice pour un problème de stupéfiants. En 2011, il avait écopé de six mois de prison assortis d'un sursis avec mise à l'épreuve (SME) pendant deux ans pour usage et détention de cannabis. Et en 2013, un "*trafic de stupéfiants*" lui avait coûté six mois de prison assortis d'un SME pendant deux ans. Cette fois, la quantité n'est pas assez importante pour laisser suspecter un trafic, ce que confirment les investigations effectuées à son domicile et sur son portable.

Et la présidente du tribunal de solliciter, pour marquer le coup, un an de prison, dont quatre mois ferme et huit mois assortis d'une mise à l'épreuve avec obligation de se soigner et de travailler.

Le tribunal déclarera finalement l'homme coupable des faits reprochés, mais décidera de différer d'un an le prononcé de sa peine. LePoint.fr 16.05

Pour 2,6g de résine de cannabis, allez, disons l'équivalent de trois verres de Cognac.

En complément. Imposture. C'est dans l'air du temps à l'échelle mondiale.

- Ukraine : l'ONU s'alarme de la situation des droits de l'homme à l'est et en Crimée - LeMonde.fr

- Moscou fustige le «*manque total d'objectivité*» du rapport de l'ONU sur l'Ukraine - 20minutes.fr

La Russie a fustigé vendredi le «*manque total d'objectivité*» du rapport de l'ONU rendu public à Kiev et qui signale une "*détérioration alarmante*" de la situation des droits de l'homme en Ukraine, dans l'Est du pays et en Crimée.

«*Son manque total d'objectivité, ses contradictions révoltantes et son usage du deux poids deux mesures ne laissent aucun doute sur le fait que ses auteurs ont rempli une commande politique pour blanchir les autorités autoproclamées de Kiev*», a affirmé le porte-parole de la diplomatie russe Alexandre Loukachevitch, cité dans un communiqué. 20minutes.fr 16.05

- Ukraine: des séparatistes pro-russes contrôlent une caserne à Donetsk - AFP

Ils sont bien plus cinglés que ce que l'on imagine et ils en fournissent la preuve eux-mêmes.

- Les Etats-Unis ont (vraiment) un plan en cas d'attaque de zombie Francetv info - Francetv info

- Pourquoi le Mondial au Qatar sent le soufre - LeMonde.fr

A la surprise générale, le président de la FIFA Joseph Blatter a reconnu, vendredi 16 mai, que confier l'organisation du Mondial-2022 au Qatar avait été une « *erreur* », relançant un dossier qui n'avait jamais vraimenté été réglé sur les conditions de l'attribution de la compétition. LeMonde.fr 16.05

Ils méprisent, haïssent les ouvriers.

Turquie: La police tire des gaz lacrymogènes sur des manifestants sur les lieux de la catastrophe minière - 20minutes.fr

La police turque a tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre environ 10.000 personnes qui manifestaient vendredi sur les lieux de la catastrophe minière de Soma, dans l'ouest de la Turquie, a constaté une journaliste de l'AFP.

Avant l'intervention policière musclée les manifestants ont refusé de se disperser malgré les appels de la police. Ils criaient «*gouvernement démission*». 20minutes.fr 16.05

Haut de page

Le 19 mai 2014

CAUSERIE

(Plus tard dans la journée, 5 documents ont été ajoutés.)

On ajoutera quelques nouveaux articles dans la journée. Vendredi en sortant de la banque j'ai loupé une marche et je me suis étalé de tout mon long sur le trottoir Nerhu Steet à Pondichéry. A cause de la chaleur. Rien de grave, un hématome au genou et à la main gauche, même pas saignée la bête !

J'avais emmené le portable de Magueswary dans mon petit sac en toile et il a dû frapper le sol, l'écran est hors service et comme un con je n'avais pas noté sur une feuille de papier tous les numéros de téléphones qu'il y avait dans le répertoire, aussi je dois sortir pour voir s'il est réparable ou non, je m'en sers très peu ou pour ainsi dire pas. Allez, je vais bien perdre deux heures en comptant le trajet !

Made in USA.

- Les riches plus riches que jamais en Grande-Bretagne - AFP

Ensemble, les mille personnes les plus riches du Royaume Uni pèsent un total de 518,975 milliards de livres (637 milliards d'euros), soit 15,4% de plus que les 449,654 milliards de livres de l'année dernière, stipule le journal.

"*Je n'avais encore jamais constaté une hausse aussi spectaculaire*", a commenté Philip Beresford qui établit cette liste depuis 1989.

Le chiffre, qui représente un tiers du produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne, a par ailleurs doublé par rapport à 2009 où, en pleine crise financière, le total s'élevait à 258 milliards de livres.

Samedi dernier, une étude avait déjà révélé que la Grande-Bretagne possédait la plus forte concentration de milliardaires par habitant au monde avec 104 milliardaires en livres sterling résidant au pays. AFP 18.05

Les réactionnaires se lâchent

- Grâce au plan anti-jihad, 5 à 6 départs "*empêchés*" selon Cazeneuve - AFP

Hollande, Valls, Fabius, Le Drian, Cazeneuve, le compte y est !

- Sapin: Kerviel est "*un escroc*" qui "*doit bien entendu purger sa peine*" - AFP

Pas les banquiers, le gouvernement les protège !

Pure démagogie. Mélenchon qui "*soutient*" Kerviel ne tient pas un autre discours sur le fond lorsqu'il affirme "*personnellement, je trouve que le métier de trader est immoral et pas acceptable*", mais celui de banquier serait tout à fait respectable pour celui qui refuse de prendre position pour leur expropriation, on est ou on n'est pas inféodé au capital...

Comment ils font passer à la trappe les partis ou mouvements qui appellent à l'abstention ou au bocott

des élections européennes.

- Européennes : de la droite dure à l'extrême-gauche, qui sont les eurosceptiques ? - francetvinfo.fr

Il existerait donc les europtimistes disons, et les eurosceptiques, mais pas d'opposants à l'UE, pour un peu il serait interdit, illégal et bien sûr illégitime de se prononcer contre l'existence de l'UE, tout comme les opposants à l'existence de l'Etat d'Israël qui sont traités systématiquement d'antisémites, de négationnistes ou de terroristes, ou encore ceux qui refusent de soutenir le gouvernement néonazi en place à Kiev de suppôts du fasciste Poutine (Slate.fr)

Les institutions monarchiques qui existaient sous l'Ancien Régime bénéficiaient du même traitement que l'UE en régime capitaliste, elles étaient déclarées légales et légitimes, intouchables, de droit divin, quiconque s'aventurait à les critiquer en public s'exposait à de violentes représailles, à la mort...

Puis vint le jour où la monarchie et la féodalité avaient fait leur temps et devaient disparaître, ainsi que leurs institutions à commencer par leur souverain et sa cour qui s'étaient distribués ou répartis, qui concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs. Afin que la bourgeoisie puisse gouverner et que les obstacles à un nouveau développement des forces productives et à la mise en place d'un nouveau mode de production soient levés, les tenants du régime en place résistèrent les armes à la main, il fallu donc une révolution armée alliant la bourgeoise au prolétariat pour les vaincre et abolir leurs privilèges, et c'est ainsi que les institutions de la République démocratique bourgeoise vinrent le jour, furent déclarées légales, légitimes, et que celles de l'Ancien Régime furent liquidées, envoyées au musée de l'histoire (ou préhistoire).

Les tenants du capitalisme et leurs lieutenants ouvriers qui participent au Parlement européen ou à ces élections, ont parfaitement conscience du danger que représentent les opposants de gauche pour l'existence de l'UE, car à leurs yeux ils incarnent la classe qui frappe à la porte du pouvoir, qui le revendique, qui pour exister n'a pas d'autre alternative que renverser, liquider les institutions politiques du capital, nationales, européennes et internationales, de la même manière que le fit autrefois la bourgeoisie, par une révolution armée, les armes à la main face à un ennemi refusant d'abdiquer et de reconnaître qu'il n'est plus apte à gouverner, qu'il doit céder le pouvoir auquel il s'accroche déséspérément avec l'aide de l'appareil répressif de l'Etat, se maintenant au pouvoir qu'en bafouant les principes élémentaires de la démocratie et en recourant à la violence, témoignant qu'il s'agit bien d'une guerre à mort engagée entre la classe des capitalistes et celle des ouvriers ou des travailleurs, des exploités, des producteurs.

Les institutions de la Ve République de l'Etat bourgeois et celle de l'Union européenne de la classe des capitalistes sont illégitimes et doivent disparaître. Le maintien au pouvoir des capitalistes a permis à cette institution monstrueuse qu'est l'Union européenne de voir le jour en 1950, alors qu'elle n'aurait jamais dû exister. A travers l'Union européenne c'est l'Ancien Régime qui renaît de ces cendres sous une forme absolutiste s'étendant à toute l'Europe.

Le prolétariat n'ayant pas été en mesure de renverser les capitalistes et de prendre le pouvoir politique du fait de la trahison de la social-démocratie et des staliniens, l'évolution du capitalisme avec toutes les contradictions qu'il comporte poussées à l'extrême s'étant poursuivie pendant toute cette période jusqu'à nos jours, ne pouvant pas engendré un nouveau système économique ou mode de production apte à satisfaire les besoins croissants de l'humanité, dont la population a été exponentielle au XXe siècle, il est condamné à une régression (sociale) sans fin entraînant dans sa chute l'ensemble de la société ou toutes les classes, qui se traduit sur le plan politique par une forme de gouvernance remettant en cause les principes démocratiques sur lesquels reposa l'accession au pouvoir de la bourgeoisie au profit de ceux qui existaient à l'époque de l'Ancien Régime ou de la monarchie, arbitraires, autoritaires, violents, barbares.

C'est ainsi que l'Union européenne fonctionne comme une monarchie absolue dotée à son sommet d'une Commission européenne au pouvoir discrétionnaire, et en bas un Parlement européen qui remplit le rôle de l'aristocratie d'autrefois, d'exécutant des décrets royaux, la cour des rois de la finance, des oligarques qui de fait gouvernent le monde. Le gouvernement mondial ou le nouvel ordre mondial qu'ils entendent instaurer et dont l'UE est un maillon, n'est rien d'autre qu'une monarchie absolue, une dictature implacable dotée de tous les pouvoirs, alors que les peuples en sont totalement dépouillés.

Ce qui vient d'être décrit est à la fois la situation concrète que nous avons sous les yeux et la stratégie que notre ennemi a adopté pour atteindre l'objectif politique qu'il s'est fixé afin de conserver le pouvoir, réduire nos droits sociaux et politiques à néant afin que les masses exploitées soient dans l'incapacité de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, qu'elles la subissent indéfiniment sans pouvoir se soulever ou renverser l'ordre établi.

Le prolétariat réduit à l'impuissance politique ou la lutte des classes en grande partie neutralisée grâce à une armée de traitres et de démagogues ou populistes, l'effondrement du capitalisme demeure sous contrôle, son pendant réside dans le contrôle toujours accru de la population. Pour catastrophiques que soient les conséquences de la survie du capitalisme, ses représentants flanqués d'une armée de larbins au sein du mouvement ouvrier entendent en faire payer le prix à tous les peuples sur tous les continents, cela va de la surexploitation effrénée dans des conditons épouvantables à la guerre, à la destruction de pays entiers, au massacre systématique de leurs populations, au règne de la terreur permanente, au prix de souffrances multiples et sans fins, au saccage de notre planète.

Voilà dans quel cadre et perspective politique se situent les élections européennes et ce qui leur sert de légitimité, la survie du capitalisme à n'importe quel prix au détriment de la classe des exploités, du socialisme, d'où la nécessité absolue de les boycotter.

Il faut savoir ce qui se passe dans ce pays.

- Essonne : deux guet-apens à Grigny - leparisien.fr

Des jets de cocktail molotov, un caillassage en règle de la police. Le week-end a été chaud dans la cité de la Grande-Borne, à Grigny (Essonne). Selon le syndicat Alliance, deux guet-apens ont eu lieu dans ce quartier sensible, classé en ZSP. Vendredi, vers 23 heures, un équipage de la brigade anti-criminalité a été surpris lors de sa patrouille par une vingtaine de jeunes masqués par des capuches.

Armés de gros pavés et de cocktails Molotov ils ont poursuivi le véhicule de la police jusqu'à la caserne des pompiers voisine de quelques centaines de mètres. «*Les policiers ont pu faire face grâce à l'aide inattendue d'un escadron de gendarmes passant par hasard et qui n'a pas hésité à prêter main forte*», indique Claude Carillo du syndicat Alliance. La voiture a été endommagée, mais aucun fonctionnaire n'est blessé.

Et, ce dimanche, vers 19 heures, une trentaine de jeunes ont à nouveau pris à partie un équipage de police, à un autre endroit de la Grande-Borne, à Grigny. Armés cette fois de barres de fer en plus des pierres et des cocktail molotov, ils ont pris d'assaut la voiture des agents. Cette fois les policiers ont pu se dégager rapidement, mais là encore le véhicule a été dégradé.

Par ailleurs, ce dimanche également dans une autre ville de l'Essonne, à Montgeron, dans le secteur de La Forêt, des policiers se sont retrouvés face à une vingtaine de jeunes qui se sont opposés à l'interpellation «*d'un conducteur de moto volée ayant mis la vie en danger des citoyens qu'il croisait*», selon le syndicat Alliance. Aucun blessé n'est à déplorer cette fois encore. leparisien.fr 18.05

Un réservoir de lumpenprolétaires ou de provocateurs que le régime pourra instrumentaliser à tout moment pour justifier ou couvrir le recours à des milices fascistes elles-mêmes composées en partie de lumpenprolétariat. Le capitalisme produit ce genre de déchets qu'ils recyclent ou utilisent ensuite.

J'ai employé le terme de déchet en l'imputant au capitalisme, tandis que je considère ces jeunes comme des membres de notre classe qui sont victimes du capitalisme, en proie au désespoir. Si maintenant ils venaient à s'attaquer à la classe ouvrier ou au mouvement ouvrier, nous les combattrions comme nos ennemis de classe.

Attention à toujours bien faire cette distinction, sinon vous risquez d'être entraîné vers... l'extrême droite.

ACTUALITE EN TITRES

Quel désarroi !

- Pourquoi les Français boudent les élections européennes - Francetv info

- Copé fera une mise au point sur Bygmalion après les européennes - Reuters

Stratégie du chaos des pacificateurs ou prédicateurs de la guerre

- Libye: Un groupe armé attaque le Parlement et réclame sa suspension - 20minutes.fr

- Le Mali déclare une "*guerre sans merci*" aux terroristes - LePoint.fr

Ce sont les mots mêmes employés par un certain G.W. Bush le 11 septembre 2001, et bien d'autres ordures depuis...

- Mali : 36 morts et près de 30 otages après des affrontements à Kidal - LeMonde.fr

- Mali: Le Premier ministre accueilli par des manifestants à son retour du nord - 20minutes.fr

- Cinq morts dans un attentat-suicide au nord du Nigeria - LeMonde.fr

Haut de page

Le 20 mai 2014

CAUSERIE

Dans quel monde merveilleux vivons-nous !

- Hubert Reeves : "*Rien n'est plus merveilleux que l'homme*" - lepoint.fr 19.05

- Rappelons que, dans le contexte de l'évolution darwinienne, les facultés des êtres vivants se développent pour rencontrer les besoins d'adaptations aux conditions environnementales. Dans ce but, une certaine agilité à manipuler des images mentales est certes utile. Mais le même cadre explicatif peut-il rendre compte de l'apparition des prouesses fantastiques de l'esprit humain ? Question jusqu'ici sans réponse...

Il faut bien reconnaître que "*l'esprit humain*" a dû faire preuve "*de prouesses fantastiques*" pour réduire plus de la moitié de l'humanité à l'état de pauvreté ou de précarité absolue, question à laquelle il existe évidemment une réponse dès lors qu'on analyse le développement de la civilisation humaine sur un plan historique en partant des faits ou de l'activité pratique des hommes et non de l'idée qu'on s'en fait qui donne lieu à toutes sortes de divagations ou réflexions existentielles.

Les êtres vivants développent des facultés pour s'adapter à leur environnement et survivre, mais ce n'est pas le cas de tous les êtres vivants dont certains disparaitront faute de pouvoir adapter leurs facultés aux modifications parfois soudaines et brutales de leur environnement. C'est le milieu qu'ils rencontrent ou que leur impose la nature qui met à l'épreuve leur constitution et le cas échéant les pousse à adopter de nouvelles facultés ou à modifier celles qu'ils possédaient déjà.

Les "*besoins d'adaptations*" des êtres vivants sont intrinsèquement liés à leur nature, à leur existence, à leur genèse, ils en sont indissociables et déterminent leur constitution morphologique, leur fonctionnement biologique, en fonction du milieu dans lequel ils évoluent.

S'agissant de l'homme, le concept d'adaptation est insuffisant pour définir et comprendre son comportement dans la mesure où il ne se contente pas de s'adapter à la nature, il transforme son environnement pour l'adapter à ses besoins, il ne fait pas que subir les expériences que la nature et sa constitution lui impose - on oublie souvent que l'homme fait partie intégrante de la nature tant la sienne lui est devenue étrangère, il agit directement sur la nature. Transposé à la société, il est contraint de s'y adapter, et comme les rapports (de classe) qu'ils rencontrent ou dans lesquels il est intégré ne permettent pas de satisfaire ses besoins, il tente d'agir dessus pour en modifier ou atténuer les conséquences, et dans le cas où cela s'avère inopérant, il doit en prendre acte et agir pour les changer. Il ne s'agit pas pour lui de se livrer à une "*manipulation d'images mentales*", mais bien d'agir sur les causes matériels qui sont à l'origine de sa condition et de l'insatisfaction de ses besoins.

- La discussion s'enrichit à faire remarquer que les mêmes fabuleuses facultés mentales étaient nécessaires pour déchiffrer le comportement intime de la nature et élaborer des bombes atomiques, sachant que celles-ci pourraient éliminer l'espèce humaine. Cette mise en rapport des mots de Sophocle avec ceux d'Einstein peut au moins nous faire constater que le génie humain est impliqué dans sa propre précarité. Il peut mener à sa propre élimination. Cela, Sophocle l'ignorait, et c'est le XXe siècle qui nous l'apprit.

Là encore, Reeves se livre à une généralisation d'une platitude pitoyable parce qu'il se refuse à mettre en cause les responsables de la "*précarité*" à laquelle conduit le "*génie humain*" quand il tombe entre de mauvaise mains ou lorsqu'il est utilisé à mauvais escient par ceux qui en ont le pouvoir, qui détiennent le pouvoir. Quand le "*génie humain*" au lieu de servir les besoins ou le bien-être de l'humanité servent ceux d'une classe avide uniquement de richesses et de pouvoir, il se transforme en son contraire et devient une réelle menace pour l'homme ou la civilisation humaine.

- Dans le monde vivant, un des critères de longévité est la capacité à s'adapter à des situations naturelles changeantes. Les espèces qui n'y arrivent pas périssent. Celles qui y arrivent, par des mutations génétiques ou autrement, survivent et perdurent.

Aujourd'hui s'ajoute à cela la nécessité de s'adapter également aux situations nouvelles créées par les humains eux-mêmes. La crise écologique contemporaine en est la manifestation la plus spectaculaire. Le génie humain est-il assez "*merveilleux*" pour résoudre cette crise ? C'est la question qui se pose aujourd'hui à nous avec insistance, provoquant notre inquiétude. Il ne s'agit de rien moins que de la survie de notre espèce... lepoint.fr 19.05

Reeves posent plus de questions qu'il ne fournit de réponses, il faut donc en déduire qu'ils les ignorent, on serait donc tenter de

dire qu'il se contente d'enfoncer des portes ouvertes ou de parler pour ne rien dire puisqu'il ne nous apprend rien ou son discours est vide de tout enseignement qui pourrait être utile pour oeuvrer au changement de la société.

Il passe du "*monde vivant*" à la "*crise écologique contemporaine*" en passant allègrement par dessus la crise économique et sociale qui constitue le trait dominant de la société et du monde à notre époque. Pour la même raison qu'évoquée plus haut lorsqu'il refusait de définir qui était responsable de l'état de "*précarité*" dans laquelle se trouvait l'homme ou l'humanité, le capitalisme, car il lui aurait fallu faire de la politique, ce qu'apparemment il exècre et lui vaut d'être publié par Le Point ; dans des articles précédents, en démagogue accompli, il n'avait pas hésité à affirmer que nous étions tous responsables de la situation actuelle de la sociéte et de la planète, renvoyant dos à dos les différentes classes comme si elles en partageaient tous la responsabilité, participant à l'entreprise de culpabilisation de l'ensemble de la population que l'on retrouve dans la propagande officielle.

Reeves est totalement subordonné au capitalisme, ce qu'il révèle en insistant lourdement sur "*la nécessité de s'adapter également aux situations nouvelles créées par les humains eux-mêmes*", autrement dit s'adapter aux conditions d'existence que le capitalisme nous impose et impose à la nature ou à toutes les espèces, on doit s'en accommoder dit-il ouvertement, pas question de le remettre en cause cela sous-entend.

Pour nous "*la manifestation la plus spectaculaire*" des "*situations nouvelles créées par les humains eux-mêmes*" ou la survie du capitalisme, ce n'est pas "*la crise écologique contemporaine*", mais la crise sociale généralisée qui frappent des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde, qu'il nous excuse du peu pour ne pas l'avoir remarqué, le chaos, la guerre, la barbarie.

C'est marrant, quotidiennement jour après jour aux infos s'étale le produit du "*génie humain*", les "*prouesses fantastiques*" réalisées par les gouvernements et armées impérialistes anglo-saxonne et française (notamment), et seule "*la crise écologique contemporaine*" trouve grâce à ses yeux, à croire que c'est son seul problème, tout comme ses semblables écologistes.

Sur le fond

Ils prétendent s'attaquer à l'extrême droite alors qu'elle est leur alliée ou ils lui fraient la voie, conséquence de leur subordination au régime ou son refus de l'affronter.

Ils prétendent s'attaquer au racisme, alors qu'ils auront tout fait pour qu'il se développe, comment, de la même manière ou les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Ils prétendent s'attaquer au capitalisme, alors qu'ils participent tous aux élections européennes (sauf le POI) qui ont pour seul objectif de légitimer l'institution en Europe qui incarne au plus haut degré le capitalisme, les banques et les multinationales pour lesquelles l'Union européenne a été fondée.

Ils prétendent s'attaquer à la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement et l'Union européenne, mais en refusant de rompre avec le capitalisme, les institutions de la Ve République et l'UE ils s'en font les agents, les complices, ils agissent ainsi en ennemis des intérêts des travailleurs et du socialisme tout en parlant en leur nom.

Hystérie européiste

C'est un euphémisme pour une dictature !

- L'Union européenne peine à combler son "*déficit démocratique*" - Reuters

Les travailleurs et les peuples de l'Europe aspirent au socialisme.

- Les Européens aiment l'Union... mais pas ses institutions - L'Express.fr

Que disent-ils ? Prolétaires de tous les pays unissez-vous. Et ils rejettent les institutions du capital tournées contre leurs intérêts.

La Vert-mine au secours de l'UE.

- Eva Joly: «*L'austérité nourrit l'euroscepticisme, mais n'est pas inhérente à l'Europe*» - 20minutes.fr

D'ailleurs qu'est-ce qui pourrait justifier de rejeter l'UE ? Rien.

Eux non plus ne font pas de politique...

- Le patron d'Airbus incite ses 130 000 employés à voter pour l'Europe - LeMonde.fr

Lu dans un courriel reçu hier et signé Jean-Paul Bagot pour Debout la République.

- Chaque voix compte, votre voix compte, il suffit de 5,5% des suffrages pour faire élire un député européen !

5,5% des suffrages, voilà pour la démocratie !

Comment ils s'attaquent à l'extrême gauche. A quoi, à qui sert l'extrême gauche ?

Ce sont les partis issus des sections de l'Internationale socialiste (PG, Syriza, etc.) présentés comme la "*gauche de la gauche*" ou d'extême gauche, parfois associés au PC et d'autres formations politiques issues du PC (FdG en France), du NPA ou de formations ou courants dits trotskistes. Tous demeurent liés au PS qui est un des piliers du régime en place.

Régulièrement, lors de campagnes ou de luttes des pans entiers du PS ou le PS dans sa totalité se retrouvent associés à ces partis de la "*gauche de la gauche*" ou d'extême gauche et lors d'élections ils se soutiennent mutuellement ou encore au sein de conseils municipaux, et en bien d'autres endroits encore. Ils participent tous (ainsi que les syndicats) au Conseil économique et social et environnemental qui est une institution de collaboration de classes par excellence, une sorte d'appendice du Sénat où ils se retrouvent avec le patronat et tous les partis de droite, UMP, UDI, etc.

C'est ainsi qu'ils s'accommodent tous du régime en place et y participent activement. Ils ont choisi leur camp, celui du capital, tout le reste n'est que tromperie, démagogie, hypocrisie agissant sous un faux masque.

Cette association capital-travail va encore plus loin puisqu'elle inclut l'UE et l'ONU, l'OTAN.

On vient de voir comment le NPA qui se définit d'extrême gauche avait souhaité passer une alliance avec le Front de gauche qui prétend incarner "*la gauche de la gauche*" pour présenter des listes communes aux élections européennes, Front de gauche qui n'entend rompre ni avec l'UE (la BCE et l'euro, etc.), ni avec l'ONU ni avec l'OTAN, tout comme les partis de droite, le PS et l'UMP.

Du coup il est permis d'affirmer que le Front de gauche et le NPA ont usurpé leur appellation de "*gauche de la gauche*" ou d'extrême gauche, cela vaut également pour LO qui participent également aux élections élections, à toutes les élections en fait.

Ce faux masque sert a attirer vers eux les travailleurs et jeunes les plus déterminés à lutter contre le capitalisme pour les maintenir dans son giron ou sous son joug, du capitalisme, faire ensorte qu'ils ne cherchent pas d'issue politique en dehors ou au delà du capitalisme et ses institutions avec lesquels il ne faut surtout pas rompre.

Ils se présentent comme les champions du combat contre les inégalités, les injustices et les discriminations dont sont vitimes les travailleurs ou certaines couches de la population, qui doivent résolues sous le régime capitaliste, sans rompre avec lui, sans le renverser, sans que le rapport de domination de classe qui en est à l'origine ne soit inversé en faveur de la classe dominée ou des exploités et des opprimés.

Leurs discours et gesticulations qui bénéficient du soutien des médias aux ordres ne servent qu'à camoufler leur subordination au capitalisme ou le fait qu'ils n'ont rien à voir ainsi que leur politique avec le socialisme, qu'ils sont des contre-révolutionnaires, finalement ils sont comme le PS, socialiste (très édulcoré ou méconnaissable même) en parole, et capitaliste ou impérialiste en acte.

A l'arrivée, les travailleurs et jeunes qui leur auront fait confiance ou qui se seront engagés dans leurs rangs ou à leur côté seront démoralisés et dégoûtés de "*la gauche de la gauche*" et de l'extrême gauche qu'ils assimileront à juste titre au PS ou à la droite, à des traitres, des complices du capitalisme, corrompus par ses institutions, etc. de telle sorte qu'un nombre d'entre eux se détourneront de la politique ou pire se tourneront vers l'extrême droite sans réfléchir à sa nature puisque réfléchir ne leur avait servi à rien quand ils faisaient partie de "la gauche de la gauche" ou de l'extrême gauche.

Nombreux ressortiront à l'issue de cette expérience brisés politiquement, totalement découragés, ils étaient déjà très faibles ou fragiles au départ, elle les aura achevée. Peu d'entre eux chercheront s'il existe un autre parti qui incarne le socialisme ou propose une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, puisque leur expérience politique ne leur aura été d'aucune utilité pour élever leur niveau de conscience politique, bien au contraire, il règnera dans leur tête une grande confusion, alors qu'une multitude de questions qu'ils s'étaient posés un jour étaient restées sans réponse, auxquelles ils sont évidemment incapables de répondre par la suite ou d'eux-mêmes.

Si vous vous demandiez à quoi sert "*la gauche de la gauche*" et l'extrême gauche, vous avez là en grande partie la réponse. Légitimer Hollande dont la politique est certes de droite, mais lui il est toujours de gauche, idem avec Valls, Fabius, etc. le PS, l'UE, l'ONU et l'OTAN. Légitimer la soi-disant majorité (PS-PRG-EELV) parlementaire, le gouvernement, autrement dit les représentants des institutions de la Ve République qui assurent une légitimité juridique au capitalisme et oeuvrent à sa préservation.

En interdisant aux travailleurs et aux jeunes de trouver une issue politique à la crise du capitalisme ou de se poser cette question, ils leur otent l'idée non seulement que cela serait possible et qu'un parti ouvrier pourrait incarner cette politique, leur refus obstiné, la haine viscérale que les dirigeants du Front de gauche, du NPA et de LO vouent au POI avec lequel ils refusent tout front unique, ils y préfèrent le PS, témoigne que leurs intentions ne sont pas de mettre en oeuvre tous les moyens pour infliger des défaites au patronat ou au gouvernement, de mobiliser un maximum de travailleurs, de les organiser, ni même de contruire un parti ou je ne sais quoi pour affronter le régime, mais bien de servir de rempart à l'ordre établi, d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier socialiste se contruise, d'où leur censure ou ostracisme envers le POI qui prone la rupture avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne, un crime impardonnable pour "la gauche de la gauche" et l'extrême gauche dont la véritable nature politique éclate au grand jour, réactionnaire ou contre-révolutionnaire, antisocialiste.

Maintenant "*la gauche de la gauche*" et l'extrême gauche bénéficient d'un traitement de faveur de la part des médias aux ordres, lorsqu'ils ne les manipulent pas, avec leur consentement, le "*revirement*" de Mélenchon lors d'une polémique avec *Le Monde* vient de l'illustrer si nécessaire.

Cette instrumentalisation de "*la gauche de la gauche*" et de l'extrême gauche par les médias laissent indifférents leurs dirigeants, quand elles ne les flattent pas car ce sont des gens sans principes évidemment. Les médias ont parfaitement compris à qui ils avaient à faire avec les Mélenchon, Laurent, Besancenot, Arthaud. Ils peuvent les élever au pinacle et les clouer au pilori le lendemain si nécessaire, comme ils les mettent en scène ou n'en parlent plus du tout du jour au lendemain, tout dépend de l'agenda politique ou des besoins du gouvernement ou du régime.

Crise du capitalisme oblige, les partis officiels de l'ordre n'étant plus en mesure de gouverner pour garantir la pérennité du capitalisme et ses institutions, ce sont en France et en Europe (et ailleurs dans le monde) les partis supplétifs des partis de l'ordre dits socialistes qui font le sale boulot à leur place. Une fois ces partis discrédités ou rejetés par la majorité des masses exploitées pour avoir poursuivi la politique de leurs prédécesseurs, il faut bien trouver quelqu'un ou quelque chose, un ou des partis pour assurer la relève, car le régime ne pourrait subir une carence du pouvoir sans que les masses soient tentées de s'engoufler dans ce vide pour le combler. C'est à ce moment-là que "*la gauche de la gauche*" monte au créneau ou est appelée à prendre le relais en tant que parti de l'ordre officiel disons temporairement.

C'est ce qui pourrait arriver très prochainement en Grèce et peut-être plus tard dans d'autres pays. Aussi il est intéressant d'observer comment les médias intervenant en tant que représentants de la classe dominante présentent cettte situation.

On observe que très rapidement Syriza jusque là présenté comme un "*parti de gauche*" se transforme en "*parti d'extrême gauche*". On pourrait se dire qu'il s'agit là uniquement d'une dérive sémantique sans doute malintentionnée. Ce qui est certain, c'est qu'elle n'est pas anodine et nous allons expliquer pourquoi.

Syriza est un parti petit bourgeois démocratique lié à la bourgeoisie, entièrement subordonné au capitalisme, qui n'envisage nullement de rompre avec lui, avec l'UE, l'euro, l'ONU ou l'OTAN, Alexis Tsipras n'a pas cessé de le marteler, bref, il présente toutes caractéristiques d'un parti de l'ordre.

Alors pourquoi le présenter soudain comme un "*parti d'extrême gauche*" si finalement il ne présente aucun danger pour le régime ?

Si comme nous l'affirmons Syriza est un parti voué à la cause du capitalisme ou qui ne peut que s'accommoder avec lui et refusera toujours de l'affronter, en faire un "*parti d'extrême gauche*" présente l'avantage de réduire l'extrême gauche à une tendance du mouvement ouvrier liée au capitalisme, cela signifie qu'en réalité il n'existerait aucune tendance au sein du mouvement ouvrier qui serait en rupture avec le capitalisme, la lutte des classes ne consisterait plus de nos jours qu'à jouer dans la cour de récréation définie par le capitalisme, et puis il ne peut rien exister au delà d'un extrême, c'est le bout ou la fin, la limite d'un processus, de quelque chose, donc inutile d'aller voir au delà de Syriza, il n'existe rien, comme il n'existe rien au delà du capitalisme, toute alternative au capitalisme passe à la trappe et la boucle est bouclée. Ai-je été assez clair ?

L'enjeu n'est donc pas sémantique, mais bien politique au plus haut niveau.

Un extrait de l'article de Reuters d'hier

- Percée du parti de gauche Syriza lors de scrutins locaux grecs - Reuters

Si l'un de ces deux candidats l'emporte au second tour dimanche prochain - en même temps que les élections européennes, ce sera

la première fois que la capitale ou sa région passe aux mains d'un parti d'extrême gauche.

- "*On voit une tendance nouvelle en faveur des partis qui s'opposent au système*", selon le politologue John Loulis. "*Même si les gens ne font pas encore confiance Syriza, ils sont prêts à essayer.*" Reuters 19.05

Syriza ne "*s'oppose pas au sytème*", il en est une des composantes (Aube Dorée aussi), la suite apporte une précision qui permet de le comprendre. Syriza, tout comme le Front de gauche en France, ne remet pas en cause le capitalisme ou les institutions, l'UE, non, il se contente de dénonce la politique d'austérité du gouvernement et de l'UE en faisant croire que dans le même cadre politique il serait possible d'appliquer une autre politique, alors que c'est impossible, la réaction ne le permettra pas, elle lâchera ses milices fascistes...

Ce que dispute Syriza ou le Front de gauche aux partis de l'ordre, ce n'est pas la nature du régime, capitaliste ou socialiste, mais le meilleur moyen de gouverner tout en maintenant en place l'ordre établi, la répartition des richesses entre les différentes couches d'exploitées incluant la petite bourgeoisie ou la classe moyenne qu'ils incarnent ou permettant à celles-ci de conserver leurs privilèges ou niveau de vie, peu importe que cela soit au détriment de couches entières de travailleurs.

- Syriza a tenté de transformer ce scrutin en un référendum sur la politique d'austérité menée par Nouvelle démocratie, le parti de Samaras, et son partenaire de coalition le Pasok (socialiste). Reuters 19.05

Ce qui contrarie les tenants du régime qui sont farouchement anti-ouvriers, c'est que l'arrivée au pouvoir de Syriza ou un Front populaire pourraient se traduire par des concessions accordées aux travailleurs, concessions qui seront reprises ou rogner par la suite, parfois très rapidement, en 36 en France les augmentations de salaires avaient été annulées en moins de six mois suite à une inflation galopante orchestrée par la Bourse.

Ils ont deux fers au feu il ne faut pas l'oublier, l'extrême droite qu'ils financent et instrumentalisent également sera mise en action pour faire chuter le gouvernement réduit à l'impuissance, tandis qu'un gouvernement ultra réactionnaire ou une dictature pendra la suite...

J'ai oublié de préciser que les médias appelaient parfois "*la gauche de la gauche*" la "*gauche radicale*", au delà de laquelle doivent se trouver les terroristes, les voyous, l'ultra gauche, en réalité la véritable Opposition de gauche, nous quoi !

Qui visent-ils ?

- "*Vers la fin de la consommation de masse?*" - L'Express.fr

- Alimentation : la mention «*à consommer de préférence avant*» dans le collimateur de l'UE - Liberation.fr

Qui sera amené à consommer moins ? Ceux qui en auront moins les moyens. La généralisation de la pauvreté, la paupérisation d'une partie des couches moyennes, la baisse du niveau de vie des couches supérieures des travailleurs conduira à une baisse de la consommation, produit de la baisse du coût du travail.

Plus la part du capital variable diminue, plus le niveau de vie des exploités doit diminuer, moins ils doivent consommer, tandis que leurs charges (loyer, électricité, gaz, transport, etc.) fixes augmentent toujours et consomment une part toujours plus importante de leurs salaires, mais aussi le budget nécessaire pour simplement survivre, se nourrir, se vêtir, se soigner, etc. du coup la part qui reste pour d'autres dépenses en biens ou services diminuent sans cesse.

En complément.

- Les Français ont le sentiment d'une médecine à deux vitesses - Liberation.fr

- Santé: Près d'un Français sur deux a renoncé à des soins en raison du coût - 20minutes.fr

Acharnement des défenseurs des banquiers mafieux.

- Kerviel, d'abord «*voleur*» puis «*victime expiatoire*» de la haute finance: le drôle de combat de Mélenchon - Slate.fr

- Kerviel: illisible innocent? Médiatique coupable? Victime incomprise? - L'Express.fr

- Cambadélis dénonce le "*cirque hallucinant*" autour de Kerviel - AFP

- De l'Eglise à l'extrême gauche, les soutiens disparates de Jérôme Kerviel - LeMonde.fr

- Kerviel: Laurent se démarque de Mélenchon dans la défense de l'ex-trader - AFP

Pierre Laurent, numéro un du PCF, a jugé lundi que Jérôme Kerviel avait sa "*part de responsabilité*" dans la spéculation bancaire, alors que son partenaire du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, proclame l'innocence du trader repenti.

Interrogé par France Info, le secrétaire national du PCF a estimé que l'ex-courtier avait été "*un rouage de ce système*" spéculatif, "*il y a prêté la main très directement*". AFP 19.05 (Le PCF est un "*un rouage*" du "*système*, du régime... - ndlr)

Et les ouvriers qui travaillent dans les entreprises d'armement, ils sont les "*rouages*" de quoi, ils prêtent "*la main très directement*" à quoi, aux massacres d'innocents à travers le monde, faut-il les envoyer en camps de concentration en Sibérie ? On préfèrerait envoyer au bagne leurs patrons ou actionnaires, en admettant qu'on leur laisse la vie sauve, je ne jurerai de rien !

En complément.

Lui il a vu sa peine réduite et il ne passera pas par la case prison, normal.

- L'ex-PDG de Vivendi Jean-Marie Messier condamné à dix mois de prison avec sursis en appel - Francetv info

Eux ils ont eu moins de bol...

- Espagne: près de 50.000 logements saisis par les banques en 2013 - AFP

Les esclaves vont encore avoir besoin de fournir des "***efforts***"

- Afrique: forte croissance en 2014, mais des efforts encore nécessaires - AFP

L'activité économique du continent africain progressera de 4,8% cette année, puis de 5,7% en 2015, mais pour réaliser une réelle percée, il doit davantage profiter du marché international, selon un rapport annuel publié lundi par l'OCDE, la Banque africaine de développement et le Programme des nations unies pour le développement (Pnud).

(Ah bon ! Parce que ce serait l'inverse aujourd'hui, l'Afrique serait pillée et n'en profiterait pas vraiment, évidemment, non, sans blague ? - ndlr)

Il dresse cette fois le bilan d'"*une Afrique résistante aux chocs intérieurs comme extérieurs et sur le point de connaître une solide croissance économique*", expliquent les trois organismes dans un communiqué.

(Ah bon ! Qui ne résiste pas à la corruption et à la guerre, aux agressions venues de l'extérieur ? Une "*solide croissance économique*" qui profitera à qui ? La réponse était donnée plus haut au "*marché international*", entendez aux multinationales qui le domine. - ndlr)

Mais, précisent-ils dans le rapport, plusieurs aléas pèsent en positif et en négatif sur cette prévision de croissance.

(Comme ces choses sont dites à la légère, les "*aléas*" en question portent un nom : déstabilisation et guerre impérialistes. - ndlr)

D'abord, la situation géopolitique. "*Trois ans après la révolution en Egypte, en Libye et en Tunisie, la stabilité politique dans la région n'a pas encore été complètement rétablie*", estiment-ils, rappelant également la situation au Mali et en Centrafrique. Pour eux, il s'agit du "*principal défi*" à relever pour le continent.

(Arrêtons-nous un instant et sautons au dernier paragraphe avant de lire la suite. -ndlr)

Côté positif, les trois organismes soulignent les "*progrès remarquables réalisés dans le domaine du développement humain, qui se traduisent par des taux de pauvreté plus faibles, une hausse des revenus, de meilleurs taux de scolarisation et de couverture médicale*".

(Alors qu'ils ont soutenu la destruction de la Libye par les puissances occidentales et l'OTAN dont le "*taux de pauvreté*" était l'un des plus faibles d'Afrique, le "*taux de scolarisation et de couverture médicale*" l'un des meilleurs d'Afrique. -ndlr)

Si les exportations africaines, "*tirées par des prix élevées, ont progressé plus vite en 2012 qu'aucune autre région au monde*" (6,1%), les importations augmentent encore deux fois plus vite (13,8% par an), précisent-elles dans le rapport.

Et surtout, les exportations restent dominées par les produits de première nécessité à faible valeur ajoutée qui n'ont représenté la même année que 3,5% des exportations mondiales de marchandises.

"*Les fournisseurs africains ont besoin d'un environnement commercial propice à l'engagement vers une montée en gamme des chaînes de valeur régionales et mondiales*", expliquent les trois organismes dans le rapport.

"*Le continent doit éviter de s'enliser dans des activités à faible valeur ajoutée*", ajoutent-ils.

(Parce que les Africains auraient le choix, leur politique économique ne serait pas dictée par les intérêts des multinationales et des puissances occidentales (pas seulement, Chinois et Indiens aussi). Leur dépendance vient du fait qu'ils vendent des produits à faible valeur ajoutée, non ou faiblement transformés, parce que l'Afrique n'est pas industrialisée, et achètent des produits finis à haute valeur ajoutée. -ndlr)

En conséquence, les trois organismes recommandent des investissements dans des secteurs porteurs, des gains de compétence et des créations d'emplois, ainsi que l'acquisition de nouvelles technologies, savoirs et informations.

(Ils n'en sont pas maîtres, ils sont endettés jusqu'au cou, seules les multinationales étrangères peuvent investir massivement dans ces secteurs en surexploitant à merci une main d'oeuvre nombreuse, misérable et docile. - ndlr)

"*Fortes d'une démographie dynamique, d'une urbanisation rapide et d'une richesse en ressources naturelles, les économies africaines ont une incroyable carte à jouer*", estime Mario Pezziini, directeur du centre de développement de l'OCDE cité dans un communiqué.

(Sauf que les Africains ne sont pas les maîtres du jeu, de la règle du jeu, le voudraient-ils qu'ils seraient renversés ou liquidés par un coup d'Etat fomenté par le Pentagone, la CIA, l'OTAN, les Français ou les Britanniques qui considèrent que l'Afrique leur appartient.

Raison de plus pour que la guerre de rapide des impérialistes américain, britannique et français reprenne de plus belle. - ndlr)

... s'ils veulent un jour avoir l'électricité...

- Près de 600 millions d'Africains subsahariens privés d'électricité - AFP

Un régime socialiste leur fournirait immédiatement des panneaux solaires et des batteries pour au moins pouvoir satisfaire leur besoins élémentaires. Gratuitement évidemment.

ACTUALITE EN TITRES

Pas d'erreur : Debbouze, c'est le niveau de Hollande !

- Hollande à la finale du concours d'improvisation de Jamel Debbouze - Le Nouvel Observateur

- La cote de Valls chute, Hollande au plus bas, selon LH2 - Reuters

Décidément, ils n'en veulent plus. Valls ou Jupé feront mieux l'affaire.

- Présidentielle 2017: 76% des Français pensent que Nicolas Sarkozy sera candidat à l'élection - 20minutes.fr

- Présidentielle : 63% des Français ne souhaitent pas le retour de Sarkozy - Le Nouvel Observateur

Et en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc. Justement, c'est en Suisse qu'ils ont planqué leur fric.

- Etats-Unis: Credit Suisse inculpée d'aide à l'évasion fiscale - AFP

Les Etats-Unis ont officiellement annoncé lundi que la banque Credit Suisse était inculpée pour avoir facilité l'évasion fiscale

de certains de ses riches clients américains, prélude à une amende qui pourrait dépasser 2 milliards de dollars. AFP 19.05

En famille. Le PS est bien le parti des Rothschilds et Libération son torche-cul. De gauche.

- Traité transatlantique : assez de démagogie ! - liberation.fr

Henri Weber député européen, directeur des études européennes auprès du premier secrétaire du Parti socialiste

Contrairement aux charges d'EE-LV et du Parti de gauche, les négociations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis n'aboutiront pas à l'imposition des normes américaines en Europe. liberation.fr 19.05

En complément.

- Traité transatlantique: Barnier met en garde contre « *les procès d'intention* » - Public Sénat

Ils ne supportent pas la controverse...

Quand les inquisiteurs vont trop loin.

- La loi famille sème la zizanie à l'Assemblée - LeFigaro.fr

- L'amendement « *anti-fessée* » sorti de la loi sur la famille - LeMonde.fr

Les fonctionnaires transformés en agents des renseignements généraux

- Plan anti-jihad: des fonctionnaires de préfectures formés en juin - AFP

Il s'agit de la formation des agents de l'Etat qui seront amenés à "*être en contact*" avec des familles dont des proches sont partis faire le jihad en Syrie par exemple ou ont des velléités de le faire. Ces familles, détaille la circulaire, doivent pouvoir trouver un "*appui*", dans un souci de "*prévention*" également.

Plusieurs sessions de formation seront assurées entre le 9 et le 20 juin place Beauvau par des spécialistes policiers de l'antiterrorisme (sur les filières et le conflit syrien) mais aussi par des représentants d'associations spécialisées dans la protection de l'enfance et les dérives sectaires. AFP 19.05

Et pour Hollande-Valls-Fabius-Le Drian qui sont en "*contact*" avec les monarques de Riad ou Doha, de Tel-Aviv ou Istanbul, qui soutiennent Al-Qaïda et les djihadistes qui combattent en Syrie (et ailleurs), qui va les prendre en charge ?

En complément

- DGSI recrute espions : comment savoir si vous avez le profil (et ce à quoi ça vous engage vraiment) - Atlantico.fr

Les officiers de renseignement sont pour leur part tous des officiers de police. Leur travail est de recruter des agents secrets. Un agent est un indicateur, c'est un délinquant au sens propre que l'on a recruté, que l'on forme et que l'on manipule. A ne pas confondre avec un officier de renseignement. atlantico.fr 19.05

Ah le malin !

- Vatican: 202 transactions suspectes rapportées en 2013 - AFP

Stratégie du chaos, déstabilisation, guerre de basse intensité...

- La justice américaine poursuit l'armée chinoise pour piratage informatique - AFP

- Attaque meurtrière dans la ville nigériane de Kano - Reuters

- Thaïlande : l'armée instaure la loi martiale - LeMonde.fr

- La Libye s'enfonce dans le chaos, une unité d'élite de l'armée rallie un général accusé de coup d'Etat - Francetv info

Haut de page

Le 21 mai 2014

CAUSERIE

Un article d'actualité a été ajouté et quelques articles dans d'autres rubriques.

Les infos en bref seront actualisées demain.

Haut de page

Le 22 mai 2014

CAUSERIE

Quel boulot !

Il faut regarder la réalité en face

On ne pensait pas de sitôt devoir employer à nouveau les mots fasciste et nazi, on aurait voulu croire qu'ils appartenaient définitivement au passé, et bien non, et c'est la CIA, l'OTAN ou l'impérialisme américain flanqué des sionistes, de gouvernements soit-disant démocratiques et l'UE qui les ont remis en selle avec fracas en Europe (et au Venezuela notamment).

Même les références à Hitler se multiplient, d'un fort mauvais goût qui plus est, quand elles sortent de la bouche d'alliés du fascisme d'hier ou d'aujourd'hui, lire plus loin.

Pour un peu le monde se retrouve dans une configuration proche de celle qui existait dans la première moitié du XXe siècle qui a débouché sur deux guerres mondiales, où de grandes puissances déjà industrialisées et d'autres importantes par leur importance géographiques appelées à se développer et à constituer aussi des puissances impérialistes, se livrent une concurrence commerciale féroce ou une guerre économique sans merci pour conserver leur place sur le marché mondial ou s'imposer face à l'impérialisme américain qui revendique le maintien de son hégémonie sur le monde, posant la question de leur approvisionnement en matières premières pour satisfaire leurs besoins grandissants ou insatiables, au moindre coût cela va de soi, car ce rapport de forces entre grandes puissances mondiales se déroule sur fond de crise du capitalisme devenue permanente et sans issue, même temporaire, prenant les contours de guerres impérialistes ou guerres civiles larvées incessantes sur tous les continents, déstabilisant nombre d'Etat et l'économie mondiale qui menace d'exploser à tout moment.

La confrontation entre les Européens alliés aux Américains d'une part, les Chinois et les Russes d'autre part, peut se solder par une conflagration générale si les Américains qui sont les maîtres du jeu le décidaient, mais il ne semble pas que ce soit leur intérêt. Que chacun veuille préserver ses avantages ou avancent ses pions, c'est bien naturel, qu'aucun ne respecte la règle du jeu qu'ils se sont imposés l'est tout autant, que cet équilibre des forces soit rompu et ils auraient tous à y perdre plus qu'à y gagner, puisqu'ils n'ont pas réellement d'ennemis à affronter ou qui les menacent, le prolétariat mondial demeure inorganisé ou incapable de réaliser son unité, de trouver la voie du socialisme.

Maintenant il faut tenir compte du fait que parmi les dirigeants du vieux monde il y en a qui sont assez cinglés pour tenter le diable ou vouloir hâter la mise en place d'un gouvernement mondial, que ne permet pas aujourd'hui la configuration des différents Etats ou la répartition des pouvoirs dans chaque pays qui est le produit de leur passé, des différents niveaux de développements économiques de ces pays autant que leurs formes de gouvernement qui varient d'un pays à l'autre en fonction de la lutte des classes au cours du siècle dernier et de la lutte féroce à laquelle se sont livrées ces mêmes puissances. Viennent se greffer là-dessus une multitude d'obstacles qui se sont multipliés au fil du temps et qui entravent la progression de leur projet, rendant sa réalisation de plus en plus improbable malgré les moyens dont ils disposent pour agir en maître du monde.

Ils buttent sur un obstacle incontournable, à savoir, que ce qui devait servir leurs intérêts se retournent en son contraire au fur et à mesure que les masses résistent et en prennent conscience. Le "printemps arabe" a fait long feu, tout comme les Frères musulmans ou Al Qaïda, tous les avantages qu'ils pouvaient tirer du 11 septembre qu'ils ont orchestré sont largement consommés

ou en voie d'épuisement. Il va leur falloir trouver autre chose pour justifier leur politique impérialiste, colonialiste, ultra réactionnaire, profondément antisociale, guerrière, conditionner les masses pour les détourner des réels problèmes qu'elles doivent résoudre, des tâches historiques qu'elles doivent accomplir, dont la première consiste à rompre avec le capitalisme et le liquider comme mode de production de chômage, précarité et pauvreté, de guerres.

Néolibéralisme et sionisme ne font qu'un.

- Le Sénat américain approuve la nomination de Stanley Fischer à la Fed - AFP

La nomination de l'ancien gouverneur de la banque centrale israélienne Stanley Fischer au conseil des gouverneurs de la banque centrale américaine (Fed) a été approuvée mercredi par le Sénat américain, qui devra voter à nouveau pour le confirmer au poste de vice-président.

Les sénateurs américains ont voté par 68 voix contre 27 en faveur de Stanley Fischer, 70 ans, qui avait été nommé le 10 janvier par le président Barack Obama.

Né en 1943 en Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie), il a été naturalisé Américain en 1976 et a acquis la nationalité israélienne en 2005.

Stanley Fischer a été chef économiste de la Banque mondiale (1988-1990), numéro deux du Fonds monétaire international (1994-2001), et vice-président de Citigroup (2002-2005). Auparavant, l'économiste menait une carrière de recherche et d'enseignement, notamment au Massachusetts Institute of Technology où il obtint son doctorat et enseigna de 1973 à 1994.

Stanley Fischer a dirigé la Banque d'Israël pendant huit ans (2005-2013) avant de démissionner en juin 2013, deux ans avant la fin d'un mandat pendant lequel il a été crédité du "*miracle*" économique israélien. AFP 21.05

Propagande de politique intérieure.

- Une escalade en Ukraine menacerait la croissance des Etats-Unis - AFP

La croissance économique des Etats-Unis, redevenue "modérée", pourrait être mise à mal par une escalade des tensions en Ukraine, signalent les minutes de la dernière réunion de la Réserve fédérale (Fed) publiées mercredi. AFP 21.05

- L'ONU baisse ses prévisions économiques avec la crise ukrainienne - AFP

La preuve : Les investisseurs n'en croient pas un mot.

- Wall Street finit en hausse après les minutes de la Fed - Reuters

Intox. Manipulation et instrumentalisation de l'extrême droite.

- Béziers: Robert Ménard interdit d'étendre du linge aux balcons et fenêtres - AFP

- Béziers: Ménard interdit le linge au balcon - L'Express.fr

- Robert Ménard interdit d'étendre du linge aux balcons et fenêtres de la ville de Béziers - 20minutes.fr

Quand j'habitais à Clichy-sur-Seine (92) de 1978 à 1996, une ville ouvrière dont le maire est Gilles Catoire (PS) depuis plusieurs décennies, je me souviens qu'il était déjà interdit d'étendre son linge aux fenêtres. J'imagine que le même arrêté municipal a été pris par de nombreuses municipalités en France. Personnellement j'y suis opposé.

Si des gens étendent leur linge aux balcons et fenêtres, c'est parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement pour le faire sécher. C'est là qu'on se rend compte à quel point notre liberté est étriquée.

Dans leur dictature démocratique bourgeoise ou capitaliste, notre liberté se résume à exprimer des idées ou aspirations, et la leur à nous imposer les leurs. C'est ce qu'on appelle la démocratie confisquée où la dictature prédomine.

L'erreur fatale de l'avant-garde du mouvement ouvrier a été de sous-estimer ou faire passer au second plan l'aspect dictatorial du régime en place au profit de son vernis démocratique, qui avec le temps devait finir par craquer de partout. C'était parfaitement prévisible ou inscrit dans le cycle du capital qui passe d'une crise à l'autre et en vient à ne plus supporter les principes

les plus élémentaires de la démocratie au profit de la dictature. Le capital étant confronté à une crise sans précédent dans son histoire dont il sera incapable de sortir même temporairement, il est normal que la dictature devienne la norme en terme de gouvernance, de plus en plus ouvertement, et qu'elle s'étende à des continents entiers, puis au monde. C'est dans ce cadre que se situe la dictature de l'Union européenne.

A croire qu'ils n'ont aucun argument pour combattre l'extrême droite, qu'ils n'en ont pas l'intention, ce qui paraît normal pour les agences de presse et médias qui représentent le régime et en sont les alliés en réalité, tout comme le PS et au delà ceux qui soutiennent le PS.

Le lendemain. Confirmation.

- Étendre du linge aux fenêtres : une pratique déjà interdite (presque) partout - LeFigaro.fr

Il leur faut faire diversion à défaut de pouvoir justifier leur soutien au fascisme en Ukraine (ou ailleurs, au Venezuela, etc.)

Le Pen est leur meilleur allié.

Lisez attentivement ce qu'il dit sans omettre de penser à ce qu'il ne dit pas mais qui est contenu dans son discours sous la forme de sous-entendu. Parfois il recourt à un référent à la place d'un autre, qui lorsqu'on les remet à leurs places correspond à une analyse de la situation mondiale beaucoup plus sérieuse que son "*calembourg*" (Valls) qui ne s'adresse évidemment pas aux simples électeurs qui passeront à côté, mais bien aux dirigeants de la classe dominante.

- Ebola: Le Pen défend une simple "*observation*" démographique - AFP

Le président d'honneur du FN, lors d'une discussion avec des militants et journalistes où il parlait de l'"explosion démographique" dans le monde, a lancé mardi soir à Marseille que "*Monseigneur Ebola peut régler ça en trois mois*".

(Au passage, cette discussion en aparté n'aurait jamais dû faire l'objet de ce tapage médiatique dont évidemment les populistes de droite et de gauche se sont emparés, à défaut de véritablement combattre l'extrême droite. - ndlr)

"*Je ne vois pas comment on peut polémiquer sur un tel sujet. Moi, je suis un adversaire résolu de tout ce qui touche à l'intégrité des populations, mais on n'y peut rien. Moi, je ne maîtrise pas ces phénomènes, j'essaie de voir quels vont être les équilibres demain que nous devrons prendre en compte*", a-t-il dit mercredi lors d'une conférence de presse.

(La démographie exponentielle à l'échelle planétaire va constituer un véritable défi à l'humanité toute entière dans les décennies à venir, c'est évident, mais personne ne veut traiter ce sujet ou le diabolise pour qu'on n'en parle pas, ce que les contradicteurs subordonnés au capitalisme reprochent à Le Pen. Lui il s'en fout, il sera crevé !

Quand il dit qu'il "*ne maîtrise pas ces phénomènes*", il met en relief l'impuissance de la société à affronter et résoudre le problème de la surpopulation mondiale et ses conséquences inévitables, qui seront forcément dramatiques, terribles, et pas seulement sa propre impuissance. Ceux qui sont mis en accusation ici, ce sont ceux qui dirigent le monde, dont il ne fait pas partie, sans les nommer. Mettre en avant leur responsabilité sans les désigner est peut-être une forme de pression ou de chantage, une façon de leur dire qu'il sait mais ne le dira pas en échange de quoi ils peuvent lui accorder quelques concessions. Après tout ils sont alliés et non des ennemis. - ndlr)

"*Moi, je dis que la France doit se préparer à subir le choc, le torrent migratoire, par l'extension continue de la population mondiale*", a ajouté M. Le Pen, candidat aux européennes dans le Sud-Est.

(Le discours habituel a relent xénophobe de l'extrême droite, pas de quoi fouetter un chat. - ndlr)

Le virus Ebola est, selon lui, une "*maladie terrible*". "*Comme les guerres nucléaires ou internes, il est de nature à modifier cette évolution [démographique] qui en elle-même est catastrophique.*"

(Là il va trop loin, car c'est d'eugénisme ou liquidation programmée d'une partie importante et ciblée de la population mondiale dont il parle. Or nous savons que les Américains et les Israéliens y travaillent d'arrache-pied, qu'ils y consacrent des dizaines de milliards de dollars par an, qu'un grand nombre de pratiques mises en oeuvre par les multinationales ou sur les champs de bataille conduisent à réduire la durée de vie de certaines personnes, à les affaiblir, à les rendre stériles, à l'augmentation vertigineux du nombre de cancers, de maladies neurodégénératives, etc. qu'il ne faudrait pas grand chose pour qu'une gigantesque épidémie à l'échelle d'un continent le dévaste ou à l'échelle mondiale.

On doit ajouter qu'ils se livrent à des manipulations et des expérimentations dans le domaine de la biochimie dans le cadre

de programmes militaires ultra secrets, où ils mettent au point de nouveaux virus, les croisent ou les modifient pour les rendre résistants à tous les traitements existants. Leur volonté acharnée à contrôler la totalité de la population ne part assurément pas d'une bonne intention, s'ils estimaient que son niveau avait atteint un stade fatidique et qu'il fallait entreprendre de la réduire drastiquement, ils n'hésiteraient pas à mettre en oeuvre les procédés expéditifs pour liquider une grande partie de l'humanité, rappelons-nous que leur cynisme et leur détermination sont sans limite. - ndlr)

"*Dans certains pays à forte croissance démographique comme le Nigeria, malheureusement il n'y aura pas de quoi les nourrir*", a-t-il fait valoir.

(Le Pen en a la larme à l'oeil ! Ce qui lui vaut la haine de la gauche ou de l'extrême gauche, c'est que contrairement à eux il n'a pas besoin de couvrir sa démagogie d'un faux masque, il assume ce qu'il est, alors qu'il faut camoufler leur capitulation honteuse devant le capital.

La balkanisation de l'Afrique, les pendémies et épidémies, les famines et la sous-alimentation, l'absence d'hygiène, le sous-développement, l'absence de structures étatiques et d'infrastructures, la corruption généralisée, le pillage systématique des matières premières par les multinationales occidentales, le manque d'eau potable, la pollution des points d'eau ou des nappes phréatiques par l'industrie d'exportation, les guerres et génocides, etc. bref, le colonialisme économique et la mise sous tutelle des Etats africains par les puissances occidentales ou ex-colonisateurs ont fait bien plus que des dizaines de millions de morts en Afrique, provoqués si ce n'est programmés sciemment pour assurer le développement des pays riches et industialisés du nord et satisfaire les besoins de leurs populations, tandis que pour des centaines de millions d'Africains la vie au quotidien était et demeure un cauchemar, et que la "*forte croissance démographique*" va encore aggraver. Le bon côté des choses que ne mentionnera pas Le Pen, c'est qu'au moins pendant que les Africains seront occupés à penser comment survivre ils n'auront pas la force de se révolter contre leur condition misérable. - ndlr)

S'agit-il d'un dérapage? "*Non*", a rétorqué M. Le Pen. "*Cette phrase n'a pas de portée particulière, c'est une observation.*"

"*Cette phrase fait le buzz sur le net. Je sais qu'un certain nombre de gens malveillants s'efforceront de diaboliser le FN. Ils ont tort*", a ajouté M. Le Pen, 86 ans.

(Parce que dans la position où ils se trouvent, la gauche et l'extrême gauche sont incapables de combattre l'extrême droite. Pire encore, ils lui servent de marchepied ou lui fournissent matière à alimenter son discours nauséabond pour refuser de rompre avec le régime ou l'affronter.

Ce que peut se permettre Le Pen, apparaître comme un opposant au système, en apparence, même s'il en fait partie, au même titre que la gauche et l'extrême gauche notez bien, c'est cela qui les ronge, car eux ils en sont incapables, il leur faudrait caractériser le PS pour ce qu'il est, rompre avec lui et les institutions, avec l'UE et ils s'y refusent obstinément. Leur "*diabolisation*" du FN sert à le faire oublier à leurs militants. - ndlr)

"*Il peut se produire des événements inopinés. Ebola, le seigneur Ebola, est un redoutable danger car il n'y a pas de thérapeutique pour le soigner. Il peut faire des ravages et balayer les populations dans le monde*", a décrit M. Le Pen.

"*En 1919, la grippe espagnole a tué en un an plus de gens que la guerre de 1914-1918 en cinq ans*", a-t-il rappelé, ajoutant: "*Nous ne sommes pas maîtres des grands équilibres mondiaux.*" AFP 21.05

(Il termine pour ainsi dire comme il a commencé. Cela aussi bouffe ou rend hystérique la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes impuissants à combattre le régime en place, impuissants face aux "*maîtres des grands équilibres mondiaux*", cela les renvoie à leur démagogie, aventurisme, charlatanisme, révisionnisme, à leur véritable nature politique qu'ils ne peuvent pas assumer ou regarder en face évidemment, que travailleurs et militants ne doivent pas découvrir, alors que Le Pen assume être d'extrême droite. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Européhystérie.

Inutile de faire le déplacement.

- Européennes: Ayrault appelle les Français au "*vote utile*" - AFP

Traduisez : Le gouvernement n'est pas suffisamment à droite.

- Cambadélis (PS) prône plus d'Europe dans le gouvernement - Liberation.fr

Miasmes annoncés.

- Européennes: remous possibles au PS en cas de nouvelle déroute - AFP

Confirmations

- Les régionalistes jouent à fond la carte des européennes - LeMonde.fr

- Européennes : Valls assure qu'il n'y aura pas de changement de cap en cas de défaite du PS - Francetv info

Et l'abstention...

- Européennes des riches, Européennes des pauvres : l'élection où l'appartenance sociale détermine le plus les votes - Atlantico.fr

Au moins que le communautarisme serve à quelque chose...

- Européennes : l'appel au vote des femmes musulmanes - french.irib.ir

Le Forum européen des femmes musulmanes (EFOMW) a lancé, cette semaine, auprès des communautés musulmanes, un appel à voter aux élections européennes french.irib.ir 20.05

Affolement à l'UMP.

- Juppé : «*On ne vote pas pour ou contre le gouvernement français*» aux européennes - Liberation.fr

- Européennes: Copé demande aux Français d'infliger "*un carton rouge*" à Hollande - AFP

... et quel désordre !

- Baroin revient sur la crise et tacle le FMI - Liberation.fr

- Sarkozy veut la fin de l'actuel Schengen - Liberation.fr

- La fin de campagne UMP parasitée par les affaires - AFP

- Affaire Bygmalion : trois élus UMP entendus comme témoins - Liberation.fr

- Ce qu'on sait des soupçons de détournements de fonds par les sénateurs UMP - LeMonde.fr

- Isabelle Balkany en garde à vue dans une enquête financière - 20minutes.fr

En désespoir de cause...

- La question animale : un enjeu pour les élections européennes - LeMonde.fr

... ou encore, il reste les prédicateurs...

- Grèce: Samaras prédit 770.000 emplois d'ici 2020 - AFP

Tafta. Intox, révélation au compte-gouttes, démagogie et mensonge, contrevérité...

Ce sera rien alors !

- Un accord de juste échange, sinon rien - LeMonde.fr

Tiens donc, "***secret***" ? Inavouable ?

- Traité de libre-échange : un document secret sur le volet énergie risque de mettre l'huile sur le feu - atlantico.fr

Parole de néolibéraux.

- Tafta: beaucoup de fantasmes dans toute cette peur attachée aux négociations du partenariat transatlantique - Slate.fr

Qui n'engagent que celui qui y croit...

- Traité transatlantique: Filippetti obtient des assurances sur la culture - AFP

Mais ils n'en savent rien... Escrocs !

- Traité transatlantique : les Français sont pour mais - Le Nouvel Observateur

Préhistoire

Bonne conscience...

- Toulouse va interdire la prostitution dans certains de ses quartiers - 20minutes.fr

Too big to fall, trop larges pour passer inaperçues !

- La SNCF commande des TER trop larges : quatre questions sur une bévue - Francetv info

Qui a dit que le tourisme était malsain ?

- Japon: nombre record de visiteurs en avril, Fukushima ne dissuade plus - AFP

Pousse au crime.

- Introductions en Bourse : les Français sont prêts à jouer le jeu - LeFigaro.fr

Déchirez-vous !

- Loi sur la famille : l'amende pour atteinte à l'exercice conjoint de l'autorité parentale adoptée - LeMonde.fr

- Polémique autour des «*mauvais parents*» mis à l'amende - LeFigaro.fr

On aurait pu titrer : Dislocation de la société au profit du marché, mais il y a fort à craindre que seuls nos lecteurs attentifs de longue date le comprennent...

Inquisition veille à votre bien-être. Non, celui des chiens.

- Gennevilliers : arrêté après avoir enfermé son chien dans le coffre de sa voiture - LeParisien.fr

Le ton de l'article est en soi tout un poème en hommage à l'inquisiteur.

Heureusement que la voiture était mal stationnée. Sans quoi, le chien serait encore resté longtemps enfermé dans le coffre de la voiture de son maître, un agent de sécurité visiblement peu soucieux du bien-être de son animal.

Mardi après-midi, alors qu'ils dressaient un procès-verbal de contravention pour une 306 garée sur un trottoir, rue Danton à Gennevilliers, les agents de sécurité de la ville ont remarqué un léger mouvement du véhicule. Avec leur lampe torche braquée sur un interstice de la lunette arrière, ils ont réussi à apercevoir une patte de chien dans le coffre. Interloqués et pour vérifier qu'ils avaient bien vu, ils ont tapé sur le capot pour faire réagir l'animal... Pas de réaction. Les policiers du commissariat local sont alors intervenus pour ouvrir le coffre. Il y avait bien un chien à l'intérieur, un malheureux Malinois, enfermé et sans eau.

De surcroît, les émanations d'un bidon de gasoil commençaient à l'estourbir. Les policiers ont secouru le chien et embarqué la voiture. Ce mercredi matin, le propriétaire de la 206 et du chien s'est présenté au commissariat pour récupérer sa voiture. Cet homme de 36 ans, un agent de sécurité ivoirien, est interrogé et devrait être poursuivi pour avoir ainsi négligé, ou maltraité, son chien. LeParisien.fr 21.05

Quelle noble ou généreuse attention ! Heureusement que la police veille et verbalise à tour de bras...

Ah, un Ivoirien, un sauvage ! Le Parisien va être poursuivi en justice par les droit-de-l'hommistes pour avoir précisé l'origine de cet agent de sécurité, vous savez les antiracistes qui ont appelé à voter Hollande et PS en 2012 qui soutiennent les fascistes-racistes-antisémites-xénophobes à Kiev, Caracas, Tel-Aviv...

Au fait, l'ouvrier ou l'employé qui se retrouve viré de son boulot et de son appartement avec ses gosses, leurs droits les plus élémentaires ne sont-ils pas "*négligés*", ne sont-ils pas "*maltraités*" par l'Etat qui assume qu'un tel traitement leur soit infligé ?

Ne devrait-il pas être interdit de se retrouver sans boulot et sans revenu pour vivre décemment, à la rue ?

Non, c'est parfaitement légal, c'est légitime, les négriers sont au pouvoir et gare aux esclaves qui l'oublieraient...

Au grande cause, les grands moyens !

- Tout juste sorti de prison, il tente d'assassiner son ex-femme à la hache AFP -

C'était juste pour faire chier les féministes qui nous filent la colique...

Les faibles ou les femmes en général ont un excellent moyen pour parvenir à leurs fins, psychologique : Ils poussent à bout leurs conjoints qui perdent le contrôle d'eux-mêmes. Ensuite ils les accusent de s'être emportés ou d'être violents ou encore de tous les maux de la terre, de préférence devant des témoins qui ignorent tout de leurs rapports et dont ils pourront se servir éventuellement pour les faire condamner ou tout simplement les culpabiliser. Les malheureux désarmés et vaincus par tant de mauvaise foi avoueront leur crime, et ils n'auront plus qu'à leur passer la muselière ou obtenir ce qu'ils voulaient...

Les femmes sont adorables, à condition de ne pas prendre le dessus ou le pouvoir, car elles en abusent...

Que le législateur leur donne raison n'a rien d'étonnant puisqu'il témoigne un fâcheux penchant pour la dictature. Eh oui, en régime capitaliste, une dictature ne peut être remplacée que par une nouvelle dictature, d'où la nécessité de le renverser pour que toute dictature cesse !

Voilà comment on se réconcilie avec les femmes !

Régression sans fin.

Dans l'Inde profondément arriérée ils honorent le Shiva lingam, en France, un pays dit avancé ils font une fixation sur le phallus, cherchez l'erreur.

- L'homophobie, ça suffit ! - LeMonde.fr

- Le minishort pour hommes, la meilleure arme possible contre le sexisme - Slate.fr

Il doit falloir traduire "*avancé*" par décomposé, décadent.

Chacun peut admirer depuis des siècles les exercices pratiques (sexuels) du Kama Sutra sur les scultures de l'immense temple de Kujaraho dans l'Inde du Nord, notamment, accessibles à tous y compris aux enfants, les femmes supersticieuses s'y rendent en espérant que cette visite favorisera leur fécondité. Personnellement au regard des 1,2 milliard que nous sommes déjà, je ne pense pas que cette visite s'impose ! Cela dit, c'est une source d'inspiration inépuisable, bon, inépuisable, c'est vite dit, il faut avoir la santé quand même et tout n'est pas forcément recommandé, par exemple les partouses ou partenaires féminines multiples simultanément à moins de chercher les emmerdes...

Selvi en ignorait l'existence, très friande ou gourmande de ces choses-là, j'ai donc fait son éducation en lui montrant ses scultures sur Internet, en fait j'ai accédé à sa demande, répétée, elle a vraiment insisté et elle n'a pas été déçue : le soir même elle m'a démontré qu'elle avait parfaitement mémorisé certaines positions. Comme quoi l'homme a bien évolué par mimétisme au départ. Avant elle m'avait déjà raconté qu'il lui était arrivé d'observer à quels exercices sexuels les singes qui se trouvaient (en

liberté) dans notre lotissement se livraient, elle se demandait quel plaisir ils y prenaient... pour vouloir les tester à son tour ! Quand on vous dit que l'humanité progresse, il y en a qui en doute et ils ont tort !

Ici, cela ne choque personne, on s'en amuse, on n'y prête même pas attention, on doit être plus proche de la nature, les pervers ou les tordus du cerveau sont plutôt en France, chez ces gens soi-disant évolués, de gauche ou d'extrême gauche, qui sont de grands frustrés, des complexés.

C'était la moindre des choses...

- L'homme le plus riche d'Ukraine soutient Kiev - Le Nouvel Observateur

Un aveu.

- La CIA s'engage à ne plus recourir aux campagnes de vaccination pour espionner - LeMonde.fr

Pire que de la camelote !

- GM rappelle 2,4 millions de voitures supplémentaires aux Etats-Unis - AFP

Quand l'engrenage se grippe...

- 70% : le pourcentage des salariés allemands qui voudraient travailler 35 heures par semaine (ou moins) - Atlantico.fr

Tous les travailleurs dans le monde aspirent à travailler moins et vivre mieux, c'est légitime. Abolition du capitalisme !

- Près de sept salariés européens sur dix travaillent en dehors des heures de bureau - LePoint.fr

Ils y ont forcé, en heures supplémentaires non payées souvent. Autrement, ils ont un autre emploi complémentaire pour boucler les fins de mois.

Ici (en Inde) mon esclave travaillait 72 heures par semaine et quand elle rentrait chez son frère parce qu'elle n'a pas de toit, elle devait encore balayer, préparer le dîner, faire la vaisselle, laver son linge et celui de son grand dadet de fils de 24 ans, nourrir la vache, etc.

Je l'ai affranchie en réglant ses dettes, elle vit chez moi dorénavant, elle ne travaille plus que 42 heures par semaine, dans une semaine elle va descendre à 36 heures, elle donne la totalité de son salaire à ses trois grands enfants mariés et bardés de gosses, chez moi, elle bosse un minimum et je lui fournis tout ce dont elle a besoin ainsi que de l'argent si nécessaire, on partage tout avec mon épouse Magueswary, je ne tolère pas l'injustice et l'exploitation.

Elle cessera complètement de travailler à l'extérieur quand ses gosses seront capables de s'assumer, bon, ce n'est pas demain la veille, hélas ! Mais bon, on est en Inde et pas en France, vous savez, la pauvreté... C'est bien qu'elle ait ces rapports avec ses gosses, je ne veux rien lui imposer, je ne m'emmêle pas sauf quand j'estime que cela va trop loin. Cette pauvre femme a si peu de liberté que j'évite de lui dicter quoi que ce soit, et puis on est tellement différent.

En famille. Ah ben, s'ils le disent eux-mêmes !

- Consigny : Montebourg, ce grand commis des Bouygues - LePoint.fr

Leur monde merveilleux !

Beau travail monsieur Hollande, félicitation !

- Attentats meurtriers au Nigéria Francetv info

- Au moins 118 personnes ont été tuées dans une double explosion sur un marché de Jos au Nigéria. - Francetv info 20.05

Quelle "*grande démocratie*" monsieur Valls, félicitation !

- Les Israéliens accusés d'avoir « *exécuté* » deux adolescents palestiniens - LeMonde.fr

L'organisation de libération de la Palestine (OLP) accuse l'armée israélienne d'« *exécution délibérée de deux adolescents* » la semaine dernière en Cisjordanie. LeMonde.fr 20.05

C'est l'icone, l'égérie, l'idole de l'oligarchie financière, des néolibéraux, des sionistes... comme à Kiev (notamment)

- Hitler s'affiche sur les bus de Washington pour une campagne anti-islam - Francetv info

Les publicités, affichées sur les flancs de vingt bus, montrent une photo du dictateur nazi en train de discuter avec son "*fidèle allié*" disent-elles, Hadj Amin Al-Husseini, grand mufti de Jérusalem pendant la seconde guerre mondiale. Husseini, dirigeant musulman dans la Palestine alors britannique, avait demandé à Hitler son soutien pour l'indépendance du pays et la non-création d'un foyer juif.

(Ce qu'ils oublient de préciser, c'est qu'il n'obtiendra pas gain de cause auprès d'Hitler, qui au contraire en massacrant les juifs en Europe apportera un soutien décisif au projet des sionistes qui profiteront de cette fabuleuse occasion pour s'emparer de la Palestine, leur butin de guerre en échange de leur refus de soutenir les juifs d'Europe qui seront exterminés en masse par Hitler et le régime nazi. Que les sionistes aient été les meilleurs alliés de Hitler et du fascisme, ils ne peuvent pas l'avouer évidemment. - ndlr)

"*La haine islamique des juifs : c'est dans le Coran. Deux-tiers de toute l'aide américaine va à des pays islamiques. Arrêtez le racisme. Arrêtez l'aide aux pays islamiques*", peut-on lire sur les publicités.

Les publicités qui doivent continuer à circuler jusqu'à la mi-juin, ont été commandées par l'organisation American freedom defense initiative (AFDI), qui entend "*faire prendre conscience des ravages de l'idéologie suprématiste islamique*", selon son site internet (en anglais). Francetv info 20.05

Aucun doute à avoir, le sionisme est bien le frère jumeau du fascisme, car en visant le Coran, ces salopards visent tous les musulmans dans le monde, comme Hitler visait tous les juifs, sauf certains banquiers ou nantis faut-il rappeler.

Pour ceux qui l'ignorent ou auraient des doutes, voir le développement du fascisme aux Etats-Unis dans les années 30, le rôle de la Fed, des banquiers anglo-saxons sionistes dans la montée du fascisme en Allemagne, comment ils ont financé le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Un certain nombre d'informations ou documents figurent dans notre portail qui le prouvent, ils en existent bien d'autres sur le Net.

En complément.

- Les jihadistes déterminés à établir un Etat islamique entre Syrie et Irak - AFP

Où est le lézard dans ce titre de l'AFP ? Fastoche, les jihadistes n'ont aucun pouvoir, ne disposent d'aucun moyen financier propre, ils n'existent que par la volonté de Washington et Tel-Aviv. Maintenant reprenons le titre de l'AFP qui est déterminé à "établir un Etat islamique entre Syrie et Irak" ? Vous avez la réponse.

En famille. De son vrai nom Charles de Saxe-Coburg-Gotha. Il sait de quoi il cause.

- Ukraine: le prince Charles compare Poutine à Hitler - L'Express.fr

Maison de Saxe-Cobourg-Gotha

Déjà en 1714 en vertu de l'Acte d'établissement de 1701 interdisant le trône aux catholiques, c'est un prince allemand, l'Électeur de Hanovre Georges-Louis qui avait succédé à la reine Anne qui elle appartenait à la Maison Stuart. Son arrière-petit-fils, Guillaume IV, n'ayant pas eu de postérité survivante et les femmes pouvant régner sur les îles Britanniques, c'est sa nièce Victoria qui lui succède en 1837. En revanche, la loi salique s'appliquant au Hanovre, c'est le frère du roi défunt Ernest-Auguste Ier de Hanovre qui monte sur le trône Hanovrien.

La reine Victoria épousant un cousin allemand, le prince Albert, fils du duc Ernest Ier de Saxe-Cobourg-Gotha, en février 1840, la famille royale anglaise restait une famille d'origine allemande cousinant avec l'Europe entière de la Russie à l'Espagne les monarchies de l'Empire allemand.

La Première Guerre mondiale allait changer les relations familiales des monarques anglais : en 1917, face à une opinion publique de plus en plus germanophobe, le roi Georges V du Royaume-Uni préféra changer le nom de sa dynastie et interdire le trône à tout membre de sa famille qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Ainsi, alors que les Saxe-Cobourg-Gotha devenaient Windsor,

les cousins Battenberg devinrent-ils Mountbatten quand le duc de Charles-Édouard de Saxe-Cobourg-Gotha resta Allemand. actus.blog.mongenie.com

Partis de Hanovre, les riches banquiers juifs ont essaimé à travers toute l'Europe, rendus maître des Pays-Bas ils ont créé la première banque centrale (privée) du monde, ils ont renouvelé leur exploit un peu plus tard en Grande-Bretagne, pour finir par un coup de génie en créant la Fed aux Etats-Unis un siècle plus tard. L'axe Washington-Londres-Berlin ne tient donc pas vraiment du hasard, pas étonnant non plus si les Pays-Bas peuvent revendiquer le parti d'extrême droite le plus puissant ou si c'est en Allemagne qu'un certain Hitler a pu sévir, et si les mêmes banquiers à Londres et Washington ont financé le régime nazi, ils avaient des origines communes.

On pourrait ajouter que ce n'est pas un hasard non plus si la première fois (en 1918) c'est la couronne britannique qui avait promis la Palestine aux banquiers sionistes, et si c'est l'Allemagne de Hitler financé par les Américains (notamment) qui leur a permis de concrétiser leur rêve d'un "Etat juif" trente ans plus tard. Tout se tient, l'ordre des choses est respecté. Un rappel d'un internaute

- Son fils le prince Harry il n'y a pas si longtemps était photographié en uniforme nazi. http://news.bbc.co.uk/2/hi/4170083.stm

Bruits de bottes et de canons.

- En Thaïlande, le coup d'État déguisé de l'armée - LePoint.fr

- Malawi: troubles lors des élections, l'armée appelée à l'aide - AFP

- Mali : les rebelles touareg affirment contrôler Kidal après des combats meurtriers - Francetv info

- De nouvelles villes prises par les groupes armés au Mali - Libération.fr

- Nigeria: près de 150 morts en deux jours, le pouvoir dépassé par les violences - AFP

- Des GIs au Tchad pour chercher les lycéennes nigérianes - Reuters

- Libye: le convoi du chef d'état-major de la marine attaqué - AFP

Haut de page

Le 23 mai 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine de nouveaux articles dans la soirée ou demain matin.

Pas vraiment un scoop.

Un économiste proche de Jacques Sapir rejoint Marine Le Pen - LeFigaro.fr

Sapir, dont je lis régulièrement les articles sans les publier dans le site, est un économiste qui se veut progressiste, en fait un porte-parole du capitalisme qui est courtisé par l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche. Ces articles sont (également) publiés dans le portail Le Grand Soir. C'est un démagogue, le pendant de Mélenchon version économiste. Il fait illusion...

Pas le temps de m'y attarder,

Le mot du jour : Transparence.

Ils l'emploient quand ils ont quelque chose à se reprocher ou inavouable.

Quand les représentants du régime fomentent un mauvais coup ou préparent de nouvelles mesures contre les masses et que leur contenu arrive forcément un jour sur la place publique, ils jurent alors qu'ils sont animés des meilleures intentions du monde ou qu'ils agissent conformément à l'intérêt général. Et pour démontrer leur bonne foi, ils s'engagent à faire oeuvre de transparence,

ce qui suffira à satisfaire ou faire taire les braillards ou gesticulateurs habituels très médiatisés...

La transparence a la valeur d'un argument qui présente l'insigne avantage de remplacer tous les autres, de préférence ceux qui ne doivent pas parvenir à l'oreille des masses. On n'exige rien d'elle, elle est un sophisme en elle-même et il faut s'en contenter. Un truc de fou, non un numéro d'illusionniste.

Mais au fait, et le contenu de ces mesures qui prêtait à polémique ? Et ben quoi, de quoi vous parlez ? Ah oui, oublié, envolé, chacun s'en accommodera ! Mais alors... Non, mais c'était juste histoire de causer, de montrer que la droite et la gauche existent ou qu'ils ont leur raison d'être, personne ne s'était engagé à aller au delà, qu'est-ce que vous avez cru au juste, que cette querelle était vraiment sérieuse, pensez-vous, chacun assume son rôle voilà tout, les apparences sont sauves, c'est l'essentiel, et le gouvernement ou l'UE applique sa politique, un traité est adopté.

La transparence (où les apparences) est à la réalité, ce que le dialogue social est à la lutte des classes, une supercherie pour tromper les ignorants ou les naïfs. Tous les partis institutionnels jouent le jeu, c'est formidable et ils auraient tort de se gêner.

La transparence c'est le voile des illusions qui doit vous détourner de la réalité, de l'essentiel, qui les remplace. En deux mots, je ne vous cache rien, je vous dis tout... ce que je veux bien vous dire ou ce que je veux que vous croyez.

ACTUALITE EN TITRES

La camelote n°1 mondial !

- Toyota rappelle 466.000 véhicules dans le monde - Reuters

Ca fait désordre !

Côté pile

- Fillon s'oppose à la suspension de Schengen prônée par Sarkozy - LeMonde.fr

- Le directeur de cabinet d'Alain Juppé mis en examen - LeMonde.fr

- La pression s'accentue sur Copé à l'UMP - LeFigaro.fr

- Isabelle Balkany mise en examen - Liberation.fr

Côté face

- Budget des armées : la mise en garde de Jean-Yves Le Drian à Manuel Valls - lefigaro.fr

- Fusion des régions : levée de boucliers contre le plan Royal - LeMonde.fr

Rien de telle qu'une grosse provoc pour diviser les contestataires et faire diversion.

- Cambadélis annonce une campagne sur le droit de vote des étrangers - AFP

La gauche et l'extrême gauche ainsi que les gauchistes vont s'engoufrer dedans comme un seul homme...

Je vote le 25 mai... pour le maintien du chômage de masse.

- L'Unedic prédit une hausse du chômage en 2014-2015 - Reuters

- PSA va délocaliser la prochaine C3 de Poissy en Slovaquie - Reuters

- Renault va démarrer une production de voitures en Malaisie - Reuters

- Croissance économique en France : pas de reprise en vue dans les prochains mois - Atlantico.fr

Intox ou nouveau coup tordu pour venir au secours des banques ?

- Michel Barnier : "*La crise financière a coûté 1500 milliards d'argent public, les banques doivent payer pour les banques*" - Atlantico.fr

La vie de château des aristocrates qui vous gouvernent et exigent que vous vous serriez la ceinture.

- Cinq cuisiniers embauchés au cabinet de Geneviève Fioraso - Francetv info

Un cuisinier pour deux personnes. La secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Geneviève Fioraso est épinglée par *Le Canard enchaîné*, mercredi 21 mai pour avoir recruté deux cuisiniers de plus au sein de son cabinet, ce qui lui en fait cinq en tout. Le cabinet comptant dix membres, cela fait donc un cuisinier pour deux personnes.

L'une de ses conseillères assure à l'hebdomadaire satirique "*avoir agi à la demande des personnels*", et ce afin de préparer un "*tuilage*" en vue du départ prochain de deux cuisiniers. "*On n'aura donc pas cinq cuisiniers, mais bien trois*", ajoute-t-elle au Dauphiné Libéré. Mais le commentaire du secrétariat général du gouvernement est plus direct. "*Du point de vue des ressources humaines comme du budget, c'est du n'importe quoi*", a-t-il réagi, interrogé par Le Canard enchaîné. Francetv info 22.05

Qui a dit que le pouvoir leur montait à la tête ? C'est le PS, quoi.

Au fait, avant qu'ils arrivent au pouvoir en 2012, avions-nous raison de les décrire tels qu'ils étaient vraiment, parfois crûment ou sans ménagement ? En fait, ils sont bien pire encore, n'est-ce pas ?

Ca vole bas chez les renégats.

- Bové à Mélenchon : « *Plus je discute avec les cons, plus je les rends intelligents* » - LeMonde.fr

A force de ne discuter qu'avec des cons, il y a tout lieu de penser qu'on finit par le devenir soi-même, merci à monsieur Bové d'en avoir fait la démonstration.

Il n'y a pas de petits profits

- Paris: L'hôtel de luxe Regina condamné pour avoir gardé les pourboires de salariés - 20minutes.fr -

Quel bande de rats !

Parole de réacs. Parlez pour vous et allez vous faire foutre !

- Ebola, sida, détail... Pourquoi nous sommes co-responsables des «*dérapages*» de Jean-Marie Le Pen - Slate.fr

Avec le diable !

- Les prêtres vont-ils finir par pouvoir se marier ? - Francetv info -

Je proposerais... entre eux ! Non mais attendez, imaginez qu'en plus ils prolifèrent avec leurs marmailles...

Les femmes nous surpendront toujours.

- Une septuagénaire tue son mari à coups de pilon de mortier - 20minutes.fr

Il l'avait mérité le bougre s'écrient en choeur les féministes !

- Une femme meurt chez elle et se fait manger par son yorkshire - Francetv info

Son yorkshire, il était de quel sexe ? Mâle, c'était un barbare, il faut l'euthanasier ; femelle, il a commis un acte naturel pour ne pas mourir de faim, il faut lui procurer des soins psychologiques et l'adopter.

Quand ils en sont à l'origine...

- Coup d'État en Thaïlande : Kerry condamne - LePoint.fr

- Boko Haram sur la liste noire des organisations terroristes des Nations unies - LeMonde.fr

Le président des Etats-Unis est choisi en fonction de sa capacité à mentir effrontément et à l'assumer à la face du monde.

- Etats-Unis: La prison de Guantanamo ne fermera pas ses portes - 20minutes.fr

Voilà une démocratie comme les aiment Obama et Hollande

- Deux ans de prison pour des tweets critiquant l'émir du Koweït - LeMonde.fr

La stratégie du chaos.

- Attentats contre des pèlerins chiites à Bagdad, 32 morts - Reuters

- Kidal menace le succès de l'opération française au Mali - LeFigaro.fr

- Nouveau massacre imputé à Boko Haram au Nigeria - Reuters

- Les Chabab somaliens menacent le Kenya - LeMonde.fr

- Un attentat sur un marché du Xinjiang fait 31 morts - Reuters

- La Corée du Nord tire des obus près d'un navire de guerre sud-coréen - Liberation.fr

- Les Maldives rétablissent la peine de mort pour les enfants - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Européhystérie

Voilà à quoi cela sert de se prétendre de gauche.

- A Barcelone, Valls attaque "*l'Europe de droite*" de Barroso - Le Nouvel Observateur

Il ne faut pas oublier que leur objectif est que la majorité de la population soit dégoûtée des partis et de la politique et s'en détourne... pour leur laisser les mains libres pour qu'ils puissent appliquer tranquillement leur stratégie néolibérale. Cela en est un des moyens très efficace.

Comment Valls peut-il s'attaquer à "*l'Europe de droite*", alors qu'il est de droite ? En voià une énigme !

Eh ben justement mon grand dadet, parce qu'il est de droite, tu ne comprends toujours pas ? Quand la droite attaque la droite, cela s'annule, il faut te faire un dessin ? La droite attaque la droite et qu'est-ce qui reste à l'arrivée ? La droite, bonne réponse. Surtout il ne faut pas réfléchir sinon tu ne comprendras rien parce qu'il n'y a rien à chercher, il suffit d'observer la réalité, de t'en tenir aux faits, c'est simple, non ?

En famille. Plus ils deviennent vieux... plus ils deviennent aigris et autoritaires.

- Après Juppé, Rocard s'agace contre les «*anti-européens*» - Liberation.fr

... alors il faut dissoudre le peuple !

- 40 % des Français estiment que l'euro est un échec - LePoint.fr

Argument éculé, plus personne n'y croit, mais il y en a encore qui osent le ressortir en désespoir de cause.

- Touraine reconnaît que l'Europe "*déçoit*", plaide pour une Europe "*sociale*" - AFP

Nivellement par le bas.

- Réduisons les déficits sociaux dans l'Union européenne - LeMonde.fr

Traduisez : Dans l'impossibilité de prendre comme référence le ou les pays où les droits sociaux sont les plus avantageux pour les travailleurs, réduisons-les au niveau de celui ou ceux où ils sont les moins à leur avantage, compétitivité ou concurrence internationale oblige.

Ah les "***paroles***" et les "***actes***" !

- Ce qu'il faut retenir du débat des européennes Le Monde.fr

A trois jours des élections européennes, les représentants des principaux partis politiques français ont débattu jeudi 22 mai dans l'émission « *Des paroles et des actes* ». Le Monde.fr 23.05

A retenir.

Jean-Luc Mélenchon. « *Nous avons fait l'Europe pour plus de démocratie (…), c'est l'austérité et un recul de civilisation* » que vit l'Europe actuellement (pas hier ou depuis plus de 50 ans. Voilà comment Mélenchon l'air de rien soutient l'UE, revendique son bilan, on lui laisse volontiers. -ndlr). Et encore : « *l'idée européenne est une idée de gauche depuis Victor Hugo* », sauf que les fondateurs de l'Europe étaient tous de droite pour ne pas dire d'extrême droite, atlantistes et agents des Etats-Unis, et par conséquence elle n'a jamais été faite "*pour plus de démocratie*" mais exactement le contraire, spolier les travailleurs de tout droit social et politique, la preuve, c'est qu'une majorité de la population de l'UE rejette son existence et elle demeure en place.

Votre Europe puisque vous la revendiquer monsieur Mélenchon, au passage ce n'est pas pour rien qu'il a voté oui au traité de Maastricht en 1992, ce n'est pas une démocratie mais une dictature. Imaginée et fondée par des oligarques anglo-saxons pour les banquiers et les multinationales, c'est sa véritable nature, un instrument politique du capital contre les travailleurs, elle sert ses intérêts et ne peut pas servir ceux de son ennemi, le travail. Elle doit disparaître, être abolie et céder la place à la fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassées du capitalisme, de l'oligarchie financière.

Manipulation. Désinformation.

- Européennes : l'extrême-droite en mauvaise position aux Pays-Bas - Francetv info

Le parti anti-islam PVV (Parti pour la liberté) de l'eurosceptique Geert Wilders a essuyé un revers inattendu jeudi 22 mai lors des élections européennes qui se sont tenues aux Pays-Bas.

(En réalité il s'agit d'un parti d'extrême droite rebaptisé pour l'occasion "*eurosceptique*", comme certains partis de gauche ou d'extrême gauche, ce qui permet de faire un amalgame entre extrême droite et extrême gauche ou de présenter tous les opposants avérés ou fictifs comme partageant les mêmes idées ou la même idéologie détestable venant de l'extrême droite.

A les entendre, ce parti aurait essuyé un échec cinglant, on serait porté à penser qu'il arrive loin derrière les autres partis. En réalité il n'en est rien. Vérifions-le immédiatement. - ndlr)

Le PVV est crédité de 12,2% des voix selon les résultats définitifs du sondage, ce qui lui donnerait trois sièges, contre cinq jusqu'à présent, sur les 26 dont disposent les Pays-Bas au Parlement européen.

Les démocrates-chrétiens de la CDA et les sociaux-libéraux de Démocrates66 (D66) se disputent la première place avec environ 15% des voix et chacun d'eux devrait disposer de quatre sièges au PE, selon l'enquête réalisée par l'institut Ipsos auprès de 40 000 électeurs pour la télévision publique.

Le Parti libéral du Premier ministre Mark Rutte est donné en légère progression avec 12,3% des voix, ce qui lui permettrait de conserver ses trois sièges de députés.

(Donc en réalité la différence porte sur moins de 3% entre la CDA et D66 d'un côté et le PVV de l'autre. Vous parlez d'une affaire. Certes le PW perdra deux députés européens sans qu'il ait été laminé pour autant comme laissait l'entendre le titre de cet article. - ndlr)

(Autre élément à prendre en compte. -ndlr)

La participation au scrutin de jeudi a été aussi faible que lors du précédent, en 2009, à 37% seulement. Francetv info et Reuters 22.05

A ce stade de participation, moins de 4 électeurs sur 10, le parti arrivé en tête représente 5,5% des électeurs inscrit, tandis que le parti d'extrême droite en représente 4,51%, ce qui ramène l'écart entre ces partis à 0,5%, vous parlez d'une déroute électorale, elle est plutôt celle de l'UE qu'il faut cacher aux autres électeurs de l'UE qui n'ont pas encore été votés !

En famille traversez l'Atlantique en pédalo les yeux bandés... Et comment passer à côte de ""

- Traité transatlantique: pas de suspension mais plus de transparence - AFP

Le caractère non public du mandat de négociation donnée en juin 2013 à la Commission européenne, même s'il a fait l'objet de larges fuites sur internet, a été très critiqué, Xavier Bertrand s'insurgeant ainsi contre "*une procédure largement opaque*".

Le PS, la majorité de l'UMP et l'UDI ont plaidé pour la poursuite de la négociation. AFP 22.05

Ils ont commis une énorme supercherie en adoptant un texte qui donne mandat à la Commission européenne de poursuivre la "*négociation*" avec les Américains, alors qu'il a été largement tronquée des passages ou articles qui figuraient dans sa version originelle et qui prêtaient à polémiques tant leur contenu était inavouable ou intolérable car ils consacraient la dictature de l'oligarchie financière ou le pouvoir des multinationales américaines sur les Etats ou encore la NSA et la CIA.

Comment ont-ils procédé ?

En lisant les articles de presse j'ai failli passer à côté de l'essentiel ou me faire rouler, notamment à cause des députés du Front de gauche qui ont voté contre un texte "*vidé de l'essentiel*". Or la question à se poser était de savoir où était passé "*l'essentiel*", qu'était-il devenu, comment le gouvernement et le PS avaient-ils procédé pour le faire disparaître en accord avec la Commission européenne. Car en réalité c'est elle qui a fait en sorte qu'il se volatilise pour que ce vote puisse avoir lieu, pour que les députés PS, UMP et UDI soutiennent et légitiment le processus en cours devant conduire à l'adoption du traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE. Le Front de gauche qui soutient le régime devait forcément passer à côté de "*l'essentiel*" et ne pas poser ces questions, normal.

En réalité, il se trouve que ces points sont acquis, les Américains et la Commission européenne considèrent qu'ils sont acquis, ils se sont mis d'accord entre eux et la discussion est close, circulez il n'y a rien à voir !

Américain et Commission européenne se sont entendus, en quelque sorte c'est comme s'ils avaient déjà signé les parties qui ont été soustraites du texte originel, car ils se sont rendus compte que leur traité ne pourrait jamais être adopté tel quel ou s'ils les maintenaient, il était donc préférable qu'en secret ils se mettent d'accord et on n'en parlait plus et c'est ce qui vient de se passer.

A sa manière, Fleur Pellerin qui incarne l'extrême droite néolibérale au sein du gouvernement l'a confirmé ou a répondu à ses contradicteurs en précisant que "*le débat ne sera alors pas clos*" sur les questions qui ont été évacuées de ce texte, ce qui ne l'engage à rien puisqu'elles seront ou ont déjà été résolues ailleurs, "*débat*" il y aura lieu ou non à l'Assemblée nationale pour sauver les apparences, et tous les députés s'en contenteront puisqu'ils sont tous inféodés à l'impérialisme américain.

Voici les parties qui ne figuraient pas ou plus dans le texte adopté hier par les députés :

Il ne comporte plus la demande de suspension immédiate des négociations et ne prévoit plus de demander aux peuples de l'Union européenne de se prononcer sur leur poursuite ; (Il est entendu qu'ils ne seront pas consultés, ils pourraient s'y opposer, donc aux oubliettes le référendum sur ce traité, c'est cela la dictature. - ndlr)

Il ne comporte plus le retrait du mécanisme d'arbitrage international privé en cas de litige en remplacement de recours devant les tribunaux des Etats membres ; (mais ce "*mécanisme d'arbitrage international privé*" ou tribunal d'exception des multinationales existera bel et bien, il n'est nullement remis en cause, il existe déjà en partie. - ndlr)

Il ne comporte plus la cessation des activités d'espionnage de l'Union européenne par les Etats-Unis, au motif qu'elle serait hors sujet. lemonde.fr 22.05 (Ces activités peuvent continuer tranquillement sans que l'UE s'emmêle, c'est acquis. - ndlr)

Autrement dit, les Américains ont obtenu gain de cause sur toute la ligne, sur "*l'essentiel*" ou disons un gros morceau qui va consacrer leur domination ou contrôle sur l'Europe, une succursale made in USA légitimée par un traité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: les forces du régime marquent un point décisif à Alep - AFP

Les forces du régime ont marqué un point décisif dans la ville clé d'Alep, en bloquant l'une des principales routes d'approvisionnement des rebelles, à deux semaines de la réélection attendue de Bachar al-Assad à la tête de l?État syrien.

L'armée syrienne, épaulée par les supplétifs des Forces de défense nationale (FDN), par le Hezbollah libanais et des combattants arabes, a réussi jeudi à briser le siège imposé depuis plus d'un an par les rebelles à la prison centrale d'Alep, dans le nord du pays, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"*Après près de 13 mois de siège imposé par le Front Al-Nosra --branche syrienne d'Al-Qaïda-- et des brigades islamistes rebelles, les forces de l'armée régulière soutenues par des combattants pro-régime sont parvenues à briser le siège de la prison centrale d'Alep*", a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

"*La seule voie de ravitaillement qui leur reste entre Alep et la frontière turque est celle connue sous le nom de route de Castello, dans le nord-ouest de la ville*", explique M. Abdel Rahmane.

Selon le quotidien al-Watan, proche du pouvoir, "*ce succès ouvre une phase dans les combats. Cela aidera à resserrer l'étau autour de la ville, notamment des quartiers contrôlés par les hommes armés, et ainsi imposer un compromis similaire à celui du vieux Homs en faveur de la légitimité syrienne*".

Le 9 mai, l'armée syrienne était entrée pour la première fois depuis plus de deux ans dans la vieille ville de Homs, après le retrait des 2.000 derniers rebelles en vertu d'un accord inédit entre belligérants.

Dans une tribune publiée dans le Wall Street Journal et Le Monde.fr, M. Fabius exhorte le Conseil de sécurité à voter la résolution présentée par la France sur la saisine du CPI, qui répond selon lui à "un impératif moral et politique de lutter contre l'impunité".

La Russie a déjà annoncé qu'elle mettrait son veto à cette résolution, qualifiée mercredi de "*coup publicitaire*" par l'ambassadeur à l'ONU Vitali Tchourkine. AFP 22.05

Effectivement, cette résolution française a été rejetée par la Russie et la Chine.

2- Turquie

Affrontements entre police et manifestants à Istanbul - Liberation.fr

De violents affrontements se poursuivaient entre la police et les manifestants jeudi dans un quartier d'Istanbul, dans lesquels un homme a été grièvement blessé à la tête et transporté à l'hôpital, selon les médias locaux.

Les manifestants se sont rassemblés dans la matinée dans le quartier d'Okmeydani, sur le versant oriental d'Istanbul, pour condamner l'attitude du gouvernement, accusé de négligence, dans l'accident minier survenu à Soma qui a coûté la vie à 301 mineurs.

La police a tiré des gaz lacrymogènes, usé de canons d'eau contre quelque dizaines de contestataires, qui lançaient des cocktails Motolov. Des photos partagées sur les réseaux sociaux montrent un homme, allongé au sol, la tête ensanglantée. Selon les premiers éléments, l'homme, dont on ne sait pas encore s'il était un manifestant ou un simple passant, serait dans un état critique.

Depuis l'accident de Soma, la pire catastrophe industrielle du pays, le gouvernement de l'AKP et l'employeur, Soma Kömür Isletmeleri, sont accusés par une partie de la population et des éditorialistes d'avoir négligé les conditions de sécurité dans la mine de charbon.

Les premiers éléments recueillis ont permis d'établir que les mineurs ne disposaient pas de chambre de confinement où ils auraient pu se réfugier. Liberation.fr 22.05

SOCIAL

France

- Les cheminots dans la rue, hostiles à la réforme - AFP

L'affaire des trains TER trop larges a donné du grain à moudre aux syndicats de la SNCF qui ont réuni 10.000 cheminots selon la police, 22.000 selon les organisateurs, à Paris jeudi pour réclamer une "*autre réforme ferroviaire*", à un mois du débat sur ce sujet à l'Assemblée.

Dans les fumigènes et pétards, les manifestants partis de la Place de la Bastille ont défilé en direction de la gare Montparnasse pour demander au gouvernement de revoir son projet.

Le texte, qui sera examiné les 17 et 18 juin par les députés, vise à regrouper en un seul grand groupe public la SNCF et Réseau ferré de France (RFF).

Mais pour les syndicats qui appelaient à manifester - CGT, Unsa, SUD-Rail, rejoints par FO -, il ne prévoit pas de fusion assez poussée, "*ce n'est pas une vraie réunification*".

"*Cette réforme n'est pas du tout celle annoncée en 2012*", les cheminots "*ne laisseront pas faire*", "*on craint la fin d'un grand service public*", estimait en tête de cortège Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT-Cheminots. AFP 22.05

ECONOMIE

Russie

La Chine et la Russie signent un énorme accord sur le gaz - Reuters

La Chine et la Russie ont signé mercredi un énorme accord de fourniture de gaz qui offre au premier consommateur mondial d'énergie une précieuse source d'approvisionnement et à Moscou un débouché bienvenu à un moment de tension avec ses traditionnels clients européens.

L'accord, fruit de plus de dix ans de négociations, prévoit l'exportation vers la Chine de 38 milliards de mètres cubes de gaz russe par an pendant trois décennies, pour un montant total estimé à plus de 400 milliards de dollars (293 milliards d'euros).

La Russie prévoit d'investir 55 milliards de dollars pour l'exploration et la construction du gazoduc jusqu'à la frontière chinoise, CNPC se chargeant de construire la portion de gazoduc en territoire chinois, a-t-il ajouté.

Le gaz sera acheminé via un nouveau gazoduc reliant les champs sibériens aux principaux centres de consommation en Chine, le long des côtes.

La livraison du gaz russe doit commencer en 2018. Reuters 21.05

Haut de page

Le 25 mai 2014

CAUSERIE

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

- "*Des paroles et des actes*" : des politiques qui n'y croient pas pour un débat qui ne donne pas envie d'aller voter pour les Européennes - Atlantico.fr 23.05

Rien que de voir leur posture de gens importants, d'observer leur regard sournois de personnages jouant une comédie dans laquelle les rôles sont distribués à l'avance, on n'a déjà plus envie d'écouter leurs discours démagogiques qui seront tissés de mensonges et de contrevérités de manière à cacher leurs véritables et mauvaises intentions.

Ils sont minables, pitoyables, majorité et opposition parlementaire de droite ou de gauche gouvernent ensemble dans la mesure où aucun n'entend remettre en cause le capitalisme et ses institutions, cadre dans lequel se situe leur politique, carcan auquel ils condamnent les masses laborieuses dont finalement aucun n'incarne les besoins ou aspirations.

Effectivement, ils sont devenus de mauvais comédiens à force de justifier (maladroitement) leur soumission au capital, ils puent l'imposture à plein nez, de moins en moins de travailleurs ont envie de les croire, même en se forçant, cela vaut également pour l'extrême droite (environ 4,5% des électeurs inscrits aux Pays-Bas viennent de voter pour le parti d'extrême droite à l'élection européenne, le "*plus puissant*" d'Europe).

Elever le niveau de conscience des travailleurs ne peut se réaliser en demeurant enfermer dans un discours institutionnel, puisque l'issue à la crise du capitalisme se situe au delà, il faut donc impérativement sortir de ce cadre étriqué et borné. Il faut travailler la conscience des travailleurs à la base, comment dire, en les aidant à comprendre le processus ou le mécanisme largement inconscient à l'oeuvre dans la formation de la conscience de chacun, qui va déterminer leur capacité ou détermination à agir ou non et dans quelle direction, pour quel objectif, à décider de prendre en mains leur destin ou de laisser d'autres en décider à leur place.

On touche là le coeur du problème que nous avons à résoudre ou le noeud de la situation. Que les travailleurs votent ou non témoignent une modification de leur niveau de conscience politique selon qu'elle se confirme ou non, nous y sommes attentifs et nous en tenons compte, mais ce qui nous intéresse de savoir ou comprendre c'est comment les inciter à s'engager eux-mêmes en politique, à s'organiser.

Ne pas voter et se détourner de la politique, c'est l'objectif assigné aux masses par les néolibéraux dont tous les partis institutionnels sont les meilleurs alliés de l'extrême droite à l'extreme gauche.

Les partis de gauche et d'extrême gauche sont les fossoyeurs en chef des droits des travailleurs, car en étant incapables de les attirer vers eux ou de les organiser, ils les privent de leur capacité à prendre leur sort en main. Or, tout changement de société, le socialisme ou la révolution socialiste sont impossibles sans l'organisation des masses, sans un puissant parti ouvrier révolutionnaire pour les guider lors de l'affrontement direct entre les classes, lors du soulèvement révolutionnaire posant la question de l'Etat ou du pouvoir politique.

Quand on dit qu'ils soutiennent le régime, le capitalisme et ses institutions, c'est à cela que l'on pense, qu'on a en tête, cela commence par là, l'inorganisation des masses, et cela se termine par le fait que la vie continue comme avant et que rien ne change, qu'il demeure impossible d'envisager de changer la société et le monde dominés par le capitalisme. Les traitres et charlatans qui sont des illusionnistes ou des manipulateurs professionnels prétendent qu'ils appellent les masses à s'organiser ou à les rejoindre, alors que leur politique opportuniste sert de repoussoir à toute organisation des masses.

C'est ainsi qu'ils s'en sortent, en prétendant avoir fait le boulot, alors qu'en réalité il n'en est rien, ce qui leur permet de se justifier et ensuite d'accuser les masses de demeurer amorphes ou ignorantes, ils affirment qu'elles ne sont pas "prêtes" à se mobiliser pour réaliser un changement de société et qu'il faut établir un rapport de forces plus favorable aux travailleurs, patati patata, vous connaissez leur discours, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final sans aucun résultat, c'est leur stratégie.

Nous continuons de combattre pour changer la société et le monde, nous n'avons jamais changer d'objectif, s'emparer du pouvoir politique et vaincre le capitalisme, instaurer le socialisme et préparer l'étape suivante, le communisme qui posera les bases d'une société débarrassée de l'argent, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression, des frontières, des Etats, de la démocratie et de la politique puisque les classes auront été abolie ou se seront éteintes, auront disparu, cédant la place au règne de la liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Le saint empire anglo-saxon-germanique vaut bien un traité.

- Angela Merkel plaide la cause du partenariat commercial UE-USA - Reuters

- Libre-échange: UE et USA veulent rassurer sur la sécurité alimentaire - AFP

Pure foutaise, d'autant plus que des deux côtés de l'Atlantique (et ailleurs) on bouffe déjà de la merde, des aliments bourrés de produits chimiques, d'OGM, etc.

Etat mafieux. Comment gonflé le PIB pour réduire un déficit.

- Quand la prostitution et la cocaïne viennent au secours des déficits italiens - Atlantico.fr

Vive la mafia et la CIA !

Objectif atteint. Une bonne nouvelle pour les fabricants de misère sociale.

- L'Espagne plombée par le chômage mais bien vue des 3 agences de notation - AFP

- Espagne: 23% des chômeurs cherchent du travail depuis au moins trois ans - AFP

Eh oui, vous avez tout perdu !

- «En Grèce, on n'a plus de démocratie et on n'a plus de boulot non plus» Liberation.fr

Mais au fait, comment se fait-il, la lutte des classes des décennies précédentes n'était-elle pas destinée à vous prémunir contre une telle déconvenue ? A croire qu'elle fut bien mal orientée sur le plan politique. A ménager la chèvre et le loup, devinez à la fin qui mange l'autre...

Européhystérie

- Européennes : des bureaux de vote ouverts plus tard dans 400 communes - Francetv info

- Pourquoi les européennes sont importantes (même si personne ne vote) - Slate.fr

Pourquoi ? Parce qu'elles ont servi de rampe de lancement au FN, aux Verts et aux souverainistes explique Slate.fr. Ils étaient impossibles ou plus difficiles de les lancer sur le plan national, l'UE étant une institution supranationale, elle devait servir de levier à ces partis pour diviser les différentes classes afin que la politique de l'UE puisse s'imposer plus facilement.

- Le Parlement européen est géographiquement l'un des plus déséquilibrés au monde - Slate.fr

1 député européen pour 70.000 à 900.000 électeurs selon les pays. C'est cela la démocratie !

Insupportable !

- Le travail de plus en plus vécu comme "*une contrainte*" par les Français - Francetv info

Sans blague, et ils ne sont pas au bout de leur peine, à moins qu'ils n'en décident autrement en prenant leur sort en mains...

Sionisme. Stratégie du chaos. Provocation - réaction - condamnation - répression...

- Attaque de Bruxelles : Israël dénonce le résultat de « *l'incitation à la haine permanente* » - LeMonde.fr

- Somalie : assaut meurtrier des insurgés islamistes contre le Parlement - LeMonde.fr

- Djibouti : un restaurant attaqué à la grenade, deux morts - LeMonde.fr

- Nigeria : nouveaux massacres imputés à Boko Haram - LeMonde.fr

- Irak: voiture piégée contre un magasin de boissons alcoolisées, 7 morts - AFP

- Etats-Unis: 7 morts, dont le tireur, dans une fusillade en Californie - AFP

- Thaïlande: La junte militaire assume le pouvoir législatif et détient l'ex-Première ministre - 20minutes.fr

Haut de page

Le 26 mai 2014

CAUSERIE

J'ai plein d'articles à ajouter depuis 5 jours, on verra cela ce soir ou demain matin, je suis crevé à cause de la chaleur accablante et j'ai du boulot en retard chez moi. Et puis, rien ne presse, la vie continue comme avant...

C'est grand guignol !

L'Union européenne a été rejetée massivement, elle est illégitime.

L'UE, c'est la Suède, le Danemark, la Grèce, l'Italie et la Belgique où les taux d'abstention ont été inférieurs à 50%, avec une réserve pour la Suède car on ne connaît pas le pourcentage des votes blancs et nuls, et pour la Belgique où le vote était obligatoire.

Alors si ce n'est pas l'Union européenne des peuples, c'est autre chose, l'Union européenne des banquiers et des multinationales, de l'oligarchie financière, du capital, classe ultra minoritaire qui ne peut revendiquer aucune légitimité. On lui refuse.

On attendra que les résultats définitifs des élections européennes figurent sur le Net pour communiquer des chiffres. Peut-être qu'on se contentera de ceux qu'on a déjà, pour l'intérêt qu'ils représentent, nul. On peut se livrer à une analyse à chaud sans prendre vraiment de risque.

A entendre tous les commentateurs depuis hier soir, le FN aurait remporté une victoire historique dimanche. C'est à croire qu'ils la souhaitaient parce qu'elle pourrait être utile au gouvernement pour poursuivre sa politique réactionnaire. Les échanges très convenus auxquels nous avons assisté sur le plateau de France2 l'ont confirmé, Juppé et Fabius faisant preuve d'amabilités réciproques, l'un et l'autre profitant de l'occasion pour réaffirmer le consensus qui existe entre l'UMP et le PS, Juppé s'opposant d'emblée à la dissolution de l'Assemblée nationale réclamée par le FN, estimant sans doute que la répartition des rôles lui convient très bien ou plutôt à leurs commanditaires, les mêmes à l'UMP et au PS. Dans la foulée Valls confirmait qu'il ne changerait pas de cap, normal.

Un titre dans le ton des interventions d'hier soir de l'UMP, de l'UDI, du MoDem et du PS. A quoi cela sert-il de nous chamailler alors que nous faisons la même politique et nous sommes dans le même camp. Prenons exemple sur l'Allemagne...

- Arrêtez de détruire le débat européen avec ce combat gauche-droite infantilisant! - slate.fr

Le portail Publicsenat.fr, commentant la demande des Le Pen de la dissolution de l'Assemblée nationale en précisant qu'ils ne l'obtiendront pas a ajouté :"*Marine Le Pen peut jouer le peuple contre les élites. Un des scénarios favoris du Front national*", tandis que le scénario inverse et complémentaire est mis en oeuvre par le PS et ses larbins de gauche et d'extrême gauche, jouer les élites à la bonne conscience consommée contre le peuple arriéré ou à l'état d'esprit figé ou archaïque, en menant une guerre idéologique et psychologique contre lui pour le déstabiliser, le culpabilisr, briser sa résistance et le diviser. Quant au "*peuple*" que manipule également le FN, il préfigure les bataillons de lumpenprolétaires encadrés par des membres de la classe dominante et de la petite bourgeoisie, les milices d'extrême droite ou fasciste aptent à donner dans la provocation, la violence ou le coup de force pour amener les institutions à s'attaquer au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière, comme en Ukraine par exemple, afin de donner au gouvernement les moyens politiques d'appliquer la politique antisociale dictée par les représentants de l'oligarchie financière, le FMI et Bruxelles, que dénoncent par ailleurs le FN, aussi faut-il faire impérativement la distinction entre son discours et ses actes, ce que ne peut faire efficacement la gauche et l'extrême gauche puisqu'ils procèdent de même pour tromper travailleurs et militants.

Que leurs partis soient en crise comme tous les partis d'ailleurs et que les résultats de l'élection européenne l'alimentent est un fait, mais pour nous qui n'avons absolument rien à en attendre, le plus important demeure l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

On peut se réjouir du taux d'abstention, mais il ne règle pas notre problème, il témoigne seulement que les conditions pour construire ce parti existent et qu'on est incapable de s'en saisir, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation. Si on est incapable de tirer profit de conditions favorables qui existent pour construire le parti, on a le droit de s'inquiéter pour l'avenir, car des militants en tireront la conclusion que puisque c'est impossible même lorsque les conditions nous sont avantageuses, il y a peut-être tout lieu de penser qu'on n'y arrivera jamais et bon nombre vont se décourager et démissionner.

Cessons de nous tourner vers les militants des différents partis dont les idées soi-disant avancées ou progressistes constituent plutôt des obstacles à leur intégration dans un parti socialiste révolutionnaire. Ils sont persuadés de posséder la vérité tout en étant engagés dans la mauvaise direction et rien ni personne ne leur en fera changé à l'issu d'une discussion, c'est perdre son temps et s'épuiser son énergie en pure perte. Alors qu'il y a dans ce pays des millions et millions de travailleurs inorganisés, qui n'ont jamais été organisés dans aucun parti, qui sont pour ainsi dire "*vierge*" politiquement, qui sont plus déterminés à combattre le capitalisme que les militants de la gauche ou de l'extrême gauche, qui ne supportent plus leurs conditions d'existence ou de travail, la société telle qu'elle est, qui rejettent à raison tous les partis institutionnels, les institutions et le capital, qui s'abstiennent régulièrement aux élections ou qui ne sont même pas inscrits sur les listes électorales, bref, parmi ces millions de travailleurs et jeunes il en existe des dizaines ou des centaines de milliers qui sont aptes à saisir notre discours, qui sont prêts à nous écouter pour peu qu'on sache s'adresser à eux, sans leur raconter d'histoires, sans les aborder avec de grandes phrases théoriques ou des slogans qui sonnent bien à notre oreille mais ne leur disent rien ou les laissent perplexe, à raison d'ailleurs, c'est un travail de fond, en profondeur qu'il faut engager en direction de ces travailleurs et jeunes, de toutes les couches et classes exploitées, de l'ouvrier à l'intellectuel.

Ils comprennent bien qu'il y a quelque chose qui cloche quelque part, mais ils ne sont pas capables de mettre un nom dessus, notre travail est de les y aider, les aider à comprendre que leur destin et la nature de la société dépendent uniquement de leur engagement politique, de leur détermination à prendre en mains leurs affaires, pas pour changer la société de l'intérieur ou la réformer puisque c'est impossible, mais pour la changer de fond en comble, balayer celle qui existe pour en fonder une nouvelle meilleure et plus juste, que c'est possible parce que nous sommes la majorité, parce que c'est notre droit, c'est une revendication politique parfaitement légitime, car rien ni personne ne peut justifier ce qu'on nous impose de vivre quotidiennement.

Nous sommes la majorité et nos droits sont bafoués, notre voix étouffée, c'est insupportable et on ne peut pas le tolérer plus longtemps. Or, la majorité c'est la démocratie, aussi le droit, la légitimité est de notre côté, en finir avec le rapport de domination de classe actuel qui est le produit du pouvoir politique exercé par une infime minorité de la société est parfaitement légitime. La minorité détient le pouvoir et gouverne parce que la majorité des travailleurs ignorent la nature de ces rapports de classe et demeurent inorganisés, ne disposent pas d'un puissant parti ouvrier pour favoriser leur mobilisation et renverser ces rapports, prendre le pouvoir.

Revenons à ces élections européennes.

En réalité, avec un taux d'abstention entre 56 et 57% (auquel il faudra ajouter les votes blancs et nuls) et quelque 25% des suffrages exprimés, sur 44,6 millions d'électeurs, 25% de 44% d'électeurs donne 11% au FN. L'UMP est à 8,8%, le PS à 5,8%, l'UDI-Modem à 4,4%, EELV à 3,8% et le FdG à moins de 3%.

Ce qui est intéressant ici, pour reprendre le discours des médias et des dirigeants des partis qui se sont exprimés sur les plateaux de télé dimanche soir, le "*premier parti de France*" ne représente plus que 11% des électeurs, autant dire que non seulement l'UE a été massivement rejetée, mais aussi les institutions de la Ve République ou tous les partis institutionnels qui y siègent. Cette précision est de nous évidemment.

Les institutions politiques nationale et européenne du capital sont illégitimes et doivent disparaître, tel est l'enseignement que l'on peut tirer de ce scrutin et la ligne politique sur laquelle il faut combattre, c'est aux travailleurs de gouverner et personne d'autres, de prendre le pouvoir. Pour cela ils doivent se doter d'un parti qui incarne leurs intérêts, parti qui ne peut pas être un de ceux qui ont participé à l'élection européenne. Seul le POI avait refusé d'y participer.

Le plus minable et pathétique comédien hier soir a encore été Mélenchon qui en a appelé à sa "*belle patrie*" sur un air que n'aurait pas renié les Le Pen, pour finalement dénoncer les fautifs du score du FN, vous aurez deviné de qui il s'agissait :"*Allez les travailleurs, ressaisissez-vous*", voilà pour le coup de massue, histoire qu'ils ne s'en remettent pas. Il fait la paire avec le stalinien Laurent.

Si un travailleur est ignorant ou arriéré, profondément arriéré, c'est de sa faute, salopard on a envie de balancer à Mélenchon qui en est responsable, qui passe son temps à les tromper, à leur mentir, à se faire passer pour ce qu'il n'est pas, mais cela il semblerait qu'ils soient de plus en plus nombreux à l'avoir compris, d'où son dépit, sa hargne à peine contenu contre les travailleurs.

Moi, j'ai toujours vécu depuis ma naissance dans un milieu ouvrier profondément arriéré, et j'ai continué en Inde, je suis même descendu encore plus bas, beaucoup plus bas, toujours plus bas, non sans que cela ne me pose pas de problèmes parfois ou régulièrement même, mais c'est mon affaire et j'interdis à quiconque de porter un jugement sur ces personnes pour en ignorer l'état mental ou de conscience. De l'extérieur il est pratiquement impossible de s'en faire une idée même approximative, on

se fourvoierait à chaque fois ou presque. Même en étant très attentif, en s'entourant de mille précautions pour ne pas commettre d'impairs on va de quiproco en quiproco, d'incompréhension en incompréhension, on est parfois injuste, on commet des erreurs qui peuvent causer des souffrances, j'en suis bouleversé, je m'en veux et je me dis que j'ai encore bien des choses à apprendre pour être à la hauteur de mon idéal, cela vous force à être plus modeste que jamais.

On n'imagine pas ce qui peut se passer dans leur tête, comment cela fonctionne, à quel point elles sont faibles et comment elles interprètent la société qui évolue à une vitesse fulgurante, alors que leur cerveau continue de fonctionner comme avant ou péniblement, comme au ralenti. Et le plus extraordinaire ou l'expérience la plus enrichissante qui soit, qui vaut toutes les lectures, c'est lorsqu'elles tentent de mobiliser leur attention, elles vous écoutent attentivement pour saisir ce que vous leur dites, on perçoit, on sent qu'elles font un véritable effort pour comprendre, qu'elles mobilisent toute leur énergie pour y arriver, très souvent en vain, ce qui est terrible, moins parce qu'elles ne s'en aperçoivent pas. Elles croient avoir compris et en réalité elles n'ont rien saisi du tout ou tout de travers, dans ces cas-là je recommence une fois, deux fois, et quand des fois elles y parviennent, elles en sont si heureuses qu'en les observant on voit luir une petite lumière qui scintille au fond de leurs yeux, elles viennent d'acquérir quelque chose, c'est comme si elles se sentaient libérées de quelque chose, qu'elles étaient soudains plus libres, comme si les chaînes de l'ignorance qui entravent leur existence s'étaient un peu détendues et leur accordant un peu de bonheur. Parfois je laisse tomber parce que je ne trouve pas les mots qu'il faut, en anglais et tamoul, je me dis que ce que je leur demande de comprendre est au delà leur capacité dans l'état actuel dans lequel elles se trouvent, les obstacles sont infranchissables. Ce n'est pas toujours facile de le jauger. Je me livre à cet exercice quasi quotidiennement ou très souvent avec Magueswary et maintenant Selvi, ce qui serait impossible si je n'avais pas la tête bien posée sur les épaules ou si je n'étais pas animé de bonnes intentions.

Le plus difficile, c'est d'arriver à faire comprendre quelque chose à quelqu'un qui n'en tirera aucun profit immédiat ou matériel, qui sera portée à se dire que cela ne sert à rien ou que cela ne la concerne pas, alors que nous sommes convaincu du contraire sachant que mêlé à d'autres connaissances elle en tirera profit plus tard ou indirectement. A quoi bon savoir tout cela, le moment venu tu t'en apercevras, fais-moi confiance, cela te servira un jour. Et puis cela évite qu'à ton insue on te raconte n'importe quoi, tu pourras détecter plus facilement les bonimenteurs, les gens malintentionnés à ton égard, c'est une sorte de protection que tu acquiers, dans ce monde cruel et sans pitié ce n'est pas négligeable. Savoir, comprendre, c'est le début de la liberté...

On poursuivra une autre fois. Une très courte histoire pour illustrer ce qui vient d'être dit. Un soir, Selvi voit dans un film diffusé par TV5Monde Asie un Africain en train d'écoper une embarcation de fortune en pleine mer qui prend l'eau. Quelques jours plus tard on regarde Thalassa, il y a un truc qui l'intrigue, elle me demande : "*il n'y a pas d'eau dans ces bateaux, pourquoi ?*", je lui réponds qu'habituellement ou en principe un bateau n'embarque pas d'eau de mer, il ne prend pas l'eau ou alors c'est qu'il a subi une avarie, un choc ou que la coque est pourrie. Elle a compris immédiatement. Elle n'est jamais montée dans un bateau, elle ne s'est jamais posée la question de savoir comment un bateau tenait sur l'eau et pourquoi parfois il coulait au large. Elle n'a jamais réfléchi à cela et à des milliers, des dizaines ou centaines de milliers de choses petites et grandes auxquelles nous nous avons déjà pensé. Cela pour vous donner une petite idée de son degré d'arriération et ce qui nous sépare, un immense océan qu'on ne pourra jamais combler, mais sur lequel il est possible de poser des passerelles pour relier les deux rivages. Je lui ai expliqué qu'on était très différent et que de ce fait les choses n'étaient pas toujours très faciles entre nous, mais qu'il ne fallait pas en faire un drame, on gère cela tranquillement et tout s'arrange, elle est très susceptible et se vexe pour un rien ou sans raison parce que je prends soin de ne jamais la rabaisser ou de profiter de l'avantage que j'ai sur elle. Ce que j'apprécie aussi, c'est quand elle me prend en défaut, selon elle, elle ne manque pas de me sermoner, parfois à raison et cela me questionne, par habitude il arrive qu'on ait un comportement illogique. Par exemple je ne mange pas les fruits du jardin qui sont excellents, dont des mangues. Elle en prépare une qu'elle coupe en petits dés, elle les mets dans un petit bol avec une petite cuillère puis elle me le tend en me disant : mange, c'est bon pour ta santé, tu es idiot de ne pas en manger. Je lui ai dit plusieurs fois que je n'avais pas été habitué à en manger quand j'étais gosse et depuis je mange peu de fruits, cela ne me dit rien. Elle revient à la charge et je finis par capituler et par manger une mangue avec elle, puis une autre le lendemain et ainsi de suite, du coup je m'y suis mis avouant qu'elle avait raison, c'est excellent. J'ai constaté qu'elle se faisait un point d'honneur à me montrer que elle aussi parfois elle avait raison et qu'elle pouvait m'apporter quelque chose, c'est très positif comme rapport, un peu contraignant au départ, ensuite une sorte de complicité s'instaure rapidement. Vous me direz que c'est le genre de relations que l'on retrouve quand on est amoureux, effectivement, au départ, là il s'agit davantage d'un rapport de force entre deux êtres que tout sépare mais qui sont complémentaires, bien que nos rapports soient totalement déséquilibrés on essaie de trouver un point d'équilibre pour rendre notre relation viable et durable sans empiéter sur la vie de l'autre dont on ignore tout ou presque, d'autant plus qu'elle nous ait agréable. On continuera une autre fois car il y a encore beaucoup de choses à raconter qui ont un rapport avec la politique ou nos rapports aux masses, par exemple le penchant qui consiste à généraliser en permanence.

Mélenchon nous sort par les yeux de la tête. On va finir en se payant la sienne.

Sur le plateau de France 2, Jean-Luc Mélenchon a déploré que "*le bloc de gauche (...) [soit] à son plancher historique, nous n'avons jamais été aussi bas. Continuez comme ça jusqu'à ce qu'on soit au fond du trou ! (...) Si nous ne sommes pas capables de proposer une alternative à gauche (...) nous irons au désastre*", a-t-il prédi. Francetv info 25.05

Restez-y au fond du trou avec vos amis de "*gauche*" du PS, et qu'on n'entende plus parler de vous, cela nous fera des vacances ! Car c'est vous qui incarner le "*désastre*" et personne d'autres. Il n'existe pas d'"*alternative à gauche*", hormis celle qui consiste à rompre avec le capital et ses institutions politiques, à renouer avec le socialisme de Marx et Engels, les enseignements de la révolution russe de 1917, le programme de la révolution socialiste mondiale...

La seule "*alternative à gauche*" possible consiste à préparer les conditions de l'affrontement entre les classes, à y préparer les masses exploitées, à contruire le parti indispensable pour les aider à s'emparer du pouvoir politique, à faire leur révolution.

Abstention dans les 28 pays de l'UE

- Slovaquie 87
- République tchèque 80,5
- Slovénie 79,04
- Pologne 77,3
- Croatie 75,7
- Hongrie 70,8
- Letonie 69,96
- Portugal 65,5%
- Roumanie 65,3
- Grande-Bretagne 64%
- Estonie 63,56
- Pay-Bas 63
- Lituanie 62;73
- Bulgarie 59,8
- Finlande 59,1
- Chypre 57,63
- France 56,5%
- Espagne 55,3%
- Autriche 55
- Allemagne 52,1
- Suède 49
- Danemark 45
- Grèce 43,65
- Italie 40%
- Belgique 10% (vote obligatoire)

Quelques titres et réactions en France.

- Européennes 2014 : le triomphe du FN, la claque de l'UMP, l'effondrement du PS - Le Nouvel Observateur

- Européennes : à l'UMP, après la claque, la crise - Le Nouvel Observateur

- Européennes : l'UMP est "*atteinte dans sa crédibilité*" selon François Fillon - Francetv info

- Jean-François Copé sur la sellette - Reuters

- Européennes: Bayrou (MoDem) y voit une "*décomposition de la vie politique française*" - AFP

La vôtre aussi, elle frappe tous les partis qui soutiennent l'Union européenne.

- Européennes : une défaite historique pour le PS - Francetv info

- Européennes: pour Hollande et Valls, un nouveau "*choc*" après les municipales - AFP

- Manuel Valls : « *Nous sommes dans une crise de confiance* » Public Sénat Européennes : « *La politique menée en Europe a fait le lit de l'extrême droite* », selon Cambadélis - Public Sénat

Donc celle du PS, quel aveu ! Merci monsieur Cambadélis de confirmer que le PS fait le lit du fascisme.

- Européennes : le Front de gauche déçu par son score (6,6%) - Francetv info

Mérité, usurpé même !

Quelques résultats ou infos en Europe

- Grande-Bretagne: Victoire historique pour l'Ukip europhobe - 20minutes.fr

Dimanche, les urnes britanniques ont bien tremblé: l'Ukip (pour «*Uk Independence Party*», (Ukip, parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, son parti europhobe, a remporté une victoire historique aux Européennes avec un score de 29%.

Depuis 1910, aucun autre parti que ceux des conservateurs et des travaillistes n'avait remporté un scrutin national. 20minutes.fr 25.05

- Le parti de Geert Wilders deuxième ex aequo aux Pays-Bas - Reuters

Le parti chrétien démocrate, pro-européen, est arrivé en tête des élections européennes aux Pays-Bas, devant le Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders, anti-islam et anti-UE, donné deuxième ex aequo, selon l'agence de presse néerlandaise ANP. Reuters 25.05

- Elections européennes 2014: En Grèce, la gauche radicale en tête, Aube dorée renforcée - 20minutes.fr

Dirigé par Alexis Tsipras, Syriza, obtiendrait entre 26% et 28% des voix et Nouvelle-Démocratie entre 23% et 25%, selon un sondage réalisé par six instituts et diffusé sur les télés une heure et demie après la fermeture des bureaux de vote.

En troisième position arrive le parti néonazi Aube dorée avec un score compris entre 9% et 10% 20minutes.fr 25.05

- L'extrême droite danoise prend ses distances d'avec le FN - LeMonde.fr

Le parti du peuple danois, anti-immigrés et eurosceptique, arrive en tête des élections européennes au Danemark avec un peu plus de 23 % des voix. LeMonde.fr 25.05

- Les nationalistes flamands en tête des législatives en Belgique - Libération.fr

- Hongrie. Elections européennes 2014: Le parti d'Orban ultra-dominateur, tassement de l'extrême-droite - 20minutes.fr

Le parti conservateur Fidesz du dirigeant hongrois Viktor Orban a remporté 51,5% des suffrages.

Le Jobbik, un parti ultra-nationaliste au discours volontiers raciste, antisémite et anti-Roms, arrive en seconde position avec 14,7% des voix. 20minutes.fr 25.05

Le titre de 20minutes.fr était trompeur car faisant référence à une élection législative, celle d'avril dernier.

- Espagne : les Indignés entrent au Parlement européen - Le Monde.fr

En Espagne, le Parti populaire (PP, droite) est arrivé en tête des élections européennes avec 26 % des suffrages et seize sièges, mais difficile pour lui de parler de victoire, puisqu'il a perdu, par rapport à 2009, 16 points en pourcentage et huit sièges au Parlement européen.

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a essuyé un revers sévère, avec 23 % des votes, soit quinze points de moins qu'en 2009 et neuf sièges en moins.

Ces élections reflètent en premier lieu un fort recul du bipartisme qui prévalait jusqu'à présent en Espagne. Alors que les deux grands partis cumulèrent 80 % des suffrages en 2009, ils ne parviennent même pas à franchir la barre des 50 % aujourd'hui.

Les principaux bénéficaires de ce changement de tendance sont tout d'abord la Gauche unie (IU, écolo-communistes), qui obtient près de 10 % des suffrages et surtout le nouveau parti Podemos, issu du mouvement des Indignés, avec 7,9 % des voix et cinq sièges. Le Monde.fr 26.05

- En Italie, le Parti démocrate en tête des europénnes - Reuters

Le Parti démocrate (PD, centre-gauche) du président du Conseil Matteo Renzi est crédité de 33% des suffrages par un sondage de l'institut EMG pour la chaîne de télévision La 7, contre 26,5% pour le M5S et 18% pour Forza Italia, le mouvement de l'ex-président du Conseil Silvio Berlusconi. Reuters 25.05

Un titre qui nous avait échappé. La CIA prend le pouvoir en Lybie.

- Libye : un général proche de la CIA pour prendre le pouvoir - Lemonde.fr 21.05

A retenir de cet article : Avant que le pays ne passe complément sous contrôle des Frères musulmans ou pire, ne soit gangréné par Ansar al-Charia et Al-Qaïda, ces militaires tentent le tout pour le tout, dans un pays fantôme qui ne semble capable de s'incarner que dans la volonté d'un homme fort. Lemonde.fr 21.05

C'est le cas dans tous les pays sous-développés ou sous domination d'un impérialisme, où la majorité de la population demeure arriérée. Mais pas seulement, en France l'élection du président de la République, mi-monarque mi-Bonaparte, demeure très populaire, c'est l'élection qui enregistre le taux d'absention le plus faible. Son point commun avec les pays dominés : les masses qui sont toujours arriérées ou incapables de prendre leur sort entre leurs mains, il faut que quelqu'un décide à leur place leur destin.

ACTUALITE EN TITRES

Le salaire de la peur...

- A Wall Street, la fin de la peur en inquiète certains - Reuters

... et de la sueur...

- Le relèvement du plafond du Livret A devrait être abandonné - Francetv info

Ils savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ne savent pas encore ce qu'ils veulent.

- Sondage: Les Français ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy pour 2017 - 20minutes.fr

Quoi ? Mais le socialisme, voyons !

Haut de page

Le 27 mai 2014

CAUSERIE

52 nouveaux articles ont été ajoutés, je n'ai pas eu le temps de tous les lire.

Le chiffre du jour. 61,61%

C'est le total des abstentions (57,57%), votes blancs et nuls (4,04%) à l'élection européenne le 25 mai 2014 en France.

Le FN est arrivé en tête des élections européennes avec 24,85%, devançant l'UMP (20,80%) de quatre points, le PS finissant 3e avec 13,98%, selon les résultats complets publiés lundi par le ministère de l'Intérieur.

Selon la même source, l'abstention a atteint 57,57%, contre 59,37% en 2009. Cela correspond à un taux de participation de 42,43%. Les résultats doivent encore être proclamés par la commission nationale de recensement des votes.

L'alliance UDI-MoDem a recueilli 9,92%, Europe Ecologie-Les Verts 8,95%, le Front de gauche 6,33%.

Viennent ensuite les Divers droite, qui obtiennent 5,98%. Le ministère de l'Intérieur ne distingue pas le résultat de Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan, crédité de 3,9% selon les estimations des instituts de sondage.

Les Divers gauche obtiennent 3,18%. Ce chiffre concerne en fait Nouvelle Donne, parti de centre gauche.

Les listes Divers ont réuni 4,39% des suffrages exprimés, celles de l'extrême gauche 1,6%. 0,01% des voix se sont portées sur d'autres listes d'extrême droite que le FN. publicsenat.fr 26.05

Dimanche, les votes blancs ont été environ deux fois plus nombreux que les nuls: 548.554 (2,78% des votants), contre 248.950 (1,26%).

Au total, on compte 797.504 votes blancs et nuls, représentant 4,04% des votants. AFP 26.05

Si on ajoute aux 61,61% les voix de ceux qui ont voté pour une liste de gauche ou d'extrême gauche ou même d'extrême droite qui souhaitent rompre avec l'UE, le nombre de travailleurs qui soutiennent l'existence de l'Union européenne doit se situer entre 20 et 30%.

La parole aux travailleurs

Denain (Nord), ville pauvre de la banlieue de Valenciennes.

Josiane, retraitée de 72 ans, qui pour la première fois n'est pas allée voter dimanche car "*ça ne l'intéresse plus*".

Monique, 50 ans. "*Il y a un ras-le-bol total, à tous les niveaux.*"

Gérard Laforge, retraité de 66 ans. "*Les gens en ont marre des promesses, ils sont de plus en plus pauvres et ne peuvent plus vivre comme il faut. On est étouffé, on y arrive plus. J'ai dû laisser cinq médicaments, parce que je peux pas les payer. Et pourtant, je cotise depuis mes 14 ans!*"

Vincent, soudeur au chômage de 44 ans. "*Ça fait six mois que je cherche du travail, il y en a que pour les Roumains et les Tchèques, plus pour nous. Je suis carrément pour une sortie de l'Europe*"

Mais ne vous en prenez pas à ces travailleurs qui n'y sont pour rien, tournez-vous contre l'UE, tous les partis qui viennent de participer à cette farce électorale pour tenter de la légitimer, cherchez dans le mouvement ouvrier quel parti a refusé d'y participer...

"*Les gens en ont marre, ils sont en colère.*" AFP 26.05

Surtout ne les croyez pas.

De 32 à 8%.

- A Grigny, le Front de gauche arrache 32 % des voix - LeParisien.fr

« *C'est une surprise, une très bonne surprise qui va dans la dynamique des municipales et qui est liée à la campagne de terrain menée depuis plusieurs semaines. Nous faisons 300 voix de plus qu'en 2009* », se réjouit le maire communiste Philippe Rio qui figurait sur la liste menée par Patrick le Hyaric. LeParisien.fr 26.05

32%, quel score ! Qu'il faut relativiser car l'abstention a été de 73,95%, les votes blancs 1,65% et les votes nuls 1,73% (source : http://elections.interieur.gouv.fr), donc au total 77.33% des électeurs ont refusé de participer à cette élection ou de se prononcer pour une des nombreuses listes en présence, seuls 22,67% ont joué le jeu qui leur était proposé, et les 32% (des voix exprimées) ramenés à ce chiffre donne 7,25%, disons 8,05% des inscrits.

L'astuce ou la manoeuvre consistait à considérer le pourcentage des voix exprimées et non celui des inscrits.

Le chiffre des voix exprimées est celui des électoralistes, des bouffes à la gamelle, qui est important pour savoir si on a une chance ou non d'être élu, c'est leur seul et unique objectif.

Le chiffre des inscrits beaucoup plus modeste pourra (éventellement) donner une indication utile pour un parti qui veut se construire, pour mesurer sa véritable influence sur la commune où il milite.

Quand sur une ville qui compte 10 224 inscrits vous n'obtenez que 830 voix, il n'y a pas de quoi se réjouir ou crier victoire. Cela peut être suffisant pour se faire élire, mais insignifiant en terme d'influence auprès des travailleurs ou pour influer sur le cours des choses.

Vous me direz que c'est mieux que les 1 à 3% du NPA, LO ou du POI lors de chaque élection. Certes, à ceci près que ce n'est pas le nombre de voix qui compte en dernier ressort mais l'orientation politique du parti qui obtient ces voix, la qualité ou le contenu de ces votes. Or, s'agissant du Front de gauche, il en obtiendrait le double ou plus que cela ne changerait absolument rien pour les travailleurs ou si, ils auraient la malchance de revivre le cauchemar de leur capitulation quand ils sont au pouvoir qui fraie la voie au fascisme ou une dictature.

Si vous avez obtenu 830 voix et que vous n'avez pas recruté au moins une dizaine ou une vingtaine de nouveaux militants, vous pourrez en conclure que tous les efforts que vous avez déployés lors de cette campagne électorale n'auront servi à rien.

Comment ils restent solidement accrochés aux basques du PS qui est un des piliers du régime.

Pour Raquel Garrido, deuxième sur la liste FG en Ile-de-France, le parti paye surtout le contrecoup d'un "*discrédit moral assez puissant de l'idée même de gauche*" :

"*Il y a eu de la part du gouvernement une vraie dissonance entre les symboles et les actes. Par exemple lorsque François Hollande se revendique de Jaurès, et que dans la foulée il décide d'allonger l'âge de départ en retraite…*"

(Mais qui colporte que Hollande et le PS sont de gauche sinon vous, c'est donc vous les fossoyeurs de la gauche, du socialisme (déformé) qu'incarnait Jaurès. A notre connaissance personne ne vous oblige à caractériser le PS de gauche, si vous vous refusez à le caractériser de droite c'est parce que vous refusez de l'affronter, d'affronter le régime, de rompre avec lui, avec le PS aussi très logiquement. - ndlr)

Au FG, après la déroute du bloc de gauche, on en vient à rêver d'une nouvelle union des gauches. Comme celle formée en 2005. A l'époque, un spectre de plusieurs personnalités politiques – allant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) au Parti socialiste – avait décidé de parler d'une même voix contre le Traité constitutionnel européen. Avec succès, puisque le "non" au référendum l'avait emporté en France avec 54% des voix. nouvelobs.com 26.05

(Ce rappel est intéressant, nous n'avons peut-être pas traité à fond à l'époque le fait que ce "*succès*" du "*non*" au référendum de 2005 était en partie entaché d'opportunisme ou d'irrégularité car il ne signifiait en aucun cas un désir ou une tentation de rompre avec l'Union européenne, pour beaucoup au contraire il s'agissait plutôt d'un vote de défiance vis-à-vis de l'orientation de l'Union européenne dans l'espoir de l'infléchir et non un rejet pur et simple.

Sur le plateau de France2 dimanche soir Fabius a été interpelé à ce sujet, un journaliste lui rappelant qu'il avait voté non en 2005, il lui répondit qu'il n'y avait pas de contradiction avec sa position actuelle de soutien à l'UE, précisant qu'il estimait en 2005 que l'UE ne s'orientatait pas dans la bonne direction, en réalité il estimait que ce projet de traité constitutionnel n'allait pas assez loin dans la subordination ou l'intégration des Etats dans l'UE, son "*non*" de 2005 avait donc un contenu réactionnaire, comme celui des souverainistes et autres nationalistes qui ont également voté ou appelé à voter non.

On a là l'explication pour comprendre pourquoi l'"*union des gauches*" du PS à la LCR n'avait aucun avenir au delà du référendum de 2005. Parce que son contenu était vicié à la base du fait qu'elle comprenait le PS qui est un des piliers du régime, il était impensable d'imaginer une suite à cette alliance de circonstance et opportuniste et qu'elle s'engage à combattre le régime en comptant dans ses rangs un parti ou des dirigeants de ce parti qui le défendent farouchement.

Toute alliance ou coalition avec le PS ou des courants du PS ne peut aboutir qu'à neutraliser les militants les plus déterminés à combattre le régime, à mettre en oeuvre une ligne politique opportuniste, droitière, qui finira sa course dans une impasse ou pire une capitulation honteuse, une démoralisation générale des militants qui ne comprendont pas ce qui s'est réellement passé.

Tout lien ou rapport avec le PS consiste à tenir la main de notre bourreau qui n'hésitera pas un instant à nous achever pour le compte de l'ordre établi. S'allier avec le supplétif du parti de l'ordre, c'est suicidaire, criminel, ce n'est pas combattre pour le socialisme mais contre.

Rêverie d'un bouffon

- Pour un gouvernement d'union nationale, par Bernard-Henri Lévy - lemonde.fr 26.05

Vous savez maintenant que le néolibéralisme et le sionisme sont frères jumeaux de l'extrême droite ou du fascisme, qu'ils s'en accommodent et emploient les mêmes méthodes pour éliminer les opposants à leur politique, aux intérêts de l'oligarchie financière, en Palestine comme en Ukraine ou ailleurs dans le monde.

Pour mener leur guerre idéologique et psychologique contre le prolétariat mondial ils recourent au nihilisme, à toutes sortes de campagnes et provocations pour monter la majorité de la population contre des minorités qu'ils instrumentalisent, de façon à alimenter le communautarisme et la haine entre les différentes couches de la société pour mieux diviser, contrôler, réprimer

les masses et particulièrement les opposants à leur politique antisociale et impérialiste, le mouvement ouvrier.

Pour camoufler ce qu'ils sont vraiment ou leurs véritables intentions, comment ils procèdent, il leur faut identifier et dénoncer un ennemi qui comporte toutes leurs tares et se poser en représentant des valeurs inverses de façon à se rallier ceux qui les partagent, de telle sorte qu'auréolés de ce prestige on ne puisse pas soupçonner leur mauvaise foi ou la manipulation à laquelle ils se livrent sous un faux masque.

Ils manient avec dextérité toute la panoplie des faussaires ou des imposteurs professionnels.

C'est ce qu'illustre magistralement dans une chronique du Monde Bernard-Henri Lévy qu'on ne présente plus.

- Un quart de nos compatriotes (...) ont fait le pari (...) du nihilisme, de la haine, et de la destruction méthodique de ce qui fait lien entre les Français. (C'est effectivement ce qui caractérise le FN... et sionisme dont se réclame B-H L. - ndlr)

Mme le Pen (...) est l'héritière d'une longue tradition (...) d'admirateurs et alliés des dictateurs, qui ont fait le malheur de la France.

(Comme tous les partis qui se sont succédés au pouvoir en France depuis la IIIe République, soutenant des dictateurs en Afrique ou en Asie, en Amérique latine, en France aussi puisque par la Constitution de la Ve République le chef de l'Etat détient le pouvoir discrétionnaire de déclencher une guerre contre un autre Etat. Le même B-H. L. est allé à Kiev saluer le gouvernement néonazi installé par ses amis de l'OTAN, soutenant des partis néonazis xénophobes, racistes et antisémites avec le même aplomb. - ndlr)

(Pourquoi s'en prend-il au FN ? Parce que les résultats des européennes révèlent les faiblesses d'un régime qu'il soutient à bout de bras, dont il se fait le porte-parole. Très hypocritement comme on l'a souligné plus haut puisqu'ils soutient des fascistes en Ukraine, et pas seulement en Israël. - ndlr)

(...) elle et ses acolytes cachaient mal leur impatience de mettre à bas notre Constitution, nos institutions, nos traités ainsi que tout l'appareillage d'usages et de lois qui fondent la solidarité entre les Français.

(On vient de dire que c'était le sort du régime qui l'inquiétait, aussi que faudrait-il faire pour le consolider, là il a sa petite idéé, lumineuse comme toujours ! L'union nationale ou une coalition à l'allemande qui bride la lutte de classes et permet de mettre en oeuvre des contre-réformes ultra réactionnaires.- ndlr)

La seule réponse à la mesure de l'événement sera le rapprochement, par-delà les frontières des partis et des sensibilités

Il faut imaginer (...) un gouvernement d'union nationale rassemblant, qu'ils viennent de droite ou de gauche, des hommes et femmes de bonne volonté résolus à mettre entre parenthèses la guerre, désormais fratricide, des républicains. lemonde.fr 26.05

Quand on examine ses prises de position, on ne peut s'empêcher d'en conclure qu'il est pire ou bien plus dangereux que toute la famille Le Pen réunie pour avoir soutenu avec acharnement absolument toutes les guerres impérialistes ou coups d'Etat fomentés par les Etats-Unis et l'OTAN, la pire réaction de Damas à Kiev en passant par Caracas et Tel-Aviv. Cet extrémiste de droite incarne la démagogie la plus débridée, le cynisme le plus barbare qui servent à justifier toutes les aventures guerrières des puissances occidentales contre des peuples et des Etats n'ayant déclaré la guerre à aucun pays.

Qu'il ait servi de conseiller à Sarkozy puis qu'il ait été reçu par Hollande était dans l'ordre des choses, en homme de gauche comme se définit ce rejeton d'un oligarque, il n'y avait là nulle contradiction puique les deux locataires du chateau était de droite ou acquis à la même cause qu'il partage avec eux.

Ce qu'il ne peut pas saisir parce qu'il prend ses désirs (de dictateur) pour la réalité, c'est que la France n'est pas l'Allemagne, que les rapports entre les différents partis ainsi que les syndicats sont différents et remontent à leurs origines, à la lutte des classes qui n'a pas été identiique d'un pays à l'autre, ils sont beaucoup plus complexes en France, au point que toute inflexion dans la ligne politique ou toute modification dans le fonctionnement d'un parti se répercutera sur les autres et risquera de menacer l'équilibre précaire qui existe entre eux et dont dépend la survie du régime.

S'il n'existe plus de gauche en France, c'est parce que tous les partis qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sont en réalité liés au PS qui est de droite. Maintenant le PS continue d'entretenir l'illusion qu'il serait de gauche. Il a pu renier de fond en comble le socialisme, l'abandonner entièrement et même le combattre, parvenir au pouoir et faire ouvertement une politique de droite, les uns et les autres ont continué d'entretenir cette fiction moyennant postes et rétributions ou avantages en nature en tous genres. Que les dirigeants du PS soient des grands bourgeois ou des affairistes, des aristocrates formés dans les grandes écoles et destinés à servir le régime, peu importe, là encore les uns et les autres s'en accommodent à gauche et à l'extrême gauche, ne pensez pas qu'ils ont les idées très larges, ils ont totalement capitulé en vérité, ils sont eux-mêmes corrompus par le régime.

Ces rapports ou cette supercherie peuvent fonctionner ainsi très longtemps, à condition que le PS ne soit pas associé ouvertement au parti de l'ordre ou que la distinction aussi fine qu'un papier à cigarette qui existe entre eux perdure, si elle venait à disparaître s'y associer deviendrait impossible ou serait perçu immédiatement comme une trahison avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer sur ces partis de gauche et d'extrême gauche. Cela leur poserait un énorme prolème vis-à-vis de leurs militants en premier lieu parce qu'ils sont incapables de rompre avec le régime, donc avec le PS.

En gros, en Allemagne les syndicats sont très liés au SPD, les syndicats sont vendus, ils ont livré la classe ouvrière clé en main au SPD, du coup il a pu sans problème former une coalition avec la CSU, les syndicats assurant le service après-vente, sans cette condition cela aurait été impossible. Et c'est bien le problème qu'ils rencontrent en France où les syndicats, la CGT et FO ainsi que la FSU ne sont pas liés au PS par des rapports similaires à ceux qui existent en Allemagne entre le SPD et les syndicats.

En France les principaux syndicats sont davantage liés au PCF, aux trotskistes, aux maoïstes, aux anarchistes, même s'ils sont corrompus, ils ne peuvent pas obéir au doigt et à l'oeil au PS, différence fondamentale avec l'Allemagne. En Grande-Bretagne, les rapports sont encore différents entre les syndicats et le Labour Party, de mémoire si je ne dis pas de bêtise, à l'origine ou très rapidement le mouvement chartiste fut dominé par des bourgeois qui pourrirent le syndicalisme dans ce pays, et le parti ouvrier qui allait naître par la suite était nettement plus à gauche ou revendiquait son indépendance face au capital, puis au fil du temps il devint aussi réactionnaire que les syndicats, et lorsque Thatcher s'attaqua aux syndicats dans les années 70 le parti travailliste fut incapable de mobiliser les masses pour les soutenir ou il s'y refusa, ce qui permit à Thatcher de briser la résistance des mineurs, profitant de la neutralité bienveillante du Labour Party. Blair en profita plus tard pour poursuivre la politique de Thatcher. En Allemagne Schröder appliqua la politique de Thatcher avec succès profitant de la neutralisation des syndicats par le SPD, pour faire bref. En France le PS allié à l'UMP ne pourrait pas profiter de la neutralité des syndicats ou des partis dits de gauche et d'extrême gauche pour appliquer la même politique, à moins de passer en force et prendre le risque d'entraîner une grave crise dans les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche, qui pourrait déboucher sur une recomposition du mouvement ouvrier et profiter aux partis ouvriers qui refusent toute coalition avec l'UMP, rejettent l'UE et les institutions, situation qu'il leur faut à tout prix éviter, pire encore si un nouveau syndicat ouvrier voyait le jour.

En complément. Inutile d'aller chercher bien loin les dictateurs soutenus par BHL et ses amis.

- Ukraine: La présidentielle «*largement conforme aux normes démocratiques*», selon l'OSCE - 20minutes.fr

Ils ont fait fissa, en moins de 24h ils légitiment cette farce électorale montée de toutes pièces par les Américains et Bruxelles, alors que dans n'importe quel autre pays soumis à des troubles intérieurs ils déclarent sur le champ que les élections ne se sont pas déroulées normalement ou qu'ils sont incapables de se prononcer avant plusieurs jours.

- Mais où va la Hongrie : bientôt un État autoritaire au sein de l'Union dans l'indifférence générale ? - Atlantico.fr

Qui gouverne l'Ukraine ?

- Gaz: Bruxelles croit en un accord entre Kiev et Moscou début juin - AFP

Les discussions entre la Russie et l'Ukraine sur les livraisons de gaz russe à Kiev sont "*bien avancées*", a déclaré lundi le commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger, qui voit "*une bonne chance*" d'arriver à un accord d'ici le 1er juin. AFP 26.05

Pour qui roulent les "***eurosceptiques***", présentent-ils une réelle menace pour l'UE ?

- Les principales bourses européennes ont ouvert en hausse - Reuters

- Le marché de la dette ignore la poussée des eurosceptiques aux européennes - AFP

A défaut d'un parti ouvrier incarnant le socialisme et suffisamment puissant pour prétendre proposer une alternative au capitalisme et se faire entendre, les travailleurs ont le choix entre la peste et le choléra, l'europtimisme ou l'euroscepticime, entre s'accommoder ou s'adapter au capitalisme...

ACTUALITE EN TITRES

La posture du monarque déchu.

Simple effet d'annonce.

- Hollande appelle l'UE à "*se retirer là où elle n'est pas nécessaire*" - AFP

Et lui, quand est-ce qu'il se "***retire***" ?

- Belgique : le gouvernement démissionne après sa défaite aux législatives - LePoint.fr

Tartufferies du Château

Il en bafouille !

- «*Partout, les partis européens progressent*»: le lapsus qui tue de François Hollande - Slate.fr

Confirmation, il maintiendra la "***ligne***".

- Hollande reconnaît la vérité "*douloureuse*" des européennes, maintient "*la ligne*" - AFP

Une comète est passée...

- Hollande n'a plus aucune chance pour 2017. Qui pourra sauver la gauche ? - Le Nouvel Observateur

Mais un candidat de droite : Valls par exemple.

Guerre psychologique.

- Les Français d'accord pour bannir encore plus la cigarette de la vie quotidienne - AFP

En votre nom ils promulguent, pour votre bien-être, car la main sur le coeur ils sont animés de bonnes intentions à votre égard, des lois toujours plus liberticides...

Corruption, rififi et règlements de compte au parti de l'ordre.

- Patrick de Carolis payé par Bygmalion - LePoint.fr

Après avoir signé de juteux contrats avec France Télévisions, Bygmalion a versé 120 000 euros à l'ex PDG du groupe public. Des rétro-commissions ? LePoint.fr 26.05

- Les fausses factures dont l'avocat de Bygmalion accuse l'UMP représentent la moitié des dépenses «*officielles*» de Sarkozy en 2012 - Slate.fr

- UMP : Fillon n'exclut pas de demander la tête de Copé ce mardi - LeParisien.fr

- Pour Bernard Debré, Copé doit partir de la direction de l'UMP - AFP

- Musée juif de Bruxelles: la piste terroriste retenue - AFP

Emmanuel et Miriam Riva étaient-ils de « *simples* » touristes à Bruxelles ? Des médias israéliens annoncent ce lundi que Miriam travaillait pour le Mossad (qui fait partie des agences de renseignement israéliennes comme, entre autres, l'Aman (renseignement militaire) et le Shabak (sécurité intérieure). Le couple laisse deux orphelines de 15 et 17 ans.

Le journaliste Richard Silverstein sur son blog Tikun Olam (de sensibilité « *juif libéral* ») écrit notamment : « *Emmanuel Riva a travaillé pour Nativ, une agence du gouvernement israélien. Cette agence a notamment œuvré, en lien direct avec les services secrets israéliens, pour l'Alya des juifs d'URSS et plus généralement pour inciter les juifs d'Europe de l'Est à opter pour une installation en Israël plutôt qu'aux États-Unis* ».

La chaîne Channel 10 précise cependant que, si elle a bel et bien travaillé pour le Mossad, elle était peu active ces derniers temps… Reste donc à savoir si ses relations avec cette agence de renseignement est bien le mobile de ce crime. N'a-t-on pas voulu l'éliminer parce qu'elle avait voulu quitter l'agence ? french.irib.ir 27.05

Le Vatican légitime le sionisme.

- Le pape conclut sa tournée par une journée chargée à Jérusalem - Reuters

Haut de page

Le 28 mai 2014

CAUSERIE

On actualisera la rubrique *Articles d'actualité* plus tard dans la journée.

On ne va pas se gargariser avec la crise qui fait rage à l'UMP, les spasmes qui secoue le PS ou le regain de tension nerveuse à affleure au FdG, on laissera cela à ceux qui n'ont rien d'autres à faire ou qui nous délivrent des analyses profondes et sérieuses et qui en fait se satisfont des apparences et se répètent sans cesse au point de lasser militants et travailleurs.

On en rend compte parce que cela fait partie de la situation, disons sur le plan institutionnel, mais voyez-vous on ne s'enferme pas dans ce cadre étriqué et faussé, notre politique se situe au delà ou vise un objectif au delà, heureusement pour nous car les masses exploitées en sont absentes ou n'y sont pas représentées pour être plus précis.

Pourquoi faut-il changer la société de fond en comble ?

C'est quoi une société qui force les vieux à travailler et condamne les jeunes au chômage ?

C'est quoi une société qui tolère que des centaines de milliers de logements soient vides, pendant que plus de 3 millions de personnes sont mal logèes ?

C'est quoi une société qui soignent des chefs d'Etat ou des étrangers fortunés, tandis que des travailleurs et des retraités n'ont même plus les moyens de se faire soigner ou de se payer des médicaments ?

C'est quoi une société qui tolère que des improductifs perçoivent des revenus en millions d'euros, tandis que des millions de travailleurs ne peuvent même pas vivre de leur travail ?

C'est quoi un Etat qui guerroie à travers la planète contre des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre ?

En guise d'illustration ou confirmation.

- Ecole: En CE2, le nombre de mauvais élèves progresse - 20minutes.fr

- La construction de logements en France toujours sur la mauvaise pente - AFP

«***Syrie : dix ans de Résistance*** » (Réseau Voltaire - 27.05)

La télévision satellitaire syrienne [1] diffusera, à partir du 28 mai 2014 et jusqu'à l'élection présidentielle syrienne, chaque soir à 20h30 (heure de Paris), une émission spéciale en six parties : Histoire secrète de la guerre contre la Syrie : dix ans de Résistance.

L'émission sera diffusée en version arabe. Une version française sera réalisée en juin par le Réseau Voltaire et diffusée par MetaTV et sur YouTube.

Conçue par Thierry Meyssan, cette série d'émission est présentée par Lena Mabardi. Hassan Hamade (analyste libanais), le général Salim Harba (armée arabe syrienne), le général Amine Hoteit (stratège militaire), le général Leonid Ivashov (ancien chef d'état-major des Forces armées de la Fédération de Russie), Alfredo Jalife-Rahme (géopoliticien mexicain), Adib Mayyaleh (gouverneur de la Banque centrale de Syrie), Imad Shuebi (géopoliticien syrien) ont participé à ce programme.
Réseau Voltaire - 27.05

Une émission sans doute très intéressante ou instructive.

Qu'est-ce que c'est ?

- Les historiens, le 11-Septembre et les armées secrètes de Gladio - Dr. Daniele Ganser - mondialisation.ca 22.05.14

La stratégie de la tension

Il est sans doute correct de dire que parmi les presque 7 milliards d'êtres humains vivant sur Terre, moins de 1 % a un jour entendu parler de « *stratégie de la tension* ». Et parmi eux, peu nombreux sont ceux capables d'en citer quelques exemples historiques.

Il s'agit d'une stratégie de l'ombre, connue seulement de quelques militaires et d'officiers des services secrets (et de quelques criminels) qui l'ont mise en place, de quelques officiers de police et de juges qui l'ont combattue, et de certains journalistes et chercheurs qui ont écrit à son sujet.

Fondamentalement, la stratégie de la tension vise à toucher le côté émotionnel des gens et a pour but de répandre au maximum la peur parmi le groupe visé.

La « *tension* » se réfère à la détresse émotionnelle et à la peur psychologique, alors que « stratégie » correspond à la technique permettant d'amener à cette détresse et à cette peur. Un attentat terroriste dans un lieu public comme une gare, un marché, un car de ramassage scolaire, est un exemple typique de procédé auquel la stratégie de la tension fait appel. Après l'attaque – et c'est là un élément essentiel – les agents secrets qui l'ont commis imputent le crime à leurs opposants politiques en effaçant les preuves ou en en créant de fausses.

Notez bien que l'objectif ultime de la stratégie de la tension n'est pas de tuer ou de blesser des personnes lors d'un attentat terroriste, comme le pensent la plupart des gens. Les cibles sont à la fois l'opposant politique, qu'il faut discréditer par cet attentat, et ceux qui ne sont pas touchés physiquement, mais qui ont connaissance de l'attentat et qui sont amenés à avoir peur pour leur vie et celles de leurs proches.

Étant donné que l'objectif de la stratégie de la tension est de discréditer l'opposant et de créer la peur, les véritables cibles ne sont pas les personnes qui sont tuées, que leur nombre soit de quelques dizaines ou de plusieurs milliers, mais les millions de gens qui ne sont pas atteints physiquement, mais sont plongés dans la détresse émotionnelle.

La stratégie de la tension forme une partie de ce que l'on appelle communément « *la guerre psychologique* » (Psychological warfare, ou PSYWAR en anglais – NdT).

Comme l'indique l'expression, cette forme de guerre ne s'attaque pas aux corps des êtres humains, aux tanks, navires, satellites ou maisons dans le but de les détruire, mais vise les esprits, le psychisme. Laissons de côté le fait que les philosophes, psychologues, neurologues ou théologiens ne sont jamais parvenus à définir complètement ce qu'est l' « *esprit* », et partons du principe, dans le cadre de cet article, qu'il s'agit simplement de la capacité humaine à penser et à ressentir. Si des personnes peuvent accéder à nos pensées et à notre ressenti sans que nous le remarquions, elles peuvent exercer un énorme pouvoir sur nous.

Mais si nous nous apercevons que notre psychisme est manipulé au travers d'une guerre psychologique, cette technique perd alors une partie de ses effets.

La guerre psychologique a joué un rôle central dans la Seconde Guerre mondiale et toutes celles qui lui ont succédé. Elle a été utilisée par les commandements américains en Europe, aux Amériques, en Asie, en Australie et en Afrique. On la désigne parfois sous le vocable populaire de « *propagande* », mais la propagande est seulement une des formes de guerre psychologique. La stratégie de la tension en est une autre, bien moins connue. Le Département américain de la Défense définit la guerre psychologique comme « *l'utilisation planifiée de la propagande et d'autres actions psychologiques dans le but premier d'influencer les opinions, les émotions, les attitudes et les comportements de groupes étrangers hostiles, de manière à contribuer à l'accomplissement d'objectifs nationaux.* »[1]

La guerre psychologique peut prendre des formes très différentes et apparemment sans liens – tracts, affiches ou reportages à la télévision, tous conçus pour formater la pensée et les sentiments du groupe visé. Ou bien, elle peut se manifester sous la forme d'une attaque terroriste menée par des agents secrets et dont on fait porter la responsabilité à un opposant politique.

Inutile de préciser que la stratégie de la tension, version terrorisme, celle qui tue des personnes innocentes, est une forme de guerre psychologique bien plus brutale et radicale que le largage de tracts depuis un avion survolant un territoire ennemi. Mais ces deux formes de guerre psychologique ont en commun le fait de viser l'esprit, les émotions et les pensées des gens.

(Les historiens, le 11-Septembre et les armées secrètes de Gladio - Dr. Daniele Ganser - mondialisation.ca 22.5.2014)

[1] Wikipedia, "*Guerre psychologique*", http://fr.wikipedia.org /wiki/Guerre_psychologique.

Comment les seigneurs et aristocrates de l'UE se gavent sur notre dos.

- Mario Draghi, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE) : près de 375 000 euros brut annuels

- José Manuel Barroso, président de la Commission européenne : plus de 320 000 euros brut.

- Les vice-présidents de la Commission européenne : 290 000 euros brut annuels.

- Le médiateur européen, -l 'Ombudsman poste créé par le traité de Maastricht de 1992- reçoit un salaire annuel d'environ 250 000 euros brut.

- Quant aux 27 juges et 8 avocats généraux de la Cour de Justice européenne – nouvelle dénomination de la Cour de justice près des Communautés européennes-, ils perçoivent chacun environ 240 000 euros annuels brut.

- En 2010, 340 fonctionnaires sont partis en retraite anticipéeà 50 ans, pour percevoir, chacun, 9 000 euros de pension par mois.

- En juin 2010, le greffier de la Cour de Justice est parti en retraite à 62 ans après 15 ans et 9 mois d'activités au sein de la juridiction pour toucher une pension mensuelle de 12 512, 25 euros. (Une autre retraite dorée l'attendait à Paris : conseiller à la Cour de cassation en service extraordinaire où il a été nommé sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.)

- 12 255, 87 euros brut par mois, c'est selon une enquête fouillée du Journal du Net (JDN du 21 mars 2014) le salaire d'un député européen. Mais tout député, qui sans apporter de justification valable, n'est pas présent à la moitié des séances au cours d'une année parlementaire, verra son indemnité réduite de moitié. (On va faire preuve d'un peu d'imagination pour leur faire un mot d'excuse ! - ndlr) (source : Atlantico.fr 27.05

ACTUALITE EN TITRES

Alors qu'il démissionne !

- François Hollande appelle à l'exemplarité politique - LeMonde.fr

Le parti (officiel) de l'ordre en ordre de bataille... entre eux !

- UMP: Juppé salue la décision de Copé pour la "*sérénité*" du mouvement - AFP

Le maire UMP Alain Juppé, membre de la direction collégiale, a pris en main le parti après la démission de Jean-François Copé. AFP 27.05

- Les casseroles judiciaires de Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

- Bygmalion, Karachi, le financement libyen... le nom de Nicolas Sarkozy est associé à de nombreuses affaires politico-judiciaires. - L'Express.fr 27.05

- L'Assemblée examinera le 3 juin la demande de levée des poursuites contre Guaino - 20minutes.fr -

- Claude Guéant en garde à vue : reprise des auditions mercredi - LePoint.fr

Injustice et délation.

- Non-lieu dans l'affaire du «*Bugaled Breizh*» - Liberation.fr

S'attaquer à l'armée, qui plus est à la marine de guerre britannique, à l'Otan, vous n'y pensez pas voyons...

- Filmer quelqu'un à son insu peut être légitime pour les besoins de la justice, selon la CEDH - 20minutes.fr

De quelle justice sous un régime qui a adopté le mensonge et la démagogie en guise de gouvernance, qui bafoue nos droits, encourage le communautarisme, s'allie à l'extrême droite, légitime un gouvernement néonazi, soutien Al-Qaïda et les barbares takfiris, etc. ?

Intox.

- Les dirigeants de l'UE lancent une réflexion pour revoir les priorités de l'Europe - LeMonde.fr

Manipulation et instrumentalisation.

- Des organisations lycéennes et étudiantes appellent à manifester contre le FN - LeMonde.fr

Pour l'AFP, la presse se résume aux Echos.

- Après les européennes, la "*décomposition*" est en marche, estime la presse - AFP

Cécile Cornudet dans le quotidien économique *Les Echos* conclut que la première place du parti de Marine Le Pen "*a déjà accéléré la décomposition de la vie politique* ". AFP 27.05

Décomposition qui est également celle des médias aux ordres qui accompagnent celle du régime. En route vers l'abîme...

La situation actuelle témoigne plutôt que la "*décomposition*" de leur société est bien avancée, elle est entrée en putréfaction depuis déjà quelques années...

Il fait bon vivre en France...

- Paris : Un homme tire sur une rame du RER D à Evry sans faire de blessé - 20minutes.fr

- Chelles-Gagny (Seine-Saint-Denis) : l'expédition punitive finit en bagarre générale - LeParisien.fr

- Pontault-Emerainville (Seine-et-Marne) : des pavés jetés sur la voiture de police - LeParisien.fr

Voilà une bonne nouvelle qui va les réjouir.

- La consommation des drogues de synthèse explose Liberation.fr

Avec votre argent, s'il vous plaît.

- La BCE consacrera 300 millions d'euros à la supervision bancaire - Reuters

La BCE va exercer un contrôle rapproché des banques et leur faire payer, à elles ensuite de se rattraper sur la bête, leurs clients...

Et encore, ils sont très loin du compte...

- 213 millions : le nombre de chômeurs dans le monde en 2019 (contre 169 millions en 2007) - Atlantico.fr

Ce chiffre a été donné par l'OIT. Ici en Inde il n'y a même pas d'agence pour l'emploi ou l'équivalent, rien, personne ne sait qui travaille ou qui ne travaille pas, et j'imagine que c'est la même chose dans bon nombre de pays en Asie, en Afrique ou en Amérique latine.

L'auto-exploitation, c'est l'avenir !

- Créer son entreprise, une solution pour seniors en mal d'emploi - AFP

- Les Fralib obtiennent 20 millions d'euros pour leur coopérative - AFP

Et c'est reparti, au tour des Espagnols d'être saignés à blanc...

- Le FMI réclame davantage d'efforts budgétaires à l'Espagne Reuters -

Stratégie du chos et de la tension.

- Des dizaines de morts en 24 heures dans l'est de l'Ukraine - Reuters

- Panique à bord en Egypte devant le faible taux de participation à la présidentielle - L'Express.fr

- Un attentat suicide fait 19 morts dans une mosquée de Bagdad - Reuters

- Tunisie: Quatre policiers tués dans une attaque «terroriste» contre le domicile du ministre de l'Intérieur - 20minutes.fr

- Libye: à peine installé le nouveau Premier ministre visé par une attaque - AFP

- Mali : le ministre de la défense démissionne après la défaite de l'armée à Kidal -

- Nouvelle attaque meurtrière de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria - LeMonde.fr

- Djibouti : les Chabab somaliens revendiquent un attentat contre les « *croisés français* » - LeMonde.fr

- Des troupes américaines resteront en Afghanistan jusqu'à la fin 2016 - LeMonde.fr

- Un navire chinois coule un bateau de pêche vietnamien dans une zone stratégique - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Règlement de compte chez les sionistes.

- Hollande rend hommage aux victimes du Musée juif de Bruxelles - LePoint.fr

- (Confirmation) Attaque du musée juif de Bruxelles : « Haaretz» parle d'une «*guerre secrète*» - liberation.fr 27.05

Selon le quotidien israélien, les meurtres ne seraient pas antisémites, mais le résultat d'une «attaque ciblée» contre des Israéliens ayant travaillé pour le gouvernement. liberation.fr 27.05

Lire l'info d'hier pour plus de détails.

Il n'a pas de bol Hollande, larbin du Crif, le voilà en agent du Mossad !

En famille. C'est la soi-disant gauche qui lui tend la perche. A quoi sert le Front de gauche ou comment il soutient le régime en place. Réponse.

- Pas d'alternative politique à gauche, dit Valls à sa majorité - Reuters

Il n'y a pas, à gauche, d'alternative crédible à la politique menée par le gouvernement, a déclaré mardi Manuel Valls en réponse aux élus socialistes qui réclament un changement de cap après la déroute subie par le PS aux élections européennes.

"*Oubliez la démagogie, regardez la réalité en face*", a dit le Premier ministre au président du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, une injonction visiblement destinée aussi à l'aile gauche du Parti socialiste.

"*S'il y avait (...) une alternative aussi évidente à gauche de la politique du gouvernement, alors votre parti aurait fait (...) un autre score à l'occasion des élections municipales ou à l'occasion des élections européennes*", a dit Manuel Valls lors des questions au gouvernement.

Le Premier ministre a estimé en fin de matinée devant le groupe socialiste que les faibles scores des autres formations de gauche, comme les Verts avec 8,95%, démontrait que le message envoyé par les Français n'était pas une demande de radicalité.

"*Ce n'est pas le score des autres partis de gauche qui montre qu'il y a une envie d'un programme*" plus à gauche, a résumé après son intervention Annick Lepetit, porte-parole du groupe PS. Reuters 27.05

Qu'est-ce que cela signifie ? Valls est très à l'aise, il connaît son discours par coeur parce qu'il sait parfaitement à qui il a à faire avec les militants du PS ou le Front de gauche.

Il sait que le Front de gauche n'a aucune crédibilité auprès des travailleurs parce qu'il est subordonné au régime ou n'incarne pas une alternative au capitalisme, donc à sa politique et qu'il n'a nullement l'intention de l'affronter hormis en parole, et encore, en réalité même pas.

Que peut lui répondre le Front de gauche ? Rien, sinon ce qu'a dit dimanche soir Mélenchon, à savoir que c'était les travailleurs qui étaient responsables de la situation actuelle dans la mesure où ils demeuraient sourds à la politique que leur propose le FdG, parce qu'ils sont toujours aussi ignorants ou pas prêts à y adhérer, aussi il fallait continuer à leur expliquer, alors qu'ils y sont hermétiques car les dirigeants du FdG ne leur inspirent aucune confiance.

Il ne faut pas prendre les travailleurs pour des abrutis, ils ont parfaitement enregistré que le FdG se livrait en permanence à un double langage ou jeu avec le PS et le régime, l'UE, qu'il était incapable de faire preuve de volonté ou de détermination pour défendre jusqu'au bout une autre politique, lié au PCF et au PS, issu de ce parti, même sur le plan institutionnel ils n'en attendent rien.

Valls a raison d'affirmer qu'il n'existe aucune "*alternative aussi évidente à gauche de la politique du gouvernement*" puisque le Front de gauche n'incarne pas davantage le socialisme que le PS qu'il considère toujours de gauche. Merci monsieur Valls pour cette précision. Allons plus loin, la question n'est pas de proposer une politique alternative aux travailleurs, mais de proposer une alternative au capitalisme, à l'Etat bourgeois ou capitaliste, à ses institutions, sa Constitution.

Et le problème réside dans le fait qu'aucun parti ouvrier ne se bat sur cette ligne politique, aucun n'ose avancer que son objectif serait de changer la société comme si tous l'avaient abandonné. Cette perspective étant abandonnée, il ne reste plus qu'à faire avec la société telle qu'elle est en tentant de lui apporter quelques améliorations ici ou là, des corrections, les travailleurs percevant très bien que tel n'est pas le cas ou qu'elle est pire chaque jour qui passe, ils n'ont aucune raison d'y croire, ils se détournent de la politique et des partis ouvriers. Seul un idéal peut porter notre combat et inspirer confiance, donner ou redonner espoir, aussi éloigné soit-il peu importe, c'est ce que Marx, Engels et Lénine avaient parfaitement compris en situant leur combat dans la perspective d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme...

Les travailleurs ne se reconnaissent pas dans le Front de gauche, dans aucun parti, il faut donc en déduire qu'aucun parti n'est en mesure de s'adresser à eux, bien qu'ils proposent des politiques différentes ou contradictoires. C'est le constat lamentable et dramatique que l'on peut dresser au bout de 69 ans de lutte de classe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le PS est un parti du capital, de droite, refuser de rompre avec lui, continuer d'entretenir des liens avec lui, c'est forcément prendre le risque d'apparaître comme son allié ou de figurer dans le même camp, à juste titre ou ce qui en pratique est foncièrement exact.

Quant à ceux qui envisageraient de rompre avec le PS, pour inspirer confiance aux travailleurs et aux militants faudraient-ils encore qu'ils tirent le bilan des 7 dernières décennies de lutte de classe au cours desquelles ils se sont fourvoyés au côté du PS (et du PCF). Valls peut être rassuré ainsi que ses maîtres, aucun parti n'est disposé à l'heure actuelle à s'engager dans cette voie, mille fois hélas... pour nous et notre classe !

Le PS est un parti anti-ouvrier.

- En banlieue, l'électorat socialiste réduit à peau de chagrin - AFP

Les électeurs socialistes se sont évaporés en banlieue, comme à Stains, en Seine-Saint-Denis, où ils sont passés de 4.700 à 300 en deux ans, sous l'effet d'une "*déception*" mâtinée de "*colère*" face aux galères du quotidien.

Dimanche, alors que l'abstention a atteint des sommets dans ce département populaire, avec 31,22% de participation seulement, seuls 13,73% des suffrages exprimés se sont dirigés sur la liste PS. Cette chute de 25 points est la plus forte de métropole pour le parti au pouvoir.

Dans d'autres cités sensibles, la dégringolade est la même: à Vaulx-en-Velin (Rhône), Garges-les-Gonesse (Val-d'Oise) ou encore Grigny (Essonne), le nombre d'électeurs socialistes a été quasiment divisé par dix entre 2012 et 2014.

La plupart se sont réfugiés dans l'abstention.

La chute de la participation n'affecte pas que le PS: tous les partis ont perdu des voix entre 2012 et 2014, souligne M. Jardin, doctorant au Centre d'études européennes de Sciences Po qui a épluché les résultats de Seine-Saint-Denis.

Mais, "*en terme de voix, le PS chute encore plus fort que les autres partis: il y a une démobilisation plus nette de l'électorat populaire de gauche*", dit-il.

De son côté, le Front National "*perd des voix depuis la présidentielle, mais moins que la gauche et que la droite, donc il progresse en pourcentage des exprimés*", ajoute-t-il. Au point de finir, comme au niveau national, en tête du scrutin.

"*Ce n'est pas un mécontentement passager de nos électeurs, il y a un désamour de la chose politique et des déceptions au quotidien*", juge le député socialiste Mathieu Hanotin.

Et d'asséner: "*Demandez à une personne ce qui a changé depuis qu'elle a voté François Hollande en 2012. Si sa réponse est positive, il y a peu de chances qu'elle vive en Seine-Saint-Denis.*" AFP 27.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : de quelle nationalité sont les "*terroristes-cannibales*"? - french.irib.ir

De l'aveu de l'un des commandants de la milice terroriste , ASL , "*les combattants étrangers les plus sanguinaires en Syrie sont tous de nationalité britannique*".

Abd Alala al Bachir, chef de l'ASL affirme que les takfiris britanniques constituent la branche la plus radicale, ayant recours à des atrocités sans nom. Ce sont ces gens là qui tuent le plus, qui décapitent et violent le plus, dit -il dans une lettre publiée dans les colonnes de Time. " *Il est temps qu'on stoppe ces gens, qu'on empêche ce qu'ils font* ". " *Ces terroristes enlèvent nos forces armées, ils les décapitent. Ils détruisent les maisons des Syriens et massacrent les innocents. Ces gens sont des terroristes et rien de plus ils n'ont aucun objectif démocratique*".

Plus de 500 miliciens européens combattent actuellement l'armée et l'état syriens. french.irib.ir 26.05

SOCIAL

1- Brésil

- Brésil: une manifestation des Indiens et des Sans-Toit réprimée à Brasilia - AFP

La police brésilienne a dispersé mardi avec des gaz lacrymogènes une manifestation d'Indiens et de mouvements sociaux dont des travailleurs sans-toit contre la Coupe du monde, aux abords du stade de Brasilia, a constaté l'AFP.

Des policiers du bataillon de choc ont chargé un millier de manifestants dont des enfants et des vieillards pour les empêcher de s'approcher du stade qui accueillera plusieurs matches du Mondial (12 juin-13 juillet) tandis que des manifestants ont lancé des pierres contre les forces de sécurité. AFP 27.05

2- Grèce

- Grèce: un tiers de la population incapable de payer ses impôts - AFP

L'inexorable montée des impayés d'impôts en Grèce, qui concerne plus d'un tiers des contribuables, préoccupe le gouvernement qui examine notamment la possibilité de donner des délais.

"*Il nous faut donner une respiration aux contribuables. Depuis le début de l'année, les impayés continuent d'augmenter rapidement, nous examinons les solutions*", a indiqué à l'AFP une source au ministère des Finances, confirmant des informations de presse.

L'une des propositions consisterait à augmenter le nombre de mensualités prévues dans le cadre de la procédure de règlement à l'amiable des impayés. Actuellement prévue en douze versements, elle pourrait passer à 48 versements mais "*c'est une question qui doit être discutée avec la troïka*" UE-BCE-FMI des créanciers du pays, a précisé cette source à l'AFP.

Selon les données du ministère, dans le pays de onze millions d'habitants, 3.344.246 contribuables présentent des arriérés de paiement d'impôts. Ces derniers constituaient à fin avril un montant cumulé de plus de 66 milliards d'euros, soit plus d'un tiers des 182 milliards d'euros du PIB en 2013.

Le rythme d'augmentation des impayés dans un pays qui a traversé six années de récession ne cesse de croître: plus 5 milliards entre 2010 et 2011, plus 8 milliards entre 2011 et 2012, plus 10 milliards entre 2012 et 2013, plus 12,5 milliards entre 2013 et 2014.

Sur les quatre premiers mois de cette année, 4,3 milliards d'impayés se sont déjà ajoutés au total. AFP 27.05

ECONOMIE

Japon

- Le Japon premier créancier mondial pour la 23e année d'affilée - Reuters

Les actifs externes nets du Japon atteignaient fin 2013 le montant sans précédent de 325.000 milliards de yens (2.334 milliards d'euros), un yen faible ayant dopé la valeur des avoirs détenus à l'étranger, ce qui fait du Japon le premier créancier mondial pour la 23e année d'affilée, a annoncé le ministère des Finances mardi.

Ces actifs représentent plus de 1,5 fois ceux de la Chine, deuxième créancier mondial avec un total de 207.000 milliards de yens, suivie de l'Allemagne (192.000 milliards de yens).

Les actifs externes bruts du Japon ont augmenté de 20,4% à 797.000 milliards de yens, soit une cinquième hausse annuelle consécutive. L'investissement direct des entreprises japonaises à l'étranger a augmenté d'un montant sans précédent de 13.000 milliards de yens à 117.000 milliards.

La dette externe a également augmenté de 29,1% à 472.000 milliards de yens, soit une quatrième hausse annuelle d'affilée, attestant d'une augmentation des achats de valeurs mobilières et autres actifs nippons par les investisseurs étrangers.

La politique énergique de stimulation budgétaire et monétaire promue par le Premier ministre Shinzo Abe a eu pour effet de faire baisser le yen de quelque 20% en 2013. Reuters 27.05

L'impérialisme nippon se porte bien...

Haut de page

Le 29 mai 2014

CAUSERIE

ACTUALITE EN TITRES

Les temps sont durs...

- Jean-Bernard Lafonta, ex-boss de Wendel, mis en examen - Liberation.fr

- L'avenir politique de Sarkozy assombri par les scandales - AFP

- Affaire du groupe UMP du Sénat : nouvelles révélations - Public Sénat

Peu importe, c'est pour les pauvres. La baisse du coût du travail a pour pendant celle de la sécurité alimentaire, normal.

- Faut-il craindre les produits alimentaires premiers prix ? - Liberation.fr

La Cour des comptes estime que la sécurité sanitaire n'est pas toujours assurée. Liberation.fr 28.05

Stratégie du chaos

- Centrafrique : dix personnes tuées dans des violences à Bangui - LeMonde.fr

- Nouvelle attaque de Boko Haram dans le nord Cameroun - Le Nouvel Observateur

- Plus de 60 morts dans une série d'attaques brutales en Irak - LeMonde.fr -

- Libye: un général dissident lance une nouvelle attaque contre les islamistes - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Impartialité. La justice serait-elle aux ordres du parti au pouvoir ?

Leur justice a une interprétation de la diffamation plutôt étrange.

- Guaino échoue en commission à faire suspendre les poursuites contre lui - LePoint.fr

Henri Guaino a été renvoyé en correctionnelle pour avoir accusé le 22 mars 2013 le juge Jean-Michel Gentil d'avoir "*déshonoré la justice*" en mettant en examen Nicolas Sarkozy, dont il était le conseiller à l'Élysée, et qui a finalement bénéficié d'un non-lieu. LePoint.fr 28.05

Touchez pas à l'institution juridique qui fait partie de l'appareil d'Etat au service de la classe dominante.

- Nicolas Bedos relaxé après avoir traité Marine Le Pen de "*salope fascisante*" - AFP

En revanche, vous pouvez vous livrer à des attaques outrancières ou ordurières (à juste titre mais là n'est pas la question) sans réserve contre l'extrême droite, ce qui lui permettra de saisir l'occasion pour se présenter en victime innocente et de s'afficher en défenseur de valeurs et principes (qui ne sont pas les siennes, mais aussi telle n'est pas question ici) que partagent la population ce qui lui vaudra le soutien d'une partie croissante de celle-ci et le tour est joué. Voilà comment ils s'emploient à faire monter le FN ou tout du moins à le présenter comme respectable ou fréquentable.

Quand en bas on ne peut plus vivre comme avant et qu'en haut on ne peut plus gouverner comme avant, l'heure a sonné de la révolution ou de la pire réaction, le législateur et tous les partis institutionnels étant de farouches ennemis de la révolution socialiste, ils misent sur la carte de l'extrême droite pour leur permettre de continuer à gouverner pour le compte des capitalistes.

La gauche et l'extrême gauche, pas plus que les syndicats ne peuvent combattre le FN ou l'extrême droite, parce qu'ils sont tous liés au PS et subordonné au régime, au même titre que le FN. Ce qui est cruel ici, c'est qu'il apparaît clairement par le biais d'un simple constat basé sur les faits, qu'ils combattent finalement dans le même camp ou contre le même ennemi : La classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs.

Nous ne sommes pas pour condamner ce genre de propos, nous voulions seulement mettre en relief les deux poids deux

mesures dont fait preuve leur justice.

Il y en a qui doute de rien, mais qui sait ?

- Estrosi : "*C'est peut-être le moment*" pour Sarkozy de revenir - Francetv

«*Notre famille politique a besoin d'un chef: si Nicolas Sarkozy veut revenir, c'est maintenant*», a déjà affirmé Nadine Morano dans Le Parisien. Lefigaro.fr 28.05

C'est peu probable, c'est risqué, mais en choisissant le pire qui n'est qu'une caricature de Raffarin, Juppé et Fillon, ils pourraient se mettre d'accord plus facilement. Et puis, quel que soit leur candidat il aura sa chance contre un président sortant qui aura été le plus impopulaire de la Ve République.

Si Hollande se présentait, il serait automatiquement devancé par Le Pen et dans un match Sarkozy-Le Pen, La Talonnette serait sûr de l'emporter sans même avoir à faire campagne, mieux encore il bénéficierait du soutien du PS et ses satellites et sans doute une partie de ses alliés de "*gauche*" et qui sait d'"*extrême gauche*".

En principe ce devrait être Fillon ou Pécresse le candidat de l'UMP, Juppé n'a pas été adoubé par le groupe Bilderberg. En réalité on ignore si la prestation de Fillon ou Pécresse a été concluante. D'ici 2017 le groupe Bilderberg peut encore dégoter l'oiseau rare, Thatcher était totalement inconnu quand ils la repérèrent quelques années avant qu'elle soit propulsée Premier ministre. Mais la France n'est ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ou encore l'Italie, l'Espagne ou la Grèce.

C'est à voir...

- "*On ne ne peut pas durer trois ans*" ainsi, dit François Bayrou - Reuters

La méthode pour durer.

... Saigner... et soigner ses serviteurs.

- Le gouvernement propose un geste sur les salaires des fonctionnaires compris entre 1 et 1,5 smic - Francetv info

... se mettre les patrons dans la poche ou faire le sale boulot de l'UMP.

- Moratoire sur les seuils sociaux: patronat satisfait, syndicats vent debout - AFP

Le ministre du Travail François Rebsamen s'est dit prêt mercredi à "*suspendre pendant trois ans*" les seuils créant des obligations sociales aux entreprises, comme par exemple la création d'un comité d'entreprise à partir de 50 salariés.

Le député UMP, Patrick Devedjian, a applaudi dans un tweet : "*si Rebsamen suspend les seuils sociaux il fera ce que la droite n'a jamais osé: c'est objectivement courageux*". AFP 28.05

Pour le patronat les droits sociaux des travailleurs (dont on peut d'ailleurs contester la nature mais c'est une autre question) favoriserait le chômage, et le gouvernement l'admet.

... instrumentaliser l'extrême droite en se servant de ses alliés.

- Des syndicats appellent à une « *riposte contre l'extrême droite* » - Le Monde.fr

Après les organisations lycéennes et étudiantes, c'est au tour de syndicats, tels la CGT, la Fédération syndicale unitaire (FSU) et Solidaires d'appeler – dans un communiqué commun signé avec l'UNEF, l'UNL et la FIDL – « à organiser les ripostes » contre l'extrême droite.

La Confédération générale du travail (CGT) appelle à une journée de grève et de manifestation le 26 juin contre le résultat des élections européennes et avant la conférence sociale des 7 et 8 juillet, a indiqué, mercredi 28 mai, son secrétaire général, Thierry Lepaon. Et une douzaine d'organisations, dont l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et l'Union nationale lycéenne (UNL), ont déjà appelé à manifester jeudi 29 mai après-midi à Paris contre l'extrême droite, sur les « *valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité* ». Le Monde.fr 28.05

Ce sont des syndicats organiquement liés au PS ou qui ont appelé à voter Hollande en 2012 qui appellent à cette "*riposte*", alors

que le PS et Hollande auront absolument tout fait pour que le FN arrive en tête des élections européennes le 25 mai dernier. Nous appelons les militants et travailleurs à ne pas y participer. Pourquoi ?

Au delà ce qui vient d'être rappelé, on peut prévoir d'avance l'échec de ces manifestations. Echec qui sera fort utile au gouvernement affaibli pour le mettre sur le compte des syndicats qui feront amende honorable et admettront volontiers qu'ils ne sont pas vraiment en position d'exiger quoi que ce soit du gouvernement, d'autant plus qu'ils auront repris la propagande gouvernementale ou du PS témoignant qu'ils se situaient à ses côtés plutôt que s'y opposer en se situant sur le terrain de classe des travailleurs.

Ainsi, ces manifestations sont destinées à mobiliser travailleurs et jeunes contre leurs propres intérêts ou les valeurs ou principes qu'ils partagent et que combattent le gouvernement et le PS. Qu'elles soient un échec ou un succès, le gouvernement s'en servira contre les travailleurs, en cas de succès il y verra un soutien à sa politique.

Le meilleur moyen de combattre l'extrême droite, c'est de rompre avec le gouvernement et le patronat, avec le PS dont la politique de régression sociale sans fin a pour effet de détourner les travailleurs de la politique et de faire le jeu du FN, donc de refuser de participer à la conférence antisociale des 7 et 8 juillet, de rejeter le pacte de responsabilité, exiger l'abrogation du TSCG, rompre avec la CES.

Le meilleur moyen de combattre l'extrême droite, c'est de mener le combat politique classe contre classe, refuser toute concession ou conciliation avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne, avec les représentants du capitalisme, préparer les conditions politiques pour renverser le régime en place et instituer une République sociale ou socialiste, organiser travailleurs et jeunes dans cette perspective politique, la prise du pouvoir.

Aujourd'hui, avec l'arrivée en tête du FN le 25 mai, c'est la question du pouvoir et de l'Etat qui est une nouvelle fois posée, avec encore plus d'accuité qu'au cours des décennies passées, d'ailleurs Marine Le Pen ne s'y est pas trompée en demandant à Hollande de démissionner et de dissoudre l'Assemblée nationale. Ne pas combattre sur cette ligne politique, c'est laisser le champ libre à l'extrême droite qui n'est pas l'ennemi du PS et ses larbins mais bien son allié répétons-le encore une fois.

Que les travailleurs, jeunes et militants ne se laissent pas manipuler par le discours démagogique ou populiste des dirigeants syndicaux que tous savent corrompus jusqu'à l'os, vendus au régime en place, qu'ils réfléchissent un instant, sachant ce qu'ils sont, comment imaginer un seul instant qu'ils pourraient être amenés à prendre une initiative fragilisant davantage le régime, surtout en l'absence de mobilisations populaires de masse dans le pays.

Ces manifestations ont finalement pour but d'aider le gouvernement à faire passer de nouvelles contre-réformes lors de cette conférence antisociale, alors qu'il est ultra minoritaire dans le pays, honni par les travailleurs.

Au fait, on allait oublier de le dire ou de le rappeler, syndicats pourris qui n'ont pas condamné le coup d'Etat de l'OTAN appuyé par des milices fascistes à Kiev place Maidan, ou encore qui soutiennent l'agression impérialiste contre la Syrie.

... éliminer les promesses devenues trop dangereuses qui tiennent lieu de provocations.

- Bernard Cazeneuve enterre le droit de vote des étrangers - LeMonde.fr

... s'appuyez sur la communauté des tartuffes professionnels.

- Les comédies «*communautaires*», la recette gagnante du cinéma français - Slate.fr

Le pendant de la privatisation des profits et la nationalisation des dettes, ce pourrait être le bien-être pour ceux qui vivent heureux entre eux, en sécurité dans des quartiers proprets et chics ou des banlieues cossues, et le mal-être pour toutes les communautés mélangées qui vivent dans des quartiers déshérités ou des banlieues en errance livrés au chômage, à la précarité, à la pauvreté, à la drogue et à la violence, au désespoir.

Enfin, la tendance est inversée !

- Le chômage est reparti à la hausse en avril - AFP

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a repris sa hausse en avril avec 14.800 nouveaux inscrits à Pôle emploi en France métropolitaine (0,4%), atteignant le niveau record de 3.364.100, a annoncé mercredi le ministère du Travail.

La hausse est encore plus marquée en incluant les demandeurs d'emploi exerçant une petite activité (36.400, 0,7%), pour un total de 4.985.900 à la fin avril (5.285.600 avec l'Outre-mer), également un record.

La situation est préoccupante en ce qui concerne les chômeurs de longue durée. Activité réduite comprise, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an enregistre une forte hausse de 1,1% sur un mois (10,5% sur un an). L'augmentation est encore plus importante pour les inscrits depuis plus de trois ans (1,5% sur un mois, 17,6% sur un an).

Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, environ 440.000 nouveaux demandeurs d'emploi sans activité ont poussé la porte de Pôle emploi. AFP 28.05

SOCIAL

1- Ukraine

Ukraine : Les mineurs s'opposent à l'opération anti-terroriste. fr.euronews.com

Près d'un millier de mineurs ont manifesté aujourd'hui contre l'opération "*anti-terroriste*" menée depuis lundi par l'armée ukrainienne. Ils ont défilé sur la place Lénine à Donetsk, certains agitant des drapeaux de la République séparatiste.

Il n'y aurait pas eu de nouveaux combats aujourd'hui, mais le bastion rebelle vit dans la crainte d'une nouvelle offensive des forces gouvernementales.

"C'est une manifestation contre cette soi-disant opération anti-terroriste, explique un mineur, mais nous préférons l'appeler l'opération anti-peuple, car elle tue des gens et fait souffrir les citoyens. Il n'y a pas de séparatistes ici, seulement le peuple du Donbass". Une vieille dame qui habite près des barricades des rebelles réclame la paix : "*J'ai peur de tout ça, confie-t-elle. J'ai déjà survécu à une guerre, maintenant j'en ai assez*".

L'équipe de notre correspondant Euronews Sergio Cantone n'a pas été autorisée à filmer aux abords de la barricade où elle se trouvait hier. "*Les rebelles intimident les caméramans et les photographes avec leurs kalachnikovs, raconte-t-il, alors que la ville a le sentiment d'être en état de siège, notamment les miliciens favorables à la République populaire de Donetsk*". fr.euronews.com 28.05

2- Espagne

- Un quartier de Barcelone s'embrase après l'évacuation d'un squat - Le Monde.fr De nouveaux incidents ont éclaté mercredi 28 mai à Barcelone, pour la troisième soirée consécutive, après l'évacuation d'un immeuble occupé depuis 17 ans dans le quartier populaire de Sants.

Environ 2 000 personnes sont venues mercredi soir de différents quartiers de la ville espagnole pour manifester aux abords du squat et centre social et culturel « *Can Vies* ». Les policiers ont chargé lorsque les manifestants ont tenté de forcer un cordon. Des groupes se sont alors dispersés, incendiant des poubelles, brisant des vitrines et jetant des pierres ou des bouteilles sur les forces de l'ordre.

Appartenant à TMB, l'entreprise qui gère les transports publics de Barcelone, l'immeuble Can Vies était occupé depuis 1997 par des groupes de la gauche radicale. Il s'était transformé au fil des années en un centre social très populaire de la capitale catalane, où étaient organisés des concerts, des projections de films, des débats ou des ateliers de formation.

En 2006, son propriétaire avait décidé de le récupérer pour le détruire afin de réaménager le paysage urbain, dans ce secteur où passent des lignes de métro et de train à grande vitesse, situé non loin de la gare de Sants, la plus importante de Barcelone. Le quartier est animé par un solide tissu social et associatif.

Après des mois de négociations entre la mairie, TMB et les occupants de l'immeuble, un tribunal avait fixé à lundi la date d'expulsion des occupants de Can Vies. La destruction de l'immeuble a commencé immédiatement après.

Lundi, puis mardi, des incidents ont éclaté dans les manifestations, menées par des habitants de Sants qui ont été rejoints rejoints par des groupes de jeunes. Dans la nuit de mardi à mercredi, certains des manifestants ont mis feu à la pelleteuse qui travaillait depuis lundi à la démolition de l'immeuble, au cours d'une nouvelle nuit d'affrontements entre défenseurs du centre, habitants du quartier et la police régionale catalane. Le Monde.fr29.05

3- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la grève du platine continue, échec des négociations - AFP

Les négociations entamées par la justice du travail sud-africaine pour tenter de mettre fin à la longue grève qui affecte depuis janvier les trois principaux producteurs mondiaux de platine ont échoué, a indiqué mercredi le nouveau ministre des Mines.

Il a mis en place une cellule de crise à son ministère et dit avoir déjà rencontré Joseph Mathunjwa, l'intransigeant président du syndicat Amcu qui a fait cesser le travail à quelque 80.000 employés d'Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin.

A la question de savoir s'il reprenait la main, après l'échec des négociations menées par la CCMA (la commission paritaire chargée d'aider à la résolution des conflits sociaux) et la justice du travail, le ministre a répondu: "*Reprendre est un mot dangereux. Je vais être impliqué.*"

Après plusieurs semaines de dialogue de sourds, les discussions entre patronat et syndicat avaient repris le 21 mai sous l'égide d'un juge du tribunal du travail de Johannesburg.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole d'Implats Johan Theron a indiqué mercredi que les producteurs attendaient une notification du juge pour conclure définitivement à un échec de ce round de négociations.

Amcu réclame que le salaire de base des mineurs soit plus que doublé à 12.500 rands (880 euros) par mois, tandis que les trois géants miniers proposent d'arriver à une telle somme en trois ans, mais primes et avantages compris. AFP 28.05

Haut de page

Le 30 mai 2014

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles dans la journée.

Le président de la République et le gouvernement sont plus faibles et isolés que jamais, le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont été incapables de se refonder sur des bases saines (et indépendantes) à la suite de la dégénérescence de la social-démocratie et du stalinisme, la réaction a le champ libre...

A vouloir concilier l'inconciliable, à vouloir réaliser absolument le front unique de partis voués à être réduits à l'état de cadavre, cette stratégie opportuniste et suicidaire nous a conduit où nous sommes... au même état ! Marginal, inaudible, impuissant, inexistant pour l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire la presque quasi-totalité.

Le moment serait-il venu d'en tirer les leçons politiques qui s'imposent? Qui en aura le courage ?

Il n'y a pas de petits profits, ils vous traitent plus mal que des animaux.

Extraits du rapport de la Cour des comptes sur la sécurité alimentaire.

... des "*excréments de souris dans des étuves à chorizo*", des "*moisissures*", "*des viandes gris-verdâtre impropres à la consommation humaine dans des charcuteries*", du "*fromage ramassé à la raclette sur le sol pour en faire du fromage fondu*" ou encore des "*souris vivantes ou mortes*".

... les viandes séparées mécaniquement (VSM), qui entrent dans la composition de certains produits premiers prix. *"La VSM, surtout destinée, il y a quelques années encore, à la composition d'aliments pour animaux, est un produit obtenu par l'enlèvement, à l'aide de moyens mécaniques, de la viande des os de carcasses et pouvant donc contenir des résidus d'os, de cartilage ou de moelle.*"

"*Le consommateur ne réalise pas que la VSM (...) [n'est] en fait pas de la viande au sens de la réglementation européenne même si, du point de vue sanitaire, les produits issus de ces transformations, notamment ceux ayant reçu un traitement thermique, sont sûrs*". lepoint.fr 29.05

Commentaire d'internaute.

1- "*Et certains trouvent que les salaires français ne sont pas assez compétitifs ; alors on baisse le coût de la vie, on harmonise européen mais pour tout, le ministère de la santé publique française a disparu ? Qui le remplace qui nous protège ?*"
Vous êtes un cobaye et un puit sans fond d'enrichissement pour les multinationales de l'agro-alimentaire ou les supermarchés.
Le reste est superflu, les nantis et les riches ne bouffent pas cette merde !

2- - "*Et ces ministres, députés, sénateurs, présidents de régions, présidents de conseils, maires de grandes villes, trés hauts fonctionnaires, hauts responsables, sont a passer devant un tribunal populaire ! 43 inspecteurs pour 110. 000 sociétés alimentaires ? Je rêve. Demain on va lire de gros titres dans lesquels ces trop payés, vont créer une commission ! Ca continue, mais rien n'est fait. Ils se foutent de nous On mange des aliments malsains, nos jeunes enfants aussi, mais à quoi servent nos impôts ? Des millions de chômeurs et il manque des contrôleurs d'usines alimentaires ? C'est de la foutaise ! Mais quand allons nous descendre dans le rue ?*"

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Les chantres de l'Ancien Régime ou de l'Union européenne se mobilisent.

- Les «*bonnets rouges*» reviennent... et ils ne sont pas contents - LeFigaro.fr

Figure de la fronde contre l'écotaxe enterrée par le gouvernement, ce collectif breton annonce son retour dès samedi en Bretagne pour soutenir la réforme territoriale qui prévoit «*la réunification de la Bretagne historique*». LeFigaro.fr 29.05

Les Etats-Unis et le Japon déclarés Etats esclavagistes...

- Aubervilliers : les esclaves du troisième âge - LePoint.fr

Un atelier clandestin de fabrication de vêtements qui employait des esclaves thaïlandais de 61 à 70 ans a été démantelé. LePoint.fr 29.05

Camelote. GM, Toyota, Ford...

- Ford rappelle près de 1,4 million de véhicules en Amérique du Nord - AFP

Personne n'a le droit de se substituer aux maîtres du monde.

- Washington réclame 10 milliards de dollars à BNP pour violation d'embargo - AFP

Notre corps ou notre vie nous appartient !

- Belgique: le nombre d'euthanasies explose - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos

- Au moins 54 morts dans une série d'attaques en Irak - Reuters

- Nigeria : au moins 35 morts dans des attaques de villages menées par Boko Haram - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

3%

- Sondage : Hollande redevient "*Monsieur 3%*". - europe1.fr

Un sondage OpinionWay pour Le Figaro Magazine renvoie le chef de l'Etat à ce sobriquet, "*Monsieur 3%*", qu'on lui prêtait

quelques mois avant la primaire socialiste de 2011. A l'époque, ce chiffre représentait la part de sympathisants socialiste qui souhaitaient voir le candidat Hollande désigné pour la présidentielle de 2012. On connaît la suite. Mais trois ans plus tard, et deux ans après son élection, François Hollande a retrouvé ce niveau, on ne peut plus faible. A la nuance près que ce taux concerne désormais l'ensemble des Français.

Selon ce sondage, seules 3 % des personnes interrogées souhaite voir François Hollande se représenter en 2017. Un chiffre très faible, supérieur chez les sympathisants socialistes, mais encore dramatiquement bas pour le Président. Ils ne sont en effet que 15% à souhaiter qu'il se présente à sa propre succession.

Par ailleurs, 81% des sympathisants socialistes souhaitent la tenue d'une primaire pour désigner leur candidat pour 2017. Et ce dans l'hypothèse où François Hollande se représente.

Selon ce sondage, les sympathisants socialistes sont 40% à préférer voir Manuel Valls représenter le PS à la présidentielle de 2017, contre seulement 15% qui préféreraient voir François Hollande candidat. europe1.fr et Francetv info 29.05

Les "*sympathisants socialistes*" témoignent ainsi qu'ils sont vraiment réactionnaires. Chut !

En complément.

Le président est forcément celui des riches.

- Est-il vraiment impossible de gagner une présidentielle avec moins de 22 millions d'euros? - Slate.fr

Parole d'internaute

1- "*Ah, pour trouver des "sympathisants socialistes", il a fallu chercher parmi les 13% qui ont voté pour la liste commune PS-RDG... parmi les 41% qui sont allés voter... Donc a tout casser 6% des électeurs? Et 40% de ces 6% , donc 2,5%, préferent Valls?*

C'est cela? Valls est soutenu par 2,5% de la population, si j'ai bien compris?"

Mais parmi les 97,5% restants, combien ont acquis un niveau de conscience politique pour ne pas être une nouvelle fois manipulés par un illusionniste au discours démagogique ? L'immense majorité des travailleurs baignent encore dans l'ignorance et ne comprennent toujours pas comment fonctionne la société, ils en ont encore les moyens matériels ou financiers.

Leur mode de pensée est déterminé ou évolue en fonction de leur mode de vie, de leur statut social. S'il n'est pas trop ou peu affecté par la crise du capitalisme, ils n'ont aucune raison d'en changer ou de se poser des questions, ils se laissent vivre, quelque part cette insouciance est un peu normal ou plutôt se comprend très bien, chacun aspire à profiter de la vie ou de son travail et préfère oublier ou ne pas penser aux difficultés ou souffrances qui accablent quotidiennement les autres couches plus défavorisées de la société, ils sont si nombreux, si tristes ou dramatiques que rien que d'y penser on en devient nerveux, on s'inquiète, on perd le moral...

On ne pense qu'à une chose, échapper à tout prix à ce triste destin, éviter de tomber dans cet engrenage du malheur, on se réfugie dans un individualisme qui doit nous servir de rempart contre le mauvais sort, on ne pense qu'à ses propres petits intérêts en soulageant sa conscience à l'aide d'un humanisme à la petite semaine qui ne coûte rien, on votera pour le candidat qui semble le mieux les représenter, peu importe qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche, voire d'extrême droite, on se dit qu'on n'est pas responsable du malheur qui accable les autres et qu'on a le droit de profiter de la vie, sinon à quoi bon exister et continuer de vivre, n'est-ce pas ?

Manipulation, culpabilisation de la jeune et instrumentalisation de l'extrême droite.

Ceux qui ont lu la causerie d'hier constateront que les faits nous ont donné raison à 24h d'intervalle. On a aucun mérite, c'était couru d'avance.

- Faible mobilisation pour la manifestation contre le FN - LeMonde.fr

Plusieurs milliers de jeunes ont manifesté jeudi 29 mai en France contre le Front national après la victoire historique du parti de Marine Le Pen aux élections européennes en France.

À Paris, 4.200 personnes se sont rassemblées selon la préfecture. Plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies en début d'après-midi place de la Bastille avant de rejoindre la place de la République.

Ils étaient entre 700 et 1.000 jeudi à Lyon et Toulouse, un demi-millier à Marseille, Nantes, Bordeaux ou Nancy 800 à Strasbourg, 350 à Amiens, 200 à Rouen et à peine 80 à Metz, où des cortèges ont défilé dans la matinée.

Le 1er mai 2002, 1,3 million de personnes avaient défilé dans toute la France. Reuters et AFP 29.05

C'est une défaite politique pour les syndicats dont les dirigeants soutiennent le gouvernement et instrumentalisent l'extrême droite qui est leur allié et non leur ennemi.

Parole d'internaute

1- "*Dire que "les jeunes" auraient voter FN en nombre est une escroquerie*

Parmi les électeurs du FN, il y a 30% de jeunes de moins de 35 ans.

Or, dans le même temps, c'est 73% du corps électoral de cette même tranche d'âge des moins de 35 ans qui s'est abstenu.

Sur le total du corps électoral des -35ans, c'est donc 27% qui s'est exprimé ce qui donne pour le FN = 8.1 % (30% de 27%)

C'est moins que la moyenne du corps électoral toutes catégories confondues pour lesquelles le FN a obtenu 25% des 43% exprimés soit = 10.7 %"

Cette mise au point était effectivement nécessaire. Ceux qui propulsent le FN sur le devant de la scène sont des escrocs, de l'UMP à l'extrême gauche.

2- " *10 000 peut-être grand maximum dans toute la France On apprend que pas mal d'adultes y étaient aussi, pour faire masse face à la faiblesse de la mobilisation étudiante. Car le vrai probleme est bel et bien là. Ces jeunes surrement enfants de militants de gauche sont trés fortement minoritaires dans leurs classes d'âges ce qui signifierait que le FN y est peut-être majoritaire!*
Les manifestants viennent des couches aisées où on trouve les militants et adhérents PS. On sait bien que des ouvriers au PS il n'y en a presque plus. Quand on est et on se sent faible, il faut pas se montrer, ça donne toujours des arguments à l'adversaire et c'est lui qui gagne. Cette manif est le troisieme tour de la victoire du FN, qui ne le revendiquera pas mais en jouira."

C'était l'objectif recherché...

Vous avez parfaitement raison sur les rejetons des militants, adhérents ou sympathisants du PS : Des nantis, tout sauf de la graine de révolutionnaires qui n'ont pas manifesté hier... ils bossaient, eux !

3- "*Je n'aime pas le FN, mais les condamnations morales des membres de la classe bourgeoise envers les prolos qui votent mal sont insupportables.*

Cela fait plus de 30 ans que les bourgeois alimentent le FN avec le chômage, l'insécurité, l'impéritie des services publics, la relégation des ruraux, etc. alors leurs leçons de morale, ils se les gardent."

Vous avez raison, ils sont abjectes, à vomir, ils méprisent la plèbe, et demain ils fourniront les cadres qui encadreront les bataillons de lumpenprolétaires lancés contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière.

Votre analyse est juste, c'est la politique antisociale, réactionnaire mise en oeuvre par tous les gouvernements qui se sont succédés sous la Ve République depuis 1981 qui alimente l'extrême droite.

A ce propos il faudrait préciser que si 10% d'électeurs demeure un score très faible, il n'en demeure pas moins que cela représente 4,4 millions de personnes, ce qui est largement suffisant s'ils se mobilisaient pour prétendre s'emparer du pouvoir ou s'attaquer au mouvement ouvrier ou faire faire basculer le régime vers une dictature effroyable, d'autant plus qu'ils bénéficieraient d'une dynamique et pourraient être beaucoup plus nombreux, tandis qu'en face les masses demeureraient profondément divisées, désarmées et incapables de se regrouper pour affronter la menace fasciste, c'est une des leçons qu'on pouvait tirer du développement de la situation en Ukraine ces derniers mois, une confirmation en somme de ce que nous savions déjà pour avoir retenu les enseignements de la lutte des classes du passé.

S'il n'y a pas lieu de s'alarmer pour le moment, il faut rester vigilant et s'organiser, aider les travailleurs et jeunes à s'organiser. C'est la seule réponse politique efficace contre l'extrême droite ou pour combattre la politique du gouvernement et de l'UE, construire le parti, rejoindre et renforcer le POI.

La monarchie absolue en marche.

Concentrer le pouvoir entre un nombre restreint de représentants de l'oligarchie financière, non élus évidemment, pour accélérer la marche au gouvernement mondial

- UE: Schäuble veut réorganiser la Commission autour de "*super-commissaires*" - AFP

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble milite en faveur d'une réorganisation de la Commission européenne, autour d'une poignée de commissaires responsables de grands pôles de compétences, dans une tribune à paraître vendredi en Allemagne.

"*Nous pouvons organiser la Commission de manière plus efficace*", a expliqué le ministre conservateur dans ce texte à paraître dans le quotidien Die Welt. "*Par exemple nous devrions songer à rassembler les domaines de responsabilité auprès d'un nombre restreint de vice-présidents de la Commission, et à leur subordonner les autres commissaires*", détaille M. Schäuble.

Cette suggestion a déjà été émise par exemple pendant la campagne pour les élections européennes par le chef de file libéral Guy Verhofstadt, et semble aussi avoir les faveurs de Paris. AFP 29.05

Que le minable larbin français de Bruxelles et Washington y soit favorable allait de soi.

Ce qui était intéressant aussi c'était la précision apportée par Schäuble dans Die Welt, il a déclaré "*que nous pouvons faire directement*" cette "*réorganisation*" de la Commission européenne, sans qu'il soit nécessaire de modifier les traités européens, et encore moins la soumettre aux peuples de l'UE par référendum.

Autrement dit, ils en décident entre eux sans le moindre contrôle populaire et vous en subirez les conséquences. Et le Parlement européens ? Il est vendu, il leur est acquis d'avance, aussi la question de savoir s'il aurait ou non du ou des pouvoirs n'a absolument aucune importance, l'essentiel est ailleurs.

Les affameurs

- Aliments: nouvelle alerte sur la hausse des prix dans le monde - AFP

Entre janvier et avril, les prix des principaux aliments de base ont augmenté de 4% dans le monde, mettant fin au déclin "*continu*" observé depuis le pic de l'été 2012, relève la BM dans son rapport trimestriel.

"*Les inquiétudes météorologiques, les incertitudes politiques et les fluctuations des monnaies (qui renchérissent les coûts en cas de dévaluation, ndlr) ne sont pas dissociables les uns des autres*", affirme Ana Revenga, vice-présidente de la Banque en charge de la réduction de la pauvreté.

Sur les trois premiers mois de l'année, la hausse est particulièrement sensible pour le blé (18%), le sucre (13%) ou le maïs (+12%) et intervient en dépit de prévisions de "*récoltes record*" cette année, note la BM.

La sécheresse persistante dans certaines régions des Etats-Unis et la forte demande mondiale, notamment en provenance de Chine, expliquent en grande partie cette poussée. Mais la crise en Ukraine n'y est pas étrangère, note l'institution.

Troisième exportateur mondial de maïs et sixième de blé, le pays affiche les hausses les plus spectaculaires à l'heure où il est plongé dans une profonde crise politique et économique.

Entre janvier et avril, le maïs a ainsi vu sa valeur s'envoler de 73% en Ukraine où le prix du blé a, lui, flambé de 37%, tirant avec eux les cours mondiaux. (Valeur intérieur, pas à l'exportation, les premières victimes en sont les Ukrainiens. - ndlr)

"*Les tensions géopolitiques en Ukraine n'ont pas encore perturbé les exportations mais pourraient avoir un impact sur la production future et le commerce si l'incertitude augmente*", souligne la BM.

D'autres pays en proie à des tensions politiques et économiques ont été frappés de plein fouet. Sur un an, le prix de la farine a ainsi augmenté de 70% en Argentine en avril.

La flambée mondiale a certes été contenue par un déclin de 12% des cours du riz, un aliment de base dans de nombreux pays du Sud. Et globalement, les prix alimentaires sont inférieurs de 2% à leur niveau observé il y a un an.

Mais ce rapport est un nouveau signe d'un possible retournement de tendance et vient relayer les craintes déjà exprimées par les Nations unies qui ont observé en avril le même mouvement à la hausse.

Le rapporteur des Nations unies pour le droit à l'Alimentation, Olivier De Schutter, avait alors même dit craindre une période de "*prix alimentaires élevés et volatils*" et la possible résurgence d'émeutes de la faim.

La Banque mondiale semble partager la même inquiétude. "*Au cours des prochains mois, nous devons surveiller de près ces prix pour s'assurer que de nouvelles hausses ne fassent pas peser une pression supplémentaire sur les plus défavorisés*", souligne sa vice-présidente Ana Revenga.

"*Les chocs liés aux prix alimentaires donnent naissance aux conflits, les nourrissent et entretiennent plus généralement l'instabilité politique*", met en garde l'institution. AFP 29.05

Quand on a à l'esprit que des traders de Goldman Sachs ou JP Morgan et consorts se livrent à une spéculation effrénée sur les produits alimentaires ou achètent des stocks phénoménaux de produits alimentaires pour peser sur leur cours ou les imposer, on est en droit d'en conclure que ce sont eux au delà des gigantesques profits qu'ils tirent de ces manipulations financières, qui "*alimentent*" des conflits ou "*nourrissent*" l'instabilité politique dans certains pays selon une stratégie politique bien arrêtée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Le maréchal Sissi net vainqueur de la présidentielle égyptienne - Reuters

L'ancien chef d'état-major de l'armée, le maréchal Abdel Fattah al Sissi, a recueilli 93,3% des suffrages exprimés, apprend-on de source judiciaire, alors que les opérations de dépouillement sont quasiment terminées après trois jours de vote. Le candidat de gauche Hamdine Sabahi, son unique adversaire, obtient 3,0%. Les bulletins nuls représentent 3,7%.

Le taux de participation, estimé à 44,4% des 54 millions d'électeurs, est loin des 40 millions de suffrages, soit 80% de l'électorat, souhaités la semaine dernière par le maréchal.

Lors de l'élection de 2012 remportée par Mohamed Morsi, le président islamiste renversé par l'armée le 3 juillet dernier, le taux de participation avait atteint 52%.

"*Nous sommes désormais divisés avec un pareil taux de participation*", déclarait Tarek Aouad, chômeur de 27 ans, qui célébrait la victoire d'Abdel Fatah al Sissi jeudi matin sur la place Tahrir au Caire. "*Si environ la moitié des électeurs ont voulu Sissi, qu'en est-il de l'autre moitié ?*"

Mahmoud Ibrahim, 25 ans, qui n'a pas été voter, estimait, lui, que le scrutin n'avait été qu'une "*farce*" et fustige la presse qui "*va mentir aux gens*".

Sissi est considéré par ses partisans comme l'homme fort qui pourra mettre fin aux troubles de l'Egypte depuis la "révolution du Nil" qui, il y a trois ans, a provoqué la chute d'Hosni Moubarak après trente années de pouvoir.

"*La communauté des affaires est très satisfaite de ces résultats*", a déclaré le président de la Fédération des industries égyptiennes, Mohamed El Seouedi. "*Mes amis et moi avons beaucoup d'espoir.*"

Même refrain à la une de la plupart des titres de la presse égyptienne. Le quotidien d'Etat Al Akhbar évoque un "jour d'espoir pour tous les Egyptiens". Reuters 29.05

ECONOMIE

Russie

- Union économique entre Russie, Kazakhstan et Biélorussie - Reuters

Vladimir Poutine a signé jeudi un traité avec le Kazakhstan et la Biélorussie créant l'Union économique eurasienne, un vaste espace commercial que le président russe rêve de voir concurrencer les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine. Cette alliance, un marché de 170 millions de consommateurs, affiche un produit intérieur brut (PIB) global de 2.700 milliards de dollars (près de 2.000 milliards d'euros) et d'importantes richesses dans le domaine de l'énergie.

Le traité, qui entrera en vigueur le 1er janvier une fois ratifié par les parlements, complète une union douanière qui lie déjà les trois pays depuis 2010.

Il garantit la libre circulation des biens, services, capitaux et main-d'oeuvre et coordonne la politique dans les grands secteurs économiques.

"*Notre réunion aujourd'hui a une portée spéciale et, sans exagération, marquera son époque*", a déclaré Vladimir Poutine en apposant sa signature lors d'une cérémonie à Astana, sous les applaudissements nourris de plusieurs rangées d'officiels.

"*Ce document place nos pays dans une nouvelle phase d'intégration tout en préservant pleinement leur souveraineté*."

Vladimir Poutine, qui a supervisé en mars l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée, dément toute volonté de rebâtir un nouvel empire soviétique, plus de vingt ans après l'effondrement de l'URSS. Mais avec ce nouveau marché, le chef du Kremlin veut démontrer que les sanctions occidentales imposées à certaines personnalités russes en raison de la crise en Ukraine ne réussiront pas à isoler la Russie.

Vladimir Poutine a ainsi souligné que le Kazakhstan et la Russie possédaient à eux deux un cinquième des réserves mondiales de gaz naturel et 15% des réserves pétrolières.

L'Ukraine a cependant refusé d'intégrer l'union et d'autres anciennes républiques soviétiques craignent de se faire phagocyter par Moscou, même si l'Arménie et le Kirghizistan examinent la possibilité d'une adhésion. Le Kazakhstan lui-même a farouchement défendu sa souveraineté pendant la négociation du traité, contraignant Vladimir Poutine à revoir ses ambitions à la baisse.

Le président kazakh, Nursultan Nazarbaïev, avait été le premier à proposer une telle union, dès 1994, mais le projet avait à l'époque été largement ignoré.

Assis aux côtés de Vladimir Poutine et de son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, il a déclaré que le principal objectif de cette union était de "*gagner un avantage compétitif naturel en tant que pont économique entre l'Est et l'Ouest, entre l'Europe et l'Asie*". Reuters 29.05

Haut de page

Le 31 mai 2014

CAUSERIE

(Quelques heures après avoir actualisé le site. 26 nouveaux articles ont été ajoutés.)

L'extrême gauche : A vomir ! Explication.

LO

- La seule voie pour les travailleurs - lundi 26 mai 2014

C'est la faute du PS. Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce qu'il y a des militants qui se sont sérieusement posés cette question. Quand ce n'est pas la faute à Staline, c'est la faute du PS. Et après ? Rien, on ne se pose pas davantage de questions, tout est dit, on reprend le train-train quotidien, les mêmes analyses, les mêmes discours, les mêmes refrains, les mêmes rapports, on adopte les mêmes interprétations, les mêmes conceptions, les mêmes méthodes, surtout on ne change rien puisqu'on y est pour rien, surtout on évite soigneusement de remettre en cause notre qualification du PS, on fait comme si absolument rien ne s'était passé depuis le début du XXe siècle, on en oublie même le mois d'août 1914, imperturbablement. Et quand on admet que le PS est

un des piliers du régime en place, c'est pour aussitôt s'appuyer dessus ou le soutenir quand il vacille.

La seule responsabilité de l'absence du parti ouvrier révolutionnaire, appelez-le comme vous voudrez, qui est la clé de la situation, est du ressort des dirigeants issus du trotskisme qui ont été incapables d'incarner la continuité du marxisme pour s'être écrités ou avoir abandonné ou bradé les enseignements de la Commune de Paris et plus particulièrement de la révolution russe de 1917, les principes du léninisme. Eux seuls en portent la responsabilité et non le PS ou Staline ou on ne sait qui.

- "*Comment en sommes-nous arrivés là ? Dans l'immédiat, il y a la responsabilité écrasante du PS, le désespoir et la perte de repères que sa politique a engendrés dans les classes populaires.*"

Parce que voyez-vous les "*classes populaires*" devraient placer leur destin entre les mains du PS, le PS serait naturellement destiné à défendre les intérêts des "*classes populaires*", il aurait failli à sa mission le malheureux, heureusement que LO est là pour voler à son secours en lui attribuant une mission qu'il ne mènera jamais à bien puisque c'est un parti du capital, de droite, ennemi de la classe ouvrière et du socialisme. LO se fait faussaire, manipulateur en procédant de la sorte. Compter sur le PS, c'est compter sur votre bourreau qui vous a condamné à mort pour qu'il vous épargne, voilà à quoi se résume la politique de LO. Passons à l'extrait suivant.

Les travailleurs soutiendraient massivement le FN.

- "*Si le FN a pu devenir le déversoir du mécontentement dans les classes populaires, c'est qu'il n'y a plus face à lui de partis qui représentent les intérêts des exploités.*"

Les travaileurs sont xénophobes, racistes, antisémites, d'extrême droite, fascistes, c'est bien connu, voilà ce que recouvre ce discours. Vous allez peut-être estimé qu'on exagère un peu, en réalité pas du tout, on est encore loin du compte, car il y a un élément qui ne doit pas vous échapper : LO tout comme le NPA (contrairement au POI il faut le souligner) dans les articles qu'ils ont pondus une fois les résultats des élections européennes connus a totalement occulter le fait que le FN n'avait récolté que 10% des électeurs inscrits, quelque 4,4 millions de voix et qu'il n'y avait pas eu de "montée" ou d'"envolée" de l'extrême droite lors de cette élection, le FN a réalisé un score inférieur de 2 millions de voix à celui de 2012.

Alors question : Pourquoi LO et le NPA n'en tiennent-ils pas compte ? Parce que sinon ils ne pourraient pas reprendre le discours du PS et le soutenir, soutenir le régime, c'est leur fonction. Ils jouent le jeu de la classe dominante qui instrumentalise l'extrême droite et en profite pour matraquer les masses qui en seraient responsables, car c'est le seul moyen qu'il reste à Hollande pour gouverner et appliquer sa politique réactionnaire, que de ce fait LO et le NPA soutiennent et la boucle est bouclée. Lisez la suite, vous en aurez confirmation immédiatement. Passons à l'extrait suivant en attendant.

Si au bout de 50 ans vous n'êtes pas parvenusà construire le parti, il faut en tirer la conclusion que vous n'y arriverez jamais... ou que c'est tout simplement impossible. Vous comprenez spontanément qui cela arrangerait, la classe dominante qui resterait éternellement au pouvoir. Après tout LO pourrait exister pour uniquement ancrer cette idée dans la tête des militants et travailleurs, tandis que ses dirigeants en vivent...

- "*...ce courant (porté par LO) qui pourra faire émerger un parti véritablement communiste...*"

L'article suivant apporte la précision annoncée plus haut.

- Pour combattre le FN, offrir une autre perspective - vendredi 30 mai 2014

- "*Des milliers de jeunes, lycéens et étudiants, ont manifesté jeudi dans plusieurs villes contre le Front National. Ils ont exprimé leur refus des idées réactionnaires, racistes mais aussi anti-ouvrières, portées par l'extrême droite.*"

Manifestations initiées par des syndicats... liés au PS. Si vous avez suivi, vous avez là la confirmation de ce qui a été affirmé plus haut, pour LO c'est une bonne chose que ces syndicats instrumentalisent le FN et manipulent ou plutôt tentent de manipuler les jeunes car l'opération a été un échec, les participants peu nombreux à ces manifestations s'en prenant à ceux qui ne se sont pas mobilisés, divisant un peu plus la jeunesse, c'est toujours cela de gagner pour Hollande et Valls qui doivent bien continuer de gouvernement d'une manière ou d'une autre, alors pourquoi pas ainsi. LO en se félicitant de cette initiative soutient le gouvernement, CQFD.

NPA

- Riposte sociale et politique : urgence ! - 29/05/2014

- "*L'extrême droite le arrive largement en tête et confirme une implantation nationale. L'abstention massive n'autorise pas à*

se rassurer. Rien ne dit que celles et ceux qui ne sont pas allés voter auraient fait un choix sensiblement différent."

Au NPA ils sont encore plus directs et pourris, non seulement ils ne mentionnent pas que le FN n'a fait que 10% des électeurs inscrits le 25 mai, ils vont jusqu'à prétendre que finalement les abstentionnistes seraient de la graine d'extrême droite. Ils doivent estimer à regret qu'en réalité le FN n'a pas engrengé un score si spectaculaire que cela car ils savent ces salopards qu'il n'est qu'à 10%, aussi il leur faut lui inventer des électeurs potentiels supplémentaires pour justifier leur discours qui rejoint celui de LO calqué sur celui des commentateurs des médias de la classe dominante.

"*Rien ne dit que*" quoi, qu'un socialiste, un communiste, un trotskiste, un syndicaliste, un simple travailleur puisse un jour soutenir l'extrême droite ou le fascisme, on a pu l'observer dans le passé à plusieurs reprises ou même sous nos yeux aujourd'hui... Et alors, cela signifie quoi, sinon que leur conscience de classe était faible ou ne reposait pas sur des bases solides et que sous la pression des évènements et de la trahison de leurs dirigeants, dans des circonstances particulièrement difficiles ou défavorables ils ont craqué, ils ont confondu socialisme scientifique et national socialisme. On ne fera pas l'affront de citer tous les dirigeants ou militants de la LCR qui ont fait carrière au PS et dans d'autres partis de droite, qui ont été récupés par les médias aux ordres, et qui jouent le jeu aujourd'hui de l'extrême droite. Passons à l'extrait suivant.

Le NPA reprend à son compte au mot près la propagande du PS ou guerre idéologique contre les masses exploitées.

- "*Cela appelle un combat unitaire, une riposte antiraciste, féministe, pour l'égalité des droits, la solidarité internationale.* "

Ce qui a été dit plus haut sur le même sujet à propos de LO vaut également pour le NPA qui soutient ainsi le gouvernement.

- "*Car là est bien le cœur du problème. Le Parti socialiste est directement et irrémédiablement responsable...*"

Le même discours que L0, alors que c'est l'incurie des dirigeants de la LCR puis du NPA qui est est en cause.

Surtout pas un parti, normal ils en sont incapables.

- "*Nous avons collectivement besoin de reconstruire des solidarités et des résistances concrètes...*"

Ils vocifèrent, gesticulent, donnent l'impression de faire quelque chose, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à ce que mort s'ensuive... et rien au bout, pas de parti, la classe dominante peut être rassurée avec de tels charlatans.

Le NPA s'attaque aux masses à la suite du PS et EELV disions-nous, en voilà la preuve.

- Loi famille : sur la fessée comme sur le reste, un gouvernement dur avec les faibles - (29/05/2014)

-"*... tous les rapports et recommandations d'experts convergent pour établir les conséquences néfastes de la violence éducative.*"

Ils veulent criminaliser les masses, les masses arriérées, les plus arriérées, il faut les matraquer, les culpabiliser, leur faire comprendre que la société les supporte mais qu'elles ne méritent même pas le triste sort qu'elle leur a réservé, elle est encore trop bonne avec elles, elle devrait les contrôler davantage, leur imposer des rapports pour lesquels elles ne sont pas préparées ou qu'elles ne peuvent pas supporter dans la détresse ou elles sont ou les difficultés auxquelles elles doivent faire face quotidiennement.

Peu importe, le club des nantis et procureurs généraux a décidé de leur passer la camisole de force de la pensée unique, elles doivent se repentir et s'exécuter sous peine de poursuite judiciaire si par malheur il leur arrivait de perdre la maîtrise d'elles-mêmes et frappent leurs enfants, fait inexcusable, intolérable dans une société où le bien-être et la capacité à s'épanouir, le bonheur sont si bien partagés, ce qui vaut pour le privilégié, le malheureux doit l'accepter sans broncher, d'ailleurs sa condition ne l'autorise pas à intervenir ou dire ce qu'il en pense, on ne lui demandera pas, il doit s'exécuter, tels en ont décidé ces dictateurs.

Je ne sais pas si les militants et travaillleurs se rendent bien compte de la situation, LO et le NPA combattent la classe ouvrière, les couches les plus défavorisées des travailleurs, ils sont abjectes. Je viens de ce milieu et je baigne dedans en Inde, mais jamais, jamais il ne me viendrait à l'idée de les juger, c'est la classe dominante et le gouvernement que je rends responsable de leur état d'esprit archaïque.

C'est d'autant plus pourri que ces travailleurs-là sont les premiers à souffrir de leur arriération, et au lieu de soulager leurs peines, LO et le NPA s'emploient à les enfoncer davantage, c'est dégueulasse, le mot est faible, je me retiens.

Hier encore, Selvi (ma seconde compagne) m'a dit qu'elle avait bronzé et que cela lui posait un problème, un drame, en fait elle est un peu plus noire que d'habitude alors qu'elle l'est déjà en temps normal. Je lui ai répondu qu'elle était encore plus belle et

désirable ainsi, et que ceux qui faisaient le commerce du racisme étaient les mêmes qui avaient intérêt à ce que les pauvres demeurent toujours pauvres et les riches s'enrichissent toujours davantages, elle a bien compris et elle a eu l'air soulagé, car cela la travaille, elle m'en parle sans cesse, c'est une obsession, c'est dingue. Elle est profondément arriérée et le racisme (des Indiens) la rend malheureuse, alors que moi qui suis évolué, j'ai même oublié que j'avais une couleur de peau et que je vivais entouré de Noirs (au Tamil Nadu plus que dans le nord de l'Inde).

En complément. Ils sont à l'image de LO et du NPA : Réacs !

- Deux tiers des Français favorables à la réforme des rythmes scolaires - Liberation.fr

- Sondage: 53% des Français contre une baisse des crédits de la défense - AFP

En tant que militant ouvrier révolutionnaire qui combat le PS et le gouvernement, le capitalisme et ses institutions, ses partis, sans rien leur concéder, quand j'affirme que les masses se sont embourgeoisées ou sont réactionnaires, je ne fais que livrer un constat à un moment déterminé, je ne porte aucun jugement, je ne souhaite pas qu'elles vivent plus mal demain, je ne les rends pas responsable de la situation et je ne leur en veut en aucune manière d'être igorantes ou profondément arriérées selon les couches de travailleurs, mais je ne les flatte pas non plus d'être comme elles sont, je fais la part des choses, je ne verse ni dans l'opportunisme de droite comme le font LO et le NPA en appendice du PS ou du régime, ni dans l'opportunisme de gauche à la manière des ouvrièristes.

ACTUALITE EN TITRES

Il va encore falloir sauver les banques...

- Moody's abaisse à « *négative* » la perspective de 82 banques européennes - LeMonde.fr

- Les Etats-Unis réclament plus de 10 milliards de dollars à BNP Paribas pour avoir violé l'embargo américain contre Cuba et l'Iran - Atlantico.fr

On a encore les Contras en tête... Et quand les Américains vendaient des armes à des dictatures en Amérique latine, et continuent au Moyen et Proche-Orient, Israël en tête, ou encore en Afrique, là c'était normal, c'était pour soutenir des régimes engagées sur la voie de la démocratie...

La crise par le vide... social.

- La restructuration de Siemens concernera 11.600 postes Reuters -

Le retour de l'UDF ?

- Crise à l'UMP: L'avenir de la droite est-il au centre? - 20minutes.fr

- UMP : menace juridique sur le triumvirat Fillon-Juppé-Raffarin - Le Nouvel Observateur

- Affaire Bygmalion : le colistier de Jérôme Lavrilleux réclame sa démission - Liberation.fr

- Bygmalion mise en cause par un maire UMP du Val-de-Marne - LeMonde.fr

- Après Bygmalion, un élu UMP déchire sa carte du parti - Liberation.fr

- Mariton (UMP) : «*Le retour de Nicolas Sarkozy ne s'impose pas*» - LeParisien.fr

- En Gironde, un corbeau dénonce un "*pédophile en liberté*" - Francetv info

Nouvelles des réacs.

- La région Centre plaide pour une grande région autour du Val de Loire - Liberation.fr

- Week-end chez les scouts pour Najat Vallaud-Belkacem - LeFigaro.fr

- Transports: hausse de 30% des interpellations de voleurs à la tire en Ile-de-France - AFP

- Pologne: funérailles de Jaruzelski précédées d'une messe en présence de Walesa - AFP

Ah la démocratie... fabriquée !

- Le Malawi a un nouveau président Libération.fr - Liberation.fr

Peter Mutharika a remporté 36,4% des voix. Liberation.fr 30.05

- Egypte : les résultats de l'élection présidentielle sont « *une insulte à l'intelligence des Egyptiens* » - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah la bonne conscience des nantis ! Mais ils soutiennent l'Etat sioniste d'apartheid.

- L'appel au boycott de palaces appartenant au sultanat de Bruneï s'étend - AFP

Depuis plusieurs semaines, des appels au boycott des hôtels chapeautés par le sultanat se succèdent. Ils ont reçu vendredi l'appui du commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht.

Le commissaire "*soutient la campagne de sensibilisation contre l'inacceptable loi sur la charia, via le boycott des hôtels Dorchester par de nombreuses personnalités internationales*", a annoncé son porte-parole, John Clancy, sur son compte Twitter. (Mais il n'est pas "*sensible*" à l'emploi de bombes à fragmentations ou à uranium apauvri ou au phosphore par les Américains, Israéliens ou Saoudiens... -ndlr)

Avant lui, étaient montés au créneau notamment le patron de Virgin, le milliardaire britannique Richard Branson, le PDG du groupe de luxe Kering (Gucci, Saint Laurent...), François-Henri Pinault, le comédien britannique Stephen Fry, l'animatrice de télévision américaine Ellen DeGeneres ou encore la célèbre rédactrice en chef de Vogue aux Etats-Unis, Anna Wintour.

Le groupe Dorchester appartient à l'Agence d'investissement de Bruneï, un fonds souverain contrôlé par le sultanat du Bruneï.

Interrogé par l'AFP vendredi, le directeur général de Dorchester Collection, François Delahaye, s'est dit "*stupéfait de voir l'ampleur que cette affaire prend*", en s'inquiétant de son impact pour les 3.500 salariés.

"*C'est de l'acharnement. Et les seules personnes qui vont être affectées par ce boycott, ce sont les 3.500 salariés du groupe, certainement pas le sultan*", a-t-il estimé.

Par ailleurs, "*si on devait sanctionner tous les hôtels de prestige qui ont des capitaux là où sévit la charia, il n'y aurait plus beaucoup d'hôtels de prestige où descendre*", selon lui.

Il a jugé relativement "*absentes*" les réactions politiques. (Vous voulez dire le PS, la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes en pointe dans la lutte (sic!) contre le racisme, mais le pétrole, le business cher ami, le business... - ndlr)

Le responsable de Dorchester Collection a dénoncé certaines "*réactions hypocrites*": "*M. Pinault nous boycotte alors que beaucoup de marques de luxe de son groupe vendent dans des pays où on pratique la charia. Avant de donner des leçons aux autres, on balaie devant sa porte*". (Cela serait étonnant que Pinault ait tenu un jour un balais dans ses mains ou alors il y a fort longtemps et il l'a oublié. - ndlr)

Il a rappelé qu'aucun des pays où sont implantés les hôtels du groupe ne pratiquent la charia. AFP 30.05

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Japon

- Le FMI appelle le Japon à intensifier ses réformes structurelles - AFP

D'après l'organisation basée à Washington, les réformes structurelles promises par M. Abe doivent être concrétisées au plus vite, bien qu'elle salue les mesures déjà entreprises pour déréguler et rendre plus compétitif le secteur de l'énergie.

Parmi diverses mesures de fond, le FMI appelle Tokyo à augmenter l'emploi des femmes et des seniors, à faire venir davantage d'immigrés pour combler un déficit de main d'oeuvre, à faciliter l'accès des entrepreneurs au crédit, à réformer la gouvernance des entreprises et à déréguler les secteurs agricole et des services.

Le FMI se félicite de l'augmentation récente de la taxe sur la consommation (équivalente à la TVA française), qui est passée de 5% à 8%, et appelle le Japon à l'élever encore à 10% comme prévu en octobre 2015. Au-delà, il suggère même de la faire passer plus tard à 15%, soulignant "l'urgence" de mettre en place un plan de consolidation budgétaire après 2015. AFP 30.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2014

CAUSERIE

Qui a dit ?

Le patron de droit divin : C'est le progrès, c'est l'avenir !

- "*Vous avez le droit de faire des heures supplémentaires quand on a besoin de vous, mais elles ne sont pas payées*".

Réponse : Michel Gibert, assistant manager chez Buffalo Grill où les salariés sont en grève ce week-end

A l'origine de cette grève, le souhait de la direction de moduler le temps de travail afin qu'il n'y ait plus d'heures supplémentaires. Des heures qui représentent 5 à 10% du salaire des employés de Buffalo Grill qui rappellent que leur entreprise réalise "*12 à 15 millions de bénéfice net*". Francetv info 31.05

Qui a dit ?

Un panaché de la pire réaction serait le ticket gagnant.

- «*l'avenir de l'UMP passe par une alliance solide entre une droite républicaine forte et un centre humaniste et européen*».

Réponse : Jean-Pierre Raffarin (UMP) dans une interview à paraître dans l'édition dominicale du quotidien Sud Ouest.

«*C'est l'esprit de 2002 qui a présidé à la création de l'UMP. Un candidat unique de cette alliance sera en effet à même d'être devant le Front national et donc d'avoir accès au second tour de l'élection présidentielle*», a dit le sénateur de la Vienne. 20minutes.fr 31.05

La "*droite républicaine forte*", c'est le courant d'extrême droite de l'UMP, le "*centre humaniste et européen*", c'est l'alliance de la propagande idéologique nihiliste mise en oeuvre par le PS en France au nom des droits des minorités et la subordination totale au néolibéralisme qu'incarne l'Union européenne conformément à la vocation de l'ex-UDF.

Au passage vous remarquerez qu'il n'y a pas de contradiction entre les différentes parties de ce triptyque, notamment les deux premiers volets, les idées d'extrême droite sont compatibles avec un humanisme démagogique, le second servant à couvrir le premier, les deux étant au service du troisième et la boucle est bouclée.

C'est dans ce piège qu'est tombée l'extrême gauche en reprenant à son compte la propagande humaniste démagogique et nauséabonde du PS et en se présentant aux élections européennes, avec la pseudo-gauche qui elle n'a pas eu à tomber dans un piège puisqu'elle est un appendice du PS ou du régime, ce qui explique qu'ils soient impuissants à combattre l'extrême droite.

La logique de ce triptyque se résume à ceci : Il faut que les deux premières conditions soient réunies pour que la troisième le soit. Le but du jeu, c'est bien que la politique néolibérale s'applique aussi en France et que la dictature de UE progresse.

Ainsi on s'aperçoit que le PS avec ses satellites et alliés d'un côté, et l'UMP et ses satellites "*centristes*" de l'autre, font figure de concurrents et non d'ennemis quand il y a une compétition en cours, le reste du temps ils sont complémentares ou alliés contre les masses exploitées.

L'empire ou la pieuvre. Ce qui préfigure le pacte de libre-échange USA-UE.

- Les déboires de BNP Paribas aux Etats-Unis pourraient coûter cher à la Belgique - AFP

- Amende record en vue pour la BNP : la naine France impuissante face à un nouvel impérialisme américain ? - Atlantico.fr

En complément. Tout azimut.

- Les Etats-Unis accusent Pékin d'actions de déstabilisation en mer de Chine méridionale - 20minutes.fr Alors que c'est le Japon qui se livre à des provocations et se remilitarise...

Réaction. Nostalgie impériale et monarchiste.

- Napoléon célèbre à Montmirail le bicentenaire de la campagne de France - AFP

- Les Bonnets rouges réclament la "*réunification, pas la fusion*" de la Bretagne - LePoint.fr

Quelques centaines de sympathisants des Bonnets rouges se sont rassemblés samedi à Brest et Nantes, pour appeler à la continuité territoriale de la Bretagne. LePoint.fr 31.05

Aux comptes des institutions réactionnaires du régime, il faudrait ajouter les municipalités et leurs offices du tourisme qui font l'apologie des débris ou des luxueux vestiges de la monarchie ou de l'Ancien Régime, de l'Eglise, des ecclésiastiques célébres aux membres de la noblesse ou militaires aux faits d'arme romancés qui avaient élu demeure dans leurs communes, occultant l'horrible misère du peuple qui en était le pendant puisque dépourvu de toute représentation et tout droit, de la même manière que de nos jours les privilégiés à la richesse tapageuse et autres peoples débiles sont présentés en exemple ou comme un idéal à la plèbe.

ACTUALITE EN TITRES

Tiens donc, il était réactionnaire !

- Cohn-Bendit recommande de soutenir le conservateur Juncker - LeMonde.fr

Union Pour le Merchandising.

- Raffarin souhaite un candidat unique de la droite et du centre pour 2017 - 20minutes.fr

- Wauquiez: le rapprochement avec le centre, une "*profonde erreur*" - AFP

- Jégo (UDI): "*pas d'urgence à se précipiter dans les bras*" de l'UMP - AFP

- Sarkozy, principal opposant à Hollande pour les sympathisants UMP - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Turquie

- Affrontements à Istanbul un an après les manifestations - Reuters

La police turque a tiré des grenades lacrymogènes et utilisé un canon à eau pour disperser des manifestants qui voulaient marquer samedi soir dans le centre d'Istanbul, près de la place Taksim et du parc Gezi, l'anniversaire du mouvement de protestation antigouvernemental du printemps 2013.

Samedi soir, les protestataires d'Istanbul, rassemblés sur la grande rue commerçante Istiklal, dans l'ancien quartier de Pera, ont scandé "*AKP, assassin, démission !*" et "*Partout Taksim, partout la résistance!*", avant de battre en retraite sous les tirs de gaz lacrymogènes, alors que des hélicoptères survolaient le quartier.

Il y a eu 80 interpellations et 13 blessés, selon l'Association turque pour les droits de l'homme.

La police a également dispersé des manifestations dans la capitale, Ankara, et à Adana, dans le sud du pays, rapporte la chaîne de télévision CNN Türk.

Dans la journée, les forces de l'ordre avaient fermé le parc Gezi et Erdogan avait demandé à la population de ne pas se rendre sur la place Taksim, attenante au parc, en disant que les forces de sécurité avaient reçu des consignes strictes pour maintenir l'ordre.

"*Nos forces de l'ordre ont des ordres clairs. Elles feront ce qui est nécessaire de A à Z*", avait déclaré Erdogan lors d'une cérémonie à Istanbul diffusée en direct sur la chaîne de télévision NTV.

La station de métro Taksim a été fermée ainsi que toutes les artères menant à la place. Le service de navettes sur le détroit du Bosphore entre les deux rives d'Istanbul a également été supprimé, sur ordre du gouverneur.

Selon la presse, 25.000 policiers avaient été mobilisés en prévision de la manifestation. Reuters 31.05

Avec l'Ukraine des néonazis, la Turquie dans l'UE, c'est la voie de la démocratie, c'est l'avenir...

2- Espagne

- Barcelone: des milliers de manifestants pour "*reconstruire*" le squat "*Can Vies*" - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont de nouveau manifesté samedi soir à Barcelone pour défendre un immeuble occupé depuis 17 ans et transformé en centre social dont le début de démolition lundi a donné lieu à plusieurs nuits de violences, a constaté l'AFP.

Dans la matinée, plusieurs centaines de personnes ont de nouveau occupé l'édifice et commencé à évacuer les gravats, décidés à le reconstruire, aidés par un groupe d'architectes venu évaluer l'état de l'immeuble. AFP 31.05

Haut de page

Le 3 juin 2014

CAUSERIE

On avait dit qu'on poursuivait jusqu'au 25 mai, on a tenu parole. Maintenant on va lever le pied, j'ai des problèmes aux yeux, je ne supporte plus de passer plus de 4 ou 5 heures assis face à un écran (au lieu de 12 à 14), je vieillis et mon corps ne suit pas, et puis il y a la chaleur, les quasi-nuits blanches qui me cassent littéralement parce que pas de courant donc pas de clim, 35°C dans la maison à 22h, c'est intenable.

Il y a eu 11500 visites et 17000 téléchargements en mai.

Quand on lit : "*Actuellement les terroristes sont formés dans plusieurs camps permanents d'Al-Qaïda, situés dans le désert libyen, pays occupé par l'Otan. Tandis que trois camps d'Al-Qaïda sont installé Sanliurfa, Osmaniye et Karaman, en Turquie, pays membre de l'Otan.*", sachant que le PS et ses satellites soutiennent ces terroristes et l'Otan, et constatant que leurs alliés de gauche et d'extrême gauche continuent d'entretenir les mêmes mêmes rapports avec eux comme si de rien n'était, sans que les militants soient dégoûtés au dernier degré et quittent en masse ces partis pourris, FdG, NPA et LO, au contraire ils s'en accommodent, c'est qu'on a vraiment touché le fond, et je ne vois pas ce que de mon trou en Inde je pourrais vous apporter de plus, je n'ai pas grand chose ou plus rien à ajouter.

On fera pour le mieux en ménageant notre monture.

L'extrême gauche a même adopté le drapeau de l'Ancien Régime.

Le drapeau de la Bretagne apparaît sur la page d'accueil d'un portail d'extrême gauche.

L'hermine ou la fleur de lys de la noblesse à l'époque de la féodalité et de la monarchie. De nos jours, l'emblème des potentats locaux fervents partisans de la régionalisation prônée par l'Union européenne, devant conduire à la restauration de la monarchie, version absolue sous le règne de l'oligarchie financière.

L'hermine est omniprésente dans l'armorial des ducs de Bretagne, elle remplace ou symbolise le lys quand il n'y est pas présent conjointement.

Quelques détails sur ce drapeau pour révolutionnaires et anticapitalistes, trotskistes s'il vous plaît, en mal d'inspiration. On ne citera pas la tendance du NPA qui l'a adopté, en surfant sur le Net vous n'aurez aucun mal à la repérer si ce n'est pas déjà fait.

Le drapeau de la Bretagne se compose de 11 mouchetures d'hermine. La disposition de ces hermines sont, de haut en bas, de 4, 3 et 4. Ce nombre précis n'a aucune signification connue, cependant le choix de l'Hermine, un symbole fort en Bretagne, fait référence à une légende : on raconte que la duchesse Anne de Bretagne se baladait sur son cheval lors d'une journée hivernale et qu'elle aperçut alors une hermine à la fourrure blanche traquée par des chasseurs. L'hermine se retrouva acculée à une mare boueuse et préféra faire face aux chasseurs et à la mort, plutôt que de salir et de souiller son noble pelage blanc. La duchesse obtint alors la grâce de l'hermine : c'est à cet instant que cet emblème de la Bretagne vit le jour. (En réalité Anne de Bretagne vécut à la fin du XVe siècle alors que l'hermine figurait déjà sur les blasons des nobles de Bretagne dès le XIIIe siècle, j'ai pris le temps de le vérifier. - ndlr)

Ensuite, on compte aussi 4 bandes blanches et 5 bandes noires : ces 9 bandes représentent les 9 évêchés bretons :

4 bandes blanches pour la Basse-Bretagne (Leon, Cornouaille, Trégor, Vannetais)
5 bandes noires pour la Haute-Bretagne (Dol, Rennes, Nantes, Saint-Malo, Saint-Brieuc)

Les couleurs des bandes du drapeau recouvrent celles du Kroaz du et des anciennes bannières ducales noires et blanches utilisées pendant et après la guerre de Succession de Bretagne.

Selon son inventeur (dessiné entre 1923-1925), Morvan Marchal aidé par René Ryckwaert, en 1937 :

"*J'ai donc pensé et continue à croire, qu'en conservant au maximum les hermines primitives, l'on pouvait composer un drapeau breton d'esprit moderne.*"

Aujourd'hui, la connotation politique du Gwenn ha Du est devenue accessoire : il représente la Bretagne et non plus un parti politique précis. fr.wikipedia.org

Allez, il ne représente pour ainsi dire rien ce drapeau au delà du breton, de la bigoudène, du chouchen, du kouign aman, du far breton, des huîtres, des des galettes et du cidre, l'hermine chère aux ducs de Bretagne, c'était juste pour le fun et sans rapport avec la politique, sans rapport avec des revendications particulères, autonomistes devenues régionalistes avec la bénédiction de Bruxelles, puisqu'on vous le dit, la preuve :

- Les Bonnets rouges réclament la "*réunification, pas la fusion*" de la Bretagne - LePoint.fr 31.05

Maintenant s'il se retrouve associé à la dislocation de l'Etat au profit de l'Union européenne qui est une officine de l'oligarchie financière anglo-saxonne-germanique qui s'est donné comme objectif de revenir à la structure administrative ayant cours sous l'Ancien Régime afin de conférer aux régions et à ses potentats locaux des pouvoir spéciaux et discrétionnaires, bref, de retourner plus de deux siècles en arrière en guise de progrès social, quand la noblesse et l'Eglise faisait régner leur dictature

sur une plèbe sans droit, c'est une pure coïncidence et pas de bol vraiment, juré craché dans le bénitier.

Certains pourraient penser que nous défendons l'Etat, l'Etat bourgeois, capitaliste, ils se trompent.

Il y a deux manières de s'attaquer à l'Etat bourgeois, la nôtre dans la perspective d'un Etat ouvrier, une République sociale n'ayant aucun lien avec l'UE, et la leur dans la perspective du rétablissement d'un Etat féodal ou organisé comme tel depuis la monarchie installée à Bruxelles, dans la mesure où ils se font les complices de la régionalisaton qui coïncide avec un mécanisme de régression sociale et politique sans fin au bout duquel il ne nous restera plus aucun droit collectif social ou politique.

En période de réaction sur toute la ligne à l'horizon bouché ou quand l'avenir s'annonce particulièrement sombre pour une durée indéterminée, comme il est difficile de maintenir fier et haut le drapeau sans tache de la révolution socialiste hors du marécage de la réaction. Quand tout fout le camp ou sombre avec le vieux monde, ce n'est certainement pas en s'agrippant désespérément à une planche pourrie qu'on atteindra sain et sauf le rivage, elle se disloquera avant et nous avec.

On ferait mieux de resserer les rangs, de se regrouper, de se rassembler, d'unir nos forces pour résister à cette vague de fond de la réaction mondiale qui broie tout sur son passage, y compris les meilleurs militants ou les plus déterminés. Laissons de côté nos désaccords ou plutôt discutons-en tranquillement si c'est possible, et si cela s'avère impossible n'en faisons pas un préalable ou une condition pour demeurer isolés ou organisés dans des structures moléculaires dans lesquels on s'épuise à refaire le monde en pure perte de temps et d'énergie.

La dislocation de nos forces profite à notre ennemi, chacun doit avoir conscience qu'il s'en réjouit et qu'il oeuvre quotidiennement à l'entretenir, aussi on ne voit par comment marcher dans son jeu pourrait servir notre cause. Elle nous affaiblit plutôt qu'autre chose, soyons plus intelligents que ceux qui font preuve de centralisme bureaucratique ou qui refusent encore de faire le bilan du passé, de leurs erreurs qui nous ont conduit où nous en sommes, dépassons cet état d'esprit mesquin qui consiste à vouloir toujours avoir raison et concentrons-nous sur l'essentiel, ce sur quoi nous sommes d'accord, la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, le capitalisme, ses partis ou représentants, et même si nous estimons qu'aucun parti n'incarne parfaitement ou jusqu'au bout cette ligne politique ou encore pas avec suffisamment de rigueur à notre goût, sachons faire la part des choses ou faisons preuve de mesure, satisfaisons-nous du fait que dans les grandes lignes un parti combat pour la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, c'est là l'essentiel à notre avis. Ce parti, c'est le POI, il n'en existe pas d'autres en France.

On milite pour une cause, pour un idéal, le socialisme, et si l'interprétation de la situation qu'on nous propose ne correspond pas exactement à la nôtre, prenons-en ce qui nous convient et complétons-la avec les éléments issus de notre propre interprétation, personne, aucun militant ne doit être contraint de partager à la virgule près la totalité des idées d'un parti puisque nous provenons de milieux différents et nous avons vécu des expériences différentes.

Faisons preuve de sang froid, maîtrisons cette fâcheuse tendance à nous détourner de l'essentiel à la première occasion ou sous prétexte que les choses ne se passent pas exactement comme on le voudrait, à tout envoyer ballader ou plaquer, à l'arrivée personne n'y est gagnant, on se fait du mal pour rien et on le regrette par la suite, pire encore, quand on se refuse à le reconnaître bien qu'on en ait conscience, pour justifier notre comportement on s'écarte un peu plus de la voie qu'on s'était tracé ou de notre objectif pour sombrer dans un opportunisme nauséabond qui nous propulse dans les bras de la réaction ou nous condamne à devenir un de ses agents, c'est dommage, quel gâchis !

Autrefois le mouvement ouvrier et la lutte des classes ont connu des périodes de flux et de reflux, lors de chaque crise du capitalisme et plus particulièrement à la sortie de ces crises, or ce qui se passe de nos jours est inédit, dans la mesure où aucune sortie de crise ne semble se dessiner à l'horizon, on estime même que que le capitalisme est entré dans une nouvelle phase de sa décomposition rendant toute sortie de crise impossible, il survit dans un état de crise permanente qui est essentiellement due à deux facteurs, la démographie mondiale exponentielle des six dernières décennies et la baisse tendancielle du taux de profit, son impossibilité à satisfaire les besoins croissants et urgents des 7 milliards d'habitants que compte notre planète, alors qu'il est placé dans l'obligation de satisfaire (pas toujours mais dans une large mesure) leurs besoins les plus élémentaires sous la pression de la lutte des classes, d'autant plus que la baisse tendancielle du taux de profit plombe la part de la plus-value que les exploiteurs extorquent aux travailleurs ne leur laissant pas d'autre alternative que ce qu'ils appelent la "croissance" ou produire, consommer, jeter toujours plus et plus vite pour empêcher que la machine se grippe ou soit paralysée et leur système s'effondre, processus qui alimente lui-même la crise du capitalisme, tend à l'extrême toutes ses contradictions.

Produire toujours plus, ce qui nécessite une extension du marché, de trouver toujours plus d'acheteurs ou consommateurs, ce qu'ils réalisent en mettant au travail des millions de travailleurs issus de la paysannerie pauvre en Afrique et en Asie, miséreux s'entassant dans les banlieues insalubres des grandes villes, qu'ils surexploitent dans des conditions abominables pour des salaires de misère, ainsi ils peuvent payer eux-mêmes le prix de leur survie, tandis que leur production sera écoulée dans des pays où les travailleurs ont un niveau de vie nettement supérieur, à un prix tel que les multinationales réaliseront en volume des profits exorbitants, sans pour autant qu'en moyenne au niveau mondial le taux de profit remonte, car sous l'effet combiné de l'anarchie de la production et de la concurrence mondiale en état de surproduction permanente, de la paupérisation grandissante de la population des pays les plus industrialisés ou dits riches, ils doivent rogner sur leurs marges, vendre à bas prix certaines marchandises pour les écouler, et chaque fois qu'ils accumulent des sommes colossales de capital et qu'ils

le réinvestissent dans la production de marchandises dans des usines toujours plus modernes et compétitives, plus coûteuses et qui nécessiteront une force de travail moindre, le taux de profit tendra encore à baisser. Ce mouvement est inexorable, c'est une loi de fonctionnement inhérente au capitalisme.

Les travailleurs africains et asiatiques réclament leur part des profits réalisés, ils tentent de s'organiser, ils se mobilisent, manifestent ou se mettent en grève, ils refusent de travailler si parallèlement leur niveau de vie ne s'améliore pas, ils veulent accéder au progrès social, ils estiment que c'est leur droit, et leurs revendications sont de plus en plus nombreuses et diverses, pressantes, ils s'impatientent, ils refusent le traitement qui leur est infligé. De chômeurs miséreux ils deviennent des travailleurs pauvres au statut toujours aussi précaire, leur maigre salaire ne leur permet pas de vivre dignement ou d'accéder au marché qui est réservé à la classe moyenne qui défend son statut privilégié et assure la stabilité politique de ces pays.

Ce que les uns et les autres consomment à des niveaux très inégaux dans ces pays ou continents très peuplés, globalement ou en volume permet aux multinationales ou grandes entreprises de réaliser d'énormes profits supplémentaires. Les services publics étant inexistants ou obsolètes, tout ce qu'ils perçoivent en salaire d'une main, leur est repris de l'autre pour tout juste survivre misérablement. Ils ont troqué l'oisivement ou le chômage forcé contre la surexploitation sans que leur condition ne s'améliore vraiment, puisque ce qu'ils ont gagné en niveau de vie, ils l'ont perdu en qualité de vie devenue médiocre.

En Occident pour palier la baisse du taux profit, les capitalistes doivent s'attaquer aux acquis sociaux des travailleurs, aux services publics, aux budgets sociaux, il leur faut récupérer ce qu'ils ont dû leur concéder au cours de la lutte des classes au XXe siècle, leur faire payer le moindre service, marchandiser ou tirer profit de l'enseignement, la santé, les transports, l'énergie, la communication, etc., ils s'emploient ainsi à récupérer la part des profits qu'ils doivent encore leur verser en guise de salaire ou retraite et qui échappe à leur escarcelle ou qu'ils considèrent trop élevé, d'où la dérégulation du travail, la baisse du coût du travail et la tentation d'augmenter la durée journalière de travail, augmenter le taux d'exploitation, liquider la législation du travail encore trop favorable au travailleurs pour imposer la flexibilité totale de leurs conditions de travail où l'employabilité fait office de statut individuel (taillable et corvéable à merci) une fois les droits collectifs des travailleurs réduits à néant.

Ils sont amenés à consommer moins ou des produits moins chers et de moins bonnes qualités produits à l'autre bout du monde par des travailleurs qui ont un niveau de salaire et de vie encore plus bas qu'eux, le pendant de la baisse du coût du travail de telle sorte qu'ils ont l'impression de continuer de vivre comme avant, alors qu'en réalité leur situation n'a cessé de se dégrader, ce qu'ils perçoivent très imparfaitement ou sans en comprendre le mécanisme implacable qui les conduit à la paupérisation ou l'indigence. Parallèlement, puisque le coût des services ou charges fixes d'un ménage ne cessent d'augmenter (Eau, électricité, gaz, transports, assurances, etc.), la part qu'il leur reste pour survivre diminue ou se trouve réduite à une portion congrue, exactement comme leurs collègues africains ou asiatiques.

Ainsi on s'aperçoit qu'aujourd'hui le capitalisme voue le prolétariat du monde entier à partager la même misère, le même triste sort, on ira même jusqu'à affirmer que celui des pays occidentaux est le plus à plaindre pour avoir été habitué à consommer à un niveau plus élevé au point de ne plus pouvoir s'en passer ou à se sentir horriblement frustré, humilié aussi, de se retrouver dans une situation où il doit envisager par la force des choses de réviser son mode de vie à la baisse, alors que dans les pays en voie de développement ou dits émergents le niveau de vie du prolétaire n'a jamais été développé au point qu'il devrait envisager de réduire ses besoins, il est demeuré dans un état de pauvreté permanent, il n'a jamais connu autre chose, il le supporte mieux en quelque sorte... A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Un tel zélé serviteur mérite qu'on le ménage.

- La grande mansuétude de la Commission à l'égard de la France - LePoint.fr -

- La France va dans "*la bonne direction*" sur les déficits, selon Barroso - Francetv info

Et pour cause...

- François Hollande : «*Je propose donc de ramener le nombre des régions de 22 à 14*» - Liberation.fr

- Bertrand (UMP) "*prêt à s'engager*" pour la réforme territoriale de Hollande - AFP

- La réforme territoriale doit être l'occasion d'un nouveau progrès démocratique - Slate.fr

En guise de "*progrès démocratique*", le retour aux potentats de droits divins en la personne des élus locaux placés sous l'influence

des puissants ou des notables qui feront office de parrains ou seigneurs locaux. Les élus locaux pratiqueront le clientélisme envers les acteurs locaux (monde associatif) implantés auprès de la population, et distribueront au compte-gouttes leurs aumônes à leur électorat pour assurer leur réélection... Si vous ne l'avez pas remarqué, c'est déjà largement le cas.

- Dans une interview accordée à Reuters, le président du Conseil économique, social et environnemental, Jean-Paul Delevoye, juge les grands partis discrédités et plaide pour une politique de proximité autour des élus locaux.

"*Ma conviction est que la faiblesse de l'Etat sera compensée par la force des territoires, où il y a une grande énergie*", dit l'ancien président de l'Association des maires de France. Reuters 02.06

Ceci explique cela, c'était le but recherché, l'établissement de landers tout puissants made in Germany, en Italie le même processus est en cours.

Vos droits ne seront plus collectifs et égaux sur l'ensemble du territoire français, ils dépendront de la bonne volonté du dictateur qui règnera en maître sur chaque région, autrement dit ils ne seront plus d'ordre public mais privé à terme, ce qui coïncidera avec l'atomisation ou l'individualisation de chaque citoyen privé de tout droit social et politique, rendu à l'état d'esclave dans une société de type monarchique et féodal verticale.

... ou encore....

- L'hommage de François Hollande à Juan Carlos - LePoint.fr

Rendre hommage à un monarque, pour un réac c'est naturel...

Si le portail d'Attali (PS) et Copé (UMP) le dit, il ne faut plus se gêner de le dire.

- L'UMPS est une réalité. Que l'UMP et le PS l'assument - Slate.fr

Traduisez : Collaborer.

- Politique: l'important, c'est de participer - Slate.fr -

... n'est-ce pas ?

- Entre François Hollande et sa majorité, il y a comme un (gros) doute - 20minutes.fr

Parti de l'ordre en débandade.

- UMP : Juppé temporise, Debré s'énerve, les sarkozystes attaquent - Le Nouvel Observateur

- Triumvirat à l'UMP: Bernard Debré s'en prend à Nadine Morano et Claude Guéant - AFP

- Quatre preuves que l'UMP est (à nouveau) en crise - Francetv info

- Les sarkozystes tirent à boulets rouges sur le triumvirat - LeFigaro.fr

- Seuls 31% des Français estiment que l'UMP «*a des dirigeants de qualité*» - 20minutes.fr

Résistance passive

- Paris : Les crèches parisiennes en grève pour dénoncer les sous-effectifs - 20minutes.fr

- Des prostitués manifestent devant le Sénat contre la pénalisation des clients - Liberation.fr

Et si on supprimait l'argent tout simplement, tous nos problèmes seraient réglés. Ne rêvons pas.

- Un magasin où tout est gratuit ouvre ses portes en Charente Francetv - info

C'est un magasin où l'on peut choisir trois articles, et repartir tranquillement chez soi, sans payer. Un collectif de sept femmes, composé d'enseignantes, de retraitées, d'une coiffeuse, d'une puéricultrice et d'une élue, a ouvert un magasin gratuit à Saint-Amant-de-Bonnieure (Charente). France 3 s'est déplacé dans cette boutique, ouverte tous les samedis, et diffuse le reportage lundi 2 juin.

Jeux, jouets, vêtements, livres : de nombreux articles sont à disposition de tout un chacun. Souvent, les habitants déposent des objets, et en profitent pour prendre ceux qui les intéressent. Ainsi, le but est d'éviter de jeter ou de gaspiller tous les habits et les objets qui ne servent plus. L'objectif, aussi, est de créer un lien social entre les habitants de cette petite commune. Francetv info 02.05

Le roi a dit...

Les banques, c'est possible

- Les autorités US exigent des licenciements chez BNP Paribas - Reuters

- Douze banques veulent l'annulation d'une plainte sur les changes - Reuters

Les banques - Bank of America, Barclays, BNP Paribas, Citigroup, Crédit Suisse Group, Deutsche Bank, Goldman Sachs Group, HSBC Holdings, JPMorgan Chase, Morgan Stanley, Royal Bank of Scotland Group et UBS - ont demandé vendredi à un juge de Manhattan de débouter les plaignants.

Selon la plainte, les 12 établissements ont une part de marché de 84% et servent de contrepartie dans 98% des transactions spot mesurées en volume. Reuters 01.06

- La BCE fer de lance d'un nouveau code de conduite sur les changes - Reuters

- L'Europe saturée de banques - Liberation.fr

... les fonds spéculatif, ce n'est pas possible.

Comment expliquer les revenus démentiels des gérants de hedge funds alors qu'ils n'ont absolument aucune justification rationnelle - Atlantico.fr

Adoubé par le vice empereur du monde

- Joe Biden assistera à l'investiture du nouveau président ukrainien à Kiev - AFP

Stratégie du chaos

- Nigeria : au moins 40 morts dans l'explosion d'une bombe dans un stade de football - LeMonde.fr

- Irak: 40 morts dans des violences, dont 22 à Fallouja - AFP

- Libye: 16 morts dans des violents affrontements avec des islamistes à Benghazi - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Leurs politiques, leurs produits, leurs déchets.

Stratégie de la tension. Le terrorisme d'Etat à l'oeuvre.

- Paris et Bruxelles pour un renforcement de la lutte européenne contre les djihadistes - LePoint.fr

Agiter le fléau de l'extrême droite tout en lui offrant généreusement une tribune permanente dans les médias, monter des provocations qui la feront réagir de façon à rendre plus crédible cette menace, amplifier son influence ou son implantation dans la population, créer un climat délétère dans le pays, de tension et de peur permanente susceptible d'agir sur la psychologie des masses rendue plus fragile en période de crise pour l'inciter à s'en remettre au pouvoir en place qui prétend incarner

la démocratie, la sécurité et la paix civile, pendant qu'il applique da politique de démolition sociale systématique, sous oublier au passage de stigmatiser et culpabiliser les couches de la population qui auraient des idées communes avec l'extrême droite (en apparence seulement s'agissant de cette dernière) afin qu'elles les abandonnent, sur l'UE par exemple.

Contrairement à ce que nous pensions et jusqu'à plus amples informations ou informations contraires, il semblerrait que l'auteur de la tuerie de Bruxelles ne soit pas un agent du Mossad, mais un djihadiste sous l'influence de l'EIIL, organisation terroriste parrainée par Riad et Washington. A-t-il agit sur ordre ? Lui ont-ils suggéré cette opération criminelle ? L'ont-ils aidé à la réaliser ?

Peu importe, l'essentiel à retenir, c'est que l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis sont derrières EIIL et que le gouvernement français les soutiennent, ce qui fait de Hollande, Valls et Fabius les complices de ces meurtres.

L'Arabie saoudite, patrie d'Al-Qaïda et des barbares djihadistes soutenues par Hollande-Valls-Fabius-Le Drian

- L'Arabie Saoudite a réclamé à l'EIIL de massacrer les sunnites modérés - french.irib.ir

L'Arabie Saoudite apporte son soutien à l'EIIL, le groupe terroriste de l'Etat islamique en Irak et au Levant pour l'exhorter à assassiner les sunnites modérés, selon une agence d'information irakienne qui dit s'appuyer sur les informations crédibles disponibles sur ce sujet.

"*L'Arabie Saoudite a demandé aux terroristes de l'EIIL de tuer les sunnites modérés en Irak et dans d'autres pays arabes*" précise l'agence d'information irakienne, Wahat al-Horriya. " *L'Arabie Saoudite alimenter l'EIIL en armes et en fonds pour massacrer les Musulmans de confession sunnite modérés*" a indiqué pour sa part, le site d'information de l'Assemblée suprême islamique d'Irak. Selon ce rapport, l'Arabie Saoudite est accompagné dans ce projet par le Qatar et la Turquie. french.irib.ir 02.05

Même un porc n'en voudrait pas !

- Arabie: retrait de chocolats Cadbury suspectés de contenir des traces de porc - AFP

Les autorités saoudiennes ont décidé de retirer du marché des tablettes de chocolat de la marque Cadbury après des informations selon lesquelles ces produits pourraient contenir des traces de porc, dont la consommation est prohibée par l'islam. AFP 02.06

Stratégie de la tension. Sionisme et néolibéralisme.

Les inspirateurs et complices du nazisme réclament des Etats policiers en Europe.

- Le Congrès juif mondial réclame un sursaut sécuritaire européen - AFP

La communauté juive de Belgique va demander "*en priorité au gouvernement une intervention financière*" pour assurer sa sécurité, "*comme cela se fait en France ou au Royaume-Uni*", a pour sa part affirmé le président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique, Maurice Sosnowski.

La communauté, qui compte environ 40.000 personnes et assume jusque là seule "*ce fardeau financier*" avait déjà fait une telle demande il y a plusieurs années, pour payer matériel et vigiles, mais sans résultat, pour des "*questions de législation*", a-t-il expliqué.

M. Sosnowski a aussi exhorté l'Europe à faire "*une priorité de la lutte contre la la propagation de haine sur la toile*".

"*Depuis des années nous dénonçons un regain de l'antisémitisme (...) nous avons dû attendre cette tragédie pour être entendu*", a-t-il déploré, tout en se déclarant "*très encouragé par la réaction des autorités belges*". AFP 02.06

A lire en ayant en mémoire que les mêmes personnes ou organisations soutiennent les milices fascistes antisémites et xénophones en Ukraine... contre l'ogre russe, la résurgence de l'URSS, la menace bolchevik ou communiste, sans rire !

Les antisémites comme les aiment les sionistes

- Ukraine:le secteur droit appelle à nettoyer le Donbass des…Juifs - french.irib.ir

Ce qui devait arriver est-il entrain d'arriver plus vite que prévu ? Alors qu'ils n'ont pas encore mis la main sur l'Ukraine, les militants

du Secteur droit -vrai pouvoir de Kiev-, appellent déjà à nettoyer le Donbass des Juifs. Une honte et surtout un avertissement pour leurs soutiens, aveuglés par la haine des Russes et une idéologie sans objet d'autant plus que le monde d'aujourd'hui est multipolaire.

Le Secteur droit ne veut pas de Juifs en Ukraine.

Le directeur de l'information du Secteur droit, Borislav Birch, a lancé un appel quasi religieux en implorant Dieu de les aider. Alors que ses éléments ont mis aux arrêts un certain Borislav Yukhimovich Blyakher, un ukrainien de confession juive sur lequel a été retrouvé un passeport israélien, Borislav Birsh s'est lâché. Selon certains rapports, Borislav Yukhimovich Blyakher est revenu d'exil pour s'installer enfin, dans sa Kiev natale, mais surtout pour ne pas servir dans l'armée israélienne. Il croyait trouver une échappatoire. Mal lui en a pris, il est tombé sur des nazis.

Lugansk : les séparatistes occupent une usine de munitions.

Les milices de la République populaire de Luhansk (Lugansk) ont pris ce matin le contrôle d'une usine de munitions. L'usine qui produit des munitions de calibre 5,45 et 7,62 millimètres, sera en mesure de répondre pleinement aux exigences des séparatistes pour faire face à l'armée ukrainienne. Lors de la prise des locaux, personne n'a montré de résistance. Le seul risque maintenant est que l'armée ukrainienne ne bombarde les lieux, ce qui est très risqué pour l'environnement. Mais, ces gens-là ne reculent devant rien et bombardent même des installations civiles.

Des renforts pour l'armée ukrainienne venus d'Odessa. Ils seront bientôt au front. Certains pensent qu'ils seront envoyés à Slaviansk. L'armée ukrainienne reçoit donc un puissant renfort. Dans un proche avenir, ils vont rejoindre les rangs de l'armée, après avoir subi un examen médical et jugé apte pour le service. Le contingent serait composé de nombre d'enseignants et d'éducateurs. Normalement, ils sont aptes à enseigner au lieu de faire la guerre, non ? french.irib.ir 02.06

Quand une infime minorité parvient à étendre ou imposer son pouvoir à la terre entière, c'est bien pire qu'une simple dictature.

- Tuerie au Musée juif : le président tchèque accuse l'islam - french.irib.ir

(Après la tuerie au Musée juif de Belgique, à Bruxelles) Pour le président tchèque, il ne fait aucun doute : l'islam, ou « *l'idéologie islamique* » selon ses mots, est derrière le crime.

« *Je ne serai pas calmé par les déclarations évoquant de petits groupes marginaux. Je crois, au contraire, que cette xénophobie et ce racisme ou l'antisémitisme proviennent de la nature même de l'idéologie de ces groupes fanatiques* », a affirmé, lundi 26 mai, Miloš Zeman dans un discours tenu à l'occasion de la commémoration de la 66e année de la création d'Israël, à Prague. Le chef d'Etat a ajouté devant son auditoire qu'un texte sacré de l'islam appelle au meurtre des juifs, rapporte l'Agence de presse tchèque (CTK) dans une dépêche repérée par Saphirnews.

Il faudrait tout autant dénoncer les fanatiques appelant aux massacres des Arabes, selon le président tchèque tout en affirmant n'avoir jamais « *entendu parler d'un mouvement appelant à l'assassinat massif d'Arabes* ». « *Mais je connais un mouvement qui appelle au meurtre massif des juifs* », a lancé l'homme, en ciblant l'islam. Un soutien de premier ordre pour Israël

Ce fidèle ami d'Israël, élu à la tête de la République tchèque en janvier 2013, est habitué à exprimer son animosité envers l'islam et les musulmans qu'il lie au terrorisme. Des Palestiniens, Miloš Zeman, alors Premier ministre, n'a pas hésité, lors d'un voyage en 2002 dans l'Etat hébreu, à suggérer au gouvernement israélien de les expulser de Cisjordanie et de Gaza, « *comme nous, les Tchèques, l'avons fait avec les Allemands des Sudètes* » pendant la Seconde Guerre mondiale. Il avait également comparé Yasser Arafat à Adolf Hitler lors d'une interview au journal Haaretz. french.irib.ir 02.06

On ne comprend pas pourquoi Israël mais aussi la Turquie qui sont deux pays réputés pour leur respect des principes de la démocratie ne font pas déjà partie de l'Union européennes, ils y auraient toute leur place, on allait oublier l'Ukraine et ses milices fascistes qui sont l'avenir de l'UE...

En complément. Pas en Ukraine, en Afghanistan, en Irak ou au Mali...

- Présidentielle en Syrie : « *C'est comme si Hitler avait organisé une élection en 1944* » - LeMonde.fr

Plus ils s'emploient à diaboliser Assad, plus ils se discréditent aux yeux de la population et plus ils le rendent sympathique.

Souriez c'est pour la photo... du condamné.

- La NSA recueille des millions de photos à des fins de reconnaissance faciale - AFP

L'agence américaine de sécurité NSA recueille d'énormes quantités de photos de personnes pour les utiliser dans ses programmes de reconnaissance faciale, révèle dimanche le New York Times (NYT), citant des documents secrets.

Le quotidien précise que ces documents ont été obtenus avec l'aide d'Edward Snowden.

Ils font état d'une hausse importante de la fiabilité des techniques de reconnaissance faciale utilisées au sein de la NSA depuis ces quatre dernières années.

Toujours selon la même source, l'agence aurait ainsi recours à un nouveau logiciel permettant d'exploiter l'affluence d'images et de photos récupérées via des courriels, textos, réseaux sociaux, vidéo-conférences et autres moyens de communication.

Les documents secrets cités par le quotidien et datant en partie de 2011 affirment que la NSA intercepte "*des millions d'images par jour*" et que les responsables de l'agence estiment que les avancées de la technologie pourraient révolutionner la façon dont le renseignement américain repère ses cibles.

On ne sait pas précisément combien de personnes, notamment d'Américains, ont été la cible de l'interception de ces photos, selon le journal, qui rappelle que les lois sur la défense de la vie privée aux Etats-Unis n'assurent pas de protection en matière de reconnaissance faciale.

Une porte-parole de la NSA a toutefois souligné auprès du NYT que l'agence aurait besoin d'une approbation au niveau judiciaire pour l'utilisation de photos d'Américains qu'elle aurait recueillies via ses programmes de surveillance. AFP 01.06

Ils ont bien l'intention d'intensifier leur contrôle de toute la population. Où est le lézard dans cet article de l'AFP ? Fastoche, ils ont "*oublié*" de mentionner que la CIA se passent régulièrement ou en permanence d'une approbation judiciaire ou des institutions pour utiliser les fichiers secrets que la NSA a réalisés et viole ainsi en toute impunité la Constitution, normal puisque c'est elle qui détient le pouvoir.

Haut de page

Le 4 juin 2014

CAUSERIE

34 articles ont été ajoutés, comme cela m'a pris du temps pour les formater et en lire certains en diagonale.

Mehdi Nemmouche appartient à la mouvance ou filière djihadiste constituée de jeunes désoeuvrés et endoctrinés par des prédicateurs islamistes radicaux wahabbites (Arabie saoudite) ou salafistes (Qatar, Egypte, Tunisie, Algérie, etc.) qui essaiment les banlieues ouvrières sous la protection bienvaillante du gouvernement français, pour être ensuite envoyés dans des camps d'entraînement sous le contrôle de l'Otan pour y suivre une formation militaire de base, encadrés par des instructeurs occidentaux, tous leurs frais et salaires étant pris en charge par les Américains, Saoudiens, Qatari, le club des "*amis*" de la Syrie dont la France, la Turquie et la Jordanie apportant leur concours logistique sur le terrain.

C'est ainsi que le djihadisme que le gouvernement français prétend combattre en France est en réalité sa propre création, qui lui sert de mercenaires ou chair à canon à bas coût que ses alliés convoitent une fois endoctrinés sur les champs de bataille en Syrie pour massacrer son peuple et détruire ce pays à défaut de renverser le régime en place.

D'ailleurs on peut s'interroger sur l'objectif réel des Américains et ses alliés qui auraient pu rapidement éliminer Assad et mettre un terme à cette guerre (de rapine) par procuration.

On est tenté de penser qu'ils font durer le plaisir ou le massacre au titre de leur stratégie du chaos, continuant de vendre des armes aux pays du Golfe réglées rubis sur l'oncle ou cash, s'en servant à la fois pour déstabiliser l'ensemble de la région et renforcer leur emprise sur les monarchies du Golfe, les Russes se livrant au même commerce très juteux avec leurs alliés, cette guerre relançant ou alimentant le marché de l'armement, l'Egypte vient de passer un contrat d'un milliard de dollar avec la France, ce qui en période de crise du capitalisme est une aubaine...

Pendant ce temps-là, les peuples du Moyen et Proche-Orient, aux Etats-Unis et en Europe principalement mais pas seulement, du monde entier, se voient bombarder d'images de guerre par les médias, c'est un sujet qui fait la Une de l'actualité

quasi-quotidiennement, qui a pour vertu ou objectif d'agir sur la psychologie des masses qui doivent s'estimer heureuses de leur sort et observent de loin les guerres que conduisent ou orchestrent en sous-main leurs gouvernements... De là à les soutenir pour leur éviter de connaître un pareil destin, il n'y a qu'un pas que franchit une partie de la population mal informée ou conditionnée. Un tel soutien ne fait jamais de mal à un chef d'Etat et un gouvernement isolés et rejetés par la majorité des masses, il faut bien continuer de gouverner d'une manière ou d'une autre, alors pourquoi pas celle-là.

Ces djihadistes qui sont leurs produits, une fois retournés dans leurs pays échappent parfois à leur contrôle pour commettre des attentats ou se livrer à des massacres mettant en réalité à exécution les instructions ou la formation idéologique qu'ils ont reçues, ce qui permet à l'Etat de justifier son contrôle renforcé sur la population et l'adoption de lois de plus en plus répressives ou liberticides qui le cas échéant pourront s'appliquer au mouvement ouvrier en cas d'affrontement avec la classe dominante, au delà de créer une atmosphère nauséabonde de suspicion permanente dans la société, qui a le mérite de diviser ses différentes couches, d'affaiblir la résistance des masses à la politique antisociale ou réactionnaire du gouvernement.

Ils ont créé les ferments d'un lumpenprolétariat pouvant être activés à tout moment pour déclencher une guerre civile, déstabiliser volontairement le pays, s'attaquer à certaines couches ciblées de la population ou se livrer si nécessaire à une répression brutale et massive contre les opposants au régime, milices djihadistes qui viendront grossir les rangs des milices d'extrême droite ou fascistes comme on a pu le voir en Ukraine notamment, qui auront pour ultime tâche de faire régner l'ordre, d'assurer la survie de l'ordre établi, d'appliquer la politique du FMI, de l'UE... A suivre.

Les articles qui ne seront pas publiés dans notre portail.

- Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront ont voté FN « *parce qu'on n'a pas tout essayé* ». - legrandsoir.info

La culpabilisation des masses insupportable...

- Marxistes des deux rives - legrandsoir.info

Où quand les dirigeants staliniens du PCF se font marxistes !

- Copé et Bygmalion : il est temps de changer de classe politique, ça suffit - legrandsoir.info

Pour un parti de l'ordre qui mérite vraiment son nom, cela n'a rien à voir avec notre combat...

- Mélenchon. Pendant que la poussière retombe - legrandsoir.info

Il se lamente sur lui-même ou sa médiocre personne, sans intérêt, qu'il change de camp et rejoigne celui de la révolution socialiste...

- Élections européennes : Il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre… - mondialisation.ca

Ils voudraient redresser l'UE...

- La Commission européenne et le FMI sont-ils aveugles et schizophrènes ? - mondialisation.ca

Ils voudraient ouvrir les yeux à l'UE...

- France: la victoire néo-fasciste à l'élection européenne expose la faillite de l'élite dirigeante - mondialisation.ca

Un article de WSWS qui prête à tous les partis d'avoir soutenu Chirac en 2002, ce qui est faux évidemment, le PT et LO s'y étaient refusés... Encore des "*trotskistes*" qui ont participé aux élections européennes qui viennent d'avoir lieu.

- La France, l'Europe et l'Histoire - mondialisation.ca - legrandsoir.info

Un article du "*patriote*" Jacques Sapir.

- Européennes 2014 : la France pays le plus à droite - legrandsoir.info

Là encore, culpabilisation intolérable des masses...

Des vidéos

- Des rebelles syriens évoquent comment ils ont été formés et soutenus par les Etats-Unis au Qatar. - mondialisationn.ca

Syria Arming the Rebels FRONTLINE PBS - 27 mai 2014 (en anglais)
https://www.youtube.com/watch?v=022q7iN8aXU

- Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises. 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Honduras. Entretien avec Bertha Oliva Cofadeh.
http://www.youtube.com/watch?v=JP7hf-PE3Cw

Entrevue faite à Montréal le 9 avril 2014, dans le cadre de la tournée au Canada de Bertha Oliva: " Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises".

- Gates et Monsanto en Afrique - 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Le monde selon Gates - ENVOYE SPECIAL - FRANCE 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates
http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news#from=embediframe

Gouvernement mondial.

Liste des participants français à la réunion 2014 du Groupe de Bilderberg à Copenhague, 29 mai-1er juin 2014 - Réseau Voltaire - 03.06.2014

- Baroin, François - Député (UMP), maire de Troyes (Il vient d'être pressenti pour prendre la direction de l'UMP...)

- Baverez, Nicolas - Associé Gibson, Dunn & Crutcher LLP (proche de Sarkozy et sans doute membre de l'UMP.)

- Chalendar, Pierre-André - Pdg de Saint-Gobain

- Macron, Emmanuel - Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République («Le banquier qui vient de chez Rothschild». Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «que Macron soit un présidentiable». lefigaro.fr 13.12.2012 causerie du 14 décembre 2012.)

- Nougayrède, Natalie - Ancienne rédactrice en chef, Le Monde (Quelle avenir ou quel poste lui réservent-ils ?)

- Pellerin, Fleur - Ministre du Commerce extérieur (Qui avait déclaré que la lutte des classes était dépassée ou n'existait plus. Nous l'avions catalogué à l'extrême droite néolibérale du gouvernement si vous vous souvenez, à juste titre puisqu'on en a ici la confirmation)

L'article où figure la liste complète (édifiante !) des participants est en ligne dans le site.

Pour quoi combattons-nous ? Quel est l'objectif politique de notre combat ?

Combattons-nous pour que le capitalisme soit plus supportable ou pour changer la société ?

Notre objectif est-il de nous adapter ou de nous accommoder du capitalisme ou de le renverser et de prendre le pouvoir ?

Réforme sociale ou révolution, capitalisme "*à visage humain*" ("*Les jours heureux*") ou socialisme ?

Le double langage du M'PEP commun à tous les courants, toutes les tendances, tous les partis, comités ou autres mouvements toutes les associations, organisationsou formations politiques issus du PCF ou liés à ce parti.

- M'PEP Premières analyses après l'élection européenne - vendredi, 30 mai 2014

- "*Si le boycott citoyen de l'élection européenne avait obtenu davantage de soutiens, non seulement le FN aurait été affaibli, mais l'Union européenne aurait été davantage délégitimée. Imaginons que d'autres forces politiques se soient engagées dans*

la bataille du boycott. Tout aurait été différent. On ne parlerait pas de « séisme » à propos du score du FN mais à propos de l'abstention. Le système de l'Union européenne aurait été ébranlé, comme la politique gouvernementale. Le FN serait apparu comme à la traine et dépassé par les évènements. Imaginons, donc, qu'hormis les forces rassemblées dans le Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE) et celles qui, à l'extérieur, ont milité pour le boycott (MRC, POI), de nouvelles forces se soient ajoutées. Le Front de gauche, LO, le NPA, DLR et l'UPR auraient également appelé au boycott. Une campagne avec cet ensemble de forces aurait pu conduire sans faire d'hypothèses extravagantes à un taux d'abstention de 66%. Cette pression populaire accrue aurait eu des effets sur l'Union européenne et sur le gouvernement qui auraient été contraints de faire quelques gestes en faveur des classes populaires et moyennes."

Délégitimer l'UE n'est pas le but en soi que nous poursuivons, mais sa liquidation pure et simple.

Faire pression sur le gouvernement pour le contraindre à infléchir sa politique réactionnaire et impérialiste, pour l'obliger à distribuer d'une main aux "*classes populaires et moyennes*" quelques miettes qu'il s'empressera de reprendre de l'autre n'est pas notre objectif, mais le prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, les travailleurs, l'instauration d'une République sociale ou socialiste condition préalable à une politique qui prendra en compte leurs besoins sur la base de l'expropriation sans indemnité des capitalistes, de la réorganisation ou de la planification de la production uniquement sur la base de leurs besoins tout en tenant compte des impératifs environnementaux.

Nous ne sommes pas des serfs qui mendions auprès de nos maîtres de quoi subsister moyennant une vie entière consacrer à travailler pendant que nos seigneurs continueraient de vivre dans l'oisiveté et l'opulence, de se vautrer dans la luxure, nous considérons que la totalité de nos besoins sociaux et nos aspirations sont parfaitement légitimes et nos droits sont non négociables, nous exigeons qu'ils soient satisfaits sans délai, accéder au bien-être, avoir la possibilité de s'épanouir sur le plan individuel, de vivre en harmonie et en paix avec les peuples du monde entier se passent de toute justification, notre idéal de liberté est incompatible avec le maintien en place d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression, il doit être aboli.

ACTUALITÉ DU JOUR

La vie de Château. Echange entre le suzerain et ses vassaux ou comment gérer sa petite entreprise.

- Hollande et sa majorité : "*Il faut que le patron voie ses employés*" - Le Nouvel Observateur

Sous la Ve République, le président de la République à le statut d'un monarque absolu ou tout puissant n'ayant de compte à rendre à personne à l'instar des dictateurs, à sa cour ou à ses vassaux de suivre.

Le deputé de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi issu du courant de Benoit Hamon : "*Si, institutionnellement, le président n'est pas responsable devant le Parlement, il l'est politiquement devant sa majorité*". Le Nouvel Observateur 03.05

Pure mystification.

En Inde ou dans l'hindouisme cela s'appelle le darsham. Le saint daigne sortir de sa retraite ou de son nid douillet où il vit dans l'oisivté pour répandre sa bénédiction lors d'une brève apparition, qui consiste à apparaître en public, à se montrer, généralement immobile, affectant la posture d'une momie, esquissant un sourire hypocrite quand il est bien luné ou un geste lent de la main en direction de ses fidèles qui l'observent quelques instants et en retirent un bienfait indicible qui calme leur esprit tourmenté, sa grâce les atteint, les enveloppe, le divin est descendu jusqu'à eux, ils sont bénis et peuvent aller en paix... Je connais le refrain par coeur.

Le procureur général veille sur son souverain faible et débile.

- Valls aux socialistes : «*Je suis écœuré par les petites phrases à l'égard du président*» - LeFigaro.fr

Il doit se vomir dessus quand il entend ce qu'on dit de lui. En fait, non, il s'en fout, il méprise la terre entière en dehors de ses maîtres...

- Valls aux députés UMP : "*Changez de ton quand il s'agit du chef de l'Etat*" - Francetv info

Il leur faut témoigner en permanence qu'ils sont dignes de l'emploi pour lequel ils ont été choisis

- Manuel Valls se prononce contre l'accueil d'Edward Snowden en France - LeMonde.fr

- Fabius dénonce la «*farce tragique*» de la présidentielle syrienne - Liberation.fr

Toujours plus réacs ces deux-là, quelles pourritures !

ACTUALITE EN TITRES

Une proximité auquel le Parti de gauche ne peut pas échapper.

- Parti de gauche et FN fustigent la réforme régionale - Reuters

Pourquoi ? Diable, mais parce qu'ils sont tous les deux inféodés au capital ! Ce n'est pas calomnier le PG que l'affirmer, c'est la réalité voilà tout. Que le PG rompt avec le capitalisme et l'UE et ce genre d'amalgame disparaîtra ou sera plus difficile à manipuler.

Parti de l'ordre. L'amour pour tous ou comment ils se haïssent.

- Fillon dresse un bilan accablant des années Copé - LeFigaro.fr

- UMP: comment se débarrasser de l'homme de Sarkozy? - L'Express.fr

- Bygmalion : le domicile de Guillaume Peltier perquisitionné - LePoint.fr

- Affaire Balkany: perquisition au cabinet d'avocat de Sarkozy - L'Express.fr

- Une militante UMP conteste en justice le triumvirat - Liberation.fr

- Rejet de la suspension des poursuites contre Henri Guaino - Reuters

La guerre inter-impérialistes.

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

- Washington taxe les importations chinoises de panneaux solaires - Reuters

Le département américain du Commerce a jugé mardi que les importations chinoises de cellules photovoltaïques bénéficiaient d'aides publiques indues et recommandé de taxer ces produits jusqu'à 35%. Reuters 03.06

- Washington appelle Pékin à libérer tous les activistes avant les 25 ans de Tiananmen - LeMonde.fr

- L'Ukraine se dit toujours menacée par "*l'arme gazière*" de Moscou - AFP

- Energie: Bruxelles gèle la construction du gazoduc russe South Stream - AFP

Précarité et exonération de cotisations sociales = baisse du coût du travail et du niveau de vie : le cockail pour la "***croissance***", la "***sortie***" de crise.

- Chômage des jeunes : 45 000 emplois d'avenir supplémentaires en 2014 - LePoint.fr

Résistance passive.

- Plusieurs milliers de retraités manifestent pour leur pouvoir d'achat - Liberation.fr

- SNCF: appel à la grève de la CGT et de SUD-Rail à partir du 10 juin au soir - AFP

- Mouvement de grève dans des crèches municipales à Paris - LeMonde.fr

- Bus : les grévistes des CIF occupent brièvement le siège de la SNCF - LeParisien.fr

La dictature militaire plane sur l'Europe.

- Obama vient en Pologne rassurer l'Europe de l'Est - Liberation.fr

- Obama appelle l'Europe à augmenter ses dépenses militaires - LePoint.fr

Avec les félicitations des féministes, de la gauche et l'extrême gauche. Décidément, le sionisme c'est progressiste !

- Israël s'apprête à autoriser la GPA pour les couples homosexuels - LeMonde.fr

Stratégie de la tension et du chaos...

- Vifs combats entre armée et séparatistes à Sloviansk, en Ukraine - Liberation.fr

- Sissi élu en Egypte avec 96,91% des voix, participation à 47% - Reuters

- Armement : l'Egypte signe un contrat d'1 milliard d'euros avec la France - LeParisien.fr

- La Centrafrique interdit les SMS pour éviter une grève générale - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

La Russie et la Chine ont conclu un accord sur la création en commun d'une agence de notation financière, a annoncé mardi le ministre russe des Finances, un signe parmi d'autres du resserrement en cours des relations commerciales entre les deux pays.

En déplacement officiel en Chine, Anton Silouanov a expliqué que la nouvelle agence s'inspirerait du modèle des agences existantes.

"*Nous aimerions que les notes (attribuées par cette agence) soient apolitiques*", a-t-il dit selon des propos rapportés par le service de presse de son ministère.

La Russie ne cache pas depuis plusieurs mois son insatisfaction face aux décisions prises à son égard par les trois grandes agences internationales, Standard & Poor's, Moody's et Fitch, qui dominent le marché de la notation de crédit.

Anton Silouanov a par ailleurs expliqué que ses discussions avec les responsables chinois portaient entre autres sur la possibilité de régimes fiscaux préférentiels pour les entreprises chinoises engageant des investissements en Russie, celle de swap de changes ou encore le règlement en monnaies nationales des échanges commerciaux entre les deux pays. Reuters 03.06

Haut de page

Le 5 juin 2014

CAUSERIE

9 nouveaux articles ont été ajoutés.

Hymne à la barbarie. Le 6 juin 2014 : L'apothéose de la mystification, du mensonge d'Etat, des assassins...

On essaiera d'y revenir demain.

Les articles qui ne seront pas publiés dans notre portail.

- Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront ont voté FN « *parce qu'on n'a pas tout essayé* ». - legrandsoir.info

La culpabilisation des masses insupportable...

- Marxistes des deux rives - legrandsoir.info

Où quand les dirigeants staliniens du PCF se font marxistes !

- Copé et Bygmalion : il est temps de changer de classe politique, ça suffit - legrandsoir.info

Pour un parti de l'ordre qui mérite vraiment son nom, cela n'a rien à voir avec notre combat...

- Mélenchon. Pendant que la poussière retombe - legrandsoir.info

Il se lamente sur lui-même ou sa médiocre personne, sans intérêt, qu'il change de camp et rejoigne celui de la révolution socialiste...

- Élections européennes : Il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre… - mondialisation.ca

Ils voudraient redresser l'UE...

- La Commission européenne et le FMI sont-ils aveugles et schizophrènes ? - mondialisation.ca

Ils voudraient ouvrir les yeux à l'UE...

- France: la victoire néo-fasciste à l'élection européenne expose la faillite de l'élite dirigeante - mondialisation.ca

Un article de WSWS qui prête à tous les partis d'avoir soutenu Chirac en 2002, ce qui est faux évidemment, le PT et LO s'y étaient refusés... Encore des "*trotskistes*" qui ont participé aux élections européennes qui viennent d'avoir lieu.

- La France, l'Europe et l'Histoire - mondialisation.ca - legrandsoir.info

Un article du "*patriote*" Jacques Sapir.

- Européennes 2014 : la France pays le plus à droite - legrandsoir.info

Là encore, culpabilisation intolérable des masses...

- Pourquoi et comment une « autre Europe » ? Indignation et colère, suite aux élections européennes - legrandsoir.info

Nous ne nous sentons en rien concernés ou mieux responsables des résultats des élections européennes du 25 mai dernier, nous ne sommes ni indignés ni en colère, les instituts de sondage les avaient fournis avec moins d'1% d'erreur plusieurs semaines ou davantage avant que ces élections aient lieu.

"*... Indignation quant aux choix des élites politiques de la Droite, du Centre, de la social-démocratie et des Verts...*", là aussi nous ne sommes en rien concernés par leur politique, leur démagogie, mensonge, duplicité, leur double langage, car nous n'avons jamais eu la moindre intention de leur en faire changer pour qu'on puisse vivre mieux.

Cette démarche s'inscrit en totale opposition avec la nôtre qui consiste à dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent et ne doivent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur condition et qu'ils doivent s'organiser, construire un parti ouvrier révolutionnaire pour mener ce combat et le mener à son terme, s'emparer du pouvoir politique. Nous rejetons catégoriquement tout discours qui

tend à considérer que les travailleurs devraient faire acte de soumission ou d'allégeance envers des partis qui figurent dans le camp de leur ennemi de classe, car c'est leur oter l'indépendance de classe indispensable pour mener à bien leur combat de classe. Ils n'ont absolument rien à attendre des partis qui représentent le capital, ils doivent résolument rompre avec eux pour conquérir leur émancipation et vaincre leur ennemi, il n'existe pas d'autre voie qui serait conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme. S'en remettre à notre ennemi de classe, c'est déjà trahir.

- Les européennes et le mouvement syndical - legrandsoir.info

"*... parmi ceux qui soutiennent à présent régulièrement l'extrême-droite figure de manière importante et le monde ouvrier et une partie importante de la jeunesse.*" (Le Front Syndical de Classe)

Tout d'abord, l'abstention (plus votes blancs et nuls) a battu des records dans les banlieues ouvrières, auquelle il faut ajouter une proportion grandissante de non-inscrits, ce que ne mentionne pas cet article.

Ensuite, les ouvriers et les jeunes qui ont voté FN ont tout d'abord exprimé un rejet du PS, de la pseudo-gauche et exrême gauche non crédibles à leurs yeux,parti qui a les faveurs du Grand Soir et du Front Syndical de Classe. Quant aux autres, prétendre qu'ils soutiendraient "*à présent régulièrement l'extrême-droite* revient à reprendre le discours des médias aux ordres qui n'a eu de cesse de marteler que l'extrême-droite bénéficiait d'un soutient accru chez les masses laborieuses ou progressait, alors que c'était davantage prendre ses désirs pour la réalité.

Mais ce n'est pas anodin, car présenter les masses comme arriérées et réactionnaires présente un avantage indéniable ou permet de justifier la guerre idéologique ou la propagande que mène le PS en tant que représentant de la classe dominante en faveur des droits de couches ou communautés minoritaires, pour les mettre au pas ou les soumettre à son joug dont le pendant social est néolibéral, ultra réactionnaire, impérialiste.

Nous ne pouvons pas adhérer à ce discours qui est dicté par les besoins du régime.

Si une infime partie des travailleurs et jeunes se tournent vers l'extrême droite, c'est parce que le PS les a trompés en se faisant passer pour un parti de gauche, avec la complicité de ceux qui prétendent qu'ils le seraient, dont les auteurs de cette article, c'est parce que le Front de gauche les ont trahis, soutenu par les auteurs de cette article, quant au NPA et LO leurs dirigeants n'ont même pas ou plus besoin d'ouvrir la bouche pour que les travailleurs et jeunes comprennent d'emblée qu'ils n'ont rien à en attendre.

Et si maintenant certains travailleurs et jeunes sont désoeuvrés, désarmés politiquement au point de rechercher leur salut dans l'extrême droite , cela a peut-être un rapport avec la politique de collaboration de classe mise en oeuvre par la soi-disant gauche et extrême gauche pendant plus d'un demi-siècle, qui a été incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions, l'UE et les appareils corrompus des syndicats.

J'ai laissé passer d'autres articles sur lesquels il y aurait beaucoup à dire parce que sinon on ne publierait plus rien ! Je ne censure pas, je filtre quand j'en ai le temps les articles que je mets en ligne, je ne peux pas en faire davantage.

Des vidéos

- Des rebelles syriens évoquent comment ils ont été formés et soutenus par les Etats-Unis au Qatar. - mondialisationn.ca

Syria Arming the Rebels FRONTLINE PBS - 27 mai 2014 (en anglais)
https://www.youtube.com/watch?v=022q7iN8aXU

- Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises. 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Honduras. Entretien avec Bertha Oliva Cofadeh.
http://www.youtube.com/watch?v=JP7hf-PE3Cw

Entrevue faite à Montréal le 9 avril 2014, dans le cadre de la tournée au Canada de Bertha Oliva: " Bâtir la solidarité avec le Honduras: Les droits des peuples doivent primer sur les droits des entreprises".

- Gates et Monsanto en Afrique - 02.06.2014 - mondialisationn.ca

Le monde selon Gates - ENVOYE SPECIAL - FRANCE 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates

http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news#from=embediframe

Gouvernement mondial.

Liste des participants français à la réunion 2014 du Groupe de Bilderberg à Copenhague, 29 mai-1er juin 2014 - Réseau Voltaire - 03.06.2014

- Baroin, François Député (UMP), maire de Troyes (Il vient d'être pressenti pour prendre la direction de l'UMP...)

- Baverez, Nicolas Associé Gibson, Dunn & Crutcher LLP (proche de Sarkozy et sans doute membre de l'UMP.)

- Chalendar, Pierre-André Pdg de Saint-Gobain

- Macron, Emmanuel Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République («*Le banquier qui vient de chez Rothschild*». Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «*que Macron soit un présidentiable*». lefigaro.fr 13.12.2012 causerie du 14 décembre 2012.)

- Nougayrède, Natalie Ancienne rédactrice en chef, Le Monde (Quelle avenir ou quel poste lui réservent-ils ?)

- Pellerin, Fleur State Ministre du Commerce extérieur (Qui avait déclaré que la lutte des classes était dépassée ou n'existait plus. Nous l'avions catalogué à l'extrême droite néolibérale du gouvernement si vous vous souvenez, à juste titre puisqu'on en a ici la confirmation)

Pour quoi combattons-nous ? Quel est l'objectif politique de notre combat ?

Combattons-nous pour que le capitalisme soit plus supportable ou pour changer la société ?

Notre objectif est-il de nous adapter ou de nous accommoder du capitalisme ou de le renverser et de prendre le pouvoir ?

Réforme sociale ou révolution, capitalisme "*à visage humain*" ("*Les jours heureux*") ou socialisme ?

Le double langage du M'PEP commun à tous les courants, toutes les tendances, tous les partis, comités ou autres mouvements toutes les associations, organisationsou formations politiques issus du PCF ou liés à ce parti.

- M'PEP Premières analyses après l'élection européenne - vendredi, 30 mai 2014

- "*Si le boycott citoyen de l'élection européenne avait obtenu davantage de soutiens, non seulement le FN aurait été affaibli, mais l'Union européenne aurait été davantage délégitimée. Imaginons que d'autres forces politiques se soient engagées dans la bataille du boycott. Tout aurait été différent. On ne parlerait pas de « séisme » à propos du score du FN mais à propos de l'abstention. Le système de l'Union européenne aurait été ébranlé, comme la politique gouvernementale. Le FN serait apparu comme à la traine et dépassé par les évènements. Imaginons, donc, qu'hormis les forces rassemblées dans le Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE) et celles qui, à l'extérieur, ont milité pour le boycott (MRC, POI), de nouvelles forces se soient ajoutées. Le Front de gauche, LO, le NPA, DLR et l'UPR auraient également appelé au boycott. Une campagne avec cet ensemble de forces aurait pu conduire sans faire d'hypothèses extravagantes à un taux d'abstention de 66%. Cette pression populaire accrue aurait eu des effets sur l'Union européenne et sur le gouvernement qui auraient été contraints de faire quelques gestes en faveur des classes populaires et moyennes.*"

Délégitimer l'UE n'est pas le but en soi que nous poursuivons, mais sa liquidation pure et simple.

Faire pression sur le gouvernement pour le contraindre à infléchir sa politique réactionnaire et impérialiste, pour l'obliger à distribuer d'une main aux "classes populaires et moyennes" quelques miettes qu'il s'empressera de reprendre de l'autre n'est pas notre objectif, mais le prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, les travailleurs, l'instauration d'une République sociale ou socialiste condition préalable à une politique qui prendra en compte leurs besoins sur la base de l'expropriation sans indemnité des capitalistes, de la réorganisation ou de la planification de la production uniquement sur la base de leurs besoins tout en tenant compte des impératifs environnementaux.

Nous ne sommes pas des serfs qui mendions auprès de nos maîtres de quoi subsister moyennant une vie entière consacrer à travailler pendant que nos seigneurs continueraient de vivre dans l'oisiveté et l'opulence, de se vautrer dans la luxure, nous considérons que la totalité de nos besoins sociaux et nos aspirations sont parfaitement légitimes et nos droits sont non négociables, nous exigeons qu'ils soient satisfaits sans délai, accéder au bien-être, avoir la possibilité de s'épanouir sur le

plan individuel, de vivre en harmonie et en paix avec les peuples du monde entier se passent de toute justification, notre idéal de liberté est incompatible avec le maintien en place d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression, il doit être aboli.

ACTUALITÉ DU JOUR

La vie de Château.

Echange entre le suzerain et ses vassaux ou comment gérer sa petite entreprise.

- Hollande et sa majorité : "*Il faut que le patron voie ses employés*" - Le Nouvel Observateur

Sous la Ve République, le président de la République à le statut d'un monarque absolu ou tout puissant n'ayant de compte à rendre à personne à l'instar des dictateurs, à sa cour ou à ses vassaux de suivre.

Le deputé de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi issu du courant de Benoit Hamon : "*Si, institutionnellement, le président n'est pas responsable devant le Parlement, il l'est politiquement devant sa majorité*". Le Nouvel Observateur 03.05

Pure mystification.

En Inde ou dans l'hindouisme cela s'appelle le darsham. Le saint daigne sortir de sa retraite ou de son nid douillet où il vit dans l'oisivté pour répandre sa bénédiction lors d'une brève apparition, qui consiste à apparaître en public, à se montrer, généralement immobile, affectant la posture d'une momie, esquissant un sourire hypocrite quand il est bien luné ou un geste lent de la main en direction de ses fidèles qui l'observent quelques instants et en retirent un bienfait indicible qui calme leur esprit tourmenté, sa grâce les atteint, les enveloppe, le divin est descendu jusqu'à eux, ils sont bénis et peuvent aller en paix... Je connais le refrain par coeur.

Le procureur général veille sur son souverain faible et débile.

- Valls aux socialistes : «*Je suis écœuré par les petites phrases à l'égard du président*» - LeFigaro.fr

Il doit se vomir dessus quand il entend ce qu'on dit de lui. En fait, non, il s'en fout, il méprise la terre entière en dehors de ses maîtres...

- Valls aux députés UMP : "*Changez de ton quand il s'agit du chef de l'Etat*" - Francetv info

Il leur faut témoigner en permanence à leurs maîtres qu'ils sont dignes de l'emploi pour lequel ils ont été rétenus.

- Manuel Valls se prononce contre l'accueil d'Edward Snowden en France - LeMonde.fr

- Fabius dénonce la «*farce tragique*» de la présidentielle syrienne - Liberation.fr

Il est vrai qu'il a de quoi avoir les nerfs, le scrution s'est déroulé en Syrie sur environ 80% du territoire contrôlé par le régime, la participation a été de 50% supérieure à celle de la présidentielle en Ukraine, et il a obtenu un meilleur score que le candidat de l'Otan élu à Kiev...

Toujours plus réacs ces deux-là, quelles pourritures !

ACTUALITE EN TITRES

Une proximité auquel le Parti de gauche ne peut pas échapper.

- Parti de gauche et FN fustigent la réforme régionale - Reuters

- Pourquoi ? Diable, mais parce qu'ils sont tous les deux inféodés au capital ! Ce n'est pas calomnier le PG que l'affirmer, c'est la réalité voilà tout. Monsieur Mélenchon, rompez avec le capital, avec la Ve République, avec l'UE, avec l'ONU, avec l'Otan. Quelque chose nous dit qu'il en est incapable, non ?

Parti de l'ordre. L'amour pour tous ou comment ils se haïssent.

- Fillon dresse un bilan accablant des années Copé - LeFigaro.fr

- UMP: comment se débarrasser de l'homme de Sarkozy? - L'Express.fr

- Bygmalion : le domicile de Guillaume Peltier perquisitionné - LePoint.fr

- Affaire Balkany: perquisition au cabinet d'avocat de Sarkozy - L'Express.fr

- Une militante UMP conteste en justice le triumvirat - Liberation.fr

- Rejet de la suspension des poursuites contre Henri Guaino - Reuters

La guerre inter-impérialistes.

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

- Washington taxe les importations chinoises de panneaux solaires - Reuters

Le département américain du Commerce a jugé mardi que les importations chinoises de cellules photovoltaïques bénéficiaient d'aides publiques indues et recommandé de taxer ces produits jusqu'à 35%. Reuters 03.06

- Washington appelle Pékin à libérer tous les activistes avant les 25 ans de Tiananmen - LeMonde.fr

- L'Ukraine se dit toujours menacée par "*l'arme gazière*" de Moscou - AFP

- Energie: Bruxelles gèle la construction du gazoduc russe South Stream - AFP

Précarité et exonération de cotisations sociales = baisse du coût du travail et du niveau de vie : le cockail pour la "***croissance***", la "***sortie***" de crise.

- Chômage des jeunes : 45 000 emplois d'avenir supplémentaires en 2014 - LePoint.fr

Résistance passive.

- Plusieurs milliers de retraités manifestent pour leur pouvoir d'achat - Liberation.fr

- SNCF: appel à la grève de la CGT et de SUD-Rail à partir du 10 juin au soir - AFP

- Mouvement de grève dans des crèches municipales à Paris - LeMonde.fr

- Bus : les grévistes des CIF occupent brièvement le siège de la SNCF - LeParisien.fr

La dictature militaire plane sur l'Europe.

- Obama vient en Pologne rassurer l'Europe de l'Est - Liberation.fr

- Obama appelle l'Europe à augmenter ses dépenses militaires - LePoint.fr Et les déficits publics, et la dette ? Rogner sur le social, merde, il faut décidément tout vous dire.

Avec les félicitations des féministes, de la gauche et l'extrême gauche. Décidément, le sionisme c'est progressiste !

- Israël s'apprête à autoriser la GPA pour les couples homosexuels - LeMonde.fr

Stratégie de la tension et du chaos.

- Vifs combats entre armée et séparatistes à Sloviansk, en Ukraine - Liberation.fr

- Sissi élu en Egypte avec 96,91% des voix, participation à 47% - Reuters

- Armement : l'Egypte signe un contrat d'1 milliard d'euros avec la France - LeParisien.fr

- La Centrafrique interdit les SMS pour éviter une grève générale - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine vont créer une agence de notation commune - Reuters

La Russie et la Chine ont conclu un accord sur la création en commun d'une agence de notation financière, a annoncé mardi le ministre russe des Finances, un signe parmi d'autres du resserrement en cours des relations commerciales entre les deux pays.

En déplacement officiel en Chine, Anton Silouanov a expliqué que la nouvelle agence s'inspirerait du modèle des agences existantes.

"*Nous aimerions que les notes (attribuées par cette agence) soient apolitiques*", a-t-il dit selon des propos rapportés par le service de presse de son ministère.

La Russie ne cache pas depuis plusieurs mois son insatisfaction face aux décisions prises à son égard par les trois grandes agences internationales, Standard & Poor's, Moody's et Fitch, qui dominent le marché de la notation de crédit.

Anton Silouanov a par ailleurs expliqué que ses discussions avec les responsables chinois portaient entre autres sur la possibilité de régimes fiscaux préférentiels pour les entreprises chinoises engageant des investissements en Russie, celle de swap de changes ou encore le règlement en monnaies nationales des échanges commerciaux entre les deux pays. Reuters 03.06

Haut de page

Le 6 juin 2014

CAUSERIE

Elle a de la gueule notre page d'accueil, on en est fier à vrai dire, oui, fier, tout le monde ne peut pas en dire autant...

Terribles les images qui figurent plus haut, n'est-ce pas ? Terrible la réalité en Ukraine alors que Hollande s'apprête à recevoir Porochenko à la suite d'Obama, n'est-ce pas ? Il y a des camarades qui doivent en faire des cauchemars...

Une question posée par Michel Chossudovsky qui dirige le portail Mondialisation.ca, suivie d'un large extrait de son article :

- Si un gouvernement devait afficher officiellement des emblèmes nazis, cela ne suggérerait-il pas que le gouvernement est engagé dans l'idéologie nazie?

Si le régime de Kiev affiche « *officiellement* » des emblèmes nazis pour identifier les entités de son appareil de sécurité nationale

et militaire, on peut normalement supposer qu'il s'agit d'un gouvernement néonazi. (...)

Il est important de noter que la Garde nationale de l'Ukraine est directement financée par l'administration Obama, dans le but de protéger la démocratie à l'américaine en Ukraine.

Le public étasunien ignore que le gouvernement des États-Unis appuie financièrement, arme et entraîne une entité néonazie.

Personne ne le sait aux États-Unis, car l'utilisation des mots « *néonazi* » et « *fasciste* » en ce qui concerne l'Ukraine est taboue. Ces termes ont été exclus du lexique du journalisme d'enquête. Dans les médias, ils ont été remplacés par « *ultraconservateur* », « *extrême-droite* » et « *nationaliste* ».

Une autre entité faisant partie la Garde nationale ukrainienne est le Bataillon d'Azov . Ce dernier, qui porte l'emblème nazi des SS (ci-dessous à gauche), est décrit par le régime de Kiev comme « *un bataillon de volontaires pour la défense territoriale* ». Il s'agit d'un bataillon de la Garde nationale sous la juridiction du ministère des Affaires intérieures. Basé officiellement à Berdyank sur la mer d'Azov, il a été formé par le régime pour combattre l'insurrection de l'opposition dans l'est et le sud de l'Ukraine. Il est également financé par l'administration étasunienne.

Ces milices portant l'emblème nazi des SS sont parrainées par le ministère ukrainien des Affaires intérieures, ce qui équivaut au département de la Sécurité intérieure des États-Unis (Homeland Security).

Ils sont simplement qualifiés de « *combattants de la liberté* ».

C'est pour une bonne cause. « *La démocratie est l'objectif ultime* ».

Selon le New York Times, « *Les États-Unis et l'Union européenne ont épousé la révolution ici [en Ukraine] comme un autre épanouissement de la démocratie, un coup à l'autoritarisme et à la kleptocratie dans l'ancien espace soviétique* ». (NYTimes.com, 1er mars 2014).

Il va sans dire que l'« *appui* » à la formation en Ukraine d'un gouvernement avec des « *penchants néonazis* » ne signifie aucunement que des « *tendances fascistes* » se développent au sein de la Maison-Blanche, du département d'État et du Congrès. (Elles y sont installées depuis belle lurette, allez disons un siècle et un an pour coïncider avec la création de la Fed. Et en France alors ? Pourquoi ne devrait-on pas se poser la question ? - ndlr)

Ils sont simplement qualifiés de « *combattants de la liberté* ».

C'est pour une bonne cause. « *La démocratie est l'objectif ultime* ». Fin

Vous comprenez pourquoi nous avons refusé d'adopter cet objectif dans notre discours ? Non, vous vous entêtez, vous voulez avoir absolument raison même si c'est suicidaire, sachez que vous déservez notre cause plutôt que le contraire. Face à un régime (en France) qui fraie la voie au fascisme et le soutient en Ukraine, le seul acte démocratique, c'est la révolution pour le renverser.

Qui a dit le viol "***parfois c'est légitime, parfois c'est injuste.***" ?

Réponse : Babulal Gaur, membre du parti nationaliste indien BJP dont est issu le Premier ministre, chargé de la justice et de la sécurité dans l'Etat central du Madhya Pradesh, le jeudi 5 juin.

Babulal Gaur a également témoigné sa sympathie à Mulayam Singh Yadav, responsable régional du parti Samajwadi, qui dirige l'Uttar Pradesh. Lors des élections législatives du mois dernier, Mulayam Singh Yadav avait critiqué les modifications législatives qui prévoient la peine de mort en cas de viol collectif, déclarant : "*Les garçons commettent des erreurs, allons-nous les pendre pour ça ?*"

Les responsables politiques de cet Etat du nord du pays, où deux cousines âgées de 12 et 14 ans ont été violées puis pendues la semaine dernière, ont essuyé de nombreuses critiques pour ne pas s'être rendus sur place et avoir dénoncé un battage médiatique. Le père et l'oncle d'une des victimes ont dit avoir tenté d'informer les autorités locales sans succès. Trois hommes ont été arrêtés et deux policiers ont été suspendus pour avoir tenté de dissimuler l'affaire. Francetv info avec Reuters 05.06

Mulayam Singh Yadav est un mafieux, il y a quelques années il a fait un bref séjour en prison pour avoir été impliqué dans la volatilisation de quelques milliards de roupies qui avait donné lieu à un retentissant scandale quand il était ministre de l'agriculture lorsque le Parti du Congrès était au pouvoir. Il est loin d'être le seul dans ce cas-là en Inde.

Le BJP est soutenu par les puissances occidentales, dont la France qui a salué la nomination de Modi du BJP comme

Premier ministre après la victoire de son parti aux dernières élections législatives.

L'Inde est toujours un Etat semi-féodal où les potentats locaux ont tout pouvoir.

La corruption généralisée qui vient d'en haut est quasi légalisée. Alors pourquoi pas le viol d'une jeune fille ou d'une femme qui demeure un sous-être humain, de condition inférieure, une bête de somme, un article alimentaire, un vulgaire bien de consommation que l'on remise dans un coin ou qu'on répudie quand elle est trop vieille ou ne sert plus à rien, dont plus personne ne veut et qui crève dans la solitude la plus absolue, telle est son triste destin, je parle en général.

La vénération des femmes en Inde est une pure mystification qui n'a d'équivalent que celle des vaches que les bouchers musulmans expédient au nirvana tandis que les hindous s'en repaissent, ou encore la méditation qui n'est qu'un exercice mental pour palier la lenteur de leur cerveau ou la faiblesse de leur développement intellectuel, le yoga qui est une gymnastique particulèrement recommandé pour les oisifs, la religion qui a la vertu de couvrir l'hypocrisie ambiante dans laquelle baigne l'ensemble de la société demeurée largement arriérée ou archaïque d'un vernis de respectabilité, en occident on dirait démocratique, ici ce terme ne veut rien dire ou n'existe pour ainsi dire pas.

Dictature mondiale. Quand les barbares se mettent en scène.

- Cérémonies du D Day : tout le programme - LePoint.fr

- Quand le cinéma perpétue le souvenir du Débarquement - 20minutes.fr

- Débarquement: Le ballet diplomatique commence à Paris - 20minutes.fr

En complément. Le PS toujours plus réac : Monarchiste !

- Les élus parisiens se divisent autour du "*Marché aux fleurs reine Elizabeth II*" - LePoint.fr

La décision de la maire PS de Paris Anne Hidalgo de rebaptiser le Marché aux fleurs de l'île de la Cité "*Marché aux fleurs reine Elizabeth II*", à l'occasion de la visite de la souveraine britannique, ne fait pas l'unanimité à gauche. LePoint.fr 05.06

Hélas, nous n'inventons rien! Saviez-vous que le PS était aussi pourri, le mot est faible ? Saviez-vous qu'il n'a jamais changé, qu'il a toujours été ainsi (depuis un siècle)? Ceux qui y ont milité ou qui ont occupé des responsabilités au sein du PS pendant de longues décennies, ne pensez-vous pas qu'ils avaient eu largement le temps de s'en apercevoir, de se pencher sur son épouvantable passé ?

En épousant le réformisme bourgeois dès sa naissance en 1905 au lieu du marxisme ou du socialisme scientifique, le PS a épousé l'idéologie de la classe dominante et toutes les fois où il a accédé au pouvoir au cours du siècle dernier jusqu'à nos jours il n'a fait que l'illustrer, à aucun moment il n'a rompu avec elle pour se ranger sous le drapeau du socialisme qui en réalité lui est aussi étranger que son programme ou son combat.

Les transfuges du PS, généralement sur le tard, quand ils sont vieux et ont bien profité de la vie ou de leur statut social privilégié, rejettent cette interprétation qui repose uniquement sur des faits, ils refusent de caractériser le PS comme un parti du capital ou de droite. Dès lors croyez-vous vraiment qu'ils auraient rompu avec cette idéologie, ne témoignent-ils pas du contraire quand ils manifestent leur opposition au "*grand soir*" ou à la révolution socialiste ? Leur soudaine et tardive prise de conscience qui prête à bien des réserves, à quoi leur sert-elle vraiment ? A poursuivre la politique qu'ils avaient défendue quand ils étaient au PS, politique qui a miné, gangrené, corrompu, détruit de l'intérieur le mouvement ouvrier et l'a conduit là où il en est.

Le formidable développement du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle et au début du XXe a été rendu possible parce qu'il affirmait sa totale indépendance du capitalisme et s'était fixé un idéal, il visait comme objectif politique l'émancipation des travailleurs du capital, son renversement, la prise du pouvoir, le changement de la société, le socialisme.

Tout cela, il l'a abandonné depuis, il est désoeuvré, sans direction, sans orientation politique, il est donc faible, il subit les événements, il est impuissant à inverser ou influer sur le cours des choses, il demeure sous le contrôle des partis qui l'ont trompé ou trahi au nom des travailleurs ou du socialisme, d'appareils syndicaux vendus au capitalisme sur lesquel ils exercent leur emprise quand l'idéologie dominante ne suffit pas à les corrompre.

C'est le pouvoir (attraction) exercé par le marxisme ou le socialisme sur le prolétariat à la fin du XIXe siècle et au début du XXe qui a permis le développement du mouvement ouvrier, celui-ci ayant été malmené par le passage définitif de la social-démocratie dans le camp du capital et la trahison du stalinisme, il a fini par diminuer ou s'éteindre dans de nombreux pays au point que le ou les seuls partis qui étaient susceptibles d'en assurer la continuité ont végété, périclité ou ont totalement dégénéré à leur tour à en

devenir méconnaissables, disparus pour la plupart. Et quand bien même ils en existeraient encore, ils sont si faibles et marginalisés, inconnus de la plupart des travailleurs, quand ils ne les assimilent pas aux autres partis qui ne leur inspirent pas confiance, de sorte qu'il a été impossible de réaliser la relève de la social-démocratie et des partis communistes dégénérés, alors que de multiples crises allaient frapper le capitalisme et les conditions s'annonçaient particulièrement favorables à la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou un nouveau parti communiste.

Le marxisme ou le socialisme de Marx, Engels, Lénine et Trotsky n'a jamais été pris en défaut, ils n'ont pas fait faillite, au contraire, les événements, l'évolution du capitalisme mondial et les développements de la lutte des classes au XXe siècle n'ont fait que confirmé leurs analyses et théories, leurs enseignements dont malheureusement nous nous sommes écartés ou que nous n'avons pas suffisamment assimilés, que nous n'avons pas su adapter dans un monde amené à connaître de rapides, brutales ou profondes transformations.

C'est bien beau de proclamer qu'on est demeuré fidèle au socialisme, que le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, faudrait-il encore en être à la hauteur et appliquer les principes qui ont permis au socialisme de conquérir le mouvement ouvrier et au delà de larges masses en quête d'un idéal, de l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde, sans lequel notre combat politique est voué finalement à l'échec.

C'est bien beau de déclarer que l'indépendance de la classe ouvrière et ses organisations est indipensable, encore faudrait-il être en mesure de le prouver sur le terrain ou en pratique, en refusant toute compromission ou conciliation avec des partis acquis au capitalisme, en dénonçant sans cesse leur compromission avec le régime en place, ses institutions, en refusant tous liens ou toutes relations avec les appareils corrompus des syndicats qu'il faut combattre férocement, en menant le combat politique exclusivement sur le terrain de classe des exploités, en participant à la lutte de classe dans la perspective du renversement de l'ordre établi, du socialisme, en s'en servant comme levier pour construire le parti ayant pour programme celui de la révolution socialiste mondiale, associant un maximum de travailleurs à nos batailles ou combats dans une structure politique souple dépendante du parti...

En complément. Cela urge ! Profitons de la situation...

- Le G7 veut vite conclure de grands accords commerciaux - Reuters

Le Groupe des Sept (G7) s'est engagé jeudi à mener à bonne fin diverses négociations en cours susceptibles de modifier radicalement le commerce international, et ce en dépit d'une opposition populaire qui va croissant.

Les négociations portent sur huit accords commerciaux qui représenteraient à eux seuls plus de 80% de l'économie mondiale mais qui dans les faits laissent de côté la Chine et la Russie et suscitent de vives protestations, surtout en Europe.

Associés à la tentative la plus ambitieuse de libéraliser les échanges commerciaux depuis l'échec des négociations de Doha, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats-Unis, du Japon, d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Canada veulent créer un marché de près d'un milliard de personnes et établir des règles que le reste du monde risque de devoir suivre également.

"*Nous voulons finaliser (ces accords) le plus vite possible*", explique le G7 dans un communiqué, à l'issue d'un sommet de deux jours à Bruxelles, auquel la Russie n'a pas été invitée à la suite de l'annexion de la Crimée.

Après une crise financière féroce, le G7 juge que ces accords sont un moyen relativement indolore de créer de l'emploi en supprimant les barrières auxquelles les entreprises sont confrontées et en intégrant davantage les économies.

Le G7 est également impliqué dans des accords internationaux secondaires que la Chine veut intégrer pour libéraliser les services et supprimer les droits de douane sur les biens qui aident à faire face aux changements climatiques.

Mais toutes ces négociations suscitent une hostilité qui va croissant: un accord entre l'UE et le Canada, discuté depuis près de cinq ans, reste inachevé, tandis qu'un pacte entre les USA et le Japon qui incluent d'autres nations du Pacifique - le Trans-Pacific Partnership - bute sur l'agriculture.

"*Il nous faut être bien plus convaincant en public sur les avantages du commerce*", a dit le président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, admettant que certaines personnes se sentent totalement étrangères à ces préoccupations commerciales.

Le G7 est soucieux d'éviter que ne se répètent les manifestations massives qui avaient fait capoter les précédents négociations voici près de 10 ans.

Les opposants à un libre échange total affirment que les accords en question sont négociés en secret et ne profiteront

qu'aux multinationales soucieuses de maximiser leurs profits.

Les partis d'extrême droite ou d'extrême gauche, qui ont brillé lors du dernier scrutin européen, sont unis dans leur opposition au Pacte transatlantique entre l'UE et les USA.

Ils veulent bloquer sa ratification au Parlement européen mais les partis européens traditionnels soutiennent un tel accord.

Beaucoup redoutent que cette libéralisation à outrance ne détruise l'emploi et les normes sociales. Reuters 05.06

Ils doivent vouloir profiter à fond de la décomposition du mouvement ouvrier et de la stratégie de la tension et du chaos qu'ils ont initié et qui fonctionne à merveille, sur fond de propagande de guerre contre les impérialistes chinois et russe où les Etats insoumis qu'ils diabolisent...

En complément. La classe dominante se mobilise en France.

L'Etat est bien au service des capitalistes. Il faut l'abattre.

En France (et bien d'autres pays occidentaux), la collusion du pouvoir politique ou des institutions en place avec la classe dominante ou les capitalistes dominés par l'oligarchie financière n'est plus niée par ceux qui s'y adonnent, ils le revendiquent ouvertement pour conserver leur hégémonie sur le reste du monde. Ils le justifient hypocritement au nom de l'emploi, alors qu'en réalité ils placent leurs capitaux là où cela leur rapporte le plus de profit

- Politiques et entrepreneurs plaident pour une nouvelle alliance transatlantique - AFP

Europe et Etats-Unis doivent s'unir au sein d'un accord de libre échange pour retrouver la croissance et préserver leur influence face à la montée des pays émergents, ont plaidé jeudi entrepreneurs et politiques à la veille des célébrations du 70e anniversaire du Débarquement. AFP 05.06

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Il y a des coups de pompe qui se perdent...

- Elizabeth II reçue en grande pompe à l'Elysée - LeFigaro.fr

Bien heureux ceux qui ne leur ressemblent pas.

- Valérie Trierweiler "*heureuse de ne pas avoir à serrer la main de Poutine*" - Francetv info

- La statue de Poutine vandalisée par une Femen au musée Grévin - LePoint.fr

Sarkophage et sarkopages.

- UMP: la guerre pour la présidence est déclarée, autour de Sarkozy - AFP

- Retour de Sarkozy : Raffarin appelle «*à un cessez-le-feu*» - LeFigaro.fr

- Bernard Debré: «*On a perdu toutes les élections sous la présidence*» de Sarkozy - 20minutes.fr

- Pour Bernard Debré, l'UMP "*n'a pas à se courber devant Nicolas Sarkozy*" - Francetv info -

- Xavier Bertrand ne veut pas le retour de Nicolas Sarkozy à l'UMP - Reuters -

- «*Sarkozy n'a pas le choix, il doit revenir*», affirme Nadine Morano... Une «*nécessité*» pour Brice Hortefeux - 20minutes.fr

- Sarkozy président de l'UMP ? "*Pas une bonne idée*" pour Gaymard - AFP

- Affaire Bygmalion : Patrick de Carolis quitte France 3 - LePoint.fr

Les Girondins toujours mobilisée.

- Les Bonnets rouges annoncent une journée de mobilisation le 14 juin en Bretagne - AFP

Le gouvernement vous souhaite d'avance bonnes vacances...

- Des radars encore plus nombreux cet été sur la route des vacances - LeFigaro.fr

Un policier chinois pourrait cacher un agent secret, tandis qu'il n'y a rien à craindre d'un bulgare ou un bosniaque...

- Aucun policier chinois ne patrouillera à Paris cet été - AFP

- Des policiers bulgare et bosnien pour renforcer la sécurité des touristes à Paris - LeFigaro.fr

Il l'exige et l'a obtenu.

- Le régulateur US demande le départ du DG délégué de BNP Paribas - Reuters

- Violation d'embargo : la BNP se sépare de l'un de ses hauts responsables - Liberation.fr

Sous la pression des Etats-Unis qui menacent de sanctionner la banque française celle-ci va licencier le président de sa filiale suisse. Liberation.fr 05.06

Syndicalisme.

- Annick Coupé passe le flambeau à la tête de Solidaires - AFP

L'Union syndicale Solidaires a changé de tête jeudi, au dernier jour de son 6e congrès à Dunkerque, Annick Coupé passant son flambeau de déléguée générale à un tandem composé de Cécile Gondard-Lalanne et Eric Beynel.

Cécile Gondard-Lalanne, 45 ans et fonctionnaire à La Poste, vient de SUD-PTT. Ex-secrétaire général de Solidaires douanes, Eric Beynel, 48 ans, s'occupait lui des questions de formation syndicale, de santé et de conditions de travail au sein du secrétariat général sortant de Solidaires.

Le congrès de Solidaires s'achève avec en ligne de mire les prochaines élections dans la fonction publique qui auront lieu à la fin de l'année. "*Notre objectif est d'être représentatif dans les trois branches de la fonction publique, notamment dans la territoriale où on ne l'est pas encore*", ambitionne M. Beynel, interrogé par l'AFP.

En 2011, Solidaires avait recueilli 7% des voix dans l'ensemble de la fonction publique. Dans le privé, l'union syndicale était arrivée en queue de peloton aux dernières élections professionnelles avec 3,47% des voix.

L'Union syndicale Solidaires est la plus jeune et la plus radicale des centrales françaises. Née en 1998 dans la continuité du Groupe des dix, une coalition de syndicats autonomes et SUD rejoints par des dissidents de la CFDT, elle revendique aujourd'hui 110.000 adhérents, soit 10.000 de plus qu'en 2010.

Ses bastions sont notamment Sud-PPT, Sud-Rail, Solidaires finances publiques, Sud Santé sociaux. AFP 05.06

Laurent Berger réélu à la tête de la CFDT avec 98,31 % - Liberation.fr

Mouvements sociaux

- La CFDT redoute plus de 500 suppressions de postes à Jardiland - AFP

- Lidl va tester l'ouverture le dimanche, au grand dam des syndicats - Francetv info

- Les avocats du 93 en grève jusqu'au 17 juin LeParisien.fr -

- Des centaines d'infirmiers anesthésistes réclament à Paris le "*grade Master*" - AFP

- Grève dans le métro de Sao Paulo à une semaine du Mondial - Reuters

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Menace de grève dans la métallurgie sud-africaine - AFP

Le très puissant syndicat sud-africain de la métallurgie a menacé jeudi de mettre plus de 200.000 ouvriers en grève après l'échec de négociations salariales avec le patronat, au risque de paralyser de nouveau la production automobile, l'un des piliers de l'industrie sud-africaine.

"*La grève que nous prévoyons est due au fait que les employeurs du secteur ont refusé de façon arrogante d'accéder à nos demandes*", a indiqué le secrétaire général du syndicat Numsa, Irvin Jim, en annonçant qu'un préavis de grève avait été déposé pour le 1er juillet.

La principale revendication de Numsa est une augmentation du salaire de 15%, dans un secteur où le salaire minimum est de 3.050 rands mensuel (210 euros).

Une grande partie des adhérents de Numsa sont employés dans le secteur automobile, déjà affecté par des grèves massives l'an dernier. Ces grèves, combinées à celles du secteur minier, avaient fortement pesé sur l'activité économique nationale.

"*L'impact sera énorme*", a pronostiqué Irvin Jim, qui admet qu'il s'agit "*de faire pression sur l'économie*". L'industrie automobile sud-africaine représentait en 2013 6% du PIB et 12% des exportations.

M. Jim a toutefois répété que la grève serait l'arme utilisée en dernier recours, et que Numsa restait prêt à revenir à la table de négociation avant la fin du mois s'il y était invité. AFP 05.06

ECONOMIE

BCE

- La BCE frappe fort pour tenter de sortir du marasme - Reuters

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé jeudi un ensemble de mesures destinées à lutter contre la faiblesse de l'inflation, à relancer le crédit et à soutenir la reprise au sein de la zone euro, abaissant ses taux directeurs jusqu'à tester le passage en territoire négatif de son taux de dépôt et offrant aux banques de nouvelles facilités de refinancement à long terme.

Il a présenté un programme de refinancement ciblé de 400 milliards d'euros sur quatre ans afin d'inciter les banques à développer le crédit au secteur privé non financier de la zone euro.

Les taux bas ne sont guère populaires en Allemagne où ils sont perçus comme pénalisant pour les épargnants.

Hans-Werner Sinn, économiste de l'institut de conjoncture allemand Ifo, proche des conservateurs, a estimé que les décisions de la BCE étaient désespérées et ne fonctionneraient pas. "*C'est une tentative désespérée de déplacer les flux de capitaux vers l'Europe du sud pour y stimuler la croissance au travers d'un argent toujours moins cher et de taux punitifs sur les dépôts*", a-t-il dit.

Depuis le mois d'octobre, l'inflation au sein de la zone euro ne parvient pas à sortir de ce que Draghi a lui même qualifié de "*zone dangereuse*", soit un niveau inférieur à 1% en rythme annuel.

Le ralentissement des prix à la consommation s'explique principalement par la baisse des cours des matières premières et mais aussi par la modération salariale et par les processus d'ajustement en cours dans plusieurs pays de la zone euro.

Et la vigueur de l'euro ne fait qu'exacerber cette situation, en coupant court à toute inflation importée.

Parallèlement, la faiblesse historique des taux d'intérêt peine à se répercuter sur les coûts du crédit bancaire dans l'ensemble des pays utilisant la monnaie unique: au Portugal, par exemple, les entreprises doivent s'acquitter en moyenne d'un taux de 5,4% pour emprunter, contre 2,2% seulement en France ou en Finlande. Reuters 05.06

Haut de page

Le 7 juin 2014

CAUSERIE

N'allez pas imaginer qu'on ferait dans l'outrance inconsciemment ou pour se donner un genre ou qu'on ne serait pas capable de faire preuve de mesure, détrompez-vous.

On tient seulement à faire ressortir sans ambiguïté ou de manière nette et tranchée, parfois brutale, la vie est dure vous savez, certains aspects de la situation qui nous semble particulièrement importants et que les uns et les autres s'emploient à lisser, à rendre acceptables ou occultent systématiquement, disons qu'en agissant de la sorte on rétablit une sorte d'équilibre favorisant une meilleure compréhension du monde dans lequel nous vivons, pour mieux le combattre, sinon à quoi bon.

Pour vous faire marrer ou se détendre un peu, disons qu'on fait preuve de mesure dans les non-dits ou forme de sous-entendus et c'est largement suffisant. Et puis chacun à sa personnalité, son caractère...

Bon week-end.

Mystification. LaPaliSsades. Quand le bourreau affecte d'avoir des états d'âme.

- Bienvenue au club des «*Socialistes affligés*» - liberation.fr 06.06

La première d'une longue série de rencontres à la gauche du gouvernement. Samedi à Paris, pour le lancement de son club baptisé «*les Socialistes affligés*», l'ex-eurodéputé PS Liêm Hoang-Ngoc réunit représentants du Front de gauche, écologistes et aile gauche de son parti. liberation.fr 06.06

Après les "*indignés*", les (économistes) "*atterrés*", voilà que des dirigeants du PS nous sortent les "*affligés*" ! Etaler ainsi son impuissance apparente decrescendo a quelque chose de pitoyable et constitue une offense, une insulte à la dignité humaine.

Inféodés au capital, leur exercice de démagogie appliquée qui consiste à tenter de resserer les rangs de l'eurs appareils à l'heure ou tous leurs partis sont menacés de dislocation car rejetés par l'immense masse des travailleurs à juste titre pour proposer une politique qui s'inscrit dans le cadre du régime en place, alors que l'issue politique à la crise du capialisme et la seule politique conforme aux intérêts des masses laborieuses qui puisse à être appliquée se situent au delà du régime en place une fois qu'il aura été renverser et que les exploités auront pris le pouvoir.

Cette opération à caractère politique et électoraliste est tournée contre les travailleurs, dans la mesure où ceux qui y participent demeurent liés au PS quand ils n'en font pas partie et se refusent évidemment à le caractériser comme un parti du capital ou de droite, de manière à leur interdire de trouver la voie de l'affrontement direct avec le régime qu'ils ont pour mission de protéger, tel est leur objectif. Soutien au régime, autrement dit laisser les mains libres au gouvernement pour lui permettre d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste.

Qu'ils utilisent un terme qui renvoie à la morale pour se qualifier ne tient pas du hasard, le terrain favorit de tous les démagogues dont les va-t-en-guerre pour justifier leurs entreprises criminelles, cela signifie que leur état de conscience et leur action ne portera pas au delà de l'interprétation que l'on peut faire de la réalité, autrement dit qu'ils n'ont nullement l'intention de partir des faits, d'intervenir sur la réalité pour la modifier radicalement, au point même de nier ou d'occulter la lutte des classes (on le verra plus loin), de refuser d'en tenir compte car elle porte en elle la nécessité d'en finir avec l'ordre établi, dont finalement ils sont les chiens de garde.

La morale est le miroir de la classe sociale à laquelle on appartient ou avec laquelle on se confond, entendez par là avec laquelle

nos intérêts individuels ou personnels se confondent, sachant que le PS, ses satellites et alliés ou larbins de la pseudo-gauche adhèrent à l'idéologie de la classe dominante, leur morale frelatée en porte forcément la trace plus ou moins prononcée ou apparente qu'il est possible de repérer ou détecter assez facilement, bien qu'ils s'emploient à la camoufler plus ou moins adroitement, pour ensuite la traduire en terme politique ce qui permet de mettre en lumière leurs véritables intentions, inavouables cela va de soi, la fourberie, le mensonge éhonté, le déni, la malhonnêteté intellectuelle font partie des vertus qu'ils manient avec une certaine dextérité ou professionnalisme pour tromper militants et travailleurs, c'est ce que nous allons décrypter maintenant.

Ajoutons que comme tous les démagogues ou populistes pour tromper leur auditoire sur leurs véritables intentions, ils se livrent à un constat ou à une analyse de la situation qui n'est pas forcément entièrement erronée tout en étant fortement tronquée, édulcorée, faussée, etc., qu'ils concluront ou non car le plus souvent elle aboutit à une impasse, par des propositions allant dans la direction opposée à celle qu'ils affichaient au départ ou n'apportant aucun changement fondamental aux rapports existants.

Le but de ce genre d'opération médiatisée comme il se doit, c'est de faire illusion, de détourner l'attention des militants et travailleurs de Hollande et du gouvernement qu'ils doivent combattre, en faisant croire que quelque chose serait possible sans que personne ne sache quoi véritablement sans toucher aux fondements du régime, en se foutant pas mal se savoir si à l'arrivée ils ne vont pas démoraliser un peu plus militants et travailleurs. Vous noterez au passage, que la politique et la propagande idéologique adoptées par la direction du PS et ses satellites de droite conduisent au même résultat, à dégoûter, détourner les militants et les travailleurs de la politique et des partis. C'est là qu'on s'aperçoit qu'en tout point jusque dans les moindres détails ils sont semblables.

Tout d'abord, quelques définitions (Grand Robert de la langue française) qui suffisent à illustrer que leur soi-disant opposition ou rébellion est factice, purement formelle, allant decrescendo avec le temps, alors que la situation des masses va plutôt en s'aggravant, comme quoi ils ne vivent pas vraiment la crise du capitalisme de la même manière que les travailleurs.

- Indignation. Sentiment de colère que soulève une action contre laquelle réagit la conscience morale ou le sentiment de la justice.

- Atterré. Consterné.

- Affliction. Peine profonde, abattement à la suite d'un événement pénible, d'un grave revers.

Mon dieu, mon dieu, la prochaine fois ils vont nous sortir qu'ils sont chagrinés !

Comment atteler le mouvement ouvrier et les masses au char du PS et du capitalisme, voler au secours du régime en pleine décomposition. Comment sauver les apparences quand le voile des illusions se déchirent de toutes parts. Comment achever de pourrir le mouvement ouvrier, un devoir pour le PS, ses satellites et vassaux.

En créant un «*think tank*» nous dit Liêm Hoang-Ngoc, dirigeant et ex-eurodéputé PS, Libération de préciser de "*gauche*" et destiné à rassembler "*verts, rouges, roses (...) déçus du couple Hollande-Valls*", qui selon ce philistin "*aura des relais dans toutes les fédérations où seront organisés des débats publics avec nos partenaires naturels: Verts, Front de gauche, syndicats, associations*".

En affirmant que "*dans une démocratie, les partis ne comprennent que la sanction du suffrage universel*", Ces gens-là affectent un mépris totale pour la lutte de classe du prolétariat qui est à la mesure de leur conception de la démocratie qui se résume à un jeu institutionnel ou des manoeuvres d'appareils. Dès lors, on comprend d'une part que leur soutien aux luttes que peuvent mener les travailleurs est pure forfanterie, d'autre part en réduisant la démocratie aux partis institutionnels dans le cadre des institutions bonapartiste de la Ve République, ils témoignent qu'ils épousent ou partagent la conception que peut en avoir le parti officiel de la classe dominante, l'UMP, ce qui est dans l'ordre des choses puisqu'ils incarnent également le régime en place, et qu'ils comptent bien y soumettre les travailleurs, ce qui signifie en clair que rien ne doit changer, que l'ordre établi doit régner en paix.

On a là la définition d'un courant politique contre-révolutionnaire diffusant l'idéologie dominante au sein du mouvement ouvrier.

Poursuivons par le constat que dresse Liêm Hoang-Ngoc.

- "*Les militants PS rendent leur carte les uns après les autres dans les fédérations. C'est toute la gauche qui est aujourd'hui au bord du précipice. Car malgré leur sortie de l'exécutif, les Verts sont parfois considérés comme complaisants à l'égard de la politique menée. Et le Front de gauche n'est pas perçu comme dépositaire d'une alternative crédible.*" 20minutes.fr 06.06

C'est un fait que tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui ont collé aux basques du PS subissent la même sort ou n'inspirent pas davantage confiance aux travailleurs, ce qui prouvent au passage qu'il ne faut pas les prendre pour plus ignorants qu'ils ne sont et qu'il existait sans doute une opportunité pour construire un véritable parti ouvrier qui soit indépendant du PS, mais cela nos dirigeants n'ont jamais voulu l'entendre, hélas !

Sur le plan alimentaire, les plus bifteakards s'y voient déjà, il faut qu'"*on soit capables d'alliances électorales*", fait valoir Eric Coquerel (PG) pour qui des «*mesures concrètes*» doivent être élaborées avec les autres forces de gauche nous dit Libération, et de poursuivre, sauf qu à la direction d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV), on voit les choses autrement. «*Je ne crois pas au big-bang, répond leur secrétaire nationale, Emmanuelle Cosse. On ne décide pas d'une refondation comme ça*.». Jean-Vincent Placé renchérit et casse les espoirs du PG : «*notre victoire à Grenoble, c'est bien sympathique mais ça ne marche pas à l'échelle de la France entière. Il faut s'unir. Si le mot d'ordre est de construire une opposition à Hollande, je n'y participerai pas*», ce qui est logique puisque EE-LV soutient le gouvernement de l'extérieur, et sans le PS les Verts n'existeraient plus.

Cela dit, il partage la même préoccupation électoraliste que Coquerel, en jugeant «*stérile*» l'intention de certains écologistes d'aller voir le Front de gauche et préfère miser sur «*le rassemblement de tous les écologistes*»… y compris ceux du centre, sachant que se profilent à l'automne 2015 des régionales vitales pour l'appareil écolo ajoute Libération, tandis qu'Emmanuelle Cosse a adressé cette semaine une lettre à neuf partis : du PS au Modem en passant par le PG et le PCFpour leur soumet l'idée d'«*une initiative commune*» pour «*formuler publiquement des propositions*», illustrant qu'ils sont compatibles avec un parti qui est tenté de s'allier à l'UMP en 2017, un parti du capital farouchement pro-Union européenne, ce qui vaut bien qu'on les traite en famille.

Finalement ce sera Emmanuel Maurel qui est présenté comme "*l'un des leaders de l'aile gauche du PS*" qui va lâcher le morceau, trahir les véritables intentions que recouvrent cette opération mort-née : «*On bute sur une contradiction entre des évidences idéologiques et un immobilisme stratégique. On a un problème institutionnel - les Verts et les communistes ont besoin du PS pour avoir des élus - et un problème de leadership.*» que plus personne ne peut assumer du fait que Hollande et son gouvernement poursuivent la politique de Sarkozy.

Il ne leur reste plus qu'à soutenir Hollande et son gouvernement comme ils peuvent dans l'attente de la prochaine débâcle électorale annoncée, ce que confirme à sa manière Guillaume Balas, responsable du courant «*Un monde d'avance*», l'idéal serait en 2017 d'avoir une «*candidature unique PCF-PS-Verts*». «*Il y a deux obstacles à cela : la politique gouvernementale ne rassemble pas la gauche et le sectarisme des appareils politiques*», l'impossibilité pour les Verts et surtout le PCF de s'afficher davantage au côté du PS sans prendre le risque de provoquer la crise de trop à l'intérieur de leurs partis qui précipiterait leur dislocation ou signerait leur arrêt de mort.

En guise d'épilogue post mortem.

Sur son blog Mélenchon tient le même discours "*affligé*" où il se désole, livre son amertume et son désespoir. L'illusionniste est "*fatigué*" de produire des tours de passe-passe tous plus foireux les uns que les autres jusqu'au ridicule. Il en perd de sa superbe, son éloquence semble tarie, il en vient à se livrer malgré lui, il pourrait partager ce constat qu'il adressait aux "*politilogues*" qui l'ont apparemment influencé : "*Tant de profondes pensées en trente ans. Si peu de résultats !*", à croire qu'en guise de profondeur il n'a même pas été foutu de gratter au delà du vernis qui recouvre les institutions ou la réalité falsifiée qui figure dans les manuels scolaires des collègues dont il se contente, à force d'étaler sa science à coup de citations il finit par être pathétique.

Pour terminer, il nous livre le secret de ses déboirs qui vaut pour bien d'autres, ils se reconnaîtront en lisant ces lignes :" *Pour moi, c'est dans la pente des évènements qu'il faut chercher la cause des dynamiques en cours.*" écrit-il, démontrant ainsi que sa profondeur de pensée ne dépasse pas le stade de la superficialité des choses ou qu'il est incapable de remonter à l'origine des rapports qui existent dans la société ou qui constituent la situation, car cela l'obligerait à revoir sa copie de fond en comble avec le risque de se retrouver face à face avec le marxisme auquel il a tourné le dos, ce qui est au-dessus de ses forces, il n'en a pas la volonté, elle l'a quitté il y a plus de trente ans, définitivement.

Mélenchon confirme que la profession de charlatan ou d'aventurier permet d'en vivre bien, de se faire élire au Parlement européen et de percevoir un salaire confortable de 12.000 euros par mois, pour le reste, cela ne présente aucun intérêt.

Si vous voulez militer dans un parti sérieux, qui certes ne correspondra peut-être pas à la totalité de vos idées mais à l'essentiel et c'est cela le plus important, rejoignez le POI.

La liberté. Laquelle ? Pour qui ?

La liberté qu'ils doivent nous concéder à contrecoeur, vaut-elle vraiment le coût ?

- Le monde orwellien, nous y sommes... mais ce qu'on perd en liberté vaut-il vraiment ce qu'on y gagne ? - Atlantico.fr

Un adepte de la privatisation des libertés répond à cette question.

"*La liberté est un combat. La liberté n'est pas une évidence comme certains pourraient le croire au sein de nos nations, ceux qui pensent que la liberté est comme l'air que nous respirons, naturel, et qu'il n'y a même pas lieu d'y penser. Pourtant la liberté*

est toujours un combat, elle n'est jamais acquise", a déclaré le président français. fr.euronews.com 06.06

Hollande s'adressant hier aux dirigeants du vieux monde pour lesquels la seule liberté qui vaille est celle qui permet d'assurer la survie du capitalisme ou les profits des capitalistes.

Par exemple, le combat pour la liberté, c'est celui que mènent les milices fascistes financées par Washington en Ukraine, pour que ce pays passe sous le joug de la dictature européenne, et ainsi puisse mettre en oeuvre les réformes antisociales que le FMI exigent depuis des années contre la volonté de la population ukrainienne, qui a conduit à l'élection d'un oligarque à la tête du pays.

Autre exemple. La liberté c'est le combat qui consiste à se donner les moyens de mener dans votre pays la politique qui a été rejetée lors d'élections par l'immense majorité de la population.

On aura compris que pour Hollande, liberté est synonyme de déni ou mépris, finalement dictature. Faire table rase du vieux monde pourri qu'incarne Hollande, sa cour et ses vassaux ainsi que leurs semblables, telle est la tâche urgente à réaliser pour conquérir notre liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Qui stoppera Hollande ?

- Une loi en préparation pour stopper les djihadistes - LeFigaro.fr

La monarchie restaurée.

- Hollande accueille à déjeuner les grands de ce monde au château de Bénouville - AFP

La même !

- 70 ans après la victoire sur les nazis en Europe, quelle est désormais la clé de voûte de notre vision du monde ? - Atlantico.fr

Que ceux qui ont facilité la montée du nazisme, l'ont financé, ont frayé la voie au fascisme, sont toujours au pouvoir en occident et qu'une nouvelle fois ils recourent au fascisme (en Ukraine, au Venezuela notamment, en France à l'état rampant pour le moment) sous sa forme originelle ou fanatique religieuse (Arabie saoudite, Qatar, etc.).

Pas un de plus ou de trop : C'est la démocratie !

- Test démocratique pour l'Europe : les citoyens ont leur mot à dire - Liberation.fr

Pire que pire que de la camelote !

- General Motors: nouveau rappel de plus de 100.000 véhicules - AFP

- Chrysler rappelle 10.700 SUV à cause du régulateur de vitesse - Reuters

Une fois le TTIP signé, ils envahiront l'Europe !

- Transports par VTC: la start-up Uber valorisée à 17 milliards de dollars - AFP

La start-up américaine Uber, spécialisée dans la location de voitures de tourisme (VTC) très contestée en Europe, pèse désormais 17 milliards de dollars, assez pour rejoindre le cercle des fleurons des sociétés internet aux Etats-Unis. AFP 06.06

Résistance passive.

- Grève reconduite au Printemps des Comédiens, annulation de six spectacles - AFP

- Les femmes de chambre disent "*non à la sous-traitance dans l'hôtellerie*" - AFP

- Travail de nuit : Monoprix doit payer 500 000 euros à la CGT - LeMonde.fr

Etat policier.

- Sécurité routière: 126 piétons verbalisés en 45 minutes à Saint-Etienne - AFP -

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Grèce: la progression d'Aube dorée se poursuit, les provocations aussi - AFP

Les élections européennes en Grèce, en donnant la troisième place au parti néonazi Aube dorée, ont témoigné de sa progression électorale. Les insultes et provocations éructant de ses députés cette semaine au parlement ont montré qu'il ne reculait pas non plus dans ses outrances.

La dernière séance du parlement, mercredi, avant la session d'été, a remis au goût du jour des scènes d'affrontement verbal devenues plus rares depuis l'incarcération d'un tiers des 18 députés Aube dorée élus en juin 2102, dont deux ont récemment quitté ce parti.

Un quart d'heure d'intervention fulminante pour le fondateur d'Aube dorée Nikos Michaloliakos et le député Yannis Lagos, une demi-heure pour le numéro 2 du parti Christos Papas: les trois parlementaires en détention provisoire depuis sept mois ont transformé en tribune une brève permission dans le cadre de leur levée d'immunité parlementaire en vue de nouvelles poursuites.

"*Voleurs*", "*imposteurs*", "*guignols*", "*minables*", le ton est rapidement monté sur les bancs du groupe Aube dorée, un des leurs menaçant presque physiquement un député de gauche auquel le leader d'Aube dorée venait de beugler "*ta gueule*".

Sur le fond, ce dernier a joué la carte de la victimisation et la thèse du complot politico-judiciaire contre son parti soupçonné par la justice d'être "*une entreprise criminelle*". C'est dans le cadre de cette enquête que Michaloliakos est inculpé.

Le "*show de provocations*", "*le récital d'outrances*" d'Aube dorée, comme l'a décrit la presse grecque, s'est également tenu à l'extérieur de l'hémicycle.

Dans les couloirs du parlement ont retenti mercredi à l'arrivée des détenus le lugubre slogan du parti "*Sang, honneur, Aube dorée*" hurlé par une trentaine de leurs supporteurs poings levés, avec la "*passivité de la sécurité du parlement*", s'est indigné le quotidien Ta Nea, évoquant un événement "*sans précédent*" à l'assemblée.

A l'extérieur, environ 400 militants du parti s'étaient rassemblés dans leur habituelle marée de drapeaux grecs.

Selon le quotidien Ethnos et plusieurs journalistes, un chant inspiré d'une marche militaire nazie avec des paroles "*adaptées*" à la Grèce a été entonné à deux reprises, promettant "coeur dur, frappe impitoyable, avec la rage".

"*C'est un de leurs trois hymnes, celui de niveau " intermédiaire " avec une marche nazie et un chant plus "light"*"", explique à l'AFP Dimitris Psaras, journaliste d'investigation dont le "*Livre noir*" sur Aube dorée fait référence.

"*La Grèce est une société effrayée depuis les années 90, bien avant la crise*", sentiment exacerbé par le discrédit des partis politiques, observe Dimitris Psaras qui entrevoit cependant une faille s'ouvrir au sein d'Aube dorée entre les députés emprisonnés et ceux "de l'extérieur", notamment le porte-parole du parti Ilias Kassidiaris, également inculpé.

"*Kassidiaris a désormais son propre agenda, c'est pour ça que Michaloliakos ne figurait pas parmi les candidats aux Européennes*" qui ont donné trois élus au parti toujours paria aux yeux de ses pairs européens. AFP 06.06

Haut de page

Le 8 juin 2014

CAUSERIE

Ajouté à 11h15 en Inde

Vidéo

- Les Libérateurs Américains: la face cachée du problème!

Documentaire sur les exactions, principalement les viols, commises par des soldats de l'armée américaine de 1942 à 1945, en France, en Angleterre et en Allemagne, ainsi que sur le racisme dans le traitement de ces affaires.

Patrick Cabouat a tourné ce documentaire en s'appuyant sur l'ouvrage du professeur américain J. Robert Lilly "*La face cachée des GI's*", dont l'édition originale en français n'a jamais été publiée en anglais et le livre demeure interdit à la vente sur le territoire américain.

Grâce à des documents d'époque marqués "*confidential*", "*restricted*" ou "*classified*", Lilly confirme que 17 000 femmes et enfants auraient ainsi été victimes des viols commis par les GI's en Angleterre, en France et en Allemagne. Sans compter les meurtres, les mutilations, les enlèvements, le chantage, le pillage, le grand banditisme... et les 95 % de viols non déclarés.

J. Robert Lilly est professeur de sociologie et de criminologie à la Northern Kentucky University, aux États-Unis, et professeur invité de sociologie et de politique sociale à l'Université de Durham, en Grande-Bretagne.(internationalnews.fr

En complément.

- La bataille de Stalingrad : Le tournant décisif de la guerre contre le nazisme. (internationalnews.fr) (05.06.14)

La suite mise en ligne un peu plus tôt ce matin.

On fera court aujourd'hui, j'ai des courses à faire pour la semaine qui vient. On ajoutera une vingtaine d'articles dans l'après-midi.

Comme elle est belle notre page d'accueil, hein ? Si je devais décrocher ou arrêter le site, je serais très malheureux, et je crois même savoir que certains camarades aussi que je salue au passage.

Le saviez-vous?

En lisant ce matin un article de *Libération*, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne. Mélenchon doit en être laminé, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

La question de Libération à Arthaud (LO) vallait son pesant de cacahuètes :

- "*Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «au nom de la démocratie et du respect des électeurs»?*"

Comme chacun sait le torchon de Rothschild est de gauche, et pour briser l'idée que jeunes et travailleurs pourraient avoir de l'extrême gauche, les en détourner, rien de tel que leur présenter un imposteur qui les dégoûtera de l'extrême gauche qui peut comporter des formations politiques tout à fait correctes ou dignes d'intérêts pour les jeunes et les travailleurs.

Quand on sait que les conservateurs que représente Juncker ont obtenu moins du quart des voix des électeurs inscrits, l'abstention ayant été de 56%, on peut affirmer que Tsipras méprise les électeurs et que sa conception de la démocratie n'a rien à envier à celle de Barroso ou Merkel.

Allons au bout de son raisonnement, imaginons que l'extrême droite remporte une élection et qu'Alexis Tsipras est de nationalité française, il soutiendrait la nomination d'un Premier ministre issu du FN ! L'épreuve des faits est déterminante, elle lamine les imposteurs, révèle leur véritable nature. Pour qui roule Syriza ? Vous avez la réponse. Peut-il vraiment lutter efficacement contre l'extrême droite ? Vous avez la réponse qui vaut également pour le Front de gauche en France. On va les broyer.

Mélenchon s'était affiché avec Tsipras, il avait soutenu sa candidature à la tête de la commission européenne, il mérite également notre mépris. Pauvre type !

Camarades, fuyez le Front de gauche si vous avez un minimum de conscience politique, de dignité, quelques principes et des convictions auxquels vous tenez, leurs dirigeants les piétinent. Comme quoi qualifier Mélenchon de charlatan était amplement justifié. Rejoignez le POI.

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement Hollande-Valls décapité.

- Filière syrienne: six hommes mis en examen et écroués - AFP

Il ne reste plus qu'à exécuter le monarque.

- Un parfum de royauté sous les ors de l'Élysée - LeFigaro.fr

Même le Figaro, L'Express, Le Point en sont... Les gauchistes à la rescousse de l'extrême droite.

- Un an après sa mort, une manifistation rend hommage à Clément Méric - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de personnes rendent hommage à Clément Méric, tué il y a un an - L'Express.fr

- Paris : des manifestants rendent hommage à Clément Méric - LePoint.fr

- Manifestation à Paris en hommage à Clément Méric - 20minutes.fr

- Manifestation en hommage à Clément Méric et contre la montée du Front national - Francetv info -

- Des milliers manifestent à Paris en hommage à Clément Méric - AFP

La société du déchet : A jeter !

- Le CHU de Rennes se débarrasse de médicaments encore... valables ! - LeParisien.fr

Charlatanisme. Arthaud ou la politique par le petit trou de la lorgnette.

- Arthaud : «*Nous souhaitons détourner les travailleurs du Front national*» - Liberation.fr

- "*la poussée du Front national est le fruit de la politique du Parti socialiste*", non, en admettant qu'elle est vraiment lieu, elle est le produit de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme qui doit s'en remettre au fascisme pour imposer sa politique aux travailleurs, continuer de gouverner. Le parti qui gouverne dans cette situation prouve simplement qu'il est compatible avec le fascisme dans la mesure où sa nature ou les intérêts de classe qu'il représente sont identiques, le PS et ses satellites en l'occurence, soutenu par la pseudo gauche et extrême gauche.

Affirmer que le politique du PS est conforme aux intérêts de la classe dominante, c'est une banalité affligeante qui ne permet pas de comprendre ce qui est en train de se passer, ce que ne comprend manifestement Arthaud.

- "*C'est le résultat de nombreuses trahisons de la politique pour les travailleurs. Mais ça ne date pas de Hollande et remonte à Mitterrand, voire à 1914.*", alors pourquoi avoir toujours soutenu le PS, pourquoi avoir toujours envisagé une solution ou alternative politique avec le PS (et le PCF) ? La vérité, c'est que vous avez toujours été incapable de développer une politique indépendante du PS et du PCF, vous avez toujours collé à leurs basques sous différents prétextes au point d'avoir aucune crédibilité auprès des travailleurs, ce qui est normal.

- "*Ces élections sont un désaveu de la part de l'électorat socialiste*", qui n'existe pas, qui ne veut rien dire ou alors il faut admettre qu'il y aurait un électorat de droite ou d'extrême droite, ce que les médias aux ordres colportent pour justement favoriser la droite

ou l'extrême droite, insidieusement justifier leur existence et leur pouvoir, vous connaissez la suite.

L'intérêt d'aborder la situation ou les rapports entre les classes sous cet angle, purement institutionnel ou électoraliste, dans la pure tradition du parlementarisme bourgeois, c'est que cela permet de ne pas l'aborder sur le plan de la lutte des classes qui met en lumière crument le rôle exact des uns et des autres et leurs rapports, dont LO.

Voyez-vous cela, le PS et la pseudo-gauche serait sous l'emprise du "*poison de la résignation*" qui peut très bien n'être qu'un état passager avant de se reprendre, ce qui permet d'évacuer la véritable nature sociale du PS et du Front de gauche, de Mélenchon en particulier puisqu'elle le cite, c'est pratique, indispensable, inévitable lorsqu'on ne veut pas analyser jusqu'au bout la situation, et puis au passage cela permet de laisser penser qu'ils sont seulement dans une mauvaise passe, qu'ils vont s'en remettre un jour ou l'autre, donc n'allez surtout pas croire que le PS et le FdG serait aussi pourri que cela, non, non. C'est de cette manière que LO les soutient et le régime avec, qu'elle entretient un lien avec eux, c'est plus subtil ou sournois encore.

- "*Nous seuls sommes hors des accords politiciens et des magouilles électorales.*". Un grossier mensonge pour avoir soutenu le PS à chaque élection jusqu'à dernièrement, appelé à "*battre la droite*", ce qui revenait en réalité à préférer un parti de droite à un autre, le PS à l'UMP, ce qu'elle ose appeler rester "*fidèle*" aux "*idées révolutionnaires de la gauche*".

Ensuite elle affirme "*on a la perspective d'une société à transformer*", belle et digne intention qu'elle trahit dans la foulée en prétendant que "*les rapports sociaux doivent redevenir humains, dénués des rapports d'argent qui pourrissent notre société*", parce que voyez-vous, avant (?), dans cette bonne vieille société capitaliste les rapports sociaux étaient "humains" (les "*jours heureux*" des nostalgiques du stalinisme et de l'union nationale avec de Gaulle, M'PEP en tête) , ils étaient "*dénués des rapports d'argent*", pour un peu à croire que la lutte des classes n'existaient plus, la société n'était pas aussi "*pourrie*", alors qu'elle a toujours trimballé ces millions et millions de travailleurs pauvres sans perdre un instant ses visées coloniales ou impérialistes, tickets de rationnement jusqu'en 1949, guerre du Vietnam, appel de l'abbé Pierre en faveur des sans-logis en 1956, guerre d'Algérie, grève des mineurs en 1963, grève générale en 1968, une multitude de mouvements sociaux à partir du milieu des années 70, etc.

- "*François Hollande, comme les autres socialistes, a trahi les idéaux révolutionnaires de gauche*", on ne peut trahir que les idées auxquelles on croyait ou qu'on avait adoptées, ce qui n'a jamais été le cas de Hollande ou quiconque au PS, qui plus est "*révolutionnaires*". Là encore, elle réécrit l'histoire, elle fait oeuvre de faussaire, c'est une manière comme une autre de colporter des illusions dans le PS.

- "*LO est le seul parti de gauche qui n'a pas appelé à voter Hollande*", à nouveau un mensonge, LO a appelé à se débarrasser de Sarkozy ce qui revenait au même.

- "*Nous sommes conscients qu'il représente les intérêts du camp du capitaliste*" dit-elle. Avec LO et le NPA il faut toujours s'attendre à ce qu'ils disent tout et son contraire dans le même interview ou article, c'est quasiment imparable, les deux discours étant destinés à des publics différents, les représentants de la classe dominante ou leurs militants et sympathisants. Faut-il encore lire ou écouter attentivement.

C'est normal, car ces partis n'existent en grande partie que par la volonté des médias qui leur ouvrent gracieusement leurs colonnes où ils peuvent témoigner leur soumission au régime qui leur rend bien, c'est un échange de bon procédé auquel ils ne voient rien à redire. Les représentants de la classe dominante les ont jugés depuis longtemps, ils savent qu'ils ne sont pas une réelle menace pour le régime et qu'ils peuvent les manipuler ou instrumentaliser. Comment ?

C'est très simple, en leur permettant d'étaler leurs contradictions somme toute rudimentaires ou grotesques, entre un discours qui se veut radical en direction de leurs troupes, et leur incapacité à rompre avec le régime qu'à un moment donné ils manifestent d'une manière ou d'une autre, par exemple ici en niant la véritable nature sociale du PS ou en colportant des illusions dans ce parti, attitude qui sera appréciée en haut lieu. Ainsi, le lien avec l'idéologie dominante est établi, avec un des principaux partis qui la véhicule, c'est là l'essentiel, de telle sorte que nos vaillants révolutionnaires et leur discours radical apparaissent finalement comme des petits moutons excités mais bien inoffensifs ou impuissants, en proie à quelques complexes ou frustrations bien anodins, plus prompts à faire pitié qu'autre chose, car leur soumission au régime et aux institutions constitue un signal utile en direction principalement de la jeunesse impatiente, impétueuse et par nature révolutionnaire, qui est invitée à rester dans les clous, à ne pas rompre avec les institutions et l'idéologie dominante puisque même l'extrême gauche s'y refuse et la boucle est bouclée. Vous comprenez pourquoi nous demeurons intransigeant sur les principes et notre programme.

La lutte, la lutte, la lutte, un truc de nantis, de petit bourgeois.

- "*La lutte n'est pas une idée en l'air, c'est la base de notre engagement politique.*", entre nous, c'est aussi celle du PS, des réformistes... La nôtre, c'est la prise du pouvoir, la liquidation des institutions de la Ve République et du capitalisme, le socialisme, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, le communisme, pour que notre idéal devienne réalité : le règne de la liberté. C'est le programme de la révolution socialiste mondiale.

Haut de page

Le 9 juin 2014

CAUSERIE

Peu d'infos, donc pas d'infos en bref aujourd'hui. J'en profite pour actualiser quelques pages d'accueil du site, faire du rangement, c'est ingrat. Les pages *Vidéo* et *Nouvel ordre mondial* sont à jour.

Une réflexion très vite.

Alors que la classe dominante déploie son gigantesque appareil de propagande et de désinformation en direction des masses, on est porté à penser qu'ils ne le font pas pour des prunes et qu'ils savent ce qu'ils font, parce les travailleurs y sont sensibles de toute évidence, sur des questions d'actualité ou d'autres qu'ils ressortent des fonds de tiroirs, pour les conditionner et pouvoir mieux les frapper.

Dès lors on est en droit de s'interroger sur le refus des partis ouvriers de traiter cet aspect important du combat politique et idéologique que mènent les dirigeants du vieux monde, pour lesquels (nos dirigeants) apparamment il ne se passerait rien de particulier en ce moment ou depuis quelques années déjà. Il paraît que la routine abêtit ou ramolit le cerveau, quand on observe qu'ils sont incapables de rompre avec leur petit train-train quotidien, on se demande où ils ont la tête ou s'ils en ont encore une.

C'est effarant comme constat, certains diraient terrifiant car cela n'augure rien de bon pour la suite, cela aussi on est en droit de le penser. Vous voyez, l'intérêt de regarder la réalité en face au lieu de se voiler la face, c'est que le jour où elle devient véritablement insupportable ou prend une sale tournure, on n'est pas décontenancé et on est prêt à l'affronter, ce qui ne semble pas être leur cas.

Nous de notre côté, nous sommes parfaitement clairs, nulle contradiction nous condamnerait à l'impuissance ou au silence, notre passé et les rapports que nous avons entretenu avec le capitalisme et ses représentants ne peuvent nous causer aucun embarras, notre liberté de parole et d'action est totale, cela ne semble pas être leur cas là non plus. On cherche à comprendre ce qui les réduit à la paralysie ou pourquoi ils se terrent dans un silence coupable.

Si attaquer de front la propagande de guerre de Hollande, de son gouvernement, du PS, les officines qui leur servent de relais, est au-dessus de leurs moyens, il faut en déduire qu'ils ne servent pratiquement à rien puisque la classe dominante se sert de cette propagande pour faire passer (de force) sa politique, le conditionnement des masses, la pression psychologique exercée sur elles étant le complément indispensable de leur politique qu'elles ne peuvent que rejeter dès lors qu'elles en comprennent l'orientation et les objectifs.

A de multiples reprises nous avons indiqué qu'il fallait aborder les masses sous un autre angle que celui strictement politique qui leur apparaît rébarbatif, qu'il fallait modifier notre conception de la lutte des classes en tenant compte des transformations de la société, tout en poursuivant la lutte de classe traditionnelle évidemment, en vain. Nous avons aussi expliqué que le journal et le site Internet d'un parti devait être des outils de combat contre la propagande du gouvernement et des médias, et qu'ils devaient être tournés vers les plus larges masses possibles, en vain également.

Disons les choses telles que nous les pensons, cela plaîra ou non, on s'en tapera complètement comme d'habitude, laisser le champ libre de la propagande à la réaction, c'est s'interdire de la combattre efficacement ou de construire le parti quoi qu'on dise ou face à côté sera anéanti ou réduit à zéro, neutralisé, du fait que les masses demeurent très largement sous l'influence de l'idéologie dominante, étant incapables de tirer le moindre enseignement de leurs expériences. On pourrait ajouter que le jour où leurs conditions matérielles d'existence seront devenues encore plus insupportables il en ira de même.

C'est ce qu'on a pu observer en Grèce, au Portugal, en Espagne notamment, parce que les masses de ces pays se sont retrouvées confronter brutalement à une nouvelle situation sans y avoir été préparées ou sans qu'un travail de fond sur le plan idéologique et politique n'ait été fait en leur direction de manière à leur influer l'espoir qu'il serait possible de changer la société ou de mettre en oeuvre le socialisme, elles sont parties d'un niveau de conscience politique proche de zéro et elles n'en ont pratiquement pas décollé. Réaliser un travail systématique de propagande de fond en direction des travailleurs qui fragilise, lamine, brisera le moment voulu les bases du régime, leur donner espoir et confiance en eux-mêmes sert à les préparer psychologiquement et politiquement pour affronter dans les meilleures conditions possibles les coups les plus durs, de telle sorte qu'ils trouvent la voie de l'organisation, qu'ils orientent dans la bonne direction leur combat, sinon ils résisteront en pure perte, il faut leur donner les moyens de comptabiliser les leçons de leurs expériences pour pouvoir mener leur combat le plus loin possible et parvenir à poser la question du pouvoir, de l'Etat qui concentre toutes les autres.

Les bolcheviks n'ont eu de cesse de réaliser un véritable travail de sape des bases du régime tsariste tout au long des années qui ont précédé la révolution d'octobre, ne lui concédant rien, en le traitant avec la même violence que celle qu'il employait pour réprimer le mouvement ouvrier, leur discours était beaucoup plus radical que le nôtre, ils s'étaient inspirés de Marx et Engels, c'est avec cette tradition qu'il faut renouer d'urgence.

Un exemple. Ce qui est tout à fait extraordinaire en France, c'est que Hollande et le PS (et ses satellites) soutiennent le régime néonazi en place à Kiev, ce qui est l'expression d'une violence inouie contre le mouvement ouvrier et l'ensemble des travailleurs, sans qu'aucun parti ouvrier ne fasse campagne sur ce thème qui aurait permis de se payer l'extrême droite au passage, là rien, aucune réaction, ils semblent complètement tétanisés. C'était l'occasion ou jamais de mettre en lumière la véritable nature du PS, à croire qu'ils n'y tiennent pas vraiment semble-t-il, demandez-vous pourquoi, il n'existe pas cinquante réponses à cette question, c'est terrible camarades, franchement terrible. Après ils prétendront servir la cause du socialisme, défendre les travailleurs et le mouvement ouvrier, cela doit être une mauvaise blague.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne vraiment pas rond, n'allez pas chercher du côté des banques ou de l'UE ou je ne sais où pour savoir quoi : La réponse est ici et nulle part ailleurs, au sein de ces partis, de leurs dirigeants.

Haut de page

Le 10 juin 2014

CAUSERIE

Pondichéry 9h30. La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, la suite plus tard dans la journée avec de nouveaux articles et les infos en bref.

Pondy 15h55. Le boulot est terminé.

En famille. Les fossoyeurs du mouvement ouvrier.

1- Voici le courriel que j'ai reçu le 6 juin, tout un programme, pas le nôtre.

Pour aller vers de nouveaux jours heureux (M'PEP).

L'Association Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui (ACRHA) organisait son rassemblement annuel « *Paroles de Résistances* » les 31 mai et 1er juin 2014.

Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP, a rappelé que le programme du CNR appelait à « *défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle* ».

La "*puissance*" de la France, "*sa grandeur et (...) sa mission universelle*3 qui rime avec colonisation, guerres de rapine, pillage des richesses des pays dominés, surexploitation, guerres impérialistes, régime bonapartiste et antidémocratique, tout un programme !

Mot pour mot, Hollande comme ses prédécesseurs ont déjà tenu ce genre de discours, qu'il doive faire office de programme au mouvement ouvrier en dit long sur les intentions de leurs auteurs, il révèle leur véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire. Je suis désolé d'être aussi catégorique, mais ce sont les faits.

Pour que des dirigeants du PS et de l'UNEF y participent signifie que cette initiative ne présente pas un réel danger pour le régime, qui en aurait douter...

En dehors du POI, vous ne trouverez pas en France un seul parti qui propose une politique en rupture avec le régime ou une initiative qui s'inscrive dans cette perspective. A ce propos il faudrait préciser un point.

Quand on affirme que leur politique est compatible avec le régime en place, c'est ce qui ressort de la présentation qu'ils en font puisqu'ils n'entendent pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, mais en réalité c'est le contraire, s'ils devaient réellement l'appliquer ils s'apercevraient immédiatement qu'il leur faudrait s'attaquer au pouvoir des capitalistes, or comme ils en sont totalement incapables finalement leur politique ne dépasse pas le stade du discours stérile, de la bonne intention, ce n'est que pure illusion, un numéro d'illusionniste.

Il ne peut pas en être autrement puisque leur politique repose sur une contradiction ou une imposture qui consiste à faire croire qu'il serait possible de l'appliquer sans remettre en cause les fondements du capitalisme, ce qui est incohérent, inconsistant, pas sérieux, n'inspire pas confiance, et sur cette base là il sera toujours impossible de mobiliser les masses pour imposer cette politique qui ne verra jamais le jour, sauf à renverser l'ordre établi, ce qui ne fait pas vraiment partie de leur programme.

Ce qui rend leur politique compatible avec le régime, c'est l'absence de moyens pour l'imposer. Pour que cette politique devienne incompatible avec le régime il faut que les masses entrent en scène, or elles sont absentes de leur programme, ils sont incapables de les organiser, ce n'est pas leur objectif, partant de là le socialisme non plus.

Le socialisme demeure la seule alternative au capitalisme, tous ceux qui le nient ou s'en détournent n'oeuvrent pas pour notre cause ou notre idéal, ils se comportent comme des agents du régime qu'ils n'entendent pas liquider.

De par leur statut social ce sont tous des privilégiés, c'est un simple constat qui à notre avis doit avoir quelque chose à voir avec leur compromission avec le capitalisme ou leur refus de le combattre véritablement. C'est aussi la faiblesse de tous les pays qu'avait pressenti Trotsky en 1938, que n'y soient pas représentées les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière devant laquelle ce genre de discours, des "*jours heureux*", ne passerait pas, car lorsqu'on est accablé de difficultés sans espoir d'en voir le bout, que mille souffrances s'abattent sur vous, que la vie est un cauchemar continu, vous ne vous contentez pas d'un ravalement de surface ou de miettes du festin des seigneurs toujours dans la place , vous voulez en finir une bonne fois pour toute avec cette société de malheur, c'est seulement cette perspective, cet idéal qui vous motive, qui vous tire en avant, dans lequel vous avez misé tous vos espoirs, qui donne un sens à votre vie, qui vous relie au socialisme, le jour où nos dirigeants l'auront compris, l'humanité aura fait un pas de géant en avant, vers le socialisme.

2- Le 4 juin j'ai reçu l'éditorial de Jean-Claude Mailly (FO) dont le titre nous suffira amplement : "*Le pacte républicain mis à mal par le pacte de responsabilité*".

Le pacifisme ne vaut qu'en temps de paix, en temps de guerre il vole en éclat ou montre son vrai visage opportuniste. Et bien c'est la même chose pour le "*pacte républicain*" basé sur des principes qui pouvaient faire illusion jusqu'au milieu des années 70, et dont la véritable nature se révèle au grand jour maintenant.

Ajoutons que chacun s'en est accommodé pendant des décennies avant que ces principes soient devenus incompatibles avec la crise du capitalisme, pendant que le mouvement ouvrier avait démontré qu'il avait été incapable de se donner une nouvelle direction, la combinaison des deux facteurs conduisant les représentants du capitalisme à ne plus rien céder, mieux, les encourageant à tout nous reprendre.

Que voulez-vous, toutes les bonnes choses ont une fin, ils ont sifflé la fin de la récréation quand ils ont estimé que les conditions étaient réunies pour passer à l'offensive voilà tout. C'était parfaitement prévisible notez bien, sauf qu'on n'a jamais voulu en tenir compte.Vous pouvez aussi penser à la fable de le cigale et la fourmie, on a vécu trop longtemps (trop bien pour certains) sur les apparences sans se douter qu'elles pouvaient être trompeuses pour finalement se retrouver acculer face à la dure réalité qu'on a aujourd'hui sous les yeux, c'est le genre d'erreur politique qui ne pardonne pas, elle peut même être fatale si on continue dans la même voie, suicidaire.

Le "*pacte républicain*", c'est chacun chez soi et les moutons seront bien gardés.

Le "*pacte républicain*", c'est aussi le consensus ou l'union nationale qui lie les différentes classes sur la base de l'illusion qu'elles auraient un destin commun commandé comme il se doit par celui de la classe dominante, parce qu'il ne peut pas en être autrement, sinon franchement à quoi bon détenir le pouvoir si ce n'est pas pour en user et en abuser. Quand vous observez les rapports convenus que les dirigeants du mouvement ouvrier entretiennent avec les représentants du capitalisme, vous avez là matière à comprendre ce que signifie ce "pacte républicain", une sorte de règle de bonne conduite où on règle nos différents entre nous dans le dos et sur le dos des travailleurs.

C'est également une variante sémantique de l'intérêt général au profit de la classe des capitalistes. C'est encore la banalisation de la collaboration de classes, qui traduit la capitulation en rase campagne des dirigeants du mouvement ouvrier ou leur collusion avec le régime, qui s'engagent à ne jamais vraiment le combattre ou à en venir à l'affrontement direct avec la classe dominante.

Finalement, le "*pacte républicain*" c'est l'équilibre des rapports entre les classes garantissant la paix sociale et la pérennité du capitalisme. C'est la négation de la lutte des classes au profit du corporatisme.

- "*... la question qu'il faut se poser c'est : pourquoi ne changent-ils pas de politique économique et sociale ?*" à propos du gouvernement, déclinée ensuite sous la forme de sept questions d'ordre social, sans qu'il ne s'aventure à répondre à la question qu'il avait posée au début, parce qu'y répondre mettrait en lumière l'impasse à laquelle conduit inéluctablement la politique de FO du fait de son incapacité à rompre avec le régime ou de l'affronter car y étant inféodé.

Une autre politique, donc conforme aux intérêts des travailleurs ne pouvant résulter que de la mobilisation massive et unitaire de la classe, ce qui ne peut être possible qu'à partir du moment où on situe notre combat exclusivement sur le terrain de classe des exploités, en considérant leurs besoins et aspirations légitimes, sans se poser la question de savoir si leurs revendications sociales sont compatibles avec la survie du régime, donc en posant les germes du combat qui permettra de le renverser puisque c'est indispensable pour les satisfaire, ce à quoi ou perspective à laquelle FO et tous les syndicats s'opposent évidemment.

Les capitalistes peuvent produire dorénavant quelque part dans le monde à quelques exceptions près toutes les marchandises à un coût réduit, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils n'en profitent pas ? Mieux encore, ils ont développé un marché parallèle ou concurrent au marché occidental où ils écoulent une grande partie de leurs marchandises et réalisent une partie toujours plus importante de leur profit, alors pourquoi devraient-ils faire des concessions à d'éventuels consommation occidentaux qui par ailleurs leur coûtent plus chers ?

Certes ce nouveau marché est en grande partie artificiel ou repose sur l'endettement des masses, de la classe moyenne, mais il en a toujours été ainsi, autrefois il s'est développé en occident au détriment des peuples colonisés et des couches les plus faibles ou exploités de la classe ouvrière, les profits réalisés ont permis à des pans entiers de travailleurs d'accéder au crédit suite à des augmentations de salaires, aujourd'hui la même équation est possible ailleurs qu'en France ou en Europe dans des conditions nettement plus favorables aux capitalistes qui doivent faire face à la crise du capitalisme et tout faire pour sauver leur système économique. Ils n'ont donc pas d'état d'âme à avoir, et leur choix est vite fait entre sauver leur peau et un "*pacte républicain*" devenu obsolète, sans se soucier des conséquences sociales et politiques qui en découleront, sachant que le mouvement ouvrier est complètement décomposé, gangrené, pouvant compter sur leur appareil de propagande et l'extrême droite le cas échéant pour maintenir l'ordre établi.

Je n'ai pas le temps d'étayer mes arguments avec des faits précis, ceux qui suivent l'actualité ou suivent assidûment nos causeries les auront en tête ou s'y réfèreront.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent, c'est l'essentiel.

- La Bourse de New York franchit de nouveaux sommets - LePoint.fr

- Merck & Co acquiert Idenix Pharma pour 3,85 milliards de dollars - Reuters

- Tyson l'emporte sur Pilgrim's pour Hillshire Reuters

- Michelin va acquérir le brésilien Sascar - Reuters

- Lloyds met à prix l'IPO de TSB en deçà de sa valeur comptable - Reuters

- Bataille des géants de la technologie autour des objets connectés - AFP

L'Empire et ses vassaux.

- La Bulgarie suspend les préparatifs de construction du gazoduc South Stream - AFP

Sofia a suspendu les préparatifs de construction du gazoduc russo-italien South Stream, qui devait commencer cet été en Bulgarie, à la suite de critiques de Bruxelles et de Washington, a annoncé dimanche le Premier ministre Plamen Orecharski. AFP 09.06

- Gazoduc South Stream: Moscou dénonce des "*sanctions*" voilées de l'UE - AFP

Dans les talonnettes !

- UMP : les sarkozystes calment le jeu - LeFigaro.fr

- "*Il aime les ragots*": Sarkozy le concierge vu par Hillary Clinton - L'Express.fr

- En les rendant publics, elle démontre qu'elle est pire encore.

- Nicolas Sarkozy agace un dirigeant politique suisse - LeMonde.fr

Intox

- Hollande à Tulle : l'Élysée lance l'opération reconquête - LeFigaro.fr

- Montebourg veut la construction d'« *alternatives* » économiques - LeFigaro.fr

- Budget : des députés PS proposent des mesures contre " *l'aggravation des inégalités* " - LeMonde.fr

Etat policier. Les racketteurs se rebiffent.

- Une page Facebook antiradars visée par la justice - lefigaro.fr

Comme ils n'ont pas encore réussi à déstabiliser l'Algérie, ils envoient Fabius en éclaireur.

- Fabius à Alger pour une visite centrée sur la sécurité au Sahel - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- Une vague d'attentats fait plus de 60 morts à Bagdad - Reuters

- Pakistan: 28 morts dans l'attaque des taliban contre l'aéroport de Karachi - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: le gouvernement échoue à dénouer la crise minière - AFP

Le nouveau ministre des Mines sud-africain, qui s'était fait fort de dénouer le conflit social qui paralyse l'extraction de platine depuis janvier, a jeté l'éponge lundi soir après quinze jours d'efforts.

"*Il n'y a pas de solution pour le moment (...) le ministre se retire des discussions*", a indiqué à l'AFP Mahlodi Muofhe, porte-parole du ministre Nkoago Ramathlodi, qui a pris les rênes du ministère en mai après le remaniement consécutif aux élections.

Il a assuré que les deux parties "*allaient continuer leurs pourparlers*" pour trouver un accord salarial. Le syndicat radical à l'origine de la grève, Amcu, évoquait pour sa part une nouvelle "*impasse*". "*S'il n y a pas d'accord, il est évident que la grève continue. La lutte continue*", a déclaré Joseph Mathuwja, président d'Amcu, à la radio publique SAFM.

La grève dans les mines des trois principaux producteurs mondiaux de platine dure depuis le 23 janvier. Elle a déjà plongé le bassin minier de Rustenburg (ouest de Johannesburg) dans une crise économique et humanitaire, près de 80.000 mineurs en grève n'ayant plus été payés depuis des mois.

Amcu réclamait au départ un salaire mensuel de base de 12.500 rands (environ 880 euros), contre 5.000 rands actuellement. Les patrons de Lonmin, Anglo American Platinum et Impala Platinum estimaient que cette revendication était totalement mirobolante. Les partenaires ont tenté de s'accorder sur un plan d'augmentation étalé sur plusieurs années. En vain.

Patrons et syndicalistes ne sont aujourd'hui d'accord que sur un seul point: il est urgent de mettre un terme à une grève qui affaiblit les uns et les autres.

Le nouveau ministre des Mines avait donc décidé récemment de s'impliquer pour dénouer une crise qui pèse très lourdement sur l'économie nationale.

Le gouvernement est cependant accusé depuis le début par Amcu de manquer d'impartialité et de faire le jeu des compagnies minières et de leur traditionnel allié syndical NUM, proche du pouvoir.

Dimanche, un haut responsable de l'ANC au pouvoir, Gwede Mantashe, a accusé "*des forces étrangères et intérieures (de tenter) de déstabiliser l'économie et le pays*".

Il n'a pas donné de détail sur les "*forces étrangères*" prétendument à l'oeuvre, mais a clairement cité comme "*force intérieure*" le parti radical du tribun populiste Julius Malema (6,35% des voix aux élections législatives du 7 mai).

L'EFF (Combattants pour la liberté économique), qui prône la nationalisation des mines, a toujours soutenu la revendication des mineurs. Le 10 mai, Julius Malema lui-même avait annoncé que son parti allait aider financièrement le syndicat Amcu afin de contribuer au fonds d'aide aux mineurs, ruinés par des mois de grève.

Des économistes britanniques et sud-africains ont cependant estimé récemment que les revendications des mineurs n'étaient pas si irréalistes qu'il n'y paraît.

Après avoir passé en revue les comptes sur quatorze ans d'Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin, respectivement numéro un, deux et trois mondial, ils ont conclu dans un rapport publié vendredi que "*si les actionnaires se servaient moins, les salaires pourraient aisément être augmentés*". AFP 09.06

Haut de page

Le 11 juin 2014

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 1,1.

C'est le poucentage des ménages ou millionnaires en dollar dans le monde, 16,3 millions en 2013, dont 7,3 millions aux Etats-Unis.

- L'étude du Boston Consulting Group publiée lundi 9 juin souligne aussi le cas de la Chine où leur nombre a progressé de 60 % en un an, à 2,4 millions de ménages. Mais c'est au Quatar que la densité de millionnaires est la plus importante, avec 175 millionnaires pour 1 000 ménages.

Le patrimoine financier des ménages dans le monde a progressé de 14,6 % en 2013 pour atteindre 152 000 milliards de dollars. LeMonde.fr 10.06

La gauche : C'était une gigantesque imposture !

La vérité est parfois longue à s'imposer, ceux qui prétendent parler en son nom n'en sont pas digne. Hier ou avant-hier tout comme aujourd'hui il faut préciser, si vous rejetiez toute politique (front unique) conçue en direction du PS et du PCF vous étiez qualifié d'opportuniste, de gauchise, et vous n'aviez pas votre place dans des partis qui se prétendaient révolutionnaires ou anticapitalistes, trotskistes.

Leur théorie reposait sur une analyse erronée qui allait de l'évolution du capitalisme mondial aux rapports entre les classes ou à l'intérieur des classes, entre les masses exploitées et les différents partis soi-disant ouvriers, PS et PCF, les travailleurs et les institutions, le capitalisme, erronée sur toute la ligne en somme. Il fallait mettre en oeuvre une politique en direction de ces partis ou définir une perspective politique qui les inclut pour les démasquer, alors que les travailleurs faisaient l'expérience quotidienne de leur tromperie ou trahison pendant de longues décennies, suggérant ou sous-entendant qu'ils n'y comprenaient rien ou ne s'en rendaient pas vraiment compte, alors qu'en réalité ils savaient pertinemment qu'ils n'avaient nullement l'intention de changer la société ou même de résoudre leurs problèmes ou de mettre fin à leurs difficultés.

Il fallait à tout prix associer ces partis au combat des travailleurs, soutenir leurs candidats lors de chaque élection, de telle sorte qu'ils puissent assurer leur survie politique en somme, étant décrétés indispensables, incontournables, idem avec les appareils syndicaux liés à ces partis. Si bien que lorsque sonna l'heure de la revanche du capital ou de l'offensive néolibérale qui coïncida avec une nouvelle crise du capitalisme, le PS parvenu au pouvoir la soutint et se mis entièrement au service de la classe dominante, le PCF qui y était associé ressorti affaibli de cette expérience et pour avoir colporté des illusions dans le PS, démontré qu'il ne valait guère mieux, qu'il n'avait nullement l'intention de s'attaquer au régime, laminé, exangue, contesté à

la direction du mouvement ouvrier, il n'était plus en mesure de jouer le rôle d'entraînement des masses qui allaient s'en détourner également.

On peut se demander qui de ces deux facteurs a été déterminant dans l'attitude des masses, leur soumission au capitalisme ou la compréhension que ces partis y étaient soumis et qu'elles n'avaient rien à en attendre désormais, dit autrement qu'ils avaient abandonné le socialisme ou le communisme, qu'ils n'étaient plus porteurs d'un idéal et de ce fait ne présentaient plus aucun intérêt ou pas davantage que le parti de l'ordre, l'UMP.

Il est un fait que plus le PS et le PCF manifestaient leur soumission au régime, moins les masses seraient enclines à pencher vers le socialisme ou l'idée qu'elles s'en faisaient qui devait pratiquement finir par disparaître. S'atteler à ces partis devait être mortel. Aucun parti ne serait en mesure de revendiquer la direction du mouvement ouvrier ou de participer à sa refondation ou à le remettre sur la voie du socialisme, car empêtrés dans des contradictions sans fin qui ne devait pas inspirer confiance aux travailleurs et militants.

La ligne politique qui a consisté à combattre ces partis sur le terrain des illusions des travailleurs a été dévastatrice pour le mouvement ouvrier et son avant-garde disloquée, parce que nos dirigeants ont prêté aux travailleurs des illusions qu'ils n'avaient pas ou plus depuis longtemps, ils n'ont pas voulu en tenir compte tout en refusant de rompre avec ces partis et les appareils corrompus des syndicats.

Pour les travailleurs, ce que l'on nomme l'avant-garde, le POI, le NPA et LO ainsi que leurs moutures antérieures, apparaissent généralement comme des satellites du PS et du PCF, leur flanc gauche, lorsqu'ils ne les cataloguent pas comme gauchistes pour avoir été incapables de lier des rapports avec toutes les couches d'exploités, pour demeurer largement étranger aux masses, pour ignorer leur réel état d'esprit, comment elles vivent et pensent qu'ils résument à des revendications sociales dans lesquelles les masses ne croient pas, non pas qu'elles ne correspondraient pas à des besoins sociaux réels, mais parce qu'elles ont cessé de croire qu'elles pourraient être satisfaites un jour, du coup ce discours aussi juste soit-il tombe à côté de la plaque, ne les convaint pas de s'organiser, il leur semble incohérent, pas de nature en tout cas à faire jaillir chez elles l'espoir que changer la société serait autre chose qu'une illusion ou une simple utopie.

On a eu faux sur toute la ligne, comment cela, en ne tenant pas compte des enseignements du passé de la lutte des classes et des transformation de la société, on s'est déjà expliqué sur cette question, disons rapidement qu'on a cru qu'en s'adressant aux couches privilégiées de la classe ouvrière ou à l'aristocratie ouvrière on pourrait construire le parti, alors que c'était les couches les plus enclines à s'accommoder du capitalisme et à soutenir le PS et le PCF, qui auraient l'impression d'avoir quelque chose à perdre en s'attaquant au capitalisme, tandis qu'on s'est détourné des millions de travailleurs les plus défavorisés ou pauvres qui avaient plutôt l'impression de n'avoir rien à perdre et qui étaient disponibles pour lutter et s'organiser contre le capitalisme dont ils n'attendaient rien. C'était relativement plus facile de s'adresser à des travailleurs déjà organisés ou qui avaient été un jour organisés, qui avaient conservé des liens avec tel ou tel parti ou syndicat, au fil du temps on pouvait en recruter quelques milliers lors de batailles avant qu'ils ne disparaissent dans la nature, on avait l'impression de progresser, l'impression seulement après avoir perdu autant de militants qu'on en avait gagné, peu importe tout le monde s'en satisfaisait ou se faisait une raison, pas question de remettre en question les dirigeants en place ou leur politique, sujet tabou.

Un travailleur défavorisé, souvent arriéré politiquement ou sans expérience de la lutte de classe refuse de nous rejoindre parce qu'il ne croit plus en rien, donc pas plus en nous, en fait il ne comprend pas notre discours ou notre politique, où on veut en venir au juste, il est plein de bonne volonté mais cela le dépasse, l'obstacle qui le retient de s'organiser ou de prendre son destin en main n'est pas matériel ou financier, il a un niveau de vie médiocre, aucun idéal, contrairement aux couches privilégiées dont une partie des besoins sont satisfaits ou qui tirent des avantages de leurs statuts ou situations, elles y tiennent et s'en satisfont la plupart du temps, elles le conceptualisent ou le théorisent en reprenant à son compte les arguments développés par la classe dominante qu'elles nous opposent.

Le travailleur défavorisé ou pauvre et le travailleur privilégié ne réagissent pas de la même ou n'abordent pas de la même façon les questions sociales ou politiques qu'on leur soumet ou auxquelles ils sont confrontés.

Le premier exige des réponses immédiates qui n'existent pas, le second réfléchit à la manière de les traiter pour tenter d'en tirer profit et conserver ses privilèges ou son niveau de vie. On abordera le premier de manière pragmatique en partant de sa condition qui est injuste et que rien ne peut légitimer, pour l'amener à comprendre que cet aspect là de la situation concerne l'ensemble des travailleurs et constitue le fondement du capitalisme ou de la société dans laquelle il vit et qu'on ne peut pas changer dans l'immédiat faute d'avoir développé les moyens qui nous permettrait de l'envisager sérieusement, le parti notamment. On va donc partir de sa situation pour essayer de lui donner une signification et un contenu qui soient valorisants pour lui, l'encourage à prendre son destin en mains.

Le second a pu développer des facultés intellectuelles supéreures ou acquérir des connaissances qui lui servent à justifier son refus de réfléchir au fonctionnement de la société et à s'organiser, les prétextes ne manquent pas, à chaque argument que vous avancerez il aura son mot à dire ou tentera de vous contredire, il voudra toujours avoir le dernier mot, même sur les sujets qu'il n'a jamais abordé, il peut ainsi presque à l'infini mettre en avant toute une batterie d'obstacles plus artificiels les uns que les autres, malhonnêtes aussi. Il s'est forgé une raison et rien ne peut l'entamer, avec lui seuls les faits et leurs rapports peuvent

avoir une influence sur lui, jusqu'au point où ils viennent heurter ses intérêts, là il se cabre et il n'y a plus rien à en tirer, il n'ira pas plus loin, vous perdez votre temps, vous ne pourrez jamais le convaincre de quoi que ce soit. Pour qu'il commence à réagir positivement il faudrait qu'il se sente menacé, déstabilisé et qu'il soit en quête d'autre chose que son petit confort qui rime avec routine et ennui, qu'il doute que sa vie serait orientée dans la bonne direction et qu'il soit prêt à tout remettre en cause, donc devienne réceptif à nos arguments.

Sans attendre d'avoir atteint ce stade, on peut lui suggérer de réfléchir à l'inanité de l'existence ou de la société, la sienne sans lui dire, il le prendrait mal, il se vexerait et vous accuserait de le juger et il n'aurait pas tort, aux concessions, aux contorsions, à l'hypocrisie et au mensonge auxquelles il doit se livrer, aux humiliations qu'il doit subir, à tout ce qu'il doit supporter qui va contre ses convictions, ses idées, pour finalement l'amener à admettre que même si sa situation matérielle est enviable, sa vie est plutôt médiocre et qu'il a le droit d'en revendiquer une meilleure, etc. Cette vie meilleure, la société devrait faire en sorte que chacun puisse y accèder sans aucune restriction d'ordre social, réalisant le lien avec notre travailleur défavorisé qui en rêve jour et nuit pour échapper au cauchemar quotidien de son existence, l'unité de la classe est réalisée. A suivre.

Quelques titres de presse ou de portails tout frais pour illustrer cette analyse.

- La gauche a tué les rêves des Français et la droite ne propose rien pour les remplacer - Atlantico.fr

La pseudo-gauche effectivement, et quand on s'emploie à entretenir le mythe de la gauche, on s'en fait le complice... Heureusement qu'il reste l'oligarchie financière, le marché pour gouverner...

- Barnier : « *L'opposition devrait voter les mesures du plan Valls* » Public - Sénat

C'est normal, Valls est de gauche, ne l'oubliez pas !

- Budget: le Front de gauche veut travailler avec les frondeurs PS - AFP

Le chef du file du Front de gauche à l'Assemblée, André Chassaigne, a proposé mardi aux députés socialistes frondeurs de travailler ensemble sur des "amendements convergents" sur le projet de budget rectificatif.

"*Avec également les écolos et certains députés radicaux de gauche, il faut qu'on se retrouve pour montrer qu'on est capable de porter une autre politique de gauche*", a-t-il estimé. AFP 10.06

Si "*une autre politique de gauche*" est possible avec des députés du PS, des écologistes et des radicaux de gauche qui ont voté le TSCG et bien d'autres saloperies infâmes, c'est qu'aucune politique de gauche n'est possible puisqu'elle ne sera pas de gauche, Hollande et Valls peuvent appliquer tranquillement leur politique.

- Quand Aubry loue Mauroy pour se payer Hollande - Liberation.fr

Mauroy ou le Premier ministre de la rigueur, encore un qui était de gauche...

- Procès de Sylvie Andrieux à Marseille : « *des charrettes de billets qu'on déverse dans les quartiers* » - LeMonde.fr

Affairistes, corrompus, tordus ou mafieux, c'est cela la gauche, à vous dégoûter d'être de gauche ou de la politique...

- Une enquête financière vise Lamdaoui, conseiller de Hollande - Reuters

Un pourri de plus !

ACTUALITE EN TITRES

Bâteau ivre... du pouvoir

- Le triumvirat Juppé-Raffarin-Fillon prend la direction de l'UMP, Luc Chatel secrétaire général - 20minutes.fr

- «*Sarkozy handicape notre camp*» - Liberation.fr

- Sarkozy : "*C'est de Fillon que peuvent venir les problèmes*" - Le Nouvel Observateur

- Estrosi : l'UMP est «*en danger de mort*» - LeParisien.fr

- Eric Woerth juge la crise à l'UMP "extraordinairement violente" - Francetv info -

- NKM appelle l'UMP à changer de nom - 20minutes.fr

- Nadine Morano opposée au changement de nom de l'UMP - Francetv info

- UMP : 125 000 militants ont (re)pris leur carte depuis janvier - LeParisien.fr

- Balkany aurait reconnu avoir fraudé le fisc pendant 17 ans - Le Nouvel Observateur

Une idéologie de mort : Le sionisme frère jumeau du fascisme (ou l'inverse plutôt).

- A Oradour-sur-Glane, Valls met en garde contre "*les idéologies de mort*" - L'Express.fr

- Réouven Rivlin, ardent défenseur de la colonisation, élu président d'Israël - LeMonde.fr

Résistance passive

- La grève de mercredi à la SNCF s'annonce «importante» - Liberation.fr

- Grève annoncée pour mercredi chez Amazon à Saran - AFP

- Intermittents: la mobilisation continue, concertation au début de l'été - AFP

- Villejuif : ils lâchent leur syndicat pour continuer leur grève à Paul-Guiraud - LeParisien.fr

La nouvelle a été officialisée ce mardi après-midi, à l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif. Les militants locaux de la CFDT démissionnent de leur syndicat. «*Nous avons reçu une lettre du bureau départemental samedi, indique Stéphane Guillou, jusqu'alors secrétaire de la section. Il exige notre retrait de la bataille actuelle et nous ordonne de négocier avec la direction du groupe hospitalier. Hors de question ! Ils n'ont aucune idée de ce que nous vivons ici.* » Une grève a débuté lundi 2 juin afin de protester contre la suppression programmée de 10 jours de RTT par an. Le personnel occupe également une partie des bureaux de la direction, bien que le tribunal administratif de Melun (Seine-et-Marne) ait ordonné leur libération en milieu de semaine dernière.

La démission en masse concerne la douzaine de membres du bureau local CFDT, ainsi qu'une quarantaine de militants et sympathisants. Mais la section ne disparaît pas pour autant. «*Nous essayons désormais de trouver une nouvelle organisation syndicale pour nous accueillir*», glisse Stéphane Guillou. LeParisien.fr 10.06

Tout est à vendre !

- La Slovénie brade ses bijoux - Liberation.fr

Intox

- Obama appelle à un « *examen de conscience* » sur les armes à feu - LeMonde.fr

Stratégie de la tension et du chaos

- Nouvelle fusillade dans un lycée américain - Libération.fr

- Aux Etats-Unis, des couvertures pare-balles pour les écoliers - Francetv info

-Pakistan: le bilan de l'attaque de Karachi monte à 37 morts - 20minutes.fr

- L'aviation pakistanaise bombarde les zones tribales - Reuters

- Mossoul, deuxième ville d'Irak, tombe aux mains de l'EIIL - Reuters

- Attentat à la bombe dans un cimetière en Irak, au moins 20 morts - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Mondialisme. Il n'y a pas qu'en Ukraine...

L'oligarchie financière a pris le pouvoir en faisant élire Hollande.

- Laurence Boone, nouvelle conseillère économique de Hollande venue de la finance - AFP

Laurence Boone, nouvelle conseillère de l'Elysée, est une pure économiste venue droit du monde de la finance internationale un temps pourfendu par le candidat François Hollande, qui n'hésitait pas encore récemment à éreinter la politique du gouvernement.

Agée de 45 ans, Mme Boone dirige depuis 2011 la recherche économique sur l'Europe de la Bank of America Merrill Lynch.

Elle avait précédemment occupé le même poste au sein de la banque Barclays, après avoir travaillé six ans au département des affaires économiques de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et, auparavant, au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

Elle siège par ailleurs au conseil d'administration de Kering, la société dirigée par François-Henri Pinault, enseigne à Sciences Po et collabore au Conseil d'analyse économique (CAE), instance qui conseille le Premier ministre.

Elle a pris position pour davantage d'intégration européenne, plaidant pour "*une union politique, un gouvernement et un budget de l'euro*", financé par un impôt sur les sociétés harmonisé, et même une "*assurance chômage de la zone euro*", ainsi qu'un contrat de travail européen. Elle estime qu' "*en Europe, les Etats surendettés qui ont mal géré leurs finances devraient être sanctionnés en faisant faillite*".

En tant que conseillère économique et financière, Mme Boone remplace à l'Elysée Emmanuel Macron, issu lui de l'ENA mais aussi passé par le monde de la finance puisqu'il a été banquier d'affaires chez Rothschild. AFP 10.06

Avec de telles références, quelque chose me dit que Hollande l'a recrutée pour faire une politique de gauche, si, si, même qu'il va falloir communiquer cette bonne nouvelle au Front de gauche qui finissait par désespérer...

Ah la finance comme disait Hollande lors de son meeting du Bourget... comme il l'aime ! Chacun aura compris que ce n'est pas lui personnellement qui l'a choisie, on lui a fortement suggérer au point qu'il ne pouvait pas refuser, ses parrains l'auraient mal pris. On dit cela sur un ton léger, mais on en est absolument convaincu, Hollande n'est qu'un pion, il obéit à ses maîtres comme autrefois Mitterrand qui devançait leurs désirs.

En Grèce aussi les oligarques sont au pouvoir.

Grèce: Hardouvelis, un économiste aux manettes des Finances - AFP

Economiste et banquier expérimenté, Guikas Hardouvelis prend le portefeuille clef du ministère des Finances grec, après un profond remaniement gouvernemental, avec la charge de poursuivre le redressement économique du pays mais aussi de gérer "la patate chaude" de la dette.

Professeur d'économie à l'Université du Pirée, conseiller de deux anciens premiers ministres, Guikas Hardouvelis, 59 ans, se veut le garant de la poursuite de l'application du plan d'assainissement, imposé par les créanciers UE et FMI depuis 2010.

Issu du même cercle de centre gauche que Yannis Stournaras, qui était arrivé au ministère il y a un an, en juillet 2012, M. Hardouvelis, conseiller à Eurobank, l'une des principales banques grecques, avait été conseiller de l'ex-Premier ministre technocrate Lucas Papademos entre novembre 2011 et mai 2012, au pic de la crise grecque.

Malgré des signes de l'amélioration de l'économie grecque, Bruxelles insiste sur la poursuite des réformes, surtout dans la fonction publique. AFP 10.06

Effondrement programmé ou démolition contrôlée.

- BCE : le patron de la ZEW critique les nouvelles mesures et craint une bulle spéculative dangeureuse - Atlantico.fr

Le président du Centre pour la recherche économique européenne a tiré la sonnette d'alarme dans une interview publiée ce mardi dans le quotidien financier allemand Handelsblatt.

"*Je suis préoccupé par le risque que la BCE fait courir à l'Europe en créant de nouvelles bulles avec son argent bon marché*", a déclaré l'économiste. D'après lui, la nouvelle politique de la Banque centrale européenne, instaurée par Mario Draghi, va créer une bulle spéculative qui pourrait arriver très prochainement.

Pourtant, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble affirmait le contraire ce mardi lors d'une conférence à Francfort. "*La BCE fait un excellent travail.*"

"*Au vu de la faiblesse de l'inflation, sa politique accommodante paraît appropriée*", a-t-il déclaré.

Mais pour Clémens Fuest, qui est particulièrement respecté dans son milieu, "*nous avons tous les ingrédients d'une bulle : les prix de l'immobilier et les cours en Bourse augmentent encore et encore et les profits sur les marchés des obligations chutent malgré les risques élevés. J'ai un mauvais pressentiment en voyant cela.*", ajoute-il. Pour lui, il n'y a plus d'autre solution pour surmonter la crise : "*Les gouvernement en Europe doivent absolument agir, La BCE, seule, ne peut pas faire face*".

Le professeur et spécialiste financier craint que la BCE ne choisisse d'aller encore plus loin dans cette politique qu'il estime inefficace. "*Les mesures qui ont été adoptées ne vont probablement pas résoudre les problèmes*", estime-t-il. L'expert est surtout très inquiètquant à la possibilité pour la BCE de mettre en oeuvre des mesures d'assouplissement quantitatif, qui reviendraient à racheter des nouvelles dettes d'Etat, en échange d'actions monétaires, ce qui ferait mécaniquement baisser les taux.

Cette politique monétaire "*non conventionnelle*" a néamoins été remise en question récemment par l'institution elle même. «*La BCE redoute aussi que ces dettes très bon marché ne découragent les efforts de réformes en zone euro*», avait indiqué Gilles Moec, chef économiste de la Deutsche Bank en mai dernier. atlantico.fr 10.06

A l'adresse sans doute des milliardaires qui ont trouvé refuge à la City de Londres

- Immigration: l'UE va s'attaquer aux "*abus de la liberté de mouvement*", dit Cameron - AFP

Le Premier ministre britannique David Cameron a annoncé mardi à Harpsund (Suède) avoir trouvé un accord avec ses homologues allemand, suédois et néerlandais pour "*combattre les abus de la liberté de mouvement*" au sein de l'Union européenne.

"*Il est exact que nous devons être libres de voyager dans toute l'Europe pour travailler, mais pas que nous devons être libres de profiter indûment des systèmes de protection sociale*", a souligné David Cameron.

La campagne des élections européennes au Royaume-Uni a été dominée par la question des droits des travailleurs venus des pays les plus pauvres de l'Union européenne, en particulier la Roumanie et la Bulgarie, et abouti à la victoire d'un parti favorable à la sortie du pays de l'UE, Ukip.

"*Nous pensons (...) que l'UE doit changer en réponse aux inquiétudes des électeurs*", a ajouté le Britannique.

Le Premier ministre néerlandais, M. Rutte, a fait une déclaration similaire. "*Afin de préserver la liberté de mouvement nous avons besoin d'équité sur le marché du travail. Cela signifie de s'attaquer aux abus qui la menacent*", a-t-il acquiescé. AFP 10.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Qui est derrière le scénario de Mossoul? - french.irib.ir

Selon les sources irakiennes citées par Nahreyn.net, les principaux centres névralgiques de la ville à savoir l'aéroport , le gouvernerat, les bâtiments publics , les centres de police ont été pris par le contingent "*saddamiste*" de Daesh (EIIL). Les terroristes cherchent à transformer Mossoul en une région sous contrôle de l'ex parti Baath et les terroristes de Daesh.

Le plan est sorti droit des services de renseignement américains, britanniques, turcs, saoudiens. Après Mossoul , le duo Baathistes- Takfiris comptent occuper les autres provinces sunnites. Des milliers de terroristes munis de 80 véhicules blindés, d'hélicoptères, des centaines d'armes goûtent leur victoire à Mossoul. french.irib.ir 10.06

ECONOMIE

Russie

- Gazprom supprime le dollar - french.irib.ir

Le directeur exécutif du géant gazier russe Gazprom vient de l'annoncer : Gazprom est tombé d'accord avec 9 de ses 10 clients pour supprimer dollars des transactions énergétiques et le remplacer soit par l'euro soit par le rouble. Selon Itartass, cette mesure répond aux efforts entrepris par la Russie pour amortir les effets des sanctions occidentales sur son secteur de l'énergie. La Russie cherche aussi par cette mesure à défier la suprématie du billet vert dans les échanges commerciaux internationaux.

Il y a quelques jours , Moscou et Pékin ont conclu un accord gazier qualifié d'accord du siècle dont le montant s'élève à 400 milliards de dollars étalés sur 30 ans. La vente du gaz russe à la Chine s'effectuera en vertu de cet accord sur la base du rouble ou encore du yuan, monnaie nationale chinoise. Gazprom s'efforce à introduite la monnaie russe , chinoise voire européenne dans les échanges énergétiques, provoquant ainsi une dé-dollarisation d'un secteur vital de l'économie mondiale. french.irib.ir 08.06

Haut de page

Le 12 juin 2014

CAUSERIE

14h24 à Pondichéry. Deux articles dans les Articles d'actualité pour vous faire patienter encore une ou deux heures.

On vient juste de déjeûner, une salade verte et des poireaux (le grand luxe ici !) avec un oeuf dur et un petit morceau de fromage pour deux, des chapatis en guise de pain, plus un thé en regardant le concert de ZZ Top enregistré à Bonnaroo en 2013 que j'ai réussi à télécharger ce matin pendant que je bossais, j'avais coupé le son, oh yé ! A plus, le combat continue...

16h29 à Pondy, chaleur écrasante, cela va tourner à l'orage, tropical...

Nouvelles du pays.

- New Delhi en colère contre les coupures de courant en pleine canicule - Liberation.fr

Des habitants de New Delhi ont exprimé leur colère contre les coupures de courant dans la nuit de mardi à mercredi, alors qu'une intense vague de chaleur sévit depuis plusieurs jours sur la capitale indienne.

Des habitants du nord-est de la ville ont envahi les rues aux alentours de minuit pour manifester leur ras-le-bol et leur frustration en raison des nombreuses heures passées sans électricité et ont endommagé plusieurs voitures, a indiqué un policier.

«Nous avons arrêté trois personnes pour avoir endommagé un bus et une jeep alors qu'elles manifestaient contre les coupures d'électricité dans le quartier de Bhanjanpura», a dit un responsable policier de la capitale, V.V. Chaudhary.

La consommation d'électricité connaît un pic depuis plusieurs jours en raison de la chaleur suffocante qui s'abat sur le nord de l'Inde, la température dépassant les 45°C à New Delhi, ce qui met à rude épreuve les infrastructures de distribution.

Pendant le week-end, des habitants de Lucknow, la capitale de l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord), se sont attaqués à un poste

de transmission électrique pour exprimer leur mécontentement. Forte tempête

Les autorités de New Delhi ont pris des mesures d'urgence dimanche pour réduire la consommation, décidant de ne plus alimenter les centres commerciaux en électricité à partir de 22 heures, d'éteindre une partie de l'éclairage public la nuit et d'arrêter l'air conditionné dans les bâtiments publics pendant une heure l'après-midi.

Une forte tempête fin mai dans la capitale a en outre endommagé une partie du réseau de transmission d'électricité.

Ces difficultés créent la polémique sur le plan politique, le ministre de l'Energie, Piyush Goyal, accusant le parti du Congrès, longtemps au pouvoir au niveau local à New Delhi, de ne pas avoir investi dans les infrastructures. libération.fr 11.06

Le financement des grands travaux d'infrastructure dans les 29 Etats que compte le pays dépend du gouvernement central de New Delhi.

Il est vrai qu'on crève sous cette chaleur, ici à Pondichéry dans le sud de l'Inde il fait seulement (sic!) autour de 40°C la journée et mon bureau est installé dans la pièce la plus chaude, à moins d'un mètre de mon siège tourne en permanence un ventilateur, la porte et les trois fenêtres sont grandes ouvertes.

Le problème, c'est que la terrasse n'est pas couverte, le sol qui fait office de plafond atteint 60°C et cette chaleur se répand dans la pièce par le plafond, idem dans la chambre où je dors, du coup la nuit quand ils coupent le courant au bout d'un quart d'heure la température remonte au point que je me réveil en sueur, les murs (en brique) qui ont été exposés au soleil l'après-midi sont chaud également.

Je ne suis que locataire et j'hésite à investir pour couvrir la terrasse, sachant qu'il ne faut pas faire n'importe quoi à cause des cyclones qui menacent de tout emporter ou d'endommager la maison, une couverture avec des tôles ondulées serait coûteuse, c'est juste une question d'argent.

Un mot plus personnel.

J'ai offert un ventilateur très puissant au frère de Selvi où vit une partie de sa famille, ils n'avaient qu'un ventilateur pour 9 personnes. Ils sont très pauvres et hélas je ne peux pas les aider autant que je le voudrais. J'ai épongé le solde de la dette que Selvi avait contracté pour le mariage de sa fille Kavida, 130.000 roupies, et je viens de verser 100.000 roupies à son autre fille, Gîta, à laquelle elle n'avait pas pu verser de dot lors de son mariage, histoire que son mari cesse de lui faire vivre un cauchemar au quotidien.

Jusque là Selvi assurait quotidiennement deux heures de ménage chez une personne et versait ce salaire à Gîta à défaut de dot, maintenant que j'ai versé cette dot, elle a cessé ce travail. Selvi ne doit plus rien à ses filles, elle est libérée de cette contrainte et elle ne travaille plus que 35 heures par semaine au lieu de 70 ou 71 heures. Elle verse la totalité de sa paie à son fils, le cadet, pour payer sa scolarité et subvenir à ses besoins, il a 23 ou 24 ans, cela dépend des jours ! C'est moi qui subvient à tous les besoins de Selvi, je verse même un complément à son fils de quelques milliers de roupies par moi parce qu'il n'est pas capable de faire cuire un oeuf et il faut bien qu'il se nourrisse tout seul puisque sa maman n'est plus là pour s'occuper de lui, conformément à la culture indienne, à part cela c'est un garçon charmant. Quand aux linges de sa fille Kavida qui est enceinte du troisième enfant et de son grand dadet de fils, maman la bonne n'est plus là pour leur laver aprsès son 70 heures de boulot hebdomadaire, elle y consacrait son dimanche avant, ils l'apportent dans des sacs et je les passe à la machine à laver.

Le fils de Kavida à taper un scandale il y a quelques jours parce que Selvi lui avait remis le linge de sa mère dans un sac sans l'avoir plier, ils prennent vraiment Selvi pour leur boniche, quand je verrai ce garçon je lui en toucherai un mot.

Selvi, cette pauvre femme trimait comme une esclave, une vie de labeur et de malheur que connaissent bien des femmes en Inde. En plus de son boulot et du linge à laver de ses fainéants de gosses adultes, il fallait encore qu'elle cuisine et qu'elle balaie la maison, fasse la vaisselle, etc. bref, elle se tapait toutes les corvées de la maison, sans rien dire, toujours de bonne humeur, le sourire aux lèvres, en apparence, à l'extérieur ou avec des étrangers à la famille, maintenant qu'elle m'a livré la vérité sur sa triste existence, il lui arrive encore de craquer et de d'effondrer en pleur rien que d'y repenser, elle a peur que je l'abandonne un jour et que le cauchemar recommence, ou que je tombe malade, que je décède avant elle, elle a tellement été traumatisée par ce qu'elle a vécu qu'elle m'en parle toutes les semaines.

Elle est craintive, on le serait à moins, c'est à devenir fou ou se suicider, c'est de là que vient sa susceptibilité. Je dois faire attention à ce que je lui dis car elle a rapidement fait de prendre mal les choses ou d'interpréter de travers une blague ou un trait d'humour qui avait au contraire vocation à la faire rire de sa situation passée, histoire qu'elle en termine et profite enfin un peu de l'existence.

Quand elle rentre sur les coups de 11 ou 11h30, elle me demande toujours si j'ai terminé mon travail, pareil lorsqu'elle rentre à 16h, et quelque part cela me fait plaisir parce qu'elle a compris que je bossais, que je ne m'amusais pas avec mon ordinateur, que

c'était tout aussi sérieux que son boulot.

C'est une femme d'un courage et d'une gentillesse exceptionnels. Je vous avais dit qu'elle était illettrée et très arriérée, mais pas forcément idiote ou dépourvue de logique. Elle a été élevée dans une famille très arriérées et très pauvre au point qu'elle ne sait même pas quand elle est née, sa mère n'a jamais noté sa date de naissance, elle connaît uniquement l'année, c'est pour dire.

Comment faisons-nous pour avoir des rapports et nous comprendre alors que nous sommes si différents, vous demandez-vous peut-être. Cela nécessite de ma part de faire un effort en permanence, beaucoup de patience, beaucoup d'explications en tamoul et en anglais. Elle n'y a pas grand chose dans sa vie, son cerveau fonctionne au ralenti ou il est toujours occupé par les mêmes choses, aussi il est très disponible pour y faire entrer de nouvelles choses ou expériences. Quand elle parle j'ai l'impression de le voir fonctionner à l'air libre comme si sa boîte crânienne était ouverte et de suivre pas à pas les connexions de ses neurones, le mécanisme de sa pensée est si rudimentaire qu'il ne peut pas m'échapper, à elle certainement, elle ne se rend pas compte de son comportement.

Je l'étudie, cela me passionne, en lui procurant beaucoup d'affection, ce n'est pas un animal de foire aux esclaves, elle est émancipée dorénavant et libre. Je ne suis pas du genre à fuir mes responsabilités ou à refuser d'en prendre, et quand je me suis engagé dans une voie je vais jusqu'au bout, je pense que c'est nécessaire pour se sentir bien dans sa peau ou ne pas être en contradiction avec soi-même, et surtout respecter les autres.

ACTUALITE EN TITRES

Sponsorisé par Obama, Cameron et Hollande.

- Le « Djihadistan », nouvel Etat islamiste au Proche-Orient - LeMonde.fr -

Elle fera pire que Thatcher, Reagan, Bush et Obama réunis.

- Hillary Clinton : des mémoires pour lancer sa campagne présidentielle - LeMonde.fr

La crise par le vide.

- Bouygues se prépare un profil de gagneur en sacrifiant jusqu'à 1500 emplois - Liberation.fr

- Delhaize va supprimer 2.500 emplois en Belgique sur trois ans - Reuters

- Danone se prépare à fermer trois usines laitières en Europe - AFP

De la camelote, suite.

- Toyota : le constructeur japonais rappelle 2,27 millions de voitures pour des problèmes d'airbag - Atlantico.fr

On s'en tape, c'est un puissant aphrodisiaque !

- Le cannabis double-t-il vraiment le risque d'infertilité masculine ? - LeMonde.fr

A bas la surpopulation mondiale !

Intox. Désinformation.

- L'ONU appelle à la « *solidarité* » internationale contre les djihadistes de l'EIIL - LeMonde.fr

- Washington promet d'aider Bagdad face à l'«*agression*» jihadiste 20minutes.fr - 20minutes.fr

Lire l'article dans cette page, EIIL est une créature immonde des Américains et des Saoudiens...

Stratégie du chaos.

- Libye : un kamikaze se fait exploser à Benghazi - LeMonde.fr

- Raid aérien israélien sur le nord de Gaza, un Palestinien tué - AFP

- Les Américains tuent dix islamistes avec un drone au Pakistan - LeMonde.fr

- Egypte: un célèbre militant de gauche condamné à 15 ans de prison - AFP

- Echanges de tirs mortels entre le Rwanda et la RDC - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Il le revendique.

- Hollande choisit Jacques Toubon comme Défenseur des droits - AFP

La nomination de M Toubon, 72 ans, constitue une surprise, même si François Hollande et Jacques Chirac, dont M. Toubon, est un fidèle, entretiennent des relations cordiales. AFP 11.06

... et pendant qu'il y est.

- Jean-Luc Godard : "*Hollande devrait nommer Marine Le Pen Premier ministre*" - Francetv info

Pourquoi ? "*Pour que ça bouge un peu. Pour qu'on fasse semblant de bouger, si on ne bouge pas vraiment. Ce qui est mieux que de faire semblant de ne rien faire [rires].*"

Le chantre de la Nouvelle Vague réfute pourtant tout soutien clair au parti d'extrême droite. "*Il y a longtemps, Jean-Marie Le Pen avait demandé que je sois viré de France. Mais j'ai juste envie que ça bouge un peu… Les grands vainqueurs, ce sont les abstentionnistes. J'en fais partie depuis longtemps*", explique-t-il. Francetv info 11.06

A Kiev cela "*bouge*" pas mal si cela l'intéresse...

Une réflexion m'est venue à l'esprit en lisant cette article.

Il est vrai aussi que parmi ceux qui n'ont pas soutenu ouvertement la candidature de Hollande en 2012, il y en a certains qui auraient préféré que Sarkozy soit réélu de manière à pouvoir conserver leurs relations avec le PS et continuer de le ménager, ce qui devenait plus délicat si Hollande était élu, les faveurs que leur accorde le PS quand il est dans l'opposition parlementaire passent inaperçues, alors que parvenu au pouvoir c'est plus qu'embarrassant, carrément compromettant.

Cela fait partie des jeux d'appareils auxquels les militants ne prêtent pas beaucoup d'attention, alors qu'ils révèlent les véritables rapports et liens éventuellement entre différents partis.

En complément

Bras d'honneur...

- Budget : les frondeurs du PS continuent leur bras de fer avec le gouvernement - Public Sénat

... et mains sales...

- Cambadélis tend la main à gauche et aux écologistes - AFP

"*C'est une nécessité que les partis de gauche et les écologistes recommencent à échanger sur le fond et sur la situation politique*", explique le premier secrétaire du PS à l'AFP.

Pour commencer, le numéro un du PS propose une "*université permanente de la transition écologique*", avec débats, pour essayer

de faire apparaître une "*position commune*". Mais il prône aussi une "*coopérative*" contre "*la fachosphère, extrêmement puissante sur le net*". AFP 11.06

L'article se poursuivait en nous disant que le PG n'en était pas, tandis qu'au même moment le PCF ne disait pas nonn pour mettre en oeuvre " une autre politique s'attaquant aux coûts du capital, aux inégalités sociales et à l'hémorragie industrielle", a appuyé le PCF en prônant des "*ruptures immédiates*", notamment l'"*abandon de la réforme territoriale*". (AFP), ben voyons ! Double jeu, double langage, c'est le Front de gauche, quoi !

... bouffées par la Vert-mine...

- Les Verts tentent de restaurer le dialogue à gauche - LeFigaro.fr

Invitée mercredi du «*Talk Orange-Le Figaro*», la coprésidente du groupe Europe Écologie-Les Verts à l'Assemblée, Barbara Pompili précise qu'avec ses collègues du groupe écologiste elle devrait voter le projet de loi de finances rectificative présenté mercredi en Conseil des ministres. «*Nous sommes dans la majorité et si nous ne votons pas ce collectif budgétaire, nous ne serons plus dans la majorité. Il faut savoir où on est*», a-t-elle indiqué, souhaitant tout de même «*un coup de barre à gauche*», un«*rééquilibrage*» de ce budget. LeFigaro.fr 11.06

Vous ne risquez pas de ne plus savoir où vous êtes : A droite et restez-y vous ne représentez rien ni personne !

L'écologiste, en dehors du jeune encore trop vert ou sans expérience pour comprendre dans quel monde il vit et qui s'insurge sincèrement contre le saccage de notre planète, c'est un type ou une nana qui vit bien, confortablement, qui ne manque de rien, qui ne s'intéresse pas particulièrement à la politique parce qu'il est servi.

Le capitalisme lui va très bien merci, il n'aura nullement l'envie de le renverser, cette idée ne risque pas de lui traverser l'esprit car il aurait trop à y perdre pense-t-il dans sa suprême ignorance, et qui a pour lubie de vivre dans un environnement meilleur quitte à s'en prendre au premier venu sans se soucier de savoir si son comportement qu'il juge et réprouve ne serait pas dû à son médiocre statut social. Il ne peut pas comprendre que le prolo s'en fout des questions environnementales parce qu'il a d'autres préoccupations sociales autrement plus urgentes à régler en tête, trouver du boulot, en changer ou il craint de le perdre, comment faire pour finir le mois, payez ses factures, son loyer, des vacances à ses gosses, régler ses dettes qui s'accumulent, changer de bagnole alors qu'il n'a pas un rond d'avance, se faire refaire les chicots en train de pourrir, acheter un cadeau pour l'anniversaire de sa compagne, etc.

Aussi il considère que le prolo est arriéré, plutôt taré, débile, et qu'il faut le forcer à changer d'habitudes, de mode de pensée et de vie. Non, ce n'est pas le capitalisme qui l'a rendu ainsi, c'est parce qu'il fait preuve de mauvaise volonté, il a peut-être reçu une mauvaise éducation, il ne veut pas évoluer cet abruti, il se complaît dans sa merde, il le fait exprès, il est irrécupérable. La transition énergétique, les énergies renouvelables, les voitures propres, le recyclage ou le tri des déchets, les économies d'énergie, tout cela devrait le passionner et donner un nouveau sens à sa vie, mais voyez-vous, il s'en tape complètement.

Sa vie n'a aucun sens, elle n'en a jamais eu en dehors d'une période de brèves illusions au cours de son adolescence qui se sont vite évanouies, depuis c'est le vide, le néant, il préfère s'abrutir devant sa télé ou son ordinateur ou avec une console de jeu, faire un peu de sport, profiter de petits plaisirs désuets qui passent, penser à ses gosses ou à sa compagne, à ses potes quand il en a, sa vie est morne et routinière à mourir d'ennui, sans intérêt ni relief. Il ne se voit pas participer à une société qui le traite aussi mal alors qu'il se tue au boulot. Il estime même que les animaux font l'objet de plus d'égards que lui, on les protège au moins, tandis que lui vit dans la précarité, cela l'écoeure, il faut le comprendre. On le prend pour un con, un sale raciste et j'en passe, il se sent humilié et se referme sur lui-même, il méprise tous ces donneurs de leçons à la bonne conscience et propret sur eux, ces geules de permiers de la classe qui prétendument veulent son bien et les envoient chier, il faut le comprendre...

En famille toujours, mais en Espagne. L'internationale socialo-monarchiste.

- Les députés espagnols approuvent la loi de succession du roi - Reuters

Le PSOE l'a voté comme il se devait... il est républicain et socialiste, de gauche, quoi !

Sionisme : tolérance zéro.

- Antisémitisme, Israël : le grand malentendu - LeMonde.fr

Robert B. qui, suite à la publication dans le quotidien belge Le Soir du 4 juin d'une opinion de l'avocat de la LBCA Christophe Goossens, titrée «*Antisémitisme : tolérance zéro*», a posté sur le mur Facebook de ce dernier le message suivant: «*Superbe texte. Mais, mes amis juifs et autres, osera-t-on la question suivante sans faire hurler : La politique de l'Etat d'Israël ne contribuerait-elle pas à nourrir cet antisémitisme au lieu de le combattre ?*»

(La question intéressante à poser aurait été de savoir pourquoi l'Etat d'Israël est incapable de combattre l'antisémitisme, en a-t-il la volonté ? En réalité et c'est là le fond de la question impossible à aborder, c'est un Etat antisémite, c'est la raison pour laquelle il ne peut pas combattre l'antisémitisme qui est sa création, comme l'Etat juif ou le mythe du peuple juif, du peupe élue... - ndlr)

Serait-ce à dire qu'Israël, garant ultime du «*Plus jamais ça*», est aujourd'hui devenu pour certains une des causes de la résurgence de l'antisémitisme dans nos contrées ? D'aucuns diront qu'avec des amis comme Robert B., les juifs n'ont plus besoin d'ennemis. Je pense que ce serait là une erreur. D'abord parce que rien ne permet de douter de la sincérité de ce dernier. Ensuite, parce que son propos exprime une pensée largement répandue auprès de certains de nos concitoyens dont l'engagement antiraciste ne saurait être questionné.

(En réalité, Israël n'est pas le "*garant ultime du «Plus jamais ça»*", mais perpétue l'antisémitisme en martyrisant les Palestiniens d'origine sémite. L'antisémitisme sioniste inspira Hitler qui le mit en pratique en quelque sorte et Israël entretient sa mémoire à travers la Shoah, les deux, le sionisme et le régime nazi étant liés à jamais, on en a encore la preuve sous les yeux en observant ce qui se passe à Kiev en Ukraine où les sionistes soutiennent un régime néonazi, xénophobe et antisémite. L'antiracisme des sionistes est à géométrie variable, il ne s'applique pas à Israël, il sert à couvrir leur soutien à l'Etat raciste d'Israël. - ndlr)

L'antiracisme : c'est ici précisément que réside le «grand malentendu». Avant d'y venir, deux remarques préliminaires s'imposent. Primo, critiquer la politique israélienne n'est, à l'évidence, pas antisémite. Prétendre le contraire reviendrait notamment à considérer que la majorité des Israéliens sont eux-mêmes antisémites. Je dirais même qu'Israël doit être critiqué, dans la même mesure que doivent l'être toutes les démocraties afin d'en améliorer leur fonctionnement.

(Le brave homme, il nous accorde de "*critiquer la politique israélienne*", à condition qu'on ne remette pas en cause l'existence d'Israël, pour en "améliorer (le) fonctionnement".

Valls et BHL à la suite de dirigeants du Crif ont déclaré que l'antisionisme était l'antichambre de l'antisémitisme et qu'il fallait le condamner au même titre, or l'antisionisme signifie qu'on est opposé à l'existence de l'Etat d'Israël qui se définit comme un Etat juif sur la terre appartenant aux Palestiniens.

Oui, la majorité des Israéliens sont antisémites, ce qui n'est pas une contradiction ou impossible puisqu'ils ne sont pas sémites. - ndlr)

Secundo, cette tentative de dissiper ce « *grand malentendu* » ne s'adresse pas à ceux qui se cachent derrière l'antisionisme pour distiller un antisémitisme inavouable. Non, ce texte s'adresse à ceux qui, de bonne foi et sur base de mauvaises informations, participent involontairement à la diabolisation d'Israël et, ce faisant, à la banalisation de l'antisémitisme contemporain. Ces précisons faites, venons-en au « *grand malentendu* ».

(Qu'il y ait des antisémites parmi les antisionistes, c'est un fait que personne ne niera, à l'extrême droite ou dans des milieux proches de l'extrême droite. Que certaines personnes soient antisémites par ignorance, c'est d'une banalité navrante, faudrait-il se poser la question de savoir pourquoi elles sont ignorantes ou le sont demeurées, qui cela arrange-t-il au lieu de les juger à la hâte.

(...) Aucun compromis, aucune paix n'est possible avec le nazisme : il doit être éradiqué.

(Sauf à Kiev apparemment, pas seulement. -ndlr)

Ici rentrent en jeu les crypto-antisémites qui, au sortir de la seconde guerre mondiale, ont substitué l'Etat juif à l'individu juif et se sont, depuis, ingéniés à contaminer les esprits des véritables antiracistes en nazifiant Israël, en faisant des anciennes victimes les nouveaux bourreaux. Pour y parvenir, ils réservent leur « *indignation* » à l'unique démocratie (selon nos critères européens) du Moyen-Orient. C'est en effet « *au nom de l'antiracisme* » que ceux-ci condamnent sans relâche les moindres faits et gestes d'Israël et font la promotion de son boycott – on soulignera au passage la troublante coïncidence qui veut que, parmi les quelques 200 Etats membres que compte l'ONU, le seul pays soumis à cette menace est également le seul Etat juif de cette Assemblée.

(Il en vient au fait, à l'objectif de son article : Soutenir coûte que coûte la dictature, l'Etat théocratique, policier, terroriste, voleur, pilleur, raciste, l'apartheid qui caractérise Israël, "bourreau" du peuple Palestinien. - ndlr)

Concomitamment, ils font systématiquement l'impasse sur le caractère d'inspiration nazie des ennemis aux frontières d'Israël. Si l'accusation paraît rude, les faits n'en sont pas moins éloquents. Quid en effet du Hezbollah libanais et de certaines milices armées palestiniennes qui défilent, Kalachnikov au poing, en faisant le salut nazi? Quid encore de la charte du Hamas qui reprend à son compte les poncifs éculés de l'antisémitisme («*Avec leur argent, ils ont mis la main sur les médias du monde entier. (…) Avec leur argent, ils ont mis sur pied des sociétés secrètes comme les francs-maçons, les clubs Rotary, les Lions (…) afin de saboter les sociétés et servir les intérêts sionistes.*», art. 22) et puise son idéologie dans le livre de chevet d'Adolf Hitler (« *Le plan sioniste (…) se trouve dans "Les Protocoles des Sages de Sion" et leur conduite présente est une bonne preuve de ce*

qu'ils avancent. », art. 32)?

(Les "*milices armées palestiniennes qui défilent, Kalachnikov au poing, en faisant le salut nazi*" vous saluent en fait, ils saluent le dictateur qui leur impose des conditions de vie inhumaines. Ils caricaturent sciemment les arguments avancés par le Hamas qui sont pour la plupart fondés pour l'assimiler à Hitler, alors que l'Etat sioniste en occupant la Palestine et en disloquant le peuple Palestien au delà de son pays d'origine, met en pratique la même méthode raciale employée par Hitler pour chasser les juifs d'Europe ou les exterminer, à ceci près que cela prend plus de temps à Israël parce qu'il n'est pas possible de liquider brutalement les Palestiniens. Les ennemis de l'Etat sioniste sont des nazis qui doivent "*être éradiqués*", on a bien compris le message, on le connaissait déjà par coeur. - ndlr)

Mais, si par cette inversion accusatoire Israël est un Etat nazi et les juifs de diaspora leurs collabos, quelle solution autre que « *finale* » méritent-ils que nous leur réservions, nous Européens biberonnés à l'antiracisme qui avons précisément le nazisme et ses soutiens comme ennemis absolus?

(Effectivement le sionisme doit être éliminé, c'est le frère jumeau du fascisme ce qu'il vient de prouver une nouvelle fois en Ukraine, la pourriture immonde qui siège dans les officines sionistes, les BHL et Cie ne mérite pas d'exister, ils représentent un danger mortel pour la civilisation humaine dès lors que le sionisme est un maillon du néolibéralisme auquel nous avons déclaré la guerre, à mort. - ndlr)

Joël Rubinfeld (Président de la Ligue Belge contre l'Antisémitisme) LeMonde.fr 11.06

Commentaire d'internaute.

1- "*Ai-je bien lu ? L'auteur décrit les Israéliens entourés d'ennemis «d'inspiration nazie» et se félicite que les Européens aient le nazisme et ses soutiens comme «ennemis absolus». Curieusement, il se demande si les Européens juifs veulent quitter l'Europe (qui est antinazi) mais ne se demande pas si les Israéliens juifs veulent quitter le Proche-Orient (où, selon lui, prospère l'inspiration nazie). La logique de cet article est très mystérieuse.*"

L'auteur de cet article est foncièrement malhonnête, il est là votre "*mystère*". Car en réalité il y a plus d'Israéliens juifs qui quittent l'Etat sioniste que d'Européens juifs qui viennent s'y installer, mais cela il ne le dira, cela ne collerait pas avec sa démonstration. Il y en a plus encore qui rêvent de quitter cet Etat d'apartheid, mais ils ne le peuvent pas matériellement parce qu'ils sont trop pauvres ou trop vieux, sans attache en Europe ou aux Etats-Unis.

Vous avez raison il faut être frappé pour aller vivre dans un pays comme Israël qui est en guerre avec ses voisins depuis 1948 et qui est haï partout dans le monde. Pour se moquer de la haine qu'il inspire et s'accommoder sur place de la haine qu'il suscite chez les Palestiniens et une partie des Israéliens juifs, il faut être particulièrement pourri ou pire encore, ce n'est pas possible autrement.

2- " *Je vous lis, et je tique : "l'unique démocratie (selon nos critères européens) du Moyen-Orient"... et le Liban, son voisin ? On y vote, on y élit des parlementaires, qui tentent de constituer un gouvernement (avec difficultés, mais justement parce que c'est une démocratie au jeu complexe). Pourquoi Israël est toujours présenté comme l'unique démocratie du M-O ? Pourquoi nier ce pays qui résiste courageusement aux houleuses agitations de ses voisins ? Aurais-je raté un épisode ?*"

Il ne peut y avoir qu'un gardien des puits de pétrole des "*sept soeurs*". Que faites-vous du Grand Israël intégrant la Syrie, le Liban et l'Irak ? Et le Liban ne serait-il pas (toujours) allié à la Syrie et à l'Iran par le biais du Hezbollah, ne ferait-il pas partie de "l'axe du mal", de la résistance au sionisme justement ? Une terre "*chrétienne*", tout ce qu'ils haïssent, ils haïssent tout ce qui ne leur ressemble pas, donc en dehors d'eux-mêmes, je parle des sionistes, pas des juifs évidemment.

Et puis il faut bien présenter Israël comme une démocratie pour justifier tous ses crimes, Obama à la suite de Bush ne procède pas autrement, Hollande non plus, tous les dirigeants occidentaux, même à Kiev.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Brésil

- Brésil: les autorités inflexibles face aux grévistes du métro - AFP

Le gouvernement de l'Etat de Sao Paulo refuse de réintégrer les 42 employés du métro qui avaient été renvoyés pendant la grève du 5 au 9 juin, s'exposant ainsi à une nouvelle paralysie jeudi, jour du coup d'envoi du Mondial-2014 dans la capitale économique brésilienne.

"*Ces 42 employés ont déjà été renvoyés. Nous ne ferons pas marche arrière*", a affirmé à l'AFP un responsable de la communication du Secrétariat aux transports de l'Etat.

Lundi, le gouvernement de l'Etat avait annoncé le licenciement de 42 grévistes au terme de cinq jours d'arrêt de travail qui avaient provoqué des embouteillages monstres dans la plus grande ville du Brésil.

Selon les autorités, ces employés auraient commis des actes de vandalisme, empêché les non grévistes de travailler et incité la population à frauder.

Après la suspension du mouvement lundi, le syndicat des employés du métro avait annoncé la tenue d'une nouvelle assemblée générale ce mercredi à 18H30 locales (21H30 GMT) pour décider si le mouvement devait être relancé le lendemain, jour du match inaugural entre le Brésil et la Croatie à l'Arena Corinthians de Sao Paulo.

Les grévistes avaient alors indiqué que leur décision dépendrait avant tout de la réintégration des employés licenciés.

La presse locale a rapporté mercredi que le gouvernement de l'Etat avait constitué une liste de 300 employés qui pourraient être renvoyés en cas de reprise de la grève. Le responsable contacté par l'AFP a démenti un tel projet "*dans l'immédiat*".

Paulo Pasin, président de la Fédération nationale des travailleurs du métro, impliquée dans le mouvement, a fustigé mercredi "l'intransigeance" du gouvernement de l'Etat, qui selon lui "*ne respecte ni la liberté syndicale, ni le droit de grève*".

Dans le cas d'une reprise de la grève jeudi, le gouvernement a indiqué avoir préparé un plan d'urgence pour limiter les perturbations sur la principale voie d'accès au stade, sans fournir de détails.

La presse locale a de son côté fait état d'un projet visant à remplacer les grévistes le temps du mouvement pour juguler les perturbations. Par ailleurs, le trafic ferroviaire entre le centre-ville et le stade pourrait être étoffé. AFP 11.06

Haut de page

Le 13 juin 2014

CAUSERIE

35 articles ont été ajoutés, il en reste 16 que j'ai téléchargés mais que je dois lire (en diagonale) avant de les publier éventuellement.

Il fait trop chaud pour causer... Trop de boulot avec le nouveau front irakien. J'essaie de comprendre ce qui se passe.

J'ai lu dans un tout dernier article publié par le Réseau Voltaire que les Américains pourraient être dépassés par les évènements en Irak dans la mesure où EIIL serait devenu incontrôlable. J'ai du mal à y croire, je pense plutôt que les Américains veulent ainsi justifier leur reprise en main de l'Irak car ils voyaient d'un mauvais oeil le soutien qu'elle apportait à la Syrie et son rapprochement avec l'Iran. Si 5.000 missionnaires armés peuvent s'emparer d'un pays comme l'Irak, c'est que l'Etat irakien existe davantage sur le papier que dans la réalité, comme en Somalie. Ils peuvent aussi avoir décidé de prendre la Syrie en étau pour en finir, quitte à embraser toute la région ou davantage encore, il n'y a rien de plus dangereux qu'une bête féroce acculée... A suivre.

Spécial Irak

1- "*Les USA ont remis le Moyen Orient entre nos mains*" (EIIL) - french.irib.ir

"*Entrez chez les chiites et décapitez-les comme des moutons . tuez les comme on tue des mouches* ", a déclaré aux terroristes à sa solde, Abou Mohamad Adnani, porte parole de l'Etat islamique en Irak et au Levant dans un communiqué " *les Etats Unis ont remis le Moyen Orient entre nos mains pour que nous changions la carte du monde et établir au Moyen Orient un Califa islamique . nous allons dessiner la nouvelle carte du monde à l'aide de la pointe de nos sabres* " ... french.irib.ir 10.06

2- Qui a plongé le Moyen Orient dans les affres du terrorisme? Moscou répond. - french.irib.ir

Le porte-parole du ministère russe des AE a fermement condamné les agissements terroristes de l'EIIL en Irak et en Syrie et dans des régions voisines, accusant l'Occident d'avoir déstabilisé le Moyen Orient. selon Russia Today, Moscou a une nouvelle fois condamné le terrorisme en Irak et en Syrie :" *il ne fait pas l'ombre d'un doute que ceux qui ont attaqué l'Irak il y a dix ans, et qui continuent d'imposer leurs diktats et leurs décisions aux peuples de la région sont ceux qui jouent un rôle de premier plan dans la déstabilisation du Moyen Orient* ", a affirmé Alexandre Loukachevitch . " *Les terroristes de l'EIIL veulent bâtir un califat au Moyen Orient. pour le responsable russe, ce qui se produit en ce moment au Moyen Orient est le résultat de l'aventurisme des Etats Unis et de la Grande Bretagne. Moscou est inquiet de ce qui se passe en Irak. L'unité et l'intégrité irakiennes sont mises à l'épreuve* , a-t-il poursuivi. french.irib.ir 13.06

3- 7000 GI's supplémentaires débarquent en Irak - french.irib.ir

Selon le site d'information Al Qirtass qui mentionne une source sécuritaire irakienne sous couvert d'anonymat, " *7000 GI's sont arrivés en Irak pour combattre les terroristes de l'EIIL*". Ces forces devraient aider l'armée irakienne dans ses combats contre les terroristes. Ces 7000 G'Is s'ajoutent aux 4000 autres déjà entrés à Bagdad sous prétexte d'aider les soldats de l'armée nationale à repousser les terroristes.

Selon cette source, 3000 des 4000 GI's en question se trouvent déjà au nord de l'Irak dans la province de Soleymaniye. Al Qirtas ajoute :" *les forces américaines ont pour mission d'aider les forces de l'armée et les forces de sécurité à libérer les régions occupées par Daesh*", Mossoul est toujours aux mains des terroristes de l'EIIL. french.irib.ir 13.06

4- Le Koweït ferme ses frontières avec l'Irak. - french.irib.ir

Seilon les sources bien informées, le Koweît a fermé ce vendredi ses frontières avec l'Irak dans la foulée "*des incidents sécuritaires qui se multiplient en Irak*" selon al Ahed, " *les frontières koweïto irakiennes sont bloquées. Personne ne peut se rendre en Irak et inverse*" bien que faisant partie du CCGP, le Koweït a bien peur d'être victime de l'extension du fléau terroriste french.irib.ir 13.06

ACTUALITE EN TITRES

Posture. Tandis que le Sénat (PS-UMP) est favorable au pacte de libre-échange USA-UE...

- Le Sénat fustige la concurrence "*déloyale*" des USA en Iran - Reuters

Le suzerain commande et son vassal s'exécute.

- BNP: premier départ d'un haut dirigeant, réclamé par les Américains - AFP

Résistance passive.

- SNCF: la grève des cheminots reconduite vendredi - AFP

- En grève, les surveillants de prison bloquent la moitié des établissements - L'Express.fr

- Aéroport Roissy CDG : grève des agents au sol d'Air France dimanche - LeParisien.fr

- Air France : appel à la grève à Roissy pour le dimanche 15 juin - Francetv info

- Appel à la grève à Pôle emploi le 19 juin - Francetv info

- Carrefour: la CGT dénonce une généralisation de l'ouverture le dimanche - AFP

- Fichés, des salariés d'une filiale de Renault saisissent les prud'hommes - 20minutes.fr

Qui s'en soucie, tout le monde s'en fout !

- Un précaire sur deux ne mange pas à sa faim en France - AFP

Les petites et grandes affaires d'Etat.

- Marseille : la justice se rapproche de l'ex-député européen EELV - LePoint.fr -

- Affaire Karachi : six personnes renvoyés en correctionnelle - Francetv info

Cela ne tourne pas rond : C'est la coupe du monde de football ou de rugby ? S'ils le disent eux-mêmes...

- La FIFA, « *une famille de mafieux* » selon l'ex-président de la fédération anglaise - LeMonde.fr

... avec un faux pénalty en prime, c'est net et sans bavure.

- Mondial: une ouverture de ferveur, d'erreur et de heurts - AFP

Quand l'UE soutient Israël qui emprisonne des gosses de 9 ans sans jugement pour un simple jet de cailloux.

- L'UE en campagne contre les violences sexuelles à l'encontre des mineurs pendant le Mondial - Liberation.fr

Et le travail des enfants pour le compte de multinationales européennes en Asie et ailleurs ? L'UE s'en tape, elle est à leur service. Et le tourisme sexuel au Maroc par exemple ou la pédophilie qui ont pour clients des Européens, des ministres et hommes d'affaires ? Le Maroc est un partenaire stratégique dans la géopolitique de l'UE, on n'y touche pas, c'est une monarchie comme au Pays-Bas qui estime légitime la tenue d'une journée de la pédophilie (lire une ancienne causerie sur ce sujet).

La question qui tue leur auteur.

- Journées du Havre : y a-t-il encore un rêve français ? - Le Nouvel Observateur

C'est Le Nouvel Observateur qui l'a organisée qui pose cette question. On leur répond ? Allez, on ose : C'est plutôt un cauchemar !

Le vieux monde.

- L'Espagne va intégrer la drogue et la prostitution à son PIB - LeMonde.fr

- Turquie: les meneurs de la révolte de 2013 devant la justice - AFP

- Irak: l'EIIL gagne du terrain au nord-est de Bagdad - L'Express.fr

- Washington reprend ses tirs de drones au Pakistan après la sanglante attaque de Karachi - AFP

- Centrafrique: Au moins 22 tués dans des affrontements entre groupes armés - 20minutes.fr

- Algérie: deux ans de prison pour avoir dénoncé des policiers voleurs - L'Express.fr

- Corruption en Égypte : l'ex-ministre de l'Intérieur de Moubarak acquitté - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Le coeur à gauche, le portefeuille à droite, pas une révélation, une confirmation.

- Après un virage à droite, Alain Lipietz se fait virer d'EE-LV - Liberation.fr

- Alain Lipietz exclu d'EELV après son alliance avec la droite aux municipales - AFP

Explication. I

I a été élu sur une liste municipale UMP, il a senti le vent tourner et il s'est dit que l'original valait mieux que la copie. Opportuniste comme ils le sont tous à ce niveau à EE-LV, il a seulement fait preuve de pragmatisme appliqué à ses petits intérêts personnels, quelque part il est plus honnête que les autres dirigeants d'EE-LV.

EE-LV est de droite, le PS est de droite, mais leurs dirigeants ou ces partis le nient ainsi que l'ensemble des représentants de la classe dominante, la pseudo-gauche et extrême gauche, les médias, etc. Il faut à tout prix que la mystification ou l'imposture ainsi soigneusement entretenu perdure malgré les faits qui pèchent ouvertement contre l'étiquette de gauche qu'ils s'attribuent ou que les uns et les autres leur attribuent généreusement.

Aussi tout passage du côté du parti officiel de l'ordre qui est évidemment de droite, l'UMP, a valeur de trahison du pacte qui les lie tous. C'est le règne de l'omerta qui prévaut. Ce qu'ils lui reprochent, ce n'est pas d'avoir trahi des idées, mais de mettre en danger l'imposture qui consiste à se prétendre de gauche, au delà le régime puisque le PS en est un des piliers avec ses satellites, dont EE-LV.

Le jour où on aura enfin compris que le mouvement ouvrier est prisonnier de ce carcan que constitue cette imposture, et qu'il ne pourra être refondé ou acquérir véritablement son indépendance ou encore reprendre le chemin du socialisme que lorsqu'il l'aura fait voler en éclats, l'humanité aura fait un pas gigantesque en avant vers son émancipation du règne de la nécessité... Pour le moment, on est plutôt mal barré !

On a eu le Front populaire, une alliance du PS et du PC avec le plus vieux parti bourgeois, le Parti radical, qui par sa seule présence suffisait à en comprendre la nature contre-révolutionnaire, dans son prolongement on a eu le Conseil national de la résistance associant les mêmes partis et d'autres, alliance étendue jusqu'aux royalistes, embryon du gouvernement d'union nationale qui verra le jour dès le fin de la Seconde Guerre mondiale dont la tâche sera de désarmer le peuple en armes au profit de la reconstruction de l'Etat bourgeois qui s'était écroulé en 1940, puis on a eu le droit à l'Union de la gauche avec le Parti radical de gauche tout aussi bourgeois ou de droite que le Parti radical valoisien dont la tâche sera d'assurer la continuité des institutions bonapartistes de la Ve République et de gérer la société pour le compte des capitalistes, et enfin on n'échappa pas à la Gauche plurielle flanquée des Verts, qui parvenue au pouvoir se réunira en Conseil des ministres présidé par un président de la République issu du RPR, donc de droite, Jacque Chirac. On pourrait ajouter que plus tard des dirigeants du PS seront nommés ministres par un autre président de la République issu également du parti de l'ordre, l'UMP, Nicolas Sarkozy, tandis que d'autres se verront confier par celui-ci différentes "missions". Vous aurez constaté qu'ils l'aiment par dessus tout le parti de l'ordre, qu'ils y sont liés depuis toujours en somme, à l'ordre établi.

Bref, on constatera que depuis près d'un siècle, les partis qu'on nous a vendus pour des partis de gauche ont avec constance et persévérance hormis la période de la guerre et celle allant de 1958 à 1981, collaboré au plus haut niveau de l'Etat avec le parti de l'ordre officiel ou de droite à la mise en oeuvre de politiques qui étaient tournées contre la classe ouvrière. Il faudrait préciser que pendant la guerre ils acceptèrent de se soumettre aux gaullistes, et que lorsqu'ils étaient dans l'opposition parlementaire entre 1958 à 1981, ils n'ont eu de cesse également de participer au pouvoir au sein des commissions mises en place à l'Assemblée nationale et au Sénat notamment, à aucun moment ils n'ont rompu leurs relations avec le parti de l'ordre, bien au contraire.

Passons sur le fait qu'ils ont sans cesse joué un rôle négatif au sein du mouvement ouvrier en brisant des milliers de grèves ou mouvements, en refusant de les soutenir ou de les généraliser pour ne pas mettre en péril le régime, quand ils ne les ont pas accompagnés, encadrés, contrôlés, cadenassés pour mieux les pourrir de l'intérieur, diviser les travailleurs, conduire leurs luttes dans une impasse. Défenseurs acharnés de l'Empire colonial français un jour ou à une certaine époque, ouvertement racistes, misogynes, etc., farouches anticommunistes pour le PS ou staliniens pour le PC, pour se présenter plus tard quand il était devenu inévitable d'accorder l'indépandance aux peuples colonisés en champions du combat contre le colonialisme allant jusqu'à dénoncer les crimes de Staline au nom de la démocratie une fois là encore qu'il était entendu que l'URSS allait disparaître... On appelle cela aussi prendre le train en marche ou de la récupération pour masquer sa véritable nature réactionnaire.

On s'aperçoit ainsi que chaque fois que des peuples combattaient contre l'impérialisme français ou contre la dictature stalinienne, le PS et le PC se tenaient du mauvais côté de la baricade, du côté de leurs ennemis, et c'est seulement après coup qu'ils prirent le train en marche pour effacer tous leurs crimes ou redorer leurs blasons, c'est si vrai que la décolonisation n'a pas eu lieu lorsqu'ils étaient au pouvoir, mais sous le règne de de Gaulle lors de la première décennie de la Ve République.

L'imposture est donc d'une ampleur telle qu'elle paraît invraisemblable, on a peine à y croire quand on ignore les faits et qu'on ne les a pas reliés entre eux, ensuite il n'est plus permis d'en douter un seul instant et on se dit que notre devoir est de lutter de toutes nos forces pour qu'elle éclate au grand jour et la briser ou plutôt aller jusqu'au bout de l'analyse qui conduit à ce constat pour justifier cette conclusion car il n'en existe pas d'autres.

Cela dit il va de soi que pas un travailleur ne croit depuis des lustres que ces partis seraient socialiste ou communiste, d'ailleurs ils ne savent même pas ce que cela veut dire, ils constatent que le PS mène la même politique réactionnaire que l'UMP et que le PC le soutient à chaque élection, autrement dit que quelque part il la partage.

Les travailleurs ne sont pas dupes de leur double langage ou de leur hypocrisie permanente même s'ils n'en saisissent pas la signification exacte. Pour peu qu'on leur explique ce qu'est réellement le socialisme, ils peuvent comprendre sans effort que le PS et le PC y sont étrangers.

La langue de bois, le don qu'ils ont de se contredire dans la même phrase ou à 48h d'intervalle, leurs déclarations ou discours qui se veulent parfois fracassantes ou radicals ou leurs gesticulations gratuites et sans lendemain, leurs minables manoeuvres d'appareils, la détermination qu'ils affichent pour immédiatement faire profil bas ou se rétracter ou encore accoucher d'une souris, tout cela les travailleurs y sont tellement familiers qu'ils n'y prêtent même plus attention, ils s'en détournent, cela ne les intéressent pas, ils en sont las au point de remettre en cause tout ce qu'ils peuvent dire, ils les traitent de bonimenteurs ou de vendus avant même qu'ils aient fini de parler, ils sentent bien qu'ils les méprisent et les prennent pour des abrutis, qu'ils les trompent éhontément, qu'ils abusent de leur statut, aussi ils n'en attendent rien et les méprisent à leur tour.

On attendra encore qu'un parti ouvrier daigne un jour publier ce genre d'analyse, à croire que son contenu les effraie, qu'ils ne le partagent pas ou qu'il n'est pas digne d'intérêt. Or à notre avis, c'est justement ce que les travailleurs voudraient entendre, un discours dans lequel ils se reconnaîtraient, auquel ils adhèreraient, ils auraient enfin l'impression qu'il existe un parti qui les écoute, qui sait ce qu'ils pensent, qui les connaît bien et qui les représente vraiment, et qui sait, qui mériterait peut-être qu'ils s'y intéressent ou le rejoignent, pourquoi pas. Avouons que c'est encore du domaine de la fiction ou de l'utopie, alors le socialisme, c'est plus qu'une utopie, c'est quoi pour eux, rien, cela ne veut dire absolument rien et ils ont raison de le penser, hélas !

Au nom de la démocratie, tous les crimes sont permis.

- Israël : l'autopsie d'un jeune Palestinien révèle un tir à balle réelle - lepoint.fr

L'autopsie d'un jeune Palestinien tué lors de manifestations en mai conduite par une équipe de médecins légistes composée de deux Israéliens, un Palestinien, un Danois et un Américain, a établi qu'il avait reçu un tir à balle réelle, alors qu'Israël avait affirmé n'avoir utilisé que des balles caoutchoutées lors de ces heurts. Nadim Nouwara, 17 ans, a été tué avec un autre jeune Palestinien le 15 mai en Cisjordanie occupée, lors des manifestations pour la Nakba ("*catastrophe*", en arabe) que représente pour les Palestiniens la création d'Israël en 1948 et la tragédie des réfugiés.

"*Ils (les experts) sont clairement tombés d'accord sur la cause du décès*", a déclaré Sarit Michaeli, de l'ONG israélienne B'Tselem, à l'origine de l'autopsie avec les organisations Défense des enfants International, Al-Haq et Physicians for Human Rights. "*Ils sont tous d'accord pour dire qu'il s'agissait de balles réelles*", a-t-elle annoncé. La conclusion que l'adolescent a reçu un tir à balle réelle dans la poitrine est "*basée sur les blessures d'entrée et de sortie (de la balle) dans le corps, et sur des rayons X qui ont repéré des fragments de balle dans le corps*", a déclaré Sarit Michaeli. "*Ils ont éliminé toute autre cause de décès (comme) des balles caoutchoutées ou quoi que ce soit d'autre*", a-t-elle ajouté. Après la mort des deux jeunes, l'armée israélienne avait affirmé dans un communiqué que ses soldats avaient "*utilisé des moyens antiémeute et des balles caoutchoutées*" lors des heurts de la Nakba. lepoint.fr 12.06

Haut de page

Le 14 juin 2014

CAUSERIE

Les causeries de 2013 ont représenté 2896 pages. 15 nouveaux articles mis en ligne sur les coups de 13h en France.

Les partis ouvriers bourgeois se sont constitués dans tous les pays capitalistes avancés. Sans une lutte décisive et implacable sur toute la ligne contre ces partis, ces groupes, ces tendances, il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, octobre 1916)

Qui a dit ?

- "*il y a des mouvements sociaux (dans ce pays) et je suis pour la paix sociale*".

Le "*Coprince*" d'Andorre à propos du Brésil qui sort d'un dîner avec les dirigeants de la petite principauté des Pyrénées, commentant le match d'ouverture de la coupe du monde de football dans une grand hôtel, vous aurez reconnu Français Hollande, qui dans la journée fustigera la grève des cheminots qui "*pénalise (...) notre économie*", salopards de grévistes, voyous, grève qui "*pénalise les usagers*" ! (Source : AFP 13.06)

Une vidéo

Sharyl Attkisson, ex-journaliste à CBS explique son départ de la chaine et parle des médias de masse
http://www.dailymotion.com/video/x1yiuex_sharyl-attkisson-ex-journaliste-a-cbs-explique-son-depart-de-la-chaine-et-parle-des-medias-de-masse_news#from=embediframe

Sharyl Attkisson, ex-journaliste à CBS explique son départ de la chaine et donne son point de vue sur la façon dont les médias de masse traitent l'information.

Spécial Irak

J'ai retranscrit rapidement l'essentiel des infos contenu dans un entretien que le journaliste français Thierry Meyssan a accordé à la radio francophone iranienne.

Ce qui est en train de se dérouler, c'est la partition de l'Irak en trois régions conformément au plan établi par l'état major américain de 2001. Des officiers américains, français et saoudiens encadrent les mercenaires d'EIIL et les Kurdes sont liés à l'armée israélienne, tandis que 150.000 soldats de l'armée irakienne ont déposé les armes simultanément suite aux ordres qu'ils ont reçu, alors que l'armée irakienne a été formée et est encadrée par les Américains, le Premier ministre Al Maliki avait convoqué le parlement pour obtenir les pleins pouvoirs de l'état d'urgence et les parlementaires ont boycotté la scéance ainsi le Premier ministre n'a pas pu obtenir les moyens pour faire face à l'agression d'EIIL, il s'agit donc d'un coup d'Etat commandé depuis Washington prévu de longue date et auquel chacun des acteurs dans la région s'attendait au moins depuis le début de l'année, rien ne dit qu'il atteindra son objectif, attendons de voir la suite...

http://french.irib.ir/analyses/interview/item/328711-thierry-meyssan,-journaliste-fran%C3%A7ais

ACTUALITE EN TITRES

Spéculation sur le pétrole, ils vont se lâcher.

- La production de pétrole épargnée par les violences en Irak, pour l'instant - AFP

... la preuve...

- Le pétrole à un nouveau sommet en 9 mois à New York, dopé par l'Irak - AFP

Quand le "***rêve***" américain était de la camelote.

- General Motors rappelle de nouveau près de 600.000 véhicules - AFP

Pour qui roulent-ils ? Le PS où les briseurs de grève.

- Grève à la SNCF : "*Le mouvement doit s'arrêter*", estime François Hollande - Francetv info

- Manuel Valls : "*Aucune raison que la grève se poursuive*" - LePoint.fr

Le PS ne manque pas de visionnaires.

- Pascal Lamy : "*La France est un des rares pays à avoir une vision*" - Le Nouvel Observateur

Le vieux monde corrompu.

- Affaire Guérini : Veolia mis en examen pour «*recel de trafic d'influence*» - Liberation.fr

- La femme de Proglio soupçonnée de blanchiment de fraude fiscale - Le Nouvel Observateur

- Accusé de conflit d'intérêt, un conseiller de Taubira démissionne - Liberation.fr

- Guadeloupe : l'ancien député UMP Joël Beaugendre mis en examen et écroué - LePoint.fr

- Démission du maire de Venise autour d'une affaire de corruption - Reuters

- Le Liban extrade vers l'Italie un ami de Berlusconi pour ses liens avec la mafia - AFP

Enfin la situation s'améliore... cela pourrait être pire !

- Près de 22 000 emplois détruits au 1er trimestre, l'intérim durement touché - Francetv info

L'économie française a recommencé à détruire des emplois au premier trimestre dans le secteur marchand, où 21 700 postes (-0,1%) ont disparu, du fait de l'intérim, selon des données définitives de l'Insee publiées vendredi 13 juin.

Tous les secteurs d'activité sont concernés par ces pertes d'emploi : -0,2% dans l'industrie, -0,3% dans la construction et -0,1% dans le tertiaire. Mais le secteur du travail temporaire, considéré comme précurseur des évolutions du marché de l'emploi, est particulièrement impacté, avec 26 200 postes détruits (-4,8%). Francetv info 13.06

Haut de page

Le 16 juin 2014

CAUSERIE

Le mot du jour : Refondation

Refondation de l'UMP, du "*centre*", du PS, du Front de gauche ou consolidation des piliers du régime qui vacille sur ses bases, mais il en faudra beaucoup plus pour qu'il s'effondre...

Les gens qui se refondent, c'est qu'ils étaient mal fondus ou fondus tout court diront certains. Nous nous ne ressentons pas le besoin de changer quoi que ce soit et nous ne tenons surtout pas à leur ressembler.

Cela dit ici aujourd'hui à Pondichéry on a dû dépasser les 40°C et je fonds littéralement, mais c'est un processus naturel. On ne change rien à notre politique et notre comportement dans la vie quotidienne est conforme à nos idées. A suivre.

Une vidéo sur les protégés de messieurs Hollande-Valls-Faibius à l'oeuvre.

Alep : les jihadistes sanguinaires à la solde de la France coupent aussi des mains (attention, images et vidéo très dures)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=YhixkDgeDoM

Les réacs se lâchent. Médias aux ordres. Propagande, désinformation en mode surenchère.

Le Monde remporte la palme toutes catégories.

- Présidentielle en Afghanistan: plus de 100 morts lors du second tour - Lexpress.fr

... peu importe, c'est la démocratie...

- Présidentielle en Afghanistan : « *peu m'importe qui va gagner, je vote pour la démocratie* » - LeMonde.fr

Le Monde instrumentalise les illusions de certains Afghans...

Leur véritable nature mise à nu au feu de l'expérience.

- Si les djihadistes d'EIIL contrôlent l'Irak, c'est la faute de Nouri al-Maliki, pas des États-Unis - Slate.fr

Maliki a été mis en place par les Américains pour souvenir. Il s'agit de couvrir que EIIL est encadré par des officieres américains, notamment, qu'il est leur monstrueuse créature...

- SNCF: les cheminots grévistes dévoient le droit de grève - Slate.fr

Le droit de grève devrait être décrété illégal... Le droit de grève pourrait exister, à condition de ne pas s'en servir, CQFD.

Nous avons dit en titre que les réacs se lâchaient.

C'était également en référence aux centaines de commentaires qui figuraient à la suite d'articles de l'AFP ou de Reuters traitant de la déclaration d'hier de Valls sur la "gauche". Ils présentaient pour un grand nombre d'entre eux la particularité d'avoir été rédigés par des gens d'extrême droite ou des fachos qui n'ont pas hésité à tenir des propos outranciers ou orduriers du type xénophobe, raciste envers les Noirs notamment, anti-musulman ou Arabes, antisémite, il y en avait à la pelle.

Au-dessus figurait la mention habituel de Yahoo :

- "*Tout commentaire contraire à la réglementation en vigueur (et notamment tout commentaire à caractère raciste, antisémite ou diffamatoire) pourra donner lieu à la suppression de votre compte Yahoo.*

Le cas échéant, certains commentaires que vous postez pourront également donner lieu à des poursuites judiciaires à votre encontre."

Or c'était bien le cas, Yahoo les a laissé passer volontairement, ils ne les ont pas bloqués, ils étaient si nombreux qu'on est bien obligé d'en déduire qu'ils ont agi ainsi délibérément, histoire de rendre le climat encore plus délétère en France et d'effrayer le citoyen lambda devant un tel torrent de haine et de violence qui pourrait l'inciter à s'en remettre à Hollande et son gouvernement pour le protéger par exemple.

Quelle autre explication pourrait-il y avoir, politique évidemment ? Les ficher ? Ils le sont sans doute depuis longtemps.

Un régime aux abois, des partis et institutions en pleine décomposition, au bord de l'explosion.

Un chef d'Etat et son gouvernement, sa majorité parlementaire massivement rejetés par les masses exploitées, minoritaires, illégitimes, travailleurs de toute condition qui se mobilisent pour défendre leurs acquis ou droits sociaux, qui refusent d'être broyées par le rouleau compresseur du néolibéralisme qui menace leurs conditions de travail et d'existence, qui se traduit par une aggravation du chômage, une amplification de la précarité, davantage de pauvreté et de misère sociale, autant de facteurs conduisant à l'éclatement ou à la dislocation des rapports sociaux les plus élémentaires sur lesquels reposait la cohésion de la société, et à opposer toutes les couches de la population entre elles, situation éminamment propice au développement de la haine qui pousse chacun à rechercher une solution individuelle à ses difficultés ou problème quitte à verser dans la violence aveugle en l'absence d'une issue politique qui rassemblerait l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes pour en finir avec ce régime à bout de souffle synonyme de guerre civile ou de guerre tout court qu'ils honnissent.

C'est la soumission de la pseudo-gauche et extrême gauche au capitalisme et à ses institutions pour être incapable de caractériser le PS comme un parti du capital ou de droite, leur refus de rompre avec lui qui est à l'origine de cette situation.

Il ne vous aura pas échapper que toutes les appels qui ont fleuri ces dernières semaines à l'initiative de la pseudo-gauche du PS, du Front de gauche, de EE-LV avait pour objet de faire croire que le PS au pouvoir pourrait mener une autre politique, une "*politique de gauche*", perpétuant ainsi l'imposture que le PS serait de gauche.

Le M'PEP a pris une initiative parallèle étendu à des transfuges du PCF ou néostaliens consistant à faire revivre le Conseil national de la résistance qui n'était qu'une mouture de l'union nationale avec le parti de l'ordre ou la continuité du Front populaire de 1936 qui consacra la collaboration de classes ou l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie, qui serait à même de mener une autre politique, une pure escroquerie politique sans remettre en cause les fondements du capitalisme.

Enfin il y a les nostalgiques de 1789 et 1793 (mais pas de 1917) qui s'adressent aux dirigeants du PS et les sermonnent parce qu'ils ne seraient pas vraiment socialistes, voyez-vous cela, on croit rêver, ils ne défendraient pas la République et la démocratie, on en est tout retourné car pareil démarche est stérile et porteuse d'illusions mortelles dans le PS qui aurait (encore) encore un rôle à jouer au côté des travailleurs, alors que chacun sait qu'il a basculé dans le camp de ses ennemis il y a un siècle et applique une politique résolument anti-ouvrière, antisocialiste, réactionnaire.

Bref, dramatique constat que cette débauche de soumission ou capitulation devant l'ordre établi et un de ses principaux piliers, le PS, qui ne nous laisse que peu d'espoir de nous en sortir.

Si on devait les suivre, on devrait continuer à s'abaisser à toujours reculer, jusqu'au moment où on se retrouverait acculer aux pieds du mur à attendre la balle fatale qui mettrait fin à notre combat.

On ne peut se résigner à un tel destin, nous nous y refusons. Nous continuons de penser qu'une autre politique est possible en direction des millions de travailleurs et jeunes qui ne supportent plus leur société pourrie, qui consisterait également à rassembler tous les militants révolutionnaires ou anticapitalistes qui sont résolus à rompre avec le capitalisme et ses institutions, les appareils vendus des syndicats, l'ONU et l'Otan, qu'une telle politique véritablement indépendante du capital et ses représentants, se situant exclusivement sur le terrain de classe des opprimés, conforme au socialisme, qu'il est possible de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire sur cette base politique, section de l'internationale du même nom, le programme de la révolution socialiste mondial.

La gauche ou la suprême imposture qui a pourri le mouvement ouvrier.

Où commence-t-elle ? En y associant le PS et accessoirement EELV dont l'origine est cependant intéressante.

EELV est dès l'origine un parti bourgeois. Le Mouvement d'écologie politique (MEP) dont il est issu avait pour fondateur un ex-militant du Parti radical et franc-maçon, René Dumont, et Brice Lalonde, le rejeton d'une riche famille d'industriels, la famille Forbes, dont la mère est la tante du milliardaire américain que vous connaissez bien, John Kerry, le secrétaire d'Etat d'Obama.

Que EELV soit devenu un satellite du PS n'a dès lors rien d'étonnant pour compter dans ses rangs plus encore de bourgeois et grands bourgeois, ils se retrouvent en famille. On ne présente plus le PS, le PCF et le PG que vous devez connaître sur le bout des doigts. Maintenant que Mélenchon et le Parti de Gauche (PG) affectionne EELV en dit long sur la supercherie qu'a constitué la fondation du PG qui n'a de gauche que le nom ou qui n'est pas plus de gauche que le PCF.

Le PS, c'est le fil à la patte qu'ils trimballent depuis toujours et qui les relie au régime qu'ils servent avec constance ou persévérance, avec lequel PCF et PG sont incapables de rompre, et qui suffit à illustrer l'imposture que nous dénonçons.

Ce fil à la patte du mouvement ouvrier, c'est le noeud coulant passé autour de son cou qui petit à petit finit par se resserer, l'étrangle jusqu'à mort s'en suive. En réalité, ce que camoufle les déclarations des uns et des autres des derniers jours, c'est que ce n'est la gauche qui serait menacée de mort, elle n'existe pas puisque c'est une pure illusion ou imposture, mais le mouvement ouvrier. Le contraire signifierait que ces gens-là seraient capables de se pencher sur le sort des travailleurs pour leur venir en aide, il ne faut pas être dupe, ils ne peuvent pas servir à la fois les intérêts du régime et ceux des travailleurs, un peu de sérieux.

Voyons maintenant comment se présente cette comédie qui n'a rien d'humaine, en guise d'humain d'abord, ce serait plutôt l'humain après ou d'abord moi et l'humain ensuite, s'il reste quelque chose une fois que je suis servi.

On pourrait se poser une question en guise d'introduction : Si Valls tient absolument à sauver la gauche, sachant qu'il n'a jamais été de gauche, qu'il ne l'est pas et le sera jamais, c'est qu'en réalité c'est autre chose ou quelque chose en particulier qu'il se destine de sauver, logique n'est-ce pas ? Il ne faut pas se fier à ce qu'il dit mais à ce qu'il est et ce qu'il fait. Nous allons voir de quoi il s'agit.

- PS, EELV, PCF, PG: la gauche réunit ses instances respectives ce week-end - AFP

Les perles sont enfilées à la suite du PS, l'ordre des choses est respecté.

- La gauche peut mourir en 2017, s'alarme Manuel Valls - Reuters

Pour que Valls soit au chevet de la gauche à laquelle il n'a jamais apartenu, c'est que le pilier du régime (PS) est bien mal en point, à moins que ce ne soit le régime tout court qu'il faudrait sauver à tout prix. Souvenez-vous de ce que nous avons dit plus haut, il ne faudrait pas que le fil qui relie le PS aux partis de la pseudo-gauche et extrême gauche se casse, que le PS se disloque, car cela pourrait sonner l'heure de la recomposition du mouvement ouvrier, leur pire cauchemar.

- Mort de la gauche ? Il faut "*être conscient du risque*", pour Emmanuelle Cosse - AFP

EELV n'est pas de gauche, elle s'en fout, rappelez-vous qui est menacé de mort... En ce qui concerne EELV, le "*risque*" consiste uniquement dans la menace qu'il soit totalement marginalisé et disparaisse ou que le PS l'entraîne dans sa chute.
La dislocation du PS ne profiterait pas à EELV qui est un pur produit du régime qu'incarne le PS qui le soutien à bout de bras, pour avec à peine 10.000 adhérents revendiqués est hyper représenté dans les institutions, sans parler de l'audience généreuse que les médias lui accorde.

EELV n'est pas un parti politique à proprement parler, c'est une officine composé essentiellement d'élus qui rament pour le PS et le régime, qui ne doit sa survie financière qu'aux subsides et prébendes que le régime lui accorde ou que les postes qu'il leur accorde leur rapporte, il n'a pas de troupes derrière ou de militants pour le défendre en dehors d'une poignée d'illuminés à la

cervelle toujours verte mais pas dans le sens où l'entendait Goethe, la leur est demeurés à l'état primaire, infantile au lieu de se fertiliser et croître au fil des expériences de la lutte des classes qui entretien son éternelle jeunesse chez le penseur tendu vers son idéal. Eux, leur idéal ne dépasse pas le stade du recyclage des déchets que le capitalisme produit et dont ils se nourissent, d'où leur attachement au capitalisme, c'est leur gagne pain.

- Pour Manuel Valls, "*le risque de voir Marine Le Pen au second tour de la présidentielle existe*" - Francetv info

Autant qu'en avril 2002 avec son père. Vous aurez remarqué au passage que le PS s'en est bien tiré par la suite puisqu'il a réussi à porter Hollande à la présidence et à emporter la majorité des députés. Le Pen n'a aucune chance de l'emporter à une élection présidentielle et Valls le sait très bien. Ce sera le candidat de l'UMP qui sera élu et le PS sera éliminé au premier tour comme en 2002 et tout ce beau monde de gauche et d'extrême gauche appellera à battre l'extrême droite, autrement dit à voter pour le candidat de droite.

Les dirigeants de la classe dominante, qui ne sont pas ceux du PS et pas même ceux de l'UMP ou de l'UDI, ont toujours deux alternatives au feu, favoriser le parti de l'ordre officiel, l'UMP, ou recourir à son supplétif, le PS, le FN épaulant le PS et venant en force d'appoint au cas où il faillerait à sa mission avant que l'UMP reprenne les commandes en mains.

L'arrivée au pouvoir du PS coïncide avec l'incapacité de l'UMP de continuer à gouverner, situation qui traduit une crise du régime alimentée par le rejet de la politique que ses représentants veulent imposer aux travailleurs. Le PS monte au créneau pour appliquer la politique de l'UMP que les travailleurs ont rejetée dans les urnes pour le compte des capitalistes.

L'arrivée au pouvoir du PS témoigne de la faiblesse du régime, et si chaque fois que le PS est aux commandes la classe dominante appuie sur le bouton du FN pour lui faire jouer un plus grand rôle ou l'agiter comme une menace sur la démocratie, cela ne tient certainement pas du hasard mais d'une stratégie politique bien rodée. En fait, le PS ne peut pas gouverner sans cette menace qui se traduira par la mise en oeuvre d'une propagande grotesque aux allures de provocations permanentes envers la majorité des masses, mais surtout du FN auquel il faut bien donner un os à ronger pour qu'il se manifeste ou fasse parler de lui, prestation qui sera amplifiée par les médias.

La combine consiste de la part du PS et ses larbins de la pseudo-gauche et extrême gauche à faire croire que quelque chose menacerait gravement la démocratie, le FN ou l'extrême droite par exemple, de manière à pouvoir se présenter en défenseur de la démocratie, tandis qu'il la piétine allègrement en appliquant sa politique réactionnaire et la boucle est bouclée.

Le problème du PS maintenant, c'est que ce tour de prestigiditation ne fonctionne plus, c'est ce qu'on avait commencé à observer aux dernières élections municipales et qui s'est confirmé lors des élections européennes. Quand on dit qu'ils font monter le FN, c'est exact, mais ce n'est pas leur objectif immédiat, au départ ils s'en servent pour que les masses se rassemblent derrière le PS ou soutiennent le gouvernement et sa majorité parlementaire pour qu'ils puissent appliquer leur politique.

Les gauchistes de tous poils sont tombés dans le piège grossier que leur avait tendu le PS en soutenant ses lois en faveurs de certaines couches ou minorités dont franchement il n'a que faire, il fallait être aveugle ou naïf pour croire un seul instant que le PS se soucieraient de leurs droits, en réalité il allait s'en servir pour rassembler autour de lui la pseudo-gauche et extrême gauche jusqu'aux militants les plus réfractaires au régime en place et l'opération de ce point de vue-là à parfaitement fonctionnée, dorénavant tous autant qu'ils sont ils se sont déconsidérés auprès des masses largement demeurées ignorantes ou archaïques qui rejetaient majoritairement ces lois avancées par le PS au nom du progrès social, tu parles, alors qu'il poursuivait simultanément son oeuvre de démolition sociale. En toute logique, ce soutien leur a valu la même sanction que le PS lors des dernières élections. Ils ont lié leur sort au PS, ils connaîtront la même fin tragique, il n'y a rien à attendre de tous ces partis ou groupes de militants décomposés ou fossilisés.

La classe dominante agite le spectre du réchauffement climatique pour justifier l'existence des écologistes, et elle agite celui du racisme qu'elle alimente elle-même pour favoriser celle de l'extrême droite sans le revendiquer évidemment et qu'elle instrumentalise de la même manière que les écologistes.

- Cambadélis veut refonder le parti socialiste - LeFigaro.fr

- «*La force propulsive du congrès d'Epinay, en 1971, se trouve aujourd'hui arrivée à son terme et il est nécessaire, dans le moment que nous traversons que s'ouvre un nouveau cycle*». C'est «*la gauche année zéro*». LeFigaro.fr 14.06

L'illusion de l'Union de la gauche et de la Gauche plurielle qui a servi de couverture au PS pour se faire passer de gauche ne fonctionne plus à l'heure du triomphe du néolibéralisme ou de la crise aigüe du capitalisme. Il faudrait que «*la gauche année zéro*» coïncide avec la refondation du mouvement ouvrier, encore faudrait-il qu'il existe un parti qui l'incarne, or aucun n'est apparemment prêt à s'engager dans cette voie, hélas !

- "*Ce qui est en jeu c'est un nouveau Parti socialiste*" qui soit "*en capacité de dire ce qu'est le socialisme moderne*", selon lui.

Cambadélis est assez naïf pour croire qu'il suffirait de changer le nom d'un parti ou de modifier à la marge sa composition pour que les travailleurs soient assez crédule pour marcher dans la combine et croient qu'il s'agirait d'un nouveau parti ou un parti qui les représenterait, c'est dire à quel point ils sont désemparés devant la crise politique qui s'annonce.

- "*Le PS a décidé d'ouvrir un travail de fond sur son identité car il estime qu'il n'est plus identifié dans le champ politique. On connaît parfaitement ce que veulent la plupart des formations politiques, mais quelle est la nature du PS ? Qu'est-ce qu'il veut comme société ? Qu'est ce qu'il cherche comme projet ? Quels sont les éléments qu'ils veut mettre en avant ?*", a-t-il dit devant la presse, à l'issue d'un conseil national du PS.

La nature du PS, on la connaît parfaitement, tout le monde la connaît, le problème réside dans le fait qu'aucun parti ouvrier n'entend le caractériser de parti du capital, de droite, ce qu'il est depuis 1914.

"*Il ne s'agit pas de faire notre "Bad Godesberg" (programme du SPD allemand en 1959 qui reconnaît notamment l'économie de marché, ndlr) , il y a longtemps qu'il est fait au niveau du PS. Il s'agit de construire une force politique moderne, c'est-à-dire qui réinvestit ses principes, ses axes fondateurs dans une réalité qui, elle, a changé*". AFP 14.06

Il répond ici aux questions qui figurent dans le paragraphe précédent, qu'est-ce que le PS "*veut comme société*", une société subordonnée au marché qu'incarne au plus haut degré (notamment) le pacte de libre-échange USA-UE concocté par l'oligarchie financière et soutenu par le PS ou encore le pacte de responsabilité, le TSCG, etc.. Son "*projet*" ? Il n'en a pas ou si il se confond avec la politique qui lui est dictée par l'oligarchie financière à laquelle il est totalement soumis au détriment du socialisme qu'il combat. Tout le reste est du baratin.

- Cambadélis confirme implicitement la perte de 25.000 adhérents au PS - AFP

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a confirmé implicitement que 25.000 adhérents (10% de son effectif officiel) avaient quitté le Parti socialiste depuis deux ans, démentant que cela soit lié aux dernières élections, dimanche lors de l'émission "*Tous politiques*" (France Inter/Le Parisien/France 24). AFP 15.06

Seulement ?

- Maurel, de l'aile gauche du PS, demande une primaire en 2016 - AFP

Alors que des millions de travailleurs attendent quotidiennement des solutions pour régler leurs difficultés, ils ne pensent qu'aux prochaines élections.

- PS : la fronde anti-Hollande ne faiblit pas au sein de l'aile gauche - LeParisien.fr

- PS : la «*guérilla parlementaire*» se prépare - LeParisien.fr

Le Figaro a noté que l'ensemble des dirigeants du PS tous courants confondus "*ont marqué leur soutien au premier ministre Manuel Valls venu lui-même, dans la matinée, s'exprimer devant le Conseil national*", confirmant les propos de Cambadélis, selon lequel "*les socialistes critiques de la politique de l'exécutif se sont exprimés de façon «moins aigüe qu'auparavant» lors de ce Conseil*", voilà pour la pseudo-gauche du PS. (LeFigaro.fr 14.06)

Populisme. Il fallait que la pseudo-gauche en soit.

"*Qu'ils s'en aillent tous*"... et vous avec ! En guise "*d'humain d'abord*", c'est mon élection et mes prébendes d'abord...

- Parti de gauche et PCF appellent à «*un Front du peuple*»... chacun de leur côté - liberation.fr

Le conseil national du Parti de gauche a appelé, ce dimanche, à une «*refondation*» du Front de gauche et à la «*convocation d'assises ouvertes*», afin de «*clarifier sa stratégie électorale*» et de «*réactualiser son programme*».

(Congrès "*ouvert*" pour les uns (POI), assices "*ouvertes*" pour les autres, refondation pour tout le monde, quelle imagination débordante, n'en jetez plus la cour est pleine ! C'est marrant on dirait que plus ils refondent, clarifient et réactualisent, plus ils font fuir militants et travailleurs, vous avez remarqué aussi. A peine fondés et les voilà qui se refondent, à croire que les fondations étaient pourries. A peine définie une stratégie et les voilà qui ressentent la nécessité de la changer, à croire que celle qu'ils avaient adoptée présentait de graves lacunes ou pire encore. A peine ont-ils adopté un programme qu'il leur faut le réactualiser, à croire qu'il ne correspondait pas vraiment à la situation. Bref, il n'y a pas lieu de croire que ces gens-là se moquent des travailleurs, on en est convaincu. - ndlr)

Dans une résolution adoptée par le parlement du parti de Jean-Luc Mélenchon, le PG fait le constat que «la dynamique de révolution citoyenne que nous avions fait naître (en 2012, ndlr) (...) est retombée et ce n'est pas le Front de gauche qui capte et polarise l'exigence du "qu'ils s'en aillent tous!"» Dès lors, «*c'est donc une refondation qui est à l'ordre du jour*», estime le PG, qui propose des «*assises ouvertes du Front de gauche*».

(La supercherie de la "*révolution citoyenne*" n'a pas tenu toutes ses promesses et est retombée comme un soufflé ou une mauvaise farce, normal, comme quoi les travailleurs ne sont pas aussi stupides qu'ils le prétendent. - ndlr)

Le parti veut s'adresser "*à tous les citoyens, aux militants associatifs et syndicaux, à toutes les sensibilités et organisations de gauche qui refusent pour de bon l'austérité sous tous ses aspects*".

(Nous, nous nous en tapons de "*l'austérité sous tous ses aspects*" si c'est pour venir au secours du régime. Chaque combat, chaque lutte doit être présentée (et orientée) comme un moment ou une étape du combat pour en finir avec le régime, pour préparer les conditions qui nous permettrons de réaliser cet objectif politique, ce qui doit se traduire concrètement par la construction du parti, le seul objectif à notre portée actuellement et dont nos sommes comptables.

"*Citoyens*", "*militants associatifs et syndicaux*", "*organisations de gauche*" qui ne le sont pas vraiment en réalité ou pas forcément loin de là. La preuve, pas besoin d'être de gauche pour refuser de partir à la retraite plus tard, pour rejeter la hausse de la TVA, etc. si cela suffit à caractériser un travailleur de gauche, alors oui effectivement être de gauche ne veut absolument (plus) rien dire et dans ce cas-là on peut recruter des gens de droite et faire une politique de droite que l'on prétendra être de gauche, comme ils disent au NPA : tout est possible. Vous avez là la définition du Front de gauche. - ndlr)

Les mélenchonistes plaident pour que Le Front de gauche «*clarifie sa stratégie électorale qui doit être l'autonomie permanente à l'égard du social-libéralisme à toutes les élections*».

(Pure fantasme sachant que si le PCF n'était pas allié du PS il disparaîtrait et ses dirigeants ne peuvent s'y résigner. Et puis la classe dominante a autant besoin de l'un que de l'autre pour faire barrage à la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant du capital. - ndlr)

«*Aux militants dissidents du PS*», le PG propose: «*Défendez vos idées, rompez les rangs*.» Selon le PG, «*rien n'est possible sans qu'un front du peuple ne se lève pour congédier l'oligarchie (...) et avancer vers l'écosocialisme*».

(On a lu plus haut ce qu'il en était, qu'ils rampaient devant Valls et en présence de ce dernier, malgrè leurs grandes gueules devant les caméra.

Quant à l'écosocialisme, c'est l'alliance de l'écologie, qui est un concept bourgeois, avec le socialisme pour mieux s'en faire le fossoyeur. Sa nature sociale, c'est la collaboration de classes ennemi du socialisme. A bas l'écosocialisme, vive le socialisme révolutionnaire ! - ndlr)

Un «*Front du peuple*»? C'est aussi ce que préconise le PCF... mais à l'issue de son propre conseil national qui se tenait aussi dimanche. Les communistes ont appelé à la «construction d'un Front large, d'un Front du peuple» qui uniraient «*forces populaires, sociales et politiques*».

(L'un et l'autre n'ose plus employer l'expression de Front populaire qui est marqué au fer rouge du sceau de la trahison, mais c'est bien le même type d'alliance et la même politique qu'ils préconisent sous des variantes sémantiques. - ndlr)

«*Pour reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France, le conseil national du PCF a appelé à un immense effort politique pour rendre possible, d'ici 2017, l'ouverture d'une perspective de gauche*», écrit le parti dans un relevé de décisions.

(Tous les cinq ans ils vont refaire le même coup, ils sont imapayables, ils ne se referont jamais !

Quant au Front de gauche, le PCF entend, lui, «poursuivre le travail d'évaluation engagé pour déboucher sur (sa) relance appropriée» et propose «*début septembre, une grande réunion d'un conseil national élargi du Front de gauche pour engager une vraie dynamique*». Les communistes entendent «*travailler à faire du Front de gauche*» «*un animateur crucial de la construction de ce front large*». liberation.fr 15.06

(Que de temps perdu à lire et commenter ces gens-là. -ndlr)

Un "rêve" ou plutôt un cauchemar.

- Les centristes de l'UDI veulent se tenir à distance de l'UMP et du MoDem - AFP

- Retour à l'UMP version 2002? "*Tu rêves Alain!*" dit Morin à Juppé - AFP

- Parti radical: bataille entre Hénart et Yade pour succéder à Borloo - AFP

Apparemment ils retiennent quelque chose de leurs expériences du passé, on les envie ! Avis à nos dirigeants...

Yade, c'est le type même du discours stéréotypé, du disque rayé, son répertoire est une suite de clichés obsolètes et grotesques qui collés les uns aux autres pourraient faire l'affaire d'un marabout pour abuser les esprits faibles. Compassée, hautaine, méprisante, parée comme une gravure de mode, son seul talent réside dans ses origines dont elle use et abuse en se laissant instrumentaliser pour satisfaire son ambition personnelle.

- Debout la France? Les militants de DLR vont voter sur un changement de nom - AFP

Ces souverainistes vont peut-être ajouter "*social*" du fait qu'ils empiétaient déjà sur les plates-bandes de l'extrême droite ou le national-socialisme qui a le vent en poupe ou plutôt voué à faire parler de lui...

Extrême droite et poujadisme

- 6 sympathisants FN sur 10 veulent expulser Jean-Marie Le Pen de son parti - L'Express.fr

Hier ils ont sorti un sondage qui évaluait à 91% le nombre de personnes interrogées qui ont une mauvaise opinion de Jean-Marie Le Pen, à croire que les élections passées et leur objectif atteint ils n'ont plus besoin temporairement du FN.

Ce qu'on n'a pas dit plus haut mais qui méritait d'être relevé, c'est que la sauce n'a pas vraiment pris, les électeurs qui devaient être épouvantés par l'éventuelle montée du FN ne se sont pas reportés massivement sur le PS, du coup il faut bien que quelqu'un paie pour cette contre-performance électorale.

- Caroline Fourest : "*Le masque du FN fait encore illusion*" - Le Nouvel Observateur

Elle doit être jalouse car le sien a fait long feu, son vrai visage est celui hideux de la pire réaction...

- Rassemblements de Bonnets rouges dans plusieurs villes de l'ouest - AFP

Quelques centaines de personnes participaient samedi dans plusieurs villes de l'ouest aux pique-niques organisés par les Bonnets rouges pour défendre l'économie et l'emploi, Thierry Merret, l'un de leurs porte-paroles, soulignant que les Bretons se "*sentent méprisés et dédaignés*" et redemandant à François Hollande de venir écouter leurs doléances. AFP 14.06

Les "*Bretons*", en tout "*quelques centaines de personnes*", là aussi l'illusion aura fait long feu...

ACTUALITE EN TITRES

Résistance passive

- SNCF, Air France, intermittents : vague de mouvements sociaux en France - LeParisien.fr

- Grève reconduite dimanche à la SNCF pour le cinquième jour - Francetv info

Aujourd'hui lundi, le sixième jour de grève pour exiger le retrait de la contre-réforme de la SNCF...

A l'heure de Detroit...

- Pour éviter des hausses d'impôts, un village de Haute-Garonne invite ses habitants à balayer les rues - Francetv info

La centaine d'habitants est également conviée à débroussailler autour de la salle des fêtes, ainsiqu'à nettoyer le cimetière et les

locaux communaux. Francetv info 15.06

Le vieux monde.

- Au Brésil, des dizaines d'arrestations dans des manifestations anti-Mondial - LeMonde.fr

- Israël bombarde le sud de la bande de Gaza, sans faire de victime - LeMonde.fr

- Un jeune Palestinien tué par l'armée israélienne dans le camp de Jalazone - LeMonde.fr

- La marche des rebelles sunnites ralentie par l'armée irakienne - Reuters -

- Kenya: des tireurs attaquent une ville côtière - AFP

- Un attentat fait 11 morts dans le nord de l'Afghanistan - Reuters

- Pakistan: la "*grande offensive*" de l'armée contre les talibans - Lexpress.fr

- Electricité coupée et nouveaux heurts dans l'est de la Libye - Reuters

- Soudan du Sud: six mois de guerre, et la crise s'aggrave - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie. Les néonazis se lâchent.

- "*Poutine est un connard*", lâche le ministre ukrainien des Affaires étrangères - L'Express.fr

Dans une scène filmée par la télévision locale, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andrii Dechtchitsa, a lâché "*Poutine est un connard*" devant des manifestants en train de s'en prendre à l'ambassade de Russie à Kiev.

La vidéo a, bien sûr, indigné la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a vivement condamné dimanche soir les propos de son homologue ukrainien. "*Ce qui m'a particulièrement choqué, c'est que le ministre des Affaires par intérim Andrii Dechtchitsa (...) se soit joint aux soi-disant manifestants près de l'ambassade, (...) et se soit permis des déclarations qui ont dépassé les limites de la bienséance*", a-t-il déclaré. L'Express.fr 15.06

SOCIAL

Portugal

- Portugal: des milliers de personnes défilent contre l'austérité - AFP

Des milliers de personnes ont défilé samedi après-midi à Porto, dans le nord du Portugal, afin de protester contre les politiques d'austérité du gouvernement de centre droit et réclamer des élections anticipées.

"*Basta!*", "*gouvernement dehors*" ont scandé les protestataires qui ont défilé à l'appel de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays.

"*Les Portugais exigent la démission du gouvernement et la convocations d'élections anticipées*", a déclaré Armenio Carlos, secrétaire général de la CGTP, proche du Parti communiste.

Les prochaines élections législatives sont prévues à l'automne 2015.

Le responsable de la CGTP a également accusé le gouvernement de profiter du Mondial de football et des vacances pour "*démanteler les droits des travailleurs*" et chercher à adopter "*des mesures qui favorisent l'appauvrissement*".

Les manifestants ont protesté notamment contre les nouvelles coupes, entre 3 et 10%, annoncées cette semaine par le gouvernement dans les salaires des fonctionnaires supérieurs à 1.500 euros.

Cette mesure, qui va être soumise prochainement au Parlement, doit permettre en partie de compenser les mesures de rigueur invalidées fin mai par la Cour constitutionnelle, parmi lesquelles une baisse des salaires des fonctionnaires supérieurs à 675 euros.

La CGTP a prévu une nouvelle manifestation samedi prochain à Lisbonne. AFP 14.06

Haut de page

Le 17 juin 2014

CAUSERIE

Pondy 15h36. 12 articles ajoutés au 13 précédents.

Pondy 14h44. 13 articles ont été ajoutés. Je vais actualiser le dossier Irak.

Trois heures plus tôt.

J'ai terminé le boulot très tôt car je dois aller en ville pour téléphoner à mon épouse Magueswary qui a été transférée dans un autre établissement hospitalier, je suis sans nouvelles depuis deux semaines, elle avait disparu de la circulation et c'est en faisant des recherches hier que j'ai appris où elle était.

On ajoutera des nouveaux articles dans la journée, vers 13h en France, Selvi retourne bosser de 14 à 16h et j'en profite pour finir le boulot de la journée. A demain et bon courage, bon moral.

Une analyse politique

Comme si de rien n'était la vie continue comme avant pour les partis dits ouvriers, consternant, navrant, dramatique, effrayant. Comme quoi décidément on ne se refait pas.

Pendant ce temps-là les Irakiens se font massacrer tranquillement, les Ukrainiens se font mitrailler et bombarder, les Palestiniens, les Syriens, les Afghans et les Pakistanais aussi, etc.

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius peuvent soutenir, encourager, alimenter, participer à toutes ces guerres impérialistes directement ou indirectement plus barbares les unes que les autre, imperturbablement ils égrainent le même discours, ils refusent de modifier leurs rapports avec le PS et les appareils syndicaux corrompus comme si de rien n'était. Du coup on est bien obligé d'en déduire qu'ils ont tous déserté le terrain du combat politique contre l'ordre établi devant lequel ils capitulent ou font acte de soumission.

Nous avons à de multiples reprises relevé que ce qui caractérisait le mieux notre ennemi ou faisait sa force résidait dans sa détermination sans faille à appliquer sa politique avec une cynisme sans fond, on en a une nouvelle fois la preuve avec les derniers développement en Irak.

On constatera que l'impérialisme américain et ses alliés prompts à intervenir militairement pour défendre la population civile d'un pays menacée par un dictateur ou d'un génocide ou par un Etat voisin, se contentent de discours dithyrambiques et de gesticulations s'agissant de l'agression en cours des mercenaires sanguinaires de EIIL contre l'Irak. Ce qui est somme toute normal puisque ce sont eux qui les ont fabriqués et armés pour mener cette guerre conformément à la stratégie et aux objectifs qu'ils avaient définis de longue date.

La partiton ou la liquidation de pratiquement n'importe quel pays en Afrique et au Proche-Orient ne devrait pas leur poser de problèmes insolubles, puisqu'ils sont tous ou presque des Etats créés artificiellement par les différents impérialistes occidentaux

au moment de la colonisation puis de la décolonisation, leurs frontières ayant été dessinées au cordeau conformément aux territoires annexés ou occupés par ces impérialistes et non en fonction des peuples qui y résidaient ou qui s'y étaient établis depuis des lustres, piétinant leurs cultures et leurs droits comme s'ils n'existaient pas, pour ensuite les placer sous la coupe de militaires, dictateurs ou tyrans à leur solde.

Ainsi bien des peuples se sont retrouvés disloqués de part et d'autre de frontières qui leur furent imposées. Ils acquirent de force une nationalité qu'ils n'avaient pas choisie. Le temps passant, ils durent se résoudre à vivre dans ces nouveaux Etats et à en adopter de gré ou de force la législation, la langue officielle, la monnaie, etc. Dorénavant pour faire valoir leurs droits sociaux et politiques, ils devaient s'en remettre à ces Etats ou les affronter en menant leur lutte de classe, ils devenaient en principe les garants du développement social ou du bien-être de leurs populations, de la justice, de leur sécurité, etc. ils étaient censés représenter leurs intérêts sur la scène internationale...

S'ils finirent pas adopter ces réflexes ou s'en remettre à ces principes qui leur étaient commandés d'en haut pour tenter de s'intégrer dans cette société, en guise de développement social et de sécurité ou paix, ils virent les inégalités sociales s'accroître, la corruption se généraliser ainsi que l'injustice, ils furent en proie au développement de la violence et enfin ils eurent droit à la guerre ou à la guerre civile. Car les potentats ou autocrates autodésignés qui avaient été mis en place et étaient soutenus par les différents impérialistes ne gouvernaient pas pour assurer leur bien-être, mais uniquement pour satisfaire l'appétit insatiable des multinationales occidentales et autres qui pillaient littéralement leur pays de ses richesses au détriment de la population locale, leurs pays demeurant sous-développés pour la plupart d'entre eux et sous la domination impéraliste de l'un ou l'autre impérialiste ou ex-colonisateur.

La pseudo-indépendance qui leur a été accordée au cours du XXe siècle a été bradée par leurs dirigeants corrompus qui se sont enrichis en livrant leurs pays aux multinationales étrangères ou en acceptant de se placer militairement sous la coupe d'un impérialiste, service grassement rétribué, devenus incapables de gouverner leurs pays ou de faire face aux besoins croissants de leurs peuples, la crise du capitalisme accentuant toutes les contradictions qui existaient dans ces pays et qui étaient de plus en plus visibles et insupportables au plus grand nombre, il devenait urgent pour le chef de fil du capitalisme mondial, l'impérialisme américain, de reprendre la main ou d'intervenir directement.

Comment, en disloquant ce qu'il avait patiemment construit au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ce qui devait se traduire par l'activation des anciens clivages toujours existant entre communautés éthniques ou religieuses, de telle sorte qu'elles s'affrontent violemment au point de franchir un stade de non retour, qui devait être le prélude à un nouveau redécoupage de l'Afrique et du Proche-Orient que ces peuples soutiendraient ou souhaiteraient eux-mêmes sur des bases éthniques ou confessionnelles tant était féroce la haine qu'ils se vouaient dorénavant réciproquement, de manière à ce que les impérialistes présentent cette balkanisation à outrance à coup de canons de ce continent ou cette région comme salutaire pour ces peuples, intervenant en leur nom en protecteurs de leurs droits ou de leur intégrité, et au delà de la démocratie, misant sur une horde de mercenaires sanguinaires qu'ils auraient armés pour convaincre par la terreur les plus récalcitrants qu'un tel charcutage était inévitable et souhaitable, tandis que les masses conditionnées et largement ignorantes en occident ne se sentant pas vraiment ou directement concernées, menacées par ces guerres ne s'emmêleraient pas ou laisseraient faire leur impérialiste respectif profitant de la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat par la pseudo-gauche vendue et l'extrême gauche impotente, et ainsi la boucle était bouclée.

Qui a dit ?

Une citation tirée d'un article publié par Mondialisation.ca.

«*Nous avons amené la torture, les bombes à fragmentation, l'uranium appauvri, d'innombrables assassinats commis au hasard, la misère, la dégradation et la mort au peuple irakien, et on appelle ça apporter la liberté et la démocratie au Proche-Orient.*»

Harold Pinter, prix Nobel de littérature.

Chaque matin en se levant et chaque soir en s'ordormant on a une pensée pour nos frères livrés à la pire barbarie qui soit en Irak, à ce peuple martyr des tyrans qui ont pour nom Obama, Cameron et Hollande. Apparemment, ce n'est pas ce qui empêchera nos dirigeants de bien dormir, à croire qu'on n'appartient décidément pas au même monde.

ACTUALITE EN TITRES

Comme chaque semaine...

- GM rappelle 3,36 millions de voitures supplémentaires - Reuters

General Motors a annoncé lundi le rappel de 3,36 millions de voitures en Amérique du Nord affectées par un problème d'allumage susceptible d'affecter la direction assistée, le freinage moteur et les airbags. Reuters 15.06

Intox.

- Quand le FMI tape sur les États-Unis - Liberation.fr

- L'Onu suspecte des crimes de guerre commis par l'EIIL en Irak - Reuters

Des crimes à mettre sur le compte de l'ONU...

Résistance passive.

- SNCF: La grève reconduite jusqu'à mardi, CGT et SUD ne désarment pas - 20minutes.fr

- Plus de dix mille intermittents dans la rue pour défendre leur régime - LeMonde.fr

- Mouvement de grève à l'hôtel Majestic Barrière de Cannes - AFP

Etre ou ne pas être de droite, une question dépassée.

- Choix de Toubon pour être Défenseur des droits: Gare «au sectarisme» à gauche, avertit Manuel Valls - 20minutes.fr

Cela ne risque pas la preuve :

- Valls reçoit syndicats et patronat en vue de la conférence sociale - LePoint.fr

Quand un média aux ordre offre généreusement une tribune à la pseudo-extrême gauche...

- La colère sociale chemine à la surface - Liberation.fr

- Signé : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou membres de la direction du NPA.

No comment !

En famille. Le PS a un nouveau satellite.

- L'ex-MoDem Jean-Luc Bennahmias va lancer un nouveau parti - AFP

- Bennahmias, ex-MoDem, crée son parti aux côtés du PS - LeParisien.fr

A Bilderberg, ils doivent les maudire !

- UMP : éviction d'Eric Cesari, DG du parti et proche de Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- L'UMP se divise sur la réforme ferroviaire - LeParisien.fr

La Scandinavie ou la vitrine sociale du capitalisme.

- La Norvège va bientôt interdire la mendicité - LePoint.fr

Le pays va interdire la mendicité dans les lieux publics, en vertu d'un amendement législatif débattu ce lundi au Parlement. Le texte présenté par le gouvernement de droite prévoit d'autoriser les municipalités à interdire la mendicité localement à compter de l'été 2014, avant une interdiction nationale prévue à partir de l'été 2015. Sauf coup de théâtre, il est assuré d'être adopté.

Issu du Parti du progrès (le FrP), formation de droite populiste anti-immigration, le ministre de la Justice Anders Anundsen a invoqué "*un lien*" entre la mendicité et la délinquance, notamment le vol à la tire. Selon les autorités, Oslo connaît autant de vols de pickpockets que Berlin pour une population sept fois moindre.

La mendicité, dans les villes qui l'interdiront, sera passible d'une amende et d'une peine allant jusqu'à trois mois de prison.

La Norvège ne fait que rétablir une interdiction en vigueur jusqu'en 2005. D'autres pays européens ont aussi une interdiction nationale (Grande-Bretagne, Danemark) ou locale.L'amendement, qui devait être voté en première lecture lundi soir, devrait être définitivement adopté dans la semaine. Il est assuré d'obtenir une majorité car le gouvernement minoritaire formé par les conservateurs et les populistes a obtenu le soutien du parti centriste. LePoint.fr 16.05

Ah ces monarchies, des exemples de démocratie ! Au PS ils les aiment et le disent même avec des fleurs (le marché aux fleurs Elisabeth II à Paris)...

Monarchie, franc-maçonnerie, sionisme, Parti socialiste, comment, vous ne saviez pas que c'était la même boutique ? Des horreurs ou des erreurs au choix.

Blair, c'est le cynisme dévoilé des néolibaux, Johnson, c'est l'hypocrisie assumée.

- Boris Johnson accuse Tony Blair d'être «devenu fou» après ses propos sur l'Irak - LeFigaro.fr

Il faut bien que l'impérialisme américain recrute pour alimenter les différents fronts qu'il a ouverts...

- Jordanie: Libération d'un des principaux idéologues du djihadisme - 20minutes.fr

Haut de page

Le 18 juin 2014

CAUSERIE

J'ai retrouvé mon épouse Magueswary, après avoir été hospitalisée à Aubagne jusqu'au 6 juin elle a été transférée dans une maison de repos à Allauch dans les Bouche du Rhône, elle en sortira lundi prochain en principe. Elle se porte un peu mieux.

Je ne vous la présente plus, vous savez qu'elle est arriérée, cependant à mon contact en 24 an elle a acquis certaines valeurs ou elle est capable de faire preuve de davantage de mesure qu'autrefois quand elle porte des jugements ou des appréciations sur les gens qu'elle est amenée à croiser.

Elle a rarement le moral puisqu'elle croit tous les jours qu'elle va mourir, elle s'emporte facilement et perd les pédales facilement comme l'on dit, aussi je suis obligé de faire preuve d'autorité et d'imagination pour la calmer et lui redonner le goût de vivre. Ce qui est étonnant, c'est qu'à chaque fois que je l'ai au téléphone, ce qui lui fait du bien c'est quand je lui parle de politique, le plus souvent à se demande, elle se sent mieux, c'est comme si elle trouvait là un moyen d'exprimer sa détestation de la société, de vider ce qu'elle a en elle qui l'étouffe, elle est soudainement apaisée, c'est une thérapie de choc très efficace à laquelle je ne m'attendait pas ou pas dans ces proportions, j'en ai été agréablement surpris, en plus elle est vraiment intéressée par ce que je lui raconte car elle rajoute des éléments qu'elle a entendu à la télé, à la fin elle me dit toujours, tu sais, on n'a pas le choix il faut continuer de se battre, j'en suis ému car je pense à son combat pour survivre avec ses valves cardiaques et son état de faiblesse permanente, elle est courageuse.

Mon combat l'aide à tenir, à mener le sien. Parfois elle flanche et c'est bien naturel. L'autre jour elle m'a dit qu'elle ne pouvait plus combattre, que cela devenait trop dur, elle parlait de la vie en France, de la fermeture de l'agence de la Caf à Aubagne, l'impossibilité d'obtenir un nouveau logement au bout de 6 ans car les services sociaux de la mairie sont corrompus, ou encore les désillusions dont elle a fait l'amère expérience pour s'être liée à des gens qui n'en valaient pas vraiment la peine ou qui faisaient face eux-mêmes à un tas de difficultés qui ne les avaient pas rendus spécialement bons. Elle vit très mal la dégradation des rapports sociaux en France qui la rapproche de l'Inde qu'elle a voulu fuir. Moi je savais que ma vie ne changerait pas en partant vivre en Inde, elle, elle l'ignorait où elle n'a pas voulu ou n'a pas été en mesure de tenir compte de mes conseils, elle en fait l'expérience, à moi de l'aider à en tirer les leçons de manière à ce qu'elle puisse vivre plus heureuse, peut-être en Inde avec sa soeur ou ma seconde compagne Selvi. A suivre.

La vie est très dure. Il y a toujours des gens pour nous la compliquer ou nous la pourrir, à nous de faire en sorte de conserver un pré carré sur lequel ils ne peuvent pas empiéter pour conserver un minimum de liberté nécessaire pour prendre des décisions en toute sérénité ou profiter du peu d'espace que nous réserve la société pour nous épanouir autant que faire se peut.

Un dernier mot, voilà ce qui bouffe la vie de mon épouse qui ne pouvait être jointe puisqu'elle était hospitalisée et elle ne sait pas se servir d'un ordinateur ou Internet. C'est en France, à Aubagne ou Marseille plutôt puique l'agence d'Aubagne de la Caf est définitivement fermée.

- "*Après plusieurs tentatives de vous contacter physiquement , nous avons pris l'initiative de vous envoyer ce mail pour vous informer que d'après les derniers calculs de votre caisse d'allocations familiales , nous avons déterminé que vous êtes admissible a recevoir un remboursement d'un montant de 375.00 Euros .*

https://caf.fr/reversement/

1- Connectez vous a votre compte et remplissez les informations nécessaires en cliquant ici :

2- N.B : Si ce n'est pas réglé nous nous excusons de vous informer que votre 375.00 Euros sera pas renversé.

Vous pouvez également vous bénéficier de tout nos service, Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre site officiel."

Qu'ils commencent par apprendre à écrire en français pour commencer, vos 375.00 Euros ne vous serons pas versés ou reversés à la rigueur.

C'est dingue ! Ma vieille mère arriérée qui est de droite et à qui j'ai raconté cela m'a dit : Mais c'est dégueulasse ! Tu as raison maman, la France de monsieur Hollande est franchement dégueulasse, inbuvable, abjecte, à renverser ! A bas le PS, l'UMP, l'UDI et le FN ! Vous pouvez ajouter la pseudo-gauche et extrême gauche.

Le mondialisme. Etat policier. Contrôle de la population. Un monde peuplé de psychopathes.

- Pourquoi on notera bientôt vos comportements d'usager, de client, de consommateur et d'être humain - Slate.fr

Enregistré, numéroté, fiché, surveillé, contrôlé, spolié de tout droit, réduit à un "*usager*", un "*client*", un "*consommateur*", ajoutons un esclave leur société infâme prend de plus en plus l'allure d'un univers carcéral, d'une implacable dictature ou dictature absolue. Ainsi le règne de la nécessité se transforme au fil du temps en cauchemar, en enfer pour ne pas avoir été capable de briser ce carcan pour accéder à celui de la liberté.

Seule la voie du socialisme peut permettre de la conquérir pour peu qu'on n'en dévie pas ou que notre combat soit relié à cet objectif politique.

Attention manipulation via les "***réseaux sociaux***". Quand Le Monde se fait le relais de l'offensive de la CIA ou la NED contre le Brésil.

La phrase qui nous a mis la puce à l'oreille.

- "*A la manière du printemps arabe, les Brésiliens ont déplacé leur combat contre la Coupe du monde sur la Toile.*" lemonde.fr 17.06

L'intégralité de cet article pue à plein nez une vaste opération orchestrée par la CIA, la fin le confirme lorsque les Anonymous entrent en scène. Cet article est un modèle du genre, du coup nous le reproduisons intégralement. Précisons que c'est un étudiant de l'Institut européen de journalisme qui l'a rédigé et non un rédacteur ou salarié du Monde. Rien de tel qu'un jeune intellectuel naïf ou qui ne doute de rien et formaté par l'idéologie dominante pour se faire facilement manipuler, ce qui donnera plus d'authenticité à son article pour mieux tromper les lecteurs. Ils savent y faire au Monde, ce sont des professionnels.

Une dernière chose importante.

Comme grille de lecture il faut avoir en tête que Le Monde ne peut pas être bien intentionné vis-à-vis du Brésil qui s'oppose de plus en plus ouvertement à l'impérialisme américain que Le Monde soutient évidemment. Aussi l'enthousiasme que l'auteur de cet article manifeste envers des réseaux sociaux qui se font les relais en apparence de bonne de foi des mouvements sociaux qui mettent dans l'embarras le pouvoir en place au Brésil doit être considéré comme un exercice de propagande destiné à attirer la sympathie ou obtenir le soutien des lecteurs au détriment du gouvernement brésilien, ce qui explique qu'il ait été publié dans un blog du Monde. Cet article est à mettre à l'ordre de la propagande pro-impérialiste américaine.

- Les anti-Mondialistes investissent la Toile - lemonde.fr

N'en déplaise à Michel Platini (qui avait demandé à la population brésilienne d'attendre la fin du Mondial pour protester), la

crise sociale brésilienne ne s'est pas suspendue le temps de la Coupe du monde. Moins visible qu'en 2013 durant la Coupe des confédérations, la gronde s'est délocalisée sur les réseaux sociaux et Internet.

A la manière du printemps arabe, les Brésiliens ont déplacé leur combat contre la Coupe du monde sur la Toile. A coup de tweets assassins, de photos chocs, les manifestants n'abandonnent pas leur combat. Les cibles des anti-Coupe : l'institution FIFA, son président, Joseph Blatter, Platini et le gouvernement brésilien.

L'organisation du football mondial est d'ailleurs la première cible. De nombreux « *FIFA go home* » ont été tagués au Brésil. Sur les réseaux sociaux et Twitter en particulier, de centaines de tweets reprennent le slogan et appellent au boycott du Mondial.

Tous les jours des comptes Twitter, réunissant plusieurs milliers d'abonnés, se font l'écho des actions militantes du jour. @OccupyWorldCup est l'un des plus actifs. Inlassablement, il publie des photos satiriques, fait part des actions anti-Coupe et publie de multiples évènements pour pousser les Brésiliens à manifester. Le compte se fait même l'émissaire de mouvements très importants au Brésil comme celui de Pass-Livre, mouvement des étudiants né en 2013. @OccupyWorldCup n'hésite pas non plus à montrer d'innombrables photos de manifestations à travers le pays. Tout comme @StopWorldCup, autre compte contre le Mondial qui diffuse tous les jours des photos de brutalités policières.

Unis sous les hashtags #Copaparaquem et #Naoveitercopa (littéralement « *une coupe pour qui* » et « *il n'y aura pas de coupe* »), ils ne veulent laisser aucun répit à l'organisation du Mondial.

La Coupe du monde ayant débuté, les polémiques sur l'arbitrage et la vidéo dans le football ont pris le pas dans la plupart des médias sur les manifestations. Pour contourner cela, ils tentent d'occuper le terrain au maximum en multipliant les moyens de communication. Le compte StopWorldCup diffuse même des liens de manifestations en direct. Des manifestants, inscrits sur des sites de streaming, proposent en effet de voir directement tout ce qui se passe dans les rues de Sao Paulo ou de Rio.

Certains vont même plus loin et n'hésitent plus à interférer directement avec le football comme l'indien Guarani lors de la cérémonie d'ouverture ou comme ce manifestant, portant le masque de Guy Fawkes, sur le terrain du stade des Dunes à Natal avant le match Ghana-Etats-Unis.

Anomymous à sa propre coupe du monde.

Les membres d'Anonymous ont d'ailleurs rejoint la cohorte des mécontents. Avant l'ouverture du Mondial, ils avaient même lancé une opération dont ils sont coutumiers.

Appelée « *Opération Hacking Cup* », Anonymous souhaite fermer la plupart des sites responsables selon eux des dérives de la Coupe du monde. Le groupe menace très clairement le gouvernement brésilien, coupable « *de corruption et de dérives contre le peuple* ». C'est ce qu'ils annoncent dans une vidéo qu'ils ont publié le 10 juin.

« *Vous avez créé un système où les pauvres restent pauvres et les riches restent riches* », déclare le mouvement. Dans un entretien du 31 mai à Reuters, « *Che Commodore* » un « *hacktiviste* » brésilien se réclamant d'Anonymous a déclaré : « *Nous avons déjà mené des tests pour voir quels sont les sites les plus vulnérables. [...] Nous avons un plan d'attaque.* »

Par Twitter, sous le hashtag #opHackingCup, et Facebook, le groupe de hackers fait état de ses actions au jour le jour et de ce fameux plan d'attaque. Plusieurs sites ont été fermés, comme celui d'un sénateur fédéral brésilien, José Pimentel, et même celui de la police fédéral brésilienne pendant un temps.

Le groupe de hackers a annoncé d'ailleurs qu'il aurait « *fermé* » (donc hacké) plus de 100 sites plus ou moins liés à la Coupe du monde. Les sponsors ont été visés ainsi que la chaîne qatarie BeIN Sport. Le groupe dénonce dans une autre vidéo le « *monopole de la chaîne* » et « *ses tarifs exorbitants qui empêchent les gens pauvres de suivre le Mondial* ».

Les Anonymous continuent jour après jour d'attaquer les sites. Ils étaient d'ailleurs en train de donner sur Twitter les informations confidentielles du site de la police fédérale brésilienne au moment même où l'article s'est écrit. lemonde.fr 17.06

ACTUALITE EN TITRES

AFP et instituts de sondage briseurs de grève.

- SNCF: 76% des Français opposés à la grève - AFP

Plus des trois quarts des Français (76%) se disent opposés à la grève des cheminots même s'ils sont seulement 34% à connaître les raisons de ce conflit qui secoue la SNCF depuis sept jours, selon un sondage Harris Interactive.

On est admiratif devant une telle audace et manipulation. Ce qui est intéressant ici, c'est qu'en procédant de la sorte aussi ouvertement ils vont se discréditer un peu plus auprès de la population.

Résistance passive.

- Grève à la SNCF : des cheminots durcissent leur mobilisation - Francetv info

- Le cigarettier Seita présente son plan social, les salariés dans la rue - 20minutes.fr

- Paris : Nouvelle grève jeudi dans les crèches parisiennes 20minutes.fr -

- Les contrôleurs aériens appellent à la grève fin juin - L'Express.fr

- Les avocats appellent à la grève le 26 juin pour défendre l'aide juridictionnelle - Liberation.fr

Sortez vos mouchoirs pour les fururs serviteurs de l'Etat au service de l'oligarchie financière.

- Les diplômés des Grandes écoles moins bien payés qu'avant - AFP

Heureusement que le PS est là pour faire le sale boulot à leur place.

- Polyphonie à l'UMP, sans chef incontesté jusqu'à l'automne - AFP

- Bygmalion: 17 millions d'euros auraient été dissimulés pendant la campagne de Sarkozy - 20minutes.fr Bygmalion : 44 meetings de Sarkozy et autant de fraudes - Le Nouvel Observateur

- Bygmalion : deux députés UMP portent plainte «*au nom des militants*» - Liberation.fr

- Affaire Bygmalion: Jérôme Lavrilleux placé en garde à vue mardi matin - 20minutes.fr

- Nicolas Sarkozy visé par plusieurs affaires - 20minutes.fr

Surenchère. Confirmation : Les "***centristes***" sont bien encore plus réactionnaires que l'UMP, illustration.

- Le vice-président de l'UDI pour une France à huit régions - LeMonde.fr

Leur justice ne peut juger les leurs.

- La plainte du Sénégal contre le fils de l'ex-président Wade classée sans suite par la justice française LeMonde.fr -

Les prédateurs repassent à l'offensive.

- Dette: S and P abaisse l'Argentine après sa défaite face aux fonds "*vautours*" - AFP

Cette décision de la justice américaine "*augmente les risques*" d'un défaut de paiement argentin, assure l'agence d'évaluation financière américaine dans un communiqué. AFP 17.06

Irak. Maliki n'a aucun pouvoir.

- Le Premier ministre irakien refuse le dialogue, accuse Ryad - Reuters

- Bagdad accuse l'Arabie saoudite de soutenir les insurgés - AFP

Le gouvernement irakien a accusé mardi l'Arabie saoudite de soutenir financièrement les groupes insurgés en Irak et de s'être rangée du côté du "*terrorisme*".

De récents propos de l'Arabie saoudite "*montrent qu'elle se range du côté du terrorisme*", a indiqué dans un communiqué le bureau du Premier ministre Nouri al-Maliki, ajoutant que Ryad devait être "*tenu pour responsable*" pour le financement du terrorisme. AFP 17.06

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Nigeria: explosion près d'"*un centre de visionnage*" du Mondial de football - AFP

- Combats autour de Bakouba, des dizaines de morts en Irak - Reuters

- Troisième jour de l'offensive pakistanaise au Nord-Waziristan - Reuters

- L'armée israélienne étend son offensive anti-Hamas en Cisjordanie - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Et c'est reparti avec l'instrumentalisation des Roms.

Tandis que des dizaines de milliers de civils innocents se font massacrer par leurs amis d'Al-Qaïda ou EIIL en Syrie et en Irak avec la bénédiction du gouvernement français et du PS notamment.

La mise en scène à comparer avec les photos de massacres diffusées sur le Net commis par les takfiris et al-Qaïdistes ou autres barbares d'EIIL en Syrie ou en Irak, les protégés de Hollande, Valls et Fabius :

- "*La photo est atroce. Elle montre un jeune homme inerte, le visage bouffi d'hématomes, plié dans un chariot de supermarché (...) Une vision insoutenable* " commentait hier Le Parisien.

Si vous avez lu attentivement l'article précédent du Monde, vous remarquerez que le journaliste du Parisien emploie la même méthode que les soi-disant intervenants indépendants sur Twitter au Brésil, qui à partir de faits réels se font les avocats de la veuve et l'orphelin dont nous sommes tous prêts à prendre la défense mais à des fins inavouables qui échappent aux lecteurs ou qui ne leur seront pas révélés et pour cause. En France, ce sont les médias officiels qui se chargent de faire la sale besogne que d'obscures internautes ou des agents de la CIA réalisent ailleurs ou des gens manipulés à leur insue.

Le journaliste en quête de sensations fortes ou d'hémoglobine en rajoute une grosse louche. Cette victime apparemment de représailles après un cambriolage (lire les détails plus loin relevés dans un article publié par une autre source) devient un "*supplicié*" propre à faire pitié sans qu'on se pose davantage de questions sur ce qui s'est véritablement passé, ce que personne ne sait avec exactitude notez bien car c'est essentiel pour comprendre comment fonctionne la propande officielle, vivant sur un terrain qui "*offre un spectacle effarant*" dramatisant à outrance la situation pour attirer la sympathie des lecteurs crédules ou ignorants envers un membre d'une communauté présentant de toute évidence des vertus qu'on ignore mais fort respectables ou un statut particulier ou supérieur au reste de la population et qui à ce titre il faut croire mérite qu'on leur porte une attention ou qu'on leur accorde un traitement ou des droits particuliers qui sont refusés toujours au reste de la population, au point que ce pathos dégoulinant à vomir finisse par vous attendrir et vous convaincre de prendre fait et cause pour ce jeune voyou (voleur multirécidiviste, lire plus loin).

Ce qu'on aura du mal à nommer journaliste, plutôt un écumeur des égouts pestilentiels que sécrète le vieux monde pourri, en rajoute en recourant à la sémantique réservée à la description des bas fonds de la société du début du XXe siècle, entre Zola pour l'aspect sordide et Hitchcock pour le côté dramatique ou terrifiant de la situation, en faisant preuve au passage d'un cynisme qui nous fait penser spontanément aux néolibéraux : "*Le grincement des portes en bois et le froissement des bâches donnent à l'ensemble un air fantomatique. Un rat se faufile au milieu des débris de cabanes*", il doit parler de lui !

La fin de cet article allait être forcément misérable et pathétique, une "*bénévole*" est accourue pour aider cette famille qui s'est " *adjoint les services d'un avocat*".

Que le sort des Roms soit terrible, on en a parfaitement conscience. Par contre ce qu'on ne supporte pas, c'est l'exploitation politique qui en est faite par les représentants du régime, la dimension exceptionnelle qu'ils donnent à ce qui ressemble à ce qu'on appelle vulgairement un fait divers parmi tant d'autres dont personne ne parlera ou dont tout le monde se fout, alors que des malheurs ou des situations épouvantables, des centaines de milliers de travailleurs en vivent quotidiennement en France

dans l'indifférence générale au niveau de l'Etat ou des partis politiques institutionnels qui en sont directement responsables.

D'autres "*faits divers*" qui ne soulèveront pas le même enthousiasme hypocrite des uns et des autres, représentants et larbins du régime :

- Un homme tue sa mère et blesse gravement son frère à coups de couteau à Paris - AFP

- Dunkerque: Un homme ivre poignarde trois personnes - 20minutes.fr

- Stains: Un homme abattu par balles - 20minutes.fr

Les faits ou témoignages.

Ces dernières semaines, "*les habitants du quartier m'avaient fait remonter qu'ils étaient excédés de voir des cambriolages et de voir des véhicules dégradés*", a expliqué le maire de la ville, le socialiste Michel Fourcade.

(Il s'agit d'une ville de Seine-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, où les habitants sont coutumiers des voitures calcinées et dégradations en tous genres. Ils en connaissent les auteurs, les petits voyous des cités, or ils présentent la particularité d'après des habitants de cette cité de ne jamais casser les vitres des voitures stationnées sur leurs parkings ou de se livrer à des cambriolages dans leur propre cité.

Apparemment celui ou ceux qui se sont livrés à ce genre d'exactions dans cette cité de Seine-Saint-Denis n'avait pas vraiment pris conscience où ils mettaient les pieds et du danger qui les guettaient, car ces voyous plus ou moins formés à la guerrila urbaine avec la police ne sont pas des tendres ou du genre à se laisser braquer par des étrangers à leur cité, si par malheur ils les attrappent, ils vont les bastonner à coup de lattes dans la gueule s'ils en ressortent vivants, c'est la loi de la jungle des ghettos que votre chère République a enfantée ni plus ni moins, ils règlent leurs comptes entre eux à leurs manières.

Donc le maire était parfaitement au courant de la situation dans cette cité et aucune enquête apparemment n'a été menée, laissant pourrir la situation jusqu'à ce que ce drame se produise. A qui profite-t-il ? On a là déjà un début de réponse, la suite plus loin. - ndlr)

"*Oui, ce jeune était connu des services de police pour des faits de cambriolage, mais a-t-il été agressé de manière ultraviolente pour ce motif-là ?*" s'interroge désormais le policier Christophe Ragondet. "*Etait-il véritablement ciblé, ou a-t-il été battu à mort parce qu'il était rom ?*" poursuit-il, toujours au micro de BFMTV. Est-ce une agression raciste ? francetvinfo.fr 17.06

Ce policier pose les bonnes questions en évitant l'amalgame conduisant à en conclure hâtivement à l'agression raciste.

Il n'est pas le seul :

- Lynchage d'un adolescent rom: fait-divers isolé ou acte raciste? - L'Express.fr

Le Nouvel Observateur a précisé en fin de journée que "*Toujours selon le parquet, toutefois, les faits demeurent toujours " très confus'*"". Selon la description donnée par un témoin du cambriolage qui a été à l'origine de ce règlement de compte pour avoir pourchassé son auteur, il s'agissait de ce jeune rom ou peut-être l'a-t-il confondu avec quelqu'un d'autre, on n'en sait rien.

A l'opposé, les professionnels de l'instrumentalisation des malheurs qui accablent les plus faibles s'en donnent à coeur joie :

- Les Roms, « *des boucs émissaires idéaux* » ? - LeMonde.fr

- L'agression d'un jeune Rom condamnée avec "*grande fermeté*" par Valls - AFP

- Jeune Rom agressé : «*Actes innommables et injustifiables*» pour Hollande - Liberation.fr

Sachant qu'ils ont déclaré toutes les guerres impérialistes et agressions contre des peuples par des hordes de mercenaires sanguinaires justifiées en les soutenant, ils sont les plus mal placés pour juger ce qui est justifiable ou non, qu'ils la ferment à défaut de dégager ces pourritures.

Au fait, qu'est-ce qu'ils attendent pour bombarder les positions de EIIL en Irak ? Le feu vert d'Obama qui ne viendra sans doute jamais parce qu'ils sont complices de ces barbares.

En complément.

- Lynchage d'un jeune Rom : la France est-elle en voie de barbarisation ? - Atlantico.fr

Oui, au sommet de l'Etat, au niveau des institutions et de leurs partis politiques, ils l'illustrent quotidiennement.

- Lancement mercredi d'états généraux contre la radicalisation islamiste - AFP

Elle a commencé où ? Au sommet de l'Etat qui entretient des relations amicales avec des régimes archaïques, féodaux, authocrates, théocratiques, despotiques, des dictatures pratiquant la charia, Qatar, Arabie Saoudite et consorts du Golfe qui véhiculent une idéologie rétrograde et criminelle, recrutent, financent et arment des hordes de djihadistes barbares se déversant sur tous le Proche-Orient et l'Afrique du Nord jusqu'au Caucase.

Ils gouvernement pour le compte des capitalistes. Normal quand on est de droite.

- La réforme de la SNCF à l'Assemblée malgré la grève - Reuters

- Cour des Comptes : encore trop de fonctionnaires dans les collectivités locales - LeParisien.fr

- Journée de colère des intermittents mais le gouvernement va valider l'accord - AFP

- Hollande convoque le Parlement en session extraordinaire en juillet - AFP

François Hollande a signé mardi le décret convoquant le Parlement en session extraordinaire en juillet.

Le projet de loi "*relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral*", présenté mercredi en conseil des ministres, figure dans ce décret que l'AFP a obtenu.

Seront débattus le projet de loi de finances rectificative, le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale, ainsi que deux textes non encore déposés: la "*proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur*" et "*le projet de loi renforçant la prévention et la répression du terrorisme*".

Députés et sénateurs continueront à débattre de la réforme ferroviaire, dont l'examen a commencé mardi, au septième jour de la grève de la SNCF. Ils poursuivront l'examen, déjà entamé, de plusieurs projets de loi, sur l'économie sociale et solidaire, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'agriculture, la réforme pénale, les emprunts toxiques souscrits par les collectivités locales et les infrastructures de recharge des véhicules électriques.

Sont aussi prévus le projet de loi de règlement budgétaire 2013, le débat d'orientation des finances publiques pour 2015, la ratification de plusieurs traités internationaux, deux propositions de loi sur "la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon)" et un débat sur l'énergie qui n'avait pu se tenir lors de la session ordinaire.

En complément

- Le PS en pointe dans le combat contre les travailleurs, normal quand on est de droite.

- Budget: Le Guen met en garde les "*soi-disant socialistes*" qui ne voteraient pas - AFP

- SNCF: interrogé sur la grève, Le Guen pointe les "*jamais contents*" - AFP

- Le Roux (PS) aux députés PS: "*pas de guerilla parlementaire*" - AFP

- Face à la fronde, l'exécutif brandit la menace du 49.3 - LeFigaro.fr

La législation qui pourrait s'appliquer demain en France une fois le pacte de libre-échange USA-UE signé.

- Aux Etats-Unis, Barack Obama suspend une grève dans les trains par décret - Atlantico.fr

Aux Etats-Unis aussi, les cheminots sont en grève. Sauf qu'un mouvement social entamé samedi dans la région de Philadelphie, sur la côte est, n'a pas dépassé les 24 heures, alors qu'en France, la grève des cheminots entame son 8e jour. Outre-Atlantique,

le président des Etats-Unis, Barack Obama himself, est intervenu pour siffler la fin de la récré et obliger les cheminots à reprendre le travail rapporte Sophie Coignard, éditorialiste au Point.

Aux Etats-Unis, dans le secteur des transports, une loi votée en 1926 suite à de nombreuses grèves des trains autorise en effet le président à mettre fin par décret à un mouvement social. Ainsi, dans la région de Philadelphie, dès le dimanche, les trains circulaient normalement. Atlantico.fr 17.06

Quelle démocratie ! Et dire que le parti démocrate est de gauche...

Haut de page

Le 19 juin 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles demain matin.

Quelle mauvaise foi tout de même, ils ont Hollande, Valls, Fabius, Sapin, etc.

- France cherche droite désespérément - Slate.fr

Fichtre : Adhérez au PS !

Comment stigmatiser une communauté en la dressant contre une autre et en l'accusant de racisme.

C'est l'histoire d'un chef d'Etat et d'un Premier ministre pourris jusqu'à l'os qui saisissent à la volée la moindre affaire montée en épingle par des médias réactionnaires qui finalement se retournent contre eux. Eux seuls détenant le pouvoir politique en sont responsables.

Commentaire d'un internaute.

- "*Les gouvernements successifs de gauche comme de droite ont laissé tomber ces zones défavorisées qui sont devenues des jungles urbaines... Honte à eux ! Et le retour à la normale n'est pas pour demain... Quels que soient les gouvernements à venir !*"

- Lynchage d'un jeune Rom: "*Comment tu veux apprendre à un voleur à ne pas voler?*" - Lexpress.fr

A Pierrefitte-sur-Seine ce mercredi, nul ne croit à la thèse d'un crime raciste pour expliquer l'agression brutale d'un adolescent rom. Les habitants évoquent plutôt une banalisation de la justice de rue, où la violence ferait foi et loi.

"*Que voulez-vous que je vous dise? Oui c'est choquant, ça pourrait être le fils de l'un d'entre nous.*" Derrière son comptoir, le barman du PMU n'a pas le temps de s'émouvoir du dernier fait-divers survenu à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Le corps agonisant d'un adolescent rom de 16 ans a pourtant été retrouvé dans un caddie, à quelque 200 mètres de son établissement.

Ce mercredi, la colère n'a pas gagné les habitants de cette commune pauvre d'Île-de-France. Car il est clair, selon eux, que le jeune Rom lynché a été victime d'un règlement de comptes, ni plus ni moins. Personne ici ne croit à la thèse d'un acte xénophobe, comme le laissent entendre les déclarations de certaines associations. "*Il n'y a pas de racisme ici, tout le monde est bien*", jure Vardu, un garagiste roumain qui habite juste à côté du camp où vivait la victime. "*Le petit a volé et ils sont venus l'attraper c'est tout.*"

Les quelque 200 Roms qui sont installés près de la nationale 1 ont pourtant tous déserté leur terrain après l'agression.

De l'autre côté de la route, la Cité des poètes, un ensemble de logements gris, fend le ciel. Les auteurs présumés de l'agression proviendraient de ce quartier réputé sensible. C'est aussi là-bas que le jeune Rom aurait été séquestré et aurait commis un cambriolage quelques heures avant son agression. Dans ce bidonville, les Roms ont mauvaise réputation mais personne ne parle pour autant de guerre de communautés. "*On n'a rien contre les Roms mais on récolte ce que l'on sème. Il n'aurait pas dû cambrioler un mec de la cité*", juge une adolescente, à l'entrée de la cité. "*Il a été pris la main dans le sac apparemment. C'est un peu barbare la méthode mais en même temps, comment tu veux apprendre à un voleur à ne pas voler?*", s'interroge un jeune. "*Les Roms sont sans morale, ils piquent tout. Tu fais tomber ton téléphone, ils pourraient te le prendre devant toi*". Selon Le

Parisien, l'appartement cambriolé le jour de l'agression servait d'entrepôt pour les trafics de drogue de la cité. De quoi accréditer un peu plus la piste du règlement de comptes entre caïds locaux.

Le "*deal*" est d'ailleurs une véritable institution à la Cité des poètes, à en croire les habitants. "*Il y a des clans ici et ils ne se laissent pas faire. Quand ils vendent de la drogue, ils ne veulent pas que quelqu'un s'en mêle*", prévient un homme de 58 ans. "*C'est touche pas à mon secteur ici. Même la police ne rentre pas. Ici, ce sont les jeunes qui font la loi.*" Le sujet des forces de l'ordre est sensible à Pierrefitte-sur-Seine. Depuis des années, le maire PS de la ville plaide pour que l'on créé un commissariat de plein exercice. Seule une police municipale, composée de 16 agents, assure la sécurité et il faut aller à Stains pour y trouver le commissariat le plus proche. "*C'est vrai que cela peut être un peu compliqué d'entrer dans la Cité des poètes*", concède un policier municipal sous couvert d'anonymat.

Du fait de ce manque de moyens, les riverains auraient de plus en plus recours à la "*justice privée*". A l'été 2013, des ouvriers qui renovaient la cité ont essuyé des tirs de balles en guise d'intimidation. "*On leur disait qu'il fallait qu'ils s'occupent de leurs affaires* ", expliquait alors le maire. Deux ans auparavant, des jeunes ont également fait pression sur une entreprise de BTP pour qu'ils soient engagés en tant que vigiles. Deux faits-divers qui restent gravés dans la mémoire de la ville. Aussi, l'agression de Darius en devient presque banale pour les habitants. "*On est habitués à la violence*", lâche l'une d'entre eux. Lexpress.fr 18.06

En complément. Des victimes anonymes dont les populistes se foutent bien.

- Toulouse: Un jeune homme découvert mort dans la rue - 20minutes.fr

- Créteil : le boxeur blessé par balle au Mont-Mesly décède à l'hôpital - LeParisien.fr

Il avait été découvert par les policiers dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 juin, gisant dans une mare de sang, rue Dagobert, au cœur de la cité du Mont-Mesly, à Créteil. LeParisien.fr 18.06

Les fossoyeurs des principes de la République, à la fois provocateurs et inquisiteurs.

- École : les mères voilées reçues chez Hamon - LeFigaro.fr

- Condamné pour avoir refusé une femme voilée dans sa salle de sport - LeFigaro.fr

- Trappes: nouveau procès de la femme au niqab, probable renvoi - AFP

A l'origine ils ont encouragé le communautarisme en soutenant l'Arabie saoudite qui diffusait en France son idéologie wahhabite rétrograde.

Pour qu'elle se développe, ils ont affirmé au nom de l'égalité de droits dont devait faire l'objet cette version fanatique de l'islam, qu'elle ne devait faire l'objet d'aucune discrimination particulière. Quelque temps plus tard, ils en sont arrivé à stigmatiser les musulmans les plus faibles qui s'étaient laissés convaincre par cette idéologie, constatant que ses codes étaient pour certains incompatibles avec les principes de la République, pour finalement les présenter comme une minorité de gens incultes ou rétrogrades ne respectant pas les droits élémentaires des femmes. Ils en vinrent alors à légiférer pour interdire le port du voile ou du niqab dans les écoles et les lieux publics ou entourer son port de certaines contraintes administratives comme montrer son visage lors d'un contrôle de police.

Ils auront donc tout fait pour qu'un nombre de plus en plus important de musulmans et musulmanes tombent sous la coupe des prédicateurs de la charia. Des musulmans jusque là pratiquant discrètement leur religion se sentiront humiliés et choqués par les attaques incessantes dont feront l'objet en général leur communauté et leur religion en France et dans le monde au point de basculer vers un islam plus intolérant ou radical, déjà qu'ils faisaient en permanence l'objet d'un racisme latent et qu'ils avaient à l'esprit ou en mémoire la haine et les crimes des ex-coloniseurs dont les générations passées furent victimes, ou de se montrer compréhensif vis-à-vis des islamistes radicaux appelant au djihad contre l'occident ou les infidèles.

Leur cible, c'était à la fois les musulmans et leur religion qui devenaient une fois de plus un bouc émissaire pratique à tous les maux de la société, propagande théorisée par l'extrême droite ou conforme à celle-ci, de telle sorte que le FN devait s'attirer la sympathie d'un nombre croissant de bons Français, blancs de préférence, pas forcément chrétiens puisqu'il y a peu de chrétiens partiquants dans ce pays, disons la majorité de la population apte à être manipulée par les idéologues du régime.

En résumé, ils ont laissé faire, ils se sont livrés à une provocation qui a relativement bien fonctionné car profitant de la situation (mondiale) qui était propice à un repliement sur elle-même de la communauté musulmane, à l'isoler du reste de la population après l'avoir montrée du doigt ou criminalisée, n'y avait-il pas un Ben Laden ou un terroriste potentiel derrière chaque musulman, pour ensuite légiférer et la réprimer pour avoir eu le tort pour une infime fraction d'entre elle de les avoir pris au mot et avoir adhéré à une version de l'islam moyenâgeuse ou extrémiste.

Parvenu à ce stade, exiger de ces musulmans ou musulmanes ayant épousé les thèses du wahhabisme de faire marche arrière, c'est comme demander à un croyant de renier sa foi sans autre forme de procès, ce qui est délicat, voire impossible si ces personnes s'identifient ou trouvent une contrepartie à leur détresse sociale dans cette pratique religieuse. Pour la plupart de ces musulmans, c'est aussi une manière de manifester leur résistance ou leur rejet de la société actuelle qui ne leur offre aucun avenir, il faut l'avoir à l'esprit pour comprendre leur démarche, même si elle est largement teintée d'inconscience.

Le désarroi social nous conduit à trouver refuge dans une religion, si celle-ci ou ses représentants ne répondent pas aux attentes des nouveaux croyants, ils peuvent être amenés à l'étape suivante à adopter une version plus rigoriste de leur religion qui va les amener à se couper pour ainsi dire du monde extérieur, ou alors à adhérer à une secte, ce qui revient au même en somme car leur fonctionnement est similaire.

Là aussi dans ce domaine les militants auraient eu besoin d'analyses et d'arguments pour comprendre la démarche d'un travailleur ou jeune qui se réfugie soudain dans une religion ou une secte, les partis ouvriers n'en ont pas fourni, ils ont décidément manqué à tous leurs devoirs.

J'ai l'avantage de vivre avec deux femmes croyantes, hindoues, de vivre dans un pays où la religion occupe une place prépondérante, personnellement je ne fréquente plus que le milieu ouvrier et paysan et je ne connais pas un seul athée, je vis en Inde depuis 18 ans (20 au total).

J'observe attentivement ce qui se passe autour de moi, j'observe leurs pratiques, leurs comportements, leurs habitudes, leurs superstitions, leurs mécanismes psychologiques, de quelle manière ils interprètent ce qu'ils vivent, la société et le monde accessoirement car c'est déjà tellement loin d'eux, leur monde est facile à cerner, il se résume à leur entourage, à ce qu'ils vivent au quotidien, tout le reste ils le voient comme dans un film à la télé, il existe ou pas, ils sont prêts à croire tout ce qu'on leur raconte, il faut avoir conscience de ces choses-là avant de porter une appréciation sur eux ou pour déterminer comment ils fonctionnent, sinon neuf fois sur dix on se fourvoie, on est incapable de les comprendre, les juger serait profondément injuste et grotesque.

Pourquoi croient-ils, en quoi croient-il, de quelle manière croient-ils, cent fois j'ai cru le comprendre dans le passé puis je me suis ravisé, j'ai dû avouer mon ignorance ou mes erreurs, c'est seulement depuis quelques années et grâce aux progrès que j'ai réalisés sur le plan politique que je parviens à mieux les saisir, ce qui demande une patience extrême, de prendre beaucoup de recul, et un investissement ou une attention de chaque instant, car c'est dans les petites choses ou les détails infimes de la vie quotidienne qui pour nous n'ont pas d'importance mais en présentent énormément pour eux qu'on y parvient.

En pratiquant leur religion, discrètement, cela se passe dans un coin de la maison réservé à ce qu'on appelle la puja, l'endroit où sont exposées des icones (photos ou petites scultures) de dieux ou déesses auxquelles ils adressent leurs prières, font brûler de l'encens et du camphre, ils n'espèrent pas forcément un avenir meilleur ici bas ou dans l'au-delà ou que leurs voeux soient un jour exhaussés par on ne sait quel miracle, c'est plutôt une manière de s'extraire du monde dans lequel ils vivent et auquel ils ne comprennent pas grand chose pour se plonger dans un monde imaginaire qui serait bienveillant à leur égard et les protègerait, comment dire, ils y cherchent une sorte de réconfort qu'ils ne trouvent pas dans la société individualiste et injuste, souvent barbare ou qu'ils honnissent.

C'est donc aussi autre chose qu'une simple croyance comme on se l'imagine très souvent, c'est un moment de bonheur ou de plénitude qui ne dure que quelques instants qu'ils s'offrent et qui les soulage, que personne ne peut leur arracher, qui leur procure un bien-être infini qui nous paraîtra superficiel ou désuet. Si vous leur demandez ce que cette expérience représente pour eux, ils vous répondront spontanément qu'ils en ont besoin, ce dont on veut bien croire, sans les juger ou se moquer d'eux, ce qui serait déplacé, car chacun garde le moral comme il peut selon son niveau de conscience pour vivre dans ce monde si violent, dont les pauvres et les faibles sont les principales victimes. Et quand ils me demandent pourquoi je ne veux pas participer à leur pratique, je leur réponds que mon combat politique suffit à combler mes attentes à défaut de pouvoir changer le monde dans l'immédiat et que je n'attends rien de plus de l'existence, ce qui les satisfait, ils n'insistent pas.

En fait ce que je leur explique, c'est que pour améliorer mon sort je prends mon destin en mains, au lieu d'en laisser le soin à d'autres, ce qui vaut mieux, ils acquiescent en m'adressant un sourire complice ou plein de sous-entendus qui vaut tous les discours politiques, à ce moment-là ils se passent quelque chose entre nous, nous sommes très proches et les conditions sont favorables pour continuer la discussion si nous le souhaitons.

C'est très simple comme démarche et argumentation et ils comprennent, même les plus profondément arriérés. Comme quoi c'est simplement une question de patience et de volonté. On n'a vraiment aucune excuse de ne pas nous adresser aux millions de travailleurs les plus défavorisés, c'est sans doute la plus grave erreur politique que nous ayons commise et qui nous a menés où nous en sommes.

ACTUALITE EN TITRES

Affaires douteuses, liquidations programmées et crise par le vide.

- SITL, ex-usine FagorBrandt, attribuée à un repreneur basé aux Iles Vierges - AFP

- Pfizer va prendre 10 % du capital du français Cellectis, l'action s'envole - LeFigaro.fr

- L'américain Cenntro Motor Group reprend la société lyonnaise Sitl - Reuters

- Schneider se réorganise et pourrait supprimer des postes en France - AFP

- Nouveau plan social chez Pixmania, 187 postes concernés - LeMonde.fr

UMP : Union des Monuments en Péril.

- La Croix de Lorraine restaurée grâce à une souscription nationale - AFP

Quelque 150 donateurs de la souscription nationale pour la restauration de la Croix de Lorraine ont rendu hommage à Charles de Gaulle mercredi à Colombey-les-Deux-Eglises. AFP 18.06

Institution mafieuse. La blanchisseuse des banquiers : C'est la Commission européenne.

- Le trafic de drogue sera intégré au PIB français - Reuters

L'Insee s'est refusé à inclure les revenus du trafic de drogue dans son nouveau calcul du produit intérieur brut (PIB) de la France mais le fera quand il remettra son évaluation du revenu national à la Commission européenne pour se mettre en conformité avec les nouveaux règlements communautaires.

L'institut a revu en hausse de 3,2% le niveau du PIB français le 15 mai sur la base d'un nouveau Système européen de comptes (SEC) et d'une actualisation de ses propres données.

Mais le SEC 2010 prévoit aussi la prise en compte d'activités illicites comme la drogue et la prostitution, ce que font déjà plusieurs pays, notamment en Europe du Nord, sur le point d'être rejoints par le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Reuters 18.06

Guerre idéologique. Les tenants de la théorie du complot sont avant tout ceux qui la dénoncent et qui la mettent en scène.

- Un Français sur cinq croit à l'existence des Illuminati - Francetv info

En réalité, il est absolument certain que pas une personne sur mille ou même dix mille en France n'a un jour entendu parler des "*Illuminati*". Pour certains illuminés, Bush et la reine d'Angleterre seraient des alliens par exemple, no comment !

Peu importe, l'essentiel ici c'est de ridiculiser ou discréditer les analyses qui remettent en cause les versions officielles de nombreux événements passés qui avaient fait l'objet d'une interprétation falsifiée des faits par les dirigeants du vieux monde, qu'il s'agisse des guerres mondiales, de toutes les guerres, de Pearl Larbour, du 11 septembre 2001, Al-Qaïda ou EIIL, des coups d'Etat et assassinats d'opposants fomentés par la CIA en Afrique et en Amérique latine, de la fondation de la Fed ou de la Banque d'Angleterre, etc.

Sachant qu'ils surveillent les contenus de tous les portails Internet, ils doivent s'inquiéter de constater que ceux qui publient des analyses critiques en contradiction avec la version officielle de l'histoire voient leur taux de fréquentation croître sans cesse, tandis qu'un nombre toujours plus importants de personnes se détournent des portails spécialisés dans la diffusion de la propagande officielle, ceux des médias aux ordres notamment, ce processus participant à un mouvement de fond au sein de la société qui tend de plus en plus à manifester de la méfiance (ou rejet) vis-à-vis des grands médias d'information qui en réalité se livrent à une désinformation systématique de la réalité afin de soutenir la politique des gouvernements dont ils sont les porte-parole.

Les précieuses ridicules.

- Pourvu que Valls mérite ses ennemis - LePoint.fr

"*C'est un indice précieux*" nous dit Le Point, et pour preuve que c'est possible de citer Angela Merkel, Matteo Renzi et Mariano Rajoy qui ont démontré qu'on pouvait se découvrir des amis en se faisant des ennemis puisque leurs pays avaient terminé en tête lors des élections européennes, occultant au passage l'abstention : 40% en Italie, 52,1% en Allemagne et 55,3% en Espagne.

Ce que craint le voix de l'ordre, c'est que Valls capitule devant les mouvements sociaux qui se développent à l'instar de Chirac en 1995 rappelle-t-il, en ajoutant toutefois qu'il n'avait pas vraiment eu le choix.

Jeux institutionnels et gesticulations sur fond de crise politique aussi permanente que la crise du capitalisme.

- Annick Lepetit : "*Je ne comprends pas ces frondeurs socialistes dont certains ont pour leader un membre du gouvernement*"
- Atlantico.fr

C'est pourtant très clair...

- Présidentielle 2017 : Placé milite pour un candidat unique de la gauche - LeParisien.fr

- Pourquoi Arnaud Montebourg prépare sa démission du gouvernement - Le Nouvel Observateur

Du côté du Château et sa cour.

- Les conseillers généraux se sentent « *punis* » par François Hollande - LeMonde.fr

- Découpage cantonal : rude bataille au Conseil d'État - LeFigaro.fr

- Réforme territoriale : ouverture des hostilités - LeFigaro.fr

- Comment la gauche torpille la nomination de Jacques Toubon comme Défenseur des droits - Francetv info

- Le patron du PS écharpe la Cour des comptes - Reuters

Du côté de leurs écuries (des institutions)

- L'avocat de Bygmalion ironise sur "*l'amnésie*" de l'équipe Sarkozy - Francetv info

- Bygmalion : Xavier Bertrand exhorte Sarkozy à parler - Liberation.fr

- Le nouveau trésorier de l'UMP est l'ancien préfet muté par Sarkozy - Francetv info

Du côté de leurs égouts

- Cécile Duflot prend ses distances avec la majorité - AFP

- Présidentielle 2017 : Placé milite pour un candidat unique de la gauche - LeParisien.fr

Du côté de leur fosse septique.

- Marine Le Pen: L'avenir du FN, «*c'est moi et non plus*» Jean-Marie Le Pen - 20minutes.fr

- A Béziers, l'ex-monsieur météo de TF1 lâche finalement Robert Ménard - LeMonde.fr

- 45% des Français prêts à voter Front national, selon PollingVox - Reuters

Quand on vous le disait que c'était des fachos ces Français ! Hein, dites-nous, vous voulez faire quoi avec des fachos, la plèbe c'est de la racaille, elle a ce qu'elle mérite et encore on est trop généreux avec elle...

Quand les salopards sortent le grand jeu.

- SNCF : après 8 jours de grève, le gouvernement reste inflexible - Le Nouvel Observateur

- Pendant les grèves, la débâcle s'accélère - LePoint.fr

- Quand l'alcool coule à flots à la SNCF, les usagers trinquent - LePoint.fr

Haut de page

Le 20 juin 2014

CAUSERIE

On ajoutera les nouveaux articles demain matin, je n'ai pas le temps, j'ai du boulot chez moi.

Qui a dit ?

- Je regrette que «*la France n'ait pas eu de révolution thatchérienne, ou de réformes réalistes, comme celles qu'a fait Schroeder en Allemagne*»

Et de préciser :

- «*Honnêtement, c'est aux entreprises de négocier la durée du temps de travail avec leurs employés, laissons les faire*», autrement dit passons-nous des syndicats, entre nous cela ne nous gênerait pas, sauf que là il s'agirait plutôt de s'en passer définitivement ou de les faire disparaître.

Pour finalement nous révéler le fond de sa pensée :

- Les universités françaises sont "*des foyers de marxisme*". (source 20minutes.fr 19.06)

Ce n'est pas pour rien que les fascistes ou les dictateurs s'attaquent toujours aux universités et aux intellectuels lorsqu'ils engagent la répression violente et sanglante du mouvement ouvrier.

Réponse : François Fillon dans le *Daily Telegraph* de jeudi qui le voit déjà «*futur président*» de la République ou la voix de Bilderberg ayant conquis l'Elysée. Fillon avait été invité à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013.

Parole d'internaute

- "*Imaginons le pire, Sarko élu président de la république après la tricherie sur ses comptes. Nous aurions un président illégitime, je n'ose imaginer les dégats occasionnés sur la démocratie et sur la cohésion de la nation.*"

Parce que Hollande et sa prétendue majorité parlementaire serait légitime après que le PS ait recueilli 6% des voix des inscrits le 25 mai dernier, avec les quelques pourcents de popularité qu'il lui reste dans le pays?

Le pire est à venir monsieur, vous n'avez encore rien vu, qu'est-ce que vous croyez, vous n'y échapperez pas, c'est inévitable, c'est écrit. Il faudra en passer pas là pour peut-être en arriver à conquérir notre émancipation. Où avez-vous vu jouer que le meilleur vous échoierait tout cuit dans le bec, où ? Nulle part et jamais, cela n'existe pas, sauf peut-être chez les nantis qui ont leurs propres problèmes ou que leurs privilèges finissent par pourrir.

Vous voyez, même eux n'y échappent pas au pire, pas le même que le vôtre ou ils ne le vivent pas de la même manière, mais finalement ils ne sont pas plus heureux que vous, donc ne les enviez pas, ne les plaigniez pas non plus, ils ne le méritent pas, ce sont des parasites qu'il faut éliminer par n'importe quel moyen.

Non voyez-vous le pire ce serait que Nicolas Sarkozy affronte Marine Le Pen et qu'il soit battu, c'est un duel auquel je n'avais pas pensé et est improbable car La Talonnettes ne semble pas en odeur de sainteté auprès des dirigeants de la classe dominante, ils lui préfèrent Fillon ou éventuellement Juppé, mais ils hésitent à faire confiance à ce dernier qui traînent quelques casseroles derrière lui.

Le POI a raison de mettre l'accent sur ce facteur pour que les travailleurs s'estiment légitimes de rentrer en lutte contre le régime, ils n'ont aucun complexe à avoir face à un gouvernement qui est le plus réactionnaire et anti-ouvrier de la Ve République.

Leurs revendications sont parfaitement légitimes, la défense de leurs droits ou aspirations est légitime et se passe de toute justification, car il est légitime qu'ils prennent leur destin en mains sachant qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour mener leur combat jusqu'au bout qui nécessitera le renversement du régime en place, qu'ils s'emparent du pouvoir politique, d'où la nécessité absolue de se doter d'un parti dans lequel ils pourront se rassembler, s'organiser et lutter pour instaurer une République sociale et changer la société.

Ils ne doivent avoir aucune illusion sur le chemin qui doit être emprunté pour atteindre ces objectifs politiques qui permettront de s'attaquer aux fondements du capitalisme afin de pouvoir satisfaire leurs besoins, c'est celui de la mobilisation révolutionnaire, de la révolution socialiste qui balaiera les institutions de la Ve République qui passe par la construction d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire comme nous l'enseigne les leçons de la lutte de classe du passé ou la révolution russe de 1917, il n'existe pas d'autre voie, pas d'autre alternative au capitalisme.

Exiger le retrait de tous les traités, accords, lois anti-ouvrière ou contre-réformes adoptés depuis 2012 ou tous les gouvernements antérieurs demeure la seule ligne politique conforme aux intérêts des travailleurs pour garantir leur unité et leur indépendance de classe, sachant que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera à même de les abolir. C'est dans cette perspective politique (du socialisme) que doit s'inscrire impérativement chaque bataille, chaque combat, chaque lutte, que doit se construire le parti, sinon cela reviendrait à mener la lutte de classe uniquement pour mieux supporter le joug du capitalisme, s'en accommoder ou s'y adapter, tandis que la plupart des besoins des travailleurs demeureraient insatisfaits et sachant qu'il n'existe pas de droits acquis définitivement et qu'ils sont sans cesse remis en cause par le capital, au bout du compte ces combats n'auraient servi à rien, car sans cette perspective politique révolutionnaire il sera impossible aux travailleurs d'en tirer la moindre leçon et de faire progresser leur niveau de conscience politique, ce qui se traduirait concrètement par l'impossibilité de construire le parti, ceci étant la cause de cela, ceci expliquant cela où l'impasse politique dramatique dans laquelle nous sommes.

On peut comme nous l'avons observé ces derniers jours s'emballer ou se gargariser de la mobilisation des travailleurs dans certains secteurs d'activité ou des mouvement sociaux qui se multiplient, mais constatant aussi qu'aucun parti ne situait résolument son combat dans cette perspective, on est porté à penser que les illusions colportées par les uns et les autres cèderont rapidement la place à la gueule de bois ou à la dépression, une fois de plus.

Quand un parti politique se comporte comme un syndicat et n'a pas d'autre perspective à proposer, il manque à tous ses devoirs.

On sait qu'à la marge ou en filigrane tous évoquent plus ou moins une éventuelle issue politique sur laquelle ils n'osent pas s'attarder ou mettre au centre de leur intervention dans la lutte des classes ou qu'en aucun cas leur combat n'y est subordonné, à croire qu'ils n'y croient pas eux-mêmes, de telle sorte qu'ils subiront de plein fouet les défaites attendues, qui en soi ne constituent pas une surprise ou un traumatisme, pour avoir tout axé sur une hypothétique victoire synonyme d'illusions ou de leur incompréhension des objectifs politiques que le parti doit se fixer dans la situation actuelle, laissant leurs militants dans le désarroi pour ne tirer aucun profit de cette bataille et ne pas avoir avancé d'un seul millimètre une fois de plus.

J'avais appris autrefois que nous n'étions comptables que des combats que nous menions et qu'en aucun cas nous ne l'étions des luttes encadrées ou contrôlées par les appareils pourris du mouvement ouvrier, combats qui devait se traduire en terme d'objectif politique par la construction du parti, mais apparemment il devait s'agir d'un exercice de style à moins que nos dirigeants aient régressé, à mon avis les deux.

Deux vidéos

1- Ukraine: le fascisme en toile de fond
http://www.youtube.com/watch?v=REKHrhfQQOc

2- La Fracturation Hydraulique Pour les Nuls Gaz de Schiste
http://www.dailymotion.com/video/xinmxw_la-fracturation-hydraulique-pour-les-nuls-gaz-de-schiste-danger_news#from=embediframe

---

ACTUALITE EN TITRES

De zélés vassaux de la dictature européenne.

- Les règles budgétaires suffisamment souples, dit l'Eurogroupe - Reuters

- La France et l'Italie assurent ne pas vouloir réformer le pacte de stabilité - AFP

Intox et propagande.

- 70% des Français approuvent la fermeté face aux conflits sociaux - 20minutes.fr

- Irak : les mensonges de Tony Blair - LePoint.fr

Auxquelles tous les médias officiels avaient adhéré, Le Point en tête...

- Un roi espagnol populaire, atout pour régler la crise catalane? - Reuters

Les républicains, représentés par des petits partis qui ont rassemblé environ 20% des votes aux élections européennes du 25 mai, ont manifesté dans le centre de Madrid pendant l'intronisation, scandant : "Demain, l'Espagne sera républicaine". Francetv info 19.06

Comment cela les républicains n'auraient obtenu que 20% lors des élections européennes du 25 mai ? Cela signifie que le Parti populaire et surtout le PSOE ne sont pas vraiment républicains, voilà tout. Il fallait le dire. C'est fait.

- Les Etats-Unis prêts à une action militaire ciblée en Irak - Reuters

- Au côté de EIIL ? Ils sont déjà sur le terrain...

- Quand la CIA voulait combattre al-Qaida avec une figurine de Ben Laden - LeFigaro.fr

Alors qu'Al-Qaida est leur créature...

Les feuilles mortes se ramassent à la pelle...

- Debré (UMP) sur Sarkozy: "*il faut couper les branches mortes*" - AFP

Ca balance terrible...

- Jérôme Lavrilleux livre quatre noms dans l'affaire Bygmalion - Reuters

Encore un pourri...

- Le patron du PS de Gironde renvoyé en correctionnelle - Reuters

Ah ces sales grévistes !

Le PS est au côté des travailleurs, c'est un parti de gauche, si, si...

- SNCF : Le Guen espère que la grève va se terminer "*dans les heures qui viennent*" - LePoint.fr

... et pour cause

- SNCF: "*on a beaucoup avancé*" sur le texte, estime Chassaigne (PCF) - AFP

... du coup...

- SNCF: la grève "*sans doute*" arrivée à "*un tournant*" estime Lepaon (CGT) - AFP

... la preuve :

- SNCF: Kosciusko-Morizet prête à voter la réforme du rail - AFP

Ah ben si l'UMP est prêt à voter le texte amendé par le PCF, c'est que c'est forcément il répond aux attentes des cheminots ! Stalinien for ever !

Résistance passive

- SNCF: la grève s'étiole mais est reconduite - AFP

- Soixante postiers de Créteil se rassemblent contre la fermeture de leur site - LeParisien.fr

- 4 500 emplois de moins à la Poste en 2013 - Liberation.fr

- Paris : les syndicats des grands magasins s'élèvent contre une ouverture dominicale - Francetv info -

- Nice-Matin : les salariés votent à 83 % une motion de défiance - LePoint.fr

- Des syndicats appellent à la grève dans les aéroports du 24 au 29 juin - Francetv info

- Intermittents : la CGT-Spectacle dénonce les "*mesurettes*" de Valls - LePoint.fr

La syndicat appelle à "*élargir le mouvement*" suite aux annonces du Premier ministre. Il déposera probablement un préavis de grève pour le 1er juillet. LePoint.fr 19.06

Côté jardin...

- Inquiétudes sur les profits des entreprises - LeFigaro.fr

... et côté cour...

- A Paris, un SDF sur trois a un emploi - Francetv info

Et après ils traiteront les travailleurs de fainéants, il en faut du courage pour être à la rue et se lever le matin pour aller trimer...

Délinquance en groupe.

- Ivres, 120 patrons sèment la pagaille dans un TGV - Francetv info

Vive la monarchie et les paradis fiscaux !

- Le Luxembourg dit oui au mariage des homosexuels - Liberation.fr

Si cela pouvait mettre fin aux monarchies... mais cela ne risque pas...

Il fallait bien au dictateur trouver un prétexte pour accroître sa pression sur un chef d'Etat qui lui résiste.

- Les Etats-Unis prennent des sanctions contre l'Ouganda en raison de sa législation homophobe - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

1.1- Irak /Kirkuk : des femmes et des enfants massacrés par Daesh - french.irib.ir

Najat Hossein, membre du conseil de la province de Kirkuk a fait état du plus récent crime des terroristes de Daesh qui ont massacré des femmes et des enfants d'une famille dans un village dans le sud de cette province.

Najat Hossein a précisé, sur le plateau de la chaîne Al-Sumaria, que les terroristes après avoir occupé le village de Bashir dans la région de Tazeh à 35 kilomètres au sud de Kirkuk, ont massacré toutes les femmes et tous les enfants d'une famille. Selon Najat Hossein, après la libération de ce village, des nouvelles informations ont été révélées au sujet des exécutions collectives. Une source sécuritaire de la province de Kirkuk a annoncé mardi que les Peshmerga kurdes ont repris le contrôle de ce village. french.irib.ir 19.06

1.2- Barezani justifie l'absence du soutien des Kurdes à l'armée irakienne - french.irib.ir

Dans ses déclarations à Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, Massoud Barezani, Chef de la région du Kurdistan irakien a considéré le combat de l'armée irakienne contre l'état islamique en Irak et au Levant comme une guerre religieuse et justifié l'absence du soutien à l'armée irakienne dans la guerre contre l'EIIL et les 12 groupes terroristes. « *Nous ne participerons pas à une guerre religieuse surnommée la lutte contre le terrorisme* » a-t-il affirmé.

Dans ces déclarations, Massoud Barezani a distingué les terroristes des musulmans sunnites. « *Il y a un consensus entre les courants politiques sur cette guerre, ils l'ont qualifié de « guerre contre le terrorisme* », a-t-il ajouté. Les autorités religieuses irakiennes, surtout, le grand Ayatollah Sisstani ont insisté sur le fait que la récente guerre n'était pas de caractère confessionnel, tout en appelant, les Irakiens, qu'ils soient chiites, sunnites kurdes et autres, à s'unir pour combattre le terrorisme. french.irib.ir 19.06

2- Turquie

- Libération de 230 militaires turcs condamnés pour complot - lemonde.fr

Ils avaient été condamnés en 2012 pour tentative de coup d'Etat. Deux ans plus tard, une cour criminelle d'Istanbul a ordonné la remise en liberté de 230 militaires en raison des conditions de leur procès. Entre-temps, la Cour constitutionnelle turque avait prononcé un arrêt en leur faveur, demandant la tenue d'un nouveau procès. D'ici à celui-ci, l'exécution de leur peine est suspendue, selon les médias turcs.

Tous avaient été condamnés en septembre 2012 par un tribunal de Silivri, dans la lointaine banlieue d'Istanbul, à des peines de treize à vingt ans de prison pour avoir tenté de faire tomber le gouvernement islamo-conservateur du premier ministre Recep Tayyip Erdogan en 2003.

Leur procès retentissant avait suscité de très nombreuses critiques, qui avaient alors mis en cause l'impartialité des magistrats chargés de l'instruire et l'authenticité des preuves retenues contre les accusés. lemonde.fr 19.06

3- Inde

- Al-Qaida appelle les musulmans kashmiris au "*jihad*" - french.irib.ir

Le haut commandement d'Al-Qaïda vient de publier un film où il appele " *les musulmans kashmiris*" à la guerre contre l'Inde et à rejoindre le mouvement mondial du Jihad! Cette vidéo intitulée « *la guerre doit se poursuivre, un message pour les musulmans kashmiris* » a été publié par As-Sahab, l'organe médiatique d'Al-Qaïda. Après avoir défié la Russie et la Chine , les Etats Unis défient donc via leurs mercenaires qaidistes une autre économie émergeante : l'Inde. french.irib.ir 19.06

Cela coïncide avec l'arrivée au pouvoir en Inde du BJP, rien d'étonnant puisque ce parti est allié à des partis hindous fondamentalistes qui vouent ouvertement une haine féroce envers les musulmans et le Pakistan. Avec Modi et le BJP au pouvoir, les Américains vont pouvoir actionner la manette du communautarisme pour déstabiliser l'Etat indien ou faire pression sur le gouvernement pour qu'ils engagent les contre-réformes que réclame le FMI, avec le BJP ils ont un allié de premier choix et ils vont pouvoir l'instrumentaliser.

Mais Modi pourrait choisir une autre option en dénonçant l'ingérence américaine dans les affaires de l'Inde histoire de s'attirer la sympathie de la population, pour ensuite mener à sa façon et avec zèle la guerre contre les musulmans ou plutôt l'ensemble des masses indiennes. Il peut appliquer la politique dicter par les Américains mais il faut qu'on ait l'impression qu'il en est l'auteur, sinon sa gloire en serait ternie, c'est à niveau que cela se situe chez eux. A suivre.

SOCIAL

France

- La CGT appelle à des grèves et manifestations le 26 juin - Reuters

La CGT appelle à une journée de grèves et de manifestations de toutes les professions en colère jeudi 26 juin, alors que la grève des cheminots de la SNCF entre dans son huitième jour et que se multiplient les mouvements sociaux.

Dans le même temps, une manifestation interprofessionnelle est prévue jeudi 19 juin en fin de matinée à Paris, de Montparnasse aux Invalides, pour soutenir les cheminots de la CGT et Sud-Rail en grève.

Force ouvrière appelle ainsi ses adhérents à se joindre à la manifestation pour montrer que les grévistes "*ne sont pas isolés*".

La CGT, qui souhaite une action collective, souligne que parallèlement à la grève des cheminots, les intermittents du spectacle multiplient les actions contre le durcissement prévu des conditions d'indemnisation de plusieurs catégories de chômeurs, dont les leurs.

Elle souligne que des mobilisations se développent également dans les secteurs des transports, électriciens et gaziers, de la santé, et de l'industrie pharmaceutique, services publics, etc.", précise un communiqué du syndicat.

"*Malgré un désaveu cinglant lors des élections municipales et européennes, le président Hollande entend poursuivre ses réformes désastreuses*", écrit la CGT. Reuters 18.06

Haut de page

Le 21 juin 2014

CAUSERIE

18 nouveaux documents ont été ajoutés.

La direction de la CGT a réussi à isoler les cheminots et à casser leur grève avec l'aide du PCF, et le gouvernement est parvenu à ses fins. No comment, nous nous sommes déjà exprimé hier sur ce sujet en le traitant sur le plan politique.

A qui profite les plus grands crimes contre l'humanité ? Qui sont les véritables donneurs d'ordre des dictateurs, leurs bailleurs de fonds ?

- Comment les nazis ont aidé les entreprises allemandes Bosch, Mercedes, Deutsche Bank et VW à devenir riche - Atlantico.fr 20.06

C'est difficile à croire, et pourtant... Un classement illustrant le passé nazi des plus grandes entreprises allemandes telles que Bosch, Mercedes, Deutsche Bank, VW et beaucoup d'autres a été publié ce vendredi par le magazine allemand. On y apprend que ces sociétés exploitaient près de 300 000 travailleurs forcés. Une situation qui se résume à de l'esclavagisme, devenue pratique courante à l'époque. Le tableau révèle également que Audi, aussi connu sous le nom d'Auto Union pendant la période nazie, était un grand adepte du travail forcé.

L'entreprise aurait fait travaillé 20 000 détenus des camps de concentration dans ses usines. Même si cette nouvelle fait froid dans le dos, ce n'est pourtant pas la première fois que WirtschaftsWoche dévoile le sombre passé de grandes entreprises allemandes. En 2011, la célèbre marque BMW a admis, après des décennies de silence, avoir travaillé main dans la main avec les plus hautes sphères du parti nazi pendant la seconde guerre mondiale à l'aide d'une main-d'œuvre obtenue par les camps de concentration.

Mais BMW n'est pas la seule entreprise allemande à avoir profité de cette main-d'œuvre facile. Daimler, propriétaire de Mercedes, a reconnu dès 1986 qu'il avait employé 40 000 travailleurs forcés dans des conditions épouvantables pendant la guerre, lui permettant de générer d'énormes sommes d'argent. Le géant électrique Bosch a quant à lui exploité 20 000 détenus tandis que le sidérurgiste ThyssenKrupp en a fait travaillé 75 000. Mais la liste est encore longue. Le fabricant de produits chimiques IG Farben avait même construit une usine au sein même du camp d'extermination d'Auschwitz. Ce qui lui a permis d'instaurer un travail pénitentiaire dans la production de caoutchouc synthétique et de l'huile.

Cependant, la révélation la plus infame reste celle de la vente du Zyklon B, le poison utilisé dans les chambres à gaz nazies. À son apogée en 1944, cette usine a fait usage de 83 000 travailleurs forcés. La plus grande banque d'Allemagne, Deutsche, n'employait pas d'esclaves, mais est devenue aussi très riche sous le nazisme. La banque a licencié tous les administrateurs juifs quand les nazis sont arrivés au pouvoir et à partir de 1938, la Deutsche Bank est devenue la banque la plus riche en Allemagne. C'est à ce moment qu'elle a pris part à la fameuse "*Aryanising*", c'est à dire la prise en charge des entreprises

appartenant à des Juifs. Siemens, le constructeur de train et géant de l'ingénierie électrique s'est quant à lui toujours montré discret à l'égard de ses anciennes activités en temps de guerre. Selon le directeur de recherche du Musée allemand à Berlin, Siemens a expliqué jusqu'à présent que son passé était une "histoire qui regarde la société". Des entreprises comme Adidas et C&A travailleraient encore sur les antécédents des sociétés sous le nazisme. Atlantico.fr 20.06

Que ce soit un portail néolibéral qui publie cet article est très bien, car s'il reprend une partie des arguments que nous avions déjà relatés ailleurs et dont certains lecteurs auraient pu contester la véracité du fait de leur origine, là ils seront bien obligés d'admettre que la collusion entre les banquiers et le patronat d'un côté et les nazis de l'autre étaient avérés et qu'il ne s'agissait pas d'une cabale ou d'une invention de gauchiste. Il manque toutefois la précision que bon nombre de conseils d'administration ou de dirigeants de banques ou de grandes entreprises étaient juifs ou plutôt sionistes.

Nous avons là la véritable nature du capitalisme et du patronat des grandes entreprises qui viennent de porter l'oligarque Porochenko à la tête de l'Ukraine avec l'aide des partis et milices fascistes.

ACTUALITE EN TITRES

Ils avancent lentement mais sûrement...

- Feu vert ministériel à l'entrée de la Lituanie dans la zone euro - Reuters

Et nous ? On piétine, on recule toujours et encore...

Intox. C'est promis, on ne le fera plus...

- L'Europe adopte un dispositif contre l'évasion fiscale des entreprises - LePoint.fr

A-t-il été annoncé qu'elles devraient fermer tous les comptes qu'elles ont ouverts dans les paradis fiscaux ? Non. A quoi serviront-ils ? D'après vous ?

- USA: vote anti-NSA à une large majorité à la Chambre des représentants - AFP

Les Etats-Unis est un Etat mafieux, c'est-à-dire un Etat qui contourne la législation ou se livre à des activités illégales sans craindre d'être inquiété par qui que ce soit puisqu'ils n'existent pas de contre-pouvoir. Ce régime fonctionne comme une dictature.

Et lorsqu'il arrive que les agissements secrets de l'une de ses officines soient découverts, il s'excuse, promet de ne pas recommencer et légifère dans ce sens pour témoigner de sa bonne foi ou qu'il a retenu la leçon, alors qu'en réalité il s'arrangera pour contourner la loi en profitant des failles qu'elle comporte jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite, en toute impunité.

Seulement, réjouissez-vous !

- Prix de l'électricité: hausse "*d'ampleur plus faible que 5%*" à l'automne - AFP

En famille. Il faut bien collaborer...

- Cosse (EE-LV) veut mettre la gauche au travail - Liberation.fr

... mais elle y est, la preuve :

- Valls vante le nucléaire, «*filière d'avenir*» - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Onu où la banalisation de la guerre : Abolition !

- Plus de 50 millions de déplacés dans le monde - Reuters

Le nombre de réfugiés, de déplacés et de demandeurs d'asile à travers le monde a dépassé les 50 millions à la fin de l'année dernière, un chiffre sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, selon un rapport du Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés (HCR).

La moitié d'entre eux sont des enfants, victimes de conflits ou de persécutions...

Le nombre record de déracinés, qui s'élève précisément à 51,2 millions de personnes, a progressé de six millions en un an. Parmi eux figurent 16,7 millions de réfugiés, 33,3 millions de déplacés et 1,2 million de demandeurs d'asile. Reuters 20.06

Les Eglises les plus réactionnaires des Etats-Unis adoptent le mariage gay, quoi de plus normal en somme.

- États-Unis : l'Église presbytérienne autorise le mariage gay - LePoint.fr

D'autres Églises protestantes autorisent le mariage gay dans leurs rangs, selon les États, ou laissent leurs pasteurs décider selon leur conscience, comme l'Église luthérienne évangélique, l'Église épiscopalienne des États-Unis ou les méthodistes. LePoint.fr 20.06

Comme chacun sait la famille Bush qui fait partie de leurs troupeaux était bien connu pour son côté progressiste, son engagement humanitaire...

Rappelons que nous ne sommes pas opposés au mariage gay, en réalité on s'en tape complètement, on serait plutôt contre le mariage tout court, on dénonce une campagne ou une propagande des dirigeants pourris du vieux monde qui instrumentalisent une minorité pour en tirer des avantages politiques à l'heure où celle qu'ils appliquent est la plus réactionnaire et impérialiste des soixante dix dernières années.

S'en féliciter, leur emboîter le pas ou se placer à leur côté ce qui revient au même où à les soutenir, alors qu'ils s'en servent pour camoufler leurs véritables intentions sur le plan social à l'encontre de l'ensemble des masses exploitées est totalement inacceptable pour un militant ouvrier, incompatible avec son combat pour l'émancipation du capital ou son combat pour le socialisme.

Haut de page

Le 24 juin 2014

CAUSERIE

Une vingtaine de nouveaux articles demain.

Entendu hier à Complément d'enquête (France2) dédié au tourisme. Une bouteille de Château Pétrus 1961 proposée à la carte du Bristol, un "*palace* parisien 16.000 euros, soit 1,3 millions de roupies. Selvi me demande combien j'ai payé ma bouteille de bière, je lui réponds 65 roupies, elle éclate de rire à en tomber à la renverse et du coup j'éclate de rire aussi en lui montrant son verre d'eau amélioré d'un sirop de raison fait maison.

Quel monde ! On comprend pourquoi les riches doivent toujours s'enrichir davantage et combien de pauvres cela représente, à vous donner la nausée. Mais bon, il paraît que c'est légitime... La bonne conscience ou la mauvaise foi ont leur mystère que la raison préfère ne pas énoncer ici par crainte d'être vulgaire ou violent, vaut mieux se faire poète...

C'est cela le libre-échangisme made in USA soutenu par l'UE.

- «*On a taillé une pipe aux Américains*», estime le ministre des Affaires étrangères polonais - Slate.fr

Les barbares d'EIIL armés par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et la France notamment font régner la terreur en Irak

Les djihadistes édictent leur terrifiante loi à Mossoul - lefigaro.fr

Depuis la prise de la ville le 11 juin dernier, l'État islamique en Irak et au Levant a instauré de nouvelles règles basées sur

une interprétation très restrictive de la charia.

Le document a force de loi. Le 11 juin dernier, seulement deux jours après la prise de Mossoul, l'État islamique en Irak et au Levant a fait distribuer dans les rues de la ville une charte régissant désormais la vie d'un million et demi d'habitants. Cette «*charte*» tient sur une simple page recto-verso, mais les 16 articles terrifiants qui la composent en disent long sur le régime de terreur imposé par les islamistes. Cette interprétation rigoriste de la charia était déjà en cours dans le fief syrien d'EIIL, Rakka.

Dans ce bref texte, les djihadistes se présentent comme des soldats de l'islam souhaitant restaurer la gloire du califat islamique. L'argent saisi au gouvernement est désormais bien public, annonce l'un des articles. Il est désormais à la disposition des imams musulmans qui sont les seuls habilités à en disposer. La drogue, l'alcool et les cigarettes sont interdits. Les femmes sont appelées à revêtir «*une tenue modeste*», c'est-à-dire le niqab qui ne laisse entrevoir que leurs yeux. Elles n'ont l'autorisation de sortir qu'en cas d'extrême nécessité. Ce déplacement doit être autorisé par le père, le frère ou le mari qui l'accompagnera.

Le texte prévoit également toute une série de peines pour ceux qui dérogeraient à la nouvelle loi. Ceux qui volent ou pillent risquent ainsi l'amputation. Quiconque exerce des menaces ou se rend l'auteur d'un chantage sera lui aussi sévèrement puni. Cet article s'appuie sur un verset du Coran (Sourate 5, verset 33) selon lequel les criminels doivent être tués ou crucifiés. Quant aux apostats, ils seront exécutés en public. À ce titre, chaque musulman devra à présent effectuer les cinq prières quotidiennes à la mosquée.

Aucune contestation n'est désormais tolérée. Les manifestations publiques sont interdites au nom de l'islam. L'usage de drapeaux autres que l'emblème d'EIIL est prohibé. Les policiers et les militaires ayant servis l'ancien régime peuvent se repentir. Enfin, le texte scelle également le sort des tombes et mausolées «*hérétiques*». Ces derniers seront tout simplement détruits. Cette menace laisse craindre la disparition du site archéologique de Ninive, l'un des plus beaux du Moyen-Orient. lefigaro.fr 23.06

Commentaires d'internautes.

1- "*Ce sont les mêmes lois qui ont cours chez les alliés des occidentaux à savoir les Saoudiens, et personne n'a rien à y redire, alors pourquoi cette indignation selective?*"

2- "*Si je pense et dis que les nazis étaient du même acabit je vais me faire incendier et censurer, alors je préfère me taire et observer ce, pardon, ces désastres.*"

Hollande soutient EIIL et l'ensemble des mercenaires étrangers à la solde de Washington qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple et qui viennent de s'attaquer à l'Irak. Ils réalisent le dhijad ou plutôt ppliquent la politique dictée par les Américains soutenus par ses laquais européens.

Dès lors quand des jeunes en France sont arrêtés et emprisonnés pour avoir mené le djihadisme en Syrie, c'est injuste, ils n'ont fait que mettre en pratique la politique criminelle de Hollande-Valls-Fabius, les vrais coupables sont à la tête de l'Etat terroriste et impérialiste.

En guise de complément ou de confirmation. Hollande légitime un régime ayant adopté la charia.

C'est cela la gauche. La charia, le salafisme, le djihadisme, le terrorisme, la barbarie légitimés.

Le monarque français François Hollande à reçu hier dans son palais l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad al Thani.

Et pour cause :

- La France confiante dans la vente de Rafale au Qatar - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand le vassal se soumet...

- Violations embargos: vers un accord à 9 milliards de dollars entre BNP et les Etats-Unis - AFP

Quelle saloperie de camelote !

- Honda, Nissan et Mazda rappellent trois millions de voitures dans le monde - Francetv info

Eugénisme. Ebola va-t-il succéder au VIH ?

- Le virus Ebola est "*hors de contrôle*" en Afrique, dit MSF - Reuters

Quand l'oligarchie fait de la politique, cela donne cela.

- John Kerry trouve que les Etats-Unis ne sont "*pas responsables*" de la crise en Irak - Francetv info

- Kerry appelle l'Irak à « *dépasser les considérations confessionnelles* » - LeMonde.fr

- Kerry promet le soutien américain à l'Irak face à l'EIIL - Reuters

- Kerry presse Maliki de former un cabinet irakien élargi - Reuters

- Kerry en Egypte pour plaider pour la démocratie - AFP

Stratégie du chaos et guerre.

- Liban : attentat suicide au sud de Beyrouth - LeMonde.fr

- Israël frappe des positions de l'armée syrienne, dix morts - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour qui roule le gouvernement ?

- Plan d'économies: 250.000 emplois menacés selon la rapporteure du Budget - AFP

Le plan d'économies de 50 milliards d'euros proposé par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances rectificative "*pourrait entraîner la suppression de 250.000 emplois à l'horizon 2017*", selon la rapporteure générale du Budget citée lundi par Les Echos.

Ce plan d'économies "*aurait un impact négatif sur la croissance de 0,7 % par an en moyenne entre 2015 et 2017, et pourrait entraîner la suppression de 250.000 emplois à l'horizon 2017*", écrit la députée Valérie Rabault dans un rapport cité par le quotidien économique.

Mme Rabault, qui s'était rendue le 12 juin au ministère des Finances pour obtenir des documents qu'elle réclamait depuis des semaines, tempère toutefois ces prévisions en estimant qu'"*une partie de cet impact sera neutralisée par l'adoption concomitante de mesures fortes en faveur de la réduction des charges des entreprises et du pouvoir d'achat des ménages dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité*".

Le gain de croissance escompté serait de 0,6 point avec 190.000 créations d'emplois d'ici 2017, indique le document de la rapporteure du Budget.

D'autre part, l'impact du plan d'économies doit être apprécié "*au regard de l'importance des risques financiers auxquels s'exposerait notre pays en l'absence de rétablissement des comptes publics*", ajoute-t-elle, appelant à trouver le bon équilibre entre relance de la croissance et plan d'économies, afin de "*garantir que les effets récessifs seront suffisamment compensés pour ne pas hypothéquer la reprise*". AFP 23.06

Quelle jonglerie pour finalement se soumettre à la politique du gouvernement (ou de l'UE ou du FMI) qui a fait du "*rétablissement des comptes publics*" son cheval de bataille contre les services publics et les fonctionnaires, et en appeler "*à trouver le bon équilibre entre relance de la croissance et plan d'économies* qui ne pourrait se réaliser qu'au détriment des intérêts des travailleurs pour ne "*pas hypothéquer la reprise*" des profits pour les capitalistes.

On retiendra que le plan d'économies de 50 milliards d'euros proposé par le gouvernement se soldera par la suppression de

dizaines de milliers d'emplois, autrement dit ces 50 milliards d'euros serviront en parti à financer ces suppressions massives d'emplois. C'est aussi la logique dans laquelle s'inscrit le pacte de responsabilité et la prochaine conférence antisociale.

C'est la mauvaise farce à laquelle les syndicats vont participer. Y aller, c'est légitimer ce qui en sortira. Après cela quelle crédibilité auront les syndicats et les partis liés au PS ou au régime pour combattre ses conséquences désastreuses pour les travailleurs ? Aucune.

La manipulation institutionnalisée des masses passe par les instituts de sondage.

Hollande et son gouvernement sont plus impopulaires que jamais, le PS a récolté 6% des votes des électeurs inscrits le 25 mai dernier, il a reçu une raclée aux municipales, les mouvement sociaux se multiplient dans le pays, leur politique antisociale est majoritairement ou massivement rejetée, sans parler des affaires judiciaires ou de corruption concernant ministre, élus ou responsables départementaux du PS. Bref, Hollande et son gouvernement sont minoritaire et illégitime, or il leur faut bien continuer de gouverner.

Il dispose bien d'un arsenal d'agents ou d'officines à leur service pour leur facilité la tâche ou relayer leur propagande, sauf que voilà, les uns et les autres n'ont qu'une emprise limitée ou faible sur les masses qui de plus en plus n'en font plus qu'à leur tête.

Les médias, tout le monde ou presque s'en méfie, personne ne croit totalement ce qu'ils disent ou écrivent, ils sont très largement discrédités auprès de la population, notamment ses couches les plus instruites ou chez les intellectuels, mais aussi chez les ouvriers qu'ils méprisent ou prennent régulièrement pour des demeurés ou les présentent comme tels, ce qui ne leur plaît pas du tout et reste gravé dans leurs cerveaux. Comme disait ma mère qui était très arriérée : ce n'est pas parce qu'on ne dit rien qu'on ne comprend pas, il ne faudrait peut-être pas aussi nous prendre pour plus cons qu'on ne l'est. Quand un jeune ou un travail veut vraiment savoir ce qui se passe, il va sur Internet, et là il découvre assez facilement que les médias leur mentent en continu.

Il y a ensuite les partis et les syndicats qui sont eux aussi très largement discrédités parmi les travailleurs, agents du capitalisme ou auxiliaires du régime, jaunes ou traîtres selon les syndicats ou leurs dirigeants vendus au capitalisme, ils ont en commun d'être tous antisocialistes et de s'accommoder du capitalisme. Leurs discours sont inaudible parce qu'ils incarnent le petit bourgeois, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures ou privilégiées de la classe ouvrière, principalement le fonctionnaire qui bénéficie de la garantie de l'emploi dans un pays où le chômage dépasse officiellement les 5 millions, en aucun cas ils ne représentent les millions et millions de travailleurs qui parviennent tout juste à survivre en se privant ou les plus défavorisés.

Bien que la composition d'un parti détermine en grande partie sa nature sociale, c'est davantage les couches auxquelles ses membres s'adressent et la manière dont ils les abordent qui traduira avec une assez grande précision ses véritables intentions où la manière dont les travailleurs percevra ce parti et ses militants, or leurs discours (et leurs publications) sont insipides, inaudibles, ils sont destinés à une élites, à des intellectuels, à des militants aguerris, pas à ces dizaines de millions de travailleurs. Et croire qu'ils ne s'en rendraient pas compte, là encore c'est les prendre pour plus ignorants qu'ils ne le sont et commettre une grave erreur politique. Aussi les travailleurs s'en détournent ou ils ne se reconnaissent pas en eux, ils ne leur inspirent pas confiance et ils ont parfaitement raison, hélas ! Nous non plus d'ailleurs.

Pour finir viennent les instituts de sondage censés rendre compte de l'état d'esprit de la population en général, sans distinction de classe, comme si elles avaient des intérêts communs et non antagoniques, ce qui fausse dès le départ les résultats de leurs "*enquêtes d'opinion*" et les conclusions qui en découleront, qui de manière générale sont orientées ou doivent coïncider avec la propagande officielle ou les besoins spécifiques exprimés par les dirigeants de la classe dominante qui peuvent diverger de ceux du gouvernement, sans évidemment que les personnes sondées et les destinataires de ces sondages n'en soient informés puisque leurs objectifs sont inavouables, les conditionner dans un sens précis ou les faire adhérer à une idée ou une mesure, un projet de loi qui sont censés répondre à leurs besoins, alors qu'en pratique c'est exactement l'inverse qui se produira.

Venons en à l'actualité.

Un institut de sondage a pondu une "*enquête d'opinion*" selon lequel les "*Français*" seraient majoritairement réformistes. Quoi de plus naturel en somme, ils sont gangrenés par le capitalisme à défaut d'être révolutionnaires. Voilà pour le scoop ! Comment pourrait-il en être autrement au moment où aucun parti ne défend les idées du socialisme, où personne ou presque dans ce pays sait exactement ce que signifie le socialisme, mieux encore, lorsque la majorité confond réformisme ou adaptation au capitalisme et socialisme alors qu'ils sont incompatibles. Pour la plupart des travailleurs ou la quasi totalité, en gros être socialiste c'est exiger des capitalistes une meilleure répartition des richesses qui doit se traduire par des mesures sociales. Cela ne va pas plus loin. Qu'ils soutiennent toute mesure qui leur est présentée sous un jour favorable ou censée améliorer leurs conditions d'existence est dès lors acquis, puisqu'ils ne se poseront pas d'autres questions ou ignoreront en fait de quoi il s'agit vraiment. Les inconvénients ou les aspects nuisibles de ces mesures seront occultées ou minimisées systématiquement, et ils s'en satisferont lorsqu'ils ne se sentiront pas directement concernés.

Interroger des gens sur une réforme de la SNCF quand 90% d'entre eux ne prennent jamais le train ne peut conduire qu'à ce genre de comportement. On leur dit que c'est pour faire des économies et que c'est bon pour la France, ils n'ont dès lors aucune raison

d'être contre. Et puis si cela devait se traduire par une dégradation des conditions de travail des cheminots, la plupart réagiront en se disant que personne ne s'intéresse à leurs conditions de travail qui sont autrement plus difficiles, alors pourquoi devraient-ils prendre en compte celles des cheminots, il n'y a pas de raison à ce qu'on ne soit pas logé à la même enseigne, pourquoi seraient-ils privilégiés et devrait-on payer pour eux franchement... Bien des travailleurs pensent de cette manière et les instituts de sondage le savent parfaitement, ils comptent dessus pour obtenir les résultats escomptés. Que font-ils ? Ils instrumentalisent l'ignorance des masses ni plus ni moins pour mieux les conditionner encore.

Maintenant nombreux sont aussi les travailleurs qui se sont reconnus dans la bataille qu'ont livrée les cheminots ou ont exprimé de la sympathie envers leur combat qu'ils auraient bien voulu rejoindre s'ils en avaient eu la possibilité. Quelle horreur s'écrie le pouvoir en place ! Il faut y remédier en lançant immédiatement une autre opération de propagande pour les faire rentrer dans le rang ou les décourager de passer à l'action, démontrer coûte que coûte que cet état d'esprit est minoritaire dans le pays, inadapté à la situation, dangereux en période de crise, bref illégitime et qu'ils doivent y renoncer, se soumettre au joug de la dictature du capital qu'incarne le gouvernement.

Pour se faire, ils ont sorti un second sondage dans lequel la CGT était visé, en réalité plutôt les cheminots qui s'étaient opposés à la ligne de la direction de la CGT qui était contre cette grève ou sa poursuite.

Comment "*une large majorité de Français*" pourraient s'exprimer sur un syndicat ou le syndicalisme en général, alors que plus de 90% d'entre eux ne sont pas syndiqués ? Et en posant cette question à un patron ou un cadre on connaît d'avance la réponse s'agissant de la CGT.

Les instituts de sondage ont l'art de questionner des gens qui soit ne sont pas concernées directement par les questions qu'on leur pose, soit dont on connaît d'avance les opinions, de telle sorte que le résultat est acquis d'avance ou sera totalement faussé, truqué en somme. Ce que leurs sondages ne disent pas, c'est que la majorité est réformiste à défaut de mieux, sans pour autant être satisfaite des réformes adoptées qui sont en réalité des contre-réformes dont elle subira les conséquences ensuite. Elle est réformiste par défaut sans pour autant adhérer à la politique du gouvernement, mieux elle la rejette. Le sondage fonctionne selon le mode de l'abstraction où cause et conséquence n'apparaissent pas ou disparaissent littéralement. Les personnes sondées ne se prononcent pas sur un rapport mettant en présence plusieurs facteurs, aussi sont-elles placés volontairement dans une situation où elles seront incapables de réfléchir aux différentes implications qui découleraient d'une mesure ou loi, aux sorts des différents acteurs concernés, surtout pas téléphone où toutes ces questions ne leur viendront pas spontanément à l'esprit.

Le sondage fonctionne également selon le mode de questions fermées auxquelles il faut répondre par oui ou par non. Etes-vous pour des réformes ? Oui, évidemment et vous voilà estampillé réformiste. Réformes qui profiteront à qui, quel doit en être le prix, qui en seront les victimes ? Là vous devenez un parasite, un gauchiste, vous ne jouez plus le jeu, vous êtes hors jeu, votre question ne sera pas prise en compte, on ne tiendra pas compte de votre réponse, et puis comme ce genre de questions ne risquent pas de vous être posée, votre avis ne sera pas publié, vous n'existez pas.

On leur impose une sémantique trompeuse ou qu'ils sont incapables de décrypter, par exemple en parlant de réforme qui a une connotation positive ou progressiste, alors qu'en réalité entre de mauvaises mains son contenu sera négatif ou constituera une régression sociale. C'est du domaine de la manipulation à votre insu.

Qu'à l'arrivée ce sondage encense un syndicat jaune, la CFDT, n'a plus rien d'étonnant. Ajoutons que si la majorité des adhérents de la CGT ne partageaient pas la politique de la CFDT, elle n'aurait pas la direction qu'elle a aujourdhui, comme hier d'ailleurs. Tous les courants de la CGT sont gangrenés par le capitalisme, il n'en existe pas un seul qui soit réellement socialiste ou révolutionnaire, idem à FO, à Sud ou à la FSU. Nos soi-disant opposants à la ligne de Lepaon dont certains sont estampillés PCF ne sont pas sur une ligne de rupture avec le capitalisme et le gouvernement, seuls une poignée de militants isolés dans ce syndicat militent sur la base des principes du socialisme.

Les masses, leur état d'esprit et leur niveau de conscience ne sont pas seulement le produit de leur condition d'existence, ils sont aussi le résultat de la politique mise en oeuvre par les partis et les syndicats.

Le sondage en question.

- La CGT impopulaire chez 69% des Français - AFP

Une large majorité de Français ont une mauvaise opinion de la CGT et de son leader, les jugeant "*trop systématiquement opposés aux réformes*", selon un sondage BVA pour Le Parisien-Aujourd'hui en France à paraître dimanche.

69% de Français ont une mauvaise opinion de ce syndicat contre seulement 28% qui en ont une bonne, selon ce sondage. Les salariés en ont une mauvaise opinion à 67% dont 72% dans le privé et 61% dans le public.

Seulement 14% des Français ont une bonne opinion de son patron, Thierry Lepaon contre 44% qui en ont une mauvaise. 42% des personnes interrogées ne le connaissent pas assez pour avoir une opinion. AFP 21.06

Ils nous livrent où ils voulaient en venir...

- Sondage : la CGT ringardisée et distancée par la CFDT - LeParisien.fr 22.06

A défaut de majorité, les instituts de sondage en ont fabriqué une et la boucle est bouclée.

- Manuel Valls à fond la réforme - Liberation.fr

- Valls défend la réforme et appelle la majorité à la loyauté - AFP

- Manuel Valls a énoncé ses quatre conditions au succès de la "*réforme*": "*dire la vérité*", "*l'exemplarité*", "*l'intérêt supérieur des Français*" et le "*rassemblement*".

(Traduisons ou rectifions : Mentir, camoufler ses véritables intentions, défendre l'intérêt supérieur des capitalistes, et se soumettre à cette mascarade. - ndlr)

"*Il faut agir, changer, réformer, se mettre en mouvement*", pour "*combattre la peur lancinante du déclin*", a martelé le chef du gouvernement, revendiquant "*la voie*" de Léon Blum, symbole de réformisme socialiste face au schisme avec les communistes.

(La "*voie*" de Léon Blum, c'est celle qui a conduit au régime de Vichy ! Avec pour ennemi éternel : Le communisme. La "*voie*" de Léon Blum, c'est aussi celle qui a consisté à refuser de livrer des armes à la révolution espagnole pendant qu'Hitler et Mussoloni en livraient à Franco pour l'écraser dans le sang. "*Agir, changer, réformer, se mettre en mouvement*" dans quelle direction, pour qui ? Vous connaissez la réponse. - ndlr)

"*Et moi, je tiendrai, oui ma mission, c'est de tenir. Car si nous ne tenons pas, alors tout tombera et, à ce moment-là, les plus grands dangers viendront pour la République*", a-t-il lancé.

(Après nous le déluge ! Tenir, car le régime menace de s'écrouler de toutes parts... Il prépare manifestement - avec les instituts de sondage appelés à les rescousses - les conditions de la prochaine conférence antisociale qui va s'avérer un exercice périlleux. - ndlr)

"*J'en ai assez de ces critiques lancinantes à l'égard du Président de la République*", a-t-il assuré. "C'est lui qui incarne la France, c'est lui qui incarne nos valeurs", a fait valoir M. Valls. Saluant l'action internationale du président de la République, il a évoqué les décisions d'intervenir militairement au Mali et en Centrafrique, l'entrevue entre Vladimir Poutine et le président ukrainien le 6 juin et un François Hollande "*en première ligne aujourd'hui pour faire en sorte que l'Europe soit réorientée*".

(On s'étrangle en l'entendant dire que Hollande incarneraient "*nos valeurs*", quoique, les leurs, pas les nôtres ! Qu'il revendique les interventions militaires de l'impérialisme français en Afrique est dans l'ordre des choses. - ndlr)

"*Et vous militants socialistes, vous devez avoir confiance et vous dire que si nous avons eu un deuxième président socialiste après François Mitterrand, cette fois François Hollande, c'est pour changer, c'est pour mettre en oeuvre ses engagements. Et nous lui devons soutien et confiance*", a-t-il plaidé. AFP 22.06

(Comme quoi il y en a qui se sont leurrer sur les "*engagements*" du candidat (du capital) Hollande, ceux par exemple qui ont appelé à voter pour lui ou à "*battre Sarkozy*". A bas Hollande-Valls, à bas le PS, ni ménagement ni soutien ni confiance, dehors, rupture ! - ndlr)

Du côté de la maison mère (ou mafieuse), c'est franchement le désordre !

- Parti radical: Laurent Hénart élu successeur de Jean-Louis Borloo - AFP

- Rama Yade dénonce l'«*illégitimité*» de Laurent Hénart à la tête du Parti radical - 20minutes.fr

- Campagne de Sarkozy : une double comptabilité à l'UMP ? - Francetv info

Les comptes de l'UMP, manipulés. L'ancienne directrice des affaires financières de l'UMP, Fabienne Liadzé, aurait tenu une double comptabilité au sein du parti et connaissait le montant exact des dépenses de campagne de Nicolas Sarkozy, affirme le

Journal du Dimanche, dans son édition du dimanche 22 juin.

D'après l'hebdomadaire, le comptable de la société Event, une filiale de Bygmalion spécialisée dans l'évènementiel, a envoyé de février à avril 2012, des factures réelles. "*Ils savaient ce que coûtaient en réel tous les meetings*", assure-t-il, en mentionnant au passage le nom de la directrice des affaires financières du parti.

A la mi-avril, quand le système de double facturation a été décidé, "*il a été demandé au comptable d'Event de détruire les factures déjà faites et d'en refaire*", mais en minorant les coûts, raconte le JDD. Toute la question est désormais de savoir qui, à l'UMP ou au QG de campagne, a été impliqué dans la combine, note l'hebdomadaire. Francetv info 22.06

Pourvu que Sarkozy se présente, ce serait le président le plus mal élu de la Ve République, le plus faible, disposant d'une marge de manoeuvre réduite à zéro, tandis que le PS ne pourrait plus se présenter en opposant ou sa capacité de nuisance au sein du mouvement ouvrier serait littéralement neutralisée, il suffirait alors que les masses libérées de cette double contrainte se lâchent et déferlent pour que le régime vole en éclat...

Les autres casseroles.

- UMP: Le chef des députés reconnaît un emprunt secret de 3 millions d'euros - 20minutes.fr

- Karachi: la Cour de justice va enquêter sur Balladur et Léotard - AFP

- Hortefeux entendu pour entrave présumée à l'enquête Karachi - Liberation.fr

- Alain Juppé: "*Sauver l'UMP, ce n'est pas gagné*" - L'Express.fr

A vous dégoûter d'être de gauche. Une fondation atlantiste fossoyeur du socialisme ou le comble de l'imposture théorisée.

- Gilles Finchelstein: "*Hollande est fidèle à l'esprit de Jaurès*" - L'Express.fr

Alors pourquoi consacrer du temps à commenter cet article ? Mais parce que plus le PS monte au créneau pour défendre le régime, plus il est obligé de dévoiler sa véritable conception du socialisme qui apparaît ouvertement étrangère au socialisme scientifique de Marx et Engels, pour correspondre et revendiquer une forme de socialisme bourgeois défendu par leurs ennemis depuis plus d'un siècle. En parole ils empruntent au marxisme une partie de sa phraséologie pour finalement en pratique conduire la lutte de classes dans une direction opposée au socialisme ou favorisant la pérennité du capitalisme, c'est aussi simple que cela.

Ils ne peuvent pas se contenter de se proclamer socialiste puisque plus personne ne les croit ou ne les écoute, il leur faut donc argumenter, et c'est là qu'ils se démasquent eux-mêmes, qu'ils nous livrent leurs véritables intentions et quelques vérités qui auront d'autant plus de valeur qu'elles sortent de leurs bouches, alors que si c'était nous qui nous livrerions à cet exercice on pourrait nous accuser de parti pris ou de leur faire un procès d'intention.

Ce que dit Finchelstein de Jaurès, de la SFIO ou du PC est d'autant plus intéressant qu'il se lâche pour défendre le soldat en haillon Hollande, le PS laminé lors des dernières élections, la gauche à l'agonie, en procédant de la sorte parce qu'il n'a pas le choix ou parce que cela correspond à l'idéologie qu'il incarne ou qu'il a adoptée à l'heure où le PS est aux commandes, il nous révèle que ni Jaurès, ni le PS, ni Blum, Mitterrand ou Hollande n'étaient véritablement socialiste, ce que chacun peut vérifier facilement en lisant ou relisant le Manifeste du parti communiste ou le Capital de Marx et Engels, Anti-Dürhing d'Engels, l'Etat et la révolution de Lénine pour ne citer que ces ouvrages essentiels.

Etre socialiste ou communiste depuis 1848, c'est lutter pour la révolution socialiste, pour le renversement de l'ordre établi au moyen d'une révolution prolétarienne, c'est admettre que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes et qu'ils doivent construire un part ouvrier révolutionnaire, communiste, dont l'activité politique sera subordonnée à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière ou les masses exploitées. Chacun constatera en lisant cet interview de Gilles Finchelstein que le PS et ses soi-disant socialistes d'hier et d'aujourd'hui n'ont jamais adopté cet objectif politique qu'ils ont troqué pour un autre forcément, le maintien au pouvoir de la classe des capitalistes à laquelle ils sont liés organiquement. Il aurait été trop facile de déclarer que la personnalité et le parcours politique ou professionnel de Finchelstein trahissaient sa véritable nature, aussi nous préférons toujours l'analyse à l'anathème qui est plus crédible.

L'Express.fr - Gilles Finchelstein, directeur général de la fondation qui porte le nom du député socialiste, et ancien conseiller de Pierre Mauroy, de Dominique Strauss-Kahn - dont il est resté proche - et de Pierre Moscovici, connaît par coeur la dimension tactique de la politique. Et l'importance de la communication, son métier à Havas Worldwide. Pour avoir toujours travaillé dans les cercles du pouvoir, cet intellectuel sait aussi que la démocratie a besoin de symboles. De vertus. Un mot vieillot, que

Jaurès honorait. Et qui cherche aujourd'hui en qui s'incarner.

(Ils peuvent chercher longtemps et si L'Express ne s'aventure pas ici à donner un ou des noms, c'est qu'il n'en a pas trouvé au PS, et pour cause, ils en sont indignent ou les piétinent ! - ndlr)

De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, en passant par Nicolas Sarkozy, tout le monde s'empare de Jean Jaurès. Pourquoi est-il devenu l'homme à tout faire de la politique française?

Excellente question ! Rectifions, sauf nous et quelques autres. - ndlr)

Gilles Finchelstein - Parce que Jaurès continue de nous parler ! Il demeure, cent ans après, notre contemporain et cela ne relève donc pas de la nostalgie. Il ne peut pas nous dire quelle politique il faudrait conduire : ce serait de l'anachronisme, d'autant qu'il appartient à un monde largement disparu. Mais les vertus qui étaient les siennes indiquent plus que jamais comment faire de la politique. D'abord, le courage - le courage de s'opposer aux puissants, quand il soutient les mineurs de Carmaux ou lutte contre la guerre ; celui de s'opposer aux siens, quand il défend Dreyfus.

(Si l'une des vertus empruntée à Jaurès était comment faire de la politique, il s'agit plutôt d'un vice que d'une vertu, d'un numéro d'illusionniste fait d'hypocrisie, de mensonge, dimposture pour mieux tromper les travailleurs ou se faire passer pour ce qu'on n'est pas. On ne retrouvera jamais ce "*courage*" au PS plus tard qui a soutenu les guerres coloniales et impérialistes jusqu'à nos jours. Ajoutons qu'ils sont sionistes, donc dans l'impossibilité de lutter contre l'antisémitisme qu'ils instrumentalisent et alimentent au contraire à des fins politiques. - ndlr)

Ensuite, l'intelligence, non pas la sienne, exceptionnelle et éclectique, mais l'appel à celle des autres, pour tirer les citoyens vers le haut, alors même qu'il s'adressait à une France incroyablement moins éduquée que la nôtre - songeons qu'il n'y a eu que 8000 nouveaux bacheliers en 1913. Enfin, la volonté, avec un engagement total de toute une vie pour ses idées et un optimisme inébranlable.

(Il confirme ici ce que j'ai écrit ailleurs à plusieurs reprises à propos de Marx et Engels qui s'adressaient à des masses profondément arriérées et qui réussissaient à se faire comprendre, ce que nos dirigeants depuis ont été incapables d'imiter, à croire qu'ils n'en jamais eu l'intelligence ou la volonté ou les deux à la fois. - ndlr)

L'Express.fr - N'en faites-vous pas un saint laïque?

Gilles Finchelstein - Il est devenu une référence pour la République et une icône pour la gauche, c'est suffisant ! Sans doute, au-delà des combats qu'il a portés, parce que Jaurès est mort assassiné à 54 ans, en combattant visionnaire pour la paix. Sans doute aussi parce qu'il n'a jamais exercé le pouvoir.

(Il a eu la chance si on peut dire de mourir trop tôt, Trotsky était également de cet avis.

L'imposture de ce qu'ils appellent la gauche réside dans le fait qu'elle repose sur une conception du socialisme dévoyée ou dégénérée qui n'a pas fait ses preuves du temps où vivaient leurs prophètes car n'ayant pas exercé le pouvoir, du coup il était toujours possible de lui trouver des vertus qu'elle n'avait pas ou de l'opposer à celle des marxistes en prétendant qu'elle incarnait le véritable socialisme ou qu'elle était conforme à l'esprit du socialisme, alors qu'en réalité elle s'en écartait au point d'en devenir l'ennemi. - ndlr)

L'Express.fr - Cela nuance-t-il la portée de son message?

Gilles Finchelstein - Non, mais cela explique qu'il ne soit pas critiqué pour avoir été confronté aux dures réalités du pouvoir, contrairement à Blum, Mitterrand ou Hollande aujourd'hui. Il faut mesurer qu'à la fin du XIXe et au début du XXe siècle le socialisme n'est qu'une force émergente et divisée : elle n'est pas en mesure de revendiquer le pouvoir, il n'a donc pas eu à le refuser. Mais il nourrit une réflexion qui demeure pertinente : contre les partisans de la conquête révolutionnaire incarnés par Jules Guesde, il défend une conquête électorale et une pratique réformiste du pouvoir. Il pense que la tâche des socialistes est d'améliorer la vie de ceux pour lesquels il se bat par une succession de réformes patientes, continues, modestes même parfois, plutôt que d'attendre un hypothétique "*grand soir*".

(Quel aveu, le socialisme de Jaurès a démontré qu'il était inadapté à l'exercice du pouvoir dans la mesure où les dirigeants du PS n'étaient pas des socialistes, et Jaurès en aurait fait l'illustration s'il avait vécu plus longtemps, d'autant plus qu'il était opposé à la "*conquête révolutionnaire*" du pouvoir politique par la classe ouvrière, c'est en sorte rendre ici à Jaurès ce qui appartenait à Jaurès au lieu de le faire passer pour un marxisme ou un révolutionnaire comme certains le font pour attirer vers leur parti des transfugent du PS qui n'ont jamais rompu en réalité avec la conception du socialisme de Jaurès opposée à celle de Marx et Engels.

En précisant que Jaurès défendait "*une conquête électorale et une pratique réformiste du pouvoir*" Finchelstein confirme que sa conception de la lutte des classes, son objectif autant que le moyen pour l'atteindre était étranger au socialisme scientifique ou au marxisme, dès lors se réclamer de Jaurès, l'encenser ou le prendre en exemple c'est faire oeuvre d'antimarxisme, d'antisocialisme.

Le jaurésisme, c'est l'antithèse du marxisme ou du socialisme, de la révolution socialisme au profit d'une adaptation progressive au capitalisme. - ndlr)

Le 12 avril 2007, à Toulouse, Nicolas Sarkozy cite 32 fois Jaurès dans son discours. François Hollande, au Bourget, le 22 janvier 2012, pas une seule fois. La gauche s'est-elle fait doubler par la droite dans la revendication de l'héritage de Jaurès?

(Et dire que certains ont cru entendre lors du discours du Bourget de Hollande l'expression de son ancrage à gauche, ils se sont illusionnés eux-mêmes en réalité. - ndlr)

Dès sa mort, Jaurès fait l'objet de bien des revendications de filiation. Mais le débat n'a longtemps traversé que la gauche. Nicolas Sarkozy innove donc, et c'est d'autant plus intéressant que la droite gaulliste a longtemps relégué Jaurès à un parlementarisme dépassé. Dès lors, qu'un homme de droite reconnaisse la place de Jaurès dans l'histoire de notre pays, comme le fait Nicolas Sarkozy dans son discours du 14 janvier 2007, est tout à fait honorable.

Mais qu'il y ait, comme à Toulouse, le 12 avril, une déclaration d'amour enflammée est plus suspect. Cela relève entièrement, je le crains, de l'instrumentalisation tactique et aucunement de la conviction politique. Suis-je trop sévère? Trouvez-moi alors une fois, une seule fois, où Nicolas Sarkozy a cité Jaurès avant ou après 2007 - notamment pendant la campagne électorale de 2012! Il n'y en a pas.

(Il "*craint*" que Sarkozy ait cité Jaurès pour l'instrumentaliser sur le plan tactique, il n'en est pas absolument certain, alors que cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Somme toute, il n'y aurait pas forcément là une contradiction, car après tout Jaurès en était bourré lui-même pour croire qu'au terme d'un processus électoral ce qui était censé incarner la classe ouvrière parviendrait au pouvoir et entreprendrait des réformes sociales sans que le capital ne se mobilise pour les faire échouer, ce qu'on observera quelques décennies plus tard, en 1936 en France ou dans d'autres pays. - ndlr)

L'Express.fr - Malgré tout, ne remet-il pas Jaurès à la mode?

Gilles Finchelstein - Non, ce qui a fait revenir Jaurès dans le paysage politique et symbolique, c'est la cérémonie d'investiture de François Mitterrand, en 1981, quand le nouveau président de la République lui rend hommage au Panthéon, reconnaissant tout ce que la gauche - et la France ! - lui doit.

(La renaissance de Jaurès a plutôt ressemblé à un hommage aux chrysanthèmes du socialisme avec la mise en oeuvre d'une politique d'austérité, conformément à ce qu'était déjà à l'époque la "*gauche*".

On pourrait peut-être affirmé que c'est Jaurès qui a tué la gauche en France et Thorez qui l'a achevée. - ndlr)

La gauche a toujours, depuis lors, honoré la mémoire de Jaurès. François Hollande a fait symboliquement à Carmaux son dernier discours de campagne avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Elu président, il décide que la célébration de Jaurès sera l'un des trois moments des commémorations nationales du centenaire de la Grande Guerre. S'il ne le cite pas dans son discours du Bourget, il est fidèle à l'esprit de Jaurès, avec un propos tout entier structuré autour de la lutte pour la justice et contre les inégalités, le combat de Jaurès le plus contemporain. Non, la gauche n'a pas oublié Jaurès - à chacun de juger si elle a été à sa hauteur.

(Le jugement est sans appel, si vous cherchez la gauche, elle git dans les symboles, les cimetières ou remisée au musée de l'histoire des horreurs et des crimes contre l'humanité, celle de Lassale, Dürhing, Bernstein, Blum, Blair, Schröder, Mitterand, Hollande, etc. qu'ils prétendent incarner ou représenter. - ndlr)

L'Express.fr - Mitterrand et Hollande s'approprient-ils Jaurès de la même manière?

Gilles Finchelstein - Pour répondre à cette question, il faut faire un détour par les différentes dimensions de la politique. Il y a la dimension tactique, celle de la gestion des hommes et des situations : elle n'est étrangère ni à Jaurès, ni à Mitterrand, ni à Hollande. Il y a la dimension concrète, à chaque problème une solution technique : c'est François Hollande qui y est le plus sensible, ce qui tient à la fois de sa personnalité et de l'évolution récente de la politique. Il y a, enfin, la dimension symbolique, celle de la mobilisation d'un peuple autour d'un récit. Jaurès excelle dans ce registre : il ancre sa réflexion dans l'Histoire, notamment dans celle de la Révolution, et, en même temps, se projette, au point d'être moqué par Clemenceau : "*On reconnaît un discours de Jaurès à ce que les verbes sont toujours au futur.*" Cette vertu, presque messianique, de la politique, est à l'évidence plus celle de Mitterrand que celle de Hollande.

(Ce qu'il appelle "*les différentes dimensions de la politique*" correspond aux différentes phases d'adaptation du PS au capitalisme en fonction de ses cycles de crises ou des étapes par lesquelles elles passent ou la manière dont elles se manifestent... Cette vertu a tout l'air de l'art de l'enfumage qui se dissipe et dont Hollande ne peut même pas profiter, d'où l'exercice auquel se livre Finchelstein pour y remédier, en vain, carvoyez-vous à force de marteler sur tous les tons qu'il est impossible de mener une autre politique afin de la justifier et que de ce fait elle serait légitime, il y a fort à parier que de plus en plus de travailleurs vont finir par se demander si c'est vrai ou la seule explication possible. Quelque part ils n'en croient pas un mot, mais ils n'ont rien à lui opposer du fait qu'ils ont perdu leur indépendance ou qu'ils ne l'ont pas encore conquise. - ndlr)

L'Express.fr - Le Parti socialiste n'est-il pas toujours porteur des divisions de l'époque de Jaurès?

Gilles Finchelstein - Non, en tout cas pas sous la forme qu'elles avaient alors, opposant deux méthodes de conquête du pouvoir. Ce clivage n'existe plus, ni au sein du Parti socialiste ni même au sein de la gauche, puisque le Parti communiste n'est plus révolutionnaire et qu'il a exercé le pouvoir, conquis de manière démocratique. Sous une autre forme, oui : que faire du pouvoir, jusqu'où faut-il aller ? La gauche d'aujourd'hui est confrontée à des mutations sans précédent, entre mondialisation et numérisation, qui questionnent fondamentalement sa capacité de mettre en pratique ses valeurs.

(Ses valeurs coïncident avec celle de la droite puisqu'elle défend les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. Rectifions, le Parti communiste était faussement révolutionnaire depuis le milieu des années 20 où il a été stalinisé. En affirmant qu'il n'existe pas "*deux méthodes de conquête du pouvoir*" au sein du PS, il confirme que ces courants sont bien animés par la même idéologie et que les étiquettes qui leur ont été attribuées étaient purement formelles, tous étant inféodés au capitalisme et incapables de rompre avec lui, et cela depuis un siècle il faut préciser. En conclusion, si selon Lénine et Trotsky le PC n'a jamais été réellement communiste, le PS n'a jamais été réellement socialiste. - ndlr)

L'Express.fr - Et à se demander jusqu'où se soumettre au réel?

Gilles Finchelstein - Oui, mais c'est une question qui l'a traversée de tout temps. Chaque période d'exercice du pouvoir, sans exception, a instantanément fait apparaître un clivage entre des "*radicaux*" et des "*réalistes*". Dès les premiers jours du Front populaire, le 27 mai 1936, Marceau Pivert écrit dans Le Populaire : "*Tout est possible.*" Dès les premiers jours de 1981, rebelote ! Alors que, dans la mémoire collective, c'est le moment des grandes réformes. Le débat d'aujourd'hui, avec François Hollande, est d'autant moins étonnant que nous traversons une période de grande dureté d'exercice du pouvoir.

Avouer que la gauche "*de tout temps*" s'est "*demander jusqu'où se soumettre au réel*", en réalité se somettre au joug du capital ou à la classe dominante qui détient le pouvoir au lieu de l'affronter, confirme que "*de tout temps*" elle a été une imposture. -ndlr)

L'Express.fr - Jaurès aide-t-il à répondre à cette problématique?

Gilles Finchelstein - Jaurès rappelle à tous que le fil à plomb de l'action, ce doit être le combat pour l'émancipation de chacun. Pour le reste, malheureusement, non! Ses écrits peuvent apporter de l'eau au moulin de chacune des deux positions. Moi qui ai une lecture réformiste du socialisme, je me réfère au théoricien de l'action pas à pas, qu'il formule avec force, notamment lors du congrès de Toulouse de 1908. Mais la rigueur intellectuelle oblige à dire que d'autres lectures de Jaurès sont possibles. Le mieux est que chacun se plonge dans ses oeuvres pour se forger sa propre opinion.

(Alors que le socialisme c'est le combat pour l'émancipation collective des travailleurs qui seule peut garantit leur épanouissement personnel dans une société meilleure ou plus juste une fois qu'elle n'a plus le profit comme base ou objectif. Il est vrai qu'on peut faire dire à Jaurès ce que l'on veut dans la mesure où il n'a pas eu le temps de démontrer en quoi consistait vraiment son socialisme de l'éloquence qui rappellait celle des sophistes de la Grèce antique qui justifiait la République et la démocratie des esclavagistes. - ndlr)

L'Express.fr - Celle de la droite est-elle fondée quand elle loue un Jaurès patriote, laïque mais respectueux de la religion, désapprouvant la grève, défenseur de la nation, de la République, des petits patrons?

Gilles Finchelstein - Jaurès défenseur de la nation, de la République, Jaurès patriote ? Sans aucun doute. Mais un patriotisme ouvert sur le monde, qui n'est pas un nationalisme, un patriotisme que la droite récusait et que l'extrême droite, qui l'instrumentalise pourtant aujourd'hui, combattait avec une violence inouïe. Huit jours avant l'assassinat de Jaurès, Charles Maurras écrivait : "*Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que M. Jaurès soit pris de tremblements.*"

(Décidément il leu faut instrumentaliser l'extrême droite pour couvrir leur imposture. Nous, nous ne sommes pas patriotes, nous ne défendons pas un "*patriotisme ouvert*", nous défendons les valeurs et les principes de la République et de la démocratie dans une perspective internationaliste sans perdre de vue un instant que notre ennemi est dans notre propre pays, la classe des capitalistes qu'il faut renverser. - ndlr)

L'Express.fr - Laïque mais respectueux des religions?

Gilles Finchelstein - Sans aucun doute, et jouant même un rôle déterminant dans la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, y compris contre les plus radicaux dans son propre camp, pour en faire une loi de concorde. Mais combattu, là encore, férocement par la droite de l'époque !

(Depuis "*l'opium du peuple*" a été suplanté par le PMU et les jeux d'argent, le sport, les jeux vidéos, la télévision, Internet, les médias, le cinéma, le théâtre, la publicité, la drogue, la pornographie, etc. qui remplissent admirablement le même rôle en plus diversifié au point de faire en sorte que l'abrutissement des masses est totale ou presque. - ndlr)

L'Express.fr - Hostile à la grève?

Gilles Finchelstein - Là, non, c'est un contresens ! Il désapprouve la grève générale comme outil révolutionnaire ; il est toujours soucieux de protéger les ouvriers contre les conséquences de la grève, la misère et le chômage ; il veut que cet instrument ne soit que la solution ultime. Mais il soutient les ouvriers en grève. Son premier grand combat, à la fois social et démocratique, c'est d'ailleurs au côté des mineurs de Carmaux en grève.

(C'est le seul mérite qu'on concèdera à Jaurès, force est de constater que ses disciples une fois parvenus au pouvoir se transformeront en briseur de grèves, parfois de manière sanglante. - ndlr)

L'Express.fr - Au côté, aussi, des petits patrons, dit la droite...

Gilles Finchelstein - Attention ! La Fondation a précisément publié un essai de Gilles Candar sur Jaurès et les patrons. Il y est montré comment un vrai texte de Jaurès, "*Les misères du patronat*", où il parle avec bienveillance de l'esprit d'entreprise, est devenu un faux. Dans les années 1970, des faussaires, restés anonymes, ont ajouté des passages qui peuvent ressembler à du Jaurès, mais qui n'en sont pas : "*A toute époque, les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque. Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer. Est respecté celui qui, volontairement, accomplit pour les autres les actes difficiles ou dangereux. Est un chef celui qui procure aux autres la sécurité en prenant pour soi les dangers.*" Aubaine pour la droite et le patronat! Mais c'est un faux...

(Celui qui décide de devenir patron doit en endosser toutes les conséquences... - ndlr)

L'Express.fr - Jaurès joue-t-il le même rôle de référent universel et consensuel que de Gaulle?

Gilles Finchelstein - Je vais vous répondre par une pirouette : ce sont effectivement les deux responsables politiques français qui comptent le plus grand nombre de rues à leur nom - autour de 3 600 pour de Gaulle et de 2 000 pour Jaurès !

(On s'en passerait franchement. - ndlr)

L'Express.fr - Jaurès n'est-il pas si consensuel que son oeuvre ressemble à un dictionnaire de citations, pillé à tort et à travers?

Gilles Finchelstein - Oui, c'est une mine pour tous les paresseux, parce qu'il a un sens extraordinaire de la formule et de l'image et qu'il a écrit, en tant qu'historien, journaliste, responsable politique, des milliers et des milliers de pages.

(Le "*sens de la formule et de l'image*" n'a jamais fait un programme, révolutionnaire, ni même un socialiste. -ndlr)

L'Express.fr - Les citations les plus utilisées?

Gilles Finchelstein - Incontestablement, celle qui vient d'un texte, d'ailleurs extraordinaire, le "*Discours à la jeunesse*", prononcé à Albi, en 1903, où il termine par une anaphore - déjà ! - sur le courage. Il y affirme notamment : "*Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel.*" J'aime beaucoup cette phrase de son discours *"Pour la laïque*", en 1910, à propos de la mémoire : "*Nous avons, nous aussi, le culte du passé. [...] mais c'est nous, parce que nous marchons, parce que nous luttons pour un idéal nouveau, c'est nous qui sommes les vrais héritiers du foyer des aïeux ; nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre*." Citer Jaurès, c'est la cendre; en conserver l'esprit, c'est la flamme.

(Vous avez le droit d'allumer un cierge ou de rester dans la pénombre à les écouter car cela fait belle lurette que leur "*idéal nouveau*" n'éclaire plus rien, puisque leur "*courage*" a consisté à se soumettre en cours de route au "*réel*" et d'abandonner leur "*idéal*.

Quant à l'idéal du socialisme il demeure intact et la flamme qui l'anime aussi faible soit-elle demeure le seul espoir d'en finir avec le capitalisme. - ndlr)

L'Express.fr - Cédons aux délices de l'anachronisme : que dirait-il face à la montée du Front national?

Gilles Finchelstein - Je me méfie de l'anachronisme... Je répondrai simplement que Jaurès a toujours su s'adresser, avec des mots qui les touchaient, à la jeunesse et aux ouvriers, eux qui votent aujourd'hui plus que la moyenne pour l'extrême droite. C'est à nous de le faire à nouveau et de leur ouvrir un autre chemin.

(Eh bien ils sont mal barrés ou ils peuvent attendre longtemps ! Il est faux de die que la jeunesse ou les ouvriers votent majoritairement à l'extrême droite, en réalité ils ne votent pas du tout. Et quand bien même dans certains cas cela s'avèrerait exact, c'est le PS ou les disciples de Jaurès qui en porteraient la responsabilité pour avoir refusé de se doter d'une politique préparant les masses aux conditions que le capital allait leur imposer et de les mobiliser en vue de l'affrontement direct entre les classes. Quand un travailleur se tourne vers l'extrême droite, cela signifie que ceux qui prétendaient incarner la gauche étaient en réalité des faussaires ou des imposteurs dans lesquels il ne pouvait pas se reconnaître. - ndlr)

L'Express.fr - Y a-t-il un Jaurès aujourd'hui?

Gilles Finchelstein - Il n'y en a pas. C'était une personnalité d'exception et c'est tant mieux : c'est pour cela qu'il nous parle encore. lexpress.fr 23.06

(On a envie de dire : Une chance encore qu'il n'y en a pas ! - ndlr)

En complément. En famille. Et à la guerre comme à la guerre.

Ah l'ordre républicain !

- Face au FN, le PS se range derrière l'UDI à la législative partielle de Valenciennes - Liberation.fr

Nostalgie.

- Pour Bernard Arnault, c'était mieux avant, sous Mitterrand ! - LePoint.fr

Une messe néolibérale.

- Le forum Economic Ideas à la recherche d'un nouveau contrat social - lepoint.fr

Il s'agit d'un "*forum*" largement représentés par des think tank ou des idéologues néolibéraux ou atlantistes et chapeauté par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.

- Lundi, 800 dirigeants, des personnalités de premier plan et deux Prix Nobel seront réunis à Nancy pour le forum Economic Ideas.

Au programme, ces huit cents dirigeants et décideurs (universitaires, économistes, élus et journalistes...) conduiront une réflexion croisée sur les moyens de redonner aux entreprises les moyens de créer de la richesse, dans le respect des libertés individuelles et en accord avec l'intérêt général.

Une vingtaine de personnalités interviendront lors de ce grand forum, mené sous l'égide d'un conseil scientifique et devant aboutir à une série de propositions concrètes que les organisateurs se proposent de porter in fine devant les gouvernements et le Parlement européens.

Six thématiques seront développées : "*La confiance*" (avec l'économiste Élie Cohen, le directeur de l'Institut Bruno-Leoni Alberto Mingardi, etc.), "*L'audace*" (avec Eudoxe Denis, directeur des études à l'Institut des entreprises, Gaspard Koenig, président du think tank Génération libre, etc.), "*Le dialogue*" (Robert Aumann, Prix Nobel d'économie 2005, Guillaume Sarkozy, délégué général du groupe Malakoff Médéric, etc.), "*La création de richesses*" (Yves Bernheim, P-DG du groupe IRH, Philippe Dessertine, professeur à Paris-I, etc.), "*La responsabilité*" (Gervais Pellissier, directeur général délégué du groupe Orange, Pedro Opeka, fondateur d'Akamasoa à Madagascar, etc.).

En fin de journée seront présentées les propositions émanant d'une vingtaine de chefs d'entreprise et des principaux réseaux de dirigeants de la grande région Saar-Lor-Lux (Sarre, Lorraine, Luxembourg) avec, pour en débattre, Bénédicte de Beaufort, professeur à HEC, Jean-Pierre Fine, secrétaire général de l'UIMM, Christophe Praud, président du Centre des jeunes dirigeants (CJD). Franz-Olivier Giesbert, éditorialiste et ancien directeur du Point, animera la plénière de clôture sous la forme d'un grand entretien avec Shirin Ebadi, avocate et Prix Nobel de la paix 2003. lepoint.fr 22.06

La "*confiance*" est l'opium des marchés ou des investisseurs, l'"*audace*" consiste à faire preuve du plus grand cynisme qui soit pour s'enrichir sans s'embarrasser de principes ou scrupules, le "*dialogue*" est la nouveau masque de la dictature implacable qu'ils

font subir aux travailleurs ou à laquelle ils doivent se soumettre, mieux, il leur est fortement recommandé de l'adopter sous peine de mesures de rétorsion ou sanctios, ils doivent manifester leur enthousiasme et leur accord aux condtions qui leur sont imposés, mieux encore ils doivent les revendiquer, quant à la "*responsabilité*", elle doit être comme les vertus précédentes entièrement au service de la "*création de richesses*" et la boucle de la dictature néolibérale est bouclée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Les non-dits de l'avancée des forces hostiles à Al-Maliki en Irak - french.irib.ir

En Irak, l'armée régulière a vacillé et les villes de deux provinces, Ninawa [Ninive] et Salah ad-din, sont rapidement tombées devant l'avancée de DAECH [EIIL : État Islamique en Irak et au Levant], alors même qu'il perdait ses positions dans la région d'Al-Anbar.

Cette nouvelle donne s'est produite grâce à la complicité de certains éléments de l'armée de l'ancien régime irakien et de partisans, dirigés par Izzat al-Douri, qui les ont rejoints.

Lequel, Izzat al-Douri, a troqué sécularisme et nationalisme contre une sienne armée qu'il nomme « *Naqchbandi* », dont la mission première est de combattre « *la tutelle chiite et l'occupation iranienne de l'Irak* », contre monnaie sonnante et trébuchante venue de l'Arabie saoudite et du Qatar, alors que la Turquie se contente de lui assurer de quoi « *camper* » sur son territoire.

Cette attaque surprise de « *Naqchbandi* », parrainée par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, vise à renverser la situation en Irak, suite aux résultats des récentes élections législatives irakiennes et élections présidentielles syriennes, qui font que toute modification « *politiquement négociée* » paraît désormais sans espoir pour ces coalisés.

Le but : Rompre la continuité géographique des « *alliés de la Résistance* », sur l'axe Irak-Syrie-Liban, maintenant que Homs [Syrie] est libérée, afin de tenir de quoi négocier en agitant le spectre de « *a partition de l'Irak* ».

Autrement dit, un Irak tripartite fédéral contre une Ukraine tripartite fédérale en vertu d'une démographie similaire, parallèlement à la tentative d'entrainer le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] dans la guerre en lui promettant un État kurde et la libération de son chef des prisons de Turquie.

La solution : Fédération Irak-Syrie, qui inverserait les règles du jeu, en attendant de fédérer le Liban et la Jordanie…

La partie d'échec se poursuit donc… à l'internationale ! french.irib.ir 22.06

2- Cisjordanie

- Cisjordanie : Un drone sioniste abattu - french.irib.ir

Un drone sioniste a été abattu en Cisjardanie. Selon Qods net , l'apparail a fait crash à Aïn Sareh au sud de Al Khalil. Les palestiniens ont confisqué ce drone. french.irib.ir 22.06

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la fin de la grève sonne pour les mineurs du platine - AFP

La fin de la grève a sonné pour les mineurs sud-africains qui paralysaient depuis cinq mois les principales mines de platine du pays et ont accepté lundi de terminer ce conflit salarial qui fera date par sa durée et sa radicalité inédite depuis la fin de l'apartheid.

"*Demain (mardi) nous allons signer l'accord, ce qui signifie que la grève est officiellement terminée et que les salariés reprendront le travail mercredi*", a annoncé devant environ 30.000 mineurs massés pour un ultime meeting près de Rustenburg (nord) le leader syndical à l'origine de la grève, Joseph Mathunjwa.

"*En acceptant la proposition salariale, vous nous donnez le pouvoir de signer*", a-t-il proclamé, après avoir exposé, entreprise par entreprise, les nouveaux salaires prévus par catégories de mineurs obtenant des cris d'approbation en écho.

"*Oui, oui*", hurlait la masse des grévistes. "*Signe, signe, signe*", ont-ils ajouté à l'adresse du président du syndicat radical Amcu, épuisés par les privations occasionnées par cette grève, la plus longue de l'histoire minière sud-africaine.

"*Tout indique que l'accord est accepté ce dont les producteurs se félicitent même s'ils attendent l'acceptation formelle et sa signature*", a réagi une porte-parole patronale, le ministre des Mines Ngoako Ramathlodi indiquant qu'il était "*heureux*".

"*Le niveau des augmentations accentuent davantage les chances de restructurations dans les trois ans qui viennent et crée un précédent défavorable dans le monde du travail. A court terme, il se pourrait que la production ne redémarre pas complètement à un régime normal avant le début du quatrième trimestre*", a cependant prévenu l'économiste Peter Attard Montalto (Nomura).

"*Les entreprises ont accepté l'essentiel de nos demandes*", a affirmé M. Mathunjwa, tout en admettant que tous les mineurs en grève n'obtiendront pas les 12.500 rands mensuels (880 euros environ) réclamés depuis le 23 janvier, même d'ici trois ans.

"*Mais beaucoup l'atteindront au cours de la période*", a-t-il certifié.

Depuis le début du mouvement, le mot d'ordre d'Amcu est d'obtenir 12.500 rands de salaire de base pour les moins qualifiés, soit une forte hausse en termes réels (150%) mais aussi un montant symbole puisque c'est celui revendiqué depuis la tuerie de Marikana le 16 août 2012 quand la police a abattu 34 mineurs en grève.

"*C'est une victoire pour nos collègues qui ont perdu la vie en 2012*", exultait lundi un mineur, Chris Pokane. "*Je suis content que ce soit fini, nous sommes en passe de gagner des salaires décents*".

"*On n'a pas bougé d'un pouce et ça a payé. On ne les a jamais crues quand les entreprises disaient qu'elles n'avaient pas d'argent...d'où vont-elles le sortir maintenant?*", renchérissait un autre, Benjamin Sotu.

"*Les mineurs dans ce pays sont exploités mais on a réussi à se faire entendre*", a-t-il ajouté, tandis que le stade résonnait autour de lui de chants de jubilation, coups de klaxons et musique à plein volume sur les routes voisines.

Selon le patronat, l'accord entériné n'est pas différent du compromis annoncé il y a une dizaine de jours.

Celui-ci prévoyait de revaloriser fortement chaque année d'un millier de rands (environ 70 euros) le salaire mensuel des mineurs les moins qualifiés ("18% la première année, le pourcentage diminuant ensuite) et accordait moins aux autres (+8%).

Amcu a toutefois obtenu en plus la réintégration du personnel licencié en mai par Lonmin et de limiter la durée de l'accord à trois ans, au lieu de cinq comme souhaité par le patronat.

Plus de 70.000 mineurs travaillent dans la région de Rustenburg où l'activité des trois premiers producteurs mondiaux de platine (Anglo American Platinum, Impala Platinum, Lonmin), est à l'arrêt.

Politiquement, le conflit, après les grèves sauvages sanglantes de 2012, consolide la montée en puissance d'Amcu, et plus largement d'un courant syndical hostile au pouvoir ANC, alimenté par un ras-le-bol social que le parti de feu Nelson Mandela ne parvient plus à canaliser.

A maintes reprises, M. Mathunjwa a accusé le gouvernement de fermer les yeux sur les profondes inégalités salariales qui perdurent vingt ans après la fin du règne de la minorité blanche, y compris dans les mines, secteur clé à l'exportation. AFP 23.06

Voilà ce qui ressemble déjà davantage au syndicalisme, absolument rien à voir avec ce qui existe en France ou en Europe.

Haut de page

Le 25 juin 2014

CAUSERIE

Un modèle du genre en guise de propagande et de désinformation que n'aurait pas renier Goebbels.

L'auteur :

Moisés Naím est Senior associate de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Chroniqueur pour de nombreux titres dont El Pais, The New York Times, The Financial Times, The Washington Post. Il a été, avant l'arrivée de Chavez au pouvoir, ministre du Commerce et l'Industrie et directeur de la Banque centrale du Venezuela. (source : Slate.fr)

Autant dire un membre de l'élite intellectuelle néolibérale.

Le portail qui publie cet article :

Slate.fr agence de Slate.com made in USA dont les membres partagent la même idéologie. Slate.fr auquel participe le "*socialiste*" et banquier sioniste J. Attali notamment.

S'agissant de la Fondation Carnegie, il est préférable que les lecteurs commencent par aborder l'article de Slate.fr pour se faire leur propre idée à la fois sur son contenu et son objectif ainsi que la nature de son auteur que les trois sont liés, avant de lire l'article qu'avait publié le Réseau Voltaire en 2004. Finalement j'ai commenté brièvement l'article de Moisés Naím pour vous faire gagner du temps.

Disons en guise de grille de lecture pour fournir un repère aux lecteurs, qu'il est bourré de contrevérités ou d'inventions pures et simples, de grossiers mensonges, en fait Moisés Naím inverse les rôles en prêtant à différents gouvernements dans la ligne de mire des Etats-Unis les agissements des agents ou milices qui sont intervenus ces derniers mois dans différents pays pour déstabiliser ces Etats. Le titre de cet article fournit une première indication pour comprendre les intentions et les objectifs de son auteur.

Crimée, Syrie, Irak, Venezuela... La «*société civile*», une armée sans l'uniforme - Slate.fr 24.06

Beaucoup d'Etats autoritaires se servent d'ONG ou de mouvements citoyens comme d'une vitrine pour leurs forces de répression.

(Ou de sociétés privés comme Blackwater par exemple. Al-Qaida ou EIIL remplissent les mêmes fonctions et d'autres. Les ONG américaines et occidentales sont davantages des officines de la CIA, USAids, HRW par exemple, ou de leurs services de renseignements, MSF ou RSF par exemple s'agissant de la France, mais aussi la Croix Rouge ou Amnesty International, ce serait trop long de les citer toutes. - ndlr)

Qui a envahi la Crimée? La société civile. Et qui occupe les locaux du gouvernement et les sièges de la police dans l'est de l'Ukraine, provoquant l'instabilité de cette région? La société civile. Qui lutte contre Bachar el-Asad en Syrie et Nouri al-Maliki en Irak? La société civile. De qui se composent les «collectifs» qui s'en prennent aux étudiants vénézuéliens protestant contre leur gouvernement? Des activistes de la société civile.

(Là il procède à un amalgame entre la population civile de Crimée qui s'est soulevée contre le gouvernement néonazis de Kiev et les takfiris, salafistes et autres al-qaidistes qui ont attaqué la Syrie. Il évite soigneusement d'évoquer le coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices facistes à Kiev. Ensuite, il passe sous silence les groupes fascistes qui de la même manière qu'à Kiev se sont mêlés place Maidan aux manifestants tout en mitraillant ces mêmes manifestants, fascistes sont intervenus avec une violence extrême au Venezuela en empruntant les mêmes méthodes que leurs homologues d'Ukraine. Les collectifs qu'il évoque au Venezuela étaient composés d'étudiants défendant le droit aux études pour tous qui leur avait été accordé et que des franges de la petite bourgeoisie fascisée ou manipulée par les Américains leur refusaient. -ndlr)

Ce sont les réponses officielles que nous donnent les personnes que ça arrange de maquiller la réalité.

(Affirmation qui a pour objectif de berner les lecteurs non avertis ou mal informés, de les mettre en confiance et qui soupçonneront d'autant moins qu'en fait il est en train de fabriquer pas à pas la réalité concoctée par l'Otan pour obtenir leur adhésion à leur stratégie et leur soutien à leurs objectifs politiques. C'est de la propagande de guerre pure. - ndlr)

Certaines de ces affirmations sont des mensonges éhontés. D'autres ne sont que partiellement exactes. Mais aucune n'est honnête.

(Seul l'auteur de cet article serait honnête, extraordinaire ! - ndlr)

Ceux qui ont envahi l'Ukraine sont des soldats russes portant un uniforme débarrassé de tout insigne ou signe distinctif permettant de les identifier comme tels. Ils ont également pris le soin d'effacer ou de masquer les sigles de leurs blindés (pas de chance, certaines inscriptions ont été démasquées au bout de quelques jours). Angela Merkel a eu beau rappeler à Vladimir Poutine que ces pratiques constituent une claire violation des règles de la guerre fixées par la communauté internationale dans la Convention de Genève, rien n'y a fait. Une grande partie des «activistes» pro-russes qui tentent de rendre ingouvernables par Kiev certaines parties de l'est de l'Ukraine sont organisés, coordonnés et financés par le Kremlin.

(Un tissu de mensonges teinté de demi-vérités qui occulte au passage le refus de la population de Crimée et d'autres régions d'Ukraine d'être soumis à un gouvernement néonazi mis en place par l'Otan. - ndlr)

Caracas, La Havane et Téhéran, même combat

(Vous aurez reconnu l'axe du mal de G.W. Bush -ndlr)

Nous avons assisté à la même supercherie dans les rues de Caracas, de La Havane et de Téhéran. Lorsque les citoyens descendent dans la rue pour manifester contre le gouvernement, ils sont violemment attaqués par des groupes de «*sympathisants civils du régime*».

(Face à des manifestants manipulés par les Américains, les gouvernements en place sont en droit d'user de tous les moyens à leur disposition pour les combattre. - ndlr)

En Iran, ils s'appellent les Basij; leur nom complet signifie «*Force de mobilisation de la résistance*». A Cuba, les «*Brigadas de Respuesta Rápida*» (Brigade de réponse rapide) sont chargées d'administrer de sévères raclées à quiconque ose défiler dans la rue pour critiquer la dictature. Cette technologie politique malveillante a été exportée avec succès au Venezuela, où les groupes de «*civils*» qui répriment les opposants se qualifient de «*collectifs*».

(Là encore il recourt à un amalgame mais pas sur le même plan que précédemment. Nous soutenons les travailleurs qui manifestent pour leurs droits sociaux et politiques dans ces pays, mais nous condamnons les opérations de déstabilisation d'Etats souverains commandées depuis Washington. Or c'est de cela qu'il s'agit ici précisément et que cet agent de l'Otan soutient évidemment. - ndlr)

Orwell n'aurait guère été plus créatif pour inventer des noms voués à cacher la véritable nature de ces organisations. Car, en réalité, ces groupes, «*mouvements*» et organisations non gouvernementales sont des branches du régime, qui se sert d'ONG ou de mouvements citoyens comme d'une vitrine pour ses forces de répression, armée et police politique. Les leaders et membres et de ces «*ONG*» ne sont autres que des militaires, agents de sécurité et mercenaires à la solde de gouvernements qui veulent éviter de passer, aux yeux du monde entier, pour un pouvoir qui bafoue le droit international et les droits humains en massacrant ses opposants. Ces gouvernements veulent cacher ce qu'ils sont vraiment: des autocraties sans pitié.

(Ce qu'il décrit ici, c'est exactement les mercenaires djihadistes ou les milices fascistes ou encore les agents ou les militaires étrangers qui sont intervenus en Syrie et en Ukraine pour déstabiliser ces Etats, ce sont leurs agissements qu'il décrit. Et ce qu'ils appellent des "*autocraties sans pitié*", ce sont en réalité des régimes qui ne sont certes pas des modèles de démocratie, pas plus que les Etats-Unis ou la France, des chefs d'Etat ou des gouvernements élus auxquels ils refusent toute légitimité pour justifier leur renversement par un coup d'Etat qui sera réalisé en sous-main par Washington, ce qu'il ne peut pas dire évidemment. - ndlr)

Armée nationale vs société civile armée

On trouve une expression plus complexe de ce phénomène dans les révoltes contre la dictature syrienne et contre le gouvernement prochiite d'Al-Maliki en Irak. Les insurrections sont apparues sous la forme de manifestations spontanées et populaires de catégories de population étouffées par l'exclusion et la répression. Mais l'escalade est vite arrivée, laissant place à des conflits sanglants opposant les forces armées nationales à la société civile... armée.

(Il reprend ici la version officielle ou atlantiste qui devait servir à justifier une intervention militaire occidentale en Syrie, alors que chacun sait que nulle révolution il ne devait y avoir en Syrie faute de combattants, et que c'est l'intrusion de provocateurs étrangers ayant mitraillé la police et l'armée syrienne qui a obligé le gouvernement syrien à répliquer, afin de le diaboliser et obtenir le soutien de l'opinion internationale à une intervention de l'Otan une fois le cycle de la violence alimenté en permanence de telle sorte que soit justifiée la liquidation d'Assad au nom de la défense du peuple syrien, de la liberté et de la démocratie. - ndlr)

Armée par qui, là est la question. (Quel mystère ! - ndlr) L'origine de l'armement et du financement dont disposent les insurgés est aussi opaque que leur structure organisationnelle et leur ligne de commandement. (Il est vrai que la NSA et la CIA ou MI6

n'existe pas, que l'impérialisme américain ne dispose pas d'agents sur place, pas davantage de satellites pour suivre à la trace le déplacement de cargaisons d'armes qui se chiffrent en milliers de tonnes. - ndlr) Cependant, il est clair que les insurgés ont réussi à se procurer des armes, de l'argent et des combattants dans des quantités qui ne laissent aucun doute sur l'appui actif d'autres gouvernements. Au fond, en Syrie et en Irak, ce sont les émirats du Golfe ainsi que l'Arabie saoudite qui font la guerre à l'Iran.

(Mais par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne ou Israël. - ndlr)

Ces pays ne s'affrontent pas directement avec leurs armées. Ils le font par procuration. Par l'intermédiaire de groupes que – en l'absence de termes traduisant leur vraie nature– les médias appellent des insurgés, des militants, des activistes ou des rebelles.

(Ces centaines de milliers de mercenaires armés seraient pas à la solde des pays de la région mais surtout pas de l'impérialisme américain. - ndlr)

Bien sûr, ils sont tout cela. Mais ce sont aussi des forces armées qui, sans revêtir l'uniforme d'un pays, constituent les combattants de première ligne dans le conflit qui a fait le plus de victimes au cours de ce siècle: la guerre entre sunnites et chiites!

(Le mythe de la guerre de religion qu'on nous ressort sans cesse depuis Jules César ou Alexandre Le Grand ! - ndlr)

Et ce n'est pas tout. Le groupe sunnite qui s'appelle «*Etat islamique en Irak et au Levant*» (EIIL) a pris d'importantes villes d'Irak et menace de renverser le gouvernement chiite pour contrôler Bagdad. La situation est incertaine et les risques sont légion. Mais une chose est sûre, la progression de l'EIIL confirme la résurgence de l'«*ONG*» la plus influente dans le monde depuis trente ans: al-Qaida. L'expression la plus extrême de la société civile armée. slate.fr 24.06

Quand on a à l'esprit qu'al-Qaida ou EIIL sont des armées privées de mercenaires et de terroristes formés et encadrés par des officiers américains, on atteint là le summum de la désinformation made in Otan.

La Fondation Carnegie pour la paix internationale - Réseau Voltaire 25.08.2004

Créée en 1910 à l'initiative du maître de forges Andrew Carnegie, la fondation qui porte son nom est devenue en un siècle l'un des think tanks les plus riches du monde. Dirigée par une longue succession d'anciens responsables des services secrets et organiquement liée à une cinquantaine de multinationales, la Carnegie poursuit des recherches sur la politique internationale et promeut les politiques économiques « *libérales* » en Russie et en Amérique latine.

Considéré au début du XXe siècle comme l'homme le plus riche du monde, Andrew Carnegie incarne le rêve américain au cours de la révolution industrielle. Né en Écosse, en 1835, dans une famille de tisserands, il émigra avec sa famille aux États-Unis, en 1848. Après avoir travaillé comme coursier à Pittsburg, dès l'âge de treize ans, il entra dans la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie et y exerça rapidement des responsabilités. Durant la guerre de Sécession (1861-65), il supervisa le transport ferroviaire des troupes du Nord. À la fin des hostilités, il fit fortune en quittant la Compagnie des chemins de fer et en s'investissant dans la construction de ponts en fer pour remplacer les ouvrages en bois. Toujours à l'affût du progrès technique, il abandonna bientôt cette activité pour se consacrer à la production d'acier, devenant le plus important maître de forges au monde.

Industriel atypique, Andrew Carnegie défendit le droit de ses ouvriers à se syndiquer tout en leur imposant de très dures conditions de travail. Adepte du darwinisme social d'Herbert Spencer, il était persuadé que la plupart des gens peuvent faire fortune s'ils disposent de l'éducation nécessaire et en ont le courage. Mais il en concevait une obligation de secours des riches pour les pauvres. Il finança la construction de trois mille bibliothèques publiques qu'il offrit à des collectivités locales et fonda un Institut de technologie à Pittsburg (aujourd'hui dénommé Carnegie Mellon University). Convaincu de la valeur du droit international pour résoudre les conflits entre les nations, il finança la construction du Palais de la paix à La Haye destiné à héberger la Cour internationale d'arbitrage.

Lié au Parti républicain, il décida en 1910, à l'âge de 75 ans, de créer le Fonds Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace - CEIP) sur les conseils de ses amis Elihu Root (ancien secrétaire à la Guerre de William McKinley et ancien secrétaire d'État de Theodore Roosevelt) et Nicholas M. Butler (recteur de la Columbia University). Carnegie appréciait Root qui avait été l'un des principaux promoteurs de la Cour de La Haye, il en fit donc le directeur de sa fondation. Peu après, en 1912, Root reçu le Prix Nobel de la Paix.

Cependant leur conception de la paix doit être replacée dans son contexte. William McKinley déclencha la guerre contre l'Espagne pour " *libérer* " Cuba et les Philippines, tandis que Theodore Roosevelt (Prix Nobel de la Paix en 1906) annexa Panama et envahit Saint-Domingue et le Honduras. Tout cela, bien sûr, au nom de la lutte contre la colonisation européenne.

La fondation était initialement divisée en trois départements :
- Droit international et règlement des conflits ;
- Causes et conséquences de la guerre ;

- Coopération et compréhension internationale.

Quoi qu'il en soit, tous ces efforts ne parvinrent pas à enrayer le processus qui conduisit à la Première Guerre mondiale. Andrew Carnegie chargea le recteur de la Columbia University, le politicien républicain Nicholas M. Butler, de créer une section européenne de la fondation, qui fut basée à Paris. En 1919, Carnegie mourut après avoir vendu ses aciéries au banquier J. P. Morgan et, en 1925, Butler succéda à Root comme directeur général. La fondation Carnegie milita pour la signature du Pacte Briand-Kellog bannissant la guerre, et Butler obtint le Prix Nobel de la Paix en 1931.

Parallèlement, en 1919, Elihu Root créa le Conseil pour les relations étrangères (Council on Foreign Relations - CFR) dont la fondation Carnegie assura le financement principal [1].

En 1946, Butler s'efface au profit de John Foster Dulles (président du Conseil national des Églises et ambassadeur aux Nations unies, futur secrétaire d'État), tandis qu'Allen Dulles (ancien responsable de l'OSS et futur directeur de la CIA) est élu président du CFR. Les activités des deux frères sont puissamment soutenues par la Fondation Rockefeller dont John Foster devient président en 1948.

Au début des années 70, Thomas L. Hugues (ancien directeur du renseignement au département d'État) devient président de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), tandis que Milton Katz (ancien agent de l'OSS, puis responsable des programmes joints de la Fondation Ford et de la CIA [2]), puis John W. Douglas (ancien attorney general adjoint) en sont directeurs.

La Carnegie interrompt sa publication phare, la revue de droit International Conciliation et acquiert Foreign Policy, la revue créée par Samuel Huntington [3]. Le siège social est transféré de New York à Washington. En 1971, la fondation donne naissance à l'Arms Control Association, puis l'année suivante au German Marshall Fund of the United States, un think tank transatlantique subventionné par la République fédérale allemande. En 1981, elle incube l'Institute for International Economics, un centre de recherche sur les effets positifs de la globalisation.

En 1991, alors que l'Union soviétique disparaît, Morton I. Abramowitz (ancien directeur du renseignement du département d'État) est élu président de la fondation Carnegie. Il désigne Robert Carswell (un ancien agent du Bureau du renseignement de la Navy qui fut le principal négociateur lors de la crise des otages en Iran), comme directeur.

En 1993, la Carnegie ouvre une filiale à Moscou. Celle-ci joue un rôle de conseil auprès du président Boris Eltsine dans le processus de privatisation de l'économie ex-soviétique, grâce à l'interface de personnalités comme Yegor Gaidar. Elle est alors accusée d'être un cheval de Troie de la CIA.

La fondation créée aussi le Groupe des 50 qui rassemble les patrons de cinquante multinationales opérant en Amérique latine. Ce club conseille divers gouvernements et promeut le projet de Zone de libre-échange des Amériques [4]. Il est animé par l'ancien ministre vénézuélien du Commerce et de l'Industrie, Moisés Naím, par ailleurs directeur de Foreign Policy.

En 1997, Jessica T. Matthews (ancienne directrice des Affaires globales au Conseil de sécurité nationale) est élue présidente. Elle nomme bientôt William H. Donaldson (membre des Skull & Bones [5] et intime de la famille Bush, futur président de la Commission des opérations de Bourse -SEC) comme directeur. Cette nouvelle équipe s'attache à transformer Foreign Policy en une revue grand public et tente d'implanter en Chine une filiale comparable à celle dont elle dispose en Russie. Pour ce faire, elle a noué des liens avec l'Institut d'études stratégiques de l'École du Parti à Pékin et avec l'Académie des sciences sociales de Shanghai.

La Carnegie est aujourd'hui une des fondations les plus riches des États-Unis. Elle emploie 150 chercheurs et édite de nombreux rapports. Foreign Policy est désormais publié non seulement en anglais, mais aussi en six versions étrangères (arabe, espagnol, grec, italien, portugais, turc), totalisant 170 000 exemplaires. C'est le seul think tank états-unien, spécialisé en politique étrangère, destiné à un public global.

Notes

[1] "*Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US*", Voltaire, 25 juin 2004.

[2] "*La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA*", Voltaire, 5 avril 2004.

[3] "*La Guerre des civilisations*" par Thierry Meyssan, Voltaire, 4 juin 2004.

[4] "*Chavez veut mener la résistance*", Voltaire, 26 novembre 2003, et "Rebellion au Sommet des Amériques", Voltaire, 13 janvier 2004

[5] "*Skull & Bones, l'élite de l'Empire*", Voltaire, 8 juillet 2004.

ACTUALITE EN TITRES

Au nom de la dictature libre-échangisme transatlantique made in USA.

- GDF Suez veut l'annulation de poursuites aux Etats-Unis - Reuters

- Les autorités américaines installent un émissaire chez BNP Paribas - AFP

Antisocial tu perds ton sang froid...

- Minima sociaux: la hausse du nombre d'allocataires s'est accélérée en 2012 - AFP

Le nombre de bénéficiaires de minima sociaux a augmenté en France de 4,4% en 2012, soit la plus forte progression annuelle depuis 2009, qui s'explique par une conjoncture économique et un marché du travail "*défavorables*", indique mardi une étude de la Drees (service statistique des ministères sociaux).

Avec les conjoints et les enfants à charge, 10,4% de la population française étaient couverts en 2012 par les minima sociaux, selon l'étude. AFP 24.06

- Espagne: les indemnités de licenciement désormais soumises à l'impôt - AFP

Quand l'Insee en dit trop ou pas assez.

- L'Insee saborde la prévision de croissance du gouvernement - AFP

- Chômage: l'Insee table sur une légère hausse d'ici à fin 2014 - AFP

Avec une "*croissance*" estimée à 0,7% comment l'Insee peut-elle affirmer que le chômage fera l'objet d'une "*légère hausse*", alors qu'en dessous de 1,5% la destruction d'emplois continue à un rythme soutenu ?

Une "***apparition***". Et exercice sémantique.

- Raffarin s'inquiète de l'apparition d'«*un antisarkozysme*» à l'UMP - LeFigaro.fr

- Kadhafi et la campagne 2007 de Sarkozy : des notes compromettantes retrouvées chez un avocat Atlantico.fr

D'après des sources proches de l'enquête, les notes évoqueraient la corruption par le régime Kadhafi du clan Sarkozy, ainsi que celle d'un homme politique français qui était proche de l'ancienne dictature. Par ailleurs, elles contiendraient également des informations sur des acteurs clés de ces financements occultes en Libye, comme Abdallah Senoussi (l'ancien chef des services secrets intérieurs) et Béchir Saleh (l'ex-directeur de cabinet de Kadhafi). L'avocat Thierry Lacoste aurait indiqué que les documents avaient été rédigés par un journaliste-écrivain français qui a ses entrées dans plusieurs services secrets. Il n'a toutefois pas livré son identité à la justice. atlantico.fr 24.06

- UMP: Le Maire propose le "*renouveau*" face à la "*restauration*" - AFP

Sans rigoler, Hollande de son côté a ressorti le "*changement*" à propos de l'orientation de l'UE, comme quoi ils sont à court d'imagination, à croire que la situation ne s'y prête ou qu'ils ont épuisé tous leurs artifices.

Le comble de la dictature. Notre vie, c'est tout ce qu'on a, elle ne vous appartient pas !

- Fin de vie: «*Il faut définir clairement le souhait du patient*» - 20minutes.fr

Là en l'occurrence un tétraplégique a manifesté clairement l'envie d'abréger son existence, qu'on lui accorde ce droit, il est légitime et personne n'a le droit d'en juger à sa place.

- La Cour européenne ordonne le maintien en vie de Vincent Lambert - LeFigaro.fr

Pourquoi ? A la demande de ses parents, contre l'avis de son épouse et de son frère. Il s'agit d'un acharnement thérapeutique barbare.

- Prison avec sursis requise contre Bonnemaison - Reuters

Une peine de cinq ans de prison avec sursis a été requise mardi contre le docteur Nicolas Bonnemaison, accusé d'avoir empoisonné sept patients en fin de vie.

L'accusé devrait s'exprimer en dernier mercredi matin avant que la cour de ne se retire pour délibérer. La décision est attendue dans l'après-midi. Reuters 24.06

Impunité pour un mafieux criminel.

- Le procès Haddad-Flosse annulé en Polynésie - Liberation.fr

Le sénateur et président de la Polynésie française avait été condamné pour trafic d'influence passif et corruption active. Liberation.fr 24.06

Comment le règne de la nécessité remplit vos cerveaux et vos poubelles.

- Publicité : 2,7 kg de prospectus chaque mois dans les boîtes aux lettres - LeParisien.fr -

Une officine au service du salafisme et pratiquant la désinformation mondiale ne mérite pas qu'on la défende.

- Les journalistes se baîllonnent pour leurs confrères d'Al-Jezira - Liberation.fr

Mobilisation internationale après la condamnation de trois correspondants de la chaîne en Egypte à plusieurs années de prison. Parmi leurs co-accusés, deux journalistes britanniques et une Néerlandaise ont été condamnés à dix ans de prison par contumace. Liberation.fr 24.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Soyez naturels.

- Cambadélis appelle les socialistes à aller «*au-delà des controverses conjoncturelles*» - Liberation.fr

Que leur dit-il ? Inutile de faire semblant, on est tous embraqués dans la même galère au PS, on se ressemble tous, on partage le même fond commun, la même idéologie, celle de la classe dominante, c'est cela l'essentiel. Ne soyez pas ingrats car c'est grâce à elle que vous existez, ne soyez pas tentés de jouer dans la cour des opposants aux gouvernements ou au régime puisque vous savez pertinemment qu'ils ne sont pas plus honnêtes que nous, tenez-vous en à ce que nous sommes vraiment, à notre mission, gérez au mieux l'ordre établi en attendant que l'UMP se refasse une santé, pensez à votre statut et vos prébendes si vous avez des mandats, et si vous n'en avez pas pensez à votre niveau de vie que nous vous garantissons, pour le reste faites comme tout le monde, temporisez, mentez, écoutez ce que vient de rappeler Valls à juste titre, il faut tenir et ne vous occupez pas du reste. Et puis si par hasard il vous arrivait d'avoir quelques états d'âme ou remords, dites-vous bien que si ce n'étaient pas nous qui faisions le sale boulot, d'autres le feraient à notre place sans se poser de questions, en pire, alors faites comme eux, profitez de la vie qui est agréable et dormez tranquille...

En complément.

- Paris : Travail dominical: «*C'est une trahison de plus de la part du gouvernement*» - 20minutes.fr

Non, ne soyez pas injuste, c'est juste l'application du programme du PS.

Servir le capital, c'est sa raison d'être, vous l'ignoriez peut-être, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même pour vous

être illusionné vous-même, car depuis des lustres vous deviez savoir que le PS était un parti du capital ou de droite, ce que d'ailleurs des millions de travailleurs ont parfaitement compris depuis longtemps. Si vous n'avez retenu du discours de Hollande que ce qui vous intéressait ou ce que vous avez voulu y voir et qui n'y était pas, c'était une grave erreur qu'il ne manquerait pas de vous faire payer sur le champ ou presque.

Vous avez pu aussi vous laisser abuser par les appels à voter Hollande ou à "*battre Sarkozy*" qui occultait sa véritable nature réactionnaire, la prochaine fois vous ferez preuve de davantage de vigilance au lieu de faire confiance au premier venu. Vous n'aurez qu'à vous remémorer la politique antisociale mise en oeuvre par le PS chaque fois qu'il était aux commandes, cela vous évitera de vous faire berner une nouvelle fois. Le PS traine derrière lui un passé tellement abominable, qui lorsqu'on le retrace à grands traits ne peut que vous donner la nausée. Si maintenant vous décidez de ne pas en tenir compte, estimez-vous heureux du sort qu'il vous a réservé...

Parole de patron.

- Les Français se la coulent douce !!? - LePoint.fr

Les salariés français à temps complet ont travaillé en 2013 en moyenne 186 heures de moins que les Allemands et 239 heures de moins que les Britanniques, et même 438 de moins qu'en Roumanie, pays en tête du classement. selon une étude de l'institut Coe-Rexecode à paraître mercredi.

Selon Coe-Rexecode, la France est aussi le pays où la durée de travail a le plus diminué au cours des quinze dernières années : entre 1998 et 2013, elle a chuté de 14,8 % contre 9,8 % en Espagne, 8,9 % en Allemagne, 8,5 % en Suède, 7,6 % en Italie et 3,1 % au Royaume-Uni.

Pour les salariés à temps partiel, la durée moyenne de travail effectif était en France en 2013 de 993 heures par an, contre 851 heures en Allemagne, 864 au Royaume-Uni et 1 012 en Italie.

En prenant en compte l'ensemble des salariés (temps complet et temps partiel), les écarts entre pays européens se réduisent nettement, avec 1 536 heures en moyenne pour la France en 2013, 1 580 pour l'Allemagne, 1 636 pour l'Italie, 1 637 pour le Royaume-Uni ou 1 643 pour l'Espagne.

Du côté des non-salariés, la durée moyenne atteint 2 372 heures en France, soit 43 % de plus que pour un salarié à temps complet. Cet écart est de 27 % pour l'Allemagne, 21 % pour l'Italie et de 7 % pour le Royaume-Uni. LePoint.fr 24.06

Commentaires d'internautes.

1- "*Les choses au points...*

Pour commencer qui a commander cette étude ? Dans quel but ? Déjà ça donnera une idée de l'objectivité de la chose ! Ensuite on sais bien que le temps de travail n'est pas ce qu'il compte le plus mais la productivité ! Après nous traiter en gros de feignant merci à tout les journaux de se poser les questions du début de mon texte et de se demander si ça vaux le coup de nous insulter..."

Les commentaires sont réservés aux abonnés du Point, commencez par annuler votre abonnement...

2- " *Les français se la coulent douce...*

Les français des fainiants ? Les 35h ? L'âge de la retraite à 60 ans.

Il y a des secteurs d'activités, qui avec du matériel de plus en performant, ont produit autant voire plus avec moins d'heures travaillées. D'autres effectuent plus d'heures avec du matériel moins performant.

C'est comme pour le départ à la retraite. On repproche la retraite à 60 ans à la France quand les Allemands partent plus tard. Seulement voilà, il est plus demander d'annuités en France tout en partant à 60 ans. Là je parle sur un plan général.

Il y a de ces salariés qui meurent encore avant 60 ans.

C'est sûr le Medef aimerait bien que le salaire minimum généralisé en France soit supprimé. Comme ça il pousserait ses salariés à travailler 70 h par semaine, pour gagner plus.

Le patronat se plaint que les salariés ne travaillent pas assez, mais quand la loi les oblige maintenant, à ce que des salariés

ne puissent pas travailler moins de 24h par semaine, il trouve que ces 24h c'est trop.

Est-il raisonnable de demander de travailler plus quand il y a des millions de chômeurs et que d'autres subissent un temps partiel imposé ?

S'il y a des chefs d'entreprise qui ont des valeurs humaines ; qui ont de la considération pour leurs salariés, ce n'est vraiment pas le cas de tous.

Il y a des artisans qui font des heures à n'en plus finir et qui ont une retraite de misère. "

Qui se bat aujourd'hui pour la diminution du temps de travail à 30 heures par semaine. Personne. Qui se bat pour la retraite à 50 ans qui est déjà un âge avancé où on fatigue ou on est épuisé selon les métiers ? Personne.

3- "*C'est marrant ça...*

En gros on nous explique que ce sont des grosses feignasses, et qu'ils devraient travailler beaucoup plus pour gagner autant. Ceci est à mettre en perspective avec un autre titre de la presse : "Carlos Ghosn gagne près de dix millions d'euros"... C'est assez risible, il ne fout absolument rien, il se gagne plusieurs fois le smic et c'est ce genre de type qui nous explique qu'on ne travail pas assez.

Je ne crois pas une seule seconde qu'on motivera les gens à travailler de cette manière, la Justice ayant visiblement prit sa retraite. Bon après c'est vrai que les gens peuvent bien être motivés, si on a rien à leur proposer, ça ne sert à rien."

Vous faites de la résistance passive, vous plombez leur régime, allez plus loin et rompez avec lui, le capitalisme a son avenir derrière lui...

Comment détruire l'Education nationale de l'intérieur ? En faisant preuve de "***bienveillance***". Mode d'emploi.

- Après avoir réformé la notation, plusieurs pays européens font machine arrière - LeFigaro.fr

Peu importe.

- Les associations de parents d'élèves approuvent la réforme du système de notation - LeFigaro.fr

- Hamon prône une évaluation des élèves qui "*soit bienveillante et* "*qui stimule*" - Le Nouvel Observateur

Quand un dirigeant du PS utilise le mot bienveillance, il y a tout lieu de penser qu'il est animé de pensées malveillantes, non ?

Flatter les cancres, attention : Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute...

- Evaluer les élèves sans les décourager est une "*vraie solution*", selon Le Foll - Francetv info

Evaluer quoi, la médiocrité, l'encourager ?

- «*Supprimer les notes parce que les élèves en ont de mauvaises ne changera rien*» - LeFigaro.fr

Ce qui s'est passé dans ce pays au cours des décennies précédents (notamment), c'est que la couche qui était aux premières loges ou qui avait les moyens (intellectuels) au lieu de se dresser contre la décomposition accélérée de tous les rapports dans la société elle y a participer activement ou elle a fait preuve d'une neutralité criminelle, voilà la réalité.

Qu'un ouvrier ou un employé peu instruit ou provenant d'un milieu profondément arriéré (le mien) n'ait pas les moyens de se poser des questions sur l'évolution en cours de la société et la menace que constitue l'orientation qu'elle a adoptée, on peut le concevoir, c'est même normal. Mais en aucun cas on ne peut l'admettre de la part d'intellectuels qui à l'issue de leurs cursus universitaires disposaient des outils logiques pour comprendre le processus qui était en train de se dérouler sous leurs yeux ou analyser de manière critique l'histoire passée qu'on leur avait enseignée et qui comportaient de graves lacunes ou contradictions sur lesquelles ils auraient dû se pencher pour leur apporter des réponses satisfaisantes qui leur auraient permis de mieux saisir le monde dans lequel ils vivaient.

Sauf que voilà, ils ont préféré se laisser vivre et profiter des privilèges liés à leur statut au lieu de se dresser contre le régime qui condamnait irrémédiablement la société à une décomposition telle qu'il arriverait un jour où même exercer leur profession deviendrait impossible ou infernale. Au lieu de lutter pour changer la société et adopter le socialisme puisqu'il n'existe

pas d'autre alternative au capitalisme, ils ont accompagné (idélogiquement) sa chute vers l'abîme qui s'est accélérée ces dernières années. Qu'ils aient été encouragés à agir de la sorte par les syndicats et les soi-disant partis ouvrier à la solde du capitalisme on veut bien l'admettre, toujours est-il que le constat s'impose que même un minimum d'entre eux n'ont pas été en mesure de briser ce carcan, ce dont témoigne l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Sachant que de tous temps ce sont des intellectuels qui ont été à l'origine de la fondation des partis ouvriers, le fait qu'ils n'y soient parvenus en sept décennies nous autorise à nous demander si cette incapacité est passagère ou définitive, question éminamment importante quand on sait que la réponse qu'on y apportera dans un sens ou un autre confirmera ou infirmera la réalisation d'une des conditions déterminantes sur laquelle repose le socialisme, autrement dit si le socialisme a encore un avenir devant lui ou s'il est condamné à demeurer une utopie.

Nous ne sommes pas là pour nous raconter des histoires ou refuser de regarder la réalité en face ou la réécrire de manière avantageuse ou encore pour nous faire plaisir histoire de garder le moral à tout prix en se berçant de douces illusions qui nous seront fatales au ryhtme où nous allons.

Les intellectuels sont aussi les plus influençables par l'idéologie dominante, tout leur cursus universitaire en était profondément imprégné. Encore jeunes ils se voulaient critiques ou rebelles envers elle, pour plus tard être rentrés dans le rang et l'adopter, la diffuser à leur tour. Les juger n'est pas notre propos, pas plus que les flatter, qu'on se comprenne bien.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

L'Asie, première destination des investissements directs étrangers - lemonde.fr

Les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger, autrement dits les investissements directs étrangers (IDE), ont augmenté de 9 % en 2013 pour s'établir à 1450 milliards de dollars. L'Asie se taille une part du lion de ce gâteau et demeure le premier bénéficiaire de cette manne, avec près de 30 % des entrées d'IDE. C'est ce qui ressort de l'édition 2014 du rapport annuel sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), rendue publique mardi 24 juin.

Ce redressement devrait se poursuivre dans les trois prochaines années. La Cnuced prévoit que les flux globaux d'IDE atteindraient 1600 milliards de dollars en 2014, 1750 milliards en 2015 et 1850 milliards en 2016. A cette date, 52 % des IDE mondiaux proviendraient des économies développées contre moins de 40 % ces dernières années. « *On s'achemine vers le retour des pays développés dans le paysage des IDE après un déclin drastique* », observe Axèle Giroud, économiste à la Cnuced.

Dans les 39 pays développés, les entrées d'IDE ont atteint 556 milliards de dollars (+9%) et les sorties sont restées quasi inchangées à 857 milliards. Ensemble ces flux sont inférieurs de moitié aux montants enregistrés en 2007, ce qui est assez logique compte tenu des effets de la grande récession. La faiblesse des IDE s'explique aussi en partie, selon la Cnuced, par le fait que les fusions-acquisitions n'ont pas repris avant le premier trimestre 2014.

A noter aussi que les flux d'IDE en France se sont effondrés, passant de 25 milliards de dollars à 4,8 milliards. La Cnuced se borne à préciser que ses chiffres viennent de la Banque de France. La réalité de cet effondrement de 80% tel qu'il est relaté par cet indicateur de la Cnuced est régulièrement contestée. Selon Sébastien Jean, directeur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), cet indicateur embrasse très large.

« *Outre les investissements en capital social pour monter une unité de production ou pour acheter des parts d'entreprises, les chiffres de la Cnuced recensent aussi les bénéfices des filiales étrangères réinvestis dans le pays d'accueil et les prêts entre filiales d'un même groupe regroupés derrière le vocable "autres opérations"* », décrit Sébastien Jean. *Ce sont les variations de ce poste qui expliquent la chute des IDE relatée par la Cnuced.* »

En 2013, les économies en développement se sont taillées la part du lion dans les investissements mondiaux : elles représentent 54 % des IDE entrants et ont atteint le niveau de 778 milliards de dollars.

Avec les économies en transition (CEI, Europe centrale et orientale), les pays en développement représentent désormais la moitié des 20 premiers bénéficiaires d'IDE dans le monde, la Chine continentale venant en deuxième position et Hong Kong en quatrième, la fédération de Russie en troisième.

Six pays émergents, dont cinq asiatiques (Chine, Hong Kong, République de Corée, Singapour et Taïwan) figurent dans le TOP

20 des investisseurs. En un an, leur part relative est passée de 7 % à 39 % des sorties d'IDE. Ce positionnement important reflète, bien entendu, l'importance croissante de ces économies dans le monde.

Des marchés régionaux se constituent. La Chine, par exemple, a davantage investi à l'étranger en 2013, du fait de méga-fusions d'entreprises chinoises, qu'elle n'a elle-même reçu d'IDE. Dix Etats membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) et six autres pays négocient actuellement un partenariat économique global : selon la Cnuced, les flux d'IDE à destination de ces 16 pays s'élèvent à 342 milliards de dollars, soit près du quart des investissements mondiaux.

57 milliards de dollars ont par ailleurs été investis en Afrique en 2013, soit 4 % de plus qu'en 2012. Cette progression est modeste mais continue. Elle va de pair avec une évolution importante. L'industrie extractive intéresse moins les investisseurs : elle ne représentait plus que 11 % des annonces d'investissements en 2013 contre 53 % en 2004.

Une part croissante des IDE en Afrique porte désormais sur le secteur manufacturier, en particulier les biens de consommation. En Afrique aussi, l'investissement intra-régional commence à se développer, l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigéria jouant un rôle majeur dans cet essor.

La Cnuced a par ailleurs évalué à 3900 milliards par an le montant total des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) que les Nations Unies sont en train de fixer pour 2015-2030. Le reste à financer, compte tenu des 1400 milliards investis annuellement aujourd'hui, s'élèvent à 2500 milliards. Le secteur privé pourrait y jouer un rôle croissant. lemonde.fr 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2014

CAUSERIE

Pondy 15h48. 18 articles ont été ajoutés,

Il fait tellement une chaleur à crever que j'ai opté pour le slip à la place du short pour bosser la journée chez moi. 20 à 30 nouveaux articles seront mis en ligne d'ici une heure environ.

Effectivement, le capitalisme mondial n'est-il pas devenu un sytème mafieux ?

- La stupide décision française de ne pas inclure le trafic de drogue et la prostitution dans le PIB - Slate.fr

Que le portail du bankster J. Attali (PS) se lamente ainsi est dans l'ordre des choses.

Avec les félicitations de Porochenko, Obama et Hollande

Obama inflige des sanctions à l'Ouganda à cause de sa politique discriminatoire ou répressive envers les homosexuels, va-t-il bombarder l'Indonésie qui autorise l'apologie du nazisme ? Il faudrait qu'il commence par bombarder Kiev !

- Indonésie: indignation contre une vidéo "*nazie*" pour la présidentielle - AFP

Une vidéo de musiciens indonésiens faisant la promotion d'un ex-général controversé, candidat à la présidentielle de juillet, a provoqué des réactions d'indignation mercredi sur les réseaux sociaux de ce pays d'Asie du Sud-est, dénonçant la connotation nazie du clip.

La star du rock Ahmad Dhani, très populaire en Indonésie, et d'autres chanteurs ont interprété dans cette vidéo une adaptation de la chanson du groupe de rock britannique Queen "*We will rock you*", en remplaçant les paroles par un texte de soutien à Prabowo Subianto, candidat au scrutin du 9 juillet, face à Joko Widodo, favori des sondages.

Les critiques ont rapidement fusé sur les réseaux sociaux après que certains ont remarqué que la veste de Ahmad Dhani dans la vidéo () était identique à celle souvent portée par Heinrich Himmler -- un haut dignitaire du IIIe Reich qui commandait les SS, des soldats d'élite qui ont commis d'innombrables crimes contre l'humanité.

"*J'étais choquée, déçue, triste et j'avais honte (...) de voir Ahmad Dhani porter l'uniforme de Heinrich Himmler*", a écrit sur son

compte Twitter la chanteuse-compositrice indonésienne Anggun Cipta Sasmi, qui vit actuellement en France. "*Je prie pour que l'Indonésie ne sombre pas dans le fascisme*", a-t-elle ajouté.

Un autre utilisateur de Twitter dénommé frizedianto a estimé qu'Ahmad Dhani voulait que Prabowo devienne un dirigeant "*dans le style de Hitler*" -- "fasciste, intolérant et autoritaire".

Le guitariste de Queen, Brian May a également critiqué la vidéo, écrivant sur son compte Twitter que de tels agissements étaient "*totalement interdits chez nous*".

Ahmad Dhani, qui soutient Prabowo Subianto, un ex-général ayant reconnu avoir ordonné l'enlèvement de militants pro-démocratie sous le règne du dictateur Suharto (1967-1998), a répliqué aux critiques.

Le week-end dernier, un café d'inspiration nazie, qui avait fermé il y a un an en Indonésie après avoir suscité de vives condamnations à l'étranger, a rouvert avec des croix gammées et un portrait d'Adolf Hitler sur ses murs. Un tel lieu peut rester ouvert en Indonésie, contrairement à l'Europe, où l'apologie du nazisme est interdite dans de nombreux pays. AFP 25.06

Une vidéo

- Secteur Droit de l'Euromaïdan (sous-titres en français)

Question de sémantique à soumettre aux oligarques de l'Académie française

- Doit-on dire EIIL, Da'ech, ISIS, Etat islamique en Irak et au Levant, de l'Irak et du Levant? - Slate.fr

- Isis, Isil, Daech, Dawla, EIIL... comment appeler les jihadistes en Irak ? - Liberation.fr

Les mercenaires, la milice ou l'armée privée de l'Otan.

Ne vous fiez ni aux étiquettes, ni à ce qu'ils disent d'eux-mêmes.

WSWS : Encore des "*trotskistes*" aveugles ou vendus.

Chacun sait maintenant qui a planifié et commis la simulation de coup d'Etat le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et qu'il était impossible de diriger ces soi-disant attentats d'une grotte située en Afghanistan, la version officielle et grotesque de G.W. Bush reprise en boucle jusqu'à aujourd'hui par pratiquement tous les gouvernements et médias aux ordres.

Chacun sait que cette opération devait servir par la suite à justifier l'agression américaine et de l'Otan contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie notamment au nom de la "*guerre contre le terrorisme*".

Chacun a parfaitement compris aussi à qui devait profiter le crime, à leurs auteurs : le Pentagone et la CIA, bras armés de l'oligarchie financière américaine luttant pour instaurer un gouvernement mondial.

On ne va pas revenir sur les multiples incohérences et contradictions de la version officielle, tous les éléments ou preuves sont disponibles dans notre site.

Cela dit, il s'en trouve encore pour avancer que ce serait Al-Qaida qui aurait commis ces "*attentats*" que cette organisation n'a jamais revendiqué à ce jour, alors qu'elle a toujours revendiqué ses attentats ou crimes.

Voilà ce qu'on pouvait lire ces derniers jours dans un article du portail WSWS sous le titre : Le Musée du 11-Septembre: un exercice de falsification historique - Par Philip Guelpa - mondialisation.ca - 20.06.2014. Extraits.

- "*Les attentats terroristes coordonnés ont été planifiés et commis par des membres d'Al Qaeda, une organisation ayant ses racines dans l'insurrection, soutenue par les Etats-Unis, contre le gouvernement de l'Afghanistan...*"

- "*Avant tout, le Musée et le Mémorial cherchent à dissimuler le fait que les attentats du 11 septembre représentaient un puissant " retour de manivelle ", dans un double sens...*"

- "*L'organisation qui a mis en œuvre les atrocités du 11-septembre, Al Qaeda...*"

Il n'y a pas de doute, pour cette organisation "*trotskiste*", c'est Al-Qaida qui avait fait le coup et non un clan au sein de l'administration américaine, au passage cela permet de l'épargner.

Comme tout faussaires qui se respectent, ils s'attribuent la vertu de l'honnêteté que les lecteurs ne pourront pas leur contester puisqu'aucun ne les connaît, à moins qu'ils aient un esprit critique toujours en alerte et ne se laissent pas berner par ce genre d'artifice d'écolier.

- "*Une tentative honnête pour comprendre le 11 septembre...*"

Ensuite, il leur suffira d'accuser Obama de falsification pour que les lecteurs ne se doutent pas qu'ils se livrent eux-mêmes au même exercice, c'est la méthode classique pour endormir la vigilance des lecteurs. Ceux qui ont lu la causerie d'hier auront remarqué qu'avant-hier Moisés Naím avait employé une méthode similaire.

- "*En résumé, le Musée du 11 septembre est un mélange de falsification historique grossière et de propagande...* "

Un petit complément pour enfoncer le clou sur le WSWS.

En Irak les Américains ne seraient pas parvenus à leurs fins puisque leur aventure guerrière se serait soldée par une "*débâcle*", sauf qu'à notre connaissance ils ont réussi à liquider Saddam Hussein, à faire en sorte que les différentes communautés s'affrontent violemment pendant qu'ils se rendaient maître du pays et de ses puis de pétrole, à mettre en place un gouvernement fantoche à leurs bottes, le tout préparant les conditions de la partition de l'Irak en trois composantes, chiite, sunnite et kurde.

Que maintenant la mise en oeuvre de la dernière étape de leur plan demande du temps ou s'avère plus compliquée que prévu parce que le rapport de force qui existe entre ces trois communautés avive leur appétit respective et se traduise par un excès de volonté indépendantiste ou de pouvoir au détriment de leurs mentors, personne ne le contestera, cela dit les Américains demeurent les maîtres du jeu, d'autant plus que les Iraniens jouent un double jeu pour défendre leurs intérêts qui parfois peuvent coïncider avec ceux des Américains.

Les Américains et les Iraniens sont à la fois alliés ou complémentaires et ennemis. La diabolisation des Etats-Unis par les autorités iraniennes et celle de Téhéran par Washington font partie de la même comédie, l'un et l'autre étant des dictatures aussi infréquentables. Elle sert leur politique intérieure respective (liberticide) et à justifier leur dépense colossale en armement au détriment des besoins de leurs population.

Que les Américains ne tolèrent pas que des pans entiers de l'économie mondiale leur échappent ou qu'ils ne puissent pas exercer un contrôle totale sur le marché mondial, c'est un fait incontestable autant qu'une prétention exorbitante ou hors de leur portée. Aussi il leur faut manoeuvrer ou composer, trouver des alliés de circonstance pour avancer pas à pas vers leur objectif. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas neutralisé la lutte de classes dans les pays où elle s'est développée aux XIX et XXe siècle, ils auront besoin d'"*ennemis*" pour justifier leur politique et camoufler leurs réelles intentions qui demeurent d'instaurer une dictature mondiale de l'oligarchie financière une fois tous les peuples soumis en esclavages ou spoliés de tout droit social ou politique. En réalité les seuls ennemis des autorités américaines et iraniennes, ce sont les masses exploitées américaines et iraniennes, les travailleurs en général.

Les Américains, avec le néolibéralisme, ont mis au point une stratégie globale économique et politique qu'ils ont fini par imposer au monde entier, et qui permet déjà à l'oligarchie financière de nombreux pays de s'emparer du pouvoir politique et de s'enrichir démesurément au détriment du reste de leur population. Leur objectif est de l'appliquer au niveau planétaire. Il leur reste à abattre les résistances qu'ils rencontrent, qui sont constitués par des Etats où l'histoire et le développement ne permettent pas une transformation aussi brutale des rapports entre les classes ou de la société sans provoquer de graves crises sociales et politiques qui risqueraient de menacer les régimes en place.

En tant que dirigeants de la classe dominante à l'échelle mondiale, ils savent que tous les gouvernements sont acquis au capitalisme ou à leur idéologie, et en grande partie à leur stratégie qui à terme devrait leur permettre de stabiliser leur pouvoir menacé par les contradictions du capitalisme. C'est cette menace permanente qui les conduit à intervenir dans de nombreux pays pour tenter d'accélérer ce processus d'intégration mondiale qui constitue la seule issue possible à la crise du capitalisme devenue permanente, non pas qu'une fois atteint cet objectif le capitalisme aurait disparu, disons que le système économique qui prévaudra alors ne correspondra plus tout à fait à celui que nous connaissons aujourd'hui dans la mesure où l'un des facteurs de son développement aura disparu, la lutte des classes une fois neutralisée en l'absence d'un pouvoir politique à combattre du fait de l'existence d'un gouvernement mondial insaisissable, impossible à atteindre, donc à renverser.

Toutes les institutions internationales économiques et politiques du capital officielles ou fonctionnant selon les règles d'organisations secrètes sont des maillons de cette internationale du capital ou de cette dictature mondiale de l'oligarchie financière en gestation ou en cours de constitution. Pour l'instant toutes les pièces de ce puzzle n'ont pas toutes été formatés pour y trouver leur place, elles le seront si nécessaires à coup de canon ou en recourant à la guerre ou au fascisme.

Le problème que l'on rencontre avec la plupart des articles que nous publions, c'est que leurs auteurs ne voient ou ne prennent en compte qu'un aspect de la réalité ou de la contradiction à laquelle sont confrontés les Américains ou les tenants du néolibéralisme, c'est qu'il est impossible de rayer d'un trait de plume des siècles d'histoire et de développement (inégal) dans le monde, d'imposer du jour au lendemain ou même en plusieurs décennie à la population mondiale un nouveau mode de pensée, une société plus inégalitaire et injuste tout en la baillonnant, en lui interdisant de s'organiser pour satisfaire ses besoins ou lutter pour un monde meilleur.

C'est ainsi qu'ils en viennent à affirmer que les Etats-Unis seraient un ennemi de l'Iran ou que les Américains auraient échoué en Irak, ce qui est à la fois vrai et faux. Or pour comprendre la situation et combattre efficacement notre ennemi, la classe dominante dans nos pays respectifs, ce n'est pas avec des demi-vérités ou des vérités mêlées à des contrevérités qu'on y parviendra. On ne peut pas bâtir une stratégie politique sur des approximations ou analyser correctement la situation quand on occulte des pans entiers de la réalité.

Deux autres articles de WSWS titraient :

- Les médias américains et la débâcle en Irak De Bill Van Auken - mondialisation.ca - 19 juin 2014

- La débâcle en Irak De Bill Van Auken - mondialisation.ca -19 juin 2014

ACTUALITE EN TITRES

Que cela ne tienne !

- Etats-Unis: l'économie subit sa plus forte contraction depuis 5 ans - AFP

- Wall Street finit dans le vert, ignorant un PIB décevant - Reuters

Intox

- UE : François Hollande peut-il desserrer l'étau de la rigueur ? - LePoint.fr

- Le rapport Pisani-Ferry dessine une France redressée en 2025 - Reuters

- Les Etats-Unis adoptent une loi qui protège les lanceurs d'alertes des agences de renseignement - LeMonde.fr

- L'Irak pousse Obama dans le piège iranien - LePoint.fr -

- La candidature du Qatar pour l'organisation de la coupe du monde 2022 était bien la meilleure - LeMonde.fr

Sale boulot. Il faut assumer !

- Manuel Valls exhorte les socialistes à l'«*unité dans l'exercice du pouvoir*» - 20minutes.fr

- « *On n'est pas député de droit divin* », lance Cambadélis aux « *frondeurs* » du PS - LeMonde.fr

Cambadélis a choisi de l'être...

- Budget rectificatif : les députés adoptent le plan d'1,6 milliard d'économie de Manuel Valls - LeMonde.fr

L'ordre, c'est la chienlit et à droite toute.

- Dati, Guaino, Wauquiez et Peltier lancent un appel «*pour sauver la droite*» - 20minutes.fr

Peltier est le cofondateur de la Droite forte, premier courant sarkozyste de l'UMP.

- François Fillon prône une « *rupture totale* » - LeFigaro.fr

Fin des 35 heures, report de la retraite à 65 ans, assouplissement du droit du travail, baisse de l'indemnisation du chômage, suppression de l'ISF, impôt jugé «*imbécile*»: les «*propositions pour la compétitivité*» présentées mercredi par François Fillon témoignent d'une audace «*jamais vue chez un candidat à la présidence de la République*».

«*Il y a chez les Français une attente de changement radical que beaucoup de responsables politiques n'ont pas mesurée, estime-t-il, faute de contacts suffisants avec la réalité de terrain*.» Selon lui, la résistance aux réformes découle d'une «*peur de l'avenir*» que seul un «*choc psychologique puissant, provoqué par des mesures qui rompent avec le passé*» est susceptible de guérir.

Un optimisme excessif? «*Je suis prêt à des tensions*», prévient le député de Paris. «*Par rapport aux réformes que je propose, je suis même convaincu qu'elles sont nécessaires. Je les assumerai sans aucun calcul*», promet-il, en s'engageant à ne pas céder pour «*durer*» s'il est élu. LeFigaro.fr 25.06

Voilà qui devrait plaire à ses mentors du groupe Bilderberg ! Ils ont dû le briefer !

Le FN où le premier parti ouvrier de France selon notamment les médias et les instituts de sondage. La preuve.

- Une mairie FN veut supprimer la cantine gratuite pour les enfants de familles pauvres - L'Express.fr

Au Pontet, le maire Front national Joris Hebrard veut arrêter de financer la totalité du repas du midi pour les plus pauvres. La décision doit être validée ce mercredi en conseil municipal. Economies estimées: 29 000 euros par an.

"*Nous souhaitons responsabiliser les parents*", a déclaré à l'AFP Xavier Magnin, directeur de cabinet du maire. "*Les familles doivent contribuer aux charges collectives. Ce qui est gratuit pour les uns est payant pour les autres, car le coût est supporté par la collectivité*", a-t-il affirmé, ajoutant: "*Qui n'a pas 1,57€ à verser à la collectivité pour un repas complet et équilibré?*".

C'est la somme que devrait payer -par repas- les 65 parents concernés.

Le tarif normal dans les cantines du Pontet est de 3,15 euros par repas. Economies estimées: 29 000 euros par an, sur un budget communal d'environ 50 millions d'euros. L'Express.fr 25.06

Soit une économie de 0,055% du budget communal, à ce niveau-là c'est plus que de l'acharnement contre les pauvres, de la haine. Le FN, quoi.

Lobotomie "***prématurée***" et le prix de la "***sécurité***". Et : Au feu, psychopathie de masse !

- Regarder la télé trois heures par jour doublerait le risque de mort prématurée - 20minutes.fr

- Un Français sur cinq n'est pas opposé à la torture s'il s'agit de garantir sa sécurité - 20minutes.fr

... ou de ses biens. Urgent recherche bourreaux à plein temps et ce n'est pas en Arabie saoudite.

- Plus de 1.000 cambriolages par jour en 2013 en France, selon les assureurs - AFP

- 96% des appels aux pompiers de Paris sont inutiles - Liberation.fr

Résistance passive

- Réforme du permis de conduire: grève des inspecteurs avant le coup d'envoi - AFP

- Grève des avocats: renvoi de nombreu ses audiences à prévoir jeudi - AFP

- La grève reconduite à la SNCM - Liberation.fr

Les jurés plus justes que le parquet.

- Le Dr Bonnemaison acquitté pour avoir abrégé la vie de 7 patients - Reuters

- L'acquittement de Bonnemaison brouille le débat sur la fin de vie - lepoint.fr

En acquittant mercredi l'urgentiste, les jurés de la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques à Pau sont allés bien au-delà de la loi Leonetti sur la fin de vie de 2005, qui proscrit l'acharnement thérapeutique et autorise l'arrêt des traitements dans le cadre d'une procédure collégiale pluridisciplinaire, mais n'établit pas un droit à l'euthanasie. lepoint.fr 25.06

- «*On approche de la maltraitance*», dénonce le médecin de Vincent Lambert - 20minutes.fr

Olé la monarchie, au trou !

- La justice espagnole confirme les charges contre Cristina - Reuters

Stratégie du chaos

- Libye : des élections peu suivies et conclues par un assassinat - LeMonde.fr

- Attentat suicide à Kirkouk, en Irak, quatre morts - Reuters Irak: au moins 12 morts dans des attaques au sud de Bagdad - AFP

- Liban : un hôtel de l'ouest de Beyrouth visé par des kamikazes - LeMonde.fr

- Nigéria : un nouvel attentat fait au moins 21 morts et 17 blessés à Abuja - Francetv info

- Nouvelle explosion de violence en Centrafrique - LeMonde.fr

- Égypte : quatre bombes ont explosé dans le métro du Caire - LePoint.fr

- Gaza: douze raids israéliens après des tirs de roquettes - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Libye

- Faible participation aux élections législatives libyennes - Reuters

Les Libyens étaient appelés aux urnes mercredi pour élire un nouveau parlement dans un pays plongé dans le chaos trois ans après la chute de Mouammar Kadhafi et dont la seconde ville, Benghazi, a de nouveau été le théâtre d'affrontements dans la journée.

Les bureaux de vote, qui ont ouvert à 08h00 (06h00 GMT), n'ont pas attiré les foules: à la mi-journée, environ 200.000 électeurs, 13% à peine des 1,5 million d'inscrits, avaient rempli leur devoir électoral. Reuters 25.06

Haut de page

Le 27 juin 2014

CAUSERIE

La température est encore montée, trop chaud pour causer.

ACTUALITE EN TITRES

La charrette du jour.

- Steelcase ferme son site de Wisches (Bas-Rhin): 260 emplois supprimés - AFP

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

- LSE va racheter Frank Russell pour 2,7 milliards de dollars - Reuters

- Natixis cède sa part dans Lazard pour 356 millions de dollars - Reuters

- L'épicerie fine Hédiard va être reprise par l'Autrichien Do & Co - Liberation.fr

- Textile: l'Américain Hanes se porte acquéreur de Dim - AFP

Avec ou sans talonnettes.

- Luc Chatel : «*L'UMP n'est pas à la hauteur, elle est inaudible*» - LeParisien.fr

La monarchie a parlé

- GPA : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme - LeMonde.fr

- Espagne: Les députés approuvent l'immunité de Juan Carlos - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Il y aurait au moins 10 millions de chômeurs en France

- Chômage: forte hausse des demandeurs d'emploi en mai - AFP

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a bondi de 24.800 en mai (0,7%) pour atteindre un niveau record de 3,388 millions en métropole, selon des données publiées jeudi par le ministère du Travail.

En incluant ceux qui ont exercé une petite activité, 34.300 chômeurs supplémentaires (0,7%) ont été recensés par Pôle emploi, soit un total de 5,02 millions, un autre plus haut historique. Outre-mer compris, ils étaient 5,32 millions.

Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, près d'un demi-million de nouveaux demandeurs d'emploi sans activité ont poussé la porte de Pôle emploi.

Ce sont toujours les plus de 50 ans qui paient le plus lourd tribut: 0,8% en mai et 11,5% sur un an, une véritable explosion.

Signe de la violence et de la longueur de la crise, le nombre de chômeurs de longue durée atteint lui aussi des niveaux historiques: 2,13 millions de personnes pointent à Pôle emploi depuis plus d'un an (0,8% sur un mois, 10,3% sur un an).

Parmi eux, plus de 636.000 sont même inscrits depuis plus de trois ans ("1,8% sur un mois, "17,7% sur un an).

- Ces chômeurs "*invisibles*" ou "*découragés*" qui doublent le nombre de sans-emploi - Francetv info

Des études avancent des estimations édifiantes : quatre à six millions de chômeurs supplémentaires, non répertoriés par Pôle Emploi, "*les chômeurs invisibles ou découragés*". Le nombre de ces personnes sans emploi aurait doublé en deux ans. Francetv info 26.06

Imposture en famille. Ils profitent de la situation actuelle et sont responsables de la dérive qu'ils dénoncent.

- Des personnalités appellent à la mobilisation pour défendre la laïcité AFP

Plusieurs dizaines de personnalités politiques et de la société civile signent jeudi dans l'hebdomadaire Marianne un appel à "*se ressaisir*" pour défendre la laïcité, estimant que "*face à l'action engagée par diverses mouvances religieuses*" la "*réponse politique demeure faible*".

Parmi les premiers signataires de cette pétition également disponible en ligne figurent d'anciens ministres, de gauche comme de droite (François Baroin, Luc Ferry, Jean Glavany...), des philosophes (Elisabeth Badinter, Marcel Gauchet...), la démographe Michèle Tribalat ou encore l'écrivain Abdelwahab Meddeb.

"*Hommes et femmes d'horizons philosophiques, politiques et professionnels différents, nous sommes inquiets de voir à quel point, face à l'action engagée par diverses mouvances religieuses et politico-religieuses pour attenter à la laïcité républicaine, la réponse politique demeure faible*", écrivent les signataires de cet "*appel de Marianne*".

"*Aujourd'hui, la laïcité comme principe politique, code de vie collective et force morale, est remise en question par divers mouvances et groupes religieux qui rejettent "la démocratie des mécréants", la suprématie du droit civil sur les textes, à leurs yeux sacrés*", poursuit la pétition. "*Dans cet espace ainsi ouvert se rejoignent radicaux et orthodoxes issus des trois religions monothéistes pour exploiter à leur profit la crise ambiante, remettant notamment en cause les acquis du long combat pour l'égalité des sexes que l'on croyait clos et qui, à notre grande surprise, est à reprendre*", estiment les signataires. AFP 26.06

Qui soutient les régimes du Golfe se livrant à une lecture rigoriste du Coran, qui soutient les Etats qui financent et arment les barbares djihadistes, qui commerce avec eux, leur vend des armes, qui les reçoit en grande pompe, qui soutient le communautarisme au nom de l'égalité de droit à pratiquer sa religion, qui piétine ainsi les principes de la République ?

Les mêmes, les porte-parole de la classe dominante, ceux qui détiennent des postes à responsabilité dans les institutions, ceux qui par leur statut détiennent le pouvoir de s'opposer à cette politique mais qui en pratique la soutiennent parce qu'ils partagent la même idéologie ou représentent les mêmes intérêts de classe, ceux qui sont à l'origine de cette pétition..

PS. "***Otez les masques***"

- Le PS renouerait-il avec sa tradition libérale ? - lepoint.fr

Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon et membre du conseil national du Parti socialiste dont il fut un temps le président.

Ce que Gérard Collomb dit tout haut, beaucoup de ses amis le pensent tout bas. Je me suis aventuré récemment en territoire PS, pour découvrir avec ravissement que les équipes de Terra Nova, les jeunes des cabinets, et même de nombreux députés de la majorité dissertent paisiblement - hors micro - sur la mort de l'État-providence, les errements du présidentialisme, le scandale des professions réglementées, l'injustice des retraites par répartition, les dérives mafieuses des syndicats, le drame de la fiscalité, le jacobinisme ringard du système éducatif, la folie du protectionnisme économique, les rigidités de la fonction publique ou l'insoutenable paternalisme des lois de santé publique...

(Pour qu'un tel discours digne de Thatcher, Reagan ou Blair soit entendu dans un parti et soit compatible avec sa nature et son programme, c'est que de toute évidence il est étranger à la classe ouvrière ou combat dans le camp de ses ennemis. Cela signifie aussi que quel que soit son orientation, la politique qu'il mettra en oeuvre sera forcément réactionnaire. Selon la situation et les rapports entre les classes, il adoptera l'orientation politique qui servira au mieux les intérêts de la classe dominante des capitalistes.

L'imposture consistera pour ceux qui le soutiennent ouvertement ou hypocritement au sein du mouvement ouvrier à rappeler ou opposer les différentes orientations qu'il a pu adoptées dans le passé, afin de faire croire qu'il pourrait en changer ou qu'il aurait encore un rôle à jouer au coté des travailleurs, alors qu'en réalité ou fondamentalement il s'est toujours tenu au côté des capitalistes. S'adresser au PS ou requérir son soutien devait s'avérer fatal pour le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde. - ndlr)

Qu'il existe au sein du PS, depuis la scission du congrès de Tours, un courant militant pour la concurrence et le libre-échange, cousin de l'ordolibéralisme allemand, et dont Pierre Bérégovoy fut le dernier grand représentant. Que les composantes anarcho-libertaires de la gauche ont toujours alimenté la réflexion sur les libertés individuelles (Jean Jaurès ne voyait-il pas en Proudhon "*un grand libéral en même temps qu'un grand socialiste*" ?). Et n'est-ce pas en effet l'essence d'une politique de gauche, comme l'expliquait l'économiste Jean-Marc Daniel dans Le Socialisme de l'excellence, que de promouvoir l'innovation contre les rentes, l'émancipation individuelle contre l'État-nounou, l'autogestion contre le dirigisme ?

(Sauf qu'à l'époque de Jaurès être libéral signifiait encore progressiste, l'auteur commet donc sciemment un faux.

L'auteur de cet article révèle aussi aux lecteurs ou réaffirme ce que nous savions déjà, à savoir que ce qu'il appelle "*l'essence d'une politique de gauche*" reposait sur une supercherie ou une base pourrie car n'ayant rien de gauche, dans la mesure où ce qui définit la gauche ou une politique de gauche réside essentiellement dans la rupture avec le capitalisme et ses institutions qui correspond en premier lieu au combat pour l'obtention de droits collectifs sociaux et politiques en faveurs des travailleurs qui constituent la majorité de la population, afin de leur permettre de s'épanouir autant que faire se peut, sachant qu'ils ne conquèreront réellement leur "*émancipation individuelle*" qu'une fois qu'ils auront pris le pouvoir politique ou décideront librement de l'orientation de la société.

Donc promouvoir "*l'émancipation individuelle contre l'État-nounou*" revient à flatter l'ignorance des masses qui face à de multiples difficultés pour survivre seront tentées de se réfugier dans un individualisme qui sur le plan social social se traduira par leur atomisation et l'individualisation de leurs droits face à la classe des capitalistes puissamment organisée et disposant de l'Etat pour les asservir, en somme la négation de leur appartenance à une classe sociale déterminée qui est nécessaire pour se rassembler et lutter pour les mêmes droits, situation équivalente à l'absence de tout droit en réalité. Allons plus loin.

D'autant plus qu'en refusant à l'Etat de prendre en compte les rapports entre les classes, en niant l'existence de la lutte des classes qui contraint l'Etat à légiférer en faveur des travailleurs suite à leur mobilisation, refuser que l'Etat remplisse un rôle de service public, c'est les livrer aux forces du secteur privé, aux capitalistes, au marché qui devrait être seul juge en matière sociale ou décider des conditions de travail et d'existence de chaque travailleur au niveau individuel en fonction des seuls critères retenus par le marché et la boucle est bouclée. C'est aussi l'objet du projet de traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

En résumé, dans la mesure où l'Etat ne serait plus le garant des rapports entre les classes codifiés sous la forme de lois sociales ou de droits sociaux, ces droits devraient tout bonnement disparaître, c'est aussi simple que cela. Cette orientation politique est la transcription fidèle de la stratégie néolibérale définie par l'oligarchie financière à laquelle le PS a adhéré, mais qu'il ne peut pas mettre en oeuvre telle quelle sans se retrouver confronter à la lutte de classe des travailleurs qui la rejette. Tout comme l'UMP, le PS doit procéder par étapes, par petits bouts, c'est ainsi qu'année après année, décennie après décennie ils parviennent à imposer leur politique ultra réactionnaire. Il fallait aussi traduire "*l'autogestion contre le dirigisme*" par dérégulation ou loi de la jungle imposée par les marchés, le néolibéralisme ou le pacte de libre-échange transatlantique ou encore, " *l'émancipation individuelle contre l'État-nounou*", l'émancipation des capitalistes de tout réglement imposé par l'Etat qui est leur ennemi et celui de l'UE. Quant à l'émancipation des travailleurs, elle sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. - ndlr)

Aujourd'hui, tous les ingrédients sont en place pour qu'à l'archaïque opposition droite/gauche se substitue celle des Anciens et des Modernes. D'un côté, les planificateurs nostalgiques des Trente Glorieuses, qu'ils se disent gaullistes ou frondeurs ; de l'autre, ceux qui ont pris la mesure de cette "*quatrième révolution*" de l'État décrite dans le récent livre du rédacteur en chef de The Economist John Micklethwait : un État fort mais au périmètre restreint, sur le modèle suédois, consacrant le triomphe postmoderne de l'autonomie individuelle, de la coopération spontanée et de la décentralisation des processus.

(C'est ainsi que la véritable nature de l'Etat apparaît au grand jour conformément à la description qu'en avaient donné Marx et Engels, un appareil de répression au service de la classe dominante et rien d'autre. - ndlr)

Il est temps d'ôter les masques ! Chers amis libéraux de gauche, regroupez-vous, écrivez des tribunes, affirmez votre voix et vos principes. Au lieu d'embrasser timidement et comme à regret la cause des entreprises, au lieu de vous excuser du (modeste) "*virage social-libéral*" en invoquant d'ennuyeuses nécessités budgétaires, au lieu de laisser à Bruxelles la responsabilité d'ouvrir à la concurrence les différents secteurs de notre économie, assumez ! Proposez-nous une nouvelle vision de l'individu et de la société! Faites-nous rêver ! lepoint.fr 26.06

(Libéral de gauche pourrait être un oxymore, mais ce n'en est pas un parce que si Gérard Collomb et ses semblables sont bien des libéraux, ils ne sont forcément pas de gauche, partant de là il n'y a pas d'incompatibilité entre les deux termes, être "*libéral*" et être de "*gauche*" signifie être néolibéral ou ultra réactionnaire et de droite.

L'auteur appelle les dirigeants du PS à "*ôter (leurs) masques*" et à assumer leur véritable nature réactionnaire. Quant à leur "*nouvelle vision de l'individu et de la société*", elle pourrait faire "*rêver*" l'oligarchie financière et son élite intellectuelle à laquelle appartient l'auteur de cet article, en ce qui concerne les travailleurs ce sera forcément un cauchemar ! - ndlr)

En complément.

- Europe - Pour Sigmar Gabriel (SPD), pas question d'attaquer le pacte de stabilité - LePoint.fr

Complot contre les travailleurs. Intox en famille.

- Le patronat menace de boycotter la conférence sociale - Reuters

- Conférence sociale: Des syndicalistes souhaitent son boycott - 20minutes.fr

A la troisième conférence sociale du quinquennat début juillet autour de François Hollande, aucun syndicat ne devrait manquer à l'appel, mais les pressions en faveur d'un boycott ont été fortes à la CGT et à FO, tandis que côté patronal, la CGPME brandit la menace de la chaise vide et le Medef reste prudent.

A la CGT, le sujet a été mardi au centre d'une réunion animée de la Commission exécutive (direction). «*Quelques grosses fédérations, comme la métallurgie, l'énergie et des unions départementales, se sont opposées à la participation*», a-t-on appris de source interne.

Thierry Lepaon a tranché : «*La CGT sera toujours présente là où les intérêts des salariés sont en jeu*».

FO, alors que Jean-Claude Mailly avait brandi le chiffon rouge du boycott, a décidé de prendre part à la rencontre, mais refusera tout débat «*estampillé*» pacte de responsabilité. Tu parles.

Quant à l'enjeu de cette conférence antisociale, c'est Laurent Berger pour la CFDT qui l'a lâché : «*cette conférence revêt une importance cruciale*» et de préciser que «*la priorité est la mise en place effective et rapide du pacte de responsabilité*» (source : 20minutes.fr 26.06)

En complément.

- Salariés et intermittents dans la rue contre la politique du gouvernement - AFP

Cette journée d'action, à laquelle participaient FO à Paris et Solidaires dans quelques villes, visait à dénoncer les "*réformes désastreuses ressenties comme injustes*" par les salariés et faire "*résonner*" leurs exigences lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet. AFP 26.06

Journée d'action bidon "*résonne* bien avec conférence antisociale... Dès lors il ne fallait rien attendre de bon de l'une comme de l'autre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: grève dans la métallurgie à partir de mardi - AFP

Le puissant syndicat sud-africain de la métallurgie Numsa a appelé à la grève plus de 220.000 ouvriers du secteur pour obtenir de meilleurs salaires, promettant de paralyser l'industrie, alors que le pays sort d'une grève record dans les mines de platine. Les instances du Numsa "*ont entériné la décision de nos membres de se mettre en grève illimitée à partir du 1er juillet*", a déclaré jeudi à la presse le secrétaire général adjoint de l'organisation syndicale, Karl Cloete, après avoir chaleureusement félicité les mineurs de platine pour "*leur victoire*".

"*Nous allons faire grève, et bloquer l'industrie*", a-t-il affirmé, précisant avoir ramené les exigences salariales à 12% au lieu de 15% exigés au début du mois.

L'Afrique du Sud connaît actuellement un pic d'inflation (6,6% en rythme annuel en mai) alimenté par le poids de la facture pétrolière et la dépréciation du rand.

Le Numsa, branche la plus puissante numériquement et à l'aile gauche de la confédération syndicale du Cosatu, a aussi appelé à la grève le personnel de la compagnie publique d'électricité Eskom dont la direction a proposé 5,6% de hausse de salaire à ses quelque 10.000 salariés.

Les salariés d'Eskom n'ont en principe pas le droit de grève en raison d'une clause sur les services essentiels.

"*Nos membres ne vont pas se laisser dissuader de faire grève cette fois*", a-t-il néanmoins ajouté, accusant la direction de payer "*des cacahuètes aux ouvriers comme s'ils étaient des singes*".

Une grande partie des adhérents de Numsa sont employés dans le secteur automobile, déjà affecté par des grèves massives

l'an dernier. Ces grèves, combinées à celles du secteur minier, avaient fortement pesé sur l'activité économique nationale.

Les usines automobiles "*ne font pas partie du mouvement*", a toutefois précisé à l'AFP un porte-parole du Numsa, Castro Ngobese, "*mais elles pourraient être affectées du point de vue de leur approvisionnement*".

Des grands noms du BTP comme Murray Roberts ou ArcelorMittal pourraient être affectés.

En 2013, les sept usines automobiles sud-africaines, possédées par BMW, General Motors, Ford, Mercedes, Nissan, Toyota et Volkswagen, avaient connu 21 jours de grève fin août-début septembre. Une autre grève avait ensuite démarré dans le secteur des composants automobiles.

Mercredi, des milliers de mineurs ont repris le travail après cinq mois de grève dans les principales mines de platine et la signature d'un accord salarial sur trois ans.

Les grévistes ont obtenu des augmentations de salaires supérieures à l'inflation, assorti d'un rattrapage historique pour les mineurs les moins qualifiés d'environ 18% la première année.

Le Numsa, qui revendique 340.000 adhérents, est avec Amcu, le syndicat des mineurs de platine, le fer de lance des critiques anti-ANC, le parti de feu Nelson Mandela qui domine la vie politique sud-africaine depuis 1994. Le Numsa accuse l'ANC de n'avoir rien fait pour "*briser l'économie capitaliste coloniale d'apartheid fondée sur la super-exploitation de la main d'oeuvre noire et africaine*". L'organisation syndicale a l'intention de lancer un parti d'ici 2016. AFP 26.06

Voilà ce qui ressemble déjà davantage à un véritable syndicalisme : grève illimitée, revendications salariales substantielles ne tenant pas compte des positions du patronat ou de la situation économique décrite par la classe dominante, rien à voir avec les syndicats vendus en France ou en Europe, aux Etats-Unis...

Camarades sud-africains, soyez assurés du soutien des travailleurs indiens, des syndicalistes du nord de l'Inde nous lisent.

Haut de page

Le 28 juin 2014

CAUSERIE

Qui a dit ?

"*... équilibrer un budget est très difficile en ce moment et l'économie exige que des coupes soient faites, donc nous verrons ce que sera le résultat*". (AFP 27.06)

Réponse : l'homme le plus riche du monde, le milliardaire américain Bill Gates à l'issue d'«une bonne discussion» avec Valls sur le perron de Matignon, comme s'il avait quelque chose à voir avec la politique mener par Valls, et pour cause.

Les médias n'ont pas manqué l'occasion d'encenser le brave homme qui "*consacre l'essentiel de son temps à la philanthropie*", alors qu'il appartient à l'oligarchie dominante responsable de la situation actuelle du monde et notamment de la pauvreté et des guerres.

C'est sans doute aussi par philanthropie qu'avec son acolyte Rockefeller également actionnaire de Monsanto, ils ont entrepris de mettre la main sur la production agricole (céréales et oléagineux) de la planète et déjà conduits bon nombre de paysans au suicide.

Paris capitale du groupe Bilderberg et de sa branche armée l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL).

- Bill Gates reçu par Manuel Valls à Matignon - LePoint.fr

- John Kerry a rencontré jeudi à Paris ses homologues saoudien, jordanien et émirati pour examiner l'évolution de la situation en Irak, où les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont marqué des points ce mois-ci. Reuters 27.06

Quelle légèreté dans le ton, quel mépris pour les Irakiens victimes de leurs mercenaires sanguinaires ! Ils ont franchi les limites dans tous les domaines, y compris le cynisme.

Et nous, excusez l'expression, comme des cons ont devrait continuer avec le même discours de crainte d'être taxés de gauchistes ou d'extrémistes.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Union de la droite transnationale ou l'antichambre de l'union transatlantique.

- Jean-Claude Juncker désigné président de la Commission européenne - Reuters

Candidat présenté par les conservateurs du PPE lors des élections, il a le soutien de son groupe mais aussi des sociaux-démocrates (...), ainsi que des libéraux et des Verts.

L'ancien Premier ministre luxembourgeois a sans surprise été désigné avec 26 voix contre deux, la Hongrie et la Grande-Bretagne y étant hostiles, et va donc se présenter devant le Parlement le 16 juillet, en vue d'une élection a priori formelle.

Il formera ensuite son équipe en coopération avec les Etats membres avant de subir avec la Commission européenne tout entière un vote d'investiture qui permettra au nouvel exécutif de l'UE d'entrer en fonctions le 1er novembre 2014.

Le futur président de la Commission devra mettre en oeuvre la feuille de route adoptée par les Vingt-Huit sur leurs orientations pour les cinq ans à venir.

Une phrase - "*Nous respectons le pacte de stabilité et de croissance*" - a été ajoutée dans la dernière version du Programme stratégique.

"*Le texte dit très clairement que le pacte de stabilité et de croissance actuel est valide*", a souligné Angela Merkel en conférence de presse à l'issue du sommet.

"*Le meilleur usage de la flexibilité signifie le meilleur usage, pas le plus grand usage possible mais le meilleur, le plus approprié pour une situation donnée. Et ce ne sont pas les Etats membres qui décident, c'est la Commission européenne.*" Reuters 27.06

Vous aurez noté que ce sont les chefs d'Etat qui ont nommé le nouveau président de Commission européenne, que ce sont les chefs d'Etat qui nommeront les 28 commissaires européens, que ce sont les chefs d'Etat qui ont conçu et adopté le Programme stratégique que la Commission européenne appliquera au cours des cinq années à venir, aussi notre ennemi est avant tout dans nos pays respectifs : la classe dominante et ses représentants à la tête de chaque Etat, leurs institutions dont les chefs de l'Etat, les Constitutions nationales qui leur accordent ces pouvoirs, c'est donc contre eux qu'il faut se battre sur le plan politique en priorité, sans pour autant abandonner ou sous-estimer le combat contre l'Union européenne.

On pourrait nous rétorquer que les chefs d'Etat sont soumis à l'UE, que la politique mise en oeuvre par les parlements nationaux leur est dictée par Bruxelles, que combattre l'UE serait la priorité car l'affaiblir ou lui porter des coups freinerait l'application de sa politique ou sa construction encore inachevée. D'autres prétendent que participer à l'UE serait indispensable pour "*infléchir*" sa politique ou en "*changer l'orientation*", pour la rendre plus "*sociale*", etc. Ces deux théories se complètent plus qu'elles ne s'opposent en réalité, car elles partent du principe que notre ennemi serait à Bruxelles et non dans notre propre pays ou que les institutions nationales n'existeraient déjà plus, or ce n'est pas le cas.

On pourrait leur répondre qu'il est tout autant possible de porter des coups à l'UE en affaiblissant le pouvoir en place en France de telle sorte que sa marge de manoeuvre sera encore réduite et le contraindra ou lui interdira d'appliquer en totalité ou en partie dans les faits certaines directives européennes pourtant déjà adoptées, alimentant à la fois la crise du régime et de l'UE.

De plus et c'est là l'essentiel, s'il est et il sera impossible de renverser ou abolir l'UE, il sera tout à fait possible de renverser le régime en place en France ou dans n'importe quel pays de l'UE, de porter un coup mortel à la fois aux institutions de la Ve République et à l'UE avec laquelle un gouvernement ouvrier révolutionnaire romprait immédiatement, ouvrant la voie pour le prolétariat européen au combat pour l'union des Républiques sociales d'Europe, les Etats-Unis socialistes d'Europe ou toute autre formule reposant sur la rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales, européennes ou internationales.

En complément. Ceux qui prétendent incarner la gauche sont des imposteurs. La véritable gauche elle est ailleurs.

Dans le n°307 d'Informations ouvrières (POI) Jean-Pierre Raffi rappelle :

Droite et "*gauche*"… tous soumis aux institutions de l'Union européenne.

« *Le grand marchandage est lancé* », titre l'AFP (23 mai) après que la « *Gauche européenne* », présidée par Alexis Tsipras, du parti grec Syriza (et auquel appartient le Front de gauche en France), et le Parti socialiste européen (PSE), présidé par le social-démocrate allemand Martin Schulz, ont donné leur accord à la nomination de l'ex-Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker (droite), à la présidence de la Commission européenne. En signant cet accord, PSE et Gauche européenne déclarent on ne peut plus clairement leur totale et commune soumission aux institutions européennes (...).

Ajoutons un mot.

Mélenchon avait été ministre d'un président de la République de droite, J. Chirac, quand il était au PS, et après avoir fondé le PG le voilà soutenant un président de la Commission européenne de droite, cela valait bien la peine, en fait la "*gauche*" et la "*gauche de la gauche*" ou la "*gauche radicale*", c'est le changement dans la continuité... à droite.

En complément. Après avoir placé leur pion à la tête de l'Union européenne, voilà comment l'impérialisme américain dirige le monde.

- Crise en Ukraine: Moody's abaisse la perspective de la Russie - AFP

- L'Argentine doit rembourser les fonds "vautours" pour payer ses créanciers - AFP

- Bulgarie : la Banque centrale dénonce des attaques sur le système bancaire - LePoint.fr

- Le sort de BNP Paribas aux États-Unis scellé lundi soir - LePoint.fr

- Casino. Et d'un paradis fiscal à l'autre ou un coup à 10 milliards d'euros. -

- Suisse : HSBC vend sa clientèle au prince de Liechtenstein - LePoint.fr

- Hillary Clinton met en garde Taïwan contre la tentation de Pékin Bleux, Anthony - LeFigaro.fr

- John Kerry en Arabie saoudite pour parler Irak et Syrie - Reuters

- Les Etats-Unis lâchent des drones armés au-dessus de Bagdad - Libération.fr

- Gaza: deux Palestiniens tués dans un raid aérien israélien sur une voiture - AFP

La pensée unique ne supporte plus la contestation.

Quand la droite et la "*gauche*" ne font plus qu'un, l'heure de la reprise en main à sonner. Ne rigolez pas le charlatan Mélenchon s'en est ému.

- L'émission culte "*Là-bas si j'y suis*" rayée de la grille de France Inter - francetvinfo.fr

C'est une page de l'histoire de la radio qui se tourne. L'émission de France Inter "*Là-bas si j'y suis*", animée par le journaliste Daniel Mermet, va disparaître après 25 ans d'antenne. La nouvelle directrice de la station, Laurence Bloch, l'a annoncé à Daniel Mermet lors d'une entretien, vendredi 27 juin. "*Là-bas si j'y suis*" avait perdu 100 000 auditeurs depuis deux ans, pour tomber à 485 000 en audience cumulée, un score très bas, selon Radio France.

Reportages-fleuves, sujets atypiques, discours militant, décryptage marqué politiquement à l'extrême gauche, l'émission créée en 1989, diffusée quasi quotidiennement sur France Inter à 17 heures, puis à 15 heures, s'est démarquée dès sa naissance par un ton original et une qualité radiophonique inégalée.

Une heure sur la dame-pipi de l'hippodrome de Deauville pendant les enchères des yearlings de luxe, les ouvriers de Florange racontant bouleversés leurs machines désormais silencieuses ou le témoignage d'un paysan sans terre au Brésil : autant de reportages ponctués de commentaires militants de Daniel Mermet, 71 ans, dont la voix grave a pris un ton de plus en plus moraliste au fil des années.

Surnommés par Mermet "*auditeurs modestes et géniaux*", ses auditeurs ont créé en France 187 "*repaires*", des lieux de débats où les passionnés se retrouvent pour discuter de l'état du monde. Chaque début d'émission leur était consacré avec le "*répondeur*", où ils pouvaient laisser un message de soutien, de colère, un appel à manifester etc. francetvinfo.fr 27.06

Je n'ai jamais écouté cette émission en France et j'ignorais qu'elle existait.

Cela dit il semblerait qu'après avoir supprimé Taratata un peu trop axé sur la jeunesse ou diffusant des musiques cassant les oreilles (et davantage) aux tenants de la pensée unique, avoir observé le virage à droite toute du discours de la plupart des présentateurs ou animateurs d'émissions ou des commentaires accompagnant des reportages ou documentaires ainsi que le choix de leur contenu, en gros vantant l'épanouissement personnel ou la réussite individuelle qui serait donnée à tout le monde, la méritocratie ou l'élitisme décomplexé au détriment de tout principe ou toute valeur, la quête de l'exploit ou du dépassement de soi de personnes insignifiantes, le bénévolat teinté d'une crasse ignorance, l'éloge du fait religieux devenu incontournable, les multiples témoignages de gens crédules ou instrumentalisés triés sur le volet et censés représenter quelque chose d'autre que leur médiocrité, le tout baignant dans une atmosphère nauséabonde sous l'égide du marché ou du culte du profit, bref l'idéologie dominante renforçant son emprise sur l'information confinant en permanence à la désinformation et l'ensemble des activités culturelles soumises au même traitement conduisant à l'abrutissement ou à l'abêtissement des masses, le créneau idéologique ou intellectuel privilégié du néolibéralisme qui témoigne une fois de plus de son incompatibilité avec la démocratie, qui se caractérise par l'absence de recul, de réflexion, d'esprit critique, d'opposition, le joug implacable du néolibéralisme consistant à se débarrasser de tout mode de pensée qui de près ou de loin ne coïnciderait pas exactement avec ses objetifs politiques.

On étouffe littéralement dans une telle société, la liberté est entrée en phase terminale d'agonie. Plus que jamais on ne doit compter sur notre combat politique pour desserrer cet étau qui à terme menace de nous broyer, à nous d'avoir l'intelligence de résister et de nous rassembler dans le même parti au lieu de disperser nos forces et de nous affaiblir par la même occasion.

On a le droit de critiquer le POI, comme on a le droit aussi de s'y organiser.

C'est rare qu'ils annoncent à l'avance leurs mauvaises intentions.

- L'OMS invite l'Afrique de l'Ouest à se préparer à la fièvre Ebola - Reuters

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a invité vendredi les pays voisins de ceux qui sont touchés par la fièvre Ebola à se préparer à l'éventuelle arrivée sur leur territoire de voyageurs atteints de la maladie.

"*Nous voulons que d'autres pays d'Afrique de l'Ouest - les pays frontaliers : Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal et Guinée-Bissau - se préparent au cas où des gens affectés par la maladie se déplaceraient*", a déclaré le Dr. Pierre Formenty, spécialiste de la maladie à l'OMS.

Depuis le début de l'épidémie, qui est déjà la plus meurtrière depuis l'apparition de la maladie en 1976, l'organisation a recensé 635 cas, dont 399 mortels, en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia. L'OMS a lancé jeudi un appel en faveur d'une action d'envergure.

Les ministres de la Santé de onze pays d'Afrique doivent se réunir les 2 et 3 juillet à Accra, au Ghana, pour tenter de mettre au point une réponse interrégionale à la crise. Reuters 27.06

Ils ont fait en sorte que l'Afrique soit ravagée par le sida, au tour d'Ebola...

ACTUALITE EN TITRES

Heureusement encore, sinon il y aurait encore plus de chômeurs !

- 30 : le nombre moyen de jours perdus en Europe pour 1 000 salariés pour cause de grève (132 en France) - Atlantico.fr

Si tous bossaient sans faire grève, ils seraient en surnombre, ils produiraient de trop, il faudrait en virer d'autant ou supprimer des emplois par milliers...

Non, n'allez pas croire qu'ils sont très cons à Altantico, pas du tout, qu'est-ce que cela peut bien foutre à ces réacs des milliers de chômeurs supplémentaires, franchement ? Eh oui, il ne faut jamais perdre de vue ce qu'ils sont !

Règlement de compte. Au point où il en est, ils peuvent le débrancher.

- Comptes de campagne : Sarkozy était «*au courant*»,«*c'est de sa faute*», selon Debré - LeParisien.fr

- Sarkozy briguant la tête de l'UMP? L'idée ne plaît pas à Guaino - 20minutes.fr

La place est bonne.

- Au moins cinq prétendants pour succéder à Borloo à l'UDI - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- Syrie: guerre ouverte entre le Qatar et l'Arabie saoudite - french.irib.ir

Le violent conflit opposant au sein de l'opposition syrienne les partisans du Qatar à ceux de l'Arabie Saoudite s'est traduit par la décision du gouvernement de dissoudre la plus haute autorité militaire, mesure aussitôt annulée par le chef de la Coalition.Le chef du gouvernement provisoire Ahmad Tohmé a décidé de dissoudre le Conseil militaire supérieur et de déférer ses membres devant le comité de contrôle financier et administratif du gouvernement pour qu'ils fassent l'objet d'une enquête, avait annoncé un communiqué diffusé sur la page Facebook du gouvernement.

Le chef d'état-major, le général de brigade Abdel Ilah al-Bachir est également limogé, selon le texte qui appelle les forces révolutionnaires effectives sur le terrain en Syrie à former à un conseil de défense militaire et à une restructuration totale de l'état-major d'ici un mois. Quelques heures plus tard, le comité politique de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne dirigé par Ahmad Jarba annonçait dans un communiqué que le chef du gouvernement provisoire a outrepassé ses pouvoirs. Le comité politique a ainsi décidé de demander au Conseil général de se prononcer sur cet abus de pouvoir lors de sa prochaine réunion et de prendre les mesures qui s'imposent. La réunion du Conseil général, la plus haute instance de l'opposition doit se tenir du 4 au 6 juillet à Istanbul.

Cette crise reflète le conflit qui déchire la coalition et qui s'inscrit dans un contexte régional. Le Qatar soutient le gouvernement d'Ahmad Tohmé et le président Ahmad Jarba est proche de l'Arabie Saoudite, expliqué à l'AFP un haut responsable de cette Coalition, qui a tenu à garde l'anonymat. french.irib.ir 27.06

2- Irak

2.1- Moscou soutiendra militairement l'Irak (Lavrov) - french.irib.ir

C'est le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qui l'a réitéré.

Il a souligné que la Russie continuera de soutenir sur le plan militaire l'Irak afin que ce pays parvienne à promouvoir sa compétence défensive, a réaffirmé Sergueï Lavrov. Il a tenu ensuite à insister sur la souveraineté nationale irakienne. "*Moscou au travers son soutien militaire à l'Irak souhaite que ce pays maintienne sa souveraineté nationale*", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

D'autre part, Sergueï Lavrov a appelé le gouvernement syrien et l'opposition à faire bloc devant le terrorisme. « *Les pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu ne sont pas unanimes à mettre le groupe de l'Etat islamique en Irak et au Levant sur la liste des organisations terroristes*", a déploré Lavrov. « *J'espère*, a-t-il ajouté, *que le Conseil de sécurité adoptera et mettra en vigueur des standards homogènes et identiques envers toutes les organisations terroristes qui emploient des méthodes terroristes.* » french.irib.ir 27.06

2.2- Les Sukhoï russe en guerre contre Daech - french.irib.ir

Alors que les Etats Unis et la Grande Bretagne vont de prétexte en prétexte pour honorer les termes des contrats de vente d'armement signés avec Bagdad , contrats qui prévoient entre autres la vente de F16 à l'aviation irakienne, ruinée par la puissance d'occupation US, la Russie de Poutine vient de livrer en urgence ses Sukhoï à Maliki.

Idem pour le président biélorusse qui outre des hélicoptères de chasse MI 25 a vendu en urgence des Sukhoï aux irakiens. à Tikrit

des Sukhoï russe ont déjà entamé leur campagne aérienne et les terroristes fuient la ville vers Kirkuk. french.irib.ir 27.06

ECONOMIE

Chine

- La Chine remplace le brut saoudien par le pétrole iranien - french.irib.ir

La raffinerie chinoise Cinotek a décidé de remplacé le brut saoudien par le pétrole iranien, après la baisse du niveau des sanctions contre l'Iran.

La raffinerie chinoise a annoncé que le pétrole iranien est moins cher que le brut saoudien et que la baisse du niveau des sanctions contre l'Iran a amené les dirigeants de cette société chinoise à prendre cette décision. Les importations chinoises du pétrole iranien ont augmenté de 36% au mois de mai par rapport à mai 2013.

Pendant les cinq premiers mois de 2014, les importations chinoises du brut iranien ont enregistré une hausse de 50% par rapport à la même période en 2013. La Chine qui est le plus grand client du pétrole d'Iran a augmenté le taux de ses importations pétrolières d'Iran depuis la fin de 2013, suite à la conclusion des accords nucléaires préliminaires entre l'Iran et les 5+1. french.irib.ir 25.06

Haut de page

Le 29 juin 2014

CAUSERIE

L'expression orale est généralement spontanée, même si elle a intégré certains stéréotypes ou habitudes sémantiques ou syntaxiques. La production écrite l'est beaucoup moins, elle est davantage composée, voire maniérée jusqu'à devenir emphatique. Nous nous intéresserons seulement ici à la production orale.

Elle peut faire illusion ou non pour peu qu'on soigne sa présentation ou qu'on se laisse aller à étaler son inculture, ou être trompeuse pour qu'on se relâche lorsqu'on appartient à un milieu distingué ou supérieur.

La spontanéité qui l'accompagne révèle ou trahit la personnalité de celui qui tient un discours selon le contexte dans lequel il est placé, l'image qu'il veut donner de lui-même ou l'idée qu'il veut faire passer ou le message qu'il veut transmettre.

Il pourra être amené à faire preuve d'économie de langage selon l'état d'esprit qui l'anime et le statut de son interlocuteur ou de son auditoire, familiarité qui aura pour effet de le rapprocher de la personne à laquelle il s'adresse ou de s'en éloigner si leur différence de statut social est trop importante, elle sera alors vécue comme un exercice forcé par son interlocuteur qui pourra se sentir rabaissé ou humilié de ne pas pouvoir se hisser à son niveau.

Dans nombre d'émissions, notamment celles dites de divertissement, les présentateurs ou chroniqueurs adoptent un langage censé correspondre à celui de leurs auditeurs ou téléspectateurs dont ils flattent l'inculture ou l'ignorance en général de telle sorte qu'ils demeurent incultes ou ignorants. S'ils ont été choisis pour accomplir cet exercice de crétinisme, c'est parce qu'ils sont eux-mêmes à ce niveau-là.

Ce sont les émissions les plus populaires à la radio et à la télévison nous dit-on, ce qui est normal puisque les masses demeurent majoritairement profondément arriérées ou ignorantes, elles ont été conçues spécialement pour elles, dès lors tout sera fait pour qu'elles le restent. On nous dit aussi qu'elles ne sont pas obligées de les écouter ou de les regarder. Sauf que voilà, on leur impose. Et si elles les écoutent ou les regardent aussi abrutissantes ou médiocres soient elles, ce qui découle de leur seule décision ou volonté en dernière analyse, cela signifie qu'elles ne manifestent pas l'intention d'écouter ou de regarder ou encore de faire autre chose, c'est que cela correspond à un besoin qu'elles assouvissent ainsi.

Que les propos tenus par les animateurs ou les chroniqueurs de ces émissions et leurs contenus soient comme le disent certains internautes insignifants, nuls, très très cons, d'une bêtise accablante, arrogeants, voire vulgaires, etc. force est de penser que cela doit correspondre au niveau de leur public qui s'y retrouve, qui se laisse traiter ainsi car il ne fait pas particulièrement partie de celui qui aurait développé le commencement d'un esprit critique, de la même manière qu'il subit ce que le pouvoir en place

lui impose sans broncher, là il adopte le même comportement, du coup on comprend pourquoi ils lui livrent ce genre d'émissions médiocres qui participent à leur conditionnement, en quelque sorte elles interviennent dans le prolongement de la propagande du régime, elles en sont le pendant ou le complément idéal pour maintenir au plus bas le niveau de connaissance des masses, et de conscience politique ou de conscience en général pour se laisser manipuler ainsi.

Je me rappelle avoir eu autrefois une discussion très animée avec ma mère friande de ces émissions, qui m'avait répondu qu'elle savait qu'elles étaient débiles ou d'un niveau misérable mais qu'elle les regardait parce qu'il n'y avait pas autres choses à la télévision qui l'intéressait ou la divertissait, s'emportant contre mes prétentions élitistes, car elle recherchait des émissions qui ne réclamaient aucun effort intellectuel, où on n'avait pas besoin de réfléchir, parce qu'elle s'en sentait incapable ou plutôt parce que cela ne lui apportait rien, pourquoi se donner cette peine si cela ne devait servir à rien, ce que l'on peut facilement comprendre. On reconnaît là le pragmatisme de l'ouvrier. Elle me disait aussi qu'il fallait bien passer le temps ou se changer les idées comme on peut, n'attendant pas davantage de ces émissions.

C'était très intéressant comme remarque, car cela signifiait qu'elle n'avait aucun idéal dans la vie ou que la société ne lui en inspirait aucun et qu'elle n'en attendait aucun de sa part, autrement dit qu'elle était entièrement livrée à ceux qui la gouvernaient et la conditionnaient, qu'à part subir ce qu'ils lui imposaient et tenter de survivre au mieux elle n'attendait rien de la vie et de leur société.

Au passage cela montre que de tous temps il a existé des millions de travailleurs qui n'avaient aucune illusion dans le régime ou leur société, ce n'est pas nouveau, travailleurs dont on s'est toujours détournés ou qu'on a abandonnés à leur triste sort.

Parole d'internaute.

La société est très hétérogène, la composition de chaque classe est très hétérogène aussi, il existe autant de niveau de conscience que de couches et de générations dans la société, cependant une couche de la classe dominante tente d'imposer par tous les moyens à l'ensemble de la société son idéologie nihiliste, liberticide, néolibérale, mondialiste. Dès lors tous ceux ou celles qui ne s'y conforment pas sont traités d'affreux réactionnaires, de rétrogrades, de fascistes.

Cette guerre idéologique et psychologique a pour objectif de contraindre l'ensemble de la population à adopter l'idéologie dominante qui sur le plan politique se traduit par la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques collectifs...

Museler la parole des masses, exercer un contrôle accru sur la totalité de la population, vont de paire avec la nécessité de les soumettre à l'ordre établi et de ficher, discréditer, baillonner toute opposition de façon à leur interdire de chercher une issue à la crise du capitalisme conforme à leurs intérêts.

L'article et la polémique ainsi que les réactions qu'ils ont suscitées qui m'ont inspiré ne présentent aucun intérêt en soi, cependant ils illustrent parfaitement comment la police de la pensée gangrène de plus en plus les esprits, particulièrement la pseudo gauche et extrême gauche, les milieux intellectuels dits progressistes ou humanistes qui sont parmi les plus réactionnaires de nos jours, qui ne manquent pas une occasion de jouer les chiens de garde du régime en adoptant le même comportement que les inquisiteurs ou dictateurs au pouvoir, de gauche évidemment. Que sur les questions de société ils emboîtent le pas au PS est tout à fait dans l'ordre des choses puisqu'ils sont incapables sur le plan politique de rompre avec ce parti et son idéologie, et puisqu'ils ne sont pas capables ou refusent de s'adresser aux masses, comment le pourraient-ils dès lors, ils s'en prennent à elles, tout se tient.

Vous aurez noté qu'absolument aucun parti ouvrier ne lutte sur ce terrain-là laissant le soin à la droite et à l'extrême droite de l'occuper. C'est leur manière de les combattre ! Nous considérons au contraire que c'est sur tous les fronts qu'il faut combattre notre ennemi, ce dont il ne se prive pas comme vous l'aurez constaté. Il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut aider les masses à élever leur niveau de conscience politique, faut-il encore s'y coller, c'est très ingrat mais indispensable. Par ailleurs, ce serait une grave erreur de croire qu'on serait descendu au niveau de la conversation de comptoir ou qu'on râclerait les fonds de poubelles du régime en mal de sujet à traiter, car en réalité il s'agit d'un aspect de

l'offensive psychologique et idéologique que mène les représentants de la classe dominante contre notre classe à des fins politiques. On le traite de la manière où les masses l'abordent pour rendre compréhensible notre discours ou nos arguments aux plus grands nombres.

Maintenant que cette méthode rebute les orthodoxes et dogmatiques de la lutte des classes qui croient que ce serait uniquement en tenant un discours politique qu'on convaincra les travailleurs de quoi que ce soit ou que seule la lutte est importante, nous laisse totalement indifférent, car jusqu'à preuve du contraire leur méthode présente de graves lacune ou est synonyme de faillite politique sur toute la ligne. Qu'il nous soit aussi permis d'affirmer que notre combat s'inscrit dans la tradition du marxisme qui n'a jamais cédé le moindre pouce de terrain à l'ennemi, on demandera à personne de nous croire sur parole.

Pour conclure, si on cite cet article c'est pour que vous compreniez l'origine des réactions des internautes que j'ai sélectionnées, qui démontrent qu'ils ne parviendront jamais à conditionner l'ensemble de la population, qu'ils peuvent marquer des points dans la guerre qu'ils nous mènent, qu'ils sont mieux armés que nous pour livrer cette guerre de classe, mais qu'ils sont très loin de l'avoir gagnée, désolé de vous contredire monsieur Soros.

- Enora Malagré (encore) lynchée sur les réseaux sociaux - lepoint.fr

Les propos lâchés par la chroniqueuse de "*Touche pas à mon poste*" sur les trisomiques font l'objet de vives critiques sur Internet.

Les téléspectateurs y voient alors une comparaison douteuse entre "*laideur*" et "*trisomie*". Relayés sur la Toile, les propos de la jeune femme provoquent rapidement l'ire des internautes. lepoint.fr 28.06

Qu'elle soit aussi conne que le sioniste Cyril Hanouna ne fait aucun doute, qu'ils aient été choisis pour animer cette émission non plus, la classe dominante a besoin de petits bras et de petits cerveaux pour faire le sale boulot, en France comme en Ukraine, et quand il est terminé ils les congédient ou les liquident, c'est le sort réservé aux médiocrités...

1- "*Ras le bol du politiquement correct: Coluche, Desproges et compagnie surtout ne revenez pas sinon la morale et ses moralisateurs vont vous brûler.*

Vive l'impertinence, la moquerie, l'ironie, la dérision.

Demain il faudra brûler des livres, puis des gens.

Je trouve cette demoiselle stupide et bête mais je la défend contre toutes les censures et tous les interdits."

La population laborieuse qui n'en peut plus de ce régime et du gouvernement ne doit pas disposer d'une soupape de sécurité pour respirer l'air de la liberté qu'ils ont décidé de raréfier ou d'étouffer sous un amas de niaiseries toutes plus pitoyables les unes que les autres.

Asphyxier littéralement les masses pour qu'elles rendent gorge et cessent de résister au rouleau compresseur de la réaction ou se déchaînent aveuglément pour ensuite les réprimer férocement, est l'une de leur méthode favorite pour faire régner l'ordre et justifier la répression.

Nous sommes également contre toute censure ou restriction aux libertés sachant que nous en seront les prochaines victimes ou qu'elle se retournera contre le mouvement ouvrier. Nous n'allons tout de même pas armer la main de notre bourreau.

2- "*Les réseaux sociaux , c'est ça le truc de trisomique...*"

Là vous tombez dans le panneau qui consiste à se situer sur le même terrain qu'eux, si vous observiez un peu où en est rendu le mouvement ouvrier pour avoir adopté ce positionnement opportuniste vous auriez évité ce piège.

Cela dit les "réseaux sociaux" sont un nids de provocateurs et d'agents du régime sans tomber dans la paranoïa. C'est aussi le lieu où chacun peut satisfaire son penchant pour la mégalomanie ou un individualisme grossier à vous filer la nausée, à éviter en conséquence, personnellement on n'y fout jamais les pieds, on l'ignore et le méprise. Votre équilibre mental bien fragile en dépend, un conseil d'ami et non une leçon de moraliste à la noix.

3- "*Ça devient tellement relou ce diktat du politiquement correct. Je me fous d'Enora Malatruc mais tous ces gens qui s'offusquent à la moindre mauvaise blague nous pourrissent la vie bien plus que toutes ces émissions à la con.*"

Vous avez raison, on les croirait parfaits à les entendre, alors qu'on a toutes les raisons de penser le contraire. Ils se font les relais ou les laquais de la propagande du gouvernement qui n'est franchement pas fréquentable. A croire qu'ils sont sous l'emprise d'une terrible confusion qui les rend aveugle... jusqu'à se tromper d'ennemi.

4- "*On est presque revenu à l'époque de l'inquisition avec ses procès et ses bûchers .... cela fait peur tous ces nazis qui empêchent les gens de s'exprimer librement...*"

Vous ne savez apparemment pas de qui vous parlez, des progressistes, de grands humanistes adeptent de l'égalité des droits dans une société placée sous le joug de la domination d'une classe représentant une infime minorité de la population, classe dominante qui entre autres vertus oeuvre de pied ferme à l'égalité des droits des citoyens, qu'on se dise au moment même où la politique qu'elle nous impose est incompatible avec l'existence de la démocratie déjà réduite à une peau de chagrin, vous croyez cela possible, cohérent, crédible ? Et bien il y a des crétins pour l'affirmer.

5- "*On en a un peu ras le bol de ne rien pouvoir dire sans s'attirer des montagnes de leçons de morale bien-pensante des handicapés, des gros, des maigres, des gens à lunettes, des chauves, des petits, des grands, des poilus, des imberbes, des...*"

Rien dans votre existence n'a changé ou en pire, vous subissez les mêmes rapports sociaux en plus décomposés, aussi ces flics de la pensée entendent mener cette expérience jusqu'au bout, vous comprenez ? Vous avez le droit de vous inquiéter lorsqu'on sait que la plupart se disent de gauche ou d'extrême gauche...

6- "*On vit dans une société de censure intellectuelle, c'est grave.* "

Dites plutôt censure de la pensée pour mieux la formater ou la faire entrer dans le moule néolibéral confinant à un individualisme débridé ou la réaction décomplexée.

A la déréglementation de la finance ou de l'économie en général correspond la déréglementation du travail, l'individualisme effréné en est le pendant qui conduit à la dislocation des liens ou rapports sociaux qui existaient dans la société, à l'affrontement de tous ses membres entre eux ou de toutes ses couches entre elles au détriment de l'affrontement des exploités avec les exploiteurs.

Toute politique mise en oeuvre correspond à une orientation précise, à défaut d'en tenir compte on peut se retrouver facilement à combattre dans le mauvais camp.

7- "*Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, sauf pour des écorchés vifs professionnels.*"

Des gens qui assument mal leurs complexes ou leur impuissance, surtout politique. On ne compte plus les gens qui sont mal dans leur peau, les frustrés en tous genres qui pour satisfaire leurs besoins sont prêts à se livrer à des actions qu'ils désapprouvaient hier encore, ou à troquer leurs convictions pour celles en vogue en espérant en tirer profit.

C'est une façon de voir les choses à court terme en désespoir de cause, qui généralement se termine très mal. Sur le plan politique cela s'appelle capituler en rase campagne pour un plat de lentilles, qui une fois épuisé vous laissera un goût amer dans la bouche pour le restant de vos jours. De notre côté on tient autant à notre santé qu'à notre équilibre mental, donc nous déconseillerons ce raccourci qui de plus présente l'inconvénient de procurer des flatulences aux intestins fragiles dont nous faisons partie.

8- "*En France on ne peut plus rien dire...* "

En Inde il est permis de dire que le viol d'une jeune femme est parfois légitime, c'est horrible mais moins hypocrite qu'en France.

C'est cela qui caractérise le mieux ces inquisiteurs, l'hypocrisie pour camoufler leur imposture ou leur stérilité politique, leur sénilité précoce.

Pour notre part, nous publions un tas d'articles avec lesquels nous sommes en grande partie en désaccord et nous continuerons, leurs contenus n'engageant que leurs auteurs évidemment.

9- "*Mais quelle connerie le politiquement correct !*"

Attendez, ce sont des bac +7 dont vous parlez, on se demande parfois s'ils sont très évolués ou si on n'aurait pas à faire à des capésiens (titulaires du CAPES, les enseignants des collèges) ou des capétiens (de la dynastie d'Hugues Capet) !

10- "*Cela suffit maintenant on ne peut plus rien dire plus rire plus fumer, stop à cette société de bien-pensants mais surtout de vrais crétins et des fascistes.....*"

C'est dans l'air du temps, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! Vous avez juste le droit de pleurer, et encore en silence !

En complément.

Ils ne manquent plus que les camps de rééducation du peuple ou les hôpitaux psychiatriques pour corriger les "*mentalités*".

"*Cela montre qu'il reste du travail à faire*", selon elle, "*il faut faire évoluer les mentalités et éduquer les gens*".

- La star britannique Tara McDonald, marraine de la Gay Pride qui s'est tenue samedi à Paris. - AFP 28.06

De quelle légitimité peut-elle se revendiquer cette « *sexbomb chic* » qui ira chanter en Afghanistan et en Irak pour les Forces Armées d'occupation Britanniques (Wikipédia) pour prétendre "*faire faire évoluer les mentalités et éduquer les gens* ? De mieux en mieux.

De quel droit une femme qui refuse d'avoir des rapports sexuels avec un homme devrait-elle pouvoir mettre un enfant au monde ou en adopter un ?

Le rejet du sexe masculin, de l'homme, du père, de la moitié de la population constituant la société, comme base d'une éducation d'un enfant, voilà à quel degré de décomposition ou de décadence leur société pourrie par un individualisme effréné en est arrivée. Gare au vilain petit garçon qui en naîtrait !

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction patronale sonne la charge.

- Pacte et réformes: "*cri d'alarme*" en choeur des organisations patronales - AFP

Huit organisations patronales lancent dans le Journal du dimanche un "*cri d'alarme*" à l'exécutif, appelant à la mise en oeuvre rapide du Pacte de responsabilité dans un climat tendu au niveau politique et social. AFP 28.06

Qu'exigent-ils ? Tout tout de suite ni plus ni moins.

Le plus pathétique est ailleurs, alors que le patronat a menacé de boycotter la "*conférence sociale*" des 7 et 8 juillet, Laurent Berger de la CFDT a répondu que dans cette éventualité il faudrait "*mettre fin au Pacte de responsabilité*", autrement dit le syndicat jaune passe au cran supérieur en sommant le patronat d'y participer, à croire qu'il y tient plus encore que les patrons !

Guerre idéologique sur tous les fronts.

La branlette a ses limites ou ne soulage pas vraiment de toutes vos frustrations !

- Un an après le mariage homosexuel, une Gay Pride teintée de colère - AFP

Inavouable. L'égalité sur fond de totalitarisme.

- Hamon devrait renoncer aux ABCD de l'égalité sous leur forme actuelle - AFP

Les ABCD de l'égalité dans leur forme actuelle ne seront ni généralisés ni reconduits, a-t-on indiqué samedi de source proche du dossier.

Pour autant, l'entourage du ministre a réfuté "*tout abandon de l'éducation à l'égalité fille-garçon*". Elle "*est prévue et elle va se faire*". Sur France Culture, M. Hamon avait indiqué mercredi "*vouloir inscrire la lutte contre les inégalités*" entre hommes et femmes "*dans le socle commun*" de connaissances, de compétences et de culture que tout élève doit avoir maîtrisé à la fin de la scolarité obligatoire, à 16 ans. AFP 28.06

Il faut donc que dès 16 ans nos gosses soient formatés au standard de la pensée nihiliste de façon à ne plus en sortir le restant de leurs jours, car il est là leur objectif politique. On exagère ? La preuve que non.

Une photo de l'AFP illustrait cet article montrant un "*panneau sur l'égalité entre les garçons et les filles dans une école de Villeurbanne, lors d'une visite des ministres Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem, le 13 janvier 2014*", sur lequel figurait un papier où il était écrit par un ou une élève : "*oui les filles ont les cheveux longs et les garçons ont les cheveux courts*", mais alors que sont les filles qui portent des cheveux courts et les garçons qui portent des cheveux longs, il faudrait poser la question à leur prof qui ne doit rien avoir à envier à ce ministre. Des transgenres, des homosexuels potentiels qui s'ignorent, il faut bien les cataloguer ou les faire entrer dans une case de cet ABCDaire de la connerie humaine.

Et dire qu'ils critiquent la mentalité arriérée ou archaïque des générations passées ou des anciens, de nos parents et grands-parents qui faisaient preuve d'intolérance ou de discrimation envers certaines catégories de personnes en fonction de critères contestables. Mais ils sont où leurs critères vertueux ou incontestables, en réalité ils reproduisent le même schéma en plus contraignant en y ajoutant des catégories supplémentaires de manière à ce que l'ensemble de la population soit dotée d'une étiquette indélébile, condition pour la contrôler en totalité ou suivre son évolution pour mieux la conditionner ou l'orienter par la suite.

En fait d'égalité, il s'agit plutôt d'une atteinte intolérable à la liberté de chacun d'interpréter le monde en fonction des critères qu'il s'est forgé au cours de ses expériences, auxquelles serait substituée celle qui lui serait imposée par la classe dominante, qui ne tolèrerait aucune variante ou interprétation contradictoire qui serait livrée en pâture à l'opprobe public ou tomberait sous le coup de la loi, il s'agit donc d'une opération déguisée de nature totalitaire.

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent à nouveau sous l'égide de la monarchie européenne.

- Réforme territoriale : manifestation à Nantes pour une Bretagne "*réunifiée*" - LePoint.fr

Pensée unique : Au diable " ***les données acquises de la science***" !

- Garches : les parents d'enfants cancéreux continuent la grève - LeParisien.fr

Les parents des enfants hospitalisés au service pédiatrie d'oncologie sont en grève depuis jeudi dans la chapelle de l'hôpital et depuis ce matin, un périmètre de sécurité a été installé par des gardiens. «*Nous buvons beaucoup d'eau et nous n'avons plus le droit d'aller aux toilettes, témoigne Lisbeth, une gréviste. Si on sort, on nous interdit de rentrer de nouveau.* » La commissaire de police s'est rendue à l'hôpital ainsi que le SAMU.

«*On tient le coup,*» poursuit Lisbeth. Cette mère de famille, avec quatre parents et grands-parents, s'oppose au transfert du service à Boulogne en juillet, après le départ en retraite de la chef du service, le docteur Nicole Delépine. Pour les parents, ce transfert signera la fin du service et des soins tels que prescrits par le docteur Delépine, laquelle est contestée à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Vendredi, le directeur de l'AP-HP Martin Hirsch a dit qu'il «*entendait l'agoisse des parents*» : «*Nous pensons qu'ils sont sous l'influence du docteur Delépine.C'est pourquoi nous assurerons la continuité des soins, même si les protocoles appliqués à ces enfants ne sont pas standards*». «*Elle n'est pas notre gourou, rétorque aujourd'hui Laurence une autre mère de famille, et nous ne sommes pas des illuminés !Le transfert de l'équipe du docteur Delépine n'étant pas envisagé à Boulogne, je ne vois pas comment la continuité est possible. C'est un service de 10 lits et ils veulent profiter de son départ pour le supprimer*.» Et Lisbeth d'ajouter : « *Elle a soigné mon fils qui est en rémission totale depuis quatre ans. Si elle n'avait pas été là, je serais en train de pleurer sur sa tombe.*»

Le docteur Nicole Delépine est arrivée à Garches en 2006. Elle devait prendre sa retraite mais elle a finalement renoncé pour soutenir les parents : «*Je n'applique que les traitements démontrés efficaces selon les données acquises de la science, dit-elle. Tous les autres traitements sont expérimentaux et profitent surtout aux laboratoires pharmaceutiques*.» leparisien.fr 28.06

Je n'ai pas le temps de me pencher sur cette affaire, mais ce dont je suis absolument certain par expérience, c'est qu'il n'existe pas un médecin sur 1000 en France (en étant généreux encore) pour se donner la peine de tenir compte des "*données acquises de la science*" pour soigner leurs patients, la plupart du temps parce qu'ils les ignorent, ils ont l'esprit ailleurs, à faire des consultations à la chaîne ou à gérer le quotidien au minimum qui leur suffit à vivre confortablement.

Il y a six mois mon épouse Magueswary qui était en Inde a tenu à ce que j'envoie mes voeux à un des cardiologues qui la suit à Aubagne.

Je ne me suis pas borné à cet exercice, je lui ai adressé un long courriel argumenté dans lequel je lui demandais s'il trouvait normal qu'il soit prescrit quotidiennement à mon épouse une tripotée de médicaments, alors que son état de santé ne le nécessitait pas apparemment, ne voyant aucune raison de traiter son foi, son estomac, ses reins, ses poumons et j'en passe, à croire que tous ses organes étaient en si mauvais état qu'elle risquait de trépasser à tout moment une fois que l'un ou l'autre aurait flanché.

Je n'ai jamais reçu de réponse et ils ont continué à la bourrer de médicaments, une horreur leur conception de la médecine! J'ai constaté que plus ils lui en prescrivait et plus il y avait d'organes qui semblaient atteints, j'en suis donc arrivé à la conclusion que c'était leurs médicaments qui en étaient responsables et la détruisait à petit feu, ce dont ils se foutent éperdument.

Ils l'ont opérée du coeur, elle a survécu par miracle, qu'elle s'estime heureuse ne cessent-ils pas de lui dire ce qui a le don de la mettre en furie, car dans quelle condition. La pauvre femme n'en peut plus d'enchaîner les traitements tous plus inefficaces les uns que les autres. Vous voyez le volume d'un sac à dos, lorsqu'elle vient en Inde pour quatre ou cinq mois, elle en emporte un bourré à craquer de médicaments, quand elle l'ouvre je suis pris de frayeur en me disant que ce n'est pas possible qu'elle ingurgite tout cela sans que sa santé s'en trouve affectée, ce qui se produit effectivement. Je ne suis pas médecin, je ne peux pas lui imposer d'arrêter tel ou tel traitement, d'ailleurs elle ne m'écouterait ou le reprendrait dans mon dos. Un bon médecin sur 1000, c'était vraiment faire preuve d'optimisme, en réalité je considère que 9 sur 10 sont des toubibs dans le genre épicier.

ACTUALITE EN TITRES

Autocritique d'un vassal de l'Empire qui s'impute un crime qu'il n'a pas commis.

- Le directeur de la BNP reconnaît "*des erreurs*" et s'attend à une lourde sanction "*très prochainement*" - Francetv info

Vous le préférez comment, avec ou sans talonnettes ?

- Si Sarkozy "*veut revenir, il doit le faire au plus vite*", dit Dati - AFP

- UMP: Estrosi se démarque de Sarkozy aussi - Liberation.fr

- Présidence de l'UMP : Morano conseille à Sarkozy de se raser cet été - LeParisien.fr

Populisme ou l'art consommé de l'amalgame.

- 79% des sympathisants UMP pour une rénovation en profondeur du parti - AFP

- Sondage : les Français veulent du changement à l'UMP - LeParisien.fr

Il faudrait savoir, ce sont les "*sympathisants UMP*" qui se sont prononcés dans ce sondage ou les "*Français*", ce qui n'est pas tout à fait la même chose ? Réponse de l'AFP :

Une écrasante majorité de sympathisants de l'UMP (79%), sont convaincus que le principal parti d'opposition doit se rénover en profondeur, selon un sondage BVA pour I-télé-CQFD et "Le Parisien- Aujourd'hui en France" publié samedi. AFP 28.06

Donc Leparisien s'est livré à une surinterprétation ou un faux dans le titre de cet article.

L'avantage d'être populaire pour un média, c'est qu'il s'adresse à des lecteurs qui ne manifesteront pas une attention particulière ou une vigilance permanente envers tout ce qui passent sous leurs yeux, il sera d'autant plus facile d'orienter leur lecture dans une direction déterminée à leur insu.

Haut de page

Le 30 juin 2014

CAUSERIE

Gros orage et pluie torrentielle la nuit dernière, gros coups de vent aussi, mauvaise nuit, très courte sans électricité donc sans climatisation, complètement crevé, mais de bonne humeur comme tous les jours, ce matin il faisait un temps resplendissant, ils ont remis le courant à midi, 15 heures de coupure c'est long.

A Chennai (ex-Madras), à 170 bornes d'ici, trois immeubles se sont effondrés, une dizaine de morts, la routine quoi. Le toit de la maison en tuile où vivait Selvi (ma seconde compagne) s'est effondré en partie la nuit dernière, neuf personnes y vivent, ils sont complètement inondés. Je vais voir si je peux leur payer un nouveau toit, c'est un peu comme ma famille maintenant, si vous voulez participer aux frais n'hésitez pas à me contacter, on a besoin de 2.000 euros environ.

Une petite histoire indienne, cela faisait longtemps.

Un gosse jouait dans le terrain vague jouxtant la maison de ses parents quand il découvre un nid de serpent, genre cobra ou plus gros encore. Les parents étant absents ils brisent les oeufs et massacre les petits qui étaient sur le point de naître. Plus tard il rentre chez lui et n'en parle pas à ses parents.

Le lendemain demain dans la maison on a découvert quatre cadavres, apparemment la mère n'a pas du tout apprécié qu'on massacre sa couvée et elle s'est vengée. Je me suis dit qu'elle avait dû sentir l'odeur du gosse et elle était remontée jusqu'à lui. Moralité, si vous trouvez des oeufs de serpents dans votre jardin, surtout n'y touchez pas ou tuez la mère, peut-être même le

père au nom de l'égalité, qui sait c'est peut-être la seule fois où ce principe vous sauvera la vie !

Question d'un internaute.

- "*Comment les parents d'élèves peuvent-ils accepter de se voire dicter l'éducation de leurs enfants ?*"

En réalité c'était déjà le cas dans la mesure où l'éducation que les parents délivraient à leurs enfants correspondait en grande partie à celle qu'ils avaient reçue ou en réaction contre celle-ci, dans tous les cas de figure et quel que soit le modèle adopté il devait s'adapter en tout ou partie à celui communément admis afin que leurs enfants s'intègre dans la société. Leur véléité d'indépendance ou leur volonté de donner une éducation sur mesure ou différente à leurs enfants, leur liberté de choisir quel type d'éducation ils allaient donner à leurs enfants, allait en réalité se retrouver très limitée face aux multiples contraintes que leur imposerait la société et auxquels ils ne pourraient pas échapper.

La contrainte la plus insaisissable et pour cette raison la plus incontournable est du domaine du mimétisme qui est pour ainsi dire un phénomène naturel ou inné chez l'hominidé, elle consiste essentiellement dans les standards, les stéréotipes, les clichés, les habitudes, etc. qu'adoptent l'immense majorité de la population et que vos enfants adopterons à son contact et qu'ils vous imposeront par la suite.

Cela dit l'éducation d'un enfant sera largement influencée par les rapports que les parents entretiennent entre eux et ceux qu'ils ont avec lui sachant que les traits essentiels du caractère d'un enfant seront forgés au cours des premières années de sa vie, l'influence qu'ils pourront avoir plus tard sur leur enfant en dépendra largement ainsi que leur capacité à contrecarrer l'influence nuisible de la société sur lui. Tous les parents n'en auront pas les moyens loin de là, seuls les privilégiés pourront recourir à des solutions radicales pour tenter de remédier aux difficultés qu'ils rencontrent avec leur enfant sans pour autant résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés s'ils en sont à l'origine.

On a dit plus haut que les enfants fonctionnaient par mimétisme, avant la rue, l'école ou la télévision, ce sont bien leurs parents qui leur servent de modèle. Donc si un enfant adopte un comportement ou des idées qui peuvent choquer ses parents, c'est à eux de se demander ce qui dans leurs rapports en est à l'origine. C'est un excellent révélateur du niveau de conscience de ses parents ou des rapports qu'ils entretiennent que l'enfant ne comprend pas mais ressent et qui ne trompe pas.

Si maintenant les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants, ils ne doivent pas non plus être toujours derrière eux ou leur imposer de quelle manière ils doivent respirer, ils doivent eur permettre de faire l'expérience de la vie dans cette société dans les meilleures conditions pour qu'ils en tirent des enseignements, s'épanouissent ou évoluent par eux-mêmes, sans qu'on leuri dicte ce qu'ils doivent penser ou comment agir. Leur inculquer des valeurs universelles ou génériques est largement suffisant pour couvrir le champ des expériences qu'isl seront amenés à vivre. Il suffit qu'elles soient gravées dans leur conscience dès le plus jeune âge pour qu'ils puisses y recourir ou y faire référence n'importe quand plus tard en toutes circonstances.

Par exemple, quand vous inculquez à votre enfant le respect des autres, vous n'avez plus besoin de lui dire si c'est un garçon qu'il doit respecter les filles bien qu'elles soient différentes de lui, les personnes qui sont différentes de lui en général, les personnes âgés, les handicapés, etc. Il pourra se moquer du comportement des filles et les trouver stupides sans pour autant les mépriser ou pire encore. Il pourra trouver son grand-père gâteux tout en lui portant une grande affection.

Maintenant faut-il encore que vous-même respectiez les autres jusque dans les moindres détails, y compris les gens qui ont un comportement intolérable, si vous ne leur ressemblez pas et que vous n'avez pas envie que votre enfant leur ressemble plus tard, il est préférable de ne pas les imiter, c'est aussi simple que cela. Il faut donc développer beaucoup d'autres qualités. Or l'immense majorité de la population en est totalement incapable dans la situation où elle est placée. L'enfant le constatera, de la même manière qu'il prendre rapidement conscience que la société est fort injuste et par bien des côtés mauvaises. Un mauvais exemple à suivre mais qu'il ne discernera pas forcément au premier coup d'oeil, d'où la nécessité de cultiver ces valeurs, de les mettre en pratique et d'en parler pour qu'elles ne s'évanouissent pas sous un amon de détritus déversés quotidiennement par cette société infâme.

Je suis farouchement opposé au fait que l'école devrait prendre en charge ou orienter l'éducation des enfants, car j'estime que les enseignants n'en sont pas davantage capable que les parents ou n'ont pas à se substituer à eux, même si certains parents ne sont pas à la hauteur de cette responsabilité, qui plus est ce serait pour formater leur cerveau conformément aux besoins du moment de la classe dominante ou à son idéologie nauséabonde nihiliste.

Ce n'est pas aux enseignants de décider que les filles ont les cheveux longs et les garçons les cheveux courts ou encore que les filles joueraient à la poupée et les garçons aux petites voitures, c'est intolérable, en réalité c'est remplacer des stéréotypes par d'autres ou graver dans le marbre des stéréotypes communément admis comme s'ils devaient devenir obligatoire de les adopter.

Avec ma fille toute petite je jouais aux petites voitures sans avoir l'intention d'en faire un garçon, ce qu'elle n'est pas devenue d'ailleurs, au delà une femme épanouie, une compagne assumant sa nature et une excellente mère. Et quand accessoirement elle jouait à la poupée sans doute pour imiter les autres petites filles, je me suis contenté de l'observer. On jouera davantage à

la classe avec de nombreuses pluches pour devenir plus tard institutrice.

Jusqu'à l'âge de 10 ans environ nous n'avions jamais mis les pieds dans un Mac Donald, nous soignions particulièrement notre alimentation et notre santé. Puis un jour après notre divorce si je me rappelle bien elle demande à sa mère de l'emmener au Mac Do, quelle ne fut pas ma surprise, sur le coup je n'ai pas eu le bon réflexe et j'ai essayé de l'en dissuader, c'était une erreur, ses copains et copines y allaient, il était donc devenu normal qu'elle les imite, en un clin d'oeil je me suis dit que tous les efforts qu'on avait déployés pour lui donner une qualité de vie supérieure ou l'habituer à une cuisine saine et diversifiée étaient réduits en poussière et je maudissais la société qui en était responsable.

Face à l'emprise de la société sur nos enfants on est parfois impuissant, et il vaut mieux l'admettre que se braquer qui ne fera qu'envenimer inutilement nos rapports, c'est ce que je me suis dit en pensant que cela lui passera.

Maintenant ce qu'ils n'arrivent pas à inculquer à nos enfants en recourant à tout un tas d'artifices, ils comptent passer par l'école pour leur incruster dans le crâne. Si l'ENA c'est l'école du pouvoir, le titre d'une série télé que je ne regarderai pas, dès la maternelle l'école pourrait se transformer en l'école de la soumission à un mode de pensée encore plus nocif que celui auquel on était habitué jusqu'à présent, qui pour parvenir à leurs fins flatterait l'individualisme naturel de la jeunesse qui accompagne la formation de sa personnalité ou l'affirmation de soi à ses dépends.

L'égalité a toujours été en régime capitaliste un concept ou un principe ayant pour objet d'occulter les inégalités entre les classes afin de permettre à la classe dominante de renforcer son pouvoir sur la classe dominée.

Et puis comment peut-on imaginer un seul instant que des représentants de la classe dominante seraient animés de bonnes intentions envers les travailleurs et leurs enfants, alors que par ailleurs elle ne cesse de les matraquer, on est bien obligé de constater que ceux qui à gauche ou à l'extrême gauche lui emboîtent le pas ne se sont même pas posés cette question élémentaire. On en arrive également à la conclusion qu'ils ne tiennent pas compte un seul instant du contexte social et politique de plus en plus tendu dans lequel cette opération intervient comme s'ils étaient totalement déconnectés de la réalité que vivent quotidiennement les travailleurs et qu'ils ne devaient pas en être les principales victimes.

Un tel aveuglément et une telle soumission est à peine croyable et pourtant c'est bien la réalité. Ils ne feront pas davantage le lien entre cette propagande et la réforme territoriale qui devrait aboutir à la suppression des départements et se concrétisera par le rétablissement des inégalités qui existaient entre chaque région à l'époque de l'Ancien Régime ou la liquidation de l'égalité de droit qui existait en France entre chaque citoyen. Il suffit que le PS ou le gouvernement agite le hochet de l'égalité pour qu'ils s'y engouffrent comme un seul homme, il faut donc en déduire qu'ils ont abandonné tout esprit critique ou qu'ils sont désormais incapables de développer la moindre analyse indépendante du régime auquel ils sont totalement subordonnés.

En dernière analyse, ce qu'ils ont abandonné c'est le terrain de la lutte des classes quoi qu'ils en disent par ailleurs, privilégiant le combat pour l'égalité des hommes et des femmes à celui en faveur de l'égalité des droits entre l'ensemble des travailleurs. Ils exploitent les différences qui existent entre les sexes, entre les différentes couches de la population, entre les minorités et la majorité, non pas pour qu'ils puissent s'épanouir ou satisfaire leurs aspirations, comment le pourraient-ils dans une telle société, c'est grotesque, mais pour mieux les soumettre à l'ordre établi une fois que les différences entre les classes ont été reléguées au second plan ou remisées au placard. Ce refus de prendre en compte les différences entre les classes, autrement dit ce qui les caractérise, leurs intérêts distincts, antagoniques et irréconciliables est la traduction de leur refus d'affronter la classe dominante devant laquelle ils ont capitulé.

Pour illustrer cet article.

- Éducation : Hamon et Vallaud-Belkacem signent l'arrêt de mort des ABCD de l'égalité - LePoint.fr

- ABCD de l'égalité: comment gâcher une idée intéressante (et ne pas parler de l'essentiel) - Slate.fr

Si Slate.fr le dit, raison de plus pour s'y opposer...

- Égalité filles-garçons : un dispositif généralisé va remplacer les «*ABCD*» - lefigaro.fr

«*On ne renoncera pas à l'ambition, mais on s'apprête à en renouveler les modalités, en misant sur la formation des enseignants, en respectant leur liberté pédagogique», se défendait-on rue de Grenelle, en promettant un «plan d'action*». On semble donc se diriger vers le renouvellement d'une année d'expérimentation avec des clauses différentes. lefigaro.fr 29.06

Les enseignants sont plus démagogues que pédagogues et la plupart ont marché dans la combine quand ils n'ont pas été au delà des attentes de Hamon et Vallaud-Belkacem. Effectivement ils ne renonceront pas, ils ont reçu des ordres et ils les appliquent. Ils adoptent la même attitude, la même détermination et le même cynisme que les représentants de l'oligarchie financière qui imposent leur stratégie aux peuples de la terre entière sans tenir compte de leur opposition qu'ils traitent avec arrogeance et

mépris. Là aussi le mimétisme est de plus en plus parfait, voilà qui devrait vous inquiéter au plus haut degré.

On allait oublier de le dire, c'est aussi un moyen de porter un énième mauvais coup à l'école publique... l'air de rien.

En complément.

La palme de l'imposture du week-end. Le vieux monde est dirigé par des philanthropes, si, si.

- Festival Solidays: Bill Gates, François Hollande et un record - AFP

Qui a dit ?

- "*Elle (Thatcher) a eu un mérite: avec sa force, sa volonté, son caractère, elle a remis l'Angleterre debout*". Comme l'a fait pour l'Allemagne Gerhardt Schroeder " *avec d'autres méthodes*".

Il faut la comprendre la pauvre Dame de fer (blindée contre la haine légitime qu'elle inspirait) "*La Grande-Bretagne était dans une situation peut-être plus grave que celle que nous connaissons. C'est un pays où on ne travaillait plus, où les organisations syndicales avaient pris le pouvoir*".

Réponse : François Fillon, (UMP) lors du Grand Jury (RTL, LCI, Le Figaro). Il a conclu en affirmant que "*de Gaulle était libéral*" car en1958 : "*il fait un programme extrêmement libéral. Il diminue les dépenses publiques de manière beaucoup plus violente que ce que nous proposons aujourd'hui, il supprime le mécanisme de l'indexation, il ouvre le marché français, il baisse les droits de douane, il accepte le Traité de Rome et le marché commun*". AFP 29.06

Ah le gaullisme social, allez osons le dire, de gauche bordel !

Fausse bannière et vrais agents de l'Otan

Etrange, à première vue aucune agence de presse et aucun média n'a couvert cet "*événement*" excepté france24, à croire qu'il devait demeurer confidentiel malgré la qualité des invités et le nombre de participants.

Confirmation que l'événement a bien eu lieu.

www.france24.com

Les Moudjahidine du peuple d'Iran tiennent leur rassemblement annuel ce samedi. Ces opposants au régime en place attendent de nombreux invités comme l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani. france24.com 26.06

www.iranmanif.org

Immense meeting des Iraniens du monde entier Immense meeting des Iraniens du monde entier en présence de centaines de personnalités politiques des USA, de France, d'Europe, du Canada, d'Australie et des pays arabes et du Moyen-Orient

Villepinte (près de Paris) le 27 juin 2014

Près d'une centaine de personnalités internationales de premier plan y participeront ainsi que 500 parlementaires venant des USA, de France, d'Europe, du Canada, d'Australie, du Moyen-Orient et des pays arabes, représentant un vaste éventail politique. iranmanif.org 27.06

www.voltairenet.org

Meeting international en faveur de l'EIIL en France

Les Moujahidines du peuple (opposition armée iranienne) ont tenu un très grand meeting à Villepinte, en région parisienne, le 27 juin 2014. Plus de 80 000 personnes participaient à cet événement.

Si le meeting visait d'abord à soutenir le camp militaire des Moujahidines en Irak et leur combat contre l'Iran, la présidente Maryam Rajavi a profité de son discours pour violemment condamner le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et se réjouir de la progression de l'Émirat islamique en Irak et au Levant (ÉIIL).

La politique française est aujourd'hui profondément schizophrénique : d'un côté la France (comme les États-Unis) dénonce officiellement la déstabilisation d'un État par une organisation terroriste, tandis que d'un autre côté, l'Élysée participe aux côtés des États-Unis à la guerre secrète au Proche-Orient et envoie des officiers de la Légion étrangère encadrer l'ÉIIL en Syrie et en Irak.

Plus de 600 personnalités politiques des pays membres de l'Otan participaient à ce meeting. Parmi celles-ci l'ancien chef d'état-major interarmes des États-Unis, le général Hugh Shelton ; l'ancien commandant de l'opération Iraqi Freedom, le général William Casey ; l'ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich ; le sénateur Joseph Lieberman (son ami le sénateur John McCain n'avait pu faire le déplacement, mais s'est exprimé par vidéo) ; l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani ; l'ancien Premier ministre socialiste espagnol, José Louis Rodriguez Zappaterro ; l'ancienne ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie, l'ancien ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner ou la vice-présidente du Parti radical valoisien Rama Yade.

Des membres des Moujahidines du peuple se battent en Syrie et en Irak aux côtés de l'ÉIIL depuis trois mois. Maryam Rajavi a rencontré le président de la Coalition nationale syrienne à Paris, le 23 mai 2014. voltairenet.org 30.06

http://www.diplomatie.gouv.fr

Iran - Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran (Q&R- Extrait du point de presse du 26 juin 2014)

Q : Quelle est votre attitude à l'égard de l'opposition iranienne représentée par les Moudjahidines du Peuple et Mme Radjavi, qui sont présents en France ?

R : La France n'entretient aucun contact avec l'"*Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran*" qui est connue pour son recours à la violence. Elle n'a pas d'existence légale en France en tant qu'organisation.

Son inspiration violente et non démocratique a conduit plusieurs organisations des droits de l'Homme, tels qu'Amnesty International, à rappeler ses pratiques à caractère sectaire et son refus de renoncer formellement à la violence.

Nous émettons les plus grandes réserves face à l'intense campagne d'influence et de désinformation qu'elle conduit. diplomatie.gouv.fr

Quelles "*réserves* qui prennent l'allure d'un immense meeting à Villepinte, près de Paris ! Quelle hypocrisie !

ACTUALITE EN TITRES

La crise par le vide.

- Accord à UniCredit pour la suppression de 2.400 emplois - Reuters

Néolibération

- Libération: Joffrin va passer son grand oral et nommer Johan Hufnagel n°2 - AFP

Johan Hufnagel, jusqu'ici rédacteur en chef de la version française du site d'information Slate.fr est également un des cofondateurs de ce portail néolibéral et sioniste. Vous aurez compris quelle sera la nouvelle orientation politique de ce torchon, de gauche s'il vous plaît.

Les communistes pour l'abolir, l'Eglise catholique pour en assurer la pérennité, de quoi, mais de la pauvreté voyons !

- Pape François : "*Les communistes ont volé le drapeau de la pauvreté*" - LePoint.fr

Peut-être parce que l'Eglise n'en était pas digne, ce n'est pas moi qui l'ait dit mais Marx.

Normal, c'était la leur !

- "*Aucun monarque n'aurait pu empêcher la guerre*" - L'Express.fr

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2014

CAUSERIE

No comment !

A 20h45 en Inde. Le titre de l'info sur Facebook a été corrigé.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les profs sont appelé à se transformer en agents de la propagande totalitaire néolibérale.

- "*ABCD*" de l'égalité: la presse dénonce une "*reculade*" du gouvernement - AFP

- Henri Guaino se réjouit de l'abandon des ABCD de l'égalité - LeMonde.fr

- ABCD de l'égalité : les profs formés à l'égalité filles-garçons dès la rentrée - LePoint.fr

Ne pas généraliser l'expérimentation des ABCD de l'égalité sans donner l'impression de reculer : c'est l'exercice périlleux auquel vient de s'atteler le gouvernement.C'est un « *plan d'action* » en quatre volets que le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, a dévoilé, lundi 30 juin, sur France Inter.

Un volet formation, d'abord. « *Les ABCD, c'était 600 enseignants volontaires* », a rappelé le ministre, en référence aux 600 classes des 275 écoles qui expérimentent le dispositif depuis la Toussaint. « *Tous les enseignants, de la maternelle au lycée, vont être formés avec une priorité aux 330 000 du premier degré.* »

Deuxième axe : l'inclusion de l'égalité dans les programmes en cours de refonte, attendus à partir de 2016 pour l'élémentaire, ce qui laisse un an à la polémique pour retomber. Pour apaiser et impliquer les familles, il est prévu d'inscrire la question dans les projets d'établissement. Une « *mallette pédagogique* », accessible sur Internet, sera proposée aux enseignants dès le 2 septembre.

Les ABCD de l'égalité se déclinaient en dix séquences pédagogiques adaptables de la grande section de maternelle au CM2.

« *Si l'intention est là, la concrétisation risque d'être plus compliquée, la formation continue restant le talon d'Achille de l'école primaire* », observe Sébastien Sihr, du SNUipp-FSU, principal syndicat d'enseignants du primaire.

Après les précisions du gouvernement, les réactions du côté des féministes sont un peu moins virulentes, mais la « *très grande déception* » persiste. « *Il y a de la bonne volonté, mais c'est insuffisant, affirme Olga Trostiansky, présidente du Laboratoire de l'égalité. Sensibiliser les futurs enseignants en formation est important, mais qu'en sera-t-il de ceux qui sont actuellement devant les élèves ?* »

« *Ce que nous retenons, c'est le caractère facultatif des mesures annoncées, conteste Claire Serre-Combe, d'Osez le féminisme ! La seule chose obligatoire, c'est la formation initiale des enseignants. C'est une goutte d'eau. Les temps dédiés dans les classes seront également optionnels. C'est du saupoudrage.* » lemonde.fr 30.06

- Abandon des «*ABCD de l'égalité*» : le PCF dénonce une «*reculade piteuse*» - Liberation.fr

«*Face à une coalition la plus réactionnaire possible, le gouvernement a capitulé en rase campagne. C'est un coup terrible porté à l'égalité, à la lutte contre toutes les discriminations que vient d'assener le gouvernement, qui va conforter et légitimer les discours obscurantistes qui prolifèrent*», écrit le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, dans un communiqué.

«*Cette reculade est piteuse et indigne de la gauche. Quand un gouvernement, élu sur une promesse de changement, renonce à ce point à des réformes progressistes; quand il brutalise les cheminots et les intermittents et cajole les franges les plus réactionnaires de la société; au final, il livre un abécédaire de la trahison et de l'indignité*», s'indigne le PCF. Liberation.fr 30.06

Vous aurez noté que pour le PCF le gouvernement est toujours de gauche, s'il demeure fréquentable, c'est que le FN l'est aussi, pourquoi pas ? Après tout, peut-être bien qu'il n'est pas vraiment d'extrême droite ou alors c'est que l'extrême droite n'est pas si mal que cela... Il faut bien que le PCF serve à quelque chose que voulez-vous ! Il n'a pas changé.

On a le gouvernement le plus réactionnaire depuis la fondation de la Ve République en 1958 et il serait en mesure de proposer des "*réformes progressistes*", il serait plein de bonnes intention envers les enseignants, nos enfants et leurs parents, les femmes, les handicapés, les homosexuels, etc. bref toutes les couches de la population, toutes les minorités ou communautés, y compris les patrons, surtout les nantis, uniquement les privilégiés en réalité.

L'adaptation progressive et de plus en plus profonde au capitalisme de la part de ce qu'ils appellent la gauche qui inclut le PCF et le FdG, n'aurait pas pu se produire sans l'effacement des repères, des frontières, de tout ce qui délimitait ou permettait de distinguer les différentes classes, aussi bien leur nature que leur champ d'action, au point d'en arriver à une confusion totale voulue et entretenue qui devait les conduire à adopter la politique de la réaction et pour le justifier auprèss de leurs militants il neleur restait plus qu'à l'estampiller de gauche pour la revendiquer ouvertement.

Là ils vont encore plus loin. Quand le PS ou le gouvernement n'ont pas les moyens d'imposer des mesures réactionnaires qui s'inscrivent dans le cadre de la guerre idéologie que mène l'oligarchie financière conformément à sa stratégie politique d'imposer une dictature mondiale une fois la lutte de classe neutralisée, ils reprennent le flambeau pour les imposer à la majorité de la population qui y est hostile. En quelque sorte la gauche et l'extrême gauche se transforment en agents de l'extrême droite du régime qu'incarne le courant néolibéral au sein de la classe dominante. Voilà où ils en sont arrivés.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dans cette lutte à mort que se livrent les classes entre elles, soit on se place délibérément ou on combat exclusivement dans le camp de la classe des exploités en ne prenant en compte que leurs intérêts de classe et on refusera de mettre un pied, un doigt, un ongle de l'autre côté de la barricade, soit on adopte une attitude bienveillante ou conciliatrice envers les capitalistes et on finira un jour ou l'autre par passer dans leur camp, un peu, beaucoup, tout entier en fonction des circonstances ou de leurs besoins. Reprendre à son compte des mesures réactionnaires que le gouvernement peine à imposer à la population, revient à se situer au côté de la réaction et non au côté des travailleurs.

Ils ne peuvent agir de la sorte qu'en déguisant ou travestissant le contenu et la portée de ces mesures que la population rejette, en les affublant d'un contenu qui n'existe pas, en les dotant d'objectifs qui ne correspondent pas à la réalité, on est donc en présence d'une véritable escroquerie intellectuelle et politique.

Le plus grave et le plus cynique, c'est qu'ils s'attaquent à nos enfant au cerveau particulièrement maléable pour mieux les formater à l'idéologie dominante et en faire de bons esclaves plus tard.

Un petit garçon ou une petite fille en maternelle ne vont pas développer des idées ou des comportements discriminatoire entre les sexes, leur peu d'expérience de la vie et de la société ne va pas se traduire par l'adoption de critères inégalitaires, ils vont observer et constater qu'ils sont différents, ce qui permet de les distinguer sans pour autant en déduire que l'un serait supérieur ou inférieur à l'autre, il faut avoir l'esprit particulièrement tordu ou déséquilibré pour aboutir à une autre conclusion.

Pire encore, en leur inculquant de force qu'ils seraient semblables alors que la nature les a fait différents, c'est leur interdire d'intégrer ces différences au point de ne plus être capables de les discerner et donc à l'arrivée d'en tenir compte et de les accepter telles qu'elles existent qu'on le veuille ou non, l'objectif du législateur étant de leur faire abandonner tout repère, critère ou facteur qui serait lié à chaque sexe, de telle sorte qu'ils ne seraient pas issus d'un processus biologique mais un pur produit de la société devenue néolibérale.

Maintenant le législateur ne peut parvenir à ses fins en niant les différences qui existent entre les sexes, la ficelle serait trop grosse à avaler, il va donc procéder autrement. Il faut avoir à l'esprit qu'il se moque éperdument que les hommes dominent les femmes dans sa société, que les femmes soient maltraitées et fassent l'objet de discriminations, le but de cette mesure n'est pas de réduire les injustices dont font l'objet les femmes, mais au contraire de les généraliser aux deux sexes, comment, en les soumettant à égalité à son idéologie ultra libérale.

Les rapports entre les hommes et les femmes se sont forgés au cours des siècles antérieurs et ont été maintenus tels quels fondamentalement après l'avènement du capitalisme jusqu'à nos jours. Ils sont le produit de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a connu différents stades et modes de production. Le mode de production capitaliste étant entré dans une phase de putréfaction avancé pour avoir survécu au delà de la date d'échéance à laquelle il aurait dû disparaître, il est menacé d'effondrement ou de mort. Il faut donc que ses dirigeants et représentants redoublent d'imagination pour éviter ou retarder que cette échéance ne se réalise, il leur faut conserver le pouvoir sans toutefois pouvoir se passer de leur système économique à l'agonie puisque aucune nouvelle classe n'a jailli au cours des deux derniers siècles du fait que nous sommes arrivés à la fin d'un cycle historique, et à défaut de céder le pouvoir à la seule classe (indépendante) que le capitalisme a engendré, la classe ouvrière.

L'idéologie qui a accompagné le développement du capitalisme a été influencée par la lutte des classes. Tous les rapports dans la société portent son empreinte, ils ont évolué en fonction de la fluctuation des rapports entre les classes, du flux et du reflux de la lutte des classes sous l'influence du cycle des crises du capitalisme. Désormais sous l'emprise d'une crise sans précédent il ne peut plus se payer le luxe de céder le moindre terrain à la classe ouvrière, aussi a-t-il entrepris de lui reprendre tous les acquis sociaux qu'il a dû lui concéder et les maigres espaces de liberté qu'elle avait conquis. A l'heure où le mouvement ouvrier est également en pleine décomposition et sans direction, il compte pour le vaincre définitivement se servir de la guerre psychologique et idéologique pour s'attaquer à tous ces rapports, les refonder sur la base de critères étrangers à la lutte des classes, de telle sorte qu'à terme chaque membre de la société soit atomisé, sans repère ni défense, n'appartenant à aucune classe déterminée, se retrouvant donc privé des bases sociales sur lesquelles jusqu'à présent ils pouvaient se rassembler et lutter ensemble contre l'ordre établi, spolié de tout droit social une fois individualisé, spolié de tout droit politique car ayant perdu le statut de citoyen vidé de son contenu au profit d'une institution supranationale ou d'un gouvernement mondial, le pouvoir politique devenu impalpable, immatériel, inaccessible il ne sera plus en mesure de le combattre ou de s'y opposer, de le renverser, ses conditions de travail, son mode vie et son mode de pensée lui seront imposés dès sa naissance jusqu'à sa mort dans un monde où toute valeur ou principe humaniste auront disparu, où l'idéal d'un monde meilleur et plus juste se sera évanoui à jamais...

Voilà à la fois les fondements et les objectifs de la stratégie politique qui caractérisent la politique que le PS et le gouvernement ont adoptée, et au delà la ribambelle de laquais de gauche et d'extrême gauche qu'ils traînent à leurs basques, tous ces intellectuels à l'esprit borné et étroit qui comptent sauver leur peau sur le cadavre de la lutte des classes.

Je peux me tromper, mais à ma connaissance jamais aucun gouvernement n'avait entrepris de formater les esprits de la totalité de la population dès la plus tendre enfance pour la soumettre à l'idéologie de la classe dominante. Les manuels scolaire d'histoire ont toujours été le terrain privilégié où pouvaient s'épandre l'oeuvre des falsificateurs au service de la classe dominante, mais là ils enclenchent le cran supérieur en s'attaquant au cerveau maléable de nos enfant dès la maternelle à l'aide d'un carcan destiné à étouffer chez eux durant toute leur vie toute véléité de penser autrement, ce qui n'est pas sans rappeler l'obscurantisme et ses méthodes sous l'Ancien Régime qui coïncide parfaitement avec leurs objectifs politiques.

Comme toujours, certains estimeront qu'on exagère quand on évoque la lutte à mort que mène la classe des capitalistes, qu'ils daignent se demander pourquoi la classe dominante a décidé de l'engager à l'encontre de tout petits enfants, pourquoi a-t-elle besoin de mener son combat politique en direction d'enfants encore en bas âge comme s'ils étaient ses ennemis ou constituaient une terrible menace pour elle, le tout sachant qu'elle est forcément animée de mauvaises intentions envers ces enfants. Pourquoi dès l'enfance ils s'acharnent-ils à formater leur cerveau si ce n'était pas pour leur interdire plus tard de s'en servir pour la combattre, pour faire en sorte que cela leur soit devenu totalement impossible. L'annonce de la fin de l'écriture scriptural au profit de l'écriture numérique s'inscrit également dans cette perspective, leur faire perdre toute personnalité, en faire des zombies, des sujets soumis au marché, des esclaves.

Une question légitime.

A l'heure où les milices fascistes seraient de vaillants "*combattants de la liberté*", les pires barbares mercenaires sanguinaires des "*révolutionnaires*" ou de simples "*rebelles*", l'"*opposition pro-démocratie* " ou l'*opposition légitime*" qui méritent votre estime ou votre soutien, en France les "*forces progressistes*" sont-elles aussi progressistes qu'on le prétend, la "*gauche*" est-elle vraiment de gauche ou avons-nous à faire aux pires manipulateurs qui soit , à des obscurantistes, des imposteurs, des traîtres ?

Cobaye pour une manipulation psychologique de masse

- Facebook : le réseau social a secrètement "*manipulé*" 700 000 utilisateurs pour une expérience psychologique - atlantico.fr

Le but était d'étudier les réactions des internautes face aux statuts Facebook de leurs contacts. La publication des résultats de l'expérience a provoqué une vague d'indignation aux Etats-Unis.

oir vos amis afficher "*leur bonheur*" sur Facebook vous donne-t-il envie de rire avec eux ou de pleurer sur votre sort ? C'est pour le découvrir que le service d'analyses des données du réseau social a mené sa dernière expérimentation. En janvier 2012, pendant une semaine, il a donc manipulé le flux d'actualité de près de 700 000 de ses utilisateurs. Certains étaient exposés à des messages plutôt positifs, d'autres à des statuts à connotations négatives et un dernier groupe, à des messages neutres.

Le service a ensuite étudié le ton des "*posts*" des internautes observés. Les résultats de l'expérience ont été publiés le 17 juin dans la revue scientifique américaine Comptes rendus de l'Académie nationale des sciences (PNAS), provocant l'indignation de nombreux Américains.

Les résultats sont clairs : les émotions sont contagieuses. Lire des statuts "*heureux*" nous met de bonne humeur tandis que voir nos contacts déprimer nous rend triste ou maussade. Enfin, recevoir un flux d'actualité neutre nous conduit à moins écrire sur Facebook. Si les conclusions de cette étude sont prévisibles, son caractère confidentiel scandalise de nombreux internautes. Ces derniers crient à la manipulation mentale. Le réseau social s'abrite, quant à lui, derrière une clause de sa "*Politique d'utilisation des données*": "*nous pouvons utiliser les informations que nous recevons à votre sujet pour des opérations internes, dont le dépannage, l'analyse des données, les tests, la recherche et l'amélioration des services*", se défend Facebook.

"*Dans l'idéal, Facebook aurait plutôt cherché des volontaires et mis en place une case à cocher indiquant que vous êtes d'accord pour être le sujet d'études psychologiques occasionnelles*", a analysé le magazine Forbes. Interrogé par les médias américains, le réseau social semble dépassé par la polémique. "*Cette recherche a été menée pendant seulement une semaine et aucune donnée utilisée n'était liée au compte d'une personne en particulier (...) Il n'y a pas eu de collecte excessive de données personnelles et ces dernières sont conservées de manière sécurisée*", indique Facebook qui se concentre sur la protection de la vie privée quand le débat, lui, porte sur l'éthique de ses recherches. atlantico.fr 30.06

Qui peut les croire après cet aveu : "*Il n'y a pas eu de collecte excessive de données personnelles et ces dernières sont conservées de manière sécurisée*", personne. Fuyez les "*réseaux sociaux*" et passez le mot.

L'ordre de Vichy règne toujours.

- Bonnemaison: acquitté mais radié le 1er juillet par l'Ordre des médecins - AFP

La radiation du Dr Nicolas Bonnemaison, prononcée par le Conseil de l'Ordre national des médecins le 15 avril 2014, deux mois avant son acquittement, le 25 juin, par les jurés populaires des Assises des Pyrénées-Atlantiques, est effective depuis minuit mardi.

"*Malgré la recevabilité vendredi par le Conseil d'Etat d'une requête aux fins de sursis à exécution de la radiation et d'un recours au fond en cassation, elle est effective depuis*" minuit, a déploré Me Arnaud Dupin, l'un des avocats de l'urgentiste de l'hôpital public de Bayonne. "*Ces recours ne sont pas suspensifs*", a-t-il rappelé.

"*La mesure de radiation reste exécutoire et donc effective dès mardi*", a-t-on confirmé auprès de l'Ordre national des médecins. AFP 30.06

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent...

- Carrefour rachète à Rewe 53 supermarchés Billa en Italie - Reuters

- Bonomi lance une contre-offre sur Club Med à 21 euros par action - Reuters

- L'Italien Andrea Bonomi se lance dans la bataille du Club Med - Reuters

- Saab rachète le chantier suédois de sous-marins de ThyssenKrupp - Reuters

Si vous n'avez pas de quoi payer vos funérailles, achetez-vous une GM!

- General Motors : 8,4 millions de véhicules supplémentaires rappelés - LePoint.fr

- Rappels de véhicule : General Motors promet 1 million de dollars pour chaque mort - LeMonde.fr

Pour les miennes ce sera un fagot de bois !

Chaque semaine plusieurs Palestiniens dont des enfants sont assassinés par l'occupant sioniste avec le soutien de Hollande, Obama, etc.

- Hollande "*condamne fermement*" le "*lâche assassinat*" des trois Israéliens - AFP

Des dizaines de militants du mouvement islamiste palestinien ont été arrêtés pendant l'enquête et huit Palestiniens ont été tués au cours d'affrontements avec les soldats israéliens qui fouillaient leurs villages en Cisjordanie. AFP 30.06

Qui d'autre que le PS l'encourage à adopter ce comportement ?

- Cambadélis : le Medef "*se comporte comme un enfant gâté*" - LePoint.fr

Les mêmes affichent une attitude de vassaux envers l'impérialisme américain ?

- BNP Paribas: Montebourg répète l'exigence de sanctions "*proportionnées*" - AFP

Lui sera-t-il accordé de garder ses talonnettes en prison ?

- Ecoutes de Sarkozy: Son avocat Thierry Herzog et deux magistrats placés en garde à vue - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- 2 000 morts en Irak en juin, un record depuis 2007 - Libération.fr

- Nigéria: Plus de 50 morts dans la dernière attaque de Boko Haram - 20minutes.f

- Un nouveau groupe terroriste défie l'Égypte - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

ECONOMIE

France.

- Dette publique de la France à 1.985,9 milliards au 1er trimestre - Reuters

La dette publique de la France a augmenté de 45,5 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre 1.985,9 milliards fin mars, soit 93,6% du PIB, selon les statistiques publiées lundi par l'Insee.

Le ratio de dette sur PIB a ainsi augmenté de 1,8 point par rapport à fin 2013.

La dette de l'Etat a augmenté de 43,3 milliards d'euros sur le trimestre pour s'élever à 1.577,3 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (216,3 milliards fin mars), des administrations publiques locales (180,2 milliards) et des organismes divers d'administration centrale (12,2 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élevait à 1.790,2 milliards d'euros fin mars, soit 84,4% du PIB, contre 83,9% fin 2013, en progression de 17,2 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee. Reuters 30.06

La crise ou le tonneau des Danaïdes : la dette des Etats est une rente à vie pour les prédateurs et nantis de l'oligarchie financière. Ajoutons un moyen de pression politique sur les Etats...

Haut de page

Le 2 juillet 2014

CAUSERIE

Quelques nouveaux articles seront mis en ligne plus tard dans la journée.

En juin notre portail a reçu 10.000 visites et vous avez téléchargé un peu plus de 15.000 documents.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas rompre avec le gouvernement (et le patronat), ils laissent le champ libre au patronat qui s'en saisit et menace de prendre cette initiative pour obtenir davantage de concessions de la part du gouvernement, ce qui s'avère d'emblée payant puisque Valls vient d'annoncer qu'il leur accordait gain de cause sur plusieurs mesures qu'ils exigeaient.

En réalité, les dirigeants syndicaux n'ont jamais réellement rompu avec les gouvernements qui se sont succédés au cours des 70 dernières années, parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital auquel ils sont inféodés. En pratique ils s'y sont opposés comme on déposerait du mercure au chrome sur une plaie pour stopper la gangrène qui ronge un lépreux.

Au lieu de s'adresser aux dirigeants syndicaux pour qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement, ce qui ne peut qu'alimenter les illusions des travailleurs (et des militants) sur leur véritable nature, des lieutenants du capital, on ferait mieux de mener le combat dans les syndicats pour qu'ils refusent de siéger au côté du patronat et du gouvernement lors de conférences dont l'objectif affiché est de rogner nos droits sociaux, ce qui n'a ni la même signification ni la même portée que que rompre avec eux, car cela permet à la fois d'évacuer l'inconvénient soulevé plus haut et de présenter l'avantage de mener leur combat exclusivement sur le terrain de l'indépendance de classe indispensable pour favoriser ou renforcer la confiance des travailleurs en eux-mêmes qui généralement leur fait défaut ansi que la conviction que leurs revendications sont parfaitement légitimes une fois qu'ils sont débarrassés de cette chaîne de la collaboration de classe déclarée ou larvée qui fait tout autant de dégâts sur leur état d'esprit qu'ils traînent aux pieds et qui les empêchent finalement d'aller de l'avant, d'élever leur niveau de conscience et de renforcer leur détermination à combattre pour changer la société, perspective qui leur est totalement étrangère ou hors de portée aujourd'hui.

Ce sont tous les rapports qui ont été établis avec les syndicats, les partis politiques et les institutions, le patronat qui doivent être impérativement corrigés ou modifiés radicalement pour que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire et socialiste. Ceux qui ont été adoptés jusqu'à présent nous ont conduit dans une impasse, à la faillite, à la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons, il faut donc les abandonner sur le champ.

ACTUALITE EN TITRES

Vive la guerre !

- Wall Street atteint de nouveaux sommets - LePoint.fr

Entraînée par l'optimisme des investisseurs sur la croissance mondial, la Bourse de New York a porté mardi le Dow Jones et le S&P 500 à de nouveaux records. LePoint.fr 01.07

- Rebond du marché français des fusions-acquisitions - Reuters

Le capitalisme est irrémédiablement un défaut.

- Chrysler rappelle 700.000 voitures de plus pour défaut d'allumage - Reuters

Quand l'attention de l'AFP se porte sur la "***peine***" des négriers.

- Nouvelle grève en Afrique du Sud, dont l'économie est à la peine - AFP

Leur fronde était un vulgaire élastique qui a pété à la figure de ceux qui l'ont confondu avec une catapulte.

- Projet de loi de finance rectificative : les députés l'ont adopté, les socialistes "*frondeurs*" l'ayant finalement voté - Atlantico.fr

Si UMP, UDI et Front de gauche ont voté contre, la quasi-totalité des socialistes ont au final approuvé le texte avec les radicaux de gauche. Seul un député PS s'est abstenu, Christophe Léonard. Et un seul élu UMP n'a pas voté contre, Frédéric Lefebvre, qui s'est abstenu. lexpress.fr 01.07

On attend la déclaration du charlatan Mélenchon...

En famille. Un panier de crabes ou à salade.

- Nicolas Sarkozy mis en examen pour «*corruption active*» - Liberation.fr

- Trafic d'influence présumé : l'avocat de Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog, est mis en examen - Francetv info

- Clichy : le maire PS va porter plainte contre Patrick Balkany - LeParisien.fr

- Michèle Sabban (PS) démissionne après avoir menti sur son logement social - Liberation.fr

- Mise sous tutelle de la fédération PS du Gard - Le Nouvel Observateur

Quand une institution illégitime s'empare de la justice et impose sa dictature à des Etats vassaux.

- Burqa, euthanasie, GPA: la justice européenne se mêle-t-elle de tout? - L'Express.fr

Comment l'argent public est détourné au profit des entreprises privées.

- Electronique: Bruxelles lance un partenariat public-privé de 5 mds EUR - AFP

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement d'un partenariat public-privé doté de cinq milliards d'euros de financement pour stimuler la conception et la fabrication européenne en matière d'électronique.

L'UE investira elle-même environ 1,18 milliard d'euros dans cette initiative baptisée ECSEL, qui regroupe déjà des projets pilotes et devrait en développer d'autres. Ces projets rassemblent des fabricants, entreprises technologiques, concepteurs de puces, chercheurs et universités.

Pour compléter ce financement, 26 pays ont promis de consacrer une somme totale de 1,17 milliard d'euros à ECSEL et des partenaires privés y contribueront à hauteur de plus de 2,34 milliards d'euros. AFP 01.07

Tout le monde ne peut pas être servi, on a des priorités...

- Faute d'argent, l'ONU réduit les rations alimentaires des réfugiés en Afrique - Liberation.fr

- Les jihadistes de l'Etat islamique paradent avec des missiles dans le nord de la Syrie - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox et conditionnement. Quand les mafieux passent à table, c'est juste pour vous donner un os à ronger.

L'essentiel n'est pas dans le fait que les banques fournissent certaines indications sur leurs activités dans des paradis fiscaux, tandis que d'autres demeurent secrètes ou opaques, ce que confirme l'article ci-dessous, mais plutôt qu'elles ont le temps de contourner la nouvelle réglementation ou de s'y adapter pour continuer ces activités.

Il en va ainsi de leur soi-disant transparence comme de leur dénonciation stérile des paradis fiscaux en général qui continuent d'exister. Or s'ils continuent d'exister, c'est que les dirigeants du capitalisme mondial ou de l'oligarchie financière en ont décidé ainsi, et s'ils ont décrété leurs activités légales, c'est qu'ils les estiment utiles et légitimes pour leurs affaires parce qu'ils en sont les principaux bénéficiaires. Tout le reste est du baratin ou de la poudre aux yeux pour donner une image plus présentable du capitalisme largement dominé par des pratiques mafieuses.

Ils peuvent vous révéler une partie de leurs opérations mafieuses, puisque vous n'en connaîtrez jamais les détails, en réalité cette information ne vous servira à rien, elle confirme juste ce que nous savions déjà.

Sur le plan psychologique et politique cette annonce ne manque pas d'intérêt pour eux.

Cependant en procédant de la sorte ils confirment qu'ils sont les maîtres du monde et que vous devez faire avec à défaut de pouvoir faire autrement. Vous devez vous faire à cette idée, ce qui renforcera votre impression d'impuissance face à leur dictature, vous laminera davantage au passage ou vous démoralisera un peu plus, au lieu de renforcer votre capacité ou votre volonté à leur résister et les combattre. En quelque sorte, ils étalent leur toute puissance, argument que vous opposerons ceux qui se sentaient déjà écrasés par leurs démonstrations de force et qui s'en serviront pour justifier leur refus de ce joindre à votre combat face à un ennemi qu'ils qualifieront d'invincible.

Un des piliers du socialisme consiste dans le refus des travailleurs de se soumettre aux conditons d'existence qui leur sont imposées. Les condraindre à les accepter, à s'y soumettre, est une quête permanente de nos ennemis, ils y travaillent quotidiennement, car s'attaquer à ce pilier du socialisme c'est lui interdire de pouvoir un jour se réaliser, de construire l'édifice d'une société nouvelle sur les décombres de leur société infâme.

- Paradis fiscaux : l'aveu des banques françaises - libération.fr

Lundi, les banques françaises ont dû fignoler leur opération transparence en rendant public un document de référence qui dévoile tout un tas d'informations issues de leurs filiales implantées dans les paradis fiscaux durant l'année 2013.

Parmi les banques concernées, on trouve BNP Paribas, Natixis, la Société Générale ou encore le Crédit Agricole.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de grande surprise : les destinations d'optimisation fiscale préférées des banques françaises restent la Suisse et le Luxembourg...

Dans ces pays où la fiscalité est privilégiée – voire nulle, l'activité des établissements bancaires est loin d'être négligeable. Elle est aussi très disparate : du financement de particuliers, à la gestion de grande fortune, en passant par le montage de produits financiers plus ou moins complexes, tout y passe.

La publication de ces informations participe incontestablement à renforcer la transparence des banques françaises au sein de la société civile. Mais elle a également de quoi susciter quelques soupçons. On apprend par exemple que BNP Paribas est présent dans sept des vingt Etats pointés du doigt par l'OCDE (Suisse, Luxembourg, Panama, îles Vierges britanniques, Emirats arabes unis, Autriche et Turquie) et que la banque y a réalisé au total un chiffre d'affaires de 2,77 milliards d'euros pour l'année 2013. Les effectifs salariés issus des paradis fiscaux sont également très importants puisque la banque compte 16.044 employés dans ces territoires non coopératifs contre 56.585 en France – soit un peu plus d'un quart.

Présente dans six paradis fiscaux,Natixis reconnaît que son produit net bancaire le plus important se trouve au Luxembourg mais n'atteint «que» la somme de 162 millions d'euros. Aux îles Caïmans, autre refuge offshore, les quatre banques citées disposent de filiales très bien implantées mais n'y ont pas généré de revenus en 2013. En revanche, aux Bermudes, la Société Générale indique avoir réalisé 17 millions d'euros de chiffres d'affaires au titre de l'année écoulée… alors qu'elle n'y emploie aucun salarié.

Bon nombre d'associations sont rassurées par la publication de ces documents. libération.fr 01.07

Les crétins de service qui n'ont rien compris à la manoeuvre ! Ils leurs servent de caution, morale, ce sera difficile, voire impossible s'agissant de banksters !

En famille. Valls avec le patronat.

- Valls refuse d'être le "*le chef d'un gouvernement qui n'avance pas*" - AFP -

- Conférence sociale: réunion Medef, CGPME, artisans mardi soir sur un possible boycott - AFP

- Comment Gattaz a fait passer les impôts de sa société de 25 à 3% - Le Nouvel Observateur

- Compte pénibilité, code du travail, charges... Comment Valls lâche du lest face aux patrons - Francetv info

Le report partiel du compte pénibilité : Le report partiel du dispositif, dont l'entrée en vigueur était prévue en 2015, ne sera finalement généralisé qu'en 2016.

De nouvelles baisses de charges : Après une première baisse de 6,5 milliards d'euros en 2015, il annonce une diminution des prélèvements sur les entreprises "*de 8 milliards en 2016 et d'environ 5,5 milliards en 2017*".

Vers une simplification du code du travail : Le Premier ministre veut "*rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace*". Pour cela, il compte demander aux syndicats et au patronat "*d'engager des discussions sur les simplifications possibles du Code du travail*". Francetv info 01.07

En complément.

Le droit du travail responsable du chômage, pas le capitalisme.

- Le code du travail nourrit-il le chômage ? - LeMonde.fr

Un nouveau sale coup contre le droit à la santé.

Les recettes de l'Assurance maladie pour économiser 2,9 milliards d'euros - Liberation.fr

A peine croyable : Les détracteurs de la théorie du complot en étaient les auteurs!

- La NSA autorisée à surveiller 193 pays par une cour secrète - lexpress.fr 01.07

Presque aucun pays n'a échappé à l'espionnage de la NSA, révèle le Washington Post ce mardi. L'Agence nationale de sécurité américaine a obtenu en 2010 l'autorisation juridique de cibler 193 Etats, à l'exception de quatre pays anglophones dont la Grande-Bretagne, précise le quotidien. En 2012, l'Onu reconnaissait l'existence de 197 pays dans le monde.

Le quotidien américain a obtenu auprès de l'ex-prestataire de la NSA Edward Snowden des documents de justice datant de 2010, qui autorisaient la NSA à intercepter les communications dans une liste de pays jugés d'un intérêt valide pour le renseignement américain.

Les pays qui ont échappé à l'espionnage

Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) font aussi partie des cibles légitimes. Seuls quelques pays plus amis que les autres des Etats-Unis ont échappé à la surveillance: la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les quatre autres pays du groupe des "*Five Eyes*" ("*Cinq yeux*") avec qui les Etats-Unis ont des relations de coopération très proches en matière de renseignement. (Les "*Cinq yeux*" de l'Empire anglo-saxon. - ndlr)

L'autorisation juridique, accordée par la cour secrète Foreign Intelligence Surveillance Court (Fisc) et valable un an, ne signifie pas que la NSA ciblait en permanence les pays et organismes ciblés, mais seulement qu'elle en avait le pouvoir légal.

Les communications de citoyens américains dans la mire de la NSA?

La NSA a souvent souligné que son rôle était d'intercepter les communications à l'étranger, et qu'elle ne s'intéressait qu'aux cibles qui correspondent à un objectif précis de renseignement. Barack Obama a plusieurs fois déclaré que les Etats-Unis ne s'intéressaient pas aux citoyens ordinaires.

Pourtant les autorisations accordées par le Fisc permettent aussi à la NSA d'intercepter toute communication "*à propos*" de ces cibles. De quoi inquiéter les défenseurs des libertés individuelles aux Etats-Unis, car cela pourrait inclure des courriels de citoyens américains mentionnant une cible étrangère. lexpress.fr 01.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : Moscou met en garde Washington - french.irib.ir

Le ministère russe des Affaires étrangères a mis en garde les Etats-Unis quant à son soutien appuyé aux opposants syriens.

Dans un communiqué émis lundi, le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué que les soutiens américains aux opposants syriens visent exclusivement au renforcement du groupe terroriste de Daesh dans des parties des territoires irakien et syrien. Le communiqué critique le président américain, Barack Obama, pour sa demande au congrès d'allouer 500 millions de dollars à la formation et l'équipement de « *ceux que la Maison Blanche appellent les groupes modérés de l'opposition armée syrienne* », et qualifie de « *trop étrange* », une telle demande. « *Tenant compte aux réalités, ces budgets si importants – s'ils sont approuvés – ne feront effectivement que renforcer le groupe terroriste de Daesh*", souligne le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. french.irib.ir 01.07

2- Irak

2.1- "***Les Etats-Unis, planificateurs des incidents terroristes, en Irak***" (Amir-Abdollahian) - french.irib.ir

"*Les Etats-Unis sont les principaux planificateurs des opérations terroristes, en Irak*", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, chargé du département arabo-africain.

"*Le soutien de Washington aux opposants politiques et groupes terroristes était une erreur stratégique commise par les Etats-Unis, en Syrie, qui se répète, aujourd'hui, en Irak*", a affirmé, ce mardi, Hossein Amir-Abdollahian, devant un parterre de journalistes, à Moscou, soulignant que la situation qui prévaut, en Irak, est le résultat de l'ingérence étrangère planifiée par les Etats-Unis. "*La politique conjointe de l'Iran et de la Russie empêche l'unilatéralisme des Etats-Unis, en Syrie*", a précisé Amir-Abdollahian. "*Téhéran et Moscou soutiennent, fortement, l'Irak, face aux terroristes, et ne permettront pas que les résidus du régime de Saddam et les groupes terroristes menacent la sécurité de la région*", a-t-il indiqué. french.irib.ir 01.07

2.2- Pourquoi Israël veut-il l'implosion de l'Irak ? - french.irib.ir

Les autorités sionistes ont très clairement annoncé leur soutien à toute initiative qui provoquerait à terme une dislocation del'Irak. c'est ainsi que les appels à la scession lancé par Barzani, président du Kurdistan autonome a attiré les approbations du président de l'entité sioniste, de son premier ministre et de son ministre des AE. Peres a m^me osé ceci : " *les kurdes ont déjà crée leur Etat de facto. C'est un Etat démocratique et l'un de ses signes, c'est le respect qu'il manifeste à l'égard des droits des femmes*". Mais cette euphorie n'est pas partagée par les commandants de l'armée sioniste, tel Gilad Amos qui conseille aux politiciens de se taire : " *notre silence au sujet du démembrement de l'Irak et de la séparation du Kurdistan convient mieux . Parler de ce sujet dessert les intérêts des kurdes* " sur un autre plan, les sources médiatiques révèlent de plus en plus la complicité qu'il y a entre le Mossad et Daech.

Selon Al Qabas qui parait au Koweit, "*les premiers éléments de l'enquête sur l'explosion terroristes à l'hôtel Duroy de Beyrouth montre que les terroristes takfiris sont informés par le renseignement d'un pays car leurs informations sont très précises et ils ont des objectifs bien fixes et une conscience élargie des conditions dans lesquelles ils devront commettre leurs crime. Cela ne peut venir que du renseignement israélien*". Mais pourquoi Israël cherche-t-il à provoquer le démembrement de l'Irak?

1- L'implosion de l'Irak à titre d'un Etat arabe et musulman , un Etat qui de surcroit a souvent agi dans le sens des objectifs de l'axe de la Résistance ne peut que constituer un acquis stratégique. 2- L'implosion de l'Etat irakien rendra vulnérable l'Etat syrien car la Syrie perdra un voisin sûr et important et cela au risque de créer un espace d'action et de manoeuvre nouveau pour les terroristes anti Assad.

3- Dans l'optique d'Israël, l'émergence d'un Etat indépendant kurde préparera le terrain à la scession des régions kurdes de la Syrie, de la Turquie et bien sûr de l'Iran.

4- Les liens entre les israéliens et certains responsables kurdes sont larges . un Kurdistan idépendant n'hesitera pas à

proclamer officiellement ses relations avec Israël. Ce sera un Etat à tous point de vue bénéfique à Israël : il procurera d'abord du pétrole à Israël et cet aspect de la chose est dors et déjà effectif. Ensuite parce que les sites d'espionnage et de renseignement les plus actifs d'Israël à l'extérieur de ses frontières se trouvent au Kurdistan irakien. ces deux aspects seront renforcés après l'indépendance du Kurdistan.

5- L'Iran sera affaibli dans la région. ces dix dernières annés , l'Etat irakien s'est comporté souvent comme un allié de l'Iran et on pourrait même dire qu'il est un partenaire stratégique pour la RI.

6- Le demembrement de l'Irak contribuera à propulser en tête des priorités de la politique américaine, le plan du nouveau Moyen-Orient avec en toile de fond la dislocation des grands Etats musulmans.

7- Le démembrement de l'Irak, pays hybride, aidera à instaurer une nette polarisation chiite sunnite dans la région avec les conséquences que cela impose. french.irib.ir 01.07

2.3- Irak : les Kurdes, victimes expiatoires d'Israël - french.irib.ir

« Les sionistes ont fait des Kurdes un bouclier pour assurer et réaliser leurs objectifs en Irak », a déclaré un analyste irakien des questions politiques, tout en mettant en garde les Kurdes contre les intentions israéliennes envers l'Irak. « *Les Kurdes parient sur un choix erroné, car Israël n'a pas d'amis ni d'alliés dans la région et tente de les utiliser comme un bouclier* », a averti Jassem al-Moussavi. « *Les Kurdes comment une erreur monumentale, s'ils se placent du côté d'Israël, et ce surtout à un moment où l'axe de la résistance dans la région est, actuellement, à son paroxysme et ne cesse de se doper de jour en jour.*".

Cet expert des questions politiques a fait allusion au rôle du régime sioniste dans la chute de la ville de Mossoul par l'EIIL et a dit : « *Israël a joué un rôle manifeste dans la chute de Mossoul, tout en essayant de décrire les activités des groupes terroristes armés comme une révolution dans le sens de la protection de l'article 140 et des droits des Kurdes* ». « *La stratégie israélienne consiste à éviter la première ligne de front et de se positionner en seconde ligne de front. Et cette fois-ci, ce sont les groupes terroristes et les Kurdes qui servent de bouclier aux sionistes pour réaliser les objectifs israéliens.* . french.irib.ir 01.07

3- Arabie Saoudite

- Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser l'Arabie Saoudite - french.irib.ir

Lorsque les groupes de « *l'Etat islamique en Irak et au Levant* » (EIIL) ou Daesh font leur apparition dans leur patrie sous cette appellation ou une autre, Saoud al-Fayçal qui les évoquent en Syrie et en Irak comme révolutionnaires ne continuera certainement pas de les évoquer par la même qualification par contre il utilisera les pires qualifications. En qualifiant les terroristes en Syrie et en Irak de révolutionnaires, les Al-e Saoud veulent justifier le soutien qu'ils leur apportent et ce alors que jusqu'à présent aucun soutien des terroristes n'a jamais désigné ces groupe par ce mot (terroristes).

Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser les Al-e Saoud-même qui ont basé leur gouvernance sur le Wahhabisme. Le wahhabisme qui frappe les autres d'excommunication est en effet le berceau principal du terrorisme, à savoir Al-Qaïda et ses émanations comme Daesh, le Front al-Nosra et le Front islamique. Les expériences vécues ont montré que le terrorisme retourne finalement à sa principale patrie. Actuellement la principale patrie des terroristes est le territoire des wahhabites, Takfiris et salafistes des Al-e Saoud qui en pillant les richesses pétrolières règnent sur les habitants de Nadjd et de Hedjaz.

Il est donc naturel que les experts attendent le retour des terroristes chez les Al-e Saoud tandis que cela interviendra dans un proche avenir. Dans de tel cas, le ministre saoudien des affaires étrangères Saoud al-Fayçal ne pourra plus cacher ses stupidités politiques en qualifiant les terroristes de révolutionnaires. Le groupe terroriste Daesh et les autres groupes du même genre qui sont tous une émanation d'Al-Qaïda et du Wahhabisme ne sont pas des groupes révolutionnaires car il n'entreprennent aucune démarche révolutionnaire. En tuant les autres ils proclament leur existence. Saoud al-Fayçal et les autres commandants des Al-e Saoud doivent donc dès maintenant se préparer à une confrontation avec l'écho des crimes qu'ils ont commis via ces groupes terroristes en tant que révolutionnaires, à l'encontre du peuple arabe musulman. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 3 juillet 2014

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref de juin sont en ligne au format pdf, 140 pages. On a bien bossé.

On rajoutera une quinzaine de nouveaux documents demain matin. Je dois aller faire des courses, il faut bien manger !

"***Mourir pour la Patrie***" ou mourir "***pour des industriels***", cela revient au même.

Vidéo. 14-18 : "*On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels*" de Investig'Action

Un film de Michel Collon & Denise Vindevogel. (Belgique, 2014)
http://vimeo.com/99236165

Entre nous, "*mourir pour la Patrie*" ou mourir "*pour des industriels*", cela revient au même puisque ce sont les industriels qui possèdent la "*Patrie*" ou détiennent le pouvoir dans les deux cas.

Il faut croire que c'est le sort réservé à tous les intellectuels (et partis) de sombrer dans le social-patriotisme, le nationalisme ou le souverainisme pour refuser de rompre avec le capitalisme ou d'adhérer au socialisme qui signifie intégrer dans son combat les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917.

Personne n'y échappe, simple constatation basée sur le faits. On va peut-être nous accuser de faire preuve d'intolérance, nous le revendiquons quand il s'agit de débusquer l'opportunisme sous toutes ses formes.

Ensuite chacun est libre de s'accommoder du capitalisme et d'en assumer les conséquences ou de rompre avec lui, nous ne forçons personne à partager nos idées ou à adopter le socialisme contrairement aux dogmatiques ou aux donneurs de leçons.

Vaincre ou périr sur le champ de bataille de la lutte des classes pour conquérir notre émancipation de la servitude humaine, en combattant de la liberté contre l'arbitraire et l'injuste...

- Gauche : ne plus tarder - legrandsoir.info - 1er juillet 2014

Le choc qu'a représenté la double gifle administrée aux dernières élections n'en finit plus de provoquer des réactions inquiètes, voire effarées. Va-t-on vraiment laisser la gauche s'affaiblir sans limites jusqu'à disparaître comme en Italie ? (...)

(Chaque jour des millions de travailleurs et leurs familles font face à une multitude de difficultés et souffrances qui sont autant de coups violents que leur inflige le régime, et voyez-vous cela ces gens se plaignent d'avoir pris une "*double gifle*" qui somme toute ne les empêchent pas de continuer de vivre comme avant des subsides que le régime leur accorde généreusement en échange des services qu'ils lui rendent. Il faut ajouter que ce sont ces millions de travailleurs qui leur ont infligé cette "*double gifle*" bien méritée en ne votant pas pour leurs candidats aux dernières élections, en ne votant pas du tout pour l'immense majorité d'entre eux qui en ont marre qu'on se moque d'eux ou qu'on les méprise.

Comme quoi la gauche est mortelle puisqu'en Italie elle a disparu. Ils auraient pu ajouter tous les pays dont le mouvement ouvrier s'est trouvé un jour sous l'emprise de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme, la gauche dans ces pays coïncide avec le cadavre du stalinisme. - ndlr)

La responsabilité principale de l'affaissement du soutien aux diverses composantes de la gauche et de l'écologie politique, de la montée de l'abstention et du renforcement de l'extrême droite, réside dans la politique Hollande-Valls.

(Cela leur évite de reconnaître leur propre responsabilité pour avoir appelé à voter Hollande et PS, ce dont les électeurs n'ont pas oublié. L'affaiblissement de ce qu'ils appellent la gauche est le produit de sa soumission permanente à l'ordre établi, et en période de crise ils paient le prix de leur capitulation politique devant le capital.

Ce à quoi nous assistons est l'aboutissement de leur politique de subordination des travailleurs au capitalisme qui n'ont aucune confiance dans la politique qu'ils leur proposent, dans la mesure où après les avoir habitués à se soumettre ou à s'accommoder du capitalisme pendant de longues décennies, ils n'ont plus aucune crédibilité auprès des travailleurs pour le combattre, ils leur dénient toute légitimité à les représenter et donc se détournent de ces partis.

Leur proposeraient-ils une politique conforme à leurs intérêts qu'ils ne les souvraient pas davantage car les travailleurs sont profondément soumis au capitalisme pour être incapables d'entrevoir leur avenir au delà où qu'il existerait un moyen de s'émanciper du joug du capital, traduisant le fait que le socialisme leur est totalement étranger ou qu'ils ne croient pas qu'il soit possible de changer la société de fond en comble.

Voilà le résultat de la politique de la soi-disant gauche dont elle porte seule la responsabilité. - ndlr)

A quoi il faut ajouter le rejet d'une réelle et profonde transition énergétique, pourtant immédiatement indispensable et potentiellement créatrice de profusion d'emplois non délocalisables. Et l'abandon de la quasitotalité des réformes sociétales promises, dont l'emblématique droit de vote pour les étrangers non communautaires.

(Les travailleurs en ont strictement rien à foutre de la " *transition énergétique*" et du "*droit de vote pour les étrangers*", eux ce qu'ils veulent c'est un travail et pouvoir en vivre dignement, pouvoir se soigner, que leurs enfants ne se retrouvent pas au chômage, être logés dignement aussi, etc. Mieux, ils sont majoritairement contre vos "*réformes sociétales* " qu'ils n'ont pas réclamés non plus et qui ne servent qu'à les diviser. - ndlr)

Cette politique est à la racine de nos difficultés. Il faut impérativement rompre avec elle. Il faut qu'elle soit combattue sans compromis (et déjà par le rejet du budget rectificatif, comme, urgemment, par l'abandon du Traité transatlantique) sans quoi il ne restera plus qu'à tenir la chronique d'une catastrophe inévitable.

(Tartuferie, il sera impossible de mettre en oeuvre une autre politique sans rompre avec le capitalisme et l'UE, or les signataires de cet appel sont contre. Elle est là "*la racine de (vos) difficultés*", votre double langage permanent, votre incapacité de rompre avec le régime et ses institutions qui vous nourrissent grassement, votre refus d'affronter le gouvernement, de caractériser le PS comme un parti du capital, de droite. La catastrophe, des millions de travailleurs et leurs familles la vive déjà quotidiennement, ces philistins craignent seulement qu'un jour prochain elle s'abatte sur eux, ce jour-là qu'ils ne comptent pas sur nous pour pleurer sur leur sort. - ndlr)

Il faut donner à voir les issues possibles.

(Il n'y en a qu'une possible : combattre pour balayer ce régime et ses institutions et organiser les travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir. Ce n'est ni leur préoccupation ni l'objectif qu'ils se fixeront, en réalité ce qu'ils veulent c'est que le gouvernement épargne certaines couches qu'ils représentent, afin de conserver leurs postes et leurs prébendes dans le cadre du régime en place puisqu'ils en sont l'émanation. La nature des militants et des partis auxquels cet appel s'adresse autant que ses signataires suffit à l'illustrer. - ndlr)

Ce qui manque c'est l'affirmation que nous voulons nous y atteler ensemble et un cadre commun pour les discuter. Membres des Socialistes Affligés, d'Europe Ecologie-Les Verts, du PCF, du PG, d'Ensemble !, du Front de Gauche, de Nouvelle Donne, Féministes.

Signé : Des responsables politiques membres des Socialistes affligés, d'Europe Ecologie-Les Verts, du PCF, du PG, d'Ensemble !, du Front de Gauche, de Nouvelle Donne et du Mouvement social.

(La liste figure à la fin de cet appel que nous mettons en ligne dans la rubrique *Politique* de notre portail et non dans la *Tribune libre* car il n'y mérite pas sa place. -ndlr)

ACTUALITÉ DU JOUR

Le président des économistes ou de la finance

- Un comité d'économistes pour conseiller le gouvernement - Reuters

Arnaud Montebourg a installé mercredi un comité d'économistes appelé à conseiller le gouvernement sur les politiques à mener en France et en Europe.

(Autrement dit le gouvernement se détourne résolument des travailleurs, qui avec leurs organisations et partis savent quelle politique il faudrait mettre en oeuvre pour résoudre les difficultés que rencontrent les masses laborieuses. Attention, cela ne signifie pas que leurs politiques seraient applicables telles quelles, bien au contraire elles sont bourrées de contradictions, aussi en les prenant au mot et en poussant au bout leur démarche on aboutit à la nécessité de rompre avec le capitalisme et l'UE pour les appliquer, ce dont évidemment syndicats et partis dits ouvriers sont opposés. - ndlr)

Le ministre de l'Economie a dit lors d'une conférence de presse vouloir "*ouvrir le débat macroéconomique européen et national*" sur "*les choix monétaires, budgétaires, financiers*", mis en question, selon lui, actuellement par les citoyens.

Le Conseil indépendant pour la croissance et le plein-emploi est composé de Jean-Paul Fitoussi (président), professeur à Sciences-Po Paris, du Prix Nobel américain Joseph Stiglitz, de Peter Bofinger, membre du conseil des sages du gouvernement allemand, d'Enrico Giovannini, professeur à Tor Vergata (Rome) et de Philippe Martin, professeur à Sciences-Po Paris.

(Sciences-Po l'école des ânes, des recalés de l'ENA - ndlr)

"*Les politiques conduites aujourd'hui sont encore dans l'optique de réduire les dettes publiques mais on a l'impression qu'elles ont laissé de côté les objectifs primordiaux pour les populations que sont la croissance, le bien-être et le plein-emploi*", a déclaré Jean-Paul Fitoussi.

(Si ce n'est qu'une "*impression*", la Commission européenne peut dormir tranquille. - ndlr)

"*L'Europe persévère dans des politiques qui contredisent ses objectifs principaux et qui n'aboutissent pas à satisfaire leur objectif premier qui est la réduction de la dette*", a-t-il ajouté, expliquant qu'il y avait urgence à investir dans le capital humain pour redresser la confiance et à chercher la compétitivité dans la hausse de la productivité plutôt que dans la baisse des salaires. Reuters 02.07

"*Investir dans le capital humain*" peut prendre plusieurs formes. "*La confiance*" peut s'acquérir à coups de canon. Ce serait la seule condition pour que la "*compétitivité*" et la "*hausse de la productivité*" ne rime pas avec "*baisse des salaires*", mais elle serait contrariée dans une économie mondialisée où les capitalistes se livrent à une féroce concurrence sur fond de dumping social, ce qui explique en partie pourquoi ils n'ont pas opté pour une nouvelle guerre mondiale, pour le moment.

Seule la guerre et la destruction massive de forces productives peut permettre d'accroitre la productivité et le taux d'exploitation, de créer des millions d'emplois dégageant suffisamment de profit pour financer des augmentations de salaires, faudrait-il encore qu'elle soit mondiale et inclut la Chine notamment. Une alternative existe, elle consiste à tailler à la hache dans la législation du travail, les salaires et les retraites, ce qui a été fait en Grèce notamment, sans pour autant créer des emplois ou pas suffisamment pour réduire un chômage de masse à terme politiquement insupportable et qui menacera le régime en place. Elle ne résoud rien et renforcera à terme les contradictions du capitalisme.

Le capitalisme conduit à la paupérisation croissante de large couche de la population laborieuse.

- Toujours plus difficile de sortir de la pauvreté depuis la crise - AFP

Les pauvres sont plus pauvres qu'avant, les riches plus riches, et la pauvreté, dont il est plus difficile de sortir depuis la crise, touche non plus seulement des chômeurs mais aussi des salariés, souligne l'Insee dans une étude mercredi.

Selon cette enquête intitulée "*Les revenus et le patrimoine des ménages*", qui porte sur 2011 (dernières statistiques disponibles), les inégalités en France ont continué d'augmenter cette année là.

En effet, les 40% des personnes les plus modestes ont vu leur niveau de vie diminuer entre -0,2% et -0,8%, alors qu'à l'inverse, les 40% des plus riches ont vu le leur augmenter entre 0,1% et 0,8%.

La proportion des personnes pauvres a, elle, "*continué de s'accroître*", avec un taux de pauvreté s'établissant à 14,3% (+0,3 point en un an) de la population totale, a rappelé Jérôme Accardo, chef du département des prix à la consommation de l'Insee, lors d'une conférence de presse.

Une personne est dite pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur à 60% du niveau de vue médian de l'ensemble de la population, soit 978 euros par mois en 2011.

Selon l'Institut national de la statistique, les chômeurs ont contribué pour près de la moitié à l'augmentation du taux de pauvreté cette année là.

Mais l'autre catégorie, "*très touchée*", a été celle des salariés, dont le taux de pauvreté a augmenté de 0,6 point, passant de 6,3% à 6,9%.

"*Une telle hausse du taux de personnes pauvres parmi les salariés n'avait pas été enregistrée depuis 2007*", souligne l'Insee, qui l'explique par "*une quasi-stabilité des bas salaires en euros constants et même une baisse de 0,3% du Smic horaire brut en moyenne annuelle*".

Cet effet de la pauvreté des personnes en emploi est observé ailleurs en Europe, notamment en Italie, en Espagne et en Grèce.

Depuis la crise de 2008, l'Insee évoque une "*forte persistance de la pauvreté*". Ainsi en 2010, 34% des personnes pauvres sont sorties de la pauvreté, 66% y sont restées et 6% des personnes non pauvres y sont entrées.

Et sur deux années, 2009 et 2010, c'est en tout 18% de la population française qui a connu la pauvreté (soit sur une seule année, soit sur les deux).

"*Depuis la crise, il est plus difficile qu'avant de sortir de la pauvreté*", a souligné Simon Beck, chargé d'études à la division revenus et patrimoine des ménages.

En effet, selon l'Insee, si entre 2004 et 2005, 42% des personnes pauvres s'en étaient extirpées, la proportion est tombée à 35% entre 2009 et 2010.

"*Au total, la hausse du taux de pauvreté observée ces dernières années apparaît donc plutôt due à un accroissement de la persistance dans la pauvreté*", indique l'Institut de la statistique.

Et plus longtemps dure cet état de pauvreté, plus il est difficile d'en voir la fin, toutes catégorie socioprofessionnelle confondue. AFP 02.07

- Chômeurs, jeunes et familles monoparentales premières victimes de la crise - AFP

La crise économique qui a débuté en 2008 a entraîné une hausse du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et une intensification de celle-ci, les chômeurs, les jeunes et les familles monoparentales étant particulièrement affectés, estime l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) dans une étude publiée mercredi.

Le nombre de personnes vivant avec moins de 977 euros par mois en 2011 (sous le seuil de 60% du niveau de vie médian) a atteint 8,7 millions, 700.000 de plus qu'en 2007, soit 14,3% de la population contre 13,4% quatre ans plus tôt.

Cette hausse témoigne, selon l'ONPES, d'"*un élargissement de la pauvreté à des publics jusqu'alors épargnés*", et elle est due aussi bien à la dégradation profonde du marché du travail qu'à l'accroissement des inégalités de revenus.

Le nombre d'allocataires des minima sociaux s'est également accru pour atteindre 2,8 millions de personnes d'âge actif fin 2012 (+400.000 par rapport à 2007), en raison notamment d'une augmentation du nombre de bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) "*socle*" (revenu minimum pour personnes sans ressources).

La pauvreté s'est intensifiée, le nombre de personnes vivant avec moins de 808 euros par mois (moins de 50% du niveau de vie médian) ayant augmenté de 575.000 en quatre ans, pour atteindre 4,8 millions en 2011, soit 7,9% de la population contre 7% en 2007.

La proportion de personnes vivant en "*grande pauvreté*" (moins de 652 euros par mois, moins de 40% du niveau de vie médian) est passée dans le même temps de 3,1% à 3,5%. Parmi celles-ci, ce sont les moins de 30 ans qui affichent le taux de pauvreté le plus élevé (5,2%), les personnes âgées de 75 ans et plus étant nettement moins défavorisées avec un taux de 1,1%.

La crise a éloigné de l'emploi de manière durable un nombre accru de personnes d'âge actif, augmentant "*le risque d'irréversibilité des situations de pauvreté*".

Les personnes privées d'emploi, les familles monoparentales et les jeunes sont les premières victimes de la crise de longue durée.

En 2011, près de quatre chômeurs sur dix vivaient sous le seuil de pauvreté (moins de 60% du niveau de vie médian), alors que c'est le cas de moins d'une personne sur dix en emploi.

Le taux de pauvreté des enfants (moins de 18 ans) frôle les 20% en 2011 contre près de 18% en 2007.

Entre 2007 et 2011, la pauvreté a principalement progressé dans le quart nord-est de la France, y compris les départements autour de Paris. AFP 02.07

Haro sur les retraités !

Qui peut croire un instant qu'il y aurait un socialiste au PS ? Qui peut croire que leur politique aurait quelque chose à voir avec le socialisme ?

- Les députés votent le gel des retraites de plus de 1.200 euros - AFP

Dans les faits, cela revient à un gel de 18 mois, jusqu'au 1er octobre 2015, puisque la date de revalorisation annuelle des

retraites avait déjà été décalée cette année d'avril à octobre à l'occasion de la réforme des retraites.

Le gel n'a été défendu que par les radicaux de gauche et une majorité des socialistes. Pour Michel Issindou (PS), rapporteur de la réforme sur les retraites, le gel épargne les petites retraites dans un contexte d'"*inflation extrêmement basse*", ce qui "*n'affectera pas les retraités de manière considérable*".

(Avec le chômage de masse et le nombre de travailleurs pauvres qui peinent à survivre avec leurs salaires, leurs parents retraités leur viennent en aide de multiples façons ou même parfois les hébergent, aussi s'attaquer aux retraités qui perçoivent une pension modeste ou misérable à peine supérieur à 1.200 euros revient à frapper aussi les familles les plus pauvres. Et quand on est pauvre 11 euros cela représente une somme. Apparemment au PS ils ne savent pas ce que c'est que d'être pauvre ou plutôt ils s'en foutent. - ndlr)

Selon le rapporteur (PS) Gérard Bapt, la revalorisation était attendue cette année à 0,6% et ce gel, qui concernerait 8 millions de personnes, soit la moitié des retraités, représenterait un effort de 11 euros par mois. Le montant attendu des économies s'élève à 970 millions d'euros en année pleine.

"*Personne ne dit qu'à 1.200 euros on est riche. Il est légitime de demander un effort aux retraités car il faut se mobiliser pour notre jeunesse: le taux de pauvreté est plus important chez les jeunes que chez les retraités*", a plaidé la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine.

(Elle ne manque pas de cynisme. Non, il est illégitime de s'attaquer aux retraités qui ont tout juste de quoi survivre, qui plus est hypocritement en repoussant l'âge de départ à la retraite en prétendant se préoccuper du sort de la jeunesse vouée à la précarité, au chômage et à demeurer chez leurs parents faute d'un travail et d'un revenu décent pour vivre. - ndlr)

Le projet de budget rectificatif de la Sécu, dont l'examen devait s'achever en début de soirée, sera soumis au vote de l'hémicycle mardi.

Manuel Valls s'est dit mercredi "*convaincu*" qu'il parviendrait à obtenir une majorité à l'Assemblée sans "*utiliser les armes*" du vote bloqué ou du 49-3, comme le gouvernement en avait agité la menace.

Le vote sera "*un peu plus dur*" que celui sur le budget de l'État, a reconnu toutefois le président du groupe socialiste Bruno Le Roux. Et de juger que "*dans le groupe, il n'y a pas 40 copains plus à gauche ou plus sincères ou ayant plus raison que les 250 autres*". AFP 02.07

Tous copains et coquins... On ne voit pas comment 40 pourraient être plus à gauche dans un parti de droite, on ne laissera rien passer. Disons qu'il y en a qui l'assume plus que d'autres l'escroquerie politique à laquelle ils se livrent.

En complément. La Ve République est bien antidémocratique. Et le PS aussi.

- Les députés refusent l'idée d'un référendum sur la réforme territoriale - Francetv info

Soumissions et trahison._

Participer à cette énième conférence antisociale, c'est légitimer les mesures qui en sortiront, c'est tromper ou trahir les travailleurs.

- Les syndicats dénoncent un "*coup*" porté par Valls au dialogue social - AFP

Ils y tiennent, on comprend pourquoi, c'est dans leur nature. Contre-révolutionnaire.

- Le report pour les salariés du dossier sur la pénibilité fâche les syndicats - Francetv info

Etaient concernés les salariés exposés au port de charges lourdes, à des postures pénibles, des vibrations mécaniques, des agents chimiques dangereux, une activité en milieu hyperbare , des températures extrêmes, du bruit, au travail de nuit, au travail en équipes alternantes ou au travail répétitif. Le gouvernement a finalement décidé de n'en retenir que quatre cas pour 2015 : travail de nuit, travail répétitif, travail en équipe alternante et travail sous pression hyperbare. Les autres facteurs seront pris en compte uniquement à partir de 2016.

Du coup Thierry Lepaon (CGT) s'adresse directement à François Hollande lui demandant de "*clarifier les objectifs*" de la conférence sociale à venir en ajoutant : "*Le gouvernement choisit son camp: celui du patronat qui ne veut rien lâcher*". Francetv info 02.07

Les "*objectifs*" de cette mascarade sont connus d'avance, accorder de nouvelles concessions au patronat, dès lors y participer c'est "*choisir*" son camp.

Racket.

Rappel : Le PS a enlevé la mairie de Paris avec ses alliés du PCF et de EELV soutenus par le PG.

- A Paris, les prix du stationnement et des PV pourraient exploser - francetvinfo.fr

La mairie de Paris envisage en effet de doubler le montant des PV pour stationnement, qui passerait de 17 à 36 euros, et d'augmenter d'au moins 50% le prix du stationnement lui-même, révèle Le Parisien (article payant) mercredi 2 juillet.

"*La mairie de Paris réfléchit à une augmentation d'au moins 50% du tarif horaire du stationnement de rue qui rapporte, si l'on ajoute le stationnement résidentiel, pas moins de 65 millions d'euros par an à la Ville*", explique le quotidien, alors qu'actuellement, "*l'automobiliste paye entre 1,20 euro et 3,60 euros de l'heure pour se garer dans les rues*". A cette hausse s'ajouterait "*l'augmentation du PV pour stationnement – la majorité parisienne envisage de le doubler, en le faisant passer de 17 à 36 euros – que la ville souhaite appliquer dès l'année 2016, lorsque le montant des amendes pourra être fixé commune par commune*", poursuit Le Parisien.

Le Parisien souligne qu'Anne Hidalgo a avoué le mois dernier "*qu'il lui manquait 400 millions d'euros pour boucler le budget de la ville*".

Avec trois millions de procès-verbaux pour le seul stationnement dressés dans la capitale en 2012, l'automobiliste parisien est le plus verbalisé de France, relève Le Parisien. Mais il est aussi le moins bon payeur, puisque seuls 13% des conducteurs s'acquittent de leur contravention dans les délais légaux. francetvinfo.fr 02.07

Le pire est à venir, ils l'annoncent au monde entier.

- Obama jugé comme le pire président des Etats-Unis, selon un sondage - AFP

Le président Barack Obama, qui fait face à un second mandat difficile, apparaît en tête d'une liste des pires dirigeants américains depuis la Deuxième guerre mondiale, selon un sondage paru mercredi aux Etats-Unis.

Environ 33% des personnes interrogées voient le président démocrate, élu en 2008 et réélu en 2012, comme le pire dirigeant de ces 70 dernières années. Quelque 28% évoquent plutôt son prédécesseur, le républicain George W. Bush (2001-2009), indique une enquête menée par l'institut de sondage de l'Université Quinnipiac.

A l'inverse 35% des sondés considèrent le républicain Ronald Reagan, à la Maison Blanche de 1981 à 1989, comme le meilleur dirigeant qu'ait connu le pays depuis 1945.

Près de 45% des personnes interrogées estiment par ailleurs que l'Amérique aurait été en meilleur état si le républicain Mitt Romney avait gagné la présidentielle de 2012 face à M. Obama.

Le sondage révèle ainsi que 54% des électeurs pensent que l'administration Obama n'a pas les compétences pour gouverner, contre 44% d'avis contraires. Seuls 40% approuvent sa gestion de l'économie et 37% celle des affaires étrangères. AFP 02.07

Eugénisme. Théorie du complot ou réalité ?

- Un chercheur fabrique volontairement un virus ultra-virulent : savant fou ou visionnaire ? - francetvinfo.fr

Les expériences d'un scientifique japonais, qui a créé une variante du virus H1N1 très dangereuse pour l'homme, relancent le débat sur la nécessité de créer ces agents infectieux en laboratoire pour mieux les étudier.

Si vous avez vu des films comme Je suis une légende ou joué au jeu vidéo Resident Evil, ce scénario vous sera familier : dans le secret de son laboratoire, un scientifique fou fabrique un virus particulièrement virulent, qui échappe à son créateur et décime l'humanité. La réalité n'a pas encore rattrapé la fiction, mais les lecteurs du quotidien britannique *The Independent* ont dû avoir des frissons en découvrant la une de ce mercredi 2 juillet 2014 : "*Un scientifique recrée un virus qui a tué 500 000 personnes*."

En cause, le Japonais Yoshihiro Kawaoka, chercheur en virologie à l'université du Wisconsin, aux Etats-Unis. Le journal révèle qu'il a travaillé dernièrement sur le virus H1N1, aussi connu en France sous le nom de grippe A. Un virus issu de l'oiseau et du porc, plus virulent que la grippe classique, qui s'est propagé dans le monde entier et aurait fait plus de 200 000 victimes dans le monde

en 2009. Il circule toujours, mais ne tue presque plus aujourd'hui, notamment parce que nos systèmes immunitaires ont appris à se défendre contre lui.

C'était sans compter sur le professeur Kawaoka. Le Japonais affirme – dans un article à paraître dans une revue scientifique – avoir créé de façon artificielle une version mutante du H1N1, capable d'échapper aux anticorps qui devraient normalement le neutraliser et de résister au vaccin existant. Une découverte qui n'avait pas été rendue publique avant les révélations de The Independent, mais qui aurait "horrifié" une partie des scientifiques devant lesquels Kawaoka a présenté ses conclusions plus tôt cette année. "*Il s'est servi d'un virus de la grippe dont on sait qu'il est transmissible à l'homme, et l'a manipulé de telle manière qu'il laisserait la population mondiale sans défense si jamais il s'échappait du laboratoire*", s'alarme l'un d'eux.

Mais ce n'est pas la première fois que les expériences de Yoshihiro Kawaoka dérangent. En juin, une polémique était née de ses expériences pour recréer la grippe espagnole, qui avait tué entre 50 et 100 millions de personnes en 1918 et 1919, l'épidémie la plus meurtrière de l'histoire. En 2012, il avait réussi a transformer le virus de la grippe aviaire (H5N1) pour le rendre extrêmement contagieux et transmissible d'une espèce à l'autre, donc potentiellement à l'homme. Une méthode tellement simple à reproduire que les conseillers en biosécurité du ministère de la Santé américain ont tenté de censurer sa publication, de peur que des terroristes en fassent une arme biologique.

Si ses expériences évoquent plutôt le plan machiavélique d'un méchant de James Bond, le professeur Kawaoka défend l'utilité de son travail. Son étude aurait atteint son but : identifier les caractéristiques du virus qui pourraient lui permettre d'échapper au système immunitaire, et ainsi créer des vaccins plus efficaces. En somme, Kawaoka veut anticiper, en les reproduisant dans son laboratoire, les possibles mutations naturelles de virus d'origine animale comme le H1N1, qui pourraient devenir une menace pour l'homme.

Pour John Oxford, professeur en virologie interrogé par le Guardian (en anglais), ces souches mutantes ne pas une simple hypothèse, mais un réel problème : "*Elles existent sans doute quelque part. Probablement chez un canard en Sibérie, heureusement pour nous, mais si par hasard elles se rapprochaient, nous serions en danger.*" D'où l'urgence de s'y préparer. Les expériences de Kawaoka sur le virus proche de la grippe espagnole ont ainsi permis de déterminer qu'il serait vulnérable à des traitements existants, comme le vaccin contre la grippe A ou le médicament Tamiflu. "*Ce sont des informations importantes pour ceux qui sont chargés de surveiller et de se préparer à des pandémies*" a expliqué le scientifique japonais au Guardian.

Le professeur Kawaoka n'est, en outre, pas le seul chercheur à manipuler des virus très dangereux en laboratoire. Dans son histoire, la médecine a régulièrement développé des traitements utilisant des virus parfois meurtriers. En 2012, une équipe américaine est parvenue à guérir une fillette leucémique en lui inoculant des cellules inoffensives du VIH, le virus du sida. L'immunothérapie, qui stimule le système immunitaire par l'introduction de virus parfois dangereux, est devenue un traitement courant pour certains cancers, et une branche de la médecine en plein développement.

Mais la méthode utilisée par Kawaoka inquiète certains observateurs. Si l'étude du scientifique japonais a été validée par le Comité de biosécurité du Wisconsin, des membres de ce comité interrogés par The Independent estiment qu'il a été volontairement flou sur son intention de créer un virus aussi dangereux. Autre détail troublant : alors que l'université du Wisconsin dispose d'un laboratoire d'un niveau 3 de sécurité, ou P3 (sur une échelle de 4, le niveau le plus élevé étant réservé aux virus qui n'ont pas de remède connu), Kawaoka a choisi de n'utiliser qu'un laboratoire P2.

De quoi donner du grain à moudre à ses opposants, qui estiment qu'aucune étude ne justifie de prendre de tels risques. "*Quand le résultat potentiel est une pandémie, même un risque minime doit être fortement considéré*", explique l'épidémiologiste américain Marc Lipsitch. Lui et d'autres chercheurs de Harvard et de Yale ont calculé que, en prenant dix laboratoires menant ce type d'expériences pendant dix ans, la probabilité qu'une personne soit infectée était de 20%. Selon eux, une simple observation des virus présents dans la nature suffirait à se préparer à leurs évolutions futures.

Il faut dire qu'il existe quelques précédents d'accidents, au-delà du cinéma. Les experts pensent aujourd'hui qu'une souche de grippe aviaire ressurgie mystérieusement en 1977 s'était en fait échappée d'un laboratoire. Le Laboratoire des maladies infectieuses émergentes d'Atlanta (Géorgie, Etats-Unis) a, pour sa part, été le théâtre d'incidents inquiétants en 2009 et 2010. Notamment l'intrusion d'une personne non autorisée ou encore des portes restées ouvertes dans des laboratoires censés être très protégés, contenant des maladies comme la variole ou l'anthrax (la maladie du charbon). Même la France n'est pas épargnée : en avril 2014, l'Institut Pasteur a égaré 3000 tubes contenant le virus du Sras, une autre maladie respiratoire dangereuse. L'institution a assuré que le potentiel infectieux était "*nul*", mais l'incident reste inexpliqué. francetvinfo.fr 02.07

Certains estiment que le virus du sida se serait également "*échappée d'un laboratoire*", malencontreusement évidemment... Quand on sait que les trusts pharmaceutiques qui financent ces laboratoires produisent à la fois des virus et les vaccins pour les combattre se servent de la population comme cobaye à travers le monde pour mener un tas d'expériences, on peut s'attendre à tout de leur part. Ce sont les mêmes qui fomentent ou programment les guerres qui ne sont pas vraiment des "*accidents*" ou du "*cinéma*".

ACTUALITE EN TITRES

La bulle.

- Les prix immobiliers à Londres ont bondi de 26% en un an - Reuters

Saloperie de sioniste.

- France :Quand le député Meyer Habib fait l'apologie de la vengeance - french.irib.ir

Interrogé par une vidéaste franco-israélienne surnommée Esti, le député UDI Meyer Habib -disposant de la binationalité- a été sollicité sur une question précise : « *C'est quoi, être un juif ?* ». Il a répondu notamment que « *la valeur de la vengeance* » présente dans « *le judaïsme* » est légitime et doit être défendue. french.irib.ir 02.07

Message de haine entendu.

- Israël: Appels au calme face aux violences après le meurtre d'un Palestinien - 20minutes.fr

Les appels au calme se sont multipliés en Israël et au niveau international face aux violences déclenchées à Jérusalem-Est par le meurtre mercredi d'un adolescent palestinien de 16 ans, apparemment en représailles au meurtre de trois jeunes Israéliens.

Toute la journée de mercredi, de violents affrontements ont opposé de jeunes Palestiniens, lançant des pierres et des cocktails Molotov, à des policiers israéliens tirant des balles en caoutchouc dans de nombreux quartiers de Jérusalem-Est occupé et annexé. Les heurts se sont poursuivis dans la nuit, selon des témoins.

Selon le Croissant-Rouge, 65 Palestiniens ont été blessés, dont trois par balles réelles, et 18 ont été hospitalisés, lors de ces affrontements rappelant les intifadas (soulèvements) palestiniennes. 20minutes.fr 03.07

Les kamikazes vont-ils aller épauler les djihadistes ?

- Le Japon n'exclut plus d'utiliser ses forces armées - LeFigaro.fr

Des hommes de Cro-Magnon réfugiés dans une grotte sont-ils capables de réaliser des armes aussi sophistiquées ?

- Al Qaïda testerait des bombes indétectables en vue d'attentats - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Le choix stratégique de Poutine - french.irib.ir

Selon Al Mayadin la Russie a fait le choix stratégique de coordonner ses politiqueues avec ccelles de certains de ses meilleurs alliés à savoir la Chine, l'Inde et l'Iran. La Russie s'oppose donc au démembrement des pays du Moyen-Orient au contraire des Etats Unis qui suivent très activement une telle idée.les divergences de vue entre les Etats-Unis et la Russie sont profondes et multiples au sujet du Moyen Orient et du nord de l'Afrique, dit la chaine. french.irib.ir 02.07

2- Liban

- Huitième échec pour l'élection du président libanais - Reuters

Les députés libanais ont de nouveau été incapables mercredi d'élire le successeur du président Michel Sleimane, dont le mandat s'est achevé fin mai.

Ce nouvel échec, le huitième, prolonge la vacance du pouvoir dans un pays aux prises avec les violences qu'aggrave la guerre civile en Syrie voisine, mais aussi des difficultés économiques et les conséquences de l'afflux d'un million de réfugiés syriens.

L'équilibre confessionnel des pouvoirs prévoit que la présidence de la République revient à un chrétien maronite tandis que les musulmans chiites ont la présidence du Parlement et les musulmans sunnites le poste de Premier ministre.

Mercredi, les députés présents étaient en nombre insuffisant pour procéder au scrutin. Constatant l'absence de quorum, fixé aux deux tiers des 128 députés, le président du Parlement, Nabih Berri, a annoncé qu'une prochaine tentative aurait lieu le 23 juillet.

Les divergences de vue sur la guerre syrienne parmi la classe politique libanaise - où les partis de l'Alliance du 8-Mars, dont le Hezbollah chiite, défendent le président syrien Bachar al Assad quand la Coalition rivale du 14-Mars, à dominante sunnite, soutient ses opposants - expliquent en partie l'incapacité des députés à élire un nouveau président.

Un premier vote, le seul à ce jour, a tourné court le 23 avril dernier. Depuis lors, le quorum n'a jamais pu être atteint pour organiser un nouveau scrutin.

Dans l'intervalle, une partie des prérogatives présidentielles sont assumées par le gouvernement de Tammam Salam. Reuters 02.07

Haut de page

Le 4 juillet 2014

CAUSERIE

Que dire de plus ? Bon week-end, bonnes vacances, avec un goût amer dans la bouche en pensant aux peuples innocents et martyrisés de la Libye à l'Afghanistan qui n'ont jamais déclaré la guerre à l'impérialisme américain et pour lesquels week-end et vacances sont bien loin...

Ici en Inde c'est la pauvreté ambiante qui nous ronge, on ne le montre pas car c'est à pleurer ou à devenir fou.

Deux petites histoires pas vraiment gaies qui permettront on l'espère de relativiser nos désaccords notamment, et nous aiderons à réfléchir à ce qui est essentiel dans la vie comme dans notre combat. C'est mon propriétaire, un militaire à la retraite franco-indien qui me les a racontées avant-hier, apparemment choqué. Ces histoires sont arrivés aux fils de deux de ses amis

Un jeune homme appartenant à la classe moyenne supérieure devait rendre visite à un ami. Il avait le choix entre prendre sa moto, son scooter ou sa voiture. Comme il faisait un temps radieux il opta pour le scooter. Sur la route d'Ariankupam il se retrouve bloquer au passage à niveau. Contrairement aux Indiens indisciplinés qui n'ont pas la patience d'attendre le passage du train et qui franchissent la barrière avec leurs deux roues en se glissant en dessous, il coupe le moteur de son engin et attend patiemment.

Apparaît dans le ciel un aigle qui tenait un cobra encore vivant dans ses serres, et sans qu'on sache pourquoi, peut-être affolé par le bruit des moteurs arrivé à la hauteur du passage à niveau, il se tord dans tous les sens violemment au point d'échapper aux serres qui le tenaient fermement, il tombe sur l'épaule de notre malheureux jeune homme qu'il mord trois fois profondément le vouant à la mort dans les minutes qui suivirent.

Il aurait pu tomber sur n'importe qui ou au sol, sur le toit d'une voiture, mais il est tombé sur lui et il en est mort pratiquement sur le coup. S'il avait plu, il aurait pris sa voiture et il serait encore vivant, comme quoi la vie tient à peu de choses, n'est-ce pas ? Je me suis demandé si ce cobra n'était pas tombé sur lui parce que justement il avait eu l'embarras du choix du mode de transport à emprunter pour se rendre chez son ami. Il est vrai qu'on peut extrapoler à l'infini dans ce registre dont rafolent les Indiens qui sont superstitieux ou craignent la vengeance divine.

La même conclusion pourrait s'appliquer à la seconde histoire.

Il y a six jours déjà en fin d'après-midi on a essuyé un gros orage avec une forte pluie et des coups de vents violents. L'électricité avait été coupée. Un jeune ingénieur promis à un bel avenir se tenait les pieds dans l'eau sur une artère de Pondichéry, et comme les Indiens qui en ont souvent la mauvaise habitude il ne pouvait pas rester là immobile plus de 10 minutes sans devoir se soutenir contre quelque chose ou poser au moins l'une de ses mains quelque part. Il se tenait devant une échoppe qui était fermée dont le toit, l'armature et la porte était métallique, une de ses mains posées sur cette porte.

Pendant l'orage une parabole s'était décrochée et était venue heurter les cables d'alimentation qui reliaient deux poteaux électriques situés de part et d'autre de cette échope entraînant la chute d'un cable qui s'était retrouvé en contact avec un autre. Quand ils remirent l'électricité cela produisit un violent court-circuit qui projeta le cable le plus long sur le toit de l'échope et électrocuta ce jeune homme qui mourut sur le coup.

Personnellement quand je me retrouve pris sous un orage, je ne m'arrête pas ou je prends soin de me mettre au sec sans avoir besoin de tenir ma vieille carcasse contre quoi que ce soit. Quant aux serpents j'en ai croisé tellement depuis 20 ans en Inde, y compris un qui s'était introduit dans la pièce où j'écris ces lignes, j'en ai tué quelques-uns aussi, que bon, on n'y pense pas, on jette un oeil quand on va dans le jardin, ensuite advienne que pourra. Parfois on remue les branches du manguiers pour faire tomber les mangues, mais on peut très bien recevoir un serpent sur la tête!

Quand je vois des gens qui sombrent dans la paranoïa ou la psychose ou encore qui attachent trop d'importances aux choses matérielles ou à eux-mêmes, je les plains car ils doivent être très malheureux. Je parle de gens qui ne sont pas dans le besoin ou qui ont une vie confortable.

Vivre constamment dans l'hypocrisie et le mensonge nous détourne de la réalité, et cela peut nous jouer de vilains tours parfois, nous conduire par hasard à nous trouver au mauvais endroit au mauvais moment. C'est aussi le meilleur moyen de se retrouver confronté à des difficultés qui semblent tomber du ciel, alors qu'en fait on a orienté notre vie de telle sorte qu'il était prévisible qu'ils nous tombent dessus un jour ou l'autre, un peu comme si on les avait cherchés sans s'en rendre compte.

On se laisse vivre, on vit dans la plus parfaite insouciance, on se dit que tout va bien pour nous sans vraiment se soucier du sort des autres ou seulement pour se donner bonne conscience, alors qu'on est un facteur de rapports complexes qui nous dépassent parce qu'on ne peut pas avoir à l'esprit l'ensemble des facteurs qui les composent ou compose la situation dans laquelle nous nous trouvons, notre environnement.

Elever son niveau de conscience ne concerne pas uniquement la politique loin de là, mais tous les aspects de notre existence. On croirait que c'est une tâche de bagnard ou que cela nécessite un effort surhumain, alors que c'est passionnant et qu'on en retire un plaisir infini, c'est un vrai bonheur en réalité et non une corvée. Je ne dirais pas que cela nous permettra d'échapper absolument à toutes les situations délicates ou difficiles à gérer ou mêmes fatales auxquelles nous pourrions être confronté un jour, certainement pas celles que nous impose la société, mais à certaines qui ne dépendent que de nous, de notre comportement, j'en suis absolument convaincu. On ignore tellement de choses qu'il faut s'en remettre à la dialectique pour se sentir bien, avancer.

Il y a des gens qui craignent tellement la mort qui vont être condamnés à vivre très vieux pour vivre cette crainte le plus longtemps possible, quel cauchemar entre nous ! Comme je ne tiens pas à la vie plus que cela, si demain un serpent me mordait mortellement je n'en serais pas vraiment surpris, la logique serait respectée en quelque sorte, mais il m'est permis de douter que cela m'arrivera parce que je ne vois aucune raison valable pour que ma vie soit ainsi écourtée.

Allez, à demain... peut-être !

ACTUALITÉ DU JOUR

Le FMI soutient sans surprise le gouvernement Hollande-Valls.

- France: le FMI encourage l'exécutif à tenir le cap des réformes - AFP

Le FMI est moins optimiste que le gouvernement sur la vitesse à laquelle la réduction du coût du travail promise aux entreprises générera de la croissance. Reuters 03.07

Le Fonds salue «*un ensemble cohérent de réformes basé sur une compréhension correcte des problèmes*», une stratégie «*ambitieuse*» et juge que «*le rythme et les moyens de consolidation budgétaire choisis sont les bons*».

«*Les mesures d'offre sont bienvenues*», mais doivent, selon le FMI, «*être dopées par des réformes du marché du travail*» et une plus grande ouverture à la concurrence de certains marchés. Le FMI plaide depuis un moment pour un mode de calcul plus souple du Smic.

Il souligne que le salaire minimum est un instrument «*légitime*» pour assurer un revenu du travail suffisant pour vivre, mais estime que «*son niveau devrait aussi tenir compte de l'effet d'exclusion (du marché du travail) qu'il exerce pour les moins qualifiés*».

Le Fonds souhaite également un «*dialogue social plus coopératif*» en France. libération.fr et AFP 03.07

La réaction sur toute la ligne ou la politique néolibérale préconisée par l'oligarchie financière dont le FMI est le porte-parole.

Le Conseil d'Etat ou la voix des actionnaires racketteurs.

- La facture d'électricité des Français va grimper de 30 euros - Francetv info

Une facture d'électricité alourdit de trente euros. Selon les informations du Parisien, jeudi 3 juillet, il s'agirait de la hausse moyenne pour les 29 millions de clients d'EDF abonnés aux tarifs régulés de l'électricité (TRV), soit 92 % des ménages.

La hausse demandée aux ménages est la conséquence directe de la décision du Conseil d'Etat, qui a invalidé le 11 avril dernier une décision du gouvernement en 2012 qui cherchait à limiter à 2% la hausse des tarifs de l'électricité pour la période d'août 2012 à août 2013. Francetv info 03.07

PG. Un parti à la dérive

Tensions et démissions au sein du parti de Jean-Luc Mélenchon - lefigaro.fr

Plusieurs responsables du Parti de gauche ont fait le choix de quitter les instances nationales, protestant contre des «dérives» et qui nuisent au bon fonctionnement du parti. Pendent ce temps, Jean-Luc Mélenchon broie du noir.

Corinne Morel Darleux a pris une décision «*douloureuse*» pour elle mais «*ucide et mûrement réfléchie*»: quitter la direction nationale du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. Cette conseillère régionale Rhône-Alpes, jusqu'ici secrétaire nationale à l'écosocialisme au PG, explique dans un mail envoyé en interne le 25 juin que «*trop de dérives sont apparus depuis un an dans notre fonctionnement collectif au sein du Bureau national et du Secrétariat national*» et qu'elles «*nuisent à notre efficacité, à la clarté de notre ligne et de notre stratégie*».

Le 20 juin, une autre secrétaire nationale, Laurence Pache, a elle aussi fait part de sa démission des instances nationales du PG. Elle n'est «*plus en accord avec ses méthodes de travail et de fonctionnement*». Cette conseillère régionale du Limousin reste attachée à son parti mais ne se sent pas «plus en mesure de gérer» les «*dysfonctionnements*» du PG qui ont été révélés «au grand jour». D'autres membres du Bureau national ont publiquement dénoncé les «*pratiques*» à la direction d'un petit parti au fonctionnement extrêmement centralisé, déjà secoué par de nombreux départs ces dernières années.

Pascale Le Néouannic, membre de la direction du PG et conseillère régionale d'Ile-de-France, veut convaincre que «*les tensions sont conjoncturelles et pas politiques*». «Je vais, dit-elle, me désengager de la moitié de mes commissions et proposer que quelqu'un commence à me succéder au Bureau national. Il faut savoir passer la main». Son départ ne se ferait pourtant pas sans bruit… Contrairement aux démissionnaires actuelles qui n'appartiennent pas à l'étroit canal historique du PG, l'ex-compagne de Jean-Luc Mélenchon fait partie du cercle rapproché.

Interrogé par Le Scan, Jean-Luc Mélenchon, qui vient de faire sa rentrée au Parlement européen, n'a pas souhaité réagir. Alexis Corbière, un de ses proches, secrétaire national du PG, se refuse lui aussi à commenter les courriers, assurant seulement qu'il n'y a «aucune tension particulière».

Les tensions au sein du PG sont apparues au grand jour lors du dernier conseil national de la mi-juin, marqué par les durs échecs aux municipales et aux européennes. Morel Darleux les analyse comme «u*n double désastre national*» avec «*la conversion désormais totale et affichée du PS au libéralisme et l'ancrage du Front national dans le paysage politique*». «*Force est de constater, reconnaît-elle, que le Front de Gauche et le PG n'ont pu ni s'y opposer ni en tirer parti.*»

Cette situation ne va pas contribuer à réconforter l'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle, qui broie du noir depuis les élections. Confirmant un indiscret de L'Express, l'ex-député européen Philippe de Villiers raconte avoir eu un sombre échange avec Jean-Luc Mélenchon en mai au Parlement européen. «*J'ai de l'estime pour lui, indique Villiers. Et nous étions d'accord pour dire qu'il n'y a plus aucune place pour les idées en politique aujourd'hui, seulement pour les postures marketing. Ce n'est plus qu'un milieu de pourriture…*». lefigaro.fr 02.07

Le PG est comme le PS ou le PCF un parti d'élus, un parti électoraliste, légaliste, institutionnel. Il est réformiste quand l'espace pour la moindre réforme a totalement disparu, il est donc condamné à végéter, se décomposer, se fossiliser, se putréfier.

Ces petits bourgeois vivent mal la perspective de perdre un jour leur mandat et de devoir retourner gratter, on n'entendra plus parler d'eux et franchement ce sera un soulagement.

Le rouleau compresseur du nélolibéralisme présente la particularité de fonctionner comme un système en circuit fermé duquel rien ne peut sortir qui ne devrait pas lui échapper, et rien ne peut y pénétrer qui n'y aurait pas sa place. Dès lors la marge de manoeuvre pour des réformes progressistes est quasiment nulle ainsi que pour l'infiltration d'idées de même nature.

C'est une dictature implacable qui est en train de se mettre en place et contre laquelle nous sommes impuissants à lutter, parce que nous refusons d'en déterminer la nature ainsi que celle de tous ses acteurs, dont l'origine nous conduit aux fondements du capitalisme.

Il suffit d'observer les effets ou conséquences de la politique néolibérale qui se traduit par un approfondissement des inégalités entre les classes pour en être convaincu, car ce sont ces mêmes inégalités sociales qui servent de fondement au capitalisme depuis son avènement.

Sans entrer dans les détails et revenir sur les lois de fonctionnement du capitalisme et leurs contradictions qui conduisent à son effondrement, on peut constater que le développement exponentiel de la démographie mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui s'est accompagné naturellement de l'accroissement des besoins à satisfaire d'une masse considérable de population, plus de 7 milliards, est incompatible avec les besoins d'un pourcent de la population mondiale qui concentre de plus en plus de richesses entre leurs mains extorquées au reste de la population mondiale.

Le néolibéralisme a été adopté par la classe dominante à la fois pour tenter de freiner ou repousser l'échéance de l'effondrement de son système économique, à la fois parce que sa survie ne peut conduire qu'à des tensions de plus en plus incontrôlables ou explosives entre les classes, et parce qu'ils sont incapables d'éviter cet effondrement et ces tensions sociales qui menacent l'existence de leur système, aussi sont-il condamnés à recourir à des moyens extrêmes dans tous les domaines pour conserver le pouvoir, ce qui ne peut se faire qu'en concentrant le pouvoir politique entre leurs mains au détriment du reste de la population dépouillée de tous moyens légaux ou institutionnels pour s'y opposer, de tous droits politiques, ce qui les amène à piétiner les valeurs de la République ou les principes de la démocratie qui sont devenus leurs ennemis, ce qui se traduit par l'instauration d'une dictature ouverte, larvée ou rampante, par la guerre.

Leur politique ne peut supporter la moindre contestation, contradiction ou confrontation des idées, ce à quoi correspond leur traitement de l'information systématiquement falsifiée ou manipulée et leur propagande populiste ou systématiquement mensongère, leur comportement hystérique, méprisant, humiliant, violent et cynique envers tous ceux qui osent seulement exprimer le moindre doute ou leur résister, le matracage, le conditionnement des masses devant être permanent pour les abrutir, les assommer, les empêcher de résister, s'attaquant à leur dignité, les culpabilisant, les rabaissant afin qu'elles n'aient plus la force de se tenir debout et de lutter contre leur ordre injuste et infâme.

Que les partis institutionnels ne soient plus qu'un "*milieu de pourriture*" on veut bien le croire, ils en font la démonstration quotidiennement sans même avoir besoin d'évoquer les affaires judiciaires dont ils font l'objet. Pourquoi ? Mais parce qu'ils sont tous totalement soumis au néolibéralisme, UMP, UDI, MoDem, EELV, PRG, MRC, FN, PS, Front de gauche et extrême gauche inclus, sans oublier les dirigeants qui contrôlent les syndicats.

Le POI est le seul parti en France qui se distingue du lot, certes avec ses faiblesses et ses contradictions, c'est la raison pour laquelle nous avons décidé de le soutenir et d'appeler les militants à le rejoindre.

S'il n'est pas tout à fait minuit dans le siècle, une lourde chape de plomb s'est abattue sur la société (et le monde) qui l'a jetée dans la pénombre pour de longues années et menace à terme de la plonger dans l'oscurité totale, de l'asphixier si nous ne soutenons pas à bout de bras la faible lumière qui luit encore et qu'incarne le POI.

A ceux qui s'interrogerait sur ce ralliement, ils peuvent m'écrire et je leur fournirai les arguments politiques qui ont motivé ma décision, ils sont à relier à la situation depuis mai 2012.

L'essentiel réside ici pour nous militants ouvriers révolutionnaires :

- "*...une issue politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de la population peut-elle s'ouvrir sans s'engager sur la voie de la rupture avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne ?*" (Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein, dans le n °308 d'Informations ouvrières)

J'invite les militants qui téléchargent chaque semaine les pages que je mets en ligne d'Informations ouvrières à s'y abonner, cela me paraît la moindre des choses.

La peste brune campe à Paris.

- Rassemblement à Paris en mémoire des trois étudiants israéliens tués - AFP

Tout près des Champs Elysées, une tente a été édifiée par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), le Fonds social juif unifié et le Consistoire, pour allumer des bougies et signer les registres de condoléances, qui seront remis à l'ambassadeur d'Israël en France pour être transmis aux familles, a constaté un journaliste de l'AFP. AFP 03.07

- « *Mort aux Arabes* » : une haine décomplexée sur le Web israélien - LeMonde.fr

- Raids aériens à Gaza après des tirs de roquettes - Le Nouvel Observateur

- Le ravisseur des trois colons sionistes, en Turquie - french.irib.ir

Le quotidien « *Daily Beast* » écrit que le cerveau de l'enlèvement des trois colons sionistes en Cisjordanie se trouve actuellement en Turquie. Le quotidien « *Daily Beast* » a prétendu qu'après la découverte des cadavres de trois colons sionistes en Cisjordanie, « *les forces du ministère de la guerre du régime israélien prétend qu'ils avaient été enlevés*".

Or, le commandant du Hamas qui a été accusé par Tel-Aviv d'être derrière ces enlèvements en Cisjordanie, est en réalité une personne présente en Turquie. Il s'agit, en fait de Saleh al-Nouri, haut membre du Hamas qui vit en Turquie, c'est-à-dire sur le territoire d'un pays membre de l'Otan, écrit le journal Daily Beast.

Le journal conclut que la personne que le gouvernement israélien accuse d'être derrière l'enlèvement et le meurtre de ses trois colons, vit en Turquie, ce qui pourrait rendre compliquées les relations entre la Turquie et Tel-Aviv, deux alliés qui tentent récemment améliorer leurs relations.

Depuis quelques jours, le régime sioniste a déclenché des attaques barbares contre Gaza, sous prétexte de représailles à la mort de ses trois colons. Or, le Hamas a rejeté plusieurs fois toute implication dans cette affaire. french.irib.ir 03.07

ACTUALITE EN TITRES

Pas de cigarettes, pas d'alcool, pas de rapports sexuels, pas de syndicat, pas de politique, la charia, quoi !

- Les entreprises autorisées à bannir l'alcool au travail - Liberation.fr

Leur modèle doit être le Qatar ou l'Arabie saoudite...

Pauvre bête !

- La garde à vue de Nicolas Sarkozy, « c'est de la maltraitance », selon Pierre Charon - Public Sénat

La conscience collective avance, c'est encourageant.

- Données personnelles : La majorité des internautes n'ont pas confiance dans les réseaux sociaux - Atlantico.fr

Nous, nous les ignorons, il faut s'en détourner, les boycotter.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

- Grève contre la privatisation de l'électricité en Grèce - Reuters

La grève déclenchée jeudi au sein de la compagnie publique d'électricité grecque PPC, dont les salariés refusent la privatisation, a provoqué des coupures de courant localisées dans le pays.

Le mouvement coïncide avec le début de l'examen au Parlement du projet de cession d'une partie du capital de PPC, censé aboutir en 2015. L'Etat grec détient 51% de PPC, qui génère environ les deux tiers de l'électricité du pays et exerce un quasi-monopole de fait dans la distribution aux particuliers. Il envisage d'en vendre 30% à un concurrent privé.

La libéralisation du secteur de l'énergie est une condition posée à la poursuite du versement de l'aide accordée depuis 2010 à la Grèce par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne.

Les syndicats rétorquent que l'électricité est un bien commun qui doit rester sous le contrôle de l'Etat.

Dans la soirée, quelque 800 salariés de la compagnie ont manifesté dans Athènes entre le siège de PPC et le ministère des Finances. "*On est en train de découper et de brader une compagnie qui soixante années durant a contribué à la croissance de l'économie grecque*", a dit Stamatis Relias, qui dirige le syndicat GENOP-DEH.

Le mouvement est prévu pour durer quarante-huit heures. Les salariés sont appelés à participer à des grèves tournantes. Reuters 03.07

Encore des actions bidons organisés par des syndicats corrompus...

Haut de page

Le 5 juillet 2014

CAUSERIE

On a ajouté 4 nouveaux articles.

Parole d'internaute. (A la suite de l'article d'hier du Figaro : Les cinq familles de l'UMP)

- "*Un retour de monsieur Sarkozy assurerait le maintien des socialistes au pouvoir.*

Le sarkozysme n'a rien à voir avec la droite, le sarkosysme c'est la défense des intérêts privés, la droite c'est l'honnête, l'intégrité, la défense des intérêts français, la protection des Français. Ce sont deux choses bien différentes."

Pas sûr du tout, car le candidat du PS pourrait être éliminé au premier tour en 2017 à la faveur d'une abstention record. Et puis moins de 2% séparaient Hollande de Sarkozy au second tour en 2012.

Quand vous dites que le "*sarkozysme n'a rien à voir avec la droite*" vous vous trompez, il est le seul avenir de la droite, il incarne le néolibéralisme, le nouvel ordre mondial que Sarkozy a revendiqué à la suite de Bush.

Le "*sarkozysme*" c'est ce que certains appellent la droite décomplexée, la droite qui assume appliquer une politique réactionnaire sur toute la ligne, tout en attaquant tout ce qui symbolise de près ou de loin la démocratie, les juges et les syndicats, les journalistes, toute forme même déformée de contestation du régime en place, qui plus est toute opposition réelle, etc., qui n'hésite pas à empiéter sur les plates-bandes de l'extrême droite ou à prendre l'initiative de guerres de rapine ou coloniales, à corrompre tous les centres de pouvoir, bref à faire feu de tout bois pour parvenir à ses fins.

Le "*sarkozysme*", c'est la droite mafieuse adoptant les principes de l'oligarchie financière qui lui dicte sa stratégie économique et politique conformément à ses besoins en pleine crise du capitalisme.

Quant à la droite qui incarnerait selon vous "*l'honnête, l'intégrité, la défense des intérêts français, la protection des Français*", elle appartient au passé, elle n'a aucun avenir, elle est amenée à se décomposer ou à se rallier à la droite néolibérale.

De la même manière si vous voulez, que la gauche dite réformiste appartient au passé et n'a aucun avenir, elle est également condamnée à se décomposer ou à adopter la politique néolibérale du PS qui lui sert de phare ou de point de repère, en l'amendant ou la contestant à la marge pour mieux s'en accommoder.

Ce que vous ne pouvez pas comprendre en tant que lecteur assidu du Figaro, tout comme la pseudo-gauche et extrême gauche qui n'ont retenu aucune leçon du marxisme ou de son interprétation du capitalisme, c'est uniquement l'évolution, le stade de développement auquel sont parvenues les contradictions du capitalisme qui dictent la politique des dirigeants de la

classe dominante ou l'oligarchie financière que ses représentants doivent appliquer, afin qu'elle conserve le pouvoir et à laquelle se soumettent la pseudo-gauche et extrême gauche ou encore les dirigeants des syndicats, les ONG.

La politique ne répond pas à des impératifs d'ordre subjectif mais à des considération de nature objective, matérielle, contrairement à ce qu'affirme la propagande officielle ou ce qu'on peut entendre dans les discours des lieutenants ouvriers du capital qui n'ont rien compris à son fonctionnement, qui se comportent en idéalistes, en aventuriers ou en charlatans.

Le néolibéralisme est un bulldozer qui broie tout sur son passage pour ouvrir le chemin qui lui permet d'avancer vers son objectif politique, et la droite comme la pseudo-gauche et extrême gauche sont condamnés à disparaître comme aux Etats-Unis qui en est l'expression la plus achevée à ce jour.

Répétons-le, ce n'est pas une affaire de bonne ou de mauvaise volonté, une affaire de bon ou mauvais choix, c'est une nécessité pour les tenants du capitalisme d'avancer dans cette voie pour assurer sa survie ou conserver leurs privilèges, qu'on ne le comprenne pas témoigne de l'incompréhension que tous les rapports et en premier lieu les rapports sociaux de production dans la société sont dictés par le règne de la nécessité, qui ne prendra fin que lorsque nous aurons mis un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ou à l'existence des classes sociales.

Quotidiennement la satisfaction de nos besoins les plus élémentaires se posent en terme de nécessité dans leur société, plus impérieuse encore pour les plus défavorisés, et cela ne nous vient pas à l'esprit que la totalité des rapports dans la société subiraient la même contrainte. Tant qu'on ne conçoit pas qu'il est parfaitement possible de s'en libérer parce que l'humanité dispose aujourd'hui des moyens pour satisfaire les besoins de la population mondiale, on en demeurera prisonnier et on n'envisagera, on ne trouvera pas la voie qui nous permettra de nous en délivrer définitivement. Briser les chaînes de la nécessité qui nous entravent est un impératif pour conquérir notre liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Synonyme de défaut.

- GM rappelle 27.051 Spark en Corée pour défaut de transmission - Reuters

- L'armée américaine cloue au sol sa flotte de F-35 - AFP

L'armée américaine a décidé de clouer au sol la totalité de ses chasseurs F-35 pour inspecter les moteurs après un incendie à bord d'un appareil la semaine dernière en Floride, énième déconvenue subie par ce très coûteux programme.

Cet incendie n'est que le dernier d'une série de problèmes techniques et de retards pour le Joint Strike Fighter (JSF), présenté comme une merveille technologique mais qui a souffert d'une série de contretemps avec un budget qui a explosé pour atteindre plus de 390 milliards de dollars, pour 2.443 avions, et quelque sept ans de retard. Ce programme d'armement est le plus coûteux jamais produit aux États-Unis. AFP 04.07

Avec 390 milliards de dollars il y avait de quoi éradiquer le sida et la faim dans le monde...

Cela fait franchement désordre.

- Juppé et Debré donnent une leçon d'Etat à Sarkozy - Liberation.fr

L'ancien Premier ministre et le président du Conseil constitutionnel reprochent à l'ex-locataire de l'Elysée de s'en prendre à la justice. Liberation.fr 04.07

- Que Juppé se présente, "*il me rajeunit*", attaque Sarkozy - Francetv info

- La Droite forte entretient la flamme - Liberation.fr

Culte. Les Amis de Sarkozy ainsi que le duo Peltier-Didier organisent une Fête de la violette ce week-end. - Liberation.fr 04.07

- Bayrou dit pouvoir s'entendre avec Juppé et Fillon, prône le «*rassemblement*» - 20minutes.fr

Intox

Juge et partie, une farce.

- L'UE étend ses enquêtes fiscales sur les multinationales - Reuters

Il est incapable de la moindre émotion sincère, sauf peut-être pour un de ses semblables.

- Mort de Benoît Duquesne : Valls exprime sa "*profonde émotion*" - LePoint.fr

- François Hollande souhaite un "*plan d'action*" en faveur des harkis - Francetv info

Psychose des trois principaux Etats occidentaux terroristes

- Face à des menaces terroristes, la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne renforcent la sécurité dans les aéroports - Atlantico.fr

D'ailleurs c'est bien simple, on ne sait absolument rien sur EIIL...

- L'EIIL est riche, mais on ne sait pas grand-chose de sa gestion financière - Slate.fr

La grève hors la loi en Grèce.

- La grève chez l'électricien public grec PPC jugée illégale - Reuters

La justice grecque a jugé illégale vendredi la grève des salariés de la compagnie d'électricité PPC contre la privatisation partielle de l'entreprise.

La grève de quarante-huit heures a été lancée mercredi soir pour dénoncer le projet de loi du gouvernement visant à céder d'ici 2015 30% du capital de la PPC détenu par l'Etat. Reuters 04.07

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Collaboration de classes. Palabres de "républicains" dans un palais du royaume sous l'égide du FMI.

- Le FMI, meilleur porte-parole de François Hollande et Manuel Valls ? - LePoint.fr

- Conférence sociale: Mailly (FO) participera au débat avec Hollande - AFP

Un fusil a un coup.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a affirmé vendredi à l'AFP qu'il participerait lundi au débat avec le président François Hollande à la conférence sociale, mais "*n'exclut rien*" pour la journée de mardi, se disant décidé à "*marquer le coup*". AFP 04.07

- Le Medef participera à la conférence sociale lundi et mardi - AFP

C'était du bluff, quels plaisantins ! Ils ont déjà obtenu des concessions avant même qu'elle débute...

- Thierry Lepaon lance un ultimatum à Hollande - Liberation.fr

Le numéro un de la CGT avait indiqué vendredi qu'il irait à la réunion prévue lundi après-midi avec François Hollande car "*débattre avec le président de la République est un acte républicain*", mais il a conditionné la participation de son syndicat aux tables rondes et au discours de clôture de Manuel Valls mardi aux réponses que le gouvernement apportera aux revendications de la CGT sur : le contrôle des aides publiques aux entreprises, la hausse du Smic et la fin du gel du point d'indice des fonctionnaires. Liberation.fr et AFP 04.07

Notons au passage que la CGT ne s'oppose pas aux "*aides publiques aux entreprises*", en réalité des cadeaux à hauteurs de dizaines de milliards d'euros aux patrons, elle exige seulement qu'elles fassent l'objet de "*contrôle*", pure tartuferie ! Pour le reste attendons de voir ce qu'ils décideront lundi soir.

Pour les nuls en ortographe, tartufe ou tartuffe.

Haut de page

Le 6 juillet 2014

CAUSERIE

Vidéo.

La grande démocratie que célèbrent Obama, Hollande et Valls...

The Guardian. Palestinian TV shows alleged beating of Mohamed Abu Khdeir's cousin.

http://www.theguardian.com/world/video/2014/jul/05/palestinian-tv-beating-of-mohamed-abu-khdeirs-cousin-video

A Palestinian television channel has broadcast footage purporting to show Israeli border guards beating the teenage cousin of Mohamed Abu Khdeir, who was abducted and killed earlier in the week. The footage is said to show Tariq Abu Khdeir, 15, being beaten after he was detained during clashes in Jerusalem on Thursday. Israeli police say the incident occurred during the arrest of several demonstrators, some carrying knives. The boy's family deny he was involved in the clashes. theguardian.com 05.07

Traduction. Une chaîne de télévision palestinienne a diffusé des images visant à démontrer que les gardes-frontières israéliens avaient tabassé le jeune cousin de Mohamed Abu Khdeir, qui a été enlevé et tué plus tôt dans la semaine. Le film est censé représenter Tariq Abu Khdeir, 15, battu après avoir été arrêté lors d'affrontements à Jérusalem jeudi. La police israélienne a dit que l'incident s'est produit lors de l'arrestation de plusieurs manifestants, certains portant des couteaux. La famille du garçon nier qu'il était impliqué dans les affrontements.

En complément. Le sionisme ou EIIL : C'est la barbarie !

- Un adolescent palestinien tué à Jérusalem aurait été brûlé vif - AFP

Un jeune palestinien enlevé et tué apparemment en représailles au meurtre de trois Israéliens, a été brûlé vif, ont indiqué samedi des responsables palestiniens, un développement qui risque d'attiser davantage les tensions.

Selon le ministre palestinien chargé de Jérusalem, Adnane al-Husseini "*le meurtre a été marqué par une opération de défiguration d'un enfant*".

"*C'est la première fois que j'entends parler d'une telle manière de tuer, le garçon ayant été brûlé de l'intérieur et de l'extérieur, car il a probablement été forcé à boire du carburant*", a-t-il ajouté, en accusant les colons israéliens.

Les colons étaient également dans le viseur du journal palestinien al-Hayat qui a titré "*Brûlé vif par les colons*".

Néanmoins, la police israélienne a expliqué qu'elle refusait de dire si ce meurtre correspondait à un acte de vengeance, mais a assuré examiner "*toutes les possibilités*".

La police a également arrêté des manifestants à Jérusalem-Est, dont Tareq Abou Khdeir, le cousin du Palestinien assassiné, âgé de 15 ans et citoyen américain.

Il a été arrêté à Chouafat jeudi après avoir été battu par la police, ont déclaré ses parents à l'AFP. Il doit comparaître devant un tribunal de Jérusalem dimanche.

Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux (https://www.youtube.com/watch?v=HDENWwEDGr4) montre des hommes cagoulés, visiblement des policiers, frapper une personne menottée, à demi inconsciente.

La porte-parole de la police Luba Samri n'a pas pu confirmer s'il s'agissait de Tareq Abou Khdeir mais a déclaré que ces images montraient l'arrestation d'un groupe de six Palestiniens dont il faisait partie.

Selon elle, Tareq portait un lance-pierre sur lui et a attaqué la police et résisté à l'arrestation, tandis que d'autres manifestants lançaient des pierres et des cocktails molotov, blessant six policiers. AFP 05.07

Conditionnement des masses. La machine de propagande du Pentagone tourne à plein régime. Un état de guerre permanente.

Un rapport du Conseil National du Renseignement US (NIC, National Intelligence Council) indique que le projet d'établir un califat s'étendant de la Méditerranée Occidentale à l'Asie Centrale et à l'Asie du Sud-Est que revendique EIIL aujourd'hui aurait été mis au point par un petit-fils de Ben Laden (sic!), alors qu'en réalité il est une création de l'administration américaine, qui le finance et l'orchestre, inutile de préciser que les Américains en seront les principaux bénéficiaires.

Leur objectif : diaboliser les Musulmans de manière à créer un mouvement mondial alimenté par un communautarisme religieux radical en vue de justifier leur croisade militaire passée et à venir et le chaos qui s'en suivrait sur l'ensemble du territoire que serait censé recouvrir ce califat.

L'auteur de cet article qui figue en ligne dans cette page et au format pdf, Michel Chossudovsky, précise :

Ce rapport « *d'autorité* » du NIC « *Mapping the Global Future* » n'a pas seulement été présenté à la Maison Blanche, au Congrès et au Pentagone, il a aussi été envoyé aux alliés des USA. La « *menace émanant du Monde Musulman* » à laquelle se réfère le rapport du NIC (comprenant la section sur le projet de califat) est fermement installée dans la doctrine militaire des USA/OTAN.

Le but est de s'assurer que les « *responsables de haut rang* » continuent de croire que des terroristes islamistes menacent la sécurité du monde occidental.

La base théorique du scénario du califat est le « *Choc des Civilisations* », qui fournit une justification, aux yeux de l'opinion publique, à ce que les USA interviennent à travers le monde dans le cadre d'un agenda mondial anti-terroriste. mondialisation.ca 05.07

La situation est claire, non ? Faites circuler cette information le plus largement possible. On devrait la diffuser sous forme de tracts à des millions d'exemplaires. Quel parti a conscience de la portée de cette information? Quel parti le fera ? Aucun, hélas.

L'info à côté de laquelle nous étions passés. Chassez-moi ces miséreux au pays des milliardaires.

- États-Unis : 33 villes interdisent de nourrir les personnes sans-abri à titre personnel - reseauinternational.net 09.06

Plus de trente villes américaines tentent de résoudre le problème des personnes sans-abri en interdisant de nourrir, de leur propre initiative, les personnes dans le besoin dans les lieux publics.

La Coalition Nationale pour les Personnes Sans-Abri (NCH) est en train d'élaborer avec le canal NBC un rapport sur une question pressante. Récemment, un couple de la ville de Daytona Beach en Floride a été condamné à payer une amende pour ne pas avoir respecté ces règles.

Il est compliqué de quantifier le nombre de personnes sans-abri, même si, selon les chiffres de NCS, en janvier 2012, 633 782 personnes ont passé la nuit dans la rue le même jour ; un chiffre similaire aux années précédentes. « *On peut voir des personnes sans domicile dans les centres villes américains* », rapporte l'un des dirigeants de la NCH, Michael Stoops, cité par la NBC. « *Et les autorités des villes estiment qu'en privant ces populations de nourriture, elles s'en iront* », affirme-t-il, en ajoutant qu'en réalité, cela ne se passe pas de cette façon. reseauinternational.net 09.06

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Les néolibéraux s'impatientent...

- Pourquoi l'obsession antilibérale française est contre-productive - Atlantico.fr

Message entendu par M. Valls : "*Les étiquettes, les idéologies je ne les comprends pas, il faut être très pragmatique*", samedi sur

RTL. AFP 05.07

En quoi le néolibéralisme serait-il productif ? Pour qui ? Il est synonyme de régression sociale sans fin ou permanente et d'inégalités croissantes. Il doit être combattu sur tous les fronts à la fois. Il faut combattre avec la même détermination ceux qui parmi ses opposants ou pseudo-opposants sont tentés de lui accorder le moindre répit, la moindre concession qui revient à capituler ou s'en faire le complice.

Normal, non ?

- Finance: la phobie des bulles ressurgit, sans trop alarmer pour l'instant - AFP

En famille. En terme de parodie et dénie de justice, assurément ils en connaissent un rayon.

- Sarkozy: Debré a "*eu raison*" sur le respect de la justice, selon Valls - AFP

- Les Français ne veulent pas d'un retour de Sarkozy, mais pensent qu'il sera candidat en 2017 - Francetv info

En conclusion, il n'a aucune chance d'être réélu, la classe dirigeante lui préfère Hollande pour le moment ou un autre candidat de l'UMP plus tard selon l'évolution de la situation d'ici 2017.

Les médias ont encensé Sarkozy pendant des années avant de la lâcher quand ils en ont reçu l'ordre.

Ce sont les dirigeants de classe dominante qui détiennent les médias et les cordons de la bourse (ou Bourse), qui conditionnent les électeurs de manière à faire élire le président qui représentera le mieux leurs intérêts en fonction de la situation ou des rapports entre les classes, c'est la seule chose à retenir.

Cela fait des années que nous expliquons que participer à cette farce électorale revient à la cautionner, en vain. Comment voulez-vous combattre les illusions des masses dans les institutions et être crédible auprès des travailleurs quand dans le même temps vous participer vous-même à ce processus destiné à allimenter leurs illusions et à les tromper ? Aucun parti ouvrier ne peut se prétendre indépendant quand il participe à un tel mécanisme destiné à enchaîner les masses aux institutions.

Haut de page

Le 7 juillet 2014

CAUSERIE

On commence très fort la semaine ! Et dire que le lundi est mon seul jour de congé par semaine...

Qui a dit ? Faites tomber les masques ou dans quel camp sont-ils vraiment ?

- "*Je dis de toute la puissance de ma voix que l'appartenance de notre pays au camp occidental, son appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, ne sont pas contestées.*"

Réponse : Alexis Tsipras, président du parti Syriza en Grèce allié du Front de gauche au sein du GUE-NGL au Parlement européen, le 14 mai 2014.

(source : A. Tsipras : La Grèce appartient au camp occidental, l'UE et l'OTAN, site du parti de gauche Antarsya, 15/05/2014.)

Au moins les choses sont claires.

En général plus ils se rapprochent du pouvoir et plus ils se découvrent, plus ils doivent faire allégeance à leurs véritables maîtres, l'UE et l'OTAN, autant dire qu'ils se situent dans le camp de nos ennemis.

On est sincèrement désolé pour les militants qui se sont fait berner en rejoignant le Front de gauche qu'ils peuvent intituler le Front de l'UE et de l'OTAN.

En complément. Quelques infos sur Syriza trouvées dans un article publié le 17 mai 2014 dans un blog de Mediapart. Extraits

Qui connaît Alexis Tsipras en France ? Homme politique grec, président du parti SYRIZA depuis mai 2012, président de son groupe parlementaire, il est vice-président du Parti de la gauche européenne (PGE), dont le français Pierre Laurent (PCF) est le président. (...)

En Grèce, une social-démocratie en recomposition En Grèce, le climat est évidemment très différent. Le parti dirigé par Tsipras, SYRIZA, n'a jamais été autant divisé. Son fondateur, Alekos Alavanos, qui avait fait entrer Tsipras dans le mouvement, a dû partir en 2013 et a créé le parti "Plan-B". "Plan B" réclame la sortie de l'euro et s'oppose radicalement à l'Union européenne. (...)

Au sein de SYRIZA, deux courants s'opposent de manière antagoniste. Le courant majoritaire d'Alexis Tsipras réunit en outre de nombreux cadres issus du Parti socialiste (PASOK). Il est franchement européiste : l'orientation décidée et d'ailleurs majoritairement pro-européenne au sein du parti ne changera pas (Yannis Milios, le 9 décembre 2013).

La droitisation du mouvement est poussée par l'arrivée d'anciens caciques du PASOK depuis la prise en main de SYRIZA par Tsipras :

Parmi les ralliés, le couple détonant Louka Katseli et Gerasimos Arsenis. Elle, c'était la Ministre du Travail de Papandreou-fils : adepte de l'austérité première mouture, co-responsable de la casse du Code du travail, elle vire casaque … quand elle réalise que cette politique saborde le PASOK et fait le jeu des communistes ! Lui a été soutenu l'an dernier par SYRIZA pour le poste de premier ministre. Un ancien de Papandreou-père. Gouverneur de la Banque de Grèce dans les années 80, où il impulse la libéralisation du secteur financier, ministre de l'Éducation, fin des années 90, où il subit une fronde étudiante sans précédent, contre les premières contre-réformes cassant l'éducation publique.

Parmi les ex-députés du PASOK séduits par le projet SYRIZA, les enfants de Papandreou : on peut penser à Marilisa Xenogiannakopoulos, Harris Kastanidis, Spyros Kouvelis ou Lambros Michos. Tous ou presque étaient au gouvernement Papandreou. Pas à n'importe quel poste : affaires européennes, affaires étrangères, justice, intérieur, santé, économie et travail (si on rajoute Katseli !).

Face à ce véritable rouleau compresseur "*social-démocrate*", le courant minoritaire de Panagiotis Lafazanis à SYRIZA bataille sur des positions totalement opposées. Les antagonismes sont ainsi devenus inconciliables, Lafazanis affirmant :

il devient impératif de quitter la zone euro et ainsi de redéfinir nos relations avec l'UE, d'autant plus que cette dernière est devenue un véhicule irréparable et irréformable de la seule volonté des banques et du néo-impérialisme de l'Allemagne. La zone euro et l'UE ont subi une mutation profonde et irréversible en devenant l'espace vital de l'impérialisme allemand. Le choix de l'euro est devenu celui de l'intégration dans la sphère d'influence économique allemande. Il n'est plus possible de réformer ou de refonder la zone euro, ni l'UE ; on ne peut que les renverser. La sortie prévue de la Grèce de la zone euro permettra la mise en œuvre d'un programme de redressement progressif, elle n'est en aucun cas un choix catastrophique, c'est plutôt la réponse positive et crédible face à la crise. La Grèce devrait abandonner son eurocentrisme étroit et myope, autant que son euro-atlantisme de la servitude. C'est pour cela que la Plateforme de gauche rejette les orientations jugées essentielles par le Parti de la gauche européenne. (...)

A peine arrivé à la tête de SYRIZA, succédant à son mentor Alavanos, Tsipras entame le recentrage du mouvement. Il n'est plus question de rejeter d'un bloc les memoranda imposés à la Grèce par la Troïka : il faut négocier l'étalement du paiement de la dette. La renégociation devra se faire avec les 28 et il n'appartient plus aux seuls Grecs de décider. Ces propositions ressemblent étrangement à celles du Front de gauche : pas de décisions unilatérales, on attend que les 28 Etats autorisent les pays demandeurs à entamer une politique de gauche et à se gouverner eux-mêmes. (....)

Rémi Douat, dans un article de Regards 7, cite Philippe Marlière, auteur de La Gauche radicale en Europe (éd. du Croquant) :

"Philippe Marlière se souvient de son passage à Londres, il y a un an. Alexis Tsipras faisait alors un discours devant un parterre de décideurs à la London School of economics : « *Selon moi, il a opéré un recentrage à ce moment-là, précise Philippe Marlière. J'ai trouvé qu'il avait lissé son discours et s'écartait du lexique traditionnel de la gauche radicale.* » À l'annulation pure et simple de la dette, il substitue la « *renégociation de la dette* ».

Le Parti de gauche sombre dans une démagogie de plus en plus grotesque

C'est à se demander si c'est naturel chez eux, s'ils le font exprès ou s'ils sont complètement abrutis, autrement dit si on a à faire à des charlatans.

Ce sont des défonceurs professionnels de portes ouvertes, des commentateurs aguerris débitant des platitudes à longueur de

temps, des chroniqueurs expérimentés sans imagination ni personnalité qui se complaisent dans des sophismes, ils feignent d'être surpris à tout bout de champ au point que leur névrose obsessionnelle tourne à la schizophrénie et en devient pathétique.

Finalement, ils nous livrent un numéro d'illusionnisme éculé qui a le don de témoigner de leur impuissance pour ne pas dire de leur médiocrité accablante, qui ne peut à la longue que lasser les lecteurs qui auront l'impression de perdre leur temps à les lire ou les écouter débiter leurs discours convenus qui relèvent de la fainéantise ou de l'épuisement intellectuel ou révèlent un état mental aussi délabré ou décomposé que leur parti.

Tant de niaiseries est confondant, on frise la crise d'apoplexie, la sclérose cérébrale les guette si elle n'a pas déjà atteint le stade fatidique de la lobotomie.

C'est ce qui se dégage des articles suivants qui figurent dans la page d'accueil du portail nationale du Parti de gauche, dont vous trouverez quelques extraits illustrant notre diagnostic clinique.

Ah ben alors s'exclame le grand dadais !

- Drôle d'ambiance - François Delapierre - Lundi 30 Juin 2014

Rien ne va plus, tout fout le camp ! (Sans blague, une découverte, un scoop ! - ndlr)

Si cette absurdité perdure c'est seulement que des hommes continuent d'y obéir. L'Assemblée se prépare ainsi à voter le plan Valls. Pourtant les députés PS majoritaires ont été élus contre une telle politique. Pire ils en savent l'inefficacité. Avec tout cela comment voulez-vous qu'on prenne les importants au sérieux ? lepartidegauche.fr

(Il parle de lui assurément. Les "*importants*" comme vous y allez, c'est vous prendre pour ce que vous n'êtes pas ou trop au "*sérieux*" !

Grand ballot, l'essentiel, ce n'était pas sur quelle politique ils seraient élus, mais quelle politique ils appliqueraient ! Et bien entendu vous l'ignoriez, cela ne vous était pas venu à l'esprit un instant, qui peut croire cela franchement, personne, vous vous foutez de nous, là aussi c'est une certitude. Vous voyez qu'on ne peut pas vous prendre au "*sérieux*". - ndlr)

A l'heure de Maastricht, mais c'est vrai qu'il a pris le train en marche...

- L'Europe à l'heure allemande - Jean-Luc Mélenchon - Mardi 1 Juillet 2014

Coup de force contre le résultat des élections européennes. Le social-libéral Martin Schulz vient d'être ré-élu président du Parlement Européen. En dépit du désaveu populaire les mêmes sont reconduits pour mener la même politique.

(Avec 56% d'abstention le Parlement européen aurait dû être dissout, fermé définitivement, closed for ever, aboli, cette institution supranationale désavouée par les peuples de l'UE aurait dû disparaître tout bonnement, l'UE et la BCE avec. Mais cela il ne peut pas le dire car c'est son moyen de subsistance, sa tirelire dans le langage populaire ou son estomac, il faut bien qu'il survive le malheureux et l'UE avec.

Qu'est-ce qui le chagrine tant le pauvre chéri, serait-il germanophobe ? Que ce soit un allemand, un autrichien, un italien ou un belge qui préside le Parlement européen à la botte de la Commission européenne, en quoi cela l changerait-il quelque que chose? En rien. Il parle pour ne rien dire, il radote. - ndlr)

Cette élection résulte d'un accord passé entre la droite et les sociaux-démocrates en échange du soutien à la candidature de Juncker à la présidence de la Commission. lepartidegauche.fr

(Il oublie de préciser que le groupe parlementaire européen dont fait partie le PG s'est rallié à la candidature de Juncker pour succéder à Barroso. On vous comprend monsieur Mélenchon, il n'y a pas de quoi s'en vanter. Lire plus loin un complet à ce sujet. - ndlr)

Ah ces braves députés au service de toutes les classes !

- Les représentants de la Nation vont-ils bâillonner le Peuple ? - François Cocq, secrétaire général du Parti de Gauche - Mercredi 2 Juillet 2014

Les député-e-s, représentant-e-s de la Nation, vont-ils refuser au peuple la possibilité de s'exprimer sur un projet qui destructure en profondeur l'édifice institutionnel et républicain pour soumettre les territoires aux règles de la compétitivité et de la mise

en concurrence ? lepartidegauche.fr

(C'est fait ! La majorité des députés à l'Assemblée nationale ne veut pas entendre parler d'un référendum sur la "*réforme territoriale*". C'était à prévoir, non ? Tout le monde s'y attendait sauf ce philistin. Vous aurez noté que jusqu'au dernier moment, la dernière minute il leur faut tenter d'allimenter des illusions dans la tête des travailleurs envers le PS, c'est volontaire car ils savent pertinemment ce qu'ils disent et font. C'est leur manière de ménager le PS et le gouvernement et de le soutenir, c'est petit, c'est minable, que voulez-vous, ils en sont là.

Un mot sur le titre de cet article. En écrivant les "*représentants de la Nation*" ils se font l'écho du discours du gouvernement et du patronat qui prétendent oeuvrer pour le bien de chacun toutes classes confondues ou l'intérêt générale (lire plus loin la déclaration de Valls). Là encore c'est une manière de les soutenir, disons l'air de rien, cela témoigne de leur soumission totale à l'ordre établi. - ndlr)

Porte-parole des marchands de canons made in France.

- L'insupportable braderie de notre souveraineté continue ! - Jean-Luc Mélenchon - Mercredi 2 Juillet 2014

François Hollande et son gouvernement viennent de décider un nouvel abandon de souveraineté. Après Alcatel, EADS, Alstom, c'est cette fois le cœur de l'industrie d'armement qui est attaqué. La fusion de l'entreprise Nexter (ex GIAT industries) avec l'entreprise allemande KMW est une double faute. Une faute contre la France qui perd ainsi le contrôle à 100% de l'un des ses principaux fournisseurs de matériel militaire ...

L'Europe de la Défense confirme son véritable objectif : défaire la souveraineté de la France sur ses armes. Le Parlement sera saisi de cette privatisation : il doit s'y opposer. lepartidegauche.fr

(On croirait un général de l'armée impérialiste et coloniale français en train de s'exprimer ! Le voilà en défenseur des intérêts de la France marchande de canons ! Vous comprenez maintenant pourquoi leur truc c'est la "*révolution citoyenne*", parce que celle les armes à la main pour conquérir le pouvoir politique nécessiterait d'affronter cette armée qu'ils chérissent tant.

Là encore il en remet une couche l'illusionniste de pacotille, quel suspens franchement les députés du PS pourrait s'y opposer... Ils nous prennent vraiment pour des demeurés, ils nous méprisent en vérité, vous avez une autre explication ? - ndlr)

Est dupe qui veut bien l'être.

- Marché de dupes à tous les niveaux ? - Martine Billard co-présidente du Parti de Gauche - Jeudi 3 Juillet 2014

... le marché de dupes continue au niveau de l'Union Européenne : le PS va voter pour le libéral Jean-Claude Junker, défenseur des paradis fiscaux, en échange de l'élection de Martin Schulz à la présidence du Parlement et sous prétexte de peser pour une réorientation de la politique qu'il doit mener. Une preuve de plus du niveau de mensonges auxquels est prête la social-démocratie : qui peut croire réellement que Junker va changer de politique économique ? lepartidegauche.fr

(Force est de constater que le PG rivalise dans le mensonge avec le PS, en pire car il n'assume pas le soutien de son groupe parlementaire européenne (GUE-NGL) à Junker, il le passe sous silence. Que le PG y soit opposé (lettre de Mélenchon du 3 juin 2014) ne change rien au fait qu'il demeure lié à l'accord passé par le GUE-NGL avec le groupe PPE (celui de l'UMP), PSE (celui du PS) notamment puisqu'il n'a pas décidé de rompre avec ce groupe dans lequel figure aussi le PCF, Pierre Laurent en étant le vice-président. La potion de la trahison, il faut la boire jusqu'à la lie monsieur le renégat. - ndlr)

Pour rappel, extrait de la causerie du 8 juin :

- En lisant ce matin un article de Libération, j'ai appris qu'Alexis Tsipras (Syriza ou le Front de gauche grec, allié du Front de gauche en France) soutenait la nomination de Juncker à la tête de la Commission européenne. Mélenchon doit en être laminé, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

La question adressée à Nathalie Arthaud (LO) était la suivante :

- Soutenez-vous vous aussi comme le candidat d'extrême gauche Alexis Tsipras la nomination de Juncker à la tête de la commission européenne «*au nom de la démocratie et du respect des électeurs*»?

Info confirmé dans le portail d'Europe1 et un blog de Mediapart :

-http://lelab.europe1.fr/Presidence-de-la-commission-europeenne-les-soutiens-de-Tsipras-et-Cohn-Bendit-a-Jean-Claude-

Juncker-interpellent-au-sein-de-la-gauche-francaise-14853

- http://blogs.mediapart.fr/blog/xipetotec/170514/alexis-tsipras-i-am-not-dangerous

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PS est de droite affirme Valls.

Quand il affirme qu'être de gauche c'est accepter de sacrifier "*votre intérêt particulier*" au profit de " *l'intérêt général*" ou de la "*Nation*", autrement dit celui de la classe dominante, il confirme que le PS est étranger à la gauche et que son attachement indéfectible au capital détermine en réaité sa véritable nature.

Il l'a exprimé clairement sous la forme d'un aveu en disant : "*Il est temps*" que le patronat "*reconnaisse l'effort que la Nation consent pour le soutenir*" avec le pacte de responsabilité et ses 40 milliards de baisses des coûts des entreprises, illustrant l'affirmation précédente, au moins vous savez pour quoi et pour qui vous devez accepter la spoliation de vos droits et besoins, au profit du patronat qui est le dépositaire de "*l'intérêt général*" ou de la "*Nation*".

- Face à la gauche qui peut mourir, Valls oppose celle "*qui marche*" - AFP

"*La gauche qui met la société en mouvement, la gauche qui marche, c'est la gauche qui dit à chacun: quelle part de votre intérêt particulier êtes-vous prêts à laisser pour la mettre au service de l'intérêt général?*", a défini le Premier ministre. "*Nous le voyons tous: il y a trop de blocages. La France est entravée, coincée, tétanisée*", a estimé M. Valls. AFP 06.07

Il tient le même discours que le patronat, le FMI, Bruxelles, normal, il en est le porte-parole.

Dites-moi qui sont vos amis et vos ennemis et je vous dirai qui vous êtes. Réponse : La réaction.

Haro sur le droit du travail, l'ennemi à abattre, le responsable du chômage !

- Faut-il revoir le droit du travail pour relancer l'emploi? - AFP

Travail du dimanche, seuils sociaux, simplification du code du Travail... Face à un chômage au plus haut et une boîte à outils qui s'est avérée jusqu'ici insuffisante, le gouvernement est tenté de s'aventurer sur un terrain sensible pour la gauche: revoir des acquis sociaux. Quelles sont les pistes à l'étude et pourraient-elles être efficaces?

Le Premier ministre Manuel Valls juge qu'il faut les revoir si "*cela permet la création de milliers d'emplois*".

(C'est le discours que tous les gouvernements qui se sont succédés et le patronat ont tenu au cours des décennies précédente pour justifier leurs contre-réformes qui se sont soldés par un chômage de masse sans précédent. - ndlr)

Question : Le code du Travail est-il trop pesant?

Réponse: Le patronat déplore sa "*lourdeur*" et appelle à le simplifier pour "*libérer l'embauche*".

(En réalité "*libérer*" le droit de licencier à tour de bras pour peut-être par la suite réembaucher aux conditions de l'ANI ou à des conditions et des salaires inférieurs. - ndlr)

M. Valls a demandé que des discussions soient engagées en ce sens afin de "*rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace*".

(Traduire : Plus dure et insupportable pour les travailleurs. - ndlr)

Question :Quel pourrait être l'impact de ces mesures sur l'emploi?

Réponse: Toutes laissent sceptique Eric Heyer, directeur adjoint à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

D'une façon générale, prévient M. Heyer, "*si vous flexibilisez le marché du travail mais que la croissance économique ne*

redémarre pas, ça ne sert à rien". AFP 06.07

Sauf si vous parvenez à imposer aux travailleurs une baisse de salaire de 30 à 50% et un taux d'exploitation comparable à la Chine par exemple, ou à la Grèce puisque la Grèce en est là.

En famille. L'amie du gouvernement et du PS, c'est la finance. On a les amis qu'on peut...

- Sapin: "*Notre amie c'est la finance: la bonne finance*" - AFP

Proverbes de circonstance :

- « *Les bons maîtres font les bons valets* » : les maîtres ont les valets qu'ils méritent. On dirait plutôt que les maîtres choisissent leurs valets en fonction de leur abnégation à les servir avec zèle.

- « *Tel maître, tel valet* » : les valets ont souvent les qualités et les défauts de leur maître. Ajoutons, en plus accentués s'agissant de leurs défauts, ce qui les rend grotesques.

- « *Nul ne peut servir deux maîtres à la fois.* ». Il est vrai qu'il est impossible de servir à la fois les exploiteurs et les exploités

- Le ministre des Finances, Michel Sapin, a déclaré dimanche que la finance était l'"*amie*" du gouvernement et de l'économie, précisant "*la bonne finance*", dans une intervention aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

"*Nous avons à répondre à une très belle question: " y a-t-il une finance heureuse, au service d'investissements heureux ?" Je l'exprimerais autrement et vous verrez ma part de provocation. Notre amie c'est la finance: la bonne finance*", a-t-il lancé, déclenchant des rires dans la salle.

(Il ne se sent plus dès qu'il est question de ses amis de l'oligarchie financière, quelle emphase digne des précieuses ridicules ! Et puis, quel bonheur ne peut-elle pas nous apporter, ne vivons-nous pas dans un monde à son image, si merveilleux ? Elle est bien "bonne" celle-là, quel cynisme ! Il est bien digne de ses maîtres. - ndlr)

Les propos de Sapin, tenus au cours d'un panel de ces rencontres internationales organisées par le Cercle des économistes, faisaient allusion à la déclaration de François Hollande dans son discours de campagne, au Bourget en janvier 2012. Alors qu'il briguait la présidence, M. Hollande avait dit que la finance était son "adversaire".

(Il n'y a que les crétins pour l'avoir cru ou des escrocs, des vendus. - ndlr)

"*Y a-t-il encore de la régulation à mettre en oeuvre, de la lutte contre un certain nombre d'éléments d'instabilité pour, au fond, éviter la part considérable de la mauvaise finance, notre ennemie, qui a été à l'origine en grande partie de la crise de 2008-2009?*" a-t-il demandé.

(Alors que les Bourse flambent au rythme d'une spéculation effrénée, que les paradis fiscaux ne se sont jamais aussi bien portés, les gangsters de la finance s'enrichissant à tour de bras ... - ndlr)

"*De ce point de vue-là, le chemin parcouru est considérable, il en reste encore à parcourir*", a répondu M. Sapin. "*Nous avons besoin encore de régulation financière. Pour tout ce qui est bancaire on a bien avancé, pour tout ce qui est extra-bancaire il y a encore du chemin à faire*", a-t-il ajouté.

(Ce discours n'était pas destiné à ses amis oligarques. Traduire : Vous n'avez encore rien vu, le pire est à venir... - ndlr)

"*La dépense publique n'est pas notre ennemie, mais la mauvaise dépense publique est notre ennemie*", a par ailleurs affirmé le ministre.

(La "*mauvaise dépense publique*", c'est celle destinée à "*notre ennemie*", les travailleurs, les budgets sociaux. Ce qui confirme ensuite. - ndlr)

"*Nous devons lutter contre un certain nombre de dépenses de fonctionnement avec des réformes les plus profondes possibles pour pouvoir consacrer le plus possible aux bons investissements publics*", a-t-il ajouté.

(Les "*bons investissements publics*" étant destinés à ses amis, les patrons qui en réclament encore, 50 milliards d'euros supplémentaires, ce n'est pas assez. - ndlr)

Interrogé dimanche soir lors de l'émission BFM Politique, le ministre a précisé ses propos et expliqué ce qu'il entendait par "*bonne*" et "*mauvaise*" finance.

Selon lui, la "*mauvaise*" finance est celle de la spéculation "*qu'il fallait combattre et qu'il faut encore combattre pied à pied parce qu'elle est encore là, elle est encore derrière, elle est encore en dessous, prête parfois à bondir*".

(Discours à destination des niais qui l'écoutent encore, ils sont de moins en moins nombreux. Il en fait décidément trop le tartufe. - ndlr)

"*C'est celle qui ne cherche pas à construire ses gains (...) sur du solide, qui ne cherche pas à construire ses gains sur de la durée*", a-t-il ajouté.

(Les parasites de la finance ont dû bien se marrer en l'écoutant, pour eux seuls les actes comptent et sur ce plan-là ils sont servis, merci pour eux. -ndlr)

Au contraire, pour le ministre, la "*bonne*" finance est "*celle dont nous avons besoin, celle dont l'Etat a besoin y compris pour se financer lui-même*".

(Celle qui pille les caisses de l'Etat, le rançonne, le racket, qui a fait de la dette une rente garantie à vie. Oh quelle est bonne, j'en reprendrais bien une part, pas vous mon cher ami... - ndlr)

"*Surtout dans la période actuelle, nous avons besoin d'une finance qui vienne aider*" les entreprises françaises "*à se financer*", pour créer de la croissance, a dit M. Sapin. AFP 06.07

Bref, on ne peut pas s'en passer, elle est légitime, amen.

Quand on vous le dit qu'ils sont viscéralement, génétiquement liés au capitalisme, que c'est la véritable nature du PS, on n'invente rien, ils s'emploient à le démontrer eux-mêmes, il suffit de les écouter pour en être convaincu.

ACTUALITE EN TITRES

Nouvelle mesure liberticide au royaume des "***droits de l'homme***".

- L'interdiction de fumer dans les parcs expérimentée à Paris - LeMonde.fr

Une "***démocratie***" telle que l'affectionnent Hollande, Fabius et Obama.

- Arabie: 15 ans de prison pour un militant des droits de l'Homme - AFP

Un éminent militant saoudien des droits de l'Homme, l'avocat Walid Aboulkheir, a été condamné dimanche à 15 ans de prison pour insulte aux autorités, ont annoncé ses proches. AFP 06.07

Jusque là on se disait que monsieur Aboulkheir méritait notre soutien, mais le dernier paragraphe de cet article fournit un détail qui nous a refroidi.

- En mars 2012, il avait été interdit de voyager alors qu'il devait se rendre aux États-Unis pour assister à un forum organisé par le Département d'État américain. AFP 06.07

Cela ne signifie pas forcément qu'il s'agirait d'un agent de la CIA, mais il pourrait avoir le profit pour figurer parmi les nouvelles recrues de cette officine du crime organisé pour l'avoir invité. A notre connaissance le Département d'État américain n'invite pas n'importe qui à participer à un de ses forum...

Créer un état de psychose permanent pour mieux manipuler les masses.

- Les appareils électroniques déchargés interdits dans les avions vers les Etats-Unis - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Serbie

- Appauvrie, la Serbie doit entamer des réformes douloureuses - AFP

La Serbie, qui compte cinq retraités ou chômeurs pour une personne employée, est confrontée à un déficit budgétaire record et doit à tout prix mettre en ?uvre des réformes douloureuses pour éviter la banqueroute.

Le Premier ministre Aleksandar Vucic s'est engagé à agir, notamment à supprimer des emplois dans le secteur public pléthorique, mais les analystes font valoir que tout reste à faire et que les marchés financiers pourraient punir la Serbie si elle tarde à mettre en oeuvre ces réformes.

"*Nous devons appliquer ces réformes (...) c'est une lutte pour notre survie*", a déclaré M. Vucic qui, arrivé au pouvoir en avril, a promis de redresser l'économie moribonde.

Son gouvernement veut aussi notamment augmenter les taxes et les impôts et diminuer les subventions.

Le Parlement devrait adopter d'ici la fin juillet des nouvelles lois sur le travail, la privatisation et la faillite.

Les dépenses sont devenues insoutenables, a insisté M. Vucic mettant en garde que la Serbie risquait de "*se retrouver dans la position de la Grèce*", si elle ne réagissait pas énergiquement.

"*Nous avons plus de retraités que d'employés et 50% des employés le sont dans le secteur public. Qui pourrait soutenir une telle situation?*" s'est-il interrogé.

Pays de 7,2 millions d'habitants dont le budget s'élève à environ 8 milliards d'euros, la Serbie a en charge 1,7 million de retraités et 700.000 employés du secteur public.

Le taux du chômage est supérieur à 20% alors que la plupart des employés survit difficilement avec un salaire moyen mensuel de 350 euros.

Par ailleurs, 600 millions d'euros de subventions de l'État sont destinés à 161 entreprises qui auraient dû être fermées il y a plus de dix ans, a fait valoir le ministre de l'Economie, Dusan Vujovic.

Quatre-cents autres entreprises devraient être privatisées d'ici à la fin 2016. Le gouvernement est à la recherche d'investisseurs étrangers qui pourraient redresser ces compagnies, a précisé le ministre.

La Serbie "*aura le plus grand déficit budgétaire en Europe*" cette année, note l'économiste Milojko Arsic.

"*La volonté du gouvernement de mettre en oeuvre une consolidation fiscale rigoureuse et des réformes structurelles globales semble moins certaine aujourd'hui qu'au moment ou il a été formé*" fin avril, a-t-il fait valoir.

La révision du budget annoncée pour le mois de juin, a été repoussée à l'automne et les diminutions des salaires dans le secteur public reportées à octobre, autant d'hésitations qui risquent de coûter cher à la Serbie sur les marchés financiers.

"*Le gouvernement a fait beaucoup de promesses, il a le mandat pour mettre en oeuvre les réformes et la population s'attend à ce qu'il le fasse. Il n'y a plus d'excuses*", a insisté Timothy Ash, analyste des marchés émergents auprès de la Standard Bank.

"*Si le gouvernement n'agit pas, les marchés vont le pénaliser alors que le ratio d'endettement approche des niveaux suscitant l'inquiétude*", a-t-il mis en garde.

"*Si le gouvernement échoue à mettre en oeuvre les réformes dans les six mois à venir (...) nous allons être confrontés à de sérieux problèmes avec la dette publique*", a admis pour sa part Nikola Altiparmakov du Conseil fiscal du gouvernement, faisant valoir que cette dette devrait s'élever à 70% du PIB en 2014.

"*Nous n'avons pas le choix, nous devons diminuer les retraites, les salaires dans le secteur public et faire des économies dans les entreprises publiques autrement nous allons nous effondrer*", a-t-il mis en garde.

Le rouleau compresseur néolibéral...

Si les travailleurs serbes ne se trouvent pas encore dans "*la position*" dramatiques des travailleurs grecs, ils vont tout faire qu'ils les rejoignent.

Haut de page

Le 8 juillet 2014

CAUSERIE

Rien à ajouter.

Les articles du mois de juin qui figuraient dans les différentes rubriques ont été archivés dans la page *International*.

Nouvelles du pays.

En Inde, 100 millions de personnes supplémentaires considérées comme pauvres - lemonde.fr

Où doit-on placer le seuil de pauvreté en Inde ? Selon un rapport d'experts relayé par la presse indienne lundi 7 juillet, quelque 100 millions d'Indiens supplémentaires doivent être considérés comme pauvres.

Au total, 30 % des 1,2 milliard d'habitants du pays – soit 363 millions de personnes – vivaient sous le seuil de pauvreté en 2011-2012, selon ce rapport d'experts commandé par le précédent gouvernement pour réévaluer les seuils de pauvreté.

Le rapport avait été demandé après que les propositions de la commission du plan, principal organisme d'Etat pour la planification économique, eut défini en 2011 des seuils de pauvreté qui avaient déclenché un tollé. Cette commission avait suscité l'indignation d'ONG en considérant qu'il fallait au moins 27 roupies (33 centimes d'euros) par jour dans un village et 33 roupies (40 centimes) par jour dans une ville pour ne pas être pauvre.

Le rapport d'experts propose d'établir ces seuils à 32 roupies (39 centimes) dans les villages et 47 roupies (57 centimes) en ville pour échapper à la pauvreté, selon des extraits qui ont filtré dans le Times of India et d'autres quotidiens indiens.

Ces seuils sont cruciaux pour déterminer l'ouverture de droits à des aides sociales. Selon l'agence Press Trust of India, ce rapport établit que quelque 38,2 % de la population indienne étaient pauvres en 2009-2010, contre 29,8 % selon l'estimation de la commission du plan. Cette proportion a diminué – 29,5 % (363 millions de personnes) en 2011-2012 selon les auteurs du rapport, contre 21,9 % en 2011-2012 (270 millions de personnes), selon la commission. lemonde.fr 07.07

Tout dépend de ce qu'on entend par être pauvre en Inde.

Ce n'est pas seulement le fait de ne pas avoir de toit ou suffisamment de nourriture, c'est aussi la sous-alimentation, le fait de se passer de viande ou de poisson, de protéines, vivre dans des taudis, des quartiers entiers insalubres, vivre entassé dans des appartements ou des maisons dont la superficie ne dépasse pas deux mètres carrés par personne, ne pas être raccordé au réseau d'eau potable, ne pas pouvoir accéder à des soins de qualité, ne pas pouvoir se payer le dentiste, ne pas pouvoir régler les frais de scolarité ou de transport pour envoyer ses enfants à l'école, je ne parle même pas de leur faire suivre des études supérieures ou une formation dans un établissement qui sera forcément privé et payant, c'est dans un pays où la température oscille entre 30° et 40 °C une grande partie de l'année pouvoir acquérir plusieurs ventilateurs, un réfrigérateur, bref, c'est vivre dans un état de profonde frustration et privation en permanence dans l'impossibilité de satisfaire ses besoins les plus élémentaires.

Si on tient compte des éléments que j'ai énumérés, leur seuil de pauvreté le plus optimiste est fantaisiste, il devrait se situer aux alentours de 80 à 100 roupies (par personne) en ville sachant qu'il est impossible de se loger décemment à moins de 3.000 roupies et que les prix ne cessent de flamber, contrairement à ce qu'affirme les autorités, l'inflation n'est jamais descendue en-dessous de 11 à 15% par an, même le prix du riz qui est l'aliment de base (sud de l'Inde) a plus que doublé ces dernières années, tout comme le prix de l'essence, du gaz et de l'electricité ou encore la plupart des denrées alimentaires de

première nécessité, le lait, le sucre, l'huile, etc.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que pour sortir de la pauvreté extrême beaucoup d'Indiens sont obligés de continuer à travailler à un âge avancé, ici cela ne se mesure pas comme en France, arrivé à 50 ans vous en paraissez 70 parce que la rudesse du climat, du mode de vie et des conditons de travail font que vous êtes littéralement épuisé, usé jusqu'à la corde. Ils envoient leurs enfants travaillés dès 15 ou 16 ans, parfois plus tôt en trichant sur leurs âges, pour un salaire de misère, 1.500 à 2.000 roupies par mois, les jeunes femmes qui sont employées dans les petits commerces en sont les plus nombreuses victimes. Elles font le même nombre d'heures qu'un salarié normal six jours sur sept sans vacances, et comme eux elles n'ont le droit à aucun avantage social. Des femmes trouvent aussi à s'employer dans des usines pour des salaires à peine supérieurs, ma belle-soeur Tamayendi perçoit un salaire de 3.000 roupies, alors que le salaire minimum à Pondichéry se situe aux environs de 5 à 6.000 roupies. Ici le smic n'existe pas. En dessous de 8 ou 10.000 roupies par mois une famille de quatre personne parvient à peine à s'en sortir sans faire d'extras.

En conclusion, il faut multiplier au moins par trois le nombre de pauvres en Inde, en précisant que ceux qui y ont échappé ces dernières années, c'était en acceptant un travail si mal rémunéré que leurs conditions les rapprochent davantage de l'esclave que celui du travailleur salarié en occident. Leur mode de vie pour plus confortable qu'il puisse être ou paraître par rapport aux générations passées, c'est en réalité considérablement dégradé au regard du prix qu'ils doivent le payer, tout comme l'environnement.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Ouf, le dialogue social est sain et sauf !

Vous n'imaginez pas un seul instant que nous pourrions nous féliciter de la décision de Lepaon et Mailly de ne pas participer à la seconde journée de cette conférence antisociale, c'est uniquement sous la pression exercée par leurs troupes qu'ils y ont été contraints. Les militants et les travailleurs peuvent se saisir de cette opportunité pour revendiquer la légitimité des droits pour lesquels ils combattent, se rassembler sur leur terrain de classe contre le patronat et le gouvernement.

Il y a peu de temps dans une causerie nous avions indiqué que c'était le combat à mener dans les syndicats, qu'au lieu d'appeler les dirigeants syndicaux à rompre avec le gouvernement et le patronat, car ils ne le feront jamais, il valait mieux se battre pour les empêcher de participer à cette mascarade, car cela permettait de conserver intacte l'indépendance des travailleurs, condition pour renforcer leur confiance en eux-mêmes et favoriser leur détermination à passer à l'action, luttant sur leur propre terrain de classe sans tenir compte des besoins exprimés par le patronat. Bref, au lieu d'adopter une tactique qui revenait à alimenter des illusions dans les dirigeants syndicaux et donc de les renforcer, il fallait adopter une tactique qui permettrait d'alimenter les luttes des travailleurs et de mettre en relief la légitimité de leurs revendications face au patronat et au gouvernement. Nous avions fait le bon choix apparemment.

Ce qui est important ou ce qu'il faut retenir, ce n'est pas la décision de la CGT et de FO de ne pas participer à la suite de cette conférence, mais le fait qu'ainsi les syndiqués et les travailleurs se trouvent conforter dans l'idée que leurs revendications et leurs combats sont légitimes pour les poursuivre et les amplifier.

La situation sociale est parvenue à un stade où les dirigeants corrompus de la CGT et de FO n'avaient pas d'autres alternatives, sauf à se mettre leurs troupes à dos ou perdre le contrôle de certaines fédérations remontées à bloc.

Ce serait une grave erreur de leur servir la soupe comme nos dirigeants vont s'empresser de le faire une nouvelle fois, servilité oblige envers les appareils, Mailly ayant précisé vendredi qu'il s'agirait uniquement de "*marquer le coup*", ce qu'il a confirmé hier en évoquant "*un bug dans le dialogue social*", une simple égratignure sans conséquence dans le dialogue social qui devrait vite guérir ou disparaître sans laisser de trace, juste de quoi filer un os à l'aile gauche de l'appareil de FO, ce que Hollande qui sait pertinemment à qui il a à faire a confirmé en affirmant "*le dialogue social, toujours*", après avoir annoncé qu'une rencontre aurait lieu "*entre les partenaires sociaux et l'Etat dès le mois de septembre* » sur l'apprentissage, comme quoi leurs relations ne sont pas rompues.

La citation complète de Mailly : Toutefois, selon lui, le boycott partiel de la conférence ne veut "*pas dire qu'il n'y a plus de dialogue social, ça veut dire que le dialogue social fait des bugs*". AFP 07.07

Ce qu'a confirmé Rebsamen sur le plateau du Grand Soir 3 "*Il ne faut pas prendre le boycott de deux organisations syndicales pour une rupture du dialogue social*" Francetv info 07.07

- François Hollande et Manuel Valls entre deux feux - LeFigaro.fr

- Conférence sociale: le boycott de la CGT et F0 mardi donne un goût d'échec - AFP

- Hollande : « *le dialogue social ne peut pas être une perpétuelle surenchère* » - Public Sénat

Cette citation est tronquée, il a dit à propos du dialogue social : « *Mais il ne peut pas être une perpétuelle surenchère avec des demandes unilatérales* », sauf qu'en réalité le gouvernement et ses prédécesseurs ne prennent en compte que les "*demandes*" du patronat, alors qu'ils méprisent ceux des travailleurs qui ne seraient pas légitimes en bon gestionnaire de la société pour le compte du capitalisme.

En réalité, depuis des décennies nous assistons à une régression sociale sans fin dans tous les domaines, c'est le résultat de "*la surrenchère*" du patronat qui voit ses "*demandes unilatérales*" satisfaites les unes après les autres, petit à petit, morceaux par morceaux nos acquis ou droits sociaux sont liquidés au fil du dialogue social ou de la collaboration de classes à laquelle se livrent les dirigeants syndicaux vendus au capital.

Collaboration de classes permanente qui concerne une multitude d'aspects de l'économie que les syndicats gèrent ou auxquels ils participent au côté du gouvernement et du patronat, ce que Mailly a rappelé à sa façon dans un entretien au Figaro:

- Interrogé sur l'avenir du dialogue social, M. Mailly estime que "*ce mot est fourre-tout puisqu'il va de la concertation à la gestion paritaire*". "*Mais en France*", a-t-il ajouté, "*je constate un désengagement financier de l'Etat et en même temps son plus grand interventionnisme dans les discussions du ressort des partenaires sociaux*". AFP 07.07

En fait, ils ne se quittent jamais !

Participer au dialogue social, en accepter le cadre, cela a divers implications de premières importances.

- Hollande hier : « *Le dialogue social, c'est mettre chacun face à ses responsabilités.* » AFP 07.07

C'est prendre la responsabilité de cautionner les besoins des patrons qui vaudraient bien ceux des travailleurs ou considérer que finalement ceux des patrons seraient tout autant légitimes que ceux des travailleurs, sachant qui détient le pouvoir économique et politique, il est facile de deviner à l'avance qui en tirera profit et qui en sera la victime.

C'est également céder sur un des aspects déterminants de la lutte de classe qui consiste à lier le sort des travailleurs à celui du capitalisme, cela revient à abandonner le combat sur le terrain de classe des exploités au profit de celui des exploiteurs.

Finalement, cela revient à brader ou liquider l'indépendance de classe du prolétariat pour mieux l'enchaîner au char du capital. Participer au dialogue social, refuser de rompre avec le gouvernement et le patronat, c'est se faire le fossoyeur de l'indépendance de classe des travailleurs, du syndicalisme, c'est agir en lieutenant du capital.

Comment faire baisser le coup du travail et le niveau de vie des masses. Mode d'emploi.

Grille de lecture suggérée pour cet article.

Alléger la fiscalité sur le travail signifie en réalité abaisser le coût du travail. Comment ? En exemptant tout ou en partie les entreprises de cotisations sociales, le financement des organismes sociaux sera exclusivement pris en charge par les travailleurs. Comment ? Il pourrait bénéficier également d'une réduction des cotisations sociales qui sont soustraites de leur salaire brut, procédé qui permettrait de faire monter mécaniquement le montant de leur salaire net. Et qui paierait la différence dans les deux cas pour financer les organismes sociaux ? Pas les Etats qui n'en ont pas les moyens évidemment, ils croulent sous le poid de la dette, les consommateurs, donc les travailleurs sous forme de taxes diverses.

Un pas de plus vers la financiarisation des organismes sociaux qui à terme devrait se traduire par leur complète privatisation. Au premier abord cela ne paraît pas si évident que cela, mais quand on y réfléchit un peu cela correspond au schéma suivant.

Imaginons un instant que patrons et salariés ne participent plus au financement de la santé dont les règles correspondent à certains critères ou des taux fixes appliqués collectivement, que l'ensemble des cotisations sociales ont disparu. A cette étape chacun conserve le droit à la santé sans restriction, désormais chacun finance ce droit en fonction de sa consommation, donc de son propre niveau de rémunération, à l'étape suivante il ne reste plus qu'à fixer des règles de plus en plus drastiques pour en restreindre l'accès à certaines couches de la population ou à marchandiser ce droit pour qu'il ne demeure plus accessible qu'à ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire les nantis et les couches les plus favorisées de la société, les plus pauvres bénéficiant d'un accès restreint à la médecine ou uniquement aux traitements les moins onéreux et les moins efficaces, ce qui permet au passage de s'en débarrasser plus vite et en plus grand nombre, tandis que la classe moyenne et les couches supérieures de la classe ouvrière doivent consacrer une part de leur salaire de plus en plus importante pour se faire soigner, à l'arrivée le droit à la

santé est entièrement individualisé, privatisé, il n'existe plus.

Ce processus est en marche, ils cherchent le moyen de l'accélérer car c'est à la fois une source énorme de profit et un marché juteux, car il ne faut pas oublier que ce sont eux qui fixent le prix des honoraires, des médicaments, le tarif des soins et des opérations, le profit qu'ils se font sur le dos des patients.

Maintenant il est impossible qu'ils suppriment l'ensemble des cotisations sociales prélevées sur les salaires bruts des travailleurs, aucune batterie de taxes aussi élevées soient-elle ne pourraient les suppléer, aussi seront-ils tentés d'exonérer fortement les patrons de ces cotisations sociales et de diminuer légèrement ceux des salariés pour faire bonne mesure, au nom de "l'équité", tandis qu'ils conserveront en fait l'essentiel des prélèvements versés par les salariés qui d'un autre côté seront taxés et verront leur accès au soin amputé ou la partie des soins restant à leur charge sera de plus en plus importante, à moins qu'ils se dotent de mutuelles de plus en plus onéreuse, ce qui ne règlera pas leur problème puisque le gouvernement a décidé de fixer un plafond au remboursement des lunettes ou de certains soins médiacaux par les mutuelles, ce qui signifie que dans tous les cas de figure que vous cotisiez à la Sécu et que vous ayez une bonne mutuelle ou non, vous devrez toujours plus débourser pour avoir accès au droit à la santé,

Les cotisations sociales dites patronales sont en réalité une partie du salaire différé que verse directement le patronat aux organismes sociaux. Leur en faire cadeau revient à diminuer le coût du travail, à accroître la part de la plus-value produite qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste au détriment du travailleur qui est voué à s'appauvrir ou à voir son niveau de vie diminuer.

- La zone euro réfléchit aux moyens d'alléger la fiscalité sur le travail - AFP

Les ministres des Finances de la zone euro ont entamé lundi des discussions sur les moyens d'alléger la fiscalité qui pèse sur le travail, un des moyens préconisés par la Commission européenne pour relancer la croissance et l'emploi.

"*Nous avons eu une première discussion sur la façon de réduire la fiscalité qui pèse sur le travail*", a indiqué à l'issue d'une réunion de l'Eurogroupe son président, Jeroen Dijsselbloem.

La Commission européenne a publié en juin des recommandations spécifiques par pays en matière de réformes économiques et sociales. Ces recommandations identifient 11 pays de la zone euro où la charge fiscale sur les salaires est particulièrement élevée, dont la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou encore la Belgique.

La charge fiscale sur le travail dans les pays membres de la zone euro "*est une des plus élevées au monde*", rappelle le communiqué publié à l'issue de la réunion de lundi.

La réflexion porte sur la manière de faire diminuer "*la différence entre le coût salarial d'un travailleur et le salaire net qu'il perçoit*", a expliqué M. Dijsselbloem.

Trois pays, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, ont présenté lundi les initiatives qu'ils ont prises en ce sens. Les discussions vont se poursuivre en septembre, et des principes communs devraient être identifiés, même s'il faudra "*prendre en compte des circonstances nationales spécifiques*", a souligné M. Dijsselbloem.

Certains pays ne disposent pas, en effet, d'une grande marge de manoeuvre budgétaire. La baisse de la fiscalité pesant sur le travail devra donc être "*compensée*", souligne le communiqué de l'Eurogroupe.

L'un des moyens passe par une réduction des dépenses budgétaires, mais la solution peut aussi être trouvée en changeant la répartition de la fiscalité de manière neutre sur le plan budgétaire. L'allègement de la fiscalité sur le travail serait compensée par des "*sources de revenus fiscaux moins préjudiciables à la croissance, comme des taxes sur la consommation, sur la propriété ou environnementales*". AFP 07.07

La solitude, ça n'existe pas. Et pourtant...

- La solitude touche de plus en plus de Français, surtout les plus âgés - Francetv info

Un Français sur huit est seul. En 2014, la solitude touche désormais 5 millions de personnes, un phénomène qui s'est surtout aggravé chez les plus âgés, même s'il n'épargne plus les jeunes, révèle lundi 7 juillet une enquête de la Fondation de France. Les Français sont un million de plus qu'en 2010 à ne pas avoir de relations sociales au sein des cinq réseaux de sociabilité (familial, professionnel, amical, affinitaire ou de voisinage), souligne cette étude. Si un Français sur huit est aujourd'hui seul, un sur trois risque de le devenir.

De toutes les générations, les plus de 75 ans ont subi de plein fouet cette montée de la solitude depuis quatre ans. Une

personne âgée sur quatre est désormais seule (27% en 2014, contre 16% en 2010). En parallèle, la solitude s'est également aggravée chez les plus jeunes, puisque le phénomène touche désormais les 18-29 ans (4%), "*jusque-là préservés*". Chez les moins de 40 ans, la solitude a doublé en quatre ans (7% en 2014 contre 3% en 2010).

Selon l'enquête, tous les réseaux de sociabilité des plus de 75 ans se sont affaiblis et le phénomène s'est notamment amplifié dans les grandes villes. Ainsi, 33% des personnes âgées résidant dans une ville de plus de 100 000 habitants sont en situation d'isolement, contre 21% de celles résidant au sein d'une commune rurale. Sans surprise, la perte d'autonomie et la maladie "*jouent de manière très négative sur le maintien ou le développement de la vie sociale*". Francetv info 07.07

Avec les vieux, tant qu'il y a de la tune à se faire, cela vaut le coup, après on les abandonne.

Et puis, à cause du chômage on est parfois obligé d'aller travailler et de déménager loin de nos vieux parents, leur saloperie de société est ainsi faite, ignoble avec les vieux, injuste avec les jeunes, toutes les générations sont touchées par ce fléau.

Parfois c'est un choix délibéré mais légitime parce que tout simplement on a envie de faire sa vie ailleurs. Sauf que dans leur société de merde il n'existe rien ni personne, aucune institution pour prendre le relais du fait que l'individualisme ou l'indifférence prime. Il reste les mouroirs en tous genres à leur disposition. Leur monde est à vomir, alors faisons table rase...

Quand vous devez terminer ainsi vos jours abandonné de tous, vous devez vous dire que cela ne valait vraiment pas le coup de vous casser la tête pour en arriver là, vous devez vous demander à quoi cela rime tout cela, on imagine leur détresse et leur profonde tristesse. Certains passés un certain âge n'ont plus toute leur tête, c'est pratique, au moins on peut se persuader qu'ils ne souffrent pas trop, car ils ne comprennent pas ce qui leur arrive.

ACTUALITE EN TITRES

Les partis institutionnels : Tous pourris !

- UMP: "*un parti qui est déjà mort*", selon Estrosi - AFP

- Présidentielle 2012 : Sarkozy visé par une nouvelle enquête judiciaire - LeFigaro.fr

- Parti radical : le coup de gueule de Rama Yade - LeMonde.fr

- Polémique sur les liens du maire écolo de Grenoble avec une société de services financiers - 20minutes.fr

L'UMP souligne les liens commerciaux de l'entreprise avec des clients basés à Londres, Singapour mais surtout l'île de Guernesey et les îles Caïmans, considérés comme des paradis fiscaux. Rappelant qu'un des engagements de Eric Piolle lors de sa campagne municipale victorieuse en mars était de "*boycotter les banques qui pratiquent les paradis fiscaux*", elle fustige "*un mensonge" et "une véritable imposture*".

"*La régulation financière, ça ne passe pas par les îles Caïmans*"

"*Je n'ai aucun souci avec ça. J'assume totalement*", rétorque Eric Piolle qui a exclu d'envisager une quelconque cession de titres de cette entreprise dont il fut l'un des co-fondateurs en 2001 et dans laquelle travaille son épouse. Le Nouvel Observateur 07.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Maroc

- Le Maroc achète du pétrole produit au Kurdistan - french.irib.ir

Le Maroc semble trouver un malin plaisir à participer à la déstabilisation de certains pays arabes, pour des raisons qui restent à identifier.

Après avoir envoyé toute une légion de djihadistes qui se comptent par milliers renforcer les rangs des groupes islamistes en Syrie, contribuant ainsi à disloquer ce pays, aujourd'hui à feu et à sang, le royaume adopte, en effet, la même attitude avec l'Irak. Ce dernier, qui est actuellement, au bord de la guerre civile, se dirige inexorablement vers la partition avec le conflit déclaré opposant sunnites, chiites et Kurdes.

Le Maroc n'éprouve aucun scrupule à recevoir dans l'un de ses ports un pétrolier battant pavillon kurde, Ship Kurde, avec un million de barils de pétrole à la recherche d'acheteurs. Cela se passe au moment où les tentations indépendantistes des populations kurdes se font les plus insistantes, nourries par un climat de guerre généralisée qui pointe pour l'Irak. Comme le pétrole est au cœur des convoitises, une guerre larvée oppose les populations kurdes à l'Etat central irakien pour le contrôle des richesses pétrolifères du Kurdistan irakien. En accueillant le pétrolier kurde dans un de ses ports, le Maroc renforce indirectement les visées séparatistes kurdes.

Certes, le Maroc a besoin de pétrole et de gaz, lui qui en est dépourvu, mais de là à aller jusqu'à encourager la partition d'un pays arabe, faisant partie d'un espace géopolitique auquel il est censé appartenir, il y a un pas que rares sont ceux qui pourraient être tentés de franchir. Le pire est peut-être à venir, puisque ce pétrole mis en vente au Maroc par la compagnie kurde pourrait atterrir en Israël.

Le brut kurde est transporté par pipeline du Kurdistan vers le port turc de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne, port à partir duquel il est exporté. Pour les autorités kurdes, l'Etat hébreu semble être un acheteur potentiel, selon certaines sources, qui notent que des intermédiaires se chargent d'acheter le pétrole irakien pour le revendre à Israël. Avec l'accostage du navire kurde, le Maroc se place-t-il déjà comme le courtier recherché pour écouler le pétrole kurde auprès des Israéliens ?

Tout porte en tout cas à le croire, sinon qu'est-ce qui expliquerait la présence du pétrolier dans les eaux marocaines ? A travers son attitude, le M aroc porte ainsi un coup d'une lâcheté ravageuse au peuple irakien qui lutte pour sauvegarder son intégrité territoriale. french.irib.ir 07.07

2- Irak

- Barzani et son rêve de l'empire - french.irib.ir

Le Président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, continue d'intensifier les divergences, tout en abusant des agissements du groupe terroriste et baathiste de l'Etat islamique, en Irak et au Levant, Daesh. Interviewé par le journal allemand "*Bild am Sonntag*", Massoud Barzani a déclaré qu'on ne pouvait plus prévenir le démembrement de l'Irak. «*Nous avons une identité kurde, sunnite, chiite et chrétienne, mais nous n'avons pas d'identité irakienne*», a-t-il dit. Toujours, lors de son interview, Barzani s'est attaqué à Nouri al-Maliki, le Premier ministre irakien, en prévoyant la partition de l'Irak. «*L'indépendance, c'est le droit naturel des Kurdes*», a ajouté Massoud Barzani. Le président du Kurdistan irakien a accusé Nouri al-Maliki d'être à l'origine de la prise du pouvoir de Daesh, en raison de ses politiques erronées. Massoud Barzani a prouvé, pendant ces dernières années, surtout, après la grande absence de Jalal Talebani, qu'il n'était pas une personnalité charismatique, pour les Kurdes irakiens.

Les prises de position de Barzani, en l'absence de Jalal Talebani, la vente arbitraire du pétrole du Kurdistan irakien et l'idée de l'indépendance du Kurdistan, via un référendum, prouvent tous que Barzani n'est pas doté de maturité politique. Par ailleurs, ses agissements arbitraires ne sont pas pris au sérieux par l'Occident, les Etats-Unis, voire, les différents groupes kurdes. Les responsables américains se sont, explicitement, opposés à l'indépendance du Kurdistan irakien. La Ligue Patriotique du Kurdistan irakien, ancien rival du Parti démocrate du Kurdistan, s'est moquée de son côté des déclarations séparatistes de Massoud Barzani. Jalal Talebani avait, auparavant, qualifié d'erreur stratégique, les tentatives visant à séparer le Kurdistan de l'Irak, et avait assimilé à un rêve, l'indépendance du Kurdistan. Fermant les yeux sur les voix opposées, Massoud Barzani tente de pêcher en eaux troubles et d'abuser de la donne actuelle, même si on l'accuse de soutenir Daesh, dans l'occupation de Mossoul.

Barzani veut justifier la partition de l'Irak, en prétendant que les Kurdes n'ont pas d'identité irakienne, mais, conformément à la Constitution irakienne, tous les Irakiens sont égaux devant la loi, toute race, ethnie, couleur, religion, confession ou conviction confondue. Cette égalité, garantie par le texte de la Constitution, fait preuve de l'identité irakienne, en Irak. Le concept du fédéralisme est, aussi, mentionné, dans la Constitution irakienne. Les trois pouvoirs du gouvernement fédéral sont le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, et chacun est chargé d'accomplir ses propres tâches. Par conséquent, eu égard au texte de la Constitution, les déclarations de Massoud Barezani sur l'indépendance des Kurdes sont l'expression d'une volonté délibérée d'abuser de la donne actuelle, au profit d'un groupe de Kurdes. french.irib.ir 07.07

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: grève sauvage dans une mine de platine - AFP

Une mine de platine sud-africaine du groupe Impala Platinum (Implats) est paralysée depuis vendredi par une grève sauvage, déclenchée quelques jours après la fin d'un long mouvement dans d'autres mines du groupe, a indiqué une porte-parole lundi.

Quelque 2.000 employés de la mine de Marula (nord), soit les deux tiers des effectifs, ont cessé le travail vendredi, et la production a cessé, a expliqué à l'AFP Alice Lourens, porte-parole du numéro deux mondial du platine.

Selon la presse sud-africaine, les mineurs de Marula demanderaient les mêmes conditions salariales que leurs collègues des autres sites d'Implats qui ont fait grève pendant cinq mois --de janvier à juin-- pour obtenir d'importantes augmentations.

La plupart des sites d'Anglo American Platinum (Amplats), Implats et Lonmin, respectivement numéros un, deux et trois du platine, avaient été paralysés par le plus long mouvement social de l'histoire de l'Afrique du Sud, à l'appel du syndicat radical Amcu. Un accord salarial y avait mis fin le 24 juin.

Le site de Marula n'avait pas été touché par cette grève. Le syndicat national des mineurs (NUM), qui y est majoritaire, n'était pas joignable lundi. Le NUM s'est fait supplanté par le syndicat radical Amcu dans les principales mines de platine. AFP 07.07

Haut de page

Le 9 juillet 2014

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'ajouter un mot, Selvi travaille, on n'a rien à manger pour ce soir et je dois préparer le dîner, une soupe de légume et du foie de poulet revenu à l'ail et au persil, plus un plat de riz aux épices. En guise de cocktail un sirop d'hibiscus fait maison et de l'eau gazeuse. On doit encore nettoyer et arroser le jardin avant la nuit, il est 15h47 et la nuit tombe à 16h30.

On ajoutera une douzaine d'articles demain.

ACTUALITE EN TITRES

L'oligarchie financière américaine ou les véritables maîtres du monde.

- Etats-Unis: Citigroup prête à payer plus de 4 milliards de dollars - AFP

Les autorités américaines et Citigroup sont sur le point de conclure un accord qui contraindrait la banque à payer plus de 4 milliards de dollars pour solder des errements passés dans le secteur immobilier, rapporte mardi le Wall Street Journal. AFP 08.07

- Commerzbank et Deutsche Bank négocient une amende aux Etats-Unis - Reuters

Il n'y aura pas de miracle, le capitalisme est usé jusqu'à la corde et doit disparaître.

- Rencontres d'Aix-en-Provence : les économistes déconcertés face au monde sans mode d'emploi de la 3ème mondialisation
- Atlantico.fr

La crise. Tout le monde n'est pas vraiment logé à la même enseigne.

- Ventes record pour BMW Group en juin et au 1er semestre - Reuters

Bon, on en supprime combien pour les soulager ?

- Entretenir 29 500 km de voies ferrées, le défi que la SNCF peine à relever - L'Express.fr

Stratégie du chaos et de la guerre permanente.

- L'Etat islamique revendique des attentats à Bagdad - Reuters

- Syrie: le régime et les rebelles envoient des renforts à Alep - AFP

- Afghanistan: 16 morts dont 4 soldats dans une attaque contre l'Otan - AFP

- Les Chabab attaquent le palais présidentiel en Somalie - LeMonde.fr

- Yémen: les rebelles chiites s'emparent d'Amrane, près de Sanaa - AFP

- Entre Israël et le Hamas, les hostilités tournent à l'affrontement général - LeFigaro.fr

- L'Est centrafricain toujours en proie aux affrontements - LeFigaro.fr

- Ouganda : 96 morts dans les combats depuis ce week-end - LeMonde.fr

- Kenya : une attaque à la grenade fait un mort - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Numéro d'illusionnisme. Répartition des rôles. Quand s'abstenir revient à voter pour.

- L'Assemblée adopte le budget rectificatif de la Sécu - 20minutes.fr

272 voix pour, 234 contre et 54 abstentions.

33 députés du PS et 13 d'EELV se sont abstenus.

Laurent Baumel, un des leaders de la fronde, a rejeté sur BFMTV l'idée de quitter le groupe socialiste. «*Nous faisons partie de la majorité*», a-t-il lancé, en faisant valoir le «*droit d'amendement et de d'abstention*» des députés 20minutes.fr 08.07

Il est clair que si au lieu de s'abstenir les 33 députés du PS et les13 d'EELV avaient voté contre ce texte, il n'aurait pas été adopté, en choisissant de s'abstenir ils ont démontré qu'ils faisaient bien "*partie de la majorité*". Qui en doutait ? Mélenchon peut-être...

Mascarade. La conférence sociale est un "***grand exercice de dialogue social***" (Mailly -FO)

Quelques titres de presse pour commencer.

- Après la CGT et FO, la FSU quitte la conférence sociale - Reuters

- "*Malgré le boycott, la conférence sociale conserve sa légitimité*" - Le Nouvel Observateur

- Valls considère que la conférence sociale «*n'est pas un échec*» - Liberation.fr

- Valls accentue sa ligne réformiste en bousculant les syndicats - AFP

- Manuel Valls souhaite que la grève à la SNCM «*s'arrête*» car la compagnie est «*en danger de mort*» - 20minutes.fr

Et les 1.000 salariés qui risquent de finir sur le carreau, ils sont condamnés à quoi ? Au chômage longue durée...

Les syndicats ont été placés devant le fait accompli par l'annonce faite quelques jours plus tôt par le gouvernement qu'il acceptait de reporter les mesures sur la pénibilité réclamé par le patronat, aussi pour ne pas apparaître au grand jour comme leurs complices s'ils ne réagissaient pas vigoureusement, ils n'ont pas eu d'autre alternative que de "*marquer le coup*" (Mailly) en

boycottant la seconde journée de ce cette conférence.

Mailly hier sur le plateau des "4 Vérités" : "*Nous parler de dialogue social, quand un gouvernement décide sans dialoguer, ça s'appelle du cinéma*", et quand un gouvernement décide en dialoguant cela s'appelle une comédie, à croire qu'il est plus à l'aise dans le rôle de saltimbanque que celui de comédien.

On pourrait précisé que Mailly avait reproché à Valls d'avoir "*méprisé*" les syndicats au vu et au su de tous, ce qui était intolérable à ses yeux, car il prétendait faire jeu égal avec le patronat pour justifier sa participation à cette conférence, en agissant de la sorte Valls indiquait clairement que le jeu était pipé et qu'une fois de plus le patronat en sortirait le grand gagnant, mettant en porte-à-faux les dirigeants syndicaux, d'où sa réaction et celle de Lepaon.

Thierry Lepaon avait tenu le même discours peu de temps auparavant en déclarant que Manuel Valls "*ne mérite pas notre présence à ses côtés*" en raison de ses déclarations récentes "*en faveur du patronat*". On peut estimer que le patronat a poussé Valls à la faute alors qu'il savait très bien qu'il ne boycotterait pas cette conférence, à moins qu'il ait eu l'intention de pouvoir passer en force ou encore qu'il ait péché par excès d'optimisme, peu importe.

Le président de la CFTC, Philippe Louis, interrogé sur Radio Classique l'a confirmé lorsqu'il a "*reproché au patronat d'avoir lancé cette mode de l'oukase*", exprimant un regret : "'*est dommage*", alors qu'il est "*important de se mettre autour de la table*" (LePoint.fr 08.07) des représentants du capital qui vous accorderont quelques miettes pour faire bonne figure, tandis qu'ils se seront réservés le plat de consistance...

On enfonce le clou pour qu'on ne nous accuse pas de nous livrer à une interprétation partisane basée sur une seule déclaration.

La FSU l'a aussi confirmé hier à sa manière en expliquant qu'elle avait claqué la porte de la conférence sociale, non pas parce que les revendication des travailleurs ne seraient pas prises en compte, mais parce qu'elle "*est trop mal engagée en termes de méthode sur le dialogue social*" selon sa secrétaire générale, Bernadette Groison, précisant que : "*Le président de la République n'a pas eu un mot hier, en dehors de l'Education nationale, sur le rôle que doivent jouer dans notre pays la fonction publique et les services publics*".

Donc ce que la FSU reproche au gouvernement, c'est de ne pas avoir au moins sauvé les apparences, en parole tout du moins, faute inexcusable qui risquait de porter un coup à l'image que veulent se donner ses dirigeants. Cela vaut pour ceux de la CGT et de FO qui sans ce verni démocratique et démagogique se retrouvent pour ainsi dire à poil et leur véritable nature mise à nu ou sans voile, sans protection, c'est le même procédé qu'utilise le PS et la pseudo-gauche ou extrême gauche qui ne sont socialistes (partiellement) qu'en parole pour tromper militants et travailleurs.

Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à cette vulgaire comédie, il est arrivé dans le passé que les dirigeants syndicaux boudent un rendez-vous convenu avec Sarkozy, parce que celui-ci avait fait une annonce intempestive ou tenu des propos peu amènes envers les syndicats peu de temps auparavant.

Bernadette Groison a confirmé ce qui vient d'être dit, à savoir que les relations entre les syndicats et le gouvernement ou le dialogue n'était pas rompu en annonçant qu'elle allait adresser un courrier au chef de l'Etat pour lui demander de clarifier la façon dont il entendait "*réhabiliter le dialogue social*" et ses intentions concernant la fonction publique, (Reuters 08.07) comme si on ne les connaissait pas à l'avance.

De son côté Mailly a réaffirmé hier sur France 2, que le dialogue social est "*interrompu*" mais "*pas rompu*". Il a tenu le même discours que précédemment sur le plateau des "*4 Vérités*", déclarant que la conférence sociale, "*cette espèce de grand-messe, c'était comme un emblème pour le pouvoir actuel. Et bien là, l'emblème en a pris un coup*" (AFP 08.07), un "*coup*" qui ne lui sera pas fatal, l'essentiel est donc sauvé, il va pouvoir continuer la même politique de collaboration de classes et le gouvernement d'appliquer la sienne.

Il existe une dichotomie dans le syndicalisme entre d'une part, les dirigeants qui gèrent les rapports entre le travail et le capital au côté du gouvernement et du patronat dans le cadre du régime qu'ils soutiennent en choeur en bradant les acquis sociaux des travailleurs car il faut bien satisfaire les besoins des capitalistes, et d'autre part les militants qui se battent contre le patronat et le gouvernement pour préserver les acquis sociaux des travailleurs ou tenter d'en conquérir de nouveaux.

Il apparaît alors clairement que les dirigeants et les militants ne se situent pas sur le même terrain de classe, qu'ils ne prennent pas en compte les besoins de la même classe, que les dirigeants syndicaux sont illégitimes, car étrangers à notre classe du fait qu'ils sont subordonnés ou vendus au capital, ils ne peuvent pas se situer ou combattre sur le terrain de classe des exploités puisqu'ils sont entièrement soumis à l'ordre établi, le capitalisme demeurant leur horizon indépassable, en crise, ils ne peuvent qu'être conduits à collaborer au saccage de tous nos droits ou acquis sociaux, à accompagner la formidable régression sociale en cours en France. Il leur est totalement impossible d'adopter une autre attitude du fait qu'ils rejettent le socialisme qui est contraire à leur véritable nature de lieutenant du capitalisme.

Ce sont uniquement les militants syndicaux qui se battent sur une ligne d'indépendance de classe qui défendent l'intégrité du syndicalisme et l'indépendance de notre classe, combattant tous les représentants du capital dont leurs propres dirigeants qui y sont inféodés. Il existe ce type de militants dans tous les syndicats, plus ou moins selon les syndicats évidemment, y compris à la CFDT ou la CFTC.

Défendre le syndicalisme de classe ou indépendant consiste donc à mener le combat à la fois contre le gouvernement, le patronat et les dirigeants des syndicats en mettant en avant une ligne politique qui se situe exclusivement sur le terrain de classe des exploités dans la perspective du renversement du capitalisme ou l'émancipation du capital qui figurait dans les statuts de la CGT au début du XXe siècle. Occulter cette dimension politique du syndicalisme, c'est capituler devant le réformisme bourgeois ou le syndicalisme d'accompagnement qui consiste à s'adapter au capitalisme et conduit à brader les droits des travailleurs.

Pour conclure donnons la parole aux jaunes qui mieux que personne peuvent décrire en quoi consiste une politique de collaboration de classes et sur quelle interprétation de la situation, quels facteurs elle repose. Le régime aussi.

La présidente de la CFE-CGC, Carole Couvert interviewée par Le Nouvel Observateur.

Le gouvernement est parvenu à faire la démonstration de l'efficacité du dialogue social malgré la politique de la chaise vide de certaines organisations. Les salariés nous attendent sur du concret, pas sur du boycott. La conférence est le seul temps pour un vrai dialogue tripartite, et malgré le boycott, elle conserve toute sa légitimité puisque les syndicats présents, CFE-CGC, CFDT et CFTC, représentent 51% à eux trois. nouvelobs.com 08.07

Une parodie de dialogue, de syndicalisme, le mépris et l'arrogeance, une misérable imposture suffit à Hollande et Valls pour gouverner, le PS n'en est-il pas le modèle achevé, le symbole suprême ?

Une simple présomption vaut bien une nouvelle loi liberticide.

- Bernard Cazeneuve renforce la législation antiterroriste - Liberation.fr

Parmi les principales mesures, l'interdiction de sortie du territoire à un Français pour lequel existent «*des raisons sérieuses de croire qu'il projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité*».

Concernant la phase répressive, un article crée la notion «*d'entreprise individuelle terroriste*» censée permettre de contrer la peur du «loup solitaire». Cette disposition complétera la législation actuelle fondée sur la notion «*d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste*», en vigueur depuis 1986 et parfois critiquée en raison de son usage extensif par certains juges d'instruction. Liberation.fr 08.07

Union de la Majorité des Privilégiés

- L'UMP au bord de la faillite - LeFigaro.fr

Abondée de la dette issue de l'acquisition du siège du parti, la dette financière se situe à hauteur de 79,1 millions, précisent le conclusions de l'audit du mené par le cabinet Advolis, qui fait état de "*fonds propres négatifs à hauteur de 40 millions d'euros*".

Le parti cherche en outre à renégocier son échéancier bancaire et une réunion avec plusieurs représentants de banques s'est ainsi tenue mardi en milieu d'après-midi autour de Luc Chatel, secrétaire général de l'UMP.

Le parti a déjà obtenu un report du remboursement du capital jusqu'à fin juin 2017 et ne paie aujourd'hui aux banque que les intérêts, ce qui lui permet de ne pas dépenser 2,7 millions. Reuters 08.07

- A l'UMP, la détestation en toute transparence - Le Nouvel Observateur

Si l'audit financier ne rentre pas dans le détail des difficultés du parti, la transparence sur les inimitiés est totale.

"*L'UMP, c'est Beyrouth après la rupture du cessez-le-feu entre Chrétiens et Sunnites. Il y a un niveau de détestations et de rancœurs jamais vu*", dit un dirigeant.

Un autre voit dans ces fuites la main de l'entourage de Juppé et Fillon, deux des trois membres du triumvirat qui nourrissent des ambitions pour 2017 : "Ils n'ont qu'un objectif, empêcher Sarko de revenir, salir Sarkozy et la présidence Copé". Affligé, Luc Chatel prévient ses camarades : "*Il y a des jours où je suis consterné par le manque de sens collectif. Pour qu'il y ait un président*

de l'UMP en novembre, il faut qu'il y ait encore un parti en novembre". Le Nouvel Observateur 08.07

- L'audit de l'UMP révèle les avantages accordés à ses cadres - LeMonde.fr

Les révélations sur les finances de l'UMP se poursuivent. Dans son édition à paraître mercredi 9 juillet le Canard enchaîné, qui a pu consulter une partie des annexes de l'audit du parti, détaille rémunérations et avantages de plusieurs de ses principaux cadres.

Ainsi, précise l'hebdomadaire satirique, les quatre plus proches collaborateurs de Jean-François Copé – Eric Cesari, Jérôme Lavrilleux, Fabienne Liadze et Pierre chassat – « *coûtaient en charges et en salaires pas moins de 600 000 euros par an* » soit une rémunération moyenne de 10 000 euros mensuels.

Les avantages étaient légion, à en croire le palmipède. Ainsi, Jean-François Copé disposait de trois téléphones portables représentant un coût de 8 000 euros annuels.

Un montant inférieur aux dépenses en téléphone de l'eurodéputée Rachida Dati, dont la facture s'élevait à plus de 10 000 euros par an. L'une de ses collaboratrices était par ailleurs rémunérée 7 000 euros par mois par l'UMP.

Comme le souligne l'un de nos journalistes, chaque député européen dispose d'une enveloppe de 4 000 euros mensuels pour ses frais de secrétariat, incluant le téléphone.

En outre, le parti a financé pour plus de 9 000 euros de billets de train et 4 000 euros de billets d'avion pour Rachida Dati qui en tant que député européenne bénéficie de la gratuité des transports. Le journal ne précise pas en revanche sur quelle période.

L'UMP aurait payé 24 000 euros de billets d'avion de Mme Copé.

« *Le pillage était généralisé* » ricane le journal qui révèle enfin que Brice Hortefeux salariait via le parti trois collaborateurs dont Geoffroy Didier, animateur de la Droite forte « *qui émarge à plus de 8 000 euros par mois* ». lemonde.fr 08.07

En complément

- Estrosi: Sarkozy et Fillon ont eu tort de choisir Copé pour le groupe UMP - AFP

- Comptes de l'UMP: Xavier Bertrand "*écoeuré*" par le "*déballage*" - AFP

- L'UMP cherche comment «*être de droite*» - Slate.fr

Qu'ils demandent la recette au PS !

- Près de huit millions de personnes vont partir à la retraite d'ici à 2020 - francetvinfo.fr

Depuis les années 2000, des départs massifs en fin de carrière ont lieu. Et cette tendance va perdurer jusqu'en 2020, note l'Insee dans un étude publiée mardi 8 juillet. Parmi les salariés qui occupaient un emploi en 2009, trois personnes sur dix devraient avoir quitté leur travail en 2020. Soit huit millions de personnes.

Dans un article publié mardi, La Tribune fait, de son côté, référence au chômage, qui a atteint aujourd'hui à un niveau record, notamment chez les jeunes,"*malgré le mouvement de départs massifs entamé depuis plus d'une dizaine d'années*". francetvinfo.fr 08.07

Depuis 2000 des millions de travailleurs sont partis à la retraite, au cours de 6 années à venir 8 millions supplémentaire devrait les rejoindre et le chômage explose tout en étant promis à un bel avenir.

Il y a donc une volonté de la classe dominante de maintenir un chômage de masse en France, à moins qu'elle n'y trouve pas son compte, coût du travail trop élevé et règlementation du travail encore trop favorable aux travailleurs pourrait l'expliquer.

Les emplois non qualifés ou peu qualifiés doivent subir une baisse importante des salaires comme en Allemagne pour qu'il soit rentable de maintenir ou créer ce genre d'emplois en France... francetvinfo.fr 08.07

INFOS EN BREF

SOCIAL

Portugal

- Portugal: les blouses blanches en grève contre l'austérité - AFP

Les médecins portugais ont entamé mardi une grève de deux jours pour protester contre les coupes budgétaires qui frappent le service public de santé, un des acquis de la Révolution des Oeillets menacé selon eux par la politique d'austérité.

"*Il faut défendre cette grande conquête de la Révolution d'avril 1974 qu'est le Service national de santé*", a déclaré Maria Merlinde Madureira, présidente de la Fédération nationale des médecins (FMAM), à l'origine du mouvement.

"*Non à la destruction du service national de santé*" et "*Accès à la santé pour tous et non seulement pour ceux qui peuvent payer*", pouvait-on lire sur les banderoles brandies par les manifestants.

"*Le gouvernement est en train d'anéantir notre système de santé, on manque d'effectifs et de matériel*", a accusé Claudio Quintaneiro, 31 ans, médecin hospitalier à Figueira da Foz (centre). Il "*compte émigrer en Australie pour travailler dans de meilleures conditions*".

La FNAM a chiffré en fin de journée à "*environ 90%*" la participation à cette grève qui est soutenue par l'Ordre des médecins et a été suivie surtout par les praticiens hospitaliers.

Sans doute en raison de l'absence de l'autre grande organisation du secteur, le Syndicat indépendant des médecins (SIM), la participation à la manifestation paraissait en retrait par rapport à la dernière organisée en juillet 2012 qui avait mobilisé 4.000 personnes selon les organisateurs.

Détérioration des conditions de travail dans les centres de soins et hôpitaux publics, suppressions d'effectifs, allongement du temps de travail, coupes salariales ... les motifs de mécontentement des médecins ne manquent pas.

Tous assurent qu'il ne s'agit pas d'une grève corporatiste mais d'une mobilisation en faveur du service public et contre les coupes dans le budget de la santé, qui doivent représenter cette année plus de 300 millions d'euros, après déjà plusieurs années d'austérité.

La politique de rigueur imposée par les créanciers du Portugal a porté un sérieux coup au Service national de santé (SNS), créé en 1979 après la Révolution qui avait permis d'inscrire le droit à des soins gratuits dans la Constitution.

Depuis 2011, les tarifs du service public ont doublé: le passage dans un service d'urgence est désormais facturé 20 euros et la consultation dans un centre de soins coûte 5 euros. Le temps d'attente pour des opérations chirurgicales est de plusieurs mois.
AFP 08.07

Haut de page

Le 10 juillet 2014

CAUSERIE

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

Dans la République bananière l'esprit de famille, de clan prédomine...

À la fin de la dernière législature 79 «*contrats familiaux*» avait été dénombrés à l'Assemblée nationale.

Au moins cela évite de dilapider le fric chèrement acquis (sic!), il reste dans le ménage.

C'est l'Etat qui héberge un site terroriste. Il en est le siège.

Hollande ne participe-t-il pas à la coalition de gangsters qui recrutent, forment, encadrent, financent, arment des mercenaires cruels et sanguinaires étrangers à la Syrie qui se livrent à un terrorisme de masse envers la population civile innocente, homme, femmes, enfants et vieillards sans distinction ? Il a récidivé avec l'Irak comme chacun sait.

En recevant en grandes pompes dans son palais les chefs des terroristes d'Arabie saoudite ou du Qatar ne légitime-t-il pas les crimes abominables commis par leurs armées de djihadistes barbares ?

En agissant ainsi, ne serait-ce pas Hollande qui montrerait la voie à emprunter à des jeunes désoeuvrés et manipulés par des agents des saoudes et des sionistes de s'enroler dans ces armées du crime ou de se livrer à des actes terroristes ?

- Sites terroristes : Bernard Cazeneuve s'emballe - lemonde.fr 09.07

Selon le projet de loi de M. Cazeneuve les sites Internet faisant l'apologie du terrorisme seront bloqués administrativement, donc sans passer par un tribunal, et leurs auteurs pourront être lourdement sanctionnés. Encore faut-il savoir où commence l'apologie du terrorisme et ce qu'on entend par terrorisme.

Ici on n'est pas dans le contexte d'un terrorisme qui serait tourné contre des représentants d'un Etat ou du capitalisme, mais contre l'ensemble des masses laborieuses et leurs familles dans un pays ou un autre.

Ce sont nos frères et soeurs de classe qui en sont les victimes, c'est donc notre classe qui est visée. Dans ce cas-là, les représentants de la classe dominante ne condamnent pas leurs actes terroristes, sauf quand ils entrent dans leur stratégie ou qu'ils les ont prémédités pour en tirer profit sur le plan politique. Et lorsque par hasard un acte terroriste a été commis en dehors de leur contrôle, ils châtient très sévèrement les coupables qu'ils jettent en pâture à l'opprobe publique chauffée à blanc préalablement par des médias déchaînés, histoire de détourner l'attention sur leur propre responsabilité ou leur politique qui a servi à amorcer la mèche du détonateur.

Nous condamnons évidemment sans réserve ce type de terrorisme, le terrorisme en général, à l'exception de cas particuliers qui demeureraient isolés et ne frapperaient que des représentants du régime jouant un rôle déterminant au cours d'un processus révolutionnaire, de tels actes terroristes auraient forcément une valeur stratégique et militaire indiscutable pour qu'on les justifie. Ils seraient minutieusement organisés. On doit concevoir qu'en temps de guerre, il est légitime qu'on emploie les instruments à notre portée, compte tenu que nous partons avec un sérieux handicap sur notre ennemi, qui de son côté n'hésitera pas à mitrailler des foules entières et à se livrer à des massacres de masse de travailleurs s'il l'estime nécessaire, sans parler du recours à la torture.

En guise d'épilogue pour alimenter votre réflexion sur ce sujet, j'ai trouvé dans un document quelques extraits se rapportant à cette question.

Léon Trotsky : Grèves et attentats en Russie après la révolution de 1905. (Extrait du Staline de Trotsky - 1940)

" *La conclusion est claire : la terreur individuelle croît en fonction de l'affaiblissement du mouvement des masses.*"

Léon Trotsky : Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel.

Si nous nous opposons aux actes terroristes, c'est seulement que la vengeance individuelle ne nous satisfait pas. Le compte que nous avons à régler avec le système capitaliste est trop grand pour être présenté à un quelconque fonctionnaire appelé ministre. Apprendre à voir tous les crimes contre l'humanité, toutes les indignités auxquelles sont soumis le corps et l'esprit humain, comme les excroissances et les expressions déformées du système social existant, dans le but de diriger toutes nos énergies en une lutte contre ce système — voilà la direction dans laquelle le désir brûlant de vengeance doit trouver sa plus haute satisfaction morale.

Léon Trotsky (Extrait de Leur morale et la nôtre, 1938)

Le terrorisme individuel est-il ou non admissible du point de vue de la « *morale pure* » ?

Sous cette forme abstraite, la question est pour nous tout à fait vaine. Les bourgeois conservateurs suisses décernent encore des éloges officiels au terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont sans réserve aux terroristes irlandais, russes, polonais, hindous, combattant un joug politique et national. (...)

Mais ce qui décide à nos yeux ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective. Tel moyen peut-il nous mener au but ? Pour le terrorisme individuel, la théorie et l'expérience attestent le contraire. Nous disons au terroriste : il n'est pas possible de remplacer

les masses ; ton héroïsme ne trouverait à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masses. Dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les eunuques de la démocratie. En temps de guerre civile, un acte de ce genre serait politiquement utile. Ainsi dans la question la plus grave — celle de l'homicide — les règles morales absolues sont tout à fait inopérantes. Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte.

Lénine. (Extrait de Que Faire ?)

Pour ce qui est des appels au terrorisme, ainsi que des appels pour donner à la lutte économique elle-même un caractère politique, ce ne sont que des prétextes divers pour se dérober au devoir le plus impérieux des révolutionnaires russes : organiser l'agitation politique sous toutes ses formes.

Lénine : « ***Les socialistes révolutionnaires et l'usage du terrorisme*** » - (Extrait de Le gauchisme, la maladie infantile du communisme)

... ce parti (le parti socialiste-révolutionnaire - ndlr) voyait une manifestation particulière de son « *esprit révolutionnaire*» ou de son « *gauchisme* » dans la reconnaissance par lui du terrorisme individuel, des attentats, ce que nous, marxistes, répudions catégoriquement. Naturellement, nous ne répudions le terrorisme individuel que pour des motifs d'opportunité. Tandis que les gens capables de condamner « *en principe* » la terreur de la grande révolution française ou, d'une façon générale, la terreur exercée par un parti révolutionnaire victorieux, assiégé par la bourgeoisie du monde entier, - ces gens-là, Plekhanov dès 1900-1903, alors qu'il était marxiste et révolutionnaire, les a tournés en dérision, les a bafoués.

Bref, le parti, encore le parti, toujours le parti et l'organisation des masses, l'intervention dans la lutte des classes, la défense de tous nos acquis ou droits, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes...

Le nazisme légitime à Kiev et à Strasbourg.

- Un néonazi va siéger à la commission des libertés du Parlement européen - Francetv info

Le député européen allemand Udo Voigt, membre du Parti national-démocrate (PND), un parti néo-nazi, va siéger à la commission des libertés civiles du Parlement européen, selon le site Euractiv.fr. Fils d'un membre des sections d'assaut (SA) du parti nazi, Udo Voigt, 62 ans, adhérent du PND depuis l'âge de 16 ans s'est vu condamner il y a dix ans pour avoir qualifié Adolf Hitler de « *grand homme d'Etat* », il est connu pour ses propos racistes et antisémites, mais sera pourtant chargé de défendre les libertés civiles des citoyens européens. Cette instance est notamment responsable du respect des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations.

"*À l'instar d'Udo Voigt, les eurodéputés qui ne font partie d'aucun groupe politique au sein du Parlement européen, se sont vus attribuer une série de sièges au sein des différentes commissions*", écrit Euractiv.fr. Udo Voigt, qui a notamment envisagé de proposer Rudolf Hess, ancien bras droit d'Adolf Hitler, au prix Nobel de la paix, n'a pas souhaité répondre aux questions du site.

Avec seulement 1 % des voix aux dernières élections européennes, Udo Voigt a été le premier élu néonazi allemand à faire son entrée au Parlement européen. Malgré le score médiocre enregistré par son parti, il siège à Bruxelles grâce à une réforme du système électoral allemand instaurant une représentation purement proportionnelle aux élections européennes, sans seuil minimum à atteindre. Il s'agira de son premier mandat d'élu. Francetv info et lemonde.fr 09.07

En complément. Pourquoi ne pas la supprimer carrément. Ils le revendiquent.

- Manifeste pour une démocratie représentative non-élective - slate.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

A bas les pauvres !

- Christian Noyer plaide pour une baisse du taux du Livret A - Reuters

Il préconise de le ramener à 1 %.

- Un Monoprix déclare la guerre aux SDF - LePoint.fr

Des affichettes collées aux caisses du magasin de Reims demandaient aux clients de ne pas aider les SDF présents autour du magasin. LePoint.fr 09.07

Il y a quelques jours nous avions indiqué que dans 32 grandes villes américaines les autorités avaient décidé d'interdire à la population de fournir de la nourriture aux mendiants sous peine de sanctions.

On se fait du fric comme on peut...

- Ils volaient l'argent dans le tronc des églises - LeFigaro.fr

- Le recteur de la mosquée de Nanterre jugé pour détournement - AFP

Psychose. Les dirigeants du vieux monde sont des psychopathes.

- La France doit investir davantage dans la cybersécurité - LeMonde.fr

- Le Royaume-Uni étend les mesures de sécurité dans les aéroports - Liberation.fr

- L'Allemagne soupçonne un 2e cas d'espionnage, après celui pour la CIA - AFP

- La NSA a mis des musulmans américains sous surveillance sans justification - LeMonde.fr

- Amnesty accuse l'UE "*forteresse*" de mettre "*en danger la vie*" des réfugiés - AFP

Stratégie du chaos.

- Hausse du nombre des victimes civiles en Afghanistan - LeMonde.fr

- Un Palestinien tué par un drone israélien à Gaza - LePoint.fr -

- Syrie: des rebelles tuent 14 personnes dans la province de Hama - AFP

- Irak: l'armée découvre 53 cadavres d'hommes exécutés - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonges et crimes d'Etat couverts par Hollande. A qui profite le crime ?

- A Gaza, 160 raids aériens menés par Israël durant la nuit - Francetv info

- Nétanyahou promet d'intensifier les frappes à Gaza, Abbas dénonce un «*génocide*» - Liberation.fr

Selon Ma'an News :

Neuf Palestiniens ont été assassinés tôt ce lundi par des frappes aériennes israéliennes sur l'enclave assiégée, a déclaré un porte-parole du Hamas . mondialisation.ca 08.07

Réaction du monarque de la rue du faubourg Saint-Honoré.

- Hollande exprime la "*solidarité*" de la France avec Israël - L'Express.fr

- Hollande condamne "*fermement*" les attaques du Hamas contre Israël - LePoint.fr

Quelle lavette, quelle pourriture !

Un triple assassinat qui porte la signature du Mossad.

- Israéliens enlevés: les enquêteurs US croient à une préméditation - Reuters

Les trois adolescents israéliens enlevés en Cisjordanie le mois dernier ont été tués d'au moins dix balles avec une arme équipée d'un silencieux, selon un responsable américain proche de l'enquête.

Cette version étaie la théorie d'un meurtre prémédité et semble contredire celle selon laquelle les ravisseurs auraient souhaité échanger leurs prisonniers avant de les exécuter dans la panique.

Selon le responsable américain (du FBI - ndlr) interrogé par Reuters, l'utilisation d'un silencieux donne à penser que les preneurs d'otages ont, dès l'origine, eu l'intention de tuer leurs détenus. Reuters 09.07

Quel profit le Hamas aurait-il pu espérer retirer de tels crimes ? Aucun, sinon de s'attirer la terrible vengeance de l'Etat sioniste. Il n'est pas incongru d'imaginer que le Mossad a pu opérer de la sorte avec la complicité d'agents qu'ils ont recrutés secrètement au sein du Hamas...

Le chef du Mossad avait prédit l'enlèvement des trois jeunes - Réseau Voltaire 08.07

La tension monte en Palestine après l'assassinat de trois jeunes israéliens, suivi de celui d'un jeune Palestinien. Cependant, l'hypothèse d'un tel meurtre avait été évoquée par le chef du Mossad, lors d'une réunion, une semaine plus tôt. Et précisément, cette affaire sert les intérêts du service secret.

Ce n'est pas un reproche au Mossad – il connaît son métier. Si bien même qu'il avait prédit, une semaine à l'avance, l'enlèvement des trois jeunes Israéliens qui a eu lieu le 12 juin dernier. Lors de la querelle à propos d'une éventuelle nouvelle loi de sécurité, le chef du Mossad, Tamir Pardo, avait posé cette question : « *Que se passerait-il si, dans une semaine, on enlevait trois jeunes de 14 ans d'une des colonies ?* » Gagné sur toute la ligne : exactement une semaine plus tard, trois jeunes Israéliens étaient effectivement enlevés. Hasard ? Ou le Mossad a-t-il lui-même mis en scène cet enlèvement ?

Car c'est tout de même bizarre. « *Chaque fois que le gouvernement israélien se met dans l'impasse, ses ennemis accourent à la rescousse pour le tirer de ce mauvais pas* », s'étonne Kevin Barrett, du site états-uniens Veterans Today . « *C'est une marque de fabrique : les États-Unis exercent une pression sur Israël pour qu'il abandonne des colonies ou qu'il arrête la construction de nouvelles colonies... et aussitôt, une bombe explose* ».

La communauté internationale met Israël le dos au mur, et hop, de nouveau une nouvelle bombe. La communauté juive d'Argentine devient anti-sioniste – et l'ambassade israélienne ainsi que le centre de la communauté juive de Buenos-Aires explosent. « *Et maintenant, au moment où le monde entier applaudit la coalition palestinienne nouvellement réconciliée du Hamas et du Fatah, Israël devient fou ; trois jeunes Israéliens sont enlevés et Israél commence une brutale razzia en Cisjordanie* ».

Disparus comme si la terre les avait avalés.

Cela semble vouloir dire qu'Israël aurait mis en scène ce pseudoenlèvement —mais, bien sûr, cela relève de la « *théorie du complot* »—. Pourtant : il s'est passé d'une manière un peu curieuse quand même, non, cet enlèvement ? Des médias alignés ont remarqué qu'on ne savait même pas de quelle sorte de « *jeunes* » il s'agissait : « *élèves d'une école du Talmud* » ? « *Étudiants en religion* » ? « Enfants de colonies » ? Ou tout cela à la fois ? De plus, il n'y avait ni de demande de rançon, ni revendication de l'action. Les jeunes avaient purement et simplement disparu sans laisser de traces.

Il n'y avait rien de plus que l'affirmation qu'ils avaient été enlevés. Mais était-ce exact ? Et pourquoi les ravisseurs ne donnaient-ils aucune nouvelle ? Et s'ils ne donnaient pas de nouvelles, quel était en fait le but de cet enlèvement ? Était-ce « *juste comme ça* », pour tuer des gens une fois de plus ? D'après le site Spiegel Online , on ne pouvait avoir aucune certitude sur l'identité des ravisseurs ; il n'y avait aucune « *preuve concrète* » que le Hamas soit en cause. Plus tard, le Hamas a nié toute responsabilité dans cet enlèvement. Même pour nos médias alignés, il était clair que « *les événements*» tombaient très bien, politiquement, pour le Premier ministre israélien Netanyahu, d'après la TAZ . L' « *enlèvement des étudiants arrive à point pour Israël* » citait aussi le Zürcher Tagesanzeiger : « *l'enlèvement des trois jeunes est arrivé à point nommé pour Israël, selon l'expert du Proche-Orient Pascal de Crousaz. Et il n'apporte rien au Hamas .* » Même le Deutschlandfunk a pris à partie l'ambassadeur israélien et lui a demandé : « *On n'a pas de preuves, manifestement aucun indice clair, et pourtant, on sait déjà que c'était le Hamas ?* »

Une prophétie étonnement exacte.

L'enlèvement et le meurtre des trois jeunes arrivait effectivement à point nommé pour la ligne dure du gouvernement israélien, pour compromettre le nouveau gouvernement de coalition des Palestiniens. Mais juste au même moment, la querelle faisait rage à propos d'un projet de loi qui doit interdire l'échanger de terroristes condamnés pour meurtre. Les soi-disant services de sécurité étaient contre cette loi. Si l'on en croit le journal israélien Ha'aretz , le 5 juin 2014 a eu lieu une séance très remarquable du bureau de la sécurité, lors de laquelle le chef du Mossad Tamir Pardo « *a essayé de convaincre les ministres de ne pas voter cette loi, car elle aurait pour conséquence de réduire le champ d'action du gouvernement lors de futurs enlèvements .* » Pardo avait donné comme exemple l'enlèvement de 200 écolières par Boko Haram au Nigeria. De plus, le chef du Mossad avait, à cette occasion, « *imaginé un scénario qui ressemblait étrangement au kidnapping des trois adolescents israéliens* », écrit le journal. L'homme des services secrets avait alors demandé au ministre de l'Économie Naftali Bennett, « *que ferez-vous si, dans une semaine, trois jeunes filles de 14 ans se font enlever dans une colonie ? Avez-vous l'intention de dire que nous avons une loi qui veut que nous ne libérions aucun terroriste ?* » Une prophétie étonnamment exacte. « *Tamir Pardo vient de gagner une place au panthéon des faux devins* », ironise le Veterans Today .

Le droit de mentir.

Faisons le calcul : la fameuse séance du bureau de la sécurité a eu lieu le 5 juin, et le chef du Mossad Tamir Pardo a « *prévu* » le dit enlèvement pour une semaine plus tard. Le 8 juin, la loi a été entérinée par le cabinet, contre la volonté des services secrets ; et le 12, on a annoncé l'enlèvement des trois jeunes. Donc exactement une semaine après la menace de Pardo.

Les « *complotistes* », qui ont eu encore une fois du grain à moudre, n'ont pas été les seuls à trouver cela suspect. « *Des responsables des Nations-Unies et des autorités palestiniennes ont fait remarquer qu'Israël pourrait avoir construit de toutes pièces l'histoire des trois jeunes enlevés par le Hamas – Eyal Yifrach, Gilad Shaar et Naftali Frenkel* », écrivait encore Israel Today le 18 juin. Et le célèbre contestataire Gilad Atzmon s'exprimait ainsi le 19 juin : « *Il n'y a pas de preuve claire que les trois colons israéliens ont été enlevés. Plus le temps passe, plus on voit d'analyses considérant que cette nouvelle affaire est encore une opération sous faux pavillon menée par les Israéliens. Cela fait penser à la devise du Mossad :"Fais la guerre en trompant l'ennemi". Pendant que nous analysons les indices à notre disposition, nous constatons que "l'enlèvement" donne à Israël une occasion de frapper brutalement les chefs et les civils palestiniens .* » En bref : cette histoire de kidnapping n'est pas bien passée – même pas auprès des médias alignés. Plus les doutes augmentaient, plus les Israéliens cherchaient d'urgence des preuves.

Et puis voilà, le 30 juin 2014, on a tout à coup trouvé les adolescents morts. Et donc, qui les a tués ? Quand même pas le Mossad ? Pas forcément. Car les critiques doutent de l'enlèvement lui-même. Peut-être les services secrets israéliens se sont-ils contentés d'un événement médiatique – c'est-à-dire de facto d'une mise en scène. Des témoins ont fait remarquer le manque de larmes et, semble-t-il, des civières vides lors de la cérémonie des obsèques, et considèrent qu'il ne s'agissait que d'une représentation. D'après l'armée israélienne, la voiture des ravisseurs a été retrouvée, ainsi que du sang et des douilles sur les sièges. N'oublions pas cependant que tout militaire, sur la terre, a non seulement le droit de tuer, mais aussi de mentir.
Le lendemain de la découverte des cadavres, le 1er juillet, les autorités on présenté une nouvelle preuve : l'enregistrement d'un prétendu appel au secours des jeunes, jusque-là « *tragiquement négligé* », selon le The Jewish Daily Forward : « *Ils m'ont enlevé* » est censé avoir dit un des adolescents sur son portable. Puis des cris et des coups ; enfin des tirs étouffés. Puis on n'entend plus que l'autoradio chantonner. Ça a l'air vrai, non ? C'est à voir. L'appel n'a eu aucune suite, car les téléphonistes de la police, selon le Jewish Daily, ont cru à un faux. Ou, comme l'exprime un commentateur sur le portail internet du Jewish Daily : « *Lorsqu'il y a un appel suspect, on devrait d'abord consulter le protocole, puis punir sévèrement toute personne de plus de 12 ans qui se permet de passer des faux appels aux services de la sécurité .* »

Gerhard Wisnewski

Cet article ne contredit pas un article précédent publié par le Réseau Voltaire qui indiquait que ces assassinats auraient été commis par un membre du Hamas résidant en Turquie, il aurait très bien pu être télécommandé par le Mossad pour les perpétuer.

Un tueur à gage en quelque sorte qui a exécuté à la lettre le scénario décrit par le chef du Mossad Tamir Pardo une semaine plus tôt « *Que se passerait-il si, dans une semaine, on enlevait trois jeunes de 14 ans d'une des colonies ?* », répondant ainsi à la question posée par Gerhard Wisnewski : "*le Mossad a-t-il lui-même mis en scène cet enlèvement ?*".

Nous, nous sommes des gens honnêtes, on a du mal à imaginer jusqu'où ils peuvent aller dans l'abjection, la cruauté et le cynisme et c'est un tort, une faiblesse ou une faute politique. Il faut s'habituer à vivre dans le monde tel qu'ils le conçoivent pour comprendre comment évolue la situation et les combattre.

Tension au sommet et au PS

- Yann Galut: «*Si l'affrontement continue au PS, il y a un risque de chute du gouvernement*» - 20minutes.fr

- Des députés demandent l'asile en France pour Edward Snowden - LeFigaro.fr

- Quatre députés demandent un congrès anticipé du PS - Reuters

- "*Les décisions sont prises a l'Elysée, sans discussion*" - Le Nouvel Observateur

Vive l'anarchie ! Voyous !

- La guerre des tranchées à l'UMP - Le Nouvel Observateur

- Nicolas Sarkozy, le Terminator de l'UMP - L'Express.fr

- UMP : le grand déballage se poursuit - LeFigaro.fr

- Bruno Le Maire veut un coup de balai pour sauver « *l'honneur perdu de l'UMP* » - LeMonde.fr

- Copé s'indigne des «*souhaits de vengeance et des rancœurs*» à l'UMP - Liberation.fr

- Rachida Dati dénonce sur Twitter « les méthodes de voyous » de François Fillon - Public Sénat

- UMP: le filloniste Ciotti appelle Copé à "*un peu de décence*" - AFP

- Avions privés et hélicoptères... les déplacements de François Fillon aux frais de l'UMP - Francetv info

Le site Le Lab publie des factures acquittés par l'UMP pour quatre déplacements de François Fillon en 2006 et 2007. Le montant global avoisine les 34 000 euros. Francetv info 09.07

Une procureur bienvaillante aux ordres.

- Réquisitions légères contre les Femen - LeFigaro.fr

Alors que les militantes encourent jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 100.000 euros d'amende, la procureur a demandé une peine de 1500 euros d'amende. Pour les trois vigiles qui comparaissaient, par jonction de procédure, pour «*violences*», elle a demandé des amendes de 500, 250 et 300 euros avec sursis.

Il y a 15 jours, le même parquet de Paris, qui poursuivait des Hommen pour avoir fait irruption torse nu à Roland-Garros en 2013, avait requis 6 à 12 mois de prison avec sursis, et même 6 mois ferme pour l'un d'entre eux. «*Un terrain de tennis est-il plus sacré qu'une cathédrale?*», a interpellé Me Anne-Guillaume Serre, avocat des trois surveillants (de la cathédrale de Notre-Dame de Paris - ndlr) qui plaidait leur relaxe.

La décision sera rendue le 10 septembre. Mais vendredi, c'est un autre procès qui s'ouvre pour les Femen, pour «*exhibition sexuelle*» dans l'église de la Madeleine. Le 20 décembre 2013, l'une d'entre elles avait mimé un avortement «*sanglant*» sur l'autel de l'édifice.

Ces rendez-vous judiciaires interviennent alors que le mouvement Femen, «*honnêtement mort, archi-mort*», certifie un de leurs soutiens historiques, est également sous le coup d'une expulsion immédiate de son nouveau squat de Clichy-la-Garenne. Elles ne seraient plus qu'une quinzaine à constituer le «*noyau dur*» des activistes. LeFigaro.fr 09.07

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- Garches : la polémique enfle autour de la fermeture de l'unité des enfants cancéreux - lepoint.fr

Des parents d'enfants atteints d'un cancer mènent "*un combat acharné*" pour empêcher la fermeture d'une unité d'oncologie pédiatrique, décidée par l'AP-HP.

Grèves de la faim, recours devant les tribunaux, pétitions : des parents d'enfants atteints d'un cancer mènent "*un combat acharné*" pour empêcher la fermeture d'une unité d'oncologie pédiatrique à Garches, décidée par l'AP-HP qui ne veut plus d'un service aux méthodes "*controversées*". "*Nous irons jusqu'au bout*", confie Lisbeth, une aide-soignante de 57 ans dont le fils, soigné de 2008 à 2010 pour un cancer des os, est en rémission depuis quatre ans. Elle a entamé le 26 juin une grève de la faim avec trois autres parents. Expulsés le 6 juillet par les CRS de la chapelle de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) dont dépend l'unité, ils se sont réfugiés dans l'enceinte d'une école privée à Port-Marly (Yvelines) et poursuivent leur action. Une autre mère, mardi en Charente-Maritime, a aussi commencé une grève de la faim.

Parallèlement, des proches de patients ont déposé, le 1er juillet, un recours devant le tribunal administratif de Paris pour contester les modalités de fermeture du service. Une autre demande a été intentée en référé au civil afin d'obtenir la suspension de la décision. Elle sera examinée jeudi par le tribunal de grande instance de Paris. Des parents, regroupés au sein de l'association Ametist, ont aussi porté plainte, en avril, pour "*délaissement d'enfants*".

"*Quelque 200 familles sont mobilisées et une de nos pétitions a récolté en moins de trois mois 66 000 signatures*", se félicite Nicole Delépine, la chef de l'unité. L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a programmé la fermeture de son service après son départ à la retraite prévu le 18 juillet. Les malades devraient être transférés dans un établissement de Boulogne-Billancourt. "*J'ai trois médecins qui travaillent depuis trente ans à mes côtés et peuvent parfaitement me remplacer. L'enjeu, ce n'est pas ma petite personne, mais la liberté de choix thérapeutique du malade*", estime la pédiatre et cancérologue.

Son approche pour soigner les cancers des os ou des muscles chez l'enfant fait polémique. Elle dispense un traitement vieux de trente ans, développé aux États-Unis et basé essentiellement sur une molécule, le méthotrexate, et refuse les molécules innovantes, qui incluent les patients dans des essais cliniques. Les autres unités d'oncologie pédiatrique appliquent, elles, à la lettre, les stratégies établies par la Société française de lutte contre les cancers et leucémies de l'enfant et de l'adolescent (SFCE). Pour autant, "*on ne peut pas parler de standardisation. Il existe, par exemple, dans le cas d'une tumeur du rein au moins six approches différentes*", expliquait récemment à l'AFP Jean Michon, le président de la SFCE. "*Insuffisant, rétorque Nicole Delépine, il faut individualiser.*"

Elle est aussi farouchement opposée au dernier en date des plans de lutte contre le cancer, annoncé en février. Il prévoit de "*doubler en cinq ans le nombre d'essais cliniques*" qui concernent actuellement 25 000 patients. Les jeunes malades ne peuvent rentrer dans ces essais "*sans l'accord explicite de leurs parents*", souligne l'AP-HP, qui assure "*tenir compte des souhaits exprimés par chaque famille*". "*Il n'est pas éthique de se fonder sur des taux de rémission qui n'ont pas été prouvés par des études scientifiquement valides*", ajoute l'établissement. De fait, Nicole Delépine, qui revendique un taux de guérison de plus de 80 %, ne peut se prévaloir de résultats récents, car les nouveaux standards méthodologiques exigent que toute étude soit basée sur ces fameux essais qu'elle refuse.

La cancérologue s'en moque. "*J'espère, dit-elle, que la polémique actuelle va ouvrir les yeux à de nombreux patients, adultes ou enfants, qui s'interrogeront désormais sur les protocoles qu'on leur propose.*" Du côté des parents, on défend l'approche "humaniste" dispensée dans son service. "*L'équipe se bat jusqu'au bout*", souligne Isabelle, l'une des grévistes de la faim. "*À Bordeaux, on m'a dit que mon fils n'était pas opérable, puis qu'il fallait l'amputer. À Garches, on l'a opéré, il a gardé ses jambes et est en rémission depuis janvier*", fait-elle valoir. Et d'assurer : "*Mon combat sera acharné.*" lepoint.fr 09.07

Cobaye et traitement à la chaîne comme pour des animaux, telle est la réalité de la médecine appliquée en France, et ce n'est pas nouveau. Dans ce pays on a l'habitude de dire qu'il vaut mieux ne pas avoir affaire à la justice pour ne pas en subir l'arbitraire et les dysfonctionnement, on est en droit d'ajouter malheur à celui qui est atteint d'une grave maladie car il fera l'objet du même traitement indigne.

Les stratégies établies par la Société française de lutte contre les cancers et leucémies de l'enfant et de l'adolescent (SFCE) sont des protocoles qui ne prennent pas en compte la particularité de chaque cas clinique, ils sont appliqués aveuglément par un personnel hospitalier aveugle ou fainéant qui sous différents prétexte n'a pas la volonté d'appliquer le traitement le plus approprié à chaque patient, se livrant à des tests répétitifs éprouvants pour les malades qui les supportent mal, pour finalement arriver au diagnostic qu'on ne peut pas sauver un de leurs membres ou leur signifier qu'ils sont condamnés à mourir, alors que certains protocoles qui ont démontré leur efficacicé dans certains cas ont été écartés ou n'ont même pas été essayés.

Dans une société aussi décomposée que la nôtre faut-il s'étonner que la médecine fasse l'objet de la même décadence. J'ai eu l'occasion de l'observer quand ma fille était en bas âge il y a 30 ans, alors depuis on imagine que depuis cette gangrène a profondément rongé le corps médical.

Quand mon épouse questionne médécins et cardiologues, spécialistes en tous genres dans le privé ou le public, à propos des multiples affections dont elle est atteinte et qui la font souffrir depuis son opération du coeur il y a plus de 7 ans , elle n'obtient aucune réponse. Personne n'est en mesure de dire pourquoi elle a un taux de cholestérol très élevé depuis cette opération alors que cela n'a rien à voir avec une opération du coeur, pourquoi ses poumons sont atteints et elle fait de l'asthme, pourquoi elle a une affection au foie et à l'estomac qui nécessite la prise de médicaments supplémentaires, en fait tout ce qu'ils savent faire c'est la bourrer de médicaments qui petit à petit finissent par détériorer un nouvel organe, sa vue a

fortement baissé aussi, elle a pris 20 kilos et elle ne peut plus monter deux étages sans être obligée de faire une pause au premier, elle doit voyager en chaise roulant parce qu'elle ne peut pas parcourir à pied les longs couloirs des aéroports.

J'aurais pu prendre l'exemple de ma mère que les médecins bourrent de médicaments depuis 40 ans sans que sa santé s'améliore, au contraire.

2- Gtèce

- Les fonctionnaires grecs en grève contre l'austérité Reuters

Les fonctionnaires grecs observent ce mercredi une grève de 24 heures pour protester contre les réductions d'effectifs dans le secteur public imposées en contrepartie du plan d'aide international de 240 milliards d'euros accordé à la Grèce. Reuters 09.07

Haut de page

Le 11 juillet 2014

CAUSERIE

David Cameron envisage sérieusement de porter un coup fatal au droit de grève en rendant illégale toute grève dont le seuil de participation serait (annoncé ou déclaré) inférieur à la majorité des salariés d'une entreprise ou d'une administration, affirmant hier que "*cette réforme figurera dans le programme des conservateurs aux prochaines élections législatives de 2015*" (source : AFP 10.07)

En vivant à 10.000 kilomètres de l'Europe, je me demande parfois qui d'entre nous est le plus en phase avec la réalité à laquelle vous êtes confrontés. Je n'ai pas l'impression d'être déconnecté de la situation que vous vivez quotidiennement, non, qu'en pensez-vous ? Je peux me tromper.

Une petite histoire indienne.

Mon beau-frès Saktivel qui est décédé en moto était un garçon charmant et foncièrement honnête. Il avait la finesse d'esprit d'avoir compris que parce qu'il était une personne avenante, les filous se précipitaient pour lui proposer de bonnes affaires, en réalité pour le rouler ou pour l'appêter sur un coup qu'il se chargerait de réaliser pour eux, se transformant malgré lui pour l'occasion en aigrefin en escroquant un pigeon. Ce pigeon pouvait être moi et sa soeur éventuellement.

Quand il venait chez nous, il réfléchissait à haute voix aux avantages et inconvénients d'une affaire qu'on lui avait soumise, de telle sorte qu'il en avait vite peser le pour et le contre ou les risques avant de nous la soumettre sérieusement, ce qui nous a évité bien des déconvenues. C'est le seul de mes six beaux-frères qui n'a jamais profité de nous ou qui n'a jamais essayé de nous voler.

Mes autres beaux-frères ont suivi une évolution inverse à la sienne et sont devenus malhonnêtes dès qu'ils furent devenus adultes. Chez eux, j'avais eu l'occasion à de multiples reprises au cours des années antérieures de constater qu'ils manifestaient un tel penchant. S'ils m'ont roulé, c'est uniquement parce que j'ai voulu favoriser leur bon côté en leur faisant confiance, je me disais qu'ainsi ils ne seraient pas tentés de développer la tendance inverse. Je pensais aussi qu'ils tenaient à nos relations, je voulais croire qu'entre frères et soeur ils n'iraient pas jusqu'à se voler ou commettre l'irréparable, or ils s'en fichaient éperdument, ce que nous apprendrons à nos dépens.

Ce n'est pas ma nature optimiste qui m'a trahi, mais plutôt mon manque de discernement concernant la nature humaine qui dans certaines circonstances peut basculer dans l'infâmie. Quelque part je le savais pour l'avoir étudiée pendant de nombreuses années sous toutes les coutures, mais j'avais voulu laisser de côté cette éventualité estimant qu'ils étaient assez intelligents pour comprendre qu'ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner à se livrer à un comportement abjecte envers nous. Or c'était là surestimer leur intelligence qui était supplanté par l'appât du gain immédiat, omettant d'intégrer dans mon analyse qu'ils étaient incapables de penser sur le long terme ou même au lendemain.

Je n'avais pas imaginé que leur individualisme serait poussé aussi loin et qu'ils n'en auraient rien à faire d'adopter une attitude répréhensible puisque elle était partagée par la plupart des Indiens sans qu'ils s'en tiennent forcément rigueur, un peu comme si le mensonge et le vol étaient si ancrés dans leur mode de vie ou leur éducation qu'ils n'y faisaient même plus attention. Une fois leur forfait réalisé et éventé, ils s'excusent pour faire bonne mesure mais sans éprouver le moindre remord, d'ailleurs c'est bien simple la minute d'après ils redeviennent affables et rigolent avec vous si vous manifestez de la bonne humeur absolument comme si rien ne s'était passé.

J'ai poussé l'expérience jusqu'à les observer minutieusement dans ces moments-là, et j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils estimaient légitimes leur conduite épouvantable, et que finalement ils n'avaient absolument rien à se reprocher. Car pour eux en somme, ils n'ont fait que reproduire les rapports qui existent entre les classes dans la société, mais cette fois à leur profit. En me volant ils n'ont fait que récupérer ce que la société leur devait ou ne voulait pas leur accorder, donc leur geste était légitime, ce qui explique l'absence de remords chez eux. Pour eux, comme je dispose d'argent et qu'ils n'en ont pas, il est normal qu'ils se servent là où il y en a, estimant que la morale, les principes ou les valeurs qui nous sont chers sont réservés aux privilégiés dont je faisais partie, ce en quoi ils n'ont pas tout à fait tort, d'où mon refus de les juger, mais ma décision de ne plus les voir.

Et lorsqu'ils me feront perdre de l'argent sans en tirer profit ils auront le même comportement, estimant que ce n'était pas bien grave puisqu'il m'en restait suffisamment pour vivre. Mieux, ils allèrent jusqu'à considérer qu'ils m'avaient rendu service et que je leur en étais redevable, ils allèrent parfois jusqu'à réclamer leur part ou une commission, car je n'avais rien à leur reprocher puisque finalement si je m'étais fait rouler c'était parce que j'avais péché par excès de confiance en eux, je n'avais qu'à m'en prendreà moi-même d'avoir eu cette faiblesse.

Ce qui se produit aussi parce qu'ils ont leur fierté mal placée, c'est qu'il leur arrive de s'engager auprès d'un de leurs amis peu recommandables au point de ne plus pouvoir reculer ou se dédire sans passer pour un rigolo, ami sur lequel ils compteront par ailleurs pour leur rendre un service le moment venu jouant sur tous les tableaux ou tirant profit des deux côtés, tandis que je serai le pigeon qu'on plume.

Ces expériences éprouvantes m'ont appris à faire preuve de vigilance en toutes cironstances avec les Indiens. Tous les jours ou dès que j'ai la moindre relation avec un Indien je suis confronté à cette situation, par exemple quand je vais faire des courses. Ce n'est pas dans ma nature ou cela ne correspond pas à mes principes de devoir toujours être sur mes gardes dès que je rencontre quelqu'un.

Dernièrement, je me suis posé des questions sur le frère de Selvi qui au premier abord ressemble à mon beau-frère Saktivel, mais qui pourrait bien avoir le même comportement détestable que mes autres beaux-frères. A peine lui avais-je soumis l'idée d'acheter un petit terrain qu'il m'en proposa un qu'il connaissaît dans un village où vivait une de ses soeurs, il en a six. Je lui ai raconté que j'avais acquis une solide expérience dans ce domaine et qu'il fallait prendre un maximum de précaution pour ne pas se faire rouler. A l'entendre il s'agissait d'un village très tranquille, le panchayat qui gère le village était très bien, bref, j'étais tombé sur une affaire formidable. Je lui ai fourni la liste des documents et des informations que j'exigeais avant de m'y aventurer ou de dépenser le moindre centime. Il parle parfaitement anglais et approuva ma requête. Puis, comme s'il n'avait accordé aucune importance à ce que je venais de lui dire, il m'expliqua que je ne pourrais acquérir qu'ultérieurement certains documents, mais que cela ne présenterait aucun problème et que je devrais me hâter de verser des arrhes. Sur le coup, car j'avais d'autres choses en tête, je lui ai répondu que j'irai à la banque dans les jours qui venaient, et c'est seulement plus tard en repensant à notre conversation que j'ai ressenti un malaise et que quelque chose clochait. Le surlendemain, Selvi lui a fait part de mes réserves. J'étais sorti il m'attendait devant chez moi depuis trente minutes. Je lui demande s'il a obtenu les renseignements que je lui ai demandé, notamment le prix exact du terrain, il me répond que non, il ajoute alors un élément que j'ignorais, l'existence d'un intermédiaire qu'on appelle brocker ici auquel je devrai verser une commission équivalente à 2% du prix du terrain et que c'est lui qui en réalité négocie le prix avec le propriétaire.

Lors de notre précédente rencontre il m'avait proposé de passer par une de ses connaissances pour construire ma maison. Il téléphone à cette personne qui immédiatement fourni une estimation du prix des travaux, 1,5 million de roupies. Je lui réponds que c'est du délire et que je peux faire construire cette maison pour 7 ou 800.000 roupies seulement. Que cela ne tiennent, il me propose alors de passer par un autre de ses amis qui lui ne me facturerait que la main d'oeuvre du gros oeuvre, à moi de lui fournir le matériel et de passer par d'autres artisans pour terminer la maison, à l'entendre c'était plus économique, encore faudrait-il en réduire la superficie. Je redessine un plan rapidement et je passe de 83 à 66m². Je lui ai soumis hier, il m'a répondu en hésitant que ce serait peut-être possible de tenir ce budget. Il me propose une autre solution qui consisterait à passer par un maçon que je paierai quotidiennement. Il m'assure qu'en trois mois la maison sera terminée. J'exprime un doute sachant qu'avant de démarrer les travaux il faut percer un puit pour avoir l'eau et faire venir l'électricité jusqu'au terrain. Là encore il connaît des gens qui vont s'en charger dans les plus brefs délais.

Ce qui ressort de tout cela, c'est que Kumar qui au premier abord est un charmant garçon, connaît tout et il a réponse à tout, il est prêt à se plier en quatre pour me faire plaisir, exactement comme tous les filous que j'ai croisés ces vingt dernières années et qui au bout du compte m'ont induit en erreur ou m'ont fait perdre beaucoup d'argent ou m'ont carrément volé. Pour conclure notre conversation d'hier, je lui ai dit sur un ton catégorique qu'il était absolument hors de question que je m'engage dans l'acquisition d'un terrain avant que j'ai la copie des documents que je lui ai demandée et qu'il n'insiste pas davantage en le regardant droit dans les yeux, sur ce nous nous sommes quittés.

Il m'est arrivé souvent de me faire escroquer, parce qu'on me pressait de prendre une décision sur le champ, sans avoir le temps d'y réfléchir à tête reposée, et avec le boulot énorme que je me tape avec le site je n'en avais pas tellement ou jamais. Ils nous harcèlent littéralement, dans les magasins c'est la même chose, le vendeur ne vous fournit aucune indication sur un article à part son prix et vous avez dix secondes pour vous décider, au delà il vous regarde de travers et manifeste son impatience, ce qui est fort désagréable et vous pousse à en finir au plus vite ou à aller voir ailleurs où vous recevrez le même accueil. Et quand vous lui posez des questions, qu'il y réponde ou non n'a pas d'importance, il est prêt à vous raconter n'importe quoi, ce n'est pas

spécifique à l'Inde, mais là c'est caricatural, on sent qu'au bout de 5 minutes, soit on passe à la caisse, soit on doit se casser car on les importune. Kumar m'a demandé avant de partir si j'étais toujours intéressé par ce terrain, je lui ai répondu éventuellement et que tout dépendra de son prix, s'il entre ou non dans mon budget, à son regard j'ai compris que l'affaire était loin d'être conclue sans que je puisse savoir exactement pourquoi, ce que je ne tarderai pas savoir si mon observation était correcte.

En attendant, j'ai pris la décision de laisser traîner les choses en longueur, histoire de voir comment va évoluer son comportement. Ensuite je comparerai avec celui qu'il avait adopté au départ avec moi et je serais ainsi fixé sur sa personne. Trois cas de figure sont possibles : Soit il est aussi honnête que mon beau-frère Saktivel, soit c'est un filou, soit il est dans le cas de mes autres beaux-frères qui cache bien leur jeu et qui d'honnêtes sont devenus des sales types au contact de filous au point d'être tentés de les imiter, pas toujours, sans que je prenne le risque d'en être la victime.

Si j'avais eu plus de temps pour m'occuper de mes affaires personnelles au lieu de consacrer tout mon temps au site, peut-être que cela m'aurait évité de commettre certaines erreurs et de perdre pas mal d'argent, alors que je n'en ai vraiment pas de trop. J'ai évité les plus énormes qui auraient pu m'être fatales, c'est l'essentiel. Je ne suis pas du genre à ruminer le passé, quand j'y pense, c'est uniquement pour en tirer des leçons pour l'avenir.

Si j'ai parlé ici des Indiens en général c'est en connaissance de cause et parce que je vis avec des Indiens depuis 20 ans, je précise pour qu'on ne m'accuse pas de racisme, on ne sait jamais... Si vous rencontriez mon épouse Magueswary, elle vous tiendrait exactement le même discours, Selvi également. Mieux encore, comme tous les Indiens que j'ai rencontrés d'ailleurs et qui sans l'ombre d'un scrupule vous diraient droit dans les yeux qu'ils sont d'accord avec l'appréciation peu flateuse que vous porteriez sur eux, ils ajouteraient même que vous les connaissez bien en baissant légèrement la tête, car ils percevraient dans votre regard un air désapprobateur, pour aussitôt se marrer car ils s'en foutent, la société est ainsi faite et ils sont à son image.

Solidarité indéfectible avec le peuple palestinien contre l'occupant sioniste.

- Six morts dans deux raids israéliens sur Gaza - 20minutes.fr

Six Palestiniens, dont une femme, ont été tués vendredi matin dans deux raids israéliens distincts sur des maisons de la bande de Gaza, a-t-on appris de source médicale. Un raid sur Rafah, dans le sud de la bande Gaza, a fait cinq morts, dont une femme.

La frappe, qui visait le domicile d'un militant du Jihad islamique, a également fait 15 blessés, a précisé le porte-parole des services d'urgence Ashraf al-Qudra. Précédemment, selon la même source, un raid avait tué un Palestinien, Anas Abu al-Kass, 33 ans, à son domicile du quartier de Tel el-Hawa, dans la ville de Gaza. Quinze frappes ont touché ce quartier, d'après des témoins gazaouis.

Depuis le début de l'offensive israélienne mardi, plus de 95 personnes ont été tuées dans la bande de Gaza, sans faire cesser les tirs de roquettes depuis l'enclave palestinienne, selon les services d'urgence. Selon l'armée israélienne, quelque 184 roquettes avaient été tirées depuis Gaza jeudi, dont 44 ont été interceptées par le dispositif anti-missiles Iron Dome. 20minutes.fr 10.07

En complément

Autant s'adresser à leurs bourreaux.

- Les Palestiniens invoquent la Convention de Genève - Reuters

Non, c'est conforme à l'idéologie ultra réactionnaire qu'il incarne.

- Raids sur Gaza: Hollande soutient-il trop Netanyahu? - L'Express.fr

Il a rectifié le tir hier, trop tard, son soutien unilatéral la veille à l'Etat sioniste n'est pas passé inaperçu. Je crois qu'en plus de tous les défauts qu'il peut avoir, Hollande est vraiment nul, le pire de tous les défauts étant de ne pas savoir s'entourer pour gouverner, et ses conseillers en communication sont particulièrement nuls.

Pourquoi devraient-ils se gêner ?

- Les 500 plus grandes fortunes françaises ont gagné 15 % en un an - LePoint.fr

Selon le nouveau classement du magazine "*Challenges*", la fortune cumulée des dix premiers a été multipliée par plus de sept entre 2013 et 2014.

Les 500 plus grandes fortunes françaises ont grossi de plus de 15 % en un an, atteignant une richesse globale de 390

milliards d'euros, dans le classement 2014 du magazine Challenges à paraître jeudi. "*Les Français les plus riches ne connaissent pas la crise*", écrit le magazine, qui ajoute que, depuis 1996, la fortune cumulée des 500 plus riches a quintuplé, et celle des dix premiers du classement a été multipliée par plus de sept.

Les 390 milliards représentent un nouveau record depuis que l'hebdomadaire réalise ce classement (1996), même si l'augmentation avait été supérieure l'année précédente (+ 25 %). Le trio de tête du classement reste le même qu'en 2012, avec en tête le P-DG de LVMH Bernard Arnault, qui a gagné 2,7 milliards d'euros en un an pour atteindre 27 milliards, Liliane Bettencourt - fille du fondateur du groupe de cosmétiques L'Oréal - avec 26 milliards et Gérard Mulliez, fondateur du groupe de distribution Auchan (20 milliards).

Viennent ensuite Axel Dumas, gérant du groupe Hermès (17 milliards), puis Alain et Gérard Wertheimer de Chanel qui passent de la huitième à la cinquième place (14,5 milliards). Serge Dassault du groupe aéronautique du même nom et François Pinault du groupe Kering sont tous deux à la sixième place avec 13,5 milliards d'euros, devant Vincent Bolloré (Bolloré, 10 milliards), Xavier Niel (Iliad Free, 8,5 milliards), et Pierre Castel (Castel Frères, 7,5 milliards). Le classement compte 61 milliardaires, contre 55 l'année dernière. LePoint.fr 10.07

Ils ont un boulevard devant eux, le champ libre ou presque, ils disposent de tous les pouvoirs, alors ils en usent et en abusent... J'ai envie de dire : No comment !

Apparemment tout le monde s'en accommode ou s'en fout. Si vous demandez dans la rue à une personne ce qu'elle en pense, elle vous répondra que ce n'est pas normal mais que personne n'y peut rien et que c'est ainsi, ni elle ni vous et au revoir. Si maintenant vous parlez de renverser le régime pour supprimer cette anomalie, personne ne vous écoutera, et si vous évoquez une meilleure répartition des richesses, on vous rira au nez car personne n'y croit davantage.

Partant de ce constat, croyez-vous que nos dirigeants en auraient tiré des conclusions politiques ? Pensez-vous, les élections, les appareils, ils ont déjà tellement de choses à penser. Pour être bref, quand c'est un travailleur qui à un mode de vie confortable qui vous fait ces réponses, ils se comportent en nantis, il n'est pas vraiment concerné par ce que vous lui soumettez, il s'en fout, tant que ce ne sera pas sa petite vie qui s'écroule il ne fera pas le moinde effort pour essayer de comprendre de quoi vous lui parlez ou alors en dilettante. Et si c'est un travailleur dont le mode de vie s'est considérablement dégradé ou qui peine à survivre qui vous fait ces réponses, c'est parce qu'il estime que vous n'êtes pas crédibles ou que votre discours est inaudible, aussi vous faut-il revoir votre copie. Le problème, c'est qu'on a l'habitude de s'adresser aux premiers et de se détourner des seconds qui seuls peuvent être recrutés en masse. Vous me direz qu'on n'a pas encore trouvé la bonne formule pour y arriver, justement, tout le problème est là.

Après tout, à quoi bon se casser la tête à expliquer toujours la même chose.

Personnellement j'ai dû me contenter d'un petit 12% environ, mais comme je me suis montré particulièrement généreux envers mon entourage, sans parler du fric que m'a fait perdre cet abruti de banquier, finalement au lieu de voir mon capital augmenter pour compenser l'inflation, il a diminué et je me suis appauvri.

Les riches n'aiment pas partager avec les pauvres qu'ils méprisent, alors si j'ai adopté le comportement inverse, c'est que je ne partage pas leur mentalité, l'honneur est sauf et je peux continuer de m'enrichir puisque c'est pour la bonne cause.

J'allais ajouter que la vie de rentier n'était pas forcément de tout repos, puis je me suis ravisé estimant que c'était peut-être un peu trop provocateur, aussi je me suis dit qu'en pensant aux millions de retraités qui étaient finalement dans la même situation que moi, je n'avais aucun scrupule à avoir de ce côté-là, d'autant plus que je bosse l'air de rien en actualisant ce site quotidiennement, c'est même un boulot de forçat qui me coûte et ne me rapporte rien, comme quoi parfois le statut de rentier a du mérite !

Assez plaisanter, je ne prône pas le terrorisme, mais j'estime que ces nantis méritent juste qu'on les liquide, car pour avoir accumulé une telle fortune sur la misère du monde, il doit falloir être forcément pourri jusqu'à l'os, ce n'est pas possible autrement, alors assurément ils sont indéfendables, ils n'ont aucune circonstance atténuante à faire valoir et ils ne méritent pas de vivre une minutes de plus.

Quand on parle des dizaines de millions de morts qu'ont fait les guerres et cela continue, des centaines de millions d'exploités à travers le monde qui peinent quotidiennement à survivre dans des conditions abominables, c'est à leur actif qu'il faut les mettre, il ne faut jamais l'oublier. Si vous voulez ménager quelqu'un, choisissez un pauvre, un brave type courageux qui essaie de s'en sortir honnêtement, jamais un riche qui par définition est un voleur.

ACTUALITE EN TITRES

On n'en doute pas.

- Draghi-Juncker-Schulz : vous n'aviez peut-être pas voté pour ça mais l'Europe fédérale est en marche - Atlantico.fr

C'est encore préférable à la soumission ou à la lobotomie.

- Etre agressif renforce les risques d'attaque cérébrale - Le Nouvel Observateur

Triste record !

- La France est la deuxième démographie la plus dynamique d'Europe - LeMonde.fr

Les médias toujours à la pointe de la réaction.

- Ne vous trompez pas: à Gaza, Israël fait tout pour minimiser les pertes civiles - Slate.fr

- Gaz de schiste : la France doit "*avancer*" et sortir du "*statu quo*" - LePoint.fr

Leur monde est un cauchemar.

- Ukraine. Les chars de Kiev avancent vers Donetsk - Le Nouvel Observateur

- Italie : 66 000 migrants et réfugiés depuis le début de l'année - LeMonde.fr

- A Gaza, «*l'impression de vivre un cauchemar*» - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

UMP. Union des Mouchards Persifleurs.

- L'UMP va traquer ses mouchards - Liberation.fr

- L'UMP cherche à démasquer sa "*taupe*" - Francetv info

- UMP: Une mission d'inspection va être lancée sur l'origine des fuites dans la presse - 20minutes.fr

Le but est de trouver d'où viennent les «*boules puantes*» qui fleurissent dans les journaux depuis plusieurs jours. 20minutes.fr 10.07

- Cambriolage à l'UMP: Le bureau du directeur des services des adhésions a été visité - 20minutes.fr

- François Fillon: "*l'UMP est en danger*" - AFP

- Nicolas Sarkozy de retour à la tête de l'UMP ? "*Une folie, un suicide politique*" - Le Nouvel Observateur

A l'UMP, l'éventualité d'un retour de Nicolas Sarkozy à la présidence du parti provoque des réactions épidermiques. "*Lui, de retour rue Vaugirard ? Tous aux abris, l'air serait irrespirable*", clame un député.

Dans les colonnes de "*Libération*", Bernard Debré renchérit :" *Nicolas Sarkozy veut se servir de l'UMP comme d'un bouclier, on ne se laissera pas faire, ça ne se passera pas aussi simplement. Ses proches le poussent, mais ce serait une folie, un suicide politique.*"

Nicolas Sarkozy peut aussi compter sur l'hostilité de Xavier Bertrand. Son ancien ministre, devenu sa nouvelle tête de turc selon "*Le Parisien*", a lâché que la politique menée par Nicolas Sarkozy "*n'a pas été à la hauteur de l'exigence de vérité et de résultat*".

D'autres cadres de l'UMP restent discret, presque apeurés. "*C'est vrai, on a peur*", souffle un ancien ministre filloniste à "*Libé*".
En cause, la popularité extrêmement forte de Nicolas Sarkozy auprès des militants. "*La frange sarkozyste fait beaucoup de bruit.*

C'est une secte mai ce n'est pas tout à fait l'UMP".

Du côté des fidèles de l'ancien chef de l'Etat, on balaye le sentiment des cadres. "*Il va prendre le parti et les retournera tous*", estime Valérie Debord. L'ex-députée se souvient de 2004, quand Nicolas Sarkozy s'était emparé de l'UMP alors que "*les trois quarts des députés étaient contre lui*". Le Nouvel Observateur 10.07

- Sarkozy: la question du "*retour*" prime sur "*la revanche*" - AFP

A bout de souffle, il n'y aura pas de rémission.

- La gauche de Hollande cherche un nouveau souffle - Liberation.fr

- Le club "*Gauche avenir*" propose une "*stratégie alternative*" - AFP

- Une "convergence" entre PCF, écologiste et gauche du PS - Le Nouvel Observateur

Le club "*Gauche avenir*", animé par la sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann et l'ancien ministre Paul Quilès (PS), a présenté jeudi 10 juillet plusieurs propositions de "*convergences*" entre forces de gauche et écologistes, présentées comme une "*base de travail*" à une "*stratégie alternative*".

Entourée de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et d'Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts, la sénatrice a exposé les résultats de leur étude intitulée "*Pour un nouveau Pacte majoritaire à gauche*", issue des auditions de différentes personnalités politiques, universitaires et syndicales, parmi lesquelles le numéro-un du PCF et celui d'EELV.

Pour Pierre Laurent : «*La gauche va entrer dans une période d'effervescence politique*.» Comme pour démentir les mises en garde de Manuel Valls contre le danger de mort qui menacerait la gauche. Le Nouvel Observateur et liberation.fr 10.07

Encore une imposture. Ne pouvant pas pencher à gauche, le PCF tout comme le PG et le Front de gauche sont condamnés à pencher toujours davantage à droite en prétendant le contraire évidemment. Les voilà à la recherche d'un nouveau masque pour tromper militants et travailleurs.

Imposture. Les bureaucrates syndicaux vendus à la manoeuvre

Un gouvernement de droite (celui-ci ou le précédent) a-t-il vocation à prendre en compte les besoins des travailleurs?

- La CGT Santé quitte les concertations avec Touraine sur la loi santé - Liberation.fr

"*Cela fait des mois que l'on est auditionnés sur les contours de la loi, et rien ne bouge*" a expliqué à l'AFP Caroline Ferreira.

(Cela "*fait des mois*" qu'ils se rencontrent, discutent, bref ne se lâchent plus, à croire qu'ils ne peuvent pas se passer les uns des autres, rien à voir avec le syndicalisme. -ndlr)

Pour autant, la CGT reste inscrite dans la négociation, comme le répète régulièrement son secrétaire général Thierry Lepaon. Liberation.fr 10.07

Vous avez raison de le rappeler, on aurait pu se méprendre sur ses réelles intentions !

Ils font leur "***job***".

- Montebourg affiche ses remèdes pour "*redresser*" la France - AFP

Dans un discours de près d'une heure devant partenaires sociaux et journalistes, le ministre de l'Economie et du Redressement productif a livré son diagnostic personnel sur la "*maladie européenne qui a fait de la zone euro la lanterne rouge de la croissance mondiale*" et les remèdes à y apporter.

Assis au premier rang, le secrétaire général de Force Ouvrière Jean-Claude Mailly, qui avait boycotté mardi la deuxième journée de la conférence sociale, a salué le discours d'un ministre "*qui fait le job*". AFP 10.07

Après son numéro d'illusionniste de mardi il n'aura dupé que ceux qui voulaient bien l'être...

Hollande peut dormir tranquille ou continuer lui aussi son "*job*".

Par qui ?

- Garches : l'unité d'oncologie va fermer mais le traitement restera le même, promet Touraine - liberation.fr

La fermeture «*c'est prévu*» : «*cette unité avait une autorisation qui expire dans quelques semaines*», a affirmé la ministre sur BFM TV et RMC. Mais, a-t-elle dit, «*tous les enfants malades qui sont pris en charge dans cette unité seront accueillis dans une unité à moins de cinq kilomètres de là où ils sont aujourd'hui soignés*».

Par ailleurs, «*les enfants qui y sont aujourd'hui soignés continueront d'être soignés de la même manière*» et «*leur traitement continueront d'être appliqués*». liberation.fr 10.07

Qui appliquera ce traitement, des médecins qui ne le connaissent pas ou y sont opposés ?

4 lampistes pour un million de morts.

- Au procès Blackwater, le récit accablant du massacre de Bagdad en 2007 - lemonde.fr

Vingt-neuf balles dans une voiture, 13 dans une seconde : un expert du FBI a témoigné jeudi 10 juillet de l'ampleur du massacre de Bagdad, qui avait fait 14 morts parmi les civils irakiens en 2007, lors du procès de quatre anciens membres de la société Blackwater.

Un expert des marines, Shelby Lasater, interrogé sur les armes et munitions utilisées ce jour-là par les quatre accusés, a souligné comment les grenades projetées, « conçues pour pénétrer des blindés et faire des victimes ou tuer », pouvaient « exploser comme un champignon » sur un rayon de 165 mètres. lemonde.fr 10.07

Et pendant ce temps-là les donneurs d'ordre, l'administration américaine, les dirigeants de la Fed, du Pentagone, de la CIA, les banquiers, les dirigeants du complexe militaro-industriel et des compagnies pétrolières américaines courent toujours...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Birmanie

- Birmanie. 5 journalistes condamnés à 10 ans de prison - nouvelobs.com

Cinq journalistes birmans ont été condamnés, jeudi 10 juillet, à dix ans de prison avec travaux forcés pour un article accusant un complexe militaire de produire des armes chimiques, une condamnation immédiatement dénoncée par les défenseurs des droits de l'Homme.

Les cinq journalistes du journal "*Unity Weekly News*" ont été reconnus coupables par un tribunal de la région centrale de Magway en vertu de la loi sur les secrets d'Etat, selon leur avocat, alors que la Birmanie est accusée de faire marche arrière en matière de liberté de la presse.

"*Le gouvernement sévit contre les médias faisant leur travail, mais je pense que cette affaire devrait être regardée de manière un peu à part*", a tempéré David Mathieson, de Human Rights Watch, notant que révéler des secrets d'Etat était illégal dans de nombreux pays.

"*Mais cela n'excuse pas le fait que les peines sont scandaleusement sévères*", a-t-il ajouté. nouvelobs.com 10.07

Rappel. Human Rights Watch est une officine de l'Empire, ceci explique cela, David Mathieson s'est rattrapé, trop tard !

SOCIAL

1- Portugal

- Portugal: des milliers de manifestants protestent contre l'austérité - AFP

Plusieurs milliers de Portugais ont défilé jeudi après-midi dans les rues de Lisbonne pour protester contre la politique d'austérité qui a amputé leurs salaires et réclamer la démission du gouvernement de centre droit.

"*Il existe une solution, nous voulons des élections*", scandaient les manifestants en tête du cortège organisé par la CGTP, principale confédération syndicale du pays, tandis que les banderoles proclamaient "*le gouvernement dehors!" ou encore "pour une politique différente*".

"Il y a deux ans, je pouvais encore espérer une vie confortable. Aujourd'hui, je ne sais même pas si je pourrai payer les traites de ma maison", raconte Silverio Fernandes, 50 ans, contrôleur de bus dans la région d'Aveiro (nord).

"*Ce sont toujours les mêmes qui paient la facture, pendant que d'autres gagnent des millions*", a-t-il ajouté.

Venus de Porto (nord), Setubal (sud) ou encore de Portalegre (centre), les manifestants ont convergé vers le Parlement en deux cortèges, l'un composé de fonctionnaires, l'autre de salariés du secteur privé.

Les manifestants protestaient notamment contre des réformes du code du travail jugées "*hautement préjudiciables pour les salariés*" et de nature à aggraver "*le démantèlement des conventions collectives*", selon la CGTP.

"*Nous travaillons toujours plus, pour des salaires toujours plus bas et des impôts toujours plus élevés*", s'emporte Joaquim Lucas, 50 ans, employé municipal de la commune d'Avis (centre).

Armenio Carlos, le secrétaire général du syndicat, a demandé la mise en place "*d'une politique de gauche*", répondant "*aux réalités des travailleurs et du peuple portugais*", lors d'un discours devant la foule rassemblée devant le Parlement.

La confédération syndicale avait déjà mobilisé plusieurs milliers de manifestants le 21 juin à Lisbonne et le 14 juin à Porto, la grande ville du nord pays.

Le syndicat a appelé a un nouveau rassemblement le 25 juillet pour dénoncer les coupes provisoires dans les salaires des fonctionnaires supérieurs à 1.500 euros, qui doivent être approuvées le même jour en deuxième lecture par le Parlement.
AFP 10.07

2- Grande-Bretagne

- Royaume-Uni: grève des fonctionnaires bien suivie, selon les syndicats - AFP

Les syndicats britanniques se sont déclarés "*ravis*" jeudi de la participation à la grève des fonctionnaires contre le gel des salaires et les coupes budgétaires, affirmant avoir mobilisé plus d'un million de grévistes quand le gouvernement en dénombrait moitié moins.

Le syndicat GMB, l'un des six à avoir appelé à la grève, a affirmé qu'au sein des grévistes, il n'y avait pas seulement des fonctionnaires syndiqués ce qui a, selon lui, porté la mobilisation au-delà du million de personnes.

Les six syndicats ont qualifié de "*risibles*" les chiffres donnés par le gouvernement qui a évalué la mobilisation "*à moins d'un demi-million*" de personnes.

Enseignants, pompiers, employés du métro, agents municipaux et autres salariés de la fonction publique étaient appelés à se joindre à la mobilisation qui n'a pas entraîné de perturbations majeures jeudi, notamment dans le métro londonien où le service était normal.

A Londres, un cortège s'est ébranlé sous la pluie en fin de matinée devant les locaux de la BBC pour arriver sous la colonne de l'amiral Nelson à Trafalgar Square. Les images aériennes prises par hélicoptère montraient une assemblée plutôt clairsemée tandis que la BBC citait des estimations policières faisant état de 1.500 manifestants.

Des manifestations étaient également prévues devant le Parlement de Westminster et dans d'autres villes.

En Angleterre, près de 3.000 écoles, crèches et universités ont été touchées par le débrayage, certaines étant contraintes de rester fermées. Selon le ministère de l'Education, "*sur 96% des écoles interrogées, seulement 21% ont été contraintes de fermer*".

L'aéroport d'Heathrow a averti que les passagers à l'arrivée risquaient de subir des retards au passage de la douane.

Des musées ont gardé porte close à Edimbourg, Nottingham et Leicester, ainsi que le zoo de Belfast, et le ramassage des ordures était partiellement perturbé dans certaines localités.

Le Premier ministre conservateur, David Cameron, a vivement critiqué cette grève en affirmant que "*les gens feraient mieux d'aller travailler*". Il y a vu l'oeuvre d'une minorité et a annoncé vouloir créer des seuils de participation lors des votes des salariés sur le lancement d'une grève. Cette réforme figurera dans le programme des conservateurs aux prochaines élections législatives de 2015, a-t-il dit.

"*La grande majorité des fonctionnaires n'a pas voté pour la grève et les premières indications montrent que la plupart d'entre eux se sont rendus au travail comme d'habitude*", a assuré en fin de matinée un porte-parole du gouvernement.

La principale revendication des grévistes porte sur le gel des salaires du secteur public, décidé en 2010 par le gouvernement. Il a ensuite limité les hausses à 1% maximum en 2012, une mesure toujours effective.

"*Ca suffit*", a déclaré Frances O'Grady, secrétaire général de la confédération des syndicats TUC. Année après année, le salaire n'arrive pas à suivre la hausse du coût de la vie. Près d'un demi-million d'employés des collectivités locales gagnent moins que le salaire minimum vital. Mais, alors que l'économie repart, les ministres leur disent que leurs salaires seront plafonnés jusqu'en 2018 au moins. AFP 10.07

ECONOMIE

1- Portugal

- Portugal: la crise de Banco Espirito Santo réveille les vieux démons - AFP

Les affres de la banque portugaise Espirito Santo (BES), dont le principal actionnaire est en proie à une grave crise financière, ont secoué jeudi les Bourses et le marché de la dette en Europe du Sud, réveillant les vieux démons de la crise.

La BES figure sur la liste des 129 plus importantes banques européennes établie par la Banque centrale européenne.

Dans ce contexte, les rendements des emprunts d'Etat à 10 portugais se sont inscrits en nette hausse, tout comme l'ensemble des rendements obligataires des pays dits périphériques de la zone euro. La situation en Europe favorisant le retour de l'aversion au risque, les rendements des Treasuries ont atteint des plus bas de cinq semaines.

Considéré comme une valeur refuge en zone euro, le rendement de l'emprunt d'Etat allemand (Bund) à 10 ans est revenu à 1,203% en fin de séance. AFP 10.07

Bref, un bon coup pour les spéculateurs qui ont dû parier à la baisse et empocher le pactole au passage.

2- Chine

- L'utilisation du yuan en hausse dans le monde, selon le lobby bancaire - AFP

L'utilisation de la monnaie chinoise sur les marchés mondiaux a doublé en un an, mais reste limitée par rapport au poids économique du pays, selon un rapport du lobby bancaire international publié jeudi.

Soumis à un strict contrôle des autorités chinoises, le yuan est actuellement utilisé dans 1,4% des transactions financières du globe, contre 42,5% pour l'euro et 31% pour le dollar, affirme l'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente plus de 450 banques.

"*La valeur des transactions libellées en renminbi (autre nom de la monnaie chinoise, NDLR) a ainsi doublé par rapport à l'année passée*", affirme l'Institut.

La devise chinoise se trouve désormais au "*coude à coude*" avec le franc suisse et le dollar singapourien, mais son poids reste toutefois sans commune mesure avec celui de Pékin dans l'économie mondiale, ajoute le rapport.

L'IIF note ainsi que la Chine est responsable à elle seule de 12% des flux commerciaux mondiaux -contre 3% en 2000-, dépassant à la fois le Japon, mais aussi les Etats-Unis.

La Chine assure un strict contrôle de sa monnaie afin de la maintenir à un faible niveau par rapport au dollar et rendre ses produits plus compétitifs à l'exportation.

A la mi-mars, les autorités chinoises ont toutefois élargi la fourchette autorisée de fluctuation journalière de leur monnaie par rapport au dollar.

Les Etats-Unis, plombés par un déficit commercial croissant vis-à-vis du pays, ont régulièrement appelé Pékin à laisser sa monnaie fluctuer plus librement.

Washington s'abstient toutefois d'accuser formellement Pékin de manipuler sa monnaie, ce qui aurait permis au Congrès américain d'imposer des sanctions commerciales contre le pays.

Des négociations à haut niveau ont actuellement lieu à Pékin afin d'aplanir les différends, notamment économiques, entre les deux puissances. AFP 10.07

Haut de page

Le 12 juillet 2014

CAUSERIE

9 nouveaux articles ont été ajoutés.

Floraison de lois anti-ouvrières.

Pour imposer leur politique antisociale, ils sont et seront de plus en plus tentés de recourir au législateur pour restreindre les droits politiques des travailleurs ou tout simplement les liquider.

On en a eu un exemple avant-hier en Grande-Bretagne avec une nouvelle menace sur le droit de grève, dans de nombreux pays (dont la France) il est plus que réglementé ou encadré, il fait déja l'objet de déclaration préalable et de restrictions (service minimum) qui tendent à intimider ou dissuader les travailleurs de recourir à ce moyen d'action pour défendre leurs droits légitimes.

Hier, c'est l'Espagne qui a adopté un projet de loi sur la sécurité portant atteinte au droit de manifester, qui selon le ministre de l'Intérieur, Jorge Fernández Díaz, permettra de "*garantir plus et mieux la sécurité citoyenne, avec davantage de sécurité juridique, et garantit plus et mieux (...) les droits et les libertés des citoyens*", agrémentée de très lourdes sanctions devant s'appliquer aux manifestations non autorisées mais pas seulement. Car en précisant que ces sanctions s'appliqueraient au cas où de "*telles manifestations sont considérées comme présentant un risque pour la sécurité*", il sera possible aux autorités d'appliquer arbitrairement cette loi à des manifestations autorisées qui prendraient une tournure violente et présenteraient en conséquence "*un risque pour la sécurité*", mieux ou pire encore et cela peut concerner n'importe quelle manifestation, si elles décrétaient qu'une manifestation avait été susceptible "*de mettre en danger les personnes ou de perturber le fonctionnement des services publics*", ce qui est le cas généralement de manifestations de masse.

Serait concerné particulièrement tout rassemblement spontané ou non autorisé aux abords du Congrès des Députés, du Sénat ou des Assemblées régionales qui incarnent l'ordre établi qu'il s'agit de protéger. (Source : AFP 11.07)

Le chiffre du jour. 110.

C'est le nombre de Palestiniens massacrés par l'Etat sioniste depuis mardi. Le précédent décompte macabre qui s'élevait à 100 morts faisait état d'au moins 75 civils tués dont 23 enfants.

Par ailleurs les autorités israéliennes affirment vouloir "", autrement dit si ce n'était pas le cas le nombre de civils tués ne représenterait pas les trois quart des morts mais la totalité, comme quoi il s'agit bien d'une opération planifiée en vue de commettre

un génocide.

- Six morts dans des raids israéliens sur Gaza - Liberation.fr

Des raids aériens israéliens ont fait quatre morts samedi matin à Jebaliya, dans le nord de la bande de Gaza, et deux autres à Deir el Balah, plus au sud, ont annoncé les services d'urgence, qui ont révisé à la hausse le bilan précédemment avancé. Ces frappes, au cinquième jour de la campagne israélienne pour mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens de Gaza, portent à plus de 110 le nombre de Palestiniens tués. Lors du raid sur Jebaliya, deux personnes ont été grièvement blessées, selon les services d'urgence. Liberation.fr 11.07

Les infos que les médias ont censurée.

1- Gaza: un hélicoptère israélien abattu par missile Sam 7. - french.irib.ir

Les brigades de Qassam ont réussi ce mardi à abattre un hélicoptère du régime sioniste, une première depuis 60 ans d'occupation de la Palestine par Israël. L'appareil a été abattu dans le ciel de la bande de Gaza alors qu'il se dirigeait vers la ville de Rafah au sud de de la bande de Gaza.

Les palestiniens ont tiré depuis ce mardi matin quelques 70 missiles en direction des colonnies du sud israéliens . les sionistes ont mené plus de 20 raids contre Gaza en l'espace de deux heures. Le nombre de ces raids aériens dépasse déjà les 70 depuis ce matin. french.irib.ir 08.07

2- Gaza: un drone israélien abattu par un missile sam 7 - french.irib.ir

Les brigades de Qassam ont abattu un drone de reconnaissance israélien sur les côtes de Gaza. Selon Al nashra, "*l'appareil a été abattu par un missile Sam* ". " *Le monde devra le savoir, les Palestiniens en sont à leur troisième intifada après les crimes commis par Israël contre Qods et la Cisjordanie. Ce ne sont pas les brigades de Qassam qui ont débuté la guerre. C'est Israël qui a déclenché son agression*", lit-on dans un communiqué jeudi. Les brigades de Qassam affirme être prêt pour une longue guerre. french.irib.ir 11.07

3- Gaza: Un chasseur sioniste abattu - french.irib.ir

Selon la chaine de TV Al Aqssa, un chasseur bombardier sioniste a été touché par les missiles palestiniens et a été contraint à un aterissage forcé. L'appareil s'est posé à l'aéroport de Sdet Daf en Israël. french.irib.ir 11.07

En complément.

- Israël dispose d'une nouvelle arme contre le Hamas : l'indifférence internationale Atlantico.fr

Les partis ouvriers, les "*démocrates*", les braves défenseurs des doits de l'homme ont-il appelé à une manifestation à Paris contre le bombardement de Gaza ? Réponse : Non. (A ma connaissance après avoir visité plusieurs portails dans la matinée pour m'en assurer.)

- Offensive terrestre contre Gaza: Washington dit "*OK*"- french.irib.ir

L'ambassadeur américain à Tel Aviv affirme que son pays ne s'opposerait pas à une invasion terrestre de Gaza par les forces israéliennes. " *Les Etats Unis ne sont pas contre*", dit-il cité par Al Nashra. french.irib.ir 11.07

Obama ou le clone de Bush, en plus extrémiste.

Obama n'est pas plus ou moins réactionnaire que Bush, ce sont les circonstances qui le conduisent à l'être davantage, et si Bush avait été à sa place il n'aurait pas agi autrement.

- L'ex-directrice du "*New York Times*" balance sur l'administration Obama - lepoint.fr

Jill Abrahson, l'ancienne directrice du New York Times écartée de la direction en mai dernier a raconté mercredi dernier, lors d'une allocution à l'Institution Chautauqua de New York, qu'elle avait entendu "*plus d'une fois des membres de l'administration Obama dire 'vous aurez du sang sur les mains si vous publiez cette histoire*'".

Elle tacle aussi le président des États-Unis au sujet de la liberté de la presse, estimant que son prédécesseur, George W. Bush,

en était finalement plus respectueux. Ce dernier n'aurait jamais ordonné d'enquête criminelle pour trouver la source d'articles du New York Times.

Mais "*Obama est très différent*", assène la journaliste, lui qui a demandé l'ouverture de huit enquêtes criminelles pour retrouver les "*dénonciateurs*" transmettant des informations à la presse. Huit enquêtes, soit le double de celles ordonnées par l'ensemble des anciens présidents des États-Unis, relève le Daily Beast.

La Société des journalistes professionnels s'alarme d'ailleurs du "*manque de transparence*" de l'administration américaine et dénonce dans une lettre ouverte au président Obama "*une forme de censure*" et la surveillance accrue dont ils font l'objet. lepoint.fr 11.07

Les dirigeants de la classe dominante, dont Obama n'est que le pion, resserre petit à petit conformément à ses besoins et sa stratégie politique l'étau qui devrait à terme venir à bout de tous les droits politiques qui ne sont pas exclusivement les leurs ou qui leur échappent encore. Cela inclut un contrôle total sur les principaux médias qui font l'actualité ou sont les relais de la propande officielle en s'employant quotidiennement à manipuler la réalité des faits pour mieux conditionner les masses. Un objectif déjà largement atteint aux Etats-Unis et dans de très nombreux pays dont la France.

Les grands médias sont déjà pour la plupart la propriété de l'oligarchie financière, quant au reste, leur survie dépend uniquement du bon vouloir de leurs banquiers qui ont un droit de vie ou de mort sur leur entreprise. Ils les maintiennent en vie tant qu'ils estiment qu'ils remplissent une fonction utile conformément à leur stratégie politique ou en accord avec la guerre idéologique qu'ils mènent.

Faites tomber les masques. Les organisations droitdelhommistes étaient en réalité des officines au service de la réaction.

Avant-hier c'était Human Rights Watch qui soutenait que révéler des secrets d'Etat était illégal et méritait l'emprisonnement de journalistes en Birmanie devenue par décret militaire "démocratique" (lire la causerie d'hier)

Hier, Amnesty International et Oxfam n'ont pas condamné la nouvelle loi annoncée par le gouvernement espagnol, ils se sont contenté d'exprimé dans un communiqué commun leur "*préoccupation*" face à ce nouveau texte. AFP 11.07

Le même jour, c'est Amnesty International qui s'est faite le porte-parole du gouvernement néonazi de Kiev qui a envoyé son armée et ses milices fascistes réprimer dans le sang les populations de l'est de l'Ukraine qui lui dénient toute légitimité.

- Amnesty dénonce enlèvements et actes de torture en Ukraine - Reuters

Amnesty International accuse dans un rapport publié vendredi les séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine et les forces gouvernementales de s'être rendus coupables d'enlèvements et d'actes de violences et de torture à l'encontre d'activistes politiques, de manifestants et de journalistes.

L'organisation des droits de l'homme dit ne pas disposer de chiffres complets ni totalement fiables, mais le ministère de l'Intérieur ukrainien a fait état de 500 kidnappings au cours des trois derniers mois tandis que la mission de l'Onu en Ukraine en a répertorié 222 pendant la même période.

"*La grande majorité des enlèvements sont perpétrés par des séparatistes armés dont les victimes sont souvent passées à tabac et torturées*", a dit Denis Krivosheev, directeur adjoint d'Amnesty pour l'Europe et l'Asie centrale.

"*Il y a également des preuves d'abus moins nombreux de la part des forces pro-Kiev*", a-t-il ajouté.

Amnesty, qui a dépêché des enquêteurs à Kiev et dans le sud-est de l'Ukraine, cite dans son rapport des exemples concrets de personnes qui ont été enlevées et torturées, notamment dans les régions de Donetsk et Louhansk, contrôlées par les séparatistes pro-russes. Reuters 11.07

Amnesty International porte-parole des nazis, qui l'aurait cru, n'est-ce pas ?

Ils ne cachaient pas plus leur jeu que le PS, mais on a préféré faire comme si on ne voyait rien, comme si cela n'avait aucune importance, parce que cela nous arrangeait, à ce jeu-là on finit par s'accommoder de tout, peut-être l'avez-vous constaté aussi ? Une attitude condamnable, détestable, misérable, indigne, suicidaire, criminelle, la preuve.

ACTUALITÉ DU JOUR

PS, néolibéralisme, sionisme et franc-maçonnerie sont complémentaires sinon plus.

- La proximité implicite de François Hollande avec Israël n'est pas une surprise - slate.fr

La subtilité, et la difficulté, de la position française face à l'embrasement du conflit israélo-palestinien, sont manifestes dans les communiqués publiés par l'Elysée à l'issue de deux entretiens du président de la République, l'un, mercredi, avec le premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahou, l'autre, jeudi, avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Au premier, François Hollande a «*exprimé la solidarité de la France face aux tirs de roquettes en provenance de Gaza*». Il lui a rappelé que la France condamne fermement ces agressions.» Au second, le président de la République a «*exprimé son inquiétude concernant la situation à Gaza et a déploré que les opérations militaires en cours aient déjà fait de nombreuses victimes palestiniennes.*».

Autrement dit, la France assure Israël de sa solidarité mais s'inquiète simplement de la situation à Gaza, sans préciser les responsables. La France condamne les agressions venant de Gaza mais se contente de déplorer les victimes palestiniennes provoquées par des opérations militaires, pas autrement précisées. Elle ajoute même que le gouvernement israélien est habilité à «*prendre toutes les mesures pour protéger sa population*». Le chèque en blanc donné à Benjamin Netanyahou est à peine corrigé par un appel à prévenir «*l'escalade des violences*».

C'est une manière de maintenir un pseudo-équilibre entre les deux partis, auquel tient officiellement la diplomatie française, comme l'a rappelé le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, tout en laissant entendre où se situent, du point de vue de Paris, les responsabilités.

Cette proximité implicite avec Israël n'est pas une surprise. Quand il était premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande était déjà un des plus pro-israéliens des dirigeants sociaux-démocrates européens. Il se plaçait ainsi dans la tradition de la gauche socialiste française, depuis la SFIO de la IVe République. François Mitterrand aussi appartenait à cette tradition mais il n'en fut pas moins le premier chef d'Etat étranger à parler publiquement à la Knesset de la nécessité pour Israël de reconnaître un Etat palestinien. slate.fr 11.07

Que Hollande incarne la pire réaction n'est pas une surprise, que cela ne date pas d'hier s'agissant du PS n'en sera une que pour ceux qui ont sciemment fermé les yeux pendant près de 70 sur sa véritable nature. Certains ont feint de l'ignorer, d'autres ont volontairement sous-estimé cet aspect du PS qu'ils considéraient secondaire, démarche nécessaire pour justifier leur politique de front unique en direction de ce parti dont il fallait attendre quelque chose sinon à quoi bon, pour au bout du compte se rendre compte qu'ils avaient faux sur tous les tableaux et se retrouver dans la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Pendant toute cette longue période où nous n'avons pas été foutus de construire le parti, finalement la lutte de classe fut subordonnée à une tactique suicidaire qui consista à favoriser les jeux d'appareils dans le cadre institutionnel qui devait signer à terme l'arrêt de mort du mouvement ouvrier ou le réduire à l'impuissance ce qui revient au même ou presque, au détriment de la stratégie axée sur le combat pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière qui fut abandonnée et qui nécessitait de garantir en toutes circonstances son indépendance de classe en refusant notamment toute compromission avec un parti qui incarnait son ennemi. Et une fois que les conditions qui prévalaient pour que ce jeu mortifère se déroule eut disparu, le PS parvenu au pouvoir et assumant pleinement son rôle de supplétif du parti de l'ordre à l'heure du néolibéralisme, tandis que le PCF lui emboîtait le pas profitant de l'implosion de l'URSS et ses satellites, il s'avéra que les avantages que l'on était censé retirer de cette tactique s'avérèrent en réalité n'être que du vent, une illusion, une pure fiction laissant le mouvement ouvrier désarmé théoriquement, sans orientation politique et sans direction pour le mobiliser contre la réaction quand elle passerait à l'offensive sur tous les fronts au point d'être réduit à l'impuissance.

Le PS et le PCF ont fait le lit de l'extrême droite et déblayer le terrain pour favoriser la prise du pouvoir par le néolibéralisme durant les 40 ou 50 dernières années, ce qu'on commence seulement à entrevoir sans en saisir vraiment toutes les implications qui vont s'avérer dramatiques au regard de ce qui se passe en Ukraine. Ce sont eux qui ont cédé le terrain à l'extrême droite à défaut de le céder à l'extrême gauche que nous représentions, de la même manière qu'autrefois ils préférèrent s'en remettre à Vichy et au fascisme, à Hitler, plutôt qu'à la révolution socialiste qui demeure leur ennemi.

On disposait de cette expérience pour ne pas se fourvoyer en orientant notre politique dans leur direction, ce qui devait forcément nous être fatal comme cela le fut le cas pour la IVe Internationale, or hélas par la suite on n'a pas voulu ou on n'a pas été capable d'en tirer les enseignements politiques privilégiant une fois de plus de misérables manoeuvres d'appareil, en interne cette fois, pour le même résultat.

On ne donnera pas de noms ou on ne dénoncera pas une nouvelle fois la faillite politique de certains dirigeants qui manifestement n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilité selon nous, car bien qu'on ne soit pas du tout découragé

ou démoralisé alors que la situation pourrait s'y prêter, on est las de répéter en vain sans cesse les mêmes choses, on a franchement mieux à faire.

Quelque part j'ai l'intime conviction d'exprimer ici ce que pensent de nombreux militants et sans doute certains dirigeants qui n'osent pas ou ne peuvent pas l'avouer ouvertement, peut-être en raison de leur statut ce que je peux comprendre parfaitement, cela dit, il est toujours possible de trouver une formule pour dire les choses quand on en a vraiment la volonté. C'est tout ce qu'on leur demande et non un procès en sorcellerie qui ne rendrait service à personne. On est sincèrement navré de se retrouver dans ce rôle et dans cette situation, on préfèrerait passer à autre chose et avancer.

ACTUALITE EN TITRES

Les liquidateurs et les prédateurs.

- Londres accusé d'avoir bradé la Royal Mail - Liberation.fr

- Moody's dégrade la note de la banque BES de trois crans à B3 - AFP

- L'Etat va ouvrir le capital de l'aéroport de Toulouse-Blagnac - Reuters

Encore !

- Chrysler rappelle près de 900.000 véhicules - Reuters

Union de la Minorité Primaire

- UMP : un tiers des sympathisants favorables à une dissolution du parti - Francetv info

- Entre Sarkozy et Fillon, Ciotti (UMP) choisirait Fillon à la primaire - AFP

- Sarkozy favori pour la primaire, baisse d'influence chez les sympathisants UMP - AFP

Stratégie du chaos, charcutage et dictature.

- Irak : attentat mortel à Kirkouk - Libération.fr

- Partition de facto de la Centrafrique, pour des experts de l'Onu - Reuters

- La junte thaïlandaise partagera le pouvoir avec un nouveau gouvernement - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Cambodge

- Cambodge: les ouvriers du textile luttent pour survivre - AFP

Après 10 heures à coudre des vêtements pour des marques occidentales, Ry Srey Bopha regagne la petite chambre qu'elle partage avec d'autres ouvrières d'une usine textile cambodgienne, avale quelques restes et s'allonge par terre pour dormir.

Comme beaucoup des quelque 650.000 travailleurs du secteur textile, en grande majorité des femmes, les journées de Bopha sont longues et épuisantes. Et elle ne voit que rarement sa fille de cinq ans élevée à la campagne par une grand-mère âgée.

"*La vie dans les usines textile est très difficile*", explique-t-elle à l'AFP. "*Mais j'ai besoin d'argent, alors je dois juste être patiente*".

Autrefois décrit comme un modèle, le secteur textile cambodgien en plein essor a vu les conditions de travail de ses ouvriers se détériorer, en parallèle avec l'augmentation du nombre d'usines.

L'argent et les commandes inondant l'industrie ces dernières années ont poussé à la création de nouveaux établissements "*qui ne connaissent pas les règles légales (...) ou s'en moquent*", souligne Jason Judd, du programme "*Better Factories Cambodia*" de l'Organisation internationale du travail (OIT).

De la mort de quatre ouvriers lors d'une grève violemment réprimée par la police en janvier aux évanouissements collectifs dans les usines, la réputation du secteur a été largement écornée, au point d'inquiéter certaines marques occidentales.

Mais malgré la médiatisation des manifestations et quelques augmentations de salaires symboliques, les ouvriers n'ont pas vu leur sort vraiment s'améliorer.

"*Quand nous sommes malades et que nous ne pouvons pas travailler, ils coupent notre salaire. Nous travaillons quand nous sommes malades*", lâche Bopha, décrivant une situation "*pitoyable*".

Elle travaille six jours par semaine, de 07h00 à tard dans la nuit, pour pouvoir joindre les deux bouts grâce aux heures supplémentaires, le tout pour environ 95 euros par mois, dont elle envoie plus d'un tiers à sa famille.

"*Souvent, je mange les restes de riz, pour économiser de l'argent*", poursuit-elle, espérant une vie meilleure pour sa fille.

De nombreuses ouvrières expliquent avoir dû choisir entre leur travail et leur famille.

"*Je ne vais pas pouvoir garder ma fille ici parce qu'il n'y a pas de service de garde d'enfants à l'usine*", raconte Ton Sam Ol, qui va demander à sa mère de s'occuper du bébé d'un mois. "*Sinon je devrai démissionner*", s'inquiète-t-elle.

Ol a bénéficié d'un court congé maternité payé. Mais beaucoup d'usines préfèrent imposer aux ouvrières des contrats courts pour éviter ces dépenses, selon les syndicats.

Les entreprises mettent même parfois un terme aux contrats des femmes enceintes, souligne Moeun Tola, du Centre communautaire pour l'éducation légale, groupe local de défense des droits de l'Homme. "*Certaines ouvrières avortent*", note-t-il.

Les contrats de courte durée permettent aussi aux employeurs de mieux contrôler leur personnel. "*Les ouvriers n'osent pas refuser les heures supplémentaires ou se plaindre de leurs conditions. Ils travaillent dur, même malades*", raconte Moeun Tola. "*Leur situation est un esclavage des temps modernes*".

Le textile est un secteur clé de l'économie du Cambodge, avec des exportations s'élevant à 5,5 milliards de dollars en 2013.

Mais une plus grande partie de cet argent devrait bénéficier aux travailleurs, plaident les syndicalistes.

Les salaires ont été augmentés après la répression des grèves du début de l'année. Le minimum mensuel est passé à 100 dollars (73 euros), mais les ouvriers réclamaient 160 et le montant reste en-dessous de ce qui est considéré comme un "*salaire de subsistance*", soulignent les militants.

Les propriétaires des usines assurent eux ne pas avoir les moyens de faire plus, reportant la faute sur les donneurs d'ordre à l'étranger.

"*Nous n'avons pas d'argent. On ne peut pas augmenter*" les salaires, insiste Ken Loo, secrétaire général de l'Association cambodgienne des industriels du textile.

Lors d'une réunion en mai, les marques occidentales s'étaient dites prêtes à prendre en compte des salaires plus élevés pour éviter des délais dans la production provoqués par les grèves.

Un nouveau projet de loi sur les syndicats pourrait d'autre part limiter la capacité des ouvriers à s'organiser et à manifester.

"*La liberté syndicale va se réduire si le projet est adopté*", dénonce Rong Chhun, président de la Confédération cambodgienne des syndicats.

Mais malgré les arrestations et condamnations de militants ces derniers mois, certains sont prêts à continuer à se battre.

"*Si beaucoup d'ouvriers font grève à nouveau, je me joindrai à eux*", promet ainsi Bopha.

Jusqu'à ce qu'ils obtiennent des progrès significatifs, "*les ouvriers feront grève et manifesteront sans cesse*", prédit Rong Chhun. AFP 11.07

On pourrait se poser une question. Pourquoi l'AFP publie-elle ce genre d'article ?

Parce que cela fait partie de la propagande occidentale de montrer qu'en Chine ou chez ses alliés prétendument communistes, les conditions de travail sont peu enviables, et à tout prendre le capitalisme est tout de même préférable au communisme.

Cela relève de la propagande anticommuniste primaire qui n'a jamais cessé depuis plus d'un siècle, l'AFP étant une officine au service de la classe dominante, il est normal qu'elle y contribue.

Haut de page

Le 13 juillet 2014

CAUSERIE

Plus tard on ajoutera quelques articles.

Matracage. Conditionnement des masses. Guerre de classe.

J'ai téléchargé, lu ou parcouru rapidement une douzaine d'articles de quotidiens nationaux sur le dernier épisode du génocide des Palestiniens par les occupants sionistes. Tous reprenaient quasiment à la lettre le contenu ou l'orientation politique de l'article de l'AFP qui incarne la propagande officielle en faveur de l'Etat sioniste, confirmant à la fois le statut de l'AFP comme officine ou porte-parole du régime et la soumission totale de l'ensemble des médias à ses besoins.

Le chiffre du jour. 157.

Au total, au moins 157 Palestiniens ont trouvé la mort et plus d'un millier d'autres ont été blessés dans les raids israéliens depuis le déclenchement mardi de l'opération «*Protective Edge*». En moyenne, un bombardement touche la bande de Gaza toutes les 4 minutes 30 depuis lundi.

Cinquante-deux personnes ont été tuées par les tirs israéliens rien que dans la journée de samedi. Parmi les victimes de samedi figurent aussi deux femmes lourdement handicapées, tuées par une frappe sur leur foyer d'accueil. Plusieurs heures après le drame, les sauveteurs retrouvaient encore des lambeaux de leurs corps.

Des affrontements ont éclaté samedi soir entre des manifestants palestiniens et des forces de l'ordre israéliennes à Hébron, au sud de la Cisjordanie occupée. « *Trois personnes ont été blessées par des tirs à balles réelles de l'armée lors d'affrontements à Bani Naïm, à l'est d'Hébron* », selon des sources sécuritaires palestiniennes.

A Qalandyia près de Ramallah, au nord de la Cisjordanie, quelque dizaines de manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre israéliennes. Des incidents similaires ont également éclaté à Jérusalem-Est, dans le quartier d'Issaouia et près de la porte de Damas, où un manifestant a été arrêté. AFP, Francetv info, 20minutes.fr 12.07

La désinformation.

Depuis mardi, quelque 600 roquettes ont frappé l'Etat hébreu et environ 140 ont été détruites en vol. Ces tirs ont fait une dizaine de blessés mais aucun mort. 20minutes.fr 12.07

Vraiment ?

En complément, les infos censurées par les agences de presse et les médias complices d'Israël.

1- Gaza : un nouveau drone israélien abattu. - french.irib.ir

Selon les sources palestiniennes, un drone de reconnaissance israélien s'est écrasé près du siège de l'UNESCO à Gaza, avant d''exploser. L'appareil aurait été abattu par les combattants palestiniens. Plus de 600 missiles palestiniens ont été tirés contre Israël en représailles de plus de 1500 raids menés en cin jours contre Gaza. french.irib.ir 12.07

2- Gaza : tir de "*missiles téléguidés*" contre un blindé sioniste - french.irib.ir

Les brigades de Qassam ont détruit un deuxième véhicule blindé sioniste détruit en 24 heures à coup de missile. L'attaque s'est produite au nord de la bande de Gaza et à l'aide des missiles téléguidés. Selon la chaine al Aqss, une Jeep sioniste a été prise pour cible à Beit hanoun au nord de Gaza.

La radio de l'armée israélienne a confirmé la mort d'un soldat israélien tandis que trois autres soldats étaient blessés. Vendredi les missiles Kornet de la Résistance ont détruit un jeep militaire près de al Chojaïa, causant la mort de deux militaires sionistes. La chaine 10 de la TV israélienne a fait état du tir d'un Kornet contre un char Merkawa qui a pris feu. Deux soldats sionistes ont été blessés. french.irib.ir 12.07

A l'AFP, à Reuters, à 20minutes, au Monde, au Figaro, au Parisien, à Libération, à L'Express, au Point, au Nouvel Observateur, à RTL, Europe1, TF1, France2, etc. ils ne captent pas la radio israélienne...

Rappel d'un internaute.

Sondage réalisé en Novembre 2013.

On voit très bien les populations européennes très consciente du danger qui guète l'humanité entière. Dixit Mr Hollande et Mme Meckel qui ont vite couru appeler Netanyahou pour le soutenir.

Bruxelles - Une majorité de citoyens de l'UE estiment qu'Israël représente la menace la plus sérieuse "*pour la paix*" dans le monde, avant l'Iran, la Corée du Nord et les Etats-Unis, qui arrivent tous trois en deuxième position, selon un sondage Eurobaromètre dont les chiffres officiels ont été rendus publics lundi.

59% des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si Israël présentait ou pas une "*menace pour la paix dans le monde*", selon l'enquête d'opinion.

Les personnes interrogées devaient se prononcer sur une liste de pays pré-selectionnés.

Parole d'internaute.

1- "*Ces damnés de la terre ont déjà tout perdu. Toute la Palestine est sous occupation, les colonies occupent la totalité des bonnes terres avec des chemins et des autoroutes interdites aux Palestiniens. Qu'est ce qu'il leur reste à perdre?*

Absolument rien. Charon a évacué cette bande de sable inerte où la population est trop concentrée et pauvre, tout en l'encerclant de l'extérieur.

Même les embarcations de pêche sont interdites de sortie en mer sous peine de destruction et le blocus a fait son effet depuis cette évacuation. Aujourd'hui, les autochtones palestiniens font face à des hordes de colons venus des quatre coins du monde et les plus virulents sont ceux venus des ex-républiques soviétiques, Libermann en est un parmi eux. Deux choix s'imposent aux Palestiniens, résister et mourir le cas échéant dans la dignité ou bien être bannis et repoussés hors des frontières pour aller grossir les camps des réfugiés inhumains dans les pays voisins."

Et les milliers de Français qui effectuent leur aliyah ou émigrent en Israël sont forcément des sionistes de la pire espèce, car ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas ce qui les attendait dans ce pays.

2- "*Ne pas confondre résistance et terrorisme! Les Palestiniens défendent leur terre et leur peuple contre un envahisseur depuis le début, ils sont toujours en résistance. Israël est indéfendable, seule des individus dénués d'humanité pensent le contraire, ce n'est pas une guerre mais clairement un massacre.*"

Effectivement, pour aborder ou résoudre un problème, il faut remonter jusqu'à son origine...

3- "*Le Hamas n'a pas besoin de bouclier humain car la Bande de Gaza est un territoire minuscule soit une superficie de 360 km2*

ou vivent environ 1,7 million de Palestiniens, ce qui en fait une des régions les plus denses du monde avec 4 700 habitants/km²!

Les gens vivent les uns sur les autres. Israël sait donc très bien que ces bombardements feront des victimes civils. Mais seul lui importe la sécurité d'Israël. De plus, les Palestiniens ne peuvent fuir les bombardement du fait du blocus qu'Israël exerce sur Gaza qui est un gigantesque prison à ciel ouvert! Personne ne rentre et personne ne sort sans l'autorisation des matons!"

Le mimétisme criminel est parfait. Etats de la terreur.

1- Israël multiplie les frappes à Gaza, au moins 52 morts samedi - Le Monde

Le conflit entre Israël et le Hamas s'intensifie. Au moins 52 personnes sont mortes samedi 12 juillet dans l'enclave palestinienne, à la suite de bombardements lancés par l'Etat hébreu contre des cibles « *terroristes* » du mouvement palestinien, dans le cadre de l'opération militaire d'Israël nommée « *Protective Edge* ». lemonde.fr 12.07

Vendredi lors d'une conférence de presse, Benjamin Netanyahu a confirmé la poursuite de l'offensive militaire. ''*Aucune pression internationale ne nous empêchera de frapper les terroristes qui nous attaquent*''. fr.euronews.com 11.07

2- L'aviation ukrainienne bombarde les séparatistes dans l'Est - Reuters

L'aviation ukrainienne a bombardé samedi les séparatistes pro-russes sur un large front, frappant l'"*épicentre*" des zones de conflit et leur infligeant d'énormes pertes, a déclaré un porte-parole de l'armée ukrainienne.

"*Selon les premières évaluations, les pilotes ukrainiens ont tué dans les 500 combattants (séparatistes) et endommagé deux véhicules blindés de transport de troupes*", a dit à la presse Andriy Lissenko, porte-parole de l'"*opération antiterroriste*" en cours..

Selon des journalistes présents à Donetsk, il semble que les forces ukrainiennes aient pilonné vendredi soir une banlieue de la ville, Maryinka.

A Gaza, ils sont pris au piège.

- Des milliers d'habitants quittent Donetsk - Liberation.fr

- Ukraine: Donetsk, quasi-ville fantôme, attend la confrontation finale - AFP

En complément. A Kiev, Strasbourg ou Athènes...

Un journal grec vient de publier de nouveaux clichés montrant les dirigeants d'Aube dorée en train de faire le salut nazi. Sur l'un d'eux, on aperçoit le leader du parti, Nikos Michaloliakos, dans ses jeunes années, posant devant la croix gammée, alors qu'une autre photo montre son bras droit, Christos Pappas, devant une pierre tombale commémorant les soldats nazis. fr.euronews.com 25.06

Quant aux tortionnaires nazis allemands que la brave famille Klarsfeld n'aura de cesse de "*traquer*" à travers le monde après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils s'étaient tout naturellement réfugiés aux Etats-Unis ou en Amérique latine où ils furent recyclés par la CIA et les juntes militaires.

ACTUALITE EN TITRES

Ils baignent dedans !

- Le luxe, nouvelle bataille des compagnies aériennes - Francetv info

Les voyageurs les plus exigeants sont prêts à débourser jusqu'à 10 000 euros pour un aller-retour Paris-New-York. Francetv info 12.07

Guerre idéologique. Dépersonnalisation, schizophrénie, lobotomie en marche sur les pas des Américains.

On a tous entendu parler des traditions scripturaires et de leur transmission, de la graphologie, l'écriture est plus qu'un simple moyen d'expression ou de communication, un moyen de s'extérioriser ou d'établir un lien avec le monde extérieur, en quelque

sorte elle témoigne de la personnalité de son auteur, elle est fidèle à sa nature qui est unique, chaque individu étant unique bien qu'appartenant à la même espèce, elle ne sera jamais totalement identique entre deux individus car elle intègre de nombreux facteurs qui entretiennent des rapports complexes qui ont contribué à forger sa personnalité à la manière d'un code génétique...

Et bien c'est cette particularité sur laquelle repose ou se construit la personnalité d'un homme et qui constitue sa particularité, qu'il s'agit de faire disparaître en supprimant l'écriture scrupurale au profit de l'écriture numérique impersonnelle, dénuée de toute base sociale, au profit d'une idéologie qui lui est imposée et à laquelle tous doivent adhérer sans distinction, devant à terme constituer leur nouvelle identité ou personnalité, ce qui permettra de pouvoir plus facilement exercer un contrôle sur l'ensemble de la population une fois cette mutation accomplie.

De la même manière qu'ils s''emploient à faire disparaître ce qui permet de distinguer les hommes des femmes, là ils vont encore plus loin en annihilant ce qui permet de distinguer deux être humains entre eux. A l'arrivée que restera-t-il de l'homme libre de forger sa personnalité au fil de ses expériences ? Absolument rien.

Il ne sera plus qu'un numéro, un matricule, un pion qui sert ou qu'on jette, qui a une utilité dans leur monde déshumanisé ou qu'on liquide quand on estime qu'il a fait son temps en le remplaçant par un autre qui présentera à l'origine les mêmes caractéristiques puisqu'ils auront été formatés exactement de la même manière et ainsi de suite.

On n'a pas le temps d'aller plus loin dans notre analyse, disons que ce processus auquel adhère évidemment le PS s'inscrit dans la stratégie politique que s'est fixée l'oligarchie financière ou les maîtres du monde qui contrôlent également l'industrie informatique...

- L'apprentissage du « code informatique » sera proposé à l'école primaire dès septembre - lemonde.fr

Selon lui, « *la question n'est plus de savoir s'il faut apprendre l'informatique et son langage, mais de savoir comment, pour quels usages, et à quelle étape du cursus le faire* ».

Benoît Hamon précise que 70 % des élèves du primaire et de collège et 100 % des enseignants« *seront équipés* » à l'horizon 2020 en ordinateurs et tablettes dotés de ressources pédagogiques numériques. lemonde.fr 12.07

Un régime à la dérive.

- La popularité de François Hollande continue de plonger - LeMonde.fr

- Hollande en situation de se représenter en 2017, dit Le Drian - Reuters

- Pour 50% des Français, Sarkozy ferait «*moins bien*» que Hollande comme président - 20minutes.fr

Dans tous les cas de figure, le pire est à venir, à nous de nous y préparer et d'y préparer les travailleurs, certainement pas en continuant de leur racontant des bobards ou en refusant de modifier les rapports qu'on a avec eux notamment...

Haut de page

Le 14 juillet 2014

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 170

Depuis le début de l'opération "*Bordure protectrice*", le bilan est de 170 morts et 1.120 blessés côté palestinien. Côté israélien, les tirs de roquettes du Hamas ont fait des dizaines de blessés, dont deux graves. D'après un bilan samedi après-midi du bureau de l'ONU chargé des Affaires humanitaires, 70% des victimes sont des civils, et 21% des mineurs.

L'armée israélienne a annoncé avoir mené depuis mardi plus de 1 300 frappes contre des cibles du Hamas. Francetv info et leparisien.fr13.07

Israël passe à l'attaque en France pour interdire les manifestations pro-palestiennes.

J'ai réalisé cet article en étant à 10.000 kms de la France à partir du matériel trouvé sur Internet ce matin. J'espère ne pas avoir commis d'erreurs en m'excusant de certaines approximations. En cas de besoin on corrigera demain, signalez-moi les point litigieux si nécessaire.

On nous dit qu'"*en France, plusieurs manifestations ont été organisées en soutien aux Palestiniens*" hier dimanche. Bien, ce qui est étrange, c'est qu'après avoir lu une douzaine d'articles relatant ces manifestations, je ne sais toujours pas qui les a organisées et qui y a participé, donc je ne les mentionnerai pas davantage.

Maintenant, ceci a peut-être un rapport avec cela.

Acte I - Manifestants chauffés à blanc et manipulés, provocateurs sionistes ou flics ou les trois à la fois?

Un certain nombre de manifestants pro-palestiniens ont toutefois tenté de se rendre vers des synagogues voisines, rue de la Roquette et rue des Tournelles, a-t-on dit à l'AFP de source policière. Des CRS sont intervenus pour les repousser et mettre fin à un «début d'échauffourée» avec des membres de la communauté juive devant la synagogue de la Roquette, ce qui a permis d'éviter toute intrusion dans les lieux de culte, a-t-on ajouté. AFP 13.07

L'AFP témoigne de ces incidents sans trop s'y attarder. Si des événements graves s'étaient déroulés, l'AFP se serait empressée de les répercuter. Cette précision est importante car les faits rapportés par l'AFP sont en contradiction avec l'interprétation qui va en être donné par la suite par certains. Disons en guise de préliminaire que ces incidents vont donner lieu à une exploitation, un enchaînement, une escalade dans la désinformation orchestrée depuis Israël et par les néoconservateurs en France.

Il semblerait que l'AFP ait décidé de ne pas commenter davantage ces évènements pour céder la place à des experts en matière de désorfirmation ou de manipulation de l'information situés à un niveau supérieur

Selon Francetv info les "*petits groupes de jeunes gens qui tentaient de quitter la place de la Bastille (...) ont été "facilement contenus'*"", ce qui signifie que l'incident était clos et ne méritait pas qu'on s'y attarde. Car en réalité, en guise de "*« début d'échauffourée » avec des membres de la communauté juive devant la synagogue de la Roquette*", il se serait agi uniquement selon "*des vidéos et des photos postées sur les réseaux sociaux (...) d'affrontements entre CRS et certains manifestants*" ce qui n'est pas du tout la même chose.

Un affrontement entre "*CRS et certains manifestants*" va se transformer sous la plume des sionistes et des néoconservateurs en pogrom antisémite, en "*scène de guerre*" (alyaexpress-news.com) mettant en scène des centaines, voire des milliers de manifestants.

Acte II. Les représentants du gouvernement israélien entre en piste à leur tour.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a demandé «*l'interdiction des manifestations en faveur du Hamas*» ainsi qu'un «*renforcement de la sécurité des lieux communautaires*». Dans un autre communiqué, SOS Racisme a fait valoir que «*le soutien aux Palestiniens ne peut être la haine des juifs. Aider cette zone en conflit, c'est exporter la paix et non importer la haine*», insiste l'association antiraciste. 20 Minutes avec AFP 13.12

Ils inversent les rôles : c'est le racisme ou la haine viscérale des sionistes envers les Palestiniens depuis 1947 qui peut déclencher dans certaines circonstances chez certaines personnes à l'esprit archaïque ou arriéré la haine des juifs et s'accompagner d'actes de violence incontrolés. On ne parle pas ici de certains antisionistes qui camouflent ainsi leur antisémitisme.

Francetv info fournit un élément qui aurait pu motiver la nervosité de certains manifestants et que l'AFP ainsi que les médias qui ont repris son article ont soigneusement occulté : "*Les forces de l'ordre ont dû escorter les fidèles présents, qui étaient rassemblés pour une manifestation de soutien à Israël*", qui constituait une véritable provocation. Aucun média n'en fera mention.

Le portail néoconsateur Résistance républicaine (http://resistancerepublicaine.eu) apporte une précision intéressante, la Ligue de Défense Juive (milice fasciste) était sur place et apparemment servait de servir d'ordre à cette manifestation pro-israélienne, à moins que certains de ses membres aient participé aux incidents qui ont eu lieu devant la synagogue de la Roquette.

Les auteurs de cet article précisent leurs revendications qui laissent à penser que ces incidents n'auraient peut-être pas été aussi spontanés que cela :

"*Le Préfet de Paris dira-t-il encore oui à la prochaine déclaration de manifestation des pro-palestiniens ?*

Le gouvernement persistera-t-il à dire que l'islam n'a rien à voir avec l'antisémitisme ?", l'amalgame habituel des adeptes de la guerre des civilisations qui fait de chaque musulman un antisioniste, un raciste, un terroriste potentiel, etc.

Plus loin ils donnent un lien vers Dreuz.info un autre portail de l'extrême droite néoconservatrice et sioniste :

http://www.dreuz.info/2014/07/alerte-info-attaque-violente-de-deux-synagogues-a-paris-des-juifs-retenus-en-otage

Au fil de ces articles, il ne s'agit plus d'un groupe de quelques dizaines de manifestants pro-Palestiniens qui se seraient dirigés vers la synagogue de la Roquette, mais une centaine, puis deux cents. Curieusement, ces manifestants connaissaient parfaitement le quartier et savaient que cette manifestation allait se terminer à proximité d'une synagogue qu'ils ont dû repérer au pif, ce ne sont pas les frères jumeaux des nazis pour rien vous diront les sionistes.

Plus fort encore, alors qu'ils venaient de participer à une manifestation en présence de plusieurs milliers de personne, soudainement ils se seraient retrouvés armés de battes de baseball, puis de barres de fer, de cocktails Molotov, mais là c'était un peu gros et ils ont rectifié des "*semblants de cocktails Molotov*" écrit le portail israélien Alyaexpress-News.com (Toute l'info israélienne au quotidien). Bref, cela pue à plein nez la provocation et l'information fabriquée de toutes pièces. J'ai observé des photos et visionné quelques courtes vidéos mises en ligne par ces portails sionistes sans y voir de scènes qui correspondent à ce qu'ils décrivent.

Ce portail animé par la haine de l'Arabe (du sioniste) sombre littéralement dans le délire :

"*Certains portent le foulard de l'OLP, qui était porté par le terroriste Arafat*", et encore "*des milliers de manifestants crient mort aux juifs*", crescendo : "*Bd Voltaire des magasins juifs sont saccagés sur les cris 'on va tous vous tuer'*", ils enchaînent, il y aurait quatre blessés dont un grave, sans doute un des provocateurs qui a participé à cette opération télécommandée depuis Israël, à moins qu'il n'est absolument rien à voir avec cette histoire et qu'il ait loupé une marche en sortant de chez lui.

A les entendre, ces manifestants seraient des émules du régime nazi de Hitler, cette opération s'inscrit ainsi dans la diabolisation et la criminalisation du musulman, ennemi juré d'Israël (et de l'Amérique) ou plutôt des juifs selon eux, de la démocratie, etc. qui justifie la guerre au terrorisme menée par les impérialismes américain et français, et ce n'est pas Valls ou le PS qui les contrediront.

Avant de passer à la suite, le portal Résistance républicaine sur un air dépité a cru bon de préciser que leur provocation n'avait pas eu l'effet escompté :

"*Par ailleurs silence radio dans les medias, télés, radios, presse papier en ligne… Ils se bornent, dans le meilleur des cas, à parler d'incidents à la fin de la manif. Ecoeurant et inacceptable.*"

Les médias aux ordres ont préféré semble-t-il tout comme l'AFP, laisser les "*amis indéfectibles d'Israël*" monter au créneau, à moins qu'ils n'aient tenu compte du rejet par la majorité de la population des bombardements de Gaza par l'armée israélienne pour ne pas perdre davantage de lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs.

En France pour le moment les méthodes employées en Syrie, au Venezuela ou en Ukraine notamment ne fonctionnent pas encore, car ce qui s'est passé hier y ressemble étrangement.

Acte III. Le Premier ministre des sionistes de France et son parti assurent le service après-vente.

Manuel Valls a condamné dans un communiqué «*avec la plus grande fermeté*» les «*violences*» qui ont eu lieu «*aux abords des synagogues*». «*De tels actes qui visent des lieux de culte sont inadmissibles*», a ajouté le Premier ministre, assurant que la France «*ne tolérera jamais que l'on essaie par la violence des mots ou des actes d'importer sur son sol le conflit israélo-palestinien*».

La maire de Paris PS, Anne Hidalgo, s'est empressée de prendre le relais en ces termes : "*Je condamne fermement ces actions qui ont visé des lieux de culte et en appelle au calme face aux tensions constatées depuis plusieurs jours au Proche-orient* ". leparisien.fr 13.07 Des bombardements ininterrompus depuis une semaine de simples "*tensions*", autant dire qu'elle n'en a rien à foutre ou soutient Israël.

Avec Valls l'extrémiste sioniste, ce ne sont plus les actes qui sont visés mais les "*mots*" quand il s'agit de défendre l'Etat génocidaire israélien, autrement dit il entend étouffer toute critique ou opposition à la politique du gouvernement israélien.

Ce que demande en fait le Crif, pardon, ce qu'il exige, c'est tout bonnement l'interdiction des manifestations en soutien aux Palestiniens.

Il doit y être encouragé par les positions adoptées par la pseudo-gauche et extrême gauche.

Quelques réactions de ces parasites.

Tous évidemment condamnent Israël... à leur manière, en s'en remettant aux bourreaux des Palestiniens ou en sombrant dans l'infantilisme.

PCF.

Il en appelle à la "*la communauté internationale*", au "*Conseil de sécurité*" de l'ONU qui a le "*devoir d'assurer la protection et la sécurité de la population palestinienne*", alors qu'Israël n'a tenu compte d'aucune des quelques 145 résolutions votées par l'ONU depuis 1948.

Mieux encore, aux États-Unis auxquels il reproche de ne pas "*mettre tout en œuvre sur le plan politique pour mettre un terme aux violences*", alors qu'ils sont un allié indéfectible d'Israël et que leurs politiques se complètent.

Ce n'est pas fini, le PCF en appelle au "*gouvernement français et l'Union européenne*" pour qu'ils "*prennent toutes leurs responsabilités*" et cessent leur coopération avec Israël, alors qu'au fil des mois et des années ils n'ont fait que resserrer leurs liens.

PG.

Même discours qu'au PCF. Il regrette que les Etats-Unis et l'Union Européenne n'agissent pas "*en organisant par exemple une réunion de Conseil de Sécurité de l'ONU*".

Si vous êtes un militant anticapitaliste, vous combattez pour l'abolition de toutes les institutions internationales du capital, dont l'ONU, aussi votre place n'est ni au PCF ni au PG ni au Front de gauche...

NPA.

Il regrette que Netanyahu essaie "*de saboter les efforts palestiniens qui avaient permis la mise en place d'un fragile gouvernement d'union nationale*", alors qu'en réalité les autorités palestiniennes sont vendus à Israël.

Si vous militez au NPA et que vous déniez aux autorités palestiniennes de représenter les intérêts du peuple palestinien, vous avez dû vour tromper de parti...

LO.

Pour cette organisation, ce "*crime des autorités israéliennes*" est "*révoltant*". C'est tout? Oui, c'est le niveau théorique zéro de ces pseudo-trotskistes, alors si vous vous reconnaissez dans le trotskisme ou les thèses de la révolution permanente, vous vous êtes manifestement trompés de parti...

Etat de guerre permanent.

Défilé du 14 juillet: Paris, capitale du centenaire de la Première Guerre mondiale

Terrorisme: après Serval au Mali, la France lance "*Barkhane*" au Sahel AFP

A la veille du 14 juillet, la France a acté officiellement la fin de l'opération Serval au Mali et son remplacement dans les prochains jours par "*Barkhane*", une opération plus large et permanente de lutte contre le terrorisme au Sahel, qui mobilisera 3.000 militaires français.

Ce basculement du dispositif militaire au Sahel était dans les tuyaux depuis plusieurs mois mais avait dû être reporté fin mai en raison d'un regain de tension dans le nord du Mali.

Mais face aux "*risques majeurs de développement de jihadistes*" dans cette zone "*qui va de la Corne d'Afrique à la Guinée-Bissau*", Paris entend organiser un dispositif militaire permanent dans toute cette région sahélo-saharienne.

L'opération Barkhane va donc se mettre en place "*dans les jours qui viennent*". "*Ca se fait en partenariat avec les cinq pays de la zone*" (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) et cela représente "à peu près 3.000 militaires en tout", a affirmé le ministre en soulignant qu'il s'agissait bien d'une "*présence durable*". En outre, l'opération comptera 20 hélicoptères, 200 véhicules blindés, 10 avions de transport tactique et stratégique, 6 avions de chasse et 3 drones, a précisé à l'AFP le ministère de

la Défense. L'état-major sera basculé sur N'Djamena.

Le dossier Barkhane sera au menu des discussions que le chef de l'Etat aura avec ses homologues africains lors de son déplacement en Afrique (Côte d'Ivoire, Niger, Tchad) de jeudi à samedi.

M. Le Drian, qui rejoindra M. Hollande au Niger et au Tchad, est attendu pour sa part mercredi à Bamako pour signer l'accord de défense franco-malien qui ouvre le post-Serval. Un millier d'hommes devrait rester au Mali pour lutter contre "*les groupes terroristes combattants*".

La France a-t-elle vocation à devenir le gendarme du Sahel? "*Le but, c'est d'empêcher que ce que j'appelle l'autoroute de tous les trafics ne devienne un lieu de passage permanent, de reconstitution des groupes jihadistes entre la Libye et l'océan Atlantique, ce qui entraînerait ensuite des conséquences graves pour notre sécurité. C'est notre sécurité qui est en jeu !*", a-t-il répondu.

Avec l'opération "*Barkhane*", la France "assure sa propre sécurité, la sécurité de l'Europe, en maintenant sur place, dans l'ensemble des cinq pays concernés, suffisamment de forces, des forces suffisamment diversifiés et suffisamment performantes en termes de capacités technniques pour assurer un contre-terrorisme", a insisté le ministre sur France 2.

Le même discours que Bush et Obama à la virgule près, inutile de se demander qui a concocté cette "*opération Barkhane*"...

Dehors d'Afrique l'armée de l'impérialisme français !

En complément. L'empereur Barkhane ou la guerre asymétrique.

Un sénateur PS à propos de Hollande : «*Quoi qu'il dise, ce sera compliqué. Il n'y a pas que sa politique qui soit contestée ou incomprise, il n'y a pas que les résultats qui se fassent attendre, il y a aussi son image de président qui est atteinte. Imaginez, plaisante-t-il, que Leonarda revienne cet été!*». lefigaro.fr 13.07

Définition de Barkhane.

Mot féminin d'origine iranienne désignant une dune en forme de croissant, au profil dissymétrique, progressant par les pointes en fonction de l'orientation des vents. On trouve des barkhanes fossilisées grâce à une fixation par la végétation sur les bassin en Gironde. (www.aquaportail.com)

ACTUALITE EN TITRES

La gauche est bien morte et le socialisme demeure en réanimation.

- Qui incarne le mieux la gauche ? Valls (43%) loin devant Montebourg et Hollande - AFP

Selon un sondage Ifop pour Le Journal du dimanche, à la question "*Pour vous personnellement, qui incarne le mieux la gauche aujourd'hui ?*", 43% des Français répondent Manuel Valls, 23% Arnaud Montebourg et 16% François Hollande. 17% disent "aucune de ces personnalités" et 1% ne se prononce pas. AFP 13.07

On évitera de se rassurer un peu trop vite avec les 17% s'ils entendent par là Laurent ou Mélenchon !

Haut de page

Le 15 juillet 2014

CAUSERIE

Deux nouveaux *Articles d'actualité*.

Le site sera actualisé plus tard dans la journée, je dois aller faire des courses en ville.

14h45 à Pondichéry.

Plus loin vous trouverez un complément à l'article d'hier sur la manifestation parisienne pro-palestinienne.

Il confirme ce que vous avez pu lire hier rédigé pratiquement à chaud, sans recul ou sans pouvoir consulter suffisamment de sources contradictoires ou fiables, ce qui était un exercice à risque, un vrai travail d'investigation auquel je ne suis pas habitué.

Aiguiser son esprit critique, améliorer sans cesse sa méthode d'analyse, avoir chevillé au corps la détermination de progresser s'avère payant, j'invite tous les lecteurs à s'investir dans cette direction, au delà du bénéfice qu'ils en tireront sur le plan du militantisme, ils en retireront des satisfactions personnelles, sans se monter la tête évidemment, en demeurant modeste tant le chemin qui reste à parcourir est important, faire un petit pas en avant vaut toujours mieux que stagner ou régresser, par les temps qui courent c'est salutaire et vaut bien toute les psychothérapies !

On encaisse tellement de coups et de défaites qu'il faut s'encourager miliant et travailleur à garder le moral, l'espoir, ils sont sensibles, fragiles, ils en ont besoin quotidiennement, et je passe les désillusions qu'ils peuvent vivre à côté avec leur entourage.

Quelques conseils pratiques.

Quand on doit traiter un évènement, il faut déterminer la place, le rôle de chaque acteur et leurs besoins au sein de la lutte des classes, leurs rapports. Il faut identifier avec précision l'auteur ou la provenance d'un article ou d'un fait rapporté. Ensuite il est préférable de recouper et vérirfier les informations obtenues en essayant d'obtenir les mêmes données de différentes sources, si possible contradictoires car chacun à intérêt à ne retenir que les éléments qui correspondent au point de vue qu'il défend ou à ses idées, celles de ses chefs ou dirigeants. Il faut aussi faire très attention à la source de l'information qui peut être un témoin direct ou un tiers anonyme ou méconnu qui a rapporté un fait réel ou non, quel est son statut, dans le premier cas on peut estimer l'information fiable mais pas forcément vraie, dans le second elle aura uniquement la valeur d'un indice sans être déterminante en l'absence d'éléments complémentaires qui viendraient l'étayer. A côté le travail d'historien est beaucoup plus confortable.

La personne qui rédige un article n'a généralement pas assisté aux évènements qu'il traite, il faut donc faire attention à qui dit quoi. Y sera mêlé les faits et l'interprétation qu'il en fera, de telle sorte que les lecteurs seront portés à en faire une lecture dans la même direction que son auteur à leur insu s'ils ne sont pas vigilants ou manque d'esprit critique, plus généralement s'ils ne possèdent pas les connaissances requisent pour se livrer à leur propre analyse ou encore que leur niveau de conscience politique est insuffisamment développé.

Bref, il est très facile de se faire manipuler, ce qui est évidemment le cas des masses qui demeurent largement ignorantes. Cela dit, elles ont acquis une certaine expérience et elles peuvent en partie combler cet handicap en émettant un doute sur tout ce qu'on leur soumet dans les médias, ce qui ne répond pas pour autant aux questions qu'elles se posent, mais permet de maintenir le contact en ce qui nous concerne, et de leur soumettre une interprétation différente du monde dans lequel nous vivons, qu'elle aborderont avec le même scepticisme au premier abord, ce sera ensuite à nous de répondre à chacune des questions qu'elles se posent, les susciter si elles ne viennent pas spontanément pour qu'elles l'adoptent ou admettent que notre démonstration est cohérente.

Cette démarche en direction des masses n'a absolument rien à voir avec le bourrage de crâne, le conditionnement, l'embrigadement habituel pratiqué par bon nombre de militants qui consiste à vouloir à tout prix convaincre les travailleurs de quelque chose, à les forcer à adhérer à leurs idées, même si très souvent on prétend le contraire. Elle consiste au contraire à leur fournir les instruments qui peuvent leur permettre de comprendre par eux-mêmes une situation, dès lors qu'on leur fournit le mode d'emploi pour les utiliser correctement.

Chacun comprendra qu'on ne peut pas aborder une question en la traitant comme le produit d'un processus dialectique sans comprendre ce qu'est la dialectique ou comment elle fonctionne, sans leur en faire un exposé théorique, mais en détaillant devant eux chaque étape qui contribue à son cheminement ou développement, quels rapports entre jeu afin qu'ils puissent les vérifier et les adopter à leur tour. Autre avantage et non des moindres, une fois ce processus enclenché ces travailleurs ou militants modifieront le comportement qu'ils avaient à votre égard, car vous leur aurez démontré que vous ne cherchez pas à leur imposer quoi que ce soit, mais au contraire que vous essayez de les aider à interpréter la société par eux-mêmes, librement, ainsi un rapport de confiance mutuelle peut commencer à s'établir, qui devra être confirmé par la suite si vous faites preuve de patience et de détermination.

Ici, dans ce portail, on l'a dit et répété des dizaines de fois, jamais on a été tenté d'imposer nos idées, au contraire j'ai même été jusqu'à écrire que je me méfiais des militants qui manifestaient leur accord avec moi car je n'étais pas certain que cet accord reposait vraiment sur des bases solides ou sérieuses.

On n'est pas là pour diffuser un dogme, donner des leçons ou répandre une vérité, la bonne parole, autant de dispositions qui nous sont étrangères bien que certains se soient employés à prétendre le contraire et bien d'autres choses encore qui ne méritent

pas d'être relevées, on s'emploie seulement à mettre à la disposition des lecteurs des informations et des analyses, à eux ensuite de se faire leurs propres convictions.

A propos de la manifestation parisienne pro-palestinienne de dimanche.

- Intox mensonge et presse écrite - Michèle Sibony - legrandsoir.info - 14 juillet 2014

Adresse publique au « *Rédacteur en chef adjoint de rue 89* » Mathieu Deslandes pour sa couverture de la manifestation du 13 juillet.

Extrait. Alors je vais vous dire ce que j'ai vu, moi, pauvre juive infidèle (mais il n'y a de Dieu que Dieu) dans cette manif : sur le boulevard Beaumarchais à peu près à la hauteur de Chemin vert, 4 ou 5 types de la Ligne de Défense Juive [2] montés sur un banc, complètement entourés et protégés par deux rangs serrés de CRS qui jetaient projectiles et insultes sur la foule, et les services d'ordre, et les responsables calmant les manifestants, ne vous énervez pas ne répondez pas aux provocations, c'est ce qu'ils attendent... et bien sûr lors de la dispersion il y a eu des courses et des bagarres à l'entrée de la rue de la Roquette... comme prévu si j'ose dire.

[2] Au fait saviez vous que la LDJ est interdite en raison de son extrême violence en Israël et aux Etats Unis ? Ah bon je vous l'apprends aussi !

Complément en titres. Le Crif exige, le gouvernement s'exécute sur le champ.

- Hollande contre une "*importation*" du conflit israélo-palestinien - Reuters

Qui a "*importé*" le wahhabisme en France en soutenant le régime de Riad? Qui a "*importé*" le salafisme en France en soutenant le régime de Doha ? Qui a "*importé*" le terrorisme en France en soutenant le régime de Tel-Aviv ? Qui a "*importé*" le djihadisme en France en soutenant ceux qui combattent en Syrie ? Qui a "*importé*" le racisme sioniste en France en alimentant le communautarisme ? Qui a "*importé*" l'antisémitisme en France en soutenant le gouvernement néonazi de Kiev ? Qui a "*importé*" la xénophobie en France en instumentalisant l'extrême droite ? Vous pouvez remplacer "*importé*" par alimenté ou favorisé.

- Manuel Valls condamne des actes "*intolérables*" après des heurts aux abords d'une synagogue - Francetv info

- Incidents près d'une synagogue: les préfets appelés à "*redoubler de vigilance*" - AFP

- Malgré l'interdiction, 350 manifestants pro-palestiniens rassemblées à Nice - Liberation.fr

Le chiffre du jour. 186.

Le bilan humain a franchi un nouveau palier, lundi 14 juillet. Les raids aériens israéliens dans la bande de Gaza ont en effet fait 186 morts et 1 287 blessés en sept jours, selon un dernier bilan des services de secours communiqué lundi 14 juillet, et qui dépasse celui enregistré lors de l'offensive de novembre 2012. 20minutes.fr 14.07

Quand les sionistes se sont emparés du pouvoir en France.

Quand les sionistes se sont emparés du pouvoir en France. Amalgame entre l'antisionisme et antisémitisme.

"*Il ne peut pas y avoir de dérives et de débordements, d'intrusion ou de volonté d'intrusion dans des lieux de culte, que ce soient des synagogues comme cela s'est passé hier, mais je dirai la même chose pour des mosquées, des églises, des temples*", a souligné le président. "*L'antisémitisme ne peut pas être utilisé parce qu'il y a un conflit entre Israël et la Palestine.*" AFP 14.07

Commentaires d'internautes.

1- "*Pour information, beaucoup de Juifs sont antisionniste, tous les Juifs ne veulent pas obligatoirement d'un état d'Israël, alors arrêtez vos amalgames nauséeux*"

2- "*C'est bien en martelant ce message que la confusion est soigneusement entretenue.*

On peut parfaitement être opposé à la politique de l'état d'Israël sans être antisémite mais les services de cet Etat entretiennent l'amalgame de manière à décrédibiliser toute critique.

Si cela était vrai les antisémites israéliens seraient nombreux puisqu'israéliens et opposés à la politique d'Israël."

Quand le ministre de l'Intérieur prend ses ordres chez les provocateurs sionistes.

Lundi, à l'issue d'une réunion avec les représentants de la communauté juive, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a dénoncé des "*débordements intolérables*" et fait savoir qu'il avait donné instruction aux préfets de "*redoubler de vigilance*".

"*Chaque fois que des risques avérés de troubles à l'ordre public ou d'affrontements seront signalés (...) je leur ai demandé d'interdire ces manifestations*", a-t-il déclaré.

Des mesures appliquées dès lundi à Lille et à Nice, où les préfectures ont pris des arrêtés d'interdiction pour des manifestations pro-palestiniennes afin notamment d'éviter la concomitance avec les célébrations du 14-Juillet.

Malgré l'interdiction 350 personnes, selon la police, ont manifesté dans le centre de Nice leur soutien à la population de Gaza.
A Avignon, 200 personnes ont défilé pour dénoncer les bombardements d'Israël.

Aux cris de «*Israël assassin, Hollande complice*», «*Gaza, Gaza, on est tous avec toi*», «*Vive le Hamas*» les manifestants, qui agitaient des drapeaux palestiniens, ont occupé la place Garibaldi pendant deux heures de manière pacifique alors qu'un important dispositif policier les empêchait de se déplacer dans la ville.

En fin de manifestation, quelques incidents mineurs ont eu lieu, et les CRS ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule qui les haranguait. AFP 14.07

A l'UMP ils sont sur la même ligne que le gouvernement et le PS, normal.

Le maire de Nice, Christian Estrosi, avait envoyé lundi matin une lettre ouverte au préfet lui demandant de «*prendre toutes les mesures pour empêcher cette manifestation en ce jour de fête nationale*», considérant que c'était «*une provocation intolérable*».

De même, le président UMP du Conseil général des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, a indiqué dans un communiqué qu'il avait contacté dès le 11 juillet, «*le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, ainsi que le préfet des Alpes-Maritimes, Adolphe Colrat, pour leur demander de prendre toutes les mesures de sécurité et de prévention qui s'imposent afin d'assurer le respect de l'ordre public*». AFP 14.07

Souvenez-vous, dans la foulée de l'affaire qui opposait un humoriste au Premier ministre qui s'était soldée par l'interdiction d'un spectacle, le gouvernement avait alors menacé par la voix de Belkacem de récidiver si nécessaire et de faire annuler réunion, meeting, rassemblement ou manifestation en recourant au même argument falacieux, à savoir s'ils présentaient a priori un "*risque de trouble à l'ordre sécurité*".

A l'époque, cela n'a suscité aucune réaction des partis ouvriers qui se sont désintéressés de cette affaire ou on préféré lâchement l'ignorer quand ils n'ont pas soutenu le gouvernement. Nous avions indiqué que le jugement rendu par cette cour d'exception digne d'une dictature ferait jurispriudence, la preuve est faite. Ils criminalisaient déjà des actes de résistance syndicale, alors pourquoi ne pas passer à l'échelon supérieur en faisant de même envers la résistance palestienne ou les opposants à la politique génocidaire d'Israël.

Certains ont dû penser qu'on se fourvoyait ou qu'on perdait notre temps en traitant cette affaire, alors qu'on en avait mesuré le danger et la portée politique. Si vous croyez que cela m'amusait, franchement, je n'en avais rien à faire de Dieudonné.

De Damas à Paris en passant par Caracas et Kiev. Les mêmes méthodes.

A quoi servent les réseaux antisociaux. A relayer les provocations de type policières ou fascistes orchestrées par les néoconservateurs ou les sionistes ou encore les agents des renseignements généraux de certains pays afin de faire croire en des mouvements de masse qui selon les circonstances seront décrétés légitimes ou qualifiés d'actes illégaux et terroristes.

Le portail du banquier du PS et sioniste J. Attali s'est fendu d'un article dans la lignée de ceux publiés avant-hier par des portails de l'extrême droite israélienne ou de néoconservateurs français.

Où vont-ils chercher leurs informations ?

Selon un témoignage anonyme pour le moins suspect qui aurait été sur place entre la place de la Bastille et le boulevard Voltaire " des centaines de types" auraient chargé "*contre des policiers*", ce que dément la police qui parle "*de groupes de « quelques dizaines » de manifestants (qui) ont été impliqués dans les incidents de la fin de l'après-midi, selon une source policière.*" (lemonde.fr 14.07).

Le même témoignage anonyme précise que "*C'est sur Twitter que j'apprends l'assaut de la synagogue située à cent mètres, protégée par des renforts de police. Il y a des blessés. Les fidèles sont terrés à l'intérieur. Car à la radio, à la télévision, pas un mot, pas une image. Les chaînes d'info en continu, pourtant friandes de violences, font l'impasse.*"

On apprendra ailleurs que ces "*fidèles*" étaient en réalité des sionistes venus manifester leur soutien à Israël encadrés par la Ligne de Défense Juive (LDJ), une milice fasciste. Le témoignage publié par Le Grand Soir précisait que des membres de cette milice paradaient boulevard Beaumarchais protégés par la police, et balançaient insultes et projectiles sur les manifestants pro-palestiniens qui défilaient tranquillement, alors de là à ce qu'ils aient montré le chemin de la synagogue de la rue de la Rocquette à quelques dizaines de manifestants excités il n'y a qu'un pas...

Le Monde l'a confirmé :

"*Peu après 18 h 30, les forces de l'ordre ont également dû séparer des membres de la Ligue de défense juive (LDJ) et des manifestants qui s'affrontaient aux alentours de la rue de la Roquette.* ", il faut donc en déduire que les "blessés" dénombrés parmi les personnes de la communauté juive n'étaient pas de simple juifs venus là pour prier, mais était en réalité des provocateurs de la LDJ.

- "*A moins d'habiter le quartier ou de suivre les réseaux sociaux, personne ne sera au courant de ce qu'il s'est vraiment passé*", pas même Hollande, Valls, Cazeneuve ou Hidalgo (la maire PS de Paris) qui faute de couverture médiatique se sont rabattus sur leurs amis du Crif et de la LDJ pour leur fournir le matériel nécessaire à leurs déclarations.

- Un peu plus tard dans la soirée, une dépêche AFP relayée par certains médias en ligne parle pudiquement d'«*incidents*», d'«*échauffourées*», sans plus. Ce matin, pas plus de détails sur ce qu'il s'est réellement passé dans les dix secondes consacrées au sujet sur France Info.

Normal, ils ont tous attendu l'interprétation qu'en ferait le gouvernement aux ordres d'Israël pour relayer plus en détail cette information, les médias méritent amplement qu'on les qualifie aux ordres, ils viennent tout simplement de l'illustrer une fois de plus.

En résumé, ce que Slate.fr ou la voix d'Israël reproche aux médias, c'est de ne pas avoir pris l'initiative d'interpréter ces incidents en faveur d'Israël comme l'ont fait plus tard Hollande, Valls, Cazeneuve ou Hidalgo, de ne pas être suffisamment inféodés à la pensée unique néolibérale dont le sionisme est un des facteurs clés.

ACTUALITE EN TITRES

Il fallait oser le dire.

- Hollande : «*La reprise, elle est là, mais elle est trop fragile*» - LeParisien.fr

Un micro-Etat surarmé.

- Le Qatar va acheter des missiles Patriot pour 11 milliards de dollars - AFP

L'émirat du Qatar va acquérir pour 11 milliards de dollars de missiles Patriot et d'hélicoptères d'attaque Apache auprès des Etats-Unis, ont annoncé des responsables du Pentagone à l'AFP lundi. AFP 14.07

Ils nous prennent pour des dindes.

- Inde: l'inflation au plus bas en juin depuis quatre mois - AFP

5,5% paraît-il. Le prix des cigarettes vient encore d'augmenter de 15% !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Slovénie

Droite, extrême droite, gauche, centre gauche, gauche de la gauche, extrême gauche, dans tous les pays, la même soumission totale à la dictature de l'UE.

- Le centre gauche remporte les législatives en Slovénie - Reuters

Le parti de centre gauche de Miro Cerar, un novice en politique, est arrivé dimanche largement en tête des élections législatives en Slovénie, où les résultats pourraient sonner la fin de l'instabilité gouvernementale.

Ce nouveau venu en politique, ancien professeur de droit et attaché parlementaire, a créé son propre parti il y a à peine six semaines et celui-ci s'est hissé en tête des sondages auprès des électeurs, qui recherchent une personnalité encore épargnée par les affaires de corruption touchant les grands partis traditionnels.

Miro Cerar, âgé de 50 ans, doit une bonne part de sa célébrité à son père, gymnaste qui fut l'un des plus grands sportifs que la Slovénie ait jamais produits, et sa mère, qui fut ministre et procureure.

"*Notre parti va faire en sorte que la Slovénie respecte ses obligations européennes mais, dans le cadre de celles-ci, nous allons chercher notre propre voie pour atteindre ces objectifs*", a-t-il dit à Reuters dans la soirée.

"*Je ferai de mon mieux pour que notre programme de privatisations soit sur les rails cette année*", a-t-il ajouté. "*Ce sera l'une des priorités du gouvernement*". Reuters 14.07

SOCIAL

Italie

Le capitalisme rime avec paupérisation croissante de la population. Le socialisme avec son éradication.

- Le nombre de pauvres a augmenté en Italie en 2013 AFP

L'Italie comptait en 2013 près de 10,5 millions de personnes pauvres, soit plus de 16% de la population, un chiffre en augmentation par rapport à l'année précédente, a annoncé lundi l'Institut national des statistiques (Istat).

"*En 2013, 16,6% de la population se trouve en état de pauvreté relative, soit 10,48 millions de personnes*", précise l'Istat dans un rapport. En 2012, l'Italie comptait 9,56 millions de personnes pauvres, soit 15,8% de la population totale.

La pauvreté "*absolue*" concerne 9,9% des Italiens, soit 6,20 millions d'entre eux, alors qu'ils n'étaient "*que*" 4,81 millions (8%) en 2012.

La pauvreté "absolue" est caractérisée par l'impossibilité de payer les biens et les services considérés comme "*essentiels*" pour avoir un niveau de vie "*au minimum acceptable*". Elle varie en fonction des localités italiennes, la vie étant moins chère au sud qu'au nord, et la typologie de la famille.

Les autres personnes recensées dans cette étude vivent dans un état de "*pauvreté relative*", dont le seuil a été fixée pour 2013 à 972,52 euros mensuels pour une famille de deux membres.

Les familles nombreuses payent le plus lourd tribut à ce déclin, l'Istat relevant que la pauvreté absolue a augmenté en un an pour les couples ayant un (de 5,9 à 7,5%), deux (de 7,8 à 10,9%), ou trois enfants ou plus (de 16,2 à 21,3%). AFP 14.07

Haut de page

Le 16 juillet 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé rapidement le site ce matin car je dois m'occuper de mes affaires que j'ai tendance à négliger.

"Efficace" avec plus de 10 millions de pauvres, entre 6 et 10 millions de chômeurs à temps complet ou partiel imposé.

- L'utilité des exonérations de charges en question - libération.fr

Les aides aux entreprises ont représenté 210 milliards d'euros depuis 1993 et la première vague, sous Balladur et Juppé.

«*Cette politique a porté ses fruits depuis 1993 et le gouvernement s'inscrit dans la continuité et le renouvellement», a souligné Yves Daudigny (PS). «Personne n'a contesté l'efficacité des exonérations, même s'il est difficile de la mesurer*», a renchéri Charles Guené (UMP). Les supprimer «*serait une catastrophe pour notre système économique*». libération.fr 15.07

Le chiffre du jour. 197.

C'est le dernier décompte macabre des Palestiniens morts sous les bombes de l'occupant sioniste, et près de 1.500 ont été blessés. AFP 15.07

Que la paix soit avec nous... et la guerre entre vous.

- Pour la paix en Palestine - M'PEP - 15.07

Rassemblement mercredi 16 juillet à Paris, place des Invalides, à 18h30.

A l'appel du Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens dont fait partie le M'PEP.

A l'exception du POI et LO, la quasi-totalité de la pseudo-gauche et extrême gauche flanquées des organisations droitdelhommistes habituelles ont appelé à ce rassemblement dont l'orientation politique est pour nous inacceptable.

Dans une précédente causerie nous avions donné un aperçu des positions de la pseudo-gauche qui avaient en commun notamment de s'en remettre à l'UE et à l'ONU qui sont acquis à la cause d'Israël, autrement dit cela revenait à laisser les mains libres à l'Etat sioniste.

C'est cette position qui revient à livrer le peuple palestinien à ses bourreaux, qui servira d'orientation politique à ce rassemblement que reprend à son compte le M'PEP, qui entend "*dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité*".

Ils nous répondront qu'on se livre à un procès d'intention à leur égard, car contrairement à ce qu'on affirme, ils comptent sur la mobilisation des travailleurs lors de ce rassemblement pour peser sur les décisions politiques de l'UE et du Conseil de sécurité de l'ONU, dont font partie les Etats-Unis qui sont des alliés indéfectibles d'Israël.

C'est justement ce que nous dénonçons ici, car cela signifie que quelle que soit l'ampleur de cette mobilisation (et d'autres dans le monde), elle ne suffira pas à faire reculer le gouvernement israélien et que seules des institutions du capital en auraient les moyens, ce qui revient à dire que ces institutions seraient dépositaires des solutions politiques aux problèmes que rencontrent les travailleurs, car ces derniers n'auraient pas la capacité ou les moyens de les résoudre par eux-mêmes, ce qui revient à les subordonner à ces institutions, à leur livrer leur destin et l'issue de leur combat dont elles seraient dépossédés.

Soumettre la lutte de classe du prolétariat à l'UE et à l'ONU signifie avoir abandonné le combat sur le terrain de classe des exploités et des opprimés au profit de celui de leur ennemi. Cela signifie aussi avoir adopté leurs objectifs politiques, ce que confirme le M'PEP en soutenant le "*gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste* ", comme si Israël pouvait y être disposée, qui plus est dans la perspective de deux Etats, ce qui revient à légitimer l'existence de l'Etat sioniste qui incarne la spoliation ou la négation des droits politiques des Palestiniens, source de guerre perpétuelle et non de paix, sachant que le Fatah et le Hamas n'oeuvrent pas pour aboutir à une solution politique favorable au peuple palestinien...

Au final, le M'PEP s'aligne sur la politique de Washington et Tel-Aviv que l'autorité palestinienne et le Hamas ont dû rejeter car trop ouvertement favorable à Israël, en raison de la résistance du peuple palestinien qui réclame la fin de l'occupation et le droit au retour sur ses terres, qui refuse une "*paix*" qui sera forcément injuste dès lors qu'elle serait acceptée par son ennemi. Il ne peut exister de "*paix juste*" pour les Palestiniens, tant qu'Israël existera.

Passons sur le fait qu'ils n'ont pas cité le véritable prétexte à ces nouveaux bombardements de Gaza, économique, le gaz

découvert dans les eaux territoriales de Gaza qui ne doit pas tomber entre les mains des Palestiniens, car cela leur fournirait une mane extraordinaire pour financer leur combat contre Israël ou tout simplement mieux vivre, ce que l'Etat sioniste leur refuse d'avance et témoigne de sa véritable intention qui demeure d'en finir avec le peuple palestinien.

Il y a quelques années déjà, j'avais indiqué que les accords d'Oslo et la création des territoires palestiniens dont Gaza, était un piège mortel pour les Palestiniens encerclés par l'ennemi sioniste. Il semblerait que les sionistes dont la cruauté et le cynisme sont sans limite, se soient inspirés du ghetto de Varsovie où étaient enfermés les juifs sous l'occupation nazi pour ensuite les liquider plus facilement, procédé d'une efficacité redoutable comme on le sait ou on peut l'observer quotidiennement à Gaza.

Que les travailleurs et les militants se mobilisent avec leurs organisations et partis sur leurs revendications ne doit pas donner lieu à une démonstration de soumission devant l'ordre établi et ses représentants, voilà ce qu'on voulait dire.

Lier les travailleurs et leurs représentants à ceux de la classe dominante, donc leurs intérêts qui seraient communs, revient à brader leur indépendance de classe indispensable à leur combat, à leur interdire de lutter sur leurs propres objectifs politiques et finalement de vaincre leur ennemi auquel ils devraient rester soumis pour l'éternité, autant dire que c'est abandonner toute perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, c'est tourner le dos au socialisme.

Maintenant faut-il ou non participer à ce rassemblement sur d'autres mots d'ordre, sur une autre orientation politique, ce qui permettrait aux manifestants présents d'en prendre connaissance (sous forme de tracts), ce n'est pas à moi d'en décider. Et puis, il n'est pas certain que la plupart des manifestants partageront la ligne profondément opportuniste des organisateurs de ce rassemblement.

Ils se rattrapent.

- Synagogue de la rue de la Roquette : ce qu'il s'est vraiment passé - Le Nouvel Observateur

- Heurts entre pro-Palestiniens et pro-Israéliens: que s'est-il passé dimanche soir à Paris? - L'Express.fr

- Une carte permet de visualiser en temps réel les tirs de roquette sur Israël - Slate.fr

- Eviter les tirs de missiles? En Israël, il y a une appli pour ça - L'Express.fr

- Le grand rabbin de France s'inquiète de la « *haine* » contre les Juifs - LeMonde.fr

- Incidents devant les synagogues: "*du jamais vu*", selon Roger Cukierman - AFP

- Quatre mois ferme pour rébellion après la manifestation pro-palestinienne à Paris - francetvinfo.fr 15.07

En réalité cela n'a rien à voir avec cette manifestation.

Dans le XVIIIe arrondissement de Paris, tard dans la soirée après 20h, trois jeunes marchaient dans la rue et rentraient tranquillement chez eux de cette manifestation, l'un portait un keffieh et un drapeau, lorsque soudain des policiers ont bondi d'un véhicule pour effectuer un contrôle d'identité apparemment sans ménagement, un des jeunes pris peur et a voulu s'interposer, une bousculade s'en suivit, puis un des policiers prétendit avoir reçu un coup de poing, ce que le jeune nie en précisant "*si j'avais voulu me battre contre des policiers, je l'aurais fait à Bastille*", peu importe sa parole pèse guère face à celle d'un policier après la réaction de Hollande, Valls et Cazeneuve, c'est ainsi qu'il se retrouve condamné pour "*rébellion*" à quatre mois de prison ferme, ordonnant un mandat de dépôt. (Source : francetvinfo.fr)

- Le Congrès américain va augmenter de 50% l'aide au système israélien Iron Dome - Libération.fr

Quand la milice facisme sioniste Ligue de défense juive avoue être à l'origine des incidents de dimanche dernier à Paris.

- Ligue de défense juive: qui sont ces "*ultras*" qui protègent les synagogues? - lexpress.fr

"*Bravo pour votre intervention*", "*vous faites du bon taff*", "*merci à vous d'être là*"... A en croire certains internautes, ils sont les nouveaux héros de la communauté juive. Ceux qui, dimanche, ont "protégé" les deux synagogues parisiennes des débordements d'une manifestation pro-palestinienne à l'origine pacifique. "*Ils*", ce ne sont pas les policiers mais les membres de la Ligue de défense juive (LDJ). Un groupuscule d'extrême-droite sioniste aux méthodes musclées et dont le cas dérange les institutions juives.

Une vidéo amateur, qui circule sur les sites communautaires musulmans, témoigne de la violence de ces militants. On y voit plusieurs individus armés de casques de motos, de chaises ou de batons frapper des manifestants, dont certains, il faut le rappeler, étaient tout aussi belliqueux. Les militants de la LDJ ne cachent d'ailleurs pas leur goût pour la bagarre. "*Dorénavant, nos membres viendront à chaque manifestation anti-israélienne et se chargeront de 'raccompagner' à notre façon les manifestants en fin de cortège*".

(Ce qu'ils ont fait en provoquant et entraînant des manifestants pro-palestiens dimanche à Paris en direction de la synagogue de la rue de la Rocquette. Ils avouent tout simplement ici être à l'origine de ces incidents, mais ne seront pas poursuivis comme tel par le ministère de l'Injustice. Ils peuvent donc continuer de se livrer à des actions violentes en toute impunité protégés par les agents de l'Etat sioniste Hollande, Valls et Cazeneuve. - ndlr)

L'insécurité comme doctrine

Adepte des réseaux sociaux, la Ligue adopte une stratégie agressive, à coup de vocabulaire fleuri et de montages douteux. Comme en témoignent la photo d'un Palestinien avec une brouette sur la tête ou l'utilisation des termes "rats antisémites" pour qualifier les personnes hostiles à la politique d'Israël.

Malgré le buzz qu'elle suscite, la LDJ reste pourtant ultra-minoritaire au sein de la communauté. "*Le sentiment général, c'est que la LDJ est un problème. Son approche 'gros bras' est inacceptable*", dénonce à L'Express un membre du think-tank Avenir du Judaïsme.

La communauté juive possède pourtant son propre service de sécurité officiel, en liaison avec le ministère de l'Intérieur et les préfectures: le Service de protection de la communauté juive (SPCJ). Lequel recense les actes antisémites et assure des missions de protection des synagogues lors d'évènements. Ses moyens seraient néanmoins trop restreints dans le climat actuel, si l'on en croit un rabbin. "*C'est scandaleux que les Juifs soient obligés de se protéger eux-mêmes. L'origine du problème, ce n'est pas la LDJ mais le manque de protection. J'envisage moi-même de m'inscrire à des cours de Krav-maga (art martial, ndlr) pour me protéger.*"

Reste que le groupuscule a déjà été épinglé, bien avant les incidents de dimanche, pour ses méthodes contestables. En 2012, l'Union juive française pour la paix et d'autres associations demandent sa dissolution après des agressions envers des militants pacifiques, le qualifiant de mouvement "*fasciste*". La même année, les membres de la LDJ bloquent une séance de dédicaces de l'écrivain juif Jacob Cohen à Paris, rapporte Rue 89. Ce dernier, connu pour ses positions hostiles à la politique israélienne, est traité de "collabo".

En 2009 encore, les membres de la Ligue sont soupçonnés d'avoir tabassé trois élèves, dont deux d'origine tunisienne, aux abords d'un lycée parisien. "*Ce sont des ultras-nationalistes ouvertement racistes contre les arabes et partisans d'une lutte physique contre eux*", observe le sociologue Dominique Vidal, auteur de Le ventre est encore fécond: les nouvelles extrêmes droites européennes (2012, Libertalia). "*Ils sévissent surtout à Paris et dans le sud de la France.*"

Sa branche américaine interdite

La LDJ est née officiellement en 2001 mais ses origines sont floues. On lui prête des liens de filiation avec le parti sioniste et révisionniste, le Betar et le parti ultra-radical, le Kach, interdit aux Etats-Unis et en Israël. Sur sa page Facebook, elle se revendique en tout cas comme la branche française de la Jewish defense league, mouvement classé comme terroriste et également interdit aux Etats-Unis. Comme ce dernier, "*la LDJ française milite pour le Grand Israël et le rejet de tout Etat palestinien*", note Christophe Bourseiller, écrivain spécialiste des mouvements extrêmes.

(Une organisation "*terroriste*" interdite aux Etats-Unis mais qui a pignon sur rue en France. Quand on dit que le PS alimente la haine entre communautés, qu'il alimente le communautarisme, le racisme et la xénophobie, qu'il soutient le sionisme et toutes les idéologies d'extrême droite, on n'exagère rien, ce sont les faits, rien que les faits. Ce parti est abominable en vérité, voilà ce qu'on a trop longtemps caché aux militants et aux travailleurs. La LDJ est au Crif, ce que le FN est au PS. - ndlr)

L'organisation ne compterait qu'une cinquantaine de militants, même si elle en revendique bien plus. "*Ce sont surtout des adolescents perdus, des petites frappes issues de banlieue, pas des idéologues*", constate Laurent David Samama, journaliste et auteur d'une enquête sur le mouvement pour le magazine Technikart. Et pour cause, la plupart des cadres du mouvement ont déjà rejoint Israël, explique-t-il. Laissant à la LDJ pour seule revendication, la lutte physique. lexpress.fr 15.07

En complément. Une provocation minutieusement préparée par la Ligue de la défense juive.

La Ligue de la défense juive s'est servi de Twitter pour attirer les manifestants pro-palestiniens vers la synagosue de la rue de la Rocquette.

- Heurts entre pro-Palestiniens et pro-Israéliens: que s'est-il passé dimanche soir à Paris? - lexpress.fr

Les "*morts aux Juifs*" font écho aux "*Palestine, on t'encule*". Aux "*Allah Akbar*", ils répondent "*sales arabes*" ou "*sales nègres*". Entre 100 et 200 militants pro-Palestiniens et pro-Israéliens se sont affrontés dimanche après-midi en plein coeur de Paris, rue de la Roquette.

"*On a assisté à des scènes de guérilla urbaine d'une rare violence, témoigne une source policière interrogée par L'Express. Aucun des deux camps n'a cherché à calmer le jeu, tous s'estimant dans leur bon droit, et en quelques minutes les affrontements ont tourné à la bagarre générale*".

Qui a allumé le feu?

Difficile à savoir. Les sources policières évoquent des "*provocations de part et d'autres*" sans pour autant se mettre d'accord sur le déroulé précis des événements de dimanche après-midi. "*En se rendant au rassemblement organisé près de la synagogue, des militants pro-Israéliens sont passés aux abords du cortège et ont provoqué les manifestants en les insultant*", assure Stanislas Gaudon. Ils les auraient alors suivis jusque devant la synagogue, où les heurts ont éclaté, vers 17h30.

Une version qui diffère de celle d'une autre source policière: les manifestants pro-Palestiniens ne se seraient pas engagés dans la rue de la Roquette par hasard. "*Ils savaient qu'un rassemblement était prévu là-bas. En arrivant, la Ligue de défense juive [un groupuscule d'extrême-droite, ndlr] qui n'est pas connu pour être adepte de la méthode douce, les attendaient pour en découdre.*"

Sur les réseaux sociaux, plusieurs tweets et messages (effacés depuis) attestent que cette rencontre ne devait rien au hasard. Sur la page Facebook de la manifestation, des participants donnent à plusieurs reprises l'adresse et l'heure du rassemblement devant la synagogue. Idem du côté de la Ligue de défense juive: plusieurs membres ont fait savoir sur Twitter leur intention "*d'accueillir*" les manifestants. "*Tous savaient très bien ce qu'ils faisaient, explique une autre source policière. Ils venaient là-bas pour se battre*".

Les échauffourées auraient-ils pu être évités si le tracé de la manifestation avait été différent? "*C'est un malheureux concours de circonstances*", estime Stanislas Gaudon. La manifestation de soutien à la Palestine - déclarée à la Préfecture - est passée vers 17 heures place de la Bastille. Or, à 17h30, était prévu le rassemblement devant la synagogue, à quelques centaines de mètres de la place de la Bastille. Celui-ci, qui était "*plutôt un événement interne à la synagogue*" selon le syndicaliste, n'avait pas été déclaré. "*Le problème ce n'est pas tant la proximité, c'est le manque de réactions des forces de l'ordre, objecte un autre représentant syndical: on savait que certains éléments dans les deux camps allaient chercher la bagarre, on aurait dû réagir plus rapidement.*" lexpress.fr 15.07

La manifestation pro-israélienne n'avait pas été déclarée, elle était donc illégale, ses auteurs ne seront pas inquiétés ou poursuivis, le choix du lieu et de l'heure sachant qu'au même moment à proximité se tenait une manifestation pro-palestinienne ne tient pas d''un "*malheureux concours de circonstances*", mais d'une vulgaire provocation.

Quant au manque de réactivité de la police, il ne fut peut-être pas si naturel que cela au regard de l'exploitation qui a été faite par la suite de ces incidents par le gouvernement pro-israélien.

Commentaire d'un internaute

- "*Les manifestants pro palestiniens ont le droit de manifester leur solidarité avec le peuple palestinien, et la question est de savoir pourquoi à chaque manifestation pro palestinienne, il y a toujours des heurts avec les membres de la LDJ, l'Etat n'a-t-il pas pu interdire la LDJ d'être présent autour des manifestations pro palestiniennes afin d'éviter des heurts ? Y aurait-il une manipulation de la part de l'Etat afin de discréditer les soutiens à la Palestine qui prend de l'ampleur et que les pro israéliens cherchent à étouffer ?*"

A qui profite ces incidents d'après vous, à qui profite le crime, posez-vous la question et vous aurez compris pourquoi la LDJ n'est pas interdite en France et peut agir en toute impunité.

Il y a un autre aspect qu'on oublie souvent de citer, c'est que de telle opération peut contribuer à faire naître chez des membres de la communauté juive un racisme envers les Arabes ou l'alimenter, alors qu'ils ne le sont pas. C'est aussi un moyen de souder la communauté juive autour des instances (Crif notamment) qui prétendent la représenter, mais dans lesquelles de nombreux juifs ne se reconnaissent pas, y compris Israël.

L'UMP n'est pas en reste

- Incidents devant des synagogues: L'UMP demande d'interdire les manifestations de soutien à Gaza - 20minutes.fr

L'UMP a demandé mardi l'interdiction des manifestations de soutien à Gaza lorsqu'elles sont dirigées contre la communauté

juive française, après les incidents qui se sont déroulées dimanche devant deux synagogues parisiennes.

«*Le président de la République a dit que le conflit israélo-palestinien ne doit pas s'importer en France et, bien évidemment, on le soutient totalement sur cette ligne-là*», a déclaré à la presse le chef de file des députés UMP, Christian Jacob.

«*On attend du gouvernement et du président de la République les mesures les plus fermes (…) Il faut tirer les enseignements de ces manifestations: à partir du moment où les meneurs sont encore à l'initiative avec les drapeaux noirs agités devant les lieux de culte, il n'y a pas d'autre solution que de les interdire, de les disloquer, de les réprimer et de condamner fermement les meneurs*», a dit Christian Jacob.

Sur France Inter, Luc Chatel, secrétaire général intérimaire de l'UMP, a pris une position similaire. «*Le président de la République a notre soutien sur ce sujet, on ne peut pas accepter que ce conflit soit importé en France. Je demande au gouvernement qu'un certain nombre de manifestations et de rassemblements soient interdits et qu'il y ait une grande vigilance de la part des forces de l'ordre*», a-t-il déclaré. 20minutes.fr 15.07

EIIL, Riad et Doha alliés d'Israël contre le peuple palestinien.

Et le « *Jihad takfiri* » à Gaza ? - french.irib.ir

Le conflit, en cours ces jours-ci, entre la Résistance et les Sionistes, à Gaza, met en épreuve, une fois de plus, l'honnêteté des prédicateurs takfiris, dont le vrai visage avait été déjà connu de tout le monde. Maintenant, la population mondiale est en mesure de mettre en parallèle ce qui s'est passé en Irak et en Syrie avec ce qui passe ces jours-ci à Gaza. Elle peut bien constater le bilan des muftis takfiris. Personne n'a oublié comment Saleh Al-Hidan, mufti saoudien, a annoncé interdite, pendant la guerre de huit jours de Gaza, l'organisation de la manifestation en soutien à Gaza et la condamnation d'Israël. En plus, Abdelaziz Ale Cheikh, un autre mufti, a déclaré que le boycott des marchandises américaines et israéliennes était interdit et cela pour que les intérêts de l'Occident ne soient nullement touchés. Les enfants sans défense de la bande de Gaza sont massacrés alors que Mohammed Al-Arifi et Adnan Al-Arour restent silencieux. Ces deux personnes ont ordonné « *le Jihad pour le mariage* » en soutien aux terroristes en Syrie et vont de pays en pays pour collecter des aides destinées aux terroristes tandis qu'elles s'abstiennent de condamner les atrocités commises par le régime sioniste.

« *Notre priorité n'est pas de faire la guerre contre Israël mais de tuer les chiites* », ont annoncé les takfiris de Daesh. Selon le site web israélien « i24 », le groupe takfiri Daesh a annoncé qu'il ne combattrait pas Israël ni les Juifs car le Coran ne l'avait pas ordonné.Réagissant aux critiques, Nadal Nassiri, porte-parole de Daesh, a déclaré : « *La meilleure réponse se trouve dans le Coran. Là où Dieu parle des ennemis proches, autrement dit les hypocrites. Il dit que les hypocrites sont plus dangereux que les mécréants* ». Il arrive enfin à cette conclusion que les chiites sont hypocrites et que les sionistes sont mécréants. Alors, il faut combattre les chiites et non pas les sionistes !

Daesh et leurs sponsors takfiris n'ont jamais porté la moindre atteinte au régime sioniste mais ils ne cessent de faire plonger la région dans le chaos et d'insister sur la partition des pays musulmans. french.irib.ir 15.07

Daesh est synonyme d'EIIL ou EI.

ACTUALITE EN TITRES

Il fallait oser le sortir.

- Juncker : "*La monnaie unique protège l'Europe*" - LePoint.fr

Concentration du capital

- Tabac: mariage à 27 milliards de dollars entre Reynolds et Lorillard - AFP

- Téléphonie mobile: Apple et IBM s'allient pour s'attaquer au marché des entreprises - AFP

On se croirait à Minute.

- Minute de silence à l'Assemblée pour le légionnaire français tué au Mali - AFP

Question et réponse.

- Pourquoi Hollande déterre le droit de vote des étrangers - Francetv info

- Xavier Bertrand : « *Hollande veut que le FN soit le plus haut possible* » - Public Sénat

Les instituts de sondage font des miracles.

- Hollande en légère hausse à 20%, Valls baisse à 42%, selon Ipsos - Reuters

- Sarkozy: forte baisse de popularité (33%,-7), selon Ipsos AFP

- Nicolas Sarkozy rattrappé par Alain Juppé dans le coeur de sympathisants de droite - L'Express.fr

Ainsi va la dictature.

- Lourde condamnation pour l'ex-candidate FN qui avait comparé Taubira à un singe AFP

Anne-Sophie Leclère, ex-tête de liste FN aux municipales à Rethel (Ardennes), a été condamnée mardi par le tribunal de grande instance de Cayenne à neuf mois de prison ferme. AFP 15.07

On se fout évidemment du sort de madame Anne-Sophie Leclère.

Cela dit, Charlie Hebdo devrait être interdit et ses responsables et autres dessinateurs écoper au moins de la prison à vie pour avoir diffusé des caricatures infâmes sur bon nombre de personnalités, sauf que ce torche cul fait partie de la confrérie des anarchistes d'extrême droite et sert le régime. Tout comme la LDJ, il bénéficie de protection en haut lieu.

- Quatre mois ferme pour rébellion après la manifestation pro-palestinienne à Paris - Francetv info

- Les couvre-feux pour mineurs se multiplient - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos

- Libye: combats à Tripoli, risque d'une nouvelle guerre civile - AFP

- Plus de 25 morts après une bataille autour d'un village nigérian - Reuters

- Un attentat fait près de 90 morts en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

ECONOMIE

BRICS

- Banque de développement et fonds de réserve des BRICS créés - Reuters

Les chefs d'Etat et de gouvernement des cinq pays du groupe BRICS ont signé mardi un accord créant une nouvelle banque de développement chargé de financer des grands travaux et un fonds de réserve d'urgence communs, a annoncé la présidente brésilienne Dilma Rousseff mardi.

Cette dernière a précisé que la banque serait dotée d'un capital de départ de 100 milliards de dollars (74 milliards d'euros), partagé également entre les pays BRICS, qu'elle serait basée à Shanghaï et que son premier président serait indien.

Le mandat de cette présidence sera de cinq ans et, suivant un accord provisoire, la seconde présidence sera brésilienne, selon une source au fait des négociations.

Les pays BRICS, réunis au Brésil à l'occasion de leur sommet annuel, envisagent également de lancer un fonds de financement d'infrastructure commun doté d'un capital de départ d'une dizaine de milliards de dollars (7,4 milliards d'euros), a déclaré mardi à Reuters une source au fait des discussions.

Le fonds, qui pourrait devenir opérationnel à l'occasion du prochain sommet des BRICS en Russie en 2015, serait dans un premier temps financé par les fonds souveraines du Brésil, de l'Inde, de la Chine, de la Russie et de l'Afrique du Sud.

Il pourrait par la suite s'ouvrir aux fonds souverains de pays tiers, a ajouté la source. Reuters15.07

Haut de page

Le 17 juillet 2014

CAUSERIE

17 articles ont été ajoutés.

Une petite histoire indienne.

Récemment j'ai eu une discussion avec mon propriétaire à propos des gardiens de la résidence située à côté de chez moi. Ils disposaient d'un petit batiment mis à leur disposition par le propriétaire depuis une dizaine d'années. Il vient de leur signifier qu'il avait décidé de louer sa résidence et qu'ils devaient déguerpir au plus vite. Mais voilà, ils n'ont pas une roupie d'économie et ils ne savent pas où aller, qui plus est ils perdent en même temps leur travail, donc ils se retrouvent sans ressource pour vivre.

Leur propriétaire est très riche, il aurait pu faire un geste et leur verser une indemnité substantielle comme cela se fait généralement, sauf qu'il est pingre en plus et il ne leur versera pas une roupie.

Mon propriétaire (franco-indien) trouve cela normal en m'expliquant que leur propriétaire ne leur doit rien, que la loi est de son côté, il me prend à témoin en me disant que placé dans la même situation j'agirais sans doute de même.

Sur le coup, je l'ai écouté, et sans vouloir le contredire j'ai pris la défense de ces malheureux qui se retrouvaient dans une situation fort embarrassante. Il m'a répliqué que la loi était la même pour tous et nous en sommes restés là.

Quelques jours plus tard j'ai repensé à notre conversation et je me suis dit que la loi était mal faite, qu'elle était faite par les riches pour les riches qui disposaient à leur convenance de serviteurs ne bénéficiant d'aucun droit, et que l'attitude de mon propriétaire n'avait rien d'étonnant puisqu'il appartenait à la même classe de privilégiés que le propriétaire de ces gardiens, en fait la femme est l'une des soeurs de ma seconde compagne Selvi.

Depuis je n'ai pas revu mon propriétaire. Quand je déménagerai je lui rappellerai cette conversation, et je lui expliquerai simplement pourquoi je ne pouvais pas partager son point de vue, parce que je ne peux pas défendre une loi qui est faite pour les riches, et je comprends très bien pourquoi il la revendique puisqu'il est lui-même un nanti.

Que ce soit dans le combat politique ou dans la vie quotidienne, on doit avoir le même comportement et défendre les mêmes idées, et si dans la vie quotidienne on rencontre tant de problèmes avec notre entourage ou les gens qu'on est amené à croiser, c'est parce que jusque dans leur comportement quotidien ils adoptent les idées ou les rapports que veut nous imposer la classe dominante auxquels on ne peut pas adhérer sous peine de nous renier ou de ne pas être à la hauteur de notre idéal.

Adopter une telle attitude, ce n'est pas faire preuve d'un manque de tolérance même si c'est faire preuve d'intransigeance, ce qui est tout à fait compréhensible et normal, car c'est tout quand même notre droit d'être cohérent avec nous-même et les idées que l'on défend. Ce qui ne l'est pas en revanche, c'est d'exiger de nous qu'on y renonce au profit d'idées dans lesquelles on ne se reconnaît pas ou de nous vouloir nous contraindre d'adopter un comportement qu'on désapprouve. Il faut avoir le courage de défendre ses idées en toutes circonstances que cela plaise ou non.

Désolé de ne pas vous raconter de belles histoires qui finissent bien. Quoique le propriétaire à l'origine de ce lotissement pour nantis où j'habite (plus pour très longtemps) va mettre à la disposition de cette famille à la rue une parcelle de terrain équipée et une petite maison rudimentaire en échange des services qu'elle lui rendra.

De mon côté, je viens d'apprendre qu'en soudoyant le responsable du bureau du cadastre où se trouve le terrain que je vais

acheter, en frais d'enregistrement je ne paierai que 7.500 roupies au lieu de 94.000, plus les 10.000 roupies que je lui verserai. L'entourloupe consiste à considérer à l'origine ce terrain comme une parcelle d'un terrain agricole qui a une moindre valeur qu'un lotissement destiné à être vendu en parcelles, alors qu'en réalité, cela en est un, mais comme personne jusqu'à présent n'a enregistré sa parcelle, ce terrain est toujours considéré comme un terrain agricole. C'est un fonctionnaire qui se charge de l'enregistrement des ventes de terrains qui nous a mis sur le coup hier, je devrai aussi lu verser quelque chose, bref, une bonne opération tout de même, les temps sont durs ! La redistribution des richesses revue et corrigée dont l'Etat corrompu jusqu'à l'os fera les frais.

On appelle cela de la corruption de fonctionnaire, le sport favori des Indiens auquel je dois m'adonner, mais c'est pour la bonne cause, car cela me permettra d'aider Kumar à arranger sa maison à moitié en ruine, le frère de Selvi.

L'aviez-vous relevé ?

La gauche est morte nous dit-on, spontanément on a envie de s'exclamer que ce serait salutaire pour le mouvement ouvrier si cela était effectivement le cas et qu'il devait renouer avec le socialisme, mais le plus cocace si l'on veut, c'est que ceux qui s'en lamentent ou qui étalent ainsi leur désespoir en sont tous issus. En réalité, ils sont nostaliques de cette gauche qui était déjà corrompue jusqu'à la moelle par le capitalisme ou qui était passée dans le camp de notre ennemi de classe. Leur démonstration est révélatrice, elle a valeur d'aveu et les condamne au même sort.

Sachant qu'il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme, qu'en la matière il n'existe pas de demi-mesures, entre la propriété privée et la propriété collective des moyens de production, entre l'Etat bourgeois ou capitaliste et l'Etat ouvrier ou socialiste, tous ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs ou du socialisme sont condamnés, soit à adopter le capitalisme, soit à adhérer au socialisme, c'est imparable, cruel pour beaucoup et d'une terrible efficacité, car au fil du temps les charlatans, aventuriers, traîtres, conciliateurs et opportunistes en tous genres sont démasqués et confrontés à ce dilemme : s'adapter de plus en plus profondément au capitalisme et ses institutions ou rompre avec eux pour avancer sur la voie du socialisme.

Dans une précédente causerie on avait relevé à propos de la question palestinienne, que tout ce que compte la pseudo-gauche loin de rompre avec le capital et ses institutions s'en remettait à l'UE et à l'ONU, donc qu'ils étaient (tout autant) étrangers au socialisme et qu'ils ne pouvaient pas proposer aux travailleurs une politique conforme à leurs intérêts car étant soumis au capitalisme et ses institutions. Les faits, rien que les faits, une épreuve impitoyable à laquelle personne n'échappe.

Le chiffre du jour. 222.

Au total 222 Palestiniens ont été tués et plus de 1.600 blessés, en neuf jours d'offensive, selon un dernier bilan des services d'urgences palestiniens. Côté israélien, un civil de 37 ans a été tué par un tir de roquette près de la frontière de Gaza. Selon Israël, plus d'un millier de roquettes ont atteint son sol en neuf jours et plus de 250 ont été détruites par le système de défense Iron Dome.

Au moins 25 Palestiniens dont huit enfants ont été tués mercredi, selon les secours palestiniens. Quatre des enfants ont péri dans un bombardement qui a détruit une cahute de pêcheurs sur une plage de la ville de Gaza, près du port, où se trouvait un groupe d'enfants, tout près d'un hôtel utilisé par les journalistes. 20minutes.fr 16.07

La dictature néolibérale et sioniste en marche en trois actes.

1- La poudre. Israël : l'exécutif craint une montée des tensions en France - LeFigaro.fr

2- La mèche. En France, l'Intérieur veut encadrer les manifestations propalestiniennes - LeFigaro.fr

3-Le détonateur. La police veut interdire un manifestation pro-palestinienne à Paris - Francetv

Epilogue. Circulez il n'y a rien à voir !

Mobilisation pro-palestienne.

- Paris : rassemblement pacifiste contre Israël ce mercredi - LeParisien.fr

Quelques centaines de personnes se sont réunies ce mercredi après-midi à proximité de l'Assemblée Nationale pour protester contre l'intervention militaire menée par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens.

Tandis que les deux précédents rassemblements (le 8 juillet Place Saint Michel puis le 14 juillet aux abords de la Place de la

Bastille) avaient donné lieu à des débordements, une foule de tous âges et multiconfessionnelle s'est rassemblée dans le calme hier, sous une forte présence policière, à l'appel de plusieurs organisations syndicales – dont la CGT – et d'associations de soutien à la Palestine.

Les participants, qui ont regretté le traitement « *déséquilibré* » réservé par les médias français depuis le début du conflit, ont multiplié les slogans appelant au boycott de l'Etat d'Israël, ciblant les chancelleries occidentales (les Etats-Unis et la France en tête) pour leur « *complicité* » dans le déroulement de « *génocide organisé* ».

«*Le peuple palestinien est victime d'un double silence* », explique Icham, un jeune employé de restauration âgé de 28 ans, qui dit n'avoir « *manqué aucun* » des précédents rendez-vous parisiens. « *Il y a non seulement le silence de la communauté internationale qui n'a pas le courage de prendre des sanctions fortes contre Israël, et celui des médias français, plus enclins à raconter le quotidien des israéliens que de celui des populations endeuillées qui vivent le martyr* ».

Les puissances occidentales cristallisent le ressentiment

« *Vous foutez quoi les médias ?* », s'indigne Isabelle, professeur de géographie de 25 ans tout juste diplômée. « *Que l'on allume la télé, la radio ou qu'on, lise les journaux, il n'y a de place que pour le quotidien de la population israélienne. Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de reportages dans les territoires. On approche les 200 morts. Il vous faut quoi de plus ?* »

Même si l'incompréhension du traitement médiatique occupe les esprits, c'est bien le rôle joué par les puissance occidentales dans ce nouveau conflit qui cristallise le ressentiment général. « *Je suis citoyen français et de confession juive, explique Nathan, un libraire de 61 ans. Je suis aussi choqué par la politique menée par mon pays de cœur, que par l'immobilisme de François Hollande. Une paix est possible au Proche-Orient, mais il faut qu'une figure politique incarne cette volonté forte, comme Rabin, Clinton et Arafat l'ont fait à leur époque. Mais aujourd'hui, tout le monde regarde ailleurs* ». (Tu parles ! C'était l'orientation politique des organisateurs de ce rassemblement que nous avons dénoncée hier. Que les médias la répercute ainsi n'a rien d'étonnant puisqu'ils la partagent, le gouvernement aussi. - ndlr)

Après quelques prises de paroles de différents responsables syndicaux, le rassemblement s'est lentement dispersé peu avant 20 heures, aux abords de l'esplanade des Invalides. LeParisien.fr 16.07

Un rassemblement appelé par des dizaines de partis et organisations, associations qui ne réunit que quelques centaines de personnes, un millier ou un peu plus, à croire qu'aucun n'a mobilisé ses troupes pour y participer, le service minimum pour se donner bonne conscience sans plus, c'est misérable.

Mercredi, ils étaient près de 1500 à Lille, selon la Voix du Nord. Mais aussi plusieurs centaines à Lyon, près de 400 à Paris, quelque 200 à Nantes, une centaine à Strasbourg, précise l'AFP. Les manifestants, dont certains s'étaient enroulés dans le drapeau palestinien, ont proféré des slogans de soutien à Gaza et d'autres hostiles à la politique israélienne.

Devant la mairie de Lyon, les formules "*Gaza, on est là*" ont alterné avec les exclamations "*Israël assassin*" ou "*boycott Israël*". Un nouveau défilé est programmé samedi au départ de la place Bellecour. Francetv info et AFP 16.07

Incidents à Paris dimanche dernier à la fin de la manifestation pro-palestinienne. Suite.

Une provocation minutieusement orchestrée mais maladroitement assumée.

Francetvinfo.fr- Tout commence aux alentours de 18 heures, alors que la manifestation se dissipe, place de la Bastille. Des groupes se dirigent toutefois dans les rues voisines, notamment en direction de la synagogue de la rue Tournelles, et surtout de celle de la rue de la Roquette. Les organisateurs disent avoir prévenu à ce moment-là la police, mais la préfecture de police n'en a pas tenu compte, explique l'hebdomadaire Marianne : "*Détail important : s'ils avaient su, les responsables du maintien de l'ordre auraient forcément barré l'accès à la rue*" de la Roquette. Cette vidéo postée par Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général du Conseil national du numérique, montre des manifestants résolus à se battre. francetvinfo.fr 16.07 (Le ministère de l'Intérieur et ses services de renseignement ont l'oeil sur Twitter, Facebook, etc, qu'ils ne prétendent pas le contraire ce serait un grossier mensonge, et là comme par hasard ils sont passés à côté des appels de la LDJ. - ndlr)

"*J'ai vu des membres pro-palestiniens s'armer avec tout ce qu'ils trouvaient à leur portée*", explique une voisine, citée par Metronews. "*Des bouteilles, des chaises et même les lattes d'un sommier qu'ils ont dépecé dans la rue*", énumère-t-elle. Reste à savoir s'ils ont délibérément choisi de s'engager en direction de la synagogue ou s'ils ont répondu à des provocations.

Ces 200 ou 300 manifestants pro-palestiniens sont attendus. (De quelques dizaines au départ selon la police, ils sont devenus 100, puis 200, 300. - ndlr). Aux abords de la synagogue Isaac Abravanel, une centaine de membres de la LDJ sont prêts à en découdre (Ah tout de même, ils étaient venus en nombre les fachos. - ndlr). Pendant la journée, en effet, des appels auraient circulé sur les réseaux sociaux, selon i-Télé. (Pourquoi employer le conditionnel alors que c'est avéré et vérifiable ? - ndlr)

L'un des administrateurs de la synagogue précise à France 24 que "*des jeunes de la Ligue de la défense juive et du Betar sont aussi venus pour assurer la sécurité des lieux*", en marge d'un rassemblement en soutien aux habitants d'Israël organisé en présence du grand rabbin. (Les langues se délient, car jusqu'à présent personne n'avais parlé de cette manifestation pro-sioniste. -ndlr) Si la vidéo précédente montre l'agressivité des militants pro-palestiniens, celle-ci indique que la LDJ n'est pas en reste pendant les affrontements. (Figurait ensuite dans cet article une vidéo dans laquelle on pouvait voir la milice d'extrême droite LDJ à l'oeuvre. - ndlr)

Pour sa défense, la LDJ explique que ces images ne présentent que la fin d'un affrontement long de 30 minutes. Et que les armes portées par ses membres ont été jetées "*sur la synagogue et ses fidèles par les assaillants peu de temps avant !*" Un détail qu'il est difficile de vérifier. (Ben voyons, parce qu'il faudrait les croire peut-être ? Quelle mansuétude ! - ndlr)

D'ailleurs, certains témoignages accusent ces jeunes d'avoir provoqué les manifestants, un peu plus tôt. "*Sur le boulevard Beaumarchais, à la hauteur du croisement Chemin vert, quatre ou cinq types de la Ligue de défense juive juchés sur un banc, entourés de CRS, jetaient des projectiles et insultaient les manifestants*", explique Michèle Sibony, vice-présidente de l'Union juive française pour la paix (UJFP), citée par Le Nouvel Observateur.

Enfin, le rôle des CRS est également au cœur des interrogations, car ils ne sont pas intervenus dès le début des échauffourées. Interrogée par France 24, la préfecture de police explique que "*les CRS n'agissent que sur ordre* (Et ils avaient reçu ordre de laisser faire pour pouvoir exploiter ensuite politiquement ces incidents en faveur d'Israël, CQFD. - ndlr). *On leur a certainement demandé de rester en place pour éviter que le conflit ne déborde dans les rues adjacentes ou que la synagogue de la rue de la Roquette soit prise d'assaut.*" Peu après leur intervention, la rue a été vidée et bloquée, permettant le retour au calme. francetvinfo.fr 16.07

L'étau se resserre. Taubira : A Cayenne ! A moins que ce ne soit la liberté d'expression.

A l'issue de la "*réforme pénale*" mise en oeuvre par le gouvernement, en dehors des crimes sexuelles et des lourdes peines pour homicide, la plupart des délits (vol, harcèlement, trafic de drogue, propos diffamatoire, etc.) seront sanctionnés par des peines excluant le passage par la prison. On n'a pas le temps ici de s'étendre sur ce sujet.

Cela dit, quand on a à l'esprit ce volet de cette "*réforme pénale*" et qu'on apprend qu'une personne (peu importe qui elle est) est condamnée à 9 mois ferme de prison pour un geste à caractère raciste, on ne comprend plus, sans parler du fait qu'il faudrait multiplier par 10 ou 100 le nombre de prisons en France pour enfermer toutes les personnes qui tiennent un jour ou l'autre des propos racistes, en admettant qu'ils le soient vraiment mais c'est autre chose.

Si pour une simple insulte on risque la prison ferme, c'est d'une extrême gravité, cela signifie que la liberté d'expression est plus que menacée en France, elle est en voie d'abolition pour céder la place à une dictature implacable.

L'affaire est très sérieuse et doit être traitée comme telle. On va encore nous rire au nez ou nous prendre pour des gauchistes qui exagèrent toujours l'imminence d'un danger qui n'existerait pas, mais hélas les faits nous donne raison au fil des mois.

Vous me direz qu'à plusieurs reprises j'ai brocardé ceux qui se livraient en permanence à des conclusions alarmantes sur la situation, du style le régime ou la Ve République est à l'agonie, parce que leur démonstration n'était pas étayée ou pas suffisamment ce qui rendait leur discours inaudible et incohérent, qui plus est parce qu'ils refusaient et refusent toujours de mener le combat sur tous les fronts, y compris idéologique comme nous le faisons autant que faire se peut en fonction du temps dont je dispose.

Une fois de plus cette affaire se traduit par une confusion des rôles qui profitent sur le fond à la réaction, la pseudo-gauche lui servant d'aiguillon comme à l'accoutumé désormais, ce qui signifie qu'en feignant de défendre une cause juste, en réalité une fois de plus elle se met au service de la pire réaction qui consiste en l'occurrence à museler la liberté d'expression de la population, donc du mouvement ouvrier, la vôtre et la mienne, étendant le champ de la diffamation ou de l'insulte à toute parole ou acte considéré comme tel par un juge, qui a le pouvoir de vous envoyer ou non en prison selon des critères subjectifs qui relèvent de la morale, qui comme chacun sait n'est pas anodine mais a un caractère de classe, ajoutons en fonction du contexte politique du moment ou des besoins du gouvernement ou du régime.

Les déclarations qui suivent illustrent la complémentarité qui existe entre le PS et le FN, tandis que l'UMP s'en sort très bien.

Quant au fonctionnement de la justice et sa soi-disant indépendance, une pure vue de l'esprit, elle est totalement bafouée dans cette histoire quand on sait que c'est le mouvement indépendantiste guyanais Walwari créé par Madame Taubira en 1993 qui est à l'origine de cette plainte, et que cette affaire a été jugée... à Cayenne ! C'est en somme comme si madame Taubira elle-même avait jugé cette affaire.

On a envie de dire qu'il faudrait peut-être rouvrir le bagne rien que pour y enfermer madame Taubira pour atteinte intolérable à la liberté d'expression, afin qu'on n'entende plus jamais parler d'elle.

- La réforme pénale sur le point d'être adoptée définitivement par le Parlement - AFP

- Propos racistes : le tribunal de Cayenne a jugé «*selon le Code pénal*» pour Taubira - Liberation.fr

- Propos racistes contre Taubira : une peine lourde mais conforme à la loi - LeFigaro.fr

- Propos racistes contre Taubira : une condamnation qui fait réagir - Public Sénat

- Taubira comparée à un singe: le FN et son ex-candidate font appel - AFP

- L'ex-FN condamnée à 9 mois ferme: "*On me fait passer pour la plus grande criminelle de France*" - L'Express.fr

L'ex-candidate FN aux municipales à Rethel (Ardennes) va pour sa part faire appel de sa condamnation à neuf mois de prison ferme. «*C'est totalement disproportionné, j'ai été très choquée d'apprendre ce jugement. Les criminels sont condamnés et ont un bracelet et moi on me donne de la prison ferme*», a déclaré Anne-Sophie Leclère, condamnée mardi par le tribunal de grande instance de Cayenne.

«*Je n'ai pas tenu de propos racistes, j'ai juste reçu un photomontage sur Facebook dont je ne suis pas l'auteur. Je ne suis pas raciste*», a affirmé l'intéressée, d'un ton empreint de colère contenue. «*C'est une injustice, c'est un jugement partisan et politique*», a-t-elle ajouté.

«*On n'a trouvé aucun avocat pour nous représenter à Cayenne et je n'avais pas les moyens de me payer le billet d'avion*», a expliqué Anne-Sophie Leclère au sujet de son absence au tribunal de Cayenne, saisi d'une plainte du mouvement guyanais Walwari destinée à «dénoncer le fond idéologique d'extrême droite du parti de Marine Le Pen».

«C'est disproportionné», a réagi son avocat, Me Jacques Erb, du barreau de Paris. «*Je dénie le caractère raciste*», a-t-il souligné: «*Elle n'aime pas Mme Taubira car Mme Taubira était une indépendantiste, ça n'a rien à voir avec le racisme.*»

Le 17 octobre, un reportage de l'émission Envoyé spécial sur France 2 avait montré cette commerçante de 33 ans, encartée au FN depuis 2012, propriétaire d'un magasin d'articles de pêche à Rethel, dans les Ardennes, qui s'efforçait de monter une liste pour les élections municipales dans cette ville de quelque 7 500 habitants.

Questionnée alors sur un photomontage qu'elle avait placé sur sa page Facebook et qui montrait d'un côté un petit singe et de l'autre la garde des Sceaux, avec les légendes «*à 18 mois*» et «*maintenant*», Anne-Sophie Leclère l'avait assumé, assurant que ça n'avait «*rien à voir*» avec du racisme. AFP 16.07

Pour info, elle fut exclue du FN sur le champ.

«*Nous avions condamné ce qu'avait fait et dit à l'époque Mme Leclère, elle avait été exclue dans l'heure du Front national, désinvestie de sa position aux élections municipales. Très bien. Qu'elle soit condamnée politiquement, nous l'avons fait. Qu'elle soit condamnée judiciairement, probablement, mais pas dans ces proportions. C'est grotesquement disproportionné, ça n'a strictement aucun sens*», a-t-il encore estimé.

«*On voit bien que c'est un jugement politique. C'est le mouvement Walwari créé par Madame Taubira en 1993 qui est à l'origine de la plainte à Cayenne*», a souligné le vice-président du Front national, qui a «*le sentiment que la justice de Madame Taubira est impitoyable quand elle est victime mais qu'elle est beaucoup plus laxiste et douce quand ce sont d'autres victimes.*» liberation.fr 16.07

Qu'il ne s'en fasse pas au FN, ce jugement fera jurisprudence et demain ce sera le mouvement ouvrier qui sera visé...

A l'UMP, le sénateur Jean Bizet juge la décision disproportionnée pour « *une blague de potache.* »

A gauche, on se réjouit même d'une telle décision.

"*Comparer Christiane Taubira à une guenon, c'est parfaitement révoltant, inadmissible et c'est condamnable*", a déclaré Stéphane Le Foll mercredi sur France 2. lexpress.fr 16.07

« *C'est une très bonne leçon car certains pensent qu'ils peuvent dire ce qu'ils veulent sur internet* » a expliqué la sénatrice EELV Esther Benbassa admettant tout de même une condamnation « *un peu lourde* ».

« *Si le pays ne manifeste pas avec fermeté le fait qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir, le racisme va devenir ordinaire* » a justifié pour sa part la sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann. Public Sénat 16.07

Pour le maire de Nice Christian Estrosi, la "*condamnation pour propos contre Taubira est juste car ils sont inadmissible. Mais la justice doit être la même pour toutes les insultes*". Public Sénat 16.07

Eric Ciotti (UMP) va encore plus loin en évoquant des propos "*inadmissibles et honteux*" ainsi qu'une "*condamnation totalement justifiée*".

De son côté Nadine Morano s'est contenté d'un parallèle avec l'affaire qui l'oppose à l'humoriste Guy Bedos : " *9 mois ferme pour avoir traité Taubira de singe, j'espère que pour m'avoir traitée de salope Bedos sera logé à la même enseigne*".

François Bayrou, enfin, semble trouver la mesure en adéquation avec la nature des faits reprochés. Il s'agit d'une "*occasion de rappeler à ceux qui se livrent à de tels propos que ce n'est pas seulement interdit par la décence et la morale mais aussi par la loi*", a fait observer le président du Modem dans des propos rapportés par le site France TV Info. lexpress.fr 16.07

La police de la pensée monte la garde, ces gens-là osent parler de morale dans un pays en proie au chômage de masse qu'ils doivent estimer conforme à la morale, ou encore l'accroissement exponentielle des inégalités sociales compatible avec leur morale (de classe) qu'ils voudraient nous imposer.

Ce sont eux qui sont responsables du racisme, de la xénophobie, etc. en étant à l'origine avec leur politique de tous les problèmes sociaux que rencontrent les travailleurs, pour les diviser, faire en sorte que toutes les couches de la société s'affrontent entre elles au détriment de la lutte de classes, de toutes les dérives sectaires ou les manifestations d'intolérance envers certaines communautés ou minorités pour les avoir stigmatisées, encouragées, alimentées en permanence.

Ultra-riches !

- Les ultra-riches sont encore plus riches que ce qu'on pensait - slate.fr

Philip Vermeulen, économiste à la Banque Centrale Européenne, a publié une étude selon laquelle les 1% les plus riches en Europe et aux Etats-Unis détiennent une part encore plus importante de la richesse nationale de leurs pays respectifs que ce qui avait été précédemment documenté.

Par exemple, la dernière enquête menée par la Federal Reserve en 2010 sur les revenus des ménages aux Etats-Unis indiquait que les 1% des citoyens américains les plus riches concentraient 34% de la richesse nationale. Or, selon la nouvelle étude de Philip Vermeulen, ils en accapareraient en réalité 37%.

Le différentiel entre l'enquête de l'économiste et les données précédemment établies atteint des sommets dans différents pays européens. En Allemagne, les 1% les plus riches détiendraient 33% de la richesse nationale, et pas 24%; en Italie, 20%, et pas 14%; aux Pays-Bas, 17% et pas 9%. En France la variation est faible, passant de 18% d'après les précédents sondages, à 19% d'après la nouvelle étude.

D'après Philip Vermeulen, il était nécessaire de mieux documenter cette concentration des richesses, car les précédentes enquêtes manquaient de précision du fait du faible taux de réponse des ménages ultra-riches. Dans son étude, l'économiste de la BCE a compensé ce biais irréductible en prenant en compte le classement Forbes des individus les plus riches de la planète, et en combinant ces données à celles de l'enquête sur les Finances des consommateurs aux Etats-Unis réalisée par la Federal Reserve, et l'enquête sur les finances et la consommation des ménages en Europe.

«*Les résultats indiquent clairement que les enquêtes sur les estimations de richesse sont très susceptibles de sous-estimer la richesse au sommet de la pyramide. Cela s'explique par le taux de non-réponse auquel on ne peut remédier par des rééquilibrages sur la base d'échantillons d'observations*», écrit Philip Vermeulen dans son rapport.

Ces nouvelles données confirment les propos du milliardaire Warren Buffet, interviewé en 2005 par la CNN: «*Il y a une lutte des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette lutte, et nous sommes en train de la gagner*». slate.fr 16.07

Que sa classe la mène, on ne le contestera pas, mais qu'elle soit "*en train de la gagner*, c'est une autre affaire, "*rira bien qui rira le dernier*" (Lénine)

ACTUALITE EN TITRES

La quincaille des nantis !

- BMW rappelle quelque 1,6 million de voitures dans le monde - AFP

En famille.

- Manuel Valls rencontre les "*ex*" Premiers ministres de droite - L'Express.fr

Au Karcher!

- A l'UMP, on nettoie le plus gros - Liberation.fr Le bureau politique de l'UMP entérine une quinzaine de départs - Liberation.fr

- L'UMP licencie trois proches de Copé pour « *faute grave* » - LeMonde.fr -

Ainsi va le vieux monde...

- L'UE échoue à nommer ses dirigeants - Libération.fr

- Ukraine: l'UE et les Etats-Unis durcissent leurs sanctions contre la Russie - AFP

- Un tribunal de Stockholm maintient le mandat d'arrêt contre Assange - AFP

Stratégie du chaos

- Centrafrique : désastre humanitaire - Francetv info

- Libye: Un pays en pleine guerre civile qui «*se dirige droit vers la guerre totale*» - 20minutes.fr

- Pakistan: au moins 13 morts dans des tirs de drone américains - AFP

Haut de page

Le 18 juillet 2014

CAUSERIE

La résistance héroïque du peuple palestinien incarne la résistance du prolétariat mondial contre le néolibéralisme dont le sionisme est un volet le bras armé au Moyen et Proche-Orient. Solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien, à bas Israël ! Dehors l'occupant, pour une République sociale palestienne.

Le chiffre du jour. 246.

Cinq Palestiniens, dont un bébé, ont été tués depuis le début de l'opération terrestre, portant à au moins 246 le nombre de Palestiniens tués depuis le début de l'opération israélienne «*Bordure protectrice*» à Gaza le 8 juillet. Plus de 1.770 personnes, en majorité des civils, ont en outre été blessées, selon les services d'urgence locaux.

L'armée israélienne a commencé à bombarder très intensivement la bande de Gaza par air, depuis la mer et avec des tirs de chars massés à la frontière vers 22h (21h, heure française). 20minutes.fr 17.07 «*Bordure protectrice*» est la traduction romancée de l'opération israélienne "*Roche invincible*" autrement plus agressive en réalité.

Valls Premier ministre d'Israël.

Bien que depuis 4 jours les témoignages et les éléments matériels accumulés prouvent que les incidents de dimanche dernier à la fin de la manifestation parisienne pro-palestinienne ont été minutieusement orchestrés par la milice fasciste La Ligue Défense Juive (LDJ), Valls persiste et signe à désigner les manifestants pro-palestiens comme étant les auteurs des affrontements qui ont eu lieu devant la synogogue de la rue de la Roquette, menaçant hier devant le Sénat lors des questions au gouvernement de recourir à l'interdiction de manifestations pro-palestiniennes, l'objectif de la provocation de la LDJ ou d'Israël.

L'AFP l'a confirmé hier à sa manière en rappelant que "*certains manifestants (...) s'étaient rendus à proximité de cette synagogue*" où les attendaient "*des membres de la Ligue de défense juive (LDJ).* ", les centaines de manifestants pro-palestiniens évoqués dans les portails sionistes et sur Twitter s'étant évaporés pour ne jamais avoir existé.

Le journal britannique *The Daily Mail* rapporte : "*Schocking scenes as150 Jewish men go on rampage in Paris streets and clash with pro-Palestinian demonstrators.*

- About 150 men took to the streets with metal bars and sticks

- None were arrested despite going on the rampage in front of police..."

Traduction :

Scènes choquante : 150 juifs saccagent les rues de Paris et s'affrontent avec des manifestants pro-palestiniens.

- Environ 150 hommes dans les rues munis de barres de fer et de bâtons.

- Pas un ne sera arrêté en dépit de leurs dépradations commises devant la police...

Ailleurs certains témoins fourniront des chiffes encore différents, mais là n'est pas l'essentiel.

Cet article est disponible dans le portail Le Grand Soir à la date du 17 juillet

On comprend pourquoi l'AFP a soudain minimisé le nombre de manifestants pro-palestiens qui se sont rendus devant la synagogue de la rue de la Roquette, pour ne pas avoir à mentionner le nombre plus importants de fachos de la LDJ qui les attendaient que celui qui avait été avancé jusque là.

Un autre article cette fois de Marianne confirme que parmi les centaines de manifestants qui s'étaient engouffrés dans les rues adjacentes ont été contenus par les CRS et que seule une poignée sont parvenus jusqu'à la synagogue de la rue de la Roquette. Extrait d'un autre article du portail Le Grand Soir :

Laissons la parole à Frédéric Ploquin, inconnu pour une quelconque passion pour la cause palestinienne, il est journaliste à Marianne un hebdomadaire qui n'est pas « *La France Juive* » de Drumont. Ploquin rapporte :

« *Place de la Bastille, la dispersion commence, accélérée par une ondée, lorsque des jeunes décident de s'en prendre aux forces de l'ordre. De petites grappes s'engouffrent vers les rues adjacentes. Se donnent-ils le mot ? Ils sont entre 200 et 300 à marcher en direction de la synagogue de la rue de la Roquette… où se tient un rassemblement pour la paix en Israël, en présence du grand rabbin. Les organisateurs affirment avoir alerté le commissariat de police, mais l'information n'est apparemment pas remontée jusqu'à la Préfecture de police. Détail important : s'ils avaient su, les responsables du maintien de l'ordre auraient forcément barré l'accès à la rue.*

Les choses se compliquent très vite, car les manifestants ne sont pas les seuls à vouloir en découdre. Une petite centaine de membres de la LDJ (Ligue de Défense Juive) sont positionnés devant la synagogue de la rue de la Roquette, casques de moto sur la tête et outils (armes blanches) à portée de main. Loin de rester passive, la petite troupe monte au contact des manifestants, comme ils l'ont déjà fait lors d'une manifestation pro-palestinienne organisée Place Saint-Michel quelques jours auparavant. On frôle la bagarre générale, mais la police parvient à s'interposer. Les assaillants refluent vers le boulevard, tandis que les militants juifs reviennent vers la synagogue. »

Passons au compte rendu publié sur son site par RTL :

« *Selon la préfecture de police, ces heurts étaient dus à de petits groupes de jeunes gens qui ont été 'facilement contenus'. Il y a eu six interpellations. Un certain nombre de manifestants pro-palestiniens ont toutefois tenté de se rendre vers des synagogues voisines, rue de la Roquette et rue des Tournelles, a-t-on dit à l'AFP de source policière. Des CRS sont intervenus pour les repousser et mettre fin à un 'début d'échauffourée' avec des membres de la communauté juive devant la synagogue de la Roquette, ce qui a permis d'éviter toute intrusion dans les lieux de culte, a-t-on ajouté.* » (La véritable histoire de la synagogue

qui (n') a (pas) été attaquée - Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 17.07)

L'auteur de cet article poursuit :

Cet appel à « *contre* » manifester lancé par la LDJ, celui évoqué par Frédéric Ploquin ne fait aucun doute, on le trouve sur Twitter et, le 9 juillet, lors d'une manifestation pro-palestinienne à Saint Michel, la faible troupe présente a bien été attaquée par la LDJ. Dans l'affaire de la rue de la Roquette il faut se demander pourquoi les « *forces de l'ordre* » n'ont pas été plus préventives en barrant la rue de la Roquette afin d'éviter les affrontements ? Mais voici la copie d'un de ces tweets invitant à la bagarre. :

israel_mon_pays - 13 juillet 2014 13h59

Tous ceux qui parlent sur twitter... soyez présents cet aprem!! 17h30 synagogue de la Roquette métro Voltaire que vous soyez pro palos ou juifs (cadeau de bienvenue pour les palos)

Rapporté par Abdelkrim Branine, pilier de Beur FM et journaliste connu pour sa rigueur, voici le témoignage d'un membre du service d'ordre de la manif « *pro Palestine* » :

« *Hier en fin de manifestation, nous nous sommes postés sur la place de la Bastille côté rue de la Roquette en prévision d'une attaque de la Ligue de Défense Juive suite aux mises en garde de la police. Après l'agression ayant ciblé un rassemblement de soutien à la Palestine mercredi dernier à Saint-Michel, la milice sioniste avait promis, via ses réseaux sociaux de 's'en prendre à toutes les manifestations pro-palestiniennes'. Nous étions une vingtaine, tous identifiés et membres du service d'ordre.*

Suite à la fermeture du métro Bastille, plusieurs manifestants ont décidé de s'orienter vers le métro Voltaire. Nous leur avons conseillé de prendre plutôt la direction de Ledru-Rollin mais certains ne nous ont pas écoutés. A peine arrivés au milieu de la rue de la Roquette, ces personnes (essentiellement des familles), identifiées par leurs keffiehs et drapeaux, se sont faites accueillir par des insultes et des projectiles provenant du rassemblement sioniste derrière deux lignes de CRS.

Deux personnes sont revenues nous prévenir. Nous avons donc décidé d'aller ramener ceux qui stagnaient encore à proximité de la synagogue de la Roquette afin d'éviter tout débordement. Nous y sommes allés discrètement pour éviter que les centaines de jeunes, déjà échaudés par les précédentes provocations ne nous suivent. Ce qui serait devenu incontrôlable. Arrivés à une cinquantaine de mètres du rassemblement, une femme, la quarantaine, nous traite de 'sales pro palos', hurle 'Israël vaincra' s'empare d'une chaise d'une terrasse de café et la jette sur notre ami T. Elle s'enfuit ensuite en courant vers le rassemblement de la LDJ et passe, sans difficultés les deux lignes de CRS. Nous ne répondons pas à la provocation et continuons à avancer. Nous nous retrouvons alors sous une pluie de projectiles (tessons de bouteille, bouts de bois, casques etc.).

Surexcitée, la cinquantaine de militants de la LDJ 'mime' de forcer le barrage de police en agitant des drapeaux israéliens. Une première altercation a lieu. La police les laisse faire. En revanche, les CRS nous matraquent et nous gazent. Un autre groupe de CRS arrive en provenance de la place. Encerclés par la police nous n'avons d'autre alternative que de prendre les rues adjacentes qui débouchent à nouveau vers le lieu des échauffourées. Les CRS continuent de tirer des gaz. »

Poursuivons avec un autre point de vue, qui n'est pas forcément faussé au seul prétexte qu'il est donné par un témoin lié au site « Saphirnews.com » ayant appelé au soutien des palestiniens de Gaza :

« *Le traquenard est bien ficelé : ceux de la LDJ finissent par se réfugier dans la synagogue, faisant ainsi croire que ces « hordes de jeunes* », qui n'étaient pour la plupart pas au courant qu'ils se laissaient amener vers le lieu de culte, sont venus s'en prendre aux « juifs ». C'est sur les réseaux sociaux que les mensonges de la LDJ prennent forme. Sous forme de tweets alarmistes, elle déclare que « *60 juifs à mains nues* » ont fait face à « *300 casseurs armés* », dans un autre post, « *de haches, de couteaux, de lacrymos, de battes de baseball criant 'Mort aux juifs'* ». (id)

On ne saura jamais exactement combien étaient les uns et les autres, peu importe, l'essentiel est ailleurs. On aura retenu que les CRS protégeaient les membres de la LDJ et que ce n'était certainement pas un hasard s'ils avaient décidé de ne pas barrer l'accès à la rue de la Roquette, pour ne s'en prendre qu'aux manifestants pro-palestiniens et n'effectuant aucune arrestation de membres armées de la LDJ.

Poursuivons avec la déclaration hier de Valls au Sénat.

Valls ne s'est pas contenté de cette déclaration, il a réaffirmé le soutien total du gouvernement français à l'Etat sioniste en reprenant à son compte l'amalgame ordurier récurrent des autorités israéliennes à l'encontre des opposants à Israël pour les décrédibiliser, les criminaliser et les envoyer devant les tribunaux, voire les embastiller, entre antisionisme et antisémitisme : "*Et je veux condamner avec beaucoup de force,ce qui existe dans un certain nombre de secteurs de notre société qui est ce passage insupportable de la condamnation d'une politique, celle de l'Etat d'Israël (...) à l'antisionisme, qui est la porte ouverte à l'antisémitisme*". (source : AFP 17.07)

En complément. Quand la pire pourriture émigre.

Plus de 400 immigrants juifs de France s'installent en Israël malgré les roquettes de Gaza 20minutes.fr

Il faut être un farouche sioniste pour émigrer en Israël dans de telles conditions...

Les cafards ! Leur justice est une "***injure***" à la civilisation humaine.

A tout prendre, ces juges ne méritent manifestement pas d'en faire partie.

- Comparer Taubira à un singe, une injure "*à l'humanité entière*" - AFP

"*Le fait d'assimiler une personne humaine, quelle qu'elle soit, à un animal, constitue une injure faite à l'humanité entière*", selon les attendus des juges, consultés par l'AFP. AFP 17.07

Ne dites pas à une personne qu'elle mange comme un cochon ou un porc car c'est une "*injure faite à l'humanité entière*" qui pourrait vous valoir la prison. Ne dites pas d'un avare que c'est un rat, ne traiter une grande femme de giraffe, ne dites pas de votre conjoint qu'il se comporte comme un ours, ne traiter pas une personne sournoise de renard, ne vous lâcher pas à traiter un malandrin ou un individu malfaisant de chien, il pourrait vous en coûter le même sort, bâillonnez-vous !

Si comparez Taubira à un singe peut valoir 9 mois de prison ferme, d'autres comportements autrement plus graves ou répréhensifs font par contre l'objet d'une mansuétude étonnante de leur justice.

- Le proviseur se masturbe au lycée: trois mois de prison avec sursis - L'Express.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Casino. Youpi !

- Morgan Stanley livre un bénéfice trimestriel plus que doublé - Reuters

Lobotomie.

- Si les gens dépensent tellement en produits de beauté, c'est qu'ils ont tout compris - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Guerre contre Gaza : Israël VS les Frères, vraiment ? - french.irib.ir

Après la royale défaite qu'a été l'offensive israélienne "*Roche invincible*" contre la bande de Gaza , Israël politique cherche un échappatoire. Cette offensive qui a fini par être un désastre pour l'armée sioniste, prise court par les drones, les commandos, les missiles de moyenne portée de la Résistance, a ébranlé les fondement même de l'entité sioniste : le vice ministre de la Guerre (et de loin le représentant d'une partie de l'armée sioniste) appelle Netanyahu à démissionner pour se laver de la honte qu'est " proposer la trêve aux palestiniens" tandis que Liberman , lui, se sépare du PM et mène une fronde anti Netanyahu d'ordre politique au sein du gouvernement....

Depuis ce jeudi, les médias israéliens se voient lester d'une nouvelle mission autre que celle d'édulcorer le bilan des pertes israéliennes : accuser l'Egypte, l'Arabie saoudite, les Emirats d'être les principaux incitateurs à la guerre contre Gaza pour le débarasser du Hamas. Il est vrai que les Frères musulmans qui aiment et châtient les Frères musulmans ont pour ennemi

numéro un non pas Israël mais bien le royaume wahhabite et ses satellites. Tout au long de la guerre que mènent toujours l'Occident et ses alliés contre la Syrie, les Frères ont brillé par leur félonie anti syrienne, par leur totale allégeance envers les dessins pro israéliens de l'Empire. Si la Syrie est aujourd'hui un tas de ruines, c'est à la Turquie et le Qatar qu'il faut en demander les plus gros comptes : les deux pays fréristes ont tout fait pour provoquer une désintégration de la Syrie. Des milliers de terroristes qui ont pris d'assaut l'Etat syrien ont régulièrement profité de l'aide logistique, sanitaire des sionistes qui se sont permis de frapper le sol syrien à la faveur des renseignements que leur livraient les terroristes takfiris, salafistes, tous proches des Frères musulmans. Et si ce n'avait pas été l'épouventail du Hezbollah Israël n'aurait pas hésité un seul instant à se lancer militairement dans l'aventure syrienne pour régler ses comptes à la Résistance.

Partant de tous ces constats, il est quelque peu paradoxal de voir derrière "*Roche invincible*" une volonté israélienne de plaire à l'Egypte à l'Arabie saoudite ou aux Emirats et donc une haine anti Frères pure et dure. En réalité, ce qu'Israël a tenté de viser et vise encore à travers son opération es moins le Hamas politique que sa branche armée qui n'a jamais approuvé les dérives de Mechaal et Cie. Tout le monde se rappelle la visite en 2012 de l'ex émir al Thani à Gaza où il a été accueilli en héros par Haniyeh et Mechaal et où il a distribué en guise de cadeaux aux commandants de Qassam des stylos GPS pour permettre aux avions israéliens de les localiser, de les éliminer. "*Roche invincible*" s'inscrit dans la prolongation de ce projet. Il serait simpliste de croire Erdogan à la lettre quand il traite Israël de génocidaire et dit refuser de normaliser avec lui – (tout en chargeant les réservoirs des avions sionistes en carburant).

Il ne faut pas non plus trop se fier à Tel-Aviv quand il accuse la Turquie et le Qatar d'empêcher le Hamas méchaaliste d'accepter la trêve. Le Hamas qui tire des missiles contre Tel-Aviv celui qui envoie ses commandos en territoires occupés ou qui conjuguent ses efforts de guerre à ceux du jihad islamique, est celui qui est la cible des frappes sionistes. C'est le Hamas qui s'inspire ni de Doha ni d'Ankara mais bien du Hezbollah. Au dixième jours de son offensive contre Gaza, c'est devant ce « *Hamas* » là qu'Israël lève les mains. french.irib.ir 17.07

2- Etats-Unis

- USA : le commandant des GI's s'insurge contre Obama - french.irib.ir

Le commandant du Corps des marins a critiqué ouvertement les politiques de la Maison Blanche et du Pentagone.

Le journal Fiscal Times rapporte que le commandant du Corps des marins, le général James Amos, a vivement critiqué les politiques du président des Etats-Unis, Barack Obama, lors de son discours à l'Institut Brookings. Il surtout attaqué la décision du président américains d'avoir retiré ses militaires d'Irak en 2011, ouvrant ainsi la voie pour la formation du groupe terroriste de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Le général Amos a déclaré : « *Il m'est difficile de croire que nous étions là pour coopérer avec le gouvernement, le Parlement et les ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur, mais que nous avons tout abandonné pour sortir d'Irak.* »

Le général Amos vivement critiqué l'incompétence de la Maison Blanche en ce qui concerne ses engagements internationaux. Il a ajouté : « *Certains peuvent croire que nous n'avons plus rien à faire au sujet des choses désagréables et sans importances qui se produisent dans le monde. Mais je vous dis que si vous vous mettez à la place d'autres pays, vous verrez que ces événements n'ont rien de banal ou de sans importance. Autrement dit, vous pouvez vouloir abandonner ces choses-là, mais elles ne vous abandonneront pas.* » Le général James Amos a ajouté : « *Les Etats-Unis sont le seul pays du monde qui a les ressources et la puissance suffisantes pour agir efficacement dans divers domaines, possibilité qui n'est pas à l'accès d'autres pays de la planète.* »

Le journal Fiscal Times a écrit que les déclarations du Corps des marins des Etats-Unis s'expliqueraient en partie par le fait, que le général Amos sera à la retraite cet automne. Cependant, ses propos révèlent l'existence des discussions qui sont en cours dans les milieux militaires des Etats-Unis au sujet du comportement à adopter face aux très nombreuses cries dans le monde. Cela reflète aussi la position d'une fraction du parti républicain qui critique l'isolationnisme, tandis qu'il existe un autre courant au sein du parti républicain qui estime que les intervention successives de Washington aux événements régionaux n'a eu d'autre résultat que des guerres longues et inutiles comme celle de l'Afghanistan.

Le général Amis est d'accord avec le premier courant. Il dit qu'il reflète les inquiétudes des généraux du Pentagone qui estiment que leurs réussites en Irak et en Afghanistan ont été anéanties par les politiques du président des Etats-Unis, Barack Obama. Dans ce cadre, le général Amos fit allusion à l'occupation de la province irakienne d'al-Anbar par les terroristes de l'EIL, tandis que les militaires américains avaient nettoyé cette région de la présence des terroristes en 2010. Il a rappelé que 852 marins américains avaient été tués en Irak et que 8.500 autres y avaient été blessés. french.irib.ir 17.07

Haut de page

Le 19 juillet 2014

CAUSERIE

On m'a proposé un travail en freelance à affectuer chez moi, il s'agit de la transcription en français sous word selon une procédure particulière de bandes sonores comportant des publicités canadiennes en français. Je ne sais pas combien d'heures je devrai y consacrer par jour ni combien c'est rémunéré, je dois envoyer un échantillon de mon travail cet après-midi.

J'ai besoin d'argent pour financer mes vieux jours, donc il se peut que je mette fin à ce portail dans les jours qui viennent en l'absence de soutien financier des lecteurs, à moins que le salaire qu'on me propose soit misérable ou que j'arrive à concilier les deux activités, en tout cas une chose est sûr, je refuse de travailler sous la pression, du genre abattage quotidien ou travail à rendre impérativement avant telle heure.

Ce serait dommage d'arrêter car je ne connais aucun portail comparable au mien, tout le monde y serait perdant. A suivre.

Goodbye Johnny !

- Décès du bluesman texan Johnny Winter - Reuters

Johnny Winter, guitariste et chanteur de blues américain connu pour sa virtuosité instrumentale et son timbre de voix âpre, a été retrouvé mort dans une chambre d'hôtel proche de Zurich, a déclaré jeudi la police suisse. Il était âgé de 70 ans.

Une autopsie a été ordonnée par le parquet pour déterminer la cause du décès. Johnny Winter était en tournée en Europe. Son corps a été découvert dans la nuit de mercredi à jeudi.

Avec son frère Edgar, albinos comme lui, Johnny Winter avait commencé à jouer dès l'adolescence dans son Texas natal.

Il a accédé à la notoriété à la fin des années 1960 en jouant au Newport Jazz Festival aux côtés de B.B. King, l'une de ses idoles, ainsi qu'au festival de Woodstock.

Parmi ses titres les plus connus figure "*Still Alive and Well*", dans lequel il évoque l'addiction à l'héroïne qui a failli lui coûter la vie dans les années 1970.

Parallèlement à sa carrière de musicien, Johnny Winter a produit des disques d'un autre de ses maîtres, Muddy Waters, contribuant à asseoir la légende du bluesman de Chicago. Reuters 17.08

C'est à la fin des années 70 que je le découvris dans un duo avec son frère et un autre avec Muddy Waters.

Qui a dit ?

"*Nous discutons maintenant sur des textes précis. (...) Nous ne rendons pas public le texte précis de négociation*"

Dan Mullaney, le négociateur américain,lors sixième cycle de discussions entre les États-Unis et l'Union européenne sur un accord de libre-échange vendredi à Bruxelles. Lepoint.fr 18.07

Commentaire d'internaute.

1- "*Question :*

Est-ce que les 500 millions d'Européens sont demandeurs pour ces négociations qui se déroulent actuellement à "huit-clos" au sein de la Commission Européenne entre les lobbys et les représentants non élus de cette Commission Européenne ?

Est-ce que les 500 millions d'Européens sont informés du déroulement de ces négociations tenues secrètes ?

Qui dirigent cette Europe si ce ne sont les lobbys ?

Est-ce que les lobbys, par définition, ne sont pas le siège de tous les conflits d'intérêts ?

Les 500 millions d'Européens ont-ils donnés mandats aux lobbys pour prendre toutes les décisions ?

La réponse étant NON, nous assistons actuellement au plus grand abus de pouvoir jamais commis jusqu'ici."

2-"*L'Europe était un beau projet qui faisait encore rêver il y a quinze ans, mais maintenant quel cauchemar : entre une Europe anglaise qui ne défend plus sa diversité culturelle et linguistique et s'adresse uniquement en anglais eux européens, une Europe uniquement tournée vers son marché qui en oublie le social et n'envisage que l'élargissement comme une augmentation des potentialités des industrielles européens ; voilà que l'Europe anglaise donne les clés de son marché aux industriels américains...*

Personne ne s'en étonnera quand on voit comment les instances européennes sont noyautées par des anciens des banques d'affaires américaines... Franchement, j'en ai marre de ces gens qui nous méprisent alors sortons de l'UE pour construire autre chose de plus cohérent, de plus respectueux des citoyens, un ensemble plus démocratique..."

Le chiffe du jour. 291.

Depuis qu'elles ont commencé, le 8 juillet, les hostilités ont fait au total 291 morts - des civils, pour la plupart - chez les Palestiniens, et deux du côté israélien, un civil et un militaire apparemment victime d'un "*tir ami*".

L'opération lancée jeudi soir a fait 58 morts parmi les Palestiniens, dont un nourrisson, huit enfants et une septuagénaire selon les autorités médicales sur place.

Les Nations unies condamnent les tirs de roquettes de la bande de Gaza en direction d'Israël mais s'inquiètent de la "*lourde riposte*" militaire israélienne, a déclaré devant le Conseil de sécurité, réuni en urgence, Jeffrey Feltman, sous-secrétaire général de l'Onu chargé des affaires politiques.

A Washington, Barack Obama a dit avoir appelé Benjamin Netanyahu pour lui exprimer le soutien des Etats-Unis à l'autodéfense d'Israël tout en avertissant contre les risques d'escalade et de nouvelles pertes civiles.

"*Les deux parties doivent accepter des compromis douloureux mais nous nous tenons aux côtés d'Israël en ce qui concerne son autodéfense*", a renchéri la chancelière allemande Angela Merkel. Reuters 18.07

A retenir. Leur discours comportent deux parties contradictoires.

Celle qui correspond à leur politique, à la réalité où ils affichent leur soutien à Israël destinée aux autres dirigeants du monde qui sont priés de les imiter, et celle destinée à la population qui fait office de pendant, de modérateur, qui sert aussi à satisfaire la bonne conscience des démocrates et des humanistes en tous genres qui leur trouveront des circonstances atténuantes ou justifiera leur neutralité ou mieux leur soutien à leur politique, toutefois accompagné de quelques réserves pour la forme ou pour pas qu'on ne les accuse pas d'être des suppôts de la barbarie, ce qu'ils sont en réalité.

La manoeuvre consiste à prendre en compte ces deux parties de leur discours sans les dissocier, comme si elles n'en formaient qu'une, de telle sorte que leur auteur semble faire preuve d'impartialité envers les deux protagonistes ou leur accorde un traitement équivalent, afin de se mettre à l'abris de toute critique et qu'il puisse être repris tel quel par les médias, alors qu'en réalité ce n'est pas du tout le cas.

En complément.

- Israël : Censure médiatique fait rage - french.irib.ir

Le régime d'Israël, terrorisé par la publication du vrai bilan des pertes en vie humaine après les attaques aux missiles palestiniens, a bloqué quatre sites d'information. La raison? Ces quatre sites d'information ont été bloqués pour cause de diffusion des informations sur le nombre de morts et de blessés israéliens.

Ce vendredi, l'offensive sioniste contre Gaza est entrée dans son dixième jour. Près de 600 israéliens ont été blessés jusqu'à présent. Le bilan des pertes est lui, strictement inconnu, affirme le site Nabapresse. Selon les dernières informations, deux soldats sionistes ont été tués ce vendredi et plusieurs autres ont été blessés. french.irib.ir 18.07

La question est posée.

- Troisième règlement de comptes à Marseille en une semaine - Liberation.fr

Transposé sur le plan politique. Une méthode justifiée en temps de guerre ou sous une dictature, par exemple sous un régime qui interdit de manifester...

Organisation clandestine, actions illégales, à moins de se laisser piétiner ou broyer sans pouvoir réagir, il arrive un moment où on n'a plus vraiment le choix des armes ou plutôt où la question du choix des armes ne se posent plus.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent pendant ce temps-là.

- Hausse de 13% du bénéfice net de General Electric au 2e trimestre - Reuters

- L'américain AbbVie parvient enfin à racheter le britannique Shire - Reuters

- Les équipements de réseaux dopent les résultats d'Ericsson - Reuters

- Luxe: Hermès serein pour 2014 malgré un ralentissement des ventes - AFP

- Electrolux optimiste sur la reprise en Europe - Reuters

- Danone acquiert 40% du capital du groupe kenyan Brookside - Reuters

- La banque espagnole Caixa entre au capital de Suez Environnement - AFP

Les Landers arrivent.

- L'Assemblée nationale adopte la nouvelle carte à 13 régions - AFP

- Les présidents des régions de l'Est maintiennent leur refus d'une fusion - AFP

- Aubry profite de la réforme territoriale pour monter au créneau - Liberation.fr

Ainsi va le vieux monde.

Etats-Unis: vers la reprise de l'exploration pétrolière dans l'Atlantique - AFP

Les Etats-Unis ont ouvert la voie vendredi à la reprise de l'exploration pétrolière dans l'océan Atlantique, interdite depuis le début des années 1980 sur fond d'inquiétudes environnementales. AFP 18.07

L'empire Espirito Santo vacille, sa holding principale dépose son bilan - AFP

La holding principale de l'empire portugais Espirito Santo, premier actionnaire de la banque BES, a demandé vendredi à être placée en redressement judiciaire, une annonce qui a provoqué une onde de choc dans le secteur financier du pays. AFP 18.07

En Bolivie, les enfants pourront travailler légalement dès l'âge de 10 ans - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve aux ordres de Tel-Aviv et Washington.

Après avoir assimilé l'antisionisme à l'antisémitisme, le ministre de l'Intérieur a franchi un cran de plus en assimilant les manifestations propalestiniennes à une démonstration de "*xénophobie*", avouant au passage que toute critique ou opposition à la politique génocidaire et d'apartheid d'Israël était considérée comme un délit passible de poursuite judiciaire, confirmant ainsi le soutien indéfectible du gouvernement français et du PS à l'Etat sioniste.

On comprend mieux pourquoi le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve n'a pas interdit la Ligue de Défense juive à l'instar des Etats-Unis et d'Israël, parce qu'elle sert à monter des provocations violentes qui justifient ensuite l'interdition de manifestations en soutien aux Palestiniens. C'est ainsi qu'une milice fasciste devient le meilleur allié du gouvernement et du PS pour appliquer sa politique réactionnaire et impérialiste.

C'est intéressant à plus d'un titre, car à travers la stimatisation et l'instrumentalisation du FN auxquelles ils se livrent tout en prétendant le combattre par ailleurs en recourant au même procédé, ils font là la démonstration qu'ils sont complémentaires et unis fondamentalement par les mêmes intérêts politique, que loin d'être leur ennemi le Fn tout comme la LDJ sont indispensables au gouvernement et au PS pour justifier les mesures liberticides qu'ils sont amenés à adopter.

Ainsi la véritable nature du PS est plus proche de l'extrême droite ou du fascisme que du mouvement ouvrier et du socialisme qu'en réalité il combat pour le compte du capitalisme. En affirmant jusqu'à présent qu'il frayait la voie à la dictature et au fascisme, nous étions (volontairement) bien en-dessous de la réalité pour ne pas heurter la susceptibilité de militants qui n'avaient rien compris aux rapports entre le PS et les classes, la place et le rôle qu'il devait jouer dans la lutte des classes.

Que le PS et son gouvernement se fassent dictateurs à ses heures et ménagent une milice d'extrême droite en France est à mettre en perpective avec leur soutien au régime néonnazi en place en Ukraine. Ainsi on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas d'une position ponctuelle ou accidentelle, mais bien l'état permanent qui l'anime, comme pilier de l'ordre établi il se doit d'adopter l'idéologie la plus appropriée pour assurer sa stabilité ou sa survie, y compris la plus extrême en s'appuyant sur l'extrême droite.

C'est ce parti immonde qu'on nous a appelé à ménager et soutenir pendant des décennies et des décennies en votant pour ses candidats aux différentes élections, en s'adressant à ses élus sous différentes formes, en l'incluant dans une stratégie politique (front unique, Assemblée constituante, etc.) qui devait s'avérer à terme fatale pour le mouvement ouvrier et son avant-garde. Les conciliateurs trotskistes nous ont conduit au bord de l'abîme, dans une impasse politique, une situation inextricable, nous attendons leurs explications, nous l'exigeons.

L'ordre version israélienne doit régner... en France ! Il y a déjà un gouvernement d'extrême droite en France.

- Manifestation propalestinienne interdite : Hollande invoque des « *risques pour l'ordre public* » i - Public Sénat

François Hollande a invoqué vendredi au Niger des « *risques pour l'ordre public* » pour justifier l'interdiction d'une manifestation propalestinienne samedi à Paris par la préfecture de police.

Selon le président de la République, « *nous ne pouvons pas rester indifférents lorsque nous avons des manifestations qui sont opposées et qui ont visiblement des objectifs qui ne sont pas simplement de manifester* ». Public Sénat 18.07

Autrement dit, lorsqu'un parti ouvrier ou des organisations appelleront à une manifestation, un rassemblement, un meeting, une réunion publique, il suffira qu'une organisation d'extrême droite appelle à son tour le même jour dans la même commune à un rassemblement quelconque pour que le droit de se réunir ou de manifester soit remis en cause.

Il faut donc en conclure que pour Hollande et le PS les partis ouvriers et les partis ou milices d'extrême droite doivent bénéficier du même traitement et sont tout autant légitimes. Qu'est-ce un président et un parti qui légitime l'extrême droite ? Leurs complices.

Le titre est à peine exagérer, en fait l'extrême droite n'a pas besoin de parvenir au pouvoir pour bâillonner le mouvement ouvrier et mettre en oeuvre sa politique, Hollande et le PS (et ses satellites) s'en chargent très bien.

- Cazeneuve prône l'interdiction de la manifestation propalestinienne à Paris samedi - LeMonde.fr

Vendredi matin le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'était prononcé pour l'interdiction de la manifestation à Paris, jugeant "*intolérables*" les "*actes violents*" survenus dimanche. "*La République n'est pas compatible avec la haine (...) avec la xénophobie. L'antisémitisme ne peut pas parler une seconde fois parce qu'on sait ce à quoi il a abouti*", a-t-il dit sur Europe 1. AFP 18.07

Sachant que les sionistes sont les pires antisémites et que la SFIO a préféré la guerre et le fascisme au socialisme, ils savent forcément de quoi ils parlent.

- Une manifestation pro-palestinienne interdite à Paris - Reuters

Les autorités françaises, qui redoutent une importation du conflit israélo-palestinien, ont interdit une manifestation de soutien aux Palestiniens de Gaza prévue samedi à Paris en invoquant les risques de troubles à l'ordre public.

La préfecture de police a rappelé que les organisateurs étaient les mêmes que ceux de dimanche dernier.

"*La décision est fondée sur les violences de dimanche, sur la multiplication des appels sur les réseaux sociaux, sur les risques de contre-manifestation et aussi sur le fait que la manifestation était prévue un samedi, jour où les lieux du culte juif sont très fréquentés*", a-t-on précisé. Reuters 18.07

Les CRS sont tout à fait capables de défendre le siège social de Goodyear ou PSA, mais pas une synagogue située aux environs d'une manifestation propalestiennes.

- Manifestations propalestiniennes interdites, colère des organisateurs - AFP

La manifestation était prévue entre Barbès et la place de l'Opéra à partir de samedi 15H00.

Un autre défilé de soutien aux Palestiniens, prévu dimanche devant la gare de Garges-Sarcelles (Val-d'Oise), et un rassemblement pro-israélien organisé simultanément au même endroit par la Ligue de défense juive (LDJ), ont aussi été interdits.

Les organisateurs de la manifestation parisienne ont immédiatement annoncé qu'ils allaient introduire un référé liberté (recours en urgence) devant la justice administrative, dans l'espoir de pouvoir maintenir la manifestation.

Au cours d'une conférence de presse, ils ont dénoncé une décision "*qui s'oppose à une liberté fondamentale*", selon leur avocat Hosni Maati, et qui risque selon eux de provoquer des troubles.

"*Je suis scandalisé, c'est une décision politique extrêmement grave de la part d'un gouvernement qui a une attitude raciste et qui devra en payer le prix politique*", a réagi Youssef Boussoumah du parti des Indigènes de la République.

De son côté, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste) s'est dit "*indigné*" par cette interdiction et "*exige*" des autorités qu'elles "*reviennent sur cette décision*".

"*Si tel n'était pas le cas*", prévient le parti, "*nous appellerions tout de même, avec les forces politiques, syndicales et associatives attachées au respect des droits démocratiques et révoltées par les crimes commis à Gaza, à se rassembler pour protester publiquement*".

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a elle aussi déploré l'interdiction du rassemblement parisien, qui constitue selon elle "*une entrave manifeste à une liberté constitutionnelle et un déni de la réalité*". "*Il ne sert à rien de tenter d'étouffer le sentiment de révolte que provoque l'intervention militaire israélienne contre la population de Gaza, sauf à vouloir un peu plus accréditer que le gouvernement a fait le choix partisan d'un camp*", a-t-elle estimé.

Que la manifestation soit autorisée ou non, ses organisateurs s'attendent à ce que "*des centaines ou des milliers de personnes affluent vers Barbès*" samedi.

Les militants à l'origine de l'appel à manifester à Sarcelles n'ont pu être joints par l'AFP.

D'autres manifestations devaient être organisées pendant le week-end, dès vendredi soir à Nice, Lille ou Libourne, puis samedi à Lille (16H00), Nantes (15H00), Lyon (15H00), Saint-Etienne (14H30), Marseille (15H00), Montpellier (15H00). AFP 18.07

Nous soutenons cet appel à manifester, bien que nous ne soyons pas certains que les organisateurs soient en mesure d'assurer le service d'ordre de cette manifestation ou ne soient pas débordés par des gauchistes ou des éléments incontrôlés ou tout simplement des provocateurs infiltrés.

Propagande, fabrication de preuves, mensonge éhonté.

Qui a fait le coup ? Qui y avait intérêts ? A qui profite le crime ?

- Mais qui a bien pu abattre le vol MH17? - L'Express.fr

Réponse à la hâte... totalement désintéressée.

- Crash en Ukraine: Washington soupçonne les rebelles pro-russes - AFP

Qui est visé ? Devinez.

- Vol MH17 : un crash qui atteint Moscou - LeFigaro.fr

Qui ment effrontément ? Les mêmes voyons.

- Une journaliste démissionne à cause des «*mensonges*» de Russia Today - Liberation.fr

Qui détient les preuves ? Ceux qui les fabriquent, qui ont réponse à tout, ils sont très forts !

- Crash du vol MH17 : un tir pro-russe serait responsable selon un rapport américain, Poutine appelle à un cessez-le-feui - Atlantico.fr

Première certitude selon M. Obama : « *Le missile qui a abattu le Boeing a été tiré depuis une zone contrôlée par les séparatistes prorusses » dans l'est de l'Ukraine. Le président américain, qui n'est pas allé jusqu'à accuser ouvertement les milices dans cette « tragédie mondiale* », a tenu à souligner les liens entre la Russie et les insurgés :

« *Nous savons que la Russie a fourni des armes aux séparatistes. Nous savons que parmi ces armes il y a des missiles et des missiles capables d'atteindre un avion.* »

Au même moment, devant le Conseil de sécurité de l'ONU réuni en urgence, l'ambassadrice des Etats-Unis a confirmé qu'un système de missiles sol-air de moyenne portée « *Buk* », de type SA-11 ou SA-20, était en cause.

Samantha Power a souligné que des « *séparatistes avaient été repérés* » jeudi matin en possession de ce type d'arme près de l'endroit où l'avion malaisien s'est écrasé, avant d'incriminer, elle aussi, la Russie :

« *Etant donné la complexité du système SA-11, il est improbable que les séparatistes puissent s'en servir de manière efficace sans personnel qualifié. [...] On ne peut pas exclure la possibilité d'une aide technique de la part de personnels russes*»

Elle a précisé que si l'armée ukrainienne possède bien ce type de missile, les Etats-Unis « *n'ont pas connaissance de sa présence dans la zone* » du crash et, depuis le début de la crise, la défense anti-aérienne ukrainienne n'a tiré aucun missile. lemonde.fr 18.07

Extraordinaire, non ? Alors que dans ce genre d'incident généralement les enquêtes durent des semaines ou des mois, en 24h l'administration américaine a déjà mis la main sur les coupables, admirable.

Ceci explique peut-être cela aussi.

- Ukraine: au lendemain du drame aérien, les habitants de Donetsk craignent une "*pluie de bombes*" - AFP

Témoignage,. Une autre version un peu plus sérieuse qui part des faits contredit la version américaine, on se croirait le lendemain du 11 septembre 2001.

- Malaysia Airlines: ce controleur aérien qui a trahi Kiev - french.irib.ir

Un contrôleur aérien de l'aéroport Boryspil à Kiev, de nationalité espagnole, connu sous le pseudo Carlos Spainbuca a fait des révélations que Kiev aura du mal à nier.

En accusant précipitamment les pro-russes, Kiev montrait clairement qu'il avait quelque chose à cacher…Selon ce contrôleur, les militaires ukrainiens ont envoyé un rapport au gouvernement de Kiev où ils ont indiqué que le missile sol-air qui a abattu le Boeing 777 de la Malaysia Airlines a été lancé hors du territoire contrôlé par les rebelles. Il affirme que l'avion pourrait avoir été abattu par un missile ukrainien. Carlos Spainbuca explique :

"*Les chasseurs ukrainiens ont accompagné le Boeing 777 trois minutes avant sa disparition de l'écran radar* ";

"*Kiev l'a abattu, Kiev devrait chercher les coupables chez lui. Nous avons la confirmation que Kiev l'a abattu, nous connaissons clairement ça*";

"*Ici, les militaires du haut commandement savent et disent que ce ne sont pas les forces pro-russes qui ont fait ça, l'armée a confirmé qu'il y avait un ordre, mais nous ne savons pas d'où il vient*";

"*Il y a quelques jours, j'ai tweeté que, ici, les militaires à Kiev veulent se révolter contre l'actuel président. Il est possible que Timochenko soit le commanditaire*";

"*L'espace aérien est fermé*".

Cette affaire risque d'être explosive… french.irib.ir 18.07

INFOS EN BREF

SOCIAL

Serbie

- La Serbie adopte les premières réformes pour redresser son économie - AFP

Le Parlement de Serbie a approuvé vendredi les premières réformes visant à redresser l'économie locale par le vote de nouvelles lois, sur le travail, censées flexibiliser le marché du travail, et sur les retraites, élevant à 65 ans l'âge du départ à la retraite pour les femmes.

Ces lois sont "*vitales*" parce que la Serbie a "*plus de retraités que d'employés, dont plus de 50% travaillent dans le secteur public*", a expliqué le Premier ministre Aleksandar Vucic.

Ces réformes ne sont pourtant pas aussi fermes que les engagements initiaux de M. Vucic, ce qui a poussé samedi son ministre des Finances, Lazar Krstic, à quitter ses fonctions au sein du gouvernement, mis en place en avril à l'issue d'élections législatives anticipées.

M. Krstic préconisait notamment une diminution de 20 à 25% des pensions de retraite et une diminution de 20% des salaires dans le secteur public.

La nouvelle loi sur le travail permettra aux employeurs d'embaucher et de licencier plus facilement. Le gouvernement espère que cette mesure va faire baisser le chômage qui est supérieur à 20% et aider à réduire le nombre des salariés dans un secteur public pléthorique, employeur de plus de 700.000 personnes dans un pays de 7,2 millions d'habitants.

La loi sur les retraites prévoit de faire passer d'ici à 2032 de 60 à 65 ans l'âge du départ à la retraite pour les femmes, le même que celui des hommes, qui n'a pas été modifié.

Le Parlement doit également débattre des lois sur les privatisations et sur la faillite, qui devraient être votées dans le cadre de vastes réformes prévues par le gouvernement de cette ex-république yougoslave qui a entamé en janvier ses négociations d'adhésion à l'Union européenne.

La Serbie va enregistrer cette année un déficit budgétaire record de 8% du PIB, avec une croissance prévue d'1%, contre 2,5% en 2013. AFP 18.07

Haut de page

Le 20 juillet 2014

CAUSERIE

De nouveaux articles seront mis en ligne plus tard, notamment sur Gaza. Il est 13h40 ici à Pondichéry.

Une réflexion.

Il y a un truc qui m'étonne. Je lis un article publié par le M'PEP Peut-on encore sauver la "*gauche radicale*". Un article qui ne présente aucun intérêt. L'auteur est obnubilé par le FN. Il tombe en plein dans le panneau et étale son ignorance. Il est maître

de conférences en sociologie dans une université, mais manifestement il ne connaît rien au sujet qu'il prétendait vouloir traiter, donc nous ne nous y attarderons pas sur son article.

N'étant qu'un modeste ouvrier qui essaie de réfléchir, j'avoue ne pas comprendre.

Habituellement quand je me lance sur un sujet vaste ou complexe dont je sais pertinemment tout ignorer ou presque, ou lorsque j'ai conscience de mes lacunes ou faiblesses pour traiter sérieusement une question, je m'abstiens d'étaler mon ignorance pour ne pas passer pour un charlatan ou induire mes lecteurs en erreur. Je garde le silence et je me mets au travail pour réunir un maximum de matériaux pour éclairer ma lanterne, ensuite en fonction de l'avancée de mes travaux je commence à avoir une idée un peu plus précise sur la manière dont je vais traiter mon sujet.

A ce stade je ne sais pas où cela va me mener, je n'ai aucun a priori en la matière, j'en suis encore à la phase qui consiste à tisser la trame sur laquelle reposera mon analyse ou ma démonstration et je n'ai aucune idée des conclusions auxquelles je parviendrai. Je dois parvenir à partir de ce fil si fragile à relier tous les facteurs et rapports qui constituent le processus dialectique qui parcourt mon sujet depuis son origine jusqu'au moment présent lorsqu'il s'agit d'analyser un élément de la situation actuelle. Si je tire dessus, il se casse et je suis perdu, et si je le lâche le résulat est identique.

Même lorsque j'ai déblayé le terrain de mon ignorance et que je commence à y voir un peu plus clair, à aucun moment j'ai l'impression d'avoir atteint mon objectif, quel est-il d'ailleurs ?

Parvenir à une certitude suffisamment étayée, cohérente, de telle sorte que j'ai épuisé toutes les objections qui m'étaient venues à l'esprit au cours de mes recherches et qui pouvaient me faire douter ou infirmer cette certitude, qui ne doit souffrir aucune imperfection, elle doit être rigoureusement exacte pour avoir été soumise à l'épreuve d'un esprit libre ou à la critique la plus aiguisée et exigeante qui soit. La mienne puisque je travaille seule dans mon coin, ce qui constitue un risque en cas de défaillance, risque que j'ai à l'esprit et que je mesure, maîtrise autant que faire ce peut, personne n'est parfait et je m'accorde le droit à l'erreur.

Avant d'en arriver là, il faut réfléchir des heures, des jours entiers, parfois plus longtemps encore, travailler notre sujet au corps, l'examiner minutieusement sous toutes les coutures, le disséquer, revenir cent fois sur notre ouvrage pour avancer, parfois d'un millimétre, parfois pour réaliser un pas de géant. Il arrive qu'on bute sur une question qui nous plonge dans la pénombre et que soudain le ciel s'éclaircit, après un moment de détente ou à penser à autre chose ou après une bonne nuit, car on s'épuise à faire ce travail.

Bref, avant de parvenir à quelque chose qui tient la route, de solide comme un roc, avant d'être satisfait de nos travaux et des conclusions auxquelles on est parvenu, il en passe du temps. Il faut de la patience, être déterminé, persévérant, ne pas se décourager, c'est si facile d'adopter des idées toutes faites qu'on nous sert sur un plateau qui ne mène finalement nulle part, n'est-ce pas ? Il faut en vouloir assurément, c'est parfois un cauchemar car on n'en voit pas le bout et on craint de lâcher le fil avant de l'avoir atteint par épuisement je le répète. C'est harrassant de s'acharner sur une question, surtout quand on s'aperçoit qu'on avait la réponse sous le nez et qu'on est passé à côté, cela arrive.

Plus généralement les choses se passent autrement. On est en présence d'une équation mais on doit vérifier que c'est la bonne. Or c'est là que les choses se gâtent car on ignore par quel bout la prendre. C'est la première question ou énigme qu'on doit résoudre. Et si on se plante et qu'on se dirige dans une mauvaise direction, si on persiste dans l'erreur on peut finir par s'égarer et perdre un temps précieux. On finit par s'en rendre compte et on rebrousse chemin, on reconsidère notre problème plus attentivement cette fois ou on l'aborde sous un autre angle en espérant pouvoir aller plus loin.

Cette démarche n'a rien à voir avec celle du gros malin qui sait tout ou qui a réponse à tout parce qu'il est bardé de diplôme ou parce qu'il a lu des milliers d'ouvrages, au contraire on déclare d'emblée notre ignorance ou on fait état de l'incertitude qui nous ronge, dont on souhaite se débarrasser ou venir à bout. C'est une obsession et notre objectif déclaré, nous soulager d'un doute pour nous forger une conviction qui ne repose pas sur des sables mouvants qui pourraient nous engloutir un jour ou l'autre. C'est à en devenir névrosé si on n'y prend pas garde.

Je n'ai rien écrit sur la situation en Ukraine parce que je n'ai pas suffisamment suivi ses développements pour en parler sérieusement. Si c'est pour répéter ce que j'ai lu ici ou là cela ne présente aucun intérêt. Aussi, je ne comprends pas ces intellectuels qui parlent à tort et à travers de ce qu'ils ignorent, je ne comprends pas qu'ils ne s'en rendent pas compte ou que cela ne les gêne pas, personnellement j'en aurais honte. Ils sont légion en la matière ! Ce ne sont pas forcément de mauvais bougres, je les prends pour des idiots qui s'ignorent. Je ne m'aventurerais pas à leur faire la leçon, car ce n'est pas mon genre et cela ne servirait à rien.

Je me demande comment on a pu faire autant d'études pour en arriver là, à croire que cela devait leur servir uniquement de gagne pain, pour obtenir un certain statut social (et confort matériel) ou que c'était une fin en soi, leur seul objectif dans la vie. Ils sont à plaindre. Un diplôme sanctionne des années d'études, on a l'impression d'être arrivé au bout du chemin, en réalité dans leur cas une impasse dramatique. Ensuite on se repose sur ses lauriers, on vit sur son acquis qui a force de servir sans se renouveler

finit par s'épuiser sans même qu'on s'en aperçoive. Nos connaissances acquises ont valeur de lois, gravées dans le marbre. Un jour elles seront réduites en poussière.

Le propre des certitudes, c'est d'être friables tant généralement elles sont mal étayées à la base. Donc ce qu'il faut commencer par vérifier, c'est que leurs fondations sont suffisamment solides, et si ce n'est pas le cas, il faut les remplacer pour bâtir autre chose dessus. On peut essayer de les renforcer dans un premier temps, mais si on s'aperçoit que cela ne suffira pas pour supporter notre édifice, il faut en changer, autrement c'est suicidaire ou devient pathologique.

Avoir des convictions qui repose sur des certitudes qu'on n'a pas pris la peine ou qu'on n'a pris le temps de vérifier, est le pire des maux qui ronge ou ravage la civilisation humaine par la racine. Car remonter à la racine, à l'origine d'un fait ou d'une situation est le seul moyen d'en venir à bout, plus précisément c'est un passage obligé. On a déjà expliqué cela dans nos premières causeries en 2008 et les années suivantes. On ne peut pas faire l'économie de cette démarche qui réclame beaucoup d'efforts.

On vit malheureusement dans un monde beaucoup trop axé sur des intérêts individualistes ou corporatistes pour se fier les yeux fermés à ce qu'on peut lire ici ou là.

Ici on essaie de mettre à la disposition des lecteurs des articles auxquels ils peuvent se fier dans une certaine mesure, je parle des faits qui parviennent à leur connaissance et non des analyses qui les accompagnent qui sont perfectibles ou erronées, on essaie d'aider les lecteurs à se forger les outils pour les décrypter, on leur fournit des grilles de lecture simples et pratiques qu'ils peuvent compléter ou modifier à leur gré, à eux ensuite sur la base de faits de se forger librement leurs propes analyses et convictions.

Cela fait gagner du temps, certes on est un peu plus avancé, mais sans plus, tout le travail reste à faire ensuite, car c'est à chacun, à chaque militant de se forger ses propres convictions. Telle est notre méthode et notre état d'esprit qui demeure ouverts à la critique et qui ne craignent pas la confrontation des idées. Très modestement, c'est notre contribution à la lutte de classe.

ACTUALITE EN TITRES

Ils se gavent !

- Wall Street aborde le coeur de la saison des résultats avec gourmandise - AFP

A en perdre ses talonnettes.

- François Fillon tacle de nouveau Nicolas Sarkozy - Le Nouvel Observateur

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont discrédités, minoritaires, illégitimes.

Hollande serait à18%, selon un sondage IFOP réalisé les 18 et 19 juillet et publié dans le Journal du Dimanche. Valls aurait amorcé sa chute libre en perdant 6% pour tomber à 45% de personnes satisfaites de sa politique.

Sachant qu'ils forment un tandem et qu'ils sont tous les deux exposés au feu de la critique, il y a tout lieu de penser que ce sondage est outrageusement favorable à Valls. Mais n'est-il pas le prétendant pressenti pour prendre la relève de Hollande s'il s'avérait défaillant en 2017...

Un "*bon*" plan... pour le Medef.

- Le "plan d'ensemble" d'une conseillère de Matignon pour relancer l'économie - lepoint.fr

Agnès Bénassy-Quéré, professeur à l'école d'économie de Paris, présidente déléguée du Conseil d'analyse économique (CAE) placé auprès du Premier ministre, l'une des principales conseillères économiques de Matignon, rien de moins, s'est fendue d'une note dans laquelle analyse-t-elle (notamment) : "*Favoriser l'accès au logement social par exemple, c'est ralentir la pression sur les salaires donc, indirectement, améliorer la compétitivité*", argumente-t-elle. Elle note en effet que ces dernières années, si le coût

du travail a augmenté, avec notamment le maintien des salaires, c'est sans rapport avec la productivité. "*Une cause possible est le renchérissement du logement*". lepoint.fr 19.07

Commentaire d'un internaute.

- "*Idiotie*

Croire qu'un patron vous augmente parce que les loyers augmentent, c'est n'avoir jamais discuté salaire avec son patron !"

Allons plus loin.

Cette note incite les patrons à ne plus augmenter les salaires des travailleurs bénéficiant d'un logement social ou à réduire les augmentations de salaire qu'ils étaient prêts à leur accorder car le principal argument ou prétexte de ces nantis dans l'esprit de cette "*conseillères économiques*" pour en réclamer disparaîtrait, par enchantement, car il est bien connu que les loyers et les charges des logements sociaux n'augmentent pas, idem pour les taxes et les prix en général qui sont bloqués comme chacun le sait, le tout au nom de la compétitivité, les miettes que leur réservaient les malheureux patrons restant dans leur escarcelle, il n'y a pas de petits profits c'est bien connu.

Mieux encore, cela pourrait conduire les patrons à revoir la gestion de leur personnel en les incitant à se séparer des salariés qui logent dans le privatif ou qui sont bourrés de dettes pour s'être lancés dans l'acquisition de leur habitation et qui ne parviennent pas à boucler les fins de mois ou difficilement et qui les harcèlent pour obtenir des augmentations de salaire. Ils les remplaceraient par des travailleurs bénéficiant d'un logement social moins exigeant en terme de rémunération, ainsi ils économiseraient sur le coût de la main d'oeuvre, compétitivité oblige comme toujours.

Cela signifie aussi qu'un travailleur qui vit dans un logement social serait condamné à y rester toute sa vie, puisque ce facteur déterminerait le niveau de sa rémunération qui serait condamnée à stagner ou n'augmenter qu'au compte-gouttes, ce qui est déjà le cas la plupart du temps semble ignorere cette "*conseillères économiques*"... des patrons, lui interdisant de réunir les conditions financières pour accéder à la propriété, ce dont nous ne sommes pas friand mais qui peut se comprendre, car rien ne justifie les inégalités sociales ou les disparités salariales entre travailleurs dans ce pays, qui font que les uns ont le droit de devenir propriétaires et de vivre confortablement, tandis que les autres sont condamnés à demeurer locataires dans des immeubles infâmes livrés à la précarité ou l'indigence toute leur existence.

En résumé, si vous bénéficiez d'un logement social estimez-vous heureux, vous faites partie des priviliégiés, et en tant que tels vos revendications salariales sont illégitimes, au nom de la compétitivité devant laquelle vous devez vous soumettre, le talon de fer du capital.

Le chiffre du jour. 355.

A Gaza, douze Palestiniens ont péri dimanche matin portant à 355 morts et quelque 2.400 blessés le bilan depuis le début des bombardements israéliens le 8 juillet. Selon l'ONU, les civils représentent plus des trois-quarts des victimes et selon l'Unicef au moins 73 mineurs ont été tués. Quatre Palestiniens d'une même famille, dont deux enfants, ont notamment été tués samedi dans une frappe aérienne sur le nord de l'enclave, selon les secours.

La branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, a revendiqué de son côté deux opérations «derrière les lignes ennemies», en territoire israélien, affirmant avoir tué 11 soldats en tout. Deux civils israéliens ont été tués aussi, dont l'un, un bédouin, par le tir d'une roquette samedi qui a atteint le sud israélien. 20 minutes avec AFP 19.07

Spécial Palestine.

Les propositions du Hamas acceptées par l'OLP.

Le Hamas a transmis à plusieurs pays, samedi 19 juillet les conditions qu'il estime nécessaire pour observer une trêve avec Israël, douze jours après le début de l'opération israélienne « *Bordure protectrice* ».

Un haut responsable palestinien à Gaza a détaillé ces conditions attendues de la part d'Israël :

« *La fin de l'agression contre le peuple palestinien* »
La levée complète du blocus de Gaza, en place depuis 2006
L'ouverture du poste-frontalier de Rafah avec l'Egypte
La liberté de mouvement pour les Gazaouites à la frontière avec Israël
La suppression de la « *zone tampon* » interdite aux habitants de Gaza

L'autorisation de pêcher jusqu'à 12 milles marins des côtes de Gaza
La libération de prisonniers (ceux qui avaient été dans un premier temps libéré en échange du soldat israélien Gilad Shalit en 2011)

A Ramallah, Yasser Abed Rabbo, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dirigée par le président palestinien Mahmoud Abbas, a entériné les demandes du Hamas, au nom du programme national palestinien pour aboutir à un Etat souverain :

« *Les demandes de la Résistance sont aussi nos demandes. Si Gaza est brisée, tous les Palestiniens seront brisés.* » LeMonde.fr 19.07

Hollande le sioniste dans le rôle de provocateur d'extrême droite.

Le diktat du petit dictateur honni des masses battu en brèche. C'est le pays tout entier qui rejette Hollande et sa politique ultra réactionnaire et impérialiste. Il est devenu inaudible, plus personne ne l'écoute, et brandir le bâton est tout aussi inefficace, indiquant que l'heure de l'affrontement général entre les classes approche.

- Trois manifestants inteviewés par l'AFP : "*C'est l'interdiction qui nous a donné envie de venir. (...) On est en France, un pays démocratique, on veut juste dénoncer l'innommable*", ajoute Nicolas, cadre supérieur de 39 ans. , après que le président de la République a lancé une dernière mise en garde depuis le Tchad, où il se trouve en visite officielle, avertissant que "*ceux qui veulent à tout prix manifester en prendront la responsabilité*". François Hollande a une nouvelle fois évoqué des "risques de troubles à l'ordre public". AFP 19.07

Ses déclarations n'ont fait que renforcer l'exaspération, le sentiment d'injustce envers les Palestiniens, la détermination des opposants à la politique criminelle d'Israël à braver l'interdiction de manifester à Paris, qu'ils ont pris pour un déni de démocratie et une provocation de la part d'un président lié à Israël et désormais sans pouvoir, sinon celui de l'appareil répressif de l'Etat.

Quand Barbès subit le même sort que Gaza.

Quelques titres de presse pour commencer.

- Des milliers de personnes se mobilisent en France pour soutenir Gaza - LeMonde.fr

- Les manifestations pro-palestiniennes gagnent la province - LePoint.fr

- Paris: Des manifestants pro-palestiniens se rassemblent malgré l'interdiction - 20minutes.fr

- Paris: violents affrontements à l'occasion d'une manifestation interdite - AFP

- Manifs pro-Gaza en province : aucun incident signalé - Le Nouvel Observateur

- Plusieurs milliers de Marseillais défilent dans le calme en soutien à Gaza - LeMonde.fr

A propos de la manifestation parisienne.

Le Figaro a apporté une précision importante : Une cinquantaine de manifestants seraient néanmoins restés sur place «*pour en découdre avec les CRS*» et affronter la Ligue de défense juive (LDJ). lefigaro.fr 19.07

Pourquoi ? Parce qu'une nouvelle fois cette milice fasciste était présente protégée par les CRS ?

Les responsables de ces violences sont Hollande, Valls, Cazeneuve, le préfet de police et le maire de Paris.

Les responsables de ces violences sont certes Hollande et son gouvernment pro-sioniste, mais surtout les autorités israélienne qui poursuivent leur oeuvre de destruction et de massacre.

La décision arbitraire prise par Hollande n'est pas de nature "*juridique mais politique*". Si le risque de troubles à l'ordre public devait à chaque fois être invoqué, « *il n'y aurait aucune manifestation en France* » relève l'avocat des organisateurs de la manifestation parisienne, Me Hosni Maati. (french.irib.ir 19.07)

Pourquoi ? Outre leur soutien affiché à Israël, cette manifestation était interdite condamnant les milliers de personnes présentes à faire du sur place sous une chaleur écrasante ce qui était de nature à rendre la situation encore plus électrique, chacun

s'interrogeant sur la nature d'un régime qui interdit de manifester en faveur d'une population innocente et sans défense croulant sous les bombardements, alors que lorsqu'il s'agissait de soutenir les Libyens de Bengazi soi-disant dans la même situation que la population palestinienne de Gaza ou encore les Syriens placés dans les mêmes conditions par un président dictateur, tous les partis institutionnels dont le PS s'étaient empressés de dénoncer la tyrannie et de se ranger au côté des masses libyennes et syriennes... mais là curieusement ils ont choisi le camp de la barbarie, à croire que l'histoire qu'ils nous avaient racontée sur la situation en Libye et en Syrie était une pure invention de leur part, révélant ainsi leur véritable nature fondamentalement réactionnaire.

Ces incidents étaient à prévoir évidemment, tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. On peut parfaitement comprendre l'état d'excitation de certains manifestants, mais cela n'explique pas tout loin de là, car ils peuvent très bien être maîtrisés, ce qui ne sera pas le cas de groupes entraînés à ce genre d'exercices, notamment des provocateurs d'extrême droite ou des flics agissant visages, en fait des manifestants anonymes dont le visage est couvert pour qu'on ne les reconnaisse pas, étrangement organisés car avançant groupés vers les CRS comme s'ils effectuaient une manoeuvre répétée ailleurs ou répondant à un ordre précis à un moment donné d'une manifestation, ce qui ne peut pas tenir du hasard mais doit avoir été minutieusement préparé à l'avance, manifestants toujours munis d'armes ou de projectiles qu'ils n'ont pas pu se procurer sur place mais qu'ils avaient emmenés avec eux pour exécuter leur mission. Lisez ce témoignage, il est éloquent.

- Comment la manifestation propalestinienne a dégénéré - liberation.fr

- Un témoin (sous un pseudonyme ?) sur place raconte pour Libération. Extraits.

- A mesure que la foule enflait, le carrefour devenait irrespirable. On se marchait tous dessus alors qu'il faisait déjà très chaud. On peut alors questionner la stratégie des CRS qui, bloquant le boulevard Magenta et le boulevard Rochechouart, ont empêché les manifestants de se mouvoir. Le but était visiblement de les pousser à remonter le boulevard Barbès vers Château-Rouge. Etait-il idoine de forcer ce cortège dit «sensible» à traverser Chateau-Rouge, quartier classé zone de sécurité prioritaire ? Dans la foule, des élus n'hésitaient pas à dire que la police avait intérêt à des débordements pour légitimer des interdictions futures.

Les provocateurs habituels d'extrême droite ou des flics entre en scène.

- Vers 15h40, et c'est le début du troisième temps, les manifestants se sont engagés sur le boulevard Barbès, avançant presque jusqu'au métro Marcadet-Poissonniers. Soudain, des groupes extrêmement équipés et organisés ont commencé à fendre la foule pour monter au contact des CRS. Ils avançaient en ligne, le visage couvert. A l'évidence, ils n'avaient rien de militants venus défendre la cause palestinienne. Certains arboraient des tee-shirts du virage Auteuil, une tribune du Parc des Princes. Un étrange service d'ordre s'est alors déployé pour empêcher que ces groupes n'en viennent aux mains avec les policiers. Au départ, il fut efficace. Mais quelques jeunes, montés sur un conteneur, commencèrent à jeter de gros pétards sur les forces de l'ordre. Un, puis deux, puis trois. Les CRS ont répliqué par de premières capsules de gaz peu avant 16 heures.

Dès lors, c'en était fini de toute manifestation et le XVIIIe arrondissement s'est transformé en vaste champ de bataille. Trois heures durant, une centaine de jeunes de 20-30 ans affrontèrent les CRS. liberation.fr 19.07

La réac de service a aussitôt réagi.

Le maire PS de Paris Anne Hidalgo a "*condamné fermement*" les heurts survenus dans le XVIIIe arrondissement lors de la manifestation de soutien à Gaza interdite par les autorités et a appelé samedi soir à l'apaisement sur Twitter. LePoint.fr 18.07

En complément. Hollande soutien le gouvernement d'extrême droite à Tel-Aviv et néonazi de Kiev.

"*La Maison Blanche établit clairement qui est coupable avant même que l'enquête sur la catastrophe ne commence*", a écrit de son côté sur Twitter le vice-Premier ministre russe, Dmitri Rogozine.

François Hollande et le président ukrainien Petro Porochenko ont quant à eux déclaré qu'ils n'acccepteront "*aucune entrave au travail des enquêteurs*" et soulignent "*l'importance cruciale*" de "*preuves indiscutables*" pour élucider le crash de l'avion malaisien, a indiqué samedi l'Elysée dans un communiqué à l'issue d'un entretien entre les deux hommes. lexpress.fr 19.07

Hollande s'alligne sur Obama, normal. Mais en réalité ce qui les inquiète, c'est que l'examen des restes de la carcasse de cet avion par les forces pro-russes pourrait mettre à bas la version des Américains et révéler l'implication de Kiev, le témoignage que nous avons fourni hier étant apparemment étouffé pour le moment.

- Crash en Ukraine: la Russie fustige les accusations des Américains - lexpress.fr

La Russie a fustigé samedi les accusations américaines selon lequelles les rebelles prorusses sont responsables de la chute de l'avion de ligne malaisien dans l'est de l'Ukraine, probablement abattu par un missile.

"*Les communiqués des représentants de l'administration américaine sont une preuve de la perception profondément aberrante de Washington de ce qui se passe en Ukraine*", a déclaré aux agences de presse russes le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

"*Malgré le caractère évident et indiscutable des arguments fournis par les rebelles et par Moscou, l'administration américaine continue de poursuivre ses propres objectifs*", a-t-il ajouté.

"*On ne manque pas d'être perplexes en voyant les représentants officiels de certains Etats s'empresser de donner leurs versions de la catastrophe, en influant ainsi sur le déroulement de l'enquête*", a abondé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le président américain Barack Obama a affirmé vendredi que l'avion malaisien, qui s'est écrasé jeudi dans l'est de l'Ukraine, avait été abattu par un missile tiré à partir d'une zone contrôlée par les séparatistes prorusses, tandis que les deux camps, ukrainien et prorusse, se rejettent mutuellement la responsabilité.

"*La Maison Blanche établit clairement qui est coupable avant même que l'enquête sur la catastrophe ne commence*", a écrit de son côté sur Twitter le vice-Premier ministre russe, Dmitri Rogozine. lexpress.fr 19.07

La "***chasse aux sorcières*** aux diplomates pro-palestinien.

- Des ambassadeurs favorables à Israël placés au Moyen-Orient - french.irib.ir

Le Quai d'Orsay a choisi au cours de ce derniers mois de relocaliser trois de ses ambassadeurs spécialistes de cette partie du monde en Amérique du Sud et en Irlande.

A l'heure où le Moyen-Orient connaît une période de troubles comme la région n'en avait plus connu depuis plusieurs années, le Quai d'Orsay a choisi au cours de ce derniers mois de relocaliser trois de ses ambassadeurs spécialistes de cette partie du monde en Amérique du Sud et en Irlande. Des mises à l'écart que le journaliste Georges Malbrunot, qui a rapporté cette information sur son blog, qualifie (presque) de « *chasse aux sorcières* ».

Frédéric Desagneaux, consul général de France à Jérusalem – autrement dit représentant de Paris auprès de la Palestine – depuis août 2009 et « *excellent connaisseur du problème palestinien* » aux dires de ses collègues, a été nommé en octobre 2013 ambassadeur au Venezuela. Il avait notamment dénoncé à plusieurs reprises la colonisation israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Le même mois, c'est l'ancien représentant de la France aux Emirats arabes unis (EAU), Alain Azouaou, qui s'est vu dépêcher en Irlande – où il a d'ailleurs été remplacé quelques mois plus tard, en février 2014, par Jean-Pierre Thébaud. Michel Miraillet lui a succédé au poste d'ambassadeur (son tout premier poste d'ambassadeur), bien moins connaisseur de la région que son prédécesseur, et connu pour ses positions pro-israéliennes.

En juillet 2013, Denis Pietton, directeur de cabinet de Laurent Fabius, était lui envoyé au Brésil. Il a notamment été consul général de France à Jérusalem, ambassadeur au Liban ou encore à Washington.

L'ancien otage en Irak conclut en citant les propos qu'un ambassadeur pro-israélien lui avait livrés, il y a quelques années : « *Vos amis du deuxième étage (sous entendu de la toute puissante direction Afrique du nord/Moyen-Orient) et leur slogan l'OLP vaincra, c'est fini maintenant* ». La réaction de François Hollande dans les premiers jours de l'opération menée par Tsahal, qui a exprimé la « *solidarité de la France* » à Israël, semble lui donner raison. french.irib.ir 19.07

Solidarité internationale avec le peuple palestinien.

- Gaza : horreur à perte vue…le monde dénonce! french.irib.ir

Le régime sioniste entame son offensive terrestre contre Gaza, ouvrant un nouveau chapitre de crimes et d'exactions commis à l'encontre de ses habitants sans défense.

L'armée israélienne a lancé, vendredi tôt dans la matinée, une vaste offensive terrestre contre la bande de Gaza et a largué des bombes chimiques sur les zones d'habitation. Haytham Abou Saïd, membre de la Commission de l'ONU aux droits de l'Homme et l'émissaire du secrétaire général de l'ONU, a confirmé l'usage par l'armée israélienne d'un gaz chimique dit le « *gaz blanc* » ainsi que du gaz sarin. « *Israël a fait usage du gaz blanc et du gaz sarin dans ses opérations terrestres à Beit Hanoun et dans la localité de Choka à Rafah* », a affirmé Haytham Abou Saïd. Face à de telles atrocités, serait-il possible à tout esprit lucide de

fermer les yeux et de ne pas protester ? Les voix s'élèvent partout dans le monde.

Aux Etats-Unis, les protestataires se sont rassemblés devant la Maison Blanche et ont dénoncé les propos d'Obama qui vient de qualifier d'auto-défense les agressions du régime sioniste contre la bande de Gaza, rassurant le régime israéliens, qu'il resterait toujours à ses côtés.

En Grande-Bretagne. Londres était mercredi aussi le théâtre d'une manifestation dont les participants ont protesté contre la couverture partiale et partielle des nouvelles de Gaza par la BBC. Soutenant les crimes du régime sioniste, la chaîne de télévision américaine NBC a convoqué son reporter pour avoir couvert le massacre des enfants par l'armée israélienne.

Au Danemark, des milliers de manifestants ont pris part jeudi à un rassemblement, tenu à Copenhague, signe de protestation contre les agressions du régime sioniste à Gaza. Ce rassemblement a été marqué par la présence du président du Parlement, des députés, des personnalités politiques et des journalistes danois. Un grand nombre de Palestiniens résidant au Danemark avaient aussi pris part à ce rassemblement de protestation.

En Ukraine, des milliers d'habitants de Kiev sont descendus dans la rue afin d'exprimer leur solidarité avec les Palestiniens. Les manifestants ont rédigé et signé une lettre à l'adresse du secrétaire général de l'ONU dans laquelle ils lui ont demandé de traduire en justice les responsables du régime sioniste en tant que criminels de guerre.

En Espagne, des centaines de Madrilènes ont pris part jeudi soir à une manifestation d'envergure où ils ont demandé aux politiciens espagnols et européens de presser le régime usurpateur sioniste à cesser ses opérations militaires contre la bande de Gaza. french.irib.ir 19.07

En Grande-Bretagne samedi.

- Gaza: des "*dizaines de milliers*" de manifestants à Londres pour l'arrêt des bombardements - AFP

"*Des dizaines de milliers*" de personnes ont manifesté samedi à Londres pour appeler à l'arrêt des bombardements et à la levée du blocus sur Gaza, ont annoncé Palestine Solidarity Campaign et Stop the War, deux des sept associations organisatrices.

La manifestation organisée à l'appel de sept associations parmi lesquelles Stop the War, Palestine Solidarity Campaign ou Islamic Forum of Europe, a débuté à 12H00 (11H00 GMT), sous un ciel gris et humide, devant les grilles du 10 Downing Street, cabinet et résidence du Premier ministre.

Le cortège s'est ensuite mis en route pour se rendre jusqu'aux abords de l'ambassade d'Israël, située dans le quartier de Kensington, dans l'ouest de la capitale.

La manifestation s'est terminée sous le soleil, sans heurts ni arrestations, a précisé à l'AFP la police qui s'est refusé à donner un décompte officiel.

Palestine Solidarity Campaign a annoncé sur son compte Twitter que deux nouvelles manifestations étaient prévues mardi à 17H30 (16H30 GMT) devant l'ambassade d'Israël à Londres et samedi à Whitehall, le quartier londonien des ministères.

L'organisation a précisé sur son compte Facebook que "*des dizaines de milliers de personnes*" manifestaient à Londres "*pour la paix, la justice et une Palestine libre*". Stop the War a également évalué à "des dizaines de milliers" le nombre des manifestants, selon son compte Twitter officiel.

Sur les réseaux sociaux, nombre d'internautes se sont émus de l'absence de couverture en direct de la manifestation sur les chaînes d'information en continu Sky News et BBC World.

"*Si c'était une marche de la English Defense League (mouvement d'extrême-droite: NDLR), BBC aurait couvert en direct la manifestation*", a ainsi écrit Raf (@raf2340) sur Twitter.

Le Premier ministre David Cameron a indiqué s'être entretenu avec le président Barack Obama de la situation à Gaza.

"*Les deux chefs d'Etat ont réitéré leur soutien au droit d'Israël de prendre des mesures proportionnées pour se défendre des tirs de roquettes en provenance de Gaza*", a rapporté une porte-parole de Downing Street. AFP 19.07

Des intellectuels israéliens se mobilisent pour Gaza

- Des cinéastes israéliens engagés pour un cessez-le-feu - french.irib.ir

Huit cinéastes israéliens ont profité du festival de Jérusalem, organisé du 10 au 20 juillet, pour lancer un appel au cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Ils ont présenté un texte pour la paix témoignant de leur solidarité envers les Palestiniens lors d'une conférence de presse, lundi 14 juillet. « *Les enfants de la bande de Gaza ne bénéficient pas de la protection du système du Dôme de fer, Ils ne disposent pas d'espaces résidentiels sécurisés, ni de sirènes. Les enfants qui vivent aujourd'hui à Gaza sont nos partenaires pour la paix de demain. La tuerie et l'horreur que nous infligeons ne font que repousser plus loin toute solution diplomatique* », écrivent Efrat Corem, Ronit Elkabetz, Shlomi Elkabetz, Tali Shalom Ezer, Shira Geffen, Bozi Gete, Nadav Lapid et Keren Yedaya.

Deux d'entre eux ont lu les noms d'enfants tués à Gaza lors des affrontements des derniers jours. « *Ce n'est pas une provocation, il est naturel de leur donner un nom et de se souvenir* », ont-ils commenté. « *Ceux qui filment la souffrance des Israéliens devraient être assez courageux et honnêtes pour filmer également les morts et les destructions à Gaza, et raconter aussi cette histoire. La douleur des Israéliens et des Palestiniens ne peut être distinguée, et l'une ne cessera pas tant que l'autre durera* », estiment également les cinéastes. french.irib.ir 19.07

Turquie. Le régime israélien est fasciste, nazi.

Pour le premier ministre de Turquie, Israël « *surpasse Hitler en barbarie* » LeMonde.fr

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé Israël de « *surpasser Hitler en barbarie* », au douzième jour des opérations de l'armée israélienne contre la bande de Gaza. Les Israéliens « *n'ont pas de conscience, pas d'honneur, pas de fierté. Et ceux qui condamnent Hitler jour et nuit surpassent Hitler en barbarie*», a-t-il lancé samedi 19 juillet lors d'une réunion publique dans la ville d'Ordu, sur la mer Noire.

Le premier ministre turc a également reproché aux Etats-Unis de défendre les opérations « *disproportionnées* » menées par l'armée israélienne et a dénoncé l'inertie du monde musulman. Il a toutefois appelé la population à ne pas s'en prendre aux juifs de Turquie, « *parce que ce sont des citoyens turcs* ».

Ces déclarations interviennent alors que Recep Tayyip Erdogan est candidat à l'élection présidentielle d'août en Turquie. Mardi, il avait déjà accusé mardi Israël de « terrorisme d'Etat » et exclu toute normalisation avec ce pays. lemonde.fr 19.07

En complément

- Echanges avec Moscou : Ankara, prêt à supprimer le dollar - french.irib.ir

La Turquie a proposé à la Russie d'utiliser les monnaies nationales dans leur commerce réciproque en vue de se débarrasser progressivement du dollar, a annoncé samedi le ministère russe du Développement économique dans un communiqué. "*La Turquie propose à la Russie de passer aux monnaies nationales dans leurs règlements réciproques*", lit-on dans le communiqué publié à l'issue d'une rencontre entre le ministre russe Alexeï Oulioukaïev et son homologue turc Nihat Zeybekçi.

Cette rencontre a eu lieu dans le cadre d'une réunion du G20 économique en Australie. En 2013, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 32,7 milliards de dollars. La Russie arrive en deuxième position parmi les partenaires commerciaux de la Turquie après l'Union européenne, et la Turquie se classe huitième parmi les partenaires de la Russie. Moscou a décidé de relancer les consultations sur le passage aux monnaies nationales afin de réduire le rôle du dollar dans ses échanges extérieurs suite au refroidissement de ses relations avec l'Occident sur fond de crise ukrainienne. french.irib.ir 19.07

Analyse

- Le lien entre Kiev et Ghaza - french.irib.ir

Jeudi dernier, et à seulement quelques heures d'intervalle,deux grands événements ont aggravé le désordre que vit le monde. Le premier a eu lieu en début d'après-midi. Un Boeing 777 de la Malaysia Airlines, affrété par Air France, et qui reliait Amsterdam à Kuala Lumpur s'est écrasé à l'est de l'Ukraine avec, à son bord, 298 personnes dont 85 enfants. Aucun survivant. L'effet produit par cette catastrophe n'était pas loin de rappeler par son intensité l'attaque des tours de New York, le 11 septembre 2001. Tous les médias occidentaux sont passés en mode boucle pour l'événement.

Kiev accuse les «*séparatistes*». Les «*séparatistes*» accusent Kiev. L'Europe accuse Moscou. Moscou, frappée durement la veille par de nouvelles sanctions économiques décidées par les Etats-Unis, se défend et souligne la nécessité de régler durablement le problème ukrainien. Le vacarme est tel que la voix de la Malaisie, pays concerné au premier chef, est à peine audible. C'est la

2ème catastrophe aérienne subie par ce pays en quatre mois. Le 8 mars dernier, un Boeing 777 (décidément) de la compagnie malaisienne disparaissait quelques heures après son décollage de Kuala Lumpur en route vers Pékin avec 239 personnes à bord. Ni l'avion, ni les victimes, ni même le lieu du crash n'ont été retrouvés à ce jour.

Ceci dit, la thèse d'une attaque de l'avion, venant d'Amsterdam, par un missile sol-air à longue portée (l'avion volait à 10.000 mètres d'altitude) est la plus retenue. Mais quel intérêt de s'attaquer à un avion civil? Dans ce genre d'affaires, il est pratiquement impossible de répondre de manière tranchée. L'opération est si bien montée et avec une telle expertise qu'elle ouvre plusieurs hypothèses en excluant toute certitude. Rendant encore plus difficile tout travail de décryptage. Et c'est là où précisément survient, quelques heures après, l'autre événement de même dimension. Aussi grave pour la paix dans le monde. Après 10 jours, en ce mois de Ramadhan, de bombardements sur la population civile de Ghaza, Israël a décidé, jeudi soir, après le f'tour, d'engager une opération militaire terrestre. Le retentissement de cette nouvelle agression contre un peuple sans armes par une armée suréquipée, a été très amoindri. Les médias étaient braqués sur les débris de l'avion malaisien abattu en Ukraine et ne se retournaient que furtivement vers Ghaza prise d'assaut par les chars israéliens.

Difficile, dès lors, de ne pas faire de lien entre ces deux centres de l'actualité. Surtout quand on revoit l'image de l'envoyé spécial d'Israël, Bernard-Henri Lévy, prendre sous sa coupe les premiers rebelles ukrainiens, et les introduire à l'Elysée. Comme il l'avait fait avec Sarkozy pour la Libye. On remarquera que les deux pays ne s'en sont jamais relevés. L'intérêt pour Israël d'allumer un autre feu pour détourner l'attention sur ces méfaits est évident. Il faut cependant y ajouter qu'en poussant l'Europe vers une confrontation avec la Russie, Israël fait un coup double. Régler le compte avec Poutine pour son soutien à la Syrie, mais également avec l'Europe «*coupable*» d'avoir reconnu le nouveau gouvernement d'union nationale palestinien qui compte des membres du Hamas.

Et puis, il y a eu cette directive de l'UE en juin 2013 qui exclut de «*tous les accords entre l'Etat d'Israël et l'UE, les territoires occupés*». Ce qui veut dire que l'UE refuse de financer les sociétés israéliennes installées en territoires occupés. Pour Netanyahu, cette directive «*entrave le règlement du conflit (israélo-palestinien)*». Quant à Obama et son processus de paix... Israël n'ayant plus le soutien des grandes puissances, leur «*rend la monnaie*». Les pays arabes autour d'Israël ne sont pas en état d'affronter militairement, aujourd'hui, Israël. Il suffit de tirer sur ce fil d'Ariane pour comprendre plus et mieux. Et trouver le lien entre Kiev et Ghaza. french.irib.ir 19.07

Gaza résiste.

Gaza: Nouvelle tactique de guerre de la Résistance - french.irib.ir

Il est vrai que le plus dur n'a pas encore commencé : l'offensive terrestre qu'Israël a déclenché contre Gaza se voit heurté à un facteur inexploité jusqu'ici par l'aile palestinienne de la Résistance , à savoir le facteur surprise.

Les opérations palestiniennes semblent ainsi s'inspirer en grande partie de l'expérience de la guerre asymétrique déjà menée par le Hezbollah contre le régime d'Israël. Après les opérations-commandos, les guet-apens à colis piégé, en voici une nouvelle tactique de guerre : les chars piégés. Selon le site Al Youm al Sabah, les brigades Qods, branche militaire du Jihad islamique a revendiqué l'explosion téléguidé d'un char israélien à Beit Hanoun, explosion qui a laissé, selon lessources israéliennes, six blessés graves. Aussitôt après l'explosion, le commando de Qods s'est violemment accriché avec les soldats israéliens.

De violents accrochages se sont poursuivis non loin de la faculté d'agriculture à Beit Hanoun. Le bilan de six blessés graves est confirmé par Maariv et d'autres sources israéliennes qui évitent toutefois très soigneusement de révéler le nombre des pertes dans les rangs des soldats israéliens. Les brigades Qods ont également annoncé avoir pris pour cible de leurs missiles 107 un rassemblement des forces israéliennes à l'est du camp Al Brij. Vendredi les premiers témoignanges de soldats sionistes pris au piège par les commandos palestiniens étaient rapportés par les médias : ces soldats parlent des " *fantômes qui surgissent de nullpart et qui tirent des missiles et des roquettes en notre direction sans que nous soyons capables de les localiser* ". Sur le terrain, les militaires israéliens se montrent comme toujours uniquement habiles à tuer des femmes et des enfants : en 11 jours de raids aériens, terrestres et martimes contre les maisons de Gaza , Israël a tué 307 palestiniens dont 72 enfants... french.irib.ir 19.07

Haut de page

Le 21 juillet 2014

CAUSERIE

La grille de lecture du jour

Créer les conditions favorables à des débordements ou des affrontements violences de façon à pouvoir les exploiter sur le

plan politique, qui concrètement se traduira par un soutien inconditionnel à Israël sous la forme de l'interdiction de manifester contre sa politique criminelle.

Et puis, quel bonheur d'être léniniste !

Je n'ai plus le temps de traiter la polémique qui enfle après le crash du vol MH17, on verra cela demain. Je dois signer ce soir pour mon petit terrain.

C'est intéressant car la même méthode de désinformation est employée par les Américains pour l'imputer aux Russes, que celle qu'ils avaient utilisée pour faire croire au monde entier qu'Assad était responsable d'un bombardement au gaz sarin : ils auraient capté secrètement une conversation entre des pro-russes ukrainiens et des militaires russes, ils n'ont rien trouvé de mieux, à l'époque c'était le Mossad qui auraient capté une conversation entre des militaires syriens.

Leurs mensonges sont tellement gros que cela en devient ridicule et à dire vrai écouter Kerry est un vrai bonheur. Après, on n'a même plus besoins de chercher des preuves pour savoir qui a fait le coup ! On pourrait se contenter de se demander à qui profite le crime une fois de plus, on le sait, au gouvernement néonazi de l'Otan installé à Kiev, mais on se fait un devoir de le démontrer à partir de témoignages ou d'éléments matériels solides, concrets.

Un dernier mot. Si vous avez manqué un épisode ou que vous étiez en vacances, vous pouvez suivre jour après jour le déroulement de l'agression militaire israélienne contre Gaza à partir des causeries des jours antérieurs archivées. J'espère que le traitement que je lui accorde avec ses répercussions en France vous satisfait.

Le chiffre du jour. 434.

Au moins 434 Palestiniens ont été tués depuis le début du conflit à Gaza, dont 96 ce dimanche, en faisant la journée la plus sanglante depuis le début le 8 juillet de l'offensive israélienne contre l'enclave palestinienne.

Dans les rangs israéliens, 13 soldats de la brigade Golani ont été tués ces dernières 24 heures dans la bande de Gaza, portant à 18 le nombre de militaires morts depuis le début de l'offensive «*Bordure protectrice*», le bilan le plus lourd pour les forces israéliennes depuis 2006. 20minutes.fr 20.07

En réalité davantage de soldat de Tsahal ont été tués et des centaines blessés selon les Palestiniens. Du côté Palestiniens on ne compte plus les blessés, plus de 3.000.

Que les dirigeants du vieux monde pourri légitiment la barbarie sioniste va alimenter

Les provocateurs sionistes (donc antisémites) trônent à l'Elysée et à Matignon.

L'infâmie vient d'en haut, et l'imposture suprême tient en un seul mot : Israël, bras armé de l'impérialisme américain.

Elle se traduit par l'instrumentalisation de l'histoire, la leur à travers l'interprétation falsifiée qu'ils en donnent. En fait, ce sont eux qui ont initié les négationnistes des crimes du nazisme pour avoir camouflé les liens qui existaient entre les nazis et les banquiers sionistes, tandis que l'extrême droite doit servir en ultime recours de rempart au régime contre la révolution socialiste.

L'antisémistisme fait l'objet d'un traitement disproportionné par rapport à toutes les manifestations de la barbarie capitaliste depuis le début du XIXe siècle à nos jours. L'intérêt porté à la communauté juive est disproportionné par rapport à ce qu'elle représente dans le monde, moins d'1% de la population mondiale. Pourquoi en est-il ainsi ? C'est simple à comprendre et on l'a déjà expliqué dans de précédentes causeries.

Parce que le sionisme est le volet moyen-oriental du néolibéralisme, le bras armé des compagnies pétrolières américaines, le gardien de leurs puits de pétrole et de gaz dans cette région du monde, et ce sont des sionistes qui ont élaboré l'idéologie néolibérale et la stratégie du nouvel ordre mondial gouvernement mondial.

Les banquiers anglo-saxons se sont enrichis grâce à leur mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient il y a de cela un siècle, il leur a permis d'accroître rapidement leur fortune et leur pouvoir politique dans des proportions gigantesques au point de dicter leur volonté aux gouvernements du monde entier ou presque, de réaliser leur rêve de devenir les maîtres du monde. Le pétrole qui demeure une mane ou une rente inépuisable extraordinaire est impliqué dans tellement d'applications industrielles, que le contrôler permet pour ainsi dire de s'assurer du contrôle de l'économie mondiale au point de pouvoir influer sur l'orientation du capitalisme mondial, de telle sorte que le pouvoir politique ne peut leur échapper.

Le sionisme repose sur une imposture, un mythe qui a valeur de loi éternelle. Ses fondements reposent sur une falsification

de l'histoire. Sa philosophie repose sur le nihilisme, la négation de toute connaissance ou certitude en dehors de la leur qu'il impose au reste du monde. Il est le produit de la négation de l'histoire passée des peuples, sauf la leur qu'ils ont inventée, un déni de la réalité auquel rien ne peut résister. On ne peut lui opposer aucun argument intelligible ou valable à leurs yeux, partant de ce principe qui constitue un défi permanent à la logique la plus élémentaire ou à la raison, dénué de toute rationalité, puisque basé sur une pure invention érigée en théorie, en idéologie, en politique pour dominer le monde et en devenir le maître absolu.

Vous aurez reconnu là la définition de la politique hégémonique américaine avec laquelle il se confond, Israël n'en est qu'une vulgaire succursale vouée à diviser le monde arabe et bien au delà pour mieux assurer sa suprématie...

- François Hollande refuse tout acte «*qui puisse faire resurgir l'antisémitisme et le racisme*» - 20minutes.fr

«*La République, c'est la capacité de vivre ensemble, de regarder son histoire et en même temps d'être toujours prêts à défendre les valeurs démocratiques, de ne pas se laisser entraîner par des querelles qui sont trop loin d'ici pour être importées, de ne pas se laisser emporter par les déflagrations du monde*», a-t-il dit.

(Nous avions raison de marteler que leur République n'est pas la nôtre et ne peut pas être la nôtre, Hollande l'illustre à sa façon et nous l'en remercions.

Leur République tout comme la démocratie dont il se réclame, ne sont que le vernis élimé de toutes les compromissions possibles afin de camoufler la nature bonapartiste, antidémocratique et réactionnaire du régime, sa véritable nature de classe, de telle sorte que la collaboration de classes puissent se développer au sein du mouvement ouvrier et le pourrir au détriment du combat classe contre classe, du combat sur le terrain de l'indépendance de classe pour le socialisme. - ndlr)

«*Ce doit être une grande cause nationale que de lutter inlassablement contre le racisme et l'antisémitisme, je le dis aujourd'hui en particulier, nous devons écarter toutes les menaces, tous les périls et faire que notre sol soit le sol de tous dans la République*», a dit François Hollande. AFP 20.07

Apparemment la Ligue de Défense Juive (LDJ) qualifiée de terroriste et de fasciste, interdite aux Etats-Unis et en Israël mais autorisée en France, ne constitue pas une "*menace*", ne constitue pas un "*péril*" pour sa République. Pourquoi ? Mais parce qu'elle est en France le porte-parole du gouvernement d'extrême droite israélien. Il est donc normal qu'elle bénéfie d'un statut particulier, et lorsqu'elle se livre à des violences urbaines sous les yeux de la police qui lui accorde sa protection, elles ne seraient faire l'objet de poursuites judiciaires, autrement dit le gouvernement français estime que ses actions violentes sont légitimes et les encouragent.

Il faut bien comprendre que la LDJ ne pourrait pas agir de la sorte, si elle ne bénéficiait pas du soutien ou d'un traitement de faveur de la part de Hollande-Valls-Cazeneuve. Comme à Kiev les milices fascistes qu'ils soutiennent également. On a l'impression que l'histoire s'accélère tout d'un coup, vous ne trouvez pas ?

Le porte-parole des bouchers de Gaza intervenait davant un parterre de sionistes avérés.

Le porte-parole des bouchers de Gaza intervenait devant un parterre de sionistes avérés, lors d'une cérémonie organisée le jour de la commémoration du 72e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942, la plus massive des arrestations de juifs (plus de 13 000 personnes en deux jours) réalisées en France.

Parmi eux figurait la famille Klarsfeld qui comme chacun sait s'employa toute sa vie à traquer les nazis à travers le monde, sauf aux Etats-Unis au sein de la CIA à laquelle ils enseignèrent leurs méthodes de torture qui servirent ensuite aux différentes juntes militaires en Amérique latine dans les années 70 contre le mouvement ouvrier ou les opposants aux dictatures militaires, précisons qu'à l'époque figuraient déjà un grand nombre de membres de la communauté juive au sein de l'administration américaine, à la CIA et au Pentagone qui auraient pu les mettre sur leur piste, passons.

Il était inévitable que l'inénarrable bouffon Hollande qui ne craint décidément pas le ridicule se fende d'un discours à leur adresse, allant jusqu'à dire qu'ils avaient "*pris des risques partout dans le monde*" pour débusquer les ex-nazis allemands en fuite après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on se demande bien lesquels puisqu'ils faisaient l'objet de l'opprobe internationale, la plupart étant très âgés lorsqu'ils mirent la main dessus. Certes, ils s'étaient planqués dans des pays ou règnaient des dictatures civiles ou militaires, mais finalement ils n'attrapèrent que d'ex-nazis qui avaient refait leur vie discrètement dans le civil et non des agents au service de ces dictatures ou alors lorsqu'ils étaient retraités et plus en service, donc totalement inoffensifs. Ajoutons que les Klarsfeld bénéficaient du concours et de la protection du Mossad qui comme chacun sait figure parmi les services de renseignements les mieux organisés et les plus puissants du monde. Précisons aussi que le Mossad entretenaient des relations privilégiés avec ces dictatures, tout comme la CIA.

Hollande qui ne manque pas une occasion de parler au nom de la coalition impérialiste anglo-saxonne-soniste en guerre contre la Syrie (et les Palestiniens, etc.) se devait d'en témoigner une nouvelle fois pour qu'on ne se méprenne pas sur son compte ou ses véritables intentions, qu'il se rassure on a parfaitement compris :

«*Ensemble, vous avez aussi retrouvé la trace d'Aloïs Brunner, celui-là même qui était allé chercher votre père, le responsable de la rafle à Nice de septembre 1943*», a-t-il dit à Serge Klarsfeld. «*Il vous a échappé, protégé qu'il était par la dictature d'Assad en Syrie, dont nous connaissons aujourd'hui de quoi elle est capable en matière de barbarie*», a ajouté le président français. AFP 20.07

Une fois de plus Hollande en faussaire se livre à un amalgame grossier entre Hafez el-Assad et son fils Bachar el-Assad actuellement au pouvoir en Syrie. Aujourd'hui Alois Brunner, né le 8 avril 1912 à Nádkút, aurait 102 ans et il y a de forte chance qu'il soit mort où qu'il ne puisse pas rendre de grands services "*en matière de barbarie*" à Bachar el-Assad !

En tant qu'allié de la barbarie sioniste qui bombarde la population civile palestienne de Gaza ou encore du régime fasciste installé à Kiev qui se livre à des atrocités sur la population civile de l'est de l'Ukraine, Hollande est le plus mal placé pour parler de régimes "*barbares*", de dictateurs ou de tyrans que le PS a toujours soutenus ou auxquels les sections de l'Internationale socialiste ont frayé la voie au Moyen-Orient et en Afrique notamment.

Faire monter la tension est un choix délibéré de Hollande-Valls en concertation avec le ministre de l'Intérieur.

Faire monter la tension afin qu'elle débouche sur des affrontements violents pour les exploiter politiquement est un choix délibéré du gouvernement. C'est la méthode de tout Etat policier qui recourt à des provocations afin d'entraîner la réaction violente des manifestants, qu'ensuite il pourra dénoncer et réprimer alors qu'il en est à l'origine, ce qui lui permettra de justifier les mesures liberticides qu'il adoptera dans la foulée ou ultérieurement.

Maintenant, comment croire que les forces de police seraient dans l'incapacité matérielle d'assurer la protection d'un simple lieu de culte de quartier, alors qu'elles assurent la sécurité du Stade de France ou du Parc de Princes par exemple ?

Mieux encore, selon un chef de la police, la stratégie qu'ils ont adoptée devait servir à "*éviter les affrontements communautaires*", autrement dit la confrontation entre les manifestants pro-palestiens et la milice fasciste sioniste La Ligue de la Défense Juive. Or il faudrait qu'il nous explique ce que ces fascistes pouvaient bien faire sur le trajet d'une manifestation pro-palestinienne, sinon monter des provocations afin d'entraîner une réaction violente de la part des manifestants et ainsi de suite. Pourquoi connaissant parfaitement les intentions de ces fachos ne les ont-ils pas maîtrisés avant qu'ils passent à l'action ? On connait la réponse, parce qu'ils bénéficient de la protection des CRS et du soutien du gouvernement du Crif.

Les arguments de ce policier ne tiennent pas, ils servent uniquement à justifier une décision prise en amont selon des critères fabriquées pour l'occasion, ils témoignent répétons-le du choix politique de Hollande-Valls d'interdire une manifestation pro-palestinienne en bon petit soldat de Tsahal.

D'ailleurs, lisez attentivement, ce policier pas très fûté vend la mèche lorsqu'il affirme que les services de renseignement "*avaient prévu plus de 10.000 personnes si la manifestation avait été autorisée*", ce qui signifie que cette manifestation avait été interdite afin de dissuader les opposants à la politique génocidaire de l'Etat sioniste d'y participer ou pour diminuer le nombre de manifestants, ce qui leur aurait permis de dire ensuite qu'elle avait été un échec et que la majorité de la population soutenait Israël.

Mais voilà, l'opération a échoué lamentablement et elle se retourne désormais contre Hollande et son gouvernement comme vous pourrez le lire plus loin, qui plus est, plusieurs nouvelles manifestations sont déjà programmées à Paris cette semaine, mercredi, samedi et peut-être dimanche.

Nouvel Observateur - Un haut responsable policier a défendu, de son côté, la stratégie des forces de l'ordre : "*L'un des objectifs était d'éviter les affrontements communautaires et il n'y en a pas eu*".

Le rassemblement a été cantonné "*parce que si on avait laissé évoluer le cortège, il serait passé non loin de certaines synagogues*", ce qui aurait pu engendrer "*des incidents*", a-t-il ajouté.

"*Si un juif avait été pris à partie, si un pro-palestinien avait été tabassé ? Qu'est-ce qu'on nous aurait dit ?*", interroge ce policier, affirmant que les services de renseignement "*avaient prévu plus de 10.000 personnes si la manifestation avait été autorisée*". Nouvel Observateur 20.07

Vallsionisme.

Manuel Valls invite les Juifs de France à avoir confiance - Reuters

Dans un premier temps, il est bien connu pour l'avoir matraqué que la classe ouvrière s'est laissée tenter par l'extrême droite ou le FN, alors de là à ce qu'elle devienne antisémite, c'était mécaniquement prévisible, déterminé, inévitable, c'est un fait avéré, incontestable. Vous êtes des antisémites, des xénophobes, des fascistes, telle est la logique implacable à partir de

laquelle cette pourriture construit sa démonstration. Voilà comment il fabrique des arguments qui se veulent indiscutables et qui en fait n'ont rien à voir avec la réalité, mais que les médias réprendront en boucle au titre de porte-parole de la propande officielle ou gouvernement aux ordres d'Israël.

Evidemment des antisémites, des xénophobes ou des fascistes doivent être traités comme tels, sans ménagement, par le gouvernement, l'appareil répressif de l'Etat, la justice, la police, d'où l'interdiction de manifester à Paris et les menaces proférées à l'encontre des organisateurs de ces manifestations et de toute personne y participant. Nous appelons travailleurs et militants à participer à toutes les manifestations autorisées ou interdites en soutien à la cause palestinienne.

Derrière chaque jeune des "*quartiers populaires*", surtout ceux issus de l'immigration maghrébine ou africaine, en réalité derrière chaque travailleur, ajoutons derrière chaque opposant à la politique criminelle d'Israël, se "*cache*" un antisémite, et si leur antisionisme se transforme en "*haine du juif*" c'est parce qu'ils n'ont pas "*conscience de l'Histoire*", arguments ou procédé nauséabonds, qui à défaut de fondements ou de preuves ont pour fonction ou a le mérite de servir de certitude en instrumentalisant l'ignorance des masses au delà de la réalité qu'il s'emploie à réécrire ou fabriquer pour l'occasion. Voyons, avouez-le, vous êtes antisémite parce que vous êtes ignorant comme chacun sait martèle Valls, car cela va de soi d'être antisémite, c'est naturel quand on est ignorant, ce n'est pas bien, on ne vous en veut, mais comprenez bien qu'on ne peut vous laisser faire, on doit vous réprimer, c'est pour votre bien, on vous rend service en agissant de la sorte, vous nous remercierez plus tard, et sachez que nous sommes impartiaux, justes

La formule qu'il emploi tient du syllogisme. L'antisionisme conduit à l'antisémitisme. Vous êtes antisionite. Donc vous êtes antisémite ou vous le deviendrez fatalement un jour. Entre nous, cela doit bien faire marrer les juifs antisionistes une telle extrapolation, quelle connerie !

Ce dérapage de Valls qui n'est pas le premier est d'une extrême gravité, il est le pendant d'autres discours tenus par ses amis néolibéraux ou néoconservateurs qui n'hésitaient pas à déclarer il n'y a pas si longtemps, qu'un terroriste sommeillait dans chaque musulman, vous vous souvenez n'est-ce pas ?

Reuters - "*À l'antisémitisme historique (...) s'ajoute un antisémitisme d'une forme nouvelle qu'il est hors de question de nier ou de cacher (...) il se répand sur internet (...) il se répand aussi dans nos quartiers populaires auprès d'une jeunesse souvent sans repère, sans conscience de l'Histoire et qui cache sa haine du Juif derrière un antisionisme de façade et derrière la haine de l'Etat d'Israël*", a déclaré Manuel Valls.

"*La France ne laissera pas les esprits provocateurs alimenter je ne sais quel conflit entre les communautés*", a dit Manuel Valls, appelant à un "*sursaut de la société*" contre l'antisémitisme. Reuters 20.07

Hollande et Valls sont les principaux provocateurs sionistes en France. Le PS est le champion toutes catégories confondues pour alimenter le communautarisme, il a une longue expérience derrière lui en la matière.

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera en mesure de se débarrasser de l'antisémitisme en réprimant férocement ou interdisant tout mode d'expression des sionistes. Il protègera les juifs et toute les communautés minoritaires, et il matera sans ménagement la racaille sioniste, raciste ou xénophobe, à commencer par leurs dirigeants et porte-parole, les BHL et Cie.

Abordons un autre volet.

Les titres de presse d'hier et les derniers développements ou dernières réactions illustrent notre propos ou confirment le bien-fondé de notre analyse.

Le camp des pro-israéliens se fissure suite à l'amplification des opérations militaires israéliennes ou du massacre de Palestiniens.

- Manifestation pro-palestinienne interdite : polémique après les violences - LePoint.fr

- Au lendemain des violences, polémique sur l'interdiction de la manifestation pro-palestinienne - 20minutes.fr

Peu importe, Valls persiste et signe. C'est un dangereux psychopathe, une sorte d'illuminé, un fanatique, normal qu'il soit le porte-parole de fanatiques.

- Valls : les violences de la manifestation pro-Palestine "*justifient d'autant plus*" son interdiction - Francetv info

Et puis tant pis ou plutôt tant mieux si...

- Manif pro-Gaza : "*L'interdiction est venue nourrir une certaine radicalité*" - Le Nouvel Observateur

Plusieurs responsables politiques accusent le gouvernement d'avoir attisé les tensions en interdisant le rassemblement de Paris.

"*L'interdiction est venue nourrir une certaine radicalité*" dans cette manifestation, a affirmé l'élu PS de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi. "*Des manifestations aux quatre coins de la planète se sont bien passées, et pas en France où elle était interdite*", a-t-il relevé, pointant "une erreur" du gouvernement.

Pour Marie-Françoise Bechtel, députée chevènementiste de l'Aisne, par cette interdiction la France "*a favorisé les troubles constatés hier dans cette seule ville*" à Paris.

L'interdiction de la manifestation "*était bien une provocation et une manipulation*", a pour sa part affirmé le parti de Gauche.

"*Pourquoi ne pas l'avoir autorisée ? Et ainsi pouvoir l'encadrer*", s'est demandé sur Twitter l'élu UMP du 18e arrondissement de Paris et secrétaire national de l'UMP, Pierre-Yves Bournazel.

Je m'interroge sur le choix d'interdire la manifestation. Pquoi ne pas l'avoir autorisée? Et ainsi pouvoir l'encadrer. Le Nouvel Observateur 20.07

- Manifestation pro-palestinienne à Paris: les violences auraient-elles pu être évitées? - L'Express.fr

- Manifestation interdite: Yves Jégo dénonce une "*provocation*" du gouvernement - AFP

Le gouvernement "*a fait une forme de provocation*" en interdisant la manifestation propalestinienne samedi à Paris, qui a dégénéré, et n'a pas "*su affirmer l'autorité de l'Etat*", a jugé dimanche Yves Jégo, candidat à la présidence de l'UDI.

"*Manifester l'autorité de l'Etat vis-à-vis des casseurs, ça c'est indispensable, mais on n'interdit pas une manifestation compte tenu des circonstances, et de l'émotion d'une grande partie des Français à propos de ce qui se passe en Israël et en Palestine*", estime l'élu de Seine-et-Marne.

Selon lui, "*le préfet de police aurait dû donner sa démission*".

"*Son irresponsabilité (au gouvernement) est une formidable campagne d'adhésion au Front national*" a-t-il ajouté. AFP 20.07

Israël criminel de guerre. Du pain sur la planche pour la famille Klarsfeld.

- Israël accusé de "*crime de guerre*" après le pilonnage sanglant de Chajaya - AFP

Les dirigeants palestiniens et la Ligue arabe ont accusé Israël d'avoir commis un "*crime de guerre*" et un "*massacre*" en pilonnant dimanche Chajaya, une banlieue de Gaza, faisant des dizaines de morts au 13e jour de ses opérations dans l'enclave palestinienne.

Selon les secours, au moins 60 personnes ont été tuées et plus de 200 blessées dans ce bombardement, le plus meurtrier depuis le conflit de 2008-2009 dans l'enclave palestinienne. Avec 87 morts à travers la bande de Gaza, c'est aussi la journée la plus sanglante depuis le 8 juillet, date du début de l'offensive israélienne pour neutraliser les capacités militaires du Hamas qui contrôle ce territoire.

A Chajaya, une journaliste de l'AFP a décrit des scènes de carnage et de chaos, tel cet homme éventré et à la tête arrachée. Les rues étaient parsemées de voitures calcinées, y compris une ambulance. Une foule de milliers de personne tentait de quitter la zone depuis le matin.

"*Le bombardement brutal et l'offensive terrestre à Chajaya sont des crimes de guerre contre les civils palestiniens et une escalade dangereuse qui pourrait avoir de lourdes conséquences*", a dénoncé la Ligue arabe.

Le gouvernement palestinien a aussi "*condamné de la manière la plus forte qu'il soit le massacre atroce commis par les forces près de la frontière israélienne*", selon un communiqué, appelant la communauté international a "*réagir immédiatement à ce crime de guerre*".

"*Chajaya est une zone civile où le Hamas a placé ses roquettes, ses tunnels, ses centres de commandement*", s'est justifié l'armée, "*cela fait des jours que nous avons prévenu les civils de Chajaya qu'ils devaient évacuer. Le Hamas leur a ordonné de*

rester, c'est le Hamas qui les a mis dans la ligne de mire". AFP 20.07

Parole d'internaute.

1- "*Les réseaux sociaux nous montrent des manifestations imposantes par le nombre de manifestants à Londres, à Vienne, aux Pays Bas... Le Monde pourrait peut être nous en dire plus sur les manifestations dans le monde? A Paris? Interdiction de manifester!*"

Le journal Le Monde censure les informations qui ne vont pas dans le sens de la propagande officielle et il n'est pas le seul média dans ce cas, loin de là ! Normal.

2- "*On est juste en train de vivre une élévation de l'opinion publique contre une politique israelienne qui n'est plus approuvée, il y a rien d'antijuif à cela, peut être antisioniste mais encore faut il voir et comprendre la différence...*"

Vous avez raison, j'ajouterai qu'en persistant Hollande s'enfonce un peu plus chaque jour, il n'a pas le choix, il défend son camp, et que cela pourrait alimenter la lutte des classes, la détermination de la classe à résister en prenant exemple sur les Palestiens.

3- "*Encore du racisme anti arabe et ça ne choque personne : Israël est le pire Etat du monde, son armée coloniale tue bébés, femmes et enfants. Alors l'antisionisme est légitime, à ne pas confondre avec l'antisémitisme, étant moi même un sémite !* "

Deux poids deux mesures, vous connaissez la chanson...

Haut de page

Le 22 juillet 2014

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine de nouveaux articles ce soir si ma connexion Internet est assez rapide.

Je n'ai pas encore commencé à bosser pour l'entreprise indienne dont je vous ai parlé il y a quelques jours. J'attends de voir le volume de travail qu'ils attendent de moi et si c'est compatible avec le temps que je consacre à notre portail. Tout dépendra aussi du salaire qu'ils me proposeront. Wait and see.

Hier je me suis engagé dans l'acquisition d'un petit terrain suite au refus de mon propriétaire de réaliser les travaux que je lui avais demander de faire, et je n'ai pas envie de redéménager tous les trois ans à mon âge. Le frère de Selvi va superviser la construction de ma maison dont j'ai dessiné grossièrement les plans, il me restera à procéder à l'achat de différents matériaux ou accessoires. 800 m² de jardin et 69M² pour la maison, ce sera suffisamment pour nous trois, dans un petit village apparemment très calme, pas tout à fait en pleine campagne mais presque, à dix minutes en moto de l'endroit où je vis actuellement, donc à égal distance de la ville, Pondichéry.

Avant je suis allé tester sur place ma connexion Internet et le téléphone qui fonctionnent encore mieux que chez moi. J'espère déménager avant six mois car pendant ce temps-là je continue de payer un loyer très cher et mon budget n'est pas extensible.

Demain si possible on reviendra sur les violences qui ont émaillé certaines manifestations, car il y a beaucoup de choses qu'on n'a pas eu le temps d'aborder ou de dire. Provocateurs professionnels, voyous, jeunes désoeuvrés ou excédés, gauchistes, extême droite, lumpenprolétariat, il y a un peu de tout là-dedans.

Lu dans quelques articles...

1- "*Un systéme d'information basé sur la propagande...*"

La propagande gouvernement fait office d'information, ils la manipulent à leur guise en fonction de leurs objectifs politiques.

2- "*La dernière chose dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est bien d'une troisième guerre mondiale.*"

Etrange réflexion. En quoi pourrait-il en avoir besoin ? A moins d'identifier la classe dominante au monde et là on comprend mieux...

3- "*On parle de propagande russe pour qualifier ce que les médias occidentaux ne veulent pas montrer.*"

L'ennemi des masses exploitées à abattre est dans leur propre pays, pour les en détourner on leur en désigne un autre, les Russes.

4- "*Si certains détails diffèrent, cette obsession fondamentale de l'émergence d'une « race » pure – la « race » juive – est donc de même nature que celle prônée par l'idéologie nazie de l'époque.*"

Effectivement. Non seulement la race pure est un mythe, mais le berceau de l'humanité semble situé dans la Corne de l'Afrique. Toute idéologie qui la race comme fondement est par nature raciste, donc toute personne qui s'en réclame est forcément raciste.

Cela dit il peut y avoir des juifs qui se disent sionistes sans être pour autant racistes, car ils n'intègrent pas forcément tous les éléments de l'idélogie sioniste. La pression qui s'exerce sur eux ou le potentiel pour qu'ils deviennent racistes est énorme.

5- "*Il faut se poser la question : quel sera le prochain « événement inattendu » dans la spirale de l'escalade ukrainienne et déclenchera-t-il un affrontement militaire direct, où l'on se servira d'armes nucléaires, entre les Etats-Unis, l'UE et la Russie?*"

Il fallait qu'il y en ait un qui prolonge la propagande officielle qui a pour fonction de créer un climat de psychose permanente pour que les masses se réfugient auprès de leur gouvernement dont elles espèrent la protection, c'est sans rire un "*trotskiste*" qui s'y colle, Alex Lantier de WSWS.

On ne comptera le nombre de farfelus qui ont pronostiqué une guerre mondiale dans les jours à venir au cours des dernières années. Il se peut qu'un jour les faits leur donnent raison et alors ils pourront proclamer qu'ils avaient raison, sauf qu'avoir raison avant tout le monde ne sert à rien ou relève de la fabulation quand il y a un tel décalage entre la fiction et la réalité.

6- Une voie dans laquelle il ne faut pas s'engager :

"*L'Etat d'Israël est une création de l'Europe...*"

... et pour finir :

"*... il faut exiger de nos gouvernements nationaux ainsi que de l'UE que tout lien soit rompu avec l'Etat d'Israël tant que celui-ci persistera dans ses pratiques racistes et coloniales d'occupation.*"

On ne dénombrera pas le nombre d'articles publiés par différents portails ou partis politiques qui se terminent dans les bras de l'UE et de l'ONU qui sont complices des bourreaux des Palestiniens.

Au contraire, on doit se dresser contre la politique du gouvernement et de l'UE qui sont complices d'Israël, ce qui n'est pas du tout la même chose. Pourquoi, en quoi ? Parce que nous ne combattons pas pour avoir un meilleur gouvernement dirigé par des représentants de la classe dominante, nous combattons dans la perspective de renverser le régime donc le gouvernement en place pour mettre à sa place un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Notre mobilisation doit obliger le gouvernement à infléchir ou modifier sa politique sans qu'on n'ait rien à quémander de sa part, sans avoir à faire acte de soumission envers lui. Nous refusons de mener notre combat dans le cadre de rapports de serviteurs s'adressant à ses maîtres, car nous dénions toute légitimité aux rapports de classe tels qu'ils existent, nous combattons pour les renverser, pour les inverser en faveur de notre classe.

Ce que nous obtenons, nous l'arrachons uniquement grâce à notre mobilisation, de telle sorte que le gouvernement ne puisse pas en tirer profit sur le plan politique, même s'il sera tenter de le faire, il ne convaincra que les crétins parmi les plus arriérés ou ceux qui veulent bien l'être.

Notre démarche ou notre conception de la lutte de classe s'inscrit en total opposition avec celle de l'ensemble des partis dits ouvriers qui se soumettent à l'ordre établi qu'ils prétendent pour certains abolir, conformément aux enseignement du marxisme.

Nous invitons nos lecteurs à analyser minutieusement les discours (d'aujourd'hui et d'hier) des dfférents partis afin de déterminer lequel ou lesquels ont intégré le marxisme dans leur conception de la lutte de classe et ceux qui s'en sont détournés ou l'ont toujours ignorée.

En très bref en famille.

Le Medef est toujours animé de bonnes intentions, la preuve.

Le président du Medef réitère enfin son idée d'un salaire minimum inférieur au smic pour les chômeurs de longue durée, afin de leur permettre de retrouver un emploi. « *Le niveau du smic doit pouvoir être discuté avec les partenaires sociaux pour que les populations très éloignées de l'emploi (...) puissent retrouver un travail* », dit-il. lemonde.fr 21.07

Et si le président du Medef oubliait (sic!) de penser aux intérêts des patrons, Hollande s'en charge.

"*A un moment, il faut que le patronat pense à ses propres intérêts et qu'il y ait la confiance [dans l'économie].* " a-t-il dit lors d'un dîner avec l'association de la presse présidentielle. lemonde.fr 21.07

A croire que le patronat aurait la tête ailleurs, par exemple il penserait aux intérêts des travailleurs, qui sait, Hollande n'est-t-il pas socialiste ! Lui il y en pense aux intérêts du patronat et il ne loupe pas une occasion de le rappeler.

Parole d'internaute

Contexte.

A la suite d'un article d'Atlantico.fr, les commentaires sur ce portail étant réservés aux abonnés.

- "*Tant qu'il y aura du pain et des jeux.*

Je l'ai entendu plusieurs fois et j'en ai fait le constat suivant : tant que les Français de classe moyenne et les pauvres auront néammoins à manger dans leurs assiettes (on ne meurt plus de faim en France depuis la présidence de VGE) et que le travailleur et le retraité pourront valider un ticket, selon leurs moyens, à la Française des jeux au PMU etc. etc. tant qu'ils pourront vivre et espérer... il n'y aura pas de grèves généralisées comme celle de 1968. Et cette majorité " silencieuse " depuis les années 80 (que Mitterrand a neutralisé par le porte-monnaie) qui a le pouvoir de déclencher une révolution, à condition d'avoir un ou plusieurs fédérateurs à leur tête. Mais cet homme ou cette femme providentiel n'existe pas."

Vous avez sans doute en grande partie raison, dans d'anciennes causeries nous expliquions cela plus en détail... Ces conditions existent en grande partie en Grèce excepté l'homme ou la femme providentiel comme vous dites sans qu'il y ait de révolution pour autant, donc il faut creuser davantage le sujet pour comprendre pourquoi...

Un article dont le titre est démenti par son contenu.

- Le sondage qui montre que les Français ont perdu le goût de la révolte… mais pas de la résistance - atlantico.fr

Les personnes interrogées en mai dernier avaient à répondre à la question suivante :

Globalement, quel est votre état d'esprit face à la situation économique et sociale actuelle de la France ?

Entre mai 2011 et mai 2014, le nombre de personnes qui se disent révoltées est passé de 48% en 2011 à 47% en 2012, puis de 52% en 2013 à 42% en 2014. 49% sont révoltés et seulement 29% sont résignés chez les ouvriers.

Les personnes qui se disent résignées respectivement de 30% à 35%, puis de 33 à 36%.

Celles qui se disent indifférentes de 4% à 7% , puis de 5 à 11%.

Confiantes, de 13% à 10%, puis est resté stable à 8%.

Enthousiastes, entre 1 et 3%.

On notera que le nombre de personnes révoltées demeurent le plus important et relativement stable, tout comme le nombre de personnes habituellement résignées. 49% d'ouvriers révoltées est un chiffre très important qui permet d'entrevoir une marge considérable pour construire le parti, qui plus est sachant que la résignation n'est pas forcément un état d'esprit définitif ou permanent.

Plus préoccupant en revanche le nombre de personnes indifférentes, soit qu'elles s'estiment satisfaites de leur condition ou bien servies par le régime, soit que la propagande idéologique du régime gagne du terrain sachant qu'elle incite à se réfugier dans un individualisme primaire, les deux étant souvent liés.

On notera enfin la chute de 25 à près de 40% des personnes confiantes. Ceux ayant perdu confiance avaient sans doute de bonnes raisons de l'être, sans doute au regard de leur statut social privilégié et d'espérer que leur situation s'améiorerait encore, ils ont rapidement déchanté pour rejoindre le camp des indifférents, ce qui serait dans l'ordre des choses, puiqu'à leurs yeux seule le sort de leur petite personne importe.

Quant aux enthousiastes, ils correspondent à la proportion de la population qui continue de se gaver ou de s'enrichir.

Selon le même sondage, 59% des personnes interrogées ne veulent plus entendre parler d'efforts "pour le redressement des comptes publics", alors qu'ils étaient 67% à vouloir y contribuer en 2012, ce qui traduit le rejet de la politique de saccage des services publics et des cadeaux accordés au patronat par le gouvernement.

Chez les ouvriers ils seraient seulement 23% à accepter de se sacrifier et 32% chez les employés.

Le point sur les manifestations pro-palestiniennes prévues cette semaine en France.

La manifestation parisienne est autorisée.

Selon le ministre de l'Intérieur, le rassemblement prévu mercredi et autorisé ce lundi remplit les conditions de sa doctrine car il est à l'initiative "*d'organisations responsables, qui ont accepté de trouver un accord avec la préfecture de police sur un trajet qui permettra à l'ordre public d'être respecté*".

"*Lorsqu'il y a la possibilité de négocier avec les organisateurs un trajet et des conditions de déroulement qui garantissent l'intervention des forces de l'ordre dans de bonnes conditions, elles seront autorisées.*" a-t-il précisé. Francetv info 21.07

A Paris.

Le 23- Le cortège s'élancera mercredi à 18h30 de Denfert-Rochereau pour rallier les Invalides. à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui regroupe un large panel d'associations, de syndicats et de partis, parmi lesquels le Parti communiste (PCF), le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Europe Ecologie-Les Verts (EELV), la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Solidaires, l'Union nationale des étudiants de France (Unef) et de nombreuses organisations pro-palestiniennes. Le service d'ordre sera assuré par la CGT, qui fait partie du comité organisateur.

Le 26- Un autre rassemblement est prévu samedi à 15 heures place de la République à l'appel des organisations qui avaient déjà appelé à manifester samedi malgré l'interdiction: le NPA, le Parti des indigènes de la République (PIR), le Mouvement des jeunes Palestiniens (PYM-France) et l'Union juive française pour la paix (UJFP). Certaines appartiennent aussi au Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

A Lyon.

Le 23- A Lyon, un rassemblement est prévu mercredi à 18 heures, place des Terreaux. Elle est initiée par le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien, qui regroupe une trentaine d'associations, de partis et de syndicats.

A Lille.

Le 23- A Lille, un rassemblement est prévu mercredi à 18 heures, à Grand'Place, à l'appel de l'"Association France Palestine solidarité 59/62" (AFPS).

A Dijon Le 22- A Dijon, une manifestation est organisée mardi à 18H30, place de la République, à l'appel du Collectif 21, déclinaison locale du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. lexpress.fr 21.07

A Toulouse

Le 23- Mercredi à 18H30 dans le centre-ville, à l'appel du collectif Solidarité Palestine.

A Reims

Le 23- - Mercredi à 19H00 à l'appel de l'AFPS Marne. AFP 21.07

Une question ?

Pourquoi l'agence de presse au service du régime sert la soupe au NPA ?

- NPA: l'exécutif est responsable des débordements lors des manifestations - AFP

Le NPA a une connotation d'extrême gauche ou gauchiste à ses heures, alors le mettre en avant peut servir de repoussoir, à dissuader un certain nombre de travailleurs qui auraient l'intention de manifester de le faire, car ils risqueraient de se voir attribuer leur étiquette ou de servir les intérêts de ce parti dans lequel ils ne se reconnaissent pas vraiment .

C'est finement joué, mais un peu léger tout de même

Le chiffre du jour. 570.

C'est le nombre provisoire de Palestiniens massacrés par l'Etat sioniste depuis le début de son pilonnage de Gaza.

L'aviation et les blindés israéliens ont continué de pilonner la bande de Gaza tout au long de la nuit et dans la journée. Les tirs de barrage de Tsahal ont tué 28 membres d'une même famille près de la frontière sud de Gaza, tandis que dix autres périssaient à Khan Younès dans un tir d'obus contre leur maison, ont rapporté des médecins palestiniens.

Un obus de char israélien s'est écrasé sur un étage de l'hôpital Al Aksa, dans le centre du territoire, faisant quatre morts et 70 blessés selon le ministère de la Santé gazaoui. Reuters 21.07

Parole d'internaute.

Le contexte.

- Manifestation pro-palestinienne à Barbès : premières peines de prison avec sursis - lepoint.fr

lepoint.fr- Trois peines de prison avec sursis et une relaxe ont été prononcées lundi lors des premiers procès liés à la manifestation pro-palestinienne de samedi à Paris.

La peine la plus lourde, 10 mois avec sursis, a été prononcée contre un ingénieur de 33 ans, un père de famille au casier judiciaire vierge, reconnu coupable de rébellion et de participation à un attroupement malgré les sommations de se disperser.

Un autre homme, informaticien de 33 ans et père de trois enfants, a écopé de 4 mois de prison avec sursis pour les mêmes délits...

Une femme de 31 ans sans emploi résidant à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) a été condamnée à six mois de prison avec sursis et 105 heures de travaux d'intérêt général, notamment pour violences sur les forces de l'ordre, en l'occurrence un jet de bombe lacrymogène.

Lors de l'audience, elle a assuré n'avoir eu que le "*réflexe*" de lancer cette bombe le plus loin possible d'elle car la fumée l'asphyxiait. Une version étonnante aux yeux du président du tribunal, qui lui a demandé pourquoi elle n'avait pas tiré un coup de pied dans l'objet fumant plutôt que de le saisir dans ses mains. lepoint.fr 21.07

Elle n'a fait que le retourner à l'envoyeur et elle a bien fait.

1- "*Selon le code pénal !*

Heureusement qu'ils n'ont comparé la Garde des Sceaux à un singe, ils auraient prix de la prison ferme."

La justice à la carte en somme.

2- "*Dangereux pères de famille.*

Où sont passés les voyous casseurs et vandales que nos dirigeants fustigeaient lors de la razzia qui a débordé la manifestation interdite ?

Nulle part ! Disparus, envolés, ! La police de moi président ne les a pas vus et notre ministre de l'Intérieur a tellement peur de les appréhender qu'il s'est rabattu sur de dangereux ingénieurs pères de famille au. Casiers judiciaires vierges ! C'est classique !"

Normal, car il ne faudrait surtout pas que cette frange de la population plus instruite et appartenant aux couches moyennes réalise l'unité avec les couches les plus défavorisées contre le régime, c'est leur hantise et la clé de sa stabilité, faire en sorte qu'elles ne se rassemblent pas pour mener le combat politique ensemble, le régime n'y résisterait pas longtemps.

Et puis, il faut bien comprendre que le gouvernement et le PS se sont donnés tellement de mal pour diviser ou opposer les couches de la population entre elles depuis mai 2012 ou alimenter le communautarisme, le racisme et l'homophobie notamment, afin de pouvoir appliquer leur politique antisociale, que constater que leur opération n'aura finalement servi à rien les exaspère au plus haut point, alors ils se vengent comme ils peuvent en faisant des exemples pour dissuader les membres des couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière de descendre dans la rue au côté de la plèbe des bas quartiers.

3- "*Gouvernement et Justice achètent la paix sociale. De qui se moque-t-on ? Pour une caricature bien sûr absurde et détestable, une ex-candidate aux élections municipales prend 9 mois de condamnation ferme. De l'autre côté, des voyous scandent 'Mort au juifs", agressent et blessent des agents de l'ordre, cassent des vitrines, cassent du mobilier urbain, brûlent de voitures... Bilan : Petites condamnations de sursis, et une relaxe. Comprenne qui voudra...* "

Vous n'y êtes pas du tout. Il ne faut pas trop en demander à un abonné du magazine de BHL.

Leur justice n'a pas condamné à des peines de prison avec sursis des "*voyous*", mais des participants à cette manifestation qui refuseraient d'optempérer aux ordres de la police.

On relèvera que la police qui avait procédé à une soixantaine d'arrestations n'a apparemment pas mis la main sur les provocateurs professionnels à l'origine des affrontements avec les forces de l'ordre établi. C'est ce constat qui vaut d'être retenu car il est instructif. D'autres personnes doivent encore être traduits en justice, gageons que pour faire bonne mesure et balayer les critiques vont comparaître dans les jours qui viennent du menu fretin du lumpenprolétariat ou des adolescents

Un complément qui illustre notre propos.

- Manifestation pro-Gaza interdite à Paris: 4 mineurs déférés - AFP

Quatre mineurs âgés de 15 à 17 ans poursuivis pour violences sur les forces de l'ordre lors de la manifestation propalestinienne interdite samedi à Paris étaient déférés devant la justice lundi pour d'éventuelles mises en examen, a-t-on appris de source judiciaire.

Placés en garde à vue avec quinze autres personnes, toutes adultes, samedi, les quatre adolescents devaient être présentés au juge des enfants. Ils pourraient être mis en examen pour participation à une manifestation interdite et violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique, selon la même source. AFP 21.07

La polémique enfle.

- Manifestations pro-palestiniennes: Valls «*fracture*» la France, juge Rachida Dati - 20minutes.fr

- Manif pro-Gaza : "*C'est l'interdiction qui est à l'origine des violences*" - Le Nouvel Observateur

- Interdire la manifestation "*n'était pas une bonne idée*" selon Le Maire (UMP) - AFP

Quand moins de 1% de la population fait la loi.

Elle bénéficie d'une couverture médiatique démesurée.

- La communauté juive sidérée - LeFigaro.fr

- Après les violences, gouvernement et religieux unis contre l'antisémitisme - AFP

- Antisémitisme : la France en état de choc - LeFigaro.fr

En complément. Dans l'autre sens.

- À Sarcelles: «*Tu leur montres une carte, ils ne savent même pas où est la Palestine!*» - LeFigaro.fr

Normal, elle n'existe pas !

Il y a quelque temps déjà j'avais lu que le système scolaire américain était tellement délabré, qu'un élève parvenu au niveau bac n'était pas foutu de citer la capitale de la plupart des pays dans le monde tel que l'Italie, la Grèce ou la Belgique...

L'extrême droite au secours d'Hollande et Valls.

- Débordements à Sarcelles : Philippot met en cause "*l'immigration de masse*" - Francetv info

Philippot (FN): "*une émeute urbaine majeure tous les mois en France*" - AFP

Quelques infos sur les agresseurs.

Soldat israélien capturé: Israël s'insurge contre Netanyahu - french.irib.ir

Les internautes israéliens ont vivement critiqué l'entrée du régime sioniste en guerre terrestre contre la Bande de Gaza qui a abouti à la captivité d'un militaire et ont demandé la démission immédiate de Benyamin Netanyahu. Selon Farsnews après l'annonce de la captivité d'un soldat sioniste, Shaul Aron, par les unités de Qassam, branche militaire du Hamas, les réseaux sociaux ont été tout de suite envahi par cette nouvelle. Beaucoup d'internautes israéliens et vivement critiqué et injurié Avigdor Liebermann, chef de la diplomatie israélienne et le premier ministre Benyamin Netanyahu en raison de l'entrée en guerre terrestre contre la Bande de Gaza.

Les internautes demandaient le retrait de ce qu'ils appelaient l'enfer ainsi que la démission immédiate de Netanyahu en tant que personne incompétente. Les internautes ont ajouté que Netanyahu ne savait rien que de parler du programme nucléaire de l'Iran sans franchir un pas position à ce propos et pour ses attitudes Israël a perdu sa crédibilité. Les brigades d'Ezzeddine Qassam ont annoncé hier soir qu'ils ont captivé dans le quartier Al-Teffah de Gaza un soldat israélien nommé Shaul Aron dont le code personnel est 6092065. french.irib.ir 21.07

Le commandant de la brigade Golani, tué - french.irib.ir

C'est un coup très dur infligé à l'armée israélienne puisqu'il s'agit de la force élite de l'armée sioniste. Selon les sources israéliennes, citées par la chaine libanaise MTV, le commandant de la force spéciale de l'armée israélienne, brigade Golani, a succombé à ses blessures " *subies au cours de violents accrochages de dimanche avec les combattants de la Résistance.* " 26 militaires israéliens ont également été blessés au cours d'affrontement très violent qui ont éclaté ce lundi matin à Gaza dont 4 se trouvent dans un état critique. Yediot Aharonot a confirmé le bilan de six blessés dans les rangs des militaires israéliens, blessés qui ont été évacués dans le centre de soin Shayba. Toujours selon le journal, deux de ces blessés se trouvent dans un état critique.

Palestine Al Youm revient sur la mort de Ghassam Alien, le haut commandant de la force élite de l'armée sioniste qui a donné l'ordre d'attaquer la localité de Chajaiya dimanche à l'est de Gaza où les chars et les drones israéliens ont tué de sang froid plus de 100 civils palestiniens et en ont blessé plus de 500. Les médias n'hésitent pas à qualifier ce massacre de "*Sabra et Shatila*" bis en allusion à un massacre similaire commis en 82 au sud du Liban toujours par les militaires criminels d'Israël. l'armée sioniste a nommé dimanche soir un nouveau commandant à la tête de la force d'élite isralienne. french.irib.ir 21.07

Pertes militaires: "***Une révolution en vue en Israël***" - french.irib.ir

Un célèbre analyste israélien qui tient une colonne dans Haaretz reconnait la très âpre censure médiatique pratiquée en ce moment en Israël. Narapress cite Yuel Marcos qui dit : " *Si le vrai bilan des pertes dans les rangs de l'armée israélienne était rendu public, il y aurait une révolution en Israël*". " *L'armée impose une stricte censure sur le bilan des pertes dans les rangs de l'armée. Si on nous avait permis de tout publier, une révolution aurait éclaté et tout le monde y mettrait ses plumes, coupables et non coupables*" depuis le premier jour de l'offensive roche invincible Tel-Aviv impose une censure folle aux médias par crainte de la réaction des israéliens.

Samedi soir les rues de Tel-Aviv ont été le théâtre de vastes manifestations des colons qui refusent de se faire tuer dans une guerre qui n'a aucun " *objectif*". Les policiers se sont attaqués aux manifestants avant de les disperser à coup de gaz lacrymogène. toute manif anti guerre est depuis interdite. Mais la censure médiatique commence à être remise en cause en Israël même vu le bilan "*effrayant*" des pertes dans les rangs des militaires sionistes. Près de 50 militaires israéliens auraient été tués dans différentes opérations commandos menés par les Palestiniens sur le sol d'Israël. La plus spectaculaire d'entre elles a été celle qui a ébranlé la brigade la plus performante de l'armée sioniste, brigade Golani. Le commandant de cette soi-disant force d'élite a été tué. french.irib.ir 21.07

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos du crash du Vol MH 17

Washington utilise la chute de l'avion de Malaysian Airlines en Ukraine pour menacer la Russie
- Mondialisation.ca, - 19 juillet 2014

Avant qu'aucune enquête n'ait été effectuée, des politiciens en vue et des organes médiatiques américains se sont emparés du terrible crash, de l'avion de Malyasian Airline dans l'est de l'Ukraine le 17 juillet, qui a coûté la vie à 295 personnes, pour accentuer les menaces vis-à-vis de la Russie, créant le risque d'une guerre ouverte avec cette dernière.

L'épave du Vol MH 17 se trouve dispersée sur une zone d'environ 15 kilomètres dans une région contrôlée par les milices pro russes qui combattent le régime de Kiev appuyé par l'Occident. Des experts de la sécurité aérienne ont expliqué que le crash pouvait être du à une panne mécanique, à une bombe se trouvant à bord de l'avion ou au fait que l'avion ait été abattu en vol.

Moins d'une heure après le crash cependant, avant même que les dimensions et l'endroit exact de la zone où s'est écrasé l'avion n'aient été connus, des politiciens américains de premier plan, des organes médiatiques américains et le régime fantoche de Kiev insistaient pour dire que la Russie et ses alliés en Ukraine orientale avaient abattu l'avion à l'aide d'un missile BUK. Un responsable du ministère de l'Intérieur ukrainien, Anton Gerashchenko, dit auWall Street Journal: « *Ils ont de toute évidence pensé qu'ils tiraient sur un avion militaire. Ce sont eux qui ont fait cela.* »

Les agences américaines de renseignement ont également affirmé que l'avion avait été abattu par un missile, citant des donnés satellites, mais sans dire qui avait tiré le missile. Ni Kiev ni Washington n'ont présenté de preuves comme des images satellites, des données radar ou des témoignages de témoins oculaires pour soutenir leurs allégations.

Le premier ministre malaisien, Najib Razak pour le pays duquel c'est la deuxième catastrophe aérienne cette année après la disparition de 239 personnes à bord du vol MH 370 de Kuala Lumpur à Beijing, a demandé à ce que l'enquête se poursuive. Il a dit : « *Les autorité ukrainiennes pensent que l'avion a été abattu. Mais il est encore trop tôt pour que la Malaisie soit capable de confirmer la cause de cette tragédie… S'il transpirait que l'avion a effectivement été abattu, nous insisterions pour que les auteurs soient rapidement traduits en justice.* »

Si le vol MH17 a été abattu par une batterie de missiles BUK – un système développé à l'époque soviétique et utilisé tant par l'armée russe (250 unités) et l'armée ukrainienne (60 unités), il existe trois possibilités quant à ceux qui l'ont abattu. Cela a pu être le régime de Kiev ou les diverses milices d'extrême droite qui luttent aux côtés de ses forces armées, des séparatistes pro russes ukrainiens ou les forces armées russes elles-mêmes.

Les médias russes ont rapporté mercredi 16 juillet que Kiev avait déployé des batteries de missiles anti-aériens aux alentours de la ville de Donetsk, la plus grande ville tenue par les milices pro russes. Depuis là, des systèmes avancés de missiles comme les BUK ou les S-300 auraient pu abattre un avion dans la région.

Moscou ou des milices séparatistes d'Ukraine orientale auraient également pu atteindre l'avion au moyen de missiles BUK et avec l'assistance technique de l'armée russe. Les forces séparatistes d'Ukraine orientale ont, comme il a été rapporté, saisi des batteries de missiles BUK quand elles ont capturé une base militaire ukrainienne au début de la semaine dernière et ont affirmé avoir abattu un avion ukrainien peu avant que le vol MH17 ne s'écrase.

Quant à savoir si c'est Kiev, Moscou ou ses milices alliées qui ont abattu MH17, on ne peut qu'attendre qu'une enquête ait lieu, en supposant que les combats dans l'Est de l'Ukraine vont permettre à celle-ci de s'effectuer. Quelle que soient ceux qui ont abattu l'avion de ligne malaisien, s'il a vraiment été abattu, la principale responsabilité de cet acte horrible est à chercher dans la catastrophe déclenchée en Ukraine par Washington et des alliés européens.

Washington a sans arrêt cherché à intensifier les tensions politiques et militaires dans le but d'encercler la Russie. En rendant la situation de plus en plus violente, il a cherché à contrer les éléments en Allemagne qui, pour des raisons qui leur sont propres, éprouvent de la nervosité à voir la politique allemande subordonnée aux intérêts américains. Les responsables américains, et les médias se sont donc emparés du crash pour exiger une escalade militaire en Ukraine, une capitulation russe aux intérêts américains en Ukraine et un alignement complet des pouvoirs européens sur la politique américaine.

Le New York Times a fait porter toute la responsabilité du crash au président russe Vladimir Poutine, tout en admettant ne pas savoir qui en était responsable. Remarquant que « *cela prendra probablement un moment pour trouver qui est vraiment responsable* » (...)

Quelques titres de presse.

- Vol MH17 : les services de renseignement américains soupçonnent la Russie - LeMonde.fr

- Crash du vol MH17 : le système de missile venait de Russie, assure Kerry - Le Nouvel Observateur

- Révoltés, les Pays-Bas donnent une «*dernière chance à Poutine*» - LeFigaro.fr -

- Crash MH17: Paris, Berlin et Londres menacent Moscou de nouvelles sanctions - AFP

- Vol MH 17 : les séparatistes remettent les boîtes noires aux Malaisiens - LeMonde.fr

Ils ont sans doute de bonnes raisons de ne pas les remettre aux représentants de l'OSCE qui sont des agents des Etats-Unis.

Crash en Ukraine: la Russie fustige les accusations des Américains - lexpress.fr

Les dirigeants russes réagissent. La Russie a fustigé samedi les accusations américaines selon lequelles les rebelles prorusses sont responsables de la chute de l'avion de ligne malaisien dans l'est de l'Ukraine, probablement abattu par un missile.

"*Les communiqués des représentants de l'administration américaine sont une preuve de la perception profondément aberrante de Washington de ce qui se passe en Ukraine*", a déclaré aux agences de presse russes le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

"*Malgré le caractère évident et indiscutable des arguments fournis par les rebelles et par Moscou, l'administration américaine continue de poursuivre ses propres objectifs*", a-t-il ajouté.

"*On ne manque pas d'être perplexes en voyant les représentants officiels de certains Etats s'empresser de donner leurs versions de la catastrophe, en influant ainsi sur le déroulement de l'enquête*", a abondé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. lexpress.fr 19.07

Les Américains avaient déterminé à l'avance qui devait être l'auteur de ce tir de missile, partant de là aucune discussion sérieuse n'est possible. Ils sont dans le déni permanent en guise d'argumentation, et contre un tel procédé il n'existe aucune parade en dehors de fournir si possible les preuves matérielles du coupable.

L'empressement des Américains a accusé la Russie, ainsi que son empressement à mettre la main sur les débris de l'avion pour faire disparaître les preuves de l'implication de Kiev est à la décharge des Russes qui n'avaient aucun intérêt à créer un tel incident.

La CIA passée maître dans l'art de la conspiration et de la falsification ou fabrications de preuves à la manoeuvre."

Les Etats-Unis et leurs alliés ont imputé aux rebelles séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine la destruction du Boeing de Malaysia Airlines.

Faits diffusés par le renseignement américain sur le vol MH17 - Reuters 21.07

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a présenté dimanche ce qu'il a qualifié de preuves accablantes de la complicité de la Russie dans la destruction du Boeing de la Malaysia Airlines jeudi dans l'est de l'Ukraine.

Sans aller jusqu'à accuser Moscou d'être directement responsable, le chef de la diplomatie américaine a produit les accusations américaines les plus détaillées jusqu'ici publiées, basées sur les dernières indications des services de renseignements américains. Elles permettent aux Etats-Unis de dire que la Russie a fourni aux insurgés pro-russes les systèmes antiaériens sophistiqués utilisés pour abattre l'avion.

Moscou dément toute implication et montre l'armée ukrainienne du doigt.

Les services de renseignements américains ont publiés pendant le week-end sur le site de l'ambassade des Etats-Unis à Kiev plusieurs affirmations.

"*Au cours du mois écoulé, nous avons détecté une quantité croissante d'armements lourds pour les combattants séparatistes qui traversent la frontière en provenance de Russie vers l'Ukraine. Le week-end dernier, la Russie a envoyé aux séparatistes*

un convoi d'équipements militaires avec 150 véhicules, dont des chars, des véhicules blindés de transport de troupes, de l'artillerie et de nombreux lance-missiles."

(Le fait de posséder "*une quantité croissante d'armements lourds*" ne signifie pas qu'ils auraient été utilisés quand ni comment, cela ne constitue pas le début d'une preuve. - ndlr)

"*Nous avons aussi des informations selon lesquelles la Russie permet l'entraînement des combattants séparatistes sur un site dans le sud-ouest de la Russie, et que cette formation comprend un entraînement sur des systèmes de défense aériens.*"

(Le fait non avéré mais admettons-le, de participer à "*un entraînement sur des systèmes de défense aériens*", ne constitue pas une preuve que ces combattants auraient détruit cet avion. - ndlr)

"*Les combattants séparatistes pro-russes ont fait preuve de leur compétence en matière de systèmes de missiles sol-air et ont abattu une dizaine d'aéronefs ces derniers mois, dont deux gros avions de transport.*"

(A notre connaissance ils n'en ont détruit qu'une poignée qui étaient à la portée d'un missile de courte portée seulement, rien à voir avec un avion volant à 10.000 mètres d'altitude. - ndlr)

"*Au moment où le contact a été perdu avec le vol MH17, nous avons détecté le lancement d'un missile sol-air (SAM) à partir d'une zone contrôlée par les séparatistes dans le sud-est de l'Ukraine. Nous pensons que ce missile était un SA-11.*"

(Il se trouve que justement dans cette zone figurait une rampe de lancement de missile appartenant à l'armée ukrainienne et qu'elle est subitement été démagée hors de cette zone just après le crash de cet avion, mais cela les Américains ne le retiendront pas car leur thèse entièrement fabriquée tomberait à l'eau. - ndlr)

"*Des interceptions de communications séparatistes mises en ligne sur YouTube par le gouvernement ukrainien indiquent que les séparatistes étaient en possession d'un système SA-11 dès le lundi 14 juillet. Dans les interceptions, les séparatistes ont fait référence à plusieurs reprises au fait qu'ils étaient en possession de Buk (SA-11) et qu'ils les repositionnaient.*"

(Ils ont pu être entièrement fabriqués comme ce fut le cas à propos de la Syrie, pour impliquer Assad dans le bombardement au gaz sarin dans le quartier de la Goutha et justifier un bombardement de la Syrie par la coalition occidentale.

Que les "*sépartistes*" possèdent des Buk n'est pas un argument puisque l'armée ukrainienne en possède aussi, et qu'ils changent leur positionnement en fonction de l'évolution de la situation sur le champ de bataille non plus- ndlr)

"*Des mises en ligne sur les réseaux sociaux jeudi montrent un système SA-11 traversant les villes de Torez et Snijné contrôlées par les séparatistes près du site du crash et du lieu estimé du lancement du SAM. De cet endroit, le SA-11 a la portée et la capacité en hauteur pour avoir abattu le vol MH17.*"

(Posséder ou transporter un missile ne constitue par une preuve qu'il aurait servi à abattre cet avion. - ndlr)

"*L'Ukraine se sert aussi des systèmes SA-11, mais nous sommes sûrs qu'aucun système de la défense aérienne ukrainienne ne se trouvait dans le rayon du crash. En outre, les forces ukrainiennes n'ont pas tiré un seul missile sol-air durant le conflit bien que s'étant souvent plaintes des violations de leur espace aérien par l'aviation militaire russe.*"

(Faux, comme nous l'avons dit plus haut il y en avait un appartenant à l'armée ukrainienne positionné dans cette zone. - ndlr)

"*Dans une conversation interceptée qui a largement été diffusée sur internet, un chef séparatiste bien connu dit à une autre personne qu'une faction séparatiste a abattu l'avion. Après qu'il fut devenu évident que l'avion était un avion de ligne civil, les séparatistes ont effacé des réseaux sociaux les annonces où ils se vantaient d'avoir abattu un avion et de posséder un système de missile sol-air Buk (SA-11).*"

(Pure invention de la CIA ou du Pentagone experts en la matière. Un faux flagrant, car si un tel message avait été diffusé par les "*séparatistes*" sur les réseaux sociaux, la NSA se serait empressé de le copier, si tel était le cas aujourd'hui les Américains n'auraient plus qu'à le brandir comme preuve pour impliquer indiscutablement les "*séparatistes*", sauf qu'ils en sont incapables parce que ce message n'a jamais existé. -ndlr)

"*Des données audio fournies à la presse par les services de sécurité ukrainiens ont été étudiées par les analystes des services de renseignements qui ont confirmé qu'il s'agissait de conversations authentiques entre des chefs séparatistes connus, en se basant sur la comparaison des données audio ukrainiennes diffusées sur internet à des enregistrements de séparatistes connus.*"

(Les médias ne disposent pas des moyens techniques pour comparer des enregistrements audios et en déterminer l'origine. Donc une fois de plus il faudrait faire confiance aux services de sécurité d'un régime néonazi de connivence avec la CIA, c'est nous prendre pour des naïfs ou des demeurés. Qu'on se souvienne le nombre de fois où la CIA a soi-disant authentifié des enregistrements audio attribués à Ben Laden, alors qu'il était mort depuis plusieurs années. - ndlr)

"*Des vidéos diffusées hier sur les réseaux sociaux montrent un SA-11 sur un convoyeur traversant le secteur de Krasnodon pour s'en retourner en Russie. La vidéo montre qu'il manque au moins un missile au système, ce qui suggère qu'il a effectué un tir.*" Reuters 21.07

Rien ne dit qu'il était complet au départ ni où il serait passé, les Américains passent leur temps à extrapoler et à écrire l'histoire que l'on devrait gober sans se poser de questions ou relever leurs contradictions, l'incohérence de leurs argumentations.

En complément pour enfoncer le clou.

Déménagement à la hâte juste après la chute de l'avion d'un système de missiles anti-aériens appartenant à l'armée ukrainienne positionné dans la zone contrôlée par les pro-russes.

Les autorités ukrainiennes, a affirmé l'ambassadeur de Russie à l'Onu, Vitali Tchourkine, doivent encore répondre à des questions relatives au comportement de leurs contrôleurs aériens. Kiev, a-t-il ajouté, doit également expliquer pourquoi un système de missiles anti-aériens Bouk "*se trouvait dans une zone directement contrôlée par les rebelles*" et en a été retiré juste après la chute de l'avion.

Le ministère russe de la Défense a mis au défi lundi Washington et Kiev de prouver leurs accusations contre les rebelles pro-russes et Moscou et a affirmé qu'un chasseur de l'armée de l'air ukrainienne avait volé à moins de cinq kilomètres de l'avion de ligne le jour de la catastrophe.

L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Samantha Power, a répliqué en affirmant que "*si la Russie croyait vraiment que l'Ukraine est impliquée dans la destruction du vol 17, le président Poutine aurait demandé aux séparatistes d'en préserver à tout prix les preuves*". Reuters 21.07

Quelques faits supplémentaires.

- Le drame de l'écrasement du Boeing 777 de Malaysia Airlines : Une histoire à suivre. - Mondialisation.ca, 19 juillet 2014

1. Selon l'aiguilleur du ciel espagnol qui gérait le vol de l'avion de Malaysia Airlines, des avions militaires ont croisé le Boeing trois minutes avant sa disparition des radars. À peine avait-il disparu que les autorités de Kiev annonçaient qu'il s'était écrasé. Il se demande alors comment ont-elles su si vite qu'il s'agissait d'un écrasement.

2. L'avion présidentiel russe, avec à son bord le président Poutin, de retour de sa tournée latino-américaine, devançait de 37 minutes sur la même trajectoire le Boeing 777 de Malaysia Airlines. L'avion présidentiel passa à 12 : 21 GMT au même point où est disparu des radars l'avion malaisien 37 minutes plus tôt, soit à 11 : 44 GMT.

Certains se demandent si la véritable cible n'était pas l'avion du président russe. Il y aurait eu de la part des auteurs une erreur de perception, confondant l'avion malaisien avec celui du président russe.

(A mon avis, c'est la véritable explication pour le coup susceptible de servir de détonateur à une nouvelle guerre mondiale, chacun en aura parfaitement conscience.

Vous me direz qu'à ce compte-là, l'aile néoconservatrice, qui au sein de la CIA et du Pentagone a orchestré le 11 septembre 2001, pourrait très bien décidé de faire sauter l'avion d'Obama si elle en était à la conclusion que c'était le seul moyen d'arriver à ses fins, n'avait-elle pas menacé Bush dans ces termes si vous vous souvenez. Mais je continue de penser qu'ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner dans le contexte actuel ou le plan d'avancement de leur stratégie, même s'il piétine ici ou là. - ndlr)

Un sujet qui fera jaser pendant encore longtemps.

3. Le procureur général d'Ukraine, Vitali Larema, dément la prise par les miliciens de systèmes Bouk et S-300, pouvant atteindre des cibles à plus 10 kilomètres d'altitudes.

Cette déclaration met un terme aux spéculations voulant que les miliciens aient mis la main sur certains de ces missiles pouvant atteindre des cibles à plus 10 kilomètres, altitude de vol du Boeing 777 de Malaysia Airlines. (Un témoignage de poids qui met à mal les allégations des Américains et du gouvernement de l'Otan en place à Kiev. - ndlr)

4. La Russie confirme que les moyens de la défense antiaérienne russe n'étaient pas actifs dans les zones frontalières de la Russie avec l'Ukraine ce 17 juillet, et que les Forces aériennes de Russie n'ont effectué aucun vol ce jeudi.

5. Les pièces recueillies par les insurgés sur les lieux de l'écrasement de l'Avion 777 (cartes mémoires flash, cartes mémoires d'appareils photo, boîtes noires) seraient remises aux experts désignés aux fins d'enquêtes.

Un rappel, accablant pour Kiev, pour ceux qui n'ont pas lu la causerie du 19 juillet.

- Malaysia Airlines: ce controleur aérien qui a trahi Kiev - french.irib.ir

Un contrôleur aérien de l'aéroport Boryspil à Kiev, de nationalité espagnole, connu sous le pseudo Carlos Spainbuca a fait des révélations que Kiev aura du mal à nier. En accusant précipitamment les pro-russes, Kiev montrait clairement qu'il avait quelque chose à cacher…

Selon ce contrôleur, les militaires ukrainiens ont envoyé un rapport au gouvernement de Kiev où ils ont indiqué que le missile sol-air qui a abattu le Boeing 777 de la Malaysia Airlines a été lancé hors du territoire contrôlé par les rebelles. Il affirme que l'avion pourrait avoir été abattu par un missile ukrainien. Carlos Spainbuca explique :

"*Les chasseurs ukrainiens ont accompagné le Boeing 777 trois minutes avant sa disparition de l'écran radar* ";

"*Kiev l'a abattu, Kiev devrait chercher les coupables chez lui. Nous avons la confirmation que Kiev l'a abattu, nous connaissons clairement ça*";

"*Ici, les militaires du haut commandement savent et disent que ce ne sont pas les forces pro-russes qui ont fait ça, l'armée a confirmé qu'il y avait un ordre, mais nous ne savons pas d'où il vient*";

"*Il y a quelques jours, j'ai tweeté que, ici, les militaires à Kiev veulent se révolter contre l'actuel président. Il est possible que Timochenko soit le commanditaire*";

"*L'espace aérien est fermé*". french.irib.ir 18.07

C'est étrange, les Russes sont au courant de cet épisode, mais pas les Américains et leurs alliés qui ne tiennent pas compte de ce témoignage clé.

Les multinationales de la mal bouffe, de la sale bouffe.

- La Chine ferme une usine de viande fournissant McDonald's et KFC - AFP

La ville de Shanghai a fermé une usine du fournisseur américain OSI Group après qu'il a vendu de la viande périmée à de grandes entreprises de restauration dont McDonald's et KFC, ont annoncé les autorités lundi, dans ce qui semble être le dernier scandale alimentaire chinois.

Parmi les autres clients de l'usine figuraient les chaînes Burger King, Papa John's Pizza, Pizza Hut, Starbucks coffee et Subway, a rapporté le Shanghai Daily lundi.

Le géant de la grande distribution américaine Walmart a indiqué au début de l'année qu'il renforcerait les inspections de ses fournisseurs chinois, après qu'il a été forcé de rappeler de la viande d'âne qui s'était avérée contenir du renard.

L'année dernière, la Chine a arrêté des centaines de personnes pour des délits liés à la sécurité alimentaire, notamment la vente de viande de rat et de renard étiquetée comme du boeuf et du mouton, après une campagne de répression de trois mois, a indiqué la police. AFP 21.07

Haut de page

Le 23 juillet 2014

CAUSERIE

Double langage. Sauf le PCF, solidarité oblige avec Hollande complice d'Israël.

Le PCF manifeste à Paris pour une "*une issue politique, pacifiste et juste*" entre l'Etat sioniste et les Palestiniens. (Lettre de Pierre Laurent à Bernard Cazeneuve - www.pcf.fr/57205), une " *paix juste et durable*" ("*Amplifier la solidarité avec le peuple palestinien, défendre le droit de manifester*" (Front de Gauche - pcf.fr/57203), comme si cela était possible, reconnaissant ainsi le droit d'Israël à exister... sur les cendres des droits des Palestiniens, les uns étant incompatibles avec les autres.

En fait le discours du PCF est conforme à celui de Valls qui estime que, je cite l'AFP : la position de la France est "*équilibrée*", "*juste*" en somme, c'est ce que ne cesse de répéter aussi Netanyahou. Tout s'explique.

- Déclaration de 51 partis communistes : « *le massacre du peuple de Palestine doit cesser maintenant* » - legrandsoir.info - 21.07

Nous, partis communistes qui signons cette déclaration commune condamnons l'offensive barbare et criminelle de l'État d'Israël contre le peuple palestinien.

Nous exprimons notre entière solidarité avec le peuple palestinien et nous appelons les travailleurs du monde entier à se mobiliser afin de renforcer la vague de condamnation d'Israël, afin que la solidarité avec le peuple palestinien trouve une expression concrète.

Les États-Unis portent une énorme responsabilité dans ces événements sanglants, ils soutiennent Israël, par tous les moyens possibles, dans sa poursuite de l'oppression et du massacre du peuple palestinien.

L'Union européenne porte également une responsabilité, en suivant la ligne consistant à mettre à « *équidistance* » la victime et le persécuteur, et en développant dans le même temps une coopération avec Israël dans les domaines militaire, économique et politique.

Les partis communistes et ouvriers qui signent cette déclaration exigent que :

Le crime contre le peuple palestinien soit condamné ;

Les raids aériens continus contre le peuple palestinien cessent immédiatement et qu'une offensive terrestre soit empêchée ;

Les armées d'occupation israéliennes se retirent ;

Les prisonniers politiques soient tous libérés immédiatement des geôles israéliennes ;

L'inacceptable mur de division soit démoli et toute forme de blocus contre les Palestiniens à Jérusalem, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza soit levée ;

La fin immédiate des colonies et le retrait de tous les colons qui se sont établis au-delà des frontières de 1967 ;

Le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens chez eux, sur la base des décisions de l'ONU correspondantes ;

Les exercices militaires communs et les accords de coopération militaire avec Israël soient annulés ; Un État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, soit institué ;

Lu dans un article.

L'existence d'Israël ou le sionisme : Une provocation permanente.

Là où il y a absence d'antisémitisme, le sionisme l'invente.

Là où il y a pénurie d'antisémitisme, le sionisme le fabrique.

Là où il y a abondance d'antisémitisme (comme à Kiev), le sionisme s'en accommode.

Tout est dit dans l'article de Thierry Meyssan (Extension de la guerre du gaz au Levant.) pour comprendre pourquoi les Américains et ses alliés font la guerre à la Syrie, à l'Irak, au peuple palestinien. Vous aurez remarqué que pas un média, pas un parti ou syndicat, pas une organisation ou association ne l'évoque. Etrange, non ? Et qu'en déduisez-vous demanderez-vous ?

Qu'apparemment il ne faut surtout pas que les travailleurs (et les militants) comprennent le lien ou les rapports qui existent entre l'économie ou la situation sociale qu'ils connaissent avec la politique, celle mise en oeuvre notamment par le gouvernement ou des institutions internationales, ils en deviendraient trop intelligents ou pourraient comprendre comment fonctionnent la société et le monde et pourraient refuser de vivre plus longtemps le sort que leur destine la classe dominante et ses représentants, ils pourraient renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle combattant pour changer la société ou le socialisme, le communisme.

De notre côté, nous nous faisons un devoir de mettre ces données et cette analyse à la disposition de nos lecteurs, afin qu'ils puissent mieux comprendre le fonctionnement du vieux monde capitaliste pourri pour mieux le combattre.

Ce qui est déterminant, c'est que l'on part des faits, on remonte à l'origine de la situation actuelle, non pas en se livrant à des spéculations mais à partir de faits matériels, concrets, connus et répertoriés, vérfiables, incontestables, chacun pouvant y accéder directement à partir des sources fournies, de telle sorte qu'on est en présence d'un matériel d'une qualité et d'une valeur exceptionnelle, irréprochable. Il ne reste plus ensuite à suivre le fil de l'évolution de chaque facteur, de leurs rapports pour comprendre l'ensemble du processus politique ayant conduit à la situation actuelle qui en devient si claire qu'on se demandera comment on a pu faire pour passer à côté.

A nos yeux, ce genre d'articles à incontestablement plus de valeur que ceux que l'on trouve ailleurs, dans lesquels les auteurs s'emploient surtout à nous livrer leurs propres émotions, sentiments, points de vue, etc. qui peuvent être identiques aux notres, mais ne présentent pour les lecteurs pratiquement aucun intérêt, sinon de leur montrer qu'ils ne sont les seuls à être animés d'un sentiment de révolte contre la société infâme dans laquelle on nous oblige à vivre, cela peut leur procurer un soutien moral salutaire au moment où nombreux doutent ou sombrent dans la déprime ou le désespoir, c'est seulement à ce titre que nous les mettons en ligne.

Le chiffre du jour. 620

Ce conflit, le plus sanglant depuis 2009 dans l'enclave palestinienne, a fait plus de 620 morts palestiniens, en grande majorité des civils. AFP 22.07

Ajoutons que le nombre de blessés dépasse les 4000 habitants de Gaza.

Parole d'internaute.

Le contexte.

La manifestation de Sarcelles qui a été émaillées d'incidents violents la semaine dernière.

- "*Des affiches qui disent de ramener des matraques? Je n'en ai vu aucune de ces affiches. Qu'ils prennent ces affiches et qu'ils vérifient les empreintes, on est tous fichés, donc voilà. Et j'en suis sûr que ce ne sont pas les pro-palestiniens qui ont mis ces affiches. Le souci en France c'est la LDJ.*"

Non, mais attendez, si la police faisait vraiment son travail ce serait trop simple. Il ne faut pas que les vrais coupables ou les instigateurs se retrouvent sous les verrous car ils rendent de précieux services au régime. Evidemment, on n'imagine pas des jeunes dans une HLM rédiger et imprimer des affiches, puis aller les placarder dans la ville, cela nécessite toute une organisation, d'être animé par une idéologie.

Vous avez raison sur la LDJ, mais c'est plus compliqué en réalité. Vous oubliez la délinquance et l'extrême droite.

Il y a deux sortes de délinquants.

Il y a ceux qui se livrent à des vols, cambriolages, des bracages, la seule chose qui les intéresse c'est le fric, ils se foutent de la politique. A ce stade, s'ils brillent par leurs exploits ils deviendront peut-être des gangsters et là ils seront amenés à fréquenter le milieu politique, celui du régime...

Et puis il y a les petites mains, les bricoleurs, les petites frappes qui vivent de leurs trafics ou assurent ainsi les fins de mois, mettent du beurre dans les épinards, assouvissent ponctuellement leurs frustrations dans une société basée sur la consommation et le paraître. Empêcher de vivre dignement, socialement marginalisés, exclus ou livrés à la précarité, le chômage et la pauvreté, ils s'en prennent aux symboles de l'Etat, à la police en particuliers dès que l'occasion se présente, parce non seulement la société ne leur permet pas de vivre normalement, en plus elle les réprime, donc ils se vengent aveuglément comme ils peuvent.

En complément.

- Casseurs de Sarcelles : de la prison ferme - Francetv info

Cinq hommes, accusés d'avoir participé aux incidents survenus dimanche 19 juillet à Sarcelles en marge d'un manifestation pro-palestinienne interdite, ont été entendus toute l'après-midi du mardi 22 juillet dans la salle du tribunal correctionnel de Pontoise. Agés de moins de 30 ans, ils ont été interpellés après les violences qui visaient essentiellement la communauté juive. Tous été jugés coupables.

Quatre d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme. Elles vont de six mois, dont trois avec sursis, à dix mois d'emprisonnement, dont quatre avec sursis pour trois des prévenus. Pour le quatrième, une peine de trois mois de prison a été prononcée. Francetv info 22.07

Je n'en sais pas davantage et je ne m'avancerai pas à faire un commentaire.

Peut-être de simples voyous, peut-être des jeunes empoisonnés par l'idéologie nauséabonde et fanatique des amis de monsieur Hollande du Golfe persique ? Le maire PS de Sarcelles prétend que "*ce ne sont pas des musulmans qui ont attaqué les juifs mais des voyous.*" (Dans une interview de L'Express 22.07) Peu importe, ce sont les déchets que vous avez produits, c'est votre parti et le régime dont il faudrait commencer par faire le procès.

S'agissant de l'extrême droite.

Elle n'est pas homogène non plus.

Sans entrer dans les détails, il faut avoir à l'esprit que l'extrême droite n'est pas un courant politique indépendant. Sa politique est avant tout dictée par les besoins de la classe dominante, qui fluctuent ou évoluent en fonction de la situation ou des rapports entre les classes.

Lorsque les représentants de la classe dominante décident d'instrumentaliser le racisme ou l'antisémitisme, immédiatement ou peu de temps après on constate que le nombre d'actes racistes ou antisémites augmentent, donc en réalité ils l'alimentent.

Leurs besoins sont dictés par la politique américaine et israélienne. Faire monter l'antisémitisme leur sert à accuser les populations arabes ou musulmanes plus précisément qui sont désignés comme les ennemis d'Israël, de manière à justifier la politique répressive de l'Etat sioniste contre les Palestinien. Ils désignent donc ces populations comme responsables de l'antisémitisme, de façon à les isoler du reste de la population mondiale, ensuite les autorités israéliennes estiment qu'elles peuvent bombarder Gaza par exemple.

L'extrême droite n'est pas plus antisémite qu'anti-musulman, en se livrant sous couvert à des actes antisémites elle rend service à Israël et au gouvernement français qui soutient l'opération militaire de l'Etat sioniste sur Gaza.

A sa façon, Philippot, dirigeant du FN l'a confirmé hier en mettant en cause "*l'immigration de masse*" d'origine maghrébine, dénonçant "*une émeute urbaine majeure tous les mois en France*" visant certains quartiers populaires, désignant ainsi la frange de la population à majorité musulmane encline à l'antisémitisme, son discours étant conforme à celui des autorités israéliennes.

Le FN n'est pas seulement le complément du PS ou du parti de l'ordre, il est aussi l'allié d'Israël. La position de l'extrême droite sur l'antisémitisme a évolué depuis la création d'Israël pour épouser celle de la classe dominante, les besoins d'Israël.

ACTUALITE EN TITRES

Ils appliquent à la lettre la politique du gouvernement Hollande-Valls-Fabius.

- Hausse inquiétante du nombre de Français partis faire le djihad - LeFigaro.fr

Qu'ils ne se disputent pas le Prix Nobel de la guerre.

- Israël mérite le Prix Nobel pour sa "*retenue*", assure l'ambassadeur aux Etats-Unis - L'Express.fr

Sortez vos mouchoirs.

- Israël porte le deuil mais reste décidé à poursuivre les combats - AFP

A Gaza, tu n'as pas le temps, tu es déjà mort !

- Israël: «*A Tel Aviv, j'ai une minute trente pour me mettre à l'abri*» - 20minutes.fr

Déballage et rafistolage.

- L'UMP a payé 300 000 euros de déplacements privés à Fillon entre 2009 et 2010 - Liberation.fr

Cette information de l'hebdomadaire «*Valeurs actuelles*» intervient au milieu d'autres révélations sur la gabegie des comptes de l'UMP.

- Estrosi : "*Je savais que Copé nous conduirait à tout ce qui est sale et moche*" - Francetv info

- Une association des «*Jeunes avec Nicolas Sarkozy*» lancée - 20minutes.fr

Sans blague !

- États-Unis: Deutsche Bank et Barclays accusés de manoeuvre au détriment du fisc - AFP

Les banques Barclays et Deutsche Bank ont commercialisé un produit financier complexe permettant à des fonds spéculatifs de réduire leurs impôts et de prendre des positions risquées sur les marchés, selon un rapport du Congrès américain publié mardi. AFP 22.07

Ah la bagnole, ah la camelote !

- Chrysler (Fiat) rappelle jusqu'à 790.000 voitures pour un défaut d'allumage - AFP

L'ennemi à abattre !

- Enseignement scolaire, santé et retraites: trois politiques peu efficientes - AFP

- Enseignement, vieillesse, santé : ces secteurs-clés qui plombent la dépense publique française - Atlantico.fr

- Et si on s'attaquait d'abord aux rentes des fonctionnaires ? - LePoint.fr

Boycott !

- Coca-Cola et McDonald's, symboles de la malbouffe, à la peine - AFP

Ils parlent de leurs résultats d'exploitation.

Stratégie du chaos ou la guerre totale.

- Bagdad : 23 morts lors de l'explosion d'une voiture piégée - AFP

- Libye : double attentat-suicide contre une base militaire à Benghazi - LeMonde.fr

- Afghanistan: attentat suicide à Kaboul, au moins 4 étrangers tués - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

De Gaza à Paris

Aucun des provocateurs bien organisés et bien équipés pour commettre des violences n'a été arrêté. Un

pur hasard sans doute...

- Manifestation pro-palestinienne à Paris : a-t-on arrêté les véritables auteurs de violences ? - Francetv info

La hargne et la haine des masses, de la jeunesse les habitent. Condamnés pour l'exemple.

- Émeutes à Barbès: comparution de trois jeunes gens - AFP

Trois prévenus sans casier judiciaire ont comparu mardi devant le tribunal correctionnel de Paris, essentiellement pour des jets de projectiles en marge de la manifestation propalestinienne interdite qui s'est tenue samedi dans le quartier populaire de Barbès, des faits qu'ils ont contestés.

Quatre autres personnes devaient leur succéder lors de cette longue audience de comparution immédiate.

Pour les trois premiers prévenus, le parquet a requis, pour deux d'entre eux, une peine de 3 à 4 mois d'emprisonnement ferme, et de 6 à 8 mois ferme avec mandat de dépôt pour le troisième.

Il s'agit de deux étudiants de 19 et 20 ans et d'un jeune homme de 27 ans, tous poursuivis pour violences sur une personne dépositaire de l'autorité publique, en l'occurrence des jets de projectiles sur des policiers. Le troisième était également poursuivi pour injures.

Tous ont nié bien que des policiers les aient reconnus formellement comme étant les auteurs de caillassage.

"*Qu'est-ce que vous allez traîner dans ces rues à cette heure-là?*", a demandé la présidente à l'un des prévenus, étudiant en droit vêtu d'un maillot du PSG. "*J'étais curieux*", a répondu le jeune homme, rappelant qu'il habite dans le quartier.

Les trois prévenus ont indiqué ne pas avoir participé à la manifestation interdite, même si le troisième a affirmé qu'il avait voulu s'y rendre.

"*Je suis quelqu'un de très calme, très discipliné. Je n'ai jamais pris part à ce genre de mouvement (de violence). Ce n'est pas maintenant que je vais commencer*", a affirmé un autre prévenu, étudiant en BTS, jeune homme filiforme de grande taille, sur un ton très posé.

"*Je regardais ce qu'il se passait, par curiosité, comme des centaines de personnes qui regardaient par étonnement*", a expliqué le troisième prévenu, pompier volontaire et sportif professionnel.

"*J'ai le sentiment que les vrais casseurs s'étaient bien enfuis, mais qu'il fallait faire du chiffre et qu'on a arrêté ce qui nous tombait sous la main*", a plaidé l'avocate d'un des prévenus.

"*Les personnes qui comparaissent ne sont pas des casseurs*", mais "*les médias en ont trop parlé et cela la fout mal de ne pas avoir un seul casseur devant un tribunal*", selon cette avocate. AFP 22.07

Aveux. Marche arrière toute. Trop tard les masques sont tombés !

- Manifestations pro-Gaza : le gouvernement concède s'être « *laissé dépasser* » - LeMonde.fr

- Violences antisémites: Selon Valls, «*une minorité de forces radicales profitent de la situation*» - 20minutes.fr

Tiens donc, ils n'y avaient pas pensé avant. Impossible, pas assez d'effectifs, patati patata...

- Beauvau mobilise pour encadrer les manifestations - LeFigaro.fr

Toujours en famille.

- Sarcelles: Juppé soutient l'interdiction et appelle au rassemblement - AFP

- Estrosi juge «*inadmissible*» d'autoriser la manifestation propalestinienne mercredi à Paris - 20minutes.fr

- Les condamnations de manifestants pour Gaza «*pas assez sévères*» (Xavier Bertrand) - Liberation.fr

En complément.

- Fronde propalestinienne: le pacte d'irresponsabilité de la gauche - L'Express.fr

En Grèce, 2 000 manifestants en soutien au peuple de Gaza - Libération.fr

«*Touchez pas à Gaza*», scandaient quelque 2 000 manifestants rassemblés à l'appel des partis de gauche en Grèce, devant le parlement et l'immeuble de la représentation de l'Union européenne dans la capitale grecque. Sur les banderoles ont pouvait lire «*Liberté pour la Palestine, Non à l'occupation (isarélienne)*».

«*Ces brutalités doivent cesser*», a lancé le principal dirigeant de l'opposition de gauche en Grèce, Alexis Tsipras, dont le parti radical Syriza était l'un des organisateurs de la manifestation. «*On ne peut pas rester sans réagir alors que des enfants sont tués sur les côtes d'une mer partagée avec le continent européen. Demain cela pourrait se produire de notre côté*», a affirmé Alexis Tsipras, drappé dans un keffieh palestinien. Libération.fr 22.07

A noter. Des bombardements jour et nuit : Des "*brutalités*" ! Autant dire une misérable récupération politique de la part d'un farouche partisan de l'Union européenne qui soutient Israël.

Nécrologie ou l'apologie du "***vide***".

- Burn out politique pour Jean-Luc Mélenchon - Liberation.fr

«*J'ai besoin de dormir, de ne rien faire, de bâiller aux corneilles.*» Jean-Luc Mélenchon est au bout du rouleau et le fait savoir. Dans un entretien au site Hexagones, le leader du Front de gauche explique qu'«*à un moment, il faut s'arrêter de courir. Parce que si on court tout le temps, on va finir par se mettre dans le vide*».

(Pas besoin de courir bien loin monsieur l'illusionniste, l'endroit vous sied si bien que vous ne l'avez jamais vraiment quitté. Vous n'auriez jamais cessé de "*dormir, de ne rien faire, de bâiller aux corneilles.*" que personne ne s'en serait aperçu tant vous étiez insignifiant, "*vide*" quoi. - ndlr)

"*Parce qu'on vient de passer cinq ans terribles. Nous sommes en échec*", souligne le co-président du Parti de gauche en attaquant notamment ses partenaires communistes qui ont scellé des accords avec le Parti socialiste aux municipales de 2014.

(Quel aveu et ce ne sera pas le seul, il s'agit de votre "*échec*" personnel ! Vous vous livrez à un procès d'intention à l'égard de vos "*partenaires communistes*, ce n'est pas bien joli, c'est injuste et indigne d'un "*grand arbre*" comme vous, parce que vous saviez très bien à quoi vous en tenir. Vous nous dites plus loin que vous voulez vous consacrer davantage à un "*travail intellectuel*, encore faudrait-il qu'il soit honnête. En dormant vous ne risquerez rien. Vous êtes pathétique, un pauvre type en somme, vous le confirmez vous -même. - ndlr)

"*Pour moi la séquence a été écrite entre deux européennes : on a fondé le Front de Gauche pour les européennes de 2009 et à la suivante on passait devant le PS. Tout était en place. Tout ça a été planté pour une poignée de postes aux municipales*."

(Quel aveu extraordinaire ! Quel mégalomane ! Le Front de Gauche a été fondé dans la perspective de sa soumission à l'UE, sur la base de la légitimité qu'il lui accorderait. Il est vrai que sur une base aussi pourrie, il ne devait pas aller bien loin et c'est très bien ainsi, allez dormir monsieur le charlatan, du balais !

Il se voyait passer "*devant le PS*". Pure chimère en vérité à laquelle il a été le seul à croire, comme quoi ses analyses étaient décidément toutes foireuses. - ndlr)

Le coprésident du Parti de gauche dit souhaiter une «*utilisation différente*» de sa personne, plus centrée sur le «*travail intellectuel*» et moins occupée à l'organisation de la vie du parti. Après une longue et désastreuse séquence électorale, qui a vu le FN finir en tête des européennes en «*occupant l'espace politique de la gauche*», l'eurodéputé annonce prendre du recul et souhaiter que «*le grand arbre n'empêche pas le reste de la forêt de pousser*». Ajoutant : «*Il y a plusieurs visages qui ont émergé [au] Parti de gauche. Il faut qu'ils aient leur espace politique*.» Liberation.fr et Reuters 22.07

(Quelle modestie, tout ce qu'on déteste chez un homme, qui plus est chez un dirigeant politique ! Je ne sais s'il parle du PG ou de lui quand il évoque un "*grand arbre*", s'il s'agit de lui, en position couchée on admire d'ici la grandeur du penseur, et s'il s'agit du PG, sa "*forêt*" atteint une telle densité qu'un seul arbre suffit à la faire disparaître. - ndlr)

Quand le PS se fait dictateur. Il envisage de faire disparaître le droit à la défense.

Non, nous n'exagérons pas. Lisez attentivement ce qui suit.

Il est dit qu'une personne désignée par la Cnil dépendant du gouvernement en place détiendra le pouvoir d'ordonner le blocage d'un site Internet, après avoir estimé que son contenu constituait une "*provocation au terrorisme*", mais le simple refus de le condamner ou de le justifier dans certains cas pourrait être interprété de la même manière, sans même que l'auteur du site en question puisse faire valoir son droit à la défense ou contester cette décision avant qu'elle entre en vigueur. C'est le droit en vigueur dans les régimes policiers ou les dictatures.

- Les députés votent le blocage administratif de sites glorifiant le terrorisme - AFP

Une personnalité qualifiée, désignée par la Cnil, aura pour mission "*de vérifier que les contenus dont l'autorité administrative demande le retrait ou que les sites dont elle ordonne le blocage sont bien contraires aux dispositions du code pénal sanctionnant la provocation au terrorisme, l'apologie du terrorisme ou la diffusion d'images pédopornographiques*".

Dans une recommandation communiquée mardi, la Commission sur le numérique, créée en février pour éclairer les parlementaires sur ces questions, rappelle "*que le préalable d'une décision judiciaire apparaît comme un principe essentiel, de nature à respecter l'ensemble des intérêts en présence, lorsqu'est envisagé le blocage de l'accès à des contenus illicites sur des réseaux numériques*". AFP 22.07

C'est ce que Hollande et Valls, ainsi que le PS, appellent défendre les valeurs de la République.

Affaire du vol MH17. Suite

Ils sont en train de les fabriquer.

- MH17 : le renseignement américain va publier de nouveaux éléments - LePoint.fr

Une probabilité en guise de preuve.

- Le vol MH 17 probablement abattu « *par erreur* » par des prorusses, selon les Etats-Unis - LeMonde.fr

Leur démonstration est construite à partir d'une hypothèse qui ne constitue en rien une preuve, mais qu'ils martèlent de façon à ce que la population pense à force de le répéter qu'elle coïnciderait avec la réalité sans même en mesure de l'étayer ou de la confirmer, en quelque sorte cette hypothèse se substitue à la réalité et a valeur de preuve.

C'est le genre de méthode d'investigation qui a cours dans les Etats policiers ou les dictatures militaires. Décryptage.

LeMonde.fr- Le vol MH17 a peut-être été abattu "*par erreur*", au-dessus de l'est de l'Ukraine, par des séparatistes prorusses mal entraînés, selon de hauts responsables des services de renseignement américains mardi. (Peut-être que... Ils ajoutent "*par erreur*" pour donner plus de vraisemblance à leur interprétation qui demeure en l'état actuel des choses qu'une hypothèse. -ndlr)

"*L'explication la plus plausible c'est qu'il s'agit d'une erreur*" et que le missile a été tiré "*par un équipage mal entraîné*", alors que le système utilisé --une batterie de missiles sol-air de fabrication russe Bouk-- demande un certain savoir-faire et de l'entraînement, a indiqué un haut responsable du renseignement américain qui a requis l'anonymat.

(Une probabilité n'a jamais constitué une preuve. A partir de là ils brodent maladroitement rendant encore moins crédible leur version des faits. - ndlr)

En revanche, même si le missile a été tiré d'une zone contrôlée par les rebelles, il est pour l'heure impossible de dire qui "*a appuyé sur le bouton*" et pourquoi, a ajouté ce responsable. LeMonde.fr 22.07

Ayant conscience qu'une probabilité ne peut se substituer à une preuve matérielle, ils en viennent à émettre une supposition sur un ton affirmatif, histoire de faire croire sans même attendre les résultats d'une enquête indépendante, c'est forcément cet acte doit être imputé aux opposants du gouvernement néonazi de Kiev et il ne peut pas en être autrement, en aucun cas le gouvernement néonazi de Kiev que les Américains protègent ne peut être mis en cause.

Ce qu'il faut retenir, c'est que tout au long de leur démonstration pour le moins scabreuse, feignant le questionnement afin de donner une impression d'impartialité à leur démarche en formulant des doutes ou des suppositions, ils maintiennent leurs accusations contre les pro-russes ou la Russie, ceci devant servir à justifier cela. C'est une méthode de conditionnement comme une autre.

Les Russes n'informent pas, ils se livrent à de la propagande. Il n'y a que les Américains pour vous informer, objectivement bien sûr.

- Sortie ou aggravation de la crise ukrainienne? Ce que dit la propagande russe - L'Express.fr

- Le crash du MH17 vu de la Russie: entre conspiration et désinformation - L'Express.fr

Pour justifier ceci...

- Crash: deuil mercredi aux Pays-Bas, l'UE prépare des sanctions contre Moscou - AFP

- Menace de nouvelles sanctions européennes contre Moscou - Reuters

- Londres annonce une enquête publique sur la mort de Litvinenko - Reuters

La question qu'ils ne poseront pas aux Américains, et pour cause l'enquête était clause avant d'avoir commencé.

- Crash du vol MH17: les rebelles pro-russes ont-ils vraiment respecté l'enquête? - L'Express.fr

En complément.

- Syrie: L'Union européenne renforce les sanctions contre le régime de Bachar el-Assad - 20minutes.fr

Guerre idéologique. Stratégie néolibérale du nouvel ordre mondial.

Nous dénions le droit à une agence de l'ONU toute légitimité à décider du sort ou du mode de pensée, du mode de vie de la population sur n'importe quel continent ou dans n'importe quel pays.

Sa propagande en faveur de telle ou telle communauté ou partie de la population coïncide en réalité avec les objectifs politiques des Etats-Unis et ses alliés occidentaux sur les continents et dans les pays, en manipulant des facteurs de nature à diviser et déstabiliser les populations pour affaiblir leurs régimes afin de mieux les soumettre à leur volonté ou leur dictature.

Le mode de pensée et de vie, les rapports qu'entretiennent entre elles les différentes couches de la population dans une société, la manière dont elle gère les relations entre les différents sexes et les différentes générations, leur culture, leurs us et coutumes, etc. dépendent du degré de développement économique du pays où elle vit et ne seraient se plier ou obéir sous la menace à un diktat imposé par une institution internationale du capital, qui plus est dominée par des principales puissances dont les sociétés témoignent une profonde décomposition, décadence.

Aucune population, aucun peuple dans le monde ne peut accepter de se voir dicter sa conduite par une institution synonyme de guerre et d'injustice, d'inégalité sociale, qui a couvert les pires crimes contre l'humanité depuis plus d'un demi-siècle.

Je vis en Inde depuis près de 20 ans. Mes six beaux-frères ont été mariés de force par leurs parents ou leur frère aîné. Ils étaient déjà adultes, de jeunes adultes. Leur sort que partagent la presque quasi-totalité des hommes en Inde vous l'ignorez pour vous concentrer sur celui des femmes mariées très jeunes, alors que dans les deux cas ils sont aussi malheureux, ainsi en faisant cas que des femmes en occultant celui des hommes, vous ajoutez une injustice à l'injustice qu'ils ont déjà subie qui aura pour conséquence de renforcer le sentiment d'injustice que ressentent les hommes et de les dresser contre les femmes qu'ils accuseront d'être favorisées par rapport à eux dont la cause n'intéresse personne. Les femmes seront encore plus mal traitées et davantage violentée, car les hommes ne comprendront pas le traitement privilégié accordé aux femmes.

La mentalité des hommes et des femmes, le comportement d'un peuple ne se commande pas ou ne se modifie pas en appuyant sur un bouton.

Ma seconde compagne a été mariée de force à 12 ans à un homme de 25 ans alcoolique qui n'a eu de cesse de la violer et de la tabasser pendant 10 ans, par chance il est décédé rapidement. Elle m'a raconté son histoire abominable. Elle en gardera des stigmates à vie, elle est craintive, hyper émotive, elle a été traumatisée par cette expérience. Et quand je lui demande ce qu'elle pense de son mariage, elle me répond que c'est ainsi, que c'était une décision de ses parents et qu'elle n'avait pas à s'y opposer car un enfant doit respecter les décisions de ses parents.

Le problème vient donc d'ailleurs, de plus loin, en amont, à savoir pourquoi les parents de cette femme ont décidé de la marier si jeune. Parce qu'ils ne savaient pas quoi en faire, parce que cela faisait une bouche de moins à nourrir et cela compte dans une famille pauvre. Le problème est donc d'ordre social, la pauvreté de cette famille. D'autres sont prêts à vendre leurs enfants, à les confier à des esclavagistes, à les placer comme ils disent, cela non plus vous n'êtes pas cas.

Maintenant pourquoi cette famille et des centaines de millions d'autres sont-elles si pauvres au point d'imposer un tel traitement à leurs enfants ? Parce que le pays a été pillé de ses richesses par les colonisateurs qui trônent à l'ONU, puis par les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie locale qui ont pris le relais en devenant leurs vassaux, tandis que le pays immense et riche en matières premières demeurait sous-développé.

Ce sont les multinationales occidentales qui fixent les prix des matières premières, des marchandises qu'ils importent d'Afrique et d'Asie, d'Amérique latine, et ce sont eux aussi qui fixent les prix des marchandises qu'ils exportent vers ces continents, en fait qui contrôlent l'économie mondiale avec l'oligarchie financière, ce sont donc elles, les gouvernements, les Etats, les institutions internationales auxquelles ils participent et qui servent leurs intérêts qui sont responsables de l'état d'arriération de ces peuples.

En conclusion, ce n'est pas à ces peuples de modifier leurs comportements ou leurs manières de vivre, mais aux maîtres du marché mondial aux esclaves de modifier le leur, mais comme on sait pertinemment que cela demeurera impossible, on ne leur demandera, on n'attend rien de l'ONU ou de son agence l'Unesco, on souhaite seulement qu'ils disparaissent et le capitalisme avec eux, de manière à ce que chaque peuple puisse atteindre un niveau de vie leur permettant de vivre dans la dignité, tel est le sens de notre combat internationaliste.

J'ai écrit ces lignes très rapidement, on complètera ou on sera plus précis une autre fois.

Cameron se prend pour le nouveau vice-roi des Indes !

Plus de 700 millions de femmes dans le monde ont été mariées alors qu'elles étaient enfants, a dénoncé mardi l'Unicef qui organise à Londres une conférence sur la lutte contre les mariages forcés et l'excision.

Baptisée "*Girl Summit 2014*", cette conférence internationale coorganisée avec le Premier ministre britannique David Cameron, est la première du genre, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). AFP 22.07

Père de deux filles, le chef du gouvernement britannique a ajouté qu'il souhaitait qu'elles "*aient les mêmes opportunités*" que son fils.

Près de la moitié des mariages forcés ont eu lieu en Asie du sud, selon le rapport, essentiellement en Inde (33%).

"*Nous ne devons pas suivre des traditions qui vont à l'encontre des droits de l'Homme*", a déclaré la jeune Pakistanaise Malala Yousafzai, qui milite pour l'éducation dans le monde après avoir échappé à une tentative d'assassinat des talibans.

Concernant les mutilations génitales particulièrement pratiquées dans 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient. L'Unicef note une amélioration de la situation, affirmant que le risque pour une adolescente de subir une excision s'est réduit d'un tiers en 30 ans.

"*Mais sans des actions immédiates beaucoup plus intenses et soutenues de la part de tous les acteurs de la société, des centaines de millions de filles vont continuer à subir des blessures profondes, permanentes et tout à fait inutiles*", a mis en garde l'Unicef.

"*Si ces problèmes sont mondiaux, les solutions doivent être locales, portées par les communautés, les familles et les filles elles-mêmes pour changer les états d'esprit et briser les cycles qui perpétuent les excisions et les mariages forcés*", a déclaré le directeur général de l'Unicef, Anthony Lake.

Les mutilations génitales féminines impliquent toutes les interventions consistant à enlever totalement ou partiellement les organes génitaux externes de la femme pour des raisons culturelles ou religieuses.

Elles peuvent provoquer de graves hémorragies et des problèmes urinaires, et par la suite des kystes, des infections, la stérilité, des complications lors de l'accouchement. AFP 22.07

A Gaza, c'est pire qu'une" *hémorragie* : Un génocide sous les auspices de l'ONU ! Les centaines de femmes et de jeunes filles palestiniennes massacrées par l'Etat sioniste que vous légitimez n'auront pas ces "*problèmes*" ! On les rassure.

A bas l'ONU, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! A bas l'intervention néocoloniale des puissances occidentales dans les affaires des peuples en Afrique et au Moyen-Orient, partout dans le monde ! Pas un soldat américain, britannique ou français en dehors de leur pays respectif ! Go home !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

- Turquie : arrestation de plus de 50 hauts responsables de la police - AFP

Les autorités turques ont arrêté mardi 55 haut responsables de la police dans le cadre d'une enquête criminelle sur des allégations de corruption et d'abus de pouvoir, poursuivant la purge au sein de la police et de la magistrature, ont rapporté des chaînes de télévision turque.

Quarante haut responsables en activité ou à la retraite ont été arrêtés à Istanbul, y compris l'ancien chef de l'unité antiterroriste de la police d'Istanbul, Omer Kose. Quinze autres responsables ont été arrêtés dans d'autres villes.

Parmi les personnalités interpellées mardi, à trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle le 10 août, se trouve aussi le chef des services de renseignement turques (MIT), Hakan Fidan, a indiqué le bureau du procureur d'Istanbul dans un communiqué.

Au cours de cette vaste opération menée en début de matinée, dans la seule ville d'Istanbul la police a fait près de 200 interventions. Les images télévisées ont montré des hauts responsables de police emmenés menottés.

Des descentes de police ont été menées simultanément dans 22 villes à travers la Turquie, rapporte le quotidien Hurriyet sur son site internet.

Les personnes arrêtées sont accusées d'espionnage, d'écoutes illégales, faux et usage de faux documents officiels, violation de la vie privée, fabrication de preuves et violation du secret d'instruction, selon les médias. AFP 22.07

SOCIAL

Afrique du Sud

- Les métallos dans un étau en Afrique du Sud - libération.fr

La grève qui paralyse le secteur de l'acier et des constructions mécaniques entre dans sa quatrième semaine. Mardi, une nouvelle offre salariale a été mise sur la table par les employeurs. Numsa, le puissant syndicat sud-africain des métallurgistes, a jusqu'à vendredi pour y répondre. Mais les négociations avec la direction ont déjà échoué à plusieurs reprises, et Numsa a affirmé qu'il ne descendrait pas sous la barre de 10% d'augmentation pour tous les ouvriers.

Platine.«*Les inégalités augmentent, les compagnies réalisent des profits importants, mais les ouvriers ne reçoivent toujours pas un salaire décent*», s'indigne Sizwe Dlamini. Face au patronat, le secrétaire régional de Numsa, à Johannesburg, a le rapport de force avec lui : l'arrêt de travail est suivi par 220 000 employés et touche plus de 10 000 entreprises. Un nombre de sociétés qui augmente rapidement au sein de l'industrie manufacturière (15% du PIB sud-africain), faute de pièces détachées. Toyota et Ford ont ainsi été forcés d'interrompre leur production.

Le patronat de la métallurgie, qui dit avoir fait sa dernière proposition «*à contre cœur*», a menacé les grévistes de «*pertes d'emplois massives*». libération.fr 22.07

Haut de page

Le 24 juillet 2014

CAUSERIE

Je dois aller enregistrer l'achat de mon petit terrain. On ajoutera une vingtaine d'articles dans la soirée si j'en ai le temps. Il faut bien que je m'occupe de mes affaires, même si j'ai autre chose en tête.

Ça gaz à Gaza.

Ne l'oubliez pas quand vous lirez les articles et déclarations des uns et des autres, gravez-vous le dans le cerveau : Il y a du gaz à Gaza et en Cijordanie, même ou surtout si cela n'y figure pas. Ensuite, demandez-vous pourquoi. Pourquoi ces élucubrations politiques qui occultent l'essentiel ?

En quoi un tel traitement de la guerre qui oppose Israël aux Palestiniens peut-il aider les travailleurs à comprendre ce qui se passe réellement si on passe sous silence l'origine de ce conflit ? En quoi cela peut-il favoriser l'élévation de leu niveau de conscience politique ? En rien, alors que rapports économiques et politiques sont intimement liés.

Ici (comme ailleurs) ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la politique israélienne. Comment peut-on lutter efficacement contre l'ordre établi en Israël comme en France en l'ignorant ? Vous devinerez facilement la réponse. Faites passer le message à vos dirigeants. Continuez dans cette voie et nous n'arriverons jamais à rien.

Halte au massacre du peuple palestinien !

Arrêt immédiat des bombardements !

Arrêt immédiat de l'opération israélienne Roche invincible !

Le droit des peuples de décider d'eux-mêmes.

Suite de l'article "*Cameron se prend pour le nouveau vice-roi des Indes !*

Ils poussent en quelques sortes les jeunes filles à désobéir ou à se révolter contre leurs parents, quand on voit où cela conduit en France lorsque les parents n'ont plus d'autorité sur leurs enfants ou en perdent le contrôle, je précise que c'est un enfant battu qui n'a jamais levé la main sur sa propre fille qui parle, on se dit que leur opération qui se veut animée des meilleurs intentions du monde doit surtout servir à déstabiliser les rapports sociaux dans tout un ensemble de pays sur lesquels l'impérialisme américain et ses alliés entendent renforcer ou maintenir leur hégémonie.

Il y a plus d'un siècle et demi, des penseurs éclairés comme Marx et Engels avaient plusieurs siècles d'avance sur leur temps ou leurs contemporains et conçurent une société et des rapports entre ses membres qui ne devaient pas voir le jour avant plusieurs siècles. Pour autant, à aucun moment ils n'accusèrent aucun peuple de se livrer à des pratiques barbares ou archaïques, ils se contentèrent de les décrire et de démontrer que les rapports qui existaient dans ces pays étaient le produit de rapports économiques et sociaux, jamais ils ne se permirent de les juger, encore moins d'exiger qu'ils adhèrent à leurs principes ou leurs idées, au communisme.

Ceux qui prétendent imposer un certain type de rapports entre les hommes et les femmes ou les différentes communautés qui composent la société, sont les mêmes qui traitent le communisme de dictature ou de système totalitaire, alors qu'en réalité les communistes n'ont jamais conçu le développement de la civilisation humaine devant conduire à son émancipation de toute exploitation et oppression, autrement qu'un processus dialectique au cours desquels ce sont les hommes et les femmes, les travailleurs par leurs actions ou lutte de classe, qui procèdent à la transformation de la société et de ses rapports pour vivre dans un monde meilleur et plus juste, et en aucun cas elle ne devrait être imposée par une institution, un Etat ou un gouvernement.

En règle général, au niveau économique et social de l'ensemble de la société correspond un niveau de conscience donné, qui ne peut évoluer qu'en fonction de l'élévation du niveau économique et social de l'ensemble de la société. De la même manière qu'il existe des privilégiés et des déshérités dans leur société, ainsi que des degrès intermédiaires entre ces deux extrêmes, il existe différents niveaux de conscience...

Autrement dit, c'est seulement l'élévation du niveau économique et social de l'ensemble de la société qui peut déterminer une élévation générale ou moyen du niveau de conscience de la population d'un pays, qui contribue à modifier les règles juridiques ou lois en vigueur, à les faire évoluer...

L'inverse traduit et se traduit ou accompagne l'élévation du niveau économique et social des nantis au détriment du reste de la société soumis à une dictature, qui consiste à adopter l'idéologie dominante qui s'exerce sur tous les rapports dans la société sans bénéficier des retombés qu'elle serait en droit d'en attendre puisqu'ils sont réservés exclusivement aux riches et à l'élite intellectuel à leur service, qui lui est acquise ou qu'ils ont corrompue.

Le plus surprenant, c'est que des militants qui se disent de gauche ou d'extrême gauche puissent tomber dans un tel panneau. Comment peuvent-ils adhérer à une méthode autoritaire ou coercitive sur les masses dictée par les représentants de la classe dominante, et imaginer qu'il suffirait de décréter qu'elles devraient changer d'idées ou de comportement pour qu'elles s'excécutent sur le champ ? On constate qu'à aucun moment ils ne se sont posés la question de savoir pourquoi un parti de droite, un gouvernement ou une institution internationale incarnant les intérêts du capital procédait de cette manière, pourquoi il recourait à cette méthode et ce qu'elle recouvrait, quel en était le ou les véritables objectifs politiques qu'il poursuivait. C'est ainsi qu'ils s'en font les complices.

Le soutien qu'ils leur apportent démontre que ce sont des aventuriers, des charlatans ou de vulgaires opportunistes ou encore des crétins sans cervelle, qui loin d'oeuvrer pour notre cause ils s'en éloignent un peu plus chaque jour au point d'en devenir étrangers ou les adversaires. Après cela ils se disent anticapitalistes, révolutionnaires, marxistes ou trotskistes, c'est une imposture que nous dénonçons et que nous combattons également.

En très bref...

1- L'Assemblée nationale a adopté la nouvelle carte de France à 13 régions, la contre-réforme ferroviaire, etc. on n'a pas le temps d'aborder ces sujets-là, vous trouverez les infos dans le prochain numéro d'Informations ouvrières auquel on vous invite à vous abonner.

2- Vol MH17. Lu dans un blog russe (http://russiepolitics.blogspot.ru) publié par le portail french.irib.ir :

"*le trou dans la carcasse de l'avion soulève beaucoup de question, car sa forme ressemble plutôt à celle d'un tir effectué par un avion de chasse. Une des interprétations possibles soulevées est que le système BUK (lance-missiles) ait spécialement été mis dans la zone pour un tir quelconque au moment voulu alors que le danger mortel venait de l'avion de chasse à côté.*" french.irib.ir 23.07

Cela nous fait penser immédiatement aux images du trou dans la façade du Pentagone le 11 septembre 2001, qui correspondait davantage à celui réalisé par un missile Tomawak plutôt que par un avion, les ailes du soi-disant avion n'ayant même pas pulvérisé les fenêtres situées autour de ce trou, tout comme il n'avait pas été retrouvée la moindre trace de débris de cet avion et de ses passagers ou leurs effets qui par miracle s'étaient volatilés.

3- Nous attendons toujours une caractérisation politique précise du PS...

Le chiffre du jour. 695.

Selon les services de secours palestiniens, plus de 60 personnes dont des enfants ont encore péri mercredi dans le pilonnage de Gaza, portant à 695 le bilan des morts palestiniens en 16 jours Lepoint.fr 23.07.

Le représentant israélien auprès du Conseil sur l'offensive israélienne à l'ONU, Eviatar Manor, a souligné le droit de son pays à "*la légitime défense*" et a comparé le Hamas à Al-Qaïda, à l'Etat islamique (EI), à Boko Haram et au Hezbollah.

Parmi les 47 Etats membres du Conseil, seuls les Etats-Unis se sont opposés à la résolution palestinienne. AFP 23.07

Selon le Washington Post, une cinquantaine de réservistes israéliens, servant dans les bureaux et les services logistiques, ont refusé d'être rappelés et ont signé une pétition dénonçant la politique du gouvernement envers les Palestiniens. AFP 23.07

Réaction et barbarie.

Ils ont un fâcheux penchant pour la dictature.

- Gaza : Valls recadre les élus qui ont participé aux manifestations interdites - LeParisien.fr

- Gaza: Le Roux déconseille aux députés PS de participer à la manif autorisée - AFP

- Heurts à Barbès: le parquet fait appel des peines de prison avec sursis - LeFigaro.fr

- « *Casseurs* » de Barbès et Sarcelles : les peines sont-elles « *honteusement clémentes* » ? - LeMonde.fr

Le Monde recourt à la suggestion, méthode psychologique employée par les Américains à toutes les sauces pour orienter l'opinion des masses et ainsi justifier leur politique.

Et les voilà qui s'épanchent sur le sort des bouchers sionistes.

- Sentiment d'état de siège en Israël après l'annulation de nombreux vols vers Tel-Aviv - LeMonde.fr

- Le tourisme israélien frappé par le conflit à Gaza - AFP

Manipulation. La machine à conditionner les masses tourne à plein régime.

Hollande, Valls et Cazeneuve, Cambadélis : Ne nous accusez pas de soutenir Israël en interdisant des manifestations, ce sont les Français qui le réclament, c'est légitime. On est bien obligé d'en tenir compte, c'est notre mandat. La ficelle est un peu grosse, grossière même.

Selon un sondage Ifop pour Le Figaro publié mercredi, une majorité de Français (62%) se déclare "*plutôt favorable*" à l'interdiction de ces manifestations car elles s'accompagnent de violences. AFP 23.07

A Washington ils sont occupés à fabriquer des preuves, à Paris ils fabriquent des sondages...

Ce n'est pas à l'UMP qu'ils diront le contraire, en dehors de quelques voix discordantes, hypocrites.

Luc Chatel, secrétaire général intérimaire de l'UMP, "*ne comprend pas*" la décision du gouvernement d'autoriser la manifestation propalestinienne de Paris.

Leurs mercenaires et alliés sanguinaires en Irak et en Syrie non plus.

- Daech brûle le drapeau palestinien - french.irib.ir

Un site proche des terroristes de Daech mettent en scène les membres de cette milice terroriste en train de fouler au pied le drapeau palestinien.

Alors que la milice se dit le repésentant de l'islam pur et dur, religion qui appelle à l'entraide inter-musulmane, les terroristes de Daech arrachent dans ces images le drapeau palestinien au cri d'Allah Akbar, avant de mettre le feu au drapeau en question.
" *Quiconque hissera ce drapeau dans n'importe quelle région du califat , mérite la punition . Car ce drapeau palestinien a délogé le drapeau de Daech. Daech est là pour défendre son drapeau noir et non pas le drapeau palestinien*" french.irib.ir 23.07

Autres infos du champ de bataille et ailleurs

La DCA de la Résistance abat un F16 israélien - french.irib.ir

La vague d'annulation des vols des compagnies aériennes européennes et américaines à destination de Tel-Aviv a surpris le monde entier sans que la raison en soit explicitement exposée à l'opinion occidentale. La branche armée de la Résistance islamique de la Palestine, Brigades Qassam a revendiqué mardi soir le tir d'un missile sol-air contre un chasseur F16 sionistes qui en a provoqué le crash.

"*L'avion a été pris pour cible à 19.40 heures locales dans le ciel de Deir al Balah*", affirment les brigades dans leur communiqué. Israël complètement groggy par cette nouvelle performance, n'a pas encore réagi à cette information. En lieu et sa place, les Etats Unis, la France, la Suisse, les Pays-Bas, l'Australie, la Turquie , l'Italie, l'Allemagne , la GB ont tout de suite décidé de suspendre leurs vols en provenance et à destination de Tel-Aviv. french.irib.ir 23.07

New York/Gaza - french.irib.ir

Le sionisme n'est pas un équivalent du judaisme. A preuve, les manifestations les plus hostiles contre Israël se sont déroulées ces derniers jours à New York et par les juifs américains... french.irib.ir 23.07

Gaza : Israël bombarde les hôpitaux et toute l'infrastructure médicale - french.irib.ir

Les derniers bombardements sur les hôpitaux et les services d'urgence font des ravages sur une infrastructure médicale déjà insuffisante.

Deir al-Balah, Gaza - Au moins cinq Palestiniens ont été tués et 70 autres blessés par des obus de chars israéliens tirés sur l'hôpital

al-Aqsa à Deir al-Balah, au centre de la bande de Gaza.

Le bombardement a duré la majeure partie de la journée, et selon des sources hospitalières, a continué tard dans la soirée.

Un patient a été tué alors que l'on trouvait parmi les blessés d'autres patients, des visiteurs et du personnel hospitalier, ainsi que quelques 20 intervenants médicaux pris dans le bombardement, a déclaré le Dr Ashraf al-Qudra, responsable des relations publiques au ministère de la Santé à Gaza.

Les frappes ont laissé l'hôpital dans l'incapacité de recevoir ou traiter les cas médicaux, les ambulances étant maintenant forcées de tenter de transporter les blessés vers d'autres destinations.

Toutefois, deux ambulances qui essayaient d'emmener des blessés à l'hôpital Shifa dans la ville de Gaza, ont également été touchées par des obus de char.

Selon al-Qudra, les missiles ont endommagé plusieurs salles d'opération ainsi que les principaux équipements, dont une unité de production d'oxygène utilisée pour un large éventail d'opérations et procédures de soins.

Les troisième et quatrième étages, la réception ainsi que l'étage supérieur ont tous été gravement endommagés, m'ont expliqué des médecins.

Les bombardements qui ont suivi ont endommagé les installations à rayons X et les services de maternité.

Israël a nié à plusieurs reprises cibler les installations médicales, mais il prétend régulièrement que le Hamas utilise les infrastructures civiles, y compris des habitations résidentielles, des écoles et des hôpitaux pour cacher des armes.

« *Vous êtes autorisés à frapper toutes les cibles utilisées [par le Hamas] pour cacher des roquettes* », a dégurgité à Al-Jazeera Mark Regev, porte-parole du Premier ministre israélien.

« *Je n'ai aucun doute que le Hamas utilise, a utilisé et continue d'utiliser des hôpitaux ... nous ne ciblons pas les civils. Mais je ne suis pas au courant de cette situation particulière* » a-t-il encore éructé.

Le Dr Khalil Khattab opérait un patient blessé dans une frappe précédente, lorsque les obus sont tombés. Il a vite couru en bas et a vu beaucoup de ses collègues blessés. Beaucoup ont été touchés tout en essayant de traiter les patients, mais maintenant les patients, les médecins et les infirmières sont tous blessés et perdent leur sang.

« *L'ascenseur est détruit et tous les équipements de l'hôpital sont gravement endommagés* », m'a déclaré le Dr Khattab, tout en inspectant les destructions autour de lui.

L'hôpital al-Aqsa dans le centre de la bande de Gaza est le seul hôpital fournissant des services à plusieurs camps de réfugiés, dont al-Maghazie et al-Nuseirat, ainsi qu'à quelques villes et villages avec parmi eux Deir el Balah et Juhu al-Dik. Les responsables de la santé estiment que al-Aqsa est le principal hôpital desservant plus de 350 000 habitants de Gaza.

Depuis le début de l'opération israélienne, plus de 550 Palestiniens, en majorité des civils, ont été tués et au moins 3 350 blessés. Un civil et 27 soldats israéliens ont également été tués dans les combats.

L'infrastructure médicale de Gaza a déjà été durement touchée par le conflit mais le bombardement d'al-Aqsa a encore réduit les ressources en soins.

Les patients les plus gravement blessés ont été évacués au rez de chaussée afin de se préparer à quitter l'hôpital bondé, largement sous-équipé, avec le personnel et les patients dans un grand état de panique.

Le Dr al-Qidra, un autre médecin pris dans le bombardement d'al-Aqsa, effectuait une intervention chirurgicale à l'unité de soins intensifs (USI) quand le premier obus de char israélien a frappé l'hôpital.

Al-Qidra appelle l'Organisation mondiale de la santé et d'autres groupes à intervenir d'urgence pour arrêter les attaques israéliennes sur les hôpitaux, les patients, des équipes médicales et les ambulances.

Les groupes de défense des droits de l'homme ont également intensifié leurs appels pour une plus grande protection.

« *L'attaque d'aujourd'hui sur l'hôpital al-Aqsa est la dernière d'une série d'attaques sur et à proximité des installations médicales*

à Gaza, lesquelles ont le plus grand mal à faire face à des milliers de blessés depuis que l'offensive israélienne a commencé le 8 juillet, » a déclaré dans un communiqué Philip Luther, directeur des programmes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient d'Amnesty International.

« *Il ne peut y avoir aucune justification pour cibler les installations médicales, à aucun moment. Les attaques contre les installations médicales soulignent la nécessité d'une enquête internationale impartiale mandatée par les Nations Unies.* »

Il est difficile de savoir si l'hôpital sera en mesure de fonctionner dans les jours à venir, et il y a eu de sérieuses tentatives pour évacuer tous les patients et le personnel vers d'autres endroits afin de recevoir et prodiguer les soins appropriés.

« *Il n'est pas possible pour les médecins d'effectuer des opérations ou des interventions chirurgicales alors que des obus de chars israéliens passent constamment au-dessus de nous* » dit Khattab.

La semaine dernière, les frappes aériennes israéliennes ont touché le service de réadaptation de l'hôpital al-Wafa, malgré que des militants pacifistes internationaux aient annoncer qu'ils serviraient de boucliers humains dans le bâtiment.

Après ce bombardement, les médecins avaient été contraints d'évacuer 18 personnes dans un autre hôpital, bien que seules des blessures mineures ont été signalées.

L'hôpital européen de Gaza a également été touché par des frappes aériennes israéliennes qui ont endommagé la salle d'opération.

Ce type d'attaque a fait que les patients et tous ceux qui les entourent ne se sentent pas en sécurité dans et à proximité des hôpitaux, pourtant auparavant considérés comme des refuges protégés par le droit international.

« *Allons-nous attendre que nos blessures soient à nouveaux frappées ? Israël sait que c'est un hôpital, mais ils nous ont malgré tout bombardés* », dit Abuel Abed, âgé de 44 ans et qui vit à proximité de l'hôpital al-Aqsa. « *Cette guerre est entre deux parties : mais pourquoi cibler un hôpital qui n'a rien à voir avec la politique ?* »

« *Ces hôpitaux fournissent des services publics essentiels aux victimes et aux familles, et il n'y a aucune justification au fait de les bombarder - aucune roquette n'a été tirée à proximité d'ici* », ajoute-t-il.

Ce ne sont pas seulement les patients et ceux qui les entourent qui ont peur. Même les médecins qui sont formés pour faire face aux situations de grande tension, ont du mal à faire face à la menace quasi-constante des bombardements israéliens.

À présent Abuel Abed me dit : « *Israël va tout faire pour que nos patients meurent, avec ou sans bombardement.* » french.irib.ir 23.07

Il faut saluer le courage de ces médecins...

D'après un universitaire israélien « ***violer les palestiniennes devrait empêcher les attentats*** » - french.irib.ir

Le viol des femmes et des mères des combattants palestiniens découragerait les attaques des combattants palestiniens.

Docteur Mordechai Kedar, maître de conférence israélien à l'Université de Bar-Ilan a déclaré le 1er juillet dernier, avant même le début de l'offensive, après la mort des trois colons, que le viol des femmes et des mères des combattants palestiniens découragerait les attaques des combattants palestiniens. Lors d'une interview pour une Radio israélienne, l'universitaire a affirmé que la « *seule chose qui pourrait dissuader un kamikaze est de savoir que, si on capture sa soeur, ou sa mère, elles seront violées* ».

Ce maître de conférence qui donne entre autres des cours de littérature arabe, a servi pendant 25 ans dans le renseignement militaire, où il s'était spécialisé dans les groupes dits « *islamiques* ».

Les propos d'une telle sauvagerie provenant de cette universitaire sont d'autant plus grave pour un enseignant-chercheur, un noble métier. C'est d'autant plus effrayant que ce sont de telles personnes qui donnent cours à des centaines d'étudiants. Et il est insoutenable de voir qu'à un tel niveau d'études, on puisse avoir des propos d'une haine extrême, des idées aussi démoniaques.

Même l'animateur de radio n'a pas réellement apprécié de tels propos et a affirmé qu'une telle proposition « *sonne mal* ». Il a ajouté qu' «*on ne peut pas prendre bien sûr, de telles mesures* ». Le chercheur, confiant, a cependant défendu sa position en précisant qu'il ne parle pas de ce que nous devrions ou ne devrions pas faire, mais de faits, que c'est la seule chose pour dissuader. Il a ajouté que « *c'est la culture dans laquelle nous vivons...* », « *c'est le Moyen-Orient* ». french.irib.ir 23.07

C'est quoi le sionisme ? On a la réponse ici.

Gaza : israël utilise des « ***obus à fléchettes*** » - french.irib.ir

En 2009, l'opération Plomb Durci fut marquée par l'utilisation par Israël de bombes au phosphores blanc sur les populations.

Des armes particulièrement destructrices dont la charge composée de matières hyper actives s'oxyde au contact de l'air et qui causent des brulures au 2eme voir 3eme degré au contact de la peau. Des armes dont l'usage a été qualifié de crime de guerre par de nombreuses ONG et dont l'utilisation à proximité de population civiles est condamnable par la Cour Internationale de Justice.

La nouvelle offensive israélienne est marquée par l'utilisation d'armes tout aussi destructrices appelées « *obus à fléchettes* ». Chaque obus embarque de 5000 à 8000 fléchettes d'environ 4 cm. Ces fléchettes sont des projectiles métalliques dotés d'une pointe acérée à l'avant et de quatre ailettes à l'arrière. En explosant les milliers de fléchettes en acier sont lancées sur environ 300 m de long sur 90m.

Des armes qui ne font donc pas dans le détail et qui lancées à proximité de civils peuvent être redoutables générant de graves mutilations. Des photos de corps touchés par ce genre d'armes sont atroces et démontrent de la grande dangerosité de leur utilisation.

Ces armes ne sont pas strictement interdites mais leur utilisation à proximité de population est condamnée par le droit international. Qu'importe, le soutien des grandes démocraties à Israel lui autorise l'utilisation d'armes destructrices sur des populations civiles sans en être inquiété. french.irib.ir 22.07

Chajaya : Aveux d'un soldat de la brigade Golani - french.irib.ir

« *Nous étions confrontés à des fantômes qui surgissaient de la terre et s'attaquaient aux véhicules des soldats sans faire attention aux chars, et nous ne savions pas que faire et nous tirions, dans toutes les directions, sur les objectifs invisibles* » a avoué un soldat de la brigade Golani qui a commis un massacre horrible, à Chajaya, située dans l'Est de Gaza. « *Dans la nuit de dimanche à lundi, plus de 13 soldats israéliens ont été tués et 50 autres ont été blessés, à Chajaya* », a-t-il ajouté.

« *Cette opération était très dure, du jamais vu. Le Commandant de la brigade était noyé dans le sang, sa jambe avait été amputée. Un officier de l'opération avait été tué. De même, le commandant du renseignement de l'opération avait, gravement, blessé. Ils sortaient comme des fantômes de la terre. Nous ne savions pas d'où ils venaient. Nous nous tirions le dessus, sans cesse, pendant environ deux heures. Tout était ensanglanté sous nos yeux. Les cadres étaient jonchées sur terre, difficiles à être discernées. Les soldats criaient, car ils n'avaient vu jamais une telle scène. Lorsque l'affrontement a pris fin, nous étions incapables de distinguer parmi les coprs ceux de nos amis, pour savoir s'ils sont vivants ou morts* » a avoué encore ce soldat de la brigade spéciale « *Golani* » de l'armée israélienne. french.irib.ir 22.07

Le numéro 2 de la bigade Golani, tué aussi. - french.irib.ir

La chaine deux de la TV israélienne affirme que le commandant adjoint de la brigade élite de l'armée sioniste, Roi Levy fait partie des blessés de l'offensive militaire contre la bande de Gaza et que son état est grave.

Levy est le commandant ajoint de la brigade chargé des opérations de reconnaissance qui a été blessé dans la localité de Chajaiya, affirme la chaine sans souligner que la brigade avait été prise pour cible d'une attaque commando spectaculaire des combattants de la Résistance lundi qui ont réussi à décapiter la brigade Golani. "*Le général Levy est tombé dans le guet apens tendu par les terroristes palestiniens et il en est sorti avec des blessures très graves et il se fait soigner dans le centre de soin Shaba à Tal Hachoumar. Son état s'est amélioré quelques peu mais il est toujours dans un état stationnaire*", dit le rapport. french.irib.ir 22.07

Résistances libanaise et palestinienne : le ralliement? - french.irib.ir

Un coup de fil, établi entre le secrétaire général du Hezbollah libanais, le chef du bureau politique du Mouvement de la Résistance palestinienne, Hamas, et le secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique, laisse prévoir le ralliement de la Résistance libanaise à celle de la Palestine. Selon l'agence de presse Tasnim citant le site d'informations LBC, les sources diplomatiques bien informées analysent ainsi l'entretien téléphonique entre Seyyed Hassan Nasrallah, Khaled Mechaal et Ramadan Abdallah Shalah : « *Lors de ce contact téléphonique, Seyyed Hassan Nasrallah s'est dit disposé à se ranger aux côtés de la Résistance palestinienne. Alors il se peut que la Résistance libanaise rejoigne la Résistance palestinienne. Le ralliement des fronts libanais et palestinien est bien probable tout comme celui créé en Syrie entre l'armée syrienne et la Résistance libanaise* ».

Le secrétaire général du Hezbollah libanais, Seyyed Hassan Nasrallah, a établi deux contacts téléphoniques, l'un avec le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, et l'autre avec le secrétaire général du Jihad islamique de la Palestine, Ramadan Abdallah pour faire part de sa volonté de coopérer avec la Résistance palestinienne pour vaincre le régime sioniste.

french.irib.ir 22.07

Des soldats sionistes s'auto-mutilent pour échapper à l'enfer de Gaza. - french.irib.ir

En dépit d'une féroce censure, certains médias israéliens publient des bribes d'informations propres à faire comprendre dans quel lamentable état se trouve le moral des soldats de "*l'armée la plus puissante du Moyen Orient* ". Selon les sources médiatiques, " *ces deux derniers jours , le nombre de soldats qui se trouvent blessés au pied et à la jambe s'est curieusement multiplié*". " *15 soldats israéliens ont été répertoriés avec des blessures dans les membres inférieurs, ce qui leur permet d'être hospitalisé et de ne plus avoir à aller se battre contre les palestiniens à Gaza*", affirment ces médias cités par Gaza al An.

De l'aveu de l'armée israélienne, 27 soldats ont été tués depuis le 8 juillet, date à laquelle Israël a lancé son offensive "*Roche invincible*" contre Gaza. Le vrai bilan, lui, est bien supérieur : les brigades Qassam évoque 33 soldats sionistes tués depuis le début des affontements. french.irib.ir 23.07

Six Prix Nobel de la paix réclament un embargo contre Israël - french.irib.ir

Un embargo militaire contre Israël : c'est ce que réclament cette semaine 64 personnalités, dont six Prix Nobel de la paix. Après un deuxième week-end de mobilisations massives dans le monde, elles ont lancé cet appel afin de dénoncer les « *crimes de guerre et ses probables crimes contre l'humanité* » de l'Etat hébreu à l'heure où l'offensive terrestre lancée contre Gaza provoque certains jours plus de 100 morts, révèle The Guardian.

L'appel suit aussi l'épisode à Chajaya où s'est déroulé un véritable massacre. La soixantaine d'hommes et de femmes engagés réclame de l'ONU et des gouvernements de « *prendre des mesures immédiates afin d'imposer un embargo militaire à Israël, similaire à celui qui fut imposé à l'Afrique du Sud pendant l'apartheid* » et dénoncent dans le même temps la complicité des Etats impliqués dans une coopération militaire et économique avec Israël.

« *La capacité d'Israël à lancer de telles attaques dévastatrices en toute impunité découle en grande partie de la vaste coopération militaire internationale et des échanges qu'il entretient avec les gouvernements complices à travers le monde* », fait-on savoir.

Les Prix Nobel de la paix qui ont signé sont les Irlandaises Mairead Maguire et Betty Williams (1976), toutes deux membres du Tribunal Russell sur la Palestine, l'Argentin Adolfo Peres Esquivel (1980), l'archevêque sud-africain Desmond Tutu (1984), la Guatémaltèque Rigoberta Menchú (1992) et l'Américaine Jody Williams (1997).

Parmi les personnalités, on compte aussi le politologue américain Noam Chomsky, l'ancien rapporteur spécial à l'ONU sur la Palestine Richard Falk, l'ancien directeur général de l'UNESCO Federico Mayor Zaragoza ou encore le réalisateur Ken Loach. On compte également deux Israéliens, l'historien Ilan Pappe et la professeure Nurit Peled. Cet appel, qui rappelle une position prise par Amnesty International en février dernier, est une belle sortie médiatique en faveur de la paix. french.irib.ir 23.07

Crash du vol MH17. Propagande et désinformation.

Leur stratégie ayant lamentablement échoués, ils se déchaînent.

- Crash en Ukraine : Poutine et les barbares - LePoint.fr

- Crash du MH17: un maire hollandais demande l'expulsion de la fille de Vladimir Poutine - Lexpress.fr

- Kiev va prendre des mesures de rétorsion contre la Russie - Reuters

La hâte et la haine les conduits à se contredire ou dire n'importe quoi.

- L'Ukraine affirme que ses deux chasseurs ont été abattus par des missiles lancés depuis la Russie - 20minutes.fr

20 minutes retranscrit une dépêche de l'AFP. A lire le titre de cet article , les autorités ukrainiennes accusent les Russes. C'est effectivement ce qu'a déclaré dans un communiqué le Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien : «*Deux de nos avions ont été abattus à l'altitude de 5200 mètres. Selon les premières informations, le lancement des missiles a été effectué depuis la territoire de la Russie*».

Puis deux paragraphes plus loin on pouvait lire une autre version, je cite 20minutes.fr ou l'AFP : Un autre porte-parole militaire, Vladyslav Seleznev, a indiqué par la suite que malgré des leurres thermiques lancés par les pilotes, les appareils ont été touchés par des missiles sol-air tirés par les rebelles dans une zone proche du village de Dmitrivka dans la région de

Donetsk proche à la fois de Lougansk et de la région russe de Rostov.

Donc ces missiles ne seraient plus partis de Russie, mais d'une région "*proche*" de la frontière russe, donc en territoire ukrainien, démentant la première version. Dans ce cas-là il s'agit de légitime défense et non d'une agression d'un pays tiers et l'affaire tombe à l'eau.

De Gaza à Paris

- Près de 15.000 manifestants propalestiniens défilent à Paris dans le calme - AFP

Des centaines ou des milliers de participants aux différentes manifestations organisées en province...

- Manuel Valls condamne la montée en puissance d'un "*nouvel antisémitisme*" - Francetv info

- Les actes antisémites seront sanctionnés, prévient Cazeneuve - Reuters

La barbarie, c'est aussi cela. Pardon, la démocratie.

Etats-Unis: Un condamné meurt deux heures après l'injection - 20minutes.fr

«*Joseph Wood a mis deux heures pour mourir et il a suffoqué et cherché sa respiration pendant environ une heure et quarante minutes*.» Ses avocats dénoncent «*une horreur qui était absolument prévisible*».

Cette exécution particulièrement longue, alors que la mort intervient en général au bout d'une dizaine de minutes, est survenue sur fond de polémique aux Etats-Unis entourant l'efficacité et l'origine des produits utilisés pour les injections létales. 20minutes.fr 23.07

ACTUALITE EN TITRES

Boycott!

- Les bénéfices de Facebook explosent grâce à la pub - Liberation.fr

Mexique: Coca-Cola et Nestlé coupables d'encourager l'obésité - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Libye

- Libye: la mouvance "*civile*" devance les islamistes aux législatives - french.irib.ir

La Haute commission électorale en Libye (Hnec) a annoncé lundi les résultats définitifs des élections législatives du 25 juin, qui font ressortir une nette avance de la mouvance "*civile*" devant les islamistes, selon des élus. Aucune date n'a été fixée encore pour l'entrée en fonction de la nouvelle Chambre des représentants. Elle devrait siéger à Benghazi (est), deuxième ville de Libye, selon un texte de loi adopté par le Parlement sortant qui siégeait dans la capitale Tripoli. Les élus sont toutefois divisés, certains d'entre-eux refusant de se rendre à Benghazi en raison de violences quasi-quotidiennes. La Chambre doit remplacer le Congrès général national (CGN), plus haute autorité politique et législative, accusée d'avoir aggravé une situation déjà chaotique en Libye en raison notamment d'une lutte d'influence entre les courants libéral et islamiste.

L'annonce des résultats intervient sur fond de violences qui ne connaissent pas de répit, notamment les combats meurtriers entre milices qui se disputent depuis plusieurs jours le contrôle de l'aéroport de Tripoli. Sur les 200 sièges du nouveau Parlement, douze n'ont pas été pourvus, le vote ayant été annulé dans plusieurs bureaux en raison des violences. Les listes ayant

été bannies, seuls des "*candidats individuels*" --mais pas forcément indépendants-- avaient été appelés à se présenter. La grande majorité des vainqueurs sont méconnus du grand public. french.irib.ir 22.07

Haut de page

Le 25 juillet 2014

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

J'ai rejeté la proposition d'emploi d'une société indienne spécialisée dans la publication sur Internet. Au départ je devais travailler chez moi sur mon ordinateur, et à l'arrivée j'aurais dû intégrer leurs bureaux. En guise de travail en "*freelance*", je me retrouverais salarié à temps complet dans une entreprise ou je reprendrais du service à 59 ans, une mauvaise blague pour quelqu'un qui a cessé de bosser à 40 ans, en réalité je n'ai cotisé à la Sécu que 19 ans.

La meilleure, ce sont les horaires, de 7h du matin à 14 heures, ce qui veut dire que j'aurais dû me lever à 5h30 ou 5h45 et déjeûner sur les coups de 15h, une vraie vie de merde quoi ! C'était payé 30.000 roupies, le smic est à environ 8.000 roupies à Pondichéry. Une fois construite ma maison et terminée mon installation, cela aurait permis de doubler mon revenu, mais à quel prix, je suis habitué à me priver, je continuerai, cela ne me gêne pas. A 62 ans je pourrai faire valoir mon droit à la retraite et je toucherai environ 300 euros, soit 25.000 roupies environ par mois, ce sera suffisant pour aller au bout du chemin.

Par courriel j'ai adressé hier soir mes exigences à cette entreprise, travailler chez moi 5 heures par jour maximum exceptés les samedis et dimanches pour le même salaire, cela m'étonnerait qu'ils acceptent. Après tout le travail qu'un autre salarié effectue en 7 heures, je dois pouvoir le faire en 4 ou 5 heures, si c'est un Indien, en 2 heures. S'ils comptaient m'exploiter un maximum, ils sont très mal tombés ! Cela me fait marrer évidemment.

24 nouveaux documents ont été ajoutés. Je les ai parcourus rapidement seulement.

Le chiffre du jour. 800.

L'offensive israélienne, qui a fait environ 800 morts palestiniens depuis le 8 juillet à Gaza. AFP 24.07

Des chasseurs bombardiers F-16, des hélicoptères Apache et des drones, des chars et des canons de marine, un équipement militaire hyper sophistiqué du côté israélien, des roquettes artisanales, quelques missiles de courte portée et de l'artillerie légère du côté palestinien, près de 150 résolutions adoptées par l'ONU depuis 148 sanctionnant Israël non appliquées ou non respectées sans être inquiété d'un côté, de l'autre les Palestiniens contraints de respecter celles les concernant à coup de nouvelles restrictions, de sanctions financières et bombardements, des milliards de dollars versés chaque année par les Américains à Israël pour accroître encore ou moderniser son arsenal de guerre, de l'autre des Palestiniens bricolant des armes et des bombes dans des hangars ou des appartements, les Israéliens bénéficient du soutien des puissances occidentales alors qu'ils ont spolié, volé les terres et les biens d'un peuple d'un côté, de l'autre les Palestiniens qui exigent qu'on leur rende sont considérés comme des terroristes, les puissances occidentales estiment que les droits de l'Etat israélien sont légitimes, tandis que ceux des Palestiniens ne le sont pas, notamment celui au retour sur leurs terres, etc.

La différence de traitement envers l'Etat sioniste et les Palestiniens par les puissances occidentales dont la France est flagrande, indiscutable, ce qui n'empêche pas Valls de déclarer hier que "*la ligne de la France est la même, elle est équilibrée*" (AFP 24.07). Qu'elle soit favorable à Israël est somme toute normal et participe à cet "*équilibre*", puisque c'est l'agressé et non l'agresseur et l'occupant, il se défend, c'est naturel, légitime.

Sur quel constat, postulat ou quelle base politique repose sa déclaration ? Sur la négation des droits des Palestiniens, sur un déni fondé à partir du mythe entretenu par les sionistes prétendant que la Palestine a toujours appartenu au "*peuple juif*", une autre de leur invention pour justifier leur politique qui consiste à défendre la terre qui leur appartient comme le ferait n'importe quel peuple ou Etat et la boucle de l'imposture est bouclée.

Parole d'internaute.

Le contexte.

Les affrontements qui ont eu lieu hier entre la police israélienne et des Palestiniens en Cisjordanie qui ont fait plusieurs morts et

au moins une centaine de blessés.

- "*En Cisjordanie occupée, occupée par Israël. C'est un détail pour Israël ? Quand va t-il comprendre que tant qu'il ne quittera pas les colonies qu'il vole aux Palestiniens, les attentats continueront. Tant qu'il organisera le blocus de Gaza , il recevra des roquettes. Ca s'appelle la force du désespoir.*"

Résister ! Résister c'est légitime, par tous les moyens. Savez-vous que c'est un des facteurs qui justifie le socialisme ? Non, bien sûr, normal puisque plus personne n'est foutu d'en faire la propapande, c'est trop compliqué d'énoncer simplement les choses simples.

Un bilan accablant. Le capitalisme engendre la guerre et la pauvreté.

Le tableau ou plutôt lebilan épouvantable que dresse le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est celui du capitalisme au stade de l'impérialisme et de la barbarie étendue à la planète toute entière. Ils ne le préciseront pas dans leur rapport évidemment, cependant ils ne pouvaient pas le réaliser sans que cela ne transparaisse à chaque ligne ou paragraphe.

Quelle question !

Pourquoi y a-t-il 2,2 milliards de pauvres dans le monde ? - lemonde.fr

Crises financières, catastrophes naturelles et politiques publiques inefficaces risquent de faire croître la pauvreté dans le monde alors que plus de 2,2 milliards d'hommes et de femmes, soit près d'un tiers de l'humanité, sont déjà concernés ou sont en passe de l'être.

(Comme quoi le Manifeste du parti communiste et le Capital de Marx et Engels sont toujours d'actualité. - ndlr)

C'est ce dont s'alarme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son rapport 2014 rendu public jeudi 24 juillet, citant notamment le prix des denrées alimentaires et les conflits violents comme autres sources aggravantes de la pauvreté.

(Denrées alimentaires qui font l'objet d'une spéculation effrénée de la part des multinationales de l'agro-alimentaires, des oligarques de Goldman Sachs et Cie., conflits violents ou guerres fomentés par les mêmes ou les Etats qui les abritent... Donc l'aggravation de la pauvreté dans le monde n'est pa dû à une fatalité et les responsables sont clairement identifiés, connus de tous, y compris de ceux qui ont réalisé ce rapport : Ce sont leurs maîtres! - ndlr)

Parmi les chiffres chocs contenus dans ce rapport :

1,2 milliard de personnes vivent avec l'équivalent de 1,25 dollar ou moins par jour.

1,5 milliard de personnes réparties dans 91 pays en voie de développement vivent « en siuation de pauvreté marquée par des carences cumulées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie »,

800 millions de personnes sont à la lisière de la pauvreté.

Le PNUD insiste sur le cercle vicieux que constitue la pauvreté, synonyme de chômage, lui-même souvent accompagné d'un accroissement de la criminalité, de la violence, de la consommation de drogue et de suicides.

(Que l'"*accroissement de la criminalité, de la violence, de la consommation de drogue et de suicides*" ait une origine sociale à mettre au compte du capitalisme, c'est l'évidence même et non une fatalité. En conséquence, il suffit de supprimer le capitalisme pour venir à bout de tous les maux qu'il engendre et la question est résolue.

Ce "*cercle vicieux*" est inhérent aux lois de fonctionnement du capitalisme reposant sur des inégalités sociales qui ne peuvent que s'aggraver. Ce sont les fondements du capitalisme qui sont en cause, d'où la nécessité de les liquider, de renverser les rapports de domination de classe au profit de la classe des exploités qui compose la majorité de la population et qui est la principale victime de tous ces maux. - ndlr)

Et même si globalement la pauvreté recule dans le monde, le PNUD met en garde contre les inégalités croissantes ainsi que des « *vulnérabilités structurelles* » qui persistent.

(Structures qu'ils s'emploient à liquider par la voie du FMI ou à détruire à coup de canons quand certains Etats ou gouvernements résistent. Quand ils affirment que la "*pauvreté recule dans le monde*", ils se passent bien de dire comment ou à quel prix, la mise en esclavage de centaines de millions de travailleurs en Asie et en Afrique, sans parler du travail des enfants,

des vieillards... En fait, en recourant aux mêmes méthodes qu'au début du XXe siècle en Europe et aux Etats-Unis. -ndlr)

« *Eliminer l'extrême pauvreté n'est pas seulement arriver à zéro, encore faut-il rester à ce niveau. Il faut spécifiquement protéger celles et ceux qui sont menacés par des catastrophes naturelles, des changements climatiques ou des chocs financiers.*

(Quelle généreuse intention ! Mais il ne s'agira pas de "*protéger*" ceux dont les droits sont menacés ou amputés dans les pays les plus développés, en Europe notamment par les politiques d'austérité mises en oeuvre par les différents gouvernements, et qui a leur tour sombrent dans la pauvreté ou la misère noire. Non, car ceux-là sont des nantis pour eux, ils ont un niveau de vie trop élevé, qu'il soit ravalé vers le bas est juste ou équitable à défaut de s'attaquer à la cause réelle de "*l'extrême pauvreté*", aux riches et hyper riches qui le deviennent un peu plus chaque hjour qui passe. On n'en attend pas davantage de l'ONU, rien en fait.- ndlr)

Mettre au cœur de notre agenda de développement la réduction de ces vulnérabilités constitue le seul moyen de s'assurer que le progrès est résilient et durable. Assurer une protection sociale de base aux pauvres du monde entier coûterait moins de 2 % du PIB mondial. »

(Les tenants du capitalisme mènent une guerre impitoyable au prolétariat mondial pour maintenir le coût du travail le plus bas possible, et quand bien même serait-il rémunéré une misére comme au Bengladesh ou en Ethiopie par exemple, les capitalistes évoquent l'éventualité de délocaliser leurs entreprises dans d'autres pays si les salaires augmentaient afin de maintenir leurs profits exorbitants. Ils ne sont donc pas disposer à débourser de l'argent pour "*assurer une protection sociale de base aux pauvres du monde*", puisqu'ils se destinent au contraire à les maintenir dans cette situation. La philanthropie des riches ou des capitalistes, cela n'existe que dans les contes de fées destinés aux ignorants ou à ceux qui sont prêts à se laisser corrompre en espérant en tirer profit, c'est le pendant métaphysique de la collaboration de classes qui est bien réelle. - ndlr)

« *Une protection sociale de base est abordable tant que les pays à faible revenu redistribuent des fonds et accroissent leurs ressources internes, et ce avec l'appui de la communauté des donateurs internationaux* ».

(Admirer le cynisme, fonds ou ressources pillés par les multinationales occidentales, et pas seulement. Les Américains et ses alliés Français et Britanniques notamment ce sont employés à renverser des régimes et à détruire des pays entiers dans lesquels le niveau d'éducation de la population était le plus élevé de leur région, les questions d'hygiène et de santé publique étant résolues, etc. pour les renvoyer un demi-siècle en arrière. Pourquoi ? Parce que ces régimes avaient mis en place un système de "*protection sociale de base (...) abordable*" pour toute leur population, ce qui représentaient autant de profits qui n'atterrissaient pas dans les caisses des multinationales américaines entre autres, un crime impardonnable.

Il fallait donc renverser ces régimes et raser les infrastructures de ces pays, créer une situation de chaos inextricable de telle sorte que réduites à l'état d'indigence leurs populations tendent la main à ceux qui avaient fait leur malheur et leur avaient occasionné ces souffrances abominables et inutiles, afin qu'ils soutiennent le processus politique que leurs agresseurs leur imposaient n'ayant pas d'autres alternatives pour survivre.

En lieu et place de disposer d'eux-mêmes et des richesses de leur pays, d'assurer leur propre développement, ils se retrouvent placé sous la dépendance "*de la communauté des donateurs internationaux*" qui les ont conduits à cette situation-là et comptent bien les y maintenir, sinon à quoi bon tant d'efforts déployer pour les y conduire -ndlr)

« *La plupart des problèmes sont le résultat de réformes inadéquates et d'institutions peu performantes* », conclut Khalid Malik, principal auteur de l'étude, qui note également qu'actuellement, les 85 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres. lemonde.fr 24.07

Les "*réformes*" en question sont celles que le FMI ou l'impérialisme américain, l'oligarchie financière leur ont imposées. Qu'elles aient été "*inadéquates*" est un aveu qui mérite l'abolition du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU et toutes ces agences.

Quant aux "*85 personnes les plus riches de la planète*", leur expropriation sans indemnité et la saisi de tous leurs biens est une nécessité absolue, non négociabe. On se demandera comment ils ont pu amasser une telle fortune, sinon avec la bénédiction de l'ONU ou des rédacteurs de ce rapport.

Question subsidiaire : Et la démocratie alors ?

Avant-hier- Cameron se prend pour le nouveau vice-roi des Indes !

Hier- Le droit des peuples de décider d'eux-mêmes.

Mesdames, savez-vous que la majorité de la population mondiale désaprouve que vous portiez des mini-jupes, des pantalons moulants, des décoltés provocateurs et bien autres choses encore qui les choquent ? Et pourtant elle n'exige pas que vous y renonciez car cela ne la regarde pas. De toute façon, elle n'en aurait pas moyens.

En fait c'est à Cameron et à l'Unicef qu'il faudrait dire cela. Occupez-vous de vos affaires et ne venez pas fourrer votre nez dans les nôtres. On n'exige pas de vos femmes qu'elles portent des vêtements particuliers ou qu'elles adoptent un autre comportement, qu'elles cessent de boire de l'alcool ou de fumer, etc. alors n'exigez rien de nous, vous entendez, rien.

Doit-on vous parler de la prostitution qui se répand dans chaque ville grande ou moyenne de vos pays, du tourisme sexuel qui a été créé dans certains pays comme le Maroc ou la Thaïlande pour répondre aux besoins pervers de votre population masculine ?

Vous prétendez nous donner des leçons en matière de rapports entre les parents et leurs enfants, d'éducation, alors que dans vos pays, vos gosses sont livrés à eux-mêmes, leurs pères et leurs mères sont obligés de travailler pour payer leurs factures et ils n'ont plus de temps à consacrer à leurs enfants, ils ne les voient même plus, jusqu'au jour où sous le choc ils apprennent qu'ils sont devenus accros à une drogue ou à l'alcool, qu'ils se prostituent ou qu'ils sont devenus des délinquants ou pire encore, et on ne parle même pas du niveau d'incivillité, des insultes, des violences grauites, du manque de respect généralisé dans votre société en décomposition.

Dans vos pays à la morale surfaite et où il fait bon vivre paraît-il, régulièrement les viols, le harcèlement sexuel, les mauvais traitements et la discrimation envers les femmes font la une de l'actualité, à croire que votre société présente de graves lacunes et qu'elle ne constitue pas un exemple à suivre pour le reste du monde que vous considérez sauvage ou barbare.

Il y a pire encore messieurs, par exemple, vos amis.

- Irak: les jihadistes de l'EI ont ordonné des mutilations génitales sur les femmes - AFP

Chacun sait que vous êtes derrière cette pourriture ou qu'elle sert vos intérêts, on en a les preuves matérielles, pas de bol pour vous. Vous prétendez vous préoccuper de nos femmes et nos filles, alors que vous livrez ces femmes irakiennes à des barbares. Cela vaut pour les féministes et la horde de gauchistes qui soutiennent votre initiative. Vous voulez modeler le monde à votre image, qui est détestable quand on y regarde de plus près.

De la même manière que nous exigeons que vos soldats rentrent dans les casernes de votre pays, nous exigeons que vous cessiez de vous mêler des affaires qui ne concernent que nos peuples, chaque peuple qui ne vous a rien demandé. Go home !

On a des preuves. Lesquelles ?

- Ukraine: l'armée pilonnée depuis la Russie, selon Washington - AFP

Les Etats-Unis ont affirmé jeudi détenir des preuves que des militaires russes ont procédé à des tirs d'artillerie depuis le territoire russe contre des positions de l'armée ukrainienne.

(Les Russes, qui ont eu confirmation qu'un satellite américain couvrait la zone du vol MH17 au moment où il a explosé au-dessus de l'Ukraine, ont demandé aux Américains de rendre public les données ou traces qu'il a relevées avant le crash de cet avion car elles pourraient constituer une pièce matérielle déterminante permettant de déterminer ce qui s'était réellement passé, les Américains ont refusé. Pourquoi ? Parce qu'elles sont compromettantes ? - ndlr)

Moscou a en outre l'intention d'envoyer des "*lanceurs de roquettes plus lourds et plus puissants*" aux rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine, a déclaré la porte-parole adjointe du département d'Etat, Marie Harf, citant des sources du renseignement américain. AFP 24.07

Une "*intention* n'a jamais constitué un fait temps qu'elle ne s'est pas concrétisée, qui plus est, ce matériel servirait de pendant à celui que l'Otan a mis à la disposition du gouvernement néonazi de Kiev.

En complément.

- Démission du premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk - 20minutes.fr

Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a annoncé aujourd'hui sa démission, en dénonçant la dissolution de la coalition gouvernementale au Parlement, en pleine crise économique et au milieu d'un conflit armé avec les séparatistes prorusses. 20minutes.fr 24.07

- L'Otan envisage de créer une base de réaction rapide pour faire face à la Russie - french.irib.ir

L'Otan pourrait déployer une base de réaction rapide en Europe de l'Est pour faire face à la menace que présente la Russie, a annoncé jeudi le quotidien britannique *The Times*, citant le commandant en chef des Forces de l'Otan en Europe Philip Breedlove. Selon le général Breedlove, plusieurs bases militaires de l'Alliance sont à l'étude pour jouer ce rôle, mais la base de Szczecin (Pologne) est donnée favorite.

Le général propose de stocker assez d'armes, de munitions et de rations alimentaires dans la base de réaction rapide pour que l'Otan puisse dépêcher immédiatement des milliers de soldats en cas de crise. D'après le commandant général Breedlove, l'Alliance doit progresser plus à l'est pour garantir à la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie que l'Otan les protégera en cas d'agression. french.irib.ir 24.07

ACTUALITE EN TITRES

Et encore, c'est un compliment !

- «*T'es une merde!*» Quand NKM passe un coup de fil à Jean-François Copé - 20minutes.fr

Le parti de l'ordre à les deux pieds dedans!

C'est ce que dit toujours la droite.

- Le Guen: "*pas d'alternative à gauche*" à la politique du gouvernement - AFP

Il n'en a pas, c'est bien connu.

- Pour Valls, les Verts et l'extrême gauche «*ont un problème avec Israël*» - LeParisien.fr

C'est l'ensemble des territoires palestiniens qui se soulèvent.

- En Cisjordanie occupée, des affrontements meurtriers entre Palestiniens et soldats israéliens - lemonde.fr 24.07

Le conflit à Gaza menace de s'étendre en Cisjordanie occupée, où de violents affrontements entre des manifestants palestiniens et des soldats israéliens ont fait au moins un mort, dans la soirée du jeudi 24 juillet.

Des milliers de Palestiniens ont cherché, jeudi, à rallier Jérusalem-Est et l'esplanade de Mosquée, dans la Vieille Ville, pour « *la Nuit du Destin* » (« *Laïlat al-Qadr* »), une des dates importantes à la fin du mois de ramadan.

Les affrontements avec l'armée israélienne ont eu lieu à Qalandia, check-point militaire qui contrôle l'entrée de Jérusalem. Il est interdit aux Palestiniens qui ne disposent pas d'une autorisation spéciale israélienne.

Un premier bilan transmis par des responsables des services de sécurité et médicaux palestiniens faisait état d'une victime, un homme de 25 ans, et d'au moins vingt personnes blessées, dont plusieurs par des tirs à balles réelles.

Un médecin de l'hôpital de Ramallah a évoqué de son coté la mort de trois personnes, et d'une centaine de personnes ont reçu des soins pour des blessures.

Un porte-parole de l'armée israélienne a décrit la scène à l'AFP, sans confirmer ni démentir le recours à des balles réelles.

« *Il y a des milliers de manifestants. Ils font rouler des pneus en feu et jettent des cocktails molotov et des pétards sur les soldats et les garde-frontières. Les soldats répliquent par des moyens antiémeutes.* »

Par ailleurs, à Jérusalem-Est, 20 manifestants ont été arrêtés aux abords de la Vieille ville où des renforts de police ont été massivement mobilisés pour « *la Nuit du Destin* » .

« *Plusieurs dizaines de manifestants arabes ont jeté des pierres et des pétards sur les forces de l'ordre, blessant deux policiers et 20 suspects ont été arrêtés* », a précisé la police. lemonde.fr 24.07

Des balles réelles en échange de pierres, c'est "équilbré", dixit Valls.

L'Empire à l'offensive.

- Une nouvelle amende pour BNP Paribas aux Etats-Unis - LeMonde.fr

- Grande-Bretagne : Alstom accusé de corruption - LePoint.fr

- Argentine: le FMI alerte du "*coût considérable*" d'un défaut de paiement - AFP

- L'UE élargit ses sanctions ciblées contre la Russie et prépare un renforcement - AFP

- Ceux qui dénoncent les théories du complot en sont les champions toutes catégories.

- Terrorisme: comment le gouvernement américain dresse sa liste noire - AFP

- Etats-Unis. La liste noire dressée sur de simples soupçons - Le Nouvel Observateur

Haut de page

Le 27 juillet 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

Contrairement à ce que j'annonçais avant-hier, la société indienne basée à Mumbai accepte que je travaille chez moi. Deux contraintes demeurent avec lesquelles je peux m'accommoder, envoyer mon boulot avant 15h et retranscrire environ 45 séquences audios dont chacune a une durée d'1'30" à 2'. Je leur ai demandé de m'envoyer le boulot à l'avance pour que je puisse le répartir sur la journée et la semaine y compris le samedi et le dimanche.

S'ils acceptent mes dernières conditions, je réduirai le temps que je consacre au site ou je cesserai totalement cette activité. Il se peut que je n'actualise qu'une fois par semaine le dimanche. Rien ne dit non plus que je travaillerai longtemps pour cette entreprise, elle a besoin de moi parce qu'elle a décroché un marché au Canada. Je vais renflouer mon capital pendant que c'est encore possible, plus tard je n'en aurai plus jamais l'occasion. Je suis un rentier précaire, il ne faut pas l'oublier, c'est jouable à condition de bien calculer son coup.

Puisque je n'ai jamais fait miroiter quelque chose à qui que ce soit et que personne n'a voulu me soutenir financièrement, ce que je peux comprendre, je suis libre de continuer ou arrêter, personne n'est irremplaçable surtout à mon modeste niveau. Et puis au point où nous en sommes... A suivre.

Passons aux choses sérieuses.

Quand on lit le plan de Moshe Feiglin pour une « *solution* » à Gaza qui doit se traduire par son annexion totale à "*l'Etat juif*", puisque c'est "sa Terre" selon ses propres mots, et que par ailleurs on entend les organisateurs des manifestations en soutien aux Palestiniens lancer le slogan de "*paix juste et durable*", on se dit qu'il y a là un problème, l'objectif qu'ils ont défini ne correspond manifestement ni à la réalité niaux tâches que doivent accomplir les prolétariats palestinien et israélien, on est donc en droit de se demander pourquoi, surtout, quelle en est l'origine politique.

Parce qu'ils reconnaissent l'existence d'Israël ou sa légitimité qui est la négation de la Palestine, puisque la même terre ne peut pas appartenir à deux entités différentes, aux sionistes et aux Palestiniens, l'Alsace ne pouvait pas appartenir à la France et à l'Allemagne par exemple, et s'ils refusent de l'admettre c'est parce qu'ils devraient affronter Israël ou combattre pour sa disparition, mais aussi s'attaquer et rompre avec l'ONU, ce dont ils se refusent catégoriquement. Pourquoi ?

Mais parce qu'ils y sont liés, dès lors qu'ils sont totalement subordonnés au capitalisme. Israël et l'ONU étant des maillons du capitalisme mondial dominé par les Etats-Unis, de la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, les combattre véritablement consisterait à dénoncer leur véritable nature dans la perspective politique de leur abolition ou liquidation. Or ils en sont incapables ou cela ne peut pas être leur objectif politique, puisque le capitalisme en a besoin et qu'ils y sont inféodés, jusqu'au bout ils doivent prendre en charge ses besoins, d'où ce slogan de "paix juste et durable" qui est

finalement acceptable pour Israël et les Américains sur les cendres de Gaza.

La "*paix juste et durable*" pour les Palestiniens : C'est leur tombe ! Pour les sionites : C'est la Palestine !

Dans un article de Paul Monmaur de 2012 que le M'PEP publie à nouveau, on pouvait lire (Terre de Palestine : quel avenir ? - 12 mars 2012) :

- "*... la construction d'un Etat multiethnique, multiculturel, laïque et démocratique s'étendant sur tout le territoire de la Palestine historique est l'initiative qui, seule, paraît en mesure, à la fois (a) de rendre justice, droits et dignité à tous les Palestiniens, réfugiés inclus, et (b) de restaurer chez les Israéliens, humanisme, honneur et paix que nombre d'entre eux, las des souffrances infligées mais aussi subies, appellent aujourd'hui de leurs voeux.*"

Admettons-le pour notre démonstration, c'est sans doute l'objectif politique minimum, temporaire ou provisoire que les Palestiens et ceux qui les soutiennent pouvaient se fixer, et à terme une République sociale palestinienne débarrassée du capitalisme pour ce qui nous concerne, à ceci près que c'est totalement impossible, car c'est ignorer l'évolution du capitalisme mondial au cours des quatre cinq ans dernière années, qui dans le cadre de l'impérialisme stade suprême du capitalisme s'est traduit par l'hégémonie du néolibéralisme pour répondre à la crise sans précédent qui le traversait et atteignait ses fondements, néolibéralisme comme on peut l'observer tous les jours en France et partout dans le monde est incompatible avec les principes de la démocratie et les valeurs de la République, au point qu'il est inenvisable que dans le monde un Etat puisse voir le jour sur cette base-là, c'est impossible.

Encore une fois, cette impasse politique est le produit de l'absence d'une direction mondiale du prolétariat sur la base du socialisme, de l'absence cruelle d'une Internationale ouvrière et ses sections dans tous les pays pour mener la lutte sur tous les fronts contre le capitalisme. Cette situation aboutit à des mots d'ordre ou une ligne politique qui n'incarne pas les intérêts des Palestiniens ou des travailleurs en général.

Maintenant Israël n'existerait pas sans le soutien américain, britannique et français.

Nous n'avons pas le pouvoir de chasser les sionistes de Palestine dans le contexte actuel ou plutôt les masses arabes des territoires palestiniens et juives d'Israël en sont incapables , par contre nous avons le pouvoir de combattre ceux qui soutiennent les autorités israéliennes et qui sont les représentants du même ennemi, notre propre bourgeoisie dans nos pays respectifs, en France le gouvernement Hollande-Valls-Fabius, les institutions de la Ve République.

La "*paix juste et durable*" avec l'ennemi des Palestiniens, c'est réclamer en France une "*paix juste et durable*" au patronat, aux capitalistes, à l'oligarchie financière qui se sont jurés d'avoir notre peau dans cette guerre à mort qu'est la lutte des classes. C'est appliquer à la question palestinienne la collaboration de classes de la part de ces partis qui refusent de rompre avec le gouvernement et le PS, les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU et l'Otan, le capitalisme et toutes ses institutions financières ou politiques internationales, conformément à leur engagement à leur côté contre les travailleurs en France, en Palestine et Israël.

En complément.

Le "*camp*" de la mort !

- Les Arabes israéliens doivent-ils choisir «*un camp*»? - Slate.fr -

Le chiffre du jour. 1.000 .

Plus de 1.000 Palestiniens ont été massacrés à ce jour par l'Etat sioniste, le nombre de blessés dépasse 6.400.

Quand Valls amalgame manifestants et provocateurs ou "***casseurs***".

- De la mosquée d'Evry, Valls adresse un message d'apaisement aux musulmans de France - AFP

Manuel Valls a adressé vendredi soir un message d'"*apaisement*" aux musulmans de France lors de la rupture du jeûne du ramadan à la mosquée d'Evry-Courcouronnes, assurant qu'il n'y avait pas "*deux poids deux mesures*" à leur détriment, sur fond de critiques de la ligne du gouvernement sur le conflit israélo-palestinien.

Revenant sur les incidents des manifestations, "*quand des casseurs se réclament d'une forme dévoyée de l'islam, ce sont les musulmans qui souffrent les premiers car ces actes nourrissent des amalgames insupportables*", a-t-il justifié, car "*ces groupes radicalisés s'en prennent à votre foi, à la noblesse du message de l'islam, à ses valeurs d'ouverture, de tolérance*".

Peu avant l'arrivée du Premier ministre, encadrée par un important cordon d'une centaine de policiers et de gendarmes, un groupe de jeunes fidèles a exprimé à l'AFP ses critiques à l'égard de la position du Premier ministre et des médias, jugés trop favorables à Israël. (C'est un euphémisme ! - ndlr))

"*Sa visite, c'est de l'opportunisme, on ne peut pas critiquer d'un côté les musulmans de France, qui défendent les Palestiniens en disant qu'on serait antisémites alors que nous-mêmes par définition sommes sémites*", a déclaré à l'AFP Mohammed, enseignant de 30 ans dans l'Essonne, dénonçant le "*parti pris*" pro-israélien de François Hollande et Manuel Valls.

Puis ce sont quelques dizaines de personnes, dont des membres du collectif radical pro-Hamas Cheikh Yassine, qui sont venus crier des slogans comme "*sionistes, fascistes, c'est vous les terroristes*" ou encore "Israël assassin" aux abords de la mosquée. AFP 25.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Youpi !

Côté jardin

- Le titre de RBS s'envole après un bénéfice inattendu - Reuters

- Caixabank fait plus que doubler son bénéfice - Reuters

Coté cour.

- Chômage: 8e mois consécutif de hausse en juin, nouveau record - AFP

La série noire continue : le chômage a connu en juin un huitième mois consécutif de hausse, atteignant un nouveau record de 3,398 millions de demandeurs d'emploi sans activité en métropole.

Pôle emploi a accueilli le mois dernier 9.400 inscrits supplémentaires en catégorie A (sans aucune activité), a annoncé vendredi le ministère du Travail. Avec l'outre-mer, le nombre de chômeurs était en juin de 3,66 millions. La hausse est plus forte en incluant les chômeurs ayant exercé une petite activité (+23.000, +0,5%), pour un plus haut niveau historique de 5,04 millions (5,34 avec l'outre-mer).

Sur un an, le chômage des moins de 25 ans a décru de 3,1% alors que celui des 50 ans et plus a bondi de 11,5%.

Autre point noir, le chômage de longue durée. Activité réduite comprise, le nombre d'inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an enregistre une nouvelle hausse de 0,4% sur un mois (+9,8% sur un an).

Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, Pôle emploi a recensé 474.000 chômeurs sans activité supplémentaires. AFP 25.07

En complément.

- La Poste: baisse des effectifs de plus de 5.000 postes depuis janvier - AFP

En guise d'avenir, le message du patronat et du gouvernement à la jeunesse : L'"***hyper-précarité***".

- Des embauches de plus en plus précaires - lepoint.fr

Alors que le chômage n'en finit plus de progresser, la précarité augmente-t-elle pour ceux qui trouvent un emploi ? Oui, à en croire l'explosion des embauches en contrats précaires. Selon une étude du ministère de l'Emploi publiée jeudi, près de 92 % des intentions d'embauche étaient des CDD et des missions d'intérim en 2012 !

Pire, la tendance se dégrade. Depuis 2000, la part des intentions d'embauche en CDD a bondi de 11 points, passant de 38,5 à 49,5 %. Une évolution seulement partiellement compensée par la baisse de la part de l'intérim (- 8 points).

Mais lorsqu'on se concentre sur le nombre total de salariés du secteur privé concurrentiel bénéficiant de la protection du contrat à durée indéterminée (CDI), le constat est bien différent. Ils sont 15,4 millions sur 17,8 millions à avoir un contrat durable, soit 87 % du total. Mieux, cette part est quasiment stable depuis 2000. Il faut dire que le CDI comme forme quasi exclusive d'emploi avait déjà été battu en brèche au cours de la période précédente. Entre 1984 et la fin des années 1990, "*la part de l'intérim avait été multipliée par quatre (...), tandis que celle des CDD avait plus que doublé*", faisant chuter la part des CDI de plus de huit points. Il n'empêche, l'immense majorité des salariés français du privé jouissent toujours d'un CDI.

Les jeunes et les ouvriers en première ligne.

Comment expliquer le maintien de la part de CDI dans l'emploi total alors que les embauches en contrats précaires dominent ? Tout simplement parce que nombre de ces contrats précaires sont en fait des CDD de plus en plus courts. Depuis 2000, la part des intentions d'embauche de CDD de moins d'un mois, voire d'une semaine, a fortement progressé pour atteindre près de 40 % des contrats courts, alors que celle des CDD de plus d'un moins a, au contraire, légèrement baissé.

"*Les contrats très courts viennent se substituer aux CDD plus longs*", observait l'économiste Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, pour l'Agence France-Presse fin juin. "*On ne parle plus de précarité mais d'hyper-précarité, avec un enchaînement continu de contrats très courts pour les mêmes salariés.*" Un constat qui avait conduit les partenaires sociaux à décider d'une surtaxation des contrats courts dans le cadre de leur négociation sur la "*sécurisation du marché de l'emploi*" début 2013. Depuis juillet 2013, la cotisation d'assurance-chômage est ainsi passée de 4 à 7 % pour les CDD de moins d'un mois et à 5,5 % pour les CDD d'un à trois mois. Mais les CDD de remplacement, les contrats saisonniers et l'intérim ont été épargnés, ce qui limite la portée de la mesure. D'après les derniers chiffres du ministère du Travail disponibles, la part des CDD dans les embauches a d'ailleurs atteint un nouveau record au quatrième trimestre 2013 à 83,7 %. Les contrats de moins d'un mois ont continué d'augmenter (+ 4,1 % sur un an).

Cette précarisation du marché de l'emploi touche en tout premier lieu les jeunes. Alors qu'en 1982 plus de 80 % des 15-24 ans salariés étaient en CDI, ils ne sont plus que 50 % en 2012 (contre 90 % pour les 25-49 ans) ! Même une fois retirée la proportion de jeunes en contrats d'apprentissage, l'écart avec les 25-49 ans reste considérable : 22,9 % des moins de 24 ans ont un CDD, contre à peine plus de 7 % pour les 25-49 ans. Le contrat précaire apparaît donc dans ce cas un passage quasi obligé de début de carrière. Des ouvriers embauchés en intérim

La dégradation des conditions d'embauche des jeunes a toutefois essentiellement eu lieu entre 1982 et 2000 et est comparable à celle observée pour les 25-49 ans. Au final, un jeune salarié, comme un salarié de 25-49 ans, est quatre fois plus souvent intérimaire (respectivement en CDD hors apprentissage) que sous un autre contrat hors apprentissage en 2012 qu'en 1982 !

Les catégories socioprofessionnelles ne sont pas non plus toutes logées à la même enseigne. La précarité touche surtout les ouvriers. La part des intentions d'embauche en contrats temporaires pour les ouvriers est de 10 % supérieure à celle des cadres. La plupart du temps (70 %), cela passe par de l'intérim. À l'inverse, la précarité des autres catégories passe plutôt par des CDD.

La fonction publique pas épargnée !

L'étude des services statistiques du ministère du Travail permet au passage de tordre le cou à une idée reçue selon laquelle la fonction publique ne serait pas touchée par la précarité de l'emploi. Dans la fonction publique territoriale et à l'hôpital, la part des contrats temporaires est même plus élevée que dans le privé. Chez les jeunes, la part des contrats temporaires monte même à 60 % !

Entre 2000 et 2012, forte hausse des embauches en contrats temporaires, mais stabilisation de la part des CDI dans l'emploi, direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du mainitère du Travail, 24 juillet lepoint.fr 25.07

ACTUALITE EN TITRES

De la camelote à revendre !

- Etats-Unis: Nissan rappelle plus de 226.000 véhicules supplémentaires - AFP

Vous : Non. Nous : Si !

- Droits antidumping sur les importations solaires d'Asie aux USA - Reuters

L'oligarchie financière est pressée d'en finir avec la Russie.

- Le vice-premier ministre britannique ne veut pas du Mondial 2018 en Russie - LeMonde.fr

- Vol MH17: la piste du missile russe très probable selon Londres - Reuters

- Ukraine : Le Pentagone menace la Russie - french.irib.ir 26.07

« *Le Pentagone voudrait donner une réponse militaire aux agissements militaires de la Russie en Ukraine* », a martelé le chef de l'état-major de l'armée américaine.

Le général Martin Dempsey, chef de l'état-major de l'armée américaine, a déclaré que Washington examinait les options militaires face aux agissements de Moscou. « *Il se peut que le président russe, Vladimir Poutine, allume un feu qu'il ne puisse pas maîtriser* », a-t-il prétendu. D'après M. Dempsey, le président Poutine fait avancer un nouvel ordre du jour agressif en négligeant la souveraineté des pays. *« L'armée russe a renforcé sa compétence militaire depuis 2008 et elle a investi dans les armes stratégiques dont les avions à longue portée et les missiles croisières*», a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'ambassadeur américain en Ukraine a annoncé que Washington fournirait 33 millions de dollars à l'armée ukrainienne d'ici la fin de l'année en cours. french.irib.ir 26.07

Boycott !

- La vente de produits McDonald's suspendue à Hong Kong, au Japon. - Reuters

Le FMI compte sur les milices fascistes pour faire passer sa politique en Ukraine.

- Ukraine: le FMI appelle à respecter le plan de réformes malgré la crise politique - AFP

Vous en êtes les responsables.

- Pour l'ONU, la crise alimentaire « *la pire au monde* » est au Soudan du Sud - LeMonde.fr

Ca gaz à Gaza infos.

- Interdiction de la manifestation pro-Gaza : le gouvernement soutenu par le groupe PS à l'Assemblée - LePoint.fr

- «*En interdisant, le gouvernement attise la rage des manifestants*» - LeFigaro.fr

Tiens donc, une confrontation violente prévisibles qui n'a pas eu lieu. Mais c''était en Allemagne.

- Un millier de manifestants propalestiniens défilent dans le calme à Berlin - liberation.fr

Un millier de personnes ont manifesté dans le calme vendredi à Berlin contre l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza, séparées d'une contre-manifestation pro-israélienne par un important dispositif policier, a constaté l'AFP.

Mis en garde par les autorités qui redoutaient des slogans antisémites après des dérapages constatés dans d'autres cortèges la semaine dernière, les quelque 1 000 manifestants - selon la police -, dont certains portaient des drapeaux palestiniens, ont défilé sans violence en scandant des slogans antisionistes. «*Liberté pour la Palestine, dehors les racistes, dehors les fascistes*», «*les sionistes sont des fascistes*», ont-ils notamment crié.

«*Personne n'a le droit de prononcer des paroles antisémites. Nous avons le droit et la logique de notre côté, nous ne devons pas agir de façon idiote et émotionnelle*», a lancé l'un des organisateurs au micro. «*Faites la différence entre juifs et sionistes*», a-t-il ajouté à l'attention des manifestants dont certains portaient des photos de victimes civiles à Gaza.

Le ton est cependant monté d'un cran quand le cortège s'est retrouvé face à un groupe d'environ 250 manifestants pro-israéliens, mais un cordon policier a empêché toute confrontation. Quelque 1 000 policiers étaient mobilisés. AFP 25.07

Un point rapide sur les manifestations d'hier en France - Francetv info avec AFP

Des milliers de pro-Palestiniens ont manifesté à travers toute la France pour dénoncer l'offensive israélienne à Gaza.

Au moins 5 000 personnes se sont retrouvées place de la République, bravant l'interdiction des autorités. À partir de 17 heures, la situation s'est tendue, lorsque des petits groupes ont commencé à lancer des projectiles sur les forces de l'ordre, déployées en masse, qui ont riposté en faisant usage de gaz lacrymogène.

Entre 2 500 et 10 000 personnes ont manifesté dans le calme à Lyon (Rhône), au départ de la place Bellecour.

Pas d'incident à signaler non plus à Lille (Nord), où de 950 à 2 000 personnes sont parties de la Grand Place. Les slogans similaires à ceux entendus à Paris : "*Israël assassin, Hollande complice*", a ainsi été scandé dans le cortège, raconte France 3 Nord-Pas-de-Calais.

A Clermont-Ferrand, plusieurs centaines de manifestants ont mis en scène leur rassemblement, brandissant sur des feuilles de papier les noms des victimes palestiniennes à Gaza, explique France 3 Auvergne. Des centaines d'autres personnes se sont également mobilisées, là aussi sans incident particulier à signaler, à Nice (Alpes-Maritimes), Rennes (Ille-et-Vilaine), La Rochelle (Charente-Maritime) ou encore Limoges (Haute-Vienne). Francetv info avec AFP 26.07

En complément.

- Des milliers d'Algériens et Tunisiens manifestent contre l'offensive israélienne à Gaza - french.irib.ir 26.07

- Américains et européens solidaires avec Gaza - french.irib.ir 26.07

En Italie, des milliers d'habitants de la capitale, Rome, sont descendus dans la rue, vendredi soir, en soutien au peuple opprimé palestinien et pour exprimer leur colère contre les agressions du régime sioniste. Cette manifestation fut marquée par la présence des députés de gauche et des mouvements populaires. Au cri de « Nous sommes tous Palestiniens » et « Que Gaza soit libéré », les manifestants ont condamné le black-out ciblé des médias italiens envers les crimes du régime sioniste contre les habitants de Gaza.

En Espagne, des centaines de manifestants se sont réunis devant l'ambassade du régime sioniste à Madrid où ils ont protesté contre l'offensive israélienne dans la bande de Gaza. Cette manifestation avait été organisée à l'initiative d'une coalition composée de 40 groupes pacifistes et de syndicats commerciaux de gauche dont le plus grand syndicat commercial, Comisiones Obreras.

A Los Angeles, en Etat de Californie, des centaines de protestataires américains se sont rassemblés devant une université où prononçait un discours le président américain, Barack Obama. Les manifestants ont condamné le soutien de la Maison Blanche au régime sioniste et ont annoncé que Barack Obama cherchait seulement à collecter de l'argent pour financer les campagnes électorales du parti démocrate. Ils ont également demandé à Barack Obama de cesser de soutenir le régime israélien. Les pro-palestiniens ont annoncé que la Maison Blanche défendait le massacre du peuple palestinien en finançant le régime sioniste. Une manifestation similaire a eu lieu à New York, aux Etats-Unis, où des juifs américains sont descendus dans rue pour condamner les crimes du régime sioniste et le massacre des habitants de Gaza. Les élites et les épris de la liberté juifs ont pris part à cette manifestation afin d'exprimer leur colère contre les atrocités commises par les occupants sionistes et leur solidarité avec les Palestiniens et leur combat légitime.

Dans le même temps, 480 universitaires, avocats et militants sociaux ont dénoncé les positions du gouvernement canadien envers la guerre à Gaza et son soutien au régime sioniste. Ils ont estimé que le soutien d'Ottawa au régime sioniste finirait par jeter le discrédit sur le Canada. french.irib.ir 26.07

Tension en Israël.

Presse d'Israël à Netanyahu : " *assez ! sors de Gaza*" - french.irib.ir 26.07

Il faut croire qu'une partie de la société israélienne ne suit plus Netanyahu dans ses folies meurtrières. Le célèbre analyse politique et militaire israélien, Ran Ben Yshaï a lancé un appel de pied au comité israélien pour la sécurité lui demandant de " *mettre un terme immédiat à l'offensive terrestre contre Gaza*" et de " *chercher un échappatoire pour s'en sortir*". Dans un article paru dans les colonnes de Yediot Aharonot, Yishaï met ainsi en garde : " *La Cisjordanie vient à son tour de s'embrase. Il faut quitter dans les plus brefs délais Gaza. Il faut finir cette guerre et chercher une voie de sortie et ce sans tarder*", ajoute l'analyste.

Un autre journal israélien tire également la sonette d'alerme . Il s'agit de Haaretz qui écrit : " *En dépit des navettes diplomatiques qui se multiplient à Tel-Aviv, il n'y pas trop d'espoir de voir le cessez-le-feu s'établir durablement et une solution politique digne de ce non pointe à l'horizon*". Le secrétaire général du Hezbollah a affirmé dans son discours du vendredi à l'occasion de la journée de Qods "*qu'Israël commettait un suicide, en voulant poursuivre son agression contre Gaza*"...

Pure illustration de leur soumission aux bourreaux du peuple palestinien.

- Dénonciation de "*crimes de guerre*" à Gaza devant la CPI - Reuters

Le ministre palestinien de la Justice et le procureur général de la cour d'appel de Gaza demandent à la Cour pénale internationale l'ouverture d'une enquête pour "*crimes de guerre*" à Gaza, a annoncé vendredi leur avocat français.

Me Gilles Devers a indiqué avoir déposé dans la matinée une "*plainte*" au nom de Salim al-Saqa et Ismael Jabr concernant des faits qui auraient été commis par l'armée israélienne à Gaza en juin et juillet.

Si la procureure générale de la CPI, Fatou Bensouda, juge les informations transmises recevables et solides, elle peut demander l'ouverture d'une enquête à la chambre préliminaire.

Le Statut de Rome, qui définit les règles de fonctionnement de la CPI, prévoit que "*le procureur peut ouvrir une enquête de sa propre initiative au vu de renseignements concernant des crimes relevant de la compétence de la Cour.*"

Mais la compétence de la Cour est incertaine dans ce cas, ni la Palestine ni Israël n'ayant ratifié le Statut de Rome.

Celui prévoit qu'un Etat peut consentir à ce que la Cour exerce sa compétence pour des crimes commis sur son sol via une déclaration déposée auprès du greffier, souligne toutefois l'avocat qui rappelle que le ministre palestinien a déposé ce texte en janvier 2009.

Cette déclaration est toujours valable, assure Me Devers, qui attend de la Cour qu'elle dise "*noir sur blanc si la CPI peut répondre aux besoins du peuple palestinien*."

Navi Pillay, haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, a déclaré mercredi qu'il existait une "*forte possibilité*" qu'Israël ait commis des crimes de guerre à Gaza et le Conseil des droits de l'Homme de l'Onu a voté en faveur de l'ouverture d'une enquête internationale.

Israël, qui accuse cette instance de l'Onu de partialité, a réagi en affirmant que son droit à se défendre était garanti par le droit international.

La communauté internationale plaide pour une cessation des hostilités, particulièrement depuis le bombardement d'une école gérée par l'Onu à Gaza qui a coûté la vie à 15 personnes jeudi. Reuters 25.07

Et après, la CPI pourrait condamner Israël comme l'a déjà fait à de multiples reprises l'ONU sans que cela ne change quoi que ce soit, puisque Israël n'a jamais respecté les résolutions de l'ONU sans être inquiété le moins du monde, au contraire, en représaille chaque fois immédiatement ou peu de temps après ils se sont à nouveaux acharnés sur les Palestiniens.

Haut de page

Le 28 juillet 2014

CAUSERIE

Le chiffre du jour

Au total, 1.031 Palestiniens, des civils pour les trois-quarts selon l'ONU, sont morts depuis le début de la campagne militaire israélienne le 8 juillet, un bilan revu à la baisse après un examen approfondi des parties de corps retrouvés dans les décombres. AFP 27.07

Le décompte macabre n'est pas terminé.

- La Cisjordanie sous tension quand Gaza est sous les bombes - Reuters

De violents affrontements ont fait dix morts et 600 blessés en trois jours dans la population palestinienne de Cisjordanie, où les manifestations contre les bombardements israéliens à Gaza se sont multipliées en fin de semaine.

Des affrontements se sont encore produits dans la nuit de samedi à dimanche à Jérusalem-Est, quartier arabe de la ville sainte.

Deux Palestiniens ont été passés à tabac par de jeunes juifs.

"*L'intifada a commencé*", pense Walid Sakr, un chauffeur de taxi d'une cinquantaine d'années. "*On n'a pas d'autre choix avec toute cette pauvreté et tout ce chômage. Rien ne change et cela ne sert à rien de nous demander encore de la patience...*" Reuters 27.07

La réaction sioniste se mobilise.

En France

- Plusieurs milliers de manifestants pro-israéliens à Marseille - AFP

2.000 personnes selon la préfecture de police, 6.000 selon les organisateurs, se sont rassemblées dimanche à Marseille pour soutenir Israël, lors d'une manifestation que plusieurs dizaines de pro-palestiniens ont tenté de perturber, a constaté l'AFP.

"*Hamas assassin, Israël vivra*" ou encore "*Israël a le droit de se défendre*", scandaient les manifestants pro-israéliens réunis en fin d'après-midi sur le Vieux-Port sous des drapeaux israéliens et français. "*Halte au terrorisme islamiste*"; "*Halte au terrorisme du Hamas*", pouvait-on lire sur les banderoles.

Plusieurs adjoints au maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin avaient pris part au rassemblement. A la tribune, le maire UMP des 6e et 8e arrondissements de la ville, Yves Moraine a déclaré "*être venu en ami d'Israël*" car "*n'importe quel Etat attaqué a le droit et le devoir de se défendre*". Le président du Conseil général, Jean-Noël Guérini (ex PS) a fait lire un message de soutien justifiant une "*opération militaire nécessaire*" et le droit d'Israël "*à se défendre*".

L'atmosphère s'est soudainement tendue lorsque plusieurs dizaines de militants palestiniens venant par petits groupes de rues adjacentes, ont tenté de déboucher sur le Vieux-Port lançant des slogans hostiles à Israël, avant d'être encerclés par les forces de l'ordre qui les ont tenus à distance. AFP 27.07

En Israël

- En Israël, «*l'arrière*i» tient bon - lefigaro.fr

Pas moins de 86 % des Israéliens se déclarent opposés à un cessez-le-feu permanent qui interviendrait avant que le réseau de tunnels creusés par le Hamas ne soit totalement détruit, selon un sondage rendu public hier.

«*L'opinion publique, qui était très divisée au début de l'opération terrestre dans la bande de Gaza, a totalement basculé lorsque les images vidéo de l'armée ont montré une dizaine de terroristes sortir d'un de ces tunnels en territoire israélien avant d'être éliminés. Le danger est devenu tangible pour de nombreux Israéliens qui voient déjà des islamistes surgir au beau milieu de leur salon*», explique Mina Tzemah, directrice d'un institut de sondage. lefigaro.fr 27.07

Manifestations en solidarité avec le peuple palestinien

En Israël

- Gaza : 7 000 personnes manifestent à Tel-Aviv contre l'offensive de Tsahal - Francetv info

Des manifestations opposées à l'offensive israélienne n'ont pas eu lieu qu'en France, samedi 26 juillet. A Tel-Aviv, quelque 7 000 personnes, généralement proche de l'extrême gauche, se sont réunies pour protester contre l'opération de Tsahal, qui dure depuis trois semaines.

"*Juifs et arabes ne sont pas ennemis*", est-il écrit sur une pancarte. "*L'option militaire n'est pas la bonne. La violence n'est pas la solution", estime un manifestant, son enfant sur les épaules. "Je ne veux pas élever mes enfants dans ce pays où il y a la guerre tous les deux ans", observe une femme. Je ne veux pas vivre dans la peur. Ni pour moi, ni pour les Palestiniens.*" Francetv info 27.07

En France

- Plusieurs centaines de manifestants propalestiniens dans le nord - AFP

Plusieurs centaines de manifestants propalestiniens ont défilé dimanche dans le nord, notamment à Lille où entre 700 et

800 personnes ont été comptabilisées par la police et les organisateurs.

"*Depuis 15 jours, un massacre innommable se déroule sous nos yeux à Gaza. Il faut cesser les bombardements, lever le blocus de Gaza. Il faut arrêter la colonisation et l'occupation*", a réclamé Mireille Gabrelle, de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), qui a dénoncé le "*soutien de (François) Hollande à l'Etat d'Israël, un état voyou*".

Les manifestants ont défilé sans incident derrière une banderole "Halte au massacre en Palestine", longeant, comme dimanche dernier, le grand marché lillois du quartier de Wazemmes.

A Roubaix, environ 70 personnes ont manifesté, selon la préfecture du Nord.

Une manifestation de 14H30 à 15H30 à Saint-Dizier (Haute-Marne), a rassemblé entre 200 et 300 personnes qui ont défilé pendant une heure, également sans incidents, selon la préfecture et les organisateurs. AFP 27.07

En Belgique

- Une dizaine d'interpellations en marge d'une manifestation pro-palestinienne à Bruxelles - Francetv info

Environ 5 000 personnes se sont mobilisées, dimanche 27 juillet, dans les rues de Bruxelles et la police belge a procédé à une dizaine d'interpellations en marge du cortège, selon les médias locaux.

La manifestation a été stoppée un moment en raison des débordements. D'après La Libre Belgique, un groupe de jeunes radicaux a pris la tête du cortège et a alors dégradé des véhiculés et tenté de brûler un drapeau israélien. Les personnes interpellées ont également jeté des pavés sur les forces de l'ordre, a indiqué l'agence Belga.

Le cortège a ensuite repris, avec des slogans similaires à ceux entendus dans les rassemblements parisiens. Selon le récit de la RTBF, les personnes qui défilaient scandaient "*Israël assassins*", "*Boycott Israël*" ou "*Israël assassine les enfants de Palestine*". Francetv info 27.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Chômage de masse, précarité et pauvreté quasi généralisées en Grèce.

- Grèce : le salaire moyen net s'élevait à 817 euros en 2013 - LePoint.fr

Le salaire moyen dans le secteur privé s'est effondré. C'est 20 % de moins qu'en 2009, aux prémices de la crise économique et sociale qui a frappé le pays.

Le salaire moyen net dans le secteur privé grec s'est élevé à 817 euros par mois en 2013. Des appointements en baisse de 20 % par rapport à 2009, année qui a marqué le début de la crise économique et sociale dans le pays, selon des chiffres de la principale caisse d'assurance sociale publiés dimanche par le quotidien Kathimerini. En 2009, la salaire net moyen atteignait 1 014 euros.

Selon les données de l'IKA, qui regroupe la majorité des assurés sociaux du privé, quatre salariés sur dix (39,2 %) ont touché en 2013 moins de 750 euros bruts par mois (soit environ 630 euros nets) dont 23,2 % ont touché moins de 500 euros bruts. Et plus de la moitié (53,7 %) a touché moins de 1 000 euros bruts (environ 820 euros nets). Dans le même temps, le nombre de salariés touchant plus de 4 000 euros (3 % du total des salariés) a augmenté de 56 % entre 2012 et 2013.

En deux ans, le nombre de salariés à temps partiel a augmenté de 41 %. Ils représentaient près d'un quart des salariés en 2013.

Le salaire minimum, raboté à plusieurs reprises, est gelé jusqu'en 2016 à 580 euros par mois et 511 euros pour les moins de 25 ans. L'économie, minée par un chômage qui atteint 27 %, devrait toutefois amorcer une légère reprise cette année. LePoint.fr avec AFP 27.07

Ils auront mis le temps pour les fabriquer...

Les Etats-Unis publient des "*preuves*" de tirs de la Russie vers l'Ukraine - Francetv info

Les Etats-Unis avaient annoncé jeudi détenir des preuves de l'implication russe.

(Ils ont mis quatre jours pour les publier... Où sont-elles au fait ? - ndlr)

Moscou nie intervenir directement dans le conflit ukrainien, mais Washington dégaine ses "preuves". Les Etats-Unis ont rendu publiques, dimanche 27 juillet, des images satellites qui attestent, selon eux, que la Russie a procédé à des tirs d'artillerie depuis son territoire contre des positions de l'armée ukrainienne.

(Effectivement, "*selon eux*" ! N'importe qui aurait pu prendre les mêmes images en se rendant sur les lieux tout simplement, or les Américains n'y ont pas pensé, ils n'ont pas d'agents russes et ukrainiens qui auraient pu prendre discrètement ces photos avec un simple téléphone portable. - ndlr)

Envoyées par le département d'Etat à la presse, les quatre images révèlent des portions de la frontière russo-ukrainienne. Deux montrent ce que le gouvernement américain dit être des batteries russes sur son propre territoire. Elles laissent également apparaître des cratères d'impact sur le sol près de positions militaires du côté ukrainien de la frontière.

(Une "*révélation*", enfin une preuve se dira-t-on, cette fois c'est du sérieux. Pas vraiment, de simples images qui ne veulent absolument rien dire. Ils sont pitoyables. En quoi le fait que les Russes disposent de "*batteries*" constituerait-il une preuve qu'ils s'en sont déjà servis ? En rien ! En quoi des "*cratères d'impact sur le sol* en Ukraine constituerait-il une preuve que des tirs russes en seraient les auteurs ? En rien, ils ont pu être provoqués par des tirs effectués par des pro-russes ukrainiens. - ndlr)

Sur la troisième figurent, selon Washington, des armes lourdes fournies par Moscou tirées par les séparatistes prorusses depuis l'intérieur de l'Ukraine. Francetv info 27.07

En quoi le fait que les "*séparatistes*" disposent d'"*armes lourdes*" signifierait que ce soit la Russie qui leur aurait fourni, ils se sont peut-être fournis sur place. Au fait, s'ils disposent d'"*armes lourdes*", ils ont pu s'en servir pour ces "*cratères*", ah mais non, ce sont les Russes !

Traité de libre-échange. Marché de dupes

- Berlin serait hostile au traité de libre-échange avec le Canada - Reuters

L'Allemagne s'apprête à rejeter l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, qui préfigure le traité plus large encore en cours de négociation avec les Etats-Unis, écrit ce week-end le quotidien Süddeutsche Zeitung citant des diplomates à Bruxelles.

Les objections de Berlin reposent sur une clause de protection juridique offerte aux entreprises investissant sur le territoire des Vingt-Huit. Pour ses détracteurs, ces dispositions contreviennent à la souveraineté des Etats.

Le gouvernement allemand, écrit le journal citant des diplomates allemands à Bruxelles, ne peut pas signer l'accord "*telle qu'il a été négocié*".

En octobre dernier, le Premier ministre canadien, Stephen Harper, et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, avaient pourtant annoncé que les négociations entamées en mai 2009 étaient quasiment bouclées et qu'il ne restait plus à régler que "*des aspects techniques et juridiques*" avant que l'Accord économique et commercial global (CETA) puisse être soumis à ratification par les Vingt-Huit.

Réunis à Bruxelles, les deux dirigeants avaient alors vanté "*une réalisation historique pour le marché transatlantique*" censée générer des milliards d'euros d'activités supplémentaires.

Mais les discussions finales se sont révélées plus ardues que prévu notamment sur ces dispositions qui permettraient à des entreprises étrangères de poursuivre des Etats si elles considèrent qu'un gouvernement enfreint un accord commercial.

L'Allemagne considère que ce mécanisme permettrait aux entreprises de contourner les lois; à Bruxelles, la Commission estime que sans ces clauses, les entreprises canadiennes n'investiraient pas en Europe.

Or ce mécanisme d'arbitrage et de règlement des différends entre les entreprises et les Etats est aussi au coeur du traité en cours de négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

"*L'accord de libre-échange est un test de l'accord avec les Etats-Unis*", reconnaît un haut fonctionnaire de la Commission cité par

la Süddeutsche Zeitung.

S'il est rejeté, alors l'accord avec les Etats-Unis sera également mort, ajoute-t-il.

Le texte du traité, écrit encore la Süddeutsche Zeitung, devrait être transmis dans le courant de la semaine aux capitales européennes afin qu'elles puissent l'examiner dans le détail.

A Ottawa, une porte-parole d'Ed Fast, le ministre canadien du Commerce, n'a pas fait de commentaire direct sur l'article du quotidien allemand mais a assuré que les deux parties faisaient d'"*immenses progrès*" sur la voie d'une finalisation du texte. Reuters 27.07

A retenir : "*Or ce mécanisme d'arbitrage et de règlement des différends entre les entreprises et les Etats est aussi au coeur du traité en cours de négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis.*", une fois ce traité signé, les Etats auront abdiqué leur pouvoir au profit des multinationales qui feront régner leur loi. Elles détiennent le pouvoir économique, politique, s'ajoutera le pouvoir judiciaire, leur dictature sera totale, absolue.

Quand l'oligarchie financière anglo-saxonne dicte sa loi via la BCE.

- L'union bancaire contestée auprès de la cour de Karlsruhe - Reuters

Un collectif d'enseignants a déposé auprès de la Cour constitutionnelle allemande un recours contre le projet européen d'union bancaire, qui doit devenir réalité en novembre, rapporte le Welt am Sonntag.

L'union bancaire est la principale réponse apportée par l'Union européenne à la crise financière des années 2008-2010. En vertu de ce projet, la Banque centrale européenne (BCE) deviendra le gendarme du secteur bancaire de la zone euro et aura la possibilité de fermer des établissements qu'elle jugera trop faibles pour survivre.

"*L'union bancaire ne repose sur aucune base légale dans les traités européens et représente une violation de la loi fondamentale*", estime l'avocat berlinois Markus Kerber, professeur de finances publiques et d'économie, cité par le Welt am Sonntag.

"*L'union bancaire européenne ne pouvait être mise en place qu'après une modification des traités européens*", ajoute Kerber, estimant que ce mécanisme représentera à terme une nouvelle charge pour le contribuable allemand, charge liée à des banques qui ne seront plus sous la supervision directe des autorités nationales.

Une porte-parole du ministère des Finances s'est abstenue de tout commentaire direct dans la mesure où aucune plainte n'a été reçue. "*Le ministère des Finances a étudié avec soin les bases de l'union bancaire avec le département responsable des questions constitutionnelles. Nous considérons que l'union bancaire est constitutionnelle*", a-t-elle dit dans un communiqué. Reuters 27.07

Démarche stérile d'intellectuels impuissants...

Qui finance le terrorisme en Afrique?

« *Les activités de nature extrémiste prennent de l'ampleur chaque jour un peu plus au Nigeria et en Tanzanie ; la Mozambique étant probablement la future cible de ce scénario* », affirme Hossein Salomon, professeur à l'université Free State en Afrique du Sud, cité par World Net Daily.

De même, une autre analyste depuis un institut de recherches africain, Maha Hamdan affirme que les Saoudiens s'occupent sérieusement d'étendre les activités extrémistes. Ils utilisent leur énorme revenu pétrolier pour financer les activités des groupes non-gouvernementaux dans la confrontation avec des groupes chrétiens. Selon cette analyste, ces groupes non-gouvernementaux se sont focalisés sur les questions de secours et de services publics dans les pays africains. Dans un second temps, ces groupes feront absorber les habitants des pays d'hôte aux groupes radicaux. Ce n'est pas difficile de remarquer l'idéologie wahhabite-salafiste saoudienne auprès du groupe Boko Haram au Nigeria.

Toujours selon le professeur d'université de Free State, le fondateur de Boko Haram a installé une série d'écoles avec l'argent des organisations caritatives saoudiennes. Ces écoles sont actives et Boko Haram y recrute directement ses éléments. Hossein Salomon croit également que le groupe Shebab en Somalie aussi profite d'un budget et des entrainements fournis par l'Arabie saoudite, une question que les Etats occidentaux n'aiment pas beaucoup évoquer... Et selon l'analyste arabe Maha Hamdan, les responsables saoudiens utilisent leur énorme richesse pour propager ce qu'on connait sous l'appellation de l'islam paramilitaire. « *L'augmentation du nombre des organisations non-gouvernementales serait dans une large mesure le résultat des appuis financiers des pays pétrolifères musulmans du Nord du golfe Persique et de l'Afrique du Nord*", ajoute

cette analyste. french.irib.ir 27.07

ACTUALITE EN TITRES

Du cannabis pour mieux supporter le nouvel ordre mondial synonyme d'esclavage, guerre et barbarie.

- Le "*New York Times*" plaide en faveur de la dépénalisation du cannabis - LePoint.fr

Parole d'un ancien fumeur pendant plus de 30 ans.

Le cannabis agit sur la volonté, on pourrait préciser des plus faibles, ce qui est le cas de la plupart des jeunes ou des fumeurs. Il a le même pouvoir qu'un neuroleptique ou un psychotrope, c'est un tranquilisant qui vous ramolit, y compris le cerveau. Si vous êtes jeune et en rébellion avec la société, excité ou combatif, fumez un join et vous allez vous calmer, vous sentir mieux tout d'un coup, le monde devenant plus supportable comme par miracle, vous vous faites une raison, mieux encore, vous n'y pensez même plus, vous étiez prêt à en découdre et vous voilà devenu craintif, une lope développant une tendance paranoïaque.

Ce processus renforcera votre penchant à l'individualisme. D'où l'intérêt qu'y trouvent les dirigeants de la classe dominante, car ce sont eux ou plutôt leurs maîtres et personne d'autres qui sont à l'initiative de la légalisation du cannabis comme toutes ces campagnes soi-disant en faveur des droits de telle ou telle minorité ou communauté que mènent les différents gouvernements des puissances occidentales, leurs bonnes intentions avec le cynisme qu'on leur connaît correspondant en réalité à un tout autre objectif, politique, inavouable évidemment.

Cela fait partie de leur stratégie (globale) politique, de son volet psychologique, dans la guerre qu'ils mènent au prolétariat mondial. Plus la société sera décomposée, décadente, dégénérée, mieux ils pourront appliquer leur politique.

Camelote généralisée.

- Etats-Unis: Nissan rappelle plus de 226.000 véhicules supplémentaires - AFP

- Nissan élargit un rappel lié à un airbag défectueux aux Etats-Unis - Reuters

Haut de page

Le 29 juillet 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

La société indienne pour laquelle je vais commencer à travailler dans les jours qui viennent m'a fait savoir que je devrai impérativement travailler tous les matins du lundi au vendredi et qu'il était impossible d'étaler mon travail sur la journée ou la semaine. J'ai accepté parce que j'ai besoin d'argent pour payer ma petite maison, un peu moins de 10.000 euros. Au total, mon installation va me coûter environ 32 ou 35.000 euros, en France cela ne représente pas grand chose, en Inde c'est une somme ! Du coup mon revenu va diminuer de 35%, autant d'argent que ne peut plus économiser pour mes vieux jours. Je dois trouver du fric pour tenir jusqu'en septembre 2017, date à laquelle je pourrai percevoir une petite retraite, 200, 300, 400 euros, je n'en sais rien. Après je serai tranquille.

J'essaierai de m'arranger pour actualiser le site comme je pourrai le dimanche uniquement, les après-midi et les soirs de la semaine je téléchargerai les articles d'actualité, je consacrerai les samedi et dimanche à rédiger les commentaires ou articles ainsi que la mise en page. Si malgré ma bonne volonté je ne parvenai plus à actualiser le site comme je le fais depuis août 2008, on se contenterait de quelques articles très ciblés sur des sujets importants. Il n'y a que 24 heures dans une journée, pour beaucoup c'est trop, pour moi pas assez pour tout faire !

Passons aux choses sérieuses.

Nous avons vu dans les causeries du 22 au 25 juillet dernier comment Cameron et l'Unicef (Nations Unis) stigmatisaient les

cultures, mode de pensée ou de vie des populations africaines et asiatiques, en s'attaquant au sort qu'ils réservaient aux jeunes filles ou aux femmes, à croire que la société occidentale et ses rapports qui ont prospéré sur la misère du monde, les guerres de rapine et le colonialisme devrait servir d'exemple aux peuples du monde entier alors qu'elle est en pleine décomposition, décadence, putréfaction.

Nous terminions nos articles en affirmant que les prétentions de Cameron et de l'ONU étaient contraires au droit de ces peuples à décider d'eux-mêmes et que personne ne devait se substituer à eux ou leur imposer de l'extérieur de changer leur mode de pensée ou leur comportement, qui plus est de la part d'un Premier ministre allié des Etats-Unis en guerre contre la moitié de la planète.

Hier, c'est un portail néolibéral qui a pris le relais, comme quoi il s'agit bien d'une guerre idéologique qui n'a rien à voir avec l'amélioration du sort des femmes dont ils n'ont que faire évidemment, le titre suffira pour l'illustrer.

- La carte des excisions en Afrique et au Moyen-Orient - Slate.fr

Bizarrement cette "*carte*" couvre le champ de bataille de l'impérialisme américain et ses alliés. Dites-le aux gauchistes qui leur emboîtent le pas, les imbéciles uitles du régime...

Voilà qu'il parle en dormant. Un cauchemar !

Jean-Luc Mélenchon, qui a annoncé son souhait de prendre du champ, a fustigé dimanche François Hollande et Manuel Valls dans une tribune intitulée "*Jaurès, reviens! Ils ont changé de camp!*" Reuters 27.07

Non, ils n'ont jamais changé de camp. Et vous non plus en fondant le PG !

C'est fou le nombre de gens qui ces derniers temps s'emploient à faire parler les morts ou à leur faire dire ce qu'ils auraient voulu entendre de leurs bouches et qu'ils n'ont jamais prononcé.

Ils manipulent leurs écrits, les falsifient à coup de citations tronquées ou choisies, leurs procédés sont détestables. Et après ils voudraient inspirer confiance aux militants ou travailleurs, on se demande bien comment, ils rechercheraient l'effet inverse qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Le chiffre du jour. Au choix 1065 ou 1100.

- 1065 c'est le nombre de Palestiniens massacrés à Gaza par l'occupant sioniste depuis le 9 juillet. - lemonde.fr 27.07

- Plus de 1.100 morts en Ukraine depuis mi-avril, dit l'Onu - Reuters 28.07

Sur le champ de bataille.

- Les Israéliens appelés à se préparer à un conflit long à Gaza par Nidal al-Mughrabi et Crispian Balmer - Reuters

- Gaza : Israël intensifie ses opérations après une journée sanglante - Le Nouvel Observateur

Ces Israéliens qui refusent de combattre pour Tsahal - francetvinfo.fr

On les appelle les refuzniks. Ces jeunes Israéliens refusent d'aller combattre pour Tsahal sur des terrains de guerre qu'ils ne considèrent pas comme la leur. Au début de l'opération israélienne à Gaza, en juillet, 58 d'entre eux ont écrit une lettre ouverte au Premier ministre. Agés de 17 à 20 ans, ils annoncent à Benyamin Nétanyahou leur refus de servir dans l'armée, afin de "*ne pas cautionner l'occupation des territoires palestiniens*".

Dans cette lettre, publiée sur le site Yesh Gvul ("*Il y a une limite*"), une organisation qui soutient les objecteurs de conscience, et relayée par Le Point.fr, ils dénoncent "*les violations des droits de l'homme en Cisjordanie, la construction des colonies, les détentions administratives, la torture, les punitions collectives et une répartition injuste de l'eau et de l'électricité*". Selon ces jeunes, "*tout service militaire perpétue la situation actuelle. Et de ce fait, nous ne pouvons prendre part à un système qui se livre à de tels actes*".

L'initiative est risquée. Très mal perçue par l'opinion israélienne, la désertion est passible de peines de prison, que les tribunaux n'hésitent pas à prononcer. francetvinfo.fr 28.07

Le bilan des pertes israéliennes dans les combats au corps à corps contre la Résistance - french.irib.ir

Depuis le déclenchement de l'offensive terrestre d'Israël contre la bande de Gaza, 91 officiers et soldats sionistes ont été tués, a affirmé les brigades Qassam, dans un communiqué, publié ce lundi. "*Ces militaires ont été tués, au cours de combats au corps à corps avec les combattants palestiniens, combats qui ont, par ailleurs, laissé des centaines de blessés*", ajoute le communiqué. L'agence de presse palestinienne Safa, qui diffuse cette information, ajoute : "*Des militaires israéliens blessés se trouvent, pour certains, dans un état plus ou moins grave*".

Le communiqué précise : "*Ce bilan concerne, uniquement, des combats corps au corps entre les militaires sionistes et les combattants palestiniens et ne tient pas compte de ceux des militaires israéliens blessés ou tués, au cours des attaques au missile Kornet, Phoenix, et à la roquette, au tonneau piégé et à la bombe anti-blindé de la Résistance contre les soldats sionistes. Toutefois, le vrai bilan des pertes militaires israéliennes est nettement supérieur et le chiffre 91 est compté par les combattants palestiniens*", et le texte d'ajouter : "*Les brigades d'élite de l'armée israélienne, Givaty et Nahal, ont, jusqu'à présent, mené de très lourds combats avec les brigades Qassam, sur les frontières de Gaza. Mais la censure imposée par l'armée sioniste sur les médias empêche la diffusion de toute information concernant le bilan des pertes et des dégâts matériels subis par l'armée israélienne*". french.irib.ir 28.07

Chajaiya: Quand les "***rats***" de Golani se sont faits piégés - french.irib.ir

Un officier de la brigade Golani qui a pris part au massacre des habitants de Chajaiya de Gaza raconte les détails du crime au journaliste de Haaretz. L'officier tente évidemment de présenter le pilonnage hystérique des centaines de maisons palestiniennes où s'étaient retranchés femmes et enfant comme une conséquence directe de l'opération commando des combattants palestiniens, mais les témoins oculaires rejettent cette version mensongère qui vise en fin du compte à acquitter le régime sioniste de l'un des pires crimes de guerre qu'il a commis depuis qu'il existe.

Les aveux de cet officier contient cependant des éléments intéressant : " *le pilonnage aveugle des maisons palestiniennes de Chajaiya à l'est de Gaza visait en effet à réduire le bilan des pertes dans les rangs de l'armée israélienne. Le feu palestinien a été si nourri, si ample que les soldats de la brigade Golani ont été contraints de se replier dans les blindés, et en ont appelé aux unités d'artillerie pour qu'elles pilonnent intensément le quartier.*"

Pendant les 48 heures qui ont duré l'attaque à l'artillerie contre Chajaiya, les sionistes ont tiré comme des fous sur tout ce qui bougeait : près de 200 civils en majorité femmes et enfants ont été massacrés . Les avions sionistes sont venus eux aussi à l'aide de la "*brigade élite*", toujours retranchés dans les blindés et pourtant la brigade Golani a perdu 13 de ses membres dont son commandant et son commandant adjoint. " *Dès que nous avons compris où se trouvaient les commandos ennemis , nous avons donné l'ordre à la brigade de se retrancher dans les blindés puis nous avons pilonné. C'était après ce lourd pilonnage que les tirs palestiniens ont stoppé et on n'a même pas entendu les tirs des armes légères*". " *Si on n'avait pas fait cela, on aurait aujourd'hui devant nous des dizaines de cadavres de soldats de la brigade Golani*".

L'officier qui n'a absolument pas honte de reconnaitre la lâcheté et la pusillanimité des membres de la soi-disant brigade élite dite Golani poursuit : " *nos forces étaient encerclés de toute part (ndlr : par les commandos palestiniens). Et même la couverture de l'artillerie ne pouvait pas les sauver. Une fois nos forces retranchés dans les blindés, nous avons tiré 600 obus de mortier (ndlr : sur combien de maisons palestiniennes?) contre Chajaiya dans le même temps que nos chasseurs bombardiers bombardaient la localité. Au lendemain, l'Armée de l'air israélienne a largué 100 bombes chacune pesant une tonne sur Chajaiya, à quelques 250 mètres de nos troupes au sol* ".

En publiant les détails de l'un des pires crimes de guerre commis par l'armée israélienne Haaretz, réputé journal de gauche israélienne, porte à la connaissance de l'opinion internationale plusieurs faits :

- L'armée sioniste est l'une des moins performantes qui soit : sa force élite s'est facilement piégée par les commandos palestiniens,

- L'armée et le régime sioniste devront jugés pour avoir sacrifié des centaines de vie de civils palestiniens en violation flagrante des lois de guerre,

- Israël ne sortira pas intacte de son offensive terrestre contre Gaza. un dernier bilan publié par la Résistance fait état de 91 soldats sionistes tués… french.irib.ir 28.07

Israël tue tous les membres de 53 familles palestiniennes - french.irib.ir

« *Suite à ses atrocités, Israël a éliminé 53 familles entières à Gaza soit 285 palestiniens* » selon le ministère de santé en Palestine.

Depuis le début des offensives israéliennes sur Gaza, le régime sioniste s'est livré au massacre de 53 familles palestiniennes tuant plus de 285 personnes.

« *Au 21e jour des agressions d'Israël sur Gaza, plus 1063 Palestiniens ont trouvé le martyr et plus de 6200 d'autres ont été blessés* » a indiqué le ministère de santé.

Les enfants, les femmes et les personnes âgées représentent plus de 77% de victimes de raids israélien contre Gaza.

2330 logements ont été totalement détruits par des tirs israéliens et 23160 unités d'autres ont été partiellement endommagées dont 2080 ne peuvent plus être habités.

De même, les raids israéliennes et les attaques d'artillerie dans la bande de Gaza, se sont débuchés sur la destruction de plus de 70 mosquées.

L'armée israélienne a évalué à 43, le nombre de ses morts.

Cette annonce intervient alors que la Résistance a comptabilisé 90 soldats, les victimes israéliens et selon le quotidien « *Maarrive* », 571 militaires israéliens ont été blessés.

« *Des offensives terrestres menées par Israël, ont contraint 150 milles de palestiniens à l'exode forcé* » a-t-on appris de la Cour européenne des droits de l'homme. french.irib.ir 28.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Appel à la délation.

- Cazeneuve veut des plaintes pour les inscriptions racistes ou antisémites - AFP

On a déjà vu plus haut qu'il s'accommodait de la littérature salafiste appelant au meutre des infidèles, vous et moi entre autres, jugée "*classique*", acceptable en somme, banalisant l'idéologie barbare qui pourrit la communauté musulmane, faisant preuve de mansuétude envers le sionisme arabe ou les alliés d'Israël.

Quant à son attitude envers la LDJ qui est une milice sioniste ou fasciste, elle consiste à tenir un double discours qui se veut radical en parole mais ne se traduit pas par des actes, dans la mesure où selon lui la LDJ serait impliquée "*dans des actes qui peuvent être répréhensibles et qui doivent être condamnés*", affirmant que "*ces actes le sont par moi de façon extrêmement ferme*", alors qu'en réalité à ce jour ils demeurent impunis, aucun des membres de la LDJ s'étend livrés à des provocations et des violences sur des manifestants pro-palestiniens à Paris le 13 juillet dernier n'ont été arrêtés à ce jour.

Par leurs prises de position en faveur d'Israël, leur soutien au Qatar et à l'Arabie saoudite qui véhiculent des idélogies archaïques, fanatiques, la mansuétude envers ceux qui les diffusent en France, le laxisme dont ils font preuve envers la LDJ, Hollande, Valls, Fabius et Cazeneuve alimentent le racisme et l'antisémitisme, le communautarisme.

En complément.

Effets d'annonce. Pour faire bonne mesure, diversion ou tenter de tromper les masses sur leurs véritables intentions, ils annoncent des mesures.

- Deux sympathisants de la LDJ écopent de prison ferme pour avoir attaqué un juif antisioniste - Liberation.fr

Il s'agit en réalité de faits remontant à septembre 2012.

- Gaza: Hollande annonce à Abbas le versement de 8 millions d'euros d'aide - AFP

- Fabius et Cazeneuve prêts à "*favoriser l'accueil*" des chrétiens d'Irak - L'Express.fr

Ce sont les musulmans chiites ou alouites également martyrisés par leur amis de Daesh qui vont apprécier...

- La France "*au rendez-vous des réformes*", selon Cambadélis - AFP

C'est issu du même tonneau...

L'Observatoire contre l'islamophobie demande la dissolution de la LDJ - lepoint.fr

L'Observatoire national contre l'islamophobie, une composante du Conseil français du culte musulman (CFCM), a demandé lundi la dissolution de la Ligue de défense juive (LDJ). Celle-ci est de nouveau sous le feu des critiques depuis que des membres de cette organisation de jeunes activistes juifs se sont violemment affrontés avec des militants pro-palestiniens le 13 juillet, près de la synagogue de la rue de la Roquette à Paris.

La semaine dernière, répondant à une question sur la LDJ, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, avait lui-même jugé cette organisation "*dans l'excès*", "*dans des actes qui peuvent être répréhensibles et qui doivent être condamnés*". "*Ces actes le sont par moi de façon extrêmement ferme*", avait-il ajouté. lepoint.fr 28.07

Guerre idéologique et endoctrinement. Comment est encouragé le fanatisme islamique dès l'enfance en France.

Que ce soit la classe dominante par le canal de grandes surfaces, de diffuseurs tels la Fnac ou Amazon qui se charge de véhiculer en direction des enfants l'idéologie wahhabite ou salafiste qui sert de support aux djihadistes qui se livrent à des atrocités en masse en Irak et en Syrie entre autres n'est pas surprenant, puisqu'elle sert de caution à "*la guerre contre le terrorisme*" que mène les Etats-Unis et ses alliés occidentaux à travers le monde pour justifier leurs interventions militaires depuis le 11 septembre 2001.

On notera que le ministère de l'Intérieur qui prétend lutter contre le djihadisme en France s' accommode de cette littérature abjecte qu'il qualifie de «*salafiste classique*», ce qui est normal en tant que représentant des intérêts de la classe dominante, entretenant des relations d'amitiés avec le Qatar et l'Arabie saoudite alliés des Etats-Unis.

Al-Qaida et les Frères musulmans sont leurs créations ou n'existeraient pas sans l'aval et le soutien des Américains, Britanniques et Français...

- Des livres de propagande islamiste en grandes surfaces - LeFigaro.fr

Des incitations au djihad ou à la punition des «*hérétiques*» dans un hypermarché, à deux pas des cahiers de vacances… De quoi choquer plus d'un client. L'objectif de «*l'Opération Ramadan*» était de «*montrer que les livres islamiques peuvent être vendus partout*». C'est réussi. Au Carrefour de Sartrouville (Yvelines), comme dans quelque 1000 autres grandes surfaces en France, l'opération commerciale de la maison d'édition libanaise Albouraq a été «*un grand succès*», se félicite Mansour Mansour, son directeur. Entre fournitures scolaires et livres de cuisine, une gondole en carton présente ses best-sellers: des corans, des biographies des prophètes, mais aussi des ouvrages «polémiques», selon l'expression même du patron d'Albouraq.

Dans La Voie du musulman, éditée en avril 2014, on peut ainsi lire que l'auteur, le cheikh algérien Abu Bakr al-Jazairi, «*laisse transpirer ici des solutions conformes aux exigences du monde moderne*». Par exemple que «*les musulmans doivent installer toutes sortes d'usines d'armement pour fabriquer tout genre d'armes en usage dans le monde ou toute invention nouvelle, même au détriment du bien-être de la nation*». Ou encore que «*l'hérétique*» est «*passible de la peine de mort*». Deux pétitions, signées par plus de 18.000 personnes, ont demandé, en vain, au groupe de distribution le «*retrait de toute publication incitant à la violence religieuse*». Au numéro vert antidjihad, mis en place en avril par Bernard Cazeneuve pour prévenir le départ de jeunes vers des pays comme la Syrie, on raconte avoir déjà reçu plusieurs appels à ce sujet. Le ministère de l'Intérieur dit «*s'occuper*» de cette littérature qu'il qualifie de «*salafiste classique*». LeFigaro.fr 28.07

Ils nous méprisent, nous haïssent. Cachez-moi ces miséreux.

- Le maire de Limoges prend deux arrêtés contre la prostitution et la mendicité - LeFigaro.fr

La ville interdit les «*occupations abusives ou prolongées des rues accompagnées de sollicitations ou quêtes à l'égard des passants avec ou sans chien lorsqu'elles constituent des entraves à la libre circulation*». «*Je veux lutter contre le non-respect des règles de la vie en collectivité. Il y a des marginaux au comportement de plus en plus agressif qui interpellent les gens, les bousculent et sont en état d'ivresse sur la voie publique*.»

Selon lui, des Limougeauds sont excédés par ce phénomène en plein centre-ville. Les contraventions, appliquées avec «*discernement*», s'élèveront à une cinquantaine d'euros et les policiers pourront faire placer les chiens en fourrière. «*Infliger une amende à des gens insolvables semble inefficace*», juge Philippe Rhillac, conseiller municipal d'opposition. Emile-Roger Lombertie se défend de stigmatiser les pauvres: «*Nous avons mis en place des mesures d'accompagnement pour les sans-domicile fixe en rupture sociale.*» LeFigaro.fr 28.07

Ils accompagnent la misère, ils le disent eux-mêmes, et ceux qui bénéficient de ce traitement de faveur devraient s'estimer heureux

et se faire oublier. Au passage cela montre quel mépris ils témoignent aux travailleurs en général qui devraient se contenter de leur condition aussi épouvables soit-elle, tandis que les nantis continuent de s'enrichir et les inégalités sociales explosent. Ils estiment que la société et le monde tels qu'ils sont devraient convenir à l'ensemble de la population puisque les nantis s'en accommodent très bien, autrement dit ils s'enfont les porte-parole.

Les travailleurs, les pauvres sont sans voix ou elle est inaudible, ils n'ont pas le droit au chapitre, ils doivent se soumettre au sort que le capitalisme leur réserve un point c'est tout. Si le capitalisme vous a réduit à l'état de déchets, ce n'est pas pour vous tentiez de mieux vivre par n'importe quel moyen, légal ou non peu importe, vous ne devez pas vous élevez au-dessus du niveau du caniveau qui est votre condition légitime.

Crash du vol MH17. De la fabrication des preuves à la soustraction des preuves

- MH17 : les pays concernés lancent une enquête pénale commune - liberation.fr

Les milices fascistes Svoboda et Secteur font partie du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien qui est en possession des enregistrements des tours de contrôle qui mettaient en cause l'armée ukrainienne, et c'est aux Britanniques alliés du gouvernement néonazi de Kiev qu'ont été confiées les boîtes noires du vol MH17 qui a explosé, gageons que les uns et les autres s'emploieront à faire preuve d'impartialité pour révéler au monde... leur version des faits. Il faudrait être d'une naïveté incroyable pour imaginer un instant qu'il pourrait en être autrement.

D'ailleurs les pays porte-parole des victimes qui étaient dans cet avion ont accepté de s'associer aux autorités néonazis de Kiev pour mener cette enquête, ce qui signifie que le gouvernement illégitime de Kiev et son armée, ses milices fascistes ne figurent pas parmi les présumés coupables, autrement dit, il ne reste plus que deux coupables possibles, les pro-russes ou les Russes.

Après que Kiev et Washington eurent indiqué moins de 24 heures après l'explosion de cet avion, donc avant même l'ouverture d'une enquête ou d'être en possession du moindre indice matériel permettant d'identifier les auteurs de ce forfait, que les pro-russes ou les Russes en étaient responsables, il leur était impossible par la suite de faire marche arrière, il ne leur restait plus qu'à mettre la main sur l'ensemble du matériel qui permettrait d'imputer ce tir au régime ukrainien, les enregistrements de la tour de contrôle qui suivait l'avion, les boîtes noires et éventuellement les restes de ce missile, s'il s'agissait bien d'un missile, d'où leur empressement à se rendre sur le lieu où se trouve l'épave de l'avion. Ce qui est étonnant, c'est que personne ne parle des restes de ce missile qui ne se sont pas volatilisés.

Il se peut que l'armée ukrainienne ait commis une erreur et croyait viser l'avion de Poutine. Autre explication. Le ministère de l'Intérieur au main des fascistes et le ministère de la Défense n'ont apparemment pas la même stratégie, il se peut que l'un soit responsable de ce tir de missile pour en faire porter le chapeau à l'autre ou pour le contraindre à modifier sa stratégie, l'armée respectant plus ou moins les règles en vigueur en temps de guerre ce que désaprouve le ministère de l'ntérieur qui n'en respecte aucune à l'instar des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, ce tir de missile aurait pu être ordonné par l'Intérieur, ce que j'ai lu dans un autre article selon un témoignage qui reste à confirmer ou qui va disparaître comme toutes les preuves impliquant Kiev.

Le Monde- L'Ukraine et onze pays (Pays-Bas, Australie, Malaisie, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Philippines, Canada, Nouvelle-Zélande, Indonésie, Etats-Unis) ayant perdu des citoyens dans le crash du vol MH17 se sont accordés lundi pour constituer une équipe commune d'enquêteurs en vue d'éventuelles poursuites pénales.

La destruction en vol de l'avion pourrait s'assimiler à «un crime de guerre», a soutenu lundi la Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay. AFP 28.07

Dix jours après le crash du vol MH 17 de la Malaysia Airlines avec 298 personnes à son bord dans l'est de l'Ukraine, l'analyse des boîtes noires a pu fournir de premières informations. Selon les experts du comité chargé d'étudier les causes du crash du MH 17, « *la destruction et la chute de l'avion ont été causés par une importante décompression liée à une explosion en raison de nombreuses perforations dues à l'explosion d'un missile* », a annoncé le Conseil national de sécurité et de défense ukrainien.

(Le Conseil national de sécurité et de défense ukrainien a confisqué les enregistrements des tours de contrôle qui mettaient en cause l'armée ukrainienne, il est dirigé par les partis fascistes Svoboda et Secteur droit. - ndlr)

La Grande-Bretagne avait été chargée de récupérer les données des deux boîtes noires et de les transmettre aux enquêteurs internationaux pour qu'ils puissent les analyser.

Par prudence, le bureau néerlandais chargé de l'enquête, l'OVV, n'a ni confirmé ni démenti ces premières conclusions. « *Nous préférons attendre d'avoir une idée plus complète de ce qui s'est passé plutôt que de publier des fragments d'information ici et là* », a tempéré Sara Vernooij, sa porte-parole.

Ce premier élément permet cependant de confirmer la piste d'un missile sol-air ayant abattu en plein vol l'avion, comme l'avait affirmé rapidement après le drame les services secrets américains.

(Il confirme rien du tout. Ou un missile air-air tiré par un des deux avions de chasse ukrainiens qui étaient en vol à moins de 2 kilomètres de l'avion de la Malaysia Airlines au moment de l'explosion. - ndlr)

Mais la principale inconnue de cette affaire, à savoir l'origine des tirs – armée ukrainienne, séparatistes prorusses, ou armée russe – ne pourra pas être révélée par l'analyse des boîtes noires. Les analyses des traces d'explosifs retrouvées sur les débris pourraient en revanche apporter des éléments décisifs.

(La plupart des armes utilisées par les différents protagonistes ont la même origine : Russe. - ndlr)

Mais pour cela, les enquêteurs doivent pouvoir accéder librement au site du crash, situé dans une zone sous contrôle des séparatistes, qui ont reconnu avoir perdu le contrôle d'une partie de la zone. Des combats ont éclaté avec l'armée russe, empêchant les experts néerlandais et australiens de se rendre sur place pour procéder à des analyses et rechercher les 71 corps qui n'ont toujours pas été retrouvés. lemonde.fr 28.07

(Pure fabulation, depuis quand l'armée russe aurait-elle franchi la frontière ukrainienne, si cela était le cas le monde entier le saurait. - ndlr)

En complément. Ceci explique cela. Guerre inter impérialistes.

- Européens et Américains s'apprêtent à sanctionner une nouvelle fois la Russie LeMonde.fr -

- Ioukos : la Russie condamnée à une amende de 50 milliards de dollars, Moscou fera appel - Atlantico.fr

- MH17 : les pays concernés lancent une enquête pénale commune Libération.fr - Liberation.fr -

Commentaires d'internautes.

1- "*Partialité absolue : une affirmation de source uktainienne confirmée par personne... une zone contrôlée par les séparatistes mais où des combats ont lieu ... Des combats ont éclaté avec l'armée russe ? Le Monde déconne.*"

2- "*Armée russe? De mieux en mieux. Si c'était l'armée russe qui combattait face à cette armée ukrainienne fasciste il y a longtemps quelle serait finie.*"

3- "*Vu que toutes les armes du coin sont russes on voit mal pourquoi l'analyse des explosifs devrait éclairer quoi que ce soit. Y a pas beaucoup de doute sur le fait que si il s'agit d'un missile il soit de fabrication russe.*"

4- "*C'est assez cocasse que Kiev, qui empêche délibérément les recherches en attaquant la zone, porte plainte elle aussi.*"

ACTUALITE EN TITRES

L'Afrique sous le joug de l'impérialisme américain.

- Obama: le monde a besoin d'une Afrique "*forte et autonome*" - AFP

Pour y parvenir : La guerre sur tous les fronts.

- Virus Ebola : les Etats-Unis craignent sa propagation «*comme un feu de forêt*» - Libération.fr

Juges et parties, les maîtres du monde... mafieux.

- JPMorgan interrogé sur de présumées mauvaises pratiques. - Reuters

- "*Les multinationales, les grandes oubliées de la hausse fiscale*" - Atlantico.fr

- Lloyds paiera 370 millions de dollars dans l'affaire du Libor - Reuters

Stratégie du chaos

- Nigeria : deux nouveaux attentats-suicides à Kano - LeMonde.fr

- Libye: des réservoirs de carburant en feu, Tripoli craint une catastrophe - AFP

- Des extrémistes islamistes tuent 18 civils aux Philippines - Reuters

Haut de page

Le 30 juillet 2014

CAUSERIE

Pondichéry 8h15 du matin.

14 nouveaux articles ont été ajoutés.

La suite plus tard.

Pondichéry 14h25.

Le chiffre du jour.

L'offensive israélienne déclenchée le 8 juillet a tué, selon les secours locaux, plus de 1.200 Palestiniens, pour trois-quarts des civils selon l'ONU. Au moins 239 étaient des enfants, selon l'Unicef. AFP 29.07

Comment is préparent psychologiquement les masses au pire

- Le virus Ebola pourrait se propager «*comme un feu de forêt*» - 20minutes.fr

Le virus mortel Ebola pourrait se propager comme un feu de forêt, ont prévenu lundi les autorités de santé américaines, demandant aux personnes voyageant en Afrique de l'ouest de prendre un maximum de précautions alors que sévit la pire épidémie de l'histoire.

«*La probabilité de voir cette épidémie se propager au-delà de l'Afrique de l'ouest est très basse*», a estimé Stephan Monroe, des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Mais la situation «*évolue rapidement*» et les CDC doivent être prêts à faire face à la possibilité qu'un voyageur malade propage la maladie aux Etats-Unis.

«*Notre inquiétude est que l'épidémie soit "réensemencée" ailleurs, comme un feu de forêt peut se répandre en partant d'un seul arbre, avec des étincelles*», a ajouté Stephan Monroe.

«C'est clairement ce qui s'est produit au Liberia», a-t-il ajouté en constatant que ce pays n'avait pas constaté de cas d'Ebola durant 21 jours, la durée maximale d'incubation, mais que de nouveaux cas étaient malgré tout apparus.

«*Il y a eu des cas +réensemencés+ par des personnes qui ont traversé la frontière, donc jusqu'à ce que nous puissions identifier et interrompre chaque source de transmission, nous ne serons pas en mesure de contrôler l'épidémie*», a-t-il encore insisté. «*La réponse à cette épidémie sera plus un marathon qu'un sprint*», a conclu Stephan Monroe.

Lundi, le Liberia a annoncé la fermeture d'une partie de ses frontières pour tenter d'enrayer la propagation de cette épidémie de fièvre Ebola qui a fait plus de 670 morts dans trois pays et qui continue de s'étendre, avec le premier cas confirmé au Nigeria la semaine dernière.

Cette épidémie, en cours depuis le début de l'année, s'est déclarée en Guinée avant d'affecter le Liberia puis la Sierra Leone, trois pays voisins qui, au 23 juillet, totalisaient 1.201 cas dont 672 mortels, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la

Santé (OMS).

Le virus Ebola se transmet par contact direct avec le sang, les liquides biologiques ou les tissus de personnes ou d'animaux infectés. La fièvre hémorragique qu'il provoque se manifeste par des hémorragies, des vomissements et des diarrhées. Son taux de mortalité peut aller de 25 à 90% chez l'homme et il n'y a pas de vaccin homologué contre elle. 20minutes.fr 29.07

En Afrique se sont les plus faibles ou vulnérable et les plus pauvres qui sont les principales victimes de ce virus. Ils représentent une des portions de la population mondiale inutile, donc nuisible et qui doit être éliminée selon les eugénistes ou les capitalistes.

C'est certes un raccourci, mais qui n'a rien d'exagéré quand on observe quotidiennement comment ils massacrent des populations entières au Proche-Orient, non ? Ces exterminations de masse n'interviennent pas par hasard, elles sont programmées, donc leurs auteurs font preuve d'un cynisme sans fond. Il faudrait peut-être en tenir compte dans notre discours politique en direction des travailleurs. 20minutes.fr 29.07

Sur le champ de bataille.

- L'armée israélienne poursuit son pilonnage de la bande de Gaza - Reuters

- L'unique centrale électrique de Gaza hors service après un tir - Reuters

L'unique centrale électrique de la bande de Gaza est à l'arrêt mardi après avoir été touchée par un obus de char israélien, privant de courant la ville de Gaza et de nombreux autres secteurs de l'enclave palestinienne.

Selon des responsables gazaouis, des obus de char israéliens ont touché les réservoirs de carburant de l'usine qui contiennent trois millions de litres de fioul.

Une épaisse colonne de fumée noire s'élève de la centrale, qui fournit en électricité les deux tiers du territoire palestinien, et les citernes de fioul sont en feu.

L'autorité locale en charge de l'énergie a estimé que la centrale pourrait rester hors service pendant un an.

"*La centrale électrique est morte*", a déclaré son directeur, Mohamed al Charif, expliquant que les pompiers locaux n'étaient pas équipés pour éteindre un tel incendie.

La municipalité de Gaza a averti que l'arrêt de la centrale pourrait mettre hors service de nombreuses pompes hydrauliques et appelé les habitants à rationner leur consommation d'eau.

L'armée israélienne, qui mène depuis 22 jours une offensive contre le Hamas dans l'enclave côtière, n'a pas fait de commentaire dans l'immédiat.

La centrale avait déjà été touchée la semaine dernière et fonctionnait à seulement 20% de ses capacités environ, n'offrant que quelques heures par jour d'électricité aux Gazaouis. Reuters 29.07

100 soldats et officiers sionistes tués - french.irib.ir

L'armée sioniste a confirmé la mort de 9 de ses effectifs lundi à Gaza. L'armée israélienne évite toutefois et de façon très soignée d'expliquer les circonstances dans lesquelles les militaires sionistes ont été tués. Le communiqué mentionne " *des accrochages*" sans préciser le caractère " *commando*" de ces opérations menées par des combattants palestiniens qui agissent en " *soldat professionnels*", rappellent les experts.

Avec ces nouvelles morts, le bilan officiel des pertes militaires israéliennes s'élève désormais à 52 tués. Le vrai bilan est toutefois celui diffusé par la Résistance palestinienne qui confirme la mort de plus de 100 soldats et officiels israéliens et ce uniquement au cours des combats du corps contre les militaires sionistes. Plus de 1100 palestiniens, tous des civils ont été tués au cours des raids israéliens contre Gaza . La seule journée de lundi, célébrée comme l'Aïd al Fitr, a laissé 47 morts du côté des civils palestiniens, Israël ayant bombardé le plus grand hôpital de Gaza, Chafa. french.irib.ir 29.07

L'armée sioniste réclame la fin de l'offensive - french.irib.ir

Selon la chaine Al Aqssa, qui cite le journal Maariv , "*l'armée israélienne vient de demander à Netanyahu de mettre fin à l'offensive terrestre contre Gaza ou alors lui définir des objectifs bien précis à atteindre*". Selon les sources en question, "

l'armée israélienne se plaint de perdre ses effectifs pour rien à Gaza. Et elle ne le veut pas. Tuer pour tuer n'est pas notre objectif", auraient dit les commandants de l'armée israélienne. french.irib.ir 29.07

L'armée israélienne à ses soldats : "***Suicidez-vous avant d'être capturé***" - french.irib.ir

« *La panique au sein de l'armée israélienne est tellement immense qu'elle a émis un ordre confidentiel à ses soldats de se suicider avant d'être capturés* », a révélé une source israélienne cité par Al-Charq al-Awsat. « Par crainte de la capture de leurs soldats, les commandants de l'armée israélienne leur ont donné une consigne confidentielle de se suicider avant d'être capturés » a divulgué cette source. « *Dans certains, les commandants israéliens procèdent, eux-mêmes, à tuer les soldats qui risquent de se laisser capturer* » ; toujours selon cette source. « *Il faut empêcher à tout prix la capture des soldats* », insistent les commandants de l'armée israélienne.

Selon ce rapport, suite à la capture d'un soldat israélien par les brigades d'Al-Qassam, branche militaire du Hamas, à la frontière de Gaza, les chars israéliens ont bombardé ce lieu pour que le soldat concerné ne soit pas capturé, vivant, par les forces de la résistance palestinienne. Ce soldat , un certain John Levy, appartenait au régiment d'infanterie de l'armée israélienne. Il a été capturé alors qu'il était en mission de reconnaissance avec l'unité du génie militaire de l'armée israélienne pour découvrir les tunnels. L'armée israélienne s'est fait déjà une réputation de tuer ses propres soldats. Lors de l'opération de Plomb durci menée contre la bande de Gaza aussi elle a tué l'un de ses propres soldats, capturé par les forces de la résistance. L'armée israélienne tient au top secret des informations. Elle a interdit à ses soldats de se laisser capturer par les groupes de résistance palestiniens et elle les tue, si nécessaire, pour empêcher leur capture par les forces palestiniennes.

Selon cette information, l'armée sioniste a également interdit toute diffusion d'informations concernant la capture de ses soldats. Le département du contrôle des informations au sein de l'armée israélienne insiste pour que ce genre de nouvelle ne soit absolument pas diffusé. L'armée israélienne a un long antécédent dans l'assassinat de ses propres soldats. Au cours de l'opération Plomb durci l'un des soldats israélien a connu le même sort que Levy.

Le rapport évoque une autre hypothèse bien plus terrifiant au sujet de Levy : " *il se peut que le jeune soldat soit encore en vie. Il pourrait être emprisonné dans le tunnel que les chars israélien ont pilonné.* " La hiérarchie de l'armée israélienne a autorisé l'assassinat des soldats israéliens une fois ces derniers tombés entre les mains de l'ennemi. Israël ne tolère pas la capture de ses soldats à qui il conseille également de se suicider. Gilad Shalit a eu trop de chance de rester vivant aux mains du Hamas. "*Israël est un régime politique dictatorial et étranger à tout principe de démocratie*", ajoute le rapport. french.irib.ir 29.07

Quand l'extrême droite sioniste et sa milice fasciste paradent dans les rues de Paris.

On se croirait à Tel-Aviv ou à Kiev !

- Conflit à Gaza : le Crif et la LDJ appellent à une manifestation pro-israélienne jeudi à Paris - Atlantico.fr

Ce mardi, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a appelé par le biais d'un communiqué à un "*rassemblement unitaire des amis d'Israël*" jeudi à 18 h 30 devant l'ambassade d'Israël à Paris, dans le 8e arrondissement.

Voici les diverses raisons de ce rassemblement évoquées par le Crif dans son communiqué : "*Parce que nous affirmons le droit d'Israël à se défendre contre les attaques aveugles qui visent sa population, parce que le Hamas est un mouvement terroriste qui prend en otage la population palestinienne (…) parce que l'Etat d'Israël se bat pour les démocrates du monde entier et parce que ce qui menace Israël menace la France*"

L'appel au "*rassemblement unitaire des amis d'Israël*" a aussitôt été relayé par la Ligue de défense juive (LDJ). En effet "*la LDJ appelle tous les amis d'Israël à rejoindre cette manifestation qui se déroulera dans le calme et la dignité*". Et la Ligue de préciser : "*Nous appelons les participants à ne pas répondre aux éventuelles provocations des partisans du Hamas. Les forces de police présentes assureront la sécurité de ce rassemblement*".

Pour l'heure, la préfecture de police de Paris ne s'est pas prononcée pour ou contre l'interdiction de cette manifestation pro-israélienne. Atlantico.fr 29.07

La précision de cette milice fasciste affirmant qu'ils seront protégés par la police, témoigne dans quel camp se situent le ministère de l'Intérieur, Hollande et son gouvernement ainsi que le PS : Celui de la barbarie.

Leur police et leur justice ou deux poids et deux mesures.

- Appel à des manifs pro-Gaza interdites: un membre du NPA poursuivi en justice - AFP

L'un des organisateurs des manifestations propalestiniennes interdites qui avaient dégénéré les 19 et 26 juillet à Paris, Alain Pojolat, âgé de 66 ans, vieux militant de gauche, membre du NPA, est convoqué le 22 octobre devant la justice.

Il a reçu sa convocation après avoir été entendu mardi matin par la police.

Il avait appelé, aux côtés d'autres partis et organisations, à manifester le 19 juillet à Barbès en dépit de l'interdiction décidée par les autorités. Des milliers de personnes s'étaient rendues dans ce quartier du nord de Paris et le rassemblement avait dégénéré en affrontements violents avec les forces de l'ordre.

Une autre manifestation propalestinienne samedi Place de la République, là aussi à l'appel du NPA (Nouveau parti anticapitaliste), avait été interdite. Plusieurs milliers de personnes s'y étaient rendues, occasionnant des heurts limités avec les CRS et gendarmes mobiles.

L'avocat d'Alain Pojolat, Me Jean-Louis Chalanset, a précisé qu'il était poursuivi pour ces deux manifestations, des poursuites qu'il a jugées "*très surprenantes sur le plan juridique, nettement moins sur le plan politique*".

"*Il est reproché à M. Pojolat d'avoir, malgré l'interdiction, continué à appeler à manifester*", a précisé une source proche de l'enquête. "*Je suis convoqué le 22 octobre devant la 24e chambre du TGI de Paris*", a confirmé l'intéressé à l'AFP.

Alain Pojolat sera considéré comme un récidiviste en la matière, ayant été récemment condamné à une amende avec sursis pour avoir organisé une autre manifestation non autorisée, celle-là pour réclamer la libération du militant libanais Georges Ibrahim Abdallah.

A la connaissance de son avocat, il est le seul organisateur des récents rassemblements propalestiniens interdits à Paris à être convoqué devant le tribunal correctionnel.

Sans doute parce qu'il avait déposé au nom de l'ensemble des organisateurs la déclaration en préfecture des manifestations par la suite interdites, a indiqué dans un communiqué le NPA, en revendiquant "*fièrement*" sa participation à ces rassemblements, en demandant aux "*forces démocratiques*" de "*réagir contre cette intimidation*" et en appelant à une nouvelle manifestation le 2 août à Paris.

Selon Youssef Boussoumah, du parti des indigènes de la République, "*c'est une coalition plus large qui appelle à manifester samedi*". "*On espère que le parti communiste sera avec nous cette fois. Nous allons montrer au gouvernement que nous sommes unis, qu'il n'y a pas de bons manifestants et de mauvais manifestants*", a-t-il dit.

A la différence des manifestations des 19 et 26 juillet, des rassemblements, auxquels appelaient notamment des syndicats dont la CGT, ont été autorisés à Paris depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza le 8 juillet. AFP 29.07

Nous apportons notre soutien à Alain Pojolat et au NPA, bien que nous ne partagions pas leur politique, notamment. Nous devons préciser que lorsqu'on organise une manifestation qui présente des risques, on doit avoir un service d'ordre suffisamment nombreux et musclé pour être en mesure de l'encadrer ou de parer à toutes provocations, de les réprimer si nécessaire, ce qui n'était manifestement pas le cas du NPA les 19 et 26 juillet derniers, une quarantaine de personnes assuraient le service d'ordre (plus ou moins improvisé et non formé à cet exercice) le 26 juillet place de la République. Cela peut coûter cher, inutilement, de jouer aux gauchistes, cela expose des travailleurs ou des militants à des violences et des poursuites judiciaires dont ils n'ont pas besoin.

Cela dit, on aura observé que Hollande et Cazeneuve avaient autorisé les manifestations organisées par des partis dits de gauche et des syndicats qui soutiennent leur politique ou font acte de soumission devant l'ONU et l'UE, tandis qu'ils avaient interdit des manifestation appelées par des partis dits d'extrême gauche ou des organisations connotéesantisionistes.

Ajoutons qu'à ce jour aucun membre de la milice sioniste LDJ ayant participé aux violents affrontements en marge de la manifestation du 13 juillet sous les yeux de la police n'a été poursuivi en justice.

ACTUALITE EN TITRES

A la hausse !

- BP: les bénéfices bondissent au 2e trimestre - AFP

- Le bénéfice de Deustche Bank en hausse grâce à l'obligataire - Reuters

- Michelin : forte hausse des profits, confiance pour l'année en cours - LeFigaro.fr

- Hausse de 7% du bénéfice opérationnel de Honda au 2e trimestre - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La précarité de l'emploi se généralise.

- 84 % des embauches se font en CDD, un nouveau record - LeMonde.fr

Depuis la mi-2011, la proportion des CDD est en hausse quasi continue en France, jusqu'à battre aujourd'hui un nouveau record, selon les données du ministère du travail publiées mardi 29 juillet. L'année 2013 avait déjà été marquée par le record de 83 % des embauches faites en CDD.

Au 1er trimestre 2014, 84 % des embauches hors intérim se sont faites en CDD.

A titre de comparaison, au 1er trimestre 2008, environ 70 % des embauches se faisaient en CDD. LeMonde.fr 29.07

La collaboration de classes ne connaît pas de répit... comme la guerre.

- Négociation sur le dialogue social à la rentrée - Reuters

Le ministre du Travail a invité mardi les partenaires sociaux à entamer dès la rentrée des négociations pour l'amélioration du dialogue social, en particulier dans les PME, et leur a adressé un document d'orientation fixant le cadre de ces discussions.

Cette négociation, qui portera notamment sur les seuils en termes d'effectifs au-delà desquels de nouvelles obligations s'imposent aux entreprises, devront s'achever avant la fin de l'année, précise François Rebsamen dans ce document.

Lors de cette négociation, qui s'inscrit dans la feuille de route validée lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet, les partenaires sociaux devront également répondre aux deux questions suivantes :

- Comment faire évoluer le cadre du dialogue social dans les entreprises, notamment en simplifiant et en clarifiant les missions des différentes instances représentatives du personnel ?

- Comment favoriser des parcours professionnels "*valorisants et fluides*" pour les représentants des salariés, notamment par le biais de la formation ? Reuters 29.07

Il est dit que "*cette négociation (...) s'inscrit dans la feuille de route validée lors de la conférence sociale des 7 et 8 juillet*", or 4 syndicats ont refusé de la "*valider*" en boyottant la seconde journée de cette conférence patronale, il serait donc logique que ces syndicats refusent de participer à ces "*négociations*" en septembre et par la suite. Parions qu'ils s'y précipiteront, leurs dirigeants s'étant empressés de déclarer que le dialogue social n'était pas rompu pour autant les 8 ou 9 juillet dernier.

Une réflexion à creuser.

Tant qu'il existait un semblant d'opposition politique (organisée) en France et de syndicats indépendants, et que nous n'étions pas encore parvenus à nous rendre maîtres des institutions politiques de ce pays, les organismes de collaboration de classes et les représentants du personnel dans les entreprises étaient utiles pour contaminer le mouvement ouvrier et le prolétariat, c'était des instruments qui véhiculaient notre propagande et notre politique...

Maintenant que nous sommes maître de la situation et qu'il n'existe plus aucun parti en mesure d'organiser des manifestation de masse, nous n'en avons plus vraiment besoin, à moins qu'ils servent encore à achever la sale besogne en force d'appoint au gouvernement qui nous est acquis, à finir de pourrir ou disloquer le mouvement ouvrier et mieux atteler nos serfs à la cause du marché, au néolibéralisme...

Notre ennemi est pratiquement neutralisé, totalement désorganisé, sans direction ni orientation politique, on a le champ libre

devant nous. Nous avons la chance d'avoir à notre service à la tête du gouvernement un parti qui se dit socialiste, ce qui permet de neutraliser ses alliés qui se disent communistes, y compris l'ensemble des syndicats, mais qui en fait ne sont pas plus socialistes ou communistes qu'un banquier. Il n'existe plus d'opposition dans ce pays en dehors de quelques partis marginaux qui n'ont aucune influence sur la population.

Ces gens-là sont dans notre camp, ils l'ont prouvé une multitude de fois, ils l'ont toujours été, ils sont dignes de confiance. Lorsqu'ils tiennent un discours plus radical ou nous attaquent, nous n'avons pas à nous inquiéter, cela demeurera purement verbal ou ne dépassera pas le stade de l'intention sans lendemain, histoire de donner le change à leurs troupes ou leurs électorats pour continuer de les berner, c'est nécessaire et nous devons en tenir compte, il faut marcher dans leur combine et les prendre à partie à notre tour pour les couvrir, pour couvrir leur hypocrisie nous devons l'être encore davantage.

Ne les traitons pas comme des adversaires, encore moins comme nos ennemis car ils sont nos alliés de toujours répétons-le, de fidèles serviteurs, zélés même, les meilleurs qui soient et qui ne failliront jamais, ils font partie de notre monde quelles que soient leurs origines, ce qu'ils illustrent avec un certain talent que n'ont pas certains dirigeants de l'UMP, hélas ! Nous marquons des points sur tous les fronts, pas à pas nous avançons c'est le principal. Nous pourrions être tentés de forcer le pas comme le pensent certains d'entre nous, mais ce serait prendre le risque d'enrayer ou de briser cette belle mécanique qui a fait ses preuves. Multiplions les initiatives, harcelons notre ennemi et nous finirons bien par avoir sa peau. La droite et la gauche sont à nos côtés, l'extrême gauche et les gauchistes se laissent manipuler par nos soins et nous disposons de l'extrême droite en dernier recours, que demande le peuple !

Nous n'avons même pas besoin de corrompre les dirigeants syndicaux, ils le sont naturellement. Ils ont une mentalité de larbins, de laquais, respectons-les tant qu'ils peuvent encore servir nos intérêts et diviser leurs troupes. Eux aussi sont acquis à notre cause, ils sont aussi étrangers à leur classe qu'on peut l'être à celle de nos ennemis, aussi ménageons-les, évitons de les mettre dans des positions insoutenables, même si c'est inévitable car leur marge de manoeuvre pour dissimuler leur véritable nature diminue chaque jour un peu plus en fonction de nos exigences croissantes, plus tard nous les liquiderons et il se trouvera personne pour les soutenir. Le temps jouait en faveur de notre ennemi, mais nous avons réussi à inverser cette tendance en renforçant notre pouvoir politique et nos instruments financiers, désormais lui aussi il marche au pas et c'est nous qui battons la mesure.

Nous leur avons proposé de participer au dialogue social et ils ont tous accepté, c'est positif. Ils légitiment par avance notre politique en reconnaissant nos besoins ou en acceptant de se situer sur notre terrain, franchement on ne pouvait pas espérer mieux. Ils cadenassent ou neutralisent le mouvement ouvrier, il le soumette à nos exigences, nous ne pouvons pas espérer davantage de leur part sans qu'ils perdent le contrôle de leurs troupes, ce qui serait dramatique pour nous. Imaginez un instant qu'un nouveau syndicat voie le jour et qu'il soit sur une ligne de rupture avec le capitalisme, ce serait un véritable cauchemar pour nous. De la même manière il faut empêcher à tout prix qu'un véritable parti communisme émerge, ce serait notre perte à terme...

Par chance, ni l'un ni l'autre n'est pas prêt d'exister, alors profitons-en pour avancer au pas de charge, broyons tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin car l'ennemi tente de résister, servons-nous au maximum de nos outils médiatiques et de nos réseaux sociaux pour propager notre propapande qui fait office d'information, et nous sommes assurés de faire rendre gorge à notre ennemi jusqu'à la dernière goutte de son sang...

Les fossoyeurs du mouvement ouvriers creusent notre tombe.

Laurent a fait savoir qu'il se rendra à l'université d'été du PS parce qu'il fait partie des "*forces de gauche*", alors qu'il démontre quotidiennement qu'il est de droite ou pire encore. Le cadavre puant du stalinisme bouge encore.

Son discours consiste à s'accommoder de la politique de Hollande et son gouvernement en colportant l'illusion qu'elle pourrait être amendée, ce qui revient à la soutenir à défaut de la combattre. C'est le PCF quoi. Et le Front de gauche le mal nommé.

- Laurent (PCF): "*Il y a des choses à changer*" au Front de Gauche - AFP

Alors que sa présence à l'université d'été PS de La Rochelle, fin août, a été qualifiée d'"*erreur*" par Eric Coquerel, secrétaire national du PG, M. Laurent a assuré qu'il irait "*dans toutes les universités d'été où je suis invité par toutes les forces de gauche. Je veux porter une parole simple: il n'y aura pas d'avenir autour de la politique gouvernementale actuelle, et il n'y aura pas de rassemblement de gauche autour de cette politique qui nous mène dans le mur*".

D'après lui, "*c'est le moment d'aller parler aux militants socialistes désorientés*", alors que "*François Hollande est en train d'échouer*".

M. Laurent pense pouvoir créer une autre majorité "*avec les frondeurs du Parti socialiste, avec les écologistes que nous avons rencontrés avec l'ensemble du Front de gauche, avec les syndicalistes préoccupés par ces questions*" autour de l'idée qu'"*on peut utiliser beaucoup plus intelligemment l'argent créé par le travail et l'argent public*" en "*remettant à plat la politique d'aide aux entreprises*", en "*arrêtant de distribuer l'argent sans contrepartie*". AFP 29.07

On savait que Mélenchon avait pompé cette idée de s'allier à la vermine quelque part, au PCF...

Cadeaux à des industriels.

- Energies renouvelables: Royal annonce des mesures aux industriels - AFP

Ségolène Royal a annoncé mardi de nouvelles mesures pour le développement des énergies renouvelables que réclamaient les industriels sans attendre la future loi sur la transition énergétique qu'elle présentera mercredi.

Le principal secteur concerné est celui de l'énergie solaire, avec l'annonce par la ministre de l'Écologie et de l'Énergie d'un appel d'offres de 400 mégawatts "*en septembre*" pour les installations de puissance supérieure à 250 kilowatts, ainsi qu'un "*prochain*" appel d'offres de 50 MW pour les installations de puissance supérieure à 100 kW en Outre-mer.

La ministre a également annoncé la revalorisation en septembre du tarif de rachat de l'électricité produite par les petites installations (9 à 100 kW). Les modalités de cette revalorisation ne sont pas encore fixées et la réflexion est en cours, a précisé à l'AFP le ministère.

Dans la petite hydroélectricité, la ministre a également indiqué envisager deux appels d'offres, un sur les équipements existants et un autre pour des installations nouvelles.

Autre mesure attendue par les professionnels depuis plusieurs mois, la possibilité de sortir du statut de déchet le bois d'emballage. La ministre a signé mardi l'arrêté sur le sujet. Il permettra d'utiliser désormais le bois d'emballage comme combustible biomasse pour la production d'énergie.

Enfin, sur le plan réglementaire, Ségolène Royal a confirmé l'extension de l'expérimentation actuellement en cours dans plusieurs régions sur le "*permis unique*" pour l'éolien et la méthanisation, cheval de bataille des industriels.

L'objectif est notamment de limiter les durées de recours et donc de réalisation des projets. Ainsi, les contentieux seront désormais examiné en première instance par une cour administrative d'appel unique, a annoncé le ministère de l'Écologie et de l'Énergie.

La ministre "*a apporté des réponses opérationnelles à des questions concrètes*", s'est félicité le Syndicat des énergies renouvelables dans un communiqué, son président Jean-Louis Bal ajoutant qu'elle a "*indiqué des éléments de calendrier de nature à donner des perspectives de marchés*" à la filière. AFP 29.07

Guerres inter impérialistes

- Les Etats-Unis vont aider à la reconstruction de l'est ukrainien - Reuters

- Washington accuse Moscou d'avoir violé un traité de contrôle des armes - AFP

- Ukraine: Européens et Américains frappent l'économie russe - AFP

- Le Japon et le Canada ont aussi pris des mesures punitives - LeFigaro.fr

- Moscou qualifie de partial et hypocrite le rapport de l'ONU - french.irib.ir

Le rapport sur la situation en Ukraine publié lundi par le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme est partial et hypocrite, a déclaré mardi le porte-parole de la diplomatie russe Alexandre Loukachevitch. "*Nous avons examiné en détail le quatrième rapport publié par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et fondé sur les données recueillies par une mission de monitorage déployée en Ukraine. La conclusion principale que nous avons tirée est la suivante: le rapport n'est pas objectif et même hypocrite. Son message principal selon lequel le gouvernement ukrainien peut légitimement recourir à la force afin de rétablir l'ordre public et la loi dans l'est du pays (...) justifie l'opération punitive menée par l'armée ukrainienne*", a indiqué le porte-parole, cité par le ministère des Affaires étrangères du pays. french.irib.ir 29.07

En complément.

- Chine: des dizaines de morts et de blessés dans une attaque "*terroriste*" au Xinjiang - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : Reprise du Mont al-Chaer, un prélude déterminant aux batailles ultérieures - french.irib.ir

Les opérations militaires dans les régions orientales de la Syrie ne cessent de s'intensifier et d'amplifier de jour en jour, opérations auxquelles sont présentes les forces d'élite de l'armée syrienne. L'EIIL a pris un grand risque de s'impliquer dans les affrontements dans cette région. L'armée syrienne a arraché le contrôle du champ gazier al-Chaer aux groupes terroristes.

L'opération de libération de ce champ gazier n'a pas duré longtemps, car la structure géographique de cette région a, grandement, contribué à l'armée syrienne pour reprendre le contrôle du champ gazier al-Chaer et de s'emparer, également, des colonies aux alentours pour ainsi assurer la sécurité de ce champ ainsi que des régions avoisinantes dans la direction de la ville de Raqqa jusqu'à une superficie de 26 kilomètres, une distance qui n'est pas négligeable dans les calculs militaires, d'autant plus que depuis son côté sud et est, la ville de Deir Zour, se relie aux régions occidentales de l'Irak, ce qui est d'une énorme importance.

L'armée syrienne a entamé son opération militaire dans le mont du Jabal Al-Chaer depuis les régions orientales des deux Rifs de Homs et de Hama, en passant par la cité Bari Charqi dans le district de « *Aqrabiat* ». Ce fut l'un des itinéraires que les éléments Takfiris de l'EIIL pour attaquer le mont al-Chaer et le champ gazier. L'armée a poursuivi ses progressions en profondeur de la région « *d'Al-Hamad* », à Badia oriental, un endroit situé près de Raqqa, et utilisé comme une voie d'approvisionnement. L'EIIL n'imaginait pas, du tout, être attaqué depuis cet endroit. Pour l'armée syrienne s'est donnée comme l'une des premières priorités de libérer le Mont Jabal al-Chaer et son cham gazier, surtout que ce cham alimente une majeure partie de carburants des centrales électriques dans cette région. french.irib.ir 29.07

2- Bulgarie

- Bulgarie: le Parlement adopte un budget pour aider les banques en crise - AFP

Le Parlement bulgare a adopté mardi soir en première lecture un budget rectificatif proposé par le gouvernement démissionnaire du Premier ministre technocrate Plamen Orecharski, afin de résoudre la crise de liquidités des banques du pays.

Le déficit public bulgare va ainsi filer à 2,7% du Produit intérieur brut (PIB) en 2014, contre 1,8% initialement prévu, afin de venir en aide à la quatrième banque du pays, la Corporate Commercial Bank (CCB), au bord de la faillite.

Des comptes de particuliers, mais aussi de nombreuses entreprises publiques et privées, d'hôpitaux et de municipalités s'y trouvent bloqués.

"*Le seul motif pour la révision (du budget), c'est de renforcer les ressources budgétaires à disposition du gouvernement intérimaire, afin de garantir la stabilité financière du pays*", a indiqué mardi le ministre des Finances, le socialiste Petar Tchobanov.

Le gouvernement technocrate de Plamen Orecharski a présenté le 23 juillet sa démission, approuvée un jour plus tard par le Parlement, ouvrant la voie à des élections législatives anticipées le 5 octobre.

Le président Plevneliev doit dissoudre le Parlement le 6 août, puis nommer un gouvernement intérimaire chargé d'organiser les élections. AFP 29.07

Haut de page

Le 31 juillet 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

J'ai eu confirmation ce matin que je commencerai à travailler d'ici une semaine ou dix jours.

Comme je l'ai déjà dit, j'essaierai d'actualiser le site le dimanche chaque semaine. On pourra sans doute continuer d'alimenter régulièrement les différentes rubriques avec des articles de sources diverses, la rubrique *Articles d'actualité*. Et puis, si cela s'avérait impossible pour cause d'épuisement, on mettrait un terme à ce site. Au moins vous êtes prévenus. Comment ferai-je pour vivre sans activité politique, sans apporter ma modeste contribution au combat pour le socialisme ? C'est cela mon problème.

Appel à la délation de Cazeneuve : Ca marche ! 4 mois de prison ferme pour 17,20 euros.

- Un SDF condamné à quatre mois ferme pour avoir volé 17,20 euros dans une cathédrale - liberation.fr

Un sans-abri toxicomane de 35 ans a été condamné à un an de prison, dont quatre mois ferme, après avoir volé l'argent d'un tronc de la cathédrale de Strasbourg, a-t-on appris mardi de source judiciaire. Il avait été surpris vendredi par un surveillant de la cathédrale alors qu'il venait de vider un des caissons destinés à recueillir l'argent des fidèles, selon les Dernières Nouvelles d'Alsace mardi.

Le prévenu, qui présentait une vingtaine de condamnations en particulier pour vol, a vu sa peine de prison assortie de deux ans de mise à l'épreuve et d'une obligation de travail et de soins. liberation.fr 30.07

La compassion n'a pas de prix !

Que ce pauvre type soit une épave ou un déchet de leur société, on peine à croire qu'il ait souhaité un jour en arriver là. Quant à la lourde condamnation dont il fait l'objet, elle doit être mis en parallèle avec des délits du même ordre concernant des sommes 10, 100 ou 1000 fois plus importantes sans que leurs auteurs n'écopent d'un seul jour de prison.

Ainsi dans ce pays, la justice est discriminatoire, synonyme d'arbitraire, implacable envers les plus faibles et tolérante envers les privilégiés. Loin de pousser à la respecter, elle conduit à la haïr et à la provoquer par esprit de vengeance ou de résistance, à enfreindre la loi jugée illégitime car partisane et injuste. Elle pousse les éléments les plus vulnérable de certaines couches défavorisées ou en perdition à vivre en marge de la société après les avoir exclues socialement une première fois, à s'autodétruire.

Au regard du chômage de masse et du nombre de travailleurs pauvres ou en situation précaire, leur société devait inévitablement conduire au désespoir un certain nombre (de plus en plus important) parmi eux. Leur justice ne pouvant pas condamner la société ou le régime en place en devient aveugle et cynique au point de lui infliger "une obligation de travail" ne tenant pas compte de la difficulté extrême de trouver un emploi quand on se retrouve au fond du trou et sans espoir d'en sortir.

Finalement elle s'aligne sur le discours du patronat et ses représentants qui estiment que les chômeurs ou les travailleurs qui ne trouvent pas un emploi en sont responsables, de la même manière que lorsqu'ils se mettent à voler pour survivre.

Quelques titres d'articles (Le Grand Soir) que nous ne publierons pas.

- Gaza : Pétition internationale adressée au Secrétaire Général de l'ONU

Nous considérons que l'ONU n'a aucune légitimité pour avoir reconnu l'existence d'Israël, notamment...

- Histoire socialiste de la Révolution française.

De Jaurès, dont nous déconseillons la lecture...

- 800e anniversaire de Bouvine : Actualité d'un évènement fondateur de la France qu'il ne faut abandonner ni aux fascistes, ni aux euro-atlantistes !

C'est cela, soyez plus royalistes que les royalistes, plus nationalistes que les nationalistes, quelle horreur !

Combat contre l'opportunisme.

Déclaration de principes de la S.F.I.O. - (1905) Extraits.

1. Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et

politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution.

2. Les élus du parti au parlement forment un groupe unique, et en face de toutes les fractions politiques bourgeoises. Le groupe socialiste au parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir : refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget.

Même en cas de circonstances exceptionnelles, les élus ne peuvent engager le parti sans son assentiment. Au parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés publiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière.

Si l'on s'en tient à l'article 1 de cette déclaration, la SFIO serait un véritable parti ouvrier révolutionnaire, mais dès qu'on aborde l'article suivant on se rend compte qu'on avait à faire à un tout autre parti.

Dans l'aricle 1 il est écrit que "*Le groupe socialiste au parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir*", puis dans l'article 2 "*Au parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés publiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière*", réformes qui ne peuvent être décidées et appliquées que par le parti de l'ordre au pouvoir, la SFIO étant minoritaire ou dans l'opposition parlementaire, donc n'ayant aucune chance de faire passer la moindre réforme progressiste.

Question : Alors si c'est le parti de la réaction qui reprend à son compte une partie du programme de la SFIO avec le soutien de cette dernière (comme tenta de le faire autrefois Bismarck en Allemagne), c'est que finalement il n'est pas aussi antisocial ou anti-ouvrier qu'on veut bien le dire, il a aussi ses bons côtés, peut-être que finalement il fait ce qu'il peut en fonction des circonstances qui lui sont imposées de l'extérieur, l'accabler serait lui livrer un bien vilain procès d'intention et faire preuve d'injustice à son égard, car les socialistes ne feraient pas mieux ou davantage s'ils étaient au pouvoir, non ?

A quoi bon suivre un tel parti, la SFIO, si le parti de l'ordre se charge du bien-être des travailleurs quand il en a l'occasion. Il n'est pas meilleur ou pire qu'un autre. N'écoutez pas ceux qui nous diabolisent ou nous traitent en ennemi de la nation et du bien commun, qui propagent des messages de haine qui divisent les Français au moment où ils doivent se rassembler pour faire face au défi de la mondialisation, nous sommes au service de l'intérêt général...

Participer au jeu institutionnel se justifie quand on a à faire à un parti ouvrier dont les dirigeants (et leurs élus) ne sont pas corrompus par le capitalisme, dans le cas contraire il servira ou il finira par servir les intérêts du régime en place. Les faits ont démontré au cours du siècle dernier qu'il n'existait aucune exception à cette règle qu'on le veuille ou non.

En guise de complément

A lire : Rosa Luxembourg: L'Armée nouvelle de Jean Jaurès (1911)

(http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/06/armee.htm)

Extraits.

En guise d'introduction.

- "*Sous ce titre le camarade Jaurès a fait paraître un nouveau livre volumineux qui aborde les questions mêmes de la guerre et de la paix qui, dernièrement, ont aussi éveillé un vif intérêt en Allemagne dans les cercles du Parti.*"

En guise de conclusion.

- "*Car pour Jaurès, l'insurrection "constitutionnelle" doit servir à se rappeler le gouvernement criminel à son devoir – devant le tribunal arbitral. Quel tribunal arbitral international Jaurès a-t-il en vue? Tout simplement ce théatre de marionnettes de La Haye, créé par le sanguinaire tsar de Russie, objet des railleries du monde entier, depuis longtemps oublié et empoussiéré! Avec le plus grand sérieux Jaurès termine son projet par un article 18 qui stipule:*

Le gouvernement de la France est invité dès maintenant à négocier avec tous les pays représentés à la Cour de La Haye des traités d'arbitrage [...]

Le tribunal de la paix de La Haye, pierre angulaire de la politique socialiste! – on ne peut qu'évoquer involontairement le proverbe français: "tant de bruit pour une omelette".

Si la social-démocratie allemande propage sa revendication des milices et demande que la décision sur la guerre et la paix appartienne à la représentation populaire, au moins ne se fait-elle pas la plus petite illusion sur le fait que tout le développement du capitalisme moderne rend ces revendications inapplicables jusqu'au moment où le prolétariat aura pris le pouvoir. Nos revendications doivent indiquer la direction vers laquelle s'orientent nos voeux, ainsi que l'intérêt du prolétariat. Mais s'abandonner à l'illusion que des formules juridiques l'emportent en quoi que ce soit sur les intérêts et le pouvoir du capitalisme, c'est la politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat."

La "*politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat*", c'est tout Jaurès ou la social-démocratie déjà totalement gangrenée... en 1911.

Ne cherchez pas ce genre de citations dans vos publications préférées qui commémorent le centenaire de l'assassinat de Jaurès, vous ne les y trouverez pas, et pour cause. Ensuite demandez-vous pourquoi, quel intérêt ont vos dirigeants à les occulter, à falsifier les faits en somme.

Ils seraient tous à la remorque du PS d'une manière ou d'une autre, non, vous avez une autre explication, observez-les, écoutez, lisez leurs discours, repensez à ceux qu'ils ont tenus en direction du PS, de ses différents courants au cours des années ou des décennies précédentes, cela devrait vous éclairer, sinon bonne nuit, chez vous il est déjà minuit dans le siècle.

Si j'en trouve le temps je rechercherai dans mes causeries les passages où j'ai cité Jaurès.

Causerie du 8 janvier 2009.

- Par contre j'ai trouvé le passage d'un article de Jaurès publié par l'Humanité du 18 juillet 1914 : " *quoi qu'en disent nos adversaires, il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation* ". Homme de terroir, il n'avait pas réussi à résoudre le paradoxe : " *On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène...*" (P.RIOUX , Jean Jaurès, éditions Perrin, 2005, page 263 et 274) (site Internet http://www.collectif-smolny.org)

Mais en temps de guerre, beaucoup d'internationalisme teinté de nationalisme réduit l'internationalisme à l'impuissance, au néant !

Dans la même page de ce site on peut lire également : " En 1899, lorsque Millerand (1859-1943) - chef du groupe parlementaire socialiste à la Chambre des députés - devient ministre du Commerce dans le gouvernement où siège le général Galliffet, "le fusilleur" de la Commune, Jaurès consulté déclare : « *J'approuve Millerand d'avoir accepté ce poste (...) Que la République bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait.* » (cité par Max Gallo, p. 459, Les clés de l'histoire contemporaine, livre de poche 2005)".

Causerie du 13 mai 2009.

C'est ainsi que les épigones du marxisme ont remplacé Marx par Jaurès dans leur programme, envoyant un signe clair à la bourgeoisie qu'ils avaient cessé de combattre pour le socialisme.

"*Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme pour Jaurès démocrate était le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.*

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique." (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915)

Causerie du 13 octobre2009.

A méditer, le contenu de ce passage s'applique également pour la période d'après-guerre. Trotsky oeuvres - avril 1939 :

"*L'esprit et le coeur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement hypnotisés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et l'explosion de la guerre mondiale. L'idée*

d'un progrès graduel continu semblait établie pour toujours, cependant que l'idée de révolution était considérée comme un pur vestige de la barbarie. Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme.

Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx. "

Vaut mieux que ce soit Trotsky qui l'affirme plutôt que moi, n'est-ce pas ? Quelle honte de faire la promotion de Jaurès !

ACTUALITÉ DU JOUR

Une imposture peut en cacher une autre.

François Hollande revendique l'héritage de Jean Jaurès, cent ans après sa mort -LeFigaro.fr

Le chef de l'État rendra un nouvel hommage au fondateur de la SFIO, dont on célèbre jeudi le centenaire de l'assassinat.

«*Jaurès a beaucoup à dire aujourd'hui, note le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Il nous dit qu'il faut avoir des principes mais aussi qu'il faut travailler sur la réalité. Il nous dit surtout: unité, unité, unité.*» LeFigaro.fr 30.07

Souvenez-vous ce que nous avions écrit en 2013, absolument rien ne les arrête au PS, ils l'illustrent encore ici. Maladroitement il faut bien dire, ce qui à un moment donné devient inévitable. Quand Cambadélis établit une égalité apparente et apparente seulement de traitement entre les principes qu'ils seraient censés avoir et la réalité, que fait-il ?

Il indique simplement que les principes auxquels ils sont soi-disant attachés doivent se plier ou se soumettre à la réalité qui n'est rien d'autre que les besoins des capitalistes ou la crise du capitalisme que le PS prend en charge quotidiennement, autrement dit, que leurs principes sont une posture ou une imposture, qu'ils sont virtuels, de nature théorique, sans existence réel puisqu'ils ne dépassent pas le stade de l'intention ou de la parole, tandis que dans les actes c'est la réalité (objective) bien matériel du capitalisme qui a leur faveur, une manière comme une autre de démontrer une fois de plus qu'ils sont socialistes en parole et impérialistes en acte, rien de changer monsieur Mélenchon depuis 1914.

Pierre Laurent : "***Taisez-vous et laissez parler Jean Jaurès***" - Le Nouvel Observateur

Le numéro un du PCF, Pierre Laurent, s'emporte et fustige les "*usurpateurs*" de l'héritage de Jean Jaurès. "*Le fatalisme, aujourd'hui érigé en doctrine d'Etat, ne faisait pas partie de son vocabulaire*" ajoute-t-il.

(La soumission du PCF au capitalisme n'a rien à voir avec le "*fatalisme*", elle en est l'expression achevée au sein du mouvement ouvrier qui en crève. - ndlr)

"*Pour lui, révolutionner la société, c'est sans cesse réformer*", ajoute le secrétaire national du PCF.

(C'est bien ce qu'on reproche à Jaurès l'antithèse de Marx et Engels, les révolutionnaires pour lesquels il fallait faire table rase du passé. Le réformisme dont se réclame le PCF a pourri la social-démocratie à la veille de la Première Guerre mondiale au point de la faire basculer avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi de classe. En le revendiquant, Laurent indique dans quel camp se situe le PCF, le même que Hollande ou le PS, celui des capitalistes. - ndlr)

Selon lui, "*ceux qui maquillent leurs mesures de régression sociale et économique derrière les mots de Jaurès ne peuvent faire illusion. La réforme exige une hauteur de vue à mille lieues du réformisme néo-libéral d'aujourd'hui qui ne fait que mettre en oeuvre ce qui est présenté comme inéluctable et sans alternative*".

(Il procède à l'inverse de Cambadélis pour finalement partager ses conclusions. Voyons comment il s'y prend.

Il nie que la politique néolibérale mise en oeuvre par le gouvernement et le PS serait "*inéluctable et sans alternative*", alors qu'en tant que représentants du capitalisme et compte tenu de ses besoins, de la crise du capitalisme, c'est la seule politique qu'ils peuvent appliquer conformément aux directives exprimées par les dirigeants de la classe dominante ou l'oligarchie financière.

En cela, il nie la réalité de la crise du capitalisme, il nie la réalité, ce dont il a absolument besoin pour assurer un semblant

de cohérence à son argumentation et prétendre que des réformes sociales ou progressistes seraient possibles. Allons plus loin et demandons-nous pourquoi, qu'adviendrait-il dans le cas contraire ? Il devrait en arriver au constat que si des réformes sociales étaient totalement impossibles dans le cadre du régime en place, il ne resterait plus qu'à se résoudre à le combattre pour le renverser. Or le PC y est farouchement opposé, puisqu'il lui est totalement inféodé, il en est un des rouages politiques à l'instar du PS. Est-ce clair ? On a ici révélé (si nécessaire) la véritable nature contre-révolutionnaire du PC. -ndlr)

"*Pour les gouvernements successifs, enchaîne le numéro un communiste, la réforme n'est plus un choix qu'on incarne mais une obligation dictée par le Medef et les marchés qu'on met en forme. Reprendre le chemin de réformes sociales authentiques dans l'esprit de l'évolution révolutionnaire de Jaurès, c'est aujourd'hui la seule alternative à la barbarie soft qui nous est chaque jour imposée.*"

(La "*barbarie soft*", si un Lybien, un Irakien, un Ukrainien, un Syrien ou un Palestinien lit cela, il va avoir envie de l'étriper ! Rien que la sémantique employé par ce lieutenant du capital suffit à comprendre qu'il est étranger à notre classe, qu'il n'en a rien à foutre des souffrances terribles qu'elle peut endurer. On aurait pu tout aussi bien faire référence à la détresse dans laquelle sont plongés des millions de travailleurs et jeunes en France.

Pour le PCF, la seule alternative au capitalisme, ce n'est plus le socialisme, mais le réformisme synonyme d'adaptation au capitalisme. Et comme le réformisme est mort depuis la fin des "*Trente glorieuses*", il n'existe plus d'alternative au capitalisme, il vous faudra faire avec, l'accepter ou vous y soumettre de gré ou de force, tel est le contenu et la conclusion de son discours. - ndlr)

"*En ces temps de nouveau troublés, où le doute est cultivé sur les valeurs héritées du siècle des Lumières et de la Révolution française, en ces temps où liberté, égalité, fraternité sont tenues pour des mots sans effets, en ces temps où l'extrême droite distille son venin réactionnaire, nous devons agir dans les pas de Jaurès pour mettre fin à la guerre économique, pour promouvoir la coopération entre tous et chacun*", écrit également le secrétaire national du PCF.

(Il appelle à l'union nationale ou à "*la coopération entre tous et chacun*" qui signifie la collaboration de classe entre exploiteurs et exploités. Marx avait relevé que les principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité (la sûreté des nantis et leurs biens ayant été remplacée depuis par la "*fraternité*" entre les classes pour mieux les préserver.) servaient en priorité les intérêts de la classe dominante, à mieux soumettre, corrompre la classe dominée. Ils étaient basés sur l'égoïsme, l'individualisme, le statut social de chaque membre de la société favorisant le riche et le puissant devant lequel le pauvre ou le faible devait se prosterner.

A un stade antérieur du développement du capitalisme mondial, sous la pression de la lutte des classes la bourgeoisie pour conserver le pouvoir ou maintenir (acheter) la "*paix sociale*" a été amenée à concéder certains droits aux travailleurs conformément à ces principes. Au stade supérieur ou final de l'impérialisme correspondant à l'époque dans laquelle nous vivons actuellement, disons depuis la fin des années 70 ou le milieu des années 80, ces principes républicains ainsi que la démocratie sociale et politique sont devenus incompatibles avec la mise en oeuvre du néolibéralisme régi par d'autres principes, la mondialisation a marche forcé de l'économie mondiale sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne pour faire face à la crise du capitalisme. Néolibéralisme qui ne correspond pas à des préoccupations subjectives ou simplement à la volonté d'une poignée de capitalistes de s'enrichir davantage, mais à des besoins objectifs, matériels, économiques, liés à la nature et aux contradictions du système capitaliste, pour éviter l'effondrement brutal du capitalisme ou retarder l'explosion de l'économie mondiale, dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial sur le plan politique, ce qu'on appelle le mondialisme.

Cette marche implacable à une dictature mondiale sous l'égide des institutions financières et politiques internationales que l'impérialisme américain et leurs alliés des puissances occidentales ou l'oligarchie financière anglo-saxonne ont mis en place depuis 1944 à nos jours, on commence à en observer très nettement le contenu ou les contours, il faudrait être myope ou de mauvaise foi pour le nier.

Selon les principes qui les animent, la liberté du citoyen doit être sous contrôle, sous surveillance permanente, celle des représentants de la classe dominante doit être totale, sans limite, la société doit donc tendre sans cesse vers une dictature, un régime policier ; l'égalité doit consister à laisser les riches s'enrichir indéfiniment au détriment du reste de la population, à favoriser l'explosion des inégalités sociales ; quant à la fraternité, elle doit se réaliser autour du marché qui vous servira de guide de votre naissance à votre mort...

"*Sinon, avertit-il, aujourd'hui comme hier, ainsi que le disait Jaurès, dans cette nuée dormante se développe l'orage des politiques agressives et destructrices de demain. +On ne pourra relever la patrie, relever l'Europe, qu'en abaissant le capitalisme +, Jaurès avait raison!*"

(De "*demain*", comme si les politiques des gouvernements qui se sont succédés depuis des décennies n'avaient pas été "*agressives et destructrices*", chômage de masse, précarité et pauvreté frappant de nouvelles couches d'exploités, guerres impérialistes en Afrique et au Proche-Orient que ne peut pas dénoncer Laurent puisqu'elles ont été entreprises au nom de la "*patrie*", et cette politique appliquée sour l'égide de l'UE que le PCF soutient et veut "*relever*" en "abaissant le capitalisme", sauver en fait. - ndlr)

"*Jaurès, c'est l'optimisme (...) Pour nous, les héritiers de Jaurès et de Babeuf, qu'il nommait lui-même 'notre grand*

communiste', l'égalité et le partage sont l'essence de notre combat d'aujourd'hui, l'issue pour sortir de la crise, pour construire une société du bien commun", relève Pierre Laurent avant de conclure: "*N'attendons pas pour être heureux!*" Le Nouvel Observateur 30.07

(Pour un peu on croirait le discours du M'PEP nostalgique des "*Jours heureux*" lorsque le prolétariat se débattait pour survivre comme il pouvait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans un pays ravagé par quatre années de guerre !

On notera qu'il partage logiquement le même objectif que les capitalistes et ses représentants, "*sortir*" le capitalisme "*de la crise*" qui risque de l'emporter à tout moment, avec lequel il appelle au "*partage*" à défaut de combattre pour le renverser. Le "*partage des richesses* des traitres ou escrocs à la solde du régime.

L'optimisme de Jaurès tient de l'imbécile heureux ou du lâche qui n'ose pas affronter son ennemi de crainte d'y perdre la vie, il n'en aura pas été épargné pour autant, comme quoi parfois il est préférable de demeurer intransigeant sur les principes au moins on a la chance de mourir dignement.

Je sais que ce discours n'est pas politiquement correct pour certains militants, il correspond à la réalité falsifiée par ceux qui récupèrent Jaurès ou tendent à le présenter comme un grand révolutionnaire, alors qu'il n'était qu'un réformiste. Ne vous fiez pas aux citations qu'on vous sert ici ou là, documentez-vous, lisez

Commentaire d'un internaute.

- "*Coopération de tous et de chacun" cela veut dire que le patron ne sera plus un ennemi mais quelqu'un avec qui il faut négocier en prenant en compte les contraintes de chacun? Ouah! Rupture doctrinale au PC?*"

Vous avez bien lu, cela ne date pas d'aujourd'hui...

Parole d'internaute

A qui profite le crime, qui l'a commandité ?

1- "*Jaurès proposait une grève générale dans les usines Schneider Renault Krupp soit les principaux marchands d'armes européens. Le Comité des forges contrôlait par le fric (gérants de la banque de France) les médias, dont les principaux avaient la propagande belliciste, et les politiques qui lui devaient leur carrière et leur siège de députés. C'était donc une fausse république qui a programmé une guerre de classe (En 1906 Clémenceau a redonné un jour de repos /semaine , i.e. les salariés bossaient 7j/7 depuis 1880 soit des conditions de goulag) pour mater le prolétariat et le rançonner car c'est le contribuable qui a payé les armes que l'Etat achetait à Schneider De Wendel Renault , permettant ainsi au comité des forges des profits considérables.*

Ces gentlemen ont remis le couvert en programmant la 2e Guerre mondiale et en armant Hitler qui n'avait pas de matières premières. Thyssen a fait l'homme politique Hitler, fabriqué sa notoriété et l'ensemble de la grande industrie internationale et des banques ont participé à la fête. Hitler les a soigneusement disculpé en les dénoncant dans ses discours mais c'était bien eux qui étaient derrière le réarmement allemand."

2- "*Je ne sais pas si Jaurès a écrit sur le minerai de fer, talon d'Achille des Allemands puisque l'ensemble des gisements étaient en Alsace Lorraine à portée de canons francais. C'était l'autre façon de gagner la guerre rapidement, bombarder et détruire la possibilité de produire des obus. Sachant que les Français bénéficiaient du fer anglais.*

A noter que la presse allemande s'est étonnée de ce que les Francais n'aient pas penser à cela, ni à détruire le bassin de Briey , plus gros gisement de fer fournissant 90% de la production francaise. En 1913 De Wendel a vendu 4 millions de tonnes de fer aux allemands. En pleine période d'armement intensif !

On peut vérifier ces affirmations sur gallica, dans la bataille des frontières de Fernand Engerand."

La presse allemande était vendue, comme aujourd'hui la presse en générale dans tous les pays.

De Wendel, tout comme les banquiers et les autres industriels ont fourni les deux camps en capitaux et matériels, ils ont tiré profit de la guerre des deux côtés. Et cela également lors de la Seconde Guerre mondiale ce qu'ignore 99% de la population malheureusement.

Le chiffre du jour. 1.245.

En prenant en compte les pilonnages de la nuit de mardi à mercredi, le bilan côté palestinien s'élève à 1.245 morts, pour la plupart

des civils, depuis le début des hostilités, déclarent les responsables médicaux de la bande de Gaza. Côté israélien, 53 soldats ont péri, et trois civils ont trouvé la mort en Israël. AFP 30.07

Le massacre sioniste continue.

- Offensive sur Gaza : au moins 67 Palestiniens tués mercredi - AFP

- L'armée israélienne tire sur une école à Gaza, 19 morts - Reuters

- Nouveau carnage à Gaza : 17 Palestiniens, dont des enfants, tués sur un marché - AFP

- Israël punit les Palestiniens de Jérusalem-Est à "*l'eau sale*" - Le Nouvel Observateur

C'est une "*arme anti-émeute*" et de "*punition collective*" utilisée à Jérusalem-Est depuis plusieurs semaines pour empêcher les Palestiniens de se rassembler pour protester contre l'offensive de Tsahal, selon "*Le Monde*" : la "*dirty water*" (l'eau sale).

Selon l'envoyée spéciale du "*Monde*" à Jérusalem, Florence Beaugé, un camion blanc projette ce mystérieux liquide pestilentiel sur les façades des maisons, les trottoirs, la chaussée, les arbres et les fleurs, après chaque manifestation de soutien aux Palestiniens de Gaza.

L'odeur est agressive, elle imprègne vêtements mais pénètre également dans les maisons, s'incrustant dans les rideaux, les tapis, les coussins...

"*A Souwaneh, l'un des quartiers 'chauds' de Jérusalem-Est, les habitants marchent en se couvrant le visage ou se pinçant le nez. Personne ne traîne dans les rues*", raconte la journaliste, persuadée que l'objectif israélien est de forcer les gens à rester chez eux.

Mais le produit, dont personne ne sait ce qu'il contient, est également une arme particulièrement humiliante : "*Qui sommes-nous pour qu'on nous traite au moyen d'insecticides comme des rats ou des moustiques ?*", s'emporte Mounir, cité par "*Le Monde*".
Le Nouvel Observateur 30.07

ACTUALITE EN TITRES

Acharnement. L'autre guerre ou la même.

- L'Argentine, en défaut partiel, négocie toujours un accord avec des créanciers AFP

L'Argentine a été déclarée mercredi après-midi en défaut de paiement partiel sur sa dette par l'agence de notation Standard and Poor's, tandis que de difficiles tractations avec deux de ses créanciers se poursuivaient à New York. AFP 30.07

S'engraisser sur le dos du plus grand nombre.

- Les fraises et tomates en grandes surfaces déçoivent - AFP

Dans des conditions économiques comparables, les puissances occidentales réservaient au prolétariat et ses enfants un sort inhumain.

- Esclavage domestique au Liban : «*Certaines filles dorment dans le couloir*» - Libération.fr

En France, en 2014, dans un des 6 pays les plus riches du monde plus de 100.000 travailleurs avec ou sans emploi dorment dans la rue, ils sont encore plus mal lotis.

L'air de rien, cet article de Libération s'inscrit dans la guerre que mène l'impérialisme anglo-saxon-sioniste contre l'axe de la résistance Syrie-Iran-Liban ou Hezbollah soutenue par la Russie et la Chine, les Brics...

Une question de survie.

- Irak: des habitants de Mossoul prennent les armes contre les jihadistes - AFP

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2014

CAUSERIE

Ils sont tous socialistes. Y en a-t-il un qui l'est vraiment ? Pas sûr.

- Jaurès: 100 ans après sa mort, unanimité autour du leader socialiste - AFP

-Jaurès serait aujourd'hui un "*social démocrate*", estime Rebsamen - AFP

Un bel amalgame ou syllogisme : Jaurès était socialiste. S'il vivait aujourd'hui il serait social-démocrate. Si vous êtes socialiste, vous devez être social-démocrate ou vous le deviendrez.

Si vous adoptez la pensée de Jaurès, c'est certain, vous finirez réformiste ou social-démocrate. Avis aux trotskistes qui l'ignoreraient encore. Au fait : Trotskistes, révolutionnaires ou réformistes ? Camarades, relisez Lénine et Trotsky, merci pour eux avant de choisir une étiquette.

Le chiffre du jour.

Avec environ 1.450 morts et plus de 8.300 blessés, en grande majorité des civils, cette guerre est au moins aussi meurtrière que Plomb Durci (2008-2009) qui avait déjà été déclenchée pour mettre un terme aux tirs de roquettes du Hamas. Parmi les morts figurent au moins 242 enfants, selon l'Unicef. AFP 31.07

Parole d'internaute

Le contexte.

Réactions aux manifestations sionistes qui ont eu lieu hier à Paris et Lyon.

- "*Oui, il semblerait que les extrémistes de la LDJ et du CRIF aient aussi intérêt à ce que toute position hostile à Israël soit qualifiée d'antisémite, pour pérenniser et renforcer leurs justifications d'interdictions, sous couvert de troubles à l'ordre public ou de protection de leur communauté (qu'ils ne représentent même pas, il faut le préciser). Sous un gouvernement dont le communautarisme n'est plus du tout à démontrer, il ne suffit que de crier au racisme et d'invoquer une hypothétique contrevenance à la loi, -sans avoir besoin d'éléments de preuve à l'appui-, pour attaquer la démocratie en réduisant les*

libertés publiques et même individuelles. Et par la même occasion, justifier le terrorisme intellectuel, et l'imposture sémantique, ce qui est une dérive française de la société actuelle. Comme vous le savez, notre pays figure actuellement parmi les derniers pays dans le respect de la liberté d'expression aux yeux des Droits de l'Homme. En ce qui me concerne, ce que je vois et ce que je lis chaque jour ne fait que me le confirmer et m'inquiéter pour l'avenir.

Ces pleins pouvoirs dont disposent les associations ethnocentriques ne sont tout simplement plus tolérables dans les états de droit encore moins quand ils sont supposés être souverains. Même les gouvernements d'Israël et des USA ont apparemment plus d'intelligence que nos dirigeants puisqu'ils ont déjà interdit la LDJ depuis longtemps."

2- "*Je ne savais pas qu'il y avait eu des manifs anti-juifs , naïvement je pensais que cela concernait les attaques meurtrières de l'armée Israélienne ....*

Si dés qu'on égratigne la politique d'Israël on est anti-juif, alors je comprends la paranoïa que certains de mes concitoyens ressentent...

Surtout que la totalité vit avec ce problème depuis leur naissance...

Mais s'imaginent-ils ce que peuvent ressentir des mômes de 10 ans avec tous ces morts et blessés, pensent-ils réellement qu'arrivés à la fin de leur puberté ils puissent être aussi équilibrés qu'eux vivant en France ?"

Les sionistes font de leurs rejetons des psychopathes, des fanatiques...

Les provocations violentes de la LDJ avaient pour objectif d'entraîner la réaction d'éléments étrangers à certaines manifestations pro-palestiniennes infiltrés à l'intérieur de celles-ci, de façon à pouvoir ensuite caractériser ces manifestations d'antisémites, justifiant leur interdiction. Pour être tout à fait objectif, il faut ajouter qu'un certain nombre de manifestants sans véritable conscience politique pouvait dans un climat de grande tension et d'affrontement s'emporter et tenir des propos antisémites sans l'être vraiment. Notre propos n'est pas des excuser mais de comprendre comment les choses peuvent se passer.

Mon père décédé et ma mère traitaient toujours les Portugais de "Portos", y compris devant ma soeur et son époux qui est Portugais. Ils emmènent ma mère chez eux en vacances au Portugal pour fêter ses 80 ans, elle s'en fait une joie comme une petite fille, elle n'est pas plus xénophobe ou raciste que vous et moi.

3- "*Je suis d'accord, je déplore le fait que les individus fassent pression sur la République et divisent le pays en instrumentalisant leurs origines, et je pense que tout irait pour le mieux si le gouvernement interdisait tout simplement la transposition des conflits extérieurs (en faisant primer ces slogans de "liberté, égalité, fraternité" qu'ils aiment tant citer et utiliser dans d'autres contextes), et évitait justement de prendre partie systématiquement. C'est certainement la pire chose à faire, d'ailleurs...*

Pour cela, bien entendu, il aurait fallu commencer par empêcher et prohiber la création de ces lobbys et autres associations à vocation identitaire (ethnocentrique ou gynocentrique), qui ont à présent un certain pouvoir inacceptable car, ces organismes se croient, pour ainsi dire, au-dessus des lois et de la démocratie et pour l'instant, tout indique que c'est le cas. Il aurait encore moins fallu les financer comme les politiques le font depuis un moment. Il n'est de toute manière pas acceptable qu'ils prospèrent sur l'argent public et ce en usurpant les causes nobles...

Je me demande où est passé ce socialisme des engagés et des lumières qui défendait la nation et tout le monde sans distinction d'ethnie ou de sexe... Aujourd'hui, je constate qu'il s'agit surtout de naviguer dans le sens du vent et abandonner les combats sociaux et populaires au profit de l'électoralisme et de la répression, sur fond de réformes sociétales pour satisfaire, au moins artificiellement, les minorités, au lieu d'agir dans l'intérêt commun. Pourquoi ? Préserver ses intérêts de classe, ni plus ni moins.

Le pouvoir actuel est incapable de faire face aux véritables dangers et d'agir en fonction des enjeux de la mondialisation. Quiconque de sensé préfère nettement l'Europe des nations et des peuples, plutôt que celle des régions et des communautarismes.

Je suis révolté par cette politique de la capitulation et de la complaisance envers les plus forts..."

Monsieur, réfléchissez un instant, "*la complaisance envers les plus forts*" ne peut être que le fait d'un gouvernement et de partis qui les représentent, c'est logique, naturel chez eux, c'est dans l'ordre des choses. Ils ne "*capitulent*" pas, leurs discours et leur attitude sont conformes à leur nature : Réactionnaire !

C'est marrant ces gens qui passent systématiquement à côté des choses les plus simples, qui se torturent le cerveau pour comprendre quelque chose de finalement très simple à saisir, qu'ils ont sous les yeux.

C'est bien de se poser des questions, de réfléchir, mais faut-il encore savoir dans quelle direction, c'est là que réside leur problème. Ce n'est pas pour des prunes qu'on affirme que le mouvement ouvrier n'a ni direction ni orientation. Soyez marxiste et votre problème sera résolu, et ce en toutes circonstances.

On peut observer de grands savants, des chercheurs ou scientifiques célèbres, des penseurs ou intellectuels illustres se fourvoyer, être incapables d'analyser correctement une situation alors qu'ils disposent des mêmes mêmes matériaux que nous. On en ferait presque un complexe de supériorité, en fait c'est navrant, désolant, c'est à se demander à quoi cela leur sert-il de développer des facultés intellectuelles si c'est pour être incapables de s'en servir le moment venu.

C'est pitoyable, c'est à se demander si on ne se méprend pas sur leur compte. Car en principe quand on a développé un esprit scientifique ou qu'on s'est élevé au-dessus du mode de pensée médiocre de la population en général, et qu'on adopté une méthode pour interpréter des facteurs et leurs rapports dans un domaine donné, on doit être en mesure de l'utiliser dans tous les domaines, y compris la nature, la sociéte ou le monde dans toutes leurs manifestations, sans oublier notre propre comportement.

Or, il semblerait que cela ne soit pas le cas, il y aurait comme un obstacle qui soudainement rabaisserait leur niveau de conscience au niveau des masses arriérées ou ignorantes, comme si finalement ils n'étaient pas aussi évolués qu'on le supposait. Ils font partie de l'élite intellectuelle, et loin de servir la cause de la civilisation humaine comme cela devrait être le cas, ils participent à sa déchéance. Sans doute par faiblesse de caractère, manque de personnalité, vanité ou cupidité ou les deux à la fois, ils se sont laisser corrompre par la classe dominante qui les flatte et les nourrit grassement, en échange de quoi ils cessent de penser dès qu'ils sortent de leur laboratoire ou leur salle d'étude, pire, ils leur servent de caution intellectuelle ou morale pour justifier leur politique, ils finissent par la servir docilement en adoptant son idéologie. Ils ne pensent plus, ils n'en ont pas besoin.

ACTUALITÉ DU JOUR

On l'avait déjà pronostiqué.

- Présidentielle: 2nd tour Le Pen-Sarkozy, la gauche serait éliminée - AFP

Si la présidentielle avait lieu dimanche prochain Marine Le Pen (26%) et Nicolas Sarkozy (25%) seraient au second tour, que ce soit face à François Hollande ou Manuel Valls, lesquels seraient tous les deux battus avec 17% des voix au premier tour, selon un sondage Ifop pour Marianne.

"*Si dimanche prochain avait lieu le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez?*", demande l'institut de sondage.

Dans ces deux scénarios testés par l'Ifop, le MoDem François Bayrou ferait 12-13%, le Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon 11-12%, Cécile Duflot (Europe Ecologie-Les Verts) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) 3%, Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) 2% et Philippe Poutou 1%.

Dans l'hypothèse où le candidat socialiste serait le ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy augmenteraient leur score d'un point (27 et 26%) tandis que l'ancien député de Saône-et-Loire réunirait 10% des intentions de vote. François Bayrou en serait le principal bénéficiaire, le devançant avec un score passant de 12-13% à 16%. Jean-Luc Mélenchon, à 11%, le devancerait aussi.

Dans un précédent sondage de mi-avril 2014, l'Ifop obtenait le même duel pour le second tour avec des scores différents: 31% si Nicolas Sarkozy était le candidat de l'UMP, 24% pour Marine Le Pen face à lui. François Hollande obtenait 18% des intentions de vote.

"*Les enseignements qu'indique (le sondage) reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non une prédiction*", rappelle l'institut qui souligne aussi "*l'incertitude concernant l'offre électorale à trois ans du prochain scrutin présidentiel*". AFP 31.07

Conditionnement des masses.

Si les chefs de file des sionistes le disent...

- Dissoudre la Ligue de défense juive "*ne changera rien*" - LePoint.fr

- La Ligue de défense juive, un groupuscule extrémiste prônant la violence - LeFigaro.fr

Alors pourquoi ce battage médiatique ?

- Le gouvernement veut dissoudre la Ligue de défense juive - libération.fr

- Le PCF réclame la dissolution de la LDJ - AFP

- Olivier Faure (PS) : «*La dissolution de la LDJ est la seule voie possible*» - libération.fr

Réponse : Pour faire oublier que le gouvernement soutient Israël, que le PCF et la totalité des courants du PS soutiennent le gouvernement et sa politique antisociale en France. En vain, chacun a bien compris que le gouvernement, le PS et ses larbins de la pseudo-gauche et extrême gauche alimente l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie et le communautarisme en général.

Si le gouvernement dissout la LDJ, il pourra s'en servir pour répondre à ceux qui le traitent de sioniste ou vendu aux sionistes, alors qu'en réalité cela leur rendra service, tandis que le gouvernement ne changera pas pour autant de politique au Proche Orient. Les sionistes n'ont pas besoin de la LDJ, ils ont le Crif qui est d'extrême droite, cela leur suffit.

Du même tonneau.

- Dominique de Villepin dénonce le « massacre perpétré à Gaza » par Israël - LeMonde.fr -

- Navi Pillay (Onu) demande des comptes à Israël - Reuters

- Gaza: les Etats-Unis condamnent mais réapprovisionnent Israël en munitions - L'Express.fr

Face à la mobilisation mondiale des masses contre le massacre de civils palestiniens perpétré par Israël à Gaza dirigée à la fois contre le gouvernement israélien et leur propre gouvernement dans leur pays respectif, les dirigeants de la classe dominante perçoivent comme une menace cette opposition grandissante à leur politique impérialiste qui comporte plusieurs volets, Proche-Orient (Syrie, Liban, Palestine, Irak, Iran), Afrique (Libye, Mali, Nigéria, Soudan, Somalie, Kenya, Centrafrique, etc.), Asie-Pacifique (Chine), Europe centrale (Ukraine), Amérique latine (Venezuela, Honduras, Colombie, Argentine, etc.), autant de champs de batailles sur les plans politique ou économique dans lesquels ils sont embourbés.

Ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est d'une part que les impérialistes avec lesquels ils sont en concurrence profitent de cette situation pour renforcer leurs positions ou s'unissent pour s'opposer frontalement au dicktat de l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, d'autre part que le prolétariat sur tous les continents parvienne à s'unir également et trouve la voie pour briser le carcan du mondialisme ou du néolibéralisme qui l'étouffe, qu'il reprenne l'initiative de la lutte des classes ou de l'offensive contre le capital sur son propre terrain de classe sur le plan politique qui jusqu'à présent lui échappait.

Sur le champ de bataille

Le bilan des pertes militaires israéliennes, "***sans précédent***". (Maariv) - french.irib.ir

Selon le journal israélien, le nombre de morts et de blessés dans les rangs de l'armée israélienne n'a pas de pareil depuis qu'Israël combat les palestiniens. "*Au bout de 24 jours de combats, le bilan des pertes et des blessés dans les rangs de l'armée israélienne est sans précédent dans l'histoire de nos guerre contre les palestiniens*".

Maariv fait allusion en effet au bilan officiel des pertes qui s'élève à 60 soldats tués et qui est évidemment revu à la baisse, censure médiatique oblige. Les sources hospitalières en Israël font état de leur côté d'un bilan de plus de 900 militaires israéliens blessés ayant été soignés, et de 120 autres qui restent hospitalisés. Sur ces 120 militaires sionistes, 16 sont en état de mort cérébrale. Et du côté palestinien?

La presse sioniste se félicité évidemment du fait que l'armée sioniste ait pu en 24 jours d'agression tuer plus de 1363 civils palestiniens dont une majorité de femmes et d'enfants. Le bilan des blessés s'élève lui à 7500 personnes dont 400 femmes et enfants. A Tel -Aviv, une manifestation de joie collective a récemment éclaté à l'annonce de l'infanticide à grande échelle pratiquée par l'armée israélienne... french.irib.ir 31.07

Israël va mal: militaires/politiques s'accusent mutuellement - french.irib.ir

Haaretz déchire le voile sur les divergeances profondes qui déchirent les rangs des militaires et les politiciens israéliens au point de les conduire à s'accuser multuellement de la défaite à Gaza. " *Militaires et politiques se rendent réciproquement coupables de l'échec des opérations militaires, l'axe principal des divergences tourne autour de l'incapacité de l'armée à atteindre les objectifs*

fixés de l'offensive Roche invincible, soit la destruction des tunnels sous terrains. "" La prolongation des combats, et le bilan imprévisible des pertes et des dégâts qui s'alourdit annoncent des dissensions entre l'armée et la classe politique", affirme Amos Harel, l'analyste de Haaretz qui évoque les propos de deux officiers supérieurs israéliens qui auareint provoqué l'ire de Netanyahu et son ministre de la Guerre.

L'un de ces officiers a parlé d'un rapport présenté au mois de juin à Netanyahu où figuraient d'amples informations sur les tunnels sous terrains. tandis que l'autre officier tançait Netanyahu pour son refus soit d'élargir l'offensive contre Gaza soit de se retirer et d'annoncer un cessez le feu unilatérale. " *Les divergences entre le cabinet et l'armée se concentrent sur le rallonge qu'il faut pour étendre l'offensive, une rallonge évaluée à 5 milliards de shekels* " Israël a jusqu'à présent annoncé par deux fois une trêve unilatérale tant sont durs les coups qu'il a subis de la part de la Résistance. french.irib.ir 31.07

ACTUALITE EN TITRES

Ils y sont depuis 1995...

- L'OMC échoue à adopter un texte conclu en décembre à Bali - AFP

Les 160 Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont échoué jeudi à adopter un texte conclu à Bali lors de leur dernière conférence ministérielle en décembre 2013, selon un communiqué publié jeudi soir par l'OMC. AFP 31.07

Acharnement de l'Empire.

- L'Argentine dit ne pas être en défaut de paiement sur sa dette - Reuters

Le ministre argentin de l'Économie, Axel Kicillof, a déclaré jeudi que son pays n'était pas en défaut sur sa dette et a menacé d'une action en justice si un quelconque créancier réclamait un paiement. Reuters 31.07

Au bénéfice de qui la crise ?

- Hausse de 28% du bénéfice net d'Exxon Mobil au 2e trimestre - Reuters

- Shell publie un bénéfice trimestriel en hausse de 33% - Reuters

- Scor publie un bénéfice en hausse de 35% au 1er semestre - Reuters

- Sony: bénéfice net multiplié par 8 au premier trimestre - AFP

- Capgemini confirme ses objectifs après un bond de son bénéfice net au premier semestre - AFP

- Carrefour affiche un résultat opérationnel en forte progression - Reuters

Tous les coups (tordus) sont permis.

- Banco Espirito Santo s'effondre en Bourse, sanctionné pour ses pertes record - AFP

- BNP Paribas plonge dans le rouge après les sanctions américaines - AFP

- Défaut de paiement : la Bourse de Buenos Aires ouvre en forte baisse - LePoint.fr

- La CEDH ordonne à la Russie de verser près de 1,9 milliard d'euros aux anciens actionnaires de Ioukos - Liberation.fr

Destruction par le vide à défaut d'une guerre.

- Le secteur privé a détruit 100.000 postes en 2013 - AFP

En moyenne en 2013, les entreprises du secteur privé ont employé 17,8 millions de salariés, soit 0,6% de moins que

l'année précédente.

Par secteur d'activité, l'emploi accentue sa dégradation dans l'industrie (-1,3% après -0,4% en 2012) et la construction (-1,9% après -0,9%). Il se stabilise en revanche dans le tertiaire hors intérim, secteur qui représente 70% des emplois du secteur privé.

Les statistiques de l'Acoss portent sur les effectifs salariés du secteur privé non agricole, excluant également les emplois à domicile. AFP 31.07

En complément.

- L'Assurance-maladie prévoit de supprimer 4 490 postes d'ici à 2017 - LeMonde.fr

Une "***mission policière***" dans un Etat policier.

- Ukraine: Début du déploiement d'une mission policière néerlando-australienne sur le site du crash - 20minutes.fr

Haut de page

Le 2 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir ou demain matin.

Le chiffre du jour au choix. 1.555 ou 1.600.

Au total, 1.555 Palestiniens ont été éliminés par Tsahal, pour la plupart des civils. Source AFP 01.08

- Irak: plus de 1.600 morts en juillet - AFP

Manifestation propalestinienne à Paris

- La préfecture autorise une manif propalestinienne à Paris samedi - liberation.fr

La manifestation partira à 15 heures de la place Denfert-Rochereau (XIVe arrondissement), dans le sud de la capitale, pour rejoindre les Invalides (VIIe), comme ce fut déjà le cas au cours d'un précédent défilé parisien autorisé par les autorités le 23 juillet.

Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui réunit une cinquantaine d'associations, partis et syndicats, a lancé un appel «*unitaire*» à manifester samedi pour dire «*Halte à l'agression israélienne*» et demander la «*levée du blocus, illégal et criminel de Gaza*». liberation.fr 01.08

ACTUALITE EN TITRES

Crise... de foie.

- Le foie gras ne connaît pas la crise - Reuters

Acharnement. Ils ont la hargne, la haine chevillée au corps.

- Jérôme Kerviel est-il victime d'acharnement judiciaire? - L'Express.fr

- Le bracelet électronique accordé à Kerviel, le parquet fait appel - Liberation.fr

Le parquet, c'est le ministère de la Justice, Taubira, le gouvernement Hollande-Valls, les représentants des banquiers.

La question inutile.

- Les radars servent-ils à remplir les caisses de l'Etat? - 20minutes.fr

Parole de barbare.

- Gaza : Obama appelle à une libération "*sans condition*" du soldat israélien - AFP

- La Maison Blanche dénonce une violation «*barbare*» du cessez-le-feu par le Hamas - 20minutes.fr

- Le cessez-le-feu échoue, Washington accuse le Hamas Libération.fr - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Vive la grande boucherie impérialiste... hier comme aujourd'hui.

- 1914-1918: la France sonne le tocsin pour commémorer la "*mobilisation générale*" - AFP

- Cent ans après la Grande Guerre, Hollande veut une France mobilisée pour la Paix - AFP

"***Mobilisation générale***", "***mobilisée pour la Paix***" sous l'égide des faiseurs de guerres.

- Valls prépare les Français à une rentrée économique "*difficile*" - AFP

Au nom de la "*vérité*", Manuel Valls a annoncé vendredi des lendemains économiques "*difficiles*" qui exigent "*d'amplifier*" le mouvement des réformes, mais sans changer un iota au cap qu'il a fixé avec François Hollande.

Il faut "*amplifier le mouvement amorcé ces quatre derniers mois*", depuis son arrivée à Matignon et "*réformer, réformer, réformer, inlassablement*", "*lutter contre les blocages*" et "*avancer avec détermination, constance, persévérance*".

"*Notre politique, ce sera le Pacte de responsabilité, tout le pacte et encore plus loin que le Pacte car c'est grâce à lui et au Crédit d'impôt compétitivité-emploi que nous pourrons renforcer notre économie*", a-t-il poursuivi. AFP 01.08

Pourquoi emploie-t-il ce ton offensif ou provocateur ? Parce qu'il sait que la pseudo-gauche et extrême gauche cadenassent ou s'emploient à neutraliser le mouvement ouvrier, qu'ils soutiennent le gouvernement.

Dans ce contexte un tel discours aura le mérite de briser un peu plus le moral à ceux qui s'imaginaient qu'une autre politique était possible, on ne sait par quel miracle, qui seront tentés de baisser les bras et de cesser le combat, de se réfugier dans la résignation ou l'indifférence en l'absence de toute issue politique, c'est en tout cas son objectif.

Il est clair qu'on ne peut pas prétendre proposer aux militants et aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme en tenant en permanence un double language qui consiste par exemple, à servir la soupe à Jaurès le réformisme, l'antithèse du révolutionnaire, du communiste, du marxiste, le "patriote" (Trotsky) ; à occulter l'origine de l'offensive israélienne contre Gaza ; à appeler à rompre avec les institutions de la Ve République tout en refusant de rompre avec les partis qui en sont les piliers, en lorgnant sur leurs adhérents ou élus acquis à l'idéologie dominante, le PS notamment, ainsi que les dirigeants syndicaux vendus.

Autrefois on appelait cela du révisonnisme. Aujourd'hui on s'en accommode, à croire que ce serait le moindre mal, qui nous sera fatal à l'arrivée, mais comme plus aucun d'entre nous ne sera là pour en témoigner plus tard, les choses continueront comme avant et l'opportunisme aussi.

On savait déjà que l'homme avait la faculté de s'adapter à des changements intervenant dans son environnement en dehors de sa volonté, mais on ignorait jusqu'où cela pourrait aller, hormis des conditions climatiques extrêmes. Il semblerait qu'il soit en train d'en faire (une nouvelle fois) l'expérience sur le plan politique en se soumettant au dernier qui a parlé. Car rien n'a véritablement changé sur ce plan-là depuis un siècle, puisque lorsque l'appel à la mobilisation générale fut lancé, moins de 1,5% des hommes de 20 à 38 ans mobilisables manquèrent à l'appel.

Finalement, on n'a rien retenu ou si peu des leçons de Lénine et Trotsky, des marxistes en général et c'est bien dommage. On leur préfère les élucubrations d'un Jaurès qui voulait absolument marier idéalisme et matérialisme, réforme et révolution, ceci explique en grande partie cela.

On a commis l'erreur fatale de s'adresser à l'élite intellectuelle ou aux couches supérieures du prolétariat qui penchent naturellement de par leur conditions matérielles vers le réformisme, et on s'est détourné des couches les plus défavorisés des travailleurs qui penchent naturellement de par leur conditions matérielles vers la révolution. Aujourd'hui comme hier, les aspirations et les revendications sociales de millions de travailleurs sont demeurées insatisfaites au point d'en arriver à penser qu'il en sera toujours ainsi, signifiant l'échec du réformisme que l'on paie très lourdement actuellement. On n'en a pas vraiment tenu compte de leurs conditions d'existence ou on les ignoraient.

Que s'est-on imaginé ? Qu'il suffisait d'avoir la Sécu ou le Smic, la journée de travail de 8 heures ou l'école publique gratuite pour que leurs besoins soient satisfaits ? Quelle ignorance ! C'était ignorer dans quelles conditions, à quel prix, tandis que quotidiennement ils allaient continuer de subir de multiples humiliations, frustrations, privations, souffrances tout au long de leur vie, car c'est cela la véritable existence du prolétaire.

Bien entendu quand on bénéficie d'un statut supérieur ou privilégié, on peut faire l'économie de tous ces désagréments qui vous pourrissent l'existence, et puis on en retire des avantages qui ne sont pas négligeables, quand on est à l'aise sur le plan financier et de l'emploi, quand on n'a plus qu'à attendre tranquillement la retraite, quand on vit confortablement, on est en droit d'estimer que finalement la société n'est aussi détestable qu'on nous la décrit parfois, pas au point de vouloir la renverser, qu'elle nous garantisse notre situation nous suffira amplement. Quant au reste des masses exploitées, on n'y est pour rien dans sa situation, on y pense, c'est déjà pas mal.

C'est cette conception de la lutte de classe qui nous a conduit où nous en sommes, parce qu'on a refusé de faire confiance aux travailleurs les plus défavorisés ou des couches inférieures. Elle a été calquée sur la dichotomie existante entre travailleurs du secteur public et du secteur privé, entre travailleurs des couches supérieurs et inférieurs, elle s'est appuyée sur cette division pour finalement la reproduire au profit des couches supérieures les moins nombreuses. Et quand sonna l'heure du néolibéralisme qui coïncidait avec la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, de l'accumulation du capital au tournant des années 70, sonna également l'heure de la mort du réformisme qui avait fait illusion pendant les "Trente glorieuses", pour dans les années et décennies suivantes céder la place à un champ de ruines, la situation que l'on a sous les yeux. Faire marche arrière soudainement était devenue impossible, il ne restait plus qu'à s'enfoncer davantage dans l'opportunisme, qu'à reproduire à l'infini les mêmes erreurs politiques pour justifier les précédentes et ainsi de suite jusqu'à nos jours.

Il y a tout lieu de penser qu'il aurait été possible de s'adresser à ces millions de travailleurs peinant à survivre au quotidien et qui avaient le sentiment de n'avoir rien à perdre, d'en recruter pas à pas des milliers, de les former patiemment, d'en faire des cadres aguerris, de véritables marxistes ou léninistes, des combattants révolutionnaires résolus, des militants n'attendant rien de la société, du gouvernement, des institutions, n'attendant rien ou n'espérant rien pour eux particulièrement, sans rien leur faire miroiter, pas même de leur vivant, oeuvrant consciemment à construire l'outil (le parti) qui le moment donné permettrait d'entraîner l'ensemble des masses au combat sous leur direction pour renverser l'ordre établi suffisant à les motiver, à donner un sens à leur vie qui en était dépourvue jusque là.

On a estimé que ce ne serait pas possible parce que nos dirigeants méconnaissaient notre classe. Ils ont préféré la voie de la facilité qui consistait à s'adresser à l'élite intellectuelle, aux militants des autres partis ou des syndicats, les mêmes en somme, une dramatique erreur politique. A l'arrivée on s'aperçoit que ces militants, leurs militants, n'inspirent pas confiance aux travailleurs, parce que leurs discours sont inaudibles, inadaptés à leurs auditoires, incohérents, ils sont formatés de telle sorte qu'on les croirait sortis du même moule, sans aucune personnalité, répétant comme des crécelles des phrases et des mots d'ordre pour ainsi dire fossilisés, qui font penser à des natures mortes, insaisissables car déconnectés de la réalité qu'ils vivent au quotidien, même lorsqu'ils s'en réclament, parce qu'ils sont plaqués sur la réalité au lieu de l'incarner, les travailleurs la percevant sous un autre angle, l'interprétant à leur manière, qu'ils ignorent, leurs discours suffisent à le prouver et les travailleurs le ressentent instinctivement.

Un tel parti véritablement ouvrier aurait pu ouvrir les yeux d'un certain nombre de militants sincères engagés sur la voie du réformisme, leur montrer l'inanité de la voie dans laquelle ils étaient engagés, qu'ils faisaient fausse route et que s'ils persistaient dans cette voie qui conduisait infailliblement dans une impasse ou à une issue fatale, ils paieraient un jour très chères leurs illusions, encore aurait-il fallu analyser correctement la situation et l'évolution à venir du capitalisme mondial dont Lénine avait fourni pour l'essentiel les clés dans Impérialisme stade suprême du capitalisme ou Marx avec le Capital, ce dont on a été incapable également, qui osera le nier, qui ?

A la radicalisation de la politique de la classe dominante aurait dû répondre la radicalisation du mouvement ouvrier, or cela s'est avéré impossible en l'absence de ce parti. Cela remonte à 1971 avec la décision de Nixon d'abandonner la convertibilité du dollar en or, puis la modification du statut de la Banque de France en 1973, donc cela ne date pas d'hier, on a largement eu le temps de rectifier le tir, en vain. On a été incapable de tenir compte des modifications intervenues entre les classes et à l'intérieur des classes, des importantes transformations intervenues dans la société et le monde, pour finalement adopter comme si de rien n'était la même conception de la lutte des classes que celle qui prévalait au début du XXe siècle, cela paraît incroyable quand on

y pense et pourtant.

Et depuis quelques années ce processus s'est accéléré, emballé depuis qu'Internet et les "réseaux sociaux" ont vu le jour, partie et dirigeants sont complètement dépassés, désemparés il faudrait dire, ils sont totalement incapables de prendre la mesure de ces transformations de la société et de la stratégie politique de la classe dominante, du coup ils se replient sur eux-mêmes, ils s'accrochent désespérément à leur conception de la lutte de classe qui a fait faillite, ils refusent de modifier les rapports qu'ils entretiennent avec la classe comme si rien n'avait changé en un siècle.

Une telle obstination se comprend très bien, car en changer ouvrirait la boîte de Pandore à des centaines de questions légitimes que les militants peuvent se poser et auxquelles leurs dirigeants n'ont jamais répondu ou qui sont restées sans réponse de leur part, généralement ils n'ont même pas osé leur poser par crainte de leur réaction violente, et malheur à ceux qui malgré tout s'étaient obstinés, on a eu l'occasion d'en fournir des témoignages. Notre propos n'est pas d'accuser tel ou tel dirigeant, mais de comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, la chasse aux sorcières ne fait pas partie de nos méthodes.

On poursuivra une autre fois, on a déjà expliqué tout cela dans des causeries précédentes.

Entre nous, moi je suis issu du milieu ouvrier défavorisé et je vis en plein dedans en Inde, bien que j'appartienne encore à la classe moyenne inférieure.

Mais il n'est pas nécessaire d'en faire partie pour savoir comment fonctionne un ouvrier, je parle dans sa tête, comment cela se passe, comment il réagit par rapport à ce que la société lui fait subir, il suffit d'aller au cinéma ou au théâtre, de regarder la télévision, de lire des commentaires sur Internet, c'est donc à la portée de chacun quelle que soit la couche ou la classe à laquelle on appartient ou dont on est issu, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ?

Il suffit d'observer attentivement comment réagit un ouvrier quand c'est un ouvrier qui s'adresse à lui, ou quand c'est une personne ou un militant issu d'une couche ou une classe supérieure, pour se rendre compte qu'il ne réagit pas de la même manière de façon générale. Il acceptera plus facilement un reproche ou un conseil qui vient de quelqu'un appartenant à sa classe ou ayant un statut social égal au sien car tous les deux ont vécu les mêmes expériences, ils savent de quoi ils causent et peuvent se comprendre facilement, presque spontanément, instinctivement, et c'est bien normal.

Ce qui ne sera pas le cas avec une personne qui n'emploiera pas son language, qui de ce fait lui paraîtra étrangère à sa condition, donc distante, n'ayant pas forcément les mêmes intérêts ou préoccupations, il lui semblera étrange, voire suspect qu'elle s'intéresse à lui. "*Qu'est-ce qu'il me veut celui-là ? Pourquoi s'adresse-t-il à un pauvre type comme moi ? Qu'est-ce que tu veux, qu'est-ce que tu cherches ? Tu es qui d'abord ?*" On s'aperçoit immédiatement que les relations sont déjà plus compliquées, que des facteurs extérieurs ou qu'ils ne partagent pas viennent perturber leurs rapports.

Ensuite, chez le prolo, ce qui l'intéresse ne sera pas les longs discours sur la situation, mais comment améliorer son sort, sur le champ, résoudre ses problèmes, et comme c'est impossible, on a le choix entre lui faire miroiter des solutions qui n'existent pas ou lui expliquer que c'est plus compliqué qu'il ne le pense et qu'il va lui fallloir être patient.

Dans le premier cas il vous prendra pour un margoulin, et dans le second pour un beau parleur et rien de plus. Alors autant lui dire d'emblée qu'on n'est pas venu le rencontrer pour lui tenir ce genre de discours, l'enfumer ou se foutre de lui, ce qui nous répugne, mais pour lui proposer quelque chose dont il n'a pas (ou plus) idée, qui ne résoudra pas ses problèmes matériels, quelque chose qui pourra lui permettre malgré tout d'élever sa condition au-dessus de la médiocrité à laquelle il semble promis pour le restant de ces jours dans cette société infâme, de conserver sa dignité en toutes circonstances, de disposer du bien le plus précieux que peut posséder un homme pour supporter toutes les épreuves de l'existence, un idéal, le plus élevé qui soit, acquérir un niveau de conscience supérieur qui lui permette d'entrevoir ce que serait la société et le monde une fois émancipés du règne de la nécessité et d'atteindre le règne de la liberté, d'être un homme libre pour la première fois de son existence et le demeurer dès lors qu'il choisit de s'engager dans cette voie, sachant que cela demandera des efforts de sa part et un engagement pratique, car c'est seulement ainsi qu'il pourra en tirer profit...

On ne lui dira pas les choses exactement dans ces termes, car cela pourrait relever de la prédication. Je n'ai fait que décrire rapidement le processus à employer ou l'état d'esprit dans lequel on doit être pour s'adresser à un ouvrier inorganisé susceptible d'être recruté au parti, ce qui n'empêche évidemment pas d'aborder la situation sociale et politique. Il s'agit d'encadrer ou de fournir un cadre à notre intervention politique afin de l'orienter dans une direction précise, sachant qu'elle a pour objectif la construction du parti et non la satisfaction de revendications immédiates.

Les militants ne doivent pas jouer les assistantes sociales, les sociologues ou les psychothérapeutes ou encore les gourous d'une sectes, mais aborder ces travailleurs sous un angle politique sans approfondir dans cette voie puisqu'elle est décriée ou n'inspire pas confiance ou soulève des questions complexes qu'à ce stade la plupart des travailleurs ne peuvent pas aborder, pour dévier à la fois sur un angle plus général et plus individuel ou personnel puisque c'est à ce niveau qu'ils interprètent la société, qu'ils ramènent tous leurs problèmes ou difficultés, ce qui permet d'aborder la manière de l'interpréter autrement ou la méthode qui permet de l'entrevoir différemment ainsi que leur existence.

On entend ou on lit souvent que les travailleurs manqueraient dorénavant de repères dans la société, qu'ils n'auraient pas ou plus d'idéal, d'espoir, qu'ils manqueraient de confiance en eux, qu'ils ne croiraient plus en rien, qu'ils seraient désorientés, etc. à croire qu'un jour leur vie aurait été orientée dans la bonne direction, passons, toujours est-il qu'on n'en tient pas compte, au contraire, j'estime que c'est pas ce bout là qu'il faut les aborder, car c'est quelque chose qui leur cause, qui les concerne tous directement. On passe tous par là un jour ou l'autre, toute comme la vie nous réserve bien des désillusions, alors pourquoi ne pas l'intégrer dans le militantisme, pas à la manière des curés, mais en tant que véritables combattants conscients et révolutionnaires pour le socialisme.

Solidarité. D'une milice fasciste à une autre.

Marine Le Pen justifie l'existence de la Ligue de défense juive - LeMonde.fr

Interrogée sur la possible dissolution de ce groupuscule par le gouvernement, Marine Le Pen a déclaré, vendredi 1er août sur RTL :

« *S'il existe une Ligue de défense juive, c'est qu'il y a un grand nombre de juifs qui se sentent en insécurité. Ils ont le sentiment que monte un nouvel antisémitisme en France et qui est le fait de confrontations communautaires.* » LeMonde.fr 01.08

Elle sait de quoi elle parle ! Dans une précédente causerie j'affirmais que le FN était au côté des sionistes, Marine Le Pen le confime. Sionistes que soutiennent le gouvernement et le PS notamment. Comme quoi on ne s'était pas trompé en indiquant qu'ils étaient complémentaires, le PS et le FN, et non ennemis. Et les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche qui se sont alliés au PS lors des élections municipales, qui étaient prêts à les rejoindre (NPA), qui ont appelé à voter Hollande ou pour les candidats du PS aux législatives de 2012, ils sont quoi au juste, en quoi combattent-ils l'extrême droite ? Vous avez la réponse.

On sait enfin qui était derrière les provocateurs, le lumpenprolétariat encadré par des fachos.

Ce collectif est à l'origine de la manifestation du 23 juillet, qui avait réuni dans le calme près de 15 000 personnes selon la police.

A Paris, samedi dernier, une autre manifestation propalestinienne qui devait partir de la place de la République avait été interdite. Plusieurs milliers de personnes s'y étaient néanmoins rendues, occasionnant des heurts limités avec les forces de l'ordre.

Un des organisateurs des manifestations des 19 et 26 juillet qui avaient été interdites et qui avaient donné lieu à des affrontements avec la police, Youssef Boussoumah, du parti des Indigènes de la République, a estimé vendredi sur RMC que ces débordements étaient le fait d'un «*groupe qui s'appelle Gaza Firm*» et dont les membres «sont des fachos». «*Ils sont 40, ils sont ultra-minoritaires et ils seront absolument exclus*» samedi, a-t-il dit.

«*Gaza Firm*» regroupe une poignée de jeunes issus de groupes de supporters du PSG. Promu par le site Égalité et Réconciliation de l'essayiste d'extrême-droite Alain Soral, les «*Gaza Firm*» étaient quelques dizaines à défiler masqués et en noir, derrière leur banderole, à la manifestation parisienne du 23 juillet.

«*L'objectif de la manifestation de samedi est de présenter un front aussi uni que possible, comme ce fut le cas le 23 juillet*» en rassemblant toutes les organisations qui appellent à manifester depuis le début de l'offensive israélienne sur Gaza, avait déclaré mercredi à l'AFP Didier Fagart, de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS). liberation.fr 01.08

On avait flairé les fachos, souvenez-vous, sans preuve il faut bien le dire, on l'avait avancé prudemment.

Que l'initiative revienne au gouvernement de changer de politique envers Israël, c'est jeter les masses dans ses sales pattes !

- Dissolution de la LDJ: "*de l'enfumage*" pour le NPA - AFP

Sandra Demarcq, porte-parole du nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a jugé vendredi que l'hypothèse d'une dissolution de la Ligue de défense juive (LDJ), un groupe de jeunes radicaux, relevait "*de l'enfumage*".

"*Cette discussion est un véritable enfumage. Ce n'est pas de la dissolution de la LDJ qu'il faudrait discuter aujourd'hui, c'est de la dissolution de la coopération économique de la France avec Israël pour obliger Israël à terminer ce conflit*", a déclaré Sandra Demarcq sur France 2. AFP 01.08

Il n'est même pas nécessaire d'enfumer le NPA, il le fait très bien lui-même.

Et puis, qualifier une milice fasciste de "*groupe de jeunes radicaux*" qui n'est pas née d'hier, ne serait-ce pas excessif ?

Intox. Fabrication de preuves. Un flop !

- Des soldats russes trahis par la géolocalisation de leurs « *selfies* » sur Instagram ? - lemonde.fr

Les réseaux sociaux deviennent-ils des témoins gênants dans la guerre larvée entre la Russie et l'Ukraine ? Plusieurs photos et messages de soldats russes mis en ligne ces derniers jours plongent Moscou dans l'embarras.

(Deux affirmations en début d'article qui sont censées tirées de faits réels, mais qui sont en réalité fabriqués ou font l'objet d'une interprétation falacieuse. - ndlr)

Selon la carte de géolocalisation des photos prises par ce compte, les deux images en question ont été prises ou postées en Ukraine, près de Krasnaya Talovka, alors que le Kremlin dément fermement y avoir déployé des unités militaires.

(Prises ou postées en Ukraine, ce n'est pas la même chose. Ensuite, lorsque l'on examine le plan des lieux figurant dans cet article on s'aperçoit qu'une des photos auraient été prises en Russie à quelques kilomètres à peine de la frontière ukrainienne, et que l'autre photo aurait été prise en Ukraine pour ainsi dire à la hauteur de la frontière avec la Russie. Que des soldats postés à la frontière ukrainienne la franchissent pour rendre visite à de la famille ou des amis n'a rien d'exceptionnel. C'est l'utilisation qui en est faite par les Américains et leur suppôt des médias tel Le monde qui pose problème. Lire la suite pour en être totalement convaincu. - ndlr)

S'il est techniquement possible de falsifier la géolocalisation de photos mises en ligne sur Instagram, cela demande des connaissances poussées.

(La CIA et le Pentagone n'en manquent pas à notre connaissance. - ndlr)

(Ils lâchent le morceau, une telle maladresse témoigne qu'ils sont à court d'arguments contre la Russie. Leur argumentation est si tordue qu'elle en devient ridicule, jugez plutôt. -ndlr)

Ces photos vont ainsi dans le sens de ceux qui accusent l'armée russe d'avoir franchi la frontière avec l'Ukraine, en dépit des dénégations officielles.

(Nous y voilà, enfin ils détiennent une preuve ! Ils ne sont plus à un amalgame près -ndlr)

Les informations présentées par le compte Instagram du soldat russe Sanya Sotkin peuvent également jeter des doutes sur d'autres dossiers sensibles. Dans la légende d'une autre photo, il écrivait par exemple avoir passé un bon dimanche, « *assis, à travailler sur le " Buk", à écouter de la musique* ».

(En voilà un crime de guerre ! Et ce n'est pas tout, cela en devient risible. - ndlr)

Pour le site BuzzFeed, cela implique que les unités militaires russes postées à la frontière avaient en leur possession un système de missiles sol-air de moyenne portée de type « *Buk* » quelques jours avant que ne soit abattu, vraisemblablement par ce type d'arme, le vol MH17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine.

Explications : Les séparatistes avaient-ils les moyens d'abattre le vol MH 17 ?

(Mais voilà, en guise de "*système de missiles*", il s'agirait du « *notebook* » contenu dans l'ordinateur de ce soldat ! On en tombe à la renverse. ndr)

Mais le mot « *Buk* » pouvant aussi être l'abréviation russe de « *notebook* », le soldat pourrait en réalité avoir passé la journée à travailler sur son ordinateur, plutôt que sur un système de missiles. lemonde.fr 01.08

Ah ben alors, tout cela pour en arriver là, la ficelle était décidément un peu grosse !

En complément. Soit !

- David Cameron appelle l'OTAN à prendre des mesures face à la Russie - LeMonde.fr igne plus tard dans la journée.

En juin notre portail a reçu 10.000 visites et vous avez téléchargé un peu plus de 15.000 documents.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas rompre avec le gouvernement (et le patronat), ils laissent le champ libre au patronat qui s'en saisit et menace de prendre cette initiative pour obtenir davantage de concessions de la part du gouvernement, ce qui s'avère d'emblée payant puisque Valls vient d'annoncer qu'il leur accordait gain de cause sur plusieurs mesures qu'ils exigeaient.

En réalité, les dirigeants syndicaux n'ont jamais réellement rompu avec les gouvernements qui se sont succédés au cours des 70 dernières années, parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital auquel ils sont inféodés. En pratique ils s'y sont opposés comme on déposerait du mercure au chrome sur une plaie pour stopper la gangrène qui ronge un lépreux.

Au lieu de s'adresser aux dirigeants syndicaux pour qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement, ce qui ne peut qu'alimenter les illusions des travailleurs (et des militants) sur leur véritable nature, des lieutenants du capital, on ferait mieux de mener le combat dans les syndicats pour qu'ils refusent de siéger au côté du patronat et du gouvernement lors de conférences dont l'objectif affiché est de rogner nos droits sociaux, ce qui n'a ni la même signification ni la même portée que que rompre avec eux, car cela permet à la fois d'évacuer l'inconvénient soulevé plus haut et de présenter l'avantage de mener leur combat exclusivement sur le terrain de l'indépendance de classe indispensable pour favoriser ou renforcer la confiance des travailleurs en eux-mêmes qui généralement leur fait défaut ansi que la conviction que leurs revendications sont parfaitement légitimes une fois qu'ils sont débarrassés de cette chaîne de la collaboration de classe déclarée ou larvée qui fait tout autant de dégâts sur leur état d'esprit qu'ils traînent aux pieds et qui les empêchent finalement d'aller de l'avant, d'élever leur niveau de conscience et de renforcer leur détermination à combattre pour changer la société, perspective qui leur est totalement étrangère ou hors de portée aujourd'hui.

Ce sont tous les rapports qui ont été établis avec les syndicats, les partis politiques et les institutions, le patronat qui doivent être impérativement corrigés ou modifiés radicalement pour que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire et socialiste. Ceux qui ont été adoptés jusqu'à présent nous ont conduit dans une impasse, à la faillite, à la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons, il faut donc les abandonner sur le champ.

ACTUALITE EN TITRES

Vive la guerre !

- Wall Street atteint de nouveaux sommets - LePoint.fr

Entraînée par l'optimisme des investisseurs sur la croissance mondial, la Bourse de New York a porté mardi le Dow Jones et le S&P 500 à de nouveaux records. LePoint.fr 01.07

- Rebond du marché français des fusions-acquisitions - Reuters

Le capitalisme est irrémédiablement un défaut.

- Chrysler rappelle 700.000 voitures de plus pour défaut d'allumage - Reuters

Quand l'attention de l'AFP se porte sur la "***peine***" des négriers.

- Nouvelle grève en Afrique du Sud, dont l'économie est à la peine - AFP

Leur fronde était un vulgaire élastique qui a pété à la figure de ceux qui l'ont confondu avec une catapulte.

- Projet de loi de finance rectificative : les députés l'ont adopté, les socialistes "*frondeurs*" l'ayant finalement voté - Atlantico.fr

Si UMP, UDI et Front de gauche ont voté contre, la quasi-totalité des socialistes ont au final approuvé le texte avec les radicaux de gauche. Seul un député PS s'est abstenu, Christophe Léonard. Et un seul élu UMP n'a pas voté contre, Frédéric Lefebvre, qui s'est abstenu. lexpress.fr 01.07

On attend la déclaration du charlatan Mélenchon...

En famille. Un panier de crabes ou à salade.

- Nicolas Sarkozy mis en examen pour «*corruption active*» - Liberation.fr

- Trafic d'influence présumé : l'avocat de Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog, est mis en examen - Francetv info

- Clichy : le maire PS va porter plainte contre Patrick Balkany - LeParisien.fr

- Michèle Sabban (PS) démissionne après avoir menti sur son logement social - Liberation.fr

- Mise sous tutelle de la fédération PS du Gard - Le Nouvel Observateur

Quand une institution illégitime s'empare de la justice et impose sa dictature à des Etats vassaux.

- Burqa, euthanasie, GPA: la justice européenne se mêle-t-elle de tout? - L'Express.fr

Comment l'argent public est détourné au profit des entreprises privées.

- Electronique: Bruxelles lance un partenariat public-privé de 5 mds EUR - AFP

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement d'un partenariat public-privé doté de cinq milliards d'euros de financement pour stimuler la conception et la fabrication européenne en matière d'électronique.

L'UE investira elle-même environ 1,18 milliard d'euros dans cette initiative baptisée ECSEL, qui regroupe déjà des projets pilotes et devrait en développer d'autres. Ces projets rassemblent des fabricants, entreprises technologiques, concepteurs de puces, chercheurs et universités.

Pour compléter ce financement, 26 pays ont promis de consacrer une somme totale de 1,17 milliard d'euros à ECSEL et des partenaires privés y contribueront à hauteur de plus de 2,34 milliards d'euros. AFP 01.07

Tout le monde ne peut pas être servi, on a des priorités...

- Faute d'argent, l'ONU réduit les rations alimentaires des réfugiés en Afrique - Liberation.fr

- Les jihadistes de l'Etat islamique paradent avec des missiles dans le nord de la Syrie - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox et conditionnement. Quand les mafieux passent à table, c'est juste pour vous donner un os à ronger.

L'essentiel n'est pas dans le fait que les banques fournissent certaines indications sur leurs activités dans des paradis fiscaux, tandis que d'autres demeurent secrètes ou opaques, ce que confirme l'article ci-dessous, mais plutôt qu'elles ont le temps de contourner la nouvelle réglementation ou de s'y adapter pour continuer ces activités.

Il en va ainsi de leur soi-disant transparence comme de leur dénonciation stérile des paradis fiscaux en général qui continuent d'exister. Or s'ils continuent d'exister, c'est que les dirigeants du capitalisme mondial ou de l'oligarchie financière en ont décidé ainsi, et s'ils ont décrété leurs activités légales, c'est qu'ils les estiment utiles et légitimes pour leurs affaires parce qu'ils en sont les principaux bénéficiaires. Tout le reste est du baratin ou de la poudre aux yeux pour donner une image plus présentable du capitalisme largement dominé par des pratiques mafieuses.

Ils peuvent vous révéler une partie de leurs opérations mafieuses, puisque vous n'en connaîtrez jamais les détails, en réalité cette information ne vous servira à rien, elle confirme juste ce que nous savions déjà.

Sur le plan psychologique et politique cette annonce ne manque pas d'intérêt pour eux.

Cependant en procédant de la sorte ils confirment qu'ils sont les maîtres du monde et que vous devez faire avec à défaut de pouvoir faire autrement. Vous devez vous faire à cette idée, ce qui renforcera votre impression d'impuissance face à leur dictature, vous laminera davantage au passage ou vous démoralisera un peu plus, au lieu de renforcer votre capacité ou votre volonté à leur résister et les combattre. En quelque sorte, ils étalent leur toute puissance, argument que vous opposerons ceux qui se sentaient déjà écrasés par leurs démonstrations de force et qui s'en serviront pour justifier leur refus de ce joindre à votre combat face à un ennemi qu'ils qualifieront d'invincible.

Un des piliers du socialisme consiste dans le refus des travailleurs de se soumettre aux conditons d'existence qui leur sont imposées. Les condraindre à les accepter, à s'y soumettre, est une quête permanente de nos ennemis, ils y travaillent quotidiennement, car s'attaquer à ce pilier du socialisme c'est lui interdire de pouvoir un jour se réaliser, de construire l'édifice d'une société nouvelle sur les décombres de leur société infâme.

- Paradis fiscaux : l'aveu des banques françaises - libération.fr

Lundi, les banques françaises ont dû fignoler leur opération transparence en rendant public un document de référence qui dévoile tout un tas d'informations issues de leurs filiales implantées dans les paradis fiscaux durant l'année 2013.

Parmi les banques concernées, on trouve BNP Paribas, Natixis, la Société Générale ou encore le Crédit Agricole.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de grande surprise : les destinations d'optimisation fiscale préférées des banques françaises restent la Suisse et le Luxembourg...

Dans ces pays où la fiscalité est privilégiée – voire nulle, l'activité des établissements bancaires est loin d'être négligeable. Elle est aussi très disparate : du financement de particuliers, à la gestion de grande fortune, en passant par le montage de produits financiers plus ou moins complexes, tout y passe.

La publication de ces informations participe incontestablement à renforcer la transparence des banques françaises au sein de la société civile. Mais elle a également de quoi susciter quelques soupçons. On apprend par exemple que BNP Paribas est présent dans sept des vingt Etats pointés du doigt par l'OCDE (Suisse, Luxembourg, Panama, îles Vierges britanniques, Emirats arabes unis, Autriche et Turquie) et que la banque y a réalisé au total un chiffre d'affaires de 2,77 milliards d'euros pour l'année 2013. Les effectifs salariés issus des paradis fiscaux sont également très importants puisque la banque compte 16.044 employés dans ces territoires non coopératifs contre 56.585 en France – soit un peu plus d'un quart.

Présente dans six paradis fiscaux,Natixis reconnaît que son produit net bancaire le plus important se trouve au Luxembourg mais n'atteint «que» la somme de 162 millions d'euros. Aux îles Caïmans, autre refuge offshore, les quatre banques citées disposent de filiales très bien implantées mais n'y ont pas généré de revenus en 2013. En revanche, aux Bermudes, la Société Générale indique avoir réalisé 17 millions d'euros de chiffres d'affaires au titre de l'année écoulée… alors qu'elle n'y emploie aucun salarié.

Bon nombre d'associations sont rassurées par la publication de ces documents. libération.fr 01.07

Les crétins de service qui n'ont rien compris à la manoeuvre ! Ils leurs servent de caution, morale, ce sera difficile, voire impossible s'agissant de banksters !

En famille. Valls avec le patronat.

- Valls refuse d'être le "*le chef d'un gouvernement qui n'avance pas*" - AFP -

- Conférence sociale: réunion Medef, CGPME, artisans mardi soir sur un possible boycott - AFP

- Comment Gattaz a fait passer les impôts de sa société de 25 à 3% - Le Nouvel Observateur

- Compte pénibilité, code du travail, charges... Comment Valls lâche du lest face aux patrons - Francetv info

Le report partiel du compte pénibilité : Le report partiel du dispositif, dont l'entrée en vigueur était prévue en 2015, ne sera finalement généralisé qu'en 2016.

De nouvelles baisses de charges : Après une première baisse de 6,5 milliards d'euros en 2015, il annonce une diminution des prélèvements sur les entreprises "*de 8 milliards en 2016 et d'environ 5,5 milliards en 2017*".

Vers une simplification du code du travail : Le Premier ministre veut "*rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace*". Pour cela, il compte demander aux syndicats et au patronat "*d'engager des discussions sur les simplifications possibles du Code du travail*". Francetv info 01.07

En complément.

Le droit du travail responsable du chômage, pas le capitalisme.

- Le code du travail nourrit-il le chômage ? - LeMonde.fr

Un nouveau sale coup contre le droit à la santé.

Les recettes de l'Assurance maladie pour économiser 2,9 milliards d'euros - Liberation.fr

A peine croyable : Les détracteurs de la théorie du complot en étaient les auteurs!

- La NSA autorisée à surveiller 193 pays par une cour secrète - lexpress.fr 01.07

Presque aucun pays n'a échappé à l'espionnage de la NSA, révèle le Washington Post ce mardi. L'Agence nationale de sécurité américaine a obtenu en 2010 l'autorisation juridique de cibler 193 Etats, à l'exception de quatre pays anglophones dont la Grande-Bretagne, précise le quotidien. En 2012, l'Onu reconnaissait l'existence de 197 pays dans le monde.

Le quotidien américain a obtenu auprès de l'ex-prestataire de la NSA Edward Snowden des documents de justice datant de 2010, qui autorisaient la NSA à intercepter les communications dans une liste de pays jugés d'un intérêt valide pour le renseignement américain.

Les pays qui ont échappé à l'espionnage

Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) font aussi partie des cibles légitimes. Seuls quelques pays plus amis que les autres des Etats-Unis ont échappé à la surveillance: la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les quatre autres pays du groupe des "*Five Eyes*" ("*Cinq yeux*") avec qui les Etats-Unis ont des relations de coopération très proches en matière de renseignement. (Les "*Cinq yeux*" de l'Empire anglo-saxon. - ndlr)

L'autorisation juridique, accordée par la cour secrète Foreign Intelligence Surveillance Court (Fisc) et valable un an, ne signifie pas que la NSA ciblait en permanence les pays et organismes ciblés, mais seulement qu'elle en avait le pouvoir légal.

Les communications de citoyens américains dans la mire de la NSA?

La NSA a souvent souligné que son rôle était d'intercepter les communications à l'étranger, et qu'elle ne s'intéressait qu'aux cibles qui correspondent à un objectif précis de renseignement. Barack Obama a plusieurs fois déclaré que les Etats-Unis ne s'intéressaient pas aux citoyens ordinaires.

Pourtant les autorisations accordées par le Fisc permettent aussi à la NSA d'intercepter toute communication "*à propos*" de ces cibles. De quoi inquiéter les défenseurs des libertés individuelles aux Etats-Unis, car cela pourrait inclure des courriels de citoyens américains mentionnant une cible étrangère. lexpress.fr 01.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : Moscou met en garde Washington - french.irib.ir

Le ministère russe des Affaires étrangères a mis en garde les Etats-Unis quant à son soutien appuyé aux opposants syriens.

Dans un communiqué émis lundi, le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué que les soutiens américains aux opposants syriens visent exclusivement au renforcement du groupe terroriste de Daesh dans des parties des territoires irakien et syrien. Le communiqué critique le président américain, Barack Obama, pour sa demande au congrès d'allouer 500 millions de dollars à la formation et l'équipement de « *ceux que la Maison Blanche appellent les groupes modérés de l'opposition armée syrienne* », et qualifie de « *trop étrange* », une telle demande. « *Tenant compte aux réalités, ces budgets si importants – s'ils sont approuvés – ne feront effectivement que renforcer le groupe terroriste de Daesh*", souligne le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. french.irib.ir 01.07

2- Irak

2.1- "***Les Etats-Unis, planificateurs des incidents terroristes, en Irak***" (Amir-Abdollahian) - french.irib.ir

"*Les Etats-Unis sont les principaux planificateurs des opérations terroristes, en Irak*", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, chargé du département arabo-africain.

"*Le soutien de Washington aux opposants politiques et groupes terroristes était une erreur stratégique commise par les Etats-Unis, en Syrie, qui se répète, aujourd'hui, en Irak*", a affirmé, ce mardi, Hossein Amir-Abdollahian, devant un parterre de journalistes, à Moscou, soulignant que la situation qui prévaut, en Irak, est le résultat de l'ingérence étrangère planifiée par les Etats-Unis. "*La politique conjointe de l'Iran et de la Russie empêche l'unilatéralisme des Etats-Unis, en Syrie*", a précisé Amir-Abdollahian. "*Téhéran et Moscou soutiennent, fortement, l'Irak, face aux terroristes, et ne permettront pas que les résidus du régime de Saddam et les groupes terroristes menacent la sécurité de la région*", a-t-il indiqué. french.irib.ir 01.07

2.2- Pourquoi Israël veut-il l'implosion de l'Irak ? - french.irib.ir

Les autorités sionistes ont très clairement annoncé leur soutien à toute initiative qui provoquerait à terme une dislocation del'Irak. c'est ainsi que les appels à la scession lancé par Barzani, président du Kurdistan autonome a attiré les approbations du président de l'entité sioniste, de son premier ministre et de son ministre des AE. Peres a m^me osé ceci : " *les kurdes ont déjà crée leur Etat de facto. C'est un Etat démocratique et l'un de ses signes, c'est le respect qu'il manifeste à l'égard des droits des femmes*". Mais cette euphorie n'est pas partagée par les commandants de l'armée sioniste, tel Gilad Amos qui conseille aux politiciens de se taire : " *notre silence au sujet du démembrement de l'Irak et de la séparation du Kurdistan convient mieux . Parler de ce sujet dessert les intérêts des kurdes* " sur un autre plan, les sources médiatiques révèlent de plus en plus la complicité qu'il y a entre le Mossad et Daech.

Selon Al Qabas qui parait au Koweit, "*les premiers éléments de l'enquête sur l'explosion terroristes à l'hôtel Duroy de Beyrouth montre que les terroristes takfiris sont informés par le renseignement d'un pays car leurs informations sont très précises et ils ont des objectifs bien fixes et une conscience élargie des conditions dans lesquelles ils devront commettre leurs crime. Cela ne peut venir que du renseignement israélien*". Mais pourquoi Israël cherche-t-il à provoquer le démembrement de l'Irak?

1- L'implosion de l'Irak à titre d'un Etat arabe et musulman , un Etat qui de surcroit a souvent agi dans le sens des objectifs de l'axe de la Résistance ne peut que constituer un acquis stratégique. 2- L'implosion de l'Etat irakien rendra vulnérable l'Etat syrien car la Syrie perdra un voisin sûr et important et cela au risque de créer un espace d'action et de manoeuvre nouveau pour les terroristes anti Assad.

3- Dans l'optique d'Israël, l'émergence d'un Etat indépendant kurde préparera le terrain à la scession des régions kurdes de la Syrie, de la Turquie et bien sûr de l'Iran.

4- Les liens entre les israéliens et certains responsables kurdes sont larges . un Kurdistan idépendant n'hesitera pas à proclamer officiellement ses relations avec Israël. Ce sera un Etat à tous point de vue bénéfique à Israël : il procurera d'abord du pétrole à Israël et cet aspect de la chose est dors et déjà effectif. Ensuite parce que les sites d'espionnage et de renseignement les plus actifs d'Israël à l'extérieur de ses frontières se trouvent au Kurdistan irakien. ces deux aspects seront renforcés après l'indépendance du Kurdistan.

5- L'Iran sera affaibli dans la région. ces dix dernières annés , l'Etat irakien s'est comporté souvent comme un allié de l'Iran et on pourrait même dire qu'il est un partenaire stratégique pour la RI.

6- Le demembrement de l'Irak contribuera à propulser en tête des priorités de la politique américaine, le plan du nouveau Moyen-Orient avec en toile de fond la dislocation des grands Etats musulmans.

7- Le démembrement de l'Irak, pays hybride, aidera à instaurer une nette polarisation chiite sunnite dans la région avec les conséquences que cela impose. french.irib.ir 01.07

2.3- Irak : les Kurdes, victimes expiatoires d'Israël - french.irib.ir

« Les sionistes ont fait des Kurdes un bouclier pour assurer et réaliser leurs objectifs en Irak », a déclaré un analyste irakien des questions politiques, tout en mettant en garde les Kurdes contre les intentions israéliennes envers l'Irak. « *Les Kurdes parient sur un choix erroné, car Israël n'a pas d'amis ni d'alliés dans la région et tente de les utiliser comme un bouclier* », a averti Jassem al-Moussavi. « *Les Kurdes comment une erreur monumentale, s'ils se placent du côté d'Israël, et ce surtout à un moment où l'axe de la résistance dans la région est, actuellement, à son paroxysme et ne cesse de se doper de jour en jour.*".

Cet expert des questions politiques a fait allusion au rôle du régime sioniste dans la chute de la ville de Mossoul par l'EIIL et a dit : « *Israël a joué un rôle manifeste dans la chute de Mossoul, tout en essayant de décrire les activités des groupes terroristes armés comme une révolution dans le sens de la protection de l'article 140 et des droits des Kurdes* ». « *La stratégie israélienne consiste à éviter la première ligne de front et de se positionner en seconde ligne de front. Et cette fois-ci, ce sont les groupes terroristes et les Kurdes qui servent de bouclier aux sionistes pour réaliser les objectifs israéliens.* . french.irib.ir 01.07

3- Arabie Saoudite

- Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser l'Arabie Saoudite - french.irib.ir

Lorsque les groupes de « *l'Etat islamique en Irak et au Levant* » (EIIL) ou Daesh font leur apparition dans leur patrie sous cette appellation ou une autre, Saoud al-Fayçal qui les évoquent en Syrie et en Irak comme révolutionnaires ne continuera certainement pas de les évoquer par la même qualification par contre il utilisera les pires qualifications. En qualifiant les terroristes en Syrie et en Irak de révolutionnaires, les Al-e Saoud veulent justifier le soutien qu'ils leur apportent et ce alors que jusqu'à présent aucun soutien des terroristes n'a jamais désigné ces groupe par ce mot (terroristes).

Le feu du terrorisme ne tardera pas à embraser les Al-e Saoud-même qui ont basé leur gouvernance sur le Wahhabisme. Le wahhabisme qui frappe les autres d'excommunication est en effet le berceau principal du terrorisme, à savoir Al-Qaïda et ses émanations comme Daesh, le Front al-Nosra et le Front islamique. Les expériences vécues ont montré que le terrorisme retourne finalement à sa principale patrie. Actuellement la principale patrie des terroristes est le territoire des wahhabites, Takfiris et salafistes des Al-e Saoud qui en pillant les richesses pétrolières règnent sur les habitants de Nadjd et de Hedjaz.

Il est donc naturel que les experts attendent le retour des terroristes chez les Al-e Saoud tandis que cela interviendra dans un proche avenir. Dans de tel cas, le ministre saoudien des affaires étrangères Saoud al-Fayçal ne pourra plus cacher ses stupidités politiques en qualifiant les terroristes de révolutionnaires. Le groupe terroriste Daesh et les autres groupes du même genre qui sont tous une émanation d'Al-Qaïda et du Wahhabisme ne sont pas des groupes révolutionnaires car il n'entreprennent aucune démarche révolutionnaire. En tuant les autres ils proclament leur existence. Saoud al-Fayçal et les autres commandants des Al-e Saoud doivent donc dès maintenant se préparer à une confrontation avec l'écho des crimes qu'ils ont commis via ces groupes terroristes en tant que révolutionnaires, à l'encontre du peuple arabe musulman. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 3 août 2014

CAUSERIE

(Il est 12h15 à Pondichéry, 34 documents ont été ajoutés. Mon voisin, un Français d'origine indienne, responsable du CDI au lycée français est mort la nuit dernière d'un cancer du pancréas, c'était un gros fumeur.)

J'ai actualisé cette rubrique en priorité, les nouveaux articles seront en ligne d'ici 2 heures, il y en a trop et je n'aurai pas le temps de les lire.

C'est dommage que je doive abandonner en partie cette activité dans les jours qui viennent parce que personne n'a voulu me soutenir financièrement, dans la mesure où il semblerait qu'elle est unique en son genre. J'ai besoin de 300 à 400 euros par mois, une somme ridicule en France. Mais bon, c'est ainsi.

Cela dit, j'ai reçu mon contrat de travail, avant de le signer je dois m'assurer auprès du bureau d'immigration que j'ai le droit de travailler en Inde, en principe non, j'ai même dû signer une déclaration (affidavit) dans ce sens, ce qui ne m'a pas empêché dans le passé de travailler à plusieurs reprises, à ceci près que je n'étais pas déclaré, or là ce ne sera pas le cas, donc impossible de le nier en cas de problème par la suite, et je n'ai pas envie de prendre le moindre risque de perdre mon visa et de me faire expulser d'Inde, parfois il est préférable de prendre au sérieux les choses sérieuses et cela en est une au plus haut degré.

Un dernier mot.

Je n'ai pas pu me connecter au portail du Réseau Voltaire qui a dû encore faire l'objet d'une attaque, à moins que son adresse soit bloquée par les autorités indiennes, ce qui m'étonnerait fort.

Le chiffre du jour. 1.712.

Selon un bilan communiqué samedi soir par les secours palestiniens, 1 712 Palestiniens, très majoritairement des civils, ont été tués. Ce bilan augmente au fil des bombardements, mais aussi à mesure que les recherches découvrent de nouveaux corps sous les gravats. lemonde.fr 02.08

Au régime d'apartheid.

- Gaza : Liste (ubuesque !) des produits interdits ou permis d'importation par les Israéliens - legrandsoir.info 01.08

Produits interdits à l'importation dans la bande de Gaza par les autorités israéliennes, mais dont certains sont utilisés par des organisations internationales est-il précisé. Extrait.

- Sauge, cardamone, cumin, coriandre, gingembre, confiture, halva, vinaigre, muscade, chocolat, fruits en conserve, graines et noix, biscuits et bonbons, chips, gaz pour boissons gazeuses, fruits secs, viande fraîche, plâtre, glucose, sel industriel, margarine industrielle, tissus pour vêtements, cannes à pêche, divers filets de pêche, cordages pour la pêche, instruments de musique, papier format A4, instruments pour écrire, carnets de notes, journaux, jouets, rasoirs, machines à coudre et pièces détachées, chevaux, ânes, chèvres, bétail, poussins.

No comment !

ACTUALITÉ DU JOUR

Solidarité internationale avec le peuple palestien

En France.

Des milliers de manifestants ont défilé samedi partout en France sans incident majeur pour dénoncer l'offensive israélienne à Gaza et la position du gouvernement français dans ce conflit, selon des journalistes de l'AFP.

Ils étaient entre 11.500 et 20.000 à Paris.

Des manifestations pro-palestiniennes se sont déroulées sans incident samedi à Montpellier, Avignon et Marseille, cette dernière rassemblant plus de 2 000 personnes. Du Vieux-Port à la place Castellane, quelque 2 300 manifestants, selon la préfecture, ont défilé samedi après-midi dans le centre de Marseille pour dénoncer l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza.

"*Enfants de Gaza, enfants de Palestine, c'est l'humanité qu'on assassine*", "*une seule solution, arrêtez l'occupation*" ou encore "*Israël, assassin, Hollande complice*", ont scandé les manifestants dans les rues de la cité phocéenne, a constaté un journaliste de l'AFP.

De nombreuses organisations, syndicats et partis politiques étaient présents dans le cortège, avec en tête Génération Palestine, l'association France Palestine Solidarité, et dans le cortège le NPA, le Front de gauche, la CGT, Lutte ouvrière, l'Union juive française pour la paix et une organisation antifasciste. Les organisateurs ont également appelé au boycott "*des produits de l'occupation*" israéliens. Plusieurs manifestants arboraient des pancartes avec inscrit le nom d'un enfant mort dans la Bande de Gaza.

À Montpellier, la manifestation a rassemblé samedi après-midi entre 700 et 800 personnes, selon la police, avec là encore dans le cortège des slogans hostiles au gouvernement comme "*Israéliens assassins, Hollande complice*" et des pancartes "*Halte au massacre du peuple palestinien*" ou "*Vive la résistance palestinienne à Gaza*".

Un peu plus tôt à Avignon, une manifestation pro-palestinienne a également réuni 300 personnes, selon la police. Des enfants portant des vêtements tachés de rouge marchaient en tête du cortège qui est parti de la rocade pour rejoindre le centre-ville, a constaté une correspondante de l'AFP. Les manifestants ont défilé en chantant : "*Gaza, la Palestine sera, la Palestine vivra, la Palestine vaincra*" et scandant "*Assez d'assassinats, assez de destructions, Israël hors de Palestine*", "*Sanctions contre Israël*" en brandissant des pancartes sur lesquels était écrit : "*Aidez-nous*", "*Silence=mort*". lepoint.fr 02.08

Une nouvelle manifestation rassemblant 2.000 personnes selon les organisateurs, 1.600 selon la préfecture du Rhône, est organisée à Lyon en soutien aux Palestiniens et à Gaza. nouvelobs.com 02.08

A Lille, ils étaient entre 700 et 3.000 à défiler aux cris de "*Gaza assiégée, l'Europe doit bouger*" (Quel mot d'ordre à la con ! De serfs de l'UE. - ndlr), ou encore un millier à Nantes et 800 à Mulhouse selon la police. AFP 02.08

Aux Etats-Unis.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour soutenir Gaza devant la Maison Blanche, demandant la fin de l'intervention israélienne. Cette manifestation pro-Gaza est la plus importante devant la Maison Blanche depuis le début de l'intervention israélienne.

Brandissant des pancartes appelant à la "*fin de l'aide américaine à l'Etat hébreux*" ou demandant de "*sanctionner Israël, un Etat terroriste*", les manifestants ont occupé sans incidents une bonne partie du Parc Lafayette, situé juste en face de la résidence présidentielle.

Une pancarte montrait une croix gammée et une autre évoquait le ghetto de Varsovie comparé au "*ghetto de Gaza*". nouvelobs.com et lemonde.fr 02.08

En Israël.

Selon *Haaretz*, 14 manifestants ont été arrêtés à Tel Aviv au cours d'une manifestation contre l'intervention militaire à Gaza. nouvelobs.com 02.08

En complément.

- Israël refuse de participer à des négociations avec le Hamas au Caire - LeMonde.fr

- Etats-Unis: nouveaux financements pour le système Iron Dome en Israël - AFP

Quand l'oligarchie financière fait le ménage chez elle... en asservissant les Etats au passage.

- L'argent de la troïka, bouée de sauvetage pour Banco Espirito Santo - AFP

Tout juste sorti de son plan d'assistance internationale, le Portugal risque d'être amené à puiser de nouveau dans l'argent de la troïka (UE-FMI-BCE) de ses créanciers pour renflouer Banco Espirito Santo et calmer la panique des investisseurs. AFP 02.08

Vous ne sentez rien ? Une odeur de "***vautours***" ? Mais encore.

- Argentine: pas d'avancées, les banques ultime espoir - AFP

Pour la présidente de centre-gauche Cristina Kirchner, l'Argentine n'est pas en défaut de paiement. "*Défaut sélectif? Cela n'existe pas*", a-t-elle insisté. "*Le défaut, c'est de ne pas payer. Nous avons la volonté de dialoguer mais nous devons défendre nos droits et les intérêts du pays*", a-t-elle souligné.

"*Que ce monde mette un frein aux fonds vautours et aux banques insatiables qui veulent s'enrichir avec une Argentine à genoux*", a-t-elle ajouté.

Ces protestations n'ont pas empêché l'agence de notation Fitch de déclarer jeudi l'Argentine en "*défaut partiel*", comme l'avait fait la veille Standard and Poor's, tandis que Moody's annonçait vendredi qu'elle maintenait la note de Buenos Aires mais abaissait sa perspective à "*négative*".

L'Argentine affirme vouloir honorer ses dettes mais martèle que si elle applique la décision judiciaire américaine de verser 1,3 milliard de dollars aux fonds spéculatifs, elle viole la clause RUFO figurant dans les contrats de la dette restructurée spécifiant que tous les créanciers doivent bénéficier des mêmes conditions de remboursement.

La décision de justice ordonnant à l'Argentine de payer 100% de la valeur des bons aux fonds NML et Aurelius (1% des créanciers) contrevient à cette clause car 93% des créanciers restructurés ne touchent environ que 30% des sommes initialement dues.

Dans une lettre adressée au Congrès, une centaine d'économistes américains ont estimé que "*le jugement bloquant tout paiement de l'Argentine à 93% de ses créanciers pourrait causer des dégâts économiques inutiles au système financier international et aux intérêts des Etats-Unis et de l'Argentine*".

Selon les analystes, une des premières conséquences du défaut de paiement est de maintenir l'Argentine à l'écart des marchés internationaux des capitaux, alors que Buenos Aires espérait y lever à nouveau des fonds pour financer notamment de coûteux investissements dans l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et gaziers. AFP 02.08

Nous y voilà, tout est dit dans le dernier paragraphe... comme à Gaza ! L'épilogue de cette histoire le prouve pour qui sait lire entre les lignes.

AFP - Si les négociations entre l'Argentine et les fonds "*vautours*" ont échoué, il subsiste l'espoir d'une solution impliquant des banques internationales proposant de racheter la dette, dont l'américaine JPMorgan.

"*Les banques rachèteraient 100% de la dette due par l'Argentine aux holdouts (fonds) qui ont gagné en justice contre l'Argentine et verraient ensuite comment se faire rembourser par Buenos Aires*", avance l'économiste argentin Guillermo Nielsen. AFP 02.08

Par exemple en percevant des dividendes ou une rente sur les nouveaux "*gisements pétroliers et gaziers*" en étant associés au montage financier de leurs exploitation...

Haut de page

Le 4 août 2014

CAUSERIE

Réclamer la "*paix*" à un ennemi qui vous a déclaré la guerre : C'est capituler !

Le Hamas a deux branches, l'une politique, l'autre militaire.

Sa branche politique infestée par les Frères musulmans est vendue au Qatar allié d'Israël donc des Etats-Unis qui combattent ensemble la Syrie, l'Iran et le Hezbollah au Liban notamment. C'est cette branche pourrie du Hamas qui a scellé dernièrement un accord de réconciliation et de gouvernement d'union nationale avec l'OLP d'Abbas qui a reconnu Israël, et donc a abandonné la revendication fondamentale des Palestiniens du droit au retour sur leurs terres de 1948 confisquées par les sionistes.

Sa branche militaire traversée par plusieurs courants est la plus radicale, elle incarne la résistance du peuple palestinien à l'occupant, c'est elle qui porte cette revendication politique qui incarne à elle seule la cause palestienne, d'où le soutien massif qu'elle rencontre chez les Palestiniens de Gaza.

On s'étonnera qu'en France notamment, la pseudo-gauche et extrême gauche se mobilisent après que plus de 1.000 Palestiniens ont été massacrés par Tsahal à Gaza, alors qu'elle n'a pas bougé le petit doigt après les centaines de milliers de morts en Irak, Libye, Syrie.

En réalité ces mobilisations ont été misérables, associant partis, syndicats et organisations en tous genres dont le nombre total d'adhérents dépassent le million, sachant que des travailleurs et jeunes inorganisés pour la plupart y ont participé, on se demande où sont passés leurs adhérents ou militants. On comprend parfaitement que certains partis composés de quelques milliers d'adhérents ou militants seulement ne puissent pas prendre une telle initiative, cela dit ils auraient pu d'unir pour l'occasion, les dirigeants du NPA et de LO y étaient opposés il faut croire. Et puis, il ne suffit pas d'appeler à une manifestation, faut-il encore avoir la volonté de la préparer sérieusement, prévoir un service d'ordre pour faire face aux provocations éventuelles, coordonner les moyens des différents partis pour qu'elle soit un succès, une telle organisation ne peut pas se traiter à la légère ou en amateuriste.

Ces manifestations reflètent l'état actuel du mouvement ouvrier, et je ne parle même pas des mots d'ordre insupportables qu'on a pu entendre en direction de l'UE ou de l'ONU ou réclamant la "*paix*" avec l'occupant en guerre contre les Palestiniens depuis 1948 ! Le POI a participé à certaines manifestations sur ses propres mot d'ordre qui étaient corrects, il faut signaler au passage.

Certains évoqueront les vacances, le mois de juillet étant peu propice à la mobilisation des masses, certes, la guerre contre le peuple syrien dure depuis 4 ans sans discontinuer et on n'a assisté à aucune manifestation de masse, idem lors des précédents affrontements entre Tsahal et les Palestiniens qui avaient eu lieu à une autre période de l'année.

Peut-être qu'après avoir pendant des décennies diabolisé et criminalisé les musulmans en les présentant comme des

terroristes potentiels, l'Islam comme une religion de la haine et de la guerre, et encouragé les dérives communautarismes en tous genres, ainsi que l'islamisme radical, le salafisme ou le wahhabisme, dans lequel certains musulmans ont trouvé refuge (on les y a poussés), une large frange des masses ne sont pas prêtes à se mobiliser pour des populations à majorité musulmane quelle que soit l'épreuve dramatique qui leur est imposée par les puissances occidentales au rang desquelles on peut faire figurer Israël.

On a conscience que les masses croulent sous la propagande officielle du régime relayée 24H/24 par les médias et la presque totalité des partis politiques et des syndicats, des organisations droitdelhommistes. D'où la nécessité absolue de la combattre en permanence sur tous les fronts. Cela devrait être la priorité d'un parti ouvrier digne de ce nom pour aider les masses à élever leur niveau de conscience politique, à comprendre que tout est fait par les représentants du régime et leurs larbins pour les conditionner psychologiquement et politiquement, les induire en erreur, les berner, les empêcher de comprendre ce qui se passe réellement de manière à leur interdire de pouvoir décider librement de s'engager dans le combat politique, de se mobiliser pour une cause qui est la leur, qui est liée à la leur, car tous les conflits armés qui ont lieu dans le monde sont liés entre eux par des intérêts économiques, les besoins des différents impérialistes de s'approprier les matières premières pour assurer leur développement futur, préserver leur hégémonie sur le marché mondial, leur rang de grandes puissances, de telle sorte qu'ils puissent renforcer leur pouvoir politique et ainsi de suite, jusqu'à contrôler ou s'approprier le maximum de richesses dans le monde pour en devenir les maîtres, incontournables, incontestables, absolus.

Tout conflit entre deux Etats ou différentes puissances semble parfois animé par des intérêts strictement politiques ou religieux, alors qu'en réalité il recouvre toujours des intérêts purement économiques, le nerf de la guerre, sources de domination et de tous les pouvoirs, du pouvoir politique par excellence qui permet de rédiger une législation favorable à la classe des exploiteurs, liberticide, répressive, antidémocratique, totalitariste, d'asservir une classe, un peuple, un continent entier, et au delà l'humanité.

Seule la lutte de classe des exploités et des opprimés s'y oppose, freine ce processus qui tend inexorablement vers la barbarie, mais dès lors qu'elle est bâillonnée, neutralisée, cadenassée, sans direction ni orientation, elle devient inefficace à ralentir cette marche à la dislocation de la civilisation humaine, car c'est bien de cela dont il s'agit. Le niveau atteint par la décomposition de la société en est le signe avant-coureur ou l'illustre parfaitement, de l'incivilité au manque de respect total envers les autres en guise d'éducation ou absence d'éducation, de la violence gratuite, psychologique avant même d'être physique à la guerre, de l'ambition dévorante à l'individualisme débridé justifiés par le nihilisme, en guise de réflexion, de connaissance, le déni de la réalité en est un aspect récurrent tendant à se généraliser, bref, tous les rapports sociaux se délitent ou se décomposent au profit de rapports ignobles, méprisables, barbares.

Ainsi va le monde, leur monde infâme, celui qu'ils promettent aux générations futures, ce qui ne devrait laisser insensible ou indifférent aucun travailleur dès lors qu'il en a pris conscience, encore faudrait-il qu'il existe un parti ouvrier qui incarne au plus haut degré ce niveau de conscience et ce combat dans lequel des millions de travailleurs pourraient se reconnaître, tel est l'objet de notre engagement politique.

En complément pour illustrer ce qui vient d'être dit. Cherchez l'erreur.

- Manif pour Gaza à Paris : entre 11500 et 20 000 personnes - LeParisien.fr

- 60.000 spectateurs à la grande parade du Festival interceltique de Lorient - AFP

Le chiffre du jour. 1.770.

Le bilan humain de "*Bordure protectrice*" frôle désormais les 1.800 morts (1.770) dans le territoire palestinien, en majorité des civils, selon les services de santé de l'enclave. AFP 03.08

Le nombre de blessé atteindrait 10.000.

Un mâle pour un mal.

- Un faible de taux de testostérone pourrait expliquer pourquoi nous sommes devenus civilisés - Le Huffington Post

Ils rendent enfin hommage aux mâles, si l'on peut dire, mais ce n'est pas un soulagement ! A défaut d'une explication historique et scientifique de l'évolution de l'espèce humaine à partir de l'activité des hommes, à laquelle ils ne peuvent pas adhérer, et pour cause, elle aurait une origine non pas sociale mais biologique, ce qui présente l'avantage de ne pas remettre en cause le système économique actuel, le capitalisme, dont les fondements sont foncièrement antisociaux.

En fait d'hommage aux mâles, c'est tout le contraire, car si nous ne sommes pas demeurés à l'état de primates, ce serait parce notre ancêtre homo sapien aurait été victime d'une déficience en hormones mâles sans qu'on puisse expliquer pourquoi, autrement dit l'hormone mâle était synonyme de stagnation intellectuelle avant l'heure, les mâles ou les hommes ont toujours été des barbares c'est bien connu, pour un peu il y aura bien un jour un "*scientifique*" pour expliquer ainsi le passage du matriarcat

au patriarcat...

Il s'agit pour eux de nier comment de l'état sauvage l'homme est parvenu à un haut degré de civilisation, comment il a entrepris de se délivrer de cet état sauvage initial pour se lancer à la conquête de son émancipation, de la nature au départ dont il ne comprenait pas le fonctionnement, puis de la société divisée en classes sociales aux intérêts inconciliables ensuite dont il ne comprend davantage le fonctionnement, d'où la menace de retourner des siècles en arrière ou pire encore s'il n'y parvenait pas rapidement dorénavant.

C'est par l'action des hommes sur la matière, sur leur environnement, par leur travail pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires que la civilisation s'est développée autrefois. Puis, lorsque les classes sociales apparurent, quand l'homme se mit à produire au delà de ses propres besoins, leur antagonisme, le combat que livra la classe dominée pour faire valoir ses droits devint le second moteur ou facteur décisif de la progression de la civilisation humaine jusqu'à nos jours.

C'est finalement la combinaison du développement des forces productives et de la lutte des classes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine.

ACTUALITE EN TITRES

Centenaire du soutien du PS à toutes les guerres coloniales ou impérialistes.

- Cent ans après 14-18, l'amitié franco-allemande, "*un exemple pour le monde*" - AFP

- La réconciliation franco-allemande, un exemple pour le proche-Orient ? - Liberation.fr

A feu et à sang avec leur participitation, ils osent tout dorénavant. Ils sont dans le déni permanent.

- 1914-1918: "*Il fallait légitimer cette guerre totale*" - L'Express.fr

Un peu, oui ! Même que cela pourrait intéresser les Palestiniens, puisque la déclaration de lord Balfour date de 1918, lorsque l'empire britannique promis la Palestine aux banquiers sionistes en échange de leur soutien financier (vidéo dans le site).

A ceux qui ont les moyens de se les payer.

- Ces exemples de pays où les assurances privées assument efficacement des missions moins bien remplies par la Sécu en France - Atlantico.fr

Pillage, dépeçage, guerre, coups d'Etat, génocide...

- Afrique: ruée internationale vers le nouvel eldorado - LeFigaro.fr

Avec une croissance de plus de 5 %, l'Afrique est un nouveau marché intéressant. La Chine, l'Inde et le Brésil ne s'y sont pas trompés et sont désormais présents sur l'ensemble du continent. LeFigaro.fr 03.08

- Sommet USA-Afrique: Washington veut combler son retard commercial - AFP

Ou la situation en Afrique en trois lignes...

Stratégie du chos.

- Vifs combats dans l'Est de l'Ukraine, 10 civils tués - AFP

- Libye : l'incendie d'un dépôt de carburant toujours incontrôlable - Francetv info

- Nouveaux combats meurtriers entre milices à Tripoli en Libye - Reuters

- L'armée libanaise tente de repousser des activistes syriens - Reuters

- Irak : Sinjar aux mains de l'État islamique, "*une tragédie humanitaire*" - LePoint.fr

- Le Xinjiang vit ses pires violences depuis cinq ans Falletti, Sébastien - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Récupération, manipulation. Quand les réseaux antisociaux entrent en jeu. L'apolitisme, la "***naïveté***" : Une arme de guerre !

Qui est à l'origine de ce "*rassemblement*" ? Spontané ? Pas vraiment. Deux versions existent... dans le même article. C'est très bien une telle contradition nous facilite la tâche.

1- A l'origine de ce mouvement sur les réseaux sociaux, deux étudiants : Abraham Gutman, israélien, et Dania Darwish, syrienne.

2- Le Mouvement républicain pour la paix a uni juifs et musulmans cet après-midi à Paris, venus demander l'arrêt des combats dans la bande de Gaza.

- Proche-Orient : à Paris, un "*rassemblement pour la paix*" né sur les réseaux sociaux France 3 - Francetv info

Francetv info et AFP - Ni drapeaux palestiniens ni drapeaux israéliens : les manifestants étaient invités à venir avec des drapeaux bleu, blanc, rouge et des fleurs blanches.

(De lys ? Le drapeau des Versaillais, cela pue la récupération pare en haut. - ndlr)

Ils se sont réunis derrière une banderole proclamant "*Tous unis dans la fraternité*", tenant des panneaux sur lesquels étaient inscrits "*tolérance*", "*amour*", "*dialogue*" ou "*fraternité*", tandis que la sono diffusait "*Imagine*" de John Lennon ou "*We are the world*" de Michael Jackson. Ils ont aussi entonné la Marseillaise.

(L'hymne des ennemis des Palestiniens et de la Commune de Paris. "*Tolérance*", "*amour*", "*dialogue*" ou "*fraternité*" avec l'ennemi sioniste, la réponse aux manifestants scandant dans toute la France "*Israël assassin*" et "*Hollande complice*". - ndlr)

Ce "*Rassemblement républicain pour la paix*" était soutenu par plusieurs associations dont SOS Racisme, l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), ou l'association la Paix Maintenant. Des messages du grand rabbin de France et de l'imam de Bordeaux ont été lus au micro.

"*La France, elle est forte quand elle montre qu'elle est ensemble*", a affirmé Dominique Sopo, président de SOS Racisme. "*La haine ne peut être un objectif et doit être combattue*" a-t-il ajouté, "*je préfère la naïveté à la guerre civile*".

(Sopo devait parler au nom du gouvernement ou du PS, c'est la même chose. SOS est une officine sioniste et raciste, communautariste, qu'elle refuse de haïr le sionisme ou Israël va de soi, qu'elle alimente la "*naïveté*" ou l'ignorance des masses aussi. -ndlr)

Présent également, Patrick Klugman, adjoint a la maire de Paris chargé des relations internationales, a qualifié l'organisatrice de "*petite Marianne*" qui défend les valeurs de la République. Francetv info et AFP 03.08

(Nous avons dit récupération par en haut, était-ce correct ? Merci à Patrick Klugman de le confirmer quand son parti pourri piétine quotidiennement les valeurs de la République. A vomir. On allait oublier de préciser qu'ils prennent les juifs en otage qui ne sont pas tous sionistes loin de là ou qui ne se définissent pas forcément par rapport à leur origine supposée ou leur religion. Ils en ont cure, ce sont des manipulateurs. - ndlr)

Boycottez les "*réseaux sociaux*.

En France, ils n'ont pas remeuté les foules, mais dans des pays comme la Syrie ou la Libye ou encore l'Egypte ou la Tunisie, c'est plus facile encore de les manipuler, elles ne se doutent de qui est derrière.

Du champ de bataille et échos.

- Une école de l'Onu bombardée par Israël à Rafah, dix morts - Reuters

- Gaza: Ban Ki-moon accuse Israël de violation du droit international et d'acte criminel - L'Express.fr

- La Chine somme Israël à mettre fin à l'offensive à Gaza et à lever le blocus - french.irib.ir

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a appelé dimanche Israël à mettre fin à son offensive à Gaza et à lever le blocus imposé à l'enclave palestinienne depuis 2006.M. Wang s'exprimait lors d'une conférence de presse commune avec son homologue égyptien Sameh Choukri au Caire, où se tiennent des discussions en vue d'une trêve dans la bande de Gaza, auxquelles les Israéliens ont cependant refusé de participer.Toute action qui implique un usage excessif de la force et qui conduit à des victimes civiles est inacceptable, a-t-il encore dit, ajoutant qu'Israël devait lever le blocus de la bande de Gaza et libérer des prisonniers, deux demandes du Hamas préalables à tout cessez-le-feu. french.irib.ir 03.08

- Israël placé dans la liste des Etats terroristes par la Bolivie - french.irib.ir

Au mutisme de la communauté internationale face à Israël et à la complicité des Etats occidentaux s'opposent les décisions exemplaires prises en Amérique du Sud. La Bolivie est un de ces Etats qui prend les devants pour sanctionner l'Etat hébreu pour ses multiples violations du droit international à l'égard du peuple palestinien.

Le pays, dirigé par Evo Morales depuis 2006, a décidé de placer Israël sur sa liste d'Etats terroristes en signe de protestation contre la nouvelle intervention militaire dans la bande de Gaza, apprend Saphirnews de la presse espagnole. « *Le gouvernement d'Israël ne respecte ni les conventions internationales ni les droits de l'homme* », a déclaré, mercredi 30 juillet, le chef d'Etat pour justifier sa décision.

La Bolivie, qui avait rompu dès 2009, tout comme le Venezuela, ses relations diplomatiques avec Israël après l'opération Plomb durci, a également mis fin à un accord datant de 1972 qui permettait aux Israéliens de se rendre librement en Bolivie sans visa.

Face à l'intensification des frappes israéliennes contre Gaza, le Chili suivi du Pérou ont rappelé, mardi 29 juillet, leur ambassadeur en Israël, suivant une décision similaire prise quelques jours plus tôt par le Brésil et l'Équateur.

Le Chili, qui compte la plus forte population palestinienne en dehors du Moyen-Orient, a qualifié l'opération « *Bordure protectrice* » de « *châtiment collectif à l'encontre de la population civile de Gaza* ». La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), prenant toujours plus d'envergure internationale, marque de nouveaux points contre Israël. french.irib.ir 03.08

- 500 militaires sionistes tués à Gaza - french.irib.ir

Selon le site Panorama al Chargh al Aussat, des fuites à partir de l'office du renseignement sécuritaire israélien font état de la mort de 497 militaires israéliens au cours de l'offensive sioniste lancée contre la bande de Gaza. Ces fuites avancent un bilan de blessés et de morts et de suicides bien différent du bilan annoncé officiellement. sur ces 497 militaires israéliens tués, 113 étaient officiers. Toujours d'après ces fuites, 879 militaires israéliens ont été blessés et ce chiffre est réparti entre les blessés légers et les blessés graves. Parmi ces blessés 362 sont officiers. 270 militaires israéliens tués étaient en possession d' un passeport étranger. 620 militaires israéliens étrangers ont été également blessés.

Selon les fuites, 166 soldats sionistes ont commis une tentative de suicide pour fuir les combats. 311 autres se sont tirés une balle. Les médias israéliens avaient reconnu une multiplication de cas de suicide dans les rangs de l'armée israélienne au cours de la seconde semaine de l'offensive. Les soldats israéliens "*suicidaires*" s'étaient tirés des balles dans les pieds. L'ordre du retrait partiel des troupes palestiniennes de Gaza a fait suite à ce rapport qui aurait mis en colère Netanyahu. french.irib.ir 03.08

Cette info reste à confirmer, je ne l'ai lue nulle part ailleurs.

Haut de page

Le 5 août 2014

CAUSERIE

L'article de Thierry Meyssan *Qui est l'ennemi ?* est à lire absolument, à apprendre par coeur, à lire en salle de classe, à diffuser le plus largement possible. Nous allons laisser son adresse en permanence dans la page d'accueil du site, car pas un travailleur ou militant qui se connecte sur notre site ne doit l'ignorer.

C'est tout de même pitoyable qu'aucun dirigeant, aucun parti n'ait été foutu de rédiger un tel article.

On n'est pas obligé de partager les conclusions de l'auteur ou de ses travaux, ce qui est souvent mon cas, mais on doit reconnaître son talent d'historien au delà du journaliste qu'il est. Son travail est irremplaçable, il nous est très précieux pour mieux comprendre les rapports qui existent entre les différentes puissances, comment s'articulent les liens entre Israël et les impérialismes américain et britannique, l'oligarchie financière qui domine le monde, leur stratégie politique.

Comment pourrions-nous les combattre efficacement si nous l'ignorons ? Lénine nous a enseigné qu'il fallait commencer par apprendre, pour ensuite comprendre et enfin agir. Nous, nous prétendons comprendre ou agir sans apprendre, cela ne peut pas fonctionner.

Notre portail a fait l'objet de 10.047 connexions au mois de juillet, et vous avez téléchargé 18.091 documents.

Les causeries de juillet sont au format pdf (Adobe), 191 pages.

5 articles ont été ajoutés, j'en ai encore une douzaine à parcourir rapidement avant de les mettre éventuellement en ligne.

Demain après-midi par Internet je dois participer à une séance de formation pour mon job à 14h30. Il se peut que je commence à bosser dans les jours qui viennent, ce n'était pas du bluff pour ceux qui ne m'auraient pas cru, tant pis pour notre site.

Le chiffre du jour. 1.850.

L'opération menée par Tsahal a fait 1.850 morts parmi les Palestiniens, principalement des civils. AFP 04.08

Sous l'égide du Crif. Un rassemblement en soutien à Israël déguisé.

- Israël-Gaza : j'étais au "*Rassemblement républicain pour la paix*" - lepoint.fr

La mansuétude du ministère de l'Intérieur envers un rassemblement aux allures anodines au départ, apolitique, devait servir en fait une opération de récupération au profit d'Israël.

Un rassemblement sans service d'ordre. Soit, ils se paieront une milice pour qu'il soit autorisé.

lepoint.fr - "*Au début, la préfecture ne voulait pas que le rassemblement ait lieu, car nous étions novices, et nous n'étions pas une association. Nous avons donc dû contacter les associations pour qu'elles puissent nous aider et nous briefer sur la logistique et l'organisation*", explique-t-elle. Pourtant, aucune d'entre elles n'a pu prêter un service d'ordre, condition nécessaire pour obtenir le feu vert de la préfecture. Une cagnotte de 2 500 euros a donc été récoltée par l'intermédiaire d'un site de crowdfunding afin de payer un service d'ordre privé. lepoint.fr 04.08

Un internaute apporte une précision sur l'orientation politique de ce rassemblement.

- "*La plupart des musulmans restaient en retrait, méfiant... C'est compréhensible ils ne voulaient pas être récupérer ou associé à Rachid Birbach qui est un musulman pro-israélien et dont je regrette également la venue parmis les personnalités annoncé ! En tant que juif ça m'aurait fait mal de voir des juifs pro-Hamas à ce rassemblement donc je comprends leur réaction ! Mais dans l'ensemble c'est la paix qui a dominé !*" lepoint.fr 04.08

Soit, un "*musulman pro-israélien*" passe encore, on peut finalement s'en accommoder, mais des "*juifs pro-Hamas*" en réalité pro-palestiniens puisque c'est le Hamas qui incarne la cause palestinienne, quelle horreur ! Que la paix règne sur les tombes des résistants et innocentes victimes palestiniennes des crimes abominables de Tsahal !

Qui est Rachid Birbach ? Un agent sioniste, un ami du Crif.

Rachid Birbach, l'imam franco-marocain qui épouse les thèses défendues par Israël.

L'imam Rachid Birbach reprend à son compte tous les thèmes développés par les communicants israéliens dont celui qui veut que le Hamas utilise les civils palestiniens comme des "*boucliers humains*". Des argumentaires présentés sur France 24 en arabe qui ont suscité des vives réactions de deux autres participants au débat. Même l'animateur de l'émission, Djamal Boudouma, semblait choqué par le discours primaire et tranché de l'imam marocain.

La dame qui participait au débat a réagi avec colère : "*Mais, c'est Netanyahu, qui parle!*" avant d'ajouter plus tard : "*Cet homme ne supporte pas que le monde entier bouge pour la cause palestinienne*". marance.info et huffpostmaghreb.com

Oui, je suis touché par les civils de Palestine mais la source de ce conflit n'est pas l'enlèvement des 3 jeunes mais les tirs incessants de Qassam en provenance de Gaza sur Israël. coolisrael.fr 11.07.2014

Les Amis du CRIF et le Président Roger CUKIERMAN invitaient Maître Pierre-Olivier SUR, Bâtonnier de Paris le 13 Février 2014 dans les salons de l'Hôtel Intercontinental à Paris devant une assistance venue très nombreuse. Rachid BIRBACH, Secrétaire Général de l'ACE est intervenu pour demander à l'invité de la soirée comment procéder pour ne plus voir sur YouTube les vidéos de Monsieur Dieudonné... Face à cette situation, Maître SUR a reconnu de pas avoir de réponse pour le moment. Les questions posées ont été, semble-t-il, très appréciées par de nombreuses personnes venues ensuite s'entretenir avecRachid BIBACH et Jean-Yves METAYER-ROBBES, Président de l'ACE, membres des Amis du CRIF. Autour d'un jus d'orange servi après cette conférence,Ils ont insisté sur le besoin d'affirmer les valeurs fondamentales de la République et de la démocratie face à la montée de l'antisémitisme en France. Pour le Président de l' ACE, « *il est maintenant urgent de faire de la pédagogie auprès des jeunes et d'expliquer à chacun que ce n'est pas en adoptant une attitude de replis sur soi...* blackjews.net 17.02.2014

- Rachid Birbach, l'imam franco-marocain qui fustige le Hamas et défend Israël - HuffPost Algérie

Présenté souvent par les autorités françaises comme un imam "*républicain modèle*", Hassan Chalghoumi est fortement décrié au sein de la communauté musulmane de France.

Le politologue Pascal Boniface notait à son propos qu'il est ce que "*la sociologie américaine appelle un* "native informant", *ces figures qui occupent la parole d'une communauté dont ils n'ont pas le soutien, mais qui tirent leur légitimité des médias et des milieux politiques dominants. Il dit ce que la majorité a envie d'entendre de la part d'une minorité, mais pas ce qu'elle pense réellement. Les* "informateurs indigènes" *valident les stéréotypes que la majorité véhicule sur leur communauté*".

Claude Askolovitch, dans son essai à contre-courant "*Nos mal-aimés, ces musulmans dont la France ne veut pas*" évoque aussi le cas Chalghoumi et les sentiments opposés qu'il inspire aux musulmans et à l'establishment français.

"*Etrange destin. Chalghoumi exaspère les musulmans, mais est une vedette française. En mars 2013, on l'a présenté en joyau national au vieux Shimon Peres, le président israélien, homme d'Etat vétéran devenant comparse, malgré lui, d'une pantomime française. Chalghoumi est inaudible – sauf dans la France officielle, ses politiques et ses médias, le public innocent* ".

On voit dans la vidéo ci-contre Rachid Birbach dans un rassemblement pro-israélien organisé le 30 juillet 2014 par le Crif où il ressort les mêmes arguments qui semblent combler d'aise une faible assistance. huffpostmaghreb.com 04.08.2014

Le summum de l'imposture.

Première Guerre mondiale : pourquoi 100 ans plus tard, les historiens ne sont toujours pas d'accord pour savoir si elle était évitable ou non et sur qui est responsable de son déclenchement - Atlantico.fr

Pour les deux anciens secrétaires d'Etat américains Henry Kissinger et Magdeleine Albright, la Première Guerre mondiale est un conflit qui aurait pu être évité. Atlantico.fr 04.08

Henry Kissinger est un des piliers du groupe Bilderberg depuis plus de 50 ans.

Quand on observe que les Américains et pas seulement, violent les traités, résolutions, textes ou lois qu'ils ont eux-mêmes édictés ou adoptés, on peut affirmer tranquillement qu'ils se foutent ouvertement du monde.

Et puis, la crise du capitalisme qui sévissait depuis le tournant du XXe siècle, l'incapacité de la bourgeoisie à affronter directement le prolétariat dans un contexte social et politique favorable au développement du mouvement ouvrier international, la velléité des différents impérialistes de procéder à un partage du monde à leur avantage, dont principalement l'impérialisme anglo-saxon, passent à la trappe...

ACTUALITE EN TITRES

La question qui tue.

- Ebola: et si une personne infectée arrivait demain à Paris Charles-de-Gaulle? - Slate.fr

Ou à Calais ou Marseille par bateau ou tout simplement à pied ou en voiture d'Italie ou d'Espagne...

Et si elle débarquait en Inde ou n'importe où dans le monde où les strustures sanitaires sont obsolètes ?

La duchesse et son bouffon.

- Centenaire 14-18: François Hollande tout sourire aux côtés de Kate Middleton - L'Express.fr

Ce lundi, le chef de l'Etat était assis à côté de la duchesse de Cambridge lors de la cérémonie de commémoration du centenaire de la Grande guerre à Liège. L'Express.fr 04.08

Chacun son camp.

- En 1914 ou en 2014, Hollande s'interroge sur la paix menacée: "*comment rester neutre?*" - AFP

François Hollande a de nouveau cédé lundi à la tentation de l'anaphore pour appeler l'Europe et l'ONU à agir plus énergiquement en faveur de la paix dans le monde. AFP 04.08

Restez neutre, cela signifie laisser Israël bombarder la population de Gaza, c'est la position officielle du gouvernement français, quel aveu !

Hollande, le va-t-en-guerre qui voulait bombarder la Syrie et qui s'est rattrapé par la suite en envoyant une expédition militaire punitive au Mali et en Centrafrique rejoint le camp de ceux qui en appel régulièrement à l'UE et l'ONU qui ont cautionné, soutenu toutes les guerres impérialistes depuis leur création ou ne s'y sont jamais opposées.

Au fait, Hollande (et le PS), il combat dans quel camp ?

- Ebola: et si une personne infectée arrivait demain à Paris Charles-de-Gaulle? - Slate.fr

Ou à Calais ou Marseille par bateau ou tout simplement à pied ou en voiture d'Italie ou d'Espagne...

ACTUALITÉ DU JOUR

Gaza. Une fois le massacre effroyable réalisé, il le dénonce tout en soutenant les assassins ou quand l'hypocrisie générale s'empare des dirigeants du vieux monde à abattre.

Avions-nous tort de tant insister sur le cynisme dont ils étaient capables pour alerter les militants, que les discours de leurs dirigeants endorment et induisent en erreur ? Nous étions des gauchistes, des extrémistes, des excités, bref, des uluberlus qu'il ne fallait surtout pas prendre au sérieux parce que nous aurions été déconnectés de la réalité. A propos du PS aussi notez bien.

Nous réaffirmons qu'Israël doit disparaître, que rien ne justifie son existence, sauf un mythe qui est venu se greffer sur la lutte de classe que mène la classe dominante pour assurer la pérénité du système capitaliste en crise permanente contre le prolétariat mondial et le socialisme. Ainsi on ne peut pas combattre Israël sans combattre pour en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, pour le socialisme. Toute autre orientation politique est inefficace ou opportuniste, conduit à se comporter en lieutenant ou complice de l'ennemi que l'on prétend combattre.

La lutte des classes est une guerre à mort, on avait un peu trop tendance à l'oublier, la barbarie qui se déchaîne en Ukraine, au Proche-Orient, contre les Palestiniens est là pour nous le rappeler.

Notre ennemi ne s'y trompe pas, il ne se laisse pas distraire par des théories vaseuses conciliatrices, il achète ceux qui dans notre camp servent déjà ses intérêts, il corrompt ceux qui manifestent une propension au compromis, il manipule ou enrole les faibles et les lâches qui sont dépourvus de conscience politique, à leur insu souvent ils en deviennent des agents, il gangrène puis brise les indécis, ceux qui manquent de détermination, il discrédite, censure les véritables opposants à sa politique, quand il en a l'occasion il les liquide froidement ou les fait disparaître...

Sa propagande de guerre psychologique et idéologique est permanente. Il est le maître des moyens d'informations, télé, radio, presse écrite, réseaux sociaux, il inonde, pollue, empoisonne ainsi les cerveaux de la population de l'école maternelle à l'âge adulte, de la naissance à la mort. Il n'y a pas une parole ou un geste qui n'en porte pas la trace plus ou moins ancrée profondément dans le cerveau de la population, à ses dépens ou sans qu'elle en ait conscience évidemment, car peu sont ceux parmi elle qui analysent leurs paroles ou actes, il paraîtrait pour l'avoir entendu que ce serait même une activité inutile ou malsaine, qui n'apporterait rien, alors qu'en réalité c'est un excellent exercice pour progresser dans la vie et sortir de l'inconscience qui nous domine ou dans laquelle on baigne continuellement.

Cela nécessite de faire des efforts, en voilà un obstacle insurmontable quand on préfère se laisser aller ou qu'on s'accommode finalement du monde dans lequel on vit. Là non plus, tout comme notre émancipation des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, personne ne les fera à notre place. On peut nous objecter que ce serait à devenir fou, à finir complètement névrosé, schizophrène. Confusion ou ignorance gravissime, cela conduit pluôt à cesser de l'être en réalité.

Nous avons souvent insisté dans nos causeries sur la nécessité de regarder la réalité en face aussi dure soit-elle, car c'était le seul moyen de la maîtriser ou saisir, au lieu qu'elle ne s'impose à nous... Les images de guerre, de corps déchiquetés, amputés, décapités, disloqués, réduits en bouillis sont insoutenables. Puis on passe à autre chose, on les a déjà oubliées la seconde suivante.

Cette faculté de l'homme à faire abstraction de ce qui le contrarie ou l'oppresse est nécessaire à son équilibre mental nous dit-on encore, sinon il en deviendrait fou. Certes, mais c'est partir du postulat qu'il serait sain d'esprit ou équilibré mentalement, ce qui reste à démontrer, car sa tentation de s'extraire de ce monde oppressant est pure illusion ou forfanterie de sa part, à peine a-t-il tourné le dos à la réalité qu'il ne veut pas voir, qu'elle se rappelle à ses bons souvenirs de mille manières quotidiennement.

C'est commettre une grave erreur de croire qu'il pourra s'en tirer ainsi ou prétendre avoir l'esprit ou la conscience tranquille. Il le sait très bien quelque part, il ne peut pas se leurrer lui-même bien longtemps. Il ne lui reste plus qu'à se mentir en permanence, à vivre dans l'hypocrisie, le déni, situation plutôt inconfortable, intenable, peu flatteuse quand on regarde en arrière ou qu'on fait le point sur sa propres vie, un vrai cauchemar en vérité.

Le seul moyen d'y mettre un terme, de se soulager de cette pression insupportable, de gagner en dignité, en confiance en soi aussi, c'est de mettre en pratique ses idées, car seule l'action a un effet thérapeuthique susceptible de nous soulager, présente cette faculté de nous procurer une satisfaction sans pareille, qui même si son action est de courte durée, demeure un fait indélébile inscrit dans notre vie, il ne reste plus ensuite qu'à la reproduire pour ressentir le même effet salutaire jusqu'au moment où notre engagement donne un véritable sens à notre vie, est en osmose avec nos idées, nos convictions, notre idéal de liberté auquel aspire l'humanité entière.

Parvenu à ce stade de conscience, on peut tout supporter. Bien entendu que le corps d'un enfant déchiqueté par une bombe nous soulève le coeur ou tout autre malheur qui peut nous frapper de près ou de loin, mais on ne flanche pas pour autant, on s'apitoie encore moins sur notre propre sort, mieux encore on peut continuer à se livrer à nos occupations quotidiennes sans avoir à chasser de notre mémoire ces images horribles, parce qu'on les a intégrées dans notre combat, on n'a pas besoin de les sortir de notre esprit parce qu'on les matérialise, elles demeurent vivantes, on ne cherchera pas à les chasser car elles font dorénavant partie de nous-même, de notre propre expérience à travers notre engagement politique pour changer la société et le monde. C'est la meilleure thérapie qui soit.

Quelques titres de presse qui illustrent cette supercherie.

- « *Dans les manifestations pro-Gaza, il y a aussi de belles histoires* » - LeParisien.fr

Jusqu'à présent les médias les diabolisaient, un défoulement pour antisémites, et soudainement ils changent de ton à l'instar de leurs maîtres à penser qui réagissent à l'ampleur de la mobilisation mondiale qui dénonce les crimes d'Israël et leurs complices des puissances occidentales.

- Gaza: Washington ferme avec Israël, mais relations de défense inchangées - AFP

Les Etats-Unis peuvent être fermes avec Israël sur les victimes palestiniennes civiles à Gaza, mais ils poursuivront leurs relations stratégiques avec leur allié notamment en matière d'équipements de défense, a indiqué lundi la diplomatie américaine.

"*Mais cela ne change pas le fait qu'Israël reste un partenaire important en termes stratégique et de sécurité. Il a le droit de se défendre*", notamment contre les "*attaques de roquettes*" et contre "*des terroristes passant en Israël via des tunnels*", a déclaré Jennifer Psaki, la porte-parole du département d'Etat, lors de son point de presse.

"*e crois qu'il n'y a pas d'autre pays au monde que les Etats-Unis qui soutienne plus la sécurité d'Israël*", a rappelé Mme Psaki, en plein coup de froid dans les relations entre les deux alliés.

"*J'en veux pour preuve le montant des financements accordés au système Iron Dome (...) Cela n'a pas changé*", a encore assuré la porte-parole du département d'Etat.

Au total, les Etats-Unis ont prévu de consacrer 30 milliards de dollars à l'aide militaire à Israël entre 2009 et 2018.

- L'ambassade d'Israël à Madrid cible une journaliste - LeMonde.fr

- Gaza: des pays occidentaux durcissent le ton à l'égard d'Israël - AFP Londres réexamine ses licences d'exportation vers Israël - AFP

"*Nous examinons actuellement toutes les licences d'exportation passées avec Israël afin de confirmer que nous les jugeons appropriées*", a déclaré une porte-parole des services du Premier ministre, David Cameron. AFP 04.08

La Grande-Bretagne les livrera à l'Arabie saoudite ou le Qatar qui les achemineront à Tel-Aviv...

- François Hollande appelle à ne pas "*rester neutre*" face aux massacres - L'Express.fr

Quel aveu face au massacre des Palestiniens !

- Fabius: le droit d'Israël à la sécurité ne justifie pas le "*massacre*" de civils - AFP

- Netanyahu: l'offensive se poursuivra jusqu'au "*rétablissement de la sécurité*" AFP

"*La tradition d'amitié entre Israël et la France est ancienne et le droit d'Israël à la sécurité est total mais ce droit ne justifie pas qu'on tue des enfants et qu'on massacre des civils*", a indiqué le ministre dans un communiqué publié à Paris.

"*Le Hamas porte évidemment une responsabilité écrasante dans cet engrenage macabre qui sert surtout les extrémismes, mais celle-ci non plus ne justifie pas ce que le secrétaire général des Nations unies a qualifié de crimes*", a ajouté M. Fabius. AFP 04.08

- Une ONG accuse Israël d'un crime de guerre - LePoint.fr

Human Rights Watch a accusé lundi l'armée israélienne d'avoir tué des civils alors qu'ils fuyaient les bombardements dans un secteur du sud de la bande de Gaza, ce qui constituerait un crime de guerre selon l'ONG basée à New York. LePoint.fr 04.08

Une officine de l'oligarchie financière américano-sioniste.

Quand l'Equateur bascule dans la dictature.

- En Equateur, des partis politiques interdits pour mauvais résultats électoraux - LeMonde.fr

L'autorité électorale de l'Equateur a avalisé lundi 4 août le retrait du statut de parti politique à quatre formations d'opposition.

La majorité des membres du Conseil électoral national (CNE) ont rejeté l'appel présenté par le Mouvement populaire démocratique (MPD, extrême-gauche), le Parti rénovateur action nationale (Prian, droite, auquel appartient M. Noboa), le Parti roldosiste équatorien (PRE, de l'ancien président destitué Abdala Bucaram) et de Rupture (centre-gauche, ex-allié du président socialiste Rafael Correa).

En juin, le CNE avait retiré leur statut à ces partis pour avoir réuni moins de 4 % des suffrages lors des élections de 2013 et 2014, et ne pas disposer du minimum d'élus requis par la loi au Parlement, dans les conseils municipaux et les conseils locaux.

Dans un communiqué publié lundi, le CNE indique avoir rejeté les appels déposés par ces formations « *faute de fondements juridiques* » et confirme leur retrait de « *registre permanent des organisations politiques* ». Un appel devant la commission de contentieux du CNE est possible, précise l'organisme.

« *Nous allons épuiser tous les recours internes contre cette décision inique et illégitime. Le MPD ne va disparaître ou se dissoudre à cause d'une décision bureaucratique prise par un gouvernement qui ne tolère pas l'opposition* », a déclaré Ciro Guzman, dirigeant de cette formation.

Conséquences de cette décision, ces partis ne peuvent plus prétendre à des financements publics (les financements politiques privés sont interdits en Equateur) ni postuler à des élections ou faire campagne. LeMonde.fr 04.08

Relations USA-Afrique : Un "***appel au respect***" de la politique du coup d'Etat permanent ou de la canonnière.

- Le sommet USA-Afrique s'ouvre sur un appel au respect de l'alternance politique - AFP Washington a insisté lundi sur les composantes de la démocratie au premier jour d'un sommet USA-Afrique sans précédent largement centré sur l'économie. AFP 04.08

Les Américains qui vont donner des leçons de démocratie en Afrique, alors qu'ils la bafouent partout dans le monde.

Le "*respect de l'alternance politique*" des régimes mis en place par les Américains ou à leur solde, dans le cas contraire ils s'emploient à les renverser.

Le mot respect est de trop dans la bouche des Américains qui multiplient les bases militaires et les interventions en Afrique.

AFP - Pour le président des Etats-Unis, l'un des sujets centraux du sommet sera "*de trouver les moyens de renforcer les capacités africaines dans les efforts de maintien de la paix et de résolution des conflits*". AFP 04.08

Haut de page

Le 6 août 2014

CAUSERIE

J'ai reçu les coordonnées FTP de la boîte pour laquelle je dois commencer à bosser d'ici un jour ou deux. Ensuite on fera ce qu'on pourra pour actualiser le site.

Tiens, j'ai reçu un courriel d'un militant, cela faisait très très longtemps que je n'en avais pas reçu. Je lui répondrai demain, ma réponse est prête.

Entre mes corvées quotidiennes à la maison, la maison que je fais construire, on a commencé à creuser les fondations ce matin à 7 h, mon épouse qui me pose problème, qui devient folle ou ne supporte plus rien depuis son opération, c'est de pire en pire chaque jour qui passe, mon boulot pour le site et maintenant mon boulot pour cette boîte, je n'ai plus une minute à moi ! Et dire qu'il y en a qui s'emmerdent, mais comment font-ils bordel ? Heureusement que j'ai Selvi et son frère qui m'aident.

Qui a dit ?

- "*En dépit des échecs et des reculades, l'Histoire du monde avance, contre vents et marées, vers la liberté dont l'Occident est le seul véritable défenseur. (...) Parce que l'Occident, à son meilleur, est capable d'apprendre des magnifiques autres civilisations du monde. (...) Parce que l'Occident est, de très loin, et pour longtemps encore, la première puissance économique, technologique et militaire du monde*."

Réponse : Le banquier sioniste et dirigeant du PS Jacques Attali, dans un article publié hier par Slate.fr dont il est un des cofondateur et l'Express.

Seule la lutte de classe des exploités à travers le monde est synonyme de progrès social, de civilisation, de liberté et non la classe des exploiteurs, les puissances impérialistes occidentales synonyme de régression sociale, de guerre et de barbarie, classe à laquelle Attali appartient.

Le "*meilleur*" de l'Occident est à mettre uniquement au compte des générations passées qui ont combattu sans relâche pour une société meilleure et plus juste contre les inégalités sociales et l'injustice dont elles étaient les victimes.

Le pire de l'Occident, auquel il fait référence dans son article en empruntant un ton outré et lointain comme s'il y était pour rien, est à mettre exclusivement au compte de la classe dominante détenant tous les pouvoirs, de "*la première puissance économique, technologique et militaire du monde*" dont Attali représente les intérêts.

Le chiffre du jour. 1.867

Selon un bilan des secours locaux, 1.867 Palestiniens ont été tués dont 408 enfants et adolescents (plus de 70 % étaient âgés de

12 ans ou moins, 251 garçons et 157 filles) , et 214 femmes, et plus de 9.500 ont été blessés, dont 2.744 enfants. 86% des morts sont des civils selon l'Ocha, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Reuters 05.08

Autres données.

L'Ocha rapporte que ce sont désormais 485.000 habitants de la bande de Gaza qui ont été déplacés et qui se sont réfugiés dans les abris de l'ONU ou chez des proches, soit plus de 25% de la population. Selon l'agence onusienne, 267.970 sont hébergés dans 90 refuges, soit environ 3.000 personnes par abris dont la capacité est de 500 personnes habituellement.

Mais ces endroits, tout comme certains hôpitaux, n'ont pas été épargnés par les tirs israéliens. MSF a dénoncé ces attaques et a souligné le fait "*qu'il n'y pas d'abris sûr pour les populations civiles bombardées en quête de protection*".

Selon le porte-parole de l'armée, environ 900 combattants du Hamas ont été tués. L'Ocha a comptabilisé 215 combattants palestiniens parmi les morts dont elle a pu vérifier l'identité.

Selon certaines sources, il y aurait 20.000 combattants, dont 10.000, les plus entraînés, qui feraient partie de la branche armée, Ezzedine al-Qassam. Les Brigade al-Qods du Jihad islamique, autre groupe armé de la bande de Gaza, revendiquent 8.000 hommes. nouvelobs.com 05.08

"***Israël a perdu sa légitimité***" (ex-commandant israélien) - french.irib.ir

L'un des hauts commandants de l'armée israélienne a évoqué la vague de protestation croissante contre Israël et ses politiques à travers le monde, protestations qui "mettent en cause la légitimité d'Israël" selon Wall Street Journal, " *des dissenssions s'amplifient au sein du cabinet sioniste à mesure que les condamnations se succèdent contre Israël et sa politique*". " *En effet les critiques contre Israël ont enlevé à Israël toute possibilité d'intensifier les attaques contre le Hamas.* "

L'ex commandant militaire en question, Gady Shamni est catégorique : " je ne vois aucun mouvement en avant, Israël a totalement perdu sa légitimité ". l'ex commandant fait écho aux critiques acerbes de Liberman : " le premier ministre nous a poussé dans le purgatoire. Il nous a mis dans des conditions extrêmes. Il n'accepte ni la trêve ni une solution destinée à en finir avec le Hamas" ! french.irib.ir 05.08

En complément.

- GB: une secrétaire d'Etat démissionne, dénonce la position de Londres sur Gaza - AFP Une ministre britannique démissionne en raison de Gaza - Reuters

Guerre psychologique et idéologique. Réseaux sociaux ou antisociaux. Réponse : Des «***psychopathes***».

- Le jeu «*BombGaza*» stoppé par Facebook et Google - Liberation.fr

- « *Bomb Gaza* » : quand bombarder Gaza devient un jeu pour Google - french.irib.ir

Depuis quand bombarder Gaza est un jeu ? Depuis le lancement fin juillet sur Google d'une application scandaleuse pour mobiles et tablettes Android.

Google a fait scandale avec le jeu «*Bomb Gaza*» pour mobiles et tablettes dotés du système d'exploitation Android.

Il a finalement été retiré ce lundi soir.

Cette application est une «*honte*», «*inacceptable*», conçue par des «*psychopathes*»: le web est scandalisé par «*Bomb Gaza*», un jeu, destiné aux téléphones et tablettes dotés du système d'exploitation Android.

Lancé le 29 juillet et téléchargé plus de 1000 fois depuis, le jeu vient d'être finalement retiré de la page Google Play lundi 4 août au soir. Les internautes ont néanmoins eu le temps de partager leur indignation sur tous les réseaux sociaux.

La description: «*Bombarder Gaza, lancer des bombes et éviter les civils*», pouvait-on lire sur le site de téléchargement il y a encore quelques heures. Le développeur PLAYFTW mettait en avant une nouvelle musique «*israélienne*» au générique.

«*'Bomb Gaza' semble avoir été conçu pour offenser*», selon le Guardian.

Des utilisateurs d'Android ont immédiatement fustigé le jeu sur sa page Google Play: «*Comment peut-on faire ça? C'est la pire app que j'ai jamais vue de toute ma vie. Comment Google Play a-t-il même pu accepter ce jeu?*», s'indigne un utilisateur d'Android.

Pour un autre, le jeu est «*Inhumain et dégueulasse. Selon la description, 'éviter les civils'... alors qu'en réalité plus de 1800 Gazaouis ont été assassinés (...). Honte au management de Google Play d'accepter un jeu si inhumain*».

Google n'a pas réagi à ce jour, tout comme le développeur de l'application PLAYFTW qui a osé s'inspirer du désastre dans l'enclave palestinienne pour divertir les utilisateurs de smartphones. Mais face au tollé suscité, le jeu a été retiré de la page de la boutique d'application de Google lundi soir. Un jeu similaire, du nom de « *Gaza Assault : Code Red* » a également été retiré de Google Play. french.irib.ir 05.08

A travers les articles et les vidéos que nous avons mis en ligne au cours des années passées, nous savons que Facebook, Google, Yahoo, etc. sont liés à Microsoft, Intel, IBM, etc. qui sont liés aux grands médias américains de l'information, CNN, CBS, Time Warner, The Washington Post, etc. qui sont liés à la CIA, à la NSA, au Pentagone, qui sont liés aux banquiers anglo-saxons-sionistes, qui tous participent au groupe Bilderberg, aux think tanks néoconservateurs ou néolibéraux, ils font tous partie d'une seule et même famille qui partage la même stratégie politique ayant pour objectif l'instauration d'un nouvel ordre mondial, une sorte de monarchie absolue dont les oligarques anglo-saxons-sionistes seraient les monarques.

Pour parvenir à cet objectif, une dictature mondiale implacable, il leur faut contrôler l'ensemble de la population, la conditionner, orienter ou lui dicter son mode de pensée. Aussi doivent-ils s'employer à détruire chez elle tout espoir d'un monde meilleur, toutes les valeurs et tous les principes auxquels elle pourrait se raccrocher pour justifier ou légitimer son combat contre l'ordre établi et l'effroyable destin qu'ils lui réservent, la déstabiliser psychologiquement, instaurer un climat délétère, nauséabond, le règne de la terreur permanente. Faire en sorte qu'elle développe un penchant schizophrénique ou paranoïaque aiguë de façon à pouvoir lui imposer une interprétation de la réalité qu'elle ne pourra pas contester ou contre laquelle elle sera impuissante à se rebeller, puisqu'elle en sera totalement déconnectée ou sera incapable de la saisir, croulant de toutes parts sous la propagande que lui servira la classe dominante et ses représentants, institutions, partis, médias, Internet ou "*réseaux sociaux*".

Leur interprétation de la réalité, les informations qu'ils diffusent, les moyens pédagogiques, culturels et de communication qu'ils développent, combinent guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées afin d'atteindre leur objectif.

S'employer à détruire l'espoir d'un monde meilleur chez les travailleurs, leur présenter le monde actuel sous l'angle le plus sombre, le plus cynique, a pour but de les persuader qu'il est impossible d'inverser le cours de l'histoire et qu'ils doivent se résigner à accepter le sort qu'ils leur ont réservé, à faire allégeance ou à se soumettre à leurs maîtres contre lesquels ils sont impuissants à lutter.

Pourquoi font-ils étalage de leur toute puissance ? Pourquoi ne s'entourent-ils plus de précautions pour camoufler ou édulcorer leurs méfaits abominables ? Pourquoi font-ils preuve d'une telle audace dans le cynisme ? Certainement pas parce que ce seraient des imbéciles ou qu'ils auraient perdu la tête, bien au contraire ils savent parfaitement ce qu'ils font, cela tient de la guerre psychologique qu'ils mènent contre les travailleurs pour briser leur moral, leur résistance, les conduire au désespoir, les contraindre à baisser les bras, à abdiquer leurs droits légitimes, à capituler, à devenir des serfs comme disait le banquier Nick Rockefeller à Aaron Russo.

Parce qu'aussi ils ont conscience de l'état pitoyable du mouvement ouvrier pourri par le réformisme et l'opportunisme, de l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction pour les combattre, de l'état de putréfaction avancée de son avant-garde qui n'a pas été foutue d'assurer la continuité du marxisme et du léninisme après la mort de Trotsky, rongée par des contradictions internes et des compromis qui lui ont ôté toute légitimité aux yeux des travailleurs les plus avancés et des militants... Qu'ils n'aient pas été foutus de décrire la nature du sionisme et son lien avec l'impérialisme pour prendre un exemple d'actualité, illustre si nécessaire leur médiocrité théorique ou leur faillite politique.

On peut jeter la pierre au milieu intellectuel qui se laisse gangrener ou acheter par l'idéologie dominante, tout comme on peut reprocher à bien des militants de se fourvoyer dans le gauchisme ou l'opportunisme le plus abjecte ou tout simplement cesser le combat, à leur décharge, il faut préciser qu'ils y ont été encouragés par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire indemne de toute compromission, au contraire nos dirigeants se sont livrés à des manoeuvres déloyales ou misérables uniquement pour couvrir leurs erreurs politiques, ils ont employé des méthodes méprisables pour justifier leur politique, qui devait nous conduire dans une impasse ou la situation actuelle proche du néant ou du zéro absolu en terme d'organisation des masses.

Ils ont échoué sur toute la ligne, c'est le constat ou le bilan accablant que l'on peut dresser sans se livrer à des procès d'intention, car seul le résultat compte et non leurs discours conçus sur la base de syllogimes frauduleux qui ne servent qu'à proclamer qu'ils ont toujours eu raison, condition indispensable pour conserver leur statut et se maintenir en place, parfois inamovible pendant des décennies et des décennies à reproduire sans cesse les mêmes erreurs politiques, en pire au fil du temps, jusqu'à ce qu'ils atteignent un point de non-retour, réhabilitant Bakounine dans le dos de Marx et Engels, se réclamant de Jaurès dans le dos de Lénine et Trotsky, pour finalement se proclamer réformiste et la boucle est bouclée, cela ne date pas d'hier notez bien.

Hier j'ai parcouru rapidement deux articles que je ne mettrai pas en ligne, dans le premier l'auteur se livrait à un amalgame entre Marx et Sartre, dans le second l'auteur se livrait à un amalgame entre Thorez, Jaurès et Lénine, on pourrait en ajouter un troisième qui reproduisait le discours de Dominique de Villepin, les trois se réclamant du mouvement ouvrier.

On peut citer le travail réalisé par un intellectuel sans se soucier de la classe à laquelle il appartenait ou qu'il représentait, quand dans un article ou un ouvrage cela favorise la compréhension de certains évènements ou l'évolution de certains facteurs, mais certainement pas dans un article qui a valeur de propagande politique ou alors en l'accompagnant d'un commentaire suffisamment explicite pour que les lecteurs ne se méprennent pas à la fois sur le sens de la citation que l'auteur a utilisée, et sur les intentions de l'auteur cité, chacun devant demeurer strictement à sa place en quelque sorte, de telle sorte qu'il n'y ait pas de confusion possible dans la tête des lecteurs. De la même manière, par exemple, il ne nous viendrait pas à l'idée de reproduire une déclaration d'un dirigeant syndical vendu, sans ajouter un bref commentaire précisant dans quel contexte il a été amené à la faire, de tel sorte que pas un travailleur ou un militant ne puisse penser qu'il pourrait combattre à leur côté, car à aucun moment on ne doit promouvoir la moindre illusion chez les travailleurs envers les dirigeants syndicaux corrompus.

Dans les deux articles dont j'ai parlé plus haut, il y avait pire encore, puisque leurs auteurs se sont employés à faire dire aux marxistes ce qu'ils voulaient qu'ils disent pour justifier leurs galimatias indigestes qui revenaient à dénatuer complètement les marxistes, à rabaisser Marx au rang de Sartre ou élever Thorez et Jaurès au rang de Lénine alors qu'ils n'en arrivaient pas à la cheville, pire, ils en étaient l'antithèse la plus achevée, ils représentaient ce que Lénine avait en horreur dans le mouvement ouvrier.

Ailleurs figurent Karl Liebknecht au côté de Jaurès, l'un ayant condamné la guerre impérialiste de 1914 alors qu'elle avait éclaté, l'autre ne l'ayant pas vécu, puisque Jaurès fut assassiné 5 ans avant Liebknecht et Rosa Luxemburg. Le témoignage de Liebknecht a une valeur ou présente un intérêt, il peut nous servir de référence ou on peut s'en réclamer, parce qu'il n'a jamais changé de position durant toute la durée de la guerre, celui de Jaurès n'en présente aucun à nos yeux, surtout après que Trotsky ait affirmé que s'il avait vécu plus longtemps "*indubitablement*" il eut occupé "*la position patriotique*" (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915), bref, il aurait rejoint le camp des va-t-en-guerre, il se serait rangé derrière l'impérialisme français.

Là encore, on est en présence d'un amalgame indigne d'un parti ouvrier, qui tend à donner de Jaurès une image qui ne correspondait pas à la réalité, à déformer sciemment ce qu'il était vraiment, un réformiste, un patriote, un de ces socialistes que combattaient les marxistes, dont Liebknecht, Lénine et Trotsky.

Comprenez bien notre démarche qui est cohérente et sérieuse, honnête, on ne cherche pas la petite bête ou un détail pour nous distinguer ou attaquer qui que ce soit, on pioche nos exemples ou faits dans le matériel que les uns et les autres mettent à notre disposition, on n'invente rien et chacun peut le vérifier.

Quel est le rapport avec l'article figurant plus haut ?

Facebook, Google, les "*réseaux sociaux*" ont été conçus pour votre bien, c'est bien ainsi que leurs propriétaires les présentent et se présentent, alors qu'en réalité ils sont animés d'intentions inavouables et servent un tout autre but. Quand Obama mène sa guerre de rapine à travers tous les continents, c'est au nom de la démocratie, de la liberté, et non pour satisfaire les besoins de l'impérialisme américain ou poursuivre la stratégie politique que l'oligarchie financière anglo-saxonne s'est fixée et qu'il applique, inavouable elle aussi.

Quand on présente Jaurès comme un grand révolutionnaire, un internationaliste, alors qu'en réalité c'était un réformiste patriote, un social-patriote, que fait-on, la même chose, on emploie le même procédé condamnable qui consiste à faire passer sa propre propagande pour la réalité qui s'en trouve faussée ou dénaturée à l'insu de ceux qui vous écoutent ou vous lisent. On ne peut pas adhérer à un tel procédé. On aurait pu prendre cent autres exemples du même genre.

Après étonnez-vous encore qu'on se retrouve dans une telle situation, c'est normal. C'est son côté le plus navrant, dramatique, certains diront terrifiant car on n'a pas encore tout vu et supporté loin de là, on en est qu'au hors d'oeuvre, le pire reste à venir. Continuons dans cette voie et la barbarie finira par triompher sur toute la surface de la terre.

Désolé de ne pas vous avoir conté une belle histoire pour vous remonter le moral, puisez dans vos propres forces s'il vous en reste ou si vous en avez les moyens, ici on s'est démené sans compter depuis des années pour vous aider à en acquérir, sinon reprenez l'histoire de la lutte des classes depuis 1940 de A à Z en appliquant notre méthode ou une autre si vous en avez une disponible que vous estimez plus efficace, cela vous occupera un moment et peut-être que vous en tirerez à un moment donné suffisamment de satisfaction si vous menez cet exercice à bien pour vous remonter le moral, personne ne peut faire ce travail à votre place ou se mettre à votre place. N'a-t-on pas l'habitude de dire que les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour s'en sortir, et bien là c'est la même chose.

Devenez patron, capitaliste, le miroir aux allouettes.

Rien de tel que devenir patron pour être encore plus enchaîné au capitalisme.

- Bientôt un million d'auto-entrepreneurs : les réalités extrêmement diverses derrière les chiffres - atlantico.fr

Selon une annonce de l'Acoss, qui gère notamment l'Urssaf, près d'un million de français seraient inscrits en tant qu'auto-entrepreneurs.

Un grand nombre d'auto-entrepreneurs ont une activité professionnelle. Ainsi, 38 % exercent une activité de salarié dans le secteur privé. Parmi, les autres créateurs d'entreprise, les salariés du secteur privé n'en représentent que 28 %.

33 % des auto-entrepreneurs sont des demandeurs d'emploi, 12 % sont sans activité professionnelle, 6 % sont des retraités et 5 % des salariés du public et 5 % des étudiants. Toutes ces catégories sont en proportion plus importantes que parmi les autres créateurs d'entreprises.

Quatre secteurs sont principalement choisis par les auto-entrepreneurs : les activités de soutien et de conseil aux entreprises (25 % des auto-entreprises créées), le commerce (21 %), les services aux ménages (17 %) et la construction (15 %). De nombreuses personnes créent une auto-entreprise dans une activité autre qu'il exerce en tant que salarié ou fonctionnaire.

Le détail des statistiques montre également que 49% d'entre-eux n'auraient pas réalisé de chiffre d'affaires au premier trimestre de l'année. Egalement, seuls 5% d'entre-eux ont généré plus de 2 500 euros par mois de revenus. atlantico.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Les contradictions du capitalisme exacerbées à l'extême.

- Les tensions à Calais exacerbées par l'afflux de migrants via l'Italie - AFP

- Un nouveau camp rom démantelé - et après ? - Francetv info

En quelques jours, en région parisienne, plus de mille personnes ont été évacuées par la police... avec, à chaque fois, cette question : et après ? Francetv info 05.08

Aucun peuple sur aucun continent ne se résoudra éternellement à l'extrême misère à laquelle les voue le capitalisme. C'est l'une des contradictions mortelles du capitalisme... ou du socialisme, si nous ne sommes pas prêts à l'affronter, ce sera le national-socialisme ou fascisme qui prendra le relais...

Bon, alors quand est-ce qu'on va commencer à promouvoir le socialisme ? On laisse le champ libre au fascisme ? On attend quoi au juste ? Posez cette question à vos dirigeants.

Du front de la guerre.

- Ukraine : les combats font rage aux portes de Donetsk - LeMonde.fr

- Environ 730.000 personnes ont fui l'Ukraine pour la Russie - Reuters

- Irak: 40 enfants yazidis morts à la suite d'une attaque jihadiste sur Sinjar - AFP

- Centrafrique : le premier ministre démissionne à la suite de l'accord de paix de Brazzaville - LeMonde.fr heures

- Tirs à la frontière entre le Liban et la Syrie durant la trêve - Reuters

Au tour du Liban, l'étau se resserre autour de l'Iran...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Afrique: Obama annonce la mobilisation de plus de 30 milliards de dollars - AFP

Le président des Etats-Unis Barack Obama a annoncé mardi la mobilisation de plus de 30 milliards de dollars - aide publique et investissements privés - à destination de l'Afrique, appelant les dirigeants du continent à créer un environnement propice aux affaires. (Des "*investissements privés*" une "*aide*" pour les Africains, lesquels ? Ceux à qui profitent les "*affaires*"... - ndlr)

Washington, qui espère refaire une partie de son retard sur l'Europe et la Chine, a du chemin à parcourir. M. Obama lui-même a rappelé que les échanges des Etats-Unis avec l'ensemble du continent africain étaient équivalents à ceux réalisés avec le seul Brésil. "*Sur l'ensemble des produits que nous exportons à travers le monde, seuls 1% vont vers l'Afrique sub-saharienne*", a-t-il ajouté. (Cette "*aide*" doit donc favoriser les exportations des Etats-Unis vers l'Afrique. - ndlr)

Mettant en avant, devant un parterre de dirigeants et d'hommes d'affaires, "*de nouveaux engagements*" de 33 milliards de dollars au total, le président américain a particulièrement annoncé que des entreprises américaines - Marriott et General Electric notamment - s'étaient engagées sur des investissements d'un moment total de 14 milliards de dollars dans les secteurs de la construction, de la banque ou encore des technologies de l'information. AFP 05.08 (Il s'agit uniquement de concurrencer les Brics ou les déloger. - ndlr)

SOCIAL

1- Grèce.

L'effondrement contrôlé du capitalisme et ses effets sur le plan social.

Okeanews.fr - La Grèce : le plus haut taux de pauvreté de la zone euro. 34.6% de la population grecque est au niveau ou sous le seuil de pauvreté

Selon une nouvelle étude de la Fondation pour la recherche économique et industrielle, la Grèce occupe la première place dans la zone euro et le quatrième rang parmi les 28 membres de l'Union européenne concernant le pourcentage de ses citoyens vivant au niveau ou sous le seuil de pauvreté.

L'étude révèle qu'un peu plus d'un tiers des Grecs (34,6%) - quelques 3.795.100 personnes - vivaient avec moins de 60% du revenu médian national en 2013.

Ce pourcentage a augmenté de façon constante depuis 2010, lorsque le pays a commencé à appliquer des mesures d'austérité, passant de 27,6% en 2010 à 27,7% l'année suivante, 31% en 2012 et 34,6% en 2013.

Les données de ELSTAT montrent que le risque de pauvreté a considérablement augmenté en Grèce depuis 2010 et que le pourcentage de pauvreté relative a augmenté de 17,3%. Dans la même période, l'écart de pauvreté a augmenté de 24,1% et le risque de pauvreté et d'exclusion sociale de 25,4%.

Dans l'UE, la Bulgarie (49,3%), la Roumanie (41,7%) et la Lettonie (36,2%) ont les pourcentages les plus élevés de personnes vivant dans une pauvreté relative.

Le taux de pauvreté de la Grèce a également dépassé les autres pays de l'UE qui ont suivi des programmes d'austérité. En Irlande, le taux est de 30%, en Espagne de 28,2%, à Chypre de 27,1% et au Portugal de 25,3%.

Les cinq Etats membres de l'UE ayant les plus faibles taux de pauvreté sont les Pays-Bas (15%), la République Tchèque (15,4%), la Suède (15,6%), la Finlande (17,2%) et le Luxembourg (18,4%).

Le taux de pauvreté moyen dans l'UE était de 24,8% et de 23.3% dans les pays de la zone euro. okeanews.fr 05.08

2- Bangladesh

- Heurts entre policiers et ouvriers du textile au Bangladesh - Reuters

Des heurts ont eu lieu mardi à Dacca, la capitale du Bangladesh, entre des ouvriers du textile observant une grève de la faim et réclamant le versement d'arriérés de salaire et les forces de l'ordre, rapportent la police et des témoins.

Près de 1.600 ouvriers, travaillant dans cinq usines de Tuba Group, observent une grève de la faim depuis le 28 juillet et réclament le paiement de trois mois d'arriérés de salaire, de leurs heures supplémentaires et des primes de congés. Près d'une centaine d'ouvriers en grève de la faim sont tombés malades.

Les policiers ont fait usage de matraques pour disperser plusieurs centaines d'ouvriers qui tentaient d'assiéger le quartier général de l'Association des fabricants et exportateurs de textile du Bangladesh, ont déclaré des témoins.

Dimanche, l'association a accepté de verser deux mois de salaire cette semaine et déclaré que Tuba Group verserait par la suite le reste des arriérés ainsi qu'une prime liée à la fête de l'Aïd al Fitr, qui marque la rupture du jeûne du mois de ramadan.

Cette offre a été rejetée par les ouvriers.

L'an dernier, le gouvernement a relevé le salaire minimum de 77% à 68 dollars par mois. Reuters 05.08

Ils ont raison ces ouvriers, tout comme les mineurs ou les métallos d'Afrique du Sud : Ne lâchez sur rien , allez jusqu'au bout ! Ils sont la fierté du mouvement ouvrier international.

Haut de page

Le 7 août 2014

CAUSERIE

On a ajouté 13 nouveaux documents.

Vous comprenez pourquoi je ne prends plus l'avion :

- Un avion d'Air India contraint de se poser à cause de rats à bord - L'Express.fr

Du massacre à la censure.

- A Gaza, 400.000 enfants sont en «*détresse psychologique*» - 20minutes.fr

Après un mois de guerre, Catherine Weibel, porte-parole de l'Unicef pour Israël et la Palestine, estime que presque la moitié des enfants de Gaza sont en «*état de détresse psychologique*». 20minutes.fr 06.08

- CNN, BBC, quand les journalistes sont censurés par le lobbying israélien - french.irib.ir

Max Keiser, journaliste et producteur de films documentaires d'origine écossaise, a annoncé ce dimanche 03 août avoir quitté son émission sur la BBC.

La raison invoquée, les ordres qui lui ont été donnés par les responsables du célèbre média britannique : interdiction totale de mentionner davantage Israël.

Une censure que le journaliste, indépendant et présent sur tous les fronts depuis des années, n'acceptera pas. « *Ce type de censure mène à l'horreur à Gaza* », affirme-t-il sur Twitter. Max Keiser est d'ailleurs connu pour avoir fait volontairement chuter l'action de Coca-Cola, en utilisant pour ce faire un fonds spéculatif, trader à ses heures perdues.

Dans un autre tweet, il met clairement en cause le rôle de la Grande-Bretagne dans l'armement israélien et son lien avec la censure dont il fait l'objet à la BBC. Mais Max Keiser est loin d'être l'unique journaliste freiné dans son travail par le lobbying israélien.

En effet, si la journaliste espagnole Yolanda Alvarez, correspondante à Jérusalem, a été violemment accusée par l'ambassade israélienne à Madrid de soutenir la « *propagande du Hamas* » parce qu'elle diffusait des photos des victimes palestiniennes et des chiffres accablants ; la CNN n'est pas en reste.

Le média américain a récemment muté sa journaliste, Diana Magnay, qui couvrait le conflit. Après avoir été menacée par des israéliens, elle avait directement qualifié ceux-ci d' « *ordures* » sur Twitter. « *Diana a réagi dans un mouvement de colère sur Twitter, après avoir été menacée et harcelée lors d'un tournage* » expliquait un porte-parole de la chaîne. french.irib.ir 06.08

Si une journaliste très-comme-il-faut traite des Israéliens (sionistes) d'« *ordures* », c'est qu'ils doivent être encore plus monstreux que ce qu'on imagine, la pire pourriture qu'a sécrété leur vieux monde pourri avec leur pendant takfiris ou de EI (Daesh).

Comment s'articule leur guerre psychologique et idéologique conformément à leurs objectifs et leur stratégie politique.

Grille de lecture proposée pour les trois articles ci-dessous. Nous ne faisons qu'effleurer ce sujet ici.

1- La mise sous surveillance des opposants à la politique américaine à l'échelle mondiale.

2- Leur enlèvement, l'emploi de la torture et leur liquidation au nom de la morale.

3- Le droit à l'oubli, qui consiste à faire disparaître les noms de représentants ou agents de la classe dominante qui ont été mêlés de près ou de loin à des affaires ou des coups tordus, de façon à effacer toutes traces de leur responsabilité.

On pourrait ajouter un quatrième élément à cette grille de lecture pour répondre à une question que peuvent se poser des lecteurs :

4- Pourquoi des médias tels que 20minutes.fr, Le Figaro où Slate.fr qui sont liés à la classe dominante ou en sont les représentants publient ce genre d'articles ?

Pour que leurs lecteurs ne les accusent pas de manquer en général d'impartialité dans le traitement de l'information, pour donner l'impression qu'eux aussi sont guidés par l'intérêt général et non par des intérêts partisans, pour répondre éventuellement à ceux qui les accusent de se placer systématiquement au côté du gouvernement ou du régime en place, et enfin qu'ils seraient indépendants et n'auraient de compte à rendre à personne, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Ce qu'il faut comprendre ou retenir, c'est que ces médias comme tous les autres ne tiennent pas à se couper des couches de la population auxquelles ils sont censés s'adresser afin de continuer à distiller jour après jour la propagande de la classe dominante, participant à un processus permanent de conditionnement et de contamination des masses et des intellectuels, qui en répercutant leurs articles deviennent autant d'agents servant leur cause au sein de la population, bien au delà des milieux auxquels ils peuvent accéder, gratuitement qui plus est.

Rien de tel pour exercer un contrôle accru de la population et savoir ce qu'elle pense, quel est son état d'esprit ou son niveau de conscience, que d'être à l'origine des idées qu'elle véhicule ou auxquelles elle adhère pour ensuite plus facilement orienter son interprétation de la réalité. Il s'agit donc au préalable de la mettre en confiance en lui soumettant les matériaux de base censés satisfaire son besoin d'information ou alimenter sa réflexion présentant les apparences de l'impartialité, de telle sorte qu'elle continue de s'alimenter à ces sources par la suite, ignorant qu'elle fait l'objet d'une manipulation.

Leurs lecteurs estimant y trouver leur compte en matière d'informations seront moins tentés d'en rechercher ailleurs, en quelque sorte c'est tenté de couper l'herbe sous le pied des opposants au régime qui possèdent leurs propres publications. Autrement dit, c'est tenté de gagner à l'idéologie dominante de nouveaux adeptes parmi les masses et les intellectuels, en leur proposant la panoplie la plus large possible d'articles sur des sujets généralement traités par les opposants au régime, sous un angle susceptible de les faire adhérer à leur idéologie à leur insu ou de les éloigner de ceux qui la combattent.

Enfin, que ces articles mettent en cause l'administration américaine, Obama, la NSA ou la CIA ou une institution de l'Union européenne n'a pas vraiment d'importance pour eux, car à l'instar des personnes ou institutions citées, ils ont conscience ou ils ont parfaitement intégré dans leur stratégie de communication qu'en face il n'existe aucune opposition suffisamment structurée ou puissante qui pourrait s'en servir contre elles ou qui puisse rivaliser avec eux, ces médias aux ordres. A la toute puissance de la classe dominante sans véritable rival (organisé), répond logiquement celle des médias qui servent ses intérêts au sein de la population.

Tous ceux qu'Obama surveille pour «***terrorisme présumé***»: les nouvelles fuites qui inquiètent l'Administration - slate.fr

Le gouvernement américain doit faire face à une nouvelle fuite, vraisemblablement due à un (ou plusieurs) nouveau(x) lanceur (s) d'alerte.

Mardi 5 août, le site Internet fondé par le journaliste indépendant Glenn Grenwald, The Intercept, que l'ex-agent de la National

Security Agency (NSA) Edward Snowden avait contacté pour dévoiler le vaste programme de surveillance Prism en juin 2013, a publié un document classé «*secret/noforn*» (c'est-à-dire qu'il ne doit pas être communiqué aux gouvernements alliés) portant sur la croissance exponentielle du nombre de personnes mises sous surveillance dans le cadre de la lutte antiterroriste sous l'administration Obama.

Sur 680.000 personnes dans le monde considérées comme «*terroristes connus ou présumés*» en 2013 (et à ce titre présents sur la TSDB, «*Terrorist Screening Database*»), 280.000 n'ont pas d'affiliation avec un groupe terroriste spécifique, soit près de la moitié (40%). En comparaison à cette catégorie, le nombre de personnes suspectées d'entretenir des liens avec al-Qaida, le Hamas et le Hezbollah réunis semble bien faible.

D'après les recommandations du gouvernement américain pour établir ces listes de surveillance, publiées par The Intercept, les agents n'ont pas besoins de «*faits concrets*» ni de «*preuves irréfutables*» pour inscrire secrètement quelqu'un sur ces listes. «*La notion vague et élastique de "suspicion raisonnable" suffit à elle seule*», rapporte le site fondé par Glenn Greenwald.

Dans une autre liste révélée ce mardi 5 août, baptisée TIDE (pour Terroriste Identities Datamart Environment), 1 million de noms sont recensés. Les agents sont autorisés à inscrire des noms sur cette liste sur la base de normes encore moins rigoureuses que pour la TSDB.

Le nombre de personnes interdites d'embarquer sur des vols au départ ou à destination des Etats-Unis («*no-fly list*») a été multiplié par dix depuis que Barack Obama est président des Etats-Unis (elle comprend maintenant 47.000 noms). C'est plus que sous l'administration Bush, rapporte The Intercept. En 2006, CBS News s'était procuré cette liste, et avait révélé qu'elle comprenait 44.000 noms, dont notamment celui d'un terroriste improbable: le président bolivien Evo Morales.

L'article de The Intercept cite «une source faisant partie de la communauté du renseignement».

Sachant que ce site ne cache pas quand sa source est Edward Snowden, et que le document est daté d'août 2013, soit après le départ du jeune informaticien vers Hongkong pour fuir la justice américaine, tout porte à croire que la fuite a été causée par un autre lanceur d'alerte (ou plusieurs) au sein des services de renseignement américains.

Le 4 juillet, Glenn Greenwald avait déjà émis cette hypothèse dans un tweet. Slate.fr 06.08

Obama n'a fait que poursuivre et amplifier la politique mise en oeuvre par Bush à partir du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et dans le monde, en tenant exactement le même discours.

Que «*la notion vague et élastique de " suspicion raisonnable " suffit à elle seule*» ou ait valeur de preuve pour être considéré comme un dangereux ennemi des Etats-Unis, en dit long sur les "*preuves*" que possèderaient la CIA et Obama sur l'implication de la Russie ou des "*pro-russes*" ukrainiens dans le crash du vol MH17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine.

Il faut être d'une naïveté incroyable ou d'une crasse bêtise irrécupérable pour accorder la moindre confiance à leurs élucubrations, leur version de faits qu'ils trafiquent à leur avantage, l'imposture la plus grandiose des dernières décennies demeurant les soi-disant attentats du 11 septembre 2001 qui devaient uniquement servir à justifier toutes leurs guerres à venir. Et dire que parmi nous ou bon nombre d'opposants à l'impérialisme américain il y en a encore qui ne l'ont pas compris, c'est à se demander si nous combattons réellement le même ennemi ou s'ils ont quelque chose dans la tête.

Torture : la CIA à nouveau sur la sellette - lefigaro.fr

Treize ans après le 11 Septembre, la CIA se retrouve à nouveau mise en cause, alors qu'un rapport sénatorial de quelque 6000 pages sur les programmes secrets de torture et de détention en vigueur entre 2002 et 2006 est censé être déclassifié dans les prochains jours. Ce rapport parlementaire, fruit d'une enquête de plusieurs années, devrait fournir une condamnation sans détour des «*pratiques d'interrogatoire poussées*» mises en place pour lutter contre le terrorisme avec l'aval d'une Administration Bush qui avait donné aux espions de Langley un quasi-blanc-seing.

Selon les informations qui ont déjà filtré dans la presse américaine, le rapport ne va toutefois pas jusqu'à conclure à des pratiques de «*torture*». Cette omission paraît délibérée. Toute violation de la loi sur la torture pourrait générer potentiellement des poursuites contre de hauts responsables de l'agence, un engrenage légal que nul n'a intérêt à déclencher. «*Barack Obama ne veut pas que cette affaire prenne de l'ampleur. Comme tout chef de l'exécutif, il a besoin de la CIA avec laquelle il entretient des liens de confiance, notamment à travers sa relation très productive avec son patron John Brennan, qui était, il ne faut pas l'oublier, un haut cadre de l'agence après le 11 Septembre*», explique David Barrett, historien spécialiste des services de renseignements, qui donne un cours sur la CIA à l'université Villanova.

Ces préoccupations expliquent les tiraillements qui opposent depuis quelques jours la présidence et l'Agence centrale de renseignement d'un côté, et le comité du renseignement du Sénat de l'autre, alors qu'ils bataillent sur les détails de

la déclassification du futur rapport. Exaspérée, Dianne Feinstein s'est insurgée mardi contre «la lourde réécriture» de certains passages du texte, par l'exécutif, «une sortie qui laisse entendre que la publication pourrait être retardée», note Barrett.

Barack Obama a reconnu vendredi dernier, en termes très directs, que les «*États-Unis avaient franchi une ligne*» après le 11 Septembre. «*Nous avons torturé certaines personnes, nous avons fait des choses contraires à nos valeurs*», a-t-il dit avec une rare franchise, espérant que le rapport aide à tourner la page. Mais le président a défendu avec force ses espions, appelant le pays à ne pas être trop «*moralisateur*» et à se souvenir du contexte dans lequel les services opéraient. «*Il est important de se souvenir combien les gens avaient peur après la chute des tours jumelles… Il y avait une énorme pression sur les épaules des forces de sécurité*», a-t-il rappelé. Le président est d'autant plus en retrait que l'opinion publique paraît largement indifférente. «*Pour les Américains, c'est une vieille histoire, dit David Barrett, et il faut voir qu'une pluralité voire une majorité de gens continuent de dire que la torture peut être justifiée dans certaines circonstances. De ce point de vue, ils sont en phase avec la série 24 Heures, qui met en scène un héros, Jack Bauer, qui n'hésite pas à torturer pour sauver des vies.*»

«*Ce qui est sûr est que l'agence, avec ces mises en cause publiques, a subi un vrai traumatisme. Comme après le Watergate, il faut s'attendre à ce que les patrons de la CIA, échaudés, deviennent plus prudents et plus bureaucratiques. Ce n'est pas nécessairement une bonne nouvelle*», note David Barrett. lefigaro.fr 06.08

Au contraire, cela incitera la CIA à se faire encore plus discrète !

On aura compris que la conception de la morale dont se réclame Obama est à géométrie variable en fonction de la situation et des besoins de la classe dominante ou de l'impérialisme américain. Il fait preuve de compréhension envers la CIA, il légitime ses agissements barbares en en faisant porter la responsabilité sur les Américains qui les cautionneraient. Autrement dit, à partir du moment ou une partie ou la majorité arriérée, ignorante ou réactionnaire de la population d'un pays justifierait de tels actes, il devient naturel pour le président et le gouvernement de ce pays de les couvrir et d'échapper à leur responsabilité.

Partant de là, il faut en conclure que cela vaut pour le régime nazi en Allemagne dans les années 30-40, son pendant en Israël ou en Ukraine par exemple. C'est légitimer la barbarie au nom des intérêts supérieurs de la nation... Au moment même où Obama donne des leçons de morale aux chefs d'Etat africains et à la terre entière.

On allait oublier de rappeler qu'au nom de la morale dont ils se réclament, Obama ou l'administration américaine ce qui revient au même ont légitimé le recours à des milices fascistes, xénophobes et antisémites pour renverser le gouvernement de Kiev. Les mêmes qui dénoncent l'antisémitisme, ce qui vaut pour Israël qui a participé et soutenu ce coup d'Etat de l'Otan.

Droit à l'oubli: Wikipedia craint les «***trous de mémoire***» sur internet et crie à la censure - 20minutes.fr

La fondation qui gère le site d'informations Wikipedia a affirmé mercredi que la décision de la justice européenne relative au «*droit à l'oubli*» sur internet créait des «trous de mémoire» sur internet et constituait une censure.

La décision visée «empêche le monde d'avoir accès librement à des informations fiables à propos de certaines personnes ou événements», a regretté Lila Tretikov, directrice exécutive de la Fondation Wikimedia dans une déclaration sur un blog officiel. Selon elle «*l'impact sur Wikipedia est direct et critique*» et le site a par exemple déjà reçu une cinquantaine de notifications demandant à ce que des contenus soient effacés.

«*Un internet criblé de trous de mémoire*»

La décision mise en cause a été prise par la Cour de justice européenne de Luxembourg, qui a estimé que les particuliers avaient le droit de faire supprimer des résultats du moteur de recherche Google les liens vers des pages comportant des informations personnelles périmées ou inexactes.

La Cour de justice européenne «*a abandonné sa responsabilité de protéger l'un des droits les plus importants et universels: le droit de chercher, de recevoir et de transmettre des informations*», a encore dit Lila Tretikov. «*En conséquence, des résultats de recherche valides disparaissent en Europe sans explication publique, sans réelle preuve, sans contrôle judiciaire et sans possibilité d'appel. Le résultat est un internet criblé de trous de mémoire*», a-t-elle ajouté, précisant que Wikipedia allait poster des avertissements «*pour chaque contenu retiré de son site*» en raison de la décision de justice.

Les médias britanniques s'étaient déjà plaints le mois dernier à propos de l'arrêt incriminé, constatant que Google avait restreint l'accès à un blog de la BBC et à plusieurs articles de journaux anglais. Mi-juillet, Google avait indiqué avoir reçu plus de 91.000 demandes pour effacer au total 328.000 liens en raison du «*droit à l'oubli*» en Europe. Le groupe informatique américain Microsoft a suivi les traces de Google en commençant mi-juillet à laisser les internautes européens demander le retrait d'informations les concernant dans les résultats de son moteur de recherche Bing. 20minutes.fr 06.08

A la mémoire sélective s'ajoute le trou de mémoire. A moins que ce ne soit la même chose ou serve le même but,

inavouable assurément.

Les sionistes et l'élite intellectuel qui ont fait du "*droit à la mémoire*" leur fond de commerce soutiendront sans sorciller le verdict rendu par la Cour de justice européenne de Luxembourg, une officine illégitime installée dans un paradis fiscal.

Tout comme Obama dont la morale est à géométrie variable, leur "*droit à la mémoire*" ne doit concerner que les événements qui servent leurs intérêts, et doit être entâché de tant de «*droits à l'oubli*» sur leur implication dans la montée en puissance du régime nazi d'Hitler et l'holocauste qu'ils légitiment par la résurgence de l'antisémitisme qu'en réalité ils alimentent et propagent pour criminaliser un quart de l'humanité ou plus, les Arabes, les musulmans. Cela vaut également pour Hollande et le PS.

Le «*droit à l'oubli*» est très largement répandu dans leur société, à commencer dans les manuels scolaires, dans les ouvrages des historiens et autres scribouillards intellectuels, dans les médias évidemment, les partis politiques et syndicats qui procèdent par abstraction, pratiquent le non-dit, la censure, qui falsifient l'histoire, l'interprètent en la tronquant les passages qui ne collent pas avec leurs démonstrations ou leurs conclusions.

Sans exagérer, on peut affirmer que les connaissances auxquelles se réfèrent la population sont marquées du sceau du «*droit à l'oubli*» pour que les masses continuent d'ignorer les rapports qui sont à l'origine de leur condition et ne puissent jamais en sortir.

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Ils sont juges et parties. Parole de menteurs.

- « *Subprimes* » : Bank of America vers une amende record d'au moins 16 milliards de dollars - LeMonde.fr

La banque pourrait payer au moins 16 milliards de dollars pour avoir « *menti* » à des investisseurs en leur vendant des dérivés de crédits hypothécaires risqués. LeMonde.fr 06.08

Sans blague, les banquiers des menteurs ! Si Bank of America devait débourser les profits qu'elle a réalisés en se livrant à cette escroquerie, il faudrait rajouter un zéro à la somme qu'elle va devoir débourser pour solder cette affaire.

Il s'agit sans doute de cautionner au nom de l'équité ou de couvrir une nouvelle attaque des dirigeants de l'oligarchie financière contre certains banquiers au pays où plus de 1.000 banques ont été liquidées au cours des dernières années. Un autre article affirmait en titre que la plupart des banques n'étaient pas en situation de faire face à une faillite... qui annonce de nouvelles mesures contraignantes avec lesquelles seules les mieux lotis pourront s'accommoder.

C'est magique !

- Le marché de l'art s'adjuge 17% au premier semestre, un record - AFP

- Bénéfices en hausse pour Porsche, qui prévoit des acquisitions - Reuters

- Profits en hausse pour les réassureurs, mais concurrence accrue - Reuters

- Encore un trimestre magique pour les comptes de Walt Disney - LeFigaro.fr

Néocolonialisme ou poursuite du colonialisme serait plus approprié.

- L'Afrique «*au cœur d'un post-colonialisme qui ne dit pas son nom*» - Liberation.fr

Parce que le blé de bonne qualité rapporte davantage à l'exportation.

- Le mauvaise qualité du blé français en 2014 fait craindre une hausse du prix de la baguette - Francetv info

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Mexique

- Mexique: le salaire minimum est sous le seuil de pauvreté - AFP

Le Mexique, deuxième puissance économique d'Amérique latine après le Brésil, est "*le seul pays de la région où le salaire minimum est inférieur au seuil de pauvreté*", représentant 66% de ce seuil, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal).

"*La perte de près de 70% du pouvoir d'achat réel du salaire minimum puis sa stagnation ont représenté un long processus depuis 1980*", a expliqué mardi Alicia Barcena, secrétaire exécutive de la Cepal, organisme qui dépend de l'ONU et a son siège à Santiago du Chili.

Au Mexique, "*ceux qui cumulent deux salaires minimum ont une rémunération qui n'est que légèrement supérieure au seuil de pauvreté*", a-t-elle ajouté, durant un forum organisé à Mexico.

Au Mexique, "*près de 14% des personnes occupées reçoivent un salaire inférieur au salaire minimum, tandis qu'environ deux personnes occupées sur cinq perçoivent comme rémunération, au mieux, l'équivalent de deux salaires minimums*", a souligné Alicia Barcena.

Au Mexique, près de la moitié des 118 millions d'habitants vivent en situation de pauvreté... AFP 06.08

2- Somalie

- Somalie: le pays appelle à l'aide pour éviter une nouvelle famine - french.irib.ir

Le gouvernement somalien a appelé à l'aide mardi pour empêcher une nouvelle famine, trois ans après celle qui a fait environ 260. 000 morts en six mois dans le pays."*La sécheresse touche déjà plusieurs régions de Somalie*", a affirmé le gouvernement dans un communiqué, disant "*prévoir une détérioration de la situation*". "*De l'aide sous forme de nourriture, eau et médicaments doit parvenir de façon urgente aux populations touchées*", poursuivent les autorités de Mogadiscio.fin juillet, l'ONU avait réitéré ses avertissements sur une menace de famine dans certaines zones de Somalie, indiquant notamment que les organisations humanitaires ne pouvaient "*faire face aux besoins de plus de 350. 000 déplacés à Mogadiscio*".

Les évaluations de l'ONU montrent "*des niveaux d'urgence dépassés en terme de malnutrition*" dans sept localités, dont celles de Garowe (Puntland, nord-est), Galkayo (centre) et Kismayo (sud) avec "*la détérioration la plus importante*" enregistrée à Mogadiscio. french.irib.ir 06.08

ECONOMIE

Russie

- Moscou interdit d'importer des produits agroalimentaires des pays la sanctionnant - AFP

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné mercredi d'"*interdire ou de limiter pendant un an*" les importations de produits agroalimentaires en provenance des pays ayant adopté des sanctions économiques contre la Russie, a annoncé le Kremlin dans un communiqué.

"*J'ordonne d'interdire ou de limiter pendant un an les importations sur le territoire russe de certains types de produits agricoles, de matières premières et de denrées alimentaires*" en provenance de pays qui ont "*décidé la mise en place de sanctions économiques*" contre la Russie, a déclaré M. Poutine, cité dans le communiqué.

Cette décision a été prise "*afin de protéger les intérêts nationaux de la Fédération de Russie*", a précisé le président.

L'Union européenne et les Etats-Unis, notamment, ont décidé une série de sanctions économiques contre la Russie sans précédent depuis la guerre froide, accusant Moscou de soutenir militairement les insurgés séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, ce que le pouvoir russe dément.

Mardi, Vladimir Poutine avait déjà annoncé avoir ordonné au gouvernement russe d'élaborer des mesures de représailles à ces sanctions, dont les plus sévères ont été introduites la semaine dernière. Ces sanctions interdisent notamment l'accès des principales banques publiques russes au marché occidental des capitaux, et les exportations d'armes et de certains équipements pétroliers vers la Russie.

Dans son décret sur des "*mesures économiques spécifiques visant à assurer la sécurité de la Russie*", M. Poutine souligne que la durée de l'interdiction sur les importations pourrait être modifiée "*si nécessaire*", laissant entendre que Moscou pourrait revenir sur sa décision en cas d'assouplissement de la position de l'Occident.

Le président appelle également le gouvernement à "*prendre des mesures pour assurer l'équilibre sur les marchés et empêcher la hausse des prix de produits agroalimentaires*" en Russie.

Le gouvernement russe devra notamment présenter dans les prochains jours une liste de produits dont l'importation sera interdite ou restreinte, selon le décret.

Pour sa part, l'agence vétérinaire russe Rosselkhoznadzor a aussitôt fait état de ses projets de négocier l'augmentation des importations en provenance des pays d'Amérique latine.

"*Des réunions avec les ambassadeurs d'Equateur, de Brésil, de Chili et du chargé d'affaires d'Argentine en Russie auront lieu le 7 août*" afin de discuter d'"*une éventuelle hausse de livraisons des produits alimentaires en provenance de ces pays sur le marché russe*", a indiqué Rosselkhoznadzor dans un communiqué.

Le Brésil a déjà manifesté son intérêt envers l'augmentation des exportations de produits alimentaires vers la Russie, selon la même source.

La Russie est importatrice nette de produits agroalimentaires. Le montant de ses importations dans ce domaine représentait 16,9 milliards de dollars de janvier à mai 2014, et des exportations d'une valeur de 7,1 milliards de dollars, selon les dernières statistiques officielles.

Ces chiffres concernent les échanges de la Russie avec le reste de la planète, au-delà des seuls pays qui ont imposé des sanctions récemment à son encontre.

Les pommes, les bananes, les tomates, les pommes de terre, ainsi que la viande et le poisson représentent la plus grande part des importations agroalimentaires russes, selon la même source.

Moscou est souvent accusé d'utiliser l'arme commerciale, notamment en invoquant des motifs sanitaires, comme moyen de pression diplomatique sur ses voisins.

Depuis le renforcement des sanctions occidentales à son encontre, la Russie avait déjà interdit quasi quotidiennement l'importation de nouveaux produits alimentaires sur son territoire sous couvert de "*protection des consommateurs*".

Ainsi, la Russie a décidé mercredi de limiter ses importations de viande de Roumanie et d'animaux d'Italie, de Bulgarie et de Grèce en raison de la découverte de maladies, après avoir déjà décrété un embargo sur les fruits et légumes en provenance de Pologne en raison de "*violations répétées*" de la validité des certificats. AFP 06.08

Haut de page

Le 8 août 2014

CAUSERIE

J'ai supprimé la rubrique *Articles du site* puisque je n'ai pas le temps d'en écrire en dehors de ceux rédigés à main levée qui figurent dans les causeries. Les archives demeurent accessibles.

Je l'ai remplacé par une rubrique dans laquelle figureront les adresses des articles contenant des données ou des analyses déterminantes pour mieux comprendre la situation, *Articles à lire absolument*. On choisira de préférence les articles les plus accessibles au plus grand nombre, rédigés simplement, les mieux structurés ou argumentés (avec leurs sources), de telle sorte que les éléments qu'ils renferment se gravent facilement dans le cerveau du lecteur ou lui servent de repères par la suite

sans qu'il ait besoin de se souvenir d'une foule de détails historiques, etc.

Ce qui est important pour chaque militant ou travailleur qui veut progresser, c'est d'avoir à sa disposition dans son cerveau un certain nombre de points de repères qui lui permettent de cerner rapidement une situation, d'en venir rapidement à l'essentiel sans se laisser distraire par des questions secondaires car le temps dont il dispose est limité. Et en cas de besoin, si on souhaite réfléchir davantage à une question, on possède déjà la trame qui permet d'orienter nos recherches ou travaux, on gagne un temps phénoménal, en quelque sorte cela aide à se poser les bonnes questions, celles qui permettent d'aller de l'avant, d'aller plus loin ou au bout d'une analyse, d'étayer ou renforcer nos convictions ou de les modifier si nécessaire au lieu de se fourvoyer ou de se retrouver dans une impasse. A chacun sa méthode.

Il n'y a rien de pire que de lire un article et parvenu à la fin se demander ce qu'il faut en retenir. Deux possibilités : Soit il était médiocre et inconsistant et la question ne se pose pas, quoique, c'est intéressant de déterminer par où il péchait, c'est un excellent exercice en fait ; soit il était fameux et on est passé à côté de l'essentiel, car son contenu débordait forcément au delà du sujet qu'il abordait ou la question qu'il traitait, et nous fournissait des réponses ou un début de réponse à bien d'autres questions qu'on se posait, qu'il fallait ensuite rééxaminer en intégrant ces nouveaux éléments et ainsi de suite. Le pire, ce n'est pas d'être incapable de répondre à une question, c'est plutôt quand une question n'en soulève pas une ou des autres.

Cette démarche n'a rien à voir avec celle qu'on (les médias principalement) nous pousse à adopter, qui consiste à se cantonner dans l'immédiateté ou à réduire le champ de notre réflexion aux évènements qui se déroulent sous nos yeux, et à l'interprétation qu'on nous propose ou suggère d'adopter sans se poser davantage de questions, en réalité elle confine au conditionnement, de telle sorte qu'on soit incapable de les intégrer à l'intérieur d'un processus plus général et finalement d'en tirer profit, de comprendre la situation et son évolution.

Dès lors que notre réflexion se trouve réduite au minimum ou cède le terrain à une autre forme de réaction plus élémentaire (primitive) de notre part, à une réaction émotive où l'inconscience, le subjectif domine, une fois que cette substitution a eu lieu, qu'aux faits on a substitué nos propres émotions, on est prêt à adopter ou à se satisfaire de n'importe quelle interprétation du moment qu'elle ne vient pas heurter ou troubler l'état d'esprit dans lequel on est au moment où ils parviennent à notre connaissance ou de manière générale nos convictions le plus souvent infondées, superficielles ou surfaites, stéréotypées, quand on en a, à défaut de posséder une conscience politique ou un esprit critique aiguisé, ce qui est le cas de la plupart de la population.

A terme, on doit être capable d'intégrer dans notre interprétation de la société et du monde, l'ensemble des facteurs et des rapports qui les composent, condition indispensable pour qu'elle soit cohérente, pour qu'on puisse la défendre et la faire partager au plus grand nombre par la suite, sachant que l'issue du combat politique que nous menons en dépend largement, la construction du parti.

Désinformation et propagande.

- Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit mondial - LeMonde.fr

Ah bon, vraiment ? En lisant l'article *Qu'ont en commun les guerres en Ukraine, à Gaza, en Syrie et en Libye ?* publié par le Réseau Voltaire on a la preuve irréfutable du contraire.

Réponse de l'auteur à la fin de son article :

- "*Force est de constater que les hydrocarbures constituent le dénominateur commun des guerres en Ukraine, en Irak, en Syrie et en Libye.*", et à Gaza.

Ce qui m'étonne, c'est une façon de parler, c'est que personne ne fasse figurer ce facteur déterminant dans chaque déclaration, article ou tract sous la forme d'un rappel en deux mots ou deux lignes, sachant qu'il constitue la toile de fond et l'enjeu de tous ces conflits pour comprendre la situation et le lien qui existe entre l'économie et la politique. A croire que personne ne tient à ce que les masses en prennent conscience et en tirent des conclusions politiques. Nos dirigeants (professeurs de formation pour certains) sont de piètres pédagogues, on ne le dira jamais assez, hélas !

Le Parti de gauche. A qui profite l'imposture ?

Dans un article du 4 août le PG (1) "*condamne la collusion entre le groupe PPE au parlement européen*" avec Andrey Parubiy, fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda, ex -parti National Socialiste d'Ukraine, s'offusquant de "*la banalisation de l'idéologie nazie*" qui consiste à "*la laisser s'insinuer plus avant au cœur des institutions européennes, alors que l'Union Européenne a elle même condamné le parti de d'Andrey Parubyi, Svoboda*".

Voyez-vous cela, voilà un parti qui se dit de gauche, qui entend donner des conseils ou s'immiscer dans les affaires du parti de l'ordre, l'UMP, qui fait partie du groupe PPE au parlement européen, pour un peu il lui dicterait sa politique, on ne sait jamais des fois qu'il viendrait à l'esprit de ses dirigeants de l'adopter.

Si le PG s'estime légitime pour intervenir dans les relations qu'entretient l'UMP avec d'autres partis, ce qui est parfaitement son droit et ne sera jamais notre cas, c'est que forcément il est lié à ce parti ou il estime être en droit d'en attendre quelque chose. Comment cela pourrait-il être possible, sinon qu'ils auraient des intérêts communs ou partageraient les mêmes valeurs ou principes, on devrait plutôt dire l'absence de principes et de valeurs des dirigeants de l'UMP, ce qui n'est pas vraiment le cas des travailleurs à notre connaissance.

On aura compris que le PG encouragent les dirigeants de l'UMP à ne pas afficher publiquement leur collusion avec l'extrême droite ou des fascistes qu'ils dénoncent par ailleurs en France, à le dissimuler.

Question : Au détriment de qui ou de quoi ? Mais des travailleurs, qui devraient ignorer que le parti officiel de l'ordre et les fascistes, l'UMP et le FN en France, le PS quand il devient le supplétif du parti de l'ordre au pouvoir, sont complémentaires et non des ennemis, ils sont liés par des intérêts communs et ils sont au service de la classe dominante, leurs rapports tels qu'ils apparaissent au grand jour étant déterminés par la situation, le développement de la crise du capitaliste ou les besoins des capitalistes dans le combat qu'ils mènent contre la classe ouvrière. Le parti de l'ordre et l'extrême droite partagent les mêmes objectifs, seuls les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre permet de les distinguer.

Si la guerre est le prolongement de la même politique mise en oeuvre en temps de paix, le FN ou l'extrême droite, le fascisme, s'inscrivent dans la continuité de la même politique à un stade déterminé de la crise du capitalisme, quand la classe dominante est incapable d'affronter les masses pour leur imposer sa politique de régression sociale, en dernier recours quand elle a épuisé toutes les alternatives, le PS et le Front populaire, elle fait appel à ses milices fascistes pour briser violemment le mouvement ouvrier et parvenir à ses fins.

Voilà ce que les travailleurs et les militants ne doivent surtout pas comprendre, d'autant plus que le PS fait office de parti de l'ordre lorsque l'UMP ne peut remplir ce rôle à la tête de l'Etat. Imaginez un instant qu'ils saisissent clairement que l'UMP et le PS sont en réalmité complices du FN ou des fascistes, cela ouvrirait la voie à la recomposition du mouvement ouvrier sur une ligne de rupture avec le PS et tout ce qu'il incarne, le PG qui est inféodé au régime en place au même titre que le PS ne veut pas en entendre parler, car cela entraînerait leur dislocation.

Quant à l'Union européenne, après avoir soutenu le coup d'Etat orchestré par l'Otan et réalisé en recouurant à des partis d'extrême droite ou fasciste, Secteur Droit et Svoboda, elle a salué l'élection de l'oligarque Porochenko à la tête de l'Etat ukraine qui a nommé dans son gouvernement à des postes clés des dirigeants de ces partis, mais pour le PG c'est déjà de l'histoire ancienne qu'il a enterrée pour mieux ménager l'Union européenne qu'il légitime, ceci expliquant cela.

Pourquoi s'en offusque-t-il ? Parce que cela révèle la véritable nature de l'Union européenne à laquelle le PG participe. Mais aussi parce qu'il s'en réclame et refuse de rompre avec l'UE, car pour continuer de soutenir cette institution exclusivement au service de l'oligarchie financière, il faut qu'elle présente une image proprette, lisse, parée d'un vernis démocratique pour faire illusion, or s'afficher avec des nazis la fout mal, lui donne une image désastreuse, la rend infréquentable aux yeux des militants et ne facilite pas la tâche du PG qui doit justifier sa ligne politique.

A l'arrivée, on s'aperçoit qu'en guise de politique à travers un discours qui se veut radical ou de gauche, le PG ne fait qu'étaler son impuissance qui coïncide avec sa soumission à l'ordre établi.

(1) Le fondateur du parti National Socialiste d'Ukraine reçu par le Parti Populaire Européen au Parlement ! - lepartidegauche.fr - 04.08

ACTUALITE EN TITRES

Erreur d'adresses.

- L'Argentine demande aux Nations unies de poursuivre Washington - Reuters

- L'Argentine vise désormais Washington dans son litige avec les fonds "*vautours*" - AFP

L'Argentine a changé son fusil d'épaule et déposé une plainte contre les États-Unis devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, après l'échec des négociations avec les fonds "*vautours*" et la justice américaine pour trouver un accord. AFP 07.08

Une bonne affaire.

- L'Etat portugais réduit sa contribution au sauvetage de Banco Espirito Santo - AFP La contribution de l'Etat portugais au

sauvetage de la banque Espirito Santo (BES) sera réduite de 4,4 à 3,9 milliards d'euros grâce à une participation plus importante du secteur financier, a annoncé jeudi la ministre des Finances Maria Luis. AFP 07.08

En complément

- Commerzbank double son bénéfice net au 2e trimestre - Reuters

Ils n'ont pas terminé le " ***travail***".

- Obama autorise des frappes aériennes contre les djihadistes en Irak - LeMonde.fr

- Paris prêt à soutenir les Kurdes qui combattent l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

- L'OTAN prête à renforcer son assistance à l'Ukraine face à « *l'agression russe* » - LeMonde.fr -

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Russie-US et UE. Le tension monte d'un cran.

- La Russie menace d'interdire le survol de son territoire entre l'Europe et l'Asie - french.irib.ir

Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a menacé jeudi d'interdire le survol du territoire russe aux compagnies aériennes effectuant des liaisons entre l'Europe et l'Asie via la Sibérie, la route la plus courte, en réponse aux sanctions occidentales.

M. Medvedev a en outre indiqué que le gouvernement étudiait une série de mesures en réponse à l'arrêt dimanche des activités du premier transporteur aérien à bas coût russe, Dobrolet, provoquée par les sanctions occidentales. La fermeture de l'espace aérien russe pour les liaisons entre l'Europe et l'Asie provoquerait pour les compagnies aériennes un important surcoût en carburant qui se répercutera sur les prix. french.irib.ir 07.08

En complément.

- L'Union européenne envisage de saisir l'OMC de l'embargo agroalimentaire russe - LePoint.fr

- L'embargo russe sur l'agroalimentaire risque d'engorger le marché européen - AFP

- La FNSEA, inquiète des sanctions russes, se tourne vers l'Elysée - AFP

La palme de la désinformation.

- Sanctions : Poutine joue l'escalade contre l'Occident - LeFigaro.fr

Quand les supplétifs de l'armée américaine appliquent la politique dictée par Washington au Proche-Orient

- L'EIIL menace d'envahir le Koweït - french.irib.ir

« *Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'EIIL qui se réclamé « le calife des Musulmans », a menacé d'envahir le Koweït pour faire la guerre avec les Etats-Unis* », a rapporté le quotidien jordanien Al-Sawsana. « *Nous avons des comptes à régler avec les Etats-Unis* » a-t-il dit sur sa page Twitter. « *Nous ne pouvons pas atteindre les Etats-Unis, donc, les Etats-Unis, eux-mêmes, viennent vers nous, et cela peut se faire avec l'invasion du Koweït qui poussera les Etats-Unis à venir et nous nous lancerons dans une guerre pour nous venger de ce pays* », a ajouté le chef du groupe terroriste de l'EIIL, l'Etat islamique en Irak et au Levant.

Dans ce même droit fil, les sources de sécurité koweïtiennes ont annoncé que le ministère de l'Intérieur du pays est en train de surveiller les Internaute qui soutiennent sur les réseaux sociaux l'EIIL et incitent les gens à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité pays, ainsi qu'à la sédition. Ces sources ont dit avoir l'intention d'agir légalement contre ces gens, après avoir collecté des documents nécessaires. Cette allégation du chef du groupe terroriste de l'EIIL intervient à un moment où des informations avaient été, auparavant diffusées comme quoi, Abou Bakr al-Baghdadi avait été, lui-même, entrainé et formé par les Etats-Unis et le régime sioniste. french.irib.ir 07.08

Gaza. Echo.

- Gaza : plainte marocaine déposée contre le Général Sami Turgeman - french.irib.ir

Selon le site d'information marocain *Le 360*, quatre avocats marocains ont déposé une plainte contre le général Sami Turgeman, commandant en chef de Tsahal dans le Sud d'Israël.

Les signataires qui sont Khhalid Sefinani, Abderrahim Jamaï, Abderrahmane Benameur et Abderrahim Ben Barka portent plainte contre ce Général, qui détient la nationalité marocaine, pour " *crimes de guerre* " . Cette annonce a été faite le lundi lors d'une conférence de Presse à Rabat.

Etant donc marocain, le Général peut être poursuivi judiciairement devant les tribunaux marocains. Ce Général est responsable directement du massacre de centaines de palestiniens dans l'offensive actuelle sur la bande de Gaza.

Le général risque aussi de perdre sa nationalité marocaine puisque « toute personne qui accomplit des actes incompatibles avec la qualité de Marocain au profit d'un Etat étranger » peut être déchu de sa nationalité.

Le combat contre les crimes de guerre de Tsahal ne s'arrêtera pas là pour ces avocats déterminés. Des plaintes seront déposées contre des dirigeants militaires israéliens, devant la Cour Pénale Internationale de La Haye pour crimes de guerre.

La normalisation des relations entre le Maroc et Israël est également dans le collimateur. L'avocat Abderrahim Jamaï a relancé ce débat à l'occasion de la conférence de presse, au cours de laquelle il a appelé à une loi criminalisant la normalisation de ces relations.

Le peuple marocain a dénoncé à plusieurs reprises les crimes de guerre commis à Gaza et les initiatives de ces avocats sont les bienvenues. french.irib.ir 07.08

Monarchie, sionisme et banquiers sont des alliés de toujours.

- Au moment où les Palestiniens se font massacrer par les Israéliens : un sioniste décoré par le roi du Maroc. - french.irib.ir

Fidèle à la tradition, le roi du Maroc, Mohammed VI, profite des célébrations des quinze ans de son intronisation pour honorer un sioniste français, Michael Zaoui, un grand banquier français connu pour être l'un des plus grands donateurs de la fondation France-Israël. Il a été décoré par le souverain marocain avec l'Ordre du Trône. Ce n'est pas le premier sioniste honoré par le royaume, mais cette fois-ci, à cause du drame palestinien, l'événement paraît tellement indécent que les médias marocains les plus zélés ont préféré ne pas en faire étalage.

Déjà en septembre 2009, Mohammed VI a accordé le titre de chevalier de l'Ordre du trône du royaume du Maroc à Jason Isaacson, directeur de gouvernement et d'affaires internationales du Comité américano-juif (AJC), un puissant lobby américano-juif qui défend les intérêts juifs dans le monde entier. La cérémonie de décoration de Jason F. Isaacson avait été organisée à la résidence de New-York de l´ambassadeur du Maroc aux Nations unies. Ainsi, derrière les discours de compassion, parfois emphatiques, à l'égard de la population de Gaza qui agonise sous les bombardements acharnés de l'armée israélienne depuis plusieurs semaines, et derrière son paravent de «commandeur des croyants» et de président du Comité d'Al-Qods, le roi du Maroc continue à pactiser avec l'entité sioniste.

Né d'une famille juive de Fès, Michael Zaoui a fait fortune, en s'associant avec son frère Yoël, dans le secteur de la spéculation financière, et notamment dans les plus grandes opérations de fusions acquisitions des dix dernières années en Europe : Mittal-Arcelor, Elf-Total, Castorama-Kingfisher, Crédit Agricole-Banque Indosuez, HSBC-CCF, etc. french.irib.ir 07.08

Haut de page

Le 9 août 2014

CAUSERIE

Ne soyons pas dupe. Obama et Hollande (notamment) volent au secours des Irakiens, tandis qu'ils laissent les Syriens se faire massacrer par les mêmes barbares d'EIIL qu'ils ont formés et armés.

Il doit s'agir de tenter de diviser les différentes minorités et communautés en Irak qui ont décidé de rassembler leurs forces face à ce terrible péril, certaines étant favorables ou liés aux Etats-Unis et d'autres farouchement hostiles. Pour les puissances occidentales, il n'y aurait rien de pire que de voir un puissant mouvement indépendant soutenu par la majorité de la population prendre la direction de l'Irak à la place de leurs marionnettes.

- Irak : un peuple, face à Daesh. - french.irib.ir

Les évolutions de ces derniers jours, sur le champ de bataille avec Daesh, dans le Nord de l'Irak, ont donné lieu à l'unité des Irakiens et à leur unanimité, face à ce groupe terroriste takfiri.

Après que le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a ordonné, lundi, à la force aérienne d'aider les Peshmergas, face à Daesh, différents groupes irakiens, dans des rangs unis, sont partis en guerre contre ce groupe terroriste takfiri. Donnant suite à cet ordre, les coopérations militaires irakiennes avec le Kurdistan irakien, pour contrer Daesh, créé par l'Occident, se sont renforcées. Dans le cadre de la coopération de l'armée irakienne avec les

Peshmergas, le ministre de la Défense de ce pays a envoyé, à Mossoul, un groupe spécial de l'armée, pour aider les Peshmergas. En raison de l'unité des Irakiens, sur la scène militaire, les terroristes de Daesh se sont retirés, jeudi, de la localité de Touzkhourmatou, tandis que l'armée a nettoyé ses alentours de la présence des terroristes de ce groupe.

Actuellement, plus de la moitié de la localité d'Amerli, dans le Nord de l'Irak, est reprise à Daesh. Malgré ces succès, il faut prendre au sérieux le danger de Daesh, en Irak, car ce groupe envisage de prendre le contrôle d'autres endroits de ce pays. La sédition de Daesh sera uniquement éradiquée par l'unité de tous les Irakiens. En coopération avec les mercenaires baathistes et le soutien étranger, Daesh a occupé, le 10 juin 2014, la ville de Mossoul, Chef-lieu de la province de Ninive. Le complot Daesh-Baathiste a commencé, au départ, pour s'ingérer, dans le processus politique de l'Irak, et dresser les différents groupes irakiens les uns contre les autres, mais, finalement, ses objectifs bien orchestrés, ont été révélés à tous les Irakiens, même, aux opposants de Nouri al-Maliki.

Les agissements d'environ de deux mois de Daesh, dans le Nord de l'Irak, montrent que ce groupe terroriste a visé tout ce pays, n'épargnant même pas le Kurdistan irakien. Le massacre de différentes minorités, notamment, chrétienne et Yézidie, dans différents endroits de l'Irak, ainsi que l'enlèvement de femmes irakiennes, pour le jihad du Nikah, ont fait retentir la sonnette d'alarme à l'oreille de toutes les minorités, ethnies et formations de la société irakienne, pour qu'ils s'unissent tous, face à Daesh. Les agissements de Daesh, dans le Nord de l'Irak, et le génocide de différentes minorités et ethnies, nécessitent, en plus d'un Mouvement national et populaire, la réaction pertinente de la communauté mondiale, notamment, les Nations Unies, face à ce groupe terroriste. Bien que les Irakiens soient bien conscients des complots de Daesh, cependant si on ne les étouffe pas, totalement, dans l'œuf, en Irak, la sécurité mondiale sera mise en péril. french.irib.ir 08.08

Nous condamnons évidemment la conclusion de cet article consistant à en appeler à l'ONU.

On ne le précise pas toujours à la suite des nombreux articles que nous mettons en ligne, mais nos lecteurs sont censés le savoir depuis le temps, le bandeau figurant à gauche de la page d'accueil du site est suffisamment explicite pour éviter toute confusion entre nous.

Tous dans la rue avec le peuple palestinien.

- Nouvelles manifestations propalestiniennes à venir en France - Libération.fr

La mobilisation en faveur des Palestiniens ne s'essouffle pas, avec de nouvelles manifestations prévues en fin de semaine partout en France, alors que le cessez-le-feu a expiré vendredi matin et que les hostilités ont repris à Gaza.

Samedi à Paris, une manifestation est organisée à 15 heures de Denfert-Rochereau aux Invalides, à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, une mobilisation identique à celle de samedi dernier, avec pour mot d'ordre notamment l'arrêt de l'«*agression israélienne*» et la «*levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza*».

Parmi les organisateurs figurent l'association France Palestine solidarité (AFPS), le Parti communiste, les Verts, et l'Union générale des étudiants de Palestine (Gups France).

A la même heure, d'autres rassemblements de soutien aux Palestiniens débuteront à Marseille, Strasbourg, Lille, Lyon, mais aussi Dijon, Nantes, Angers, Orléans, Quimper, Vannes et Châlons-en-Champagne. A Toulouse, les manifestants ont rendez vous vendredi à 18h30, à l'initiative notamment du Collectif Palestine Libre et du PCF. Libération.fr 08.08

Le chiffre du jour. 1.890.

L'opération «*Bordure protectrice*» a tué 1 890 Palestiniens, dont 430 enfants et adolescents, selon le ministère palestinien de la Santé. AFP 08.08

Cela nous avait échappé. Guerre psychologique et idéologique.

Quand les médias diffusent la propagande d'un think tank néolibéral par le biais d'un sondage commandé ou plutôt fabriqué par ce dernier.

Dans un blog de Courrier International en mai 2013.

Avec le titre « *Un Français sur deux croit à la théorie du complot* », Le Point fait état d'un sondage d'après lequel 51% des Français se rallient au point de vue : « *ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France, on ne sait pas en réalité qui tire les ficelles* ». S'agit-il vraiment d'un quelconque « *complotisme* » ou, tout simplement, du constat d'un désastre social et économique assorti d'un manque de transparence ? Le Point se réfère à un article du Monde intitulé « *La moitié des Français croient aux théories du complot* » et qui présente un diagramme détaillé des pourcentages de réponses par rapport à l'énoncé « *On ne sait pas qui tire les ficelles* ».

Le Monde précise que la source est une étude lancée par le think tank britannique Counterpoint et financée par l'Open Society dont le fondateur n'est autre que George Soros. L'article souligne également que « *les trois quarts des sondés estiment que c'est la finance internationale qui dirige le monde* ». (science21.blogs.courrierinternational.com)

Estimation correspondant effectivement à la réalité. Mais alors pourquoi ce genre de sondages dont les résultats ont vocation à être diffusés ? A quoi peuvent-ils bien servir? A quoi doivent-il servir, il serait plus juste de se demander ? En voilà une énigme, un mystère, n'est-ce pas ? La réponse figure dans le passage suivant

Extrait du même blog en août 2013

Le Point, tribune préférée notamment des néoconservateurs ou néolibéraux, BHL et les membres du Cercle de l'Oratoire, mais pas seulement.

A cette époque Le Point a été encore plus loin en publiant un éditorial de Nicolas Baverez qui est membre du comité exécutif des rencontres du groupe Bilderberg que l'on ne présente plus. On retiendra donc que Le Point est également le magazine préféré de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Dans l'article de ce blog on pouvait lire plus loin que la politique de l'Union européenne avait figuré au programme de la réunion annuelle du groupe Bilderberg en juin 2013 en Grande-Bretagne. Et l'auteur de poser une question : "*Que peut-on en attendre ?*", y répondant indirectement en posant une autre question : "*Et quand finira cette crise qui en réalité n'est autre qu'une dérive permanente résultant d'une stratégie à long terme des milieux financiers ?*", pour terminer en rappelant que : "*Les rencontres de Bilderberg continuent donc à fonctionner comme un rassemblement de représentants des institutions et groupes influents des « puissances occidentales » afin de débattre d'une stratégie commune à l'échelle planétaire.*"

Récapitulons, ainsi c'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui dirige le groupe Bilgerberg qui fonctionne comme une sorte de gouvernement mondial occulte puisque sans contrôle, qui dicte la politique de l'Union européenne, qui profite de la crise du capitalisme et l'oriente dans une direction déterminée, l'ensemble étant conforme à sa stratégie politique devant lui permettre d'accroître ou d'étendre toujours et encore sa puissance économique et politique sur le monde au moyen d'institutions, de gouvernements qui leur sont acquis...

Maintenant revenons à notre question du paragraphe précédent.

Quand les porte-parole de cette oligarchie diffusent un sondage faisant ressortir que la majorité de la population estime que c'est "*la finance internationale qui dirige le monde*", elle envoie un message en direction de ceux qui n'en sont pas encore convaincus pour qu'ils adhèrent à leur tour à cette thèse, qui est à la fois vrai et fausse. Notons au passage que ce sondage et ces articles s'adressaient à l'élite intellectuelle, à la classe moyenne.

Cela mérite un éclaircissement, parce qu'on pourrait se dire au premier abord que cette démarche va à l'encontre de ses intérêts, puisqu'il est exact que c'est l'oligarchie financière qui dirige le monde et qu'elle n'a aucun intérêt à ce que la population en prenne conscience. Il faudrait peut-être préciser que la démarche des auteurs de ce sondage ne consistait pas à empêcher cette couche des masses exploitées d'en prendre conscience, puisque c'est déjà largement le cas, mais plutôt de la convaincre qu'il est inutile de leur résister, qu'elle ferait mieux de renoncer à sa vélléité d'indépendance intellectuelle et de servir docilement leur cause.

Certes, se faire l'écho que la majorité de la population estime que la finance mondiale domine le monde pourrait desservir ses intérêts, sauf que simultanément la population en question n'a pas accédé à un niveau de compréhension du fonctionnement de la société ou à un niveau de conscience politique qui lui permettrait d'échapper ou de rompre avec l'idéologie de la classe dominante, d'envisager d'en finir avec le capitalisme, elle en demeure prisonnière. S'agissant de l'élite intellectuelle ou la classe moyenne auxquelles, elle est largement corrompue par son statut supérieur ou son mode de vie confortable, mais si elle est de prime abord acquise au capitalisme, elle est également en mesure de développer un esprit critique qui peut s'avérer contraire aux intérêts du capitalisme, pire encore si elle s'alliait avec le prolétariat...

Partant de ce constat qu'ils ont établi et qui est correct, au lieu d'aider la population à chercher la voie qui lui permettrait à terme de s'émanciper du capital ou de renverser l'ordre établi, ils s'emploient à la convaincre qu'elle fait face à un ennemi trop puissant pour envisager l'affronter ou le vaincre, ennemi qui ne serait pas dans son propre pays, le gouvernement les institutions politique du capital, l'Etat bourgeois ou capitaliste, ennemi qui serait ailleurs, partout et nulle part à la fois de telle sorte qu'il serait devenu insaisissable, intouchable, dès lors à quoi bon se mobiliser, s'organiser, combattre pour une société meilleure et plus juste puisque c'est impossible d'atteindre le pouvoir qui est responsable de tous nos maux ou de la situation actuelle. Il ne nous reste plus qu'à subir le traitement qu'il nous réserve en essayant individuellement de nous en sortir le mieux possible, sans nous soucier du sort du reste de la population ou de questions de nature collective ou politique qui nous dépassent ou dont la solution est du ressort des maîtres du monde et la boucle est bouclée.

Dit autrement, si le véritable centre du pouvoir n'est pas le gouvernement et les institutions politiques de votre pays, à quoi bon les combattre, vous perdez votre temps, cela ne sert à rien, à quoi bon vous engager en politique, c'est donc un appel à déserter le terrain politique pour les laisser seuls maîtres sur ce plan.

Pas sûr qu'ils y parviendront, prenons les Palestiniens par exemple, après 66 ans d'occupation, de guerre et bombardements par la "*seule démocratie au Proche-Orient*", l'armée "*la plus morale au monde*", ils n'ont jamais abdiquer leur droit au retour sur leurs terres, leurs droits ou le terrain politique.

On pourrait concevoir un discours en direction des travailleurs, qui consisterait à leur expliquer simplement ce qui vient d'être dit, en précisant que par leur passivité ou leur refus de s'organiser ils creusent leurs propres tombes, ils laissent les mains libres à leurs bourreaux, encore faudrait-il que cela vienne d'un parti ouvrier irréprochable, or il n'existe pas !

ACTUALITE EN TITRES

Comme en 14 !

- Du PS au FN, unanimité des politiques français pour un soutien militaire en Irak - Francetv info

La réaction médiatique se déchaîne.

- « *Robespierre, c'est l'essence de l'idéologie khmère rouge* » - LeMonde.fr

- «*Israël et le Hamas sont tous les deux coupables*» - Liberation.fr

- Gaza : "*Le but du Hamas est d'aller jusqu'au bout*" - Francetv info

Boycott des médias aux ordres !

Ils ne fabriquent plus que des "***défauts***".

- GM rappelle de nouveaux modèles de voitures pour divers défauts - Reuters

- General Motors rappelle 300 000 voitures supplémentaires - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Algérie dit «non» à l'implantation de deux bases réservées aux drones américains - french.irib.ir

L'Algérie s'est opposée à l'implantation, sur son territoire, de deux bases, réservées aux drones américains, visant à superviser la situation, en Libye, et à prendre pour cible les chefs des groupes extrémistes.

Le quotidien algérien, «*Al-Khabar*», citant une source bien informée, a annoncé que les Américains continuaient de faire pression, depuis des semaines, sur l'Algérie, afin d'obtenir l'autorisation de l'implantation de deux bases réservées aux drones. L'objectif annoncé de l'implantation de ces deux bases est de superviser le Sud et l'Ouest de la Libye et de lancer des opérations contre les chefs des groupes extrémistes. Washington a demandé à l'Algérie de préparer la mise en fonction de ces bases. «*Les Américains ont proposé que la première base soit installée, dans le Nord de la localité d'Al-Dabdab, près d'un point de passage frontalier entre l'Algérie et la Libye, et la deuxième, dans une région près de la frontière de l'Algérie avec la Libye et le Niger*», a-t-on appris par la même source.

Pour convaincre les responsables algériens, Washington leur a proposé un accès direct à toutes les images aériennes et à toutes les informations recueilles par les drones américains. Selon le quotidien "*Al-Khabar*", le «*non*» des responsables algériens à la demande des Etats-Unis puise dans le fait qu'ils ne veulent pas une ingérence, dans les affaires intérieures d'autres pays. Ils pensent qu'il faut permettre aux Libyens de régler leurs problèmes, via le dialogue. french.irib.ir 08.08

Haut de page

Le 10 août 2014

CAUSERIE

Les causeries de 2013 ont été mises en ligne au format pdf réparties dans deux fichiers correspondant aux deux semestres de l'année.

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Le néolibéralisme à l'heure du mondialisme décliné en quelques expressions clés.

La sémantique qui définit le vieux monde dirigé par de dangereux psychopathes entraînant un peu plus chaque jour derrière eux l'humanité dans la guerre, la précipitant dans un chaos général ou vers l'abîme comme destination finale, vouée à la schizophrénie, à la mégalomanie, à la mythomanie, à la déchéance, à la disparition si on n'intervient pas à temps pour les stopper.

- Imposture et déni, ils sont liés ; La propagande fait dorénavant figure d'information, omniprésente dans leur discours, elle a vocation à se substituer à la réalité...

- Guerre psychologique, idéologique et politique contre les masses sont aussi inséparables...

- Détermination et cynisme, ils se nourrissent mutuellement...

- Consensus ou complot ; fatalité, pensée unique, mise à l'index de toute forme d'opposition au régime en place, alliénation, abolition ou confiscation des droits politiques des masses exploitées en l'absence de partis ouvriers non corrompus et suffisamment puissants pour les représenter...

- Reniement, compromission, conciliation, dialogue social, collaboration de classes, opportunisme tout azimut, révisionnisme, trahison...

- Syllogisme, amalgame, non-dits, fabrication de preuves, faux témoignages, faits inventés, citations tronquées ou soigneusement sélectionnées pour l'occasion ; implicites, suppositions, allégations...

- Nihilisme et fabulation, négationnisme, culte de l'ignorance, de la médiocrité, de l'individualisme, le tout élevé au rang d'idéal...

- Absence de principes, de valeurs, de morale, d'humanisme ; dictature, Etats policiers, fascisme, militarisation de la société, milices privées, guerres...

- Marché, profit, croissance, hyper riches, concentration des richesses à un niveau phénoménal au détriment du reste de la population ; famines, misère, pauvreté, privations et frustrations, surexploitations, esclaves ou servages...

- Régression sociale sans fin, inégalité atteignant des sommets, dislocation de tous les rapports, communautarisme, disparition du citoyen au profit de l'atomisation de la population rendue impuissante pour faire valoir ses droits sociaux ou politiques légitimes...

- Fichage, surveillance, contrôle, le tout renforcer comme jamais grâce aux nouvelles technologies...

Ceci explique cela... en partie seulement.

- Routes des vacances : 650 km de bouchons à midi - LePoint.fr

- Réserve de l'opinion française face au conflit israélo-palestinien - AFP

- Les Français détachés par rapport au conflit à Gaza, selon Ifop - Reuters

Les Français, dans une large majorité, marquent leur réserve voire leur distance face au conflit israélo-palestinien, les trois-quarts d'entre eux n'exprimant pas de sympathie particulière pour un des deux camps, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud-Ouest dimanche.

Selon l'enquête réalisée du 6 au 8 août, à la question "*Dans le conflit entre Israël et les Palestiniens, à qui vont vos sympathies ?*", 74% des personnes interrogées répondent "*à aucun des deux*", contre 17% déclarant que leur sympathie va "*aux Palestiniens*", et 9% "*à Israël*". AFP 09.08

Mobiliser ou motiver en période de vacances relève de l'exploit.

Et puis la propagande islamophobe ou raciste envers les musulmans orchestrée par la classe dominante n'a pas eu trop de difficulté à s'introduire dans le cerveau de larges couches de la population au moment où le mouvement ouvrier sombrait totalement.

En réalité elle n'a jamais vraiment cessé depuis la colonisation avec une amplification à intervalle régulier lors de chaque crise politique depuis la fin des années 70, initiée par le PS, puis depuis 2001, date du retour de la théorie de la guerre des civilisations par G. Bush. Elle a consisté à diaboliser, criminaliser les Arabes et les musulmans, présentés comme des terroristes en puissance, des êtres demeurés arriérés ayant majoritairement adoptés une religion de nature violente et porteuse de haine, ils seraient finalement seuls responsables du sort épouvantable qu'ils doivent subir malgré l'oeuvre bienfaitrice et civilisatrive entreprise par les puissances occidentales pour les aider àsortir de leur état archaïque et barbare dont ils ne se sont hélas jamais départis, alors de là à croire que tel devait être leur destin il n'y a qu'un pas et la boucle de la bonne conscience est bouclée.

Les guerres impérialistes que leur livrent les différentes puissances pour s'approprier leurs richesses ou matières première sont largement justifiées du fait qu'elles doivent servir à satisfaire les besoins de leurs populations dont il est bien connu que leurs dirigeants se portent garants. Le soutien qu'elles leur apportent sert à légitimer leurs interventions militaires ou leurs guerres de rapine contre ces peuples comme au cours des siècles passés sous d'autres régimes. Autrement leur passivité ou neutralité laisse les mains libres aux représentants de la classe dominante d'agir à leur guise sans craindre en retour qu'elles les condamnent pour leurs crimes abominables, dont ils leur feront éventuellement porter la responsabilité pour en avoir été les complices, ce qui n'encouragera pas par la suite les représentants des masses à s'aventurer dans cette voie de crainte de voir exposée au grand jour leur collusion avec la classe dominante et ses intérêts.

A défaut de conscience et de direction politique, les masses laborieuses des puissances occidentales sont portées à privilégier leurs intérêts immédiats. Elles sont totalement incapables d'avoir une vision claire de la situation mondiale et des rapports qui la sous-tendent, puisqu'on leur présente une interprétation volontairement faussée ou falsifiée de la réalité. Elles sont naturellement portées à adopter le discours dominant, d'autant plus que sa teneur les décourage de s'intéresser à une cause qui leur a été présentée comme extérieure ou étrangère à leurs propres problèmes, déjà accablées de toutes parts par les inombrables difficultés qu'elles rencontrent dans leur vie quotidienne, dès lors il en faut peu pour qu'elles se détournent d'une cause qui en apparence ne les concerne pas ou leur pourrirait davantage l'existence, qui tend chaque jour un peu plus à devenir un cauchemar dans cette société en putréfaction.

Accabler les travailleurs serait commettre une grave et ignoble erreur politique, avis aux amateurs que nous nous emploierons comme nous l'avons toujours fait à broyer littéralement.

Bref compte-rendu des manifestations d'hier en France.

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé une nouvelle fois dans le calme samedi 9 août partout en France en faveur de la cause palestinienne. Mais la mobilisation s'est sensiblement essoufflée au coeur de l'été malgré la reprise des hostilités à Gaza d'un conflit qui a fait plus de 1 900 morts palestiniens, dont des centaines d'enfants, selon les secours palestiniens et 64 soldats israéliens auxquels s'ajoutent trois civils.

A Paris, le cortège de 3 500 personnes selon la police, jusqu'à 8 000 selon les organisateurs, s'est dispersé dans le calme aux Invalides.

Lyon et Nantes n'ont réussi à mobiliser que 300 personnes. A Montpellier une centaine. A Lille, la quinzième manifestation pro-Gaza de l'été n'a compté que 300 personnes. A Strasbourg, certains militants, les mains rouge sang, arboraient des masques à l'effigie de Barack Obama, François Hollande ou Angela Merkel, accusant ces dirigeants de "*tout faire pour garantir l'impunité d'Israël*".

200 à 300 manifestants ont bravé la pluie à Bordeaux. D'autres manifestations ont eu lieu à Marseille, Strasbourg, Dijon, Angers, Orléans, Quimper, Vannes et Châlons-en-Champagne.

Vendredi, un miller de personnes ont défilé dans les rues de Toulouse. lemonde.fr et francetv info 09.08

ACTUALITE EN TITRES

Ah le "***pragmatisme***" ! Si Rockefeller peut se le permettre...

- Exxon Mobil commence à forer du pétrole dans l'Arctique russe - Reuters

Le géant américain des hydrocarbures Exxon Mobil a entamé samedi des forages pétroliers dans l'Arctique russe, a annoncé son associé Rosneft, malgré les sanctions liées à la crise ukrainienne imposées par Washington à la compagnie russe.

Les sanctions américaines ne concernent pas l'arrêt des projets communs entre les sociétés russes et américaines, mais elles visent à priver Rosneft de financements en dollars et d'accès aux dernières techniques.

"*Aujourd'hui, le moteur du succès commercial, c'est une coopération internationale efficace*", a déclaré le président russe Vladimir Poutine au patron de Rosneft, Igor Setchine, et au président d'ExxonMobil-Russie, Glenn Waller, lors d'une vidéoconférence réalisée de sa résidence sur la mer Noire.

"*Les entreprises, et notamment les sociétés russes et étrangères, réalisent tout à fait que, malgré certaines difficultés politiques actuelles, le pragmatisme et le sens commun prévalent et que nous sommes satisfaits d'entendre cela*", a-t-il ajouté. Reuters 09.08

On l'avait compris... Et si un jour il devait y avoir une guerre entre les Etats-Unis et la Russie, il va de soi que Rockefeller en profiterait pour s'enrichir des deux côtés à la fois comme il l'a toujours fait. Chut, c'est un secret !

En complément. Et aussi.

- Dette: un juge américain menace de poursuivre l'Argentine pour "*outrage*" - AFP

Mafieux !

La palme de la désinformation.

- Obama de retour en Irak malgré des réticences affichées - LePoint.fr

Haut de page

Le 11 août 2014

CAUSERIE

Nous ne sommes pas en vacances, nous somme en guerre !

Une multitude de portails se revendiquent de gauche, alors qu'ils ne le sont pas davantage que la pseudo-gauche et extrême gauche. Les travailleurs et militants doivent en avoir conscience pour ne pas se faire manipuler. Nous les appelons à la plus grande vigilance quand ils lisent des articles publiés par ces portails. L'enfer est pavé de bonnes intentions... Quelques exemples pour l'illustrer.

Guerre à l'opportunisme. Il n'y a rien de pire que de vivre d'illusions ou en colporter.

Quelques articles que nous ne publierons pas après lecture.

- Lettre ouverte à Monsieur le secrétaire général, Ban Ki-moon : « *Représentez le droit et la justice, ou démissionnez !* » - legrandsoir.info 10.08

Les auteurs sont quelques personnalités et une cinquantaine d'organisations palestiniennes ou propalestiennes dans le monde.

- En examinant vos déclarations, il apparaît évident que vous ne remplissez pas pleinement votre mandat.

(Quel mandat ? Celui que lui ont confié les Etats-Unis et leurs alliés sans lesquels il n'occuperait pas cette fonction. Vous en attendez quoi ? Qu'ils condamnent Israël et les Etats qui le soutiennent ? Ils semblent atteint soudainement d'amnésie et avoir oublié qu'Israël n'a respecté aucune des quelque 150 résolutions qui ont été adoptées par l'ONU depuis 1948. - ndlr)

Pour nous, en continuant de remplir ce rôle, vous corroborez ce que ressent notre peuple, que vous êtes un associé, ou au moins un catalyseur, dans les violations en cours du droit international humanitaire commises par Israël contre nos familles, nos enfants, nos femmes, nos aînés ; contre notre peuple.

(Il est parfaitement dans son rôle, c'est vous qui n'êtes pas dans le vôtre en refusant d'admettre la réalité, qu'il ne peut pas en tenir un autre car il se situe forcément dans le camp des ennemis du peuple palestinien, ainsi vous déservez la cause que vous prétendez défendre.

Il en va de même de tous ceux qui s'adressent aux institutions financières ou politiques du capital, à leur gouvernement ou institutions nationales pour qu'ils changent d'orientation politique.

Leur démarche en procédant de la sorte consiste à occulter le fait qu'ils n'existent pas ou qu'elles n'ont pas été fondées pour satisfaire les aspirations ou besoins des peuples opprimés, mais au contraire pour les combattre au profit de la classe qui détient le pouvoir et entend bien le garder en recourant à n'importe quel moyen, y compris ceux qu'elle critiquait ou condamnait hier, qu'il s'agisse de la guerre, de la dictature ou du fascisme. - ndlr)

Du même tonneau empoisonné.

- Les crimes d'Israël devant la CPI : Nous sommes près du but ; ce qu'il reste à faire - legrandsoir.info 09.08

Les voilà qui voudraient envoyer à l'échaffaud les bourreaux des Palestiniens en s'adressant à une juridiction d'exception ou illégitime qui a été mise en place pour justement servir leurs intérêts.

Deux voies seulement s'offrent à nous, nous en remettre à l'ennemi en espérant qu'il nous épargnera davantage de souffrances, ou refuser de s'adresser à lui et le combattre en ne comptant que sur nos propres forces pour le faire plier ou le vaincre.

Dans ces deux exemples pris parmi des dizaines d'autres du même genre, leurs auteurs voudraient légitimer l'existence de ces instututions qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Leur démarche est marquée du sceau de l'impuissance et du renoncement à affronter les représentants du capitalisme. Une telle soumission leur sera fatale. N'y cherchez pas une trace de courage ou de dignité, il n'y en a pas.

Pendant ce temps-là, les intellectuels palabrent pour finalement arriver à la même conclusion misérable.

Dangereux dirigeants - legrandsoir.info 07.08

Le déni de la réalité dont font preuve les dirigeants du vieux monde et qui est tout simplement guidé par une stratégie politique déterminée ou des besoins spécifiques sur le plan économique se transforme en "dissonance cognitive", expression incompréhensible au citoyen lambda, alors qu'elle est synonyme de mithomanie, un terme saisissable par le plus grand nombre, quelqu'un qui invente des histoires et y croient en lieu et place de la réalité.

Cette "*dissonance cognitive*" serait un "*pathos beaucoup plus grave au centre de la politique où elle menace le monde.*", là encore pathos l'auteur emploie un terme abscons ou inconnu de la plupart des gens, qui signifie simplement recourir à des moyens propres à émouvoir son auditoire ou ses lecteurs, donc subjectifs, au lieu de s'en tenir aux faits ou à la situation.

Les adeptes de la "*dissonance cognitive*" qui sombreraient dans le "*pathos*" recourraient aux "*paralogismes de la mauvaise foi*" pour justifier leur position ou politique, une fois de plus on est en présence d'un mot méconnu du plus grand nombre qui signifie utiliser un faux raisonnement en toute connaissance de cause, un argument falacieux.

La suite est plus intéressante.

Cet universitaire, qui se devait d'employer un langage savant dès la première ligne pour montrer à ses lecteurs qu'il maîtrisait parfaitement son sujet de manière à les convaincre qu'il savait de quoi il parlait et qu'ils pouvaient se fier les yeux fermés à son analyse ou à sa démontration, bref, qu'il se situait au-dessus d'eux et allait les éclairer, étale ses illusions dans les dirigeants de la classe dominante avec la même application ou avec le même aveuglement qu'il dénonce chez eux, illusions qui ont pour fondement son ignorance du développement du capitalisme parvenu au stade supérieur de l'impérialisme qui détermine à la fois les rapports entre les classes, les rapports qu'adopte la classe dominante et sa stratégie politique. Lisons le passage suivant qui en témoigne.

- "*Sans doute la responsabilité de milliers de morts pèse-t-elle sur la conscience de dirigeants politiques pris en flagrant délit de mensonge. Tellement insupportable qu'il leur est impossible de l'admettre. La dissonance cognitive apparaît comme un mécanisme élémentaire de faiblesse. Non point une faiblesse ordinaire de citoyens sans pouvoir, mais celle de chefs politiques qui, incapables de bien juger, deviennent incapables de se déjuger et dès lors, dangereux.*"

Prétendre que des "*milliers de morts*" pourraient peser sur la "*conscience de dirigeants politiques*", c'est les méconnaître, c'est n'avoir rien compris aux intentions qui les animent que d'affirmer que les "*chefs politiques*" sont "*incapables de bien juger*". C'est tout d'abord leur prêter un humanisme qui leur est étranger, pour à l'arrivée les ménager ou faire en sorte qu'ils soient jugés irresponsables de leurs actes, entre nous ils ne demandent pas mieux, parce qu'ils seraient atteindre d'une "*faiblesse*", alors qu'en réalité ils sont tout à fait capable d'apprécier la situation et ils savent parfaitement ce qu'ils font. On se demandera si cet universitaire ne leur prête pas sa propre ignorance qu'il ne soupçonnera pas un instant.

Quant à la "*dissonance cognitive*", la mithomanie ou le déni de la réalité, ce n'est pas une "*faiblesse*" dans leur cas, cela fait partie de la stratégie qu'ils ont adoptée, et c'est parce que l'auteur ignore la détermination et le cynisme dont sont capables les dirigeants du vieux monde qu'il sombre dans la pire des confusions. Les lecteurs assidus de notre portail se sont peut-être demandés pourquoi on faisait régulièrement référence à ces deux facteurs qui au premier abord peuvent sembler secondaires, ils ont là la réponse, ce n'était pas par hasard, mais parce que j'en avais compris l'implication politique. Gravez-les dans votre tête, car ils vous seront fort utiles pour comprendre l'évolution de la situation mondiale, c'est juste un conseil d'ami ou de camarade.

Tout au long de son article l'auteur vilipende ou s'en prend violemment à des responsables politiques qui seraient particulièrement médiocres, du coup ses lecteurs ne seront pas tentés de penser qu'ils sont en présence d'un intellectuel qui ne vaut guère mieux dans son genre pour être atteint du même mal, la "*dissonance cognitive*".

- "*La médiocrité intellectuelle et morale d'une partie importante (la partie supérieure, semble-t-il), du personnel politique français, est dangereuse puisqu'elle conduit à ne pas comprendre ses échecs, à aligner les clichés et les incohérences. Bref, à persévérer.*"

Ils ne sont pas les seuls apparemment, après avoir indiqué que le problème auquel les masses dont fait partie cet intellectuel, résiderait dans "la mauvaise sélection du personnel politique" et non les contradictions exacerbées du capitalisme qui nécessite pour assurer sa survie ou éviter son brutal effondrement, de recourir à une politique déterminée qui consiste à s'attaquer sytématiquement à tous les droits sociaux et politiques des travailleurs, pour faire bref. Pour lui, il suffirait de mieux sélectionner le "*personnel politique*" pour que la crise du capitalisme soit résolue conformément aux besoins des masses exploitées, pareille baliverne est pitoyable.

En guise d'épilogue ou de conclusion.

Le succès du socialisme auprès des travailleurs à partir de la seconde moitié du XIXe siècle a été dû en grande partie au fait que les marxistes se sont employée à le mettre à leur portée en utilisant un langage simple qu'il pouvait comprendre.

Ces marxistes étaient des intellectuels qui surpassaient de très loin ce genre d'universitaire tant par leur connaissance ou la profondeur de leur analyse, leur méthode pour interpréter la nature, l'homme, la société, le monde, et malgré tout ils ont réussi à mettre leurs travaux et leurs conclusions à notre portée, parce qu'ils avaient parfaitement conscience que c'était le seul moyen pour partager leurs idées avec le plus grand nombre, pour aider les travailleurs à comprendre dans quel monde ils vivaient pour mener leur combat politique, condition indispensable pour conquérir leur émancipation ou vaincre leur ennemi, que le socialisme l'emporte, devienne réalité. Condition qui devait se matérialiser par la construction du parti ouvrier révoutionnaire qui guiderait les masses vers la conquête du pouvoir politique.

Nous sommes dirigés par des intellectuels ou des universitaires qui hélas n'en ont pas conscience, qui refusent obstinément de reprendre la méthode éprouvée de Marx et Engels, en persistant dans cette voie on ne s'en sortira pas, il vaut mieux regarder la réalité en face ne se faire aucune illusion en la matière.

Encore du même tonneau vicié !

Amnesty mise en accusation : la Belgique et la France en pointe d'un nouvel anti-humanisme - legrandsoir.info 08.08

Amnesty International. Humans Rights Watch. La Ligue des Droits de l'Homme. Ces noms résonnent dans nos esprits comme des garants des droits individuels et collectifs.

(Tu parles, ces organisations sont corrompues dans tous les sens du terme, y compris financier.

Elles sont au service de la classe dominante, et Humans Rights Watch (HRW) est même liée directement à l'oligarchie financière américaine. L'auteur de cet article va finir par le dire lui-même plus loin.

Amnesty International.

Elle se voit reconnaître le caractère d'organisme à voix consultative auprès de l'ONU — auprès, notamment, de son Conseil économique et social —, de l'UNESCO, de l'Europe et de l'Organisation des États américains.

Le président d'Amnesty International, Sean MacBride, reçoit le prix Nobel de la paix en 1974. Puis en 1977, c'est au tour de l'organisation elle-même de recevoir le prix. Puis en 1978, Amnesty International a reçu le Prix des droits de l'homme des Nations unies.

Ligue des droits de l'homme.

En 1914, la Ligue des droits de l'homme rejoint l'Union sacrée... En 1936, au nom de la "*légalité*", elle soutiendra les procès de Moscou orchestrés par Staline. Elle comptera parmi ses dirigeants le gratin de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme. L'anticommunisme est le fond de commerce de toutes ces associations et ONG.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme dispose d'un statut consultatif auprès de l'ONU, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe, elle soutient la création de la Cour pénale internationale. Elle dispose de bureaux à Bruxelles auprès de l'Union européenne, à Genève et à New-York auprès de l'Organisation des Nations unies, au Caire auprès de la Ligue arabe et a ouvert en 2008 un bureau à Nairobi auprès de l'Union africaine. Elle dispose également (...) de délégations auprès du Conseil de l'Europe.

Pour finir elle "*contribue au respect des droits de l'Homme dans le cadre de la lutte antiterroriste*" cher à G. Bush et son successeur... (Source des citations : Wikipédia)

On arrêtera là, après cette brève présentation chacun aura compris qu'elles sont des instruments des capitalistes liés à ses institutions politiques internationales, ONU et UE principalement qu'elles légitiment, qu'elles servent à gangrer le cerveau des membres de la classe moyenne ou de la petite bourgeoisie essentiellement qui se tournent vers elle pour les éloigner du socialisme.

Elles servent de relais à la politique adoptée par Washington dans les différents pays où elles sont implantées, et leurs campagnes visent principalement les Etats ou gouvernements qui sont en indélicatesse avec les Etats-Unis ou qui figurent parmi ses ennemis selon les Américains.

Elles sont à ranger dans la même catégorie que MSF, RSF, Oxfam, Transparency International, WWF, USAids, etc. - ndr)

La Déclaration des Droits de l'Homme acceptée par tous les membres des Nations Unies a une portée universelle et sous-tend l'humanisme contemporain.

(En réalité, les puissances occidentales qui trônent à l'ONU en font une lecture à géométrie variable en fonction de la stratégie polique définie par Washington. S'en réclamer, c'est légitimer les atrocités commises par le régime néonazi de Kiev ou sioniste de Tel-Aviv et couvertes par l'ONU. Ils s'en servent pour justifier leur guerre contre l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, la Libye, la Syrie, etc. S'en réclamer, c'est soutenir ces guerres de rapine... - ndlr)

Nos pays (La France et la Belgique. - ndlr) sont devenus les seuls au monde interdisant de fait le port de vêtements à connotation religieuse ou culturelle dans l'espace public, violant ainsi les principes mêmes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et suscitant l'incompréhension dans le monde anglo-saxon. Les condamnations furent immédiates et sans ambiguité, tant du Département d'Etat américain et de nombreux autres pays que de l'ensemble des organisations de défense de nos libertés, au premier rang desquelles Amnesty International, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et Humans Rights Watch.

(Nous y voilà, ce serait le "*monde anglo-saxon*" autrement dit l'impérialisme anglo-saxon-sionisme qui devrait servir de modèle à l'humanité toute entière, en quoi, en terme de guerres et de barbarie ?

Que ces organisations partagent les mêmes préoccupations que le Département d'Etat américain dont les intentions progressistes ou humanistes sont bien connurs, suffit à témoigner dans quel camp elles oeuvrent en réalité.

L'auteur de cet article, un certain Shanan Khairi, a fait très fort en prétendant que le Département d'Etat américain serait garant des Droits de l'Homme, le portail Le Grand Soir soi-disant de gauche aussi en osant publier cet article.

Si maintenant le Département d'Etat américain milite activement pour le "*port de vêtements à connotation religieuse ou culturelle dans l'espace public*", c'est que forcément il a de bonnes raisons pour le faire ou il a une idée, un objectif politique derrière la tête. Avis à ceux qui en sont parmi nous, ce qui n'est pas notre cas.

Cette revendication participe au communautarisme et sert les intérêts des salafistes, wahhabistes et autres idéologues fanatiques qui se livrent à une lecture rigoriste, archaïque ou moyennâgeuse de l'Islam, à des pratiques incompatibles avec les valeurs de la République qui sont visés en dernier lieu. Que le Département d'Etat américain s'en réclame est naturel, logique, puisqu'elle fait partie de sa croisade ou stratégie pour détruire tous nos droits politiques, instaurer des ferments ou éléments de tension et chaos au sein même des sociétés occidentales pour aboutir si nécessaire à un affrontement entre les différentes couches de la population, pendant qu'ils lui imposent leur politique de destruction sociale.

Et encore du même brevage venimeux !

Un juge fédéral déclare inconstitutionnelle l'interdiction de porter des armes dans des lieux publics. (The Washington Post) - legrandsoir.info 06.08

Les auteurs de cet article s'emportent contre ce verdict pris par le juge fédéral Juge Frederick J. Scullin Jr qui a déclaré "*non constitutionnelle une des lois essentielles du District de Columbia qui interdit tout port d'arme et a ordonné qu'elle soit désormais abolie.*"

Il y a quelques années, n'ayant pas eu le temps de réfléchir sérieusement à cette question j'avais réagi irrationellement ou émotivement en me rangeant au côté de ceux qui prônaient l'interdiction du port d'arme à la population américaine, c'était une erreur politique et j'explique pourquoi.

Je n'avais pas pris conscience que le régime en place aux Etats-Unis tendait de plus en plus vers une dictature, un régime policier ou qu'il en était déjà devenu un, aujourd'hui ils en ont franchi encore un cran avec la militarisation de la société. Dans ces conditions, face à un Etat belliqueux qui n'a rien à voir avec une démocratie et qui affiche nettement ses intentions dictatoriales, en cas d'affrontement direct et violent entre les classes ils pourraient faire usage de son impressionnant arsenal policier et militaire contre les masses qui désarmées se feraient massacrées, alors qu'armées l'Etat y réfléchirait à deux fois avant de s'engager dans un tel processus de répression sanglant dont l'issue pourrait être incertaines. Donc en quelque sorte, ce qui protège aujourd'hui et demain les masses d'un tel scénario dramatique, c'est son armement dont certains veulent la déposséder.

On pourrait ajouter que si les populations syrienne et irakienne avaient été armée, jamais les takfiris ou al-qaïdistes n'auraient pu les massacrer et détruire "*leurs*" pays. Il faut aussi préciser que si les Syriens tiennent le coup depuis 4 ans, c'est parce qu'Assad a décidé à un moment donné d'armer et d'intégrer dans des milices sous le commandement de son armée la population qui entendait chasser d'Irak les mercenaires étrangers qui ravagent la Syrie...

Il n'existe pas de danger plus mortel pour un Etat en cas de révolution ou ses ennemis en cas d'agression ou de guerre qu'un peuple tout entier qui résiste les armes à la main. Sans cette mesure prise par décret le premier jour de l'existence de la Commune de Paris, ce n'est pas 72 jours qu'elle aurait tenu, mais 24 ou 48 heures.

Contre une interprétation angélique des rapports entre les classes qui serait favorable aux intérêts de la classe qui détient le pouvoir, nous opposons une interprétation de la situation fidèle à la lutte des classes qui intègre son expérience passée.

Constitution des Etats-Unis, Second Amendement :

" *A well regulated militia, being necessary to the security of a free State, the right of the people to keep and bear Arms, shall not*

be infringed. " : " *une milice régulière étant nécessaire pour assurer la sécurité d'un état libre, personne ne pourra interdire le droit de posséder une arme et de la porter. Et donc par cela, le droit au peuple à détenir des armes ne sera pas transgressé.* "

Le peuple en arme et la dissolution de l'armée ainsi que l'appareil répressif du régime en place figuerait parmi les premiers décrets que nous prendrions si nous accédions au pouvoir pour défendre la révolution et consolider le nouvel Etat ouvrier, la République sociale contre ses ennemis armés jusqu'au dent, jusqu'à ce qu'ils soient vaincus et désarmés...

Après cette lecture vous vous sentez comment, découragé, épuisé, démoralisé, dégoûté, écoeuré au dernier degré ? Il n'y a pas de quoi franchement, il suffit juste de bien choisir son camp pour être en pleine forme.

Je vais finir par ne plus me connecter à ce portail et je regrette d'avoir laissé passer de nombreux articles au contenu franchement intolérables. Cela dit, cela permet aux lecteurs d'avoir un aperçu assez large de ce qui se fait en matière de manipulation des consciences, de détecter comment les agents du capital s'y prennent pour justifier leur soumission à ses institutions.

La plupart des auteurs de ces articles n'ont aucun lien personnel avec elles, ils agissent sur le plan individuel. Ils sont étrangers au marxisme et au socialisme. Acquis au capitalisme, ils en ignorent le fonctionnement et passent leur temps à le démontrer. Ils agissent en serfs, en dominés et se complaisent dans ce rôle, ce qui les caractérise en dernier ressort, c'est leur incapacité à se situer sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, sur un terrain politique indépendant du capital puisqu'ils atterrissent toujours dans les bras de ses institutions, ce qui ne leur pose aucun problème apparemment, à croire qu'ils se satisfont de leur situation personnelle.

Quand on a toujours vécu ou presque dans la précarité ou l'incertitude du lendemain, qu'on a baigné toute sa vie dans le milieu ouvrier le plus défavorisé, on ne peut pas adopter cette situation confortable, c'est une chance, d'une certaine manière on peut dire les choses ainsi.

Par esprit de provocation je me suis parfois défini comme un rentier, sans préciser que pour conserver ce statut j'avais dû me résoudre à bien des sacrifices ou accepter de nombreuses frustrations qu'avec le temps je supporte au point de ne plus y penser, je les ai intégrées dans mon mode de vie. Le plus important ce n'est pas ce qu'on vit mais comment on le vit. Quand on a compris cela, on devient moins exigeant envers la société dont on n'a pas grand chose à attendre de bon, on l'est moins également envers les autres et on le devient davantage envers soi. Cela implique de ne compter que sur soi-même pour s'en sortir et progresser sans cesse devient un impératif pour ne pas se scléroser ou se décomposer.

Ce n'est donc pas un hasard si je n'attends rien de l'ONU ou de l'UE ou je ne sais quelle institution, je fais partie des travailleurs conscients pour lesquels l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes et de personne d'autres, il n'existe donc pas de contradictions entre mon discours et mon action militante ou mon comportement dans la vie quotidienne. J'ai au moins cette satisfaction dans la vie, ce qui n'est pas rien. Je n'ai pas besoin de subterfuges ou de masques pour me justifier et je m'en porte très bien.

Cette voie n'est pas la plus aisée qui soit, elle peut nous valoir bien des inimitiés ou des déboires indépendamment de notre volonté. Il faut les assumer car c'est la seule qui permet d'entrevoir le règne de la liberté et le bonheur qu'on pourrait en retirer s'il existait véritablement. Du coup on ne ressent aucune amertume à vivre dans un monde aussi pourri, on n'a aucune raison d'être aigri ou d'en vouloir à la terre entière, on n'attend rien de plus des autres que ce qu'ils peuvent nous donner, ce qui nous évite de les juger, on se contente de notre combat qui a de quoi remplir toute une existence dès lors qu'on en est digne.

J'ai rajouté ce passage, car je ne voulais terminer ce passage sur une note aussi démoralisante ou désolante. Je pense aussi à tous les Indiens qui m'entourent qui vivent dans des conditions épouvantables, à nos amis palestiniens qui vivent sous les bombes et qui font preuve d'un courage exceptionnel, s'ils ne baissent pas les bras après 66 ans d'occupation, on n'a pas le droit de les abandonner, de renoncer à notre cause. Vive le socialisme !

Le chiffre du jour. 1.939.

1.939 morts palestiniens, selon les secours locaux. Selon l'ONU, près des trois quarts étaient des civils. D'après l'Unicef, au moins 447 des victimes étaient des enfants ou des adolescents.

La guerre a aussi eu des répercussions en Cisjordanie occupée, théâtre de manifestations et de heurts avec l'armée israélienne qui se sont soldés par une quinzaine de morts palestiniens. Un enfant palestinien de 11 ans a été tué par l'armée israélienne dimanche dans le camp de réfugiés d'al-Fawar, près d'Hébron, dans des circonstances encore obscures. AFP 10.08

Propagande sioniste. Amalgames en profusion.

- Antisémitisme : pourquoi le conflit israélo-palestinien déchaîne-t-il tant de passions en France ? - Francetv info

Francetv info a interrogé Michel Wieviorka, sociologue. Il est notamment l'auteur de L'Antisémitisme expliqué aux jeunes (Seuil, 2014) et de L'antisémitisme est-il de retour ? (Larousse, 2008).

Extrait de sa biographie sur Wikipédia pour cerner à qui on a à faire.

Les grands-parents paternels de Michel Wieviorka, Juifs polonais, furent arrêtés à Nice pendant la guerre et sont morts à Auschwitz. Son père, réfugié en Suisse, et sa mère, fille d'un tailleur parisien, réfugiée à Grenoble, survécurent à la guerre. Administrateur depuis juillet 2009 de la Fondation Maison des sciences de l'homme. Il a été président de l'Association internationale de sociologie de 2006 à 2010.

Directeur d'études à l'EHESS, il y a dirigé de 1993 à 2009 le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) fondé par Alain Touraine en 1981.

Sa reconnaissance internationale doit beaucoup à ses travaux sur le terrorisme (prix spécial du jury européen d'Amalfi 1989 pour son livre Sociétés et terrorisme)...

Président à Bruxelles d'un panel du Conseil européen de la recherche (CER ou European Research Council, ERC). Il est proche du Parti socialiste. Chevalier de la Légion d'honneur (2013).

Ceci explique cela.

L'antisémitisme serait le fait principalement des opposants de gauche ou d'extrême gauche déclarés au régime existant en France ou en Israël, qui côtoiraient volontiers des islamistes radicaux, des gauchistes et des membres de l'extrême droite. Alors de là à ce qu'ils appartiennent à la même pourriture, l'auteur ne le dit pas, il le suggère très fortement ou laisse les lecteurs l'envisager.

L'antisémitisme serait passé de mode à droite et à l'extrême droite, voire dans les milieux les plus favorisés, il existerait donc ailleurs, chez les couches les plus défavorisées, à gauche et à l'extrême gauche. A entendre l'auteur, les populations issues de l'immigration, principalement du Maghreb seraient passées sous l'influence des islamistes fondamentalistes, il ne fait pas dans le détail.

Les militants comme vous ou moi finiraient par devenir antisémites, on perdrait le sens de la mesure et on se livrerait à un amalgame entre les sionistes et les juifs en général, passant "*de la critique forcenée d'Israël à une haine généralisée.*" et la boucle de l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme est bouclée.

C'est le discours de Netanyahu, de Valls, du Crif, des sionistes, critiquer Israël ou la politique de son gouvernement d'extrême droite, Etat juif selon ceux qui s'en réclament, donc théocratique et antidémocratique par nature, policier, génocidaire, d'apartheid, illégitime, militer pour sa disparition au profit d'une République sociale palestinienne englobant toutes les communautés ou minorités, etc. leur est insupportable et nous vaut l'accusation d'antisémites, alors qu'ils s'accommodent de partis néonazis et ouvertement antisémites en Ukraine. Ces gens-là sont des crapules qui n'ont rien à leur envier.

Michel Wieviorka - Ce conflit permet d'activer la haine des juifs dans des milieux qui s'identifient aux opposants sur place à Israël, mais aussi dans des milieux qui sont, de façon plus diffuse, anticolonialistes, anticapitalistes et anti-israéliens. Donc cela agite des gens qui sont surtout à l'extrême gauche, mais aussi à l'extrême droite. (...) Cela réactive des thèmes politiques classiques en France. La radicalité la plus visible dans les manifestations récentes était un mélange d'islamisme radicalisé, de gauchisme radicalisé et parfois d'antisémitisme. (...)

... l'antisémitisme est en régression massive dans les secteurs où il était dominant. (...) (La droite et l'extrême droite. - ndlr)

En revanche, il renaît dans d'autres secteurs de façon totalement inédite : chez certaines populations issues de l'immigration, dans le milieu des islamistes radicaux et chez certains soutiens de la cause palestinienne. Et on assiste aussi à la réactivation d'un gauchisme anti-israélien car anticolonialiste et antisioniste. (...)

... vous avez ceux qui au départ n'ont pas de préjugés vis-à-vis des juifs, mais qui sont critiques et hostiles à ce que fait Israël et même à son existence. A partir de là, ils vont considérer que les juifs de la diaspora et les juifs d'Israël forment un tout et vont passer de la critique forcenée d'Israël à une haine généralisée. Tout ceci s'autoalimente. Francetv info 10.08

En complément

Propagande sioniste ou néolibérale.

- Irak, une guerre de religions ? Non, pardon… La guerre d'une religion - Atlantico.fr

Non, celles des impérialismes en concurrence qui entendent s'accaparer les richesses ou matières premières (Gaz et pétrole notamment) du Moyen et Proche-Orient au détriment de leurs peuples. Idem en Ukraine, au Mali, en Centrafrique, etc.

Il n'y a jamais eu de guerres de religions, il n'y a eu dans le passé que des guerres guidées par des intérêts purement mercantiles.

ACTUALITE EN TITRES

Quelles généreuses intentions !

- L'Afrique du Sud annonce un plan de sauvetage pour African Bank - Reuters

La banque centrale sud-africaine a annoncé dimanche avoir placé African Bank Investments sous tutelle dans le cadre d'un plan de sauvetage qui prévoit entre autres une injection de capitaux de 10 milliards. Reuters 10.08

Concentration du capital et du pouvoir.

- Etats-Unis : une fusion à 71 milliards de dollars chez Kinder Morgan - LeMonde.fr

Kinder Morgan, compagnie américaine de transports de produits énergétiques, a annoncé dimanche 10 août qu'elle allait fusionner trois de ses filiales pour une transaction valorisée à 71 milliards de dollars (52,9 milliards d'euros), dette incluse. I, qui se classe juste derrière l'acquisition de Mobil par Exxon en 1999 pour 74,5 milliards de dollars.

Dans un communiqué, Kinder Morgan indique qu'il va regrouper sous la même entité (Kinder Morgan Inc) ses filiales Kinder Morgan Energy, Kinder Morgan Management et El Paso Pipeline Partners. Le nouveau groupe, qui pèsera environ 140 milliards de dollars en Bourse, sera coté sous le symbole « KMI » et exploite environ 130 000 kms de pipelines (gazoducs et oléoducs) et 180 terminaux. LeMonde.fr 10.08

Haut de page

Le 12 août 2014

CAUSERIE

Depuis hier soir une quinzaine de nouveaux articles ont été ajoutés.

Le gouvernement condamne les citoyens français qui partent en Syrie pour massacrer sa population, alors qu'il soutient l'armée des barbares qu'ils vont rejoindre, mais il ne condamne pas les citoyens français qui partent en Israël pour massacrer les Palestiniens de Gaza.

Quelle différence existe-t-il entre les deux ? Aucune.

Combat contre l'opportunisme.

Parmi nous, hier comme aujourd'hui, il s'en trouve toujours pour se faire les relais de la guerre psychologique que mène la classe dominante pour terroriser les masses à l'idée qu'on serait à l'aube d'une nouvelle guerre mondiale, pour les amener à un état de psychose permanent qui les paralyserait littéralement ou leur interdirait toute réaction rationnelle, leur neutralité ou passivité laissant aux différents gouvernements en place le champ libre pour agir à leur guise. Il existe aussi des partis, organisations ou groupes qui ne peuvent pas s'empêcher pour exister ou se distinguer des autres de verser dans des théories véreuses ou délirantes.

Il y a des spécialistes du genre, notamment le portail WWS qui se réclame du trotskisme et de la IVe Internationale. Ils publient régulièrement des articles annonçant l'apocalypse sur terre. Trois titres des derniers jours pour l'illustrer.

- L’offensive ukrainienne contre Donetsk augmente le risque de guerre avec la Russie.

- Etes-vous prêt pour une guerre nucléaire?

- Les dirigeants européens se servent des cérémonies de la Première Guerre mondiale pour pousser à de nouvelles.

S'il nous arrive de publier certains de leurs articles, c'est uniquement parce qu'ils comportent des données ou des informations que je n'avais pas lues ailleurs. Les lecteurs comprendront que je ne peux pas lire tout ce qui est publié sur tous les portails existant en langue française.

Quant à savoir si la probabilité d'une guerre mondiale existait, je me suis déjà exprimé à plusieurs reprises sur ce sujet en l'écartant temporairement, en partant du fait que l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier international ne nécessitait pas de recourir à un moyen aussi extrême de la part de notre ennemi, précisant qu'on pouvait observer qu'il pouvait parvenir à ses fins par d'autres moyens, par exemple en spoliant les masses de tous droits sociaux et politiques par l'intermédiaire d'institutions supranationales, en avançant sur la voie du corporatisme, etc. vous avouerez que ce serait dommage de briser une telle mécanique qui s'avère très efficace, voyez où en sont rendus les Grecs, les Portugais ou les Espagnols ou encore les Américains. Cela dit, ces résultats sont insuffisants pour réduire temporairement la crise du capitalisme, et la question de la destruction massive de forces productives demeurent pendante, disons pour donner un nouveau souffle au capitalisme.

Maintenant on ne va extrapoler ou exploiter cette contradiction pour effrayer les travailleurs qui ont déjà suffisamment de mal à se mobiliser. Si la situation évoluait nettement dans cette direction, il serait alors temps d'actualiser notre analyse de la situation mondiale et d'évaluer à nouveau le risque d'un conflit mondial. Tenez, pas plus tard qu'hier on apprenait par la voix du président d'ExxonMobil-Russie, Glenn Waller, dont le principal actionnaire est le puissant banquier du monde, Rockefeller, que leurs relations avec la Russie de Poutine étaient au beau fixe, donc pas de quoi s'affoler, puisque s'il y devait y avoir une guerre mondiale, ce serait les oligarques américains qui la déclencheraient.

Dernières infos qui illustrent notre propos.

- Les prix des carburants quasi stables en France, malgré les tensions géopolitiques - AFP

- Wall Street profite d'un apaisement des craintes géopolitiques - AFP

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, profitant d'un certain apaisement des craintes des investisseurs face à la situation en Irak et en Ukraine. AFP 11.08

Propagande mondiale depuis Washington.

Commençons cet exposé consacré à la stratégie américaine à laquelle se sont ralliés la totalité des puissances occidentales et l'UE, par la dernière sortie d'Hillary Clinton qui est la porte-parole la plus zélée de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Ensuite en titres ou sous la forme d'extraits d'articles de presse nous verrons que les lignes directrices qu'elle trace coïncident avec les évènements qui se déroulent sous nos yeux.

Le titre que j'ai choisi pour illustrer l'article que le Nouvel Observateur lui a consacré et qui est extrait du discours de madame Clinton, suffit à comprendre qu'elle parle au nom des puissances occidentales qui sont appelées à adopter sans réserve la stratégie politique des Etats-Unis.

Hillary Clinton : "***Les grandes nations ont besoin de principes directeurs***".

- Hillary Clinton soutient fermement Israël, critique Obama sur la Syrie - Le Nouvel Observateur

L'ancienne secrétaire d'Etat et probable candidate à la présidentielle américaine de 2016 Hillary Clinton a fermement soutenu dimanche 10 août l'intervention d'Israël dans la bande de Gaza et estimé que le Hamas était le principal responsable du conflit actuel.

"*Je pense qu'Israël a fait ce qu'il devait faire pour répondre aux attaques de roquettes*", a-t-elle déclaré dans une interview au journal "*The Atlantic*", parue sur son site internet.

Interrogée sur le fait de savoir si Israël avait pris assez de précautions pour éviter les morts de civils, Hillary Clinton a estimé que Tsahal, "*tout comme nous essayons de le faire, a tenté de faire le plus possible attention aux civils en visant ses cibles*".

"*Nous ne connaissons pas une seule nation, peu importe ses valeurs [...] qui n'aient pas commis d'erreurs, mais au final*

la responsabilité de tout ça en incombe au Hamas", a-t-elle affirmé.

"*Il est impossible de savoir ce qui se passe à travers le brouillard de la guerre. Selon certains rapports, peut-être que ce n'était pas exactement une école de l'ONU qui était visée, mais juste l'annexe de l'école d'où ils tiraient des roquettes*", a repris Hillary Clinton, en référence à plusieurs établissements de l'ONU touchés par des bombardements. " *Il n'y a aucun doute dans mon esprit que le Hamas a initié ce conflit*", a-t-elle encore affirmé.

De manière plus générale, Hillary Clinton a pointé du doigt l'antisémitisme croissant, notamment en Europe.

"*On ne peut jamais ignorer l'antisémitisme, spécialement quand on voit ce qui se passe en Europe aujourd'hui. Il y a infiniment plus de manifestations contre Israël qu'il n'y en a contre la Russie qui se saisit d'une partie de l'Ukraine et abat un avion de ligne*", a-t-elle encore constaté.

"*L'une des raisons pour lesquelles je m'inquiète de ce qui se passe au Moyen-Orient en ce moment, c'est cette capacité qu'ont les groupes de djihadiste d'essaimer, et cela pourrait affecter l'Europe et affecter les Etats-Unis*" a déclaré Hillary Clinton, dont les propos et les arguments semblent rejoindre ceux de certains influents élus républicains comme John McCain ou Lindsey Graham.

"*Les groupes de djihadistes tiennent un territoire, mais ils ne resteront jamais là. Leur but c'est de s'étendre. Leur raison d'être c'est leur opposition à l'Occident, aux croisés, à... Je vous laisse remplir les trous, nous rentrons tous dans une de leurs catégories*", a-t-elle affirmé.

Elle a dit beaucoup réfléchir à l'endiguement (une doctrine américaine de la guerre froide pour contenir l'expansion de l'Union soviétique, NDLR), à la dissuasion et à la défaite.

Au regard de la menace des extrémistes islamistes, Hillary Clinton a laissé entendre que l'Amérique réussissait quand elle avait un plan général avec un but clair en citant l'exemple de la chute de l'Union soviétique et la défaite du communisme. nouvelobs.com 11.08

L'exercice auquel elle se livre consiste à dire tout haut ce que pense tout bas l'aile la plus droitière de l'administration américaine.

Vous aurez remarqué que tout y figure, de la propande contre l'antisémitisme à l'accusation sans preuve contre la Russie d'avoir abattu l'avion de la Malaysia Airlines au-dessus de l'Ukraine en passant par le soutien inconditionnel à Israël, malgré les épouvatables massacres de civils commis par Tsahal et les manifestations qui ont lieu partout dans le monde pour les condamner, le tout reposant en permanence sur le déni de la réalité, des mensonges, des fabulations ou des contrevérités grossières, condition indispensable pour justifier la politique des Etats-Unis.

La précision et le rappel qui figure dans le dernier paragraphe illustre que les Américains interviennent dans le monde selon une stratégie politique ("un plan général") qu'ils ont élaborée de longue date conformément à leurs besoins sans se soucier du sort des populations du reste du monde, pas même la leur il faut ajouter.

Conditionnement psychologique de la population mondiale contre la Russie en la ridiculisant, la diabolisant sous la forme de sous-entendus, d'allusions à son désavantage, etc.

- Russie : un concours de "*bébés patriotes*" pour doper la natalité - Francetv info -

- Ukraine : quand Poutine montre ses petits (tout petits) muscles… - Atlantico.fr

- Ukraine : un convoi humanitaire russe provoque les soupçons des Occidentaux - Francetv info

- Lavrov accuse l'Occident de « *cynisme flagrant*» - french.irib.ir

Le ministre des Affaires étrangères de Russie Sergueï Lavrov a qualifié de « *manifestation de cynisme flagrante* » le refus des dirigeants occidentaux de reconnaître la nécessité d'une aide humanitaire urgente à l'est de l'Ukraine.

Il a noté qu'il y avait l'impression que l'objectif de l'opération de Kiev était de laisser la terre brûlée dans l'est de l'Ukraine et d'obliger la population russe d'en partir.

Le ministre a annoncé que Moscou avait concerté l'octroi de l'aide humnitaire au sud-est de l'Ukraine avec Kiev et le Comité international de la Croix Rouge et a exprimé l'espoir que l'Occident n'y créerait pas des obstacles. french.irib.ir 11.08

- Moscou dément la mort de 12 effectifs de ses forces spéciales en Ukraine - french.irib.ir

« *l'information diffusée par le quotidien britannique sur la mort de 12 effectifs des forces spéciales russes, affilés au Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, est « une information montée de toute pire manière »* » a déclaré, le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

« *L'auteur de cet article, Sam Jones, qui entretient de vastes relations avec le service de la sécurité étrangère britannique a abordé cette dernière semaine de nombreuses informations erronées et fausses dans les médias ukrainiens, toutefois, cette information avait été faussée et manipulée de la pire manière* », a expliqué encore ce responsable militaire russe. french.irib.ir 10.08

Les preuves que l'avion de la Malaysia Airlines a été abattu par un chasseur Ukrainien. Reste à savoir de quelle nationalité était le pilote, Polonais, Américain, Britannique ?

- MH17: Un premier rapport sur les causes du crash dans «quelques semaines» - 20minutes.fr

- Le vol MH-17 abattu par un avion de chasse ukrainien ? - Par Valentin Vasilescu - reseauinternational.net - publié par Mondialisation.ca -11 août 2014

Le point de vue qui suit est celui de Valentin Vasilescu , un ancien pilote de l'armée roumaine.

J'ai expliqué en détail dans plusieurs articles précédents que le missile présumé sol-air Buk-1M invoqué par l'Amérique et l'Ukraine n'a pas été pu être lancé et donc abattre le vol MH-17.

Il n'a été détectée aucune émission d'un faisceau électromagnétique de guidage portant l'empreinte caractéristique d'un complexe, Buk-1M, ni aucune trainée de condensation abondante de couleur blanche, généralement d'une longueur de 10 à 35 km à partir du sol, et qui persiste quelques minutes après le lancement d'une fusée.

Gordon Duff, un célèbre marine vétéran de la guerre du Vietnam et éditorialiste de Veterans Today, ne considére pas, lui non plus, comme crédible l'abattage du vol MH-17 avec un missile sol-air, pensant que l'appareil malaisien pourrait avoir été la cible d'une bombe à bord, ou de tirs avec les canons d'un avion ukrainien. En arrivant le premier sur les lieux, le canadien Michael Bociurkiw, un membre de la délégation de l'OSCE a examiné les restes de la cabine de pilotage du B-777, et en a conclu qu'il avait été touché par des projectiles d'artillerie de petit calibre, tirés à une cadence très élevée. Ceux qui ont prévu un tel crime sont les mêmes qui ont, délibérément, lancé la fausse piste du missile sol-air.

La conception de cet attentat était l'œuvre d'un esprit diabolique, car l'attaque du vol MH-17 au canon, a créé toutes les conditions pour produire l'impression qu'une bombe de petite dimension aurait explosé à l'intérieur du poste de pilotage. Le 23 Juillet 2014, un reportage de la correspondante de la BBC Olga Ivshina a été censuré par la direction de la BBC. Dans ce reportage, les témoins dans la région de Donetsk confirment la présence d'un autre avion de combat ukrainien, en plus du vol MH-17 au moment du crash. Du coup, le reportage d'Olga Ivshina démonte également la version fournie par le SBU ukrainien, parlant de missile sol-air.

La censure imposée par les médias occidentaux, n'a pas pu empêcher de découvrir que le fuselage du côté droit du poste de pilotage de l'avion est percé par des éclats, avec les bords repliés vers l'extérieur, ce qui indique que de petites explosions se sont produites à l'intérieur de la cabine de pilotage. Mais les traces de projectiles parfaitement rondes qui sont entrés du côté opposé, ont traversé le poste de pilotage sans exploser. Alors que l'ogive d'un missile Buk-1M aurait explosé en une grosse boule de feu.

Les impacts dans le panneau du fuselage du côté droit du cockpit du vol MH-17 ont été produits par un projectile de type explosif-incendiaire visant à produire des foyers d'incendie à l'intérieur de la cabine. De petits éléments des cadres de pare-brise en alliage d'aluminium étaient fondus en raison de l'incendie.

Dans la bande de cartouches pour les canons embarqués à bord des avions de chasse, l'armurier insère quelques projectiles en alliage de tungstène (ayant une plus grande capacité de pénétration), similaire au système américain à base d'uranium appauvri. Mais pas au point d'exploser, perforer l'enveloppe de l'avion, traverser la cabine de pilotage et de sortir de l'autre côté.

Les tirs ont été effectués par un pilote de chasse expérimenté, qui a visé uniquement la cabine de pilotage. Cela est démontré par le fait que la section de fuselage à l'arrière du poste de pilotage est restée intacte et ne comporte pas de trous qui auraient pu être causés par des éclats de projectiles. (Lire la suite de ce très long article dans le site ou en le téléchargeant à partir de la rubrique Internationale)

La preuve incontestable que cet avion a bien été abattu par un avion ukrainien et non un missile réside dans les photos du cockpit

de cet avion qui figurent dans cet article.

Si nous avons titré que le pilote du chasseur ukrainien devait être d'une autre nationalité qu'ukrainienne, c'est parce que cet ancien pilote de l'armée roumaine affirme qu'à sa connaissance aucun pilote ukrainien n'était suffisamment expérimenté pour effectuer la manoeuvre délicate qui consistait à se rapprocher aussi près de l'avion à abattre sous un angle très précis pour viser exclusivement la cabine de pilotage sans risquer une collision ou manquer son objectif.

Les barbares salafistes, takfiris, al-qaïdistes en Syrie et en Irak sont à la solde des puissances occidentales

- Syrie: un djihadiste photographie son fils portant la tête décapitée d'un soldat - L'Express.fr

- La Ligue arabe accuse l'État islamique de "*crimes contre l'humanité*" - LePoint.fr

- Irak : les États-Unis arment les forces kurdes anti-djihadistes - LePoint.fr -

- Irak : Fabius réfléchit à des livraisons d'armes aux Kurdes - Francetv info

Nouveaux témoignages qui confirment parfois ce que nous savions déjà.

-Révélations de Snowden : comment les USA aident Israël et recrutent les djihadistes de l'EIIL - ilmanifesto.it - publié par Mondialisation.ca - 10 août 2014

D'après les documents diffusés par Snowden, actuellement réfugié en Russie, la CIA et le Mossad ont entrainé Abu Bakr Al-Baghdadi, l'actuel leader de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). L'EIIL, qui prône le retour au « *Califat* » a initialement été constitué en Égypte pour combattre le gouvernement de Bashar al-Assad. Il a reçu des armes de la part du renseignement US et de celui du Royaume-Uni, et des financements de l'Arabie Saoudite et de la monarchie du Qatar.

Abu Bakr Al-Baghdadi a été prisonnier à Guantanamo de 2004 à 2009. Au cours de cette période, la CIA et le Mossad l'auraient recruté pour fonder un groupe en mesure d'attirer des djihadistes de différents pays vers un endroit précis, et ainsi les tenir loin d'Israël. Pour Snowden, « *la seule solution pour protéger l'État juif est de lui créer un ennemi à ses frontières, mais en le dirigeant contre les états islamiques qui s'opposent à sa présence.* » Une opération secrète dénommée « *Nid de frelons* ». ilmanifesto.it

Ce sont les Américains qui ont nommé le remplaçant de Nouri al-Maliki en violation de la constitution irakienne.

Après avoir abattu le régime qui reposait sur les sunnites au profit des chiites, ils se retournent contre ces derniers en armant les sunnites allié des mercenaires sanguinaires d'EI.

- Irak: un nouveau Premier ministre pour sortir de la crise, Maliki écarté - AFP

- Désavoué, le Premier ministre irakien Nouri al Maliki s'accroche - Reuters

- Irak : Haïdar Al-Abadi, candidat des chiites, chargé de former le nouveau gouvernement - Francetv info

- Un nouveau Premier ministre pour l'Irak, salué par Obama - Liberation.fr

- Irak: Kerry met en garde Maliki dans son bras-de-fer avec le président Massoum - AFP -

- Irak : Maliki rejette la nomination de son successeur - LePoint.fr

- Irak : malgré les pressions, le premier ministre refuse de quitter le pouvoir - LeFigaro.fr

- Irak : le coup de force du premier ministre Nouri Al-Maliki - LeMonde.fr

- Crise politique à Bagdad : "*Maliki est seul au monde*" - Le Nouvel Observateur

Nous venons de voir qu'en choeur la quasi- totalité des médias se font l'écho des Américains. Maintenant voyons la réalité qu'ils cachent soigneusement à leurs lecteurs.

- Irak: La Cour fédérale donne raison à Maliki après sa plainte contre le président - 20minutes.fr

La Cour fédérale irakienne a confirmé que la coalition de Nouri al-Maliki était la plus importante du Parlement, donnant ainsi raison à ce dernier, qui avait porté plainte contre le président, l'accusant de ne pas nommer de Premier ministre issu du plus puissant groupe parlementaire. «*La Cour fédérale annonce qu'elle confirme que l'Etat de droit est le bloc le plus important du Parlement*», a indiqué la télévision officielle. Selon la Constitution, le président irakien doit désigner un Premier ministre issu de la première force du Parlement, ce qui ouvrirait de fait la voie à un troisième mandat de Nouri al-Maliki.

Dans une allocation à la télévision dimanche soir, Nouri al-Maliki avait accusé le président d'avoir violé deux fois la Constitution, notamment en ne confiant pas à un Premier ministre désigné la mission de former un nouveau gouvernement.

Le président, Fouad Massoum, a reçu depuis de nombreux soutiens, dont celui des Etats-Unis, qui appellent depuis longtemps à la formation d'un gouvernement d'union seul à même selon eux de faire face au chaos dans lequel est plongé l'Irak. 20minutes.fr 11.08

Nous avons donc la preuve que nous sommes bien en présence d'une vaste entreprise de désinformation pilotée depuis Washington. Il faut croire que Nouri al-Maliki n'était pas aussi malléable que son successeur désigné par les Américains, il était trop favorable à la Syrie et pas assez proche des autorités iraniennes avec lesquelles les Américains ont normalisé leurs relations.

ACTUALITE EN TITRES

Qui peut le plus, peut le moins.

- Plus d'emplois depuis 2008 aux Etats-Unis, mais moins payés - Reuters

Les prédicateurs de la pensée néolibérale.

- Aux Etats-Unis, les communicants poussent, les journalistes diminuent - Rue89

- Conférence sur l'homophobie au lycée : feu vert du ministère - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur conception de la démocratie doit servir de modèle au monde entier.

Un policier blanc tire sur un jeune noir non armé et le tue, une affaire "***très compliquée***".

- Etats-Unis : le FBI enquête sur la mort d'un jeune Noir abattu par la police - Francetv info

Le FBI a ouvert une enquête après la mort d'un jeune Noir abattu par un policier, samedi 11 août. Il s'agira pour le Bureau de déterminer les circonstances de cet incident qui a coûté la vie à Michael Brown, 18 ans. Et s'il y a eu ou non une atteinte aux droits civiques.

Cette enquête du FBI sera menée en parallèle des investigations de la police du comté de Saint-Louis, à laquelle est rattachée la police de Ferguson. "*C'est une enquête très compliquée*", a reconn Jon Belmar, le chef de la police du comté.

S'il apparaît que l'adolescent n'était pas armé lorsqu'il a été abattu par un agent de police, les versions s'opposent entre des témoins de la scène et la police. D'après la version de la police, le jeune homme aurait tenté de s'emparer de l'arme du policier, lequel aurait fait ensuite feu à plusieurs reprises sur la victimes. Des témoins affirment, eux, que Michael Brown avait les bras en l'air au moment des faits.

Selon les médias locaux, l'incident met en relief les tensions raciales entre une police locale majoritairement blanche et les habitants d'une ville à majorité noire. Des émeutes ont éclaté et des magasins ont été pillés dans la nuit de dimanche à lundi dans cette ville de la banlieue de Saint-Louis. Deux policiers ont été blessés et 32 personnes interpellées pour le pillage de 12 magasins. Francetv info 11.08

En complément.

- Afghanistan: les Etats-Unis ont tué des milliers de civils sans procès, selon Amnesty - AFP

Assassin, barbare, un critère "***idéal***".

- En Israël, le sperme des soldats de Tsahal est très demandé - Francetv info

L'hôpital de Haïfa (Israël) signale que les demandes de don de sperme en provenance de soldats israéliens augmente, comme le relaie l'International Business Times (en anglais), en réaction à l'opération "*Bordure protectrice*" menée dans la bande de Gaza. Ainsi, sur 60 femmes qui ont fait une demande de sperme, près de la moitié ont sollicité un donneur ayant des antécédents dans l'armée.

"*Tout comme le choix de la couleur de cheveux ou des yeux, la taille et le niveau d'éducation, le service dans les rangs de Tsahal est également devenu un critère de sélection*", explique Dina Aminpour, la directrice de la banque du sperme du Centre médical Rambam d'Haïfa, citée par le site internet. "*Ces femmes établissent un profil qu'elle considère comme le père idéal.*" Francetv info 11.08

Voilà un objectif que les Palestiniens devraient viser en priorité !

Au fait, la pureté de la race n'était-il le critère retenu par les nazis en Allemagne pour justfier le génocide des juifs, des Noirs, des Tziganes, etc ? N'est-ce pas le même qui conduit les Israéliens à éliminer les Palestiniens, les sémites ?

Imaginez un instant qu'un simple d'esprit tombe sur cet article, inconsciemment il va procéder à un raccourci et en déduire que tous les juifs sont des monstres.

L'Etat sioniste, la plus grande menace "***pour la paix dans le monde***".

Lizez attentivement l'article ci-dessous, les sionistes confirment leur penchant naturel pour la dictature ou leur accointance avec le nazisme, en proclamant que toute personne considérant l'Etat d'Israël comme une menace "*pour la paix dans le monde*" est antisémite. Au passage la Commission européenne témoigne qu'elle est complice du massacre des Palestiniens de Gaza par Tsahal.

- Un sondage européen scandalise Israël - french.irib.ir

D'après un questionnaire de la Commission européenne, 59% des Européens pensent qu'Israël est le pays le plus menaçant pour la paix dans le monde.

Un sondage de la Commission européenne selon lequel la majorité des Européens voient en Israël le pays qui menace le plus la paix mondiale était dénoncé dimanche comme la preuve d'un antisémitisme rampant en Europe par des responsables israéliens et la presse locale. Le journal espagnol *El Pais* avait diffusé jeudi les résultats préliminaires de ce sondage dont les résultats complets devraient être- pour des raisons "*techniques*", selon Bruxelles- publiés lundi. *L'International Herald Tribune* en a également fait état dans son édition de vendredi.

Toujours est-il que lundi, la présidence italienne de l'UE s'est déclarée "*surprise et contrariée*" par ce sondage et affirmait que ce résultat "*ne reflètait pas la position de l'UE*". "*Le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini, au nom de la présidence de l'Union européenne, exprime la surprise et la contrariété pour le signal faussé qui sort du sondage d'opinion commandé par la Commission européenne*", indique un communiqué officiel. "*Le résultat du sondage, à la suite d'une question ambiguë, ne reflète pas la position de l'Union européenne, exprimée par ses instances à de nombreuses reprises*", affirme le texte. Le chef de la diplomatie italienne ajoute que "*l'UE est d'autant plus contrariée qu'elle est parfaitement consciente que la population israélienne est durement frappée par le terrorisme*".

"*Ces résultats choquants qui montrent qu'Israël représente la plus grande menace pour la paix dans le monde, davantage que la Corée du Nord et l'Iran, défient la logique et sont une fantaisie raciste*", a déploré le rabbin du centre Simon Wiesenthal basé à Los Angeles (Etats-Unis), Marvin Hier. "*Ils montrent seulement que l'antisémitisme est profondément ancré dans la société européenne*."

Le ministre israélien en charge des relations avec la diaspora Nathan Chtcharansky, estime que derrière les critiques contre Israël, il y a de l'antisémitisme. "*L'Union européenne qui a montré qu'elle était sensible aux questions relevant des droits de l'Homme, devrait faire cesser le lavage de cerveau qui vise à diaboliser Israël avant que l'Europe ne retombe une fois encore dans les périodes sombres de son passé*" a déclaré au quotidien *Yédiot Aharonot*, l'ancien militant des droits de l'Homme considéré comme

le plus célèbre des "*refuzniks*" (juifs soviétiques auxquels Moscou refusait l'autorisation d'émigrer), Selon Avi Pazner, ex-ambassadeur d'Israël à Rome et à Paris, et porte-parole du gouvernement, ce sondage manque de crédibilité. L'image négative qu'ont les Européens d'Israël est, selon lui, le résultat de la couverture médiatique de trois années d'Intifada. french.irib.ir 11.08

Déclarations qui sont à rapprocher de celle d'Hillary Clinton, le même discours à la virgule près.

Infos sur Israël.

- "*Tsahal a pris la fuite*" (Yediot Aharonot) . - french.irib.ir

Le journal israélien revient sur la trêve à et sur l'annonce officier du retrait des unités de l'armée israélienne de la bande et écrit : " *L'armée israélenne a pris la poudre d'escampette, trainant derrière elle le poids lourd de sa défaite*", a affirmé le journal, fustigeant la décision du désengagement de l'armée sioniste de la bande de Gaza.

Selon la chaine Al Aqssa, l'opposition israélienne tout comme une bonne partie de la droite fustigent la gestion " *catastrophique*" de la guerre par Netanyahu et après son échec à Gaza, ce dernier devra s'apprêter à faire face à ces critiques . le parlementaire, Yaruham Sterker a dénoncé "*la défaite de Netanyahu*" à Gaza et a exigé qu'il "*passe aux aveux*" et qu'il reconnaise son échec. french.irib.ir 11.08

- Israël : Un régiment de la brigade Golani arrêté - french.irib.ir

La hiérarchie au sein de l'armée israélienne vient de donner l'ordre de l'arrestation de tous les membres d'un régiment de la brigade élite, Golani, pour cause de refus de poursuivre la guerre. Selon le site israélien 0404, les commandants de l'armée israélienne ont donné l'ordre de l'arrestation de tous les membres de ce régiment qui ont refusé d'un commun accord de poursuivre la guerre.

Selon les informations qui parviennent de l'intéroeur d'Israël, de nombreux militaires, soldats et officiers, ont désormais peur de faire face aux combattants palestiniens. La brigade Golani a subi de très lourdes pertes dès le premier jour de l'offensive terrestre israélienne contre Gaza. Cette brigade d'élite a été décapitée et a aussi perdu son commandant adjoint tout comme 13 de ses soldats. Selon les analystes l'armée israélienne surprise a été amené à se retirer de Gaza puisque ses effectifs désobéissent de plus en plus à leur hiérarchie. french.irib.ir 11.08

En complément.

- Les Sud-Africains qui s'engagent pour Tsahal menacés par la justice - french.irib.ir

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Irak : de l'occupation américaine à l'apparition de Daesh - french.irib.ir

L'intervention militaire américaine en Irak, suivie de l'occupation de ce pays, a agi comme un facteur majeur dans le sens de l'apparition des groupes rebelles extrémistes come Daesh, en Irak, mais aussi, en Syrie. C'est le journal américain *New York Times* qui l'écrit, tandis que les attaques américaines contre les positions de Daesh en Irak se poursuivent sur l'ordre du Président Barack Obama. Plus de détails, dans un article retiré de l'agence Tasnim, dans les lignes qui suivent.

- "Lorsque les forces américaines ont attaqué une maison d'habitation à Falloudjah, dans la foulée d'une opération, en 2004, contre les rebelles sunnites irakiens, elles y ont rencontré un irakien âgé de 30 ans ou presque sur lequel elles ne savaient alors rien. Le nom de cet homme, Ibrahim Awad Ibrahim Ali al-Badri, a été enregistré au centre de détention Camp Bouqa. Ce ressortissant irakien est devenu aujourd'hui une figure connue du monde entier : Abou Bakr Al-Bagdadi, calife autoproclamé de Daesh en Irak et en Syrie et l'architecte d'une campagne très violente pour retracer la carte d'un nouveau Moyen-Orient ! « *Lorsque nous l'avons arrêté en 2004, il était un assassin de rue ; il est difficile d'imaginer que nous aurions dû disposer d'une boule de prédiction, pour deviner que cet homme deviendrait à l'avenir le chef de Daesh* », dit un responsable du Pentagone qui a souhaité l'anonymat. L'apparition d'Al-Bagdadi comme chef de Daesh est survenue directement suite à l'intervention militaire des Etats-Unis en Irak. Les changements politiques qui se sont produites dans ce pays ont attisé en lui son zèle guerrier, aboutissant plutôt à

son progrès. Maintenant, Abou Bakr Al-Bagdadi a lancé une nouvelle étape d'interventions, cherchant plus d'avancées sur le terrain et plus de massacre des minorités irakiennes. Il a même promis que le groupe Daesh irait bientôt faire face directement aux Etats-Unis ! Pourtant, Al-Bagdadi était plutôt une figure religieuse qu'un combattant, lorsqu'au début de l'occupation américaine, en Irak, il adhéra à Al-Qaïda. C'était plus tard qu'il se donna le titre du calife du monde de l'islam et lança une campagne violente contre les minorités religieuses y compris les chiites et les yézidis, une campagne que même des leaders d'Al-Qaïda ont condamnée.

Les équipes spécialisées de renseignement états-uniennes et irakiennes n'ont guère réussi, jusqu'ici, dans leur mission contre Al-Bagdadi qui s'est vu pour la dernière fois en public lors d'un prêche dans une mosquée de Mossoul. Le Pentagone a annoncé qu'Abou Bakr Al-Bagdadi, arrêté en 2004 à Falloudjah, avait été libéré en décembre de la même année, avec un grand groupe d'autres prisonniers, tandis que Hicham Al-Hachemi, chercheur irakien, tient à dire qu'Abou Bakr Al-Bagdadi a passé 5 ans dans une prison américaine ; « *c'est dans cette prison qu'il se transforme en une figure extrémiste comme d'autres combattants de Daesh* », dit le chercheur irakien.

Certains responsables politiques américains dont l'ancienne secrétaire d'Etat Hillary Clinton reproche à Barack Obama d'avoir aidé Daesh de 2 façons : « *décréter le retrait complet américain de l'Irak en 2011 et hésiter à armer les groupes rebelles modérés en Syrie au début de la guerre civile dans ce pays.* » Pourtant, l'approche américaine en Irak avant même l'an 2011 a eu un rôle direct et axial en faveur de l'apparition d'Al-Bagdadi et son idéologie extrémiste a trouvé le temps de se radicaliser davantage en Irak occupé par les Américains.

En fait, l'offensive militaire américaine contre l'Irak a fourni à Al-Bagdadi et ses alliés l' « *ennemi* » dont ils avaient besoin ! Tandis que la dictature de Saddam Hussein éclipsait auparavant l'existence des courants extrémistes, son renversement par les US a donné libre champs aux éléments extrémistes comme Abou Bakr Al-Bagdadi pour révéler leurs visions extrémistes. A noter aussi qu'Al-Bagdadi avait dans son entourage d'anciens officiers militaires ou de renseignements baathistes qui maitrisent bien leur mission guerrière.

La Syrie aurait été un lieu de refuge provisoire pour Al-Bagdadi, mais l'Irak lui est resté l'abri le plus sûr, et la plus grande source d'approvisionnement financier, où il a la possibilité, également, de tester son califat . Daesh a mis la main en l'espace d'un mois sur 12 millions de dollars, le revenu des extorsions à Mossoul. Des sommes d'argent ont été allouées au financement de Daesh en Syrie aussi. Alors que le conseil de sécurité s'occupe d'examiner de nouvelles mesures contre Daesh, y compris, le boycott de ses supporters financiers, il semble peu probable que ces mesures s'avèrent efficaces. Or, ce groupe a réussi une certaine indépendance, grâce au contrôle des champs pétroliers, et par l'extorsion ou la collecte d'argent dans les régions qu'il a occupées. Ce groupe pense même aux nouveaux moyens de rentabiliser sa présence en Irak. A titre d'exemple, les éléments de Daesh ont pris 850.000 dollars d'amande aux anciens officiers ou soldats irakiens dans un village près de Kirkuk ! « *Al-Bagdadi commande maintenant, non seulement une organisation terroriste, mais toute une armée en bonne et due forme* », affirme un haut responsable du département d'Etat américain, qui reconnait, en plus, que Daesh est pire qu'Al-Qaïda..." french.irib.ir 11.08

L'imposture d'Al-Qaïda et Ben Laden, créatures des Etats-Unis, étant largement éventée depuis 2001, ils ont créé Daesh et Al-Bagdadi voilà tout.

Haut de page

Le 13 août 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

Depuis le début du mois d'août vous êtes plus nombreux à vous connecter au site, bravo à vous !

De mon côté j'ai eu des nouvelles de la boîte pour laquelle je vais bosser. Elle a repoussé la date à laquelle je vais commencer à travailler en raison de problèmes d'effectif, ils ne trouvent pas d'Indiens maîtrisant le français. Ils ont auditionné plus de cent candidats avant de retenir ma candidature.

Les travaux de ma maison vont dépasser le budget que je m'étais fixé, j'ai donc absolument besoin de ce travail pour assurer la suite. Ici en Inde, les prix continuent de flamber malgré la baisse officielle de l'inflation, j'ai donc décidé de supprimer certaines denrées alimentaires devenues trop chères pour moi. Mes repas sont moins variés mais je ne crève pas de faim, donc je n'ose pas me plaindre.

Je ne vous ai pas raconté que je m'étais cassé la gueule lamentablement en moto dimanche dernier. C'est une histoire indienne.

Je roulais à moins de 10km/h sur une portion de route étroite complètement défoncée en rase campagne entre mon domicile et le terrain que j'ai acheté. Selvi était assise derrière avec un sac de ciment rempli de noix de coco sur les genoux et j'en portais un autre à l'avant entre le guidon et le réservoir. Ce sac en position instable et mal fermé s'est ouvert et menaçait de tomber, j'ai essayé de le rattraper au moment où la roue avant de la moto était sur de la terre sèche et abordait une partie de la chaussée surélevée ce qui a produit une secousse et a déséquilibré la moto du côté où le sac allait tomber. Evidemment Selvi au lieu de sauter de la moto car nous étions pratiquement à l'arrêt ou de se pencher de l'autre côté pour rééquilibrer la moto, tel un poids mort elle pencha du côté où la moto allait tomber entraînant notre chute, elle allongée sur la moto et moi à moitié coincé en dessous, la cheville du pied droit en sale état. Du coup je commence seulement à remarcher.

Trois fois je lui ai dit que je ne voulais pas emporter le deuxième sac que sa soeur voulait nous donner car je devais repasser le lendemain matin, estimant qu'il fallait mieux avoir les deux mains libres en permanence pour rouler sur cette route défoncée, si on peut appeler cela une route, ce qu'il en reste quoi, ne voulant pas vexer sa soeur qui insistait lourdement ou faire des histoires, j'ai cédé pour leur faire plaisir, c'est ma faiblesse. Heureusement que je n'ai pas le pied cassé ou pire, une main car j'en ai besoin pour travailler. J'ai expliqué plus tard à Selvi qu'elle ne m'y reprendrait plus et qu'elle devait comprendre une fois pour toute que personne ne devait décider à ma place ce que je devais faire, que cela plaise ou non.

Cela fait près de 20 ans que je vis en Inde et je me fais encore piéger par ce genre de conneries parce que je ne veux pas être désagréable ou froisser des gens qui ont un cerveau peu développé, à qui ils arrivent dans la vie un tas d'emmerdements qu'ils auraient pu éviter mais dans lesquels ils plongent tête baissée pour se conformer à une tradition ou par obligation. Parfois en présence de gens profondément arriérés, il est fortement déconseillé de les écouter, quitte à les blaisser s'ils ne le comprennent pas, tant pis. C'est la dernière fois que je prends un tel risque qui peut avoir des conséquences catastrophiques ou dramatiques, car ma tête ou celle de Selvi aurait très bien pu heurter violemment la chaussée et aujourd'hui on serait dans un bien mauvaise posture ou pire encore.

C'est mon milieu social depuis ma naissance donc je suis à l'aise pour en parler, je le connais sur le bout des doigts. Et si j'ai passé ma vie à le fuir en élevant mon niveau de conscience politique, sentimentalement j'y suis toujours resté attaché car c'est le seul endroit où je me sens bien, plus naturel ou sincère que tout autre, ce que j'apprécie particulièrement, à condition de vivre à ma manière et de ne pas être tenu d'imiter ceux qui dans ce milieu sont condamnés à subir leur condition toute leur vie sans jamais d'élever au-dessus.

Vous pourriez vous demander comment je fais dans ces conditions-là pour partager mon existence avec deux femmes arriérées. Il arrive que cela soit compliqué en effet, mais pas davantage que de vivre avec une intellectuelle qui se lancera dans un concours désuet pour savoir lequel des deux est le plus borné ou de mauvaise foi, à ma connaissance. Disons qu'on a chacun son territoire et que chacun doit respecter celui de l'autre, ce qui n'est pas toujours le cas et se traduit parfois par des tensions ou des frictions, ce qui est inévitable mais rare ou ponctuel, sans que cela donne lieu à de la rancoeur ou de la haine parce que nous discutons beaucoup.

C'est à moi de trouver les mots et les formules pour leur expliquer ce qui se passe afin de leur rendre la situation intelligible. Ce qui nécessite de ma part de les avoir observées et écoutées attentivement, de comprendre comment leur cerveau fonctionne, quels rapports elles entretiennent avec la réalité pour adapter mon discours, sinon ce serait l'enfer, j'ai connu cela chez mes parents quand j'étais enfant puis adolescent et même plus tard quand j'étais moi-même encore arriéré.

Cela aide de savoir d'où on vient, à condition de ne jamais l'oublier, ce qui n'est hélas pas le cas de la plupart des gens qui finissent par l'ignorer ou préfère ne pas s'en souvenir, c'est dommage car cela rend bien des services.

C'est moi qui me suis imposé ces conditions au départ, c'est donc à moi d'en assumer les responsabilités. Ce serait injuste ou dégueulasse de les reporter sur une personne arriérée, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas ?

J'arrête là car Selvi rentre du boulot...

Passons à la politique.

Effectivement, cela valait le coup de relever que l'UE et les E-U ont infligé des sanctions à la Russie sur la base de soupçons dans l'affaire de l'avion de la Malaysia Airlines, sans attendre les résultats d'une enquête indépendante hypothétique.

Dès lors que des soupçons ont valeur de preuves, qu'une interprétation des faits se substitue à l'établissement de la vérité, toute notion de morale ou de droit international vole en éclats ou relève de la supercherie politique. Nous le savions, mais d'autres n'en étaient pas forcément convaincus, cet épisode l'illustre de manière éclatante.

Dictature et régime policier.

En Ukraine

Le régime néonazi de Kiev mis en place par le coup d'Etat orchestré depuis Washington après s'être attaqué aux syndicats et avoir chassé du Parlement les élus du Parti communiste considéré illégal, s'apprête à restreindre la liberté d'expression de façon à museler toute forme d'opposition à sa politique tournée contre les masses et dictée par l'impérialisme américain, le FMI et l'UE, ce qui revient à l'interdire.

LeMonde.fr - Le vote, en première lecture au Parlement ukrainien, d'un projet de loi permettant aux autorités d'interdire des médias pour des raisons de « *sécurité nationale* » sans décision de justice.

Le projet de loi, qui doit être à nouveau examiné jeudi, permettrait au Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien, sous contrôle du président Petro Porochenko, d'interdire la diffusion de médias locaux ou internationaux, qu'il s'agisse de journaux, de sites Internet, de radios ou de chaînes de télévision. LeMonde.fr 12.08

Cette décision intervient dans un contexte politique marqué par le recours à l'armée pour réprimer la résistance au régime néonazi installé à Kiev du mouvement ouvrier des régions de l'est de l'Ukraine où se concentre une partie importante du prolétariat de ce pays, et dans un contexte marqué par l'effondrement de son économie, confirmé hier, encouragé par le FMI et dont les masses sont les premières victime avec la flambée des prix.

Deux titres trompeurs car ils occultent le rôle du FMI en sous-main.

- Ukraine: la Banque centrale laisse la monnaie chuter à son plus bas historique - AFP

- Conflit en Ukraine: la monnaie chute à son plus bas historique sur fond de "*panique*" - AFP

La monnaie ukrainienne a atteint son plus bas niveau historique sans que la banque centrale ne prenne de mesures pour stopper sa chute, évoquant "*une panique*" dans les milieux économiques après quatre mois de conflit armé avec les insurgés pro-russes.

Pour l'instant la Banque nationale "*n'a pas l'intention de s'écarter de la politique des taux de changes flexibles*", mais dans le cas où les mécanismes de marché ne fonctionneraient pas, "*nous prendrons des mesures administratives assez strictes pour la durée de l'opération antiterroriste*" menée par Kiev contre less séparatistes pro-russes dans l'est du pays, a prévenu Mme Gontareva, directrice de la banque centrale.

Mme Gontareva a déclaré que des mesures plus strictes de soutien à la monnaie ukrainienne auraient pu être prises la semaine dernière, mais que la banque centrale devait d'abord obtenir un feu vert du Fonds monétaire international (FMI) dont l'Ukraine attend une nouvelle tranche de 1,5 milliard de dollars le 29 août.

"*La situation actuelle a été déclenchée par un flux de mauvaises nouvelles, auxquelles a répondu la population en commençant à acheter des devises étrangères*", explique Olena Bilan, économiste en chef de la compagnie d'investissement Dragon Capital.

L'économie ukrainienne fait pourtant face à une grave crise économique, amplifiée par le conflit meurtrier dans le coeur industriel du pays, le bassin minier du Donbass.

En juillet, le FMI a estimé que les "*perspectives économiques s'étaient considérablement détériorées*" en Ukraine et que le produit intérieur brut (PIB) allait se contracter de 6,5% cette année à cause du conflit, et non de 5% comme envisagé précédemment.

Le président ukrainien Petro Porochenko a révélé fin juillet que Kiev dépensait quotidiennement 70 millions de hryvnias (4 millions d'euros) pour financer l'opération militaire dans l'Est.

En récession quasi ininterrompue depuis plus de deux ans, le pays n'est d'ailleurs pas parvenu à se reprendre au deuxième trimestre, son produit intérieur brut chutant de 2,3% par rapport au trimestre précédent, après une contraction de 2% au premier trimestre.

Son économie a été sauvée de l'asphyxie en avril lorsque le FMI lui a accordé une ligne de crédit de 17 milliards de dollars dans le cadre d'un plan international de 27 milliards, à condition que soient appliquées des mesures de restructuration économiques très impopulaires.

La Banque centrale ukrainienne avait déjà décidé en juillet de faire monter son taux d'intérêt à 12,5% pour lutter contre l'inflation, un niveau record qui risque d'avoir un impact négatif supplémentaire sur l'économie.

Conséquence de l'effondrement de la monnaie ukrainienne, les prix à la consommation se sont déjà envolés dans le pays.

"*Pour l'Ukraine, tous les espoirs de stabilisation de la situation, qu'elle soit politique ou économique, ou même pour le marché des changes, reposent sur le succès de l'opération militaire*", explique Oleksandr Parachtchiï, économiste à Concorde Capital. AFP 12.08

En France

Régime policier. Quand un régime tend irrésistiblement vers la dictature.

Francetv info - Un homme de 39 ans a été condamné, lundi 11 août, à neuf mois de prison ferme par le tribunal correctionnel d'Angers (Maine-et-Loire) pour avoir mis la main aux fesses d'une fonctionnaire de police. Le substitut du procureur avait requis 2 ans de prison ferme, indique Le Courrier de l'Ouest.

Les faits datent du 11 juin : l'incident s'était déroulé dans l'enceinte d'un centre commercial de Cholet. Si la policière était habillée en civil et en pantalon et n'était pas en service, son agresseur, déjà condamné à quatre reprises pour des agressions sexuelles similaires, savait à qui il s'attaquait. "*Il avait eu plusieurs fois affaire avec elle et l'avait reconnue, il ne l'a pas nié*", a confirmé Céline Tavenard, l'avocate du prévenu.

Père de famille, l'homme a vu s'ajouter à sa condamnation un suivi socio-judiciaire de cinq ans assorti d'une injonction de soins et la révocation d'un sursis de six mois auquel il avait été condamné dans une affaire similaire, selon le journal local. Francetv info 12.08

Et dire que DSK est en liberté, qu'aucun patron se livrant au harcèlement sexuel sur ses employées n'ait en prison, que la plupart des auteurs d'agressions sexuelles sur de simples citoyennes bénéficient de sursis ou de peines de substitution à la prison quand ils ne s'en sortent pas avec une simple amende, etc. on se dit que même lorsque leur justice elle ne vole pas plus haut que son cul, c'est plus fort qu'eux, il faut qu'elle soit injuste !

Cela dit, c'est juste un constat ou une façon de parler, on n'entend pas se substituer à elle ou lui donner des conseils, nous militons pour son abolition dans le cadre de la liquidation des institutions de la Ve République.

Conditionnement des masses. Propagande de la classe dominante.

Le nouvel ennemi désigné : La Russie.

- Un convoi humanitaire russe en route vers l'Ukraine malgré les mises en garde - AFP

- L'étrange caravane humanitaire russe en Ukraine - LeFigaro.fr

- Ukraine : le convoi « *humanitaire* » russe de tous les dangers - Rue89

- Convoi humanitaire vers l'Ukraine: Hollande fait part de ses "*inquiétudes*" à Poutine - AFP

Lesquels ? Favorables à qui ?

- Pas de réformes sans principes. - LeMonde.fr

Récupération. Cela vaudrait mieux parfois.

- Gaza : impossible de se taire - LeMonde.fr

Parfois l'orientation d'un discours bien léché peut faire illusion, on serait prêt à l'adopter malgré quelques réserves, puis quand on tombe sur certains passages qui nous contrarient ou que l'on rejette, on ne comprend plus où l'auteur voulait en venir, on est saisi d'un malaise, d'un doute, on ne sait plus quoi en penser, il faut alors penser aux facteurs essentiels qu'il n'a pas évoqués, car c'est souvent dans les non-dits volontaires que se situent la véritable orientation de son message.

LeMonde.fr - Pourquoi cette peur, cette retenue à condamner sans réserves les crimes d'Israël ? La population civile de la prison à ciel ouvert qu'est Gaza est soumise à un véritable carnage. Ce sont des femmes et des enfants qu'on assassine de façon aveugle et disproportionnée. Le déséquilibre des forces en présence est criant. D'un côté près de 2000 Palestiniens qui ont été tués, dont environ 80% de civils et plus de 250 enfants, et de l'autre 64 militaires et 3 civils israéliens.

Pourquoi cette passivité, cette complaisance, cette impuissance ? L'opération « *Bordure protectrice* » est un

épiphénomène dramatique qui ne doit pas occulter une réalité de beaucoup plus longue durée, qui est qu'Israël ignore depuis près de 50 ans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui ont toutes exigé le retrait des territoires occupés et l'arrêt de la colonisation.

Pourquoi l'Etat d'Israël est-il le seul vis-à-vis duquel est tolérée l'absence de soumission au droit international ? Les agissements israéliens dans le cadre de l'opération militaire en cours constituent sans discussion possible des crimes de guerre tels que définis par le Statut de la Cour pénale internationale, à savoir le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des biens de caractère civil, qui ne sont pas des objectifs militaires. LeMonde.fr 12.08

Quelle audace ! Attendez la suite. L'auteur va s'employer à accuser les Palestiniens d'être responsables de l'agression israélienne contre la population de gaza, notamment, en occultant qui est l'occupant, de quel côté se situe la légitime défense, le droit tout simplement, en légitimant l'existence d'Israël incompatible avoir les droits politiques des Palestiniens.

On ne reproduira que les passages les plus significatifs et on vous fera grâce des remarques sans intérêts que l'auteur a ajoutées qui relèvent du double langage. Il ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes en nous livrant un constat qui est connu de tous.
On retiendra qu'il s'emploie à dénoncer les crimes commis par Israël à Gaza tout en justifiant l'opération de Tsahal en reprenant les arguments avancés par les autorités de l'Etat sioniste, pour s'en remettre finalement au droit international, à l'ONU, à la CPI, aux différents gouvernements qui soutiennent Israël, comme si le sort des Palestiniens en dépendaient, alors qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et la solidarité internationale des travailleurs du monde entiers avec leurs partis ou organisations.

- Certes les tirs de roquette du Hamas visent de façon également indiscriminée des populations civiles. Ces actes sont tout autant condamnables et identiquement qualifiables...

Bien sûr Israël a droit à la sécurité mais ce n'est pas en utilisant toujours plus la force, la répression et la violence aveugle qu'il obtiendra cette sécurité...

Israël se targue souvent d'être la seule démocratie de la région...

Il faut revenir à l'application de la règle de droit... LeMonde.fr 12.08

Cet article était signé Patrick Baudouin, avocat et Président d'honneur de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

Ceux qui ont lu la causerie d'hier ne s'en étonneront pas. Quant aux autres lecteurs nous leur conseillons s'ils estiment que notre démonstration n'était pas très convainquante. Et s'ils n'en ont pas le courage ou le temps, qu'ils sachent que la FIDH bénéficie d'un statut privilégié au sein de l'ONU et de l'UE. Que *Le Monde* pro-israélien lui offre une tribune ne tient pas non plus du hasard.

Qu'on se comprenne bien, notre intention n'est pas de démolir la FIDH, ce serait ridicule puisqu'on n'en a pas les moyens, notre seul objectif est d'en montrer la nature réactionnaire pour que les travailleurs et militants s'en tiennent à l'écart. Qu'on se félicite parfois de leurs déclarations ou qu'on s'y associe, c'est une chose, on peut l'admettre, à condition de bien cerner à qui on a à faire et de conserver son indépendance.

Quand on décrypte son discours, on s'aperçoit que finalement il se borne à donner des conseils à Israël pour pouvoir achever son oeuvre entreprise en 1948, il dénonce la violence à laquelle les sionistes recourent pour y parvenir, mais ni leur origine et ni leur objectif. Dès lors confine à l'impuissance et il ne pouvait pas en être autrement, puisqu'il se refuse à remettre en cause l'existence d'Israël.

C'est la même méthode à laquelle recourent tous les intellectuels ou partis politiques qui se prétendent de gauche et qui sont incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions. Le monde est pourri, ils voudraient bien le changer, mais voilà c'est impossible, alors il faut faire avec en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais.

Dit autrement, ils se livrent à un constat que chacun peut faire, ils proposent des mesures impossibles à mettre en oeuvre parce que les conditions politiques ne sont pas réunies, et comme ils n'entendent pas combattre dans la perspective de les réunir parce qu'ils ne font pas confiance aux masses et refusent de se tourner vers elles, ils finissent forcément par s'en remettre aux institutions du capital auxquelles il ne reste plus qu'agir à leur guise, donc sans que rien ne change, ce qui leur vaut en échange leur reconnaissance, d'y participer ou des tribunes dans les médias et la boucle est bouclée. La voix des peuples opprimés ainsi étouffée, le noeud coulant peut se refermer sur leur espoir de vivre un jour dans un monde meilleur et plus juste, puisque sans voix pour les représenter vraiment ou stratégie politique indépendante, ils sont condamnés à demeurer sous le règne de l'exploitation et de la barbarie.

Chacun aura constaté aussi que Le Monde et d'autres médias ont attendu que la solidarité avec les Palestiniens prennent de l'ampleur dans le monde pour publier ce genre d'articles, histoire de faire oublier qu'unanimement ils se sont faits les relais de la propagande israélienne depuis le 8 juillet dernier.

Les maîtres du monde juges et parties. La preuve.

- La double casquette du président de JPMorgan Europe - Reuters

Win Bischoff, président du Financial Reporting Council (FRC), l'organisme de tutelle des cabinets d'audit britanniques, présidera également la filiale européenne de JPMorgan Chase à partir de janvier, a fait savoir la banque d'investissement mardi.

Cette nomination intervient alors même que les parlementaires britanniques poussent le FRC à examiner de plus près les comptes des banques.

Les parlementaires se demandent en effet pourquoi les comptables ont validé les comptes des banques quelques mois avant que l'Etat ne vole à leur secours, durant la crise financière de 2007 à 2009.

La nomination de Bischoff à la présidence de la filiale européenne de la banque américaine a été avalisée par les deux principaux régulateurs du secteur bancaire britannique, soit la Financial Conduct Authority (FCA) et la Prudential Regulation Authority, qui dépend de la Banque d'Angleterre, a précisé le FRC.

Bischoff a pris les rênes du FRC cette année après avoir démissionné de la présidence de Lloyds Banking Group.

Il travaillera deux jours par semaine à la banque et deux jours et demi au FRC.

Une porte-parole du FRC a déclaré que le régulateur ne voyait aucun conflit d'intérêt dans le fait que Bischoff travaille à la fois pour une banque et pour une autorité de régulation.

"*Les conflits d'intérêt réels et potentiels sont surveillés*", a-t-elle dit. Reuters 12.08

Qui en douterait franchement ? Quelle imposture !

Un représentant d'une banques américaine parmi les plus puissantes du monde chargé d'"*examiner de plus près les comptes des banques*", selon quels critères sinon ceux établis par les despotes de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste conformément à leurs intérêts, car à partir du moment où ils disposeront en détails des comptes de toutes les banques, ils pourront déterminer celles qui méritent d'exister ou d'être sauver et celles qui doivent disparaître, ou encore de déterminer les faiblesses ou vulnérabilités de certaines banques pour mieux les asphixier ou les absorber, connaissant leurs clients et dans quels secteurs économiques elles interviennent, dans quels pays ou avec quelles institutions elles sont en relations, il leur sera facile si nécessaire de les piller de leurs principaux revenus en recoupant les informations dont ils disposent déjà.

On aura compris que le gouvernement et l'économie de la Grande-Bretagne sont soumis au contrôle de l'oligarchie financière américaine. Il est normal pour avoir été le précurseur des Etats-Unis, qu'il en soit devenu par la suite le vassal privilégié. Toute son histoire le prouve depuis au moins le XIXe siècle, ce qu'on oublie souvent.

En complément. Leur ordre mafieux

- Mandat d'arrêt contre Un banquier bulgare - Liberation.fr

- Le patron de Deutsche Bank poursuivi pour faux-témoignage dans l'affaire Kirch - AFP

ACTUALITE EN TITRES

D'un mythe à l'antimite.

- Arnaud Montebourg à propos de Fabius: "*Naphtaliné, ce mec!*" - L'Express.fr

A un parlementaire proche des deux ministres, Montebourg a lancé à propos de son collègue : "*Qu'est-ce qu'il est*

précieux, naphtaliné, ce mec!". L'Express.fr 12.08

Elle est ce qu'un nain de jardin est au Colosse de Rhodes !

- Irak: Glavany (PS) ne souhaite pas que la France "*devienne le gendarme du monde*" - AFP

Enfin des bonnes nouvelles !

- Pas de reprise en vue pour la zone euro au deuxième trimestre - AFP

- Allemagne: le moral des investisseurs s'effondre en août - AFP

- Japon: production industrielle en chute, plus fort recul depuis l'après-tsunami - AFP

Haut de page

Le 14 août 2014

CAUSERIE

Pondichéry 6.42 AM ou 6h42 du matin pour les métropolitains.

On va le faire façon météo sur TV5Monde Asie : Bonjour à nos amis ou citoyens du monde qui nous lisent partout dans le monde, à Bogota, Fort-de-France, Pékin, Jakarta, Riad, Nairobi, Alger, Rostov, Dublin, Ottawa, Dallas, Séoul, Athènes, Porto...

Explication.

C'est parce que Merkel et Poutine étaient sur le point de finaliser un accord secret pour mettre fin à la crise ukrainienne que les Américains ont décidé d'abattre l'avion de la Malaysia Airlines pour ensuite attribuer cette attaque à la Russie, afin de le faire capoter car il comportait des clauses inacceptables pour Washington.

Les détails figurent dans l'article (en ligne) *Un pays contre du gaz. Négociations secrètes entre Merkel et Poutine pour mettre fin à la crise ukrainienne. (The Independent)* publié par Le Grand Soir daté du 11 août.

On ne se refait pas. Ne soyons pas dupe.

L'art de s'offusquer de l'état détestable du monde pour mieux camoufler qu'on en est responsable en tant que serviteur du capital, de longs discours sont inutiles pour savoir de qui il s'agit : Le PCF, le stalinisme for ever. La preuve.

- Le monde au bord du gouffre, un sursaut s'impose - José Fort - humanite.fr - legrandsoir.info 11.08

- "*L'ONU est figée, tétanisée, les institutions internationales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce discréditées.*"

Quel dommage ! A croire que ces institutions auraient été fondées ou auraient représenté un jour d'autres intérêts que ceux de l'impérialisme américain ou le capitalisme en général. A croire qu'elles n'en ont pas fait assez contre tous les peuples jusqu'à nous conduire à la situation actuelle.

L'ONU n'a aucun pouvoir au delà de celui que les Etats-Unis lui accorde. Elle sert depuis sa fondation à cautionner sa politique, ses opérations de brigandages à travers le monde, dans la mesure où elle n'a pas les moyens financiers, politiques et militaires de s'y opposer. Qu'il en fut autrement et les Américains en seraient sortis ainsi que ses alliés, les puissances occidentales, y compris Israël.

Une fois occultée leur nature ou les avoir fait passer pour ce qu'elles n'étaient pas, il ne reste plus à leur agent à finir le sale boulot en expliquant qu'elles pourraient être réformées, ce qui signifie que le prolétariat mondial devrait indéfiniment demeurer sous le joug du capitalisme.

Pour que la boucle soit bouclée, il se devait de terminer son article en exonérant les responsables politiques de la classe dominante de toute responsabilité dans l'état actuel du monde.

Selon lui, les "*dirigeants occidentaux*" auraient "*tout calculé à la petite semaine sans penser avenir un seul instant. Un désastre.*".

Autrement dit, ils ne seraient pas vraiment responsables de leurs actes et ils seraient injustes de les en accuser puisqu'ils provenaient uniquement de vulgaires erreurs de calcul, ce qui peut arriver à tout le monde vous en conviendrez, à moins qu'ils n'aient pas toute leur tête, ce qui est tout au plus regrettable, parce que les malheureux ne comprenaient pas comment fonctionnait le monde soumis au capitalisme (Qui le comprend vraiment parmi la population, n'est-ce pas ?) et dans quelle direction ils entraînaient inexorablement l'humanité, la barbarie. Au final, ce n'est donc pas la survie du capitalisme auquel ils étaient soumis qui est à l'origine de ce "*désastre*", car il lui faut épargner le capitalisme auquel il est lui-même inféodé chacun l'aura compris. Tout y est.

Voilà définie en quelques lignes la nature du PCF, et tous les PC dans le monde, des agences du capital au même titre que le PS, la pseudo-gauche d'hier et d'aujourd'hui.

Aux lecteurs qui n'auraient pas bien suivi, notre conclusion ne consiste pas à se livrer à une interprétation partisane, elle repose uniquement sur le discours d'un membre du PCF paru dans un blog de l'*Humanité*, donc un fait vérifiable par tous.

En guise d'épilogue.

Il y a ceux qui dénoncent l'ultra libéralisme, le néolibéralisme... Il y a ceux qui dénonce l'UE et l'ONU... Il y a ceux qui dénoncent l'oligarchie financière, les banquiers, la BCE...

Vous n'avez pas remarqué quelque chose, parmi les éléments figurant dans cette liste, pas un n'est producteur de plus-value ou de richesses, pourquoi, qu'est-ce que cela signifie ?

A les entendre si la Banque de France sortait de la BCE et éventuellement de l'euro, si les principales banques étaient nationalisées on pourrait voir le bout de nos difficultés ou sortir de la crise du capitalisme en finançant l'économie réelle ou productive, la demande, etc. d'autant plus qu'on tirerait un trait sur la dette de l'Etat...

Passons sur le fait qu'on nationaliserait des banques qui possèdent une somme colossale de capitaux... qui ne leur appartiennent pas, alors qu'elles sont quasiment en faillite, donc on nationaliserait davantage des pertes en réalité. En ce qui nous concerne, nous confisquerions tous leurs avoirs sans leur verser un centime, et nous refuserions d'honorer leurs dettes envers la BCE ou telle ou telle institution financière, nous saisisserions également ceux de leurs fortunés clients jusqu'au dernier centime d'euro.

Une telle politique économique se traduirait par une flambée de l'inflation de telle sorte que les augmentations de salaire seraient pour ainsi dire annulées, les entreprises qui ne seraient pas en mesure de répercuter ces augmentations seraient conduites à mettre la clé sous la porte, du coup le chômage au lieu de diminuer augmenterait encore, la part de la population solvable diminuerait, etc. donc aucun des problèmes auxquels font face les travailleurs ne seraient résolus. Bien au contraire, ils s'aggraveraient, pour la bonne raison qu'on n'aurait pas mis la main sur la source de la production des richesses, les entreprises qui les produisent et les accaparent et qu'il faut impérativement socialiser sous peine de voir l'économie asphyxiée, sans parler du sabotage et du lock-out auxquels se livreraient les capitalistes demeurés les maîtres de la situation...

C'est donc l'ensemble de l'économie qu'il faudra sortir du système capitaliste pour espérer s'en sortir, les banques et au minimum les grandes entreprises ainsi que toutes celles qui y sont liées ou jouent un rôle important dans l'économie du pays, sachant que la situation économique demeurera encore sous le joug du capitalisme mondial aussi longtemps que les travailleurs d'autres pays en Europe principalement ou pour commencer n'auront pas pris à leur tour le pouvoir politique.

On aura compris qu'il est inconcevable de mettre en oeuvre un tel programme sans une révolution socialiste, sans un parti ouvrier révolutionnaire qui porte ce programme et incarne le socialisme, sans que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique, condition impérative pour qu'ils puissent ensuite s'emparer du pouvoir économique, par la suite seulement on sera en mesure de satisfaire les revendications sociales les plus urgentes des masses exploitées, celles qui concernent principalement les couches les plus défavorisées, car il sera impossible du jour au lendemain de répondre à l'ensemble des revendications en suspens, il faudra bien procéder à des choix arbitraires mais justes en fonction du contexte politique.

Il sera également possible de réduire les injustices les plus criantes qui concernent d'autres couches de travailleurs, de satisfaire leurs revendications sociales les moins coûteuses, toutes les lois antisociales adoptées par les gouvernements de l'ancien régime qui consistaient à favoriser les droits de la classe dominante ou à réduire les droits de telle ou telle couche des masses seront abolies, de telle sorte que les inégalités s'en trouveront fortement réduits à défaut d'être totalement abolies, ce qui se traduira par une amélioration du sort de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes.

Ces objectifs ne sont pas hors de notre portée dès lors qu'on s'en donne les moyens politiques.

Etant loin du terrain ou de la France et n'étant pas organisé, on pourra me rétorquer que tout cela est bien beau et je le comprendrais. Cela dit, absolument rien n'interdit à chacun à titre individuel d'adopter ce programme ou cette perspective politique, de rompre avec le capitalisme, ses représentants et ses institutions, de ne pas verser dans l'opportunisme ou de refuser de se réfugier dans des illusions qui ne peuvent servir que les intérêts et la cause de notre ennemi. C'est quand même pas le bout du monde !

Ce que je veux dire, c'est qu'on ne peut pas passer sa vie à se raconter des histoires auxquelles on ne croit pas, à croire que le monde pourrait changer par miracle sans passer un grand coup de balais pour se débarrasser de toute la pourriture qu'il a accumulée depuis deux siècles ou plus, à un moment donné il faut savoir ce que l'on veut, soit on s'en accommode et on baisse les bras, on finit par vivre dans l'hypocrisie en permanence et on passe son temps à le justifier, soit on décide de briser définitivement ce carcan qui nous étouffe et on essaie d'envisager de quelle manière on pourrait avancer vers notre émancipation, sachant qu'on ne peut y parvenir qu'en participant à la lutte de classes et en s'organisant à terme. On n'a pas le choix.

J'ai consacré une grande partie de mon temps à démontrer à quoi cela menait de chercher une autre voie, une autre alternative au capitalisme, il n'en existe pas, cela conduit inévitablement dans une impasse ou à adopter le capitalisme d'une manière ou d'une autre, la neutralité ou la passivité également. Ce serait dommage de finir ainsi, non ? Quel sens donner à sa vie, comment se dire qu'elle vaut tout de même le coup d'être vécu, quel bilan en tirer parvenu à son crépuscule, comment ne pas être terrorisé à l'idée qu'on l'aurait loupée, qu'on serait passé à côté de l'essentiel qui nous tendait la main ?

Ce sont des questions que nous nous poserons tous un un jour ou l'autre si cela n'est pas déjà fait. Quelle satisfaction plus intense peut-on tirer de l'existence que de savoir qu'on a servi une cause juste, collecitive, désintéressée, sans tâches, que l'on peut justifier sans avoir à rougir ? Quel idéal humaniste plus élevé auquel pouvons-nous adhérer, sinon celui qui coïncide avec l'émancipation de l'humanité entière du règne de l'exploitation et de l'oppression ? Il a pour nom le socialisme ou le communisme qui n'ont jamais failli contrairement à la plupart des dirigeants ou des partis qui s'en réclamaient. Il faut avoir en permanence cette distinction à l'esprit, c'est très important.

Certains n'ont peut-être pas vraiment saisi pourquoi on se démène pour tenir les travailleurs ou les militants à l'écart de certains partis ou certaines organisations ou associations. C'est parce que leur combat consiste aussi à vous éloigner du socialisme, cela figure parmi leurs objectifs, c'est une des fonctions qu'ils remplissent et qui justifie leur existence auprès des dirigeants de la classe dominante, sinon croyez bien qu'ils s'en débarrasseraient.

Je n'essaie pas de vous embrouiller en vous racontant des salades, je ne verse pas non plus dans le prosélytisme pour défendre une théorie, les faits suffisent ici en eux-mêmes. On fait appel à l'escrit critique du lecteur, à sa faculté de saisir un raisonnement logique qui est le produit du développement d'un processus dialectique qui se déroule sous ses yeux et pas davantage, qui n'a rien de sorcier ou de mystérieux, dont il est personnellement le témoin quotidiennment et parfois l'acteur.

Donc on n'essaie pas de prendre le lecteur en traître pour lui inoculer je ne sais quelle doctrine, notre démarche repose du début à la fin sur lui, ce qui est conhérent puisque c'est seulement ensemble qu'on s'en sortira. Et si je peux me permettre cette référence à ma propre expérience, c'est parce qu'on est nous-même passé par tous les stades antérieurs avant de parvenir à cet idéal, au socialisme, à cet état de conscience, qu'on en a conscience, qu'on a conscience du chemin parcouru depuis le profond degré d'arriération dans lequel on baignait autrefois et qui ne nous laissait entrevoir qu'un avenir sombre, qu'on est en droit de penser que la plupart des travailleurs ou des militants sont en mesure d'y accéder. Je ne suis pas en train de prétendre que les masses pourraient accéder au socialisme d'un coup ou du jour au lendemain, j'explique simplement que si un travailleur profondément arriéré ait parvenu à progresser, la plupart des travailleurs en sont capables à des degrés divers, les plus avancés d'entre eux étant en mesure de comprendre en quoi consiste le socialisme et que ce n'est pas une chimère.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si nous rejetons la propagande qui consiste à noircir le tableau aux travailleurs, car même si on doit leur décrire la réalité telle qu'elle est réellement avec ses aspects parfois terrifiants, avant de parvenir à la changer, il existe un moyen de la percevoir autrement, moins ténébreuse qu'elle ne l'est, en renouant avec cet idéal qui n'appartient pas à la catégorie des facteurs subjectifs, mais qui prend racine dans la réalité objective ou matérielle que nous vivons quotidiennement, finalement cet idéal correspond tout simplement à un niveau de connaissance sur laquelle repose nos convictions.

Là encore notre démarche est parfaitement cohérente, puisque le capitalisme ne tient que grâce à l'ignorance des masses, donc acquérir cette connaissance, parvenir à comprendre que le capitalisme ne peut conduire qu'à la barbarie ou au socialisme n'a rien d'extraordinaire en soi, si tel n'était pas le cas notre combat n'aurait aucun sens.

La question là encore n'est pas de l'admettre mais de le comprendre, et personne ne peut le faire à notre place. On arrêtera là pour aujourd'hui, car je dois aller faire des courses demain et après-demain sont des jours fériés en Inde.

Juste un dernier mot.

Vous savez que mon épouse Magueswary pète les plombs comme on dit, elle ne supporte plus rien, elle a atteint un degré d'excitation et d'aggressivité extrême, y compris envers moi. Elle est très arriérée et je ne peux pas faire grand chose pour lui rendre sa condition ou la société plus supportable, aussi je la laisse parler sans rien répondre puisque ce serait inutile ou pire encore. Je n'ai pas eu vraiment besoin de beaucoup réfléchir à sa situation pour la comprendre et avouer mon impuissance à la soulager.

Par contre je l'ai observée et écoutée attentivement. J'ai constaté qu'une fois sa dernière crise passée, quelques jours plus tard elle en revenait à des rapports plus cohérents avec moi, sans que je sois intervenu en aucune manière je le répète, et en l'écoutant je me suis aperçu que la seule chose qui l'apaisait était de penser à moi !

J'ai commencé par trouver cela très curieux après m'avoir balancé que j'étais un être abominable. Puis j'ai compris en continuant de l'écouter que les louanges qu'elle m'adressait ou son changement de disposition à mon égard avait quelque chose à voir avec mon comportement en générale, mon côté rationnellement optimiste, car ne voyant pas vraiment ce qu'elle pourrait me reprocher puisque je suis dans la vie quelqu'un d'honnête et respectueux d'autrui, comme tout le monde j'ai bien des sauts d'humeur ou je ne suis pas parfait évidemment, mais jamais je ne suis animé réellement de mauvaises intentions, surtout envers mes proches ou mes semblables, y compris envers les gens qui m'ont causé du tort. Aussi pour elle je suis la seule personne à laquelle elle peut encore penser en se disant que je le mérite ou qu'elle n'aura pas à le regretter plus tard, parce que quelque part au fond d'elle-même elle sait que je n'ai jamais eu de mauvaises dispositions envers elle, donc en somme cela l'apaise de penser à moi, à quelqu'un de bien comme elle dit parfois, cela lui procure un réconfort dans ce monde qu'elle déteste.

Il est vrai que c'est difficile ou impossible de penser à quelqu'un qui vous a fait souffrir inutilement ou volontairement, qui passe son temps à vous mentir et à se justifier par de nouveaux mensonges, hypocrite, qui fait preuve d'un individualisme exacerbé, ambitieux, qui développe des idées épouvantables, qui est animé par une haine aveugle, qui est profondément injuste, qui juge sans cesse les autres, qui ressasse de vieilles histoires, rancunier, animé par un esprit de vengeance, qui manigeance des mauvais coups dans votre dos, cupide, vaniteux, profiteur, etc. autant de vices ou d'imperfections qui rend cet individu impropre à recevoir vos sentiments, qu'on a plutôt envie d'oublier ou de fuir.

C'est peut-être injuste vis-à-vis d'une telle personne, dans la mesure où placé dans la même situation ou soumis aux mêmes conditions d'existence nous aurions pu agir de la même manière, donc même là je préfère m'abstenir de porter un jugement sur elle, ce qui ne m'empêche pas de dresser un constat parfois à haute voix devant elle, ce qui m'est arrivé en croisant ce genre de personne, et qui évidemment l'a interprété comme un jugement de ma part alors que ce n'était pas du tout le cas, partant du principe que si cette personne avait le droit de se comporter de la sorte, il était du mien d'en dire ce que j'en pensais, ne voyant pas pourquoi son droit serait préservé et le mien spolié, rien ne le justifie à mes yeux que cela lui plaise ou non je m'en moque, c'est ma façon de me faire des amis, je plaisante.

Mon épouse apprécie particulièrement ma sincérité et mon côté désintéressé, c'est à cela qu'elle se raccroche quand elle se sent seule et accablée de tristesse en pensant à sa situation, à sa santé précaire, au monde abominable dans lequel nous vivons, j'incarne pour elle l'espoir d'un monde meilleur si l'on veut, donc elle ne se trompe pas d'adresse, j'espère que vous en conviendrez aussi, sinon tant pis.

Je suis désolé d'avoir dû me mettre en scène, mais là franchement je ne pouvais pas faire autrement. Il y a des gens qui sont très perturbés et qui ont besoin de consulter un psychologue ou un psychiatre, ce n'est pas vraiment mon cas, je suis parfaitement capable de m'analyser, je n'ai pas besoin de thérapie pour supporter ce que je suis, tout va très bien merci.

Nos problèmes personnels sont à analyser à deux niveaux, en rapport avec le monde extérieur et en rapport avec nous-même. On attribue souvent nos problèmes au monde extérieur, alors qu'en réalité une partie d'entre eux proviennent de la manière dont nous l'interprétons. Si une partie de nos rapports au monde extérieur sont dûs à notre statut social, le reste provient de l'interprétation qu'on en fait. Si on ne peut pas intervenir sur nos rapports au monde extérieur qui sont liés à notre statut social ou dictés par la place qu'on occupe dans la société, en revanche on peut modifier l'interprétation qu'on en fait, les rendre compréhensibles peut nous soulager l'existence...

Il y aurait un rapport entre notre niveau de conscience, notre mode de vie et notre santé mental...

On poursuivra une autre fois, la consultation est gratuite, je déconne.

ACTUALITE EN TITRES

Le coup de la "***tenaille***".

- François Hollande pris en tenaille sur les déficits - Reuters

- La Bundesbank presse Paris de donner le bon exemple budgétaire - LePoint.fr

- Déficit: Cambadélis (PS) juge "*inévitable*" d'abandonnner l'objectif des 3% en 2015 - AFP

En famille. Troisième guerre contre l'Irak : Ils en sont tous.

Des armes, mais pas pour le gouvernement irakien puisque le démantèlement de l'Irak est à leur programme.

Le faux prétexte, une minorité attaquée.

- Qui sont les Yazidis, minorité religieuse oubliée en Irak - LeFigaro.fr

- Irak : des conseillers militaires américains se dirigent vers le mont Sinjar - LeParisien.fr

- Paris va livrer des armes aux Kurdes d'Irak - Reuters

- Fillon, Juppé et Raffarin appellent à un «*engagement massif*» au Proche-Orient - Liberation.fr

- L'UMP dénonce la passivité de la France au Proche-Orient - Reuters

- Irak: Cosse (EELV) dénonce le retard de l'Union européenne - AFP

- L'UE prépare une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères sur l'Irak - 20minutes.fr

- Des ONG françaises se mobilisent pour aider les populations déplacées en Irak - LeMonde.fr

- Chrétiens d'Irak et Yazidis: la Conférence des évêques de France dénonce "*l'attentisme*" européen - AFP

- Le pape demande à l'ONU de "*tout faire*" pour arrêter les violences en Irak - LePoint.fr

La palme de la désinformation.

- Comment l'Irak, malgré l'embargo, peut recevoir des armes - LeMonde.fr

Vous ne voudriez pas tout avoir non plus, hein ?

- Le chômage recule au Royaume-Uni, les salaires aussi - Reuters

Haut de page

Le 15 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera une dizaine d'articles plus tard.

Demander le programme de la partition de l'Irak orchestrée depuis Washington avec le soutien de Tel-Aviv, Londres et Paris.

EI (L'Etat islamique du Levant) a reçu l'ordre des Etats-Unis de s'emparer du nord de l'Irak afin d'établir un un Etat sunnite, tandis que les peshmergas liés à Israël seraient chargée de fonder un Etat kurde, le reste de l'Irak revenant à un Etat chiite.

Dans cette perspective EI livre la région qu'il contrôle à la terreur (envers les chrétiens) et à un nettoyage ethnique (contre lesYazidis) afin de forcer la population non sunnite à fuir. EI qui est composé de mercenaires originaires de nombreux pays s'est emparer de territoires au delà de la limite que leur avaient fixé les Etats-Unis en empiétant sur le futur Kurdistan, c'est la

raison pour laquelle ils les bombardent et non pour secourir la population civil victime de leurs exactions ou cruauté, puisque cela fait partie du plan élaboré par Washington.

C'est très clair, non ?

J'ai réalisé ce court article à partir de l'interview de T. Meyssan à la radio iranienne francophone dont voici l'adresse si vous souhaiter l'écouter entièrement : http://media2.ws.irib.ir/french/media/k2/videos/336935.flv

Et encore merci à ce journaliste qui est à ce jour irremplaçable par la qualité des infos qu'il nous donne, je ne sais pas si tous nos lecteurs en ont vraiment conscience.

En complément.

Le titre d'un article qui confirme ce qui vient d'être dit.

- Irak : les États-Unis renoncent à évacuer les réfugiés yézidis - LePoint.fr

Normal puisqu'il s'agit uniquement de les déplacer, population qui au passage est livrée à l'exode et a tout perdu.

Poursuivons sur le même sujet pour voir comment s'organise la propagande officielle pour cacher la vérité aux peuples des puissances occidentales, leur servir une interprétation de la situation qui n'a rien à voir avec la réalité et les objectifs des Américains et de Français.

Dans un autre article ils lâchent le morceau.

- Irak: qui sont les peshmergas auxquels la France va livrer des armes? - lexpress.fr

Tout d'abord la version officielle pour justifier l'intervention militaire américaine et française.

- (...) Face à une armée irakienne affaiblie notamment par des problèmes structurels, les peshmergas apparaissent comme le dernier rempart à la progression des djihadistes en Irak. Au point que les Etats-Unis, puis la France, ont décidé de leur livrer des armes "sophistiquées" afin de "rééquilibrer les forces" avec les combattants djihadistes, selon les termes de Laurent Fabius mercredi.

Ensuite, au détour d'un rappel ils commencent à basculer vers une autre version.

- Située au nord-est de l'Irak, la région kurde nourrit une animosité tenace à l'égard du pouvoir central irakien (...) C'est la raison pour laquelle le Kurdistan s'efforce depuis plusieurs années d'acquérir une plus grande autonomie.

Et pour finir ils nous livrent le fond de l'affaire.

- En 2005, la nouvelle constitution adoptée à la faveur de l'intervention des Etats-Unis avait déjà permis au Kurdistan irakien de disposer de larges pouvoirs. Mais la prise de contrôle de Kirkouk représente une avancée de taille pour les Kurdes. Considérée comme la capitale historique du Kurdistan par les peshmergas, selon France 24, Kirkouk est aussi une grandes plus villes pétrolières du pays. De quoi assurer une certaine indépendance à la région kurde, en matière économique cette fois-ci, et lui permettre de réclamer encore plus d'autonomie. Voire peut-être, à terme, sa constitution en Etat indépendant, une ambition largement alimentée par le retour du conflit avec les djihadistes en Irak cette année. lexpress.fr 14.08

Traduisons quoique ce soit très clair : Cette opération militaire s'inscrit dans le prolongement des précédentes afin de conforter le pouvoir que les Kurdes avaient acquis des mains des Etats-Unis, dans le but d'achever le travail entrepris lors de l'invasion de l'Irak en 2003 devant conduire à l'établissement d'un Etat kurde indépendant ou Kurdistan sur la dépouille de l'Etat irakien qui sera contrôlé par les Américains, puisque ce sont eux qui en auront été à l'origine, ainsi que son pétrole qui échappera aux Russes et aux Chinois, fin de la partie. A ceci près que le PKK est opposé (pour le moment) à ce scénario qui spoliera à terme les intérêts du peuple kurde au profit des multinationales, ce dont les peshmergas liés à la France et à Israël n'ont cure.

Conditionnement des masses. Propagande. La palme de la désinformation.

- Paris va poursuivre ses efforts contre les «*massacres*» en Irak, selon Le Drian - Liberation.fr

En réalité Paris soutient les efforts d'EI, l'armée de mercenaires à la solde des Etats-Unis qui se livre à des «*massacres*» en Irak,

donc le gouvernement français (et le PS) en est complice... comme à Gaza.

- Irak : les Américains ont «*brisé le siège des jihadistes*» - Liberation.fr

Normal, le but de l'opération entreprise par EI n'était pas de confiner les chrétiens irakiens ou les Yazidis dans des ghettos, encore moins de s'attaquer aux Kurdes, mais de les forcer à prendre la fuite, à se réfugier en Turquie ou en Syrieen ce qui concerne les premiers, et de ne pas empiéter sur le territoire des seconds.

- Paris va "*amplifier*" son aide humanitaire au Kurdistan irakien - AFP

- L'ONU va prendre des mesures contre les djihadistes en Irak et en Syrie - LeMonde.fr

Alors qu'ils ont été armés par les puissances occidentales via l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et la Turquie

De Tel-Aviv à Kiev, le même discours de l'Empire .

- Les Etats-Unis appellent l'Ukraine à la "*retenue*" face aux rebelles - Francetv info

Les Etats-Unis ont toutefois réaffirmé leur soutien au pouvoir ukrainien dans ses efforts pour contrer l'insurrection pro-russe en cours depuis quatre mois, et a accusé les rebelles de délibérément opérer depuis des zones civiles. Francetv info 14.08

De la même manière, les Américains ont réaffirmé leur soutien indéfectible à Israël, tout en accusant les Palestiniens d'être les agresseurs à défaut de pouvoir les accuser d'être les occupants de la Palestine, et d'être ainsi à l'origine de la riposte militaire de l'Etat sioniste selon le principe de la légitime défense.

Ce qui n'empêche pas la solidarité internationale avec les Palestiniens de s'amplifier, y compris aux Etats-Unis.

- L'Afrique du Sud, mobilisée pour la Palestine, appelle à boycotter Israël - french.irib.ir

- Les Amérindiens soutiennent le peuple palestinien - french.irib.ir

- Penelope Cruz et Javier Bardem bannis du cinéma hollywoodien pour leur position sur Gaza - french.irib.ir

En complément. Le Monde champion de la désinformation.

- Cessons de servir la propagande russe - LeMonde.fr

Alors que c'est Le Monde (notamment) qui se livre en guise d'information à une propagande anti-russe.

ACTUALITE EN TITRES

Annonce de la prochain offensive contre le prolétariat au sein de l'UE.

- L'économie de la zone euro à l'arrêt au 2e trimestre - Reuters

- La France, toujours en croissance zéro, demande l'indulgence de l'Europe - AFP

- Allemagne: brutal coup de frein à la croissance, en recul au 2e trimestre - AFP

Il y a à peine quelques jours ils affirmaient le contraire !

- Etats-Unis: les inscriptions hebdomadaires au chômage augmentent plus que prévu - AFP

Que cela ne tienne :

- Wall Street ouvre en légère hausse malgré l'Europe et l'emploi - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. Le noeud coulant se resserre.

- Tous les signaux économiques sont au rouge en France - Francetv info

- Quand Hollande tablait sur une croissance à 2% en 2014 - Francetv info

- La France, toujours en croissance zéro, demande l'indulgence de l'Europe - AFP

- Croissance en berne : la droite et l'extrême droite accusent François Hollande - Francetv info

- Michel Sapin reconnaît que le déficit public "*sera supérieur à 4 % du PIB en 2014*" - LeMonde.fr

- Croissance : Michel Sapin fait le constat de la «*panne*» - Liberation.fr

- Croissance nulle: "*la crédibilité politique d'Hollande s'effondre*", selon Chatel - AFP

- Croissance zéro : le «*fruit de l'inaction du gouvernement*», selon Woerth - LeParisien.fr

- Pierre Larrouturou: «*Aucun espoir de reprise si on ne change pas de politique*» - 20minutes.fr

- Croissance zéro: pour Marine Le Pen, il faut "*changer de modèle*" - AFP

"*Changer de modèle*" pour pouvoir "*changer de politique*", comme à Kiev par exemple, Mais pour cela il va falloir affronter directement le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, briser leur résistance par la force puisque tous les autres moyens ont été épuisés ou ont échoué, la collaboration de classes ne suffisant plus, pas plus le dialogue social malmené, à regret par les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de SUD, mais pas mort comme le précisait Mailly qui s'en félicitait , car ils y tiennent.

Croissance nulle: la CGT appelle à "*rompre avec l'austérité*" - AFP

Comme certains se sont empressés de le faire, nous ne nous félicitons pas des prises de position des dirigeants de la CGT et de FO qui réclament des augmentations de salaire, tout comme nous ne parerons pas Jaurès d'un vernis internationaliste qui lui allait si mal selon Trotsky, et enfin nous ne reproduirons pas dans un éditorial la déclaration d'une syndicaliste américaine "*pour exiger d'Obama, de John Kerry et du Congrès qu'ils obligent Israël à arrêter les bombardements, arrêter le blocus de Gaza*" (IO N °313), parce que nous n'avons pas à présenter les dirigeants syndicaux corrompus sous un angle avantageux ou à les ménager, tout comme nous ne pouvons pas occulter que Jaurès était avant tout réformiste, un social-patriote, et pour finir nous devons nous adresser aux travailleurs et non à leurs bourreaux pour trouver une solution à nos problèmes, dans les trois cas de figure qui sont liés car il s'agit bien de la même ligne politique opportuniste ou révisionniste, sachant que les travailleurs en France, en Palestine ou ailleurs dans le monde n'ont absolument rien à attendre de dirigeants syndicaux vendus au capital, du social-patriotisme, de représentants du capitalisme américain, prétendre ainsi le contraire c'est aller à l'encontre des conslusions du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels selon lesquelles l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

L'éditorial du n°314 d'Informations ouvrières répond mieux à la situation. Quoique, en apparence seulement, car en prenant comme modèle l'Association internationale des travailleurs ou Première Internationale ouvrière, son auteur se trompe d'époque et d'Internationale. En fait, il est en phase non pas avec Trotsky mais avec Jaurès. Ceci explique qu'il soit compatible avec ce qui suit.

Nous rejetons l'article du courant "*socialiste*" du POI intitulé *Non Jaurès n'est pas mort !* qui conduit son auteur à prétendre que les membres du PS seraient socialistes, c'est grotesque, infâme, à vous dégoûter pour toujours du socialisme, mais il faut bien comprendre qu'en étant issu lui-même de ce parti il ne pouvait pas s'en empêcher, il aurait tort de se gêner puisque les soi-disant dirigeants trotskistes du POI s'en accommodent depuis près d'une trentaine d'années. Quant à "*revenir réellement à Jaurès et au socialisme*" ce serait bien la pire chose qui pourrait arriver au mouvement ouvrier pour s'en être jamais remis !

- "*Quand les socialistes d'aujourd'hui écouteront-ils les militants qui, avec le peuple, refusent la politique européenne destructrice de Hollande et Valls ? Il n'y a qu'une seule voie pour inverser le cours des choses : revenir réellement à Jaurès et au socialisme.*"

Vous pouvez attendre longtemps, indéfiniment ! Pour colporter des illusions dans le PS il n'y a pas mieux, dans le réformisme aussi. En fait leur démarche est identique à celle de Mélenchon ou du PG.

Etat policier. Le racisme au quotidien aux Etats-Unis. Un exemple de démocratie pour le monde entier.

A quelques jours d'intervalle deux jeunes noirs sans arme ont été abattus par des policiers blancs dans deux Etats américains différents. Dans les deux cas selon ces policiers qui plaident la légitime défense, les deux jeunes noirs auraient tenté de leur subtiiiser leurs armes de service. Le timing et le scénario sont si bien réglés qu'il faudrait être naïf ou de mauvaise foi pour croire leur version des faits.

- Mort de Michael Brown : nouvelle nuit d'émeutes à Ferguson - Le Nouvel Observateur

- Los Angeles: Un jeune Noir atteint de troubles mentaux tué par la police - 20minutes.fr

Un jeune Noir, présenté comme souffrant de maladies mentales, a été tué par la police en début de semaine à Los Angeles, faisant écho au meurtre d'un autre adolescent noir à Ferguson dans le Missouri (centre).

Ezell Ford, 25 ans et sans arme, a été tué lundi soir par un officier de police qui patrouillait avec un collègue dans un quartier du sud de Los Angeles. Les voisins et la famille ont décrit dans les médias américains le jeune homme comme souffrant de maladies mentales.

La police n'a pas dit ce qui avait amené les deux agents à s'adresser à Ezell Ford, le syndicat de police LAPPL indiquant juste dans un communiqué jeudi que les deux policiers avaient «*stoppé Ezell Ford vers 20H10 alors qu'il marchait sur un trottoir près de la 65ème rue*». Selon ce syndicat, il «*s'en est suivi une violente bataille et Ford a attrapé l'un des deux officiers et tenté d'enlever le révolver de l'officier de son étui, ce qui a entraîné l'usage mortel de la force*» par l'un des deux policiers.

Le président de l'association de défense des droits civiques de Los Angeles, Urban Policy Roundtable (LAUPR), Earl Hutchinson, a pour sa part déclaré dans un email à l'AFP que le «*meurtre d'Ezell Ford et de Michael Brown étaient des cas d'école de l'usage excessif de la force par des officiers de police*». «*Les deux hommes n'étaient pas armés, n'avaient pas commis de crimes, et dans le cas de Ford, il était atteint de difficultés mentales*», a-t-il ajouté. «*Il n'y avait aucune raison de leur avoir demandé de s'arrêter (dans la rue), ni pour l'un ni pour l'autre*», a poursuivi le militant.

Commentaires d'internautes.

1- "*La police US est trop militarisée, emploie la force sans discernement, torture les gens au taser (plus d'un coup, c'est inutile) et effectue des saisies extrajudiciaires pour se financer. En fait, la police US ne se distingue pas réellement d'un gang de rue.*"

2- "*Je vis a Los Angeles, à 1 bloc de "skid row". Vous devriez venir y faire 1 tour. La quasi totalite des pauvres gens qui y survivent sont... Noirs.*"

Vous imaginez bien que cet article à déclencher une avalanche de commentaires à caractère raciste, d'autres se contentant de manifester leur haine envers les couches les plus défavorisés ou faibles de la société.

Dans ce contexte précis mettant au prise des jeunes noirs marchant seuls dans la rue ets ans arme et des représentants de l'appareil policier de l'Etat américain, nous serons toujours portés à trouver des circonstances atténuantes à ces jeunes noirs parce que à la base ils sont victimes de préjugés défavorables, des pires inégalités sociales et de discriminations, d'injustices intolérables de la part d'une société dont la conception du respect repose uniquement sur votre statut social ou l'argent, ce qui constituent un état de provocation permanente à leur aspiration à vivre dignement.

Si vous êtes blanc ou noir mais riche, vous arriverez toujours à vous en sortir, leur société vous témoignera du respect. Mais malheur à vous si vous êtes noir et pauvre, votre peau ne vaudra vraiment pas chère, on vous témoignera du mépris et vous devrez supporter une multitude d'humiliations tout au long de votre existence, qui pourra s'achever soudainement au détour d'un contrôle d'identité au coin d'une rue.

Ce n'est pas faire preuve de faiblesse ou d'ouvriérisme de prendre la défense des plus faibles dans ce cas précis, c'est juste remettre les pendules à l'heure, partir du fait que ce sont qui détiennent du pouvoir ou le pouvoir qui porte la responsabilité des actes qu'un malheureux peut commettre, là en l'occurrence ils marchaient tranquillement dans la rue et ils n'avaient commis aucun acte délictueux lorsqu'ils ont dû se faire agresser ou insulter par des policiers lors d'un controle.

Ils sont en train de gagner la lutte des classes à la Bourse, nous nous la gagneront dans la rue.

Monsieur Buffett, avant de se vanter d'avoir eu la peau de l'ours, il faut commencer par le tuer... Il se peut qu'il crève avant.

- L'action Berkshire Hathaway dépasse les 200.000 dollars - Reuters

Le cours de l'action Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement fondé il y a près de 50 ans par le milliardaire Warren Buffett, a dépassé jeudi pour la première fois de son histoire la barre des 200.000 dollars (149.566 euros).

L'action Berkshire de classe A, dont la valeur n'a jamais été divisée, a fini en hausse de 3.500 dollars ou 1,8% à 202.850 dollars, ce qui représente une capitalisation boursière de plus de 333 milliards pour la société basée à Omaha dans le Nebraska.

Au vu de la diversité du portefeuille de Berkshire, certains analystes le considèrent comme une sorte de concentré de l'économie américaine.

Le cours de l'action Berkshire a doublé depuis le 5 octobre 2006, quand elle avait franchi la barre des 100.000 dollars. Sur la même période, le S&P 500 a gagné 44%.

La holding de Warren Buffett, qui aura 84 ans le 30 août et qui est la troisième personne la plus riche au monde, possède plus de 80 entreprises -dont le fabricant de sauces Heinz, l'assureur automobile Geico, l'opérateur ferroviaire BNSF ou encore le fabricant de crèmes glacées Dairy Queen- et a plus de 119 milliards de dollars de participations, notamment dans Wells & Fargo et Coca-Cola. Reuters 14.08

Haut de page

Le 16 août 2014

CAUSERIE

Ici on se bat sur tous les fronts et on ne risque pas de se tromper d'ennemi.

L'imposture est devenue leur mode de gouvernance à l'échelle mondiale.

Les vidéos présentées dans la causerie d'aujourd'hui sont sous-titrées en français. Il se peut que nous ayons déjà donné leurs adresses ou que vous les connaissiez déjà, elles intéresseront les lecteurs qui les ignoraient. A télécharger et faire circuler au plus grand nombre autour de vous.

Le saviez-vous ?

Saviez-vous que la croix gammée et l'Etoile de David figuraient sur la même médaille ?

Saviez-vous que les sionistes entretenaient des liens étroits avec les nazis et que ces derniers furent à l'origine du peuplement de la Palestine à partir de 1933 au profit des sionistes ?

Le 26 septembre 1934 le journal berlinois "*Der Angriff*", dont le directeur de la publication était le ministre de la propagande d'Hitler, Joseph Goebbels, publia une série d'articles intitulés " Un nazi visite la Palestine". Ces articles devait accompagner ou servir de support au Contrat de Transfert (passé en les sionistes et Hitler afin de permettre aux sionistes de quitter l'Allemagne avec leurs biens et d'immigrer en Palestine). Goebbels commémora cet évènement en faisant fabriquer une médaille où figurait d'un côté la swastika ou croix gammée des nazis, et de l'autre l'Etoile de David.

Hitler exigea en échange du Contrat de Transfert que les sionistes rejettent l'appel au boycott du IIIe Reich lancé par certaines organisations juives. Les sionistes donnèrent satisfaction à Hitler comme on peut le voir dans la coupure de journal de l'époque qui figure dans cette vidéo. Et pour faciliter l'installation des sionistes en Palestine, le régime nazi ira jusqu'à passer un troc avec la ligue sioniste dont les détails figurent dans l'article du New York Times du 29 août 1933.

Vidéo. Hitler a co-fondé Israël en 1933 avec les Juifs sionistes (Channel 5 News - USA - 1984)

http://www.dailymotion.com/video/xrl4sw_hitler-a-co-fonde-israel-en-1933-avec-les-juifs-sionistes-le-contrat-de-transfert-the-transfer-agree_news

En complément. Désillusion. Quand la nature du sionisme vous rattrape

- Un Juste rend sa médaille, révolté par le conflit à Gaza - lepoint.fr

Un Néerlandais de 91 ans, devenu "*Juste parmi les Nations*" pour le sauvetage un enfant juif durant l'Occupation nazie, a rendu sa médaille à l'ambassade d'Israël à La Haye, révolté par les crimes à Gaza. Six de ses proches ont été tués sous les bombes israéliennes, ont rapporté vendredi les médias israéliens et néerlandais.

Henk Zanoli accuse Israël du "*meurtre*" de six membres de la famille de l'époux de sa petite-nièce, Angélique Eijpe, une diplomate néerlandaise mariée à un économiste né dans la Bande de Gaza, Ismaël Ziadah. "*L'appartement de la famille, dans le camp de réfugiés de Bureij à Gaza, a été bombardé le 20 juillet par un F-16 israélien*", assure-t-il dans la lettre, datée du 11 août, publiée par Haaretz et reprise par de nombreux médias néerlandais.

M. Zanoli décrit dans sa lettre le lourd tribut payé par sa famille durant l'Occupation nazie. Son père est mort dans le camp de Mauthausen, l'époux de sa soeur a été exécuté et l'épouse de son frère, une juive, a été déportée pour ne jamais revenir. "*A la lumière de ces faits, il est particulièrement choquant et tragique qu'aujourd'hui, quatre générations plus tard, notre famille soit confrontée au meurtre de nos proches à Gaza, un meurtre commis par l'Etat d'Israël*", a soutenu Henk Zanoli, avocat de formation."*Garder cet honneur décerné par l'Etat d'Israël serait une insulte à la mémoire de ma courageuse mère (...), et une insulte à ceux de ma famille qui, quatre générations après, ont perdu pas moins de six proches à Gaza*". lepoint.fr 15.08

Vous avez raison monsieur Henk Zanoli, Israël n'est pas digne de vous !

En complément.

Le pays le plus dangereux pour les juifs ? Haaretz répond. - french.irib.ir Selon le journal israélien Haaretz, "*le pays le plus dangereux pour les juifs est Israël depuis l'offensive de l'armée israélienne contre Gaza car cette offensive a attisé les sentiments anti israéliens de part le monde, mettant en danger tous les juifs* ". " *En effet, Israël est le pays le moins sûr pour les juifs . Depuis la création d'Israël, le nombre de juifs victimes des guerres, des attaques terroristes est plus élevé en Israël qu'ailleurs. Or l'offensive contre Gaza a fait franchir un pas supplémentaire et a mis en danger les juifs beaucoup plus que n'importe quel autre conflit. De fait, la maison des juifs (ndlr : Israël) ne leur offre plus non seulement aucun abri mais encore elle pose un danger pour tous les juifs du monde* " affirme le journal en justifiant de manière à peine voilée la "*disparition de l'entité sioniste*" .

" *Il existe une vague sans précédente d'anti pathie et d'hostilité contre les juifs de part le monde depuis que Gaza a été attaquée. L'opinion internationale, au contraire de celle des Israéliens, voit les images des femmes et des enfants déchiquetés de Gaza, et en est choquée. N'importe quelle âme consciencieuse est révoltée. Ce choc se transforme parfois en haine et ressentiment contre l'auteur de ces atrocités allant même provoquer chez certains un sentiment antisémite. l'antisémitisme existe au 21ème siècle et c'est Israël qui l'a provoqué*". french.irib.ir 15.08

Note : Dans le titre et certains passages de cet article, je me suis permis la liberté de remplacer sioniste par juif chaque fois que son auteur se livrait à un amalgame entre les deux, ce qui n'a rien d'étonnant de la part d'un portail officiel de la République islamique iranienne.

C'est la première fois que je procède ainsi en 10 ans ou depuis que notre portail existe, je tenais à le préciser. J'ai reproduit cet article parce que j'estimais intéressant pour nos lecteurs ce que rapportait Haaretz.

En complément. L'oligarchie s'est toujours accommodée du nazisme.

Les 5 multinationales qui ont financé les nazis. (RT news - USA - février 2014)

http://www.dailymotion.com/video/x23p1ye_les-5-multinationales-qui-ont-finance-les-nazis_news

Question : Pourquoi cela ne figure pas dans les manuels scolaires ou universitaires ? Pourquoi aucun parti ouvrier ne le rappelle ou ne porte ces faits à la connaissance de leurs militants ou des travailleurs ? Participeraient-ils tous à l'omerta, au règne du silence qui doit précèder toute guerre ? Lacune malheureuse ou complicité active ?

Les travailleurs et les militants ne gagneraient-ils pas à connaître la vérité, à savoir dans quel monde ils vivent vraiment ? Comment dans ces conditions-là peut-on prétendre combattre pour changer le monde ? Est-ce vraiment leur objectif, y croient-ils vraiment ou ont-ils cessé d'y croire ? On est en droit de se poser ces questions, car oser prononcer le mot Vérité et se comporter de la sorte est intolérable, indigne d'un militant ouvrier et du socialisme.

En complément. Quand l'Otan alliée de l'oligarchie recourt aux fascistes en Ukraine.

Vidéo. Secteur Droit de l'Euromaïdan (1)

http://www.youtube.com/watch?v=CzuYtvI_Qoo

Les Etats-Unis sont à l'origine d'Al-Qaïda et des Talibans, du terrorisme international qu'ils prétendent combattre. La preuve.

Vidéo. Hillary Clinton : Nous avons crée Al-Qaïda et les Talibans, nous avons favorisé la diffusion du wahhabisme...

http://www.dailymotion.com/video/xsgyjs_hillary-clinton-nous-avons-cree-al-qaida-nous-avons-finance-les-moudjahidin_news

En complément

- L'Onu vote une résolution contre les djihadistes en Irak et Syrie - Reuters

Modi ou le Premier ministre des banquiers.

S'exprimant hier devant l'establishement sur les remparts du célèbre Fort Rouge, à New Delhi, à l'occasion de l'Indépendance de l'Inde Narendra Modi a relevé : « *On voit tant de personnes avec un téléphone portable alors qu'elles n'ont même pas de compte bancaire, c'est par là qu'il faut commencer* ».

Le dirigeant nationaliste hindou, dont la nomination voilà trois mois a mis fin au « *règne* » de la dynastie Gandhi, et du parti du Congrès, s'est engagé à créer un « *programme d'économie populaire pour permettre aux plus pauvres d'avoir leur propre compte bancaire* ». Lemonde.fr 15.08

Il devait aussi penser aux Indiens qui préfèrent acheter de l'or sous forme de bijoux et le garder chez eux, ils peuvent en disposer à leur guise, son cours monte et ils peuvent réaliser un petit profit, au détriment des banquiers s'ils déposaient leur argent dans leurs coffres. Si la totalité des Indiens déposaient leurs petites économies dans des banques, elles disposeraient de sommes colossales à l'arrivée et n'auraient pratiquement plus besoin d'emprunter sur les marchés pour financer leurs opérations, ce serait autant de gagner à moindre frais puisque les comptes courants sont rémunérés jusqu'à 7% l'an.

Comment les médias français justifient l'assassinat d'un jeune noir américain non armé.

On était convaincu que les médias américains étaient les plus pourris du monde, pour être pourris ils le sont assurément, mais force est de constater que les médias français sont en train de les supplanter. En voici la preuve.

Extraits de l'article suivant : http://www.theroot.com

theroot.com - The Associated Press is reporting that police officer Darren Wilson, who was named as the unarmed teen Michael Brown's shooter, was not aware that Brown was a robbery suspect at the time of the incident.

Associated Press rapporte que l'officier de police Darren Wilson ne savait pas au moment où il a abattu le jeune non armé Michael Brown, qu'il était suspecté dans une affaire de vol.

Twitter. The Associated Press

Breaking: Police chief: Officer who shot Michael Brown did not know he was a robbery suspect at the time.

Dernières nouvelles - Le chef de la police : Le policier qui a tiré sur Michael Brown ne savait pas à ce moment-là qu'il était soupçonné d'avoir commis un vol.

Des images fournies par la caméra de vidéosurveillance du magasin dans lequel il se serait rendu plus tôt, permettraient de l'indentifier. Or, il semblerait que quelques minutes plus tard quand il a été abattu, il ne portait pas les mêmes chaussettes et chaussures, et n'ayant pas eu le temps d'aller se changer entre temps, tout laisse à penser que ce n'était pas lui qui figurait dans cette vidéo de mauvaise qualité (en la visionnant ils sont incapables de dire si la personne en question portait un T-short gris ou d'une autre couleur claire : "*gray, or other light-colored*") ou quelle remontait à un moment de la journée ou une date antérieure. Ce qui semble confirmé par la suite.

theroot.com - However, during the press conference, a woman questioned the footwear, observing that the socks and shoes from

the video don't match images of Michael Brown lying in the street.

Cependant, durant la conférence de presse, une femme a fait remarquer que les chaussettes et les chaussures qui figuraient dans la vidéo ne correspondaient pas à celles que portait Michael Brown au moment où il gisait dans la rue.

Evidemment, bien qu'ils couvrent cette affaire, en France pas un média n'a tenu compte de ces précisions fournies par l'Associated Press, et ils n'ont pas suivi la conférence de presse du chef de la police de Fergusson.

Etats-Unis : à Ferguson, le jeune Noir abattu par un policier est suspecté de vol - francetvinfo.fr 15.08

De là à être abattu il l'y a qu'un pas, car c'est légitime en "*démocratie*".

Tout comme dans l'affaire de l'usage de gaz sarin par l'armée syrienne ou du crash de l'avion de la Malaysia Airlines attribué à la Russie, la suspicion a valeur de preuves matérielles pour déclencher immédiatement des sanctions par les puissances occidentales ou se traduire par des menaces de bombardement, sans que l'on sache exactement ce qui s'est passé, donc en violation du droit le plus élémentaire.

On nous dit maintenant que des "*photos et des vidéos de caméra surveillance ont été publiées par des journalistes*" via les "*réseaux sociaux*", comme quoi au passage ils étaient destinés à servir une bonne cause, justifier un crime par exemple.

On a appris qu'hier "*des véhicules de transport blindés russes*" auraient franchi la frontière ukrainienne et auraient été détruits par l'armée ukrainienne, ce que dément formellement la Russie. Autant dire que si c'était vraiment le cas, dans l'impossibilité matérielle de faire disparaître ou de dissimuler des tanks calcinés et immobilisés, il était très facile de les prendre en photos et de les diffuser, ce qui constituerait une preuve irréfutable, d'autant plus que des journalistes étaient sur place nous dit-on, nous y reviendrons plus loin.

Tout comme le procédé qui consistait à recourir à de faux blogeurs via leurs agents, à produire de faux témoignages via des ONG, à trafiquer des photos ou à se livrer à des montages via Photoshop, à fabriquer de fausses vidéos, à détourner de leur contexte des photos ou des vidéos, le tout afin d'accuser le régime libyen puis syrien se se livrer à des massacres de leur population, chaque fois ce sont les médias qui sont montés en première ligne pour nous apporter ces "*preuves*" qui n'étaient en réaité que le produit de grossières falsifications, ce dont ces médias savaient parfaitement pour avoir les moyens de le vérifier, ils ont donc agi de la sorte délibérément.

Dans l'affaire d'hier en Ukraine, ces mêmes journalistes équipés de caméras, d'appareils photos et de téléphones portables capables de prendre des photos n'en ont fourni aucune à l'appui des allégations des autorités de Kiev reprises sur le champ par Obama, Hollande et l'UE pour se livrer à de nouvelles menaces en direction de la Russie.

Or en lisant attentivement l'article mis en ligne par Francetv info on s'aperçoit qu'on est encore en présence d'une falsification ou manipulation des faits.

Francetv info - Pourtant, des véhicules militaires sont bien arrivés de la ville de Donetsk, en Russie (éponyme de Donetsk en Ukraine, située à 200 km de là), pour passer par le poste-frontière d'Izvariné, côté ukrainien, selon plusieurs journalistes présents sur place. francetvinfo.fr 15.08

Donc en réalité, ce qu'on pu observer ces journalistes ce sont des "*véhicules militaires*" russes situés de l'autre côté de la frontière ukrainienne stationnés en territoire russe, autrement dit ils n'apportent pas la preuve qu'ils auraient franchi la frontière avec l'Ukraine à un moment ou un autre. C'est le journaliste de Francetv info ou de l'AFP qui a dû leur dicter cette dépêche, qui suggère que ces "*véhicules militaires*" russes étaient destinés à "*passer par le poste-frontière d'Izvariné*", il a extrapolé ou inventé la suite de cette histoire qu'il a fabriquée sur ordre de toute évidence puisque pratiquement simultanément Obama et Hollande condamnait cette supposée incursion de l'armée russe en Ukraine.

Le fin mot de cette histoire figure dans le dernier paragraphe de cet article, l'opposition des Américains et des Européens à la livraison par la Russie d'une aide humanitaire aux populations de l'est de l'Ukraine qui résistent au régime néonazi de Kiev.

Francetv info - Les yeux sont aussi rivés sur un autre convoi, celui constitué de 280 camions russes chargés d'aide humanitaire, stationné à une vingtaine de kilomètres de la frontière ukrainienne.

Les Américains et leurs alliés occidentaux se ridiculisent aux yeux du monde entier en prétendant que les Russes seraient assez farfelus pour bourrer ces camions d'armes et de troupes, alors que leur contenu fait l'objet d'un contrôle par différents organismes ukrainiens et internationaux.

En conclusion, c'est la dernière provocation qu'ils ont conçue contre la Russie conformément à leur plan qui consiste à la diaboliser et l'isoler, pour mieux se rendre maître de l'Ukraine et son pétrole ou gaz de schiste.

Pour illustrer ou compléter ce qui vient d'être dit, un article de Reuters.

- L'UE lance un nouvel avertissement à la Russie sur l'Ukraine - Reuters 15.08

Toute action militaire unilatérale de la Russie en Ukraine sera considérée comme une "*violation flagrante du droit international*", ont averti vendredi les ministres européens des Affaires étrangères.

Réunis à Bruxelles pour un conseil extraordinaire, les 28 se sont dits "*de plus en plus inquiets face à l'aggravation de la crise dans l'est de l'Ukraine et de ses conséquences humanitaires pour la population civile*". (En réalité ils n'en ont rien à foutre et n'ont pas prévu de lui venir en aide et ils entendent interdire à la Russie de le faire à leur place - ndlr)

"*Toute action militaire unilatérale en Ukraine de la part de la Fédération de Russie, quel qu'en soit le prétexte et y compris pour des motifs humanitaires sera considérée par l'Union européenne comme une violation flagrante du droit international*", soulignent-ils dans un communiqué.

L'Union, ajoutent les ministres, reste prête à imposer de nouvelles sanctions à la Russie "*en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain*". Reuters 15.08

Vous aurez noté que si effectivement des "*véhicules militaires*" russes auraient franchi la frontière ukrainienne et qu'ils disposaient de preuves pour le prouver, cela figurerait dans leur communiqué et ils se seraient empressé de prendre de "*nouvelles sanctions*" contre la Russie, s'ils ne l'ont pas fait, c'est parce que cette affaire avaient été montée de toutes pièces par les autorités de Kiev.

- Tension et confusion sur une incursion armée russe dans l'Est de l'Ukraine - Francetv info

- Hollande appelle la Russie à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

En famille : «***notre bien le plus précieux***».

- François Hollande exalte «*l'unité nationale*», «*notre bien le plus précieux*» LeFigaro.fr -

La 5e colonne de l'Empire

- Hollande : la France entend rester "*la 5e puissance économique du monde*" - AFP

"*La France, cinquième puissance économique du monde (...) entend, par les réformes qu'elle engage, rester à ce niveau*", a déclaré le chef de l'Etat au lendemain de la publication de chiffres de la croissance (nulle au second trimestre comme au premier) qui ont jeté le doute sur la capacité du pays à sortir de la crise.

"*Le France est une nation qui compte dans le monde, sur la scène internationale, une nation qui prend ses responsabilités pour assurer la sécurité de l'Europe mais aussi la sécurité dans le monde*", a insisté le président Hollande. AFP 15.08

Son discours de guerre est calqué sur celui d'Obama qui a repris celui de Bush. Guerre contre les peuples qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain, guerre contre son propre peuple qu'il livre au chômage, à la précarité et la pauvreté, et auquel il compte bien imposer de nouveaux sacrifices dans les mois qui viennent.

Cela fait une belle jambe aux 10 à 13 millions de pauvres, aux 5 à 8 millions de chômeurs, au quelque 3 millions de mal logés, aux 110.000 clochards ou SDF, aux centaines de milliers de jeunes sans avenir autre que la précarité, aux travailleurs qui n'ont plus les moyens de se soigner, qui ne partiront pas en vacances, etc. tandis qu'il va encore consacrer des centaines de millions à la guerre en Irak, pendant que les plus riches continuent de se gaver sur notre dos, etc.

Le plus populiste d'entre eux.

- "*La force du pape François, c'est le peuple*" - L'Express.fr

Son ignorance surtout... ou seulement, car l'alliance du sabre et du goupillon est comme dieu, éternelle !

Sa "*force* le pape la puise dans les guerres et les souffrances de toutes sortes que le capitalisme impose à tous les peuples.

Ils l'ont mis à l'abri

- Le calife de Daesh s'est enfui de Mossoul - french.irib.ir

Le chef du groupe terroriste de Daesh a quitté Mossoul et s'est enfui en Syrie, selon un responsable du parti démocrate du Kurdistan irakien.

Saïd Mamouzini, responsable de la branche 14 du Parti démocrate du Kurdistan irakien a annoncé devant la presse qu'Abou Bakr al-Bagdadi, chef du groupe terroriste de Daesh s'est en fui en Syrie, craignant les raids aériens des chasseurs américains contre Mossoul. Depuis le déclenchement de la crise en Irak, mi-juin, les terroristes de Daesh ont occupé quelques villes irakiennes. Ce groupe a jusqu'à présent commis des atrocités et des crimes terribles dont des exécutions collectives des civils et des militaires irakiens dans les régions qu'il contrôle. french.irib.ir 15.08

Haut de page

Le 17 août 2014

CAUSERIE

La révolution serait un "***modèle***" ou un concept dépassé, obsolète.

Voici un article rédigé par un philosophe et publié à l'origine par le *Monde Diplomatique*, la version du *Monde* réservée à la crème de l'élite intellectuelle et des représentants de la classe dominante, qui a ensuite été mis en ligne dans un portail qui se veut de gauche (sans rire !) Le Grand Soir. Il avait pour thème la sécurité et l'Etat sous le titre *Comment l'obsession sécuritaire fait muter la démocratie*. En fait c'est la crise du capitalisme qui en est responsable...

L'auteur qui ne reconnaît pas ou ne part pas de la lutte des classes en vient forcément à s'écarter ou à nier les rapports de classe qui soutendent la nature de l'Etat ou qui permettent de la définir, à s'écarter tout simplement des faits au profit de "*concepts*" ou de "*discours*" dans un fatras "*généalogique*" où ils alignent à la manière d'un savant étalant sa science les références comme des rangs d'oignons dans un cageot, pour finalement privilégier un procédé empirique et spéculatiif éculé aboutissant comme il fallait s'y attendre à une conclusion conforme à son statut social ou au mode de vie confortable que lui octroie la société.

Il entendait traiter un des facteurs les plus déterminants pour la survie du régime en place ou dont dépend en dernier lieu sa pérennité, les moyens développés par l'Etat, en réalité la classe dominante au pouvoir pour assurer sa propre sécurité et celle de ses biens à l'intérieur d'un périmètre bien défini, le territoire nationale (et ses colonies), en faisant abstraction que l'évolution de l'appareil policier de l'Etat qui a accompagné celle des forces productives, des modes de production et des types de régimes qui se sont succédés dans le passé jusqu'à nos jours, qui traduisaient des rapports sociaux déterminés entre les classes ainsi que leurs besoins spécifiques, leur niveau de conscience et d'organisation aussi.

La sécurité des biens et des personnes appartenant au volet juridique de l'Etat au service de la classe dominante, son degré de perfectionnement législatif ou l'étendu de champ d'application qu'il serait amené à couvrir, devait avoir forcément un lien avec les rapports qui existaient entre le mode de production et le niveau atteint par le développement des forces productives à un moment donné ou le degré de contradiction qui existait entre eux, pour le justifier du point de vue des besoins de la classe détenant le pouvoir politique sachant qu'elle détient aussi le pouvoir économique.

A notre époque, cela devait se traduire par la prise en compte du niveau atteint par la crise du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme à l'échelle mondiale, qui se répercuterait forcément sur les rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe (et vice versa), mais aussi sur les besoins des capitalistes qui s'expriment à travers leur offensive contre tous les droits sociaux et politiques des masses exploitées, qui devait donner lieu au renforcement de l'appareil législatif de l'Etat dans ce domaine au fur et à mesure que la mise en oeuvre de leur politique antisociale devenait incompatible avec les principes les plus élémentaires de la démocratie, tandis qu'ils multiplieraient les instruments leur permettant d'exercer un contrôle accru de la population dans un premier temps, afin de pouvoir la réprimer plus facilement par la suite, glissant imperceptiblement au fil des dernières décennies d'un Etat de droit vers un Etat policier, une dictature ouverte, sans pour autant que cela ne se traduise

par une crise politique puisque les principaux partis politiques y étaient préparés en faisant acte de soumission à la Constitution et aux institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

On pourrait illustrer ce qui vient d'être dit en faisant référence aux différentes atteintes aux libertés démocratiques qui ont eu lieu depuis que Valls est Premier ministre, qu'il s'agisse de l'interdiction d'un spectacle ou de manifestations notamment, mesures à caractère politique qui ont été prises en bafouant le droit, confirmant le glissement dont il a été question plus haut. Cela met en relief qu'ils ont franchi un degré dans leur penchant vers une dictature en substituant à des arguments juridiques leur propagande, en s'opposant à des décisions de justice ou en piétinant l'indépendance des juges en leur opposant le diktat d'un tribunal d'exception. Partant de là il était facile d'établir que toutes les décisions ou lois qu'ils sont amenés à prendre ne sont pas dictées par les besoins de la population où l'intérêt général dont ils n'ont que faire, mais bien par des intérêts politiques répondant strictement aux besoins de la classe dominante que représente le gouvernement ou le législateur.

Une fois ce contexte social et politique rapidement brossé, il fallait faire le lien entre les discours des représentants de l'Etat sur la sécurité de la population qui serait menacée et leur législation policière ou liberticide ainsi que leur politique impérialiste, cette menace ne devant servir qu'à justifier ces nouvelles mesures répressives ou restrictives des libertés et leur politique coloniale ou guerre de rapine, de brigandage.

Maintenant, ces lois devant servir soi-disant la lutte contre le terrorisme ou à protéger les Français ou la France pour reprendre leur discours, sont très largement transposables au mouvement ouvrier pour le réprimer dès lors que l'affrontement direct entre les classes auraient sonné. Donc l'Etat ou ses représentants ont pris ces mesures également dans cette perspective, et ils pourraient d'autant plus facilement les diriger contre le mouvement ouvrier qu'ils disposent de tribunaux d'exception pour les interpréter à leur guise, le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel notamment. Donc l'Etat ou la classe dominante a pris les devants d'une certaine manière, afin de disposer d'un arsenal législatif répressif et institutionnel prêt à l'emploi le moment venu pour mater toute révolution qui se destinerait à renverser l'ordre établi.

Donc nous sommes bien en présence d'un dispositif politique directement relié à la lutte de classe que mène le gouvernement pour le compte de la classe des capitalistes pour assurer la pérennité du système économique en vigueur ainsi que les institutions de la Ve République, dresser contre les travailleurs qui résistent à leur politique réactionnaire et qu'ils comptent bien se soumettre ou mater.

Du côté de la classe ouvrière, il en va de sa survie de combattre pour ses droits sociaux légitimes, et placée dans une situation qui lui interdit de les imposer ou de les conquérir dans le cadre du régime en place, il ne lui reste plus qu'à s'organiser et lutter pour le renverser, se donner les moyens de s'emparer du pouvoir politique. Est-ce possible ? A la limite peu importe, à ce stade cette question est déplacée ou ridicule. Une seule mérite d'être posée ou est d'actualité : Est-ce légitime ? Doit-on abdiquer nos droits, qu'est-ce qui permettrait de le justifier tandis que notre ennemi est servi et continue de se gaver tout en entraînant la société et le monde dans la barbarie ? De quel droit devrait-on renoncer au pouvoir politique et au seul moyen permettant de le conquérir jusqu'à preuve du contraire, en réalisant notre propre révolution, prolétarienne et socialiste ?

La démonstration de notre philosophe n'avait pas d'autre objectif que nous inviter à abandonner "*ce modèle*", la révolution, donc de l'imiter et de nous soumettre au régime en place, ce qui ne vous étonnera pas. Voyons rapidement comment il a procédé pour parvenir à cette conclusion.

Niant la lutte des classes, il lui a substitué des "*critères biologiques qui ne dépendent en rien de ma volonté déterminent mon identité, alors la construction d'une identité politique devient problématique*", autrement dit une fois établi que le ou les facteurs qui déterminent mon appartenance à une classe déterminées n'ont aucune valeur, je serai dans l'incapacité de me situer ou de prétendre agir sur un terrain de classe indépendant face au capital, d'où l'impossibilité de prendre conscience de ma condition pour en tirer des conclusions pratiques sur le plan politique ou de procéder à "*la construction d'une identité politique*", en conclusion il ne me restera plus qu'à rester enchaîné au capitalisme le restant de mes jours, puisque la condition préalable indispensable pour m'en émanciper ferait défaut.

Suivait un long développement dans lequel l'auteur semblait s'épanouir en étalant son ignorance, farci de confusion et de fadaises du genre "*l'Etat moderne sort du domaine du politique pour entrer dans un no man's land dont on perçoit mal la géographie et les frontières et pour lequel la conceptualité nous fait défaut*" avouant ne pas en saisir le rôle et le fonctionnement parce qu'il échapperait à toute conceptualisation, l'impossibilité de le faire jaillir de son cerveau pour qu'il puisse s'y épanouir et y demeurer tant les facteurs et les rapports auxquels il est lié sont nombreux et complexes, ce qui n'est pas de nature à le retenir enfermé dans un lieu aussi exigu que cerveau, une fois planté le décors de ce qui demeure pour lui un mystère, il fallait encore qu'il la ramène pour lui donner un semblant de substance pour qu'on puisse le saisir, car malgré tout il existe bel et bien, en dehors de son cerveau étriqué ou coupé du monde réel, pour se faire, et ne pouvant se résoudre à l'abandonner car il est le facteur autour duquel s'articulait son article, il l'a paré d'une vertu. Il nous renverrait "*étymologiquement à une absence de souci* " qui serait à double tranchant car elle pourrait nous être fatale dès lors que la politique ou la démocratie en serait absente, assimilant arbitrairement l'un à l'autre, ne comprenant pas que la politique ramène à l'organisation économique de la société, à la question du pouvoir, à l'administration des hommes soumis à certaines contraintes économiques, tandis que la démocratie ou sa pratique présente un contenu de classe précis, puisqu'elle est une forme de gouvernance mise en oeuvre par la classe qui détient le pouvoir, et qui selon les époques ou les rapports existant entre les classes associent partiellement les représentants des autres classes à ses décisions, sans qu'elles puissent revendiquer le pouvoir ou sans que la classe dominée ne puisse

renverser les rapports entre les classes en sa faveur, la classe au pouvoir ultra minoritaire dans la société devant le conserver dans tous les cas de figure. On peut admettre que les définitions de la politique et de la démocratie se chevauchent par certains endroits sans pour autant les identifier. D'ailleurs, quelle absurdité si on suit son raisonnement, car cela revient à dire que l'Etat ou ses représentants ne feraient pas de politique !

Récapitulons avant de passer à sa conclusion.

Nous serions dans l'incapacité de procéder à "*la construction d'une identité politique*", donc rien ne nous rattacherait à une classe sociale en particulier, et quant à l'"*Etat moderne*" il serait insaisissable, du coup on se retrouve en présence d'un syllogisme.

Pour combattre l'Etat en place je dois à la fois avoir conscience d'appartenir à la classe des exploités et l'Etat doit présenter un caractère politique. Les conditions font défaut pour que j'acquiers une conscience de classe et l'Etat est dépouvu de caractère politique. Je ne peux pas le combattre pour le renverser et je dois m'en accommoder... et le tour est joué !

- "*Face à un tel Etat, il nous faut repenser les stratégies traditionnelles du conflit politique. Dans le paradigme sécuritaire, tout conflit et toute tentative plus ou moins violente de renverser le pouvoir fournissent à l'Etat l'occasion d'en gouverner les effets au profit d'intérêts qui lui sont propres. C'est ce que montre la dialectique qui associe étroitement terrorisme et réponse de l'Etat dans une spirale vicieuse. La tradition politique de la modernité a pensé les changements politiques radicaux sous la forme d'une révolution qui agit comme le pouvoir constituant d'un nouvel ordre constitué. Il faut abandonner ce modèle pour penser plutôt une puissance purement destituante, qui ne saurait être captée par le dispositif sécuritaire et précipitée dans la spirale vicieuse de la violence. Si l'on veut arrêter la dérive antidémocratique de l'Etat sécuritaire, le problème des formes et des moyens d'une telle puissance destituante constitue bien la question politique essentielle qu'il nous faudra penser au cours des années qui viennent.*"

Apparemment il a le temps, il doit bien vivre le bougre ! Abandonner "*ce modèle*", c'est abandonner la perspective d'un "*nouvel ordre*" social (au profit du nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière), qu'il serait possible de changer la société et le monde en nous débarrassant du capitalisme et son Etat. C'est justement parce qu'on a été incapable de saisir en quoi consistait "*ce modèle*" qu'on en est réduit à la situation actuelle, et non parce qu'il serait devenu obsolète ou dépassé.

Passons sur le fait qu'il ignore ou occulte que le terrorisme est produit par les Etats ou instrumentalisé par eux pour servir leurs intérêts politiques et économiques, justifier leurs "*Etats sécuritaires*", leurs Etats policiers, leurs dictatures.

La révolution, qui voit déferler des millions d'exploités contre les conditions que leur réservaient les capitalistes parce qu'ils ont épuisé tous les moyens politique pour parvenir à en changer et doivent se résoudre à s'emparer du pouvoir politique par la force pour satisfaire leurs revendications sociales légitimes, se ramènerait finalement à un vulgaire concept, "*la tradition politique de la modernité* ", donc la révolution ne serait pas le produit du combat politique que se livrent les classes entre elles pour leur survie respective, la politique ayant été évacuée de son interprétation de la société réduite elle-même à une idée en lieu et place de rapports matériels, objectifs, sociaux, déterminant leur place et leur rôle dans la société, leur avenir aussi, l'avenir de la société ou de la civilisation humaine, de l'humanité.

Si on ne bénéficiait pas des précieux enseignements de la lutte des classes du passé (dont malheureusement on s'est écarté) qui prouvent que jamais la classe au pouvoir ne le cédera autrement qu'en étant chassé par une révolution prolétarienne, on serait prêt à lui accorder le bénéfice du doute, mais là c'est totalement impensable, impossible. Jamais dans aucun pays du monde depuis l'avènement du capitalisme il y a plus de trois siècles la classe ouvrière n'a réussi à parvenir au pouvoir en empruntant la voie légale ou institutionnelle.

Giorgio Agamben - Philosophe, auteur entre autres de *L'Homme sans contenu*, Circé, Belval (Vosges), 2013.

Sans blague, il a dû écrire sa biographie !

Il faut être de gauche pour publier un article pareil.

ACTUALITE EN TITRES

Il a le vôtre et c'est déjà pas mal !

François Hollande ne tiendra pas «*avec le seul soutien du Medef*», tacle Marie-Noëlle Lienemann - 20minutes.fr

Hollande et son gouvernement, le PS ultra minoritaire dans le pays, illégitimes.

- Economie: Plus de huit Français sur 10 ne font pas confiance au gouvernement - 20minutes.fr

A la question «*Faites-vous plutôt confiance ou pas confiance au gouvernement pour obtenir des résultats concrets en ce qui concerne*» la lutte contre le chômage, 85% des sondés répondent par la négative. Concernant l'amélioration de la croissance, le chiffre atteint 84% et à propos de la réduction des déficits, il atteint 82%.

Outre le niveau de crédibilité économique du gouvernement, le sondage contient un second volet sur «les priorités des Français pour les prochains mois». Sans surprise, la lutte contre le chômage arrive en tête des thèmes «*tout à fait prioritaires*» avec 70%, devant la santé (56%), la «*lutte contre la délinquance* » (53%) et le «*relèvement des salaires et du pouvoir d'achat*» (50%). 20minutes.fr 16.08

Il y a une seule réponse au fascisme sioniste : Le peloton d'exécution !

- Il n'y a pas de réponse unique et simple au «*fascisme islamique*» - Slate.fr

Parce qu'ils s'accommodent du «*fascisme islamique*» en Lybie, en Syrie, etc., des régimes de Doha, Riad ou Istanbul.

Il n'y aura plus d'Irak du tout !

- Il n'y aura pas d'Irak démocratique sans Kurdistan prospère - Slate.fr -

Vive Bruxelles !

- Bruxelles juge "*indispensable*" une hausse des salaires en Allemagne - Francetv info

Le commissaire européen chargé de l'Emploi regrette les "*excédents commerciaux excessifs*" de l'Allemagne, "*qui font du tort à ses voisins européens*". Francetv info 16.08

En France, les pauvres et les miséreux ne sont pas concernés.

- Derrière la pénurie au Venezuela, la débâcle des entreprises publiques - AFP

Ils l'ont fabriquée pour mieux l'instrumentaliser.

- Violences: Toulouse craint une «*radicalisation*» comme à Marseille - LeFigaro.fr

n homme a été tué par balles dans un quartier sensible de la ville la nuit dernière. Il s'agit du quatrième assassinat en huit mois. LeFigaro.fr 16.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment l'UE livre l'économie de tous les pays à la dictature des multinationales.

- L'Europe et le Canada disent « *oui* » à la justice privée - Le Monde

C'est un document aride de 519 pages qui, en temps normal, n'aurait jamais attiré l'attention de quiconque en dehors du cénacle des multinationales et des spécialistes du commerce international. « *Fuité* » le 13 août par le journal télévisé allemand « *Tagesschau* » sur son site, le texte confidentiel de CETA, l'accord de libre-échange conclu entre l'Union européenne et le Canada, a pourtant été accueilli avec grand intérêt. Et pour cause : il montre que l'Europe a accepté de déléguer une partie de sa justice à des tribunaux arbitraux privés. Une répétition générale avant d'appliquer cette logique à grande échelle avec le traité transatlantique Europe–Etats-Unis ?

Comme de nombreux traités commerciaux signés ces vingt dernières années (mais c'est une première pour l'Europe), le CETA (« *Comprehensive Economic and Trade Agreement* ») installe un tribunal privé au nom barbare : le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats, appelé ISDS en anglais.

Si elles s'estiment lésées par les décisions des Etats dans lesquels elles exercent leurs activités, les entreprises canadiennes

et européennes pourront porter plainte devant cette instance composée non pas de juges professionnels, mais d'arbitres triés sur le volet, le plus souvent issus de grands cabinets d'avocats d'affaires. (...)

Délocaliser le règlement des conflits vers un tribunal arbitral permettra également, selon les entreprises, une plus grande neutralité dans les décisions, les juridictions nationales étant susceptibles d'être influencées par les Etats attaqués.

(...)

Plus généralement, les craintes se focalisent sur l'absence de garde-fous dans l'ISDS : les arbitres sont libres de livrer leur propre interprétation de notions juridiquement floues comme « *l'utilité* » d'un investissement, ou « *l'expropriation indirecte d'un investissement* ». Il n'existe aucun mécanisme d'appel ou de responsabilisation des arbitres. lemonde.fr 16.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

Irak: "*Daesh ne maitrise plus la situation*" - french.irib.ir

Tous les protecteurs des groupes terroristes sont d'avis qu'ils ont perdu le contrôle de la situation, a déclaré Houchiyar Zebari, ancien ministre irakien des Affaires étrangères.

Tous ceux qui ont aidé Daesh et l'ont soutenu sont actuellement parvenus à cette conclusion qu'ils ont perdu le contrôle de Daesh, a ajouté ce samedi Zebari lors d'un entretien avec Euronews en allusion aux conditions actuelles de l'Irak, découlant des crimes des daeshistes. Zebari a tenu pour responsable de la montée du phénomène de Daesh, tous les pays qui ont soutenu les groupes terroristes opposés au gouvernement syrien. french.irib.ir 16.08

2- Israël

2.1- Gaza : tout ce qu'Israël ne pourra plus empêcher - french.irib.ir

Après la presse israélienne, la presse occidentale réputée pro israélienne dresse un constat quasi unanime d'échec de l'équipée militaire israélienne contre Gaza : Le Figaro souligne une impasse stratégique dans laquelle Israël a été entrainée à la suite de son offensive Roche invincible : " *comme on dit, les événements se déroulent une fois sous forme de comédie, une autre fois sous forme de tragédie*".

La récente offensive israélienne contre Gaza ressemble à celle lancée par Israël en 82 contre le sud du Liban. En passant en revue toutes ces années, on pourrait bien conclure qu'Israël n'a tiré aucune leçon de sa guerre de 82 . l'aventure libanaise a coûté 1000 soldats à l'armée israélienne et un massacre, celui de Sabra et de Shatila qui a nettement terni son image auprès de l'opinion internationale. Au cours de cette "*mésaventure*", Israël a mis définitivement sur son dos, les chiites libanais et a préparé le terrain à l'émergence du Hezbollah. Idem à Gaza. En s'attaquant au Hamas, Israël a porté de l'eau au moulin de ce mouvement et d'autres mouvements palestiniens au détriment des groupes laiques palestiniens, à savoir le Fatah. Le Nouvelobs n'est pas non plus trop tendre avec Israël bien que son article est signé Jean Daniel, juif de confession et sioniste de conviction : " *la mémoire de l'holocauste ne peut plus servir de gardien pour Israël. désormais, le monde entier sera l'ennemi de l'Etat d'Israël. L'holocauste ne peut plus lui offrir une ombrelle protectrice. Aux yeux du monde, Israël n'est plus une victime. L'offensive contre Gaza a été une erreur historique, une erreur irréparable. Et le Hamas, au titre d'un tout petit groupe est le plus grand gagnant de la guerre contre Gaza*".

Huffington Post fait publier une autre analyse signée David Hirst qui dit : " *les autorités israéliennes prétendent avoir porté un coup dur au Hamas ; cette affirmation contredit celle des services secrets israéliens qui eux continuent à attribuer au Hamas la détention d'un arsenal composé de 3000 missiles de courte et de moyenne portée. L'impact extrémement négatif de cette guerre pour Israël aura été la dynamique d'unité et de cohésion que l'armée israélienne est parvenue à créer dans les rangs des palestiniens. Au delà Israël a rapproché le Hamas de ses alliés régionaux, ceux que l'affaire syrienne avait fait éloigner du Hamas*" et Hirst d'ajouter : " *le Hamas et le Jihad islamique ont prouvé à l'armée israélienne qu'ils sont bien plus prêts qu'ils n'en ont pas l'air*". Le dernier clou, c'est le théoricien américain, Immanuel Wallerstein qui le plante : "*le Hamas est sans nul doute le grand gagnant car c'est la bataille de l'opinion qu'il a gagné* ". french.irib.ir 16.08

2.2 - Les ports américains et canadiens bientôt fermés à Israël? - french.irib.ir

Les activistes des droits de l'Homme, aux Etats-Unis et au Canada, ont l'intention d'empêcher les cargos du régime sioniste d'accoster dans les ports de l'Ouest, a-t-on appris d'Al-Alam.

Cette décision a été prise, en réaction à la demande des syndicats palestiniens et de l'Afrique du Sud, d'accuser Israël d'avoir violé les droits de l'Homme des Palestiniens, notamment, lors de la récente offensive contre la bande de Gaza, qui a fait 1.900 martyrs, selon ce rapport. La Palestine nous a demandé d'intervenir. Les travailleurs palestiniens, ainsi que les syndicats commerciaux de la fédération générale de la Palestine, ont demandé aux travailleurs, à travers le monde, de ne pas toucher les marchandises israéliennes, lit-on dans ce communiqué. Une protestation devra avoir lieu, samedi, à Oakland et en Californie, et une autre, à Seattle et Vancouver, dans les semaines à venir. Zim, compagnie israélienne de navigation, est visée par ce plan, selon les activistes des droits de l'Homme. Si ce plan est couronné de succès, il affectera de manière efficace la flotte de transport d'Israël, au large des côtes Ouest des Etats-Unis et du Canada. Les planificateurs de ce plan sont d''avis que la carrière de Zim est marquée par l'antécédent d'avoir soutenu l'occupation d'Israël. french.irib.ir 16.08

Haut de page

Le 18 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles en fin de journée ou demain matin.

Deux systèmes économiques se côtoient ou se chevauchent.

- La monnaie scripturale détruit les États ! - Liliane HELD-KHAWAM - legrandsoir.info 17.08

Extraits.

Subprimes. Marché financier. Crise financière. Dettes publiques. Sauvetage de banques. Injection massive et dangereuse de liquidités par les banques centrales. (...). Les exemples du genre sont nombreux. Les scandales aussi. Pourtant tout cela a un dénominateur commun : la monnaie.

- ... une monnaie dite scripturale peu connue du grand public et parallèle à la monnaie centrale a fait son apparition. Comprendre ses mécanismes permet de mieux saisir les dérives actuelles tant financières que politiques. Elle constitue l'épicentre du déclin de l'autorité des Etats et l'apparition d'une oligarchie mondiale qui se développe par le travail et l'argent d'autrui.

La monnaie scripturale est une monnaie bancaire. Elle existe par la volonté de n'importe quel établissement bancaire par simple écriture. Son développement doit beaucoup dans un premier temps à sa dimension pratique et sécuritaire. Pas besoin de porter de l'argent physique sur soi et de courir le risque de se faire voler. Le développement de l'informatique, des cartes de crédit et des virements automatiques a contribué à son essor.

Toutefois sa présence actuellement massive et le pouvoir illégitime qu'elle procure à certains nous oblige à l'étudier en attendant que les grands médias et autres politiciens en informent le grand public. En effet, c'est 90% de la masse monétaire mondiale qui est actuellement scripturale laissant un petit 10% à la monnaie centrale... Le choc est frontal entre la création de richesses scripturales et de fait spéculatives d'une part et l'économie réelle fruit principalement du travail d'autre part... Voilà pourquoi la destruction des emplois et de l'économie peut cohabiter en très bonne intelligence avec des indices boursiers au firmament. Un petit groupe se détache du monde réel en captant le fruit de l'activité réelle grâce à laquelle il s'enrichit de manière exponentielle. Anormal ? Plutôt vital !

Un petit retour dans les années 70 est utile pour comprendre la genèse de ce dysfonctionnement. En 1971, le président étasunien Richard Nixon met un terme unilatéral à la convertibilité-or du dollar, puis en 1976, les Accords de la Jamaïque viennent sceller le système des changes flottants et l'élimination du rôle de l'or du système monétaire international. Sous l'impulsion des États-Unis, relayés par la suite par le FMI, la plupart des États ont renoncé à la couverture or. Grâce à ce désarrimage, l'emploi de la monnaie scripturale a littéralement explosé et l'or des Etats vendus massivement au plus bas...

L'industrie bancaire s'est donc vue octroyer ce privilège ultime de créer de la monnaie. En toute légalité mais en parfaite illégitimité... Elle en a tellement inondé le marché que la monnaie n'a plus de lien avec la réalité économique ou la richesse réelle. De plus, cette présence massive a une conséquence immédiate : la dilution de la valeur de la monnaie. Cela nous concerne tous en tant que salariés, épargnants, retraités... C'est une « *arme de destruction massive* » qui a généré entre autres la crise des subprimes qui gangrène la société voire l'humanité dans un silence assourdissant !

Voici 3 manières possibles qui permettent à n'importe quel banquier de fabriquer de la monnaie :

Grâce à l'argent des déposants et épargnants. Il est admis que si un client A déposait 100.- de cash en billets. 100.- de monnaie scripturale seront portés à son compte et les 100.- en billets remis dans le circuit. La masse monétaire à disposition de la banque – et donc du marché financier – est doublée. La banque peut alors disposer à tout moment et en toute liberté de cette somme. Il lui est en principe juste demandé de pouvoir rembourser le client à tout moment. Dans les faits, les banques précisent que l'accès à l'argent est possible « *dans la limite des stocks disponibles* »... ou plafonnent les prélèvements selon la nature du compte (épargne par ex).

Toujours officiellement, elle devrait maintenir dans le cas de A 8.- (8% rarement respecté par les grandes banques) sous forme de fonds propres. Les 92.- restants peuvent servir quant à eux à des placements, crédits,... A leur tour ces 92.- peuvent constituer les 8% d'un nouveau volume monétaire à créer. Les 92.- de A offrent une création monétaire scripturale équivalente à 1150.- à la banque. Les 92% de ce nouveau volume ont été créés de rien. Simple privilège. La banque a modifié la masse monétaire hors de toute économie réelle. Cette somme devenue « propriété personnelle » de la banque peut être investie en toute liberté sans aucune restriction avec la jouissance exclusive des gains engrangés. C'est donc par le bien d'autrui qu'elle a multiplié ses activités lucratives et les gains....

En revanche, cette « *propriété personnelle* » est provisoire car si A venait à retirer ses 100.- de la banque, 100.- seraient immédiatement détruits et les actifs en banque réduits d'autant. C'est pourquoi en cas de défiance et de retraits massifs, les banques peuvent en théorie faire faillite et plonger le pays dans la déflation. Il ne faudrait donc pas s'étonner des restrictions et limitations récentes concernant les retraits bancaires ou de l'utilisation d'argent liquide. Cette tendance devrait aller en s'intensifiant.

Grâce aux crédits. Un client B se présente à la banque avec un bien actuel ou même futur (récolte, immeuble à construire,..) et demande un prêt de 100.-. La banque va inscrire les 100.- qu'elle prête à son actif et le bien en tant que garantie à son passif. Le système bancaire considère qu'il y a création monétaire et croissance de la banque à hauteur de 100.

Quand le débiteur est un gouvernement ou une institution bien classé par les agences de notation, la banque n'a besoin d'aucun fond propre pour la couvrir en cas de risque !

La chose est tellement avancée qu'en zone euro 93 % de la masse monétaire est créée par émission de crédits ouverts par les banques commerciales. Ceux-ci comprennent aussi les dettes publiques ou les crédits d'investissements qui sont une source de croissance et de richesses extraordinaires des établissements financiers.

Que se passe-t-il en cas d'insolvabilité du client, le bien mis en garantie appartient à la banque (maison, titres,...). Elle peut donc s'approprier des biens réels grâce à une simple écriture avec, en prime, la possibilité de revendre le bien avec profit... Lors des subprimes, des propriétaires insolvables ont été jetés à la rue, les biens transférés aux banques et les trous générés dans les fonds propres de la banque renfloués par l'argent public (loi too big to fail)... Gains multiples garantis...

Toutefois, le jour où le client B rembourse son prêt, il y a destruction monétaire et la banque devra éliminer 100.- de son bilan. Le désendettement public ou privé met en danger les banques commerciales, car la destruction monétaire devient inacceptable, alors que le crédit représente désormais le cœur d'affaires des banques !

Grâce aux rentrées de devises. Un client A qui reçoit 100$ venant de l'étranger, sa banque locale peut augmenter son volume comptable et monétaire d'autant. Le contraire est aussi vrai si A décidait de virer les 100$ vers un compte à New York, la banque doit détruire de sa comptabilité une somme équivalente.

Nous sommes en présence de deux monnaies représentant deux entités qui se font face avec des intérêts divergents. Pourtant, il ne peut y avoir deux stratégies de politique monétaire simultanément au sein d'un territoire. Il ne peut y avoir qu'un seul patron.

Le rapport de force actuel donne un avantage clair net et indiscutable à la force de frappe de l'industrie financière privée. Avec cette prise de pouvoir sur la monnaie, les richesses réelles et virtuelles, elle est devenue le patron et donc l'autorité des États.

Grâce aux crédits privés et publics, la privatisation des services publics, sa toute-puissance pénètre tous les foyers, les entreprises, les administrations et les gouvernements. Les processus en cours de privatisation des services publics amplifieront encore plus le phénomène.

Au vu de ce qui précède et des usages de la culture des gouvernants en devenir, on peut envisager l'hypothèse suivante. Les pays disparaissent au profit de régions organisées telles une entreprise privée mises en concurrence et contrôlées financièrement de près. Dans ce scénario, l'habitant pourrait devenir à son tour un centre de coûts et de profits laissant sur le carreau les personnes vulnérables... La découverte des différents accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE, le Traité de Lisbonne, le Traité Transatlantique, donne quelque crédit à cette hypothèse... legrandsoir.info 17.08

C'est la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste au détours de la crise du capitalisme (accumulation phénoménale de capital depuis la fin de la Seconde guerre mondiale) de la fin des années 60 et le début des années70, pour assurer la pérennité du capitalisme et s'emparer du pouvoir politique à l'échelle mondiale, afin d'instaurer un nouvel ordre mondial dont elle serait le maître absolu.

Finalement c'est très facile à comprendre et à la portée de n'importe quel travailleur.

Il leur aura fallu près d'un demi-siècle pour créer les instruments financiers qui leur permettraient à terme de s'émanciper du système économique à l'origine de leur enrichissement et de leur pouvoir, qui jusque là était basé sur des rapports sociaux ou l'inégalité entre les classes, au profit d'une dictature implacable incarnant leur pouvoir absolu sur la totalité de la société ou du monde. Comment cela ?

Jusque là le système économique capitaliste reposait sur les inégalités entre les classe permettant à la classe qui détenait les moyens de production d'exploiter la classe qui devait vendre sa force de travail pour survivre, en extorquant aux travailleurs l'essentiel de la plus-value créée au cours de la mise en oeuvre du capital qui constituait son unique source de profit.
Donc, l'enrichissement des capitalistes était lié à la création de richesses au cours du procès de production.

L'accumulation du capital correspondait à un processus ou système fermé régi par ses propres lois ou contraintes, lié au départ à l'injection d'un capital initial dans la production de nouvelles marchandisses, qui par l'intervention de la force de travail se trouvait enrichi d'un nouveau capital, ce qui permettait d'augmenter le capital initialement injecté, le capitaliste subtilisant pour son propre compte une parti de la richesse ainsi créée, tandis que le reste était réinjecté dans la production et ainsi de suite.

L'ensemble de l'économie et du système capitaliste fonctionnait selon ce principe ou en dépendait directement; ce qui n'est plus tout à fait le cas de nos jours.

Les inégalités entre les classes qui constituent les fondements du capitalisme devaient engendrer inévitablement une lutte féroce entre ces classes pour accroître la part de la plus-value créés ou des richesses produites qui leur revenait afin de satisfaire leurs besoins respectifs, besoins que l'une ne pouvait satisfaire qu'au détriment de l'autre. Or il se trouve qu'au fil du temps leurs besoins n'ont cessé d'augmenter préfigurant un affrontement direct entre les classes dont l'enjeu serait le pouvoir politique.
Il fallait donc trouver un moyen de neutraliser la lutte des classes ou de s'émanciper d'un système économique qui l'alimente et faisait peser une menace permanente sur leur système économique. Il fallait parvenir à mettre en place progressivement un nouveau système économique qui ne reposerait plus sur les inégalités entre les classes qui présentaient trop de contradictions ou de contraintes et de dangers dans le but de s'en affranchir, de façon à assurer la pérennité de la société basée sur l'exploitation de l'homme de par homme sans qu'il ne soit plus possible de le contester ou de prétendre vouloir l'abolir.

Pour parvenir à cet objectif, il suffisait de déconnecter l'économie productive de l'industrie financière une fois que la première serait devenue totalement dépendante de la seconde, de façon à pouvoir créer autant de richesse qu'il en faudrait via la planche à billets et les banques centrales une fois débarrassées des limites et contraintes imposées par le système capitaliste ou plutôt pour se donner les moyens d'achever la transition d'un système économique à un autre.

Ils y parvinrent par un coup de génie en déconnectant la richesse disponible de son équivalent en or, en fait de toute équivalence puisque le coût de revient de la fabrication d'un billet de banque est insignifiant, dorénavant elle serait uniquement basée sur la monnaie fiduciaire ou papier produite à volonté par les banques centrales ou la monnaie fabriquée par les banques via le crédit ou la dette.

En faisant disparaître l'équivalent de la valeur de la monnaie en force de travail qui était contenu dans l'or, l'or étant une marchandise comme une autre pour faire bref, ils allaient pouvoir créer de la monnaie en quantité illimitée permettant à l'oligarchie financière de s'enrichir indéfiniment et de se soumettre le pouvoir politique, les gouvernements et l'ensemble des institutions financières ou politiques. Dès lors que la création de richesse se réduisait à un simple jeu d'écriture ou à faire tourner la planche à billets, il suffisait d'être le maître de la machine qui les fabrique et en contrôler la quantité en circulation pour devenir tout puissant, concentrer tout le pouvoir, sans équivalent ou concurrent non plus dans la société ou le monde.

Si on faisait le rapport entre les richesses réellement produites ou disponibles et la quantité de monnaie émise, on s'apercevrait qu'en ayant injecté des masses phénoménales de monnaie en circulation, ils ont réduit la valeur de la monnaie à zéro.

L'injection de capitaux fictifs ou fabriqués de toutes pièces dans l'économie allait parasiter l'économie productive au profit des multinationales détenues par les banquiers ou l'oligarchie financière. Une fois les Etats dépossédés de leur souveraineté pour avoir abandonné l'émission de la monnaie au profit des banques centrales ou des banques privés, tributaires des taux d'intérêts fixés par les banques pour emprunter de l'argent ou financer leur budget, totalement soumis au marché leurs dettes allaient atteindre des sommets, littéralement asphyxiés par ce pillage ou racket, il ne leur restait plus qu'à refermer le noeud coulant passé autour de leur cou pour finir de les étrangler et les contraindre à accepter de mettte en oeuvre une politique ultra réactionnaire dictée par la finance, privatiser à tour de bras ou livrer à la marchandisation tout ce qui pouvait l'être, liquider

tous les droits sociaux acquis par les travailleurs au cours de la lutte des classes de la période antérieure ou qu'ils avaient dû leur concéder, l'ensemble du dispositif s'achevant par la spoliation de leurs droits politique, il ne leur restait plus qu'à poursuivre leur oeuvre dans l'indifférence quasi-générale puisque aucun parti ouvrier n'a cru bon d'alerter les travailleurs sur ce qui était en train de se tramer, on ne peut même pas dire dans leur dos étant donné que la stratégie néolibérale remonte à cette époque, au début des années 70, et que Lénine avait tracé à grands traits dès 1919 quel en serait son contenu.

Maintenant, le vieux système capitaliste n'a pas disparu pour autant, il a été supplanté et tend à être remplacé par un système économique basé purement et simplement sur une dictature, où si les rapports sociaux ou les classes sociales demeurent, les lois de fonctionnement ou contradictions du capitalisme se trouvent évincés au profit de règles juridiques définies à la base au profit de ceux qui les ont rédigées (c'est l'objet du traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE notamment). Ce règlement qui entérine la domination de classe des capitalistes a pour fonction de fixer les nouveaux rapports entre les classes dépouillant les Etats et les citoyens de tout droit au seul profit des multinationales ou l'oligarchie financière. La privatisation à outrance conduit à vider de sa substance les rapports entre les classes une fois soumis à ce règlement qui aura valeur de loi sans que personne ne puisse la contester. Il s'agit de faire disparaître les notions de classe et de citoyen une fois chaque membre de la société atomisé, réduit à un matricule, dépouillé de tout pouvoir pour pouvoir agir sur la société. Le notion de classe se rapportant aux droits sociaux et celle de citoyen aux droits politiques, comme les deux doivent disparaître, à l'arrivée nous serons privés de tout droit, telle est la société qu'ils sont en train de fabriquer.

On comprend dès lors pourquoi ils peuvent dispenser généreusement de nouveaux droits à certaines minorités ou communautés, puisqu'au final elles se retrouveront logées à la même enseigne que le reste de la population, privées de leurs droits les plus élémentaires. On comprend également pourquoi ils entendent encadrer davantage le système bancaire, afin de concentrer davantage le capital de façon à mieux en contrôler l'usage conformément à leur stratégie, et ce n'est pas un hasard si la BCE a fait preuve de largesse en distribuant plus de 1.000 milliards d'euros à 800 banques des pays de l'UE et pas aux cinq ou six mille autres banques qui à terme sont sans doute appelées à disparaître.

Pour pouvoir à terme imposer leur système économique uniquement basé sur la concentration du pouvoir entre quelques mains en s'appuyant sur un règlement qui devra faire office de loi universelle pour l'éternité, il leur faut à tout prix pouvoir contrôler tous les secteurs déterminants ou importants de l'économie mondiale. A la standardisation du mode de vie, doit correspondre la standardisation du mode de consommation de la population, aussi peut-on prévoir que des produits et des métiers disparaîtront dans l'avenir, comme ce fut le cas tout au long du développement du capitalisme dans le passé. Les secteurs économiques qui échapperont à leur contrôle concerneront des produits marginaux ou non essentiels, produits pas des PME ou des artisans, tandis qu'ils contrôleront la production des marchandises et des services consommés par le plus grand nombre ou la quasi-totalité de la population car ils correspondent à des besoins élémentaires, ce par quoi ils ont fondé leur hégémonie devenu incontestable.

Que le taux de profit tendant inexorablement vers zéro, ils s'en accommoderont ou s'en serviront pour épurer le système capitaliste et renforcer leur pouvoir. Le capitalisme et plus particulièrement le cercle des capitalistes les plus puissants qui contrôlent des pans entiers de la production de marchandises, ne peut s'en sortir que sur le volume du profit réalisé, d'où la nécessité de rationaliser et de concentrer toujours plus le capital et la production, ce qui se traduit par la part de marché et le pouvoir grandissant des multinationales. A défaut d'ennemi suffisamment organisé et puissant pour contester leur pouvoir, qu'est-ce qui peut les empêcher d'avancer dans cette voie ? Rien, hélas ! Et il en ira ainsi aussi longtemps qu'on continuera de nier qu'un tel système est déjà à l'oeuvre et dans quelle perspective politique il s'inscrit.

Nos dirigeants en sont restés à la période d'après-guerre pour interpréter le fonctionnement de la société ou du capitalisme, tout comme leur conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis le début du XXe siècle. Ils ne veulent pas admettre que le capitalisme aurait dû s'effondrer depuis au moins 40 ans et qu'il a trouvé une parade pour se maintenir en vie. Ils ne veulent pas en tirer les conclusions qui s'imposent sur le plan théorique et pratique. Ils reconnaissent volontiers que le système capitaliste recourt à des méthodes mafieuses qui alimentent ces contradictions, mais cela ne les gêne pas le moins du monde qu'au lieu de précipiter sa chute comme ils l'affirment, au contraire cela leur permet de surmonter tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin tout en renforçant leur pouvoir politique.

La quasi-totalité des intellectuels dont j'ai lu des articles ne comprennent pas davantage comment se combinent les deux système économiques pour mieux nous asservir. Ils se posent les mauvaises questions ou se posent les bonnes questions à l'envers, du coup les conclusions auxquelles ils arrivent sont faussées, plus généralement ils aboutissent dans une impasse en nous livrant leur désarroi.

On ne vit plus au début ou au milieu du XXe siècle et le capitalisme n'en est plus là non plus.

Combien d'articles délirants avons-nous lu qui annonçait la chute du dollar et de la Bourse dans les mois qui venaient ; le retour à l'étalon-or ; l'impossibilité de l'impérialisme américain de supporter plus longtemps sa dette faramineuse, plus de 17.000 milliards de dollar, trois fois plus en ajoutant les dettes des entreprise et des ménages ; les produits dérivés qui représentaient 10 à 20 fois le PIB mondial selon les sources constituaient une menace mortel pour le capitalisme, tu parles ; l'impérialisme américain n'avait plus les moyens financiers pour assumer son hégémonie militaire à travers le monde, quelle mauvaise blague ! ; l'économie mondiale était vouée à exploser du jour au lendemain ont-ils répété inlassablement, on attend toujours ! ; tandis que

d'autres affirmèrent décennie après décennie que le régime et les institutions étaient à l'agonie, alors qu'en réalité ils n'étaient pas voués à s'effondrer, ils étaient en train de muter tranquillement, non sans certaines tensions, l'incohérence de leurs discours était flagrant ,car il suffisait de repenser que le capitalisme ne disparaîtrait jamais de lui-même pour appliquer la même conclusion au régime ou aux institutions, etc. Autrefois, il était impossible de venir en aide à un malentendant qui progressivement deviendrait complètement sourd, depuis grâce aux progrès de la science et de la technologie il est possible de remédier à cet état. C'est à croire qu'on vit dans un monde de sourds et d'aveugles.

J'ai employé volontairement des expressions ou des formules simples pour rendre accessible au plus grand nombre ma démonstration, sachant qu'elles ne correspondent pas forcément à l'emploi qu'en avaient fait Marx et Engels, je précise pour les "puristes" ou les orthodoxes du marxisme qui pourraient en profiter pour rejeter mon analyse, c'est si facile quand on ne veut pas se donner la peine de réfléchir, n'est-ce pas.

J'ai rédigé ce passage d'une traite ce matin et en début d'après-midi. Evidemment, il faudrait développer ou étayer davantage cette analyse, ce ne sont pas les matériaux qui manquent. J'étais déjà parvenu il y a quelque temps à cette conclusion sans trouver le temps d'y revenir. L'occasion m'en a été donnée ici sous un angle différent qui m'a permis de la confirmer, sans que j'y tienne absolument notez bien, car après tout depuis le temps écoulé depuis ma précédente analyse les faits auraient pu la contredire, au contraire les mesures prises par la BCE (notamment) ont permis de l'étayer.

Face à une telle situation parfaitement inédite depuis que le capitalisme existe, on a tendance à être désemparé, sauf quand on est sclérosé au dernier degré, on a l'impression d'être en présence d'un ennemi au pouvoir tentaculaire, invincible, insaisissable, tout est fait pour, les conditions objectives pour une révolution semblent plus ou moins réunies dans quelques pays en Europe sans qu'aucune révolution n'éclate, s'en produirait-il une qu'elle serait vouée à avorter ou à être écrasée dans un bain de sang puisque les conditions subjectives ne sont pas mûres. Il serait plus juste de dire que les conditions objectives sont remplies partiellement au niveau de certaines couches des masses exploitées seulement.

Compte tenu des profondes transformations qu'a connu la société depuis plus d'un demi-siècle, on devrait s'interroger à nouveau sur le contenu à donner à ces conditions objectives et subjectives, qu'entendons-nous là précisément, car en dépend nos rapports avec les différentes classes et notre conception de la lutte de classe. Ces conditions ne peuvent pas être remplies spontanément, elles ne peuvent être réunies qu'exceptionnellement et on ne peut pas les provoquer du jour au lendemain ou leur substituer un autre contenu à volonté. Quel qu'en soit le contenu, il doit être le produit d'un long processus de mûrissement. Certains facteurs comme la faiblesse ou l'isolement du gouvernement et des institutions nous sont favorables, le rejet des partis institutionnels, la méfiance des masses envers les médias, l'accès à des moyens d'information alternatifs critiques envers le capitalisme, l'élévation du niveau intellectuel en général.

D'autres au contraire ne favorisent pas leur prise de conscience de la nécessité de passer à l'action pour se débarrasser du régime, le mode de vie ou niveau de vie élevé de la majorité des travailleurs par rapport à autrefois, même voués à des difficultés grandissantes du moment ils peuvent toujours y faire face d'une manière ou d'une autre, les avantages qu'ils tirent de leur statut social et qu'ils interprètent comme un bienfait du capitalisme, tous les moyens qui ont été développés et qui ont été mis à leur disposition pour les distraire (ou les abrutir complètement) de leur condition d'exploités à laquelle ils ne pensent pas ou si peu.

L'hétérogénéité des masses ou des situations auxquelles elles sont confrontées posent problèmes dès lors qu'on les néglige ou qu'on y accorde trop d'importance. S'il faut adapter notre discours en fonction des couches auxquelles appartiennent les travailleurs avec qui on discute, c'est uniquement pour prendre conscience sous quel angle ils perçoivent la société, afin d'adapter les questions qu'on est amené à leur soumettre pour qu'ils en perçoivent la pertinence, et au delà que la cohérence de notre analyse ou démarche leur apparaisse clairement. On part du principe que quelle que soit la situation dans laquelle se trouve le travailleur avec lequel on discute, il est impossible qu'il s'estime heureux dans cette société et qu'il n'ait pas envie d'en changer, que prétendre le contraire consistera à se leurrer hypocritement et que cet état est fort inconfortable. Comment franchement peut-on donner un sens à sa vie dans une telle société en pleine décomposition, dans un monde où quotidiennement sous vos yeux s'étalent des scènes de guerre et autres abominations ? Est-on destiné à vivre indéfiniment dans un monde aussi pourri ? En quoi serait-ce légitime ? Pourquoi devrions-nous nous y résoudre sachant que c'est une infime minorité qui nous l'impose ? Les arguments ne manquent pas pour que chaque travailleur se questionne sur sa condition réelle, sur sa vie, son sort, son destin, celui de ses enfants ou petits-enfants, ses amis, ses proches, ses collègues de travail, ou tout simplement n'importe quel travailleur dans le monde qui ne mérite pas le sort que le capitalisme lui a réservé. A suivre.

Meurtre raciste ordinaire au pays modèle de la démocratie.

- Jeune Noir tué par la police: Vibrant et combatif hommage à Ferguson - 20minutes.fr

L'avocat de la famille de Michael Brown, Benjamin Crump, s'est fait combattif, résumant les principaux griefs qui ont enflammé la communauté noire: la lenteur de l'enquête et la communication confuse de la police donnant l'impression d'accuser la victime. «*On va regarder de près l'autopsie, le rapport balistique pour voir le trajet des balles, on saura qu'il s'est agi d'une exécution*», a indiqué l'avocat. «*Quand on lève les mains en l'air, ça veut dire qu'on se rend. Tous les témoins ont dit qu'il (Michael Brown) avait les mains en l'air et que la police a continué à tirer*», a-t-il ajouté.

Comme pour appuyer ses dires, une chanson a été diffusée dimanche par le rappeur J Cole, «*Etre libre*», dédiée à la jeune victime. On y entend la voix de Dorian Johnson, ami du jeune Noir et témoin du drame, raconter: Le policier «a tiré encore et quand mon ami a senti qu'on lui tirait dessus, il est revenu sur ses pas et il a mis ses mains en l'air, il a commencé à se baisser, mais le policier s'est encore approché en brandissant son arme et il a tiré encore 7 fois et mon ami est mort».

- Etats-Unis: après une nuit de couvre-feu agitée, nouvel hommage à Michael Brown - AFP

Selon un ami de la victime, Dorian Johnson, les deux adolescents marchaient dans la rue quand un agent de police, identifié ensuite comme Darren Wilson, s'en est pris à lui. "*Le policier a pris en chasse Big Mike. Il a tiré et l'a touché dans le dos. Big Mike s'est retourné. (Il) a mis les mains en l'air. Le policier a tiré sur lui cinq ou six fois encore*", a-t-il rapporté au Washington Post via son avocat Freeman Bosley.

Une femme, qui n'a pas voulu être nommée, a raconté au Los Angeles Times qu'entendant du bruit, elle est allée à son balcon et a vu Michael Brown "*lever ses mains en l'air et crier "Ne tirez pas!". Le policier a continué à tirer, (Brown) est tombé à genoux, en demandant qu'on l'épargne*", selon ce témoignage. AFP 17.08

Tirer à une certaine distance sur une personne non armée six ou sept balles, c'est faire preuve d'acharnement, de haine, cela s'appelle un homicide volontaire, un assassinat. Aucune circonstance atténuante ne peut être retenue dans ces circonstances : fusillé ! Mais quand le tireur est un policier, cela s'appelle de la légitime défense sous une dictature.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qu'on se le dise.

- Politique économique: le gouvernement inflexible, défiance record des Français - AFP

Le maintien par le gouvernement, envers et contre tout, du cap de sa politique économique conjugué à l'accumulation de promesses non tenues, alimente une défiance sans précédent des Français à l'égard de l'exécutif.

Il est "*hors de question*" de changer de politique face à la panne de la croissance, a réaffirmé Manuel Valls le chef du gouvernement au Journal du Dimanche, jugeant même "*irresponsables*" ceux qui, de plus en plus bruyants à gauche, appellent à une autre stratégie.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, dénonce une "*erreur*".

"*Il faut savoir réajuster une politique économique quand elle ne fonctionne pas, là visiblement, on ne réajuste pas*", plaide-t-il, mettant en garde contre un climat social "*tendu*" qu'une "*étincelle*" pourrait embraser. AFP 17.08

Chercher l'"*erreur*", pas du côté de Hollande qui remplit parfait son rôle de représentant du capital, mais plutôt du côté de Mailly qui voudrait nous faire croire le contraire. Normal, ils combattent dans le même camp.

Mailly demande à Hollande-Valls de "*réajuster*" leur politique économique, autant demander au bourreau d'aiguiser sa lame pour en finir plus rapidement. On n'est pas contre sachant qu'elle est à double tranchant...

ACTUALITE EN TITRES

Après les bagnoles...

- Rappel de boissons Mars, Snickers, Milky Way et Bounty, en raison d'une bactérie - 20minutes.fr

Attention, de la morgue aucun rappel n'est opérant !

La société la plus décadente du monde.

- Pourquoi les femmes sont en train de perdre et les homos de gagner aux Etats-Unis - Slate.fr

Warren Buffett pourrait vous répondre, parce que sa classe est en train de remporter la lutte des classes...

Haut de page

Le 19 août 2014

CAUSERIE

Mon épouse arrive demain matin, pourquoi qu'elle ne pète pas encore un plomb ! Avec deux femmes à la maison, je suis placé sous haute protection, non, je n'ai pas dit policière, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, pas même pensé.

Plus rien ne nous étonne, et vous ?

Suite de la causerie d'hier sur le système capitaliste.

Le capitalisme au stade suprême du capitalisme est passé de l'alliance de l'industrie productive avec l'industrie financière à l'hégémonie de cette dernière sur tous les rouages de l'économie.

Tandis que l'industrie productive ou manufacturière passait du stade de la concurrence entre capitalistes à la formation de monopoles pour aboutir plus tard à la constitution d'oligopoles, l'industrie financière allait fusionner banques d'affaires ou commerciales et banques de placements pour aboutir à des holdings financières embrassant la totalité des marchés ou des circuits financiers, monnaie et taux de changes, obligations ou bons du Trésor, matières premières.

L'interdépendance des deux volets de l'économie capitalisme allait sans cesse s'accroître au profit de l'industrie financière au point de dicter la politique et le sort réservé à l'industrie productive, d'autant plus facilement que les banquiers allaient devenir les principaux actionnaires de conglomérats composés de dizaines d'entreprises couvrant les secteurs clés de l'économie. La puissance financière et politique qu'ils allaient ainsi acquérir devait à terme leur permettre de peser sur le cours de l'économie de certains pays ou de l'économie mondiale, ainsi que sur la politique de leurs gouvernements ou l'orientation des institutions politiques et financières internationales.

Le pouvoir qui leur avait été accordé de battre la monnaie et d'en contrôler la quantité en circulation, allait leur donner à termele pouvoir sur l'économie mondiale et tous les Etats, dès lors que la création monétaire n'avait plus d'équivalent. Hier nous avons évoqué la BCE qui a distribué à un taux d'intérêt proche de zéro 1.000 milliards d'euros à 800 banques de l'UE, immitant la Fed qui a fabriqué des milliers de milliards de dollars qu'elle a distribué aux principales banques ou institutions financières américaines, tandis qu'aussi bien dans l'UE qu'aux Etats-Unis des milliers d'autres banques seraient privées de ce financement ou de cette facilité bancaire. La BCE et la Fed n'ont pas agi de la sorte en tirant au sort dans un chapeau les établissements qui allaient bénéficier de leur largesse.

De la même manière certaines entreprises petites ou grandes endettées voient rejeter leur demande de nouveaux prêts et sont condamnées à mettre la clé sous la porte ou à se vendre au plus offrant, à être absorbées par un concurrent plus puissant. Ce processus est lié à la baisse du taux de profit et à la concurrence sur le marché mondial, qui pour y faire face nécessite de produire toujours plus pour réaliser un volume de profit toujours plus important (ce qu'ils appellent la croissance), tout en rationalisant ou concentrant toujours davantage la production et les capitaux car tout nouvel investissement mobilise des sommes toujours plus colossales, hors de portée évidemment d'une moyenne entreprise ou d'une grande entreprise isolée ou qui n'intervient que sur un segment de l'économie.

Epurer le système bancaire et productif afin de mieux les contrôler, telle est la règle du jeu qu'ont fixée les dirigeants du capitalisme mondial, parce qu'elle indispensable pour assurer la pérennité du système capitaliste ou plutôt de l'exploitation de l'homme par l'oligarchie qui détient le pouvoir. Nous nous étions arrêté là hier.

L'injection continue de monnaie dans l'économie sert à palier les lacunes ou contradictions inhérentes au capitalisme qu'ils savent sinon condamner à l'effondrement. Leur emprise sur l'économie mondiale dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer, lorsqu'on observe par exemple qu'ils sont parvenus à acheter et revendre (plusieurs fois) en empochant un énorme profit la production mondiale de soja avant même qu'il ait poussé ou encore 40% de l'alumimium, ce qui leur permet de spéculer à la fois à la hausse ou à la baisse sur son cours et d'être gagnant à tous les coups. Ces redoutables prédateurs ont donc acquis un pouvoir colossal avec lequel personne ne peut rivaliser, d'où la subordination totale des différents acteurs politiques à leur pouvoir.

L'injection continue de quantité phénoménale de monnaie dans l'économie sert davantage à assurer la transition vers un nouveau système économique et un nouveau modèle de société plutôt que sauver le système économique actuel et la société qui va avec, pour s'en assurer on constatera qu'au lieu de camoufler sa décomposition ou de tenter de sauver les apparences, toutes les mesures qu'ils sont amenés à prendre conduisent à amplifier cette tendance comme si elle était inévitablement condamnée à pourrir sur place, à être synonyme d'inégalités et d'injustices croissantes, au chaos ou au règne de la barbarie. Que leur nouvel ordre mondial se confonde avec cet état de putréfaction de la société ou qu'il s'en accommode, qu'il y conduise de fait, ne doit pas nous induire en erreur ou nous amener à la conclusion qu'il serait uniquement dû au vieux système capitaliste et à ses lois de fonctionnement ou ses contradictions, car ils se sont donnés les moyens de contourner ces obstacles. Cela ne règle pas tous leurs problèmes, loin s'en faut et heureusement sinon notre combat serait perdu d'avance. Disons que cela leur permet de patienter et d'avancer.

C'est tout de même étrange qu'on puisse se réclamer du matérialisme dialectique et que lorsqu'un processus dialectique est à l'oeuvre sous nos yeux, on soit incapable ou on refuse de l'admettre ou de le discerne, cette réflexion nous renvoie aux premiers paragraphes de cet article.

L'endettement d'un Etat de quelques centaines ou milliers de milliards de dollars ou d'euros selon son importance ou son poids dans l'économie mondiale à des milliers ou dizaines de milliers de milliards serait finalement du pareil au même, à aucun moment la quantité ne se transformerait en qualité, on devrait se convaincre que rien n'a changé, que le système économique est certes gangrené par la finance et la spéculation, mais que tout compte fait il serait demeuré identique à ce qu'il était il y a deux ou trois siècles. La capitalisation boursière des entreprises n'a rien à voir avec les profits qu'elles sont en mesures de dégager, à une autre époque cela aurait été suffisant pour que la confiance des investisseurs s'effondre et la Bourse avec, mais tel n'est pas le cas, au contraire elles battent record sur record. L'endettement des Etats-Unis a atteint un tel degré qu'en temps normal il aurait dû procéder à une dévaluation de sa monnaie, mais là ce ne serait pas le cas, ce ne sera pas nécessaire puisque le dollar n'a déjà plus aucune valeur ! Il n'a une valeur qu'au niveau des marchés des changes, pour le reste sa valeur est inférieur à celle du papier hygiénique. Là encore on ne voudra pas admettre que les critères qui avaient cours autrefois sont devenus obsolètes, on préfère s'y raccrocher comme une planche pourrie qui va finir par se déségréger complètement et nous entraîner vers une issue fatale. La bible du Capital en main on en est encore à faire de petits calculs sur le taux profit pour estimer la viabilité du capitalisme ou les jours qui lui reste encore à vivre, à ce compte-là ce n'est pas en jours qu'il faut compter mais en décennie, en siècle !

L'injection continue de monnaie agit sur l'économie comme un accélérateur de particules jusqu'à leur désintégration, qui ne produit pas du vide mais libère une énergie ou produit autre chose. Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, cet axiome est valable pour le système économique, pourquoi ne le serait-il pas, on est tout de même en droit de se poser cette question. Souvent on parle de sommes gigantesques d'argent qui se sont volatilisées, mais pas pour tout le monde, elles sont bien passées quelque part. Idem quand il s'agit de forces productives détruites en masse, elles ont permis à d'autres forces productives de prendre le relais qui présentent la caractéristique de produire davantage de profits ou d'accroître l'exploitation de la force de travail. Que les forces productives se transforment en forces destructrices, c'est un fait, mais elles produisent de la plus-value, du profit, demandez-le aux marchands de canons si vous n'en êtes pas convaincus, à mon avis ils n'ont rien de philanthropes. Et quand elles servent à produire d'énormes destructions, à ravager des pays entiers, elles font oeuvres utiles pour faire marcher la machine capitaliste de reconstruction source de nouveaux profits.

On ne peut donc pas se contenter du discours qui consistent à admettre qu'effectivement des dizaines et dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros sont bien injectés dans l'économie sans chercher à comprendre comment cela se traduit à tous les échelons de la société, comment fonctionne de nos jours le système économique en intégrant ce facteur déterminant, sachant qu'il n'existe pas d'équivalent dans le passé. Donc toute référence en arrière nous sera d'aucune utilité pour le comprendre, il suffit juste d'observer ce qui se passe et quelle influence il a sur les autres facteurs, comment il modifie certains rapports et finalement transforme en profondeur le système économique sur le plan quantitatif et qualitatif, ainsi que les rapports à l'intérieur de la classe dominante dont on peut observer quotidiennement les tensions et contradictions.

S'agissant de notre classe, c'est très simple, il agit comme un coup de massue, un rouleau compresseur, une machine à broyer, à nous de voir maintenant si on décide de l'affronter ou si on se résout au sort qu'il nous a réservé.

Il existe un tas de dictons ou proverbes populaires consacrés au pouvoir de l'argent ou à ses vertus peu envieuses, l'argent est un bon serviteur et un mauvais maître, l'argent ne fait pas le bonheur, l'argent n'a pas d'odeur, le nerf de la guerre... Il permet de tout acheter ou corrompre ou presque, le pouvoir politique en particulier, là il existe peu d'exceptions à part les militants qui combattent résolument pour le socialisme.

Pour parvenir à instaurer un monde qui ne serait plus régit que par un règlement de police rédigé par l'oligarchie financière, car il s'agit bien de cela avec leur traité de libre-échange transatlantique et transpacifique, ils sont prêts à dépenser sans compter, ils l'ont suffisamment illustré depuis 2008, n'est-ce pas ?

On poursuivra une autre fois, pour terminer on a pu observer également que les masses pouvaient résister, que des mobilisations massives pouvaient se produire sans que cela ne change quoi que ce soit, et en règle générale il devient de plus en plus difficile de mobiliser les travailleurs.

Alors chacun y va de sa petite explication pour le justifier, pour aboutir au même constat auquel nous devrions arriver si nous écoutions les représentants de la classe dominante, c'est la fatalité, c'est ainsi, on n'y peut rien, c'est la faute à personne... Si au moins on essayait de rompre avec ce discours qui se réduit à étaler notre impuissance à changer le cours des choses ou notre ignorance, ce qui n'est pas vraiment fait pour inspirer confiance et c'est bien normal puisqu'il est creux ou incohérent, si on s'employait à essayer d'aider les travailleurs à mieux comprendre le fonctionnement du capitalisme afin d'élever leur niveau de conscience politique, peut-être qu'à un moment donné la quantité se transformant en qualité on pourrait se donner les moyens d'entrevoir la situation sous un angle nouveau dès lors qu'on pourrait y jouer un rôle déterminant. Nous n'y sommes jamais parvenus, ce n'est pas faute d'avoir essayé diront de nombreux militants, et bien dites à vos dirigeants de corriger au plus vite leur copie, qu'ils cessent de reproduire indéfiniment les mêmes erreurs en ménageant la chèvre et le choux et qu'ils tentent cette fois d'y parvenir car le temps presse, on sera toujours à vos côtés.

Le temps presse effectivement, il est 16h44, il y a quatre heures je rentrais quand j'ai croisé dans l'allée du lotissement où j'habite une jeune femme squelettique accompagnée d'une petite fille et d'un petit garçon en haillons, ils récupéraient tout ce qu'ils pouvaient revendre pour manger à midi. J'ai rempli son énorme sac de bouteilles en plastique et en verre et comme il était plein je lui ai dit de repasser dans l'après-midi pour le remplir à nouveau.

Une fois qu'ils étaient partis, avec Selvi nous nous mîmes à table l'estomac un peu serré. Elle m'a dit qu'elle lui donnerait trois saris défraîchis quand ils reviendraient, et de mon côté j'étais décidé à donner un paquet de gâteaux aux gosses et une somme d'argent à cette femme, sans doute 100 roupies, généralement les Indiens donnent une roupie. On en a parlé tout au long de notre déjeuner qui pour le coup fut envoyé rapidement. Selvi qui est pauvre m'a raconté qu'elle avait l'habitude de donner de l'argent ou de la nourriture aux miséreux et que son frère n'hésitait pas parfois à donner des centaines de roupies parce que c'est quelqu'un de très bon que ce malheur attriste profondément.

Des expériences comme celle-là on en vit très souvent ici, chaque fois qu'on va en ville on croise des miséreux. Pour finir cette femme n'est pas revenue et je m'en veux de ne pas lui avoir donné quelque chose, elle a dû être refoulée par le gardien posté à l'entrée du lotissement, je le connais bien, il est très con, il est pauvre et il n'aime pas les plus pauvres que lui, mon père était pareil.

Nouvelles du bled.

Cette info confirme ce que j'avais écrit au moment de la nomination de Modi du BJP comme Premier ministre. S'il n'entraine par l'Inde dans une confrontation militaire avec le Pakistan, ce sera uniquement parce que les Chinois avec lesquels l'Inde s'est rapprochée ne le souhaite pas, l'Inde de son côté ne pouvant pas se permettre de se couper d'un partenaire économique aussi déterminant pour son économie ou ses échanges commerciaux.

En même temps, les deux pays n'ayant jamais définitivement résolus les motifs de conflits qui les opposaient, Modi ne peut pas non plus se permettre politiquement de trop facilement céder face à la Chine sachant qu'elle soutient le Pakistan, tandis que les Etats-Unis et l'UE soutiennent l'Inde.

L'Inde et Modi sont pris dans un étau et doivent avoir deux fers sur le feu pour alternativement selon la situation et les enjeux se servir de l'un ou l'autre pour préserver le fragile équilibre qui existe dans leurs relations avec les différents pays dont l'économie indienne dépend, y compris la Russie.

- L'Inde renonce à des discussions de paix avec le Pakistan - Reuters

L'Inde a annoncé lundi qu'elle ne participerait pas aux discussions de paix qui devaient avoir lieu lundi prochain avec le Pakistan, mettant un brutal coup d'arrêt aux efforts diplomatiques pour renouer les relations entre les deux pays.

Le gouvernement indien a justifié sa décision en reprochant aux autorités pakistanaises de vouloir consulter les séparatistes du Cachemire avant la rencontre qui devait se dérouler à Islamabad. Reuters 18.08

Ici comme en Europe ou partout dans le monde on est submergé de produits made in China, ils concurrencent l'Inde dans des secteurs économiques qui jusqu'à présent étaient réservés à l'industrie indienne, bien d'équipement en tous genres notamment.

Lorsque récemment j'ai dû remplacé deux ventilateurs de fabrication indienne, j'avais le choix entre plusieurs modèles de différentes marques fabriqués en Inde et d'autres fabriqués en Chine, à prix égal j'ai opté pour Havells fabriqués en Chine parce que leur finition semblait mieux soignée.

Le chiffre du jour.

- Gaza: 2.016 Palestiniens ont été tués depuis début juillet - 20minutes.fr

Ukraine. Des lecteurs du Monde désabusés et pas seulement.

- Tetiana Tchornovol, la responsable anticorruption du gouvernement ukrainien démissionne. - lemonde.fr

Elle est l'une des figures de la révolution ukrainienne de la place Maïdan. Tetiana Tchornovol, responsable au sein du gouvernement ukrainien de la lutte contre la corruption, a annoncé sa démission lundi 18 août. Journaliste et manifestante de premier plan dans le combat pour la démission du président Viktor Ianoukovitch, elle avait été nommée au bureau anticorruption en février. Sur son blog hébergé par le journal en ligne Ukraïnska Pravda, elle dénonce un manque de bonne volonté du nouveau gouvernement dans la lutte contre la corruption.

« *Je voulais faire des choses utiles pour l'Ukraine. Maintenant je comprends que ma présence [au gouvernement] était vaine.* »

Tetiana Tchornovol était devenue célèbre grâce à ses enquêtes sur la corruption du régime de M. Ianoukovitch. Ses articles sur les résidences de luxe de l'ancien président avaient connu un important succès.

En mars, Tetiana Tchornovol se disait déjà perdue dans les rouages de l'administration, sans équipe, sans pouvoirs réels, démunie face au « dragon » de la corruption et critiquée par ses anciens camarades.

Chargée de travailler sur la liquidation des avoirs du clan Ianoukovitch, notamment d'immenses stocks d'hydrocarbures, la jeune femme de 32 ans avait été déçue de voir la corruption toujours présente au sein du nouveau gouvernement. Elle déclarait alors :

« *Tout en haut de l'échelle, la volonté politique est là, mais beaucoup de fonctionnaires et de politiques sont restés en place. Les anciens schémas de corruption, surtout, perdurent, même si la voracité n'a plus rien à voir avec l'époque Ianoukovitch. Il faudrait remplacer les hommes, mais où trouver les personnes assez expérimentées pour leur succéder ? Quant à la corruption, elle profite à trop de monde, y compris au sein du nouveau pouvoir.* » lemonde.fr 18.08

Sans blaque, il serait aussi pourri que le précédent ou pire encore ? Mais alors on s'est servi de vous, on vous a instrumentalisée.

Voilà à quoi conduit l'absence d'esprit critique qui consiste à croire les discours qui ont été conçus pour vous berner, dès lors qu'ils contenaient ce que vous vous vouliez entendre sans vous poser davantage de questions sur leus auteurs, cette simple question aurait suffit à vous en détourner et à comprendre leur objet véritable.

Sans conscience politique on sera forcément manipulé un jour ou l'autre, c'est ce qu'il faut se dire, d'où notre combat inlassable pour mettre à la disposition des travailleurs ou des militants qui nous lisent, les instruments ou une méthode pour en acquérir une ou déjouer les pièges qui leur sont tendus, les aider à se poser les bonnes questions qui leur permettront de se forger librement leurs propres convictions.

Nous poussons même l'exigence ou la rigueur, l'honnêteté, jusqu'à refuser qu'ils nous fassent confiance ou adhèrent aveuglément à nos analyses ou idées, nous n'avons cessé de le répéter à intervalles réguliers. Les éléments que nous leur fournissons ont pour unique objectif de leur donner des points de repères afin de les aider à se guider parmi toutes les informations et analyses qui existent, c'est ensuite à eux d'en faire un bon usage,. En aucun cas il ne saurait être question de leur imposer quoi que ce soit, c'est un principe sur lequel nous serons toujours intransigeant, ils peuvent servir à les orienter, mais c'est à eux de se forger leur propre orientation politique ou d'interpréter la situation, personne ne peut ou ne doit se sustituer à eux pour faire ce travail, dans le cas contraire il est impossible de progresser et d'acquérir un véritable esprit critique, libre, même si c'est un grand mot.

Commentaire d'internautes abonnés au journal Le Monde

1- "*Qui a parle de "division blindee"? Vous aurez noté (si vous avez pris la peine de lire l'article) que la démissionnaire est surtout confrontée aux relents tenaces des habitudes Ianukovitchiennes. Mais tant que ça "sent l'intox de la CIA", c'est le principal.* "

2- "Monsieur : allez donc relire le Monde.fr de Samedi et Dimanche matin et vous y verrez reprendre comme pain béni que Kiev affirmait urbi et orbi avoir détruit une division blindée russe en Ukraine. Cher lecteur ce n'est pas parce que pour vous l'actualité démarre le lundi matin qu'il faut imprudemment railler ceux qui s'informent de façon continue."

3- "*Tient donc, alors que l'ont nous rebat les oreilles avec les qualités du gouvernement de Kiev et présente Poutine comme le grand Satan, curieux non ? Serions-nous mal informés ? Au fait on n'a toujours pas retrouvé le premier boulon de cette division blindée russe que Kiev prétendait avoir détruite samedi, curieux non ? Ca sent l'intox de la CIA tout cela, ce qui n'empêche pas Poutine d'être aussi un corrompu. Le Monde devrait recouper ses infos avant de lancer des relents d'intox* ."

4- "*Par conséquent, l'armée régulière ukrainienne est tout entière une espèce de milice fasciste qui va procéder d'un moment à l'autre à l'épuration ethnique des russophones. D'info intéressante en info encore plus intéressante, on progresse dans les écrans*

de fumée et le n'importe quoi. Autre info intéressante en provenance de Kiev: Le mouvement néonazi Pravy Sector qui avait lancé un ultimatum au ministère de l'Intérieur en menaçant d'organiser une marche armée sur Kiev pour que soient abandonnées les poursuites contre certains de ses membres et pour récupérer des armes "injustement confisquées" a obtenu satisfaction et va collaborer avec le ministère "en vue de protéger l'Ukraine contre la menace terroriste'"

5- "*On nous aurait menti ? C'est pas les gentils à Kiev!* "

6- "*On se croirait parmi nos banksters, nos kleptocrates, nos ploutocrates et nos évadés fiscaux.*"

7- "*Depuis le début je pense qu'il est absurde de soutenir le gouvernement de Kiev. C'est encore un de ces coups fourrés concoctés par la CIA, dont on connaît l'efficacité depuis le Vietnam en passant par l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, et la Syrie.* "

ACTUALITÉ DU JOUR

Une imposture peut en cacher une autre. Concours d'hypocrisie.

- Conjoncture: haro sur le gouvernement mais peu d'idées alternatives - AFP

Partis, syndicats, patronat critiquent la poursuite des choix économiques du gouvernement mais aucune idée alternative ne semble émerger, chacun renvoyant à l'Europe la responsabilité de la situation et le soin de lui trouver une solution.

Tous, y compris le responsable de Force ouvrière Jean-Claude Mailly, s'accordent sur une chose: c'est à l'échelle européenne que se trouve la plus grande part de la responsabilité d'une situation si dégradée. Et c'est donc à l'Europe de trouver la solution.

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand "*plaide (...) pour obtenir une nouvelle orientation monétaire et économique de l'Europe*"

Pour Mme Lienemann : "*On ne peut pas continuer à faire en sorte que l'Allemagne décide toute seule, en fonction d'abord de ses propres intérêts*". AFP 18.08

Il faut leur déclarer la guerre !

Heureusement que le gouvernement et le patronat n'y sont pour rien !

- "*La croissance est nulle*", "*les dirigeants aussi*", ironisent les éditorialistes - AFP

On retiendra que "*la véritable crise est celle de l'offre politique. La situation justifierait pleinement un gouvernement d'union nationale, privilégiant le courage de l'action sur les ambitions personnelles.*" de Jacques Camus (Groupe Centre France). Traduction : Ayez le courage de vous sacrifiez-vous en appliquant la politique dictée par Bruxelles et le FMI et réclamée par le Medef. AFP 18.08

- Le «*New York Times*» étrille la politique économique européenne - Liberation.fr

Il conseille de laisser filer le déficit et la dette qui sert de prétexte aux "*réformes structurelles*" qu'il appelle à amplifier, précisant pour «*faciliter le licenciement des salariés*». Liberation.fr 18.08

Ils envoient l'armée pour contenir la population qui réclame justice.

- Etats-Unis: le jeune Noir de Ferguson abattu d'au moins six balles - AFP

Michael Brown, le jeune Noir abattu par un policier à Ferguson (Missouri), a été atteint par au moins six balles, dont une fatale à la tête, mais ne présente pas de trace de lutte, selon les résultats préliminaires d'une autopsie demandée par la famille.

Selon Michael M. Baden, le légiste mandaté par la famille du jeune homme, aucun résidu de poudre n'a été relevé sur la peau Michael Brown ce qui signifie que l'arme se trouvait "*au moins à plus de 30 à 60 centimètres*", a-t-il ajouté. AFP 18.08

Reuters rectifie et précise :

Reuters - Le jeune homme a été atteint de deux balles à la tête, l'une au sommet du crâne et l'autre qui est ressortie près de son oeil droit.

"*Sa tête était tournée vers le bas*", a expliqué Daryl Parks, l'avocat de la famille de l'adolescent. "*Compte tenu de la nature des faits, cet officier de police devrait être arrêté*".

La famille de Michael Brown a appelé à des manifestations pacifiques et à un arrêt des violences alors que les forces de l'ordre sont accusées d'avoir fait usage d'une force excessive contre les protestataires.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé les autorités américaines à garantir le respect des droits des manifestants.

"*Il (Ban) appelle toutes les parties à faire preuve de retenue, et pour les responsables des forces de l'ordre à respecter les critères américains et internationaux face aux manifestants*", précise Stephane Dujarric, porte-parole de secrétaire général. Reuters 18.08

Les deux dernières balles tirées à la tête avait de toute évidence vocation à achever ou tuer ce jeune homme, alors que déjà atteint de quatre balles il ne présentait aucune menace pour ce policier.

Dès lors les faits établis sont suffisamment explicites pour accuser le policier d'assassinat, toute discussion inutile ou déplacée, ce qui n'est évidemment pas l'avis d'Obama qui a déclaré "*avec insistance qu'il entendait rester "prudent" sur le fond du dossier tant que l'enquête était en cours*" (AFP), du gouverneur et de la police, qui laisse planer le doute que la victime serait finalement le coupable, de quoi d'avoir eu le malheur de croiser un flic raciste à la gâchette facile.

Les autorités de cet Etat policier ne supportent que les manifestations qui ne remettent pas en cause leur régime ou qu'elles ont inflitrés, qu'elles ont elles-mêmes organisées ou encore dont l'orientation est conforme à leur politique.

Comme toujours Obama recourt au double langage pour justifier l'usage de la force contre le plus faible.

S'exprimant dans la soirée, le président Barack Obama a une nouvelle fois mis en garde lundi contre un usage excessif de la force face aux manifestant. « *Il est clair que l'immense majorité des gens manifestent pacifiquement. Je surveillerai dans les jours qui viennent que [la garde nationale] aide plutôt qu'elle n'aggrave la situation à Ferguson* », a-t-il prévenu.

M. Obama a par ailleurs mis en garde ceux parmi les manifestants qui auraient recours à la violence :

« *Si je comprends les passions et la colère nées de la mort de Michael Brown (...) piller [des magasins] ou attaquer la police ne peut que contribuer à faire monter les tensions, cela affaiblit la justice plutôt que cela ne la renforce.* »

Ferguson a connu sa pire nuit d'affrontements dans la nuit de dimanche à lundi. Le quartier général de la police a en particulier été « *la cible d'une attaque coordonnée* », et des projectiles ont été lancés sur des policiers. lemonde.fr 18.08

L'emploi de la force est légitime lorsque ce sont les puissants ou l'Etat qui en fait usage, Israël par exemple.

Maquillage diplomatique. La fausse piste du "***braquage***" réalisé par de vulgaires voyous.

Car le mode opération utilisé et les informations précises dont ils disposaient tendent à prouver qu'il s'agirait plutôt d'un règlement de compte au sommet de la monarchie saoudienne.

- Spectaculaire braquage d'un convoi d'un prince saoudien à Paris - AFP

"*C'est assez inédit comme braquage, ils étaient manifestement bien informés, c'est vrai que c'est assez rare comme mode opératoire*", selon la source policière.

"*S'ils étaient à la recherche de documents sensibles, l'affaire change de nature. On ne serait alors plus face à du grand banditisme, mais à quelque chose de plus complexe*", a confié un enquêteur.

Les premiers éléments recueillis accréditent la thèse de braqueurs "*assez aguerris*", et manifestement "*au courant de ce qu'ils allaient trouver en s'attaquant à cette voiture et non aux autres*", a-t-il expliqué.

"*Nous avons sans doute affaire à une bonne équipe de voyous lourdement armés et déterminés. Malheureusement une fois de plus*

on peut constater que ces individus n'ont aucunement peur de la police et des conséquences de leurs actes", a estimé Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance, deuxième syndicat des gardiens de la paix. AFP 18.08

Sinon à quoi bon ?

- Grande-Bretagne: les grands patrons gagnent 143 fois plus que leurs employés - AFP

"*Ces données montrent la hausse incroyable des rémunérations des dirigeants en comparaison de la plupart des travailleurs britanniques depuis trois décennies*", a souligné le think-tank High Pay Centre en diffusant ce rapport.

En 1998, l'écart de rémunération n'était "*que*" de 1 à 47, a ajouté cette association indépendante.

Pour parvenir à ce résultat, elle a comparé, pour chaque entreprise cotée à l'indice FTSE-100, la rémunération totale déclarée du directeur général (éléments variables compris) avec le salaire moyen des employés de la société.

Le directeur général du groupe de restauration collective Compass, Richard Cousins, a ainsi gagné en 2013 quelque 5,5 millions de livres (6,85 millions d'euros), 418 fois le salaire moyen d'un employé du groupe.

Celui du brasseur SABMiller, Alan Clark, a encaissé 6,5 millions de livres (8,1 millions d'euros), 360 fois la paye moyenne d'un salarié sous sa responsabilité.

"*Les statistiques officielles montrent que les salaires des travailleurs ordinaires diminuent, mais tout le monde ne souffre pas*", a pointé Deborah Hargreaves, la directrice du High Pay Centre.

En juin, les salaires (hors bonus) des Britanniques ont progressé de 0,6% sur un an, beaucoup moins que l'inflation (1,9% en juin), ce qui a entraîné une diminution de leur pouvoir d'achat.

La rémunération des dirigeants - qui comprend le salaire, plus les bonus et autres éléments variables - est déclarée par les entreprises cotées dans leur rapport annuel.

Pour le salaire moyen des employés, l'association High Pay Centre a utilisé les données publiées par le cabinet Pensions and Investment Research Consultants (PIRC). AFP 18.08

En complément

- Bonnes perspectives de dividendes en Europe malgré la conjoncture - Reuters

Heureusement encore avec les risques qu'ils prennent, enfin !

ACTUALITE EN TITRES

Qui en douterait ?

- Le pacte de responsabilité est la bonne solution, juge Gattaz - Reuters

Peut-être celle qui les relie à leur bourse, mais pas celle qui les relie au capitalisme.

- Thierry Mandon accuse les "*frondeurs*" PS de "*couper la corde de la cordée*" - AFP

Les proies faciles du régime.

- «*À part la radio et la télévision, je n'ai pas de contact*» - LeFigaro.fr

D'après la dernière étude de la Fondation de France, cinq millions de personnes sont aujourd'hui touchées par l'isolement et la solitude.

Selon l'étude annuelle de la Fondation de France, cinq millions de Français souffrent de la solitude, soit un million de plus qu'en 2010. Les personnes âgées sont particulièrement touchées: si 16% des plus de 75 ans étaient seuls en 2010, ils sont désormais 27%, notamment suite au décès de leur conjoint, une perte d'autonomie et/ou à l'éloignement de leurs enfants. LeFigaro.fr 18.08

La diabolisation du musulman et de l'islam continue, la guerre au Moyen-Orient aussi. Ceci explique cela.

- Un ingénieur musulman a-t-il été victime de discrimination dans une centrale nucléaire ? - Francetv info

Etre musulman, c'est pire qu'une tare, une menace permanente !

- L'Observatoire contre l'islamophobie outré par la tribune de Morano sur la femme voilée à la plage - 20minutes.fr

Le wahhabisme est une provocation permanente encouragée par les communautarisme de tous poils qui l'instrumentalisent, y compris à l'UMP.

- Irak: le pape François prêt à se rendre sur place "*si nécessaire*" - L'Express.fr

Est-il blindé contre le Coran au moins ?

- Irak : « *Pour beaucoup d'Arabes, ici, l'Etat islamique n'est pas un mouvement terroriste* » - LeMonde.fr

Les Arabes : Des terroristes en puissance !

- Irak : « *Il faut intervenir pour sécuriser les villes chrétiennes* » - LeFigaro.fr

Que les autres crèvent, de préférence les musulmans ! Sans être demandeur faut-il préciser, vous vous en doutiez.

La guerre de l'Empire.

- Irak: offensive kurde contre les jihadistes, raids américains accrus - AFP

- Gaza : la trêve prolongée de vingt-quatre heures entre Israël et le Hamas - LeMonde.fr

- Emeutes à Ferguson: le recours à l'armée doit être limité, prévient Barack Obama - lexpress.fr

- Ukraine: Porochenko revoit sa tactique militaire, "*des dizaines*" de réfugiés tués - AFP

- Les raids de Tripoli, en Libye, revendiqués par le général Haftar - Reuters

A la manoeuvre pour camoufler leur véritable intention : La partition ou diparition de l'Irak.

- Irak : 15 attaques aériennes américaines lundi contre l'État islamique - LePoint.fr -

- Irak : l'État islamique subit un très important revers - LePoint.fr

Vraiment ?

- L'Etat islamique prêt à noyer les Etats-Unis "*dans le sang*" - Reuters

L'Etat islamique a adressé lundi un message vidéo dans lequel il affirme être prêt à s'en prendre à des cibles américaines "*n'importe où*" si les raids aériens menés par l'US Air Force atteignaient ses militants. Reuters 18.08

Il faut donc en déduire que ces "*raids aériens*" n'ont pas entraîné la perte de nombreux mercenaires d'EI...

Haut de page

Le 21 août 2014

CAUSERIE

Gaza infos.

- Quelques centaines de manifestants pro-Gaza réunis aux Invalides à Paris - AFP

- Ouverture d'une enquête après la manif propalestinienne interdite à Sarcelles - AFP

- François Hollande prône "*la sécurité d'Israël*" et une "*solution pour Gaza*" Francetv info

Dans son interview donnée au Monde, mercredi 20 août. Le chef de l'Etat prône "*la sécurité d'Israël, la protection des civils et la nécessité de trouver une solution pour Gaza*".

François Hollande estime en outre que "*l'objectif doit être une démilitarisation et en même temps une levée du blocus*" et que la bande de Gaza "*ne doit être ni une prison à ciel ouvert ni une base armée. Sinon, les mêmes causes produiront les mêmes effets.*"

Il reprend la principale revendication israélienne, la "*démilitarisation*" des Palestiniens, mais pas d'Israël, le même discours avait été tenu à propos de la Syrie qui devait détruire ses armes chimiques mais pas l'Etat sioniste.

La cause de cet affrontement n'est pas l'occupation de la Palestine par les sionistes et le blocus de Gaza, mais la résistance armée du peuple palestinien, c'est le discours de Netanyahu et Obama. Francetv info 20.08

- Gaza: Washington « *très inquiet* » d'une rupture du cessez-le-feu, accuse le Hamas - 20minutes.fr

- Le Hamas revendique des tirs de roquette, Israël riposte en frappant - Gaza LeFigaro.fr

- Gaza: Trois roquettes atteignent Israël pendant la trêve, l'armée israélienne riposte - 20minutes.fr

- Maroc : un juif crie sa colère contre Israël dans la rue french.irib.ir

Un juif marocain de Marrakech a souhaité exprimé son dégoût vis-à-vis de la politique israélienne menée à Gaza en sortant dans la rue et en criant son désaccord. « *Israël terroriste. Ils tuent nos frères arabes en Palestine* ». IRIB- L'homme âgée de 49 ans se prénomme Michel, il réside dans le quartier juif de la ville.

En dénonçant ouvertement Tsahal, l'homme a surpris ses voisins plutôt habitués au silence sur la question palestinienne.

« *Israël terroriste ! Ils ont tué des enfants, des femmes et des vieillards* » avant d'ajouter : « *Ceci n'est pas cautionné par la religion* » rapporte les journaux arabophones.

L'homme que les habitants n'arrivaient pas à faire taire a continué à crier dans la rue pour exprimer sa répulsion devant les massacres d'innocents à Gaza.

« *Celui qui soutient l'agression contre les palestiniens n'est pas juif ! Je me désavoue d'eux !* »

La police est rapidement intervenue et a embarqué le courageux qui semblait en avoir assez de se taire devant tant d'injustice. Les policiers l'ont interrogé au poste de police avant de prendre contact avec le président de la communauté juive de Marrakech. Ce dernier s'est déplacé afin de récupérer Michel qui semblait avoir retrouvé son calme. Selon le président de la communauté juive de la ville, Michel traverse une crise psychologique profonde. Son dégoût devant les horreurs semblent l'avoir profondément marqué. french.irib.ir 20.08

- Gaza : l’ONU va enquêter, la Cour Pénale Internationale refuse la plainte palestinienne - french.irib.ir

Une commission internationale d'experts chargés d'enquêter sur les crimes de guerre israéliens a été constituée par les Nations unies. Elle aura pour tâche d'étudier les nombreuses violations des droits de l'homme commis durant l'offensive militaire à Gaza, toujours en cours.

L'ONU enquête une fois de plus.

Dans un communiqué, l'ONU indique que la commission sera dirigée par William Schabas, un professeur canadien en droit international. Elle devra enquêter sur « *les violations du droit international commises dans le territoire palestinien occupé, notamment à Gaza, dans le contexte des opérations militaires menées depuis le 13 juin 2014* ».

William Schabas sera assisté par le sénégalais Doudou Diène, ancien rapporteur spécial des Nations unies, expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire et accessoirement personnalité détestée par l'islamophobie française comme Riposte laïque.

Anecdote oblige, l'avocate libano-britannique et fiancée de George Clooney Amal Alamuddin a refusé de participer à la commission sous prétexte qu'elle aurait « *trop de dossiers en cours* ».

La CPI ferme ses portes.

Parallèlement, la Cour Pénale Internationale (CPI) a déclaré qu'elle ne transmettra pas la plainte que le ministre de la justice palestinien, M. Saleem Al Saqqa, avait déposé le 25 juillet 2014 pour crimes de guerre à Gaza. La plainte ayant été initiée en 2009 et la Palestine ayant accédé en 2012 au titre d'État non membre de l'ONU, Mme la procureure a estimé qu'elle n'était plus valable.

Pourtant, le statut de la CPI ne stipule pas qu'il faille obligatoirement avoir signé la procédure d'adhésion pour recourir à ses services, qui a pour mission de permettre aux victimes de crimes de guerre de pouvoir faire juger leurs bourreaux...

La Palestine est sous occupation militaire. Illogiquement, la Cour Pénale Internationale interdit à la Palestine d'intenter une action en justice contre l'oppresseur qui, justement, l'empêche d'exercer sa souveraineté et son pouvoir. Plus grave, cette décision met durablement en danger la population palestinienne, renforçant le sentiment d'impunité de l'état sioniste.

La commission des Nations unies doit rendre ses conclusions en mars 2015 devant le Conseil des droits de l'homme. D'ici là, une partie de la population palestinienne sous enclave aura donc tout le temps de mourir sous les bombardements et les privations. Le monde attend-il désormais autre chose que de tièdes condamnations de la part de l'ONU ?

Déjà, Israël balaie d'un geste l'enquête à venir : « *Cela fait des années que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU s'est transformé en un Conseil des droits des terroristes dont les pseudo-investigations sont déterminées par avance* » a affirmé Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qualifiant la commission de « *tribunal fantoche* ». french.irib.ir 19.08

- La victoire à Gaza, une illusion des sionistes - french.irib.ir

Le ministre israélien des Affaires intérieures, Gédéon Saer l'indique et il a bien raison :

« *Quiconque croirait à une victoire israélienne dans la guerre à Gaza, n'a a rien fait que de se faire illusion.* » ! Il est vrai que l'armée israélienne n'a pas pu réaliser, durant les 30 jours d'agressions et frappes contre Gaza, même un seul de ses objectifs dont et notamment l'élimination de la Résistance à Gaza. Par contre, la résistance et la solidarité du peuple palestinien face aux sionistes ont fini par conduire les autorités israéliennes à reconnaître leur échec à Gaza d'autant plus que le monde exprime, toujours, sa répugnance envers le bellicisme israélien, réclament le jugement des dirigeants de cette entité par un tribunal international.

Dans la foulée, les critiques se multiplient au sein du cabinet du régime sioniste. Le ministre des Affaires intérieures, Gédéon Saer n'est pas le premier ni le seul à dénoncer cette guerre et durcir le ton contre le Premier ministre Benyamin Netanyahu. D'autres ministres tels qu'Amir Peretz, Uuri Ariel et Uzi Landau, respectivement ministre de l'Environnement, du Logement et du Tourisme avaient déjà confirmé l'échec d'Israël à Gaza, appelant Netanyahu à mettre fin à son aventurisme pour ne pas affaiblir encore plus l'armée israélienne. Il va de soi que l'armée ô combien puissante du régime sioniste a été vaincu devant un groupe milicien dans une petite zone bouclée. « *Les dégâts et les pertes infligés par le Hamas à l'armée israélienne ont nettement terni l'image de Tel-Aviv dans le monde* », affirme le ministre israélien, Gédéon Saer pour lequel « *les dégâts causés à l'armée israélienne n'ont fait que ridiculiser Israël et son armée aux yeux du monde. Furieux, le ministre a qualifié les récents évènements de " ridicule spectacle*" en se posant la question que le monde pro-israélien ne cesse de se poser : " *Comment la puissante armée israélienne n'a-t-elle pu vaincre une toute petite milice (Hamas) ?*" La situation n'est pas mieux chez la population israélienne elle-même.

Selon les sondages, 77% des habitants des territoires occupés qualifient de vaincue l'armée israélienne. L'armée israélienne essaie de leurrer l'opinion publique israélienne en lui suggérant que la mission de la destruction des tunnels frontaliers à Gaza a été bien accomplie. Le Hamas a pourtant tourné des films dans ces tunnels et il les a projeté sur les grands et petits écrans, mettant ainsi en scène les mensonges des autorités israéliennes. Il est vrai que la guerre contre Gaza a laissé dans son sillage presque 2000 morts en martyre, des dizaines de milliers de blessés et plus de 200.000 déplacés parmi les Palestiniens, et détruit d'innombrables maisons, écoles, hôpitaux, mosquées et champs agricoles, des catastrophes que l'émissaire de l'ONU

pour le Moyen-Orient, Robert Serry juge « horribles », le régime sioniste reste, pourtant, le grand perdant de la guerre contre Gaza. french.irib.ir 20.08

- Qassam frappe les sites gaziers d'Israël en mer - french.irib.ir

Chose inouie ! Pour la première fois, depuis le début de l'offensive israélienne contre Gaza, les brigades Qassam ont attaqué, à coup de missiles, les installations gazières d'Israël, en Méditerranée !! Il s'agit de sites gaziers off-shore et in shore. Selon Al-Mayadin, qui rapporte cette information, Qassam affirme que l'attaque est une riposte "*au raid sauvage visant, mardi après -midi, les zones d'habitation de Gaza et qui a causé la mort de dizaines de Palestiniens innocents*".

Les brigades Qassam affirment avoir tiré deux missiles Qassam contre les installations gazières israéliennes. Dans le même temps, la base militaire Faja, située dans la colonie d'Ashkol, a été prise pour cible de roquettes 120. Les brigades Qassam revendiquent le tir de roquettes contre Tel-Aviv, Qods, l'aéroport Ben gourion, Krat Melachi, Netevot, Beer Sheva, Al Majdoul et Sderot.

Dans leur communiqué, les brigades Qassam affirment que "*l'attaque constitue une riposte à la violation de la trêve et aux crimes commis contre les Palestiniens*". "*C'est notre première réponse aux crimes de l'ennemi qui va payer très cher son offensive*". french.irib.ir 20.08

- Israël: Des dizaines d'usines risquent la fermeture - french.irib.ir

Selon le journal israélien Maariv , des dizaines d'usines en Israël risquent de fermer leurs portes. " *le boycott des produits israéliens par l'Union européenne risquent de pousser des usines à déposer leur bilan. l'Europe refuse désormais d'importer les produits laitiers en provenance des colonies israéliennes . Au moins les activités de 80 usines sont en danger, affirme le journal. Selon le directeur du département des produits laitiers au ministère israélien de l'agriculture, les exportations israéliennes vers l'Europe cesseront dès le mois de septembre*".

L'union européenne a annoncé vouloir poublier une liste des marchandises en provenance des colonies, construites dans les territoires palestiniens pour que les Européens évitent de les acheter. " *certes , les pertes infligées à Israël dans la foulée de ce boycott dépasse à peine les 30 millions de dollars mais le principal danger consiste à voir ce boycott s'étendre à d'autres produits issus de ces colonies*", fait remarquer le journal.

L'expert israélien en économie Mahand Akal qualifie de son côté la décision européenne "*de très courageuse . Outre la fermeture possible de ces 80 usines, Israël se trouve confronté au risque d'un boycott touchant des dizaines d'autres secteurs de l'économie. Ce sera une décision qui déclenchera une dynamique contre productive pour la classe dirigeante dans la mesure où les hommes d'affaires finiront par exercer des pressions sur les politiciens pour qu'ils parviennent à un compromis avec les palestiniens*". french.irib.ir 16.08

- Israël dénonce le Qatar - french.irib.ir

Le Qatar est le principal soutien au terrorisme au Moyen Orient, a affirmé l'ambassadeur du régime sioniste auprès des Nations Unis.

Tout en dénonçant les prises de position du Qatar, l'ambassadeur du régime sioniste auprès des Nations Unis a considéré ce pays comme principal protecteur du terrorisme au Moyen orient. "*Le Qatar soutient le Hamas qui poursuit ses crimes*", a dit le diplomate .

Et ce alors qu'auparavant, Avigdor Liberman, ministre des affaires étrangères du régime sioniste avait demandé l'arrêt des activités de la chaine d'al-Jazira à Tel Aviv pour avoir soutenu financièrement le terrorisme au Moyen Orient. « *al-Jazira ne fait pas un travail journalistique mais un lavage de cerveaux*», avait dit Avigdor Lieberman. french.irib.ir 16.08

- Le Mossad espionne l'Algérie depuis la Tunisie - french.irib.ir

Des rapports tunisiens ont dévoilé que le service de renseignements Israélien « *le Mossad* » suit de prêt la situation en Algérie depuis la capitale tunisienne « *Tunis* ».

Echorouk a appris d'une source bien informée que le service de renseignements Israélien « *le Mossad* » a fait de la capitale tunisienne un centre d'espionnage de l'Algérie, et qu'il détermine ses cibles depuis ce pays.

Selon nos sources, le Mossad Israélien en Tunisie se base sur trois cibles potentielles, en comptant sur l'installation d'un réseau de sabotage et de propagande et de la surveillance de ce qui se passe en Algérie et en Libye, en plus du contrôle et la surveillance de ce qui reste de l'activité des palestiniens en Tunisie et le contrôle des mouvements islamistes et Salafistes.

Le Mossad a travaillé en collaboration avec l'Agence centrale de renseignement, CIA, à relancer l'activité du réseau de ses espions en Tunisie poste révolution. a réussi à créer des « *pépins* » en Tunisie avant et après la révolution, dans le but de bloquer toute initiative visant à établir des alliances stratégiques avec des parties qualifiées par Israël d'alliances stratégiques avec des parties considérées par Israël et les Etats-Unis d'insoumises, faisant allusion aux islamistes et nationales.

Le directeur de l'Institut Arabe des études stratégiques en Suisse, Riad Saidaoui,lors d'une déclaration accordée à Echorouk que le Mosad et la CIA se vengeront de l'armée qui a marqué son triomphe en 1973,débutant par l'Armée iraquienne suivie par l'exécution de Sadam Hussein. french.irib.ir 20.08

ACTUALITE EN TITRES

Ils auront changé trois fois de version en trois semaines !

- La Fed souligne la nette amélioration du marché du travail aux USA - Reuters

Pour les affaires, toute chose a du bon, surtout la guerre.

- New York: le pétrole termine à son plus bas depuis janvier - AFP

- Pétrole: le plus grand terminal libyen de nouveau opérationnel - AFP

Le terminal pétrolier d'al-Sedra, le plus grand de Libye fermé depuis plus d'un an, est redevenu opérationnel mercredi avec le début du chargement d'un supertanker, a annoncé la compagnie nationale pétrolière NOC. AFP 20.08

Epuration du système bancaire à l'échelle mondiale. Les BRICS visés.

- Moody's baisse les notes des 4 principales banques sud-africaines - AFP

Ils rament...

- La rentrée des partis: quasi tous à la peine, hormis le FN - AFP

- Harlem Désir au secours de Morano et au pilori socialiste - Liberation.fr

- PS : les frondeurs n'ont pas désarmé face à l'exécutif - LeFigaro.fr

Enfumage et confirmation.

- Hollande lance sa contre-offensive avec une batterie d'initiatives tous azimuts - AFP

- Il réaffirme le "*cap*" du pacte de responsabilité...

Le chef de l'Etat entend "*accélérer les réformes*" et "*aller plus vite et plus loin*"... AFP 20.08

Et le Medef alors ?

- Cécile Duflot épingle François Hollande, "*président de personne*" - Reuters

- Seuils sociaux: Hollande presse les syndicats d'accepter un assouplissement - AFP

- Polémique à gauche autour des seuils sociaux - LeMonde.fr

Prière de ne surtout pas les croire sur parole.

- Cosse (EELV) refuse de "*dire amen*" à la politique du PS - AFP

- Déclarations d'intérêts: Jean-Vincent Placé a omis de déclarer une société - 20minutes.fr

Un «*oubli*» bien malheureux. Le sénateur EELV Jean-Vincent Placé a oublié de déclarer une société de conseils à la Haute Autorité de transparence de la vie publique, rapporte Le Point ce mercredi.

Le Point dit avoir identifié une société de conseil, une SARL créée en 1996 avec Antoine Casini, un autre élu, et baptisée Norcomm, lui appartenant.

L'élu, interrogé sur cette omission, a indiqué avoir «*oublié*» l'existence de cette société, qui n'aurait eu «*aucune activité*» et «*aucun client*». Il ajoute qu'il va au plus vite la liquider. «*Je pense qu'il vaut mieux dissoudre ce truc qui n'a pas eu d'activité en dix-sept ans...*» Pourtant, selon les documents publiés par Le Point, la société a, en 2000, généré un chiffre d'affaires de 120.000 euros.

En complément. Crash annoncé.

- Martine Billard: «*Il faut une grande clarification pour que le Front de gauche prenne son envol*» - 20minutes.fr

Comment clarifier le pire opportunisme qui soit ? En s'enfonçant toujours un peu plus dans des contradictions sans fin qui constituent la meilleure clarification qui soit !

Ils se confondent en justifications.

- Pour les Kurdes irakiens, les jihadistes sont "*pires que Saddam*" - AFP

- Obama : l'État islamique n'a "*pas sa place au XXIe siècle*" - LePoint.fr

L'impérialisme américain non plus!

- François Hollande propose "*une conférence sur la sécurité en Irak et la lutte contre l'Etat islamique*" - Francetv info

Qu'il a armé en Syrie !

- L'Allemagne se prépare à envoyer des armes en Irak contre les islamistes - LeFigaro.fr

- Plus de 50 000 combattants au service de l'État islamique - LePoint.fr

- Grand mufti d'Arabie saoudite : "*L'État islamique, ennemi numéro un de l'islam*" - LePoint.fr

C'est leur créature et il se réclame de la même idéologie monstrueuse !

Et la question qui répond à toutes les autres.

- Irak: Les Kurdes peuvent-ils profiter de la crise pour créer un Etat indépendant? - 20minutes.fr

De terroristes en puissance les musulmans sont devenus des barbares.

- James Foley, courage et simplicité - Libération.fr

- Les djihadistes avaient prévenu la famille de James Foley qu'il serait tué - LeMonde.fr

- L'Etat islamique annonce avoir décapité un journaliste américain, Paris dénonce une "*barbarie*" - Atlantico.fr

- Assassinat de James Foley : Obama condamne le « *cancer* » qu'est l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Le bourreau de Foley probablement britannique, selon Cameron et Washington - AFP

- La vidéo du journaliste US décapit, un "*fake*" (FBI) - french.irib.ir

C'est le verdict du FBI : la vidéo qui est met en scène la décapitation d'un journaliste américain par un membre de Daech n'est

pas véridique, c'est une fabrication, affirme la police fédérale américaine....

Avant que ce point de vue soit émis, certains analystes politiques avaient souligné le caractère factice de cette vidéo qui semble surtout servir la prochaine étape des dessins US au Moyen-Orient : attaquer la Syrie pour démanteler Daech qui tue les Américains... french.irib.ir 20.08

N'était-ce pas la religion la plus archaïque, de la guerre ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Crise de méningite aiguë.

- "*Remue-méninges*" du Parti de gauche en plein remue-ménage du Front de gauche - AFP

"*Ce n'est pas une université qui va se préoccuper de stratégie*", prévient d'emblée Eric Coquerel, secrétaire national du PG. "*Nous sommes plus sur des débats de contenu comme la question de l'écosocialisme, la VIe République...*".

(Vaut mieux éviter les questions qui fâchent pour continuer leur numéro foireux d'illusionnisme. -ndlr)

La stratégie, ce sera pour le samedi 6 septembre, date à laquelle les partis du Front de gauche doivent se réunir pour clarifier la ligne politique.

"*Le Front de Gauche va continuer, il travaille à sa relance (...). Il y a des choses à changer, parce que nous n'avons pas atteint tous nos objectifs, c'est clair, mais nous allons continuer à travailler*", a répondu Pierre Laurent, secrétaire national du PCF en évoquant ces divisions.

(A part sauver un certain nombre de places d'élus, qu'ont-ils obtenu ? Rien. Mais c'est déjà pas mal. -ndlr)

En attendant, le numéro un des communistes doit participer aux universités d'été du PS à la Rochelle. "*Une erreur*", tranche Eric Coquerel. Cela fait des années que le secrétaire national du PCF n'était pas allé à ce grand rendez-vous de la rentrée des socialistes.

(Laurent témoigne ainsi sa détermination de pencher toujours plus à droite et ce philistin appelle cela "*une erreur*", non, c'est la confirmation que le PCF est arrimé au PS, au régime quoi. Il faut bien que le PG justifie son alliance avec les stalino-libéraux. - ndlr)

C'est aussi la première année où Pierre Laurent sera absent à Grenoble. Et cette année contrairement aux autres, les Estivales du Front de gauche ne suivront pas dans la foulée les Remues-méninges. Il faut dire que l'année dernière, Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon ne s'étaient pas adressé la parole durant les estivales...

(Si Laurent préfère la compagnie des dirigeants du PS à celle de ceux du PG, c'est qu'il estime qu'il a autant de point de commun avec l'un qu'avec l'autre. En réalité, ils forment une grande famille. - ndlr)

La tension était restée vive jusqu'aux municipales, l'entourage assurant que le Front de gauche "*se retrouverait*" après cette échéance. Mais le fossé n'a eu de cesse de se creuser depuis. AFP 19.08

La coupe est pleine !

- Candidat pour 2017, Juppé bouscule le jeu à l'UMP - AFP

C'est sur son blog que, prônant le rassemblement, M. Juppé annonce sa candidature à la primaire, en concurrence désormais avec François Fillon, Xavier Bertrand et Christian Estrosi, tous déclarés, le dernier attendant cependant la parole sarkozienne. Nathalie Kosciusko-Morizet devrait également être en lice.

Selon celui qui connut en 2004 l'enfer d'une condamnation en justice et de l'inéligibilité, "*le bon sens voudrait qu'elles aient lieu au printemps 2016*".

Cette candidature n'est pas une surprise: M. Juppé - en vacances outre-Atlantique et qui fera sa rentrée politique le 27 août

à l'occasion de l'Université d'été du Medef à Paris - s'est exprimé à plusieurs reprises ces derniers mois sur cette éventualité.

"*Les Français ont l'impression que je peux apporter une vision d?expérience et de sagesse*", déclarait-il en novembre 2013.

Contrairement à M. Sarkozy qui a longtemps considéré que la primaire n'était pas faite pour la droite, M. Juppé, impressionné par celle des socialistes en 2011, défend ardemment cette consultation pré-présidentielle, d'ailleurs inscrite "*dans les statuts de l'UMP*". Elle offre à ses yeux l'avantage de pouvoir le remettre dans le jeu.

Honni par une majorité de Français pour ses réformes à marche forcée du temps où il était à Matignon (1995-1997), il fait désormais figure de "*sage*". Mieux, il surpasse depuis peu l'ancien président dans le coeur des Français de droite: 74% ont une "*image positive*" de lui, contre 69% à M. Sarkozy, selon un sondage CSA du 7 août.

Réélu dès le premier tour maire de Bordeaux en mars, il voit aussi dans des "*primaires largement ouvertes*" "*la méthode qui s'impose*" pour "*une candidature d'union*".

Une victoire en 2017 a pour "*première condition*" de "*rassembler dès le premier tour les forces de la droite et du centre autour d'un candidat capable d'affronter le Front National, d'un côté, et le PS ou ce qui en tiendra lieu, de l'autre*".

Le fils préféré de Jacques Chirac - "*le meilleur d'entre nous*", avait-il dit - trouvera face à lui des adversaires déterminés à gagner la pré-candidature - le PS a ironisé sur "*un trop-plein*" - et notamment François Fillon.

Toutefois, selon l'unique Premier ministre de Nicolas Sarkozy, "*avec Juppé, il n'y aura pas de coups bas. Avec les autres, c'est un champ de mines où tous les coups sont permis*". Mercredi M. Fillon a évoqué "*la garantie d'une confrontation de qualité*".

Quant à Bruno Le Maire, il a déclaré à l'AFP se porter "*garant, comme candidat à la présidence de l'UMP, de la bonne organisation de primaires ouvertes et transparentes à l'automne 2016*".

Alain Juppé peut-il gêner l'ancien président Sarkozy? "*Non, en rien*", répond Geoffroy Didier, le très sarkozyste secrétaire général-adjoint de l'UMP. AFP 20.08

En complément.

- Primaire à l'UMP: «*Alain Juppé coupe l'herbe sous le pied de Nicolas Sarkozy*» - 20minutes.fr

- Philippe Meunier: «*Alain Juppé n'est pas une solution d'avenir pour la France*» - LeFigaro.fr

- Juppé défie Sarkozy et Fillon pour la présidentielle de 2017 - Reuters

- Bussereau: pas de salut pour l'UMP dans une orientation "*à droite toute*" - AFP

- Femme voilée à la plage : à l'UMP, des voix s'élèvent contre la réaction de Nadine Morano - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn, le plus grand refuge, pour les terroristes de Daesh - french.irib.ir

Malgré les efforts des pays de la région, pour faire face au groupe terroriste Daesh, et traquer ses éléments et protecteurs, Bahreïn est devenu un refuge sûr, pour ce groupe terroriste. Malgré les mises en garde internationales et régionales lancées à l'adresse de Bahreïn, ce pays n'a rien fait contre ceux qui soutiennent, ouvertement, Daesh, a-t-on appris d'Al-Alam. Au lieu de contrer les sponsors de ce groupe terroriste, Bahreïn est en train de justifier les actes de ceux qui ont hissé le drapeau, sur le toit de leurs maisons ou à bord de leur véhicule, a écrit le site Merat al-Bahreïn.

Les déclarations des responsables bahreïnis témoignent de leur soutien à l'emprise de Daesh sur une grande partie des

territoires irakiens, a affirmé la chaîne libanaise Al-Manar, dans un article intitulé «Bahreïn...Voix de Daesh». «*Les inquiétudes des Saoudiens, quant au danger d'une avancée des Takfiris n'a pas convaincu Bahreïn. Les terroristes de ce groupe ont menacé de renverser le trône des Al-e Khalifa et de découper en morceaux ses dirigeants, s'ils leur cherchent querelle*», a ajouté cet article. Selon le rapport du département d'Etat américain, les 131 soutiens financiers des groupes terroristes se trouvent, dans 31 pays du monde. Chouqi Ben Abderrahman al-Manaei et Adel Ben Ali al-Cheik , tous deux cheikhs salafistes bahreinis, sont deux prédicateurs qui soutiennent les groupes terroristes. Les membres du groupe Al-Bassitin, un autre groupe influent, à Bahreïn, ont tenté d'exhorter, lors de leur visite, dans les lycées et les collèges, les jeunes à s'engager dans les groupes terroriste takfiris, en Irak et en Syrie, a déclaré Abdelhalim Morad, ancien représentant salafiste bahreïni.

Un autre prédicateur bahreïni, Salah al-Joudar, a reconnu que les jeunes de moins de17 ans sont la cible favorite du recrutement des terroristes qui les poussent à participer à des guerres saintes.

L'administration des legs pieux des sunnites de Bahreïn participe, aussi, très largement, à ce recrutement. french.irib.ir 19.08

SOCIAL

France

La pauvreté progresse.

- La proportion de ménages soumis à l'impôt sur le revenu passe de 53% en 2013 à 48,5% en 2014 - Francetv info

Deux paramètres expliquent cette tendance, précise le quotidien, puisque le gouvernement a décidé de donner un coup de pouce aux ménages modestes, tandis qu'une partie de la population est victime d'appauvrissement.

65 millions d'euros en 2014, contre 64 millions en 2013

Ce chiffre va contraindre Bercy à sortir la calculatrice. "*De fait, la campagne d'impôt sur le revenu en 2014 rapportera, cette année, 65 milliards d'euros, contre 64 milliards en 2013*", précise en effet Le Monde. "*Ce résultat est loin des 75,3 milliards d'euros prévus en loi de finances initiale, ce qui va compliquer l'équation budgétaire de réduction des déficits à la fin de l'année*".

Par ailleurs, 37% des foyers fiscaux – soit près de 13,7 millions de contribuables – voient leur impôt augmenter entre 2013 et 2014. Ces chiffres doivent être annoncés officiellement mercredi par le Premier ministre, Manuel Valls. Francetv info 19.08

Haut de page

Le 22 août 2014

CAUSERIE

Hier je me suis trompé de date et j'ai rectifié.

Pour la seconde fois de mon existence je fais face à une situation très délicate.

Contrairement à l'accord passé avec mon épouse Magueswary il y a déjà une dizaine d'années, selon lequel elle acceptait que je prenne une seconde épouse pour remplir notamment les fonctions qu'elle n'était plus aptes à assumer depuis son avant-dernière opération du coeur, accord confirmé après sa dernière opération et ayant décidé unilatéralement de partir vivre en France une bonne partie de l'année, tandis que je restais seul en Inde, accord renouvelé tout au long du dernier semestre qui vient de s'écouler pendant qu'elle séjournait en France, pratiquement deux à trois fois par semaine par téléphone depuis que Selvi vit chez nous, puisqu'à aucun moment elle n'a manifesté son opposition à sa présence continue chez nous j'étais en droit de penser que la situation était parfaitement claire (je rappelle que c'est elle qui me l'avait présentée) et qu'il n'y aurait pas de problèmes majeurs dans le futur, or dès son arrivée avant-hier, elle est entrée en furie en m'intimant l'ordre de la mettre dehors sur le champ, ce que j'ai refusé de faire puisque je m'étais engagé auprès de Selvi et je n'ai qu'une seule parole, je n'ai pas l'habitude de profiter des gens et de les jeter comme des Kleenex. En fait elle m'a mené en bateau pendant 10 ans, on verra plus loin pourquoi ou ce qu'elle a tooujorus derrière la tête, que je retourne en France.

Je vous passe les détails très désagréables de cette scène, du coup elle est partie. Je n'ai plus eu de nouvelles de la journée, jusqu'à 18h30 où elle s'est pointée avec deux membres de sa famille que je n'ai pas reconnus parce que je ne la fréquente pas pour être franchement infréquentable, accompagnée de deux policiers. Ils m'ont signifié qu'elle avait porté plainte contre moi parce que j'aurais refusé de lui parler, je l'aurais empêchée de pénétrer dans la maison, et enfin je l'aurais jetée dehors, trois mensonges en somme. Les deux policiers l'ont rapidement compris et ils sont partis en me fixant rendez-vous pour le lendemain matin à 10 heures chez moi. Depuis je ne les ai pas revus, ils ont dû estimer que cette plainte était irrecevable, surtout après leur avoir dit qu'elle était de nationalité française en réponse à leur question sur sa nationalité.

J'ai appris plus tard qu'elle avait passé l'après-midi dans les allées du lotissement ainsi que la matinée d'hier à raconter à tout le monde que Selvi était une prostituée et que j'étais une ordure finie. La sachant très mal intentionnée et intéressée, j'ai immédiatement pensé à aller à la banque pour transférer mon argent sur un nouveau compte, car c'est moi qui est travaillé pendant 25 ans (en ajoutant mes années de service en Inde) pour économiser cet argent, et c'est moi encore qui me suis toujours démerdé pour le gérer au plus près. Et j'ai bien fait, car là j'appris par le directeur de la banque que pas plus tard qu'avant-hier matin, donc immédiatement après m'avoir quitté, elle avait filé directement à la banque pour vider notre compte ! Sauf que voilà, le directeur de la banque qui me connaît bien a senti le coup pourri et a refusé de lui verser le moindre argent, mieux, il a immédiatement bloqué notre compte pour qu'elle ne puisse pas retirer de l'argent dans une autre succursale.

Cela dit, tout notre capital ne figurait pas en banque, environ 2 millions de roupies étaient constitués de prêts à un de ses frères (80.000 roupies), à un ami de ce même frère (500.000 roupies), en dettes d'un autre de ses frères (350.000 roupies) et pour finir par un titre de propriété au nom de Magueswary (entre 1 et 1,2 million de roupies), autant d'argent que je ne reverrai plus, mais ce n'ai pas grave puisque cela correspond à 500.000 roupies près à la valeur du terrain que je viens d'acheter et de la maison que je fais construire, 500.000 roupies qui représentent la somme qu'elle va économiser pendant les mois qu'elle va passer en Inde puisque qu'elle ne va pas toucher pendant ce temps-là à l'allocation qu'on lui verse en France. Quant à mes économies, elles étaient à mon nom et elle ne peut pas y accéder, je vais d'ailleurs les transférer sur un compte ouvert au nom de Selvi pour les faire disparaître, et s'il le faut je mettrai aussi le terrain et la maison à son nom, bien que cela mérite réflexion car cela peut être risqué, je n'ai pas encore pris de décision sur ce point précis. Et en ce qui concerne ce que je possède dans la maison, trois fois rien, en dehors de ma vieille moto et de mes vieux ordinateurs, je n'ai rien de plus que ce qu'elle possède en France, je parle des biens d'équipement, on n'avait aucun objet de valeur chez nous, à part ces quelques bijoux qu'elle a emportés. Donc nous sommes quittes. Même si je devais déclaré mes quelques économies, cela représente moins que ses allocations pour vivre, quant au terrain et la maison c'est déjà réglé, et puis c'est juste l'endroit où je vis et non une source d'enrichissement, si j'avais continué de louer cela reviendrait au même avec un loyer très cher.

Bref, j'ai décidé que c'était la bonne occasion pour mettre fin à 24 ans d'hypocrisie et de mensonges, j'aurai tout supporter, j'aurai fait preuve d'une très grande patience, un vrai cauchemar en réalité. Depuis avant-hier j'ai demandé à tous les Indiens que j'ai rencontrés et qui connaissent cette histoire, s'il accepterait de continuer de vivre sous le même toit avec leur épouse si elle leur avait joué le même tour, faire venir la police chez eux, tous m'ont répondu pas un jour de plus, impossible, je leur ai répondu que moi non plus. Ah la dialectique ! Trop c'est trop à un moment donné et il faut trancher, c'est que j'ai fait. Je ne vois pas pourquoi je devrais sacrifier le restant de mes jours à vivre un enfer au quotidien chez moi, et pourquoi je devrais faire souffrir une honnête femme qui a déjà tant souffert dans le passé.

Magueswary voulait briser ma vie, elle était prête à tout pour que je rentre en France, car c'est cela le fond de l'affaire, depuis qu'elle est partie s'installer en France sans me prévenir, elle estime qu'elle est en droit de dicter le cours de ma vie, alors qu'elle peut très bien vivre sans moi en France. Elle vit en HLM, elle perçoit une allocation sur laquelle elle arrive à économiser, elle a la CMU, elle se débrouille très bien pour que les associations lui donnent tout ce dont elle a besoin, nourriture, vêtement, etc. elle a équipé son logement pratiquement gratuitement, elle sait s'y prendre, elle a parfaitement compris comment cela fonctionnait, elle ne leur a jamais parlé de sa situation en Inde, tout comme en Inde personne ne sait ce qu'elle fabrique en France. Elle déteste l'Inde et les Indiens, moi je ne déteste pas plus que cela l'Inde et je n'ai aucune raison de détester tous les Indiens, elle en a autant vis-à-vis des Français, quand on l'écoute elle déteste la terre entière, en premier lieu tous les gens qui ont eu la gentillesse un jour de lui rendre service gracieusement, elle me les a présentés comme des monstres, mais allez savoir la vérité avec elle puisqu'elle passe son temps à mentir à tout le monde, y compris à moi, en priorité je dirai.

A ce propos, trois jours avant qu'elle n'arrive en Inde je suis tombé sur le cul.

Je me suis démené depuis plus d'un an pour qu'elle obtienne un nouveau logement car soi-disant dans le sien elle crevait de froid l'hiver, parce que l'installation électrique était défectueuse et elle ne pouvait pas brancher un chauffage électrique, j'en ai parlé dans plussieurs causeries pour ceux qui s'en souviennent. Pendant 6 ans elle m'a tenu ce refrain. Et voilà t'il pas qu'elle m'appelle pour me demander un conseil. Elle a reçu une lettre l'informant que la société qui gère son logement allait passer pour refaire l'installation électrique, donc satisfaire sa demande. Elle était bien embêtée me dit-elle parce que cela tombait justement au moment où elle devait partir en Inde. Je lui réponds qu'elle peut peut-être leur laisser les clés de son appartement pour qu'ils effectuent les travaux, comme cela quand elle rentrera en France dans quelque mois en plein hiver ou au début de printemps elle ne crèvera pas de froid. Elle me répond que ce n'est pas la peine parce qu'elle peut brancher un chauffage électrique et que cela suffit pour qu'elle n'ait pas froid. Je n'en croyais pas mes oreilles, je croyais rêver, je lui ai fait répéter, car elle m'a fait passer pour un abruti avec mes démarches auprès du service du logement de la mairie d'Aubagne, la responsable m'avait dit qu'elle ne comprenait pas le sens de ma démarche et qu'elle en avait marre que je la harcèle, maintenant

je comprends mieux pourquoi.

Maintenant je dois m'attendre à ce qu'elle ne me lâche pas aussi facilement. Par chance elle s'est mise à dos tous ses frères, sauf le plus couard de tous et qui m'a volé aussi. De mon côté, j'ai le soutien de la famille de Selvi et des gens du village où je vais partir vivre dans trois mois au plus tard. Bien sûr que je connais des Indiens honnêtes, y compris celui à qui j'ai rendu service un jour et qui m'a introduit dans la société pour laquelle je devrais commencer à travailler dans les jours qui viennent. Et puis Magueswary vit sur le territoire de Pondichéry, moi je vis au Tamil Nadu, or il n'existe pas de lien ou de coopération entre eux au niveau les autorités locales, par exemple cela ne servirait à rien que j'aille porter plainte dans un commissariat de Pondichéry puisque j'habite au Tamil Nadu, et si je rendais dans un commissariat du Tamil Nadu on me répondrait qu'ils ne peuvent pas prendre ma plainte parce qu'elle habite à Pondichéry, donc sur le plan légal il n'existe aucun recours, reste l'emploi de la force. Or elle serait inopérante pour s'emparer de mes biens ou mon argent que je ne porte pas sur moi. Elle pourrait attenter une action en justice en France en prenant un avocat pour obtenir un divorce, mais comme je vis en Inde, qui plus est au Tamil Nadu, cela prendrait des dizaines d'années avant qu'elle puisse envisager avoir gain de cause contre moi. Elle doit donc supporter la situation telle qu'elle l'a créée elle-même, attendez, je lui ai dit avant qu'elle parte, je l'ai prévenue qu'à se prendre pour plus intelligente que tout le monde et prétendre que ses désirs étaient supérieurs à la loi ou cours des choses, elle allait s'en mordre les doigts, mais là encore elle voulait avoir raison et n'a rien voulu entendre, je n'y peux absolument rien. Je n'ai jamais eu l'esprit de sacrifice, sauf quand j'étais un activiste à l'OCI, mais depuis cela m'est passé, j'ai compris la leçons, vous me direz qu'actualiser le site quotidiennement était une forme de sacrifice, sans doute, au lieu de cela je pourrais aller à la plage tous les jours ou visiter l'Inde par exemple, c'est un sacrifice mesuré dans le cadre du mode de vie que je me suis construit.

Selvi avait préparé des plateaux de fleurs pour l'accueillir, elle avait mis de côté pour elle un tas de fruits, elle était un peu anxieuse mais elle se faisait une joie de retrouver Magueswary qui lui avait parlé d'un éventuel mariage religieux pour sceller son union avec moi, un truc qui dure dix minutes quasiment en privé dans un temple, j'étais prêt à me livrer à cet exercice qui ne me coûtait rien pour faire plaisir à Selvi, je suis capable de me mettre à la place des autres quand ils sont sincères et honnêtes. Je peux supporter de vivre avec une femme arriérée du moment qu'elle est sincère et honnête, mais dès lors qu'elle ne l'est pas, c'est impossible, voilà tout.

Je vais sans doute devoir faire face à des difficultés financières du fait qu'il va me rester tout juste de quoi vivre, disons que je ne pourrais plus compter faire des économies pour amortir la hausse des prix, sauf si je travaille, et je ne sais pas pendant combien de temps, on verra bien. Dors et déjà j'ai pratiqué des coupes dans la construction de ma petite maison, plus de carrelage au sol, je couvrirai la terrasse avec un auvent en feuilles de cocotiers, etc.

Pour le moment j'ai d'autres préoccupations en tête, je me demande ce que Magueswary est en train de manigancer pour me nuire.

Le chiffre du jour.

Depuis le 8 juillet Tsahal a massacré 2.050 Palestiniens à Gaza.

ACTUALITE EN TITRES

Il suffit d'y croire.

- Wall Street: encouragé par de bons chiffres, le S&P 500 bat son record - AFP

Le compte à rebours est lancé....

- L'économie prête pour une hausse des taux, dit un membre de la Fed - Reuters

Tout s'achète à l'ère du néolibéralisme.

- Subprimes : Bank of America achète son innocence - LePoint.fr

16,65 milliards de dollars. Malheur à celui qui n'en a pas les moyens !

C'est parce que monseigneur est vraiment trop bon.

- L'économie mondiale menacée de rechute malgré la liquidité - Reuters

- Le gouvernement débloque 215.000 euros pour l'aide alimentaire des plus démunis - AFP

La mangeoire cela se mérite, il faut assumer.

- Des écologistes veulent un retour au gouvernement - Reuters

Cherche et tu trouveras...

- Université d'été: Le Front de gauche cherche les clés du rebond - 20minutes.fr

- Université d'été EELV: Les écologistes cherchent toujours leur place dans la majorité - 20minutes.fr

Un Américain qui a "***choisi le bon cap***"... à droite toute!

- François Hollande "*révolté*" par l'assassinat de James Foley - AFP

- L'interview de François Hollande, "*un adieu à la gauche*" Le Nouvel Observateur

Dans "*Les Echos*" Jean-Marc Vittori semble lui délivrer un satisfecit au président : "*François Hollande a souvent paru hésiter. Cette fois-ci, il a choisi un cap. Encore mieux : il a choisi le bon cap.*" Le Nouvel Observateur 21.08

La juridiction américaine s'impose au monde entier.

- Dette: l'offre de l'Argentine est "*illégale*", selon le juge Griesa - AFP

L'offre de l'Argentine de rembourser ses créanciers à Buenos Aires plutôt qu'à New York est "*illégale*", a affirmé jeudi un juge de New York. AFP 21.08

Un prétexte pour attaquer la Syrie ?

- Hagel : l'Etat islamiste va «*au-delà de tout ce que nous avons connu*» en termes de terrorisme - Liberation.fr

Traduire : l'Etat islamiste va au-delà de tout ce que nous avions conçu en termes de terrorisme

- Pour défaire l'Etat islamique, il faut s'y attaquer aussi en Syrie, affirme le Pentagone - Francetv info

- Syrie : la sinistre "*usine à otages*" de l'Etat islamique - Francetv info

- Hollande confirme la livraison d'armes par Paris à des rebelles syriens - Liberation.fr

Avec Riad et Doha comme modèle, dans un autre registre tout aussi intolérable, Washington ou Tel-Aviv.

- Police des mœurs et tribunal de la charia, l'Etat islamique, une organisation structurée - Francetv info

Les néonazis de Kiev battent le record des fascistes de Tel-Aviv.

- Ukraine: tirs d'artillerie dans le centre de Donetsk, plus de 40 civils tués - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La même barbarie à l'oeuvre qu'en Ukraine ou en Palestine.

- Un nouveau jeune Noir abattu par la police en pleine rue près de Ferguson - 20minutes.fr

Nouveau choc alors qu'une vidéo va à coup sûr embraser la polémique interraciale dans le Missouri. Après Michael Brown, dont

la mort a déclenché des émeutes dans la ville voisine de Ferguson, Kajieme Powell, un jeune Noir de 25 ans, a été abattu ce mardi par deux policiers de Saint-Louis, alors qu'il était suspecté d'avoir volé des canettes et des beignets dans une épicerie. Le gérant de la boutique, convaincu que le jeune Powell était armé avait contacté la police. La vidéo filmée par un témoin fait froid dans le dos.

Pour calmer le jeu, la police, qui affirme que l'homme portait un couteau et menaçait les policiers, a relayé une vidéo de la scène, prise par un témoin. On y voit le jeune homme, un objet non identifié à la main, hurler aux policiers de lui tirer dessus. Une autre témoin, propriétaire d'un salon de beauté sur le pâté de maison, a affirmé que le jeune homme, agissait de façon erratique. Lorsqu'il s'avance dans la direction des deux agents, ignorant leur ordre de s'arrêter, ces derniers ouvrent le feu, à douze reprises. Le garçon tombe aux pieds des policiers, et après quelques instants de râle, cesse totalement de bouger, sur le dos les bras en croix.

La loi sur la légitime défense protège davantage les tireurs dans l'Etat du Missouri: c'est au procureur de démontrer que le tireur n'a pas agi en légitime défense, le doute profitant à l'accusé, du moment qu'il présente un minimum d'éléments montrant qu'il pouvait se penser en danger.

En complément.

- Le calme largement respecté à Ferguson - Reuters

"*Nous avons vu un rassemblement différent ce soir. Il n'y avait pas autant d'agitateurs, et comme je l'ai dit, de criminels parmi la foule*", a déclaré le capitaine Ron Johnson, officier noir de la police de l'Etat du Missouri nommé pour superviser les opérations de sécurité la semaine passée.

"*La tendance est bonne. Il y a moins de monde, ils sont plus calmes et plus disciplinés*", a-t-il ajouté.

Soumis à une double exigence de rapidité et de précision dans son enquête, le procureur Bob McCulloch s'est dit prêt à prolonger cette présentation jusque mi-octobre.

A l'extérieur de son bureau, un groupe de manifestants a réclamé son dessaisissement de l'affaire et l'arrestation immédiate de Darren Wilson. Ce policier de 28 ans a été suspendu et placé dans un lieu tenu secret. Reuters 21.08

Pour les autorités américaines, un bon manifestant doit être docile, calme et discipliné face à la violence de la police ou un gouverneur qui envoie l'armée pour faire règner l'ordre.

Voilà ce qui incite au "***calme***".

- Ferguson : un lieutenant de police perd son sang-froid - Le Point.fr

Le lieutenant Albers a pointé son arme sur la foule et a prévenu : "*Je vais vous tuer*." Il a été calmé par un collègue, avant d'être suspendu.

Lorsque la foule demande son nom, la réponse fuse : "*Go Fuck Yourself*". D'où le surnom dont il est désormais affublé sur les réseaux sociaux. Le Point.fr 21.08

Intox et propagande.

Pays les plus pacifiques: les États-Unis vexés par leur mauvais classement - Slate.fr

Classé 101e sur 162 pays. Sans rire, ils ont contesté que la Suisse figure dans le peloton de tête de cette étude, parce qu'elle aussi travaille pour l'économie d'armement, estimant qu'elle ne mérite pas d'être avantagée par rapport aux Etats-Unis qui possède quelque 1.000 bases militaires dans le monde et participent à de nombreuses guerres à travers le monde contrairement à la Suisse.

Aucun article, aucun sondage, aucune étude, aucun rapport dans le monde ne devrait contrarier la politique belliqueuse ou guerrière de la première puissance mondiale qui oeuvre pour la démocratie et la liberté...

Un membre du Hamas admet l'enlèvement des trois jeunes Israéliens - Reuters

Un responsable du Hamas a déclaré que des membres de son organisation étaient à l'origine de l'enlèvement en juin de

trois adolescents israéliens, dont la mort est en partie à l'origine de l'actuelle spirale de violences que connaît la bande de Gaza.

Saleh al Arouri, membre du Hamas vivant en exil en Turquie, a semblé confirmer pour la première fois les soupçons des autorités israéliennes qui accusent le groupe islamiste d'être à l'origine du rapt puis de la mort des trois jeunes gens. Reuters 21.08

Un agent du Mossad avait révélé le Réseau Voltaire...

Ukraine : Kiev affirme avoir saisi deux blindés de l'armée russe - LePoint.fr

Kiev a affirmé jeudi avoir capturé deux blindés appartenant à une division aéroportée de l'armée russe lors de combats autour du bastion insurgé de Lougansk, ainsi que des documents certifiant leur appartenance, sans toutefois présenter de preuves dans l'immédiat.

"*Il est difficile de comprendre pourquoi on transporte une telle bibliothèque dans un blindé*", a ironisé le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov, démentant la capture de véhicules militaires russes. "*Tous les documents militaires soi-disant trouvés dans ces blindés sont d'anciens formulaires qui ne sont plus utilisés depuis à peu près cinq ans*", a-t-il ajouté.

"*Dans la série des révélations quotidiennes de la présence russe sur le territoire de l'Ukraine, il s'agit déjà de la mille et unième preuve. Il est probable que le prochain fait indiscutable sera la capture (...) d'une kalachnikov ou d'une grenade avec les journaux intimes d'un soi-disant soldat russe*", a-t-il ironisé. Source AFP 21.08

Commentaires d'internautes.

1- "*Smp made in USA*

Les russes aident certainement les pro russes, comme les américains aident le gouvernement ukrainien qu'ils ont placé... Avec leurs sociétés SMP, exemple blackwater... Et on en parle jamais des smp made in usa en ukraine... Bizarre non..."

2- "*Ah ! Les méchants Russes invisibles.*

Bizarre, quand même, qu'en plus de 6 mois de crise, pas la moindre petite preuve d'une implication russe n'aie été fournie. Je ne parle pas des fakes grossiers rapidement démontés.

Alors que toutes les grandes oreilles occidentales scrutent, alors qu'il y a une propagande quotidienne qui nous le présente comme l'évidence cruelle, alors que la presse ne remet jamais cette affirmation déterminante en doute.

On cite des articles d'autres journaux pour le prouver ou des officiels anti-russes (à l'idéologie clairement raciste).

Pourtant, il y a tous les satellites, les navires espions, l'OSCE, les agents de tous bords sur place, les informateurs, et surtout la population civile qui est loin d'être seulement de nationalité russe qui pourrait dire : j'ai vu des Russes, ils sont là...

Ils sont tellement en avance sur nous les Russes qu'ils ont la capacité de se rendre complètement invisibles en fait !"

3- "*Ce que Kiev a oublié de dire...*

La Lettonie a livré des blindés russes à Kiev(de l'ex unin soviétique. Pas étonnant que Kiev en ait trouvés."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

SOCIAL

Canada

- Canada: manifestations et débordements au Québec contre la réforme des retraites - AFP

La réforme des régimes de retraite au Québec exacerbe les tensions sociales mais le gouvernement de la province francophone refuse de céder à la pression de la rue et dénonce les débordements des employés municipaux, dont des policiers.

Une commission parlementaire a commencé mercredi ses consultations, préalable au vote d'une loi portant réforme des régimes de retraite des employés municipaux qui multiplient les manifestations dans plusieurs villes québécoises.

Outre la hausse du taux de cotisation pour arriver à un équilibre 50/50 entre les salariés et la municipalité dans le financement du régime, le projet de loi prévoit également la suppression de l'indexation automatique des pensions de retraite.

Un effort jugé inacceptable par les salariés des villes qui multiplient depuis plusieurs semaines les actions spectaculaires, dont une manifestation violente jusque dans la salle du conseil municipal de Montréal où siégeaient les élus en tout début de semaine.

"*On a violé la démocratie*", s'est emporté le maire Denis Coderre qualifiant la manifestation d'"*agression armée*" quand des employés ont pénétré dans la mairie en lançant des dossiers, des verres ou tout ce qui leur tombait sous la main, et ceci sans aucune intervention des policiers sur place.

"*S'il y a eu laxisme ou complaisance de policiers*", alors il y aura sanction, a promis Marc Parent, directeur de la police de Montréal, déplorant que les policiers sur place "*pour assurer la sécurité*" aient failli.

Sans vouloir utiliser le mot "*crise*", le Premier ministre du Québec a reconnu que la province traversait "une période de tensions sociales" avec la nécessité de résorber le déficit des comptes publics.

Les grévistes et manifestants ne comptent pas plier et ont déjà annoncé la poursuite du mouvement avec une grande manifestation le 20 septembre à Montréal. Retraité et ancien patron du syndicat des employés de la ville, Jean Lapierre a promis que ce n'était "*que le début des hostilités*".

Ces tensions pourraient faire tâche d'huile car la réforme des retraites devrait aussi être élargie aux régimes des secteurs de la santé et de l'enseignement universitaire. AFP 21.08

Haut de page

Le 23 août 2014

CAUSERIE

J'ai recontacté la société indienne pour laquelle je devais commencer à travailler il y a un mois. Ils m'ont répondu qu'ils attendaient que leur client canadien confirme le contrat passé avec eux, autrement dit, ils recrutent du personnel disons virtuellement sans avoir à le payer puisqu'il est payé à la tâche.

Ils ont ainsi sous le coude du personnel prêt à exploiter dès qu'ils reçoivent une commande, et quand le boulot est achevé, ils s'en séparent sans avoir à lui verser la moindre indemnité, donc sans recours possible.

Le chiffre du jour. 2095

Au moins 2095 Palestiniens ont été tués depuis le 8 juillet, dont 70% de civiles selon l'ONU.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tension, frictions, crises.

- Ségolène Royal annonce qu'elle n'ira pas à l'Université d'été du PS - AFP

- Duflot torpillée par son propre camp - Francetv info

- Mélenchon abandonne la présidence du PG mais pas le "*combat*" - AFP

Il quitte la coprésidence du Parti de gauche (PG) né en 2009, mais ne quitte pas la scène politique. "*Il n'y a ni crise, ni quoi que ce soit*", a insisté Jean-Luc Mélenchon.

Il a dit vouloir se "*mettre en pointe pour aider à la formation d'un mouvement pour la VIe République*", au cours d'une conférence de presse, en marge de l'université d'été du PG à Grenoble.

"*La solution ce n'est pas un cartel politique, c'est la mise en mouvement du peuple lui-même*", a-t-il dit vendredi, annonçant que la refonte de son parti est "*le nouveau dispositif de combat*" et la sortie d'un livre "*L'ère du peuple*" en octobre.

(Les mauvaises recettes font les mauvais procès d'intention, car il est clair que le PG ne peut pas et pourra jamais être à l'initiative ou participer à "*la mise en mouvement du peuple lui-même*", donc si ce mouvement ne se réalise pas, le peuple n'aura qu'à s'en prendre qu'à lui-même, sinon à qui d'autres ? En fait c'était mal poser la question parce que Mélenchon est incapable d'assumer l'échec de son parti, alors que telle est bien la question ou le problème, l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, qui évidemment ne peut pas être le PG, d'où la responsabilité qu'il reporte sur le peuple. - ndlr)

Jean-Luc Mélenchon n'a pas digéré que les communistes s'allient aux socialistes lors des élections municipales dans certaines villes et principalement à Paris. Lui prônait l'autonomie totale.

(Ils le savaient à l'avance, il l'a toujours su, ce n'est que pure hypocrisie. - ndlr)

"*On devait passer devant le PS. Tout était en place. Tout ça a été planté pour une poignée de postes aux municipales*", selon lui.

(Et voilà qu'il se remet à faire le crétin, "*passer devant le PS*", son ambition personnelle déteint sur son analyse de la situation... -ndlr)

Jean-Luc Mélenchon chérit l'alliance PG-Europe Ecologie-Les Verts (EELV) qui a permis de remporter les municipales à Grenoble.

(Une alliance avec un parti bourgeois, de droite, alors que EELV rêve de revenir au gouvernement sous la houlette de Valls, quel opportuniste ! -ndlr)

"*Ce qui s'est passé à Grenoble est une anticipation qui me fait rêver. On ne doit pas voir ce qui s'est passé*" dans cette ville "*comme une simple péripétie locale*", a-t-il dit au Dauphiné Libéré. AFP 22.08

Ce genre de divagation résume bien l'engagement politique de ce charlatan. Il ne nous fait pas "*rêver*", c'est plutôt un cauchemar.

A force de se contredire d'une semaine sur l'autre il fallait bien que la vérité éclate.

- La remontée des taux aux États-Unis suspendue à la situation de l'emploi - LePoint.fr

- Janet Yellen prône une approche "*pragmatique*" de l'emploi - Reuters

Elle a reconnu que le chômage avait baissé plus vite que prévu mais a souligné que ces cinq dernières années avaient laissé des millions de travailleurs en marge du marché, qu'ils soient découragés de chercher un emploi ou contraints de se contenter d'un travail à temps partiel, autant de facteurs qui font que le taux de chômage ne suffit pas à lui seul à évaluer la vigueur de l'emploi.

"*Janet Yellen a confirmé le point de vue majoritaire (...) à savoir qu'il faudra une reprise beaucoup plus nette de l'emploi avant que la Fed ne commence à relever ses taux directeurs*", a déclaré David Kotok, de Cumberland Advisors à Sarasota en Floride.

Les marchés financiers anticipent pour l'instant un premier relèvement aux alentours de la mi-2015. Reuters 22.08

- Le marché du travail américain moins flexible qu'en 1990. - Reuters

Sur la base de données portant sur un grand nombre de secteurs, de zones géographiques et de catégories démographiques, l'étude de deux économistes spécialistes de l'emploi, Davis et Haltiwanger conclut à une baisse d'environ 25% du taux de création et de disparition des emplois entre 1990 et 2013.

Cette baisse du taux de rotation de l'emploi pourrait avoir des conséquences importantes pour les Américains les moins qualifiés, notamment un allongement des périodes de chômage si les nouveaux emplois ne se créent plus aussi vite qu'auparavant, et des difficultés à progresser au sein d'une même entreprise ou à changer d'employeur.

"*La perte de fluidité du marché du travail suggère que l'économie américaine est devenue moins dynamique et moins réactive au cours des dernières décennies*", concluent les deux économistes.

"*Il y a de bonnes raisons d'être inquiet (...) Un retour à un niveau d'emploi élevé durable est improbable sans amélioration de la fluidité du marché du travail.*" Reuters 22.08

En France le marché de l'emploi ou la foire aux esclaves est comparable à un élastique ou un corps dur mais souple, il doit être "*flexible*", aux Etats-Unis il doit présenté les mêmes qualités qu'un gaz ou un liquide, il doit être fluide et s'écouler librement en offrant le moins de résistance possible, dans les deux cas cela signifie que le travailleur doit s'adapter aux besoins du marché et être taillable et corvéable à merci, sans limite.

Raccourci pratique ou comment justifier une intervention en Syrie.

- L'exécution de Foley est une "*attaque terroriste*" contre les Etats-Unis - AFP

- Etat islamique : les Etats-Unis songent à des frappes aériennes en Syrie - Francetv info

- Londres exclut de coopérer avec Assad contre l'Etat islamique - Reuters

Et pour cause.

- Décapitation de James Foley: pourquoi les vidéos des djihadistes sont aussi léchées - slate.fr 22.08

Rappel.

- La vidéo du journaliste US décapité, un "*fake*" (FBI) - french.irib.ir 20.08

C'est le verdict du FBI : la vidéo qui est met en scène la décapitation d'un journaliste américain par un membre de Daech n'est pas véridique, c'est une fabrication, affirme la police fédérale américaine... . french.irib.ir 20.08

A quoi devait servir les "*réseaux sociaux*" ? Réponse.

Jarret Brachman, consultant sur le terrorisme international pour le gouvernement américain et auteur du livre Global jihadism: theory and practice, affirme que le contenu des vidéos de l'Etat islamique est moins important que la capacité de l'organisation à les promouvoir. Il m'a déclaré par email:

«*Ce qui compte vraiment, selon moi, c'est l'utilisation informelle des réseaux sociaux (au premier rang desquels Instagram, Twitter et Ask.fm) non seulement par les organes de presse formels de l'Etat islamique, mais aussi par son réseau de partisans, représentants et pom-pom girls informels à travers la planète. Les combattants de l'Etat islamique ont créé une ligne de communication directe fascinante entre le champ de bataille et leurs fans de la Terre entière à travers ces canaux*.» slate.fr 22.08

Rassembler de par le monde une armée quasi inépuisables de lumpenprolétaires et d'illuminés ou fanatiques de couches supérieures au sein de différentes factions ou groupes terroristes, qui ensuite pourraient être envoyés sur différents champs de bataille et instrumentalisés par la CIA et le Pentagone ainsi que les services secrets équivalents de leurs alliés occidentaux, pour mener des opérations militaires ciblées définies dans le cadre de leur stratégie politique de déstabilisation ou conquête de certains pays hostiles à la politique américaine ou qui refusent de s'y soumettre.

C'est parfaitement clair et programmé par ceux qui les utilisent et qui prétendent ensuite les combattre pour camoufler leur véritables intentions, inavouables évidemment, puisqu'il s'agit d'attaquer des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, cela leur fournit un mobil pour intervenir militairement en prétendant que leur sécurité et celle des populations de ces pays est menacée, ils peuvent enclencher leur discours devenu une rangaine sur la guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie et de la liberté qu'en réalité ils piétinent et la boucle de l'imposture ou de leur propagande est bouclée.

- Un chasseur chinois a "*dangereusement*" frôlé un avion militaire américain - AFP

Un chasseur chinois a "*dangereusement*" frôlé par trois fois un avion militaire américain mardi dans l'espace aérien international à

l'Est de la Chine, a annoncé le Pentagone vendredi, un nouvel incident qui illustre les tensions persistantes entre les deux super-puissances.

Le chasseur chinois, qui était armé, s'est approché à moins de 10 mètres de l'avion américain, un P8-Poseidon de surveillance maritime qui effectuait une mission de routine, a déclaré le contre-amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone.

Le pilote chinois a effectué un "*tonneau*" au-dessus de l'appareil américain et, à un autre moment, il est arrivé perpendiculairement au Poseidon et a "*exhibé ses armes*". AFP 22.08

"***Invasion***" de la propagande des puissances occidentales.

Quand l'Otan donne des leçons en matière de "*souveraineté*" des Etats.

- Ukraine : le convoi d'aide russe arrivé à Lougansk, Kiev dénonce une "*invasion*" - AFP

- Ukraine : La communauté internationale condamne l'entrée du convoi russe - 20minutes.fr

Tous les camions du convoi d'aide humanitaire russe sont arrivés vendredi dans le bastion rebelle de Lougansk dans l'est de l'Ukraine, selon la télévision d'Etat russe, suscitant de vives condamnations en Occident, Kiev parlant d'"*invasion*".

L'Otan a dénoncé "*une violation flagrante*" par la Russie de ses engagements internationaux et de la "*souveraineté*" de l'Ukraine. Le Pentagone a exigé que Moscou retire "*immédiatement*" son convoi humanitaire sous peine de nouvelles sanctions.

L'envoi de ces 300 camions "*constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie*", a déclaré le contre-amiral John Kirby, le porte-parole du Pentagone.

L'Union européenne a "*déploré*" la décision de Moscou qui a, au bout d'une semaine d'attente, unilatéralement décidé d'envoyer en Ukraine les 300 camions blancs.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit en outre se réunir vendredi pour aborder ce dernier développement de la crise ukrainienne.

"*Il s'agit d'une invasion directe*", a réagi le chef des services de sécurité ukrainiens Valentin Nalivaïtchenko, en promettant cependant que l'aviation ne bombarderait pas le convoi russe. "*Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cela n'ait pas de conséquences plus graves*", a assuré le président ukrainien Petro Porochenko.

Kiev craint que ce convoi, qui se déplace en territoire rebelle en proie à des combats intenses, ne fasse l'objet d'une "*provocation*" qui pourrait servir de prétexte à une intervention militaire russe.

Selon le président russe Vladimir Poutine, tout nouveau retard du convoi aurait été "*inacceptable*", a-t-il dit dans un entretien téléphonique avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Mme Merkel doit se rendre samedi à Kiev, où elle sera reçue par le président ukrainien Porochenko pour une visite hautement symbolique à la veille de la fête de l'indépendance de l'Ukraine qui donnera lieu à un défilé militaire dans la capitale.

Un porte-parole militaire ukrainien a affirmé que deux colonnes d'équipements militaires lourds russes avaient été aperçues sur la route de Lougansk, dans les localités de Molodogardiïsk et de Davydo-Mykilske.

Le contrôle de la frontière russe est un des objectifs prioritaires de l'armée ukrainienne, par laquelle transitent, selon Kiev et certains pays occidentaux, armes et mercenaires qui vont renforcer les rangs des insurgés. 20minutes.fr 22.08

D'où sont sortis ces "*équipements militaires lourds russes*", mystère ? Aucun des satellite américains qui tournent en permanence au-dessus de l'Ukraine et de la Russie ne les a détectés lorsqu'ils passaient la frontière, étrange non ? Qu'on est bête parfois, ils n'ont pas précisé à quel pays ils appartenaient sachant que la plupart des équipements de l'armée ukrainienne sont... russes !

ACTUALITE EN TITRES

Bassesses.

- Bayrou: une entente avec Juppé "*possible*" dans la perspective de 2017 - AFP

- Hervé Mariton: La candidature de Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP n'a «*pas beaucoup de sens*» - 20minutes.fr

Un scoop!

- Services à la personne : les plus aisés bénéficient des avantages fiscaux - LePoint.fr

Intox et désinformations.

- L'Etat islamique représente une menace inédite, selon le Pentagone - Reuters

- Irak : "*Ils font ça parce qu'on est chrétiens, c'est tout*" - LePoint.fr

- La guerre civile a fait près de 200.000 morts en Syrie - Reuters

Pourquoi il est temps de taper du poing sur la table pour qu'Arabie Saoudite, Qatar et autres Etats arabes ou musulmans assument eux aussi leurs responsabilités dans la lutte contre le califat islamique - Atlantico.fr

Autant leur demander de s'appliquer la charia !

Stratégie du chaos.

- Irak: 70 morts dans une attaque de miliciens chiites contre une mosquée sunnite Shwan - AFP

- Irak : 700 000 déplacés ont trouvé refuge dans le Kurdistan irakien - LePoint.fr

- Libye : 170 migrants portés disparus en mer - LePoint.fr

- Pakistan: vers un "*coup d'Etat de velours*" de l'armée ? - AFP

- La guerre en Syrie a fait plus de 190.000 morts selon l'ONU - AFP

- Ebola s'étend au Liberia, l'arrêter "*prendra des mois*" selon l'OMS - AFP

- 22 322 personnes sont disparues au Mexique - LeMonde.fr

Haut de page

Le 24 août 2014

CAUSERIE

Un mot sur ma situation personnelle très délicate.

Je vais payer très cher le tiers-mondisme qui m'animait à la fin des années 80 et qui m'a amené à partager ma vie avec une femme indienne sur laquelle je ne savais rien ou presque, sinon qu'elle était pauvre. Une terrible erreur. Après avoir démissionné de l'OCI au début de 1981, j'ai cessé totalement de militer sauf dans l'entreprise où je travaillais, j'étais délégué syndical FO. Je me suis pour ainsi dire désintéressé de la politique, j'étais écoeuré en fait plus que découragé.

J'en profitais pour renouer plus ou moins avec les domaines que j'avais déjà explorés dans le passé et mon intérêt portait désormais sur des questions plus philosophiques, ce qui m'amena à étudier diverses religions, principalement le bouddhisme et l'hindouisme, ma curiosité débordante et ma soif de connaissance m'entraîna vers d'autres sujets comme l'alimentation ou diététique, les médecines parallèles, etc. Je n'étais pas perdu mais presque, à la recherche de nouveaux repères en quelque sorte. Vivant confortablement à cette époque, je m'intéressais plus aux questions relatives à mon bien-être personnel qu'à celui des autres sans pour autant changer de convictions politiques, je n'y pensais plus, je les avais rangées dans un tiroir de mon

cerveau où étaient stockées mes diverses expériences, pour le rouvrir 20 ans plus tard, le 11 septembre 2001, date également de mon anniversaire.

Petit à petit ma vigileance ou mon esprit critique, qui à l'époque n'était pas très développé il faut bien dire faiblir, au point de m'embarquer dans une histoire qui allait changer le cours de ma vie et m'entraîner en Inde, aventure à laquelle je n'étais pas du tout préparée. En Inde je suis allé de désillusion en désillusion, cependant tant que je conservais l'ascendant sur mon épouse, je pouvais réparer mes erreurs et surtout les siennes sans trop de dommages. C'est une fois que ce rapport s'inversa en sa faveur que la situation devint critique. Au bout de 15 ans de vie commune environ, il était évidemment trop tard pour faire marche arrière sans prendre de gros risques, notamment celui de perdre le mode de vie que je m'étais construit patiemment au cours des années précédentes. Et puis l'âge avançant et la situation sociale se dégradant à vive allure en France, il m'était devenu impossible d'envisager y retourner et essayer de refaire ma vie, à nouveau, toutes les opportunités que j'aurais peut-être pu saisir quelques années plus tôt s'étaient refermées une à une derrière moi, je n'avais plus qu'à m'enfoncer toujours plus dans cette histoire qui prenait une sale tournure, mes relations avec ma compagne étant devenues exécrables au possible. Je n'ai jamais essayé de me le cacher, en quelque sorte je menais une double vie depuis 2004 environ, date à laquelle j'ai créé ce portail et j'ai renoué avec le militantisme politique.

Double vie dans la mesure où je continuais à partager sa vie tout en en étant de plus en plus éloigné, tout en me livrant à une intense activité politique qui lui était totalement étrangère ou à laquelle elle ne pouvait rien comprendre. Je vivais désormais avec elle en Inde, mais mon esprit et mes préoccupations étaient ailleurs. Le processus de décomposition de nos relations s'est brutalement accéléré quand elle a décidé de s'installer en France, estimant que je devrai la suivre un jour ou l'autre, ne cessant plus de me pourrir la vie jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction. Or j'avais la ferme intention de rester vivre en Inde, sachant que matériellement ma situation matérielle et financière serait catastrophique en France, tandis qu'en Inde je vivais confortablement et rien ne s'opposait à ce que je finisse mes jours ainsi. Mais pour elle qui détestait l'Inde et les Indiens, sa propre famille, la chose était entendue, maintenant qu'elle avait obtenu une HLM, ses allocations d'handicapée et la CMU, je devais la suivre, c'était elle qui dorénavant dicterait notre destin, le mien, alors que si je l'avais écoutée dans le passé, nous serions devenus des clochards, nous aurions perdu le petit capital sur lequel nous vivions, ma vie aurait été foutue.

Aujourd'hui, avec le coup de force qu'elle vient de m'imposer, elle risque de ruiner le restant de mes jours à défaut que je la suive en France, me détestant autant que le reste du monde, seule l'argent que j'avais économisé et fait fructifié l'intéresse, ainsi que ses ordures de frères évidemment. Selvi n'était finalement qu'un prétexte puisqu'elle m'a déjà perdu depuis très longtemps. Si par malheur je devais tout perdre et retourner en France, il est clair qu'elle ne me reverrait jamais, ce dont elle se fout pas mal entre nous, d'où les quelques précautions que j'ai dû prendre en urgence ces derniers jours. Je vous ai toujours dit que j'avais rien du mec calculateur ou du manoeuvrier, de l'hypocrite qui cache son jeu, et bien là cela pourrait me jouer un vilain tour, car j'aurais dû prendre mes précautions bien plus tôt. Mais bon, je ne pouvais pas non plus envisager prendre la fuite comme un voleur, ce n'est pas dans ma nature, je suis trop honnête, peut-être jusqu'à la connerie je veux bien l'admettre, en tout cas je me suis fourré dans une sale histoire sans savoir comment elle va finir. Cela ne m'a pas empêcher d'actualiser le site ces derniers jours comme si de rien n'était, car ma détermination à m'en sortir reste intacte. Et puis ma petite vie médiocre ne pèse par lourd à côté de ce qui se passe actuellement dans le monde. D'accord je n'en ai qu'une et je devrais m'en soucier davantage, on essayera par la suite si l'occasion m'en est donnée, quand cette histoire sera terminée.

J'ai eu tort de faire confiance à cette femme, j'ai eu la faiblesse de la croire sur parole en sachant de quoi elle était capable, une faiblesse impardonnable qui est due au fait que je n'ai jamais été animé de mauvaises intentions à son égard, ce qui n'était pas son cas et elle vient de le prouver.

C'est pour cette raison que parfois je manifeste de la mauvaise humeur dans le site, parce qu'il faut sans cesse se justifier, se justifier comme si on était coupable de quelque chose qu'on n'a pas commis, la méfiance aveugle ou l'gnorance conduit bon nombre de lecteurs ou militants à toujours prendre tout de travers, n'imaginant pas un seul instant apparemment que je n'avais absolument aucun intérêt à agir de la sorte ou que j'aurais franchement eu autres chose à faire que de me faire chier du matin au soir devant mon ordinateur.

C'est mon optimisme ou ma propension à favoriser le bon côté des gens qui m'a induit en erreur, et ce n'est pas faute de les connaître, donc j'assume.

Pour faire un point rapidement sur la situation, la police est venue à deux reprises à mon domicile depuis le 20 août date du retour de France de ma charmante épouse et de la plainte qu'elle a déposée contre moi, ne voyant pas comment répondre à son offensive, au lieu d'adopter la tactique de la défensive qui aurait pu l'encourager dans son entreprise, je suis passé à mon tour à l'offensive en portant plainte contre elle en me rendant au commissariat le plus proche de chez moi hier matin, et dans l'après-midi dans le même commissariat les policiers ont organisé une confrontation en présence de mon épouse. Ils comprirent rapidement quel était le mobil de son action contre moi et qu'elle avait décidé de faire main basse sur mon modeste capital, étant tous les deux de nationalité française et étant marriés en France, ils en conclurent que la juridiction indienne n'était pas abilitée à trancher notre différent et que seul un tribunal en France détenait le pouvoir de prononcer une séparation ou un divorce. Autant dire que si elle s'engageait dans une telle procédure en France, cela pourrait prendre de nombreuses années parce que je n'ai plus les moyens de me payer un billet d'avion.

Ce fut un soulagement pour moi et Selvi, temporaire, car elle a déjà décidé de tenter sa chance dès demain dans un commissariat réservé aux femmes au Tamil Nadu, puis à Pondichéry ou encore auprès du Consulat de France, que j'ai informé en détail de toute cette lamentable histoire, n'ayant rien à cacher ou à me reprocher. J'attends la suite maintenant. J'ai essayé une dernière tentative de conciliation en l'appelant au téléphone ce matin, en vain, elle est immédiatement entrée dans une furie noire, elle s'est mise à hurler, c'est son état normal dès qu'on la contredit ou qu'elle est contrariée, s'il pleut par exemple, quelle horreur ! Je m'en doutais, elle a renouvelé ses menaces de morts et qu'elle allalit me mettre sur la paille ou ruiner ma vie, ta vie est foutue m'a-t-elle dit gracieusement et elle a raccroché.

Personne ne pourrait raisonnablement envisager de continuer à vivre sous le même toit avec une telle personne ou après un tel épisode. Quand parfois j'évoque le comportement du prolétariat profondément arriéré, ce n'est pas pour des prunes, mais parce que je le connais bien et non pour le juger ou pire le condamner à demeurer éternellement dans cet état peu enviable, je connaissais les désagréments et les dangers de le côtoyer de près puisque c'était mon milieu familiale, je pensais qu'à mon contact le meilleur supplanterait le pire, apparemment tel ne fut pas le cas, ce qui prouve bien qu'on a toujours quelque chose à apprendre des autres dans la vie, sinon à quoi bon continuer à vivre, n'est-ce pas ?

Le chiffre du jour. 2.100

Plus de 2.100 personnes ont été tuées côté palestinien depuis le 8 juillet et le début de l'opération israélienne "Bordure protectrice" contre le Hamas qui contrôle le territoire palestinien, selon les secours locaux.

En complément. La même barbarie.

- Ukraine: un hôpital touché dans un bombardement à Donetsk - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Quoi qu'ils disent ou fassent, ils incarnent le rejet du capitalisme qui unifie toutes les couches d'exploités contre le régime.

- Hollande à 17% de popularité, Valls perd 9 points (36%), selon l'Ifop - AFP

François Hollande perd un point de popularité (17%), tandis que le Premier ministre enregistre une chute de 9 points pour s'établir à 36%, selon le baromètre Ifop pour le Journal du dimanche. AFP 23.08

- Pour François Hollande, "*on n'est plus dans la crise*"... Atlantico.fr En marge de son voyage dans l'océan Indien, le chef de l'État n'a pas dérogé à son éternel optimisme. "*On n'est plus dans la crise*", a-t-il avancé, malgré les mauvais résultats économiques qui s'amoncellent. Ce "*on*" dissimule pourtant des millions de Français, pour qui la crise et ses effets sont loin d'être terminés. Atlantico.fr 23.08

- La nouvelle fronde d'Arnaud Montebourg - LePoint.fr

- Benoît Hamon : « *Arnaud et moi ne sommes pas loin des frondeurs* » - LeMonde.fr

- Critique du gouvernement: Les écologistes persistent et signent - 20minutes.fr

- Pour Mélenchon, Hollande est «*pire*» que Sarkozy - 20minutes.fr -

"*Monsieur Hollande, c'est pire que monsieur Sarkozy*", a lancé au cours d'une conférence de presse M. Mélenchon, qui a quitté vendredi la coprésidence du Parti de gauche (PG). (Apparemment il aurait renoncé à en devenir le Premier ministre, quel misérable pitrerie ! On pourrait appeler cela de la récupération dans la mesure où il dit ce que chacun pense déjà. Son discours en apparence radical ne sert qu'à camoufler sa capitulation politique devant le régime. - ndlr)

"*Parce que monsieur Sarkozy, c'était la retraite à 62 ans, monsieur Hollande, c'est la retraite à 66 ans. Monsieur Sarkozy et monsieur Fillon ont donné 35 milliards (d'euros) au patronat en deux plans d'austérité. Quand on fait le total des concessions qu'a fait ce gouvernement, c'est 90 milliards*", a-t-il développé. AFP 23.08

Il est très loin du compte, passons.

En complément. La (mauvaise) blague du jour.

- « Le Front de Gauche veut-il vraiment renverser ce régime ?» - Liberation.fr

Meurtre raciste ordinaire. La question qui tue... si vous avez le malheur d'être noir.

- «*Les enfants de Ferguson*»: comment parler de la police aux enfants noirs? - Slate.fr

Réponse.

- New York: des milliers de manifestants après la mort d'un père de famille noir - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Staten Island à New York, pour protester contre la mort d'Eric Garner, un père de famille noir décédé lors de son interpellation par la police le mois dernier.

Soupçonné de vente illégale de cigarettes, Eric Garner, qui avait tenté de résister, avait été plaqué au sol par plusieurs policiers blancs le 17 juillet à New York.

Dans une vidéo amateur, on voit un policier lui compresser le cou. Obèse et asthmatique, Garner, 43 ans, se plaint à plusieurs reprises de ne pas pouvoir respirer. Il avait ensuite perdu connaissance et avait été déclaré mort à l'hôpital.

"*Je ne peux pas respirer*", scandaient samedi les manifestants, venus par cars et ferry, jusqu'à l'île de Staten Island, un arrondissement de New York.

"*La vie des Noirs compte*", pouvait-on lire sur des pancartes, alors que d'autres demandaient l'arrestation du policier, Daniel Pantaleo.

"*Pas de justice, pas de paix*", scandaient aussi les marcheurs. "*Les mains en l'air, ne tirez pas*", lançaient-ils.

Venus parfois avec leurs enfants, à l'appel notamment du NAN (national Action Network), organisation du leader des droits civiques Al Sharpton, les manifestants associaient sur des mêmes pancartes Eric Garner et Michael Brown, dont la mort a provoqué provoqué plusieurs nuits d'émeutes à Ferguson.

Celle de Garner a suscité une intense émotion à New York, et plusieurs manifestations pacifiques ont eu lieu ces dernières semaines.

"*J'ai trois fils de 15, 12 et 6 ans, je suis là pour que le monde voit ce qui se passe ici*", déclare à l'AFP Tricia Mackmenbourgh, venue de Brooklyn, qui dénonce la "*brutalité policière*" de "*mauvais policiers qui ne font pas leur travail*".

"*Tout le monde a le droit de se sentir en sécurité*", ajoute-t-elle, estimant qu'il faut aussi revoir la politique de la "*fenêtre cassée*", qui vise à New-York à être sans pitié avec les auteurs de petits délits.

Les autorités new-yorkaises avaient tout fait pour calmer le jeu avant la manifestation de samedi, surveillée par de très importantes forces de police.

Al Sharpton avait lui même déclaré qu'aucune violence ne serait tolérée.

Certains magasins le long du cortège avaient cependant préféré fermer, redoutant des violences.

Les manifestants avaient prévu de marcher depuis l'endroit où Eric Garner avait été interpellé, jusque devant les bureaux du procureur local. Celui-ci a annoncé mardi la convocation - en octobre - d'un grand jury, assemblée populaire chargée de décider d'éventuelles inculpations.

Le policier qu'on voit serrer le cou de Garner, pratique illégale, a été réaffecté. AFP 23.08

Une menace pour les peuples du monde entier.

Leur armée de mercenaires sanguinaires.

- Comment les Etats-Unis peuvent-ils venir à bout de l'Etat islamique ? - AFP

- Les Etats-Unis envisagent « *d'agir* » contre l'Etat islamique en Syrie en cas de menace - LeMonde.fr

Harcèlement quotidien et provocation grossière.

- La Chine dément avoir mis en danger un avion militaire américain - LeMonde.fr

La Chine a rejetté, samedi 23 août, les accusations des Etats-Unis selon lesquelles un avion de chasse chinois aurait dangereusement frôlé un appareil américain au large de la Chine. Le ministre chinois de la défense, Yang Yujun, a qualifié ces allégations de « *totalement infondées* », selon un communiqué cité par l'agence de presse Chine nouvelle.

Le ministre y affirme que le chasseur était à bonne distance de l'avion américain, intercepté au-dessus des eaux internationales à environ 220 kilomètres à l'est de l'île chinoise de Hainan, et qu'il a mené une opération de vérification normale. Il renvoie la responsabilité d'éventuels incidents à « *la surveillance rapprochée, massive et fréquente de la Chine* » pratiquée par les forces américaines. LeMonde.fr 23.08

Face à l'engrenage, l'Etat sioniste effrayé temporise face à ses conséquences.

- Des roquettes tirées de Syrie atteignent le Golan occupé par Israël Francetv info

Des tirs de roquettes partis de Syrie ont touché, dimanche 24 août, la partie du plateau du Golan occupée par Israël, annonce l'armée israélienne. "*Au moins cinq roquettes tirées depuis la Syrie ont touché différents points du plateau du Golan*", selon un communiqué, qui ne fait état d'aucune victime. L'auteur des tirs n'est pas encore connu et l'armée israélienne n'a pas riposté, selon une porte-parole.

Samedi soir, une roquette tirée du Liban a frappé le nord d'Israël, sans faire de dégâts ou de victimes, une action qui n'a pas été revendiquée. Israël n'a pas répliqué à ce tir, mais a adressé une "*ferme protestation*" à la Finul, la force des Nations unies déployée dans le sud du Liban, qui surveille la frontière entre les deux pays. Francetv info 23.08

Le moment semble mal choisi pour qu'Israël se livre à une telle provocation via ses alliés arabes sionistes.

Par contre ses ennemis pourraient en profiter pour l'entraîner dans une guerre avec ses voisins qui fragiliserait un peu plus Israël, sachant qu'une telle extension de la guerre au delà de la Syrie, de l'Irak et de Gaza pourrait embraser toute la région et mener à une guerre totale entre les différents belligérants en présence, et qui sait au delà encore.

Haut de page

Le 25 août 2014

CAUSERIE

Pas de nouvelles personnelles, dimanche et lundi calmes.

Je vais me retrouver sans compte en banque en France, mais j'ai trouvé la parade, pour recevoir éventuellement de l'argent de la part de ma famille au cas où je me retrouverais en difficulté, il suffira qu'ils aillent à la Banque postale et remplisse avec mes coordonnées bancaires en Inde un document intitulé " Odre de transfert de fonds international " et l'envoyer au service des virements internationaux à Lille moyennant une commission de 13 euros environ.

Je peux aussi ouvrir un compte à la State Bank of India, il suffira alors à la personne en France, si elle est sur la région parisienne, qu'elle aille à leur succursale du Rond point des Champs Elysées à Paris.

Quant à ma petite retraite dans trois ans, je pourrais la faire virer directement sur mon compte en Inde.

Le chiffre du jour. 2.120.

La guerre a fait 2.120 morts côté palestinien, selon les secours locaux. AFP 24.08

En complément du champ de bataille.

- Israël : Benny Gantz échappe à un missile, blessé - french.irib.ir

Le chef de l'état major interarme israélien a échappé à une attaque aux missiles de la Résistance. selon Al Mayadin, Benny Gantz se trouvait dans la base militaire de Nahal Uz quand les missiles de la Résistance se sont abattus sur cette base. Les médias israéliens annoncent qu'il a été grièvement blessé. 4 missiles ont été tirés samedi soir contre Sderot. 140 missiles ont été tirés samedi contre Israël provoquant la mort d'un israélien. french.irib.ir 24.08

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent.

- Roche va racheter l'américain InterMune - Reuters

Le groupe pharmaceutique Roche a annoncé dimanche le rachat de la société de biotechnologie américaine InterMune pour une valeur d'entreprise de 8,3 milliards de dollars. Reuters 24.08

- Suisse: Roche achète le groupe américain InterMune pour 8,3 milliards de dollars - AF

ACTUALITÉ DU JOUR

La soumission à l'impérialisme américain qui se traduit par un mimétisme à tous les niveaux de la société devait entraîner les mêmes maux.

- Marseille: un mort et un policier gravement blessé après une course-poursuite - AFP

- Montpellier : le maire refuse que la ville «*devienne Chicago*» - Liberation.fr

Partant du constat qui figure dans le titre que j'ai donné à ces infos, la suite était écrite, l'engrenage infernal de la décomposition de la société et la violence était inévitable dès lors que les représentants de l'Etat ne romperaient pas avec les Etats-Unis.

Je l'ai pensé lorsqu'ils ont rasé le quartier de Puteaux pour construire La Défense ou ces horribles tours. J'ai continué de le penser lorsque le Coca Cola s'est répandu en France et que Mac Donald a commencé à s'implanter dans toute les grandes villes. En fait cela avait commencé par les cigarettes, le jeans et la musique (jazz, rock, blues), le cinéma aussi avec les westerns et les films de guerre retraçant des épisodes de la Seconde Guerre mondiale, qui allaient être diffusés sur l'unique chaîne de télévision de l'ORTF le dimanche soir.

Le lien entre tout cela figurait dans la guerre du Vietnam où les Américains allaient prendre le relais des Français après la défaite de Dien Bien Phu en 1954. Si de Gaulle décida de quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966, il ne rompit jamais avec les Américains et l'Alliance atlantique, précisant dans une conférence de presse du 7 mars 1966, (la France) « *est disposée à s'entendre avec [ses alliés] quant aux facilités militaires à s'accorder mutuellement dans le cas d'un conflit où elle s'engagerait à leurs côtés ». Bref, elle « croit devoir, pour son compte, modifier la forme de [l']alliance sans en altérer le fond* ». (www.monde-diplomatique.fr/2008/04/VIDAL/15800).

Face à la Russie et la Chine, l'hégémonie de la puissance américaine sur les autres puissances occidentales allait petit à petit s'étendre au mode de vie de leur population, au paysage de leur territoire, puis gagner ou plutôt envahir leur mode de pensée, pour finir le modèle américain fut adopté quasiment sans réserve ou aveuglément au point d'être déclaré l'idéal de la société du futur.

Ce processus d'assimilation, qui a terme devait être totale ou se traduire par l'adoption d'un mode de vie et de pensée standardisé sur le modéle américain par tous les peuples en Europe, fut présenté de telle sorte ou justifié hypocritement par ceux qui soutenaient qu'on assistait à un mélange ou brassage de cultures, alors qu'en réalité il s'agissait plutôt d'imposer la domination d'une culture sur une autre qui devrait disparaître ou passé au second plan, la culture américaine incarnant un type de société soumise à l'argent et à la consommation à outrance, déshumanisée, largement gangrenée par la propagande officielle, très superficielle, je parle en général.

La culture américaine allait être formatée de telle sorte qu'elle allait incarner l'orientation politique et les besoins des capitalistes

qui avaient fait main basse sur son économie, devenue la première puissance mondiale il était facile de comprendre ou de concevoir que l'exportation de leur culture était liée à des objectifs politiques, accroître son emprise sur tous les pays dépendant économiquement des Etats-Unis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale afin de leur imposer plus facilement sa politique. Ce n'est pas un hasard non plus si c'est aux Etats-Unis que sont nés ou que se sont développés les mouvements féministes, écologistes, homosexuels, la question de la lutte contre le raciste occupant une place à part en relation avec l'esclavagisme et après son abolition le refus d'accorder aux Noirs les droits civiques qu'aux Blancs. Autant de mouvements qui dès le départ furent encouragés, dévoyés ou instrumentalisés par l'oligarchie financière comme le révéla plus tard Nick Rockefeller car politiquement ils servaient ses intérêts, il fallait bien diviser et distraire le peuple américain ou faire en sorte qu'il ne s'intéresse pas aux questions politiques essentielles pour que le gouvernement applique tranquillement sa politique.

Plus tard ces mouvements furent importés en France (notamment) ou se développèrent par mimétisme, sans parfois ou très souvent que leurs auteurs prennent conscience des véritables enjeux ou objectifs politiques qu'ils recouvraient. A l'époque du néolibéralisme triomphant et acquise la soumission totale de tous les gouvernements à l'impérialisme américain, l'idéologie nihiliste reposant sur un individualisme aveugle ou forcené inconscient, nécessitant un tel mode de pensée, elle n'a plus besoin d'être importé d'outre-Atlantique, elle se nourrit de la décomposition de la société à laquelle elle participe tout en l'accélérant, sans jamais avoir à l'esprit qu'en agissant ainsi les représentants de ces mouvements se transforment en agents du capitalisme ou du gouvernement en place. Contrairement aux mouvements pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis qui le plus souvent lient leur combat politique à des revendications sociales, en n'hésitant pas à dénoncer la monstruosité à laquelle est parvenu le capitalisme qui a favorisé l'explosion des inégalité sociales avec la naissance de couches d'ultra riches au côté de dizaines de millions d'ultra pauvres ou miséreux, argument dont on ne trouvera pas trace dans le combat des mouvements féministes ou écologistes ou homosexuels par exemple ou seulement à la marge, rarement.

Et c'est normal, car qui mieux que le Noir incarne l'exploité ou l'opprimé aux Etats-Unis, l'ensemble des exploités toutes origines confondues, donc le pendant du capitaliste, de l'exploiteur et l'oppresseur dont le pouvoir ne saurait être contesté. Et s'il existe des villes aux Etats-Unis quasiment peuplées exclusivement de Noirs comme à Fergusson, de véritables villes ghettos réservées aux Noirs, il n'existe pas de villes entièrement peuplées de femmes ou de féministes, d'écologistes ou d'homosexuels. Cet argument peut paraître ridicule au premier abord, c'était juste pour montrer que la discrimination raciale avait à l'origine un contenu social lié aux fondements du capitalisme qui poussait les travailleurs noirs à rejeter le capitalisme, ce que ne sera pas le cas des participants des autres mouvements pour être davantage intégrés dans la société. D'autres arguments peuvent être développés pour montrer que la question noire correspond à un statut particulier, mais je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur cette question.

Quand la crise du régime se transforme en crise politique sans aucune perspective d'en sortir.

Pourquoi ce titre aussi pessimiste ? Mais parce qu'il correspond à la réalité puisqu'aucun parti ouvrier n'est capable à ce jour d'inspirer confiance aux travailleurs. On ne va tout de même pas inventer un parti qui n'existe pas juste pour justifier la politique que l'on défend ou pour se faire plaisir, il faut être sérieux.

Cela dit cela ne signifie pas qu'il n'existerait pas une issue politique à la crise du régime conforme aux intérêts des travailleurs. Il ne faut pas confondre les deux. Ce que nous disons, c'est que les conditions subjectives n'existent pas pour espérer que les masses se saisissent de cette issue politique ou transforment cette perspective politique en réalité, voilà tout.

Pour que ce qui existe en théorie deviennent réalité, il faut que certaines conditions pratiques soient réunies. Aussi comme nous le clamons depuis des années sans jamais avoir été entendu, c'est l'absence d'un puissant parti ouvrier, le facteur déterminant qui seul peut faire passer cette perspective politique du plan théorique au plan pratique, de telle sorte qu'elle commence à prendre forme ou se traduise dans la réalité, d'où la nécessité de subordonner notre action politique ou notre intervention dans la lutte des classes à la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

On n'a jamais voulu nous écouter ou prêter sérieusement attention à nos arguments, la question du parti était sans cesse relégué au second plan, qu'on l'admette ou non peu importe, disons que ceux qui prétendraient le contraire aujourd'hui seraient bien mal avisés de prétendre le contraire, car on ne voit comment ils pourraient s'y prendre pour démontrer qu'ils ne l'ont pas toujours sous-estimé au profit du mouvement spontané des masses réduit en réalité au mouvement ouvrier gangrené par le réformisme ou l'opportunisme.

A sa façon et inconsciemment, Mélenchon a bien saisi que le noeud de la situation résidait dans la distance qui existait entre le "*peuple*" qu'il appelle au secours et son parti, nous dirons le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui n'existe pas en ce qui nous concerne, sans pouvoir établir quand elle s'était établie ni pouquoi ou comment y remédier évidemment.

Cette question est posée à tous les partis ouvriers en crise également. Pourquoi sont-ils coupés des masses, pourquoi aucun parti ouvrier n'est parvenu à émerger du lot au cours des 70 dernières années, excusez-nous du peu ? On leur a posé sans cesse cette question sans qu'il daigne y répondre, il la fuit en vérité, car la responsabilité de leurs dirigeants est directement engagée, ils préfèrent préserver leurs appareils.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la situation ramène cette question au premier plan qu'ils le veuillent ou non, et le fait de ne pas y répondre ne va qu'amplifier la crise qui traverse tous les partis, c'est inévitable. Ils peuvent le nier évidemment et continuer comme si de rien n'était, mais il n'est pas certains que leurs militants accepteront encore longtemps d'être ainsi menés en bateau.

Quelle alternative au gouvernement Hollande-Valls ? Aucune partant de là. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'accord, sur la base de quel parti puisqu'il n'existe pas ou que ceux qui existent n'ont aucune légitimité selon les travailleurs ? Donc impossible d'avancer cet argument. Gouvernement des partis et organisations ouvrières, quelle mauvaise farce, les travailleurs ont déjà donné, on leur a même dit que le PS était toujours un parti de gauche, ouvrier quoi, pour les persuader de voter Hollande et PS. Alors, on attend, messieurs veuillez nous dire quelle autre perspective politique proposez-vous aux travailleurs ?
Une Assemblée constituante souveraine, autre mauvaise blague dans la mesure où à peu de choses près elle serait la copie conforme de l'Assemblée nationale. Admettons un instant que ce ne soit pas le cas, mais quel parti suffisamment implanté dans toutes les couches d'exploités pourrait faire en sorte qu'il n'en soit pas autrement ? Aucun, on en revient donc à la conclusion précédente. Et puis, faudrait-il encore que les masses se mobilisent, déferlent pour lui donner un autre contenu. Faudrait-il aussi qu'elle trouve spontanément le chemin de l'organisation, car se mobiliser ne suffira pas, ce serait aux masses d'assurer le contrôle de l'Assemblée constituante, aussi faudrait-il qu'elles soient organisées, mobilisées en permanence pour dicter leur politique à cette institution, sinon elle agira plutôt comme un élément de démobilisation des masses...

Donc effectivement c'est le "*peuple*" le facteur déterminant de la situation, dès lors qu'il intervient directement sur la scène politique ou décide de prendre en main son destin, encore faut-il qu'un parti le guide dans la bonne direction pour qu'il ait une chance d'atteindre ses objectifs politiques, renverser le régime en place et prendre le pouvoir politique. Cela ne peut pas se réaliser spontanément sans qu'un long travail de sape du régime n'ait été réalisé pendant des années en amont. On peut estimer que le régime a largement contribué à effectuer ce travail de sape, les banquiers, la finance en général, les capitalistes ou les patrons, bon nombre de travailleurs savent quoi en penser même s'ils ne sont pas organisés, ils ont tous entendu parler de leurs terribles méfaits, inconsciemment ou quelque part dans leur tête ils les haïssent, et s'ils ne s'en sont pas débarrassés plus tôt , c'est uniquement parce que l'occasion ne s'est jamais présentée, alors que là ils pourraient en profiter pour régler leurs comptes. J'ai toujours soutenu que les travailleurs n'étaient aussi bêtes qu'on le prétendait ou qu'ils pouvaient le laisser penser au premier abord, qu'à défaut d'une compréhension claire de la situation, ils avaient acquis une certaine expérience des rapports entre les classes qui le moment venu pourrait leur servir.

Cela c'est le bon côté de la situation qui pourrait se développer si la crise politique se transformait en crise révolutionnaire. Maintenant il y a tous les aspects négatifs de la situation qu'il ne faudrait pas négliger.

Tout d'abord le fait que la moitié environ des travailleurs n'ayant pas subi une dégradation de leur condition au point de se mobiliser ou de se lancer dans une aventure risquée, qui à terme pourrait affecter leur niveau de vie ou pire encore, pourrait demeurer neutre ou soutenir les ennemis de ce processus révolutionnaire. Ensuite, cette mobilisation révolutionnaire aurait contre elle pratiquement tous les partis à part le POI, le NPA et LO, le PCF et le PG tenant de leur côté un double discours ou menant un double jeu pour le conduire dans une impasse. La réaction déploierait tous les instruments (de propagandes) médiatiques qu'elles contrôlent pour le dévoyer et le briser net. Toutes les institutions du régime seraient mobilisées pour le défendre la baillonnette au canon. Les entreprises recourraient au lock-out, les banques prétendraient manquer de liquidité pour payer les salaires, en cas de grève générale les distributeurs qui alimentent les supermachés pourraient refuser de les livrer orchestrant une pénurie des produits de premières nécessités, les riches et les banquiers organiseraient la fuite de capitaux à grande échelle, l'Etat ne serait plus en mesure de payer les salaires des fonctionnaires, les organismes sociaux les retraites, etc.

En réponse à cette offensive généralisée, centralisée et unifiée de la réaction, seule pourrait répondre efficacement un pouvoir centralisé et unifié au niveau national de manière à contrecarrer la réaction et empêcher que des masses basculent de son côté, avant qu'elles ne soient affectées par les mesures prises par la réaction, ce qui nécessite une prise de décision déterminée et rapide, tout retard ou alternoiment pouvant mettre en danger ou en échec l'ensemble du processus révolutionnaire. Maintenant on peut compter sur l'initiative des masses pour prendre le contrôle de pans entiers de secteurs économiques sans attendre un ordre venu du pouvoir central de la révolution, encore faudrait-il que tout cela soit exécuté avec un minimum d'ordre ou de discipline, l'objectif n'étant pas de s'emparer de quoi que soit pour son propre compte, mais d'intervenir selon un plan politique d'ensemble permettant de réorganiser l'ensemble de la production et de la société pour le compte de l'ensemble des travailleurs, et non une région ou un secteur économique déterminé, une couche particulière de travailleurs. Sans un centre de commandement centralisé de la révolution, impossible de mobiliser nos troupes pour s'emparer de points stratégiques ou les défendre une fois acquis...

On voit ici que rien n'est perdu d'avance ou que rien n'est finalement impossible, que l'objectif politique que les masses doivent se donner est à leur portée, qu'il est parfaitement réalisable dès lors que nous menons bien notre combat tous dans la même direction. Cela dit, si dans un premier temps on peut compter sur l'action spontanée des masses, par la suite ou très rapidement il faut impérativement qu'elles prennent conscience de l'orientation politique dans laquelle elle doivent poursuivre leur combat politique si elles veulent l'emporter définitivement sur leur ennemi, car dans le cas contraire elles échoueraient, leur ennemi profiterait de la moindre faiblesse ou faille pour s'engoufrer dedans et disperser ou disloquer le processus révolutionnaire en cours, qu'il réprimerait férocement évidemment, tout dépendrait encore des forces dont il disposerait ou son propre état de faiblesse après les coups que lui auraient porté les masses révolutionnaires déchaînées ou assoiffées de vengeance.

A un moment donné, en réalité très rapidement, il faudrait qu'un pouvoir émerge de ce processus révolutionnaire, tandis que l'ennemi continuerait le combat pour sauver son régime, afin d'emporter la victoire finale. D'où à ce moment là la place capitale qui reviendra au gouvernement ouvrier révolutionnaire de prendre les mesures qui s'imposent pour briser la résistance de la réaction, la réprimer impitoyablement de telle sorte que lui soit retirée la capacité de nuire à la révolution et au nouvel Etat ouvrier, à la République sociale...

On ne peut pas concevoir qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé d'éléments disparates ou non préparés à assumer cette responsabilité pourrait définir spontanément de telles mesures, si ses membres n'avaient pas pleinement conscience de la situation, de l'évolution des rapports entre les classes au cours du processus révolutionnaire, ce qui nécessite d'avoir une claire compréhension du rôle de chaque classe au sein du capitalisme depuis son avènement, du fonctionnement du capitalisme et des institutions au cours de leur évolution, d'être en mesure de définir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire les tâches que les masses doivent accomplir, les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer, ce qui ne s'improvise pas, ce qui est impensable en dehors d'un parti ou de dirigeants n'ayant pas une longue expérience de la lutte des classes ou n'ayant pas intégré les enseignements de la lutte des classes des siècles derniers, ne possédant pas une vision d'ensemble de l'évolution de la société et du monde depuis que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme existe, d'où le facteur déterminant du parti sans lequel les masses ne pourront vaincre, de la même manière que ce parti seul ne pourrait jamais vaincre, d'où la nécessité absolue de contruire ce parti pour conquérir la confiance des masses révolutionnaires, ensemble ils seront invincibles.

Mélenchon semble découvrir que rien n'est possible sans le "*peuple*", les masses exploitées, en réalité il ne l'avait jamais assimilé quand il était "*trotskiste*", il le démontre ici, il n'est pas le seul dans ce cas-là. Une partie seulement des conditions objectives sont réunies pour qu'éclate une crise révolutionnaire, tandis que les conditons subjectives font largement défaut. Il faut donc s'appuyer sur les couches qui correspondent aux conditions objectives qui sont réunies pour réaliser les conditions subjectives qui font défaut, dont le parti.

Nous n'avons pas besoin de changer de discours pour nous adapter à la situation qui s'inscrit dans la continuité de la lutte des classes des décennies antérieures, et si nous ne nous sommes pas écarter du léninisme, c'est parce que nous savions que la situation le ramènerait à un moment ou un autre au premier plan en posant la question du parti. En réalité cette question a toujours été d'actualité bien que la révolution n'était pas à l'ordre du jour ou était repoussée à une date indéterminée, estimant partant de ce constat qu'il fallait impérativement y subordonner notre politique pour disposer de cet instrument au moment où l'heure de l'affrontement entre les classes sonnerait, de manière à ne pas être pris au dépourvu et pouvoir y jouer un rôle décisif au côté des masses révolutionnaires.

Quel parti pourrait remplir ce rôle sinon le POI ou son courant communiste internationaliste une fois que des milliers de militants l'auraient rejoint et bien davantage encore par la suite une fois la dynamique enclenchée, on veut bien encore y croire bien que les apparences ne soient pas forcément en sa faveur, on ose l'espérer, parce qu'on ne voit quel autre parti pourrait jouer un tel rôle, aucun si on est un tant soit peu sérieux. Vous allez peut-être vous marrer (moi cela ne me fait pas rire du tout!) en repensant à mon penchant naturel à être optimiste qui m'a joué un bien vilain tour dans ma vie personnelle, mais là c'est différent, il s'agit de politique, c'est plus sérieux, ma vie personnelle ou mes intérêts personnels je les ai très souvent négligés. Personnellement je n'en ai rien à foutre que ce soit le POI ou un autre parti, je ne me suis jamais posé cette question en ces termes, si j'en suis arrivé à cette question c'est parce qu'elle est cohérente avec l'ensemble de ma démontration et la politique que je défends, ce parti est le seul qui pourrait faire l'affaire, sans a priori aucun, c'est un constat, je n'y peux rien, c'est ainsi, après tout le mal que j'en ai dit ces dernières années, vous avouerez que si je ne le pensais pas sincèrement ou si je n'en étais pas convaincu je ne l'écrirais pas, c'est une question d'honnêté, voilà tout. Il n'y a nulle contradiction entre mes deux attitudes, la vie est faite de contradictions, non, à moins qu'on ne vive pas dans le même monde, dans ce cas-là je m'incline. D'ailleurs si vous avez lu attentivement ce que j'ai écrit, je ne renonce nullement à mes idées et mes critiques du POI, j'estime que la situation actuelle impose de ramener mes désaccords avec le POI à un échelon inférieur sans les abandonner pour autant. Faites-en l'expérience, on en reparlera plus tard.

- Critiques de Montebourg et Hamon: "*Du jamais vu sous la Ve République*" - L'Express.fr

- Climat de crise pour la rentrée politique du gouvernement - AFP

Manuel Valls disait s'attendre à une "*rentrée difficile*", il est servi. Les vacances gouvernementales à peine terminées, le weekend s'est achevé dans un climat de crise politique, François Hollande et son Premier ministre étant confrontés à une contestation interne.

Pendant trois jours, à gauche, les voix critiques à l'égard de la ligne défendue par François Hollande et Manuel Valls ont tenu le haut du pavé, éclipsant le voyage présidentiel dans l'Océan indien alors que le chef du gouvernement a gardé le silence. Jusqu'à dimanche soir, l'entourage de Manuel Valls déclarant qu'"une ligne jaune a été franchie" par Arnaud Montebourg.

Le combat mené par les "*frondeurs*" du PS a revêtu une nouvelle dimension avec les prises de position de l'ex-ministre EELV Cécile Duflot et plus encore de deux poids lourds du gouvernement, Arnaud Montebourg (Economie) et Benoît Hamon (Education nationale). Pendant ce temps, depuis Grenoble, Jean-Luc Mélenchon, bien que plus isolé que jamais, poursuivait ses diatribes contre le président François Hollande, "*pire que Sarkozy*" selon lui.

C'est l'ex-numéro un des écologistes qui a ouvert la danse dès jeudi. Traitant le chef de l'Eat de "*président de personne*" dans un livre au titre évocateur ("*De l'intérieur. Voyage au pays de la désillusion,* édition Fayard), qui sort en librairie lundi, elle a donné le ton des journées d'été de ses amis écologistes réunis à Pessac (Gironde), réclamant "*une vraie politique de gauche*".

(Réclamer une "*une vraie politique de gauche*" à un président de droite sert : 1- à couvrir qu'il est de droite ; 2- S'il est de gauche et fait une politique de droite, c'est peut-être parce que c'est la seule politique possible : 3- Ou alors puisqu'il n'est pas de droite cela revient à entretenir des illusions sur sa volonté à appliquer une politique de gauche, qui sait s'il ne s'y résoudra pas un jour ; 4- Finalement cette confusion savamment entretenue sert à ménager le régime. - ndlr)

Samedi, Arnaud Montebourg est entré dans le jeu, proposant dans un entretien au Monde ce qu'il appelle "*une inflexion majeure*" de la politique suivie. Partisan de "*hausser le ton*" à l'égard de l'Allemagne et de sa politique de rigueur, il a estimé qu'il y avait "*toujours une alternative*", prenant ainsi le contrepied du président de la République. (Cela revient à demander à l'Allemagne de renoncer à Hartz IV ou de céder des parts de marché aux capitalistes français, autant dire qu'il rêve ou se fout du monde. -ndlr)

Dimanche, sur ses terres de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), l'enfant terrible du gouvernement s'est affiché au côté de Benoît Hamon, l'un des chefs de file de la gauche du PS. Les deux hommes ne sont "*pas loin des frondeurs*" du PS, a affirmé au Parisien M. Hamon. Ministre de la Culture, Aurélie Filippetti les a encouragés, leur souhaitant une belle journée à Frangy, où le tandem a réitéré ses critiques.

Le contexte se prête à une telle offensive. La France a connu une croissance nulle au 1er semestre, l'Allemagne un recul au 2e trimestre (-0,2%), le Pacte de responsabilité est encore sans effet sur le niveau du chômage, tandis que la popularité de Manuel Valls chute de neuf points dans le baromètre Ifop (36% d'opinions favorables au lieu de 45% en juillet), celle de François Hollande restant au plus bas (17%).

Mais le Premier ministre est décidé à réaffirmer son autorité après les propos d'Arnaud Montebourg. "*Un ministre de l'Economie ne peut pas s'exprimer dans de telles conditions sur la ligne économique du gouvernement et sur un partenaire européen comme l'Allemagne. Donc le Premier ministre est décidé à agir*", a affirmé l'entourage de Manuel Valls. AFP 24.08

- Mélenchon rappelle une promesse de Hollande : la démission de mi-mandat en cas d'échec - Rue89

Mélenchon (Twitter) : "*Il y a deux ministres qui vont se réunir pour tailler en pièce la politique du gouvernement auquel ils participent.*".

Il est vrai, pour ceux qui ont la mémoire courte au PG ou au FdG, que ce n'est pas sous le gouvernement Chirac-Jospin auquel participait Mélenchon (PS) et Buffet (PCF) que cela aurait pu se produire, tandis que Jospin était le champion des privatisations et Chirac un président de la République représentant le partie de l'ordre (RPR). C'est marrant cette fâcheuse tendance à avoir une mémoire sélective chez certains militants. Ne parlons pas de Mélenchon ! Je l'avais traité de pauvre type, de populiste, de charlatan, il le mérite amplement.

- «*Il faut dépasser les frontières du Front de gauche*» - libération.fr 24.08

Quand on lit les nombreuses mais brèves déclarations ou interventions de militants du Front de gauche qui figurent dans cet article, on se dit qu'on est en présence d'un ramassi de clampins qui ne comprennent rien à rien, ils sont encore plus arriérés que les masses. La preuve : tous s'étonnent que le PCF n'ait pas rompu avec le PS aux dernières municipales, alors que les travailleurs ne s'y sont pas trompés.

Ce n'est pas de leur faute, Mélenchon entretient l'ignorance des travailleurs qui ont rejoint son parti ou le FdG, pour cette raison aussi c'est vraiment un sale type. En fait il ne croit pas dans le socialisme, c'est un crétin !

Le sionisme ou la guerre totale.

- L'Iran abat un drone israélien et se réserve le droit aux représailles - french.irib.ir

Les Gardiens de la révolution ont affirmé dimanche dans un communiqué avoir abattu un drone furtif israélien au-dessus du site d'enrichissement d'uranium de Natanz. Un drone d'espionnage du régime sioniste a été abattu par un missile.

"*Ce drone furtif tentait d'approcher la zone nucléaire de Natanz*", affirme le communiqué des Gardiens de la révolution. "*Cette action montre de nouveau l'aventurisme du régime sioniste, les Gardiens de la révolution et les autres forces armées se réservent le droit de répondre à cette action* » a martelé dans son communiqué le Corps des Gardiens de la révolution islamique. french.irib.ir 24.08

Haut de page

Le 26 août 2014

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux documents dans la journée.

Crise politique ministérielle en France.

Selon Mediapart, lors de la réunion gouvernementale du 21 août, la prise de parole de Fabius aurait été «*longue, très longue*» laissant à certains autour de la table l'amère impression « *que la mission du gouvernement était plutôt de faire allégeance aux leaders d'opinion mondiaux [...] que d'emporter l'adhésion et la confiance des Français.*»

Une fois l'intervention de Fabius terminée , Michel Sapin pris la parole, puis ce fut au tour d'Aurélie Filippetti de s'exclamer : « *puisque le gouvernement en arrivait à ce point, s'il ne fallait pas mieux renoncer tout de suite à faire une politique de gauche, s'il ne fallait pas s'excuser d'être de gauche pour plaire au patronat.*»

Une remarque qui n'a pas du tout plu à Manuel Valls. «*Le clash fut bref mais tendu*», poursuit Mediapart, mais révélateur du «*malaise latent*» au sein du gouvernement, ainsi que de «*la nervosité du Premier ministre*» face aux multiples questionnements sur sa ligne politique, accusée, notamment au sein de sa propre majorité, de dévier vers la droite. slate.fr 25.08

Certains avaient été nommés ministres pour servir de caution de gauche à un président-Bonaparte de droite ainsi que son programme ou sa politique, dont la marge de manoeuvre allait s'avérer quasiment nulle dès son élection.

Caution de gauche au sens réformiste du terme, sans qu'ils comprennent manifestement que l'ampleur ou la profondeur de la crise du capitalisme était en contradiction avec toute nouvelle mesure progressiste ou réforme sociale même la plus minime qui soit, que l'ensemble de la politique du gouvernement tous ministères confondus allait être soumise à la politique que l'oligarchie financière (ou le marché) exigeait que le président de la République applique à la lettre, l'Etat et l'ensemble des institutions, l'exécutif devant se soumettre à son diktat.

Cela n'allait réclamer aucun effort de la part d'Hollande, Valls, Fabius, Sapin et la plupart des ministres acquis au néolibéralisme ou n'ayant nullement l'intention de s'y opposer, agissant en vulgaire lieutenants de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Il n'en allait pas être de même de la part de certains ministres dont apparemment la soumission au néolibéralisme n'avait pas atteint un tel degré, qui s'imaginaient sans rompre avec la politique mise en oeuvre par les gouvernements précédents, qu'il serait possible malgré tout d'adopter quelques mesures en faveurs de certains couches de travailleurs ou de mener une politique plus conforme à leurs intérêts, ne comprenant pas que Hollande-Valls-Fabius- Sapin n'auraient nullement l'intention de se soustraire aux contre-réformes que leurs commanditaires (FMI, BCE, Banque mondiale, bref Washington) leur avaient dictées ou fortement recommandé, qu'ils exigeaient qu'ils appliquent, condition pour obtenir leur soutien ou le soutien de la classe dominante pour laquelle ils allaient gouverner.

On peut aussi penser qu'ils se sont faits de graves illusions sur les intentions réelles de Hollande, qu'ils ne le connaissaient pas vraiment, tout comme ils n'avaient semble-t-il pas compris ou pas suffisamment à quel stade en était rendu le capitalisme mondial, la nature de la crise à laquelle il était confronté qui nécessite de s'attaquer à la totalité des acquis sociaux de la classe ouvrière, y compris ceux de la classe moyenne dont ils étaient plus proches ou les porte-parole, que dans ces conditions il n'y avait nulle place en politique pour le sentimentalisme ou le romantisme et qu'ils devraient abandonner tout espoir de voir mener une autre politique même à la marge que celle de Sarkozy. Soit ils l'admettaient ou ils s'y soumettaient sans broncher, soit ils se laissaient aller à étaler leurs états d'âme et ils allaient être éjectés du gouvernement, ce qui vient d'arriver.

Hollande-Valls sont totalement alignés sur les exigences du patronat et la politique dictée par Washington à travers les institutions ou officines qu'il contrôle.

Sans les campagnes menées par le gouvernement et le PS sur des thèmes sociétaux, en faveur des droits de certaines minorités ou communautés depuis juin 2012 cette crise aurait éclatée bien plus tôt, de la même manière que certains ministres devaient servir de caution de gauche, ces campagnes ne devaient servir également qu'à entretenir l'illusion que Hollande et son gouvernement serait de gauche, tandis qu'il en profitait pour adopter le TCE, la "*règle d'or*", l'ANI, etc. appliquait en réalité la même politique antisociale et impérialiste que leur prédécesseur.

Tous ces ministres qui aujourd'hui démissionnent ou sont virés ont participé en fait à cette imposture, à cette offensive tout azimut contre les travailleurs.

En conclusion, il n'existe pas de politique alternative à celle que mène Hollande-Valls dans le cadre du régime et des institutions en place, de leur soumission à Bruxelles et Washington. Tous ceux qui prétendent le contraire et ils sont très nombreux dans nos rangs, sont des faussaires, des charlatans, des aventuriers, des agents du régime en place. Cet épisode vient à point pour le prouver si nécessaire.

La seule orientation politique conforme aux intérêts des travailleurs toutes couches confondues ne peut résider que dans la rupture avec le patronat ou le capitalisme, ses représentants, y compris au sein du mouvement ouvrier, ses institutions nationales, européennes ou internationales financières, politiques et militaires, dans la perspective de l'établissement d'une République sociale ou socialiste (maillon de la fédération des Républiques sociales d'Europe), qui permettra de réorganiser la production et l'ensemble de la société sur la base des besoins définis par les exploités eux-mêmes avec leurs organisations, des producteurs de richesses, de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels du pays, ce qui nécessitera au préalable de s'emparer du pouvoir politique, de renverser l'ordre établi car il ne disparaîtra jamais de lui-même, et pour atteindre ces objectifs politiques, il faut dès maintenant organiser les masses, élever leur niveau de conscience politique par tous les moyens à notre disposition, les rassembler dans un puissant parti ouvrier qui incarne leurs besoins sociaux, leur lutte et ses objectifs politiques, qui devra les éclairer et les guider tout au long de leur marche vers la prise du pouvoir, de les aider à briser tous les multiples obstacles que la réaction dressera sur leur chemin, un parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui allié à tous les courants ou tendances du mouvement ouvrier qui auront sincèrement rejoint le camp de la révolution constituera un gouvernement ouvier révolutionnaire qui aura pour tâche de prendre les premières mesures sociales et politiques permettant de porter un coup décisif à l'ennemi, sans quoi nulle victoire ne pourrait être sérieusement envisagée.

C'est dans cette perspective politique qu'il nous faut mener notre combat, ce qui doit se traduire concrètement à cette étape par la subordination de notre lutte à l'organisation des masses, à la construction du parti. Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution triomphante, pas de socialisme, mais la barbarie capitaliste au bout. Il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Toute accommodation ou conciliation avec le gouvernement ou les représentants du capitalisme, ses institutions, tout refus de rompre avec eux doit être caractérisé comme une trahison ou le fait d'agents du régime, de corrompus ou vendus. On ne peut pas indéfinimement pour constater où cela nous a menés tenir un double langage, mener un double jeu, avoir un pied dans chaque camp et prétendre que le moment venu on mettra les deux pieds du bon côté, on sait trop bien ce qu'il en est à l'arrivée, la soumission même la plus minime conduit à la capitulation. Ménager notre ennemi, c'est lui laisser la marge de manoeuvre nécessaire pour nous frapper, c'est totalement inconcevable, non négociable. On doit être intransigeant sur ces principes, ne rien céder, défendre notre politique en toute circonstance, programme et drapeau déployé, celui de la révolution socialiste, de la Commune de Paris, de la révolution russe de 1917.

Ces petits ministres que soudainement le venin de la pieuvre néolibérale effraie, n'ont pas d'autre choix que de se réfugier dans l'hypocrisie ou le populisme ou à disparaître de la scène politique à défaut d'adopter le socialisme. Il en va de même pour tout militant ou dirigeant ouvrier.

Cette crise en titres.

- Démission du gouvernement : "*La question d'une dissolution peut se poser*" - Francetv info

- «*On ne peut plus exclure une dissolution*» - Liberation.fr

- Le spectacle de la "*pétaudière*" gouvernementale afflige la presse AFP -

- Remaniement : Hollande et Valls perdent toute marge de manoeuvre - Le Nouvel Observateur

- « *Dans le bateau ivre qu'est devenu l'exécutif, tout est possible* » - LeMonde.fr

- Le gouvernement Valls vole en éclats après la charge de Montebourg - LeParisien.fr

- Remaniement : Benoît Hamon sur le départ - Le Nouvel Observateur

- Filippetti annonce qu'elle ne souhaite pas rester au gouvernement - Le Nouvel Observateur

- Montebourg, Filippetti et Hamon débarqués du navire gouvernemental - AFP

- Les écologistes écartent tout retour au gouvernement - AFP

- "*Consensus absolu*" entre Hollande et Valls sur la démission du gouvernement - AFP

- En évinçant Montebourg, Hollande soigne l'Europe, les entreprises - Reuters

Le Medef ne s'y est pas trompé

- Montebourg prône une "*politique des années 1990*", juge le n°2 du Medef - AFP

Les marchés non plus.

- Les marchés sans grande réaction après la démission du gouvernement - AFP

En complément. Crise politique ailleurs aussi...

- Ukraine : le président Porochenko dissout le Parlement, des législatives organisées en octobre - Francetv info

- La Libye avec deux parlements et deux gouvernements concurrents - Reuters

- Le PM irakien espère un gouvernement malgré les attentats - Reuters

Le chiffre du jour. 2.123.

Des responsables des services de santé palestiniens ont indiqué que 2.123 personnes, dont plus de quatre cents enfants, avaient été tués dans le territoire depuis le début de l'opération "*Bordure protectrice*", le 8 juillet. AFP 25.08

En complément.

- Abbas salue le soutien « *absolu et indéfectible* » de l'Algérie à la cause palestinienne - french.irib.ir

Le Président de l'autorité autonome palestinien, Mahmoud Abbas a salué dimanche au Caire « *le soutien absolu et indéfectible de l'Algérie* » à la cause palestinienne et l'appui du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et du peuple algérien au peuple palestinien.

M. Ramtane Lamamra a été reçu dimanche au Caire par le président palestinien qui a salué « le soutien absolu et indéfectible de l'Algérie à la cause palestinienne » et l'appui du Président Bouteflika et du peuple algérien au peuple palestinien, à travers « *le soutien politique et financier et l'intensification des efforts et initiatives visant à mettre fin à l'agression israélienne contre la bande de Ghaza* », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Abbas a également salué l'élan de solidarité du peuple algérien avec le peuple palestinien dans ces circonstances difficiles , ajoute le communiqué.

La rencontre a été une occasion pour « *passer en revue les derniers développements de la situation dans la bande de Ghaza, notamment après la reprise de l'agression israélienne contre Ghaza, et souligner l'importance d'une action urgente pour mettre fin à cette agression* « , a-t-on précisé de même source. M. Lamamra a réitéré « *la condamnation de l'Algérie de cette agression barbare et son soutien ferme au peuple palestinien frère pour lui permettre de recouvrer ses droits légitimes concernant la fin de l'occupation et l'établissement d'un Etat indépendant avec El Qods pour capitale* », conclut le communiqué. french.irib.ir 25.08

ACTUALITE EN TITRES

Cela se passe dans le 5e pays le plus riche du monde.

- France: 454 sans-abri morts en 2013, dont 15 enfants - AFP

Au moins 454 personnes sans domicile fixe sont décédées en France en 2013, dont 15 enfants de moins de 15 ans, selon le bilan final du collectif les Morts de la Rue, qui comptabilise toute l'année ces décès.

Ce recensement n'est pas exhaustif, souligne le collectif.

Au total, 517 décès ont été transmis au collectif: 454 étaient SDF et 63 anciennement SDF. La majorité d'entre eux sont des hommes (91,3%).

Les enfants avaient quatre ans en moyenne, et cinq étaient des nouveaux-nés. Les trois quarts étaient en situation de rue (notamment des bidonvilles).

Dans la rue, la mort est plus précoce: la moyenne d'âge au moment du décès s'établit pour les adultes à 53,4 ans en Ile-de-France et à 48,4 ans en province, contre 77 ans en moyenne pour la population générale (chiffre de 2011). AFP 25.08

C'est étrange toutes ces associations ou ONG, toutes ces âmes charitables, ces bonnes consciences qui sont au chevet de la misère du monde qui se passe à des milliers de kilomètres de chez eux, et qui ne sont pas capables d'intervenir pour soulager celle qui s'étale quotidiennement sous leurs yeux, non ?

Coup tordu foireux éventé.

- Times qualifie de mise en scène la vidéo montrant la décapitation de Foley - french.irib.ir

Le magazine *Times* se référant à une équipe d'expertise, a qualifié de mise en scène la vidéo montrant la décapitation du journaliste américain, James Foley. « *Les résultats des examens effectués sur la vidéo de la décapitation du journaliste américain par un membre de l'EIIL montrent que cette vidéo serait fausse et artificielle et que James Foley avait été tué après le tournage du film* » précise encore Times. french.irib.ir25.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran

- Drone israélien abattu: l'Iran annonce qu'il va armer des Palestiniens - AFP

L'Iran a annoncé lundi son intention d'"accélérer l'armement" des Palestiniens en représailles à l'envoi d'un drone d'espionnage israélien abattu selon Téhéran dans son espace aérien.

"*Nous allons accélérer l'armement de la Cisjordanie et nous nous réservons le droit de donner toute réponse*" à l'envoi de ce drone abattu alors qu'il s'approchait du site d'enrichissement d'uranium de Natanz (centre), a déclaré le général Amir-Ali Hajizadeh, le commandant des forces aérospatiales des Gardiens de la révolution, selon leur site officiel Sepahnews.com.

Cet incident intervient alors que l'Iran et les puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne) doivent reprendre en septembre leurs négociations visant à conclure un accord définitif qui mettrait fin à dix ans de crise internationale sur le programme nucléaire de Téhéran. AFP 25.08

SOCIAL

Afrique du Sud

Représaille.

- Lonmin pourrait supprimer 5.700 emplois en Afrique du Sud - Reuters

Le producteur de platine Lonmin envisage de supprimer environ 5.700 emplois, soit 21% de ses effectifs en Afrique du Sud, afin de rétablir ses bénéfices affectés par une grève de cinq mois, ont déclaré des sources familières du projet.

Le plan de restructuration prévoit la fermeture de quatre à six des 11 puits du groupe, ont déclaré à Reuters deux sources au sein de l'industrie minière, une à Londres et une à Johannesbourg.

Les revalorisations salariales prévues par l'accord conclu en juin avec le syndicat des mineurs sud-africains AMCU pour mettre fin à la grève pourrait avoir motivé cette restructuration.

"*L'accord était une solution à court terme pour permettre aux mines de redémarrer. Mais la seule façon pour Lonmin d'en avoir les moyens est de fermer les puits marginaux*", a déclaré cette source. Reuters 25.08

Haut de page

Le 27 août 2014

CAUSERIE

Comme quoi les emmerdements ou les mauvaises nouvelles n'arrivent jamais seuls, Dish TV qui servait de plate-forme à la diffusion de TV5Monde Asie en Inde a décidé de cesser de retransmettre les programmes de cette chaîne satellitaire, du coup je vais me retrouver privé de télé, c'était ma seule distraction. Il ne me restera plus qu'Internet. Impossible de regarder la télé par Internet ma connection est trop lente.

Choux gras, poisseux.

Crise gouvernementale, crise ministérielle, crise institutionnelle, crise politique, crise du régime, n'en jetez plus la cour est pleine ! De quoi, mais du vide, du vide-ordures qui en politique consiste à voir dans la situation ce qu'on a envie d'y voir selon l'angle selon lequel on l'aborde en raclant le fond de la poubelle des institutions. N'oubliez pas de remettre le couvercle dessus, merci. C'est la cruelle absence d'alternative politique qui donne à cette crise l'impression d'un vide sidéral dans lequel on s'engouffre un peu plus chaque jour, car toute la société y est entraînée.

Pas besoin d'une jauge pour en mesurer la profondeur, il suffit d'observer quotidiennement ses ravages ou conséquences sociales dévastatrices. Mais aussi sur le plan politique, car de nombreux travailleurs estimant qu'il n'existe pas d'issue politique s'en détourne.

Comment concilier la soumission totale aux besoins économiques d'une classe ultra minoritaire dans la société, tout en préservant les institutions qui incarnent son pouvoir politique, quand l'immense majorité rejette cette politique et condamne les institutions qui la mettent en oeuvre ?

Les masses ou la majorité des travailleurs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent. Le socialisme est la seule réponse valable, sérieuse et cohérente, mais ils l'ignorent.

On se répète, que voulez-vous !

On peut observer que les capitalistes et ses représentants font preuve d'une intransigeance totale vis-à-vis des revendications sociales des travailleurs, ils combattent sur une position claire, classe contre classe, ils ne cèdent sur rien. Et nous de notre côté on devrait faire preuve de raison, de bon sens, de mesure en acceptant ici ou là de nous situer sur leur terrain, ce qui revient à tous les coups à capituler sur l'essentiel mais de cela on ne s'en vante pas, car il arrive forcément un moment où on n'est plus du tout capable de se situer sur un autre terrain. On en arrive au point où le socialisme est accueilli avec sarcasme, il serait trop radical, trop catégorique, trop intransigeant envers le capital dont on ne peut plus se passer en réalité. Qui n'a pas encore compris où résidait l'intérêt ou la nécessité politique de la rupture avec le capitalisme et ses institutions a la réponse ici.

Dans la vie quotidienne pour peu qu'on observe ce qui se passe autour de nous, on constatera qu'une telle rupture se produit en permanence comme passer de la pénombre à la lumière en appuyant simplement sur un interrupteur, c'est tellement commun que cela ne nous effleure même pas l'esprit, et pourtant il suffirait que le courant soit coupé ou que notre ampoule claque à ce moment là pour que notre action soit inopérante, comme quoi rien n'est déterminé par avance et tout dépend de la réunion d'un certain nombre de conditions auxquelles on ne pense pas par fainéantise ou parce qu'on est tout simplement pas habitué à penser, à se poser des questions... Si on commençait par le début en considérant des choses aussi simples, on aurait peut-être une chance d'évoluer ou progresser.

On va encore devoir se coltiner un tas d'analyses toutes aussi foireuses les unes que les autres sur le dernier tournant à droite de Hollande et du PS, car à ma connaissance il est toujours membre de ce parti, n'est-ce pas ? Les Grecs y ont eu le droit avant nous, les Portugais, les Italiens et les Espagnols aussi, pour quel résultat, devinez ?

Autrefois on racontait des histoires aux travailleurs, révolutionnaires on s'imaginait que la révolution allait sonnée à la porte d'un jour

à l'autre, depuis sachant que ce n'était pas vrai on préfère ne plus en parler du tout, pire encore, on ne se dispose même pas dans cette perspective à laquelle on ne croit plus, je ne parle pas pour moi ici, du coup comme c'est cette perspective qui sert de liant ou d'élément fédérateur à notre combat, il a perdu toute cohérence et consistance, notre discours teintée d'opportunisme ou d'aventurisme est inaudible.

Notre objectif politique demeure le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées. Mais dès lors que le fil qui relie cet objectif à notre intervention dans la lutte des classes se détend jusqu'à devenir lâche, on finit par perdre de vue cet objectif et ce qui l'incarne, la construction du parti. A défaut de pouvoir peser sur le cours des choses ou d'entrevoir à court terme cet objectif politique, c'est le parti qui seul peut l'incarner, encore faudrait-il trouver la bonne formule pour le construire, pour s'adresser à chaque couche d'exploités.

Organiser les masses ou intervenir dans la lutte des classes, défendre chaque acquis, droit ou revendication sociale ou politique, à quoi cela sert-il au bout du compte si cela ne se traduit pas par la construction du parti, à se faire plaisir, à se défouler, à passer le temps pour finalement ne jamais avancer ? Nous nous sommes exprimés des dizaines de fois sur ce sujet, en vain, on se lasse.

L'omerta ou la dissimulation de preuves mettant en cause les autorités ukrainiennes.

Vol MH17 de la Malaysia Airlines.

La Hollande, La Belgique, L'Australie et l'Ukraine ont signé le 8 août un "*Accord de Non-Divulgation*", qui interdit à ces pays de divulguer les résultats de l'enquête concernant le MH17 et leur donne un droit de veto les uns sur les autres.

Nous affirmions dans une précédente causerie que le féminisme, l'écologie et la cause des homosexuels notamment avaient été montés en épingle ou instrumentalisés au point d'en faire des causes nationales par les dirigeants du vieux monde, en voici une preuve supplémentaire.

Imposture. Intox, désinformation, propagande pour justifier une intervention américaine en Syrie.

- La dernière lettre bouleversante de James Foley à ses parents - LeFigaro.fr

- L'émouvante lettre posthume de James Foley à sa famille - LePoint.fr

- Assassinat de James Foley : y a-t-il eu deux bourreaux ? - LeParisien.fr

Après le Times, c'est le Daily Mail qui lâche le morceau.

- Le journaliste Foley avait été assassiné il y a un an - french.irib.ir

« *Le journaliste américain, James Foley aurait été assassiné il y a un an par l'EIIL*» a déclaré, la conseillère du Président syrien, Bahar al-Assad.

Buthaina Shaaban « *Au début, James Foley fut arrêté par l'armée libre syrienne. Puis, il fut vendu aux miliciens de l'EIIL. Vous pouvez vérifier cela avec l'ONU. James Foley a été assassiné, il y a un et les images de cet assassinant sont diffusées, maintenant. Nous avons des informations concordantes. L'ONU aussi dispose également des informations dans ce domaine* », a rapporté Daily Mail. french.irib.ir 26.08

Que cela ne tienne, cette info est noyée par le martelage, la désinformation pratiquée par les médias, elle n'a aucune chance de partir à la majorité de la population

Les Etats-Unis vont survoler la Syrie pour surveiller les positions de l'Etat islamique - LeMonde.fr

Qui finance la théorie du genre ?

Le banquier Ed ClarkCanada – William Edmund "Ed" Clark, président et Chief Executive Officer du TD Bank Financial Group (Banque Toronto-Dominion), par ailleurs membre du comité de direction du groupe Bilderberg, a annoncé que sa banque sponsoriserait une quarantenaire d'événements organisés par le lobby LGBT en Amérique du Nord. M. Clark était l'un des intervenants à la conférence WorldPride Human Rights organisée à Toronto dans le cadre de la WorldPride, rendez-vous de l'internationale LGBT. lelibrepenseur.org 21.08.2014

Si la source de cet article ou les auteurs de ce portail ne sont pas du tout fréquentables, l'information valait le coup d'être donnée.

Je suis tombé dessus par hasard en cherchant des renseignements sur Najat-Vallaud Belkacem.

Dans un autre article, c'était JP Morgan qui demandait à ses employés s'ils soutenaient le lobby LGBT à travers un questionnaire qui leur était soumis. Ils étaient invités à répondre oui à cette question, de crainte de figurer parmi les premiers à être virés lors de la prochaine charrette.

ACTUALITE EN TITRES

L'homo sapiens idéal : le consommateur ou l'homme lobotomisé.

- Wall Street finit en hausse, le S&P au-dessus des 2.000 points - Reuters

La Bourse de New York a terminé en légère hausse mardi, avec une clôture du S&P 500 au-dessus de la barre des 2.000 points pour la première fois de son histoire, après l'annonce d'une confiance du consommateur. Reuters 26.08

Les affaires continuent...

- Burger King avale Tim Hortons pour 11,5 milliards de dollars - Reuters

- Amazon va racheter Twitch pour près d'un milliard de dollars - Reuters

- Vinci se développe dans les infrastructures télécoms en rachetant Imtech ICT - AFP

Ils n'en ont pas été capables pendant 16 ans...

- Scotland Yard veut l'aide du public pour identifier les "*terroristes potentiels*" - L'Express.fr

- Grande-Bretagne: 1.400 mineurs victimes d'abus sexuels entre 1997 et 2013 - AFP

La crise capitalisme mondiale se transforme en crise politique sur tous les continents.

- Le maire de Berlin assume ses échecs et démissionne - LeFigaro.fr

- Démissions, vols à vide... Rien ne va plus chez Malaysia Airlines - Le Nouvel Observateur

- En Autriche, la démission du vice-chancelier ouvre une période d'incertitude - LeMonde.fr

Leur inventaire.

- Eradiquer l'EI ne sera "*ni facile ni rapide*", dit Barack Obama - Reuters

- La lente désintégration de la Libye post-Kadhafi - LeMonde.fr

Le même méthode débouche sur le même discours.

- Ebola: la "*guerre*" sera de longue haleine, nouveau front en RDC - AFP

- Eradiquer l'EI ne sera "*ni facile ni rapide*", dit Barack Obama - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les "***fidèles***" du néolibéralisme aux commandes.

Tous les ministres ou presque sont des proches de Hollande-Valls-Fabius-Sapin.

Quand une cellule du gouvernement mondial ou groupe Bilderberg dirige la France. Est-ce abusé, fabulons-nous ? Y ont participé :

- 1992 : Sapin
- 1994 : Fabius
- 2008 : Valls
- 2014 : Macron et Pellerin

Mais aussi parmi les ex-Premiers ministres dits socialistes :

- 1986 : Rocard
- 1992 : Beregovoy
- 1996 : Jospin

A la French American Foundation, think tank atlantiste :

- 1996 : Hollande
- 1998 : Touraine
- 2006 : Belkacem
- 2012 : Macron et Pellerin

Le siècle :

- Valls
- Fabius
- Sapin
- Le Drian
- Touraine
- Lemas

On retrouve les mêmes dans les différentes officines néoconservatrices ou oeuvrant pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et leurs alliés internationaux au côté de banquiers et des dirigeants les plus puissants du pays ou de la planète.

Est-ce un hasard, une pure coïncidence, cela ferait beaucoup de coïncidences vous ne trouvez pas, étalées sur près de trois décennies.

Le lien qui existe entre les néolibéraux et le PS n'était plus à démontrer depuis très longtemps. Alors pourquoi ne pas en avoir tenu compte, pourquoi avoir feint de l'ignorer ? Pour ménager le PS, préférer manoeuvrer plutôt que l'affronter directement, cela a permis à bon nombre de dirigeants d'organisations ou partis soi-disant trotskistes (notamment) de rejoindre le PS et d'y faire carrière. On cherche à comprendre, on ne voit pas très bien où cela pouvait les mener, dans une impasse ou le mur apparemment.

Le PS n'a pas changé de nature, il s'est tout simplement adapté aux besoins du capitalisme au même titre que le RPR qui a cédé la place à l'UMP ou qui s'est fondu dans l'UMP pour être plus précis.

Valls, Fabius, Sapin, Macron, Belkacem, Pellerin, Le Drian, Touraine, l'équipe qui doit amplifier l'offensive contre la classe ouvrière est au complet. Ils n'ont pas à se tracasser ou à se poser des questions sur ce qu'ils doivent faire, il leur suffit de suivre à la lettre la politique qui leur a été dictée par ces officines du capital.

Je vais me faire provocateur, j'aime bien remuer le couteau dans la plaie de l'opportunisme, alors camarades toujours partant pour un front unique avec le PS, pour un gouvernement PS-PCF, et ne nous racontez pas qu'hier était différent d'aujourd'hui on vient de voir que c'était du baratin. La réalité est cruelle parfois, mais salutaire, on ose l'espérer.

Remaniement : Hollande et Valls s'entourent de fidèles - LeFigaro.fr

- Pierre Lellouche, député UMP de Paris : "*Manuel Valls a viré les fortes têtes de son gouvernement et fait entrer ou promeut des technocrates et des seconds couteaux, appréciés pour leur docilité*".

- François Sauvadet, ancien ministre, vice-président de l'UDI : "*Le message est sans ambiguïté avec la nomination d'Emmanuel Macron à l'Economie: la finance n'est plus un ennemi!*" AFP 26.08 (Ouf! Mais qui l'avait cru ? -ndlr)

La nouvelle équipe purgée de son aile gauche aura la lourde tâche de sortir l'exécutif d'une des plus graves crises politiques de la Ve République.

Revue de presse: crise de régime, Hollande "*se coupe le bras gauche*" - AFP

(Il ne reste plus que son "*aile*" ou son "*bras*" droit, le plus pourri, le plus réactionnaire. A droite toute ! Et les "*frondeurs*" du PS de s'interroger sur la politique qu'il va suivre! -ndlr)

Moins de cinq mois après la nomination de M. Valls à Matignon, les deux têtes de l'exécutif avaient décidé de trancher dans le vif, lundi, le désaccord entre la ligne officielle - restaurer la compétitivité du pays en aidant les entreprises et en coupant dans les dépenses publiques - et ceux qui réclamaient "une inflexion majeure" desserrant la contrainte budgétaire. AFP 26.08 (C'était joué d'avance, Valls et Hollande l'avaient martelé quelques jours plus tôt. -ndlr)

- Bayrou (MoDem): la France n'est "*pas loin de la crise de régime*" - AFP

(C'est elle en toile de fond qui est la cause de cette crise politique temporairement colmatée... - ndlr)

Le cahier de doléances du Medef à son gouvernement.

- Pierre Gattaz très satisfait du remaniement - LeMonde.fr

- Pierre Gattaz : le patron du Medef demande au nouveau gouvernement "*une vraie stratégie de redressement*" de la France - Atlantico.fr

Interrogé par Les Echos sur ce qu'il attend du nouveau gouvernement, Pierre Gattaz répond : "*qu'il continue la politique en faveur de la compétitivité des entreprises qui découle du Pacte de responsabilité*". Atlantico.fr 26.08

- Le Medef souhaite une révision de la fiscalité du capital - Reuters

Pierre Gattaz estime dans Les Echos, à paraître mercredi que la réforme de la taxation des plus-values n'est pas allée assez loin et qu'elle est "*complexe, peu lisible*".

"*Il faut taxer les plus-values comme le font les autres pays européens à taux fixe. Il faut que ce soit simple*", dit-il.

Pour relancer l'investissement, "*nous avons besoin de capital, de fonds propres, de dividendes et de plus-values*", explique le dirigeant du Medef, pour qui "*on ne peut pas tenir un discours contre les dividendes et vouloir en même temps attirer les investisseurs !*"

"*La France doit faire sa révolution culturelle, accepter que l'entreprise est le cœur de l'économie, que celle-ci est mondiale et que nous sommes dans une économie de marché*", ajoute-t-il.

Pierre Gattaz répète que le pacte de responsabilité voulu par François Hollande a été perçu par les chefs d'entreprise "*comme une lumière dans un tunnel*", mais qu'il faut "*aller au-delà.*" Reuters 26.08

Comme à Gaza ! Méfiez-vous des tunnels !

Les banquiers aux commandes de l'économie.

- Macron, nouveau patron surprise de Bercy, en rupture avec Montebourg - AFP

- Emmanuel Macron à l'Économie, l'ascension éclair d'un ex-banquier - LePoint.fr

Diplômé de philosophie et de l'ENA, inspecteur des finances, ex-banquier d'affaires à la banque Rotschild avait participé à la commission Attali "*pour la libération de la croissance française*" mise en place sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

- Emmanuel Macron, un banquier social-libéral à Bercy - LeParisien.fr

- Emmanuel Macron, la « *sauce libérale* » du gouvernement ? - LeMonde.fr

- Avec Sapin et Macron, l'ordre règne à Bercy - Liberation.fr

Pour Manuel Valls, cette nomination fait partie "*des beaux symboles*". "*Et alors, on peut pas dans ce pays être entrepreneur, banquier, commerçant, artisan ?*", a-t-il demandé.

"*Emmanuel Macron, un grand professionnel, un futur grand politique, un homme de culture. Bercy dans de très bonnes mains*", a tweeté l'économiste Jacques Attali, ancien secrétaire général de la présidence sous François Mitterrand, peu après l'annonce de la composition du nouveau gouvernement.

L'idylle "***armée***" de Warren Buffett.

- Fleur Pellerin à la Culture, armée pour négocier le virage numérique - AFP

En réponse à l'oligarque américain Warren Buffett qui prétendait que sa classe était en train de remporter la lutte des classes, Pellerin avait répondu qu'elle était dépassée, donc que la question de savoir qui l'avait remportée était réglée en somme.

Le zèle est récompensé.

- Najat Vallaud-Belkacem, bonne élève devenue chef des profs - AFP

Elle s'était prononcée d'étendre aux partis politiques la restriction des droits politiques dès lors que leur prestation (réunion publique, meeting, rassemblement ou manifestation) serait susceptible de porter atteinte à l'ordre public ou à l'intégrité de la nation dans la foulée de l'interdiction faite à un humoriste de présenter un spectacle.

Ils ont déjà planché sur les prochaines attaques contre les travailleurs.

1- Augmenter la TVA.

Selon "*Libération*", Valls et Hollande ont exploré une hausse du taux normal de TVA pour réduire le déficit. Pour Matignon, ce n'est "*pas à l'ordre du jour*".

Selon Libération, le sujet a en tous cas été mis sur la table à l'occasion du tête-à-tête entre le chef de l'État et son Premier ministre au fort de Brégançon le 15 août, ainsi que lors d'une réunion officieuse le 19 août en présence de Michel Sapin (Finances), Arnaud Montebourg (Économie), Christian Eckert (Budget), Marisol Touraine (Affaires sociales) et François Rebsamen (Travail).

Augmenter la TVA de 15 milliards d'euros supposerait en effet de faire grimper le taux normal de plus de deux points, de 20 à 22 %.

2- Vers un nouvel assouplissement du marché du travail ?

Les documents exhumés par Libération montrent par ailleurs la volonté de l'exécutif d'accélérer les réformes, comme s'y est engagé François Hollande la semaine dernière. Les services de Matignon y plaideraient notamment pour aller plus loin dans l'assouplissement du marché du travail issu de l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2013, qui s'est depuis révélé insuffisant pour produire des effets visibles. Dans son interview télévisée du 14 juillet, le président de la République avait lui-même glissé une petite phrase selon laquelle il était possible d'"*aller plus loin*" dans "*l'assouplissement du marché du travail*".

3- Généraliser le travail le dimanche

D'autres pistes de réforme, confirmées depuis par le chef de l'État, sont aussi évoquées par Libération, comme la "*libéralisation du travail du dimanche*", dans les tuyaux depuis un rapport sur le sujet commandé par Jean-Marc Ayrault. lepoint.fr 26.08

Alors qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays.

- Sondage : 63% des Français demandent à Hollande de dissoudre l'Assemblée - LeParisien.fr

Sionistes antisémites et néonazis contre juifs antisionistes.

- Deux cents stars d' Hollywood signent une déclaration anti-Hamas et pro-Israël - french.irib.ir

Parmi les stars ayant signé ce communiqué honteux qui justifie les bombardements contre des millions de civils, on trouve

Arnold Schwarzenegger, Sylvester Stallone mais aussi Sanaa Hamri, actrice marocaine qui depuis déclare n'avoir jamais signé de pétition...

Le Hamas ne peut pas être autorisé à larguer sa pluie de roquettes sur les villes israéliennes, il ne peut pas être autorisé à tenir son propre peuple en otage. Les hôpitaux sont pour la guérison, pas pour cacher des armes. Les écoles sont pour l'apprentissage, et non pas pour lancer des missiles. Les enfants sont notre espoir, pas nos boucliers humains. french.irib.ir 26.08

- Le Fatah appelle aux opérations-martyr en Israël - french.irib.ir

Les Brigades "*Martyrs d'Al Aqssa*", branche armée du Fatah a demandé dans un communiqué aux palestiniens de la Cisjordanie et de Beitolmoghadas de reprendre leurs opérations martyrs contre "les territoires occupés en 48".

Selon Palestine Al Youm qui reprend le communiqué du Fatah , " *il s'agit de riposter aux raids aériens sauvages de l'aviation israélienne contre les immeubles à plusieurs étages et les tours de Gaza* ". Les brigades Martyrs d'al Aqssa lancent ainsi un appel à la mobilisation à " *tous ses candidats au martyr*" pour " *s'activer en Cisjordanie*". Lles brigades en question possède des centaines de combattants à Gaza et enn Cisjordanie. Israël a détruit jusqu'à présent 3 tours de Gaza, a tué et blessé des dizaines de palestiniens. french.irib.ir 26.08

Ceci et les pertes considérables qu'a subit Israël, ainsi que le coût (économique et politique) de cette guerre explique peut-être son accord pour un cessez-le-feu avec les Palestiniens.

- Right-wing demonstrators in Tel Aviv wore neo-Nazi shirts - haaretz.com

Some of the right-wing protesters who beat leftist demonstrators in Tel Aviv on Saturday night wore T-shirts bearing a neo-Nazi symbol. 24.08

Traduction.

L'extrême droite portant des T-Shirts néonazis manifeste à Tel-aviv.

Des manifestants d'extrême droite portant des T-shirts arborant des insignes néonazi ont défié samedi soir à Tel-Aviv des manifestants de gauche.

Comment se fait-il qu'une telle manifestation soit autorisée en Israël, alors que les sionistes exigeraient qu'elle soit interdite dans d'autres pays comme la France ou pour beaucoup moins que cela ? Parce que le sionisme est compatible avec le nazisme, CQFD.

- 327 survivants de l'Holocauste signent une lettre à charge contre Israël et appellent à son boycott total - legrandsoir.info 24.08

En réponse au violent réquisitoire d'Elie Wiesel contre le Hamas, accusé des pires maux et comparé aux nazis par un prix Nobel de la paix mué en dresseur d'échafaud implacable, 327 survivants de l'holocauste, parmi lesquels figurent des descendants de familles juives victimes de la « *Solution finale*», ont signé une lettre à charge contre Israël, condamnant « *le massacre en cours des Palestiniens de Gaza* » et appelant au boycott total d'un Etat aux mains de criminels de guerre.

C'est dans les colonnes du New York Times que l'indignation de ces centaines de rescapés de la barbarie nazie a été mise en exergue, sous le parrainage du Réseau international juif anti-sioniste, blâmant Elie Wiesel, l'intouchable philosophe qui parle d'or aux yeux d'un Occident complice, pour son « *abus d'histoire* » inacceptable qui brise le mythe du vénérable sage et révèle la face sombre d'un intellectuel furieusement pro-sioniste.

Faire prendre des vessies génocidaires pour des lanternes démocratiques n'abuse plus personne, à part l'Etat hébreu lui-même, et révulse profondément les 327 signataires de cette lettre qui n'épargne pas les Etats-Unis, coupables de soutenir inconditionnellement la nouvelle folie meurtrière israélienne à Gaza et d'empêcher que ses bourreaux soient traduits en justice et mis au ban des nations.

Le texte intégral de la lettre :

- "Les survivants et descendants de survivants et victimes du génocide nazi condamnent sans équivoque le massacre des Palestiniens à Gaza.

Comme survivants et descendants de survivants juifs et des victimes du génocide nazi, nous condamnons sans équivoque le massacre de Palestiniens à Gaza, l'occupation continue ainsi que la colonisation de la Palestine historique. Nous condamnons

en outre les États-Unis pour fournir à Israël le financement nécessaire pour mener à bien cette attaque, et les pays occidentaux plus généralement, pour peser de tout leur poids diplomatique afin de protéger Israël de la condamnation. Tout génocide commence par le silence du monde.

Nous sommes alarmés par l'extrême et très raciste déshumanisation des Palestiniens dans la société israélienne, qui a atteint un paroxysme. En Israël, les politiciens et les experts dans le Times d'Israël et le Jerusalem Post ont appelé ouvertement au génocide des Palestiniens, tandis que la droite israélienne arbore désormais publiquement des insignes néo-nazi.

En outre, nous sommes dégoûtés et scandalisés par la violence d'Elie Wiesel pour justifier l'injustifiable : l'effort de guerre d'Israël consiste à détruire Gaza et à assassiner plus de 2.000 Palestiniens, dont des centaines d'enfants. Rien ne peut justifier le bombardement des abris de l'ONU, des maisons, des hôpitaux et des universités ! Rien ne peut justifier de priver les gens d'électricité et d'eau !

Nous devons élever nos voix et utiliser notre pouvoir collectif pour mettre un terme à toutes les formes de racisme, y compris le génocide en cours du peuple palestinien. Nous demandons la fin immédiate du siège et du blocus de Gaza. Nous appelons au boycott économique, culturel et académique d'Israël. "*Never again" doit signifier PLUS JAMAIS POUR PERSONNE !* " legrandsoir.info 24.08

Nouvelle de Gaza.

- La bande de Gaza célèbre le cessez-le-feu - Reuters

Sept semaines après le début des hostilités entre Israël et le Hamas, un cessez-le-feu illimité est entré en vigueur mardi soir dans la bande de Gaza, dont les rues dévastées se sont aussitôt remplies d'une foule en liesse.

Tsahal n'est toutefois pas venue à bout des tirs de roquettes, qui ont été continus pendant près de deux mois et qui ont provoqué l'exode de nombreux Israéliens installés dans la zone frontalière.

Outre la trêve, l'accord conclu au Caire prévoit l'ouverture immédiate des points de passage entre Gaza, Israël et l'Egypte, ainsi qu'un élargissement de la zone de pêche palestinienne en Méditerranée, ont précisé des responsables palestiniens et égyptiens.

Dans un second temps, un mois après l'arrêt des combats, Israéliens et Palestiniens devraient entamer des négociations sur la construction d'un port à Gaza et sur la libération en Cisjordanie de membres du Hamas détenus par Israël, peut-être en échange de deux soldats israéliens vraisemblablement prisonniers du mouvement, ont-ils ajouté.

"*Nous proclamons aujourd'hui la victoire de la résistance*", a lancé Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas.

"*Nous ne demanderons la permission à personne. Nous allons construire notre port (...) Nous allons construire notre aéroport*", a renchéri Mahmoud al Zahar, un dirigeant du mouvement.

Le gouvernement israélien se contente quant à lui d'indiquer qu'il va faciliter l'acheminement de matériel civil et humanitaire, mais aussi de matériaux de construction, à condition que le cessez-le-feu "*illimité*" soit respecté.

L'opération israélienne "*Bordure protectrice*" a fait 2.143 morts et 11.000 blessés dans la bande de Gaza et quelque 475.000 personnes ont été déplacées (540.000 selon le Centre palestinien des droits de l'homme). Près de 55.000 maisons ont été touchées par ailleurs par les frappes israéliennes, dont au moins 17.200 totalement ou quasi-totalement détruites, selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

La direction palestinienne se prépare à exiger que la communauté internationale fixe une date butoir pour la fin de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens. Si leur exigence n'était pas entendue, alors, disent-ils, ils adhéreront à la Cour Pénale Internationale (CPI) ce qui leur permettrait de poursuivre des responsables israéliens sur le déroulement des opérations dans la bande de Gaza. Reuters et AFP 26.08

Il s'agit d'accords de principe, sur le papier, dans le passé les sionistes les ont davantage violés que respectés.

Haut de page

Le 28 août 2014

CAUSERIE

Un mot personnel

Les emmerdes se poursuivent, mon imprimante est tombée en panne au plus mauvais moment.

Aujourd'hui j'envoie une lettre recommandée avec accusé de réception à la BNP Paribas pour sortir du compte-joint que j'avais avec mon épouse. Je suis déterminé à aller jusqu'au bout.

Bonne nouvelle, en principe (sic!) je devrais commencer à bosser d'ici une ou deux semaines.

Les méthodes mafieuses des patrons américains.

Dish TV s'apprête à supprimer TV5Monde Asie des chaines qu'il diffuse en Inde, et il n'existe aucune autre société diffusant TV5Monde Asie en Inde.

Réponse à mon courriel (et d'autres apparemment) de TV5Monde Asie :

Cher téléspectateur,

Nous avons découvert à travers vous, l'annonce de Dish TV aux abonnés de TV5MONDE Asie, et vous en remercions.

A ce jour, Dish TV ne nous a toujours pas informé de sa décision, ni même d'un quelconque souhait de renégociation du contrat entre nos deux sociétés.

Il s'agit visiblement d'une mauvaise réplique d'un épisode de septembre 2007, où le même Dish TV avait purement et simplement supprimé TV5MONDE sans préavis, nous demandant par la suite de payer des sommes astronomiques pour être maintenu sur leur bouquet. En pleine période de coupe du monde de Rugby en France, nos téléspectateurs avaient du patienter plusieurs semaines avant qu'un compromis ne soit finalement trouver.

Si à la différence de 2007, Dish TV a visiblement décidé d'en informer préalablement les abonnés de la chaîne, c'est que la loi indienne les y contraint (avec un mois de préavis). Je crains néanmoins que les motivations de Dish ne diffèrent nullement de celle de 2007.

Si des négociations sont bien programmées dans les jours qui viennent, je n'ai aucune garantie qu'elles aboutiront avant la date buttoir du 20 septembre...

ACTUALITE EN TITRES

Propagande, supposition gratuite, amalgame, prétexte fabriqué et justification.

- Etats-Unis : enquête sur une cyber-attaque russe contre JPMorgan - AFP

Le FBI enquête sur une cyber-attaque contre la banque américaine JPMorgan Chase, qui pourrait émaner de pirates informatiques russes ou originaires d'Europe de l'Est, affirme mercredi l'agence Bloomberg en citant des sources proches du dossier.

En complément

- Selon l'Onu, EI et régime syrien ont commis des crimes de guerre - Reuters

- Golan : les rebelles prennent le point de passage d'Israël à la Syrie - LePoint.fr

- Un rapport de l'Onu accablant pour les séparatistes en Ukraine - Reuters

Et Kiev d'appeler hier l'OTAN à la rescousse...

ACTUALITÉ DU JOUR

Notre ennemi "***aime l'entreprise***".

- La gouvernement Valls II sous le signe du social-libéralisme assumé - AFP

- Valls 2 : la nomination de Macron saluée par la droite et les patrons, décriée à gauche - Francetv info

- Standing ovation pour Valls au Medef après sa déclaration d'amour à l'entreprise - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls a reçu une "*standing ovation*" des patrons réunis mercredi pour l'université d'été du Medef, après avoir proclamé un amour de l'entreprise rarement exprimé avec autant d'enthousiasme par un dirigeant de la gauche.

Ils étaient 3.600 applaudissant à tout rompre, debout sous un grand chapiteau dans le parc du campus de l'école de commerce HEC, à la fin d'un discours décomplexé.

Un discours présenté par Matignon comme "*de mobilisation nationale*", tenu à peine 24 heures après la formation d'un nouveau gouvernement. Un discours destiné à confirmer le cap d'une politique de l'offre, c'est-à-dire de soutien aux entreprises pour relever l'économie et créer des emplois.

Sa venue était symbolique: M. Valls n'est que le deuxième Premier ministre depuis la création du Medef en 1998 à se rendre à l'université d'été de la principale organisation patronale française.

"*Et moi, j'aime l'entreprise, j'aime l'entreprise !*", a enfin clamé M. Valls.

Il a jugé "*absurde de parler de cadeaux aux patrons*", s'attirant bravos et applaudissements.

"*Une mesure favorable à l'entreprise est une mesure favorable à tout le pays*", a-t-il estimé ouvrant la voie à des discussions sur le travail du dimanche, une "*simplification*" du code du travail, la réforme des seuils sociaux qui imposent une série d'obligations aux entreprises au-delà de 10 puis de 50 salariés et freinent, selon le patronat, l'embauche.

"*C'est un discours de lucidité, de pragmatisme, de clairvoyance beaucoup, de courage. Il a fait sauter des tabous aujourd'hui*", s'est peu après félicité Pierre Gattaz sur BFM Business.

"*Discours dont on avait besoin. Il y aura peut-être un avant et un après ce discours de M. Valls*", a-t-il renchéri dans un tweet.

M. Gattaz, qui avait réitéré ses critiques en matinée sur le pacte de responsabilité, auquel il apporte son soutien mais qu'il juge insuffisant et tardif, est revenu à la charge avant l'arrivée du chef du gouvernement.

Frôlant la provocation, il a même appelé à cesser de "*raisonner en termes de donnant-donnant*" -- allusion aux contreparties attendues des entreprises en termes d'emploi-- et à préférer "*la confiance*", recevant lui aussi son lot d'approbations bruyantes.

M. Valls, qui n'était pas présent mais avait de toute évidence étudié le discours du patron des patrons avant d'arriver, a relevé: "*Pour réussir une négociation (...) il faut trouver un équilibre -- je n'ose pas dire du donnant-donnant, si j'ai bien compris*--", a-t-il dit dans un léger sourire. "*Un équilibre entre les engagements des uns et des autres*", a-t-il précisé. AFP 27.08

Il est dangereux, car pour lui c'est le plus fort qui a toujours raison et il méprise les plus faibles, il a les dispositions pour faire un dictateur.

- Pierre Gattaz au gouvernement : "*Osez les réformes*" - Atlantico.fr

- Juppé salue le "*changement de cap*" du gouvernement mais veut des "*actes*" - AFP

- La Commission européenne invite Valls à accélérer les réformes - Reuters

- Angela Merkel exige des "*réformes structurelles*" de la part de la France - Francetv info

En complément. Il passe son temps à adapter sa biophaphie à la situation.

- Manuel Valls efface tous ses tweets - Francetv info

Et comme pour mieux signifier qu'une page était tournée, le cabinet du chef du gouvernement a cru bon de supprimer tous les messages diffusés par Manuel Valls sur le réseau social depuis qu'il l'utilise.

Le 2 avril 2012, il postait : "*Parizot (sic) à fond derrière Sarkozy qui lui attaque tous les jours les syndicats : la droite et le Medef cherchent à protéger leurs privilèges*". Une prise de position qui, avec le recul, a de quoi faire sourire. Francetv info 27.08

Un charlatan au discours usé jusqu'à la corde.

La question "*qui décide*" dans l'entreprise n'a aucune valeur dès lors que le rapport entre les classes n'a pas été inversé, autrement dit à partir du moment où la classe qui détient les moyens de production, donc le pouvoir économique demeure la même, la réponse à cette question demeure forcément la même.

Il ne peut donc s'agir à travers cette question, que d'associer les travailleurs à la gestion du capitalisme, à leur propre exploitation au profit des capitalistes, patrons ou actionnaires.

Et voilà qu'il ressort la "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes*" en prétendant que «*2017 sera une insurrection*», reprenant le discours qu'il a tenu lors de chaque campagne électorale pour que les travailleurs votent pour les candidats de son parti ou du Front de gauche qui sont incapables de rompre avec le PS, pour lequel ils rament en définitif ou le régime ce qui revient au même. Il faut bien qu'il serve à quelque chose.

On pouvait se demander pourquoi monsieur modeste avait reconnu spontanément "*l'échec*" du Front de gauche ou ses erreurs, vous avez la réponse ici, parce qu'il n'avait pas l'intention d'en tirer des leçons poliitiques préférant les reproduire, ajoutons ce que j'ai failli écrire il y a quelques jours, en penchant inévitablement toujours plus à droite (vers Montebourg) à défaut de pouvoir pencher à gauche.

- Mélenchon se dit «*intéressé*» par les positions économiques de Montebourg - Liberation.fr

L'ancien coprésident du Parti de gauche, qui milite pour une VIe République, a expliqué au micro d'Europe 1 être prêt à travailler avec l'ancien ministre de l'Economie.

Jean-Luc Mélenchon, qui a quitté la coprésidence du Parti de gauche (PG), s'est déclaré mercredi «intéressé» par les positions sur l'économie d'Arnaud Montebourg, exclu du gouvernement. «*Ce qui m'a beaucoup intéressé dans l'attitude de Montebourg*», a déclaré Jean-Luc Mélenchon à Europe 1, «*c'est que pour la première fois, il aborde un sujet qui le place directement sur mon terrain, c'est la question de la citoyenneté dans l'entreprise et dans le domaine économique : qui décide ?*»

Pour Mélenchon, «*2017 sera une insurrection*» Liberation.fr 27.08

Etats policier, Etat sioniste

- Violences policières contre des militantes pro-palestiniennes au centre commercial Rosny II - french.irib.ir

Des militantes pro-palestiniennes ont lancé une action pour le boycott d'Israël au centre commercial Rosny II.

Une action pacifique similaire à celles qui se multiplient en France depuis les massacres à Gaza et qui vise à sensibiliser les clients contre l'achat de produits originaires de colonies israéliennes illégales au niveau du droit international.

En France, contrairement aux autres pays européens, le boycott des produits israéliens est interdit par une circulaire mise en place par l'ex Garde des Sceaux, Michelle Alliot Marie. Selon ce texte, boycotter les produits israéliens est un appel à la haine raciale... La Cour de Cassation l'avait rejeté et autorisé le boycott lors d'un procès opposant militants pro-palestiniens et associations sionistes. Depuis, Christiane Taubira a été à plusieurs reprises interrogée sur la question sans qu'elle ne sache répondre étant donné l'absurdité de la circulaire...

Dans le 93, il semblerait que la police ait voulu faire un exemple afin qu'une telle action ne se répète pas. En quelques minutes, les policiers ont réussi à créer une échauffourée entre militants et forces de l'ordre. Les CRS n'ont pas hésité à frapper les militantes pourtant pacifiques. Dans notre République, traiter une militante pro-palestinienne comme un voyou semble être de rigueur. french.irib.ir 27.08

Le peuple en arme.

- États-Unis : ces milliardaires qui veulent flinguer le lobby pro-armes - lepoint.fr

Pourquoi les ultra riches, l'oligarchie financière se mobilise-t-elle pour réglementer la vente et le port d'arme, réduire le nombre d'armes en circulation aux Etats-Unis, alors qu'ils sont les plus féroces défenseurs de la déréglementation de la finance, de la législation du travail ou sociale ? La réponse figure dans la question.

Ils craignent que les extraordinaires inégalités sociales et injustices que subissent les travailleurs américains et les minorités se transforment un jour en un soulèvement général et violent contre un régime qui tient de la monarchie et d'un Etat policier, d'une dictature de l'oligarchie financière.

On comprend que dans cette perspective l'armement du peuple ou des travailleurs leur pose un gros problème. Il faudrait être naïf de croire qu'ils seraient animés de bonnes intentions envers le peuple américain qu'il méprise autant si ce n'est plus que tous les autres.

Le Point qui participe au groupe Bilderberg chapeauté par Rockefeller se devait de prendre le parti de ces milliardaires. La présentation qu'il fait des deux protagonistes et la sémantique à laquelle il recourt illustre ce parti pris.

Les représentants pro-armement seraient de droite, tandis que leurs opposant, les milliardaires Bill Gates et Michael Bloomberg notamment seraient de gauche. C'est comme si on disait que le FN était de droite et les néoconservateurs ou néolibéraux de gauche.

Les représentants pro-armement seraient "*agressifs*", mais pas les braves banquiers ou multimilliardaires qui doivent leur fortune aux guerres qu'ils ont financées et qui ont fait des dizaines de millions de morts à travers le monde, sans parler des guerres civiles, génocides, famines, épidémies, etc dont ils sont directement responsables. Nul agressivité chez ces braves philanthropes qui ont gagné leur argent honnêtement en vouant à la misère des dizaines de millions d'Américains et bien des peuples à travers le monde, qui financent de nos jours toutes les guerres qui participent à leur enrichissement, ce sont des gens respectables et au-dessus de tout soupçon.

Les représentants pro-armement "*terroriseraient*" les hommes politiques qui ne seraient pas à leur côté, ils se livreraient à une "*pub assassine*", alors que l'oligarchie financière a utilisé cette méthode pour prendre le contrôle du Congrès et de la Chambre des représentants, n'hésitant pas à éliminer physiquement leurs adversaires les plus résolus à défaut de pouvoir les corrompre par l'argent, exactement comme ils le font régulièrement en Afrique par exemple avec une longue expérience en Amérique latine.

Pour Le Point, magazine de BHL et des néolibéraux en France, tout peut s'acheter, c'est normal, sinon à quoi bon avoir amassé une telle fortune, autant s'en servir pour ce qui est présenté comme une bonne cause, alors qu'en réalité leurs intentions sont inavouables, politiques évidemment, conforme à la stratégie politique que l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste a défini et qu'elle compte bien appliqué jusqu'au bout aux Etats-Unis qui est à l'avant-garde de son combat contre le prolétariat mondial, qui face au sort qu'il lui réserve, c'est-à-dire dépouillé de tous droits sociaux ou politiques ou soumis à la dictature du marché, ne doit disposer d'aucun moyen pour s'y opposer ou oser remettre en cause l'ordre établi, surtout pas des armes.

Sauf que voilà, il va leur être très difficile de faire marche arrière et de désarmer un peuple entier, qui face à une justice basée sur l'argent, considère que l'arme dont il dispose est en dernier recours le seul moyen d'assurer sa défense, y renoncer serait comme abdiquer le dernier droit qu'il lui reste et il refuse. Que la notion du droit du citoyen dans un pays se réduise à la détention d'une arme en dit long sur l'état de putréfaction de la société américaine ou l'absence de fait de démocratie aux Etats-Unis.

Lepoint.fr - À droite, la National Rifle Association (NRA), le tout-puissant lobby pro-armement. À gauche, Bill Gates, Michael Bloomberg (l'ex-maire de New York) et un groupe de milliardaires qui militent pour un contrôle du port d'armes. Qui va gagner ? Le premier affrontement est prévu le 4 novembre prochain dans l'État de Washington. Les électeurs doivent se prononcer par référendum : lors de l'achat en ligne d'une arme ou dans une foire spécialisée, doit-on vérifier le casier judiciaire de l'acquéreur ? Une mesure déjà en vigueur lorsqu'on achète une arme chez un armurier.

Pour le moment, l'Initiative 594 comme on l'appelle, soutenue par la Washington Alliance for Gun Responsibility (WAGR), une organisation créée après le massacre de l'école de Sandy Hook, bénéficie d'un fort soutien. Quelque 70 % des électeurs s'y sont déclarés favorables lors d'un sondage en juillet. Alors que, dans le passé, ce type de campagne avait du mal à trouver des financements, la WAGR a levé jusqu'ici près de 6 millions de dollars de la part de 7 500 donateurs. Parmi eux, quatre des plus grosses fortunes de l'État. Nick Hanauer, l'un des investisseurs d'Amazon, a fourni 1,4 million de dollars, Paul Allen, le cofondateur de Microsoft, 500 000 dollars, l'ex-patron de Microsoft Steve Ballmer 600 000 dollars et, tout récemment, Bill Gates vient de donner un million.

La NRA, une machine agressive

Un groupe rival, financé cette fois par la NRA, s'oppose à l'Initiative 594 et a lancé sa propre mesure qui cherche à empêcher l'État de mettre en place une réglementation anti-armes si elle n'est pas d'abord adoptée au niveau fédéral, bloquant ainsi de facto

l'initiative de la WAGR. La campagne a récolté un peu plus d'un million de dollars. Depuis des années, la NRA s'emploie à faire échouer toutes les mesures, même les plus modestes, visant à établir plus de contrôles sur le port et la vente d'armes au niveau national. Même après une série de massacres particulièrement révoltants, dont celui de l'école primaire de Newton, elle a réussi à bloquer toutes les réformes poussées par la Maison-Blanche, notamment une interdiction sur les ventes de fusils d'assaut et de chargeurs de haute capacité. Elle bénéficie de gros bailleurs de fonds, cinq millions d'adhérents super motivés et d'une machine agressive qui terrorise les hommes politiques en menaçant de mobiliser les électeurs contre leur réélection s'ils manifestent la moindre velléité d'opposition.

Mais l'entrée de Bill Gates, qui jusqu'ici a surtout financé des causes moins controversées comme la malaria ou les vaccins, peut changer la donne. Non seulement il a une certaine aura aux États-Unis, mais il est aussi à la tête d'une fortune estimée à 76 milliards de dollars qui peut faire pencher la balance dans les référendums futurs sur la question des armes. D'autant qu'il n'est pas le seul. Michael Bloomberg, dont la fortune est évaluée à 33 milliards de dollars, a lancé depuis son départ de la mairie de New York une croisade contre le lobby pro-armement. Il a créé une organisation, Everytown for Gun Safety, qui se rêve en rivale de la NRA. Il prévoit de dépenser lors de la campagne des législatives de novembre 50 millions de dollars afin de mobiliser sur le terrain les électeurs et faire pression sur les hommes politiques pour faire voter des mesures sur l'armement plus restrictives. En effet, la nouvelle stratégie des lobbys, c'est d'agir au niveau local puisqu'il est impossible de faire voter la moindre réforme au niveau national. Bloomberg a promis de dépenser deux fois plus que la NRA qui investit environ 20 millions de dollars par an dans des campagnes politiques.

Mais même avec cet afflux de dollars, cela va être dur de défier la NRA. Le lobby est l'un des plus gros du pays avec un réseau politique et une organisation sur le terrain inégalés. Il a déjà contre-attaqué avec une campagne de pub assassine qui s'en prend à Michael Bloomberg, ce "*milliardaire élitiste hypocrite*". "*Hey, Bloomberg ! Garde tes politiques pour New York ! Touche pas à nos armes et à notre liberté !*" lepoint.fr 27.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Le renseignement russe tire la sonnette d'alarme - french.irib.ir

Le renseignement russe SVR vient de remettre un rapport au Kremlin, où il met en garde contre de nouvelles tentatives anti-russes des Etats Unis. "*Les Etats Unis ont l'intention de mettre à profit les capacités de la milice terroriste de Daesh, pour ouvrir un nouveau front contre la Russie, en Asie centrale*". "*Dans le strict objectif de mettre en oeuvre leurs nouvelles politiques, dans la région du Moyen-Orient, les Etats Unis ont mobilisé les extrémistes musulmans du monde entier, avant de les envoyer, en Syrie et en Irak. Les Etats Unis ont organisé ces extrémistes en de nombreuses milices, les ont entraînés, avant de leur donner des noms, comme Front Al-Nosra ou encore Daesh. Les Etats Unis ont l'intention d'ouvrir, dans un avenir tout proche, un nouveau front anti-russe, au Caucase et en Asie centrale. Les moyens en sont fournis par l'Arabie saoudite, qui agit, en Asie centrale, pour y recruter des combattants, avant de les envoyer, en Syrie et en Irak. Les cheikhs wahhabites préparent, idéologiquement, les jeunes originaires de la Russie, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizistan, avant de les envoyer, en Irak et en Syrie. C'est depuis Bichkek, la capitale kirghiz, que les terroristes gagnent Istanbul, en Turquie, et se rendent, en Irak et en Syrie*".

Le rapport du renseignement russe vise à lancer un sérieux avertissement, à l'adresse du Kremlin, et à lui faire prendre conscience du danger qui menace la Russie. french.irib.ir 27.08

2- Israël

2.1- Offensive de juillet : les pays qui ont soutenu, militairement, Israël. - french.irib.ir

Le quotidien israélien, "*Haaretz*", a dévoilé la liste des pays qui ont appuyé le régime israélien,... dans sa récente guerre contre la bande de Gaza. Lors de la récente guerre de l'armée israélienne, peuplée de 1.8 millions d'âmes, 2.150 Palestiniens sont tombés en martyrs, et 11.000 autres ont été blessés. «*La Grande Bretagne, l'Ukraine, les Etats-Unis, la Bulgarie, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, et la République Tchèque ont soutenu, militairement, Israël, dans sa récente guerre contre Gaza*», précise "Haaretz". «*Lors de cette guerre, l'Ukraine a remis à la disposition d'Israël 193 missiles de type 32 Sa-16, 4 missiles de type Sa-7, deux bombardiers et lanceurs de missiles BM-21*". Et le quotidien "*Haaretz*" a rendu publique la liste des pays qui ont apporté leur aide militaire au régime israélien, lors de cette guerre :

- Ukraine : 193 missiles de type 32 Sa-16, 4 missiles de type Sa-7, deux bombardiers et lanceurs de missiles BM-21.

- Bulgarie : 3 unités d'artillerie 13mm.

- Allemagne : 6 sous-marins de type Dolphin. Pour l'heure, 3 de ces sous-marins sont en activités, dans la marine israélienne, et 3 autres seront livrés, bientôt, à ce régime.

- Grande Bretagne : les pièces détachées des drones de type Hermes et des pièces détachées des chars Merkava.

- Espagne : Pièces détachées des missiles et des mortiers, des équipements électro-optiques, et des systèmes d'extinction du feu.

- Italie : 30 avions d'entraînement de type M 346, (dans le cadre du contrat entre Rome et Tel-Aviv).

- République Tchèque : le système balistique tactique dit TOCHKA.

- Etats-Unis : 19 avions de type F-5 (le premier avion a été livré, en [date ?], à Israël, était d'une valeur de 2.7 milliards de dollar). En outre, 600 jets de combat air-air d'une valeur de 544 millions de dollars, et 864 bidons de combustible de fioul et de carburant d'avion d'une valeur de 2.67 milliards de dollars.

Le site d'information Palestine Al-Youm, qui a traduit ce rapport de l'hébreu en arabe, précise que l'ampleur de ces aides militaires fournies au régime israélien est intervenu, à un moment où la Résistance palestinienne n'a reçu aucune aide d'aucun pays arabe et musulman, à part l'Iran, la Syrie et le Hezbollah. french.irib.ir 27.08

2.2- Des Israéliens insultent violemment des rescapés de l'Holocauste opposés aux massacres à Gaza - french.irib.ir

L'information publiée sur le site +972 Magazine's par un journaliste israélien très connu en Israël (Ami Kaufman) fait le tour du monde.

Suite au communiqué de 327 survivants de l'Holocauste condamnant les massacres à Gaza, des réactions ultra-violentes ont été exprimées sur le net israélien. La politique de Benjamin Netanyahou semble avoir provoqué une radicalisation générale de la population en Israël.Sur Facebook, on peut lire des propos antisémites tenus par des juifs contre ces survivants de la Shoah avec notamment des références à Hitler. Des propos qui vaudraient en France de la prison ferme pour incitation à la haine raciale.

David Cohen : Ce ne sont pas des rescapés de l'Holocauste, probablement des collaborateurs des nazis.

Shmulik Halphon : Je les invite à retourner à Auschwitz.

Itzik Levy : ces rescapés étaient des kapos. Des traîtres gauchistes. C'est pour ça qu'ils vivent à l'étranger et pas dans l'état juif.

Vitali Guttman : Ca suffit, qu'ils meurent. Ils ont survécu à l'Holocauste uniquement pour un autre Holocauste à Israël dans l'opinion publique mondiale ?

Meir Dahan : Pas étonnant que Hitler ait assassiné 6 millions de Juifs parce que des gens comme vous ne sont même pas des Juifs mais des êtres dégoûtants qui font honte à l'humanité ainsi que vos enfants, vous êtes des ordures.

Asher Solomon : Dommage que Hitler n'ait pas fini le travail

Katy Morali : Les rescapés de l'Holocauste qui pensent ainsi sont invités à aller mourir dans les chambres à gaz.

Yafa Ashraf : Ashkenazis de merde, c'est vous les Nazis. french.irib.ir 27.08

3- Irak

- Des gouvernements arabes coopèrent avec Tel-Aviv pour défendre Daesh (presse koweïtienne) - french.irib.ir

Le quotidien koweïtien al-Seyassah révèle le soutien financier de certains pays arabes au régime sioniste et leur coopération avec Tel-Aviv pour empêcher toute action visant l'anéantissement de Daesh.

Al-Seyassah a écrit que les crimes que les terroristes de l'Etat islamique (Daesh) commettent en Syrie et en Irak ne signifient que la réalisation des vœux du régime sioniste depuis six décennies. Le quotidien a ajouté que les Etats-Unis avaient fermé leurs yeux sur les crimes commis par les terroristes de Daesh jusqu'au jour où ces terroristes ont commencé à menacer aussi les intérêts

des Etats-Unis dans la région. Les terroristes ont massacré sauvagement les civils irakiens et n'ont pas épargné non plus les civils américains dans ce pays. Selon l'auteur de cet article, c'est à ce moment-là seulement que la Maison Blanche a décidé d'agir contre les terroristes de Daesh pour répondre aux exigences de l'opinion publique américaine qui voulaient la punition des terroristes qui avaient tué les civils américains.

Le quotidien koweïtien al-Seyassah écrit : « *Dans le cadre de son projet de transformé la Palestine en un Etat hébreux, le régime israélien se servira de son influence sur les centres politiques de Washington pour empêcher le développement des opérations militaires de l'armée américaines contre les forces du groupe terroriste de Daesh.* » L'auteur exprime ses regrets quant à la coopération de certains gouvernements arabes avec le régime sioniste pour empêcher l'anéantissement des terroristes de Daesh en Irak et en Syrie. Il souligne que ces gouvernements arabes accordent même leurs aides financières au régime de Tel-Aviv et se servent de leurs tribunes et médias pour défendre les positions illégitimes et illogiques du régime israélien. D'après le quotidien koweïtien, les dirigeants arabes qui coopèrent avec Israël sont victime d'une grande illusion en s'imaginant que cette coopération leur permettra de s'attribuer un rôle plus important en tant qu'acteurs régionaux. « *Or, ils ignorent que leur soutien aux crimes commis par les terroristes de Daesh en Syrie et en Irak faciliterait l'application du plan du régime sioniste qui souhaitent que ces crimes se répètent tour à tour dans les autres pays du monde arabe* », écrit le journal. french.irib.ir 27.08

SOCIAL

France

- La hausse du chômage s'est poursuivie en juillet - Reuters

Le chômage a poursuivi sa hausse en juillet en France pour le neuvième mois consécutif, selon les chiffres diffusés mercredi par le ministère du Travail.

Le Premier ministre, Manuel Valls, avait prévenu dès mardi sur France 2 que les statistiques seraient négatives, faute d'une croissance suffisante pour relancer les embauches.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a progressé sur le mois de 0,8% (+26.100) pour s'établir à 3.424.400, un nouveau record.

En ajoutant les catégories B et C (les personnes ayant exercé une activité réduite), les inscrits à Pôle emploi ont augmenté de 40.600, soit 0,8%, pour s'élever à 5.083.800 en métropole et 5.386.600 en incluant les départements d'Outre-mer.

Sur un an, le chômage croît de 4,3% pour la catégorie A en métropole et de 5,0% pour les catégories A, B et C. Reuters 27.08

Haut de page

Le 29 août 2014

CAUSERIE

L'auteur du site a mis une photo de lui plus récente qui témoigne de la vitesse à laquelle il vieillit, elle date de quelques mois seulement.

Je me suis refusé à publier plusieurs articles des portails *Le Grand Soir* et de *Mondialisation.ca* dont certains étaient particulièrement infectes.

L'un consistait en une attaque en règle ignoble contre le marxisme taxé de mort-aux-rats (sandaraque) ou de "*théorie arriérée*" ou encore atteint "*d'arriérisme*", parce que les marxistes commettraient un crime horrible en dénonçant la compromission des progressistes et des démocrates avec le capitalisme, qui incarneraient la seule opposition cohérente à l'impérialisme américain.

L'auteur dans une grande confusion oppose la nécessaire prise de conscience des masses de leur condition au "*mouvement de masses*" qu'il récuse car "*impossible au commencement*", les deux combat étant liés en réalité, élever leur niveau de conscience politique et les organiser, construire le parti. Il sombre finalement dans une crise de delirium tremens qu'il nomme "*l'éthologie politique* qu'il oppose à ce qu'ils appellent "*les pouvoirs*", dans lesquels doivent figurer les partis, surtout ceux qui se réclament du marxisme je présume. Il a peut-être confondu éthologie et éthylisme pour prétendre que Valls serait

plus "*socialiste*" que Le Drian !

Un autre tout aussi insipide revendiquant les "*symboles révolutionnaires que sont le drapeau tricolore, la Marseillaise*", les symboles de notre ennemi, finalement pas très éloigné du précédent en réclamant "*une stratégie de Front antifasciste, populaire, patriotique et progressiste*", s'est livré à un amalgame en associant Meyssan à Soral, Dieudonné, Le Pen et Ayoub, alors qu'à notre connaissance il a cessé de les fréquenter, n'ayant jamais pris partie pour eux dans ses articles lorsqu'ils furent attaqués par Valls.

On ne peut pas associer Meyssan ou le Réseau Voltaire à "*ces gens (qui) sont les ennemis mortels des ouvriers, des classes populaires, des jeunes et de la nation républicaine*", les camarades qui lisent régulièrement leurs articles en conviendront. On peut leur reprocher bien des choses et je ne me suis pas gêné de l'écrire dans le site et de leur écrire aussi, mais pas cela. Ils sont anticommunistes, certes, ils ne s'en cachent pas ils l'assument, contrairement aux transfugent du PCF, aux sociaux-patriotes qui sont les auteurs de cet article. Si on devait vouer au pilori tous les anticommunistes, tous ceux qui ont une conception de la lutte des classes différente de la nôtre on n'en finirait pas, on se retrouverait une poignée autour d'une table ou dans une cabine téléphonique !

Comme bien d'autres, le M'PEP par exemple, le Réseau Voltaire se réclame de la tradition du Conseil national de la Résistance (CNR) dans lequel figuraient des gens d'extrême droite, des royalistes aussi bien que le PS ou le PCF ou encore les syndicats. Le Réseau Voltaire a l'honnêteté de le reconnaître et de l'assumer, ce qui n'est pas le cas de ceux qui se réclament du CNR, donc que ces derniers commencent par balayer devant leur porte... Et quand le Réseau Voltaire publie des articles franchement contraires aux intérêts que je défends, je ne les mets pas en ligne dans mon site, par exemple un article de Marine Le Pen. Et si je reproduis une citation d'Engels de Cecil John Rhodes, je n'en deviens pas pour autant un admirateur de l'apartheid.

La conception du CNR n'a rien à voir avec notre conception de la lutte des classes et nous la combattons, mais maintenant on ne peut interdire à personne d'y adhérer, sauf à se transformer en flic de la pensée ou guépéoutiste. Si "*le fascisme avance toujours masqué*", il n'est pas le seul dans ce cas-là ! On ne se refait pas.

Les autres articles que je n'ai pas publiés étaient insignifiants, particulièrement médiocres.

Parole d'internaute.

- "*Ce jeudi manifestation à Kiev de plusieurs milliers de manifestants, essentiellement des mères et épouses qui s'opposent à l'envoi dans le Donbass de leurs fils ou époux, on en parle pas ! Les centaines de milliers de réfugiés de l'est ukrainien en Russie, on en parle pas ! Le crash du vol MH17, on en parle plus !* "

Le silence permet les plus grands crimes...

Pourquoi se donner tant de mal, pourquoi tant de gesticulations et d'approximations si les preuves étaient aussi évidentes qu'ils le disent, il suffirait de les produire ?

Comment justifier une intervention militaire en Ukraine et en imputer la responsabilité à la Russie ? Mode d'emploi.

Jeudi 28 août à 22h35 - Une "***évidence***".

Obama. - "*Il est évident aux yeux du monde entier» que des forces russes se trouvent en US*"

Il faudrait le croire sur parole ! Les médias lui emboîtent le pas.

- «*Il est évident aux yeux du monde entier*» que les Russes sont en Ukraine - Liberation.fr

21 heures - Une "***longue liste***", où est-elle ? Des "***indices***", lesquels ? Montrez-nous les qu'on les examine et qu'on rigole un moment.

Samantha Power a dressé devant le Conseil une longue liste des indices montrant une implication directe des forces russes aux côtés des séparatistes prorusses.

18h15. - Des clichés satellites illisibles et un "***nombre substantiel***".

Ces clichés ont été diffusés par plusieurs médias en France, il faut donc en tirer la conclusion qu'ils n'avaient rien d'autres sous la dent, il faut préciser que chaque image était accompagnée d'un bref commentaire de l'Otan que les journalistes ont reproduit fidèlement sans se poser de questions, normal.

- L'Otan diffuse des images satellite des forces russes «*engagées dans des opérations militaires sur le territoire souverain ukrainien*», peut-on lire sur son site.

«*De grandes quantités d'armes de pointe, notamment des systèmes de défense anti-aérienne, de l'artillerie, des tanks et des blindés (sont) transférées vers les forces séparatistes*». «*La présence de ces armes et d'un nombre substantiel de troupes de combat russes en Ukraine rendent la situation toujours plus grave*», a commenté le général Tak.

Que la Russie soutienne les "*forces séparatistes*" n'est un secret pour personne, cela l'est davantage de la part des Etats-Unis et de l'Otan qui soutiennent militairement le régime néonazi de Kiev.

Ukraine : le numéro 2 des séparatistes reconnaît la présence de 3 000 à 4 000 soldats russes parmi les insurgés - Francetv info

"*Nous ne pouvons pas cacher le fait que nous avons beaucoup de soldats volontaires russes dans nos rangs*", a reconnu, pour la première fois, jeudi 28 août, Alexandre Zakhartchenko, "*Premier ministre*" de la République autoproclamée de Donetsk (Ukraine). Cité par la télévision russe, le numéro deux des séparatistes pro-russes a affirmé qu'il y aurait "*3 000 à 4 000*" soldats parmi les insurgés.

Il a assuré, de manière surprenante, que ces soldats avaient pris des congés pour combattre en Ukraine. "*Plutôt que de profiter de leurs vacances sur une plage, ils sont venus rejoindre leurs frères, qui se battent pour leur liberté*", a-t-il expliqué sur le site internet de la télévision publique russe. Francetv info 28.08

Placé du "***côté russe***" pour tirer "***côté ukrainien***", ouais, pas du côté chinois ! C'est comme s'ils avaient déjà tiré sur l'Ukraine !

- Cette image montre un déploiement militaire sur un site situé du côté russe... «*Il est impossible de ne pas tirer vers le territoire ukrainien*», indique un document remis à la presse après l'intervention du responsable militaire de l'Otan.

Des "***signes***"

francetvinfo.fr - Des signes laissent, encore une fois, penser que l'implication de Moscou est plus importante. francetvinfo.fr 28.08

Le conditionnel, c'est plus prudent.

francetvinfo.fr - Des troupes russes auraient, selon Kiev, pris le contrôle d'une ville frontalière, Novoazovsk, jeudi. francetvinfo.fr 28.08

Où sont vos photos monsieurs le journaliste ?

Un journaliste de l'agence Reuters a rapporté, jeudi, avoir vu une nouvelle colonne de véhicules blindés

11 heures. - D'où sort ce témoignage ou plutôt ces allégations aussi imprécises que les autres ("une masse d'hommes") ?

- La Russie a de fait lancé une «*invasion*», déclare Ella Poliakova, membre du conseil aux droits de l'homme du Kremlin, citée par l'agence britannique Reuters. «*Quand une masse d'hommes, sous les ordres de leur commandement, sur des chars, des transports de troupes blindés, et avec des armes lourdes, se trouvent sur un territoire étranger, traversent sa frontière, je considère qu'il s'agit d'une invasion*», déclare Poliakova à l'agence britannique. liberation.fr 28.08

Et la boucle de la propagande de guerre de l'Otan est bouclée.

Kiev, qui dénonce "*une invasion*" a demandé aux Occidentaux une aide militaire "*d'envergure*", faisant craindre une guerre ouverte entre la Russie et l'Ukraine... lexpress.fr 28.08

Les médias leur emboîtent le pas.

- Ukraine : la Russie a-t-elle envahi l'Ukraine ? - LePoint.fr

Ceci...

- Revers militaires ukrainiens à Novoazovsk et à l'est de Donetsk - Reuters

... explique cela et la suite...

- L'Ukraine appelle à l'aide militaire, Moscou accusé d'"*invasion*" - AFP

- Ukraine: Kiev demande à l'UE «*une aide militaire d'envergure*» - 20minutes.fr

Comment le justifier ? Réponse à coup de suppositions et contrevérités grotesques.

- Trois signes qui montrent que des soldats russes combattent en Ukraine - Francetv info

- COR-Kiev parle de "*mouvements de troupes russes*" en Ukraine - Reuters

- Ukraine: Washington exhorte à agir, accusant Moscou de «*mentir*» - 20minutes.fr

Ceux là mêmes qui affirmaient que l'Irak détenait des armes de destruction massive, était le repère d'Al-Qaïda ou bien d'autres mensonges, ou encore la version officiel du 11 septembre 2001...

- Des soldats russes seraient engagés aux côtés des insurgés - Reuters

- Plus de mille soldats russes combattent actuellement en Ukraine - Liberation.fr

- Des chars et des soldats russes ont bien franchi la frontière ukrainienne, selon l'Otan - Francetv info

Tu parles d'une "*invasion*" !

- Ukraine : le numéro 2 des séparatistes reconnaît la présence de 3 000 à 4 000 soldats russes parmi les insurgés - Francetv info

Normal, des centaines de milliers de Russes ont de la famille des deux côtés de la frontière, ce n'est pas parce que l'URSS a implosé qu'ils ont déménagé en Russie.

- Ukraine : Moscou mis en accusation au Conseil de sécurité de l'ONU - Lepoint.fr

C'est marrant, jamais les Etats-Unis !

- Ukraine: les Etats-Unis proposent des chars, l'Europe des sanctions - L'Express.fr

- Ukraine : Washington prêt à imposer de nouvelles sanctions contre Moscou - AFP

C'est marrant, malgré la violation de la souveraineté de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, aucun pays n'a jamais imposé de "*sanctions*" aux Etats-Unis.

- Une présence de soldats russes en Ukraine «*serait intolérable et inacceptable*», selon François Hollande - 20minutes.fr

Un rappel

- " *Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus elles sont réactionnaires. elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.* " (Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste)

On peut ajouter l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat ainsi que les fonctionnaires qui bénéficient d'un statut ou d'un traitement de faveur de la part de leurs employeurs, qui seront davantage portés à soutenir le régime qu'à le combat pour le renverser dès lors qu'il garantit la pérennité de leurs privilèges.

Sachant ou constatant que ce sont ces couches des masses exploitées d'où sont issus la plupart des dirigeants et des militants des partis ouvriers ou des syndicats, il ne faut pas s'étonner des conséquences qui en découlent conduisant à leur complète dégénérescence.

Au départ socialistes, communistes ou trotskistes, ils étaient voués à connaître le même sort dès lors qu'ils avaient laissé filer l'occasion qui s'était présentée de renverser l'ordre établi, soit qu'ils n'y étaient pas préparés ou qu'ils n'y aient pas préparés les masses ou généralement les deux à la fois. Pourquoi ? La réponse a été donnée plus haut.

La nostalgie qu'ils manifestent des années 50-60, des "*jours heureux*", de l'époque des "*Trente glorieuses*", quand il y avait du "*grain à moudre*", de la IVe République, ne fait qu'illustrer ce que disait Marx à propos de ceux qui étaient portés "*à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.* ", cela s'applique à ces partis ouvriers.

ACTUALITÉ DU JOUR

Chacun son camp.

- La presse voit une Love story entre le Premier ministre et le Medef - AFP

La question est volontairement mal posée...

- Le gouvernement est-il de droite ?- Liberation.fr

Elle sert à en évacuer une autre beaucoup plus embarrassante : Le PS est-il de droite ? La poser serait ouvrir la boîte de Pandore qui appellerait spontanément d'autres questions, par exemple depuis quand l'est-il, obligeant à remuer son abominable passé et mettrait en lumière la responsabilité de tous ceux qui ont été son allié ou qui l'on soutenu pendant de très nombreuses années, ce que tous cherchent à éviter à tout prix, afin qu'on ne leur colle pas la même étiquette et que leur véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire ne soit établie.

... et pour cause...

- PCF et NPA appellent les parlementaires de gauche à refuser la confiance - AFP

En réalité il n'existe pas de "*parlementaires de gauche*" puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme et ses institutions. En faisant croire le contraire ou en entretenant cette illusion, le PCF et le NPA soutiennent le régime à leur manière.

Quand "***l'intérêt général de la gauche et du pays***" se confond avec celui des affairistes ou des bifteckards du PS.

- Plus de 200 députés socialistes appellent au «*rassemblement*» derrière Hollande - Liberation.fr

Plus de 200 députés socialistes appellent, dans une tribune publiée par Le Monde jeudi sur son site internet, au "*rassemblement*" derrière François Hollande, et demandent aux parlementaires dits "*frondeurs*" d'être "*pleinement responsable de l'intérêt général de la gauche et du pays*". AFP28.08

A retenir : L'intérêt général de la gauche, c'est le leur, et l'intérêt général du pays, c'est celui du régime, les deux étant liés ils ne font plus qu'un, c'est ce qu'ils illustrent ici.

Un syllogisme véreux, de faussaire.

- Cambadélis : «*Qui peut, socialiste, arriver à souhaiter que le gouvernement tombe ?*» - Liberation.fr

Comment ce syllogisme est-il construit ? 1- Nous sommes socialistes ; 2- Le gouvernement est socialiste ; Aucun socialiste ne peut souhaiter qu'un gouvernement socialiste tombe. En conclusion il repose sur une double imposture ou mensonge puisque ni le PS et ni le gouvernement ne sont socialistes.

C'est plutôt minable comme procédé, grossier, car personne dans ce pays n'imagine un seul instant qu'ils sont socialistes, les médias ne cessent de marteler le contraire, qu'ils sont sociaux-libéraux, ultra libéraux, acquis au néolibéralisme.

- Berger (CFDT) "*pas choqué*" par le discours pro-entreprises de Valls - AFP

Et personne ne sera choqué qu'un jaune ne le soit pas !

En complément. Business is business.

- Fabius aux diplomates : «*Votre priorité, c'est l'économie!*» - LeFigaro.fr

La soumission politique des représentants de l'Etat au capitalisme doit être totale. Quel que soit le pays dans lequel vous remplissez votre mission, désintéressez-vous des questions sociales ou politiques qui pourraient surgir et vous interpeler, contentez-vous de suivre à la lettre notre stratégie politique et de répondre aux besoins de nos entreprises.

Le maître et son vassal. Parole des chefs des "***terroristes***".

- Les Etats-Unis ne bombarderont pas l'Etat islamique en Syrie dans l'immédiat - LeMonde.fr

- Obama: «Nous n'avons pas encore de stratégie» sur l'EI en Syrie - 20minutes.fr

Gaza, Liban, Irak, Syrie, Iran, Libye, Liban, Afghanistan, Russie, Ukraine, Mali, Nigéria, Chine, etc. ils interviennent dans les affaires d'une multitude de pays qu'ils s'emploient à déstabiliser, à contrôler, et chaque opération menée dans un pays peut selon la manière dont elle se déroule ou se conclut déclencher des répercussions en chaîne et imprévisibles dans plusieurs autres pays de telle sorte qu'elles peuvent contrarier l'exécution de la suite de leur plan.

Ils doivent suivre au plus près le développement de la situation dans chacun de ces pays et définir la propagande à adopter qui leur servira de couverture, afin de coordonner leurs actions pour espérer parvenir à leurs fins. On imagine d'ici que ce n'est pas une affaire simple, que la machine peut s'enrayer à tout moment car ils ne maîtrisent pas tous les facteurs ou acteurs en présence.

Pour nous non plus ce n'est pas simple, car il nous faut suivre l'évolution de la situation et l'ensemble de leurs opérations au jour le jour dans l'ensemble de ces pays pour comprendre de quelle manière évolue leur stratégie.

- Syrie/Irak: Hollande refuse toute coopération avec Assad contre le terrorisme - AFP

- Paris exclut toute coopération avec Assad contre l'Etat islamique - Reuters

- Hollande : "*Assad ne peut être un partenaire de la lutte contre le terrorisme*" - Le Nouvel Observateur

Alors qu'il en est le fossoyeur.

- François Hollande: «*Nous amplifierons notre soutien pour préserver l'unité de l'Irak*» - 20minutes.fr

Numéros d'illusionnisme en série.

- L'aile gauche réclame un congrès du PS d'urgence - LeFigaro.fr

Sénatrice de l'aile gauche du Parti socialiste, membre du courant La gauche maintenant, Marie-Noëlle Lienemann est claire sur la nécessité d'organiser au plus vite un congrès du PS. D'abord pour s'entendre et se mesurer au sein du parti. «*Nul, dit-elle, ne peut ignorer le profond malaise face au nouveau gouvernement et aux applaudissements qui ont scandé le discours de Manuel Valls devant les patrons du Medef…*» Deuxième raison, «*le respect des règles internes du PS*» qui prévoient l'organisation d'un congrès à mi-mandat. «*Nous y sommes.*» Enfin, la sénatrice de Paris rappelle que «*Jean-Christophe Cambadélis n'a pas été élu par les militants…*»

Le premier secrétaire s'est d'ailleurs lui-même montré plutôt favorable à l'organisation d'un congrès dans les premiers mois de 2015. Ne serait-ce que pour renforcer sa position. Ce congrès, s'il a lieu, pourrait, pour des questions budgétaires, se tenir à Paris.

Mais ailleurs, au PS, certains ne partagent pas ce sentiment d'urgence, comme le sénateur du Val-de-Marne Luc Carvounas, proche de Manuel Valls. «*Nous avons perdu 25.000 militants en un an et ce n'est pas moi qui le dis, c'est le PS. Alors si nous voulons nous renforcer, ce sera par le biais des états généraux du PS que nous lançons ce week-end jusqu'en décembre…*» Le congrès, source de divisions, «*ce n'est pas l'urgence…*»

Luc Carvounas le verrait bien se tenir «*après les régionales de 2015, début 2016*». Marie-Noëlle Lienemann est, elle, convaincue de la pression de l'exécutif sur le PS pour retarder voire empêcher le congrès. «*Cambadélis me l'a encore confirmé en juillet*», assure-t-elle. LeFigaro.fr 28.08

- Duflot reproche à Valls "*d'imiter Thatcher*" - Francetv info

L'ex-ministre écologiste s'en prend au "*stand-up libéral*" du chef du gouvernement. Francetv info 28.08

En allant soutenir à Kiev le régime néonazi issu du coup de force fomenté par l'Otan, c'est comme si les écologistes étaient allés soutenir Pinochet qui avait pour allié...Thatcher !

Comme toujours ! Cela vous étonne ?

- "*Dans un gouvernement socialiste, la ligne social-libérale l'emporte toujours*" - L'Express.fr

Entretien avec le politologue Gérard Grunberg, spécialiste de la gauche.

L'Express.fr. Qu'est devenu François Hollande, l' "***ennemi de la finance***"?

Gérard Grunberg. Donner de l'argent aux patrons, ce n'est jamais très moral. Alors il a utilisé cette formule pour l'élection et il le pensait vraiment. Mais quand les socialistes arrivent au pouvoir, ils doivent composer, faire des compromis. Comme Mitterrand en 83, Bérégovoy en 92-93 ou Jospin avec les nationalisations (entre 98 et 2001). C'est assez classique en fait.

(Certes, que de notre côté on ait fait comme si nous ne le savions pas (avant mai 1981) ou plutôt que cela ne changerait absolument rien est totalement insupportable après coup... Hollande n'a jamais réellement pensé que la finance était son "*ennemi*" puisqu'il savait pertinemment que s'il était élu il devrait la servir docilement, le PS avait déjà une longue expérience derrière lui en la matière comme le rappelle Gérard Grunberg.

Les masses se foutent pas mal qu'un président de la République issu du PS donne "*de l'argent aux patrons*" du moment que leur niveau de vie est maintenu, exceptées les couches les plus défavorisées qui seront les premières à tourner le dos au PS, celles auxquelles on est incapable de s'adresser. - ndlr)

D'ailleurs, c'est un compromis que font tous les partis socialistes européens depuis longtemps. Il ne faut pas être étonné. Seulement, jusqu'à présent, il y a toujours eu un peu de croissance et donc on pouvait faire à la fois une politique de l'offre et une politique de la demande. En résumé, des conquêtes sociales et du libéralisme. Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas.

(Mais voilà, quand le compromis est votre marque de fabrique, cela signifie que vous êtes prêt à tout brader au plus offrant, et que lorsque l'occasion se présentera vous n'incarnerez plus que les intérêts des puissants, de la réaction avec laquelle vous vous confondrez.

Le PS a toujours passer des compromis en faveur du capital sur l'essentiel, dès lors qu'il était entièrement soumis à l'ordre établi, tandis que ses compromis envers les travailleurs figuraient toujours à la marge, permettaient de temporiser, de gagner du temps avant la prochaine offensive du capital qui les annulerait, du fait qu'en réalité il figurait dans le camp des ennemis du socialisme, ne cachant pas sa profonde aversion pour le communisme qui incarnait la négation du capitalisme auquel il était lié corps et âme, ce qu'il n'a jamais cessé de démontrer depuis un siècle et qu'on s'est employé systématiquement à sous-estimer.

Dès lors de nos jours s'opposer aux conquêtes sociales ou les détruire allait de soi pour le PS au profit du néolibéralisme. -ndlr)

L'Express.fr. Très discret jusqu'à présent, le Parti socialiste peut-il incarner une autre voix?

Gérard Grunberg. A l'exercice du pouvoir, un gouvernement socialiste doit choisir une ligne et c'est toujours la ligne sociale-libérale qui l'emporte. Mais comme on ne peut plus faire semblant, ça devient l'enjeu d'une bataille de politique interne. lexpress.fr 28.08

Disons que cela prend une tournure cruelle pour le PS et tous ceux qui refusent de rompre avec lui, car il ne peut plus cacher ses véritables intentions, sa véritable nature réactionnaire qui n'est pas le produit d'un tournant ou je ne sais quoi, mais correspond à la nécessiter de s'adapter aux besoins du capitalisme en crise (permanente). Le masque de l'imposture est définitivement tombé et il n'en existe aucun de rechange derrière lequel il pourrait camoufler sa véritable nature anti-ouvrière, antisocialiste.

C'est dans leur nature !

Jean-Christophe Cambadélis au Monde : "*le social-libéralisme ne fait partie ni de notre vocabulaire ni de notre tradition*" - Atlantico.fr

Effectivement, socialiste en parole (édulcoré, très très dilué et c'est tant mieux), social-libéral en acte.

Pourquoi devons-nous nous satisfaire du fait que le PS n'évoque plus le socialisme en parole qu'exceptionnellement ? Parce qu'en évitant d'agir au nom du socialisme il cesse du même coup d'en être le fossoyeur. Qu'il agisse au nom du marché nous va très bien, qu'il change de nom ou rejette l'étiquette socialiste nous irait très bien aussi, ce serait une aubaine pour le mouvement ouvrier.

Partant de là leur problème réside dans le fait que s'ils assument leur politique réactionnaire, ils vont se voir traiter comme tels par ceux qui votaient pour eux, et s'ils ne l'assument pas, ils vont passer pour des hypocrites ou des menteurs auprès de leurs électeurs qui vont les fuir, dans les deux cas ils sont condamnés à se couper toujours plus des masses et des classes moyennes qui (ces dernières) seules les soutiennent encore.

Le fait de monter au créneau et de gouverner pour le compte des capitalistes les condamne à se découvrir toujours plus pour ce qu'ils sont vraiment, les travailleurs sont donc amenés spontanément à comprendre qu'en réalité ils n'ont rien de socialiste, que le PS est le supplétif de l'UMP et qu'il appartient à la même famille politique, au même camps, celui de la droite, celui de leur ennemi de classe.

En complément. Il faut assumer.

- Schäuble appelle le gouvernement français à appliquer ses promesses - LePoint.fr

Le ministre allemand des Finances, invité à l'université d'été du Medef, a plaidé pour "*des réformes ambitieuses qui ne soient pas seulement des annonces*". LePoint.fr 28.08

La pire réaction en rêve, Le Monde s'en fait une nouvelle fois le porte-parole.

- Faut-il en finir avec les partis politiques ? - LeMonde.fr

C'est la question posée et résolue par le projet de traité de libre-échange Etats-Unis - UE qui donne tout pouvoir aux multinationales ou encore par l'existence de l'UE dès lors que tous les partis institutionnels y sont totalement soumis, intégrés.

Info, intox, désinformation, contradiction, grossier mensonge, tout est bon, pas de fumée sans feu.

Qu'on se le dise, promis, juré, craché...

- Le gouvernement « *n'a pas l'intention de revenir* » sur les 35 heures - LeMonde.fr

- Harlem Désir : "*Il n'y a pas de projet de remise en cause des 35 heures*" - Le Nouvel Observateur

... mais non, c'était juste pour rire...

- Dérogation aux 35 heures: le pavé dans la mare d'Emmanuel Macron - AFP

- Emmanuel Macron prêt à autoriser "*les entreprises à déroger*" aux 35 heures - AFP

... à la demande de qui ?

- Gattaz (Medef) appelle à une "*adaptation*" des 35 heures - AFP

- Gattaz : "*Si une entreprise a besoin de travailler 40 heures, il faut le faire*" - LePoint.fr

... finalement c'était vrai, non, sans blague ?

- Le gouvernement a renvoyé jeudi aux partenaires sociaux l'épineuse question d'une éventuelle dérogation aux 35 heures. AFP 28.08

En complément.

- Valls demande aux collectivités locales de "*mieux maîtriser leurs dépenses*" - LePoint.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

L'élite intellectuelle corrompue se met logiquement au service de l'oligarchie financière.

- Sept Français distingués par le FMI - Liberation.fr

L'institution recense 25 économistes âgés de moins de 45 ans et qui devraient avoir «*la plus grande influence dans les années à venir dans notre compréhension de l'économie*». Liberation.fr 28.08

Entendez par là qu'ils auront pour tâche de diffuser la propagande néolibérale dans les universités, les médias, tous les cercles ou think tanks qui rassemblent des dirigeants d'entreprises, des décideurs à différents niveaux dans la société afin d'y soumettre la population.

Piège à cons.

- Dissolution, cohabitation : le débat qui agite la droite - LeFigaro.fr

- Dissolution : la droite se prend au jeu... et au piège - Le Nouvel Observateur

Cadeaux ou comment faire baisser le coût du travail.

- Crédit d'impôt: déjà 8,1 milliards déclarés par les entreprises au titre du CICE - AFP

Sur ces 8,1 milliards - un chiffre encore partiel, toutes les entreprises ne clôturant pas leurs comptes à la même date - le coût effectif pour l'Etat a été de 4,5 milliards jusqu'à maintenant, a-t-on précisé.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi doit atteindre en rythme de croisière 20 milliards d'euros par an, soit 6% de la masse salariale au-dessous de 2,5 Smic.

Il a depuis été intégré dans le Pacte de responsabilité qui prévoit 10 milliards de plus de baisse du coût du travail, ainsi que 10 milliards de baisses sur la fiscalité des entreprises. AFP 28.08

L'OTAN s'empare de la direction de l'UE.

- Le Polonais Tusk favori pour la présidence du Conseil européen - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Assad bombarde le Golan occupé - french.irib.ir

Ce n'est plus comme dans le temps !

A peine quelques heures après le bombardement des positions de l'armée syrienne, sur les hauteurs du Golan, par Israël, l'aviation syrienne riposte ! Selon Reuters, les sukhoïs syriens ont, violemment, bombardé, dans la nuit de mercredi à jeudi, les positions des terroristes soutenus par Israël, sur les hauteurs du Golan. Mercredi, l'OSDH, ong pro-occidentale, basée à Londres, avait annoncé la chute du point de passage de Quneitara, tombé entre les mains des terroristes d'Al-Nosra. L'OSDH avait, également, fait état de très violents combats entre les terroristes et l'armée assadiste.

Dans le courant de la journée, le régime israélien, très dépité, après sa défaite à Gaza, a prétexté le tir de deux roquettes, depuis le territoire syrien, pour bombarder les positions de l'armée arabe syrienne, au Golan. Selon les analystes politiques, Israël craint, profondément, l'ouverture d'un nouveau front, au Golan occupé, front où serait, sans nul doute, impliqué le Hezbollah. french.irib.ir 28.08

1.2- Syrie : vers une nouvelle confrontation US/Russie? - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré que son pays a demandé aux États-Unis de prévenir les autorités officielles syriennes au cas d'adresser des frappes aériennes aux sites des terroristes en Syrie, sinon cela constitue une violation flagrante de la loi internationale. "*Les Américains annoncent actuellement qu'ils vont bombarder les terroristes sur les terres syriennes sans avoir besoin de l'approbation des autorités syriennes... Nous leur avons dit que ce sera une violation flagrante de la loi internationale*", a déclaré M. Lavrov lors d'une réunion avec les participants au Forum international des jeunes de Seliger.

Il a ajouté que la lutte antiterroriste est une nécessité. "*Grâce à Dieu, les États-Unis ont enfin saisi que les terroristes sont à la tête des parties qui se battent contre le gouvernement syrien, mais dans le but d'isoler ces terroristes, les Etats-Unis doivent coordonner avec les autorités syriennes*", a-t-il indiqué. french.irib.ir 28.08

2- EIIL, EI ou Daesh

2.1- Daesh, l'avatar de Saddam, face à l'Iran - french.irib.ir

Dans un article publié par "*International Policy Digest*", l'analyste israélien, Shaiel Ben-Ephraim, a prétendu que le groupe de l'EIIL,(l'Etat islamique, en Irak et au Levant), est un instrument pour contrer l'influence de l'Iran, dans la région. «*Aucun groupe n'assure autant que l'EIIL les intérêts des Etats-Unis*», a-t-il ajouté. «*Ce groupe est un meilleur outil, pour avancer les intérêts des Etats-Unis, dans la région du Moyen-Orient*», a-t-il estimé. «*Cela pourrait paraître, terrible, mais l'EIIL est, pratiquement, au service ces intérêts stratégiques et nationaux des Etats-Unis*», a-t-il dit. «*En 2003, les Etats-Unis, en éliminant Saddam Hussein, rival acharné de l'Iran, ont perturbé le rapport de forces, au Moyen-Orient. Depuis, l'Iran s'est transformé en puissance dominante dans la région du Levant. Un gouvernement, essentiellement, chiite, a été formé, en Irak. Le gouvernement syrien, qui est profondément, l'allié de l'Iran, a pu résister aux rivaux. Le Hezbollah et les autres groupes terroristes, appuyés par l'Iran, sont arrivés au pouvoir, au Liban et à Gaza*», a prétendu, encore, cet expert israélien.

«*C'est ainsi que la menace de l'influence iranienne, de l'Ouest de l'Afghanistan, jusqu'à la Méditerranée, a vu le jour. Cela est un grand défi, pour les alliés US, ainsi que pour l'emprise des Etats-Unis sur le prix du pétrole et pour la lutte de Washington contre les groupes appuyés par l'Iran. Cela sonne, également, le glas de l'espoir de voir l'élargissement de la démocratie, dans la région*». «*L'EIIL est le plus puissant et valable antidote sunnite, face à l'influence iranienne, au Moyen-Orient*». «*Ce groupe s'est emparé d'une partie de la Syrie, ce que les groupes soutenus par l'Occident et les groupes affiliés à Al-Qaïda ont échoué à accomplir. L'EIIL sert les intérêts des intérêts US, services qu'aucun des célèbres alliés américains, comme Israël et la Jordanie, n'a pu accomplir*», a-t-il dit.

A noter que sont nombreux les analystes qui estiment que c'est plutôt le régime israélien qui épaule les groupes terroristes, dont l'EIIL, en territoire syrien, et, également, en Irak, surtout, dans la région du Kurdistan irakien. Le régime israélien est un régime qui a besoin de la guerre, des actes de provocation et ne cesse de tout faire, pour déstabiliser la région, et, pour ce faire, il entretient des liens très étroits avec le groupe terroriste de l'EIIL. french.irib.ir 28.08

2.2- Syrie /Irak : GI's et agents de la CIA, dans les rangs de Daesh - french.irib.ir

Des centaines de militaires américains et d'agents de la CIA se battent, aux côtés de Daesh, en Irak et en Syrie, ont annoncé des experts en questions politiques, aux Etats-Unis.

Cette déclaration a été faite par Dan Dibar, expert en questions politiques et activiste anti-guerre, lors d'un entretien téléphonique avec Press TV, en allusion à l'information, selon laquelle 300 Américains ont rejoint Daesh. "*L'administration américaine est, actuellement, en train de se renseigner sur les citoyens qui ont rejoint Daesh*", ont déclaré les autorités américaines, a-t-il ajouté, avant de préciser que l'administration américaine est inquiète du retour, dans le pays, de ces Américains, qui se livreraient à des actes terroristes. "*Daesh est l'invention des Etats-Unis visant à déstabiliser la Syrie, ainsi que les autres pays de la région. Ce groupe est devenu, actuellement, une menace et une inquiétude sérieuse, pour les Etats-Unis*", a-t-il souligné.

Depuis le début de la crise syrienne, déclenchée en mars 2011, le groupe terroriste takfiri Daesh a commis d'innombrables crimes contre les civils et militaires de ce pays. En occupant certaines parties de l'Irak, Daesh a perpétré des crimes contre l'humanité. french.irib.ir 28.08

Haut de page

Le 30 août 2014

CAUSERIE

Un mot personnel.

Celle que j'appelle désormais mon ex-épouse a été jusqu'à évoquer devant moi un pédophile que j'avais croisé quand j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, lui il était à l'accueil. A cette époque rien ne permettait de savoir à quelle activité il se livrait et je n'ai jamais vraiment entretenu de relations avec cette personne qui était superficielle. Plus tard, interrogé par la police comme tous le personnel de l'Alliance française, j'ai fourni des informations qui ont permis de le localiser et de l'arrêter. Il fit ensuite 6 mois de prison avant d'être expulsé d'Inde.

Mon ex-épouse à court d'arguments contre moi, cherche à tout prix à ce que notre affaire qui relève du droit civil français prenne une tournure pénale ou criminelle de manière à ce que la juridiction indienne s'emmêle, estimant qu'elle pencherait en sa faveur puisqu'elle est d'origine indienne. Un jour lors d'une violente dispute, elle m'avait tenu des propos racistes que je n'ai jamais oubliés sans la blamer pour autant, car sachant qu'elle était très arriérée je devais m'attendre à tout.

Vous me direz que j'aurais pu choisir une compagne moins arriérée et que je porte la responsabilité de ce qui m'arrive, à ceci près que j'ai déjà fait cette expérience dans le passé pour aboutir au même résultat. Il y a bien des choses qui sont faciles à dire, mais qui au bout du compte sont creuses ou ne veulent rien dire.

Quand on ne plus avoir confiance dans une personne, c'est terminé, notre histoire s'arrête là. C'est la même chose avec un parti politique et ses dirigeants.

Rien n'est facile dans la vie, surtout de la comprendre. Je me comporte dans la vie en général comme en politique, je parle énormément, je pose un tas de questions, j'aborde une multitude de sujets sans a priori, je réfléchis à haute voix, je n'essaie pas de me leurrer sur ce que je suis ou de tromper quiconque, je fais profiter au maximum les interlocuteurs des connaissances que j'ai acquises, je fais en sorte d'essayer qu'on progresse ensemble car je sais qu'on a absolument besoin des autres pour y arriver, que c'est à travers eux qu'on peut évoluer car ils ne sont pas différents de nous fondamentalement, on est à la fois semblables et différents ce qui fait la richesse des expériences qu'on peut partager.

Cela dit, cela ne permet pas forcément de lever tous les obstacles ou blocages qui peuvent survenir dans nos relations car nous ne les percevons pas obligatoirement de la même manière, nous n'en attendons pas la même chose ce qui peut donner lieu à des quiprocos ou des incompréhensions, déboucher sur des clashs ou des ruptures aussi, cela fait partie de la vie et il faut l'accepter.

Des relations idylliques dans un couple ne durent rarement très longtemps, il ne faut pas se leurrer, vaut mieux ne pas se tromper sur leur nature dès le départ et se dire qu'elles sont vouées à évoluer. Or on commet l'erreur somme toute naturelle de ne pas y penser, on s'y refuse peut-être pour ne pas gâcher ce moment de bonheur qu'on voudrait éternel et qui en réalité est teinté d'illusions ou largement inconscient.

Maintenant, quand il arrive que nos intérêts divergent, s'entendre ou continuer de vivre ensemble devient difficile, puis impossible. Comment en arrivons-nous là ? Disons que généralement les intérêts communs qui nous liaient cèdent le pas au profit de nos intérêts individuels qui désormais prennent plus d'importance dans notre vie. Ce processus se réalise en grande partie inconsciemment sur fond de frustrations mal assumées qui proviennent plus de la société telle qu'elle est que de votre compagne, à moins qu'il ait changé au point de vous négliger ou de manquer d'attention à votre égard.

La routine de la vie quotidienne fait souvent le reste, elle se traduit pas l'ennui, une vie fade, sans relief, on a l'impression de faire partie des meubles, que notre vie est figée, on en arrive à accuser ces rapports (avec notre conjoint) d'en être responsables, alors de là à ce qu'ils deviennent un carcan qui nous étouffe et qu'on décide de le briser il n'y a qu'un pas. Dans certains cas c'est parfaitement justifié, dans d'autres non. Il faut bien que quelque chose ou quelqu'un porte la responsabilité de notre condition qui ne nous satisfait pas, à défaut que ce soit la société, ce sera votre compagne ou compagnon sur qui cela retombera.

Quand on en est rendu à ce stade, discuter ne servira plus à rien, car il y a désormais quelque chose de briser entre nous et il est extrêmement rare que les choses se passent ou se terminent autrement. Pourquoi ? Parce que les conditions qui étaient réunies le jour de notre rencontre n'existent plus tout simplement, on ne peut pas les recréer artificiellement, et quand bien même nous le tenterions nos relations reposeraient sur des illusions qui rapidement se volatiliseraient et on en reviendrait à la même situation devenue insupportable, la rupture serait inévitable.

On vit dans une société où chacun de ses membres subit plus ou moins inconsciemment la pression de l'idéologie de la classe dominante, plutôt plus que moins, d'autant plus qu'il est porté à penser le contraire. Il lui faut désigner un coupable à tous ses maux, rien de tel que celui ou celle que l'on tient sous la main, qui partage notre vie quotideinne, il ou elle est le bouc émissaire idéal, par identification on lui collera sur le dos la responsabilité de tous nos malheurs grands et petits à défaut de pouvoir atteindre ceux qui en sont véritablement responsables, accablé, une fois réalisé ce transfert, ensuite on pourra envisager plus facilement une séparation estimant qu'elle est amplement justifiée, le dénouement final n'en sera que moins pénible indolore

ou pour ainsi dire acté ou jugé inévitable, il ne restera plus qu'à passer à l'acte sans l'ombre d'un regret, sans se retourner sur le passé comme s'il avait déjà été effacé ou n'avait jamais existé, vous ne comptez plus, vous n'existez déjà plus, la page est tournée.

Concrètement, je n'avais jamais envisagé que je devrais refaire ma vie deux fois, puis trois, ma conception de la vie était beaucoup plus simple, trop semble-t-il, comme quoi on peut évoluer et conserver un petit côté naïf, on ne peut pas penser à tout et c'est sans doute mieux ainsi, car sinon la vie serait tout aussi insupportable. Pour autant que cet épisode soit contrariant et pénible, cependant j'en ai tiré une satisfaction en constatant que tous les Indiens à qui j'ai raconté simplement notre histoire ont finalement pris mon parti ou m'ont soutenu, en dehors évidemment de la famille de Magueswary qui lorgnait avidement sur mon argent au point de me jurer de m'en dépouiller jusqu'à la moindre roupie. Je ne leur en laisserai pas l'occasion car j'ai réagi très rapidement.

Ce matin avec Selvi nous sommes allés à ma banque, avec l'aide du directeur et de deux employées qui connaissent bien mon histoire et qui ont été d'une grande gentillesse avec nous, nous lui avons ouvert un compte sur lequel j'ai déposé tout mon argent, avec sa carte bancaire je pourrai retirer chaque début de mois de quoi couvrir nos dépenses. Franchement je ne m'attendais pas à un tel accueil, ensuite je me suis dit que ma sincérité avait dû les toucher et que je le devais aux principes ou valeurs auxquels je suis si profondément attaché, comme quoi parfois ils peuvent vous jouer de vilains tours en présence de gens malintentionnés, mais qu'en règle générale ils peuvent être fort utiles pour se sortir de situations délicates, j'en conclus donc que les renier aurait été commettre une erreur fatale. Le plus laborieux ce matin, mais dans la bonne humeur, a été de la faire signer à une douzaine de reprises (la bureaucratie indienne), car elle ne maîtrise pas l'écriture, à part son nom justement en tamoul, ce que nous avons pris à la rigolade car il n'y a pas de honte à avoir à être illettrée. Vous vous souvenez peut-être de mes discours sur le respect des autres poussé à l'extrême qui pouvaient peut-être passer pour un exercice de style. Et bien en réalité ce principe, dès lors qu'on s'y tient, présente une valeur inestimable dans la mesure où il permet de vous regarder dans un miroir sans avoir à rougir de ce que vous êtes, ce qui est déterminant, car sans quoi il serait impossible de s'analyser et de demeurer équilibrer mentalement, peut-être bien aussi intellectuellement.

Bref, mon revenu a été divisé par près de trois en quelques jours, et en clôturant avant son terme l'argent que j'avais placé, j'ai encore perdu 71.000 roupies, ce que je n'avais pas prévu. Peu importe, sauf accident de parcours il nous restera encore de quoi survivre jusqu'à ma retraite en 2017, on devra se priver davantage, y compris sur la nourriture, on n'a pas le choix, je mangerai davantage de riz, c'est à croire que je devais devenir un vrai Indien !

En tous cas nous voilà soulager. J'ai mis mes papiers et mon argent en sécurité, le rapport de la police m'est favorable, sauf un coup de folie de la famille de Magueswary je suis sorti d'affaire, provisoirement ou définitivement je n'en sais rien encore. Matériellement elle s'en tire beaucoup mieux que moi, car son revenu sera trois ou quatre fois supérieur au mien tout en ayant des besoins bien inférieurs aux miens, c'est peut-être ce qui la décidera à me foutre la paix et à m'oublier rapidement, c'est tout ce que je me souhaite.

J'ai atterri en Inde parce que je n'ai jamais accepté qu'un patron me dicte ce que je devais penser quand je vivais en France, ou encore mes parents quand j'étais plus jeune, parvenu à 59 ans ce n'était pas elle qui allait m'imposer de rentrer en France et de finir mes jours dans la misère noire, ruiner le restant de mes jours, même si mon parcours n'a rien eu de glorieux, bien de mes semblables en ont connu de bien pires malgré eux sans que je sois obligé de les envier au point de les imiter, le mimétisme a ses limites au delà desquelles c'est pure inconscience ou folie, un tel laisser-aller de ma part aurait été renier mes convictions et personne ne l'aurait compris, moi le premier.

J'ai attendu de longues années que Magueswary soit à l'abri des besoins matériels jusqu'à la fin de ses jours pour la quitter, j'estime donc avoir agi comme il fallait, proprement, j'allais oublier de préciser que j'avais poussé le scrupule jusqu'à l'avertir à plusieurs reprises par téléphone avant qu'elle ne retourne en Inde de ce qui l'attendait si elle continuait de me pourrir l'existence.

Un jour j'ai écrit que ce site me servait aussi de journal personnel. N'ayant aucun échange avec personne ici, ce récit me sert en quelque sorte à faire le point sur ma situation, et non à me donner en spectacle ou à étaler ma vie dont tout le monde se fout bien. Disons que mon expérience dès lors qu'elle est racontée simplement, pourra peut-être servir à certains lecteurs.

Et puis causer c'est bien beau, comme l'ont dit cela n'engage pas à grand chose, et puisque je ne peux pas militer sur le terrain et montrer de quoi je suis capable, au moins sur le plan personnel les lecteurs ou militants pourront constater si oui ou non mon comportement est conforme aux idées, principes, valeurs que je défends.

ACTUALITE EN TITRES

Fonds Mafieux International.

- Ukraine: le FMI verse un nouveau prêt malgré les "*risques*" - AFP

- Le FMI renouvelle sa "*confiance*" à Christine Lagarde - LePoint.fr

Propagande. S'ils le réclament, on aurait tort de ne pas le faire, CQFD.

- 35 heures: Une majorité de Français favorables à un assouplissement - 20minutes.fr

Sondage - 62 % des Français sont favorables «*à ce que les entreprises et les branches puissent déroger aux 35 heures en cas d'accord avec les organisations syndicales*». 20minutes.fr 29.08

En réalité c'est déjà le cas ! Le gouvernement du Medef veut aller plus loin et faire sauter les 35 heures afin de plus avoir à payer d'heures supplémentaires à partir de la 36e heure.

ACTUALITÉ DU JOUR

La servilité du gouvernement qui "***aime l'entreprise***" face au Medef est totale.

- Réforme des professions réglementées, travail du dimanche, le gouvernement aura recours à des ordonnances - Francetv info

Ce recours aux ordonnances ne serait que partiel, précise l'entourage de Manuel Valls. "*Le texte de loi sur la croissance comportera à la fois des dispositions d'applications directes à la loi, comme à l'ordinaire, et à la fois des habilitations à agir par ordonnances, par exemple sur le repos dominical*", a indiqué le cabinet du Premier ministre.

Sur la question de la réforme visant des professions réglementées (notaires, huissiers...), un des autres grands volets de la loi, il n'est en revanche pas prévu un recours aussi important aux ordonnances que le travail du dimanche, selon Matignon. Selon Les Echos, le projet de loi devrait être présenté en Conseil des ministres en octobre, au lieu du calendrier initialement prévu pour septembre. Francetv info 29.08

En complément. Offensive tout azimut de la réaction.

- Valls limite l'encadrement des loyers à Paris "*à titre expérimental*" - Le Nouvel Observateur

- "*Inégalitaire*", "*trop académique*", "*pas pertinent*"... l'OCDE blâme le système scolaire français - Francetv info

- Pour la CFDT les seuils sociaux ne sont pas un "*sujet tabou*" - AFP

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Dette des Etats.

- Dette: une modification des règles pour éviter un nouveau scénario à l'Argentine - AFP

Un regroupement des principales banques, investisseurs et émetteurs de dettes de la planète a publié de nouvelles règles pour éviter que ne se reproduise un scénario à l'Argentine, où une minorité bloque un accord de restructuration.

L'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA), qui a son siège à Zurich, a adopté ces modifications à l'issue d'un long processus de négociation entre ses quelque 460 membres de 53 pays.

Le but de ces nouveaux principes, qui ne sont ni obligatoires ni rétroactifs, est d'éviter que des détenteurs minoritaires d'une dette n'empêchent l'application d'un accord de restructuration entre l'émetteur de dettes en difficulté et ses créanciers majoritaires.

Avec ce nouveau système, si les créanciers qui détiennent un total d'au moins 75% de la dette (toutes maturités confondues)

sont d'accord pour reporter l'échéance du remboursement ou pour réduire le montant du capital dû, leur décision s'impose aussi aux détenteurs de la dette opposés à un tel accord.

L'association va désormais inciter les émetteurs de dettes à intégrer ce nouveau principe dans les contrats à venir. S'ils le font, l'environnement du marché mondial de la dette souveraine pourrait changer dans les années à venir.

"*Les conséquences potentiellement négatives du défaut et de la restructuration de la dette argentine démontrent l'importance d'avoir des termes contractuels clairs et sans ambiguïté pour les obligations souveraines*", a expliqué l'avocat général de l'ICMA, Leland Goss, dans un communiqué.

Dans le cas de l'Argentine, qui éprouve des difficultés à régler ses dettes après la crise économique de 2001, 93% des créanciers avaient accepté un allègement de la dette et un rabais d'environ 70%, mais 7% de créanciers irréductibles avaient refusé le marché.

Quelques fonds spéculatifs conduits par NML Capital et Aurelius Management, représentant moins d'1% des créances, ont porté plainte devant la justice américaine et remporté une victoire spectaculaire, qui a entraîné in fine un "défaut de paiement partiel" de l'Argentine fin juillet.

"*Les nouvelles règles sur les clauses d'action collective de l'ICMA offrent une solution pratique au problème des minorités de blocage*", a assuré vendredi l'organisation.

Elle a ajouté que l'interprétation de la clause dite "*pari passu*" dans le cas de l'Argentine avait entraîné "*une incertitude considérable pour les futures restructurations de dettes*".

En vertu du "*pari passu*", toutes les parties sont traitées de manière égale, quelle que soit la part de la dette qu'elles détiennent.

"*Les précisions apportées au "pari passu" détaillent clairement son champ d'application, ce qui réduit le risque de voir cette clause utilisée dans le but de perturber des restructurations de dettes futures*", a souligné l'ICMA. AFP 29.08

Haut de page

Le 31 août 2014

CAUSERIE

Quelques infos n'ont pas été traitées, on verra cela demain.

Cherchez le lézard.

C'est notre exercice favori de décortiquer les syllogismes véreux ou qui reposent sur une affirmation, une proposition, une prémisse ou un terme erroné ou faux.

Hollande a dit hier : «*Etre social-démocrate, c'est être socialiste, et être socialiste, c'est être social-démocrate*».

Etre socialiste, c'est être social-démocrate. Je suis socialiste. Donc je suis social-démocrate.

Première prémisse : Etre socialiste, c'est être social-démocrate.

Seconde prémisse : Je suis socialiste.

Conclusion : Donc je suis social-démocrate.

Et si être socialiste c'était autre chose qu'être social-démocrate, sa démonstration s'effondrerait et vice versa, si être social-démocrate signifiait autre chose qu'être socialisme.

Cett démonstration repose sur un double rapport, en premier sur une identification entre socialiste et social-démocrate, en second sur le contenu que l'on donne au socialisme et à la social-démocratie qui serait identique ou leur définition serait liée, l'un

définirait l'autre et vice versa, en fait cela revient à dire qu'ils seraient synonymes.

Cela présente comme intérêt pour ceux qui le prétendent d'évacuer toutes autres interprétations du socialisme ou de la social-démocratie, Hollande et sa politique ainsi que le PS incarnent le socialisme. Evidemment si vous êtes incultes en politique et que vous les croyez sur parole, ce sera à vous dégoûter ou vous détourner du socialisme jusqu'à la fin de vos jours.

Ce syllogisme induit que l'on n'a pas à se poser pas la question de savoir ce que l'on entend par socialisme, puisqu'il suffirait d'observer Hollande et sa politique pour avoir la réponse. Pas sûr que les travailleurs se contentent de cette camelote bon marché.

Car cet exercice était fort risqué et peu convainquant à l'adresse de ceux qui avaient déjà une petite idée de ce que signifiait le socialisme, aussi bien en direction des masses qui n'ont qu'une vague idée de ce que représente le socialisme, mais pour lesquelles il incarne tout de même la justice sociale, tout le contraire en somme de la politique mise en oeuvre par Hollande, alors de là à le soupçonner de ne pas être socialiste, à estimer qu'il leur ment une fois de plus le pas est vite franchi, surtout au regard de sa popularité ou du rejet que sa personne et sa politique inspirent chez les travailleurs

Cet exercice ou cette affirmation était d'autant plus risquée qu'elle était à double tranchant dès lors qu'on abordait la question de la social-démocratie, dont l'histoire depuis un siècle se confond avec celle de l'impérialisme et toutes les guerres qu'elle a soutenues de 1914 à nos jours, la collusion manifeste avec les intérêts de la classe dominante chaque fois qu'elle était au pouvoir, en France et ailleurs dans le monde, Hollande l'illustre parfaitement aujourd'hui.

La démonstration de Hollande fonctionne à condition de ne pas se poser de questions, de ne pas se tourner vers le passé, de ne pas chercher à comprendre ce que signifie réellement le socialisme, l'antithèse du capitalisme dont il est le représentant.

Cette déclaration ne doit pas sortir du cadre de l'abstraction à laquelle elle se réduit. Pourquoi ? Parce que le socialisme doit se réduire à la définition qu'en ont donné les révisionnistes français et allemands à la fin du XIXe siècle, notamment Lassale, Dürhing, Bernstein, etc. qui de fait avait adopté une version du socialisme qui rompait avec le socialisme scientifique de Marx et Engels en tournant le dos au combat pour en finir avec le capitalisme, la propriété privée des moyens de production, abandonnant la perspective d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qu'ils résumèrent à leur manière en affirmant que les moyens étaient tout tandis que l'objectif n'était rien, en finir avec le capitalisme, le socialisme. Ils continuèrent de se prétendre socialistes, alors qu'en réalité ils le combattaient, ce qu'ils ne cessèrent de démontrer par la suite.

C'est cette infâme imposture maintenue jusqu'à nos jours, qui consiste à se revendiquer socialiste en parole, alors qu'en réalité ou en pratique on défend une politique contraire aux intérêts de la classe que l'on prétend représenter, à camoufler autant que faire se peut ses véritables intentions selon les circonstances, qui caractérise la social-démocratie et ceux qui s'en revendiquent.

Le socialisme leur sert de masque pour camoufler leur véritable nature d'agents du capitalisme, afin de pouvoir servir le régime en place quand ils sont au pouvoir, et quand ils sont dans l'opposition parlementaire se faire les fossoyeurs en chef du socialisme, pourrir le mouvement ouvrier. Au cours du XXe siècle ils durent réajuster leur masque en fonction des besoins du capitalisme, selon les différentes phases ou crises qu'il traversa.

Et tous leurs satellites ou alliés empruntent d'autres masques tout en étant motivés par les mêmes objectifs, empêcher la classe ouvrière de se rassembler dans un parti qui soit réellement socialiste ou communiste, faire en sorte de la diviser afin de préserver l'ordre établi ou lui interdire de trouver la voie qui à terme lui permettrait de s'émanciper du capitalisme, de renverser le régime par une révolution, s'emparer du pouvoir politique.

L'existence du PS et du PCF ainsi que leurs satellites ou alliés respectifs n'a pas d'autre raison d'être que celles qui viennent d'être évoquées, acquis au capitalisme avec lequel ils refusent de rompre, qu'ils refusent d'affronter, ce sont finalement des piliers du régime, des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme qui incarne leur émancipation du capital.

Qui les croient encore sur parole ? Plus personne ou presque.

Et Cambadelis : Le PS est "*un parti socialiste qui a une pratique social-démocrate*", il "*n'est pas un parti social-libéral*".

Mais comme social-démocrate rime avec trahison ou imposture depuis un siècle, avec capitulation définitive devant l'ennemi et finalement basculement total dans son camp, le revendiquer c'est avouer son indispensable adaptation au néolibéralisme qui incarne de nos jours les besoins de la classe dominante ou du capitalisme en crise, c'est avouer que le PS est bien un parti social-libéral-impérialiste.

Le PS : Un parti bonapartiste.

-François Hollande veut un PS «*à l'unisson*» de sa politique - 20minutes.fr

«*J'ai besoin d'avoir un parti dans la majorité qui soit à l'unisson de ce que je propose*», a affirmé le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles.

«*Ca n'empêche pas le débat, ça ne coupe pas la discussion, mais elle doit être menée à bien dans la perspective que j'ai définie*», a-t-il ajouté. «*Les Français ont besoin d'y voir clair*», a encore fait valoir le président de la République.

(85% rejettent sa politique, c'est très "*clair*" ! ndlr)

François Hollande a assuré qu'il n'avait «*pas changé de ligne*». «*La même ligne s'applique depuis que j'ai défini*» après la remise du rapport Gallois sur la compétitivité de l'économie française en novembre 2012 «*ce que devait être la politique économique, industrielle, sociale et de redressement des comptes publics de la France*», a-t-il insisté. Selon lui, «*être social-démocrate, c'est être socialiste, et être socialiste, c'est être social-démocrate*».

(Il le dit lui-même et le confirme dans le paragraphe suivant, sa "*ligne*" politique se réduit exclusivement aux besoins des capitalistes, il en dresse lui-même la liste, vous ne trouverez pas trace de la moindre revendication sociale dedans, en effet c'est très "*clair*". ndlr)

«*Tous ceux qui font confiance à la gauche doivent comprendre que cette politique est faite pour la réussite de la France*», a assuré le président. Il a réaffirmé sa volonté «*de faire les réformes indispensables pour le pays, qui n'ont pas été fait depuis 10 ans ou 12 ans, sur la compétitivité, l'amélioration de la situation des entreprises, la justice fiscale et le redressement des finances de la France*». «*Je n'ai pas besoin de faire des mouvements sur les mots, j'ai dit que j'étais social-démocrate, je l'ai toujours été, et c'est parce que je suis socialiste*», a-t-il dit.

(Pour démonter cette escroquerie il suffit de remplacer "*pays*" ou la "*France*" par capitalistes. ndlr)

«***Fermez-la***» et faites le sale "***job***"

Quand la crise du capitalisme mondiale devient incompatible avec des "*mouvements*" contraires des lèvres, c'est qu'on est sous une dictature.

- Bernard Cazeneuve: «*Il faut la fermer et redresser la France*» - 20minutes.fr

«*Le gouvernement n'est pas une instance de débat, mais une instance exécutive d'une politique fixée par le président et son Premier ministre. Soit on part, soit on se tait! La politique n'est pas un théâtre d'ombres ou de boulevard!*», déclare Bernard Cazeneuve dans un entretien au Journal du Dimanche. Et de lancer: «*Il faut la fermer et redresser la France, c'est-à-dire faire le job*».

Il faut dire aux travailleurs que cela leur est également adressé : Soumettez-vous et fermez-la !

Supplétif du parti de l'ordre, le véritable rôle en "***pratique***" d'un parti social-démocrate, aucun ne le démentira.

- Cambadélis: le PS, un "*parti à la pratique social-démocrate*" - AFP

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a défini samedi le Parti socialiste comme un parti "*à la pratique social-démocrate*", exhortant par ailleurs la gauche à "*continuer*" la discussion et à mener des "*campagnes ensemble*". (L'écho du monarque. - ndlr)

"*Nous ne sommes pas au bord de l'implosion, nous ne sommes pas au bord la scission*", a-t-il ajouté depuis la tribune d'un débat portant sur "*l'unité de la gauche*". "*Nous sommes dans un débat comme le mène le Parti socialiste depuis de nombreuses années*".

(Effectivement, il confirme ce que nous n'avons cessé de dire à propos du PS. - ndlr)

"*Le Parti socialiste n'est pas un parti social-libéral et il ne le sera pas*", a-t-il répété.

(Affirmation grauite, nulle. - ndlr)

"*Pour autant, le Parti socialiste a sa propre définition, c'est un parti social-démocrate*", a ajouté le patron du PS, une qualification accueillie avec des mouvements divers dans la salle, certains préférant le terme de "socialiste".

(Formidable, leur président vient de lier les deux, les voilà satisfaits ! - ndlr)

C'est "*un parti socialiste qui a une pratique social-démocrate*", a-t-il encore dit.

(Le laquais tient le même discours que son maître. - ndlr)

En allusion aux contestataires, pas seulement au PS, de la politique menée par François Holllande, il a prévenu: "*Si une partie de la gauche dit "nous sommes la gauche" et qu'une autre partie de la gauche dit "nous sommes la gauche", à la fin il n'y a plus de gauche*".

(Assurément, c'est bien le cas ! - ndlr)

En complément. L'imposture est permanente.

- Les "*frondeurs*" du PS mettent en garde contre "*un renoncement continu*" de la gauche - Francetv info

Une tâche impossible.

- Valls : «*Les socialistes sont forts quand ils s'adressent aux Français et pas à eux-mêmes*» Public Sénat

- Valls: "*je cherche à convaincre*", pas les applaudissements - AFP

(En s'adressant au Medef il a obtenu les deux, bravo ! -ndlr)

A son arrivée à La Rochelle, Manuel Valls a essuyé des sifflets de quelques dizaines de personnes, dont des militants de la CGT.

"*C'est normal quand on gouverne qu'il y ait des interrogations, des contestations, des manifestations. Je ne cherche pas les applaudissements, je cherche à convaincre. Je ne suis pas dans les petits jeux, ma seule mission, c'est de redresser le pays*", a-t-il dit en référence à ces incidents.

(Punir [la Syrie], sanctionner [la Russie], redresser, le vocabulaire tout droit sorti de la bouche de représentants d'un Etat policier.

Que ce soit Valls avec "*les petits jeu*" ou Hollande avec ses "*des mouvements sur les mots*", ils ne peuvent pas s'empêcher de témoigner la haine ou le mépris que leur inspire toute personne qui conteste même à la marge leur politique, c'est plus fort qu'eux, c'est dans leur nature. -ndlr)

Quant aux militants PS, "*ça se passera bien, ça se passe toujours bien avec les militants, non?*", a-t-il pronostiqué. AFP 30.08

On n'en a jamais douté, c'est également ce qu'a dit à sa manière Cambadélis.

Voilà qui le confirme si nécessaire.

- Au PS, des "*frondeurs*" bruyants mais aux marges de manoeuvre étroites - AFP

Tous des affairistes !

Pas de quoi vraiment s'en faire.

- L'«*unité de la gauche*» mise à mal à La Rochelle - 20minutes.fr

Vraiment ? Il y en a qui brodent ou extrapolent à loirsir sur ce sujet, ils n'ont que cela à se mettre sous la dent après avoir colporté des illusions dans le PS pendant des décennies et des décennies, alors ils continuent sous une forme déguisée.

Pour un peu ce serait un scoop que le PS et le PCF et la ribambelles de morpions qui leur collent aux basques seraient traversées par des contradictions, en proie à des tensions, qu'ils seraient tous en crise, etc. entre nous, cela nous fait une belle jambe, car à notre avis se focaliser sur cette question ou ces partis c'est passer à côte de l'essentiel une fois de plus, sachant que ce n'est pas dans ces partis que l'on trouvera matière à construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire, mais chez les millions et millions de travailleurs qui s'en détournent, dont certains sont prêts à rompre avec le capitalisme et ses institutions, auxquels on peut proposer une politique qui se situe strictement sur le terrain de leurs intérêts de classe.

Baylet (PRG) a lâché le morceau en appelant à des "*compromis*" avec le PS et le gouvernement dont le PRG fait partie, la logique est respectée.

20minutes.fr - Invités à La Rochelle, les communistes et les écolos ont largement critiqué la politique de Manuel Valls…

S'exprimant à l'université d'été du PS aux côtés notamment de Pierre Laurent (PCF), Emmanuelle Cosse (EELV), Jean-Michel Baylet (PRG), il a lancé: "*Nous sommes obligés de surmonter les divergences*" et a appelé à des "*compromis*".

"*Si nous avons des désaccords (...) sur combien de sujets sommes nous d'accord ?*" a-t-il dit, rappelant également que le PS dirigeait avec ses partenaires de gauche de nombreuses collectivités.

(On comprend, on comprend... - ndlr)

Selon lui, "*il faut être capable de réfléchir ensemble et peut-être même mener des campagnes ensemble sur des sujets que nous aurions décidé ensemble*".

(C'est ce qu'ils n'ont pas arrêté de faire depuis mai-juin 2012 pendant que le gouvernement en profitait pour faire passer le TSCG, la "*règle d'or*", l'ANI, son budget d'austérité, bombarder le Mali, etc. C'est la raison d'être de toutes leurs campagnes contre le racisme, l'homophobie, etc : Associer par n'importe quel bout y compris le plus ténu qui soit les travailleurs au PS, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, parti qui incarne le régime, de telle sorte qu'ainsi enchaînés ils se divisent, la confusion s'installe dans leurs têtes, pour qu'au bout du compte ils soient dans l'incapacité de trouver la voie pour le combattre, c'est leur seul objectif.

On ne peut le comprendre qu'à partir du moment où on admet l'hypothèse qu'ils peuvent combattre dans le camp de notre ennemi. Si d'emblée on évacue cette hypothèse, on ne comprendra rien à rien. Cela s'applique à la situation dans son ensemble, si on renonce à poser des hypothèses parce qu'elles nous semblent farfelues au premier abord ou déjà résolues sans même s'être donné la peine de les étudier sérieusement, on passera forcément à côté de l'essentiel.

Dans bien des domaines et pas seulement en politique, ce qui nous paraît incroyable ou impensable un jour peut très bien se réaliser un autre jour, il faut donc étudier le comportement de chaque facteur et les rapports qu'ils entretiennent pour déterminer en fonction de leur évolution dans quelles conditions telle ou telle hypothèse pourrait se produire ou non.

Mieux encore, il faut à nouveau revenir sur ces hypothèses régulièrement, c'est pratiquement en permanence qu'on doit se livrer à cet exercice qui est un très bon entraînement pour mieux maîtriser le matérialisme dialectique, sinon on prend le risque d'être surpris quand soudain se produit un tournant dans la situation (mondiale), on n'y sera pas préparé et on n'y comprendra rien, c'est extrêmement fâcheux car on peut être amené à combattre contre son propre camp, voyez le NPA à propos de la Syrie par exemple. J'ai failli commettre la même erreur à propos de la Libye pour avoir baissé la garde comme l'on dit et j'en ai tiré les leçons.

En conclusion il n'y a absolument rien à attendre de tous ces partis ou toutes ces organisations qui sont liés au PS, au régime. - ndlr)

Et de mettre en garde contre une gauche qui deviendrait "*marginalisée*" face à la montée du Front national. 20minutes.fr 30.08

La pseudo-gauche l'est déjà, elle suit la même trajectoire que le régime et c'est normal.

Les néolibéraux ne changeront jamais de stratégie politique.

- L'UE prête à des sanctions musclées contre Moscou, dit Barroso - Reuters

- « *Méfiance renforcée* » en Iran après les nouvelles sanctions américaines - LeMonde.fr

L'instauration d'un gouvernement mondial sous l'égide de l'oligarchie financière demeurera leur seul objectif. On dit que sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, pas de socialisme. Eux, nos ennemis, ils se sont dotés d'une théorie, ultra réactionnaire, celle du nouvel ordre mondial, ils disposent de partis et d'une multitude d'institutions financières et politiques qui l'ont adoptée pour mener leur combat contre le prolétariat mondial ou la révolution socialiste mondiale, c'est la raison pour laquelle ils sont enclins à être optimistes, ils font preuve d'autant d'audace, nous provoquent, nous narguent ou nous méprisent ouvertement.

Ils sont déterminés à vaincre par n'importe quel moyen, apparemment le temps presse puisqu'ils ont décidé de s'en prendre frontalement à la Russie tout en harcelant en permanence la Chine, le gros du morceau qu'il leur reste à avaler, ensuite

le monde entier leur sera soumis, acquis.

Contrairement à nous, ils ne renonceront jamais à leur objectif politique. Nous, de reculages en reniments, d'arrangements en renoncements, de conciliations en compromis sur absolument tout, les enseignements du marxisme, les principes, le programme, le parti jusqu'à notre propre drapeau, en empruntant cette voie nous avons fait preuve de bassesse, si on ne change pas de stratégie dans les plus brefs délais nous ne nous en relèverons jamais plus, on pourra dire adieu au socialisme.

Certains le pensent déjà, nous n'en sommes pas encore là mais plus très loin dorénavant. Effectivement, l'impensable pourrait se réaliser, mais hélas dans le mauvais sens de l'histoire, à nos dépens.

Allons-nous laisser Hollande et Valls déblatérer sur le socialisme, c'est insupportable. C'est frontalement qu'il faut engager le combat contre le PS et ses satellites au lieu de les ménager. Il faut caractériser politiquement chaque parti, organisation, groupe, tendance, courant qui se réclame du mouvement ouvrier ou du socialisme, démolir systématiquement leurs argumentations qui servent à le justifier et à tromper militants et travailleurs, comment, mais à partir du socialisme justement, qui mieux que le socialisme de Marx, Engels, Lénine et Trotsky serait à même de les démasquer, de démontrer qu'ils sont étrangers au socialisme et qu'en réalité ils le combattent.

Quand le capitalisme rime avec famine

- La famine menace 2,81 millions de personnes en Amérique centrale - Reuters

La sécheresse qui a dévasté les récoltes en Amérique centrale menace de famine 2,81 millions de personnes, selon une estimation fournie vendredi par le Programme alimentaire mondial des Nations unies.

La sécheresse affecte également l'Amérique du Sud mais les pays les plus touchés sont le Guatemala, le Honduras et le Salvador. Les récoltes de maïs, de pois et de haricots ont particulièrement souffert.

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a récemment autorisé l'importation de 40.000 tonnes de haricots rouges et de 73.500 tonnes de maïs afin de faire baisser les prix.

Plus de 250.000 familles ont perdu leur récolte au Guatemala, où l'état d'urgence a été décrété.

La culture du café est relativement préservée. Reuters 30.08

Les cultures vouées à l'exportation se portent bien c'est l'essentiel, via les multinationales qui en contrôlent le cours sur le marché des matières premières et engrangent d'énormes profits, ouf ! Que les cultures destinées à l'alimentation de la population locale soient détruites n'a pas d'importance puisqu'elles sont vouées au sous-développement...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2014

CAUSERIE

Notre "***université d'été***", ce sont les enseignements du marxisme.

1- Lettre à Sylvia Pankhurst - Lénine - 28 août 1919. Extrait.

"*... si le parti ouvrier est vraiment révolutionnaire, s'il est vraiment ouvrier (c'est-àdire étroitement lié à la majorité des travailleurs, aux couches inférieures du prolétariat et non uniquement à ses couches superficielles), s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire une organisation de l'avant-garde révolutionnaire possédant une forte cohésion, sachant employer tous les moyens pour faire, parmi les masses, oeuvre révolutionnaire...*"

Ailleurs Lénine expliquait que c'était difficile pour des militants intellectuels de s'adresser aux couches inférieures du prolétariat, j'ajouterai parce qu'ils ne sont pas venus au combat politique en réponse aux conditions d'existence qu'ils subissaient mais à la suite ou en conclusion d'une réflexion intellectuelle. En fait ils en ignorent tout ou ils en ont qu'une représentation superficielle, mais s'ils ne vont pas à son contact, comment pourraient-ils apprendre à les connaître. C'est vrai que c'est difficile, que cela nécessite un gros investissement personnel, il faut savoir ce que l'on veut.

2- La faillite de la IIe Internationale - Lénine - 1915. Extraits.

- L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. (...) L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui. Et, bien entendu, la force de l'habitude, la routine d'une évolution relativement "pacifique", les préjugés nationaux, la peur des brusques changements et l'incrédulité à leur égard, tout cela a joué le rôle de circonstances complémentaires qui ont renforcé l'opportunisme aussi bien que la conciliation hypocrite et lâche avec lui, soi-disant pour un temps seulement, soi-disant seulement pour des causes et des motifs particuliers. La guerre a

modifié l'aspect de l'opportunisme qui avait été cultivé durant des dizaines d'années; elle l'a porté à un degré supérieur, a augmenté le nombre et la variété de ses nuances, multiplié les rangs de ses partisans, enrichi leur argumentation d'une foule de nouveaux sophismes; elle a fondu pour ainsi dire quantité de nouveaux ruisseaux et filets avec le courant principal de l'opportunisme, mais ce courant principal n'a pas disparu. Au contraire.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister comme autrefois au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de "cas" isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de courants.

Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de "leur" capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la IIe Internationale (1889-1914), correspond dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes.

En général, Si l'on considère les courants et les tendances, on ne peut manquer de reconnaître que c'est l'aile opportuniste du socialisme européen qui a trahi le socialisme et est passée au chauvinisme. D'où lui vient sa force, son apparente omnipotence dans les partis officiels ? (...)

Ce qui a donné aux opportunistes et aux chauvins une force gigantesque, c'est leur alliance avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux. C'est ce qu'on oublie trop souvent chez nous en Russie, où l'on considère que les opportunistes sont une portion des partis socialistes, qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours deux ailes extrêmes dans ces partis, que le tout est d'éviter les attitudes "extrêmes", etc., etc., comme le disent tous les poncifs des philistins.

En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être - objectivement - un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier.

(...)

Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. Fin.

Il faudrait plutôt dire que tout le monde évite soigneusement de soulever cette question, que personne n'ose plus l'aborder de front de nos jours. Serait-ce dû à la nature de tous les partis dits ouvriers, centristes ou démocrates petit-bourgeois ? Cela aurait-il quelque chose à voir avec leur composition, avec les rapports qu'ils entretiennent avec le PS ou qu'ils ont entretenu pendant de nombreuses décennies avec ce parti ?

Lénine ne disait pas ce que les militants avaient d'entendre, mais ce qui était quitte à se faire bien des adversaires. Marx et Engels également et apparemment cette méthode était la bonne. Elle est devenue après la morts de Trotsky pour nos dirigeants un exercice impensable, inimaginable à reproduire, on ne comprend pas pourquoi, certains constats devraient-ils les choquer ainsi que leurs militants. Pourquoi ? Parce qu'ils entreraient en contradiction avec leur conception de la lutte de classes, avec les rapports qu'ils ont établis avec les autres partis ou les différentes classes, on cherche à comprendre, on fait l'idiot quoi !

Je me demande si Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont été aussi loin parce qu'ils regardaient en face la réalité, sans a priori, sinon cela aurait été impossible. Voilà un enseignement à "*méditer*" pour les apôtres de la vérité !

Prostitution dans un cloaque.

Extraits du discours de Valls en clôture de l'université d'été du PS.

- "*Et c'est pour tous ces débats, ces discussions, ces confrontations, ces universités d'été qui font que la rentrée en France est un peu particulière, c'est pour toutes ces raisons... que j'aime les socialistes*".

(Car en procédant ainsi le PS donne l'impression d'avoir abordé et épuisé tous les sujets, de telle sorte que toute personne ou tout travailleur se réclamant du socialisme quel que soit sa sensibilité soit servi ou se retrouve dans un des courants du PS, alors qu'en réalité ils n'ont abordé un certain nombre de sujets sous un seul et unique angle, celui de la soumission au capitalisme.

C'est comme si on posait la même question à cent ignares qui fourniraient une multitude de réponses différentes toutes erronées, et qu'ensuite on vous dise que la bonne réponse figurerait forcément parmi celles qu'ils ont fournies, alors qu'en réalité elle n'y figurait pas. Pour Valls ou le PS l'essentiel c'est à la fois que la bonne réponse n'y figure pas car elle est incompatible avec l'appartenance au PS, et que vous ayez l'impression qu'elle y figure pour soutenir le PS ou entretenir l'illusion que la bonne réponse y figurait et qu'un jour les dirigeants de ce parti s'en saisiraient selon une double confusion. ndlr)

- "*Il n'y a pas d'un côté la gauche qui gouverne et de l'autre la gauche. (Effectivement, la soi-disant gauche qui ne figure pas au gouvernement a refusé de se positionner dans l'opposition, elle fait partie de la même famille que le PS. ndlr) Il y a la gauche en mouvement, pour que la gauche avance. La gauche, celle qui gouverne, c'est celle qui tient quand toutes les digues s'apprêtent à rompre.* " (Traduisez : Celles qui protègent le régime. ndlr) "*La gauche, celle qui gouverne, c'est faire, surtout quand c'est difficile.* " (Entendez le sale boulot que le parti officiel de l'ordre est temporairement dans l'incapacité de faire. ndlr) "*La gauche, celle qui gouverne, ce n'est pas revenir, ajourner, rétrograder.*" (Surtout pas abolir les lois anti-ouvrières votées par les gouvernements précédents, c'est amplifier l'offensive contre la classe ouvrère. ndlr) " *La gauche, celle qui gouverne, c'est avancer, réformer, progresser !*"

(Traduisez : Reculer, regresser à coup de contre-réformes. ndlr)

- "*La gauche, celle qui gouverne, c'est aller chercher l'espoir surtout quand il n'y en a plus. La meilleure façon de ne pas renoncer à l'idéal, c'est de ne jamais renoncer au réel !*" nouvelobs.com 31.08

(En réalité leur "*idéal*" se réduit à "*ne jamais renoncer au réel*", ce qui signifie concrètement qu'il faut s'accommoder du capitalisme, faire avec puisqu'ils sont incapables de concevoir un idéal au delà du capitalisme. Ici le réel et le capitalisme sont synonymes, tandis l'idéal (du socialisme) doit demeurer indéfiniment à l'état d'utopie ou de conception virtuelle, hors de portée ou impossible à réaliser puisqu'ils incarnent le capitalisme.

Parole d'internaute

- "*" avancer, réformer, progresser "*

Expressions typiques de la novlangue néo-libérale signifiant en réalité la dérégulation et la destruction du droit du travail ("réformer"), la régression sociale ("progresser") et donc bel et bien un retour à un état antérieur dans lequel les salariés se retrouvent assujettis aux intérêts exclusifs des possédants et de la finance ("avancer")."

Bravo, vous avez tout compris ! Mais il faut aller plus loin, être plus précis encore car on pourrait s'imaginer qu'on serait encore à l'étape de l'impérialisme tel qu'il s'est développé au cours des 7 premières décennies du XXe siècle, alors qu'il est passé à l'étape supérieur ou les travailleurs, les classes moyennes et la plupart des capitalistes sont voués à être assujetis aux "*intérêts exclusifs*" de l'oligarchie financières, des banques et des multinationales.

Nous ne sommes plus à l'époque de l'affrontement entre impérialistes, nous sommes entrés dans la période qui se caractérise par l'affrontement entre l'oligarchie financière dominante et la totalité des Etats du monde qui ne sont pas encore sous son contrôle. Si on ne le comprend pas, on ne peut pas comprendre la nature politique de la confrontation actuelle entre les Etats-Unis et la Russie par exemple. On y reviendra une autre fois car cela nécessite un long développement, j'ai l'ensemble de la trame en tête, mais je n'ai plus de temps à y consacrer aujourd'hui.

En famille. La mangeoire, l'esprit de coterie, les privilèges que leur octroie le régime...

- Valls : "*Ce qui nous unit doit être plus fort que nos différences*" - Le Nouvel Observateur

... dès lors on n'en doute pas un instant.

- Bruno Le Roux (PS) : «*Il y aura une majorité sur tous les textes*» - LeParisien.fr

Au fait, ils disent quoi ceux qui nous ont bassiné pendant des décennies et des décennies avec le courant de "*gauche*" du PS qui serait susceptible de rompre avec son parti ? Comment, vous n'avez plus envie de faire un front unique avec le PS ? En réalité cette stratégie s'est avérée catastrophique au regard du résultat qu'on a sous les yeux, car l'impasse ou la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons en est largement le produit.

On va encore nous accuser de nous livrer à un procès d'intention ou d'être médisant, franchement un peu de sérieux ou d'honnêteté intellectuelle, quand chacun savait ou pouvait deviner sans effort que Hollande poursuivrait en l'aggravant la politique de Sarkozy entièrement tournée contre les travailleurs, les mêmes osaient s'interroger sur ses réelles intentions ou la politique qu'il allait appliquer en mai 2012. Vous n'en avez pas marre de vous livrer à ce petit jeu ? On attend, on exige des explications de nos dirigeants, comment ont-ils pu se fourvoyer de cette manière-là et persister pendant tant d'années à reproduire les

mêmes erreurs ? Il ne suffit pas de proclamer qu'il faut en finir avec les institutions de la Ve République, à la limite cela n'engage à rien dès lors qu'on ne corrige pas ses erreurs ou qu'on ne s'en donne pas les moyens.

A quelques jours d'intervalle Mélenchon et Valls ont tenu le même discours en expliquant qu'il fallait s'adresser au peuple (Valls hier : " *la gauche n'est jamais si grande que quand elle s'adresse au plus grand nombre* ") dont ils semblent découvrir l'existence, et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. A leur manière ils ont confirmé mon analyse, à savoir que ce n'est pas en s'adressant à une élite composée d'intellectuels ou de militants ou certaines couches privilégiées de travailleurs que l'on construira le parti.

Rappel de la causerie du 29 août.

" *Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus elles sont réactionnaires. elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.* " (Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste)

On peut ajouter l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat ainsi que les fonctionnaires qui bénéficient d'un statut ou d'un traitement de faveur de la part de leurs employeurs, qui seront davantage portés à soutenir le régime qu'à le combat pour le renverser dès lors qu'il garantit la pérennité de leurs privilèges. Fin de l'extrait.

On devrait préciser, tout travailleur qui tire satisfaction de sa condition, du statut social que lui accorde le régime, au delà des difficultés qu'il peut rencontrer dans la vie quotidienne, ce qui ne sera pas le cas de millions et millions de travailleurs dont la condition, leur travail, les sacrifiices qu'on leur inflige ne leur apporte absolument aucune satisfaction personne, aucune compensation en retour en dehors de privations ou frustrations toujours plus nombreuses, qui n'ont rien à perdre en dehors des chaînes de l'exploitation.

On doit parvenir à combiner notre combat politique en direction de l'ensemble des travailleurs avec la nécessité de rendre notre discours accessible à ces millions de travailleurs qui sont prêts à se raccrocher à n'importe quoi ou n'importe qui en guise d'espoir, et qui mieux que le socialisme pourrait incarner cet espoir, encore faut-il y croire soi-même ou savoir ce que cela signifie pour qu'ils se saisissent de cet idéal, le partagent avec nous. Pourquoi cela devrait-il s'avérer davantage impossible aujourd'hui qu'hier, pourquoi, je pose la question.

L'espoir fait vivre dit-on, on en a tous besoin effectivement, sinon la vie serait d'une tristesse insupportable, un cauchemar au quotidien, et ces travailleurs en ont plus besoin impérativement que tout autre pour supporter leur condition épouvantable. Qu'est-ce qu'il y a de plus gratifiant dans l'existence que d'agir pour changer la société, prendre son sort en mains dans une société qui vous ignore ou vous méprise, donner un sens à sa vie sans jamais empiéter sur la liberté d'autrui, à part notre ennemi de classe s'entend, donner sincèrement le meilleur de soi-même et être reconnu comme tel par les siens, car on n'est plus seul ou isolé désormais, on est plus fort, on se sent mieux entouré de camarades qui partagent nos convictions, notre combat, qui nous respectent, on appartient à la grande famille des humanistes portés par l'idéal le plus élevé qui soit que rien ni personne ne peut altérer, qu'on soit travailleur manuel ou intellectuel, quel que soit notre statut social nous sommes tous concernés.

En complément. Le rejet des partis institutionnels est quasi-unanime.

- Les Français ont une mauvaise opinion des partis politiques - AFP

Les trois quarts des Français (75%) ont une mauvaise opinion du PS, pratiquement autant (74%) du FN, mais avec une plus forte proportion de très mauvaises opinions, et plus des deux tiers (67%) jugent sévèrement l'UMP, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche.

85% estiment que les partis politiques ne sont pas "*proches des réalités quotidiennes des Français*". AFP 31.08

ACTUALITÉ DU JOUR

OTAN en emporte l'UE.

- L'UE se dote de deux nouveaux visages: le Polonais Tusk et l'Italienne Mogherini - lemonde.fr

(Il ne parle ni le français ni l'anglais, peu importe, la Pologne ne fait partie de la zone euro, peu importe il présidera tout de même les sommets de la zone euro, la Pologne a servi de base arrière à la préparation du coup d'Etat de l'Otan en Ukraine, sa soumission aux Américains est totale, il était le candidat idéal à ce poste. - ndlr)

lemonde.fr - Donald Tusk prend la tête du Conseil et Federica Mogherini devient chef de la diplomatie européenne.

Donald Tusk «*a été impliqué dans des décisions difficiles au cours des dernières années et des derniers mois, concernant l'euro, mais aussi les crises internationales comme l'Ukraine*», a salué Herman Van Rompuy. «*En bref, c'est un homme d'Etat pour l'Europe*», a-t-il affirmé.

La Pologne fait partie des États membres de l'UE les plus fermes à l'égard de la Russie depuis le début de la crise en Ukraine. Le choix de Donald Tusk envoie donc un message clair à Moscou.

Alors que son manque de maîtrise de l'anglais et du français était considéré comme un handicap, il a promis, dans un jeu de mot en anglais, qu'il allait «*polir son anglais*» (polish qui signifie aussi polonais). «*Je serai prêt à 100 % en décembre*», a-t-il ajouté, avant de poursuivre sa conférence de presse en polonais.

Evoquant les «défis importants qui attendent l'Europe», la chancelière allemande Angela Merkel, qui avait proposé son nom dès le mois de juillet, s'est félicitée de la nomination d'un «*Européen qualifié, engagé et passionné, 25 ans après la chute du Mur*».

Issu du mouvement Solidarité, qui a fait tomber le système communiste en Pologne en 1989, cet historien de formation s'est forgé l'image d'un homme efficace qui a dirigé son pays avec succès, notamment pendant la crise économique.

Même si la Pologne n'est pas membre de l'euro, Donald Tusk présidera aussi les sommets de la zone euro.

(Jeune et peu expérimentée, dévorée d'ambition, « *carriérisme* », une figurante malléable comme les aiment les Américains, le profil idéal. -ndlr)

lemonde.fr - Federica Mogherini, 41 ans, présente un tout autre profil. Ministre des Affaires étrangères depuis seulement quelques mois, elle fait partie de la famille socialiste européenne et est considérée comme trop souple vis-à-vis de la Russie.

Après la victoire écrasante de son parti aux élections européennes, qui en a fait le premier parti de gauche en Europe, le Premier ministre Matteo Renzi avait exigé la nomination de sa protégée pour succéder en novembre à la Britannique Catherine Ashton.

A ceux qui lui reprochent son manque d'expérience, la jeune femme a répliqué qu'elle représentait une «*nouvelle génération de dirigeants*» qui pensent que l'Europe «*est un rêve devenu réalité, et que nous devons être attentifs à ce qu'il ne se transforme pas en cauchemar*».

En matière de politique étrangère, la Péninsule se distingue par son alignement sur les Etats-Unis et sa mansuétude vis-à-vis de la Russie dont elle dépend énergétiquement en grande partie.

Ainsi, les anciens pays de l'Est la jugeaient trop proche de la Russie dans la crise ukrainienne, lui reprochant une visite à Moscou aux premiers jours de juillet et la publication sur son blog d'une photo où elle pose aux côtés de Vladimir Poutine. Mme Mogherini a eu beau préciser que cette étape à Moscou suivait celle qu'elle avait faite à Kiev, sa réputation était faite. Doutant de l'efficacité des sanctions financières contre Moscou, elle écrivait, semblant ainsi donner raison aux deux camps : « *La crise ukrainienne se prête à diverses lectures. Chacune a son fondement de vérité* ».

Depuis, la position de Mme Mogherini et de l'Italie s'est durcie. Matteo Renzi a appelé jeudi 28 août Vladimir Poutine, pour dénoncer l'entrée des troupes russes en Ukraine, qualifiée « d'escalade intolérable dont les conséquences seraient très graves ». Dans le même temps, Mme Mogherini haussait le ton avec son homologue russe. Profitant à plein de son rôle de « président » de l'Union européenne, le premier ministre a saisi chaque occasion pour faire exister l'Italie sur la scène internationale et crédibiliser la candidature de sa ministre à la tête de la diplomatie européenne. Le 20 août, il s'est rendu pour une brève visite à Bagdad et dans la ville kurde d'Erbil, au nord de l'Irak. Pendant ce temps, Mme Mogherini exposait devant le Parlement, à Rome, le choix du gouvernement de livrer des armes aux Kurdes.

Reste le reproche de « *l'inexpérience » et du « carriérisme* ». L'essentiel de sa carrière diplomatique, avant qu'elle ne devienne ministre, se résumait à sa responsabilité de « *chargée des relations internationales* » au sein des différents partis de gauche qui ont conduit à la création du Parti démocrate (PD) en 2007. Diplômée en sciences politiques à l'université la Sapienza de Rome après un passage comme étudiante Erasmus à Aix-en-Provence où elle travaille à son mémoire sur les rapports entre religion et politique dans les pays islamiques, cette fille d'un décorateur et costumier de cinéma est rapidement devenue une professionnelle de la politique.

Entrée en 1996 au mouvement des Jeunes communistes (FGCI) puis au Démocrates de gauche (DS), elle a été proche de tous les chefs successifs du centre gauche de Piero Fassino, son premier mentor, à Pierluigi Bersani en passant par Walter Veltroni qui

lui ouvre les portes d'une candidature à la députation en 2008. lemonde.fr 30.08

ACTUALITE EN TITRES

Ils reprennent la terminologie qui fut employé pour présenter le coup d'Etat de l'Otan à Kiev soutenu par les partis fascistes.

- Hong Kong: les prodémocratie menacent de paralyser le quartier d'affaires - AFP

Une organisation prodémocratie de Hong Kong a annoncé dimanche qu'elle mettrait à exécution sa menace de paralyser le quartier d'affaires de la ville après la décision de Pékin de garder le contrôle des élections locales. AFP 31.08

Haut de page

Le 2 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai plus de nouvelles de mon ex-épouse, bonnes nouvelles, pourvu que cela dure. J'ai ma petite idée pour expliquer pourquoi, mais je préfère ne pas vous la livrer, ce pourrait être prématuré.

En partant s'installer en France il y a 7 ans sans m'en parler et en y demeurant le plus clair de l'année, elle a pris l'initiative de notre rupture intervenue 7 ans plus tard, elle doit donc en assumer la responsabilité et les conséquences. Si quelqu'un dans le futur m'interrogeait sur notre séparation, c'est ce que je répondrai puisque c'est la vérité. J'ai trouvé une autre femme qui accepte de partager ma vie à plein temps, je n'ai donc aucune raison de m'en séparer. Si cette occasion s'était présentée plus tôt je l'aurais saisie de la même manière.

En Inde la séparation ou le divorce sont légaux, mais très mal vu par la famille évidemment, par nature conservatrice. Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet qui m'a suffisamment cassé la tête pendant plus de 20 ans. Je vais vivre tranquillement avec Selvi en préservant mon indépendance et la sienne pour ne pas connaître pareille mésaventure dans le futur. C'est le meilleur moyen pour préserver nos intérêts respectifs. On en reparlera eun autre jour car j'ai tiré plein d'enseignements de cette expérience.

On a terminé le mois d'août avec un peu plus de 11.000 connections.

On ajoutera de nouveaux articles dans la soirée.

Propagande. Un lapsus révélateur et un média une ONG vitrine de la NED/CIA/OTAN entre en action.

1- Cherchez l'erreur.

Un titre de Reuters : L'armée ukrainienne se retire de l'aéroport de Louhansk

Le premier paragraphe de cet article : L'armée ukrainienne s'est retirée lundi du principal aéroport de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine, sur ordre de l'état-major, a annoncé un porte-parole militaire. Reuters 01.09

Ils semblent nerveux, vous ne trouvez pas ?

2- Fabrication de preuves très approximative.

Le titre du Point : Ukraine : jusqu'à 15 000 soldats envoyés par la Russie.

Si on s'arrêtait au titre on pourrait se dire que 15 000 cela commence à faire beaucoup. Attendez la suite

Lepoint - Selon le rapport d'une ONG, plus de 10 000 Russes sont venus prêter main forte aux séparatistes au cours des deux derniers mois. lepoint.fr 01.09

5 000 se sont déjà évaporés, et cele ne fait plus que 5 000 par mois, en admettant que certains ont pu passer la frontière à plusieurs reprises, en réalité ils étaient encore moins nombreux, et reste encore à savoir s'il s'agissait que de soldats et non des Russes venus prêter main-forte à leurs familles ou proches.

Bon, cette "*ONG de défense des droits de l'homme*" n'est pas à une approximation près, en fait ils auraient été "entre 10 000 et 15 000 soldats russes" en Ukraine, et aujourd'hui ils seraient "entre 7 000 et 8 000"

Peu importe comme le dit Le Point : "*Kiev et les Occidentaux accusent la Russie d'avoir déjà déployé ses troupes régulières dans l'est de l'Ukraine, ce que Moscou dément*", l'essentiel c'est d'alimenter la propagande de l'OTAN contre la Russie à défaut de preuves.

Commentaires d'internautes

1- " *Encore une ONG inconnue au bataillon mais qui a pignon sur rue en occident parce quelle critique le pouvoir russe ! Les "journalistes" ne prennent plus la peine de vérifier la propagande de " cette ONG" ou devrais -je dire agent de l'étranger comme elle a été classifiée en Russie.*

Il se passe exactement la même chose qu'avec l'OSDH planquée à Londres et qui a réussit à inonder les médias européens de sa propagande anti Bachar. J'aurais trouvé plus juste de dire 10 000 Russes plutôt que 10 000 soldats russes. En plus le texte ne dit pas que ce sont des gens qui entrent et sortent en Ukraine, une seule personne pouvant être comptabilisée des dizaines de fois en une semaine du moment qu'elle retourne en Russie après les combats."

2- "*ONG*

Encore un "rassemblement spontané" capable de divulguer des informations classées "secret défense". Je suppose qu'elles sont allées compter les soldats russes en Ukraine. C'est comme chez nous, il y a de nombreux leader "apolitiques" qui font ensuite carrière dans des partis établis."

3- "*Cette ONG*

Cette ONG a été sommée de se déclarer un lobby étranger par l'administration fiscale russe car financée par... les US. Pourquoi le cacher ?"

4- "*Absurde*

D'après cette "ONG" plusieurs centaines de soldats russes seraient morts dans les combats ! Et combien d'Ukrainiens ? Tout ceci relève de la pure propagande. Les armées modernes, comme l'armée Russe n'ont pas en quelques jours des pertes aussi colossales."

Réflexion politique

Pour ceux qui ont suivi, en résumé, depuis 2008 plusieurs pays en Europe (Grèce, Italie, Grande-Bretagne, République tchèque, Ukraine, France...) se sont dotés de Première ministre, de ministre de l'Economie ou des Finances, de Président ou de conseiller du Président issus de grandes banques américaines ou de l'oligarchie financière. En Espagne c'est la banque Santander qui est en position dominante, il faut noter que ses dirigeants sont régulièrement invités à la réunion annuelle du groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller. Au Portugal, la même oligarchie anglo-saxonne ne doit pas être étranger aux déboires d'une des principales banques du pays dernièrement. La BCE est dirigée par Draghi ex-Goldman Sachs.

Au niveau de chaque gouvernement dans différents ministères en Europe se trouvent des participants aux réunions du groupe Bilderberg qui fonctionne à la manière d'une institution politique ou d'un gouvernement mondial de l'oligarchie financière. Quand on examine la liste des invités qui y ont participé depuis 1954, on s'aperçoit qu'y domine les banquiers, les dirigeants de multinationales ou de très grandes entreprises liées à l'oligarchie ou aux banques, viennent ensuite les dirigeants de grands médias nationaux, Washington Post, New York Times, Le Monde, Le Point, Le Figaro, etc, et pour finir les futurs présidents ou ministres, secrétaires d'Etat, des membres de différents partis politiques de droite ou de gauche amenés à jouer dans le futur un rôle influent au sein des institutions respectives de leur pays.

Concomitamment ou simultanément, les différents gouvernements aux Etats-Unis et en Europe (mais aussi au Canada, en Australie, au Japon, en Corée du Sud) mirent à mal la législation qui régulait plus ou moins la finance, leur laissant carte blanche pour créer de nouveaux instruments financiers permettant d'accroître la fortune des oligarques. Toutes les entreprises ou tous les secteurs qui furent privatisés tombèrent également dans son escarcelle, car personne d'autres qu'eux ne possédaient la puissance financière nécessaire pour les acquérir. De la même manière, les entreprises conduites à la faillite qui leur

faisaient concurrence disparurent ou ils les absorbèrent, augmentant d'autant leur pouvoir.

On s'aperçoit ici que la crise financière qui a éclaté en 2007-2008 a été parfaitement contrôlée par ceux qui devaient en profiter pour renforcer leur pouvoir. De la même manière que les crises politiques qui s'étaient soldées par des "révolutions colorées" dans les ex-république de l'URSS devenues indépendantes après 1991 leur permirent de placer leurs hommes à la tête de la plupart de ces pays, il n'y était pas encore parvenu en Ukraine, c'est chose faite depuis le coup d'Etat qu'ils ont fomenté avec l'appui de l'Otan et du Pentagone.

Ils étaient également à l'origine du 11 septembre 2001 qui allait leur permettre de renforcer leur mainmise sur le Moyen-Orient, afin de contrecarrer les intérêts de la Russie et la Chine dans cette région. A terme, leur objectif était d'affaiblir leurs gouvernements de telle sorte qu'au moyen de groupes terroristes, d'organisations ou d'ONG et d'opposants qu'ils financent dans ces pays, ils parviennent à destabiliser le pouvoir en place, créer une situation sociale explosive qui les ferait chuter au profit d'hommes à eux ou d'oligarques, exactement comme ils l'ont fait en Ukraine, sauf que la Russie et la Chine par leur histoire, leur population et leur superficie ne sont pas l'Ukraine, ce sont des morceaux beaucoup plus gros à avaler.

Tout cela découle de la stratégie politique qu'ils ont élaborée pour se maintenir au pouvoir, sachant que leur système économique est condamné à l'effondrement ou l'économie mondiale à l'explosion, ce qu'ils souhaitent éviter à tous prix. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que c'est la nature même du capitalisme, ses fondements et ses contradictions irrédutibles qui conduisent à son effondrement, contradictions au sein desquels se trouve la lutte des classes, l'origine du capitalisme reposant sur l'inégalité entre les classes, il développe naturellement ou spontanément cette tendance, il leur fallait donc trouver un moyen pour neutraliser ce facteur présentant pour eux une menace permanente à défaut de pouvoir supprimer les classes, de manière à ce qu'elle ne présente plus aucun danger dans l'avenir.

Il ne pouvait espérer y parvenir qu'en liquidant les institutions dans lesquelles la lutte des classes s'exerçait même de manière déformée, les Etats qui incarnaient les différents moments ou les différentes étapes de la lutte des classes du passé, leur retirer tout pouvoir qui serait transmis à une institution supranationale qui serait sous leur contrôle (L'UE en Europe), de telle sorte que vidés de leur substance et devenus totalement dépendant des marchés, les masses exploitées se retrouvent privées de droits politiques et sociaux, et dès lors que leur sort ne dépendrait plus des Etats nationaux, il ne leur servirait plus à rien de se mobiliser ou de s'adresser à eux pour en obtenir quelque chose ou de vouloir les affronter puisque les Etats seraient désormais privés de tout pouvoir, dépossédés de cette faculté d'agir pour défendre leurs droits ou en obtenir de niouveaux les travailleurs seraient conduits à accepter le sort que l'oligarchie financière leur avait réservé. C'est le calcul qu'a élaboré l'oligarchie financière.

Or ce calcul ou cette stratégie politique pèche à un endroit déterminant au moins, car tant que les Etats existeront la lutte de classes continuera d'exister, il sera possible de mobiliser les masses exploitées pour les renverser et s'emparer du pouvoir politique, rompre avec cette institution supranationale (UE) qui les a spoliés de leurs droits. Leur problème réside dans le fait que c'est impossible de supprimer aussi vite qu'ils le souhaiteraient des Etats ou des nations, d'intégrer des peuples dans un ensemble artificiel créé de toutes pièces sans leur consentement ou contre leur volonté, les uns et les autres demeurant profondémen attachés à leurs passés, à leur histoire, à leur culture, leur langue, leurs particularités, etc. qui ont concouru au cours des siècles antérieurs à forger leur identité, leur personnalité.

Revenons en arrière.

Un jour un militant m'a accusé de reprendre à mon compte la théorie de l'ultra impérialisme développée autrefois par le renégat Kautsky, et que Lénine s'employa à démolir pièce par pièce, parce que je soutenais que l'objectif politique de la stratégie mise en oeuvre par l'oligarchie financière devait effectivement aboutir à l'établissement d'un nouvel ordre mondial ou à l'instauration d'un gouvernement mondial, ce qui impliquerait que les différents impérialistes auraient cessé de se combattre, etc.

Or ce n'est pas tout à fait ce que j'avais écrit ou alors je n'ai pas été suffisamment précis pour éviter cette confusion dans la tête de ce militant, et je m'en excuse si c'était le cas. Je me devais donc d'y revenir un jour ou l'autre, car j'avais parfaitement saisi les arguments de Lénine, et simplement en lisant les conclusions auxquelles étaient parvenues Kautsky et en les comparant avec le combat politique que je mène, au premier coup d'oeil on pouvait en déduire que la théorie que je développais n'avait rien à voir avec celle de Kautsky.

Ce qui figure dans l'avant dernier paragraphe ci-dessus, c'est la théorie de Kautsky qui expliquait que les différents impérialistes auraient tout intérêt à s'entendre entre eux au lieu de se faire la guerre, et que le prolétariat aurait tout à y gagner également, donc qu'il devait soutenir son propre impérialisme dans cette perspective, autrement dit cela revenait à capituler en rase campagne et à renoncer au socialisme que finalement l'internationale impérialiste réaliserait à la place du prolétariat mondial, au profit des travailleurs cela allait de soi.

Ayant parfaitement compris à quoi aboutissait la théorie foireuse de Kautsky, vous avouerez que je n'allais pas la reproduire à moins de passer consciemment dans le camp des opportunistes ou des fossoyeurs du marxisme dont Kautsky continuait de se réclamer.

Hier dans ma causerie j'ai évoqué très brièvement la théorie que je défends qui diffère de celle de Kautsky sur un point capital, à savoir que ce n'était pas les différents impérialistes qui étaient condamnés à s'entendre face à la crise du capitalisme, mais les différentes composantes de l'oligarchie financière dans le monde pour conserver et accroître leur pouvoir.

C'est ainsi que les Etats-Unis ne mènent pas la guerre contre la Russie en tant que puissance impérialiste concurrente, mais contre le gouvernement russe qui incarne une conception de l'impérialisme qui prévalait au cours de la première moitié du XXe siècle, et qui est devenue obsolète depuis que l'oligarchie financière de la première puissance mondiale s'est emparée du pouvoir politique aux Etats-Unis et qu'elle doit faire face aux tâches que lui impose la crise du capitalisme pour assurer la survie du système capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui explique pourquoi son pouvoir politique doit s'étendre à toutes les puissances impérialistes, ce qui implique la disparition de tout Etat ou plutôt tout gouvernement qui n'appliquerait pas à la lettre sa politique. Ces tâches impliquent que tous les Etats passent sous le contrôle de l'oligarchie financière ou qu'ils soient dirigés par des oligarques ou des intellectuels qu'elle a recrutés pour les raisons évoquées plus haut.

Très rapidement. Un autre argument de poids permet d'étayer la théorie que je défends, l'interdépendance des économies des différents impérialistes. On pourrait évoquer les accords passés entre des multinationales russes, britanniques, américaines ou encore le fait que la Chine est devenu le premier marché pour nombre de grandes entreprises occidentales, GM par exemple, demain PSA, c'est principalement à l'exportation qu'elles réalisent l'essentiel de leur profit, elles n'ont donc pas intérêt en une guerre ou un effondrement de la demande intérieur de ces pays qui se traduirait par leur mise en faillite et des dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans leurs pays respectifs. Par contre, l'arrivée au pouvoir d'une équipe acquise à l'oligarchie financière permettrait d'accélérer leur emprise sur ces marchés et d'évincer des concurrents locaux plus faibles, de concentrer encore davantage le capital et d'augmenter leurs profits, donc d'accroître leur pouvoir.

En guise de conclusion provisoire, quel que soit le pays dans le monde la lbéralisation des marchés, la dérégulation du travail, financière, les privatisations, etc. ont profité en premier lieu aux multinationales, aux banquiers, à ceux qui entendent dicter leurs lois à l'ensemble du monde, le projet de traité de libre-échange USA-UE l'illustre parfaitement si nécessaire. Chaque fois cela leur a permis d'accroître leur fortune et leur puissance face à des Etats endettés jusqu'au cou, ayant abdiqué leur pouvoir politique en leur faveur au point d'en être devenus des marionnettes, les porte-parole tellement ils les craignent. A suivre.

Parole d'internaute.

- "*Les affirmations de Kiev sont systématiquement prises pour des vérités alors qu'on a pu constater à maintes reprises leur inanité. Pourquoi Kiev refuse-t-il de discuter avec les séparatistes depuis le début ? Il y a des agents de la CIA à Kiev et même un paquet, le chef de la CIA s'est même déplacé en personne en avril pour les voir. Et toujours pas d'observateurs de preuves ?*

Depuis le début Kiev appelle à la guerre mais où en est son armée y aurait-il des défections ? des élus on été demis, des ministres démissionnent, Kiev a fait appel au niveau 3 du rappel des réservistes il y a déjà plusieurs semaines et a des difficultés de ravitaillement de ses troupes et n'a pu les relever depuis plusieurs semaines, pourquoi?

Enfin où en sont les différentes enquêtes concernant les morts de la place Maidan, de l'incendie d'Odessa enfin où en est l'analyse des boites noires depuis mi-juillet. Il y a peu des gardes frontières auraient repoussé une attaque de blindés russes, pas de film, pas d'image, pas de témoins, bizarre tout ça."

Rien que de la désinformation, de la propagande, des contrevérités, des mensonges grossiers, comment convaincre autrement les populations en Europe et aux Etats-Unis du bien-fondé du soutien apporté par leur gouvernement respectif, l'UE, Washington au gouvernement néonazi de Kiev, pour qu'ils adhèrent à leur politique...

Qui a dit ?

- Il " *n'est pas interdit d'être de gauche et de bon sens...*"

Le "*bon sens*" tient du réflexe pavlovien !

Quant à la syntaxe, apparemment son auteur est tellement anglicisé ou américanisé qu'il est devenu incapable de maîtriser le français et confond volontiers la forme active et passive ou l'emploi de l'auxiliaire avoir et être. Attention, il est diplômé de l'ENA. En français on dit avoir du bon sens, en anglais aussi, par contre on traduira *C'est le bon sens même d'être de gauche* par *It's just common sense to be left*, donc en employant l'auxiliaie être "to be".

- " *L'entreprise est le cœur de notre économie, c'est elle qui emploie, exporte, innove...* "

Non, c'est la force de travail. Des entreprises, des machines, des outils ne produisent rien, n'exportent rien sans la force de travail pour les mettre en mouvement. Alors que les entreprises, des machines et des outils associés à la force de travail peuvent

produire des marchandises ou richesses en se passant des patrons et des actionnaires, ces parasites de la société qu'il faut éradiquer.

- " *La compétitivité, c'est (...) la meilleure adaptation du droit du travail...*"

C'est ce que réclame le Medef...

Réponse : Emmanuel Macron dans un entretien au quotidien régional Ouest France à paraître aujourd'hui.

ACTUALITE EN TITRES

Qui contrôle les banques et la monnaie peut jouer un rôle déterminant dans l'orientation économie d'un pays, d'un continent, du monde.

- La BCE informera les banques à l'avance de leur bilan de santé - Reuters

En famille. La véritable menace est à Paris et Riad.

- Français et Saoudiens unis face à la menace djihadiste - LeFigaro.fr

Alors que le prince Abdul Rahman était le véritable chef de l'Émirat islamique et que Hollande le sait parfaitement...

- Dix ans de prison et 1 000 coups de fouet pour un militant en Arabie saoudite - Libération.fr

Résistance contre le régime néonazi de Kiev soutenu par l'UE, Washington et l'OTAN.

- Ukraine: les séparatistes ont assis leur emprise sur le sud-est du Donbass - AFP

- Il faut donner des armes à l'Ukraine - Liberation.fr

- Repli de l'armée ukrainienne, l'UE étudie des sanctions - Reuters -

- Ukraine : "*Si je veux, j'entre à Kiev dans deux semaines*" menace Poutine - Atlantico.fr

Ils font feu de tout bois. Amalgame monstreux.

- De Dantzig à Donetsk, 1939-2014 LeMonde.fr

- Dantzig, Sudètes, Anschluss: Poutine et les maux du Troisième Reich - L'Express.fr

- Ukraine : l'OTAN veut se donner les moyens de « *frapper fort* » - LeMonde.fr

Des voix discordantes commencent à se faire entendre.

- Ukraine: «*L'Occident devrait cesser de diaboliser Poutine*» - 20minutes.fr

La stratégie du chaos peut avoir des conséquences imprévisibles et indésirables.

- La Libye en pleine dérive : le gouvernement ne contrôle plus les ministères LeMonde.fr

- Yémen: manifestation de masse des rebelles à Sanaa - AFP

- Echec des tractations en Afghanistan sur un partage du pouvoir - Reuters

- Le bilan des violences en Irak s'élève à 1.420 morts en août - Reuters

- Washington exhorte Israël à renoncer à s'approprier de nouvelles terres en Cisjordanie - L'Express.fr

- Israël accapare une vaste portion de territoire en Cisjordanie - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le dernier degré de l'imposture.

L'exercice de Valls à l'université d'été du PS a consisté à fournir des arguments aux membres de ce parti pour qu'ils puissent justifier sa politique antisociale et dormir tranquille en les invitant à penser un peu plus fort à l'entreprise qui serait à l'origine de la création des richesses... dont ils bénéficient largement puisqu'aucun d'entre eux n'appartient aux couches les plus pauvres, la bonne conscience allant se nicher où elle peut, de préférence là où elle trouve son intérêt, sinon à quoi bon. Très bas.

Tout le reste n'était que baratin destiné à figurer en gros titres dans les médias le lendemain.

- Valls s'est recentré sur l'idéologie du PS, dit Cambadélis - Reuters

Une force centripède aux relents putrides. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

- Pour Jean-Marie Le Guen, "*Manuel Valls a tiré vers le haut le Parti socialiste*" - Francetv info

Chez eux la chasse d'eau fonctionne à l'envers...

- Le PS va-t-il rester socialiste? - Slate.fr

Croupissant dans une telle fange, au bout d'un siècle, franchement il serait tout de même curieux qu'y survive la moindre trace de socialisme, non ? Vaut mieux aller chercher ailleurs.

Mais c'est justement pour éviter de poser cette question que ce portail néolibéral (Attali en est un des fondateurs... et parrain de Macron) pose cette question de la sorte, pour sauver les apparences, il vole au secours du PS, parce que la classe dominante que le PS représente a besoin de ce parti, afin que les classes moyennes continuent de se tourner vers le capitalisme et qu'elles se détournent du prolétariat.

Le PS est avant tout un facteur d'ordre, de stabilité des institutions de la Ve République.

Ce n'est pas la minorité de capitalistes ou patrons en tous genres qui suffisent à assurer la majorité et la stabilité du régime, mais toutes les classes et couches intermédiaires qui dès lors qu'elle sont incapables d'envisager leur avenir autrement que liées à la survie du capitalisme, donc s'identifiant largement avec lui, ainsi qu'une proportion non négligeable de travailleurs, qui pour être dépourvus de conscience politique estiment devoir leur niveau ou mode de vie plutôt à la société telle qu'elle est, au capitalisme, au régime en place, plutôt qu'à leur travail ou la vente de leur force de travail, aussi est-il important pour la classe dominante lorsque le parti officiel de l'ordre, l'UMP, est temporairement rejeté ou n'est plus en mesure de capter la confiance de la majorité de ces classes ou couches, qu'un autre parti prenne le relais de manière à écarter la menace d'une crise ou une rupture politique, car elle pourrait être exploitée par les masses à la recherche d'une issue politique afin de satisfaire ses besoins sociaux.

Le PS joue le rôle de repoussoir au capitalisme en donnant une image détestable du socialisme.

Tout changement politique intervenant au sommet de l'Etat et au parlement doit être indolore pour la classe dominante ou ne rien changer sur le plan économique ou social. Et avoir aux commandes un parti soi-disant socialiste présente de multiples avantages, notamment cela bouche toute perspective au delà ou en dehors du capitalisme puisque le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme. Dès lors tous ceux qui s'opposent au capitalisme et qui n'ont qu'une idée très approximative de ce que signifie le socialisme ou l'ignorent pour ainsi dire totalement, seront portés plus ou moins consciemment à passer des compromis avec le capitalisme, à s'en accommoder, ils s'éloigneront d'autant plus du socialisme, donc ils ne seront pas portés à se tourner vers les autres partis qui se réclament aussi du socialisme.

Le PS a pour fonction d'empêcher que se réalise l'unité des classes et couches moyennes avec le prolétariat sur la base d'un programme socialiste.

Le PS est un des piliers des institutions et du régime, dans la mesure où il réalise pour le compte de la classe dominante, la fusion de cette classe avec les classes moyennes, les couches supérieures de la classe ouvrière ou de l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes du prolétariat, les intellectuels critiques envers le capitalisme mais pas au point d'envisager de rompre avec lui.

Le PS dispose d'une armée de larbins corrompus pour l'aider à accomplir sa sale besogne.

Et chez ses satellites ou alliés, EELV sert de rabatteur en direction des classes moyennes, tandis que le PCF ou le FdG sert de rabatteur principalement en direction des couches supérieures de la classe ouvrière ou de l'aristocratie ouvrière, mais aussi en direction des couches inférieures du prolétariat, en vain de nos jours puisqu'elles s'en détournent de plus en plus massivement.

En complément. Ils l'aiment décidément l'entreprise, le capitalisme.

- Najat Vallaud-Belkacem: "*Il faut rapprocher l'école et les entreprises*" - L'Express.fr

- Paris : Rythmes scolaires: «*Les maires récalcitrants peuvent être suspendus ou révoqués*» - 20minutes.fr

- La Rochelle : Laurent Berger "*effaré*" que des socialistes aient sifflé le mot "*entreprise*" - LePoint.fr

"*J'ai été effaré de voir que l'on pouvait être sifflé parce que l'on prononçait le mot 'entreprise'*", a déclaré le secrétaire général de la CFDT. LePoint.fr 01.09

- Travail dominical: la CFE-CGC favorable sur la base du volontariat pour les cadres - AFP

La présidente de la CFE-CGC, Carole Couvert, s'est dite lundi ouverte à l'ouverture dominicale des commerces. AFP 01.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

- La CDU de Merkel en tête en Saxe, poussée des eurosceptiques - Reuters

La CDU du ministre-président sortant Stanislaw Tillich recueille, selon les derniers résultats disponibles dees élections organisées dimanche, 39,5% des voix, en très léger recul par rapport au précédent scrutin organisé dans ce land de l'Allemagne orientale, qu'elle avait remporté avec un score de 40,2% en 2009.

La deuxième place revient au parti de la gauche radicale Die Linke, créditée de 18,9% (contre 20,6% il y a cinq ans).

Les sociaux-démocrates (SPD) restent à la troisième place mais réduisent l'écart sur Die Linke, passant en cinq ans de 10,4 à 12,5% des voix.

Mais la grande surprise réside dans le comportement du parti AfD (Alternative für Deutschland). Fondée début 2013, cette formation hostile aux plans de sauvetage dans la zone euro décroche 9,5% des voix, ce qui l'assure pour la première fois d'obtenir des sièges dans un parlement régional.

En revanche, les libéraux du FDP, avec 3,8% des voix, passent sous le seuil fatidique des 5% nécessaire à une représentation parlementaire et sont éjectés du Landtag de Saxe. L'extrême droite (NPD) pourrait elle aussi sortir de l'assemblée régionale.

Les écologistes, traditionnellement faibles dans les länder de l'ex-RDA, se maintiennent de justesse au parlement régional (5,7%).

Privé du FDP, Stanislaw Tillich va devoir trouver un autre partenaire de coalition pour former une majorité à l'assemblée de Dresde.

Il a exclu toute alliance avec l'AfD mais pourrait former une coalition avec le SPD, déjà partenaire de la chancelière Merkel sur le plan fédéral. Reuters 01.09

Haut de page

Le 3 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles, pas très passionnants pour les avoir parcourus hier soir, on verra cela ce soir.

- Quand le PS accusait la droite de stigmatiser les chômeurs - LeParisien.fr

- Quand les socialistes s'employaient à lutter contre un renforcement du contrôle des chômeurs - Francetv info

Donc si on a bien suivi, quand le PS critique une mesure anti-ouvrière et qu'il figure dans l'opposition parlementaire il serait de gauche, et quand il est au pouvoir et qu'il défend la même mesure anti-ouvrière il le serait toujours.

Voilà une fantastique preuve qui confirme que ceux qui le prétendent sont en fait à la remorque du PS.

En réalité, compte tenu que l'affirmation selon laquelle dans les deux cas il serait de gauche est particulèrement ridicule ou grotesque, la seule explication cohérente ou sérieuse que l'on peut en déduire partant de ce constat consiste à admettre qu'il est de droite. Car s'il ne peut pas être de gauche dans les deux cas et qu'il ne peut pas être non plus de gauche dans un cas et de droite dans l'autre, il en résulte que dans les deux cas il est bien de droite, logique imparable à laquelle personne ne peut se soustraire.

Voilà un raisonnement enfantin à la portée d'un élève de CE1, mais qui échappe aux dirigeants des partis du mouvement ouvrier. Comment cela est-ce possible ? Pourquoi aucun parti ne le caractérise-t-il pas ainsi, alors que c'est très clair ? On a fourni la réponse à cette question dans de nombreuses causeries depuis août 2008 pour ne pas avoir à y revenir une énième fois, je vous y renvoie.

Réflexion politique

Un élément complémentaire à ajouter à la causerie d'hier consacrée à la stratégie politique de l'oligarchie financière ou une confirmation.

1- Près de 15.000 milliards de dollars d'actifs en fonds de pension - Reuters

Les actifs combinés des 300 premiers fonds de pension mondiaux ont augmenté de 6,2% à 14.900 milliards de dollars (11.362 milliards d'euros) en 2013, après une croissance de 9,8% l'année précédente, selon une étude de Pensions & Investments et Towers Watson.

Les fonds nord-américains restent dominants, avec 41,4% du total, suivis par le Japon (13%), les Pays-Bas (7%), la Norvège et le Canada avec plus de 6% chacun.

Parmi les pays qui ont vu le plus grand nombre de fonds intégrer ce Top 300 mondial ces cinq dernières années figurent l'Australie, avec trois fonds, la Corée du Sud, la Russie, la Pologne, la Colombie et le Canada avec deux fonds chacun.

Les Etats-Unis sont le pays qui compte le plus grand nombre de fonds dans cette liste, soit 126, suivis de la Grande-Bretagne (26), du Canada (19), de l'Australie (16), du Japon (14) et des Pays-Bas (13).

Les fonds souverains et fonds de pension publics représentent 67% des actifs totaux et 140 des 300 fonds.

En moyenne, les 20 premiers fonds ont investi 40,6% de leurs actifs dans de l'obligataire et 42,7% dans des actions. Reuters 02.09

2- Rosneft et ExxonMobil lancent un nouveau projet en dépit des sanctions - AFP

Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé mardi le lancement de travaux d'exploration avec son partenaire américain ExxonMobil en mer de Laptev, au nord de la Sibérie, en dépit des sanctions le visant aux Etats-Unis en raison de la crise ukrainienne.

Les deux groupes ont commencé leurs travaux d'exploration sur deux blocs pétroliers représentant plus de 200.000 km2. Ces travaux doivent durer jusqu'à fin octobre, a précisé Rosneft dans un communiqué.

Ajouté en juillet à la liste des sociétés sanctionnées par les Etats-Unis en raison de la crise ukrainienne, Rosneft, dirigé par Igor Setchine, un proche du président russe Vladimir Poutine, assure depuis que ses partenariats avec les majors occidentales se poursuivent.

Il avait déjà lancé en août un autre projet avec ExxonMobil, dans la mer de Kara, également au nord de la Sibérie, à l'ouest de la mer de Laptev.

Coupé des marchés américains, le groupe détenu à 69% par l'Etat russe a cependant demandé récemment l'aide des pouvoirs publics pour rembourser sa très lourde dette, qui dépasse 30 milliards d'euros. AFP 02.09

Les matières premières qui participent aux secteurs clés de l'économie sont réparties sur tous les continents. Les acteurs qui les exploitent sont en nombre limité. Ceux qui les acquiert sont encore moins nombreux. Et ceux qui disposent d'une armée de courtiers ou de traders pour manipuler leurs cours en Bourse encore moins, quand ce ne sont pas en partie les mêmes. A l'arrivée ceux qui les intègrent dans l'industrie de transformation doivent les payer le prix fixé par les précédents.

A chaque échelon de cette chaîne chaque capitaliste réalise un profit, et le total des profits qu'ils ont perçus correspond à la plus-value produite par le mineur, le sidérurgiste, le métallurgiste, l'ensemble de la force de travail qui a été mise en oeuvre pour produire une tonne de minerais d'acier destiné à être transformé pour entrer dans la production de différentes marchandises, par exemple. Mais le prix auquel ils l'ont acquis sous différentes formes ne correspondait pas à la plus-value qu'il renfermait, parce que son cours à chauqe échelon intermédiaire ne dépendait pas ou plus exclusivement de la loi de l'offre et la demande faussée par la spéculation, réduisant d'autant le profit que devait en attendre celui qui se trouvait au bout de la chaîne, celui contenu dans le produit fini ou prêt à être commercialisé, ce qui se traduira par des plans sociaux ou des délocalisations d'unités de production, de nouvelles atteintes à la législation du travail ou une diminution du coût du travail.

On peut dire sans entrer dans les détails, que ce sont les acteurs qui figurent aux échelons intermédiaires qui fixent les règles du jeu ou les cours des matières premières qui empochent les plus gros profits, les grandes banques ou les puissantes institutions financières qui achètent et revendent la production mondiale de matières premières, lorsqu'elles ne détiennent pas des parts dans les mines et les entreprises de transformation, ce qui n'est pas forcément indispensables dès lors qu'elles contrôlent les marchés financiers auxquels ils sont obligés de faire appel pour se financer, au bout du compte on s'aperçoit que l'oligarchie financière est parvenue à acquérir une position dominante qui lui permet de contrôler l'ensemble des principaux secteurs économiques.

Tout en agissant dans le cadre du système capitaliste, elle en viole les règles de fonctionnement à la manière d'un parasite qui viderait de sa substance le corps qu'il a colonisé, de telle sorte qu'au lieu d'éclater ou de se disloquer il se rétracte sur lui-même et meurt lentement mais violemment d'anémie, donnant naissance à un système économique ne reposant plus sur des rapports de classe mais uniquement sur des règles comptables que l'oligarchie financière a élaborées, sans que pour autant les classes aient disparu, elles se retrouvent vidées de tout rapport pouvant se traduire sur le plan juridique, de telle sorte qu'elles n'aient plus aucune emprise sur le système d'exploitation en vigueur qui leur est imposé pour ainsi dire de l'extérieur, l'oligarchie financière fonctionnant à la manière d'une classe autonome ou indépendante des lois de fonctionnement du capitalisme et donc de la lutte des classes, de tout Etat, n'ayant de compte à rendre à personne, imposant sa loi ou sa dictature à la totalité de la société et du monde.

Pour parvenir à ce résultat il lui a fallu se rendre maître de la monnaie et du pouvoir politique, ce qui en fait une puissance sans équivalent ou sans concurrent dans le monde, hormis la classe ouvrière si elle était organisée à ce niveau-là, or ce n'est pas le cas.

Dès lors que celui qui fabrique la monnaie et en contrôle la circulation peut légiférer de manière à accroître à l'infini sa puissance financière et déjouer tous les obstacles hérités du système capitaliste, qu'il détient le pouvoir sur les Etats et que tous les gouvernements leur mange dans le creux de la main, que toutes les institutions financières ou politiques internationales lui sont acquises, il peut orienter le cours des événements mondiaux dans la direction qu'il a déterminé pour renforcer toujours et encore son pouvoir, afin de parvenir à le posséder sans partage et sans que plus personne ne puisse lui contester.

Le projet de traité de libre-échange USA-UE est un modèle du genre en la matière, une étape décisive dans la réalisation de leur plan.

Rédigé par l'oligarchie financière ou les dirigeants des multinationales ce qui revient au même, à leur profit au détriment des Etats et des citoyens américains et des pays de l'UE, de la totalité des classes y compris celle des capitalistes, de telle sorte qu'en cas de litige ou contestation d'un membre de la société ou d'un Etat, seule la juridiction d'exception constituée d'experts privés, à leur solde, qu'ils auraient mis en place, serait à même de trancher les différents selon les critères qui figurent dans ce document, que l'oligarchie financières auraient établis ou retenus comme seuls valables, tout autre argument ou élément n'y figurant pas étant d'emblée jugé irrecevable, ce qui signifie à l'arrivée que rien ni personne ne serait en mesure de s'opposer à leurs lois, rien

ni personne ne pourrait s'opposer aux décisions prises par leur juridiction, qui de fait serait placée au-dessus des Etats, de toute autre institution, fonctionnerait indépendamment de toute autre juridiction ou n'ayant de compte à rendre qu'à ses commanditaires, l'oligarchie financière.

C'est là qu'on s'aperçoit que la notion de classe ou de rapport entre les classes n'a plus la même valeur que précédemment, qu'elle est court-circuitée, la législation et la juridiction en place qui reposait sur la domination d'une classe sur une autre, qui évoluait ou fluctuait selon le rapport de force en présence entre les classes, au gré de la lutte des classes et des besoins de la classe des capitalistes, est remplacé par un vulgaire règlement de police qu'évidemment personne ne doit contester sous peine de poursuite ou pire encore.

Le processus devant conduire à cet objectif est lié au combat qu'ils mènent pour détruire tous nos droits sociaux et politiques collectifs, qui doit se traduire par l'atomisation de chaque individu dans la société, à l'individualisation de nos droits ce qui reviendra à nous priver en fait de tout droit. D'où également leurs campagnes en faveur des droits de certaines communautés ou minorités qui ne doit pas conduire à homogénéiser les droits de l'ensemble de la population ou à accorder les mêmes droits à l'ensemble de la population, mais au contraire à les diluer à l'infini dans une société où la citoyenneté aura disparu au profit d'un matricule, d'un numéro. Quelle belle jambe cela fera aux femmes, aux homosexuels, etc. d'être reconnus en tant que tels dès lors qu'ils seront traités comme le reste des exploités en serfs ou en esclaves, qu'ils seront dans l'incapacité d'être reconnus comme membres à part entière d'une classe aux intérêts spécifiques, leur prétention à faire valoir leurs droits sociaux ou politiques jugée irrecevable, illégale. Et si les thèmes de ces campagnes traversent toutes les classes ce n'est pas un hasard, c'est pour dompter ou se soumettre les éléments qui dans chacune d'entre elles contestent leur notion du droit qui se hisse au-dessus des classes ou des rapports entre les classes qui jusqu'à présent dictaient le droit ou les rapports juridiques qui existaient dans la société, dorénavant au nom de la morale ou de l'équité c'est uniquement à l'Etat ou à ses représentants qui incarnent l'idéologie néolibérale d'en décider. On est entré dans l'ère d'une dictature absolue.

On en a déjà un aperçu assez vaste avec ce qui se passe aux Etats-Unis, où pour le vol d'un T-Short vous pouvez être condamné à moisir en prison le restant de vos jours, où parce que vous êtes noir vous pouvez vous faire abattre au coin d'une rue par un policier blanc, où vous pouvez vous retrouver à payer un nouvel impôt rétrospectivement, c'est-à-dire qu'ils ont le droit de modifier votre taux d'imposition en septembre 2014 et de l'appliquer à vos revenus des années antérieures sans que vous ayez aucun recours pour le contester, vous payez ou ils saisissent vos biens en vous imposant une amende en plus et vous risquez de vous retrouver en prison si vous êtes insolable. Il faut le savoir, la plupart des gens en France l'ignorent, il est tant de redescendre sur terre et d'observer ce qui se passe réellement. Et on n'a pas évoqué les banquiers de la Fed qui un beau matin décident de fabriquer des milliers de milliards de dollars et de se les distribuer sans avoir de comptes à rendre à personne, ils en ont le pouvoir et en usent, cela dépasse l'entendement, on a du mal à le croire, on se dit que cela déborde du cadre des règles qui régissent le capitalisme, évidemment, il faudrait peut-être se réveiller car cela ne date pas d'hier.

On a l'impression de vivre dans un monde ou nos dirigeants sont comme tétanisés face à ce qui se passe, parce que cela n'entre pas dans le schéma dans lequel ils étaient habitués à penser, non seulement ils refusent de l'admettre, ils n'en tiennent pas compte, ils sont devenus hermétiques à la dialectique, leur conception du matérialisme est purement mécanique, empirique.

ACTUALITÉ DU JOUR

Haro sur les fainéants, les travailleurs, pas sur les parasites, les banquiers et les actionnaires !

Ils le font exprès d'être malades ou d'avoir un accident.

- L'absentéisme dans les entreprises reste élevé - Liberation.fr

- Entreprises : l'absentéisme se tasse légèrement en 2013 - LePoint.fr

Le taux d'absentéisme dans les entreprises françaises reste néanmoins "*élevé*", les salariés s'absentant en moyenne 15,6 jours par an pour maladie ou accident. LePoint.fr 02.09

La priorité du gouvernement : La lutte contre le chômage, non, contre les chômeurs.

- Chômage : Rebsamen demande à Pôle emploi de « *renforcer les contrôles* » - Public Sénat

- Rebsamen ressort le bâton contre les chômeurs pas assez motivés - Liberation.fr

- Contrôles des chômeurs: Les propos de Rebsamen ne sont pas «pertinents» pour le patron du PS - 20minutes.fr

- Contrôle des chômeurs: «*C'est un discours audible par la majorité des Français*» - 20minutes.fr

- Contrôler les chômeurs, une révolution pour la gauche - LeFigaro.fr

- La gauche saisie d'effroi face à un nouvel épouvantail - LeFigaro.fr

- Chômage : que cachent les propos de Rebsamen ? - LePoint.fr

Ce mardi sur i>Télé, le ministre du Travail François Rebsamen a demandé à Pôle emploi de "*renforcer les contrôles*" pour vérifier que les chômeurs "*cherchent bien un emploi*", estimant qu'une "*sanction*" était nécessaire dans le cas contraire.

Une intervention qui a provoqué un tollé, et qui survient une semaine seulement après la publication des chiffres du chômage du mois de juillet, qui faisaient état d'une progression de 0,8 % par rapport au mois de juin, portant le nombre de demandeurs d'emploi en métropole à plus de 3,4 millions, et marquant un neuvième mois consécutif de hausse. LePoint.fr 02.09

Quelques réactions.

- Aubin (CGT) accuse le gouvernement de "*sanctionner*" les chômeurs - AFP

- FO "*abasourdi*" par les propos de Rebsamen sur les chômeurs - AFP

- Berger (CFDT) "*atterré*" par les propos de Rebsamen sur les chômeurs - AFP

Du "***bons sens***"... .

- "*Mon passé n'a pas à être commenté*", lance le nouveau ministre de l'Economie - Francetv info

- Emmanuel Macron révèle qu'il a gagné deux millions d'euros brut comme banquier - Francetv info

Entre décembre 2010 et mai 2011, soit en 6 mois. Franchement, entre nous, à ce tarif qui n'a pas envie d'être de gauche ?

- Quand le "*Wall Street Journal*" encense "*Mister Macron*" - Le Nouvel Observateur

Ils ont reconnu l'un des leurs, bravo ! Bon, c'était fastoche.

- Macron : "*Il faut améliorer la participation des salariés dans les entreprises*" - LePoint.fr

Un peu plus les enchaînés au sort du capitalisme, cela leur évitera de penser à s'en émanciper...

... à la "***raison***" conservatrice.

- On appelle couramment et peut-être imprudemment « *raison* » cette logique conservatrice qui régit la pensée en commun : conversation ressemble beaucoup à conservation. (H. Bergson, la Pensée et le Mouvant)

Les prostitués du régime.

- Mariage de raison entre les Verts et les socialistes - Liberation.fr

Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, a jugé mardi que «*pas grand monde n'a envie de voter avec enthousiasme la confiance*» au gouvernement Valls mais que la «*raison*» devrait pousser les parlementaires à le faire pour «*ne pas faire chuter le gouvernement*».

«*Il n'y a pas grand monde qui a envie de voter avec enthousiasme la confiance*», a déclaré Jean-Vincent Placé dans l'émission Preuves par 3 Public Sénat/AFP/Dailymotion. «*C'est toujours le coeur et la raison, si les parlementaires écoutaient leur coeur je ne suis pas sûr qu'ils la voterait*», a-t-il expliqué «*Si - et c'est important qu'un parlementaire ne fasse pas qu'écouter son coeur mais soit aussi dans la rationalité et dans la raison - le parlementaire ne veut pas faire chuter non plus le gouvernement*», il votera la confiance, a ajouté le sénateur de l'Essonne.

«*Quand on est dans la majorité on vote plutôt la confiance mais incontestablement ça va être de plus en plus difficile*», a-t-il dit estimant que les parlementaires étaient «*très secoués dans leur propre sincérité, leurs propres convictions*». «*Notre objectif n'est pas de s'opposer au gouvernement et de le faire sauter. Est-ce que les gens se rendent compte en terme de responsabilité de faire chuter un gouvernement au bout de deux ans dans un quinquennat rare de la gauche ?*», a-t-il dit assurant toutefois qu'«*il y aura un débat*». Liberation.fr 02.09

Ce genre de pourritures peut se déclarer "*sincérité*", n'avoir aucun problème avec sa conscience et assumer ses "*propres convictions*" dès lors qu'il a le coeur qui penche à gauche et sa raison ou son portefeuille à droite ou dit autrement, parce que ses intérêts personnels se confondent avec ceux du gouvernement ou du régime.

Des manuels scolaires conformes au lobby sionisme.

- Des associations juives obligent la modification de manuels d'histoire sur le partage de la Palestine - french.irib.ir

Le massacre perpétré par Israël sur la population de Gaza à l'occasion de l'opération "*bordure protectrice*" ne peut se justifier et met les institutions juives de France dans une situation délicate.

Ces dernières nient tout simplement le moindre méfait du gouvernement Netanyahou et estiment que la mort d'enfants fait partie de la guerre, ceci en défendant "*l'armée la plus morale du monde*".

C'est dans ce contexte que les nouveaux manuels d'histoire à destination des étudiants de première L, ES et S ont du être modifiés à la demande d'associations juives.

Hachette Edition a été sommée de changer les passages relatifs au "*partage de la Palestine*". Ainsi, avant d'être distribué aux élèves, les manuels d'histoire vont être remaniés pour leur impression finale.

Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), a estimé que le traitement du conflit israélo-palestinien au sein des manuels était "*scandaleux*". Il dénonce également une "*idéologisation*" qui serait mise en place notamment par le biais de l'emploi de mots tels que "*nakba*", qui se traduit par "catastrophe" et qui est le terme utilisé dans la mémoire palestinienne pour se référer à la création d'Israël en 1948 ayant engendré l'exode 700 000 à 750 000 palestiniens en fuite ou expulsés.

Selon Richard Prasquier, de lourdes "*erreurs factuelles*" seraient aussi en cause sans toutefois préciser sa pensée.

Quant au Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), il s'insurge contre les rédacteurs des manuels qui auraient "*interprété des faits historiques*" et "*tronqué la vérité*" tout en prenant parti.

Le véritable génocide opéré par les israéliens sur le peuple palestinien a contribué au réveil de certains historiens qui désirent certainement resituer les opérations israéliennes dans leur contexte historique. La vérité ne pourra pas être étouffée indéfiniment.

Évidemment, le ministère de l'Éducation nationale n'a fait aucun commentaire, pas la moindre réaction... french.irib.ir 02.09

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos et déstailisation

- Opération militaire américaine contre les Chabaab somaliens - Reuters

- Pakistan : le premier ministre face au chaos politique - LeFigaro.fr

- Le conflit ukrainien a fait un million de déplacés - Reuters

- Crise entre Hong Kong et Pékin: Washington pour le suffrage universel dans le territoire - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Crimes de guerre : les Palestiniens vont saisir la CPI - french.irib.ir

Le procureur de La Haye estime que, malgré son statut de non-membre, la Palestine pourrait déposer un dossier de crimes de guerre contre le régime sioniste.

Vendredi, le procureur de la CPI a affirmé que la Palestine était maintenant admissible au Statut de Rome et pouvait déposer un dossier de crimes de guerre contre Israël. Le procureur de la CPI, la Gambienne Fatou Bensouda, a écrit une tribune dans l'édition du 29 août, du journal britannique The Guardian en réponse aux accusations selon lesquelles la CPI éviterait l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre dans la bande de Gaza en raison des pressions politiques. En novembre 2012, le statut de la Palestine a été placé à l'ONU au niveau d'Etat observateur non-membre, ce qui lui donne une légitimité à rejoindre le Statut de Rome, a déclaré Bensouda au Guardian. L'adhésion à la CPI accorde à la Palestine le droit de déposer un dossier de crimes de guerre contre Israël et des personnalités israéliennes.

Au début du mois d'août, le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad Maliki, a rencontré Fatou Bensouda, procureur de La Haye et il lui a parlé de la possibilité de l'adhésion de la Palestine au Statut de Rome. Cette rencontre s'est effectuée dans l'objectif de rendre le terrain propice à la présence des Palestiniens dans cette instance internationale pour qu'ils puissent porter plainte contre les crimes de guerre du régime sioniste. Une fois finie la guerre dévastatrice de cinquante jours dans la bande de Gaza, les organisations palestiniennes de la défense des droits de l'Homme et l'Autorité autonome palestinienne ont entamé les procédures pour déférer le dossier de Gaza à la CPI afin de traduire en justice les dirigeants criminels du régime sioniste. A présent, une centaine de chercheurs et d'observateurs se sont attelés à examiner les crimes du régime sioniste dans la bande de Gaza.

L'ONU a fait part de l'envoi imminent d'une mission d'enquête internationale sur place afin d'y mener des recherches sur la violation des droits de l'Homme et des lois internationales au cours de la guerre de Gaza. Les résultats de cette enquête seront présentés en mars 2015 au Conseil de l'ONU aux droits de l'Homme. Il paraît que la communauté internationale fait preuve d'une volonté ferme pour traduire en justice les dirigeants du régime sioniste pour avoir commis des crimes de guerre.

Le régime sioniste a ouvertement violé les lois des droits de l'Homme dès le début de la guerre à Gaza et il a pris pour cible de ses attaques les écoles, les hôpitaux, les cliniques, les mosquées, les maisons et les écoles de l'ONU par armes et bombes prohibées. Plus de 2.000 Palestiniens pour la plupart des femmes et des enfants sont tombés en martyre, plus de 10.000 personnes ont été blessées, et des centaines de maisons rasées. Conformément à la Convention de Genève et à l'article n°8 de la charte de la CPI, toute agression contre la vie et les avoirs des Palestiniens, dont la terre ancestrale est occupée depuis 66 ans par le régime sioniste, constitue un crime de guerre. french.irib.ir 02.09

2- Yémen

- Yémen : le président Hadi démet le gouvernement - french.irib.ir

Citant les agences de presse, la télévision « *Al-Arabiya* » souligne que le président yéménite, Abd rabo Mansour Hadi, a démis son gouvernement.

Cette annonce intervient alors que Hadi a dépêché, ce mardi, un émissaire à Saada pour négocier une sortie de crise avec le chef des Houthi qui accentue ses pressions sur Sanaa. Les Houthi ont en effet organisé des manifestations géantes dans la capitale pour réclamer la démission du gouvernement, après avoir occupé militairement les environs de Sanaa. french.irib.ir 02.09

SOCIAL

1- Espagne

- Espagne: le chômage repart à la hausse en août - AFP

Le chômage a légèrement augmenté au mois d'août en Espagne, pour la première fois depuis février, ce qui porte à presque 4,43 millions le nombre de demandeurs d'emplois, selon les chiffres publiés mardi par le ministère de l'Emploi.

L'Institut national de la statistique (INE), qui comptabilise celles recherchant activement un emploi, dont les données font référence, en dénombrait 5,5 millions à fin juin. Le taux de chômage est ainsi repassé au deuxième trimestre sous la barre symbolique des 25%, à 24,7%. AFP 02.09

2- Somalie

- Somalie: un million de personnes menacées par la famine - french.irib.ir

Plus d'un million de personnes survivent dans des conditions proches de la famine en Somalie, ont estimé mardi des experts de l'ONU qui s'attendent à ce que la sécheresse et la faim empirent dans le pays.

Cette évaluation effectuée par l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNAU) de l'ONU et le Réseau d'alerte précoce de la famine (Fews Net), financé par l'Agence américaine de développement (USAID), intervient trois ans après une terrible famine qui avait tué quelque 260. 000 personnes, dont une majorité d'enfants en Somalie.La FSNAU et Fews Net ont estimé mardi dans un rapport que 1. 025. 000 personnes en Somalie sont classées en niveau "*crise*" ou "*urgence*" alimentaires, dernier stade avant celui de "*famine*" sur son échelle de classification de la faim. Ce nombre a grimpé de 20% en six mois."*L'amélioration et les progrès enregistrés depuis la fin de la famine en 2012 sont en train d'être perdus; de faibles pluies, le conflit, des perturbations dans le commerce et la baisse des l'aide humanitaire ont fait empirer la situation alimentaire*", écrivent les deux organismes. "*La malnutrition sévère a augmenté dans de nombreuses parties du pays, particulièrement parmi les enfants*", dont plus de 218. 000 - soit un enfant de moins de cinq ans sur sept - sont gravement mal-nourris, et "*il est probable que la situation continue de se détériorer*", poursuivent la FNSAU et Fews Net.

Les faibles pluies cette année ont eu un impact négatif sur les récoltes et sur le rendement du bétail, provoquant notamment des pénuries de lait dans certaines régions. En outre, si les forces somaliennes, appuyées par la Force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) continuent de reprendre des localités aux shebab, les grands axes routiers qui les relient restent sous le contrôle ou la menace des islamistes, perturbant les échanges commerciaux et faisant encore grimper les prix des denrées.

La Somalie est privée de réelle autorité centrale depuis la chute du régime autoritaire du président Siad Barre en 1991 qui a plongé dans le chaos le pays, livré aux milices de chefs de guerre, groupes armés islamistes et gangs criminels.L'actuel gouvernement somalien, présenté par la communauté internationale comme le meilleur espoir de paix et de retour à un Etat depuis deux décennies, peine à asseoir son pouvoir au-delà de Mogadiscio et sa périphérie malgré les défaites militaires des shebab, qui laissent dans de nombreuses régions la place à des chefs de guerre tentant d'imposer leur propre autorité. french.irib.ir 02.09

C'est l'autre face hideuse de leur guerre à tous les peuples, dans l'indifférence générale, il en faut du temps pour que la bonne conscience du petit bourgeois atteigne le niveau de son estomac bien repu...

Haut de page

Le 4 septembre 2014

CAUSERIE

(28 articles ont été ajoutés.)

Dans cinq minutes je commencerai à formater les adresses des nouveaux articles qui seront disponibles dans une heure environ, il est 15h en Inde, 10h30 en France. La causerie d'août est formatée en pdf, 169 pages.

"*Sans-dents*", c'est plus qu'il n'en faut pour saigner à mort notre ennemi !

Attention, aujourd'hui causerie à haut risque.

Ames sensibles s'abstenir, asseyez-vous de préférence pour la lire tranquillement, à jeun ce sera mieux, car il va falloir avoir le coeur bien accroché pour se taper la causerie du jour, nausée garantie à tous les étages, heureusement qu'on évoque le socialisme, sinon vous en sortiriez complètement brisé tellement le tableau est triste et sombre, le monde est à vomir, leur monde.

C'est fou tous ces gens qui la main sur le coeur ou plein de "*bon sens*" (Macron) aiment les pauvres (Hollande)... et qui en réalité les détestent (Hollande) au nom de la "*raison* (Placé) !

Nouvelles d'Inde

- Une Indienne épouse un chien errant - L'Express.fr

Afin de faire fuir le mal qui la possédait, une jeune femme de 18 ans a dû épouser un chien lors d'une cérémonie rituelle, en Inde. L'Express.fr 02.09

Quand je vous dis qu'on ne vit pas tout à fait dans le même monde...

- Al-Qaïda annonce la création d'une nouvelle branche en Inde - Francetv info

Le successeur de Ben Laden, Ayman Al-Zawahiri, l'a annoncé dans une vidéo diffusée mercredi. Francetv info 02.09

Bon, sans être parano, je m'abstiendrai devous filer ma nouvelle adresse !

Face au vieux monde "***déshumanisé***", le socialisme incarne l'idéal humaniste le plus élevé.

Le socialisme ou le communisme se caractérise par le passage du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression qui l'accompagne au règne de la liberté, où aura cessé l'administration des personnes au profit de l'administration des choses, où chacun participera à la collectivité humaine en fonction de ses capacités et recevra en échange de quoi satisfaire ses besoins ou aspirations à l'échelle de l'humanité toute entière, argent, classes et Etats ayant disparu au profit de la communauté universelle des hommes et des femmes oeuvrant librement à l'épanouissement et au bien-être de chacun, à la paix entre tous les peuples.

Le socialisme ou le communisme incarne bien l'idéal humaniste le plus élevé auquel l'homme peut prétendre, dans la mesure où il prend en compte les besoins ou aspirations de l'humanité toute entière une fois débarrassée des obstacles qui l'empêchent encore d'atteindre cet objectif. D'où le combat politique que mènent ses partisans pour renverser ou vaincre ses obstacles, abolir en premier lieu le capitalisme et ses institutions politiques, tâche qui nécessite pour être menée à bien que tous ceux qui partagent cet idéal ou qui y adhèrent se regroupent, s'organisent dans un puissant parti ouvrier socialiste révolutionnaire de manière à entraîner, guider ou éclairer l'immense masse des exploités qui représentent la majorité de la population afin de renverser l'ordre établi synonyme d'exploitation et d'oppression, d'inégalités et d'injustices, de pauvreté, de chômage, de précarité, de guerres et mille privations, frustrations, humiliations, souffrances, jusqu'à la victoire totale et définitive sur leur ennemi à l'échelle mondiale.

Ennemi du progrès social, de la démocratie, de la paix, cynique, dont la détermination rime avec la déshumanisation croissante de la société dont seul il porte la responsabilité, entièrement voué au culte de l'argent et au pouvoir discrétionnaire qui va avec, recourant à la guerre idéologique couplée à la guerre psychologique, au déni et à la désinformation, à des armées privées de mercenaires barbares, à des milices fascistes pour appliquer sa politique, maintenir en place l'ordre établi, accroître encore son pouvoir de nuisance ou de destruction tournée contre tout ce qui incarne dans le monde les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des siècles passés pour ramener tous les peuples à l'âge des ténèbres et de la sauvagerie.

Deux faits qui nous sont parvenus ce matin illustrent la nature et les intentions des représentants de ce vieux monde pourri qu'il nous faut renverser.

Commençons par Hollande qui incarne les intérêts de la classe dominante, dont les véritables intentions apparaissent de plus en plus crûment en totale contradiction avec l'image qu'il donnait de lui-même il y a peu. Ainsi l'imposture est percée, saute aux yeux, on ne voudrait pas être à la place de ceux qui le savaient et qui malgré tout ont appelé à voter pour lui, qui ont soutenu le PS pendant de longues décennies, car l'opprobe qui en découle, cette manipulation des esprits ou cette ignominie, affecte, concerne ou se reporte sur la totalité de son parti.

- François Hollande est dépeint sous la plume de Valérie Trierweiler comme un homme froid, cynique, méprisant. AFP 02.09

C'est ce qui caractère l'ensemble des dirigeants du PS disions-nous fin 2011 et début 2012, plus tard encore nous n'avons cessé de le marteler, ce sont des ordures finies, c'est entendu mais cela ne nous mène pas bien loin de le savoir, il fallait se poser d'autres questions qui surgissaient spontanément, par exemple : Mais alors, le sachant, comment a-t-on pu s'adresser à cette pourriture ? C'est très simple, en les ménageant, en l'occultant, en refusant d'affronter frontalement le PS. Mais alors, n''était-ce s'en faire le complice ? Assurément. Comment cela a-t-il pu être possible ? Parce qu'aucun parti dit ouvrier ne s'est résolu à rompre ses rapports avec le PS et les appareils des syndicats liés à ce parti ou au régime dont le PS est un des piliers. Pourquoi d'après vous avons-nous osé à un moment donné évoquer ouvertement l'existence d'un complot contre la classe ouvrière, si nous ne disposions pas d'éléments déterminants pour étayer cette affirmation ?

Que disait Hollande il y a quelques années ?

- Hollande en 2006, sur le plateau de «*Mots Croisés*»: «*Oui, je n'aime pas les riches, j'en conviens*».

- Hollande dans son discours du Bourget en 2012: «*J'aime les gens quand d'autres sont fascinés par l'argent*».

Et aujourd'hui on apprend qu'en privé il ne se gênait pas pour affirmer le contraire.

- Livre de Valérie Trierweiler: François Hollande, le président «qui n'aime pas les pauvres» - 20minutes.fr

AFP - "*Il s'est présenté comme l'homme qui n'aime pas les riches. En réalité, le président n'aime pas les pauvres. Lui, l'homme de gauche, dit en privé : "les sans-dents" très fier de son trait d'humour*", assène l'ex-première dame dont le quotidien rappelle qu'elle était la fille d'un invalide et d'une caissière de patinoire qui ont eu cinq enfants et qu'elle a grandi dans une ZUP près d'Angers.

François Hollande, raconte-t-elle, en plaisantait gentiment avec elle, l'affublant du surnom de "*Cosette*", jusqu'à la "*gifle*" d'une remarque au cours d'un repas de Noël dans sa famille angevine: "Elle n'est quand même pas jojo la famille Massonneau", son nom de jeune-fille. AFP 03.09

En complément, ils confirment qu'ils aiment les riches, les actionnaires, les spéculateurs...

- Logement : Valls a cédé au lobby des spéculateurs, dénoncent des associations - LePoint.fr

- Pellerin ouvre la porte au retour de la publicité le soir sur France Télévisions - LeMonde.fr

Situation sociale et politique explosive. La tension monte dans tout le pays.

- La revanche de Valérie Trierweiler, nouveau coup de tabac sur l'Elysée - AFP

- Rebsamen annule un déplacement dans une agence Pôle emploi - Liberation.fr

- «*Non aux rythmes scolaires*» : parents et élus mobilisés dans l'Essonne - LeFigaro.fr

- Les régions veulent dissocier élections régionales et départementales - Liberation.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Toujours plus haut !

- Le CAC 40 se hisse à plus de 4400 points, Londres au plus haut depuis 15 ans - LeFigaro.fr

- Le prix du gaz devrait grimper de 3,9% en octobre - AFP

Et leur exploitation à rapporter combien ?

- En 2013, l'absentéisme des salariés a coûté 8,8 milliards d'euros aux entreprises - Atlantico.fr

La France et l'UE sont totalement alignés sur les Etats-Unis. Deux exemples qui l'illustrent parfaitement.

1- USA - Russie.

- Suspension du contrat Mistral : une «*sage décision*» pour les Etats-Unis - Libération.fr

- Deux cents parachutistes américains en Ukraine Libération.fr - Liberation.fr

- L'UE débat de nouvelles sanctions contre Moscou sur l'Ukraine - Reuters

2- USA - Etat islamique.

- Barack Obama promet de détruire l'Etat islamique - Reuters

- La France n'exclut pas une réponse "*militaire*" contre l'Etat islamique - Le Nouvel Observateur

- L'Italie va livrer des armes aux Kurdes d'Irak - Reuters

- État islamique: Pourquoi la Grande-Bretagne «*n'a pas d'autre choix que d'intervenir*» - 20minutes.fr

Au pays des ultra riches.

- 15% des foyers américains sont en insécurité alimentaire - Liberation.fr

Le taux d'insécurité alimentaire est «*significativement plus élevé*» dans les familles mono-parentales et dans les foyers afro-américains ou hispaniques.

Près de 15% des foyers américains ont été en situation d'«*insécurité alimentaire*» en 2013 par manque de ressources financières, selon un rapport gouvernemental publié mercredi. «*14,3% des foyers américains (soit 17,5 millions de foyers) (...) ont eu des difficultés à un certain moment de l'année à fournir assez de nourriture à l'ensemble de leurs membres en raison d'un manque de ressources*», a indiqué le ministère de l'Agriculture américain dans un rapport. Libération.fr 02.09

La palme de la désinformation

- Le renseignement américain a-t-il réellement peur d'un nouveau 11-Septembre organisé par l'État islamique? - Slate.fr

Quand on sait que c'est le Pentagone et la CIA qui l'ont organisé avec l'aide du Mossad, et que dorénavant quelque 40% des Américains en sont convaincus, ils vont avoir du mal à orchestrer une opération similaire...

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Chasse gardé.

- Washington veut plus de sanctions du secteur russe de l'énergie - Reuters

Les Etats-Unis envisagent de restreindre leurs exportations de haute technologie vers le secteur des hydrocarbures russes dans la région de l'Arctique, dans le cadre de leur projet de durcissement des sanctions contre Moscou en raison de son rôle dans le conflit ukrainien, a déclaré mercredi l'ambassadeur de Washington auprès de l'Union européenne, Anthony Gardner. Reuters 03.09

Rappel d'un titre d'hier :

- Rosneft et ExxonMobil lancent un nouveau projet en dépit des sanctions - AFP

ExxonMobil, c'est Rockefeller, l'un des plus puissants sinon le plus puissant et riche oligarque de la planète, inutile de dire que le gouvernement américain n'oserait pas s'y opposer et qu'il en est plutôt la marionnette.

Partant de ce constat , il est facile de comprendre que l'associé russe de l'oligarque américain disposera au besoin des moyens technologiques de son associé américain, et qu'en dernière recours s'il ne pouvait pas faire autrement il importerait sous son propre nom la haute technologie dont ils auraient besoin pour mener à bien leurs travaux, quitte plus tard à s'exposer à une plainte et des sanctions qu'il règlerait à l'amiable avec la justice américaine payant rubis sur l'ongle a minima comme le font régulièrement les banquiers pour clore une affaire, tandis que leur opération leur aura rapporté cent fois plus en dizaines de milliards de dollars.

En revanche, on peut estimer que ce message visait davantage les compagnies européennes de par le lieu où il a été formulé, à Bruxelles, qui sont priés d'aller voir ailleurs ou de ne pas lorgner sur les gigantesques profits à venir qui proviendront de

l'exploitation des hydrocarbures russes de l'Arctique qui sont réservés... aux Américains, qui de leur côté sont libres de s'associer avec les Russes.

Désinformation. Conditionnement des masses. Déconstruction d'une intox.

1- Le fait est établi, indiscutable, le contenu de cette vidéo est authentique. C'est la version retenue par Washington.

- L'Etat islamique revendique dans une vidéo la décapitation d'un deuxième otage américain - 20minutes.fr

2- Un doute surgit quand de grands médias dont le Times révèlent que cette vidéo aurait fait l'objet d'un montage.

- Décapitation présumée d'un second otage américain: Paris dénonce «*un crime abominable*» - 20minutes.fr

3- Peu importe, les dirigeants du vieux monde ont décidé de s'en tenir à la première version.

- Washington et Londres jugent « *écœurante* » la vidéo de l'exécution de Steven Sotloff - LeMonde.fr

4- Washington décrète que cette vidéo était authentique et les agences de presse répercute cette "information" de la Maison Blanche.

- Irak: la vidéo de la décapitation de Steven Sotloff est authentique - AFP

En conclusion on pourrait penser que la boucle est bouclée, pas vraiment, car il faut lire attentivement ce qu'on nous dit. Selon Le Nouvel Observateur ou l'AFP où ils ont été pécher l'info, "*les services américains (...) ont authentifié la vidéo*", son origine, ses auteurs, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait en arriver à la conclusion que son contenu était fidèle aux faits qu'elle était censée présenter, que l'hypothèse d'un montage devait être définitivement écartée.

Qui croire, la Maison Blanche ou le Times qui écrivait « *Les résultats des examens effectués sur la vidéo de la décapitation du journaliste américain par un membre de l'EIIL montrent que cette vidéo serait fausse et artificielle et que James Foley avait été tué après le tournage du film* ». french.irib.ir 25.08 (causerie du 26 août)

Mieux encore, à en croire la Maison Blanche Steven Sotloff aurait été décapité le 19 août ou les jours suivants, sa décapitation aurait suivi celle de James Foley. Or selon Buthaina Shaaban, conseillère du Président syrien, Bahar al-Assad, « *Au début, James Foley fut arrêté par l'armée libre syrienne. Puis, il fut vendu aux miliciens de l'EIIL. Vous pouvez vérifier cela avec l'ONU. James Foley a été assassiné, il y a un an et les images de cet assassinat sont diffusées, maintenant. Nous avons des informations concordantes. L'ONU aussi dispose également des informations dans ce domaine* », a rapporté Daily Mail. french.irib.ir 26.08 (causerie du 27 août)

Ce qui signifie que l'ONU est complice de cette falsification des faits réalisée par les Américains, qui sortent cette vidéo au moment même où ils sont en train de former une coalition militaire pour aller combattre EI en Syrie, en réalité pour tenter de faire chuter Bahar al-Assad, cette vidéo servant uniquement à justifier cette intervention militaire auprès de la population américaine, européenne et mondiale.

L'opération consistant à faire en sorte que la véracité des faits soit occultée au profit de l'émotion que doit soulever dans la population des images d'actes barbares qu'elle ne peut que condamner, rejoignant ainsi Obama, Hollande, Cameron qui les trouvent "*répugnants*".

En conclusion, seule la manipulation des faits par "*les services américains*" est "*authentique*" pour conditionner les masses et les faire adhérer à leur guerre.

"*L'ambassadeur des pauvres*" ou la voix des multinationales qui affament, pillent, détruisent l'Afrique.

- Corruption: les pays pauvres perdent 38 à 64 milliards de dollars par an - AFP

L'organisation britannique, fondée par le chanteur Bono, ONE, estime qu'au total ces pratiques frauduleuses dans les pays en développement représentent un volume annuel de 1.000 milliards de dollars ou 750 milliards d'euros, ce que ONE qualifie de "*casse du siècle*".

L'association, s'adressant aux ministres des Finances du G20 qui se réuniront les 20 et 21 septembre en Australie, formule quatre revendications.

ONE veut demander aux entreprises exploitant des ressources naturelles dans des pays en développement de publier "*les informations sur les paiements qu'elles effectuent aux gouvernements, pays par pays et projet par projet, pour tous les pays dans lesquels elles ont des filiales*".

Elle milite pour un meilleur accès des citoyens aux données concernant l'utilisation des ressources publiques ("*données ouvertes*" ou "*open data*"). AFP 02.09

Bono est une saloperie de réac qui a conscience de l'être pour s'afficher avec Bill Gates, Bill Clinton et Tony Blair lors du Forum économique mondial de Davos en 2013.

Le conseil d'administration de son ONG compte parmi ces membres de grandes fortunes et des personnalités reconnues pour leur engagement en faveur des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, par exemple Condoleezza Rice, cela ne s'invente pas.

Elu personnalité de l'année 2005 par le magazine américain *Time*, pour son combat en faveur de l'Afrique, aux côtés de Bill Gates et de sa femme Melinda.

Par chance ou par hasard qui fait bien les choses parfois, je n'ai jamais acheté de disques de U2 et je n'ai téléchargé aucune vidéo de ce groupe. On préfèrera Roger Waters de Pink Floyd qui soutient sans relâche la cause palestienne. Je sais que bien d'autres groupes de rock ne valent pas mieux que Bono, hélas ! Il en va de même de la part de nombreux artistes dans tous les domaines. On peut apprécier leur art sans être obligé de les fréquenter de près ou de loin.

Revenons à cet article de l'AFP.

Que dénonce-t-il ? La corruption en Afrique. Obama vient de tenir le même discours lors du sommet qui avait réuni 40 chefs d'Etat africains à Washington.

A qui s'adresse-t-il ? A ceux qui sont responsables du sous-développement, des famines, des génocides et des guerres en Afrique.

Qui vise-t-il ? Les gouvernements et les services publics en Afrique, tout comme le font le FMI et la Banque mondiale qui n'ont eu de cesse de les renverser ou de les démembrer.

Au lieu d'écrire un article sur cette ONG parce que je n'en ai pas le temps, on reproduit quelques articles relatant la proximité entre Bono et les multinationales, leur combat commun et les intérêts qu'ils partagent sur le dos des Africains.

2012 - Irlande : Bono de U2 vole la voix des Africains pour s'enrichir - afrique.kongotimes.info

Le leader du célèbre groupe rock irlandais U2, Bono, dorénavant aussi connu pour son militantisme international que pour ses succès musicaux, est accusé par le journaliste et activiste environnemental George Monbiot de «voler la voix des Africains» en prétendant leur venir en aide. Dans une tribune du Guardian, signée le 17 juin, journal dans lequel écrit chaque semaine M. Monbiot, le reporter soutient que Paul Hewson, alias Bono, joue en fait le jeu des multinationales de l'agroalimentaire par l'entremise de programmes alimentaires dont il fait la promotion, programmes qui favorisent ultimement «le pillage» des terres africaines par les entreprises occidentales, selon l'auteur. Ainsi, la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée en 2012 aux États-Unis et vantée par Bono lors d'un discours devant le G8 la même année, se voulait en fait une promesse d'aide de la Grande-Bretagne et d'autres pays du G8 contre des accords permettant aux Monsanto, Nestlé et autres Unilever de ce monde de «breveter leurs graines», monopoliser le marché alimentaire africain et s'accaparer les terres du continent noir.

Le sommet du G8 au Royaume-Uni n'a pas forcément été une bonne chose pour l'Afrique. Surtout quand des étoiles de la chanson s'y mêlent comme le chanteur guitariste irlandais Bono ou l'auteur compositeur Bob Geldof, lit-on dans les colonnes des pages commentaires du Guardian.

L'auteur leur reproche de favoriser le pillage institutionalisé de l'Afrique, notamment par le biais de programmes humanitaires comme la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancé aux Etats-Unis en 2012.

D'après le Guardian, ce programme pousse les pays africains à conclure des accords qui permettent aux entreprises étrangères de saisir leurs terres, breveter leurs graines et monopoliser le marché alimentaire. Six gouvernements africains auraient conclu ce type d'accords avec des sociétés comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever, en échange de promesses d'aides par le Royaume-Uni et d'autres pays du G8.

Bono a soutenu ouvertement ce programme lors d'un discours prononcé en 2012 avant l'ouverture du G8.

L'écrivain américain Harry Browne a, lui aussi, des mots très durs pour qualifier Bono. Selon lui le chanteur de U2 est devenu «*le visage bienveillant de la technocratie globale*». Bono, autoproclamé sauveur de l'Afrique, «*a assumé le rôle de porte-parole du continent*». Il a ensuite utilisé ce rôle pour fournir une «*couverture humanitaire*» aux dirigeants occidentaux, poursuit Harry Browne.

La campagne ONE prétend travailler pour enrayer l'extrême pauvreté or son conseil d'administration n'est composé que de grandes fortunes ou de figures politiques, comme Condoleezza Rice, s'insurge l'auteur. afrique.kongotimes.info 27.06.2013

2013- Le chanteur Bono, promoteur des multinationales de l'agrobusiness ? - swissaid.ch

Le leader du célèbre groupe rock irlandais U2, Bono, autoproclamé «voix de l'Afrique» dans les enceintes internationales, roule-t-il désormais pour les multinationales de l'agroalimentaire? C'est ce qu'on serait tenté de penser en lisant l'article choc intitulé «*Bono, la fausse voix de l'Afrique*», paru récemment dans les colonnes du quotidien britannique The Guardian par le journaliste anglais George Monbiot.

L'éditorialiste dénonce en effet le fait que Bono, loin de son image d'humanitaire désintéressé, mobilisant la communauté internationale en faveur de l'Afrique, fait la promotion de la «*Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition*», lancée par le G8 aux Etats-Unis en 2012, et à nouveau promue avec vigueur par ce même G8, réuni les 17 et 18 juin 2013 dans un hôtel 5 étoiles en Irlande du Nord.

Mais quel est le problème, me direz-vous ? N'est-ce pas positif que des artistes engagés se mobilisent pour lutter contre la faim dans le monde ? Hé bien non, car cette «*Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire*» encourage de fait les Etats à signer des accords qui, au bout du compte, permettent à l'agrobusiness international de faire main basse sur les terres africaines, d'en chasser les familles de paysans qui y vivent, de breveter leurs semences et de s'octroyer de véritables monopoles sur leurs marchés alimentaires.

«*Restant sourds aux voix de leurs peuples, six gouvernements africains ont déjà signé des accords avec des entreprises comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever en échange de promesses d'aide de la part du Royaume-Uni et d'autres nations du G8», précise George Monbiot dans son article. Il constate d'ailleurs que de nombreux militants, aussi bien en Afrique qu'en Europe, dénoncent les pratiques de cette «nouvelle alliance*», laquelle est défendue et promue par la campagne ONE, dont Bono est la cofondateur.

Si l'on songe que la campagne ONE est financée en grande partie par le fondation Bill et Melinda Gates, qui travaille en étroite collaboration avec Monsanto pour promouvoir les biotechnologies, on est du coup moins surpris. Et lorsqu'on sait que la fondation Gates soutient également l'AGRA, l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique, qui ouvre toutes grandes les portes du continent à l'agrobusiness et aux OGM, on se dit que la boucle est bouclée.

On voit d'ailleurs régulièrement le chanteur Bono parler au nom des «*pauvres*» en Afrique lors du G8, au Forum économique mondial de Davos, aux côtés de Barack Obama, Bill Gates, Koffi Annan, Nicolas Sarkozy, etc. A tel point que désormais, dans de nombreuses rencontres internationales, on n'invite plus de représentants de l'Afrique, puisque Bono, lunettes fumées vissées sur le nez, parle en son nom…Pour l'éditorialiste du Guardian, Bono est en fait «*un homme qui, sans aucun mandat, s'est autoproclamé porte-parole de l'Afrique et a servi de couverture ‹humanitaire› aux responsables occidentaux*».

Reste qu'on pourrait être tenté de se dire que Bono essaie au moins de faire bouger les choses et de secouer les consciences. Certes. Mais lorsque celui-ci commence à «*rouler*» ouvertement pour une initiative qui va générer une nouvelle vague d'accaparements des terres en Afrique, il perd du coup toute légitimité pour se muer en un sacré imposteur. swissaid.ch (date ?)

2013 - Reconnu par les siens.

- Le chanteur Bono a été nommé Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres - chartsinfrance.net

Hier, le leader charismatique de U2 a été nommé Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, une des plus hautes distinctions culturelles françaises, par la ministre de la Culture Aurélie Fillippetti, entourée de Jack Lang et du chanteur Cali.

En 2003 le président Jacques Chirac avait nommé le chanteur Chevalier de la Légion d'Honneur, mais aussi quatre ans plus tard de l'autre côté de la Manche, avec l'obtention de l'Ordre de l'Empire britannique des mains de la Reine d'Angleterre. chartsinfrance.net 17.07.2013

2013 - Bono, la fausse voix de l'Afrique - courrierinternational.com

Lors du dernier sommet du G8, le chanteur de U2 s'est encore une fois autoproclamé "*ambassadeur des pauvres*". Mais dans son univers de milliardaires et de décideurs économiques, les pauvres ne sont plus invités à s'exprimer.

En 2005 déjà, il n'avait pas été très glorieux. Cette année-là, lors du sommet du G8 en Ecosse, Bono et Bob Geldof avaient tressé des lauriers à Tony Blair et George W. Bush, tout auréolés de leur boucherie irakienne. Geldof s'était assis sur les genoux du Premier ministre britannique, au sens propre comme au figuré, et des militants africains les avaient alors accusés de confondre leur campagne pour la justice mondiale avec un vaste mouvement de charité.

Cette fois, c'est pire. Alors que le Royaume-Uni a accueilli un nouveau sommet du G8, la campagne menée par Bono – et avec laquelle Geldof travaille étroitement – semble aujourd'hui absoudre l'action des pays du G8 en Afrique.

L'idée d'une "*Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition*" a été lancée en 2012 aux Etats-Unis, alors hôte du G8. Cette alliance pousse les pays africains à signer des accords permettant à des sociétés étrangères de faire main basse sur leurs terres, de breveter leurs semences et de verrouiller des monopoles sur leurs marchés alimentaires. Restant sourds aux voix de leurs peuples, six gouvernements africains ont déjà signé des accords avec des entreprises comme Monsanto, Cargill, Dupont, Syngenta, Nestlé et Unilever en échange de promesses d'aides de la part du Royaume-Uni et d'autres nations du G8.

De nombreux militants, aussi bien en Afrique qu'en Europe, dénoncent les pratiques de cette "*nouvelle alliance*", mais la campagne ONE – dont Bono est cofondateur – prend sa défense. Les responsables de ONE ont d'ailleurs publié un article la semaine dernière. Un article remarquable : il laisse complètement de côté l'intérêt des responsables africains et de leurs peuples, il exagère le rôle de petites entreprises africaines, mais surtout il ne mentionne à aucun moment l'injustice au cœur de la "*nouvelle alliance*", à savoir la nouvelle vague d'accaparement des terres qu'elle soutient. Cela a naturellement piqué ma curiosité.

Conflits d'intérêt

J'ai d'abord découvert que Bono avait déjà fait l'éloge de la "*nouvelle alliance*" juste avant l'ouverture du sommet du G8 de l'année dernière aux Etats-Unis. J'ai ensuite appris que la campagne ONE était essentiellement financée par la fondation de Bill et Melinda Gates, dont deux responsables exécutifs figurent parmi les membres du conseil d'administration. Cette fondation travaille avec le géant de l'agroalimentaire Cargill et le spécialiste des biotechnologies Monsanto (dont elle détient une part importante du capital).

Répondant aux accusations d'accaparement des terres en Afrique, Bill Gates a répondu que "*bon nombre de ces accords étaient bénéfiques et qu'il serait dommage d'en bloquer certains à cause de l'approche particulière des sociétés occidentales*" (vous remarquerez qu'une fois encore il n'est pas question des Africains).

Enfin, j'ai découvert que tout cela durait depuis bien longtemps. Dans la biographie brillante et caustique de Bono qui vient de paraître au Royaume-Uni (The Frontman : Bono, in the Name of Power), Harry Browne affirme que "*depuis près de trente ans, Bono, en tant que personnalité publique, amplifie le discours des élites, défend des solutions inefficaces, fait la leçon aux pauvres et lèche les bottes des riches et des puissants*". Son raisonnement est "*un mélange habile de colonialisme commercial et missionnaire, dans lequel les pays pauvres ne sont qu'un défi que doivent relever les pays riches*".

Browne accuse Bono d'être devenu "*le visage compatissant de la technocratie mondiale*", un homme qui, sans aucun mandat, s'est autoproclamé porte-parole de l'Afrique et a servi de "*couverture humanitaire*" aux responsables occidentaux. En présentant les pays occidentaux comme les sauveurs de l'Afrique sans parler des dégâts causés par le G8, il a affaibli les mouvements pour la justice et la transparence tout en apportant une légitimité au projet néolibéral.

Bono dit représenter "*les plus pauvres et les plus vulnérables*" mais après avoir discuté avec de nombreux militants des pays riches et pauvres depuis la publication de l'article de ONE, j'ai été frappé de voir que tous dénonçaient le même problème : Bono et ses pairs s'expriment au nom des Africains et occupent précisément leur espace politique. Puisque Bono est considéré comme le porte-parole des pauvres dans le monde, les pauvres ne sont pas invités à parler. Tout cela fonctionne à merveille. Sauf pour eux.

Un club de multimillionnaires.

La campagne ONE ressemble à mes yeux au genre d'organisation tout droit sortie de l'imagination d'un John le Carré ou d'un Robert Harris. courrierinternational.com 21.06.2013

Sacrément dégueulasse le Bono !

Haut de page

Le 5 septembre 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai des courses à faire et des affaires personnelles à régler.

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs.

- Etats-Unis: après la récession, l'écart des revenus s'est creusé - AFP

- Transfert de dette: les fonds "*vautours*" mettent en garde l'Argentine - AFP

Côté jardin...

- La BCE abaisse son taux directeur à 0,05% et met en place un plan de rachats d'actifs privés - Atlantico.fr

- Christine Lagarde félicite la BCE pour ses nouvelles mesures - LePoint.fr

- Les Bourses européennes terminent en nette hausse - Reuters

- Les banques en tête des hausses après la baisse des taux de la BCE - LeFigaro.fr

... côté cour.

- Hausse du chômage à 10,2%, stable en métropole à 9,7% - Reuters

- La revalorisation des petites retraites risque d'être retardée - Francetv info

- La justice européenne annule des aides d'Etat à la SNCM - Liberation.fr

- Gel des salaires des fonctionnaires en Italie maintenu en 2015 - Reuters

- Etats-Unis: après la récession, l'écart des revenus s'est creusé - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande gouvernementale. Conditionnement des masses à coups de sondages truqués.

- Pour 63% des Français, le gouvernement n'en fait pas assez pour les entreprises - AFP

Selon un sondage de l'Institut CSA pour Radio Classique, l'institut Montaigne et les Echos rendu public jeudi. AFP 04.09

Les personnes interrogées qui craignent le chômage ou sont déjà au chômage auront interprété cette question de la manière suivante : Plus le gouvernement en fera pour les entreprises et plus la menace du chômage s'éloignera ou plus j'aurai de chance de retrouver un travail. Plus le gouvernement en fera pour les entreprises et mieux l'économie du pays s'en portera, plus mon salaire et mon niveau de vie augmentera.

Cela témoigne une absence totale de conscience politique et une incompréhension totale de la situation. Cela ne vous surprendra pas, n'est-ce pas ?

- Chômage : 72 % des Français favorables à un renforcement des contrôles - LePoint.fr

Selon un sondage Tilder/LCI/OpinionWay rendu public jeudi.

Traduisez : le gouvernement n'en fait pas assez pour les riches et les patrons, et il en fait trop pour les pauvres, les travailleurs et les chômeurs. Normal, il est de gauche !

Quand on tient compte des donneurs d'ordre de ces sondages et qui les a organisés, on n'est pas surpris que les résultats obtenus soient conformes à leurs attentes.

L'heure du dénouement approche. Le noeud coulant se resserre autour du cou du régime et des institutions.

- François Hollande devient le président le plus impopulaire - LeMonde.fr

- Sondage : la descente aux enfers de Hollande et Valls - LeFigaro.fr

- Hollande au plus bas à 13% de confiance, Valls chute de 14 points - AFP

Seul 1% des Français interrogés font "*tout à fait confiance*" au président de la République "*pour résoudre les problèmes qui se posent à la France actuellement*". AFP 04.09

Le 1% des nantis, des très fortunés, du CAC 40 qu'il représente.

- La rentrée cauchemardesque de François Hollande - LeParisien.fr

- Réforme territoriale : le chemin de croix du gouvernement - Public Sénat

"***Il ne peut pas tenir trois ans comme ça...***" ou "***le coup de grâce.***"

- "*Atterré*", "*catastrophé*"... François Hollande sous le choc après la sortie du livre de Valérie Trierweiler - francetvinfo.fr

François Hollande se serait procuré un exemplaire de Paris Match dès mardi après-midi. Et la lecture des morceaux choisis de Merci pour ce moment a été douloureuse. "*Je suis catastrophé*", a-t-il écrit par SMS a une amie du couple, rapporte le Parisien jeudi 4 septembre. La veille, un membre de son entourage le décrivait comme "*atterré*" par la nouvelle.

Une morosité contagieuse : ses collaborateurs estiment que le livre est "*dévastateur*" pour l'image du chef de l'Etat. "*Il est condamné. C'est une forme d'oraison funèbre. Elle [Valérie Trierweiler] est inarrêtable, elle a encore tous leurs textos. Il ne peut pas tenir trois ans comme ça...*", souffle un responsable du Parti socialiste, cité par le Parisien. francetvinfo.fr 04.09

Au chevet du régime. Hollande a le soutien des médias aux ordres, des intellectuels acquis au régime et des partis traditionnels de la droite.

- Valérie Trierweiler: Les éditorialistes consternés par son livre - 20minutes.fr

- La presse française étrille l'ouvrage de Valérie Trierweiler - LeMonde.fr

- Livre de Trierweiler: «*Vulgarité insoutenable*», «*une prise en otage médiatique*»... La classe politique est outrée - 20minutes.fr

Erreur de casting lors d'un remaniement effectué à la hâte. Recentrage à droite du gouvernement.

- Neuf jours après Valls II, un ministre démissionne pour s'être soustrait au fisc - AFP

Neuf jours après la constitution du gouvernement Valls II, le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Thomas Thévenoud, a dû démissionner pour s'être soustrait au fisc.

En termes de durée, Thomas Thévenoud est le membre du gouvernement le plus éphémère de la Ve République. à égalité avec Léon Schwartzenberg, ministre de la Santé du gouvernement Rocard, poussé à la démission.

Comment justifier l'absence, pendant plusieurs années, de déclarations fiscales ?

En juillet 2013, alors qu'il était l'un des membres de la commission d'enquête Cahuzac, il ciblait directement l'ancien ministre délégué au Budget: "*Après la dissimulation, après le mensonge, il s'est abrité derrière de prétendus trous de mémoire pour ne pas s'exposer au délit de parjure*".

"*Faites repentance fiscale parce que le compte à rebours va s'enclencher*", avait-il aussi lancé en octobre 2013 avant l'entrée en vigueur d'une loi renforçant la lutte contre la fraude fiscale. AFP 04.09

L'essentiel est ailleurs car un simple retard suivi d'une régularisation et démission il n'y avait pas.

En fait il a été trahi par un de ses proches, Matthias Fekl, nommé par Valls à son poste, que pas plus tard que mardi il voyait pour lui succéder au poste de porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale.

Matthias Fekl, affairiste, pourri d'ambition personnelle, il est un pure produit de l'aristocratie du régime pour être à 37 ans diplômé de Normale Sup, Sciences Po et l'ENA, député PS du Lot-et-Garonne, bastion des jospinistes proche de Hollande et Valls, tandis que Thomas Thévenoud est décrie comme "*un offensif membre de la jeune garde socialiste, proche d'Arnaud Montebourg*" qui a été débarqué précipitamment du gouvernement, et élu comme lui de Saône-et-Loire, qui a appris à ses dépens à l'hiver 2013 qu'il était vain de vouloir s'attaquer aux multinationales du tabac pour leur imposer une taxe exceptionnelle, sa proposition a finalement été rejetée.

Dès lors on comprend après coup que n'étant pas excatement sur la ligne de Hollande entièrement soumis au lobby des multinationales, qu'une fois Valls ayant déclaré son amour pour l'entreprise toute velléité de ce genre serait condamnée et sanctionnée, ce qui est fait depuis hier. Il faut donc en déduire que la nomination de Thomas Thévenoud au poste secrétaire d'Etat au Commerce extérieur avait été prise précipitamment sans tenir compte de sa proximité avec Montebourg et ses antécédents fâcheu, et qu'elle avait été une erreur de casting de Hollande et Valls qu'ils viennent derectifier. Je n'ai lu cette analyse dans aucun article de presse ce matin, normal. (Source : AFP et francetvinfo.fr 04.09)

OTAN en emporte la guerre ou le maître et ses vassaux.

- L'armée ukrainienne anéantie par les pro-russes dans presque tout le Donbass - Francetv info

- Forces russes "*sans précédent*" à la frontière ukrainienne, selon le Pentagone - AFP

- Les piliers de l'Otan pour de nouvelles sanctions contre Moscou - Reuters

- L'Otan se porte au secours de l'Ukraine - LeFigaro.fr

Le secrétaire général de l'Alliance a appelé la Russie à «*mettre fin à sa présence illégale*» dans le Donbass.

Présent aux côtés des vingt-huit dirigeants de l'Otan réunis jusqu'à vendredi en sommet à Newport, au pays de Galles, le président ukrainien, Petro Porochenko, a reçu jeudi l'appui qu'il était venu chercher. Le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rassmussen, avec la liberté de ton de celui qui s'apprête à passer la main, a dénoncé jeudi «*la brutale agression de la Russie contre l'Ukraine*» et appelé «*les séparatistes à cesser leurs actions*».

L'Otan qui parlait jusqu'à présent de «*plus d'un millier*» de soldats russes en Ukraine a revu ses estimations à la hausse. Il s'agirait désormais de «*plusieurs milliers d'hommes et de centaines de chars ou de véhicules blindés sur le territoire ukrainien*», selon un officier de l'Otan à Newport.

Des exercices militaires dans l'est de l'Ukraine

Autre signal de soutien, une douzaine de pays, dont les États-Unis, participeront ce mois de septembre à des exercices militaires, à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. Cela permettra d'améliorer l'interopérabilité des forces ukrainiennes avec celles de l'Otan, a insisté M. Rassmussen. Celui-ci a toutefois confirmé que l'Alliance ne livrerait pas d'armes létales à l'Ukraine, une initiative qui relève de «*décisions nationales*».

Pour rassurer ses membres dans la région, les Pays baltes et les Polonais notamment, l'Alliance annoncera vendredi un plan d'action destiné à accroître la rapidité de son déploiement militaire, en cas de besoin. Ces pays étaient demandeurs de troupes et de bases permanentes sur leur sol.

Certes soucieux d'afficher la «*fermeté*» et l' «*unité*» de l'Otan, nombre de pays -dont la France- cherchent surtout à éviter l'exacerbation des tensions et poussent à un règlement politique. «*Personne ne veut la guerre pour régler le conflit*», a

résumé M. Rassmussen. Le plan de paix russe annoncé mercredi a été accueilli avec scepticisme à Newport, ne serait-ce que parce qu'il a été opportunément mis sur la table par Vladimir Poutine à la veille du sommet. Avec prudence, ses participants ont néanmoins saisi cette perche.

Tandis que s'ouvrait le sommet, le chef de la diplomatie russe a donné de la voix pour souffler le chaud et le froid. La Russie, a dit Sergueï Lavrov, est «*prête à prendre des mesures concrètes pour aller vers une désescalade*». Mais le ministre russe a mis en garde contre toute initiative de l'Ukraine pour intégrer l'Otan - un point ultra-sensible pour Moscou. Vendredi dernier, le premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, avait déclaré que Kiev allait relancer sa procédure d'adhésion à l'Alliance atlantique. A Newport, Petro Porochenko, lui, s'est montré beaucoup plus flou sur cette perspective. Angela Merkel, résumant une position largement majoritaire, l'a considérée comme «*n'étant pas d'actualité*». LeFigaro.fr 04.09

C'est l'OTAN ou l'impérialisme américain qui dicte la politique étrangère des pays de l'UE comme s'il s'agissait d'une de leurs colonies, puisqu'aucun Etat ou chef d'Etat ne s'y oppose. Les pays de l'UE sont ainsi livrés à la politique belliqueuse des Etats-Unis qui les entraînent dans la guerre sur tous les continents.

Leur problème réside dans le fait que l'immense majorité de la population russophone de l'est de l'Ukraine refuse de passer sous le joug du gouvernement néonazi de Kiev. Et lorsque c'est tout un peuple qui se soulève, aucune armée du monde ne peut le vaincre, ils viennent d'en faire l'expérience en Afghanistan ou en Syrie, à Gaza, mais ils ne veulent pas, ils ne peuvent pas l'admettre, aussi ils n'ont pas d'autre alternative que les canons pour tenter de le soumettre.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

- Mobilisation nationale des employés de la restauration rapide aux Etats-Unis - LeMonde.fr

Une journée de mobilisation nationale a été organisée par les employés de la restauration rapide, jeudi 4 septembre, aux Etats-Unis à l'appel de l'organisation strikefastfood.org. Ils exigent de meilleures conditions salariales.

Ils réclament notamment d'être payés 15 dollars de l'heure, soit plus du double du salaire de 7,25 dollars appliqué par de nombreuses enseignes du secteur. Parmi leurs revendications figurent aussi la possibilité de se syndiquer, sans risque de représailles de le part de leur employeur.

Des mobilisations ont eu lieu dans plus de 150 villes des Etats-Unis, dont Chicago et Detroit, Miami ou encore Denver. Quarante-quatre personnes ont été arrêtées pour des troubles à l'ordre public à New York et à Los Angeles. lemonde.fr 04.08

Haut de page

Le 6 septembre 2014

CAUSERIE

Suite de la réflexion des derniers jours sur le capitalisme.

Si on s'en tenait aux lois de fonctionnement du système capitaliste, cela fait déjà des années ou des décennies qu'il aurait dû exploser, or tel n'a pas été le cas, aussi faudrait-il déterminer pourquoi et comment ils ont procédé pour éviter son effondrement. On a déjà évoqué en détail cette question dans de précédentes causeries, ce qui n'interdit pas d'y revenir rapidement.

On nous rétorquera à raison que l'on part du postulat selon lequel ils ont enfreint les règles ou les lois qui régiissaient le fonctionnement du système capitaliste, qui constituaient une contrainte, une limite infranchissable, effectivement en s'appuyant sur le gigantesque niveau d'enrichessement et d'endettement de l'impérialisme américain, mais aussi du monde ou plus précisant des oligarques de la finance et de l'industrie ou des services, ensuite la faculté de créer de la monnaie en quantité illimitée à partir de rien pour inonder le marché, spéculer, gangrener ou parasiter l'ensemble de l'économie tous secteurs confondus à l'échelle de la planète, en contradiction avec le niveau des richesses produites, y compris à venir s'étendant sur plusieurs décennies qu'ils

ont hypothéquées ou englouties, spirale infernale devenue incontrôlable et dont la survie de leur pouvoir dépend entièrement au point de devoir l'alimenter en permanence par l'injection de nouveaux capitaux créés artificiellement, dissociant par un jeu d'écriture comptable cette dette faramineuse du reste de l'économie pour que le capitalisme ne s'effondre pas sur lui-même, dette qu'ils utilisent pour faire pression sur tous les acteurs politiques ou les Etats afin d'accroître leur pouvoir, soumettre le mouvement ouvrier, le vieux système capitaliste une fois vampirisé ou pillé n'étant plus synonyme que de dette, alors qu'à côté émerge un nouvel ordre mondial synonyme de profit, d'enrichissement à l'infini, de concentration des capitaux dans des proportions inouies entre quelques mains, quelques dizaines de millions de riches, très riches et ultra riches qui rapportés à la population mondiale représentent une infime minorité, déconnectés de l'économie productive ou réelle, du système capitalisme dont ils se sont en grande partie émancipés par le biais de la dérégulation financière, FMI et Banque mondiale marchant dans la combine...

Ils ont perverti le système capitaliste en le rendant complètement dépendant du marché ou des banques centrales (Fed, BoE, BCE, BoJ, etc.), en étendant l'hégémonie de la finance à tous les secteurs économiques, tandis que le mouvement ouvrier déjà subordonné au capitalisme allait devenir totalement inapte à le combattre. Tétanisé, neutralisé du fait que la politique de destruction sociale mise en oeuvre par les différents gouvernements nécessitait pour être combattue efficacement de caractériser la nature de la crise du capitalisme qui en était à l'origine, d'indiquer clairement quel était l'ennemi à abattre, autrement dit s'attaquer aux fondements du capitalisme, rompre résolument avec lui et ses représentants, ce à quoi aucun parti ni syndicat n'a pu se résoudre. La combinaison de ces deux facteurs allait faire de la finance les maîtres du monde.

Cela fait maintenant des décennies qu'aucun gouvernement n'a réalisé une réforme progressiste, malgré des milliers de manifestations, des millions de travailleurs dans la rue et de multiples élections qui n'ont servi strictement à rien, sauf à décourager les travailleurs de se mobiliser ou de s'organiser pour faire valoir leurs droits.

Pour eux, les maîtres du monde, le vieux système capitaliste pourrissant présente des avantages et des inconvénients. Ils comptent bien se servir de ses avantages pour renforcer leur pouvoir, et de ses inconvénients pour affaiblir davantage le mouvement ouvrier avec la complicité de ses dirigeants vendus. Ils tirent profits des deux bouts, jackpot pour les uns et sacrifices pour les autres, c'est leur conception de l'équité ou leur morale d'esclavagiste mise à nu.

La lutte des classes est d'autant plus inégale que les règles sont faussées par l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie, parce que les travailleurs sont incapables de faire sauter ce carcan, en dehors de quelques cas isolés, chaque lutte est vouée à l'échec sans perspective politique...

Si le système capitaliste en crise constitue un horizon indépassable pour les travailleurs, ce n'est pas le cas pour les dirigeants de la classe dominante qui ont repoussé ses limites en élaborant une stratégie politique à laquelle ils se tiennent. Leur système économique est en faillit ou à dépasser ce stade depuis belle lurette, mais ils trouvent toujours des milliards et milliards de dollars pour financer leurs guerre.

On admet du bout des lèvres que le système économique est devenu mafieux sans en tirer le moindre enseignement politique, on n'ose pas pousser plus loin l'analyse car elle nous entraînerait dans des contrées inexploitées, on n'a pas à craindre de s'y perdre, c'est déjà fait, on risquerait au contraire de s'y retrouver, mais le veut-on vraiment car cela nous imposerait de revoir notre copie sur bien des questions, ce à quoi on ne tient pas vraiment sous peine de révéler nos erreurs.

Les contradictions du capitalisme ont atteint un tel niveau qu'elles sont devenues incontrôlables autrement que par l'emploi du déni, de la force, de la dictature. Ceux qui dirigent le monde conduisent l'humanité à sa perte, aussi la question du pouvoir est-elle posée. Plus de 7 milliards d'être humains qui estiment leurs besoins ou aspirations légitimes, se voient imposer leur destin par une poignée de priviliégiés qui détiennent le pouvoir et refusent de les satisfaire. La question est donc bien que ces 7 milliards d'être humains accèdent au pouvoir ou s'en emparent, chassent ces parasites qui décident à leurs places.

Est-on capable de poser cette question ? Rien n'est moins sûr apparemment. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

La propagande de Kiev tourne au délire.

- Le ministère ukrainien de la Défense a prétendu que, lors de la crise, en Ukraine, environ, 2.000 militaires russes, ont été tués, a-t-on appris de Farsnews. Ces derniers jours, les autorités ukrainiennes et les pays occidentaux ont accusé la Russie d'avoir envoyé des forces militaires, dans l'Est de l'Ukraine. Et ce, alors que le ministère russe de la Défense a rejeté, fortement, la présence de militaires russes, sur le sol ukrainien.

Les autorités de Kiev cherchent, en effet, à justifier une offensive anti-russe de l'OTAN, en faisant croire à une agression russe

contre l'Ukraine. french.irib.ir 05.09

Une bonne nouvelle motivée.

- A Wall Street, nouveau record pour le S&P 500 après le rapport sur l'emploi - AFP

Wall Street a clôturé en hausse vendredi et emmené le S&P 500 à un nouveau sommet, après un rapport sur l'emploi aux Etats-Unis décevant mais qui a relancé les spéculations sur la politique monétaire. AFP 05.09

A bas le bonapartisme !

- Livre Trierweiler: «*La fonction présidentielle doit être respectée* », estime François Hollande - 20minutes.fr

Pauvre d'esprit. Il creuse sa tombe avec ses dents.

- Hollande: « *Je suis au service des plus pauvres, c'est ma raison d'être* » Public Sénat

Menteur comme un arracheur de dents

- Politique: François Hollande est-il un menteur? - 20minutes.fr

Valérie Trierweiler décrit François Hollande, perpétuellement empêtré dans le mensonge. Et incapable d'assumer ses actes. Lorsque Valérie Trierweiler l'interroge sur Julie Gayet et lui demande de jurer sur la tête de son fils que la rumeur est fausse, «*Il jure sur la tête de mon fils et me demande de le laisser tranquille avec cette pseudo-histoire.*»

Idem selon Valérie Trierweiler concernant son soutien à Ségolène Royal, candidate PS contre Olivier Falorni dans la circonscription de La Rochelle, dont il lui affirme la veille qu'il ne fera rien pour la soutenir avant d'envoyer le lendemain un communiqué assurant la candidate de son soutien. Et de se défausser sur son secrétaire général, à l'époque Pierre-René Lemas.

Cette description d'un François Hollande, lâche et ambigü, c'est aussi celle que ferait en privé l'ancien ministre Arnaud Montebourg. Dans Montebourg, moi président (ed. l'Archipel) Valentin Spitz rapporte cette conversation avec l'ancien ministre de l'Economie, au cours du mois de janvier 2014. «*Oui, il a toujours envie de partir. Ayrault, Hollande? Il n'en peut plus. Mais cette fois, c'est pour le président qu'il a le moins d'indulgence." Hollande ment tout le temps, me dit-il. C'est pour ça qu'il est à 20 % dans les sondages. Il ment. Il ment tout le temps. Depuis le début".*» 20minutes.fr 05.09

Par nécessité ou par le bout des dents.

- François Hollande ira "*jusqu'au bout*" malgré les crises - Reuters

- Après Cécile Duflot, l'ex-ministre Delphine Batho sort un livre à charge contre le pouvoir - LeParisien.fr

Sur son site internet, Grasset, sa maison d'édition, promet un «*impitoyable état des lieux*», «*un diagnostic de la façon dont l'énarchie et la bureaucratie ont vite envahi tous les mécanismes du pouvoir*»...

Plus embarrassant encore pour l'exécutif, Delphine Batho «*raconte comment, au sommet de l'Etat, règne ouvertement la connivence avec les lobbies et les puissances financières que la gauche était supposée combattre*».

Son livre s'annonce comme une nouvelle charge. «*Delphine Batho décrit des décideurs dépassés par la crise, par leur époque, par le monde qui les entoure, incapables de comprendre en quoi l'écologie ouvre une nouvelle perspective historique*», prévient Grasset. Le livre sortira le 15 octobre prochain. LeParisien.fr 05.09

Réglements de compte.

- Parti radical : Rama Yade en appelle à la justice pour annuler l'élection - LeMonde.fr

- L'UMP, "*un parti figé*" en attendant Nicolas Sarkozy - Francetv info

Nouvelle journée d'action.

- La CGT appelle à une journée de mobilisation le 16 octobre - AFP

L'Empire à l'offensive

- Obama essaie de créer une coalition contre l'Etat islamique - Reuters

- Les Vingt-Huit s'accordent pour de nouvelles sanctions économiques contre la Russie - LeMonde.fr

- Somalie : Washington confirme avoir abattu le chef des shebab - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les troupes US ne sont pas les bienvenues, en Irak - french.irib.ir Le Président irakien, Fouad Massoum, a affirmé que son pays n'avait pas besoin des troupes américaines, pour combattre les groupes terroristes, dont Daesh.

Dans une interview exclusive accordée à la chaîne de télévision CNN, le Président irakien, Fouad Massoum, a parlé des menaces que représentent les groupes terroristes et takfiris, comme Daesh, au Moyen-Orient, et, plus précisément, en Irak. Il a réitéré l'impératif d'une ferme coopération entre l'Irak et la communauté internationale, surtout, avec les pays voisins, pour combattre les terroristes. «*Bagdad ne veut, pourtant, pas des militaires américains, en Irak, pour combattre les terroristes*», a-t-il martelé. Le président irakien a, ensuite, expliqué les crimes que commettent les groupes terroristes, aux quatre coins de l'Irak, disant que le groupe terroriste de Daesh mettait en danger, non seulement, tous les groupes irakiens, mais en outre, la stabilité de la région, voire, de la planète.

Selon lui, la lutte contre Daesh nécessite le soutien de la communauté internationale. Dans ce droit fil, l'armée irakienne a rendu hommage, jeudi, dans un communiqué, à la coopération des forces volontaires avec les forces de l'ordre et les militaires de l'armée, dans la libération de différentes régions irakiennes des mains des terroristes de Daesh. Pour la première fois, depuis trois mois, la sécurité a été rétablie sur la route reliant Diyala à Kirkuk. Grâce à la coopération entre les forces volontaires et l'armée régulière, les groupes terroristes ont reculé, durant les 24 dernières heures, des zones stratégiques, dans les provinces de Diali et de Salaheddine, pour fuir vers le Nord de la province de Ninive. La chaîne de télévision Press TV, citant l'armée irakienne, a annoncé la mort d'Abou Hajar al-Souri, conseiller en chef d'Abou Bakr al-Bagdadi, chef de Daesh, dans une frappe aérienne de l'aviation irakienne. Des dizaines d'autres terroristes ont été, aussi, tués, dans cette opération. Dans le même temps, le commandant de la police de Diyala a fait état de la libération de toutes les régions de cette province des mains des terroristes.

Le ministre de la Défense, par intérim, Saadoun al-Dalimi, a critiqué les Sunnites, pour n'avoir pas opté pour une position cohérente, face au groupe terroriste de Daesh. Il a réclamé la coopération de toutes les ethnies et communautés, dans la lutte contre Daesh. Pour M. Al-Dalimi, l'éradication de Daesh est assujettie à la coopération de tous les groupes irakiens. «*Les groupes terroristes seront vaincus, dans les plus brefs délais, en cas d'une union ferme entre les Irakiens*», a-t-il ajouté. Sur le terrain, les sources sécuritaires irakiennes ont annoncé la mort d'un certain nombre de civils, dans une explosion terroriste ayant secoué, jeudi soir, le Nord de Bagdad. Selon les sources sécuritaires et médicales de Bagdad, au moins, 12 personnes, ont perdu la vie, dans l'explosion d'une voiture piégée, dans le quartier chiite de Kazemiya, au Nord de Bagdad. 30 autres ont été blessés. Il s'agit du quatrième attentat à avoir lieu, en deux semaines, dans un quartier chiite de la capitale irakienne.

Par ailleurs, les médias irakiens ont rapporté l'explosion d'une voiture piégée, dans le centre-ville de Kirkuk, au Nord de l'Irak. Aucun rapport n'a été divulgué, jusqu'à présent, sur le bilan des victimes. Selon les responsables irakiens, les terroristes ont recommencé à perpétrer des attentats aveugles contre les civils, après avoir subi des échecs cuisants face à l'armée. french.irib.ir 05.09

SOCIAL

1- France.

- Impôts - Suppression de la "*demi-part des veufs*" : une douche froide pour de nombreux retraités - lepoint.fr

Pour de nombreux retraités, la réception des avis d'imposition a fait l'effet d'une douche froide. En effet, la suppression de "*la demi-part des veuves*" a alourdi la facture de milliers de personnes âgées, même si d'autres mesures ont été prises pour adoucir la note.

C'est la majorité précédente qui avait voté en 2008 la fin progressive de cette demi-part, avec un avantage devant se réduire petit à petit, jusqu'à disparaître totalement cette année. N'est maintenu le bénéfice que pour les personnes ayant élevé seules leurs enfants pendant au moins cinq ans. À cette suppression s'ajoute une autre mesure de nature à augmenter les impôts de milliers de personnes âgées : la fiscalisation de la majoration de 10 % des pensions des retraités ayant eu au moins trois enfants, jusqu'ici non taxée, qui a été décidée dans le précédent budget.

"*Il y a forcément des gagnants et des perdants, impossible pour l'instant de savoir combien*", glisse Vincent Drezet, secrétaire général de Solidaires Finances Publiques, principal syndicat des impôts. "*Mais il est certain que pour certains retraités, les gestes fiscaux n'atténuent pas la fin de la demi-part et la fiscalisation de la majoration des pensions*", ajoute-t-il. Selon ses calculs, "*sur les 3,6 millions de contribuables concernés par la suppression de la demi-part des veuves, environ 2 millions vont devenir imposables ou voir leurs impôts augmenter*". Autre risque, selon lui : une hausse de la taxe d'habitation pour un certain nombre de personnes, le montant de cet impôt étant calculé en fonction du revenu fiscal de référence, qui tient compte du nombre de parts. lepoint.fr 05.09

2- Slovénie.

- La Slovénie bazarde le plus grand aéroport du pays - Liberation.fr

La Slovénie privatise son principal aéroport. Ljubljana a annoncé vendredi la vente de sa part de 75,5 % du capital de Joze-Pucnik à l'opérateur allemand Fraport au détriment de Vinci, également candidat. Il s'agit de la troisième privatisation sur quinze décidées l'an passé par le gouvernement de centre gauche, alors sous la menace d'un plan de sauvetage international en raison du niveau des déficits du pays, plombé par la recapitalisation de son secteur bancaire. Seules les entreprises Fotona, spécialisée dans la fabrication de laser, et Helios, entreprise de peinture, avaient jusque-là trouvé preneur.

D'autres bijoux restent à brader : la deuxième banque slovène, NKBM, la compagnie aérienne Adria Airways ou encore l'entreprise de télécommunications Telekom Slovenije, convoitée par plusieurs investisseurs étrangers. Le déficit public de la Slovénie a explosé pour atteindre 14,7 % du PIB en 2013, contre 3,8 % en 2012 selon l'Office national de la statistique.

Quant à la dette publique du pays, naguère élève modèle de la zone euro, elle est passée d'un peu plus de 20 % du PIB fin 2008, à 71,7 % du PIB en 2013. Liberation.fr 05.09

Haut de page

Le 7 septembre 2014

CAUSERIE

Peu d'infos, donc le site ne sera pas actualisé aujoud'hui. J'en ai profité pour archiver les articles d'août et classer les arcticles de presse de 2013 dans un fichier unique au format pdf (Adobe reader).

Un mot personnel.

Voilà que mon ex-épouse me harcèle au téléphone, donc je vais devoir changer de numéro.

Elle a réclamé à un Indien à qui j'avais prêté une somme d'argent importante de lui restituer cette somme ou de lui verser les intérêts qu'il me versait chaque mois, il a refusé en lui disant que cet argent ne pouvait pas lui appartenir puisqu'elle n'avait jamais travaillé de sa vie, alors elle l'a menacé de mort également.

Ce monsieur étant une relation d'enfance de son frère Kandavel, je pensais qu'il allait être du côté de mon ex-épouse, en fait pas du tout. Il m'a expliqué qu'il s'était trompté sur le compte de Kandavel qui était devenu aussi pourri que ses autres frères, et qu'il avait rompu les relations avec lui depuis huit mois, ce que j'ignorais. Kandavel, c'est le dernier frère de mon ex-épouse auquel j'ai prêté de l'argent il y a un an et demi et qui ne me l'a jamais rendu, j'ai fait une croix dessus évidemment.

Le problème avec une personne très arriérée, c'est qu'elle est capable du pire ou de faire n'importe quoi, y compris d'avoir des réactions complètement irrationnelles qui peuvent présenter un danger réel. Quelqu'un d'un tant soit peu développé voyant que

sa cause est perdue va se résigner et abandonner le combat, tandis qu'une personne arriérée ne comprenant pas ou ne voulant pas admettre que sa cause est perdue le continuera désespérément, tentant de vous pousser à la faute, à vous faire commettre l'erreur qui permettrait que la situation se retourne en sa faveur, c'est la raison pour laquelle elle ose toutes les provocations, les insultes, se montre agressif, etc. l'erreur fatale serait de rentrer dans ce jeu et de s'emporter ou de la frapper, car notre affaire tomberait sous le coup de la juridiction indienne, c'est la raison pour laquelle j'affecte un calme à toute épreuve, alors qu'en réalité cette situation m'énerve au plus haut point. En arriver là est lamentable, c'était prévisible, je n'y peux rien.

Mon propriétaire auprès duquel elle est allée se plaindre a essayé de la raisonner, en vain. Il lui a énoncé les avantages de sa situation, que finalement elle me devait tout ou presque, elle, elle ne pensait qu'à me faire virer d'Inde. Elle pensait qu'en cas de divorce mon visa serait annulé et que je serais forcé de rentrer en Inde. Il lui a répondu : "mais madame, le lendemain votre mari épousera la femme avec laquelle il vit désormais et il obtiendra immédiatement un nouveau visa ou plutôt son visa continuera de courir jusqu'en 2027", il m'a dit qu'elle était restée sans voix à l'énoncé de cet argument car elle n'y avait pas pensé, comme quoi elle a beaucoup de mal à penser.

Elle a confirmé au passage ce que j'avais déjà signalé, qu'elle n'avait qu'une idée en tête, que je rentre en France, se foutant pas mal de ma situation ou que je sois d'accord ou non. C'est le fond de cette histoire depuis qu'elle est installée en France, c'est elle qui doit décider où je dois vivre, et bien non, je suis libre de vivre où cela me plaît, et si nos voies divergent on se sépare ou on divorce, voilà tout.

Son statut en France lui est monté à la tête, elle croyait pouvoir tout se permettre avec moi et elle a agi de la même manière avec la Sécu et les services sociaux de la commune d'Aubagne qui l'ont brutalement remis en place, eux non plus ils n'en peuvent plus, elle les harcelait, partout où elle passe elle se fait traiter de folle. Halte à la tyrannie ! Je déconne, mais c'est bien cela.

Au départ tout le monde s'apitoie sur son sort, elle raconte ce qu'elle veut et les gens la croient aveuglément, tout le monde se plie en quatre pour l'aider dans la mesure du possible, c'est le but de la manoeuvre. Avec les droitsdelhommistes cela marche à fond ! A Aubagne tout le monde croit que son mari est un individu abominable qui l'a abandonnée, quoique cela dépendait, sauf avec les gens à qui je devais lui servir d'intermédiaire, là j'étais un époux modèle ! Je dois être un peu naïf, car je ne pensais pas que la bêtise pouvait être compatible avec un tel esprit calculateur, peut-être que je ne voulais pas le croire car je n'étais pas sans l'ignorer, je préfèrais ne pas en tenir compte, j'idéalisais la nature humaine en espérant en tirer le meilleur. J'aurais fait un mauvais dirigeant politique ! Bien que j'ai la foi dans la vérité qui finit par triompher un jour, et je crois bien que c'est la conviction qui est ancrée le plus profondément en moi, qui m'est le plus cher.

Maintenant il lui faut admettre que la séparation ou le divorce était possible, ce qu'elle se refuse, cela risque de prendre du temps, alors que sa situation est relativement confortable, pour ne pas dire enviable. Elle est libre, elle n'a plus de compte à rendre à personne, elle n'a plus à jouer les hypocrites envers quelqu'un qu'elle n'aimait pas, elle n'a jamais aimé quelqu'un d'autre qu'elle-même, elle a de quoi vivre en France jusqu'à la fin de ses jours et si elle le souhaite chaque année avec un budget très confortable elle pourra passer de bonnes vacances en Inde, bref, elle devrait être comblée et se satisfaire de cette situation.

Franchement j'en connais beaucoup qui voudraient bien être à sa place, sans travailler vivre la moitié de l'année en France et le reste du temps en Inde ou ailleurs, voyager, il faut dire aussi qu'elle a de petits besoins, peu de charges et dépense peu.

Il ne m'a pas été facile de faire face à cette situation en étant totalement isolé, sans en parler avec personne, il m'a fallu plusieurs jours pour en démêler tous les aspects et en comprendre les conséquences (négatives) possibles, pour prendre les dispositions qui s'imposaient pour protéger mes intérêts.

En attendant on ne vit plus normalement. Et puis je dois encore aller à l'hôpital pour mon pied car cela ne s'arrange pas vraiment...

Haut de page

Le 8 septembre 2014

CAUSERIE

23 nouveaux articles ont été ajoutés.

11 septembre 1973 - 11 septembre 2001 : Les mêmes commanditaires à la manoeuvre.

A quelques jours de l'anniversaire du coup d'état du 11 septembre 1973 qui avait renversé le gouvernement chilien de Salvador Allende, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 7 septembre à Santiago, elles réclament notamment la fin de l'impunité pour les responsables de la répression orchestrée durant la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-

1990). lemonde.fr 07.09

La question du pouvoir est posée.

Le 6 septembre nous écrivions que la stratégie politique des dirigeants de la classe dominante dictée par le stade suprême de la crise du capitalisme concentrait une seule question ou avait pour objectif de répondre à une seule question, celle du pouvoir.

Pouvoir que les représentants officiels de l'ordre établi ont de plus en plus de mal à assumer, que leurs supplétifs sociaux-libéraux peinent à garantir, car le régime et les institutions craquent de partout, tous les partis qui les incarnent traversent une crise qui les conduit au bord de l'explosion ou de la paralysie, conséquences de la crise sociale que leur politique n'a fait qu'alimenter ou aggraver au cours des dernières décennies au point de frapper toutes les couches des masses exploitées. Leurs tensions internes mettent en lumière leurs contradictions et leur imposture qui éclatent au grand jour, les masques tombent les uns après les autres laissant place à des visages aussi hideux que le capitalisme qu'ils servent docilement. Ils inspirent le plus profond dégoût aux travailleurs auxquels ils mentent en permanence, et quelles que soient les bonnes intentions qu'ils affichent ou les discours qu'ils peuvent tenir plus personne n'est disposé à leur faire confiance, à les croire sur parole. Rejetés, conspués, détestés par la majorité des travailleurs qui s'en détournent, il ne leur reste plus comme planche de salut pour imposer leur politique ultra réactionnaire et affronter le mouvement ouvrier, sauver leur régime, que l'extrême droite ou le fascisme qu'ils s'emploient à promouvoir ou auquel ils laissent le champ libre avec le soutien de la classe dominante qui est leur donneur d'ordres commun.

La crise du capitalisme qui allait succéder à celle qui avait produit la Seconde Guerre mondiale quelques décennies plus tard, allait entraîner l'effondrement des partis traditionnels du mouvement ouvrier, la social-démocratie dégénérée étant appelée à monter au créneau et à gouverner pour le compte des capitalistes révélant au passage pour ceux qui l'ignoraient encore sa véritable nature de parti capitaliste ou de droite, tandis que le stalinisme allait être amené à emprunter la même voie révélant également sa véritable nature qui n'avait rien à voir avec le communisme ou le bolchevisme.

Au fil du développement de la crise du capitalisme qui a surgit vers la fin des années 60 jusqu'à nos jours, le prolétariat et le mouvement ouvrier allaient se retrouver privés de toute représentation politique incarnant leurs intérêts, le capitalisme allait demeurer seul maître à bord pour impulser l'orientation de la société à laquelle adhèreraient la social-démocratie dégénérée devenue social-libéral, tandis que le parti stalinien allait achever sa mutation en reprenant à son compte le réformiste bourgeois qu'incarnait précédemment le PS une fois épuisé son rôle historique au coté du capitalisme, tout en maintenant l'illusion qu'il aurait encore un rôle à jouer dans l'avenir à défaut de combattre pour renverser le régime en place après avoir abandonné la perspective du socialisme.

C'est la classe dominante qui a remis en selle la social-démocratie dégénérée pour contrebalancer le pouvoir du PC au sein du mouvement ouvrier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et c'est elle aussi qui va précipiter sa chute finale à partir de 1981 tout comme elle l'avait fait lors du Front populaire en 1936 ; en 1936 cela s'était soldé par une guerre mondiale, cette fois cela se traduit par son adhésion totale au néolibéralisme qui incarne une forme de guerre mondiale ou totale engagée par la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière, contre le prolétariat mondial.

La Seconde Guerre mondiale et la période de reconstruction qui a suivi n'ont constitué qu'une solution temporaire ou un répit de quelques décennies au capitalisme sans résoudre pour autant ses contradictions qui allaient surgir à nouveau à un niveau encore plus élevé ou précipiter à nouveau son effondrement. Et si la crise du capitalisme qui a surgi vers la fin des années 60 ou le début des années 70 ne s'est pas soldée par une nouvelle guerre mondiale, c'est parce qu'entre temps le mouvement ouvrier avait été complètement gangrené et incapable de se doter d'une nouvelle direction, aussi les capitalistes estimèrent à juste titre que n'ayant rien à craindre de ce côté-là il leur serait possible de s'attaquer au prolétariat et ses acquis ou droits petit à petit ou par étapes sans avoir à recourir à ce moyen extrême qui n'était pas sans présenter un risque pour leur régime, que finalement c'était juste une question de temps pour parvenir à leurs objectifs politiques.

Les faits leur ont donné raison, et pendant qu'ils étaient en train de mettre en place tranquillement leur stratégie politique qui devait passer par d'importantes mesures économiques permettant à l'impérialisme anglo-saxon et à l'oligarchie financière de renforcer leur hégémonie sur le monde à partir de 1944, les dirigeants du mouvement étaient obnubilés par l'hypothèse qu'une troisième guerre mondiale pouvait survenir à tout moment, après que les représentants de la classe dominante leur eurent fourni matière pour alimenter cette théorie qui allait s'avérer foireuse. Pendant que le mouvement ouvrier était occupé par cette crainte il se détournait du socialisme que ne pouvait incarner ni Staline, ni Mao, ni Castro, bien joué.

Du mot d'ordre gouvernement PC-PS-CGT d'après-guerre à celui de gouvernement PS-PCF de 1981 jusqu'à l'appel à voter Hollande ou à "chasser Sarkozy", à aucun moment le mouvement ouvrier (et son avant-garde) ne s'est situé sur un terrain de classe indépendant du capitalisme ou de la bourgeoisie, à vouloir se situer sur le terrain des illusions des masses pour les combattre, l'avant-garde n'a fait que les entretenir pour finir par les épouser. Je sais ce qu'on va nous répondre, à savoir qu'il n'était pas possible durant toute cette longue période, près de 70 ans, de poser directement la question du gouvernement ouvrier et qu'il fallait en passer par des mots d'ordre transitoires correspondant au niveau de conscience politique des travailleurs, etc. sauf que ce n'est pas exactement la question que j'ai posée où la manière dont j'aborde les facteurs qui composent la situation ou celle des décennies prédédentes, ce que je dis, c'est que la question du pouvoir peut se poser autrement en l'absence de toute perspective de prise de pouvoir par les travailleurs, lorsque manifestement les conditions ne sont pas réunies pour vaincre

notre ennemi et ne sont pas près de l'être, la question du pouvoir ne se réduit pas à une formule gouvernementale qui repose sur du vent ou sans lendemain, je la ramène à l'existence du parti révolutionnaire, à sa place et son rôle déterminant dans le processus révolutionnaire, y compris lorsque la situation n'est pas révolutionnaire.

Il y a d'une part la situation, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, et d'autre part il y a l'objectif politique pour lequel nous combattons, perspective qui nécessitera pour se réaliser de réunir un certain nombre de conditions, dont l'existence du parti. Reste à savoir si on doit se donner les moyens pour avancer vers notre objectif quelle que soit la situation ou si en fonction de la situation on doit se donner un autre objectif, autrement dit notre tactique doit-elle être subordonnée à notre stratégie ou est-ce que c'est notre tactique qui doit déterminer notre stratégie.

Or le parti, la construction du parti incarne notre objectif, c'est le seul facteur qui est en tous points conforme à notre objectif, il incarne le processus historique inconscient du développement de l'humanité jusqu'à nos jours, ainsi que les tâches que la classe qui doit s'emparer du pouvoir doit accomplir pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. En réalisant la fusion de la théorie et de la pratique le parti incarne le socialisme, il est le seul lien politique entre le vieux monde et la société que nous devons bâtir sur des bases nouvelles, et dès lors qu'il n'existe pas qui ou quoi d'autre pourrait incarner le socialisme, la seule alternative au capitalisme, rien ni personne.

Le parti sans le socialisme n'existe pas. Sans ses militants il n'existe pas non plus évidemment, d'où la nécessité d'intervenir dans la lutte des classes et de se tourner résolument vers toutes les couches de travailleurs pour le construire. Le parti n'a jamais été mis au centre de notre combat politique ou maladroitement. Pendant des décennies on s'est gargarisé de conquêtes sociales qui étaient à double tranchant, on a voulu en voir que le bon côté et de nos jours le mauvais côté nous explose à la figure, c'était une fin en soi, on a épuisé notre énergie à recruter des militants que l'on n'a pas été capables de former et de garder, alors qu'à cette étape c'était le seul objectif dont on aurait dû être comptable, en attendant des jours meilleurs ou que la crise du capitalisme atteigne son paroxysme, ce qui ne manquerait pas de se produire mais dont finalement on doutait les années passant. Engrainer les campagnes ou les batailles n'allaient nous mener à rien. Elever le niveau de conscience des militants au point qu'ils comprennent la place déterminante du parti aurait dû être notre priorité, de façon à ce que le parti et leur niveau de conscience politique fusionne ou ne fasse plus qu'un, de la même manière que le parti et le socialisme sont indissociables. On a failli sur ce plan-là, nos dirigeants n'ont pas été à la hauteur de cette tâche.

Le socialisme peut donner un sens à notre vie, c'est autre chose que des chimères ou les plaisirs éphémères auxquels on s'adonne pour avoir seulement l'impression d'exister ou pour compenser notre existence somme toute médiocre. Je me souviens, quand j'étais jeune, avoir éprouvé un engouement extraordinaire pour des philosophes que j'ai découverts bien tard, j'avais 19 ans. En lisant leurs ouvrages j'avais l'impression que l'horizon ou mon avenir qui se présentait sous un angle particulièrement sombre se dégageait soudain, c'était merveilleux, j'étais rempli d'espoir, je réalisais qu'il était possible d'interpréter le monde qui m'entourait d'une manière différente ou qu'il n'était pas vraiment ce qu'on m'en avait dit jusque là. C'était une découverte formidable qui allait m'encourager à explorer toujours plus ce nouveau monde qui en réalité était celui que j'avais quotidiennement sous les yeux sans le comprendre. Jusqu'au jour, deux ans plus tard, où parvenu à Hegel j'allais passer à Marx et Engels. En lisant Hegel j'eu l'impression d'avoir atteint la phase ultime, la quintescence d'un processus (l'idéalisme) que j'étais incapable de décrire, d'avoir atteint une limite sans pour autant être satisfait, j'avais conscience d'être en présence de quelque chose de grandiose, mais qui me semblait comme suspendu en l'air, Marx dira (en substance) la tête à l'envers ou qu'il suffisait de remettre à l'endroit ce que décrivait Hegel pour avoir une idée correcte du déroulement de l'histoire.

Je cherchais des réponses pratiques à mes questions, je cherchais à comprendre dans quel monde je vivais sans l'idéaliser après avoir pris conscience de ma profonde ignorance, et je ne pouvais pas me satisfaire à l'idée qu'il put être parfait d'une manière ou d'une autre, inconsciemment tout le travail que j'avais effectué en étudiant ces philosophes m'avait amené à la conclusion que les réponses à mes questions ne pouvaient pas être contenues dans des idées ou une simple disposition d'esprit, et que c'était dans les rapports (matériels) qu'entretenaient un certain nombre de facteurs qu'elles devaient figurer. Bingo ! Le matérialisme dialectique a bouleversé ma vie, jamais plus je ne devais interpréter le monde comme avant, petit à petit, car il faut du temps et beaucoup d'efforts pour prétendre l'appliquer à tous les domaines de l'existence, et encore à une échelle réduite, restons modeste.

Le matérialisme dialectique a cela d'extraordinaire, c'est qu'il vous oblige à observer ce qui se passe autour de vous, à tout observer ou écouter avant de penser ou parler, et qui dit observer dit essayer de comprendre, donc forcément dès lors qu'on s'astreint à cet exercice quotidiennement on progresse. Cela procure une satisfaction personnelle sans équivalent, intense, durable.

On en arrive à un niveau de conscience qui selon les moments ou notre condition physique consiste à être comme déconnecté de ce que l'on vit sans perdre le contact avec le présent, un peu comme si on possédait un don d'ubiquité ou qu'on se dédoublait pour être à la fois acteur et spectateur, et une fois détaché de soi-même notre attention se porte exclusivement sur le comportement de notre interlocuteur. Autrement, quand on se penche sur un sujet le même détachement se produit envers tout ce qu'on aurait pu en penser a priori en faisant référence à notre expérience qui s'efface totalement, on est ainsi totalement disponible ou réceptif aux faits qui nous sont soumis pour y réfléchir librement, on a acquis ce niveau d'indépendance ou de liberté qui nous permet de pousser notre analyse le plus loin possible. On fait l'expérience de la dialectique, on la vit littéralement et c'est un vrai bonheur. Comme tout état de conscience il n'est pas permanent, il peut tendre à le devenir de plus en plus, mais généralement il intervient de façon irrégulière, tout dépend de notre point de départ, de notre motivation notamment.

Cette démarche n'est en concurrence ou compétition avec aucune autre, on ne cherche pas à avoir raison à tout prix ou à détenir la vérité, mais simplement à comprendre. Pour la plupart des gens cet objectif est superflu, inutile, parce qu'ils n'en conçoivent pas la signification et la portée, ils vivent dans l'instant présent sans se poser d'autres questions, c'est le meilleur moyen de demeurer ignorant toute sa vie, de se pourrir la vie souvent ainsi que celle des autres parfois et c'est dommage.

Nul fétichisme dans le parti chez nous, si on doit aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience et à s'organiser autant que ce soit dans le cadre le plus favorable possible et dans une perspective politique qui se situe au delà du capitalisme, et si on estime que l'homme est capable du pire comme du meilleur, pourquoi ne pas lui fournir l'occasion de développer le meilleur, d'en tirer satisfaction et de s'en tenir là. On ne demandera à personne de sacrifier sa personnalité, au contraire il serait souhaitable qu'elle s'affirme pleinement, nous ne sommes pas contre l'individualisme ou le narcissisme du moment qu'ils sont orientés dans la bonne direction, l'expérience de chacun s'enrichit de celle des autres, donc nul dirigisme chez nous.

Le parti ne doit pas être une machine à laver les cerveaux ou destiné à les formater selon un stéréotype, à partir d'un idéal que nous partageons sincèrement, il doit aider chaque militant à s'en rapprocher le plus possible, ensuite chacun y parvient selon sa propre expérience ou son propre cheminement. Donc nul dogmatisme ou sectarisme chez nous, à partir de n'importe quel angle ou expérience on doit être en mesure de progression et de participer à cette grande oeuvre collective et humaniste que l'on sait par dessus tout légitime.

Le combat pour l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression, pour que chacun accède au bien-être autrement qu'au détriment des autres, que chacun puisse s'épanouir sans empiéter sur la liberté des autres, pour que la paix universelle entre les peuples ne soit plus une utopie, ces objectifs ou cet idéal n'a pas besoin de justificatif, leur justesse devrait suffire pour que des millions de travailleurs y adhérent ou les partagent, nous rejoignent, c'est seulement ainsi pour qu'on pourra conquérir le règne de la liberté.

Sans revenir sur la lutte des classes depuis 1945, si le parti avait occupé la place qui devait lui revenir dans notre combat, peut-être qu'on n'en serait pas à l'évoquer au conditionnel ou accessoirement à la fin d'articles comme poser là sans que l'on sache vraiment pourquoi. On n'est pas en mesure de peser ou d'inverser le cours des choses, on n'est pas en mesure d'imposer une défaite aux capitalistes ou au gouvernement, on n'est pas en mesure de les faire reculer ou de les affronter, on n'est même pas en mesure de défendre victorieusement une revendication politique ou collective, comment ne pas voir que notre combat confine à l'impuissance, que seule la construction du parti peut matérialiser la résistance des travailleurs dans la perspective de l'affrontement direct entre les classes, les rassembler, concrétiser l'espoir qu'une société meilleure et plus juste est possible, qu'il existe bien une alternative au capitalisme, le socialisme.

Combattre nos ennemis, démonter leur argumentation est nécessaire, et mener notre combat politique sur notre propre terrain l'est tout autant , indépendamment de ce que les uns et les autres peuvent en penser ou l'idée selon laquelle le parti serait un concept dépassé, tout comme le socialisme, en fait tout ce qui s'oppose à l'ordre établi devant lequel nous devrions nous soumettre ou avec lequel nous devrions composer, nous avons l'audace ou la prétention de continuer le combat pour changer la société et le monde à l'heure où la pire barbarie menace l'humanité entière.

On poursuivra demain si j'en trouve le temps, comment s'articule la question du parti et la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier.

J'ai écrit cet article en partie motivé par la dernière sortie de Juilen Dray (PS) et d'Emmanuelle Cosse (EELV).

- Dray (PS) et Cosse (EELV) jugent le "*système*" politique "*à bout de souffle*" - AFP

M. Dray au "*Grand rendez-vous*" iTélé-Europe 1-Le Monde a estimé "*D'abord et avant tout, on a un système qui est à bout de souffle*".

"*Je suis pour une VIe République qui donne sa place au parlement, c'est cette question des institutions qui doit être posée*", a fait valoir M. Dray.

Même constat pour Mme Cosse, secrétaire générale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV): "*Je crois que la Ve République est en train de montrer qu'elle est finie (...) elle n'est plus adaptée ni au temps politique ni à la question du dialogue*", a-t-elle expliqué au Forum de Radio J. Pour elle, "*aujourd'hui, il faut qu'on change de régime et renforce le parlementarisme*". AFP 07.09

Passons sur le fait que l'un et l'autre en ont profité pour voler au secours de Hollande, Dray allant jusqu'à affirmer : "*Attaquer François Hollande sur des convictions d'homme de gauche n'a aucun intérêt car ce n'est pas vrai*", alors que chacun sait que la gauche est une gigantesque imposture. Il est vrai qu'ils ont une telle conception de la gauche avec Valls, Macron, DSK, Lamy, Attali, etc. que même les banquiers peuvent s'en revendiquer, sans que Mélenchon ou Laurent n'y voient un problème.

A leur manière ils ont posé la question du pouvoir car elle est au centre de la crise du régime, elle concentre à elle-seule toutes toutes ses contradictions, qui nous pourront être résolues qu'en le renversant par une révolution prolétarienne ou l'avènement

d'une dictature associant l'extrême droite au pouvoir.

Je ne relaierai pas la sortie de Besancenot qui a appelé dimanche à une "*motion de censure dans la rue*" se livrant à une leçon de chose d'une médiocrité accablante qui fait honte à l'extrême gauche, jugez plutôt : "*Non, la situation n'est pas pré-révolutionnaire, mais pour l'instant, il y a des choses intermédiaires et les choses intermédiaires, c'est un mouvement de sédition, de révolte contre le gouvernement qui passe par des choses concrètes*", à croire qu'il n'avait pas grand chose à dire ! Pathétique.

En complément, la crise du régime s'exprime aussi de cette manière.

- Mélenchon exhorte les députés à cessez d'être des "*béni-oui-oui*" - L'Express.fr

- Pour Mélenchon, Hollande est un "*menteur et un fourbe*" - Francetv info

- « *Elle est où l'alternative ?* » demande Valls à Aubry - LeMonde.fr

Et encore, en désespoir de cause...

- Pour NKM, Sarkozy est «*capable de faire synthèse*» - LeFigaro.fr

- Estrosi appelle Sarkozy à « *reprendre la direction* » de l'UMP - LeMonde.fr

- À Nice, Estrosi et Raffarin font applaudir Sarkozy - LeFigaro.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Le gouvernement fait dans le poujadisme ou rameute les classes moyennes.

- Tabac: le gouvernement tente d'endiguer les achats transfrontaliers - AFP

- Valls a su trouver les mots pour rassurer les agriculteurs - AFP

Policier assassin. Aux Etats-Unis ? Non, à Paris.

- Paris: Un homme décède après une décharge de taser - 20minutes.fr

Manoeuvre électorale pour un coup de grâce.

- Portugal: le gouvernement lâche du lest sur l'austérité - AFP

Promesse de hausse du salaire minimum, coupes moins sévères dans les revenus des fonctionnaires et abandon de la réforme des retraites: le gouvernement de centre droit du Portugal desserre l'étau de l'austérité, à un an des élections législatives. AFP 08.09

Une ONG relais de l'OTAN.

- Amnesty International dénonce les crimes de guerre en Ukraine et l'ingérence de la Russie - LeMonde.fr

- Ukraine: Crimes de guerre et ingérence russe dans l'Est - 20minutes.fr

Des chercheurs d'Amnesty ont recueilli des informations sur des enlèvements, des cas de torture et des homicides par des séparatistes, ainsi que des tabassages. 20minutes.fr 06.09

Intox, propagande, conditionnement et désinformation.

- Les pays de l'Otan démentent la fourniture d'armes à l'Ukraine - Reuters

- Ukraine: Irina, pro-Kiev, torturée par les rebelles et tabassée par les habitants - AFP

- Les pays arabes sont d'accord pour «*affronter*» les djihadistes de l'Etat islamique - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment les néolibéraux s'y prennent pour s'emparer du pouvoir au Brésil.

- Le Brésil plongé dans un scandale de corruption en pleine campagne électorale - AFP

Un ex-haut dirigeant de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras a déclenché une tempête au Brésil en accusant, en pleine campagne électorale, une cinquantaine d'élus de la coalition au pouvoir d'avoir bénéficié d'un système de versements de pots de vins.

Détenu et inculpé dans le cadre d'une vaste dossier de blanchiment d'argent pour lequel il encourt 30 ans de prison, Paulo Roberto Costa, directeur du raffinage de Petrobras de 2004 a 2012, a livré à la police des dizaines d'heures de confessions explosives, afin de bénéficier d'une future réduction de peine.

Il a fourni aux enquêteurs une liste de noms de députés, sénateurs et gouverneurs auxquels Petrobras aurait versé des pots de vins, à l'occasion de l'attribution de marchés surfacturés à des prestataires de services.

Députés, sénateurs, gouverneurs: "*Tous les jours des politiciens venaient frapper à ma porte*", a-t-il confié aux enquêteurs selon les médias brésiliens.

Ces grands quotidiens brésiliens divergeaient sur le nombre de personnalités politiques dénoncées et assuraient que leurs noms étaient tenus secrets par les enquêteurs.

Mais l'hebdomadaire d'opposition Veja paru dimanche assure que l'ancien dirigeant de Petrobras a mis en cause des personnalités de tout premier rang.

Il cite le président du Sénat, Renan Carneiros, et le président de la chambre des députés, Henrique Alves, tous deux membre du Parti du Mouvement démocrate brésilien (PMDB, centre-droit), le principal allié parlementaire du Parti de travailleurs (PT, gauche au pouvoir), qui ont démenti.

Egalement cité parmi les bénéficiaires présumés de largesses illicites de Petrobras, le ministre de l'Energie, Edson Lobao, a démenti, assurant n'avoir eu que des "relations institutionnelles" avec l'ancien responsable de la compagnie.

Ce dernier a aussi cité selon Veja trois gouverneurs ou ancien gouverneurs, dont Eduardo Campos, le candidat à la présidence du Parti socialiste brésilien (PSB) qui est décédé en août dans un accident d'avion et a été remplacé par l'écologiste Marina Silva.

Ces révélations ont fait l'effet d'une bombe dans les états-majors politiques brésiliens, plongés en pleine campagne pour les élections générales du 5 octobre: présidentielle, législative, gouverneurs des Etat de l'Union et sénatoriales partielles.

Elles tombent au plus mal pour la présidente de gauche Dilma Rousseff, à la lutte pour combler son retard contre Marina Silva, donnée favorite du probable second tour de la présidentielle le 26 octobre avec sept point d'avance selon le dernier sondage.

Ces révélations rappellent le scandale d'achat de vote de députés par le PT au pouvoir sous le premier mandat du président Lula, connu comme Mensalao, qui a énormément nuit dans l'opinion à l'image du parti présidentiel.

Mme Rousseff a réagi avec prudence à ce tourbillon médiatique. Elle a dit attendre d'en savoir plus sur l'enquête avant de se prononcer et de prendre d'éventuelles mesures.

Même appel à la prudence de Marina Silva, après la mise en cause de son défunt allié Eduardo Campos. "*Le fait que Petrobras a investi dans l'Etat de Campos (quand il était gouverneur du Pernambouc, nord, NDLR) ne confère le droit à personne d'inscrire son nom sur une liste de personnes qui auraient commis des irrégularités*", a-t-elle déclaré.

Le candidat social-démocrate d'opposition à la présidence, Aecio Neves, troisième dans les sondages, a exigé des sanctions contre les coupables. Mais il a aussi appelé à faire "*très attention*" et à ne pas se lancer dans des affirmations tant que les détails de l'enquête ne seront pas connus.

M. Costa a expliqué aux policiers que les élus impliqués percevaient des commissions de 3% sur la valeur de contrats signés par Petrobras avec des prestataires, tout au long des années où il était en fonctions, soit pendant les deux mandats de l'ex-présidente Luiz Inacio da Silva et les deux premières années du mandat de son héritière politique Dilma Rousseff.

Les entreprises extérieures désirant conclure des marchés avec Petrobras, pour la construction de raffineries notamment, s'engageaient à rétrocéder une partie des sommes payées par le géant pétrolier à une organisation de blanchiment d'argent qui les répartissaient ensuite entre des élus de partis de la "*base d'appui du gouvernement*".

Costa est inculpé dans le cadre de l'affaire "*Lava Jato*" ("*Lavage express*"), qui a permis démanteler un réseau de blanchiment qui aurait lessivé jusqu'à 4,5 milliards de dollars.

Les ramifications de l'enquête ont conduit à Petrobras, déjà au centre depuis plusieurs mois de suspicions de malversations qui font l'objet d'une enquête parlementaire. AFP 07.09

- Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12) - legrandsoir.info 06.09

(Marina Silva est ex-membre du Parti des travailleurs (PT) et a été sénatrice avant de devenir ministre de l'Environnement du gouvernement Lula de 2003 à 2008. Candidate à l'élection présidentielle de 2010 pour le Parti vert du Brésil, elle arrive troisième avec près de 20% des voix. Après avoir échoué à créer son propre parti, elle rejoint en 2013 le Parti socialiste brésilien (PSB) et aurait occupé le poste de vice-présidente en cas de victoire du candidat Eduardo Campos pour l'élection présidentielle de 2014. Après la mort de ce dernier dans un accident d'avion le 13 août 2014, elle est désignée candidate du PSB.)

Il y a quelques semaines, Marina Silva a lancé sa candidature à la présidence du Brésil. Dans son programme, trois points se distinguent par leur importance : l'indépendance de la Banque centrale, une importance moindre donnée au Pré-sal et au Mercosur, ce dernier étant remplacé par des accords bilatéraux. Ces trois points ne sauraient être plus plus significatifs, car ils entrent directement en conflit avec les orientations des gouvernements de Lula et de Dilma. Les trois, ensemble, pointent sur un projet d'orientation nettement néolibérale.

L'autonomie de la Banque centrale est l'une des thèses les plus préconisées par les recettes néolibérales. Elle provoque l'affaiblissement de l'État et le renforcement du centralisme du marché, alors que cette indépendance de la politique monétaire est normalement l'oeuvre du gouvernement, qu'il applique à un modèle de développement économique inextricablement lié à la répartition du revenu. Retirer au gouvernement son contrôle de la politique monétaire et la laisser soumise à l'influence directe des acteurs du marché – en particulier du système bancaire privé – revient à déplacer la capacité de ce modèle à soumettre l'équilibre budgétaire à des politiques distributives, en se soumettant, au contraire, à la centralité de l'ajustement fiscal, recherché par le néolibéralisme.

Diminuer l'exploration du Pré-sal revient à jeter par-dessus bord la capacité du Brésil à s'affranchir en termes de politique énergétique, de disposer d'une grande quantité de ressources provenant de l'exportation, ainsi que de consacrer 7,5 % de ces ressources à l'éducation et 2,5% à la santé, conformément à une décision déjà adoptée par le Congrès.

Ce serait aussi une politique suicidaire en termes de développement technologique du Brésil, et diminuerait l'impulsion économique obtenue par les immenses demandes exigées par l'exploration du Pré-sal.

Ces positions se complètent – et gagnent leur plein sens – lorsqu'on examine ce que peut vouloir dire diminuer l'importance du Mercosur et développer des accords bilatéraux. Le MERCOSUR a signifié jusqu'ici la politique de priorité des accords régionaux face au Traité de libre-échange avec les États-Unis, prêché par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et bloqué par la victoire de Lula en 2002.

Minimiser l'importance du Mercosur, en réalité, signifierait nier l'importance de toute la gamme des instances d'intégration développées et créées ces dernières années : la Banque du Sud, le Conseil sud-américain de la défense, l'Unasur, la Celac, ainsi que les Brics et leurs accords nouvellement établis, qui comprennent la Banque de développement et le Fonds de réserves de soutien aux pays ayant des problèmes de devises.

Le programme ne dit pas clairement de quel type d'accord bilatéral il s'agit, mais il est à craindre que ce soit, surtout, des accords avec les États-Unis et les pays centraux du capitalisme. Il sera alors impossible au Brésil de continuer dans le Mercosur, et aboutira, peut-être, à une rupture totale du pays avec tous ces organismes et une réinsertion radicale et subordonnée à la sphère des États-Unis, avec toutes les conséquences régionales et mondiales que cela suppose.

Il ne fait aucun doute que la forme de l'affrontement électoral a changé, avec la polarisation autour de Marina Silva et de Dilma Rousseff, mais le contenu reste le même : continuité du gouvernement postnéoliberal du PT ou retour à un projet

néolibéral, maintenant déguisé de quelques – assez peu – oripaux et déclarations écolos (Marina a déjà déclaré qu'elle n'a jamais été contre les cultures transgéniques) ou un prétendu renouvellement de la politique, au-dessus des partis et de la polarisation gauche-droite, tout en regroupant à droite toute derrière elle.

C'est un vrai cadeau pour la droite brésilienne et pour les États-Unis, qui étaient près de voir leurs candidats et ses thèses éliminées une fois de plus. Le monopole privé des moyens de communication – le véritable parti de la droite – sans doute obtiendrait une grande victoire, dans le cas où sa nouvelle candidate parviendrait à vaincre le gouvernement du PT – objectif unique, par n'importe quel moyen, de la droite brésilienne et de Washington. C'est ce qui est en jeu maintenant au Brésil.

Marine indique clairement la nature de son projet par ses positions, mais également en regroupant dans la coordination de sa campagne électorale des noms connus du néolibéralisme : Andre Lara Resenda, ancien ministre des gouvernements Collor de Melo et Cardoso ; Giannetti da Fonseca, notoire idéologue néolibéral, et Neca Setubal, héritière de la Banque Itaú, l'une des plus grandes banques privées brésiliennes. Avec ces positions et cette équipe, l'ex-leader écologiste Marina Silva se convertit pleinement au néolibéralisme. legrandsoir.info 06.09

Haut de page

Le 9 septembre 2014

CAUSERIE

Qu'est-ce que le girotondini en Italie?

- Nom des participants aux mouvements de « *girotondo* » (ronde ou farandole), formés en 2002 dans les plus grandes villes italiennes, au nom de la défense des principes de démocratie et légalité. Le terme vient du fait que le mouvement commença à manifester en faisant des rondes autour des sièges d'institutions et services publics jugés à risques et donc à défendre.

Ils sont généralement considérés comme des mouvements « *de gauche* » par leur forte opposition à la politique du gouvernement de l'époque, présidé par Silvio Berlusconi. Maintenant que le gouvernement est présidé par Matteo Renzi, du Parti "*démocratique*", ils ont disparu. (« *L'Italie est en guerre : et la dépense militaire augmente* », par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 08.09)

Tiens donc, alors que Renzi poursuit la politique de Berlusconi les mouvements de « *girotondo* » ont disparu, il faut donc en conclure que ces mouvements n'étaient pas plus de gauche que vous et moi serions de droite.

Renzi ou Hollande de gauche, grotesque, qui y croit à part ceux qui y ont intérêt ou des crétins, ceux qui sont inféodés au régime en place ou le représentent, pas la majorité des travailleurs en Italie comme en France.

La gauche est une escroquerie politique.

Que l'espoir renaisse et notre ennemi sera vaincu.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, partant de là le riche méprise le pauvre et il n'y a absolument aucune raison pour que ses représentants soient animés de meilleures intentions envers les pauvres, tout discours qui tendrait à prouver le contraire n'est qu'imposture partant de là.

Ce qui est extraordinaire, c'est que la plupart des gens l'ignorent ou le contestent, comme quoi leur ignorance est plus profonde encore que celle qu'on leur prête. Ne parlons pas de leur inconsistance puisque ce constat en fait des êtres irresponsables, incapables de prendre la mesure des conséquences de leurs actes ou pensées ou d'en tirer des leçons pour en êtreconscients, du reste aussi.

Le capitaliste est un voleur, il s'enrichit par le vol, il augmente son pouvoir par le vol, son statut peu enviable ou acquis malhonnêtement lui permet de dicter le sort du reste de la population sans que personne ne trouve à y redire, comme quoi la population est faible et fort ignorante.

C'est le voleur qui installé au pouvoir fait la pluie et le beau temps, la loi, dicte la morale, décrète les guerres, et la majorité de la population considèrera qu'il est légitimite de le laisser agir de la sorte, sans se demander d'où il tient sa légitimité, comment il l'a obtenue, qui lui a accordée.

La plèbe se montre volontiers tolérante envers ceux qui la gouvernent ou détiennent le pouvoir, aussi sera-t-elle portée à

l'être beaucoup moins envers ceux qui croupissent dans les bas-fonds de la société, relégués au rang de déchets d'une société basés sur un déni de justice.

Chacun s'accorde à ne voir que sa propre condition ou ses propres intérêts individuels en espérant qu'elle ne se détériorera pas ou s'améliorera par on ne sait quel miracle en dehors de toute analyse rationnelle, comme quoi si la population ne croule plus sous le joug de l'obscurantisme et de la superstition qui prévalaient sous l'Ancien régime, pour autant elle continue de les subir et en fait la démonstration quotidiennement.

L'immense majorité des travailleurs n'étant pas organisés ou ne participant pas au combat politique, ils sont amenés à subir sans réagir au sort qui leur est réservé, en deux mots ils se laissent vivre ou prennent les choses comme elles viennent, ils profitent des avantages que leur concède la société et ils encaissent les inconvénients qu'elle leur impose, qui seraient le fait de la fatalité à défaut d'en connaître l'origine.

On baigne en pleine inconscience, il faut en convenir. Ce n'est pas porté un jugement, c'est uniquement un constat, froid, violent comme peut l'être la réalité qu'on s'emploiera à regarder en face. Cela ne concerne pas uniquement les couches les plus arriérées du prolétariat, mais l'ensemble des couches des masses exploitées, travailleurs manuels et intellectuels confondus.

C'est effrayant quelque part car pendant ce temps-là les dirigeants du vieux monde fomentent de nouvelles guerres qui risquent également de les broyer un jour, ils n'auront rien vu venir, rien compris à ce qui se tramait, une fois de plus, mais à un degré beaucoup plus insoutenable, ils subiront le sort qui leur a été réservé par ceux qui les gouvernent, plus triste, plus sombre, dramatique, effroyable.

Dans bon nombre de pays, des peuples qui se croyaient à l'abri de pareille infortune le vivent actuellement, cruellement, tandis que d'autres en sont sortis il y a peu ou depuis quelques décennies totalement ravagés par les destructions et les souffrances qu'ils ont subies.

L'histoire se répète, la souffrance se déplace mais revient un jour frappé à la porte, la fracasse violemment au moment où on s'y attendait le moins ou parce qu'on ne voulait pas y croire. Une apparente sérénité ou la paix ne peuvent être que des états passagers plus ou moins longs dans un monde gouverné par l'inconscience et l'ignorance, l'insouciance de peuples évolués qui ne parviennent pas à comprendre que leur situation n'est pas acquise pour l'éternité et qu'un jour ou l'autre ils auront à partager le malheur des autres peuples moins évolués et plus défavorisés qu'eux, que la roue de la fortune n'a pas cessé de tourner pendant qu'ils sombraient dans une sorte d'état cataleptique, et que l'infortune pourrait leur échoir à nouveau sans qu'ils n'aient rien demander, et c'est bien là leur tort, n'avoir rien fait pour exiger de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste, de telle sorte qu'un tel malheur leur soit épargné ainsi qu'à leurs enfants ou les générations à venir.

Concevoir qu'une autre société, qu'un autre monde est possible, que la folie meurtrière, la barbarie qui s'empare des gouvernants du vieux monde n'est pas une fatalité, qu'il est possible de les vaincre, de s'en débarrasser définitivement doit germer à nouveau dans la tête de chaque travailleur ou militant, doit y pénétrer profondément, car c'est le seul espoir de s'en sortir, de mettre fin à ce cauchemar, de trouver la voie pour s'emparer du pouvoir politique, pour régler la question du pouvoir afin d'extirper le mal à la racine, empêcher qu'une minorité puisse imposer son pouvoir à la majorité, décider à sa place de son destin, confisquer son pouvoir au profit de la majorité, à la démocratie de triompher dès lors qu'elle s'attaquera à l'origine des inégalités et des injustices, proclamera illégale et illégitime la détention par quiconque des moyens de production des richesses et décrètera qu'ils sont dorénavant le bien commun ou collectif, la propriété de l'ensemble des producteurs des richesses, des travailleurs manuels et intellectuels qui coucourent par leur travail à la satisfaction des besoins matériels ou sociaux, à la réalisation des aspirations de chacun, participent à l'organisation de la production et de la société, et que les parasites, la vermine qui jusqu'à présent extorquaient aux travailleurs l'essentiel des richesses qu'ils produisaient, vivaient à leurs crochets, les exploitaient et les opprimaient, n'a plus sa place dans cette nouvelle société basée sur la justice sociale et non les privilèges une fois abolis, une République sociale.

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

- Etats-Unis: le Trésor plaide pour une loi contre les délocalisations fiscales - Reuters

- À Harvard, l'écart de richesse aux États-Unis jugé "*pas tenable*" - Reuters

Au Conseil constitutionnel des "***sages***" veillent.

- Sarkozy visé par une nouvelle affaire autour d'un fonds d'investissements - L'Express.fr

- Vols de Sarkozy: l'avocat général requiert la validation des investigations - AFP

Il vaut mieux y réfléchir à deux fois.

- Délai de l'UE pour les nouvelles sanctions contre Moscou - Reuters

- Ukraine: pas d'accord sur les sanctions, réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'UE - AFP

- La Russie répliquera à toute nouvelle sanction, dit Medvedev - Reuters

Terrorisme d'Etat. Mimétisme.

- Kerry au Moyen-Orient pour consolider une alliance internationale contre l'EI - AFP

- Le Drian: «*Nous devons agir en Libye et mobiliser la communauté internationale*» - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Israël

1.1-Emeutes à Jérusalem-Est après la mort d'un Palestinien - Reuters

Des heurts ont éclaté dimanche dans un quartier de Jérusalem-Est après l'annonce de la mort d'un jeune Palestinien blessé quelques jours plus tôt par la police israélienne.

Aux jets de pierres et de cocktails Molotov des manifestants rassemblés à Wadi al Djoz, un quartier proche de la vieille ville, les forces anti-émeutes ont riposté par des tirs de balles en caoutchouc. L'affrontement a duré plusieurs heures, mais aucune victime n'a été signalée.

Mohamed Sinikrot, qui était âgé de 16 ans, a succombé à une blessure à la tête contractée il y a une semaine dans des circonstances incertaines, lors d'une manifestation.

Son père assure qu'il a été blessé par une balle en caoutchouc. Selon la police, il a été touché à une jambe par un tir de flashball alors qu'il s'enfuyait et s'est blessé à la tête en tombant.

Son corps a été transporté à Tel Aviv pour y être autopsié et le ministère israélien de la Justice a ouvert une enquête.

Des Palestiniens se sont par ailleurs attaqués à une station service dans un quartier juif de Jérusalem-Est voisin du leur. Ils ont endommagé les pompes et ont tenté d'incendier la boutique de la station, rapporte la police.

Des émeutes d'une violence sans précédent depuis la fin de la seconde Intifada (2000-2005) ont lieu régulièrement à Jérusalem depuis la mort en juillet d'un jeune palestinien vraisemblablement assassiné en représailles à l'exécution de trois israéliens enlevés en Cisjordanie.

Elles ont toutefois été éclipsées par les affrontements armés qui ont fait rage pendant sept semaines dans la bande de Gaza, en juillet et en août. Reuters 08.09

1.2- Deal Israël/Abbas: Cisjordanie en contrepartie du Sinaï - french.irib.ir

C'est la proposition d'Israël et d'Al-Sissi aux Palestiniens...

La Radio de l'armée du régime sioniste a prétendu que le président égyptien a proposé au président de l'Autorité

autonome palestinienne de leur remettre des parties du Sinaï pour former l'Etat palestinien en contrepartie de leur renoncement à la Cisjordanie et des frontières 1967. Les sources israéliennes ont annoncé que lord de la récente visite de Mahmoud Abbas en Egypte, Abdel Fattah al-Sissi lui avait proposé un projet qui était déjà évoqué dans le passé (1956). Selon ce rapport, et d'après les prétentions des sources israéliennes dont « Radio de l'armée d'Israël », Al-Sissi avait proposé de renoncer à l'appartenance palestinienne de la Cisjordanie et au retour aux frontières occupées en 1967 en contrepartie de l'octroi du désert de Sinaï aux Palestiniens et de son annexion à Gaza. Lors d'une rencontre avec Mahmoud Abbas, Abdel Fattah al-Sissi lui a proposé de remettre à l'Autorité autonome 1600 km² du désert de Sinaï, avoisinant Gaza afin qu'ils puissent former un Etat palestinien, qui serait cinq fois plus grand que la bande de Gaza et en contrepartie, l'Autorité autonome renonce à sa demande du retrait d'Israël des frontières de 1967. Al-Sissi a aussi proposé que les réfugiés palestiniens seraient autorisé à s'installer dans ce nouveau Gaza, qui serait exempt d'armes.

D'après ce rapport, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu est au courant de ce projet et Washington en a aussi donné son feu vert, or il semblerait que Mahmoud Abbas l'a rejeté. Le site web qatari Al-Jazeera qui a divulgué cette information, a appelé ce projet « *le nouveau chapitre des trahisons d'Egypte* ». « *Mahmoud Abbas en rejetant la proposition d'une haute autorité égyptienne quant à transformer une partie du Sinaï à un nouveau Gaza et au renoncement des territoires occupés en 1967, a suscité un grand tapage en Egypte*", toujours d'après le site web qatari Al-Jazeera, qui réitère que ce projet, déjà été évoqué en 1956, stipulait que 1600km² du désert de Sinaï, à proximité de Gaza soient annexés à la bande de Gaza, afin que l'Etat indépendant palestinien y soit instauré et cela en contrepartie de la Cisjordanie. Mahmoud Abbas a annoncé, lors d'un discours devant les hauts cadres du Fatah à Ramallah qu'il avait rejeté la proposition d'une haute autorité égyptienne sans la nommer, comme il ne peut pas accepter la séparation de la Cisjordanie de Gaza. Toujours d'après Al-Jazeera, pour l'heure, en Egypte, les milieux proches du gouvernement c'est-à-dire du président Al-Sissi, accusent l'ex-gouvernement autrement dit les Frères musulmans et Mohamed Morsi (qui avait de bonnes relations avec le Hamas) de trahison et de mise à vente du Sinaï tandis que d'autres estiment que cette trahison se fait aujourd'hui par le régime Al-Sissi.

Mahmoud Al-Qalavi, membre de l'Union mondiale des Oulémas musulmans a déclaré à ce sujet que les propos de Mahmoud Abbas montrent que la proposition de l'Egypte a été faite tout récemment par le régime actuel et dans la foulée de la montée d'Al-Sissi. D'autre part, le stratège égyptien, le général Sameh Saif al-Yazel, est d'avis que le régime de Morsi a vendu 40% du Sinaï pour 8 milliards de dollars. french.irib.ir 08.09

3- Arabie Saoudite

- En Arabie Saoudite, 900km de barrière anti-djihadiste - L'Express.fr

L'Arabie Saoudite a achevé vendredi 5 septembre de clôturer sa frontière nord. Séparant désormais l'Irak de l'Arabie Saoudite, cette barrière high-tech mesure 900km de long et va de la ville d'Hafar al-Batin à Turraif dans le nord du pays.

La construction est ambitieuse et les chiffres donnés par l'agence de presse officielle sont impressionnants. La clôture mesure actuellement 900 km, occupe 3397 soldats, huit postes de commande, 32 centres de réponse rapide, trois escouades d'intervention rapide, 38 portes, 78 tours de surveillance, 50 radars et 1450 kilomètres de fibre optique en réseau. Le gouvernement saoudien a chargé EADS de construire cette barrière high-tech, ce contrat a été étendu à l'ensemble des frontières pour 2,2 milliards d'euros en 2009. L'Express.fr 08.09

ECONOMIE

Chine

- Excédent commercial record de la Chine en août - Reuters

Les exportations chinoises ont augmenté plus que prévu en août tandis que les importations reculaient de façon inattendue, portant l'excédent commercial de la Chine à un record pour le deuxième mois de suite.

L'excédent du commerce extérieur s'est établi à 49,8 milliards de dollars, selon les chiffres des douanes publiés lundi. Reuters 08.09

Haut de page

Le 10 septembre 2014

CAUSERIE

Notre espoir, c'est vous !

Certains doivent peut-être penser que nos chroniques ou la ligne politique que nous défendons serait coupée de la réalité. De quelle réalité s'agit-il ?

Celle dont nous abreuvent du matin au soir les médias aux ordres, de l'agenda du gouvernement ou du Medef, des institutions sur lequel tous les partis et syndicats se calent en choeur à défaut d'être indépendants. Effectivement si c'est de cela dont il s'agit nous en convenons, ce n'est pas notre tasse de thé, nous le revendiquons, nous faisons une autre analyse de la situation, indépendante, à partir de la situation, qui nous permet de poser la question du pouvoir, qui produit les richesses, qui doit gouverner, qui doit détenir le pouvoir politique, qui doit décider dans quelle direction doit s'orienter la société...

Contrairement aux apparences, parce que nous traitons quotidiennement l'actualité économique, sociale et politique, à aucun moment nous ne perdons de vue l'objectif pour lequel nous combattons, prendre le pouvoir, changer la société, faire en sorte que de plus en plus de travailleurs ou militants soient convaincus que cela demeure possible et que c'est le seul combat qui finalement mérite d'être mené jusqu'au bout.

Notre devoir devrait être d'insuffler cet espoir à tous les travailleurs que nous croisons ou avec lesquels nous discutons pour qu'il s'incruste profondément dans leur cerveau et ne le quitte plus. Pourquoi ne le faisons-nous pas, pourquoi ? Parce qu'on n'y croit pas soi-même. Pourquoi ne trouvons-nous pas les moyens de leur faire partager ? Même réponse. On croit avoir les réponses à toutes les questions que nous nous posons, alors qu'en réalité ce sont les travailleurs qui en détiennent une grande partie, encore faudrait-il avoir confiance en eux. Or ne pas avoir confiance en eux, c'est se priver de l'une des conditions déterminantes sur lesquelles repose le socialisme, qui pour cette raison est condamnée à demeurer une utopie, une merveilleuse utopie comme disait je ne sais plus qui. A nous de savoir si nous voulons qu'il passe du stade de l'utopie à celui de la réalité, si on décide de s'en donne les moyens ou non.

Vous aurez remarqué que certains opposants au capitalisme ou à l'impérialisme produisent de très beaux articles, très intéressants, des analyses qui répondent à certaines questions et nous font gagner du temps, c'est pour ces raisons que nous les mettons en ligne, mais débouchent-ils sur une perspective politique, déterminent-ils les moyens pour qu'elle se réalise, qui devraient en être les acteurs principaux, à toutes ces questions ils n'apportent aucune réponse ou ils nous renvoient aux institutions que justement nous devons renverser ou avec lesquelles nous devons rompre impérativement pour mener notre combat jusqu'au bout, changer la société et le monde. Aucun ne fait le liens avec les enseignements de la lutte des classes du passé, comme si elle n'avait jamais existé ou serait un facteur secondaire, la classe dominante devant demeurer éternellement au pouvoir car la classe dominée serait incapable de l'assumer.

C'est le discours que tiennent tous les intellectuels qui peuvent avoir acquis un niveau de connaissance remarquable et dont la plupart sont sincères, mais auxquels il manque toujours un petit quelque chose pour comprendre le développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, qu'ils identifient au stalinisme et que partant de là ils refusent d'étudier sérieusement. Ils sont figés dans un schéma où s'opposent les différents impérialistes (blocs) sans en comprendre l'origine qui remonte aux fondements du capitalisme. Ils décrivent en détail les méfaits du capitalisme, ils s'étendent volontiers sur les conséquences dramatiques qui en découlent pour tous les peuples qui découleraiient selon eux d'un ou plusieurs facteurs subjectifs, pour faire bref disons que les malheurs du monde seraient dû à une poignée de capitalistes particulièrement avides de richesses, cupides et cyniques, qui ayant acquis une telle fortune et un tel pouvoir dicteraient leur volonté au reste du monde, qu'ils suffiraient de les mettre au pas ou de les ramettre à leur place pour qu'à nouveau le capitalisme puisse jouer un rôle progressiste dans l'histoire, pour que les institutions financières et politiques internationales qu'il a créées jouent enfin leur rôle au service des peuples ou de l'ensemble de l'humanité, pour qu'une autre politique soit possible, pour que les politiques d'austérité ou d'ajustement structurel soient abandonnés au profit d'une politique synonyme de progrès social et de paix. Bref, nos braves capitalistes touchés par la grâce décideraient volontairement d'abandonner leurs prérogatives et leurs privilèges, de partager le pouvoir et leurs richesses afin que chaque homme ou femme, chaque citoyen, chaque travailleur puisse s'épanouir et nager dans le bonheur, amen.

Sauf que voilà les choses ne peuvent pas se passer de la sorte. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'à la base elles ne se présentent pas ainsi, la réalité ne correspond pas à ce qu'ils décrivent, car ils ne tiennent pas compte d'un certain nombre de facteurs et rapports objectifs qui sont incompatibles ou qui entrent violemment en contradiction avec le tableau idyllique qu'ils dressent et qui relève du romantisme que pourrait éprouver un collègien. Ce qu'ils évacuent ou occultent ce sont les lois inhérentes au fonctionnement du capitalisme qui ont accompagné son développement depuis son avènement jusqu'à nos jours, qui sont indissociables de son existence et donc de sa survie, et la politique néolibérale que ces intellectuels brocardent n'est pas le produit de la volonté de quelques dangereux psychopathes - même s'ils le sont en réalité - mais la traduction de ces lois qui puisent leur existence à l'origine des contradictions du capitalisme, dont les inégalités sociales sont le fondement, la pierre se laquelle repose tout l'édifice du capitalisme, d'où la nécessité pour les capitalistes de la protéger, de la renforcer, ce qui se traduit par l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté dans le monde, sans cesse de nouvelles guerres, car il nous faut envisager le capitalisme à l'échelle mondiale pour comprendre comment il fonctionne et comment il parvient à se maintenir en vie.

Si on devait vulagariser l'une des contradictions essentielles du capitalisme pour en rendre la compréhension accessible au plus grand nombre, on dirait que cela coûte de plus en plus cher au capitaliste pour produire des marchandises, tandis que le profit que renferme ces marchandises est en droit d'en attendre ou qu'il se mettra dans la poche ne cesse de baisser, d'où la nécessité pour lui de produire toujours plus pour augmenter globalement son profit, rentabiliser son investissement dont le coût ne cesse d'augmenter au fil du temps. Dit autrement, là où hier il investissait 100 pour gagner 10, il doit dorénavant investir 10000 pour gagner 1, c'est donc uniquement dans le volume qu'il s'y retrouve ou peut continuer de s'enrichir. Il est pris dans une spirale infernale dont il ne peut pas s'extraire, c'est impossible, qu'il le veuille ou non il n'a pas le choix.

On voit donc ici que ce processus n'est pas déterminé par la volonté du capitalisme, mais qu'il est le produit des lois du capitalisme auxquelles le capitaliste doit s'adapter s'il ne veut pas disparaître. Et de nos jours, c'est le néolibéralisme qui incarne ces lois. Donc prétendre se séparer du néolibéralisme sans liquider le capitalisme, cela revient finalement à laisser ces lois continuer de s'appliquer, c'est du domaine de l'illusionnisme, du charlatanisme ou une escroquerie politique.

Le plus beau dans cette affaire, c'est qu'il y a des intellectuels qui décrivent minutieusement ce processus, qui le connaissent parfaitement, et qui malgré tout dans leurs analyses politiques et leurs conclusions n'en tiennent pas compte. Pourquoi ? Parce qu'il ne suffit pas de décrire ce processus qui conduit à l'effondrement du capitalisme ou à la barbarie, faut-il encore comprendre ou prendre en compte les facteurs qui ont accompagné le développement du capitalisme tout au long de son histoire jusqu'à nos jours, le développement des forces productives et la lutte des classes, la société actuelle ou le monde étant la combinaison des rapports entre ces deux facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans le progrès réalisé par la civilisation humaine au cours des deux ou trois siècles antérieurs.

Or, ils ne les comprennent pas ou ils refusent d'en tenir compte. Eux aussi ils font dans le déni qu'ils reprochent à ceux qui nous gouvernent. Au pire quand ils prennent en compte le facteur des forces productives, c'est pour prôner la décroissance, et quant à la lutte des classes ils l'occultent totalement ou la méprisent parce qu'ils sont incapables de concevoir que seules les masses exploitées ont pour tâche historique de liquider le capitalisme et émanciper l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ils lui refusent la capacité de réaliser cette tâche qui devrait revenir à on ne sait qui au juste, à personne en dehors des capitalistes eux-mêmes ou leurs représentants, ce qui signifie qu'au fond d'eux-mêmes il n'existe aucune alternative au capitalisme, ce qui explique qu'ils s'en accommodent, ils cherchent comment il serait possible de le réformer ou de le rendre plus supportable, pour lui faire jouer un rôle qui s'avère incompatible avec sa nature.

Etre socialiste ou marxiste leur répugne. Pour nous c'est un honneur. Cette attitude tient de l'infantilisme d'enfants gâtés à leur niveau, pour employer la terminologie de Reich, de la désagrégation schizoïde, du repli sur soi au lieu de s'ouvrir à l'immense masse des exploités qui seuls ont le pouvoir de changer la société et le monde.

Après ce long aparté que j'ai rédigé plus tard et inséré dans cet article, revenons au socialisme.

Ce n'est certainement pas en se contentant de commenter l'actualité qu'on y parviendra ou en ne sortant pas du cadre institutionnel dans lequel on voudrait nous enfermer et dans lequel se cantonnent les uns et les autres, mais en défendant nos propres convictions, en proposant aux travailleurs et aux militants de partager notre idéal qui se situe au delà du capitalisme.

Ramper, courber l'échine, ployer sous de multiples humiliations quotidiennes, gémir en silence dans son coin sur son triste destin n'améliorera jamais votre sort pas plus que refaire le monde entre quatre murs. Nos convictions ne tiennent pas d'une tendance mégalomaniaque ou ne sont pas le produit de frustrations répétées qui se seraient transformées en névrose obsessionnelle, non, elles reposent simplement sur le fait que les besoins ou aspirations des exploités et des opprimés, des prolétaires du monde entier sont parfaitement légitimes, que le seul fait d'exister se passe de justification, et que partant de là rien ne peut leur être opposé, qu'il n'existe rien de supérieur, surtout pas la prétention d'une infime minorité de privilégiés de concentrer les richesses entre leurs mains.

Demain ou une autre fois, on abordera le même sujet sous un autre angle, notre conception du droit et de la justice qui entre violemment en contradiction avec l'ordre établi qui les foulent aux pieds.

Nos droits sont indissociables de notre appartenance à une classe sociale déterminée, ce qui nous ramène une fois de plus aux inégalités et aux fondements du capitalisme. Le droit du capitaliste, du puissant, repose sur un déni, la négation du droit de l'exploité, du faible, c'est une imposture. A suivre.

Les imbéciles utiles. La propagande de l'OTAN relayée par le NPA.

- Troupes russes, hors d'Ukraine ! - Mardi 9 Septembre 2014

L'intervention militaire de la Russie dans l'est ukrainien, en soutien aux séparatistes de Novorossiya1, ne fait plus aucun doute. Avant, elle avait pris la forme de livraisons d'armes et de blindés, auxquelles s'ajoutait l'envoi de centaines de « *volontaires* ». Désormais, les troupes régulières russes participent directement aux opérations.

(...)

N'en déplaise à ceux qui dans la gauche française se font les porte-voix de la propagande poutinienne, présentant le conflit comme opposant de pauvres russophones opprimés à des nazis ukrainiens manipulés par la CIA, l'agresseur est bien la Russie.

La situation évolue chaque jour davantage en une guerre d'agression d'un grand Etat aux visées hégémoniques contre un pays plus faible qui défend son indépendance nationale. C'est pourquoi la première exigence est celle du retrait des troupes russes et de l'arrêt de l'intervention militaire de Moscou, conditions préalables à toute solution démocratique. (http://www.npa2009.org/idees/troupes-russes-hors-dukraine)

Le NPA, ces braves anticapitalistes, ces révolutionnaires, ces soi-disant trotskistes se font ainsi les porte-parole, les instruments de la pire réaction.

Les travailleurs organisés ou non qui ont lu tout ou partie des plus de 300 articles que nous avons mis en ligne sur l'Ukraine doivent se dire qu'au NPA leurs dirigeants ne lisent pas ou ne savent pas lire, qu'ils sont totalement sous l'influence de l'OTAN ou des Etats-Unis. Nous leur répondons très simplement : Ne soyez pas surpris ou choqués, vous avez sous les yeux la véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire du NPA. Que dire d'autres ?

Camarades, prenez vos jambes à votre cou, fuyez en courant ce parti qui dessert la cause pour laquelle il prétend combattre. Le NPA se trompe de camp, ne l'imitez pas.

ACTUALITE EN TITRES

Une formalité, sauf accident.

- Vote de confiance : les députés PS frondeurs vers une "abstention collective" - Francetv info

- Cécile Duflot ne votera pas la confiance au gouvernement Valls - Reuters

Le vote doit se dérouler le 16 septembre à l'Assemblée nationale. Il faudrait d'autres défections dans les rangs du PS et qu'aucun député EELV vote la confiance au gouvernement Valls pour qu'il soit mis en minorité, et si un tel risque existait, certains députés de l'UMP et de l'UDI s'abstiendraient au lieu de voter contre.

Les sujets qui concerneront l'aristocratie ouvrière et ceux qui représentent ses intérêts, les trade-unionistes.

- Réunion sur le pacte de responsabilité: une "opération de com'" pour FO - AFP

Opposées au pacte, FO et CGT doivent cependant participer à la rencontre. AFP 09.09

Participer, c'est collaborer.

- Grève à Air France : les clients invités à reporter leur voyage - LeParisien.fr

- Deux syndicats d'inspecteurs du permis appellent à une grève illimitée - Liberation.fr

- Rapport de l'OCDE: «Il faut des incitations financières énormes» pour les enseignants français - 20minutes.fr

Pas besoin pour qu'ils adoptent l'idéologie de la classe dominante...

- Les augmentations de salaires resteront faibles en 2015 - AFP

- Nouvelle baisse du niveau de vie des Français en 2012 - Reuters

L'amélioration du niveau de vie des travailleurs s'est réalisée au détriment d'autres travailleurs dans le monde et de l'élévation de leur niveau de conscience politique, nous ne voyons pas dans ces conditions pourquoi nous devrions encourager la poursuite d'un tel processus...

Leur société vous inspire quoi ?

- 70 000 personnes hospitalisées pour des tentatives de suicide chaque année - L'Express.fr

Si 10 000 personnes se donnent la mort chaque année, elles sont sept fois plus nombreuses à être hospitalisées pour des tentatives de suicide (TS), selon un rapport rendu public mardi. lexpress.fr 09.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Le retour... sur la pointe des pieds.

- Présidence de l'UMP : Sarkozy candidat - leparisien.fr

L'ancien chef de l'Etat a pris sa décision et veut donc reprendre la présidence du parti, pour briguer l'Elysée en 2017. C'est ce que l'ex-président de la République a confirmé à ses proches et à quelques amis politiques quelques jours après son retour de vacances. leparisien.fr 09.09

Aucune agence de presse, aucun autre média n'a relayé cette information, ils sont bien trop occupés à soutenir Hollande et son gouvernement. Il ne faudrait pas qu'il tombe.

Sur le coup sa démarche fait penser à Bonaparte ou plutôt à Napoléon III.

Car en effet, il a toutes les chances d'être élu en 2017 s'il doit affronter M. Le Pen au second tour. Malgré toutes les casseroles qu'il se trimballe ? Pourquoi pas, il aura beau jeu d'expliquer que finalement ce n'était que de vulgaires procès d'intention et que jusqu'à preuve du contraire dans aucune affaire dans laquelle il a été impliqué ou cité il n'a été reconnu coupable ou condamné, c'était donc qu'il était innocent et victime d'une cabale de ses adversaires et le tour est joué.

La collusion d'intérêt entre le parquet, les juges et le pouvoir politique est totale, s'il peut encore servir, il faut qu'il soit en ordre de marche, tel le veut les dirigeants de la classe dominante. Et puis les médias qui lui sont acquis ne sont pas à un volte-face près.

Et quant à son bilan, Hollande aura prouvé qu'il pouvait faire pire encore, une aubaine.

Le ministre de la guerre est satisfait. Vive la guerre !

- France: l'industrie française de l'armement se porte bien à l'exportation - AFP

Selon les résultats du secteur présentés mardi à Bordeaux (sud-ouest) par le ministre socialiste, les commandes nouvelles d'armements à l'exportation ont grimpé de 43% en 2013, à 6,87 milliards d'euros.

Pour Jean-Yves Le Drian, les opérations militaires "*nombreuses, difficiles*" dans lesquelles la France est engagée, notamment en Afrique, "*font pleinement partie de cette dynamique*" des exportations, en démontrant "la puissance et la fiabilité" du matériel issu de l'industrie de défense.

Les entreprises de défense ont contribué en moyenne à 24% du total des exportations françaises sur la période 2010-2013, "*en prenant en compte les exportations civiles et militaires*", selon les chiffres du ministère.

La forte progression des prises de commandes repose en particulier sur d'importants contrats passés avec l'Arabie saoudite, qui redevient le premier client de la France, "*avec plus de 1,9 milliard d'euros de contrat entrés en vigueur en 2013*".

Selon une étude d'impact réalisée par le ministère, le conseil des industries de défense (Cidef) avec le cabinet McKinsey & Co, environ 40.000 emplois en France sont concernés par les ventes d'armes à l'exportation, auxquels s'ajoutent 10.000 emplois indirects chez les fournisseurs.

"*Dans une France frappée par le chômage et menacée de désindustrialisation, ces 50.000 emplois sont d'une importance vitale*", a souligné M. Le Drian.

Sans les exportations d'armements, "le déficit de la balance commerciale aurait été de 5 à 8 points plus élevé chaque année" sur la période 2008-13, selon cette étude.

Le ministre s'est également félicité de l'"*état d'esprit d'action en commun*" des industriels français, évoquant "*l'équipe de France des exportations d'armement*".

L'un des rares secteurs industriels français dynamiques à l'exportation, l'industrie de défense génère au total un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards d'euros pour 165.000 emplois directs ou indirects. AFP 09.09

Les aristocrates

- Maurice Lévy de Publicis, patron le mieux payé du CAC 40 - AFP

Avec une rémunération de 4,5 millions d'euros, Maurice Lévy est le patron le mieux rémunéré devant celui de l'Oréal Jean-Paul Agon (4 millions d'euros), de LVMH Bernard Arnault (3,9 millions) et de Total Christophe de Margerie (3,5 millions).

Le profil type de l'administrateur de leur conseil d'administration reste un homme français de plus de 60 ans et sortant des mêmes écoles.

La formation des dirigeants montre une certaine endogamie à la tête des grands groupes, puisque 35% des patrons sortent de Polytechnique ou de l'ENA, voire des deux. AFP 09.09

On retrouve la même proportion ou davantage au gouvernement aux postes clés. Il faut donc en conclure que l'aristocratie de l'Ancien Régime a été remplacée par une autre, tandis que la plèbe est demeurée à sa place, exclue de tout pouvoir, son destin étant de subir celui que les privilégiés lui impose.

Pour qui gouvernent-ils ? Réponse.

- Hausse du déficit budgétaire à 84,1 milliards à fin juillet - Reuters

Cette hausse du déficit s'explique, selon le ministère, en particulier par les dépenses liées au programme d'investissements d'avenir, tandis que les recettes baissent en raison notamment de l'entrée en vigueur du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Sans les dépenses exceptionnelles (investissements d'avenir, dotation au Mécanisme européen de stabilité et à la Banque européenne d'investissement), les dépenses baissent de 5,1 milliards d'euros par rapport à l'an dernier.

Les recettes s'élèvent dans le même temps à 170,1 milliards contre 176,4 milliards à fin juillet 2013, en baisse de 6,3 milliards d'euros. Selon le ministère, "*cette évolution est liée à la diminution du produit de l'impôt sur les sociétés, qui s'explique en particulier par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE)*".

Les seules recettes fiscales nettes baissent de 2,6%, à 162,28 milliards, du fait d'une chute de 41,8% de l'impôt sur les sociétés (13,57 milliards).

Les recettes de TVA, dont les taux ont augmenté au 1er janvier, progressent de 3,4%, à 81,01 milliards d'euros. Reuters 09.09

En résumé.

Les dépenses augmentent grâce :

- au programme d'investissements d'avenir ;

- à la dotation au Mécanisme européen de stabilité ;

- à la Banque européenne d'investissement.

Les recettes baisses grâce :

- à la chute de 41,8% de l'impôt sur les sociétés

- au crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE) accordé aux entreprises ;

Conclusion : Les dépenses augmentent en faveur des entreprises et les recettes baissent en faveur des entreprises. Et qui paient ? Vous avez la réponse dans le dernier paragraphe : Les recettes de TVA (...) progressent de 3,4%, à 81,01 milliards d'euros, c'est-à-dire l'immense majorité de la population qui travaille et non l'infime menorité que représentent ceux qui ont bénéficié des largesses du gouvernement.

Normal pour un Président et un Premier ministre qui aiment l'entreprise et déteste les pauvres.

Fabrication de preuves.

- Ukraine : l'avion du MH17 abattu par de "*nombreux projectiles*" - AFP

- MH17 : le missile antiaérien russe Bouk, suspect numéro 1 - LePoint.fr

Le Boeing 777-200 s'est "*disloqué en vol, en raison probablement de dégâts structurels causés par un grand nombre de projectiles à haute énergie qui ont pénétré de l'extérieur dans l'avion*", a soutenu le Bureau d'enquête néerlandais pour la sécurité (OVV), chargé de l'enquête.

Kiev et les Occidentaux ont accusé les rebelles d'avoir abattu l'avion de ligne en tirant un missile sol-air russe Bouk. Moscou a affirmé qu'il avait été abattu par les forces aériennes ukrainiennes dans le but machiavélique de faire retomber la faute sur les séparatistes.

Le Bouk fonctionne en explosant directement face à la cible et en la frappant très vite par un grand nombre d'éclats d'obus. Et un missile air-air tiré par un avion de combat atteint directement la cible et ne provoque pas ce qui a été décrit par les enquêteurs.

"*Nous devons faire attention aux conclusions tirées trop vite. Pas à pas, les experts travaillent à rendre des conclusions irréfutables*", a commenté le Premier ministre néerlandais Mark Rutte.

Une enquête complémentaire sera nécessaire avant la publication du rapport final, qui est attendu pour l'été 2015, a affirmé l'OVV. AFP 09.09

Vous aurez remarqué qu'indirectement dans cet article il est fait mention d'un avion de combat qui aurait pu être en vol à proximité du Boeing de la Malaysia Airlines, en réalité ils étaient deux et de nationalité ukrainienne selon les témoignages que nous avons rapportés dans de précédentes causeries ou plusieurs articles que nous avons mis en ligne.

Il évoque en passant un avion de combat pour immédiatement l'évacuer, en affirmant qu'un missile air-air lancé à partir d'un tel avion n'aurait pas pu produire les impacts qui ont été relevés sur la carlingue du Boeing, passant sous silence que les deux chasseurs ukrainiens étaient équipés de mitrailleuses pouvant justement créer ce genre d'impacts en fonction des projectiles utilisés.

Et lorsqu'ils mentionnent que l'avion s'est "*disloqué en vol*", ils omettent de préciser que c'est le cockpit qui avait été visé afin de faire taire la radio de bord et d'empêcher toute tentative de reprendre le contrôle de cet avion, une autre version affirmant que ce n'est pas en vol qu'il se serait disloqué mais en touchant le sol.

Mieux encore, selon un autre article paru hier, ces "*experts*" ont rendu un premier rapport sans s'être rendu sur les lieux où gisait les restes de cet avion, c'est sur photo qu'ils ont examiné les impacts relevés sur sa carlingue.

Comment pourrait-on faire confiance à une officine du gouvernement hollandaisn sachant qu'il n'hésite pas à envoyer ses agents de renseignement travailler dans les grands médias pour diffuser sa propagande, méthode empruntée à la CIA. Voir l'article en ligne du 30 août dernier : *Les services secrets néerlandais ont espionné la presse dans le but d'influencer le contenu éditorial des articles* ou encore cet article du 24 août *Enquête sur l'écrasement du vol MH17 : Que les coupables soient identifiés et jugés*, et surtout cet article du 11 août photos à l'appui rédigé par un ancien pilote de l'armée roumaine *Le vol MH-17 abattu par un avion de chasse ukrainien ?*.

Haut de page

Le 11 septembre 2014

CAUSERIE

Une invitation.

Le CERMTRI vous invite à une Conférence - débat le Samedi 27 septembre 2014 à 14h dans les locaux du CERMTRI 28, rue des Petites-Écuries, 75 010 Paris (Métros : Château d'Eau – Bonne nouvelle) « *La portée du combat des trotskystes en Union soviétique* ».

La gauche ou faites tomber les masques. Double langage et double jeu.

-Décès de la géostratégie française - legrandsoir.info - 7 septembre 2014

La France renonce de plus en plus à ce qu'a fait les grandes heures de sa gloire militaire et diplomatique, à savoir une politique équilibrée et indépendante ? - legrandsoir.info

La marionnette.

Les dirigeants de la classe dominante utilisent leurs médias et réseaux sociaux pour mettre dans l'embarras ou affaiblir Hollande dans un premier temps, histoire de lui rappeler le pacte qu'il avait passé avec eux et qu'il s'était engagé à respecter à la lettre. Dans un second temps, une fois ce rappel à l'ordre enregistrer et la correction opérer ils le soutiennent en utilisant les mêmes instruments de communication.

N'ayant aucun principe ou scrupule, dans les deux cas ils recourent à toutes sortes de procédés, y compris les plus tordus. Ils l'affaiblissent pour augmenter leur emprise sur lui, il ne leur est pas seulement tout dévoué, il doit se sacrifier au besoin, sa personnalité doit passer au second plan, il n'est plus qu'un zombie, l'exécutant docile de la sale besogne qu'ils lui ont confié la tâche d'accomplir. Qu'il tergiverse, hésite, rechigne, cherche à temporiser et ils lui promettent l'enfer s'il persiste. Car il ne faudrait pas qu'il oublie que sans la bienveillance qu'ils ont manifestée à son égard depuis son élection, il aurait déjà été contraint à la démission ou à la dissolution ou les deux à la fois, ils en ont le pouvoir et il le sait, comme ils savent parfaitement qui il est vraiment, un imposteur, qu'il doit tenir son rôle jusqu'au bout ou le plus loin possible, et que ce n'est pas à lui d'en décider une fois qu'il l'avait accepté de l'endosser, ils le tiennent et ne le lâcheront pas car ils ont un agenda à tenir. Le jour où ils décideront de le lâcher il sera fini, et ayant révélé qu'il était somme toute particulièrement médiocre et cynique, un vulgaire parasite sans fonction réelle en dehors de nuire au bien-être de ceux qui l'ont élu, il finira ces jours seul ou entouré d'une côterie tout aussi misérable ou méprisable que lui.

A côté Sarkozy percevait sa fonction comme celle d'un joueur de casino assurer de rafler la mise quoi qu'il arrive et c'est ce qui s'est passé. S'ils sont certes tous les deux aussi médiocres, le second présente l'avantage de le prendre à la légère, tandis que le second le prend au sérieux ce qui lui donne un air encore plus ridicule, pathétique au point de se demander comment un homme peut tomber aussi bas, y compris dans l'estime de soi-même pour avoir cultivé cette bassesse toute sa vie.

Sarkozy prétendit dès le départ gouverner pour les riches qu'il invita à fêter sa victoire, leur victoire, il leur devait bien cela après tout, il pouvait les flatter sans que personne ne se méprenne sur leur rôle respectif puisque la collusion entre le pouvoir politique et celui de la finance ou de l'industrie s'étalait au grand jour, ils poussèrent même le luxe jusqu'à la mettre en scène au Fouquet's le jour même.

Tandis que Hollande prétendit le contraire, il alla même jusqu'à se fendre d'un discours enflammé contre la finance, qui devait avoir pour vocation de rameuter les électeurs indécis sur ses réelles intentions, en réalité il ne fit que les flatter en leur adressant les mots qu'ils voulaient entendre sans se soucier de tout le reste qui leur aurait permis immédiatement de percevoir la supercherie.

En 2007, ce fut celui qui avait vocation à flatter les riches qui l'avait emporté, il était donc normal que celui qui flatterait les pauvres ou les victimes des riches l'emporterait la fois suivante, puisque le même ticket ne pouvait pas servir deux fois ou être gagnant deux fois de suite. Et puis valait mieux tenter la carte de l'alternance, que de risquer la paralysie à laquelle avait abouti Sarkozy en fin de mandat.

On aura remarqué dans les deux cas, que si on était en présence de personnages insignifiants, ils avaient été retenus par leurs pairs parmi bien d'autres candidats potentiels dotés de qualités supérieurs aux leurs pour remplir le rôle de Président de la république, ce qui ne tenait pas du hasard ou d'un concours de circonstance. Au sein de l'UMP ou du PS ils existent de nombreux dirigeants ou élus qui auraient pu faire l'affaire. Par exemple, face à Fillon ou Juppé, un pantin comme Sarkozy n'a en principe aucune chance d'être élu à la tête de l'UMP et d'être son candidat en 2017, au PS Fabius ou d'autres dont je n'ai pas les noms sous la main présente les mêmes avantages par rapport à Hollande, au passage Valls en est le clone pour ainsi dire parfait, d'où le fait qu'il ait été choisi pour remplacer Ayrault.

Tout cela pour dire que cela arrange bien les dirigeants de l'oligarchie financière qu'il y ait des personnage aussi médiocres à la

tête de l'Etat, puisqu'ils sont destinés à devenir les têtes de turc des masses exploitées, ils se disent qu'il vaut mieux sacrifier des agents de peu de valeur que se passer des services de fidèles serviteurs au talent confirmé, qui au sein des différents gouvernements font très bien le travail qu'on leur a confiée, discrètement, en demeurant au second plan, l'essentiel étant que leur politique soit appliquée.

Les déboires du Président de la république leur sert aussi à discréditer l'Etat qu'ils combattent par l'intermédiaire de l'UE, leur créature. Plus il est affaibli ou son pouvoir contesté, plus l'Etat l'est face à la Commission européenne ou à l'impérialisme américain sur lesquels il ne reste plus à ses représentants qu'à s'aligner, mieux encore, ils pourront même le justifier du fait de cette situation de faiblesse qui ne présente pour eux que des avantages. Et lorsqu'il faut monter au créneau pour convaincre la population du bienfait d'une mesure ou d'une guerre par exemple, là l'Etat sort son va-tout, ses représentants les plus qualifiés, Sapin ou Fabius qui sont des experts en matière de désinformation ou de manipulation des faits

Les dirigeants de la classe dominante jouent sur les deux tableaux afin de contrôler l'exécutif en fonction de leur agenda politique. On le voit parfaitement ces derniers jours.

Les médias ont commencé par s'emparer des "*révélations*" de Trierweiler sur Hollande, alors qu'absolument rien ne les y obligeait, par exemple on a pu observer hier qu'à part le Parisien, tous avaient décidé comme un accord de ne pas répercuter la décision prise par Sarkozy de se lancer à la course pour conquérir la direction de l'UMP, préférant révéler qu'il pourrait être impliqué dans une nouvelle affaire. Puis quelques jours plus tard, une fois le coup porté, ils ont commencé à le ménager en relayant les prises de position de Valls, Royal et d'autres dirigeants en sa faveur. Pour finir, hier, ils relayaient généreusement un sondade selon lequel la majorité des personnes sondées devenues les "*Français* " histoire d'y donner plus d'importance, désapprouvaient la publication du livre de Trierweiler, normal deux jours avant que Hollande se rende en Irak, cinq jours avant la conférence internationale ou le sommet sur l'Irak qui doit se tenir à Paris, franchement l'heure n'était plus à tirer sur Hollande mais à le soutenir, d'où ce sondage bidon.

On s'aperçoit ici qu'ils tirent partis dans les moindres détails de faits qu'ils montent ou non en épingle en fonction de des besoins de la classe dominante ou de l'impérialisme américain, afin que l'exécutif, Hollande dispose de conditions favorables pour appliquer leur politique, quitte à les créer artificiellement pour l'occasion. D'un côté ils maintiennent en permanence la pression sur Hollande et de l'autre ils le ménagent ou lui viennent en aide quand il est en difficulté parce qu'ils ont encore besoin de lui.

En complément

- Une nette majorité de Français désapprouve la publication du livre de Trierweiler - Francetv info

Sondage bidon si l'on se rapporte à sa popularité, entre 13 et 19% selon les sondages, au rejet majoritaire de sa politique antisociale parmi la population.

En admettant qu'il ne serait pas bidon, il faudrait en déduire que dans une société gouvernée par l'hypocrisie et le mensonge une majorité de gens adopteraient la même attitude, cela n'aurait rien de surprenant et serait plutôt dans l'ordre des choses, non, n'y sommes-nous pas confrontés quotidiennement dans notre entourage ?

- Hollande se dit blessé par l'attaque de Trierweiler sur les pauvres - Reuters

Il n'y a que la vérité qui blesse...

- Mélenchon: Hollande devrait se demander "*pourquoi tout le monde*" croit Valérie Trierweiler - AFP

- Ecarté en avril de l'Elysée, Aquilino Morelle tire à boulets rouges sur Hollande - LeParisien.fr

- Montebourg dénonce "*la grande constance dans l'erreur*" de Hollande - Reuters

- Une enquête vise des proches du secrétaire d'Etat Kader Arif - Reuter

---

ACTUALITE EN TITRES

La décomposition de leur société à nu.

- Un quart des 18-35 ans ont déjà envoyé des photos dénudées par Internet - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le social leur ennemi.

- Sapin: les 21 milliards d'économies en 2015 seront finalement réalisés - AFP

Le ministre des Finances Michel Sapin a annoncé mercredi que la France maintenait son objectif de 21 milliards d'économies dans la dépense publique en 2015, une semaine après avoir dit qu'elle n'y parviendrait pas en raison de la faiblesse de l'inflation.

"*La maîtrise des dépenses est une nécessité et nous irons jusqu'au bout de l'objectif de 50 milliards d'économies prévues jusqu'en 2017, à commencer par les 21 milliards d'économies prévues pour la seule année 2015*", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

"*Les deux milliards d'économies qui ne seront pas réalisés à cause de la faiblesse de l'inflation seront donc compensés*", a déclaré M. Sapin, précisant que le montant nominal d'économies réalisé ne serait pas augmenté par rapport à l'objectif initial.

M. Sapin a détaillé les économies qui seront réalisées par rapport à la progression naturelle de la dépense publique, laquelle comprend les dépenses de l'Etat, celles des collectivités territoriales et celles de la sécurité sociale.

"*Les dépenses de l'Etat et de ses opérateurs diminueront de plus de 1 milliard d'euros, quand naturellement elles auraient progressé de 6 milliards. La baisse des dotations aux collectivités locales sera confirmée à hauteur de 3,7 milliards. S'agissant de la sécurité sociale, plusieurs milliards d'économies ont déjà été votées ou négociées*", a-t-il déclaré.

M. Sapin a par ailleurs indiqué que "*d'autres mesures complémentaires*" seraient détaillées dans le projet de budget pour 2015, qui doit être présenté le 1er octobre. AFP 10.09

Comment justifient-ils la poursuite de la guerre en Irak et le bombardement de la Syrie ? Mode d'emploi.

On retrouve mot pour mot le dispositif et le discours de Bush au lendemain du 11 septembre 2001 qui devait servir à justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis contre tous les Etats et tous les peuples qui ne se soumettraient pas à ses exigences.

Ils se sont inventés un ennemi, le terrorisme, pour à la fois justifier leurs interventions militaires en violation de la souveraineté des Etats, de tous les traités ou toutes les conventions signés depuis 1945, et mieux camoufler leurs réelles intentions, défendre leurs intérêts économiques contre leurs concurrents russes, chinois et autres, afin de conserver leur place hégémonique dans le monde.

Cette analyse serait incomplète si on ne précisait pas qu'il est faux de prétendre que les Américains voudraient empêcher la Russie ou la Chine de se développer, en réalité ce qu'ils visent c'est la manière dont ils devraient se développer selon les critères qu'ils entendent leur dicter ou qu'ils devraient adopter selon les règles du néolibéralisme, les mêmes qui sévissent déjà aux Etats-Unis et en grande partie dans les pays de l'UE, qui consistent à favoriser la concentration du capital entre les mains d'une oligarchie au détriment de l'Etat ou des classes moyennes, qui à terme doit assumer le pouvoir politique conformément au pouvoir ou à la puissance sans partage qu'elle a acquise.

L'entreprise de déstabilisation à grande échelle dans laquelle se sont lancés les Etats-Unis envers la Chine et la Russie notamment, le Brésil aussi, vise avant tout à porter au pouvoir dans ces pays l'oligarchie financière qui est appelée à se développer sur le modèle anglo-saxon, afin qu'elle concentre le pouvoir à l'échelle mondiale et forme un gouvernement mondial qu'aucune classe, force ou puissance ne pourra contester.

L'impérialisme américain, une menace pour tous les peuples et pour la paix.

- Obama prêt à lancer des frappes contre l'EI en Syrie - 20minutes.fr

«*Si vous menacez l'Amérique, vous ne serez jamais en sécurité*», a martelé le président américain. 20minutes.fr 10.09

Lire les intérêts des multinationales et banquiers américains...

- Obama promet des frappes contre l'Etat islamique "*où qu'il soit*" - LeMonde.fr

Obama indique ici que les Etats-Unis entendent dicter leur loi à tous les pays du monde ou qu'ils doivent s'y soumettent, que les intérêts de l'Amérique sont supérieurs à ceux de tous les Etats dans le monde, qu'il compte agir en maître absolu du monde. Hitler en avait rêvé...

- Les républicains soutiennent une ligne dure contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

Pour justifier le bombardement de la Syrie, ils avancent leurs pions, ils y préparent psychologiquement les populations.

- Syrie : le chlore a bien été utilisé comme arme chimique - LePoint.fr

- Obama dévoile sa stratégie contre l'EI, possibles frappes en Syrie - AFP

Selon le New York Times, le président américain s'apprêterait à autoriser des frappes aériennes contre les combattants de l'EI en Syrie, comme les Etats-Unis le font déjà en Irak avec plus de 150 frappes depuis le début du mois d'août.

Les Etats-Unis ont reçu l'appui de nombreux pays, comme la France, dont le président François Hollande se rendra vendredi à Bagdad avant d'organiser lundi à Paris une conférence sur l'Irak, à laquelle participera M. Kerry. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a précisé mercredi que que la France, participerait "*si nécessaire*" à une action militaire aérienne en Irak.

Les Américains veulent notamment obtenir le soutien des monarchies du Golfe qui, après avoir été accusées de financer des groupes radicaux, ont pris récemment conscience de la menace que représente l'EI pour leur propre stabilité.

La perception de la menace a changé aux Etats-Unis depuis la décapitation de deux journalistes, James Foley et Steven Sotloff. Selon un sondage réalisé pour le Washington Post et ABC News, plus de deux tiers des Américains soutiennent désormais des frappes aériennes américaines en Irak.

Lors de leur conversation téléphonique, M. Obama et le roi Abdallah d'Arabie saoudite sont tombés d'accord sur la nécessité d'augmenter l'entraînement et l'équipement de l'opposition syrienne modérée. Selon la Maison Blanche, les deux dirigeants ont jugé qu'une opposition syrienne plus forte était "*essentielle pour faire face aux extrémistes tels que l'EI ainsi qu'au régime Assad qui a perdu toute légitimité*". AFP 10.09

Ce qu'ils appellent "*l'opposition syrienne modérée*" forment aujourdhui le gros des troupes de l'Etat islamique et du Front Al-Nosra.

L'objectif de la mise en scène de la "*décapitation*" de deux journalistes américains est ainsi dévoilé.

En complément. C'est la même guerre ou stratégie. Propagande, déstabilisation et offensive néolibérale en Amérique latine.

- Brésil: l'horizon économique s'assombrit pour la réélection de Rousseff - AFP

- Dilma Rousseff serait battue au second tour au Brésil - Reuters

Haut de page

Le 13 septembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de traiter tous les sujets d'actualité, on fait ce qu'on peut. On ajoutera une dizaine d'articles en fin de journée ou demain matin.

Je répondrai au camarade (de Sud) qui m'a relancé quand j'en trouverai le temps. Il se demande pourquoi je soutiens le POI, parce que lorsqu'il est *minuit dans le siècle* on se doit de serrer les rangs, de se tourner vers le parti qui selon nous incarne le mieux la cause que nous défendons. Je sais que sur ce sujet j'ai été particulièrement léger ou même mauvais, on ne peut pas être bon partout, désolé. J'y reviendrai plus tard. L'accélération de l'oeuvre destructrice de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale à laquelle participe l'impérialisme français, la radicalisation de la classe dominante, la décomposition croissante de la société, etc.

bref, la barbarie impose de rassembler nos forces pour combattre ensemble notre ennemi commun...

Lisez le dernier éditorial de D. Gluckstein (IO n°318), il me convient globalement même si je ne l'aurais pas rédigé ainsi. L'essentiel y est et c'est le plus important, quand il écrit : "*C'est pourquoi la liquidation des institutions de la Ve République n'est pas un sujet de débat pour 2017, mais un objet du combat d'aujourd'hui.*

Cette exigence se concentre dans la nécessité de bloquer, maintenant, le pacte de responsabilité. La mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations, en balayant le pacte de responsabilité, ouvrira la voie à l'édification d'une authentique démocratie politique dont les formes et le contenu seront définis par le peuple lui-même."

Le tour est rapidement fait, aucun autre parti ne combat pour le renversement des institutions de la Ve République. Ensuite à chacun de voir s'il a envie ou non de participer à ce combat.

Qui sera le plus impérial ?

- La France en première ligne en Irak - LeFigaro.fr

Vassalité oblige.

- Hollande affirme "*le soutien et la solidarité de la France*" au gouvernement irakien - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent pendant ce temps-là.

- Eastman Chemical veut racheter Taminco 2,8 milliards de dollars - Reuters

- Enel offre 8,25 milliards d'euros pour contrôler Enersis - Reuters

La compagnie d'électricité Enel a annoncé jeudi avoir lancé une offre contraignante de 8,25 milliards d'euros sur la participation de sa filiale espagnole Endesa dans la compagnie chilienne Enersis. Reuters 11.09

- Le danois Danfoss rachète le finlandais Vacon pour un milliard - Reuters

- Le chiffre d'affaires de Ferrari continue de s'envoler - AFP

- Chine: plus d'un million de millionnaires en dollars - AFP

Quand leur espoir ne dépasse le niveau d'une talonnette, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.

- Une majorité de sympathisants veut Sarkozy à la tête de l'UMP - Reuters

- Présidence de l'UMP: Sarkozy aurait déjà 12.000 parrainages - 20minutes.fr

- Bernadette Chirac: Sarkozy ne doit pas prendre la tête de l'UMP - AFP

Bernadette Chirac, "*persuadée*" que Nicolas Sarkozy va gagner en 2017, a jugé vendredi que l'ancien chef de l'Etat "*ne devait pas prendre la présidence de l'UMP*" car "*cela lui porterait tort*". AFP 12.09

- Corruption présumée: Sarkozy et Herzog ont déposé leurs requêtes en nullité - AFP

Comment ils étrillent Hollande...

- Sondage: une démission de Hollande souhaitée par 62% des Français - AFP

- 54% souhaitent que François Hollande "*procède à la dissolution de l'Assemblée nationale*", 41% qu'il "*change de Premier*

ministre", fonction assurée depuis cinq mois par Manuel Valls. AFP 11.09

- Confiance: Hollande recule à 15%, Valls chute à 22% - AFP

Selon le baromètre YouGov de septembre publié jeudi pour le Huffington Post et iTélé.

.... pour mieux le ménager ensuite.

- Frédéric Lefebvre (UMP), soutien surprise de Hollande - Liberation.fr

- Trierweiler, Thévenoud, Morelle... pieds nickels et nickelés - Liberation.fr

Ils cherchent à en finir avec la Syrie.

- Frappes américaines contre l'Etat islamique: Une «*violation grossière*» du droit international selon Moscou - 20minutes.fr

- Moscou condamne d'éventuelles frappes américaines en Syrie - LePoint.fr

- L'Arabie saoudite accueillera des camps d'entraînement pour rebelles syriens - LeMonde.fr

- Syrie: l'opposition salue le plan américain et appelle à agir contre Assad - AFP

- Etat islamique: des frappes aériennes risquent d'être insuffisantes - AFP

Opération déstabilisation.

- Chine: étudiants et professeurs montent au créneau pour les droits des LGBT - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le rouleau compresseur néolibérale en action.

- Mario Draghi exhorte les gouvernements à agir - Reuters

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, a exhorté jeudi les gouvernements à entreprendre des réformes structurelles et à accroître l'investissement public pour relancer l'économie de la zone euro, en parallèle aux mesures de soutien monétaire décidées par la BCE.

(Traduction : Les gouvernements doivent engager ou poursuivre des "*réformes structurelles*" en faveur du patronat, dont celles concernant la flexibilité du marché du travail et la baisse du coût du travail, s'endetter davantage à travers des investissements destinés aux entreprises privées, la dette pour l'Etat ou les travailleurs, les profits pour les actionnaires ou les capitalistes, tandis que la BCE a adopté de nouvelles mesures monétaires destinées aux banques. Ainsi la nature de la BCE est claire : Tout pour le capital ! - ndlr)

Pour relancer l'investissement des entreprises, Mario Draghi demande aux gouvernements d'améliorer leur environnement réglementaire afin de ne pas, a-t-il dit, "*saper le moral des entrepreneurs.*"

(Tradution : Il faut libérer les entreprises du carcan réglementaire qui leur impose de respecter un certain nombre de normes conformes aux besoins des différentes composantes de la société, notamment en matière environnementale. - ndlr)

Il a cité l'Espagne en exemple, se félicitant de ses perspectives de rebond sur les deux prochaines années grâce à ses réformes en faveur des entreprises.

(Il est vrai qu'il aurait du mal à citer une seule réfomre en faveur des travailleurs, c'est tellement évident qu'il s'en vante. - ndlr)

Un autre moyen d'encourager l'investissement consiste à diversifier les sources de financement des entreprises au-delà du seul

circuit bancaire, a poursuivi Mario Draghi.

(Il est vrai qu'on se demande à quoi peut bien servir l'argent que la BCE verse aux banques... - ndlr)

"*Il nous faut donc développer des sources fiables de financements non bancaires, tels que l'appel aux marchés d'actions et obligataires, la sécurisation, les prêts de compagnies d'assurance ou de sociétés de gestion, le capital-risque et le financement participatif*", a-t-il dit.

(A des taux supérieurs aux banques et des conditions plus contraignantes... - ndlr)

Evoquant la politique budgétaire, Mario Draghi a appelé de ses voeux une "*mise en oeuvre cohérente et crédible*" du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, qui limite les déficits des Etats membres à 3% du produit intérieur brut.

(Réduire le champ d'action ou d'intervention de l'Etat dans l'économie au profit du secteur privé revient à se passer de recettes et tend donc à accentuer le déficit, qui sert ensuite à justifier des coupes claires dans tous les budgets sociaux. C'est en effet "*cohérent et crédible*" du point de vue néolibéral. ndlr)

Dans ce cadre, "*les gouvernements peuvent trouver de l'espace pour soutenir l'investissement productif et parvenir à une composition des politiques budgétaires plus favorable à la croissance*", a-t-il dit. Reuters 11.09

Favorables aux capitalistes ou actionnaires, nous l'avons déjà dit.

Les vases communicants. Il faut bien les trouver quelque part ces 50 milliards d'euros d'économies destinés aux nantis.

- Petites retraites: la revalorisation promise n'aura pas lieu - AFP

Les retraités les plus modestes, qui devaient voir leurs pensions augmenter au 1er octobre, seront logés à la même enseigne que les autres: à cause de la faible inflation, elles ne seront finalement pas revalorisées.

Les petites pensions inférieures à 1.200 euros, que le gouvernement avait épargnées de la mesure de gel décidé au printemps dernier, ne seront pas revalorisées dans trois semaines, du fait de la "*très faible inflation*" finalement prévue pour 2014, a annoncé vendredi le ministère de la Santé à l'AFP.

Dans le cadre du plan de 50 milliards d'économies d'ici à 2017, présenté en avril, le gouvernement avait décidé le gel des retraites jusqu'en octobre 2015, qui devait générer 1,3 milliard d'économies.

Sous la pression de députés de la majorité, le gouvernement s'était engagé à épargner les retraités modestes de la mesure de gel.

Au final, ce sont bien les quelque 15 millions de retraités français qui ne verront pas leur pension augmenter.

Dans les faits, cela revient à un gel de 18 mois puisque la date de revalorisation annuelle des retraites avait déjà été décalée cette année d'avril à octobre à l'occasion de la réforme des retraites.

"*Cinq euros de plus par mois, pour les plus défavorisés, ce n'était pas rien !*" s'est insurgé Annie Petit, la secrétaire nationale de l'Union nationale des retraités et personnes âgées (UNRPA), soulignant que 2 millions de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté (987 euros par mois en 2012).

Qui peut croire un instant que le socialisme serait synonyme d'injustice sociale ?

En complément.

- Sondage: seuls 19% des Français jugent le gouvernement Valls "*de gauche*" - AFP

Ce qui démontre indirectement que même ceux qui se disent de droite se reconnaissent en lui, et ils ne se trompent pas.

Ils seraient bien plus réactionnaires que révolutionnaires et cela se comprend.

Tout les encourage à l'être, hélas !

- Les Français de plus en en sévères pour les pauvres, selon une étude du Crédoc - leparisien.fr

Emoussée par la crise, la bienveillance des Français à l'égard des plus pauvres décline. Le constat implacable est dressé en chiffres par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc). En 2014, «*l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ou les bénéficiaires de minima sociaux*», résument les chercheurs.

Les Français interrogés sont de plus en plus nombreux à «*craindre les effets déresponsabilisants des politiques sociales*». Le modèle français de l'Etat-Providence n'est plus plébiscité, et c'est une nouveauté car «*habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis*».

Les pauvres doivent s'en prendre à eux-mêmes. C'est ce qui transparait des réponses fournies au Crédoc. «*Depuis 2009, les opinions se sont franchement durcies* », notent les experts.

Ainsi, l'idée que «*s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient retrouver un emploi*» recueille désormais 64% d'opinions favorables contre 60% en 2013.

Plus sévère encore, 37% des personnes interrogées estiment que «*les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir*». Au lendemain de la crise économique, en 2009, elles n'étaient que 25% à le penser.

Et la solidarité semble aussi avoir un effet pervers aux yeux des sondés : 44% considèrent que «*faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités*».

Les politiques sociales n'incitent pas à l'effort. Le bien-fondé et l'efficacité de ces politiques sont clairement remis en cause. Pour une majorité de sondés, elles mènent à une «*déresponsabilisation*».

76% des Français questionnés jugent «*qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire*». 54% pensent que les pouvoirs publics font ce qu'il faut voire trop pour les plus démunis, et 53% considèrent que «*le RSA incite les gens à s'en contenter et à ne pas travailler*». Et les aides aux familles qui ont des enfants sont jugées largement «*suffisantes*» à 63% contre… 31% seulement en 2008. En résumé, les allocations familiales, ça suffit.

Robin des bois n'a plus la cote. Prendre aux riches pour donner aux pauvres est une idée qui «perd du terrain depuis deux ans» selon le Crédoc.

Alors que 71% des Français souhaitaient une plus grande redistribution des richesses en 2012, ils ne sont plus que 55% en 2014, après deux ans de présidence Hollande. «*Le sentiment que les riches sont déjà suffisamment taxés n'est certainement pas sans lien avec l'arrivée de la gauche à la tête de l'État*», analysent les chercheurs.

«*Les mesures prises par le gouvernement socialiste (augmentation des impôts) ont pu amener à renforcer l'idée que la redistribution des riches vers les plus modestes est déjà assez ou trop élevée en France*», note le Centre de recherche.

Le ras-le-bol des classes moyennes. Pour expliquer ces tendances, le Crédoc lance des hypothèses. Tout d'abord, «*les Français pensent que les caisses de l'État sont vides et que les aides sociales ne peuvent plus être aussi généreuses que par le passé*».

Mais «*il importe aussi de prendre en compte la situation financière des classes moyennes, qui s'est dégradée continûment depuis une vingtaine d'année. (…) Ces difficultés financières croissantes des strates intermédiaires de la population rendent de plus en plus difficilement acceptables la relative inefficacité du système socio-fiscal français*». leparisien.fr 12.09

Voilà de quoi alimenter l'extrême droite.

On n'y revient pas quotidiennement, mais c'est bien là un des aspects déterminants de la situation, l'embourgeoisement d'une majorité des masses qui adhèrent à l'idéologie de la classe dominante et rejoignent les classes moyennes contre les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui ne voyant pas poindre à l'horizon une alternative au capitalisme se rétractent sur elles-mêmes.

C'est le chacun pour soi qui prédomine dès lors avec tout ce qu'il comporte d'abjecte, dont s'en prendre au premier bouc émissaire qu'on leur sert sur un plateau, le jeune, le chômeur, le retraité, le musulman, l'immigré, l'étranger, etc. ici le pauvre. On ne les juge pas, c'est un constat. C'est la réaction naturelle en l'absence de conscience de classe sous un régime capitaliste.

Après la révolution "***par les urnes***", voici venu le temps de la Constitution par la "***toile***".

Et voilà qu'on nous ressort les réseaux sociaux qui devraient se substituer à la lutte des classes, on comprend mieux dès lors pourquoi les officines de propagande du régime (agences de presse et médias) ont offert généreusement une nouvelle tribune à l'illusionniste Mélenchon.

Les dirigeants du vieux monde, qui sont toujours animés de bonnes intentions envers les peuples, ont mis à leur disposition Internet et toute une batterie d'instruments de communication pemettant à chacun de s'exprimer en leur fournissant l'impression de disposer de plus de liberté ou qu'ils vivaient dans une démocratie, cadre ou piège alléchant dans lequel ils allaient évidemment tous tomber car a priori il correspondait à une de leur revendication ou aspiration politique, pour ensuite pouvoir mieux les manipuler sachant qu'ils demeuraient dépourvus de conscience de classe ou malgré parfois les apparences baignaient toujours dans la même ignorance.

La multitude de points de vue qui devaient s'exprimer sur le Net allait accélérer la dislocation du mouvement ouvrier. Comment ? De différentes manières.

Tout d'abord en mettant en concurrence des point de vue de nature individuelle et des point de vue à caractère collectif de telle sorte que ces derniers soient noyés dans une masse d'idées contradictoires et qu'à l'arrivée les internautes se retouvent confrontés à une grande confusion qui leur interdise de déterminer quelle idée serait meilleure qu'une autre ou quelle idée serait plus légitime qu'une autre, aboutissant à une situation où ils ne savent plus quoi penser, où ils en arrivent à se dire que toutes les idées se valent, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas.

Ensuite en mettant en concurrence des point de vue dont ils ignorent l'origine ou les intentions, la nature et les objectifs, tout en réalité, c'est un processus qui leur échappe totalement, qu'ils sont incapables de maîtriser en dehors du choix qui leur est laissé d'y participer ou non, ils ignorent sur quoi reposent les idées qu'on leur propose, quel lien ou rapport il existe entre ces idées et les conditions sociales que connaissent ceux qui les émettent, quelle réalité elles traduisent en fonction du statut social de l'émetteur, la conscience qu'il en a ou pas, quelle expertise il a en la matière ou quelle connaissance ou expérience il a acquise pour traiter un sujet particulier, bref, s'il possède une quelconque légitimité pour qu'on prête attention à son discours. Au nom de la liberté d'expression l'avis d'un ignare ou d'un scientifique aura la même valeur, du coup c'est toute connaissance qui est remise en cause, qui devient inaccessible.

Après, en flattant l'individualisme qui est une des composantes du développement de notre personnalité et qui prend ses racines dans les fondements du régime en place, le Net favorise son épanouissement qui entre en contradiction avec la contrainte que constitue l'appartenance à une communauté dont les contours, les statuts ou le fonctionnement correspondent à des principes ou des règles précises ou strictes que chacun de ses membles sont censés avoir adoptés et respectés. Plus leur objet ou contenu seront restreints ou de portée limitée, réduit à une facette de l'existence, à une question particulière, plus il sera facile d'y adhérer ou de s'y identifier. En revanche plus ils auront une valeur générale ou engloberont des aspects divers de la société, concentreront un ensemble de sujets relatifs au fonctionnement ou à l'orientation de la société, plus la multitude d'idées contradictoires présentes sur le Net constitueront des obstacles pour y adhérer, autant de réserves semant le doute pour ne pas adopter une interprétation générale de la société ou du monde. A l'arrivée, chacun se reconnaîtra dans les idées qu'il partageait déjà ou qui incarnent sa condition ou la conscience qu'il en a sans aller au delà.

Au delà, la multiplicité des situations ou des conditions rencontrées par la population favorisera la création d'un nombre quasi illimité de pôles de regroupements généralement insignifiants sur cette base restreinte, leur nombre important permettant aux gouvernants de prendre appui sur eux le moment venu pour les instrumentaliser ou s'en servir contre le reste de la population ou le mouvement ouvrier, ils pourront servir de levier ou de moyens pour légitimer leur politique.

Plus loin, l'avalanche ininterrompue d'idées anonymes permet de discréditer toute idée avancée par des opposants au régime en place qui peuvent s'exprimer sur le Net. Quand on défend une idée, on l'étaie généralement dans une démonstra tion au moyen d'arguments, de faits, etc. on cite ses sources ou on fournit nos références, on a tout intérêts à être d'une honnête scrupuleuse jusque dans les moindres détails, alors que ceux qui interviennent sur le Net et qui n'ont pour seul objectif que démolir toute version qui n'est pas conforme à celle du gouvernement ou toute idée généralement répandue par la classe dominante ou ses représentants ou encore qui est conforme à ses intérêts, ils emploieront tous les procédés malhonnêtes qui existent, sans aucune limite, ce que la plupart des lecteurs ne percevront pas forcément si l'affaire est délicatement enveloppée, sachant que chaque internaute ne va pas vérifier systématiquement tout ce qui lui tombe sous les yeux, il est facile de les tromper. Il existe aussi en rhétorique un ensemble de figures de style ou de pensée dont on peut user et abuser pour induire en erreur une personne à son insu. On peut aussi recourir à la logique, qui associée à des mécanismes psychologiques pour se livrer à des manipulations peuvent produire des effets étonnants que la plupart des gens sont incapables de détecter. C'est d'autant plus facile que la plupart des gens se leurrent sur leur propre capacité intellectuelle, et ceux qui se destinent de les berner en usent et en abusent à volonté sur le Net, il suffit de suivre le déroulement de certains commentaires qui figurent à la suite de certains articles où se succèdent les interventions des mêmes internautes pour avoir l'illustration. Généralement on se fait manipuler quand on ne se pose pas la question de savoir ce qu'il manque dans un article, dans un article qui traite un événement particulier, pourquoi l'auteur a omis un élément qui si on le prenait en considération réduirait sa démontration ou ses conclusions à néant. On oublie souvent le non-dit, le mensonge par omission, le fait qu'on est en présence d'une mémoire sélective.

Le Net et les réseaux sociaux en particulier ont pour fonction de diluer la pensée, de rendre toutes choses égales entre elles ou

le contraire permettant d'inverser la cause et l'effet. Ils sont un facteur de confusion totale au lieu de favoriser la connaissance ou la prise de conscience des masses. Sur le plan psychologique, ils sont un puissant instrument de dislocation de la personnalité favorisant le développement de la schizophrénie, favorisant l'isolement et l'individualisme au détriment de l'expérience pratique du contact humain. Il coucourt à renforcer l'idéalisme, la conceptualisation de l'existence au lieu de la vivre pleinement et d'en tirer des enseignements, or c'est à partir de cette expérience, de ce contact ou de cet échange vivant, pratique qu'on peut évoluer, il est donc plutôt une source de régression à tous les niveaux pour rabaisser l'homme, l'affaiblir, l'atomiser pour mieux le contrôler et lui imposer un mode de pensée et de vie contraires à ses intérêts fondamentaux. A suivre

Ce qu'il faut retenir de l'initiative du Parti de gauche sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

C'est que malgré les apparences trompeuses, elle n'est en aucun cas en rupture avec la Constitution de la Ve République qui a pour fonction d'assurer la pérennité de la domination de classe des capitalistes, de la légitimer et de la justifier sur le plan juridique, dans la mesure où nulle part il n'est fait mention du renversement de la domination de classe ou de l'ordre établi au profit de la classe dominée ou des exploités, nulle part également il n'est question de remettre en cause les privilèges dont dispose la classe dominante qui reposent sur les rapports sociaux de production, le mode de production capitaliste et de répartition des richesses qui en découle au profit des nantis qui conserveraient ainsi le pouvoir.

Qui plus est, il est complètement farfelu d'imaginer un seul instant que la Constitution et les institutions de la Ve République pourraient s'effacer ou disparaître suite à une pétition ou un mouvement né sur Internet qui serait le prélude à un un mouvement plus large, alors que la mobilisation de millions de travailleurs n'a pas suffit pour faire reculer un gouvernement sur une contre-réforme (retraite, Sécu). Si les travailleurs n'ont jamais pris le pouvoir par les urnes ou un bulletin de vote, ce n'est pas demain qu'ils y parviendront par ce moyen-là, or c'est ce qu'on voudrait à nouveau nous faire croire. Cet appel s'inscrit dans le cadre et le respect des institutions en place qu'il n'est nullement question de renverser à terme.

Il faut donc en déduire que cette opération ne peut que conduire les travailleurs dans une impasse à défaut de leur proposer une issue politique qui serait réellement en rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques, qui s'en serviraient pour les dresser contre le régime dans la perspective de le renverser, par une mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs puisqu'il n'existe aucun autre moyen pour la classe ouvrière de s'en débarrasser, de prendre le pouvoir politique.

De plus, un gouvernement qui ne s'appuierait pas sur une mobilisation révolutionnaire des masses et ne favoriserait pas leur organisation à travers tout le pays, se priverait des moyens qui lui permettrait de réaliser sa politique afin de satisfaire les revendications sociales des masses ou pour changer la société. Par la suite, le soutien dont il bénéficiait au départ parmi les travailleurs s'effriterait rapidement, pendant que la réaction fourbirait ses armes pour le renverser une fois conduit à la paralysie pour ne pas s'être attaqué au pouvoir de la classe dominante, lui fournissant l'occasion à la fois de revenir au pouvoir et de s'attaquer violemment au mouvement ouvrier qu'elle réprimerait en profitant de la neutralité de pans entiers de la classe ouvrière, qui frustrés ou se sentant trompés se détourneraient du gouvernement, tout en s'appuyant sur les couches les plus impatientes et prêtes à en découdre qui viendraient renforcer le lumpenprolétariat et retourneraient leurs armes contre le gouvernement, dès lors condamné à lui céder le pouvoir de gré ou de force.

On aurait pu faire l'économie de cette analyse et affirmer que, puisque le Parti de gauche n'entend pas rompre avec l'UE et l'euro, annuler purement et simplement la dette de l'Etat, s'attaquer aux fondements du capitalisme ou socialiser toutes les grandes entreprises, il s'interdit à l'avance de mener une autre politique que celle du gouvernement actuel car demeurant subordonné à la classe des capitalistes ou au marché, en conclusion cette initiative est une supercherie, une escroquerie politique.

Il faut noter enfin, que chaque fois que les institutions de la Ve République sont fragilisées ou vacillent, il s'en trouve toujours dans le mouvement ouvrier pour se saisir de la crise politique qui les menace afin de les soulager de cette pression. Cet appel s'apparente à une opération de récupération pour le compte du régime de la part de partis qui lui sont intimement liés.

Et ce n'est pas un hasard, si à défaut de légitimité au sein de la classe ouvrière ils se saisissent des instruments créés par la classe dominante pour combattre la démocratie et accélérer la dislocation du mouvement ouvrier, instruments destinés essentiellement à la petite bourgeoisie et aux classes ou couches moyennes qui sont subordonnées au capitalisme, instruments étrangers à la lutte de classe du prolétariat, donc qui ne peuvent pas se transformer en instruments au service du combat qu'il mène pour son émancipation du capital, qui doivent servir à toutes sortes de manipulations ou à instrumentaliser le mécontentement ou l'impatience du petit bourgeois, de façon à orienter son combat politique contre la classe ouvrière ou à s'en servir comme une force d'appoint au service du régime.

La supercherie transpire à chaque ligne de cet appel, par exemple quand ils affirment qu'il faudrait "*changer la Constitution pour rendre le pouvoir aux citoyens*", alors qu'en réalité sans discontinué depuis 1789 c'est la classe des capitalistes qui détient le pouvoir, elle seule, tout le pouvoir, qu'à aucun moment dans le passé il n'en a été autrement.

Mais alors demanderez-vous, comment peuvent-ils prétendre le contraire ? Question très intéressante, car au passage elle révèle la nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire des initiateurs de cet appel en faveur d'une VIe République ou la tenue d'une assemblée constituante qui seraient assurément les clones de la Ve République et de l'Assemblée nationale. Pour répondre

à notre question, c'est très simple à comprendre, en faisant référence aux citoyens qui englobent toutes les classes, le patron, l'actionnaire et l'ouvrier, comme si elles avaient les mêmes intérêts et menaient le même combat politique, poursuivaient les mêmes objectifs politiques, or chacun sait qu'il n'en est rien en réalité.

Cette référence n'est évidemment pas fortuite ou gratuite, elle a un contenu de collaboration de classes comme on vient de le voir, collaboration de classes qui profite toujours au régime et jamais aux travailleurs. Ce tour de passe-passe sémantique n'a rien d'anodin, car il est la négation de la lutte des classes ou exprime la soumission de la classe dominée à la classe dominante qui incarne nous dit-elle l'intérêt général, l'intérêt supérieur de la nation, du peuple de France précisent les staliniens. Toutes ces fomulations expriment le même contenu de classe, l'impossibilité ou plutôt le refus de se situer sur le terrain de classe des exploités de la part du Parti de gauche allié du PCF, lui-même allié du PS, supplétif du parti de l'ordre, qui est un des pilliers des institutions et du régime qu'il s'agit dès lors de préserver par n'importe quel moyen contre les masses et non de les liquider.

Bref, le citoyen, dans ce cadre précis, c'est à la fois le maître qui détient le pouvoir économique et politique et le serviteur qui n'en détient aucun, parce qu'il est lié à son maître par des rapports dont il ignore la nature. Le citoyen, c'est le fil à la patte qui relie chaque membre de la société entre eux et aux institutions devant lesquels il doit se prosterner, se soumettre, c'est la chaîne qui entrave l'esclave, délimite le champ dans lequel sa pensée et ses mouvements doivent évoluer, dans lequel il doit envisager son destin de sa naissance à sa mort, au delà duquel il n'existe pas, il n'existe rien, exactement comme avec le capitalisme dont il doit être le docile petit soldat. Seul le citoyen du monde fait voler en éclats toutes ces entraves ou barrières, encore faut-il qu'il en est conscience, ce qui est rarement le cas.

On y fera référence exclusivement lorsqu'il s'agira de l'opposer à sa négation, l'individu atomisé et dépouillé de tout droit, une fois l'Etat dissout au profit d'une institution supranationale ou privée, dont l'existence reposerait sur l'abolition de la lutte des classes ou incluerait dans ses statuts l'instauration d'une dictature de fer interdisant à quiconque d'en contester la légitimité, fusionnant ou contrôlant, détenant le pouvoir exécutif, légilatif et judiciaire, de telle sorte que disparaîtrait la notion de classe indispensable pour s'organiser et la combattre.

Dans cet appel du PG il ne s'agit pas vraiment de ce citoyen-là dont les attributs politiques ou les droits se confondent en partie avec les principes de la République qui ont une valeur collective, puisqu'il est question de fonder de "nouveaux droits personnels" et non de reconquérir tous les droits collectifs que tous les gouvernements antérieurs ainsi que celui qui est en place se sont employés à liquider au cours des décennies antérieures. Qui plus est, pour les reconquérir, si c'était réellement le but de cette initiative, il va de soi qu'elle ne s'adresserait pas aux citoyens en général dont les patrons, mais exclusivement aux masses exploitées, en faisant un amalgame entre tous les citoyens, cela revient à occulter le fait que la classe dominante combat sur sa propre stratégie politique énoncée plus haut, donc cela revient à entretenir des illusions sur ses réelles intentions qui ne peuvent pas coïncider avec les besoins ou droits des travailleurs.

L'emploi de ce terme générique, citoyen, est incompatible avec le combat classe contre classe, car il est éclectique et d'un emploi passe-partout auquel chacun peut attribuer un contenu différent et contradictoire prêtant à confusion, on retrouve là justement la raison d'être des "réseaux sociaux", qui n'ont pas vocation à armer les masses pour mener leur combat politique, mais bien plutôt le contraire.

Voilà où mènent les contradictions du FdG, l'incohérence (apparente seulement) de son programme, son incapacité à s'adresser aux masses qui en retour s'en détournent, au pire opportunisme qui soit, à substituer à la lutte de classe une démarche bureaucratique sans lendemain.

Apposez votre nom au bas d'une page, vous allez voir comment cela va changer votre vie, mais qui peut croire sérieusement de telles sornettes ?

Voyons de quelle manière tout cela se présente.

AFP - Mélenchon lance son mouvement pour une VIe République sur internet - AFP

Jean-Luc Mélenchon a lancé jeudi soir sur le plateau du Grand Journal de Canal, la première étape de son "*mouvement pour une VIe République*" en ouvrant une page internet sur laquelle on peut s'inscrire pour, à terme, "*changer la Constitution*", a annoncé le Parti de gauche. (La République démocratique bourgeoise est décidément héréditaire, comme la monarchie ! Nous nous préférons rompre avec cette tradition et revendiquer une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'UE). - ndlr)

"*Changez la Constitution pour rendre le pouvoir aux citoyens ! (Il ne l'a jamais eu, à part les nantis, à croir qu'il est leur porte-parole. - ndlr) N'attendez pas les consignes ! Les initiateurs de notre mouvement sont ceux qui décident, à cet instant, d'agir ensemble. Notre mouvement commence comme un réseau social. La "toile+ est la plus grande place publique de notre pays. Ici, place au peuple !*" est-il écrit. (Chacun aura compris que "*les initiateurs*", "*ceux qui décident*", la "*toile*" et le "*peuple*" ne font qu'un... en la personne de Mélenchon. - ndlr)

"*Je demande l'élection d'une assemblée constituante qui fonde avec les citoyens la VIe République. Une République débarrassée*

de la monarchie présidentielle et fondant les nouveaux droits personnels, écologiques et sociaux dont notre pays a besoin", peut-on encore lire. (Une pochette surprise pour attrape-nigauds en somme ! - ndlr)

"*La première étape*" de ce processus est "*la publication d'une page où on peut signer une très brève déclaration qui constituera en réalité la porte d'entrée dans le réseau. (Et de sortie par la même occasion ! -ndlr) Puis un appel de personnalités sera publié. La page ouvrira alors des possibilités d'intervention interactive et de prise de décision collective. À ce moment, un comité d'initiatives pourra se constituer et c'est lui qui pilotera les étapes ultérieures*", affirme encore M. Mélenchon. (Pilotage à vue en perspective d'un crash annoncé... Un parachute est fourni ? Pour lui et les siens, la question ne se pose plus. - ndlr)

"*J'ai choisi cette méthode parce qu'elle me paraît être elle-même la plus en phase avec ce que nous voulons faire. (Une numéro d'illusionnisme, un de plus. -ndlr) J'en suis certain : ceux qui nous rejoindront amèneront les savoir-faire techniques qui permettront d'approfondir sans cesse les capacités de coopération entre les signataires. (Du bricolage, de l'amateurisme, rien de très sérieux. - ndlr) Le but du mouvement (...) est de provoquer dans la société un mouvement en faveur d'un but, et un seul : la convocation d'une assemblée constituante pour faire naître la VIe République*", poursuit-il. (Une formule creuse, peu importe puisqu'elle demeurera sans lendemain. Il s'agit aussi de couper l'herbe sous le pied du POI qui plus sérieusement avance la perspective d'une Assemblée constituante souveraine, en précisant toutefois et c'est important, une fois débarrassé de la Ve République. C'est à croire que cette initiative est aussi tournée contre le POI. - ndlr)

Selon lui, "*faire naître ce mouvement, c'est donc l'alimenter et l'élargir à la fois par des initiatives d'autant plus fortes qu'elles seront originales, qu'elles seront voulues et pratiquées par le grand nombre, et par des contributions qui stimulent la réflexion*". (Mélenchon croit-il vraiment que les travailleurs vont encore croire ses balivernes, ceux pour qui à un moment donné il a pu incarner un espoir après leur avoir raconté de belles histoires dans lesquelles il ne croyait pas un mot, qu'il a trompés délibérément ? Il va s'avérer bien le seul à y croire cette fois-ci. - ndlr) AFP 11.09

En complément. Vous doutiez encore des réelles intentions de Mélenchon, c'est parce que vous ignoriez qui il était vraiment. On va vous aider à y voir plus clair.

- Quand Mélenchon défendait la VIe République avec... Le Drian - Liberation.fr

«*Vite la VIe République !*» tribune dans Le Monde du 12 juillet 1990 signée par Mélenchon

«*La Ve République […] organise la négation du politique, le contournement de l'expression démocratique et la prédominance de la technocratie sur toutes les aspirations de la société, écrivent-ils. Elle a délibérément mis en quarantaine toutes les forces collectives socio-économiques, culturelles ou politiques.*» Liberation.fr 12.09

Mélenchon savait donc que les institutions de la Ve République étaient antidémocratiquee, cela ne l'a pas empêché d'y participer pendant près de 30 ans, au plus haut niveau (de l'Etat) en participant au gouvernement Chirac-Jospin. Mélenchon dénonce ce qui lui a permis de vivre grassement pendant 30 ans. Quel misérable pître !

Mieux encore. On ne peut pas comprendre Mélenchon si on le prend au sérieux ou si on oublie qu'il s'adresse à un parterre d'ignares ou de vendus comme lui.

Parfois il fait le crétin, il ne le fait pas toujours exprès semble-t-il, mais là où il excelle, c'est quand il prend un grand air pour parler de choses sur lesquels il ignore tout ou presque, il se ridiculise lui-même et devient pathétique. Jugez plutôt, l'exercice est particulièrement truculent et réussi ici car sa véritable nature transpire. Vous doutiez encore des réelles intentions de Mélenchon, c'est parce que vous ignoriez qui il était vraiment. Il va vous aider lui-même à y voir plus clair.

AFP - "*Où et quand a-t-on évoqué le fait qu'il faille intervenir en Irak, bombarder une fois de plus comme on l'a déjà fait en Libye avec le succès dont on se souvient, ou que l'on distribue des armes aux uns aux autres qui finissent par se retourner contre nous?* (Contre qui, contre vous, ben oui pardi, contre les intérêts de Etat français avec lequel Mélenchon fait corps, la classe dominante qui est au pouvoir. C'est beau quand même la fraternité, le social-patriotisme, voilà qui donne un éclairage réaliste et assez cru sur sa définition du "*citoyen*". - ndlr) *Ce chaos continue et nous voici maintenant avec François Hollande allant à Bagdad, ce qui ne sert à rien* (Vraiment ? -ndlr) sinon à le mettre en danger (Voilà qui s'inquiète de son sort, magnifique ! - ndlr) *et engager la France dans une guerre dont personne n'a parlé*", a-t-il développé. (Ah ben si au moins on en avait causé un brin entre nous, p't'êtes bien qu'on aurait pu le justifier... - ndlr)

M. Mélenchon prône de "*s'intéresser à ceux qui les financent et devraient prendre la responsabilité de cesser de le faire, c'est-à-dire les monarchies saoudienne, qatarie, avec lesquelles nous entretenons des relations d'une délicieuse courtoisie et à qui nous vendons du matériel des armes qui ne servent à rien* (Vraiment, et la destruction de la Syrie ? A la trappe! -ndlr) *puisqu'ils ne sont pas capables eux-mêmes de participer au maintien de l'ordre étatique*". (Ah ben si au moins ces armes avaient permis d'atteindre les objectif fixés par Obama, là on applaudirait à tout rompre ! - On a envie de dire : quel réac, non ? C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y a un décalage totale entre les intentions qu'ils affichent ou l'impression qu'il veut donner de lui-même et ce qu'il est réellement. - ndlr)

Il regrette également que Américains et Français s'apprêtent à "*taper dans le tas sans tenir aucun compte de l'Onu*". (Ah l'ONU qui a soutenu toutes les guerres, instrument de la classe dominante pour mener sa guerre contre tous les peuples de la planète, comme il y tient ! - ndlr) AFP 12.09

Ce n'est pas fini ! Toujours plus fort, il prône à la fois la défense et la dislocation des Etats-nations qui devraient se doter d'une nouvelle Constitution... une fois disparus, en France une VIe République ! Non, vous ne rêvez pas.

- Mélenchon voterait en faveur de l'indépendance de l'Ecosse - Le Nouvel Observateur 12.09

Au fait, cette VIe République, c'est une blague de potache, un de ses potes a lâché le morceau hier.

Le conseiller municipal (PCF) d'Alfortville, Jean-Noel Coirault, à la fête de l'Humanité : «*On appelle de nos voeux à la constitution d'une VI République, avec de la proportionnelle. On ne va pas s'opposer à ce que dit Mélenchon*». liberation.fr 12.09

Voilà, la VIe République, c'est la Ve "*avec de la proportionnelle*", le FN en prime, chouette s'écrit Hollande dans son palais !

Leur oeuvre de destruction irréversible.

- La déforestation de l'Amazonie s'est accélérée en 2013 - Reuters

La destruction de l'Amazonie, plus vaste forêt tropicale du monde, s'est accélérée l'an dernier, la déforestation s'accroissant de 29%, confirment les chiffres définitifs publiés mercredi par le gouvernement.

Les données satellites pour les 12 mois août 2012-juillet 2013 montrent que 5.891 kilomètres carrés de forêt ont disparu dans l'Amazonie brésilienne.

La lutte contre la destruction de la forêt amazonienne est considérée comme cruciale dans la réduction du réchauffement climatique mondial parce la déforestation dans le monde représente 15% des émissions annuelles de gaz à effet de serre, soit plus de la totalité des émissions du secteur des transports.

Outre le fait qu'elle est un puits géant pour le gaz carbonique, l'Amazonie est un sanctuaire pour la biodiversité, où cohabitent des milliards d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées.

Les plus grosses augmentations en matière de déforestation ont été constatées dans les Etats de Para et du Mato Grosso, terres de développement de l'agriculture brésilienne. Plus de 1.000 kilomètres carrés de forêt ont été supprimés dans chacun de ces deux Etats.

En dehors de l'agriculture, les autres causes de la déforestation sont l'exploitation forestière illégale et l'occupation de terrains publics qui jouxtent de grands projets d'infrastructures dans la région amazonienne, tels que des routes et des barrages hydroélectriques.

Malgré l'augmentation de la déforestation en 2013, la zone déboisée reste la deuxième surface la plus faible depuis que le gouvernement a commencé à produire des statistiques sur la question en 2004. Cette année-là, 30.000 kilomètres carrés de forêts avaient été perdus.

La semaine dernière, Reuters a publié des photographies d'Indiens d'Amazonie qui ont arrêté et battu des exploitants forestiers illégaux sur leur réserve dans l'Etat du Para. La tribu a décidé d'effectuer elle-même la surveillance, faisant valoir que les autorités brésiliennes n'étaient pas efficaces. Reuters 11.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Les Etats-Unis rallient 10 pays arabes contre les jihadistes - AFP

Les Etats-Unis ont obtenu jeudi de dix pays arabes leur l'engagement, y compris éventuellement militaire, dans l'offensive annoncée par le président Barack Obama pour "*éradiquer*" les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Le régime syrien, appuyé par la Russie, a toutefois mis en garde Washington contre d'éventuelles frappes sur son territoire sans son accord.

Washington, les pays du Golfe, l'Egypte, l'Irak, le Liban et la Jordanie "*ont déclaré leur engagement partagé à se tenir unis contre la menace que pose pour la région et le monde le terrorisme, y compris le soi-disant EI*", selon un communiqué commun, au terme de sept heures de tractations.

Ce soutien ferme des pays arabes inclut leur accord à "*se joindre, le cas échéant, à une campagne militaire coordonnée*", précise le communiqué sans entrer dans les détails.

Toutefois, a souligné M. Kerry devant la presse à Jeddah, "*aucun pays ne parle de placer des troupes au sol et nous ne pensons pas qu'il y en ait besoin*". A la télévision ABC, il a été encore plus clair: "*Pas de troupes combattantes américaines au sol, point à la ligne*".

Il aussi affirmé sur les chaînes CNN et CBS que les Etats-Unis n'étaient "*pas en guerre contre l'Etat islamique*", mais conduisaient une "*très importante opération anti-terroriste*".

Le chef de la diplomatie américaine poursuivra sa tournée vendredi à Ankara puis au Caire samedi pour rencontrer le chef de la Ligue arabe.

Dans son allocution, le président Obama avait martelé l'objectif de son "*plan d'action*": "*Nous affaiblirons, et, à terme, détruirons l'EI*". Pour y parvenir, "*je n'hésiterai pas à agir contre l'EI en Syrie, comme en Irak*", avait-il annoncé.

Des avions américains pourraient donc effectuer des raids contre des bastions de l'EI en Syrie, en plus des quelque 150 frappes conduites depuis le 8 août en Irak.

Aux yeux de diplomates américains, l'Arabie saoudite doit être l'"*élément clé de la coalition par sa taille, son poids économique et sa portée religieuse avec les sunnites*".

Après l'appel téléphonique de Barack Obama mercredi au roi Abdallah d'Arabie, M. Kerry a eu un entretien avec lui jeudi soir. Ils sont tombés d'accord pour renforcer l'aide à l'opposition syrienne modérée. Les Saoudiens pourraient former et entraîner des rebelles syriens, qui combattent à la fois le régime de Bachar al-Assad et l'EI.

Les Etats-Unis entendent aussi "*renforcer (leurs) bases*" dans le Golfe et accroître "*les vols de surveillance*" avant d'éventuelles frappes en Syrie, selon un responsable du département d'Etat. Le Pentagone va commencer à baser une partie de ses avions à Erbil, au Kurdistan irakien.

La stratégie Obama a été bien accueillie par l'opposition syrienne modérée, qui devrait bénéficier des moyens militaires qu'elle réclame depuis longtemps. Mais le Congrès américain a prévenu qu'il n'y aurait pas de vote sur cette aide avant la semaine prochaine.

Bagdad a aussi salué l'annonce par M. Obama de l'envoi de 475 conseillers militaires supplémentaires en appui aux forces kurdes et fédérales irakiennes en termes d'équipements, de formation et de renseignements. Cet effort portera à environ 1.600 le nombre de militaires américains en Irak.

L'engagement des Etats-Unis contre l'Etat islamique est un tournant pour le président Obama, élu fin 2008 sur sa volonté de tourner la page d'une décennie de guerres en Irak et en Afghanistan.

Sans surprise, Moscou, allié de Damas, a jugé que des frappes en Syrie sans l'aval de l'ONU constitueraient une "*violation grossière*" du droit international. Le régime de Bachar al-Assad a également prévenu Washington que "*toute action sans l'accord du gouvernement serait considérée comme une attaque contre la Syrie*".

Présente à Jeddah, la Turquie a confirmé qu'elle ne prendrait pas part aux opérations armées, se concentrant "*entièrement sur les opérations humanitaires*".

En Europe, l'Allemagne a exclu de participer à des frappes en Syrie. "*On ne nous l'a pas demandé et nous ne le ferons pas*", a dit

son chef de la diplomatie Frank-Walter Steinmeier.

Le Premier ministre britannique David Cameron a en revanche dit ne "*rien*" exclure, son chef de la diplomatie ayant cependant affirmé que Londres ne participerait pas à des opérations en Syrie.

De son côté, le président français François Hollande exposera sa position au cours d'une visite en Irak vendredi. Son chef de la diplomatie Laurent Fabius a indiqué que la France participerait "*si nécessaire à une action militaire aérienne*" en Irak. AFP 11.09

2- Syrie

2.1- La réaction de la Syrie en cas de frappes US - french.irib.ir

Les hauts responsables syriens ont ordonné aux officiers de la DCA syrienne d'abattre tout avion qui violerait l'espace aérien de la Syrie, selon les sources bien informée au sud du Liban. french.irib.ir 12.09

2.2- La réaction russe, si Obama bombardait la Syrie - french.irib.ir

Le vice-Premier ministre russe a dénoncé le recours des Etats Unis à un nouvel alibi, pour justifier des frappes contre le territoire syrien, frappes, qui, rappelons-le, auraient dû avoir lieu, en septembre 2013. Pour la Russie, il s'agit, ni plus, ni moins, d'une démarche, qui violerait la souveraineté syrienne, si elle n'intervient pas en coordination avec Damas. A plus d'une reprise, les autorités US ont annoncé refuser tout dialogue avec Assad, en ce sens, un Assad, à qui elles refusent toute légitimité, et ce, au mépris des résultats de la présidentielle syrienne, en été. Mais si, comme l'a promis Obama, les Etats Unis se mettaient à étendre ses frappes aériennes, au-delà de l'Irak, pour cibler Daesh sur le sol syrien, que fera alors Moscou?

Selon certaines sources d'information, la Russie n'est pas, encore, sûre de l'intention réelle d'Obama, vu que ce dernier est bien volatile et a habitué tout le monde, amis comme ennemis, à des virages spectaculaires. N'empêche que l'expérience du passé l'a bien montré, il faut être bien vigilant avec les Américains. Selon les sources bien informées, Moscou et Damas mènent, en ce moment, des discussions intenses, pour coordonner des frappes aériennes conjointes contre les positions de Daesh, avant le mois d'octobre. En d'autres termes, la Russie et la Syrie veulent ôter tout prétexte aux Etats Unis et à l'OTAN, au sujet des agissements de Daesh. Depuis quelque temps, déjà, l'Armée de l'Air syrienne a intensifié ses opérations, dans des régions contrôlées par Daesh, à Raqqa, mais aussi, à Deir ez-Zour.... alors, vers une opération conjointe Russie/Syrie contre celle des Etats Unis/OTAN. french.irib.ir 11.09

2.3- Frappes US contre la Syrie : Pékin réagit - french.irib.ir

"*Pour lutter contre le terrorisme il faut respecter le droit international*", a affirmé la Chine en réaction à la politique de fuite en avant et les 4 ans de silence des Etats-Unis face aux crimes et agissements des groupes terroristes de Daesh en Syrie et à l'annonce de la stratégie anti-Daech d'Obama.

Pékin est d'avis que pour lutter contre le terrorisme il faut respecter le droit international , le droit à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale des pays, a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. Le porte-parole du ministère chinois a espéré que grâce aux efforts déployés par la communauté mondiale la paix et la stabilité seront instaurées au plus vite dans les pays victimes du terrorisme . « *La situation chaotique dans certaines régions favorise le terrain à la perpétration des actes terroristes, amenant la communauté mondiale à prendre de nouvelles engagements pour instaurer la sécurité et la stabilité dans le monde. La Chine coopère avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme jusqu'à l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde* » a précisé le porte-parole chinois. La Chine recçoit donc avec beaucoup de réserve l'annonce de la stratégie anti-Daech d'Obama qui est une manière cachée pour déclarer la guerre à la Syrie. french.irib.ir 12.09

3- Ukraine

3.1- Ukraine: L'Union européenne et Obama annoncent de nouvelles sanctions contre la Russie - 20minutes.fr

Après plusieurs jours d'atermoiement, les 28 Etats membres de l'UE ont décidé d'ajouter vendredi 24 personnalités, "*dont les nouveaux dirigeants du Donbass, les membres du gouvernement de Crimée ainsi que des décideurs et oligarques russes*" à sa liste de personnes et entités visées par des sanctions ciblées, qui en comptera désormais 119.

Les Occidentaux ont annoncé jeudi de nouvelles sanctions contre la Russie après que Kiev a reconnu avoir perdu du terrain face aux rebelles, suscitant une menace de riposte de Moscou qui les accuse de miner le processus de paix.

Alors que le président ukrainien Petro Porochenko a promis mercredi plus d'autonomie aux régions de Donetsk et Lougansk, fiefs rebelles qui veulent leur indépendance, Kiev a pour la première fois reconnu jeudi une étendue du contrôle des insurgés de la frontière orientale avec la Russie jusqu'à la mer d'Azov.

Cet état de fait avait été partiellement constaté par des équipes de l'AFP en août après une contre-offensive insurgée en direction des villes stratégiques côtières du sud de la région de Donetsk, au bord de la mer d'Azov.

Si les rebelles s'emparaient du port de Marioupol, dernière grande ville ukrainienne encore sous contrôle de l'armée, cela permettrait de créer un pont terrestre entre la frontière russe et la Crimée, péninsule ukrainienne annexée en mars par la Russie. 20minutes.fr 11.09

3.2- UE-Ukraine: l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange repoussée - AFP

L'accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'Union européenne, qui doit être ratifié mardi par le Parlement ukrainien, n'entrera pas en vigueur avant fin 2015, a annoncé vendredi la Commission européenne, à l'issue de discussions avec l'Ukraine et la Russie, qui y est fortement opposée.

La zone de libre-échange constitue le volet économique de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine signé en juin. Jusqu'ici, la Commission avait toujours assuré que cette zone serait créée "*rapidement*", même de façon provisoire, en attendant sa ratification par l'Ukraine et les 28 pays membres de l'UE.

"*Nous allons repousser (...) l'accord de libre-échange au 31 décembre de l'année prochaine*", a déclaré le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, lors d'un point de presse. Auparavant, le président ukrainien Petro Porochenko avait pourtant annoncé que l'accord d'association entrerait en vigueur dès le 1er novembre.

Le changement de régime en Ukraine avait eu lieu à la suite de manifestations d'Ukrainiens pro-européens après le refus de dernière minute de l'ex-président Viktor Ianoukovitch de signer ce rapprochement avec l'UE, en novembre 2013.

M. De Gucht avait réuni vendredi les ministres ukrainien des Affaires étrangères, Pavlo Klimkine, et russe de l'Economie, Alexeï Oulioukaev, quelques heures après l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions européennes contre la Russie, à la fois économiques et contre des personnalités russes et ukrainiennes accusées d'êtres impliquées dans le conflit en Ukraine.

L'accord d?association, qui comporte à la fois un volet politique et un volet commercial, a depuis le début suscité la colère de Moscou, qui estime que l'Ukraine ne peut pas profiter de liens commerciaux privilégiés à la fois avec la Russie, comme c'est le cas actuellement, et avec l'UE.

"*Les parties poursuivront les consultations sur la façon de répondre aux inquiétudes soulevées par la Russie*", ont-elles précisé dans un communiqué commun.

Par ailleurs, "*la Russie et l'Ukraine confirment qu'elles continueront à appliquer le régime préférentiel*" en matière de droits douaniers découlant de l'accord de libre-échange au sein de la Communauté des Etats Indépendants, qui regroupe plusieurs ex-républiques soviétiques.

"*Cela nous laisse 15 mois pour continuer les discussions (....) Nous nous sommes entendus pour prolonger pour la même période les mesures commerciales provisoires*", qui réduisent fortement les taxes douanières sur certains produits ukrainiens à destination du marché européen, a expliqué M. De Gucht.

Ces mesures provisoires annoncées en mars, et qui devaient arriver à échéance en octobre, offrent à l'Ukraine d'importantes réductions des droits de douanes, lui permettant, selon la Commission, de faire quelque 500 millions d'euros d'économies en année pleine.

L'Ukraine apparaît toutefois perdante, car avec la zone de libre-échange, la baisse des taxes douanières aurait rapporté à elle seule 1,2 milliard d'euro par an à son économie, selon de précédents calculs de la Commission. Cela aurait permis aux exportations ukrainiennes vers l'UE de bondir de un milliard d'euros par an. AFP 12.09

- L'Union européenne demande la «*libération*» du policier estonien «*enlevé*» par la Russie - 20minutes.fr

4- Israël

- Israël: 43 soldats s'élèvent contre les injustices faites aux Palestiniens - AFP

Une quarantaine de soldats de réserve de la plus prestigieuse unité de renseignement militaire israélien ont décidé de ne plus en endosser l'uniforme pour ne plus avoir à participer aux injustices commises selon eux contre les Palestiniens.

Il s'agit de l'une des plus importantes expressions d'objection de conscience depuis des années en Israël.

"*Nous, anciens de l'unité 8200, réservistes mobilisés ou mobilisables, déclarons que nous refusons de prendre part à des actions contre les Palestiniens et de continuer à être instrumentalisés pour renforcer le contrôle militaire sur les Palestiniens dans les territoires occupés*", écrivent 43 officiers et soldats signataires d'une lettre adressée au Premier ministre et au chef d'état-major israéliens et transmise vendredi à l'AFP dans une version anonyme.

"*Nous ne pouvons plus continuer à servir ce système et à dénier leurs droits à des millions de personnes tout en gardant bonne conscience*", disent les signataires.

Publiée moins de trois semaines après la guerre dans la bande de Gaza, la lettre est sans lien avec elle. Mais elle est un pamphlet contre la politique globale du "*régime*" et les pratiques du Renseignement mises au service de cette politique.

Il y est question de mise sous surveillance de millions de Palestiniens sans distinction, jusque dans leur vie privée.

Ces refuzniks (terme désignant des Israéliens refusant de servir) dénoncent "*la persécution politique*" à laquelle participe leur activité d'espionnage; des tribunaux militaires rendant leurs jugements sans que les Palestiniens aient accès aux preuves rassemblées contre eux et des agissements montant les Palestiniens les uns contre les autres.

Ils s'en prennent plus largement à la règle militaire sous laquelle des millions de Palestiniens vivent depuis plus de 47 ans ainsi qu'à la colonisation et à l'hypocrisie d'une politique invoquant les nécessités de sécurité pour se justifier.

L'armée a nié la réalité de ces accusations et a affirmé dans un communiqué ne "*pas avoir d'informations selon lesquelles des violations spécifiques mentionnées dans cette lettre ont eu lieu*".

Ce "*manifeste des 43*" émane d'une unité qui, par la force des choses, sort rarement de l'ombre. L'unité 8200 est un service d'élite du renseignement militaire. Spécialisée dans la cyberdéfense, chargée des écoutes, elle est souvent comparée à la NSA (National Security Agency) américaine.

Dans un pays où l'armée joue un rôle prééminent et où l'opinion a très majoritairement soutenu la récente guerre à Gaza, la dernière manifestation marquante d'objection de conscience remonte à 2003, lors de la seconde Intifada. Vingt-sept pilotes de l'armée de l'air avaient refusé de mener des opérations de liquidation dans les Territoires palestiniens.

"*Je pense que nous avons tous signé cette lettre pour la même raison: parce que nous n'arrivons plus à dormir la nuit*", résume une des 43 dans un entretien publié vendredi dans le quotidien à grand tirage Yediot Aharonot.

Une femme parle de l'erreur d'identification qu'elle a commise et qui a conduit selon elle à la mort d'un enfant. D'autres s'émeuvent d'avoir à écouter les conversations les plus intimes de Palestiniens.

"*Si tu es homosexuel, et que tu connais quelqu'un qui connaît quelqu'un qui connaît l'homme que l'on recherche, Israël va transformer ta vie en enfer*", explique un autre à titre d'exemple.

"*C'est comme cela qu'on recrute des agents partout dans le monde, cette méthode du chantage se trouve dans n'importe quel manuel du renseignement de n'importe quelle armée*", commente le colonel de réserve Itamar Yaar, ancien vice-président du Conseil de sécurité nationale interrogé par l'AFP.

"*Les soldats sont aussi des citoyens et ont aussi une opinion politique. J'aurais préféré que cette lettre n'existe pas, mais elle est là, et c'est une chose normale*", dit-il.

Un responsable sécuritaire a minimisé l'impact de ce "manifeste des 43".

"*Ils lavent leur linge sale en public avant même de se tourner vers l'armée. C'est la preuve qu'ils sont dans une démarche d'activisme politique plutôt qu'une volonté de faire changer le système*", a dit à l'AFP ce responsable sécuritaire sous couvert d'anonymat. Selon lui, ces 43 personnes représentent moins d'1% du nombre total de réservistes de l'unité 8200. AFP 12.09

Haut de page

Le 14 septembre 2014

CAUSERIE

10 articles ont été ajoutés.

Qui en douterait ?

"*L'objectif réel de la stratégie lancée par Obama est la démolition de la Syrie et la réoccupation de l'Irak.*"

(Lire dans cette page : *La sainte croisade d'Obama* par Manlio Dinucci)

Infos sur la Syrie.

- Syrie: accord signé entre les pseudos "***rebelles***" et l'Etat islamique - french.irib.ir

Les doutes ne sont plus permis.

Le plan de Barack Obama prétendument contre l'Etat islamique vise à flinguer le pouvoir syrien. Les soi disant rebelles syriens et les jihadistes de l'Etat islamique (EI) ont enterré la hache de guerre au sud de Damas au terme d'un accord, le premier du genre depuis le déclenchement des hostilités entre eux au début de l'année. Comment Washington, le mensonge chevillé au corps, expliquera-t-il demain l'armement et l'entraînement de ces "*rebelles*" qui font corps avec l'EI ?

En effet, Les insurgés de pacotille, les islamistes ou les "*modérés*", selon la formule consacrée, ont conclu un cessez-le-feu à Hajar al-Aswad, dans la banlieue sud de la capitale, où les deux adversaires sont présents. Selon les termes de l'accord, "*les deux parties respectent une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et elles promettent de ne pas s'attaquer car elles considèrent que le principal ennemi est le régime noussaïri*", terme péjoratif pour désigner les alaouites, secte dont est issu le chef de l'Etat Bachar al Assad.

Après des revers cuisants subis dans le nord et surtout l'est de la Syrie et à l'issue d'une offensive lancée en juillet, les rebelles avaient réussi à chasser les combattants de l'EI de quatre de leurs bastions au sud-est de Damas, Mesraba et Maydaa, dans la Ghouta orientale, ainsi que de Yalda et Beit Sahem. Les jihadistes s'étaient alors retranchés dans Hajar al-Aswad, où ils ont une forte présence.

En résumé, ces gens ont toujours été ensemble. Derrière cet accord se cache l'offensive de l'armée arabe syrienne contre eux. Terrassés, ils sont obligés de se remettre ensemble…Les insurgés de pacotille, les islamistes de l'Etat islamique ou les "*modérés*", ne sont que l'avers et le revers d'une même médaille… french.irib.ir 13.09

- Syrie/Irak/Daech: Obama va échouer..(sécurité nationale US) - french.irib.ir

Selon les experts américains en sécurité nationale, cité par le journal Washington post , la stratégie anti Daech d'Obama va échouer pour la simple et bonne raison que Daech ne sera pas mis en échec sans une intervention terrestre des forces américaines. " *La stratégie qu'a défini Obama contre l'Etat islamique se concentre de façon prioritaire sur les frappes aériennes des Etats Unis contre Daech et l'implication dans le même temps des forces militaires irakiennes. Et pourtant sans une intervention terrestre des soldats Us. Cette stratégie ne parait pas âpte à anéantir la milice Daech. En effet les Etats Unis devront faire entrer sur scène la composante terrestre du Pentagon. Les unités spéciales US devront rejoindre les forces irakiennes à la fois pour leur donner des conseils et pour les assisster. Il faudrait aussi les dispositifs de surveillance et de contrôle pour définir les cibles à frapper par l'aviation américaine* ".

Et le journal justifie de la sorte une ré-occupation du territoire irakien : " *l'ex-analyste de la CIA et agent chargé de lutte contre le terrorisme au Département d'état, Larry Johnson a bien reconnu que Daech a été une armée et que les seules frappes militaires ne sont pas en mesure de pousser Daech à déguerpir . Les daechistes ont fusionné avec la population locale et ils agissent de façon parfaitement tactique*". " *D'autres analystes estiment que les miliciens de l'Etat islamique se sont enracinés dans la population, à Mossoul, à Fallouja , à Ramadi et dans d'autres villes du pays et qu'il est impossible de les en expulser sans l'engagement des troupes bien expérimentées au sol! les Etats Unis ne peuvent pas non plus prendre uniquement appui sur les forces de sécurité en Iran et se contenter des frappes aériennes. Les Etats Unis ne peuvent pas en effet compter trop sur les irakiens puisque l'armée irakienne a effectué de très large retrait au moment de la prise de Mossoul. Et ce genre de retrait se poursuit encore et de façon sporadique (ndlr : et pourtant c'est une armée que les américains disent avoir offert à l'Irak)*" .

Le journal cite ensuite un autre officier du pentagone pour étayer l'hypothèse d'une nécessité de l'offensive terrestre contre l'Irak :

" *l'armée de l'air n'est pas seul capable d'assurer la victoire contre Daech. La stratégie présidentielle ignore cette réalité . Il faudrait une mobilisation des forces terrestres, ne serait-ce que de façon minimale. combinée aux combats des kurdes et des chiites contre Daech, cette mobilisation pourrait très rapidement défaire Daech*" french.irib.ir 13.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Esbroufe d'un histrion du régime.

Mélenchon, le renégat, le looser, l'impuissant, pratiquant en permanence le double langage à l'instar de Hollande et Valls en prétendant lutter pour une cause en refusant de se donner les moyens de la réaliser, il est une caricature de l'opportuniste en politique, pour lequel finalement seule sa petite personne et ses affaires présentent réellement un intérêt dans la mesure où elles sont liées à la survie du régime en place.

Il l'illustre parfaitement en osant prodiguer des conseils aux autres alors qu'il ferait bien de commencer par balayer les immondices qui s'entassent depuis des années devant sa porte, ne s'embarrassant pas de scrupules lorsqu'il s'accommode de contradictions.

- Mélenchon appelle les frondeurs à «*aller au bout de leur logique*» - 20minutes.fr

Lui qui n'en a jamais été capable et c'est ce qui le caractérise précisément. C'est son fond de commerce et il en a conscience. Il le cultive, comment, c'est très simple à comprendre.

Sa démarche consiste à produire une analyse tronquée ou laissée volontairement inachevée, occultant un certains nombres de facteurs ou de rapports, tout en la sanctionnant par des conclusions plaquées à la fin d'une démonstration présentant de nombreuses lacunes ou contradictions dont il s'accommode.

Les travailleurs ou militants non avertis, qui n'ont pas l'habitude de se poser de nombreuses questions ou qui n'ont pas le niveau de connaissance ou théorique requis pour se livrer à une analyse de fond, s'en satisferont en croyant y trouver ce qu'ils voulaient y voir. Sur la masse des travailleurs et des militants potentiels, il réussira toujours à en tromper un certain nombre, son objectif n'allant pas au delà, car ce sera suffisant pour enfoncer un coin dans le mouvement ouvrier et le diviser entre partisans et adversaires des conclusions qu'il préconise. Jamais nous nous adresserons à Mélenchon et à aucun moment nous déterminerons notre politique par rapport au PG ou au FdG ou à tout autre parti.

C'est la totalité de sa démarche qui est subordonnée à cet objectif (tromper travailleurs et militants) et nous allons le démontrer aussi simplement que possible, trop rapidement hélas ! Son intention est donc de nuir au mouvement ouvrier et au prolétariat au lieu de servir leur cause, ce sera très important de l'avoir à l'esprit en permanence par la suite.

Produire une analyse du capitalisme et de la société sans parvenir à la conclusion qu'il faut le liquider ainsi que la totalité de ses institutions présente des risques qu'il s'agit de maîtriser au possible ou de circonscrire pour prévenir toute polémique à venir et pouvoir se justifier, si l'on ne veut pas être ridiculisé ou se voir accusé de dilettantisme, de charlatanisme, afin de continuer d'apparaître comme quelqu'un de sérieux et de cohérent dans sa démarche, d'honnête ou de sincère envers soi-même et l'auditoire auquel on s'adresse, de faire en sorte que notre discours et notre engagement politique correspondent bien aux intentions qu'on affiche, en apparence, et sur lesquelles il faut absolument éviter que quelqu'un s'interroge puisqu'elles sont inavouables.

Comme on vient de le dire, partant du constat que Mélenchon est incapable de rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales, européennes ou internationales, par conséquent il lui est également impossible de produire une analyse qui tienne debout ou qui soit cohérente, sauf à le démasquer comme lieutenant du capital, ce qui est le cas quand on le lit ou l'écoute attentivement, puisque sa démarche présente inévitablement de nombreuses imperfections ou il lui est impossible de cadenasser un certain nombre de questions qui demeurent sans réponse ou au-dessus desquelles il passe allègrement ou encore ses conclusions bâclées.

Conclusions sur lesquelles il faut insister, à la fois parce qu'elles sont censées résumer les attentes de ses lecteurs ou auditeurs, mais surtout parce qu'elles entrent en contradiction avec l'ensemble de sa démonstration, dans laquelle ne figure pas les moyens politiques qui permettraient de résoudre les questions qu'il aborde ou de mettre en oeuvre une autre politique. Autrement dit, il suffit de mettre en rapport les arguments qu'il avance ou les mesures qu'il préconise avec les conclusions qu'il en tire, pour s'apercevoir que sa démarche est totalement incohérente, qu'on est en présence d'un charlatan.

Maintenant, s'adressant à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas notre expérience, voyons comment il s'accommode des faiblesses de sa démonstration, à quoi elles vont lui servir car il en a conscience, et il a évidemment pensé aux réponses qu'il apporterait aux questions que ses lacunes ou contradictions feraient naître forcément ou qui arriveraient aux oreilles de

son auditoire. N'oublions pas que nous ne sommes pas en présence d'un ennemi du capitalisme mais d'un capitulard, et que c'est en tant que tel qu'il a construit sa démonstration.

Disons d'emblée qu'il niera les contradictions qu'on lui prêtera, parfois violemment. De préférence il dénigrera celui qui osera les soulever, hurlant au procès d'intention, prétextant l'ignorance ou la mauvaise foi de son contradicteur, bref, il fera dans le déni puisqu'il ne lui est pas possible de s'en sortir autrement. Il lui arrivera aussi tout simplement de ne pas vouloir répondre aux questions qu'on lui pose, ce qui revient au même, le mépris ou l'arrogeance en prime, il a été à bonne école au PS.

Quant aux lacunes que présente sa démonstration ou son argumentation, et qui au premier abord sont plutôt un inconvénient, il va tenter de s'en servir en les retournant à son avantage. Comment, en s'appuyant justement sur l'ensemble des questions ou hypothèses qui peuvent en découler ou qui jailliront à l'esprit de son auditoire en laissant le soin à chacun de les explorer, d'en penser ce qu'il veut, il lui suffira ensuite d'opposer les différentes réponses proposées pour ne retenir que celle qui lui convient ou par un tour de passe-passe affirmer qu'elle est cohérente avec sa démonstration ou confirme son analyse et le tour sera joué. Rien de plus facile en présence d'un auditoire qui lui est favorable ou dont il sait à l'avance qu'il n'a pas les moyens de produire une analyse de fond ou jusqu'au bout, profitant de cet avantage, à tout moment il peut saisir n'importe quel argument pour orienter la discussion dans la direction qu'il aura fixée. Si les nouveaux arguments avancés par son auditoire s'inscrivent dans sa démarche, tant mieux, et si ce n'est pas le cas, il s'en tirera en demandant à son interlocuteur où il voulait en venir, celui-ci ne pouvant pas répondre restera bouche bée et l'affaire sera entendue, classée. Il pourra aussi expliquer qu'un certain nombre de facteurs ou rapports peuvent encore évoluer, et que ce sera uniquement en fonction de l'évolution de la situation qu'il pourra répondre à certaines questions laissées volontairement sans réponse, entendez par là que si lui n'y répond pas, c'est que seuls des charlatans peuvent y répondre. Et n'insistez pas, car il pourrait s'emporter et déclarer que vous remettez en cause son expérience ou son engagement politique, ce qui aura le don de clouer le bec de son contradicteur. N'oublions pas non plus que nous avons à faire à un beau parleur dont la force de dissuasion repose uniquement dans son éloquence, un professionnel de l'entourloupe, ne vient-il pas d'interpeler (hier à la fête de l'Humanité) Hollande en affirmant que "*sa seule force (...), c'est sa faiblesse*", exactement comme lui et son argumentation politique faite de bric et de broc.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la démarche de Mélenchon s'inscrit dans le cadre de la pérennité du capitalisme, que toutes les questions qu'il pose s'inscrivent uniquement dans ce cadre dans lequel il est facile de deviner les réponses, qui impérativement ne peuvent déborder de ce cadre. Son exercice consiste à démontrer en quelque sorte qu'il serait possible de passer au socialisme dans le cadre du capitalisme, aussi il ne répond à aucune question qui se situe au delà du capitalisme. Or les questions qu'ils posent, qu'il est obligé de poser, ne peuvent être résolues qu'une fois liquidé le capitalisme, d'où l'inconhérence des réponses qu'il y apporte ou le silence qu'il garde sur certaines questions. Il lui est facile partant de là de tenir pour affabulation ou de rejeter tout argument qui impliquerait la rupture avec le capitalisme, de refuser d'entrer dans cette discussion, puisque cela ne correspond pas à ses objectifs politiques ou à ses véritables intentions. Ainsi, indirectement il assume s'accommoder du capitalisme, qu'il le reconnaisse ouvertement ou non n'y changeant rien.

Je ne suis pas entré dans le détail du programme du PG ou je n'ai fait référence à aucune position défendue par Mélenchon, parce que je n'en ai pas eu le temps, cela nous aurait emmené trop loin. J'ai juste voulu donner une grille de lecture pour décrypter sa démarche, sa réelle motivation, qui il est vraiment, et comment il s'arrange avec ses contradictions que les médias et la plupart de ses adversaires se gardent bien de faire ressortir, vous aurez deviné pourquoi.

En complément.

- Fête de l'Huma : PC, PG, Verts et «*frondeurs*» réclament une «*autre politique*» - Liberation.fr

Vraiment ?

- Fête de l'Humanité: le front anti-Hollande au point mort - L'Express.fr

- Vote de confiance : la leçon de Martine Aubry à Manuel Valls - Liberation.fr

- Vote de confiance : Martine Aubry refuse d'appeler à l'unité - LeMonde.fr

Petits arrangements pour grosses fortunes. Un magot tellement bien dissimulé qu'on ne peut pas mettre la main dessus, dites-donc.

La collusion entre le pouvoir économique et politique est totale, comme la dictature quand on y associe le pouvoir judiciaire et les médias.

- La Belgique accueillerait près de 20 des 100 plus grosses fortunes françaises - lesechos.fr

La Belgique accueille près de vingt des 100 plus grosses fortunes françaises, et les Français détiennent au moins 17 milliards

d'euros dans ce pays, selon une enquête du quotidien économique L'Echo parue samedi.

Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France [propriétaire du groupe Les Echos, NDLR], sans être installé en Belgique, y a domicilié plusieurs sociétés dès 1999. Mais il est loin d'être le seul, confirme le journal, qui cite de nombreux autres noms, dont celui du patron du groupe belge de distribution Delhaize, Jacques Bouriez, présenté comme le premier à avoir créé, dès 1983, une holding en Belgique.

L'Echo cite des gens connus comme la famille Mulliez, propriétaire du groupe de distribution Auchan, dont plusieurs membres sont domiciliés à Estaimpuis, commune frontalière choisie plus récemment par l'acteur Gérard Depardieu. Les différentes sociétés belges des Mulliez totalisent un capital de un milliard d'euros, affirme l'Echo. L'homme d'affaires Bernard Tapie et l'animateur de télévision Arthur font aussi partie du lot.

De nombreux Français fortunés ont choisi de s'installer en Belgique ou d'y domicilier leurs sociétés, car la fiscalité belge est plus avantageuse qu'en France pour les plus riches, notamment en raison d'une faible taxation du capital et de l'absence d'impôt sur la fortune (ISF).

Parmi les « *précurseurs*» repérés par le journal figure la famille Bongrain, à la tête du deuxième groupe fromager français exploitant des marques comme « *Le Caprice des Dieux* ». Elle a créé une holding à Bruxelles dès 1988. Selon L'Echo, la famille Bongrain a depuis placé plus de 400 millions d'euros en Belgique.

Les Français fortunés s'établissent de préférence dans des quartiers aisés de Bruxelles, et notamment dans les communes d'Uccle et d'Ixelles, ou dans des communes longeant la frontière française près de Lille (nord de la France).

Sans y être domiciliés, les fondateurs du géant laitier Lactalis (famille Besnier) ont basé à Ixelles une holding dont le capital atteint 1,7 milliard d'euros. La famille Savare, dont le groupe Oberthur est l'un des leaders mondiaux de l'impression sécurisée, notamment de billets de banque, ont fondé une holding dotée de 410 millions d'euros à Uccle, poursuit L'Echo.

La famille Hériard-Dubreuil, qui a fait fortune dans les spiritueux, possède en Belgique une société dotée de 733 millions d'euros en fonds propres, écrit le quotidien. Dans la famille des publicitaires Decaux, c'est le plus jeune des fils du fondateur Jean-Claude Decaux qui a été repéré en Belgique : il est administrateur délégué d'une holding au capital de 106,5 millions d'euros, selon le journal.

En se basant sur le classement des 500 plus grandes fortunes françaises établie par Challenge, l'Echo calcule qu'elles détiennent 17 milliards d'euros en Belgique. Le journal évoque par ailleurs l'installation de centaines de Français aisés beaucoup moins connus, affirmant que «*beaucoup (...) se sont manifestés ces trois dernières années, c'est-à-dire depuis l'accession de François Hollande à la présidence* ». AFP et lesechos.fr 13.09

Offensive néolibérale contre la Russie, suite.

- Moscou: Washington veut "*couper les liens économiques*" entre l'UE et la Russie - AFP

"*L'Amérique veut profiter de la situation actuelle pour couper les liens économiques entre l'Europe et la Russie*", notamment pour imposer à l'UE ses livraisons de gaz dont les prix sont nettement supérieurs à ceux du gaz russe, a affirmé Sergueï Lavrov, cité dans un communiqué de la diplomatie russe, dans un entretien à la chaîne de télévision russe TV Centre.

Washington souhaite "*s'assurer les conditions les plus favorables dans le cadre des négociations sur la création d'un partenariat transatlantique commercial et d'investissement*", a-t-il estimé.

Ainsi, les Etats-Unis "*tentent d'imposer à l'Europe les livraisons du gaz liquéfié américain à des prix qui ne peuvent pas être concurrentiels par rapport aux prix du gaz russe*", a précisé le ministre.

Il a par ailleurs accusé l'UE d'être "*prête à sacrifier son économie à la politique*", en soulignant que Bruxelles avait décidé de préparer une nouvelle série de sanctions contre la Russie le 5 septembre, le jour où un accord sur le cessez-le-feu en Ukraine avait été signé à Minsk, "*avant tout grâce à une initiative du président russe, Vladimir Poutine*".

Mais "*je suis sûr que cela va passer. Des voix raisonnables se font déjà entendre au sein de l'UE. Nous ne pensons absolument pas que cet éloignement puisse devenir stratégique*" pour Moscou et Bruxelles, a indiqué M. Lavrov.

"*La Russie est intéressée à ce que notre partenariat stratégique avec l'Union européenne se renforce et se développe*", a-t-il souligné.

En complément. La propagande grossière états-unienne tout azimut.

- Kiev accuse Vladimir Poutine de vouloir détruire l'Ukraine - Reuters

- Baisse des livraisons de gaz russe à la Pologne et la Slovaquie - Reuters

- Avec les sanctions, les prix décollent et les Russes se serrent la ceinture - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Taxe "*Tobin*": les Européens volontaristes malgré leurs divergences - AFP

Résistance passive

- Réforme du permis de conduire: Forte mobilisation des inspecteurs attendue ce lundi - 20minutes.fr

- Grève chez Air France: Un vol sur deux environ assuré lundi 15 septembre - 20minutes.fr

Antisocial, réaction, tyrannie

- La pause pipi au travail est-elle devenue un luxe? - 20minutes.fr

- L'absentéisme est un fléau, mais pas une fatalité - L'Express.fr

---

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Chine: la production industrielle à son plus bas rythme de croissance depuis 5 ans - AFP

Selon le Bureau national des statistiques (BNS), la production industrielle chinoise a gonflé en août de 6,9% sur un an, contre une hausse de 9% enregistrée en juillet. Cela représente sa plus faible progression en rythme annuel depuis décembre 2008 et les débuts de la crise financière.

"*A moins d'assouplissements monétaires imminents, la Chine ratera probablement son objectif de croissance, et le brutal ralentissement économique fera dérailler ses réformes structurelles*", ont estimé les experts d'ANZ.

Pékin veut muscler la consommation intérieure et favoriser une meilleure allocation des investissements, au détriment de pans d'activités peu rentables, et en rognant les grands groupes publics et les surcapacités industrielles.

"*Il ne faut pas se concentrer sur les fluctuations à court terme, mais regarder la tendance générale, le tableau d'ensemble*", avait averti le Premier ministre, tout en jugeant la croissance chinoise "*solide*" et "*résistante*". AFP 13.09

Haut de page

Le 15 septembre 2014

CAUSERIE

L'extrême droite et les nationalistes remportent une victoire électorale ou renforcent leur présence au sein des institutions en Suède et en Allemagne. Comme en France, en Grèce ou en Grande-Bretagne...

En Suède comme en Allemagne le Parti de gauche s'apprête à gouverner au niveau national ou régional avec le parti social-démocrate dégénéré ou social-libéral équivalent du PS en France, envoyant un message aux militants ou sympatisants du Parti de gauche en France qui auraient pu imaginer que ce parti pouvait être porteur d'une autre politique, un leurre en vérité dont ils peuvent prende acte pour peu qu'ils soient capables d'ouvrir les yeux, qu'il nous soit permis d'en douteer pour la plupart d'entre eux, pour lesquels la situation sociale n'est finalement pas si catastrophique que cela.

Hier, la petite-bourgeoisie et les classes moyennes organisées dans le PS et revendiquant le progrès social pouvait faire illusion dès lors qu'on oubliait de préciser... pour elles et non pour l'ensemble des masses exploitées.

C'est cette imposture qui est en grande partie la cause de la terrible confusion entretenue par les uns et les autres pendant de nombreuses décennies sur le caractère de classe du PS qui finalement n'avait rien d'ouvrier mais était purement capitaliste, dans la mesure où toutes les mesures défendues ou préconisées par ce parti avaient pour vocation à être compatibles avec le capitalisme et n'étaient destinées qu'aux privilégiés, les défavorisés ou ceux se situant à l'étage inférieur n'en bénéficiant pas ou récoltant uniquement des miettes, pire, devant en faire les frais selon le principe qu'il fallait bien prendre aux uns pour donner aux autres étant donné qu'il n'était pas possible de servir tout le monde ou que le contenu de l'enveloppe sociale était forcément limitée, seraient servis en priorité ceux qui assuraient la stabilité du régime ou formaient les bataillons de ses supporters à chaque élection.

Préserver leurs statuts et leur niveau de vie étaient leur seul objectif, faire en sorte que les représentants du capitalisme les épargnent autant que possible, but qu'ils se destinaient d'atteindre en se servant des masses pour lesquelles ils prétendaient s'exprimer aussi, sans véritablement se soucier de leur sort, ce qui leur permettait de camoufler leurs réelles intentions tout en tirant profit de la situation. Que de larges pans de la petite-bourgeoisie ou des classes et couches moyennes en arrivent à considérer aujourd'hui que le gouvernement en fait trop pour les pauvres, les chômeurs ou les exclus, était inscrit dès le départ dans l'idéologie qu'ils avaient adoptés et qui allait les entraîner à se rapprocher du néolibéralisme et de l'extrême droite.

Non seulement le PS ou les partis sociaux-démocrates n'étaient pas de gauche, ils étaient l'antichambre et l'aiguillon de l'extrême droite, ce qui devait se révéler au grand jour avec l'approfondissement de la crise du capitalisme et devait coïncider avec l'émergence de partis d'extrême droite ou leur montée en puissance. Pourquoi ? Mais pour à un moment donné résoudre à leur manière la crise du capitalisme ou fournir aux capitalistes les moyens de briser l'obstacle qui leur empêchait de la résoudre, le mouvement ouvrier. Comme en Ukraine ou autrefois en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, etc.

Ainsi non seulement le PS n'était pas un parti de gauche, c'était un parti foncièrement anti-ouvrier, fondamentalement antisocialiste, en tant que pilier du régime ou supplétif du parti de l'ordre, un allié plus qu'un ennemi de l'extrême droite qui n'a jamais eu l'intention non plus de renverser le régime en place.

Ailleurs nous avions écrit qu'ils étaient complémentaires, on en a régulièrement confirmation, en y regardant de plus près on s'aperçoit que les classes ou les couches qu'ils organisent et représentent le sont à l'origine, bien qu'elles ne recouvrent pas la même réalité ou frange de la population, l'un et l'autre organisent et représentent des fragments de différentes classes ou couches qui sont toutes liées au capitalisme, mais en diffèrent sur le plan politique par les rapports que leurs représentants ont entretenus à une autre époque avec les deux seules classes indépendante, celle des capitalistes et celle des ouvriers, origine que l'évolution toujours plus droitière de la social-démocratie ait parvenu à estomper jusqu'à la faire disparaître totalement de nos jours, de telle sorte qu'ils se sont rapprochés ou qu'ils ne sont plus animés que par les intérêts qu'ils partagent et qui sont liés à la survie du régime.

Que des grands bourgeois, des capitaines d'industrie, des banquiers, des dirigeants d'institutions internationales du capital figurent ou ont figuré depuis déjà des lustres à la direction du PS illustrent à la fois son penchant droitier assumé et la rupture avec ses origines, au point de rejoindre non seulement les intérêts de grands bourgeois, de capitaines d'industrie ou de banquiers traditionnellement de droite, mais aussi d'extrême droite. Parallèlement, le PS étant amené à monter au créneau pour défendre le régime en place, à servir les intérêts de la classe des capitalistes au plus au haut niveau de l'Etat, il allait se couper de la classe ouvrière et de pans entiers des classes moyennes qui se renvendiquaient de gauche, tandis que l'extrême droite allait tenter d'occuper la place laisser vacante. Sa servilité envers l'UE et l'impérialisme américain ne peut qu'accéler ce processus en faveur de l'extrême droite. Les dirigeants du PS en ont parfaitement conscience et cela ne les dérange pas le moins du monde, au contraire puisqu'ils soutiennent le gouvernement néonazi installé à Kiev ou des régimes apparentés à Tel-Aviv, Riad, Doha, etc. Les dirigeants de la classe dominante et les médias également.

En somme, il n'y a que le mouvement ouvrier pour fermer les yeux sur la véritable nature réactionnaire du PS. Quel terrble constat, non ? Et cela ne date pas d'hier, c'est une constante qui dure depuis près d'un siècle. Ce qui signifie qu'on est embourbé dans tant de contraditions depuis si longtemps qu'on peine à en sortir. Certains militants désespèrent, ne comprennent plus rien, et c'est normal puisqu'on continue de leur cacher la vérité. La grande illusion des "*Trente glorieuses*", des "*Jours heureux*", est bien terminée et le réveil s'avère insoutenable, car il a cédé la place au vide, au néant politique.

On s'est tant fourvoyé, qu'on ne voit pas très bien comment redresser la barre sans se la prendre en pleine figure. A quelle crédibilité ou légitimité pourrait-on prétendre par la suite en le révélant ? Justement, c'est par cet acte et en corrigeant le tir, en se hissant au-dessus du lot des partis qui refusent de rompre avec le PS (notamment) qu'on pourrait gagner la confiance des travailleurs et des militants, créer un choc salutaire permettant de rassembler le meilleur du mouvement ouvrier, les travailleurs les plus déterminés à refuser le sort auquel le régime les destine. Nous invitons nos dirigeants à avancer résolument dans cette voie, sans crainte, qui devraient-ils craindre, les travailleurs qui soudainement se reconnaîtraient dans le PS ou la vermine qui grouille autour ?

En guise d'épilogue ou pour alimenter la discussion.

Nombreux ont été ceux qui se sont gargarisés des réformes adoptées par Mitterrand en 1981, dont la retraite à 60 ans. Pendant ce temps-là et les 14 années suivantes Mitterrand et le PS ne remettrons jamais en cause la dépendance de la Banque de France et de l'Etat décidé par Pompidou en 1973 vis-à-vis du marché pour financer son budget, qui signera le départ de l'endettement exponentiel de l'Etat, processus qui s'amplifiera à partir de la création de la BCE et le passage à l'euro jusqu'à sa perte totale de souveraineté. Plus tard et jusqu'à nos jours le PS renoncera à ce combat puisqu'il est totalement inféodé à l'UE.

Chacun a pris conscience depuis de quelle manière l'oligarchie financière comptait s'appuyer sur le levier de la dette pour justifier le chantage qu'elle allait exercer sur les représentants de l'Etat pour qu'ils saccagent les services publiques, s'attaquent aux fonctionnaires, aux droits sociaux de tous les travailleurs, procèdent à de nombreuses privatisations, taille à la hache dans les budgets sociaux, mettent en place des politiques d'austérité, pendant que les marchés pillaient les caisses de l'Etat, les asséchaient en exigeant qu'ils adoptent des mesures toujours plus favorables au capital, autant de décisions qui se traduiront par une formidable régression sociale frappant tour à tour l'ensemble des différentes couches des masses exploitées, et depuis mai 2012 ce processus n'a fait que s'amplifier, le pacte de responsabilité est là pour le prouver.

Question : quel a été le trait marquant, le facteur déterminant des deux septennats de Mitterrand, du gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon-Buffet-Voynet, leur refus de revenir sur cette loi de 1973 livrant le budget de la France, l'Etat à l'oligarchie financière, qui allait servir par la suite et sans discontinué pendant plus de 40 ans de levier à l'offensive généralisée de la réaction contre les travailleurs, on pourrait ajouter la subordination totale à Bruxelles à partir du traité de Maastricht qui devait se traduire par la spoliation de nos droits politiques, ou deux ou trois mesures destinées temporairement à améliorer le sort des travailleurs, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, le passage de 40 à 39 heures de travail hebdomadaire ? A partir de ces deux ou trois exemples, qu'est-ce qui déterminait la véritable nature du PS ? Qu'est-ce qui allait déterminer pour les années et les décennies à venir la nature des rapports entre les classes ? Quel allait être le facteur qui allait influer le plus sur l'orientation du capitalisme ?

A mon avis, pour répondre à ces questions, quand on mesure l'ampleur des multiples conséquences ou répercussions négatives sur l'ensemble de la société qui ont découlé de cette loi de 1973 ou de la dette de l'Etat, au regard du degré de décomposition atteint par la société ou de tous ses rapports qui en est directement le produit, le doute n'est pas permis. Et quand on dit qu'elle a conduit à livrer l'Etat ou le pays, l'ensemble de l'économie au marché, celui-ci étant dominé par le dollar, c'est à ceux qui font marcher la planche à billets à la Fed que l'on pense, à l'oligarchie financière anglo-saxonne, au tenant du néolibéralisme, des guerres impérialistes qui ravagent le monde.

Alors à côté, franchement, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, le passage de 40 à 39 heures de travail hebdomadaire ne pèsent pas bien lourd. Il faudrait avoir une vision étriquée du capitalisme mondial ou percevoir le monde à travers le petit bout de la lorgnette ou encore s'en tenir à son nombril pour penser le contraire. Une telle confusion n'est pas permis, à moins d'avoir une conception de la lutte de classes qui n'ait plus grand chose à voir avec les objectifs du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du capital, du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Deux vidéos sur le 11 septembre 2001.

WTC MISSILE STRIKE ON 911: WTC-2 Twin Towers Crash Missle
http://www.youtube.com/watch?v=vJOiB6wMVuM

Je n'en avais jamais entendu parler.

100_WTC_Drone_Strike_Plane_PROOF_Many_Witnesses.mp4
http://www.youtube.com/watch?v=xsmc_rS2jOo

En anglais, de nombreux témoins très divers rapportent qu'ils ont vu un "*avion noir*", un "*avion militaire*" s'écraser sur la seconde tour du WTC, tous affirment qu'il ne s'agissait pas d'un avion "*commercial*"...

On découvre régulièrement de nouvelles vidéos...

ACTUALITÉ DU JOUR

La dernière trouvaille du Medef : Travailler plus pour gagner moins pour lutter contre le chômage.

- Le Medef propose moins de jours fériés et un Smic réformé contre le chômage - AFP

Le Medef propose de supprimer des jours fériés et de pouvoir déroger à la durée légale du travail ou au salaire minimum, dans son projet visant à créer un million d'emplois en France, dévoilé dimanche par Les Echos.

Pour créer 1% de croissance et 100.000 emplois, le Medef propose de supprimer deux jours fériés sur 11, selon Les Echos.

Il espère aussi de 50.000 à 100.000 emplois sur cinq ans en dérogeant au Smic pour certaines catégories de demandeurs d'emploi, et sur trois ans en remontant les seuils sociaux.

Autoriser les commerces à ouvrir le soir et le dimanche permettrait par ailleurs d'engendrer à terme entre 50.000 et 200.000 emplois nouveaux dans le tourisme, et entre 40.000 et 100.000 dans le commerce et la distribution, estime-t-il.

Ces propositions "*apparaîtront certainement agressives ou caricaturales à certains?*", reconnaît le Medef en conclusion de son document, cité par le quotidien.

"*Ils ont tort. Il s'agit avant tout d'animer un débat (...) Notre conviction est que nous n'avons pas tout essayé contre le chômage, nous avons juste essayé ce qui n'a marché nulle part et oublié ce qui a fonctionné partout.*" AFP 14.09

Faux. En Inde, depuis des lustres commerces et entreprises peuvent ouvrir 365 jours de l'année sans que le chômage de masse disparaisse, et s'il a considérablement diminué ces dernières années, c'est essentiellement dû à d'importants investissements réalisés par l'Etat dans les infrastructures, aux augmentations de salaire et à l'accès au crédit ou au marché qui en a été la conséquence pour de larges couches de la population.

Depuis l'afflux d'investissements étrangers au début des années 90 suite à la dérégulation de pans entiers de l'économie décidé par le gouvernement de l'époque (Parti du Congrès au pouvoir, Rajiv Gandhi Premier ministre) l'Inde a accéléré son industrialisation sur fond d'exploitation à outrance ce que les commentateurs oublient souvent de préciser, l'Indien travaillant 6j/7 sans aucun droit social en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, pas même un contrat de travail.

Ici il n'existe pas d'agences pour l'emploi et il est impossible de recencer avec précision le nombre de chômeurs, d'employés à temps partiel ou saisonniers, de savoir combien d'heures par jour travaille chaque salarié. Le travailleur est une marchandise comme une autre, qu'on consomme ou qu'on jette sans autre forme de procès. Les rapports entre le patron et l'ouvrier ou l'employé sont quasiment semi-féodaux, puisque l'un dispose de tous les droits et l'autre n'en a aucun. C'est à prendre ou à laisser, à vous de savor si vous voulez survivre ou crever, c'est aussi simple que cela.

En cas de conflit ou de contestation, l'ouvrier n'a aucun recours, il est entièrement à la merci de son généreux bienfaiteur, le patron qui l'exploite. Il arrive que des patrons ne paient pas le salaire de leurs ouvriers ou leur verse avec des mois de retard, en totalité ou en partie, généralement ils continuent de travailler pour lui car ils espèrent qu'il leur versera leur salaire un jour car ils savent que s'ils démissionnaient ils ne seraient jamais payés, il les tient en leur versant à intervalle irrégulier ce qu'il leur doit. Une femme de ménage a travaillé trois mois pour un député du coin qui a une maison en face de celle où j'habite, il ne lui a jamais versé son salaire. Que pouvait-elle faire ? Rien, sinon c'est lui qui l'aurait menacée de lui envoyer une bande de voyous pour la faire taire. Cette femme avait accepté ce travail parce qu'elle était très pauvre et donc sans défense.

Les patrons disposent souvent d'une milice ou d'un petit groupe de malfrats parmi leurs employés ou non qu'ils arrosent (en alcool) ou paient pour régler leurs différents quand la situation s'envenime, par intimidation, c'est parfois aussi des membres de leur famille ou des voyous que d'autres patrons ou hommes politiques emploient occasionnellement ou qu'ils ont recrutés, car il arrive également que certains en aient fait leur métier, ils figurent dans des organisations de type mafieuses qui rendent des services aux uns et aux autres, y compris à la police ou aux autorités qui sont corrompues.

Le pauvre bougre, le travailleur lambda sait parfaitement tout cela, il est écrasé par ce système social qui tient de la féodalité, cette terrible servitude en fait un être docile, vile, aigri, jaloux, violent, violence rentrée qu'il exercera de préférence envers ses proches ou ceux qui ont un statut encore inférieur au sien, d'où les rapports excécrables qui existent dans la société indienne entre ceux qui les vivent au quotidien et ceux qui en profitent, ou encore ceux qui en sont épargnés et qui préfèrent fermer les yeux faute de pouvoir faire autrement la plupart du temps.

L'injustice qui profite à la classe des possédants atteint des sommets en Inde, elle se traduit dans absolument tous les rapports plus ou moins violemment au point de rendre la vie des Indiens cauchemardesque. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là dans le monde loin de là.

C'est le sort que le Medef vous réserverait bien en France, non ? Il ferait bien de se méfier toutefois.

Il arrive aussi que les pauvres ou les déshérités se rebiffent et se regroupent pour régler leurs comptes avec les nantis à leur manière. En France on a encore la lutte de classe pour régler nos problèmes à notre manière, il serait temps de penser à en finir une fois pour toute avec le règne de la servitude humaine, d'inverser le rapport de la terreur afin de nous délivrer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. C'est à vous de montrer la voie aux autres peuples opprimés, de renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat afin de changer la société pour qu'on puisse vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat signifie renouer avec les enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes, avec l'expérience la plus élevée ou achevée réalisée par le prolétariat dans sa lutte pour son émancipation, la révolution russe de 1917 qu'incarnait le léninisme, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, le parti qui avait porté la classe ouvrière au pouvoir, le parti sans lequel la victoire de la révolution aurait été impossible, le parti qui concentre au plus haut niveau à la fois l'expérience de la lutte de classe du passée et le développement du capitalisme conduisant à son dépassement, à poser les bases d'une nouvelle société, au socialisme.

ACTUALITE EN TITRES

A bout de souffle.

- Fête de l'Huma: Laurent envoie un "*signal de dialogue*" à la gauche - AFP

- Les frondeurs rejouent l'union de la gauche - LeFigaro.fr

Les contestataires PS dialoguent avec le Front de gauche mais eux ont choisi de s'abstenir mardi. LeFigaro.fr 14.09

Cambadélis a prévenu, tout député du PS qui voterait contre la confiance au gouvernement serait exclu sur le champ du PS, la suite n'est plus qu'une formalité, mais ne dites pas que ce sont des godillots.

- Karine Berger, députée PS : "*Il faut supprimer la fonction de Premier ministre*" - Francetv info

Quelles saloperies ces mobilisations ! Ils nous pourrissent la vie. Quand est-ce qu'on va les interdire ?

- Grèves: Une semaine noire avec des mobilisations massives - 20minutes.fr

Résistance passive

- Air France: la moitié des vols annulés lundi, échec des négociations - AFP

- Paris : Les huissiers franciliens en grève illimitée à partir de lundi - 20minutes.fr

Enième volte-face. Pilotage à vue.

- Le Guen annonce un "*coup de pouce pour les petites retraites*" - AFP

Le Premier ministre demande mardi la confiance de la majorité à l'Assemblée, pour la deuxième fois en cinq mois. Les radicaux de gauche, qui devraient lui apporter leur soutien, avaient demandé un "*coup de pouce*" après l'annonce vendredi de l'annulation de la revalorisation promise.

Dans un communiqué, le chef de file des députés radicaux de gauche, Roger-Gérard Schwartzenberg, s'est félicité dimanche que le gouvernement paraisse "*donner suite à notre proposition*". "*Cette mesure compensatoire est nécessaire à ces retraités modestes qui doivent économiser sur tout et parfois sur le nécessaire: l'alimentation, le chauffage, les soins médicaux*", a-t-il plaidé. AFP 14.09

Quelle généreuse attention monseigneur !

Haut de page

Le 16 septembre 2014

CAUSERIE

Collusion, complicité, complot. Un timing réglé en famille.

- Jours fériés, 35 heures, smic, travail dominical… le Medef reporte ses annonces d'une semaine - Francetv info

Le Premier ministre Manuel Valls sollicite mardi un vote de confiance des députés, deux jours avant une conférence de presse de François Hollande. Initialement prévue mercredi, la conférence de presse du Medef aurait eu lieu entre ces deux interventions. Francetv info 15.09

Selon Jean-Claude Mailly, il s'agit du «*cahier de revendications du patronat qui, comme par hasard, sort avant le discours de politique générale du Premier ministre*» mardi «*et avant la conférence de presse du président de la République*» jeudi. liberation.fr 15.09

Commentaire avisé d'un internaute.

- "*Quelle belle mise en scène ! Et la plupart sont gentiment grugés.*

En fait, le MEDEF vient là au secours de Valls. Comment ?

En faisant fuiter ces mesures extrêmes, il tend la perche au 1er ministre qui dans son discours de ce 16 septembre va s'en servir pour déclarer qu'il combattra ces outrances du patronat, et ainsi obtiendra la confiance des godillots du PS sans sourciller.

Voilà qui permettra de faire avaler la pilulle du pacte de «stabilité» et ses milliards au patronat sans aucune contrepartie et à coup sûr sans coup de pouce pour l'emploi.

Valls et sa clique sont de parfaits sous-marins du MEDEF et les syndicats, qui ne sont pas dupes, jouent admirablement les vierges outragées tout en participant objectivement à cette belle oligarchie triomphante.

Qui sont les dindons de la farce ? Vous et moi !"

Cela a le don de nous exciter, pas vous ?

Les destructeurs de l'Irak et parrains d'EI n'ont pas terminé le boulot. Un faux prétexte pour parvenir renverser le régime syrien.

- La communauté internationale affirme son soutien à l'Irak sans dévoiler de plan - AFP

- Lutte contre l'EI : l'Iran a rejeté une demande de coopération américaine - LePoint.fr

En réalité :

- Irak: les Etats-Unis ne veulent pas de coordination militaire avec l'Iran - AFP

- L'Iran juge illégitime la coalition contre l'Etat islamique - 20minutes.fr

- Contre l'EI, Téhéran appelle à renforcer les gouvernements irakien et syrien - LePoint.fr

- Conférence anti-djihadiste: beaucoup de bruit pour rien - Lexpress.fr

- Coalition antijihadiste: premiers vols de reconnaissance français en Irak - AFP

En complément. La palme de la désinformation ou de l'intox.

- Hollande appelle à « *appuyer par tous les moyens* » les forces démocratiques en Syrie - LeMonde.fr

Ce qu'il appelle "*les forces démocratiques en Syrie*" ou les "*rebelles modérés* sont en réalité des mercenaires liés à différents groupes takfiris ou Al-Qaïda dont le Front Al-Nosra qui a les faveurs de Fabius.

Le véritable objectif de leur intervention militaire en Syrie.

- Les rebelles syriens soutenus par les Etats-Unis et l'Etat islamique signent un pacte " *de non-agression* " (The Hill) - legrandsoir.info - 14 septembre 2014

Extraits. L'Etat islamique (EI) et les rebelles syriens sont parvenus à un cessez-le-feu.

Alors que des rapports signalent que l'EI se regroupe devant les menaces d'attaques qu'il pourrait subir, une alliance de groupes rebelles syriens ont signé un pacte de « *non-agression* » avec l'EI vendredi.

Charles Lister, analyste à l'Institut Brookings (Une des nombreuses officines des néoconservateurs - ndlr), a indiqué que l'alliance du côté des rebelles étaient composés de quatre groupes distincts, dont le Front révolutionnaire syrien soutenu par les USA.

L'État islamique (EI) a à l'origine combattu aux côtés des rebelles, mais a ensuite commencé à attaquer des groupes rivaux, avant de rompre officiellement avec le Front Al-Nosra plus tôt cette année. Depuis lors, les deux parties se sont souvent affrontés, donnant aux forces d'Assad une nouvelle impulsion. Les rebelles syriens modérés et l'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIIS) auraient conclu un accord de cessez-le-feu vendredi, selon un groupe qui a suivi la guerre civile en Syrie.

Les groupes ont convenu d'un pacte de non-agression dans lequel ils se sont promis de ne pas s'attaquer mutuellement.

Ce développement pourrait influencer les membres du Congrès pour voter « *non* » à une autorisation de former et d'équiper les groupes rebelles modérés, dès la semaine prochaine. La Maison Blanche a demandé l'autorisation, mais certains députés ont déjà montré leur scepticisme envers la crédibilité des groupes d'opposition syriens.

Selon l'accord, " *les deux parties respecteront une trêve jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée et ils promettent de ne pas s'attaquer parce qu'ils considèrent que le principal ennemi est le régime Nussayri*> ",a rapporté l'Agence France-Presse.

Nussayri est un terme négatif pour le régime alaouite du président syrien Bachar al-Assad. legrandsoir.info 14.09

Régime alaouite, formule péjorative employée par le camp de la guerre contre la Syrie pour désigner la République arabe syrienne, un Etat laïque.

ACTUALITÉ DU JOUR

Union nationale pour un Etat policier.

- Appel au "*consensus républicain*" à l'Assemblée face à la menace jihadiste - AFP

Les députés ont entamé lundi dans le consensus l'examen d'un projet de loi renforçant l'arsenal antiterroriste afin notamment d'empêcher les départs en Syrie de candidats au jihad, dont les autorités craignent des attentats à leur retour.

"*Nous devons afficher une unité nationale contre le terrorisme et ce projet de loi va dans la bonne direction*", a répondu l'UMP Eric Ciotti. L'UMP Alain Marsaud qui a appelé le ministre à ne pas hésiter à "*s'asseoir sur les libertés individuelles*".

Le Front de gauche Marc Dolez a relayé les craintes de certains magistrats sur des "*mesures dérogatoires*" au droit commun mais s'est dit "*favorable à une évolution de la législation*". En fonction des débats, son groupe s'abstiendra ou votera pour. Refusant de "*minimiser*" la menace, l'écologiste François de Rugy a jugé qu'elle "*devait être combattue dans le plus grand respect du droit*" et déposera des amendements pour renforcer "*certaines garanties*".

(Marc Dolez est "*favorable à une évolution de la législation*", cela tombe bien, c'est justement le cadre dans lequel s'inscrit ce projet de loi, et comme il a pour objectif de défendre le régime il ne votera pas contre et rejoindra l'UMP et le PS.

Quant à la vermine écologiste, elle propose d'amender un projet de loi qui a pour vocation de bafouer le droit au lieu de le respecter, autrement dit elle y est favorable en y mettant les formes, personne ne sera dupe. -ndlr)

- Les opposants à la loi antiterroriste dénoncent des atteintes aux libertés - AFP

Le projet de loi antiterroriste porte-t-il une atteinte disproportionnée aux libertés publiques? Oui, répondent des opposants, qui dénoncent une érosion des libertés d'information et de circulation et un recul de la protection offerte aux citoyens par la justice.

"*Aujourd'hui comme hier, ce projet de loi antiterroriste est placé sous le sceau de l'urgence (procédure législative accélérée) et réduit à la portion congrue le débat démocratique par l'invocation de la menace terroriste*", estime le Syndicat de la Magistrature (SM, gauche), pour qui le texte présente "*un déséquilibre flagrant*" entre l'impératif de protection des citoyens et la nécessité de "*préserver la démocratie et les libertés*".

"*A l'inverse des engagements du candidat Hollande, on refait aujourd'hui des lois de circonstance pour répondre à l'émotion suscitée par des évènements dramatiques, comme sous Sarkozy*", abonde Serge Tubiana, président honoraire de la Ligue des droits de l'Homme.

Les opposants critiquent notamment le transfert à l'administration de pouvoirs judiciaires, ouvrant selon eux la porte à l'arbitraire en supprimant les garanties de la procédure contradictoire, même si des recours devant la justice sont prévus, a posteriori.

Le projet de loi instaure un nouveau délit "*d'entreprise terroriste individuelle*", prévoit "*une interdiction de sortie du territoire*" pour des ressortissant français soupçonnés de vouloir se rendre à l'étranger pour participer à des activités terroristes et renforce la lutte contre la provocation et l'apologie du terrorisme sur internet par le retrait d'un contenu, voire le blocage d'un site.

Pour le SM, la création de "*l'entreprise individuelle*" à visée terroriste revient à "*confier aux magistrats une mission de neutralisation préventive*".

Mais, "*pénaliser des intentions exprimées dans la solitude sans attendre un commencement d'exécution est une évolution dangereuse. Une personne peut très bien revenir en arrière, ne pas aller au bout*", fait valoir Laurence Blisson, secrétaire nationale du syndicat. "*C'est plus contestable encore que l'association de malfaiteurs (délit créé en 1996) qui permet au moins de se baser sur des échanges pour mesurer la maturation d'une intention criminelle*".

"*Faute de preuves, de passage à l'acte, il est a craindre que les enquêteurs se focalisent sur une appartenance religieuse, une origine ou de simples paroles*", redoute Martin Pradel, avocat de dossiers terroristes.

Mêmes réserves sur l'interdiction de sortie du territoire. "*Cette procédure confie à l'autorité administrative de nouvelles prérogatives lui permettant d'étendre son contrôle sur les citoyens à l'issue d'une procédure en trompe l'oeil*", juge le SM.

"*L'atteinte aux libertés est exorbitante*", estime Laurence Blisson, qui craint "*une application extensive et préventive*" à partir de preuves basées sur "des dossiers classés secret défense ou des écoutes administratives".

"*Les vrais clients de cette interdiction seront tous ceux contre lesquels on n'aura pas d'éléments suffisamment probants pour engager des poursuites judiciaires. C'est une restriction arbitraire de la liberté d'aller et venir*", dénonce Me Pradel.

Les dispositions contre l'apologie du terrorisme sont également montrées du doigt.

"*L'intervention possible d'une personnalité nommée par la Commission informatique et liberté (CNIL) ne suffit pas à rendre légitime cette procédure qui confie à l'autorité administrative le pouvoir de déterminer ce qui relève du terrorisme et ce qui reste de la contestation de l'ordre social, politique ou économique*", estime le SM. AFP 15.09

C'est une variante du délit d'opinion qui sert à éliminer les opposants sous une dictature.

C'est une dérive de l'Etat policier calquée sur les Etats-Unis où de simples paroles ou la suspicion suffisent pour vous embastiller ou bombarder un pays par exemple, l'Etat de droit ou la démocratie n'est que pure illusion.

Ensuite, soit ils vous demandent d'établir la preuve de votre innocence, ce dont vous êtes incapable puisque vous ne savez pas de quoi on vous accuse au juste, à défaut de présenter des éléments matériels que vous pourriez récuser ou de pouvoir

démontrer qu'ils n'ont aucun lien avec l'accusation formulée.

La suspicion profite à l'accusateur. Il s'agit d'un plaidoyer à charge où l'accusateur s'institue juge et partie, dans la mesure où il a défini le contenu du délit et la sanction qui devait l'accompagner sans tenir compte qu'il serait sanctionné ou non par un acte, sur la base de la suspicion le législateur instaure ainsi le délit de culpabilité, inversant la charge de la preuve au détriment de l'accusé qui ne bénéficie plus de la présomption d'innocence.

Dorénavant tout citoyen sera considéré a priori comme coupable, tant qu'il n'aura pas démontré ou apporté la preuve qu'il est innocent des faits qui lui sont reprochés, sur la base de simples paroles qu'il aurait pu prononcer ou rédiger en privé et qui seraient parvenus aux autorités judiciaires par tout moyen laisser à sa discrétion légaux ou illégaux, secrets, sans qu'il puisse en contester l'usage, puisque pour justifier cette pratique son procureur lui opposera la notion de la défense nationale ou les intérêts supérieurs de la nation dont il est le dépositaire.

Au delà, on peut facilement imaginer qu'il leur sera possible d'attribuer à n'importe qui de telles paroles par toutes sortes de procédés, car il n'y a rien de plus facile que de rédiger et d'envoyer un courriel en empruntant votre adresse électronique ou de se faire passer pour vous une fois pirater votre mot de passe, pour ensuite vous l'impliquer et vous embastiller.

A plusieurs reprises on s'est demandé pourquoi ils avaient mis gracieusement à la disposition de la population Internet et les réseaux dits sociaux, quel intérêt ils pouvaient bien avoir à nous fournir une source d'informations quasi inépuisables, pourquoi ils facilitaient en apparence les rapports entre les différents membres de la population par l'utilisation du courriel, on a déjà évoqué toutes sortes de manipulations auxquelles ils pouvaient se livrer, comment ils pouvaient instrumentaliser les réseaux dits sociaux, le piratage de nos courriels ou de nos ordinateurs pour mieux nous ficher, etc. avec cet épisode la menace qui pèse sur notre liberté se précise, se matérialise, est en passe de devenir une réalité, peut-être pas dans le contexte actuel, mais dans les mois ou années à venir en fonction de l'évolution de la situation sociale et politique qui est amenée à se détériorer infailliblement.

Cela dit, il ne faut pas tomber dans la parano.

J'ai évoqué il y a quelques jours un courriel que j'avais reçu d'un lecteur sans préciser son prénom, son nom, son adresse, son âge, son sexe, son métier, sans même reproduire le moindre passage de son courriel, me contentant de préciser qu'il militait à Sud et que le sujet de son courriel portait sur le POI. Et bien il m'a envoyé un second courriel en me reprochant d'avoir mentionné son premier courriel dans une causerie. Je n'en suis pas revenu, je me suis dit que ce n'était pas possible d'en arriver là et pourtant si, je n'ai pas rêvé. Il ne s'étonnera pas que je ne lui réponde pas, car il en va de sa sécurité !

Qu'est-ce qu'il s'imagine, les services de renseignement français surveillent mon portail autant que ma boîte aux lettres électroniques ou mes appels téléphoniques, et je ne tiens pas cela d'une conviction puisque j'en ai eu la preuve matérielle un jour en examinant les statistiques du portail. Pour vous connecter sur le site vous devez passer par le serveur qui l'héberge en France. Dans cet ordinateur votre adresse va être enregistrée, mais elle ne figurera pas telle quelle, le serveur va vous attribuer ce qu'on appelle une IP, par exemple si votre adresse électronique est felix@yahoo.fr, votre IP sera ip192.187.115.251 donc il me sera impossible de saisir votre adresse électronique et de vous envoyer un courriel. A chaque connection une IP différente vous sera attribuée. Il arrive parfois que figure un nom, une ville ou tout autre chose dans une IP.

Un jour j'ai découvert une IP plus explicite ou figurait semble-t-il l'abrégé d'une organisation, d'un portail ou d'une entreprise, ma curiosité m'a alors poussé à vouloir en savoir plus et j'ai été taper cet abrégé sur Google. Et là quelle ne fut pas ma surprise de tomber sur un portail dédié aux renseignements généraux, où figurait en page d'accueil un article qui faisait l'amalgame entre l'extrême gauche et les mouvements jihadistes, où il était expliqué que l'extrême gauche était amené à alimenter les organisations terroristes, etc. J'avais chargé cette page dans mon disque dur, mais depuis qu'il a brûlé je l'ai perdue, et je ne me souviens pas de l'intitulé de ce portail, à vrai dire cela m'avait fait plutôt marrer et je n'y avais pas attaché plus d'importance que cela. Avec ce que j'ai vécu, il en faudra beaucoup plus pour me rendre parano.

Vous saisissez le lien avec notre info du jour, n'est-ce pas ?

La société qui héberge notre portail a été l'objet d'une attaque importante au début de l'année, au cours de laquelle un certaine nombre de données, dont les adresses électroniques des internautes ayant visité certains portails, dont le nôtre, ont été dérobées ou piratées.

Bon, on ne va pas en faire un plat, nous sommes tous fichés, ils savent où nous loger et ce n'est pas ce qui va nous empêcher de dormir. Ne sombrez pas dans la psychose, vous faites leur jeu, vous leur donner raison, c'est dingue de marcher dans cette combine, qui craignez-vous, vos dirigeants, qui, merde à la fin !

Avant-hier à quelques pas de chez moi un chien s'est fait attaqué par un cobra, et cet après-midi Selvi s'est enfuie du jardin où elle travaillait après avoir failli mettre la main sur un autre serpent, à 50 mètres de chez moi. Ma porte, en fait trois portes de ma maison sont ouvertes toute la journée sur le jardin, vous croyez que je me suis précipité pour les fermer, vous rigolez ou quoi, je ne vais pas me cloîtrer et puis quoi encore, je n'en ai rien à foutre, et si je dois crever de cela ce sera le destin et puis c'est tout.

S'il vous plaît, surtout ne dites pas qu'on vit dans un monde de dingues ou je vais vraiment me fâcher, car j'ai l'impression que vous l'êtes tout autant, reprenez-vous bordel ! C'est un conseil d'ami, je vous dis cela uniquement parce que cela me désole.

La crise de confiance atteint les médias subventionnés par l'Etat.

Aidons-les à s'effondrer : Boycott de tous les médias !

- A Libération, réduction d'effectifs et révolution libérale - AFP

La direction de Libération a annoncé un big bang pour le journal : elle veut supprimer 93 postes, environ un tiers des effectifs, et révolutionner toute l'organisation ainsi que les contrats de travail.

Lors d'un comité d'entreprise lundi matin, puis devant les salariés réunis au complet dans un lourd silence, les nouveaux dirigeants ont détaillé leur plan pour faire de Libération un groupe multimédia rentable, "*normal*", avec une priorité au web.

Décision la plus radicale à Libération : la suppression de 93 postes (81 CDI et 12 CDD) sur 250, dont une cinquantaine dans la rédaction qui passera de 180 à 130 journalistes, la coupe la plus massive dans l'histoire du quotidien fondé par Jean-Paul Sartre. "*Une décision inévitable pour sauver le journal*", a déclaré Laurent Joffrin. Parallèlement, onze postes seront créés.

Libération va aussi changer complètement de fonctionnement éditorial : la rédaction sera unifiée entre papier et web, les journalistes devront écrire des "*magazines à chaud*", les services traditionnels (étranger, économie...) seront réorganisés en "*pôle multimédias*" (Planète, Futurs, Idées, Pouvoirs, Tendances, Culture) qui auront chacun leur site en ligne, sous la bannière Libération.

Autre révolution, la remise à plat de tous les contrats de travail et le licenciement de ceux qui refuseront les nouvelles conditions, revues dans une optique "*d'entreprise normale*" et de rentabilité.

A partir du 18 janvier, les salariés, journalistes et non-journalistes, se verront proposer un nouveau contrat de travail unique, qui mettra en place une "*rémunération variable en fonction des objectifs*" -- expression qui a fait ricaner des salariés.

Au programme également, des "*entretiens annuels, comme dans une entreprise normale*" et une "*clause de non-dénigrement*" pour éviter les critiques publiques de la rédaction contre la direction, comme celles affichées dans le journal lors de l'arrivée des nouveaux dirigeants il y a 6 mois.

La direction lancera en octobre des négociations pour réduire le nombre de RTT.

Ceux qui refuseront ce nouveau contrat seront licenciés, a indiqué François Moulias. Ils auront un mois pour se décider.

La suppression de 93 postes permettra "*huit millions d'euros d'économie par an*", a précisé le directeur opérationnel Pierre Fraidenraich à L'Express. "*Il n'y pas aujourd'hui d'autre alternative. Libération est au bord du gouffre*".

"*Libération perd 22.000 euros par jour. Nous devrons rapidement faire appel aux actionnaires. Il nous faut rationaliser la production journalistique*", a expliqué le n°2 de la rédaction, Johan Hufnagel.

Autre signe d'un changement d'époque, la rédaction devra déménager "*dans la petite couronne*" au 1er semestre 2015 et quitter l'immeuble de la rue Béranger, au coeur de Paris.

La direction a dit éviter au maximum les départs contraints, via le plan de départs volontaires pour les non-journalistes, la clause de cession ouverte aux journalistes et l'obligation d'adhérer au nouveau contrat de travail.

La clause de cession ouverte jusqu'au 30 novembre n'a jusqu'ici attiré qu'une douzaine de candidats, la plupart des salariés attendant ces annonces pour se décider.

Laurent Joffrin a par ailleurs annoncé quatre projets: renouvellement du site Libération.fr; diffusion en ligne payante de tous les contenus de Libération; "*nouvelle formule du quotidien papier au premier semestre 2015*"; "*activités nouvelles*" en relançant les forums, des nouveaux suppléments et en transformant le mensuel Next.

Au sortir de la réunion, beaucoup de journalistes avaient la mine défaite, parfois des sanglots dans la voix, et refusaient de s'exprimer publiquement. La plupart se disaient peu surpris. "*Libération tel que je l'ai connu ne va plus exister*", a résumé

un journaliste. Plusieurs signatures historiques du journal envisagent de partir, selon des sources internes.

Au bord de la faillite, Libération a été renfloué fin juillet à hauteur de 18 millions d'euros, apportés principalement par le milliardaire Patrick Drahi, patron du groupe Altice (Numericable, SFR). AFP 15.09

- Une réforme "2.0" pour le quotidien Le Monde - AFP

Initié par les actionnaires, ce plan de mobilité "2.0" se veut plus "*négocié qu'imposé*" et sera présenté mardi aux salariés. Il ne concerne plus que 35 journalistes contre une cinquantaine lors du premier plan de mobilité qui avait donné lieu à une crise en mai, entraînant une fronde de la rédaction et la démission de la directrice Natalie Nougayrède, remplacée par Gilles van Kote, directeur, et Jérôme Fenoglio, directeur des rédactions.

Le journal, qui aura une nouvelle formule papier le 6 octobre, verra la fusion de son logiciel d'édition de la version papier avec celui du web, même si tous les journalistes ne seront pas polyvalents entre web et édition papier.

Il prévoit également un "projet M", qui décline le magazine "M" en numérique, ainsi que dans une page "Style" de l'édition papier. AFP 15.09

ACTUALITE EN TITRES

Illégitimes, ultra minoritaires, ils sont au fond du trou... Et ceux qui se proposent de les aider à en sortir.

- 66% des Français envisagent "*une explosion sociale*" - Le Nouvel Observateur

Seuls 6% des Français excluent totalement la possibilité d'une explosion sociale dans les prochains mois. Le Nouvel Observateur 15.09

La question intéressante serait de savoir combien la souhaite vraiment et combien seraient prêts à y participer. Ils ne seraient que 1% sur la base de 45 millions d'électeurs, donc d'adultes, retranchons les nantis et apparentés et descendons à 40 millions, retranchons encore ceux qui s'estiment heureux de leur sort et descendons à 20 millions, 1% sera ferait 200.000 travailleurs prêts à en découdre, plus qu'il n'en faut pour constituer la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Alors qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions ne seraient pas favorables à la construction du parti, dites plutôt qu'on ne sait pas comment s'y prendre ce serait plus honnête.

Une confirmation.

- Popularité: La forte chute continue pour Hollande et Valls - 20minutes.fr

Leur cote de popularité est respectivement tombée à 13% et 30%.

Un autre sondage publié par TNS Sofres le 4 septembre situait déjà la cote de confiance présidentielle à 13%. 20minutes.fr

Ils sont "***foutus***" !

- "*Si d'ici trois à six mois, la situation ne s'est pas inversée, ce sera foutu*", aurait confié Manuel Valls - Francetv info

Le Premier ministre aurait tenu ces propos en petit comité à la veille d'un deuxième vote de confiance à l'Assemblée en cinq mois, rapporte "Le Monde". Une confidence qu'il a démentie dans la foulée. Francetv info 15.09

Valls a ajouté qu'il fallait "*tenir*" à tout prix, c'est devenu son seul objectif ou c'est en passe de le devenir.

Leurs laquais montent au créneau.

- Berger (CFDT): Valls et Hollande doivent "*redonner de l'espoir*" au pays - AFP

- La CGT demande à Valls de «*ramener le patronat à la raison*» - Liberation.fr

Selon Thierry Lepaon, le Medef a «*orchestré sa communication*» avant le discours de Manuel Valls devant le Parlement et avance des propositions qui vont «*constituer son cheval de bataille d'ici la fin de l'année*». «*J'attends du Premier ministre qu'il tire les choses au clair et ramène enfin le patronat à la raison*», lors de son discours mardi devant le Parlement, a affirmé Thierry Lepaon. Liberation.fr 15.09

Nous, nous n'attend rien du Premier ministre des patrons, parce que nous ne lui reconnaissons aucun légitimité. Alimenter l'illusion qu'on devrait être en droit d'attendre quoi que ce soit des représentants du régime est une façon comme une autre de le soutenir.

Rompre avec Valls sans rompre avec la direction de la CGT qui est lié au régime, c'est jouer un double jeu ou tenir un double discours, c'est combattre contre son camp. Idem avec la direction de FO et la FSU.

Au fait, c'est quoi le patronat, le capitalisme raisonnable ? Comme Lepaon et Berger l'aiment. Non, Valls n'est pas le seul à aimer l'entreprise ou à en être le porte-parole...

Résistance passive.

- Grève des pilotes: Air France prévoit 60% de vols annulés mardi - AFP

- Les praticiens hospitaliers appelés à la grève le 14 octobre - Liberation.fr -

- Grève massive des huissiers contre le projet de réforme du gouvernement - L'Express.fr

- 65 % des inspecteurs du permis de conduire en grève - LeMonde.fr

Contrairement aux jaunes et autres gauchistes, s'il nous arrive d'étriller l'aristocratie ouvrière, nous soutenons toujours leurs revendications et jamais nous ne les condamnons.

La palme de la désinformation et de l'intox.

- Election présidentielle au Brésil: "*Marina Silva est le nouveau Gandhi*" - L'Express.fr

En réalité son programme est néolibéral et elle est soutenue... par les Etats-Unis, elle est la candidate de Washington. Lire l'article en ligne qui fournit tous les détails :*Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12) (legrandsoir.info) (08.09.14)* .

Haut de page

Le 17 septembre 2014

CAUSERIE

Je passe de nouveau toutes mes soirées seul, ce qui me permet de travailler un peu, de lire à l'occasion, je n'en trouve plus le temps et c'est bien dommage. Privé de télé car une nouvelle fois déconnecté du satellite qui héberge TV5Monde Asie, j'en ai profité pour lire.

Dans un bloc-note j'ai copié quelques passage des écrits de Trotsky d'avril 1939, on les abordera dans les jours qui viennent, cela va alimenter notre réflexion sur plusieurs sujets importants, le fascisme, la méthode du marxisme, ce qui distingue le capitalisme des modes de production antérieurs, etc.

Avant, j'ai téléchargé de nouveaux articles et je suis tombé sur une vidéo extraordinaire, à vous couper le souffle, au point que j'y ai pensé un peu plus tard dans la soirée au moment d'aller me coucher et de ne pas trouver le sommeil. Elle soulève une question déterminante qui en appelle toute une série, du coup j'ai dû mettre plus d'une heure avant de m'endormir complètement claquer mais heureux de cette découverte fantastique, un élément d'une puissance phénoménale contre les dirigeants du vieux monde et Obama en particulier à condition de bien s'en servir.

Vous allez me prendre pour un dingue, alors que je suis parfaitement lucide et capable de faire la part des choses, dans ma situation c'est préférable vous me l'accorderez, je vous fais languir de crainte que vous ne me preniez pas au sérieux et ce

serait franchement dommage, pas pour moi, pour notre cause évidemment. Alors de quoi s'agit-il?

Cette vidéo est consacrée à Ben Laden. Je sens qu'on est mal barré rien qu'à cette annonce. Encore, direz-vous ? Qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement, vous délirez ou quoi ? Vous ne croyez pas qu'il y a d'autres sujets plus importants à aborder ? Attendez, je ne vous ai jamais dit qu'on allait parler de Ben Laden. Il s'agit de sa mort, de la date de sa mort, du lieu où il est mort. Et alors, cela va vous avancer à quoi de le savoir ? Vous savez ou vous ignorez qu'il existe au moins deux versions de sa mort, la première selon laquelle il aurait été tué au Pakistan en mai 2011 par un commando américain, la seconde selon laquelle il serait mort en Aghanistan en décembre 2001, le 9 décembre très précisément. Eh oui ! car depuis les langues se sont déliées et on a obtenu des précisions, mais là n'est pas l'essentiel.

La première version est la version officielle, celle qu'Obama a annoncée le 1er mai 2011 à la télévison américaine et qui a été reprise par tous les médias et gouvernements occidentaux. Nombreux ont été ceux qui ont émis des doutes sur cette version rocambolesque jusqu'à produire des photos des personnes massacrées lors de l'assaut donné par les Américains sur son prétendu repère, à l'exception de Ben Laden. Mais émettre des doutes sur la crédibilté d'un fait n'a jamais constitué un début de preuve permettant d'infirmer ou de confirmer une version controversée, autrement dit cela ne sert pas à grand chose ou on n'est pas plus avancé pour autant. Or, ce qui nous intéresse, nous passionne même, et on voudrait bien vous faire partager notre passion, c'est d'avancer, avancer vers la vérité ou la faire éclater au grand jour.

Il n'existe rien de plus puissant qu'un fait réel que personne ne peut contester, car relié à d'autres faits il va servir à comprendre l'enchaînement des faits qui va servir de base à notre interprétation de la réalité, de la situation, mais aussi de trame pour étayer la théorie que nous allons mettre au point ou qui va en découler, chaque fait étant une expérience et un ensemble d'expériences autant d'enseignements qui nous serons précieux pour déterminer la suite des événements ou l'orientation de la situation, formuler des pronostics, définir des modalités d'action, etc.

Tout ceci est fort banal en vérité, je vous l'accorde, à ceci près qu'on n'y accorde pas toujours ou pas souvent l'importance ou la place qu'il mérite, y mêlant ou y substituant une part de subjectivité qu'on y apporte inconsciemment... Prendre connaissance d'un fait qu'on ignorait nous arrive tous les jours. Selon son importance ou l'importance qu'on lui accorde il peut influencer l'interprétation que l'on faisait antérieurement d'autres faits ou modifier notre vison de certains rapports. Changer le cours de notre vie parfois.

Pour en venir au fait dont il est question ici, imaginez un instant qu'un témoin clé de cette affaire affirme que ce n'est pas Ben Laden que les Américains ont tué en 2011. Vous vous demanderez spontanément quel est le degré de crédibilité de ce témoin et c'est bien naturel. Imaginez maintenant que ce témoin était le soldat américain qui a tiré sur la personne qui était censé être Ben Laden, et qu'il affirme avoir vu de nombreuses photos de lui, qu'il était capable de décrire les traits de son visage, la couleur de sa barbe, etc. et qu'il ne l'a pas reconnu, car la personne qui se trouvait en face de lui était nettement plus jeune, portait une barbe noire, alors que celle de Ben Laden était devenue grise comme en témoigne de nombreuses photos.

Le journaliste d'une grande chaîne de télévision américaine lui pose alors à plusieurs reprises la même question : Etes-vous absolument certain que cette personne n'était pas Ben Laden, et chaque fois sans hésiter il a répondu qu'il était absolument certain qu'il s'agissait de quelqu'un d'autre. Là tous vos doutes tombent définitivement, vous avez la preuve qu'Obama a menti au monde entier, vous en détenez la preuve incontestable.

On va arrêter là car je n'ai plus le temps de poursuivre. Obama est en train d'entraîner une trentaine de pays (en fait le monde entier) dans une guerre sans fin au Moyen-Orient qu'il justifie à partir d'autres mensonges, mais la plupart des gens en occident l'ignorent hélas, eux aussi ils ont besoin d'une preuve incontestable que c'est un épouvantable menteur, que Cameron, Hollande et Cie. sont d'horribles menteurs et entraînent leurs peuples dans une guerre qui n'est pas la leur. Imaginez que soudain ils en aient la preuve absolue, imaginez un peu la cascade de conséquences politiques qui en découleraient, incontrôlables.

Certes, cela ne suffirait pas pour les renverser, mais cela leur porterait un coup fatal dans la mesure où des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs s'engageraient dans le combat politique fort de cette certitude, de cette conviction qu'on les a toujours trompés, ce qu'ils ne pardonneraient pas, ne peuvent accepter ; comment concevoir que ces mensonges ont servi à couvrir les pires crimes, à justifier les pires souffrances ou sacrifices et qu'ils devraient demeurer impunis, sans réaction de leur part, impossible, insoutenable une minute de plus.

Mais pour présenter les choses de cette manière aux travailleurs afin de les faire réagir, c'est tout un art, cela demande une concentration et une indépendance d'esprit qui fait défaut à nos dirigeants embourbés dans le jeu institutionnel ou les manoeuvres d'appareils. Je suis absolument convaincu qu'un tel matériel mis à la disposition des travailleurs déclencherait la réaction de dizaines ou centaines de milliers d'entre eux parmi ceux qui ne supportent plus du tout les conditions qui leur sont faites.

Vous n'en démordez pas, Ben Laden, Al-Qaïda, Obama, ils s'en foutent direz-vous, mais un tel énorme mensonge dans la bouche de leurs dirigeants, qu'on les prennent pour des demeurés, pour des cons et que les mêmes leur pourrissent la vie au quotidien, je suis pas sûr du tout qu'ils soient tous prêts à l'accepter sans réagir. Ils vont s'interroger, si on leur a menti ici, c'est qu'on leur a

menti ailleurs, tout le temps peut-être, cela va les pousser à se poser un tas de questions, à revoir tout ce qu'on leur a fait gober sans broncher parce qu'ils n'y comprenaient rien, maintenant ils ont compris qu'on leur a caché sciemment la vérité, et de réflexion en réflexion il y en a qui vont trouver la voie du combat politique, qui vont se dire qu'il doit bien exister une alternative à la situation actuelle, à ce monde pourri, qu'il doit bien y avoir une issue politique, que quelqu'un a déjà dû y penser avant eux puisque certains avaient découvert la vérité avant eux et ainsi de suite.

Comment ne pas croire que les travailleurs ne pourraient pas se saisir d'un tel matériel qui somme toute est tout à fait à leur portée, c'est la question que je pose. Qui peut croire que la totalité des travailleurs pourraient se faire les complices d'un tel mensonge, qu'ils se seraient résignés à vivre dans le mensonge et l'hypocrisie toute leur vie, ce serait avoir une drôle d'opinion d'eux que je ne partage pas. Cela voudrait dire qu'ils en sont rendus à l'état de légume, végétatif, incapable du moindre sursaut, qu'ils n'auraient plus de dignité en somme, on se refuse à le croire.

Mon idée aurait été de relater cette histoire sur un tract en indiquant l'adresse de cette vidéo, en construisant une argumentation sur le modèle de ce qui vient d'être dit dans des termes plus précis mais très simplement, et d'appeler à une réunion pour en discuter ainsi que la situation sociale et politique, car les deux sont liés. Pourquoi vivons-nous dans un monde aussi épouvantable, peut-être parce qu'on nous raconte des histoires, on nous ment à tour de bras. Et comment pourrions-nous continuer à nous en plaindre une fois qu'on en aurait eu connaissance, qu'on aurait eu l'occasion d'en prendre conscience ? Que sommes-nous, qui sommes-nous si nous ne réagissons pas ?

Malgré tout vous trouverez peut-être délirante cette idée, comme de nombreux militants trouvent délirant d'avoir confiance en la capacité des travailleurs de progresser ou de prendre leur destin en mains. Il est vrai qu'on peut douter de tout en toutes circonstances à commencer par soi-même et ses propres convictions, mais dans ce cas-là on n'arrive jamais à rien. A suivre.

L'adresse de cette vidéo.

- Le vrai Oussama Ben Laden serait mort en 2001

Note de lecture et réflexion politique

L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

- " *Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx.* "

L'évolution du capitalisme qui tend à reproduire ou appliquer irrésistiblement à une autre échelle (mondiale) les lois de fonctionnement du capitalisme, le cycle du capital (le menant à son effondrement), conduit non pas à l'atténuation mais à l'exacerbation croissante des contradictions de classes, et en guise de distribution mieux équilibrée du revenu national on assiste plutôt à une concentration du capital entre quelques mains, à une explosion des inégalités sociales sans précédent dans l'histoire du capitalisme, et au lieu de remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social, elle se traduit sur le plan politique par la négation de la démocratie politique qui perd tout contenu social du fait qu'elle tend à disparaître au profit d'une dictature ou du fascisme où les exploités sont dépourvus de tout droit social.

Donc l'évolution du capitalisme aboutit au scénario inverse de celui imaginé par Jaurès et demeure conforme à celui pronostiqué et théorisé par Marx.

C'est d'autant plus prégnant que le mode de production capitalisme est devenu universel et que tous les peuples aspirent au progrès social, au même niveau de vie que les peuples des pays les plus développés, que la richesse accumulée par les plus riches est incompatible avec la satisfaction des besoins sociaux de 7 milliards d'hommes et de femmes. C'est cette contradiction qui est explosive et incompatible à terme avec l'existence du capitalisme, qui constitue sa plus grande menace, qui signe son arrêt de mort.

Ce qui caractérise le réformiste, c'est l'ignorance des lois de fonctionnement du capitalisme ou son mépris des facteurs qui sont à la base du développement et de l'évolution du capitalisme. Ce qui fait de lui selon son talent et son cynisme, un aventurier, un charlatan, un illusionniste, un prédicateur, agissant toujours sous un faux masque, recourant aux mêmes méthodes de faussaire, empruntant la terminologie du marxisme ou du socialisme pour mieux le dévoyer et le combattre.

Le réformiste a pour vocation à vivre sur le dos du troupeau qu'il mène en bonne conscience à l'abattoir, car une fois réduit à l'impuissance ou ses brebis sans défense réduites à l'état de proies faciles, il les livre aux fascistes qui n'en font qu'une bouchée.

Le réformiste, dans la mesure où il a atteint un certain niveau intellectuel, est un imposteur, un professionnel de l'entourloupe,

un menteur ou un hypocrite aguerri, en deux mots un sale personnage et non un doux rêveur auquel son imagination aurait joué un vilain tour ou un dilettante qui se serait égaré, un mégalomane qui se serait pris à son propre jeu au point de se transformer en mytomane et de croire ses élucubrations, partant de là l'accuser de faiblesse ou de fainéantise intellectuelle serait encore lui faire trop d'honneur, car sa démarche consiste sciemment à s'écarter de la réalité, à n'en retenir que ce qui l'arrange, il refuse d'admettre que les enseignements tirés des expériences passées qu'on lui soumet aboutiraient à une toute autre conclusion que la sienne, il ne peut pas les prendre en compte sans être pris d'un vertige à l'idée qu'elles impliqueraient une rupture avec le régime qui a modelé son mode de pensée et d'existence et que finalement il défend sous un faux masque, celui du socialisme.

Le réformisme, c'est comme la pâte d'une crêpe (chapati à base de farine de blé dans le nord de l'Inde) qui ne serait pas assez cuite ou qui serait lourde à digérer pour un estomac qui n'y est pas préparé, ce qui est notamment le cas des Indiens du sud du pays. Vous en mangez une, passe encore, vous en mangez deux vous êtes pris soudain d'une lourdeur à l'estomac, vous insistez et vous en mangez une troisième et votre malaise se transforme en douleur, si vous persistez vous êtes pris de nausée, vous vous tenez le vendre, vous transpirez abondamment, votre température monte et vous finissez par aller vomir, le tout assorti d'une diarrhée carabinée.

L'avantage, si je puis dire, c'est que l'ensemble du processus est bâclé en un temps record, avec les chapatis j'entends. Mais imaginons un instant que ce ne soit pas le cas, que ce processus traîne en longueur, et vous courriez le risque de choper une dysenterie à l'arrivée qui pourrait vous emporter pour peu que vous soyez faible ou sans défense au départ, c'est ce qui arrive avec le réformisme qui consiste à vous désarmer théoriquement pour affronter le capitalisme et le fascisme auquel il fraie la voie, et le destin ou festin auquel il vous convie vous sera fatal.

Par chance, parce que vous êtes né au bon moment au bon endroit, il vous sera épargné une telle fin, ce qui ne sera pas le cas d'un grand nombre de vos semblables dont vous ignorez l'existence que votre faim finira par achever, ici ou ailleurs dans le monde, sans en avoir conscience puisque la bonne conscience sert justement à éviter un tel rapprochement.

Adhérer au réformisme, c'est comme fourrer un sac plastique dans l'estomac de ceux qui vous assurent un niveau de vie confortable, et de pensée qui plus est. C'est épouvantable, n'est-ce pas ? Alors devenez révolutionnaire, soyez comme ces peuples qui combattent contre la guerre pour leur survie et qui n'ont pas d'autre choix que d'être anti-impérialistes. Leur ennemi est le vôtre, votre propre impérialisme, l'impérialisme français, le gouvernement français qui se destine à bombarder l'Irak et la Syrie, à armer des mercenaires sanguinaires qui terrorisent la population et détruisent leur pays de fond en comble depuis des années, afin de s'emparer de leur richesse, le pétrole et le gaz qu'il convoite au détriment d'autres impérialistes, la Russie, la Chine, l'Inde, etc.

Oui, notre ennemi est dans notre propre pays et c'est facile de l'admettre, il suffirait de couper la main de ceux qui ont décidé de participer à cette guerre coloniale, en votre nom, pour qu'elle n'ait pas lieu. Leur retirer ce pouvoir de nuisance pose directement la question de savoir qui décide la politique qui doit être appliquée dans ce pays, la question du pouvoir, pouvoir politique qu'une minorité a accaparé à son profit (économique) exclusivement au détriment des intérêts de la majorité, pouvoir politique que la classe des capitalistes tient du privilège qui lui a été accordé de détenir le pouvoir économique, aussi à défaut de pouvoir lui retirer son pouvoir économique entreprise par entreprise ou secteur économique par secteur économique, faut-il conquérir le pouvoir politique pour abolir ce privilège, lui oter le pouvoir économique qui sert aussi à financer les guerres et à en tirer profit évidemment.

Seul le combat politique posant cette tâche à réaliser par les travailleurs, la conquête du pouvoir politique, le renversement de la classe des capitalistes au pouvoir, peut permettre de mettre fin à la régression sociale sans fin et à l'état de guerre permanent. D'où la nécessité pour chaque travailleur de s'engager dans le combat politique, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui armera (théoriquement et politiquement) et organisera notre classe, afin qu'elle s'empare du pouvoir politique. Refuser de s'engager dans le combat politique dans la perspective d'en finir avec l'ensemble des institutions de la Ve République , c'est se priver des moyens d'en finir avec cette société en pleine décomposition qui nous conduit au chaos et à la guerre, de reconstruire la société sur des bases nouvelles, exclusivement à partir des besoins des travailleurs.

ACTUALITE EN TITRES

Les cibles de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

- Costa Rica, Argentine et Venezuela critiqués pour leurs politiques économiques - AFP

Critiqués par qui, les agences de notation de l'impérialisme américain et ses officines, FMI et Banque mondiale...

Obama se prend pour le maître du monde. Qui peut encore croire un seul instant qu'il pourrait être animé de bonnes intentions envers les Africains ?

La conception militariste du monde d'Obama.

- Ebola : Obama craint pour la «*sécurité mondiale*» - Libération.fr

- Ebola: Obama appelle le monde à "*agir vite*" pour éviter le pire - AFP

Une question à cent balles.

- Ebola : pourquoi les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur le Liberia - LeMonde.fr

La réponse est sans appel : Militaire !

- Pour contrer Ebola, Obama prévoit d'envoyer 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest - LeMonde.fr

- Obama : le monde doit "*agir vite*" face à l'épidémie d'Ebola - LeMonde.fr

Les Etats-Unis vont créer au Liberia un centre de commande militaire pour soutenir les efforts à travers l'Afrique de l'Ouest. LeMonde.fr 16.09

Offensive militaire contre la Syrie.

- Washington prépare des attaques ciblées contre l'EI en Syrie - Reuters

- EI : les États-Unis ouvrent la porte à une possible utilisation des forces terrestres - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les aléas et gesticulations de Valls et du gouvernement

A l'arraché, avec les dents ! Le gouvernement est minoritaire, illégitime.

- Le gouvernement Valls II est minoritaire à l'Assemblée - slate.fr

- Valls arrache une majorité en nette baisse à l'Assemblée - AFP

Manuel Valls a de nouveau obtenu mardi la confiance de l'Assemblée, mais avec une majorité seulement relative qui augure de lendemains difficiles pour le gouvernement au Parlement.

Le Premier ministre, qui a revendiqué de "*chercher la confiance, surtout quand c'est difficile*", a rallié 269 voix (contre 244 et 53 abstentions), soit bien en-dessous du seuil des 289 voix de majorité absolue. Les députés lui avaient accordé 306 voix (contre 239 et 26 abstentions) le 8 avril dernier après sa première déclaration de politique générale.

Jugeant la majorité "*claire*", il a fait valoir, sur le plateau de TF1, qu'il n'y avait "pas de majorité alternative".

Après une rentrée calamiteuse pour l'exécutif, entre gouvernement encore resserré et résultats économiques en berne, ce score apparaît comme un nouveau revers politique.

Si une grande majorité de socialistes et de radicaux de gauche ont voté la confiance, 31 frondeurs du groupe PS et les écologistes se sont abstenus, comme annoncé dès mardi matin, tandis qu'élus UMP, UDI et du Front de gauche ont voté contre. Une députée PS s'est par ailleurs trompée en votant pour alors qu'elle souhaitait s'abstenir. AFP 16.09

Qui a dit ?

- J'"*espère*" que Manuel Valls obtiendra la confiance pour éviter un "*risque institutionnel majeur*" : dissolution, voire démission de François Hollande.

Réponse : Hier matin, l'UMP Benoist Apparu, malgré son vote hostile. AFP 16.09

Mesurettes pour mendiants.

- Le minimum vieillesse est porté de 792 euros par mois à 800 euros ; 8 euros par mois, 26 centimes par jour...

- Une prime exceptionnelle de 40 euros pour "*les petites retraites*" inférieures à 1.200 euros mensuels ; 10 centimes par jour...

- Un million de ménages supplémentaires exemptés d'impôt en 2015 ; pour cause de revenus trop faibles...

A retenir de son discours. Pas touche au dialogue social.

- "*Personne, et je le dis clairement au patronat, ne doit prendre le risque d'affaiblir, par je ne sais quelle provocation, par je ne sais quelle surenchère, l'indispensable dialogue social qui est la marque de ce quinquennat*", a tancé M. Valls. AFP 16.09

Ce que le patronat fait plus ou moins en douce à des degrès divers dans les entreprises en profitant de toutes les mesures anti-ouvrières adoptées depuis des années, dont les dernières en date étaient contenues dans l'ANI, il comptait les généraliser et aller plus loin encore, le Medef a commis l'erreur de le clamer bruyamment sans tenir compte qu'il mettait ainsi en porte-à-faux Valls et son gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité relative à l'Assemblée nationale.

Du coup, Valls a été obligé de défendre les 35 heures, le CDI, etc. pour tenter de calmer ses troupes qui se retrouvent en mauvaises postures, écartelés entre le soutien qu'ils dovent apporter au gouvernement pour ne pas qu'il tombe, en s'abstenant lors du vote de confiance d'hier, et leur base électorale qui les supplie de cesser de le soutenir et qui exige une autre politique, il a dû sauver les apparence et gauchir son discours sans rien lâcher sur l'essentiel, exercice périlleux s'il en est, au risque de mécontenter aussi bien le patronat et la droite officielle que ses propres troupes, de se retrouver prochainement encore plus isolé et fragilisé.

Il comptait sur le dialogue social pour faire passer de nouvelles contres-réformes, s'appuyer sur les syndicats jaunes de la CFDT et CFDT essentiellement, mais voilà t-il pas que la dernière sortie du Medef les a obligés en s'en désolidariser, ce qui porte un nouveau coup au dialogue social déjà mis à mal avec le refus de 4 syndicats d'y participer en juillet dernier.

L'ensemble de ces éléments va conduire le gouvernement à la paralysie jusqu'en 2017, à moins qu'il tente de passer en force au risque de déclencher une explosion sociale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables. Prendra-t-il ce risque comme l'y invitent le Medef et l'UMP ? Pas sûr, la stabilité du régime primant sur toute autre considération, même les besoins urgents exprimés par le patronat. Il est trop tôt pour se prononcer sur cette question, attendons de voir quel accueil ils vont réserver à l'annonce de la candidature de Sarkozy à la direction de l'UMP.

S'ils étaient capables de créer artificiellement un terrain favorable à Sarkozy dans l'opinion publique comme ils disent et de remettre en ordre de bataille l'UMP, alors ils pourraient être tentés de précipiter les choses et faire chuter le gouvernement entraînant des élections législatives anticipées, tout autre scénario étant écarté puisque Hollande a martelé qu'il irait au bout de son mandat.

Quant à Valls, en cas de dissolution la question de sa démission ne serait pas un problème, puisqu'elle s'inscrirait logiquement dans le cadre de ce processus indépendamment de sa volonté, la décision revenant au Président de la République, à Hollande. Valls serait maintenu dans ses fonctions jusqu'aux résultats des élections législatives et il remettrait sa démission ainsi que celle de son gouvernement à Hollande au cas ou l'UMP aurait remporté ces élections, lui aussi pourrait prétendre avoir tenu jusqu'au bout comme il s'y était engagé et tout ce beau monde afficherait sa satisfaction, la vie continuant comme avant.

Ils se prennent au jeu et s'en mordent les doigts

- Manuel Valls demande au Medef de renoncer à la surenchère - Reuters

Avant-hier c'était la CGT par la voix de Lepaon qui demandait à Valls de «ramener le patronat à la raison» et hier c'était au tour de Valls de demander au Medef de ne pas en rajouter, autrement dit, Lepaon s'est dépossédé de son mandat au profit de Valls qui s'est empressé de le transmettre au Medef comme s'il était le seul maître de la situation. Ensuite Lepaon (et Valls) feint d'être surpris par l'audace dont fait preuve le Medef, alors qu'en réalité c'est lui qui lui tendu la perche. Et les travailleurs direz-vous dans tout cela ? Et bien Lepaon a livré leur sort au Medef, à lui de voir ce qu'il compte en faire.

Gattaz a peut-être pris Valls au mot après le discours flamboyant en faveur des partons qu'il avait prononcé à l'université d'été du Medef, ou il a voulu lui forcer la main se croyant en terrain conquis, c'est le seul point où il ne s'est pas trompé, pour le reste il aurait dû tenir compte de la situation politique qui n'est pas vraiment favorable à Hollande et son gouvernement depuis la débâcles des municipales et des européennes, les mouvements sociaux se succèdent et s'enchaînent, leur impopularité record, le rejet

qu'ils inspirent ainsi que leur politique dans tout le pays, c'était tout simplement occulter la réalité ou se croire sous le régime de Pinochet au Chili ou de Porochenko en Ukraine !

- Valls à l'Assemblée : "*Nous devons être aux côtés de tous nos entreprises, nos entrepreneurs*" - Francetv info

Qu'il le soit, personne n'en doute, mais il aurait tort de généraliser...

Autrement, aux côtés des travailleurs aurait été incongru, d'autant plus qu'en employant uen formule inclusive "*nos*", Valls se considère comme un entrepreneur, un patron, un actionnaire ou partage leurs préoccupations. La sémantique peut trahir vos réelles intentions, à méditer...

Fort de ce soutien...

- Pierre Gattaz : «*Manuel Valls doit aller plus vite et plus fort*» - LeParisien.fr

Il faut tout oser, comme Thatcher, Reagan ou Schröder en leur temps.

- Pierre Gattaz : "*Les mots interdits, les tabous, ça suffit*" - Le Nouvel Observateur

Une conciliation qui en réalité est une imposture, car dans l'impossibilité de concilier les intérets du capital et du travail, c'est privilégié ceux du capital.

- Marisol Touraine: «*Être de gauche, c'est concilier la réforme économique et le progrès social*» - 20minutes.fr

Elle a raison, c'est cela la gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale...

Le PS dans le rôle d'entrepreneur ou de briseur de grève.

- Air France: Cambadélis, patron du PS, demande la fin de la grève - AFP

Voleur, escroc, fraudeur : Le capitaliste.

- La fraude aux cotisations sociales explose - libération.fr

Les fraudeurs ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Alors que la gruge des assurés sociaux, régulièrement dénoncée, est comprise entre 2 et 3 milliards d'euros par an, celle des employeurs serait près de dix fois plus importante, selon un rapport de la Cour des comptes à paraître mercredi.

En effet, en 2012, le besoin de financement de l'ensemble de la Sécu (assurance chômage et retraites complémentaires comprises) se montait à 19 milliards d'euros. Autrement dit, si la fraude au paiement des cotisations sociales n'existait pas, non seulement il n'y aurait pas de déficit de la Sécu, mais l'ensemble des régimes présenteraient un léger excédent de 1 à 6 milliards d'euros... libération.fr 16.09

Haut de page

Le 18 septembre 2014

CAUSERIE

Je croule sous les emmerdements, un par jour en moyenne...

Une vidéo

German ZDF shows Azov Battalion soldiers with Nazi symbols

http://www.youtube.com/watch?v=Mf0vbGj9cO4

- Sur la vidéo enregistrée par la station norvégienne TV2, les téléspectateurs peuvent distinguer clairement au moins 2 soldats ukrainiens dont les casques sont frappés de l'emblème des SS et de la croix gammée nazie. (Réseau Voltaire 16.09.14)

Des bataillons de l'armée ukrainienne portent l'insigne nazi (SS) sur leurs casques, comme dirait l'autre il n'y a pas photos, ce sont bien ceux que Hollande et son gouvernement, le PS et ses satellites soutiennent.

Quand la gauche soutient des nazis assumés, elle est quoi au juste ?

Question : Pourquoi ne pas poser cette question en gros titre en première page d'un journal ouvrier ? Nous nous le ferions sans hésiter.

Dites-nous, mais hier, le PS était bien le même parti avec les mêmes dirigeants, pincez-nous, nous n'avons pas rêvé, c'est bien ce parti que vous appeliez à réaliser le front unique, n'est-ce pas ? Vous en tirez quoi comme conclusion ?

La vidéo dure 30 secondes, à faire circuler.

La dislocation en marche de la civilisation humaine.

- Internet: la toile compte plus d'un milliard de sites - AFP

Il y a dorénavant plus d'un milliard de sites sur le réseau internet, et ce chiffre augmente en permanence, selon les derniers relevés établis en temps réel mardi par le site spécialisé Internet Live stats.

Internet a fêté ses 25 ans en début d'année et le compteur d'internetlivestats.com indiquait que la toile comptait plus d'1,06 milliard de sites mercredi peu avant 00H00 GMT.

Rien que pour la journée de mardi, Google a enregistré plus de 3,1 milliards de recherches sur ses serveurs selon internetlivestats.com. Et près de 170 milliards d'e-mails avaient aussi été envoyés au cours des dernières 24 heures.

Toujours selon le compteur d'internetlivestats.com, la barre des 3 milliards d'internautes devrait aussi être franchie prochainement. AFP 18.09

Avant qu'Internet existe, quels que soit le nombre de variantes que comportait le mode de pensée de la population, ils se répartissait essentiellement en deux groupes distincts, pro capitaliste et anti capitaliste. Les anticapitalistes parvenaient à se rassembler pour lutter ensemble, tant bien que mal, mais ils y parvenaient encore occasionnellement...

Depuis, le mode de pensée de la population passé sour le joug ou l'influence envahissante de la pensée unique s'est considérablement appauvri, délité, pour se décliner pratiquement à l'infini, se disloquer en prenant la forme d'une multitude de contenus insignifiants ou médiocres, expression d'un individualisme effréné qui flirtait avec le nihilisme, il a régressé pour se réctracter sur lui-même (tendance schizophrène et paranoïaque) sous l'effet de son atomisation croissante, tandis que dans la foulée de l'abolition nos droits sociaux collectifs, des privatisations, de la liquidation des services publics, qui incarnaient jusqu'à un certain point une autre conception de la société basée sur le principe d'égalité, selon lequel chaque citoyen devait bénéficier de droits élémentaires ou du même traitement quel que soit son statut ou son rang dans la société, intégrant les inégalités entre les classes sans les faire disparaître, la lutte des classes ou les rapports entre les classes, ce qui est exclu ou nié de nos jours au seul profit des besoins de la classe dominante dont la dictature incarne au degré ultime cet individualisme triomphant qui sert de modèle à l'ensemble de la société.

A la marchandisation de tous nos droits ou besoins, de tous nos actes ou gestes, est venue s'ajouter celle de nos pensées, qui pour être validées devraient être compatibles avec le marché, dans le sens où seules les idées censées être réalisables dans le cadre du système économique actuel peuvent mériter notre attention, toutes les autres doivent être écartées ou rejetées, il en va de même de nos droits.

Cette décomposition est le produit de l'incapacité des masses exploitées de se projeter, de penser ou d'imaginer leur destin au delà du capitalisme, de concevoir qu'une alternative politique existe, qu'il demeure possible de changer la société, dès lors qu'on relie entre elles toutes les expériences que nos vivons ou avons vécues, qu'on relie entre eux tous les facteurs et rapports qui constituent la situation, au lieu de l'interpréter à partir d'un facteur isolé ou pris isolément qui n'en est que le produit ou la conséquence et non l'origine, confusion qui conduit à s'enfermer dans un modèle de société vouée à la putréfaction quand elle n'en est pas déjà le témoignage.

Sur le plan politique, la somme de nos désaccords ou de nos idées individuelles l'emportent et constituent un obstacle au rassemblement de toutes les forces qui entendent en finir avec le capitalisme. Notre ennemi a développé et mis gracieusement

à notre portée cet instrument, Internet, parce qu'il savait qu'on en ferait mauvais usage du fait que l'immense majorité des masses n'ont pas de conscience politique ou n'ont pas vraiment conscience du monde dans lequel elles vivent.

Il était voué à devenir un formidable instrument au service de la manipulation des consciences, de leur destructuration, un extraordinaire outil au service de la guerre psychologique et idéologique qu'ils nous livrent, chacun étant convainu d'en tirer le meilleur parti, tandis qu'ils tissaient leur toile et tiraient les ficelles, leur objectif étant de donné l'impression qu'Internet constituait un nouvel espace de liberté ou de démocratie, alors qu'en réalité c'était exactement l'inverse qui allait se produire. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le mode de fonctionnement d'Internet et leur objectif rejoignent ceux du PS, chez lequel le socialisme en parole suffit à faire illusion pour qu'il continue d'exister, alors qu'en réalité ou dans les faits il le combat.

Chacun s'exprime sur Internet, chacun peut même créer son propre blog ou portail, et si cela fonctionne assez bien d'après les chiffres qui nous sont fournis ici, c'est parce que chacun aura sa petite explication pour le justifier, sans qu'aucun ou presque n'ait vraiment conscience de sa véritable signification ou portée qui lui échappera.

Nous sommes bien d'accord que chacun est libre d'agir à sa guise ou de dépenser son temps comme il l'entend, la question n'est pas là. Elle réside dans le fait de savoir si on se pose ou non la question, si on s'interroge ou non sur le sens de nos propres actes, et s'exprimer sur Internet est un acte, tout comme le contraire. Et comme chaque acte se traduira sur le plan psychologique, la question sera de savoir comment ou si ce qui en résultera nous sera profitable ou non. S'agissant du fait d'exprimer des idées par un canal déterminé, dans des conditions déterminées, la question sera de savoir quelle influence cela pourra avoir sur nos idées elles-mêmes et au delà.

L'homme possède une double nature à la fois psychologique et sociale, qui si elles interviennent dans des domaines particuliers ne sont pas séparées par une cloison hermétique, en réalité elles s'influencent mutuellement. Les promoteurs d'Internet et des réseaux dits sociaux le savent également et s'en servent, certainement pas en étant animés de bonnes intentions à notre égard, ce que la population ne soupçonne pas évidemment puisqu'elle demeure largement ignorante.

S'il existe des milliards d'individus qui ressentent la nécessité d'exprimer leur proint de vue sur le Net, c'est sans doute parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les idées qu'on leur propose, les partis politiques par exemple. Et si les effectifs des partis politiques sont aussi insignifiants, c'est sans doute parce ces milliards d'internautes n'ont pas envie de les rejoindre, autant dire que la légitimité des partis politiques est quasiment nulle, ce n'est pas ce que je pense, mais c'est ce que le citoyen lambda peut en déduire, or c'est justement le but du jeu des promoteurs du Net qui trônent en Bourse.

Dilluer le mode de pensée, dilluer à l'inifini les idées pour qu'elles s'entrechoquent concourent à la dislocation de la classe, du lien qui existe entre tous les travailleurs, c'est l'air de rien poursuivre sur un autre plan et avec d'autres moyens la lutte de classe contre les travailleurs et la révolution socialiste.

Personnellement, en dehors des trois portails sur lesquels je me connecte régulièrement pour collecter des articles, les portails d'informations sur lesquels je me connecte quotidiennement pour actualiser le site, occasionnellement les portails sur lesquels je me connecte pour piocher des données complémentaires, et You Tube pour télécharger des vidéos quelques fois par an, j'allais oublier l'usage de ma boîte aux lettres, j'ai autre chose à faire que de me connecter sur le Net ou passer va vie devant un écran, une fois le boulot quotidien terminé j'ai hâte d'éteindre l'ordinateur !

ACTUALITE EN TITRES

Aussi facile à dire qu'à faire.

- La Fed réaffirme son engagement ultra-accommodant pour longtemps - Reuters

- L'Europe compte désormais plus de milliardaires que l'Amérique du Nord - Atlantico.fr

- L'Europe, risque pour l'économie mondiale selon la Fed - Liberation.fr

Coups bas ou la politique au ras du caniveau.

- Cambadélis dénonce des "*mesquineries*" sur ses diplômes - Reuters

J'ai lu quelques articles sur ce sujet qui ne me passionne pas, il semblerait qu'il aurait bénéficié d'un passe-droit en effet. Il dit qu'il a obtenu sa maîtrise mais il n'évoque la licence, or il est beaucoup plus facile d'obtenir la maîtrise qui se réduit à une seule matière et une seule épreuve, un mémoire de 50 ou 70 pages, je peux en rédiger un dans la journée, alors que la licence comporte

une douzaine de matières et autant d'épreuves.

Ce qui est sûr puisqu'il l'a dit lui-même, c'est qu'il a pu s'inscrire à la maîtrise avant d'avoir obtenu la licence, or après avoir obtenu le CAPFLE (science du langage) en 2001, j'ai demandé à l'université de Rouen si je pouvais m'inscrire à la maîtrise, et on m'a répondu d'attendre d'avoir obtenu la licence, j'ai laissé tomber.

- "*Illettrées*" de Gad : comment la formule d'Emmanuel Macron s'est transformée en polémique - Francetv info

Il a employé une formule qui n'est pas erronée, puisqu'elle correspond effectivement à la situation de certains salariés de Gad. Ceux qui en font un objet de polémique, Mélenchon notamment, s'en servent pour faire oublier leur incapacité à organiser ces travailleurs ou plutôt leur refus de s'adresser à eux.

Interpeler un banquier sur la terminologie qu'il emploie pour parler des travailleurs, c'est lui faire un procès d'intention, car on ne voit pas comment il pourrait faire autrement le bougre, et répétons-le, dire que l'illettrisme ne facilite pas la recherche d'un emploi est une vérité de La Palice, mais peut-être que Mélenchon n'est pas d'accord, bon, il n'est pas vraiment concerné à notre connaissance.

Bref, les voilà à faire les poubelles, alors qu'il y a matière plus qu'il n'en faut pour combattre le gouvernement et le PS, le régime...

Mission impossible.

- France: Valls tente de donner des gages aux classes modestes - AFP

- Emmanuel Macron tente de rassurer des professions réglementées - Reuters

Quand est-ce qu'on les achève ?

La question qui tue la gauche.

- Et si Nicolas Sarkozy revenait "*pour sauver la gauche*" ? - Le Nouvel Observateur

... ce n'est pas un hasard si Manuel Valls, lors de son discours à l'Assemblée a fait appel à lui pour qu'émerge une vraie confrontation. Le Nouvel Observateur 18.09

Le gouvernement briseur de grève.

- Air France: Valls et Macron appellent les pilotes à mettre fin à leur mouvement - 20minutes.fr

- Au troisième jour de grève à Air France, le gouvernement appelle à la fin du mouvement - Francetv info

Qu'on se le dise... si vous en avez les moyens.

- Dépenses sociales : la charge sévère de la Cour des comptes - lepoint.fr

"*Un effort nettement plus ambitieux de maîtrise des dépenses (...) est possible sans mettre en cause la qualité de soins ou compromettre l'égalité d'accès au système de santé*", a souligné Didier Migaud. lepoint.fr 18.09

Leur obsession : Diviser, dresser les différentes couches de travailleurs les unes contre les autres pour mieux régner.

- Disparités salariales : combien gagne mon voisin ? - Francetv info

Qu'est-ce que cela peut te foutre ?

- "*Cette idée du tabou de l'argent est utilisée par ceux qui veulent en parler*" - Francetv info

Ils sont jaloux parce qu'ils n'en ont pas et c'est un péché !

- Pourquoi les femmes gagnent moins que les hommes ? - Francetv info

Parce qu'elles sont inférieures aux hommes, pardi ! C'est bien connu, non ?

- Salaires : pourquoi les vieux sont mieux lotis que les jeunes - Francetv info

L'expérience se paie, c'est aussi pour cela qu'on les vire à 50 ans : Trop chers !

- Où gagne-t-on le mieux sa vie en France ? - Francetv info

Demandez-le à un banquier : Dans son lit !

- S'attaquer aux rentes des fonctionnaires : vaste programme ! - LePoint.fr

Ah quelle saloperie de profiteurs ! Pas les banquiers.

La permanence du chômage, de la précarité et de la pauvreté "***ronge la légitimité***"... du système capitaliste.

- Sécu: la permanence des déficits "*ronge la légitimité*" du système - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

0,00004%

- Il n'y a jamais eu autant de milliardaires dans le monde - LeParisien.fr

Le nombre des milliardaires dans le monde a atteint un niveau record en 2014, avec 155 nouveaux entrants dans le club des personnes dont la fortune personnelle dépasse le milliard de dollars, selon une étude publiée ce mercredi.

Le nombre des ultra-riches, 2.325 au niveau mondial, a ainsi augmenté de 7% par rapport au comptage de 2013, d'après un communiqué rédigé par la banque suisse UBS en partenariat avec le cabinet de recherches singapourien Wealth-X.

La fortune cumulée de ces milliardaires a encore plus rapidement augmenté puisqu'elle a progressé de 12% pour passer à 7.300 milliards de dollars. Afin de mettre ce montant en perspective, les auteurs de l'étude ont précisé que ce chiffre était supérieur à la capitalisation combinée de toutes les sociétés du Dow Jones Industrial Average, l'indice phare de la Bourse de New York.

L'Asie est encore une fois la région qui a vu émerger le plus de nouvelles grosses fortunes, avec 52 nouveaux milliardaires, dont 33 rien qu'en Chine. L'Europe reste cependant celle qui concentre le plus d'individus ultra-fortunés, avec 775 milliardaires. Si leur nombre n'a augmenté que de 1,2% sur un an, la valeur de leur patrimoine s'est accrue de 12%, atteignant 2.375 milliards de dollars. Le Vieux Continent a ainsi détrôné l'Amérique du Nord, qui figurait en tête du classement en termes de valeur patrimoniale l'an passé. Par pays, les États-Unis restent cependant à la première place, avec 571 milliardaires, suivis par la Chine (190) et le Royaume Uni (130).

Les auteurs de l'étude relèvent aussi que près de 35% de cette richesse se concentre dans 20 grandes villes, New York, Moscou et Hong Kong arrivant en tête du classement. Londres se hisse au quatrième rang avec 72 milliardaires, tandis que Paris occupe la neuvième place, avec 33 milliardaires. LeParisien.fr 18.09

Commentaire d'internaute.

1- "*Vous comprenez maintenant la définition de la crise : " c'est l'argent qui a change de main "! A méditer.*"

Ce commentaire lapidaire résume à lui seul la stratégie néolibérale, la prise du pouvoir par l'oligarchie financière. Ce qui "*a changé de main*" en réalité, c'est le pouvoir politique.

Tous les gouvernements, ainsi que les partis conservateurs et sociaux-libéraux qui se prosternent devant l'oligarchie financière, incarnent son pouvoir politique. Et tous les partis institutionnels qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sont incapables de le combattre, parce qu'ils demeurent liés aux partis social-démocrate dégénéré et stalinien qui sont eux mêmes des piliers du régime.

2- "*Pendant ce temps des enfants travaillent, des sdf font la manche, des mères se prostituent, des vieux vident les poubelles, des hommes chassent le dauphin, et des glaciers fondent. Bref, il n'y a jamais eu autant de milliardaires et le monde n'a jamais été aussi pourri*."

Constat accablant pour ele capitalisme qui valide une fois de plus le marxisme.

3- "*La grande victoire de ces 20 dernières années! Nous sommes revenus au même niveau d'inégalité qu'au 19ème siècle.*"

Et le pire reste à venir...

Quelle étrange et soudaine unité !

- Les retraités appelés à manifester le 30 septembre - AFP

Les retraités sont appelés à manifester le 30 septembre dans toute la France par neuf organisations syndicales et associatives pour défendre leur pouvoir d'achat, ont indiqué plusieurs syndicats.

Des manifestations sont prévues dans la quasi-totalité des départements, certaines seront regroupées au niveau régional, a indiqué à l'AFP Nicole Defortescu, membre de l'Union CGT des retraités.

Cette journée est organisée à l'appel de la CGT, FO, la CFTC, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires, la Fédération générale des retraités de la Fonction publique, ainsi que deux associations de retraités (UNRPA et LSR). AFP 18.09

C'est marrant, quand il s'agit d'appeler à mobiliser l'ensemble des travailleurs, là ils sont incapables de réaliser l'unité. C'est sans doute parce qu'ils savent que les 15 millions de retraités ne sont pas des mordus du pavé, sans jeu de mot...

Quand les chefs des "***gentils***" barbares mettent la main à la poche.

- Jihadistes: la Chambre approuve le plan d'Obama pour aider les rebelles syriens - AFP

La Chambre des représentants des Etats-Unis a voté mercredi en faveur d'un plan d'aide aux rebelles syriens modérés qui doit encore être approuvé par le Sénat, premier volet de la stratégie de Barack Obama contre le groupe Etat islamique (EI).

"*Je ne vois pas bien comment nous allons réussir à armer les "gentils" dans ce conflit sans renforcer par inadvertance les méchants*" du régime Assad, a déclaré la démocrate Rosa DeLauro. AFP 18.09

C'est l'avenir !

- Les serfs high-tech de Malaisie - Liberation.fr

Près d'un tiers des 350 000 salariés de l'électronique en Malaisie travaillent dans des conditions proches de «l'esclavage moderne», selon l'ONG Vérité, spécialisée dans la défense des droits des travailleurs. Les usines qui fournissent Apple, Samsung ou Sony exploitent des ouvriers vulnérables et pauvres d'Indonésie, du Népal, d'Inde, du Vietnam, du Bangladesh et de Birmanie, qui sont entraînés dans une spirale de servage et étouffés par des dettes contractées auprès de leurs recruteurs. Liberation.fr 17.09

Les affameurs

- Les Etats-Unis croulent sous le maïs et le soja - Liberation.fr

Les récoltes de maïs et de soja, cultures les plus importantes aux Etats-Unis, devraient atteindre des niveaux jamais vus, avec 366 millions et 106,5 millions de tonnes. Mais les agriculteurs ne s'en frottent pas vraiment les mains : les cours chutent et un cauchemar logistique se profile. Les voies ferrées sont en effet saturées par l'acheminement du pétrole de schiste et le pays manque de chauffeurs de camion avec des papiers en règle… Liberation.fr 17.09

Alors que la famine menace à nouveau la Somalie, le Sud Soudan, qu'un homme, une femme ou un enfant continue de mourir de faim ou de sous-alimentation toutes les 20 secondes quelque part dans le monde...

Haut de page

Le 19 septembre 2014

CAUSERIE

Etre autodidacte présente l'avantage de ne pas avoir de diplôme à fournir ! Bon, j'en ai obtenu un à 45 ans, mais il est si petit que je n'ose même pas le sortir. En revanche, au titre de mon expérience acquise, je pourrai faire prévaloir le boulot que j'ai abattu ces dernières années pour me présenter à un DEA ou un doctorat. Je suis sûr d'être refoulé, merde! Mon certificat de retraite anticipée me suffira !

Ces gens-là sont décidément puants et médiocres.

En écho à Bush.

- Comment les élites occidentales aggravent la situation en niant que les djihadistes et les fondamentalistes sont aussi l'islam.
- atlantico.fr

Des "*intellectuels*" occidentaux comme Edwy Plenel appellent à ne pas faire d'amalgames entre les musulmans et les djihadistes qui partent combattre en Irak et en Syrie tandis que d'autres, comme Alain Finkielkraut, affirment qu'il y a bien "*un problème de l'Islam en France*". atlantico.fr 18.09

Le véritable "*problème*" : c'est le capitalisme entré en putréfaction.

Comme il existe un problème du judaïsme dans le monde, dans la mesure ou certains juifs considèrent qu'ils forment un peuple, or aucune religion n'a jamais donné naissance à un peuple, ce sont les peuples qui au fil du temps ont adopté une ou des religions, qui plus est qu'ils appartiennent à un peuple supérieur aux autres, le tout sur la base d'un mythe réactivé au tournant du XXe siècle quand le pétrole (principalement du Moyen-Orient) devint en passe de détrôner toutes les autres marchandises y compris l'or pour devenir une rente inépuisable pour les hommes d'affaires ou les banquiers protestants ou juifs qui le détiendraient.

L'extraordinaire fortune ou la formidable puissance politique (donc militaire) qu'allaient acquérir les exploitants des gisements de pétrole (essentiellement BP, Shell et Exxon) au Moyen-Orient allait constituer la toile de fond sur laquelle allait être créé l'Etat Juif (comme les sionistes le dénomment), lui attribuant d'emblée un statut privilégié qui devait coïncider avec celui que les juifs sionistes revendiquent ou s'attribuent. Que ce soit les mêmes banquiers ou hommes d'affaires protestants ou juifs occidentaux (Hollandais [Shell], Britannique [BP] ou Américain [Exxon]) qui soient à l'origine de la création de l'Etat sioniste qui de fait leur appartient en grande partie, et de la mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient au détriment de sa population arabe et persanne, est à l'origine de toutes les guerres et coups d'Etat dans cette région depuis le démantèlement de l'Empire ottoman à l'issue de la Première guerre mondiale, la balkanisation du Moyen-Orient orchestrée par les Britanniques et les Français, jusqu'à la guerre actuelle contre l'Irak et la Syrie notamment.

Une fois cette verrue purulente installée au coeur du Moyen-Orient, ils allaient alimenter et instrumentaliser le schisme de l'islam entre sunnites et chiites, s'en servir (d'Isaël) comme base militaire pour lutter contre le nationalisme arabe. Et chaque fois qu'un chef d'Etat ou de gouvernement tentera de s'affranchir de la tutelle des multinationales du pétrole des puissances occidentales, elles lui déclareront la guerre (56 en Egypte) et les renverseront (52 en Iran) ou ne serait-ce que mener une politique indépendante pour accroître leur revenu issu du pétrole (ou du gaz) ils les liquideront (2001 Afghanistan, 2003 Irak, 2011 Libye)...

Pour revenir à la question de l'Islam.

Ils s'en servent, tout comme les groupes terroristes ou les armées de mercenaires qu'ils ont constituées, pour justifier leurs guerres au Moyen-Orient.

Que le Coran renferme des passages d'une violence inouie aveugle ne fait pas de chaque musulman un barbare en puissance, car soit la plupart les ignorent, soit ils les rejettent. Ce n'est pas parce qu'on se réclame d'une religion qu'on la pratiquerait à la lettre.

- "*Ceux qui ne croient pas à nos versets, Nous les brûlerons bientôt dans le feu. Chaque fois que leur peaux auront été consumées, nous leur donnerons d'autres peaux en échange afin qu'ils goûtent au châtiment….*" (Sourate 4 verset 56), "*La récompense de ceux qui font la guerre contre Allah et Son messager(…) c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupées leur main et leur jambe…*" (Sourate 5 verset 33).

Les Etats occidentaux se sont livrés à des guerres et des massacres d'une cruauté sans nom d'une ampleur bien plus considérables depuis plus de deux siècles sur des populations innocentes, sans qu'ils aient eu besoin que leurs pratiques

figurent dans un manuel. Pour autant ils demeurent plus avancés que les régimes archaïques qui existent dans le Golfe ou au Moyen-Orient, en Israël.

Que ces pratiques n'aient jamais réellement cessé devraient les faire figurer parmi les régimes barbares les plus sophistiqués de la planète. En agressant et détruisant l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et maintenant la Syrie qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, ils démontrent que l'humanité n'ait jamais vraiment sorti de la sauvagerie qui l'habitait jadis ou qu'elle n'a pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire.

On en reparlera quand on aura réussi à abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, d'ici là commençons par abolir le capitalisme...

Extraits choisis.

Que les "*amis de la Syrie*", le Qatar, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, la Turquie et Israël aient recruté, formé, armé, financé l'Etat islamique qu'ils prétendent combattre aujourd'hui au côté de la coalition militaire occidentale emmenée par les Américains témoignent suffisamment que les intentions qu'ils affichent ne correspondent pas à la réalité, qui demeure de parvenir à renverser Bachar Al-Assad.

Qu'ils aient ainsi favorisé la propagation et l'implantation d'un islamisme radical dans les pays occidentaux avec la complicité de leurs gouvernements ne fait aucun doute, sinon comment ce phénomène aurait-il pu se développer et prendre une telle ampleur.

- "*Peut-on aussi oublier que le Qatar, cet Etat islamique, est un soutien financier des djihadistes syriens qui sont alliés à ceux d'Irak, mais aussi que ce pays est considéré comme très fréquentable par les Occidentaux et spécialement la France, où son poids en investissement ne cesse d'augmenter à coût de milliards d'euros? Le fait que le Qatar finance en toute impunité dans ces circonstances le club de football qu'est le Paris Saint-Germain, référence essentielle pour nombre de jeunes de nos banlieues, ne participe-t-il pas d'une certaine banalisation aussi de l'islamisme ?*"

Le néolibéralisme conduit à l'éclatement de la société, à l'atomisation de la population, et emploie le nihilisme pour y parvenir en flattant l'individualisme. C'est ce que nous avons écrit à plusieurs reprises ces derniers jours.

Que l'Union européenne en soit le porte-parole et encourage ce processus de dislocation est somme toute normal puisqu'elle l'incarne. L'Union européenne légitime ainsi les expressions extrêmes de l'islamisme qui sont contraire aux valeurs de la République et aux principes de la démocratie, là encore rien de plus normal puisque son objectif est de les faire disparaître.

- "*Il se trouve aussi que le libéralisme s'accommode très bien de l'idée du marché pour tous et de chacun sa religion, c'est-à-dire d'une organisation sociale où les forces sociales au lieu de s'unir se divisent en groupes homogènes et séparés au nom de la religion ou de l'ethnie, de la culture. On en retrouve le substrat dans la Convention européenne des droits de l'homme où à son article 9 on explique que "la liberté de pensée, de conscience et de religion (…) comprend aussi la liberté (…) de manifester sa religion ou ses convictions individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites." Un contexte très favorable à l'affirmation d'un islam qui ne s'est pas donné historiquement de limites et ne cesse de revendiquer des aménagements de la règle commune, sur quoi la poussée radicale à laquelle nous assistons peut surfer.*"

Suit un aveu qui une fois de plus à valeur de preuve que les pays qui prétendent faire la guerre à Etat Islamique d'Irak et de Syrie en sont en réalité les complices depuis toujours.

Le choix de DAECH peut être perçu comme une concession envers tous ceux qui envisageraient de rejoindre cette armée privée de mercenaires de l'Otan, dans la mesure où figure dedans la formule générique d'Etat Islamique dont ils peuvent se revendiquer.

- "*En effet "DAECH" est l'acronyme arabe d'Etat Islamique d'Irak et de Syrie. C'est une concession faite aux Etats musulmans qu'on veut entrainer dans la guerre déclarée à cette entité vis-à-vis de laquelle on a été complaisant tant qu'on n'y voyait que son hostilité à l'égard de Bachar Al-Assad. Rappelons que le Qatar et l'Arabie Saoudite obligés de renoncer à leur soutien à cette entité et à intégrer la coalition pour se faire pardonner, étaient, comme la Turquie qui refuse d'intégrer la coalition, les principaux soutiens de "l'Etat Islamique de l'Irak et du Levant"(EIIL).*

Les pays musulmans ne veulent pas être accusés de mener la guerre, avec des puissances présentées comme les nouveaux "croisés" contre une entité qu'on désigne comme un "Etat islamique". C'est la preuve que cet Etat, qu'on le veuille ou non, n'est pas complètement étranger à l'islam même s'il n'est pas juste ni légitime de dire qu'il représente l'islam ou qu'il en est l'expression achevée et conséquente comme l'affirment aussi bien les islamophobes que les musulmans les plus intégristes."

Impossible et ceci explique cela. Le néolibéralisme, qui est le corollaire de la crise du capitalisme, est incompatible avec l'esprit des philosophes du siècle des Lumières, croire le contraire c'est se tromper de siècle ou d'époque, c'est ignorer l'histoire du développement du capitalisme pendant plus de trois siècles au moins jusqu'à nos jours. Comment l'auteur des lignes

suivantes peut-il croire ce qu'il écrit, alors que tous les principes ou valeurs qu'il énumère sont systématiquement piétinés par ceux qui nous gouvernent. Il est pris au piège de son interprétation de la Déclaration universelle des droits de l'homme et lui attribue des qualités qu'elle n'a pas, ne voyant pas que saprincipale faiblesse réside dans des formules élastiques que chacun ou chaque classe peut interpréter à sa manière en fonction des circonstances ou de ses intérêts du moment.

- "*Il faudrait commencer par arrêter de nous renier nous-mêmes, en revenant à l'esprit de liberté des penseurs des Lumières engagés contre les oppressions religieuses, morales et politiques de leur temps, en défendant les valeurs du socle républicain comme non-négociables, qu'il s'agisse des Droits de l'homme, de la laïcité, de l'égalité homme-femme que le Coran ne ménage pas. Il faut arrêter de voir comme une oppression de nature postcoloniale et un ethnocentrisme, le simple fait de considérer comme universels les valeurs de liberté, l'Etat de droit et la démocratie, la souveraineté politique du peuple supplantant la domination religieuse, finalement ce qui fonde la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'il faudrait un jour pousser jusqu'au bout.*"

Quel délire !

Notes de lecture et réflexions politiques

1- La putréfaction du capitalisme mène au fascisme, et ce n'est pas un hasard si depuis les années 70 et plus particulièrement depuis le début des années 2000 la classe dominante a réactivé l'extrême droite.

L. Trotsky - avril 1939. - L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme, et la justification historique du capitaliste. Par là même, l'élimination de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "propres" sources de matières premières, et ses "propres" marchés (colonies). Le dernier mot, dans la désagrégation du capitalisme de monopole, est au fascisme.

Commentaire. Les barrières douanières ont été remplacées une fois achevée la mondialisation du capitalisme par la dérégulation des marchés qui profite aux pays les plus riches, et par la dictature imposée par le FMI et la Banque mondiale aux pays récalcitrant à la politique néolibérale ou de pillage systématique de leurs ressources par l'impérialisme anglo-saxon.

2- Le fascisme est le meilleur allié ou l'instrument en dernier recours du néolibéralisme. On en a un exemple sous le nez en Ukraine.

L. Trotsky - avril 1939.- Le fascisme base son programme sur la destruction des organisations ouvrières, sur la liquidation des réformes sociales, et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques, afin de prévenir une renaissance de la lutte de classe du prolétariat. L'état fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et la paupérisation des classes moyennes au nom du salut de la "nation" et de la "race" mots prétentieux sous lesquels se cache le capitalisme décadent.

Commentaire. Le programme du fascisme ressemble étrangement à la politique suivie par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis le début des années 80, quand ils se sont lancés dans des programmes de privatisations et d'austérité, de contre-réformes tout azimut, tout en nous soumettant à la dictature de l'UE, ce qui revenait à nous spolier de nos droits démocratiques.

Le nationalisme, la xénophobie et le racisme servent effectivement de cache-sexe à la décadence du capitalisme, ce dont peuvent témoigner actuellement les populations russophones d'Ukraine.

3- La politique du New Deal ou ses variantes réformistes aboutissent aux mêmes résulats que le fascisme.<

L. Trotsky - avril 1939.- L'incohérence du programme du New Deal atteint son plus haut point lorsque le gouvernement prêche aux magnats du capital les avantages de l'abondance, cependant qu'il distribue des primes pour réduire la production. Peut-on imaginer une plus grande confusion ? Le gouvernement confond ses critiques en leur lançant ce défi : pouvez-vous faire mieux ? Le sens de tout cela, c'est que, sur la base du capitalisme, la situation est désespérée.

(...)

L'accroissement de la dette nationale est évidemment un fardeau pour les générations futures. Mais le New Deal lui-même n'a été possible qu'en raison des richesses colossales accumulées par les générations précédentes. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. Bien plus, une telle nation ne peut pas continuer indéfiniment à vivre aux dépens des générations passées. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme. En d'autres termes, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

Commentaire. Le New Deal fut un échec que la guerre permit d'oublier, ce qui permet à certains de s'en réclamer de nos jours en comptant sur l'ignorance de nos contemporains.

4- Tout comme la guerre, le fascisme s'inscrit dans la continuité de la politique menée par la classe dominante. Quand les besoins de la classe dominante ne sont plus compatibles avec l'exercide de la démocratie bourgeoise et qu'elle peine à les imposer aux travailleurs, elle recourt au fascisme pour y parvenir.

L. Trotsky - avril 1939.- Tous les efforts pour représenter la guerre imminente comme un choc entre les idées du fascisme et celles de la démocratie appartiennent au domaine du charlatanisme ou de la stupidité. Les formes politiques changent, les appétits capitalistes demeurent.

Commentaire. Les formes de gouvernance ou de domination de classe que peut adopter la classe dominante changent, mais la classe qui détient le pouvoir et ses motivations demeurent inchangés aussi longtemps qu'elle n'a pas été renversée par une révolution prolétarienne.

5- Il n'y a pas à proprement parler de rupture idéologique entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, seuls les moyens changent pour parvenir au même résultat.

L. Trotsky - avril 1939.- La détérioration irrésistible des conditions de vie des travailleurs permet de moins en moins à la bourgeoisie d'accorder aux masses le droit de participer à la vie politique, même dans le cadre restreint du parlementarisme bourgeois. Toute autre explication du processus manifeste de l'élimination de la démocratie par le fascisme n'est qu'une falsification idéaliste de la réalité, une tromperie des autres ou de soi-même.

Commentaire. Plus les conditions de vie des travailleurs se détériorent et moins il ne doit être permis à leurs représentants de s'exprimer, à l'étape suivante les fascistes se chargeront de liquider leurs organisations et partis.

6- L. Trotsky - avril 1939.- Le régime fasciste, qui ne fait que reculer jusqu'à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérents à tout capitalisme impérialiste, devient indispensable, lorsque la dégénérescence du capitalisme anéantit toute possibilité d'entretenir des illusions sur l'élévation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement, que les plus riches démocraties impérialistes s'efforcent encore de dissimuler.

Commentaire. Quand les illusions sur le capitalisme ne fonctionnent plus ou que les partis représentant ses intérêts ne sont plus en mesure de les vendre aux masses, lorsqu'ils sont discrédités, c'est le fascisme en parodiant le socialisme qui s'en charge à leur place.

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la caverne d'Alibaba et les 40 voleurs.

- Nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P avec la Fed - Reuters

- Alibaba devient la plus grosse entrée en Bourse de l'Histoire - AFP

Le géant chinois de la distribution en ligne Alibaba a réussi à lever un peu plus de 25 milliards de dollars pour son entrée fracassante à Wall Street et devient la plus grosse introduction en Bourse de l'Histoire. AFP 18.09

Tenir !

- Ce qu'il faut retenir de la conférence de presse de François Hollande - Francetv info

"*Je serai président jusqu'au bout, je n'ai pas d'autres priorités, pas d'autres objectifs*", a-t-il martelé. "*Ce qui fait ma légitimité, c'est le mandat de cinq ans que j'ai reçu et la majorité qui soutient le gouvernement.*" francetv info 18.09

Il a fait un lapsus, la minorité flanquée du Medef et des syndicats jaunes.

Complot contre les peuples : Réalité ou fantasme ? Un aveu en guise de réponse.

- Traité transatlantique : le gouvernement veut plus de transparence - liberation.fr

Alors que les négociations se déroulent dans le plus grand secret, le nouveau secrétaire d'Etat au commerce extérieur Matthias Fekl a exigé la transparence. liberation.fr 18.09

Et à qui s'adresse-t-il pour exiger la "*transparence*" ? A la Commission européenne qui au nom notamment du gouvernement français "*négocie*" avec les Américains dans le plus grand secret ce traité, traité dont l'objet est de légitimer ou de donner une base juridique aux pouvoir acquis par les multinationales américaines qu'aucun Etat ou citoyen ne pourra contester, puisque la seule juridiction qui sera chargé de traiter les différents sera constitué d'experts indépendants ayant reçu l'aval des multinationales.

Quand les dirigeants du vieux monde s'accommodent du fascisme.

- Ukraine: Kiev accélère son rapprochement avec les Occidentaux - AFP

- Ukraine: L'OSCE va doubler son nombre d'observateurs, à 500 personnes - 20minutes.fr

Observez bien les insignes nazis sur les uniformes et casques des troupes de Kiev.

ACTUALITÉ DU JOUR

A quoi a conduit la collusion permanente du mouvement ouvrier et son avant-garde avec le PS ?

- La nouvelle figure de style récurrente de François Hollande s'appelle la dislocation à gauche - Slate.fr

A leur dislocation.

Quand on nous raconte qu'il n'était pas possible de faire autrement, qu'il n'était pas possible d'envisager d'autres rapports avec le PS, qu'il fallait absolument recourir à la tactique du front unique qui était devenue l'unique objectif de leur combat, on se refuse à le croire, on rejette cette conclusion.

La politique adoptée a consisté à mettre en oeuvre ce que Trotsky dénonçait lorsqu'il affirmait que le réformisme conduisait à faire coïncider la démocratie sociale avec la démocratie politique ou à vouloir parvenir à la démocratie sociale à partir de la démocratie politique, ce qui revenait à dire que sans renverser le rapport de domination de classe on parviendrait à réaliser les objectifs du socialisme, ce qui revenait en réalité à les abandonner.

Ce processus pris la forme d'une adaptation croissance au mouvement spontané des masses incarné par les revendications sociales avancées par l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat organisées dans les syndicats, le trade-unionisme, ce qui devait conduire à les enchaîner encore plus solidement au régime, au détriment de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs les plus déterminés qui aurait dû se traduire par la construction du parti révolutionnaire comme tâche et objectif politique à notre portée, afin de préparer les conditions qui à une étape ultérieure ou lorsque les capitalistes passeraient à l'offensive contre la classe ouvrière, aurait permis de constituer un pôle de regroupement pour des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs et d'avancer une issue politique répondant à la question du pouvoir, donc d'affronter cette nouvelle période dans les meilleures conditions, or c'est tout l'inverse qui s'est produit.

En subordonnant notre combat politique au front unique, on a réalisé ce que Rosa Luxemburg dénonçait chez Bernstein et les révisionnistes du marxisme qui réduisaient le socialisme à la formule, les moyens sont tout et le but n'est rien. Le parti incarnant le but de notre combat, qu'il soit inexistant témoigne qu'on a abouti à rien.

Quand on observe qu'on se refuse obstinément à revoir notre copie, de là à penser que cela demeurera un éternel brouillon il n'y a pas loin, on continuant dans cette voie on ira fatalement de défaite en défaite, notre chance si on peut dire pour qu'il n'en soit pas autrement, réside dans l'incompatibilité croissante de la démocratie sociale et politique avec les besoins du régime, de telle sorte que chacun va se trouver obligé de se déterminer dans une autre perspective politique, cette fois en rupture avec tout ce qui incarne le régime.

Amalgame ordurier du Premier ministre d'Israël. Le « ***nouvel antisémitisme qu'il faut combattre*** », c'est le sionisme installé au sommet de l'Etat.

- Valls fustige un « *nouvel antisémitisme qu'il faut combattre* » - LeMonde.fr

Invité par le Consistoire central, à l'occasion d'une cérémonie des voeux, jeudi 18 septembre, avant les fêtes du nouvel an juif qui commencent le 24 septembre, devant un millier de représentants des communautés de toute la France, le chef du gouvernement a reconnu l'expression ces derniers mois d'un « *nouvel antisémitisme qu'il faut combattre, sur fond d'un antisionisme qui propage la haine du juif* ». « *Se dire antisioniste ou nier le droit à l'existence de l'Etat d'Israël en voulant éviter l'accusation d'antisémitisme n'est pas possible* », a déclaré M. Valls.

Le psychopathe en a rajouté une couche ensuite.

« *Oui, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme est une grande cause nationale, a lancé le chef du gouvernement, mais ce ne sera pas suffisant. Quand on est français, on défend cette cause, on se mobilise, on sort dans la rue.* » (Avec le CRIF et sa milice d'extrême droite LDJ qu'il n'est pas question d'interdire, d'ailleurs on n'en entend plus parler si vous avez remarqué. - ndlr)

Valls encensé par ses paires.

« *C'était un des moments les plus forts que nous ayons vécu à la grande synagogue* », a commenté M. Mergui, qui avait auparavant réclamé du gouvernement un plan d'action global contre l'antisémitisme. LeMonde.fr 18.09

- Joël Mergui : « *Il y a une nouvelle forme d'antisémitisme en France* » - LeMonde.fr

Quelques heures avant le discours de Manuel Valls dans la grande synagogue de la rue de la Victoire, à Paris, jeudi 18 septembre, Joël Mergui, le président du Consistoire central, appelle, dans un entretien au Monde, à une réaction de la société française contre la montée de l'antisémitisme.

Manuel Valls devait reconnaître l'ampleur du regain d'antisémitisme et exposer des actions destinées à « *revivifier* » la politique de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. LeMonde.fr 18.09

Message reçu 5/5, Valls a calqué son discours sur celui de ce représentant du sionisme en France.

En complément. Diaboliser l'islam et les musulmans coïncide avec le "***choc des civilisations***" ou "***l'axe du mal***" de G. W. Bush.

Comment les élites occidentales aggravent la situation en niant que les djihadistes et les fondamentalistes sont aussi l'islam - Atlantico.fr

Armement des barbares pour une guerre de rapine qui devrait s'étendre sur "***plusieurs années***".

- Congrès américain autorise Obama à armer les rebelles syriens - 20minutes.fr

Jeudi, le Sénat américain a adopté le plan de soutien du présidentdestiné aux rebelles syriens afin de les aider à combattre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui gagnent du terrain dans le nord de la Syrie, un vote qui suit celui de la Chambre la veille.

Beaucoup estiment que Barack Obama n'a pas de plan B, au cas où les rebelles syriens ne parvenaient pas à prendre l'avantage sur l'EI sur le terrain. Et s'inquiètent que l'entraînement des rebelles prendra de toute façon plusieurs années. 20minutes.fr 18.09

Terrorisme planétaire d'Etat. Le califat s'étend de Washington jusqu'à Paris.

- Obama salue le feu vert de la France à des frappes en Irak contre l'EI - 20minutes.fr

Le président des Etats-Unis Barack Obama a salué jeudi la décision de la France de procéder à des frappes aériennes en Irak contre le groupe djihadiste de l'Etat islamique (EI), soulignant le rôle de ce «partenaire solide».

«*La France, qui est l'un de nos alliés les plus anciens et les plus proches, est un partenaire solide dans nos efforts contre le terrorisme*», a déclaré Barack Obama. 20minutes.fr 18.09

- Irak: premières frappes américaines sur un camp des jihadistes de l'EI - AFP

- Hollande annonce des frappes aériennes françaises en Irak - LePoint.fr

En complément. Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

- Le même procédé ou le même discours avait été employé le lendemain du 11 septembre 2001 pour justifier la guerre sans fin contre le terrorisme...

- Obama fustige «*l'agression*» russe en Ukraine - Liberation.fr

- Porochenko réclame un soutien accru devant le Congrès américain - Reuters

- L'Ukraine réclame « *un statut spécial* » en marge de l'OTAN - LeMonde.fr

Mimétisme. Quand les Américains dictent la politique du gouvernement français.

- Ebola : Hollande annonce l'ouverture d'un hôpital militaire français en Guinée - LeMonde.fr

Avant-hier :

- Pour contrer Ebola, Obama prévoit d'envoyer 3 000 militaires en Afrique de l'Ouest - LeMonde.fr

Propagande et conditionnement psychologique pour préparer les masses à l'offensive militaire occidentale contre la Syrie et la justifier.

- Syrie: Pour Kerry, Assad a violé l'accord sur les armes chimiques en utilisant du chlore - 20minutes.fr

Qui a fait le décompte des traités ou accords internationaux violés par les Etats-Unis?

Le gouvernement ne peut pas accorder des dizaines de milliards d'euros au patronat et financer à la fois des guerres et les hôpitaux, les écoles...

- La Fédération hospitalière de France s'en prend au "*carcan des 35 heures*" - AFP

Le président de la Fédération hospitalière de France (FHF) souhaite que les hôpitaux puissent "*déroger au carcan des 35 heures*" accusées d'avoir "*déstabilisé*" l'organisation des soins, dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de jeudi.

"*Une étude que nous avons menée auprès de 151 hôpitaux publics montre que les 35 heures sont devenues un carcan qui a déstabilisé l'hôpital, car les moyens n'ont pas suivi*", explique Frédéric Valletoux.

"*Aujourd'hui, on commence par gérer le temps de travail des personnels et, ensuite seulement, on organise la prise en charge des patients*", affirme le président de la FHF.

Evoquant des "*situations très hétérogènes, avec un nombre de RTT qui varie de 0 à plus de 20 par an selon l'établissement*", la FHF propose "*de plafonner les RTT à 15 jours par an*".

Selon M. Valletoux, "*cela permettra de dégager 640.000 journées de travail par an, soit 3.200 équivalents temps plein, soit encore 413 millions d'euros*".

A la question de savoir si cette diminution des RTT doit être compensée financièrement, la réponse est claire : "*les hôpitaux n'en ont pas les moyens, ça doit se faire à moyens constants*", plaide M. Valletoux. "*Il faut réduire le temps de travail quotidien, d'un quart d'heure, d'une heure... au choix et réduire parallèlement le nombre de jours de compensation*."

Cette prise de position de la FHF intervient alors que le Medef a prôné, dans un projet dévoilé en début de semaine, la possibilité de déroger à la durée légale du travail ou encore au salaire minimum. AFP 18.09

Nous proposons à la place la création de "*3.200 équivalents temps plein*" et de réduire de "*413 millions d'euros*" les cadeaux accordés au patronat par le gouvernement.

Haut de page

Le 20 septembre 2014

CAUSERIE

Pas le temps de causer, trop de boulot !

Pour ou contre l'indépendance des régions ? Qu'est-ce qui "***hantait***" Cameron ?

Nous n'avons jamais eu le temps d'aborder la question que nous allons traiter rapidement ici, autant le préciser d'emblée.

Jusqu'à présent et pendant des décennies, on nous a expliqué qu'il fallait défendre l'unité des Etats-nations qui étaient menacées d'éclatement ou de disparition par l'Union européenne, donc qu'il fallait s'opposer à la revendication indépendantiste des régions composant leurs pays.

Et voila-t-il pas qu'aujourd'hui on nous dit qu'il faut défendre le "*le droit du peuple catalan à pouvoir voter le 9 novembre*" (Informations ouvrières n° 319), et que c'est "*une obligation pour quiconque se réclame de la démocratie et des travailleurs, à l'intérieur et à l'extérieur de la Catalogne*", pourquoi, parce que "*la mobilisation du peuple catalan (...) représente en fait un appel à la mobilisation de tous les peuples de l'Etat espagnol.*".

Le plus remarquable, c'est que ce revirement à 180° s'est effectué sans la moindre explication ou justification, comme si les militants n'étaient finalement que des bénis oui-oui destinés à être manipulés par leurs dirigeants ou servir leur appareil, un tel mépris et une telle méthode sont intolérables et d'autant plus inexplicaple qu'il était facile de justifier ce revirement stratégique que par ailleurs je partage, et je vais expliquer pourquoi à leur place puisqu'ils n'ont pas été capables de le faire ou ils n'en ont pas eu le courage.

Avant d'y venir, voyons les réactions en Espagne hier, à la suite de la victoire du non à l'indépendance écossaise.

- Malgré le non écossais, les indépendantistes catalans gardent le cap - AFP

Les indépendantistes catalans, au lendemain du non de l'Ecosse, se disaient vendredi déterminés à poursuivre leur chemin vers un référendum le 9 novembre, malgré l'opposition du gouvernement espagnol, "très heureux" du vote écossais.

"*Le processus catalan se sent renforcé parce que nous voyons comment un pays de l'Union européenne a pu trouver un accord pour permettre ce vote*", a lancé le président catalan, Artur Mas. "*Ce que nous avons vu en Ecosse et au Royaume Uni, c'est le bon chemin*", a-t-il ajouté.

Alors que l'Europe avait les yeux rivés sur l'Ecosse, la Catalogne, aux premières loges, lançait une nouvelle étape vers le vote que les indépendantistes veulent organiser sur le maintien ou non au sein de l'Espagne: contournant l'opposition de Madrid, le Parlement régional a approuvé une loi autorisant une "*consultation populaire*", à caractère non contraignant.

La réponse du gouvernement espagnol, conforté par le verdict des urnes en Ecosse, s'appuyant sur la Constitution pour refuser à une de ses régions le droit de décider seule de son avenir, est maintenant attendue par le biais d'un recours devant le Tribunal constitutionnel.

Dans cette région puissante du nord-est de l'Espagne, le ressentiment envers Madrid s'est nourri aussi de la crise économique, la Catalogne accusant Madrid de répartir inégalement les richesses.

Mais face à la poussée indépendantiste, le gouvernement de Mariano Rajoy reste de marbre. A l'inverse de Londres face à l'Ecosse, il se dit déterminé à empêcher le référendum promis par Artur Mas, un conservateur allié aux indépendantistes de gauche du parti ERC.

Après avoir promis qu'il n'agirait que dans la légalité, Artur Mas pourrait se retrouver dans une impasse, si le Tribunal constitutionnel tranchait dans le sens du gouvernement central.

Alors qu'un oui de l'Ecosse aurait pu, selon lui, enclencher au sein de l'Union européenne un processus favorable à l'indépendance d'autres régions, le non porte, dans un premier temps au moins, un coup sévère à son projet.

"*Si le camp du 'oui' avait gagné, les conséquences de ce vote au niveau européen auraient été plus évidentes*", a-t-il reconnu. "*Nous n'aurons pas ce précédent avec l'Ecosse, peut-être que le premier exemple sera la Catalogne*".

"*J'aurais aimé que le oui l'emporte pour que s'ouvre le débat au niveau européen. Ce débat, nous espérons qu'il s'ouvrira en Catalogne,*" confiait aussi le maire ERC d'Arenys, Joan Rabasseda.

"*Si nous avions eu un David Cameron au lieu d'un Mariano Rajoy...*", soupirait-il. "*Cameron a autorisé le vote, offert des contreparties, tenté de séduire. Ici, ils ne font que nous étouffer*". AFP 19.09

Laissons de côté ici les intentions diverses et souvent inavouables qui motivent les indépendantistes ou leurs véritables objectifs, car l'essentiel est ailleurs.

Vous aurez noté que les Ecossais n'étaient pas appelés à se prononcer pour ou contre la sortie de l'UE, mais sur leur indépendance de la Grande-Bretagne. Gardez à l'esprit cette précision en lisant la suite, vous comprendrez pourquoi.

On nous a expliqué que l'UE aspirait à l'Europe des régions qui conduiraient au démentèlement des Etats-Nations et à la liquidation des droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient obtenu dans ce cadre par leur lutte de classe au cours des deux derniers siècles, et que pour cette raison nous devions nous y opposer.

On était donc en droit d'attendre à ce que l'UE se prononce en faveur de l'indépendance de l'Ecosse, or elle a adopté la position inverse, et dès l'annonce des résultats du référendum organisé en Ecosse, Washington et Bruxelles ainsi que l'ensemble des chefs d'Etat de l'UEse sont empressés de saluer en choeur la victoire du non à l'indépendance de l'Ecosse, car disent-ils en cas de victoire des indépendantistes, c'est la construction de l'Union européenne qui aurait été remise en cause. Là on se dit qu'il y a un truc qui cloche.

Effectivement, et ce n'est pas du côté de l'UE qu'il faut le chercher mais du côté de nos dirigeants qui une fois de plus se sont gravement fourvoyés, car en réalité, l'UE n'a jamais eu l'intention de faire disparaître les Etats-nations.

L'UE se sert des régions comme levier pour mieux leur imposer la politique de l'oligarchie financière, en prônant un fédéralisme à l'allemande (Lander : "*Le modèle allemand de système fédéral apparaît comme le plus moderne* dixit hier Hans-Dietrich Genscher, ancien chef de la diplomatie allemande) qui doit servir de modèle à tous les pays de l'UE. Les régions se transforment en simple exécutants de la politique économique ou sociale décidée à Bruxelles, sans pouvoir s'y opposer dès lors qu'elles ne détiennent aucun pouvoir politique. La déconnection entre le pouvoir politique qui demeure du domaine du pouvoir central, et le pouvoir économique qui échoit de plus en plus aux régions, fait penser à l'Ancien Régime, lorsque la monarchie et la féodalité se partageaient le pouvoir, condition qui ne laissait au peuple aucun moyen d'intervenir sur l'un ou l'autre. Cette dichotomie a pour but à terme de permettre aux capitalistes d'imposer aux travaileurs des conditions d'exploitation sans limite une fois que la classe ouvrière en tant que classe aura été disloquée.

L'Etat ou le pouvoir central peut décider d'augmenter la TVA ou l'impôt sur le revenu, mais les régions n'ont aucun droit dans ce domaine. Les régions peuvent adopter des budgets en déficit, mais dans les limites fixées par le pouvoir central, et quand malgré tout il arrive qu'elles dépassent ces limites, c'est à elles de rogner sur leurs budgets de fonctionnement les années suivantes pour réduire leur endettement. Pour couvrir leurs besoins en matière de santé ou d'éducation elles bénéficient d'une dotation de l'Etat, les régions demeurent donc dépendantes de l'Etat. Par contre le pouvoir central peut décider d'augmenter le budget qu'il attribue à la police ou à l'armée sans que les régions n'aient leur mot à dire. L'Etat peut décider de participer à des guerres, non seulement les régions n'ont aucun droit en la matière, on ne leur demande même pas leur avis, etc. etc. etc.

En résumé, l'Etat ou le pouvoir central ou fédéral agit à la manière d'un suzerain et les régions se comportent comme ses vassaux. Et le citoyen lambda dans tout cela, il est quoi, il devient quoi ? Rien, il doit se soumettre au sort que l'un et l'autre lui réserve. Cela dit, c'est l'Etat qui continue de détenir le pouvoir politique loin d'avoir disparu, aussi est-il toujours possible de le combattre pour le renverser.

L'UE pas plus que les régions ne peuvent se substituer à l'Etat qui demeure indispensable pour assurer la stabilité des rapports de domination de classe, c'est le principal enseignement que nous retiendrons.

Notre stratégie politique ne doit pas reposer sur des apparences ou sur des intentions, mais sur la réalité. Le pouvoir de l'Etat semble se dilluer dans l'UE et les régions, mais en réalité, il n'a jamais été aussi centralisé ou concentré, voyez le Bonaparte de service à la manoeuvre qui décide seul de bombarder l'Irak, par exemple.

Nous avons toujours affirmé que l'UE disposait du pouvoir que voulait bien leur accorder les Etats ou leurs représentants, et que c'était bien ces derniers qui détenaient le pouvoir politique et non l'UE, et que par conséquent c'était vers eux qu'il fallait concentrer notre combat politique et non contre l'UE.

Les faits nous donne raison semble-t-il, si tel n'était pas le cas, alors il faudrait nous expliquer pourquoi l'UE a exprimé son soulagement à l'annonce des résultats du référendum écossais, pourquoi elle monte au créneau pour défendre l'intégrité des

Etats avec lequel coïncide la survie de l'UE dans des termes d'une extrême violence. L'UE a besoin de l'Etat pour faire régner l'ordre, et pour contrôler les Etats vaut mieux qu'ils soient peu nombreux plutôt que l'inverse.

Venons-en au tournant stratégique évoqué au début de cet article. Il était correct dans la mesure où justement l'UE voyait dans les revendications indépendantistes un danger extrême pour les Etats qui constituent toujours le maillon principal de leur dispositif politique. Les affaiblir davantage alors qu'ils sont contestés dans bon nombre de pays de l'UE pouvait ouvrir la voie au combat politique de la classe ouvrière pour les renverser. N'oublions pas que l'Etat ou le pouvoir central ou fédéral demeure le garant de l'ordre établi, comme seul détenteur de l'appareil judiciaire et policier, répressif, à ce titre c'est même la fonction suprême qui justifie aux yeux des représentants de l'UE de conserver l'Etat, de notre côté ce qui justifie de s'y attaquer et de le renverser, de "*briser, démolir, faire sauter*" (Engels) cette "*machine d'Etat*" (Marx-Lénine), sinon il sera impossible de s'emparer du pouvoir politique.

- Royaume-Uni: non à l'indépendance écossaise, oui à la décentralisation - AFP

Les Ecossais (4,2 millions d'électeurs) ont clairement dit non à l'indépendance, à l'occasion d'un référendum historique, poussant vendredi le Premier ministre Alex Salmond à la démission, malgré les promesses du gouvernement central de David Cameron de conférer des pouvoirs accrus aux quatre nations constitutives du Royaume-Uni.

Après des semaines d'intense suspense et de débats parfois acrimonieux, le camp du non l'a emporté en parvenant à 55,3%, le oui obtenant 44,7%. L'écart est important, et la participation record de 84,6% amplifie le verdict.

Dans l'immédiat, David Cameron a évité le scénario cauchemar d'une désintégration du Royaume-Uni qui le "*hantait*".

"*Le référendum n'est pas parvenu à détruire l'Union, mais ses répercussions pourraient encore la déstabiliser jusque dans ses fondements*", a mis en garde Michael Chandlers, du RUSI Institute.

"*Nous nous dirigeons vers un modèle plus fédéral du Royaume-Uni*", a quant à lui prédit Tony Travers, de la prestigieuse London school of Economics.

Les trois partis traditionnels britanniques - conservateur, libéral-démocrate et travailliste d'opposition - ont constitué une union sacrée exceptionnelle pour faire rempart à l'indépendance.

L'intérêt a également été vif dans le monde. Le président américain Barack Obama a salué la victoire du non. AFP 19.09

- Soulagement de l'UE et de l'Otan après le "***non***" écossais - Reuters

Responsables de l'Union européenne et de l'Otan n'ont pas caché leur soulagement vendredi après la claire victoire du "*non*" lors du référendum de la veille sur l'indépendance de l'Ecosse.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a adressé ses félicitations au Premier ministre britannique, David Cameron, et s'est dit sûr que le Royaume-Uni continuerait à jouer un rôle de premier plan au sein de l'Alliance atlantique.

A Bruxelles, la Commission européenne a déclaré que le résultat du vote écossais était bon pour "*une Europe plus forte, unie et ouverte*".

Le président de la Commission, Jose Manuel Barroso, a salué le fait que "*durant le débat de ces dernières années le gouvernement et le peuple écossais ont réaffirmé à maintes reprises leur engagement envers l'Europe*".

"*Je l'avoue : le résultat me soulage*", a confié le président du Parlement européen, Martin Schulz.

Pour le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, l'indépendance de l'Ecosse aurait été un "*cataclysme*" pour l'Europe en encourageant séparatisme et nationalisme dans d'autres pays, ce qui aurait eu pour effet de rendre le continent "*ingouvernable*".

Sortant de la neutralité affichée par la CE pendant la campagne, De Gucht a confié à la radio publique belge en langue flamande VRT qu'il avait redouté une victoire du "*oui*".

"*Si cela s'était produit en Ecosse, je pense que cela aurait constitué un séisme politique de l'ampleur de l'effondrement de l'Union soviétique*", a-t-il dit. "*Cela aurait été un cataclysme pour l'Europe. C'est ce que je craignais.*"

"*Une Europe menée par l'autodétermination des peuples (...) serait ingouvernable parce que cela représenterait des dizaines*

d'entités alors qu'il y a des aspects de la politique qui nécessitent l'unanimité ou une large majorité", a expliqué le commissaire européen. "*De plus, il y a des pays, ou des parties d'anciens pays, qui se seraient comportés de manière très nationaliste.*"

Pour l'ancien chef de la diplomatie allemande Hans-Dietrich Genscher, il est clair que les Etats fortement centralisés n'ont plus les faveurs des Européens. "*Le modèle allemand de système fédéral apparaît comme le plus moderne*", a-t-il estimé. Reuters 19.09

Pour qu'ils identifient ainsi l'intégrité des Etats-nations avec l'UE, à mon avis c'est qu'ils en ont encore besoin pour longtemps, non ? SI vous avez une autre explication, sérieuse, écrivez-nous, nous la publierons.

ACTUALITÉ DU JOUR

Atteindre un tel niveau de ridicule avec bac +7 devrait être sanctionné par la nullité du diplôme en question.

- Cambadélis: Sarkozy "*n'échappera pas à son bilan, ce sera son boulet*" - AFP

Il est vrai que lorsque l'on fait le "*bilan*" de l'action de Hollande au pouvoir depuis mai-juin 2012 sanctionné par le record d'impopularité des Présidents de la République depuis 1962, d'ici 2017 le "boulet" qu'il traîne derrière lui va prendre un tel volume et un tel poids qu'il sera battu d'avance.

La seule chose qui pourrait le sauver serait la nullité de son principal adversaire ou que les dirigeants de la classe dominante en décident autrement. D'ici 2017 tout peut arriver...

Conditionnement. Ils vont avoir du boulot pour refourguer une seconde fois leur camelote.

- Pour 67% des Français, Nicolas Sarkozy "*n'a pas changé*" - Le Nouvel Observateur

- Sarkozy: Son retour, une «*mauvaise chose*» pour 55% des - Français 20minutes.fr

Pour le Serge Grouard, député UMP du Loiret : "*Le retour de l'île d'Elbe et les* "Cent jours" *risquent fort de se terminer à Sainte-Hélène. Mais après Waterloo*". AFP 19.09

Quand la manipulation des consciences se dote d'un dispositif policier.

- Quel est le dispositif mis en place par Nicolas Sarkozy pour prendre la tête de l'UMP ? - francetvinfo.fr

Sa garde rapprochée est constituée d'un trio-clé : son ami d'enfance et ancien directeur de la police nationale Frédéric Péchenard, qui sera son directeur de campagne, Michel Gaudin, ancien préfet de police de Paris, qui dirige son cabinet depuis la défaite de 2012 et le sondeur Pierre Giacometti, spécialiste des analyses d'opinion. francetvinfo.fr 19.09

Frédéric Péchenard : Issu de la bourgeoisie parisienne, Péchenard grandit auprès de ses parents avocats dans l'hôtel particulier familial où il vit toujours, situé rue de Fortuny dans le 17e arrondissement de la capitale. 20minutes.fr 19.09

ACTUALITE EN TITRES

Avec l'aval de l'oligarchie financière, cela va de soi.

- Shell et Total vont poursuivre leurs activités en Russie - Reuters

Contre-nature. Quand vous fuyez la réalité, elle vous rattrape au galop

- 2017:Hollande «*candidat naturel du PS*» à la présidentielle selon Vallaud-Belkacem - 20minutes.fr

- 73% des Français n'ont pas trouvé Hollande convaincant - AFP

Depuis quand les morts ont des oreilles ?

- Hollande "*sincère*", oui, mais "*quand parlera-t-il à la gauche ?*" - Le Nouvel Observateur -

Qui va payer ? Nous, pardi !

- L'explosion du coût des opérations extérieures - LePoint.fr

Le surcoût des opérations extérieures de l'armée française (Opex) va dépasser en 2014 plus d'un milliard d'euros, la provision initiale, inscrite dans le budget 2014, s'élevant à 450 millions d'euros. C'est en tout cas ce qu'affirme le journal économique La Tribune, qui s'appuie sur des sources concordantes. Reste à savoir qui va payer. La tradition budgétaire veut généralement que le surcoût soit pris en charge par le financement interministériel, 20 % de la somme l'étant par le ministère de la Défense.

L'envoi d'une aide aérienne française en Irak devrait encore alourdir la facture. Une opération qui vient s'ajouter aux déploiements des forces françaises en Centrafrique et au Mali. LePoint.fr 19.09

Parce qu'ils n'ont jamais vraiment évolué.

- Pourquoi les seniors sont de plus en plus nombreux à se marier - 20minutes.fr

Intox.

- Transparency appelle le G20 à « *démasquer les corrompus* » - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

- Nouveau préavis de grève des pilotes d'Air France jusqu'au 26/09 - Reuters

- Des femmes de chambre des cinq étoiles parisiens Park Hyatt en grève illimitée - AFP

Des femmes de chambre, gouvernantes et valets, salariés d'un sous-traitant des hôtels Park Hyatt Madeleine et Park Hyatt Vendôme ont débuté vendredi une grève illimitée à l'appel de la CGT pour obtenir notamment leur intégration dans ces deux cinq étoiles parisiens.

"*Nous sommes plus que déterminés, nos conditions de travail sont déplorables. Non seulement nous sommes mal payés, mais les heures supplémentaires ne sont pas réglées et nous n'avons pas de treizième mois*", a assuré à l'AFP Fatima Lancien, installée devant le piquet de grève à l'entrée du Park Hyatt Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement).

Une trentaine de salariés de la sous-traitance travaillent dans cet hôtel et une petite centaine au Park Hyatt Vendôme, situé rue de la Paix (2e).

Parmi les revendications, qui diffèrent légèrement entre les deux établissements, figurent notamment des augmentations de salaires, la diminution des cadences, l'embauche des salariés d'entreprises prestataires et la mise en place d'une mutuelle.

Livia, salariée du Park Hyatt Madeleine, est "*polyvalente jour et nuit*" sur quatre postes, dont celui de réceptionniste.

Elle dit gagner "*à peine 1.300 euros nets*". Elle dénonce des "*bas salaires*" en assurant qu'"*une femme de chambre qui travaille au Georges V ou au Bristol gagne près du double*".

"*Nous leur avons montré le film* " on a grèvé " *de Denis Gheerbrant, qui est le récit de la lutte de femmes de chambres qui se sont battues pour leur droits. Elles ont vu concrètement qu'on pouvait gagner et ont décidé de faire pareil*", a assuré à l'AFP Claude Levy de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE).

En 2012, des salariées de la sous-traitance d'un hôtel "*First Class*" à Suresnes, près de Paris, avaient obtenu après 28 jours de grève la fin de la rémunération à la chambre et, un an plus tard, leur intégration dans le groupe Louvre Hôtels, avec en plus un treizième mois.

"*Nous allons nous installer devant les deux hôtels le temps qu'il faudra. Aujourd'hui, c'est couscous au menu et demain, ça sera du mafé*", a confié M. Levy.

Comme à l'époque, le syndicat a mis en place une caisse de grève pour soutenir les salariés.

"*Il y a des violations quotidiennes du Code du Travail dans ces deux hôtels. C'est inacceptable, et surtout pour des 5 étoiles*", s'indigne le syndicaliste. AFP 19.09

Elles regardent une vidéo et se mobilisent, cela ne vous fait-il pas penser à une récente causerie ?

2- Belgique

- 14 000 policiers manifestent dans les rues de Bruxelles - lemonde.fr

A Bruxelles, jeudi 18 septembre : près de 14 000 policiers – 13 950, selon le décompte précis du commissaire divisionnaire, Joël De Keyzer, chargé du maintien de l'ordre – ont manifesté pour dire leur colère et leur crainte de voir leurs acquis sociaux remis en question. Dans la foulée, ils ont annoncé une journée de grève générale et nationale pour le mardi 23 septembre. C'est ce jour-là également que se déroulera une action des trois grands syndicats du pays. Avant même l'annonce du programme de la coalition que tentent de mettre en place quatre partis, ils dénoncent les « *économies aveugles* » qui se profileraient.

Les policiers belges sont les premiers a exprimer leur ras-le-bol dans un climat social qui se tend. Ces fonctionnaires protestent contre la remise en cause de leur accès à la retraite anticipée. Un arrêt de la Cour constitutionnelle, rendu en juillet, a mis fin aux régimes de préretraite privilégiés. Le droit de certains policiers sera désormais aligné sur celui des autres fonctionnaires, qui doivent travailler jusqu'à 62 ans au minimum. Vingt-cinq-mille policiers vont voir dès lors leur carrière prolongée de quatre, voire huit années. « *Vous imaginez vraiment qu'un policier de 60 ans peut encore intervenir efficacement dans une bagarre ? Nous ne sommes pas des fonctionnaires comme les autres !* », s'exclamait un manifestant wallon.

« *Cet arrêt de la Cour constitutionnelle est effectivement révoltant parce qu'il remet en question des décisions qui avaient été négociées entre les interlocuteurs sociaux* », expliquait le commissaire De Keyzer.

Le ministre des pensions sortant, le libéral flamand Alexander De Croo, a rencontré les manifestants. Il s'est dit prêt à prendre des mesures transitoires, sans nier que la tendance est plutôt à un allongement de la durée des carrières. Les partis qui négocient actuellement un accord de gouvernement s'orientent vers un durcissement des règles d'accès à la retraite. D'où la colère syndicale. lemonde.fr 19.09

Haut de page

Le 21 septembre 2014

CAUSERIE

Hier en fin de journée 11 nouveaux articles ont été ajoutés.

En jetant un rapide coup d'oeil dans certains portails animés par des intellectuels de gauche ou des opposants à l'impérialisme américain ou se présentant comme tels, de différentes petites formations politique, j'ai remarqué qu'un certain nombre étaient entrés dans un état végétatif ou n'avaient rien publié depuis des mois ou peu d'articles depuis le début de l'année, à croire qu'ils sont sonnés par la tournure que prend la situation mondiale ou que leur discours ne sont plus adaptés et qu'ils n'en ont aucun de rechange, peut-être se sont-ils aperçus de leur inanité ou de l'impasse à laquelle ils menaient.

Il est vrai que l'évolution de la situation mondiale pose à chacun une multitude de questions ou conduit à nous interroger sur nos propres interprétations ou positions, exercice périlleux s'il en est que peu sont prêts à faire, et pour cause.

C'est la combinaison de la crise du capitalisme ayant atteint son paroxysme avec ses conséquences sociales et politiques, la lutte des classes qui en découle à l'échelle mondiale, et la manière dont l'oligarchie financière entend l'affronter à partir de sa

stratégie néolibérale, puisque c'est elle qui est en position hégémonique, qui constitue la trame de la situation mondiale.

Refuser de prendre en compte l'un ou l'autre de ces deux facteurs déterminants, c'est s'interdire de comprendre la situation mondiale et son évolution.

Comme les intellectuels de gauche refusent d'accorder à la lutte de classe du prolétariat la place qui lui revient ou rejettent le marxisme, et que l'avant-garde de la classe ouvrière refuse d'admettre que les dirigeants de la classe dominante entendent réponse à la crise du capitalisme en mettant en oeuvre la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière, aucune perspective politique alternative au capitalisme, cohérente et crédible n'émerge, et la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases correctes est sans cesse repoussé à une date indéterminée.

L'alliance de ces intellectuels de gauche avec l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat pourrait constituer un formidable levier à la mobilisation mondiale des masses exploitées et des peuples opprimés contre le capitalisme mondial, dans la mesure où elle permettrait de faire renaître l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde.

A tort ou à raison, j'ai la conviction qu'en mettant en pratique la méthode que j'emploie dans ce portail pour s'adresser aux militants et aux travailleurs, permettrait de les aider à progresser et faciliterait leur organisation, dans la mesure où elle est à la portée de chacun, simple, sans trucage, sans a priori, partant des faits, répondant à toutes les hypothèses ou questions que chacun peut se poser à un moment donné, regardant la réalité en face.

La lutte de classe ne se situe pas sur un plan unique, strictement sur le plan politique, chacun ne l'aborde pas sous le même angle, le jour où on l'aura compris, on aura franchi un pas gigantesque vers notre émancipation, le socialisme.

Notre démarche est tout sauf dogmatique ou doctrinaire, car la théorie que nous défendons ou notre interprétation du monde est le produit de la réalité présente, des expériences du passé et non l'inverse, et si nous pouvons apparaître sectaire aux yeux de certains, c'est parce qu'ils refusent la confrontation des idées, de nommer un chat un chat, de caractériser chaque expérience, d'en tirer des leçons, enfin d'admettre qu'on peut commettre des erreurs et qu'il est possible de les corriger.

Ce sont eux qui font de la vérité un dogme, leur bien personnel. Ils s'y identifient au point de ne pas supporter que quiconque ose les contredire, cela leur est insupportable et se transforme en malaise du domaine de la psychopathologie, ils le vivent un peu comme si on voulait attenter à leur personnalité, alors que de notre côté, nous nous employons à livrer aux lecteurs les conclusions de nos réflexions sous toutes ses coutures sans rien leur cacher. Nous les prenons à témoin et nous leur fournissons le matériel qui leur permet de vérifier librement ou par eux-mêmes la véracité de nos analyses, démonstrations ou positions. Nous leur fournissons les moyens de démonter pièce par pièce notre argumentation, afin qu'ils puissent procéder à leur propre analyse et vérifier que nous n'avons rien oublié ou négligé, à eux ensuite d'en tirer leurs propres conclusions qui ne coïnderont pas forcément avec les nôtres, les confirmant ou les infirmant, peu importe, car notre objectif n'a jamais été que l'on tombe absolument d'accord sur tout, mais de progresser ensemble, cela devrait être notre obsession, notre seul objectif.

Donc vous en conviendrez j'espère, ma démarche ne consiste pas à vouloir avoir raison à tout prix ou à posséder la vérité, je me demande bien à quoi cela m'avancerait dans mon trou en Inde, satisfaire mon égo, et bien ce serait très cher payé au regard des sacrifices que réclame l'actualisation quotidienne de ce portail, à mon avis il doit bien exister des moyens plus économiques de le satisfaire et d'en tirer davantage de profit.

Si j'avais un conseil à vous donner, prenez le meilleur de ce portail et du bonhomme qui l'anime et balancer le reste, faites comme moi en somme. Et souvenez-vous que la vie ou toute chose est faite de contradictions, n'en soyez pas perturbé ou déstabilisé, c'est naturel, car si tel n'était pas le cas, rien ni personne n'existerait, l'univers lui-même n'aurait jamais vu le jour.

Bon dimanche et bonne continuation.

ACTUALITE EN TITRES

Qu'on se le dise.

- Le crash du vol d'Air Algérie au Mali reste inexpliqué - AFP

Avions qui disparaissent, se crashent ou explosent en vol sans explication, vous y croyez ?

Stratégie du chaos.

-Liban : un attentat visant le Hezbollah fait plusieurs victimes - LeMonde.fr

-Combats meurtriers à Sanaa, le siège de la télévision en flammes - Reuters

-Nouvelle attaque meurtrière de Boko Haram sur un marché au Nigeria - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le vieux monde à hue et à dia.

- G20: les pays "*déterminés*" à faire plus pour l'emploi et la croissance mondiale - AFP

"*Nous sommes déterminés à rendre le monde meilleur, à développer la croissance de l'économie mondiale, créer plus d'emplois et des emplois mieux payés, construire des infrastructures pour permettre aux enfants d'avoir une eau de meilleure qualité, une éducation et des soins médicaux*", a déclaré le Trésorier australien Joe Hockey, en ouvrant les débats.

Mais ces bonnes intentions risquent d'être compromises par la situation économique qui s'est détériorée ces derniers mois et menace l'objectif de croissance annoncé par les ministres des Finances du G20 lors d'une précédente réunion en février à Sydney. AFP 20.09

Quand la "***souffrance économique***" et les "***difficultés sanitaires***" rime avec "***bonheur***". Estimez-vous heureux !

- La France, 51e pays le plus heureux au monde en 2013 - lexpress.fr

L'Hexagone se situe loin derrière d'autres Etats européens comme le Danemark, l'Autriche ou la Suède. Le Panama et le Costa-Rica sont en tête de ce classement.

Vivre en Amérique du Sud ou en Europe du Nord, n'est-ce pas cela la clé du bonheur? C'est ce que semble indiquer l'enquête menée sur le bien-être des populations en 2013 par le bureau de recherche américain Gallup-Healthways dans près de 140 états.

Cinq pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale figurent dans le top 10 mondial des pays où il fait bon vivre. Le Panama et le Costa-Rica se classent respectivement 1er et 2e du classement.

Les Panaméens se disent "*prospères*" pour quatre des cinq critères à l'origine de l'étude. Malgré une souffrance économique (58%) et des difficultés sanitaires (71%), cette population d'Amérique Centrale semble avoir un mode de vie qui lui convient. lexpress.fr 20.09

Guerre psychologique. Conditionnement et propagande. Diabolisation de la Russie, suite.

Des avions militaires russes interceptés près de l'Alaska et au Canada - Francetv info

En voilà une affaire sérieuse.

- C'est "*la première fois depuis longtemps*", selon les mots d'un responsable américain. Plusieurs avions militaires russes ont été interceptés cette semaine dans des zones de restriction près de l'Alaska et au Canada par des avions américains et canadiens. L'information a été révélée vendredi 19 septembre par des responsables américains de la Défense.

Pas vraiment, une baudruche en somme.

- Aucun des appareils russes n'a cependant pénétré dans les espaces aériens de ces deux pays.

Des zones libres d'accès.

- Les zones de restrictions (air defense identification zone, ADIZ) sont situées aux confins de l'espace aérien d'un pays et servent de zones tampons, afin de laisser aux gouvernements le temps d'intervenir auprès d'avions potentiellement hostiles. Mais ces zones ne sont pas liées à des traités internationaux ni régulées par des lois internationales. Francetv info avec AFP 20.09

On aura compris que cette info relayée par les Américains était destinée en priorité à la population américaine et occidentale, pour dénoncer l'attitude "*potentiellement hostile*" de la Russie envers les Etats-Unis et ses alliés, qui eux n'ont jamais adopté un tel comportement envers aucun pays dans le monde c'est bien connu, ne sont-ils pas les garants de la démocratie, de la liberté et de la paix dans le monde, CQFD.

Quand l'indépendance syndicale rime avec anticommunisme primaire, collaboration de classes, réformisme et lutte contre la CGT ou un syndicat de classe.

- Bergeron, 50 ans de combat pour l'indépendance syndicale - nouvelobs.com

L'ancien leader de Force ouvrière André Bergeron, décédé dans la nuit de vendredi à samedi à l'âge de 92 ans, aura marqué l'histoire du syndicalisme français durant plus de cinquante années de militantisme sous la bannière de l'indépendance et du réformisme syndical.

Né le 1er janvier 1922 à Suarce dans le Territoire de Belfort, il sera acteur de la création de Force ouvrière en 1948 et occupera le devant de la scène sociale de 1963 à 1989 comme secrétaire général de FO, se voyant offrir à plusieurs reprises un portefeuille ministériel. Il déclinera à chaque fois les sollicitations.

Fils d'un employé de la SNCF, André Bergeron plonge dans le grand bain de l'action collective alors qu'il n'a que 14 ans: apprenti dans une imprimerie de Belfort, il est happé par le Front populaire et les premiers congés payés, "*quelque chose d'extraordinaire*", a-t-il raconté dans ses "*Mémoires*", parues en 2002.

Après la guerre et des années de travail forcé en Autriche, il participe en 1948 à la création de FO, dont les militants viennent des rangs de la CGT. Au seuil de la guerre froide, la scission est ainsi consommée, séparant minorité réformiste et majorité d'obédience communiste.

Devenu secrétaire général "*de transition*" de FO en 1963, il réussit à s'imposer et devient, au fil des ans, l'homme fort de la centrale. Sorte de VRP du syndicalisme, André Bergeron a passé une grande partie de son temps dans des déplacements en province.

Il tiendra la barre pendant les événements de 1968 : il se flatte d'avoir obtenu du patronat, dans la "*pagaille*" décrite par Georges Pompidou, que le Smic soit porté à trois francs alors que la CGT et Jacques Chirac, mandaté par le Premier ministre, s'étaient entendus sur 2,70 francs.

Présenté par son éditeur comme "*le père tranquille du syndicalisme français*", André Bergeron a su diriger ses hommes en évitant de les heurter de front. Il a été le ciment du conglomérat hétéroclite (trotskistes, socialistes, chiraquiens et sans parti) que constituait la confédération.

Durant toute cette période, André Bergeron, qui se retire en 1989, incarnera un syndicalisme résolument réformiste tourné vers le compromis, FO s'imposant comme l'interlocuteur privilégié du patronat et de l'Etat. Sur la lancée des Trente glorieuses, la politique contractuelle connaît alors ses heures fastes tandis que prospère l'Etat-Providence.

Il "*aura profondément marqué la vie sociale et économique, pendant une période où de nombreux progrès et acquis sociaux ont été obtenus par la négociation collective*", a souligné dans un communiqué FO, en annonçant son décès.

En dépit d'une "*proximité avec les gouvernants*", Bergeron ne cèdera pas aux sirènes gouvernementales: Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac lui offriront en vain un ministère.

Lors de la "*secousse*" de 1981 créée par la victoire de François Mitterrand, Bergeron, avec sa vieille fibre SFIO, demeurera en retrait.

Opposé, "*dans son principe et son contenu*", au programme commun de la gauche, il est hostile à l'entrée des communistes au gouvernement et l'exprime à chaud "*avec solennité et pour l'histoire*", lit-on dans ses Mémoires.

Membre de la Confédération européenne des syndicats libres, André Bergeron regrettait que la communauté européenne ait "*jusqu'ici trop occulté les questions sociales*". Il rappelait dans ses Mémoires sa foi en l'Europe, et son envie de "*faire revivre le 'souffle européen'*".

"*Européen de conviction*" autoproclamé, il réaffirma cette posture pro-européenne en mai 2005, en appelant sans détour à "*voter oui*" au traité constitutionnel européen. nouvelobs.com 20.09

Les commentaires sont inutiles, agent du plan Marshall à ses débuts, dont les concepteurs avaient dans leurs valises la scission de

la CGT et l'UE, et fossoyeur de l'indépendance syndicale jusqu'au bout.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Daesh désoriente la CIA - french.irib.ir

« L'ancien entrepreneur de la CIA, Steven Clay dit que les autorités américaines veulent, d'une part, former le groupe de Daesh et d'y faire face, d'autre part. Donc, la CIA est confrontée à une confusion et une désorientation », a rapporté le site d'information Global Research.

Mercredi, la Chambre des représentants américains a avalisé la stratégie de Barak Obama pour la formation et l'équipement des opposants modérés en Syrie en vue de combattre Daesh. Et dans le cadre de cette stratégie à long terme de Barak Obama que le Pentagone envisage de former 5000 terroristes en Syrie et de leur fournir des équipements militaires nécessaires.

Steven Clay dit : « *La CIA est en train, actuellement, de former et d'équiper l'armée libre syrienne, en lui demandant, en contrepartie, de combattre le groupe terroriste de Daesh* ». *« La CIA forme et entraine, cette fois-ci, les rebelles syriens en Jordanie et elle a bien agit, en cette matière. Il a été demandé à la CIA de former les rebelles en Jordanie, car la CIA sait que s'il est prévu de combattre Daesh, il vaudrait mieux de le lancer, depuis ses bases en Jordanie* », précise encore Steven Clay. Et lui d'ajouter : « *La CIA est en train de former et d'entrainer le même groupe qu'elle tente de combattre et une telle demande aux autorités de la CIA, les a mis dans un état de confusion et de désorientation* ». Et lui d'indiquer encore : « *Il existe des divergences au sein de la CIA. Certains membres de la CIA croient en nouvel Ordre mondial e certains d'autres soutiennent l'application de la Constitution* ».

Les terroristes de Daesh sont formés, depuis le début de l'an 2012, par la CIA, pour déstabiliser le gouvernement syrien. Ils se sont emparés de vastes régions, situées au nord de la Syrie. Les terroristes de Daesh se sont emparés, également, de vastes régions de l'Irak, frontalières avec la Syrie. Depuis 2011, la Syrie est la scène d'affrontements sanglants. Les Etats-Unis, et leurs alliés régionaux, surtout le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie continuent de soutenir les terroristes opérant à l'intérieur de la Syrie. Selon l'ONU, depuis le début des troubles en Syrie, plus de 190.000 syriens et des millions de personnes ont été déplacées. french.irib.ir 20.09

2.1- "***Nous nous apprêtons à attaquer la Syrie***" (Conseillère de Obama)

« *L'armée américaine s'apprête à débuter des raids aériens contre les positions de l'EI en Syrie* » a déclaré, aux journalistes Susan Rice, la conseillère à la sécurité nationale de Barak Obama. « *L'arme est prête à lancer des frappes contre les positions de l'EI en Syrie, mais, on ne peut révéler, à ce stade, le temps précis de ces attaques, dans les médias* », a-t-elle dit au cours d'une conférence de de presse devant les journalistes.

Elle a, par la suite, évoqué la récente décision prise par le Congrès pour la formation et l'équipement des opposants syriens. « *La formation de ces individus pendra des mois* » a-t-elle estimé. S'agissant de la coalition anti-Daesh, elle a dit : « *Cette coalition, sera une coalition cohérente, sous un commandement unique*". En ce qui concerne, le discours d'Obama à la réunion annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, Rice a dit que ce discours sera concentré sur la lutte contre Ebola, la coalition anti-EI et les changements climatiques. french.irib.ir 19.09

ECONOMIE

Russie

- La Russie veut doper sa coopération stratégique avec la Chine - french.irib.ir

La Russie a l'intention de promouvoir sa coopération stratégique avec la Chine, a déclaré samedi à Moscou le premier ministre russe Dmitri Medvedev. "*Notre coopération avec la Chine revêt un caractère stratégique. Nous avons des contacts politiques magnifiques, des relations économiques excellentes. La Chine est notre partenaire stratégique et nous souhaitons élargir notre coopération. Nous ne craignons rien, nous sommes certains que ce sera une coopération sur un pied d'égalité, amicale*

et mutuellement avantageuse", a indiqué M.Medvedev à la chaîne de télévision Rossia. Il a rappelé que d'autres pays, notamment les Etats-Unis, coopéraient aussi avec la Chine sans perdre leur souveraineté économique. french.irib.ir 20.09

Haut de page

Le 22 septembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera plus tard dans la soirée de nouveaux articles.

Cela fait neu-neu.

Sarkozy hier sur France 2 : "*Est-ce que vous me prêtez deux neurones d'intelligence ?*".

La question mérite réflexion avant d'y répondre. Le voilà monté sur ses grands chevaux, ne serait-ce pas vaniteux ?

Un seul ferait tête de noeud, ce serait vulgaire mais lui irait très bien.

On lui accorderait l'exil fiscal ou tout court en Belgique s'il le demandait. Nos amis belges apprécieront le cadeau !

La "***VIe République***" mise à nu.

- Défendre la Vème République : une utopie ? - Mauris Dwaabala - legrandsoir.info 21.09

Extrait. Il faut défendre les institutions contre le Président, au lieu de les mettre par terre comme il le pratique, en acte, à la suite de Nicolas Sarkozy là aussi, tout en prétendant qu'elles sont solides.

Ce qui prouve mieux que toute démonstration qu'il les a ébranlées. En effet, quel autre Président, et quel autre parti au pouvoir ont-ils déjà osé ces paroles ?

La VIe République, qui n'est d'ailleurs pas l'idée du seul tribun, est comme toutes les idées. Il est très facile de montrer sur le papier qu'elle marcherait.

Il a été très facile aussi de montrer en son temps, déjà sur le papier, que le cadre de la Ve serait parfait pour l'application d'un programme socialiste. Ou d'un passage démocratique au socialisme. C'est ce qu'avait mis en avant le Programme commun.

Or, aujourd'hui, sous l'hypothèse d'un effondrement du système des institutions, il est au contraire difficile d'imaginer ce que les eaux boueuses feraient émerger comme monstre ou comme avorton car, sauf renversement complet et improbable des tendances, le Front de gauche serait loin d'être le seul à pouvoir pousser ses pions en avant.

Sinon, cette VIe République, pour voir le jour, demanderait la victoire préalable des forces de gauche qui, dans le cadre des institutions proposeraient à la France d'opérer cette mutation. Ce qui renvoie à la case départ. legrandsoir.info 21.09

On remercie Monsieur Dwaabala d'aller directement au but et de démontrer que la VIe République de Mélenchon et Cie n'est qu'une supercherie, on ne peut parler ni d'un ravalement de façade, ni d'une réplique ou d'un clonage puisqu'il nous dit qu'elle tiendrait dans le cadre étriqué de la Ve qu'il faut défendre coûte que coûte précise-t-il.

Monsieur Dwaabala a tout du charlatan, son discours est d'un ridicule affligeant, un siècle plus tard c'est une caricature grotesque de ce qui se fait de pire en matière de révisionnisme du socialisme. La VIe République, qui a ce stade peut se concevoir comme la négation d'une Assemblée constituante souveraine, demeurera à l'état d'"*idée*", tandis que la Ve continuera de perpétrer ses méfaits contre les travailleurs, c'est ce qu'il faut retenir.

C'est ce qui arrive à toute issue à la crise politique qu'on nous propose et qui ne repose pas sur la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, condition politique pour qu'apparaissent de nouvelles institutions et que les anciennes soient balayées, qu'un nouvel Etat surgisse du cours de la révolution.

Seule la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière peut parvenir à inverser les rapports de domination de classe, dès lors qu'elle est guidée par un parti qui incarne consciemment ce processus et cet objectif.

ACTUALITE EN TITRES

Qui freinera la criminalité aux Etats-Unis ?

- GM rappelle des véhicules pour un problème de frein à main - Reuters

General Motors rappelle plus de 200.000 véhicules en raison d'un défaut du frein à main susceptible de provoquer un incendie, lit-on dans une lettre de la sécurité routière des Etats-Unis. Reuters 21.09

ACTUALITÉ DU JOUR

A "***couteaux tirés***"

- Sarkozy-Juppé-Fillon : la campagne s'annonce musclée - Le Nouvel Observateur

- Les couteaux sont tirés à l'UMP, le centre fait de la résistance - Reuters

- Les «*amis*» de Nicolas Sarkozy qui ne lui veulent pas que du bien - 20minutes.fr

- Bayrou déterminé à garantir l'indépendance du centre - LeFigaro.fr

- Les Jeunes du MoDem ne veulent pas des primaires à droite - LeFigaro.fr

- Alain Juppé lance le "*match*" pour 2017 avec Nicolas Sarkozy - AFP

Alain Juppé a franchi une étape supplémentaire sur sa route vers l'élection présidentielle de 2017 en se disant prêt dimanche à "*aller jusqu'au bout*" du "*match*" avec Nicolas Sarkozy. AFP 21.09

- Fillon parie sur ses propositions pour faire la différence - LeFigaro.fr

- Valérie Pécresse salue fraîchement le retour de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

Des illettrés plus royalistes que le roitelet.

- Le PG rappelle Sarkozy "*à ses obligations*" de membre du Conseil constitutionnel - AFP

Le Parti de Gauche rappelle dimanche Nicolas Sarkozy "*à ses obligations de membre de droit du Conseil constitutionnel*", soulignant l'interdiction légale faite à ses membres d'occuper un poste de "*responsabilité ou de direction*" au sein d'un parti politique.

Selon une source au sein du Conseil, un membre de droit à vie, ne pouvant démissionner, doit s'abstenir de siéger dès lors qu'il réinvestit le champ politique.

Ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing est également membre de droit du Conseil constitutionnel. Après sa défaite face à François Mitterrand en 1981, il fut successivement conseiller général du Puy-de-Dôme, député et président de la région Auvergne. Il fut également président de l'UDF de 1988 à 1996. Il n'a donc pas pu siéger au Conseil constitutionnel de 1982 à 2004. AFP 21.09

Vous aurez compris le sens du titre que j'ai donné à ce passage. Sarkozy ne siège pas au Conseil constitutionnel, donc la sortie du PG tombe à côté de la plaque, ils se ridiculisent une fois de plus, ce qui n'est pas pour nous déplaire à vrai dire

Propagande, intox, conditionnement et manipulation tout azimut

1- Omar m'a tué, un remake misérable à l'américaine.

- Etats-Unis: deux intrus en 24 heures à la Maison Blanche, enquête sur la sécurité - AFP

En réalité un seul, le second aurait tenté d'approcher de la Maison Blanche en voiture et a été arrêté avant d'y parvenir. On emploie le conditionnel pour le second car les journalistes n'ont fourni des détails que sur le premier, qui comme par hasard se prénomme Omar, un Américain d'origine arabe sans doute, vous suivez.

L'Arabe, le musulman, un terroriste en puissance, un ennemi des Américains, de la démocratie, de la paix, l'amalgame est devenu classique aux Etats-Unis depuis le 11septembre 2001, incrustez-vous cela dans le crâne. Pour y parvenir on va vous aider.

Le lobby sioniste néolibéral en action. Un bon Arabe ou musulman, c'est un Arabe ou un musulman soumis ou mort.

- Des affiches anti-islamistes, dans le métro newyorkais - french.irib.ir 21.09

Des affiches anti-islamistes vont faire leur apparition sur une centaine d'autobus publics et dans le métro de la ville de New-York, dans le cadre d'une campagne menée et financée par l'American Freedom Defense Initiative, selon un rapport du "*New York Times*".

Cette nouvelle campagne est signée une nouvelle fois Pamela Geller. La blogueuse et activiste américaine, connue pour ses multiples frasques anti-Islam, vient de débourser, via son organisation Initiative américaine de défense de la liberté (AFDI), 100.000 dollars, pour des affiches islamophobes, devant paraître sur 100 bus de New York. Celles-ci seront, également, visibles, à l'entrée des stations de métro de Lexington Avenue / 59th Street et de Columbus Circle.

Les affiches en question sont illustrées par une photo de James Foley, l'ex -otage britannique de l'Etat islamique, juste avant son exécution, en Syrie. A coté, une photo d'Abdel Majed Abdel Bary, le jeune rappeur britannique, d'origine égyptienne, qui a rejoint le groupe jihadiste, l'année passée, considéré comme le principal suspect du meurtre. Les deux images sont reliées par l'expression «Hier, modéré, aujourd'hui, en tête d'affiche» (Yesterday's moderate is today's headline).

Les six publicités, qui ont été autorisées par les responsables des transports publics, contiennent, notamment, la photo du journaliste américain, James Foley, se tenant près de son bourreau.

Ces affiches ont été financées par l'American Freedom Defense Initiative. "*Notre campagne met en évidence des côtés de l'Islam ignorés par le gouvernement et les médias*", a précisé Pamela Geller, Présidente de l'organisation.

Selon la loi américaine, les autorités responsables des transports publics n'ont pas le droit de refuser la diffusion d'une publicité, en raison du message qu'elle véhicule. En revanche, la loi précise que ces mêmes responsables n'ont pas, non plus, le droit d'exprimer leur opinion, quant aux affiches de campagne.

Une des publicités, qui avait été proposée, contenant l'inscription "*tuer des Juifs est un rite qui nous rapproche d'Allah*", a, néanmoins, été rejetée, sous prétexte que ce slogan pourrait constituer une incitation à la violence.

L'American Freedom Defense Initiative prévoit d'attaquer les responsables des transports publics, pour cette interdiction, affirmant qu'il s'agit d'une violation de la liberté d'expression, a rapporté le "New York Times".

La campagne est destinée à parodier celle qui avait été menée par le Conseil des relations entre l'Islam et l'Amerique, intitulée "*Mon Djihad*", et dont le but était de dépeindre le Jjihad, comme un combat individuel et non violent, précise le "*New York Times*". french.irib.ir 21.09

Une des affiches suggère que le Hamas, Boko Haram, Al-Qaïda et le Conseil des relations islamo-américaines sont identiques.

Les deux articles d'où proviennent le précédent, traduits en français par Google Chrome.

Who's Behind the Anti-Islam Ads on MTA and Muni?
http://www.motherjones.com/politics/2012/08/anti-islam-ads-mta-muni

Shocking anti-Islam ad campaign coming to MTA buses, subway stations
http://www.nydailynews.com/new-york/shocking-anti-islam-ad-campaign-okd-mta-article-1.1945174

Rien de tel pour justifier auprès de la population la guerre que mène le gouvernement américain en Irak et en Syrie.

En France, cela fonctionne semble-t-il :

- Engagement militaire en Irak: plus d'un Français sur deux favorable - AFP

Plus d'un Français sur deux (53%) se déclare favorable à un engagement militaire de la France en Irak contre le groupe Etat islamique, selon un sondage Ifop pour le JDD.

47% des sondés sont opposés à cette intervention.

Ce sont les sympathisants du PS et ceux de l'UMP qui se montrent les plus favorables avec respectivement 66% et 51%.

Interrogés sur une intervention militaire internationale en Irak contre l'Etat islamique, 59% des sondés donnent leur adhésion contre 41% qui y sont opposés.

Là encore, les sympathisants du PS et de l'UMP sont pour avec respectivement 72% et 62%. AFP 21.09

Que les "*sympathisants du PS et de l'UMP*" soient les plus va-t-en-guerre est normal, puisqu'ils recouvrent les mêmes classes ou couches sociales privilégiées qui espèrent tirer profit des retombés de cette nouvelle aventure guerrière de l'impérialisme français.

2- Quand ils n'ont que le déni à opposer à une "***rumeur***", c'est qu'elle était fondée.

- La CIA derrière l'Etat islamique? C'est la rumeur persistante en Irak, en Iran et au Liban - Slate.fr

C'est un secret de polichinelle en vérité !

Voilà une armée privée de mercenaires forte de 30 à 70.000 membres selon les sources, qui serait sorti un beau matin de nulle part, qui serait née spontanément au fin fond du désert, entraînée et armée jusqu'au dent avec du matériel militaire hyper sophistiqué, disposant d'armement lourd, de finances à gogo, tout cela serait tombé du ciel, soudainement.

A écouter ces professionnels de la désinformation, c'est ce qu'on voudrait nous faire gober, car ce n'est pas seulement l'Occident qui n'y serait pour rien, mais le Qatar, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe et la Turquie non plus, personne n'aurait versé le moindre dollar ou n'aurait livré la moindre arme à EI, incroyable mais vrai, nous devrions les croire sur parole.

Leur argumentation atteint un tel niveau de ridicule qu'il n'est même pas nécessaire de la démonter pour qu'elle s'écroule toute seule, ce contre quoi ils sont impuissants. Au passage, on aurait tort de penser qu'ils sont tout puissants, la preuve, et qu'on ne pourrait pas les vaincre. On ne va s'éterniser sur cette question qui est entendue.

On vous renvoie à l'article mis en ligne dans la causerie d'hier *Daesh désoriente la CIA* et à celui mis en ligne aujourd'hui *Huit raisons pour lesquelles le Congrès devait voter « Non » à la formation et au financement des rebelles en Syrie*, où dans le premier un ancien directeur de la CIA, Steven Clay, affirme qu'elle est de mèche avec Daesh, tandis que dans le second un ancien parlementaire américain démocrate, Dennis Kucinich, affirme que ce sont les mêmes "*les sponsors*", la CIA et le Pentagone qui forment aussi bien des " *jihadistes radicaux* " que des "*jihadistes modérés*".

3- Opération diversion ou quand la Vert-mine fait la retape pour le compte des chefs d'Etat

- Nouveau record des émissions de CO2 en 2013 - LeMonde.fr

- Marche pour le climat à Paris : « *Chefs d'Etat, agissez !* » - LeMonde.fr

La « *Marche du peuple pour le climat* » s'est tenue à Paris dimanche 21 septembre. Aux côtés de personnalités comme l'écologiste Nicolas Hulot ou le chanteur Patrice, les manifestants – qui étaient entre 5 000, selon la police et 25 000, selon les organisateurs – ont défilé pour lancer un appel aux chefs d'Etat qui se réuniront lors d'un sommet extraordinaire de l'ONU sur le changement climatique, mardi 23 septembre.

« *Cette marche est un signal de la société civile pour appeler le gouvernement français à faire preuve d'un leadership fort sur le climat*", explique Marie Yared, chargée de campagne d'Avaaz, l'ONG à l'origine de la mobilisation. LeMonde.fr 21.09

Qui est Avaaz ?

Elle est enregistré dans un paradis fiscal, au Delaware, États-Unis. Un pur hasard comme on va le voir.

Selon The Guardian en 2012, « *Avaaz n'a que cinq ans, mais a connu un essor exponentiel jusqu'à devenir aujourd'hui le plus grand et le plus puissant mouvement citoyen mondial en ligne* ».

Ricken Patel, Président fondateur de l'ONG Avaaz.org, il en est aujourd'hui le directeur exécutif.

Il a été déclaré Young Global Leader (« *jeune leader mondial* ») par le Forum économique mondial (Davos - ndlr).

Il a été consultant successivement pour l'International Crisis Group, l'Organisation des Nations unies (ONU), la Fondation Rockefeller, l'Université de Harvard, la Fondation Gates, CARE International et "*l'International Center for Transitional Justice*", puis codirecteur de Faithful America.

Avaaz a notamment été soutenue par l'Union internationale des employés des services (SEIU) en tant que partenaire fondateur.

SEIU a dépensé 28 millions de dollars pour soutenir Barack Obama lors de l'élection présidentielle de 2008, ce qui en fait l'organisation syndicale qui a dépensé le plus pour aider Barack Obama à se faire élire président.

Avaaz est financé en grande partie par le milliardaire George Soros, via le financement de MoveOn par le Soros Open Society Institute (Open Society Foundations).

La personnalité de ses fondateurs est également pointée du doigt, notamment celle du cofondateur Tom Perriello, politicien catholique américain membre du Parti démocrate, défenseur de la guerre contre le terrorisme, de l'interventionnisme militaire en Afghanistan, de la présence américaine en Irak ou au Pakistan

Avaaz déclare compter, en novembre 2013, près de 30 millions de « membres » répartis dans 194 pays. Les pays les plus représentés sont le Brésil et la France avec plus de 6 et 3 millions d'inscrits chacun. fr.wikipedia.org

En fait, depuis sa création en 2007, cette ONG qui est une officine des néolibéraux, a participé à absolument toutes les campagnes orchestrées par ses commanditaires à travers le monde dirigées contre les Etats ou les gouvernements qu'ils se destinaient d'affaiblir ou déstabiliser en mobilisant leur population sur des thèmes choisis par eux.

La liste qui figure dans le portail Wikipedia est suffisamment éloquente pour comprendre la nature de cette ONG et qui tirent les ficelles, les mêmes que pour la totalité des grandes ONG. Comment pourrait-il en être autrement quand on pense à son développement fulgurant impensable sans au départ la mobilisation de moyens financiers et logistiques considérables, ainsi que le soutien d'un réseau au sein des médias.

Ses objectifs tels qu'elle les définie elle-même confirment ce qui vient d'être dit :

- L'organisation se donne pour mission (...) d'encourager les citoyens à utiliser toutes sortes de moyens de communication afin de faire entendre leurs opinions aux preneurs de décisions (gouvernements, mais aussi entreprises, organisations extra-gouvernementales…) et de les inciter à agir lorsqu'ils estiment qu'une prise de décision est nécessaire et urgente. Avaaz promeut ainsi une mobilisation citoyenne massive au moyen d'internet, également appelée cyberactivisme, qui repose sur l'idée qu'une grande masse d'efforts individuels peut se combiner pour produire une puissante force collective. fr.wikipedia.org

En conclusion, il s'agit de manipuler ou mobiliser les masses pour qu'elles fassent pression sur leurs dirigeants ou gouvernements, afin qu'ils adoptent la politique ou les mesures décidées par l'oligarchie financière. Ce genre d'actions sont d'autant plus nuisibles, qu'elles servent à rameuter les masses en direction de dirigeants qu'elles ont rejetés ou qu'elles exècrent par ailleurs. Finalement, cette ONG est (comme les autres) le complément naturel de la Bourse, du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OTAN.

Pour enfoncer le clou dans le cercueil de cette ONG pourrie :

- Changer le monde grâce à Avaaz : un artifice de communication - mondequibouge.be 20.11.2012

Un article du Monde reprend le programme d'Avaaz pour la Syrie : « *Reconnaître le Conseil national syrien (la principale plate-forme d'opposition), comme le représentant légitime du peuple syrien* », ce qui impliquerait la rupture des derniers liens diplomatiques avec Damas ; « *durcir les sanctions » contre le régime, au risque de pénaliser aussi la population et « instaurer une zone de sécurité pour les civils* », ce qui supposerait, même si Avaaz ne le mentionne pas, une forme d'intervention militaire étrangère en Syrie. mondequibouge.be 20.11.2012

- Savez-vous qui est Avaaz ? - sylviesimonrevelations.com 14.08.2013

En novembre 2012, un article de Dominique Guillet (association Kokopelli) fait le point sur les actions d'Avaaz et l'utilisation des dons versés à l'association. Celle-ci appuierait des interventions militaires, notamment dans les conflits libyen et syrien de 2012, et se mêlerait des affaires internes de la Somalie, du Soudan et de l'Iran. Sont aussi soulignés les salaires et dépenses de ses dirigeants ainsi que des liens avec diverses organisations et fondations contestées quant à leurs actions.

Lisez l'article paru dans Le Grand soir du 1er décembre 2012, vous serez édifiés, ou bien les questions posées dans LiberTerre (un écran de fumée occultant les bombes libératrices à uranium appauvri) :

"Est-ce donc une coïncidence si l'organisation dénommée Avaaz a soutenu les interventions militaires en Libye (19 / 20 / 21) et en Syrie (25 / 26 / 27 / 28)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes de la Somalie (2 / 3 / 4)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes du Soudan (5) en accusant, par ailleurs, le très diabolisé Iran de livrer des armes (7 / 8)? Est-ce donc une coïncidence si Avaaz se mêle des affaires internes de l'Iran (9 / 10)?

"*Qui sont donc ces "activistes Avaaz" impliqués très concrètement, en 2012, dans des opérations de déstabilisation de la Syrie (11)?*"

"*L'organisation Avaaz n'est-elle pas tout simplement une tête de pont de la CIA, un gigantesque écran de fumée occultant les bombes libératrices à uranium appauvri de l'Impérialisme Occidental ?* ", demande Dominique Guillet... sylviesimonrevelations.com 14.08.2013

Articles en anglais.

11- http://un-truth.com/syria/whowhat-is-ahvaaz-contd
19- http://www.avaaz.org/en/libya_no_fly_zone_3/
20- http://www.theguardian.com/commentisfree/2011/mar/10/internet-activists-libya-no-fly-zone
21- http://www.avaaz.org/en/libya_stop_the_crackdown/
25- http://www.avaaz.org/en/syria_end_the_terror/
26- https://secure.avaaz.org/en/syria_stand_with_the_protesters/
27- http://www.avaaz.org/en/syria_will_the_world_look_away_c/
28- http://www.avaaz.org/en/us_and_india_stop_syrias_merchants_of_death/

AVAAZ une organisation mafieuse ? La preuve.

S'agissant d'une affaire récente dans un tout autre domaine, on ne voulait pas vous en priver.

AVAAZ est une caricature de ce qui se fait en terme d'ONG. Que voulez, Obama rivalise avec Goebbles ou Hitler et les surpasse même dans l'imposture, l'armée ukrainienne composée de fascistes parade sans qu'aucun dirigeant occidental ne s'en émeuve, la Fed et ses oligarques fabriquent à gogo des milliers de milliards de dollars qu'ils se répartissent ensuite sans que personne ne puisse ne les arrêter, les sionistes massacrent un peuple en toute impunité, une coalition de 30 pays emmenée par les Américains s'apprête à bombrader un pays qui ne leur a pas déclaré la guerre, la Syrie, etc. franchement, pourquoi ne pas les imiter, tout est permis, il faudrait être naïf pour ne pas le comprendre, pire encore, pour ne pas en tenir compte, ce qui est malheureusement le cas de nos dirigeants littéralement tétanisés par l'évolution de la situation mondiale qu'ils n'avaient pas vu venir.

- Nouvelle spéciale de Kokopelli : Avaaz, bas les masques ! - kokopelli-semences.fr 16.07.2014

Attention : Kokopelli dénonce la campagne frauduleuse d'AVAAZ concernant une prétendue "*bourse aux graines*" mondiale.

L'organisation américaine AVAAZ a lancé il y a quelques jours une nouvelle campagne de levée de fonds, intitulée « La meilleure manière d'arrêter Monsanto », et diffusée largement sur Internet et par mail, visant supposément à créer le « tout premier eBay pour semences à but non lucratif ».

L'association KOKOPELLI n'est absolument pas à l'origine de cette campagne et ne connaît aucune organisation française ou européenne qui y participerait.

De plus, le courriel faisant la promotion de cette campagne prétend que « *une coalition de 20 groupes et personnalités de l'agriculture durable tels que le Center for Food Safety et l'activiste Vandana Shiva sont prêts à lancer le projet.* » Nous ne connaissons pas ces groupes, qui ne sont pas nommés, mais nous avons contacté Vandana Shiva à ce sujet et elle nous a répondu ceci : "*I am not involved in this initiative, have never been contacted or consulted about it*." (je ne suis pas engagée

dans cette initiative, et n'ai jamais été contactée ou consultée à son sujet) !!! Elle a également manifesté son indignation face à la récupération de ses nom et notoriété sur son blog SeedFreedom.

Si, sur ce blog, l'organisation américaine Center for Food Safety endosse ces manœuvres grotesques et parle « *d'erreur* » et de « *malentendu* », nous n'y croyons pas du tout. De quel type d'erreur peut-il s'agir lorsqu'il est question de lancer une campagne mondiale, dans 17 langues, pour récolter plusieurs centaines de milliers de dollars, voire des millions – car les sommes globales récoltées sont soigneusement occultées, mais ce sont déjà plus de 55.000 personnes qui ont donné - ?

Nous remarquons, de plus, que le texte de présentation de la campagne est très mal rédigé ; que ses termes sont particulièrement évasifs ; qu'il n'existe aucun site Internet relatif au projet évoqué ; que les "*fermiers*" et "*organisations*" partenaires ne sont pas nommés ; que les éventuels fournisseurs et bénéficiaires des semences ne sont pas identifiés ; que les actions projetées ne tiennent aucun compte des contraintes réglementaires qui nous obèrent depuis 60 ans, etc.

Tout cela n'est pas sérieux, et il semble donc que cette campagne soit une nouvelle imposture de l'organisation AVAAZ - dont nous-même, et d'autres, avons déjà dénoncé le caractère plus que douteux par le passé - destinée seulement à récolter des fonds auprès d'internautes généreux mais bien trop crédules.

Nous demandons donc le retrait immédiat de cette campagne - ou bien le détail exact et complet du projet évoqué dans celle-ci, s'il existe - et la transparence la plus totale sur l'utilisation des sommes récoltées, ou leur restitution aux donateurs trompés !

Nous vous recommandons donc la plus grande prudence vis-à-vis de cette campagne, et, de manière générale, vis-à-vis de l'organisation AVAAZ, et vous invitons à faire circuler ce message au plus grand nombre de destinataires possible. kokopelli-semences.fr 16.07.2014

4- Ils veulent instaurer un climat de terreur pour justifier un ordre policier à l'échelle du monde.

- Menace terroriste sur la Commission européenne à Bruxelles - LeFigaro.fr

Le siège de la Commission européenne, au cœur de Bruxelles, figure parmi les cibles possibles de djihadistes.

Le siège imposant de la Commission européenne, au cœur de Bruxelles, figure parmi les cibles possibles de djihadistes et la police belge a arrêté un homme et une femme d'origine turque, suspectés d'avoir planifié des attentats, d'après la télévision néerlandaise NOS.

«*L'attentat devait ressembler à l'attaque du Musée juif de Belgique, à Bruxelles (qui fit quatre morts en mai, ndlr), avec pour objectif de tuer un maximum de personnes*», a indiqué la chaîne publique, citant des sources anonymes. De son côté, le quotidien belge L'Écho assure que la police a prévenu plusieurs attentats de djihadistes rentrés en Europe avoir combattu en Syrie, vraisemblablement dans les rangs de l'État islamique. LeFigaro.fr 21.09

Ils n'en savent rien, ils brodent, ils extrapolent, ils inventent la suite d'une histoire qu'ils ont créée de toutes pièces, le délire quoi !

Une "*télévision néerlandaise*", des "*sources anonymes*", un "*quotidien belge*", crédible ? Qui peut les croire ?

5- Ils diabolisent la Russie et Poutine pour mieux cacher leurs véritables intentions.

Leur objectif est de réaliser en Russie ce que l'OTAN est parvenue à imposer en Ukraine : placer un oligarque acquis à leur cause à la tête de l'Etat afin d'appliquer la même politique néolibérale qu'aux Etats-Unis et dans l'UE, franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial, ensuite il ne restera plus que la Chine comme obstacle majeur à abattre.

Pourquoi se focaliser sur la Russie et la Chine ? Par spécialement parce que ce seraient des concurrents, plutôt parce qu'ils commercent et soutiennent tout un tas de pays qui résistent à l'emprise de l'internationale oligarchique. En les conquérant à leur stratégie de nouvel ordre mondial, ils deviennent définitivement les maîtres du monde. Quand on observe ce qu'ils se permettent sans avoir atteint cet objectif, imaginez un instant ce dont ils seront capables ensuite.

En fait, non, n'imaginez rien du tout c'est cauchemardesque, je ne suis pas sûr que vous le supporterez, c'est à se foutre une balle dans la tête quand on y pense. On se refuse à croire que l'humanité ou la civilisation humaine pourrait disparaître, c'est un tort. Tout comme on a tort de croire que le socialisme ne pourrait pas vaincre, à la différence malheureusement qu'il sera plus facile de concevoir la réalisation du premier scénario plutôt que le second.

C'est le poid et l'étendue de l'idéologie dominante qui nous écrase, qui nous conduit à être pessimiste ou à douter du socialisme. Cela en fait marrer plus d'un quand on parle du socialisme, on est des farfelus pour eux, c'est nous qui n'avons rien compris, oui

vous nous prenez pour des débiles, de furieux dogmatiques, vous avez raison continuez de vous en détourner, vous ne vous rendez pas compte qu'en réalité votre attitude revient à donner raison à notre ennemi qui martèle que c'est foutu, qu'on est vaincu puisque n'émerge aucune alterntive au capitalisme, vous marchez inconsciemment dans sa combine en reprenant ses arguments, le socialisme a failli, il appartient au passé, oublions tout cela et vive le néant, cela tombe bien, c'est justement là qu'ils nous conduisent, vous ne tarderez plus à vous en apercevoir, trop tard peut-être, sans doute, je n'en sais rien.

Au passage, c'est là qu'on s'aperçoit à quel point cela ne sert à rien de vouloir à tout prix avoir raison, vaut mieux faire la part des choses et aller à l'essentiel, l'essentiel aujourd'hui c'est de se rassembler, construire le parti et défendre le socialisme. Périr de cela ou d'autre chose, vous avouerez qu'on ne peut pas imaginer une fin plus glorieuse, finir sa vie avec cette impression de vide qui vous étreint, vous étouffe, quelle horrible fin ! J'appellle tous les lecteurs à étudier le socialisme, à lire les oeuvres des marxistes, à diffuser leurs enseignements. Sous quel autre drapeau, avec quel autre programme voulez combattre, il n'en existe pas d'autres, pour vaincre notre ennemi j'entends, car c'est notre objectif.

- "*En deux jours, je peux être à Riga, Tallinn ou Vilnius…*" : Poutine, l'homme qui maniait la rumeur mieux que personne. - Atlantico.fr

Marches pacifistes en Russie contre la guerre en Ukraine - Reuters

Elles protestent également contre le rôle imputé au Kremlin dans la guerre qui secoue l'est du pays. "*Non à la guerre en Ukraine*", "*Stop aux mensonges de Poutine*". Les organisateurs de la marche ont demandé que les autorités russes cessent leur "*politique agressive et irresponsable*" en Ukraine. Reuters 21.09

Quant à l'OTAN, à l'impérialisme américain et l'Union européenne, ils ne sont pas dans le coup, ils oeuvrent pour la démocratie en Ukraine et le bien-être des Ukrainiens.

La preuve.

- Russie : l'opposant Khodorkovski lance un mouvement pro-européen "Open Russia" - Francetv info -

- Russie: Khodorkovski prêt à briguer la présidence - 20minutes.fr

6- Qui peut "***négocier***" avec des mercenaires sanguinaires d'une cruauté extraordinaire, sinon leurs complices ?

Qu'aucune rançon n'ait été versée était la moindre des choses après les services que la Turquie leur rend !

- Turquie: les otages d'EI libérés après "*négociations diplomatiques*" - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche que les 46 otages turcs enlevés par l'Etat islamique en juin et libérés samedi l'avaient été à la suite de "*négociations diplomatiques*" et qu'aucune rançon n'avait été versée.

"*Il n'a pas été question d'argent du tout, il y a seulement eu des négociations diplomatiques et politiques. Et c'est une victoire de la diplomatie*", a-t-il déclaré aux journalistes à l'aéroport, avant de partir pour New York pour y assister à l'assemblée générale de l'ONU.

La Turquie, membre de l'Otan et l'un des principaux alliés de Washington dans la région, a refusé jusqu'à présent de participer aux combats contre les jihadistes de l'EI, ou même d'autoriser l'usage de ses bases aériennes pour des frappes contre l'EI, donnant notamment pour raison l'inquiétude quant au sort de ses ressortissants retenus en otage.

M. Erdogan a indiqué dimanche que la Turquie pourrait changer d'avis au moins partiellement maintenant qu'ils ont été libérés.

"*Nous aurions pu dire oui lorsqu'on nous a demandé d'entrer dans la coalition (internationale contre l'EI), mais nous ne pouvions pas le faire à l'époque. Nous leur avons dit que nous ne pouvions rien faire tant que le sort des otages n'était pas réglé*", a-t-il déclaré.

"*Nous avons dit que nous ne pouvons pas jouer de rôle dans la coalition, mais nous pouvons arriver à une feuille de route après des négociations intensives avec les membres de la coalition*", a-t-il ajouté. AFP 21.09

Tartufferies, Ergogan prend la population et les Turcs en premier pour des abrutis. Cette affaire sert de caution à Erdogan, un plan migoté avec les Américains.

Haut de page

Le 23 septembre 2014

CAUSERIE

Comme TV5Monde Asie n'est plus disponible en Inde, mon emploi du temps s'en trouve modifié, j'en profite à nouveau pour travailler un peu le soir, d'autant plus que je suis seul à part le dimanche, car Selvi rentre chez son frère en attendant que mon histoire avec mon épouse prenne fin.

C'est la guerre, on n'entend plus parler que de cela, n'est-ce pas ? Ici par vraiment.

Bac +0 ou quand il fallait surtout être gauchiste ou social-démocrate pour rejoindre l'OCI.

- Cambadélis se dit visé par un "*complot*" et menace de porter plainte - nouvelobs.com

"*Il (Laurent Mauduit - ndlr) estime qu'ayant été un des leaders de l'extrême gauche (OCI - ndlr) dans les années 80, je n'aurais pas dû aller au Parti socialiste qui est un parti de droite*", a résumé Jean-Christophe Cambadélis. nouvelobs.com 22.09

Ce n'est pas ce que pense Laurent Mauduit (Mediapart), mais si maintenant Cambadélis nous tend la perche on aurait tort de ne pas la saisir, effectivement le PS est un parti de droite et il l'était déjà en 1985 ou 71 ans plus tôt. Vous allez voir que ce que nos dirigeants ne veulent pas admettre parce qu'ils se sont corrompus avec lui, ce sont les dirigeants du PS eux-mêmes qui vont finir par lâcher le morceau. On compte sur vous "*camarade* Cambadélis, vous êtes excellent quand vous voulez.

ACTUALITE EN TITRES

Camelote. La piquouse de rappel !

- Chrysler rappelle 230.760 modèles pour un problème d'injection - Reuters

Les enchaînés déchaînés. Hystérie malsaine

- Apple: 10 millions d'iPhone 6 écoulés en trois jours, un record - AFP

Résistance passive.

- Air France: à J+8, le conflit se radicalise - AFP

- Air France : cinq syndicats demandent le retrait de Transavia Europe - Liberation.fr

- "*Si on n'arrive pas à convaincre, nous retirerons ce projet*", concède le patron d'Air France - Francetv info

- Seita: nouvelle manifestation de salariés à Paris pour leurs emplois - AFP

- Amazon: les salariés de quatre sites allemands de nouveau en grève - AFP

- Chili: grève dans la plus grande mine de cuivre au monde - AFP

Un petit coup de pouce... pour frapper un grand coup ?

- Valls juge "*essentiel que l'euro reste au niveau d'aujourd'hui*" - LePoint.fr

- Valls à Berlin : "*Je veux dire aux Allemands : les réformes, nous allons les faire*" - Atlantico.fr

- Merkel juge «*impressionnant*» le programme de réformes de Valls - Liberation.fr

La chancelière allemande Angela Merkel a qualifié lundi d'«*impressionnant*» le programme de réformes du Premier ministre français, Manuel Valls, qui a pour sa part promis que le pays allait les mener à bien.

«*Je veux dire aux Allemands, les réformes nous allons les faire*», a martelé Valls en visite à Berlin. Liberation.fr 22.09

Qu'il soit aussi malintentionné à notre égard nous n'en doutons pas, c'est bien pour cela que Hollande l'a choisi comme Premier ministre, mais il y a loin de la coupe aux lèvres...

Ils savent de quoi ils parlent, eux qui transpirent le mépris.

- Intervention de Sarkozy : le PS fustige une « *fausse modestie qui cache mal l'arrogance* » - LeMonde.fr

Psychose collective.

- Selon l'Unicef, près de la moitié des ados français sont en état de "*souffrance psychologique*" - LeMonde.fr

Voilà ce qui ne devrait pas les arranger.

- Terrorisme : la France mobilisée - LeFigaro.fr

- Face à l'EI, la France "*n'a pas peur*" mais appelle à la prudence - AFP

Après de nouvelles menaces djihadistes, la surveillance des bâtiments sensibles a été renforcée. AFP 22.09

"***La réforme oui, la chienlit, non***" !

- Bruno Le Maire compte battre Nicolas Sarkozy pour la présidence de l'UMP - Francetv info

- Ecoutes de Sarkozy : "*Libération*" publie un rapport qui incrimine l'ancien chef d'Etat - Francetv info

- Juppé promet "*un conflit dur*" si Sarkozy abandonne les primaires - AFP

- Dati: le retour de Sarkozy "*s'impose*", Péchenard mauvais choix - AFP

- Mariage homo : Nicolas Sarkozy réussit à se mettre à dos les pro et les anti - Le Nouvel Observateur

Les révélateurs

Hollande non plus !

- Retour de Sarkozy: "*Il n'a pas changé*", juge Vallaud-Belkacem - AFP

Lequel ?

- Valls répond à Sarkozy: "*jamais je ne dirai que j'ai honte de mon pays*" - AFP

Intox et manipulation

Au Delaware ?

- Les Etats-Unis en guerre contre l'exil fiscal - Liberation.fr

Les monarques de Doha et Riad n'ont qu'à bien se tenir.

- France et USA vont proposer des sanctions contre les djihadistes - Reuters

Et les banquiers de la Fed ?

- Arab Bank reconnue coupable de financer le terrorisme aux Etats-Unis - AFP

La Chine est faible, à notre portée.

- L'homme qui fait trembler le pouvoir chinois à Hong Kong est un ado de 17 ans et s'appelle Joshua Wong - Slate.fr

Opération déstabilisation. Ils passent au plat de résistance.

- Mikhaïl Khodorkovski : « *Plus Poutine restera au pouvoir, et plus la crise s'aggravera en Russie* » - LeMonde.fr

- Deux morts dans une série d'explosions au Xinjiang - Reuters

En finir au plus vite avec Assad.

- Syrie: le chef de l'opposition demande des frappes aériennes "*immédiates*" contre l'EI - AFP

- Tony Blair préconise l'envoi de troupes pour combattre l'EI - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

A exproprier en priorité.

- Les étrangers détiennent 46,7% des sociétés françaises du CAC 40 - Reuters

Les investisseurs étrangers détenaient 499,2 milliards d'euros d'actions des 36 entreprises françaises du CAC 40 à la fin 2013, soit 46,7% de leur capitalisation boursière totale, selon des données publiées lundi par la Banque de France.

S'agissant des sociétés françaises du CAC 40, dix-neuf étaient détenues à plus de 50% par des non-résidents, contre 16 en 2012, dont quatre à plus de 60%. Reuters 22.09

Qu'est-ce qui peut justifier qu'une minorité de parasites détenant le pouvoir piétinnent nos droits ?.

- Les Français veulent partir à la retraite avant 62 ans - LePoint.fr

Selon une enquête, moins d'un quart des sondés imaginent encore qu'il leur sera possible de cesser leur activité entre 60 et 62 ans.

Les Français souhaitent en majorité partir avant 62 ans à la retraite même s'ils ont conscience qu'ils devront travailler au-delà, c'est ce que montre une étude de l'institut ICMA Group pour le groupe de ressources humaines Randstad publiée lundi.

Selon les résultats de cette enquête, 54 % des personnes interrogées souhaitent partir entre 60 et 62 ans et une large majorité (84,2 %) ne veut pas travailler au-delà de 62 ans. Toutefois, moins d'un quart d'entre elles (23,4 %) pensent qu'elles pourront effectivement prendre leur retraite entre 60 et 62 ans. La plupart (71,7 %) estiment qu'elles devront travailler après 62 ans. Près d'un tiers des Français (29,5 %) jugent même qu'ils devront poursuivre leur activité au-delà de 65 ans. LePoint.fr 22.09

C'est comme pour toute chose dans la vie, il faut savoir dire stop ! Encore faut-il, pour que cela se traduise dans la réalité, qu'on prenne en mains notre propre sort, or ce n'est pas le cas de l'immense majorité des travailleurs qui ne sont pas organisés. Dès lors, il ne leur reste plus qu'à subir le sort qu'on leur a réservé.

Maintenant s'ils réagissent de la sorte, c'est peut-être parce qu'ils considèrent qu'il n'existe pas vraiment de syndicats et de partis ouvriers dignent de ce nom ou plutôt, parce que ceux qui existent donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, du coup ils n'ont pas envie de s'y engager et on les comprend.

On a tendance à croire un peu trop rapidement, parce que c'est bien utile, que la majorité des travailleurs seraient de droite ou se seraient embourgeoisés (cela habituellement on préfère le penser sans le dire parce qu'on se sent directement concerné !) qu'ils n'auraient pas de conscience politique ou si peu, qu'ils se laisseraient vivre ou s'adapteraient aux conditions qui leur sont imposées comme des moutons, et l'idée qu'ils se font du mouvement ouvrier serait fondée, etc. cela justifie qu'on ne

s'adresse pas à eux, puisque a priori il n'y aurait rien à en tirer, sans l'avouer ouvertement bien entendu.

Il est vrai que si on ne fait rien pour les mettre en confiance, si on se réfugie dans le déni permanent au lieu de leur donner raison quand ils soulèvent justement une question, ils seront portés à nous asssimiler à ceux en qui ils n'ont pas confiance et ils auront raison, on ne mérite pas leur confiance et ils n'ont aucune raison de rejoindre notre combat.

Quand un verre est à moitié plein, il faut expliquer ce que contient l'autre moitié au lieu de laisser imaginer n'importe quoi. Et quand on n'est pas capable de se hisser au niveau de cette pédagogie qui ne nécessite pas un bac + 7, on manque à notre devoir le plus élémentaire envers notre classe qu'on laisse totalement désarmée face à son ennemi.

Les travailleurs savent ce qu'ils ne veulent pas ou plus, mais ils ne savent pas ce qu'ils veulent dans la mesure où ils ne savent pas comment l'obtenir. Ils se posent des questions sur leur condition, maladroitement le plus souvent, et nous au lieu de les aider à les poser correctement, on préfère les ignorer parce qu'ils ne les posent pas exactement de la même manière que nous.

On leur sert un discours formaté destiné à des travailleurs qui seraient naturellement portés à le saisir ou ayant acquis un certain niveau de conscience politique, autrement dit, en amont ils auraient déjà résolu un certain nombre de questions politiques ou posséderaient certaines connaissance, alors que ce n'est absolument pas le cas. On refuse d'en tenir compte parce que cela nous obligerait à aborder la situation sur un autre angle que politique. En fait, en agissant de la sorte on occulte certains facteurs qui font partie de la situation ou la manière dont ils l'abordent, aussi nous nous privons des moyens de les aider à les relier entre eux, ce que manifestement ils sont incapables de faire par eux-mêmes.

Mon propos n'est pas de dire que les discours théoriques ou politiques seraient inutiles ou qu'il faudrait les diluer à l'infini au point de les rendre méconnaissables ou de leur faire perdre leur substance essentielle, mais au préalable ou parallèlemnt il faut déblayer le terrain pour ainsi dire, il faut leur fournir une grille de lecture pour qu'ils puissent en faire bon usage ou en tirer profit.

On voit bien que la plupart du temps l'auteur d'un article a rédigé son papier pour se faire plaisir ou tout du moins, sans tenir compte de l'effet qu'il produira sur ses lecteurs, sans se soucier de son niveau intellectuel pour faire bref, sans se demander s'il atteindra bien l'objectif qu'il s'est fixé, tout dépendra de ses intentions vous me direz. Ce sont des questions que je me pose ou dont je tiens compte en écrivant, sinon à quoi bon, ce serait perdre mon temps.

La question qui est posée en filigrane dans cet article et que nous mettons au premier plan concentre la situation politique actuelle et ses contradictions. Une fois de plus c'est la question du pouvoir politique qui est posée : Qui décide quoi et pour qui ? La question de l'Etat, des institutions, de la représentation des travailleurs, de ses partis et syndicats. De là découle une multitude de questions.

- Pourquoi ne tient-on pas compte de mes aspirations ?
- Ne sont-elles pas légitimes ?
- Pourquoi décide-t-on à ma place ?
- D'où provient la légitimité de ceux qui décident pour moi ?
- Qu'est-ce qu'il faudrait que je fasse pour qu'on prenne en compte mes aspirations ?
- Combien sommes-nous dans ce cas-là ?
- Suis-je le seul à me poser ces questions ?
- Etc. etc. etc.

Franchement, vous ne pensez pas que c'est le genre de discussion qu'on devrait avoir avec chaque travailleur, notamment avant ou au cours de chaque mobilisation ? Ne pensez-vous que les réponses apportées à ces questions pourraient avoir pour effet de renforcer leur détermination, leur confiance en eux, de les rapprocher du socialisme ?

Ces questions on a eu l'occasion de les poser des centaines de milliers de fois depuis 30, 50, 70 ans à partir de n'importe quelle revendication sociale, sauf qu'on a préféré ne pas sortir du plan strictement social jusqu'à s'y enfermer totalement et tomber dans le réformisme ou plutôt y rester, le mot d'ordre gauchiste ou la théorie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" n'ayant servi qu'à le masquer, à camoufler notre adaptation au régime ou notre abandon du socialisme, au point d'être devenus incapables de le défendre de nos jours.

Le syndicalisme est devenu une fin en soi totalement déconnecté de toute perspective politique. Ce que Lénine appelait le trade-unionisme. Qu'est-ce qui illustre le mieux la dérive révisionniste ou droitière de l'avant-garde de la classe ouvrière depuis 70 ans ?

Sous des prétextes fallacieux, alors que le combat pour l'émancipation du capital est commun au combat syndical et politique, au lieu de renouer avec cette tradition qui avait fini par s'imposer au sein du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle lorsque le mouvement ouvrier était largement influencé par le marxisme et l'expérience de la Commune, on a préféré se situer sur le terrain plus confortable de l'éclectisme défini lors du Congrès d'Amiens de la CGT en 1906, pour un demi-siècle plus tard brader l'indépendance syndicale en lui donnant un contenu soi-disant apolitique, ce qui revenait en réalité à se soumettre à

l'ordre établi ou abandonner toute perspective d'en finir avec le capitalisme.

Et lorsqu'on nous explique qu'il n'était pas possible de faire autrement, cela revient à dire qu'il n'est pas possible de vaincre le capitalisme, car aujourd'hui encore on nous refuse d'adopter cette stratégie. En réalité les staliniens et les sociaux-démocrates dégénérés donnèrent le ton et on n'a fait que leur emboîter le pas. Tous les partis ouvriers sont devenus des appendices ou des auxiliaires des syndicats.

Et quand vous observez attentivement comment se présentent leurs journaux, vous vous apercevez au premier coup d'oeil qu'ils ont établi une frontière étanche entre l'acivité politique et sociale dont ils rendent compte ; on peut faire le même constat à propos de leurs comptes rendus de meetings ou de réunions publiques. Et qu'est-ce qui y domine, qu''est-ce qui constitue la trame de leur intervention dans la lutte des classes, des discussions qu'ils ont avec des travailleurs ou des militants ?
Pratiquement exclusivement des questions sociales, la politique est évacuée par la petite porte ou passe systématiquement à la trappe, au mieux elle est évoquée en bas de page ou à la fin d'un discours en passant, histoire qu'on ne les accuse pas de la négliger, mais personne n'est dupe, y compris ceux qui s'en contentent.

On vient de voir comment à partir d'une question sociale, un titre de presse, un vulgaire sondage, un extrait très court d'un article publié par un média aux ordres, qu'on pouvait facilement en venir au terrain politique, à poser les questions déterminantes qui concernent tous les travailleurs, dès lors qu'on en avait la volonté, le courage, qu'on était animé par l'intention d'élever le niveau de la réflexion ou de la discussion avec les militants et les travailleurs au delà du carcan que le régime veut nous imposer ou dans lequel il veut nous enfermer, dès lors qu'on n'avait pas rompu avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, avec le socialisme.

Je suis fatigué d'écrire, il est 11h30 et je bosse depuis 7h du matin, ici il fait très chaud et c'est très humide après les pluies de mousson des derniers jours. J'ai envie de dire crûment que cela me fait chier d'être l'auteur de ces lignes, vraiment très chier de me mettre en scène une fois de plus, car je ne voudrais pas qu'on pense que je donnerais une leçon de socialisme à quiconque, je ne suis pas un intellectuel et c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour m'exprimer, j'ai simplement voulu rappeler ce que voulait dire être socialiste.

La politique dit-on est le concentré de l'économie, ce qui signifie que s'en tenir à l'économie ou aux questions sociales revient à diluer à l'infini notre combat, de telle sorte qu'à l'arrivée il n'existe plus de fil conducteur entre elles et la question du pouvoir disparaît sans même qu'on s'en aperçoive, ce qui est un comble. Et comme c'est ce fil conducteur qui est censé donné une direction à notre combat ou le guider dans la bonne direction, forcément quand il est rompu il ne faut pas s'étonner qu'ensuite notre combat (ou celui du mouvement ouvrier) apparaisse sans orientation ou qu'aucune issue politique en émerge.

Stratégie du nouvel ordre mondial néolibéral. La Banque mondiale prend le relais d'Avaaz.

- Climat: 73 pays et 1.000 entreprises veulent faire payer la pollution au C02 - AFP

- Vers une coalition de pays et d'entreprises pour faire payer la pollution au CO2 ? - LeMonde.fr

Plus de 1.000 entreprises et 73 pays se dont déclarés favorables à un système permettant de faire payer la pollution au CO2 via une taxe carbone ou un système de quotas échangeables, indique la Banque mondiale (BM) lundi.

Cette coalition, qui pèse pour plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, compte notamment la Chine, l'Union européenne et la Russie, et regroupe de grands noms de l'industrie et des services (BP, Statoil, Pfizer, ArcelorMittal, Allianz...), selon le communiqué de la BM.

Certaines réserves n'ont toutefois pas pu être surmontées. Les Etats-Unis --plus gros consommateurs de pétrole au monde-- ne figurent ainsi pas sur cette liste dont sont également absentes de grandes entreprises pétrolières (Exxonmobil, ConocoPhillips, Chevron, Total...).

Désigné par l'administration Obama, M. Kim s'est félicité que certains Etats américains (Californie, Washington...) soient signataires et a assuré que le président américain était personnellement "*très favorable*" à la démarche dévoilée lundi.

Interrogé sur la réticence américaine à s'y associer pleinement, M. Kim a toutefois répondu: "*C'est une bonne question mais vous devriez leur poser directement*".

Interrogé par l'AFP, le Trésor américain n'avait pas réagi dans l'immédiat. AFP 22.09

A retenir : La Chine et la Russie (les Brics en somme) seraient visées principalement par cette taxe, pas les Etats-Unis. La présence de BP et de l'Union européenne sur cette liste servait juste de caution à cette opération impulsée par l'impérialisme américain, la preuve : Totale qui fait partie de l'UE n'y figure pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Irak: les avions US bombardent le Hezbollah - french.irib.ir

Les brigades du Hezbollah d'Irak déchirent le voile sur la vrai nature de la mission des avions de combat et des drones US en Irak : " l'aviation américaine bombardent, en lieu et place des positions de Daech, celles appartenant à l'armée nationale irakienne et aux forces volontaires dont le Hezbollah".

C'est le site Al Massala qui rapporte cette information : " *les chasseurs et les drones us ont pris d'assaut les positions des forces irakiennes et des forces volontaires dans le nord de Babylone. ces raids témoignent de la vraie intention des Etats Unis dans la prétendue guerre qu'ils disent avoir déclenchée contre le terrorisme de Daech*", affirme une source proche du Hezbollah qui appelle les Irakiens et tous les peuples de la région à être vigilants vis-à-vis des politiques à double standard et extrêmement ambiguës des Américains, politiques à géométrie variable surtout dans le dossier de lutte contre le terrorisme.

" *Les objectifs recherchés par les Etats Unis et leurs alliés arabes sont parfaitement clairs . ils veulent une emprise totale sur tous les Etats souverains de la région, leur démembrement, l'affaiblissement de leur armée. En Irak, ils cherchent surtout la disparition de l'armée nationale et de tous les corps mobilisés de volontaires comme le Hezbollah, Saraya al Islam, et les forces populaires. Si les Etats Unis avaient été sincères dans leur prétention de lutte contre Daech, ils n'aurait jamais bombardé la localité de Al Awissat dans le nord de Babylone. Cette localité a été frappé mercredi dernier alors que les chasseurs américains ont laissé intacts les positions de Daech à Jaraf al Sakhar, à Fallouja et dans d'autres localités. ces localités avaient d'ailleurs été identifiées par nos forces pour la seconde fois en l'espace d'un mois, les Etats Unis ont frappé à coup de missiles intelligents les positions conjointes des forces armées et du Hezbollah et des forces volontaires. Ce n'est pas par inadvertance car les équipements utilisés par les USQ sont extrêmement complexe et ne laissent aucune place à l'erreur. La réalité est que l'axe de la Résistance est la seule partie qui s'oppose effectivement au complot terroriste et qui est capable de sauver l'espace géographique et géostratégique de la région*". french.irib.ir 22.09

SOCIAL

1- Italie

Italie : Renzi se bat contre sa gauche - Lepoint.fr

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi le dit et le redit, il veut réformer l'Italie, mais sa volonté de ressusciter la troisième économie de la zone euro se heurte à l'hostilité des syndicats et de la gauche de son parti. L'énergique président du Conseil, âgé de 39 ans, est sous pression des milieux d'affaires et de ses partenaires européens pour concrétiser ses promesses de réformes économiques, en particulier en ce qui concerne le marché du travail.

Dans un pays où le taux de chômage des jeunes atteint 42 %, Matteo Renzi a promis de lancer le "*jobs act*", une loi censée favoriser l'emploi, mais que les syndicats et une partie de la gauche du Parti démocrate (PD, au pouvoir) considèrent comme antisociale. Ils accusent notamment le chef du gouvernement italien de vouloir remettre en cause l'article 18 du Code du travail, qui protège les salariés en contrat à durée indéterminée contre tout licenciement abusif. L'article 18, véritable tabou social en Italie, limite le licenciement en le rendant très coûteux ou en obligeant l'entreprise à réintégrer le salarié si les tribunaux le jugent injustifié.

"*Thatcherite*"

Vendredi, Susanna Camusso, à la tête du plus grand syndicat italien, la CGIL, a accusé Matteo Renzi d'être atteint de "thatcherite" pour vouloir ainsi remettre en cause un droit fondamental des salariés. La CGIL et d'autres syndicats ont promis d'engager le combat après "*cinq années de coupes sombres et de salaires bloqués*" en appelant à la mobilisation prochaine de leurs troupes dans les rues de Rome. Piqué au vif, Matteo Renzi, qui est aussi le secrétaire général du Parti démocrate, leur a sèchement répondu via une vidéo postée sur YouTube, canal de communication qu'il affectionne. "*Nous ne sommes pas préoccupés par Margaret Thatcher mais par Marta qui, à 28 ans, ne peut pas bénéficier d'un congé maternité*", a-t-il

rétorqué, critiquant la division entre "*citoyens de première et de seconde classe*".

"*Où étiez-vous pendant toutes ces années quand la plus grande injustice en Italie se développait, l'injustice entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont contrat permanent et ceux qui n'ont que des emplois précaires*", a-t-il lancé. Les critiques fusent aussi au sein même de son parti, à commencer par celles de l'ancien secrétaire général du PD, Pier Luigi Bersani, qui a juré de défendre l'article 18. Le chef du gouvernement veut faire adopter l'essentiel de son "*jobs act*" devant le Sénat avant un sommet européen consacré à l'emploi prévu le 8 octobre à Milan, promettant de recourir à des mesures d'urgence en cas d'opposition.

Tensions inquiétantes

Matteo Renzi veut aller vite, particulièrement face à une situation économique qui ne cesse de se dégrader, au point qu'elle est de nouveau entrée en récession. Il peut compter pour cela sur l'appui dont il dispose toujours auprès des Italiens, si l'on en croit les sondages qui lui sont toujours très favorables. Certains experts estiment d'ailleurs qu'il pourrait bien sortir victorieux de cette bataille engagée à gauche, les syndicats italiens étant souvent accusés de ne défendre que les salariés les plus privilégiés. Moins de la moitié des Italiens ont un contrat à durée indéterminée, contre plus de 60 % en France et en Allemagne et plus de 70 % en Grande-Bretagne, et l'article 18 ne s'applique que dans les entreprises comptant plus de 15 salariés, peu représentatives des milliers de petites structures souvent familiales qui forment une grande partie du tissu industriel italien.

La défense de l'article 18 "*n'est pas nouvelle en Italie, mais le paysage a changé, et Renzi le sait, il s'efforce donc de passer au-dessus de la tête des syndicats en s'adressant directement aux citoyens*", juge ainsi Maurizio Del Conte, professeur de droit social auprès de l'université Bocconi de Milan, interrogé par l'AFP. Ces tensions inquiètent néanmoins au moment où l'Italie est sous observation pour sa capacité ou non à entreprendre des réformes, jugées indispensables pour la sortir du marasme économique, et empêcher son décrochage par rapport au reste de la zone euro. "*Ces démonstrations de force de gladiateurs rendent les choses plus difficiles*", a jugé ce week-end l'éditorialiste du journal La Repubblica Piero Ignazi. lepoint.fr 22.09

D'un côté on nous dit que cette "*réforme* ne concernerait qu'une minorité de travailleurs, et de l'autre on nous dit qu'elle est capitale pour "*sortir du marasme économique*".

Je n'en connais pas le contenu exact, mais comment peut-on concevoir un instant que cette "*réforme*" répondrait aux besoins des travailleurs en situation d'"*emplois précaires*", alors qu'elle s'inscrit dans le cadre des " *promesses de réformes économiques*, notamment du "*marché du travail*" que Renzo avait faites aux "*milieux d'affaires*" et à "*ses partenaires européens*".

S'attaquer au contrat de travail à durée indéterminée, à la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs pour introduire davantage de fléxibilité conformément aux voeux du patronat, telle est l'intention de Renzi mais qu'il peine à assumer, comme Valls en France.

Faire en sorte que les travailleurs soient réduits à une masse taillable et corvéable à merci face à un patron de droit divin, voilà leur réelle conception du droit du travail au XXIe siècle. De gauche cela va s'en dire.

Autre aspect, Renzi déclare la guerre au fond de commerce des syndicats et de la pseudo-gauche italienne, à l'aristocratie ouvrière qu'il ne peut pas épargner, car en effet il ne peut pas trier parmi les travailleurs qui disposent d'un CDI ceux qui en font partie et ceux qui sont plus mal lotis.

Dans un premier temps les dirigeants corrompus des syndicats et de la pseudo-gauche vont monter au créneau et radicaliser leurs discours pour faire bonne mesure, puis conformément à leur véritable nature ils vont capituler devant Renzi. Comment ? En refusant d'organiser la mobilisation générale de la classe, privilégiant les journées d'action sans lendemain, les lâchés de ballons qui diviseront la classe, le coup classique.

Ce scénario risquerait d'être remis en cause uniquement si des millions de travailleurs décidaient de descendre dans la rue. Apparemment, si on en croit l'hétérogénéité de l'emploi en Italie décrit dans cet article, il y a peu de chance que cela se produise sur cette contre-réforme, comme en Grèce par exemple, tout dépendrait aussi du contenu de l'appel à la mobilisation des syndicats et de la pseudo-gauche.

2- Chili

- Chili: grève dans la plus grande mine de cuivre au monde - AFP

Les salariés d'Escondida, la première mine de cuivre au monde, contrôlée par le géant anglo-australien BHP Billiton dans le nord du Chili, ont entamé une grève de 24 heures par réclamer de meilleures conditions de travail.

"*C'est une grève d'avertissement de 24 heures qui a été lancée et les opérations sont paralysées*", a déclaré à l'AFP Gustavo

Tapia, président de la Fédération des Mineurs du Chili, qui regroupe les syndicats d'Escondida.

Quelque 2.000 employés de la mine ne se sont pas présentés à leur travail pour protester contre la "*violation des accords conclus entre l'entreprise et le syndicat, portant notamment sur les heures de travail et la sécurité de l'emploi*", a ajouté Tapia.

Les travailleurs ont l'intention de déclencher un nouvel arrêt de travail d'avertissement mercredi et n'excluent pas d'autres mesures si la société ne répond pas à leurs revendications.

La mine, qui est située à Antofagasta (à 1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), du groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des Japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 ltd (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. AFP 22.09

N'oublions pas que sans le mineur pratiquement rien de qui nous entoure ou que nous utilisons quotidiennement n'existerait.

Le mineur, c'est avec le paysan le damné de la terre par excellence, celui qui sait mieux que quiconque en quoi consiste les besoins de la population laborieuse qui devraient être satisfaits en priorité... Il devrait être le fer de lance du combat du prolétariat mondial pour le socialisme.

Haut de page

Le 24 septembre 2014

CAUSERIE

Collusion.

La collusion est totale entre d'une part l'armée privée de mercenaires barbares État islamique en Irak et en Syrie ou les milices néonazis en Ukraine, et d'autre part l'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'impérialisme américain et l'Union européenne, dont la propagande est relayée en boucle par les médias et les ONG.

Faites circuler ces informations aux plus grands nombres, faites connaître notre portail et d'autres qui fournissent des données et des analyses qui démontent la propagande officielle.

Pour camoufler la destruction de l'Irak et de la Syrie, l'imposture franchit un degré supplémentaire pratiquement quotidiennement.

Sans rire : " *l'Occident passe à l'attaque contre l'État islamique au Moyen-Orient*". (AFP 22.09)

Contre qui ?

Tarkhan Batirashvili, sergent du renseignement militaire géorgien, est devenu l'un des principaux chefs de l'« *Émirat islamique* » sous le nom d'Abou Omar al-Shishani.

Abou Youssef, un chef modéré au sein de l'ASL il y a peu et devenu un chef extrémiste au sein de l'« *Émirat islamique* », le calife Ibrahim à la tête de l'« *Émirat islamique* » (source : Réseau Voltaire)

Traduction : L'Occident a fondé l'État islamique pour justifier le bombardement de la Syrie afin de parvenir à renverser Assad.

L'Occident entend faire porter à Assad la responsabilité du bombardement de la Syrie comme conséquence de son incapacité à mater les mercenaires de l'« *Émirat islamique* », de manière à ce que les Syriens s'en détournent et se reportent sur l'ASL que les occidentaux arment et entraînent en préparation de l'assaut final sur la capitale Damas et le régime auquel devraient participer l'ASL et EI encadrés par des instructeurs ou militaires occidentaux ou du Golfe formés aux Etats-Unis.

C'est le scénario que les généraux du Pentagone ont imaginé, reste à savoir s'il sera efficient sur le terrain. De l'extérieur on pourrait être porté à croire qu'il pourrait fonctionner, mais en réalité rien n'est moins sûr, car les Syriens qui sont les premiers concernés savent que l'ASL, le Front Al-Nosra et l'Etat Islamique ne font qu'un, pour avoir pu observer depuis trois ans que la plupart de leurs membres sont passés d'une organisaton à l'autre et qu'elles se livrent aux mêmes atrocités sur la population civile.

De quelle manière l'AFP présente les différents protagonistes à destination des médias et de la population occidentale qu'ils manipulent pour le compte d'Exxon, BP, Shell, Total, etc.

La rébellion syrienne qui combat à la fois le régime de Damas et les jihadistes de l'Etat islamique va se doter d'un nouveau commandement militaire afin de gérer plus efficacement l'aide promise par Washington, a annoncé l'opposition en exil.

Le Conseil militaire supérieur (CMS) de l'Armée syrienne libre (ASL), qui représente la rébellion dite modérée en Syrie, "*a été dissous et va être restructuré au plus tard dans un mois*", a indiqué un communiqué.

Une porte-parole de l'opposition a précisé que le chef de la Coalition, Hadi al-Bahra, a pris cette décision car le "*CMS dans sa structure actuelle n'était plus représentatif de la plupart des forces sur le terrain*".

(En réalité, l'ASL a été constituée par les Britanniques, et elle a toujours été déconnectée du "*terrain*", des Syriens, c'est le bras armé de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et rien d'autre - ndlr)

Noyau de la rébellion luttant pour la chute du régime de Bachar a-Assad, l'ASL a été formée de déserteurs rejoints par les civils ayant pris les armes après la répression brutale en mars 2011 par Damas d'un mouvement de contestation réclamant des réformes.

(C'est la fable qu'ils racontent en boucle depuis trois ans à destination des populations occidentales, afin qu'elles soutiennent une intervention militaire occidentale en Syrie ou l'armement de ses soi-disant rebelles. - ndlr)

"*Mais cette coalition (ASL - ndlr) a vu progressivement ses combattants rejoindre les rangs des islamistes et des jihadistes en grande partie venus de l'étranger et qui sont mieux financés et armés.*

Militants et rebelles modérés ont sans cesse dénoncé l'inaction de la communauté internationale face à la machine de guerre du régime, les chancelleries occidentales, Washington en tête, ayant exprimé maintes fois leurs réticences à armer les insurgés par crainte de voir l'arsenal tomber aux mains des jihadistes.

(Un tissu de mensonges car les miliciens de l'ASL étaient bien armées, suffisamment pour renverser le régime, à ceci près qu'il leur a manqué un facteur déterminant pour y parvenir, le soutien des la majorité des Syriens qui leur a toujours fait défaut. Il faut rappeler que moins de 10% des Syriens se sont engagés dans la lutte armée contre Assad, le dernier article publié par le Réseau Voltaire vient de le confirmer. On ne fait pas une révolution en mobilisant seulement 8 à 10% de la population active ou adulte, sinon nous l'aurions déjà faite en France et dans bien des pays de l'UE par exemple. - ndlr)

Mais le conflit en Syrie a changé de visage avec la montée de l'EI qui menace l'intégrité de l'Irak, de la Syrie, mais aussi la sécurité des pays de la région, poussant l'administration Obama à réviser sa politique." AFP 22.09

Ils présentent EI comme une menace sur l'intégrité de l'Irak et de la Syrie, pour couvrir les réelles intentions qui se cachent derrière leur intervention militaire, maladroitement il faut dire car bien peu y croient réellement, quel Irakien peut croire les Américains alors qu'ils ont détruit leur pays, quel Syrien peut les croire après qu'ils eurent dévasté, l'Afghanistan, la Libye et l'Irak ?

Le dernier message du dictateur Obama à destination de la population mondiale.

- Syrie: la coalition anti-jihadiste envoie "*un message clair*", selon Obama - AFP

Le président Barack Obama a estimé mardi à New York en présence de ses alliés arabes que la formation d'une coalition contre l'organisation de l'Etat islamique (EI) envoyait "un message clair" face aux jihadistes ultra-radicaux.

"*Grâce aux efforts sans précédent de cette coalition, je pense que nous sommes en mesure d'envoyer un message clair indiquant que le monde est uni*", a déclaré M. Obama à l'issue d'une rencontre avec des responsables de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de la Jordanie, de Bahreïn et du Qatar.

Les Etats-Unis aidés de leurs alliés arabes ont pour la première fois attaqué mardi les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

Selon le président américain, cette coalition démontre la détermination de la communauté internationale "*à affaiblir et détruire non seulement l'EI mais aussi le type d'idéologie qui mène à tant d'effusion de sang*". AFP 23.09

Compte-t-il en finir avec l'Arabie saoudite et le Qatar qui sont à l'origine de l'idéologie d'EI ou la partagent ? A moins que ce ne soit les Etats-Unis et Israël...

La " *communauté internationale* " se trouve réduite à une trentaine de pays dont la population représentent à peine 1/7e de la population mondiale. Peu importe pour le chef de guerre Obama qui adopte ainsi la posture d'un tyran opprimant ou intimidant le reste du monde.

Quelques précisions.

- Raqqa bombardé : dernier point - french.irib.ir 23.09

En dépit de l'ampleur des raids aériens menés contre les positions de Daech à Raqqa et à Deir Ezzour, seuls entre 30 à 40 terroristes ont été tués et encore. Les sources consultées par le journaliste d'Al Alam affirment que les terroristes disposaient des renseignements qui les alertaient de l'imminence des frappes américaines. Les témoins font état du bombardement des bâtiments qui ont été désertés depuis deux jours par les terroristes. french.irib.ir 23.09

Thierry Meyssan (Réseau Voltaire), qui se trouve en Syrie, a confirmé ces informations dans un enregistrement audio.

Un nouvel article qui rappelle que ceux qui se destinent à couper les vives à EI sont ceux qui le financent, de même que ceux qui lui ont déclaré la guerre sont ceux qui continuent de les armer, les mêmes.

- « *À la poursuite de l'État islamique* »: Devinez qui est derrière le projet califat? - Mondialisation.ca 23.09

Extrait. Ceux qui ont ordonné les bombardements sont ceux qui sont derrière le projet de califat.

Les milices de l'EI, qui sont actuellement la cible présumée d'une campagne de bombardements des États-Unis et de l'OTAN en vertu d'un mandat de « *lutte au terrorisme* », ont été et sont toujours soutenues clandestinement par les États-Unis et leurs alliés.

Autrement dit, l'État islamique a été créé par le renseignement étasunien , avec le soutien du MI6 britannique, du Mossad israélien, de l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais et l'Al Mukhabarat Al A'amah de l'Arabie saoudite (????? ??????????? ?????? ou General Intelligence Presidency (GIP) en anglais). Par ailleurs, selon des sources du renseignement israélien (Debka), l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, était impliqué dans le recrutement de mercenaires djihadistes dès le début de la crise syrienne en mars 2011.

En ce qui concerne l'insurrection syrienne, les combattants de l'État islamique ainsi que le Front Al-Nosra, des forces djihadistes affiliées à d'Al-Qaïda, sont les fantassins de l'alliance militaire occidentale. Ils sont secrètement soutenus par les États-Unis, l'OTAN et Israël. Leur mandat consiste à mener une insurrection terroriste contre le gouvernement de Bachar al-Assad. Les atrocités commises par les combattants de l'État islamique en Irak sont similaires à celles commises en Syrie.

En raison de la désinformation médiatique, l'opinion publique occidentale n'est pas au courant que dès le tout début, les terroristes de l'EI ont été soutenus par les États-Unis et leurs alliés.

Les meurtres de civils innocents par les terroristes de l'État islamique en Irak sont utilisés afin de créer un prétexte et une justification en faveur d'une intervention militaire étasunienne pour des raisons humanitaires. Les bombardements ordonnés par Obama, cependant, ne sont pas destinés à éliminer l'État islamique, qui constitue un « *atout du renseignement* » étasunien. Bien au contraire, les États-Unis visent la population civile ainsi que le mouvement de résistance irakien.

Fait amplement documenté, le soutien des États-Unis et de l'OTAN à l'État islamique est acheminé clandestinement par les plus fidèles alliés des États-Unis, à savoir le Qatar et l'Arabie saoudite. Les médias occidentaux ont reconnu que Riyad et Doha, agissant en liaison avec Washington et en son nom, ont joué (et jouent toujours) un rôle central dans le financement de l'État islamique, ainsi que dans le recrutement, la formation et l'endoctrinement religieux des forces mercenaires terroristes déployées en Syrie.

Selon le Daily Express de Londres : « *Ils [les terroristes de l'EI] avaient de l'argent et des armes fournies par le Qatar et l'Arabie saoudite.* »

« *La plus importante source de financement de l'EI à ce jour provient des pays du Golfe, principalement de l'Arabie saoudite mais aussi du Qatar, du Koweït et des Émirats arabes unis* », (Selon le Dr Günter Meyer, directeur du Centre de recherche sur le Monde arabe à l'Université de Mayence, en Allemagne, Deutsche Welle)

Ces fonds ont été acheminés aux terroristes de l'EI qui se battent contre les forces gouvernementales en Syrie:

Grâce à des alliés comme l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Occident [a] soutenu des groupes rebelles militants qui ont depuis mutés en EI et autres milices liées à al-Qaïda. (Daily Telegraph, 12 juin 2014)

Selon Robert Fisk, le projet de califat « *a été financé par l'Arabie saoudite* » :

Voici la plus récente contribution monstrueuse de l'Arabie saoudite à l'histoire mondiale : le Califat islamiste sunnite en Irak et au Levant, conquérant de Mossoul et Tikrit – et de Racca en Syrie – et peut-être de Bagdad, « *humiliateurs* » ultimes de Bush et d'Obama.

D'Alep, dans le nord de la Syrie, jusqu'aux environs la frontière irako-iranienne, les djihadistes de l'EIIL et autres groupuscules divers payés par les wahhabites saoudiens, et des oligarques koweïtiens, règnent maintenant sur des milliers de miles carrés. (Robert Fisk, The Independent, 12 juin 2014)

En 2013, dans le cadre de son recrutement de terroristes, l'Arabie saoudite a pris l'initiative de libérer des condamnés à mort incarcérés dans les prisons saoudiennes.

Une note confidentielle a révélé que les prisonniers étaient « *recrutés* » pour rejoindre les milices djihadistes (y compris Al-Nosra et l'EIIL) afin de lutter contre les forces gouvernementales en Syrie.

On aurait offert une entente aux prisonniers – rester et être exécuté ou lutter contre Assad en Syrie. Dans le cadre de l'entente, on offrait aux prisonniers un « pardon et une allocation mensuelle pour leurs familles, autorisées à demeurer dans le royaume sunnite ».

Les responsables saoudiens leur auraient donné le choix : décapitation ou djihad? En tout, des détenus du Yémen, de la Palestine, de l'Arabie saoudite, du Soudan, de la Syrie, de la Jordanie, de la Somalie, de l'Afghanistan, de l'Égypte, du Pakistan, de l'Irak et du Koweït ont choisi d'aller combattre en Syrie. (Voir Global Research, 11 septembre 2013)

Alors qu'ils ont activement contribué au financement de l'État islamique, sans compter qu'ils ont recruté et formé des terroristes au nom de Washington, l'Arabie saoudite et les États du Golfe ont promis d'appuyer fermement la campagne militaire d'Obama, « *d'avilir et finalement détruire* » l'État islamique.

La déclaration d'appui contenue dans le communiqué, engage les « *principaux pays arabes à travailler avec les États-Unis afin de couper le flux de combattants et les fonds étrangers de l'État islamique* ». Elle confirme également que les membres ont discuté d'une « *stratégie pour détruire l'EIIL où qu'il soit, y compris en Irak et en Syrie* ».

Dans le cadre de cet accord, la famiile Al-Saoud sera « l'hôte d'un centre de formation pour des milliers de combattants rebelles syriens qui luttent à la fois contre l'État islamique et le régime du président Bachar al-Assad ». Cette proposition est fausse et absurde. Jusqu'au 9 septembre, l'Arabie saoudite a « *officiellement* » soutenu l'État islamique contre le gouvernement de Bachar Al-Assad, et on lui a maintenant confié le recrutement de djihadistes pour combattre l'État islamique. Les médias n'ont toutefois pas réussi à relier les points et à découvrir le grand mensonge.

Il s'agit d'un projet diabolique : les artisans de l'État islamique ont informé le monde qu'ils « *se lancent à la poursuite* » de leurs propres terroristes dans le cadre d'une opération de contreterrorisme.

Bien que ces actions soient menées sous la bannière de la « *guerre mondiale au terrorisme* », les États-Unis n'ont pas l'intention de cibler leurs propres brigades terroristes de l'EI, intégrées par des forces spéciales et les services de renseignement occidentaux. En réalité, la seule campagne crédible et efficace contre les terroristes islamiques de l'EI est menée par les forces gouvernementales syriennes.

Inutile de dire que le financement et l'appui des États-Unis, de l'OTAN, de l'Arabie saoudite et du Qatar continueront. L'objectif n'est pas de détruire l'État islamique, tel que l'a promis Obama. Il s'agit plutôt d'un processus de déstabilisation et de destruction de l'Irak et de la Syrie, mené par les États-Unis. La campagne contre l'État islamique est utilisée pour justifier le bombardement des deux pays en ciblant principalement les civils.

Le but ultime est de déstabiliser l'État-nation que constitue l'Irak et de déclencher sa partition en trois entités distinctes.

L'objectif stratégique général des États-Unis et de l'OTAN consiste à déstabiliser toute la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie centrale et du Sud, incluant l'Iran, le Pakistan et l'Inde. mondialisation.ca 23.09

Difficile, voire impossible de s'assumer.

- "*La trahison*" de Hollande ? Mauduit, en bloc et en détail par François Bazin - nouvelobs.com 23.09

Grille de lecture. Mauduit et Cambadélis ont quitté l'OCI au milieu des années 80, Cambadélis est aujourd'hui secrétaire national du PS et Mauduit journaliste à Mediapart.

Quitter une organisation comme l'OCI (ou la LCR) pour le PS, c'était troquer le militantisme au profit du carrièrisme, c'était privilégier son statut personnel ou sa médiocre personne dont le destin allait se confondre désormais avec le soutien au régime en place, au détriment du combat pour la révolution socialiste.

Quant à Mauduit, dupuis 1986 il a été journaliste pour la presse écrite, ce qui n'est pas forcément une tare, même si elle est aux ordres, tout dépend ce qu'on y fait, et surtout comme dans toute entreprise dans laquelle on travaille si on y défend ses idées ou convictions politiques, question qu'il n'aura évidemment pas à se poser pour les avoir abandonnées en quittant l'OCI, ce qu'illustrera les échelons qu'il franchira par la suite au sein de cette profession où chaque mot ou geste est analysé, avec de participer à la fondation de Mediapart en 2006, il terminera sa brillante carrière au Monde comme éditorialiste, après avoir été successivement rédacteur en chef du service Entreprises, puis directeur adjoint de la rédaction de ce journal.

Dans les deux cas on a envie de dire qu'il y a des idées ou des convictions qui rapportent plus que d'autres, et que nos deux larrons en ont eu conscience très tôt.

Du coup, quand le journaliste deu Nouvel Observateur nous explique que dans son dernier ouvrage ("*A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*." - édition Don Quichotte) Mauduit s'emploie à faire le lien entre "*la trahison*" de Hollande et la "*corruption*" de son entourage, on ne peut pas s'empêcher d'esquisser un sourire et de repenser à son propre parcours dont il se serait inspiré, avec lequel il se serait identifié, à croire qu'inconsciemment il aurait écrit sa propre biographie ou qu'il ne pourra jamais en finir avec les contradictions qui le minent depuis 30 ans.

Pour qu'on ne puisse pas le comparer à Cambadélis, sur lequel il s'acharne et l'on comprend pourquoi, car en quelque sorte il lui renvoie sa propre image, ni à Hollande ou à d'autres dirigeants du PS, il invente une trahison qui n'a jamais eu lieu, dès lors que ni Hollande, ni les dirigeants du PS, ni le PS n'ont changé depuis des lustres. C'est une supercherie de vouloir le faire croire comme il le fait, qui sous-entend ou laisse à penser à celui qui le veut bien qu'il pourrait redevenir présentable, ce qui est évidemment impossible, il n'a cessé de le démontrer pendant un siècle, donc quelque part l'entreprise de Mauduit (de Mediapart en général) sert les intérêts du régime puisque le PS en est un des piliers.

Ni Hollande, ni les dirigeants du PS, ni le PS auxquels ils prêtent un passé ou des intentions qu'ils n'ont jamais eu ne redeviendront comme avant, on vient d'expliquer pourquoi c'était impossible, mais cela s'applique ici à Mauduit lui-même, qui fut un jour trotskiste et ne le redeviendra jamais plus sans doute après avoir épousé le réformisme qui est l'antithèse du socialisme.

nouvelobs.com - Dans son dernier livre, le journaliste de Médiapart établit un lien direct entre "*la trahison*" de Hollande et la "*corruption*" de ses soutiens. Si la thèse est claire, la démonstration, elle, l'est beaucoup moins.

"*Mauduit est un spécialiste de la trahison. (...) Il termine d'ailleurs, comme il avait commencé, avec la conviction que celle-ci n'est pas un accident dû au manque de caractères des hommes qui l'ont initiée mais qu'elle est dans la nature même du parti - le PS - qui, depuis plus de trente ans a su porter trois des siens – Mitterrand, Jospin, Hollande – jusqu'au sommet de l'Etat. La thèse n'est pas nouvelle. Cela ne veut pas dire qu'elle soit fausse. Avant ce trio-là, un autre – Jaurés, Blum, Mollet*" s'était illustré dans le même registre.

(Merci de rappeler ou de confirmer que cela ne date pas d'hier - ndlr)

"*Si les deux parties du livre de Mauduit forment un tout cohérent, c'est que, pour l'auteur, trahison et corruption sont l'avers et l'envers d'une même médaille.* "

"*...inlassablement, (il) veut établir un lien de causalité entre le déclin de la France et l'irresponsabilité de ses élites et, plus précisément, entre le délitement du combat républicain et la démission de ses représentants, à gauche notamment. Il y a, dans la démonstration de Mauduit, une dimension morale...*"

(Cela prouve que le "*trotskiste*" Mauduit n'avait finalement rien compris au développement du capitalisme tel qu'il fut décrit par Marx et Engels. Il n'a retenu du socialisme (qu'il partage avec Plénel) que la version frauduleuse des révisionnistes de la fin du XIXe et et du début du XXe siècle. -ndlr)

"*Le dégoût qu'il dit aujourd'hui ressentir est celui qu'exprime, selon lui, la foule des militants et des électeurs qui, en mai 2012, ont voulu, une dernière fois, y croire et qui jurent désormais qu'on ne les y reprendra plus. Tout cela, une fois encore, n'est pas faux. Sauf que Mauduit, et c'est tout le problème de sa démonstration, ne se veut pas le simple témoin d'un ressentiment généralisé mais entend en décrire les causes, en dégager les racines, en analyser les ressorts cachés. Dans ce type d'exercice, le risque est toujours de se laisser aveugler par l'esprit de système et le règlement de compte. Or dans ce double piège, Mauduit a sauté à pieds joints avec une audace et un manque de rigueur qui laissent souvent pantois.*"

(Du "*dégoût*" peut-être envers lui-même ou ce qui l'inspire ce qu'il est devenu ,car lorsqu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que l'entreprise Mediapart ressemble à celle du PS qui consiste à cultiver des illusions dans le régime qui pourrait être réformé, alors que c'est impossible.

Mauduit et ses semblables ont voulu croire en Hollande en 2012 et lui en veulent tant, non pas parce qu'il n'est pas socialiste, mais parce qu'il n'a même pas essayé d'appliquer la théorie à laquelle ils s'accrochent. Hollande a sauté cette étape contrairement à Blum et Cie parce qu'il n'avait aucune obligation d'en passer par là, la mobilisation des masses n'étant pas au rendez-vous, il a cru bon d'annoncer la couleur dès le lendemain de son élection,c'est comme s'il avait dit au Mauduit et consorts, messieurs assez joués, il n'y a rien à gratter, maintenant passons aux choses sérieuses.

Le ressentiment de Mauduit et ses semblables est d'autant plus grand, que justement il leur est impossible de "*décrire les causes, (de) dégager les racines*" de leurs propres illusions ou de leur aveuglement, car il leur faudrait caractériser précisément le PS et ils n'y tiennent pas, pour la bonne raison qu'ils sont eux mêmes sur une ligne opportuniste ou intenable, cela reviendrait à dévoiler que leur ligne politique a les mêmes causes ou racines que celle de Hollande ou du PS, que tous sont subordonnés au régime, aux institutions qu'ils dénoncent à l'occasion mais sont totalement incapables de combattre, finalement ils sont comme la pseudo-gauche, ils n'ont absolument rien d'autre à proposer, aucune alternative cohérente ou sérieuse à la politique actuelle du gouvenement Hollande-Valls.

Ces gens-là vivent (bien) ou se nourrissent des contradictions du régime qui remontent sur Hollande et le gouvernement, c'est leur fond de commerce. Du coup, ils n'ont nullement l'intention de le combattre ou de le renverser, c'est là qu'ils rejoignent Hollande et le PS qui ont pour mission de les gérer au mieux pour le compte de la classe dominante.

Mauduit et ses semblables incarnent les intérêts de certaines couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, qui espèraient fort de leur soutien que Hollande se montrerait plus généreux envers eux, ils sont déçus et le font savoir bruyamment, voilà tout. Le capitalisme leur va très bien. -ndlr)

"*S'agissant tout d'abord de Hollande, de sa campagne puis de la trahison à laquelle le nouveau président se serait livré, dès le lendemain du 6 mai 2012, Mauduit commence par se tromper de diagnostic et, du même coup, de cible. Il repeint ainsi en rose vif un candidat qui, dès la campagne de primaire, avait fait pourtant le choix, ô combien tactique, de n'offrir aucune prise à ses adversaires, de gauche comme de droite. Jamais dans l'histoire de la présidentielle, un candidat socialiste n'avait offert aux électeurs un programme aussi plat. (...) Pour vaincre à tout coup, Hollande en 2012 s'est laissé porer par la vague de l'anti-sarkozysme. D'où son slogan (" Le changement, c'est maintenant ") dont la surface projective, comme on dit en marketing, était d'autant plus large qu'il n'offrait guère de précision sur la nature réelle du changement annoncé.*"

(Il était écrit d'avance que Hollande une fois élu allait poursuivre la politique de Sarkozy et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Il fallait être extrêmement naïf ou ignorant pour imaginer un instant autre chose. Or, ces gens-là, les Mauduit et Cie. sont tout sauf incultes ou des crétins, ils le savaient pertinemment, à moins qu'ils aient préféré adopter l'attitude mégalomaniaque du petit bourgeois pour lequel ses désirs peuvent se confondre avec la réalité pour peu qu'il en ignore les aspects les plus sombres ou les plus contradictoires avec leur réalisation. - ndlr)

"*Cela, Mauduit ne veut en aucun cas l'entendre. Avec lui, il faut que ça rentre. Et si ça ne rentre pas bien, on mélangera les textes et les références en prêtant, s'il le faut au candidat socialiste des engagements qui n'étaient pas directement les siens. A tel point d'ailleurs qu'en lisant le récit qu'il fait de la campagne, on se demande parfois si notre procureur n'a pas oublié qu'au soir de la primaire, c'est Hollande et non Aubry qui a tiré le pompon. Ce qui, au passage, est aussi la preuve que la majorité des sympathisants de gauche réclamait, à l'époque, moins de radicalité que de modération, moins de fidélité au catéchisme socialiste que de crédibilité dans le combat annoncé.*"

(Effectivement, le choix de Hollande comme candidat du PS ne laissait place à aucune illusion. -ndlr)

"*Cette révélation est visiblement stupéfiante pour quiconque veut croire à l'éternelle trahison des élites roses. Plutôt que de reprocher à Hollande l'ambiguïté de certains de ses propos, le vague de quelque unes de ses promesses ou l'habileté à courte vue de slogans ou de formules qui claquent comme des drapeaux tout en étant susceptibles d'interprétations multiples, Mauduit fait donc mine de croire qu'en 2012, la gauche – celle qui allait vaincre – avait mené une campagne, sinon normale, du moins conforme au canons du socialisme de papa (ou de maman).*"

(De la même manière que Mauduit s'illusionne sur ce qu'il est ou ses idées. On est en présence de gens qui sont totalement déconnectés de la réalité. - ndlr)

"*Cette erreur de jugement lui permet sans doute d'instruire aujourd'hui un procès qu'il avait décrété à l'avance. Elle ne lui permet pas de comprendre – ou de faire comprendre au lecteur – que la vraie faute de Hollande, s'il faut en trouver une, fut de croire qu'un projet a minima - fut-il décliné en 60 engagements - était là clé du succès et de ne pas avoir compris qu'en se taisant sur l'essentiel, il allait nourrir, paradoxalement, des espoirs de changement souvent contradictoires et surtout bien plus forts que*

ceux auxquels il entendait répondre."

(Mauduit instruit le procès de Hollande parce qu'il est incapable de faire celui du capitalisme qui porterait un coup mortel à ses propres idées. - ndlr)

"*C'est surtout ça qu'il paye aujourd'hui au prix fort. Des mots creux plutôt que des promesses fallacieuses. Un manque viscéral de pédagogie plutôt qu'un retournement de veste. De la tactique pour gagner plutôt que du courage pour gouverner ensuite. Mais les préjugés idéologiques de Mauduit sont tels qu'il préfère fausser le jeu plutôt que de le comprendre.*"

(Il n'a pas vraiment le choix, les Sapir, Mélenchon et toute la ribambelle d'intellectuels qui nous abreuvent d'articles critiques sur le capitalisme en sont exactement au même point. Réduit à l'impuissance, ils se retouvent face à face avec leurs propres contradictions et certains ne le supportent pas, ils en deviennent pathétiques. Quand on a réussi à se persuader qu'une idée fausse était juste et qu'on a construit un système de pensée dessus, il est pratiquement impossible d'en sortir.

Cela vaut pour la plupart des militants des différents partis qui sont convaincus d'avoir raison et qui font fausse route. Il est vain de vouloir les convaincre du contraire, à quelques rares exceptions près qui confiment la règle, d'où le peu d'intérêt de s'y attarder, sauf à avoir du temps à perdre, or il nous est compté. - ndlr)

Commentaire d'un internaute à la suite de cet article.

- "*Non, l'auteur de l'article ne cherche pas à nous expliquer que Hollande n'a pas trahi ses électeurs. Il nous montre simplement le côté foireux de la "démonstration" de Mauduit, qui part du présupposé que les socialistes ...l'étaient, ce qui l'autorise ensuite à des raccourcis approximatifs et des relations de causes à effet, complètement abracadabrantesque comme dirait l'autre. C'est différent.*"

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne savent plus quoi faire de leur fric, c'est cela la crise.

- Enchères: le marché de l'art contemporain bat tous les records - AFP

Je t'aime, moi non plus...

- « *Nicolas Sarkozy est clairement le leader de l'UMP* » selon Raffarin - Public Sénat

- Bygmalion : la version de Sarkozy contredite - Liberation.fr

- Bruno Le Maire compte battre Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP - Francetv info

Résistance passive

- Grève à Air France: négociations dans l'impasse, pilotes dans la rue - AFP

- Les hospitaliers dénoncent « *les attaques en règle de nos professions* » - LeMonde.fr

Mardi après-midi, l'assemblée générale du mouvement a tranché en faveur d'une participation à l'action de la CGT, nourrie par les mêmes craintes et les mêmes espoirs. LeMonde.fr 23.09

- Grève en Grèce contre les suppressions d'emplois dans le public - Reuters

Parce qu'elles sont plus cruelles ou cyniques !

- Avec des femmes à leur tête, les entreprises se portent mieux - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'union nationale pour soutenir une imposture, comment cela s'appelle-t-il ? Un complot contre le peuple.

Avant de lire ce qui suit, il faut avoir à l'esprit qu'ils détiennent tous les mêmes informations que nous, ils savent tous comment a débuté le processus qui a conduit à la situation actuelle en Irak et en Syrie, tous connaissent la véritable nature de l'Etat Islamique et quels sont ses commanditaires ou chefs réels.

- La droite soutient le gouvernement dans son engagement militaire en Irak - LeMonde.fr

- Débat sur l'Irak: le PS attend un "*rassemblement de soutien*" au gouvernement - AFP

- Une forme d'unité nationale pour soutenir l'exécutif - LeFigaro.fr

En dépit du «*soutien prudent*» des écologistes et des «*interrogations*» des communistes, une forme d'unité nationale prévaudra mercredi après-midi à l'Assemblée nationale et au Sénat lors du débat sans vote organisé à la demande du président de la République après les premières frappes aériennes françaises contre un dépôt logistique des terroristes de l'organisation Daech dans le nord de l'Irak, le 19 septembre.

L'ancien premier ministre François Fillon, qui interviendra mercredi après-midi au nom du groupe des députés UMP, réclamera «*l'unité nationale*» face «*à la barbarie et au terrorisme» en soulignant que cette unité nationale «commande la transparence*».

Le président du groupe UDI, Philippe Vigier, a jugé mardi «*l'unité nationale indispensable*» autour des frappes françaises en Irak, comme l'avaient fait les centristes pour le Mali et la Centrafrique.

Le patron des députés PS, Bruno Le Roux, expliquera que «*la France doit prendre ses responsabilités face à toutes les menaces terroristes*», qu'il évoquera.

Au nom des Verts, François de Rugy défendra un «soutien prudent» aux frappes françaises, souhaitant que le gouvernement «*clarifie les objectifs de cette intervention*». L'orateur des radicaux de gauche, Gérard Charasse, approuvera cette opération militaire mais demandera que les États qui la soutiennent «*contribuent à son financement*». Au nom du groupe GDR, François Asensi (PCF) déplore que l'ONU ait été «*totalement évincée*» et estime que les interventions militaires occidentales ont «*exacerbé les tensions*» au Moyen-Orient. LeFigaro.fr 23.09

Le Front de la guerre impérialiste.Fuyez le Front de gauche ou cessez de parler en notre nom.

Désolé pour le titre qui va en agacer certains, il faut bien appeler les choses par leurs noms, non ? C'est parce qu'on s'y est refusé qu'on en est où nous en sommes, avis aux décomposés et sclérosés en tous genres. C'est le genre de faiblesse qui peut nous être fatale, chacun devrait y réfléchir.

L'union nationale signifie aussi que la gauche est morte, qu'il n'existe aucun parti au Parlement qui représente les intérêts des travailleurs.

En famille. Valls aux patrons allemands : Notre entreprise de démolition sociale doit être menée jusqu'au bout.

- "*J'aime l'entreprise*", répète Valls en allemand devant le patronat à Berlin- AFP

"*Ich mag die Unternehmen!*" ("i>J'aime les entreprises"), a-t-il lancé à la tribune, déclenchant des applaudissements dans le parterre d'industriels allemands, réunis à Berlin pour la congrès annuel de leur puissante fédération BDI.

"*J'ai dit à vos homologues français ma confiance dans l'entreprise. J'ai dit, aussi, ma conviction: c'est avec les entreprises que nous gagnerons, en France, en Allemagne, et en Europe, la bataille de la croissance et de l'emploi*".

"*Mais, si l'Allemagne a su faire des réformes avec succès, pourquoi la France ne pourrait-elle pas aussi réussir ? Bien sûr, il faut du temps. Mais quand la volonté existe, quand les orientations sont claires, quand l'ensemble du pays est mobilisé, alors il n'y a pas de raison pour que les choses n'avancent pas. Oui, la France avance. Elle se met en mouvement. Et je veux saisir cette occasion qui m'est donnée pour en faire devant vous la démonstration*", a ajouté le chef du gouvernement français.

"*Vous le voyez, la France se réforme*", a-t-il dit, énumérant les réformes menées ou en projet en France. Le Premier ministre doit d'ailleurs prochainement dévoiler un agenda social, selon son entourage. AFP 23.09

Il n'est jamais aussi à l'aise pour s'exprimer que devant un parterre de patrons, son milieu naturel.

Règlement de compte entre "***enfoirés***".

- Aquilino Morelle : «*Ca va saigner*» - Liberation.fr

- Aquilino Morelle crie sa haine envers cet «*enfoiré*» de François Hollande - 20minutes.fr

Dans un entretien à paraître ce jeudi dans le Nouvel Obs, l'ancien conseiller en communication de François Hollande n'y va pas avec le dos de la cuillère avec son ancien patron, qu'il qualifie d'«*enfoiré*». Amer du sort qui leur a été réservé à lui et à son épouse, Laurence Engel, l'ancienne directrice de cabinet d'Aurélie Filippetti limogée elle aussi, Morelle a soif de vengeance.

Tenu au courant par ses amis journalistes alors que le fameux numéro de Closer n'est pas encore sorti, c'est lui qui tente d'aborder le sujet avec François Hollande, raconte-t-il à l'hebdomadaire. «*J'ai vu François nu, plus bas que terre, je l'ai ramassé à la petite cuillère. Peu à peu, il s'est relevé. Alors il n'a plus supporté mon regard*», analyse-t-il.

Pour le médecin et ancienne plume du Président, François Hollande a offert sa tête à Mediapart, estimant que le chef de l'Etat était au courant de l'article qui se préparait et n'en a pas empêché la sortie. Aquilino Morelle aurait ensuite laissé éclater sa rage lorsque le Président lui a demandé de quitter les lieux: «*Et toi tu n'as jamais fait de connerie, peut-être? Aller te faire gauler rue du Cirque, avec ton casque, comme un débutant...*» 20minutes.fr 23.09

En complément

- Détournement de fonds publics: La députée Sylvie Andrieux condamnée à un mois de prison ferme - 20minutes.fr

On comprend mieux pourquoi les Américains ont envoyé 3.000 soldats au Libéria.

- Ebola: l'épidémie "*explose*", le Liberia agite le spectre de la guerre civile - AFP

L'épidémie d'Ebola, en croissance "*explosive*", risque de contaminer 20.000 personnes d'ici à novembre à moins d'un renforcement spectaculaire des moyens de lutte, a averti mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Liberia agitant le spectre d'un retour à la guerre civile.

"*Nous sommes dans une troisième phase de croissance de l'épidémie*" qui est "*explosive*", a déclaré à Genève un des co-auteurs de l'étude et directeur de la stratégie à l'OMS, le Dr Christopher Dye.

L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest, la plus grave de l'histoire de cette fièvre hémorragique identifiée en 1976, a tué au moins 2.811 personnes sur 5.864 cas, selon le dernier bilan de l'OMS arrêté au 18 septembre: 1.578 morts au Liberia, 632 en Guinée, 593 en Sierra Leone et 8 au Nigeria.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a qualifié le 18 septembre cette épidémie de "*menace pour la paix et la sécurité internationales*", une première pour une urgence sanitaire. AFP 23.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine: les séparatistes annoncent des élections, camouflet pour Porochenko - AFP

Les séparatistes prorusses ont annoncé mardi l'organisation d'élections présidentielle et législatives en novembre dans l'est de l'Ukraine, rejetant le plan de paix de Kiev au moment où une zone tampon se met en place le long de la ligne de front.

L'annonce de scrutins simultanés le 2 novembre dans les régions russophones de Donetsk et de Lougansk, théâtre de combats entre rebelles et militaires qui ont fait près de 2.900 morts depuis avril, est un camouflet pour le chef de l'Etat ukrainien qui avait proposé aux séparatistes le principe d'un "*statut spécial*" pour trois ans.

"*Nous envisageons d'organiser les élections du conseil suprême (parlement, ndlr) et du chef de la République le 2 novembre*", a finalement répondu le "*Premier ministre*" de la "*République populaire de Donetsk*" (RPD), Alexandre Zakhartchenko, en précisant qu'il n'était pas question d'organiser les législatives ukrainiennes proposées par Kiev et fixées au 26 octobre.

"*Nous avons notre conseil suprême et nous décidons nous-mêmes quelles élections organiser et à quelle date*", a-t-il indiqué, cité par l'agence de presse russe Interfax.

Dans la foulée, la région séparatiste voisine de Lougansk faisait de même. Les élections présidentielle et législatives "*auront lieu simultanément avec la RPD le 2 novembre*", a déclaré le président du conseil suprême de la République de Lougansk, Alexeï Kariakine, à l'agence officielle russe Itar-Tass.

2- Monaco

La monarchie ou le règne de l'absolutisme en matière d'injustice. Et dire qu'elle doit servir de modèle au nouvel ordre mondial...

- A Monaco, une insulte contre le prince mène un Tunisien en prison - Francetv info

Insulter la famille princière peut coûter cher à Monaco. Un Tunisien de 28 ans a pu le vérifier : il a été condamné, mardi 23 septembre, à trois mois de prison ferme par la justice monégasque. Une peine bien supérieure aux réquisitions du parquet, qui avait demandé huit jours de prison et 1 000 euros d'amende.

Le jeune homme, poursuivi pour injures publiques au souverain et à la famille princière, comparaissait menotté dans le cadre d'une procédure de flagrant délit. Ce résident niçois avait par ailleurs déjà été condamné plusieurs fois en France.

Mercredi dernier, alors qu'il se rendait dans une annexe du palais de justice pour chercher le service des accidents du travail, il avait, selon l'accusation, lancé des menaces en apercevant un appariteur. Face à l'employé qui l'incitait à se calmer, il avait poursuivi en insultant de manière vulgaire le prince et la famille princière. Une greffière avait alors aussitôt alerté la police et le jeune homme avait été interpellé puis placé en garde à vue.

Lors de l'audience de mardi, l'homme a contesté les faits, évoquant un "*malentendu*", et assurant n'avoir pas insulté le prince. La justice du Rocher n'a pas été convaincue. Francetv info avec AFP

SOCIAL

France

- Forte hausse de salaire pour les femmes de chambre du Park Hyatt à Paris - AFP

Après trois jours de grève, les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets, salariés de la sous-traitance de l'hôtel Park Hyatt Paris-Vendôme ont obtenu de fortes hausses de salaires, alignés sur ceux des palaces, a annoncé mardi la CGT.

"*C'est un accord historique, nous avons obtenu de 380 à 420 euros par mois en comptant les primes. On demandait l'alignement sur les salaires des palaces: pour les femmes de chambre, valets et équipiers 1.870 euros brut et pour les gouvernantes 2.200 euros brut*", a affirmé à l'AFP Claude Levy de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE).

Contactée par l'AFP, la direction du palace de la rue de la Paix (2e) a confirmé que son sous-traitant Luxe et Tradition avait signé un accord avec les personnels. Luxe et Tradition n'a pas souhaité s'exprimer.

"*Du balayeur à la gouvernante générale, tout le monde a été augmenté du salaire de base de 300 euros et, avec les primes, on est entre 380 et 420 euros d'augmentation par mois*", s'est félicité le syndicaliste , en précisant que l'accord concerne 80 salariés.

Les équipiers sont les salariés qui s'occupent de la manutention, explique-t-il et, "*comme c'est un travail très pénible, nous avons obtenu de les aligner quasiment sur les salaires des femmes de chambre*".

Ces salariés ont entamé vendredi une grève illimitée avec ceux du Hyatt Paris Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement) pour obtenir leur intégration, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. AFP 23.09

En complément

- Face à la polémique, Madrid retire son projet de loi sur l'IVG - 20minutes.fr

Haut de page

Le 25 septembre 2014

CAUSERIE

Pourriez-vous me dire de quoi parlent les gens autour de vous, au bistrot, vos collègues de travail ?

De Bernstein à Gluckstein.

Le POI, *Informations ouvrières* (n°320) consacre pas moins de quatre pages, dont sa couverture, au mouvement social des pilotes d'Air France. D. Gluckstein y consacre même son éditorial.

Littéralement obnubilé par l'Union européenne mais visiblement pas par les institutions de la Ve République, il écrit : "*La satisfaction de cette revendication (le retrait du projet Transavia Europe - ndlr) ouvrirait une brèche dans le carcan de l'Union européenne et de ses traités*", ben voyons pour un peu l'abolition de l'UE serait en route, balivernes ! La suite de son éditorial, sur lequel nous reviendrons plus loin et qui confine à la confusion à première vue, apporte une précision sur les véritables intentions politiques du POI.

Que l'on soutienne les pilotes d'Air France, d'accord, mais de là à y consacrer 4 pages, c'est du délire ! Sans doute que l'engagement militaire de 29 pays dont la France contre les peuples irakien et syrien aurait mérité cette place pour contrer la propagande officielle, on aura le droit à deux demi-colonnes en page 13 sous la forme d'un communiqué de presse de l'AFP sans la moindre analyse, lamentable désertion.

Sinon on aurait préféré qu'il fasse la Une avec les femmes de chambres de Park Hyatt qui ont obtenu plus de 380 euros d'augmentation de salaire en comptant les primes, mais bon apparemment ce n'est pas leur fond de commerce, une couche bien trop basse sur l'échelle sociale et surtout étrangère à leurs militants et leurs lecteurs de prédilection.

Là aussi, ils y ont consacré deux demi-colonnes en page 7 sous la forme d'un entretien avant l'annonce du dénouement de leur lutte, alors qu'il était intervenu le 23, un jour avant le bouclage de leur journal, mais manifestement ils avaient décidé que les pilotes d'Air France étaient prioritaires.

C'est à croire que les dirigeants du POI font tout pour faire fuir les militants les plus déterminés qui envisageraient de rejoindre leur parti et qui ne se figurent pas adhérer à un parti démocratique petit bourgeois. De notre côté on essayait d'attirer nos lecteurs vers le POI parce que nous pensions sincèrement qu'il était le plus approprié pour s'organiser et mener le combat politique, maintenant nous sommes désolé et nous comprenons leur réticence, leur désarroi ou leur refus catégorique. Nous y reviendrons plus loin.

Nous estimons que le combat de ces femmes de chambres qui ont arraché une augmentation de salaire considérable pouvait constituer un exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière, contrairement à la résistance des pilotes dans lesquels la majorité des travailleurs ne se reconnaissaient pas pour avoir un statut nettement inférieur, qu'ils considèrent à tort comme des privilégiés, alors que leur énorme responsabilité n'a pas de prix ou justifie un salaire élevé et des avantages particuliers qu'on ne discute pas.

Il suffit de lire les pages suivantes d'*Informations ouvrières* pour s'apercevoir qu'ils ne s'adressent qu'aux couches les plus favorisées de la classes ouvrière, l'aristocratie ouvrière, et qu'ils négligent de s'adresser à l'immense masse des travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de l'ensemble des travailleurs.

Ce sont ces dizaines de millions de travailleurs qui vivent l'angoisse au ventre la précarité sociale qui tend à se généraliser, qui ont en permanence suspendue au-dessus de leur tête l'épée de Damocles du chômage qui les menace, qui sont incapables de dire de quoi sera fait leur avenir ou même le lendemain, qui sont de par leur condition les plus portés à s'en prendre au régime et aux institutions dont ils n'attendent rien de bon, ce qui n'est pas le cas des travailleurs qui sont bardés de diplômes ou bénéficient

d'un statut spécial, de garanties, qui n'ont plus qu'à attendre la retraite, même si celle-ci à tendance à être repoussée toujours plus tard, qui ne risquent pas d'être licenciés et d'être jetés à la rue parce qu'ils ne peuvent plus payer leur loyer ou leurs traites, situation relativement confortable, bien que de nos jours s'accompagnant de bien des désagréments avec lesquels on peut encore vivre comparé à la situation du travailleur dont la vie est brisée nette du jour au lendemain.

Le POI préfère recruter des pilotes d'avion dont le statut s'apparente à celui des classes moyennes, plutôt que de recruter des ouvriers ou des employées qui sont en bas de l'échelle sociale, c'est le choix de ses dirigeants, c'est leur droit, maintenant on conçoit très bien que des travailleurs ou des militants qui ont une autre conception d'un parti ouvrier n'aient pas envie de rejoindre un tel parti ou qu'ils estiment ne pas y avoir leur place, c'est dommage.

Reprenons l'éditorial de Gluckstein.

- "*La satisfaction de cette revendication ouvrirait une brèche dans le carcan de l'Union européenne et de ses traités. Elle éclairerait concrètement la réponse à la question posée de l'issue politique : une issue politique qui, se libérant des contraintes de l'Union européenne, de la Ve République et donc du présidentialisme, permettrait à la démocratie de se frayer la voie à partir de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière arrachées par la classe ouvrière elle-même.* "

Cela revient à abandonner le combat pour le socialisme qui serait réalisé dans le cadre du capitalisme.

Donc si on a bien compris, écrivez-nous si nous commettions une méprise, ce serait la démocratie sociale qui ouvrirait la voie à la démocratie politique, autrement dit à partir de là le combat politique n'a plus aucun sens ou plus aucuen raison d'être. Ce qui revient à dire qu'il serait possible de satisfaire nos revendications sans changer de système économique, sans changer de mode de production, sans exproprier les capitalistes, sans renverser le rapport de domination de classe, sans renverser l'ordre établi, sans même abolir les institutions de la Ve République, car il dit bien qu'"*une issue politique*" ou la la "*démocratie*" se fraierait la voie "*à partir de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière arrachées par la classe ouvrière elle-même.*" comme si mécaniquement une fois une revendication sociale satisfaite, spontanément la classe ouvrière trouverait la voie du socialisme et poserait la question du pouvoir sans y a voir été préparée, sans qu'on sache ni comment ni pourquoi...

Il faudrait qu'il nous explique comment "*à partir de la satisfaction des revendications*", la classe ouvrière parviendrait à se libérer "*des contraintes de l'Union européenne, de la Ve République et donc du présidentialisme*", mystère, à moins que les syndicats corrompus jusqu'à la moelle l'inscrivent dans leurs programmes, ce n'est pas sérieux. On aura compris qu'en procédant de la sorte, non seulement il sera impossible d'en finir avec la Ve République et de rompre avec l'UE, et l'essentiel de nos revendications ne seront jamais satisfaites non plus, puisqu'il faudrait commencer par liquider les institutions de la Ve République ou s'emparer du pouvoir politique pour enfin pouvoir envisager de satisfaire nos revendications sociales. Peut-être aurais-je mauvaise mémoire, mais je crois me souvenir que lorsque des revendications sociales ont été satisfaites, les travailleurs s'empressent de reprendre le travail au lieu de continuer le combat sur le plan politique, en revanche lorsque le gouvernement s'obstine à refuser de satisfaire leurs revendications sociales, ils se radicalisent et peuvent en venir à poser la question du pouvoir politique...

La démocratie à laquelle il est incapable de donner un nom et on comprend pourquoi, ne peut découler d'un mouvement social qui se donnerait pour unique objectif la satisfaction de revendications sociales, il faudrait que dès le départ il se fixe des objectifs politiques ou qu'il ait conscience de la nécessité de se fixer des objectifs politiques, que les conditions existent pour qu'un tel développement politique se réalise, pour espérer satisfaire ses revendications sociales, pour prétendre vaincre, donc s'emparer du pouvoir. Apparemment ce n'est ni le processus politique ni l'objectif que fixe Gluckstein au combat du mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière.

Si je ne me trompe pas, c'était une des leçons de la révolution de 1905 en Russie, qui tirant les enseignements de la Commune de Paris avaient lié, bien que de manière assez sommaire, revendications sociales et objectifs politiques. Les 12 années suivantes permettront de rectifier le tir pour finalement les rendre indissociables, de telle sorte qu'en octobre 1917 les masses seront prêtes à se lancer à l'assaut du pouvoir avec le parti bolchevik.

Il ne semble pas que ce soit la voie que préconise le POI qui a rompu avec ces enseignements.

On a là la confirmation de la nature petite bourgeoise de la tendance trotskiste dit "*lambertiste*", qui d'un socialisme révolutionnaire de façade s'est toujours accommodée du réformisme qu'incarnera le PS et l'appareil de FO des années 40 à la fin des années 70, le temps de l'illusion des "*Trente glorieuse*" avec laquelle ils ont frayé pour finalement abandonner le drapeau et le programme de la révolution socialiste... et prendre pour ainsi dire la place du PS laissée vacante une fois devenu social-libéral, place que d'autres partis comme le PG revendiquent, le PCF par exemple.

C'est désolant, désespérant ! On est en présence d'usurpateurs.

Cela va peut-être surprendre le militant qui m'avait interpelé suite à mon appel à rejoindre le POI, après avoir exprimé de nombreuses critiques sur ce parti, ce qu'il vient de lire ne remet pas en cause mon engagement au côté du POI, cela dit, si je vivais

en France ses dirigeants refusaient de me compter parmi leurs militants.

Que ce militant ou ceux que cela intéresse se penchent sur le fonctionnement du parti bolchevik de Lénine, ils seraient surpris de constater que dans sa presse étaient publiées des positions ou des lignes politiques contradictoires sans pour autant que leurs auteurs en soient exclus, parce que tous, tout du moins en apparence ou théoriquement combattaient dans la même direction et non pas sous la même direction, ne faites pas la confusion, parfois ou souvent ils combattaient sous la même direction quand la majorité rejoignait les positions de Lénine, quant aux militants de bases ou les cadres qui étaient en contact avec la classe ouvrière, ils se passaient de sa permission pour adopter les positions de Lénine, ils se moquaient de leurs dirigeants.

La direction du parti bolchevik ira jusqu'à censurer Lénine, refuser de publier ses articles avant la révolution russe de 1917, quelque part Lénine était un dirigeant ou un militant comme un autre dans son parti, pas toujours parce qu'il les surpassait tous par ses qualités, parfois, et le tour d'après c'était lui qui imposait ses articles et laminait ses adversaires, tout cela sans exclusion ou sans effusion de sang...

Bref, c'est le parti le plus démocratique qu'a connu le mouvement ouvrier international jusqu'à nos jours, il n'a jamais existé d'équivalent depuis.

Vous comprenez pourquoi je me revendique du léninisme, cela va peut-être vous paraître prétentieux peu importe, j'ai une idée du parti que j'estime supérieur à celui des dirigeants du POI, et surtout à tout intérêt personnel que je ne confonds pas avec la cause que j'entends servir.

Je me suis demandé si je devais ou non publier ces lignes, et puis je me suis dit qu'au point où nous en sommes, au fond du trou, c'était préférable de s'exprimer publiquement. Depuis août 2008 où j'ai commencé à rédiger ces causeries, le PT puis le POI n'ont publié pratiquement aucun article sur la multitude de sujets que nous avons abordés, alors si je devais me censurer moi-même, autant arrêter tout de suite de s'exprimer et fermons ce portail.

A quoi ça sert ?

Briseur de grève anonyme par voie de pétition via Internet.

- Les pétitions en ligne, nouveaux vecteurs de la revendication - LeMonde.fr

- Les personnels au sol d'Air France manifestent contre les pilotes « *nantis* » - LeMonde.fr

Air France. Une pétition, « *lancée par un salarié anonyme* » sur Internet, a circulé ces derniers jours dans l'entreprise. Plus de 4 400 personnes l'ont signée. « *Parce qu'il faut que cette grève cesse, implore un cadre des services de maintenance. On est vraiment désolé de l'image que ça donne de la compagnie.* »

L'agacement est d'autant plus fort que les salariés ont l'impression d'avoir consenti d'importants efforts pour remettre leur entreprise à flot.

Les pilotes sont traités de « *nantis* », soucieux de protéger leurs acquis au détriment de la croissance du groupe. Leur principale revendication, le retrait du projet de développement européen de la filiale low cost d'Air France, Transavia, est incompréhensible pour les cadres.

Engluée dans un conflit dont elle peine à se dépétrer, la direction d'Air France devrait apprécier ce soutien. A en croire certains, ce serait même elle qui aurait orchestré le rassemblement.

« *C'est bien la direction qui a distribué les banderoles, je l'ai vu* », confesse un participant opposé au mouvement des pilotes, mais atterré par la stratégie « *lamentable* » des dirigeants d'Air France. LeMonde.fr 24.09

Cela n'aura servi à rien.

- Air France renonce à son projet de Transavia Europe - Reuters

La direction d'Air France se dit prête mercredi soir, au 10e jour de grève des pilotes, à retirer son projet de développer des filiales européennes pour sa compagnie low-cost Transavia et appelle en conséquence les pilotes à une reprise "*immédiate*" du travail.

Pressée par le gouvernement de trouver une solution rapide pour mettre fin à la grève des pilotes, la compagnie aérienne ajoute dans un communiqué qu'elle entend néanmoins poursuivre le développement de sa filiale Transavia en France pour rivaliser avec les compagnies à bas coûts étrangères.

"*Avec le retrait du projet Transavia Europe, il n'y a désormais plus aucune raison de faire grève car plus aucune crainte de délocalisation ne peut subsister*", déclare Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France-KLM, cité dans le communiqué.

"*Notre projet Transavia est un projet 100% pour la France*", ajoute le dirigeant.

Le gouvernement est intervenu mercredi dans le conflit en annonçant l'abandon du projet contesté de filiales européennes low-cost, mais la direction de la compagnie s'en tenait jusqu'à maintenant à son offre de "*suspension*" de Transavia Europe le temps des négociations.

Le Premier ministre, Manuel Valls, avait mis la pression sur la direction d'Air France en réclamant une solution de sortie "*pas dans les jours, mais dans les heures qui viennent*" afin de ne pas mettre la compagnie "*en danger*".

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, avait annoncé mercredi matin sur RMC le retrait par la direction du projet Transavia Europe, la principale revendication des pilotes, ce que la compagnie avait aussitôt démenti.

Le PDG d'Air France, Frédéric Gagey, a réitéré l'engagement d'Alexandre de Juniac formulé lundi : suspension de Transavia Europe jusqu'en décembre, puis retrait dans l'hypothèse où les négociations échouaient.

"*On a bien compris qu'il fallait réexpliquer le projet et surtout discuter avec les partenaires sociaux pour trouver les conditions qui permettraient de reprendre*", a-t-il expliqué sur Europe 1. "*Alexandre de Juniac était parfaitement clair, (...) : si effectivement cette négociation n'arrivait pas à aboutir il le retirerait.*"

L'intervention du gouvernement, jusqu'ici observateur dans le conflit, est allée dans le sens des revendications des pilotes, qui réclamaient le retrait "*sans conditions*" de Transavia Europe.

Le SNPL, syndicat de pilotes majoritaire, avait demandé mercredi après-midi qu'Alexandre de Juniac, qui cristallise les critiques au sein de l'entreprise, "*se rapproche des positions du gouvernement et qu'il abandonne son projet de Transavia Europe*".

"*Notre volonté aujourd'hui, c'est de lever la grève le plus vite possible et dans les heures qui viennent et pour cela, il y a un certain nombre de conditions, dont l'arrêt définitif du projet Transavia Europe*", a déclaré Jean-Louis Barber, porte-parole du SNPL, devant la presse. lemonde.fr 24.09

ACTUALITE EN TITRES

C'est votre imposture qui l'a tuée, c'est vous le responsable monsieur Hollande.

- François Hollande : « *Hervé Gourdel est mort parce qu'il était français* » - LeMonde.fr

Pour l'avoir armé, on ne peut pas être juge et partie !

- Hollande : « *La France ne cédera jamais au terrorisme* » - Public Sénat

Sinon il faudrait qu'il commence par démissionner !

- "*Bachar Al-Assad ne peut pas être un partenaire*" dans la lutte contre l'Etat islamique, selon Valls Francetv info

On ne peut pas partager les objectifs politiques des barbares et être le "*partenaire*" de Bachar Al-Assad, on comprend. Et puis Valls a déjà les partenaires sociaux...

On s'en fout !

- Un otage touareg décapité par des islamistes au Mali - Reuters

- Paris : Paris: Un cadavre repêché dans le canal Saint-Denis - 20minutes.fr

Effet saisonnier.

- Le chômage baisse de 0,3% en août - Reuters

Baisse des inscriptions à Pôle-emploi au mois d'août, augmentation des radiations administratives, emplois saisonniers en hausse.

Travail au noir : les Français notent une hausse - LePoint.fr

La lutte à mort est engagée !

- Nicolas Sarkozy n'a "*pas vraiment*" changé selon François Fillon - AFP

- «*Je vais te tuer*»: La menace de Sarkozy adressée à Juppé selon le Canard Enchaîné - 20minutes.fr

- "*La suspension de l'enquête ne change rien à la mise en examen de Sarkozy*" - Le Nouvel Observateur

- France 3 accusé de censure pour un reportage sur Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- Le sénateur-maire UMP Grosdidier renvoyé devant la justice pour détournement de fonds AFP

Et c'est reparti avec "***l'axe du mal***" !

- Barack Obama justifie l'emploi de la force contre « *le mal* » - LeFigaro.fr

Alors que l'impérialisme américain n'a cessé de guerroyer à travers le monde depuis 1945.

- Intervention en Irak : «*Notre sécurité nationale est en jeu*», prévient Valls - LeParisien.fr

Le discours de Bush et Obama.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un psychopathe fanatique s'invente un ennemi pour justifier sa folie meurtrière et entraîner le peuple derrière lui.

Personne, aucun pays n'a attaqué la France à notre connaissance, pas plus les Etats-Unis qui sont malgré tout en guerre contre tous un tas de pays et peuples pour des intérêts purement mercantiles.

En ne soutenant ni le gouvernement irakien, ni le gouvernement syrien, ils démontrent que leur objectif n'est pas de défendre ou de rétablir la souveraineté de ces pays, mais bien de finir de la liquider, soit en orchestrant leur partition, ce qui poserait la question de leur viabilité et de leur stabilité à long terme difficilement réalisable en raison du chaos qui s'en suivrait, soit en adoptant une sorte de fédéralisme, en les découpant en régions autonomes dotées de pouvoirs discrétionnaires en matière de gestion de leurs ressources naturelles de façon à ce qu'elles soient pillées plus facilement par les multinationales américaines, britanniques et françaises, selon un découpage réalisé sur des bases ethniques ou confessionnelles de manière à obtenir le soutien des potentats locaux qui de fait détiendraient le pouvoir et s'enrichiraient sur le dos de leur population, et d'un pouvoir central fantoche directement relié à Washington, sans réel pouvoir, qui ne conserverait que les attributs liés à la fonction de représentation diplomatique d'un Etat à l'extérieur du pays, la banque centrale et la monnaie demeurant commune aux différentes régions dans un pays dont l'économie repose essentiellement sur l'exportation du pétrole, la politique monétaire dépendrait du cours du pétrole et du dollar, quant à la politique sociale, elle serait laissée à la discrétion des parlements des différentes régions.

La partition et le fédéralisme présentent autant d'avantages que d'inconvénients, de risques de chaos perpétuel dès lors qu'il n'existe plus de pouvoir centralisé fort ou qui concentre le pouvoir, d'autant plus que l'essentiel des richesses produites ne profitent pas à la population ou ne sont pas destinées au développement des infrastructures du pays, à l'élévation du niveau de vie de la population.

Après tout, du moment que les affaires continuent, que le pétrole coule à flot et que l'exploitation du gaz ne connaît pas de répit, à quoi bon se soucier du sort de ces populations, on allait oublier l'industrie de l'armement qui se porte très bien, merci pour elle.

La Valls des "***assassins***".

- Valls défend l'intervention en Irak contre les jihadistes "*assassins*" de l'EI - AFP

(Qui a commencé en 1983 à bombarder l'Irak, qui sont les "*assassins*" du peuple irakien, qui a détruit ce pays sinon les alliés américains de monsieur Valls. - ndlr)

"*Ce n'est pas notre intervention qui nous expose au terrorisme*", a répliqué le Premier ministre devant les députés, jugeant que "*la sécurité nationale est en jeu*", "*comme jamais*" au cours des dernières années.

(Discours délirant d'un tyran. En réalité, votre "*intervention*" militaire s'apparente au terrorisme d'Etat dans la mesure ou vous piétinez le droit à l'autodétermination du peuple irakien contre lequel vous êtes en guerre par organisations terroristes interposées. -ndlr)

"*Nous ne faillirons pas, nous ne tremblerons pas. Face à la menace, face au chantage, la France ne cède pas*", a lancé M. Valls.

(C'est vous et vos alliés qui avez contribué à fabriquer cette "*menace*", ces organisations de mercenaires sanguinaires dont le peuple irakien est la principale victime et non la France, pour ensuite prétendre lui venir en aide et justifier votre intervention militaire qui en réalité vise la main mise sur son pétrole. -ndlr)

Ce combat sera "*de longue haleine*", a prévenu le Premier ministre: la France, qui doit mener de nouvelles attaques aériennes dans les prochains jours, frappera "jusqu'à ce que l'armée irakienne ait retrouvé la supériorité" sur le groupe EI, que les autorités françaises ne désignent plus que par l'acronyme "*Daech*".

(Qui a affaibli, neutralisé l'amée irakienne, sinon vos alliés américain et britannique pour mieux permettre à EI de s'emparer de régions entières d'Irak, organiser l'exode de leurs populations, les massacrer. Vous allier aux Américains fait de vous un complice des crimes horribles de masse perpétrés par EI. -ndlr)

Pas question en revanche d'aller frapper également en Syrie, a confirmé Manuel Valls, même si le dirigeant syrien Bachar al-Assad "*ne peut absolument pas être un partenaire dans la lutte contre Daech*". La France ne fera que soutenir l'opposition syrienne "*modérée*" au régime, via un soutien "*civil et militaire accru*".

(L'opposition syrienne "*modérée*" créée à Londres est un cynique euphémisme qui ne sert qu'à couvrir le soutien "*civil et militaire accru*" que vous apportez en réalité au Front Al-Nosra et à l'Emirat Islamique afin d'en finir avec Assad, votre unique objectif, celui des Américains. -ndlr)

La quasi-totalité des partis politiques approuve la décision du président François Hollande de déclencher des frappes aériennes en Irak.

(Vous avez dit tous pourris, tous les partis institutionnels du Front national au Front de Gauche, comment pourrions-nous vous désavouer puisqu'ils en font une nouvelle fois la démonstration.

Terrible constat pour bien des militants qui refusent encore de l'admettre, je crois bien que c'est le pire. Pourquoi n'avons-nous pas cessé de vous encourager à regarder toujours la réalité en face aussi dure soit-elle à encaisser, parce qu'on savait que le pire était encore à venir, c'était pour vous y préparer, car fuir la réalité n'a jamais contribuer à résoudre aucun problème, bien au contraire, cela vaut dans la vie en général.

Ces partis dits de gauche desservent notre cause, en réalité ils luttent pour une autre cause que la nôtre, il faut en tirer les leçons pratiques et les fuir, en démissionner au plus vite. - ndlr)

A droite comme à gauche, les critiques ou avertissements ne devraient pourtant pas manquer contre les coupes dans les crédits de la défense, qui limitent les capacités des armées, déjà lourdement sollicitées, notamment au Sahel et en Centrafrique. AFP 24.09

Ils en redemandent "*à droite comme à gauche*", comme quoi ils appartiennent bien à la même famille, au même camp de la guerre contre les peuples, tous les peuples, y compris le vôtre.

Acquitté. Voilà comment ils combattent les "***barbares***".

Il pourra aller prêcher dans les camps d'entraînement des mercenaires en tous genres au côté des instructeurs américains en Jordanie ou ailleurs dans la région.

- Le prédicateur islamiste Abou Qatada libéré de prison en Jordanie - Reuters

Le prédicateur islamiste Abou Qatada, extradé l'an dernier de Grande-Bretagne après huit ans de procédure, est sorti libre de prison mercredi en Jordanie après avoir été acquitté des accusations de complicité dans un projet d'assassinat de touristes.

La cour de sûreté de l'Etat a conclu à l'insuffisance des charges retenues contre lui.

C'est la seconde fois que la justice jordanienne acquitte Abou Qatada. Fin juin, la cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle il comparaissait alors dans une autre affaire de terrorisme, avait également estimé que l'absence de preuves ne justifiait pas sa condamnation.

Abou Qatada, qui a vécu une vingtaine d'années en Grande-Bretagne, avait été condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité par la justice jordanienne.

A Londres, le ministère de l'Intérieur a souligné que le prédicateur restait interdit d'entrée sur le territoire britannique. "*La justice du Royaume-Uni a jugé qu'Abou Qatada représentait une menace contre la sécurité nationale*", a rappelé une porte-parole du Home Office. "*Il reste sous le coup d'une mesure d'expulsion.*"

Abou Qatada est considéré comme proche d'Al Qaïda. Reuters 24.09

La barbarie s'étend. Le capitalisme rime avec décadence et dégénérescence du genre humain.

- En Allemagne, le Conseil d'éthique propose de dépénaliser l'inceste entre frère et sœur - LeMonde.fr

Les autorités allemandes ont déjà légitimé la zoophilie, les autorités hollandaises la pédophilie, alors pourquoi ne pas franchir un pas de plus qui nous rapprocherait de l'animalité et nous éloignerait un peu plus de la civilisation humaines ?

Un jour j'ai mentionné une vidéo dans laquelle figurait un numéro d'une émission de télévision suisse qui avait été consacrée à l'inceste entre un père ou une mère avec sa fille ou son fils majeurs. Parmi les invités figuraient des Suisses qui s'adonnaient à cette pratique sans être inquiétés par la justice helvétique, émission bonne enfant, qui se déroula tranquillement et se termina en disant pourquoi pas du moment que les deux parties sont adultes et consentantes, légitimant l'inceste.

On peut dire en règle générale, que dès lors que les pulsions sexuelles se développent sans entrave chez l'enfant, il sera attiré naturellement pas le sexe opposé. Maintenant, l'oppression ou la violence qu'il pourra subir de la part de l'un de ses parents ou les deux, pourra se reporter sur son développement sexuel et jouer un rôle inhibiteur, il devra le cacher ou il ne pourra pas en parler avec ses parents, pire, s'ils le réprimaient, il pourrait alors en être gravement perturbé.

Ce n'est pas l'inceste qui me choque, pas plus que d'autres pratiques sexuelles, je suis davantage sensible au fait que la société ne permet à chacun de développer sa sexualité, comme elle ne permet pas à chacun de s'épanouir en général ou d'accéder au bien-être.

C'est si facile de se donner bonne conscience en condamnant certaines pratiques sexuelles sans aller au fond du problème ou en chercher les origines qui sont d'ordre social, qui nous amène à poser la question des rapports sociaux de production qui reposent sur l'inégalité entre les classes, aux rapports qui existent entre classe dominante et classe dominée qui déterminent tous les rapports sociaux dans la société. La violence qui peut se manifester dans un couple ou entre des parents et leurs enfants reproduit ces rapports de dominant à dominé dont la racine réside dans l'existence des classes sociales comme source d'oppression.

Qui en a vraiment conscience dans la société, combien de parents ont cela à l'esprit ? Une minorité tellement infime qu'elle n'est pas quantifiable. On pourrait en dire autant du socialisme ! Ne jetez pas trop vite le socialisme à la poubelle, étudiez-le et réfléchissez au bien-être qu'il pourrait apporter à l'humanité entière.

Intox.

Quand c'est l'extrême droite sioniste qui orchestre la propagande du gouvernement en soutien à la guerre.

- "*Complément d'enquête*" : l'antisémitisme est-il de retour en France ? - Francetv info

91%. C'est le chiffre de l'augmentation des actes antisémites en France, en seulement un an. Le CRIF dénonce un «*phénomène de masse*». Un chiffre qui choque et une communauté juive qui s'inquiète. Francetv info 24.09

L'ONU va sanctionner les pays qui participent à la coalition contre EI et qui ont fourni le gros des troupes d'EI ou les pays dans lesquels les américains et leurs alliés ont porté des jihadistes au pouvoir, qui peut croire un truc pareil ?

- L'ONU va sanctionner les pays qui laissent leurs citoyens partir au jihad - Libération.fr

Un Conseil de sécurité extraordinaire présidé par Barack Obama a adopté mercredi une résolution contraignante pour endiguer le flot des jihadistes étrangers en Syrie et Irak et contrer la menace qu'ils représentent pour leur pays d'origine.

Ce texte contraignant, adopté à l'unanimité, impose aux Etats, sous peine de sanction, d'empêcher leurs citoyens de s'enrôler dans des organisations extrémistes comme l'Etat islamique. Liberation.fr 24.09

Qui vont-il viser ? Les pays du Golf dont l'Arabie saoudite, la Libye qui est leur produit, la France, la Grande-Bretagne , ou ils vont plutôt s'en servir comme moyen de pression contre des pays comme le Liban, la Tunisie, l'Algérie qu'ils veulent également destabiliser ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Les Français ont perdu 4% de pouvoir d'achat depuis 2009 - AFP

Les Français ont perdu 4% de pouvoir d'achat depuis 2009, soit l'équivalent de 1.500 euros annuels, selon 60 millions de consommateurs, qui note une augmentation notable du prix des dépenses contraintes, notamment liées au logement ou à la voiture.

Pour calculer ces variations, le magazine de l'institut national de la consommation (INC), s'est basé sur l'évolution des prix, des revenus, et de la consommation des ménages.

Il estime qu'entre 2009 et 2014, le revenu annuel moyen par ménage (incluant salaires, patrimoine et prestations sociales, et déduisant impôts et cotisations sociales) a augmenté de 2,9%, passant de 37.517 euros à 38.591 euros.

Mais parallèlement, les prix ont augmenté de 6,9%, avec notamment une explosion du poids des dépenses contraintes.

elon les estimations du magazine, la hausse des prix du carburant a grignoté 335 euros de pouvoir d'achat depuis 2009, celle de l'électricité 205 euros, et les loyers 175 euros.

Ainsi, les ménages n'ont plus guère "*de prise sur leur situation budgétaire et se retrouvent souvent coincés par des factures sur lesquelles ils n'ont pas la main*", note le magazine, qui pointe la hausse des charges liées au logement et à la voiture comme les plus pénalisantes.

Parmi les autres dépenses, cette fois "*arbitrables*", dont les augmentations ont le plus amputé les revenus, on trouve le tabac (225 euros), la restauration et les cafés (172 euros) ainsi que la viande (146 euros).

"*Au final, la perte moyenne de pouvoir d'achat s'établit donc à 1.496 euros, soit -4%*" depuis 2009, conclut 60 millions de consommateurs.

Si la hausse des carburants "*a frappé indifféremment toutes les catégories de ménages*", d'autres augmentations frappent plus lourdement certains ménages: "*la hausse des loyers affecte évidemment plus les personnes seules et les familles monoparentales, celle du tabac rogne plus le pouvoir d'achat des jeunes ayant de faibles ressources, des employés ou des ouvriers.(...) Les propriétaires âgés de plus de 75 ans, ayant de modestes pensions, ont subi de plein fouet les hausses de l'électricité, du gaz et du fioul domestique*", détaille Emmanuel Masset-Denèvre, économiste à l'INC. AFP 24.09

On voit ici que ce sont les travailleurs les plus faibles ou défavorisés qui s'appauvrissent, parmi lesquels des fonctionnaires, c'est donc une tragique erreur de ne pas s'adresser à l'ensemble des travailleurs...

En complément.

- Au Portugal, le salaire minimum relevé à 505 euros - Liberation.fr

Enorme !

Haut de page

Le 26 septembre 2014

CAUSERIE

Quelques points de repères en avant-propos de l'actualité du jour.

Leur problème, quelle réponse doivent-ils fournir à la question : Qui est en guerre contre qui ? De quel genre de guerre s'agit-il ?

Quand la "***quarantaine***" rime avec absence de liberté.

- Ebola: un million de Sierra-Léonais de plus en quarantaine, réunion à l'ONU - AFP

- Paris déconseille aux Français de se rendre dans une quarantaine de pays - LePoint.fr

C'est la ploutocratie anglo-saxonne-sioniste qui déclenche les guerres depuis un siècle.

- C'est le djihadisme qui provoque la guerre - LeMonde.fr

Elle n'a jamais cessé depuis la colonisation des puits de pétrole par les ancêtres de BP, Shell et Exxon au début du XXe siècle

- Frappes contre l'État islamique: vers une «*guerre sans fin*» au Moyen-Orient? - Slate.fr

Quel autre avenir avec le capitalisme ?

ACTUALITE EN TITRES

Chouette une bonne nouvelle du casino : Le fric va continuer de se déverser à flot !

- Le rally boursier devrait se prolonger jusqu'en 2015 - Reuters

La quincaille ambulante.

- Chrysler rappelle 350.000 véhicules de l'année modèle 2008 - Reuters

Sans blague !

- Les Etats-Unis ont identifié l'assassin des journalistes Foley et Sotloff - AFP

Ils ont dû fouiller dans la liste de leurs agents ou ex-agents. Trop fastoche !

Made in UE.

- L'Union européenne démunie face à ses djihadistes - LeFigaro.fr

Dans la même poubelle.

- La visite de Hollande à l'ONU endeuillée par la mort de l'otage français - AFP

- Mort d'Hervé Gourdel : Nicolas Sarkozy accusé de "*récupération politicienne*" - Francetv info

On se demandera qui sert de modèle à qui.

- Cambadélis (PS): Sarkozy a un programme de "*combat contre notre modèle social*" - AFP

En effet, Daesh a adopté la doctrine du néolibéralisme et du sionisme : Le nihilisme.

- "*L'idéologie de Daesh n'est ni étatique ni islamique*" - Le Nouvel Observateur

En deux mots, le nihilisme permet de tout relativiser dans l'absolue, de là au déni et à l'imposture permanente il n'y a qu'un pas.

Qui financent les barbares ? Sans rire, l'ONU et les Américains ont lancé un avis de recherche international.

- Aide de 90 millions de dollars promise par les Amis de la Syrie - Reuters

En réalité ils bombardent les infrastructures de la Syrie.

- De nouvelles frappes en Syrie pour tarir les finances de l'EI - Reuters

- Syrie : les États-Unis frappent des raffineries contrôlées par l'EI - LePoint.fr

Question : Qui peut avoir donné l'ordre au Pentagone de bombarder des infrastructures pétrolières ?

Réponse : Rockefeller ou Exxon. Qui d'autres en a le pouvoir ? Personne.

N'avez-vous pas remarqué que les questions économiques passaient à la trappe pendant ce temps-là, y compris le prix du pétrole ?

Tiens donc, lorsque c'est le régime syrien qui les bombarde, c'est illégitime.

- Syrie: la coalition anti-jihadiste étend ses frappes - AFP

- Londres doit s'allier à l'action contre l'EI en Irak, dit Cameron - Reuters

Stratégie du chaos.

- Chine: quarante "*émeutiers*" tués dans le Xinjiang - AFP

- Selon Ban Ki-moon, « *le monde peut et doit stopper Ebola* » - LeMonde.fr

- La fièvre Ebola a fait près de 3.000 morts depuis mars - Reuters

- Doutes sur la fiabilité de la statistique du PIB argentin - Reuters

- Yémen: 270 morts dans les combats à Sanaa - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont en guerre contre les peuples du monde entier.

Nous allons lire qu'ils revendiquent ouvertement leur propagande "*guerrière*" pour terroriser, neutraliser, obtenir le soutien des masses exploitées à leur union nationale, pendant qu'ils préparent avec le Medef une nouvelle offensive antisociale contre l'ensemble des travailleurs.

L'argument fallacieux qu'ils avancent pour justifier leur participation à cette guerre, la lutte contre le terrorisme initiée par Bush le soir même du 11 septembre 2001, ne sert qu'à camoufler leurs véritables intentions qui est de renverser Assad et de se rendre maîtres du pétrole et du gaz de l'Irak et de la Syrie qui échappaient en partie à leur contrôle ou servaient les intérêts de la Russie et de la Chine principalement.

Confrontés à la plus vaste et profonde crise qu'ait connu le capitalisme depuis son avènement qui leur pose un défi quasi insurmontable, ils estiment que le temps presse et que la Chine et la Russie doivent rentrer dans le rang et adopter leur stratégie de nouvel ordre mondial en admettant leur hégémonie sur le reste du monde, car la survie du capitalisme en dépend, donc la leur.

Comme chaque fois en pareil occasion, pris dans le tourbillon d'une hystérie institutionnelle collective partie de l'ONU, il était imparable que parmi les multiples déclarations qu'on a pu entendre hier certains se distinguent en tenant inconsciemment un discours ô combien révélateur des véritables intentions qui se cachent derrière leur position affichée.

Par exemple Valérie Pécresse de l'UMP qu'il ne faudrait pas prendre pour une gourde, car ce n'est pas pour rien qu'elle fut invitée à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 (tout comme Fillon), qui a légitimé indirectement le combat que mène notamment le régime syrien contre l'Etat Islamique "*qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre*". Plus tard refusant d'admettre que "*la France est en guerre*", elle fut reprise par Fillon, puis par un membre d'une officine néolibérale, la Fondation pour la recherche stratégique, qui sans le nommer repris l'argument employé par G.W. Bush pour justifier son attaque contre l'Afghanistan et l'Irak, selon lequel il fallait considérer comme une déclaration de guerre le fait qu'"*un pays conduit une opération militaire offensive sur un territoire étranger*", Bush ayant attribué les "*attentats*" du 11 septembre 2001à l'Afghanistan dirigée par les talibans et repère d'Al-Qaïda et Ben Laden ainsi qu'à l'Irak deSaddam Hussein qui en aurait été le complice.

Il ne faut surtout pas que la vérité transpire, la moindre parole de trop, faiblesse ou erreur, doit immédiatement être rattrapée, corrigée, disparaître sous un flot de déclarations abondant dans le sens de la propagande officielle.

Et ce n'est pas la sortie de Plenel (Mediapart) qui va briser ce qu'il faut bien appeler ce complot en faveur de la guerre, dans la mesure où il s'est employé à faire un parallèle entre l'entreprise de l'Emirat Islamique et celle des puissances occidentales, alors qu'en réalité la collusion qui existe entre eux est totale depuis le début ce que justement Plénel occulte, il ne peut pas aller au bout de son analyse parce qu'il figure parmi les fidèles serviteurs du régime.

On se demandera si sa "*mise en garde*" adressée aux dirigeants du vieux monde ne visait pas en réalité la crainte que la vérité jaillisse plus rapidement qu'ils ne l'avaient imaginée et qu'elle fragilise un peu plus le régime en se coupant un peu plus des masses qui pourraient finir par trouver la voie de l'affrontement avec la classe dominante, ce qu'il ne souhaite pas évidemment.

- La France dans une guerre qui commence à dire son nom - AFP

Le mot a fini par être prononcé. Depuis le bombardement français vendredi en Irak et l'exécution de l'otage Hervé Gourdel en Algérie, la France est "*en guerre*", même si la réalité du conflit reste floue pour l'opinion.

François Hollande a lâché le terme mardi, lors de l'assemblée générale des Nations unies à New York

"*Nous ne cèderons à aucun chantage, à aucune pression, à aucun ultimatum fut-il le plus odieux, le plus abject. (...) Et notre meilleure réponse à cette menace, à cette agression, c'est l'unité nationale dans cette guerre, car c'en est une, contre le terrorisme*", a insisté le président, à l'endroit même où Dominique de Villepin avait refusé en 2003 que la France s'engage aux côtés des troupes américaines.

Alors que l'opinion publique accuse le coup de l'émotion suscitée par l'égorgement filmé de l'otage français, les services de sécurité français (police, renseignement et armée) sont en état d'alerte maximale. Après le débat à l'Assemblée nationale mercredi, le Président de la République a réuni jeudi un Conseil de défense.

A droite, certains responsables ont des états d'âme. L'ex-ministre UMP Valérie Pécresse estime ainsi qu'il ne "*faut pas galvauder*" le mot "*guerre*", car il est "trop terrifiant". "*Je ne dirais pas que la France est en guerre (...) une guerre cela veut dire qu'on a identifié un Etat contre lequel on est en guerre. Là ce n'est pas un Etat, c'est une nébuleuse terroriste mondiale, qui terrorise des Etats qui, eux, doivent s'organiser pour lutter contre*".

Argument réfuté par les analystes et nombre de politiques. "*L'adversaire ne se pose pas la question, l'EI considère qu'il est en guerre contre l'Occident en général et la France en particulier. Dès lors qu'un pays conduit une opération militaire offensive sur un territoire étranger, si ce n'est pas une opération de guerre, cela y ressemble furieusement*", rétorque Bruno Tertrais, politologue à la Fondation pour la recherche stratégique.

Et l'ex-Premier ministre UMP François Fillon n'a aucun d'état d'âme à se ranger aux côtés du pouvoir socialiste.

"*Là où nous avions affaire à des mouvements terroristes clandestins, dissimulés, nous avons affaire à un mouvement qui est en train de s'ériger en Etat (...). C'est maintenant une guerre, j'allais dire presque classique - elle n'est pas classique parce que nous sommes face à des terroristes - mais c'est une guerre frontale, une vraie guerre et donc il faut mobiliser l'ensemble de nos forces pour la combattre*" a-t-il dit jeudi sur RTL.

Un peu seul dans le concert guerrier véhiculé par médias et éditorialistes, le fondateur du site Mediapart, le journaliste Edwy Plenel, a mis en garde jeudi contre le "*bourrage de crâne*" et "*l'engrenage*" infernal constitué par la terreur, la barbarie des uns et l'union nationale des autres.

Citant le philosophe bulgare Tzetan Todorov, il réfute tout "*choc de civilisation*" et craint une "réaction disproportionnée, abusive". "*La peur des barbares est ce qui risque de nous rendre barbare et le mal que nous ferons dépassera celui que nous redoutions au départ*", dit-il. AFP 25.09

En complément quelques titres de presse.

- Décapitation d'Hervé Gourdel: une déclaration de "*guerre*", selon les éditorialistes - AFP

- Terrorisme : l'exécutif appelle à une unité «*impérative*» - LeFigaro.fr

- Sécurité renforcée dans les centres commerciaux et les grands magasins - LeMonde.fr

- Le Premier ministre irakien évoque des projets d'attentats de l'Etat islamique dans le métro parisien - Francetv info

Les Américains ont répondu qu'ils n'étaient pas au courant.

- La France frappe à nouveau en Irak et renforce ses mesures antiterroristes - AFP

- Paris demande l'inscription d'Ansar al-Charia sur la liste noire de l'ONU - AFP

Ils sont en guerre mais contre qui ?

Notez le nombre de fois où le même mot revient et vous aurez la réponse.

- Les musulmans de France craignent d'être associés aux preneurs d'otages - Francetv info

- Musulmans de France : « *Il faut que la majorité silencieuse s'exprime* » - Liberation.fr

- « *Le Figaro* » et le sondage sur les musulmans : « *Notre formulation était maladroite* » - LeMonde.fr

- «*Nous ne voulons pas de fracture entre musulmans et non-musulmans*» - LeFigaro.fr

- Les musulmans priés de condamner des terroristes : quelle folie ! - Rue89

Alors de là à faire du zèle ou se lâcher, ils y sont invités.

- Estrosi: la France a le "*devoir de défendre une civilisation*" - AFP

Mais avec quoi l'Etat islamique a-t-il vraiment quelque chose à voir ?

Réponse : Pas avec l'islam, rien. Cependant il agirait "*au nom d'un prétendu islam*". Lequel, sorti d'où ? Pas de réponse. Ce seraient des "*barbares fanatisés*". Par qui ? Pas de réponse. Des "*êtres sauvages*". Qui les a rendus ainsi, qui leur a servi d'exemple, qui les a encouragés à le devenir ? Pas de réponse. Des "*soldats perdus*". Qui seraient sortis d'où, de quelle armée ? Pas de réponse.

Si ce n'est pas l'islam qui les a rendus comme ils sont, c'est quelque chose d'autre. S'ils poursuivent un objectif étranger à l'islam, c'est qu'ils poursuivent un autre objectif, lequel et qui leur a fourni ? Si l'idée de se rendre en Irak ou en Syrie ne leur est pas venue toute seule, qui leur a mis dans la tête, qui a payé leur voyage, qui les a aidé à franchir les différentes frontières, qui les

a nourris, logés, blanchis une fois sur place, qui les a entraînés, armés, qui les a menés au champ de bataille ? Quelle est cette "*idéologie meurtrière qui se cache derrière la religion islamique en confisquant son vocabulaire*", qui l'a fabriquée, depuis quand existe-t-elle, quel en est le contenu et l'objectif politique ?

Pas de réponse, et pour cause ! Nous connaissons tous parfaitement les réponses à ces questions, y compris ceux qui feignent de ne pas les connaître parmi les intellectuels et les religieux.

Posons-nous d'autres questions.

Pourquoi tous ceux qui semblent s'apitoyer sur le sort ignoble qu'ils avaient réservé à Hervé Gourdel sont-ils incapables de fournir les bonnes réponses à ces questions ? Parce qu'ils couvrent les réels commanditaires de ces actes de barbarie ou ceux qui les exploitent à des fins politiques inavouables ? Qui protègent-ils ainsi ? Ceux qui les entretiennent, qui sont garants de leur statut social dans la société ? Ils en sont donc les complices, ils sont corrompus et partagent la responsabilité du crime qu'ils dénoncent.

Ces intellectuels et religieux sont en réalité des crapules, ils n'ont aucune dignité, particulièrement médiocres, aussi cyniques que leurs maîtres si ce n'est davantage parce qu'ils connaissent parfaitement la vérité et ils se servent de leur statut pour tromper les gens et les musulmans en particulier, ils servent donc les intérêts de ceux qu'ils prétendent combattre.

- Musulmans de France : «*Nous devons créer un contre-discours*» - libération.fr

Dès l'annonce de la décapitation d'Hervé Gourdel, les responsables musulmans de France se sont dit horrifiés et ont répété que l'Etat islamique n'a «*rien à voir*» avec l'islam. libération.fr 25.09

- Un collectif de musulmans de France : «*Nous sommes aussi de "sales Français"*» - lefigaro.fr

Ils sont médecins, politiques, avocats, français et musulmans. Ils expriment avec la plus grande force la répulsion que leur inspire l'assassinat d'Hervé Gourdel. lefigaro.fr 25.09

- Une centaine d'érudits musulmans dénoncent l'Etat islamique dans une lettre ouverte - francetv.info

Qui sont-ils ?

Les 126 signataires sont tous masculins et sunnites. Si des chiites et des femmes avaient été signataires, cela aurait pu discréditer l'autorité de ce texte aux yeux des islamistes fondamentalistes auquel il s'adresse.

A qui s'adressent-ils ?

La lettre est adressée au calife autoproclamé de l'Etat islamique, Abou Bakr Al-Baghdadi et "*aux combattants et partisans de 'l'Etat islamique auto-proclamé'*" mais aussi aux recrues potentielles, aux imams et à ceux aussi qui voudraient dissuader les jeunes musulmans de rejoindre l'EI.

Leur objectif.

"*Reconsidérez vos actions, renoncez-y, repentez-vous en, cessez de faire du mal aux autres et retournez à la religion de la miséricorde*" francetv.info 25.09

Pourquoi ne dénoncent-ils pas les autorités sunnites du Golfe qui financent et qui ont armé EI ?

Pourquoi tiennent-ils tant à isoler les chiites qu'EI massacrent aussi ? Parce que qui dit chiites dit Iran, Hezbollah, Assad, Résistance palestinienne qui sont considérés comme les ennemis des Américains et leurs alliés occidentaux, pour ne pas leur déplaire, parce qu'en réalité ils les soutiennent ou partagent leurs objectifs politiques.

Comment peut-on s'adresser à des barbares s'étant livrés à une multitude d'actes d'une cruauté inouïs et espérer leur faire entendre raison ? Pour entreprendre une telle démarche il faut avoir perdu la raison ou n'en avoir rien à faire en vérité, c'est juste une posture ou plutôt une imposture, encore, c'est notre époque qui veut cela.

Tous leurs discours consistent à dresser les musulmans les uns contre les autres, à dresser les non-musulmans contre les musulmans. On retrouve la même méthode employée par la plupart des antistaliniens qui entendaient lutter contre le stalinisme et qui prétendaient, soit qu'il était une déviation du socialisme, soit qu'il en était issu, sans jamais caractériser son origine

qui permettait de remonter au capitalisme et non au socialisme, parce qu'il leur fallait épargner le capitalisme. En réalité, le stalinisme était (et demeure) la négation du socialisme, c'était le seul rapport que l'on pouvait établir entre eux.

L'islamisme radical ou sa version la plus archaïque n'aurait rien à voir avec l'islam nous dit-on, avant d'ajouter qu'il en serait une lecture erronée, ce qui nous ramène bien à l'islam et à rien d'autre, or le salafisme, le takfirisme, Al-Qaïda, le Front Al-Nosra ou l'Emirat Islamique sont uniquement le produit de la stratégie politique de l'impérialisme américain. L'islam n'est ni le point de départ ni le point d'arrivée du combat de ces mercenaires, ce que tout général du Pentagone ou directeur de la CIA confirmera, il sert uniquement à camoufler leurs réelles intentions et objectifs tout en permettant de dresser les musulmans les uns contre les autres pour affaiblir leur résistance face à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

L'un des responsables du Conseil français du culte musulman en France, Abdallah Zekri, a eu beau affirmer qu'EI n'avait rien à voir avec l'islam "*ni aucune religion*", pour autant, comme il n'a pas été capable de préciser avec quoi il avait quelque chose à voir, son discours s'est finalement avéré creux, non convainquant, au bout du compte il aurait dit le contraire, qu'il aurait abouti au même résultat. Il a oublié que depuis plus d'un siècle pour certains le pétrole est une véritable religion.

On ne l'a pas dit jusqu'à présent, on l'a laissé sous-entendre plus haut, il ne suffit pas d'affirmer qu'EI n'aurait aucun rapport avec l'islam ou le coran pour que cela soit forcément vrai. Par exemple, on a reproduit il y a quelques jours deux sourates qui appelaient à l'assassinat des infidèles, des non-musulmans, on ne les a pas inventées, qu'EI s'en inspire, il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas le reconnaître, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'il faudrait ramener l'islam, le coran ou les musulmans à ces sourates.

Or c'est justement ce que font ces intellectuels musulmans ou ces religieux qui peuvent s'écrier qu'il faut "*dire non à l'instrumentalisation de l'islam*" (Mohammed Moussaoui à la tête de l'Union des mosquées de France), lorsqu'ils nient qu'EI peut effectivement s'inspirer de certains passages du coran pour justifier ses horribles crimes, ce qui jette le discrédit sur leurs discours. Les religions sont ce qu'elles sont, elles sont loin d'être parfaites, et le problème c'est que leurs prédicateurs refusent de l'assumer. Prenez le judaïsme, ce sont des juifs qui ont mis à mort Jésus parce qu'il avait osé chasser les marchands du temple qui spéculaient sur la monnaie, oui déjà à cette époque.

Finalement ces intellectuels musulmans ou ces religieux qui ne peuvent assumer cette vérité qu'en se réfugiant dans le déni ou le mensonge demandent aux musulmans de les imiter, Mohammed Moussaoui : "*il faut que les musulmans de France regardent les choses en face et dénoncent avec force la radicalisation*", discours là encore inopérant ou incohérent en les appelant à faire preuve de la même hypocrisie que lui, car tous les musulmans connaissent les sourates que j'ai évoquées plus haut, ce qui ne veut pas dire encore une fois qu'ils sont prêts à les adopter, mais il leur est impossible de nier leur existence, ce qui les place dans une position fort inconfortable face à leur croyance partant du principe que l'immense majorité d'entre eux ne se reconnaissent pas dans ces appels à la violence aveugle.

Comment se réclamer d'une religion qui repose sur un ensemble de textes dont certains passages sont abjectes ou abominables, et ne pas passer pour des adeptes de ces cruautés, c'est un véritable problème de conscience qui est posé à chaque musulman en effet. Dans les ouvrages de référence au judaïsme on trouve des passages aussi épouvantables, je ne les ai pas en tête, mais j'ai eu l'occasion d'en avoir un aperçu en visionnant certaines vidéos. C'est la même chose avec l'hindouisme, qui avec les épopées guerrières du Mahabarata et le Ramayana utilise des métaphores à consonnance militaire pour soumettre ses ennemis, qui prises au premier degré peuvent donner l'impression d'avoir à faire à une religion belliqueuse, ou encore la loi de Manou qui est le code du brahmanisme avec son système des castes.

Union nationale pour la guerre.

- Organisation État islamique : Fillon invite Hollande à frapper en Syrie - LePoint.fr

- La question de frappes en Syrie "*est posée*", dit Le Drian - Francetv info

- Pierre Laurent (PCF): "*Les monstres échappent à ceux qui les ont créés*" - AFP

Ce serait, sans les nommer, "*un certain nombre de puissances internationales ou régionales*" qui auraient "*aidé*" les "*monstres*" d'Al-Qaïda et Cie, mais "*un moment*" seulement, pas sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui depuis les années 70-80 au Pakistan et en Afghanistan. A partir de là, donc en le niant, il peut affirmer que ces "*combattants*" auraient été "*au service des intérêts occidentaux*", laissant penser que ce ne serait plus le cas en septembre 2014, alors que c'est justement cette collusion permanente entre l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ces barbares qui permet de comprendre la situation (et son évolution depuis 40 ans), ce que Laurent s'emploie à occulter volontairement parce qu'il est lui-même lié à l'impérialisme français et ne souhaite pas que les travailleurs comprennent ce qui se passe en réalité, quels sont les véritables rapports qui existent entre les différents protagonistes.

Dans la mesure où tous s'emploient à camoufler la vérité à la population, il est permis de parler de complot contre tous les peuples.

AFP - Le secrétaire national du Parti communiste français, Pierre Laurent, a jugé jeudi après l'exécution d'Hervé Gourdel par des jihadistes en Algérie que "*les monstres échappent à ceux qui les ont créés*".

(Qui ? - ndlr)

Dénonçant le "*crime parfaitement odieux, inacceptable*" d'Hervé Gourdel, Pierre Laurent a déclaré dans l'émission Preuves par 3 Public Sénat/Afp/Dailymotion que "*ces groupes ont été à un moment aidés par un certain nombre de puissances internationales ou régionales parce qu'on a pensé pouvoir en faire des combattants au service des intérêts occidentaux et puis aujourd'hui les monstres échappent à ceux qui les ont créés*".

(Qui continuent de les instrumentaliser, qui les protègent, leurs donneurs d'ordres. - ndlr)

"*Face à l'Etat islamique, il faut agir. Le débat porte sur la bonne manière d'agir. La situation actuelle ne tombe pas du ciel (...) l'Occident mène la guerre au terrorisme depuis 10 ans, le bilan c'est que ces groupes n'ont cessé de se développer et que toutes les opérations militaires qui ont été menées en Afghanistan, en Irak, en Libye se soldent par l'aggravation de la situation*", a-t-il dit.

(Ils ne condamnent pas les interventions militaires de la coalition occidentale contre les peuples de ces pays, ils regrettent qu'elles se soient soldées par l'aggravation de la situation, autrement dit ils les justifient car elles partaient de bonnes intentions, elles ont seulement raté leurs objectifs. - ndlr)

"*C'est un combat de longue haleine qui prend une mauvaise direction. Nous ne mettons pas en oeuvre les moyens de lutte efficaces contre ces groupes*", a ajouté le sénateur de Paris.

(Ils en rajoutent et réclament d'autres mesures, alors que provenant de l'Otan elles ne peuvent être tournées que contre les peuples de ces pays. - ndlr)

"*Est-ce que les frappes aériennes menées par la France en Irak et par les Etats-Unis en Syrie vont empêcher ce qui s'est passé hier en Algérie? A l'évidence non*", a ajouté Pierre Laurent.

(Si au moins c'était le cas, confirmant ce qui vient d'être dit. -ndlr)

"*Que la France soit unie derrière la famille (d'Hervé Gourdel), que les drapeaux soient en berne, cela me parait absolument normal, et cette unité nationale oui, mais qu'on ne nous demande pas au nom de cela de taire le débat qui existe sur la manière de mener efficacement ou non la guerre contre le terrorisme en Irak*", a dit le chef des communistes. AFP 25.09

En revendiquant "*la guerre contre le terrorisme en Irak*", il se situe sur le même terrain qu'Obama et Hollande.

Une arnaque cynique.

- Pourquoi la baisse du chômage en août est à relativiser - Francetv info

"*Août est traditionnellement un mois où les demandeurs d'emploi peuvent 'oublier' d'actualiser leur situation*", relève le Huffington Post. Si l'on se penche sur les chiffres, on constate effectivement une forte hausse des sorties pour cessation d'inscription et défaut d'actualisation (+14,4%), ainsi que des radiations administratives (+5,4%). "*227 000 inscrits sont ainsi sortis des listes, soit 28 000 de plus qu'en juillet. On n'atteint pas le niveau record de 265 000 cessations constatées en août 2013, mois marqué par l'affaire du 'bug de SFR', mais c'est un niveau bien plus élevé qu'à l'habitude et même le second plus haut jamais constaté*", écrit le quotidien économique Les Echos.

"*Il faut attendre les chiffres du mois de septembre pour savoir s'il s'agit d'une baisse réelle ou bien d'une baisse pour défaut d'actualisation d'inscription*", estime donc Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, auprès du Nouvel Obs.

Si l'on prend en compte les chômeurs ayant eu une activité réduite, c'est-à-dire les catégories B et C, la réduction du nombre d'inscrits à Pôle emploi est moins franche. La baisse n'est alors que de 0,1%.

L'Expansion remarque que les chiffres publiés mercredi par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, la caisse nationale des Urssaf, ne sont pas bons. Ils montrent que "*le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois a continué de diminuer en août (-2,9%), portant à -7,0% l'évolution sur les trois derniers mois et à -6,7% sur un an*".

C'est à partir de 1,3%-1,5% de croissance qu'on crée de l'emploi.

En effet, la croissance est en berne pour le premier trimestre, et l'exécutif ne table que sur 0,4% de hausse du PIB cette année et 1% en 2015. D'ailleurs, en mai, l'OCDE ne prévoyait pas de baisse sérieuse du chômage avant "*fin 2015*". Francetv info 25.09

Etat policier. Dictature mondiale.

- Interdiction de fumer devant des enfants en voiture: «*Nos politiques veulent nous infantiliser*» - 20minutes.fr

La ministre de la Santé Marisol Touraine présentait ce jeudi son plan antitabac. Parmi les annonces: l'interdiction de fumer dans les voitures transportant des mineurs de moins de 12 ans. L'objectif est de limiter l'exposition au tabagisme passif et «*débanaliser*» la cigarette aux yeux des jeunes. En cas d'infraction, une amende est prévue pour l'automobiliste. «*La même que celle encourue lorsqu'on fume dans un lieu public*», a précisé la ministre. 20minutes.fr 25.09

D'où vient cette idée ? Devinez.

Un Internaute répond.

- "*C'est deja le cas aux USA et une très bonne idée. Manque encore: interdire de fumer devant les entrées des bureaux et bâtiments publics. Interdire de fumer en terrasse et jardins publics (spécialement avec jeux d'enfants). Aux USA c'est aussi interdit sur les plages, etc. Les gens peuvent fumer chez eux et dans les rues.*"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne.

- Berlin dénonce la clause investissement dans l'accord UE-Canada - Reuters

L'Allemagne ne ratifiera pas l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada si la clause permettant à des entreprises d'intenter des recours contre des Etats auprès d'instances arbitrales internationales est maintenue, a déclaré jeudi le ministre allemand de l'Economie.

Le Premier ministre canadien, Stephen Harper, et les dirigeants de l'UE doivent annoncer officiellement vendredi la conclusion des négociations sur cet "*accord économique et commercial global*" (AECG) lors d'un sommet prévu à Ottawa. Le mécanisme de règlement des litiges entre investisseurs et Etats prévu dans cet accord continue toutefois de faire débat.

Ce chapitre prévoit la possibilité pour toute partie de réclamer la formation d'une commission d'arbitrage ad hoc, composée d'"*experts juridiques indépendants*", pour trancher un différend.

Les détracteurs de ce mécanisme de "*protection de l'investissement*" jugent qu'il donne trop de pouvoir aux entreprises multinationales en leur offrant la possibilité de contraindre un Etat à renoncer à des mesures de protection des citoyens, des salariés, des consommateurs ou de l'environnement.

L'Allemagne juge en outre que les systèmes juridiques européens et canadiens apportent déjà des protections suffisantes aux investisseurs.

Pour le commissaire européen au Commerce, il est désormais trop tard pour renégocier l'accord. "*Si on rouvre les négociations, l'accord est mort*", prévient Karel de Gucht dans une interview au journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'accord commercial avec le Canada devra être approuvé par chacun des 28 Etats membres de l'UE et par le Parlement européen, au sein duquel le groupe Verts a réclamé mercredi par la voix de Yannick Jadot, vice-président de la commission parlementaire du commerce international, "*la remise à plat complète des négociations*".

Le débat organisé jeudi au Bundestag était consacré non seulement à l'AECG mais aussi au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) en cours de négociation avec les Etats-Unis, dont les grandes lignes devraient être calquées sur les dispositions de l'accord UE-Canada.

Un accord entre l'UE et les Etats-Unis couvrirait environ un tiers des échanges commerciaux dans le monde. Reuters 25.09

SOCIAL

1- France

- Air France: les négociations suspendues, le conflit s'enlise - AFP

Malgré le retrait de Transavia Europe, le statu quo persistait jeudi soir après la suspension des négociations entre Air France et ses pilotes, en grève depuis onze jours pour s'opposer aux conditions de développement de la filiale à bas coût.

Le dialogue a été interrompu à la demande de la direction, qui devait participer jeudi soir à un conseil d'administration du groupe Air France-KLM. Y sera évoquée "*la situation de grève persistante*", selon un porte-parole de la compagnie.

Dans les aéroports, un avion sur deux va rester bloqué sur le tarmac vendredi.

Avant d'être suspendues, les discussions portaient sur la revendication principale des grévistes: faire du contrat des pilotes Air France la norme dans les filiales de la compagnie et, notamment, Transavia France, sa low cost hexagonale.

Jeudi, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) d'Air France - programmé de longue date -, la direction a confirmé aux syndicats l'abandon "*définitif*" du projet Transavia Europe, comme réclamé en préalable par les syndicats grévistes.

"*Une condition nécessaire mais pas suffisante*" pour la levée du préavis de grève, a réagi Guillaume Schmid, porte-parole du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL).

Le taux de pilotes grévistes était estimé à 62% pour jeudi, à 58% vendredi.

(Les jaunes briseurs de grève passent à l'offensive. - ndlr)

"*Plus la grève dure, plus la facture s'alourdit, et tous les salariés vont devoir la payer. On a fait deux ans d'efforts et tout est balayé en 10 jours*", s'est désolée de son côté Béatrice Lestic, syndicaliste de la CFDT.

"*L'après-grève va être horrible à gérer*", prédit Bruno Nègre, de la CFE-CGC, qui dénonce une nouvelle fois une "*grève corporatiste*", qui annihile tous "*les efforts faits par d'autres, les personnels au sol*".

- Nouvelles grèves des pilotes en vue chez Lufthansa - AFP

2- Portugal

- Portugal : grève contre la privatisation des transports - Liberation.fr

Le métro de Lisbonne n'a pas ouvert ses portes, jeudi, en raison d'une grève de vingt-quatre heures des salariés qui s'opposent à la privatisation de la gestion de cette entreprise publique. Le gouvernement de centre droit assure que le passage dans le privé de la gestion des transports en commun de Lisbonne et Porto, puis celle du réseau ferroviaire national, permettra d'économiser 85 millions d'euros par an sur le budget de l'Etat. Liberation.fr 25.09

Haut de page

Le 27 septembre 2014

CAUSERIE

Le Réseau Voltaire a publié un article que j'ai mis en ligne dont le contenu demande à être confirmé ou infirmé : "*L'enlèvement de Pierre Hervé Gourdel est monté de toutes pièces par les services secrets français.*

Prudence. Rien à ce stade ne permet d'étayer cette thèse, hormis le fait qu'il ait été enlevé le lendemain de son arrivée en Algérie, comme s'il était attendu, ce qui effectivement est plutôt curieux car il existe bien d'autres Français sur le sol algérien. Peu-être aussi que cet ancien militaire, expert en questions sécuritaires et lutte antiterroriste qui a fourni cette information n'a pas tout dit ce qu'il savait. A suivre.

Le dollar est au plus haut face à l'euro depuis plus de 22 ans, cela permet de satisfaire la demande intérieure, les Américains vont voter pour la guerre ; c'est mauvais pour les exportations, mais, mais l'industrie de l'armement va tourner à plein régime et Wall Street va voter pour la guerre, il y a de beaux profits à réaliser en perspective...

L'euro est au plus bas, c'est bon pour les exportations, l'aristocratie ouvrière va voter pour la guerre, et les principaux clients en armement de la France vont passer commande, l'aristocratie ouvrière va voter la guerre plutôt deux fois qu'une.

Pour un peu cela va aider à financer les contre-réformes que Valls ne devraient pas tarder à annoncer, avec peut-être à la clé l'amorce de la baisse du chômage... d'ici 2017. Pour le coup on pourrait bien se farcir Hollande 5 ans de plus !

L'art consommé du vide

Ne leur demandez pas qui a créé Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, L'Emirat Islamique, la horde de barbares qui depuis les années 70-80 au Pakistan et en Afghanistan se répandent sur tout le Moyen-Orient et au delà jusqu'au Caucase et la Chine, vous n'obtiendrez pas de réponse.

Ils sont le produit de l'impérialisme américain qu'ils prétendent combattre, nous le savons, nous avons publié des dizaines d'articles de sources diverses qui en fournissaient les preuves, mais eux continuent de l'ignorer.

A un moment donné il faut dire stop et se demander pourquoi, et quelle est la véritable nature de ces partis ou organisations, quelles sont leurs véritables intentions.

Quand on mène un combat politique, la première chose à faire est de s'informer, de connaître les faits pour ensuite tenter d'interpréter correctement la situation. Dès lors qu'on saute par dessus la première étape, cela signifie qu'on sera dans l'impossibilité d'aborder l'étape suivante. Ces gens-là n'en ont cure, les faits qui sont le matériel sur lequel repose toute analyse ne les intéressent pas, il faut donc en déduire qu'on est présence d'aventuriers ou de charlatans.

Je sais que certains vont encore estimer que cette sentence est exagérée, sauf qu'elle est d'une logique implacable et je les mets au défi de la contredire. Le laxisme ou le dilettantisme, l'amateurisme ou le bricolage n'ont pas leur place dans le combat politique, c'est un sujet trop sérieux pour laisser place à des comportements qui confinent à l'infantilisme ou à l'irresponsabilité totale.

Vous aurez remarqué en observant comment tous les partis ouvriers traitent l'actualité politique et particulièrement celle du Moyen-Orient en ce moment, qu'ils manquent singulièrement de rigueur, qu'ils n'osent pas s'aventurer trop loin dans leurs analyses, quand ils ne se contentent pas de reproduire des articles d'agences de presse, comme s'ils craignaient de se mouiller ou voulaient ménager on ne sait qui ou quoi, comme si derrière cette guerre que mène l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste répondait à une stratégie politique qu'ils n'ont eu de cesse d'ignorer pendant les quatre dernières décennies, au point de révéler qu'ils s'étaient totalement fourvoyés durant toutes ces années. Il est inutile de leur dire, ils vous riront au nez et le nieront, ils ne voudront même pas aborder ce sujet avec vous.

Pourtant cette discussion me semble cruciale pour l'avenir du mouvement ouvrier et la suite de notre combat, qui faut bien l'avouer rime avec impuissance. Ceci a peut-être quelque chose à voir avec un autre constat, le fait que son avant-garde soit devenue incapable de poser les questions essentielles que les militants et les travailleurs avancés se posent, les questions brulantes que pose ou qui émane de la situation, qui demeure bloquée ou semble inexitricable parce que justement on n'y apporte pas de réponses.

Ce qui est figé, ce n'est pas la situation qui évolue sans cesse sans attendre ces réponses qui ne viennent pas, mais nos dirigeants qui semblent tétanisés par l'ampleur de la tâche à accomplir, comme si les obstacles qui se dressaient devant nous étaient insurmontables. Cela revient à dire que nous n'avons pas de direction digne de ce nom, qui soit capable de venir à bout des questions qu'on se pose, de déterminer les tâches et les objectifs politiques que la situaton impose de se fixer, dit autrement de définir une méthode accessible à tous pour comprendre ou interpréter la société dans laquelle nous vivons, afin que le plus grand nombre rejoigne notre combat politique et que l'on construise le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut, qui une fois ces conditions remplies ou cette dynamique enclenchée pourraient inspirer confiance à des centaines de milliers de travailleurs sur la base d'une ligne politique claire et cohérente axée sur le socialisme.

Pour atteindre ces objectifs, il ne faut pas se raconter d'histoires, en réalité les obstacles que nous avons évoqués plus haut figurent en premier lieu chez nos dirigeants, et c'est parce qu'on s'acharne à les chercher ailleurs qu'on ne les trouvent pas ou qu'on ne parvient pas à les surmonter. Il est clair que si nous avions disposé d'un dirigeant de la trempe de Lénine ou Trotsky au

cours des 7 décennies précédentes nous ne serions pas en ce moment à nous poser ces questions. Qu'on ne se méprenne pas, loin de moi l'idée de rivaliser avec qui que ce soit pour prétendre à ce statut, j'ai bien trop de faiblesses ou de lacunes incurables, ce qui ne m'empêche pas d'avoir conscience d'avoir progressé depuis la fin des années 70, et de ce fait avoir acquis la légitimité suffisante pour pouvoir m'exprimer sans avoir sans cesse à me justifier.

Ce qui est le plus important, ce n'est pas ce qu'on dit mais la manière de le dire, la manière de formuler ses idées, soit qu'on assène des vérités auquel cas c'est détestable, soit qu'on développe une argumentation étayée par des faits, ou dont la dialectique est saisissable par le lecteur ou la personne à laquelle on s'adresse, partant du principe qu'une vérité vaut quelque chose quand on est capable de la partager, dans le cas contraire elle ne vaut rien ou n'apportera rien à personne, ce qui n'est pas le but de notre action ou de notre engagement politique.

Je vous avouerais franchement, et vous avez dû vous en apercevoir depuis le temps, que je me fous bien de savoir qui partage ou non ma méthode, elle peut sembler très personnelle au premier abord, alors qu'en réalité c'est celle qu'employaient les marxistes. Chaque fois que je consulte un de leurs ouvrages, dès les premiers mots j'ai l'impression d'être à la maison, je n'ai pas besoin d'un temps d'adaptation pour m'y plonger complètement, c'est devenu instinctif, spontané, je reconnais cette logique ou cette dialectique d'une pureté extraordinaire que je leur envie et que j'étudie chaque fois au passage. Car je ne me contente pas des idées qu'ils exposent ou développent, j'essaie de comprendre comment elles s'enchaînent, quels liens dialectiques il existe entre elles, c'est d'autant plus intéressant que cela nous servira dans la vie quotidienne. Ainsi, c'est plus que des connaissances que l'on acquiert et qu'on peut oublier par la suite, mais une méthode pour penser, interpréter le monde, c'est la raison pour laquelle leurs oeuvres sont une source d'inspiration infinie, alors que les sujets traités peuvent être dépassés ou devenus obsolètes.

C'est à cette clareté, cette limpidité dans le discours qui concentre la substance de la connaissance, que l'on reconnait la profondeur de pensée, la grandeur des penseurs qu'étaient Marx et Engels.

J'ai en horreur la suffisance ou ces gens qui parlent d'un ton assuré alors qu'ils débitent des platitudes ou des lieux communs, qui ne s'écoutent pas parler, sinon ils se rendraient compte à quel point ils sont ridicules. Tout le contraire de nos génies qui n'étaient jamais satisfaits de leurs travaux, Marx en particulier qu'Engels sermonait parce qu'il repoussait sans cesse leur publication, normal, il avait toujours l'impression de ne pas avoir épuisé un sujet ou creusé suffisamment une question, c'était un perfectionniste, d'une rigueur méticuleuse, un modèle pour nous, quoi. On n'adopte pas le marxisme, on l'étudie tout en le mettant en pratique. Pour maîtriser le matérialisme dialectique, il faut une vie entière, et encore.

Non, le NPA et LO ne pourront pas nous servir de modèle, en revanche en guise de contre-exemple ils feront parfaitement l'affaire.

NPA.

- Indignation et colère après l'assassinat d'Hervé Gourdel - 24 septembre 2014

Daesh et tous ses avatars sont avant tout le produit de 13 ans de politique de « lutte contre le terrorisme » par les grandes puissances.

- Pas en notre nom ! - 26 septembre 2014 - A l'origine de l'État islamique, il y a la folle, meurtrière et barbare politique des grandes puissances...

LO

- Les deux bouts du même bâton impérialiste - 25 septembre 2014

Mais c'est la multiplication depuis des décennies des interventions occidentales au Moyen-Orient qui a engendré la barbarie et le terrorisme.

Et nous qui pensions que c'était plutôt le Pentagone et la CIA... Pourquoi ne pas appeler les choses par leurs noms, c'est si simple ? Ils doivent en avoir la trouille, et là je ne déconne pas.

C'est du passé, on oublie, mieux on efface tout , on fait tout disparaître, il n'en restera pas une trace dans les manuels scolaires...

- Lutte contre l'Etat islamique : la position délicate de la Turquie - LeParisien.fr

Et pour cause...

"*Soupçonné d'avoir longtemps armé les mouvements les plus radicaux, dont l'EI, en guerre contre le régime du président*

syrien Bachar al-Assad" AFP 26.09

... on passe l'éponge...

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a officialisé vendredi le revirement de son pays dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et ouvert la porte à une très prochaine participation à la coalition militaire réunie par les Etats-Unis. AFP 26.09

- Le Qatar dément financer l'EI - LeMonde.fr

L'émir du Qatar nié que son pays finance des groupes extrémistes comme l'Etat islamique. « *Nous ne finançons pas des extrémistes* », a réaffirmé le cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani dans une interview diffusée jeudi soir par la chaîne de télévision américaine CNN.

Il fait aujourd'hui partie des cinq pays arabes qui participent à la campagne militaire déclenchée mardi par Washington contre l'EI en Syrie. Il abrite l'une des plus importantes bases américaines au Moyen-Orient. LeMonde.fr 26.09

Formidable, du coup l'enquête de l'ONU est déjà terminée !

Le timing était parfait. Etonnant, non ? C'était pour la bonne cause !

- Hollande remonte (enfin) dans les sondages, à 23% - 20minutes.fr

- Frappes en Irak: 7 Français sur 10 sont désormais pour - L'Express.fr

Réalisé au lendemain de l'assassinat de l'otage Hervé Gourdel. Un sondage Ifop, publié ce vendredi, montre que 69% des personnes interrogées sont pour les frappes contre le groupe EI, alors qu'ils n'étaient que 53% à donner la même réponse une semaine auparavant. L'Express.fr 26.09

Jamais un dirigeant d'une puissance occidentale en poste n'a connu pareil traitement.

- Le premier ministre indien assigné en justice aux Etats-Unis pour des émeutes meurtrières - LeMonde.fr

L'objet.

Un tribunal de New York a ordonné au premier ministre indien, M. Modi, de répondre aux accusations de « *tentative de génocide* » en relation avec les émeutes meurtrières anti-musulmans en 2002 qui avaient fait au moins 1 000 morts, alors qu'il était chef de l'exécutif du Gujarat. L'administration et la police avaient alors été critiquées pour ne pas être intervenues rapidement.

Qui sont les auteurs de cette plainte ?

Les avocats de l'AJC, qui se décrit comme une ONG visant à présenter à la justice les auteurs de violences de masse, ont annoncé avoir entamé des poursuites au civil contre M. Modi afin d'obtenir des dommages et intérêts pour ce qu'ils estiment être « *une tentative de génocide* ».

« *Il est clair pour les plaignants que justice ne peut être rendue en Inde en raison de la tolérance envers cet acte génocidaire approuvé par l'Etat* », écrivent l'ONG et des survivants, non désignés, de ces émeutes dans leur assignation.

De quoi l'accusent-ils ?

En vertu de la loi américaine, un tribunal peut décider de poursuites si le mis en cause ne répond pas en temps voulu. L'ONG accuse le chef de gouvernement de crimes contre l'humanité, de meurtres extra judiciaires, de tortures et traumatismes physique et psychique, essentiellement envers la communauté musulmane. LeMonde.fr 26.09

A quel moment ce tribunal statue-t-il ? Pure coïncience ?

Le jour même où Modi entame une visite officielle aux Etats-Unis, alors qu'Obama bombarde des pays à majorité musulmans, l'Irak et la Syrie, tandis que Modi a refusé de s'aligner sur la position des Américains sur le Moyen-Orient.

Faux et vrai.

- «*Les conditions économiques et monétaires continuent à favoriser les actions*» - LeFigaro.fr

Effectivement le climat économique demeure favorable aux banquiers et actionnaires puisque la Fed et la BCE notamment ont ouvert les robinets qui alimentent la spéculation et permet aux banques de se financer gratuitement ou presque, ce qui leur permet d'entrevoir de substantiels profits.

L'enrichissement des actions se traduit pas le gonflement artificiel du prix des actifs sur lequel repose le financement des banques qui sert ensuite à la spéculation, le tout alimentant une bulle financière qui explosera un jour ou l'autre.

Par contre le ralentissement de l'économie mondiale a été confirmé par les différentes institutions internationales, ce qui ne laisse entrevoir aucune amélioration sur le plan du chômage et de la dette des Etats qui devrait encore se creuser.

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne manquent pas d'air !

- Ford rappelle quelque 850.000 voitures pour un problème d'airbag - Reuters

Toujours plus antisocial.

- La durée du congé parental bientôt réduite de moitié ? - Francetv info

Ce n'est pas pour rien qu'il est le Premier ministre des entreprises.

- Air France : "*Cette grève est insupportable*", juge Valls - Francetv info

- Grève à Air France : les pilotes exigent un médiateur, Matignon refuse - Francetv info

Trop tard pour que je leur file mon numéro !

- Seine-Saint-Denis : face à la pénurie, Pôle emploi cherche des instits par téléphone - francetvinfo.fr

La Seine-Saint-Denis, qui connaît une forte croissance du nombre d'élèves, est confrontée à un manque chronique d'instituteurs, le plus souvent faute de candidats.

Problèmes de transports, de logement ou mauvaise réputation du département : le 93 est boudé par les jeunes professeurs. francetvinfo.fr 26.09

Et les autres ?

Récupération infâme. La barbarie elle commence par le terrorisme d'Etat contre des peuples innocents.

- Rassemblements silencieux et hommage musulman en mémoire d'Hervé Gourdel - AFP

- Musulmans, ils refusent les amalgames entre islam et Etat islamique - Francetv info

La pire réaction ou la voix d'Exxon, BP, Shell...

- Il faut que le monde musulman assume son échec collectif et sa responsabilité dans l'apparition du califat islamique Hanin Ghaddar - Atlantico.fr

Ils tiennent à en être.

- Le Royaume-Uni rejoint la coalition militaire internationale contre l'Etat islamique - Francetv info

- Le Danemark va envoyer sept F-16 pour aider la coalition en Irak - Reuters

- Turquie: Erdogan ouvre la voie vers une intervention contre l'EI - AFP

Et les 17.000 milliards de dette de l'Etat ? Hein, quoi ?

- La guerre contre l'EI coûte un milliard de dollars par mois aux États-Unis - LePoint.fr

1/17000 millième, c'est quoi franchement ?

Candidat au jihad, faire parvenir votre CV au Pentagone ou à la CIA.

- EI : Washington a besoin de trois fois plus de combattants syriens - LePoint.fr

Il aura fait le tour ou presque!

- L'ex-Modem Jean-Luc Bennahmias crée un parti pro-Hollande - Liberation.fr

Jean-Luc Bennahmias, ancien Verts et ex-Modem, lance samedi à Paris une nouvelle formation politique, le Front démocrate (FD) Liberation.fr 26.09

Quand ils parlent d'eux-mêmes ou sont nostalgiques.

- « *Les Faussaires de l'Histoire* » - LeMonde.fr

- « *A la conquête du monde* » - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox.

Un projet de loi incompatible avec celui du marché unique USA-UE.

- L'obsolescence programmée bientôt punie par la loi ? - LeMonde.fr

L'obsolescence programmée par les fabricants pourra être punie comme une tromperie « *sur la durée de vie du produit intentionnellement raccourcie lors de sa conception* », prévoit un amendement écologiste voté vendredi 26 septembre dans le projet de loi sur la transition énergétique.

Cette durée de vie délibérément réduite pourra donc entraîner une peine de prison de deux ans au plus, ainsi qu'une amende de 300 000 euros, au vu des sanctions prévues pour les autres types de tromperie jusqu'alors inscrits dans le code de la consommation. LeMonde.fr 26.09

Pure tartufferie, car si on les prenait au mot, dès maintenant il serait possible de condamner absolument tous les fabricants de centaines de milliers d'articles pour ne pas utiliser les matériaux les plus résistants qui ne sont pas forcément les plus chers.

C'est rentable ou confine à l'impunité, un encouragement à persévérer !

- Scandale du Forex : amendes en vue pour six banques en Grande-Bretagne - LeMonde.fr

Six banques pourraient se voir infliger chacune des amendes de plusieurs centaines de millions de livres en Grande-Bretagne, alors qu'elles ont entamé des négociations avec le régulateur britannique dans le cadre du scandale des manipulations du marché des changes, le Forex.

Les représentants de Barclays, Citigroup, HSBC, JPMorgan Chase, Royal Bank of Scotland et UBS ont tous eu des réunions

cette semaine avec la Financial Conduct Authority (FCA), a rapporté, vendredi 26 septembre, le Financial Times.

Selon Sky News, le total des amendes pourrait dépasser 2 milliards de livres.

Le scandale de la manipulation du marché londonien des changes, un marché de plus de 5 000 milliards de dollars (3 700 milliards d'euros) de transactions quotidiennes, avait éclaté en juin 2013.

Une trentaine de traders de dix banques internationales, la plupart installés à Londres, ont été suspendus ou licenciés. Au cœur de l'affaire figure une bande de traders londoniens qui s'échangeaient des tuyaux pour se faire une idée précise du marché avant le « *fixing-clé* » de 16 heures (moment où les prix sont fixés). LeMonde.fr 26.09

Sur un marché juteux de 5 000 milliards de dollars par jour et des banques qui brassent des centaines de milliards de dollars, 3,2 milliards de dollars divisés par 10, cela donne 320 millions de dollars chacune, un pourboire, même pas le salaire de leur CEO en Europe !

Il faut bien qu'ils donnent l'impression de lutter contre la finance, les banquiers véreux, les paradis fiscaux, l'évasion fiscale, la spéculation, alors que ce sont eux qui ont organisé la dérégulation de la finance, qui permettent aux uns et autres de se livrer à une multitude d'activités frauduleuses, mafieuses, de mettre au point des instruments financiers opaques, bref de s'enrichir toujours plus sur notre dos.

Quand le vieux monde a à sa tête des tyrans qui ne veulent pas dire leurs noms.

- Paris : Paris: Procès pour un homme qui menaçait de décapiter des coiffeuses sans papier en grève - 20minutes.fr

- Un Américain décapite une collègue après avoir appris son licenciement - Francetv info

- Afghanistan: entre 80 et 100 morts dans une offensive talibane, dont 12 par décapitation - AFP

Vous allez peut-être penser (une fois de plus) que traiter Obama et Hollande de tyrans ce serait exagé. Cela dépend à quoi on fait référence.

C'est sûr que si l'on se contente de leurs discours ou des intentions qu'ils affichent, je suis un horrible gauchiste. Mais si par exemple on considère qu'ils bombardent des pays et des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, qu'ils soutiennent les barbares qu'ils prétendent combattre, le qualificatif de tyran leur va comme un gant.

Généralement ou très souvent disons, on adopte l'une ou l'autre posture en fonction de son statut social ou de sa condition ou encore l'idée qu'on en a.

Quand on est globalement satisfait de sa condition ou qu'on a plutôt tendance à voir les bons côtés de la société parce qu'on en profite ou qu'elle se montre généreuse à notre égard, on aura tendance à ménager l'équipe au pouvoir ou à attribuer des qualités aux institutions, au régime même, pourquoi pas, on les critiquera en faisant preuve de retenue en guise de reconnaissance pour les bienfaits qu'ils nous prodiguent.

Mais quand on croule sous les emmerdements, qu'on accumule les difficultés en tous genres et qu'on est assuré de ne jamais en voir le bout ou de devoir vivre le restant de ses jours avec, on n'a pas vraiment envie d'être compatissant envers ceux qui nous gouvernent, on ne peut pas leur trouver de circonstances atténuantes pour ce qu'ils nous font subir, on se dit que les maigres avantages que nous octroie la société sont un dû ou une trop faible compensation par rapport à ce qu'on endure quotidiennement pour qu'on soit porté à l'apprécier. On sera systématiquement porté à priviligier les mauvais coups qu'ils nous portent qui nous les rendra un peu plus détestables.

Comment devrait-on qualifier un système politique qui nous infligent tant de souffrances, qui fait preuve de tant de mépris ou d'injustice à notre égard, sans nous laisser espérer la moindre amélioration de notre condition, sinon une tyrannie ? Car pendant ce temps-là les années passent et se ressemblent, notre existence vouée au travail s'écoule sans qu'on ait pu en jouir pleinement, et quand bien même ce jour viendrait, on sera vieux, faible, malade, de telle sorte qu'on ne pourra même pas en profiter pleinement ou pendant si peu de temps qu'on en viendra à penser que la vie ne méritait décidément pas d'être vécu puisqu'il y en avait qui avaient décidé de nous la pourrir sans comprendre vraiment pourquoi.

Qu'on ne leur cherche pas des excuses, il n'y en a pas pour avoir ruiné nos vies jusqu'au bout afin que la leur soit plus confortable. Leur sort nous indiffère totalement, qu'ils connaissent le pire à l'article de la mort serait le juste retour de ce qu'ils nous ont fait subir durant toute notre existence et à nos semblables, car ils se sont acharnés sur nous.

Je partage cet état d'esprit. Il y a autre chose qui m'interpelle et qui a également un lien avec nos rapports aux différentes classes.

Alors que les représentants de la classe dominante radicalisent leur discours et leur politique, de notre côté on ne devrait radicaliser ni notre discours ni notre politique. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est l'attitude de faibles, de poltrons, de conciliateurs, de capitulards.

Avez-vous remarqué que ce sont les mêmes qui refusent de caractériser à la fois le PS et Al-Qaïda ou l'Emirat Islamique ? Qui se refusent évidemment à aborder toutes les questions que je soulève. Est-ce fortuit, accidentel ? Il faudrait être naïf pour le croire.

Ils s'accrochent désespérément à une interprétation de la société qui est dépassée, à une interprétation du capitalisme qui est dépassée, à une conception de la lutte de classe qui est dépassée. Elles sont dépassées, parfois parce qu'elles sont obsolètes, le plus souvent parce qu'elles sont incomplètes ou présentent de graves lacunes. Ils sont dépassés par les évènements et ne veulent pas l'admettre.

A plusieurs reprises j'ai évoqué la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis 1940. En vain. Il faudrait faire aussi l'inventaire des grandes transformations qu'a connu la société et le monde durant la même période, les rapports entre les classes, la condition de vie du travailleur, son mode de pensée ou son état d'esprit a été influencé par tous ces facteurs, comment peut-on l'aborder sans en tenir compte, pourquoi n'ouvre-t-on pas la discussion sur toutes ces questions ?

D'autres le font à notre place, très imparfaitement ou pire encore, des historiens, sociologues, philosophes, des intellectuels en tous genres qui tous négligent la lutte des classes, négligent le facteur décisif qui a accompagné toute l'histoire du développement du capitalisme, la place qu'occupe la classe ouvrière dans la société (et le mode de production) comme seule classe indépendante de la classe des capitalistes, pour cette raison la seule à même de renverser le capitalisme, la classe dont le sort se confond avec celui de l'humanité, du coup ils en arrivent tous à la conclusion qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, ils s'y rallient tous, ils tournent le dos au socialisme.

Avec mes faibles moyens et le peu de temps dont je dispose, il n'y a que 24 heures dans une journée, j'essaie dans mes causeries d'aborder toutes ces questions qui nous intéressent tous, d'alimenter la réflexion des militants ou des travailleurs, petit à petit, parce qu'il faut y revenir cent fois si nécessaire, on essaie d'avancer, vraiment avec les moyens du bord et dans l'isolement le plus total, ce n'est pas facile, rien ne m'y oblige, sauf la conviction que c'est indispensable d'en passer par là.

Pourquoi sommes-nous si nombreux à partager les mêmes idées et que nous ne soyons pas organiser dans le même parti, je parle ici davantage pour vous puisque je vis en Inde ? Qu'est-ce qui nous divise à ce point-là, qu'est-ce qui nous empêche de nous rassembler, de combattre ensemble ? On n'arrive même pas à se parler, c'est terrible, je ne comprends pas où se situe le problème, à moins que ce soit moi le problème ! Je vous accorde que je n'ai pas la délicatesse d'un conteur de fables, certes, mais je considère quand même faire preuve d'une ouverture d'esprit sans jamais vouloir imposer mes idées, je me bats au contraire pour que chacun parvienne à forger librement les siennes et respectent celles des autres, qu'on peut démonter ou étriller parce que cela fait partie du combat politique qui n'a rien d'un club de rencontre. A suivre.

Haut de page

Le 29 septembre 2014

CAUSERIE

(Quelques heures plus tard, 18 documents ont été ajoutés. J'ai remplacé plus bas "*multipartisme*" par "*multilatéralisme*", je n'ai pas encore relu la causerie.)

Je mets en ligne la causerie du jour, il reste peut-être des erreurs je relirai plus tard, je dois préparer le déjeuner pour Selvi, elle retourne bosser dans une heure. On ajoutera aussi une vingtaine d'articles ou plus.

Osons, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !

Personne n'ose non plus caractériser les membres des différentes organisations terroristes agissant pour le compte de l'impérialisme amércain : le lumpenprolétariat, le déchet de leur société qu'ils ont créé et recycle en criminel, puis en chair à canon pour les éliminer.

Au départ des jeunes, des prolos, pauvres, désoeuvrés, manipulables, la couche la plus faible et la plus défavorisée de la classe ouvrière dont le sort n'intéresse personne... ou presque.

Qui s'intéresse à cette couche de travailleurs ? Personne à part l''extrême droite civile ou religieuse.

Pour qui gouverne Hollande-Valls ?

- "*Selon Marx, le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Aucun gouvernement n'est en mesure de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la volonté de laquelle il gouverne*". L. Trotsky : Oeuvres - avril 1939

On nous abreuve avec le "*mandat*" qui aurait été donné par les électeurs à Hollande (et aux députés du PS), en occultant sciemment celui que lui avait donné les dirigeants de la classe dominante qui l'avait choisi pour concourir contre Sarkozy, sachant qu'à l'arrivée peu importait celui qui serait élu puisqu'il appliquerait leur programme.

L'avantage de ne considérer qu'un aspect de la réalité au lieu de la prendre telle qu'elle est, permet ensuite de lui faire dire ce que l'on veut, de la manipuler et de manipuler ceux qui vous font confiance. Cela évite d'avoir à caractériser Hollande et le PS et de continuer à véhiculer des illusions.

Question : Ces gens-là servent-ils vraiment notre cause ou poursuivent-ils un autre objectif selon vous ?

Syrie. Il faut le marteler, les démasquer, démontrer leur rôle de relais du régime, les harceler, les attaquer

Les médias et les instituts de sondage sont dorénavant indissociables, la propagande, la voix du néolibéralisme ou des besoins de l'oligarchie financière.

Quel est le véritable objectif de la « *résolution historique* » (Obama) N° 2178 que vient d'adopter le Conseil de sécurité de l'Onu ?

- "*... les attaques aériennes lancées en Syrie par les États-Unis, avec le concours de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabes Unis, se concentrent sur les raffineries modulaires et autres sites pétroliers syriens, sous le prétexte qu'ils sont exploités par l'ÉIIL. Sur la base de cette même motivation, les USA peuvent détruire tout le réseau d'industries et infrastructures syriennes pour faire s'effondrer le gouvernement de Damas.*"

Avec la complicité de la Russie et la Chine présentées jusque là comme des outsiders à l'hégémonie américaine, les garants du rééquilibrage du rapport de forces entre les nations ou les puissances impérialistes, du multilatéralisme, de la paix et autres balivernes du même genre, en réalité ils récidivent la forfaiture qui avait permis à l'Otan de bombarder la Lybie et d'en finir avec Kadhafi. A l'époque et après coup, on nous avait expliqué que les autorités russes et chinoises s'étaient fait berner comme des novices par les Américains, car voyez-vous ils n'avaient pas l'habitude de ce genre de tractations, ils se seraient laisser abusés par les subtilités sémantiques employées par les rédacteurs d'une brève résolution, pour un peu ce serait de la faute de leurs traducteurs qui étaient mauvais. Evidemment, nous n'avons jamais cru cette version des faits.

On attend que les intellectuels anti-impérialistes qui soutenaient cette théorie foireuse pour ne voir qu'un aspect de la situation mondiale nous fournissent des explications. Entre nous, on peut attendre longtemps !

- "*... en approuvant la résolution, Moscou et Pékin ont de fait permis à Washington de l'utiliser comme « motivation » légale pour l'action militaire lancée au Moyen-Orient qui, dirigée formellement contre l'ÉIIL, vise la destruction complète de la Syrie, jusqu'ici empêchée par la médiation russe en échange du désarmement chimique de Damas, et la réoccupation de l'Irak*." (Derrière l'unanimité du Conseil de sécurité, par Manlio Dinucci)

On a envie de dire, fin de cette mise en scène ou comédie, où finalement les uns et les autres s'en tirent très bien, ce qui ne sera pas le cas des peuples irakien et syrien qui une nouvelle fois croulent sous les bombes. Pour comprendre ce qui se passe réellement, il faut revenir aux contradictions ou les défits auxquels doivent faire face Américains, Russes et Chinois, qui selon leur rang au niveau de l'économie mondiale et leur rôle au sein du capitalisme mondial ne sont pas exactement les mêmes ou s'expriment différents.

En tant que chef de file du capitalisme mondial où les contradictions sont les plus exacerbées, l'urgence commande aux Etats-Unis d'intervenir à l'échelle du monde ou de se lancer sans cesse dans des aventures impérialistes, cela tombe bien puisque ces contraintes économiques inhérentes au système capitaliste coïncident avec la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière dans la perspective de s'emparer du pouvoir politique à l'échelle mondiale.

Leur objectif n'est pas de sauver à proprement parler un système économique qu'ils savent voué à l'effondrement, le système capitaliste, mais plutôt d'oeuvrer à la préservation du système de servitude humaine, l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils savent menacé à terme par la lutte de classe du prolétariat mondial ou la révolution socialiste mondiale, du fait qu'il est incompatible avec la satisfaction des besoins de 7 milliards d'habitants ou plus. Conserver leur pouvoir leur assigne donc pour tâche, à la fois de liquider le système capitaliste qui sert de base au socialisme, et de mettre en place un pouvoir politique qui repose sur un système d'oppression généralisé, qui interdise aux exploités d'entrevoir la possibilité de s'opposer ou de

renverser leur pouvoir. Tandis que leur système économique serait uniquement basé sur une sorte de règlement intérieur policier comme il en existe déjà dans certaines entreprises, à défaut dans un premier temps de figurer textuellement dans une ou des constitutions, il passerait par des traités gravant dans le marbre la domination des multinationales (ou l'oligarchie financière) une fois la souveraineté des nations ou Etats liquidée ainsi que celle des peuples dépouillés de tout droit politique, base juridique sur lequel reposerait dorénavant leur pouvoir, dont la légitimité impliquerait la négation de la lutte des classes puisque ces traités ou ces constitutions consacreraient la victoire définitive des exploiteurs sur les exploités, donc ne laissant à ces derniers aucune chance d'accéder un jour à leur émancipation.

Voilà la stratégie politique qui guide l'action de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Les Russes et les Chinois en ont parfaitement conscience. Il faut avoir à l'esprit aussi qu'ils participent aux côtés des Américains et des représentants des puissances occidentales à la Commission Trilatérale mise en place en 1972 par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, Rockefeller en étant le président. Cependant ils ne peuvent pas jouer la partie au même niveau que les Américains pour occuper un rang inférieur dans le cadre du développement du capitalisme mondial, ils doivent se contenter des seconds rôles à leur côté. Si les Américains sont préoccupés par leur propre développement futur et doivent maintenir l'ordre dans leur propre pays, les Russes et les Chinois d'autant plus qu'ils sont en retard, ce qui sera source de frictions entre eux. L'économie américaine et en partie mondiale repose sur la consommation américaine, sur le marché américain, qu'elle se grippe et c'est l'économie mondiale qui risque de s'effondrer, d'autant plus qu'il existe une interdépendance des machés financiers à l'échelle planétaire. La hausse du dollar ces derniers temps a pour but de doper la consommation américaine. Les économies russe et chinoise ainsi que leur développement reposent essentiellement sur les exportations de matières premières (Russie) ou de biens de consommation (Chine). Les classes dominantes russe et chinoise s'enrichissent rapidement grâce au développement de l'économie de leur pays ou leur immense marché intérieur, tandis que la classe dominante américaine s'enrichit de préférence sur le dos des travailleurs du monde entier, il existe donc une énorme différence entre eux ou leurs intérêts diffèrent, même s'ils poursuivent le même objectif. Le processus par lequel ils s'enrichissent diffère avons-nous dit, c'est ce que les Américains ne supportent pas, ils voudraient le contrôler ou que ce soit l'oligarchie russe et chinoise qui le contrôlent en prenant directement le pouvoir politique.

De plus, et c'est sans doute le facteur déterminant, la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne étant mondiale par nature, pour qu'elle progresse il faut que les principales puissances impérialistes y participent le plus rapidement possible, qu'elles l'adoptent ou y souscrivent n'est pas suffisant, visant le double jeu ou l'hypocrisie de l'oligarchie russe et chinoise qui à terme en seront bénéficiaires au même titre que l'oligarchie américaine et occidentale mais qui pour le moment tirent davantage profit de leur marché respectif, certains oligarques russes ont déjà franchi le pas en s'attaquant à Poutine, au sein même de l'oligarchie il existe des contradictions que les Américains voudraient réduire au plus vite, c'est ce qu'ils indiquent en affichant leur intention d'en finir avec Poutine, pendant qu'Exxon ou Rockefeller traite avec Poutine ce qui montre que l'oligarchie américaine n'est pas non plus homogène quand à la stratégie a adopté pour parvenir à intégrer la Russie et la Chine à leur stratégie politique globale, mondialiste. Sur le plan politique, les tensions qui apparaissent en Russie traduisent cette contradiction entre oligarques, plus que la lutte des classes qui demeurent à un niveau maîtrisable, médiocre, le mouvement ouvrier russe n'ayant pas retrouvé la voie du socialisme.

Le cas de la Chine diffère dans la mesure où elle est 15 fois plus peuplée que la Russie et concentre un énorme prolétariat dans des zones industriels qui de ce fait prend petit à petit conscience de la force qu'il représente et devient de moins en moins docile, de plus en plus revendicatif, ce qui pose un problème politique au sommet de l'Etat. Ce qui rebute les Américains, ce n'est pas que la Chine finisse par adopter le mode de développement économique des puissances occidentales ou que le capitalisme s'y impose, bien au contraire, en revanche ce qu'ils n'admettent pas c'est qu'il s'accompagne de concessions sociales, alors que les Américains s'emploient à les supprimer partout dans le monde, par l'intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale en Afrique, des gouvernements en place ou l'Union européenne en Europe, ailleurs, au Moyen-Orient ou en Amérique latine ils complotent ou fomentent des guerres pour renverser les gouvernements qui sont hostiles à leur politique ultra libérale ou néolibérale.

Il faut bien comprendre que la notion de droit social, qui plus est d'acquis social est incompatible avec le nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer, parce que ces principes impliquent la lutte des classes, un rapport de force entre des classes qui selon la situation tournera à l'avanteg de l'une ou à l'autre, or ce qu'ils visent c'est la disparition de la lutte des classes, sa neutralisation devant conduire à sa mort à petit feu, car brutalement ils ne peuvent obtenir ce résultat durablement, même l'établissement de dictatures militaires ne dure qu'un temps ou n'est pas la solution idéale. La notion de droit, de justice, de légitimité implique leur contraire, l'absence de droit, l'injustice, l'illégitimité, or le système dans lequel ils veulent nous enfermer exclut ces notions, tout principe ou valeur à caractére progressiste, social ou humaniste, son existence comme aboutissement du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme suffit à le justifier, de telle sorte qu'on ne puisse avoir aucune emprise sur lui, il est et ne se discute pas, c'est la raison pour laquelle nous évoquons une dictature implacable comme on n'en a pas idée.

En Chine le développement du capitalisme alimente la lutte des classes, comme en Europe ou dans les pays qui se sont industrialisés au XIXe et XXe siècle. Les Américains, qui y ont largement contribué en exportant des quantités énormes de capitaux en Chine, veulent bien en tirer les avantages, mais ils voient d'un mauvais oeil les inconvénients inévitables qui les accompagnent, la hausse rapide des salaires et du niveau de vie de centaines de millions de Chinois qui en prennent l'habitude et revendiquent de meilleures conditions d'existence, alors que ce n'était pas forcément prévu à leur programme. Ils savent que l'industrialisation se développe selon un mode contradictoire dont ils ne contrôlent pas tous les aspects, au cours de ce processus en Chine

les autorités chinoises sont à la fois leurs alliés et leurs ennemis. Leurs alliés dans la mesure où ils leur permettent d'exploiter leur main d'oeuvre à bas coût et de réaliser d'énormes profits, de rééquilibrer ou de freiner ainsi la baisse du taux de profit moyen qui menace le capitalisme mondial, leurs ennemis parce qu'ils n'ont aucune emprise sur le pouvoir politique qui peut être tenté de faire preuve de laxisme sur le plan social pour assurer la stabilité du régime, plutôt que d'affronter ou réprimer violemment la classe ouvrière.

En Chine comme en Afrique, les Américains considèrent que l'implantation de leurs multinationales dans ce pays ne doit pas s'accompagner du développement d'infrastructures mises à la disposition de la population, dont le niveau de vie doit demeurer le plus bas possible. Le développement de leur marché intérieur doit permettre d'écouler les produits fabriqués par leurs multinationales ou importés par d'autres multinationales occidentales, en direction principalement des nouvelles classes moyennes, mais en aucun cas il ne devrait favoriser des producteurs locaux ou indépendants qui pourraient entrer en concurrence avec leurs multinationales, leur objectif étant de contrôler le nombre de multinationales existant dans le monde, ce que confirme la quasi-impossibilité des multinationales chinoises ou indiennes par exemple d'exporter des voitures aux Etats-Unis ou en Europe, par contre ils en exportent en Afrique, en Amérique latine ou dans d'autres pays d'Asie, au grand dam des Américains et des Européens, on aurait envie d'ajouter, d'où la guerre actuelle au Moyen-Orient, car tout se tient, il ne faut pas en chercher ailleurs l'origine.

L'ensemble des contradictions auxquelles doivent faire face les différents impérialismes dont nous venons de dresser un rapide tableau, incomplet évidemment, nous sommes allés à l'essentiel, chacun pourra le compléter, quelle que soit leur nature ou la manière dont elles se présentent actuellement, ont en commun de s'inscrire dans la même perspective politique, d'être liées par la stratégie politique, car il n'existe pas de politique alternative ou opportunité au modèle économique basé sur l'exploitation de l'homme pour assurer sa survie qu'incarne ou concentre le pouvoir acquis par l'oligarchie financière qui possède les banques centrales et les banques, les multinanationales, qui a mis la main sur la monnaie et sa fabrication, les matières premières, le savoir, les universités, les écoles, les institutions financières et politiques internationales, les gouvernements, les partis politiques dits de droite ou de gauche.

Ce sont uniquement les inégalités du développement économiques des différents pays, les particularités de leur histoire et de la lutte des classes qui s'y est déroulée jusqu'à nos jours qui alimentent ces contradictions et contribuent à l'affrontement entre les différents impérialismes, dont à l'arrivée les intérêts sont identiques en ayant qu'un seul ennemi commun : le prolétariat mondial, la révolution socialiste.

Les intellectuels en tous genre qui se détournent de la lutte des classes ou vomissent le marxisme et le socialisme présentent cet affrontement entre impérialiste comme une lutte entre bons et mauvais impérialistes, comme s'il y aurait de bons et de mauvais patrons ou exploiteurs, en réalité leurs désaccords (entre impérialistes) portent autant sur les moyens, les rythmes et les délais pour parvenir au même résultat, les uns et les autres n'ayant pas les mêmes priorités internes ou externes, les apparences rendront plus présentables l'un ou l'autre à leurs yeux, alors qu'en réalité ils représentent tous les intérêts de la même classe.

Si on voulait être très précis, ce n'est pas l'impérialisme américain qui est en guerre, mais l'oligarchie financière, la couche supérieure du capitalisme qui a pris le pouvoir aux Etats-Unis, qui contrôle le gouvernement, la Fed évidemment, domine le Pentagone et la CIA, le FBI, etc. elle est en guerre contre les classes dominantes des Etats qui n'ont pas porté au pouvoir celle qui incarne sa politique ou qui refusent de s'y soumettre par crainte de perdre leurs privilèges. C'est elle qui mène la guerre contre l'Irak, la Syrie, qui menace la Russie, l'Iran, qui harcèle la Chine. La Russie ou la Chine ne défendent pas les intérêts de leurs peuples, mais ceux de leur classe dirigeante au pouvoir.

Que les oligarques choisis par Washington parviennent au pouvoir en Chine et en Russie, et demain les Etats-Unis auront les meilleures relations du monde avec ces Etats, comme c'est le cas avec le Canada, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, l'Union européenne. Ce qui paraissait totalement invraisemblable hier est en voie de se réaliser, sur la base de la défaite définitive du mouvement ouvrier internationale, du prolétariat mondial qu'on s'était refusé d'envisager.

On veut encore croire qu'on sera capable de se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard, mais il faut être lucide jusqu'au bout et constater qu'on n'en prend pas vraiment le chemin, il faudrait commencer par prendre conscience du danger fatal qui nous menace, qui n'est pas le terrorisme, mais bien plutôt le terrorisme d'Etat que personne ne dénonce pour le moment ou si maladroitement que cela revient au même.

On dispose de tous les éléments pour mener ce combat à bien, pour vaincre notre ennemi. Hier encore on nous rigolait au nez lorsque nous parlions de lutte à mort, toutes les guerres qui se sont succèdées depuis 2001 le démontraient suffisamment, mais non, c'était plus confortable de se laisser berner par la politique conciliatrice et apaisante de nos dirigeants, déterrer la hache de guerre aurait effrayé les travailleurs et les militants, il ne fallait pas s'en couper disaient-ils, en fait ils pensaient plutôt aux représentants de la classe dominante et aux appareils corrompus des syndicats qui leur seraient tombés dessus, ce qu'ils voulaient éviter à tout prix.

Nous n'avons pas ces scrupules, épargner Hollande, le PS, la pseudo-gauche et extrême gauche, les appareils pourris des syndicats, ne fait pas partie de notre registre, moins encore les représentants officiels de la classe dominante, UMP, MoDem, UDI,

FN et leurs satellites respectifs.

En bombardant en choeur (union nationale) les peuples irakien et syrien, c'est nous qu'ils bombardent, tous les peuples !

En complément.

- L'internationale de l'oligarchie financière existe-t-elle déjà ? Réponse.

- Rosneft annonce une découverte avec Exxon dans l'Arctique - Reuters

Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé samedi avoir fait une nouvelle découverte de pétrole avec ExxonMobil dans un gisement offshore de l'Arctique, qui est au centre de la controverse liée aux sanctions. Reuters 28.09

Syrie. Quand "***opposition modérée***", "***rebelles***", "***insurgés***", EI et Al-Nosra ne font qu'un.

C'est écrit, lisez attentivement cet extrait d'un article de l'AFP est révélateur (si nécessaire !). On imagine que sur le terrain c'est encore plus flagrant et que la majorité des Syriens ne s'y trompent pas, c'est d'ailleurs ce qui les conduit à rejoindre les milices qui combattent au côté de l'armée syrienne ou à soutenir Assad.

AFP- Les Etats-Unis ont explicitement exclu toute participation de Damas à la coalition et soutiennent des factions rebelles considérées comme modérées qui luttent à la fois contre les jihadistes et le régime de Bachar al-Assad.

Selon la Maison Blanche samedi, la conseillère de Barack Obama à la sécurité nationale, Susan Rice, a rencontré vendredi l'opposition modérée syrienne à Washington, lui apportant son soutien et réaffirmant "*que le président Assad a perdu toute légitimité*"

Les États-Unis avaient affirmé avoir frappé mardi en Syrie un dangereux groupe dénommé Khorassan, mais pour les experts et les rebelles, il s'agit en réalité des jihadistes du Front Al-Nosra, qui combattent avec les insurgés contre le régime.

Des rebelles combattant le régime de Bachar al-Assad et alliés à Al-Nosra ont d'ailleurs critiqué les frappes qui ont visé le groupe.

Rivaux sur le terrain en conflit syrien bien que partageant la même idéologie jihadiste, l'EI et Al-Nosra se livrent à des combats sanglants depuis janvier, mais ils se retrouvent aujourd'hui tous les deux la cible de ces frappes inédites en Syrie. AFP 27.09

EI ou quand ils détruisent les infrastructures de la Syrie.

Le MI6 a créé l'ASL à Londres, ce qu'ils appellent "*l'opposition modérée*" à Bachar Al-Assad, c'est la façade politique de l'armée de mercenaires que les pays du Golf, la Turquie, Israël devaient recruter en Afrique du Nord et au Moyen-Orient principalement pour faire chuter le régime syrien, salafiste, takfiriste, combattant au côté de groupes terroristes liés à Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, financés et armés par les mêmes commanditaires, ils devaient se partager le sale boulot, sauf que leur rivalité vint leur compliquer la tâche, rivalisant dans la cruauté et les exactions la majorité des Syriens leur tournèrent le dos.

L'ASL ne réussit jamais à prendre pied en Syrie, elle n'a aucune légitimité en dehors du cercle des "amis de la Syrie", les pays qui la bombardent aujourd'hui. Son impuissance et ses échecs successifs face à l'armée syrienne soutenue par l'immense majorité des Syrien, obligèrent les Américains à changer de tactique.

A partir du Front Al-Nosra ou des dissidents de ce groupe, ils formèrent l'EIIL. Enlisé ou piétinant en Syrie, conformément aux ordres transmis depuis le Pentagone, ils jetèrent leur dévolu sur l'Irak où tout un dispositif avait été mis en place pour les accueillir avec cette fois les grands moyens. Une fois réalisée leur jonction avec les sunnites réfractaires au pouvoir central et engrangés des succès fulgurants dans le nord de l'Irak, que les médias occidentaux s'empressèrent de répercuter, faisant en quelque sorte à leur place la propagande en faveur du djihad, la mayonnaise ayant pris ou pour la faire monter davantage ils proclamèrent l'Emirat Islamique sur fond de génocides et de nouveaux massacres réalisés sur ordre des Américains qui firent mine d'être surpris, de manière parciminieuse ils commencèrent à les bombarder sans leur iinfliger de pertes significatives.

Pour accentuer encore le sentiment de dégoût ou de révolte que pouvaient susciter à travers le monde leurs épouvantables actes de barbarie, vint le moment où ils sortirent la vidéo d'une décapitation d'un Américain qui apparemment avait eu lieu un an auparavant, ce que le citoyen lambda ignorera et continuera d'ignorer, afin de porter l'émotion de la population américaine et occidentale à son comble et réclamer vengeance que leurs dirigeants se chargeront généreusement d'accomplir à leur place par la suite, et la boucle était bouclée pour justifier ou légitimer le bombardement des positions d'EI en Irak et en Syrie par les puissances occidentales (inclus Israël) flanquées de leurs larbins arabes qui pouvaient commencer, en réalité les infrastructures de la Syrie ou ses complexes pétroliers et gaziers, car leur objectif demeure la chute d'Assad.

Voyons maintenant comment ils s'y prennent par médias interposés pour présenter les faits, qui évidemment n'ont rien à voir avec la réalité ou la situation réelle. C'est du domaine de la désinformations pures, de l'information fabriquée ou de la propagande pour justifier leur intervention militaire en Syrie et camoufler le plus longtemps possible leur véritable intention.

Ils évoquent des raffineries contrôlées par le groupe Etat islamique, sans mentionner qu'elles appartiennent à la Syrie et qu'elles permettent en temps normal de financer l'économie syrienne ou le budget de l'Etat, qui sans les profits réalisés avec l'exportation du pétrole et du gaz qui sont ses principales sources de revenu, ne pourrait pas assurer à la population un niveau de vie supérieur à ceux de bien des pays de la région ou d'autres parties du monde.

- La coalition anti-jihadistes a frappé de nouvelles raffineries contrôlées par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie (AFP) Il s'agirait dans un premier temps de "*quatre raffineries de taille modeste*", pas de quoi fouetter un chat, puis au détour d'un autre article on apprend qu'en réalité ils avaient bombardé "*la plus grande structure du pays*", tandis que les jours précédent ils "*avaient déjà visé au moins 12 raffineries de pétrole*". Bref, on aura compris que c'est le régime syrien et son armée qu'ils veulent paralyser s'ils manquaient de pétrole pour poursuivre la guerre qu'ils mènent contre ces envahisseurs agissant pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Un faux prétexte ou le mensonge grossier qui sert à couvrir cette entreprise de démolition systématique... comme en Libye.

- Syrie: Des frappes visent l'or noir des djihadistes, Al-Qaida menace - 20minutes.fr

Car ils ne seraient pas financés par les puissances occidentales et les pétromonarchies du Golfe... Avant de mettre la main sur ces raffineries, l'argent dont ils disposaient avait poussé tout seul dans le désert, en une nuit dites-donc...

- Syrie: Trois nouvelles raffineries de Daesh détruites par des frappes de la coalition - 20minutes.fr

- Elle (la coalition anti-syrienne. - ndlr) cherche ainsi à assécher la manne financière que représente l'or noir pour les jihadistes, qui l'achemine en contrebande notamment vers la Turquie voisine, selon des experts.

"*L'EI raffinait du pétrole de manière artisanale et le vendait à des commerçants turcs, a expliqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. La coalition veut ainsi détruire l'économie de l'EI, le nerf de la guerre*". (AFP)

La coalition dirigée par les Etats-Unis a procédé, tard dans la soirée du dimanche 28 septembre, à des frappes contre le principal complexe gazier aux mains de l'organisation « *Etat islamique* » (EI) en Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Elle a attaqué, « *pour la première fois* », l'entrée et la salle de prière de l'usine Coneco, a détaillé l'ONG proche de l'opposition modérée au régime de Bachar Al-Assad. Il s'agit de la plus grande structure du pays. Selon l'OSDH, cette attaque a pour but de pousser les militants de l'EI à abandonner ces installations. Aucun mort n'est à déplorer, mais quelques djihadistes ont été blessés lors de ce raid. AFP et Lemonde.fr 28.09

On a la preuve ici qu'ils ont visé "*la plus grande structure du pays*" en épargnant les djihadistes, ils le disent eux-mêmes.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme est une branche de la soi-disant opposition modérée installée à Londres qui émane du MI6, la CIA britannique si vous préférez.

Partant de là ils ne peuvent pas dire qui achète ce pétrole à "*des commerçants turcs*", vous savez ces petits bouquiers qui tiennent des échoppes où l'on peut boire du café et fumer le narguilé, et qui l'air de rien dans le coffre-fort de leur arrière boutique disposent de milliards de dollars, en réalité des négociants servant d'intermédiaires aux plus grandes compagnies pétrolières américaines qui seules disposent des capitaux suffisant pour acheter ce pétrole, des tankers pour l'acheminer vers leurs destinataires finals, leurs client habituels en somme, où cela en Europe, parmi les pays de l'UE selon différentes sources.

Ils ne peuvent pas avouer que la Turquie et Exxon et Cie, ainsi que des Etats de l'UE sont de mèche avec EI, donc ils brodent une fable destinée à la population qui ignore tout ou presque ce qui se trame dans son dos, en son nom de préférence, pour s'en tenir à la version officielle que leur servent les médias et les gouvernements.

Revenons en arrière. Pourquoi finalement avouent-ils tranquillement leur imposture ou supercherie ? Parce qu'ils s'en foutent, ils se considèrent déjà comme les maîtres du monde et agissent en conséquence.

Par ailleurs ils savent à quel degré de dégénérescence en est rendu le mouvement ouvrier international et son avant-garde. Iils

savent qu'il n'existe aucune opposition organisée suffisamment puissante pour mobiliser les masses contre leur politique, que les opposants à leur politique sont soit corrompus, soit disséminés dans une multitude de partis ou organisations insignifiante ou marginaux qui passent leur temps à se déchirer entre eux, qu'aucun n'est cohérent dans son discours ou ne réalise le lien qui existe entre la crise du capitalisme et leur stratégie mondiale. Et en y regardant de plus près, ils peuvent observer qu'ils en sont réduits à emprunter la même méthode que la leur ou les médias, qui ne fournissent à la population que les éléments qu'ils veulent bien porter à leur connaissance, mais qui ne lui permettront jamais de comprende réellement la situation ou ce qui se passe vraiment. Ils peuvent en tirer la conclusion, qu'après y avoir mis les formes, ils ont le champ libre pour appliquer leur politique, nous l'imposer sans qu'on puisse s'y opposer réellement.

On parle de guerres ici, faut-il le rappeler, c'est l'expérience la plus terrible qu'un peuple peut connaître, qui vous marque à vie, alors de là à dire qu'il est minuit dans le siècle, on est en droit de le penser hélas !

Vous imaginez un instant la terrible responsabilité de nos dirigeants, à quoi a conduit leur faillite, leur incurie politique.

En complément.

Pour que la mise en scène soit complète, une ONG façade de la CIA détourne sournoisement l'attention de la population des questions qu'elle devrait se poser en jouant une nouvelle fois sur le registre de l'émotion. On a dit sournoisement car en prétendant dénoncer les victimes civils des raides américains sur la Syrie, personne ne soupçonnera qu'elle pourrait être animée par des intentions inavouables ou qu'elle manipulerait la population, encore moins qui elle est derrière.

- Des frappes américaines en Syrie ont tué sept civils, selon Human Rights Watch - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Jeux institutionnels.

- Le Sénat rebascule à droite, entrée historique du FN avec deux élus - AFP

- Corrèze: le fief de François Hollande bascule à droite - AFP

Dans l'ancien fief de François Hollande, l'UMP rafle les deux sièges en jeu, infligeant notamment une défaite au successeur de François Hollande à la mairie de Tulle, Bernard Combes, également conseiller à l'Elysée chargé des élus.

En Côte d'Or, le siège de la suppléante du ministre hollandais François Rebsamen, Isabelle Lajoux, est tombé dans le giron de la droite.

- « *Très forte progression* » du groupe UDI-UC avec « *plus de 40 sénateurs* » - Public Sénat

- « *Une nouvelle défaite pour le gouvernement Valls* » selon les communistes - Public Sénat

Le responsable des élections Pascal Salvodelli du PCF dans un communiqué : « *Pour éviter la chronique annoncée des prochaines victoires électorales à droite, il y a urgence à sortir la gauche du chaos et changer fondamentalement de politique. Le PCF est animé d'un seul objectif : que la gauche retrouve le peuple pour que le peuple retrouve sa gauche* » Public Sénat 28.09

(Traduire : Hollande qui est de gauche pourrait changer de politique. Il est vrai que pour berner le peuple, il n'y a pas meilleur discours. ndlr)

- Pour EELV, les sénatoriales imposent au gouvernement de « *changer de cap* » - Public Sénat

La droite a retrouvé la majorité au Sénat en dépit d'une relative résistance de la gauche lors des élections sénatoriales de dimanche, qui ont envoyé pour la première fois deux élus du Front national au palais du Luxembourg.

Il s'agit de la troisième défaite électorale en six mois pour la gauche au pouvoir, après les municipales de mars et les européennes de mai. Petite consolation, "*il n'y a pas de vague bleue*", a affirmé le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis.

A 22H00, la droite républicaine totalisait 188 sièges, soit 13 de plus que la majorité absolue (175), la gauche 155 et le FN 2. Le sort de trois sièges (en Guyane, à Saint-Martin et en Polynésie) n'était pas encore connu.

A gauche, les dégâts sont surtout sensibles pour les radicaux de gauche (PRG) et les communistes. Sensation du scrutin, Jean-Michel Baylet, président du PRG et du conseil général du Tarn-et-Garonne, est battu dans ce département. Anne-Marie Escoffier (PRG), ex-ministre déléguée à la Décentralisation du gouvernement Ayrault, a dû s'incliner dans l'Aveyron. En Savoie, l'ex-ministre du gouvernement Ayrault, Thierry Repentin, a été battu. Les communistes, qui avaient 21 sénateurs, passent à 18, perdant un siège dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, et l'Allier. Les écologistes, qui espéraient gagner un siège auprès des Français de l'étranger, n'y sont pas parvenus. AFP 28.09

"***Entente***" mafieuse. La dictature mondiale franchit une nouvelle étape.

Tels des contrebandiers. Ils passent par la bande pour ensuite s'attaquer au plat de résistance : le traité de libre-échange USA-UE.

Accord négocié jusqu'au bout en secret, qu'ils nous livrent une fois conclu sans que les peuples concernés ne soient consultés. Vous appelez cela comment ?

- Conclusion formelle de l'accord de libre-échange Canada-UE - AFP

Le Canada et l'Union européenne ont formellement conclu un accord de libre-échange, perçu par les dirigeants européens comme un "*modèle*" pour une entente semblable entre l'UE et les Etats-Unis.

Le texte de l'accord, qui fait environ 1.600 pages, a été publié vendredi en français et en anglais, donnant le coup d'envoi de son processus de ratification, malgré les réserves exprimées par certains des 28 membres de l'UE.

Le ministre allemand de l'Economie, Sigmar Gabriel, a demandé jeudi la renégociation d'un point important de l'accord, celui sur "*la protection des investissements*", estimant qu'il "n'est pas acceptable en l'état aux yeux de l'Allemagne".

Ce mécanisme, qui prévoit notamment le recours à l'arbitrage international, pourrait permettre aux multinationales de contester en justice des politiques des gouvernements nationaux, comme cela se produit avec l'Accord de libre-échange liant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

Mais le commissaire européen au commerce, Karel De Gucht, a mis en garde jeudi contre la tentation de renégocier certains pans de l'accord.

"*Si nous rouvrons les négociations sur CETA, alors c'est la mort de l'accord*", a-t-il dit en utilisant son abréviation en anglais au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

"*L'accord a été entièrement soutenu par tous les membres de l'Union européenne, y compris l'Allemagne*", a noté vendredi le président de la commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse à Ottawa avec le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et le Premier ministre canadien Stephen Harper.

Il serait "*très étrange*", a-t-il dit, que l'Allemagne tente de bloquer sa ratification, car "*c'est le pays en Europe qui en tirera le plus profit*" compte tenu de la taille de son économie et à titre de plus gros exportateur.

"*Je crois que nous avons obtenu le meilleur accord possible et je n'ai aucun doute qu'il sera ratifié par tous les Etats membres*", a-t-il ajouté.

Une fois traduit dans toutes les langues officielles de l'UE, l'accord sera ratifié l'an prochain et entrera en vigueur en 2016, a prédit M. Barroso.

(Il en parle comme si c'était fait, car en face il n'existe aucune opposition, confirmant que la gauche est bien morte et que nous vivons sous une dictature. -ndlr)

Les entreprises de l'UE auront désormais accès aux marchés publics de tous les niveaux de pouvoir au Canada, y compris ceux des villes et des provinces, un pactole estimé à plus de 150 milliards de dollars par année.

(On ne voit pas pourquoi les administrations ou les communes canadiennes devraient cesser du jour au lendemain de faire appel aux entreprises locales ou nationales avec lesquelles elles avaient l'habitude de traiter. - ndlr)

Les Européens ont aussi obtenu une protection complète des noms de produits du terroir, comme parmigiano reggiano, à une quinzaine d'exceptions près.

En échange, les Canadiens ont obtenu de nouveaux quotas d'importation de boeuf et de porc.

(Qu'est-ce que c'est quelques croutes de fromage contre un gros boeuf ? Boeuf et porc canadien qui n'a cessé de perdre des parts de marché depuis 2010, notamment au Japon, trop cher, problèmes sanitaires, etc. (www.laterre.ca). Je n'ai pas le temps, il faudrait faire une recherche approfondie sur cette question. - ndlr)

Pour M. Harper, qui mise sur le bilan économique de son gouvernement pour assurer la réélection de son parti conservateur aux législatives de l'an prochain, cet accord "*change la donne*" dans les relations entre le Canada et l'UE.

"*Le Canada est le premier pays du G7 avec lequel l'Union européenne conclut un accord commercial*", a rappelé de son côté M. Barroso. "*C'est probablement l'accord le plus avancé au monde aujourd'hui en termes d'intégration des marchés*", a-t-il dit.

(Le "*plus avancé au monde*" en matière de spoliation des droits des Etats et des citoyens face aux multinationales, on n'en doute pas. - ndlr)

L'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada, loin derrière les Etats-Unis, tandis que le Canada est le douzième partenaire de l'UE.

Le commerce bilatéral entre l'UE et le Canada, qui favorise l'Europe des 28, totalise plus de 60 milliards d'euros (85 milliards de dollars canadiens).

(Demain la tendance devrait s'inverser ou alors ce traité n'aura servi à rien, à moins qu'ils s'en servent pour s'attaquer aux droits des travailleurs canadiens lorsqu'ils sont supérieurs à ceux des travailleurs en Europe. - ndlr)

Les dirigeants des deux zones prévoient que l'accord va doper de 23% leurs échanges commerciaux.

(On ne voit pas par quel miracle ! -ndlr)

"*L'accord est un modèle pour les négociations commerciales avec les Etats-Unis*", en cours avait estimé jeudi M. De Gucht. AFP 27.09

ACTUALITE EN TITRES

Chaque chose en son temps ou quand un institut de sondages propose à ses clients "***une réponse***".

- 61% des Français favorables à une remise en cause des 35 heures - LeParisien.fr

- Propositions du Medef : retraite et jours fériés, les Français pas prêts à y renoncer - LePoint.fr

Odoxa, un nouvel institut d'études et de sondages.

"*Nous assumons une éditorialisation dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse*", expliquent les co-fondateurs sur le site internet de l'entreprise. cbnews.fr 27.08.2014

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent.

- Bretagne: des entrepreneurs s'engagent pour le rattachement de la Loire-Atlantique - AFP

- Plus de dix mille Bretons à Nantes pour réclamer son rattachement à la Bretagne - AFP

Entre 13.000 et 30.000 partisans du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne ont manifesté pour la "*réunification*" samedi à Nantes. AFP

Voilà qui devrait remonter le moral d'Hollande. Et peu importe que le procédé soit particulièrement dégueulasse, il est à son image.

- 69% des Français ont une mauvaise opinion de Valérie Trierweiler - 20minutes.fr

- Sept Français sur dix ont une mauvaise opinion de Valérie Trierweiler - Francetv info

- Les Français n'aiment pas Valérie Trierweiler - L'Express.fr -

Comme quoi on aime les femmes, pas forcément celle-ci évidemment, mais par dessus tout, on a horreur de ce genre de procédé ignoble, cela montre à quel niveau de bassesse ils peuvent descendre.

Faites tomber les masques. Leur vieux monde entre dictature, imposture et décadence.

- Obama admet avoir sous-estimé la menace que représentait l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Ukraine: Radio Free Europe repart au combat - AFP

- Les Suisses votent contre un système d'assurance-maladie public - LeMonde.fr

- Catalogne: Madrid va bloquer un référendum sans résoudre la crise - AFP

- Royaume-Uni : un ministre démissionne à cause de photos à caractère pornographique - Francetv info

- Première "*Gay Pride*" à Belgrade depuis quatre ans - Reuters

- Hong Kong: des dizaines de milliers de manifestants pro-démocratie dans la rue - AFP - i

- Israel: 25% des nouveaux logements à Jérusalem bâtis dans l'Est occupé - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Fin de la grève à Air France : "*Cette grève était corporatiste*", "*égoïste*" dit Valls - Francetv info

- Fin de grève des pilotes, victoire à la Pyrrhus pour Air France - Reuters

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire à Air France, a décidé dimanche de lever la grève qui affectait la compagnie aérienne depuis 14 jours, sans pour autant être parvenu à un accord avec la direction.

Pressée de "*reconquérir la confiance*" par le Premier ministre Manuel Valls, la direction de la compagnie s'est félicitée de la fin d'un mouvement "*coûteux et dommageable*" et a réaffirmé sa détermination à "*faire progresser son modèle économique*" dans un dialogue "*constructif et responsable*".

"*Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir (...) sans sacrifier un projet stratégique de notre groupe*", a assuré le PDG d'Air France-KLM, Alexandre de Juniac, lors d'une déclaration à la presse.

Les syndicats de pilotes reprochent à Alexandre de Juniac "*un dialogue social étriqué*".

Le SNPL explique dans un communiqué avoir choisi "*l'option responsable*" d'arrêter le grève, la plus longue depuis le conflit de 1998, et d'"*apaiser la situation*".

Les pilotes revendiquent "*une victoire*" face à la politique de "*dumping social*", selon eux, de la direction. "*Nous avons remporté une bataille capitale, celle du projet Transavia Europe*", disent-ils. Ils réaffirment leur détermination à ne rien lâcher à l'avenir sur le développement de Transavia France.

Une ultime série de négociations, qui s'est conclue dans la nuit de samedi à dimanche, n'a pas permis de rapprocher les positions.

Les discussions achoppent toujours sur la revendication d'un contrat unique pour les pilotes.

S'exprimant par la suite à Matignon, Manuel Valls, qui estime que sa "*fermeté*" réformiste a payé face à une grève "*incomprise, corporatiste, égoïste*", a appelé à la reprise du dialogue social dans l'entreprise, où grévistes et non grévistes se sont vivement affrontés.

"*La démonstration est donc faite que rien ne peut arrêter la réforme. Notre pays connaît beaucoup de blocages et ma tâche, ma mission, c'est bien celle de lever ces blocages et de conduire les réformes quand il en va de l'intérêt général du pays*", a dit le Premier ministre.

La direction d'Air France regrette dans un communiqué que les organisations représentatives des pilotes n'aient pas signé un "*protocole de fin de conflit équilibré et raisonnable*" incluant de "*nombreuses avancées*".

Elle "*confirme sa décision de poursuivre sans délai le développement accéléré de Transavia en France, relais de croissance majeur du groupe*".

Ce développement, précise-t-elle, "*se fera dans les conditions économiques et sociales compétitives prévues*". Air France attend de ce projet la création "*rapide*" de 1.000 postes, dont 250 emplois de pilotes.

"*Il est temps maintenant de repartir en avant, de reconstruire sur les bases d'une cohésion retrouvée*", a dit Frédéric Gagey, PDG d'Air France, dans une déclaration à la presse.

Le protocole présenté vendredi inscrit noir sur blanc l'abandon du projet Transavia Europe, que les syndicats dénonçaient comme la première étape vers la délocalisation des emplois de la compagnie à bas coûts.

Il supprime la disposition introduite en 2007 lors de la création de Transavia France qui limite à 14 avions la flotte de la filiale low-cost. Une flotte qu'Air France envisage de porter à 37 appareils, uniquement des Boeing 737. Les syndicats réclament une flotte homogène mais préfèrent l'A320 d'Airbus.

Le texte distingue en revanche toujours les contrats Transavia et Air France.

Alexandre de Juniac considère que la mise en place d'un contrat unique aux conditions Air France pour tous les pilotes engendrerait un surcoût de 2% à 3% pour Transavia et effacerait la marge de la compagnie à bas coûts.

Or, à travers son plan Perform 2020, dont Transavia France est un élément essentiel, Air France-KLM entend poursuivre ses réductions de coûts au cours des prochains exercices et vise une croissance de son excédent brut d'exploitation avant locations opérationnelles (Ebitda) de 8 à 10% par an entre 2013 et 2017.

Le protocole prévoit qu'un pilote détaché temporairement chez Transavia soit soumis aux conditions de travail de la filiale low-cost mais conserve, entre autres, les bénéfices d'un avancement de carrière à l'échelle du groupe.

Le Spaf, deuxième syndicat représentatif des pilotes d'Air France (12 %), a annoncé dimanche soir qu'il maintenait son préavis de grève, qui court jusqu'au 30 septembre, après l'échec des discussions avec la direction, alors que le principal syndicat, le SNPL, a, lui, annoncé la fin de la grève. "*Nous avons remis à la direction un document écrit de contre-propositions*" concernant la filiale low cost Transavia France, écrit le syndicat dans un communiqué, disant attendre "sa réponse écrite" et indiquant maintenir "*son préavis de grève*".

Le Spaf affirme que son document présentait "*des garanties d'équité évitant le démantèlement d'Air France et le transfert de son activité au détriment de ses emplois*". "*Au 14e jour de grève, nous souhaitons que la direction revienne sur ses positions et adopte un véritable dialogue social*", poursuit le syndicat.

Plus tôt dans la journée, le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, 71 %) a, lui, annoncé qu'il levait la grève, malgré l'absence d'un accord avec la direction. Celle-ci s'est félicitée dimanche de la fin de la grève a et confirmé "sa décision de poursuivre sans délai le développement accéléré de Transavia France, relais de croissance majeur du groupe". Reuters et LePoint.fr 28.09

Entre nous, cette issue était prévisible. Je ne l'avais pas reproduit dans les précédentes causerie relatant la grève des pilotes d'Air France, je ne sais plus si c'est le ministre des Transports ou des dirigeants d'Air France qui avait affirmé qu'avec ou sans accord compte tenu des conditions de concurrence qui existaient au niveau du marché européen les clauses qu'il contenait s'imposeraient d'elle-même et personne ne pourrait aller contre.

En lisant cela, mais sans en faire part à nos chers lecteurs, j'en avais déduit que c'était plié car les pilotes le savaient également. Maintenant ils ont résisté, c'est bien et ils fallaient les soutenir, mais à un moment donné s'ils ne parvenaient pas à entraîner les pilotes non-grévistes cet élément risquait de l'emporter. Ils vont voir leurs avantages rognés et on le regrette autant qu'eux, cela dit ils ne vont pas se retrouver à la soupe populaire ou en situation de précarité extrême.

Apparemment parmi nous, il y en a qui avaient misé gros sur ce conflit et qui ont une prédilection pour le rôle du cocu, ceux qui les ont suivis dans leur délire devraient se poser des questions, à moins qu'ils se sentent aussi à l'aise dans ce personnage. Après tout, de nos jours, les principes, ça va ça vient, c'est comme le reste, on s'habitue à tout, mieux encore, on le revendique, il faut bien s'adapter à son époque, n'est-ce pas ?

Quand l'inceste, la pédophilie et la zoophilie sont légaux ou légitimes, à l'heure où toutes les perversions deviennent un modèle ou sont encouragées sur fond de nihilisme, alors être cocu, franchement, c'est une notion obsolète, quoi de plus naturel en somme ! Après tout, c'est peut-être excitant, qui sait ! Au fait, on parlait d'idées ou de convictions, pas de cul !

Haut de page

Le 30 septembre 2014

CAUSERIE

Le saviez-vous ?

Comme c'est étrange, et là pour le coup je suis certain que vous n'étiez pas au courant, aucune agence de presse, aucun média en France à ma connaissance n'a relayé cette information.

Depuis trois jours la Chief Minister du Tamil Nagu, Madame Jayalalita, est derrière les barreaux et elle devrait y rester pendant quatre ans, avec interdiction de se présenter à une élection pendant dix ans notamment. Je ne sais pas au juste pourquoi elle a été condamnée, elle aurait acquis illégalement des milliers d'acres de terres qui valent aujourd'hui 600 crores roupies, 6 milliards de roupies, environ 75 millions d'euros. Comment ? Apparemment en passant par des prête-noms ou sa famille.

Le Tamil Nadu compte environ 55 millions d'habitants, sa capitale est Chennai, ex-Madras, plus de 5 millions d'habitants, c'est le second Etat le plus industrialisé d'Inde si je ne dis pas de bêtise, où sont installés un grand nombre de multinationales étrangères, Ford, Renault, Microsoft, etc. Donc ce n'est quand même pas rien.

En France, on n'imagine pas Hollande, Valls ou un ministre en fonction être arrêté et conduit directement en prison, dans aucun pays en Europe, aux Etats-Unis, etc. Dans tous ces pays qui sont des modèles de démocratie un scénario pareil est impensable, au mieux ils sont conduits à démissionner et par la suite ils peuvent être poursuivis, et rarement ils passent par la case prison, c'est arrivé, je n'ai plus les noms en tête, Bernard Tapie par exemple, Juppé, non, Cahuzac, non, Pasqua le multirécidiviste, non, Chirac, non, Sarkozy, pas encore...

Pendant trois jours il y a eu des scènes d'émeutes au Tamil Nadu, affrontements violents entre les supporters de cette ex-actrice et l'une des plus grandes fortune de cet Etat avec la police, bus brûlés, magasins saccagés, etc. Pas de bus et rideaux baissés y compris à Pondichéry, car les violences ont débordé dans les Etats voisins, au Karnataka où elle est emprisonnée, à Bangalore le siège de l'Income tax pour le sud de l'Inde ou le ministère du Trésor ou des impôts si vous préférez.

Rien dans la presse française apparemment. Jayalalita était davantage considérée comme la présidente du Tamil Nadu que Première ministre. L'inde est une république fédérale avec son parlement central, où chaque Etat dispose d'un gouvernement et d'un parlement. Il est vrai qu'elle avait un statut apparenté à celui de Hollande ou Valls sur une population équivalente à celle de la France. C'est un membre de son parti (AIADMK) qui a pris sa place. Les Américains auraient bien traîné Modi (BJP) devant un tribunal, le Premier ministre indien, du gouvernement central à Delhi, mais apparemment ils se sont ravisés, ce n'était qu'une menace, une intimidation, les Américains pratiquent la diplomatie de la canonnière lorsqu'on leur résiste, mais de là à imposer un tel affront à un Président d'un pays d'1,2 milliards d'habitants, au dernier moment ils ont dû estimer que ce n'était pas le meilleur moyen pour l'amener à coopérer avec eux plutôt avec eux que les Brics ou la Russie ou encore la Chine, cela aurait été une erreur politique aux conséquences incalculables car les Indiens sont très susceptibles.

Comment faire miroiter aux travailleurs des droits qui ne leur sont pas destinés ? Mode d'emploi social-libéral.

Soutenu par le patronat qui dénonce un marché du travail trop rigide, Matteo Renzi propose de remplacer la multitude de contrats courts existants par un système simplifié au sein duquel la protection du travailleur augmenterait avec l'ancienneté, tout

en facilitant pour les employeurs le licenciement de salariés plus fraîchement recrutés. Reuters 29.09

Traduction : Les patrons pourront vous virer avant que vous n'ayez acquis l'ancienneté nécessaire vous permettant de bénéficier de nouveaux droits. Estimez-vous heureux ! Il fallait y penser. On comprend pourquoi Renzi et Hollande s'entendent si bien.

Rien de nouveau en fait.

C'est la méthode qui est employée lors de chaque "*négociation*" entre le gouvernement, le patronat et leurs partenaires sociaux, les syndicats corrompus des travailleurs, qui bradent nos droits collectifs au profit de droits individuels qui ne profiteront qu'à quelques-uns, hypothétiquement il faut préciser, car uniquement s'ils présentent les conditions requises... ou s'ils n'ont pas été virés entre temps.

Autre exemple, ils permettent aux patrons de licencier plus facilement, et en échange de quoi, généreusement, ils accordent de nouveaux droits aux chômeurs, à l'issue de quoi les dirigeants syndicaux crient victoire !

Et comme les révisionnistes qui se réclament du socialisme ne manquent pas non plus de cynisme, ils osent affirmer qu'en agissant de la sorte l'indépendance des syndicats serait préservée. C'est une imposture et chacun l'aura compris.

Un syndicat ouvrier ne devrait donner son aval qu'à des mesures progressistes, favorables aux travailleurs, et en aucun cas il ne devrait se compromettre en signant des accords qui comportent des concessions au patronat ou à l'Etat dont il n'est pas le représentant.

Le "*bienfait*" de la politique dite contractuelle qui a donné lieu au "*dialogue social*" permanent entre les représentants des exploiteurs et des exploités, consiste justement à accepter ce genre de compromission, ce mélange des genres qui consiste à prendre en considération aussi bien les besoins des travailleurs que ceux des patrons, sachant qu'en réalité à l'arrivée les uns seront lésés et les autres servis.

Etre de gauche, c'est refusé catégoriquement de participer à cette supercherie qui conduit à subordonner toujours davantage les travailleurs au capitalisme, contribue à la dégénéréscence du syndicalisme en piétinant son indépendance de classe.

Un parti ouvrier ne peut pas prétendre défendre l'indépendance des syndicats et à la fois soutenir un tel processus qui en est la négation. Le combat syndical et le combat politique doivent se mener conjointement exclusivement sur le terrain de classe indépendant des exploités.

Revenons à Renzi

AFP - Il (Renzi - ndlr) accuse ses adversaires de livrer une bataille idéologique sur des règles obsolètes et injustes qui, à ses yeux, profitent aux salariés jouissant de la sécurité de l'emploi au détriment d'autres catégories condamnées à la précarité. AFP 29.09

Qu'est-ce qui est "*injuste*", de proposer une mesure qui conduira à accentuer ou généraliser la précarité ou au contraire, accorder les mêmes garanties à tous les travailleurs, généraliser les clauses qui leur sont les plus favorables pour faire refluer la précarité ?

En choisissant la première version chacun aura compris les véritables intentions de Renzi et dans quel camp il se situe, celui des patrons, de la droite, de la réaction.

Le club privé des sangsues.

- Bill Gates est l'Américain le plus riche pour la vingt-et-unième année consécutive - lemonde.fr

En 2014, Bill Gates est resté l'Américain le plus riche. Voilà vingt-et-un ans de suite que le magazine Forbes couronne le fondateur de Microsoft, à l'occasion de la publication, lundi 29 septembre, de son palmarès des 400 Américains les plus riches.

La fortune de M.Gates a grossi de 9 milliards de dollars (7 milliards d'euros) en un an pour atteindre 81 milliards (près de 64 milliards d'euros). L'investisseur Warren Buffet reste numéro deux, pour la treizième année consécutive, avec un patrimoine de 67 milliards (53 milliards d'euros). Il devance Larry Ellison, le fondateur d'Oracle, qui lui est à la tête de 50 milliards (39 milliards d'euros).

Globalement, la fortune de ces 400 milliardaires a augmenté de 13 % depuis 2013. La progression de Wall Street a constitué le principal moteur de cette hausse. La fortune moyenne de ces ultra-riches s'établit désormais à 5,7 milliards de dollars contre 5 milliards en 2013 (4,5 milliards d'euros contre 4 milliards).

Pour entrer dans cette liste, il faut disposer au minimum cette année de 1,55 milliard de dollars (1,22 milliard d'euros). Il s'agit du montant le plus élevé depuis la création du palmarès en 1982. Ainsi 113 milliardaires américains n'ont pas pu faire partie de la liste cette année, faute d'avoir atteint ce montant. En revanche, le palmarès comprend cette année 27 nouveaux, dont Jan Koum, le cofondateur de WhatsApp, qui apparaît directement à la 62e place, suite à l'annonce du rachat de sa société par Facebook pour 19 milliards (15 milliards d'euros).

La progression la plus spectaculaire est réalisée par Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, qui se hisse à la onzième place. Sa fortune est évaluée à 34 milliards (27 milliards d'euros) soit 15 milliards (12 milliards d'euros) de plus qu'en 2013. En pourcentage, c'est Nick Woodman, le fondateur de GoPro, le fabricant de caméras miniatures antichocs et étanches, qui réalise la plus importante progression avec un bond de 200 % de sa fortune (3,9 milliards), suite à l'introduction en Bourse de sa société.

Enfin la benjamine de ce palmarès est Elizabeth Holmes, 30 ans, qui détient la moitié du capital de sa société, Theranos. Spécialisée dans les tests sanguins, cette start-up est évaluée à 9 milliards de dollars. lemonde.fr 29.09

Dossier Irak- Syrie.

Ils bombardent une grande partie de la Syrie.

- Daïr az Zour dans l'est ;
- Manbidj dans le nord ;
- Hasaka dans le nord-est ;
- Rakka dans le nord ;
- La province d'Idlib.

Parole d'internaute

- "*Les 3 responsables.*

Obama, Cameron et Hollande les 3 va-t-en-guerre contre la Syrie de Bachar al Assad. Ils ont enflammé le pays offrant aux islamistes une opportunité d'expansion inespérée. Premier auto goal ! Ces mêmes chefs de guerre claironnent maintenant qu'ils ont détruit telle ou telle raffinerie de l'EIL. En fait ces outils industriels appartiennent à des Etats ou à des compagnies pétrolières. Qui compensera ces pertes ? Deuxième auto goal ou un super coup pour écraser la Syrie comme planifié il y a quelques mois ?"

Il y a 13 ans au moins...

Propagande et désinformation. Quand la vérité est noyée dans un tissu de mensonges ou d'affabulations, d'amalgames

Sous la pression des informations publiées ou relayées sur Internet par des journalistes opposés à la guerre que mènent les Américain et leur coalition au Moyen-Orient, la réaction se sent obligée de déchirer un petit bout du voile de l'imposture pour ne pas perdre toute crédibilité ou se couper totalement de la population, de leurs adhérents ou lecteurs s'agissant de médias.

Privé de TV5Monde Asie depuis le 20 septembre, le soir je regarde Russia Today pendant environ une heure. J'ai constaté qu'ils diffusaient lors de leurs journaux télévisés ou dans des reportages (en anglais) une grande partie des informations que les médias occidentaux censurent et que vous pouvez trouver dans notre site. Russia Today est diffusée dans le monde entier.

Pour être bref, hier soir aux infos on a eu le droit aux infos à une interview en direct très brève avec quatre intervenants, un Américain, un Britannique, un Russe, je n'ai pas saisi de quelle nationalité était le quatrième, le sujet était l'Emirat Islamique et la question porta sur les soutiens dont il avait bénéficié pour se développer.

Quant vint son tour de parole le Russe exposa tranquillement le rôle joué par les Américains, les Saudiens et les Quataris, déclenchant la fureur de l'Américain soutenu par le Britannique qui l'interrompit, le quatrième à la stature imposante et d'un froid glacial confirma ce qu'avait dit le Russe en apportant d'autres précisions clouant le bec à l'Américain et au Britannique, puis l'interview prit fin. Le tout dura cinq minutes au plus, scène impensable en France ou aux Etats-Unis. Ensuite dans un documentaire consacré à Internet et au rôle de la NSA, on eu le droit à une interview de Snowden. Après on passa à Guantanamo et aux mensonges d'Obama, le tout agrémenté de récits d'anciens militaires américains blessés en Irak et abandonnés à leur sort par l'administration américaine. Et ainsi de suite, et c'est chaque soir la même chose, avec des sujets différents ou sous des angles différents, et chaque fois le rôle cynique des Américains qui piétinent la souveraineté des Etats est mis en évidence, avec des rappels historiques, des témoignages et foule de détails, de données très précises, incontestables, on comprend que cela rende dingue les Américains. Ces documentaires ou émissions portent aussi sur l'économie et le rôle du dollar, de la Fed, Goldman Sachs, etc, les prédateurs du monde entier.

Aux Etats-Unis et en Europe les dirigeants de la classe dominante et leurs médias n'ignorent pas l'existence de Russia Today, ils n'ignorent pas non plus que des millions d'Américains et d'Européens y ont accès ou la regardent, peuvent y apprendre certaines vérités qu'ils leur cachent, avoir confirmation de ce qu'ils soupçonnaient seulement, obtenir des réponses étayées à leurs questions, etc. Russia Today n'est qu'une infime partie du réseau mondial qui diffusent quotidiennement sur le Net ou d'autres canaux des informations censurées par les médias occidentaux. Plus ou moins maladroitement, il leur faut s'inscrire dans ce mécanisme qu'ils ne peuvent pas ignorer. Un exemple.

Lu dans un article du Point paru hier. Extraits.

Le Point - De nombreux pays et hommes politiques ont contribué à la fulgurante montée en puissance de l'organisation en Syrie et en Irak. (On passera leur amalgame avec l'Iran et le gouvernement syrien accusés d'avoir nourri le terrorisme, ce qui n'est pas totalement faux quelque part, mais qui était nécessaire à leur démonstration pour atténuer le rôle des parrains d'EI. - ndlr)

En un temps record, l'organisation État islamique s'est imposée comme la principale menace au Moyen-Orient et dans le monde. Pourtant, peu de gens connaissaient ce groupe djihadiste il y a encore un an. Qui blâmer pour expliquer sa fulgurante montée en puissance ?

Riyad va fermer les yeux sur le versement de millions de pétrodollars en direction des opposants de Bachar el-Assad les plus radicaux.

Encouragées par l'État saoudien, nombre d'associations caritatives appellent à la "*zakat*" - la collecte de fonds humanitaires dans le cadre de l'islam - afin de venir en aide aux populations sunnites savamment réprimées par le président syrien. À la manoeuvre, des réseaux de prédicateurs religieux, mais aussi des hommes d'affaires réputés pieux, parfois liés à la vaste famille royale saoudienne. Officiellement, le royaume saoud ne finance que les rebelles "*modérés*" de l'Armée syrienne libre. Pourtant, des fonds saoudiens se retrouvent également entre les mains du Front islamique (rebelles islamistes), ainsi que les djihadistes d'al-Nosra et de l'organisation État islamique.

La Turquie : le trouble jeu. Autrefois allié du régime syrien, Ankara a elle aussi rejoint le camp des anti-Bachar el-Assad. Outre leur soutien politique aux rebelles qu'ils ont accueillis sur leur sol, les islamo-conservateurs ont longtemps fermé les yeux sur le passage à la frontière turco-syrienne de nombreux combattants et armes en direction des groupes djihadistes, dont le Front al-Nosra et l'organisation État islamique. Iepoint.fr 29.09

En complément.

- "*L'Etat islamique, nous l'avons enfanté*", rappelle Dominique de Villepin - Francetv info

Parlez pour vous !

- Frappes en Syrie : la coalition vise Daesh au portefeuille - Le Nouvel Observateur

Tiens, ils ont bombardé Riad et Doha ?

ACTUALITE EN TITRES

Pire que des tacots !

- Toyota rappelle 690.000 véhicules Tacoma aux Etats-Unis - Reuters

Vous ne trouvez pas qu'il a quelque chose du sado-maso ? Tous les jours c'est la saint Nicolas !

- Bernadette Chirac étrille Alain Juppé - Reuters

- NKM assume ses désaccords avec Sarkozy - 20minutes.fr

- Affaire Bygmalion : la chute des "*golden boys*" de la bande à Copé - Le Nouvel Observateur

Pendant qu'on y est !

- Grands électeurs mais petits arrangements - Liberation.fr

Dans les villes, les sénateurs nomment eux-mêmes une partie de leurs électeurs. Liberation.fr 29.09

Vous.

- Terrorisme : "*Nous sommes pris dans une schizophrénie collective*" - L'Express.fr

... eux.

- Netanyahu juge que l'Iran est une menace plus grande que l'EI - Reuters

- Nétanyahou compare le Hamas à l'État islamique - LeFigaro.fr

- Le nouveau président afghan tend la main aux talibans - LeFigaro.fr

Le PS ?

- Rwanda: perpétuité confirmée en appel pour le parti au pouvoir lors du génocide - AFP

Le gouvernement fait l'unanimité contre lui, mais privé de musique.

- Paris : Le Philharmonique de Radio France en grève ce vendredi - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Tafta. La voix de son maître. Les médias se lamentent.

Ce qui est en jeu est plus politique qu'économique : C'est l'abdication du pouvoir politique des Etats qui se traduit de facto par la liquidation des droits politiques des travailleurs au profit des multinationales, en disposant d'un tribunal d'exception dévoué à leur cause pour faire valoir leurs droits, de fait ils s'adjugent les pleins pouvoirs, le pouvoir absolu, sans partage, sans que personne ne puisse le contester, ce qui revient à franchir un pas décisif vers l'établissement du gouvernement mondial qui est leur objectif stratégique final.

A partir d'une poignée de traités semblables signés entre les acteurs des différents continents ou les représentants des multinationales que sont en réalité leurs dirigeants, ils parachèvent l'oeuvre qu'ils avaient entreprise au cours des 70 dernières années avec le Gatt, l'OMC, le processus de Doha (inachevé pour le moment), en transmettant tout le pouvoir à l'oligarchie financière, en leur livrant clé en main la totalité de la société avant qu'ils engloutissent le monde pour le modeler à leur image qui aujourd'hui rime avec chaos, guerre et barbarie.

Le FMI et la Banque mondiale serviront désormais à réguler ou répartir les flux financiers nécessaires à alimenter les différents marchés qui désormais seront sous leur contrôle, afin qu'ils répondent exclusivement à leurs besoins, tandis que les institutions politiques répondront à leurs besoins sur le plan social, le terme est inapproprié, en terme de marchandise humaine formaté ou prête à l'emploi pour faire tourner leur économie, en fournissant suffisamment de bons et dociles esclaves qui seront récompensés en échange de leur soumission totale, le reste ou la majorité, le rebut ou les déchets issus de l'ancienne société seront voués à pourrir sur place jusqu'à extinction de l'espèce ou serviront occasionnellement de chair à canon dans une société militarisée.

Rien ne dit qu'ils parviendront à aller jusque là, mais il est clair que c'est leur objectif qui inclut des visée eugéniques. Comment ne pas voir qu'ils s'emploient à liquider des peuples entiers ou des pans entiers de population qui se chiffrent par millions et millions. Leur problème réside uniquement dans leur capacité à passer à un moment donné à une échelle supérieure, par une guerre mondiale qui pourrait se dérouler en plusieurs étapes, sur différents plans.

A nous de savoir si nous aurons l'intelligence et la détermination suffisante pour nous regrouper et les vaincre, c'est mal parti mais il faut demeurer optimiste, que l'on formule cette perspective est déjà en soi une source d'espoir, non, d'autres en France et dans le monde doivent partager cette analyse. A suivre.

- Tribunaux Tafta : la future commissaire rétropédale - Liberation.fr

La commissaire européenne désignée au Commerce, Cecilia Malmström, est restée ambiguë lundi sur l'inclusion de tribunaux d'arbitrage dans l'accord de libre-échange (Tafta) en négociation avec les Etats-Unis. «*Cette question suscite d'immenses inquiétudes*», a concédé Malmström lors de son audition devant le Parlement européen.

«*Je n'exclus pas que ça soit exclu de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, a-t-elle déclaré, mais discutons-en.*» Elle revient donc sur ses positions issues d'un document préparatoire qui a fuité ce week-end, où elle assurait que ce mécanisme «*ne ferait pas partie de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis*». Libération.fr 29.09

AFP - Ce week-end, des versions du discours de Mme Malmström ont fuité. Elle affirmait noir sur blanc que le "*mécanisme de protection des investissements*", qui suscite beaucoup de méfiance en Europe, notamment en Allemagne, ne ferait pas partie de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Ces propos n'apparaissent plus dans les réponses officielles de la commissaire, publiés sur le site du Parlement.

Lors de son audition, Mme Malmström va s'aligner sur la position moins tranchée du président-élu de l'exécutif européen, Jean-Claude Juncker, et mettre l'accent sur la transparence dans les négociations commerciales avec les Etats-Unis.

"*Comme s'y est engagé M. Juncker, la Commission va négocier un accord équilibré et raisonnable avec les Etats-Unis dans un esprit de transparence et de bénéfices mutuels et réciproques*", peut-on lire.

"*Il a insisté sur le fait qu'il ne va pas accepter que la compétence des tribunaux dans les États membres soit limitée par des régimes spéciaux pour les litiges avec les investisseurs*", ajoute-t-elle, en reprenant la formule utilisée par M. Juncker en juillet devant le Parlement européen.

Le mécanisme de protection des investissements prévoit notamment le recours à l'arbitrage international et pourrait permettre aux multinationales de contester en justice des politiques des gouvernements nationaux, comme cela se produit avec l'Accord de libre-échange liant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique (Alena).

L'Allemagne ne veut pas de cette clause, ni dans l'accord de libre-échange avec le Canada, dont les négociations ont pris fin vendredi, ni dans l'accord avec les Etats-Unis, connu sous l'acronyme "*TTIP*" ou "*TAFTA*".

Un septième cycle de négociations entre Bruxelles et Washington va débuter lundi aux Etats-Unis. Les discussions vont durer toute la semaine. AFP 29.09

- Le traité de libre-échange transatlantique TTIP s'enlise - LeMonde.fr

Que faut-il attendre de la semaine qui s'ouvre ?

« *Il ne va quasiment rien se passer pendant cette semaine de discussions aux Etats-Unis, assure toutefois une source bruxelloise. Les spécialistes vont se contenter – mais c'est un travail énorme ! – de comparer les procédures, pour tel et tel secteur de l'industrie et des services. On n'ira pas au-delà, les discussions sont gelées.* »

Côté américain, le traité n'est plus vraiment à l'agenda d'un gouvernement concentré sur l'enjeu des élections de mi-mandat, en novembre.

En Europe, la Commission, qui a reçu un mandat des Etats membres pour négocier, est sur le point d'être renouvelée, avec l'arrivée, prévue début novembre, d'une équipe emmenée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Le commissaire chargé du dossier « *TTIP* », le Belge Karel de Gucht, s'apprête à céder son fauteuil (d'ici à novembre), à la Suédoise Cécilia Malmström. « *Pas question, tant que cette dernière n'est pas en poste, de prendre des décisions engageantes pour les mois qui viennent* », décrypte une source européenne.

Mme Malmström a pour l'instant fait preuve de beaucoup de prudence sur le dossier. Elle doit être auditionnée par le Parlement européen, lundi 29 septembre.

Quels sont les points de blocage ?

Mme Malmström, si elle est confirmée à son poste à l'issue de cet examen devant les eurodéputés, et si elle souhaite relancer la « *machine* » à négocier côté européen, devra rassurer, à court terme, les Etats membres et les eurodéputés sur au moins deux points.

Il y a d'abord l'abcès de crispation autour du mandat de négociation du TTIP, aujourd'hui secret. En clair : quels biens et services sont vraiment concernés par l'accord ? Les « *anti-TTIP* » du Vieux Continent réclament depuis des mois qu'il soit publié.
La Commission européenne a fini par demander aux Etats membres d'accepter – c'est en effet à eux de prendre la décision. Et ce d'autant plus qu'un tas de versions du mandat ont déjà fuité sur Internet.

« *Mais certains, comme les Britanniques, sont très réticents. Ils ont peur de créer un précédent, pour d'autres négociations. Et les Américains ne veulent pas en entendre parler* », précise une source européenne.

Le Français Matthias Fekl, tout nouveau secrétaire d'Etat au commerce extérieur français, s'est récemment prononcé pour, comme les Italiens quelques semaines plus tôt. « *J'espère qu'on aura un accord entre les 28 Etats membres en octobre* », avance une source bruxelloise.

Le dispositif des tribunaux d'arbitrage, réclamé par les Américains dans le traité, est aussi l'autre très gros point bloquant en Europe. Il s'agit d'instances indépendantes vers lesquelles les entreprises pourraient se retourner si elles estiment qu'un pays menace leurs investissements. Pour leurs détracteurs, ces tribunaux d'arbitrage donnent le pouvoir aux multinationales au détriment des Etats.

Pour tenter de calmer les esprits, la Commission a lancé une consultation publique au printemps à laquelle auraient répondu plus de 150 000 personnes, un record. Mais elle n'a toujours pas fait de compte rendu. Les eurodéputés l'espèrent pour le mois de novembre. lemonde.fr 29.09

Les Américains s'érigent en procureur des Etats indépendants et souverains, en maîtres ou despotes sur le reste du monde

Brésil

- Au Brésil, un sondage favorable à Rousseff déplait aux marchés - Reuters

Argentine

- Dette: l'Argentine reconnue coupable d'avoir enfreint un jugement aux Etats-Unis - AFP

Un tribunal new-yorkais a estimé lundi que l'Argentine avait usé de voies "*illégales*" pour contourner un précédent jugement l'enjoignant de rembourser en priorité les fonds "*vautours*" pour pouvoir continuer à payer ses autres créanciers. AFP 29.09

A l'intérieur, ils traitent leur propre peuple en serf.

Ben Bernanke, Timothy Geithner et Henry Paulson, ont accordé un prêt à un taux usuraire à AIG via les banquiers de la Fed qui ont empoché le pactole. Rappelons que l'Etat fédéral a perdu la souveraineté de sa monnaie en 1913 au profit des banques privées qui constituent la Fed, et que l'Etat fédéral ne peut prêter que l'argent qu'il a lui-même emprunté à la Fed au taux d'intérêts que lui impose la Fed.

Au moment de l'explosion de la bulle des subprimes en 2008, AIG qui avaient été victime ou plutôt complice des banques qui avaient eu recours à ces montages financiers devenus opaques sous l'effet de la titrisation, pour la sauver de la faillite ou plutôt éviter que l'onde de choc que sa faillite produirait à l'echelle mondiale comme il est précisé plus bas, le gouvernement en échange des 182 milliards de dollars de prêt qu'il lui accordera se livrera à un véritable hold up qui lui se chiffrera en dizaine de milliards de dollars en mettant la main sur 79,9% du capital détenu par les actionnaires au titre de garantie qu'ils ne revirent jamais et qu'ils réclament aujourd'hui.

L'avocat de l'Etat fédéral ne s'est pas démonté pour autant et a répondu que ces actionnaires devaient s'estimer heureux d'avoir sauvé grâce à l'intervention d'Etat 20% de leurs actifs, alors qu'ils auraient pu se retrouver "*avec 100% de rien*". On imagine que la part correspondant aux 80% des actfs qui leur ont été subtilisés, puis qui ont été dépressiés avant d'être refourgués pour une bouchée de pain aux amis de Ben Bernanke, Timothy Geithner et Henry Paulson, a depuis repris des couleurs et leur a permis d'empocher un profit substantiel, car entre temps le prix de l'immobilier est reparti à la hausse.

Il nous manque des éléments pour aller plus loin, mais il semblerait que si ces actionnaires tiennent encore à ces actifs en septembre 2014, c'est qu'ils ont de bonnes raisons pour cela, c'est sans doute qu'ils ne sont pas partis en fumée (pour tout le monde) ou qu'ils en connaissent la valeur, finalement ils ont été spoliés par une mesure autoritaire prise par le gouvernement Bush.

Un jour on avait évoqué les taxes nouvelles adoptées par le gouvernement américain à valeur rétroactive que les Américains devaient acquitter sous peine de poursuites ou saisies, illustrant qu'on était bien en présence d'un Etat policier, d'une terrible dictature, on en a là une preuve supplémentaire. Bon, on ne va pas plaindre ces malheureux actionnaires qui ont perdu 40 milliards

de dollars, bien que parmi eux il y a sans doute des travailleurs américains qui avaient placé là leurs maigres économies pour leurs vieux jours, c'était juste pour montrer aux lecteurs qu'on n'exagère rien en caractérisant le régime américain de dictature effroyable.

- L'Etat américain sur le banc des accusés pour le sauvetage d'AIG en 2008 - AFP

Nationalisation salutaire ou "*exaction*"? La justice a commencé à se pencher lundi à Washington sur le sauvetage financier de l'assureur américain AIG en 2008, suite à une initiative de l'ancien PDG du groupe qui accuse l'Etat fédéral de spoliation.

Le coeur du procès, qui s'est ouvert pour six semaines à deux pas de la Maison Blanche et du Trésor américain, remonte à septembre 2008 et au pic de la crise financière qui a emporté la banque Lehman Brothers.

Au bord de la faillite, le géant de l'assurance AIG demande alors l'aide des autorités américaines. Pour tenter d'enrayer la panique financière, l'Etat fédéral se résout à lui accorder un prêt, qui finira par atteindre 182 milliards de dollars, mais s'empare, en contrepartie, de 79,9% de son capital.

C'est sur ce point précis que l'ancien PDG de l'assureur, Maurice Greenberg, s'est fondé pour porter plainte et ouvrir ce procès, qui devrait voir défiler à la barre l'ancien président de la Banque centrale américaine, Ben Bernanke, et deux ex-secrétaires au Trésor (Timothy Geithner et Henry Paulson).

L'enjeu financier n'est pas mince: les plaignants, regroupés derrière M. Greenberg, réclament quelque 40 milliards de dollars en réparation de la dépréciation de leurs actions.

"*Il n'y avait aucune justification à l'appropriation des titres*" d'AIG, a attaqué d'emblée son avocat, David Boies, accusant l'Etat d'"extorsion" et d'avoir "diabolisé" l'assureur en lui infligeant un traitement contraire à la Constitution.

Selon l'avocat, AIG est le seul groupe sauvé par les autorités pendant la crise à avoir dû céder la grande partie de son capital.

"*Ils (l'Etat) avaient un prêt qui était totalement sécurisé. Ils avaient un prêt sur lequel ils ont imposé des taux d'intérêts usuraires (...) et il ont quand même été chercher 79,9% du capital détenu par les actionnaires*", a-t-il accusé en présentant son argumentaire.

Le groupe, qui a aujourd'hui fini de rembourser l'Etat et a renoué avec les bénéfices, n'est pas associé à la plainte.

M. Boies a également soutenu qu'AIG avait été emporté par la crise non pas en émettant des crédits immobiliers à risque, les fameux "subprime", mais en se contentant de les assurer.

"*Ils ont fait un exemple en punissant AIG alors qu'ils n'ont pas commercialisé de "subprime"*", a affirmé l'avocat tout au long d'une intervention sans notes de 45 minutes.

De l'autre côté de la barre, le représentant de l'Etat fédéral, Me Brian Mizoguchi, a tenté de battre l'ensemble de ces arguments en brèche.

Il a d'abord rappelé qu'AIG ne pouvait plus payer ses créditeurs en septembre 2008 et avait sollicité et approuvé à l'unanimité le plan de sauvetage de l'Etat fédéral.

Selon l'avocat, les autorités étaient forcées d'intervenir étant donné le poids de l'assureur et les risques que sa faillite "*ne menace l'économie mondiale*" dans son ensemble.

"*Le but n'était pas de sauver AIG mais de sauver le monde d'AIG*", a déclaré M. Mizoguchi, défendant la décision de s'emparer du capital du groupe, qui servait de "*garanties collatérales*" sur le prêt.

Selon l'avocat, cette clause permettait également de réduire "*l'aléa moral*", cette forme de garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grands groupes "*trop importants pour faire faillite*".

M. Mizoguchi a également récusé les accusations de spoliations, estimant que les actionnaires d'AIG avaient eu la chance de bénéficier de l'aide de l'Etat plutôt que de voir leurs actifs partir en fumée dans une faillite.

"*Le prêt de l'Etat n'a pas affecté les actionnaires d'AIG. Aucun d'entre eux ne peut prétendre qu'il s'en serait mieux sorti sans l'intervention de l'Etat*", a-t-il plaidé répétant à plusieurs reprises le même mantra: "*20% de quelque chose vaut mieux que 100% de rien*".

M. Greenberg a dirigé AIG pendant près de 40 ans et en a fait le numéro un mondial de l'assurance. Il a été poussé à la démission en 2005, dans la foulée d'une enquête liée à une fraude comptable pour laquelle il n'a finalement pas été condamné.

Lors du sauvetage, nombre d'actionnaires se sont retrouvés quasiment ruinés puisque leur part a été diluée et ils ont perdu entre 80 et 90% de leur investissement. AFP 29.09

Le pouvoir de l'oligarchie mafieuse.

- Interrogations sur les relations entre la Fed et Goldman Sachs - Reuters

Un membre influent du Sénat américain souhaite mener des auditions sur les questions "*perturbantes*" soulevées par des enregistrements secrets de conversations entre des contrôleurs de la Réserve fédérale et des responsables de Goldman Sachs, une banque que la Fed était chargée de surveiller.

Elizabeth Warren, démocrate de la Commission bancaire du Sénat, a réclamé vendredi la convocation d'auditions à la suite de la publication d'une partie de ces enregistrements qui remontent à 2011 et 2012.

Le sénateur démocrate Sherrod Brown, également membre de la Commission bancaire, a appelé de son côté à une "enquête complète et approfondie" sur la question.

(Elle peut toujours attendre, il n'en sortira rien. - ndlr)

Carmen Segarra, ancienne employée de la Fed de New York, qui a perdu un procès sur les conditions de son départ de la Fed, a enregistré les conversations et les a transmises au site de journalisme d'investigation ProPublica et à l'émission de radio "*This American Life*" pour illustrer ce qu'elle juge être une proximité déplacée entre le régulateur et la banque.

Les enregistrements semblent montrer que les superviseurs de la Fed ne souhaitaient pas demander des informations précises à Goldman concernant une transaction avec Banco Santander, ni critiquer fermement ce que Segarra considère comme étant une absence de politique visant à prévenir les conflits d'intérêt.

(On ne présente plus Goldman Sachs qui est l'une des plus puissantes banques du monde et qui fait partie intégrante de la Fed, donc lui chercher des poux ou causer des ennuis à l'un de ses partenaires, en l'occurrence la banque espagnole Santander qui elle fait partie de l'internationale des oligarques, à ce titre en 2010, Matias Rodriguez Inciarte, vice-président du groupe a été invité à la réunion annuelle du groupe Bilderberg, c'est peine perdue d'avance ou pire encore. Ils sont intouchables, ils détiennent le pouvoir. -ndlr)

"*Quand les régulateurs sont davantage préoccupés d'éviter aux grandes banques d'avoir à rendre des comptes que de protéger le peuple américain des comportements risqués et illégaux à Wall Street, c'est une menace pour toute notre économie*", a déclaré Elizabeth Warren dans un courrier électronique.

(Cela montre que si les oligarques détiennent la majorité au Congrès, ils ne le contôlent pas totalement. Cela explique les contradictions qui apparaissent dans la politique américaine. - ndlr)

"*Le Congrès doit organiser des auditions sur les questions perturbantes soulevées par le rapport d'un informateur paru aujourd'hui, lorsqu'il se réunira à nouveau en novembre.*"

Egalement dans un courrier électronique, Sherrod Brown a ajouté: "*Pendant trop longtemps, trop de régulateurs financiers ont été trop complaisants vis-à-vis du secteur même qu'ils sont chargés de contrôler.*"

(Ils sont juge et partie ou achetés. - ndlr)

La Fed s'est de son côté défendu de toute irrégularité. "*La Fed de New York dément catégoriquement les allégations faites concernant l'intégrité de sa supervision des institutions financières*", dit-elle dans un communiqué publié sur son site.

(La Fed est une organisation mafieuse qui a un fonctionnement opaque, on se souvient encore des 9.000 milliards de dollars qu'elles avaient distribués à certaines banques ou acteurs du marché sans en informer le Congrès. Mais cela c'est déjà du passé, aux Etats-Unis dans les instances judiciaires les plus élevées ils ont une mémoire sélective ou ils sont atteints d'amnésie dès qu'il s'agit de s'attaquer à la Fed ou aux plus puissantes banques. - ndlr)

Vendredi, Goldman a resserré ses règles concernant les investissements en actions et en obligations autorisées pour ses banquiers,

a annoncé un porte-parole de la banque à Reuters.

Une source proche du dossier a précisé que ces nouvelles règles pour éviter les conflits d'intérêt étaient en préparation depuis quelque temps et n'étaient pas liées à cette affaire.

(Ils trafiquent ou ils se livrent à des activités illégales quotidiennement sur tous les marchés en toute impunité. En réalité "*ces nouvelles règles*" ont pour fonction de contourner la réglementation en vigueur, ce qui n'est pas un acte frauduleux aux Etats-Unis. Ce qui l'est en revanche, c'est de se réclamer de cette réglementation et de l'enfreindre ce qui est différent. En fait leur système encourage les pratiques mafieuses qui elles ne tombent pas sous le coup de la loi du moment qu'elles sont couvertes par la Constitution... au nom de la liberté ! - ndlr)

La Fed de New York comme Goldman Sachs ont refusé de commenter l'éventuelle tenue d'auditions. Reuters 28.09

En complément.

- Optimisation fiscale : un pépin pour Apple - Liberation.fr

Quelle affaire ! Il y en a combien dans une pomme ?

La situation sociale ne peut que se dégrader dans l'avenir.

- Le chômage en France va continuer d'augmenter fin 2014 et en 2015 - AFP

- Le gouvernement met une nouvelle fois les familles à contribution - AFP

L'objectif est de réaliser des économies de l'ordre de 700 millions d'euros en 2015 sur les prestations familiales, sans recourir à un gel de leur revalorisation, selon le projet de budget de la Sécurité sociale.

La division par trois de la prime à la naissance à partir du 2e enfant (de 923 à 308 euros) doit permettre d'économiser 250 millions d'euros dès 2015.

Le congé parental, qui vient tout juste d'être réformé dans la loi sur l'égalité hommes-femmes, le sera une nouvelle fois. Ce congé devait être porté de six mois à un an maximum pour un premier enfant si les deux parents le prennent, et il devait rester de trois ans maximum à partir de deux enfants, mais à condition que le second parent prenne six mois. Le gouvernement envisage aujourd'hui d'accroître ce partage à partir du deuxième enfant, sans préciser où se situera le curseur. Deux ans et un an ? Dix huit mois et dix huit mois ? Un décret le dira.

Pour le gouvernement, il s'agit de permettre un meilleur partage des rôles entre pères et mères et d'éviter un éloignement trop durable des femmes du marché du travail. Mais sachant que seulement 3% des congés sont pris actuellement par des pères, il est tentant d'y voir une façon de réaliser de substantielles économies.

"*Sous couvert de plus d'égalité entre les hommes et les femmes, il s'agit en fait de priver d'allocation toutes les familles dont les pères ne pourront pas prendre leur part du congé*", a ainsi souligné L'Union des familles en Europe et le Mouvement Mondial des Mères France dans un communiqué avant même le détail des annonces.

Autre mesure dans le viseur du gouvernement: une aide à la garde d'enfants, le "*complément de libre choix du mode de garde*", serait réduite pour les familles les plus aisées, via l'introduction d'une tranche supplémentaire de revenus pour le calcul des aides.

Enfin, la majoration des allocations familiales de 65 euros, qui est versée lorsqu'un enfant a atteint l'âge de 14 ans, sera progressivement décalée à 16 ans.

Le néolibéralisme, qu'est-ce que c'est ? La privatisation des services sociaux poussée au delà de l'infâmie

- Scandale dans un centre pour réfugiés en Allemagne - LeFigaro.fr

La photo a fait scandale. On y voit un homme à terre -un étranger- menotté, le visage sous le pied d'un surveillant. Un deuxième surveillant pose, à genoux, l'air fier de lui. La scène, photographiée mi-septembre, se passe dans un centre pour demandeurs d'asile à Burbach, en Rhénanie-du-nord-Westphalie et a suscité l'indignation en Allemagne.

«*Ce sont des images, que nous ne connaissions qu'à Guantanamo*», a déclaré le chef de la police de Hagen, Frank Richter.

«*Chaque citoyen est choqué*», a commenté le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert. «*Les responsables doivent rendre compte de leurs actes*». Une enquête pour maltraitance a été ouverte contre au moins quatre agents incriminés. Et d'autres cas de maltraitance ont déjà été enregistrés par la police, qui a commencé à entendre les quelque 700 réfugiés installés dans le centre de Burbach. Une enquête est aussi en cours sur des violences commises dans des centres situés à Essen et Bad Berleburg.

Le centre d'hébergement de Burbach, comme cinq autres dans l'ouest du pays, est administré par la société privée European Homecare, spécialisée dans l'aide sociale. Pour les associations de défense de réfugiés, c'est l'une de clés du problème. «*Les agents de sécurité de la société privée European Homecare n'ont pas subi le moindre contrôle*», a dénoncé l'association ProAsyl. En l'occurrence, c'est un autre sous-traitant, la société SKI, qui est chargée de la sécurité des centres. Suite à l'ouverture de l'enquête, l'entreprise s'est vue retirer son contrat.

Sans défendre les actes commis par les agents de sécurité, European Homecare se défend en assurant manquer de moyens et notamment de personnel pour faire face à l'explosion du nombre de demandeurs d'asile. En Europe, l'Allemagne est devenue l'une des premières destinations des réfugiés venus de Syrie ou d'Irak. Tous les centres d'hébergement sont saturés.

Depuis le 1er janvier, près de 100000 nouveaux demandeurs ont été enregistrés en Allemagne. Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a annoncé la semaine dernière l'organisation d'une conférence internationale sur les réfugiés syriens, le 28 octobre à Berlin. C'est de cette zone de conflit que proviennent la plupart des réfugiés. LeFigaro.fr 29.09

A chacun son tour. Propagande occidentale anti-chinoise.

A Hong Kong, jeunes et membres des classes moyennes réclament plus de démocratie, ce qui jusque là est justifié. Ce qui l'est moins c'est la récupération et l'instrumentalisation qui en est fait par les médias occidentaux qui relayant la propagande de Washington en profitent pour diaboliser les autorités chinoises, alors que dans leur pays respectif la démocratie n'existe pas ou est purement formelle, piétinée quotidiennement, ce qu'évidemment ils oublient de préciser.

- Le mouvement pro-démocratie ne désarme pas à Hong Kong - Reuters

C'est la terminologie qu'ils ont employée en Syrie et en Libye pour qualifier en 2011 les opposants à Kadhafi et Assad qui se sont avérés être des barbares ! Autrement, comme en Russie, ce sont les opposants au gouvernement en place coachés par la CIA ou la NED ou les organisations qu'ils financent qu'ils nomment ainsi. Tout ce qui se nomme pro-démocratie est d'emblée suspect...

- Hong-Kong: Les cinq clés du conflit entre la police et les étudiants - 20minutes.fr

L'esprit policier veille !

- Pourquoi Hong Kong se révolte contre la Chine - L'Express.fr

Une revendication d'étudiants instrumentalisés qui se transforme en tout un peuple debout comme un seul homme...

- A Hong Kong, la rue continue de défier Pékin - Francetv info

Métaphore qui en fait ne concerne qu'un espace réduit de Hong Kong... En France, au nom des usagers ils hurlent rendez-nous la rue !

- A Hong Kong, les manifestants prodémocratie toujours déterminés - 20minutes.fr

C'est marrant en France ils ont plutôt tendance à vouloir les encourager, à vomir dessus...

- Hong Kong : les militants pro-démocratie restent mobilisés - Le Nouvel Observateur

Jusqu'à la chute finale de la Chine !

- Hong Kong: atmosphère festive après les gaz lacrimogènes - AFP

Ils sont sûrs de faire plier le monstre, alors ils font la fête...

- Hong Kong: internet censuré pour étouffer les manifestations - L'Express.fr

En France, c'est Internet qui les étouffe ! Et ne dites pas que les médias censurent les opposants à sa politique...

- La presse officielle chinoise dénonce l'action d'« *extrémistes politiques* » à Hongkong - LeMonde.fr

La presse aux ordres en France tient le même discours pour bien moins que cela... Mais là il s'agit de la Chine. C'est comme la Russie qui devrait applaudir à des actes de vandalisme (Femen), ou la Syrie quand des snipers tirent sur des policiers qui encadrent des manifestations pacifiques, il faudrait leur discerner une médaille...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2014

CAUSERIE

J'étais en train de bosser. Les chiens qui étaient dans le jardin à quelques mètres de la fenêtre de mon bureau se mettent à aboyer. Je leur dis d'arrêter, ils continuent, je remarque que leur regard est braqué dans une direction, vers l'intérieur du jardin. Je me dis qu'un chien est peut-être entré en sautant le muret ou quelqu'un. Je me lève et je regarde par la fenêtre, rien. Ils continuent d'aboyer furieusement, et là en les observant plus attentivement je vois que leur regard se dirige vers l'herbe, en effet il y avait un cobra à trois mètres d'eux, dressé et prêt à passer à l'attaque.

Au lieu de me précipiter dans le jardin, j'ai la présence d'esprit d'appeler les chiens qui sont en danger de mort. Une fois revenus sur la terrasse, je prends un énorme bâton qui se trouvait là, non pas pour en finir avec ce cobra mais le chasser du jardin, je tape violemment le sol à sa hauteur et il décide de s'enfuir, avant de passer le muret je lui assène un coup histoire de dire n'y revient pas, qu'est-ce que je pouvais faire d'autre, je ne suis pas un barbare, je n'ai pas de sabre sous la main !

C'est la première fois que j'en voyais un dans la nature d'aussi près, trois ou quatre centimètres de diamètre seulement, mais son venin agit très vite et est mortel. Bon, j'arrête là, je vais couper l'herbe qui a repoussé avec la pluie des dernières semaines.

L'info que les agences de presse occidentales et les médias ont censurée.

- Sommet des 5 pays riverains de la mer Caspienne à Astrakhan - french.irib.ir

Le Sommet des 5 pays riverains de la mer Caspienne a eu lieu, lundi, à Astrakhan, en Russie.

Les principales ententes concernant le futur statut de la mer Caspienne sont fixées. Réunis à leur Sommet, à Astrakhan, (Russie), les chefs de cinq Etats riverains ont signé une déclaration politique. Ce document reflète les grands principes de coopération, sur lesquels reposera la Convention sur le statut de la mer Caspienne. Quant au texte de la Convention, il pourra être adopté, déjà, au prochain Sommet des pays riverains, estiment les présidents.

En plus de la signature, à Astrakhan, de quelques accords entre les 5 pays riverains de la mer Caspienne et une déclaration politique, d'importants accords ont eu lieu entre Hassan Rohani, Vladimir Poutine, Ilham Aliev, Noursoultan Nazarbaïev et Gurbanguly Berdimuhamedow, respectivement, les Présidents iranien, russe, azerbaïdjanais, kazakh et turkmène.

C'est ainsi que les principales difficultés semblent, avoir été, enfin, surmontées. "*Les ententes réalisées, à Astrakhan, répondent aux intérêts durables de toutes les parties*", s'est convaincu le Président de la Russie, Vladimir Poutine.

"*La signature de documents, au Sommet sur la Caspienne, montre la volonté politique des Etats de développer leur interaction*", a déclaré Hassan Rohani. «*Les pays riverains de la mer Caspienne pourront, à eux seuls, assurer la sécurité de cette région*», a-t-il ajouté. Rohani a, également, mis l'accent sur la nécessité de garantir la paix et la sécurité de la mer Caspienne et d'interdire la présence militaire des étrangers, de préserver l'unanimité des décisions, l'abstention de toute unilatéralisme, la libre navigation et l'adoption d'une politique coordonnée. D'autres propositions ont été faites, comme, par exemple, celle du Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, de créer une zone de libre-échange.

La position constructive de Bakou a, considérablement, contribué aux compromis trouvés ces temps-ci. L'Azerbaïdjan a, déjà, réglé, dans un format bilatéral, la plupart des questions litigieuses. "*Ces ententes ont permis de poser, encore, une pierre, dans la fondation de la future Convention sur le statut de la Caspienne*", estime le leader azéri, Ilhkham Aliïev.

Le Président du Turkménistan, Gourbangouly Berdymuhammedov, a, quant à lui, attiré l'attention sur un essor de l'infrastructure des transports. Il a avancé l'idée de créer une ceinture de chemin ferroviaire tout autour de la Caspienne.

Les parties ont paraphé un accord de coopération, dans l'hydrométéorologie, et ont assisté à la signature de l'accord de coopération, dans la prévention et l'élimination des situations d'urgence, en mer Caspienne, et de l'accord sur la préservation et l'exploitation rationnelle des ressources biologiques marines. Les cinq leaders se sont mis d'accord pour que la navigation soit libre, sur la Caspienne, pour les pays riverains. Mais ils n'admettront pas de présence militaire étrangère, dans les eaux de la Caspienne, qui doit rester une mer d'amitié, une zone de paix, de coopération et de bon voisinage. french.irib.ir 30.09

Ce n'est pas par amour de "*l'axe de la Résistance*" ou parce que nous aurions un penchant pour le chiisme ou l'Iran, la Russie, la "*théorie des blocs*" ou un impérialisme plutôt qu'un autre, etc. que nous nous connectons à ce portail iranien uniquement pour obtenir des infos et vous les transmettre.

Dossier Syrie-Irak.

- La coalition US s'acharne contre les infrastructures de la Syrie - french.irib.ir

Lundi soir, les chasseurs de la Coalition ont pris pour cible deux raffineries de pétrole, situées dans la province de Hassaka. Une quinzaine de raffineries et de puits de pétrole ont été attaqués depuis la semaine dernière. Sur le plan politique, Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré qu'il fallait une force terrestre pour combattre Daesh mais non pas celle des Etats-Unis. french.irib.ir 30.09

- "*Intelligence stratégique d'Assad nous a surpris*" - french.irib.ir

Un officier US, le généraol Rick Franko avoue l'inavouavble !

"*L'intelligence stratégique dont le Président syrien a fait preuve depuis le début de la crise a surpris tout le monde . C'est un homme d'une très grande intelligence qui déjoue sans cesse nos plans*", a reconnu le général et analyste militaire sur la chaine CNN. " *A mon sens, les groupes armés comme l'ASL, ou encore le Front islamique n'auront aucun problème avec les frappes de la coalition internationale. Ils sont même favorables à ces attaques*", a-t-il prétendu en allusion aux soi-disant divergences qui opposeraient Daech à l'ASL et au front islamique : " *En effet la position de chaque groupe rebelle vis à vis de ces frappes est fontion de ses liens avec Daech. Au front islamique, les combattants, tous des Frères musulmans ne peuvent saquer les daechistes*", a dit le général en avançant toutefois une analyse qui va à rebours des réalités sur le terrain. A vrai dire, les frappes américaines contre Daech ont plutôt consolidé les rangs des différentes milices terroristes, selon les témoins. french.irib.ir 30.09

En complément.

- Série d'attentats à Bagdad et d'autres villes irakiennes - Reuters

Bienvenue chez les barbares.

Le grand mensonge de l'État islamique : « ***Les terroristes c'est nous*** ».

Extrait. Rappelons que l'Arabie saoudite et le Qatar ont financé et formé les terroristes de l'État islamique (EI ou EIIL) pour le compte des États-Unis. Israël héberge l'EI dans le plateau du Golan et l'OTAN, en liaison avec le haut commandement turc, est impliqué depuis mars 2011 dans la coordination du recrutement des combattants djihadistes envoyés en Syrie. En outre, les brigades de l'EIIL en Syrie et en Irak sont intégrées par des forces spéciales occidentales et des conseillers militaires.

Tout cela est connu et documenté, mais pas un seul chef d'État ou chef de gouvernement n'a eu le courage de souligner l'absurdité de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies proposée par les États-Unis et adoptée à l'unanimité le 24 septembre.

George W. Bush a déclaré en 2001, « *vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes* ». La vérité interdite est que les États-Unis sont impliqués dans une entreprise diabolique: ils ont créé un réseau terroriste islamique dans le but de détruire des pays souverains et maintenant ils mènent une guerre contre leur propre réseau de terreur. Sans la propagande des médias, ce programme militaire sous couvert de lutte contre le terrorisme tomberait à plat, s'effondrerait comme un château de cartes.

Les terroristes sont le président des États-Unis et son indéfectible allié de Grande-Bretagne, ce sont ces « *États qui appuient le terrorisme* » dans le but de mener une guerre de conquête et l'Organisation des Nations Unies est complice dans ce projet. Mondialisation.ca - Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca - 30 septembre 2014

L'Emirat Islamique a pour modèle l'Arabie saoudite allié de Washington-Paris-Londres-Tel-Aviv

Vous vous souvenez peut-être des paroles prononcées par Hollande lors d'un déplacement en Arabie Saoudite, à l'issue d'un entretien qu'il avait eu le 2 janvier 2014 avec le monarque saoudien, il s'était exclamé visiblement satisfait : "*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse.*"

- Crime et châtiment en Arabie Saoudite - Les autres décapitations.

Les raisons pour lesquelles une vague mystérieuse dans les exécutions - The Economist 20.09.14

(Article en anglais traduit en français - ndlr)

Le condamné peut demander un analgésique. Leur fin n'est pas télévisé et survient à l'aide un coup d'épée rapide porté par un bourreau qualifié, plutôt que trancher avec un couteau de cuisine par une brute inculte. Sinon il n'y a pas beaucoup de différences entre la peine de mort par l'"Etat islamique" des djihadistes et en Arabie Saoudite, un pays considéré comme un allié crucial de l'Occident dans la lutte contre le EI. Il n'y a pas non plus une grande différence entre les deux entités dans d'autres domaines où ils appliquent de manière particulièrement impitoyable la charia, ou loi islamique, y compris les coups de fouet publiques et le droit pour les victimes d'actes criminels à réclamer vengeance œil pour un œil.

Ils suivent la jurisprudence hanbalite, la plus stricte des quatre écoles de droit islamique sunnite traditionnelle: quand des Egyptiens réprimandent quelqu'un pour lui chercher la petite bête, l'expression est «*Ne soyez pas Hanbali*". Les dissidents de Raqqa, la ville syrienne qui est proto-capitale de EI, disent les 12 juges qui dirigent maintenant son système judiciaire, statuant sur tous les litiges de propriété aux meurtres, sont Saoudiens. Le groupe a également créé une police religieuse sur le modèle saoudien, chargée de déraciner le vice et harceler les croyants à la prière. Et comme dans les zones gouvernés par EI, où les églises et les mosquées non-sunnites ont été rasées ou converties à d'autres usages, l'Arabie saoudite interdit la pratique religieuse non-musulmane. Par exemple, le 5 septembre lapolice saoudienne a fait irruption dans une maison de Khafji, près de la frontière koweïtienne, et accusés 27 chrétiens d'Asie de se livrer à une cérémonie religieuse.

Ces derniers mois, EI a réalisé des centaines, voire des milliers d'exécutions, la plupart du temps par armesà feu plutôt que par décapitation et généralement sans procès d'aucune sorte. L'Arabie saoudite est moins portée à la décapitation. Pourtant, en l'espace de seulement 18 jours au mois d'août, le royaume a décapité quelques 22 personnes, selon les défenseurs des droits de l'homme. L'avalanche d'exécutions a été surprenante, non seulement parce qu'elle fut soudaine - le royaume avait effectué au total 79 exécutions l'année dernière, mais parce que beaucoup de personnes exécutées avaient été condamnés pour des infractions relativement mineures, comme la contrebande de haschich ou étrangement la «*sorcellerie* ». Dans une affaire, le prévenu était manifestement atteint d'une maladie mentale, mais il a tout de même perdu sa tête.

C'est surprenant dans la mesure où le royaume saoudien a ces dernières années assoupli certaines règles sociales, et fait des efforts pour freiner les excès commis par la police religieuse. Certains critiques saoudiens craignent que la recrudesence de décapitations représente une réponse des autorités religieuses au défi d'EI. C'est peut-être une tentative de prouver aux Saoudiens les plus conservateurs que le royaume demeure un véritable Etat«islamique» plus que n'importe lequel. D'autres y voient plutôt une réponse du gouvernement pour contenir le malaise social grandissant chez la jeunesse saoudienne qui s'ennuie, y compris celle qui se laisse aller à l'incrédulité. - The Economist 20.09.2014

Déni. Quand Le Figaro défend les fachos de Kiev (ou de l'Otan, c'est la même chose).

- Moscou poursuit Kiev pour «*génocide*» - lefigaro.fr

Alors que les canons peinent à se taire dans le Donbass, une nouvelle guerre, judiciaire et sémantique, oppose Moscou et Kiev autour du qualificatif symbolique de «*génocide*». C'est ce terme, défini dans l'article 357 du code pénal russe, qui a été employé lundi soir par le Comité d'enquête russe afin de poursuivre plusieurs responsables ukrainiens, accusés de ce crime commis

à «*l'encontre de la population russophone*» du sud-est de l'Ukraine. À ce stade, les accusés sont des personnes «*non identifiées*», mais derrière lesquelles se cacheraient, selon Moscou, des responsables de la formation nationaliste ukrainienne Pravyi Sektor et de la Garde nationale ukrainienne.

Le principal organe judiciaire du pays appuie son argumentation sur le fait qu'au moins 2500 civils («*gens pacifiques*», selon la terminologie russe) ont été victimes des bombardements «*ukrainiens*» et que 50 maisons ou équipements publics ont été détruits ou endommagés (Plus de 500 au total d'après un premier décompte détaillé relaté par la chaîne Russia Today avant-hier aux infos. - ndlr). Il se fonde également sur la découverte, annoncée par les rebelles séparatistes, de fosses improvisées cachant les dépouilles de plusieurs civils, et dont le nombre reste à définir. Le génocide peut être puni d'une peine de réclusion à perpétuité, voire de la peine de mort, dont l'application fait l'objet d'un moratoire en Russie.

Quelques heures plus tard, le parquet ukrainien annonçait son intention de poursuivre le Comité d'enquête russe, pour «*assistance à une organisation terroriste*» (en l'occurrence les rebelles) et «*ingérence dans l'activité des forces de sécurité et les affaires de l'État ukrainien*». Ce à quoi les juges russes ont de nouveau répondu en lançant une enquête contre les membres du parquet ukrainien, accusés de «*cacher le génocide*».

En mars, la présidente de la Chambre de la Fédération, Valentina Matvienko, avait déjà mis en avant le risque de «*génocide*» pesant selon elle sur la population russe de Crimée, afin de justifier l'annexion de la péninsule. Dans le cas du Donbass, le génocide de la population russophone est «*monstrueux et évident*», déclare pour sa part la députée de Russie unie, Irina Iarovaïa. Pour cette parlementaire conservatrice du parti pro-Poutine, l'accusation du comité d'enquête «*émane de tous les citoyens russes et de l'ensemble du monde russe devant ces meurtres de masse cruels perpétrés par les nouveaux fascistes, qui se cachent derrière le paravent des pouvoirs ukrainiens et de leurs protecteurs d'outre-Atlantique*». Lefigaro.fr 30.09

L'auteur de cet article s'est employé à minimiser les faits ou falsifier la réalité des destructions et massacres opérer par l'armée ukrainienne flanquée de milices fascistes, et à ridiculiser la Russie. Apparemment il n'a pas convaincu tous les lecteurs du Figaro. Cela leur est de plus en plus difficile de cacher la vérité. Alors ils procèdent par amalgame interposé pour la noyer, mais cela ne fonctionne pas ou plus aussi bien que dans le passé, leur supercherie est vite éventée.

Commentaire d'internaute.

Précisons et vous comprendrez pourquoi, d'abonnés du Figaro.

1- "*L'OSCE répond à M. Avril (l'auteur de l'article du Figaro. - ndlr) : Ainars Graudins, membre letton du groupe d'experts de l'OSCE, a déclaré que des exécutions de masse sommaires ont lieu sur les territoires contrôlés par les bataillons ukrainiens. «Après tout ce que j'ai vu, il n'y a qu'une conclusion possible : sur les territoires contrôlés par les formations paramilitaires des autorités de Kiev, on assiste à des exécutions sommaires des insurgés et des civils», a-t-il déclaré après avoir vu les fosses communes à Nijniaya Krynka. «Si l'on se réfère aux lois internationales, ceci peut être qualifié comme un crime de guerre et de génocide de son propre peuple. Nous l'avons vu au Rwanda (tins, tiens!) et en Yougoslavie et les coupables doivent être arrêtés et punis par un tribunal international. Les crimes de guerre sont imprescriptibles.»*"

2- "*Les Observateurs de l'OSCE sur le terrain confirment cela depuis des mois. Mais ceux là, bien entendu, personne ne leur tend un micro. Au lieu de cela, on accuse les indépendantistes de rompre la trêve, alors qu'ils viennent de se prendre des obus de 152mm sur la tête tuant des dizaines de civils, et qu'ils ne font que se défendre... Et la presse de titrer, "les séparatistes ont violé la trêve..."*

Ce que nous font nos médias aujourd'hui, ou plutôt ce qu'ils se font à eux même, c'est du pur suicide. Tous ces mensonges sur Svoboda, Pravy Sektor, la garde nationale, que certaines personnes influentes sont venues nous présenter comme des nationalistes modérés. Tout ce silence sur le nombre de morts réels dans le Donbass, et les bombardements systématiques des villes avant de les prendre d'assaut, à l'arme lourde, et de raser tout ce qui tient encore debout. Les destructions systématiques des villages, des habitations, des lieux de vie communs. Le massacre des civils innocents, de femmes et des enfants. Certains ici, qui savent chercher l'information par eux même le voient tous les jours. Mais aucune chance de le savoir en lisant la presse ou en regardant les informations du 20H. C'est consternant, et tout simplement scandaleux..."

Business is business.

- Le marché des fusions & acquisitions en France en pleine reprise - Reuters

Après un redémarrage tonitruant en début d'année, le marché français des fusions et acquisitions (M&A) confirme au troisième trimestre qu'il est sorti de la léthargie dans laquelle il était plongé depuis la crise financière de 2008-2009.

De l'avis de banquiers, la reprise du M&A est bel et bien ancrée, portée une nouvelle fois par un secteur des télécoms en ébullition. A l'image du français Iliad qui a tenté cet été, sans succès pour le moment, de racheter à Deutsche Telekom sa filiale américaine

T-Mobile USA.

Les entreprises européennes, qui ont assaini leur bilan et réduit leur endettement pendant la crise, ont retrouvé des marges de manoeuvre financière et veulent profiter de conditions de financement attractives pour trouver des gisements de croissance hors d'une Europe confrontée au marasme économique.

"*Les transactions vont se poursuivre. Tous les secteurs sont susceptibles de bouger*", dit Alban de La Sablière, banquier d'affaires chez Morgan Stanley à Paris.

"*On remarque que le marché a une bonne perception des opérations de M&A*", poursuit-il. "*L'environnement de taux bas favorise aussi les grandes transactions. Cela met de l'huile dans les rouages*."

D'après les données Thomson Reuters, le volume des transactions de M&A a triplé en France (+210%) au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2013, à 249,6 milliards de dollars (198 milliards d'euros environ).

A lui seul, le troisième trimestre totalise 101,8 milliards de dollars (81 milliards d'euros) de transactions et signe ainsi le meilleur trimestre depuis début 2006.

"*Nous sommes repartis sur un cycle haussier*", souligne Hubert Preschez, responsable du Corporate Finance pour la France à la Société générale.

"Dans un environnement de liquidité abondante et de désendettement, les entreprises font face à des problématiques de marge, qui les encouragent à rechercher des mouvements de synergies", poursuit le banquier d'affaires.

Plus globalement, en Europe, entre janvier et septembre, le volume des transactions a crû de 83% à 685 milliards de dollars. Sur cette même période, il a grimpé de 63% aux Etats-Unis à 1.230 milliards de dollars.

Sans surprise, en France, les télécoms ont dominé les débats avec 89 milliards de dollars d'opérations de M&A sur les neuf premiers mois de l'année.

Outre le rachat de SFR par Numericable annoncé en avril et l'intérêt d'Iliad pour T-Mobile USA, le secteur a vu Orange jeter son dévolu sur l'espagnol Jazztel, tandis que Vivendi a vendu sa filiale brésilienne GVT à l'espagnol Telefonica.

"*Aujourd'hui, nous sommes clairement dans une période d'exécution des transactions annoncées en début d'année mais quelques opérations de taille assez significative pourraient arriver d'ici la fin de l'année*", souligne Hubert Preschez.

Le français Lafarge et le suisse Holcim préparent ainsi sur plus de trois milliards d'euros de cessions d'actifs pour pouvoir mener à bien leur fusion prévue d'ici la fin du premier semestre 2015.

D'après le classement de Thomson Reuters, BNP Paribas arrive en tête des banques conseil en France à fin septembre avec 45 transactions à son actif, suivi par Lazard (45 transactions) et Morgan Stanley (21). Reuters 30.09

A retenir.

Les entreprises ne connaissent pas la crise, elle est réservée aux travailleurs, pendant qu'elles peuvent mettre de "*l'huile dans les rouages*" grâce aux largesses des banques via la BCE, le gouvernement bloque les retraites et les prestations sociales destinées aux travailleurs qui se passeront de beurre dans les épinards.

L'Etat socialise les dettes des entreprises et des banquiers alors que ces derniers privatisent les profits.

Tandis que la dette de l'Etat a franchi le cap des 2.000 milliards d'euros, on nous dit que les entreprises "*ont assaini leur bilan et réduit leur endettement pendant la crise*", c'est l'histoire des vases communicants, on a là la finalité de leur propagande en faveur de la crise pour mieux camoufler à qui les mesures qu'ils prenaient devaient profiter.

Mieux encore, les entreprises "*ont retrouvé des marges de manoeuvre financière*", pendant que le gouvernement annonce qu'il va encore serrer d'un cran la ceinture qui étouffe les travailleurs à travers une panoplie de mesures à hauteur de 50 milliards d'euros. Quant aux "*problématiques de marge des entreprises*", Valls qui "*aime les entreprise*" s'est engagé à y répondre favorablement en s'inspirant du Medef.

Ajoutons un mot.

Certains camarades se demandaient à juste titre, si cette histoire de crise était du lard ou cochon, vraie ou fabriquée, au point de douter de son existence ce qui était mal poser la question. Ils ont là la réponse à leur question. Une chance, elle ne vient pas de nous, donc ils seront portés à la croire.

La crise du capitalisme est bien réelle, mais selon que l'on est riche ou pauvre pour reprendre une vieille formule, on ne la vivra pas ou on ne la percevra pas de la même manière, ce qui est somme toute normal, voilà tout.

Ce qu'on a du mal à intégrer dans nos calculs ou quand on l'analyse, c'est qu'elle n'a pas seulement pour origine la baisse du taux de profit (moyen à l'échelle mondiale), mais aussi l'extraordinaire accumulation de capitaux dont les capitalistes ne savent plus quoi faire ou comment les placer pour en tirer de nouveaux profit qui alimente ou accélère à son tour la baisse du taux de profit qu'ils tentent de freiner ou contrecarrer, en délocalisant leur production dans des pays où la main d'oeuvre est bon marché et les contraintes fiscales minimales.

A plusieurs reprises on a évoqué l'effondrement du capitalisme et la question de savoir s'il risquait ou non d'y avoir une guerre mondiale à court terme, et nous avons expliqué que l'effondrement du capitalisme était déjà en train de se produire au regard de la situation sociale en Grèce, au Portugal ou en Espagne, dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE, où finalement ils sont parvenus en grande partie aux mêmes résultats en laminant les droits sociaux des travailleurs, en abaissant de manière brutale et drastique le coût de la main d'oeuvre, les retraites, les salaires et le nombre de fonctionnaires, en s'attaquant au droit du travail, en procédant à de nouvelles privatisations, en détruisant des pans entiers de l'industrie, en réduisant les budgets sociaux de l'Etat, et surtout en portant le chômage à un niveau exceptionnel, etc.

On serait même porté à dire qu'ils ont fait mieux encore qu'en temps de guerre ou l'après-guerre, à l'exception toutefois de la destruction de ces pays ou leurs infrastructures, leurs moyens de production, mais bon, ils s'en chargent ailleurs, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Gaza, etc.

Parallèlement, des millions d'ouvriers sont surexploités dans les pays où ils ont délocalisé ou implanté leurs multinationales en Asie et en Afrique, au Mexique et en Amérique latine, ce qui leur permet d'engranger de gigantesques profits et de patienter dans l'impossibilité d'affronter le prolétariat des pays (occidentaux) les plus développés.

D'autres facteurs entrent en jeu, disons qu'il faut prendre en compte principalement ceux qui viennent d'être cités pour comprendre comment s'articule la crise du capitalisme et comment ils y font face pour mieux les combattre.

Il ne faut jamais oublier que la situation est le produit de contradictions dont les rapports évoluent sans cesse. Ce qui est d'autant plus difficile à cerner que les médias ou ceux qui sont censés nous représenter ou encore nous fournir des informations sur la situation, omettent systématiquement un des pendants de ces contradictions, ce qui au bout du compte rend la situation incompréhensible.

Une dernière précision.

Ce n'est pas parce que Rockefeller est impliqué dans Rosnef qu'il n'est pas derrière la politique du Pentagone et de la CIA en Ukraine et en Irak ou en Syrie tournée contre la Russie ou Poutine.

Rockefeller est un banquier parmi les plus puissants ou le plus puissant du monde. Il est à la tête d'un empire constitué de multinationales et de centaines d'entreprises, d'un ensemble d'institutions comme le groupe Bilderberg ou la Commission Trilatérale. Il incarne au plus haut degré la stratégie mondiale néolibérale devant déboucher sur l'établissement d'un nouvel ordre mondial qu'il piloterait avec ses amis de l'oligarchie financière internationale flanquée d'une élite d'intellectuelles à son service (les médias aux ordres en font partie...).

Il est Américain et il est allié en affaires avec des Russes. La contradiction entre ses deux activités ou casquettes n'est qu'apparente, en réalité comme pendant les deux guerres mondiales, il tire profit des deux côtés pour s'enrichir encore davantage ou accroître son pouvoir politique, tout en maintenant le cap sur le néolibéralisme.

Quant aux Russes, ils jouent double jeu car ils doivent trouver des partenaires pour financer leurs recherches et leurs investissements dans de nouveaux champs pétrolifères ou gaziers, peu importe d'où vient l'argent (Exxon), l'essentiel c'est de continuer à faire tourner la machine, assurer l'avenir, comme Rockefeller en somme.

Complément. On a compris qui en sont les destinataires.

- Le gouvernement fait des économies et n'a plus honte de le dire - Le Nouvel Observateur

Sordide le capitalisme. PIB : Production Industrielle Barbare.

- Au Royaume-Uni, la drogue et la prostitution ont contribué au PIB pour 11 milliards d'euros - lemonde.fr

Au Royaume-Uni, ces deux éléments ont contribué au produit intérieur brut (PIB) pour quelque 8,5 milliards de livres (10,9 milliards d'euros) sur un total de 1 713 milliards de livres (2 193 milliards d'euros) en 2013, a indiqué mardi 30 septembre de l'Office national des statistiques britannique (ONS).

Une porte-parole de l'ONS, qui a publié une révision des calculs du PIB pour les années depuis la crise financière internationale, a précisé que la drogue et la prostitution représentaient environ 0,5 % de la « *richesse* » produite du pays, telle que mesurée par le PIB.

L'institut européen des statistiques, Eurostat, avait donné jusqu'au mois de septembre aux Etats membres pour intégrer le trafic de drogue et la prostitution dans leurs statistiques nationales, estimant qu'il s'agissait de transactions commerciales consenties librement.

Ces nouvelles normes ont créé la polémique dans plusieurs pays. En France, l'Institut national de la statistique et des études économiques a refusé de comptabiliser la prostitution relevant des réseaux, estimant que le consentement des prostituées n'était « *probablement pas vérifié* ».

L'Insee a expliqué par ailleurs que les autres formes de prostitution, cachées derrière d'autres activités, étaient déjà comptabilisées dans les statistiques officielles. lemonde.fr 30.09

Ils parlent de la prostitution comme s'il s'agissait d'une activité banale qu'on pourrait pratiquer autrement que par obligation, ce qui est particulièrement abjecte pour dédouaner la responsabilité de la classe dominante.

Assimiler la prostitution à une force productive, le sexe comme un moyen de production semblable à n'importe quel autre dégageant de la plus-value en mettant en oeuvre la force de travail, au delà des calculs ignobles auxquelles elle donne lieu, cela consiste à banaliser la prostitution dès lors considérer comme une activité semblable à n'importe quelle autre, dont finalement la société ne pourrait pas se passer, ce qui évite de poser la question gênante de son origine sociale, le sort que leur société réserve à certaines couches d'exploités qui en viennent malgré eux à l'adopter pour survivre.

On attend avec impatience leurs études ou statistiques économiques sur le rendement de la prostitution en fonction du sexe, de l'âge, de l'origine, de leur lieu de travail

En attendant, la Grande-Bretagne à la demande de l'Union européenne qui lui sert de parrain, en intégrant la drogue et la prostitution dans son PIB, revendique le rôle de maquereau et de trafiquant de drogue au côté des banquiers mafieux qui blanchissent l'argent issu de ces trafics, notamment.

ACTUALITE EN TITRES

Rage de dent !

- Hollande : "*Il n'y a pas de plan d'économie indolore*" - Le Nouvel Observateur

En voilà qu'il faut épargner parce qu'ils ne supportent pas la douleur.

- La taxe de séjour ne dépassera pas 3,50 euros pour les palaces - Liberation.fr

- Les ventes de Beneteau soutenu par le segment bateaux aux USA - Reuters

Et leurs souffre-douleurs.

En France

- Budget 2015: austérité accrue pour les collectivités locales - AFP

Les collectivités territoriales seront plus que jamais au régime sec en 2015, et cela va durer au moins jusqu'en 2017: l'an prochain, l'Etat leur versera 3,7 milliards de moins, malgré l'hostilité des élus locaux qui prédisent "*un repli massif*" de

leurs investissements, au détriment de l'emploi.

Selon les élus locaux, les 11 milliards d'économies annoncés en avril par Manuel Valls sur les aides aux collectivités locales pour la période 2014-2017 représentent un manque à gagner de 28 milliards d'euros. AFP 29.09

En Grande-Bretagne.

- George Osborne évoque des coupes dans les dépenses sociales - Reuters

Le ministre des Finances britannique, George Osborne, s'est efforcé lundi de faire oublier les divisions au sein du Parti conservateur sur l'Europe en promettant de nouvelles coupes dans les dépenses pour combler le déficit budgétaire.

Pour renouer avec les excédents budgétaires, George Osborne estime donc nécessaire de réduire les dépenses publiques de 25 milliards de livres (32 milliards d'euros), ce qui passerait par un gel de deux ans de toutes les prestations sociales versées aux personnes en âge de travailler.

"*Dégager un excédent global est la seule manière de faire baisser notre dette publique dangereusement élevée*" (79% du PIB. -ndlr), a dit le ministre des Finances. "*Faites passer le message (...): nous réparerons le toit pendant que le soleil brille.*" Reuters 28.09

En Italie.

- Record en Italie du taux de chômage des 15-24 ans, à 44,2% - Reuters

Ah ben ça alors, incroyable Germaine ! N'a-t-on pas assez casqué pour qu'elle baisse ?

- La dette de la France franchit pour la première fois les 2.000 milliards d'euros - AFP

Incroyable, et le système capitaliste n'explose pas, le régime ne s'effondre pas ! Nos dirigeants vont devoir revoir leur copie, non ?

100% mobilisés...

- "*Mobilisation sans précédent*" des professions libérales - LePoint.fr

... 0,00033% environ (5000 à tout casser dans toute la France).

- "*Augmentez nos retraites*", clament plus d'un millier de personnes à Paris - Francetv info -

A l'appel de neufs organisations !

Alors on le fait quand cet inventaire ou ce bilan de la lutte de classe depuis 1940 ?

Les syndicats et la pseudo-gauche et extrême gauche n'ont même pas été foutus d'appeler à une manifestation contre l'intervention militaire française en Irak. Ils sont bien morts.

Haut de page

Le 2 octobre 2014

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques sujets, ici c'est férié et je voudrais en profiter pour passer un peu de temps avec ma compagne, vous me l'accorderez, merci d'avance.

Sans l'écrire, c'est la première idée qui nous était venue à l'esprit.

On vient d'apprendre que les autorités algériennes retiennent deux des cinq accompagnateurs algériens de Hervé Gourdel que

les djihadiste de l'Etat islamique ont décapité. Ils soupçonnent leur implication éventuelle dans cet assassinat après que le ministre algérien de la Justice eut annoncé mardi que plusieurs membres de ce groupe de l'Etat islamique avaient été identifiés.

Il peut très bien s'agir d'une simple vérification, car l'enlèvement et la fin tragique d'Hervé Gourdel peut avoir été le produit de circonstances fortuites et malheureuses dans la mesure où l'endroit où il se trouvait était un secteur réputé dangereux (les montagnes de Kabylie) en raison de la présence connue de groupes terroristes.

Sur le coup, effectivement on pouvait trouver curieux qu'il ait été enlevé le lendemain de son arrivée en Algérie, en même temps en s'aventurant dans un territoire infesté de barbares tout pouvait arriver, quelque part c'était totalement irresponsable de ne pas en avoir teniu compte et tenter le mauvais sort qui lui fut hélas fatal. (source : Reuters 01.10)

A bas l'intervention militaire française et occidentale en Irak et en Syrie, et ailleurs dans le monde !

- Irak: la France envoie trois Rafale supplémentaires et une frégate - Lexpress.fr

- Les opérations extérieures auront coûté 1,1 milliard en 2014 - Liberation.fr

Soyons clair. Démontage de la propagande officielle.

- La guerre contre l'organisation Etat islamique est celle de toutes les ambiguïtés. - .slate.fr

(Rien que le titre mérite une explication.

Ambiguïté : Caractère de ce qui est ambigu, susceptible de diverses interprétations. (Le Grand Robert)

L'auteur va nous livrer sa version de cette "*guerre*", pas n'importe laquelle et pas n'importe comment, en mêlant "*diverses interprétations*" qui existent sur le rôle des principaux acteurs qui interviennent en Syrie et en Irak et les faits qui s'y déroulent, tout en favorisant celle que répètent en boucle gouvernements et médias à destination du bon peuple depuis des semaines ou des années pour mieux obtenir son adhésion à leur fable.

Former et armer une organisation terroriste, puis plus tard la combattre constitue une manipulation en deux temps présentée ensuite comme un paradoxe, alors qu'il n'en est rien en réalité, on va essayer de comprendre pourquoi. Pourquoi employer une telle formule, dans quel but ? L'auteur de cet article va nous le dévoiler rapidement pour peu qu'on lise entre les lignes ou qu'on retienne les éléments qu'il ne fait que rappeler ou évoquer en passant, et qui en réalité constitue l'essentiel.

Pour comprendre de quoi il s'agit, il faut aussi tenir compte du fait qu'entre les deux événements (en apparence) contradictoires, la création d'EI soutenu par les puissances occidentales, son fulgurant développement des derniers mois et la "*guerre*" qu'ils prétendent désormais y livrer, il s'est écoulé plusieurs années sans que forcément l'auteur de l'article expose clairement dans les deux cas les réelles objectifs qui étaient derrière l'engagement des Occidentaux, ni leurs conséquences attendues ou réelles, ce qui va lui permettre d'orienter ses lecteurs dans une direction bien précise en fonction de la priorité qu'il accordera à l'une ou l'autre de ces périodes pour les besoins de sa démonstration, en composant avec la réalité qu'il va s'employer à interpréter conformément à la propagande officielle ou aux idées qu'il partage avec ses maîtres à penser.

Comment va procèder précisément l'auteur de cet article. Il va commencer par exposer les deux termes de ce qu'il présente comme un paradoxe, pour finalement n'en retenir plus qu'un, qui au passage va acquérir le statut de vérité révélé par les bienfaits de la propagande qui se substitue à la réalité, ou minimiser le rôle joué par l'autre qui a servi de catalyseur au second ou en a été à l'origine qu'il fait ainsi disparaître, car il est embarrassant et est susceptible de déclencher une rafale de questions chez celui qui s'y attarderait, ce qu'il faut absolument éviter on l'aura compris.- ndlr)

Le paradoxe, dans la guerre contre l'organisation Etat islamique, veut que les puissances qui l'ont indirectement suscité ou directement aidé cherchent aujourd'hui à la détruire.

C'est le cas des monarchies du Golfe, qui ont financé avec des ressources publiques ou des fonds privés les djihadistes les plus extrémistes. L'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, se rendent brusquement compte qu'ils ont aidé à enfanter un monstre prêt à se retourner contre eux.

(Donc au premier acte, l'auteur commence par une mise en accusation des monarchies du Golfe qui "*ont aidé à enfanter un monstre*". A part un "*monstre*", on se demande qui peut en produire un. Mais il ne s'arrête pas là.

Pour faire le lien avec la suite de sa démonstration ils présentent aussi les monarchies du Golfe en victimes du monstre qu'ils ont engendré, histoire qu'on ne les accuse pas, mieux qu'on les plaigne ou qu'on les épargne d'avoir produit cette infâme créature

qui se retourne contre eux, selon lui ou plutôt non, pas tout à fait, car là il endosse la casquette de porte-parole des monarques du Golfe en reprenant leur interprétation des faits qui ne correspond pas forcément à la réalité, mais plutôt doit servir à camoufler leur rôle exact et leurs véritables intentions. - ndlr)

Il va falloir des actions au sol

(Il ne s'agit là que d'une annonce, qui cependant nous donne une indicaton précise de la direction dans laquelle l'auteur de cet article veut entraîner ses lecteurs, obtenir leur soutien à une invasion de la Syrie par les Américains ou ses alliés arabes. - ndlr)

C'est le cas aussi des Etats-Unis, qui paient dix ans après le prix d'une aventure en Irak, fruit de l'utopie néoconservatrice qui voulait faire du «*Grand Moyen-Orient*» une vitrine de la démocratisation. Da'ech est l'héritier des rebelles sunnites qui se sont dressés contre l'occupation américaine et le gouvernement de Bagdad mis en place par les Etats-Unis. Barack Obama se voit ainsi contraint de réparer les dégâts provoqués par son prédécesseur, George W. Bush, alors qu'il avait été élu en 2008 pour terminer les deux guerres dans lesquelles son pays était impliqué, en Irak et en Afghanistan.

(On avance. Qu'on se le dise, l'intervention américaine décidée par Obama serait salutaire, car elle servirait à "réparer les dégâts provoqués par son prédécesseur". Et puis, faute avouée est déjà à moitié pardonnée du moment qu'on la reconnaît et qu'on s'emploie à la "*réparer*".

Le lecteur doit arriver à la conviction que les Américains ont seulement commis des erreurs, ce qui peut arriver à tout le monde, à aucun moment il ne doit penser qu'ils n'ont fait que suivre une stratégie bien arrêtée, stratégie qui s'est trouvée confrontée sur le terrain à une réalité dont ils avaient manifestement sous-estimé certains facteurs, d'où la nécessité d'y revenir ou de déclencher une troisième guerre en Irak, ce qui est légitime puisqu'il s'agit de corriger une erreur, en réalité de terminer la sale besogne. - ndlr)

Beaucoup d'observateurs pensent, à tort ou à raison, qu'il paie aussi le prix de ses hésitations d'il y a un an. Après l'usage par Bachar el-Assad d'armes chimiques contre les populations civiles, le président américain a ignoré la «*ligne rouge*» qu'il avait lui-même fixée. Il a renoncé à frapper le régime de Damas malgré les conseils de certains de ses collaborateurs et la disposition de la France de participer à une campagne aérienne. Peu soucieux de se retrouver pris à nouveau dans le bourbier moyen-oriental, il s'est laissé convaincre par le Premier ministre britannique David Cameron qui, suivant la décision de la Chambre des communes, a refusé de s'en prendre directement à Bachar el-Assad.

(Là la machine à propagande s'emballe ou elle passe au cran supérieur en renouant avec la machine àmensonges destinés à diaboliser Assad pour justifier son renversement. Il ne fait que reprendre la propagande officielle que les médias ont colportée au cours des dernières années contre Bachar el-Assad, pas n'importe comment, en se montrant plus royaliste que le roi en reprochant à Obama de ne pas avoir bombardé la Syrie.

Mais qu'est-ce que cela vient faire ici? Réfléchissons un peu, il s'adresse à l'inconscient du lecteur, il sous-entend que c'est parce que les Américains ne se sont pas débarrassés plus tôt de Bachar el-Assad que les groupes terroristes se sont développés en Syrie, ce qui permet de faire passer à la trappe la responsabilité des monarchies et de reporter la culpabilité sur Assad qui serait le véritable responsable du développement de ces groupes terroristes et la boucle est bouclée. - ndlr)

Rien ne dit que des bombardements aériens sur les positions officielles syriennes auraient renforcé l'Armée syrienne libre (ASL), bras armé de l'opposition modérée au point d'empêcher l'organisation Etat islamique de s'assurer l'hégémonie sur le front des anti-Assad. Il n'en reste pas moins que les djihadistes ont profité des atermoiements des Occidentaux, qui ont longtemps hésité à livrer des armes à l'ASL, la laissant à la merci à la fois des forces d'Assad et des extrémistes islamistes.

(ASL, organisation créée à Londres par le MI6 avec l'aide de la CIA, cela il ne peut évidemment pas le dire, sinon toute sa démonstration tomberait à l'eau... Petit à petit il tisse la toile (de la désinformation) dans laquelle les lecteurs doivent se retrouver piégés. Il ne retient que certains faits qui ne lui servent qu'à étayer sa démonstration, qui repose sur une idée fixe et inavouable à ce stade, qui transpire mais qu'il ne cite pas pour qu'on ne puisse pas lui reprocher, c'est très fin comme méthode de manipulation, qu'on en fasse état et il nous reprocherait d'extrapoler ou de manquer d'objectivité, d'impartialité ou je ne sais quoi.

Il se lance dans des supputations harsardeuses pour amener les lecteurs à la conclusion que seule une intervention terrestre de la coalition militaire dirigée par les Américains serait efficace pour renverser Assad puisque c'est son seul objectif qu'il paratge avec les Américains, là encore qui ne figure qu'en filigrane, grossièrement il faut bien dire, en le justifiant à l'aide d'un amalgame permanent avec les "*extrémistes islamistes*", ce qui au passage permet d'identifier une fois de plus les "*forces d'Assad*" à ces barbares sanguinaires. ndlr)

Les erreurs du passé ne sauraient justifier pour autant le refus d'agir. Les bombardements de la coalition à laquelle, pour la première fois depuis 1991 et la libération du Koweït, se sont joints des Etats arabes, sont nécessaires pour stopper la série de succès militaires enregistrés par Da'ech en Syrie et en Irak. Qu'ils ne soient pas suffisants n'est pas une raison pour en minimiser la portée. Ils doivent être complétés par des actions au sol.

(Nous y voilà, des "*actions au sol*" sont indispensables ! Passons sur le fait que le "*paradoxe*" du début a été rétrogradé au rang d'"*erreur*" qu'on nous invite à oublier, c'est indispensable pour adhérer aux conclusions de sa démontration, là où il voulait en venir.

Cependant pas n'importe comment, soi-disant pour "*stopper*" Da'ech et non pour renverser Assad, chaque chose en son temps, commençons par convaincre les lecteurs de la nécessité d'une intervention terrestre, plus tard, quand il sera trop tard il s'apercevra quelles réelles intentions elle recouvrait. On leur expliquera alors qu'il n'était pas possible de faire autrement après l'avoir assimilé aux barbares, les lecteurs placés devant le fait accompli et prenant conscience de la supercherie dont ils avaient été victimes une fois de plus, qu'est-ce qu'ils pourront faire, en prendre acte et rien de plus. - ndlr)

Pour le moment, la coalition compte sur les peshmergas kurdes et sur l'armée irakienne en voie de recomposition, aidée par des milices chiites renforcées par des gardiens de la révolution iraniens, pour faire le travail. Bien des experts militaires, y compris le chef d'état-major des armées américain, le général Dempsey, pensent que ce ne sera pas suffisant. Les pays de la coalition, les Américains en premier lieu, devront envisager, tôt ou tard, d'envoyer des troupes, au-delà des conseillers et des «*formateurs*» qui se trouvent déjà sur place. C'est une hypothèse que Barack Obama préfère ne pas envisager, mais il n'aura peut-être pas le choix.

(Des «*formateurs*» qui ont déjà formé les barbares d'EI, il faut préciser. Après avoir préparé psychologiquement les lecteurs à l'idée qu'une intervention terrestre des "*pays de la coalition*" était inévitable, ils doivent en être convaincus puisque c'est le général Dempsey qui le dit, ne s'embarrassant même plus d'apparaître comme un agent des Américains. Il faut croire qu'à ce stade de l'article le cerveau des lecteurs doit être suffisamment lessivé pour ne plus offrir aucune résistance pour partager leur conclusion. -ndlr)

L'emploi de la force doit s'accompagner d'un effort politique qui n'implique pas seulement la reconstruction de structures étatiques dans les pays concernés, mais aussi une redistribution des cartes dans l'ensemble de la région. Celle-ci concerne les Etats-Unis et leurs alliés, essentiellement les pétromonarchies sunnites du Golfe, l'Iran et la Russie.

(Quelle subtilité, car par "*structures étatiques*" il n'entend pas les infrastructures que les Américains détruisent en Irak et en Syrie, mais leurs gouvernements, principalement le président et le gouvernement syrien qu'ils veulent renverser. A l'instar de ses maîtres, le voilà qui adopte la politique de la canonnière en justifiant "*l'emploi de la force*" qui "*doit s'accompagner d'un effort politique*" pour redistribuer les "*cartes dans l'ensemble de la région*" rien de moins, autrement dit à coup de missiles, au détriment de l'autodétermination des peuples ou leur droit à disposer d'eux-mêmes, il se révèle être un furieux réactionnaire en vérité. - ndlr)

(Nous passons le passage consacré à l'Iran par manque de temps. Concentrons-nous sur la Syrie.

Il termine par un déni, celui selon lequel les puissances occidentales n'ont pas changé d'objectif et veulent toujours renverser Assad, d'où leur intervention militaire actuelle en Syrie. Il ne peut pas se résoudre à l'avouer sans trahir ses maîtres, quoique visiblement cela le démange, tellement cette perspective est apparemment enthousiasmante, alors il se contente de tourner autour du pot.

Damas est ignoré par les Occidentaux nous dit-il, normal puisqu'ils sont chez eux en Syrie. Et puis il ne faudrait pas que leur bombardement de Daesh donne "*de l'air aux forces armées officielles syriennes*", aussi est-il normal que parallèlement ils renforcent "*l'aide militaire accordée à l'opposition modérée*" composée des mêmes djihadistes que combattent les Occidentaux et qu'ils entrainent en Jordanie et en Turquie, afin de "renverser le rapport des forces sur le terrain", lequel, pardi mais celui qui est favorable à Assad, comme quoi cela demeure leur principal objectif.

Cependant, pour faire diversion une fois de plus, envolées les terribles accusations portées précédemment contre lui, comme dans le cas des monarchies du Golfe, il invente ici la notion de mémoire sélective équitable, il se réfugie derrière le langage officiel qui consiste à dire qu'il "*n'est plus menacé d'être chassé du pouvoir par les Occidentaux*", et pour que cette version soit plus crédible il en rajoute : "*tout se passe comme si tout le monde acceptait qu'Assad fasse partie d'un éventuel compromis*", ensuite, sans doute que si par le fait du plus grand des hasards les événements se déroulaient autrement et qu'il finissait par être renversé, ce serait uniquement la faute à pas de chance ou parce qu'il l'aurait cherché, car absolument plus personne en occident ne souhaitait son départ, même qu'ils l'adoreraient en cachette, une fable quoi ! Comme pour tous les coups d'Etat et assassinats commis par les Etats-Unis à travers le monde depuis plus de 70 ans, l'heure n'est pas encore venue de passer aux aveux ou de les assumer, l'heure est à la propagande de guerre. - ndlr)

Le dilemme syrien

La Syrie pose un dilemme différent. Les Américains, et quatre pays arabes, ont commencé à bombarder des positions de Da'ech de l'autre côté de la frontière irakienne. Ils l'ont fait officiellement sans demander l'autorisation de Damas. Dans un premier temps, la France avait d'ailleurs refusé de participer des frappes en Syrie pour des considérations de droit international –qui n'avaient pas été évoquées en 2013 quand François Hollande était partisan de «*punir*» le régime de Bachar el-Assad pour l'utilisation d'armes chimiques–, et pour ne pas risquer de renforcer Assad. La position française est en train d'évoluer.

Mais les objections à une intervention sur la Syrie persistent. En frappant un des groupes qui luttent contre le régime de Damas, les Occidentaux courent en effet le risque de donner de l'air aux forces armées officielles syriennes. C'est pourquoi ils annoncent dans le même temps un renforcement de l'aide militaire accordée à l'opposition modérée, sans toutefois être sûr que cette aide suffira à renverser le rapport des forces sur le terrain.

D'autre part, Bachar el-Assad cherche à saisir l'occasion pour se présenter comme un partenaire de la communauté internationale et par là-même pour asseoir sa légitimité. Dans un premier temps, il a proposé ses services à la coalition. Son offre ayant été refusée, il a dénoncé d'éventuels bombardements sur Da'ech en Syrie comme une violation du droit international. Quand les bombardements ont commencé, il a changé de langage et affirmé que les Américains avaient averti son gouvernement de leurs intentions. Par cette déclaration, il se posait en interlocuteur des Etats-Unis. La Maison Blanche a démenti que Damas ait été averti, mais tout laisse à penser que des contacts discrets ont été pris, du moins par l'intermédiaire de l'Irak aux Nations unies.

Bachar el-Assad, qui a été réélu à la présidence en juin et qui continue de bénéficier du soutien de la Russie –et de l'Iran–, n'est plus menacé d'être chassé du pouvoir par les Occidentaux. Il y a quelques mois, Américains et Européens exigeaient son départ du pouvoir comme condition à une solution politique à la guerre civile, qui a fait quelque 200.000 morts. Il n'en est plus question et tout se passe comme si tout le monde acceptait qu'Assad fasse partie d'un éventuel compromis.

Alors que le régime de Damas a interprété les frappes américaines contre Da'ech en Syrie comme un soutien à ses propres actions militaires contre l'opposition, son tuteur russe a dénoncé la politique des Etats-Unis...slate.fr 01.10

Un dernier mot.

J'ai commenté d'une traite cet article, pas le temps de fignoler et j'en suis désolé. Je me demande toujours pourquoi aucun parti ouvrier ne daigne se coller à cet exercice qui fait pourtant partie de leur devoir élémentaire, pourquoi ?

Leurs dirigeants doivent considérer que c'est un boulot trop ingrat pour eux, ils préfèrent jouer aux billes dans la cour de récréation des institutions et des appareils, c'est plus gratifiant il faut croire. Nous, nous sommes exclusivement au service des militants (et accessoirement des travailleurs) qui se connectent sur notre portail, qui combattent au côté des travailleurs, au service du socialisme.

C'est long et épuisant comme boulot quand on n'est pas un intellectuel, surtout quand il faut le réaliser en un temps record, merde, j'y laisse ma santé et je ne pourrai pas continuer ainsi indéfiniment, la machine s'use très vite ! Je ne suis pas de mauvaise humeur, seulement excédé.

ACTUALITE EN TITRES

Ceci pourrait bien expliquer cela.

- L'euro devrait encore baisser, grâce à la BCE et à la Fed - Reuters

- La hausse des crédits aux entreprises s'accélère - Reuters

- Valls veut se recentrer sur ses réformes, six mois après son arrivée à Matignon - AFP

Ils n'arrêtent pas de dire que Schröder avait bénéficié d'un climat économique meilleur pour "*réformer*" l'Allemagne ou le marché du travail, donc ils pourraient bien créer artificiellement et temporairement un climat similaire pour faciliter le boulot à Valls, Renzi et Cie. C'est une explication (à compléter) parmi d'autres.

Déliquescence.

- En briguant l'UMP, Sarkozy s'est mis dans une "*situation extrêmement difficile à gérer*" (Guaino) - AFP

- Jacques Chirac apporte son soutien à Alain Juppé - LeMonde.fr

- Campagne 2012 de Sarkozy: trois anciens dirigeants de Bygmalion mis en examen - AFP

- Serge Dassault visé par une information judiciaire pour association de malfaiteurs - L'Express.fr

Pédalo en tandem pour un naufrage annoncé.

- Mélenchon prédit «*une interminable agonie*» à Hollande - 20minutes.fr

Marchandisation à outrance.

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, les inégalités sociales augmentent, mais on s'en fout tant qu'on n'est directement concerné.

- Le marché du bien-être en pleine forme - Liberation.fr

Destiné aux nantis des couches et classes moyennes qui s'entretiennent, et aux vieux qui disposent d'une retraite confortable pour prolonger la partie.

- La précarité au long cours des familles SDF - Liberation.fr

Eux généralement ils crèvent plus rapidement que les autres, il faut bien faire de la place pour les futurs arrivants, et quel bol, c'est gratuit, quel bonheur !

- La protection sociale, premier gisement d'économies - Reuters

Il faut bien engraisser les officines privées, non ?

Tiens donc !

- Non, les collèges privés ne sont pas forcément plus performants que ceux du public - Francetv info

Je me souviens que lorsque j'étais en 3e dans une école privée, une idée de mes parents, un de mes profs avait seulement le niveau bac, le prof d'histoire. Je me souviens aussi avoir eu un prof d'anglais en 6e qui avait un accent français épouvantable...

On se soulage comme on peut.

-Paris : Paris: 530.000 euros volés à un couple de touristes - 20minutes.fr

Manifestement une erreur d'adresse. Qui ne le sait pas encore ?

-Les Palestiniens demandent à l'ONU la fin de l'occupation d'ici novembre 2016 - LeFigaro.fr

Les mêmes barbares. Chut, le régime de Kiev lié à l'Otan et à l'UE est pro-démocratique !

-Syrie. 41 enfants tués dans un attentat contre leur école à Homs - Le Nouvel Observateur

-Rentrée scolaire sanglante dans l'est de l'Ukraine: dix morts - AFP

Intox.

- Afghanistan: les Etats-Unis devront rester des années pour éviter le fiasco de l'Irak - AFP

Ils ne porteraient aucune responsabilité dans la situation actuelle, CQFD.

- Aux Etats-Unis, la protection des données améliorée d'Apple et de Google déplait aux autorités - LeMonde.fr

Vous voilà rassurés, Apple et Google protègent vos données !

Stratégie du chaos.

- Crise à Hong Kong: une "*affaire intérieure*" chinoise selon Pékin - AFP

- À Hongkong, Pékin va miser sur le «*pourrissement*» de la situation - LeFigaro.fr

Comme Hollande-Valls avec les pilotes d'Air France par exemple.

- Hong Kong : Pékin renforce la censure du Net - LePoint.fr

- A Hongkong, des étudiants menacent d'envahir le siège du gouvernement - Liberation.fr

Sortez votre parapluie, la réaction éructe.

- Mouvement pro-démocratie à Hong Kong : la "*révolution des parapluies*" s'intensifie - Atlantico.fr

- Solidarité avec les parapluies de Honk Kong - LeMonde.fr -

- Hong Kong : les manifestants plus déterminés que jamais en ce jour de fête nationale - Francetv info Hong Kong: les manifestants pro-démocratie conspuent la fête nationale chinoise - L'Express.fr

- En Chine, l'écho étouffé des événements de Hongkong - LeMonde.fr

- Craignant pour sa sécurité, Pékin aurait organisé des fouilles anales sur les pigeons - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur système économique est devenu mafieux.

- Malaise à la Banque mondiale sur des bonus versés en pleine cure d'austérité - AFP

La Banque mondiale a accordé des bonus à au moins quatre de ses hauts dirigeants alors qu'elle est engagée dans un vaste plan d'économies, suscitant une forte polémique au sein de l'institution.

La révélation de ces bonus intervient à un moment critique pour la Banque mondiale, qui fait face sur le marché du crédit au développement à la concurrence des pays émergents (BRIC) et du secteur privé.

Signe du malaise croissant au sein de l'institution, un tract anonyme appelant à une grève jeudi a par ailleurs été diffusé à l'intérieur de la Banque mardi, a appris l'AFP de sources concordantes.

"*Avez-vous le sentiment d'avoir accès à toutes les informations sur le processus de changement?*", peut-on lire sur ce court fascicule appelant les personnels "*à éteindre leurs ordinateurs*" et à quitter leur bureau pendant quinze minutes jeudi matin pour protester contre le plan d'économies. AFP 01.10

- Le "*shadow banking*" menace la stabilité financière, selon le FMI - AFP

- "*Subprime*": JPMorgan face à une action en nom collectif de plusieurs milliards - AFP

L'Otan une armée au service d'intérêts privés. Qui en doutait encore ?

- Rasmussen (ex-Otan) devient consultant et s'attire des critiques - Reuters

L'ancien Premier ministre danois, qui a étoffé son carnet d'adresses à la tête du gouvernement de son pays puis de l'Otan, a expliqué à Reuters vouloir mettre à profit son "*expérience considérable*", jugeant qu'il est "*dans l'intérêt de tous*" qu'il mette cette expérience "*au service du bien public*".

Le dirigeant danois a en revanche estimé être dans son droit. "Je n'ai entamé aucune activité concrète jusqu'à aujourd'hui parce que je ne voulais pas qu'il y ait le moindre conflit d'intérêt", a-t-il dit. Reuters 01.10

Il ne fait que prolonger l'activité qu'il a eu au sein de l'Otan au cours des dernières années, foutez-lui la paix bordel !

Allez dire aux Libyens qu'en remplaçant Kadhafi par des barbares sanguinaires vous avez oeuvré "*au service du bien public*". Vous mériteriez amplement ainsi que les vôtres qu'ils vous égorgent pour avoir ruiné leur existence.

Faites vos jeux, rien ne va plus...

- Etats-Unis: démission de la chef du service de protection du président - AFP

- Le Royaume-Uni va-t-il quitter la Cour européenne des droits de l'homme ? LeMonde.fr

Plus de soixante ans après avoir activement participé à son édification, le Royaume-Uni pourrait rompre avec une institution phare de l'après-guerre en Europe : la Cour européenne des droits de l'homme.

David Cameron a fait, dans son discours clôturant le congrès du parti conservateur, mercredi 1er octobre, à Birmingham, de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) un symbole de la perte de souveraineté britannique.

« *Nous n'avons pas besoin de recevoir d'instructions de juges à Strasbourg !* », a-t-il lancé sous les applaudissements. La CEDH, juridiction supra nationale siégeant à Strasbourg, est chargée de faire respecter les droits fondamentaux reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme. Elle peut être saisie par les simples citoyens lorsque tous les autres recours nationaux sont épuisés.

Le premier ministre britannique n'a pas explicitement annoncé la rupture avec cette institution créée en 1951 pour reconstruire l'Europe sur la base du respect des droits de l'homme, après la catastrophe du nazisme. Mais en promettant le vote d'une « *British bill of rights* » (« *Déclaration des droits* ») par le parlement britannique s'il est reconduit après les législatives de mai 2015, M. Cameron a de fait préparé une situation où les décisions de la cour de Strasbourg ne s'imposeront plus, comme c'est le cas aujourd'hui, aux juridictions britanniques.

« *Ce n'est pas seulement la question de l'Union européenne qu'il faut régler, c'est celle de la Cour européenne des droits de l'homme* », a-t-il déclaré en guise d'introduction. Tout en professant du « *respect* » pour les intentions initiales de la Convention, signée en 1950 par les Etats membres du Conseil de l'Europe, M. Cameron estime que « *depuis lors, les interprétations du texte ont conduit à un ensemble de choses qui sont franchement mauvaises* ».

Il a fait allusion à la condamnation de son pays par la CEDH, pour son refus d'accorder le droit de vote aux détenus. Le conflit entre Strasbourg et Londres à ce sujet, dure depuis 2005. Seul « *notre parlement, le parlement britannique a décidé qu'ils [les détenus] n'auraient pas ce droit* », a dit M. Cameron en estimant que son pays n'avait pas de leçon à recevoir : « *Ce pays qui n'a cessé de défendre les droits de l'homme, qu'il s'agisse de libérer l'Europe du fascisme ou de mener le combat contre les violences sexuelles dans les conflits* ».

S'il est réélu dans huit mois, David Cameron abrogera la loi sur les droits de l'homme (« *Human rights act* ») votée en 1998 sous Tony Blair. Ce texte oblige l'ensemble des institutions publiques britanniques à respecter la Convention européenne. Il exige des tribunaux britanniques l'application de la jurisprudence de la cour de Strasbourg « *autant qu'il est possible* ».

Mais la loi de 1998 respecte la souveraineté du parlement de Westminster : en cas d'incompatibilité entre une loi britannique et une prescription de la Cour européenne, les juges ne peuvent pas faire fi de la loi, mais émettent une « *déclaration d'incompatibilité* ». L'abrogation de ce texte, promise par le premier ministre britannique, revient à vider de son sens l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme. En 1951, le Royaume-Uni avait été l'un des premiers états à la ratifier. Bien avant la France qui ne l'a fait qu'en 1974. LeMonde.fr 01.10

Qu'on ne se méprenne pas, Cameron reproche à la Cour européenne des droits de l'homme d'être encore trop généreuse avec les simples citoyens, de ne pas être suffisamment à droite.

En complément.

- Argentine: le gouverneur de la Banque centrale démissionne AFP

Haut de page

Le 3 octobre 2014

CAUSERIE

Nouvelles du site.

- dans 56 pays.
- 10.3200 visites en septembre ;
- 19.486 téléchargements ;

Bravo à vous !

Je regrette seulement votre manque de coopération ou votre refus de m'écrire, mais bon, on fait avec.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 183 pages.

Qui a dit ?

Hier en Allemagne "*faire confiance*" à Paris "*pour prendre toutes les mesures nécessaires en termes de réformes" et un peu plus tôt en Italie que "les réformes doivent clairement être accélérées dans certains pays*".

Réponse : Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi.

Des "***réformes***" pour qui, pour quoi faire ? Réponse.

Comment les (bonnes) réformes allemandes ont fini par se transformer en tombeau de la croissance européenne (y compris germanique) Atlantico.fr

Extraits. Nous sommes en l'an 2000. L'Allemagne va mal, le poids des salaires dans les revenus est trop important et les marges des entreprises sont faibles.

Le gouvernement, les entreprises et les syndicats s'accordent alors sur la nécessité de réduire la progression des salaires. Et cette tactique va produire des résultats inespérés. A partir de l'année 2000, les salaires ne progressent plus.

Grâce à cet effort consenti par les salariés allemands, les profits des entreprises vont reprendre des couleurs. Si les salaires progressent en tout de 2.38% sur la période comprise entre 2000 et 2005, de leur côté, les profits vont augmenter de 34%. Par un jeu de vases communiquants du PIB, les revenus des uns vont devenir les revenus des autres.

Jusqu'ici tout va bien. Les marges sont à nouveau dans le bon tempo, même chose pour les revenus salariés. Cependant, le coût social est très lourd. En 2005, 4.5 millions d'actifs allemands sont au chômage. Afin de montrer à la population que les efforts ont été payants, le gouvernement allemand va alors montrer fièrement un autre chiffre, l'évolution de la balance commerciale du pays. En effet, au cours de ces années, le surplus de compte courant allemand passe de 0% de PIB à 7% en 2007.

L'intégralité des nouveaux profits faits par les entreprises allemandes ont été réinvestis à l'étranger, ce qui a permis de financer les exportations allemandes vers d'autres pays, et de limiter les importations en Allemagne. En clair, les profits réalisés ont financé des investissements à l'étranger et des emplois à l'étranger, pas en Allemagne. Si ces profits avaient été réinvestis en Allemagne, la balance commerciale aurait été identique à celle qu'elle était en l'an 2000 : 0%.

Depuis 1992, les salariés allemands n'ont pas vu leurs salaires progresser au même rythme que la productivité. Même si l'on tient compte de la baisse du nombre d'heures travaillées (de 10%), ce qui est principalement la conséquence du développement des emplois à temps partiel, la réalité est que le salaire horaire allemand a progressé bien moins rapidement que la productivité horaire. Une différence de 15%.

De son côté, le taux de pauvreté (à 60% du salaire médian) du pays n'a cessé de progresser (selon le Think tank DIW) :

Et ce malgré le fait que l'Allemagne est actuellement en situation de plein emploi. Car 20% de la population active travaille avec un salaire inférieur à celui du smic Français. 7.5 millions de mini jobs sont actuellement occupés, pour un salaire 450 euros par mois. Pour 2.7 millions d'entre eux, il s'agit d'un deuxième emploi. Une situation qui explique la curieuse corrélation allemande, entre baisse du taux de chômage et hausse de la pauvreté, depuis la mise en place des fameuses lois Hartz IV. Atlantico.fr 02.10

En complément. Normal, il vient d'être expliqué pourquoi.

- Propositions économiques de François Fillon : un vrai sérieux budgétaire qui fait l'impasse sur un léger détail... l'absence de croissance - Atlantico.fr

Inégalités. Ceci explique cela.

Les pays hégémoniques ou qui concentrent l'essentiel des richesses mondiales doivent le rester, puisque ce sont eux qui concentrent l'essentiel de la consommation mondiale sur laquelle repose le capitalisme, où le niveau de vie de la population est le plus élevé, ce sont eux aussi qui concentrent l'essentiel de la dette mondiale que les populations des pays les plus pauvres doivent régler à leur place, ou ce qui expliquent qu'ils doivent demeurer pauvres ou demeurer sous-développés, tout en ayant les plus forts taux de croissance économique dont le produit ne leur est pas destiné. Mettre la main dessus explique les guerres actuelles entre impérialismes, notamment.

- Revenus: les Européens plus riches après la crise AFP

La fortune des ménages européens est revenue l'an passé à des niveaux supérieurs à ceux d'avant la crise, selon une étude publiée jeudi par la banque privée suisse Julius Baer, qui met cependant en lumière une évolution contrastée d'un pays à l'autre.

En 2013, la fortune cumulée des ménages européens a atteint un niveau record de 56.000 milliards d'euros, enregistrant une hausse 1,7% par rapport à 2012, selon son rapport sur le patrimoine intitulé Wealth Report Europe.

"*Toutefois, l'évolution de la fortune entre les pays a varié substantiellement depuis la crise de 2007*", relèvent les auteurs du rapport.

Alors que la fortune nette des ménages a augmenté de 68% en Suisse et de 18% Allemagne depuis 2007, elle a reculé de 28% en Espagne et de 23% en Grèce.

Selon ce rapport, 10% des ménages européens les plus riches détiennent plus de la moitié du patrimoine du Vieux Continent.

La fraction des 1% les plus riches est quant à elle à la tête de 27% de la fortune nette totale en Europe.

Pour fournir un panorama complet du patrimoine, l'étude ne s'est pas concentrée uniquement sur les actifs liquides ménages (tels que les actions, obligations ou les fonds) mais sur la fortune nette (actifs financiers + biens immobiliers).

Selon cette étude, quatre pays concentrent à eux seuls plus des deux tiers de la fortune nette en Europe, celle-ci se montant à 13.000 milliards d'euros en Allemagne, 9.600 milliards au Royaume Uni, 9.500 milliards en France et 8.300 milliards en Italie.

Évalué en terme de patrimoine par habitant, la fortune nette se situe en moyenne 167.100 euros. A cette aulne, le Luxembourg arrive en tête, avec une fortune nette de 432.000 euros par adulte, suivi de la Suisse (394.900 euros) et de la Belgique (241.000 euros).

La Slovaquie et la Grèce se trouvent en revanche en queue de peloton, avec respectivement 33.300 euros et 58.900 euros par adulte.

A un horizon de cinq ans, les auteurs de l'étude s'attendent à ce que le patrimoine des ménages européens augmente de 40% pour atteindre 79.000 milliards d'euros d'ici 2019.

Selon eux, l'essentiel de cette croissance devrait venir de la reprise dans les grandes économies européennes après la récession. AFP 02.10

ACTUALITE EN TITRES

C'est raté !

- Le retour de Sarkozy: c'est "*raté*", selon plusieurs éditorialistes - AFP

- "*C'est cruel, mais Nicolas Sarkozy a raté son retour*" - Le Nouvel Observateur

- "*Animé par un esprit de revanche*", l'ancien chef de l'Etat "*n'a fait qu'attiser les querelles internes d'une UMP en ruines*". Le Nouvel Observateur 02.10

- Nicolas Sarkozy dénonce «*l'instrumentalisation des affaires*» - LeFigaro.fr

- Alain Juppé assume une ligne libérale et défend le bilan de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

- Au Sénat, la deuxième lame anti-Sarkozy porte un filloniste à la présidence du groupe UMP - LeMonde.fr

Quel cauchemar !

- La présidentielle? «*Oui, j'en ai rêvé*», avoue Alain Juppé - LeParisien.fr

- Selon George W. Bush, son frère Jeb "*veut être président*" - AFP

En voilà un qui a une idée positive de la jeunesse.

- Hamon: «*Je ne voudrais pas qu'en 2017, la jeunesse vote en majorité pour le FN*» - Liberation.fr

Hollande fait mieux, il s'y attaque.

- Pour Rebsamen, Sarkozy propose le "*démantèlement de la fonction publique*" - Le Nouvel Observateur

Visibilité nulle.

- Devenir une alternative à gauche visible, le défi des parlementaires Front de Gauche - Public Sénat

Conditionnement. Détestable.

Propagande des esclavagistes pour une mise en boîte à grand coup d'affiches dans le métro parisien. C'est tout de même étonnant que le taux de popularité de Valls qui "*aime l'entreprise*" soit si bas, non ?

- «*J'aime ma boîte*»: Pourquoi aimez-vous votre entreprise? - 20minutes.fr

Ce jeudi se tient la douzième fête des entreprises, organisé par l'association «*J'aime ma boîte*». L'événement a été fondé par Sophie De Menthon, présidente de sociétés. Le but est d'allier les salariés et leurs employeurs, mais aussi de passer une journée unique sur les 253 jours partagés en entreprise chaque année.

Lors d'un récent sondage de «*J'aime ma boîte*», 70% des Français ont avoué aimer leur entreprise et qu'ils y étaient attachés. 20minutes.fr 02.10

Ils aiment surtout l'emploi qui leur permet de vivre, ils y tiennent parce qu'ils n'ont pas le choix, pure manipulation par identification ou transfert, amalgame.

Comment évaluer la "***performance***" du parasitisme.

- Rémunération à la performance des patrons : un principe encore très imparfaitement appliqué - Atlantico.fr

Dernier champ de bataille syndicale.

- Syndicats interdits dans l'armée : la France condamnée par la CEDH - Le Nouvel Observateur

Entre nous, on ne va pas soutenir la CEDH, mais on est favorable à la présence des syndicats et des partis politiques dans l'armée.

Pour casser le coût du travail.

- Espagne: le chômage toujours à la hausse en septembre à 4,45 millions - AFP

Au sommet de la guerre

- Turquie: le Parlement autorise une intervention militaire contre l'EI - AFP

- L'Australie va participer aux frappes contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

- Afrique du Sud : Le Cap annonce l'annulation du sommet des Nobel de la paix - LePoint.fr

Psychose collective : ça marche plutôt bien.

- Menace terroriste: Cinq à dix colis suspects signalés chaque jour dans le métro parisien - 20minutes.fr

Ils sont déçus.

- Le chef de l'exécutif de Hong Kong exclut de démissionner - Reuters

- Brésil: Pourquoi Marina Silva, challenger au parcours atypique, pourrait échouer - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà le modèle à suivre!

- Paris : Grève illimitée pour les salaires au palace parisien, Le Royal Monceau - 20minutes.fr

Des salariés de l'hôtel Royal Monceau-Raffles à Paris ont entamé ce jeudi une grève illimitée pour obtenir des salaires de même niveau que ceux des palaces parisiens, a-t-on appris auprès de la CGT, à l'initiative du mouvement.

«*Il y a environ 40% de grévistes sur les 300 salariés de l'hôtel, mais il y en aura sûrement beaucoup plus dès cet après-midi au changement de service*», a déclaré Didier Del Rey, de l'Union syndicale CGT des commerces parisiens.

Rémunérés 1.300 euros par mois

Contactée, la direction du palace, situé avenue Hoche, près des Champs-Elysées, a confirmé qu'«*un préavis de grève a été déposé*» par la CGT et précisé qu'un «*dialogue est ouvert entre les différents interlocuteurs concernés*».

Les grévistes réclament notamment «*une augmentation de 2 euros de leur taux horaire pour tous les salariés, la diminution de la cadence, une amélioration de leurs conditions de travail et la prise en charge de la mutuelle à 70% par l'employeur*». Le séjour d'une nuit «*peut s'élever à 25.000 euros*», alors que «*les salariés en grève sont rémunérés 1.300 euros net par mois*», a fait valoir la CGT dans un communiqué.

Alignement des salaires

Comme les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets des hôtels Hyatt Paris-Madeleine et Park Hyatt Paris-Vendôme, ces salariés réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux des palaces.

La semaine dernière après plusieurs jours de grève, les salariés sous-traitant de ces deux hôtels ont obtenu un accord historique avec une remise à niveau de leur salaire. Certains ont même été augmentés jusqu'à 580 euros par mois.

En juin 2013, le Royal Monceau-Raffles a rejoint le club très fermé des hôtels qui ont obtenu la distinction «*palace*». Le palace appartient au fonds souverain du Qatar, Qatari Diar. 20minutes.fr 02.10

Haut de page

Le 4 octobre 2014

CAUSERIE

Quelques nouveaux articles ont été ajoutés.

La réaction passe à l'offensive au Venezuela.

Autant dire tout de suite que ce matin je n'ai trouvé aucun article d'agences de presse ou des médias relatant cet assassinat que nous condamnons.

- Assassinat du député vénézuélien Robert Serra (du PSUV) - legrandsoir 03.10

Agencia Venezolana de Noticias

Caracas, 1° octobre AVN - Le député à l'Assemblée Nationale vénézuélienne membre du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), Robert Serra [27 ans], a été trouvé mort ce mercredi dans sa résidence située dans la paroisse La Pastora de la municipalité Liberador de Caracas, a indiqué aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, de la Justice et de la Paix, Miguel Rodriguez Torres.

Le ministre a indiqué, depuis le lieu des faits, que l'assassinat s'est produit autour de 22H30 et que l'épouse du parlementaire, Maria Herrera, avait aussi perdu la vie.

Dans des déclarations diffusées par Venezolana de Television, le ministre Miguel Rodriguez Torres a précisé que le corps sans vie de la femme avait été retrouvé au rez-de-chaussé de l'habitat tandis que le corps du député Serra se trouvait à l'étage.

Rodriguez Torrez a déclaré que de plus amples informations seraient transmises au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête qu'effectue la police.

"*Ce que nous pouvons assurer aux Vénézuéliens, c'est qu'il y a une équipe spécialisée sur place qui mène une enquête afin de trouver les responsables de ce double assassinat*".

Le ministre a aussi lancé un appel calme aux militants du PSUV et autres sympathisants. "*de notre côté, nous garantissons que nous mènerons une enquête afin d'éclaircir ce qu'il s'est passé, et nous trouverons les responsables de cet acte monstrueux certainement très rapidement*", a-t-il affirmé.

Pour sa part, la procureure générale de la République, Luisa Ortega Diaz, a indiqué sur son compte Twitter @lortegadiaz que le sous-directeur des Délits de Droit Commun, Juan Carlos Tabares et la procureure nationale N°36, Johana Peña, avaient été désignés pour enquêter sur l'assassinat du parlementaire et de sa compagne. legrandsoir 03.10

Ministre de l'intérieur : « l'assassinat de Robert Serra était un crime planifié »

2 Octobre 2014

Caracas, 02 Oct. AVN.- « *Les premiers indices de l'enquête menée au sujet de l'assassinat du député socialiste Robert Serra révèlent qu'il s'agit d'un crime planifié* », c'est ce qu'a informé ce jeudi le ministre de l'Intérieur Miguel Rodriguez Torres.

«*D'après les premières expertises (…) nous pouvons dire qu'il ne s'agit pas d'un crime qui serait le fruit d'un malheureux concours de circonstances, mais bien que nous avons affaire à un homicide intentionnel et exécuté avec une grande précision* », a expliqué le ministre.

"*Il s'agit d'un assassinat planifié, organisé et exécuté avec minutie dans un intervalle de 15 et 20 minutes, avec une arme tranchante qui a produit la mort par hémorragie au jeune parlementaire ainsi qu'à sa compagne, Maria Herrera.(…)* "

«*Son meurtre est sans aucun doute le fruit d'une macabre commande* ». Je demande aux vénézuéliens d'avoir confiance en la Police qui saura trouver surement très rapidement les auteurs intellectuels et matériels de ce meurtre. « *Nous n'aurons pas de repos dans notre lutte contre les terroristes politiques, les paramilitaires et la délinquance organisée ainsi que toute forme de violence. Il n'y aura pas d'impunité.* »

Je demande aux vénézuéliens, surtout au secteur de l'opposition, de ne pas transformer cet événement tragique en un événement médiatique.

Le député Robert Serra et sa compagne ont été assassinés mercredi dans leur domicile qui se trouve dans la parroquia La Pastora de la municipalité Libertador, à Caracas, aux alentours de dix heures et demie du soir. legrandsoir 03.10

Femmes, n'écoutez pas les féministes de tous bords, les natalistes, empruntez la voie de la lutte des classes!

... d'après des statistiques démographiques que tout le monde peut consulter, il ne naît désormais pas plus de 700 000 enfants par an outre-Rhin. Un chiffre à comparer à 1,4 million il y a 40 ans, dans une Allemagne pas encore réunifiée, amputée de sa partie est — soit d'une quinzaine de millions d'habitants (bon, allez, 16,5 millions officiellement en janvier 1990… mais la natalité était déjà en baisse à l'époque).

Oui, il s'agit bien d'une triste Allemagne qui vieillit et qui, en dépit de ses 200 milliards d'euros d'excédents commerciaux, ne trouve même pas les moyens de doper sa natalité. Rappelons que la Russie de Poutine a fort bien su le faire en soutenant les femmes, non seulement pour leur premier mais également les enfants suivants — y compris les mères célibataires qui sont les premières à sombrer dans la pauvreté lorsque la famille se disloque. (Il n'avait pas le choix, après que l'espérance de vie depuis les années 90 s'est effondrée. - ndlr) En Allemagne, les mentalités ont encore assez peu évolué : "élever un enfant ou travailler, il faut choisir"… (Quelle chance ! -ndlr)

Depuis le début des années 90, beaucoup de femmes passent outre. Les Allemandes de l'est travaillaient davantage qu'à l'ouest, c'est un exemple que les féministes ont voulu suivre.

Fini la femme au foyer qui attend en cuisinant le retour de son petit mari bénéficiant d'un gros salaire. Cela pour deux bonnes raisons : les Allemandes n'aiment pas cuisiner… et les gros salaires sont un lointain souvenir (ils ont été en parti abolis pour la classe ouvrière par les lois Hartz/Schröder de 2004). (Ce n'est pas moi qui l'ait ajouté entre parenthèse mais l'auteur de cet article, à juste titre. -ndlr)

Oui, les femmes travaillent davantage, mais souvent pour gagner des clopinettes à mi-temps et en jonglant avec les horaires des écoles et des collèges, car les structures d'accueil des enfants et des "plus grands" n'ont pas suivi l'évolution du marché du travail. (Quel bonheur ! -ndlr)

Pour les femmes qui travaillent à plein temps, c'est la galère. Peu ou pas de crèches, pas de cours l'après-midi dans les écoles allemandes… et si les gamins ou les gamines n'aiment pas le sport, la seule alternative c'est regarder la télé tout l'après-midi sous la surveillance de la grand-mère ou de la grand-tante — en espérant qu'elle n'habite pas trop loin.

Baisse du niveau de vie.

Je me souviens bien de l'Allemagne du début des années 80, je m'y rendais régulièrement. J'ai visité les quartiers ouvriers de la Ruhr aussi bien que les beaux quartiers du sud-ouest de Munich, j'ai visité les villes universitaires aussi bien que celles bâties autour de l'industrie automobile, Berlin-ouest et Berlin-est. Il y avait de belles voitures partout, en parfait état, le niveau de vie ouest-allemand était effectivement bien plus élevé qu'aujourd'hui pour les classes moyennes.

Il n'y avait quasiment pas de "*travailleurs pauvres*". L'OS ouest-allemand n'était pas en concurrence avec son homologue polonais, tchèque ou hongrois ; il touchait un vrai salaire, pas une misère… et cela suffisait effectivement à subvenir aux besoins d'une famille. la-chronique-agora.com 01.10

Ah le bonheur de la réunification tant louée aveuglément par les uns et les autres ! Elle devait conduire en réalité à l'appauvrissement de nouvelles couches de travailleurs en Allemagne de l'Ouest. Peu importe, elles n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers qui n'en sont plus que des appendices...

La femme au travail en régime capitaliste, c'est l'homme réduit au chômage ou les deux mis en esclavage. C'est équitable, les féministes peuvent savourer leur victoire... et Rockefeller aussi qui s'en revendique. La femme est le souffre-douleur du capitalisme et non de l'homme, mais lorsqu'on se refuse à combattre le capitalisme, il faut bien désigner un bouc émissaire à sa place.

La femme peut travailler, mais dès lors qu'elle a des enfants, elle devrait s'en occuper, les élever, Si le revenu de son compagnon ne suffit pas, ils devraient se battre ensemble pour qu'il soit augmenter. Les syndicats ont déserté ce combat et les partis ouvriers aussi.

Et si elle vit seule avec un ou des enfants, n'étant pas en mesure de travailler temporairement, ce devrait être à l'Etat de lui fournir un revenu décent ou de prendre en charge l'éducation de ses enfants, pour qu'elle puisse continuer de travailler en adaptant ses conditions de travail. Vous n'imaginez pas revendiquer un truc pareil, où avez-vous la tête franchement nous dira-t-on. Vous avez raison, on allait oublier qu'il fallait adapter nos revendications en fonction des besoins du capitalisme et évacuer toute revendication qui n'était pas compatible avec sa survie, nous sommes décidément d'affreux gauchistes, en fait seulement des socialistes.

Pourquoi ce seraiit à la femme plutôt qu'à l'homme de cesser de travailler pour élever les enfants, parce qu'à notre connaissance

c'est elle qui les met au monde ! Les enfants sont liés à leur mère par un lien qui n'existe pas entre le père et l'enfant. Là ce sont les défenseurs de la cause des pères qui vont hurler !

Les féministes n'ont pas concouru à l'émancipation des femmes, mais à mieux les enchaîner à cette société immonde.

Tout comme l'armée de chômeurs est mise en concurrence avec les travailleurs qui ont la chance d'avoir un emploi afin d'accroître la pression qui pèse sur les salaires et leur faire accepter n'importe quel traitement de crainte, ils se sont servis de la cause des droits des femmes déconnectée d'une conscience de classe conforme à leurs intérêts, pour mieux les asservir et les mettre en concurrence avec les hommes et parvenir au même résultat. Cela a donné la société décomposée et épouvantable que nous connaissons aujourd'hui, des hommes et des femmes encore plus malheureux qu'hier et des gosses livrés à eux-mêmes.

La dette, rente, racket, chantage, jusqu'à quand ?

Dans tous les pays, le niveau actuel de la dette publique dépasse les limites du supportable et condamne toute croissance sur le long terme. En cas de hausse des taux d'intérêt, le service de la dette bloquerait toute reprise économique durable et autonome. la-chronique-agora.com 01.10

Et c'est un portail tenu par des économistes ou de fervents défenseurs du capitalisme qui le disent. Là elle tourne aux alentours de 45 milliards d'euros par an, il suffirait que les taux d'intérêt remontent d'1 ou 2% pour qu'elle augmente de 30 à 50% et ainsi de suite, on comprend leur crainte, c'est un facteur explosif à terme, tant sur le plan économique que social ou politique.

Réponse : Annulation pure et simple.

Qu'est-ce qui justifie l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et quelles en sont les conséquences? Dans quel but aussi.

Avant-propos. Il y a tellement de facteurs qui entrent en compte qu'on pourrait facilement s'y perdre, cependant un si soudain revirement ne peut avoir qu'une explication politique, sachant que ceux qui manipulent le cours du dollar contrôlent l'économie mondiale

Précision.

Dossier préparé à l'aide d'extraits d'articles publiés par lcl.fr, bourse.latribune.fr, futures.over-blog.com, AFP et Reuters.

Certains passages ont été reproduits tels quels, parfois en tenant compte de l'inversion de la tendance du dollar par rapport à l'euro intervenue depuis leur publication j'ai été amené à effectuer quelques modifications, je n'avais pas le temps de reprendre l'ensemble de ces données pour écrire moi-même un article. Certains sous-titres ont été reproduits tels quels, d'autres ont été ajoutés.

Quels facteurs déterminent le cours du dollar (à ne pas confondre avec sa valeur, environ le prix de l'encre et du papier pour le fabriquer !)

Plusieurs facteurs peuvent influencer le dollar américain sur le marché des devises mondiales. Les plus connus sont les indicateurs macroéconomiques tels que le Produit Iintérieur Brut, l'inflation, l'activité manufacturière ou le taux de chômage.

D'autres raisons peuvent motiver les investisseurs dans leur décision d'acheter du dollar plutôt que de l'euro. La première tient au niveau des taux d'intérêt.

Plus les taux d'intérêt d'un pays sont élevés, plus sa monnaie est attractive pour les investisseurs. Actuellement, les taux européens ont pratiquement rejoint les taux américains. De ce point de vue, l'euro n'est plus aussi attractif pour les investisseurs.

La hausse annoncée des taux d'intérêt par la Fed courant 2015 va dans le même sens.

Ensuite, les tensions géopolitiques actuelles qui existent au Moyen-Orient et en Ukraine poussent les investisseurs à investir dans des valeurs refuges. Lors de crises économiques ou géopolitiques, ces investisseurs ont plutôt tendance à délaisser les actifs risqués pour investir dans des actifs américains plus sûrs. Le dollar a donc tendance à augmenter pendant ces périodes d'instabilité.

Un autre facteur est le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Si une zone économique enregistre des taux de croissance élevés, les investisseurs misent sur la monnaie de cette région ou de ce pays. Une monnaie peut aussi s'apprécier parce que les investisseurs vendent les autres ! Enfin, la spéculation peut aussi déstabiliser le cours d'une parité monétaire.

Les variations d'une monnaie contre une autre sont baptisées «fluctuations monétaires». Ces fluctuations sont le résultat de la loi de l'offre et de la demande. Pour qu'une monnaie s'apprécie, il faut que des investisseurs soient acheteurs (demandeurs). Plus il y a d'acheteurs d'une devise, plus celle-ci s'apprécie.

C'est donc le marché qui fait la valeur d'une monnaie et non les Etats. Les monnaies sont cotées et leur cours varie au gré des achats et ventes des investisseurs du monde entier : compagnies d'assurances, banques, fonds d'investissements, Etats, banques centrales...achètent et vendent en permanence des monnaies sur le marché.

J'ai laissé en l'état le passage suivant car il était trop long, il suffit lors de la lecture de remplacer euro par dollar et vice versa pour comprendre comment va se répercuter la hausse de l'un et la baisse de l'autre.

Impact de la hausse ou de la baisse de l'euro/$.

L'achat de matières premières comme le pétrole est plus intéressant pour les Européens quand l'euro est fort. Les variations de la parité euro/dollar sont très suivies par les dirigeants d'entreprises, les investisseurs, les hommes politiques, et parfois par les touristes. Quand l'euro s'apprécie contre le dollar (le dollar s'affaiblit), les produits européens vendus en dehors de la zone euro deviennent mécaniquement plus chers que les mêmes produits libellés en dollars. Les pays de la zone euro deviennent alors moins compétitifs que les pays vendant leurs produits ou services en dollars.

La croissance d'une économie peut donc être freinée par le seul effet des variations monétaires à l'export.

En revanche, une monnaie forte plait aux investisseurs qui veulent préserver leur capital dans le temps. Un euro fort attire donc les investisseurs du monde entier dans la zone euro. Ils sont plus enclins à investir dans une zone économique dont la monnaie s'apprécie. Investir dans un pays dont la monnaie est fragile expose au risque de perdre une partie de son capital.

Un euro fort offre aussi l'avantage de pouvoir acheter, importer, des produits facturés en dollars, pour un prix plus intéressant. Plus l'euro monte, plus les biens et services libellés en dollars deviennent bon marché ! Mieux vaut voyager aux Etats-Unis avec un euro/dollar à 1,40 que quand il était à 1 pour 1.

L'achat de matières premières comme le pétrole est plus intéressant pour les Européens quand l'euro est fort. Le pétrole étant coté en dollars, l'euro fort nous permet de payer notre essence moins chère.

Autres facteurs et remarques

- L'injection de liquidités dans l'économie déprécie la valeur réelle d'une monnaie, c'est une sorte de dévaluation déguisée.

- L'époque du yen fort est révolue, le dollar au plus haut depuis 2008 - AFP

Conséquence de ces injections de liquidités dans l'économie, la monnaie nippone a perdu un cinquième de sa valeur face au dollar au cours de l'année 2013.

Les firmes exportatrices japonaises en ont profité, voyant leurs revenus mécaniquement gonflés par cette évolution des devises, même si d'autres handicaps structurels demeurent.

Selon les calculs des analystes, pour Toyota, un yen de moins par dollar se traduit sur le papier par des profits de 30 milliards de yens (216 millions d'euros). AFP 01.10

La hausse du dollar pourrait fragiliser le financement des émergents.

On ajoute ce passage. Si la source qui a été à l'origine du financement du développement (et de l'endettement) des pays émergents se tarit, ils vont se retrouver face à un énorme problème au moment de refinancer leur dette. Ils devront se tourner vers les marchés ou les institutions comme le FMI qui exigeront en échange de nouveaux prêts de nouvelles "réformes d'ajustement structurelles", des privatisations, des coupes dans les budgets sociaux...

Contexte et perspective

- L'euro devrait encore baisser, grâce à la BCE et à la Fed - Reuters 01.10

- Etats-Unis. Dernières infos : PIB et emplois en hausse.

La politique monétaire ainsi que le sentiment d'instabilité qui règne en ce moment sur les marchés financiers sont d'autres indicateurs jouant un rôle important dans la hausse du dollar.

Concernant la politique monétaire, les bons chiffres de l'activité économique enregistrés dernièrement alimentent les spéculations concernant la hausse des taux d'intérêt de la fed.

- Aux Etats-Unis. La forte probabilité de voir les taux directeurs augmenter en 2015 nous laissent penser que le dollar devrait connaître une envolée, et ce pour une longue période.

- Ces dernières semaines, les instituts de recherche économique ont abaissé leurs prévisions économiques 2014 concernant de nombreux pays.

Quelques repères.

- pour contrer déguiser l'inflation à la baisse ou déflation, la faire payer aux plus pauvres ;

- chômage = inflation basse

L'objectif

- L'Europe empêtrée dans ses contradictions et la mauvaise gestion des Pays du Sud, dont la France, devrait voir sa monnaie se déprécier encore d'avantage.

La BCE va être obligée de lâcher un peu sa monnaie en devenant plus accommodante pendant que les Américains vont resserer le levier du crédit du fait d'une croissance bien supérieure à la notre. En cause, le manque de libéralisme de certains pays Européens incapables de faire plus de croissance et le manque de cohésion politique européenne qui nous empêche de lutter efficacement contre les pratiques monétaires, fiscales et sociales des autres continents. futures.over-blog.com

La hausse du dollar va favoriser les exportations ou offrir aux entreprises une marge de manoeuvre supplémentaire qui leur permettra d'octroyer des augmentations de salaire ou de financer des plans de retructuration, de créer un climat propice à encourager le gouvernement à entreprendre les contre-réformes qu'ils réclament à cor et à cri en s'appuyant sur les syndicats...

Dossier Syrie-Irak

- La coalition arabo-sioniste occidentale a encore "*touchée*" (sic!) deux raffineries au nord de Raqa en Syrie.

Lorsqu'en Irak l'armée reprend une ville tenue par les barbares, elle reçoit les félicitations des autorités occidentales, mais lorsque c'est l'armée syrienne qui entreprend de délivrer la population d'une ville aux mains des barbares rebaptisés "*rebelles*", elle commettrait un crime.

- L'armée irakienne affirme avoir repris aux jihadistes une ville au nord de Bagdad - AFP

- Syrie: les rebelles à Alep menacés d'un siège total par le régime - AFP

Qui présente une "*menace*" pour les Syriens, le gouvernement et son armée soutenus par plus de 70% de la population ou les barbares "*modérés*" soutenus par Washington ?

- Intervention turque? L'Irak et la Syrie réagissent - french.irib.ir

"*Toute action militaire turque, en Syrie, sera considérée comme hostile*", a affirmé le vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

En réaction au vote de jeudi du Parlement turc autorisant les opérations militaires, en Irak et en Syrie, sous prétexte de lutter contre les terroristes de Daesh, Fayçal Meqdad, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, a qualifié cette décision, d'action hostile contre Damas, a-t-on appris d'Al-Manar.

"*Il faut douter des intentions de la Turquie de faire face aux terroristes, car ce pays est le partenaire et protecteur principal des terroristes*", a déclaré le ministre irakien des A.E, Ibrahim al-Jaafari, jeudi, tout en critiquant les politiques interventionnistes de la Turquie.

Le Parlement turc a adopté le projet de loi déposé par le gouvernement demandant l'autorisation de participer aux opérations

militaires contre le groupe terroriste Daesh. Et ce, alors qu'un grand nombre d'habitants d'Ankara, la capitale turque, ont organisé des manifestations, pour s'opposer aux ingérences militaires de ce pays à l'extérieur des frontières. french.irib.ir 03.10

- Syrie: L'Iran met en garde Ankara - french.irib.ir

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, a mis en garde, jeudi, Ankara, contre une aggravation de la situation, au Moyen-Orient. Il intervenait, après la décision du Parlement turc d'autoriser une intervention militaire, en Syrie et en Irak.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est entretenu, jeudi soir, au téléphone, avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Lors de cet entretien téléphonique, les deux hommes se sont penchés sur les dernières évolutions de la région et l'actuelle méthode de lutte anti-terroriste. En allusion au feu vert du Parlement turc à une intervention militaire, en Syrie et en Irak, le chef de la diplomatie iranienne a dénoncé la méthode de lutte contre le phénomène néfaste du terrorisme, dans la région, et s'est dit inquiet, quant à toute action aboutissant à l'aggravation de la situation. M. Zarif a appelé les pays de la région à agir avec responsabilité envers les évolutions en cours et à éviter d'aggraver la situation. french.irib.ir 03.10

Ils veulent tous en être, décidément un bon business !

- Le Canada participera aux bombardements contre l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

Que la guerre soit avec vous, amen !

- Mgr Barbarin : "*parfois, l'usage de la force n'est pas contraire à la paix*" - euronews.com

Envoyer des troupes terrestres contre les jihadistes est-ce la clé pour imposer la paix en Irak ? Pour le cardinal Philippe Barbarin, qui recevait jeudi soir à Lyon Louis Raphael Sako, le patriarche des Chaldéens, chrétiens d'Irak, la voie de la force n'est pas à écarter.

"*Pour qu'il y ait la paix et que chacun puisse rester chez soi, parfois, il fait vraiment repousser avec beaucoup de forces la violence. Donc l'usage de la force n'est pas contraire à la paix. Je me rappelle d'une phrase de Jean-Paul II disant : "parfois, le pacifisme fait le travail contraire à la paix, il accroît encore la violence et l'oppression". Donc l'utilisation de la force a un seul objectif qui est de remettre un pays dans la paix*". euronews.com 03.10

Il confirme que les pacifistes en temps de paix se transforment en militaristes en temps de guerre...

Voilà qui devrait exaspérer un peu plus l'OTAN

Nous avions déjà mentionné ce sommet qu'à ce jour les agences de presse et les médias ont littéralement censuré à ma connaissance. Cet article fournit qu'autres détails intéressant, il est plus complet que le précédent.

- Le dernier coup anti-OTAN de Russie/Iran - french.irib.ir

Une revue électronique russe, Eurasia.net, se penche sur la déclaration du récent Sommet d'Astrakhan, en y voyant une grande victoire, pour l'axe Iran/Russie : "*Le Sommet des pays du pourtour de la Caspienne a empêché, en réalité, la présence militaire des Etats Unis, dans cette grande mer. Via des accords de coopérations militaires, les deux grandes puissances du littoral ont, ainsi, bloqué toute présence des Etats Unis et de l'OTAN*" . "*La déclaration finale a été, en réalité, un message très clair, à l'adresse de l'Etat le plus proche de l'OTAN du littoral de la Caspienne, à savoir, l'Azerbaïdjan. Les coopérations de Bakou avec l'OTAN a, en quelque sorte, réduit, de façon très sensible, les liens azéris avec le dossier de la sécurité, en mer Caspienne. Moscou et Téhéran n'entendent, nullement, laisser les Azéris jouer le rôle du cheval de Troie, dans cette mer*".

Poutine a souligné, le 29 septembre, à Astrakhan, "*le principe de garantir la stabilité et la sécurité de la Caspienne, auquel ne peuvent participer que, seuls, les cinq pays riverains. En ce sens, seuls, ces Etats ont le droit de détenir des forces militaires, dans cette mer*". De son côté, Rohani a affirmé : "*Tous les pays du bassin de la Caspienne sont unanimes à affirmer qu'ils sont, parfaitement, à mêmes d'assurer, eux-mêmes, la sécurité de la Caspienne, et qu'aucune force étrangère ne devra s'engager, dans ces eaux*".

La revue souligne que cette prise de position conjointe intervient, dans un contexte de haute tension entre l'Iran et la Russie, d'une part, et les Etats Unis et l'Occident, de l'autre. Les deux Etats se sentiront, directement, menacés, en cas d'une présence militaire "*extrarégionale*", en Caspienne . La Russie connaît une période de très grande turbulence avec l'Occident, autour du dossier ukrainien, période qui remémore l'époque de la guerre froide. Quant à l'Iran, le pays, engagé dans des négociations nucléaires, n'a aucun doute sur l'intention des pays occidentaux d'utiliser les alliances avec les pays de la

Caspienne, dans le sens de davantage de pressionsn sur Téhéran.

Aussi bien l'Iran que la Russie ont les yeux rivés, sur les moindres gestes et actes de l'Azerbaïdjan. Cet ex-république sovétique, détentricer de vastes gisements de pétrole et de gaz, entretient des relations stratégiques, depuis 91, avec l'OTAN et l'Occident. L'oléoduc Bakou-Tblissi-Jeyhan et celui de Bakou-Tblissi-Erzeroum sont deux constructions, placées, géographiquement, dans une zone hors de la portée stratégique de Moscou. Le président azéri n'a, d'ailleurs, pas hésité à rappeler, au cours du dernier Sommet de l'OTAN, que son pays est un " *partenaire fiable*", pour l'Alliance.

Depuis 2002, Bakou a fourni, d'ailleurs, une partie des forces de l'Issaf, en Afghanistan, et, en ce moment, il fait tout, pour renforcer le soutien logistique à l'OTAN. Il en va de même, pour le Kazakhstan, qui devra mener des discussions, pour installer une base militaire US et de l'OTAN, dans le port de Aktao. Les Etats Unis soudoient, aussi, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, et le Kirghizistan, en leur accordant des aides destinées à étendre leur puissance défensive, et, surtout, leur force navale. L'accord du Sommet d'Astrakhan prend, ainsi, tout son sens. Le fait que les cinq pays du pourtour aient décidé, sous la pression russo-iranienne, d'interdire une présence militaire occidentale, dans la Caspienne, signifie, de facto, l'impossibilité de la formation d'une base de l'OTAN, aux portes de l'Iran et de la Russie. C'est une décision, qui pourrait avoir, aussi, des répercussions énergétiques.

La Russie s'oppose à ce qu'un gazoduc reliant le Turkménistan à l'Azerbaïdjan traverse la Caspienne, et elle compte faire des pressions sur ces deux Etats. Si l'OTAN avait trouvé l'occasion d'avoir une présence militaire, en Caspienne, elle aurait pu imposer ce "*gazoduc*", via un déploiement de force militaire. Une base navale otanienne, en Caspienne, aurait été une menace, pour la Russie. Sans l'OTAN, la Russie pourra négocier le projet de la construction de ce gazoduc et tout pourra être réglé à l'amiable. La Russie et l'Iran ont réussi, ensemble, à empêcher la Caspienne de devenir un nouveau golfe Persique. french.irib.ir 03.10

ACTUALITE EN TITRES

Cela nous rappelle-t-il rien ?

- General Motors rappelle près de 650.000 véhicules supplémentaires - AFP

Histoire entre gangsters.

- Morin condamné pour avoir qualifié Tapie de «*gangster de la République*» - 20minutes.fr

Entre nous, c'est injuste, Morin devrait faire appel : quelle République, il y a une République en France, où cela ?

Trop tard, il faut assumer !

- Rebsamen fait dépublier une interview où il revendique son penchant libéral - Liberation.fr

Le ministre du Travail y parlait de «*renforcer les contrôles*», d'«*assouplir les seuils et les 35 heures*», ou encore de son combat pour «*une vision libérale de l'économie*». Liberation.fr 03.10

Effondrement social.

- Les retraités grecs dans la rue - fr.euronews.com

Leurs pensions ont déjà baissé de parfois 40% depuis 2010 et de nouvelles coupes sont redoutées, alors les retraités grecs sont descendus dans les rues d'Athènes ce jeudi. Ils ont aussi réclamé un accès gratuit au système de soins. fr.euronews.com 03.10

Leur propagande est inefficace. Ils passent aux aveux.

- Brésil: Rousseff en position de force à deux jours de la présidentielle - AFP

Pour un peu on croirait qu'elle va recourir à un coup d'Etat ! Déformation professionnelle à l'AFP...

- Le Brésil stagne, mais le «*Brazil bashing*» actuel est aussi exagéré que le «*miracle brésilien*» d'autrefois - Slate.fr

Retour un siècle en arrière.

- Electricité et gaz: un Français sur cinq peine à payer ses factures - L'Express.fr

Travail de nuit : intensification

3,5 millions de personnes travaillent la nuit, soit 15,4 % des salariés, note une étude de la Dares qui porte sur 2012.

C'est un million de plus qu'en 1991. En vingt ans, le nombre de ceux qui travaillent habituellement la nuit a doublé, alors que celui des salariés pour qui cet horaire est occasionnel a légèrement baissé. alternatives-economiques.fr 03.10

Mouvement social ou manipulation politique des tenants de la stratégie du chaos ?

- Hong Kong: Les manifestants se heurtent aux habitants exaspérés - 20minutes.fr

- Hong Kong: les étudiants rompent le dialogue après de violents heurts - AFP

- Violences à Hong Kong, les manifestants menacent - Reuters

- Manifestations à Hong Kong : vers un nouveau Tian'anmen ? - Le Monde

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Psychose, Etat policier, militarisation... La première menace, c'est l'Etat, le gouvernement dont la politique incarne les intérêts de la classe dominante.

- Djihadisme: la France mal protégée - L'Express.fr

Selon la manière de présenter les choses et ce que vous êtes invité à mémoriser, soit il s'agit d'une affirmation qui n'engage que son auteur et qui demande à être confirmée au delà des éléments qu'il a pu nous transmettre et qui sont manifestement insuffisants pour se forger une certitude, soit il s'agit d'une affirmation reposant sur un fait avéré ou établi, connu ou censé l'être, qui n'a donc pas besoin d'être confirmé, que l'on peut prendre pour argent comptant car constituant en soi une certitude, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Dans le premier vous n'avez aucune raison de faire confiance à celui qui vous livre cette information, dans le second vous êtes invité à le croire sur parole. Voyons comment cela se présente.

Reuters - La France a déjoué des projets d'attentat, dit Manuel Valls.

AFP - "*Plusieurs projets d'attentat*" ont été déjoués en France, confirme Valls.

Avec Reuters le lecteur est laissé libre de croire ou non Valls, tandis qu'avec l'AFP cette alternative disparaît puisque Valls n'a fait que confirmer un fait censé être avéré, que le lecteur est censé avoir assimilé ou connaître.

Avec l'AFP le lecteur est porté à faire l'impasse sur la première affirmation qui après tout pouvait très bien être fausse ou fabriquée par le ministère de la propagande, le gouvernement avait prétendu avoir déjoué des attentats il y a quelques mois uniquement sur la base de soupçons que ses services s'étaient employées à élever au rang depreuves matérielles, pour ensuite adopter une nouvelle loi liberticide assimilant à un déli tout soutien y compris verbal ou ce qu'un juge pourrait interpréter comme tel à des organisations qu'il a référencées comme terroristes ou d'actes qu'elles auraient commises ouvrant la voie à l'arbitraire le plus total ou à une juridiction d'exception qui n'existe généralement que dans les pires régimes militaire ou dictatoriaux de la planète.

Valls étant incapable à ce stade de prouver la véracité de ses affirmations, selon lesquelles des attentats auraient été en préparation en France, hier il a procédé autrement. Il s'est livré à un parallèle à valeur d'amalgame entre des apprentis djihadistes en partance pour la Syrie ou l'Irak que ses services ont appréhendés, avec ces supposés projets d'attentats datant déjà de quelques mois, de sorte que l'on soit porté à émettre dans les deux cas le même jugement, donc à estimer que ces projets d'attentats étaient véridiques et non fabriqués, donc à le croire sur parole quoi qu'il dise et la boucle est bouclée.

Et oui, comment pourrait-il obtenir le soutien de la majorité de la population à sa politique, si au départ elle doute de ses affirmations, c'est impossible, alors il doit s'employer à apparaître objectif pour la mettre en confiance, d'où ce genre de tour de passe-passe ou manipulation assez grossière, car parmi ces présumés terroristes préparant des attentats figuraient selon un conseiller du Premier ministre "*deux jeunes femmes mineures qui voulaient frapper des cibles juives*", quelle fable ! alors qu'il existe en France des milliers d'adultes férocement endoctrinés par des prédicateurs wahabbites ou salafistes qui sont mieux placés pour préparer des attentats ou l'envisager. Maintenant de tels attentats pourraient bien se produire en France ou ailleurs puisqu'ils font tout pour, qu'ils soient le produit de groupes isolés ou en relation avec leurs services secrets.

20 minutes.fr - «*Des départs de combattants (djihadistes), y compris de mineurs, ont été empêchés. Et plusieurs projets d'attentats sur notre territoire ont été déjoués*», a déclaré le chef du gouvernement, lors d'un discours devant l'Institut des hautes études de défense nationale et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice.

«*Nous faisons face à la fois à un ennemi intérieur et extérieur*», a déclaré le Premier ministre. «*Il ne s'agit pas de faire peur*», mais que «*nos concitoyens et nos élus soient pleinement conscients de cette menace*», a-t-il ajouté.

A la suite de cette déclaration, Matignon a toutefois immédiatement indiqué que la déclaration ne faisait pas référence à des projets inconnus du grand public et concernait les deux dernières années. Selon le cabinet de M. Valls, le Premier ministre faisait référence à «*quatre projets d'attentats qui ont effectivement été déjoués*».

Ceux-ci concernent des actions fomentées par le groupe dit de «*Cannes-Torcy-Sarcelles, le djihadiste du Canet, un djihadiste de retour du Liban, et deux jeunes femmes mineures qui voulaient frapper des cibles juives*», selon un conseiller du Premier ministre. 20 minutes.fr 03.10

Haut de page

Le 5 octobre 2014

CAUSERIE

L'article qui a été mis en ligne "*Record à la baisse depuis 2 ans : pourquoi la dépréciation de l'euro n'est pas qu'une bonne nouvelle*, confirme deux éléments que j'ai soulignés hier et précédemment, à savoir :

- Au plan européen, la France et l'Italie bénéficieront le plus de la dépréciation de l'euro car leurs produits, moyens en gamme pour la plupart, sont plus sensibles à l'effet de change que les produits allemands.

- Une baisse de l'euro ne devrait pas se répercuter sur les prix de l'exportation, déjà pincés, mais plutôt sur les marges des entreprises françaises. Plus de marge signifie plus d'investissements et plus d'emplois, un enchaînement vertueux pour la croissance. Atlantico.fr 04.10

De quoi créer temporairement les conditions pour faire passer des "*réformes* à la Schröder en France et en Italie, ne sont-elle pas à l'agenda de Valls et Renzi ?

Réflexions du soir

Plus je regarde Russia Today le soir en cassant la croute, plus je me dis qu'en France on a une vision complètement tronquée de ce qui se passe réellement dans le monde, non pas que les Russes seraient des champions en matière d'information ou d'objectivité, mais parce qu'ils abordent tous les sujets qui apparemment font l'objet d'une censure de la part des médias (du gouvernement en place) en France et peut-être plus généralement en occident.

On a eu le droit aux manifestations qui se sont déroulées en Grande-Bretagne et en Allemagne contre l'implication de leurs gouvernements en Irak et en Syrie. Le journaliste est revenu sur l'implication de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Jordanie dans le recrutement et la formation des membres d'EI, citant des déclarations d'Obama depuis 2012 qui indiquaient clairement que les Etats-Unis étaient directement impliqués dans le développement de cette organisation qu'ils prétendent combattre aujourd'hui. Une telle mise en accusation des Etats-Unis a-t-elle lieu au journal de 20h en France ? Je n'en sais rien, cela m'étonnerait fort.

Quant aux exécutions ou décapitations auxquelles se livrent ces barbares, elles servent les intérets de la coalition en lui fournissant un prétexte pour bombarder l'Irak et la Syrie. Sur RT les journalistes s'emploient à mettre en évidence le lien qui existe entre eux de telle sorte que leur complicité saute aux yeux.

Ensuite j'ai regardé un documentaire consacré à l'accaparement des terres des paysans au Mali, au Niger et en Thaïlande par des multinatinales occidentales de l'agroalimentaire, après un passage par l'est de l'Ukraine que Kiev continue de bombarder.

En France, on est totalement sous l'emprise de la propagande états-unienne, c'est la chape de plomb. Ce n'est pas forcément mieux ailleurs ou en Russie, mais on ignore totalement ce qui se passe ailleurs dans le monde. Si on s'en tient à l'image étriquée que nous en donnent les médias occidentaux, on ne comprendra rien à rien, car elle ne représente qu'une infime partie de ce qui se passe réellement dans le monde. S'attarder à l'image que les médias français nous en donne, c'est perdre son temps, vaut mieux aller voir ailleurs pour se faire une idée globale de ce qui se passe ou de la situation. Les médias occidentaux pratiquent la rétention d'informations en résumé.

Je serais curieux de voir la télévision chinoise. La télévision allemande, DW, c'est le bonheur est dans le pré, plus la propagande farouchement anticommuniste vantant les bienfaits de la réunification, ils en sont encore là ! Du coup les Russes pour faire bonne mesure vantent les bienfaits de la Yougoslavie. Je n'ai pas eu la patience de rester plus de deux minutes sur NSK, la télé japonaise !

C'était quelques réflexions du samedi soir. Après un petit tour au Moyen-Orient pour prendre les nouvelles du jour comme chaque soir, pour se détendre un peu on écoutera un peu de musique en sirotant une vodka orange. C'est bien mérité on bosse comme un âne ! On aura une pensée pour tous ceux à travers le monde qui n'ont pas ce privilège, pas un seul instant on les oublie, comment le pourrait-on en vivant en Inde franchement.

ACTUALITE EN TITRES

Un acteur de droite en quête de popularité ne pouvait choisir qu'un républicain.

- Arnold Schwarzenegger invité vedette de François Hollande - Le Nouvel Observateur

L'acteur américain sera reçu vendredi prochain à l'Elysée pour évoquer la question du réchauffement climatique. Le Nouvel Observateur 04.10

En famille.

- Benoît Hamon n'est "*pas dans l'opposition*" au gouvernement - AFP

Personne au PS, chez ses satellites et alliés de la pseudo-gauche et extrême gauche, pas même les gauchistes !

Sans blague ! Le véritable ennemi d'Hollande, ce n'était pas la finance mais la classe ouvrière, le socialisme.

- Pour Filippetti, Hollande "*semble avoir oublié*" le discours du Bourget Francetv info

Un mois après sa démission du gouvernement, l'ex-ministre de la Culture s'en prend à "*la doxa idéologique libérale*" qui influence les choix du gouvernement.

L'ex-ministre de la Culture affirme que François Hollande est "*victime de l'ultra-personnalisation du pouvoir dans la Ve République*". Francetv info 04.10

Toujours les grandes manoeuvres à l'UMP.

Ils auront tout tenter pour dézinguer Sarkozy... avant de le réhabiliter ?

- Bygmalion : Eric Cesari, "*l'oeil de Sarkozy*" à l'UMP - Le Nouvel Observateur

Ce très proche de l'ancien chef de l'Etat vient d'être mis en examen pour faux et usage de faux et abus de confiance. Le Nouvel Observateur 04.10

Ce sont les ordres.

- Présidentielle de 2017 : 43% des Français pour une candidature de Juppé, 28% pour Sarkozy - Francetv info

Plus sérieusement.

- Présidence de l'UMP : Valérie Pécresse soutient Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

L'ancienne ministre, réputée filloniste, affirme dans le « JDD » qu'elle votera pour l'ancien chef de l'Etat qui a également la faveur de 68 % des sympathisants

Voilà une indication sérieuse pour savoir quel sera le candidat de l'UMP en 2017, car Pécresse comme Fillon avaient été invités à la réunion annuelle du groupe Bilderberg (en 2013) qui fait les Présidents et les Premiers ministres, les Chanceliers, etc.

Soit que Pécresse est une pétasse et les dirigeants de Bilderberg ont commis une erreur en l'invitant, soit ils se sont rendus comptes que Fillon ne serait pas à la hauteur et ils ont décidé de miser sur Sarkozy qui finalement avait bien tenu son rôle.
Pas question pour eux de soutenir Juppé trop proche de Chirac dans le passé, il faudrait qu'il leur donne de sérieux gages pour qu'ils le soutiennent.

Benoist Apparu (UMP) a prétendu avant-hier sur France Info qu'il en était capable : "*l'enjeu de 2017 sera[it] de démontrer que nous serons en capacité de faire ce que nous dirons. C'est là où Alain Juppé a à mon sens un avantage comparatif essentiel: il ne fera qu'un mandat*", et de préciser "*Il n'aura pas les yeux rivés sur les sondages et la prochaine élection présidentielle, il fera ce qui est nécessaire pour la France et pas ce qui est nécessaire pour assurer sa réelection. Pas comme, malheureusement, beaucoup d'hommes politiques de droite ou de gauche*" (AFP 03.10).

C'est ce qu'ils disent tous pour amuser la galerie ou se faire élire, mais le premier cercle du groupe Bilderberg autour de Rockefeller ce n'est pas la "*galerie*", la populace, ce sont les maîtres du monde.

La réaction débridée.

- Comment les vrais riches sont devenus totalement invisibles dans le monde actuel (et ce que ça nous coûte en matière de lutte contre les inégalités) - Atlantico.fr

Dont l'Allemagne (Schröder) qui a emboîté le pas aux Etats-Unis (Reagan) et à la Grande-Bretagne (Thatcher)... peu importe.

- Les 3 raisons de la colère allemande contre la France - Atlantico.fr

La presse allemande est vent debout contre la France. Parce que l'opinion publique allemande n'accepte plus l'immobilisme de la gouvernance française, son double langage et une étonnante capacité à donner des leçons d'économie. Atlantico.fr 04.10

Quand ils veulent...

- L'ancien dictateur haïtien dit "*Baby Doc*" meurt sans avoir été jugé - Lexpress.fr

- Londres impuissant après le meurtre de l'otage Alan Henning - LeFigaro.fr

Comme à Kiev ? Chut, c'est pour la bonne cause !

- Hong Kong : Les triades chinoises utilisées contre les manifestants pro-démocratie? - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Et ça marche du feu de dieu !

La classe dominante a lancé un concours pour savoir lequel serait le plus réactionnaire et que ses médias relaient sans évidemment citer qui en est à l'origine sinon l'opération tomberait à l'eau, et ça marche formidablement bien parce qu'ils bénéficient de relais dans la place, des associations que l'Etat finance ou qui bénéficient de dons de riches donateurs, ce qu'évidemment le citoyen lambda ignore ou se fout parce qu'il est lui-même décomposé, gangrené par l'idéologie néolibérale sans le savoir.

Quand dans la nature une anomalie, une exception, un cas particulier est élevé au rang de normalité, de règle, de généralité,

quand tous les facteurs qui permettent de classer les différentes espèces sont ravalés au même niveau sans tenir compte des fonctions qui les rapprochent ou les distinguent de manière à pouvoir les répertorier avec précision afin d'étudier leur comportement et leur évolution, toute notion de connaissance disparaît, appliqué à l'homme, toute notion de droit s'évanouie.

L'homosexualité est avant tout une pratique sexuelle, ce qu'hypocritement refuse d'admettre aussi bien ses défenseurs que les homophobes, pratique qui n'a rien de répréhensible ou d'anormal chez l'animal comme chez l'homme dès lors qu'on comprend comment ou pourquoi un homme ou une femme peut être amené à adopter ce comportement sexuel.

L'espèce humaine se distingue des autres animaux par sa faculté à avoir développé des rapports sociaux à un niveau supérieur, de telle sorte que très tôt elle a attribué des fonctions propres à chaque sexe à partir de ce qui les distinguait sur le plan biologique, où la répartition des tâches qui leur étaient dévolues pour assurer la survie de l'espèce devait prendre une place prépondérante, la femme reproduisant l'espèce en enfantant, l'homme cueillant et chassant pour qu'elle se développe. Ce fut la première manifestation de la division du travail au sein de l'humanité.

Le mode de vie et de pensée des hommes et des femmes en furent profondément imprimés jusqu'à nos jours, sans que le passage du matriarcat au patriarcat ne modifie fondamentalement ces rapports, ce basculement témoignera que l'espèce humaine privilégiera dorénavant la production de bien matériels à la production de sa descendance, consacrant la division du travail comme mode de production supérieur à tout autre.

L'homosexuel est incapable de s'élever à ce niveau social supérieur ou il est engagé dans un processus régressif. Ceci s'explique très bien dans une société où la femme et l'homme ont de plus de plus tendance à être considérés non pas comme égaux mais strictement identiques, ce qu'ils ne sont pas et ne seront jamais naturellement, et c'est là que réside le problème que personne ne veut aborder, car en occultant ce qui distingue l'homme de la femme la société ne fait que témoigner son incapacité à satisfaire leurs besoins respectifs, ce qui se traduit par une régression du statut de le femme et de l'homme au point de ne plus supporter leur propre sexualité ou les rapports somme toute normaux entre les deux sexes, d'où le développement de l'homosexualité.

On peut leur accorder tous les droits qu'ils réclament et nous n'y sommes pas opposés, nous disons seulement que cela ne sert à rien car le problème est ailleurs, il est inhérent à la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme ou le règne de la nécessité qui s'emploie à mettre en concurrence les hommes entre eux ainsi que l'homme et la femme, au lieu de leur permettre de vivre en harmonie en leur reconnaissant le statut de complémentarité que la nature leur a accordé. Ils ne sont pas plus heureux pour autant dans la société actuelle, même s'ils prétendent le contraire, les regards méprisant des ignorants portés sur eux suffit à leur pourrir l'existence, donc qu'ils ne racontent pas d'histoires. Nous n'avons pas le temps d'évoquer le cas des transsexuels qui constituent une minorité parmi les minorités, ce sera pour une autre fois.

Quand Libération, dont Rothschild est toujours actionnaire et qu'on nous présente comme un journal de gauche, alors qu'en réalité il est aussi réactionnaire que Le Monde ou Le Figaro, reprend à son compte la propagande en faveur de la PMA, etc. cela devrait être suffisant pour peu qu'on possède (encore) un minimum d'esprit critique à se poser la question de savoir quelles réelles intentions ou objectifs politiques cela recouvrent, comment serait-il possible que nous ayons des intérêts communs avec ce journal et ses propriétaires ou que nous participions à une campagne à leur côté, personnellement ma réponse est que c'est impossible.

Il ne vous étonnera pas qu'une fois de plus les "*réseaux sociaux*" aient été à l'origine ou le canal par lequel cette initiative a vu le jour. Plutôt suspect, non ?

- Une manif contre la Manif pour tous - Liberation.fr

A l'appel du collectif All out, un rassemblement est prévu dimanche à Paris avant celui des opposants au mariage pour tous. Tous contre la Manif pour tous? Ils sont en tout cas ce soir plus de 230 000 à avoir signé une pétition pour l'égalité, sorte de tract géant...

All out, fort de tous ses signataires qui ont amplement fait circuler la pétition via les réseaux sociaux, a du coup décidé d'appeler à un contre-rassemblement dimanche place de la République à Paris à 11 heures. Sur Facebook, près de 1800 personnes ont déjà répondu «*on y sera*.»

Dans la foulée, l'équipe d'All Out France, compte remettre sa pétition (déjà entre les mains de la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine) aux politiques, sur les plateaux de télé et… aux marcheurs de la Manif pour tous. Liberation.fr 04.10

La ministre des Affaires sociales et les "*plateaux de télé*" qui sont réputés incarner le progrès social ou pour leur humanisme...

Haut de page

Le 6 octobre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté un article sur la BCE et l'Allemagne, ce sera pour demain.

Avez-vous entendu parler de la sortie de Joe Biden, le vice-président américain qui a dénoncé les monarchies du Golfe et à la Turquie pour avoir financé et armé Al-Qaïda et les groupes terroristes qui en sont issus ?

Cette info a-t-elle été relayée la semaine dernière par les médias en France. Sur Russia Today, j'en ai pris connaissance samedi soir.

La réaction côté pile et face.

Trafic d'organes légal. Utérus à louer.

Marchandisation à outrance. La destruction de la civilisation humaine en marche.

Louer ou vendre son utérus serait finalement un acte aussi banal que louer une tondeuse à gazon ou une moissonneuse-batteuse ou emprunter la bagnole de son voisin pour aller rendre visite à sa vieille mère à l'agonie.

On va nous dire qu'il s'agit juste de rendre un service à quelqu'un qui en a besoin et que lui refuser serait un manque manifeste de générosité.

Je ne sais pas ce que vous en penser, mais à ma connaissance autour de nous il existe une multitude de gens qui souffrent parce que la société est incapable de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires sans que l'on s'en offusque davantage, pour ne pas dire qu'hypocritement chacun s'en accommode, ferme les yeux ou feint d'en avoir entendu parler.

On s'apitoie volontiers sur le sort de populations située à l'autre bout du monde, mais on ne manifestera aucune attention envers celle que l'on croise quotidiennement, à croire qu'on refuse d'y être assimilé ou qu'on la méprise. On se soucie du sort de l'environnement, de toutes les espèces à l'exception de l'espèce humaine, à croire qu'on en a une idée bien basse. On prend fait et cause pour les droits des minorités, mais on est incapable de manifester le même intérêt lorsqu'il s'agit prendre la défense de droits collectifs, à croire que nos droits individuels ou notre petite personne importe plus que tout le reste.

On témoigne ainsi que notre niveau de conscience ne s'est jamais élevé au-dessus du niveau médiocre de l'individualisme dans lequel on se complaît, et dont la classe dominante s'emploie à faire en permanence la promotion, nous encourage à développer au détriment des besoins du reste de la population dans une société où tous les individus sont mis en concurrence, sans que cela nous interpelle ou nous embarrasse plus que cela.

Ce sont des membres de la classe dominante ou des classes moyennes dont le sort est intimement liés au capitalisme, qui sont à l'origine de la multitude d'associations et ONG qui vous propose de vous engager pour telle ou telle cause, tandis que vous déserterez syndictats et partis ouvriers, elles ont été conçus dans cet objectif, afin d'affaiblir, diviser encore plus ou disloquer le mouvement ouvrier.

Leur but est de faire en sorte que vous dépensiez votre énergie et votre temps, parfois votre argent, à défendre des causes qui certes sont louables, mais qui parce qu'elles sont si nombreuses ou en quantité illimités vous maintiendront durablement ou indéfiniment à l'écart du combat politique qui concentre toutes les questions, dont celle de la nature du régime en place et la question du pouvoir, comment la résoudre.

Leur objectif consiste à favoriser votre interprétation de la société qui repose sur des considérations purement individuelles ou subjectives en fonction de votre statut social, sachant que vous n'avez pas réellement conscience de votre condition ou du fonctionnement de la société, afin de vous interdire d'en prendre conscience. Ils vont déployer les grands moyens (y compris financiers, là ils se montrent particulièrement généreux.) pour vous proposer de lutter pour une multitude de causes qui sont les conséquences ou le produit de la survie du capitalisme, de sorte que les forces qui devraient être employées à lutter ensemble contre le capitalisme se trouvent considérablement affaiblies, disséminées, et finalement sans influence puisque les méfaits auxquels se livre le capitalisme ne font que se multiplier, empirer chaque jour qui passe dans des proportions telles que le mot guerre est celui qui revient le plus souvent à nos oreilles ces derniers temps.

Distraire, neutraliser la classe ouvrière, la diviser, la réduire à l'impuissance, la corrompre, fait partie des préoccupations permanentes de la classe dominante, tout doit être entrepris pour qu'elle se détourne des questions essentielles qui la concernent et qu'elle ne parvienne pas à se rassembler pour affronter le régime en place, à commencer qu'elle ne parvienne pas à se doter

d'un parti politique incarnant ses intérêts politiques, une alternative au capitalisme ou le socialisme.

Sa propagande va servir à la manipuler, la conditionner, l'enchaîner au char du capitalisme dont la course folle mène à l'abîme, au chaos, à la guerre. La propagande du PS et d'EELV soutenue par la pseudo-gauche et extrême gauche flanquées des gauchistes en faveur de nouveaux droits ou des droits des minorités, servira en réalité les mêmes objectifs pendant que le gouvernement appliquera le programme antisocial et impérialiste de la classe dominante.

L'évolution de la situation mondiale illustre avant tout l'échec de toutes les théories avancées et de tous les moyens qui ont été déployés depuis un demi-siècle pour lutter contre les méfaits du capitalisme et contre le capitalisme lui-même, du réformisme à l'engagement citoyen ou démocratie participative, à la gangrène réformisme ayant littéralement pourri le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde est venue s'ajouter celle de la "société civile" éprise de droit de l'hommisme, tandis que nos droits sociaux et politiques étaient liquidés les uns après les autres.

Une seule théorie n'y a pas participé, le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels, puisque pas un seul parti ne se réclame plus des enseignements de la révolution russe de 1917 ou du léninisme qui constitua l'expérience consciente la plus élevée jamais atteinte par le prolétariat pour avancer sur la voie qui mène à son émancipation du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cet échec coïncide aussi avec la faillite politique de tous ceux qui ont emprunté des chemins de traverse pour essayer de construire le parti ouvrier révolutionnaire, après avoir fait la démonstration que leur analyse de la situation mondiale avait été complètement erronée au détour des années 80, il ne leur restait plus qu'à proclamer pour le justifier, que les enseignements de la lutte des classes du XXe siècle ne nous serviraient plus à rien dorénavant et qu'il fallait reprendre tout à zéro... depuis 1789 ou le début du XXe siècle selon les caprices de nos dirigeants, rayant d'un trait de plume plus de deux siècles de lutte de classe du prolétariat mondial, y compris le marxisme au profit de l'éclectisme jaurésien qui en est la négation...

La dislocation de la IVe Internationale au début des années 50, puis de l'avant-garde au début ou au milieu des années 80 en une multitude de goupes et groupuscules fut le produit à la fois de manoeuvres liées aux rapports établis avec les appareils et d'un furieux dogmatisme qui servait à les couvrir.

Il fut expliqué et c'est toujours la version officielle, après le stalinisme, que c'était le retard de la révolution socialiste mondiale qui en était à l'origine, la capacité du capitalisme à se refaire une santé, etc. mais en aucun cas l'incapacité de nos dirigeants d'intégrer dans leur analyse, leur stratégie et leur conception de la lutte de classe, les tâches que l'avant-garde devait se fixer, les profondes transformations de la société, à l'intérieur des classes, les accords de Bretton Wood puis 25 ans plus tard le passage du capitalisme à un système économique mafieux, le néolibéralisme, etc. à aucun moment ils n'envisagèrent sérieusement qu'ils auraient pu se fourvoyer complètement et qu'il fallait corriger leurs erreurs, préférant s'enférer, s'autojustifier, au point que le tournant stratégique qu'ils opérèrent entre les années 80 et 2000 consista uniquement à théoriser la politique révisionniste qu'ils n'avaient cessée de mettre en oeuvre après la mort de Trotsky.

Cette politique ne donna pas plus de succès, peu importe, ils n'en tireront aucune leçon, si les masses exploitées ne sont plus représentées au sein des institutions, les militants demeurés fidèles au léninisme n'ont plus de parti non plus où militer, ils n'ont pas d'autres alternatives que faire de l'entrisme dans les partis qui existent ou de rejoindre les groupes qui en sont issus qui reproduisent à leur tour les erreurs de ces partis, quelque part on comprend que ce soit désespérant à la longue et que de nombreux militants finissent par se lasser.

Pourquoi en partant de la marchandisation de l'utérus des femmes en sommes-nous arrivés à ce constat. Parce qu'il y a un lien de cause à effet entre la décomposition de la société et du mouvement ouvrier, la putréfaction du capitalisme et notre incapacité à s'y attaquer, à les combattre.

Le développement de ce qu'on appelle le monde associatif largement financé par l'Etat ou gravitant autour des partis institutionnels, cette vérue infâme qui a proliféré sur le corps décomposé de la société au cours des 40 dernières années, n'aurait pas pu voir le jour ou prendre la place qu'on lui connaît aujourd'hui sans la décomposition du mouvement ouvrier, la complicité de ses dirigeants, sans l'incapacité de l'avant-garde de lutter pour qu'il se recompose sur des bases saines ou les cadavres de la social-démocratie dégénéré et du stalinisme, préférant flirter avec eux ou s'en accommoder.

Quand on évoque l'imposture, le déni, le cynisme des dirigeants du vieux monde, Obama en tête, on ne peut s'empêcher de penser aux dirigeants du mouvement ouvrier qui sont responsables de la situation où nous en sommes. Face à la gigantesque imposture qui caractérise le discours et la politique d'Obama et que tous les dirigeants occidentaux encensent, on cherchera en vain un parti ouvrier qui mettrait tout en oeuvre pour la dénoncer et la combattre. On peut observer que nos dirigeants sont littéralement tétanisés à l'idée de devoir relever ce défi, alors lorsqu'ils prétendent que leur politique nous préparerait à affronter la classe dominante et que nous devrions l'adopter, on en doute fortement et on s'y refuse, car on a vraiment du mal à croire que ce serait leur réel objectif.

Passons au marché des utérus.

- GPA : comment une agence américaine démarche des clients français - Francetv info

- Une majorité de Français favorables à la GPA, selon Ifop - Reuters

Le plus sordide dans cette histoire, en occident principalement, c'est que quotidiennement du matin au soir on entend parler de guerre, d'hommes, de femmes et de gosses qui crèvent de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde et mille autres souffrances que l'humanité subit, et la priorité serait de se préoccuper du sort de ces malheureux couples pour lesquels la vie serait un enfer parce qu'ils ne peuvent pas avoir des enfants issus de leurs ovules et spermatozoïdes, alors qu'il existe des millions d'orphelins dans le monde en attente d'adoption, comme si la surpopulation mondiale n'était pas une réalité.

Un article abjecte de Libération.

- A République, les anti répliquent - libération.fr

Extraits.

(Ce sont des gens normaux, on vous le précise au début des fois que vous auriez un doute et les preniez pour des monstres ou des dégénérés. Pourquoi une telle précaution ? Faudrait-il éviter de se poser des questions sur leur âge ou état mental ? - ndlr)

Des poussettes, des porte-bébés, des pères, des mères, des grands-parents, des familles quoi. Mais différentes de celles qui ont rendez-vous dans l'après-midi à l'appel de la Manif pour tous. Place de la République, dimanche matin, quelques centaines de personnes sont réunies : il y a des hommes main dans la main et des femmes qui ont fait des enfants ensemble.

All Out mobilise via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et organise des actions, comme la dénonciation de l'homophobie en Russie pendant les JO de Sotchi.

Gilles et Antti, deux hommes mariés depuis cet été, ne sont pas non plus du genre résigné : «*Quand on était ados, on ne pensait pas (...) qu'un Noir serait un jour président des Etats-Unis. Ni que le mur de Berlin allait tomber. Alors si on est capables de faire tomber le mur de Berlin, on peut faire tomber celui de Boutin !*» liberation.fr 05.10

L'homophobie en Russie, campagne partie de Washington, un "*Noir président*" qui demeurera sans doute à égalité avec Bush le pire Président des Etats-Unis, un cauchemar dont les Américains se seraient bien passés, l'anticommunisme primaire et inconscient est en prime.

Inutile de préciser que ce n'est pas un hasard ou par inconscience si Libération a retenu ces trois discours parmi les personnes que leur journaliste a interviewées. Cela témoigne aussi du degré d'ignorance qui habitent ces gens dont les désirs seraient finalement des ordres.

Les partis qui prétendent représenter la famille "***traditionnelle***" en sont les fossoyeurs.

Nous ne sommes pas des fanatiques de la famille "*traditionnelle*" ou tout court, nous ne parlons pas ici du mariage, disons qu'à défaut de mieux elle constitue encore le cadre dans lequel hommes et femmes ainsi que leurs enfants peuvent s'épanouir dans les limites imposées par le régime capitalistes. Laissons de côté ici les couples homosexuels qui peuvent prétendre également à un certain équilibre, aussi précaire en réalité que dans le cas des couples hétérosexuels.

Si maintenant on envisage de remettre en cause ce cadre, qu'on nous explique par quoi le remplacer, quelle serait la recette idéale, je pense qu'elle n'existe pas et que chacun devrait être libre d'en choisir. Si la société avait pour objectif l'épanouissement des hommes et des femmes, cette question ne se poserait pas ou elle trouverait les moyens d'y répondre favorablement. L'homme et la femme ne sont pas faits pour vivre seul chacun dans leur coin, il n'y a rien de pire que la solitude, que le désert sentimental comme l'on dit.

Dans cette société, qui ne vise pas le bien-être des hommes et des femmes mais uniquement leur exploitation, on a besoin d'un cadre sur lequel se reposer, où on se sent en confiance, dans lequel en principe chacun peut s'exprimer librement sans chercher à tirer profit de la situation, où les rapports sont désintéressés contrairement au reste de la société. Vous me direz que cela est très théorique et dans la pratique les faits se passent autrement, certainement, rien n'est parfait dans leur société et il faut bien se contenter de ce qui existe parfois, on n'a pas le choix, mais on peut aussi aller vivre sur une île déserte ou au fin fond d'une forêt pour y goûter la plénitude de l'existence, pas si sûr qu'on l'atteindra...

En guise de famille "*traditionnelle*", ils défendent surtout la leur, leur classe.

Comment pourrait-on passer sous silence le sort qu'ils ont imposé à la classe ouvrière durant les décennies ou mêmes les siècles où la classe qu'ils représentent a été au pouvoir, le travail des enfants dans les mines ou des femmes dans les usines 12 à 15 heures par jour...

Comment pourrait-on oublier qu'en raison de la faiblesse des salaires des hommes, ils ont conduit les femmes à travailler également pendant que leurs enfants étaient livrés à eux-mêmes ? Comment oublier qu'ils sont responsables du développement de la délinquance juvénile, de l'addiction de centaine de milliers de jeunes à la drogue ?

Comment faire l'impasse sur leur intention inavouable de mettre les femmes au travail pour les exploiter davantage, doublement ?

Comment faire l'impasse sur leur intention inavouable de mettre les femmes en concurrence avec les hommes, de leur accorder de nouveaux droits afin qu'elles rentrent en conflit permanent avec leur compagnon, briser leur ménage ou leur vie pour mieux affaiblir leur résistance ?

Comment pourrait-on oublier qu'ils ont ainsi conduit des centaines de milliers de femmes à se prostituer, dans la rue mais pas seulement, sur leur lieu de travail ?

On retrouve là la bonne conscience des esclavagistes, de la pire réaction, où se trouve mêlé élus de l'UMP et du FN.

- Nouvelle grosse mobilisation de la Manif pour tous à Paris et Bordeaux - AFP

"*Non aux mères porteuses*", "*nos ventres ne sont pas des caddies*": les défenseurs de la famille "*traditionnelle*" se sont une nouvelle fois mobilisés dimanche à Paris et Bordeaux à l'appel de la Manif pour tous, de retour après avoir combattu en vain le mariage homosexuel.

Environ 70.000 personnes selon la police, 500.000 d'après les organisateurs ont défilé dans les rues de la capitale. A Bordeaux, ils étaient 7.500 pour la police, 30.000 selon le collectif.

Plusieurs élus de l'UMP, dont Laurent Wauquiez, Michèle Alliot-Marie et Hervé Mariton ont participé à la manifestation parisienne ainsi qu'une délégation du FN avec le vice-président du parti, Louis Aliot, et la députée Marion Maréchal-Le Pen.

Pour Thibault, 30 ans, venu tout spécialement des Alpes, recourir à une mère porteuse c'est de "*l'industrialisation*", de "*l'esclavagisme moderne*". AFP 05.10

Parce que "*l'industrialisation*" ne rimerait pas avec "*l'esclavagisme moderne*" ? Pas quand elle nous permet de vivre confortablement, c'est alors de l'esclavagisme consentit qui a les faveurs des partis qui ont manifesté à vos côtés, sans oublier l'AFP.

Cette opération lancée par les sommets de la classe dominante, comment imaginer un instant qu'il pourrait en être autrement, n'a pas seulement pour but de diviser la classe ouvrière, mais aussi les capitalistes qui ne sont pas non plus une classe homogène et leurs représentants, dont certains résistent au néolibéralisme qui va en broyer plus d'un parmi eux.

- La participation à la Manif pour tous divise la droite - LeFigaro.fr

L'oligarchie financière pour imposer sa politique ou gouverner doit diviser l'ensemble de la société, on en a l'illustration ici...

ACTUALITE EN TITRES

S'ils n'ont pas rappelé votre bagnole, c'est sûrement un oubli.

- General Motors rappelle encore 57.000 véhicules - Reuters

Hollande et Merkel s'implique militairement un peu plus au côté du gouvernement néonazi de Kiev.

- Ukraine : des drones français et allemands pour surveiller le cessez-le-feu - LeMonde.fr

Le soviet ou comité de soldat "***pas à l'ordre du jour***", non ?

- Le Drian: les syndicats dans l'armée ne sont "*pas à l'ordre du jour*" - AFP

Hypocrisie et fausse modestie.

- Montebourg dénonce la "*politique d'austérité*" du gouvernement - L'Express.fr

- Royal admet que le gouvernement a commis des "*erreurs*" depuis 2012 - Le Nouvel Observateur

Stratégie du chaos

- Combats dans l'est du Liban entre Hezbollah et islamistes - Reuters

- Caucase russe: 5 policiers tués en déjouant un attentat suicide en Tchétchénie - AFP

- Un groupe jihadiste égyptien revendique de nouvelles décapitations - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Brésil. La candidate de Washington battue.

- Dilma Rousseff remporte le premier tour de la présidentielle au Brésil - LeMonde.fr

(Le Monde se désole, sa candidate, celle de Washington est défaite. - ndlr)

Emoussée par un scandale de corruption visant des parlementaires de sa coalition, bousculée par la montée de la candidate écologiste, Marina Silva, dans les sondages, Dilma Rousseff a finalement été épargnée dans les urnes, dimanche 5 octobre.

La présidente brésilienne a remporté le premier tour du scrutin où elle était candidate à sa réélection, avec plus de 40 % des voix, confirmant la tendance affirmée par les sondages de ces derniers jours.

La surprise est, elle, venue du résultat de celui qui l'affrontera au second tour, le 26 octobre prochain. La qualification du sénateur Aecio Neves, qui a récolté près de 35 % des voix, dimanche, était loin d'être acquise. Jamais avant samedi, veille du scrutin, il n'avait dépassé Marina Silva dans les sondages, avant d'effectuer une remontée inattendue dans les études d'opinion.

Pour l'écologiste, cependant, c'est une défaite. Celle qui, remplaçant Eduardo Campos, le précédent candidat de son parti, mort dans un accident d'avion, a longtemps fait figure de sérieuse rivale pour Dilma Rousseff n'obtient finalement que 21 % des voix. LeMonde.fr 05.10

Pour un peu, ce sera la seule bonne nouvelle du week-end, sans manifester la moindre illusion dans Dilma Rousseff.

Haut de page

Le 7 octobre 2014

CAUSERIE

Leur monde est un cauchemar ! Sordide. Il en faudra plus pour nous briser le moral, il faut seulement en prendre pleinement conscience, c'est ce qu'on s'emploie à faire ici avec les moyens du bord.

Le black-out des médias (et du gouvernement) en France sur l'assassinat d'un député vénézuélien, sur la déclaration de Joe Biden... Je vous plains sincèrement. En Inde aussi on a notre dose, ici on sèche nos larmes...

Et pour cause, comment il y en a parmi nous qui ont pu appeler à voter en 2012 pour « *My government is pro-business* », Valls hier à la City de Londres ? Un gouvernement ouvertement impérialiste ?

Il faudrait que ceux qui ont soutenu pendant des décennies la stratégie du front unique avec le PS s'expliquent, car chacun sait que le PS n'a pas changé. Ils ont méticuleusement entretenu l'illusion qu'il n'était pas ce que certains découvrent effarer aujourd'hui. En quoi cela a-t-il pu servir notre cause, je voudrais qu'on nous l'explique. En réalité, ils ne nous ont pas conduit au bord du précipice, ils nous y ont précipités. C'est ma conviction, personne n'est obligé de la partager.

Si leur monde est un véritable cauchemar et que nous sommes de plus en plus à le penser, peut-être que sa nature, celle de ceux qui nous gouvernent, la question du pouvoir méritent d'être posées, non ? Qui peut nier que des millions de travailleurs s'interrogent actuellement sur le monde dans lequel nous vivons ? Pourquoi ne les aidons-nous pas à répondre à leurs questions ? C'est plus troublant encore que le discours d'Obama du 24 septembre dernier.

Vous voyez qu'on peut encore être surpris, désagréablement hélas, il faut espérer qu'un jour ou l'autre la tendance s'inversera, il n'y a pas de raison. Il y a de quoi y laisser sa tête quand on observe ce qui se passe dans le monde. Certains sombrent dans la folie pendant la guerre ou se suicident, effectivement c'est à devenir dingue ou enragé, d'autres en pissent de trouille dans leur froc, d'autres préfèrent se faire du bien et se défroquent, d'autres se referment sur eux-mêmes en croyant qu'ils seront épargnés au détriment de leur équilibre mental, chacun tente d'assumer ce qu'il est et le spectacle peu recommandable qu'ils nous offrent tourne à la tragédie ou annonce inéluctablement une terrible tragégie. On n'ose pas y croire et c'est bien cela le pire, qui la rend possible.

Quitte à en prendre plein la gueule pour parler vulgairement, autant être le plus lucide possible et profiter pleinement de cette expérience d'une richesse extraordinaire. Il y a des gens qui en temps normal trouvent le moyen de s'emmerder, et bien là ils ont matière à s'occuper. Si la vie n'avait pas de sens avant, elle en a encore moins aujourd'hui, les voilà rassurés, ils n'ont rien perdu !

On appelle cela des aphorismes, des formules brèves mais percutantes, pleines de sens en principe.

Le plus emmerdé dans le lot, c'est celui qui ne supporte pas que la réalité ne soit pas conforme à ses désirs ; le malheureux il va en faire une crise de nerf et fondre en larmes. Qu'il prenne exemple sur nous, qu'il prenne les armes pour les sécher ! Malheur aux faibles et aux résignés, aux lâches et aux traîtres, ils encourent la double peine car personne ne les épargnera ou ne viendra à leur secours. Qu'ils s'arment de pied en cap, de patience, de courage, ils doivent trouver la force de lutter en eux-mêmes, la lucidité ou le discernement suffisant pour dissiper le brouillard quiles enveloppe et obscurcit leur chemin.

A des degrès divers nous sommes tous embarqués dans la même galère qui menace de faire naufrage. L'adversité qui nous propulse dans la misère et dans le désespoir doit être combattue debout, les armes à la main, armé du glaive du matérialisme dialectique pour trancher nette le destin sordide que notre ennemi nous a réservé. On ne se distrait pas ou on ne divague pas, on sait que chacun a besoin de repères pour continuer le combat ou à vivre tout simplement, savoir où il en est et nombreux ne le savent plus, on se pose tous des questions, c'est salutaire.

Il n'y a jamais matière à désespérer, jusqu'au moment où l'on passe à autre chose, ensuite il est trop tard, y compris pour exprimer des regrets, comme passer de vie à trépas. Alors gardons espoir, vaincre ou périr. Voyez de quel courage fait preuve le peuple syrien, c'est extraordinaire, on n'y pense pas ou on ne le dit pas assez souvent.

Il est tard. J'ai des affaires personnelles cruciales à régler demain.

Guerre idéologique. Comment les instituts de sondages nous manipulent.

Vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable, pas du tout favorable à...

Vous avouerez que l'emploi à quatre reprises du mot favorable peut vous inciter à trouver agréable, bon ou à approuver l'idée qu'on vous suggère.

Le rejet viendra ensuite, il sera le produit d'une expérience vécue, dont vous avez souvenir et qui fut désagréable, mauvaise. Mais si vous ne l'avez jamais vécue, si vous n'êtes pas directement concerné, quel motif auriez-vous de la rejeter, la guerre par exemple, surtout si elle se déroule loin de chez vous ?

Réflexion du soir

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, c'est prendre les choses dans l'ordre et mieux que faire n'importe quoi ou parler à tort et à travers.

Informer pour comprendre et comprendre pour agir pourrait compléter cette formule de nos jours, si on considère qu'exprimer un point de vue c'est déjà agir, et qu'agir sans savoir de quoi on parle peut être néfaste à la cause pour laquelle on combat ou nuir aux idées qu'on défend.

Notre époque renoue avec la désinformation à grande échelle, la censure de l'information, comme nos lecteurs ont pu le constater. Ce lavage de cerveau ou ce bourrage de crâne à un tel niveau n'annonce généralement rien de bon, c'est plutôt le signe que quelque chose de grande ampleur et d'inavouable est en train de se passer ou se prépare dans notre dos ou encore que le pire est à venir dans un avenir très proche.

Et le rôle du mouvement ouvrier dans tout cela ? Il est nul et cela ne surpendra personne, puisque ceux qui disposent d'une tribune pour s'exprimer se taisent ou sortent des lieux communs, et ceux qui n'en bénéficient pas mais qui pourraient relayer ces informations préfèrent les occulter aussi incroyable que cela puisse paraître.

Nous, nous reproduisons des articles de différentes sources, parce qu'au delà de leur nature il nous semble que la priorité est d'informer nos lecteurs pour qu'ensuite ils puissent se forger librement leurs convictions.

En observant ce qui se passe dans le monde, le plus frappant c'est de constater à quel point les masses peuvent être manipulables, quelque part c'est terrifiant car elles peuvent facilement être embrigader et participer à une guerre qui n'est pas la leur, en d'autres termes rien n'a changé depuis la Seconde guerre mondiale sur ce plan-là, il faut être lucide et le reconnaître, même si cela fait froid dans le dos.

On ne parle spécialement des masses profondément arriérées d'un pays sous-développé, mais bien des masses occidentales, de pays dits hautement développés où l'ensemble de la population a été scolarisée, où figurent une multitude de moyens d'information pour relayer ce qui se passe dans la société et dans le monde. Une telle ignorance ou un tel autisme nous interpelle forcément puisque nous luttons contre sans répit.

Apparemment la notion du progrès s'est limitée à l'aspect matériel de notre condition et elle s'est arrêtée à la porte de notre inconscience sans jamais la franchir, au risque de nous condamner à une régression sociale sans fin ou à subir de nouveaux bouleversements brutaux, que nous serons incapables d'interpréter correctement ou d'affronter pour ne pas y avoir été préparés, et qui dans certains cas nous seront fatals.

Quand on évoque cet aspect-là de la situation, on nous prend pour des demeurés, des révisionnistes qui s'écarteraient du marxisme, parce qu'aborder la réalité et les masses sous cet angle ne figurerait pas dans la conception de la lutte des classes que nous auraient léguée les maîtres du marxisme qui à notre connaissance vivaient à une époque lointaine ou dans un monde largement révolu.

Evoquer l'éducation des masses serait équivoque, votre intention serait de les endoctriner que vous ne vous en vanteriez pas, assurément, c'est d'ailleurs ce que je suis en train de faire l'air de rien, et puis d'abord la pédagogie ne sert à rien, seule l'engagement pratique dans la lutte de classes représente une réelle expérience source d'enseignements et de progrès de la compréhension de la société, dans ce cas-là il faudrait qu'on nous explique pourquoi l'immense majorité des militants et des travailleurs qui y ont participé un jour ne sont pas plus évolués ou sont toujours aussi ignorants, cela doit faire partie des mystères que nos dirigeants ne souhaitent pas nous révéler de crainte qu'éventée cette expérience lui enlèverait de son efficacité qu'on peine à discerner avec la meilleure volonté du monde.

Nous ne remettons évidemment pas en cause la nécessité d'intervenir dans la lutte des classes ou d'y participer, nous refusons seulement de lui attribuer des mérites qu'elle n'a pas ou qu'elle pourrait avoir seulement si certaines conditions étaient réunies, ce qui manifestement n'a jamais été le cas, dans le cas contraire il faudrait qu'on nous montre comment elle s'est traduite au niveau de la progression de la conscience politique des masses, ce qui est évidemment impossible.

On ne cherche nullement à convaincre quelqu'un qu'on aurait raison, on a adopté une méthode qui nous semble performante et on s'y tient, et quand elle ne l'est pas c'est uniquement parce qu'on a commis une erreur quelque part, vous en êtes témoins n'est-ce pas ?

Plus haut nous avons fait référence à l'autisme des masses. Il faut bien partir de quelque part

Autisme : Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. Égocentrisme, introversion. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes.

Schizophrénie : Psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), la perte du contact avec la réalité (repliement sur soi, désintérêt, apathie, inertie, parfois délire). Prédominance des mécanismes de refoulement et du désinvestissement de la réalité sur les mécanismes de restitution (chez Freud) ; refus des symboles et des codes formateurs du moi et garants de la société (Deleuze et Guattari) .

Egocentrisme : Tendance à être centré sur soi-même et à ne considérer le monde extérieur qu'en fonction de l'intérêt qu'on se porte. Égoïsme, égotisme.

Caractère individuel, non social, de la pensée enfantine, se traduisant par l'absence d'objectivité. Égocentrisme persistant chez l'adulte.

Égoïsme : Attachement excessif à soi-même qui fait que l'on subordonne l'intérêt d'autrui à son propre intérêt. Intérêt (personnel); individualisme. (Source : Le Grand Robert) Cela fait très didactique, presque scolaire, faudrait-il aussi se passer du dictionnaire ?

On se désintéresse du monde tel qu'il est, d'ailleurs on l'ignore, on ne l'a pas étudié mais on prétend le connaître pour mieux le remplacer par l'idée qu'on s'en fait.

Désagrégation psychique qui accompagne celle de la société toute entière, la logique est respectée.

Tendance antisociale qui ne caractérise pas seulement le comportement du petit délinquant de banlieue, mais aussi celui de l'intellectuel bien pensant qui adhèrent à des politiques réactionnaires et impérialistes.

Mépris ou indifférence manifesté à l'égard des autres en général, qui conduit à un individualisme effréné.

Dites-moi, c'est bien cela, on a fait le tour de la question, c'est bien la tendance dominante dans la société, ce qui caractérise la politique du gouvernement : favoriser le privé au détriment du public, favoriser les droits ou intérêts individuels au détriment des droits ou intérêts collectifs, favoriser la mise en concurrence des individus de manière à ce que leurs intérêts apparaissent contradictoires, favoriser les inégalités sociales ou l'attrait insatiable du gain forcément réalisé sur le dos des plus défavorisés, favoriser le communautarisme au détriment de certains principes ou certaines valeurs qui permettent de vivre ensemble dans le respect des autres, favoriser le repliement sur soi en développant une multitude de gadgets à usage personnel, bref, encourager l'individualisme sur tous les plans et faire en sorte que la schizophrénie devienne la norme.

L'homme existe et se développe sur les plans individuel et social, mais il ne peut se réaliser sur le plan individuel si les conditions sociales lui sont défavorables, et en régime capitaliste seuls les membres des classes supérieures peuvent y prétendre, et encore, à quel prix, pour enfanter des monstres...

Un virus qui tombe à point.

Justement au moment où la concurrence qui faisait rage entre impérialistes pour le pillage des richesses de l'Afrique tournait au désavantage des Américains, quelle coïncidence, non ?

Ils font ce qu'ils peuvent pour y remédier (aide-toi et le ciel t'aidera !) ...

- Afrique: les pays riches doivent faire plus pour l'aide au développement - AFP

... par exemple...

- Ebola menace d'infecter les économies africaines, selon des experts - AFP

... et pas qu'à moitié...

- En Sierra Leone, 121 décès dus au virus Ebola en un seul jour - Reuters

...retenez la date, et même qu'au jour près c'était parfaitement prévisible...

- Ebola pourrait atteindre la France à la fin du mois, selon des scientifiques - Liberation.fr

Cette probabilité a été calculée à partir de données théoriques sur les modes de transmission du virus et sur le trafic aérien. Ainsi, les auteurs de l'étude estiment à 75% la probabilité qu'Ebola atteigne la France d'ici au 24 octobre.

... et quelle "***chance***" !

- Ebola: Le virus aurait «*75% de chances*» d'arriver en France d'ici au 24 octobre - 20minutes.fr

Vous insinuez que cette épidémie était programmé, cela y ressemble fortement, non ?

- Ebola: une Espagnole première contaminée hors d'Afrique Ana Cuenca - AFP

A qui profite le crime ?

- Les USA envisagent d'autres contrôles aux aéroports pour Ebola - Reuters

Le virus Ebola, qui a déjà tué 3.500 personnes et durement touché les économies de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, est en train d'infecter les économies d?autres pays du continent africain en menaçant leurs taux de croissance, selon des experts.

"*On aurait un peu plus confiance (en l'avenir) si Ebola n'était pas sur notre continent*", a confié la président de la Commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini Zuma, lors du 14e Forum économique international sur l'Afrique organisé par l'OCDE à Paris.

Le "*coup est énorme pour les trois pays qui étaient en situation post conflit avec des institutions fragiles*", souligne Carlos Lopes, le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Car, comme le souligne Ayodele Odusola, chef de stratégie et d'analyse au bureau Afrique du Programme des Nations unies pour le développent (PNUD), "*cela n'affecte pas que le système de santé, cela touche toute l'économie et le développement*".

"*Ces trois pays avaient tourné le dos à leurs problèmes de conflit et allaient si bien*", regrette Mme Dlamini Zuma.

Ainsi, la Sierra Leone escomptait un taux de croissance en 2014 de 13,8%, le Liberia de 6,8% et la Guinée de 4,2%. Mme Dlamini-Zuma a souligné que ces pays vont revoir leurs PNB à la baisse en raison de la crise Ebola.

Le gouvernement du Liberia a déjà indiqué que la croissance du pays pourrait être divisée par deux en 2014.

Selon les calculs de la Banque mondiale, le produit intérieur brut cumulé de ces trois pays pourrait être amputé de 359 millions de dollars en 2014 et de 809 millions en 2015 si l'épidémie n'est pas contenue. AFP 06.10

En cause les guerres civiles fomentées par les puissances occidentales au profit de leurs multinationales.

Dans la foulée leurs systèmes de soins de santé se sont effondrés, quand ils n'ont pas été démantelés dans le cadre des réformes structurelles que leur a imposées le FMI et la Banque mondial en échange de prêts.

Autre aspect, pourquoi, alors que ce virus a été détecté il y a 38 ans, les riches laboratoires des trusts pharmaceutiques des puissances occidentales n'ont-ils pas mis au point un vaccin pour endiguer une épidémie à venir ? Pas solvable, pas rentable.

Affaiblir la population de ces pays pour mieux piller leurs ressources, justifier une présence militaire, voilà pourquoi ils ont laissé se développer ce virus, leur véritable objectif. On n'ose pas évoquer ici l'eugénisme, mais on y pense très fort... On se rend compte ou on apprend des décennies ou près d'un siècle plus tard qu'ils sont capables de programmer les pires crimes de masse que l'humanité ait connu, mais on refuse toujours à croire qu'ils sont capables de pire encore, c'est navrant.

- L'homme qui a découvert Ebola prévient dans une interview choc : "*je crains maintenant une inimaginable tragédie*" - atlantico.fr

Peter Piot a co-découvert le virus Ebola en 1976 au Zaïre, l'actuelle République démocratique du Congo (RDC). Il vient de donner une interview alarmiste à The Guardian : en voici les grandes lignes.

Le virus Ebola n'en finit plus de semer la panique. Depuis sa réapparition il y a quelques mois, la fièvre hémorragique fait des ravages : le virus a en effet fait 3 439 morts sur 7 492 cas diagnostiqués, a annoncé vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le Liberia est le pays le plus touché, avec 2 069 morts, la Guinée en compte 739 et la Sierra Leone 623. Huit cas mortels ont par ailleurs été recensés au Nigeria. Il s'agit de loin de la plus grave épidémie d'Ebola en près de 40 ans d'histoire de la maladie.

Le virus Ebola a été découvert pour la première fois en 1976 dans le nord de la République démocratique du Congo, alors appelé Zaïre : le premier cas a été identifié par le médecin belge Peter Piot, de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers. A l'époque, il avait immédiatement mis en garde contre les risques épidémiques de cette maladie, qui allait finalement toucher 318 personnes et en tuer 280. Aujourd'hui, Peter Piot est beaucoup plus alarmiste : dans un entretien à The Guardian, il assure qu' "*il ne s'agit plus d'une simple épidémie, mais d'une catastrophe humanitaire*".

"*Depuis le mois de juin, il est devenu clair pour moi qu'il y avait quelque chose de fondamentalement différent dans cette épidémie par rapport à celle de 1976. C'est à ce moment-là que Médecins Sans Frontières a sonné l'alarme. J'ai donc commencé à*

avoir vraiment peur" affirme-t-il au quotidien britannique. Si normalement, il convient de placer en quarantaine les individus infectés, force est de constater que cette mesure n'a pas suffi à empêcher le virus de se propager. Pour cet ancien directeur d'Onusida (de 1995 à 2008) et aujourd'hui directeur de l'Ecole d'hygiène et médecine tropicale de Londres, cela s'explique parce que "*depuis le début, il existe un certain nombre de facteurs défavorables*". "*Certains des pays concernés sortent à peine de terribles guerres civiles, beaucoup de leurs médecins avaient fui et leurs systèmes de soins de santé se sont effondrés. Au Liberia, par exemple, il n'y avait que 51 médecins en 2010, et beaucoup d'entre eux sont morts avec l'arrivée d'Ebola*" assure Peter Piot à The Guardian.

Selon lui, le fait que cette épidémie soit réapparue dans la région frontalière (très densément peuplée) entre la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria a forcément contribué à la catastrophe. "*Dans cette région, les populations sont extrêmement nomades, il était donc beaucoup plus difficile de retrouver ceux qui avaient été en contact avec les personnes infectées. Les morts dans cette région sont traditionnellement enterrés dans les villes et les villages où ils sont nés, de nombreux cadavres hautement contagieux ont été déplacés entre les frontières. Le résultat a été que l'épidémie s'est rapidement propagée dans des lieux différents*" explique le médecin au Guardian.

Si, lors de sa découverte, le virus se concentrait essentiellement dans des petits villages, pour la première fois, il a atteint de grandes métropoles telles que Monrovia ou Freetown. Ce qui inquiète particulièrement Peter Piot : "*dans les grandes villes - et notamment celles où il y a d'immenses bidonvilles - il est pratiquement impossible de retrouver ceux qui ont été ou pu être en contact avec des personnes malades*". Le médecin est d'ailleurs très préoccupé par la situation au Nigeria : "*Si la fièvre hémorragique venait à se répandre dans des mégalopoles aussi grandes que Lagos ou Port Harcourt, ce serait une catastrophe inimaginable*".

Interrogé par The Guardian afin de savoir si nous avions totalement perdu le contrôle de l'épidémie, la réponse de Peter Piot est sans appel : "*J'ai toujours été un éternel optimiste mais je pense que désormais nous n'avons pas d'autres choix que de tout tenter, je dis bien tout. (…) Cela apparaît évident pour tout le monde qu'il ne s'agit plus seulement d'une épidémie mais bien d'une catastrophe humanitaire. Nous n'avons pas seulement besoin de personnel de santé mais aussi d'une excellente logistique, de camions, de jeeps et de denrées alimentaires. Une telle épidémie peut déstabiliser des régions entières. (…) Je n'avais jamais imaginé qu'une situation aussi calamiteuse puisse arriver un jour*".

A l'heure actuelle, l'essentiel des cas recensés se trouvent en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone ; des personnes infectées ont aussi été signalées au Nigeria, au Sénégal de même qu'aux Etats-Unis, où un homme en provenance du Liberia a été diagnostiqué mardi et se trouve à présent dans un état critique. De plus, une infirmière française contaminée lors d'une mission de Médecins sans Frontières au Liberia a été rapatriée et soignée avec succès à l'hôpital Bégin de Saint-Mandé, près de Paris. En Grande-Bretagne, un patient britannique contaminé lors d'une mission humanitaire en Sierra Leone a été soigné après avoir été hospitalisé dix jours dans un hôpital de Londres. Dès lors, des chercheurs estiment à 75% le risque de voir le virus de la fièvre Ebola atteindre la France d'ici vingt jours, à 50% pour la Grande-Bretagne. Un risque pandémique que n'élude pas Peter Piot.

"*Il y aura certainement des malades atteints d'Ebola en provenance d'Afrique qui se rendront en Europe ou aux Etats-Unis dans l'espoir de recevoir un traitement. Et il se pourrait même que certaines personnes infectées décèdent. Toutefois une épidémie en Europe ou en Amérique du Nord serait rapidement mise sous contrôle*" certifie-t-il. En revanche, ce médecin se dit "plus préoccupé par les nombreuses personnes venant d'Inde et travaillant dans le commerce ou l'industrie en Afrique de l'Ouest. Il suffirait qu'un seul d'entre eux soit infecté et se rende en Inde au cours de la période d'incubation du virus puis, une fois qu'il tombe malade, se rende dans un hôpital public" pour que la situation devienne totalement hors de contrôle.

Peter Piot parle même de scénario "*apocalyptique*" car Ebola change en permanence son patrimoine génétique. Plus il y a de personnes qui contractent le virus, plus il est probable que celui-ci mute et accélère ainsi sa propagation. Un véritable cercle vicieux... C'est pourquoi il préconise la multiplication des essais de médicaments expérimentaux. "*Mais, nuance-t-il, nous ne devrions certainement pas compter que sur ces nouveaux traitements. En effet, pour la plupart des malades, ils arriveront trop tard. Ils ne serviront essentiellement qu'en cas de nouvelle épidémie*". En attendant, il estime, comme le disait Louis Pasteur en son temps, que "*ce sont les microbes qui auront le dernier mot*". atlantico.fr 06.10

Charlatanerie. La lobotomie récompensée. Même un pigeon fait mieux.

Ce que vous allez lire est effarant, d'une stupidité confondante, l'un est chercheur à l'Institut de neuroscience cognitive de l'University College de Londres, les deux autres chercheurs à l'université de Trondheim (nord-ouest de la Norvège), tenez-vous bien, ils auraient "*découvert un système de positionnement, un 'GPS interne' dans le cerveau qui rend possible de nous orienter dans l'espace, démontrant le fondement cellulaire d'une fonction cognitive supérieure*" selon la Fondation Nobel qui a été bien inspiré en décernant le prix Nobel de la paix à Obama ou autrefois d'économie à Milton Friedman, théoricien du néolibéralisme.

On va vous bander les yeux et vous parachuter en pleine nuit au milieu de la forêt amazonienne et comme vous avez un sens inée de l'orientation vous n'aurez aucune difficulté à vous orienter et en sortir. Non, car en réalité la situation pourrait s'avérer plus compliquée.

Plus sérieusement, on a à faire à de véritables génies qui ont découvert que de retour sur un lieu qu'on aurait pu visiter un jour, notre mémoire nous aiderait à nous repérer ou des bribes de cette expérience remonteraient à la surface de notre cerveau de telle sorte qu'on pourrait retrouver notre chemin. Quelle extraordinaire découverte ! Rendez-vous compte, notre mémoire stockerait un tas de données à notre insue ou sans nous demander notre autorisation.

Les cellules qu'ils ont isolées et nomment "*GPS interne*" ne sont pas celles qui stockent n'importe quelles données, mais celles concernant notre positionnement spatial disent-ils, or elles sont avant tout d'ordre visuel, auditive, mais dans ce cas-là cela concerne en général toute situation qui est à la fois d'ordre spatial et temporel. Par exemple je suis chez moi dans la pièce qui me sert de bureau, au moment où je tape au clavier ces lignes je suis en train de faire une expérience d'ordre spatial et temporel, que je sois en position statique ou mobile dans tous les cas de figure mes sens, mes yeux et mes oreilles notamment transmettent en continue des informations à mon cerveau dont je n'ai pas conscience, qui les enregistrent, qui laisseront une trace plus ou moins nette ou profonde pendant une durée plus ou moins longue, à vrai dire je n'en sais rien, c'est probable, possible.

La perte de mémoire concerne l'ensemble des données que l'on a stockées dans notre cerveau, on a oublié le nom d'une personne, la date de naissance de sa mère, où on a posé ses clés ou garé sa voiture, le titre du dernier livre qu'on a lu, comment écrire un mot, le nom de la rue où on a passé son enfance, ce qu'on a fait la semaine dernière...

Il est vrai que certaines personnes présentent des dispositions particulières et se souviennent davantage des dates que des noms par exemple, tout comme il y a des gens qui vont mémoriser avec une facilité déconcertante les noms barbares des médicaments, d'autres des formules mathématiques, d'autres encore le dictionnaire ou des pages entières de livres, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, et à côté ils ne parviendront pas à mémoriser à quelle occasion ils ont rencontré une personne.

La mémorisation a un lien avec les émotions qu'on a vécues lors de chaque expérience, l'état d'esprit dans lequel on se trouvait à se moment-là, les rapports qu'on entretenait avec le monde extérieur, donc un tas de facteurs entrent en compte sans qu'on en ait conscience. La durée et la fréquence d'une expérience jouent aussi un rôle essentiel.

Dès lors comment prétendre que certaines cellules pourraient être affectées à la mémorisation d'un lieu ou assumerait à elles seules cette fonction ? Ils prétendent que leur localisation pourrait servir la recherche sur la maladie d'Alzheimer, alors que cette maladie dégénérative se caractérise par une altération intellectuelle progressive et irréversible du cerveau. Ne seraient-ils pas à la recherche d'une cellule qui leur permettrait de nous localiser par GPS à la manière d'une puce électronique, à défaut de pouvoir nous la greffer pour mieux contrôler la population ? On a du mal à leur prêter de bonnes intentions vis-à-vis de la population

- Le Nobel de médecine récompense des pionniers du GPS cérébral - AFP

Le prix Nobel de médecine 2014 a récompensé lundi un Américano-Britannique, John O'Keefe, et un couple de Norvégiens, May-Britt et Edvard Moser, pour leurs recherches sur le "*GPS interne*" du cerveau.

Le jury a indiqué avoir couronné M. O'Keefe d'un côté, et le couple Moser de l'autre, "*pour leurs découvertes de cellules qui constituent un système de positionnement*".

"*Comment savons-nous où nous sommes? Comment réussissons-nous à trouver le chemin d'un lieu à un autre? Et comment stockons-nous cette information d'une manière telle que nous puissions immédiatement trouver le chemin la fois suivante où nous empruntons la même route ?*"

"*Les lauréats du Nobel cette année ont découvert un système de positionnement, un 'GPS interne' dans le cerveau qui rend possible de nous orienter dans l'espace, démontrant le fondement cellulaire d'une fonction cognitive supérieure*", a détaillé la Fondation Nobel. AFP 06.10

La survie du capitalisme. Ils nous promettent le chaos et la guerre permanente.

- Guerre contre l'Etat Islamique : l'ancien chef du Pentagone critique Barack Obama et estime qu'elle pourrait durer "*30 ans*" - Atlantico.fr

Dans une interview publiée ce lundi avant la sortie de son livre intitulé Worthy Fights, Leon Panetta critique les décisions de Barack Obama qui vont impliquer une guerre longue contre l'EI.

"*Je pense que nous parlons du genre de guerre qui pourrait durer trente ans*" dit-il avant d'ajouter qu'il existe un risque de contagion à la Libye, à la Somalie, au Yémen ou encore au Nigeria. Pour l'ex-secrétaire américain à la Défense (2011-2013), le président a échoué à pousser le gouvernement irakien à autoriser le maintien d'un contingent de soldats américains dans le pays après le retrait des troupes en 2011. Pour lui, il a eu un vide de sécurité.

L'ancien patron de la CIA regrette également que le président n'est pas voulu armer les rebelles syriens face au président Bachar

el-Assad. "*Je crois vraiment que nous serions mieux placés pour savoir s'il existe ou non des éléments modérés au sein des forces rebelles qui luttent contre Assad*" lance-t-il avant d'ajouter que Barack Obama a "*perdu toute crédibilité quand il a mis en garde Assad contre l'usage d'armes chimiques contre son propre peuple, avant de ne finalement rien faire lorsque le dirigeant syrien a franchi les fameuses lignes rouges posées par l'administration*".

Leon Panetta juge que le président américain doit "*faire preuve de leadership face aux djihadistes*". Bien trop souvent, le président "*se fie à la logique d'un professeur de droit plutôt qu'à la passion d'un dirigeant*" conclut-il. Atlantico.fr 06.10

Leon Panetta est manifestement le porte-parole du clan des oligarques les plus extrémistes ou va-t-en-guerre. Il témoigne qu'ils contrôlent la totalité ou des pans entiers du Pentagone et de la CIA, mais qu'ils sont divisés sur la stratégie a adopté pour parvenir à leurs fins.

Passons sur le lapsus ou la confusion volontaire ou pas qui consiste à affirmer que la situation en Irak et en Syrie pourrait être contagieuse à la Libye et d'autres pays, alors que nous savons que la CIA a exfiltré les mercenaires djihadistes de Libye pour les envoyer combattre en Syrie, il faut dire qu'il pourrait difficilement l'avouer après que Joe Biden eut désigné l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie comme responsable de la formation de cette armée de barbares pour mieux occulter le rôle des Etats-Unis.

Il indique au passage que leur plan initial était bien de rester en Irak... et en Afghanistan, on en a eu confirmation ces derniers jours. Pour finir, on constatera qu'il existe au sein de l'oligarchie financière une branche prête à déclencher une guerre mondiale si nécessaire. Entre nous, ce n'est pas nouveau.

Nous n'allons pas nous mettre aussi à évoquer cette hypothèse à longueur de temps, il y a des spécialistes en la matière, par contre nous devons surveiller comment évolue la finance mondiale, cela nous fournira une précieuse indication sur l'évolution du rapport de force entre les différentes factions au sein de l'oligarchie financière, entre celles favorables à une guerre mondiale et celles qui préfèrent recourir à d'autres moyens pour établir leur gouvernement mondial ou réaliser leur nouvel ordre mondial.

ACTUALITÉ DU JOUR

Multirécidiviste. Fanatisme. Ils n'ont pas eu besoin de l'acheter ou de le convertir en livre sterling !

- Manuel Valls, le "*Tony Blair*" français, est à Londres pour défendre sa ligne pro-entreprises - Le Huffington Post

- Valls déclare sa flamme pro-entreprise à la City de Londres - Reuters

« *My government is pro-business* », « *Ich mag die Unternehmen* », « *j'aime l'entreprise* » : le premier ministre a poursuivi son ode aux entreprises lundi à Londres en s'exprimant cette fois en anglais devant des investisseurs de la City, coeur financier de la capitale britannique, après l'avoir proclamé en allemand il y a deux semaines et en français fin août devant le Medef. Reuters

Si elle a été violée ou frappée, c'est la faute à l'école et non à la violence de l'Etat ou du régime infâme qu'ils soutiennent.

- Une campagne des Jeunes socialistes contre la Manif pour tous fait polémique - francetvinfo.fr

"*S'il avait appris à l'école qu'une femme n'est pas un objet, il ne l'aurait peut-être pas violée*".

" *S'il avait appris l'égalité femmes/hommes à l'école, il ne l'aurait peut-être pas frappée*"

" *S'il avait pu être accompagné à l'école, il vivrait peut-être mieux son homosexualité*"

Ce sont les slogans chocs d'une campagne internet du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) lancé dimanche 5 octobre, une campagne publicitaire pour soutenir la sensibilisation, dès l'école, à l'égalité hommes-femmes.

Les images et slogans de cette campagne ont soulevé un tollé, notamment à droite (et Mariane : "*Maintenant l'affiche du MJS, rassurez-moi, c'est un fake*" - ndlr), mais la présidente du MJS, Laura Slimani, n'entend pas "*s'excuser d'être de gauche*".

Contactée par francetv info, la présidente du MJS Laura Slimani "*assume*". Non, elle ne regrette rien, bien au contraire : "*Je m'étonne, déclare-t-elle, de réactions aussi violentes alors qu'il s'agit juste de soutenir l'action du gouvernement à l'école pour l'égalité des sexes et contre l'homophobie, sachant que les jeunes homosexuels se suicident plus que les autres jeunes de leur*

âge." francetvinfo.fr 06.10

Que cette opération serve à "*soutenir l'action du gouvernement*" qui poursuit l'oeuvre de démolition de l'école de ses prédécesseur, nous n'en doutons pas.

Instrumentaliser le viol et la violence dont sont victimes les femmes pour soutenir la "***réforme***" du gouvernement que les enseignements et les parents rejettent, c'est tout ce qu'ils ont trouvé, quelle abjection ! C'est le PS.

- Ben Affleck s'emporte dans un talk-show américain pour défendre les musulmans - Francetv info

Ben Affleck n'a pas mâché ses mots. L'acteur a vivement réagi, dans une émission américaine, vendredi 3 octobre, après que l'animateur et l'un de ses invités ont attaqué ce qu'ils considèrent comme les dérives de la religion musulmane.

Invité du talk-show de Bill Maher sur la chaîne HBO pour promouvoir son dernier film Gone Girl, Ben Affleck s'est retrouvé au centre d'un débat sur l'islam. Tandis que l'animateur a fustigé "*les mauvaises idées*" qui seraient, selon lui, monnaie courante dans l'islam, l'auteur Sam Harris a dénoncé "*le concept de l'islamophobie*". "*Toutes les critiques à l'égard de la doctrine de l'islam sont confondues avec de l'intolérance envers les musulmans en tant que personnes*", a-t-il affirmé.

"*Attendez, est-ce que vous êtes la personne qui comprend tout à la doctrine de l'islam ?*" a alors lancé Ben Affleck. "*Qu'en est-il alors du plus d'un milliard de personnes qui ne sont pas fanatiques, qui ne frappent pas les femmes, qui veulent juste aller à l'école ?*", s'est-il indigné. Pour le comédien, de telles réflexions sont tout simplement "*racistes*" et "*stéréotypées*". Francetv info 06.10

Vous avez le droit d'ajouter à l'endroit de ces salopards de la MJS, que c'est uniquement une minorité d'hommes qui frappent les femmes tandis et que l'immense majorité de la population n'est pas concernée. Les femmes seraient plus faibles et meilleures que les hommes, ils veulent absolument nous monter les uns contre les autres, il faut démonter et condamner cette propagande ignoble. Ils passent leur temps à stigmatiser l'ensemble de la population qu'ils méprisent et qui serait responsable des maux que leur société pourrie engendre et qui est à leur image. Quelle vermine, à bas le PS !

La BCE sur les traces de la Fed est en train de devenir une "***banque pourrie***". Bienvenue chez les junk bankers.

Grille de lecture. Ce sont les banquiers de la Fed qui dirigent la BCE.

- La BCE critiquée en Allemagne pour son plan de rachat d'actifs - Reuters

La décision de la Banque centrale européenne de racheter des prêts titrisés pour relancer le crédit dans la zone euro passe mal en Allemagne auprès de la Bundesbank et de certains alliés conservateurs de la chancelière Angela Merkel.

Jeudi, au terme de sa réunion monétaire d'octobre, la BCE a annoncé son intention de racheter des prêts adossés à des actifs (asset-backed securities, ou ABS) dès ce dernier trimestre 2014, y compris en provenance de la Grèce et de Chypre, les deux pays de la zone euro dont la dette souveraine est notée en catégorie spéculative ("*junk*").

Jens Weidmann, le président de la Bundesbank, a sonné la charge dimanche contre le risque d'acheter des "*prêts titrisés de basse qualité*" à des prix élevés dans le cadre de ce plan.

Les banques créent les ABS en mélangeant des prêts de diverses origines -prêts immobiliers et d'entreprises, crédits automobiles ou à la consommation- et en revendant ces produits à des assureurs, fonds de pension et, donc, à la BCE désormais.

"Les risques de crédit pris par les banques privées vont être transférés à la banque centrale et donc au contribuable sans qu'ils n'aient rien en retour", déplore le banquier central allemand -membre du conseil des gouverneurs de la BCE- dans les colonnes du magazine Focus.

"Cela va à l'encontre du principe de responsabilité qui est fondamental dans l'économie de marché: celui qui tire un bénéfice de quelque chose doit en assumer la perte s'il y a un développement négatif."

(C'est marrant, on a plutôt l'impression que ce principe ne s'applique pas aux banques, mais plutôt aux Etats qui les renfloue avec l'argent public, plus précisément avec l'argent qu'ils empruntent aux marchés en leur payant des intérêts qu'ensuite la population rembourse, les intérêts seulement puisque la dette continue d'augmenter. Et quand les banques font des bénéfices - sans rire cela leur arrive, elles les gardent ! - ndlr)

La crise financière mondiale a montré combien il était dangereux d'abandonner ce principe, ajoute Jens Weidmann.

(A notre connaissance les victimes de la "*crise financière mondiale*" ont tout perdu, même leurs maisons... mais pas les banquiers ! - ndlr)

Le patron de la Buba met aussi en garde contre la dépréciation de l'euro: "*Une politique qui cherche à affaiblir délibérément la monnaie peut aussi provoquer des contre-réactions. Au bout du compte, il n'y a que des perdants avec une dévaluation compétitive.*"

(Le rachat de titres pourris revient à injecter des masses colossales de capitaux et se traduit pas la dépréciation de la valeur de la monnaie. Qui l'utilise quotidiennement ? La population de l'UE qui s'appauvrit sans s'en apercevoir. - ndlr)

Même si la BCE dit ne pas avoir d'objectif en la matière, l'euro est tiré à la baisse par la divergence des politiques monétaires des deux côtés de l'Atlantique, la BCE devant maintenir une politique accommodante quand la Réserve fédérale normalise la sienne.

(Intox, il n'y a pas de "*divergence*" entre la maison mère et sa filiale européenne. ndlr)

Egalement interrogé par Focus, Jürgen Stark, ancien chef économiste de la BCE, voit dans les mesures non conventionnelles annoncées par Mario Draghi un "*acte de désespoir.*"

Pour ce "*faucon*" allemand qui avait démissionné du directoire de la BCE en 2011 par désaccord avec la stratégie, la banque centrale cède à la pression de la France et de l'Italie et aux anticipations des marchés plutôt que de faire preuve d'autorité.

(Comme nous l'avons expliqué, c'est peut-être une stratégie pour permettre à la France et l'Italie de réaliser les contre-réformes qu'ils réclament à cor et à cri. - ndlr)

Le fait que la BCE cède à Paris et Rome sur l'affaiblissement de l'euro "*montre à quel point elle se fourvoie*", dit Jürgen Stark en ajoutant: "*Il n'y a plus de tabous maintenant*."

(Ces gens-là sont bourrés de principes ! -ndlr)

La BCE, accuse-t-il encore, prendrait d'"*incalculables risques*" pour son bilan avec le plan de rachat d'ABS et les contribuables de la zone euro seraient redevables en cas de pertes.

(Quelle généreuse intention que s'en préoccuper ! Et quand on pense qu'on critique les banquiers... - ndlr)

"*Cela pourrait avoir des effets redistributifs considérables entre Etats membres. La BCE n'a aucune légitimité démocratique pour cela*", affirme-t-il.

(Du tout ! - ndlr)

Deux politiciens proches d'Angela Merkel ont également critiqué les nouvelles mesures de la BCE.

Hans Michelbach, l'un des responsables de la CSU, l'aile bavaroise de la CDU de la chancelière, a accusé Mario Draghi d'être en train de transformer la BCE en une "*banque pourrie*" ("*junk bank*") avec ces rachats de dette spéculative.

(Les Allemands veulent bien participer au financement des banques d'autres pays dont ils savent qu'ils se livrent à des opérations douteuses ou risquées, ils en tirent profit évidemment, mais en cas d'insolvabilité ou d'effondrement, de pertes, ils ne veulent pas endosser leur part de responsabilité et encore moins régler leurs dettes ou une partie de leurs dettes, qu'elles se débrouillent avec leur Etat.

La BCE est désormais disposée à acheter le genre de "*dette opaque*" qui est en grande partie à l'origine de la crise financière mondiale de 2007/2008, a-t-il dit à Reuters samedi.

(On les écoute parler en se disant qu'ils se foutent de nous, ils nous baladent, et on en oublierait presque l'essentiel : Comment donc il se trouverait dans l'UE des banques que se livreraient à ce genre de "dette opaque" et aucun organisme chargé de superviser les banques ne s'en serait aperçu, ces actifs pourris se chiffreraient du jour au lendemain en dizaines, voire en centaines de milliards d'euros, on serait bien curieux de savoir ce qu'ils comprennent, des dettes d'entreprises ou de banques qui s'en débarrasseraient de la sorte, mais qui a émis ces actifs ou dettes sinon les banques elles-mêmes sous forme de création monétaire scripturale. - ndlr)

Norbert Barthle, expert budgétaire de l'Union chrétienne démocrate (CDU), dit quant à lui craindre qu'on fasse appel au contribuable allemand pour payer les pots cassés.

(Que les banques allemandes engrangent des bénéfices des opérations qu'elles ont réalisées avec des banques étrangères, c'est somme toute normal comme nous l'avons dit plus haut, mais qu'en cas de pertes ce soient les contribuables des pays concernés qui casquent et non les Allemands, c'est la moindre des choses. Ils poussent à la germanophobie. - ndlr)

"*Redistribuer les risques de cette façon ne fait pas partie des missions de la banque centrale*", déclare-t-il au magazine Focus. Reuters 05.10

(Les risques et les pertes pour les autres, les bénéfices pour nous, un point c'est tout. ndlr)

La Mecque sous la protection de l'Emirat islamique.

- Le hajj se termine sans anicroche malgré les tensions au Moyen-Orient - AFP

Plus de deux millions de fidèles musulmans s'apprêtaient lundi à quitter La Mecque au terme de leur pèlerinage annuel.

Il "*n'y a pas eu de faille dans la sécurité durant le hajj*", a assuré le général Abdallah al-Zahrani, dont le centre a utilisé plus de 5.000 caméras de surveillance, y compris dans la Grande mosquée de La Mecque.

Au total, 2.085.238 personnes ont participé cette année au hajj, dont 1.389.053 venus de l'étranger, soit des chiffres similaires à ceux de 2013, selon le service des statistiques.

Le hajj est l'un des cinq piliers de l'islam que tout fidèle est censé accomplir au moins une fois dans sa vie s'il en a les moyens.

ACTUALITE EN TITRES

Comme Hollande en quelque sorte.

- Ce qui est inquiétant dans le retour raté de Sarkozy, c'est s'il réussit - Slate.fr

Il y a de l'oseille à se faire !

- Le nombre de créations d'associations dopé par les municipales et l'actualité politique - 20minutes.fr

Bruxelloiseries.

- Bruxelles va rejeter le projet de budget français - Reuters

- Le futur M. Euro promet de mettre du social dans les politiques européennes - LePoint.fr

- Déficit des collectivités locales : Sète va suspendre les embauches d'employés municipaux - Francetv info

- Arrêts maladie : contrôles renforcés chez les fonctionnaires - LePoint.fr

Grosses charrettes.

- HP supprime entre 5 000 et 10 000 emplois de plus que prévu - LePoint.fr

- Time Warner: 1.475 suppressions d'emplois dans la division Turner, dont 300 chez CNN - AFP

Vaudeville, divertissez-vous, c'est la Ve qui fait le spectacle !

Côté fosse à purin.

- Une nouvelle enquête liée à la campagne de 2012 de Nicolas Sarkozy - AFP

- "*Plus anti-sarkozyste que moi, tu meurs*": le credo des candidats UDI - L'Express.fr

- Bertrand à propos de Sarkozy: "*difficile de se réinventer*" - AFP

- Retour de Sarkozy: Henri Guaino redoute "*une catastrophe pour la démocratie*" s'il échoue - Le Huffington Post

Côté fosse septique

- Trop occupée, Martine Aubry ne recevera pas Manuel Valls lors de son déplacement à Lille - Francetv info

- Transition énergétique: Batho (PS) étrille le texte Royal à l'Assemblée - AFP

- Le PRG menace de quitter la majorité - LeFigaro.fr

L'intox du jour.

- La Turquie reste l'arme au pied face aux djihadistes - LePoint.fr

La preuve.

- Les 46 Turcs retenus à Mossoul échangés contre 180 djihadistes de l'EI - LeMonde.fr

Comment, elles aussi étaient téléguidées ?

- Hong Kong : les manifestations retombent comme un soufflé - LePoint.fr

- Hong Kong: lent retour à la normale avec la démobilisation de manifestants épuisés - AFP

Stratégie du chaos et guerres

- Ukraine: les Occidentaux au chevet du cessez-le-feu - AFP

- La Pologne insiste sur le déploiement du bouclier antimissile par l'Otan - AFP

- Des hélicoptères Apache engagés contre l'EI en Irak - Reuters

- Mexique: L'armée reprend le contrôle de la ville où les 43 étudiants ont disparu - 20minutes.fr

- Cameroun: au moins 8 morts dans une attaque d'islamistes nigérians - AFP

- Syrie : le drapeau noir des jihadistes hissé à l'entrée de Kobané Francetv info avec - AFP

- Liban: 8 membres du Hezbollah tués dans des combats contre des jihadistes dans l'est - AFP -

- Une centaine de migrants disparus en Libye après un naufrage - Reuters

- Nigeria: 7 personnes tuées et décapitées par Boko Haram - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

- La droite remporte les élections en Bulgarie mais sans majorité - Reuters

La droite bulgare a remporté les élections législatives anticipées de dimanche sans pour autant décrocher la majorité au Parlement, montrent les résultats presque complets communiqués lundi, ce qui présage la formation d'une coalition une nouvelle fois trop fragile pour sortir la Bulgarie de l'instabilité politique et du marasme économique.

Le GERB (Citoyens unis pour le développement de la Bulgarie, droite), conduit par l'ancien Premier ministre Boïko Borissov, a recueilli 32,6% des voix après le décompte de 97% des suffrages. Il devrait donc lui manquer de 36 à 38 sièges pour atteindre la majorité absolue.

Les socialistes du PSB, qui dirigeaient la coalition gouvernementale sortante, ont subi de leur propre aveu une "*lourde défaite*" avec environ 15% des voix.

Les résultats définitifs seront publiés mercredi.

La tâche de former le prochain gouvernement, le cinquième en moins de deux ans, va être rendue encore compliquée par la forte fragmentation du Parlement, au sein duquel huit partis, un record, seront représentés.

Autre signe de la désaffection des citoyens à l'égard de la classe politique, le taux de participation a été le plus faible depuis un quart de siècle.

Boïko Borissov a tiré dès dimanche soir les conclusions de ce scrutin présenté comme celui de "*la dernière chance*".

"*Dans cette configuration, je ne vois pas comment un gouvernement peut être formé*", a déclaré l'ancien Premier ministre d'un air sombre à la presse.

Illustration probable des difficultés qui l'attendent, un dirigeant du Bloc réformiste, considéré comme l'allié le plus probable du GERB, a prévenu qu'il ne saurait envisager un retour de Boïko Borissov au poste de Premier ministre. En juin, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé son estimation de la "*signature*" bulgare sur les marchés obligataires, considérant que l'environnement politique mettait en péril des réformes jugées indispensables (crise bancaire illustrée par les déboires de Corpbank, système des retraites et de la santé).

Dans une interview accordée fin septembre à Reuters, Boïko Borissov s'est dit prêt à négocier avec la plupart des partis, non pour former une grande coalition mais pour obtenir des soutiens ponctuels au parlement.

Aux précédentes législatives, en 2012, le GERB, déjà conduit par cet ancien garde du corps, était arrivé en tête du scrutin mais le gouvernement Borissov a démissionné en février 2013, emporté par d'importantes manifestations agrégeant des revendications différentes (refus de l'austérité, contestation des tarifs élevés de l'électricité).

La coalition formée autour du Premier ministre socialiste Plamen Orecharski qui lui a succédé n'a pas fait mieux, démissionnant en juillet et contraignant le président Rossen Plevneliev à anticiper le retour aux urnes.

Avec un salaire mensuel moyen de 360 euros, un taux de chômage supérieur à 10% et une croissance économique de l'ordre de 1,5% cette année, la Bulgarie est le plus pauvre des membres de l'Union européenne. Reuters 06.10

2- Syrie

- L'ASL, le corps d'infanterie US - french.irib.ir

L'un des chef de l'ASL, Armée syrienne libre- qui connait ces derniers temps de très vastes défections dans ses rangs, et le départ des hauts officiers syriens , lesquels réintègrent l'Armée arabe syrienne- a fait part de la disponibilité de son " *armée*" à envoyer des " *soldats* " dans des régions qui font l'objet de raids aériens de la coalition. Abdelah al Béchir qui se dit, chef de l'état major de l'ASL a affirmé sur Sky News être pêt à envoyer " *son contingent terrestre*" sur le terrain pour soutenir les raids aériens de la coalition.

Le soi-disant général a prétendu dans la foulée qu'aucune coordination n'a pas eu lieu précédemment entre l'ASL et Washington au sujet des raids anti Daech. Il a accusé une nouvelle fois Assad d'avoir causé l'infiltration massive des terroristes sur le sol syrien. Les Etats Unis affirment vouloir utiliser l'ASL comme leurs unités d'infanterie dans la guerre contre Daech qui est une couverture pour la guerre contre Assad. Cette perspective parait toutefois loin d'accès dans la mesure où les militaires syriens ayant fait défection semblent revenir massivement au bercail et réintègrent en ce moment même l'armée nationale pour la grande bataille qui s'annonce proche, celle de la coalition anti-Daech contre les positions de l'armée syrienne. french.irib.ir 06.10

3- Turquie

- Pourquoi Erdogan s'est-mis autant en colère contre Biden ?- french.irib.ir

Evoquant de vains efforts menée par l'axe occidental et arabe pour renverser le gouvernement syrien, un quotidien paraissant à Londres, a rapporté que ces pays devront présenter des excuses aux pays de la région pour avoir sombré la région dans des guerres sanglantes communautaires.

Le vice-Président américain, Joe Biden a présenté samedi et dimanche ses excuses au Président turc, Recep Tayyip Erdogan et aux autorités émiraties pour ses déclarations concernant le soutien de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis aux terroristes. Pour comprendre cette action de ce responsable américain, le quotidien al-Ray al-Youm a écrit : « *La politique de l'administration américaine est fondée sur l'animosité envers les Musulmans et elle porte la responsabilité de la plupart des crises et des guerres dans la région et dont les populations de la région paient le prix* ». Et ce quotidien de poursuivre « *Biden ne s'est pas trompé lorsqu'il a dit que la Turquie et certains pays arabes riverains du Golfe persique ont apporté un soutien logistique et financier aux terroristes pour qu'il présente ensuite ses excuses à la personne d'Erdoga, car tout ce qu'il dit est juste, mais ces choses ont été avancées à un moment inopportun et à l'endroit d'une personne inconvenable* ». C'est indéniable ! La plupart des pays arabes du bassin du Golfe persique, surtout, l'Arabie Saoudite, le Qatar, et les Emirats Arabes Unis ont alimenté en grande quantité d'armes et des milliards de dollars de dollars, les groupes armés opposés au gouvernement syrien.

Or la question qui se pose est de savoir pourquoi Ankara le nie ? Quels sont les raisons de ce reniement ? Pourquoi Erdogan s'est-il mis autant en colère contre les déclarations du responsable américain ? Et al-Ray al-Youm de préciser : La raison s'explique par le fait que ces questions ont été abordés à un temps inopportun, car à l'époque où certains pays riverains du Golfe persique envoyaient de grandes quantités d'armés aux terroristes, ces groupes n'étaient pas, aux yeux de Washington, terroristes, au contraire, ils étaient considérés comme des groupes qui tentaient de renverser un gouvernement qui tuait, selon Washington et ses alliés, son peuple. Donc, ils disaient que ces groupes voulaient transformer un régime dictatorial en un régime démocratique. Autrement dit, la priorité était de renverser le gouvernement syrien, et non pas de combattre le terrorisme. Cela est allé jusqu'au point que les Etats-Unis ont fermé leurs yeux sur le groupuscule terroriste du Front al-Nosra et l'ont soutenu. Mais, maintenant, précise al-Ray al-Youm, tout a changé. La sorcellerie des sorciers des Etats-Unis, de la Turquie, des pays riverains du Golfe persique est retournée contre eux-mêmes et la montée en puissance des groupes terroristes dits « *Jlihadistes* » est devenue une menace pour les régimes arabes qui tournent autour de l'axe américain. Trois ans après le gouvernement syrien continue de résister et le feu des affrontements s'est retourné contre les pays parrainant les terroristes armés, dont la Turquie, et les pays du bassin du Golfe persique.

Et al-Ray al-Youm de conclure : « *Le Vice-Président américain, Joe Biden a présenté ses excuses au non d'un pays qui est impliqué, lui-même dans les guerres sanglantes communautaires. Il y a aussi le risque de l'éclatement des guerres régionales. Les pays arabes du bassin du Golfe persique et Erdogan doivent présenter leurs excuses, car ils se sont donnés comme priorité de renverser le gouvernement syrien, objectif qu'ils n'ont pas réussi à réaliser après plus de trois ans et ont plongé la région dans l'anarchie, les troubles et les conflits sanglants*". french.irib.ir 06.10

Haut de page

Le 8 octobre 2014

CAUSERIE

La voix de son maître.

- Le Monde diffuse la propagande de guerre gouvernementale sur l'Irak - Kumaran Ira - mondialisation.ca 05.10

Extrait. S'il y a quelque chose à rappeler ici, c'est que Le Monde a été fondé en 1944, parce que son prédécesseur, Le Temps, dont il a repris les bureaux et l'imprimerie, avait été fermé pour avoir collaboré avec les nazis. Son premier rédacteur en chef d'après-guerre, Hubert Beuve-Méry, a travaillé à l'école de cadres du régime de Vichy à Uriage et a écrit des essais soutenant la Révolution nationale du dictateur fasciste, le maréchal Philippe Pétain.

Il a ensuite changé de camp pour rejoindre la Résistance et a été choisi par le général Charles de Gaulle pour diriger Le Monde, abandonnant les thèmes fascistes et nationalistes pour les valeurs « *universelles et humanistes* », dans le cadre de la vaste campagne de la bourgeoisie pour nier et camoufler les crimes de la collaboration française.

C'est cette histoire, et pas l'invocation superficielle et trompeuse par Le Mondede 1944, qui donne la meilleure indication de la

fonction du journal aujourd'hui : utiliser une rhétorique humanitaire pour dissimuler les politiques les plus impitoyables de l'impérialisme. mondialisation.ca 05.10

Boycott de tous les médias !

Je me passe de télévision, de radio, de journal en vivant à l'autre bout du monde, vous, vous disposez de cinémas, théâtres, salles de concert, cafés-théâtres, bibliothèques municipales, etc. pour vous distraire et Internet pour vous informer. Vous pouvez passer une agréable soirée entre amis ou en famille, moi j'en suis privé, bon, ce soir ce sera la pleine lune et je pourrai observer le ciel.

C'est parfaitement possible de se passer des médias sans avoir à changer de mode de vie ou sans être frustré, il suffit de le vouloir.

Intox avant l'annonce de nouvelles coupes budgétaires.

Explication.

Avant la date butoir du 15 octobre, le vassal prend les devants et va modifier illico presto son projet de budget afin de se plier aux exigences manifestées par son suzerain, car l'affronter pour finalement capituler jetterait une lumière crue sur leurs rapports, ce qui est préférable d'éviter au moment où son autorité est contestée.

Francetv info - La France doit envoyer son projet de budget à Bruxelles le 15 octobre. Elle n'est "*pas dans l'hypothèse*" d'un retoquage par la Commission européenne, a fait savoir l'entourage de François Hollande, lundi, au Figaro. Le chef de l'Etat et le futur président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sont toutefois "*en contact direct*", précise le correspondant de France 2 à Bruxelles, François Beaudonnet. Francetv info 07.10

Ils le disent eux-mêmes.

- Hans-Werner Sinn : « *La politique de la BCE encourage les États à s'endetter toujours plus* » - lemonde.fr

Président de l'IFO, l'institut de conjoncture de Munich, Hans-Werner Sinn est l'un des économistes les plus influents d'Allemagne et, l'un des plus critiques envers la zone euro. Il vient de publier The Euro trap, Le piège de l'euro, aux presses universitaires d'Oxford. Selon lui, la Banque centrale européenne (BCE) outrepasse dangereusement son mandat. Il explique pourquoi au Monde.

La BCE a lancé un programme d'achat d'actifs titrisés, les « ABS », pour contrer la menace de la déflation. Cela peut-il fonctionner ?

Oui, peut-être. Mais le risque de déflation est exagéré. L'inflation est en effet temporairement faible du fait de la baisse du prix de l'énergie, mais cela ne durera pas. En vérité, la BCE cherche surtout à soutenir les banques, afin que celles-ci passent sans dommage les tests de résistance, préalables à la construction de l'union bancaire. Comme nombre d'entre elles détiennent des actifs problématiques dans leur bilan, la BCE va racheter une partie de ces actifs. Ce faisant, elle ne respecte pas la mission qui lui a été confiée par les traités européens.

(Seuls les faibles respectent les traités. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la BCE ne distribue pas de l'argent à toutes les banques, mais seulement à celles qui doivent demeurer dans le cadre de leur union bancaire, celles uniquement qui ont été retenues par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste pour figurer dans l'oligarchie financière internationale, les autres devront être absorbées ou disparaître. - ndlr)

La BCE outrepasse selon vous son mandat. Est-ce si grave ?

C'est très grave. Beaucoup de mesures prises par cette institution depuis la crise visent en vérité à renflouer les États, les banques et le secteur privé. Certains programmes, comme le SMP (achat de titres souverains sur le marché secondaire) sont une forme à peine masquée de mutualisation des dettes, faisant courir un risque majeur aux contribuables européens. Cette politique est dirigiste et ne correspond pas au cadre d'une économie de marché. La BCE agit comme un prêteur en dernier ressort, comme la Réserve Fédérale [Fed] pour l'Etat fédéral américain. Cela ne relève pas de son mandat ! Par ailleurs, même la Fed n'achète jamais les emprunts des états américains, les laissant ainsi faire faillite, ce qui fait porter le poids d'un tel développement aux investisseurs.

(Lire plutôt aux contribuables. Il confirme que la BCE a pour modèle cette officine mafieuse qu'est la Fed, on l'a répété hier, c'est meux quand ils le disent eux-mêmes. -ndlr)

Les mesures de la BCE ont pourtant permis, en 2012, d'éteindre la crise des dettes souveraines.

Oui, bien sûr, même si cela ne s'est pas fait dans le respect des traités européens. Et il y a eu des effets secondaires. Le principe de base de la zone euro était celui du non-renflouement des États (non « bail-out ») par la BCE. Les pertes devaient porter les investisseurs au lieu des contribuables, mais cela n'est pas respecté. Prenez l'OMT, cette promesse qu'a fait le président de la BCE, Mario Draghi, aux investisseurs en septembre 2012, à savoir que l'institution rachèterait tous les titres de dette publique qu'ils détiennent en cas de problème. Une forme d'assurance gratuite, en somme. La BCE estime que cela a stoppé l'envolée des taux d'intérêt souverains, qui ont chuté depuis. Sauf qu'en déclenchant cette baisse, l'OMT a en vérité encouragé les États à continuer de s'endetter plutôt que d'agir pour redresser leurs finances publiques. Les remèdes de la BCE sont une aide à court terme, mais à long terme ils mènent l'Europe dans une crise de dettes encore plus grande.

(Il y a une bonne part d'hypocrisie dans ce qu'il dit, comme toujours dans pareil cas, car avoir étranglé les Etats pour se financer ils sont bien obligés de continuer de s'endetter, sauf à se déclarer en faillite, il le sait très bien. On retiendra cet aveu que ce sont bien les contribuables à la place des investisseurs qui épongent les pertes du secteur privé via la dette des Etats. Il est certain que le jour où les taux d'intérêt remonteront c'est tout leur système qui explosera d'un coup. Voilà pourquoi il est aussi fastoche de déclencher une terrible dépression ou l'effondrement du capitalisme qui ouvre la voie à une guerre mondiale. Ils ont juste à appuyer sur un bouton puisque ce sont eux qui sont aux commandes. - ndlr)

L'action de Mario Draghi a également contribué à faire baisser l'euro face au dollar depuis le mois de mai. Faut-il s'en réjouir ?

Il est vrai qu'un euro plus bas facilitera les ajustements à l'œuvre dans le sud de la zone euro, et il importera plus d'inflation en l'Allemagne. En tant qu'économiste, je trouve cela bien. Mais là aussi, agir sur le taux de change ne relève pas du mandat de la BCE.

(N'entendrait-il par "*ajustements à l'œuvre dans le sud de la zone euro*", ce que j'ai répété à plusieurs reprises ces derniers jours, à savoir que la baisse soudaine de l'euro devait servir à réunir les conditions pour mettre en oeuvre des "*réformes*" sur le modèle d'Hartz IV en France, Italie et Espagne principalement. -ndlr)

M. Draghi estime que si elles s'accompagnent de réformes structurelles et de plus flexibilité budgétaire, les mesures prises par la BCE permettront de restaurer la croissance. Cela suffira-t-il ?

Mario Draghi a raison de pointer la responsabilité des gouvernements, qui n'en font pas assez en matière de réformes. Mais il a tort d'imaginer que sa politique d'assouplissement monétaire les incitera à poursuivre les réformes. Bien au contraire, elle les incitera à relâcher les efforts ! C'est un fait : les gouvernements qui prétendent aujourd'hui lancer des réformes en font trop peu, ils profitent surtout des largesses de la BCE pour se reposer sur leurs lauriers. Poursuivre dans cette voie nous conduira droit dans le mur.

(Il y a loin de la coupe aux lèvres, vous devriez le savoir. - ndlr)

La zone euro ne pourrait-elle pas s'inspirer des mesures prises par le Japon pour sortir de la déflation ?

Il est vrai que le plan du premier ministre Shinzo Abe, cumulant relance monétaire, budgétaire et réformes, est ambitieux. Mais pour l'instant, les résultats sont très décevants. Le yen a baissé face aux autres devises, mais l'économie japonaise ne va pas mieux. C'est en partie dû à la grande erreur commise par l'Archipel après la crise de 1997 : il a laissé ses banques survivre, même celles affichant un bilan dans un état lamentable. Les pertes ont été dissimulées alors qu'il aurait fallu assainir le secteur. Les taux d'intérêt ont été abaissés à zéro et la dette publique s'est envolée au-delà de 240 % du PIB. Plus de relance budgétaire et monétaire dans ce pays est aujourd'hui inconcevable.

(A retenir : la nécessité d'assainir le secteur bancaire pour avoir un meilleur contrôle de l'économie, l'obsession de l'oligarchie financière outre-Atlantique. Les banques et l'industrie financière n'est pas plus hétérogène que les autres secteurs économiques, voilà leur problème. Quel banquier (ou capitaliste) va accepter de bonne grâce de passer à la trappe ? Ils doivent batailler dans leur propre camp. Tous les think-tanks et autres organisations qu'ils ont créés et dans lesquels ils essaient de les intégrer, n'ont pas d'autre objet que les gagner à leur idéologie néolibérale. - ndlr)

Assainir le secteur bancaire : c'est bien ce que la zone euro est en train de faire, avec les tests de résistance et la construction de l'union bancaire !

Oui, l'union bancaire est un pas dans la bonne direction. Je crains seulement que l'on ne traite les banques avec trop de ménagement. Comme le Japon, la zone euro a sauvé ses banques au lieu de laisser les plus fragiles mourir, comme l'ont fait les États-Unis : plusieurs centaines d'établissements y ont fait faillite depuis 2008 et désormais, la croissance repart ! Nous avons aujourd'hui trop de banques en Europe. Là aussi, la zone euro a emprunté la mauvaise voie en confiant la supervision bancaire à la BCE. Celle-ci ne peut pas être le juge des établissements à qui elle distribue par ailleurs des crédits bon marché. Elle ne se montrera jamais suffisamment stricte à leur égard. Il aurait mieux valu confier cette mission à une nouvelle institution.

(Pourquoi pas directement à la Fed ! Il lie vérités et hypocrisie. La faillite aux Etats-Unis de centaines de banques a ruiné des millions d'Américains qui y avaient placé leurs maigres économies ou qui se retrouvent sans capital au moment de prendre leur retraite. L'UE n'est pas les Etats-Unis, les Etats de l'UE conserve encore malgré tout un minimum de souveraineté et doivent rendre des comptes à leur population de la politique qu'ils conduisent, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis ou c'est l'Etat fédéral ou plutôt la Fed et Wall Street qui font la politique américaine. - ndlr)

La France est-elle l'homme malade de l'Europe ?

Disons qu'elle fait partie d'un groupe de pays malades, mais qu'elle n'est pas le plus mal au point d'entre eux. Néanmoins, comme les principaux clients des entreprises et les banques françaises sont au sud de la zone euro, son économie est aujourd'hui en péril.

L'Allemagne n'est pas non plus un exemple dans tous les domaines : le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'elle n'investit pas suffisamment dans ses infrastructures. Êtes-vous d'accord ?

Absolument. L'Allemagne n'a pas investi suffisamment en la matière pendant longtemps : elle doit aujourd'hui faire plus. Mais cela ne signifie pas qu'il faut financer les nouveaux investissements par de l'endettement ! Il faudrait plutôt réduire nos dépenses de consommation. Il y a de la marge.

(Mais qui consomme le plus, la masse de la population, les travailleurs, c'est sur eux que l'Etat allemand doit faire des économies, et pour qu'ils réduisent leur consommation, soit il faut diminuer le coût du travail, soit il faut les taxer davantage ou les deux à la fois de préférence, pendant ce temps-là les inégalités continueront de s'accroître ainsi que le nombre de millionnaires en euros puisque c'est leur objectif. - ndlr)

Les velléités d'indépendance en Écosse ou en Catalogne, la montée des eurosceptiques, ne représentent-elles pas, pour l'Europe, un risque politique plus élevé encore que les problèmes économiques ?

Oui, c'est en grande partie le résultat de la situation misérable en Europe. Même la Grande-Bretagne souffre car ses voisins souffrent. L'Espagne est la grande victime de l'euro. Et la France est en passe d'être engouffrée. Les mouvements eurosceptiques ou indépendantistes se nourrissent justement des problèmes économiques. La faible croissance et le chômage élevé conduisent certains à envisager des solutions radicales.

(Si ces mouvements indépendantistes contribuent à affaiblir l'UE, il faut les soutenir, non pas dans la perspective de créer de nouveaux Etats qui seraient rattachés à l'UE comme l'ont indiqué les partis qui en sont à l'initiative, mais dans la perspective de renverser l'Etat britannique ou espagnol, afin de rompre avec l'UE et d'instaurer une République sociale en Grande-Bretagne et en Espagne qui prennent en compte les questions nationales que soulèvent les différentes communautés qui composent ces Etats. Seule la classe ouvrière britannique et espagnole peuvent accomplir cette tâche politique dès lors qu'elle est unie. - ndlr)

L'émergence des anti-euro en Allemagne peut-elle conduire Angela Merkel à durcir ses positions envers ses partenaires ?

Oui. De la même façon qu'avant les élections législatives allemandes, la chancelière s'était rapprochée des partis de centre-gauche pour séduire leurs électeurs, il est possible qu'elle se montre beaucoup moins conciliante envers les largesses de la BCE, et beaucoup plus réticente à toutes les formes de mutualisation des dettes publiques, pour rassurer les électeurs de l'AfD, le parti eurosceptique. Jusqu'à présent, elle a donné son blanc-seing à l'OMT, mais elle pourrait ne plus le faire à l'avenir, d'autant que la cour constitutionnelle allemande juge ce programme non conforme à son mandat.

Comment imaginez-vous le futur de l'Europe ?

Si elle adopte les bonnes solutions, avec une sortie temporaire des États qui le souhaitent, et une discipline budgétaire renforcée pour les autres, nous pourrions à terme, dans le scénario idéal, construire les États-Unis d'Europe, sur le modèle de la confédération Suisse. Il y aurait un vrai parlement élu par les citoyens, un budget commun, une union monétaire renforcée. Mais avant d'en arriver là, il faudra également bâtir une armée commune : historiquement, c'est par là qu'ont commencé toutes les confédérations étatiques, et c'est par là que nous aurions dû commencer.

(Une "*armée commune*" comme base des "*États-Unis d'Europe*" qui viendrait épauler plus efficacement l'impérialisme américain, le complexe militaro-industriel européen en rêve ! Pour combattre quel ennemi ? Le prolétariat en Europe. Pour guerroyer sans cesse sur tous les continents ? Quel "*scénario idéal*" en effet ! Quant à la sortie de certains pays de l'UE, ouvrez-donc la boîte de Pandore, on ne demande que cela. Ils en arrivent à ne plus savoir ce qu'ils disent. Le Parlement européen ne serait-il pas un "*vrai parlement élu par les citoyens*", apparemment non, parce qu'en réalité c'est la Commission européenne non élue qui détient le pouvoir, ce ne serait alors qu'un parlement fantoche, quel aveu ! - ndlr)

L'Union européenne a-t-elle encore un projet politique ?

Oui. Il est de créer les bases d'une paix durable, comme le voulaient François Mitterrand et Helmut Kohl : c'est toujours d'actualité. Mais il devrait aussi être d'établir une prospérité économique durable. C'est ce que souhaitent et ce dont ont besoin tous les citoyens. lemonde.fr 07.10

(Oui, le projet de traité de libre-échange avec les Etats-Unis et conçu par eux, pour eux qui signifiera la victoire totale (au moins sur le papier) du néolibéralisme. Il finit en sombrant dans l'imposture en prétendant que l'UE pourrait "*créer les bases d'une paix durable*" à l'heure où elle est engagé au côté du régime néonazi de Kiev pour imposer aux Ukrainiens les recettes du FMI, et mène des politiques d'austérité dans les autres pays, qui ne peuvent que conduire à la résurgence du nationalisme et de tensions extrêmes entre les Etats. - ndlr)

Comment préparer psychologiquement la population mondiale à la liquidation d'Assad par les Américains.

S'attaquer à l'Emirat islamique à grand renfort de trompettes médiatiques sans lui infliger de pertes notoires, de façon à ne pas compromettre son offensive sur le nord de la Syrie, vous aurez remarqué au passage que l'air de rien leur attention a complètement basculé de l'Irak à la Syrie, leur principal objectif, pour ensuite imputer au gouvernement syrien la responsabilité de la situation devenue incontrôlable et justifier qu'on le bombarde à son tour pour reprendre le contrôle de la situation.

Entre temps, ils vont développer leur propagande en arguant que cette situation faisait plutôt les affaires d'Assad, sous-entendant qu'il serait le complice de l'Emirat islamique, et qu'à ce titre il serait mal avisé de ne pas soutenir une intervention terrestre soutenue par des bombardements de la coalition emmenée par les Américains contre son régime et la boucle est bouclée.

Ce scénario conviendrait aux plus fanatiques des néolibéraux américains. Il en existe un autre tout aussi tordu qui serait plus long à appliquer mais qui permettrait d'aboutir à un résultat similaire, privé de sa rente pétrolière, donc affaibli pour ne pas dire neutralisé sur le plan politique, Assad pourrait rester au pouvoir.

Dans le nord et le nord-est de la Syrie qu'il occupe, l'Emirat islamique qui est une création des Américains cèderait la place au Kurdistan, en réalité aux Kurdes soumis à Washington et Tel-Aviv qui exploiteraient le gaz et le pétrole pour leurs propres comptes, le reste de la Syrie revenant à Assad. L'Emirat islamique privé de financement s'éteindrait de lui-même ou ne serait plus qu'une sorte de nébuleuse informe du même type qu'Al-Qaïda, vous aurez noté qu'on n'entend plus du tout parler du "*calife*" qui s'est évanoui dans la nature aussi vite qu'il est apparu, tandis qu'une partie de ses miliciens regagneraient leurs pays d'origine, l'autre partie seraient envoyés sur d'autres terrains d'opérations en fonction des besoins de l'impérialisme américain, l'essentiel de la tâche et de l'objectif pour lesquels ils avaient été enrôlés ayant été atteint.

Les Israéliens peuvent faire capoter ce scénario en estimant qu'Assad constitue toujours une menace pour l'Etat sioniste et qu'il faut le liquider. Dans ce cas-là, reste à savoir qu'elle serait la réaction des Russes et des Iraniens qui mènent un double jeu en laissant les Américains avancer leurs pions tout en dénonçant leur entreprise belliqueuse. Serait-il prêt à affronter Israël et donc les Américains ou préfèreront-ils abandonner Assad ? Le second scénario est le plus probable car ils sont liés aux Américains (et à l'UE) par des accords commerciaux, y renoncer pourrait leur être fatal dans un contexte où le prix du baril de pétrole est à la baisse.

Sans vouloir faire de pronostic hasardeux, quel que soit le scénario qui sera appliqué dans les jours ou les semaines à venir car les événements s'emballent, les Américains vont parvenir à leurs fins, accroître leur emprise sur les réserves pétrolières et gazières de la région tout en démantelant ou affaiblissant des Etats laïques sur lesquels ils finiront par avoir le contrôle. Assad n'est pas immortel, et s'ils décidaient temporairement de faire avec, le moment venu ils le liquideront à la manière de Ben Ali ou Mubarak. C'est juste une question de temps, car il va se retrouver face à l'énorme défi de la reconstruction de ce qui restera de la Syrie et aux mécontentements croissants des masses en cas de paix ou de stabilisation de la situation, sans avoir les moyens financiers d'y faire face privé en grande partie de sa rente pétrolière ou gazière. Les Américains et leurs alliés français et britannique en embuscade soutiendraient et financeraient des partis "pro-démocratie" qui promettraient la lune à des masses syriennes épuisées par quatre ans de guerre, qui pourraient pour l'occasion basculer de leur côté et balayer Assad.

- Plus de dix morts dans les manifestations de soutien à Kobané en Turquie - LeMonde.fr

De violents affrontements ont accompagné les défilés exigeant l'action du gouvernement pour aider la ville syrienne menacée par l'Etat islamique. LeMonde.fr 07.10

- Etat islamique : pourquoi la Turquie n'a pas bougé le petit doigt pour sauver Kobané - Francetv info

- Syrie : l'opposition doute de l'efficacité des frappes - LeFigaro.fr

- L'ONU appelle la communauté internationale à agir pour sauver Kobané des djihadistes - LeMonde.fr

- Syrie : la bataille de Kobané «*terrifie*» Washington Libération.fr - Liberation.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Bruxelleries

- Bruxelles juge le budget de la France "inacceptable" et menace de le censurer - Francetv info

- Valls: la Commission européenne "*ne peut pas*" rejeter le budget de la France - AFP

- Michel Sapin dénie à Bruxelles le pouvoir de rejeter le budget - Reuters

La Commission européenne peut néanmoins imposer des amendes aux pays dont elle a retoqué le budget.

- Le FMI, pessimiste sur la reprise en zone euro, compte sur la BCE - AFP

Mais tous les efforts ne doivent pas reposer sur la BCE, selon le FMI. Pour relever la croissance à moyen terme, il préconise aussi "*un renforcement des bilans des banques et des entreprises, la finalisation de l'union bancaire et la mise en oeuvre de réformes structurelles*". AFP 07.10

- Les Bourses européennes rechutent, l'économie en berne - Reuters

- Allemagne: l'accès de faiblesse de son industrie menace la croissance - AFP

Un gouvernement "***pro-business***" se doit de le démontrer

- SNCM: un projet d'au moins 800 suppressions d'emplois présenté par la direction - AFP

- La taxe à 75% "*n'existera plus au 1er janvier 2015*", annonce Manuel Valls - Francetv info

- Le Guen: le "*montant des allocations chômage*" dans le "*débat*" - AFP

- Emmanuel Macron star du "*New York Times*" - LePoint.fr

Le crash annoncé ?

- Affaire Bygmalion : Bastien Millot met en cause Nicolas Sarkozy - Le Nouvel Observateur

- Enquête sur un contrat d'hélicoptères avec le Kazakhstan signé sous Sarkozy - AFP

Aveu. Ah ben ça alors, parce qu'ils en étaient les initiateurs, qui l'aurait cru !

- Etats-Unis: le mariage gay ne mobilise plus que le noyau conservateur - AFP

Lire les néoconservateurs ou néolibéraux. Peut-être que la pseudo-gauche et extrême gauche française va voler à leur secours...

Désinformation. La voix de l'Amérique néolibérale relayée par les médias français.

- Présidentielle au Brésil: «*Les Brésiliens veulent une nouvelle personne à la tête du pays*» - 20minutes.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Belgique. Sur quelle base repose l'accord conclu entre quatre partis pour former un gouvernement ?

Le report de l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans. Tout un programme.

- Accord de quatre partis pour former un gouvernement en Belgique - 20minutes.fr

Quatre partis belges ont conclu mardi un accord pour former un gouvernement de droite, un peu plus de quatre mois après les élections législatives du 25 mai, a annoncé le chef des libéraux francophones Charles Michel, qui sera le prochain Premier ministre.

La coalition sera composée de trois partis flamands --les nationalistes de la N-VA, les chrétiens-démocrates du CD&V et les libéraux de l'Open VLD-- et d'un seul parti francophone, le Mouvement Réformateur de Charles Michel. 20minutes.fr 07.10

(Un peu plus tôt dans la journée.)

- Accord politique en Belgique sur la retraite à 67 ans - Reuters

Les quatre partis politiques belges qui négocient la formation d'un gouvernement de coalition se sont mis d'accord pour porter l'âge de départ en retraite de 65 à 67 ans dans le cadre d'un plan d'assainissement des finances publiques.

Entamées en juillet, les discussions entre ces quatre partis de centre-droit ne sont pas encore bouclées mais le compromis trouvé mardi prévoit un relèvement de l'âge de la retraite à 66 ans en 2025 puis 67 ans en 2030, a dit un porte-parole de l'un des principaux négociateurs. Reuters 07.10

Au moins leur ennemi est clairement identifié : La classe ouvrière.

Sous les parapluies percés... de Washington.

Désinformation.

- Dialogue difficile entre manifestants et autorités à Hong Kong - Reuters

- A Hongkong, le mouvement de liberté est là pour durer en dépit d'une éventuelle répression - LeMonde.fr

Infomation.

- L'art de la guerre - Hong Kong, sous les parapluies - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca 07.10

Extrait. Le mouvement étudiant né à Hong Kong pour demander que l'élection du chef de gouvernement soit directe et non conditionnée par Pékin, est formé de jeunes appartenant généralement aux couches sociales avantagées par la croissance économique. Sur ce fond se pose la question : pourquoi, alors qu'on ignore des centaines de millions de personnes qui dans le monde entier luttent chaque jour dans des conditions bien pires pour les plus élémentaires droits humains, transforme-t-on quelques milliers d'étudiants de Hong Kong, au-delà de leurs propres revendications, en icône mondiale de lutte pour la démocratie ? La réponse doit être cherchée à Washington. Les inspirateurs et les chefs de ce qui est défini comme « *un mouvement sans leader* » -d'après une ample documentation- sont reliés au Département d'Etat et à ses émanations sous forme d' « *organisations non-gouvernementales* », en particulier la « *Donation nationale pour la démocratie* » (Ned) et l' « *Institut démocratique national* » (Ndi) qui, dotées de fonds très conséquents, soutiennent des « *groupes démocratiques non-gouvernementaux* » dans une centaine de pays. Deux exemples parmi tant d'autres. Benny Tai, l'enseignant de Hong Kong qui a lancé le mouvement « *Occupy Central* » (voir le South China Morning Post du 27 septembre), est devenu influent grâce à une série de forums financés par ces « *ONG* ». Martin Lee, fondateur du « *Part démocrate* » de Hong Kong, a été envoyé à Washington par la Ned et, après un briefing télétransmis (le 2 avril), a été reçu à la Maison Blanche le 7 avril par le vide-président Biden.

De ces faits et de nombreux autres émerge une stratégie, analogue à celle des « *révolutions colorées* » dans l'Est européen, qui, en instrumentalisant le mouvement étudiant, vise à rendre Hong Kong ingouvernable et à créer des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Mondialisation.ca 07.10

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Pétrole

Du jour au lendemain, en moins de quatre mois un produit dont le prix était voué à s'envoler s'effondre de 20%, tandis que voué à la rareté le voilà devenu soudainement abondant. Etrange, non ? Quels sont les pays pour lesquels la rente du pétrole permet de financer leur économie. Parmi eux la Russie, l'Iran et le Venezuela réputés être dans la ligne de mire de Washington.

Simple coïncidence ou stratégie pour les affaiblir ? En procédant de la sorte ils avaient étranglé l'économie de l'ex-URSS entraînant sa dislocation. Seraient-ils tentés de récidiver ou serait-ce tout simplement le produit de l'anarchie du capitalisme ? Pourquoi augmentent-ils encore la production de pétrole, alors que la demande mondiale stagne ou progresse faiblement ? Quels pays l'augmentent ? Les Etats-Unis en premier lieu, tiens donc.

Qui croit encore au hasard en la matière, lorsqu'une poignée seulement de compagnies pétrolières se partagent le marché mondial ? Faut-il relier ce facteur à l'offensive de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Ukraine contre les pays cités plus haut en y ajoutant la Chine, l'Inde et le Brésil ? C'est préférable à notre avis pour comprendre leurs véritables intentions ou la situation mondiale.

On peut également relier ces deux facteurs à l'essouflement de la croissance mondiale qui est un puissant facteur de déstabilisation sociale et politique. Ce qui à vrai dire ne les gêne pas, à condition d'en contrôler les modalités pour en tirer profit. Ils jouent à la haute ou à la baisse, à l'union ou à la dislocation en fonction des objectifs stratégiques qu'ils se sont fixés, ce qui semble contradictoire à première vue est parfaitement cohérent à l'arrivée, sauf quand la situation leur échappe parce qu'ils ne contrôlent pas tout, ce qu'ils détestent le plus. Aussi vaut mieux prendre les devants et manoeuvrer comme on l'entend, sans risque puisque rares sont ceux qui y comprennent réellement quelque chose.

- Derrière la chute des cours pétroliers perce une ère d'abondance - Reuters

Le marché mondial du pétrole, à la peine entre la hausse de la production, l'affaiblissement de la demande et le glissement des prix, pourrait être sur le point de basculer vers une ère d'abondance, succédant à celle de la rareté.

Les prix du pétrole ont perdu jusqu'à 20% depuis juin malgré la multiplication des risques pesant sur l'approvisionnement, persuadant davantage d'investisseurs et de traders que 2015 pourrait marquer le passage à un marché excédentaire grâce au "*boom*" du schiste aux Etats-Unis.

Si la chute des cours relance les spéculations sur la possibilité que l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) réduise en novembre sa production pour la première fois depuis six ans, certains analystes vont bien plus loin.

Selon eux, un basculement fondamental du marché - attendu de longue date - est peut-être en cours, mettant fin à quatre années tendues pendant lesquelles un baril à plus de 100 dollars était la norme et ouvrant une nouvelle ère où les interventions de l'Opep redeviendront essentielles.

Ils en veulent pour preuve le repli bien plus rapide que prévu des importations américaines alors que la production y a atteint un record depuis trente ans. Mais aussi la ralentissement de la croissance économique chinoise et donc de la croissance de la demande de pétrole. Même la production dans des pays troublés comme la Libye et l'Irak augmente.

Pour Daniel Yerhin, vice-président d'IHS et historien reconnu du pétrole, ces événements "*représentent enfin un rééquilibrage et les conséquences de la très forte accélération de la production américaine*."

Surtout, le fait que les prix baissent malgré les conflits agitant la majeure partie du Moyen-Orient et les sanctions contre la Russie annonce "*un événement déterminant, un catalyseur du changement*."

Certains analystes estiment qu'il est trop tôt pour dire si cette baisse des prix diffère des précédentes, notamment celles de 2012 et 2013, suivies d'une brusque remontée des cours avec la guerre en Libye et les sanctions contre l'Iran.

Un sursaut économique en Europe ou une autre rupture d'approvisionnement pourraient encore faire repartir les prix à la hausse à court terme mais le risque semble aller decrescendo.

VERS UN RÉÉQUILIBRAGE DES POUVOIRS

Credit Suisse a réduit la semaine dernière sa prévision de prix pour le Brent de Mer du Nord à 93 dollars le baril en 2016, la deuxième prévision la plus basse parmi les analystes interrogés par Reuters. Pour 2017, la banque suisse prévoit un baril à 88 dollars avec une croissance de la production nord-américaine dépassant largement la demande mondiale.

Certains traders en conviennent. Les futures pour 2017 et au-delà, qui restaient jusqu'à présent fermes malgré la chute des prix pour une livraison immédiate, ont fini par baisser la semaine dernière. Le prix Brent livraison novembre, la référence mondiale, a chuté de 5% la semaine dernière, touchant un plus bas de plus de deux ans.

Les implications d'un tel basculement dépasseraient le seul cadre de la l'Opep et devraient accélérer le rééquilibrage des pouvoirs, des pays consommateurs comme les Etats-Unis devenant moins dépendants de producteurs comme la Russie et l'Iran.

Pendant la majeure partie de la dernière décennie, la pénurie a été la norme sur le marché. Avant 2008, des années de sous-investissement, une demande croissante en Asie et la crainte d'un "*pic pétrolier*" ont alimenté la tendance haussière des prix et les membres de l'Opep ont peiné à répondre à la demande. Le pétrole a grimpé jusqu'à près de 150 dollars le baril à la mi-2008.

La crise financière a alors fait vriller les prix, contraignant l'Opep à deux réductions marquées, ses dernières mesures officielles depuis au moins six ans. Avec une demande étale et la percée du schiste aux Etats-Unis, la peur du "*pic pétrolier*" a cédé la place à l'espoir de l'abondance. Pour autant, les cours restaient fermement au-dessus des 100 dollars le baril, tout mouvement baissier étant immédiatement contré.

En 2011, la révolution en Libye, membre de l'Opep, a alimenté la hausse des cours en réduisant les approvisionnements, jusqu'à 1,5 millions de barils par jour (bpj). Les sanctions occidentales contre l'Iran, fin 2011 et en 2012, ont ensuite pesé sur les livraisons, avant que la nouvelle flambée des violences en Libye ne prenne le relais.

LA DÉTERMINATION DE L'OPEP MISE À L'ÉPREUVE

Ce phénomène pourrait se reproduire l'an prochain. La montée des tensions avec la Russie fait peser un risque sur les approvisionnements du deuxième producteur mondial. Les pourparlers avec l'Iran visant à parvenir à un accord sur son programme nucléaire pourraient tourner court et aboutir à un durcissement des tensions.

Et pourtant, la probabilité d'un rebond des cours devient de plus en plus faible. "*L'alerte incendie pourrait être réelle cette fois*", estime Daniel Sternoff de Medley Global Advisors.

Aujourd'hui, soit l'Opep instaure un plancher de soutien des prix à court terme, soit la période prolongée de prix bas commencera à faire fléchir les investissements à long terme ou à ranimer la demande, a-t-il dit.

Le recul des prix met à l'épreuve la détermination de l'Opep mais aussi la viabilité de la révolution du schiste aux Etats-Unis, qui a ajouté à la production américaine un million de bpj par an au cours des trois dernières années.

On est encore loin de savoir si, ou quand, l'Opep va intervenir. Les fortes baisses de prix accordées mercredi par l'Arabie saoudite à ses clients asiatiques suggèrent que le premier producteur mondial se résoudra à des prix bas pour maintenir sa part de marché.

Bob McNally, ancien conseiller à la Maison blanche du président George W. Bush et désormais président du cabinet de conseil spécialisé dans l'énergie Rapidan Group, a déclaré, après un récent déplacement en Arabie saoudite, que les producteurs de l'Opep pourraient attendre que les Etats-Unis réduisent leur production plutôt que s'y résoudre eux-mêmes.

Tandis que certains membres de l'organisation commencent à réclamer des baisses de production, des pays du Golfe misent sur la demande hivernale pour ranimer le marché.

Cela pourrait néanmoins évoluer si les prix cèdent encore une dizaine de dollars. En plus de peser sur les budgets de Caracas à Moscou, les foreurs américains décideraient alors probablement d'infléchir leur activité dans le cas d'un "*recul durable*" sous les 80 dollars le baril, font remarquer les analystes de Baird Energy dans une note publiée lundi.

"*Après tout l'huile de schiste des Etats-Unis n'est pas seulement la plus récente et la plus importante source d'approvisionnement mais également celle aux coûts les plus élevés et la plus exposée aux cours*", note Bob McNally. "*Dans les faits, le Dakota du Nord et le Texas ont rejoint l'Opep, mais ils n'en ont pas encore pris conscience*". Reuters 07.10

Haut de page

Le 9 octobre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 11 articles.

Un mot personnel

Une fois déduit l'argent que j'ai perdu lors de la séparation avec mon épouse et les pénalités que m'a imposées la banque pour avoir clôturé prématurément les comptes où j'avais déposé mes économies, il va nous rester pour vivre 261 euros au taux actuel ou 22.000 roupies, autant dire que nous ne pourrons plus économiser un centime.

Je viens de recevoir une lettre m'informant qu'en vertu de l'art.L.351-1 et 2 du Code de la Sécu je n'avais pas l'âge requis pour prétendre à la retraite, l'assistante sociale du consulat avait tenté le coup, je savais qu'il faudrait attendre encore trois ans, 62 ans. Il ne me reste plus que 35 mois à passer en espérant que je n'aurai pas besoin de fric pendant cette période. Il va donc falloir se priver davantage et malheureusement je ne pourrai plus aider personne autour de moi.

J'ai recontacté la société qui devait me proposer un boulot, je leur ai fait part de ma disponibilité pour éventuellement corriger des traductions, ils m'ont répondu négativement. Quant à ma famille en France, il faudrait que je la suplie à genoux de m'aider et je m'y refuse, ils connaissent ma situation, si cela ne vient pas d'eux c'est qu'ils n'en ont pas envie.

Parfois je me demande s'ils ne me prennent pas pour un être abominable à cause des idées que je défends, parce qu'ils fréquentent ou côtoient sans soute quotidiennement des gens exceptionnels. On ne peut pas demander à des gens qui habituellement ne sont pas capables de faire la part des choses de se surpasser.

En cas de grande difficulté je ferais appel à la générosité des lecteurs, j'espère ne pas devoir en arriver là.

Oublions tout cela et passons à la politique.

Il y a une sacrée fine équipe de branquignols au gouvernement en France.

Aux infos de Russia Today ce soir, le journaliste annonce les titres qu'il va développer dont la Syrie. Et là j'ai eu un déclic, je n'y avais pas pensé avant, en l'entendant évoquer la proposition de la Turquie d'imposer une zone de sécurité où les vols seraient interdits, je me pose une question : mais qui cela concernerait-il, les barbares d'EI ne possèdent pas d'avions, en dehors de la coalition arabo-occidentale il n'y a que l'armée syrienne qui en détiennent, c'est donc elle qu'il vise.

Une minute plus tard le journaliste embraie en mettant ce fait en évidence, *EI has no flight powering*. Du coup je me demande si les médias ultra corrompus français feront preuve de la même perspicacité, sachant que Hollande a déjà fait savoir qu'il soutenait cette proposition turque, pas les Américains, apparemment personne à part lui ne l'a reprise à son compte, ainsi avec Valls et Fabius ils se ridiculisent une fois de plus aux yeux du monde.

Précision.

Joe Biden n'a pas vraiment reproché à l'Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et à la Turquie d'avoir armé Al-Qaïda et ses avatars, mais de n'avoir pas réussi à renverser Assad. Le reproche qu'il leur a adressé pouvait être perçu comme un avertissement ou une menace s'ils trainaient des pieds pour s'engager sans compter au côté des Américains en Irak et en Syrie.

Pour ceux qui ne le sauraient pas encore.

Les frappes menées en Irak et en Syrie, les deux pays où est implanté l'Etat islamique, sont de natures différentes, a dit le porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby.

"*La campagne en Syrie est vraiment destinée à s'attaquer à la capacité de ce groupe à durer, recruter, former, équiper et se financer*", a-t-il poursuivi..

(Manifestement il se trompe de cible, c'est Istanbul, Riad et Doha qu'il fallait bombarder, impossible ce sont leurs alliés et selon Biden leurs recruteurs, formateurs, équipementiers et financiers. - ndlr)

("*L'objectif stratégique*" des Etats-Unis ne correspond pas vraiment aux besoins de la population. - ndlr)

Les Etats-Unis ont toutefois paru dans le même temps minimiser l'importance de Kobani, ville adossée à la frontière turque assiégée depuis trois semaines par les combattants de l'EI, ce qui a provoqué un exode de près de 200.000 Kurdes syriens vers la Turquie.

"*Aussi horrible que ce soit d'observer en temps réel ce qui se passe à Kobani (...), vous devez prendre du recul et comprendre l'objectif stratégique (des Etats-Unis)*", a déclaré John Kerry aux journalistes.

(Ils visent les infrastructures du pays, ils le disent eux-mêmes. Pourquoi ont-ils opté pour des bombardements plutôt qu'une intervention terrestre moins dévastatrices pour les infrastructures ? - ndlr)

"*Au-delà de la crise à Kobani, les cibles initiales de nos frappes sont les centres de commandement et de contrôle (des djihadistes), les infrastructures*", a poursuivi le secrétaire d'Etat.

(En réalité chaque bombardement, dont les djihadistes sont prévenus à l'avance, se traduit pas l'élimination de quelques dizaines de barbares, alors qu'ils sont des dizaines de milliers dans la région, donc ils ne les combattent pas vraiment. -ndlr)

Un autre point de vue.

- Pourquoi Washington a jeté Kobani en pâture à Daesh - french.irib.ir

Mais pourquoi la coalition anti-Daesh refuse de secourir les Kurdes de Kobani? Le journal "Al-Jomhuriya", citant des experts, a son point de vue là dessus : Le sort de cette ville, située à 150 kilomètres d'Alep, et à 30 kilomètres des frontières de la Turquie, prouve la duplicité du discours anti-terroriste et de l'action anti-Daesh de l'Occident. On se rappelle du cas libyen; l'attaque du général Kadhafi contre la ville de Benghazi a fourni à la coalition de l'OTAN le prétexte nécessaire pour s'attaquer à la Libye, et les avions de l'OTAN ont bombardé les véhicules blindés de l'armée libyenne, à l'entrée de la ville. On se rappelle, aussi, la prestesse des américains à bombarder les positions de Daesh, à Erbil, quand les terroristes ont voulu prendre le contrôle de cette ville; ou encore, à agir, pour sauver les Yézidis de Sinjar. Que se passe-t-il, alors, à Kobani, ville qui, à l'époque de l'occupation française, était considérée comme le che- lieu d'une province composée de 44 villages. Pourquoi, donc, bouder Kobani?

- Il se peut que les Etats Unis cherchent à punir le parti de gauche de l'Union démocratique du Kurdistan, qui a, sans cesse, rejeté toute présence et toute coopération avec l'opposition extra-territoriale et pro-occidentale anti-Assad. Une coalition formée par Robert Ford que les Kurdes syriens rejettent toujours. Les Kurdes n'ont jamais accepté avoir été mis à l'écart de cette coalition, et n'ont pas cessé d'avoir peur que la Turquie finisse par la dominer, surtout que le chef du PKK se trouve, toujours, en prison, à Ankara.

- Il se peut que Washington veuille utiliser l'attaque contre Kobani, comme un atout, dans ses pourparlers avec le gouvernement turc. La présence de Daesh aide, certes, à la formation d'une zone tampon, sur les frontières avec la Syrie, mais les Daeshistes sont des gens à alliance variable et ils pourront compromettre les projets d'Erdogan

- Il se peut que Washington veuille faire la part des choses entre Barzani, pro-occidental et de droite, et ses adversaires de gauche, à savoir, l'Union démocratique. Or, ce sont ces derniers, qui sont trop populaires, au Kurdistan irakien et syrien, et parmi les Kurdes turcs. Bref, les Américains cherchent à affaiblir les Kurdes de gauche. Cette politique a été choisie, depuis que les Kurdes syriens ont refusé de combattre Assad, sous la bannière américaine... french.irib.ir 07.10

Entre par Kurdes de gauche le PKK.

En complément.

- Les membres de la coalition divisés sur le projet de zone tampon entre la Turquie et la Syrie - Francetv info

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a plusieurs fois plaidé pour l'instauration d'une zone tampon et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a lui affirmé, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue britannique Philip Hammond, que cette idée valait "*la peine d'être examinée*".

La création de cette zone tampon n'est "*pas à l'étude*" à Washington a affirmé en début de soirée la Maison Blanche. "*C'est une idée que les Turcs ont soulevée à plusieurs occasions et nous en avons évidemment parlé avec eux, mais ce n'est pas quelque chose qui est à l'étude pour le moment*", a ainsi précisé Josh Earnest, le porte-parole de l'exécutif américain. Francetv info 09.10

Le plus va-t-en-guerre contre la Syrie après Obama ne pouvait que soutenir cette proposition.

- François Hollande soutient la création d'une zone tampon entre la Syrie et la Turquie - 20minutes.fr

- Siège de Kobané: Inquiets, les Kurdes de France appellent à l'intervention de la coalition - 20minutes.fr

- Syrie : pourquoi la Turquie laisse Kobané tomber - LePoint.fr

- Syrie: nouveaux raids pour soutenir les Kurdes face aux jihadistes à Kobané - Liberation.fr

La dictature néolibérale c'est quoi ? Réponse par ses laudateurs.

Pas besoin de fournir une grille de lecture aux lecteurs. Le programme du STO.

- Français, il faut travailler plus!, plaide l'Institut Montaigne - AFP

Français, il faut travailler plus sans gagner plus "*pour relancer l'économie*", estime l'Institut Montaigne dans un rapport publié mercredi, qui affirme que l'écart entre la France et ses voisins en matière de temps de travail atteint "*des proportions inquiétantes*".

Dans ce texte baptisé: "*Temps de travail: mettre fin aux blocages*", le think thank d'inspiration libérale affirme que "*tous secteurs confondus, les salariés à temps plein travaillent en France moins que dans la plupart des pays européens et des économies comparables de l'OCDE*".

Pour l'Institut, il faut "*agir rapidement*" face à cette situation et réformer le temps de travail pour "*relancer l'économie française*".

"*Une hausse du nombre d'heures travaillées sans compensation salariale, en permettant à la fois une baisse du coût du travail et une hausse de la production, pourrait permettre de créer un véritable choc de compétitivité en France*", affirme le centre de réflexion.

A l'appui de son constat d'un manque de travail des habitants de l'Hexagone, l'Institut cite diverses études, dont une récente enquête de Coe-Rexecode, selon laquelle les salariés français à temps complet ont travaillé en 2013 en moyenne 186 heures de moins que les Allemands et 239 heures de moins que les Britanniques.

Le secteur public est aussi spécialement montré du doigt par le think tank, le temps de travail y étant "*nettement inférieur*" que dans le privé, selon lui.

L'Institut déplore en ce domaine "*une absence de données inquiétante*" et "*une défaillance globale du contrôle de la durée effective du travail*".

Il relève que "*le nombre annuel moyen d?heures de travail pour les fonctionnaires des administrations centrales de 21 pays européens de l'OCDE était de 1.697 heures, contre 1.573 heures en France en 2010*".

Face à cette situation globale qui a "*handicapé l'économie française au cours des dernières années*", l'Institut Montaigne formule diverses préconisations.

Il recommande en premier lieu d'"*augmenter le temps de travail dans les secteurs public et privé*", avec deux scénarios pour le privé: augmenter la durée légale du travail à une durée comprise entre 38 et 40 heures par semaine (contre 35h actuellement) ou carrément "*supprimer la durée légale du travail*", qui serait désormais fixée "*par accords collectifs de branche ou d'entreprise*".

L'Institut précise qu'"*en cas d'absence d'accord, la décision unilatérale du chef d'entreprise*" devrait être autorisée.

Pour le public, l'Institut propose là aussi de relever le seuil déclenchant des heures supplémentaires entre 38 et 40 heures par semaine, avec une absence de "*compensation salariale*" pendant une période qui pourrait durer trois ans.

En matière de lutte contre l'absentéisme, le centre de réflexion préconise par ailleurs de restaurer le jour de carence (non indemnisé) dans la fonction publique, créé en 2011 et supprimé par la gauche, ou de donner aux cadres intermédiaires plus de moyens de contrôle avec par exemple une "*généralisation des badgeuses*".

L'Institut suggère aussi de mieux recenser statistiquement le temps travaillé dans la fonction publique et de publier les données chaque année avec une discussion au Parlement.

Du côté des entreprises, il estime qu'il serait "*pertinent*" qu'une partie des sujets concernant l'organisation du travail puisse être décidée de façon unilatérale par le chef d'entreprise qui en informerait les partenaires sociaux. Cela pourrait concerner par exemple, la mise en place d'astreintes ou de forfaits jours, précise l'Institut. AFP 08.10

Le pire, c'est qu'ils y croient, vous mesurerez leur détermination à nous réduite en esclavage, c'est le programme du nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer, qui existe déjà dans bien des endroits dans le monde...

Elargir le champ de la guerre avant la déflagration finale.

1- Venezuela. Opération déstabilisation.

Tout d'abord on commence par poser une question à l'apparence anodine ou neutre, ensuite on s'emploie à faire naître un soupçon, après on l'alimente en recourant à des procédés frauduleux ou malhonnêtes, amalgames, déni, témoignages orientés et autres, et pour finir on passe au verdict sous la forme d'une accusation, l'objectif est atteint.

Ici en l'occurence pour frapper les esprits, le soupçon figure dans la question.

- Le Venezuela est-il en train de devenir un narco-Etat? - Slate.fr 08.10

Structure de l'article.

- Rapprochements militaires/guérillas

- Narco-Etat ou «*Narco-régime*»?

- Les succès de la lutte contre le trafic de drogue enregistrés par le gouvernement sont systématiquement minimisés ou niés, puisqu'il s'agit d'établir la collusion entre le gouvernement ou l'armée avec les trafiquants de drogue.

- La parole est donné aux opposants de Maduro, à l'ONU ou ses officines à la solde des Américains, parole qui a une valeur supérieure à celle du gouvernement vénézuélien.

- Les citations de l'auteur de cet article suffisent à comprendre dans quel camp il se situe ou ses réelles intentions.

1 — Chavisme, narcotrafic et militaires, Conversations avec Mildred Camero, éditions Libros Marcados, mai 2014, Hector Landaeta.

2 — Les chavistes dans l'Empire, Secrets, tactiques et scandales de la révolution bolivarienne aux Etats-Unis, éditions La Hoja del Norte, mai 2014, Casto Ocando

3 — Etat délinquant, Comment agit la délinquance organisée au Venezuela, éditions La Hoja del Norte, juillet 2013, Carlos Tablante et Marcos Tarre.

Vous remarquerez que tous ces ouvrages ont été publiés récemment, autrement dit l'offensive de déstabilisation des Américains relève du harcèlement, de l'acharnement depuis l'élection de Maduro qui a succédé à Chavez.

Il ne s'agit pas pour nous de nier que des secteurs de l'armée vénézuélienne profiteraient du trafic de drogue, mais de montrer de quelle manière les Américains s'en servent pour mener leur lutte politique contre le gouvernement, sachant que la CIA est le véritable parrain du trafic de cocaïne et d'héroïne dans le monde et que les dividendes qu'elle en tire servent à financer ses opérations secrètes avec l'accord du gouvernement américain.

Le gouvernement vénézuélien ne tiendrait pas un jour de plus sans le soutien de l'armée, il lui faut donc manoeuvrer en permanence et l'épargner ou fermer les yeux sur ses liens avec les trafiquants de drogue. Il faut bien se dire que si ce n'était pas ce gouvernement qui entretenait ce genre de relations avec l'armée, celui qui le remplacerait pratiqueraient exactement de la même manière, il y a trop d'argent en jeu pour qu'il en soit autrement et le trafic de cocaïne doit se poursuivre coûte que coûte.

C'est l'aspect peu reluisant de la "révolution bolivarienne" sur fond de corruption généralisée que ses partisans refusent d'admettre. Vous comprendrez pourquoi elle ne peut pas constituer un exemple pour nous et nous refusons de l'assimiler au socialisme.

C'est d'ailleurs parce que Chavez n'a jamais eu la volonté de s'attaquer aux fondements du capitalisme qu'il a été contraint de composer avec l'armée (dont il était issu) et des pans de la bourgeoisie vénézuélienne, sinon il aurait fallu qu'il les affronte directement et il en a été incapable, car seul le peuple en arme aurait pu défaire l'armée et vaincre la résistance de la bourgeoisie.

Dans un tel régime l'armée occupe une place prépondérante, charnière, incontournable, ne participant pas directement au pouvoir,

il faut bien qu'en échange des services rendus au gouvernement elle trouve ailleurs les subsides qui permettent à ses chefs d'avoir un niveau de vie à la hauteur de leurs statuts.

2- Avec Modi (BJP) au pouvoir ils jouent sur du velour. Eviter tout rapprochement entre la Chine et l'Inde.

- Les accrochages indo-pakistanais s'intensifient au Cachemire - Reuters

Les affrontements se sont intensifiés mercredi entre soldats indiens et pakistanais dans la région himalayenne du Cachemire, où l'on dénombre une dizaine de blessés sur les 200 km de frontière contestée entre les deux Etats.

Selon un haut responsable indien de la sécurité aux frontières, l'armée pakistanaise a tiré à la mitrailleuse et au mortier sur une soixantaine de postes de l'armée indienne, s'exposant à des tirs de représailles.

"*Les 'rangers pakistanais' (ndlr, une force paramilitaire dépendant du ministère de l'Intérieur) ont visé toute la frontière du Jammu cette nuit et les tirs se poursuivent*", a précisé Uttam Chand.

Huit civils indiens, trois soldats et un membre de la sécurité aux frontières ont été blessés.

Depuis le regain de tension entre les deux puissances nucléaires, des milliers de civils indiens ont fui la région himalayenne du Cachemire, au coeur d'un différend frontalier entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance, en 1947.

Les affrontements en cours depuis plus d'une semaine sont parmi les plus violences depuis une trêve négociée par les deux pays en 2003.

"*Il est très inhabituel de voir les deux camps viser des zones et des bâtiments civils. Pour le moment, nul ne semble vouloir reculer*", note S. Chandrasekharan, directeur du South Asia Analysis Group à New Delhi. Reuters 08.10

3- Chine. Instrumentaliser la jeunesse qui a soif de liberté pour instaurer le chaos.

- Anarchistes en République populaire: la colère corrosive des punks chinois AFP -

Crête écarlate sur le crâne, le chanteur Shan Lin prône la rébellion et l'anarchisme, avant de les marteler sur scène: dans un pays qui réprime les voix dissonantes, le punk chinois offre un rare espace d'expression subversive.

"*Plus il y a d'anarchistes et mieux c'est, plus c'est le chaos et plus on aime ça! Le désordre, c'est notre vie*", lance Shan, 30 ans, du groupe pékinois Shiweizhe ("Manifestants"), juste avant un concert.

(Pas si corrosif que cela. - ndlr)

Les groupes chinois imitent le style des figures du punk anglo-saxon et leur haine de l'"*establishment*", mais leurs textes abordent volontiers des thématiques locales: "*les expulsions forcées, l'absence d'avenir, l'éducation transformant les jeunes en robots à travailler, le règne de l'argent*", énumère Lei Jun.

A l'époque, un collectif pékinois s'était baptisé "*Le Contingent de l'ennui*".

Vingt ans après, les chansons punks reflètent des veines anarchistes ou au contraire démocratiques.

Les musiciens punks ne sont pas exempts de pressions sociales: le chanteur de Shiweizhe --qui avoue un passé de "*mauvais garçon*"-- travaille dans la construction, et son guitariste lisse ses cheveux pour rejoindre son cabinet d'immobilier.

Et quand Wang Yuxin rentre chez elle, elle redevient "*une jeune fille bien rangée*"

"*Avec l'habitude des Chinois de vous dévisager, c'est dur d'adopter une apparence punk*", se désole Lei Jun. AFP 08.10

Le punk, sans vouloir passé pour un vieux con, je le pensais il y a près de 40 ans, sur le plan musical c'est le rock décomposé à l'image de la décadence de la société.

Le punk est au rock, ce que le free-jazz est au jazz, la nouvelle cuisine à la gastronomie... Vous pouvez ajouter la gauche et l'extrême gauche au socialisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Désintégration.

- NPA : Philippe Poutou quitte la direction et tire à boulets rouges sur le parti - leparisien.fr

Philippe Poutou a annoncé dimanche soir à ses camarades du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qu'il en quittait la direction.

« *Je n'ai jamais su ou pu m'intégrer* » au comité exécutif du parti, écrit l'ancien candidat-ouvrier, déclarant se sentir à la fois éloigné et inutile au sein d'un parti « *trop parisien* ».

Ce départ intervient en pleine crise au Nouveau parti anticapitaliste. Asphyxié par la concurrence du Front de Gauche et balayé aux élections européennes, le NPA d'Olivier Besancenot est confronté à de sérieux soucis budgétaires.

« *Au NPA, nous subissons aussi l'opportunisme individuel, l'ambition personnelle, la prétention, le sentiment de supériorité ou encore l'aspiration à prendre la place (sa place) et à vouloir la garder. Il y a besoin de se remettre en cause sur toutes ces questions* », estime aujourd'hui Philippe Poutou qui appelle ses camarades à « *mettre en place une direction qui permette de construire, de coordonner l'activité, d'aider les équipes militantes à se renforcer* ». leparisien.fr 08.10

Voilà une image détestable de la direction du NPA. Question à la façon des instituts de sondages : Selon vous est-ce que cela influe sur la politique de ce parti ?

Mégalomanie aggravée.

- Mélenchon: Hollande "*fait pire que Sarkozy qui fera pire que Hollande la prochaine fois*" - L'Express.fr (Ou l'art d'enfoncer les portes ouvertes, le pire est devant nous, pardi ! - ndlr)

Dans une interview au Nouvel Observateur, le leader du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon accuse François Hollande d'avoir "*coulé l'idée de gauche*".

(On devrait lui en être reconnaissant il est vrai, car il a mis en porte-à-faux la pseudo-gauche dont se réclame Mélenchon. Il lui reproche d'avoir mis brutalement fin à cette illusion qu'ils partageaient depuis si longtemps, et que Mélenchon n'a pas abandonné à défaut de pouvoir se tourner vers le socialisme. - ndlr)

"*Hollande a désarmé et démoralisé (l'électeur de gauche)* (Voilà une oeuvre salutaire dont seul un petit bourgeois pourra s'offusquer. - ndlr) . *A présent, les gens concluent: 'La gauche et la droite, c'est pareil.' (...)* (En quelque sorte l'imposture qui consistait à affirmer le contraire est brisée et c'est tant mieux. Il n'y a que les traîtres ou ceux qui s'en accommodaient pour le regretter. - ndlr) *Aujourd'hui, il n'y a qu'un segment de l'opinion en dynamique: l'extrême droite*", estime l'ancien candidat du Front de gauche (FG) à la présidentielle. (Celle que les médias lui servent chaque matin au petit-déjeûner et qu'il gobe comme un crétin. - ndlr) "*Je pensais que nous allions gagner en disant aux gens: 'Comparez les deux gauches'. Cette ligne raisonnable a échoué.* (Le traité de crétin est encore un compliment apparemment, car il ne lui viendrait pas à l'esprit qu'en assimilant Hollande ou le PS à la gauche il perdait toute crédibilité. - ndlr) *En fait, nous avons été aspirés par le naufrage du vaisseau amiral. Hollande a coulé l'idée de gauche*", dit-il au sujet du Front de gauche, qu'il accuse d'être "*resté trop souvent collé au système du PS*". (Il a coulé avec lui, ce qui n'est pas pour nous déplaire. On remarquera qu'il y a encore des médias complaisants pour lui offrir une tribune et lui permettre de refaire surface, le régime a besoin de ce genre de pitres. Assumez-vous, en prétendant que Hollande et le PS étaient de gauche, vous avez confirmé que vous n'aviez jamais rompu le cordon ombilical avec eux, donc n'accusez pas le Front de gauche. -ndlr)

Mais Jean-Luc Mélenchon ne s'avoue pas vaincu, loin de là: "*... comme les anciens électorats se disloquent sous nos yeux, à la fin, ça se terminera entre Le Pen et nous*", annonce Jean-Luc Mélenchon, estimant que "*désormais, il y a l'oligarchie d'un côté et le peuple de l'autre*". L'Express.fr 08.10

Il se voyait passer devant le PS à chaque élection et il est ressorti laminé et loin derrière, et voilà qu'il nous refait le coup pour la énième fois, c'est pathologique ou incurable chez lui il faut croire.

On se demande comment un tel parti (PG) peut encore exister, quoique si, cela s'explique facilement, il suffit d'observer sa terminologie empruntée au jeu institutionnel qu'il affectionne (la révolution citoyenne par les urnes... funéraires!) "*l'électorat de gauche*" par ci, "*les anciens électorats*" par là, il se nourrit des illusions dans le régime qui animent les couches supérieures de

la classe ouvrières et qui ne sont pas prêtes de s'en séparer, comme de l'UE, n'est-ce pas monsieur le député européen.

Mégalomanie : Comportement pathologique caractérisé par le désir excessif de gloire et de puissance ou par l'illusion qu'on les possède (idées, délire de grandeur). (Le Grand Robert)

Appliqué à notre grand homme, plus terre à terre, péter plus haut que son cul !

Sans blague, ils étaient pour !

- Nadine Morano : "*Il n'y aura pas d'abrogation*" du mariage pour tous - Francetv info

Vous avez lu avant-hier qu'aux Etats-Unis c'était les plus conservateurs qui le revendiquaient, alors qu'on aurait pu croire le contraire, ne nous a-t-on pas rebatu les oreilles que c'était un truc de gauche. Ce sont les plus réacs, les plus pourris qui soient qui sont les plus farouches partisans du mariage homosexuel aux Etats-Unis. Du coup, ceux qui n'ont pas suivi ne comprennent plus rien, parce qu'ils se sont laissé manipuler.

Quand on aborde un sujet, il faut prendre de la hauteur ou aller voir ce qui se passe ailleurs, car si on se contente de ce qui se passe en France ou de la propagande officielle, on prend le risque d'en avoir un aperçu étriqué et de se faire berner. Bon, cela peut arriver à tout le monde de se faire piéger, encore faut-il en tirer les leçons pour que cela ne se renouvelle pas, c'est préférable, non ?

Vous vous souvenez peut-être qu'on avait affirmé que l'UMP n'y était pas opposé, on en a ici la confirmation. J'avais observé ce qui s'était passé ailleurs, et je m'étais dit pour que des monarchies prennent les devants, c'est que c'est un truc qui devrait faire le bonheur des réacs.

Le mariage homosexuel n'est pas réac, c'est assurément l'objectif politique inavoué de ceux qui en ont pris l'initiave qui l'était et la raison pour laquelle on ne pouvait pas le soutenir, vous saisissez la nuance.

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu ?

- Aurélie Filippetti : la politique de Hollande n'est pas une "*trahison*", mais "*un renoncement*" - Francetv info

Elle a dû faire allusion à ses promesses qui n'engageaient que ceux qui étaient disposés à les croire.

Quant à trahir, qui ? Son soi-disant camp, la gauche ? Impossible il n'en a jamais fait partie. Sa véritable famille politique ? Au contraire, il ne fait que donner des gages de fidélité à la classe dominante.

La nouvelle gauche est arrivée.

- Montebourg : "*L'Europe doit faire comme Barack Obama*" - LePoint.fr

À l'occasion du Forum Nouveau Monde, au siège de l'OCDE à Paris, le mardi 7 octobre, l'ancien ministre de l'Économie pose les États-Unis comme modèle pour l'Europe et dénonce une fois de plus l'intransigeance allemande. LePoint.fr 08.10

Il rivalise avec Hollande la risée du monde, il prend les Etats-Unis comme modèle et dénonce l'Allemagne alors qu'elle n'a fait qu'imiter les Etats-Unis ! Très très fort ! On a envie de dire, quel crétin !

On va le faire à la manière de LO qui sont aussi très futés comme vous avez dû vous en rendre compte : Travailleurs, travailleuses, n'ayez pas de complexes d'infériorité, voyez quels crétins nous gouvernent, vous ne pourriez pas faire pire si vous déteniez le pouvoir, alors n'hésitez pas à vous engager pour le conquérir, rejoignez-nous !

Les intellectuels de gauche ne font pas confiance à la classe ouvrière, ils sous-estiment ses capacités, cela devrait les inciter à réfléchir à nouveau à cette question déterminante. Un travailleur pas très évolué peut être capable du meilleur comme du pire, alors qu'un type comme Montebourg ou Hollande ne peut être capable que du pire. Mélenchon n'est pas d'accord et c'est normal, on ne lui demandera pas non plus de quoi il est capable, il en a suffisamment fait la démonstration.

Pas tous logés à la même enseigne.

- L'insécurité alimentaire de plus en plus présente dans la vie des Français - 20minutes.fr

- Des cures de vitamines inutiles voire nocives - 20minutes.fr

Le temps des grandes épidémies mondiales est-il arrivé ?

- Ebola : Kerry évoque une «*crise mondiale*» - Liberation.fr

- Ebola pourrait coûter 32 milliards de dollars à l'Afrique - AFP

Haut de page

Le 10 octobre 2014

CAUSERIE

En attendant que le site soit actualisé en fin de journée, à lire : *Les troubles raisons qui poussent la Turquie à se réjouir de la chute de Kobané aux mains de l'Etat islamique. (10.10)*

De retour, 21h15 à Pondichéry, le boulot est terminé.

On a classé les articles de septembre.

On a mis en ligne deux articles intéressants dans la rubrique *Social* qu'on appelera désormais *Social et société*. Celui intitulé *Bienvenue dans l'ère des hyper-narcissiques* est effrayant, car en réalité ils fabriquent des zombis qui ne s'en rendent même pas compte.

Je ne sais pas ce que vous en pensez mais je crois avoir atteint un certain niveau de conscience ou avoir compris certaines choses pour ne pas avoir l'air prétentieux, et je partage mon existence avec Selvi qui est profondément arriérée, illettrée, pour ne plus signer avec son index elle a juste appris dernièrement à signer Selvi en tamoul, cela lui demande un effort elle s'y reprend à plusieurs reprises pour former chaque lettre, chaque fois je la regarde faire et invariablement il y a quelque chose qui se noue dans mon estomac, parce qu'elle est fière d'y être arrivée et je sais qu'elle a honte de ne pas savoir lire et écrire, mais pas devant moi, elle sait que je ne la jugerai jamais et qu'au contraire je partage sa douleur, car elle en souffre évidemment, sa condition lui fait horreur autant que la société qui a été très injuste envers elle, on partage cela aussi.

Il y a quelques jours j'ai écrit qu'ici on séchait nos larmes, parce qu'il lui arrive souvent de fondre en larmes et chaque fois cela me bouleverse et ce n'est pas une comédie. Il arrive même que j'y sois involontairement pour quelque chose parce qu'on ne se comprend pas toujours, ce qui m'oblige à me demander si je n'aurais pas eu un comportement inapproprié, je la respecte profondément mais je peux aussi être maladroit quand je croule sous les emmerdements comme ce fut le cas ces derniers temps, jamais méprisant, elle le sait ou le ressent et elle ne m'en veut pas. C'est la confiance ou la sincérité qui existe entre nous qui sert à colmater les brèches ou soigner les blessures, sans cela nos rapports seraient invivables.

J'ignore comment elle interprète ma façon d'agir ou de penser, je ne sais pas au juste ce qu'elle comprend, dès lors la situation est très délicate et difficile à gérer, il faut éviter de commettre un impair, il faut poser les bonnes questions, réfléchir et se mettre à son niveau avec en prime un problème de langue qui complique les choses, c'est un cas de conscience, un défi immense à affronter qui nécessite une attention et une concentration de chaque instant, où il m'est interdit d'oublier ce qui nous sépare et qui est immense pour ainsi dire parvenir à être sur la même longueur d'onde, tandis qu'elle produit un effort énorme pour y arriver, il suffit de la regarder pour en prendre la mesure, elle s'assoit, me regarde fixement, elle ne bouge plus, cela peut durer des minutes, des minutes qui me semblent interminables car j'ignore si elle comprend ou pas ce que je lui explique, et lorsque c'est à son tour de parler et qu'on parvient à s'entendre, elle a les yeux qui pétillent, elle sourit, je vois qu'elle vit un moment de bonheur intense parce que parvenir à se comprendre c'est quelque chose de merveilleux pour elle, c'est comme quelque chose en plus qui nous réunit, qui nous appartient, que l'on partage désormais, c'est très émouvant.

J'aurais pu me contenter de prendre cette femme comme servante et coucher avec elle en rétribuant largement ses services, mais rien que l'idée d'abuser de ma situation m'a toujours répugné au plus haut point, je vois bien autour de moi ou à travers des lectures qu'il est très facile de justifier un tel comportement infâme, par exemple le narcissique ou l'individualiste débridé, décomplexé n'aura aucun mal à s'arranger avec sa conscience pour peu qu'il en ait une, j'ai envie de dire pour conclure que c'est

ce qui nous est le plus cher (notre conscience) et qu'on peut, qu'on doit la partager sans craindre qu'elle ne s'altère, au contraire, c'est le seul moyen de l'enrichir encore.

Vous vous souvenez sans doute qu'à de nombreuses reprises j'avais mis l'accent sur la nécessité de faire preuve de modestie dans la vie sans connaître exactement la situation en France, cet article confirme que j'avais raison de m'en soucier au delà de ce que j'imaginais hélas !

Etre modeste ne signifie pas ramper ou être faible, être une larve ou se laisser piétiner par les puissants, au contraire, c'est se maîtriser, dominer ses émotions pour les orienter dans la bonne direction. Si c'est tout sauf se croire supérieur aux autres, celui ne signifie pas pour autant être inférieur. C'est aussi faire passer ses intérêts personnels au second plan mais sans les rogner ou les négliger. C'est avant tout faire preuve d'écoute ou d'attention envers les autres, et sachant que nos propres expériences sont somme toute limitées à notre petite existence, c'est à travers les leurs qui sont en quantité illimitée qu'on apprend le plus de choses, y compris sur nous-même. Enfin, c'est avoir une ouverture d'esprit qui ne peut qu'enrichir nos connaissances et nous aider à élever notre niveau de conscience. C'est aopter l'attitude la plus adéquate pour servir notre cause.

J'ai mis 1h30 pour rédiger ce passage, comme quoi j'ai encore le cerveau assez lent, on fait ce qu'on peut comme on est. Assez bavardé, vous aurez compris à quel point mon isolement me pèse. Passons à la politique.

Nous ne sommes pas sectaire, la preuve.

Nous avons mis en ligne le discours prononcé par Jacques Nikonoff (M'PEP) au Forum européen de 2014 qui s'est tenu fin août, qui avait été organisé par la Coordination nationale de la gauche italienne contre l'euro.

Je n'ai pas eu le temps de le lire en entier, sans partager l'orientation de Nikonoff ses analyses ne manquent pas de pertinence et nous font gagner du temps, et puis certains rappellent valent le coup, comme celui-là :

- "*Le courant de Jean-Luc Mélenchon à l'époque* (en 1991 - ndlr) *à l'intérieur du PS – Gauche socialiste – se prononce pour* « l'économie sociale de marché »*, une formule inventée par la CDU allemande, à la base de la conception idéologique de la construction européenne…*"

Le Parti de gauche et Front de gauche sont une imposture et se comportent comme des satellites du PS. Nikonoff s'emploie à le démonter en reliant les différentes prises de position de Mélenchon, la méthode est cruelle, efficace, radicale, fatale.

Mais de qui s'agit-il ?

Incroyable, il est "*toujours là*", mieux encore, il réussit le tour de force de se faire "*acclamer par... les 6-11 ans*", hier à Angoulême. (leparisien.fr 09.10

Réponse : Vous aurez reconnu Hollande, bravo !

Parole d'internaute

(Commentaires à la suite de l'article *Bienvenue dans l'ère des hyper-narcissiques* - lexpress.fr 09.10)

1- "*C'est vrai il suffit d'observer les gens dans la rue pour remarquer que la plupart se prennent pour "je ne sais quoi d'ailleurs", toisent les autres, ont le regard fiers en permanence (et si l'on savait tout, il n'y aurait vraiment pas de quoi) bref...sont d'une suffisance et se croient bien plus importants que monsieur tout le monde et c'est assez risible car ils en font partie. C'est l'ère du moi je, moi je... plus de considération pour personne, plus d'empathie, finie la bienveillance et la solidarité. Dans ce monde en perpétuelle mouvance les choses changent et se retournent et les "premiers" pourraient se retrouver "derniers " et vice versa et les mégalos-narcissiques pourraient avoir besoin un jour de leurs congénères, et là ils verront bien.*"

Que des gens simples en viennent à adopter ce comportement peut se comprendre, c'est pour eux un moyen comme un autre d'exister puisqu'il n'en existe pas d'autres à leur portée. Ce qui s'explique moins, c'est que des gens en apparence plus développés se laissent aller ou en viennent à l'adopter également. Ce qui signifie que contrairement à ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, ils ne sont pas plus évolués que la moyenne ou leurs idées sont inconsistantes, d'où cette dérive ou régression. J'ai eu l'occasion de le constater et d'en être victime parmi mon entourage, ce qui m'a interpelé et attristé. Il n'est pas facile de rester au courant dominant quand on refuse de s'organiser...

2- "*Le narcissisme occupe une place importante dans le moteur de la société actuelle. Éxemples: (1) dans une entreprise qui ne travaille pas pour le bien-être de l'humanité, un cadre narcissiste est plus efficient qu'un cadre humaniste; (2) le narcissisme augmente la surconsommation; (3) le narcissisme permet à ceux qui mènent une vie médiocre, de se sentir important;*

(4) le narcissisme permet à certains de passer par-dessus leur prochain, sans scrupules."

La classe dominante le cultive, l'encourage, nous avons eu l'occasion de le souligner ces derniers jours. L'être humain est faible et perfectible, en prendre conscience pour devenir plus fort et progresser devrait faire partie de notre éducation, mais cela est impossible dans une société dont les fondements reposent sur un rapport de force entre dominant et dominé qu'elle n'envisage pas d'abolir.

Contribuer à l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'ignorance qui nous rend médiocre fait partie de notre combat quotidien, c'est un devoir pour un militant ouvrier ou un socialiste.

ACTUALITE EN TITRES

Quelques indicateurs.

- Les cours du pétrole terminent en forte baisse à New York - Reuters

- Le FMI exhorte les banques de la zone euro à se réformer - LeMonde.fr

Tête de veau et tête de cochon.

- Juppé prend la tête des intentions de vote pour la primaire UMP - Reuters

- Sondage: le retour de Sarkozy, une "*mauvaise chose*" pour 2 Français sur 3 - AFP

Ils ont de la suite dans les idées.

Il y a ceux sur qui ils tirent...

- A Toulon, un chômeur sur cinq ne cherche pas d'emploi, selon Pôle Emploi - Francetv info

- Chômage : faut-il revoir les règles d'indemnisation ? - Francetv info

- Un ex-patron de Pôle emploi : «*Il faut abaisser la durée d'indemnisation du chômage*» - LeParisien.fr

- Les seuils sociaux sont-ils un frein à l'emploi ? - Francetv info

... et ceux qu'ils plaignent

- Les Français les plus riches supportent la plupart des hausses d'impôts - LePoint.fr

- Les 20% de foyers les plus riches supportent la plupart des hausses d'impôts - Francetv info

- Impôts : les plus aisés paient l'addition - Liberation.fr

Libération confirme son virage ultra droitier décomplexé.

Spasme légitime pour un banquier. Il tient à sa tête.

- Le ministre Emmanuel Macron craint d'être coupé de la réalité "*concrète*" - AFP

Des conservateurs, des réacs !

- Contestation sociale: les Français toujours rétifs aux réformes - AFP

- Les Français rechignent aux sacrifices pour améliorer la situation économique - AFP

Cela aurait pu m'arriver.

- Yonne: des parents devant la justice faute d'avoir fait vacciner leur fille - AFP

Massacre au coup par coup.

- Tension à Saint Louis après la mort d'un adolescent abattu par un policier - LeMonde.fr

On y viendra demain si possible

La voix de la Fed.

- Wolfgang Schäuble contre une relance par la dépense publique - Reuters

Propagande de Washington.

- Au Brésil, le parti de Marina Silva apporte son soutien au rival de Dilma Rousseff - LeMonde.fr

Psychose et contrôles renforcés vont de paire. La liberté décapitée.

- Contre le virus Ebola, Londres va contrôler les voyageurs - Reuters

- Ebola: un bâtiment de la DDASS bouclé plus d'une heure pour une fausse alerte - AFP

- Ebola : pour certains vols, des bagagistes d'Orly préfèrent porter masques et gants - LeParisien.fr

- Ebola: la patiente espagnole en "*danger grave*" de mort - L'Express.fr

Ils ont laissé mourir un patient aux Etats-Unis, bientôt une en Espagne, ensuite cela sera au tour de la Grande-Bretagne et la France, etc.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tout traité comporte des clauses secrètes, non ?

- Tafta : l'Europe rend public le mandat de négociation - Libération.fr

Les représentants des Etats membres ont décidé de «*déclassifier*» le texte sur lequel négocie la Commission européenne avec les Etats-Unis.

La décision intervient à quelques jours d'une mobilisation européenne contre ce projet de traité appelé «*TTIP*» pour ses partisans, «*Tafta*» par ses opposants et dix jours après l'audition par les eurodéputés de la Suédoise Cécilia Malmström, nouvelle commissaire européenne au Commerce.

Ce traité transatlantique prévoit la création en 2015 d'une zone de libre-échange transatlantique. Le cœur de la négociation porte sur l'harmonisation des réglementations, juridiques, comptables, financières, environnementales, sanitaires, phytosanitaires, techniques, d'étiquetage, de protection des marques et brevets, etc.

Avec cette «*déclassification*», les institutions européennes tentent ainsi de déminer les oppositions grandissantes à ce traité de libre-échange controversé. Libération.fr 09.10

En réalité l'essentiel réside dans la portée politique qui résultera de l'instauration d'un tribunal d'exception mis en place par et pour les multinationales, et dont personne ne pourra contester les verdicts et encore moins l'existence, instaurant de fait une dictature de l'oligarchie financière au-dessus de toutes les juridictions qui existent.

Ce traité a pour fonction de sanctionner ou de graver dans le marbre cette dictature, de la légitimer à l'aide d'un texte juridique, c'est

en quelque sorte la Constitution du nouvel ordre mondial néolibéral.

Cela ne leur coûte rien de le "*déclassifier*", puisqu'ils savent qu'en face ceux qui s'y opposent sont profondément divisés et n'ont aucune alternative conhérente ou crédible à opposer. On va payer le prix fort l'incapacité du mouvement ouvrier international de se composer sur de nouvelles bases ou en renouant avec le marxisme ou le socialisme. Ce traité constitue plus qu'un nouveau recul du mouvement ouvrier, c'est une nouvelle et terrible défaite qu'il va subir à froid.

En complément. Un exemple qui entre dans le cadre des traités de libre-échange transatlantique et transpacifique, c'est quoi ?

- Le Venezuela condamné à payer 1,6 milliards de dollars à Exxon - Libération.fr

Le Venezuela a été condamné jeudi par un tribunal arbitral international à verser 1,6 milliard de dollars à la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil, qu'il avait expropriée du champ pétrolier de Cerro Negro en 2007. Selon la décision du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdri), une juridiction de la Banque mondiale, le Venezuela doit dédommager, par l'intermédiaire de sa compagnie pétrolière publique PDVSA, ExxonMobil à hauteur de 1,6 milliard de dollars. Ce même tribunal avait déjà condamné fin septembre Caracas à payer 740,3 millions de dollars à l'entreprise minière canadienne Gold Reserve pour les mêmes faits d'expropriation sous la présidence d'Hugo Chavez, aujourd'hui décédé.

ExxonMobil avait saisi cette cour arbitrale immédiatement après son expropriation, qui avait suivi une décision des autorités vénézuéliennes de réduire la production du champ de Cerro Negro (est), exploité par la compagnie américaine au titre d'un accord conclu précédemment avec les autorités vénézuéliennes. Le groupe avait également saisi d'autres instances comme la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris qui lui a déjà donné gain de cause dans cette même affaire, condamnant en 2012 Caracas à lui verser 750 millions de dollars. La nationalisation effective du champ, et de plusieurs autres actifs pétroliers dans le pays, avait été ordonnée en février 2007 par l'assemblée nationale vénézuélienne.

Le Cirdri a condamné Caracas à payer à ExxonMobil plus de 9 millions de dollars au titre de compensations pour les réductions de production imposées avant la nationalisation, et 1,4 milliard de dollars au titre de la nationalisation des installations. En prenant compte les intérêts que le Venezuela doit également payer, la somme totale atteint 1,6 milliard de dollars. Libération.fr 09.10

Nous, nous ne verserions pas un centime à ExxonMobil.

Les traités transatlantique et transpacifique considèrent illégale l'expropriation des capitalistes, autrement dit le socialisme.

Le plus grave ne réside pas dans l'existence de ces traités ou projets de traités, mais dans le fait qu'ils soient tournés contre le socialisme et que personne ne le souligne, que les différents partis ou courants, les différentes organisations ou tendances qui se réclament du socialisme ou de l'anticapitalisme soient incapables ou refusent de se rassembler pour les combattre, pour défendre le socialisme.

Excès de zèle ou de politesse.

- Tension entre Hollande et Valls sur le rythme des réformes - LeFigaro.fr

C'est la première tension visible entre les deux têtes de l'exécutif depuis que Manuel Valls a été nommé à Matignon, il y a six mois. Et le motif de cette tension est loin d'être anecdotique: il s'agit du rythme des réformes. Le président de la République souhaite ne pas accélérer le tempo quand son premier ministre juge qu'il faut appuyer sur l'accélérateur.

Pressé par les journalistes lui demandant de réagir aux propos du président, Manuel Valls a déclaré: «*Tout ça, c'est de la blague. La seule chose que je peux vous dire, et c'est ce que le président de la République a dit: il faut des réformes, ces réformes il faut les poursuivre, ces réformes elles ne s'arrêteront pas, parce que le pays a besoin de se réformer, de lever les blocages pour l'économie, la croissance, la compétitivité et l'emploi.*»

Et le premier ministre a ajouté: «*Les réformes, elles se poursuivront, c'est pour ça que j'ai été nommé premier ministre, pas pour autre chose et croyez-moi, je suis très déterminé à les poursuivre.*» Le message s'adressait à l'opinion, à cette gauche du Parti socialiste qui ne lui facilite pas la tâche et sans doute aussi à François Hollande. LeFigaro.fr 09.10

En complément

- Ecotaxe, loi famille, vote des étrangers: Quand le gouvernement recule - 20minutes.fr

- Pour Batho, Hollande a organisé «*l'abandon de l'idéal*» de gauche - Liberation.fr

- Suppression de l'écotaxe : « *On vit sous l'effet des lobbys* », selon la sénatrice EELV Benbassa - Public Sénat

Sans blague !

Travailleurs, ce sont des gens médiocres qui nous gouvernent, ils se ridiculisent un peu plus chaque jour, ne soyez pas complexés, n'importe lequel d'entre vous ferait mieux qu'eux...

Participer, c'est trahir !

On retrouve dans le document du Medef les propositions avancées hier par l'Institut Montaigne. C'est sur cette base que les dirigeants acceptent de discuter avec le patronat. Un véritable syndicaliste en prenant connaissance de ce document se serait levé et aurait claqué la porte.

- Dialogue social: un premier round "*d'observation*", les syndicats inquiets pour la suite - AFP

Si les discussions ne sont pas entrées dans le dur, le document fourni en préambule par le patronat qui affirme que la loi doit fixer le cadre général mais que "*l'essentiel de la régulation sociale*" devrait se faire au niveau de la branche ou de l'entreprise, inquiète fortement les syndicats.

Mme Le Bot (CGT) y a vu un document "*très idéologique*", "*teinté d'une dose de paternalisme*".

Pour les syndicats, l'inversion de la "*hiérarchie des normes*" voulue par les employeurs et consistant à faire de l'entreprise le centre de décision, est une ligne rouge.

"*Cela semble être la priorité pour le patronat. Là, nous avons un point de blocage*", a ainsi déclaré Marie-Alice Medeuf-Andrieu (FO).

"*Ils veulent un maximum de liberté dans les entreprises alors que nous, nous voulons que la loi soit le socle*", a souligné de son côté Marylise Léon (CFDT). "*Il va falloir qu'on ait une clarification*", sur ce sujet a-t-elle dit, précisant que le patronat avait indiqué oralement ne pas avoir été compris sur ce point.

Le chef de file de la délégation du Medef, Alexandre Saubot a souligné que les propositions ne portaient que sur le dialogue social dans l'entreprise, et non pas par exemple le temps de travail. "*Il ne s'agit pas de donner un chèque en blanc aux entreprises*", a-t-il insisté.

Cette réunion poussive n'est pas de bon augure, alors que le ministre du Travail, François Rebsamen, a laissé aux partenaires sociaux jusqu'à fin décembre et prévenu que faute d'accord, le gouvernement légifèrerait, y compris sur les seuils.

Pour le chef de l'Etat, qui a fait du dialogue social son cheval de bataille, un échec de la négociation serait un coup dur et le gouvernement aurait du mal à faire passer un texte aussi peu consensuel, compte tenu de sa faible majorité à l'Assemblée. AFP 09.10

Baratin institutionnel !

Les dirigeants syndicaux n'ont pas le choix, s'ils acceptaient que "*l'essentiel de la régulation sociale*" se fasse "*au niveau de la branche ou de l'entreprise*", les syndicats exploseraient !

Au passage, il est rappelé qu'ils ne constituent pas des organisation indépendantes de l'Etat ou de la classe dominante, mais qu'en remplissant le rôle de régulateur social leur principale mission est d'oeuvrer à la stabilité du régime au lieu de combattre pour le renverser.

Tour d'illusionnisme devant un parterre de "***comptables, stagiaires comptables et étudiants***".

- Macron fustige la hausse des salaires et des dividendes au détriment de l'emploi - AFP

"*Si je compare la France à l'Allemagne en disant "quel a été notre problème ?", (c'est) une préférence continue pour une augmentation des salaires et des dividendes là où les Allemands ont une préférence continue pour l'emploi et l'investissement*", a-t-il lancé devant le 69e Congrès des experts comptables organisé à Lyon.

"*Mais beaucoup d'entreprises plus larges (...) ont préféré servir des dividendes à l'investissement. Elles ont préféré, parce que c'est notre forme de consensus social et c'est notre responsabilité là aussi, augmenter les salaires de ceux qui avaient un emploi, largement au-dessus de l'inflation plutôt que d'embaucher*", a-t-il constaté.

"*Ca n'est pas une bonne chose pour le pays. Et si nous continuons indéfiniment à défendre ceux qui ont un emploi et ceux qui ont des actions ça n'est pas comme ça que nous mèneront ce pays plus loin*", a ajouté le ministre, alors interrompu par des applaudissement nourris des 3.000 experts comptables, stagiaires comptables et étudiants rassemblés dans un grand amphithéâtre. AFP 09.10

Il faudrait lui donner la parole plus souvent !

Ce que dit Macron s'applique en réalité également ou davantage à l'Allemagne ou les inégalités sociales se sont encore plus creusées sur fond de désinvestissement de l'Etat dans les infrastructures du pays en piteux état, comme aux Etats-Unis.

Le patronat allemand pour acheter la paix sociale a soigné son aristocratie ouvrière, tandis qu'il s'attaquait au statut de plus de 7 millions de travailleurs voués à la précarité et à travailler pour un salaire de misère, des millions d'autres voyant leurs statuts fragilisés, renforçant les inégalités qui existaient déjà entre les différentes couches de travailleurs pour mieux les diviser et les neutraliser, avec évidemment la bénédiction des dirigeants pourris des syndicats.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que le patronat allemand a continué d'investir hors Allemagne, et lorsqu'il a investi en Allemagne, c'était de préférence au détriment de l'emploi puisqu'il embauchait en profitant des conditions extrêmement favorables résultant des contre-réformes qui avaient été adoptées précédemment, se traduisant par une augmentation de ses profits. Il pourrait répondre que des centaines de milliers ou des millions ont tout de même été créés au cours des dix dernières décennies en Allemagne, certes, mais à quelles conditions (à quel prix) pour les travailleurs allemands, question qu'il faut évidemment évacuer puisque le gouvernement français s'apprête à imiter l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc.

Passons sur l'hypocrisie de Macron qui consiste à dénoncer les dividendes perçues par les actionnaires en France, en Allemagne cela a permis de créer une nouvelle couche de millionnaires en euros, moins en France, c'est peut-être cela leur véritable problème ou objectif. Comment y parvenir ? Hollande a répondu hier lors d'une conférence de presse à l'issue d'une conférence sur l'emploi des jeunes en Europe : «*La seule réforme pour moi qui compte, c'est celle qui peut apporter plus d'emplois*». Lefigaro.fr 09.10
Sans s'attarder sur la nature de ces emplois, vaut mieux pas. Inutile de se demander qui a inspiré le discours de l'autre...

En complément.

L'économiste Stéphane Garelli, un expert en compétitivité mondiale : "*Il est toujours plus facile de discuter de réformes sociales quand les choses vont bien*". AFP 09.10

Régime policier. Condamnés pour l'exemple.

- Trois mois ferme pour avoir triché lors d'un examen - L'Express.fr

Un homme de 23 ans, par ailleurs poursuivi pour trafic de stupéfiants, a été condamné à trois mois de prison pour avoir triché lors d'un examen universitaire. Son avocat dénonce une peine disproportionnée.

Sellon lui, "*les universités gèrent la plupart du temps discrètement, en interne*", via des sanctions, annulations de diplômes, interdiction de passer un diplôme, etc. Pour lui, son client a pâti de l'affaire de stupéfiants pour laquelle il doit encore être jugé et est en détention provisoire à Gradignan depuis cinq mois. C'est d'ailleurs l'écoute de conversations téléphoniques dans cette enquête qui a révélé les tricheries. "*Il y a des gens qui font des coupables idéaux, mon client fait partie de ceux-là. Très mauvais candidat à l'examen peut-être, mais très bon candidat à l'exemple*", a déclaré le juriste, indiquant qu'il ferait appel. lexpress.fr 09.10

- Six mois ferme pour «*apologie du terrorisme*» - Liberation.fr

Un Strasbourgeois de 54 ans a été condamné à six mois de prison ferme pour avoir crié «*Vive l'Etat islamique !*» dans les locaux d'une caisse d'allocations familiales et menacé d'y revenir «*avec une arme*». Le prévenu, qui a été incarcéré, a été reconnu coupable d'«*apologie publique d'un acte de terrorisme*» et d'«*outrage*», a précisé la substitut du procureur, Stéphanie Breton, qui avait requis contre lui huit mois de prison ferme en raison du «*trouble à l'ordre public*». Le prévenu, un bénéficiaire du RSA déjà condamné deux fois pour des menaces, s'est «*mis dans une colère noire*» en apprenant que ses droits étaient revus à la baisse. L'homme n'est absolument pas connu par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce n'est pas quelqu'un susceptible de partir en Syrie. Liberation.fr 09.10

Il est en colère et impuissant il se fait provocateur. Si on prenait à la lettre ce que disent bien des gens, Hollande, Sarkozy, Le Pen par exemple, mais on les aurait déjà exécutés !

Vive la décapitation de Louis dit le VIe ! Risquerais-je la Bastille ?

Vive la Commune de Paris ! Vais-je finir mes jours à Cayenne ?

Vive le soviet des conseils ouvriers, soldats et paysans ! Là ce sera le peloton d'exécution, sur le champ !

Dictature. Ils adoptent un projet de réforme sans en connaître le contenu exact.

Ils ne se donnent même plus la peine de faire semblant de soutenir le régime.

- Le Sénat italien adopte le projet de réforme du droit du travail - Reuters

Concrètement, les sénateurs ont voté une loi de délégation, qui donne au gouvernement le pouvoir d'élaborer les détails de la réforme dont seuls les grands traits sont connus pour l'instant. Personne ne se risque à prédire si la réforme ira à son terme, compte tenu de nombreuses oppositions qu'elle suscite.

Matteo Renzi ne fait pas mystère de sa volonté de faciliter les licenciements des salariés en CDI et de modifier pour se faire l'article 18 du Code du Travail, pierre angulaire du droit du travail en Italie. Les syndicats n'y sont pas favorables et l'un d'entre eux, la CGIL, a menacé de lancer une grève nationale. Reuters 09.10

Haut de page

Le 11 octobre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 9 nouveaux articles pour partienter, le site sera actualisé en fin de journée. J'ai commis quelques erreurs dans l'adresse de différents articles les rendant indisponibles, j'ai rectifié. On fatigue !

On a laissé de côté l'article de Slate.fr qu'on a mis en ligne sur la droitisation de la société, je vais m'en occuper ce soir tranquillement, si j'en ai encore le courage.

A propos du jeune Noir qui a été descendu avant-hier aux Etats-Unis, plus de nouvelles, je vais essayer de trouver des infos.

J'avais préparé des photos sur l'actualité politique, et puis je me suis dis que la page d'accueil était très bien comme elle était, je ne peux pas me résoudre à relayer au second plan la guerre dont sont victimes les Syriens et les Irakiens, c'est plus atroce et injuste que ce que le plus malheureux peut vivre en France en ce moment.

Qui a dit ?

- La hyène ? C'est Raffarin.

- Le cinglé ? C'est de Villepin.

- La petite frappe ? C'est Copé.

- L'arrogeant, la grande gueule ? C'est Juppé.

On ne vous donnera pas la réponse, vous avez tous deviné !

Confirmation. Objectif : Moscou, Caracas.

- Ryad augmente sa production de pétrole malgré la chute des cours - Reuters

Nous y sommes grandeur nature. Guerre, barbarie et chaos.

Ils laissent massacrer la population kurde.

- Les Etats-Unis font état de progrès avec la Turquie dans la lutte contre l'EI - LeMonde.fr

- Syrie: l'EI prend le QG kurde à Kobané, l'ONU craint un "*massacre*" - AFP

- Turquie: les manifestations prokurdes ont déjà fait 31 morts - AFP

Il va peut-être falloir un jour penser à modifier notre conception de la lutte des classes... avant qu'ils nous aient éliminés, non ? On est en guerre, oui ou non ? A quels genres d'organisations ou d'opérations recourent-on en période de guerre pour briser le moral de l'ennemi, le faire douter de la victoire, le déstabiliser et finalement le vaincre ?

OK vous ne voulez pas en entendre parler, je comprends. On en reparlera.

ACTUALITÉ DU JOUR

Désinformation. L'effort de guerre de l'Union européenne et des médias.

Chacun sait dorénavant, puisque l'information a fait le tour du monde, que les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, la Turque, l'Allemagne, l'Italie ont armé l'Emirat islamique via l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis notamment, qu'ils prétendent par ailleurs combattre en Syrie et en Irak.

Aussi s'emploient-ils à décrédibiliser les sources de ces informations ou ceux qui les publient, lire l'article du Réseau Voltaire sur France 24. Comme cela ne suffit pas à les faire disparaître parce que c'est impossible une fois que des centaines ou des milliers de portails les ont reproduites dans le monde, il leur faut employer un autre moyen pour minimiser la portée de ces informations, les discréditer en somme, ils les dilluent, les noient en les insérant dans des informations ou rapports qu'ils ont fabriquées de toutes pièces pour l'occasion.

Ici en l'occurrence l'opération est d'autant plus grotesque que le rapport qui tend à innocenter les Etats marchands d'armes occidentaux provient d'un "*groupe financé par l'Union européenne Conflict Armament Research*", selon une déclaration au New York Times de son directeur, James Bevan.

Ce rapport va encore plus loin, car il tend à nier le ralliement avec armes et bagages de pans entiers de rebelles dits modérés à l'Emirat islamique ou aux différentes factions issues d'Al-Qaïda, rebelles dits modérés que les puissances occidentales avaient armés. Ils réécrivent l'histoire au fur et à mesure que leurs arguments et leur propagande sont démontés pièce par pièce, un exercice de faussaires. Il faut que l'interprétation qu'en feront les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs ou internautes, coïncide avec leurs objectifs politiques.

A en croire les auteurs de ce rapport ubuesque, les barbares de l'Emirat islamique se seraient emparés d'une partie de l'Irak et de la Syrie simplement armés de canifs et de bâtons, puisque au préalable absolument personne ne leur aurait fourni des armes, et c'est seulement ensuite une fois qu'ils auraient défait leurs ennemis qu'ils seraient entrés en possession des armes dont ils font usage maintenant, y compris des tanks et des armes lourdes. C'est le point essentiel qu'ils occultent totalement et qui seul permet de démonter leur imposture. La plupart du temps pour ne pas dire toujours, pour comprendre un événement ou la situation, il faut reprendre les choses au point de départ.

Dans un article datant d'un mois le journal Le Monde faisait apparemment allusion à un précédent rapport de Conflict Armament Research qui faisait état d'armes américaines qu'EI aurait saisies à l'armée irakienne ou à ce qu'ils appellent l'opposition modérée, ainsi que d'armes lourdes que l'Arabie saoudite aurait livrées à l'ASL et dont EI se serait emparé.

Autrement dit, il y a un mois il s'agissait de mettre l'accent sur le butin de guerre d'EI dont l'origine était clairement identifiée, tandis qu'aujourd'hui leur origne se trouve dilluée dans une vingtaine de pays impliquant le Soudan, la Russie et la Chine comme s'emploie à le souligner un article du 6 octobre du magazine américain Foreign Policy, sans doute pour mieux les associer au massacre en cours au nord de la Syrie dont ils partageraient la responsabilité, pour au mieux les neutraliser à défaut de pouvoir les associer à la coalition arabo-américaine qui bombarde la Syrie et l'Irak.

On s'aperçoit au passage que les médias s'adaptent au jour le jour à la propagande de Washington.

Vous aurez noté également que seul le New York Times mentionnait le commanditaire de ce rapport, l'Union européenne

également engagée dans cette guerre.

Nouvel assaut par l'Etat islamique d'une ville proche de Bagdad - Le Monde.fr 08.09

Le Monde.fr - Un rapport publié lundi par l'organisation britannique Conflict Armament Research indique que les djihadistes de l'EI combattent avec des armes américaines saisies à l'armée irakienne ou destinées à l'opposition modérée au régime du président syrien Bachar Al-Assad. Parmi elles, une « *quantité significative* » de fusils d'assaut américains M-16.

Les roquettes anti-char utilisées par l'EI en Syrie sont, elles, « *identiques aux roquettes M79 livrées par l'Arabie saoudite aux forces opérant sous la bannière de l'Armée syrienne libre* », ajoute le rapport. Elles ont été fabriquées en ex-Yougoslavie dans les années 80. Le Monde.fr 08.09

Daech: un nouveau rapport révèle la provenance des armes - Le Huffington Post 10.10

Selon un nouveau rapport publié lundi dernier, les militants de Daech utilisent des armes fabriquées dans 21 pays différents, notamment les États-Unis.

L'étude des armes saisies lors des confrontations de Daech contre les forces kurdes au nord de l'Irak et en Syrie, en juillet et août derniers, met en avant les différentes sources fournissant le groupe extrémiste, également connu sous le nom d'"EI", État islamique. Les enquêteurs de l'organisation de contrôle des armes Conflict Armament Research ont répertorié plus de 1700 cartouches de balles selon le pays et la date de fabrication. Le rapport indique que la plupart des armes en question auraient apparemment été prises par Daech aux opposants présents en Syrie et en Irak allant des armées nationales aux groupes rebelles soutenus par l'étranger.

"*Nous avons appris ici que les forces de la défense et de la sécurité ayant reçu des approvisionnements en armes de la part de nations externes ne peuvent vraiment pas conserver ces armes*", a déclaré James Bevan, directeur du groupe financé par l'Union européenne Conflict Armament Research, au New York Times. Le Huffington Post 10.10

Sans rire, ah ben alors mon grand dadet tu t'es fait piquer ton lance-roquettes pendant la prière du soir, c'est pas bien tu sais, tu seras privé de thé demain matin !

Conflict Armament Research Ltd.

1-6 Speedy Place 1-6 Speedy Place, Bloomsbury, London, WC1H 8BU - Classification (SIC) Investigation activities (80300) - date de création, le 5 septembre 2011 - opencompany.co.uk

Foreign Policy.

Fondé en 1970 dans le but de "*stimuler le débat sur les questions essentielles de la politique étrangère américaine*" (Une officine de propagande. - ndlr), le titre a longtemps été édité par la Fondation Carnegie pour la paix internationale avant d'être racheté par le groupe Washington Post en 2008. courrierinternational.com

La Fondation Carnegie pour la paix internationale est une officine de la CIA et le Washington Post est lié au groupe Bilderberg par ses présidents successifs qui ont participé à ses réunions annuelles au cours des décennies passées.

Autre info sur Foreign Policy.

Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The Slate Group. wikipedia.org

Le groupe Slate auquel est lié Slate.fr que vous connaissez bien. Comme le monde est petit...

Instrumentalisation et propagande. Timing made in USA

Le plus insignifiant à l'heure de la guerre...

- Le prix Nobel de la paix, le plus médiatique... et le plus critiqué - Le Huffington Post

... et après le Nobel de la guerre.

- Nobel de la paix: Obama salue la «*passion et la détermination*» de Malala - 20minutes.fr

«*A juste 17 ans, Malala Yousafzai a inspiré les gens à travers le monde entier* », souligne le président américain, lui-même prix Nobel de la paix, dans un communiqué, précisant qu'il avait reçu l'adolescente à la Maison Blanche en octobre 2013.

Elle prend la parole à l'ONU : "*nos stylos et nos livres sont nos armes les plus puissantes*" déclare-t-elle en juillet 2013, à la tribune des Nations unies, forçant l'admiration du monde entier. 20minutes.fr 10.10

Allez raconter ces fadaises aux Kurdes de Kobané !

Au fait, il y a eu le coup d'Etat militaire du 11 septembre 2001 qui inaugura l'ère de nouvelles guerres impérialistes, et en 2009 ce fut au tour du Nobel de la paix d'annoncer la suite du programme, il faut bien qu'il serve à quelque chose.

Le nouvel ordre mondial est incompatible avec les droits sociaux ou poiltiques des travailleurs.

- Le portrait peu reluisant de la zone euro, vedette des réunions du FMI - AFP

Les pays de la monnaie unique sont englués dans un mélange poisseux de stagnation et d'inflation trop basse, un cocktail encore alourdi par les derniers ratés du moteur économique allemand, les incertitudes sur la recevabilité du budget français devant la Commission ou encore les réformes attendues en France ou en Italie.

"*Les politiques actuelles ont échoué à générer de la croissance et à réduire le chômage très élevé*" dans la zone, a commenté le ministre brésilien des Finances, Guido Mantega, devant le FMI.

Signe du sérieux de la situation, le gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, a prévenu vendredi matin que la faible inflation commençait à être générée au sein même de la zone euro alors qu'elle était, jusqu'à présent, largement importée du fait de la baisse des prix de l'énergie ou des matières premières.

Conjuguées aux peurs provoquées par le virus Ebola, ces préoccupations, affectent depuis deux jours les marchés financiers.

Les participants ont repris en choeur le mantra martelé à Washington où se tenait également un G20 Finances : doper les investissements d'infrastructures.

"*C'est consensuel mais tout le monde sait que ce n'est pas si simple, car c'est long à se mettre en place et donc pas forcément le meilleur remède contracyclique*" pour sortir la zone du marasme, selon un participant.

De l'avis quasi général, il appartient désormais aux gouvernements de passer à l'action et de mener les réformes structurelles et potentiellement douloureuses qui seraient nécessaires selon les participants.

"*Le pire, c'est d'annoncer des réformes et de ne pas les appliquer, et je pense que c'est ce qui est en train de se passer*", a déclaré devant l'IIF, Peter Praet, un des responsables de la BCE.

En Italie et en France notamment, les gouvernements respectifs ont annoncé et lancé plusieurs projets de réformes qui, pour l'instant, n'ont pas encore réellement abouti. AFP 10.10

En complément.

- L'UE presse Paris et Rome de revoir leurs budgets - Reuters

- L'Eurogroupe veut récompenser les pays qui réforment - Reuters

- L'agence de notation Standard & Poor's maintient la note AA de la France, mais révise la perspective à "*négative*" - Francetv info

Hargneux, belliqueux, mauvais joueur, il mérite pire qu'une claque.

- A Toulouse, Manuel Valls s'agace d'être peu applaudi par son auditoire - Francetv info

Pas très réactif, l'auditoire toulousain. En tout cas pas suffisamment, au goût de Manuel Valls. Le Premier ministre s'est agacé, vendredi 10 octobre, du peu d'applaudissements que récoltait son discours de clôture au 10e congrès de l'Association

des régions de France (ARF).

Alors qu'il s'exprimait sur les actions de son gouvernement pour les étudiants, le Premier ministre a lancé au parterre présent devant lui, qui manifestait peu d'enthousiasme : "*Vous êtes chiches ! Vos applaudissements !*", a-t-il lancé. "*Je verrai si je reviens l'année prochaine.*"

Esquissant un sourire, Manuel Valls a persisté : "*Je vois surtout que vous avez bien bu et bien mangé hier soir*", faisant ici référence au dîner de gala offert jeudi soir par la région Midi-Pyrénées aux congressistes. Francetv info 10.10

ACTUALITE EN TITRES

La bête et la mauviette.

- Schwarzenegger apporte son soutien à Hollande pour la Conférence climat 2015 - AFP

Schwarzenegger a déclaré dans la cour de l'Elysée à propos de la risée du monde, Hollande : "*Je trouve que c'est un grand leader. J'ai hâte de travailler avec lui dans le futur*". AFP 10.10

Le gouvernement des rentiers

C'est "***difficile***" de taxer les rentiers, alors prenons-leur tout !

- Ecotaxe: Sapin pointe les difficultés de taxer les sociétés autoutières - AFP

C'est moins difficile d'imposer un nouvel impôt à la majorité de la population.

- Les députés votent l'obligation de travaux de rénovation énergétique - AFP

Haut de page

Le 12 octobre 2014

CAUSERIE

12 nouveaux articles ont été ajoutés.

A lire absolument

De Pol Pot à L'Etat Islamique (Counterpunch) (12.10)

Par John Pilger

En transmettant les ordres du président Richard Nixon pour un bombardement « *massif* » du Cambodge en 1969, Henry Kissinger a dit : « *Tout ce qui vole sur tout ce qui bouge* ». Tandis que Barack Obama déclenche sa septième guerre contre le monde musulman depuis qu'il a reçu le prix Nobel de la paix, l'hystérie et les mensonges orchestrés pourraient presque faire regretter la franchise meurtrière de Kissinger.

Comme témoin des conséquences humaines de la sauvagerie aérienne - y compris la décapitation des victimes, leurs parties accrochées comme des guirlandes aux arbres et éparpillés dans les champs - je ne suis pas surpris par ce nouveau mépris envers la mémoire et l'histoire. Un exemple éloquent est la montée en puissance de Pol Pot et ses Khmers rouges, qui avaient beaucoup en commun avec l'État islamique d'aujourd'hui en Irak et en Syrie. Eux aussi étaient des médiévistes sans scrupules qui ont commencé comme une petite secte. Eux aussi étaient le produit d'une apocalypse de fabrication américaine, cette fois en Asie.

Selon Pol Pot, son mouvement était composé de « *moins de 5.000 guérilleros mal armés incertains quant à leur stratégie, la*

tactique, leur loyauté et leurs dirigeants ». Après le passage des bombardiers B52 de Nixon et Kissinger dans le cadre de « *Operation Menu* », le démon ultime de l'occident n'en revenait pas de la chance qu'il avait.

Les Américains ont largué l'équivalent de cinq fois Hiroshima sur le Cambodge rural entre 1969 et 1973. Ils rasèrent un village après l'autre et retournaient bombarder les décombres et les cadavres. Les cratères formaient un monstrueux collier de carnages, visibles encore aujourd'hui du ciel. La terreur était inimaginable. Un ancien responsable Khmer Rouge a décrit comment les survivants « *ont perdu l'esprit et se promenaient muets pendant trois ou quatre jours. Terrifiés et à demi-fous, les gens étaient prêts à croire tout ce qu'on leur racontait... C'est ça qui a rendu la tâche si facile pour les Khmers rouges* ».

Une commission d'enquête du gouvernement finlandais a estimé que 600 000 Cambodgiens sont morts dans la guerre civile qui a suivi et a décrit le bombardement comme la « *première étape d'une décennie de génocides* ». Ce que Nixon et Kissinger ont commencé, Pol Pot, leur bénéficiaire, l'a terminé. Sous leurs bombes, les Khmers rouges sont devenus une formidable armée de 200.000 hommes.

L'EI a une histoire similaire. Selon les études les plus sérieuses, l'invasion de Bush et Blair de Irak en 2003 a provoqué quelque 700 000 morts - dans un pays qui n'avait pas d'antécédent de djihadisme. Les Kurdes avaient conclu des accords territoriaux et politiques ; Sunnites et Chiites connaissaient les divisions de classe et le sectarisme, mais ils étaient en paix ; les mariages mixtes étaient courants. Trois ans avant l'invasion, j'ai traversé l'Irak sans crainte. En chemin, j'ai rencontré des gens fiers, surtout, d'être Irakiens, héritiers d'une civilisation qui, à leurs yeux, était toujours bien présente.

Bush et Blair ont tout réduit en poussière. L'Irak est maintenant un foyer de djihadisme. Al-Qaïda – à l'instar des « *djihadistes* » de Pol Pot - a saisi l'opportunité offerte par l'assaut de l'opération Shock and Awe et la guerre civile qui a suivi. La Syrie « *rebelle* » était encore plus alléchante, et a connu un afflux d'armes, de logistique et d'argent de la CIA et des Etats du Golfe à travers la Turquie. L'arrivée de recrues étrangères était inévitable. Un ancien ambassadeur britannique, Oliver Miles, a récemment écrit que « *Le gouvernement [Cameron] semble suivre l'exemple de Tony Blair, qui a ignoré les conseils sensés du Foreign Office [Ministère des Affaires Etrangères britannique - NdT], du MI5 et du MI6 [services d'espionnage et contre-espionnage britanniques - NdT] que notre politique au Moyen-Orient - et en particulier nos guerres au Moyent-Orient - ont été le principal moteur du recrutement de musulmans en Grande-Bretagne pour le terrorisme chez nous* ».

L'EI est la progéniture de ceux à Washington et à Londres qui, en détruisant à la fois l'Etat et la société irakiens, ont conspiré pour commettre un crime historique contre l'humanité. Comme Pol Pot et les Khmers rouges, l'EI est le mutant d'un terrorisme d'Etat occidental dispensé par une élite vénale et impériale, insensible aux conséquences des actions décidées hors de toute considération de distance ou de culture. Leur culpabilité est inavouable dans « *nos* » sociétés. (Lire la suite dans cette page ou télécharger l'article dans la rubrique Politique.)

Confirmation. Vous avouerez qu'on a du pif !

- Guerre du pétrole : riposte iranienne contre Riyad - french.irib.ir

Dans la foulée de la décision de Riyad de baisser le prix de son baril de pétrole pour exercer des pressions sur l'Iran, ce dernier vient de réagir : l'Iran a décidé de réduire le prix de son baril pour livraison sur le marché asiatique au mois de novembre de 10 cents à 1 dollar.

Depuis lundi dernier, l'Arabie saoudite a bradé son pétrole sur les marchés en Asie dans le stricte objectif de provoquer uen chute des cours, fatale, croit-elle, à l'économie iranienne et à celle des russes. La décision fait suite à un accord tacite passé avec Washington qui en échange de cette mesure a promis au royaume d'aider au renversement d'Asasd. selon Bloomberg, la décision de Téhéran fait que le baril iranien soit vendu au mois de novembre avec une réduction sans précedente depuis six ans.

Le prix du baril de pétrole léger arabe a accusé une baisse sans précedente depuis 2008 pour s'établir à près de 85 dollars. le marché asiatique est submergé par le pétrole : alors que l'Arabie saoudite injecte de l'or noir bon marché et à vrac, les convois de pétrole américain, russe et latino américain attendent d'être livrés.

Pour revenir à la riposte iranienne, la baisse décidée par l'Iran sur chaque baril est de 1 dollar soit la même baisse que viennent d'imposer les saoudiens. Il s'agit du quatrième mois consécutif que les deux pays réduisent le prix de leur pétrole. Les observateurs reprochent à Riyad sa politique énergétique auto-suicidaire qui reste après tout sans perspective et qui ne ferait que peser lourd sur l'ensemble des pays producteurs de l'Opep french.irib.ir 11.10

Donnée pour quasiment morte hier, la voilà ressuscitée !

Mais il n'existe pas de traitement efficace nous disent-ils, alors cette espagnole est une miraculée, une sainte !

Ils n'existent pas de traitement efficace pour les Africains, on a bien compris, et plusieurs pays hier promettaient là aussi par miracle

de mettre au point un vaccin en un temps record, cela va d'une semaine à six mois, alors qu'ils ont eu 38 ans pour le réaliser.

- Ebola: l'aide soignante espagnole va mieux, les Etats tentent d'éviter la contagion - AFP

L'état de santé de la première personne contaminée par le virus Ebola hors d'Afrique a donné des signes d'amélioration samedi à Madrid après un traitement. AFP 11.10

Les bourreaux au chevet de leurs victimes.

- Ebola: Lagarde appelle à ne pas «*terroriser*» la planète sur l'Afrique - 20minutes.fr

Epidémie - La mobilisation de la communauté internationale «*doit servir à éradiquer Ebola pas à isoler les pays eux-mêmes*», met en garde la directrice générale du FMI. 20minutes.fr 11.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Les fossoyeurs du socialisme à l'oeuvre.

Divertissement ou "***poudre aux yeux***" pour éviter de parler de l'essentiel : la nécessité de rompre avec le capitalisme.

- A gauche, une VIe République à toutes les sauces - AFP

"*Réforme institutionnelle*" ou "*VIe République*": à gauche, beaucoup en parlent, y mettent un contenu différent, mais pour des constitutionnalistes interrogés par l'AFP, ces propositions sont soit irréalistes, soit de la "poudre aux yeux" pour éviter les sujets qui fâchent.

"*Les politiques adorent ça. L'avantage de ces débats, c'est que cela ne coûte pas un centime et pendant ce temps-là on ne parle pas emploi, retraite, fiscalité, gaz de schiste*", tempère le constitutionnaliste Didier Maus, ancien professeur à l'université de Marseille.

"*Ce ne sont pas des propositions nouvelles, cela ressort régulièrement*", ajoute Philippe Braud, politologue au Centres d'Etudes politiques de Sciences-Po (CEVIPOF).

Quant à la convocation d'une Constituante comme le souhaite M. Mélenchon, "*elle n'est pas réaliste*" pour Didier Maus. "*Il veut une VIe République qui rappelle fâcheusement l'échec constitutionnel de 1946*", quand un premier projet de constituante avait été rejeté par référendum avant que ne soit adopté un second projet donnant naissance à la IVe République, marquée par "*une instabilité institutionnelle record*", dit M. Braud.

"*L'histoire montre qu'il n'y a des assemblées constituantes qu'après une guerre ou après une révolution, car on détruit l'ordre politique existant*", conclut M. Rousseau. AFP 11.10

Et comme il s'agit dorénavant de détruire à la fois l'ordre politique et social existant, une assemblée constituante, dans laquelle seraient présents partisans du régime en place et du régime en devenir (République sociale), ne pourrait se fixer cet objectif, seule une assemblée constituée de représentants de la classe ouvrière opposés au régime en place pourrait se donner les moyens de l'atteindre en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées...

Nous continuons de penser que cette perspective politique est erronée, car dans tous les cas de figure une assemblée constituante ne pourrait pas refléter l'évolution permanent du rapport de force entre les classes au cours d'une révolution prolétarienne, sa composition serait toujours en retard sur le développement des événements qui commandes de prendre des mesures immédiates pour conforter la révolution et vaincre la réaction, mesures qui ne peuvent être prises en réalité que par un gouvernement révolutionnaire provisoire constitué des partis et courants du mouvement ouvrier engagés dans le combat politique pour renverser l'ordre établi, vaincre les capitalistes et avancer sur la voie du socialisme.

Au cours du processus révolutionnaire les masses se dotent d'organismes qui seront appelés par la suite à remplacer les institutions de l'ancien régime, sur lesquelles le gouvernement révolutionnaire s'appuiera avant de leur transmettre le pouvoir une fois l'ennemi définitivement vaincu. Il ne peut pas en être autrement, parce que seul le gouvernement révolutionnaire incarne consciemment le processus révolutionnaire et ses objectifs, tandis que les masses et la plupart de leurs représentants n'en ont pas pleinement conscience, d'où l'importance déterminante du parti révolutionnaire et son rôle au sein du

gouvernement révolutionnaire.

Renverser le régime en place, mener à son terme une révolution prolétarienne, prendre le pouvoir politique et le conserver, gouverner, ne peut pas s'improviser, être l'oeuvre de dilettantes, d'amateurs, encore moins d'aventuriers ou de charlatans, cela nécessite d'avoir une claire vision de l'ensemble de la situation pour définir à chaque étape du processus révolutionnaire les mesures à prendre ou décrets à adopter, les tâches que les masses doivent accomplir, etc.

On peut retourner la question dans tous les sens, il n'existe pas d'autre alternative politique. Renouer avec le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917 qu'on a abandonné est plus urgent que jamais.

A bas les imposteurs !

- "*Vive la gauche*" publie sa contribution aux états généraux du PS - AFP

Le collectif "*Vive la gauche*", qui rassemble notamment les "*frondeurs*" socialistes, réclame une réforme fiscale, un rythme de réduction des dépenses publiques "*adapté à la conjoncture*", une "*réorientation*" de l'Europe et une refonte des institutions, dans sa contribution aux états généraux du socialisme.

Ce texte, publié samedi est une contribution à la concertation lancée par la direction du PS jusqu'en décembre et destinée à formuler la nouvelle carte d'identité du parti. AFP 11.10

On la connaît : De droite et réactionnaire !

Par décret de l'Empire

- Le débat sur l'austérité n'est plus de mise, dit Benoît Coeuré - Reuters

Il est précisé que cet article de Reuters a été rédigé à Washington où justement ce "*Français*" était en visite. On ne s'étonnera que la teneur de son discours soit conforme à celui des Américains.

On a mis en ligne intégralement cet article car, il y est exposé en des termes très simples la stratégie de la classe dominante, ses objectifs, ainsi que les rapports entre les différents acteurs qui sont mis à contribution pour les atteindre, dont la soumission totale de tous les gouvernements de l'UE aux marchés financiers.

Reuters - Le débat sur les politiques d'austérité en Europe est pratiquement clos, la plupart des pays européens ayant déjà entrepris d'assainir l'état de leurs finances publiques, a estimé Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

Ces quatre dernières années, les gouvernements de la zone euro ont été contraints sous la pression des marchés financiers de mettre en oeuvre des mesures d'austérité parce que les investisseurs estimaient que ces pays n'avaient plus les moyens d'assurer le service de leur dette publique.

"*Pour de nombreux pays européens, l'ajustement budgétaire est terminé. Aussi, le débat sur l'austérité est pour l'essentiel derrière nous*", a déclaré le Français lors d'une conférence à l'université Johns Hopkins vendredi à Washington.

"*Il y a un certain nombre de pays qui n'ont pas fait cela, qui sont loin de leurs objectifs. Notre conseil pour eux est de ne pas utiliser la marge budgétaire qu'ils n'ont pas*", a ajouté Benoît Coeuré.

Dans ce qui a semblé une allusion à la France, laquelle a annoncé qu'elle n'atteindrait pas ses objectifs et demandé plus de temps pour réduire ses déficits publics, Benoît Coeuré a déclaré que faire preuve d'indulgence pour ceux qui ne faisaient pas l'effort de se réformer serait injuste par rapport à ceux qui le font.

"*Certains pays ont fait beaucoup d'efforts, ils ont réformé leur économie, ajusté leurs budgets. Cela a été difficile, c'est maintenant fait pour l'essentiel et ils commencent à en récolter les fruits en terme de confiance, de baisse du chômage. Aussi serait-il injuste d'accorder maintenant de la souplesse aux pays qui n'ont pas fait le même effort*", a-t-il dit.

Pour les pays dont les mesures d'assainissement sont en cours, le banquier a recommandé de dépenser de façon plus avisée, de privilégier les dépenses d'investissements par rapport aux autres types de dépense. Reuters 11.10

Manifestation et paradoxe.

- Nouvelles manifestations en France en soutien aux Kurdes de Kobané - 20minutes.fr

- Gaz de schiste : manifestations en Europe contre le traité transatlantique - Francetv info

Plusieurs rassemblements contre le gaz de schiste se sont déroulés samedi 11 octobre en Europe, à l'occasion de la 3e journée internationale contre la "*fracturation hydraulique*", seul mode d'extraction connu des hydrocarbures "*non conventionnels*". Les manifestants ont le plus souvent couplé ce combat avec celui contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique (Tafta, en anglais), en cours de négociation.

A Paris, le cortège, parti de la place Stalingrad, a gagné la place de la République en fin d'après-midi. Au total, "*entre 3 000 et 4 000 personnes*" ont participé à ce rassemblement parisien, selon les organisateurs, 1 300 personnes selon la police.

Dans le reste de la France, des cortèges de centaines de personnes ont également défilé à Narbonne (Aude), Auch (Gers) ou encore Lille (Nord). Dans le reste de l'Europe, près de 300 actions étaient prévues dans 20 pays. Ci-dessous, des photos de manifestants à Bruxelles (Belgique), Londres (Royaume-Uni), Berlin (Allemagne) ou Helsinki (Finlande). Aucun chiffre global sur l'ampleur du rassemblement en Europe n'est disponible, samedi soir. Francetv info 11.10

- Strasbourg: de 7.000 à 20.000 manifestants pour une Alsace autonome - AFP

"*Touche pas à l'Alsace!*": 7.000 personnes selon la police, jusqu'à 20.000 selon les organisateurs, ont manifesté samedi à Strasbourg dans une forêt de drapeaux régionaux rouge et blanc pour exprimer leur rejet de la fusion avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne.

Les trois collectivités alsaciennes ont ressuscité le 22 septembre le projet d'un "*conseil unique*" d'Alsace, pourtant rejeté lors d'un référendum régional en 2013 en raison notamment d'une trop faible participation au scrutin.

L'Alsace s'était résignée à l'idée de fusionner avec la Lorraine. Mais la proposition des députés le 23 juillet de rajouter la Champagne-Ardenne a incité la droite et le centre alsacien à s'opposer désormais à toute fusion.

De son côté la gauche alsacienne, qui continue de plaider pour une union avec la seule Lorraine, avait dénoncé une manifestation partisane et le risque d'alimenter le sentiment identitaire. AFP 11.10

Cette manifestation était organisée notamment par l'UMP. C'est donc l'UMP qui prend l'initiative de s'attaquer à une mesure réclamée par l'UE.

Pour répondre à l'argument du PS, il considère l'identité européenne supérieure à celle de la nation qu'il entend soumettre à l'UE à défaut de pouvoir la liquider.

La position de l'UE conduit à un repli identitaire que le PS alimente et qui ne peut que nourrir la crise politique, qui pour peu que la classe ouvrière parvienne à se rassembler et à combattre sur son propre terrain de classe aboutira à la dislocation du régime.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de Médiator.

- Arnold Schwarzenegger, un "*Terminator*" devenu "*visionnator*", pour Fabius - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre

Onze morts dans un attentat suicide près de Bagdad Reuters Centrafrique : violences à Bangui, l'aéroport fermé LeMonde.fr Ukraine : les combats meurtriers se poursuivent dans l'est du pays LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : mise en garde de la Résistance et de Moscou à l'Occident et à Ankara french.irib.ir

L'axe de la résistance et la Russie ont, dans un message envoyé à l'Occident et à la Turquie , «*mis en garde contre toute action militaire aboutissant à une guerre aux conséquences inconnues* », c'est ce qu'a déclaré, Habib Fayaz, spécialiste des questions de la région, dans une interview, avec la chaine de télévision Al-Mayadin. « *Je dispose d'informations concordantes que des coordinations nécessaires sont effectuées entre Téhéran, Moscou, Damas et le Hezbollah pour faire face à toute éventuelle action militaire contre le gouvernement syrien* », a-t-il précisé.

Commentant les déclarations d'il y a deux jours, du vice-Ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdoullahian, il a précisé : « *Dans un message transmis à l'Occident et à la Turquie, l'axe de la Résistance a souligné qu'il était sérieux quant toute action militaire en territoire syrien pouvant aboutir à une guerre aux conséquences inconnues* ». « *L'Iran a mis en garde Ankara contre toute action militaire en Syrie* », a souligné, il y a deux jours, Hossein Amir Abdullahian, vice-Ministre iranien des Affaires étrangères pour l'Afrique et le Monde arabe, dans une réunion, tenue au centre d'études stratégiques du Moyen-Orient, consacrée aux évolutions de l'Irak.

Ces déclarations de M. Abdullahian ont été largement relayées par les médias arabes de la région. « *Il y aurait la possibilité d'une intervention militaire directe de l'Iran et l'envoi par ce pays des troupes au sol syrien, si la Turquie procède à une intervention militaire en territoire syrien avec pour objectif de modifier le rapport des forces en faveur des opposants armés en vue de renverser le gouvernement de Bashar al-Assad* » a indique ce spécialiste de la région.

Le gouvernement turc a installé, suite au feu vert du parlement pour mener des opérations en dehors des frontières, son armée, ses chars et ses équipements militaires à la frontière syrienne. Quelques kilomètres de l'autre côté des frontières, le groupe terrorise de Daesh s'est emparé d'une partie de la ville de Kobani (Ain al-Arab). Les analystes estiment que le gouvernement turc attend la chute de cette ville et le massacre des civils kurdes pour y envoyer son armée sous prétexte de combattre le groupe de Daesh. A ce propos, le quotidien américain, New York Trimes, en évoquent les récentes évolutions dans la région a écrit, jeudi : « *Le gouvernement turc s'est livré à un pari dangereux* ». french.irib.ir 11.10

1.2- L'armée syrienne attaque le Golan - french.irib.ir

L'armée syrienne a violemment bombardé les positions des terroristes d'Al Nosra sur les hauteurs du Golan dans la localité de Bir Ajam. selon Al Mayadin qui rapporte cette information, les terroristes de Al Nosra, soutenus et appuyés par Israël, contrôle un point de passage stratégique à Quneitara, limitrophe du Golan. Leur objectif étant d'accéder à la capitale.

Israël cherche à instaurer une zone tampon dans cette région stratégique, chose qu'il a du mal à réaliser vu la stratégie de la Résistance et de l'armée syrienne dans cette région où elles voient un front anti sioniste. french.irib.ir 11.10

2- Bahreïn

- Bahreïn: l'opposition va boycotter les législatives de novembre - AFP

L'opposition bahreïnie, conduite par le parti chiite Al-Wefaq, a annoncé samedi son intention de boycotter les législatives prévues le 22 novembre dans le petit royaume du Golfe agité depuis 2011 par une contestation de la majorité chiite.

Le communiqué signé par quatre (bien quatre) groupes d'opposition, dont Al-Wefaq, dénonce un scrutin qui "*consolide le pouvoir autoritaire*" dans le royaume dirigé par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Des élections municipales sont prévues le 22 novembre, en même temps que les législatives qui constitueront le premier rendez-vous électoral à Bahreïn depuis octobre 2010.

Les opposants, qui réclament depuis février 2011 des réformes incluant une véritable monarchie constitutionnelle qui réduirait les pouvoirs de la famille régnante, ont en outre appelé dans leur communiqué à "*poursuivre les manifestations pacifiques jusqu'à ce que les demandes populaires soient satisfaites*". AFP 11.10

3- Bolivie

- La Bolivie profite d'une manne économique, effet des nationalisations - AFP

Mais quand c'est le Venezuela de Chavez ou Maduro qui mène la même politique, ils tirent à boulets rouges dessus, à croire que le gaz dans cette partie du monde est moins important que le pétrole pour l'impérialisme américain, temporairement ou à défaut

de pouvoir s'attaquer à Morales qui demeure très populaire. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient la question se pose différemment car elle est liée à des objectifs géopolitiques.

AFP - La Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique latine, caracole en tête de la région en termes de croissance, grâce notamment à la nationalisation des hydrocarbures, une manne devenue capital politique entre les mains du président Evo Morales, en lice dimanche pour un troisième mandat.

Premier président amérindien de Bolivie, investi en janvier 2006 et porté par un discours anti-américain et pro-indigène, Evo Morales ne manque pas de souligner l'effet positif généré par sa mesure la plus radicale: la nationalisation des hydrocarbures.

Appuyé des forces militaires et de la police, le gouvernement occupe manu militari dès mai 2006 les installations et champs de pétrole entre les mains de multinationales comme le brésilien Petrobras ou l'espagnol Repsol, et négocie de nouvelles conditions contractuelles plus favorables à l'Etat.

Parallèlement, il impose une réforme qui fait passer les taxes sur le gaz de 18% à 50%.

Les recettes pétrolières de l'Etat, environ 673 millions de dollars annuels en 2005, grimpent à 5,8 milliards de dollars en 2013, selon la compagnie pétrolière d'État YPFB.

Durant la même période, le PIB triple, passant de 9.5 milliards de dollars à 30,3 milliards. Le PIB par habitant, quelque 1.000 dollars, passe à 2.757 dollars, et le salaire minimum de 72 dollars à 206 dollars, générant un flux de fonds qui permet au gouvernement d'investir dans les programmes sociaux et les infrastructures publiques.

La mainmise de l'Etat ne vise pas seulement les hydrocarbures, mais s'étend aux entreprises de télécommunications, fonds de pension, centrales hydroélectriques, aéroports ou à l'exploitation minière.

Ces nationalisations, qui font fuir le plus souvent les capitaux étrangers, n'ont pas eu cet effet sur la Bolivie, selon un rapport du ministère de l'Economie, auquel a eu accès l'AFP.

La Bolivie a engrangé "*en 2013 1,75 milliard de dollars d'investissements directs internationaux nets (IDE)*", selon ce rapport qui rappelle qu'en 1998, lors de la vague de privatisations, l'IDE avait atteint un pic de 1,02 milliard.

Le boom économique "*résulte d'une excellente conjoncture externe au sein de laquelle l'économie bolivienne a évolué*", indique à l'AFP Armando Mendez, professeur d'économie à l'Université San Andrés (UMSA).

Selon l'économiste, alors que "*la Bolivie exportait en 2005 1,4 milliards de dollars en gaz, elle en exporte aujourd'hui 6,8 milliards, soit près de cinq fois plus*" avec des cours beaucoup plus élevés.

Des taux élevés de croissance et un climat propice aux affaires ont également provoqué un rapprochement avec les milieux d'affaires de Santa Cruz (est): ce principal secteur d'opposition à Evo Morales s'est progressivement rapproché d'un président initialement honni.

La croissance pour 2014, estimée par le gouvernement à 6,5%, placerait, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), la Bolivie cette année en tête des pays avec la plus forte expansion économique de la région, dépassant l'Équateur et la Colombie.

Gonzalo Chavez, professeur d'économie à l'Université Catholique de Bolivie, nuance toutefois, relevant que l'économie de ce pays enclavé d'Amérique du Sud, si elle a démontré des vertus, souffre de défauts de fond.

En Bolivie, l'extrême pauvreté touche ainsi 20% de la population de plus de 10 millions d'habitants.

Cette année, pour donner des outils de subsistance additionnels, le gouvernement a adopté une loi controversée qui permet aux enfants de devenir travailleurs indépendants à partir de 10 ans.

"*On voit ainsi un pays avec de vieux problèmes, qui continue d'exporter des ressources naturelles, qui a de très faibles niveaux de productivité et une énorme économie informelle qui emploie 80% des Boliviens*", souligne Chavez.

En outre, concernant les investissements étrangers, l'universitaire estime que les 1,75 milliard de dollars en 2013 parvenus en Bolivie pèsent peu par rapport aux flux financiers qui ont bénéficié à d'autres pays de la région.

"*Le Pérou reçoit environ 6 milliards de dollars d'investissement par an, le Chili 8 milliards et la Colombie 9 milliards*" remarque-t-il, concluant que la Bolivie a encore un long chemin à parcourir. AFP 11.10

Haut de page

Le 14 octobre 2014

CAUSERIE

Ukraine, Syrie, Irak, Ebola, etc. ils ne pourront pas dire : On ne savait pas.

J'ai dû saboter ou écourter certaines analyses par manque de temps en présence d'une actualité très chargée. Je ne peux pas traiter tous les sujets importants comme je le voudrais.

De plus, je dois m'occuper de la construction de ma maison qui touche à sa fin. Je dois encore essayer de récupérer un peu d'argent d'ici la fin du mois, pas grand chose, mais au point où j'en suis c'est important pour nous.

Je m'interroge à nouveau sur la raison d'être de ce portail.

Parole d'internaute.

- "*La Turquie, membre de l'OTAN, a laissé passer sans problème les milliers de volontaires recrutés pour se battre aux côtés de l'Etat Islamique. Par contre, elle refuse de laisser passer en Syrie les Kurdes (tant de Syrie - ceux qui sont venus mettre leur famile à l'abri - que de Turquie) qui souhaitent venir prêter main forte à la population de Kobané contre l'EI, et a déployé des milliers de soldats à la frontière pour les empêcher de passer. L'OTAN - qui offre son bouclier à la Turquie - s'est ainsi rangée de facto dans le camp de l'Etat Islamique, de même que les régimes sunnites du golfe qui forment cette nauséabonde "coalition" avec les pays de l'OTAN*

Il n'y a finalement que de Damas, de Téhéran, du Hezbollah libanais et de Bagdad que les Kurdes - tout sunnites qu'ils sont - peuvent espérer une aide (stratégiquement intéressée, bien sûr)."

L'Emirat islamique est l'armé privée de l'Otan...

Domination impériale.

- Prix Nobel: la France est l'un des pays les plus récompensés après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne - Le Huffington Post

Erreur de calcul : 10/10 !

- Nobel d'économie : les États-Unis primés 9 fois en 10 ans - LePoint.fr

Jean Tirole a adopté le néolibéralisme aux Etats-Unis et depuis il ne l'a jamais quitté.

Le prix Nobel d'économie a été attribué aux marchés financiers.

Avant de traité ce sujet il nous fallait vous livrer la dernière info en date, elle nous servira de grille de lecture tout au long de cet article.

La régulation des marchés : Une arnaque !

- Prix Nobel d'économie : le Français Jean Tirole récompensé pour ses travaux sur la régulation des marchés - Francetv info

- Change: le régulateur boursier dénonce les arnaques visant les particuliers - AFP

Il faut donc en déduire qu'ils ont attribué le prix Nobel d'économie à un des représentants et enseignants du système économique mafieux en vigueur.

Jean Tirole : Un pur produit du néolibéralisme récompensé une nouvelle fois.

(Source : AFP, Reuters, Lepoint.fr, Libération.fr, Francetv info, 20minutes.fr, Leparisien.fr, Lefigaro.fr 13.10)

Milton Friedman l'avait reçu en 1976 pour ses travauxn notamment sur la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation qui furent appliquées en Grande-Bretagne (Thatcher), aux Etats-Unis (Reagan), au Chili (Pinochet) et en Argentine (Videla) notamment.

La présentation qu'a fournie Libération (la voix de l'oligarchie) des travaux de Jean Tirole, ressemble étrangement à ceux de Friedman, je cite, le mot stabilisation a été remplacé par régulation : Le Prix Nobel d'Economie est un économiste de la régulation pour qui le marché n'est ni parfait, trouvant son équilibre par la simple confrontation de comportements rationnels, ni incohérent, il est complexe.

Le président de la Fondation Jean-Jacques Laffont - Toulouse School of Economics (TSE) où officie Jean Tirole l'a confirmé en déclarant qu'il avait été récompensé pour son "*analyse de la puissance du marché et de la régulation*"... devant lesquelles il se prosterne.

Avant eux l'Académie royale de Suède a dit avoir voulu honorer "*un des économistes les plus influents de notre temps*" qui a "*éclairci les moyens de comprendre les secteurs économiques dominés par quelques grands groupes pour les réguler*", régulation qui a abouti à l'explosion des inégalités au profit des 1 à 10% les plus riches, à créer une couche d'hyper riches, comme quoi il a bien travaillé et devait être récompensé par les représentants de l'oligarchie financière.

Comme dit Etienne Wasmer, professeur d'économie à Sciences Po, quand ce prix récompense l'analyse du pouvoir des marchés et la régulation des marchés, le symbole est encore plus marquant. Libération.fr 13.10

Une nouvelle imposture.

On a relevé quelques commentaires de journalistes ou économistes relatifs aux travaux de Jean Tirole.

- Le marché n'est ni parfait, trouvant son équilibre par la simple confrontation de comportements rationnels, ni incohérent, il est complexe.

Le problème voyez-vous braves gens, ne proviendrait pas du marché ou de la soumission des Etats à la dicature du marché, mais de sa complexité qui rendrait sa régulation si difficile que tous les législateurs à travers le monde malgré leur bonne volonté légendaire se seraient cassés les dents dessus (d'où les sans-dents !).

Ils oublient (sic) simplement de mentionner qu'ils se sont acharnés à le déréguler depuis les années 70, puis 90 et enfin 2000 jusqu'à nos jours, c'est en réalité une constante de ces 40 dernières années.

Vous aurez compris que ces questions ne peuvent pas être du ressort du peuple d'en bas, alors laissez-nous gouverner tranquillement, vous en serez toujours incapables... Cela ne vous fait-il pas penser à de précédentes causeries, vous avouerez qu'on a le pif pour être en phase avec l'état d'esprit de la classe dominante, en toute modestie, ce n'est qu'un constat en passant, nos dirigeants ne peuvent pas en dire autant.

Ils ont de la suite dans les idées disions-nous...

- Le comité Nobel a aussi voulu rendre un hommage posthume à cet autre grand nom de la régulation, dix ans après la disparition prématurée de Jean-Jacques Laffont avec qui il a porté l'Ecole d'Economie de Toulouse (TSE, Toulouse School of Economics) aux sommets, on peut penser que le comité Nobel a aussi voulu rendre un hommage posthume à cet autre grand nom de la régulation.

- Après avoir libéralisé, comment empêcher les grandes entreprises de se comporter en prédateurs? Impossible, d'autant plus qu'elles vont se doter d'un traité de libre-échange légitimant leur avidité insatiable. Jean Tirole en a-t-il entendu parler ?

- L'approche de Tirole fait la part belle aux motivations individuelles, et aux acteurs individuels. C'est libéral au sens où il s'appuie sur l'individu...

Ah ben voilà qu'ils lâchent le morceau ! A bas les besoins, les aspirations, les intérêts ou droits collectifs de la majorité de la population laborieuse, à bas l'Etat, place à l'individuaisme et au marché, à l'oligarchie quoi !

En réalité Jean Tirole a travaillé pendant des décennies à parfaire le néolibéralisme, à le légitimer puisque c'était son objectif.

Jean Tirole a réalisé des contributions fondamentales, seul et avec une impressionnante liste de collaborateurs, dans au moins six champs de l'économie nous dit-on:

- La concurrence imparfaite et de la régulation des marchés ; Les deux étant les pires ennemis du néolibéralisme...

- La théorie des bulles rationnelles ; Augmenter artificiellement la valeur d'un actif ne serait pas forcément irrationnel, sauf quand elle est le point de départ d'une spirale sans fin qui se nomme spéculation ou escroquerie à l'arrivée...

Sans rire, ils ont osé écrire : Qui plus est, on peut montrer que l'existence d'un actif ayant un prix de bulle peut être efficace dans certains cas, alors que l'absence de bulle peut être inefficace. D'innombrables travaux ont enrichi les modèles initiaux et conduit à mieux comprendre les conditions d'apparition, de disparition et de régulation des bulles.

A aucun moment ils ne poseront la question de savoir à qui elle profite et qui en sont les victimes, on comprend pourquoi, les véritables intentions de Tirole seraient dévoilées.

- Le domaine économie et psychologie ; En présence d'incitations monétaires les hommes donnaient plus leur sang, alors que les femmes en donnaient moins. Conclusion : il ne faut rémunérer que les dons du sang des femmes ou séparer les collectes de sang des hommes et des femmes, pourquoi ne pas leur allouer des places séparées dans les transports en commun. Autre exemple. Une amende avait été imposée pour sanctionner les retards à récupérer les enfants, l'on a vu le nombre de retards… non pas diminuer mais augmenter : on avait détruit les motivations intrinsèques. (Source : liberation.fr 13.10)

Ils sont très forts décidément, parce que les parents devaient faire exprès de prendre leur temps en sortant du boulot pour récuperer leurs gosses, alors que chacun sait qu'ils cavalent et que c'est une source d'angoisse pour eux.

- La théorie des contrats ; Dont sans doute les fameux produits dérivés object d'une spéculation effrénée ou tout autre instrument financier opaque.

- La théorie de la régulation bancaire et financière ; Laissée à la discrétion des plus puissants banquiers anglo-saxons-sionistes. Ce sont eux qui la dictent au législateur américain, qui d'autres qu'eux détient le pouvoir ?

- Les théories de l'innovation ; On ne sait pas de quoi il s'agit, peut-être des instruments financiers en tous genres qu'ils ont créés par nature incompréhensibles, opaques, de véritables escroqueries. A moins qu'il s'agisse de cette frénésie malsaine à sans cesse créer de nouveaux produits dont les trois quart sont inutiles ?

Le gouvernement pro-business jubile.

- Nobel d'économie : "*une fierté pour la France*", dit Hollande - LePoint.fr

"*Un immense bravo à Jean Tirole qui fait la fierté de notre pays et de l'école d'économie française*", a déclaré le ministre de l'Economie Emmanuel Macron sur Twitter.

Le Premier ministre Manuel Valls a utilisé le même vecteur pour saluer "*un autre Français au firmament*".

François Hollande a parlé de "*fierté pour la France*". LePoint.fr 13.10

Ouf, on n'est pas concerné !

Jean Tirole ou le programme de guerre contre la classe ouvrière du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne.

- Le Nobel Jean Tirole est pour une réforme du marché français de l'emploi - AFP

"*Le marché de l'emploi français est assez catastrophique*", a déclaré M. Tirole lors d'une conférence de presse à Toulouse, tenue à la hâte après avoir été choisi pour ce prix, à la Fondation Jean-Jacques Laffont-Toulouse School of Economics (TSE), centre de recherche qu'il dirige.

"*Je pense qu'il va falloir changer les choses si on veut donner un avenir à nos enfants*", a-t-il ajouté.

"*Depuis 30 ans, 40 ans, il y a du chômage et les jeunes, on leur propose des CDD dans leur très grande majorité parce que*

les entreprises ont trop peur de donner des CDI. Donc on a une situation complètement absurde qui est qu'à force de trop protéger les salariés, on ne les protège plus du tout", a-t-il ajouté dans l'amphithéâtre de l'Ecole d'économie de Toulouse, adossée au centre de recherches TSE de M. Tirole.

"*Ce n'est pas un hasard que toute l'Europe du Sud qui a exactement les mêmes institutions du marché du travail, s'est retrouvée avec beaucoup de chômage alors que l'Europe du Nord, la Scandinavie par exemple, qui a un système différent, se retrouve avec assez peu de chômage*", a-t-il ajouté dans une salle bondée de journalistes et caméramen.

En 2003, il avait proposé avec Olivier Blanchard, aujourd'hui chef économiste du Fonds monétaire international, l'instauration d'un contrat de travail unique qui se substituerait aux CDD et CDI, assorti d'une augmentation progressive des droits des salariés en fonction de l'ancienneté.

"*Nos propositions de réformes n'ont pas été adoptées*", a-t-il regretté, disant cependant "*ne pas penser pas que l'économie française soit un cas désespéré*".

"*La question n'est pas l'austérité mais ce sont les réformes*", a-t-il asséné.

L'économiste a de plus souligné la nécessité de mettre en oeuvre le projet d'union bancaire européenne.

"*Mon avis c'est que la création d'une union bancaire est quelque chose de tout à fait important*", a-t-il dit.

"*Il faut que cela se passe au niveau européen et il ne faut pas que les gouvernements puissent intervenir dans la réglementation prudentielle car les gouvernements ont leurs propres objectifs qui peuvent après entraîner des difficultés très importantes pour les banques. Donc (il faut) avoir une union bancaire mais il faut qu'elle soit indépendante et qu'elle puisse intervenir*", a cependant averti M. Tirole.

S'agissant des dépenses publiques, il estime que les pays scandinaves "*ont montré que le modèle social pouvait être conservé avec un Etat plus léger, plus dynamique*". AFP 13.10 Vérifions-le immédiatement.

La Scandinavie était justement un modèle... de "***pénétration***" sociale douloureuse, qui l'aurait soupçonné ?

- Le Danemark veut interdire complétement la zoophilie - 20minutes.fr

Le Danemark veut, à l'exemple de ses voisins, interdire la zoophilie, pour protéger les animaux et s'aligner sur la législation des pays voisins, a annoncé dimanche le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche.

«*Je propose une modification de la loi sur la protection des animaux afin de préciser explicitement que les relations sexuelles avec les animaux ne sont plus autorisées*», a indiqué le ministre de l'Agriculture, Dan Jørgensen, dans un communiqué.

«*Les animaux doivent être traités avec respect et soin et ont droit à une protection particulière parce qu'ils ne peuvent pas dire non*», a-t-il souligné. Jusqu'à présent, la zoophilie était illégale seulement si les souffrances de l'animal pouvaient être documentées. (A la victime de fournir la documentation ou de déposer plainte ! - ndlr)

Le Parlement a auparavant déjà refusé d'amender la loi sur la protection des animaux estimant suffisante la législation actuelle, a indiqué le quotidien Ekstra Bladet. Selon le journal, le gouvernement disposerait désormais d'une majorité pour modifier la loi. En outre, dans un récent sondage, les Danois se sont prononcés à 76% en faveur de l'interdiction de la zoophilie. 20minutes.fr 12.10

24% s'opposent à cette interdiction. Il faut être sacrément dégénéré pour avoir des relations sexuelles avec des animaux, sérieusement déséquilibré mentalement. A part cela les Danois respirent la joie de vivre...

Suite de son programme antisocial.

- Le prix Nobel d'économie prône des réformes rapides en France - Reuters

Il a insisté sur la nécessité (...) "*de faire en sorte que notre pays puisse donner des bons emplois aux jeunes, qu'on ne leur laisse pas une dette trop élevée.*"

En plein débat sur le rythme de consolidation des finances publiques, Jean Tirole a plaidé pour que des réformes soient menées "*assez vite*". "*La question n'est pas l'austérité. Ce sont les réformes qui donnent confiance à l'étranger dans l'avenir de la France*", a-t-il indiqué. Reuters 13.10

Traduire "*l'étranger*" par les investisseurs, les fonds "*vautours*", les banquiers, leur "*confiance*" vaut mieux que celle des travailleurs dont les besoins doivent être soumis à l'oligarchie financière.

En effet leurs maîtres s'impatientent.

- Le FMI veut des "*mesures audacieuses*" pour soutenir la reprise - Reuters

Le comité monétaire et financier international (CMFI) appelle les pays membres à mener des réformes audacieuses en matière de marché du travail et de sécurité sociale afin de libérer des fonds publics en faveur de l'investissement, pour créer des emplois et soutenir la croissance. Reuters 12.10

- Assurance chômage : une réforme pour donner des gages à Bruxelles - LePoint.fr

- Hollande tente de calmer les ardeurs réformatrices de son aile droite - LeFigaro.fr

- Assurance chômage: Cambadélis s'oppose à Macron - AFP

Pas vraiment, il lui a rappelé les règles du bonapartisme ("*le président de la République s'exprime, les ministres appliquent*") auquel chacun doit se soumettre au gouvernement ou au sein du PS.

Ensuite il n'a pas infirmé qu'ils envisageaient sérieusement de s'attaquer aux droits des chômeurs "*Il y a eu une réforme, elle est insuffisante. On ne pourra pas en rester là*." a-t-il déclaré devant la presse le député à son arrivée du conseil national du PS à Paris (AFP 12.10). Le lendemain Hollande l'a confirmé sur un ton sibyllin

- Assurance chômage : l'Élysée tente d'éteindre la polémique suscitée par une éventuelle réforme - Francetv info

Ce lundi 13 octobre, l'Élysée a choisi de clore le débat. La réforme interviendra le moment venu mais "*pas immédiatement*". Francetv info 13.10

Les dirigeants syndicaux sont tous contre, tout du moins verbalement, parce que les travailleurs ne veulent pas en entendre parler. Hollande va être obligé de légiférer et de se sacrifier.

En complément. L'exercice du pouvoir se complique un peu plus chaque jour pour Hollande.

- Jean-Michel Baylet : "*Les circonstances actuelles ne nous permettent pas, s'il n'y a pas des avancées, de rester membres de ce gouvernement.*" - Francetv info

- EELV "*en désaccord*" avec les orientations du budget 2015 - AFP

- "*Découragé*", le président du comité de la fiscalité verte démissionne - AFP

Déni. Qui a dit les réformes que vous subissez ne consistent pas à vous "***enlever***" ou vous "***prendre quelque chose***" ?

"*Lorsqu'il y a des réformes, il faut qu'elles soient prêtes pour que l'on puisse dire exactement à chacun ce qu'elle va engendrer dans sa vie*"

"*Mais (...) je me méfie, lorsqu'il y a une proposition qui est mise sur la table et qui, d'un seul coup, engendre de l'inquiétude dans un pays qui déjà très inquiet en se demandant ce qu'on va enlever*".

"*Parce que hélas, aujourd'hui, le mot de réforme est ressenti par une grande majorité de la population comme " on va encore nous prendre quelque chose ", je dis attention*"

Réponse : le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS). AFP 12.10

Quand du jour au lendemain on ne vous rembourse plus un médicament, quand certains soins ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale, quand la TVA augmente, on ne vous "*enlève*" rien, on vous soulage, c'est pour votre bien.

Je dois attendre septembre 2017 pour toucher ma petite retraite, après qu'ils eurent reporté l'âge minimum du départ à la retraite à

62 ans pour les travailleurs nés en 1955, donc pendant deux ans supplémentaires je devrais avec Selvi essayer de vivre avec 261 euros par mois au lieu peut-être du double ou plus, mais selon ce salopard de Bartolone on ne m'aura rien "*enlever*" pendant ces deux années, non juste de quoi pouvoir vivre décemment. C'est devenu notre sujet de conversation quotidien.

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme et business.

"*On comprend que quelqu'un de droite nous parle comme ça, parce qu'ils l'ont toujours fait*". "*Quand quelqu'un qui se dit de gauche parle comme quelqu'un non seulement de droite, mais quasiment d'extrême droite, alors c'est très grave*".

Réponse : L'ex-candidat déclaré au poste de Premier ministre de Hollande, Mélenchon.

Il se livre à un procès d'intention à l'égard de Macron, tout comme envers Hollande ou Valls ou n'importe quel dirigeant du PS qu'il accuse de parler comme des gens de droite ou d'extrême droite, dès lors qu'il refuse d'en tirer la conclusion que le PS est de droite ou d'extrême droite puisque le nélolibéralisme auquel il a adhéré est l'idéologie la plus extrémiste de la classe dominante. Mélenchon est un charlatan.

Il a également confirmé hier sur France 3 que le PG n'était pas un parti ouvrier, entre nous on s'en doutait un peu !

"*Les Français aimeraient gagner assez pour payer des impôts. Tout pèse sur la classe moyenne. Si vous enlevez la première tranche d'impôts, ça veut dire que vous avez peu de tranches d'impôts, que tout pèse sur la classe moyenne*", a-t-il expliqué.

Selon le gouvernement, la suppression de cette première tranche dans le budget 2015 permettra une baisse d'impôts pour six millions de ménages (dont un million exemptés) et 3,3 milliards d'euros seront consacrés à la mesure, pour éviter qu'elle ne pèse sur les quelque 12 autres millions de foyers fiscaux qui n'en bénéficieront pas. AFP 12.10

Il prend donc position pour la classe moyenne qui est son fond de commerce au détriment de la classe ouvrière qui est concernée par la suppresssion de la première tranche d'impôts.

Par décret royal : Soyez "***optimiste***" !

(On croirait entendre Bartolone, non ?)

- Jean-Luc Mélenchon veut donner « *une leçon d'optimisme* » - lemonde.fr

Ils sont en goguettes, ils font la fête, ils sabrent le champagne...

Lemonde.fr - Jean-Luc Mélenchon entre dans la salle, serre les mains avec chaleur, agrippe les épaules, touche, embrasse dans un même élan. Souriant, le député européen sait où donner de la tête en cette soirée du lundi 13 octobre, au restaurant la Rotonde, dans l'est de Paris.

Il connaît la plupart des personnes, une petite centaine, réunie ce soir-là pour fêter la sortie de son livre L'ère du peuple : parmi elles, des fidèles du Parti de gauche et des alliés du Front de gauche – dont Pierre Laurent, patron du PCF, et Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble.

Toute acquise, la salle, plongée dans une ambiance tamisée où le champagne passe de mains en mains, écoute dans un silence religieux.

Pour Jean-Luc Mélenchon, le temps de la déprime est révolu. Fini cet été pourri durant lequel il n'aspirait plus qu'à « *bayer aux corneilles* », usé par les combats politiques, élections européennes en tête, à l'issue desquelles le Front national l'a emporté. Il revient aujourd'hui à la charge, décidé à porter un message positif et à ne plus se cornaquer dans le rôle d'opposant à François Hollande. Son livre, il a même failli l'appeler « *Le goût du futur* ».

« *Je veux donner une leçon d'optimisme à l'heure où les raisons d'être optimiste ne sont pas nombreuses* », dit-il au pupitre au cours d'un discours d'une vingtaine de minutes. Son ouvrage accompagne le lancement du mouvement pour la VIe République, qui ambitionne de fédérer les Français autour d'un projet d'assemblée constituante destinée à rebattre le jeu institutionnel. « *Le pouvoir constituant est à mes yeux la stratégie révolutionnaire du XXIe siècle* », professe-t-il. « *Le mouvement pour la*

VIe République est un réseau social, ce n'est pas un parti politique et ça n'en sera jamais un. » ajoute-t-il.

Jean-Luc Mélenchon dédicace par dizaines les exemplaires d'un feutre rouge. Son précédent livre, Qu'ils s'en aillent tous, publié durant la campagne présidentielle, s'était vendu à plus de 100 000 exemplaires. Une performance qu'il espère rééditer ? Prudent, il préfère ne pas se confronter aux succès éditoriaux du moment. « *Quelqu'un m'a mis en concurrence avec Zemmour, allez-y mollo, il a pris de l'avance…* » lemonde.fr 13.10

En l'écoutant, en guise de "*leçon d'optimisme* ", on éprouve plutôt un profond dégoût.

Apparemment un "*réseau social*" peut rapporter plus qu'un "*parti politique*" qui ne sert que de ticket d'entrée institutionnel.

Chacun aura compris que ce "*mouvement pour la VIe République*" n'a pas pour objectif de renverser le pouvoir politique en place... mais de le servir, de s'en servir puisqu'il faut bien vivre, n'est-ce pas ?

Normalisation du nazisme.

Un nostalgique du IIIe Reich nommé ministre de l'Intérieur en Belgique.

- Un ministre belge estime que les collaborateurs sous l'occupation nazie "*avaient leurs raisons*" - Atlantico.fr

Jan Jambon, nommé ministre de l'Intérieur la semaine dernière, est membre du parti flamand indépendantiste.

Des révélations avait fuité sur sa participation en 2001 à une réunion de nostalgiques du IIIe Reich.

Ces déclarations relancent en Belgique le débat autour des sympathies d'extrême droite des nationalistes flamands. Le parti centriste d'opposition a jugé "*inacceptables*" ses propos, tandis que le parti socialiste francophone dénonçait des mots "*terriblement choquants*". Les centristes ont demandé à Charles Michel, le premier ministre belge, de les condamner. "*On ne va pas lui demander de démissionner trois jours après la prestation de serment, mais c'est particulièrement heurtant*", a concédé Benoît Lutgen, le chef des centristes francophones. Atlantico.fr 13.10

Le chef des milices néonazis devient ministre de la Défense.

- En Ukraine, le chef de la garde nationale proposé comme ministre de la défense - lemonde.fr

Au lendemain du limogeage de son ministre de la défense, le président ukrainien, Petro Porochenko a proposé lundi 13 octobre de nommer à sa place Stepan Poltorak, actuellement chef de la garde nationale. Le Parlement devrait valider la candidature de ce général de 49 ans mardi.

La garde nationale regroupe les bataillons de volontaires, souvent issus de la contestation proeuropéenne du Maïdan, engagés aux côtés de l'armée dans l'Est. Elle a été créée en mars, sur la base des troupes du ministère de l'intérieur, pour y intégrer ces « *unités d'autodéfense* » du Maïdan. Les soldats de cette formation se sont notamment illustrés lors de combats dans l'Est séparatiste prorusse, où Kiev mène depuis la mi-avril une opération militaire.

Il devrait devenir le quatrième ministre de la défense depuis l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux, en février 2014. lemonde.fr 13.10

La Turquie membre de l'Otan est l'allié privilégié des barbares de l'Emirat islamique.

Erdogan soutient les mercenaires sanguinaires de l'Emirat islamique contre le peuple kurde.

La Turquie confirme sa décision de former et d'équiper les rebelles syriens modérés - 20minutes.fr

Les États-Unis ont indiqué vendredi qu'Ankara avait accepté, sur leur pression, de former et d'équiper les rebelles de l'opposition syrienne modérée.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a confirmé dimanche que son pays allait renforcer les capacités militaires de «l'opposition modérée» syrienne afin d'en faire une «troisième force» entre le régime de Damas et les jihadistes.

«*Nous avons besoin maintenant d'une force de sécurité qui protège le peuple syrien à la fois contre l'EI (le groupe État islamique) et contre le régime*», a déclaré Ahmet Davutoglu dans un entretien accordé au quotidien Milliyet paru dimanche.

«La solution, c'est une troisième force autre que le régime et l'EI qui représente le peuple syrien et qui est composée de Syriens, pas de combattants étrangers», a-t-il précisé. «*Cette troisième force doit représenter toutes les parties de la Syrie, la Coalition nationale syrienne et l'opposition remplissent déjà ces conditions*». Les États-Unis ont indiqué vendredi qu'Ankara avait accepté, sur leur pression, de former et d'équiper les rebelles de l'opposition syrienne modérée.

La Turquie juge les frappes aériennes de la coalition insuffisantes et redoute qu'elles ne renforcent par ricochet le président Bachar al-Assad, sa bête noire.Elle continue d'exiger la création dans le nord de la Syrie d'une zone-tampon doublée d'une zone d'exclusion aérienne destinée à protéger les réfugiés et les quelques secteurs du territoire syrien tenus par l'opposition modérée, aujourd'hui moribonde.

Hormis la France, les alliés de la Turquie ont accueilli cette idée avec une extrême réserve. «*Une autre force serait souveraine sur le terrain grâce à la protection aérienne qui lui serait offerte, cette force serait l'opposition modérée*», a plaidé dimanche Ahmet Davutoglu. 20minutes.fr 12.10

Autre info.

La Turquie, les Etats-Unis, l'UE, l'Otan, l'Onu s'appitoient sur le sort de la population de Kobané, à les entendre ils ne peuvent pas lui venir en aide, ils ne peuvent absolument rien faire...

AFP - Pour venir en aide aux forces pro-gouvernementales assiégées dans ce secteur entouré de territoires conquis par l'EI, la coalition a mené sa première opération de largage de munitions, vivres et eau vendredi et samedi, selon le Pentagone. AFP 12.10

Oui, mais là il s'agit de défendre la raffinerie de Baïji au sud de Mossoul en Irak, défendue par l'armée irakienne et des tribus sunnites. C'est donc délibérément qu'ils laissent la population de Kobané massacrée par EI, ils en sont les complices parce que cela fait partie de la stratégie américaine pour ensuite pouvoir mieux s'attaquer à Assad, le véritable objectif de cette guerre.

Ankara met ses bases militaires à disposition de la coalition - LeMonde.fr

La conseillère à la sécurité nationale de la Maison blanche a également précisé que des installations militaires turques serviraient à la formation de rebelles syriens. LeMonde.fr 12.10

Les Turcs ont démenti avoir autorisé l'utilisation de leurs bases aériennes pour frapper l'organisation terroriste, comme l'avaient affirmé les États-Unis, quelques heures plus tôt. Lefigaro.fr 13.10

Syrie-Irak : les drôles d'alliés de l'Occident - lepoint.fr

Des Kurdes du PKK, classé terroriste par l'UE, des États du Golfe sponsorisant les djihadistes... : la coalition anti-groupe EI est un attelage bizarre.

Autres alliés de l'Occident dans la croisade contre le mal : les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite. Idéologiquement, le wahhabisme est la matrice de l'islamisme politique contemporain. La dynastie saoudienne est née au XVIIIe siècle d'un pacte entre un prédicateur religieux, Mohamed Ben Abdelwahab, et un chef de guerre, Mohamed al-Saoud. L'alliance du sabre et du goupillon. Abdelwahab est une sorte de Luther musulman qui prône un retour aux sources de l'islam et une lecture très rigoriste du Coran. Le wahhabisme a irrigué les courants les plus radicaux de l'islam politique.

Si le gouvernement saoudien se méfie de ces nouveaux sicaires, certains princes et parfois les services spéciaux du royaume ont apporté une aide plus ou moins directe aux mouvements les plus intégristes. Et les autorités de Riyad, impuissantes ou complices, ont fermé les yeux. Quant au Qatar, il est très proche des Frères musulmans, bête noire des Saoudiens.

La Turquie, elle, soutient la coalition comme la corde soutient le pendu. Elle a laissé transiter sur son sol, en toute connaissance, les recrues de Daesh. Le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan applique une politique néo-ottomane avec une obsession : éviter un Kurdistan indépendant et, si possible, prendre des gages en Syrie. La proposition d'une "*zone tampon*" contrôlée par l'armée turque à l'intérieur du territoire syrien va dans ce sens. Si un modus vivendi a été trouvé avec le Kurdistan irakien, le PKK reste l'ennemi. Que ses combattants se fassent écraser à Kobané ne fera pas verser beaucoup de larmes à Ankara. lepoint.fr

Les raisons de la défiance de la Turquie envers les Kurdes de Kobané - LeMonde.fr

La Turquie refuse obstinément d'ouvrir sa frontière aux volontaires kurdes prêts à renforcer les « *Unités de protection du peuple kurde* » (YPG, branche armée du parti kurde de Syrie PYD, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan turc ou PKK interdit en Turquie), qui défendent désespérément la ville syrienne de Kobané prise en étau depuis près de quatre semaines par les djihadistes.

Les explications d'Ankara

« *La Turquie ne peut pas armer des civils et leur demander de se battre contre des groupes terroristes. (…) Envoyer des civils à la guerre c'est un crime !* », a expliqué Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères à France 24 lors de sa visite en France, le 10 octobre.

Ankara se refuse à aider les défenseurs de Kobané en raison de leur affiliation au PKK et aussi parce que les Kurdes du parti de l'Union démocratique de Syrie (PYD) ont longtemps été les meilleurs soutiens du régime de Damas dans les régions qu'il contrôlait, éradiquant toute forme d'opposition à Bachar Al Assad et refusant de frayer avec l'Armée syrienne libre.

C'est ce qui est ressorti des entretiens tenus la semaine dernière à Ankara entre Salih Muslim, le co-président du PYD, des diplomates turcs et les services secrets (MIT). Salih Muslim réclamait le passage libre à Mursitpinar (le point de passage situé en face de Kobané sur la frontière turco syrienne) pour des armes, notamment anti chars destinées à ses combattants, en mauvaise posture à Kobané malgré les frappes de la coalition. Ses interlocuteurs lui ont demandé de couper les ponts avec le régime de Damas, de dissoudre les gouvernorats mis en place dans les enclaves kurdes et de se distancer du PKK.

Le refus d'Ankara de se porter au secours de la ville assiégée par les djihadistes a mis les dirigeants turcs sous le feu des critiques des alliés de l'OTAN. « *Notre plus gros problème était nos alliés dans la région, les Turcs sont de grands amis (des islamistes radicaux), tout comme les Saoudiens et les Emirats arabes unis* », a lâché le vice-président américain Joe Biden lors d'un discours à Harvard le 3 octobre, avant de se confondre en excuses auprès du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Un processus de paix en péril

En interne, la bataille de Kobané a rallumé le feu de la contestation dans les régions kurdes du sud-est de la Turquie et dans les grandes villes, où les affrontements entre la police et les manifestants pro-kurdes ont fait plus de 30 morts la semaine dernière.

Le sort de Kobané n'est pas sans risque pour la Turquie. Si la ville tombe aux mains des djihadistes, une nouvelle flambée de violence risque d'embraser à nouveau les régions kurdes, mettant en péril le processus de paix engagé entre le PKK et le gouvernement islamo conservateur de l'AKP. «*On ne peut pas mener de négociations alors qu'ils sont en train de créer les conditions d'un massacre à Kobané* », a indiqué Cemil Bayik, le numéro deux du PKK, dans une interview donnée au New York Times depuis son QG des monts Qandil, en région autonome du Kurdistan d'Irak. « *Nous ne marchanderons pas le sang de Kobané contre un accord* », a-t-il ajouté, menaçant de renvoyer les combattants du PKK en Turquie d'où ils se sont retirés depuis le cessez-le-feu conclu en mars 2013. Des Kurdes protestent contre le gouvernement turc à l'occasion des funérailles d'un des leurs tué lors d'une manifestation, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 9 octobre.

Sa menace ravive le spectre de la guerre entre le PKK et l'armée régulière, qui fit environ 30 000 morts, des centaines de milliers de déplacés et la destruction de 3 000 villages au tournant des années 1990. A l'époque, les officiels turcs niaient l'existence des Kurdes, appelés « Turcs des montagnes ».

Une décennie de normalisation a changé la donne. Les Kurdes de Turquie (15 millions de personnes) peuvent désormais enseigner et apprendre leur langue, les disparitions de militants kurdes ont cessé de même que les embuscades du PKK contre les jeunes recrues de l'armée turque. La prospérité économique des années Erdogan, a gagné le sud-est du pays, favorisant l'émergence d'une classe moyenne. Gagnées par la fièvre de la consommation et de la construction, les grandes villes kurdes (Diyarbakir, Gaziantep, Sanliurfa, Mardin) sont bien plus prospères aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Une déclaration d'Öcalan attendue mercredi

Abdullah Öcalan, le chef historique du mouvement indépendantiste kurde, a lui aussi mis en garde contre le risque d'une rupture des pourparlers. Emprisonné depuis 1999, le dirigeant kurde purge une peine de réclusion à perpétuité dans l'îlot d'Imrali, en mer de Marmara, où il reçoit régulièrement la visite de parlementaires et de négociateurs des services turcs. Nul doute qu'il appellera au calme dans la déclaration qu'il doit faire mercredi 15 octobre.

Un nouveau négociateur lui rendra bientôt visite, il s'agit de Muhammet Dervisoglu, ancien chef adjoint du MIT, qui a été récemment chargé des négociations avec le PKK et aussi de la lutte contre les réseaux djihadistes. Persuadé qu'une solution négociée au problème kurde reste possible malgré la chute probable de Kobané, Ankara manie la carotte et le bâton.

En prévision d'une nouvelle flambée de violence dans les régions kurdes, le parlement planchera mardi 14 octobre sur un nouveau paquet de lois sécuritaires. Certains amendements autorisent la police à tirer sans sommation sur les manifestants dès le premier cocktail Molotov lancé. Les utilisateurs et les fabricants de cocktail Molotov, désormais assimilé à une arme, risqueront jusqu'à 12 ans de prison. LeMonde.fr 13.10

L'attitude ambiguë de la Turquie contre l'État islamique - LeFigaro.fr

A minima, la Turquie est accusée d'avoir fermé les yeux sur le déplacement de djihadistes de l'EI sur son territoire, ainsi que sur le ravitaillement pour le «Califat» enclavé. LeFigaro.fr 13.10

"***L'Etat islamique profite d'un trafic de pétrole institutionnalisé depuis la guerre du Golfe***" - Francetv info

Depuis le début de la guerre du Golfe, la Turquie bénéficie de cet approvisionnement à bon compte. Entre 50 000 et 100 000 barils de ce pétrole alimentent chaque jour les raffineries turques. Des pipe-lines ont été construits et agrandis. Ils vont eux aussi jusqu'en Turquie, précisément jusqu'à Alexandrette, sur les rives de la Méditerranée. Francetv info

En complément.

- La Turquie dément avoir conclu un accord avec les Etats-Unis pour l'utilisation des bases contre l'EI - 20minutes.fr

- L'aide de l'Onu absente des régions contrôlées par l'EI en Syrie - Reuters

Au fait, la collusion entre la Turquie et les barbares de l'Emirat islamique n'étant plus qu'un secret de polichinelle, quand est-ce qu'elle adhère à l'UE, la Commission européenne n'a-t-elle pas dit récemment que la Turquie avait fait de réels progrès en terme de démocratie ?

La vraie sanction : La baisse du cours du pétrole. Confirmations.

Les Etats-Unis, futurs champions mondiaux des hydrocarbures? - AFP 12.10

Aidés par l'essor du schiste, les Etats-Unis semblent partis pour détrôner l'Arabie saoudite et la Russie comme premiers producteurs d'hydrocarbures liquides de la planète, mais le récent plongeon des cours du brut pourrait freiner leur élan.

Grâce au boom récent du pétrole non conventionnel, les Etats-Unis ont extrait 11,6 millions de barils par jour (mbj) en juin et 11,5 mbj en août, comme l'Arabie saoudite, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui publiera ses chiffres pour septembre mardi.

Pour Francisco Blanch, qui dirige la recherche sur les matières premières chez Bank of America, les Etats-Unis sont déjà arrivés "*aisément à la première place*" au premier semestre.

"*Il s'agit de très loin de la plus importante et de la plus rapide croissance de production de l'histoire américaine*", ajoute-t-il. "*Dans les années 1920, ou 30 ou 40, l'offre augmentait d'un mbj par décennie, maintenant c'est tous les ans!*", précise-t-il.

Depuis son plus bas de 2008, lorsque le pays était empêtré dans la crise financière, la production de pétrole brut américaine a bondi de près de 60%.

Une telle explosion de l'offre n'est pas restée sans conséquence. "*La réduction des importations*" de brut étranger qui en résulte, "*tout comme la hausse des exportations de produits raffinés américains vers l'étranger se traduit de facto par une plus grande abondance d'or noir dans le reste du monde*", relève James Williams, expert de WTRG Economics.

Les ventes de produits raffinés à l'étranger sont proches de records vieux de 40 ans.

Ce boom, "*combiné à la croissance mondiale en berne, est en grande partie responsable de la chute actuelle des prix mondiaux*", remarque-t-il.

Malgré les vives tensions géopolitiques, les cours de l'or noir ont chuté d'environ 20% depuis juin à New York comme à Londres.

La dépendance énergétique des Etats-Unis s'est considérablement réduite, provoquant selon certains analystes un désengagement du pays sur la scène internationale, notamment au Moyen-Orient.

En juillet, pour la première fois depuis 1973, pas une goutte de brut nigérian n'a été importé sur le sol américain.

"*Il n'y a plus aucune raison d'en acheter maintenant que les bassins de Bakken (Dakota du Nord), de Eagle Ford et Permian (Texas) nous donnent tout ce qu'il faut en brut léger*", relève M. Williams.

Dans ce contexte de surplus, l'existence même d'un embargo sur les exportations de brut américain datant du choc pétrolier des années 1970, sauf sous certaines conditions et pour le Canada, est remise en cause par une partie du secteur pétrolier et des élus.

"*Il n'y aura pas de grand bouleversement de la politique actuelle*" mais "*des modifications progressives*" sont possibles (types de brut exportables, pays destinataires), juge le cabinet spécialisé Wood Mackenzie.

A 420.000 bj début octobre, les exportations de brut américaines sont les plus importantes depuis 1957, et pourraient bientôt atteindre des sommets historiques.

Cette manne pourrait toutefois ne pas être éternelle, préviennent les experts.

La taille limitée des ressources pourrait, selon l'AIE, faire apparaitre un plateau de production dès 2020 pour les Etats-Unis.

En outre, "*la révolution du schiste est le résultat du développement des techniques comme le forage horizontal ou la fracturation hydraulique, mais aussi du niveau élevé des prix qui permet de les financer*", note James Williams.

Selon M. Blanch, les investissements américains dans le secteur pétrolier n'ont jamais été aussi importants (200 milliards de dollars en 2013), presque autant que l'investissement résidentiel.

"*Si les prix baissent encore de 10 ou de 15 dollars*", l'exploitation des bassins de schiste "*ne sera plus rentable et la croissance de notre production prendra fin*", prévient James Williams. AFP 12.10

Baisse des prix du pétrole, le pacte secret entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite - slate.fr 12.10

Un accord secret a été établi entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite et nous en voyons peu à peu les contours se dessiner. C'est ce qu'expliquent à la fois le Wall Street Journal et plus en détail encore le blog spécialisé dans la finance Zerohedge, souvent très bien informé.

L'Arabie Saoudite a tout simplement décidé de faire baisser le prix du baril de pétrole, il lui suffit d'ouvrir un peu plus les vannes, pour peser économiquement et politiquement sur l'Iran et sur son allié et soutien la Russie.

Si au cours des trois derniers mois, le prix du baril a baissé de plus de 20% et est passé ainsi de 115 dollars à moins de 90 dollars vendredi 10 octobre, c'est directement à la suite d'une décision saoudienne reconnait Rashid Abanmy, Président du Saudi Arabia Oil Policies and Strategic Expectations Center qui est installé à Riyad.

Avec l'arme du pétrole, l'Arabie Saoudite entend contraindre l'Iran a limiter ses ambitions d'armement nucléaire et obtenir de la Russie qu'elle cesse de soutenir à bout de bras le régime de Bashar el-Assad. Deux objectifs que partagent maintenant l'administration Obama.

Selon les calculs effectués par plusieurs études économiques, l'Iran a besoin pour équilibrer son budget et soutenir une économie affectée par des années d'embargo et de mauvaise gestion d'un baril de pétrole à 140 dollars et la Russie de Poutine d'un prix du baril supérieur à 100 dollars. Pour le magazine Forbes, la baisse des cours du pétrole est ainsi bien plus dangereuse pour l'économie russe qui est en récession et pour Vladimir Poutine que les sanctions financières décidées par les occidentaux après l'annexion de la Crimée et le soutien militaire aux indépendantistes de l'est de l'Ukraine. slate.fr 12.10

Ajoutons qu'avant-hier Poutine a ordonné le retrait de l'armée russe stationnée à la frontière ukrainienne.

Effondrement contrôlé du capitalisme. Mode d'emploi.

Ce qu'on nous raconte ici est une fable destinée à ce qu'ils appellent l'opinion publique qui ne comprend rien à l'économie en général.

Une fable disons-nous, parce qu'ils prennent pour exemple Lehman Brothers dont l'effondrement a été provoquée, programmée, à ne pas confondre avec l'état de faillite qui la menaçait et qui était bien réel. Qu'on se remémore comment les choses se sont réellement passées pour en être convaincu.

La notice sur Lehman Brothers fournie par Wikipédia.

À partir d'août 2007, Lehman Brothers essaie de solder sans succès ses positions sur les crédits immobiliers à risque, suite de la crise des subprimes. Les pertes engendrées par ces positions conduisent la banque à vendre pour six milliards USD d'actifs.

Sa capitalisation boursière chute alors de 73 %. Les pertes cumulées de la banque poussent la direction à rechercher un repreneur mais sans résultat.

Autour d'elle, d'autres banques sont aidées par l'État telles Bear Stearns en mars 2008, les sociétés de crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac le 7 septembre 2008 mais aucune aide ne vient à Lehman Brothers. L'abstention de l'État est largement perçue comme la volonté de faire un exemple. Néanmoins, Bernanke insiste sur le fait que la Fed n'a jamais été en mesure de faire un choix entre sauver ou non Lehman, cette banque ne pouvant proposer aucune contrepartie à l'octroi de prêt comme cela était requis pour respecter le cadre légal. Et le 15 septembre 2008, à New York, à la suite de la crise des subprimes, Lehman Brothers Holdings Inc. se déclare en faillite et se place sous la protection du chapitre 11 du droit fédéral. Jusqu'au dernier moment, les marchés ont espéré la reprise de Lehman Brothers par Bank Of America (comme JP Morgan Chase avait récupéré Bear Stearns 6 mois plus tôt), mais finalement la grande banque préfèrera sauver Merrill Lynch, elle aussi sur le point de faire faillite le 15 septembre.

Le cours de Bourse de Lehman Brothers était au 5 juin 1994 de 4,53 USD, avec un point le plus haut à 85,80 USD au 4 février 2007. Le 12 septembre 2008 l'action ne valait plus que 3,65 USD. Avant cessation définitive de la cotation, l'action valait 0,13 USD.

Les 16 et 17 septembre 2008, la banque britannique Barclays annonce le rachat des activités de banque d'investissement et de courtage de Lehman Brothers en Amérique du Nord, y compris le siège social sur la 7e avenue de New York et deux centres de traitement de données dans le New Jersey, pour 1,75 milliards USD.

Dans les jours suivants, Nomura, numéro un japonais du courtage, reprend le courtage des actions et la banque d'investissement (conseils) en Europe, ainsi qu'une partie de ses 2 500 employés, et la totalité d'activités dans la zone Asie-Pacifique, Japon et Australie inclus, soit environ 3 000 salariés au total, pour 225 millions de USD.

Les fonds d'investissements Bain Capital et Hellman & Friedman (en) font une offre de reprise de Neuberger Berman, une des filiales de gestion d'actifs pesant 150 milliards de USD[réf. nécessaire], pour 2,15 milliards de USD. Carlyle s'oppose à l'entérinement de cette reprise, finalement la cour de faillite de New York attribuera la reprise à un consortium constitué du management de Neuberger Berman. En Europe également, les activités de gestion quantitative seront reprises par les salariés sous le nom de TOBAM S.A.S.

La chute de Lehman Brothers entraîne avec elle la bourse américaine, puis quelques semaines plus tard toutes les bourses mondiales. Pour pallier la crise, certains États nationalisent les pertes engendrées par les banques en difficultés, garantissent les épargnes et vont même racheter les actifs toxiques. wikipedia.org

Dans de précédentes causeries nous avions fourni des détails plus précis sur le déroulement du week-end du 13 et 14 septembre 2008, pendant lequel les oligarques des plus importantes banques américaines s'étaient littéralement volatilisés, avaient été injoignables par les dirigeants de Lehman Brother, personne n'aurait eu leurs coordonnées personnelles pour les joindre aux Etats-Unis, on avait aussi évoqué un règlement de compte entre plusieurs familles d'oligarques...

A l'arrivée, 6 ans plus tard cette affaire s'est soldée par la multiplication par deux ou davantage de la forture des oligarques américains, raflant la mise sur les plus de 20.000 milliards de dollars que la Fed leur distribuera par dfférents canaux. On remarquera au passage qu'entre 2009 et 2012 ils s'enrichiront dans les mêmes proportions qu'entre 2001 et 2009, le coup d'Etat militaire du 11 septembre 2001 a été au compte du complexe militaro-industriel, ce que le coup d'Etat financier du 15 septembre 2008 a été au compte de l'oligarchie financière, en réalité les mêmes.

Une grille de lecture pour l'article suivant.

- Comment accroître le pouvoir des plus grandes banques qui de fait constituent un trust mondial.

- Comment accentuer le contrôle des banques afin d'accélérer l'épuration de ce secteur déterminant de l'industrie financière, principalement en Europe.

- Permettre aux plus grandes banques qui disposent d'une place hégémonique sur les marchés de continuer tranquillement leur spéculation à outrance.

- Comment imaginer un instant que les plus puissantes banques du monde pourraient prendre des mesures allant contre leurs intérêts comme il est suggéré dans cet article ?

- Les plus grandes banques signent un accord pour éviter un nouveau Lehman Brothers - LeParisien.fr

Six ans après la crise financière qui a plongé toutes les économies occidentales dans le rouge, les grandes banques consentent enfin à réguler un peu le système. Ce samedi, 18 grands établissements américains (Goldman Sachs, Bank of America...),

européens (BNP Paribas, Deursche Bank, Société Générale, Crédit Agricole, Barclays...) ou asiatiques (Sumitomo Mitsui financial Group), ont accepté de modifier les règles sur le marché des produits dérivés en renonçant à certains droits.

(En réalité ils se sont mis d'accord sur un seul "*droit*", celui de contrôler, de définir quand, dans quelle circonstance et comment ils voleraient au secours d'une grande banque conduite à la faillite, soit pour la renflouer, soit pour la liquider selon les modalités qu'ils détermineront eux-mêmes, sans faire de vagues ou plutôt sans qu'ils aient à en payer les conséquences, qui sinon pourraient s'évérer imprévisibles et incontrôlables, ce qu'ils détestent par dessus tout. - ndlr)

Les produits dérivés, responsables de la crise de 2008. Les produits dérivés, ce sont des assurances dont l'objectif est de permettre aux entreprises, aux banques, aux producteurs, de se protéger de risques financiers (comme les fluctuations de prix) sur des actions, des obligations, des cours de matières premières, etc... Mais ça, c'est l'intérêt au départ. Car les investisseurs se sont très vite rendu compte que ce système permettait, lorsque tout se passe comme prévu, de décupler leurs profits.
Encore embryonnaire aux débuts des années 1990, ce marché s'est très fortement développé, en dehors de tout contrôle, dans les années 2000. Il a pris une ampleur telle que la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008, l'un des plus gros négociants sur le marché des produits dérivés à l'époque, a plongé l'ensemble du système financier mondial dans la crise.

Donner un nouvel outil aux banques centrales. L'accord signé ce samedi, qui entrera en application le 1er janvier prochain, a pour but d'éviter qu'un tel scénario se reproduise. Les banques renoncent au principe du débouclage automatique des contrats si une institution financière se trouve en difficulté. Concrètement, les banques vont désormais laisser le temps aux régulateurs (Fed, BCE, etc...) d'intervenir auprès d'un autre établissement financier en difficulté et dont la taille est suffisamment importante pour emmener tout le système avec lui dans sa chute (Too big to fail). Les banques s'engagent donc à attendre avant de déboucler toutes leurs opérations afin de trouver une solution évitant une faillite «*désordonnée*» aux conséquences potentiellement explosives. Car tout le monde s'accorde à dire qu'un délai, même minime, peut permettre d'éviter un effet de panique sur les marchés.

(Un "*délai minime*" peut surtout leur permettre de prendre des dispositons pour sauver les meubles ou camoufler leur responsabilité. A peine 24h après la "*faillite*" de Lehman Brothers une banque se portait acquéreur de ses actifs et son siège social, comme quoi tout était parfaitement planifié. - ndlr)

Les banques longtemps réticentes. Les régulateurs partout sur le globe n'ont eu, depuis 2008, de cesse d'appeler à modifier les règles contractuelles régissant les produits dérivés qui échappent à leur surveillance. Ils s'étaient jusqu'ici heurtés au refus des banques. Mais la Fed, la banque centrale américaine, en avait fait l'un des arguments à prendre en compte dans les tests de solidité de banques, les fameux «*stress tests*» auxquels les grands établissements bancaires sont soumis.

Un concert de congratulations. «*Cette initiative est un pas important pour réduire les risques d'une instabilité financière associés à une résiliation brusque des contrats*», ont salué la banque centrale américaine (Fed) et le FDIC, deux des principaux régulateurs bancaires américains en pointe sur ce dossier, dans un communiqué commun. «*C'est un pas important fait par l'industrie pour s'attaquer à la question du Too big to fail et réduire le risque systémique*», a souligné dans un communiqué Scott O'Malia, le patron de l'ISDA, l'organisme représentant les 18 banques en question. «*Il n'y a aucun doute que ce changement va modifier de façon importante la capacité à stopper l'effet domino d'une crise*», a surenchéri Dennis Kelleher, président de Better Markets, une association qui milite pour une plus grande régulation des marchés financiers. LeParisien.fr 12.10

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier. Harcèlement, racket

- Contrôle routier géant sur la nationale 20 : 51 conducteurs positifs à l'alcool - LeParisien.fr

Vous avez un niveau de vie nettement plus élevé que le nôtre et en prime un régime policier. Chez nous (en Inde) en prime d'un niveau de vie médiocre, on a un régime semi-féodal et l'anarchie. C'est con à dire, mais c'est l'anarchie qui règne dans ce pays qui nous permet de supporter ce régime, dans la mesure où elle nous procure une certaine liberté, dès lors qu'on n'appartient pas aux couches les plus misérables évidemment.

Pourquoi ne pas supprimer le ministère de la Culture, ils s'en passent bien aux Etats-Unis ?

- Fleur Pellerin favorable à un rapprochement entre théâtres publics et privés - LeMonde.fr

La ministre de la culture assistait, lundi, au cinquantième anniversaire de l'Association pour le soutien du théâtre privé. LeMonde.fr 13.10

Pourquoi ne pas privatiser la culture ? La supprimer irait plus vite... et quelle économie ! Aux Etats-Unis, c'est juste un outil de propagande entre les mains de la classe dominante.

ACTUALITÉ DU JOUR

Morale de classe. La fatuité du vice est une vertu de tout régime décadent.

- Pour Manuel Valls et le PS, DSK n'est plus persona non grata - LeMonde.fr

- Manuel Valls et DSK invités à la même soirée d'anniversaire - 20minutes.fr

Le temps faisant son œuvre, il n'est plus, semble-t-il, mal vu de se retrouver dans les mêmes soirées que Dominique Strauss-Kahn. Le Monde rapporte en effet que pour célébrer son anniversaire, la communicante Anne Hommel avait invité de nombreuses personnalités socialistes et Dominique Strauss-Kahn.

Tout ce petit monde s'est retrouvé le 11 octobre à Paris, vers Bastille, sans que cela ne provoque de scandale. DSK y a croisé certains de ses anciens proches aujourd'hui aux responsabilités: Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, et Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et même Manuel Valls, le Premier ministre. 20minutes.fr 13.10

Quelle pourriture !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bolivie

- Evo Morales réélu triomphalement à la tête de la Bolivie - Reuters

Le socialiste Evo Morales, au pouvoir depuis 2006, a été triomphalement réélu pour cinq ans dès le premier tour de l'élection présidentielle en Bolivie, selon un sondage sortie des urnes de l'institut Mori diffusé par la chaîne de télévision Unitel.

A 54 ans, le premier Amérindien à avoir accédé à la présidence de la nation andine est crédité de 61% des suffrages exprimés dimanche contre 24% pour son rival plus proche, Samuel Doria Medina, le candidat du parti de droite Union nationale.

Un rapide décompte effectué par la chaîne ATB confirme sa réélection, avec un score similaire de 60,5% des voix.

"*Cette victoire est un triomphe pour les anti-impérialistes et les anticolonialistes*", a déclaré Evo Morales depuis le balcon de la présidence, sans attendre la publication des résultats par le Tribunal électoral suprême.

Cette élection, a-t-il ajouté, était "*un débat entre deux modèles: les nationalisations et les privatisations. Les nationalistes l'ont emporté par plus de 60%.*"

Son parti, le Mouvement pour le socialisme (MAS), est également en passe de conserver sa majorité au Congrès, que les six millions d'électeurs boliviens étaient également appelés à renouveler ce dimanche.

Evo Morales, qui peut se targuer d'une croissance moyenne du produit intérieur brut supérieure à 5% par an et d'une nette réduction de la pauvreté, a fait campagne sur la promesse de consolider les réformes socialistes qu'il a mis en oeuvre depuis 2006.

Le président de gauche a nationalisé des secteurs clefs de l'économie, dont le pétrole et le gaz, et a réinvesti les bénéfices dans des programmes sociaux, l'éducation et l'amélioration des infrastructures routières du pays.

En 2006, plus du tiers des Boliviens vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté. La proportion est passée aujourd'hui sous les 20%. Parallèlement, la part des revenus pétroliers et gaziers dans le PIB a explosé de 10 à 35%.

Amendée en 2009, la Constitution limite à deux quinquennats consécutifs l'exercice du pouvoir présidentiel. Mais Morales a pu se représenter à la suite d'un arrêt de la Cour suprême qui a jugé l'an dernier que la première partie de son mandat, entre 2006 et 2009, antérieure à la réforme constitutionnelle, ne devait pas être prise en compte.

Morales a promis qu'il ne serait pas candidat à l'élection de 2019. Reuters 13.10

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

- Royaume-Uni : mobilisation historique du personnel de santé, victime de l'austérité - lemonde.fr

Cela n'était pas arrivé depuis trente-deux ans. Parce qu'ils refusent une troisième année sans augmentation de salaire, près de 500 000 salariés du Service national de santé (National Health Service, NHS en anglais) sont appelés à la grève, lundi 13 octobre entre 7 heures et 11 heures.

L'ensemble du personnel hospitalier, depuis les infirmières jusqu'aux ambulanciers en passant par le personnel de nettoyage et les ergothérapeutes, est concerné par cet arrêt de travail qui défie la politique d'austérité du premier ministre conservateur, David Cameron.

L'armée a mobilisé 130 personnels militaires pour conduire les ambulances. Même le syndicat des sages-femmes, qui n'avait jamais appelé à faire grève en cent trente-trois ans d'existence, l'a votée à 82 %.

A l'origine de ce mouvement de colère se trouve le refus du ministre de la santé, Jeremy Hunt, d'accorder, même à sept mois des élections, l'augmentation de 1 % recommandée par une commission indépendante. Dans une semaine, les radiologues cesseront le travail à leur tour pour la même raison.

Les salaires de la fonction publique, dont le NHS fait partie, ont été gelés pendant deux ans après l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 2010. Depuis 2012, les augmentations ont été plafonnées à 1 % mais, cette année, M. Hunt n'a accepté une telle hausse que pour les agents au sommet de l'échelle salariale.

La majorité des fonctionnaires verront leur salaire stagner alors que les prix de l'énergie et des transports, notamment, flambent. Selon les syndicats, les agents publics ont perdu entre 8 % et 12 % de pouvoir d'achat depuis 2010.

« *Il n'existe pas de culture de la grève au NHS, les salariés sont extrêmement conscients de leur devoir de soigner, note Christina McAnea, chef du secteur santé du syndicat Unison. Mais nous avons le sentiment que nous ne pouvons pas continuer ainsi. Un agent d'entretien hospitalier à plein temps ne devrait pas être obligé de livrer des pizzas après son travail pour joindre les deux bouts.* »

Selon une enquête menée par cette organisation, un salarié sur cinq du NHS a dû accepter un second emploi pour s'en sortir et un sur deux recourt au crédit pour terminer le mois. Les deux tiers des personnels ont dû faire des économies sur la nourriture, la moitié a réduit son chauffage et 80 % ne sont pas partis en vacances.

Le refus du gouvernement d'accorder 1 % d'augmentation a été perçu comme une marque de *mépris absolu* », ajoute le syndicat. Mais pour le ministre de la santé, ce relèvement des salaires, qui coûterait 500 millions de livres (636,3 millions d'euros) « *est financièrement inenvisageable alors que la demande de soins [et donc les dépenses] ne cesse d'augmenter* ».

Monument national fondé en 1948 par les travaillistes, le NHS souffre aujourd'hui d'un déficit annuel estimé à 20 milliards de livres (25,5 milliards d'euros) pour la seule Angleterre, montant qui, selon les prévisions, pourrait s'élever à 30 milliards de livres (30,2 milliards d'euros) à l'horizon 2020. Ses dysfonctionnements, notamment les délais d'attente pour les consultations et les examens, sont critiqués, et son avenir est considéré comme incertain. Sujet de fierté autant que de controverse, le NHS constitue l'un des dossiers les plus sensibles de la campagne pour les élections législatives de mai 2015.

David Cameron, accusé de poursuivre la privatisation rampante amorcée par le New Labour de Tony Blair, a promis, début octobre,

de maintenir son budget en termes réels. Ce qui devrait se traduire par une diminution des services offerts, étant donné la hausse constante de la demande liée notamment au vieillissement de la population. Quant à Ed Miliband, le chef de file du Labour, il fait de l'amélioration du NHS sa toute première priorité, promettant de financer l'embauche de milliers de médecins et infirmières grâce à un impôt sur les propriétés immobilières valant plus de 2 millions de livres (2,5 millions d'euros) et par une taxe sur l'industrie du tabac.

Tout geste qui pourrait être interprété par l'opinion comme une atteinte au NHS serait suicidaire pour les responsables politiques. Une majorité de députés conservateurs s'est d'ailleurs déclarée favorable à l'octroi d'une augmentation de salaire de 1 % pour les salariés du NHS. Selon un sondage publié en 2013, le National Health Service est classé par l'opinion comme la première source de « *fierté d'être britannique* », devant l'armée et la monarchie. lemonde.fr 13.10

2- Grèce

- Les difficultés économiques s'aggravent pour les Grecs - Reuters

Un Grec sur cinq n'a pas pu s'offrir un confort de base l'année dernière, soit pratiquement deux fois plus qu'en 2010, selon une étude rendue publique lundi par l'institut de la statistique ELSTAT.

Dans son étude sur le niveau de vie des Grecs en 2013, ELSTAT note que les pauvres ne sont pas les seuls à ne plus pouvoir s'autoriser un confort de base comme le chauffage ou le fait de régler ses factures d'eau ou d'électricité.

"*L'absence de biens de base comme une machine à laver, un téléviseur couleur, une voiture, ou la difficulté à rembourser ses prêts ne concernent pas seulement les couches défavorisées mais aussi une partie de ceux qui ne sont pas pauvres*", écrit ELSTAT.

ELSTAT a retenu neuf critères définissant un niveau de confort minimal. Selon son étude, 20,3% des Grecs n'ont pas rempli au moins quatre de ces neuf critères -parmi lesquels partir une semaine en vacances dans l'année ou manger de la viande tous les deux jours.

Un Grec sur trois n'a pas pu se permettre de chauffer son domicile l'an dernier, ce d'autant plus que le gouvernement avait, en pleine crise financière, augmenté les taxes sur le mazout pour remplir les caisses de l'Etat.

En outre, plus du tiers des personnes endettées ont eu beaucoup de mal à rembourser leurs prêts, montre l'étude, illustrant en quoi les banques grecques continuent d'être confrontées à des créances douteuses. Reuters 13.10

Etats-Unis

- Des milliers de manifestants marchent contre la brutalité policière à Saint Louis, près de Ferguson - francetvinfo.fr

L'incendie n'est pas éteint. Après les émeutes de Ferguson dans le Missouri (Etats-Unis) en août, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Saint Louis (Missouri), samedi 11 octobre. Ils protestaient contre le racisme et la violence policière.

Les manifestants, environ 5 000 personnes, avaient écrit sur des banderoles "*Justice pour tous*" et "*Les vies des Noirs comptent aussi*".

Les manifestations sous le mot d'ordre de "*Week-end de la résistance*" et "*Octobre à Ferguson*" ont débuté vendredi et doivent durer quatre jours. La foule, composée de personnes de plusieurs générations, a défilé samedi sur une distance de près de 19 kilomètres, entre Ferguson et Saint Louis.

Samedi matin, de nombreux manifestants s'étaient rendus à Shaw, un quartier de St. Louis où un jeune homme de 18 ans, Vonderrit Myers Jr, a été tué mercredi dernier par un policier blanc.

Au moment des faits, le policier n'était pas en service et travaillait pour une société privée de sécurité. Selon un communiqué de la police, Myers, alors qu'il était poursuivi par le policier, aurait sorti une arme. Le policier aurait riposté en tirant plusieurs fois, blessant Vonderrit Myers mortellement. Selon les proches de l'adolescent, celui-ci n'avait pas d'arme. francetvinfo.fr et Reuters 12.10

Haut de page

Le 15 octobre 2014

CAUSERIE

Pondichéry 22h30. La causerie du jour est plus loin, pour ceux qui ont lu la première partie dans la journée.

Je n'ai plus le temps d'archiver chaque mois les articles mis en ligne dans les différentes rubriques, à l'exception des dossiers d'actualité, Syrie, Irak, Ukraine.

Ce matin on a ajouté 9 articles, tous ont été publiés sur les portails du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca. J'avais téléchargé plusieurs articles du portail Le Grand Soir, mais à la lecture j'ai estimé que leur contenu était si éloigné ou contraire à notre interprétation de la situation ou nos idées qu'il était impossible de les publier. Attention, à de rares exceptions près ce portail publie des articles infestés par l'idéologie dominante. Vous me direz que c'est le cas de 99% des portails, certes, c'est inévitable, cette mise en garde vaut précisément parce que nous publions des articles de ce portail, tandis que nous avons déserté d'autres portails, beaucoup ne sont plus actualisés ou ont disparu.

On filtre, on ne censure pas. Si nous avions un parti ouvrier digne de ce nom, nous rédigerions et publierions des articles sur tous les sujets d'actualité, et nous n'aurions pas besoin d'aller pécher des articles ailleurs, sauf quand cela vaudrait vraiment le coup, quand données et analyses nous conviendraient ou que nous estimerions qu'elles sont correctes.

Comment interpréter la prise de position de Hollande en faveur d'une aide militaire à la population de Kobani ? Elle est destinée à la population française, aux ignorants ou crédules qui ignorent qu'il tient un double langage, la preuve :

- Recevant M. Çavusoglu à Paris, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a appuyé l'idée de la création d'une « *zone de sécurité* » au Nord de la Syrie, sans préciser ce qu'il entendait exactement par là, mais soulignant son accord avec la Turquie.

La France, également membre de l'Otan, fournit directement des armes au Gouvernement régional séparatiste du Kurdistan irakien, sans autorisation du Gouvernement central irakien. Le Gouvernement régional du Kurdistan irakien a étendu son territoire de 40 % de manière coordonnée avec l'Émirat islamique lorsque celui-ci s'emparait de la zone arabe sunnite irakienne. Réseau Voltaire 14.10 (Lire la suite de cet article dans cette page ou le télécharger)

D'après vous, qu'est-ce qui est le plus efficace sur le plan pratique : De simples paroles ou le rôle de la France au côté de la Turquie et des Etats-Unis sur le terrain ?

Il faut dire que l'UE, l'Onu, l'Otan, la Turquie et tous les pays dont la France engagés au côté de la coalition militaire emmenée par les Américains dans la guerre qu'elle mène en Syrie (et en Irak), participent à un génocide en refusant de venir en aide à la population kurde de Kobani, préférant soutenir les barbares de l'Emirat islamique, leur créature et allié. Cela vaut pour le PS, ses satellites et alliés, aussi bien que pour l'UMP, l'UDI, etc.

Réflexion du soir.

Ce qui a tué la gauche, ne serait-ce pas la transformation de ses partis en appendice des syndicats et leur adaptation aux institutions par le biais de leurs rapports avec les partis institutionnels, lorsqu'ils ne sont pas devenus des piliers des institutions ? En réalité, la gauche est une imposture qui remonte à près d'un siècle en arrière quand le Parti communiste a été stalinisé et cessa de combattre pour le socialisme, il fut devancé en cela par le PS ou SFIO.

Il n'y a plus de partis ouvriers qui font de la politique, qui combattent la guerre psychologique et idéologique de la classe dominante sur le terrain du socialisme. Les enseignements du marxisme figurent au mieux en annexe dans leurs publications, ils sont déconnectés de la réalité et ne servent strictement à rien finalement.

A défaut d'être politique, le syndicalisme était voué à devenir corporatiste, ce qu'il est devenu et cela ne date pas d'hier, c'est aussi la définition du syndicalisme apolitique de Bergeron dont le POI a fait l'éloge funèbre... et cynique dans le n°322 d'Informations ouvrières.

La plupart des syndicalistes ne se poseront pas la question, puisqu'ils ignorent ce qu'est le syndicalisme politique ou dont le combat est orienté vers l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Pour eux le rapprochement entre syndicalisme et politique constitue une hérésie. Dès lors qu'on accepte une définition éclectique et apolitique du syndicalisme, cela signifie qu'on accepte dans les rangs des syndicats ouvriers des adhérents de droite ou même d'extrême droite qui n'envisagent pas d'en finir avec le capitalisme.

En finir avec le capitalisme ne signifie pas forcément adhérer au socialisme ou au communisme notez bien. Disons que pour adhérer à un syndicat ouvrier, un travailleur devrait s'engager à lutter pour et jusqu'à l'abolition du capitalisme, il devrait avoir acquis ce

niveau de conscience politique minimum. Si cette condition n'est pas avancée par les syndicalistes au moment de recruter des travailleurs à leur syndicat, c'est parce qu'eux-mêmes ne luttent pas dans cette perspective, ils ne pensent même pas à soumettre cette condition aux travailleurs qu'ils recrutent, partant de là les syndicats deviennent n'importent quoi, sauf de véritables syndicats ouvriers indépendants. La dialectique est une arme à double tranchant terriblement efficace qui permet notamment de débusquer toutes les formes d'opportunisme, et il y a de quoi faire de nos jours !

Et ils osent prétendre qu'ils existeraient des syndicats indépendants, dans ces conditions certainement pas de l'Etat et du régime comme l'affirmait Trotsky à une autre époque.

Soyons plus précis encore avant que nos détracteurs nous tombent dessus. En disant qu'un travailleur devrait avoir acquis ce niveau de conscience politique minimum, ce que nous voulons dire par là, c'est qu'en réalité il s'agit davantage d'un accord de principe sur la base de son expérience et de la discussion qu'on a eu avec lui, plutôt que le résultat d'une analyse minutieuse du capitalisme qu'il n'est pas en mesure de faire. Vous me direz qu'à ce stade cet engagement n'a pas une grande valeur, certes, si on s'en tient là uniquement c'est certain. En revanche, si on envisage dans le même temps de lui procurer une formation qui lui permettra de comprendre comment fonctionne le capitalisme, on ne pourra plus dire que cet engagement reposait sur du vent ou je ne sais quoi, il constituait le premier pas lui permettant d'élever son niveau de conscience politique, il faut bien commencer quelque part, par un bout, comme pour toute entreprise de longue haleine ou quand on entreprend quelque chose.

Qu'encore une fois cela ne vienne pas à l'esprit d'un syndicaliste n'a rien d'étonnant puisque la plupart ne se donne même pas la peine d'étudier le capitalisme. Je ne sais pas s'il y en a parmi vous qui m'ont reproché un jour d'avoir accusé les travailleurs d'être responsables de leur condition ou de la situation, il devait y avoir méprise quelque part, car ce que je viens d'expliquer prouve exactement le contraire, c'est à nous de les aider à progresser, cela nécessite un autre état d'esprit et une autre conception du syndicalisme et de la lutte des classes que ceux qui sont répandus aujourd'hui, en deux mots, avoir la volonté de progresser soi-même et une grande disponibilité envers les travailleurs, on peut ajouter le socialisme.

Le syndicalisme est totalement dénaturé, dévoyé, ne parlons pas du combat politique ou de quelque chose qui n'existe pas ou plus ou si peu. A suivre.

Autre réflexion à creuser.

Les dirigeants des grandes entreprises qui se versent des rémunérations mirobolantes, les membres des conseils d'administration, les actionnaires, ce sont parfois ou souvent les mêmes, sont parfaitement inutiles au fonctionnement d'une entreprise, ce sont des parasites qui se goinfrent et rien de plus. Ce sont les travailleurs toutes couches confondues, employés et encadrement qui font tourner l'entreprise, qui produisent les richesses. Que du jour au lendemain on supprime le PDG, le conseil d'administration et les actionnaires et la boutique continuerait de tourner normalement.

On pourrait en dire autant des ministères ou administrations, ministres et technocrates sont inutiles à la gestion du pays ou d'une nation, ce sont des parasites. Ce sont les fonctionnaires toutes catégories confondues sur le terrain qui gèrent les différentes administrations ou ministères, le pays. Que du jour au lendemain on supprime ces ministres et leurs armées de technocrates et le pays continuera d'être géré par les fonctionnaires en poste.

Quand on observe à quoi mène la gestion des entreprises ou des administrations par ces parasites, PDG, membres des conseils d'administration, actionnaires, ministres et technocrates, pauvreté, précarité, chômage de masse, individualisme exacerbée, violence aveugle, décomposition de la société, chaos et guerres (pour faire bref), on est porté à affirmer que les travailleurs qu'ils prennent pour des demeurés ou des incultes, leurs domestiques ou serfs, en réalité qu'ils méprisent profondément, ne pourraient pas faire pire, qu'ils ne pourraient faire que mieux et plus juste dans absolument tous les domaines puisque c'est leur boulot quotidien et qu'ils le connaissent mieux que personne.

Ne pensez-vous pas que si on avait tenu ce langage jour après jour aux travailleurs depuis des décennies, un grand nombre d'entre eux, disons au minimum des centaines de milliers pour rester dans des proportions raisonnables, auraient pu prendre conscience de leur réelle condition et s'engager dans le combat politique pour changer la société, dès lors qu'ils auraient pris confiance en eux-mêmes, que tout reposait sur eux, leur sort et le destin de l'ensemble des masses laborieuse, l'orientation politique du pays dans lequel ils vivaient ?

J'en suis profondément convaincu, car si tel n'était pas le cas, si cela se serait avéré vain, cela signifierait que le socialisme était également une imposture, une vue de l'esprit, une escroquerie politique puisqu'il repose en grande partie sur ce facteur. Un journal aurait dû y consacrer la moitié de ses pages chaque semaine ou chaque jour, et parmi les travailleurs qui l'auraient lu, il est évident qu'un grand nombre ou la majorité d'entre eux se seraient reconnus dans le mode de pensée ou les conditions, les expériences décrites, sans qu'on les y force ils se seraient dits que c'était bien d'eux dont on parlait, auxquels on s'adressait, et que tout ce qui était écrit correspondait effectivement à la réalité, le tout rédigé avec la même simplicité que j'emploie ici. Et une fois leur curiosité piquée au vif, ce journal leur apportant réellement quelque chose, ils auraient eu envie d'en savoir davantage, de comprendre réellement dans quelle sociéte ou quel monde ils vivaient vraiment, et au delà se poser la question de savoir ce qu'il faudrait faire pour les changer. En quelque sorte elle coulerait de source, on les aurait amenés à se la poser naturellement,

parce qu'on n'avait rien à leur cacher, tout leur apparaissant soudain d'une limpidité incroyable. Au fil du temps, ils en seraient amenés à s'apercevoir qu'ils ont progressé sans même s'en rendre compte, ils en seraient les premiers étonnés et en tireraient une grande satisfaction, totalement gratuite. Parvenus à ce stade où une fois cette prise de conscience réalisée, ils auraient eu envie de poursuivre cette expérience si bénéfique pour eux, qui donnait un véritable sens à leur vivre, qui leur permet pour la première fois de commencer à la comprendre, enfin il leur était donné de reprendre espoir...

Ce qu'il faut bien comprendre pour mesurer la portée politique d'un tel processus, c'est qu'il conduit à une transformation radicale du regard que l'on porte sur la société et soi-même, sur tout, on n'interprète plus les choses de la même manière, on ne se laisse plus manipuler par l'idéologie dominante ou de moins en moins, on a acquis ou on est en train d'acquérir un nouveau mode de pensée, et ce qui est extraordinaire, c'est que personne ne le fait à notre place, plus personne ne pense pour nous, on apprend à penser librement, c'est cela qu'à un moment donné on savoure sans pouvoir lui donner un nom ou pouvoir exprimer clairement l'expérience qu'on est en train de vivre, cette intense satisfaction nous réhausse à nos yeux, on gagne en confiance, à l'étape suivante on comprendra pourquoi la classe une fois rassemblée est invincible et peut balayer le régime en place.

L'air de rien, on fait ici de la politique au plus haut niveau qui soit car on s'attaque et on parvient à briser un à un tous les obstacles qui empêchent les travailleurs de prendre conscience de leur condition et de s'engager dans le combat politique, et donc de construire le parti de la révolution socialiste.

Vous pouvez lire toutes les publications qui existent sur le marché, pas une n'arrive à la hauteur de cet objectif. D'ailleurs il n'y figure nulle part si vous observez attentivement. Tous ceux qui s'adressent à une élite de militants ou d'intellectuels n'ont rien compris au socialisme, ils sont complètement à côté de la plaque, ils écrivent pour eux, pour se faire plaisir, c'est totalement improductif, inutile.

A quoi cela sert-il d'affirmer que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, si dans le même temps on saute par-dessus la première épreuve qu'ils doivent affronter pour progresser dans cette voie ? C'est une posture et rien de plus. De quoi avons-nous parlé sinon de leur propre émancipation ? Ce serait nous faire un procès d'intention ou être fort malhonnête, que de prétendre que nous ramènerions tout à ce facteur puisque nous l'avons lié à leur engagement pratique, politique, à la construction du parti.

Nous tenons compte de la société dans laquelle nous vivons fortement intellectualisée, conceptualisée, médiatisée, appelez cela comme vous voudrez, et que nous ne vivons plus au début du XXe siècle. Quelle que soit la condition de chaque travailleur, du plus défavorisé au mieux nantis, notre démarche, notre méthode, notre discours s'adressent absolument à tous les travailleurs sans exception parce que fondamentalement ils sont confrontés aux mêmes obstacles, aux mêmes incompréhensions, du balayeur au scientifique, de nature psychologique et idéologique, politique. A suivre.

Les actualités en bref plus tard en fin de journée ou demain. Je dois préparer le déjeûner avant que Selvi revienne du boulot, ensuite j'irai à la banque et acheter deux réservoirs d'eau, le carrelage, etc.

La suite

J'ai fait ce que j'ai pu, pas vraiment envie de bosser, plus préoccupé que jamais par la tournure que prend la situation, désespérant en vérité, mais bon ne nous laissons pas abattre, on aura fait ce qu'on pouvait.

On a laissé de côté l'info sur la modification de la fiscalité très avantageuse destinée aux multinationales enregistrées en Irlande et dont leurs bénéfices étaient expédiés légalement dans des paradis fiscaux, elles ont... jusqu'en 2020 pour se conformer à la nouvelle réglementation ou aller voir ailleurs !

Autant dire que c'est leur laisser le temps de la contourner ou de se retourner tout en continuant pendant 8 ans de détourner leurs bénéfices du fisc irlandais.

Nous sommes en train de gagner la lutte des classes, voilà qui donne raison à l'oligarque américain Warren Buffett.

Quand les 10% les plus riches de la population se partagent 87% de la richesse mondiale et qu'il est prévu qu'ils s'enrichissent encore davantage dans les années à venir au détriment du reste de la population, sur la base de ce constat, de ce fait, on est en droit d'estimer qu'ils sont en train d'atteindre leur objectif stratégique qui est de concentrer tous les pouvoirs et de réduire l'humanité en servage. On pourrait ajouter sur le cadavre du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

Ce soir avant de partir Selvi m'a serré dans ses bras, ses yeux pétillaient et elle m'a embrassé tendrement, elle souriait, visiblement elle était heureuse. Au même moment, en la regardant j'avais l'esprit ailleurs, je me suis dit que je n'avais pas le droit de gâcher son bonheur, j'étais en train de penser aux infos internationales de la journée qui étaient d'une tristesse à mourir, j'ai éclaté de rire en l'embrassant à mon tour en lui disant tout de même qu'elle ne pouvait pas savoir à quel point le monde était

horrible et que cela valait mieux ainsi, car cela ne servait à rien de la priver de ces quelques instants de bonheur auxquels elle avait droit. Pour une fois que je ménage quelqu'un, il faut dire que la vie de cette pauvre femme a été un tel cauchemar jusqu'à présent que je me vois mal en rajouter, ce serait inhumain, oui, à ce point-là.

Elle n'a pas saisi ce que je voulais dire et c'est mieux ainsi me suis-je dit. Elle ne sait rien de ce qui se passe dans le monde, sa vie est suffisamment triste ou un fardeau pour ne pas en rajouter, elle ne le comprendrait pas. Nous, nous pouvons le comprendre, mais nous ne voulons pas faire davantage d'efforts, aussi nous ne devons pas nous plaindre du constat exposé plus haut. Maintenant le pire est encore devant nous, nous refusons de réfléchir, nous refusons de corriger nos erreurs, notre incapacité à faire la part des choses nous sera fatale.

Ils sont moins de 1% dans le monde à concentrer les richesses et le pouvoir politique.

Nous n'avons pas voulu reprendre les titres des agences de presse et des médias qui sont trompeurs.

- La richesse des ménages dans le monde atteint un nouveau sommet - AFP

- La richesse des ménages dans le monde atteint un nouveau record - Libération.fr

Malgré une économie mondiale en berne, le patrimoine global ne cesse de gonfler, pour atteindre en 2014 les 263.000 milliards de dollars.

Alors que l'économie mondiale tourne au ralenti, la richesse globale des ménages fait un bon de 8,3% en un an, selon l'étude Global Wealth de la banque Crédit Suisse publiée ce mardi. Un enrichissement qui bat de nouveau record pour atteindre le niveau inégalé de 263.000 milliards de dollars en 2013 , soit plus du double du montant enregistré en 2000.

Ce niveau, l'équivalent sur le papier de 56.000 dollars par adulte, dépasse de 20% le record atteint avant la crise économique et de 39% le plus bas enregistré en 2008.

Les cours «*robustes*» des actions et le marché de l'immobilier ont contrebalancé la conjoncture faible, tirant les Etats-Unis et l'Europe vers le haut, , avec une croissance supérieure à 10% dans les deux cas.

Une économie mondiale "*léthargique*" n'a pas empêché les patrimoines mondiaux de croître, analyse la grande banque. La hausse annuelle de 20.100 milliards de dollars est la plus importante depuis 2007. Pour la première fois, les actifs financiers bruts mondiaux s'établissent au-dessus de 250.000 milliards de dollars.

Les cours des actions étaient «*anormalement*» élevés l'année dernière dans certains pays, selon le rapport. Sur le marché de l'immobilier, le prix moyen des propriétés a globalement augmenté de 2,4%, avec de très fortes disparités entre les pays.

Sans surprise, l'Amérique du nord prend la tête du classement avec une hausse de 11,4% de création de richesse, cette dernière culmine à 91 billions de dollars (91 000 milliards), soit 34,7% de la richesse mondiale des ménages. L'Europe arrive en seconde position avec 23,6% du total soit 85,2 billions de dollars.

Pertes et gains de richesse par pays (en milliards de dollars)

Avec 581.000 dollars en moyenne par adulte, les Suisses restent cependant les habitants les plus riches de la planète, devant les Australiens, les Norvégiens et les Américains. Les Français arrivent en 6e position avec 317.000 dollars en moyenne par adulte.

La richesse des ménages devrait continuer à croître. La banque prévoit qu'elle augmentera de 40% dans les cinq ans à venir pour atteindre 369.000 milliards de dollars. Les millionnaires toujours plus nombreux

Le nombre de millionnaires dans le monde frôle désormais les 35 millions. Il devrait dépasser les 53 millions d'ici à 2019. Bien que majoritairement situés aux Etats-Unis (41% des millionnaires), leur nombre dans les pays en voie de développement devrait fortement croître dans les prochaines années. En France, le rapport en compte 2,44 millions et ce nombre devrait atteindre 4,16 millions en 2019.

Répartition des millionnaires mondiaux par pays

L'Amérique du Nord est la région où se concentre la plus grande partie de la richesse des ménages (34,7%). L'Europe arrive en deuxième position avec 32,4% du total. La région Asie/Pacifique (sans la Chine) figure en troisième position, avec 18,9%.

La richesse des ménages en Chine a, elle, gagné 715 milliards de dollars (+3,5% sur un an).

L'Indonésie (-260 milliards), l'Argentine et la Russie (-135 milliards chacune) et la Turquie (-100 milliards) accusent les plus forts reculs de la richesse des ménages.

Le nombre d'ultra-riches (plus de 50 millions de dollars de richesse) a également augmenté, selon le Crédit Suisse. Ils seraient 128.200 dans le monde. Encore une fois, ce sont les Etats Unis qui arrivent en tête du classement avec 49% des ultra-riches, soit 62.900 personnes, loin devant la Chine qui en compte 7600.

Nombre et classement des ultra-riches par pays

Les Etats-Unis abritent 41% des personnes dont la fortune dépasse 1 million de dollars dans le monde. Le nombre de millionaires en dollars dans le monde devrait atteindre 53,2 millions en 2019, soit une hausse de 53% pour les cinq prochaines années.

En France le rapport en compte 2,44 millions et ce nombre devrait augmenter de 70% pour atteindre 4,16 millions en 2019.

En terme de richesse moyenne par adulte, la France se classe au sixième rang (avec 317.000 dollars) derrière la Suisse (581.000 dollars), l'Australie, la Norvège, les Etats-Unis et la Suède.

Depuis 2008, des inégalités toujours plus marquées

Pour la première fois, le Global wealth report traite la question des inégalités. Le rapport l'aborde de deux façons : de 2000 à nos jours, ou en faisant un comparatif avant/après la crise. Si l'on considère la période de 2000 à nos jours, les inégalités ont augmenté en Amérique latine, en Afrique et particulièrement en Inde et en Chine. Mais ont eu tendance à légèrement se réduire en Europe et en Amérique du nord.

Avant la crise, les inégalités ont diminué de façon générale sur l'ensemble du globe (excepté en Chine et en Inde). Mais passé, 2008 la situation se retourne, avec une forte augmentation des inégalités de richesse, surtout dans les pays développés.

Selon l'étude du Credit Suisse, une fois les dettes et autres crédits déduits, il faut 3650 dollars de patrimoine pour appartenir aux 50% les plus riches de la population mondiale, 77 000 dollars pour appartenir au «*décile*» (les 10% les plus riches de la population) et 798 000 dollars pour faire partie du «*top percentil*» (les 1% les plus riches du monde).

Dans le monde, 400 millions d'adultes disposent d'un patrimoine supérieur à 100.000 dollars, ils étaient 217 millions en 2000.

La banque rappelle aussi que la moitié de la population ne détient que 1% des richesses mondiales, alors que les 10% les plus riches de la population se partagent 87% de cette richesse. AFP et Libération.fr 14.10

Comment en sommes-nous arrivés là ? Nous l'avons expliqué dans de précédentes causeries sur le mondialisme, le nouvel ordre mondial, le gouvernement mondial, le système économique mafieux qu'ils ont mis en place, etc. le tout étant lié évidemment et à relier à la crise du capitalisme... C'est tellement limpide, que cela en est désarmant, pitoyable pour nos dirigeants qui ont refusé de l'admettre ou ne l'ont pas compris.

Qui conspire contre les peuples? Non, c'est juste un accord secret pour justifier un génocide.

- Accord secret Ankara/Washington/Otan sur Kobani par Amin Hoteit - french.irib.ir

« *La Turquie souhaite la chute de Kobani (Ain al-Arab)* » a déclaré Amin Hoteit, analyste des questions stratégiques de la région, dans une interview avec l'Agence Tasnim. « *La Turquie, les Etats-Unis et l'Otan se sont entendus sur le fait qu'au raid aérien ne devait pas empêcher la chute par le groupe de Daesh, de la ville de Kobani.* "

Interrogé sur une éventuelle intervention militaire de la Turquie en territoire syrien sous prétexte de la chute de la ville de Kobani, il a répondu : « *C'est la Turquie, elle-même, qui a souhaité la chute de la ville de Kobani, qui est l'une des principales villes à population kurde et en l'occurrence, l'un des objectifs stratégiques de la Turquie, en Syrie, pour empêcher la matérialisation d'un système politique kurde en territoire syrien qui risquerait de mettre en péril la cohésion et l'intégrité de la Turquie*". Et lui d'ajouter : « *Le succès des Kurdes syriens à l'instar de l'expérience des kurdes d'Irak peut exhorter les Kurdes de Turquie à prendre pour exemple les Kurdes irakiens et cela affectera l'intégrité et l'unité de l'Etat turc, par conséquent, la Turque tente de barrer, par tous les moyens possibles, la voie aux Kurdes syriens et de les empêcher de créer un système politique, un Etat autonome* ». « *La Turquie veut prendre en charge le contrôle de Daesh et pour faciliter la chute par le groupe de la ville de Kobani, la Turquie l'a bien assiégé. De même, la Turquie s'est entendue avec les Etats-Unis et l'Otan sur ce fait qu'aucun raid aérien ne devait pas empêcher la chute de la ville d'Ain al-Arab par Daesh* ».

Et Amin Hoteit de préciser encore : « *A travers nos études, nous nous sommes aperçus que Daesh profite, au maximum, du grand complot concocté, fomenté, par le gouvernement turc, l'Otan et les Etats-Unis contre les Kurdes. Interrogé sur les autorités turques qui avaient dit vouloir faire tout pour empêcher la chute de la ville de Kobani, cet analyste des questions stratégiques de la région estime qu'il ne s'agissait là qu'une manœuvre propagandiste, car la Turquie souhaite la chute de la ville de Kobani. La Turquie a assiégé les Kurdes à l'intérieur de la Syrie, et empêche les Kurdes turcs de partir en Syrie pour défendre la ville de Kobani et c'est la Turquie qui a coupé toutes les voies de secours et de logistiques vers Ain al-Arab* ». La ville de Kobani est, en effet, victime de l'encerclement par la Turquie des Kurdes, ainsi que de la mise en scène mensongère des Etats-Unis et de l'Otan en matière de lutte contre Daesh, bref, d'un complot international .

Interrogé sur les coordinations entre l'Iran et le gouvernement syrien pour venir au secours de Kobani, Amin Hoteit répond : « *Je ne pense pas qu'il y ait eu une telle coordination. L'Iran apporte ses aides humanitaires, mais, il n'existe pas un itinéraire sûr pour acheminer les aides. Ces aides devront passer par des régions sous contrôle de Daesh ou par des régions sous contrôle de la Turquie. Entre-temps, il n'existe qu'un passage, contrôlé par les Kurdes qui sont en coordination avec l'armée syrienne, mais, ce passage est, actuellement, assiégé et on ne peut, facilement, y avoir accès. Donc, dans de telles circonstances, et en raison des affrontements actuels, à Kobani, le succès des opérations de secours aux kurdes à Kobani s'avère très faible*". « *La chute de Kobani serait un grand scandale pour la coalition menée par les Etats-Unis* », indique Amin Hoteit avant de souligner : « *La chute de Kobani serait la victoire de la Turquie face aux Kurdes. Cela serait, également, un grand scandale pour la coalition internationale de lutte contre Daesh, car s'il n'y avait d'interventions de cette coalition et de la Turquie, la ville de Kobani ne serait pas tombée* ". « *La chute de Kobani influencera, également sur les futures politiques des Kurdes, et cela leur fera comprendre qu'il est d'une grande erreur de s'appuyer sur ce qu'on appelle " la communauté internationale" ou sur des gades qui leur sont donnés. Les Kurdes devront se tourner vers le gouvernement syrien, seul capable de les protéger, de les appuyer.*"

Interrogé sur la position du gouvernement syrien envers Kobani, il dit : « *l'armée syrienne dessine sa politique à la mesure de ses capacités, de ses moyens et du degré de l'importance de ses objectifs, d'autant plus que les régions à population kurde se sont dirigées vers la mise en place d'une sorte d'autonomie. L'entrée des forces de l'armée syrienne dans les affrontements dans cette région implique de passer deux étapes, la première étape consistant à nettoyer, complètement, ces régions stratégiques et très importantes du nord d'Alep jusqu'au Sud de Deraa et la seconde consistant à nettoyer les régions de l'Est et à population kurde. Le gouvernement syrien avait déclaré, auparavant qu'il procédera au nettoyage des régions en fonction de leurs priorités. La ville à population kurde d'Ain al-Arab est depuis un an le théâtre des affrontements entre les forces kurdes et le groupe terroriste de Daesh.*" Il s'agit, en effet, de la troisième grande ville syrienne à population kurde. Au cours de ces affrontements, le groupe terroriste de Daesh s'est emparé d'une grande partie de villages et de régions avoisinants, mettant sur le chemin de l'exode 300.000 personnes. french.irib.ir 13.10

En complément. Chaos et barbarie ou le génocide annoncé.

- Les jihadistes progressent en Syrie et Irak, la coalition s'interroge sur sa stratégie - AFP

- Turquie: l'armée bombarde des positions du PKK - L'Express.fr

Ankara a empêché des Kurdes de Turquie de se joindre aux combattants kurdes syriens assiégés par l'organisation Etat islamique à Kobané en Syrie. Mais l'armée turque a frappé les rebelles du PKK en Turquie lundi soir.

Non contente de traîner des pieds pour affronter les djihadistes de l'Etat islamique qui assiègent la ville de Kobané en Syrie, la Turquie s'en prend à ceux qui le combattent. Des avions turcs ont bombardé lundi soir des objectifs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, une première depuis le cessez-le-feu décrété par les rebelles kurdes en mars 2013.

Les chasseurs de l'armée de l'air turque ont frappé des positions du PKK qui attaquaient depuis trois jours un poste des forces de sécurité turques dans le village de Daglica (sud-est), selon les services de sécurité. L'Express.fr 14.10

Un autre massacre à mettre au compte de l'Otan, l'UE, l'Onu, etc.

- Ukraine: le nouveau ministre de la Défense promet une armée forte, 12 morts dans l'Est - AFP

Le nouveau ministre ukrainien de la Défense, Stepan Poltorak, s'est engagé mardi à construire une armée forte pour rétablir la paix dans l'est de l'Ukraine, où des combats ont fait 12 morts.

Chef de la Garde nationale, unité composée en partie de volontaires. (Lire, les milices fascistes. - ndlr)

Scellant le fossé qui sépare désormais Kiev et Moscou, le chef de l'Etat a également mis fin par décret aux célébrations de la fête de l'armée le même jour que la Russie, fixant la nouvelle date au jour de la fondation de l'armée nationaliste ukrainienne considérée comme nazie à Moscou. AFP 14.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Le programme du gouvernement est conforme aux recommandations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, bref des marchés financiers.

Toutes les institutions politiques et financières internationales sont antisociales, anti-ouvrières, aux mains de l'oligarchie financière.

- Réformer la France : les conseils du FMI, de l'Europe et de l'OCDE - lemonde.fr

« *Les réformes, les réformes* », le mot est sur toutes les lèvres dans le débat public. Avec un projet de budget présentant un déficit de 4,3 % du PIB quand la règle européenne fixe la limite à 3 %, la France fait actuellement l'objet de vives critiques. Les commentaires venant de l'étranger se multiplient pour exhorter Paris à lancer des réformes. Mais lesquelles, au juste ?

Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe (qui réunit les ministres des finances de la zone euro) a ainsi ouvert le feu, lundi 13 octobre :

« *Nous avons l'impression que le projet de budget de la France est assez loin de l'objectif, à la fois en termes de déficit nominal et de mesures effectives, concernant le déficit structurel et le nombre et la qualité des réformes qui doivent être réalisées* ».

Lorsqu'on parle des « *réforme*s », ce sont en général celles que réclament les organisations internationales. Régulièrement, l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) passent les statistiques tricolores au crible de leur analyse et formulent des recommandations sur divers secteurs, de la santé à l'éducation, en passant par les inévitables dépenses publiques.

Synthèse thématique des recommandations.

Si les organisations évoquent dans leurs préambules des lignes générales comme la réduction du déficit public et de la dette, les recommandations peuvent parfois se faire très précises. Plusieurs mesures font consensus parmi les trois organisations citées et certaines d'entre elles sont même déjà en cours de mise en œuvre :

1. Simplifier les échelons territoriaux

Cette réforme est régulièrement évoquée, la France comptant actuellement 36 681 communes, 2 581 communautés de communes, 222 communautés d'agglomérations, 15 communautés urbaines, 101 conseils généraux et 22 régions. Le Conseil de l'Union européenne propose ainsi de « *simplifier les échelons administratifs* » tandis que l'OCDE mentionne plus précisément la « *fusion des plus petites communes* » et la « *suppression des départements* ».

Cette dernière recommandation est l'une des mesures phares de l'épineuse réforme territoriale actuellement en discussion en France. Elle prévoit la réduction du nombre de régions de 22 à 13 et le transfert des compétences des conseils généraux à d'autres collectivités, avant une suppression à l'horizon 2020 – mesure vivement critiquée, sans surprise, par les présidents de ces assemblées.

2. Réduire l'indemnisation du chômage

Le ministre des finances Emmanuel Macron appelle à une « *modernisation des conditions de travail* » et à une « *réforme de l'assurance-chômage* ». Le premier ministre, Manuel Valls, estime que la question du montant et de la durée de l'indemnisation du chômage devait « *être posée* ».

Des positions qui suscitent la polémique dans un gouvernement de gauche - l'Elysée a répliqué que « *la négociation sur le sujet viendra le moment venu, pas immédiatement* » - mais qui ne sont pas inédites et découlent aussi d'une pression des institutions internationales en faveur d'un moins-disant social.

Quand le FMI conseille de réduire la durée et le montant de cotisation ainsi que le niveau d'indemnisation, l'OCDE appelle directement à rendre les allocations-chômage dégressives, mesure sur laquelle s'aligne le Conseil de l'UE, qui tient toutefois à viser aussi les gros salaires.

3. Libéraliser les professions réglementées

Début juillet, Arnaud Montebourg s'est élevé contre les « *nombreuses professions en situation de monopole* » qui « *captent par leur position des revenus pour des services payés trop chers*» et « *entament le pouvoir d'achat des ménages* ».

Dans le viseur du ministre de l'économie de l'époque, des métiers comme les huissiers, les notaires, les greffiers ou encore les pharmaciens dont l'accès et l'exercice sont conditionnés à la possession de qualifications spécifiques et dont certains sont accusés de bénéficier de rentes de situation. Leur réforme est spécifiquement réclamée par l'Union européenne et l'OCDE.

Plusieurs de ces professions sont descendues dans la rue en septembre pour protester contre le projet de réforme et ont suspendu leur mouvement après des rencontres jugées constructives avec le nouveau patron de Bercy, Emmanuel Macron.

Ce dernier a chargé le député PS du Finistère Richard Ferrand d'une mission de concertation sur le sujet. Mais le projet de loi est toujours en cours d'élaboration et doit être présenté en conseil des ministres en décembre.

4. Modifier le système de retraites

Si le budget 2015 veut d'ores et déjà augmenter l'imposition des retraites, la réforme structurelle de ces dernières semble au point mort depuis la loi de l'an dernier. Seule la question du compte de pénibilité a été véritablement abordée par le gouvernement.

Le Conseil de l'UE avance sa proposition : limiter le coût des retraites, en gelant ces dernières temporairement par exemple. Une mesure déjà appliquée : le plan d'économies prévoit le gel, pendant un an, des pensions du régime de retraite de base, en épargnant les petites retraites (jusqu'à 1 200 euros).

L'OCDE recommande pour sa part d'ajuster les paramètres du système de retraite afin de limiter les dépenses à court et moyen terme, en mettant notamment en œuvre un régime de retraite par points (déjà en vigueur dans les retraites complémentaires du privé), plutôt que le régime par répartition qui favorise actuellement la solidarité entre générations.

5. Assouplir les horaires d'ouverture des magasins

L'UE, le FMI et l'OCDE mentionnent tous trois spécifiquement « *l'assouplissement des horaires d'ouverture des commerces* ». Implicitement visée, l'ouverture des magasins le dimanche, actuellement limitée en France à certains secteurs seulement et récemment étendue aux magasins de bricolage.

Si l'extension totale de l'autorisation d'ouverture dominicale à tous les magasins n'est pas envisagée pour le moment par le gouvernement, des voix s'élèvent régulièrement pour y appeler.

Fin septembre, le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est prononcé pour l'ouverture des magasins le dimanche dans les « *zones touristiques d'affluence exceptionnelle* ». Une mesure qui pourrait se « *traduire dans les textes avant la fin de l'année* ». lemonde.fr 14.10

Chacun y va de sa tirade pour dénoncer telle ou telle mesure réactionnaire en se situant sur leur terrain, le jeu institutionnel ou des appareils les passionnent, c'est à cela que se réduit leur combat politique. Mais personne n'avance qu'ils sont illégitimes pour représenter nos intérêts, qu'on leur dénie ce droit, et que seul un gouvernement issu des partis prenant en compte les besoins des travailleurs serait légitime, et que c'est dans cette perspective politique que les travailleurs doivent s'organiser, poser la question du pouvoir politique...

En complément. Qui détient le pouvoir et pour qui gouvernent-ils.

D'où tiennent-ils ce pouvoir ?

- Jean Tirole, sacré grand régulateur face au marché tout puissant - Liberation.fr

- Fitch place la note AA+ de la France sous surveillance négative - Reuters

- Taxer les profits des concessionnaires d'autoroutes, une solution compliquée - AFP

- Les transports de luxe ont le vent en poupe - LePoint.fr

- LVMH affiche une croissance organique de 4% au 3e trimestre - Reuters

- La croissance du marché du luxe devrait se stabiliser à 5% en 2015 - Reuters

Ce qui est illégitime est souverain.

- Michel Sapin : "*Sur le déficit structurel, nous sommes proches des souhaits légitimes de la Commission*" - Atlantico.fr

- Michel Sapin : "*La souveraineté budgétaire appartient au Parlement français*" - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Un concert de rappels.

- Chrysler rappelle plus de 184.000 SUV dans le monde - Reuters

Etat policier. Conditionnement et psychose de masse.

- 57% des Français souhaitent que l'Etat contrôle fortement les contenus sur Internet - 20minutes.fr

A vau l'eau.

- UMP: Quand le scénario d'un retour triomphal de Nicolas Sarkozy prend l'eau - 20minutes.fr

Nicolas Sarkozy, qui souhait écraser la concurrence à l'occasion de sa candidature pour la tête de l'UMP, voit les oppositions se multiplier 20minutes.fr 14.10

- Hortefeux : le retour de Sarkozy "*est réussi*" - AFP

- Bertrand (UMP): un contrat de travail unique pour éviter "*des salariés de seconde zone*" - AFP

Ou la précarité généralisée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

Liban: le Hezbollah arme les druzes - french.irib.ir

Selon le journal libanais Al Akhbar, les cheikhs des druzes au Liban ont demandé au Hezbollah de former militairement les habitants druzes des localités de Aliyah et de Al Chouf, façon de les préparer à faire face aux éventuels assauts des takfiris. "*Les cheikhs des druzes libanais ont informé via le président du parti Al Twhid al Arabi et ex ministre, Waam Wahab, le Hezbollah de leur volonté d'avoir comme formateurs militaires pour leurs jeunes des officiers du Hezbollah, jeunes qu'ils veulent voir prêts au combat contre les takfiris*". La question des formations militaires à prodiguer aux civiles druzes a été abordée au cours d'une réunion entre Cheikh Naim Hassan et certaines persopnnalités libanaises dont les représentants du Hezbollah.

La question est d'ailleurs bien sérieuse : selon les sources bien informées , Israël en utilisant les terroristes takfiris d'Al Nosra, projette de lancer des attaques terroristes contre les habitants druzes surtout ceux qui vivent le plateau du Golan. le plan est bien ingénieux : en commettant desc massacres contre les druzes, les takfiris pousseraient ces derniers à se tourner le dos contre la Résistance et Damas et à réclamer que le Golan soit annexé par Israël. D'ailleurs c'est en préparation de ce plan que les sionistes ont poussé les soldats onusiens à faire place nette au Golan et à laisser armes et munitions aux terroristes. french.irib.ir 14.10

ECONOMIE

Russie

- La Russie et la Chine ont signé un accord sur les livraisons de gaz russe - french.irib.ir

La Russie et la Chine ont signé, lundi, un accord intergouvernemental, sur les livraisons de gaz russe, en Chine, par l'itinéraire Est (une ramification du gazoduc Force de la Sibérie), dans le cadre d'une visite officielle du Premier ministre chinois, Li Keqiang, à Moscou. Le russe Gazprom et la société chinoise, CNPC, ont signé, en mai dernier, un contrat, qui prévoit la livraison de 38 milliards de m³, par an, en Chine, par le gazoduc "*Force de la Sibérie*".

Les deux sociétés ont lancé, la semaine dernière, des consultations, en vue de signer un autre contrat portant sur la livraison de 30 milliards de m³ de gaz, par an, par l'itinéraire Ouest, (le gazoduc Altaï). Le ministère russe de l'Energie compte parvenir à une entente, en novembre prochain. french.irib.ir 13.10

Haut de page

Le 16 octobre 2014

CAUSERIE

Quand j'étais gosse, mes parents et ma grand-mère, mes oncles, partaient en vacances en vélo à la campagne en Normandie, nous habitions une chambre de bonne à Paris. C'était un peu plus d'une décennie après-guerre, les congés payés avaient un air de fête familiale pour les prolos qui s'essayaient au camping.

Il nous arrivait de partir plus loin, en Bourgogne en autocar, plus loin encore en train. Une décennie plus tard mon père réussit à obtenir un crédit pour acheter une 4CV Renault et nous partîmes en vacances en bagnole sur la Côte d'Azur, au soleil, c'était l'aventure, une véritable expédition, la réalisation d'un rêve pour mes parents. On emprunta la nationale 7, à l'époque l'autoroute du sud n'existait pas, on mettait deux jours pour faire le voyage.

Mes parents étaient très pauvres, mon père était mensuisier en bâtiment, payé aux pièces à l'époque il bossait comme un dingue pour essayer d'améliorer l'ordinaire, et surtout pour que nous puissions partir tous les ans en vacances, les vacances étaient sacrées disaient-ils, la récompense suprême au bout d'une année de dur labeur et beaucoup de soucis, il fallait absolument décompresser, tout oublier pendant trois, puis quatre semaines, tellement la vie quotidienne était un cauchemar. Pendant 30 ans ou un peu plus ils allèrent en vacances en camping sur la Côte d'Azur.

Apparemment depuis quelques années ou décennies des couches entières de la classe ouvrière sont retournées 40 ans en arrière à en croire monsieur Macron qui leur propose de partir en autocar parce que ce serait le seul moyen de transport à la portée de leur bourse ou de leur revenu médiocre, "*8 à 10 fois moins cher que le train*" selon lui. Sauf qu'en autocar, à moins de rejoindre de la famille demeurant en province, on ne voit pas où la plèbe misérable pourrait atterrir ou passer des vacances, dans un squat, en pleine campagne, dans un bois, sur une plage ? S'ils ne peuvent pas se payer un ticket de train, ils ne peuvent pas se payer l'hôtel ou louer un logement ou une maison, ils ne peuvent pas emmener en autocar pas même en train une tente de camping, des matelas, de quoi cuisiner, etc. il ne connaît manifestement rien à l'organisation des vacances des pauvres, on apprend pas cela à la banque Rothschild apparemment.

Mais au fait, il a parlé de "*voyager*", il n'a pas parlé de vacances, les plus pauvres n'en prennent plus depuis longtemps. Et quand on est pauvre, même un ticket d'autocar est hors de votre portée, pour quoi faire d'ailleurs, pourquoi prendre l'autocar, voyager pour voyager, au bout du voyage il faut assumer, se restaurer, se loger, ce sont des dépenses incompatibles avec le budget du pauvre, il l'ignore et s'en fout.

En cinq décennies environ, on est passé de la "*démocratisation*" du transport aérien... à l'autocar, quelle extraordinaire régression sociale !

C'est comme l'autre gourde du gouvernement qui voulait instaurer la gratuité des autoroutes les week-ends, si tu n'as pas de fric pour mettre de l'essence dans ta bagnole, cela te fait une belle jambe ! Cela fait penser aussi aux associations à la con qui offrent des radios aux SDF qui n'ont pas les moyens de becqueter, encore moins d'acheter des piles ! C'est comme si Hollande leur offrait des brosses à dents !

En complément.

- Les six a priori les plus fréquents contre les pauvres - 20minutes.fr

Taxés d'être assistés, de profiter du système social, d'être responsables de leur situation, les pauvres sont très souvent stigmatisés dans l'opinion publique.

Un grand malade vous parle.

- Pour Macron, la France a "*trois maladies*" : "*la défiance, la complexité et le corporatisme*" - Francetv info

L'imposture qui a conduit le mouvement ouvrier où il en est.

Les démocrates petits bourgeois qui s'accomodent du capitalisme ont tout intérêt à ce que l'UMP gouverne. Pourquoi ? Parce qu'il leur suffit alors de faire entendre leurs voix pour que le PS et ses satellites flanqué de ses alliés s'en fassent les relais et espérer que cela sera suffisant pour être épargnés ou que leurs intérêts soient ménagés par le parti au pouvoir.

Cela permet au PS de se faire passer pour un parti d'opposition ou de gauche ou de maintenir cette illusion, et d'obtenir leurs suffrages lors des scrutins suivants afin d'assurer un nombre d'élus confortable, ce qui permet d'assurer la stabilité des institutions et la pérennité du régime, ainsi la boucle est bouclée.

- Vu de gauche, pour mener une politique de droite, mieux vaut un pouvoir de droite Slate.fr

Ce n'est pas qu'une question de «confort moral». Cet avis pourrait même être partagé par un François Hollande tenté par la cohabitation. (Une question d'hypocrisie surtout, une cynique escroquerie politique il fallait dire. - ndlr)

L'élite rose qui nous gouverne sous-estime gravement l'exaspération de l'électorat de gauche. Naviguant dans des cercles privilégiés, bon nombre de ses dirigeants ne se rendent pas compte à quel point la politique menée, contradictoire avec leurs engagements électoraux, génère une colère lourde de conséquences pour l'avenir. (Faux, ils le savent et s'en accommodent, ils n'ont pas le choix, dans le cas contraire il leur faudrait affronter la classe des capitalistes, impensable, ils en sont incapables puisqu'ils en sont des représentants. - ndlr)

L'interminable série de provocations menées au nom de la démolition de «tabous» qui, curieusement ne se réfèrent qu'à l'idéologie de gauche, alimente des réactions de plus en plus violentes. La dernière en date concerne l'indemnisation du chômage.

(Cela n'a rien à voir avec des "*provocations*", ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas, seulement ils n'ont pas le courage de l'assumer jusqu'au bout ou le contexte social ne leur permet pas. C'est aussi un message adressé aux vendus en tous genres qui voudraient se manifester et jouer un rôle à leur côté, qui pourraient partager avec eux la responsabilité de leur oeuvre de démolition sociale ou en assumer la majeure partie. Ils ne balancent pas des trucs pareils au hasard, c'est aussi une manière de faire en sorte que les idées ou mesures auxquelles ils sont acquises et qu'ils voudraient appliquer se répandent dans la société en espérant que la majorité y adhèrera, pour y parvenir ils savent qu'ils peuvent compter sur les médias et les institutions de sondages qui sont des officines de propagande à leur service. - ndlr)

Traiter Emmanuel Macron de «banquier», comme l'ont fait Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, revient sans doute à pécher par réductionnisme sociologique. Il n'en reste pas moins que le pédigree du nouveau ministre de l'Economie est propre à exciter le «peuple de gauche» lorsqu'il prône des réformes d'inspiration libérale.

Les hiérarques socialistes se rassurent généralement en pariant que celui-ci reviendra sagement au bercail le moment venu. Face à une droite revancharde et radicalisée et à un Front national menaçant, l'électorat de gauche serait bien obligé de voter pour le candidat du PS, au moins au second tour.

Cela n'a pourtant rien d'assuré. Ce calcul cynique ne tient pas compte de la profondeur du divorce qui se creuse entre une large partie de cet électorat et un pouvoir qu'il ne perçoit plus comme appartenant à son camp. La cassure d'une fraction importante des couches populaires d'avec la «gauche», qu'elle se traduise par un vote FN de plus en plus affirmé ou par une abstention devenue structurelle, est avérée.

(Il ne faut pas confondre les "*couches populaires*" avec les couches intermédiaires ou supérieures qui sont mieux nanties et qui constituent l'électorat traditionnel du PS, celles qui votent "utiles". -ndlr)

Mais c'est aussi le cœur de l'électorat de gauche qui est désormais tenté de rompre avec toute espèce de vote utile: un nombre croissant de citoyens assurent qu'ils ne voteront en aucun cas pour le candidat du PS, y compris au second tour, lors de

la prochaine élection présidentielle.

On aurait tort de voir dans ces réactions seulement la marque d'une colère que la classique dynamique de la bipolarisation se chargera de dégonfler à l'heure du choix décisif. La conversion politique et idéologique de l'exécutif aux thèses défendues par la droite est telle que la question de savoir s'il ne vaut pas mieux qu'une telle orientation soit portée par un gouvernement de droite finira par se poser.

(C'est un fait que les couches privilégiées, les classes moyennes ou la petite bourgeoisie penchera davantage à droite ou même à l'extrême droite à défaut d'issue politique à gauche. -ndlr)

Qui peut assurer que Nicolas Sarkozy, qui n'a jamais craint de bousculer son propre camp, aurait mené une politique «plus à droite» s'il l'avait emporté en 2012? Constatons simplement, par exemple, que la «*gauche*» a abandonné l'écotaxe issue d'un «*Grenelle de l'environnement*» piloté par la «*droite*»...

(Sarkozy aurait mené la politique que Hollande a appliqué. -ndlr)

L'histoire montre que le camp aux manettes est souvent conduit à faire des concessions à ses adversaires présumés. Au pouvoir, la droite craint plutôt les syndicats tandis que la gauche s'inquiète d'abord des réactions patronales. Les multiples contraintes de l'action gouvernementale conduisent le parti au pouvoir à des concessions plus ou moins grandes par rapport à son orientation originelle.

Le problème actuel vient de l'ampleur du tête-à-queue politique par rapport au discours tenu pendant la campagne présidentielle. Le sentiment de trahison est tel que l'idée qu'il serait préférable que la droite assume elle-même une telle politique devient rationnelle. La gauche serait effectivement moins démoralisée d'être complice d'une pareille aventure et les syndicats sans doute plus unis dans la résistance.

(Au pouvoir, la soi-disant gauche est démasquée parce qu'on juge ses actes, alors que dans l'opposition parlementaire ce sont uniquement ses paroles ou son discours que l'on juge qui n'engage à rien puisqu'elle est minoritaire, ils sont donc plus à l'aise dans cette posture ou imposture. - ndlr)

Ces raisonnements sont d'autant plus promis à un bel avenir que la «*culture de gouvernement*» demeure assez fragile à gauche. Le sage argument de la nécessaire acceptation des contraintes liées à l'exercice du pouvoir est certes souvent utilisé comme une forme de chantage. Il avait déjà été brandi, à partir de 1983, pour faire avaler le tournant de l'austérité alors honteusement négocié par le pouvoir mitterrandiste.

Reconnaissons toutefois qu'une partie de la gauche est encline à préférer le confort moral de l'opposition aux compromis (sions) gouvernementaux/tales. Cette tendance n'est pas exclusivement le fait de militants soucieux de pureté idéologique –ceux-ci sont de plus en plus rares au PS. Elle guette aussi tous ces élus locaux, nombreux dans ce parti, qui savent d'expérience que leur réélection est handicapée par la participation des socialistes aux affaires parisiennes.

Ancien ministre du gouvernement de Lionel Jospin, Jean-Luc Mélenchon en vient aujourd'hui à prôner une «stratégie révolutionnaire du XXIe siècle». L'ancien candidat du Front de gauche ne croit plus à la possibilité de dépasser le PS dans le cadre d'un combat électoral classique. La rupture avec son ancien parti passe désormais par un appel direct au «*peuple*», à mille lieues de la traditionnelle «*discipline républicaine*» qui suppose un désistement automatique au sein de la gauche.

(C'est encore pire, Mélenchon se sert du peuple pour cautionner sa propre soumission au régime qui passe par son attachement à l'UE, à l'ONU, à l'Otan...En cela, il n'a jamais rompu avec le PS. - ndlr)

Ajoutons enfin que la préférence pour un gouvernement de droite, dans l'intérêt bien compris de la gauche, peut même être secrètement partagée par Hollande lui-même. L'option cohabitationniste reste l'une des cartes susceptibles d'être jouées par un président plombé par une abyssale impopularité. Au total, il n'y aura sans doute bientôt plus grand monde pour souhaiter que la «drauche» actuellement à la tête de l'Etat s'y maintienne. Slate.fr 15.10

Le PS est un "***gros mot***" pour les travailleurs.

- Jean Ziegler : "*Parti et socialiste vont devenir des gros mots pour les classes travailleuses*" - lepoint.fr

Le Point.fr : Pourquoi avoir repris comme autobiographie intellectuelle le titre de l'un de vos livres les moins connus ?

Jean Ziegler : "*Retournez les fusils*" était le slogan des socialistes pacifistes qui se sont réunis clandestinement en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, dans une bourgade du canton de Berne. Le manifeste avait été rédigé par Léon Trotski. Il dénonçait

la guerre comme une barbarie produite par le capitalisme, les marchands de canons. Y participaient des Français, des Allemands, des Russes, des Suisses, des Polonais, des Britanniques. Le prolétariat devait retourner ses armes contre les capitalismes, pas contre le camarade étranger.

Si le monde change, vous, en revanche, vous refusez de changer. Vous utilisez toujours la langue de bois en évoquant dans votre livre "*la dictature mondiale des oligarchies du capital financier globalisé*"...

Et comment voulez-vous les appeler ? En 2013, les cinq cents plus grandes sociétés transcontinentales du monde se sont approprié 52,8 % du produit mondial brut (c'est-à-dire de toutes des richesses produites en une année sur la planète). Ces multinationales échappent à tout contrôle, notamment à celui des États. La banque UBS a un chiffre d'affaires qui est cinq fois supérieur au PIB de la Suisse. Ces capitalistes font aujourd'hui un maximum de profits en spéculant sur les aliments de base comme le riz, le maïs, le blé. Les prix explosent, et toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Aujourd'hui plus que jamais, il faut retourner les fusils.

Que proposez-vous ? D'aller flinguer son banquier ?

Je ne suis pas un idéaliste irresponsable. Je dis que face à ce monde cannibale, les démocraties ne doivent pas rester indolentes. Mon livre est un livre d'espoir : des citoyens ordinaires, des mères de famille, des collégiens sont allés manifester devant les magasins de vêtements, de chaussures de sport, pour imposer aux grandes marques comme Benetton, Nike, Adidas de moins maltraiter les malheureuses ouvrières du Bangladesh, après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza à Dacca, qui a fait plus de 1 300 morts. Leur requête : "*Pas de sang sur mes vêtements.*" Ces grands groupes, qui tiennent à leur réputation, ont partiellement cédé sur les salaires minimums, l'hygiène, le droit de se syndiquer. C'est cela que j'appelle Retournez les fusils !

N'êtes-vous pas le dernier communiste, malgré tous les crimes commis en son nom ?

Je reste marxiste et communiste. L'idéal communiste n'a été incarné que dans la Commune de Paris. Le communisme est non encore advenu, c'est une utopie. C'est vrai, je me suis souvent lourdement trompé. Je le reconnais. Mais pour citer Jean Jaurès : "*La route est bordée de cadavres, mais elle mène à la justice.*"

Vous êtes marxiste et chrétien ?

Je crois en Dieu, mais je suis pour la dissolution du Vatican, cette cour médiévale ridicule, vraie insulte aux Évangiles.

Vous avez été député socialiste au Conseil national (Assemblée nationale) en Suisse. Vous avez longtemps appartenu au bureau de l'Internationale socialiste. Quel regard portez-vous sur les socialistes, notamment français ?

Je n'imaginais même pas que l'Internationale socialiste et le PS français pouvaient sombrer dans une telle déchéance ! Le grand projet du quinquennat de François Hollande, c'est le pacte de responsabilité, qui va permettre aux détenteurs du capital d'augmenter leurs dividendes et de licencier sans problème ! Parti et socialiste sont devenus des gros mots pour les classes travailleuses. Quant à François Hollande, c'est un pâle rejeton de Guy Mollet... Il est comme le lapin devant le serpent, tétanisé face aux banquiers.

Allez-vous célébrer le centenaire de la conférence de Zimmerwald ?

Bien évidemment. Je suis vice-président du comité préparatoire de cette commémoration. lepoint.fr 15.10

Jean Ziegler, Retournez les fusils ! Choisir son camp, Seuil, 294 pages.

Dommage qu'on ne soit pas capable de le gagner à notre cause dont il est très proche. Pour un peu Ziegler deviendrait trotskiste, bon, il faut dire que depuis longtemps ce n'est pas bien difficile ou cela n'engage pas à grand chose...

La stratégie américaine qui ne veut pas dire son nom.

Parole d'un dirigeant "***indécent***", d'un Etat pas "***civilisé***".

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, hier à l'issue d'une rencontre à Paris avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : "*Nul pays décent, par définition, ne peut apporter son soutien aux horreurs qui ont été commisses par l'EIIL, et nul pays civilisé ne peut se soustraire à sa responsabilité de s'y opposer et de participer à l'effort pour éradiquer cette maladie*". Reuters 15.10

Une coalition composée de 22 pays disposant d'une formidable puissance militaire incapable de vaincre quelques dizaines de

milliers d'apprentis mercenaires retranchés dans une ville, qui peut croire pareille sornette ?

Le porte-parole du Pentagone, mercredi 15 octobre. James Kirby, juge que la coalition n'est pas certaine de l'emporter : "*Kobané pourrait encore tomber*", dit-il.

De retour d'une longue tournée au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Jordanie et en Turquie, le général Allen a également affirmé que les pays-alliés au sein de la coalition étaient "*tombés d'accord*" pour dire que "*si l'aspect militaire était important, il n'était pas suffisant*" pour terrasser le groupe de jihadistes ultra-radicaux. Le haut gradé américain, officiellement chargé de coordonner les efforts de la coalition internationale, s'est également dit "*très réticent à affubler du terme de 'cible stratégique'*" la ville de Kobani. Francetv info 15.10

Pour ne pas dévoiler qu'elle en est une, mais qu'elle est inavouable...

- La coalition anti-Daech affine sa stratégie - LeFigaro.fr

Les incompatibilités entre la vision américaine, concentrée sur le sort de l'Irak, et celle de la France, soucieuse du drame syrien, semblent avoir été gommées, au nom de l'intérêt supérieur.

Hasard de l'actualité, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, 91 ans, a livré mardi à New York sa vision de l'amitié franco-américaine. «*En 1962, lors de la crise des missiles de Cuba, l'ex-secrétaire Dean Acheson s'était vu assurer par le président de Gaulle que la France serait toujours un roc dans la tempête aux côtés des États-Unis*», a relevé l'ancien maître diplomate de Richard Nixon, avant d'ajouter: «*Un demi-siècle plus tard, cette fraternité d'armes se vérifie à nouveau au Moyen-Orient.*» LeFigaro.fr 15.10

Voilà qui devrait rafraîchir la mémoire des gaullistes...

- Les talibans pakistanais tendent la main à l'État islamique - LeFigaro.fr

Encore une créature made in USA...

- Kobané: Ankara nous "*balade*" - lepoint.fr

Vous avez raison de parler pour vous...

Ebola et EI : Les mêmes commanditaires, les mêmes bénéficiaires, les mêmes victimes.

Ils ont eu 38 ans...

- Ebola : l'épidémie "*va plus vite que nous*", selon un responsable des Nations unies - Atlantico.fr

- Ebola «*est en train de gagner*», avertit l'ONU - Liberation.fr

- La fièvre Ebola continue de s'étendre, dit l'OMS - Reuters

- Ebola: L'OMS prévoit une explosion des cas en Afrique de l'Ouest en décembre - 20minutes.fr

Mimétisme.

- Obama presse les Européens de faire « *un effort plus important* » contre Ebola - LeMonde.fr

Aussi vite dit, aussi vite fait !

- Ebola : la France met en place des contrôles sanitaires dans les aéroports - LeMonde.fr

Il est enragé et c'est contagieux !

- Les Etats-Unis doivent être «*beaucoup plus agressifs*» face à Ebola, selon Obama - 20minutes.fr

"*Nul pays décent, par définition, ne peut apporter son soutien aux horreurs qui ont été commisses par l'EIIL, et nul pays civilisé ne*

peut se soustraire à sa responsabilité de s'y opposer et de participer à l'effort pour éradiquer cette maladie", a ajouté Kerry. Reuters 15.10

Quand est-ce qu'on les éradique ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive. Le champ lexical de la guerre atteint la Bourse.

Un missile.

- Wall Street touchée de plein fouet par l'anxiété sur l'économie mondiale - LePoint.fr

Un massacre.

- Bourse : "*Un carnage aujourd'hui sur les marchés européens*" - LePoint.fr

L'armée se replie.

- Les marchés décrochent, déboussolés par un horizon économique bouché - AFP

Les marchés financiers ont perdu pied mercredi, déboussolés par la résurgence des peurs sur la zone euro, la publication de mauvais chiffres faisant craindre une reprise américaine pas si solide que cela et l'apparition de nuages venus de Chine.

Le feu couvait depuis plusieurs jours mais l'incendie s'est déclenché à Wall Street, qui a subitement décroché dans l'après-midi, allant jusqu'à perdre plus de 2% et provoquant une débâcle en Europe. (Waterloo ! - ndlr)

La Bourse américaine a ensuite quelque peu réduit ses pertes mais a néanmoins terminé sur un net recul: Son indice vedette DJIA a chuté en clôture de 1,06% --après avoir perdu jusqu'à 2,80% en séance-- et celui de la Bourse électronique Nasdaq a limité ses pertes à -0,28%. L'indice SP500, plus large, a perdu 0,81%.

En Europe, la journée a été sanglante (Les barbares à l'oeuvre ! - ndlr) : la Bourse de Paris a concédé 3,63% en clôture, Francfort 2,87%, Londres 2,83% et Milan 4,44%. Athènes s'est effondré de 6,25%.

Les marchés "*attendent plus de la part de l'Europe*", confrontée à "*la baisse de la croissance, la baisse de l'inflation et le ralentissement récent de l'Allemagne*", a commenté Alexandre Baradez, analyste chez IG France.

Les titres des pays périphériques et fragiles ont été délaissés, entraînant de fortes hausses des rendements pour la Grèce, l'Espagne ou l'Italie. AFP 15.10

En complément

- Les incertitudes sur l'avenir de la Grèce entraînent la chute de sa Bourse - AFP

La Bourse d'Athènes a dégringolé mercredi pour le deuxième jour consécutif, avec un indice général en baisse de 5,7% mardi puis 6,25% mercredi, témoignant des inquiétudes sur la capacité de la Grèce à se sortir de la crise sans nouvelle aide.

L'indice général a perdu jusqu'à 10,05% mercredi en cours de séance. Parallèlement, le rendement de l'obligation grecque à dix ans s'envolait à 7,83%, le plus haut niveau depuis mai 2012, au pic de la crise, autre signe d'anxiété des marchés.

Il s'agit d'une chute record depuis juillet 2012, intervenue sur fond de pertes générales importantes des places boursières en Europe mercredi.

L'indice des banques a reculé de 7%, la Banque nationale grecque a enregistré la plus forte baisse à - 11,06%.

En vue des tests de résistance des banques européennes, prévues pour fin octobre, l'agence de notation Fitch a de surcroît souligné mercredi que les quatre grandes banques grecques auraient sans doute encore besoin de se recapitaliser prochainement.

Sur fond d'une conjoncture plutôt négative en Europe, les marchés ont compris que la situation financière de la Grèce restait fragile et que l'incertitude du paysage politique du pays pourrait affecter encore plus la stabilité", souligne Panayiotis Petrakis.

Le vice-premier ministre socialiste Evangelos Venizelos a tenté de profiter de la dégringolade de la Bourse pour y voir "*le genre de scène d'un avenir que les Grecs devront éviter*", soulignant que "la contestation de la stabilité politique du pays au moment de négociations difficiles sur la sortie de la crise et du memorandum était le plus important des obstacles" pour le gouvernement.

En complément.

- Dégringolade du rouble: l'euro à 52 roubles, du jamais vu - AFP

Le rouble subit les effets des fuites massives de capitaux déclenchées par la crise ukrainienne et les sanctions économiques occidentales sans précédent imposées contre l'économie russe, au bord de la récession.

A cela s'ajoute désormais la décrue des cours du pétrole, qui poursuivaient leur dégringolade mercredi.

L'or noir, avec le gaz, assure la majorité des revenus du gouvernement russe, à un moment où les sources de financement sont plus compliquées à trouver à cause de la crise. AFP 15.10

ACTUALITE EN TITRES

Devoir de mémoire.

- Toyota rappelle 1,67 million de Toyota et Lexus dans le monde - Reuters

Intox

- Budget 2015 : "*la France n'acceptera aucune tutelle ou diktat de la part de l'Europe*" selon le PS - Atlantico.fr

- Autoroutes : Royal veut "*rendre l'argent aux automobilistes*" - LePoint.fr

Pourquoi pas la vue aux aveugles !

J'irai cracher sur vos tombes (B. Vian)

- Nicolas Sarkozy aurait qualifié Bruno Le Maire de «*connard que j'ai fait ministre*» - 20minutes.fr

Pour Brice Hortefeux, proche de Nicolas Sarkozy, l'autre prétendant à la tête de l'UMP serait «*une ordure qui nous crache à la gueule alors que, sans Nicolas, il n'aurait jamais été ministre*». 20minutes.fr 15.10

- Bygmalion: Jérôme Lavrilleux prend les devants et quitte l'UMP - AFP

- Emploi présumé fictif : Isabelle Balkany en garde à vue - LeParisien.fr

Lobotomie. Civilisation de zombies, de mutants. Après louer son utérus...

- Peut-on congeler librement ses ovocytes en France ? - Francetv info

- Facebook et Apple prêts à payer des grossesses différées à leurs employées - Liberation.fr

Objectif : permettre aux employées de remettre à plus tard leurs envies d'enfants pour se consacrer à plein temps à leur carrière professionnelle. Liberation.fr 15.10

C'est le genre d'envie qui se commande, qui se programme...

Pour que ce genre d'envie se marchande, c'est qu'ils ont droit de vie ou de mort sur vous, non ?

- Louer sa maison pour un film, c'est possible - Francetv info

De plus en plus de propriétaires louent leur logement pour les besoins d'un décor de cinéma. Francetv info 15.10

Tout est à louer ou à vendre.

- Macron: entre 5 et 10 milliards de cessions d'actifs de l'Etat dans les 18 prochains mois - AFP

Ou comment les plus riches s'enrichissent encore...

Quand la régression sociale est synonyme de liberté, il y a de quoi s'inquiéter.

- Travail du dimanche : une majorité de Français favorables à la libéralisation - LePoint.fr

- Les syndicats ulcérés par les projets sur le travail dominical - LePoint.fr

Le racket est légal.

- La taxe foncière a grimpé de 21 % entre 2008 et 2013 - LeParisien.fr

- Tarifs de l'électricité: le nouveau calcul entraîne 1,6% de hausse minimum - AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- En Grande-Bretagne, le service public en grève contre le gel des salaires - Liberation.fr

Des dizaines de milliers d'agents de la fonction publique britannique ont entamé une grève de 24 heures mercredi pour protester contre le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat. Des perturbations étaient attendues dans les musées, les tribunaux ou encore les centres d'emploi. Les syndicats tablent sur 250 000 grévistes, un chiffre trois fois supérieur à celui donné par le gouvernement qui a qualifié le mouvement d'«*irresponsable*».

Lundi, des centaines de milliers d'employés du service public de santé NHS avaient déjà observé, pour les mêmes raisons, un arrêt de travail inédit depuis 1982. Une manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement de David Cameron est prévue samedi sous le slogan «*La Grande-Bretagne a besoin d'une augmentation des salaires*».

Les mesures d'austérité ont «*démoli le niveau de vie des fonctionnaires et de leurs familles*», accuse le leader du syndicat PCS, Mark Serwotka.

Ces mouvements sociaux interviennent alors que l'Office des statistiques nationales a annoncé mercredi un nouveau recul du taux de chômage qui, à 6%, s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2008. Mais les salaires des Britanniques continuent à baisser en termes réels puisque leur rémunération, n'a, hors bonus, progressé que de 0,9%, soit moins que l'inflation, sur la dernière année.

Le PCS s'appuie sur une étude de la New Economics Foundation pour dénoncer le fait que les 10% des Britanniques les plus pauvres ont vu leurs revenus chuter de 15% en un an. Liberation.fr 15.10

Haut de page

Le 17 octobre 2014

CAUSERIE

Les ONG, un des maillons du système économique mafieux et de la stratégie politique néolibérale ? Assurément.

Ebola. 38 ans après sa première apparition, aucun traitement, ni vaccin.

- 1976 : Première apparition avec près de 500 morts en RDC et au Soudan ;
- 1995 : Il ressurgit brusquement en RDC entraînant la mort de plus de 250 personnes ;
- 2000 : Résurgence en Ouganda où il contamine plus de 400 personnes et en tue la moitié ;
- 2003 : C'est au tour du Congo, avec 128 morts ;
- 2007 : Retour en RDC et en Ouganda avec plus de 200 morts ;
- 2014 : En Afrique de l'Ouest, où il fait plus de 4.300 morts. (source : french.irib.ir)

Réaction. On ne condamne pas un allié de l'impérialisme anglo-saxon.

- Le plus gros syndicat étudiant du Royaume-Uni refuse de condamner l'État islamique - lefigaro.fr 16.10

La National Union of Students a rejeté une motion condamnant les exactions de l'État islamique, au motif que cette initiative était «islamophobe».

Intitulée «*Iraqi Solidarity*» (solidarité irakienne), la motion proposée lors du Conseil exécutif national de la NUS entendait «*condamner l'État islamique et soutenir les forces kurdes qui le combattent*» tout en précisant que «*condamner l'EI et soutenir les forces kurdes ne signifiait pas exprimer sa confiance à l'intervention militaire américaine.*» D'autres dispositions prévoyaient de rentrer en contact avec des associations irakiennes et kurdes pour venir en aide aux réfugiés, ou encore de boycotter l'État islamique. lefigaro.fr 16.10

Marchandise avariée à sous-traiter.

- L'Australie sous-traite ses migrants illégaux au Cambodge - lefigaro.fr 16.10

L'Australie est réputée pour sa politique stricte en matière d'immigration. Le pays, qui envoie déjà les immigrants arrivés illégalement sur son territoire dans des camps en Papouasie-Nouvelle Guinée, vient de conclure un nouvel accord avec le Cambodge. En échange d'une somme de 28 millions d'euros, jusqu'à un millier de personnes pourraient attendre l'examen de leur demande d'asile dans ce pays pauvre. lefigaro.fr 16.10

Un modèle pour l'humanité. Aux pays des hyper riches, les pauvres sont traités pire que des déchets.

- Aux Etats-Unis, les réseaux sociaux prennent le relais du système de santé - Francetv info 16.10

Malgré la réforme du système de santé, beaucoup d'Américains ont des difficultés à payer leurs soins médicaux.

La mise en œuvre du nouveau système de santé d'Obama, aussi connue sous le nom d' "*Obamacare*", n'a pas tenu toutes ses promesses. Effective depuis un an, elle devait rendre accessible les soins à tous – notamment aux plus démunis – et encadrer le rôle des assureurs privés aux tarifs souvent élevés.

Pourtant, il ne fait pas bon tomber malade au pays du "*self-made man*". Pour certains, la note reste salée, ce qui les a poussé à faire appel au don sur internet, via Twitter ou Facebook. Le "*crowdfunding*" – financement participatif – est pour des milliers d'Américains le dernier recours pour se soigner. La diffusion des levées de fonds sur ces nouvelles plateformes permet d'atteindre des gens au-delà même des frontières du pays.

Même si l'appel à la solidarité est "*viral*", dans les faits, ce sont principalement les proches (famille et amis) qui contribuent au financement ou qui organisent des levées de fonds.

C'est le cas de David, rencontré par nos journalistes, qui a mis en place une tombola pour son oncle Robby, 51 ans, atteint d'une grave infection aux poumons. Cloué sur son lit d'hôpital pendant dix semaines, il n'avait pas les moyens de régler les frais de son hospitalisation. Ce jour-là, David a réussi à récolter 80 lots pour une valeur de 7 000 euros. Les commerçants ne s'étonnent même plus de ces pratiques et participent volontiers à ces collectes d'un nouveau genre. Tous savent que les assurances privées coûtent chères et nombreux sont ceux qui ne peuvent pas y souscrire. Aux Etats-Unis, face à ce système de santé défaillant, il ne reste souvent que la générosité publique. Francetv info 16.10

Qu'ils aient créé Al-Qaïda et l'Emirat islamique n'était pas le produit du hasard ou ne correspondait pas à un besoin occasionnel, non, ce fut un acte réfléchi commis par les barbares qui dirigent les Etats-Unis et imposent un mode de vie cruel, sordide, aux dizaines de millions d'Américains les plus défavorisés.

Finies "***les vaches maigres***", enfin "***un rebond agréable***".

- Bénéfice de Goldman Sachs en hausse de 50% grâce aux obligations - Reuters 16.10

Goldman Sachs a tiré parti de l'incertitude régnant sur les marchés en enregistrant un envol inattendu de ses bénéfices trimestriels alors que la volatilité bat son plein à travers le globe.

Le prestigieux établissement, qui a traversé la crise financière sans égratignures, a conforté au troisième trimestre sa place de valeur sûre de Wall Street.

De juillet à septembre, le bénéfice net a flambé de 60% à 2,24 milliards de dollars, a indiqué le groupe bancaire jeudi dans un communiqué.

Après un recul sur deux trimestres consécutifs, les revenus des très suivies activités de courtage d'obligations, de change et de matières premières (FICC) ont rebondi fortement: "73% à 2,17 milliards de dollars.

Ils ont augmenté de 2,1% chez JPMorgan Chase, de 5% chez Citigroup et de 11% chez Bank of America.

"*C'est un rebond agréable (...) bien au-dessus du consensus*", a salué Matthew O'Connor, analyste chez Deutsche Bank, dans une note.

La division FICC a contribué pour environ 26% au produit net bancaire (PNB) global de Goldman Sachs au dernier trimestre. Il représentait 40% du PNB global en 2009 et 25% l'an dernier.

"*C'est bon signe; cela veut dire que la période de vaches maigres sur le parquet tire peut-être à sa fin*", dit Chris Kotowski, analyste d'Oppenheimer.

Goldman Sachs s'est aussi distinguée dans la banque d'investissement ("26% à 1,46 milliard de dollars) grâce au conseil financier ("40% sur un an). Elle a notamment été une des grandes banques ayant piloté l'entrée en Bourse historique du géant chinois de la distribution Alibaba.

L'enveloppe des rémunérations chez Goldman Sachs est de 2,8 milliards de dollars pour un salaire moyen de 320.000 dollars par employé. Au 30 septembre, Goldman Sachs employait 33.500 personnes, en hausse de 3% sur un an.

En complément.

- Les taux d'emprunt de la Grèce s'envolent - LeMonde.fr

Les taux des emprunts à dix ans d'Etat en Grèce ont frôlé la barre des 8 % mercredi 15 octobre. LeMonde.fr 16.10

Goldman Sachs emprunte ou reçoit des milliards de dollars de la Fed à un taux de 0,15% et prête ensuite cet argent à la Grèce à 8% (sous forme d'obligations d'Etat), par exemple. Cela fait combien de fois la culbute de 0,15% à 8% ou quel est le taux de rendement de cette opération, dans les 4800% et quelques broutilles. Comment est-on parvenu à ce résulat ? En partant de 0,15%, 0,30% représente un rendement de 100%, vous continuez ainsi jusqu'à 8%. Stupéfiant, n'est-ce pas ? On réalise ici le dégré gigantesque du pillage auquel se livre l'oligarchie financière sur la population de ces Etats. On comprend pourquoi en contrepartie ces Etats exigent des travailleurs toujours plus de sacrifices, les saignent jusqu'à l'os, et encore cela ne suffit pas.

On comprend pourquoi Goldman Sachs et Cie. peuvent proposer des rémunérations si attractives (sic !) à leurs milliers de traders, et les oligarques peuvent s'enrichir aussi vite dans des proportions aussi phénoménales.

Etats-Unis. Dictature et régime policier. Reprise en main. Chantage.

Avoir accès au contrôle de la totalité de la population en permanence ou la liberté mise sous surveillance.

L'argument est particulièrement pernicieux : on va surveiller tous vos faits et gestes, de telle sorte que si un jour vous êtes accusé pour un délit que vous n'avez pas commis vous puissiez vous défendre, le prouver et échapper ainsi à une condamnation injuste.

Cela revient à dire que tout citoyen sera dorénavant considéré comme suspect ou coupable aux yeux des autorités, dès lors qu'il ne sera pas en mesure de pouvoir démontrer le contraire, aussi doit-il se placer sous la protection de la police et du FBI qui enregistreront ses faits et gestes de manière à fournir les éléments susceptibles de prouver son innocence, si par contre il refuse de se soumettre à cette protection, il devra en supporter les conséquences et ne sera pas en mesure de prouver son innocence et il pourra être condamné à tort, aussi a-t-il tout intéret à accepter d'être placé en permanence sous le contrôle de la police qui comme chacun est impartiale et garante des libertés de chaque citoyen.

- Surveillance : le patron du FBI veut donner plus de pouvoir à la police - lemonde.fr

Le directeur du FBI, James Comey, a appelé, jeudi 16 octobre, à donner un plus grand pouvoir à la police en matière de surveillance des nouvelles technologies, estimant que l'ère post-Snowden avait conduit à une perte de confiance excessive envers les autorités.

« *Peut-être est-il temps de dire que le retour de balancier post-Snowden est allé trop loin dans une direction, en direction de la peur et de la défiance* », a déclaré James Comey, lors d'une conférence devant le centre de réflexion Brookings à Washington. « *Il est temps d'avoir un débat ouvert et honnête sur les libertés et la sécurité* ».

Le patron du FBI a parlé des « *idées fausses* » et des « *suspicions* » qui se sont installées dans l'opinion publique depuis l'affaire Edward Snowden, ex-consultant de l'agence de sécurité nationale américaine (NSA), qui a dévoilé l'ampleur des programmes de surveillance menés par les Etats-Unis. « *Un jour, a-t-il poursuivi, des gens innocents se retrouveront pénalisés parce que nous, les forces de l'ordre, ne pourrons pas accéder à certains types de données ou d'informations, même avec une autorisation légale. Nous devons en discuter.* »

« *Les méchants pourront s'enfuir* » en toute liberté, car les autorités ne pourront pas surveiller les nouvelles technologies, comme les téléphones mobiles, les ordinateurs, les GPS, a-t-il alerté en citant des affaires dans lesquelles la police avait pu arrêter un prédateur sexuel, un trafiquant de drogue ou encore des parents abusifs grâce à ce type de fouilles.

James Comey souhaite que les autorités aient accès aux informations « *par la porte de devant, avec clarté et transparence* », en application de la loi, et a appelé les fabricants d'ordinateurs ou de téléphones portables à coopérer. Le chef du FBI a de nouveau fustigé la politique de protection des données de Google et d'Apple pour des raisons de « *marketing* », ce qui l'a « *incité* » à appeler à rouvrir le débat.

« *Depuis les fuites de Snowden, le point de vue dominant est que le gouvernement balaye toutes nos communications, et, bien sûr, ce n'est pas vrai* », a ajouté M. Comey, insistant sur le fait que le FBI ne « *collecte pas* » les courriels. (Qui va le croire ? - ndlr)

Apple avait été le premier à annoncer qu'afin d'éviter d'avoir à livrer aux gouvernements les données personnelles de ses clients, il n'aurait désormais plus accès aux mots de passe des utilisateurs de ses appareils (iPhone et iPad). Google, qui a déjà renforcé la sécurité de sa messagerie, Gmail, avait réagi peu après, affirmant que son système d'exploitation, Android, assurait une protection similaire depuis longtemps, mais que dans sa nouvelle version, l'utilisateur n'aurait pas besoin de l'activer. lemonde.fr 16.10

ACTUALITÉ DU JOUR

L'individualisation des droits sociaux conduit à leur liquidation.

Un gouvernement et un parti de droite ne peuvent pas être à l'initiative de réformes progressistes en 2014.

- Les allocations familiales modulées selon les revenus à partir de 2015 - lemonde.fr 16.10

Les députés socialistes le réclamaient, l'Elysée et le gouvernement ont fini par leur donner raison : les allocations familiales seront modulées selon le revenu à partir de 2015. La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a ainsi confirmé que les députés PS allaient déposer, « *en accord avec le gouvernement* », un amendement au projet de budget 2015 de la Sécurité sociale.

« *On va avoir une plus grande justice sociale tout en gardant l'universalité* », assure Marie-Françoise Clergeau, la rapporteuse (PS) de la partie famille du budget de la Sécurité sociale pour 2015.

Le premier ministre, Manuel Valls, s'est félicité de cette mesure... lemonde.fr 16.10

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- « *Dans la chute des cours du pétrole, l'Arabie Saoudite détient les clés du jeu* » - LeMonde.fr

- Le baril de brut texan passe sous les 80 dollars - Reuters

Depuis quand ce serait l'Arabie saoudite qui dicterait le prix du pétrole à Rockefeller ?

- La CIA doute de l'efficacité de l'aide militaire aux insurgés - LeFigaro.fr

Pas à l'Emirat islamique !

Lobbying et corruption

- Cigarettes: «*Bercy et l'industrie du tabac travaillent main dans la main*» - 20minutes.fr -

Le modèle infâme anglo-saxon-sioniste. Instrumentalisation et monstruosité.

- Londres: des wagons de métro réservés aux femmes - french.irib.ir

- En Israël, la GPA est pratiquée sans problème et est même justifiée par la Bible - Slate.fr

Tête de veau et tête de cochon.

- François Bayrou apporte son soutien à Alain Juppé pour 2017 et annonce qu'il ne sera pas candidat - Le Huffington Post

- Fillon sera candidat en 2017 "*si la primaire n'est pas honnête*" - Le Nouvel Observateur

- Fillon presse Hollande de négocier les réformes avec l'opposition - AFP

Privatisation. Le gouvernement de gauche et du Medef à l'oeuvre.

- Le PDG de Thales Jean-Bernard Lévy, appelé à remplacer Henri Proglio à la tête d'EDF - lepoint.fr 15.10

- EDF : Laurence Parisot et Philippe Varin au conseil d'administration - lepoint.fr 16.10

- L'Etat étudie la vente d'actions EDF - lemonde.fr 16.10

Les charrettes du jour.

- 312 emplois supprimés aux abattoirs Gad - LeMonde.fr

- Fenwal: 338 licenciements en vue chez le fabricant de produits pharmaceutiques - AFP -

- Office Depot supprime 1.100 emplois en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Syrie: Ankara renonce à sa "***zone tampon***". - french.irib.ir 16.10

Dans un virage à 180 degrès, le Premier ministre turc, Davutoglu, a annoncé ne plus vouloir créer une zone tampon, dans le Nord de la Syrie : "*Tout ce que cherche Ankara, c'est de créer une zone sûre, où puissent se mettre à l'abri les réfugiés syriens. La Turquie ne veut pas créer une zone tampon*", a dit le PM turc, revenant sur ses déclarations d'il y a encore deux jours. "*Cette zone, que nous cherchons à mettre en place, sera placée sous la supervision de l'ONU*", a-t-il affirmé, sur la chaîne Al-Jazeera . "*La Turquie abrite près de 1.5 millions de réfugiés syriens, et c'est, justement, pour les abriter, qu'elle souhaite la formation d'une zone tampon, dans le Nord syrien. Cette proposition a été soutenue, à la fois, par la Grande-Bretagne et la France*".

Les observateurs politiques relèvent, aussi, une autre partie du discours de Davutoglu, où l'intéressé tente d'accuser, à nouveau, Assad, d'être à l'origine des milices takfiries, en action, en Syrie : "*Certains membres de Daesh viennent de la prison d'Abou Ghraïb; d'autres ont été, longtemps, détenus, à Al-Maza, en Syrie. Ce sont des gens aguerris, qui ont créé, ensemble, Daesh, et ont fini par occuper une grande partie de l'Irak et de la Syrie*". Evidemment, le "*Kissinger turc*" n'a pas peur du ridicule, en avançant une hypothèse aussi enfantine, sur l'origine et la création de Daesh. Même la presse occidentale dénonce l'implication directe d'Ankara, dans le trafic de terroristes, depuis le Nord de l'Afrique, la Tchétchénie, le Pakistan et ailleurs, vers la Syrie et l'Irak.

Face à la montée en puissance des protestations des Kurdes de Turquie, Davutoglu est pris de panique, d'où le changement de discours du PM turc, qui, toutefois, ne peut cacher le fond de sa pensée : la Turquie veut, coûte que coûte, créer cette zone, mais, cette fois, au nom des réfugiés syriens. La zone en question est, selon le projet américain, destinée à devenir une base terroriste, grandeur nature. french.irib.ir 16.10

"Que la Turquie le veuille ou non, Assad restera" ("Times") - french.irib.ir 16.10

«Que la Turquie le veuille ou non, Assad restera au pouvoir» a écrit le journal britannique, "Times", dans une allusion à l'insistance du Président turc, Recep Tayyip Erdogan, sur le renversement de Bachar al-Assad. «*Le Président américain, Barack Obama, a créé une coalition, pour mener des frappes aériennes contre le groupe de Daesh et l'éliminer, mais la question posée par beaucoup de gens est de savoir pourquoi nous n'avons pas encore gagné cette guerre ?*», écrit David Taylor, dans un article, publié dans le quotidien britannique, "Times". «*Tous les combats d'Obama sont plutôt proches de la défaite que de la victoire*», a-t-il ajouté.

S'agissant de la lutte contre Daesh, il indique : «*Le plus grand succès d'Obama, pour se débarrasser de Daesh, était de convaincre 5 pays arabes de participer, conjointement, aux frappes aériennes, contre Daesh, pour suggérer que cette coalition n'est pas, uniquement, américaine*». «*On ne peut pas éliminer Daesh, sans l'envoi des troupes, au sol, car se limiter aux seules frappes aériennes, serait un défi infini*», a précisé, encore, David Taylor.

S'agissant de l'usage d'Obama des opposants armés soi-disant "*modérés*", pour anéantir Daesh, il dit que personne ne peut imaginer que ces derniers soient capables de vaincre entre 20 à 30.000 guerriers de Daesh. Et lui de conclure : «*L'instauration de la paix et de la stabilité, en Syrie, pourrait prendre plusieurs années. Que la Turquie le veuille ou non, Bachar al-Assad, le Président syrien, se maintiendra au pouvoir*». french.irib.ir 16.10

SOCIAL

France

- Les Français estiment manquer en moyenne de 578 euros par mois - Reuters 16.10

Les Français estiment manquer en moyenne de 578 euros par mois pour vivre correctement et voient dans la hausse des prix et des charges le facteur qui les affecte le plus au quotidien, selon une étude publiée jeudi.

Le manque à gagner pour vivre correctement est en hausse constante (+38 euros par rapport à 2013 et 53 euros par rapport à 2012), les fins de mois étant particulièrement difficiles pour les chômeurs (1.021 euros), les ouvriers (721 euros), les personnes aux revenus inférieurs à 1.000 euros (635 euros) et les habitants de la région parisienne (632 euros).

Alors que l'inflation est au plus bas depuis cinq ans, la hausse des prix est invoquée par 58% (-8 points) des Français comme première explication à leur difficulté à boucler les fins de mois, à égalité avec le coût des charges (58%, -6 points).

La baisse des salaires (34%) vient loin derrière, même si elle progresse de six points d'un an sur l'autre.

Les Français sont 58% à avoir revu en baisse leurs dépenses liées aux loisirs, soit deux points de moins qu'en 2013, et 62% (-1 point par rapport à 2012) disent avoir réduit leurs épargne. Reuters 16.10

Plus de la moitié, 62% parviennent encore à faire des économies, ceci explique cela. Quoi ? Mais pourquoi ils ne se mobilisent pas contre le gouvernement et le patronat, pourquoi ils sont favorables à la guerre en Irak, pourquoi pendant ce temps-là l'idéologie dominante s'inscruste un peu plus profondément dans leur cerveau ou la décomposition de la société s'accélère...

Haut de page

Le 18 octobre 2014

CAUSERIE

Pas envie de causer.

Turquie.

Tout allégeance, tout appel (Hollande, Valls) en direction d'Erdogan le légitime ainsi que son régime, et cautionne du même coup la répression féroce de la résistance kurde opposée à l'Emirat islamique par ailleurs soutenu par Ankara, ceci expliquant cela.

Les amis de nos amis ne sont pas nos ennemis.

«*Actuellement, Daesh ne représente aucune menace, pour Israël, tandis qu'entre Tel-Aviv et les éléments armés en Syrie, de bonnes coopérations sont en cours*», a déclaré mercredi, Moshe Yaalon, ministre de la Défense israélienne, lors d'un entretien avec le site d'information (israélien) Walla. (Source : french.irib.ir 17.10)

Si c'était nous qui le disions, on pourrait être accusé d'antisémitisme, donc c'est mieux quand c'est ceux qui affirme que l'Emirat islamique n'a jamais été l'ennemi de l'Etat sioniste, pas davantage Al-Qaïda ou le Front Al-Nosra d'ailleurs, mais cela on le savait déjà. On ne peut pas être l'allié de Washington, Londres, Paris, Bruxelles et Istanbul contre le régime syrien et être menacé par les barbares d'EI, logique.

La gauche plus réactionnaire que la droite.

- La droite condamne la fin de l'universalité des allocations familiales - LeFigaro.fr

Hypocrisie en fait parce que l'UMP n'aurait pas pu prendre une telle initiative, ils envient le PS !

Il faut bien comprendre que plus le PS appliquera avec zèle le programme de la réaction néolibérale, plus elle le soutiendra au détriment de l'UMP. Normal si le PS fait mieux l'affaire et le boulot. L'essentiel au mieux pour elle c'est de continuer à détruire nos droits, au pire à se contenter de les entamer pour les liquider petit à petit. Tout avancée dans cette direction doit être saluée et encouragée, car avec le temps ils parviendront à leurs fins, tel est leur état d'esprit.

Hypocrisie, comme par exemple avec le mariage des homosexuels, où dorénavant placés devant le fait accompli la plupart des dirigeants de l'UMP avouent ne plus y être opposés ou qu'ils ne souhaitent pas l'abolir s'ils revenaient au pouvoir.

Dossier Syrie.

Ça vole de plus en plus bas !

Comment parvenir à justifier l'instauration d'une zone tampon le long des frontières syriennes et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie. Mode d'emploi de l'Otan.

Il fabrique au quotidien les éléments qui permettent de justifier leur stratégie contre la Syrie.

Hier encore, ils ignoraient que l'Emirat islamique possédait trois avions, ils avaient dû bien les planquer et les satellites de la Coalition ne les avaient pas repérés jusque là. Ils auraient même trouvé des pilotes pour les entraîner dites-donc, des ex-pilotes de l'armée irakienne, car c'est le genre d'engin qu'on apprend à piloter à l'abri d'un palmier ou au coin d'une table, ben voyons !

Au fait, des MIG 21 ou 23 c'est plus volumineux qu'un 4X4 Toyota, ce sont des cibles facilement repérables, alors pourquoi ne les ont-ils pas déjà détruits ? Mais parce que cela les arrange, ah ben oui ce qu'on est stupide décidément ! Ils nous prennent vraiment pour des abrutis finis, pas sûr que ça marche, c'est plus compliqué de manipuler "l'opinion mondiale" de nos jours que manier un manche à balais et appuyer sur deux ou trois boutons pour s'envoyer en l'air...

Au fait, on a appris qu'ils auraient fait voler ces avions à partir de l'aéroport Al-Jarrah, dans la province d'Alep , au nord de la Syrie (AFP 17.10), à l'insu des Américains, Britanniques, Israéliens, Français, etc. qui surveillent le ciel syrien, ils sont décidément très très forts ces barbares, il faut en déduire que c'est l'armée la plus puissante du monde... avec trois avions !

- L'Etat islamique disposerait de trois avions et de pilotes - LeMonde.fr

- L'Etat islamique se serait emparé d'avions de chasse et apprendrait à les piloter - Le Huffington Post

Kobani : les kurdes avancent encore. - french.irib.ir 17.10

Les Kurdes de Kobani continuent à marquer des points et à avancer à Kobani , en reprenant l'une après l'autre les positions perdues. Les terroristes cherchent de leur côté de s'emparer des localités dans la banlieue de la ville mais ils se heurtent sans cesse à la vaillante résistance des combattants kurdes.

Sky News qui cite les sources kurdes affirme la libération du village de Mazra Amouda à 5 kilomètres de l'ouest de Kobani. De très violents dans la partie est de la ville s'est également soldée par la reprise de la ville Tal al Chahir qui surplombe Kobani. Des dizaines de terroristes ont été tués et des grosses quantités d'armes saisies. Les Kurdes ont également repoussé des attaques takfiries contre le sud et le sud ouest de Kobani infligeant de grosses pertes à ces derniers. La donne s'est effectivement inversée à Kobani où Daech s'enlise... french.irib.ir 17.10

Israël en train d'armer les takfiris contre Assad - french.irib.ir 17.10

Selon un analyste israélien , le régime d'Israël est sur le point d'armer les "*rebelles anti Assad*". L'analyste Ehud Yaari qui se confie au site Buisness Insider affime que "*les stratèges israéliens ont examiné les développements de ces dernières semaines dans les régions du sud de la Syrie - Golan, Quneitara- et projettent d'armer les rebelles d'Al Nosra qui ont prêté allégeance à Al Qaida*".

L'analyste qui écrit pour le think tank " *Washington*" section du proche orient évoque par la suite des mesures qu'Israël se devra de prendre pour assurer la sécurite de ses frontières avec la Syrie dans le sud syrien. l'argument est évidemment boiteux dans la mesure où le Golan jouissait tout au long de 40 années précédent la guerre de 2011 d'une totale accalmie. " *Israël devra étudier la possibilité d'une aide régulière en armement aux rebelles modérés et même compter sur le fait que l'aide en question soit massive*". L'analyste en question vient de mettre en avant une telle proposition alors que selon certains rapports les terroristes takfiris sont depuis longtemps entrés en contact avec les terroristes takfiris. Une réunion ultra secrète aurait eu déjà lieu entre les terroristes et les autorités sionistes dans l'une des villes du nord d'Israël .

L'analyste aborde dans une autre partie de son article le cessez le feu non proclamé entre Israël et Al Nosra, cessez-le-feu qui a empêché Al Nosra d'attaquer jusqu'à présent Israël. french.irib.ir 17.10

Damas rejette l'intervention militaire étrangère sous prétexte de la lutte anti-terroriste - french.irib.ir 17.10

Le représentant de la Syrie auprès de l'ONU écrit des lettres au secrétaire général et au Conseil de sécurité de l'ONU pour exprimer l'opposition de Damas à l'intervention militaire étrangère sous prétexte de la lutte anti-terroriste.

L'ambassadeur de Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari a souligné dans ces lettres que selon Damas, l'échec de la Turquie d'obtenir un siège non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU est le résultat de l'échec des politiques interventionniste d'Ankara par rapport à la Syrie et l'Irak.

Dans ces lettres, le représentant de la Syrie auprès de l'ONU a accusé la Turquie d'avoir longtemps soutenu les terroristes ce qui a aggravé la crise en Syrie et dans la région. Damas demande aussi au Conseil de sécurité de l'ONU d'agir sérieusement contre les politiques du gouvernement d'Ankara envers ses voisins. Le gouvernement syrien a également rejeté l'idée de l'établissement d'une zone tampon le long des frontières syriennes et d'une zone d'exclusion aérienne, en soulignant que toute intervention militaire étrangère en Syrie sous prétexte de la lutte anti-terroriste serait illégale. french.irib.ir 17.10

La Turquie est écartée du Conseil de sécurité - french.irib.ir 17.10

Venezuela, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Angola et Espagne vont faire leur entrée au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Turquie

a été écartée, jeudi, à l'issue d'un vote-surprise à l'Assemblée générale.

Au terme de trois tours de scrutin à bulletins secrets, l'Espagne a recueilli le double des voix de la Turquie, (132 contre 60), pour arracher le cinquième siège non permanent qui était à pourvoir. Les quatre autres pays ont été élus, à une très large majorité, membres, non permanents, du Conseil, pour un mandat de deux ans, qui commence, en janvier.

La Turquie comptait sur les votes de nombreux pays musulmans, mais ses ambigüités et son inaction, face à l'offensive du groupe État islamique, à ses frontières, lui ont valu des critiques. Ankara avait pourtant dépêché à la dernière minute à New York son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, pour tenter de mobiliser les soutiens. Les pays élus devaient recueillir deux tiers des suffrages des 193 membres de l'Assemblée, soit 129 voix. french.irib.ir 17.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Sordide instrumentalisation. Le procès de la pauvreté et non des pauvres.

- 97% des Français ont au moins un préjugé sur les personnes pauvres - LeFigaro.fr

Il est facile de procéder à un amalgame inavouable par identification ou transfert entre être pauvre et la pauvreté. Etre pauvre est un état vécu ou subi par ceux qui en sont victimes, la pauvreté est un état imposé par le capitalisme et l'Etat à son service. Qu'il soit question ici du procès des pauvres est ignoble mais compréhensible, car ils ne pouvaient pas faire le procés de la pauvreté ou du capitalisme.

Apparemment les institutions de sondages n'ont interrogé que des nantis ou alors il n'y aurait que 3% de pauvres en France, d'où le titre qu'on a choisi pour évoquer ce thème lancé par l'association ATD Quart Monde.

Cette opération vise avant tout à donner une image détestable de la population en générale, ce qui n'est pas anodin évidemment, puisque leur objectif est la dislocation de tous les rapports sociaux existant dans la société, l'atomisation de la population qui va de paire avec la liquidation des droits sociaux et politiques des masses laborieuses. Plus les travailleurs toutes couches confondues seront portés à prêter à leur voisin ou collègue de travail, leur semblable en fait, un état d'esprit épouvantable, moins ils seront portés à entretenir des rapports avec lui, à se parler, à évoquer leurs difficultés, ce qui leur interdira de prendre conscience qu'en réalité leurs conditions sont semblables, ils sont embarqués dans la même galère, ils n'ont pas d'intérêts contradictoires et ils ont tout intérêt à se rassembler au lieu de se diviser ou s'ignorer, ce qu'il faut éviter à tout prix pour que le régime perdure.

Comme la plupart du temps ce sondage avait pour but de conditionner les masses. Cependant le résultat qu'ils ont retenu en titre et qui manifestement correspondait à l'objectif qu'ils s'étaient fixés au delà leur espérance, est quelque part si grotesque qu'ils n'ont pas pu camoufler les réponses apportées aux autres questions contenues dans ce sondage qui atténuent grandement ou même contredisent l'idée que la quasi-totalité de la population considèrerait les pauvres comme des profiteurs.

LeFigaro.fr - Les Français sont aussi conscients de la dureté de la situation des personnes pauvres. Ils sont ainsi 61% à considérer «*qu'il existe une discrimination des personnes pauvres dans l'accès au logement*». 60 % des personnes interrogées pensent également qu'un enfant défavorisé «*n'a pas les mêmes chances de réussir que les autres*» à l'école. Enfin, 58% estiment que «*la manche ne permet pas de vivre correctement*». LeFigaro.fr 17.10

On ne va pas s'éterniser sur cette question, bien que ce soit un facteur que nous estimons essentiel, qui nous touche particulièrement, pas seulement parce que je suis issu d'une famille ouvrière pauvre ou parce que je vis (très modestement en me privant sur tout) en Inde et mon entourage est évidemment très pauvre, mais parce que d'une part les pauvres n'intéressent absolument personne, surtout pas le mouvement ouvrier dont la conception de la lutte des classes ignore ou exclut les couches les plus défavorisées du prolétariat, d'autre part parce que je ne suis pas d'accord avec la notion répandue de pauvreté qui fait l'objet d'une manipulation ou d'une grande confusion, pas seulement en France.

J'en suis arrivé à la conclusion que ceux qui parlent de pauvreté, ignorent ce que cela signifie réellement d'être pauvre, un cauchemar au quotidien qui vous pourrit la vie sans espoir d'en voir le bout un jour, qui plus est en devant supporter le jugement de la part de ceux qui sont mieux nantis, faisant naître chez vous un profond sentiment d'injustice.

Intox. Les hyper riches en sont tout retournés !

- La présidente de la Fed fustige le boom des inégalités - Liberation.fr

"*Le creusement des inégalités a recommencé pendant la reprise économique alors que le marché boursier a rebondi, que la croissance des salaires (...) a été faible et que la hausse des prix des maisons n'a pas restauré le patrimoine perdu pour une grande partie des ménages*", a averti Mme Yellen à Boston.

Selon elle, les inégalités des revenus et du patrimoine aux Etats-Unis ont désormais "*quasiment atteint un sommet depuis un siècle*".

S'appuyant sur les données d'une vaste étude de la Réserve fédérale publiée tous les trois ans, Mme Yellen a rappelé que les revenus moyens des 5% des ménages les plus riches ont grimpé de 38% entre 1989 et 2013. En comparaison, les revenus des 95% de ménages restants n'ont augmenté que de 10%.

"*La distribution des richesses est encore plus inégale que celle des revenus*", a en outre insisté la présidente de la Fed. "*Les 5% des ménages américains les plus aisés détenaient 54% de toute la richesse en 1989. Cette part a grimpé à 63% en 2013*", a-t-elle ajouté.

L'année dernière, seulement 1% de toutes les richesses aux Etats-Unis était détenu par la moitié des ménages situés dans la moitié basse de l'échelle.

Evoquant la valeur des actions, obligations et autres parts de fonds communs de placement, Mme Yellen a souligné qu'à eux seuls, 5% des ménages les plus riches possédaient les deux tiers de tous ces actifs financiers.

Sans offrir de solutions à ces inégalités grandissantes doublées d'un net ralentissement de l'ascension et de la mobilité économiques, Mme Yellen a mis en avant l'importance de l'éducation et dénoncé les dysfonctionnements de son financement dans le pays.

Comme d'autres responsables financiers américains récemment, elle s'est inquiétée du fardeau de l'endettement étudiant alors que la dette étudiante a quadruplé en dix ans pour dépasser les 1.000 milliards de dollars.

Concernant l'école publique, Mme Yellen a relevé que les Etats-Unis "*était une des rares économies où l'on dépense moins pour l'éducation des enfants à modeste revenu que pour celle des enfants venant de ménages aisés*".

En complément. Ils continuent de se goinfrer.

- Etats-Unis. Le bénéfice de Morgan Stanley bondit de 87% au 3e trimestre - Reuters

- France. Total : pas un centime d'impôt, mais un chèque du fisc de 80 M€ - leparisien.fr

Depuis deux ans, Total n'a pas versé l'impôt sur les sociétés en France. Si l'activité du pétrolier reste déficitaire dans l'Hexagone, il touchera en différé les déductions d'impôt auxquelles il a droit. leparisien.fr 17.10

- France. L'Assemblée renonce à assujettir les oeuvres d'art à l'ISF - AFP

Fabius est rassuré !

ACTUALITE EN TITRES

Pour qui une "***contrainte***" ?

- Chine: Volkswagen contraint de rappeler plus de 580.000 véhicules - AFP

L'Empire s'acharne sur la Russie

- Russie: Moody's dégrade d'un cran la note du pays, de "*Baa1*" à "*Baa2*" - AFP

Tandis qu'ils dépensent plus d'1 milliard de dollars par mois dans leur guerre en Irak et Syrie.

- La bataille contre Ebola en passe d'être "*perdue*", faute de solidarité - AFP

-Ebola : l'ONU espère 20 millions, elle n'a que 100.000 dollars- Le Nouvel Observateur

Bon élève, mérite des encouragements... mais peu mieux faire.

- L'OCDE donne un bon point à Hollande... s'il applique les réformes annoncées - LeParisien.fr

L'OCDE s'est fendue d'un encouragement à François Hollande qu'elle recevait vendredi, en jugeant que les réformes en France auraient un impact «*significatif*» sur la croissance. Mais elle a souhaité que le gouvernement aille plus loin en ce qui concerne le marché du travail. LeParisien.fr 17.10

- Hollande : les réformes ne sont pas là pour "*complaire*" à Bruxelles - LePoint.fr

Il a raison, c'est pour "*complaire*" aux marchés, à l'oligarchie financière, Bruxelles n'en est que le porte-parole.

Résistance passive

- "*C'est terrible d'être des pions*" : le choc et l'émotion des salariés de Gad licenciés - Francetv info

- Les chercheurs dans la rue pour remettre la science en marche - AFP

Stratégie du chaos.

- Trois attentats font 24 morts à Bagdad - Reuters

- Centrafrique : plusieurs morts dans des heurts à Bangui - LeMonde.fr

- Cameroun: huit soldats et 107 islamistes de Boko Haram tués dans des combats - AFP

- Poursuite des combats à Benghazi, en Libye - Reuters

- Yémen : al-Qaida et miliciens chiites s'affrontent - LeFigaro.fr

- Les manifestants Hongkongais reviennent en force à Mong Kok - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique. Disparus: la protestation converge vers Acapulco - AFP

Des centaines d'enseignants, étudiants et membres d'organisations sociales convergeaient vendredi vers Acapulco, la principale ville de l'Etat de Guerrero, au sud du Mexique, pour exiger des autorités qu'elles retrouvent les 43 élèves-enseignants disparus depuis trois semaines.

La célèbre ville balnéaire du Pacifique, et ses quelque 700.000 habitants se préparaient à une journée de paralysie et à un important rassemblement dans la zone touristique.

Le gouverneur de l'Etat de Guerrero, Angel Aguirre, dont des voix de plus en plus nombreuses exigent la démission, a demandé aux manifestants de faire preuve de "*civilité*", pour ne pas affecter le principal centre économique de la région.

Depuis vendredi plusieurs mairies de l'Etat de Guerrero ont été évacuées par précaution, notamment celle d'Iguala, la ville où ces 43 jeunes entre 17 et 21 ans ont disparu le 26 septembre.

Outre la mairie de Chilpancingo, capitale de l'Etat du Guerrero, les manifestants ont occupé les mairies de Tlapa de

Comonfort, d'Atoyac de Alvarez et de Huamuxtitlan sans que soient rapportées de violences, a indiqué à l'AFP un responsable du centre de commandement de la police régionale.

A Huamuxtitlan, à 490 km de Mexico, "*environ 200 enseignants occupent la mairie et nous sommes respectueux de la manifestation*", a expliqué le maire, Johnny Saucedo, par téléphone à l'AFP.

Les occupations et les manifestations sont menées par la Coordination régionale des travailleurs de l'éducation de Guerrero (CETEG), une fraction radicale du syndicat national des enseignants.

"*Nous n'avons pas la capacité d'occuper les 81 mairies de l'Etat en un seul jour, aussi notre plan est de le faire de manière progressive*", a dit José Angel Baron, porte-parole de la CETEG.

L'absence d'informations sur le sort des jeunes de l'école normale d'Ayotzinapa, ajoutée à la découverte aux alentours d'Iguala de fosses clandestines contenant des cadavres non identifiés, fait monter l'indignation et l'exaspération au Mexique.

Jeudi et vendredi, dans la capitale, des milliers d'étudiants de grandes universités ont répondu massivement à un mot d'ordre de grève de 48 heures.

Selon les autorités, les 43 étudiants disparus ont été remis par des policiers municipaux à des membres du cartel des Guerreros Unidos, issu du groupe criminel des frères Beltran Leyva.

Le maire d'Iguala, José Luis Abarca, et son épouse, en cavale depuis le lendemain des événements du 26 septembre, sont toujours recherchés par la police.

Le Congrès de l'Etat du Guerrero, dont le siège situé à Chilpancingo, capitale de cet Etat avait été attaqué mardi par des enseigants et des étudiants, a révoqué le maire de son mandat dans la nuit de jeudi à vendredi.

Cependant pour les familles des 43 disparus, cette mesure tardive est insuffisante pour calmer les protestations, a dit vendredi à l'AFP Manuel Martinez, leur porte-parole.

"*Nous voulons les 43 jeunes disparus et que justice soit faite*" pour les 6 personnes qui ont trouvé la mort le 26 septembre.

Les autorités judiciaires ont procédé à l'arrestation de près de 50 personnes, dont 40 policiers, mais admettent qu'elles ne tiennent pas encore les cerveaux du crime et ne peuvent pas en déterminer les motifs.

Toutefois, de plus en plus d'éléments témoignent de l'infiltration des Guerreros Unidos à Iguala.

Le ministère de la Justice a fait état jeudi de l'arrestation de Raul Nuñez Salgado, opérateur financier supposé de ce cartel. Il aurait remis chaque mois l'équivalent de 35.000 euros au sous-directeur de la sécurité publique de la ville d'Iguala. Ce fonctionnaire municipal est également recherché par la police. AFP 17.10

SOCIAL

Allemagne

- L'Allemagne s'apprête à vivre sa plus grosse grève des trains depuis 2008 - AFP

Avec le mouvement des conducteurs de locomotives prévu ce weekend, l'Allemagne vivra sa plus grosse grève ferroviaire depuis 2008. En cause, un conflit salarial et une lutte de pouvoir qui s'enlisent de manière inhabituelle au pays du dialogue social.

Il s'agit de la troisième grève en deux semaines chez Deutsche Bahn, après deux grèves d'avertissement en septembre. Mercredi déjà et jeudi dans la nuit, 70% des trains grandes lignes étaient restés à quai.

Le mouvement surprend par son ampleur, dans une Allemagne habituée à des grèves qui dépassent rarement la journée, et qui en général évitent soigneusement le week-end. Deutsche Bahn n'avait plus connu de conflit social aussi long depuis celui de 2007-2008, qui avait traîné plusieurs mois.

Le syndicat des conducteurs de locomotives GDL réclame entre autres une augmentation des salaires de 5% et une réduction de

deux heures de leur semaine de travail. Mais les négociations sont dans l'impasse.

Culture de la négociation oblige, les grèves sont rares en Allemagne, mais sans accord elles peuvent rapidement devenir spectaculaires. Irrité, Berlin veut désormais en finir avec ces mouvements sectoriels, capables de paralyser des entreprises entières.

Le gouvernement allemand prépare ainsi une loi sur les syndicats, autour du principe "*une entreprise, un accord salarial*".

La ministre du Travail Andrea Nahles martèle son refus "*que certains syndicats catégoriels puissent paralyser des fonctions vitales de notre pays pour leurs intérêts particuliers*".

Le projet de loi doit être présenté en novembre, après une genèse tourmentée. Toute la difficulté pour Berlin est de légiférer dans le respect de la Constitution, sans avoir l'air de toucher au droit de grève ou à la liberté syndicale. AFP17.10

Haut de page

Le 20 octobre 2014

CAUSERIE

Cela doit devenir de plus en plus insupportable de vivre en France, non ? Et ailleurs aussi si cela peut vous consoler.

La régression de la société semble inexorable et elle l'est, tous les rapports deviennent superficiels, médiocres, exécrables, tendus. Ici en Inde, la société toute entière n'a jamais dépassé ce stade de l'individualisme primaire, à outrance, où seul celui qui a du pouvoir et de l'argent mérite le respect, inspire la crainte en réalité, il y a quelques années je l'avais évoqué et je m'étais fait insulter. Maintenant que vous vous enfoncez un peu plus chaque jour, vous devez mieux mesurer l'ampleur du cauchemar que vivent ces peuples dont les satisfactions sont rares, désuètes, éphémères, plus encore que chez vous car toujours mêlés à des expériences désagréables qui gâchent votre plaisir, mieux encore, vous n'avez même pas le temps de vous en apercevoir ou vous ne vous rendez pas vraiment compte de ce qui se passe, tellement vous êtes habitué à subir sans réagir tout ce qui vous arrive comme si c'était normal en somme, pas dans le sens de prévisible, plutôt conscient de votre impuissance, vous ne cherchez même pas à comprendre ce qui vous arrive, à quoi bon, cela vous dépasse, c'est politique évidemment, vous subissez un point c'est tout.

Je parle ici en général, c'est le comportement général et en général de la population qui ne parvient pas à s'élever au delà de sa profonde arriération qui la mine, scelle son triste sort, car prise dans la spirale infernale de la nécessité de survivre au quotidien. La classe dominante en use et en abuse...

En observant dans quel monde terrifiant nous vivons, je me demande toujours comment on peut faire le malheur d'une famille, d'un peuple, de l'humanité entière et se sentir satisfait, heureux, profiter de la vie, cela me dépasse. Je ne comprends pas comment on peut semer la désolation autour de soi ou imposer à des centaines de millions d'innocents mille souffrances injustes et inutiles et continuer à vivre, éprouver encore du plaisir en se levant le matin, une telle monstruosité à une si vaste échelle et si répandue devrait nous interpeler...

On ajoutera une quinzaine d'articles ce soir.

Gardez-la, SVP !

A Pontoise, Amma, la gourou indienne, donne 20.000 câlins pour régler les problèmes du monde - 20minutes.fr 19.10

Considérée comme une «*mahatma*» (grande âme) en Inde, Amma a commencé, dimanche, à donner le «*darshan*» (l'étreinte) à ses adeptes français. Le rituel va se reproduire du matin au soir trois jours durant dans le parc des expositions de Pontoise (Val-d'Oise) où plus de 20.000 personnes sont attendues.

«*Elle prend dans ses bras, elle écoute, console et donne de l'énergie pure,* explique Elisa, l'une des fidèles qui, au fil du temps, est devenue bénévole pour l'association humanitaire d'Amma. *Faire des câlins, c'est sa façon de donner de l'amour et de régler les problèmes du monde.*»

Sarah, 17 ans, a connu son baptême du feu, dimanche, après avoir fait la queue trois heures durant pour obtenir le précieux ticket. «*J'ai l'impression qu'elle m'a enlevé un poids*», confie la jeune fille au pied de l'estrade sur laquelle la «*mère divine*» est

posée. A ses côtés, beaucoup pleurent, étranglés par l'émotion. «*La première fois que j'ai reçu le «darshan», j'ai chialé pendant deux heures,* confie Bruno, un solide gaillard qui a fait le voyage depuis Toulouse pour l'événement. *Je sais désormais que le pire me sera épargné à moi et à ma famille…*»

Au micro, une fidèle en costume traditionnel assure l'animation. «*Oh, mère divine, je suis blottie dans tes bras protecteurs,* lâche-t-elle dans un silence de cathédrale. *Om, je m'incline devant toi, gourou.*» Extatique, la foule reprend le fameux «*Om*» en chœur. Trois fois.

Alerté, Serge Blisko, le président de la Mission interministérielle de vigilance contre les dérives sectaires n'est pas très inquiet. «*Amma se contente de lancer un message d'amour et de fraternité universelle.*» Surtout, elle ne promet ni guérison divine, ni bonne fortune. «*C'est une sensation de libération*, conclut Sylvette, 52 ans. *A son contact, on gagne simplement de l'énergie pure, de la lumière.*» Histoire de faire le plein, elle a d'ailleurs prévu de revenir mardi. La promesse d'une nouvelle étreinte.

«*Je comprends que l'on puisse se demander si ce n'est pas une secte,* poursuit Elisa. *Mais le mouvement est ouvert à tous. Rien n'est payant. Et nous sommes tous bénévoles. Les ventes et les dons servent à financer des projets humanitaires. Rien de plus*.»

Soulagez-vous, c'est déjà plus que rien !

On a encore du boulot à faire !

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas. "***Cela fait des années***".

Le quotidien allemand, «*Die Zeit*», fait allusion à l'extrémisme exporté par l'Arabie saoudite, et écrit : «*L'extrémisme, marchandise d'exportation de l'Arabie saoudite, s'est mué, aujourd'hui, en une grande menace, pour ce pays, lui-même*».

Et "*Die Zeit*" de préciser encore : «*Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Seinmeier a bien senti, lors de son récent voyage à Jeddah en Arabie saoudite, la peur des Al-e Saoud de l'Organisation terroriste de Daesh. Cela fait des années que les Saoudiens suivent un plan, un programme, pour renforcer les extrémistes et les jihadistes*». french.irib.ir 18.10

Le Drian en visite à Doha aurait pu en dire autant du Qatar, mais il a préféré vanter les bonnes relations qu'entretient la France avec ce régime féodal...

Dossier Syrie.

La désinformation passe par le filtre de la dépréciation.

- A Kobané, des dizaines de jihadistes tués par les Kurdes et les frappes - AFP

Les barbares de l'Emirat islamique ne sont plus que de simples jihadistes à rapprocher de moudjahiddin, combattants d'une armée de libération islamique qui facent à un régime tyrannique (du Schah d'Iran) peuvent se revendiquer islamo-progressistes (l'Express, 17 février 1979). De nos jours, le jihadisme comporte souvent une connotation plus générale qui caractérise toute forme de résistance à l'impérialisme américain.

Tandis qu'il est de bon ton de prendre ses distances avec les combattants héroïques de la résistance syrienne kurde légitime que l'on traite avec mépris en empruntant une formule générique qui permet de les noyer dans un ensemble beaucoup plus vaste ne participant pas (directement) à ces combats, le peuple kurde, que les autorités turques ont décidé de neutraliser, réduire au silence ou d'écraser en faisant usage de la force si nécessaire. C'est une manière de déprécier la résistance kurde qui incarne les intérêts de l'ensemble du peuple kurde.

Quant aux puissantes "*frappes*" de la vaillante Coalition états-unienne (ou étasunienne) - on fait volontairement dans l'emphase et vous allez comprendre pourquoi, elles auraient permis de liquider 15 barbares de l'Emirat islamique en deux jours, ils ont comptés, énorme !

AFP - Les combattants kurdes, aidés des frappes aériennes de la coalition internationale, ont infligé des pertes importantes à l'organisation jihadiste Etat islamique, qui occupe 50% de la ville syrienne de Kobané après plus d'un mois de combats.

L'EI a perdu 31 combattants entre samedi et dimanche matin, dont 15 dans les bombardements de ses positions par les avions des Etats-Unis et de leurs alliés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 19.10

Soit c'est de la mauvaise volonté, soit ils ne savent pas visés.

AFP - Plus d'une centaine de raids ont été menés depuis fin septembre dans et autour de Kobané. Samedi et dimanche, 11 ont encore été menés, détruisant notamment des véhicules et bâtiments tenus par l'EI, selon le Centcom, le commandement militaire américain pour le Proche-Orient. AFP 19.10

Déni. Entre un régime laïque et un régime féodal "***on ne doit pas choisir***".

- Pour Paris, en Syrie "*on ne doit pas choisir entre la dictature et le terrorisme*" - AFP 19.10

La France et le Qatar sont "*bien d'accord sur le fait*" qu'en Syrie, "*on ne doit pas choisir entre une dictature sanguinaire et un terrorisme assassin*", a déclaré dimanche soir le ministre français de la Défense. (Visait-il par là la" *dictature sanguinaire et (le) terrorisme assassin*" qui a armé les groupes islamistes qui ont semer la terreur en Libye et au Mali, le Qatar ? - Pas vraiment, c'est de l'histoire ancienne, depuis ils l'ont réécrites... - ndlr)

"*Il n'y a pas l'un plutôt que l'autre*", a ajouté Jean-Yves Le Drian qui s'exprimait devant la communauté française à Doha.

"*Il y a une volonté d'éradiquer le terrorisme, d'éradiquer les dictatures et de faire en sorte que l'opposition syrienne s'organise et soit soutenue par la communauté internationale*", a poursuivi le ministre qui s'est entretenu avec l'émir du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, et avec le ministre d'Etat aux Affaires de défense, le général Hamad Ben Ali Al-Attiya.

La France et le Qatar, deux pays qui entretiennent des relations étroites, font partie de la coalition internationale qui mène des frappes contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

En s'associant aux actions militaires lancées en Syrie, les pays arabes du Golfe, dont le Qatar, ont insisté auprès de Washington et des Occidentaux sur leur volonté de "*punir*" à terme le régime de Bachar al-Assad.

M. Le Drian, qui se tenait aux côtés du ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, a indiqué qu'il avait profité de sa visite au Qatar pour se rendre sur la base d'Al Udeid, "*où se tient le centre de commandement des opérations aériennes de la coalition*".

"*Il se trouve qu'aujourd'hui, la chasse française a frappé trois fois*", mais "*il n'y a pas de lien entre ce déplacement et cette opportunité qui s'est offerte à nos pilotes*", a-t-il dit.

Selon M. Le Drian, "*le Qatar est dans la coalition et le restera*" car "*pour ce pays, comme pour le nôtre, le combat contre le terrorisme est déterminant*".

Dans le passé, le Qatar a été accusé d'alimenter des groupes islamistes radicaux liés notamment à la confrérie des Frères musulmans.

Interrogé par l'AFP sur le degré actuel de coopération du Qatar dans la lutte contre le terrorisme, M. Cazeneuve a répondu qu'il n'avait "*pas l'habitude de parler des échanges d'information que nous pouvons avoir avec tel ou tel pays au grand jour, parce que l'efficacité de ce que nous faisons dépend beaucoup de la capacité que nous avons à en parler entre nous, sans nécessairement en parler partout*".

"*Mais pour ce qui concerne notre relation avec le Qatar, ils sont dans la coalition, déterminés à lutter contre le terrorisme et nos entretiens d'aujourd'hui ont permis de réaffirmer cette volonté partagée*".

"*Ce que je vois moi, ce sont les faits*", a martelé M. Cazeneuve. "*Les faits, ce sont: une volonté commune, une inquiétude partagée et une coopération renforcée pour faire en sorte que le terrorisme recule*".

Le ministre français de l'Intérieur se trouve au Qatar pour le salon consacré à la sécurité "*Milipol*".

Alors qu'il est toujours question que la France vende des avions de combat Rafale au Qatar, M. Le Drian n'a pas évoqué explicitement ce sujet.

Cependant, parlant de la "*coopération-acquisition*" en matière d'armement "*qui est féconde*" avec le Qatar, il a déclaré: "*Certains d'entre vous m'attendent sur ce sujet. Je ne leur dirai rien, sauf à constater, après ces entretiens, que l'esprit est à la fois transparent et constructif*". AFP 19.10

Commentaires d'abonnés d'un journal de droite, Le Figaro.

Le contexte : Kobané, la martyre - lefigaro.fr 18.10

1- "*Entre les Kurdes et les islamistes, les Turcs ont choisi... L'Europe devra aussi se prononcer sur la Turquie !*"

2- "*Soutenons les Kurdes soutenons Kobané.*"

3- "*La Turquie paiera ça. Avec l'affaire arménienne, l'addition risque d'être lourde.*"

4- "*La Turquie n'a plus rien à faire dans l'Otan , ni avec l'UE. Après la Syrie certainement la prochaine cible.*"

5- "*Et la Turquie voudrait entrer dans l UE ? Comment faire confiance, ce serait faire entrer le loup dans la bergerie.*"

Etonnant, on dirait que la gauche est encore plus réactionnaire que la droite. Mais elle l'a toujours été en se faisant passer pour ce qu'elle n'était pas, ce qui quelque part est pire encore...

Syrie : poursuite des affrontements, à Kobani - french.irib.ir 19.10

Les éléments du groupe terroriste de Daesh ont, de nouveau, pilonné, samedi, diverses régions, à Kobani, dans le Nord de la Syrie.

L'agence Reuters, qui confirmait le pilonnage de Kobani, par les terroristes de Daesh, a, aussi, fait part d'affrontements sporadiques, aux alentours de la ville entre les éléments de Daesh et les défenseurs locaux. Dans le même temps, 28 missiles ont été tirés, depuis Kobani, par les terroristes de Daesh, vers la Turquie et contre les positions militaires de ce pays. Les missiles ont touché une région frontalière entre Kobani et le territoire turc. Les sources informées ont estimé à 28 les missiles lancées. Aucune information n'a été, pourtant, divulguée, sur les dommages humains ou matériels. Il est à noter que Daesh avait annoncé, samedi, qu'il n'avait plus besoin d'Erdogân, et qu'il s'en prendrait à la Turquie. french.irib.ir 19.10

Erdogan refuse d'armer les Kurdes, à Kobané - french.irib.ir 19.10

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a rejeté dimanche les appels à ce que la Turquie fournisse des armes aux combattants kurdes en Syrie, accusant le PYD, principal Parti kurde en Syrie, d'être une "*organisation terroriste*".

Selon M. Erdogan, le Parti d'union démocratique, (PYD), est identique au Parti des travailleurs du Kurdistan, (PKK, interdit), qui mène, depuis 30 ans, une insurrection, pour réclamer l'autonomie du Sud-Est de la Turquie. La branche armée du PYD, les Unités de protection du peuple, (YPG), sont engagées, dans de violents combats, depuis ces dernières semaines, contre le groupe terroriste de Daesh, en essayant de repousser l'assaut des terroristes sur Kobané. french.irib.ir 19.10

Les pays qui tentent de rouvrir leur ambassade à Damas? - french.irib.ir 19.10

Selon les sources bien informée en Syrie, l'Italie, la Tunisie et le Koweit chercheraient désormais et de façon la plus sérieuse du monde à rouvrir leur ambassade à Damas et à autoriser l'ouverture de l'ambassade syrienne sur leur territoire respectif. Al Qods Al Arabie qui est à l'origine de cette information, affirme que l'Italie, le Koweit et la Tunisie veulent reprendre leurs relations diplomatiques avec le régime Assad et de façon officielle, trois années après avoir déclenché une guerre sans merci contre la Syrie, guerre échouée en raison de la fidélité de l'armée et du peuple syrien envers l'ordre au pouvoir.

Des centaines de Tunisiens et de Koweitiens ont rallié les terroristes de Daech et de Al Nosra , terroristes qui attendent rentrer dans leur pays. L'Europe a désormais peur des effects négatifs de ses propres projets et elle a besoin de l'aide d'Assad pour pouvoir enrayer la menace terroriste. french.irib.ir 19.10

Syrie: nouveau plan anti Assad de Riyad? - french.irib.ir 19.10

Le chef de la coalition des opposants syriens, Ahmad Tomeh, a reconnu la poursuite du soutien financier de Riyad, de Doha, d'Ankara et d'Abou Dhabi à sa coalition et ce dans l'objectif de renverser Assad. " *Une nouvelle armée anti-assadiste, Armée nationale de Syrie devrait se former à l'aide de Riyad et ce sont les Saoudiens qui devront en former les effectifs*"." *Le noyau principal de cette armée va prendre corps en Syrie et c'est l'Arabie saoudite qui va entrainer ses membres*", a dit Tomeh au cours d'un entretien accordé à Al Chargh al Aussat. " *D'ici 4 mois, cette force verra le jour et elle aura pour mission de protéger les régions que contrôlent actuellement les rebelles*".

Interrogé sur l'ingérence de certaines monarchies du golfe Persique et de la Turquie dans les affaires syriennes, Tomeh a répondu : " *ce que nous voyons de la part de nos frères en Arabie saoudite, au Qatar, aux Emirats et en Turquie , ce sont des soutiens clairs à notre révolution. Sans le soutien financier du Qatar, l'appui logistique de l'Arabie saoudite de la Turquie et des Emirats, notre coalition n'aurait pas pu réussir* (ndlr : et on se demande de quel succès parle-on!) et le chef de la bande d'ajouter : " *nous entretenons de très bonnes relations avec l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats et la Turquie et nous en demandons*

la poursuite car la poursuite de nos liens équivaut au maintien de l'aide financière et logistique des pays précités". Tomeh a réitéré son soutien au plan turc de former une zone tampon dans le nord de la Syrie , "*une zone qui sera placée sous la direction d'un gouvernement provisoire syrien*".

Le fait de créer une armée nationale dans cette zone tampon n'est pas une idée nouvelle mais une idée qui vient d'être déterrée. Cette idée avait été releguée au second plan en raison du manque des moyens financiers mais ce manque va être rattrapé grâce au soutien du Qatar et de l'Arabie saoudite. C'est l'Arabie saoudite qui va prendre en charge l'entrainement et la formation de cette nouvelle armée anti-Assad. french.irib.ir 19.10

Deir ez-Zor : Washington rase 5 sites pétroliers - french.irib.ir 18.10

Les chasseurs américains ont violemment bombardé cinq terminaux pétroliers, dans la banlieue Est de Deir ez-Zor. Selon Al-Jazeera, qui rapporte cette information, le raid aérien a quasiment dévasté les installations pétrolières de cette province syrienne riche en gaz et en pétrole.

Depuis un mois, la coalition US/régime arabe a bombardé plus de sites et de terminaux pétroliers que des positions appartenant à Daesh. Les observateurs politiques relèvent la volonté américaine de dépouiller la Syrie de ses infrastructures énergétiques, à travers ces bombardements massifs. french.irib.ir 18.10

La civilisation humaine à la dérive.

- Macron à Aubry : il faut "*restaurer les marges des entreprises*" - Francetv info

On va voir qu'elles en ont réellement besoin.

Richesse mondiale et trésorerie des entreprises record... mais économie au ralenti : où passe l'argent ? - Atlantico.fr 18.10

Extrait. ...il reste à se poser la question de la crise…quelle crise ? Si l'argent ne manque pas à travers le monde et en Europe, c'est bien sa circulation dans l'économie "*réelle*" qui pose problème.

Des entreprises qui détiennent des montants record en trésorerie

3500 milliards de dollars. Il s'agit du montant détenu en trésorerie par les 1000 plus grandes entreprises cotées au monde à la fin 2013. Si l'ensemble des sociétés américaines affichent 1600 milliards au compteur, l'Europe n'est pas en reste. En effet, selon les estimations du cabinet Deloitte, ce sont 1000 milliards d'euros qui constituent le matelas de sécurité des entreprises cotées en Europe et en Afrique du sud.

Et pour les entreprises aussi, la répartition est très inégale. C'est ainsi que 17% des entreprises de la zone considérée (Europe et Afrique du Sud) détiennent 75% des 1000 milliards en question. Des montants en forte hausse depuis le début de la crise en 2007, soit une progression de 40% en 6 années.

A l'échelle de la France, les montants sont également considérables. Car sur ces 3500 milliards de dollars, les grandes entreprises françaises se partagent 7% du total, soit près de 200 milliards d'euros, ou l'équivalent de près de 10% du PIB du pays. Dans un contexte de crise persistante depuis 2008, cette situation paraît inexplicable.

L'argent ne manque pas mais c'est sa circulation qui semble bloquée. Et selon le rapport produit par Deloitte, les entreprises françaises ne sont pas près d'investir. Leur première priorité est de redistribuer les gains réalisés aux actionnaires : soit 37% au-dessus de la moyenne mondiale, alors que la volonté d'investir est 26% inférieure à la moyenne mondiale.

Le paradoxe des dettes publiques en hausse avec des taux d'intérêts en baisse

(Grille de lecture pour le passage suivant.

- Plus les Etats s'endettent plus la pression politique des marchés est importante sur eux pour exiger des réformes structurelles, plus le chantage des marchés s'accentue et plus les gouvernements sont portés à leur céder.

- La dette américaine, l'auteur se passe bien de préciser qui en sont les bénéficaires, à quoi elle sert, à financer les guerres de l'impérialisme américain, à alimenter le complexe militaro-industriel, à financer le marché de la sécurité intérieur qui a explosé, etc.

- Les taux des obligations d'Etat ou des bons du Trésor ont effectivement diminué, mais dans le même temps les banques centrales distribuent des milliers de milliards de dollars ou d'euros aux banquiers et institutions financières quasi-gratuitement, à un taux avoisinant zéro, du coup un taux de 1 ou 2% devient attratif, qui plus est sans risque.

Emprunter 10 milliards de dollars à 0,15% l'an et acheter des bons du Trésor à 1,5% l'an, cela vous donnera un rendement de 900%, par an. Vous verserez à la banque centrale chaque année pendant dix ans 15 millions de dollars d'intérêt et vous en recevrez 150 de l'Etat. Chaque année vous réaliserez un profit de135 millions de dollars, 1,35 milliards de dollars au bout de 10 ans, le tout en dormant, c'est confortable. Et ces crétins qui ne comprennent pas pourquoi les oligarques se ruent dessus !

- Quant aux prêts à des taux négatifs, il y a plusieurs explications. Les oligarques regorgent de capitaux dont ils ne savent plus quoi faire. Ils peuvent prêter de l'argent qui ne leur coûte rien, ils en gagnent tellement par ailleurs à des taux usuraires, jusqu'à 8% en Grèce ou au Portugal par exemple. Ils les inscrivent comme actifs à leur bilan ce qui leur permet de délivrer des prêts à leurs clients dans des proportions dix à douze fois supérieures au montant de ces actifs (division fractionnaire), leurs clients leur payant des intérêts au taux du marché, entre 3,5,8 ou 10%, etc.

- Ce n'est pas "*la peur*" qui fait que les investisseurs s'orientent de préférence vers "*la dette d'Etat*", mais les conditions qui viennent être énumérées et qui ont été spécialement conçues pour eux, dans un contexte politique mondiale marquée par l'offensive de l'impérialisme américain contre la Russie et la Chine, ainsi que son engagement militaire au Moyen-Orient, indiquant par là que les investisseurs devaient suivre la voie ou ou se conformer à la stratégie politique fixée par l'oligarchie financière dominante. - ndlr)

Dans une même approche contrintuitive, la situation de la dette publique et des obligations d'Etat n'en finit pas de surprendre. Plus les Etats continuent de s'endetter, plus les taux acceptés par les investisseurs sont faibles. C'est ainsi que la dette publique américaine a doublé entre 2007 et 2014, passant de 8 800 milliards à 17 600 milliards de dollars. Dans le même temps, les taux demandés par le marché sont passés de 4.8% au début de l'année 2007, à un niveau de 2%. Plus la dette est lourde, moins le prix à payer est élevé. Pour la France, la situation est identique, les 600 milliards de dettes supplémentaires contractés depuis le début de la crise n'ont eu aucun effet sur les intérêts à payer. C'est même l'inverse qui s'est produit car malgré une hausse de 50% de l'endettement du pays, les intérêts à payer sont passés de 51 à 47 milliards. En Allemagne, ce sont les marchés qui payent pour avoir le privilège de détenir la dette du pays, les taux étant négatifs jusqu'à une échéance de 4 ans. Le paradoxe est total.

La cause de cette situation est mécanique, la demande des investisseurs pour la dette d'Etat est de plus en plus forte depuis l'entrée en crise. Une demande si forte qu'elle n'a même pas pu être compensée par la mise sur le marché des nouveaux déficits des Etats. Les marchés semblent insatiables de cette dette publique pour une raison simple, la dette d'Etat offre une sécurité plus importante que tout autre investissement. C'est la peur, la volonté de se préserver, qui est le moteur de l'histoire économique de ces dernières années. Voilà pourquoi des taux bas sont bien plus un révélateur du marasme actuel que d'une quelconque bonne nouvelle.

L'aversion au risque, moteur du blocage.

(Grille de lecture pour le passage suivant.

- Là l'auteur aborde directement la crise du capitalisme. Son constat est correcte et rejoint la réflexion que j'avais faite il y a quelques années déjà et que j'ai reprise dans plusieurs causeries, à savoir qu'en tant que patron ou actionnaire d'une grande entreprise, il fallait être farfelu ou fou pour investir dans des pays où le taux de profit est le plus bas, qu'il était même étonnant qu'il se fabrique encore quelque chose dans ces pays-là au lieu de produire dans un pays où le taux de profit est dix fois supérieur, les coûts de production beaucoup plus bas dont celui de la main d'oeuvre est bon marché.

- Il y a crise de surproduction de marchandises et de l'offre de services par rapport à la demande (récession ou déflation), l'appareil mondial de production est surdimensionné par rapport à la population solvable ou qui peut accéder au marché, compte tenu des populations déjà équipées ou endettées jusqu'aux dents avec des crédits rechargeables ou à la consommation, du chômage de masse, de la précarité, etc.

La question n'est pas comment produire plus, mais comment rentabiliser de préférence à court terme des investissements de plus en plus coûteux quand on n'est pas sûr d'écouler les marchandises produites dans des quantités toujours plus importantes face à la concurrence mondiale qui fait rage ou dans un environnement économique incertain ou défavorable.

- Il y a saturation, crise de l'accumulation de capitaux dans des proportions phénoménales, amplifiée par l'injection de capitaux sur les marchés par les banques centrales alimentant la spéculation et la bulle boursière, sur fond d'endettement généralisé de l'ensemble des facteurs économiques, tandis que la valeur de monnaie tend vers zéro ou suit irrémédiablement une courbe comparable à celle du taux de profit.

Le début de cet article, que j'ai passé car nous avions déjà donné cette information les jours précédents, faisait état généreusement

de la "richesse économique mondiale" qui atteindrait 263.000 milliards de dollars, au passage on se demande comment ils ont pu arriver à ce chiffre, passons, occultant le montant de l'endettement économique mondiale qui en est le pendant apparemment inconnu à ce jour ou que personne n'a calculé à notre connaissance ou alors c'est un secret bien gardé, et pour cause puisqu'il se situerait aux alentours de 130 à 150.000 milliards de dollars, tous facteurs confondus, Etats, banques centrales, banques, entreprises et particuliers.

Ce qui est préconisé à la fin de cet article est une aberration totale, car les banques centrales en continuant d'injecter des centaines de milliards de dollars ou d'euros sur les marchés ou d'acheter des actis pourris aux banques contribuent à les soulager ou les sauver temporairement en transférant une partie de leurs dettes aux Etats, ne contribuent pas pour autant à les inciter à investir dans l'économie productive et à se détourner de l'économie spéculative, pas plus les entreprises en général, car il ne suffit pas d'investir pour créer les conditions économiques favorables à un retournement du marché ou remplir un carnet de commandes, à moins de cibler un marché en expansion qui n'est pas extensible éternellement ou sur commande et sature rapidement (Le marché de l'automobile en Inde s'est effondré de quelque 20% depuis janvier 2014), ce qui ne concernera pas la France et ne créera pas le moindre emploi, à moins que le gouvernement réussisse à imposer ses contre-réformes, mais dans ce cas-là seuls les investisseurs en profiteraient, tandis que la demande intérieure stagnerait (Allemagne).

Les différents gouvernements en Europe ne peuvent appliquer des politiques d'austérité, réduire sans cesse le coût du travail, s'accommoder d'un chômage de masse, et créer les conditions économiques favorables à l'augmentation de la demande, ces facteurs s'excluent ou sont contradictoires, la reprise économique ne pourrait être que synonyme d'augmentation des profits pour les capitalistes au détriment de la détérioration du niveau de vie du reste de la population, en premier lieu des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

- Les banques centrales n'anticipent pas les "*choix*" des investisseurs, elles les guident ou répondent à leurs besoins, ce qui n'est pas du tout la même chose et n'est pas anodin, en fonction de la politique dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui les contrôlent. - ndlr)

Si les entreprises s'assoient confortablement sur leur trésorerie, si les Etats peuvent continuer à emprunter à bon compte, la cause est en effet identique : les investisseurs ne veulent prendre aucun risque. Il n'est pas question d'investir dans une économie à l'arrêt. Pourquoi acheter des machines, pourquoi créer des usines, pourquoi embaucher, alors que les anticipations de croissance sont si faibles ? Tout simplement parce qu'investir dans l'économie réelle, notamment en Europe, n'est pas une décision rationnelle pour qui cherche à obtenir un retour sur investissement. Il est préférable de se préserver en conservant les liquidités disponibles soit en cash, soit en obligations d'Etat, c'est ce processus qui gouverne l'accumulation de cash actuelle.

Dans un contexte de quasi déflation européenne, l'ambiance est à la sauvegarde absolue. 15 ans auparavant, dans une situation identique de prix à la baisse le Japon de 1997 n'avait pas fait mieux et voyait son taux d'investissement s'effondrer de 30% sur une période de 10 ans. Il s'agit du chemin que l'Europe semble vouloir choisir. Car il s'agit d'un choix et non d'une fatalité. Car les banques centrales sont précisément l'outil capable de modifier les anticipations des investisseurs. Il suffit de s'en servir. atlantico.fr 18.10

En complément

- Wall Street pourrait bénéficier de rachats de titres massifs - Reuters 19.10

Travail, consommation : la société française n'est plus qu'un simple agrégat d'individus en mal de contrat social - Atlantico.fr 18.10

Dans cet article l'auteur (Alain Minc) s'est employé à identifier la défense des droits sociaux des travailleurs qu'il exècre au consumérisme, se livrant à un amalgame entre le mouvement ouvrier et la "société civile" pour le rendre responsable de l'individualisme qui domine et ravage la société au point de la rendre insupportable, alors qu'en réalité, ce sont les privatisations et la liquidation des droits sociaux collectifs qui servaient de liens entre les différentes classes et couches de la société pour mieux se soumettre à la dictature du marché qui en sont responsables, la société étant à l'image de l'oligarchie financière, profondément inégalitaire, injuste, sordide, cynique, barbare. Ajoutons que ce sont justement les acteurs de la "*société civile*" ou ceux qui s'en réclament qui ont servi de caution à la liquidation de nos droits, qui en ont tiré profit à titre personnel très souvent.

Alain Minc (ex-conseiller de Sarkozy) s'emploie à expliquer que l'être humain étant spontanément ou naturellement individualiste, il aurait façonné la société à son image et il n'aurait finalement que ce qu'il mérite ou il serait responsable de son propre malheur. Pour parvenir à cette conclusion il lui faut passer sous silence le processus politique qui au cours de ces 40 dernières années a conduit à ce constat accablant, non pas pour l'homme ou le citoyen ordinaire, le travailleur, mais pour la classe qui détient le pouvoir économique et politique et en porte intégralement la responsabilité, qui s'est employée minutieusement à déconstruire, liquider tous les liens et rapports collectifs qui existaient dans la société à seule fin d'atomiser chacun de ses membres et de renforcer son pouvoir, qui sans défense seraient incapables de défendre leurs droits sociaux et politiques, dès lors individualisés ou dépendants uniquement de leurs situations sociales ou de leurs revenus.

En conclusion, la société est à l'image hideuse de la classe dominante, sa décomposition est le produit infâme de celle du capitalisme au stade de l'impérialisme putréfié qui conduit l'humanité au chaos et à la guerre sans fin. En faire porter la responsabilité sur chaque citoyen ou travailleur, c'est particulièrement ignoble, mais parfaitement compréhensible de la part d'un idéologue de la classe dominante.

On pourrait brosser un rapide tableau pour comprendre comment on en est arrivé là.

A leur apogée, sous l'effet conjoint du développement des forces productives et de la lutte de classe du prolétariat la société était parvenue à réduire les inégalités ou à une meilleure répartition des richesses entre les classes qui s'était traduit par la satisfaction des besoins sociaux élémentaires de l'ensemble de la population.

Disons en gros pour faire bref, tout ceci est relatif, car selon les critères que l'on retiendra on pourra situer cette apogée au début du XXe siècle, et considérer que toutes les couches de travailleurs n'ont pas bénéficié au même niveau du progrès social, loin de là.

Il n'en demeure pas moins que la prise en charge par l'Etat bourgeois d'un certain nombre de besoins sociaux profitera à l'ensemble de la population, qu'ils aient été concédés à la classe ouvrière parce qu'ils correspondaient aux besoins du capitalisme pour assurer son développement, ou qu'ils aient été acquis sous le pression de la lutte de classe du prolétariat est une question que l'on a sous-estimée, alors qu'elle renformait une contradiction aux conséquences à venir prévisibles, dramatiques ou terrifiantes, préférant s'en accommoder refusant de les aborder, sachant que le moment venu la classe dominante s'en chargerait à sa manière en liquidant un à un tous nos droits sociaux collectifs, à défaut d'avoir armé politiquement la classe ouvrière pour qu'elle puisse résister et de s'être donné les moyens de renverser le régime en place.

On appréciera les discours sur la "*résistance*" de la classe ouvrière, qui certes est bien réelle, mais dérisoire au regard de la liquidation de tous nos droits et qui sert au passage à couvrir la faillite politique de nos dirigeants, qui évoquent volontiers les "défaites" du mouvement ouvrier pour faire illusion ou diversion, mais refusent d'aborder la question déterminante du processus qui a conduit à sa totale décomposition dont ils portent également la responsabilité.

La crise qu'allait connaître le capitalisme au tournant des années 70, et qui en réalité n'a jamais cessé jusqu'à nos jours en dehors de brèves périodes d'accalmie apparante, allait poser les bases de la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques et d'un nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière, tandis que le mouvement ouvrier international allait s'avérer incapable de se doter d'une nouvelle direction combattant pour le socialisme.

La combinaison de ces facteurs allait amplifier l'hégémonie de l'oligarchie financière et son pouvoir sur l'économie et la politique mondiale, lui servir à réaliser pas à pas sa stratégie politique dont on peut quotidiennement mesurer les conséquences effroyables pour tous les peuples.

L'affaiblissement et la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde allait s'accélérer à partir du début des années 80 jusqu'à nos jours au fur et à mesure que nos droits sociaux allaient disparaître, cédant la place à ce qu'ils ont appelé le consumérisme importé des Etats-Unis, où naturellement le mouvement ouvrier était depuis longtemps encore plus disloqué qu'en Europe où il avait pris naissance deux siècles plus tôt.

La privatisation des services et des entreprises publics combinée à la politique d'austérité appliquée par les representants de la classe dominante depuis 1983 allait se traduire par l'impossibilité des couches les plus défavorisées du prolétariat de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, qui dorénavant devraient se tourner vers des ONG ou des associations dites caritatives ou humanitaires pour tenter de suppléer cette carence de l'Etat, pour tout simplement pouvoir survivre.

Quant aux couches supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, les classes moyennes et la petite bourgeoisie, malmenées par la politique de régression sociale généralisée appliquée par les gouvernements successifs, devant la faillite, la soumission totale des partis dits ouvriers ou de gauche au capitalisme et ses institutions, en l'absence de toute perspective ou alternative au capitalisme, leurs liens avec le reste de la classe ouvrière allaient s'effriter, se détendre au point de ne plus défendre que leurs propres intérêts pour tenter de maintenir leur mode de vie ou de l'améliorer.

Dans un premier temps elles allaient se tourner vers le consumérisme, puis plonger rapidement dans le corporatisme, ayant abandonné tout idéal humaniste basé sur le partage de valeurs ou de principes par nature collectifs ou universels, elles devaient se laisser tenter par le communautarisme, leur idéal se réduisant à leur capacité ou objectif à acquérir des biens matériels et à consommer des services conformément à celui que leur a fourni leur guide, le marché, elles allaient finir de se corrompre en adoptant un individualisme grotesque, réactionnaire.

ACTUALITE EN TITRES

Bruxelles a son homme "***totalement sûr***" dans la place.

La preuve.

- Macron "*totalement sûr*" que Bruxelles n'opposera pas son veto - AFP

Et pour cause.

- Hollande: "*les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré*" - AFP

Mais encore.

- Macron à Aubry : il faut "*restaurer les marges des entreprises*" - Francetv info

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

- Les résidences secondaires sont désormais abordables - Francetv info

Le prix des résidences secondaires a brutalement baissé, la faute à la crise qui a réduit la demande. - Francetv info 19.10

Les SDF et les 3,5 millions de mal logés en redemande !

- Record de fréquentation pour l'édition 2014 du Mondial de l'automobile - Francetv info

Le Mondial de l'automobile, qui ferme ses portes dimanche soir, a attiré plus d'un million de visiteurs, un record. Francetv info 19.10

Les tenants du régime sont rassurés...

Le vieux monde hideux, réactionnaire, décomposé, putréfié, barbare, c'est cela.

- Macron bénéficie d'une bonne opinion auprès d'une majorité de Français - AFP

- Réhabilitation de Pétain par Zemmour: "*absurde et faux*" selon des historiens - AFP

- Italie: la Ligue du Nord défile contre "*l'invasion*" de clandestins - AFP

- Synode sur la famille: «dommage» qu'il n'y ait pas eu accord sur les homosexuels regrettent des - associations 20minutes.fr

- Le maire de Rome enregistre 16 mariages homosexuels, en totale contradiction avec la loi - Francetv info

- Les transsexuels veulent plus de droits - LePoint.fr

- "*Arbre de Noël*" ou "*sextoy*", l'œuvre d'un artiste contemporain vandalisée à Paris - Francetv info

- La cigarette bannie d'un parc parisien - M6info

- Fodé Sylla, ex-SOS Racisme, nommé ambassadeur itinérant du Sénégal - LeParisien.fr

- RDC: nouveau massacre de civils par les rebelles ougandais - AFP

- Heurts violents dans le quartier de Mong Kok à Hong Kong - Reuters

- Yémen: 16 morts dans de nouveaux heurts entre chiites et sunnites - AFP

- Attentat suicide devant une mosquée chiite de Bagdad, 19 morts - Reuters

- MH17: Berlin accuse les séparatistes d'avoir utilisé un missile ukrainien - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille.

- Martine Aubry étrille la politique de François Hollande - M6info

Vraiment ?

- «*Comptez sur moi pour avoir les nerfs solides*», répond Valls - LeParisien.fr

Non, pas vraiment.

- Martine Aubry, la social-démocratie et quelques dizaines de milliards - Liberation.fr

La faible divergence entre les politiques prônées par Martine Aubry et Manuel Valls ne saurait fonder un schisme idéologique. Liberation.fr 19.10

On se disait aussi...

L'UMP vole au secours de Valls.

- Gérard Larcher : "*Les propos d'Aubry sentent un peu la naphtaline*" - LeMonde.fr 19.10

Invité du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Monde/I-télé, le président du Sénat, Gérard Larcher (UMP), a déclaré:

« *Je sens un peu la naphtaline dans ses propos, avec le retour de ce qui ne marche pas. Elle a des rengaines du passé, elle est pétrifiée. Le mot +statue+ est bien adapté à Mme Aubry.* » LeMonde.fr 19.10

Des "***réformes***" sur mesure pour les multinationales.

- Hollande: "*les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré*" - AFP 19.10

A l'issue d'une rencontre sur le thème de l'attractivité de la France avec des patrons d'entreprises étrangères, le Président a promis de poursuivre jusqu'à la fin du quinquennat.

Les dirigeants d'AB Volvo, Adecco, Samsung Electronics, Nestlé, ou encore du fonds Qatar Investment Authority étaient notamment présents.

«*Les réformes, elles sont continues, elles ont été engagées dès les premiers mois de mon quinquennat et elles se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin, parce que la France a besoin de réformes*», a déclaré le président de la République devant un parterre de patrons de grandes entreprises étrangères réunis à l'Elysée.

Il s'agit «*non pas de réformer pour réformer mais de réformer pour créer davantage de richesse, davantage d'activités, davantage d'emplois et aussi pour attirer davantage d'investisseurs et davantage d'entreprises*», a-t-il ajouté lors de cette rencontre à l'Elysée sur le thème de «*l'attractivité de la France*», en présence notamment du chef du gouvernement Manuel Valls et du ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Enumérant les réformes engagées depuis six mois par le gouvernement Valls, M. Hollande a présenté comme «*une nouvelle étape*» le projet de loi de relance de l'activité lancé par le gouvernement qui prévoit notamment un assouplissement du travail du dimanche, l'ouverture des professions réglementées et des mesures en faveur de l'actionnariat salarié. AFP 19.10

En complément. Etait au programme de cette "***attraction***" tenue "***entièrement***" secrète, conspirateur n'est pas qui veut.

- De grands patrons mondiaux à l'Elysée pour plancher sur l'attractivité française - LeMonde.fr

« *Il s'agissait d'avoir un échange extrêmement ouvert avec les grands patrons étrangers pour avoir leur perception de ce qui fonctionne ou pas en France et des pistes d'amélioration* », a indiqué Muriel Penicaud, présidente de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), notant que « *la perception de la France est très souvent plus négative que la réalité* ».

Le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, devait ouvrir cette rencontre, qui se déroulerait entièrement à huis clos. LeMonde.fr 19.10

On comprend pourquoi ils sont "*extrêmement*" fermés avec les travailleurs. Hollande, son gouvernement et le PS ont choisi leur camp...

Garde-à-vous. La voix des banquiers.

- Macron : «*Mon seul plan, c'est de faire aboutir les réformes que je porte*» - LeParisien.fr

- PS: Le Roux accuse Mélenchon de "*racisme larvé*" envers Macron - AFP

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, sur Radio J : "*Emmanuel Macron a rappelé dans son parcours le temps où il avait été dans la banque, est-ce que cela devrait suffire à discréditer un engagement, à discréditer des idées, à discréditer un homme, c'est une forme de racisme larvé que (...) de vouloir montrer quelqu'un par rapport à sa profession, par rapport à ce qu'elle serait supposée représenter*".

"*Je mets chacun en garde sur les effets de ces procédés*", a poursuivi le député. AFP 19.10

Pour qui se prend-il cette vermine avec ses mises en garde ou ses menaces !

Dénoncer, combattre, vouloir exterminer les banquiers et leurs mandataires, Bruno Le Roux a dû se sentir visé par les propos de Mélenchon il faut croire, ce serait faire preuve de racisme, mais c'est un devoir qui relève du salut public, de l'humanisme le plus élevé !

La politique défendue par Macron est en tous points conforme à celle dictée par l'oligarchie financière via ses porte-parole, le FMI, la Banque mondial, l'UE et l'OCDE, c'est amplement suffisant pour en déduire qu'il a conservé l'état d'esprit du misérable banquier de Rothschild qu'il a été, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a été promu ministre de l'Economie, pour sa faculté à obéir aux ordres et à les appliquer avec zèle non sans faire preuve de mépris ou cynisme envers ceux qui en sont les victimes désignés, les pauvres.

Valls atteint le "*fond*" de l'ignominie.

- Les thèses d'Eric Zemmour dans le collimateur de Manuel Valls - LeMonde.fr

Le premier ministre estime que ce type de discours « *rabaisse* » la France et déplore « *que cela ne suscite pas d'indignation du fond du peuple* ». LeMonde.fr 19.10

Parce que le peuple devrait s'intéresser aux délires ultra nationalistes d'un réactionnaire assumé, ce serait lui faire trop d'honneur et à vous aussi par la même occasion qui n'avez de cesse de mépriser le peuple. On ne vous le reproche pas et on ne vous demandera pas à vous corriger, c'est naturel chez vous.

Le peuple, Valls, comme Hollande ou Macron, parle de ce qu'il ne connaît pas.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- Depuis une semaine, des salariés du public et du privé mulitplient les mouvements pour protester contre le gel des salaires. - AFP 18.10

Des dizaines de milliers de personnes manifestaient samedi dans les rues de Londres pour protester contre l'érosion des salaires,

qui ont baissé de 50 livres (63 euros) par semaine depuis 2008, selon les organisateurs, malgré la bonne tenue de l'économie britannique.

Le cortège, constitué de fonctionnaires et de salariés du privé, s'est ébranlé vers midi et devait sillonner le centre de la capitale britannique jusqu'à Hyde Park, a constaté un journaliste de l'AFP.

Cette marche intitulée «Les Britanniques ont besoin d'une augmentation» était organisée par la Trade Unions Congress (TUG), la confédération syndicale britannique. «Il est temps de mettre fin au blocage des salaires qui a tenu la grande majorité des gens à l'écart de la reprise économique», a déclaré la secrétaire générale de la TUG, Frances O'Grady.

Cette marche conclut une semaine marquée par plusieurs mouvements sociaux au Royaume-Uni. Lundi, des centaines de milliers d'employés du service public de santé (NHS) ont observé un arrêt de travail de quatre heures pour réclamer une hausse de salaire, un débrayage inédit depuis 1982 et les années Thatcher. Mercredi, des dizaines de milliers d'agents de la fonction publique ont mené une grève de 24 heures pour protester également contre le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat.

Autre manifestation de la grogne, des militants antigouvernement sont rassemblés depuis vendredi à proximité du Parlement avec pour projet de lancer un mouvement «Occupy Democracy». Une cinquantaine d'entre eux étaient encore présents samedi matin, enveloppés dans des couvertures et buvant du thé.

Ces mouvements sociaux interviennent alors que l'Office des statistiques nationales a annoncé mercredi un nouveau recul du taux de chômage qui, à 6%, s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2008, et alors que la croissance devrait dépasser les 3% en 2014. Mais les salaires des Britanniques continuent à baisser en termes réels puisque leur rémunération, n'a, hors bonus, progressé que de 0,9%, soit moins que l'inflation, sur la dernière année. AFP 18.10

Haut de page

Le 21 octobre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, ce sera pour ce soir. Demain c'est Diwali, jour férié et j'ai des courses à faire. Et puis je n'ai plus envie de causer, je serais encore désagréable et cela ne sert à rien, tout comme les articles qu'on lit d'ailleurs, rien ne semble plus servir à rien, vous n'avez pas remarqué ? J'ai dû me tromper en faisant ce site.

- Mais où est donc passé Abou Bakr al-Baghdadi, le calife de l'Emirat islamiste ?

Il trône à Ankara... ou à Washington !

Hier le ministre français de la Guerre était en visite officielle au Qatar. Il a salué comme il se devait les excellentes relations qu'entretient la France (son gouvernement) avec ce régime féodal. Il en a profité pour marteler que son objectif politique était la chute de la République laïque syrienne. Au passage, n'oubliez pas que la laïcité (tout comme la République) est un des principes auquel les francs-maçons tiennent le plus, pure mensonge ou hypocrisie en réalité comme on peut l'observer ici, une fois de plus.

Que le gouvernement PS-PRG ait d'excellentes relations avec les dictatures du Golfe qui appliquent un islam rigoriste ou archaïque, la charia et le wahabbisme qu'ils ont l'honneur et le privilège de partager avec leurs créatures, les membres d'Al-Qaida, du Front Al-Nosra et l'Emirat islamiste, qu'il présente aujourd'hui comme des alliés dignes de confiance au point de partager le même combat contre le même ennemi, méritait qu'on revienne en arrière pour le vérifier.

Nouvelobs.com 23 octobre 2012 - Le Qatar est aussi l'ami des islamistes. Pour le régime de Doha, les Frères musulmans et les salafistes, parfois liés à Al-Qaida, propagent une interprétation de l'islam parfaitement compatible avec le wahhabisme de l'émirat. Au nom de cette solidarité, le Qatar et sa chaîne satellitaire globale Al Jazeera ont activement soutenu les révoltes de Tunis, puis du Caire et de Tripoli. Mais ignoré ou combattu les revendications démocratiques dans les monarchies amies de Bahreïn et du Koweït dont la contagion, dans le Golfe, pouvait être menaçante.

Dans le nord du Mali, ce sont des groupes armés bénéficiant de l'aide qatarie qui imposent la férule de la charia. Avec l'Arabie saoudite, le Qatar est aujourd'hui l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Mais cette aide - notamment en armes - inquiète désormais Washington. Alertée par des rapports récents de ses services secrets, la Maison-Blanche déplore que la majeure partie des armes livrées par le Qatar parvienne aux opposants islamistes les plus radicaux."*Précisément ceux qui ne devraient pas les recevoir*", estime une source officielle américaine citée par le "*New York Times*". Question : le gouvernement français, qui entend combattre l'islamisme radical sur son territoire, peut-il avoir pour partenaire privilégié, doté

d'un statut fiscal avantageux, une monarchie absolue au modernisme tapageur, mais trompeur, qui soutient partout les Frères musulmans et les salafistes armés ? Nouvelobs.com 23 octobre 2012

Question incongrue franchement, on est le 21 octobre 2014, ils ont déjà effacer l'histoire ou ils l'ont déjà réécrite.

Demain dans les manuels d'histoire des collèges et des universités on retiendra que le Qatar, l'Arabie saoudite, Israël et la Turquie, etc.ont joué un rôle majeur au côté de la France et des Etats-Unis notamment dans la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, pour la démocratie et la liberté, qui en douterait ?

Syrie.

Que mijotent les Américains ? Il ne faut pas croire sur parole leurs déclarations ou ce qu'on lit dans la presse qui relève généralement de la propagande.

Les voilà qui viendraient en aide aux combattants kurdes de Kobani... La Turquie aurait accepté que des Kurdes d'Irak puissent rejoindre Kobani. Lesquels, ceux qui sont liés à la France et à Israël ? Pour combattre qui, EI ou les kurdes syriens liés au PKK ? Pour les manipuler, les affaiblir ? Prépareraient-ils l'évacuation de la population de la ville ? Cela semble hypothétique car elle n'a pas l'intention de céder du terrain ou de tout perdre. En échange de quoi, de la vie sauve et des promesses qui ne seront jamais tenues ? A suivre.

- Kobani: Washington défie Ankara? - french.irib.ir 20.10

Les sources kurdes syriennes viennent aussi de le confirmer : le centcom US a largué des armements sur Kobani : les avions C130 de l'armée américaine ont largué une quantité d'armes et de munition sur la ville où les combattants kurdes se battent avec courage contre les terroristes de Daech. Dans son communiqué, le Centcom dit avoir mené plus de 135 raids contre les positions de Daech, "*raids qui ont été efficaces à faire reculer les jihadistes*", le texte juge toutefois encore probable la chute de la ville et affirme vouloir via " *l'envoie des armes* aider " *les Kurdes à tenir tête à Daech*".

Le Centcom fait aussi état des aides médicales larguées sur Kobani. sur le terrain, les sources kurdes font état de la mort d'au moins 70 daechistes dont les cadavres se trouvent dans l'hôpital de Kobani. Selon les analystes, cette aide trop tardive des Etats Unis à Kobani qui fait face depuis deux mois à l'assaut acharné des terroristes de Daech mérite réflexion : l'aide intervient 24 heures après le refus public d'Erdogan de fournir des armes aux Kurdes syriens de Kobani. Les analystes affirment que l'envoie d'armes aux Kurdes n'ira pas sans provoquer la colère de Ankara.

Ceci étant dit les Américains ont mis deux mois avant d'envoyer le premier convoi d'aide armée directe aux kurdes syriens. Ils l'ont fait alors que sur le terrain la donne est entrain de changer et que les kurdes sont parvenus à repousser grandement les daechistes. Les sources bien informées parlent de quelques 1200 tués dans les rangs de Daech et ce en dépit des renforts venus de Raqqa et d'Alep. Les terroristes pilonnent aveuglément les zones d'habitation mais le projet "*Kobani*" est déjà un fiasco pour la Turquie et les Etats Unis. Ankara semble s'être fait une nouvelle fois piégé en suivant aveuglément le plan américain de former une base d'entrainement terroriste dans le nord de la Syrie d'où tenter de faire renverser Assad, et où envoyer les kurdes se faire tuer. french.irib.ir 20.10

ACTUALITE EN TITRES

T'as qu'à t'abstenir d'acheter ce tas de féraille !

- Toyota annonce un nouveau rappel lié aux airbags de Takata - Reuters

Nantis et hystériques ou société de zombies.

- Apple explose ses bénéfices grâce à l'iPhone - Liberation.fr

Le bénéfice net a augmenté de 6,7% à 39,5 milliards de dollars sur l’ensemble de l’exercice clos fin septembre. Liberation.fr 20.10

Sortez vos mouchoirs, en soie, non, en papier hygiénique cela fera l'affaire.

- Le PDG de Total meurt tragiquement - LePoint.fr

Christophe de Margerie, la patron du géant français du pétrole est décédé cette nuit dans un accident d'avion à l'aéroport Vnukovo de Moscou. LePoint.fr 20.10

C'est encore un coup des Russes !

On le regrettera...

- Christophe de Margerie, un patron qui voulait payer plus d'impôts - 20minutes.fr

Et quelle "***personnalité***", incommensurable s'écrient ses larbins en deuil.

- Mort de Christophe de Margerie : Hollande salue une "*personnalité originale*" - Le Nouvel Observateur

- Margerie: Valls salue "*un dirigeant d'entreprise hors du commun*" - AFP

Passez-y la main, le reste suivra bientôt, tralalalala...

- Très malade, le patron d'Areva, Luc Oursel, passe la main - AFP

Erection élyséenne.

- Oeuvre vandalisée de McCarthy: François Hollande «*aux côtés*» de l'artiste - 20minutes.fr

On y reviendra car cela vaut vraiment le coup, c'est une façon de parler.

McCarthy est complètement dégénéré ou c'est un cinglé. Un jour, lors d'une de ces énièmes provocations, il s'était enduit de confiture et d'excrément, cela vous donne une idée du personnage que Hollande et la maire du Paris (PS) soutient, notamment. On ne nous a pas dit combien de participants étaient conviés au festin et s'ils avaient apprécié la marinade !

Ils ont un gros problème quelque part, devinez où ? Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- "*Zizi sexuel*" : plus de 37 000 signataires contre l'exposition - LePoint.fr

- Les financements publics pour lutter contre les stéréotypes de sexe - AFP

- Congélation des ovocytes: "*Une plus grande égalité hommes-femmes... En théorie*" - L'Express.fr

- Lutte contre les stéréotypes de sexe: l'éducation et les médias prioritaires - L'Express.fr

Comment ils alimentent le communautarisme, le légitiment.

- Des «*tests halal*» pour détecter la présence de porc ou d'alcool dans les assiettes - 20minutes.fr

Quand les antiracistes volent au secours du colonialisme.

- Le "*zoo humain*" qui a fait scandale à Londres arrive bientôt à Paris - L'Express.fr

L'exposition Exhibit B reproduit un zoo humain tels qu'ils circulaient en Europe au XIXe siècle. L'artiste Brett Bailey dit l'avoir conçue pour dénoncer le racisme, mais son arrivée à Paris est dénoncée par des militants antiracistes. lexpress.fr 20.10

Ils ont le "*devoir de mémoire*" sélectif. Evidemment, ce sont les associations pourries antiracistes liées au régime qui montent au créneau pour le défendre, inutile d'enseigner ou de rappeler aux jeunes cette ignoble page du colonialisme, et pour cause, il n'a jamais réellement cessé, chut !

Alors qu'on les pende ou les fusille !

- Le délit d'entrave n'enverra plus les patrons jusqu'en prison - Le Nouvel Observateur

On ne pourrait même pas les condamner aux travaux forcés, leur productivité serait trop faible, ils coûteraient plus cher de les nourrir que ce qu'ils rapporteraient !

Valls endosse le discours de Zemmour.

- Manuel Valls appelle au "*patriotisme alimentaire*" dans la grande distribution - Francetv info

Intox.

- Le budget attire l'abstentions «*frondeurs*» - Liberation.fr

Mais puisque la fronde reste contenue à une trentaine de parlementaires socialistes, qui, de plus, s'en tiennent à l'abstention, le Premier ministre, Manuel Valls, n'aura aucun mal à obtenir une majorité de gauche sur son budget, même relative. Liberation.fr 20.10

- Pour Cambadélis, Martine Aubry n'a pas «*d'arrière-pensées*» et veut être «*utile*» au PS - 20minutes.fr

- Le Foll: la "*réflexion collective*" suscitée par Aubry est "*bienvenue*" - AFP

Haut de page

Le 22 octobre 2014

CAUSERIE

Comme je suis privé de télé ou de distraction, je vais essayer de me remettre à lire le soir, si mes yeux ne sont pas trop fatigués après une journée de boulot à l'écran, l'âge se fait sentir...

On a ajouté 23 nouveaux articles, on en a laissé de côté quelques-uns qui n'étaient que pur bavardage, notamment.

On essaie de filtrer davantage les articles qu'on met en ligne, le problème, c'est que cela prend du temps et j'en manque cruellement. Parfois, c'est dommage car ils contiennent des données intéressantes, mais quand leurs conclusions relèvent de la propagande (déguisée) en faveur de la classe dominante, on les rejette. J'en laisse encore passer qui seront jugés insupportables par certains, comme je l'ai déjà dit, si je m'en tenais qu'à mes idées, je ne publierais pratiquement plus rien ou une dizaine d'articles par mois.

C'est à chaque lecteur de faire la part des choses, compte tenu de ces précisions. Ces articles sont mis en ligne à titre d'information principalement, à chacun ensuite de faire ses propres analyses ou de se forger ses propres convictions.

Je ne sais pas si vous avez eu l'info selon laquelle la Chine serait passée devant les Etats-Unis en terme de PIB, les médias l'ont apparemment censurée puisque je n'ai téléchargé aucun article sur ce sujet. Mondialisation.ca a publié un article qui relatait cette info, sauf qu'il se terminait par un vibrant hommage à l'UE !

Quelques extraits.

- "*l'Europe se retrouve à jouer le rôle qui lui incombe de facilitateur de transition systémique entre un monde d'avant et un monde d'après la crise*" ;

-"*l'Europe (et tout le monde) doit être capable à la fois d'accueillir positivement la nouvelle réalité (l'Asie- ndlr) et de veiller à repenser les conditions de la préservation de son indépendance*" ;

"*l'Europe a tous les atouts en main pour compter à l'échelle globale malgré sa petite taille relative*"

Trop, c'est trop dans le même article, insupportable, votre destin est entre les mains de l'UE ou vive l'UE !

Précédé de deux infos intéressantes :

- Deux faits majeurs ressortent de l'actualité des quatre dernières semaines. D'un côté, la Chine devient la première

puissance économique mondiale, passant officiellement devant les États-Unis, avec un poids économique officiel (chiffres du FMI) de 17,61 billions de dollars (versus 17,4 pour les États-Unis).

- La City de Londres a déjà été sauvée de la faillite par la Chine qui en a fait la première place financière « hors-sol » à pouvoir émettre des obligations en yuan [5]. De ce fait, l'Angleterre devient un fervent promoteur de l'adjonction du yuan aux DTS du FMI. (Crise systémique globale – 2015 : Le monde passe à l'est - mondialisation.ca 18.10)

J'ai fait le choix de ne pas publier cet article, ai-je eu raison ou tort ?

Pas de bol !

- Des armes larguées par les Américains tombent aux mains de l'Etat islamique - Liberation.fr

Le Commandement militaire américain chargé de la région (Centcom) avait annoncé lundi avoir été obligé de détruire une des palettes de matériel qui s'était égarée lors du largage, pour éviter qu'elle ne tombe aux mains des jihadistes. Liberation.fr 21.10

Ils sont capables de viser "*une palette*" et en deux jours de bombardement ils ne sont pas capables de tuer plus de 15 barbares...

Mis complaisamment à votre disposition...

- Voici le manuel qui apprend aux djihadistes à ne pas laisser de trace - Rue89

Avec les remerciements des apprentis barbares...

Leur justice. Le meurtre banalisé.

- Oscar Pistorius condamné à cinq ans de prison ferme pour le meurtre de sa petite amie - Le Huffington Post

Dès le début de cette affaire et la manière dont les médias allaient la traiter, j'ai pressentis qu'il serait innocenté ou n'écoperait que d'une peine de prison insignifiante et c'est le cas aujourd'hui. J'avais l'intime conviction au vue des éléments de l'enquête qu'il s'agissait purement et simplement d'un meurtre, d'une exécution de sang froid, pour quel motif, la jalousie ou parce que sa compagne avait finalement renoncé à l'épouser à quelques jours de leur mariage.

Les médias se sont acharnés mois après mois à le présenter comme une victime d'une malheureuse méprise, ce qui devait suffire selon eux à établir sa non-culpabilité, tandis que son engouement pour les armes à feu devait jouer en sa faveur, dans la mesure où il l'avait amené à commettre une fatale erreur de jugement devant suffire à établir son irresponsabilité, bref, il semblait inconcevable qu'un tribunal jette en prison un handicapé médaillé olympique, une célébrité, apparemment les arguments de la défense étaient si faibles ou grotesques qu'ils n'ont pas convaincu le jury.

En Inde pour un crime similaire, avec un bon avocat, vous risquez tout au plus 2 à 3 ans de prison, la vie ne vaut pas bien chère. Aux Etats-Unis le contexte est totalement différent, avec plus de 360 millions d'armes en circulation vous risquez la peine de mort.

Le saviez-vous ?

La guerre sans fin en Syrie, c'est à cause de la Russie qui soutient Assad, la déstabilisation de l'Ukraine, c'est encore la Russie, le sous-marin fantôme au large des côtes de la Suède, il était russe évidemment, la mort du PDG de Total, c'est encore un mauvais coup des Russes...

- L'armée suédoise n'a toujours pas retrouvé le mystérieux sous-marin - 20minutes.fr

Aux infos de Russia Today, hier soir, les journalistes ont affirmé que selon les autorités russes il s'agissait d'un sous-marin allemand. Les médias français ont-ils répercuté cette information ? Non, bien sûr, ils ne font plus que dans la propagande et la désinformation.

ACTUALITÉ DU JOUR

Après touche pas aux banquiers, touche pas aux représentants de l'oligarchie.

Raison de plus pour aimer les patrons, les grands patrons, les patrons des multinationales.

- Une immense fraude fiscale de 1,7 milliard d'euros découverte en Italie - Francetv info

Ce système, créé en 2001 par deux entrepreneurs romains, Pierino Tulli et Maurizio Ladaga, consistait en de fausses factures émises par des sociétés intermédiaires sous-traitant des marchés obtenus par les entrepreneurs dans des domaines comme la sécurité et le nettoyage industriel.

Grâce à ces fausses factures, d'importantes sommes atterrissaient sur des comptes de sociétés créées uniquement pour pouvoir les encaisser. Une fois l'argent prélevé en espèces et placé à Saint-Marin et au Luxembourg, ces sociétés étaient déclarées en faillite et de nouvelles étaient constituées, détaille la police. Au total, 62 personnes sont soupçonnées d'avoir participé, à des degrés divers, à cette fraude.

L'évasion fiscale est un fléau contre lequel tous les gouvernements italiens de ces dernières années ont tenté de lutter. En 2013, la police financière avait annoncé avoir découvert plus de 56 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2012. Francetv info 21.10

Rappel.

1- (causerie du 18 octobre) France. Total : pas un centime d'impôt, mais un chèque du fisc de 80 M€ - leparisien.fr

Depuis deux ans, Total n'a pas versé l'impôt sur les sociétés en France. Si l'activité du pétrolier reste déficitaire dans l'Hexagone, il touchera en différé les déductions d'impôt auxquelles il a droit. leparisien.fr 17.10

2- Total ou la traîtrise fiscale - Atlantico.fr 11 avril 2011

Le géant français du pétrole aime échapper à l'impôt. Un comportement quelque peu paradoxal : l'entreprise, largement bénéficiaire, est en partie redevable de sa prospérité au giron protecteur de l'Etat français.

Les révélations des Echos la semaine dernière sur les exonérations fiscales dont Total tire profit sont emblématiques des rapports de plus en plus étranges que les grandes entreprises entretiennent avec les États qui leur ont donné naissance.

Rappelons que Total se trouve, en France, dans une double situation au regard de l'impôt sur les sociétés. D'une part, Total déclare ses activités déficitaires sur le sol national, ce qui lui permet d'échapper à l'impôt. D'autre part, Total demande la prorogation à son profit du dispositif dit du bénéfice mondial consolidé.

Celui-ci lui permettrait, au cas où son activité serait à nouveau excédentaire en France, d'échapper à l'impôt, en déduisant de ses bénéfices les éventuelles pertes enregistrées par des filiales étrangères. Souplesse fiscale commode pour un groupe de taille mondiale. Total : un symbole national

Après tout, ces arrangements n'attireraient pas forcément l'attention s'ils concernaient un groupe autre que Total. Mais la première particularité de la situation est que Total constitue la première capitalisation boursière en France. Avec une valeur en bourse d'environ 100 milliards d'euros, l'entreprise pétrolière est le vrai tycoon français, équivalent à environ deux fois le budget annuel de l'Éducation nationale. Dans ces conditions, il est difficile d'expliquer que le groupe échappe à l'impôt sur les sociétés. Surtout que Total a engrangé 10 milliards d'euros de bénéfices au niveau mondial en 2010 (rappelons que le déficit du régime général de retraite était de 7 milliards...), et qu'il va profiter cette année de la flambée des cours.

Deuxième particularité, la plus embarrassante, sans doute : Total est né de concessions d'exploitations offertes par les États. Il s'agit d'une ancienne entreprise nationalisée, qui s'est développée à l'abri de réglementations avantageuses, de monopoles divers et variés, d'arrangements politiques bien connus, notamment en Afrique. Est-il normal que Total se dérobe aujourd'hui à un civisme fiscal en négociant une exonération pour ne pas payer d'impôts sur des profits à venir?

Autant la stratégie d'optimisation fiscale pratiquée par certaines entreprises nées d'initiatives privées peut s'entendre, autant cette stratégie laisse sceptique quand il s'agit d'entreprises dont la taille et les profits sont étroitement dépendants des concessions publiques.

Au moment où la dette publique atteint des proportions critiques, le citoyen ordinaire peut difficilement comprendre que des efforts soient requis pour tous, sauf pour les groupes mondiaux qui engrangent des bénéfices colossaux. On voit ici comment la politique dite d'incitation fiscale, qui prétend réduire l'impôt de certains pour relancer la croissance, est d'une hypocrisie confondante. Atlantico.fr 11.04.11

Champagne ! Pas pour tout le monde quand même !

- Qui était Christophe de Margerie, patron de Total ? - francetvinfo.fr 21.10

Né le 6 août 1951, Christophe Jacquin de Margerie grandit dans une famille de diplomates et de dirigeants d'entreprise. Petit-fils de Pierre Taittinger, fondateur de l'empire du luxe et du champagne Taittinger, il étudie dans des établissements privés de Reims, Paris et Neuilly-sur-Seine, avant d'entrer à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP).

Son diplôme en poche, il entre en 1974 à la direction financière de la Compagnie française des pétroles (qui deviendra Total). Il gravit un par un tous les échelons du groupe. Après une ascension lente, il entre au comité directeur en 1992 et devient directeur général de Total Moyen-Orient en 1995.

En 1999, après la fusion de Total avec le groupe belge Petrofina, Christophe de Margerie accède à la direction Exploration et production, la plus importante du groupe, qu'avait aussi occupée son prédécesseur, Thierry Desmarest. Christophe de Margerie entre par la même occasion au comité exécutif du groupe.

Peu après sa nomination, il passe plus de 24 heures en garde à vue, dans le cadre d'une affaire de corruption avec l'Iran. Christophe de Margerie est aussi mis en cause dans le scandale de pots-de-vin et de surfacturations mis en place par le régime de Saddam Hussein pour contourner le programme onusien "pétrole contre nourriture". Toutefois, après huit ans d'instruction et un mois de procès, le tribunal correctionnel de Paris rend le 8 juillet 2013 un jugement spectaculaire dans cette affaire, en relaxant tous les prévenus.

Au terme d'une transition de trois ans, Christophe de Margerie devient en mai 2010 PDG du géant pétrolier français. Il est reconduit en 2012 dans ses fonctions d'administrateur du groupe, qu'il devait assumer jusqu'en 2015. Les statuts du groupe avaient été modifiés au printemps dernier pour repousser la limite d'âge des fonctions de président et de directeur général du groupe, ce qui aurait pu lui permettre de briguer un nouveau mandat en mai prochain. francetvinfo.fr 21.10

Touche pas à un élu du groupe Bilderberg.

Il figurait parmi la dizaine de Français invités à la 56e édition de la conférence Bilderberg, qui s'est déroulée du 5 au 8 juin 2008 au Westfields Marriott à Chantilly en Virginie aux États-Unis.

Le 23 juillet 2011, Christophe de Margerie s'est joint à 15 autres patrons français pour demander une augmentation de leurs impôts.

Il défend l'utilisation de la fracturation hydraulique pour l'exploration des gaz de schiste dans le sud de la France.Wikipédia.org

Sang froid.

Gérard Filoche au micro de RTL, mardi en fin d'après-midi : "*Je ne regrette rien. On est amené à faire un bilan de ce qui s'est passé en Birmanie, au Congo, du programme pétrole contre nourriture, Erika, AZF et il gagnait 1 445 fois le smic en cinq ans. Ce qui me touche le plus, c'est qu'il ne payait pas d'impôts.*" Et le membre du bureau national du Parti socialiste d'enfoncer le clou. "*Vous voulez que je me taise sur Total ? Derrière le pétrole, il y a du sang.*" francetvinfo.fr 21.10

La nation toute entière appelée à rendre hommage à une multinationale en deuil.

- Total, première entreprise française, perd son charismatique patron dans un accident - AFP

- Disparition de Christophe de Margerie : un choc national - Francetv info

- Droite comme gauche saluent Christophe de Margerie - Francetv info

- Christophe de Margerie loué pour son bilan à la tête de Total - Francetv info

- Christophe de Margerie est mort: Manuel Valls salue "*un grand capitaine d'industrie et un patriote*" Le Huffington Post

- L'émotion des salariés de Total après la mort de Christophe de Margerie - Francetv info

Le parti "***pro-business***" donne de la voix.

- Mort de Christophe de Margerie : polémique après les critiques du socialiste Gérard Filoche - Francetv info

En fin de journée, Jean-Christophe Cambadélis a a estimé que les propos de Gérard Filoche étaient «*inqualifiables et intolérables, mettant en cause l'éthique du PS*»; «*Dans le climat actuel, la civilité et l'humanité ne doivent pas être pour les socialistes un vain mot*», a-t-il ajouté. leparisien.fr 21.10

L'éthique des bourreaux des peuples.

C'est quoi qui est «*inqualifiables et intolérables*», "*l'éthique*" ignoble d'un parti qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, qui soutient le régime néonazi de Kiev, dont l'imposture est la marque de fabrique. La morale infâme de la classe dominante qui a armé les barbares de l'Emirat islamique, dont la France de Hollande-Cambadélis alliée des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et de la Turquie...

Sortez vos mouchoirs !

- Mort de Christophe de Margerie : Macron pleure "*un ami*" et "*un grand capitaine d'industrie*" - Francetv info

- Pour Manuel Valls, Gérard Filoche «*ne mérite pas*» de rester au PS après ses propos sur Margerie - 20minutes.fr

A l'UMP ils mériteraient d'être au PS.. L'UMP vole encore au secours du PS et du gouvernement.

«*Honteux*», a crié Eric Ciotti sur Twitter. Le député UMP des Alpes-Maritimes s'est indigné des propos de Gérard Filoche, demandant que ce «*cadre du PS (soit) exclu après cet énième dérapage*», écrit-il.

« *Filoche doit s'excuser ou le Parti socialiste doit l'exclure après ses propos scandaleux* », a ainsi réagi Daniel Fasquelle, député UMP du Pas-de-Calais. lemonde.fr 21.10

Tartufferie ou d'un "***asile***" à l'autre.

- Mélenchon offre «*l'asile politique*» à Filoche s'il est exclu par le PS - LeParisien.fr

Ouf !

- L'action Total a résisté à l'annonce de la mort de Margerie - LeFigaro.fr

En complément. Le nationalisme est de retour au sommet de l'Etat.

- Christophe de Margerie est mort: Manuel Valls salue "*un grand capitaine d'industrie et un patriote*" - Le Huffington Post

- Manuel Valls appelle au "*patriotisme alimentaire*" dans la grande distribution - Francetv info

Tout ce brouhaha pour ça.

- L'Assemblée vote les recettes du budget malgré 39 abstentions de frondeurs PS - L'Express.fr

Le volet recettes du projet de loi de finances 2015 a été voté à l'Assemblée nationale ce mardi, à 266 voix contre 245 (56 abstentions au total), mais les frondeurs de la majorité socialiste se sont à nouveau illustrés en nombre par leur abstention -39 députés socialistes- pour affirmer leur opposition aux orientations économique du gouvernement.

"*Je ne comprend pas que des députés socialistes puissent ne pas voter un budget qui rend un peu plus de trois milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français*", affirmait Bruno Le Roux au sujet des frondeurs, peu avant le vote. "*A ceux qui s'abstiennent de se poser la question de savoir s'ils appartiennent au parti*", ajoutait-il. L'Express.fr 21.10

Le gouvernement va leur en piquer 90 sous une forme ou une autre, ils devraient s'estimer heureux...

Il est vrai que pour appartenir au PS, il faut s'accommoder de la régression sociale généralisée, de toutes les guerres impérialistes, soutenir les régimes néonazi, xénophobe et antisémite de Kiev, raciste et d'apartheid de Tel-Aviv, etc. bref, être une pourriture sans nom, et ce n'est pas nouveau.

La survie du régime est devenue désormais incompatible avec la démocratie même rendue à l'état de trace, du coup

le fonctionnement du PS - tout comme celui de l'UMP et tous les partis institutionnels, ne la supporte pas davantage, tendance qui sera amenée logiquement à s'amplifier dans les mois et années à venir, à l'arrivée on s'apercevra que chez tous ces partis et tous ceux qui y seront restés, finalement rien ou presque ne permettait de les distinguer tellement ils partageaient les mêmes méthodes, les mêmes idées et les mêmes objectifs.

Intox. Si c'est dans leur "***culture***" : C'est incurable.

Grille de lecture.

- La Fed et les "*grandes banques*", ce sont les mêmes banquiers !

- Un aveu, les banquiers, profitant de l'impunité dont ils font l'objet, continuent de se livrer à des pratiques mafieuses, ils auraient tort de se gêner, d'autant plus que c'est dans leur "*culture*", ce qui signifie qu'à la base le système financier est pourri.

- Si les banquiers peuvent se jouer si facilement des règlements et des organismes de contrôle, c'est qu'ils présentent des faiblesses ou des failles importantes, et si les banquiers peuvent les détecter si facilement pour les contourner, pourquoi les autorités en charge du contrôle des activités des banques n'en sont pas capables ? La réponse est inclue dans la question, parce qu'elles n'en ont pas la volonté, la collusion entre eux est totale.

- Le représentant de la Fed le confirme quand il avoue son impuissance face à ces puissants banquiers, lorsqu'il affirme que "*la solution*" à ces dérives mafieuses doit "*venir de l'intérieur des firmes, de leurs leaders*", autant dire qu'il est permis d'attendre indéfiniment qu'ils y mettent un terme.

- La solution qu'il préconise ensuite n'est que du baratin une fois de plus, passant de l'intention audacieuse de s'attaquer aux rémunérations des dirigeants des grandes banques, pour finalement se rabattre en désespoir de cause sur les traders, craignant que "*de plus en plus d'appels se feront pour le démantèlement de banques*", situation qu'il faut prévenir à tout prix. Bon, on aura compris qu'il en était le porte-parole.

- Au fait, l'histoire du démantèlement de l'empire de Rockefeller remonte au début du siècle dernier, on le rappelle pour ceux qui se leurreraient sur leurs véritables intentions...

- Etats-Unis: la Fed met en garde les grandes banques contre leurs pratiques - AFP

Un membre éminent de la Réserve fédérale (Fed) a mis en garde lundi les grandes banques contre leur "*culture*" de mauvais agissements ayant conduit à la crise et plaidé pour une refonte des modes de rémunérations afin d'éviter leur démantèlement.

"*Je vois un problème de culture*", a dénoncé devant un parterre de grands banquiers à New York William Dudley, le président de la Fed de New York, le bras financier de la banque centrale américaine et l'un des principaux régulateurs du secteur bancaire.

Par "*culture*" il dit entendre la multiplication d'agissements et de pratiques ne tenant pas compte ni des normes ni de la régulation, selon son discours mis en ligne sur internet.

Et pour preuve, avance M. Dudley, les litiges liés aux pratiques et au sein des banques se multiplient, ce qui montre selon lui, que les établissements financiers ne font pas assez pour corriger les errements passés.

"*Ces dernières années, il y a eu des événements témoignant de mauvais comportements professionnels, de manquements éthiques et de manquements aux règles de la part des institutions financières*", a poursuivi le responsable.

"*Depuis 2008, les amendes imposées aux plus grandes banques ont dépassé les 100 milliards de dollars*", calcule-t-il, soulignant qu'il aurait voulu voir les employés fautifs licenciés.

Les pratiques des grandes banques américaines notamment concernant les crédits immobiliers à risque "*subprime*" sont à l'origine de la plus grave crise financière depuis 1929.

A l'exception de quelques traders, aucun grand nom de Wall Street n'a été inquiété, alors que les pouvoirs publics ont dû venir à la rescousse de certains fleurons.

Lundi, M. Dudley a dit rejeter l'idée que ces mauvais agissements soient l'oeuvre de traders cupides ou d'un petit nombre isolé au sein de firmes.

"*Le problème vient de la culture des firmes et cette culture est largement forgée par le leadership des firmes. Ceci signifie que la solution doit venir de l'intérieur des firmes, de leurs leaders*", réclame-t-il.

Comme solution, le responsable propose une réforme des modes de rémunérations aussi bien des patrons que des employés.

Il propose par exemple l'idée d'une "*garantie de bonne exécution*" pour les hauts dirigeants. Celle-ci fonctionnerait comme une part de rémunération différée. En cas d'amende imposée par les régulateurs, une partie de la rémunération du patron serait amputée, de sorte qu'il partagerait la facture avec l'actionnaire et le dirigeant.

En d'autres termes, en cas de grosse amende, les "*preneurs de gros risques*" en paieront le prix avec "*garantie de bonne exécution*", plaide M. Dudley.

Cet arrangement forcerait le haut management à tout faire pour traquer les mauvais agissements, espère-t-il.

Quant aux employés, M. Dudley préconise la création d'un "*registre central*" d'informations géré par les régulateurs. Ceux-ci mettraient ainsi à jour l'embauche et le licenciement de traders.

Le but étant d'éviter que les traders licenciés pour des raisons éthiques par une institution financière ne retrouvent vite un emploi dans un autre établissement. Un tel registre existe déjà chez les maisons de courtage, a-t-il défendu.

Ces réformes "*nécessaires*", fait valoir William Dudley, ont pour but de regagner la confiance du public.

En l'absence de changements, de plus en plus d'appels se feront pour le démantèlement de banques, estime le responsable dont l'institution a été très critiquée récemment pour être trop conciliante avec les banques, notamment avec la banque d'affaires Goldman Sachs.

"*La conclusion inévitable sera que vos établissements sont trop gros et complexes pour être dirigés avec efficacité*", a encore dit M. Dudley. "*Dans ce cas, les craintes sur la stabilité financière voudront que la taille de vos firmes soit réduite et simplifiée afin qu'elles puissent être dirigées efficacement*", a-t-il conclu en forme d'avertissement. AFP 21.10

Régime mafieux, corrompu.

Complicité, collusion, mansuétude, petits arrangements, finalement impunité pour les banksters.

- Scandale du Libor : 61,6 millions d'euros d'amende pour JP Morgan - LeMonde.fr

Reconnaissant les faits, les deux établissements ont accepté "*de régler le litige avec la Commission européenne dans le cadre d'une procédure simplifiée*". RBS a ainsi bénéficié d'une immunité tandis que JP Morgan a obtenu une réduction d'amendes pour avoir coopéré et accepté une transaction. AFP 21.10

Contrairement à ce qui est indiqué dans cet article, un litige survient ou un scandale éclate quand un acteur se manifeste ou porte plainte parce qu'il s'estime lésé, c'est seulement ensuite selon la tournure que prend l'affaire que la Commission européenne s'en saisit ou non.

Ici cet acteur n'est pas cité ou est escamoté pour que tout le bénéfice de cette opération retombe sur la Commission européenne qui apparaîtra comme juste ou impartiale. On ne pourra pas l'accuser d'être la voix des banquiers et ainsi sa légitimité sera justifiée et la boucle est bouclée. Quoique.

On retrouve là les mêmes règles et le même fonctionnement accommodants entre copains et coquins qui ont court aux Etats-Unis pour régler un litige.

Ils sont juges et partis, les commissaires européens en charge du secteur économique qui sont nommés doivent avoir reçu au préalable l'aval de l'oligarchie financière, qui en douterait franchement.

... d'une infime broutille (61millions d'euros) ... à l'état de trace à peine perceptible à l'oeil nu (10 millions d'euros).

Dans une décision séparée, la Commission a également infligé pour 32,3 millions d'euros d'amendes à quatre grandes banques internationales, dont une nouvelle fois JP Morgan, pour une autre entente dans le secteur financier.

La banque américaine écope d'une amende de 10,5 millions, la suisse UBS de 12,6 millions et Crédit Suisse de 9,1 millions. RBS échappe une fois de plus à l'amende.

Les quatre banques se sont "*accordées sur un élément du cours de certains produits financiers dérivés*" afin de "*tricher avec le marché aux dépens de leurs concurrents*", le commissaire européen en charge de la Concurrence, Joaquin Almunia. (C'est ce que nous avons souligné plus haut, ce sont certains de leurs concurrents qui ont porté plainte, et non la Commission européenne. - ndlr)

Un des objectifs de cette entente était d'empêcher les autres acteurs d'agir dans les mêmes conditions de concurrence que les quatre principaux acteurs sur le marché des produits dérivés libellés en francs suisses.

"*Lutter contre les cartels dans la finance est une des nos priorités, vu l'importance d'avoir un secteur sain, transparent et qui fonctionne bien. Tous les acteurs du secteur financier doivent avoir en tête qu'aucune violation des règles de concurrence ne sera tolérée*", a averti M. Almunia. AFP 21.10

M. Almunia se moque du monde, l'objectif des sommets de l'oligarchie financière (anglo-saxonne-sioniste) dont la Commission européenne est le représentant, est justement de favoriser leur cartel et d'empêcher que la concurrence puisse jouer en leur défaveur.

La guerre de classe existe aussi entre les différents couches de l'oligarchie financière. Ce qui complique l'analyse et le fonctionnement de l'industrie financière et du capitalisme en général à l'échelle mondiale, c'est qu'à l'intérieur de chaque secteur ou branche de l'économie se côtoient à la fois la concurrence, des monopoles et des oligopoles...

En complément.

- Une immense fraude fiscale de 1,7 milliard d'euros découverte en Italie - Francetv info

Plus petit, plus minable.

- Patrick Balkany mis en examen pour corruption et blanchiment de fraude fiscale - AFP

- Soixante parlementaires en délicatesse avec le fisc? - 20minutes.fr

«*Le Canard Enchaîné*» évoque dans son édition à paraître ce mercredi une liste de 60 parlementaires qui seraient coupables de fraudes fiscales. 20minutes.fr 21.10

ACTUALITE EN TITRES

80% au moins de mauvais Français.

- Sondage: 80% des Français pensent que Hollande n'est pas "*un bon président*" - AFP

Quelle légitimité pour nous imposer sa politique réactionnaire ? Aucune, sauf celle des banquiers.

Encore une qui n'aimait pas les banquiers !

- Une salariée d'un convoyeur de fonds dérobe 256 000 euros et s'enfuit - LePoint.fr

Aux dernières nouvelles elle s'est fait pincée, dommage ! Et avec son magot, ce qui est très con car elle ira en tôle pour rien !

Tyrannie. Stigmatisation à outrance. Guerre psychologique. Leur ennemi : La totalité de la population, excepté eux-mêmes.

- Sécurité routière : de nouveaux tests salivaires pour déceler la drogue au volant - LeFigaro.fr

- «*Bande de filles*»: défaire la sociologie appliquée - Slate.fr

A quoi conduit leur propagande, le nihilisme : Est-ce bien des filles ? Tu as été vérifié ? Non, alors ferme-la !

Leur dernière recrue.

- Le prix Sakharov décerné au gynécologue congolais Mukwege et son aide aux femmes violées - Francetv info

Haut de page

Le 23 octobre 2014

CAUSERIE

Ici il pleut maintenant depuis 9 jours, la mousson est abondante cette année avec les éternelles inondations, ce sont évidemment les plus pauvres qui en sont victimes en priorité.

Encore trop de sujets à traiter, on est obligé de bâcler. On n'a pas changé les illustrations de la page d'accueil en hommage à nos amis syriens et irakiens auxquels on ne peux pas s'empêcher de penser, et qui font face à ces barbares soutenus par les puissances occidentales.

Les jeunes n'ont aucun avenir avec le capitalisme.

- Un Australien de 17 ans devient le nouveau visage de l'État islamique - lefigaro.fr 22.10

De toutes manières, quelle que soit sa condition, nanti ou défavorisé, un jeune doit s'attendre à vivre dans un monde de plus en plus insupportable, effroyable.

Nanti il aura beau tenter de se leurrer et se donner bonne conscience, il sera régulièrement ou quotidiennement confronté à des situations pénibles qui le mettront mal à l'aise ou le contrarieront. Au pire, il aura beau manifester du mépris envers les gens qui ne bénéficient pas de ses privilèges, ces expériences lui pourriront la vie, le tourmenteront dans son fort intérieur même s'il ne l'avoue pas, car on ne peut pas demeurer indéfiniment indifférent aux inégalités et à l'injustice qui frappent aveuglément des millions d'innocents.

Il pourra se réfugier dans un individualisme effréné, que le cauchemar que vivent des millions de malheureux qui l'entourent ne disparaîtra pas pour autant, au contraire il le rattrapera, s'il persiste il sera atteint de schizophrénie, désordre mental auquel n'épargnera pas tous ses autres rapports, avec sa compagne, sa famille, ses proches, ses amis, ses collègues de travail, tous les avantages de sa condition se terniront à ses yeux et finiront par lui paraître désuets, il en perdra même goût à la vie, la sienne le dégoûtera profondément, il ne sera jamais heureux...

Défavorisé, il peut être la proie de bien des tentations que la société met gracieusement à sa disposition pour en faire un être bas, vil, un parasite, un déchet ignoble, un lumpenprolétaire. Face à la décadence et à la profonde décomposition de la société il doit se réfugier dans des valeurs universelles en évitant soigneusement tout contact avec des prédicateurs qui tenteront de le manipuler, de l'embrigader, privilégiant le discours politique tourné vers l'idéal du socialisme, car il a besoin d'un idéal dans lequel s'incarner pour résister à l'épouvantable dislocation de sa personnalité encore fragile à laquelle travaille sans relâche la société en s'attaquant à tout ce qui pourrait lui servir de repères, pour mieux le briser et le modeler à son image infâme.

Le mieux serait qu'il ne compte que sur lui-même pour s'en sortir honnêtement, qu'il s'attache à améliorer sans cesse ses connaissances, ses compétences, sans jamais chercher à être le meilleur, sans entrer en concurrence ou en compétition avec quiconque car cela ne sert à rien, sauf à se rabaisser vis-à-vis de soi-même... Qu'il aille au bout de ses idées, qu'il se pose une multitude de questions sur la société et sur son propre comportement, qu'il cherche à comprendre dans quel monde il vit vraiment, etc. cela demande de cultiver bien des qualités qu'il connaît bien ou que ses parents lui ont inculquées, qu'il a peut-être dédaigné mais qui peuvent l'aider à se sentir bien ou mieuxdans sa peau et à s'en sortir.

Nantis ou défavorisé, c'est si facile de sombrer dans cette société qui fait naufrage. Ce qui peut faire à nos yeux l'objet d'une satisfaction personnelle ne doit jamais avoir été acquis au détriment des intérêts des autres ou par des procédés déloyaux, malhonnêtes, inavouables, dans le cas contraire on ne pourrait pas en profiter pleinement et un jour ou l'autre on aurait à le payer, très cher dans la mesure où on ne comprendrait pas ce qui nous arriverait quand au détours d'une expérience imprévue le malheur frapperait à notre porte. On ne peut pas tricher indéfiniment avec soi-même toute sa vie, le destin est là pour nous le rappeler. On a envie de dire que de ce point de vue-là le défavorisé à plus de chance que le nantis, car il y est souvent confronté ou il se rappelle régulièrement à son triste souvenir, tandis que lorsque le nantis au cerveau ramoli et qui baigne dans un confort douillet est frappé soudainement, il va être pris d'effoi car il n'est pas préparé psychologiquement pour affronter cette épreuve, il se croyait supérieur ou invulnérable et patatras le monde s'écroule autour de lui, pour une fois il est obligé de le regarder

tel qu'il est vraiment et cela fait mal, très mal. Une dernière chose rapidement, au lieu de juger ses semblables, qu'ils jugent ceux qui détiennent du pouvoir, le pouvoir...

En complément. Leurs "***déchets***", un "***fléau***" ou le capitalisme ?

- Pauvreté et saleté à Paris : Hidalgo ne cache pas son inquiétude. - lefigaro.fr 22.10

Chaque nuit, le 115, le Samu social, accueille 28.000 personnes et près de 300 personnes restent dans la rue, dont des familles avec enfants. On compte environ 2000 mineurs étrangers isolés dans la capitale aujourd'hui, dont beaucoup d'enfants venus de l'Afrique sub-saharienne.

L'autre fléau de la capitale est celui de la propreté. Dans de nombreux conseils de quartiers, il surgit comme la première préoccupation des Parisiens. lefigaro.fr 22.10

L'aristocrate, le nanti, ne peuvent pas ne pas les voir et cela les incommode fortement, c'est ce que nous disions plus haut. Ils leur renvoient en pleine figure l'image immonde de leur société, leur propre image en somme. Les commentaires désabusés et souvent violents qui suivaient cet article le prouvaient si nécessaire.

J'ignorais que Paris était devenue aussi dégueulasse, comme ici en Inde en somme, sauf que l'Inde n'est pas la cinquième ou sixième puissance économique mondiale.

Il faut bien faire table rase du passé !

Psychose mondialiste. Ils en ont encore combien comme cela en magasin ?

- L'OMS alerte sur le niveau élevé de tuberculoses multirésistantes - LeMonde.fr

Au moins on sait pourquoi ils s'enrichissent.

- Royal Monceau: des salariés en grève pour 2 euros dans un palace à 25.000 euros la nuit - AFP

- Halloween: les Américains dépensent 350 millions de dollars pour déguiser leurs animaux - Slate.fr

Trop, c'est trop !

- Ebola attise les tensions entre population et autorités en Afrique de l'Ouest - AFP

- Au Mexique, les étudiant disparus à Iguala sont « *l'affaire de trop* » - LeMonde.fr

- Trois ans après Kadhafi, les espoirs déçus des Libyens - AFP

Et un 4x4 !

- Irak : les Rafale français ont procédé à une nouvelle frappe - LePoint.fr

Les Français ont procédé à leur quatrième frappe, qui a détruit mardi un véhicule 4x4 dans la région de Mossoul (nord de l'Irak). AFP 22.10

En complément

- Daech a-t-il une force aérienne? Damas répond - french.irib.ir 22.10

Cité par l'agence Farsnews, le ministre syrien de l'Information Omran al-Zuhbi a affirmé, mardi soir, lors d'une émission télévisée, que deux avions de combat de Daech ont été écrasés par les forces syriennes. french.irib.ir 22.10

- La Syrie affirme avoir détruit deux avions de l'Etat islamique Francetv info avec Reuters - 22.10

Apparemment Assad a fait fissa, il a compris que cela pouvait servir d'argument à la coalition militaire qui veut la peau de la République arabe syrienne laïque pour justifier la mise en place d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, prélude

à l'anéantissement de son armée de l'air qui lui sert à bombarder les positions des barbares dans le reste de la Syrie.

A louer ou éventuellement à vendre.

Un rappel d'actualité.

"*Nous ne pouvons pas faire de distinction dans les droits, que ce soit la PMA, la GPA ou l'adoption. Moi je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ? C'est faire un distinguo qui est choquant*"

Réponse : En 2012, Pierre Bergé, homme d'affaires et actionnaire du Monde.

Sordide n'est-ce pas ? Tous se loue, son corps, son cul, quoi de plus normal en somme.

Le marché du travail se raidit, attention, c'est mauvais pour la croissance...

- Suisse: moins de permis de travail pour les strip-teaseuses - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. La précarité de l'emploi doit être généralisée à terme.

C'est le projet de loi de Renzi en Italie. L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions... inavouables.

- Valls veut agir contre les inégalités sur le marché du travail - Reuters

- Valls aimerait rapprocher CDD et CDI - L'Express.fr

Dans une interview à paraître jeudi dans L'Obs (ex-Nouvel Observateur), le Premier ministre ne va toutefois jusqu'à prôner un contrat de travail unique, recommandé par des économistes comme le nouveau prix Nobel français Jean Tirole.

"*Le fonctionnement du marché du travail n'est pas satisfaisant car il ne crée pas assez d'emplois, il génère des inégalités importantes entre, d'une part, des salariés très protégés en CDI et, d'autre part, des salariés très précaires en CDD et en intérim*", dit-il. (Comment généraliser la précarité de l'emploi pourrait-il générer des bons de commandes pour les entreprises ou créer des emplois ? La réponse est plus loin. - ndlr)

Prié de dire s'il faut aller vers le contrat unique, Manuel Valls répond que "*les partenaires sociaux n'ont pas souhaité s'engager*" dans cette voie, "*ce qui ne veut pas dire que ce n'est pas intéressant.*" (Ce sont les militants des syndicats qui refusent de s'engager dans cette voix et non ses" *partenaires sociaux*", ses complices, les dirigeants syndicaux qui y sont prêts. On attend toujours qu'ils fassent la distinction au POI. - ndlr)

"*Mais il faut être pragmatique*" s'empresse-t-il d'ajouter.

Pour lui, ceux qui proposent d'unifier le contrat de travail partent du constat, qu'il dit lui-même partager, que les entreprises "*ne veulent pas embaucher en raison du coût trop élevé du licenciement, notamment parce que l'incertitude juridique est trop forte*". (Réponse à la question précédente : en facilitant les licenciements les entreprises pourront se débarrasser des salariés qui leur coûtent trop chères et les remplacer par des salariés dotés d'un contrat de travail flexible et dont les rémunérations auront diminué de 20 à 50% comme en Allemagne par exemple. A moins que ce ne soit un de leurs sous-traitant qui les embauchent pour que la manoeuve passe inaperçue. - ndlr)

Pour ce qui est des conflits individuels, Le Premier ministre a indiqué qu'une concertation s'engageait et qu'elle devrait permettre de rendre la justice prud'hommale "*plus rapide et plus efficace*" (Entendez par là, expéditive, en limitant les recours possibles notamment. - ndlr) , un des objectifs du futur projet de loi pour l'activité porté par le ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Il défend d'autre part les 41 milliards d'euros de baisses de charges et d'impôts pour les entreprises prévues par le pacte de responsabilité et annonce qu'il réunira début novembre les partenaires sociaux pour faire le point des engagements du patronat en matière d'investissement et d'emploi.

"*Nous devons bâtir des compromis sociaux qui permettent de protéger les salariés sans nuire à la compétitivité des entreprises*", indique-t-il. (Il y a incompatibilité entre les deux, et sachant qu'il y a en place un gouvernement "*pro-business*", on sait d'avance à qui nuira tout compromis entre les deux parties. - ndlr)

"*Je réunirai le 4 novembre prochain l'ensemble des partenaires sociaux pour faire le point sur les aides aux entreprises. Quand la nation tout entière consent un effort aussi important, il faut que les entreprises assument leurs responsabilités*" (Allez à ce rendez-vous, c'est légitimer, cautionner le pacte de responsabilité. - ndlr)

La démocrassie et son complément naturel, la méritocrassie.

Monarchie absolue. De l'autodécoration à l'autoritarisme.

- François Hollande cherche à réaffirmer son autorité - Francetv info

- François Hollande a remis l'insigne de grand Croix de l'Ordre du mérite à Manuel Valls. - Francetv info

- Quand Manuel Valls charge la gauche traditionnelle - Francetv info

Valls c'est la droite, et la "*gauche tradictionnelle*" était la gauche de la droite...

L'imposture serait imparfaite sans eux.

- Qui est Gérard Filoche, le poil à gratter du PS ? - Francetv info

- Hamon et Filippetti: "*A eux de déterminer s'ils se sentent encore bien parmi nous*", déclare - Le Roux AFP

- Filippetti à Cambadélis: "*aucune leçon à recevoir de qui que ce soit*" - AFP

- Pour Hamon, la politique du gouvernement "*menace la République*" - Francetv info

- Stéphane Le Foll à Benoît Hamon : "*Qu'il quitte le Parti socialiste*" - Francetv info

Démocrassie et médiacrassie vous avez dit ? Médiocrité tout court.

- Envoyé Spécial : Acheter sa popularité sur les réseaux sociaux - francetvinfo.fr 22.10

Dans l'émission du jeudi 20 octobre, nos journalistes se sont plongés dans l'univers des réseaux sociaux. Achat de followers et de fans sur Twitter et Facebook. Cette pratique est de plus en plus répandue, notamment parmi nos hommes politiques. Alors, le nombre de followers est-il toujours un gage de crédibilité ?

Pour un homme politique, qu'il soit connu ou non, sa présence sur les réseaux sociaux est devenu un élément fondamental, tel un prolongement de son action politique. Avec l'achat de "*followers*", les hommes politiques espèrent se faire remarquer, accroitre leur e-popularité, et par là-même leur réputation tout court. francetvinfo.fr 22.10

Twitter et Facebook : connais pas et ne veux pas connaître. On vit sans et on s'en passe très bien.

Dans un registre similaire, l'***urne*** funéraire des illusionnistes.

- Le Parti de gauche lance sa campagne pour que «tous les élus puissent être révocables» - 20minutes.fr 22.10

Le Parti de Gauche lance jeudi 23 octobre sa campagne sur le référendum révocatoire de mi-mandat. Du 8 au 11 novembre prochain, le parti proposera une «*votation citoyenne sur le droit de révoquer les élu-e-s*». Ceux qui le souhaitent pourront tenir une urne en la commandant sur le site du parti. Raquel Garrido, secrétaire générale du PG, souhaite que cette action symbolique «*génère le débat*».

Question de 20minutes.fr. Cela ne risque-t-il pas de créer une instabilité politique?

Raquel Garrido, secrétaire nationale du PG. La Ve République est un régime oligarchique. La révocation est une

solution pacifique pour résoudre un différent qui peut naître entre le peuple et ses représentants. La révocation aurait un caractère punitif, mais un tel système a une vertu préventive. Cette épée de Damoclès entre les mains du peuple changera les comportements des hommes politiques, les incitant à faire des campagnes plus honnêtes et sérieuses qu'aujourd'hui

(...) Ce droit de révoquer les élus est une mesure phare de ce que pourrait être une VIe République, plus démocratique. 20minutes.fr 22.10

Une "*solution pacifique*" qui n'est pas destinée à remettre en cause le "*régime oligarchique*", merci, on sait qu'il en faudra un peu plus pour le renverser et que ce n'est pas l'objectif du PG. Que cette farce ait une "*vertu préventive*" pour prévenir toute "*instabilité politique*" qui risquerait d'emporter le régime, on avait compris.

Non , il ne s'agit même pas de se débarrasser des affairistes et autres parasites qui ont pris en otage la démocratie ou le pouvoir politique, il s'agit juste d'inciter les "*hommes politiques*" en place à changer de comportement, pas d'idées ou d'intérêts, de toutes manières ils en sont incapables et au PG ils s'en foutent bien, la preuve quand on prétend changer de politique sans s'en donner les moyens, ce n'est ni honnête ni sérieux.

Il faut l'encourager à aller jusqu'au bout.

- Valls propose de créer un parti commun ou une fédération des "*progressistes*" - AFP

Manuel Valls propose, dans un entretien à L'Obs publié mercredi, de "*bâtir une maison commune*" de "*toutes les forces progressistes*", sous la forme d'une fédération ou d'un parti commun, face à la "*menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse*".

Dans cet entretien à paraître, dont des extraits ont été publiés par l'ex-Nouvel Observateur sur son site internet, Manuel Valls se dit également "*pourquoi pas*" favorable à un changement de nom du Parti socialiste, une idée qu'il avait portée en 2007 et en 2011 et qui avait suscité d'importants remous dans le parti.

"*Mais ce changement (de nom) ne peut être que l'aboutissement d'un processus*", juge le chef du gouvernement, qui défend, dans cet entretien réalisé samedi, une gauche "*pragmatique, réformiste et républicaine*" sans inclure le qualificatif "*socialiste*". (Excellente idée, puisqu'ils sont étrangers au socialisme, mieux ils en sont parmi les pires ennemis, les fossoyeurs en chef avec le PCF ou le FdG. Laissez-nous le socialisme, il sera en bonnes mains. - ndlr)

"*Depuis la refondation du PS au congrès d'Epinay de 1971, la gauche réinvente le monde dans l'opposition, puis elle gouverne de façon pragmatique, mais comme elle ne l'assume pas, elle perd les élections*", critique Manuel Valls. (Il faut assumer qu'on vit dans un monde de plus en plus pourri de manière à ce que plus personne ne pense qu'il serait possible d'en sortir, CQFD. - ndlr)

Jugeant que les partis, dont le "*verticalisme*" ne "*fonctionne plus*", "*doivent changer*", il défend "*un nouveau compromis entre toutes les forces progressistes du pays*". (Le verticalisme, c'est ce qui définit une dictature, que ce soit le mode de fonctionnement du PS, dont acte. Imposer directement une dictature nécessite que soient réunies des conditions particulières, s'en réclamer leur poserait problème évidemment. Aussi préfèrent-ils un système horizontal ou participatif, où chacun aurait l'impression de détenir du pouvoir ou de pouvoir se faire entendre, alors qu'en réalité le cadre dans lequel ils s'exprimerait serait vérouillé et conforme aux besoins de la classe dominante. En fait, rien ne changerait, sauf les apparences. - ndlr)

"*L'idée pourrait être de bâtir une maison commune dans laquelle chacun se retrouve*", explique-t-il, à un moment où la gauche apparaît pourtant divisée.

"*Si nous restons tous dans nos chapelles et nos boutiques à défendre nos prés carrés, nous ne nous en sortirons pas. Nous devons créer demain une maison commune, une fédération, ou une seule formation, tout est ouvert, mais en tous cas, c'est le chemin à suivre. Le paradoxe, c'est que les différences, aujourd'hui entre les partis de gauche sont beaucoup moins importantes qu'elles ne l'étaient hier*", plaide Manuel Valls. (Qu'entend-il par "partis de gauche" ? La réponse ci-dessous. -ndlr)

Le Premier ministre regrette d'ailleurs à nouveau "*l'erreur*" de ne pas avoir "*tendu la main*" à François Bayrou lors de la présidentielle de 2012. (Qu'il fasse attention, car lorsqu'on tend la main, on tend aussi le bras, il l'a reproché récemment à un "*humoriste*", qui en passant a annoncé la création d'un parti avec A. Soral d'extrême droite, comme quoi cela peut être un geste fatal. - ndlr)

Autre argument en faveur de l'union invoqué par le Premier ministre: "*La menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse.*" (Argument éculé qui ne fait plus recette. Rappelons que cela ne le gêne pas de soutenir le régime néonazi de Kiev, Tel-Aviv et le Crif non plus d'ailleurs. - ndlr)

Reprenant son avertissement lancé en septembre que l'extrême droite est aux portes du pouvoir -une "*réalité*" dit-il à L'Obs-,

Manuel Valls souligne que, face au FN, le "*camp progressiste, lui, est divisé, morcelé, sur la défensive*". (Traduire le camp de la réaction à laquelle appartient Valls et le PS - ndlr)AFP 22.10

Le "*camp progressiste*", c'est celui qui refuse d'augmenter massivement le smic, qui s'en prend à la Sécu, aux retraites, à l'école, etc. et qui octroie des dizaines de milliards d'euros au patronat, qui soutient la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar qui ont armé l'Emirat islamique, des dictatures...

En complément. Cambadélis a du mal à suivre ou il est sourd. Le socialisme répugne à Valls.

- Cambadélis "*ne donne pas l'onction socialiste*" à François Bayrou - AFP

Manuel Valls indique au Nouvel Obs que sa gauche, "*elle est pragmatique, réformiste et républicaine*". Et pas socialiste, relance Le Nouvel Obs ? "*Pragmatique, réformiste et républicaine*", insiste-t-il, rechignant à utiliser le mot "*socialiste*".

Le chef du gouvernement affirme alors qu'"*il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses*". (Il est vrai que le PS n'était plus qu'un parti hanté par un fantôme qui l'avait quitté un siècle plus tôt, le marxisme. - ndlr)

Finalement, Manuel Valls est-il de gauche ou de droite ? La réponse n'est visiblement pas arrêtée car la question a été abordée maintes et maintes fois par des titres de presse aussi variés que Libération, Le Figaro, Les Echos, L'Express, ou encore Le Nouvel Obs. francetvinfo.fr

Tous de droite, vous avez la réponse!

Il n'y a que nos dirigeants, ceux du POI, du NPA, de LO qui ne veulent toujours pas admettre que Valls et le PS sont de droite

Mélodrame en quatre actes.

Acte I - La rupture annoncée.

- Le Parti socialiste au bord de la rupture ? - Francetv info

- Le PS est-il au bord de la crise de nerfs ? - LeMonde.fr

Acte II - La rupture avortée.

- Quand le ministre Hamon appelait à voter le budget sur lequel il s'est abstenu - Le Huffington Post

- Hamon : «*Je ne vais pas quitter le PS*» - Liberation.fr

- Attaqué au sein du PS, Gérard Filoche « *n'a pas l'intention de partir* » - LeMonde.fr

Là non plus, n'oubliez pas ceux qui pendant des décennies nous ont rebattu les oreilles avec le soi-disant courant de gauche du PS, qui n'ont eu de cesse d'appeler au front unique et d'entretenir des illusions criminelles dans le PS.

Acte III - La rupture institutionnalisée.

- PS, UMP et FN vont-ils changer de nom? - L'Express.fr

- Cambadélis (PS) préfère qu'on garde "*le beau nom*" de parti "*socialiste*" - AFP

Ce n'est pas juste pour faire "*beau*", mais pour mieux le combattre...

- Valls et Cambadélis s'opposent sur un changement de nom du Parti socialiste - Francetv info

- Valls - Aubry : les deux gauches sont-elles en guerre ? - Le Nouvel Observateur

Rocard à Aubry, Interrogé sur Canal+ : «*Je lui dirais de réfléchir au destin de son père (Delors), et d'accepter ce que son père avait accepté et compris, que nous sommes certes dans une économie fort imparfaite mais de marché et qui va le rester.*». Et

de déplorer : «*Le gouvernement est pratiquement interdit de faire des choses à trop long effet. Terrifiant.*». Liberation.fr 22.10

Quel destin, président de la Commission européenne ! Ils n'ont pas de mal à se résigner ou à s'accommoder du "*marché*", en regrettant de ne pas pouvoir en faire davantage pour rendre l'avenir des travailleurs encore plus "*terrifiant*", l'UMP s'en chargera avec leur complicité, comme toujours, n'est-ce pas monsieur Rocard.

Cela peut paraître incroyable, mais le PS est comme cela, vraiment terrifiant. Surtout n'oubliez jamais ceux qui dans nos rangs se sont employés pendant des décennies à le présenter autrement, à minimiser ou camoufler sa véritable nature, les intéressés se reconnaîtront facilement.

- Chassaigne (PCF): "*évident*" qu'Aubry serait mieux que Valls - AFP

Au PCF ils souhaitent que le gouvernement puisse mener à bien ses contre-réformes et que Hollande s'en donne les moyens, Aubry pourrait mieux faire l'affaire pour terminer le sale boulot, pas "*évident*" du tout.

Acte IV - Dénouement.

La rupture n'aura pas lieu !

ACTUALITE EN TITRES

C'est merveilleux !

- Dow Chemical voit son bénéfice bondir de 43% au 3e trimestre - Reuters

C'est le 1er chimiste américain.

- Xavier Niel : "*La France est un pays merveilleux pour créer une entreprise*" - LePoint.fr

God business.

- Le chrysanthème à l'honneur pour la Toussaint - Francetv info

- Inde: les fêtes hindoues, période bénie pour les orpailleurs de Calcutta - AFP

Etat policier. Au delà de la liberté sous surveillance.

- Un rapport explosif sur l'islam radical dans les prisons françaises - LeFigaro.fr

- Vers des micros dans les prisons françaises ? - LeFigaro.fr

Intox.

- Facebook ne veut plus que les « *stups* » américains utilisent des faux comptes - LeMonde.fr

Ouf ! Plus cynique tu meurs !

- Ebola se déplace à l'intérieur des pays touchés, la menace hors d'Afrique s'atténue - AFP

- Ebola : l'épidémie progresse en Afrique, l'Occident se rassure - Le Nouvel Observateur

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

- Impôts : les Grecs doivent 70 milliards d'euros - Liberation.fr

Provoqués en majeure partie par six années de profonde récession, les impayés d'impôts en Grèce continuent de progresser à un rythme soutenu. Leur cumul a atteint 70 milliards d'euros en septembre dans ce pays de 11 millions d'habitants. Depuis le début de l'année, 9,68 milliards d'impayés supplémentaires se sont ajoutés aux 60,48 milliards déjà dus à l'Etat fin 2013. Sur la même période, la Grèce n'est parvenue à récupérer que 2,69 milliards d'impayés, ardoise qui ne cesse de croître.

Le gouvernement d'Antónis Samarás, Premier ministre conservateur qui gouverne avec les socialistes, a présenté un projet de budget 2015 comprenant une légère baisse de certains impôts, dont le montant global a grimpé en flèche depuis quatre ans pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat en faillite. De son côté, l'entreprise publique d'électricité grecque, DEI, en cours de privatisation, avait alerté la semaine dernière sur le record d'impayés de la part de ses clients : 1,7 milliard d'euros à la fin du mois de septembre contre 300 millions d'euros en 2012.

ECONOMIE

Japon

Le Japon en pleine rechute - Liberation.fr 22.10

Pour l'ensemble des neuf premiers mois, les comptes commerciaux ont affiché un solde négatif de 10.477 milliards de yens (77 milliards d'euros), soit une hausse de 35% par rapport à la même période l'an dernier.

Il s'agit du 27e mois consécutif dans le rouge pour la troisième puissance économique mondiale, pénalisée par une lourde facture énergétique depuis l'accident nucléaire de Fukushima, qui a entraîné l'arrêt de tous les réacteurs, dans un pays autrefois très dépendant de l'énergie atomique.

Dans ce contexte, les achats d'hydrocarbures flambent: ceux de gaz naturel liquéfié (GNL) ont ainsi bondi de 21% le mois dernier.

Au final, les importations, renchéries en outre par l'affaiblissement du yen face aux principales devises, ont augmenté de 6,2% sur la période.

Un léger mieux a cependant été observé du côté des exportations qui se sont redressées ("6,9%), sous l'effet de la politique de dépréciation de la devise nippone, note Marcel Thieliant de Capital Economics.

Le Japon a subi une très forte contraction de l'économie au deuxième trimestre - la pire depuis la catastrophe de mars 2011 - contrecoup de l'entrée en vigueur début avril d'une taxe sur la consommation de 8% (contre 5% auparavant), et peine à s'en relever depuis lors.

"*Le gouvernement et la Banque du Japon (BoJ) pensaient que cet affaiblissement serait compensé par la demande extérieure*", souligne M. Minami. "*Or le scénario semble s'effondrer*" face aux turbulences mondiales et à une zone euro menacée de récession.

Partenaire incontournable, la Chine elle-même marque le pas: elle a enregistré au troisième trimestre un net ralentissement de sa croissance, au plus bas depuis plus de cinq ans.

Pour le Premier ministre japonais, dont les "*abenomics*" - un cocktail de largesses budgétaires, d'assouplissement monétaire et de réformes structurelles - faisaient figure de recette miracle il y a encore peu, la donne a radicalement changé et le spectre d'une récession plane désormais sur le pays.

Les autorités ont une nouvelle fois dégradé cette semaine leur diagnostic économique, à l'approche de la publication, mi-novembre, des chiffres du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre.

Le Fonds monétaire international (FMI) a fait part de ses inquiétudes dans son récent rapport mondial et sabré sa prévision annuelle de croissance à 0,9%, contre 1,6% escomptés auparavant.

"*Deux ans après le lancement du programme tant vanté de Shinzo Abe pour relancer l'économie japonaise*", les difficultés s'accumulent et "*l'enthousiasme que ce nouveau départ avait suscité a fait long feu*", jugeait mardi le Financial Times dans un éditorial.

Devant ces sombres perspectives, le chef du gouvernement, qui vient de perdre deux de ses cinq ministres femmes sur fond de scandales et voit sa popularité s'éroder, pourrait être tenté de repousser une impopulaire seconde hausse de taxe, initialement prévue à l'automne 2015.

Mais il s'exposerait alors à l'ire des organisations internationales et du gouverneur de la BoJ, désireux d'endiguer la colossale dette publique (près de 250% du PIB). Liberation.fr 22.10

Haut de page

Le 24 octobre 2014

CAUSERIE

Pour se détendre ou se mettre de bonne humeur

Il ne fait que cela...

- Bartolone à Valls : "*Concentre-toi sur ton travail*" - Le Nouvel Observateur

... la preuve.

- A la Fiac, Manuel Valls tout sourire face à Zahia - Francetv info

Sans s'attarder sur le tableau, le chef du gouvernement a serré la main de Zahia, visiblement impressionnée. "*Soyez pas timide, vous ne l'êtes pas ?*", lui a lancé Manuel Valls avec un sourire. Francetv info 23.10

Etait-ce une proposition, une invitation ?

Sous-entendu sarcastique pour le moins aussi trivial que son sourire était frivol, adepte du puritanisme économique anglo-saxon dans un pays (la France) doté d'un monarque libertin et volage qui fait pâle figure à côté du lupanar berlusconien ou du harem de l'Ancien Régime, du dernier calife, on compatit à sa frustration.

Ce tableau, en réalité une croûte qui devait valoir le coup ! Au passage il faudrait signaler aux admirateurs de Marie-Antoinette que leur brioche n'est plus très fraîche, même regonflée là où il fallait. Cela dit les journalistes n'ont pas manqué de faire remarquer que Valls avait préféré rejoindre le modèle en chair fraîche et pulpeuse, plutôt que s'attarder sur ce tableau qui devait pourtant l'inspirer, nous parlons de son thème, politiquement.

Finalement, Marie-Antoinette ne méritait pas mieux comme modèle qu'une "*ex-escort*", une prostituée quoi. Il faut donc saluer au passage la perspicacité, la délicatesse de l'artiste, ou pour ceux qui préfèrent le bon goût de Valls, les burnes nouées flanquées d'un sourire radieux (pour la circonstance) en guise d'orgasme.

Au fait, question : Un chef de gouvernement qui peut être impressionné si facilement, par une prostituée, est-il vraiment en mesure de gouverner un pays ?

Des vidéos à voir ou revoir.

Pourquoi ne pas faire des réunions destinées aux militants ou aux travailleurs en se servant de vidéos ? Quel formidable outil pédagogique pour qui sait s'en servir, non ? Non, OK, c'est encore une proposition farfelue, je n'ai rien dit, continuons de faire comme si nous étions encore au début du XXe siècle, c'est le meilleur moyen de... régresser sans fin. On n'est déjà pas foutu de savoir se servir d'Internet, alors que c'est si facile, alors c'est à désespérer...

Aujourd'hui le meilleur moyen de se dégoûter de la politique, c'est encore d'en faire l'expérience dans un parti, et celui qui tient de tels propos a pour devise : le parti, encore le parti, toujours le parti. C'est l'élément clé, fondamental de la situation, voyez ce que produit son absence et vous comprendrez ce qu'on veut dire par là.

Secteur Droit de l'Euromaïdan. (1) sous-titres fr
http://www.youtube.com/watch?v=CzuYtvI_Qoo

Si la première partie ne vous intéresse pas, la seconde devrait vous concerne directement dans la mesure où l'on voit à quoi ressemble le déferlement violent d'une milice ou horde fasciste, c'est impressionnant, âmes sensibles ou romantiques s'abstenir.

Du coup je me suis fait la réflexion suivante, que ce n'était certainement pas avec les partis dont on dispose aujourd'hui qu'on serait capable d'affronter ces milices fascistes, seuls des métallos, des sidérurgistes, des ouvriers du bâtiment, des mineurs (quand il en reste), seraient suffisamment armés pour y faire face et les écraser, un parti composé en grande partie d'ouvriers, un parti de combattants conscients à la détermination trempée comme l'acier, bref un parti construit sur le modèle du parti bolchevik de Lénine.

Dans tous les pays jusqu'en Amérique latine on voit ressurgir le spectre du fascisme avec ses milices ultra violentes, et nos dirigeants aux pronostics foireux ont décidé que ce n'était pas ou plus le genre de parti ouvrier qu'il fallait construire, les faits une fois de plus leur donne tort.

En complément, une désinformation toute fraîche.

- Ukraine: l'émergence de la "*génération Maïdan*" aux législatives - AFP

Les nouveaux fachos soutenus par l'Otan, cela ferait désordre, on comprend...

German ZDF shows Azov Battalion soldiers with Nazi symbols.
http://www.youtube.com/watch?v=Mf0vbGj9cO4

L'Opium, le Pétrole et l'Afghanistan.
http://www.dailymotion.com/video/xbxweq_l-opium-le-petrole-et-l-afghanistan_news

Hillary Clinton : Nous avons crée Al-Qaïda, Nous avons financé les Moudjahidin.
http://www.dailymotion.com/video/xsgyjs_hillary-clinton-nous-avons-cree-al-qaida-nous-avons-finance-les-moudjahidin_news

Dans l'air du vieux monde qui s'effondre sur lui-même

Comme quoi ils sont de fins observateurs.

- Une société au bout du rouleau mais trop atomisée pour se révolter… pour l'instant - Atlantico.fr

Révolte d'extrême droite ou révolution nationale comme à Kiev dans leur cas.

Les médias participent à l'effort de guerre ou comment ils réécrivent l'histoire quotidiennement.

20minutes.fr - La ville syrienne kurde de Kobané, près de la frontière avec la Turquie, revêt un enjeu symbolique important, à la fois pour les djihadistes de l'EI et pour la coalition internationale. 20minutes.fr 23.10

Et la stratégie américaine qui est à l'origine de l'offensive de l'Emirat islamique dans le nord de la Syrie ? Evaporée ! Kobané, tout juste un symbole, important d'accord, mais rien de plus... vraiment ?

La menace, c'est le gouvernement va-t-en-guerre canadien allié des Etats-Unis qui ont créé l'Emirat islamique.

- Le Canada, en état de choc, prend conscience de la menace islamiste - AFP

Avec la complicité des Etats-Unis, de la Turquie, d'Israël et de l'UE.

- L'"*État islamique*" : une multinationale qui brasse des millions - LePoint.fr

Désinformation. Crétinisme journalistique.

- Pétrole: les monarchies du Golfe en mesure de faire face à la chute des prix - AFP

Ce sont elles qui la provoquent avec les Etats-Unis !

En temps de guerre, ce n'est pas raisonnable !

- Soudan : les femmes sud-soudanaises appellent à une grève du sexe pour la paix - LePoint.fr

Le retour au troc ou à l'âge de pierre : un progrès !

- La consommation collaborative explose en France - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Oui, ils sont vraiment complètement cinglés.

- Japon : bientôt un train flottant, qui filera à 580 km/h - Francetv info

Les Japonais viennent de valider un projet pharaonique pour un train qui reliera Tokyo à Nagoya à la vitesse folle de 580 km/h. Francetv info 23.10

Il voulait dire la règlementation du travail.

- Bernard Arnault - LVMH : "*La compétitivité des entreprises est entravée par le poids excessif de la sphère publique*" - Atlantico.fr

Pas tant que cela tout de même.

- Le patron de GDF va-t-il toucher une retraite chapeau à 21 millions d'euros? - Le Huffington Post

Rectification. Au total, l'ancien dirigeant pourrait toucher entre 15 et 16 millions d'euros. AFP 23.10

Ceci explique cela.

- Les tarifs réglementés du gaz augmenteront de 2,31% au 1er novembre - AFP

- Électricité : les tarifs pourraient augmenter de 2,5 % - LePoint.fr

D'un paradis à l'autre...

- Thierry Leyne, l'associé de Dominique Strauss-Kahn, se suicide à Tel-Aviv - Francetv info

Banquier privé âgé de 48 ans, Thierry Leyne était à la tête de la firme financière Assya Capital, établie notamment à Tel Aviv, Monaco, au Luxembourg et en Roumanie, et fondée en 1994. Francetv info 23.10

S'envoyer en l'air peut tourner court parfois, de Margerie l'a testé avec succès pour vous, lui il a préféré tester la théorie de Newton en se balaçant du haut d'une tour à Tel-Aviv et l'essai a été concluant du premier coup, comme quoi il ne faut jamais sous-estimer les capacités intellectuelles d'un banquier...

ACTUALITÉ DU JOUR

Les dangereux psychopathes adeptes du coup de force sont de grands frustrés.

- Manuel Valls persiste, les ministres s'inquiètent - LeFigaro.fr

- Jean-Christophe Lagarde (UDI) : Le centre ne va pas venir sauver «*une gauche en perdition*» - 20minutes.fr

- Bartolone crie halte au feu au PS et tance Valls sur un changement de nom - Public Sénat

- Cambadélis appelle le PS à retrouver «*sang-froid et dignité*» - LeFigaro.fr

- Emmanuelli: "*la ligne*" des sociaux-libéraux n'est "*pas majoritaire au PS, qu'ils se taisent*" - AFP

- Le président PS du conseil général du Jura estime que "*Valls doit partir*" - Francetv info

Dans un communiqué publié jeudi 23 octobre, selon le président PS du conseil général du Jura, Christophe Perny, "*Manuel Valls doit partir pour la gauche, pour la France*."

"*Les hommes et les femmes de gauche, les socialistes en particulier, ont un devoir de désobéissance, de résistance face à ce désastre politique conduit par le Premier ministre*", a ajouté l'élu, militant socialiste depuis l'âge de 20 ans. À six mois des prochaines élections cantonales, il constate que "*le PS se vide de ses militants et de ses élus. A chaque élection, nous donnons les pouvoirs locaux et nationaux à la droite.*"

Selon Christophe Perny, Manuel Valls est "*cohérent*" avec la "*ligne sociale libérale*" défendue lors des primaires socialistes et avec laquelle il avait recueilli "*moins de 6%*" des suffrages. "*Le scandale est que cet homme, ultra minoritaire au PS et à gauche, porte la ligne politique gouvernementale. A ce rythme, le PS portera bientôt, non seulement les idées, mais aussi le score de Manuel Valls*", prédit-il. Francetv info 23.10

Vous savez comment cela s'appelle dans un parti quand un courant qui ne représente que 6% de ses adhérents prend le pouvoir, le verticalisme.

Avant-hier Valls a déclaré qu'il fallait en finir avec le verticalisme au sein du PS, de quoi ou de qui parlait-il alors ? Des 20 à 30% qui contestent davantage la manière dont il veut imposer sa politique que sa politique elle-même, puisqu'il ne peut pas en exister une autre dans le cadre du régime en place, les marchés ne le permettraient pas et leur tomberaient dessus à bras raccourcis, donc un ou des courants qui sont 3 à 5 fois plus importants que le sien. Que comprendre alors ?

Qu'ils doivent se soumettre, appliquer et se taire, et que le verticalisme qui est la négation de la démocratie doit perdurer au PS. Mais il a dit exactement le contaire, cela contredit ce qu'il a dit. Non, mais attendez, là vous n'y êtes pas du tout, si vous vous en tenez à ce qu'il dit vous n'allez rien comprendre, vous alez finir chèvre, seuls les faits comptent, et le fait principal qui supplante tous les autres ici, c'est que Hollande et la direction du PS soutiennent Valls, tout ce qui se trouve en dessous doivent respecter le marché qu'ils avaient conclu entre eux sur le dos des électeurs, à savoir qu'en échange de postes ou de fonctions rémunérées ils feraient preuve de docilité envers le gouvernement, et bien qu'ils s'y tiennent et tout ira pour le mieux pour tout le monde, tout le monde y a intérêt, ce que les intéressés comprennent parfaitement, les Hamon, Filoche et Cie. ravalent leurs salives ou mettent en sourdine leurs états d'âme de vierges effarouchées, ils s'exécutent, rampent plus bas que terre parce que finalement ils n'ont pas plus de principes ou de scrupules que les Hollande, Valls, Macron, Fabius et consorts et la scène de ménage prend fin jusqu'à la prochaine comédie.

Les exceptions sont très rares et isolées, elles concernent uniquement les membres du PS qui ont assuré leurs arrières, entendez leurs comptes en banque, qui perçoivent déjà une retraite, qui sont sûrs de conserver leur mandat d'élu ou de se recaser ailleurs, là pour le coup en 30, 50, 70 ans ou plus, il n'y en a pas un qui a dérogé à cette règle, à part peut-être quelques vieillards qui vivent confortablement, et qui histoire de faire durer le plaisir avant d'aller au paradis veulent se refaire une bonne conscience sur le tard, qui peuvent s'adonner au bénévolat dans tel ou tel parti dans lesquels on leur a confié des responsabilités. Il n'y a rien à gratter dans le PS, le PCF, etc. le jour où on l'aura compris, l'humanité fera un grand pas en avant...

En complément. Docteur Jekyll et M. Hyde.

- Jean-Marie Le Guen: «*Ceux qui pensent qu'Hollande a été élu sur sa phrase sur la finance se trompent*» - Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Kobani, là où Ankara échoue - french.irib.ir 22.10

Critiqué de toutes parts pour ses positions contradictoires envers la crise à Kobani, Ankara s'est vu enfin obligé d'aplanir le terrain à la lutte des Peshmergas kurdes contre les terroristes de Daech.

Le ministre turc des Affaires étrangères a fait part du feu vert d'Ankara à l'entrée des Peshmergas kurdes irakiens à Kobani pour défendre la ville face aux éléments de Daech. Cette décision de la Turquie met au grand jour l'échec de sa politique envers la crise à Kobani et les évolutions en Syrie. La Turquie envisage de permettre aux Peshmergas kurdes irakiens de se rendre en Syrie via le territoire turc dans l'objectif de porter main forte aux Kurdes qui défendent la ville syrienne de Kobani face aux terroristes de Daech. Le chef de la diplomatie turque a aussi déclaré qu'Ankara ne souhaitait pas voir Kobani tomber dans les mains des terroristes.

Il y a deux semaines, en plein combat entre Kurdes et terroristes à Kobani, le Premier ministre turc, Ahmed Davutoglu, a annoncé, dans un geste politique, qu'Ankara ne permettrait pas la chute de Kobani. Mais lorsque les éléments de Daech se sont infiltrés dans des quartiers de la ville, le ton et les positions des responsables turcs ont changé d'une manière étonnante. Ce changement est allé jusqu'où le président Recep Tayyip Erdogan a ouvertement annoncé que la Turquie ne prêterait aucune aide aux combattants kurdes de Kobani, étant en lien, selon lui, avec le PKK. Ceci dit, la décision tardive de la Turquie, d'aider les Kurdes à repousser les terroristes, ne plaît pas beaucoup aux autorités turques et n'est nullement conforme à la politique d'Ankara vis-à-vis de la Syrie. Alors, reste à savoir pourquoi la Turquie a donné son feu vert à l'entrée des Peshmergas kurdes en Syrie, via ses territoires. Ce revirement de position s'explique surtout par les protestations accrues des Turcs, qui se déroulent ces jours-ci dans les zones au peuplement kurde. La plupart des villes kurdes de la Turquie sont depuis des semaines la scène de protestations et de manifestations contre l'approche d'Ankara vis-à-vis des évolutions à Kobani.

Les Kurdes de la Turquie se demandent pourquoi le gouvernement turc restait les bras croisés devant Daech et ses atrocités notamment la tuerie à Kobani et pour quelle raison il a fermé les frontières sur ceux qui veulent se rendre en Syrie pour aider les habitants de Kobani. Il est à noter que les manifestations de protestation ne se sont pas limitées aux zones kurdes et se sont étendues vers les grandes villes comme Istanbul et Ankara. En parallèle du tollé général en Turquie, les Partis d'opposition accusent aussi Ankara de soutenir Daech. Ceci étant, le Parti de la Justice et du Développement, qui se prépare pour les prochaines Législatives, ne peut plus fermer les yeux sur les évolutions de Kobani et réprimer les Kurdes, à l'intérieur de la Turquie. On ne sait pas encore comment Ankara entend permettre aux Peshmergas kurdes d'aller combattre Daech en Syrie mais il paraît que cette décision a été prise dans l'objectif d'apaiser la colère des Kurdes, alimentée par les politiques d'Ankara envers Daech. Cette prise de décision a prouvé à l'opinion publique turque que le gouvernement Ankara aurait pu prévenir la tragédie de Kobani via les leviers politiques, voire des mesures prises sur la frontière Turquie-Syrie. french.irib.ir 22.10

2- Syrie

- La Résistance va-t-elle "lâcher" la Syrie? - french.irib.ir 22.10

A l'aide de l'axe de la résistance, Damas ne permettra jamais à la Turquie d'agresser le territoire syrien, a insisté l'un des conseillers du gouvernement syrien, Abdel-Qader Azouz. Interviewé par le journaliste de Farsnews, ce conseiller syrien a déclaré, réagissant aux conditions avancées par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, pour la collaboration de la Turquie à la Coalition anti-Daech : « *Les déclarations du président turc signifient, bel et bien, l'impérialisme politique car il veut garantir et réaliser ses propres intérêts personnels, au prix de l'anéantissement des deux peuples syrien et turc.* »

A noter que le président turc a subordonné la création d'une zone d'exclusion aérienne et une zone sûre ainsi que l'entraînement des opposants syriens et leur équipement d'armes et d'équipements militaires, à la collaboration turque à la coalition internationale anti-Daech. « *Cette approche d'Erdogan n'est pas une stratégie de principe qui ne se conforme pas, d'ailleurs, aux nécessités de la sécurité nationale de la Turquie. Cette nouvelle approche a transformé Erdogan en l'instrument de l'Occident pour déstabiliser la région.* », a déploré Abdel-Qader Azouz ajoutant : « *Erdogan cherche à créer une zone tampon en Syrie où les miliciens se réunissent créer une base pour mener des attaques terrestres contre le gouvernement syrien, secondés en même temps par les raids aériens.* »

Et Abdel-Qader Azouz d'ajouter : « *La Turquie cherche, en quelques sortes, à donner de la légitimité à son plan illégal qui contredit les droits internationaux. Son plan est considéré en fait comme une sorte d'agression contre le territoire syrien, ce qui permettra donc au gouvernement syrien de se défendre, conformément à l'article 51 de la Charte de l'ONU.* ». « *Erdogan ne peut pas arriver à un acquis politique, en réalisant ses conditions. La Syrie est doté du droit et de la souveraineté indépendant. Le triangle du « peuple, armée et leadership », ne laissera jamais la réalisation du plan turc, et sur ce chemin, l'axe de la résistance l'aidera indubitablement.* » a martelé Abel-Qader Azouz en concluant : « *Le prestige de l'axe de la résistance en soutien à la Syrie, la puissance de l'armée syrienne et ses compétences à faire face aux terroristes, qui ont été déjà prouvés au monde entier, ne permettent pas à l'ennemi de commettre une telle bêtise.* » french.irib.ir 22.10

3- Irak

3.1- Qui commande vraiment les kurdes contre Daech? - french.irib.ir 22.10

L'un des hauts commandants militaires des kurdes irakiens , Mostapha Tchavroch, répond à cette question : " *c'est le commandant en chef de la force Qods des Pasdaran qui commande les combats des kurdes contre les terroristes de Daech*". " *Le rôle que joue le général Soleymani est d'une importance de premier plan et ses conseils portent de réels fruits: les terroristes se retirent dors et déjà des localités de Mossoul et de Kirkuk . C'est grâce au général Soleymani que Daech a perdu de sa nuisance dans le Kurtdistan irakien et qu'il ne peut plus avancer comme il le souhaiterait*".

L'ex chef du parlement du Kurdistan irakien et membre de l'Union patriotique de Talébani a de son côté défendu la présence du général iranien en Irak , répondant aux cris d'ingérence poussés par les Américains çà et là : " *Le général Soleymani se rend en Irak comme les américains et il n'existe aucune incongruité à ce qu'un haut militaire iranien dont le pays a signé des dizaines d'accords de coopération militaire avec l'Irak s'y rende en ces temps de guerre*". La presse du Kurdistan rend hommage à Soleymani, " *le haut commandant qui combat vraiment et sur le terrain Daech*". french.irib.ir 22.10

3.2- Une cellule d'opération Iran/Russie contre Daesh - french.irib.ir 23.10

Selon les sources irakiennes, citées par le journal "Al-Mustaqbel", les experts militaires russes et iraniens viennent de créer une cellule d'opération de lutte anti-Daesh, en compagnie des commandants militaires irakiens. "*Plus de 60 experts militaires russes, en compagnie de leurs homologues iraniens et irakiens, travaillent à des plans de guerre anti-Daesh. Leur siège se trouve, à Bagdad, dans l'hôtel Al-Rachid, située dans la zone verte*".

Selon les observateurs politiques, la création de cette cellule d'opération cristallise, de façon on ne peut plus claire, le refus irano-russe de rejoindre la coalition soi-disant anti-Daesh des Etats Unis. Une coalition, en laquelle, ni les Iraniens, ni les Russes ne peuvent faire confiance. La Russie et l'Iran continuent à s'impliquer, à fond, dans la lutte anti-Daesh, la "*vraie*", en équipant l'Etat syrien et irakien d'armements propres à lutter contre les terroristes. french.irib.ir 23.10

4- Palestine

- Palestine: de l'insanité de la solution à deux Etats. - french.irib.ir 20.10

Depuis que la Conseil national palestinien, (CNP), a déclaré, unilatéralement, l'indépendance, en 1988, plus de 130 pays ont reconnu l'Etat de Palestine. En fait, il y a, à peine, deux semaine, le nouveau Premier ministre suédois, Stefan Löfven, a déclaré, dans un communiqué de politique étrangère, que la Suède allait reconnaître l'Etat palestinien. Le Royaume-Uni a suivi et a voté, en faveur de la reconnaissance de la Palestine, en tant qu'Etat, par 274 voix contre 12. Beaucoup de ceux qui sont solidaires de la Palestine voient dans ces démarches une victoire, apte à conduire à une solution de deux Etats et à la fin de l'occupation israélienne. Mais est-ce viable?

La solution, dite de deux Etats, est une farce de plus, car elle maintiendra les Palestiniens enfermés dans diverses formes d'occupation. En réalité, la notion, internationalement, reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité. L'Etat palestinien signifie poursuivre les négociations, dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise, totalement, les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde classe, dans une Entité, prescrite pour les Juifs, seulement. Israël n'autorisera jamais, non plus, un Etat palestinien souverain, qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait, ainsi, simplement, un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple, passivement, opprimé. Même si on néglige les aspects négatifs de la solution à deux Etats, on ne peut nier le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans, avec le mur illégal d'apartheid, qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record, et il y a, maintenant, plus de 350.000 colons, en Cisjordanie .

Les pro-Palestiniens du monde doivent, donc, être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique, qui "maintient" la population palestinienne, plus qu'elle ne la libère. Il est, donc, temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne, (habilement dissimulée par la solution de deux Etats), et une accentuation de la séparation.

Il est temps, surtout, de commencer à soutenir les droits des Palestiniens, où ils se trouvent, que ce soit, dans les territoires occupés, en Palestine historique, ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique, qui promeuve une solution d'un seul Etat, Palestine ; un Etat, qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion. french.irib.ir 20.10

Haut de page

Le 25 octobre 2014

CAUSERIE

Rien à ajouter, je suis fatigué.

Combat contre la propagande et la désinformation des médias officiels.

J'ai suivi hier soir sur Russia Today pendant près d'une heure la conférence de presse que Poutine a donné devant la presse internationale à Sochi, dans le cadre du forum annuel du Club de discussion Valdaï.

Ce que l'on constate au premier abord par rapport à Obama ou Hollande, c'est qu'on n'a pas à faire à la voix de son maître. Il est décontracté, il n'a aucune note sous les yeux, il démarre au quart de tour sur n'importe quel sujet dès que le journaliste a terminé de poser sa question, le rythme de son discours est rapide et fluide, sans hésitation, on sent qu'il maîtrise parfaitement son sujet, il entre dans les détails, il consacre environ 10 à 15 minutes à chaque question.

A propos de l'Ukraine et la situation en Irak et en Syrie, il a énuméré les faits accablants pour les Etats-Unis qui figurent dans notre portail, ce qui a fait sourire jaunes plusieurs journalistes présents dans la salle. En substance il a expliqué que les Américains s'ingéraient dans les affaires d'Etats souverains et indépendants pour les déstabiliser, citant au passage le rôle d'ONG liées aux puissances occidentales, afin de conserver ou accroître leur hégémonie sur le monde et de mettre en place des gouvernements qui leur seraient soumis, ce qui leur permettrait d'accéder plus facilement à leurs marchés et leurs richesses. Les Etats-Unis voulaient dominer le monde sans partage en voulant imposer leur conception du monde qui se réduit à leurs seuls intérêts, et qu'ils étaient prêts pour y parvenir à semer la guerre et le chaos partout où ils passaient, se demandant même si un monde sans lois ne ferait pas leur affaire à défaut de parvenir à leurs fins par d'autres moyens (World order with rules or not, l'ordre mondial avec ou sans lois, et non le New world order, le Nouvel ordre mondial des néoconservateurs ou des néolibéraux qui incarne un monde sans lois, sauf les leurs.) . Bref il a dressé un réquisitoire sans appel contre les Etats-Unis qu'il a accusé une nouvelle fois d'avoir armé et financé Al-Qaïda et l'Emirat islamiste qu'ils prétendent combattre aujourd'hui en Syrie et en Irak, revenant sur la Libye...

On comprend pourquoi les Américains et leurs alliés occidentaux ne supportent pas sa présence et ils diabolisent la Russie. Sans prendre partie pour Poutine qui incarne l'impérialisme russe, il faut reconnaître ou bien prendre conscience de la portée d'un tel discours, qui vient perturber le consensus occidental qui existe autour de l'impérialisme américain en s'adressant de la sorte aux médias du monde entier, qui ensuite auront le choix entre censurant ses propos, les déformer ou les répercuter parce qu'ils y sont contraints par les journalistes indépendants qui vont de leur côté diffuser son discours dans le monde entier également via Internet notamment.

Ainsi, l'information circule, les faits que les puissances occidentales tenaient à cacher le plus longtemps possible à leurs peuples pour mieux les conditionner, les faire adhérer à leur politique impérialiste, leur interdire de résister ou d'organiser la résistance leur parviennent. A nous d'avoir l'intelligence d'en tirer profit, mais là c'est une autre histoire. La formidable machine mondiale de propagande et de désinformation qu'ils ont mis en place au service de la politique américaine ou néolibérale s'enraie, est contrariée, de la pire des manières puisque la contre-propagande est basée uniquement sur des faits qui viennent contrarier leur argumentation ou la manière dont ils s'y prennent por justifier leur politique aux yeux de leur population ou la manipuler, faits que par ailleurs il est possible de vérifier l'existence ou de les recouper en se connectant sur différents portails dans le monde.

Ce n'était certes pas la première fois que Poutine se livrait à cet exercice et il n'est pas le premier, ce qui n'enlève rien à son importance, l'occasion m'a été donnée d'en rendre compte ce soir et je la saisis, car j'estime cela peut intéresser les militants. Et puis tel que je l'aborde, c'est plutôt un message encourageant pour la suite, ce que les militants apprécieront sans doute, car par les temps qui courent on n'a pas vraiment beaucoup d'occasions d'être optimiste ou de remonter le moral des troupes, c'est nécessaire parfois.

Ainsi la loi du silence qui permet aux tout puissants d'agir à leur guise en toute illégalité et impunité est battue en brèche, brisée nette, ce qui ne peut que leur poser des problèmes dans la mise en oeuvre de leur stratégie qu'ils doivent modifier, créer des tensions au sein de leur coalition belliqueuse contre tous les peuples, bref, alimenter les contradictions ou les désaccords qui existent dans leur propre camp quant à la manière d'affronter les difficultés auxquelles ils doivent faire face et qui s'accumulent sur fond de crise généralisée du capitalisme à l'échelle mondiale. L'air de rien, à force, ces révélations qui sont reprises dans le monde entier vont finir par parvenir au plus grand nombre et les aidera à mieux comprendre la situation, elles interdiront à ceux qui nous gouvernent de recourir aux mêmes méthodes ou coups tordus sous peine d'être dévoilés aussitôt et condamnés.

Malheureusement le mouvement ouvrier international toujours gangrené et disloqué, n'est pas en mesure de profiter des faiblesses de son ennemi pour repasser à l'offensive. Cependant cet épisode démontre qu'il existe des failles importantes dans le dispositif ou la stratégie de notre ennemi dont on pourrait profiter dans le futur, pour peu qu'on parvienne à se doter d'une nouvelle direction combattant résolument pour la révolution socialiste mondiale.

Vous allez peut-être penser que je ramène tout à des expériences personnelles ou de la vie quotidienne qui ne sont pas d'une portée comparable, ce que je récuse, en estimant que chaque expérience vécue mérite qu'on en tire des enseignements qu'on

pourra utiliser plus tard ou dans d'autres circonstances, j'estime que si on appliquait le même principe avec la lutte de classe du passé on parviendrait à venir à bout des obstacles qui nous empêche de rassembler nos forces, de reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines, de conquérir les masses et de construire le parti et l'Internationale qui nous font tant défaut aujourd'hui, pour affronter notre ennemi et le vaincre.

Ce n'est pas parce que c'est moi qui l'aie rédigé, mais un tel article mériterait d'être publié dans un journal ouvrier, ce qui ne sera pas le cas et c'est bien dommage. Je ne me donne même pas la peine de l'envoyer à des portails qui reçoivent des dizaines ou des centaines de milliers de visites par mois pour qu'ils le publient, je n'en ai pas envie, par crainte qu'ils le rejettent, non, cela ne me dit rien, mais vous pouvez le faire à ma place si cela vous tente.

On poursuit.

Ce matin, sur les douze premières pages des titres des nouvelles internationales de Yahoo, un seul et unique article relayait cette information.

Violente charge de Vladimir Poutine contre les Etats-Unis - Reuters

Vladimir Poutine s'est livré vendredi à une violente charge contre les Etats-Unis, qu'il a accusés de menacer la sécurité internationale en voulant imposer au monde un "*diktat unilatéral*".

Le président russe a également imputé aux Occidentaux la responsabilité de la crise en Ukraine, pour avoir préféré en février dernier un "coup d'Etat" à Kiev plutôt qu'un "*dialogue civilisé*" avec Moscou.

Dans un discours de 40 minutes lors du forum annuel du "*Club de discussion Valdai*" qui réunissait experts russes et étrangers à Laura, près de Sotchi, Vladimir Poutine a démenti vouloir reconstituer l'ancien empire soviétique au détriment des pays voisins de la Russie.

Il a au contraire accusé les Etats-Unis de vouloir "*refaire le monde*" selon leurs seuls intérêts.

"*Il n'y a aucune raison de dire que la Russie cherche à recréer une sorte d'empire, qu'elle empiète sur la souveraineté de ses voisins*", a-t-il lancé, le visage grave.

Il a rappelé les conflits en Irak, en Libye et en Syrie, en demandant à son auditoire si la politique de Washington avait ainsi renforcé la démocratie et la paix. "*Non ! Le diktat unilatéral, la volonté d'imposer (à tous) ses propres règles ont l'effet exactement inverse !*"

C'est l'un des discours les plus violemment hostiles à l'Occident jamais prononcé par Vladimir Poutine. En 2007, à Munich, il avait déjà dénoncé la vision "*unipolaire*" du monde des Américains.

A propos de l'Ukraine, il a une nouvelle fois accusé les gouvernements occidentaux d'avoir aidé les insurgés de Maïdan, en février dernier, à mener un "*coup d'Etat*" qui a chassé du pouvoir le président Viktor Ianoukovitch.

"*Personne n'a voulu nous écouter, personne n'a voulu nous parler*", a-t-il déploré.

"*Au lieu d'engager un dialogue certes difficile mais - je le souligne - civilisé, ils ont provoqué un coup d'Etat. Ils ont jeté le pays dans le chaos, provoqué son effondrement économique et social et une guerre civile qui a entraîné des pertes énormes.*"

Evoquant les sanctions américaines et européennes contre son pays, il a lancé : "*La Russie ne va rien demander à personne. La Russie se suffit à elle-même*". Reuters 24.10

Depuis je suis parvenu à mettre la main sur d'autres articles

- Poutine accuse. - french.irib.ir 24.10

"*L'Occident soutient l'infiltration des terroristes en Russie et dans les pays de l'Asie centrale*" a affirmé Poutine. L'Occident donne l'impression d'être en perpétuelle lutte contre les résultats de sa propre politique, qu'il paie au prix fort, a estimé vendredi le président russe Vladimir Poutine. "*On a parfois l'impression que nos collègues et amis ne cessent de lutter contre les résultats de leur propre politique. Ils lancent toute leur puissance pour éliminer les risques qu'ils créent eux-mêmes (Al-Qaïda, Emirat islamiste, etc. - ndlr), en le payant de plus en plus cher*", a déclaré le chef de l'Etat à Sotchi devant les participants à une réunion du Club de discussion international Valdaï.Institué en 2004, le Club de discussion international Valdaï rassemble chaque année des analystes politiques de différents pays et aborde des thèmes dont la discussion permet aux participants étrangers de mieux comprendre la Russie.french.irib.ir 24.10

- Poutine tance, violemment, le «*diktat unilatéral*» des Etats-Unis - french.irib.ir 25.10

Le président russe s'est livré, vendredi, à une violente charge contre les États-Unis, qu'il a accusés de menacer la sécurité internationale, en voulant imposer au monde un «*diktat unilatéral*». Que de vérités, dans ce discours !

Vladimir Poutine a démenti vouloir reconstituer l'ancien empire soviétique, au détriment des pays voisins de la Russie. «*Il n'y a aucune raison de dire que la Russie cherche à recréer une sorte d'empire, qu'elle empiète sur la souveraineté de ses voisins*», a lancé M. Poutine, le visage grave. Il s'exprimait, lors d'un discours de 40 minutes, à l'occasion du forum annuel du «*Club de discussion Valdaï*», qui réunissait experts russes et étrangers, à Laura, près de Sotchi.

Le chef d'État russe a rappelé les conflits, en Irak, en Libye et en Syrie, en demandant à son auditoire, si la politique de Washington avait, ainsi, renforcé la démocratie et la paix. «*Non! Le diktat unilatéral, la volonté d'imposer (à tous) ses propres règles ont l'effet exactement inverse!*»

C'est l'un des discours les plus violemment hostiles à l'Occident jamais prononcé par Vladimir Poutine. En 2007, à Munich, il avait, déjà, dénoncé la vision «unipolaire» du monde des Américains.

Selon nos informations, le président russe aurait, finalement, décidé d'aider le Donbass contre l'Ukraine. Va-t-on, finalement, vers une guerre ouverte entre Moscou et l'Occident ? french.irib.ir 25.10

- Discours anti-Empire de Poutine: le "*Financial Times*" réagit - french.irib.ir 25.10

Le "*Financial Times*" est revenu, dans son numéro de ce samedi, sur le discours aux accents, particulièrement anti-Empire de Poutine, au Club Valdaï, discours que le journal décrit comme l'un des plus importants jamais prononcés, dans le domaine de la politique étrangère.

"*Cette allocution est l'une les plus importantes jamais tenues par Poutine, depuis la Conférence sécuritaire de 2007, à Munich. A l'époque, Poutine avait surpris l'Occident par le contenu de son discours, et à l'heure qu'il est, il nous a, encore, étonné*". "*Poutine a accusé les Etats Unis d'avoir nui à l'Ordre international post-guerre froide, et mis en garde contre les tentatives US destinées à semer chaos et troubles, dans le monde, sans qu'il y ait une réelle alternative, pour le système de gouvernance international*". "*En 2007, Poutine avait accusé les Etats Unis de chercher à étendre leurs frontières, dans toutes les directions, et à définir, de la sorte, de nouvelles frontières, pour l'Europe. C'est le discours le plus anti-américain que Poutine ait jamais prononcé*", conclut le journal. french.irib.ir 25.10

En complément.

La propagande anti-russe se poursuit avec plus ou moins de succès, plutôt moins que plus.

- La Suède renonce à trouver le sous-marin infiltré dans ses eaux - Liberation.fr

- La Russie a toujours des soldats en Ukraine, affirme l'Otan - Reuters

La Russie passe à l'offensive sur tous les fronts.

- Trois banques russes déposent des recours contre les sanctions de l'UE - AFP

Le gouvernement français zélé porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

- Georges Ibrahim Abdallah, trente ans en prison en France - lefigaro.fr 24.10

Ce Libanais, fondateur d'un groupe marxiste pro-syrien et anti-israélien qui a revendiqué cinq attentats en France, avait été arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 et jugé coupable de complicité dans l'assassinat de deux diplomates. Le Liban réclame sa libération.

À son procès, à Lyon en 1986, Georges Ibrahim Abdallah est jugé coupable de complicité dans l'assassinat de deux diplomates, l'Américain Charles Ray, à Paris, et l'Israélien, Yacov Barsimentov, à Boulogne-Billancourt.

Depuis plusieurs années, Abdallah est éligible à une libération conditionnelle. Mais ses huit demandes ont été rejetées par la Cour de cassation. Une neuvième a été introduite, la décision du tribunal d'application des peines est attendue le 5 novembre. Son avocat, Me Jean-Louis Chalanset, a affirmé à l'AFP que «*les Américains partie civile s'opposent et s'opposeront toujours à*

sa libération». D'autres estiment qu'Israël exerce des pressions pour empêcher que le prisonnier Abdallah regagne son pays, le Liban.

À Beyrouth, son sort a ému et mobilisé de nombreux militants, proches de l'extrême-gauche ou d'anciens communistes, qui accusent les gouvernements français successifs d'acharnement. Régulièrement des manifestations sont même organisées devant l'ambassade de France à Beyrouth, pour réclamer sa libération. En visite officielle à Paris en février 2012, le Premier ministre libanais, Najib Mikati, avait demandé au gouvernement libanais la libération de son compatriote, qu'il avait qualifié de «*prisonnier politique*». Malgré les assurances données par Beyrouth qui garantit de le prendre en charge une fois libéré, Paris reste sourd à ses appels.

Samedi, au lendemain du trentième anniversaire de l'arrestation d'Abdel Kader Saadi - son nom de guerre - le comité de soutien à Georges Ibrahim Abdallah appelle à un «*rassemblement national*» sous les fenêtres de sa prison à Lannemezan. - lefigaro.fr 24.10

Avec en place le gouvernement le plus américain et sioniste, réactionnaire sous la Ve République, il risque de rester en prison... Et dire que j'ai dû reproduire de larges extraits d'un article du Figaro pour évoquer l'acharnement du gouvernement français contre Georges Ibrahim Abdallah!

La guerre comme si vous y étiez.

Depuis le début de la guerre contre la République arabe syrienne laïque je me tape tous les soirs ce genre d'articles, habituellement je ne les mets pas en ligne, mais là comme on approche semble-t-il du dénouement, j'ai pensé que cela valait la peine de fournir aux lecteurs un regard un peu plus proche du terrain des opérations, pour mieux cerner la situation et le rôle des différents protagonistes de cette guerre.

Les rédacteurs de ces articles sont des Iraniens francophones, excusez leurs fautes de frappe, de français ou de ponctuation, j'en corrige la plupart mais il en reste. C'est moi aussi qui réalise la mise en page ou les sauts de ligne, car leurs articles sont bâclés. L'essentiel, ce sont les infos qu'ils nous transmettent. Quand des articles relèvent visiblement de la propagande officielle iranienne, je ne les mets pas en ligne car les lecteurs ne sont pas censés s'en apercevoir ou avoir à l'esprit la position des autorités iraniennes, moi non plus parfois.

Nouvelle cargaison d'armements US, larguée pour Daesh - french.irib.ir 24.10

Après avoir largué armes et vivres, pour les terroristes de Daesh, à Kobani, cette fois, c'est, à Jaloula, en Irak, que les avions de la coalition ont largué des armes, à destination des terroristes. Selon le député irakien, Sattar Ghanam, les avions américains ont largué "*plusieurs convois d'armements*", pour "*les terroristes de Daesh, assiégés dans la région de Jaloula, dans la province de Diayla*". "*Un avion militaire, de type 341, a largué trois convois d'armements, pour les terroristes, alors qu'ils sont assiégés, par les forces populaires, et que l'étau se resserre, sans cesse, autour d'eux*". Selon le député, "*seuls, les Etats Unis, la Turquie et les autres pays de l'OTAN sont en possession de ce genre d'avion*".

Il y a, à peine, une semaine, les avions US ont largué une grande cargaison d'armes, de médicaments et de vivres, à l'adresse de Daesh, en pleine guerre contre les Kurdes syriens, à Kobani. Le Pentagone a, d'ailleurs, confirmé ce largage, prétendant qu'il s'agissait d'un erreur. Le Pentagone a aussi prétendu avoir ouvert une enquête sur cet " incident". La cargaison contenait des grenades lacrymogènes, des roquettes RPG, entre autres. Les observateurs dénoncent le jeu trouble des Etats Unis, dans ce qu'ils qualifient de lutte anti-terroriste. La stratégie américaine consiste, en effet, non pas à détruire Daesh, mais à le contrôler, de façon à ce qu'il reste constamment dans la zone des pays de la Résistance. french.irib.ir 24.10

"***Les USA soutiennent Daesh***". (Général Jazayeri) - french.irib.ir 24.10

Le commandant en chef adjoint de l'état-major iranien, le général Jazayeri, a dénoncé les Etats Unis, à titre de principal soutien en armement des terroristes de Daesh. "*La coalition anti-Daesh est un gros mensonge*", a dit le général, tout en qualifiant cette coalition de "*ridicule*". "*Nous savons tous que, depuis l'entrée en guerre de cette coalition, en Irak et en Syrie, et, surtout, dans le Nord de l'Irak, le gros des pertes et des dégâts ont été infligés aux civils syriens et irakiens, et non pas à Daesh*", a-t-il ajouté.

Le général a rappelé le largage, par les avions américains, de cargaisons d'armements, à destination des terroristes, avant d'ajouter : "*Les Etats Unis prétendent larguer, par inadvertance, ces armes, à l'adresse de Daesh. Or, il s'agit là d'une constante de la politique américaine. A chaque fois que les Etats Unis font quelque chose, ils refusent de l'assumer, ils cherchent à le démentir. Mais il est clair que cette démarche n'est pas une erreur. Les Américains ont, à dessein, largué des armes, pour les terroristes, et il n'existe aucune justification à cet état de choses*". "*Les Etats Unis ont tout fait, pour détruire l'axe de la Résistance ou le démembrer. Ils ont tout fait, pour provoquer des fissures, au sein de la Résistance. Leur scénario favori reste celui de diviser pour régner, et ce szont les pays de la région, les pays, depuis des siècles, voisins, qui font l'objet de ce maléfique scénario*".

Le général Jazayeri a, ensuite, souligné le contrôle total des Etats Unis, sur les renseignements de la quasi totalité des Etats de

la région, et, surtout, leur contrôle, sur la zone occupée par Daesh : "*Comment se fait-il que les satellites US se trompent à tel point et que les Américains confondent les combattants kurdes et les terroristes de Daesh, au point de leur larguer des armes* "? "*Les Etats Unis n'ont aucune honte; ils soutiennent les groupes terroristes, ouvertement, et les fournissent en armes en tout genre, tout en prétendant les combattre*". french.irib.ir 24.10

Le "***Tigre***" libère Morak, Assad s'approche de Raqqa - french.irib.ir 24.10

L'armée arabe syrienne a libéré la localité stratégique de Morak, dans la banlieue Nord de Hama, en infligeant des pertes considérables aux terroristes et en provoquant une vraie débandade, dans leurs rangs. Les soldats du commandant Soheil al-Hassan, alias le "*Tigre*", traquent, en ce moment, les terroristes, dans cette zone. Mais l'armée a, également, réussi à étendre son contrôle, sur la banlieue de Hassaka, et, plus précisément, sur la ville de Makhroum, sur les hauteurs de Abdel Aziz. Cette localité est l'une des bases les plus importantes de Daesh, en Syrie.

Avec ces nouvelles avancées, la donne changerait, totalement, dans la localité de Hassaka, au Nord de la Syrie. La donne va, effectivement, s'inverser, à l'avantage de l'armée syrienne, une fois, Makhroum, totalement, nettoyé. Cette ville est située à 35 kilomètres des hauteurs d'Abdel Aziz, et les Daeshistes s'y étaient retranchés. Le siège de cette zone s'était fait, dans l'objectif de surveiller de près les agissements des Daeshistes. Parallèlement à ces avancées, l'armée syrienne a procédé, dans une démarche préventive, à dresser des obstacles et des pièges, sur les axes du Sud et du Sud-Ouest de Hassaka, pour empêcher toute nouvelle infiltration. On s'attend à ce que, d'ici très prochainement, l'armée arabe syrienne s'attaque à la province de Raqqa, bastion de Daesh, et qu'elle y anéantisse à la fois Daesh et d'autres milices terroristes.

Simultanément à la progression fulgurante des forces syriennes, dans le Nord de la Syrie, celles-ci ont réussi à clouer au sol les milices terroristes, sur les axes de Kfar Batna, de Zamalka et dans d'autres localités de Douma. Les avancées de l'armée se poursuivent, dans les champs de Tal Kordi, à Ghouta-Est. french.irib.ir 24.10

Irak/Babylone: le Hezbollah lance son offensive - french.irib.ir 24.10

Les forces irakiennes, dominées par les combattants du Hezbollah d'Irak, ont lancé, ce vendredi, leur vaste offensive contre les régions du Nord de la province de Babylone. Baptisée "*Achoura*", l'offensive, selon le site Al-Masala, est destinée à "*nettoyer* " les régions du Nord de cette province de la présence des terroristes de Daesh.

Les forces de sécurité, secondées par les avions et les hélicoptères de l'Armée de l'Air, ont réussi, ce vendredi, à libérer la localité d'al- Fazeliya et d'Al-Zalouya, situées à Jaraf al-Saqar, au Nord de Babylone. Dors et déjà, des centaines de corps sont localisés, dans cette région, et les forces irakiennes traquent les terroristes et s'apprêtent à gagner le coeur de cette province. Jaraf al-Saqar est située à 60 kilomètres au Sud-Ouest de Bagdad, et il possède une population de 50.000 âmes. C'est une localité stratégique, dans la mesure où elle est située, dans le triangle sécuritaire Bagdad/Babylone/Al-Anbar/Karbala. Les combats sont d'une violence inouie et quelques 60 terroristes de Daesh ont déjà été tués. french.irib.ir 24.10

Yaalon "***humilié***" aux Etats Unis. - french.irib.ir 24.10

Les hauts responsables de la Maison Blanche ont refusé de recevoir le ministre sioniste de la Guerre, Moshé Yaalon en visite aux Etats-Unis pour le punir de s'être moqué de John Kerry. Selon Yediot Aharonot, Yaalon a été boycotté par les cadres de la Maison Blanche. L'entourage de Yaalon a toutefois essayé de justifier cette évidement humiliation en affirmant que le ministre n'avait l'intention que de rencontrer les responsables sécuritaire US et ces rencontres ont eu évidemment lieu.

Yaalon se trouve depuis mardi aux Etats-Unis pour rencontrer hagel, son homologue US, ce qui lui a été concédé à peine. Le vice-président Joe Biden, le Secrétaire d'état Kerry, la Conseillère pour la sécurité Rice ont refusé de le rencontrer. Yaalon avait qualifié Kerry de " *messianique et complexé*" en estimant que "*la seule chose qui pourrait sauver Israël de Kerry c'était le fait qu'il soit primé d'un Nobel de la paix*". french.irib.ir 24.10

Imposture. Il fallait oser le dire.

Alain Minc : "*L'Europe est une réussite exceptionnelle : nous en avons fait l'endroit au monde où les valeurs démocratiques et libérales sont les plus respectées*" - Atlantico.fr 24.10

L'Europe avec ses 25 à 30 millions de chômeurs, ses inégalités sociales croissantes, qui soutient le régime néonazi de Kiev mis en place par un coup d'Etat orchestré par l'Otan et l'UE appuyé par des milices fascistes qui sèment la terreur, une "*réussite exceptionnelle*" la destruction d'un tiers de l'Ukraine et le bombardement de sa population, sans doute un acte hautement "*démocratique*".

Où est l'escroquerie dans ce qu'il dit ici, c'est facile, démocratie et libéralisme ou plutôt néolibéralisme sont incompatibles. Et pourquoi sont-ils incompatibles ? Qu'incarnent la démocratie et le néolibéralisme ? La politique ou la reconnaissance de

l'existence des différentes classes sociales, de la lutte des classes et l'économie ou le pouvoir économique. Or c'est celui qui détient le pouvoir économique qui impose sa version de la démocratie, dont le contenu varie dans le temps en fonction de la situation dans laquelle se trouve le système capitaliste.

Or depuis quarante ans au moins il est entré dans une phase de crise permanente, accélérée par la financiarisation à outrance de l'économie qui correspond à une domination sans partage du pouvoir politique par la couche supérieure du capitalisme formée par son oligarchie financière qui concentre le pouvoir économique à travers les banques centrales qu'elle contrôle, et à laquelle toutes les autres couches du capitalisme, toutes les classes de la société à l'échelle mondiale doivent se soumettre.

Dans ces conditions, la démocratie est amenée à disparaître ou elle a déjà totalement disparu, puisqu'il n'y a plus de place pour l'expression ou la représentation politique des autres classes en dehors de celle qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière. C'est la raison pour laquelle tous les partis institutionnels sont amenés à adhérer à l'idéologie néolibérale, à l'intégrer à des degrés divers dans leurs discours tout en y étant totalement soumis, puisqu'aucun n'entend affronter directement l'oligarchie financière, ce qui nécessiterait d'en appeler à la mobilisation des masses exploitées.

Le développement démographique exponentiel depuis le milieu du XXe siècle jusqu'à nos jours, période au cours de laquelle la population mondiale à plus que doublée passant de 3 à plus de 7,2 milliards d'habitants, a engendré autant de besoins (et aspirations) en tous genres plus nombreux qu'autrefois à satisfaire dans des proportions gigantesques à l'échelle mondiale, qui certes ont eu pour pendant le développement des forces productives et l'élévation de la production de richesses, sans pour autant que ces besoins soient satisfaits ou que tous les peuples accèdent au marché, à un niveau de vie comparable à celui des populations des pays les plus industrialisés ou les plus riches, parce que dans le même temps les contradictions inhérentes aux lois de fonctionnement du système économique capitaliste se traduisaient par une nouvelle concentration du capital, qui ne pouvait être que le produit de la concentration des richesses dans des proportions encore plus phénoménales que dans le passé entre les mains d'une infime minorité d'oligarques ou de banquiers, au détriment de l'immense majorité de la population dont de ce fait les besoins matériels ou sociaux ne pourraient pas être satisfaits, et pas davantage leurs aspirations à la démocratie ou à davantage de justice, de liberté.

Ce sont les quelque 5 milliards d'hommes et de femmes appartenant au prolétariat mondial dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits ou qui aspirent à des conditions de vie meilleures et à la démocratie, qui constituent aujourd'hui la plus grande menace pour le capitalisme mondial, car leur capacité à endurer des sacrifices et milles autres souffrances ainsi que leur patience ont des limites. C'est donc ce qui incarne le fondement du capitalisme qui risque de s'effondrer et de l'emporter si ces énormes masses d'exploitées venaient à se soulever partout dans le monde, qui représente la plus grande menace pour sa survie, tandis que le processus menant à la concentration des richesses entre quelques dizaines de millions de nantis (soit moins de 1% de la population mondiale) va encore s'accélérer rendant un peu plus chaque jour insupportable ou explosive cette contradiction qui trouvera son dénouement dans un gigantesque affrontement entre les classes, si prématurément en désespoir de cause ou pour garder la main les dirigeants du vieux monde n'optent pas pour une nouvelle guerre mondiale.

En résumé, il paraît improbable, pour ne pas dire impossible, que la situation que nous venons de décrire avec les tensions extraordinaires qu'elle renferme dure indéfiniment ou s'éternise, il faut prévoir qu'à brève échéance le prolétariat mondial va chercher la voie de l'affrontement avec le capitalisme et ses représentants, à nous de tout faire pour l'y préparer et à nous y préparer, en construisant le parti et l'Internationale socialiste révolutionnaire.

On continuera peut-être demain si j'ai le temps et si cela présente un intérêt, car je n'ai pas lu la suite de ce long article.

ACTUALITE EN TITRES

Par décret royal.

- Syrie : pour les Américains, Kobané n'est plus sur le point de tomber - LePoint.fr

- Ebola: L'OMS pourrait déclarer la fin de l'épidémie en novembre en RDC - 20minutes.fr

Ils fabriquent les présidents comme le FBI et la CIA fabriquent les terroristes.

- Le meilleur candidat du Parti socialiste pour la présidentielle est Manuel Valls. - 20minutes.fr

- Scotland Yard indemnise trente ans plus tard une activiste mise enceinte pas un agent infiltré - Francetv info

Que ses partisans se rassurent, il est à 4% et il bouge encore.

- François Hollande n'a pas dit son dernier mot, assure Cambadélis - Reuters

- Présidentielle 2017: 4% des Français estiment que Hollande serait le meilleur candidat du PS - 20minutes.fr

Pas de bol, les fossoyeurs en chef du socialisme continueront de sévir !

- Changement de nom du PS: c'est non pour sept sympathisants socialistes sur dix - AFP

- François Lamy : « *Pas certain* » que les propos de Valls « *permettent de rassembler* » la majorité Public - Sénat

- Le Guen (PS): Valls "*n'a pas de leçon de socialisme à recevoir de qui que ce soit*" - AFP

Comme quoi ils y tiennent vraiment, qui, pardi la réaction ! (mais pas seulement...)

- Cambadélis, l'homme qui doit sauver la vieille maison socialiste - Slate.fr

- Cambadélis : "*PS, cela veut dire Parti socialiste... et pas PlayStation*" - L'obs

Elle joue encore, persone n'a pensé à la débrancher ?

- La ministre Lebranchu atterrée par l'ambiance globale au PS - AFP

Paranoïa aiguë alimentée par l'Etat et ses relais des médias.

- Tourisme: Fabius s'explique sur la notion de "*vigilance renforcée*" - AFP

- "*Si je croise un clown, je fais le 17 !*", recommande la police - Francetv info

Même le pédalo ?

- Ebola: Hollande annonce l'extension des contrôles par la France à "*tous les modes de transports*" - AFP

Quand on vous dit que les hommes ne peuvent pas se passer des femmes. La preuve.

- Atteinte d'Alzheimer, une nonagénaire violée par un homme de 76 ans - Francetv info

Dans une salle de bains en plus, il a dû vouloir s'assurer qu'elle était propre sous elle, il est vrai qu'à cet âge il arrive qu'on s'oublie...

Avec tout le respect que l'on doit à mémé, on déconne parce qu'on ne peut pas encadrer les féministes. A mon âge je peux me le permettre. Les jeunes feraient bien de respecter les vieux, les vieux cons si ces jeunes cons préfèrent.

On est bourré de principes, mais on a l'esprit assez souple, disons qu'on a été jeune un jour et qu'on ne l'a pas oublié, cela dit la première chose à enseigner à un gosse, c'est le respect des autres, des animaux, de la nature, s'ils veulent que plus tard on les respecte.

Vivre dans une société ou personne ne respecte personne ou rien, c'est la jungle, vous y venez malheureusement en France, en Inde on y est habitué et c'est très difficile à vivre. En réalité on ne s'y habitue jamais, même quand on a connu que cela, les Indiens en ont conscience malgré tout, je tiens cela des témoignages parmi mon entourage ou des Indiens que j'ai questionnés pour avoir leur avis. Les gens en arrivent à manquer de respect aux autres pour ne pas dépareiller, respecter les autres est une faiblesse, une marque de soumission dans une société fortement hiérarchisée par le système de castes, moins de nos jours, et encore, c'est l'argent ou le statut social qui va avec qui prend le relais, du coup seuls les riches ou les puissants méritent d'être respectés alors que ce devrait être l'inverse...

Stratégie du chaos et de la guerre.

- New York: attaque terroriste à la hachette jeudi contre des policiers - AFP

- Fusillade meurtrière dans un lycée des environs de Seattle - Reuters

- Au moins 28 morts dans des attaques dans le Sinaï, en Egypte - Reuters

- L'armée s'empare d'un camp islamiste à Benghazi en Libye - Reuters

- Combats de rue et tension à Jérusalem et en Cisjordanie - LeMonde.fr

- Tunisie: six morts lors d'un assaut contre un groupe armé - AFP

- La France "*renforce*" son action dans le nord du Mali - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur système mafieux.

Allemagne - Deutsche Bank paierait un milliard d'euros dans le dossier Libor - Reuters

Japon - A Fukushima, des actions à réactions - Liberation.fr

Le nouveau ministre japonais de l'Industrie, Yoichi Miyazawa, a reconnu posséder 600 actions de la compagnie d'électricité Tepco, gérante de la centrale nucléaire de Fukushima, un dossier que supervise justement le très puissant Meti (ministère de l'Industrie). Or, c'est lui qui supervise les suites de la catastrophe de mars 2011 et qui pousse pour que redémarrent les réacteurs des autres centrales. Une relance dans l'intérêt financier des actionnaires de Tepco qui entend réduire sa facture d'hydrocarbures, nécessaires pour faire tourner les centrales thermiques.

Cette révélation intervient après que Miyazawa a reconnu avoir fréquenté un bar sado-maso de Hiroshima. Deux ministres (celle de l'Industrie, Yuko Obuchi, et celle de la Justice, Midori Matsushima) ont déjà dû démissionner lundi pour des histoires d'argent mal dépensé, moins de deux mois après leur entrée dans le nouveau gouvernement du conservateur Shinzo Abe. Liberation.fr 24.10

France - Dix-huit mois avec sursis requis contre l'ex-patron du PS girondin - LeMonde.fr

Leur société antisociale.

Le CDD a la cote - Francetv info

Dans ce centre d'appels, les derniers arrivants ont tous signé un CDD. Ludovic Hersent en fait partie. Depuis maintenant trois ans, il enchaîne les contrats précaires, il n'est plus étonné de la pratique : "*Cela fait plusieurs années que je suis comme ça donc je me suis un petit peu formalisé*".

Depuis trois ans, cette logique s'est généralisée, le recours aux CDD ne cesse d'augmenter en France. Pire, le nombre de contrats de moins d'un mois a augmenté de 230% en 10 ans. Francetv info 24.10

Chômage : +19 200 demandeurs d'emploi en septembre - Francetv info

Depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée en mai 2012, cela fait 508 600 demandeurs d'emploi en plus. Francetv info 24.10

Comment masquer la hausse du chômage dans les mois à venir?

- Le gouvernement va créer 50.000 nouveaux emplois aidés - L'obs

Loire-Atlantique : séminaire de luxe pour des cadres de Pôle emploi - Francetv info

Selon Ouest France, vendredi 24 octobre. Treize chambres ont été réservées pour une nuit, "*dont plusieurs suites*".

Le séminaire a duré au total un jour et demi. Sur le site de l'établissement, le forfait "*séminaire*" en pension complète (restaurant deux étoiles au guide Michelin) est affiché "*à partir de 290 euros par personne*". "*Un tarif ensuite négocié*", assure Pôle emploi au quotidien régional, sans pour autant en donner le montant. Francetv info 24.10

D'un coup de baguette magique.

- Vallaud-Belkacem fait disparaître les non remplacements de profs - Liberation.fr

«*Je vous assure qu'en Seine-Saint-Denis comme ailleurs, nous veillons à ce que tous les enseignants absents soient remplacés.*» Liberation.fr 24.10

Qui conspire ? 4%. Dans les soupirails du régime.

L'éphémère locataire du Château reçoit une lettre. Il prend soin de la décacheter à l'abri des regards des curieux, puis il en parcourt rapidement le contenu que manifestement il connaissait déjà, et déclare à la cour qu'elle est "très banale" au point de ne pas mériter d'être portée à la connaissance de ses sujets, en réalité afin de ne pas contrarier son expéditeur pour lequel son excellence a le plus grand respect ou dont il est l'obligé (la Commission européenne) .

Un des membres influents de la cour (Sapin) chargé de veiller à la tranquilité de son souverain ou qui lui sert de tuteur, s'empresse de déclarer aux bouffons qui s'agitaient autour de lui, après en avoir pris connaissance à son tour qu'il n'y avait "*rien de neuf*" dans cette lettre, "*qui ne présente absolument aucun intérêt pour personne*", à croire que son expéditeur s'était trompé de destinataire ou n'avait pas toute sa tête au moment de l'envoyer.

Le hasard faisant bien les choses parfois, à moins que ce fut une heureuse coïncidence, à peine quelques heures plus tard sa majesté devait se rendre au quartier général de l'empire (Bruxelles) pour y rencontrer l'auteur de cette missive à la fois courtoise et incisive, et s'entretenir avec lui (Barosso) sur la suite à lui donner. Car aussi insignifiante qu'elle put paraître en apparence, elle comportait un rappel lui intimant l'ordre de se conformer aux instructions qui lui avaient été transmis plus tôt ou dont il avait parfaitement connaissance, et de préciser comment il comptait s'y prendre pour les appliquer à la lettre dans les plus bref délais pour ne pas s'attirer le courroux du grand magistère, sachant que depuis un an ce dernier dispose d'un droit de regard sur le projet de budget du royaume qu'il peut "*valider*" s'il lui convient ou le retoquer s'il estimait qu'il s'avérait non confome à ses recommandations qui ont valeur d'ordres.

Aux dernières nouvelles, le petit monarque dans ses souliers fit savoir promptement à son hôte qu'il s'engageait à respecter tous les engagements qu'il avait pris envers lui, ce dont il sembla n'avoir jamais douté un instant tant son autorité est redoutée à travers tout le royaume (l'UE).

Hollande est emprunté, mal conseiller ou particulièrement médiocre, peut-être les trois à la fois, il multiplie les bourdes au point de se faire de nombreux ennemis dans son propre camp ou parmi ceux qui étaient prêts à le ménager et qui vont jusqu'à réclamer sa tête.

François Hollande avait tenté de calmer le jeu et de minimiser la portée de cette lettre mais il semble que ce soit raté. "*Je ne sais si il existait une bonne stratégie pour que cette lettre passe inaperçue mais ce qui est sûr, c'est que c'est l'effet inverse qui s'est produit. Depuis hier, François Hollande a répété que cette lettre était banale, qu'il est tout à fait normal qu'il y ait un dialogue entre Paris et Bruxelles*", explique le journaliste François Beaudonnet.

Mais en voulant le cacher, à la différence de l'Italie qui l'a rendu public avec grand fracas, "*ce courrier est devenu une bombe politique. Cette lettre fige les positions de Paris et Bruxelles dans une guerre de tranchée*", analyse François Beaudonnet.

"*Jusqu'à aujourd'hui, ni la Commission européenne, ni la France n'avait intérêt à aller au conflit. Et bien, ce soir, les choses ont changé*", explique le journaliste. "*Mais à force de répéter que Paris ne fera pas d'efforts supplémentaires, François Hollande va peut-être obliger Bruxelles à rendre un verdict beaucoup plus dur que ce qu'elle aurait souhaité*", ajoute-t-il. Francetv info 24.10

Gouverner devient un exercice périlleux.

- Hollande sommé par Bruxelles de préciser un budget contesté par sa majorité - AFP

- Hollande pris en étau entre Bruxelles et une partie de sa majorité - LeFigaro.fr

- Budget de la France : cinq députés PS exigent la publication de la lettre envoyée par Bruxelles - LePoint.fr

Leur véritable motivation : ne pas en rajouter à l'" *euroscepticisme croissant*", ils volent au secours de Bruxelles...

- Marché du travail: Laurent Berger (CFDT) rejette toute nouvelle réforme AFP

- Christian Noyer : "*la France ne va pas bien car elle a pris du retard dans la mise en place des réformes structurelles*" - Atlantico.fr

D'autres adoptent l'offensive pour masquer leur servilité envers l'UE.

- Budget: Renzi attaque Bruxelles. - L'Express.fr

D'autres encore ruent carrément dans les brancards.

- Cameron refuse de payer 2,1 milliards d'euros réclamés par l'UE - Reuters

Le Premier ministre britannique David Cameron a déclaré vendredi que le Royaume-Uni ne paierait pas la contribution supplémentaire de 2,1 milliards d'euros au budget de l'Union européenne qui lui est demandé, qualifiant la demande des Vingt-Huit d'"*absolument inacceptable*". Reuters 24.10

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Pékin signe avec 20 pays pour établir une banque régionale en Asie - LeMonde.fr 24.10

La Chine et vingt autres pays ont signé vendredi 24 octobre un protocole d'accord visant à établir en Asie une banque régionale, conçue comme un contrepoids à la Banque mondiale ou à la Banque asiatique de développement.

Les médias chinois évoquent un capital initial de 50 milliards de dollars. L'institution, dont Pékin est l'initiateur et pourrait être le principal bailleur de fonds, est destinée à répondre aux besoins croissants d'infrastructures, s'agissant de transports, de barrages, de ports et autres dans la région.

« *Nous devons étudier les bonnes pratiques adoptées par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et autres institutions multilatérales de développement* », a précisé le président chinois, Xi Jinping, plaidant pour avoir avec elles « *des échanges très interactifs et très significatifs* ».

Les pays signataires, qui comprennent notamment l'Inde, Singapour, le Kazakhstan et le Qatar, négocieront les détails du fonctionnement de cette « *Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures* » (AIIB) dans les prochains mois, avec l'objectif d'achever ces discussions d'ici à fin 2015, a assuré le ministère des finances singapourien.

Outre les Etats déjà nommés, sont également inclus la Birmanie, la Mongolie, la Malaisie, le Laos, le Koweït, le Cambodge, Brunei, le Bangladesh, le Népal, Oman, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, l'Ouzbékistan et le Vietnam. Des géants économiques asiatiques comme le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie manquaient cependant à l'appel, tout comme l'Australie. LeMonde.fr 24.10

Le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Australie sont inféodés aux Américains...

Haut de page

Le 26 octobre 2014

CAUSERIE

12e jour de pluie essentiellement la nuit, toute la nuit, moins le jour, ici à Pondichéry.

18 nouveaux articles ont été ajoutés ce matin, après les avoir parcourus rapidement, la plupart ou tous sont riches en informations et enseignements.

J'ai encore bossé comme un dingue aujourd'hui, ce n'est pas sérieux.

Propagande et conditionnement. Désinformation.

Les sondages, de qui, des Français, lesquels, c'est qui ?

Ceux qui sont servis par le régime, les nantis en tous genres, les masses ignorantes, dépourvues de conscience de classe et de ce fait manipulables, facile à influencer, à orienter, conditionner, endoctriner ?

Quelle légitimité ont-ils ? Aucune en dehors de celle que les instituts de sondages leur accordent

Mais tout le monde a le droit de s'exprimer tout de même ? Evidemment, à condition cependant de savoir de quoi on parle pour que cela vaille le coup d'être rendu public. Or, c'est rarement le cas et tout le problème est là, ce qui devrait demeurer un avis confidentiel ou ne pas dépasser le cercle particulier de votre entourage parce que cela ne présente pas d'intérêt au delà, prend soudain une dimension générique, nationale, qui vous dépasse, dont vous ne mesurez pas la portée, elle est là la manipulation, car vous ne maîtrisez pas l'emploi qui en fait, à votre insu.

Déstabilisation de la Chine par les Etats-Unis.

- Parapluie contre matraque : les manifs de Hong Kong en jeu vidéo - Francetv info 25.10.2014

Pour en savoir plus.

L'échec de la prière "*révolution colorée*" - Tienanmen, 20 ans après - Réseau Voltaire 09.06.2009
http://www.voltairenet.org/article160446.html

Ou encore.

- Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie ». (mondialisation.ca) (23.10.14)

Populisme. Chasse aux sorcières.

La chasse aux sorcières est une spécialité de l'extrême droite relayée de nos jours par les gauchistes, la pseudo-gauche et extrême gauche.

- Gilles Carrez (UMP) risque un redressement fiscal pour non paiement de l'ISF - AFP

Dans des déclarations à Médiapart, confirmées à l'AFP, Gilles Carrez assure être "*complètement de bonne foi*", et ajoute qu'il ne savait pas que l'abattement de 30% ne s'appliquait pas lorsque le bien était détenu via une SCI. "*Ce sont des sujets qui ne sont pas directement dans la loi mais qui relèvent de son interprétation*", a-t-il dit à l'AFP, pour expliquer son ignorance.

Il entend faire valoir qu'une partie de la maison est occupée par la pharmacie de sa femme, "*un bien professionnel qui n'a pas à rentrer dans l'ISF*". "*Nous sommes en SCI, ma femme et moi, justement à cause de la pharmacie*", a-t-il précisé.

Mais, déclare-t-il, si malgré tout, "*les services fiscaux estiment que je dois basculer dans l?ISF, je ne vais pas discuter*", dit-il. "*Je vais l'appliquer, je ne saisirai pas la juridiction administrative. Ce n'est pas un drame*". AFP 25.10

Il est sans doute de bonne foi, mais se retrouve immédiatement l'objet d'un lynchage médiatique abjecte.

On va finir par renommer Médiapart, Merdiapart, il faut bien vivre et chacun veut sa part du butin pestilentiel du régime entré en putréfaction, quitte à en rajouter si nécessaire, faire en sorte qu'un non-événement en devienne un et qu'il soit rentable (financièrement parler) de l'exploiter. Au besoin on en invente. C'est à croire que cet argent récupéré par l'Etat serait redistribué à certaines couches de privilégiés dont celle à laquelle appartiennent les dirigeants de Médiapart, éventuellement sous forme de subventions à la presse, y compris celle dite faussement indépendante.

Dans tous les discours de l'extrême droite en France et dans le monde on retrouve cet argument, qui sous couvert de dénoncer la corruption qui sévit dans les partis et les institutions, sert à se donner une image d'honnêteté irréprochable pour s'attirer la sympathie ou le suffrage de la population... avant de s'attaquer au mouvement ouvrier qui est son véritable ennemi.

Dans une interview donné au Figaro (à lire plus loin), Iouri Mindiouk, chef de la branche politique du Secteur droit, parti

nationaliste néonazi ukrainien, n'a pas manqué d'employer cet argument pour justifier les agissements de sa milice fasciste.

La coïncidence de trop.

- Canada : Campagne de peur - Julie Lévesque - mondialisation.ca 25.10

Extrait - ... de nouvelles informations ont émergé et nous les portons à votre attention, avant de les étudier de plus près dans un prochain article. Celles-ci portent à croire que les autorités étaient possiblement au courant des deux attaques survenues cette semaine : les autorités policières et les services de renseignement on fait des simulations d'attaques ce mois-ci. Le scénario impliquait une attaque au Québec, suivie d'une attaque dans une autre ville canadienne.

Ces exercices suivis d'une attaque réelle et semblable au scénario des exercices ne sont pas sans rappeler les attaques du 11-Septembre 2001 à New York et celles de Londres en 2005, durant lesquels des exercices avaient lieu au même moment. Dans les deux cas, les scénarios étaient identiques aux attaques, soit des avions piratés percutant des édifices et une attaque terroriste dans le métro de Londres.

Par ailleurs, le chef du Nouveau parti démocratique, Thomas Mulcair, s'est dit préoccupé par le fait que bien avant que les autorités policières ne rapportent l'incident de Saint-Jean-sur-Richelieu, un député d'arrière-banc ait demandé au premier ministre Harper de faire le point sur « *une possible attaque terroriste contre deux membres des Forces armées canadiennes, près de Saint-Jean-sur-Richelieu* ». mondialisation.ca 25.10

Ce qu'elle suggère, c'est que les auteurs de ces attaques y ont été encouragés et que les autorités étaient informées de leurs intentions. Ils les ont laissé passer à l'action pour ensuite en tirer profit sur le plan politique, en l'occurrence pour persuader les Canadiens du bien-fondé de l'engagement du gouvernement en Irak et en Syrie au côté des Américains et leur coalition.

Lors de l'attentat de Boston l'année dernière, exactement le même scénario. Cela fait beaucoup de coïncidences, non ?

Une vidéo.

Richard Gage on C-SPAN - sous-titres français

Le fondateur de AE9/11Truth, Richard Gage, invité du Washington Journal sur C-SPAN le 1er août 2014, montre que le bâtiment 7 du WTC a été soumis à une démolition contrôlée le 11 septembre 2001.

http://www.youtube.com/watch?v=1pp1bc9agzQ

ACTUALITÉ DU JOUR

Social

France. Manifestation de soutien aux salariés de Fenwal à La Châtre (Indre) - Francetv info

Il y avait plus de manifestants que d'habitants. Plus de 6000 personnes ont manifesté samedi 25 octobre pour protester contre la suppression annoncée de 338 emplois sur 461, en raison de l'arrêt de la production de poches de transfusion sanguine par le géant allemand Fenwall.

"*On ira jusqu'au bout, on ira manifester en Allemagne, on ne va pas baisser les bras, on a encore vu qu'on avait le soutien de la population, c'est super*", a déclaré le porte-parole du collectif de soutien Etienne Aujard.

Union politique également dans les rangs du cortège. "*On trouve que c'est une injustice incroyable*", déclare François Lanaud maire adjoint de Saint-Amand-Montrond. "*Quand on est un groupe qui fait un milliard de bénéfice net on ne jette pas à la porte 338 salariés qui en plus ont construit au fil des ans leur réputation d'excellence et de savoir-faire*". Francetv info 25.10

Italie: grande manifestation à Rome contre la réforme du travail - AFP

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Rome pour dénoncer le projet de réforme du marché du travail de Matteo Renzi et rappeler au bouillonnant chef du gouvernement qu'il devait compter avec les syndicats.

Selon les organisateurs, la manifestation à l'appel de la CGIL, le principal syndicat du pays, a mobilisé un million de personnes. Les forces de l'ordre n'ont pour leur part fourni aucune estimation.

Pour encourager les embauches afin de lutter contre le chômage, le gouvernement Renzi prévoit de faciliter les licenciements et de réduire les droits et protections des salariés dans leurs premières années de contrat.

Le projet de loi de cette réforme centrale pour le gouvernement, appelé "*Jobs Act*", a été approuvé le 9 octobre par le Sénat -- le gouvernement avait posé pour cela la question de confiance -- et doit encore recevoir le feu vert de la Chambre des députés.

"*Nous voulons du travail pour tout le monde, et du travail avec des droits. Nous manifestons pour ceux qui n'ont pas de travail, pas de droits, ceux qui souffrent, ceux qui n'ont aucune certitude pour l'avenir*", a déclaré à la foule Susanna Camusso, secrétaire générale de la CGIL.

"*Nous sommes ici et nous n'allons pas en partir. Nous allons faire grève, et nous allons mobiliser nos forces pour nous battre afin de changer les politiques du gouvernement*", a-t-elle ajouté en annonçant une nouvelle manifestation le 8 novembre.

En tête des cortèges qui ont sillonné la capitale italienne dans la matinée, des milliers de jeunes venus de tout le pays ont brandi les drapeaux rouges de la CGIL, en chantant l'hymne national.

Le chômage des jeunes est actuellement de 44% en Italie, et la plupart des premiers emplois restent précaires.

"*Nous sommes ici pour dire que l'insécurité de l'emploi n'est pas notre destin. Nous voulons des investissements dans l'avenir*", a lancé à la foule un jeune armé d'un mégaphone.

"*Nous n'avons pas l'intention d'abandonner. Renzi doit savoir que pour changer le pays, il a besoin de nous, ceux qui sont dans les rues de Rome aujourd'hui*", a insisté Maurizio Landini, responsable du syndicat FIOM, qui avait relayé l'appel de la CGIL.

Même s'il n'est pas rare de voir les Italiens descendre dans les rues pour faire entendre leur mécontentement, c'est la première fois qu'une manifestation si massive est tournée contre le Parti démocrate (centre gauche) de M. Renzi, historiquement lié aux syndicats.

Le parti lui-même est divisé sur les mesures proposées, en particulier sur une éventuelle refonte de l'article 18 du code du travail -- un symbole social très fort en Italie -- qui protège des licenciements abusifs.

Même si l'essentiel n'est pas dans le texte de loi mais dans les décrets d'applications qui suivront, beaucoup de voix au sein des syndicats et de la gauche accusent M. Renzi de chercher à brader les droits des salariés.

Et alors que le chef du gouvernement était samedi à Florence pour la "*Leopolda*", une réunion annuelle qu'il a instaurée en 2009 pour inviter responsables et public à dialoguer de l'avenir du pays, plusieurs "frondeurs" du PD ont choisi de défiler à Rome.

"*J'ai un grand respect pour cette manifestation*", avait déclaré M. Renzi avant le rassemblement, "mais l'époque où une manifestation pouvait bloquer le gouvernement et le pays est révolue".

M. Renzi table en effet sur la crédibilité de son programme de réforme pour essayer de faire passer auprès de Bruxelles un projet de budget plus expansif que prévu, alors que le pays s'attend à une nouvelle année de récession en 2014 et que le ratio dette publique/PIB devrait dépasser 133% en 2015. AFP 25.10

La stratégie néolibérale à l'oeuvre tout azimut.

1- Quand Le Figaro renoue avec le glorieux passé de ses propriétaires successifs. Parole à un milicien nationaliste néonazi.

Comment faire en sorte que les idées de l'extrême se propagent au sein de la population, comment faire en sorte qu'elle les adopte, bref, comment légitimer l'extrême droite. ? Le nervi et chef de la branche politique du Secteur droit, Iouri Mindiouk, a sa petite idée : "*L'important est qu'on puisse parler et débattre de nos idées radicales.*". Le Figaro vous ouvre gracieusement ses colonnes, comme dans le bon vieux temps. Décryptage.

- Les idées nationalistes du Secteur droit prospèrent en Ukraine - LeFigaro.fr 25.10

Interview - Iouri Mindiouk, chef de la branche politique de ce groupe d'extrême-droite, dont les thèses se sont enracinées dans le

pays, prône une extrême vigilance face à l'attitude de la Russie dans l'est du pays.

(Dès l'introduction on s'aperçoit que cette milice fasciste partage les mêmes préoccupations que Washington et ses alliés occidentaux et le même ennemi, la Russie, comme quoi les grands esprits se rencontrent et finalement l'extrême droite n'est pas forcément ce qu'on croit ou n'a pas que des mauvaises idées ou intentions, c'est ce qu'est censé inculqué aux lecteurs Le Figaro.

Quand certains dans les rangs du mouvement ouvrier tiennent absolument à décrire la droite et l'extrême droite comme deux courants politiques qui poursuivraient des objectifs distincts ou particuliers, nous avons ici la démontration du contraire, seules leurs méthodes varient, ajoutons les apparences trompeuses. Qu'il ne faille pas les confondre, c'est une chose, mais prétendre qu'ils ne seraient pas complémentaires et ne partageraient pas la même idéologie est une escroquerie politique.
Rappelons qu'autrefois de Gaulle a réhabilité des gens (militants, miliciens, militaires) de droite passés à l'extrême droite pendant la guerre ou lors de la guerre d'Algérie jusqu'à nommer un ex-légionnaire Premier ministre, Pierre Mesmer, la plupart de ses collaborateurs et des préfets qu'il nommera auront été des collaborateurs de Vichy, sans que la droite ne s'en offusque. - ndlr)

Bien qu'il présente officiellement des dizaines de candidats aux élections parlementaires, le groupe d'extrême-droite «Pravy Sektor» (Secteur droit) a gardé des habitudes de la clandestinité. (C'est la condition pour continuer de se livrer à des activités illégales et commettre des crimes en toute impunité, sans que le gouvernement qui en est le complice ne soit inquiété, ils se couvrent ainsi mutuellement. - ndlr)

À l'entrée des bureaux de l'organisation, à Kiev, non signalés, un gardien soupçonneux surveille les allées et venues. Sur la table de Iouri Mindiouk, le responsable de l'aile politique de Pravy Sektor, trône une photo du héros nationaliste Stepan Bandera. Ce dernier est accusé d'avoir collaboré avec les Nazis durant la Seconde Guerre mondiale afin de défendre l'indépendance de l'Ukraine, contre la Russie. (Il ne s'agit pas d'une simple accusation qui pourrait faire l'objet d'une controverse ou dont les fondements pourraient être douteux, mais d'un fait avéré et vérifiable, de plus les nervis de cette milice à ce point nostalgique ou le revendiquant n'hésitent pas à arborer les insignes nazis. La présentation qui est faite ici de Bandera par Le Figaro relève du négationnisme et n'a rien à envier à Le Pen et consort. - ndlr)

À Moscou, encore aujourd'hui, le nom de Pravy Sektor, qui s'est particulièrement illustré par ses coups de force (Passages à tabac, assassinats pour être plus précis. - ndlr) durant la révolution de Maïdan (Rectifions, coup d'Etat de l'Otan. - ndlr) , évoque la figure du diable (Exactement comme le font les néoconservateurs ou néolibéraux américains et leurs médias à propos de Poutine ou de la Russie. - ndlr), et permet d'alimenter la thèse russe de la présence d'une «*junte fasciste*» à Kiev ("*Thèse russe*", phraséologie destinée à influencer les lecteurs et leur suggérer qu'ils seraient en présence d'une théorie du complot fabriquée par les Russes, histoire de laver le gouvernement de Kiev de toute accusation de collusion avec des milices fascistes, à l'heure où certains de ces membres en font partie. Pour que Le Figaro, la droite officielle en France et le gouvernement soutiennent le gouvernement néonazi de Kiev, il faut en faire une présentation acceptable ou déformer la réalité. - ndlr) . Si les scores électoraux de Pravy Sektor restent marginaux, les idées radicales que le groupe défend se sont enracinées dans le paysage politique ukrainien. (Cela reste à vérifier, c'est Le Figaro qui l'affirme. Idées racistes, antisémites, xénophobes pour être plus précis, conforment sur le plan économique aux recommandations du FMI notamment (Il faut libérer l'initiative privée, (...) libérer également l'homme de la bureaucratie, baisser les impôts et améliorer le climat d'investissement. - Iouri Mindiouk) . - ndlr)

Le Figaro a visé juste, tous les commentaires qui figuraient ce matin à la suite de cet article étaient de facture d'extrême droite, bravo, mission accomplie !

Émile Gaboriau, auteur d'un ouvrage sur les premiers « Figaro » en 1861 : "*Un jour il ne donne plus juste la note de l'opinion, de ce moment il est perdu*", réservons cette appréciation à ses lecteurs qui flirtent avec l'extrême droite...

Le Figaro et son histoire. (Wikipedia.org)

Lors de la Commune de Paris, le journal prend position contre celle-ci. Il est le premier journal supprimé par la Commune, mais reprend ses publications lorsque celle-ci est finalement vaincue. Le Figaro se crée ainsi un public d'aristocrates et de bourgeois. Il s'affirme comme « *conservateur-monarchique* ».

En 1922, le journal est racheté par le parfumeur François Coty .

La politique devient le sujet principal. Thuriféraire du fascisme mussolinien et antisémite notoire, le parfumeur Coty fait mener dans son journal des campagnes contre les impôts, la franc-maçonnerie et le communisme international. Le ton populiste proche de l'extrême droite et antiparlementaire des années Coty font perdre au journal les trois quarts de ses lecteurs (en 1932, la diffusion est tombée à 10 000 exemplaires).

Le journal un temps compromis par les sympathies fascistes de François Coty retrouve une brillante équipe de rédacteurs à partir de 1935.

Cependant, le Figaro ne retrouve pas politiquement une ligne modérée. Lucien Romier conservant au journal un ton antiparlementaire, très hostile au Front populaire et épousant les positions du maréchal Pétain (dont il sera ministre à Vichy). Ainsi le 28 septembre 1936, à la une du journal, les prises de position éditoriales sont sans ambiguïté. Allant des franquistes qualifiés de « héros » tandis qu'ils reprennent la ville de Tolède pendant la guerre d'Espagne, jusqu'à l'homme politique Philippe Henriot (élu de la Fédération républicaine qui deviendra un des importants soutiens du régime de Vichy) "chaudement félicité" pour sa réélection. Avec le temps, le journal se replie sur le libéralisme et les journalistes « munichois sans enthousiasme »37, s'opposent au nazisme à la fin des années 1930.

À la Libération, Le Figaro reparaît à Paris (...) Il devient ainsi le journal du MRP face aux communistes et aux socialistes.

En 1975, le journal est racheté par Robert Hersant.

Qui est Hersant ?

Avant la Seconde Guerre mondiale, Robert Hersant milite au sein des Jeunesses socialistes (SFIO) de Rouen...

Après juin 1940, il monte de Rouen à Paris... Il fonde alors le « *Jeune front* », un groupuscule pronazi... La principale activité du « *Jeune front* » est de distribuer le journal antisémite Au Pilori, l'un des plus extrémistes de la collaboration, subventionné par les autorités allemandes.

En 1941, Hersant fait son service dans les Chantiers de jeunesse, puis se retrouve au camp de Brévannes, créé dans l'esprit de la Révolution nationale...

Robert Hersant est condamné en 1947 à dix ans d'indignité nationale pour collaboration avec l'Allemagne nazie, mais bénéficie d'une amnistie générale en 1952.

Dans les années 1970, Robert Hersant passera à droite et deviendra un soutien de la droite libérale et conservatrice avec notamment le rachat du Figaro. (source : Wikipédia.org)

Parmi les journalistes qui officient aujourd'hui au Figaro, un certain nombre d'aristocrates qui ont conservé leur particule.

Arnaud de La Grange
Éric de La Chesnais
Sophie de Ravinel
Jacques de Saint Victor
Étienne de Montety
Delphine de Mallevoue
Frédéric de Monicault
Solenn de Royer
Bertrand de Saint-Vincent
Nicolas d'Estienne d'Orves

En complément dans le même registre nauséabond.

- Les Français ont une mauvaise opinion d'Eric Zemmour 20minutes.fr

62% ont une mauvaise opinion du polémiste et se déclarent «choqués» par sa thèse sur le régime de Vichy. 20minutes.fr 25.10

Parmi les personnes interrogées, combien écoutent son émission sur je ne sais plus quelle radio ? 10%, moins ?

Je ne comprends pas la finalité de cette opération à part faire douter les gens sur les intentions du régime de Vichy et ses crimes, je ne vois pas. Pour mieux faire connaître son idéologie ignoble pour que plus de gens y adhèrent ? Qui sait ? Ne soyons pas naïf, n'oublions pas que leurs intentions sont généralement inavouables tellement elles sont monstrueuses.

Hitler aussi a sauvé des juifs, des banquiers et hommes d'affaires qui avaient financé le régime nazi, eux ils ont bénéficié d'un sauf-conduit pour quitter l'Allemagne... Et même qu'il y avait des juifs parmi les hauts dignitaires du régime, les SS, le IIIe Reich, les documents de l'époque l'attestent, comme quoi le nazisme a été diabolisé à tort, non ?

N'y aurait-il pas du bon et du mauvais, du vrai et du faux partout, en toute chose ? Au Figaro (et pas seulement) ils doivent sûrement le penser tout bas.

2- Colons et proxénètes, de la traite des Noirs à la traite des blanches, adeptes du puritanisme et de la pornographie, de la dérégulation fanatique de l'économie et de la finance à celle du sexe.

Ce sont les néoconservateurs qui vous le recommandent.

- Allons tous voir le Zizi sexuel avec nos enfants - Slate.fr

- Etats-Unis : le mariage homosexuel dorénavant reconnu dans 32 Etats - LeMonde.fr

3- Un meutre sanctionné par la justice, un crime !

- Une jeune Iranienne pendue pour meurtre LeMonde.fr

- Iran: la pendaison d'une jeune femme déclenche l'indignation internationale - AFP

Une jeune Iranienne, Reyhaneh Jabbari, condamnée à mort pour le meurtre d'un homme qui l'avait selon elle agressée sexuellement, a été pendue samedi matin déclenchant l'indignation de plusieurs pays.

Son exécution rapportée par l'agence officielle Irna a immédiatement suscité la condamnation d'Amnesty International qui l'a qualifié de "*nouvelle tache dans le bilan des droits de l'Homme de l'Iran*" et d'"un affront à la justice".

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont également vivement condamné l'exécution de la jeune femme.

Reyhaneh Jabbari, une décoratrice d'intérieur âgée de 26 ans, a été condamnée à mort en 2009 pour le meurtre en juillet 2007 de Morteza Abdolali Sarbandi, un chirurgien et ancien employé du ministère des Renseignements, au terme d'un procès "*partial*" selon Amnesty.

Un expert de l'ONU avait également affirmé en avril que la cour n'avait pas pris en compte toutes les preuves, et que les aveux de la décoratrice avaient été obtenus sous la contrainte.

Selon des "*sources fiables*" citées par cet expert, Morteza Abdolali Sarbandi aurait agressé physiquement et sexuellement la jeune femme qui, cherchant à se défendre, l'aurait poignardé avant de s'enfuir et d'appeler une ambulance.

Mais la justice iranienne a balayé ces critiques: les éléments du dossier ont montré que "*le meurtre était prémédité*", a assuré le bureau du procureur de Téhéran dans un communiqué publié samedi.

Reyhaneh Jabbari a avoué "*avoir acheté un couteau de cuisine (...) deux jours avant le meurtre*" et l'a utilisé pour commettre le meurtre, selon le communiqué, ajoutant qu'elle avait frappé M. Sarbandi dans le dos "*ce qui montre qu'elle n'était pas en légitime défense*".

Enfin, elle a "*envoyé un SMS à un ami dans lequel elle dit je vais le tuer ce soir, ce qui montre que le meurtre était prémédité et que l'affirmation de défense contre un viol est sans fondement*", poursuit le texte. AFP 25.10

On retiendra : Un "*expert de l'ONU*" entre en scène pour innocenter l'accusée, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne prend sa défense. Ils donnent raison à Poutine.

Quand il s'agit d'interférer dans les affaires intérieures de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de la Russie, de la Chine, de l'Argentine, du Brésil, de la Syrie, de l'Irak, de la Libye, du Soudan, du Liban, bref, des pays réputés hostiles à la politique des Etats-Unis, les ONG et organisations droitdelhommistes en tous genres immitent les Américains.

Quant au "*bilan des droits de l'Homme*", on aura noté que les meurtres à répétition de plusieurs Noirs non-armés par des policiers Blancs aux Etats-Unis n'ont pas déclenché une campagne d'indignation à travers le monde, parce que les organisations du type d'Amnesty International sont rapidement passées à autre chose...

En complément.

- Fusillade en Californie : deux policiers tués, deux blessés, le suspect arrêté - Francetv info

Les autorités du nord de la Californie ont arrêté vendredi 24 octobre un homme suspecté d'avoir abattu deux policiers avant

d'en blesser un autre, ainsi qu'un automobiliste pour lui dérober sa voiture.

Vendredi, une autre fusillade dans un lycée près de Seattle, au nord-ouest des Etats-Unis, a fait au moins deux morts, dont le tireur, et trois blessés graves. Francetv info 25.10

4- C'est bien la classe dominante qui pourrit l'ensemble de la société.

- New Delhi : Sex and the City - lepoint.fr 25.10

Extraits. Dans un pays très conservateur, les femmes aisées et urbaines aspirent à l'amour et au plaisir.

La "*soirée filles*" a commencé tôt, dans un appartement de Vasant Vihar, un quartier aisé de New Delhi. Amies de longue date, huit femmes âgées de 28 à 40 ans boivent, fument et discutent. Un joint passe de main en main. Entre une bouteille de vodka et un vin australien, des plats sont disposés sur la table basse : humus, chicken tikka et toasts au fromage de chèvre, à l'image du tsunami d'influences qui déferle depuis une décennie sur la capitale indienne.

Galvanisée par l'afflux brutal de l'argent, la mégalopole transforme fébrilement son quotidien : goûts, apparences, moeurs, mentalités. Sexe, aussi. Au sein des classes privilégiées, la révolution sexuelle a transformé le comportement féminin. Après les boutiques de lingerie, cette année voit l'explosion remarquée du marché des sex toys en Inde.

D'après un sondage, 76 % des Indiennes et 61 % des Indiens pensent que l'infidélité n'est pas un grand péché. Mais seules les élites de Delhi ne s'entravent pas d'embarras. Dans le cercle richissime de leurs soirées gorgées d'alcool et de cocaïne, leur permissivité n'a rien à envier aux élites des autres capitales du monde.

Le "*date*", le rendez-vous galant avec un homme, fascine. De Orkut à Facebook, de OkCupid à Tinder, les réseaux sociaux les ont facilités. Ruchika, productrice télévisée de 36 ans : "*Quand on a la liberté financière en Inde, personne ne questionne vos choix*." lepoint.fr 25.10

Quand vous avez la "*liberté financière*", vous pouvez tout vous permettre, cela doit vous rappeler mes précédentes causeries sur le même sujet. Il en va ainsi dans tous les pays du monde, la classe dominante est la première à se prostituer, les autres ne font que l'immiter.

Les relations entre les hommes et les femmes dans la société indienne sont du type féodal, comme les rapports dans le reste de la société à l'image du régime en place.

On nous dit que les femmes indiennes sont malheureuses, mais on oublie de dire que les hommes le sont tout autant, si ce n'est plus puisque les hommes sont différents des femmes et sont sous l'emprise de pulsions sexuelles impérieuses, comment dire insatiables, qui apparaissent régulèrement et qu'ils doivent satisfaire ou contrôler, contrairement aux femmes qui peuvent demeurer pendant de longues périodes, de longues années parfois, sans rapports sexuels, dont apparemment les pulsions sexuelles ne présentent pas la même acuité que chez les hommes.

Et si vous observez les mammifères, ils se comportent de la même manière. J'avais deux jeunes chiens, je dis j'avais parce que le mâle a disparu. Pendant trois jours ils se font fait la belle et seule la chienne est revenue hier. J'ai eu trois chiens auparavant, deux m'avaient joué le même tour, ils préféraient rester dehors et se taper toutes les femelles aux alentours, plutôt que se retrouver enfermer entre les quatre murs du jardin. Le troisième, mon dogue allemand, je ne lui avais pas laissé le choix, il n'avait pas la possibilité de sortir, il a dû se contenter des deux femelles qui vivaient avec lui, dont une chienne minuscule par rapport à lui, c'était plus fort que lui !

Quant aux femmes, j'aurais pu évoquer mes différents épouses ou compagnes. C'est en partie sur la base de ces expériences que j'ai rédigé les lignes plus haut. La dernière en date n'a pas eu de rapports sexuels pendant 23 ans, c'est très très long, j'en ai parlé avec elle à moins dix reprises pour recouper ce qu'elle me disait à chaque fois pour m'assurer qu'elle ne me racontait pas d'histoires, je n'ai pas réussi à la prendre en défaut, j'ai été très loin, je l'ai même fait pleurer à plusieurs reprises, j'en ai donc déduit qu'elle me disait la vérité, j'ai voulu m'en assurer tellement cela paraissait incroyable au regard de son activité sexuelle débordante, quotidienne si je l'écoutais, c'est troublant et vous avouerez qu'on peut se poser des questions, elle partage ma vie et je n'en sais pas plus que cela sur elle, je ne peux pas vivre avec n'importe qui, vous saisissez, bref, c'est quelque chose que je ne m'explique pas, cela m'intrigue, je me demande comment elle a pu faire pour refouler ses pulsions sexuelles aussi longtemps, j'en déduis que c'est plus facile pour une femme que pour un homme, apparemment.

Il y a un truc au moins que j'ai compris chez elle, c'est qu'après avoir été violée et brutalisée par son mari alcoolique pendant 10 ans jusqu'à ce qu'il crève, elle refusait tout rapport avec un autre Indien, alors qu'avec un Blanc c'est différent, elle se sent en sécurité, je lui ai dit que c'était une grave erreur de le croire et qu'il y avait aussi des Blancs qui maltraitaient leurs épouses, qu'elle avait de la chance d'être bien tombée, si je puis dire, car elle a passé toute l'après-midi à m'attendre dans la chambre, en

vain car je n'ai pas arrêté de bosser, elle va finir par penser que je suis un mauvais coup, mais c'est indolore ! C'est devenu un rituel tous les dimanches après-midi et cela m'agace. Elle en a profité pour dormir pendant 5 heures et c'était aussi bien ainsi, la pauvre femme a besoin de se reposer, elle est déjà bien usée à 46 ans, sauf évidemment sur le plan sexuel et on sait pourquoi !

Il y aurait beaucoup à dire sur le contenu de cet article. Depuis quand l'habitude de consommer de l'alccol, fumer, se droguer, seraient des marques d'émancipation ou de libération de la femme ou même de l'homme, c'est plutôt le contraire ou le témoignage qu'on en demeure incapable dans cette société, c'est confondre le règne de la nécessité avec celui de la liberté.

C'est un consommateur d'alcool (très modérément) et de cigarettes (beaucoup trop !) qui parle, un ex-consommateur de cannabis pendant plus de 30 ans. Boire, fumer ou se droguer n'est pas une qualité ou une vertu comme le sugggère cet article, mais un vice, qui plus est n'est pas donné !

De quoi sont-ils capables ? De tout, du pire surtout, par exemple de liquider une ville au profit d'une mine.

- Pour ne pas être engloutie, une ville suédoise doit déménager - lefigaro.fr 25.10

Le plus grand gisement de fer au monde menace les fondations de Kiruna, dont le centre-ville est actuellement en cours de démantèlement.

La ville suédoise a été construite en 1900. Située en plein cercle polaire, Kiruna et ses 23.000 habitants va pourtant devoir déménager trois kilomètres plus à l'est. En cause: les habitations menacent d'être englouties par la mine voisine. Car la cité a été créée de toute pièce au début du XXe siècle par la société d'exploitation de la mine LKBA. Seulement, le site est devenu le plus grand gisement de fer au monde. Et il ne cesse de s'étendre au point de menacer les fondations de la ville.

«Nous vivons en symbiose: la ville est ici à cause de la mine», explique le maire-adjoint Niklas Siren. «*Sinon, aucun diable n'aurait construit une ville ici* .» Le dilemme était donc cornélien. «*Soit on arrêtait de creuser la mine, et on créait du chômage de masse, soit on acceptait de bouger les constructions. C'est un problème existentiel*», commente pour sa part Krister Lindstedt de White Architekter, la société en charge dont le projet, intitulé Kiruna 4-ever, vient d'être sélectionner par les habitants.

«*La ville va se déplacer comme un gros mille-pattes*», précise encore l'architecte. Un par un, tous les quartiers de la ville sont appelé à être détruits. Mais seuleune vingtaine d'immeubles seront rebâtis. Kiruna devrait au passage se doter de nouvelles infrastructures: une mairie, une bibliothèque, une piscine… L'autre caractéristique du projet, c'est son étalement dans le temps, puisque le projet ne prendra pas fin avant 2040. lefigaro.fr 25.10

Ce n'est pas "*existentiel*" mais bien réel : Les habitants de cette ville vont devoir attendre 2040 pour que leur ville soit reconstruite, et encore ! Dingue, non ?

Ils tiennent absolument à préserver le PS. Alors qu'il disparaisse !

Lire à la place des Français la classe dominante et ses complices de gauche et d'extrême gauche.

- PS: les Français préfèrent la rénovation du parti à sa dissolution - AFP

La moitié des Français (48%) souhaitent que le PS "*ne soit pas dissout mais rénové*" contre 39% qui préfèrent qu'il "*soit dissout et remplacé par un nouveau parti*" et 13% "*qu'il reste comme il est actuellement*", selon un sondage Odoxa pour i-Télé publié samedi.

Les sympathisants socialistes sont nettement plus nombreux (77%) à préférer la rénovation du PS à sa dissolution (12%), tandis que 11% sont pour le statu-quo.

54% de l'ensemble des personnes interrogées, mais seulement 37% des sympathisants socialistes, seraient favorables "*à ce que le Parti socialiste change de nom*", contre 46% qui y seraient opposés (63% des sympathisants socialistes). AFP 25.10

Précisons : "*La moitié des Français*"... interrogée par cet institut de sondages.

La classe dominante n'a pas intérêt à ce qu'il disparaisse, sauf à considérer que tout ce que compte le pays de nantis seraient suffisamment gangrenés ou prêts à basculer ouvertement dans le néolibéralisme, ce qui ne semble pas être encore le cas, mais je peux me tromper.

En complément.

- Martine Aubry : "*Les socialistes sont pragmatiques*" - Francetv info

Généralement cela se voit sur eux, ils se portent bien !

Collusion entre la Turquie et l'Emirat islamique. A qui profite cela profite-t-il ?

1- Syrie: l'EI maintient la pression à la frontière turque à Kobané - AFP

Les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) tiraient au mortier samedi en direction de la frontière turque, au nord de Kobané.

Moins bien armées et moins nombreuses que les jihadistes, les forces kurdes, qui résistent avec acharnement, doivent recevoir d'ici quelques jours l'aide de peshmergas, des combattants du Kurdistan irakien.

Au nombre de 200 au maximum, selon un porte-parole de cette région autonome, ils devraient transiter par la Turquie, qui a autorisé leur passage. Mais Ankara refuse toutefois de laisser passer des Kurdes d'autres nationalités et d'aider militairement les milices kurdes syriennes qu'elle assimile à des "*terroristes*" liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans ce contexte, l'annonce par le président turc de l'arrivée de 1.300 combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) --des opposants au président Bachar al-Assad-- en renfort à Kobané a été accueillie fraîchement par les Kurdes syriens.

Ces derniers jugent plus judicieux que les rebelles ouvrent d'autres fronts contre les jihadistes en Syrie, afin de "*desserrer l'étau autour de Kobané*". AFP 25.10

2- Trois soldats turcs tués, le gouvernement accuse des « rebelles » du PKK - LeMonde.fr

Trois soldats turcs ont été tués, samedi 25 octobre, par des hommes masqués, dans une zone peuplée en majorité par des Kurdes dans le sud-est du pays. L'armée a attribué cette attaque, non revendiquée, à des rebelles kurdes du PKK.

Les trois soldats, qui n'étaient pas en service, ont été tués dans la rue dans la ville de Yuksekova dans la province de Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak.

Pour le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, les auteurs des meurtres de samedi ont cherché à utiliser la situation à Kobané pour « *plonger la Turquie dans le chaos et le trouble* ». « *Nous prendrons les mesures nécessaires pour protéger l'unité nationale et la paix dans le pays* », a-t-il déclaré depuis la ville de Kayseri, dans le centre de la Turquie. Mais M. Davutoglu a précisé que les efforts de paix dans le sud-est de la Turquie devaient continuer, affirmant que « *le processus de paix n'implique pas de faire des concessions au terrorisme* ». LeMonde.fr 25.10

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos

- Nouveaux combats entre armée libanaise et islamistes à Tripoli - Reuters

- Nouvelle nuit de tension et de violences à Jérusalem-Est - AFP

- Yémen: combats meurtriers entre rebelles chiites et tribus sunnites alliées à Al-Qaïda - AFP

Haut de page

Le 27 octobre 2014

CAUSERIE

Pour patienter, lire absolument l'article d'actualité :*Démocratie et capitalisme, le divorce?* (27.10)

L'actualisation du site dans trois ou quatre heures environ.

L'Australie : Leur justice n'a rien à envier à celle des Etats-Unis.

- Pistorius: Reeva "*avait décidé de le quitter cette nuit-là*" - AFP

L'Australie tout comme le Canada qu'on nous présente souvent comme des pays où il fait bon vivre, des modèles de démocratie et d'intégration, etc. en réalité ils sont totalement alignés sur les Etats-Unis et la classe ouvrière, les mineurs en particulier, ne sont pas mieux lotis.

J'écrivais dans la causerie du 22 octobre : " *J'avais l'intime conviction au vue des éléments de l'enquête qu'il s'agissait purement et simplement d'un meurtre, d'une exécution de sang froid, pour quel motif, la jalousie ou parce que sa compagne avait finalement renoncé à l'épouser à quelques jours de leur mariage.* ".

C'était également l'intime conviction de la mère de la victime, mais pas celle du jury qui s'est laissé impressionner par la notoriété de l'assassin et le battage médiatique qui le présentait comme la victime d'une malheureuse méprise, à les entendre le meutrier était plus à plaindre que les parents de cette jeune femme.

On ne peut pas dire qu'on a eu du pif, puisque ce sont les faits et notre féroce détestation de l'injustice qui nous ont aidé à forger notre conviction, notre pensée indépendante ou libre.

Vous vous en foutez peut-être, cette histoire vous laisse indifférent. Personnellement je m'y suis intéressé de loin, en huit mois j'ai dû lire un seul article, ensuite je n'ai fait que parcourir les titres des articles au gré des infos qui tombaient sur Yahoo, ce fut suffisant, et c'est souvent ainsi que je procède.

AFP - Le champion paralympique, âgé de 27 ans, a été condamné mardi dernier à cinq ans de prison ferme pour avoir tué sa petite amie en 2013. Il a été immédiatement incarcéré à l'issue d'un retentissant procès de presque huit mois.

La mère de Reeva Steenkamp, tuée en 2013 par le champion paralympique Oscar Pistorius, s'est déclarée certaine dans une interview exclusive au Times Magazine que sa fille "*avait décidé de quitter Oscar cette nuit-là*".

"*Ses habits étaient emballés. Il n'y a aucun doute dans nos esprits: elle avait décidé de quitter Oscar cette nuit-là*", a affirmé June Steenkamp qui ajoute que leur relation n'avait pas été consommée.

"*Il n'y a aucun doute dans nos esprits que quelque chose a terriblement mal tourné, quelque chose l'a tellement bouleversée qu'elle s'est cachée derrière une porte fermée avec deux téléphones portables*", écrit la mère de la jeune femme dans son livre "*Reeva, racontée par sa mère*" qui sort le 6 novembre dans les librairies britanniques et dont le Times Magazine, supplément du week-end du Times, publie des extraits.

June Steenkamp y décrit Oscar Pistorius comme quelqu'un d'"'*arrogant*", "*lunatique*", "*versatile*", "*explosif*", "*possessif*", "*distrait*" et "*sournois*". Elle le présente comme "*armé jusqu'aux dents*" et ayant "*la gâchette facile*".

"*Ca a été la malchance de Reeva de le rencontrer, parce que tôt ou tard, il allait tuer quelqu'un. Je crois profondément à ça*", écrit-elle dans son livre.

Elle pense également que sa fille avait "*des doutes persistants quant à leur compatibilité*".

"*Elle m'avait confié qu'elle n'avait pas couché avec lui. Ils partageaient le même lit mais elle avait peur de porter leur relation à ce niveau... Elle n'aurait pas voulu coucher avec Oscar si elle n'était pas sure. Je pense que leur relation était en train de se terminer. Au fond de son coeur, elle ne pensait pas que celle-ci rendait l'un ou l'autre heureux*", écrit-elle encore.

Elle reconnait également "*ne pas être contente du tout*" de l'acquittement d'Oscar Pistorius pour meurtre, un chef d'accusation qui pouvait le voir condamner à la prison à vie. "*Je ne pense pas du tout que cela a rendu justice à Reeva*", a-t-elle dit. AFP 26.10

Ukraine, une défaite déguisée pour l'Otan et l'UE.

- Ukraine: vague pro-occidentale aux législatives, les prorusses présents - AFP

- Ecrasante victoire des pro-occidentaux aux législatives en Ukraine - LeMonde.fr

- L'Ukraine a massivement voté pour un rapprochement « *irréversible* » avec l'Europe - LeMonde.fr

- Le bloc proeuropéen remporte largement les législatives en Ukraine - lefigaro.fr

- Ukraine: vague pro-occidentale aux législatives, les prorusses présents - AFP

Le camp pro-occidental et nationaliste a remporté dimanche aux législatives une victoire d'une ampleur sans précédent depuis l'indépendance de l'Ukraine (45 millions d'habitants), qui conforte selon le président Petro Porochenko le fragile processus de paix engagé avec les séparatistes prorusses dans l'Est.

Les sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote, dont les chiffres ont été rendus publics à leur fermeture, donnent environ 70% des voix aux cinq mouvements pro-occidentaux, pour certains aux tonalités nationalistes. Ils devront se partager le pouvoir, aucun d'eux ne se détachant largement.

Le scrutin, au taux de participation limité à 53%, est toutefois marqué par le maintien d'anciens alliés de l'ex-président prorusse Viktor Ianoukovitch, à l'inverse du Parti communiste menacé, événement historique, de disparaître de l'assemblée.

Le président Porochenko, élu en mai dès le premier tour, a souligné que les Ukrainiens avaient massivement voté en faveur d'un rapprochement "*irréversible*" avec l'Europe.

Le Bloc Petro Porochenko du chef de l'Etat arrive comme prévu en tête avec 22% à 23% des suffrages, selon les sondages diffusés par trois instituts. Mais sa victoire est moins large que prévu et deux autres forces pro-occidentales ont en revanche surpris par leur score: le Front Populaire du Premier ministre Arseni Iatseniouk (21%) et Samopomitch (13%), parti composé de jeunes représentants de la société civile et de combattants revenus de l'Est.

Le président Porochenko s'est réjoui d'un autre tournant de ces législatives. "*Les Ukrainiens ont porté un coup décisif à la cinquième colonne communiste*", a-t-il dit.

Le PC ne passe en effet pas la barre des 5% nécessaire pour entrer à l'assemblée, où il ne sera représenté qu'à condition d'une hypothétique élection dans l'un des scrutins locaux.

En revanche, avec près de 8%, le Bloc d'Opposition, regroupant plusieurs figures de l'ancien Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch, dépasse ce seuil.

Suivent le Parti radical du populiste Oleg Liachko (6%), les nationalistes et radicaux de Svoboda (6%) et le parti Batkivchtchina de l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko (6%).

Ces élections avaient été convoquées par le président Porochenko pour tourner définitivement la page du régime de Viktor Ianoukovitch, renversé au terme d'un mouvement de contestation pro-occidental déclenché en novembre 2013 sur le Maïdan, dans le centre de Kiev.

Environ cinq millions d'électeurs, sur 36 millions au total, n'ont pas pu voter en Crimée, rattachée à la Russie en mars, ni dans les zones contrôlées par les séparatistes dans l'Est. Sur les 450 sièges de députés, 27 resteront ainsi vides.

A Donetsk, principal fief des rebelles, les habitants ont ignoré les élections et attendent celles que les séparatistes prévoient d'organiser le 2 novembre.

Le nouveau Parlement devra voter des réformes radicales destinées à sortir l'Ukraine d'une profonde récession, à lutter contre une corruption endémique et à la rapprocher de l'Union européenne, avec laquelle elle a récemment signé l'accord d'association rejeté l'an dernier par M. Ianoukovitch.

Il devra aussi accentuer les douloureuses mesures de rigueur exigées par les bailleurs de fonds occidentaux, notamment le FMI, pour sauver l'Ukraine de la faillite après le retrait du soutien financier russe. La situation est encore aggravée par le conflit gazier avec la Russie, qui la prive de gaz. AFP 26.10

La "*victoire*" des partis composant ou soutenant le gouvernement sortant à la solde de Washington et Bruxelles tient de la propagande ou est une pure vue de l'esprit.

Les 70% qu'ils ont remportés doivent être divisés par deux pratiquement compte tenu de l'abstention (plus les votes blancs et nuls dont on n'a pas les chiffres), en réalité ils ne rassemblent les voix que de 37% des électeurs inscrits, Porochenko en obtenant 22 ou 23%, obtient 8,51%, une "*victoire est moins large que prévu*" ose écrire le journaliste de l'AFP. Et dans ce " *bloc proeuropéen*" qui a remporté " *largement les législatives*" figurent des partis ultra nationaliste et d'extrême droite néonazis.

Autrement dit, cette "*écrasante victoire*" célébrée par tous les médias occidentaux est avant tout celle de l'alliance du parti néolibéral et des partis néonazis soutenus par l'Otan, le FMI et l'UE, contre les masses ukrainiennes qu'ils s'apprêtent à saigner davantage, et ce n'est pas un jeu de mots, donc au profit d'une dictature sur fond de terreur fasciste rebaptisée démocratique pour l'occasion.

Ils en sont arrivés là pour imposer leur politique au prolétariat ukrainien, le pendant de la politique de destruction et de massacre de masse qu'ils mènent en Irak et en Syrie (et en Palestine), l'Emirat islamiste remplissant à leur côté le rôle joué par le Secteur Droit et Svoboda néonazis en Ukraine.

Le Monde, en zélé porte-parole de la réaction otanazienne, s'est livré semble-t-il à un exercice péremptoire au regard des résultats de ce scrutin antidémocratique, en affirmant que "*le vote de dimanche clôt politiquement le chapitre de Maïdan*", alors que la guerre continue de faire rage dans l'est de l'Ukraine, ils prennent les désirs de leurs maîtres pour la réalité.

Le Monde surpasse tous les médias en terme de fabrication de preuves, de faux témoignages, de journalistes recrutés pour servir la propagande officielle agissant en véritables agents de la classe dominante. Ils ont trouvé le moyen d'ajouter que : "*Le Parlement sortant, élu en 2012, ne reflétait pas le paysage politique issu de la révolution : c'est notamment lui qui avait voté les lois liberticides du 16 janvier, censées étouffer la contestation contre le président Ianoukovitch. Inacceptable pour une immense majorité d'Ukrainiens*.", alors qu'elles étaient tournées essentiellement contre les agissements violents commis par les milices fascistes que soutenaient l'Otan et les Américains notamment.

Autrement dit, après avoir soutenu le coup d'Etat contre Ianoukovitch orchestré par l'Otan avec l'aide des partis néonazis, soutenu le gouvernement de Porochenko dans lequel figurait des néonazis, Le Monde se félicite du scrutin d'hier et justifie la prise du pouvoir par une coalition composée des mêmes partis ultra nationaliste, xénophobe, antisémite, milices ou militairesararborant des insignes nazis qui seraient censés être les garants des libertés des Ukrainiens, de la démocratie, pendant qu'on y est du progrès social, ils ne reculent donc plus devant rien et sont prêts à soutenir le fascisme, simple constat. Cela n'étonnera pas les lecteurs qui ont lu le passage consacré hier au Figaro avec lequel Le Monde est en concurrence, qu'il surpasse dans l'abjection.

Commentaires d'internautes (du Figaro, qu'on ne soupçonnera pas d'être de farouches révolutionnaires.)

1- "*"Victoire écrasante du bloc pro européen" titre le Monde. L'une des têtes du parti du Président, Yuriy Lutsenko, déclare: " on peut dire qu'1/3 des votants supporte la politique européenne du Président*". *En fait, heureusement pour les pro-européens, Crimée et régions séparatistes n'ont pas voté. Sinon, les élections auraient montré que l'Ukraine est anti-européenne.*"

2- "*Est ce que Le Figaro pourrait de temps en temps rapporter les faits réels ? Les 2 tiers de Ukrainiens sont restés chez eux, la plupart des listes qui n'étaient pas d'extrème droite nationaliste ou proche de Porochenko, simplement non autorisées... Comment n'a t il pas fait 100% dans ces conditions*."

3- "*Même pas 30% de participation (uniquement dans l'ouest), pas de scrutin dans les zones pro-russes, mais à part ça la démocratie gagne toujours, n'est-ce pas?*"

4- "*Tiens tiens on eévacue les donnees sur la participation... 29% à Odessa... ça fait desordre dans le concert d'agit-prop européaniste...*"

Un internaute a posté cet article.

Mais selon l'AFP Soros a aussi lancé un rappel à Juncker qui ne comprend rien non plus --" *Soros appelle l'UE et le FMI à prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine*.

http://www.romandie.com/news/Soros-appelle-lUE-et-le-FMI-a-preter-20-milliards-de-dollars-a/530313.rom

AFP (Bruxelles) - Le milliardaire américain George Soros a exhorté jeudi l'UE et le FMI à prêter 20 milliards de dollars à l'Ukraine, jugeant que cela répondrait au défi lancé par la Russie aux principes et valeurs sur lesquels l'Union européenne a été fondée.Les agissements de la Russie en Ukraine, avec l'annexion de la péninsule de Crimée et le soutien militaire aux rebelles séparatistes dans l'Est, représentent un défi à l'existence même de l'Europe, a affirmé M. Soros lors d'une conférence à Bruxelles. Le problème, c'est que ni les dirigeants européens, ni la population ne comprennent pleinement les implications de ce défi, selon lui.Il a plaidé pour une aide massive à l'Ukraine, qui vient de demander à Bruxelles une rallonge de deux milliards d'euros pour l'aider à payer sa facture gazière.

Des négociations sont en cours entre l'Ukraine et la Russie, qui a coupé la fourniture de gaz en juin en raison d'impayés colossaux. Kiev doit s'acquitter sous peu de 1,45 milliard de dollars, puis de 1,6 milliard pour prépayer les livraisons de novembre et décembre.

Le FMI a accordé au printemps une ligne de crédit de 17 milliards de dollars à l'Ukraine, versés par tranches, dans le cadre d'un plan international. 23.10

ACTUALITÉ DU JOUR

C'est une façon de présenter les choses.

- Bye-bye China, retour en Normandie, un exemple de relocalisation dans "*L'Angle éco*" - Francetv info

Lucibel, le fabricant de LED qui produisait jusqu'à présent en Chine, a décidé d'installer à Barentin, dans la campagne normande, un nouveau site dédié aux dernières innovations de l'éclairage à LED et aux produits haut de gamme.

Lucibel connaît une croissance à trois chiffres, est entrée en bourse en juillet 2014 et compte 210 salariés dans le monde. Elle a choisi de rapatrier un tiers de sa production en France, Les raisons de ce retour: les délais de transports (6 semaines de bateau depuis la Chine) et le salaire des ouvriers chinois. Pour 50 heures hebdomadaires, le salaire n'est que de 350 euros... mais en quatre ans, il a augmenté de 40%. Francetv info 26.10

Les salaires et les prix augmentent pratiquement au même rythme en Inde.

Cette entreprise possède un nouveau produit faisant l'objet de peu de concurrence pour le moment et bénéficie donc d'un créneau porteur qui lui permet de se développer rapidement et d'engranger des profits records.

Du coup, elle peut investir ou se permettre de s'endetter pour relocaliser une partie de son activité, et moyennant de nouveaux gains de productivité et sans doute une réduction de sa masse salariale, une diminution de son capital immobilisé (fond de roulement) ou de son stock en raison de l'annulation du délais de transport entre le lieu de production de ses lampes et ses clients ou le marché auquel elles sont destinées, compte tenu du chômage de masse en France qui tire les salaires vers le bas et les aides en tous genres que le gouvernement octroie aux entreprises, toutes ces conditions rendent la relocalisation possible et rentable, la question est de savoir jusqu'à quand.

Compte tenu de leur durée de vie annoncée très nettement supérieure à toutes les autres lampes, à l'arrivée, quand le marché de la lampe à LED aura supplanté celui des lampes fluo-compactes (Selon le cabinet McKinsey, les ventes vont exploser : à l'horizon 2020, le marché devrait être multiplié par sept pour atteindre 65 milliards d'euros - lesechos.fr/19/04/2013), les entreprises qui produisaient celles-ci devront réduire leur production, s'adapter s'ils en ont les moyens ou licencier ou encore mettre la clé sous la porte, au total moins de lampes seront consommées puisqu'elles auront une durée de vie beaucoup plus longue, donc moins de lampes seront produites, et comme le coût de production des lampes à LED est très faible et leur fabrication nécessite peu de matière et de main d'oeuvre (selon le directeur de la production LED chez Havells, Peter Dillen, « *La main-d'oeuvre représente 30 % des coûts de fabrication de nos éclairages LED en Chine, contre 5 % à 10 % en Europe* » - id), ils vont dégager en volume des profits importants pour un taux de profit très faible.

Un concurrent, Havells Sylvania a relocalisé sa production en Belgique, en Allemagne et en Angleterre en 2013, car « *en produisant en Chine, nous avions du mal à atteindre un niveau de qualité constant, ce qui engendrait des coûts de vérification et de dépannage des clients* » (id), invoquant les mêmes arguments que Lucibel, plus la copie ou le piratage de la propriété intellectuelle récurrent en Chine.

On image qu'à terme ils réduiront la durée de vie de ces nouvelles ampoules et s'éclairer sera devenu un luxe... en guise d'économie !

L'apartheid renforcé.

- Israël. Les bus des colons interdits aux ouvriers palestiniens - nouvelobs.com

Les ouvriers palestiniens ne pourront plus prendre les mêmes bus que les colons pour rentrer en Cisjordanie. La mesure ravive la polémique sur la ségrégation dans les transports.

Mais le journal balaye l'argument sécuritaire. "*Les travailleurs autorisés en Israël font l'objet d'une enquête des services de sécurités intérieurs et sont fouillés à leur entrée en Israël (...) s'ils voulaient attaquer des Israéliens, ils pourraient le faire n'importe où, pas spécialement dans le bus*", affirme ainsi le général Nitzan Alon, commandant de la Judée Samarie (nom donné par les Israéliens au nord de la Cisjordanie occupée), cité par le "Haaretz".

"*Il est temps d'admettre que cette procédure militaire est un cache-sexe pour céder aux demandes (des colons) de ségrégation*

raciale dans les bus", a réagit dans un communiqué l'ONG israélienne de lutte pour les droits de l'Homme B'Tselem. nouvelobs.com 26.10

ACTUALITE EN TITRES

Intox. La question la plus incongrue du jour.

- TAFTA, l'accord du plus fort : qui de l'Europe ou des États-Unis remportera les négociations ? - Atlantico.fr

Formatage

Prénatal...

- France. Les prénoms classiques et régionaux ont le vent en poupe - Francetv info

L'officiel des prénoms a établi une liste des plus populaires pour 2015. Un guide qui permet d'aider les futurs parents. Francetv info 26.10

Raison de plus pour choisir un prénom qui n'y figure pas !

... puis dégénérescence précoce...

- Grande-Bretagne. "*Baby Beyoncé*", 19 mois et déjà miss dans les concours de beauté - L'Express.fr

... et enfin putréfaction assumée.

- Ce que l'art contemporain dit de la France contemporaine - Slate.fr

Quel dommage, même à titre posthume on ne pourra même pas l'embaumer!

- Christophe de Margerie promu officier de la Légion d'honneur à titre posthume - 20minutes.fr

Stratégie du chaos

- Jérusalem-Est en proie à de violents heurts pour la 5e nuit consécutive - AFP

- Liban: les civils fuient les combats entre armée et islamistes à Tripoli - AFP

- Nigeria: nouveau rapt de masse et combats malgré la trêve annoncée - AFP

- Cameroun: l'armée a tué 39 combattants de Boko Haram - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- Tunisie : faible participation pour les élections législatives - Francetv info A 16 heures, le taux de participation était de plus de 50%, soit 2,6 millions d'électeurs. Il devrait y avoir des résultats préliminaires dès le lundi 27 octobre. Francetv info 26.10

2- Brésil

- Dilma Rousseff réélue présidente du Brésil avec 51,45% des voix - Francetv info

La présidente de gauche, candidate du Parti des travailleurs (PT) l'a emporté avec 51,45% des voix contre 48,55% au candidat du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), selon des résultats quasi définitifs portant sur un décompte de 98% des bulletins de vote. La différence s'est jouée sur à peine trois millions de vote, alors que 142,8 millions d'électeurs étaient convoqués aux urnes.

Comme prévu, la présidente l'a largement emportée dans les régions pauvres du Nord-Est. Mais si elle a largement perdu dans l'Etat de Sao Paulo, fief du PSDB, elle a remporté une large victoire dans les deux grands Etats de Rio et de Minas Gerais, - le bastion de M. Neves - dans le sud sud-est industrialisé. Francetv info 26.10

3- Liban

- Liban: Tripoli s'embrase - french.irib.ir

Selon les sources d'information au Liban de très violents combats ont éclaté ce samedi matin entre les terroristes takfiris et les soldats de l'armée libanaise à Tripoli et des colonnes de fumée s'élevaient au dessus de la ville, accompagnées de tir de roquettes. C'est sur l'axe Al Tarbiya-Al Nahas dans le nord de Tripoli que le gros des combats se déroule, rapporte le site Al Ahed. Toujours sur cet axe, de vastes incendies se sont déclarés dans des boutiques et des magazines et les tirs retentissent de partout. Les accrochages opposent les soldats de l'armée aux terroristes takfiris autour du bazare et de la zone du commerce.

AsSafir a rapporté une intensification des combats à Tripoli et un bilan de cinq blessés dans les rangs des soldats libanais. Dans la nuit de vendredi à samedi, les assaillants armés ont tiré contre une patrouille de l'armée à Tripoli blessant un officier et quatre militaires. Un terroristes a également été tué. Les affrontements ont éclaté à Khan al Asghar et se sont étendus rapidement à la zone commerciale. une lance-roquette et des roquettes ont été utilisés et la zone commerciale sert de tranchée aux terroristes. Mais comment se comporte l'armée libanaise? elle est parvenue à capturer un certain nombre des terroristes et de leurs soutiens. A Erssal, les accrochages ont éclaté vendredi toujours entre les terroristes et les soldats libanais, les terroristes cherchant à pénétrer depuis les hauteurs où ils se sont retranchés vers la ville et à prendre d'assaut les positions de l'armée libanaise. french.irib.ir 25.10

Haut de page

Le 28 octobre 2014

CAUSERIE

J'ai rédigé le passage ci-dessous hier soir.

Il n'y a pas quelque chose qui vous choque profondément, tous ces chefs d'Etat ou de gouvernement (Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Renzi, Roy, etc.) qui se comportent comme des tyrans sans que finalement personne ne les traitent comme tels, même pas le mouvement ouvrier qui leur accorde une légitimité parce qu'ils ont été élus.

Les dirigeants du mouvement ouvrier tous partis confondus en France et dans les autres puissances occidentales doivent considérer que, tant que ce sont d'autres peuples qui en sont les victimes principales, et que le sort qu'ils réservent à leur propre peuple leur paraît encore supportable, il n'y a pas lieu de les traiter de tyran. Mais il arrive forcément un moment où, lorsque la barbarie appliquée à d'autres peuples ne suffit plus, ils retournent leurs armes contre leur propre peuple. Qui plus est de nos jours, où la crise du capitalisme et le néolibéralisme sont incompatibles avec l'existence de droits politiques ou démocratiques pour le peuple, qui doit obéir sans se poser de questions, sous peine d'être réprimandé et demain réprimé férocement s'il exige une autre politique ou que ses droits légitimes soient respectés.

Nos dirigeant ont perdu la notion de la légitimité des masses exploitées et leurs droits, et se prosternent devant celle de la classe dominante, ses agents dans les syndicats qu'ils refusent d'affronter ou avec lesquels ils refusent de rompre.

Si vous vous demandez ce qu'ils attendent, vous pouvez attendre encore longtemps, peut-être qu'un intellectuel connu ou un transfuge de la bourgeoisie se lève enfin et donne le signal du combat contre la tyrannie, on l'ignore, on observe, on constate qu'ils tiennent toujours le même discours, conservent les mêmes rapports et emploient toujours les mêmes méthodes comme si de rien n'était, à croire qu'il n'y aurait aucune raison de s'affoler par le cours des choses, alors qu'en réalité le monde s'enfonce chaque jour un peu plus dans le chaos et la barbarie.

C'est quand il sera trop tard qu'ils se réveilleront, ils adopteront l'attitude du commentateur qui assiste au désastre impuissant au

point qu'on a envie de le plaindre au lieu de l'accabler, ce qu'il mérite en réalité. Car là il ne s'agit pas du passé ou d'histoires anciennes, cela se déroule sous nos yeux quotidiennement. Mais peut-être que je me fais des illusions, j'ai l'impression que l'on croule sous les bombes ou les missiles, que l'on endure des destructions et des massacres invraisemblables, que l'enfer s'abat sur nous sans que nous n'ayons rien demandé à personne et sans le mériter...

En fait, tout va bien rassurez-vous, dormez tranquilles braves gens, on s'occupe de tout. Je suis tranquillement installé à ma table de travail et je me demande bien pourquoi je devrais m'en faire, je n'ai rien vu, rien entendu, rien lu, d'ici 7 heures le soleil se lèvera comme chaque matin et la vie continuera son cours comme si de rien n'était, j'ai dû rêver ou faire un mauvais cauchemar, à moins que ce ne soit le surmenage, voilà c'est cela, j'ai besoin de repos, quand on veut discréditer quelqu'un, à court d'arguments on prétend qu'il est fatigué, qu'il n'est pas très bien en ce moment ou pire, qu'il est mentalement atteint le malheureux, il n'a plus toute sa tête et il dit n'importe quoi, il faut le pardonner ou ne pas l'écouter, cela lui passera. Sauf que j'ai toute ma tête !

Répétons-le encore une fois, soit on y arrive et on est assuré de l'emporter, soit on n'y arrive pas et alors on pourra dire adieu au socialisme, à la liberté. La plupart d'entre vous ou la totalité je n'en sais rien, pensent que c'est foutu et qu'on n'y arrivera jamais, personnellement je suis convaincu du contraire, je ne sais pas ou plus pourquoi, c'est ma seule raison de vivre, sinon à quoi bon continuer le combat, si on était capable d'insuffler cette énergie, cette détermination aux militants, puis aux masses, je suis prêt à parier qu'on serait surpris à l'arrivée de constater à quel point il était facile de vaincre notre ennemi qu'on croyait tout puissant, car tous les ingrédients de la victoire existent, ils sont éparpillés, inemployés ou mal employés, il suffit juste de les rassembler et de les orienter dans la bonne direction pour devenir une force invincible, en prendre conscience, et quand le mécanisme sera enclenché il n'y aura plus rien qui peut l'arrêter...

Vous me direz qu'avant d'en arriver là, il va en couler de l'eau sous les ponts, pas forcément, les travailleurs ne sont pas les idiots qu'on se plaît à nous décrire à longueur de journées, ils ont accumulé des expériences, des connaissances, certes c'est très embrouillé dans leur tête, mais les ingrédients que j'évoquais plus haut existent, je viens de les nommer, il suffit juste de les aider à mettre de l'ordre dans tout cela pour que la situation leur apparaisse clairement.

De notre côté, chacun à notre niveau on se livre à cet exercice, j'ose l'espérer, mais bon, admettons-le, on y arrive bien, alors que parfois ce n'est pas facile de comprendre réellement ce qui se passe dans un pays par exemple. Alors pourquoi les travailleurs que nous croisons en seraient-ils incapables, seraient-ils plus bêtes que nous, je ne le pense pas, ils ne chercheraient pas à comprendre, c'est peut-être vrai pour certains mais pas la majorité, ce n'est jamais très agréable de passer pour un idiot. Oui mais chacun croit détenir la vérité, vous y croyez vous, non, plus la situation est embrouillée ou semble inextricable ou leur apparaît incompréhensible, moins cet argument tient la route, et puis c'est faire fausse route puisqu'au départ très souvent ils ne possèdent même pas les informations pour se faire une idée sur un sujet ou elles sont insuffisantes. Vous vous demandez où je veux en venir, c'est très simple.

Comment procédez-vous ? Vous entendez parler de quelque chose, on vous donne une version, on vous en donne une autre, en fait c'est souvent la même version qu'on vous sert en boucle avec quelques variations. Vous voulez vous assurer que vous avez bien compris ou vous ne comprenez rien et vous allez chercher ailleurs des infos complémentaires ou d'autres versions du même fait, vous procéderez par recoupement, vous procéderez à des vérifications, etc. Donc au départ vous êtes comme n'importe quel travailleur, vous n'en savez pas davantage ou vous n'êtes pas plus avancé pour vous forger une idée ou une opinion.

Chaque travailleur que vous rencontrez se trouve dans cette situation, il en parle avec sa compagne, des collègues de travail, ses potes, etc. il écoute la radio ou regarde la télé, il peut aller sur Internet, donc il a sa propre démarche, en conséquence. Il faut commencer par le laisser parler ou le faire parler, pour à la fois prendre connaissance de sa démarche et qu'il vous expose où il en est, quelle méthode il a utilisée pour en arriver à l'idée ou la position qu'il vous soumet, ensuite seulement vous intervenez en procédant de la même manière pour qu'il puisse vous suivre, sinon il va être paumé ou ce qu'il comprendra ne lui servira à rien. Selon la manière dont vos rapports se présentent ou la tournure de la discussion, soit vous procédez à une synthèse qui prendra en compte les éléments qu'il vous a fournis, soit vous comparez les éléments que vous avez fournis respectivement, de façon à ce que ressortent ceux que vous partagez, et ceux qui vous ont permis d'arriver à des conclusions différentes que vous pouvez ensuite aborder tranquillement puisque vous les avez identifiées ensemble. C'est le point capital, car on ne cherche pas à avoir raison ou à convaincre mais à comprendre, on n'est pas dans le cadre d'un rapport de forces, on ne doit pas se départir de cet état d'esprit en permanence ouvert, à l'écoute de l'autre. Maintenant c'est à nous de faire en sorte que la discussion se déroule ainsi ou prenne une telle orientation, car généralement notre interlocuteur en sera incapable, ne nous faisons pas d'illusions, la plupart des militants aussi puisque personne ne les a formés, ils n'y sont pour rien. Allons plus loin, ensuite on arrêtera là car il est déjà 0h33.

Au bout du compte, réfléchissons un instant, qu'est-ce qu'on va conserver de cette expérience, le fait que notre travailleur ait compris quelque chose qu'il n'avait pas compris auparavant, par exemple qui est derrière l'Emirat islamique, oui mais bon, il y a encore tellement de choses qu'il ignore ou qu'il ne connaît pas, si on devait s'en tenir à cela, autant dire qu'il ne serait pas beaucoup plus avancé, ou la méthode, la démarche qui lui aura permis d'arriver à comprendre le rôle de l'Emirat islamique et à oter de sa tête l'idée fausse ou confuse qu'il en avait, à lever les obstacles qu'il opposait à notre version, qui reposaient sur des a priori, la crainte qu'on le manipule, car c'est lui qui a fait tout ce travail et pas nous, nous nous n'en avions pas besoin. Et si nous avons pu l'aider, ce n'est pas parce que nous possédions les bonnes informations ou les sources pour nous les procurer, mais parce que nous maîtrisions la méthode qui permettait d'établir les rapports qui existaient entre elles.

Posez une fine plaque de métal rectangulaire sur un établi et un marteau, et demandez à quelqu'un de réaliser un cône avec. Il aura bien la matière et l'outil approprié pour y arriver, mais s'il ne connaît pas la méthode pour parvenir à donner cette forme à cette plaque de métal, il n'y arrivera jamais. Et bien là c'est la même chose.

Pour la petite histoire, j'ai appris cela en carrosserie dans le centre d'apprentissage de la Régie Nationale des Usines Renault (RNUR) à Boulogne Billancourt en 1972. J'avais été très fier de réaliser une tabatière que j'avais ensuite offerte à mon père. Chaque expérience compte dans la vie, à condition de savoir s'en servir.

Je rajoute mardi soir, que vous allez voir avec la causerie du jour à quoi cela peut servir. Au passage, quand je dis que je suis un ouvrier, ce n'est pas pour me donner un genre, 42 ans plus tard je n'ai rien oublié de cette expérience et je suis demeuré pragmatique.

Après la mort d'un jeune manifestant, Rémi Fraisse.

Un pays au bord de l'explosion sociale, un président et un gouvernement ultra minoritaire, illégitime, un régime honni par la majorité.

En toute circonstance, il faut savoir raison gardée ou faire preuve de mesure.

J'ai lu une dizaine d'articles de presse sur cette affaire. J'ai lu la déclaration mesurée de son père qui est un élu écologiste. J'ai lu les premiers résultats de l'enquête en cours. Désolé, au risque de déplaire à certains lecteurs je ne verserai pas dans le gauchisme ou l'ouvriérisme, je ne me laisserai pasnon plus impressionner par certaines déclarations intempestives, il y a tout lieu de penser que ce malheureux garçon a été victime d'un accident, une grenade (lacrymogènes ou assourdissante ?) tirée par un policier est venue se ficher entre son sac et son dos et a explosé à cet endroit-là causant sa mort sur le coup.

Que sa mort suscite la colère est légitime, mais en l'occurence, il semble qu'elle soit purement accidentelle. Si l'enquête concluait à une autre version des faits, nous réviserions cette appréciation si nécessaire, évidemment.

Dossier préparé à l'aide d'articles de : Francetv info, liberation.fr et AFP

- Sivens : le jeune Rémi a été victime d'une explosion - liberation.fr 27.10

Une grenade lancée par la police pourrait en être la cause mais rien n'est encore certain, a précisé le procureur.

Le témoignage de son père.

D'après son père, Rémi Fraisse se serait rendu samedi après-midi sur le site du barrage, où se tenait une manifestation pacifique. Mais en marge de cette mobilisation, des échauffourées éclatent entre forces de l'ordre et opposants au barrage. Aux projectiles qu'ils reçoivent en provenance de 100 à 150 personnes, des gendarmes mobiles répondent en faisant usage de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de flash-balls. Mais dans la nuit, vers 2 heures du matin, le corps du jeune homme est retrouvé par les pompiers.

Le déroulement des faits.

Vers 2 heures du matin dimanche, les gendarmes et les opposants au projet de barrage se font face, sur ce parking réservé aux engins de chantiers. Pour les gendarmes, un groupe de casseur aurait voulu en découdre. L'affrontement est violent. Le corps de Rémi Fraisse est découvert gisant au milieu de la zone des combats. Certains opposants refusent de montrer leur visage à nos caméras mais évoquent bien des tirs. "*Il y a plusieurs tirs à la grenade explosive et au flash Ball. Après le copain s'est retrouvé à terre. Apparemment la grenade se serait coincée entre son sac et son épaule*", explique un homme présent lors des faits.

"*La plaie importante située en haut du dos de Rémi Fraisse a été causée, selon toute vraisemblance, par une explosion. Le jeune homme a été projeté au sol de façon violente. Le légiste ne peut ni affirmer, ni infirmer sur la base des lésions anatomiques relevées que l'origine de la plaie proviendrait d'une grenade, venue de la zone où les gendarmes étaient retranchés*", a déclaré le préfet d'Albi, Claude Derens.

Différents médias avaient rapporté qu'une grenade aurait pu atteindre le jeune homme, découvert mort au moment d'affrontements avec les forces de l'ordre. Mais «*aujourd'hui aucun élément ne permet d'affirmer, ni d'infirmer cette possibilité*», a souligné le magistrat, qui a lu une déclaration et n'a accepté aucune question.

Se voulant précis, le magistrat a déclaré : «*La déflagration a été forte puisque le jeune homme a été projeté au sol de façon violente*» et «*selon le médecin légiste, la mort a été instantanée*». «*L'objet à l'origine de l'explosion n'a pas entraîné de flamme*»

et «*aucune trace de particule métallique ou plastique n'a été retrouvée dans la plaie*», a-t-il ajouté.

L'enquête en cours.

Par conséquent, «*le légiste ne peut ni affirmer, ni infirmer, sur la base des lésions anatomiques relevées, que l'origine de la plaie proviendrait d'une grenade lancée depuis la zone où les gendarmes étaient retranchés*», a fait valoir le procureur.

Selon le magistrat, «*il faut attendre les résultats d'analyses*» effectuées au laboratoire de police scientifique de Toulouse pour connaître «*le rôle déterminant - ou pas - de la grenade qui aurait été lancée, pour expliquer si elle est à l'origine de l'explosion*».

Qui était Rémi Fraisse ?

Diplômé en juin, il vivait en colocation près de Toulouse. Membre d'une association consacrée aux plantes et à la nature, pas le profil d'un militant radical selon son père, un élu écologiste. "*Il avait une passion pour les plantes. Il voulait se spécialiser dans ce domaine-là (...) Je lui avais recommandé d'être prudent. Il s'est retrouvé au milieu de la bagarre pas du tout équipé. Je pense que c'est pour cela qu'il est mort*", estime Jean-Pierre Fraisse, père de la victime.

Selon des proches, cités par différents médias, le jeune homme était particulièrement intéressé par les questions environnementales, sans pour autant être un militant très actif. "*Rémi était très sensibilisé à ce problème du barrage de Sivens*", confie son père, interrogé par BFMTV. "*Il n'était pas un garçon violent, ni un garçon qui faisait partie des irréductibles sur ce genre de manifestations. Ce n'était pas un casseur non plus*", ajoute-t-il sur RTL.

La famille de Rémi Fraisse va déposer plainte pour homicide volontaire.

La famille de Rémi Fraisse, le jeune homme mort dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage de Sivens (Tarn), va déposer plainte pour homicide volontaire, annoncent ses avocats, lundi 27 octobre. Elle vise plus exactement un homicide volontaire "*par une ou plusieurs personnes dépositaires de l'autorité publique*", précisent-ils.

Cette plainte doit "*permettre à un juge d'instruction indépendant de faire toute la lumière sur les circonstances du décès*" du jeune manifestant, a déclaré Arié Alimi, l'un des avocats de la famille. Après les premiers résultats de l'autopsie, le procureur a confirmé que le manifestant de 21 ans avait été victime d'une explosion, dont l'origine n'est pas encore déterminée. Cependant, plusieurs témoignages accablent les gendarmes. Francetv info 27.10

Et les manifestations d'hier.

« *Rémi, Rémi, on ne t'oublie pas* », « *Rémi, ni oubli, ni pardon, Etat assassin* ». Des centaines de manifestants ont défilé dans plusieurs villes de France, lundi 27 octobre, en hommage à Rémi Fraisse, tué dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage contesté de Sivens (Tarn). Dans la journée, les premiers résultats de l'autopsie ont révélé que le jeune manifestant de 21 ans avait été victime d'une explosion. L'enquête doit désormais déterminer si elle a été causée par une grenade des forces de l'ordre.

A Albi, des centaines de protestataires s'étaient donné rendez-vous aux alentours de 14 heures pour rendre hommage à l'étudiant toulousain. Certains étaient en pleurs.

Aux abords du palais de justice, des heurts ont éclaté en milieu d'après-midi entre les manifestants les plus virulents, pour certains cagoulés et jetant des pavés, et les forces de l'ordre. Les affrontements ont vidé le centre d'Albi de ses passants et les terrasses de leurs clients. Le calme était revenu vers 19 heures, après plus de deux heures d'un face à face tendu ponctué de salves de gaz lacrymogènes.

Les débordements ont aussi gagné Nantes, où se tenait un défilé. Quelque 500 participants s'étaient retrouvés dans cette ville, où la contestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes oppose manifestants et forces de l'ordre depuis plusieurs années. Des heurts ont eu lieu entre une centaine de manifestants et la police, lundi.

A Rouen, une petite centaine de personnes avaient accroché aux grilles de la préfecture une banderole proclamant : « *Testet: l'État tue, Rémi mort pour ses convictions. Ni oubli, ni pardon* ». A Caen, 80 personnes ont rejoint la préfecture avant de partir en cortège derrière une banderole affirmant « *la police tue, halte à la répression* ».

D'autres rassemblements se sont également tenus à Toulouse, Strasbourg, Paris Chambéry ou encore Rennes. lemonde.fr 27.10

Retour sur la relocalisation de Lucibel à Barentin, en Normandie.

Coût de l'énergie et de transport toujours plus cher en Chine.

Pour l'énergie il faut penser au tarif de l'électricité qui doit être comme en Inde calculé sur la consommation, plus vous consommer et plus le prix de l'unité augmente, même si l'industrie bénéficie d'un tarif spécial.

Francetvinfo.fr - "*Aujourd'hui, l'énergie augmente, ça veut dire que le transport qu'il soit maritime ou pire aérien, ça coûte plus cher*", explique Patrick Ginter, directeur des opérations de Lucibel. Les coûts de transports augmentent.

Cela demande toute une logistique très lourde aussi, donc coûteuse, aussi bien en Chine qu'en France de l'entreprise au port et vice versa, de consacrer un fond de roulement au stock (capital) immobilisé (inutilement) durant la durée du transport

Coût de la main d'oeuvre en augmentation constante chaque année, + 10% en moyenne.

Francetvinfo.fr - Plus étonnant les salaires de chinois aussi. 350 euros par mois, c'est peu, mais c'est plus 40% en quatre ans. "*Ça va finir par rattraper la différence qui justifiait qu'on aille délocaliser dans des pays à bas coût, mais qui sont peut-être plus si bas coût que ça*", estime Patrick Ginter.

Ce que dit monsieur Ginter, c'est qu'avec l'ANI notamment, il va pouvoir bénéficier en France d'une main d'oeuvre relativement bon marché taillable et corvéable à merci dont il pourra se séparer à volonté, gageons qu'il a déjà déduit du coût de production à venir les aides et exonérations que va lui accorder l'Etat ou la législation particulièrement favorable au patronat. Il a dû sentir qu'avec un gouvernement "*pro-business*", il était en droit d'attendre de nouvelles largesses envers le patronat, et il n'a pas tort.

En 2005 j'avais écrit que les conditions favorables aux délocalisations prendraient fin d'ici 10 à 20 ans compte tenu de l'évolution de l'ensemble des facteurs qui entrent en jeu.

Meilleures conditons de travail exigées par les nouvelles générations de travailleurs soumis à l'économie de marché.

Francetvinfo.fr - Et ce n'est pas tout, semaine de 50 heures maximum, jours de repos hebdomadaire et loisir dans l'entreprise, la nouvelle génération a ses exigences. "*Nos employés actuels sont nés dans les années 80 ou 90. Ils sont très différents de leurs parents. Leurs parents voulaient juste un salaire, eux ils veulent aussi une bonne qualité de vie*", explique James Liu, responsable des ressources humaines de Flextronics. Voilà pourquoi Lucibel revient au pays.

Surtout ils travaillent dans une société officiellement basée sur le profit, et qui en réalise énormément en surexploitant la main d'oeuvre à bas coût. Les travailleurs chinois le savent, ils parlent entre eux, ils savent comment vivent les travailleurs en France, ils savent que cette entreprise est venue s'intaller en Chine spécialement pour engranger d'énormes profits et les exploiter davantage que les travailleurs de son pays d'origine. Il est donc normal qu'ils revendiquent de meilleurs salaires et de meilleures condition de travail et de vie, ce qui évidemment n'est pas du goût des dirigeants des sociétés occidentales ou des multinationales étrangères.

Une "*occasion en or*" ne se refuse pas ! On se disait aussi...

Francetvinfo.fr - Et la PME a profité d'une occasion en or : dans les mêmes locaux, une usine vouée à la fermeture. Lucibel va réembaucher une partie des salariés et en échange l'ancien employeur donne les locaux et va payer une partie des salaires pendant 3 ans. "*Sans cette opportunité que Schneider nous a offert, je pense que nous aurions mis notre usine en Europe de l'Est ou au Maghreb (...)* ", explique Frédéric Granotier, PDG de Lucibel. L'année prochaine, l'usine qui emploiera une centaine de personnes et produira 1 demi-million de LED en Normandie. francetvinfo.fr 27.10

Déstabilisation de l'Empire tout azimut

Brésil, la défaite de leur candidat ne passe décidément pas.

- Brésil : difficile réélection pour Dilma Rousseff France 3 - Francetv info

- "*La popularité de Rousseff risque de chuter rapidement*" L'obs

- Brésil: la Bourse de Sao Paulo en chute de 6% après la réélection de Rousseff - AFP

L'oligarchie financière passe à l'ofensive en Chine

- Friture sur la ligne entre les Bourses de Shanghaï et Hongkong - LeMonde.fr

Diabolisation outrancière de la Russie.

- La Russie a cherché à faire d'Ebola une arme militaire, qu'en est-il aujourd'hui? - Slate.fr

Parce que les Russes ont prétendu qu'ils étaient capables de sortir un vaccin dans les trois mois à venir, ce qui pourrait couper l'herbe sous le pied des trusts pharmaceutiques américains qui sont en lice pour enlever ce juteux marché.

Alors que ce sont les Américains qui ont envoyé 4.000 soldats au Libéria !

Terreur et dégénérescence de la société. Ils sèment le chaos et sont "***maléfiques***"

Ils s'inspirent des agissements des diirgeants des puissances occidentale et de leurs créatures monstrueuses, l'Emirat islamique.

Les clowns qui nous gouvernent sont encore plus cyniques et dangereux parce qu'ils détiennent le pouvoir.

- Le phénomène des "*clowns maléfiques*" vire à la psychose - L'obs

- Les clowns, une mode américaine - Francetv info

- La mode des clowns effrayants viendrait des Etats-Unis. - Francetv info

Jacques Cardoze, journaliste de France 2 à Washington assure que de nombreuses plaintes ont été "*déposées dans des états comme la Floride ou la Californie*". Plus d'une vingtaine de villes ont été attaquées par des clowns menaçants aux Etats-Unis."*Ils étaient parfois armés*", rapporte le journaliste. Francetv info 27.10

Un mimétisme qui ne nous étonne plus.

Nos dirigeants aux ordres de Washington et Bruxelles sont des zombies.

- Inquiète pour "*l'ordre public*", Lille interdit la "*Zombie Walk*" - LePoint.fr

La marche des Zombies a connu ces dernières années un succès grandissant à Lille, passant de 300 personnes pour sa première édition en 2010 à 5 000 en 2013. À Bordeaux, environ 3 000 personnes, le visage souvent couvert de faux sang, ont participé samedi à une "*zombie walk*". Sur Facebook, les organisateurs de la manifestation de Lille ont fait part de leur déception. lepoint.fr 27.10

Encore Facebook !

Cela confirme que la société a dépassé le stade de la décomposition pour entrer en putréfaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'UE à hue et à dia.

La banque centrale de la Grande-Bretagne, c'est la Fed et non l'UE, et la monnaie qui lui sert de référence, ce n'est pas l'euro mais le dollar. La Grande-Bretagne fut le premier Etat des Etats-Unis et l'est demeuré, mais qui s'en souvient, qui le sait ? On a oublié que la Fed a été fondée (en 1913) sur le modèle de la Banque d'Angleterre (1694).

- Budget UE: malgré la menace de sanctions, Cameron persiste à refuser de payer - AFP

Renzi et Hollande se couche devant la Commission européenne, normal.

Rappel.

- Budget: Renzi attaque Bruxelles. - L'Express.fr 24.10

- Rome propose 4,5 milliards d'économies budgétaires de plus - Reuters 27.10

On comprend mieux pourquoi le petit despote ne voulait pas rendre public la lettre que lui avait adressée la Commission européenne, une mise en demeure en vérité, je ne l'ai pas lue, je présume.

Dès lors quelle légitimité a ce gouvernement, quelle souveraineté représente-t-il, pas celle du peuple qu'il est censé représenté puisqu'il n'a même pas le pouvoir d'établir le budget. Hollande et le gouvernement (le PS) ne bradent pas l'indépendance de l'Etat ou de la nation, ce sont nos droits qu'ils piétinent en permettant à une institution non élue d'en disposer, vous saisissez la nuance, on ne se place pas sur le même terrain que les sociaux-patriotes et autres souverainistes.

Pendant plusieurs jours Hollande, Valls, Sapin, Macron ont fait les mariols en affirmant qu'ils n'étaient pas aux ordres de Bruxelles, qu'il n'y avait aucune raison que leur projet de budget soit rejeté par la Commission européenne, et patati, et patata, et hop nouveau volte-face ! En réalité ils savaient pertinemment qu'ils allaient s'exécuter comme de vulgaires laquais obéissant à leur maître. Face à cet excès de faiblesse de l'exécutif, il ne faut pas s'étonner que l'extrême droite en embuscade en profite, car en dernier recours elle est la seule à encore incarner le pouvoir de la classe dominante et à être capable d'affronter la classe ouvrière.

- Budget 2015 : la France révise sa copie pour satisfaire Bruxelles - Francetv info

Mise sous pression par Bruxelles, la France a présenté à la Commission européenne un budget pour 2015 qui devrait permettre de réduire le déficit public de 3,6 milliards d'euros de plus que prévu, a annoncé le ministre des finances, Michel Sapin. lemonde.fr 27.10

La révolution nationale en marche en Ukraine saluée par les médias et les dirigeants occidentaux

- Ukraine : la révolution a gagné jusque dans les urnes - Liberation.fr

- Ukraine : les pro-occidentaux forcés de s'entendre après leur victoire - LePoint.fr

- Un millier de nazis ont travaillé pour les Etats-Unis pendant la Guerre froide - L'Express.fr

Les nazis continuent de travailler pour les Etats-Unis, la preuve.

- Ukraine : le leader de Pravy Sektor, parti ultranationaliste, élu député - LeMonde.fr

Dmytro Iaroch, dirigeant du mouvement ultranationaliste paramilitaire ukrainien Pravy Sektor, a été élu député à l'occasion des législatives anticipées, dimanche 26 octobre.

L'homme de 43 ans a remporté l'élection au scrutin majoritaire dans une circonscription de la région russophone de Dnipropetrovsk d'où il est originaire, selon un résultat officiel quasi définitif.

Son parti a quant à lui obtenu moins de 2 % des voix au niveau national alors qu'il faut plus de 5 % pour être représenté au Parlement.

En Ukraine, la moitié des députés sont élus au scrutin proportionnel sur des listes nationales, l'autre moitié au scrutin majoritaire à un tour dans des circonscriptions.

Certains de ses membres se battent actuellement aux côtés des troupes ukrainiennes qui défendent l'aéroport de Donetsk, l'un des points chauds sur le front de l'Est, où Kiev lutte contre la rébellion séparatiste prorusse. Il revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens de la deuxième guerre mondiale.

En Russie, Dmytro Iaroch est poursuivi pour « *incitation au terrorisme* » et Moscou a émis un mandat d'arrêt international contre lui. LeMonde.fr 27.10

Ils ont obtenu les résultats qu'ils voulaient : ils décrètent que le scrutin s'est déroulé normalement.

Dès lors que des partis n'aient pas pu faire campagne face à la menace des milices fascistes, le Parti (dit) communiste, que des formations politiques se sont vues arbitrairement refuser de présenter des candidats, comment peut-on prétendre que les élections législatives en Ukraine ont été "*pluralistes et démocratiques*" ?

Les observateurs de l'OSCE satisfaits des législatives en Ukraine - Reuters

Les élections législatives organisées dimanche en Ukraine ont été pluralistes et démocratiques, estiment les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

"*Les élections ont marqué une étape importante sur la voie des ambitions démocratiques de l'Ukraine, conformément à ses engagements internationaux*", s'est félicité lundi Kent Harstedt, coordonnateur spécial de l'OSCE. Reuters 27.10

Tartufferie. Il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir.

- Torture : 12 Nobel de la paix appellent Obama à révéler les actions de la CIA - lepoint.fr

Les lauréats réclamant la publication d'un rapport parlementaire sur les techniques d'interrogatoire employées par la CIA après le 11 septembre 2001.

Dans leur courrier, les douze Nobel de la paix soulignent qu'ils seront particulièrement attentifs aux suites qui seront données à ce rapport. "*Il reste à voir si les États-Unis fermeront les yeux sur les conséquences de leurs actes (...) ou s'ils prendront les mesures nécessaires pour retrouver les principes sur lesquels le pays a été fondé*", ajoutent-ils. lepoint.fr 27.10

Ils n'ont pas remarqué que c'était ce qu'ils faisaient en Irak et en Syrie, en Afghanistan et en Libye : Faire ce qu'ils veulent en toute impunité, attaquer 7 Etats indépendants et souverains qui ne leur avaient jamais déclaré la guerre par exemple.

Complicité avérée des Etats-Unis-Emirat islamique-Turquie et comment favoriser la propagation de ces barbares à travers le monde

Comment expliquer que la coalition militaire la plus puissante et la plus sophistiquée du monde pourrait être mise en échec par quelques dizaines de milliers de mercenaires fanatiques débarqués de 80 pays dont la plupart sont profondément arriérés, tout en ayant la quasi-totalité des peuples des pays qu'ils ont envahis contre eux, autrement que par la collusion entre les différents protagonistes qui sont censés s'affronter sur le terrain, chacun y trouvant son compte ?

- Syrie: les Etats-Unis peinent à prendre l'avantage sur les jihadistes de l'EI - AFP

Comment expliquer, alors qu'Internet fait l'objet d'une surveillance permanente et mondiale de la part des services secrets des puissances occidentale, qu'ils sont propriétaires de toutes les "*réseaux sociaux*", que les barbares puissent tranquillement utiliser ce canal pour diffuser son idéologie criminelle et recruter, autrement que par la collusion entre les puissances occidentales et ces barbares ?

- Washington appelle ses alliés à étendre la guerre contre Daesh sur internet - 20minutes.fr

Lors d'une réunion à Koweït sur les moyens de contrer la propagande jihadiste diffusée via les réseaux sociaux. Le coordinateur américain de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen,

Il a estimé que l'EI ne serait «*véritablement vaincu qu'une fois que la légitimité de son message aux jeunes vulnérables sera niée*». «*Nous sommes ici pour discuter des moyens de vaincre la politique de l'EI et de faire face à son activité sur l'espace virtuel et en ligne*», a-t-il ajouté. (Que les Américains contrôlent, il faut ajouter pour comprendre où est l'imposture. A tout moment ils peuvent fermer un portail ou un blog, supprimer une vidéo présente sur le Net, alors pourquoi ne le font-ils pas ici ? Parce que cela les arrange, par qu'EI est inclu dans leur stratégie pour déstabiliser un certain nombre de pays au Moyen-Orient, les renverser au besoin, afin de maintenir ou renforcer leur hégémonie sur le marché du pétrole et du gaz au détriment de leur principal concurrent (russe) et ses alliés. - ndlr)

L'EI qui a pris le contrôle de larges pans du territoire irakien et d'une partie de la Syrie et y a proclamé un «*califat*» utilise de manière sophistiquée les réseaux sociaux, y diffusant de nombreuses vidéos de propagande et un magazine au graphisme soigné. Ses partisans utilisent abondamment les réseaux sociaux qui sont devenus un outil de recrutement de combattants étrangers. (Une fois de plus on a l'occasion de comprendre pourquoi ils ont créé ces "*réseaux sociaux*", pour diffuser leur propagande, conditionner les masses, notamment. - ndlr)

Les gouvernements occidentaux sont de plus en plus alarmés par les effets de cette propagande qui attire vers l'EI de nombreux Européens et Américains. Ils s'alarment aussi de l'influence de cette propagande sur les jeunes musulmans appelés à s'en prendre à des cibles occidentales. 20minutes.fr 27.10

Les véritables cibles des Occidentaux et d'EI, ce sont les musulmans et l'islam. Au cours des 13 dernières années, depuis le 11 septembre 2001 les Américains ont attaqué 7 pays, tous à majorité musulmane, et ils continuent.

Ils se posent en victimes alors qu'ils sont les complices de ces barbares. En laissant ouvert le canal Internet, ils favorisent la diffusion de la propagande d'EI.

- Des agents du Renseignement turc parmi les éléments de Daech - french.irib.ir

La publication des images des agents des services de Renseignements turcs parmi les membres du groupe takfiri de Daech a enfin mis au grand jour les origines de la politique ambigüe d'Ankara dans la lutte anti-Daech.

Selon l'agence de presse Fars, les images montrant les agents des services de Renseignements turcs parmi les membres du groupe terroriste de Daech ont mis au grand jour le soutien en coulisses d'Ankara à ce groupe takfiri.

Le site web « *The muslim issue worldwide* » a rendu public des images montrant les terroristes de Daech faisant partie des services de Renseignements turcs. Il est alors évident pourquoi Ankara refuse de lutter contre le groupe de Daech et ne permet pas le déploiement des bases militaires étrangères sur ses frontières. Mehmet Ali Ediboglu, député CHP de Hatay, avait, auparavant, souligné qu'Ankara favorisait le financement du groupe terroriste de Daech. « *Daech vend à 800 millions de dollars, dans la province de Hatay, le pétrole de la Syrie, qu'il avait volé et trafiqué vers la Turquie* », a ajouté Ediboglu avant de continuer : « *J'ai fait beaucoup de recherches sur le groupe de Daech. Il s'agit d'un groupe terroriste qui représente une menace mondiale car il est d'avis qu'on obtiendra la permission d'entrer au Paradis en tuant les gens* ».

Soulignant que la collaboration de la Turquie avec des milliers d'éléments de Daech reste très dangereuse, le député du CHP a précisé : « *Personne ne peut garantir que ces terroristes ne répètent leurs massacres en Irak ou qu'ils ne lancent d'attaques similaires contre la Turquie* », a réaffirmé Ali Ediboglu. En ce qui concerne la manière du transfert du pétrole syrien vers la Turquie, le député turc a dit : « *Daech a implanté des oléoducs dans les villages frontaliers de la Turquie et ainsi que dans la ville de Hatay. Des oléoducs similaires se voient aussi à Kilis, à Ourfa et à Gaziantep*».

« *Des terroristes, venus d'Europe, de Russie, de Tchéchénie et de certains pays asiatiques, s'infiltrent en Syrie et en Irak via la frontière de la Turquie* », a déclaré Ediboglu avant d'ajouter : « *Au moins 1.000 civils turcs prêteraient main forte aux terroristes pour qu'ils puissent arriver en Syrie et en Irak et rejoindre Daech. Les services de Renseignements turcs sont aussi impliqués dans cette affaire* ».

Dans ce droit fil, un rapport fait part du trafic de 1.500 tonnes de carburant, par jour, depuis la Syrie vers la Turquie, ce qui équivaut 35% du combustible, consommé en Turquie. french.irib.ir 27.10

Les Africains en passe d'être des nantis !

- Plus d'un Africain sur trois appartient à la classe moyenne - AFP

34% des quelque 1,1 milliard d'Africains, soit environ 370 millions de personnes, appartiennent à cette classe moyenne, selon les standards africains (des revenus compris entre 2,2 et 20 dollars par jour).

Ce chiffre devrait atteindre 42% d'ici 2060, selon l'étude de la BAD, dévoilée à Johannesburg.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance sur le continent de 5,1% cette année, contre 4,7% en 2013, et jusqu'à 5,8% l'an prochain, grâce à une hausse des investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures.

Et malgré la crise économique mondiale, le nombre de plus en plus élevé d'Africains appartenant à la classe moyenne devrait contribuer à la croissance et au développement.

L'étude montre que les pays ayant un secteur privé robuste comptent la classe moyenne la plus importante.

Même des pays qui font partie des plus pauvres au monde, comme la Sierra Leone, bénéficient d'une classe moyenne "*réduite mais grandissante*".

Outre le revenu, l'appartenance à la classe moyenne africaine dépend de la possession de certains biens (téléviseur, voiture, réfrigérateur), du type de revêtement du sol et de la présence de toilettes dans l'habitation, ainsi que de l'accès à l'électricité et à l'eau potable, selon les critères utilisés pour cette étude. AFP 27.10

Ah ben, à ce tarif là, en Inde la classe moyenne doit bien représenter, aller au pif, 700, 800, 900 millions d'Indiens !

Et les conditions de vie, la promiscuité, toujours aussi épouvantable en réalité.

Ils racontent vraiment n'importe quoi. Un téléviseur d'occasion ici vaut quelques milliers de roupies, moins de 5.000 roupies, une bagnole plusieurs centaines de milliers de roupies, vous voyez l'écart, il est phénoménal entre les deux, d'ailleurs j'ai tout ce qui figure dans leur liste, sauf la bagnole, trop cher pour moi, donc je n'appartiens même pas à la classe moyenne selon leurs critères, et pourtant j'ai un faible revenu deux fois à trois fois supérieur à celui des travailleurs que je connais.

Ils veulent faire croire que la "*croissance*" bénéficie à la majorité des Africains, alors que ce n'est pas du tout le cas. Il faut rappeler aussi que ceux qui bénéficient d'un meilleur traitement sont hyper exploités, ils ont effectivement un niveau de vie supérieur à la moyenne, mais ils le paient très cher en sacrifice, qui plus est ils n'en profitent même pas ou si peu.

Selon que vous possédez 2,2 ou 20 dollars par jour, ce n'est pas du tout la même chose contrairement à ce que suggère cette "*étude*". Avec 2,2 dollars par jour, vous êtes pauvre, vous survivez, vous ne crevez pas. Avec 20 dollars par jour, vous baignez dans le luxe ! Ce n'est pas très sérieux, à croire que cette "*étude*" a été commandée par le FMI pour sa propagande, loin de la réalité.

Le bonjour au passage à nos amis africains qui nous lisent, on pense tous les jours à vous.

ACTUALITE EN TITRES

En famille au grand Total !

- Foule de VIP pour Margerie - Liberation.fr

- Hollande, Valls, Sapin, Pellerin...rendent hommage à Christophe de Margerie - L'obs -

N'a-t-elle pas été nommée pour cela ?

- Fleur Pellerin est dans une logique qui enterre l'idée même d'un ministère de la Culture - Slate.fr

Ingratitude. Ils l'ont dans le cul et ils s'en plaignent.

- Plug anal: "*Les dégradations relèvent du terrorisme*" - L'Express.fr

Rien que cela, sauf quand il s'agit de leurs protégées, les Femen. Pour se foutre à poil aussi facilement publiquement, c'est qu'elles doivent avoir le feu au cul et ces pervers ils aiment cela.

Résistance passive

- La CGT appelle à la grève nationale dans les transports le 4 novembre - Francetv info

- Caddie : deux tiers des salariés du groupe licenciés - Francetv info

Le plan de reprise proposé par l'ancien directeur général de Caddie prévoit la suppression de 250 emplois. Les salariés sont amers. Francetv info 27.10

- Nouvel appel à la grève chez Amazon en Allemagne - Reuters

- La Grèce appelée à la grève générale fin novembre - Liberation.fr

Stratégie du chaos, fascisme et guerres.

- Ukraine: la victoire des pro-occidentaux accueillie par une reprise des combats - AFP

- Allemagne : violences en marge d'une manifestation néonazie à Cologne - Francetv info

- Brésil: La réélection de Rousseff fait chuter la Bourse 20minutes.fr - 20minutes.fr

- Pakistan: une université suspend des professeurs pour un stand sur la culture d'Israël - AFP

Une provocation de l'ONU d'après ce que j'ai lu, au nom de la "*diversité culturelle*", alors qu'Israël représente quoi, 0,001% de la population mondiale...

- Netanyahu veut accélérer un projet de développement des colonies - Reuters

- Une quarantaine de morts dans une série d'attentats en Irak - LeMonde.fr

- Afghanistan: 7 morts dans une attaque de talibans contre un tribunal à Kunduz - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie :

La participation au scrutin de dimanche est pour sa part en demi-teinte, s'établissant selon des données provisoires à 61,8%, soit environ 3,1 millions d'électeurs. Ce chiffre est en forte baisse par rapport à l'élection en 2011 de la Constituante, remportée par les islamistes, et pour laquelle 4,3 millions de Tunisiens avaient voté.

Trois ans après la chute de Ben Ali, la victoire de Nidaa Tounès montre que la Tunisie n'en a pas totalement fini avec ceux qui ont œuvré pour le régime. Au sein de la formation victorieuse, on retrouve en effet d'anciens caciques du benalisme, en premier lieu son leader, Beji Caïd Essebsi, 87 ans, qui a servi Bourguiba puis Ben Ali. «*On peut parler d'une contre-révolution de velours, analyse Beligh Nabli. La justice n'a pas fait son travail en jugeant les actes criminels du régime et désormais, le spectre de l'impunité rode. Or il y a un risque que cette impunité soit sanctifiée de fait ou par voie législative. Ce serait un coup dur pour la démocratie.*»

La Presse a dès lors salué la première élection d'une assemblée pérenne, près de quatre ans après la révolution, jugeant "*la mission quasiment accomplie, ce qui est considérable*".

La France a ainsi loué "*un cap historique*" et l"*attachement à la démocratie*" des Tunisiens. Le président américain Barack Obama a lui salué "*une étape importante dans la transition politique historique de la Tunisie*". 20minutes.fr 27.10

L'ancien régime n'était jamais tombé !

On comprend pourquoi, ils sont rassurés, ils ont pu corriger le tir !

2- Syrie

500 raids d'Assad en une semaine contre Daech - french.irib.ir

Selon les sources syriennes, l'aviation syrienne a mené quelques 500 raids la semaine dernière contre les positions des terroristes takfiris dans diverses région du pays. 533 raids aériens plus précisement ont été conduits contre les différentes cibles dans des régions en guerre. Samedi, les chasseurs sukhoi syriens ont bombardé à 27 reprises les positions des terroristes takfiris d'Al Nosra à Joubar et à Zobdin et à Zamalka ainsi que dans le village Bala dans Ghouta-est. Le pont El Siyassa à Deir Ezzour à l'est de la Syrie ainsi que la cité de Naba al Saqar à rif de Quneitara, dans le sud de la Syrie.

Des positions terroristes à rif est de Hama sutout à Havais à Khan Cheikhoun à Abou al Zohour et à Hfar Sajna et al Naghir à rif d'Idleb et à Al Waar à Homs et dans la ville de Rastan à rif de Homs et dans les cités de Al Tayebiya Nassib et de Tafas à rif de Daraa ont été visés. 265 raids ont été menés contre les takfiris de lundi à samedi. Deir Zeeour, Homs, Damas et sa banlieue, Lattaquié, Quneitara , Hama et Alep ont été visés. french.irib.ir 27.10

3- Liban

- Liban : l'échec "l'Emirat de Tripoli" - french.irib.ir

Selon les sources militaires libanaises , les groupes terroristes qui assaillent depuis plusieurs jours le nord du Liban et surtout la ville de Tripoli envisageait de construire un "*émirat*" appelé "*Emirat islamique du nord du Liban*". " *Le refus du démantèlement*

des groupes terroristes dans le nord du Liban ne fera que renforcer ces groupes et étendre leurs zones d'action et ce au risque de terroriser la population . C'est pour empêcher une telle perspective que l'armée libanaise est entrée directement en action dans le nord du Liban. " Les attaques contre l'armée à Tripoli , à Bahnin, à al Maniyeh et à Al Moamara ne nous ont pas surpris . les rapports du renseignement faisaient état de la possibilité d'une réaction violente des terroristes après l'arrestation de leur gourou , Ahmad Miqati : " *l'intervention de l'armée a fait échec au plan des terroristes qui cherchaient à reconduire l'affaire de Nahr al Bared à Tripoli. les données et les renseignements dont l'armée disposait a permis ce grand succès*". Selon le commandant en chef de l'armée libanaise , " *les terroristes tentaient de perendre le contrôle du passage maritime de Tripoli au nord du Liban . Les terroristes se préparaient à lancer des attaques simultanées contre les bases de l'armée pour en prendre le contrôle puis de prendre le contrôle de la route internationale dans le nord du Liban.* " Mais comment le plan a-t-il été déjoué? Selon les sources de l'armée , " *l'armée libanaise surveillait depuis quelques temps les agissements des terroristes . Elle saviat pertinemùment que les terroristes iraient lancer leur offensive début Moharam . L'arrestation de Miqatui a été en ce sens un acte préventif car cette arrestation allait mettre en cause toute le plan terroriste. Le passage à l'acte de l'armée a poussé certains terrorsites du nord du Liban à s'éloigner des zones de combats . Le nombre des takfiris à Ban al Tabana est moins de 400 et l'armée libanaise avance a grand pas à Tripoli et à Al Mina*".

Ce lundi, le commandant en chef de l'armée , le général Jean Kawachi a publié un communiqué où il lance un sévère avertissement aux groupes armés : " *L'armée libanaise ne renoncera pas un seul instant à son objectif suprême celui de découvrir et déterrer les terroristes et les pourchasser jusqu'à leur élimination. Il n'y aura aucune trêve avant que cet objectif soit accompli* ", les agences font état de l'arrestation de 13 terroristes syriens au moment de leur infiltration à Erssal par l'armée libanaise. french.irib.ir 27.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Cambodge - Thaïlande

- Entre Cambodge et Thaïlande, le marché noir florissant des organes - AFP

Une longue cicatrice barre le flanc de Chhay. Souvenir d'une opération dont il espérait qu'elle éponge les dettes de sa famille, mais qui fait de lui une des premières victimes du trafic d'organes au Cambodge.

Chhay vit dans une petite maison d'une seule pièce avec neuf membres de sa famille, dans une banlieue de Phnom Penh.

Ce Cambodgien de 18 ans tente de se remettre de ce qu'il décrit comme une terrible erreur: la vente d'un de ses reins, pour 3.000 dollars.

Il lui a été prélevé il y a deux ans, en toute illégalité, dans un hôpital ultra-moderne de Bangkok, plaque tournante du tourisme médical en Asie.

Il a porté plainte et deux trafiquants ont été interpellés.

Le jeune Cambodgien dit avoir été persuadé de donner son rein par une voisine. "*Elle savait que nous étions très pauvres et que ma mère était endettée*", explique le jeune homme, qui a demandé à ce que son prénom soit changé dans l'interview.

De telles histoires sont courantes en Inde ou au Népal, où les trafiquants sont très implantés.

Les réseaux internationaux de trafiquants fourniraient jusqu'à 10.000 des quelque 100.000 transplantations annuelles réalisées à travers le monde, selon les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Après avoir découvert que les trafiquants empochaient 10.000 dollars par rein, Chhay et deux autres jeunes de la minorité musulmane chaan, marginalisée au Cambodge, ont décidé de porter plainte.

Les trafics en tous genres sont légions au Cambodge, de la prostitution à l'esclavage industriel.

Mais le trafic d'organes n'était pas sur les radars jusqu'ici.

Un trafic d'organes dans un hôpital militaire de Phnom Penh a été évoqué en août par la presse.

Prum Sonthor, haut-responsable de la police de Phnom Penh en charge de l'enquête, évoque seulement un stage

de perfectionnement pour des chirurgiens cambodgiens et chinois réalisant des greffes.

"*Je veux dire aux autres de ne pas se faire retirer un rein comme moi. Je regrette. Je ne peux plus travailler dur, même marcher m'épuise*", soupire Chhay en regardant des garçons de son âge jouer au football.

Il a trouvé du travail dans une usine textile l'été dernier, malgré les séquelles de l'opération.

L'OMS s'inquiète des complications chez les patients ayant donné leurs reins, qui n'ont souvent pas les moyens de se faire suivre.

En Thaïlande, plusieurs hôpitaux sont sous le coup d'une enquête pour leur rôle dans ce trafic. Les enquêteurs se penchent notamment sur les faux certificats de parenté entre donneur et greffé, comme le prévoit la législation.

"*Nous avons demandé aux hôpitaux d'être plus vigilants*", assure à l'AFP le président du Conseil médical de Thaïlande, Somsak Lolekha.

Le marché noir des organes est florissant, en raison de la hausse du nombre de patients en attente d'une transplantation.

Rien qu'en Thaïlande, plus de 4.300 personnes étaient sur liste d'attente pour une greffe selon les statistiques d'août.

Et sur les 581 reins transplantés l'an dernier, seule la moitié provenait de donneurs décédés, selon les chiffres de la Croix-Rouge thaïlandaise.

Cette dépendance aux greffes issues de donneurs vivants ne cesse d'augmenter à travers le monde, avec des patients se tournant vers le marché noir quand aucun de leurs proches ne peut leur céder un rein.

La Croix-Rouge de Thaïlande, qui supervise le don d'organes, a lancé en avril un programme pilote qui oblige les hôpitaux à fournir une fiche détaillée concernant les donneurs vivants.

"*Avant, ils pouvaient venir en Thaïlande sans que nous le sachions... C'est pour cela que nous avons demandé que soit créé un registre des donneurs vivants*", explique le directeur de la Croix-Rouge, Visist Dhitavat.

Malgré cette amélioration, l'ONU s'inquiète des premières affaires révélées au Cambodge.

"*Cela pourrait être la partie émergée de l'iceberg*", redoute Jeremy Douglas, représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue (ONUDC) à Bangkok.

"*Les gens qui sont ciblés par ces trafiquants d'organes se trouvent hors des radars de la société*", dit-il. Et nombre d'entre eux ne portent pas leur drame sur la place publique. AFP 27.10

2- Hongrie

- Manifestation en Hongrie contre la « taxe sur Internet » - LeMonde.fr

Plus de 10 000 Hongrois ont manifesté, dimanche 26 octobre à Budapest, pour exiger le retrait d'un projet du gouvernement du premier ministre Viktor Orban de taxer l'utilisation d'Internet. Destinée à renflouer les caisses de l'Etat, ses détracteurs jugent cette mesure antidémocratique.

« *Si la taxe n'est pas retirée dans les quarante-huit heures, nous reviendrons* », a déclaré l'un des organisateurs, Balazs Gulyas, à la foule rassemblée devant le ministère de l'économie et qui brandissait des pancartes avec les inscriptions : « *Wifi libre !, Internet libre !, Hongrie libre !* ». 50 centimes par gigaoctet téléchargé

Le projet de taxe annoncé mardi dernier par le ministre de l'économie prévoit un prélèvement de 150 forints (0,50 euro) par gigaoctet transféré. Le ministre a affirmé que cette taxe était nécessaire pour combler les trous dans le budget 2015 de la Hongrie, l'un des pays membres de l'Union européenne les plus endettés.

Il a également affirmé que cette taxe était juste car elle compensait le basculement des consommateurs vers Internet au détriment des lignes de téléphone traditionnelles. LeMonde.fr 27.10

Manifestation spontanée ou manipulée une fois de plus par la CIA ? Viktor Orban est dans le colimateur de Bruxelles et Washington, donc tout est possible, à suivre.

Aux infos de Russia Today hier soir, j'ai cru voir une manifestation similaire en Italie, mais je n'ai trouvé aucun article ce matin sur Yahoo news ?

Haut de page

Le 29 octobre 2014

CAUSERIE

Comment, des "*affrontements entre manifestants et forces de l'ordre*" et pas de morts ?

Cela s'est passé hier au Burkina Faso, dans la capitale Ouagadougou, entre 500.000 et un million de mainifestants, des barricades, des manifestants "*munis de pierres et de barres de fer*", les violences habituelles quoi, les "*forces de l'ordre répliquant avec des gaz lacrymogènes*".

Et ce matin, Obama, Merkel, Barroso, tous ce que compte les puissances occidentales d'ongistes et droitdelhommistes, bref, la communauté internationale au grand complet a exprimé sa stupeur et condamné l'emploi excessif de la violence par les forces de l'ordre en France, et appelé le gouvernement français à faire preuve de retenu.

Non, en fait ils sont restés totalement muets, ce qui n'étonnera personne.

Etat de guerre de classes. Du ***massacre de Gaza Hollande complice*** à l'Etat assassin.

Comme nous avions raison d'écrire hier qu'ils avaient franchi une étape dans la barbarie et que l'ensemble du mouvement ouvrier s'en était accommodé.

Hier, en attendant de plus amples informations sur les faits réels, nous étions demeuré relativement mesuré.

Depuis nous disposons d'un élément capital qui nous permet d'accuser le président de la République, son Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, le gouvernement du chaos intérieur d'être responsable et coupables du meutre d'un manifestant en autorisant l'emploi de grenades dites offensives pouvant entraîner la mort.

Ils ont eu près de deux ans et demi pour en interdire la production et l'usage en France, c'est donc délibérément qu'ils ont permis à l'armée (Gendarmes et CRS) de pouvoir les employer contre des manifestants qui n'en connaissent pas forcément les dangers mortels.

- Mort de Rémi Fraisse: la piste d'une grenade des gendarmes privilégiée - AFP

L'enquête sur la mort de Rémi Fraisse, dimanche 26 octobre sur le site du barrage contesté de Sivens, privilégie la thèse d'un décès dû à une grenade offensive lancée par les gendarmes, a annoncé mardi 28 octobre le procureur.

Rémi Fraisse aurait succombé à un tir de grenade offensive OF1. Une munition bien particulière utilisée par les forces de l'ordre dans les situations les plus violentes. Son objectif : assourdir les assaillants par la puissance de sa déflagration.

"*On a retrouvé des traces de TNT sur certains scellés provenant des effets vestimentaires de la victime*", a annoncé le procureur d'Albi, Claude Dérens à la presse. Ces résultats d'analyses "*orientent donc l'enquête puisque la mise en oeuvre d'un explosif militaire de type "grenade offensive " semble acquise au dossier*", a dit le magistrat.

Le TNT figure en effet "*dans la composition des charges des grenades lacrymogènes ou offensives utilisées par les gendarmes*", a précisé le procureur, lisant une déclaration écrite.

En résumé, l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche*", lorsqu'ils affrontaient des opposants au projet de barrage, à Lisle-sur-Tarn.Le TNT figure en effet "*dans la composition des charges des grenades lacrymogènes ou offensives utilisées par les gendarmes*", a précisé le procureur, lisant une déclaration écrite.

En résumé, l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient*

retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche", lorsqu'ils affrontaient des opposants au projet de barrage, à Lisle-sur-Tarn.

Interrogé sur la possibilité d'une "*bavure*" de la gendarmerie, le procureur a répondu mardi: "*Non, à mon avis, non. Mais ça, c'est l'enquête qui le déterminera*".

"*Le gendarme ne prend jamais seul une décision de ce type, sauf en cas de légitime défense. C'est soit l'autorité civile, soit le commandant de la troupe dans deux cas particuliers, si des violences sont exercées sur la troupe ou s'il n'est pas possible de défendre autrement le terrain qu'on occupe*", assure au micro de France 2 le colonel Philippe Guichard.

"*J'ai souhaité qu'il y ait une inspection générale de la police nationale et une inspection générale de gendarmerie nationale qui commencera demain et qui me donnera ses conclusions sous 15 jours. Dans l'attente des conclusions de cette enquête, j'ai demandé qu'on suspende l'utilisation de ces grenades offensives*", a déclaré le ministre de l'Intérieur.

Jusqu'à présent, les spécialistes estimaient que ce type de grenades ne pouvaient pas tuer si elles n'étaient pas combinées à un autre élément.

Et de nombreuses questions se posent encore sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse, 21 ans. Selon les résultats de l'autopsie communiqués lundi, le jeune Toulousain avait été victime d'une explosion, qui avait provoqué un arrachement important d'une partie du haut du dos. Sa mort avait été instantanée.

Mardi matin, un opposant au projet de barrage évoquait l'hypothèse qu'une grenade lancée par les gendarmes ait pu se retrouver coincée entre le dos de Rémi et son sac à dos, avant d'exploser.

Réagissant à la déclaration du procureur, Me Arié Alimi, avocat de la famille de Rémi Fraisse, a déclaré mardi à l'AFP : "*L'hypothèse que nous soutenions depuis hier (lundi) se confirme. C'est bien une grenade offensive qui a été délibérément utilisée par les gendarmes dépendant du ministère de l'Intérieur et du ministère public*".

"*A la tragédie vécue par Rémi, et ses parents et ses proches, s'ajoute un véritable scandale sans précédent dont chacun devra tirer les conséquences, pour que plus jamais la violence d'État, sous toutes ses formes, ne puisse trouver encore à s'exercer*", a-t-il affirmé.

L'avocat a confirmé avoir déposé deux plaintes: l'une pour "*homicide volontaire*" et l'autre pour "*violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner*".

Il a de plus diffusé une déclaration des parents de Rémi qui appellent à "*ne pas répondre à la violence par la violence*". Ils refusent de s'exprimer directement ou plus amplement pour l'instant. Francetv info et AFP 28.10

Les antécédents. Les grenades dites "***offensives***"

Ces grenades ne contiennent rien d'autre que du TNT mais sont plus puissantes. "*Cela provoque un bon effet de souffle et pas mal de bruit*", explique une source sécuritaire. Ce type de grenade peut provoquer parfois de graves blessures. Il suffit qu'un manifestant prenne à la main une grenade offensive au moment où elle explose et il peut avoir la main arrachée, c'est déjà arrivé", explique cette source.

Pourtant, une grenade offensive a déjà tué un manifestant : Vital Michalon, un physicien de 31 ans mort le 31 juillet 1977, lors de la manifestation contre le surgénérateur nucléaireSuperphénix de Creys-Malville (Isère). Il a été victime de l'effet de souffle après le tir tendu d'une grenade offensive lancée par les policiers et reçue en pleine poitrine. Deux personnes sortent également mutilées de la manifestation, l'un ayant perdu un pied, l'autre une main. nouvelobs.com 28.10

L'UMP soutient Hollande et le gouvernement.

"*Pour l'instant, la droite refuse de souffler sur les braises*" a constaté la responsable du service politique de France 2 Nathalie Saint-Cricq au sujet de la mort du jeune Rémi Fraisse.

Indifférence et cynisme.

"*François Hollande et Manuel Valls ont manifestement sous-estimé les risques d'instrumentalisation politique de cette terrible affaire*", précise la journaliste. "*Tout d'abord en attendant 48 heures avant d'exprimer une forme de compassion vis-à-vis de la victime et de sa famille. Ça pouvait être fait sans pour autant désavouer les forces de l'ordre*", assure-t-elle. Francetv info 28.10

Et les populistes de service entrent en scène.

- Fraisse : le Parti de gauche demande la démission de Cazeneuve - Public Sénat

- Bové accuse Cazeneuve de "*provocation*" - AFP

L'info passée inaperçue : Le dirigeant du Front de gauche, ainsi que le député écologiste José Bové, ont été chahutés à leur arrivée par un petit groupe de jeunes gens, qui leur ont jeté des oeufs et des yaourts tout en scandant des slogans hostiles. AFP 25.10

Comme d'habitude Mélenchon a tenu un double langage, en demandant l'arrêt de la mise en oeuvre de ce projet et dénonçant un "*grand défaut de dialogue*" entre le gouvernement et les opposants à ce barrage, parce qu'il serait possible de lui faire entendre raison ou de s'entendre avec lui, c'est d'ailleurs ce qu'ils font très bien à l'UMP, par exemple hier par la voix du président du Sénat (lire plus loin), c'est ce que réclament aussi les dirigeants syndicaux corrompus, en présence d'une énième provocation du Medef, pour la déjouer Mailly (FO) n'a rien trouvé de mieux que prendre la défense du dialogue social.

On perd de vue qu'en dialoguant avec le gouvernement on le légitime, on cautionne sa politique, au delà le régime et les institutions, vous pouvez observer que tous les acteurs cités plus haut s'y entendent bien, non ?

Les plus répugnants.

- Noël Mamère (écologiste): "*on ne construit pas un barrage sur un cadavre*" - AFP

Mais on peut mener sa carrière politique en s'associant pendant des décennies à un parti immonde, le PS pour ne pas le nommer, qui repose sur un amoncellement de cadavres suffisant pour faire barrage et protéger le régime en place de l'assaut de ses opposants, dont Mamère ne fait pas partie bien entendu.

- « *Mourir pour ses idées est relativement stupide et bête* », estime Carcenac (PS) - Public Sénat

Cela ne risque pas de lui arriver, quoique, faites attention on ne sait jamais, le régime ne protègera pas éternellement la pourriture dans votre genre.

On aura compris qu'en vivre c'est préférable, c'est tellement rentable !

- Mort de Rémi Fraisse : François Hollande appelle à la responsabilité de chacun - Francetv info

Qu'il démissionne alors !

Dossier Syrie

- Arrivée en Turquie des premiers renforts kurdes d'Irak pour défendre Kobané - LeMonde.fr

Sous la pression des Etats-Unis, Ankara a autorisé la semaine dernière le passage par son territoire d'environ 150 « *peshmergas* ». LeMonde.fr 28.10

Vous êtes sûr que le compte y est, 150, pas un de moins, surtout pas un de plus. La semaine dernière ils parlaient de 200 « *peshmergas* »...

- Kobani: les kurdes syriens repoussent l'ASL. - french.irib.ir

Les unités de soutien populaire des kurdes syriens refusent de répondre positivement à la demande d'Ankara. Les kurdes ne veulent pas de l'ASL dans leur ville ainsi que l'avait exigé Ankara comme condition à son autorisation à l'entrée dans la ville de Kobani des combattants kurdes irakiens ou les peshmergas. " *On ne permettra jamais au groupuscule de l'ASL de s'infiltrer à Kobani.* " Cette information reprise par Skynews cite en effet le commandant en chef des forces volontaires de Kobani , Siban Hamou et ajoute : " *nous accueillons évidemment les forces des peshmergas, mais celles de l'ASL que commande Abdel Jabar al Akidi n'ont pas leur place ici à Kobani! ils n'ont qu'à combattre Daech à Jerablos ou à Manbaj et non pas à Kobani*" .

Selon les observateurs, Erdogan vient de subir là aussi une nouvelle déculotée de la part des kurdes qui affirment à travers ce refus leur attachement à leur almliance avec le gouvernement Assad. Les Kurdes syriens accusent la Turquie de tergiverser et de retarder à dessein l'envoie des peshmergas à Kobani. " *Cela fait trois jours que les peshmergas sont prêts à débarquer à Kobani mais nous ne savons pas pourquoi ils n'arrivent pas pour tout dire , on ignore ce qui se passe entre les Kurdes d'Irak et*

les dirigeants d'Ankara ". "*Les Kurdes syriens n'ont aucunement confiance au chef du Kurdistan irakien, Barzani, connu pour son sens de marchandage*, Al Mayadin, citant les sources à Erbil, annonce l'arrivée des peshmergas à Kobani ce mardi à bord des avions et via les frontières terrestres. french.irib.ir 28.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. Réforme territoriale, budget de la Sécu, budget 2015.

En famille.

- Réforme territoriale : « *le dialogue s'installe* » estime Gérard Larcher (UMP - ndlr) - Public Sénat

Le nouveau président du Sénat s'est réjouit de l'intervention de Manuel Valls au sujet de la très décriée réforme territoriale. Public Sénat 28.10

Valls, Premier ministre des patrons et de l'UMP, de la classe dominante quoi.

Les "***frondeurs***" du PS sont des imposteurs professionnels.

- Le budget de la Sécu voté à l'Assemblée avec moins de difficultés que prévu - AFP

Comme un éternel recommencement. A l'Assemblée nationale, les votes sur les textes économiques se suivent et se ressemblent. Les députés ont adopté ce mardi le budget de la Sécurité sociale, par 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions, dont 34 au sein du groupe PS, la majorité reste étriquée.

Comme un éternel recommencement. A l'Assemblée nationale, les votes sur les textes économiques se suivent et se ressemblent. Les députés ont adopté ce mardi le budget de la Sécurité sociale, par 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions, dont 34 au sein du groupe PS.

C'est un peu mieux que la semaine dernière sur le volet recettes du projet de loi de finances 2015 (266 votes pour, 245 contre et 56 abstentions, dont 39 socialistes), mais la majorité reste étriquée. AFP 28.10

En s'abstenant les imposteurs ont permis à ce budget scélérat d'être adopté, 9 milliards d'euros d'économie sur la santé des masses laborieuses.

Quel soulagement !

- Bruxelles ne va pas rejeter les budgets 2015 de la France et de l'Italie - Francetv info

- La commission européenne devrait valider le budget des 18 pays de la zone euro - LeMonde.fr

- Bruxelles salue les efforts budgétaires français et italiens - Reuters

La Commission européenne a jugé mardi "*utiles et constructives*" les modifications apportées par la France et l'Italie à leurs projets de budgets 2015, censées prouver que Paris et Rome font suffisamment d'efforts pour ramener leurs déficits dans les limites fixées par les règles communes.

"*Nous sommes encore en train d'analyser les informations qui nous ont été transmises par l'Italie et la France en particulier*", a-t-il répondu à une question sur la possibilité de voir le projet français retoqué par Bruxelles.

"*Nous saluons le fait que ces Etats membres se soient eux-mêmes engagés dans un processus de dialogue constructif avec la Commission.*"

"*Nous considérons la lettre du gouvernement français, comme celle du gouvernement italien, comme une contribution utile et constructive.*"

Rome et Paris ont annoncé tour à tour lundi avoir écrit au vice-président de la Commission en charge des Affaires économiques,

Jyrki Katainen, pour lui préciser les ajustements apportés à leur projet de budget 2015 afin d'accentuer la réduction du déficit public.

Les nouveaux éléments détaillés par la France doivent permettre 3,6 à 3,7 milliards d'euros d'économies supplémentaires et réduire le déficit structurel de plus de 0,5 point de PIB, contre 0,2 point prévu initialement.

Et pourtant, "*le gouvernement n'a pas renoncé à l'équilibre de son projet de loi de finances*", fait valoir mardi la députée PS Karine Berger. En effet, il n'est pas revenu sur les dizaines de milliards d'euros d'aides aux entreprises prévues par le Pacte de responsabilité. "*Le gouvernement tient compte de la conjoncture : tout le pacte, rien que le pacte*", résume le député PS Dominique Lefebvre, qui siège à la commission des Finances.

Le gouvernement n'a pas davantage demandé d'aller au-delà des 21 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques déjà prévues. "*Le cap est maintenu*", se félicite-t-on d'ailleurs au gouvernement.

L'Italie, pour sa part, a proposé 4,5 milliards d'euros d'économies supplémentaires à Bruxelles et son déficit structurel devrait diminuer d'environ 0,3 point, contre 0,1 point seulement dans le projet de départ.

En théorie, la Commission peut réclamer de nouvelles modifications d'un projet de budget si elle juge insuffisantes les mesures prévues et peut aller jusqu'à infliger une sanction financière à l'Etat concerné. En pratique, jamais un exécutif européen n'est allé aussi loin, des discussions en coulisses ayant toujours permis d'aboutir à un compromis.

Certains pays ayant éprouvé ces dernières années la rigueur d'un placement sous surveillance stricte de leurs finances par les autorités européennes, comme l'Irlande, le Portugal et la Grèce, renâclent cependant à l'idée de voir la France bénéficier de la clémence de la CE.

La pression est plus importante sur Paris que sur Rome car le déficit global de la France devrait atteindre 4,3% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, dépassant nettement le plafond de 3% prévu par le pacte de stabilité européen.

Pour autant, rares sont ceux qui croient à un véritable conflit entre Paris et la CE.

"*Même si c'est injuste, les grands pays ont plus de pouvoir que les petits. La France bénéficie de sa relation particulière avec l'Allemagne, qui la protège conre la Commission et les marchés financiers*", dit Christian Schulz, économiste de la banque allemande Berenberg.

L'Autriche, elle aussi dans le collimateur de la CE, a annoncé mardi un effort supplémentaire de 0,3 point de réduction de son déficit. Reuters 28.10

Quand le gouvernement patronal intensifie la chasse aux "fraudeurs, qui vise-t-il de préférence, devinez ?

Aujourd'hui, le système est faillible et permet à la plupart des fraudeurs de passer entre les mailles du filet. L'Etat a donc décidé de réagir. Désormais, les montants des prestations sociales seront systématiquement échangés et recoupés avec les données du fisc, détaille une équipe de France 2. Francetv info 28.10

- Fraudes sociales : 25 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat - Francetv info

Fraudes estimées des particuliers : 5 milliards d'euros.

Comment parviennent-ils à ce chiffre ? Mystère.

167 millions d'euros

- les fausses cartes vitales

- les faux arrêts maladie

141 millions d'euros

- les allocations de rentrée scolaire versées indûment

- les allocations logements versées indûment

8 millions d'euros

- les faux bulletin de salaire pour toucher une retraite un peu plus élevée

Total : 216 millions d'euros sur soi-disant 5 milliards d'euros

Fraudes estimées des entreprises :

20 milliards d'euros, deux fois le "*trou*" de la Sécu.

A quoi servent en réalité les instances représentatives du personnel à part le corporatisme ?

- Le Medef propose la création de conseils d'entreprise - AFP

Le Medef propose de fusionner les instances représentatives du personnel (IRP) au sein d'un unique "*conseil d'entreprise*" dans les sociétés d'au moins 50 salariés et de simplifier ainsi les obligations découlant des actuels "*seuils sociaux*".

Les syndicats, auxquels la première organisation patronale française a envoyé mardi cette proposition à deux jours de la reprise de négociations sur la modernisation du dialogue social, crient à la provocation.

Ce document de travail commun au Medef, à la CGPME et à l'Union professionnelle artisanale (UPA) s'inspire du système allemand des "*comités d'entreprise*" (Betriebsrat) élus tous les quatre ans et institution clef de la cogestion à l'allemande.

Le Medef suggère qu'un conseil d'entreprise élu devienne en France l'instance unique de représentation du personnel dans les sociétés d'au moins 50 salariés si ces derniers en expriment le souhait lors d'une consultation préalable.

Cette consultation serait organisée tous les quatre ans, un calendrier calqué sur le rythme des élections professionnelles. Elle aurait aussi théoriquement pour effet de réduire le nombre de salariés siégeant dans les IRP.

Le conseil reprendrait l'ensemble des prérogatives des délégués du personnel et syndicaux, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du comité d'entreprise. Il serait le seul interlocuteur de l'employeur, notamment pour la négociation d'accords.

C'est lui qui serait informé régulièrement de la situation économique et financière de l'entreprise et consulté une fois par an sur ses orientations stratégiques, sa gestion, l'organisation du travail, la formation professionnelle, etc.

Le Medef propose par ailleurs dans son document de faire bénéficier les élus du personnel et les délégués syndicaux d'une "*formation de qualité touchant notamment à la compréhension des enjeux économiques et sociaux de l'entreprise*" et de valoriser les compétences acquises au cours de leur mandat.

La négociatrice de Force ouvrière, Marie-Alice Medeuf-Andrieu, a dénoncé une "*provocation inacceptable*" : "*Ce document consiste à déconstruire les IRP, donc le dialogue social.*" AFP 28.10

"*Nous avons même réfléchi à des scénarios de fusion d'instances*", a-t-elle dit à Reuters. "*Mais de là à brader le dialogue social comme ça, ce n'est pas possible.*"

Chacun a compris que le dialogue social était l'antithèse de la lutte des classes, qu'il était à différents échelon l'exercice du corporatisme.

Au plus haut niveau, les dirigeants syndicaux sévissent sur ce terrain-là en compagnie de l'Etat ou du gouvernement et des syndicats patronaux.

Au plus bas niveau, ce sont les représentants élus des instances représentatives du personnel ainsi que les délégués syndicaux qui s'y collent avec les patrons.

La collaboration de classes est tellement entrée dans les moeurs que plus personne ne s'en offusque, pire, la dénoncer et la rejeter nous vaudra d'être qualifié de gauchiste, en réalité on ne fait que demeurer sur le terrain de classe des exploités, refusant d'être associé d'une manière ou d'une autre à la gestion d'une entreprise, d'une administration ou de l'Etat ou du capitalisme.

En complément.

- Etats-Unis Halloween contre les 1%: quand la chasse aux bonbons vire à la lutte des classes. - slate.fr

De riches Américains s'émeuvent que des gamins des quartiers pauvres débarquent pour demander des bonbons alors que bon, quand même, ils paient déjà beaucoup d'impôts...

Certains médias ont pris le débat très au sérieux: dans The Oregonian, un chroniqueur explique que cette discussion est plus importante qu'il n'y paraît, dans la mesure où les inégalités sont liées au manque d'empathie pour les moins fortunés. Plus les inégalités sont grandes, moins les riches arrivent à s'identifier aux pauvres et à s'intéresser à leurs problèmes. Et dans les sociétés moins inégalitaires, les gens ont plus tendance à faire confiance aux personnes qu'ils ne connaissent pas... slate.fr 28.10

Chez les artistocrates on ne se refuse rien.

Syndiqués de la CGT, au moins vous savez à quoi servent vos cotisations, notamment.

- La CGT a payé la coûteuse rénovation de l'appartement de son patron, Thierry Lepaon - Francetv info

Les travaux de rénovation de l'appartement de fonction de Thierry Lepaon, numéro un de la CGT, en banlieue parisienne, ont coûté 130.000 euros à la centrale, selon le Canard Enchaîné.

Selon l'hebdomadaire satirique daté de mercredi, les travaux pour cet appartement de 120 m2 ont coûté 130.000 euros à la CGT, mais le devis initial était encore plus élevé (150.000 euros). Le numéro un de la CGT aurait renoncé à quelques dépenses comme l'installation d'un home cinéma ou d'une cave à vins, selon l'hebdomadaire.

Le loyer de cet appartement, situé le long du bois de Vincennes, près de Paris, est de 2.000 euros, selon le Canard Enchaîné.

De son côté, la CGT a affirmé dans un communiqué que "*le Canard enchaîné s'est procuré un devis estimatif portant sur un ensemble de travaux exécutés dans l'appartement occupé par le secrétaire général de la CGT*".

"*Pour la première fois, la CGT a élu un secrétaire général habitant en province. Elle se devait de mettre à sa disposition un logement de fonction en région parisienne entièrement équipé*", souligne le communiqué.

"*La Confédération a donc décidé de louer un appartement, proche du siège de la CGT, pour permettre au secrétaire général d'exercer son mandat*" et "*l?appartement a été remis à neuf avant son entrée dans les lieux*", précise le communiqué. AFP 28.10

Ca ira monsieur Lepaon, vous êtes confortablement installé ?

C'est le propriétaire de l'appart qui doit être heureux, un pauvre sans doute, 120 m2 situé le long du bois de Vincennes ! Où une de leurs connaissances, qui sait avec ces gens-là.

ACTUALITE EN TITRES

C'était déjà une dictature, un Etat policier.

- Menace d'attentats : les USA renforcent leur sécurité - Liberation.fr

Confrontation

- Ukraine : Moscou soutient les élections organisées par les séparatistes - LePoint.fr

- Moscou défie Kiev avec son soutien aux élections séparatistes en Ukraine - AFP

- Le "*poutinisme*" ne tiendra pas longtemps, prédit l'écrivain Boris Akounine - AFP

- Crise ukrainienne: nouveau record de faiblesse pour le rouble face à l'euro et le dollar - AFP

La crise par le vide.

- Royaume-Uni: la banque Lloyds supprime 9.000 emplois et ferme des agences - AFP -

- KLM prévoirait de supprimer 7.500 emplois - Reuters -

Stratégie du chaos et dictature.

- La Libye proche du point de non-retour, dit l'émissaire de l'Onu - Reuters

- Un décret élargit la compétence des tribunaux militaires en Egypte - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Burkina Faso

- Burkina: manifestation contre la révision constitutionnelle, heurts avec la police - AFP

Des centaines de milliers de Burkinabè sont descendus dans la rue mardi pour dénoncer un projet de révision constitutionnelle permettant le maintien au pouvoir du président Blaise Compaoré, une manifestation d'une ampleur historique sur le continent.

Une marche organisée dans la capitale Ouagadougou a rassemblé "*un million*" de personnes, selon l'opposition, et s'est conclue par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont pris fin en milieu d'après-midi.

Le gouvernement, par la voix de son porte-parole Alain Edouard Traoré, a salué dans un communiqué la "*vitalité*" de la démocratie burkinabè, tout en déplorant des "*débordements*".

Selon un journaliste de l'AFP, la mobilisation était bien supérieure à celle de la marche du 23 août, qui s'étendait sur plusieurs kilomètres et pour laquelle l'opposition avait revendiqué plus de 100.000 participants.

Au son des sifflets et des vuvuzelas, les protestataires ont arboré des milliers de pancartes hostiles au régime, dont les messages étaient: "*Judas, libérez les lieux*", "*Blaise dégage*" ou encore "*Article 37 intouchable*".

Une telle mobilisation populaire pour une manifestation politique est rare en Afrique subsaharienne.

A la fin de la marche, les affrontements ont duré plusieurs heures entre des centaines de manifestants munis de pierres et de barres de fer et les forces de l'ordre répliquant avec des gaz lacrymogènes.

Dans l'après-midi, la police a fait dégager des barrages de fortune, permettant une reprise progressive du trafic.

Des protestataires, qui avaient ensuite décidé d'occuper la place de la Nation, lieu symbolique de la capitale, ont été délogés sans heurt en début de soirée.

L'opposition avait appelé à manifester dans tout le pays contre ce qu'elle appelle un "*coup d'Etat constitutionnel*" du président Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans.

L'Assemblée nationale doit examiner jeudi un projet de loi gouvernemental visant à réviser l'article 37 de la Loi fondamentale pour faire passer de deux à trois le nombre maximum de quinquennats présidentiels.

Ce changement permettrait à M. Compaoré, qui devait achever en 2015 son dernier mandat, de concourir à nouveau à la présidentielle.

Arrivé au pouvoir en 1987 par un putsch, il terminera l'an prochain son deuxième quinquennat (2005-2015) après avoir effectué deux septennats (1992-2005).

L'opposition craint que ce changement constitutionnel, qui ne devrait pas être rétroactif, conduise le chef de l'Etat, déjà élu quatre fois avec des scores soviétiques, à accomplir non pas un mais trois mandats supplémentaires, lui garantissant 15 années de plus au pouvoir.

Alors que l'agenda politique africain s'annonce très chargé en 2015-2016, avec une vingtaine de scrutins présidentiels, au moins quatre pays - en plus du Burkina - préparent ou envisagent des révisions constitutionnelles: Congo Brazzaville, Burundi, République démocratique du Congo (RDC) et Bénin.

Au Burkina, ce projet suscite l'hostilité de l'opposition, d'une grande partie de la société civile et de nombreux jeunes - plus de 60% des 17 millions d'habitants ont moins de 25 ans et n'ont jamais connu d'autre dirigeant.

Si la modification de l'article 37 est évoquée depuis des mois, l'annonce le 21 octobre du projet de loi a fait franchir un cap aux contestataires, avec une surenchère verbale des deux camps et des risques manifestes de dérapages.

Le chef de file de la majorité parlementaire, Assimi Kouanda, a dénoncé des agressions de députés par des militants d'opposition, demandant au chef de l'Etat de prendre "toutes les mesures" pour préserver leur "sécurité".

Quant à l'opposition et à la société civile, qui appelaient à la "*désobéissance civile*", elles lancent désormais "*ultimatums*" et "*mises en garde*" au pouvoir, demandant la "démission" du président, accusé de viser le "pouvoir à vie".

Les syndicats ont appelé à une journée nationale de grève mercredi et des personnalités d'opposition ont demandé au peuple de bloquer le Parlement jeudi pour empêcher le vote.

Blaise Compaoré est un partenaire majeur de la communauté internationale en Afrique, avec un rôle-clé de médiateur dans plusieurs crises, notamment dans la bande sahélienne.

S'il a longtemps eu une image sulfureuse en raison du rôle présumé de son pays dans des crises régionales, notamment en Côte d'Ivoire voisine, le président burkinabè jouit d'une solide réputation à l'étranger, notamment en France, l'ex-puissance coloniale.

Son putsch en 1987 avait été marqué par l'assassinat - jamais élucidé - du président Thomas Sankara, icône du panafricanisme.

Blaise Compaoré a rétabli le multipartisme en 1991 et a déjà modifié à deux reprises l'article 37 de la Constitution, en 1997 puis en 2000, pour pouvoir participer aux élections.

En 2011, son pouvoir avait vacillé à la suite d'une immense vague de mutineries dans l'armée. AFP 28.10

2- Bahreïn

- Bahreïn: le principal groupe d'opposition chiite interdit d'activité - AFP

Le principal groupe d'opposition chiite à Bahreïn, royaume du Golfe dirigé par une dynastie sunnite, a été interdit d'activité mardi pendant trois mois, une mesure qui risque de tendre le climat politique avant les élections du 22 novembre et "inquiète" Washington.

Cette décision de justice touchant le mouvement Al-Wefaq intervient alors que l'impasse est totale dans ce pays à majorité chiite.

Al-Wefaq a décidé de boycotter les législatives, estimant que le dialogue avec le pouvoir n'avaient pas fait progresser ses revendications et que la famille royale des Al-Khalifa refusait toute concession qui réduirait ses prérogatives.

Le mouvement d'opposition est accusé par les autorités de fomenter des troubles, ce qu'il nie en insistant sur le "*caractère pacifique*" de ses manifestations.

La décision de justice est tombée également au moment où les fidèles célébraient le deuil de l'Achoura, la plus importante des fêtes religieuses chiites qui mêle habituellement à Bahreïn slogans religieux et politiques.

La tension est aussi palpable dans cette période de pré-campagne électorale, marquée par des actes de violences. Les autorités ont accusé des militants de multiplier les actes d'intimidation contre certains candidats et ont proposé de les protéger.

(L'hypocrisie des Etats-Unis relayée par une de ses ONG. - ndlr)

Les Etats-Unis ont fait part de leur inquiétude après cette décision du Bahreïn, pays qui abrite la Ve Flotte américaine.

"*Nous sommes inquiets*", a commenté la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki. "*Une telle décision est contraire à la création d'un environnement propice à l'intégration politique*".

La décision des autorités risque de "*conduire à plus de friction et d'instabilité, alors que le pays se prépare à des élections parlementaires*", a pour sa part averti l'organisation Human Rights First.

"*Prise à moins de quatre semaines des élections parlementaires, la décision de suspendre Al-Wefaq ne peut être une simple coïncidence*", a souligné Brian Dooley, directeur de programme à Human Rights First.

Le tribunal administratif de Manama, saisi en juillet par le ministère de la Justice, a reproché au mouvement Al-Wefaq de violer la loi sur les associations et lui a donné trois mois pour "*se conformer*", selon une source judiciaire.

Le principal grief du ministère est que Al-Wefaq a tenu, selon lui, des assemblées générales sans quorum et sans transparence.

Al-Wefaq a aussitôt réagi, en qualifiant la décision du tribunal d'"*irrationnelle et d'irresponsable*".

Il a accusé le pouvoir de contrôler le pays d'une "*main de fer*" et de vouloir ainsi "*détruire la vie politique*" à Bahreïn.

Le mouvement a assuré, dans un communiqué, qu'il continuerait à réclamer "*la démocratie et un Etat mettant fin au totalitarisme et à l'exclusion*".

Depuis le début du mouvement de contestation, Al-Wefaq estime être continuellement harcelé par les autorités et ses partisans traînés devant la justice pour des raisons politiques.

Son chef, cheikh Ali Salmane, et son adjoint, Khalil Marzouk, ont été accusés le 10 juillet par la justice d'avoir "*violé la loi*" en rencontrant un haut responsable américain en visite à Manama.

Selon les autorités, MM. Salmane et Marzouq n'ont pas informé les autorités de cette rencontre "*au moins trois jours*" avant qu'elle n'ait eu lieu, comme l'exige la loi.

S'agissant des prochaines élections, Al-Wefaq a dénoncé un scrutin qui "*consolide le pouvoir autoritaire*" des Al-Khalifa.

Des élections municipales sont prévues le 22 novembre, en même temps que les législatives, qui constitueront le premier rendez-vous électoral à Bahreïn depuis octobre 2010.

L'opposition avait retiré en mai 2011 ses 18 députés du Parlement de 40 sièges pour protester contre la "*répression*" de ses partisans par les forces de sécurité.

Dans une affaire distincte, un tribunal de Manama a ordonné mardi l'expulsion de 10 chiites accusés d'avoir violé les conditions de résidence dans le pays, a indiqué à l'AFP une source judiciaire.

Ces 10 Bahreïnis font partie d'un groupe de 31 chiites déchus de leur nationalité en novembre 2012 pour "*atteinte à la sûreté de l'Etat*".

Les autorités de Bahreïn ont retiré dans le passé la nationalité à des chiites mais sans décision de justice et pour ce même motif.
AFP 28.10

Haut de page

Le 30 octobre 2014

CAUSERIE

J'ai laissé de côté deux infos :1 - Londres repousse le référendum sur l'UE ; 2- Un accord sur l'information fiscale signé par 51 pays. On verra cela demain.

On ajoutera une quinzaine de nouveaux articles dans la soirée si ma connection Internet fonctionne, elle est hyper lente le soir.

Il faut adapter notre conception de la lutte des classes sans renier nos principes

J'ai rédigé cela hier soir.

La lutte des classes ne se déroule plus de la même manière qu'autrefois. Elle a subi de profondes transformations en rapport avec celles de la société qui devaient profiter essentiellement à la classe dominante qui détenait le pouvoir, pour en avoir été à l'initiative dans les domaines de la communication et de l'information, puisque c'est elle qui possèdait les moyens de production et le les moyens financiers pour les développer, pour ensuite faire en sorte qu'ils soient à son service.

On a l'habitude de considérer que la lutte des classes se déroule ou le rapport de force entre les classes s'exprime dans l'entreprise ou dans la rue ou encore sur le plan institutionnel, critéres qui étaient encore valable jusqu'à la moitié du XXe siècle, mais depuis et de plus en plus, ils sont supplantés par un facteur qui a été négligé ou dont l'influence, la portée a été sous-estimé, les moyens d'informations moderne qui permettent à la classe dominante de diffuser sa propagande et son idéologie dans tous les foyers et toutes les têtes, autrefois uniquement par la presse écrite, puis par la radio, ensuite par la télévision et de nos jours par Internet.

Autrement dit, les moyens mis à la disposition de la classe dominante pour atteindre et formater les cerveaux des masses ont été considérablement renforcés au cours des sept dernières décennies. Laissons ici de côté les autres supports par lesquels elle diffuse aussi son idéologie, l'éducation, la formation (école et université), les arts et la culture, à un niveau plus bas ou vulgaire, la publicité, puisque dans tous les cas de figure leurs différents acteurs ont subi en amont ce conditionnement quotidien en provenance de ces moyens d'information le plus souvent sans qu'ils en aient réellement conscience.

C'est d'ailleurs là que se situe le problème, car ils deviennent des millions de relais inconscients propageant gratuitement cette idéologie, au point qu'on en arrive à évoquer l'existence d'une pensée unique ou envahissante, caractérisation qui est loin d'être usurpée car elle résume à elle seule à quel degré de sclérose, de décomposition ou de soumission à laquelle l'immense majorité de la société en est arrivée en quelques décennies.

Le développement de ces moyens d'information a correspondu à un ou des besoins précis de la classe dominante, certainement pas dans le but de rendre plus libres ou plus heureuses les masses exploitées, mais au contraire pour mieux les préparer à un avenir qui ressemblerait au cauchemar que nous vivons actuellement et contre lequel nous sommes en grande partie impuissant à lutter, qui consisterait : à flatter, favoriser leur penchant naturel à l'individualisme, au delà à la schizophrénie ; à les isoler, les atomiser, affaiblir les liens qu'elles avaient pu tisser dans le cadre de la lutte des classes pour entraîner la dislocation du mouvement ouvrier ou y contribuer ; faire en sorte que leurs idées ne reposent pas ou plus sur les rapports qui existaient dans la société, mais uniquement sur la manière dont ils les ressentiraient qui reposerait sur des critères purement subjectifs, de telle façon que toute interprétation prêterait à confusion ou soit contestable, alors qu'une s'imposerait forcément aux autres, celle que la classe dominante aurait validée de préférence, d'où la nécessité de liquider tous leurs repères, de dénaturer leurs principes ou les valeurs auxquels elles étaient attachées ; l'ensemble devant servir à prévoir le comportement de la population, orienter son mode de pensée et de vie conformément aux besoins du marché, qui se traduit par une surveillance, un contrôle renforcé de ses faits et gestes jusqu'à ses pensées, ses goûts, etc. Tous les moyens d'information qui existent aujourd'hui servent uniquement à atteindre ces objectifs, qui coïncident avec les besoins et la stratégie politique de la classe dominante.

La lutte de classe de la classe dominante à la fin du XXe siècle devait se situer principalement sur le terrain de la guerre psychologique et idéologique, les deux étant intimement liées ou combinées, les deux servant ses objectifs politiques. Pourquoi sur ces terrains-là, mais parce qu'elle avait parfaitement conscience de l'état de délabrement du mouvement ouvrier et de son incapacité à se doter d'une nouvelle direction. Elle savait que tous ses dirigeants étaient corrompus, acquis au capitalisme, mais que ce n'était pas le cas de nombreux militants restés fidèles à leur classe, et que les travailleurs opposeraient une farouche résistance à la destruction de tous leurs droits sociaux et politique.

Par conséquent, à son combat proprement politique qui se déroulait dans l'arène institutionnelle, rythmé par des élections et les mesures prises par les gouvernements et les majorités parlementaires qui se succèderaient , il fallait ajouter un puissant facteur psychologique et idéologique de manière à briser à la base la résistance de leur ennemi, terminer le travail qu'ils avaient engagé à l'intérieur du mouvement ouvrier, diviser, disloquer la classe (toutes les classes) en autant d'atomes, cellules, particules, sans pouvoir, sans direction, sans orientation, réduit à l'impuissance ou qui se neutraliseraient entre eux, de telle sorte qu'ils se maintiendraient au pouvoir quoi qu'il arrive.

Les moyens d'information mis en oeuvre par la classe dominante pour mener son combat sur le plan psychologique et idéologique relevaient bien de la lutte des classes et non d'un divertissement, de sa lutte de classe contre les masses exploitées, ils sont devenus des armes redoutables contre les exploités dans la mesure où ils sont tentaculaires, s'inflitrent partout, sont omniprésents.

Et nous pendant ce temps, on continue de considérer que la lutte des classes se dérouleraient uniquement dans l'entreprise ou dans la rue ou encore uniquement sur le plan institutionnel, les masses ayant désertées les syndicats, les partis ouvriers et tournant le dos aux institutions, s'abstenant ou votant par dépit, on refuse d'admettre que le simple fait de discuter avec un travailleur imbibé de l'idéologie dominante, porter à sa connaissance des faits qu'il ignore, le faire réfléchir sur la monstrueuse machine de propagande de la classe dominante, etc. dans le but évidemment de le recruter à terme, ne participerait de la lutte de classe, ne servirait à rien, ce serait adhérer à la théorie selon laquelle ce seraient les idées qui façonneraient le monde et non les actions des hommes ou encore, ce serait prétendre qu'il faut changer les hommes pour changer la société, c'est ignorer en réalité que pour façonner le monde ou pour que la civilisation humaine se développe, il a bien fallu que les hommes théorisent leurs expériences et que c'est à partir de là qu'il a pu évoluer, ensuite, on ne peut pas changer la société d'un coup de baguette magique, il faut bien que les hommes y participent et qu'ils y soient préparés, sinon aucun changement ne peut se produire, ce qui explique pourquoi jadis certaines civilisations très développées ont malgré tout disparu au profit de civilisations moins développées.

On peut toujours nier les profondes transformations qu'a subi la société en un siècle ou au cours des 70 dernières années, on peut nier que le capitalisme ait créé une multitude de besoins qui n'existaient pas à cette époque, que le secteur des services s'est développés dans des proportions considérables, tout comme la démographie mondiale sur laquelle ont n'a pas cessé de faire l'impasse soit dit en passant.

Hier, c'était les conditions auxquelles on était confronté qui servaient de repère à notre interprétation de la société, de nos jours un parasite est venu s'intercaler entre les deux et qui perturbe notre interprétation de la société, les moyens d'information dont dispose la classe dominante qui exerce une emprise sur les cerveaux des travailleurs. Notre intention n'est pas d'inculquer des idées aux travailleurs ou de les convaincre d'en changer, mais de les aider à comprendre, à prendre conscience qu'ils subissent l'influence d'un mécanisme qui a été spécialement conçu pour nuire à leurs intérêts, et qu'ils doivent démonter ce mécanisme pour comprendre la situation, et qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Répétons-le, ils n'ont pas développé les moyens d'informations modernes pour que les travailleurs accèdent à un niveau de conscience supérieur. Ce qui en ressort est avant tout du domaine de l'illusion, illusion qui n'est jamais gratuite, sans but précis.

On ne l'a pas encore dit, mais penser, c'est aussi agir, c'est déjà agir, et ce ne sont pas les intellectuels qui diront le contraire, ils en vivent, bien, comme quoi c'est une activité pratique. Pour l'homme en général, penser est une activité comme une autre qui n'est pas coupée de ses activités pratiques ou des expériences qu'il vit, de la réalité, l'intellectuel le récuse car à l'entendre il serait le seul capable de penser. Quand je prends une décision, cela va avoir une conséquence pratique, matérielle, déclencher des actions en chaîne.

A entendre nos détracteurs, agir sur le plan des idées ou de la psychologie des masses devrait demeurer le terrain de chasse réservé de la classe dominante, on ne devrait surtout pas s'aventurer sur ce terrain-là. Bien entendu, si c'est pour imiter les intellectuels qui se contentent de nous balancer des idées qui n'ont ni queue ni tête et qui se balancent du reste, je vous accorde que c'est pratiquement aussi nuisible que propager les idées de la classe dominante, puisqu'au bout du compte ils les servent en exposant leur impuissance, impuissance à laquelle justement la classe dominante voue les masses.

On nous dit que les gens passent entre 3 et 5 heures ou davantage par jours à écouter la radio, à regarder la télévision, connecter sur Internet, et nous devrions faire comme si de rien n'était, comme s'ils feuilletaient quelques pages de journaux comme autrefois, et encore, celui qui n'a pas fric hier comme aujourd'hui n'en achète pas.

Vous aurez compris que je ne partage pas la conception de la lutte de classes des partis ouvriers, que je ne peux pas la partager, car il me faudrait occulter des pans entiers de la réalité et je m'y refuse.

Cela fait des années que je réfléchis à ce que voulait dire Trotsky, lorsqu'il avait affirmé que pour prendre le pouvoir dans l'avenir il faudrait que le prolétariat ait acquis au préalable un niveau de conscience beaucoup plus élevé que lors des révolutions antérieures, imaginez un instant ce qu'il dirait aujourd'hui. Apparemment personne n'a voulu ou n'a été capable de le traduire en pratique, j'espère y contribuer. On a tout essayé, sauf cela, étonnant, non ? Après qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait pas confiance dans les masses. C'est peut-être cela la différence entre Trotsky et non dirigeants, qui sait ? A suivre

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Daesh et son idéologie font leurs affaires. La (énième) preuve.

Rappel de la causerie du 28 octobre dernier.

- Washington appelle ses alliés à étendre la guerre contre Daesh sur internet - 20minutes.fr 27.10

Le coordinateur américain de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen : L'Emirat islamique ne serait «*véritablement vaincu qu'une fois que la légitimité de son message aux jeunes vulnérables sera niée». «Nous sommes ici pour discuter des moyens de vaincre la politique de l'EI et de faire face à son activité sur l'espace virtuel et en ligne*». 20minutes.fr 27.10

Comment expliquer, alors qu'Internet fait l'objet d'une surveillance permanente et mondiale de la part des services secrets des puissances occidentales, qu'ils sont propriétaires de toutes les "*réseaux sociaux*", que les barbares puissent tranquillement utiliser ce canal pour diffuser son idéologie criminelle et recruter, autrement que par la collusion entre les puissances occidentales et ces barbares ?

Et à peine trois jours après qu'Allen eut expliqué que "*la guerre contre Daesh sur internet*" sera fastidieuse, longue, très longue, bref qu'il n'était pas certain de pouvoir la mener à bien ou de la terminer un jour à l'en croire, et voilà qu'on apprend par la voix du Sénat français qu'il est parfaitement possible d'identifier les portails qui font l'apologie du terrorisme, mieux encore, de les bloquer en 24h.

Les bouffons du Monde en rajoutent et se ridiculisent.

- « *Il ne faut pas vaincre l'EI que militairement, il faut vaincre son idéologie* » - LeMonde.fr 29.10

Un projet imposé, contesté, destiné à satisfaire les besoins des latifundiaires est à l'origine de la mort d'un opposant..

Mercredi le parquet de Toulouse a ouvert une information judiciaire contre X du chef de "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, faits commis par une personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions*". La cosaisine de deux juges d'instruction a été requise par le parquet.

Le patron des gendarmes a cependant exclu de suspendre le tireur de la grenade qui pourrait être à l'origine de la mort de Rémi Fraisse, décrit par ses proches et sa famille comme "*foncièrement pacifiste*".

Le socialiste Thierry Carcenac - à la tête du conseil général du Tarn depuis 23 ans - a expliqué mercredi qu'il envisageait de "*suspendre les travaux mais en aucun cas "sine die" (de manière indéfinie)*".

Pour lui, pas question a priori d'arrêter le projet mais de l'"*améliorer*". "*Il n'est pas possible que des gens violents imposent leur décision à tous les autres*", a-t-il dit au Monde.

"*On ne peut pas accepter" de telles violences "dans une démocratie", a souligné le président François Hollande, après avoir rappelé "la compassion à avoir" à l'égard des proches de la victime.*

A l'Assemblée, le coprésident du groupe écologiste, François de Rugy, a reproché au gouvernement de ne pas "arrêter" lui-même le projet". "*Une suspension mènera à l'abandon, tôt ou tard*", car "la contestation reprendrait" en cas de reprise des travaux, a-t-il pronostiqué.

Mercredi matin, M. Valls avait fait valoir que c'était "*au Conseil général du Tarn de décider du devenir des travaux*". Mais, pour le chef du gouvernement, "*il faut évidemment redimensionner*" le projet et "*tirer les conséquences des préconisations des rapports*" d'expertise.

Les experts mandatés par Mme Royal avaient conclu dans leur rapport rendu public lundi que le projet de barrage-réservoir était surdimensionné et coûteux mais avaient jugé "difficile de procéder à l'arrêt du chantier", déjà bien avancé.

Plusieurs centaines d'opposants - toujours remontés - restaient présents mercredi sur le terrain défriché. Certains cassaient l'argile damée du terrain pour y replanter quelques arbres.

De nombreuses manifestations ont eu lieu mercredi soir à travers la France, la plupart dans le calme.

D'autres rassemblements sont annoncés d'ici à samedi, un peu partout en France et jusqu'à Bruxelles et Rome. AFP 29.10

"*On ne peut pas accepter*" de telles violences "*dans une démocratie*" a dit Hollande. De quoi parle-t-il, de la violence des barbares qui sévissent en Irak et en Syrie que la France a armés, comment peut-il prétendre qu'une telle pratique serait conforme à la démocratie, qu'un tel pays serait démocratique, quand en a-t-il informé la population française, quand l'a-t-il consulté pour lui demander son avis, réponse : jamais !

Il agit donc comme un vulgaire despote qui dispose de pouvoirs discrétionnaires conformément à la Constitution antidémocratique de la Ve République, et en aucun cas il ne peut se réclamer de la démocratie, faudrait-il encore que le peuple lui accorde une quelconque légitimité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

- Hollande: "*on ne peut pas accepter des violences*" dans les manifestations - AFP

"*On ne peut pas accepter*" de telles violences "*dans une démocratie*", a déclaré M. Hollande en ouverture du conseil. AFP 29.10

Quelle démocratie quand le président et le gouvernement d'un pays bien qu'ultra minoritaire et illégitime se maintient au pouvoir, pire, continue d'imposer à la majorité sa politique antisociale et impérialiste ?

Voilà ce qui est à l'origine de la violence, quand la démocratie est systématiquement foulée aux pieds, il n'existe plus d'autres moyens pour faire entendre sa voix que recourir à la violence, l'Etat et ses représentants en sont responsables ainsi que leurs conséquences qui peuvent être dramatiques. Bien entendu, quand ce sont les représentants de la classe dominante, l'UMP, les organisations patronales qui recourent à la violence pour faire abroger une mesure (écotaxe), il arrive qu'ils parviennent à obtenir satisfaction, généralement leurs voeux sont exhaussés avant même qu'ils y recourent. Croire qu'on pourrait les imiter et obtenir les mêmes résultats en s'opposant à un projet favorable aux capitalistes, c'est commettre une terrible méprise ou agir par ignorance.

C'est l'Etat qui fait preuve de violence, lorsqu'il persiste à appliquer une politique conçue par et pour une infime minorité et rejetée par l'immense majorité de la population.

Les gauchistes et autres anarchistes permettent à Hollande de se poser en représentant ou défenseur de la démocratie.

Rappelons que de manière générale nous sommes opposés à l'emploi de la violence dans les manifestations.

On ne participe pas à une manifestation pour casser du flic ou du CRS ou se livrer à des actes de vandalisme, mais pour manifester son oppositon (ou son soutien) à une politique, une mesure, un projet. Nous savons que certaines organisations ou groupuscules gauchistes versent dans la provocation envers les forces de l'ordre établi ou en ont fait leur spécialité, au risque de mettre en péril la vie de jeunes et moins jeunes manifestants qui n'ont pas conscience des dangers qu'ils encourent et de la portée de leurs actes, qui se laissent entraîner dans ce genre d'aventures sans en mesurer les conséquences éventuelles qui peuvent être d'une gravité exceptionnelle ou leur être fatales.

Nous les appelons à se détourner de ces organisations ou groupuscules gauchistes qui ne servent en rien la cause pour laquelle ils combattent, mais au contraire le régime, dans la mesure où la majorité de la population condamnera ces violences qui sont le fait d'une extrême minorité pour ne pas être associée au combat politique qui les a précédées.

Lepoint.fr - France 2 a diffusé des images des violents affrontements au terme desquels Rémi Fraisse, un manifestant de 21 ans, est décédé. (...) La vidéo, tournée par un groupe anarchiste, ne montre pas la scène ayant mené au drame, mais les affrontements qui ont eu lieu plus tôt. On y voit un groupe de CRS prendre feu après un jet de cocktail Molotov, hurler à leurs collègues qu'ils veulent un ravitaillement en grenades, leurs collègues leur répondant "*on n'en a pas*". Dans la forêt, un CRS est pris à part et ses collègues peinent à le libérer, au point que l'un d'entre eux perd son casque.

En face, deux groupes de manifestants : l'un est pacifique et recule dans le calme lorsque les CRS avancent. L'autre est extrêmement violent et organisé, avec des boucliers, un sac rempli de projectiles explosifs et des masques. lepoint.fr 29.10

J'imagine la réaction de réprobation des téléspecteurs en voyant des CRS transformés en torches vivantes, à ce stade de violence la majorité d'entre pencheront spontanément pour les CRS et condamneront fermement ces violences qui ont conduit les CRS a utilisé des grenades offensives qui ont entraîné la mort d'un manifestant. A l'arrivée l'action de ces gauchistes aura servi à ce que la majorité des travailleurs se prennent de compassion pour les CRS... qui demain les matraqueront quand ils défendront leurs emplois, bravo ! Demain, ne vous étonnez pas s'ils vous sortent un sondage du genre, avez-vous une bonne opinion des forces de l'ordre, et que la réponse soit positive.

Cette violence aveugle ne sert à rien, certainement pas à faire annuler une loi ou une mesure quelconque prise par le gouvernement, sauf au gouvernement (ou les représentants de l'Etat) qui en profitera pour se poser en victime de cette violence, alors qu'il en est l'instigateur, le grand ordonnateur, non seulement dans le cas présent, mais quotidiennement de mille manières envers des millions de travailleurs qui sont victimes de sa politique réactionnaire sans que pour autant ils se mobilisent ou se soulèvent contre lui. Ceci explique en grande partie leur réaction négative face au recours à la violence par quelques manifestants.

Ils ne peuvent d'autant plus ne pas en comprendre la signification qu'ils ignorent l'enjeu de cet affrontement entre partisans et opposants à ce barrage, j'en veux pour preuve, qu'en deux jours j'ai lu une vingtaine d'articles de presse sans je sois en possession des éléments qui me permettraient de me faire une idée précise ou cohérente sur ce projet de barrage en cours

de réalisation. Il a été évoqué des rapports d'experts divers, y compris du ministère de l'Ecologie qui mettaient en cause la légitimité de ce barrage, mais aucun argument concret n'a été publié qui permettrait d'étayer cette thèse, j'ai simplement retenu qu'il favoriserait en cas de sécheresse l'irrigation des grandes exploitations pratiquant une culture intensive et les propriétaires d'importants cheptels, les capitalistes de l'agriculture en somme, d'où la violente réaction de la FNSEA. Je ne suis pas en France, mais j'imagine que les médias télévisuels ont dû présenter ce barrage sous un angle favorable, du genre qu'il permettrait plus de croissance ou quelque chose comme cela. J'ai lu dans un article que la population locale y serait favorable, alors que la mobilisation de samedi dernier avait été relativement importante avec 2.000 participants.

Ce qui s'est passé lors de cette mobilisation, et cela est valable pour toutes les manifestations, est le produit d'une conception de la lutte de classe erronée, pervertie par le réformisme bourgeois, qui conduit à penser que tous nos besoins ou toutes nos aspirations pourraient être satifaits sous un régime capitaliste, qu'ils seraient compatibles avec son existence, qu'il suffirait de descendre dans la rue ou de créer un rapport de forces favorables aux idées qu'on défend pour que dans le cadre des institutions en places, des rapports sociaux en places, le socialisme se réalise, ou pour ceux qui ne se réclament pas du socialisme ou le rejettent, que le capitalisme serait réformable et synonyme de progrès social, de respect de l'environnement et autres fadaises du même genre, alors qu'au même moment il se livre à de terribles destructions et massacres au Moyen-Orient (notamment), bref, on ne peut imaginer pire aveuglement ou ignorance, qui parfois peut être fatal.

Le retour au marxisme et au socialisme est urgent et impératif pour proposer aux jeunes et aux travailleurs une véritable issue politique à la crise du capitalisme, remettre le mouvement ouvrier en ordre de bataille dans la bonne direction. Cela nécessite de rompre avec le PS et ses satellites, les caractériser comme des piliers de l'ordre établi à abattre, des partis capitalistes, de droite, de démasquer, dénoncer, combattre cette pseudo-gauche et extrême gauche qui en sont les complices, notamment dans les syndicats, de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik de Lénine pour se préparer aux violents affrontements entre les classes à venir, sans évacuer la nécessite de constituer dans la clandestinité une branche militaire selon l'évolution de la dictature en place et ses méfaits qui ont déjà dépassé le stade de l'insupportable, de développer un courant socialiste révolutionnaire unitaire dans les syndicats en rupture avec le réformisme...

En complément

Un autre exemple de violence intolérable de la part de l'Etat.

- Nice. À 98 ans, Yvette est expulsée de chez elle par la police - L'Express.fr

Manu militati chez Estrosi ?

La réaction se déchaîne.

- La FNSEA dénonce les "*djihadistes verts*" du barrage de Sivens - L'Express.fr

- Ecologistes, libertaires, utopistes... Qui sont les "*zadistes*" de Sivens ? - Francetv info

- Général Bertrand Cavallier : "*Face à des adversaires particulièrement virulents, il faut les tenir à distance*" - LePoint.fr

- Mort de Rémi Fraisse : le gendarme qui a tiré la grenade ne sera pas suspendu - Francetv info

Il mérite une décoration, à moins qu'elle ne soit décernée à titre posthume à sa victime, impossible le patron de Total vient d'en bénéficier...

- Les policiers s'inquiètent de la suspension de la grenade offensive - LeFigaro.fr

Pourquoi, parce qu'ils ne pourraient plus s'en passer ?

Mardi a eu lieu une imposante manifestation à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso (lire plus loin et la causerie d'hier). Les manifestants voulaient marcher en direction de l'Assemblée nationale, mais ils en ont été empêchés par les forces de l'ordre qui les ont arrosés non pas avec des grenades offensives, mais des grenades lacrymonénes.

Comment se fait-il que dans un pays sous-développé où l'usage de la force est préféré à l'exercice de la démocratie par les représentants de l'Etat, les forces de l'ordre parviennent à contenir 500.000 à un million de manifestants à l'aide de grenades lacrymogènes, tandis qu'en France réputée un modèle de démocratie, les forces de l'ordre ne parviennent pas à contenir une centaine de manifestants tout au plus et fassent usage de grenades offensives entraînant la mort d'un étudiant ?

L'actualité ou l'enchaînement des faits permet de mieux comprendre le rôle des différents acteurs qui interviennent sur la

scène politique. Excellent.

Union nationale. L'Etat terroriste légitimé par le Parlement.

Parvenu au stade de putréfaction, seul un Etat policier, une dictature ouverte civile ou militaire peut assurer la survie du capitalisme.

- Projet de loi antiterrorisme : adoption quasi-unanime à l'Assemblée - AFP

- Tous les groupes politiques ont soutenu le texte, à l'exception des écologistes qui se sont abstenus. - AFP

L'UMP Philippe Goujon a jugé que "*l'urgence sécuritaire commande d'adopter sans délai ce projet de loi*" en dépit de ses "*insuffisances*". En dépit de certaines "*réserves*", le Front de gauche Marc Dolez a jugé que le texte était parvenu à "*cet équilibre délicat entre efficacité et respect des libertés fondamentales*".

Renforçant une législation antiterroriste déjà très fournie (14 lois votées depuis 1986), le projet de loi instaure avant tout une interdiction administrative de sortie du territoire, matérialisée par la confiscation de la carte d'identité et du passeport.

Cette interdiction, d'une durée de six mois renouvelable jusque deux ans, sera décidée en cas de "*raisons sérieuses de croire*" que la personne "*projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes*" ou "*sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*". Elle pourra être contestée devant la justice administrative.

Selon M. Pietrasanta, à la date du 23 octobre, 1.089 Français ont été ou sont impliqués dans des filières vers la Syrie et l'Irak. 368 y combattent actuellement, 212 en sont revenus et 205 ont des vélléités de départ, les autres étant en transit ou morts pour 46 d'entre eux. "*Il y a actuellement 84 femmes et 10 mineurs en Syrie*", a-t-il précisé.

(On se demandera naïvement comment ils sont parvenus à fournir des chiffres aussi précis. Pardi, mais parce qu'ils ont placé l'ensemble de la population sous surveillance à son insu, comment pourrait-on l'expliquer autrement ? Qu'ils puissent pister à l'aide des passeports les personnes qui se sont rendues dans certains pays, on veut bien, mais comment peuvent-ils comptabiliser ceux qui n'ont pas quitté la France et qui n'ont fait que manifester des "*vélléités de départ*", sinon par des contrôles policiers généralisés à l'ensemble de la population, écoutes téléphoniques, captures de courriels ou de messages apparus dans les "*réseaux sociaux*", etc. - ndlr)

Plutôt consensuel dans l'hémicycle, le projet de loi a été davantage critiqué en dehors par des syndicats, juristes ou acteurs du numérique.

La lutte contre le terrorisme "*n'autorise pas tout*", a souligné la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dans un avis fin septembre où elle émettait de nombreuses réserves sur les garanties procédurales encadrant ces restrictions aux libertés.

"*Empêcher un individu de partir, c'est le sauver contre lui-même. Où est donc l'atteinte aux libertés ?*", a réagi le radical de gauche Alain Tourret.

(Vaut mieux qu'il reste en France et qu'il fasse le djihad en France. On aura parfaitement compris où ils voulaient en venir. Ce sont les mêmes qui prétendent lutter contre les inégalités pour donner de nouveaux droits aux minorités et qui en réalité aliment le communautarisme. La méthode employéeest la même ici

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ils renforcent leur arsenal répressif, opération qui participe en fait de la stratégie du chaos importée des Etats-Unis qui doit se développer en France, puisque dans le même temps ils légitiment et soutiennent les Etats du Golfe (et la Turquie) qui véhiculent l'idéologie wahabbite que partagent les islamistes fondamentalistes ou radiaux (Al-Qaïda, Front Al-Nosra, Emirat islamiste, etc.) qui sèment le chaos et la guerre au Moyen-Orient (notamment), ce qui se traduira logiquement par des actes terroristes, ce qui permettra ensuite d'adopter de nouvelles lois liberticides et ainsi de suite, jusqu'au moment où l'air de rien la société sera devenue un immense camp de concentration, où chacun vivra en liberté surveillée, bénéficera de la liberté à condition de ne pas vouloir en user, dans le cas contraire il se rendrait compte, trop tard évidemment, qu'en réalité elle n'existait pas et se verrait violemment réprimé. - ndlr)

Le gouvernement a introduit au cours de la navette parlementaire un nouvel article qui permet de prononcer une interdiction administrative d'entrée sur le territoire à l'encontre d'un ressortissant d'un pays membre de l'UE, ou tout membre de sa famille "*lorsque sa présence en France constituerait, en raison de son comportement personnel, du point de vue de l'ordre ou de la sécurité publics, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société*".

Des juristes ont jugé cette définition de la menace trop large et estimé qu'elle permettrait par exemple d'interdire l'entrée du territoire

à des Roms roumains qui feraient de la mendicité agressive.

Le texte crée par ailleurs un "*délit d'entreprise terroriste individuelle*" qui sera un nouvel outil contre ceux qui se radicalisent individuellement, le plus souvent sur internet, et passent à l'action sans contacter quiconque.

Il faudra que le projet criminel soit caractérisé d'une part par la détention d'objets ou de substances dangereuses (armes, explosifs) mais aussi par un second élément matériel (repérages, formation au maniement des armes ou aux engins explosifs, consultation habituelle de sites internet faisant l'apologie du terrorisme, etc).

Dans son avis, la CNCDH souligne elle que "*punir un comportement très éloigné en amont de l'infraction pénale redoutée est de nature à porter atteinte à la présomption d'innocence*". (Il existe déjà une législation en la matière, condamnant la possession illégale d'armes ou explosifs. - ndlr)

Sur le blocage des sites internet faisant l'apologie du terrorisme, le texte définitif est revenu au délai de 24 heures, que le Sénat avait porté à 48 heures, entre la demande de retrait adressée à l'hébergeur ou à l'éditeur et la demande de blocage adressée aux fournisseurs d'accès à l'Internet. Ceux-ci devront "*empêcher l'accès sans délai*" aux sites concernés. AFP 29.10

Autrement dit, il s'écoulera trop peu de temps entre la demande de retrait d'un site et les rectifications que leurs auteurs pourraient y apporter pour empêcher leur fermeture, qui sera effective dans tous les cas de figure, il s'agit donc d'un coup d'Etat contre la liberté d'expression qui figurait sur Internet. Que le Front de gauche en soit, révèlera à certains sa véritable nature, réactionnaire.

Normal, ils n'auront qu'une législature pour s'enrichir.

Les rémunérations des conseillers ministériels explosent ! - lepoint.fr

Alors que le gouvernement n'a que le mot "*économies*" à la bouche, les rémunérations et les primes accordées aux conseillers ministériels se portent bien.

Évidemment, ça fait mauvais effet. Le gouvernement serre la vis, réduit les dépenses, augmente les impôts, taille dans les aides sociales, et voilà que René Dosière met son nez dans les documents budgétaires pour s'apercevoir que, ô stupeur, la rémunération des conseillers ministériels a augmenté en moyenne de... 7,1 % entre 2013 et 2014. Les primes, appelées indemnités sujétions particulières, ont quant à elles subi un coup de pouce plus modeste (4,3 % tout de même). Au total, en comptant la rémunération et les primes, chaque conseiller (1) gagne en moyenne 6,5 % de plus cette année que l'an passé. L'inflation, pour mémoire, est passée de 0,6 % en septembre 2013 à 0,3 % aujourd'hui. lepoint.fr 29.10

Membre de cabinet ministériel.

Rémunération moyenne 8 201 euros brut par mois en 2014. + L'indemnité - la prime - en moyenne 2 235 euros

A Matignon : rémunération moyenne 13 348 euros

Les mieux lotis, l'appareil répressif : Ministère de l'Intérieur et à celui de la Défense : 12 987 euros brut par mois (salaire brut + primes...) lepoint.fr 29.10

ACTUALITE EN TITRES

Faut-il liquider les spéculateurs, les parasites, les actionnaires ?

- "*On est en train de tuer la rétribution du risque*" - LePoint.fr

- Ferrari bientôt en Bourse - LeMonde.fr

- Facebook affiche un CA en hausse de 59% au 3e trimestre - Reuters

Intox

- Comment Wall Street s'est servi des milliards de la Fed destinés à sortir de la crise - Le Huffington Post

- Le secret bancaire dans la ligne de mire de 80 pays - Liberation.fr

Les paradis fiscaux ne sont pas secrets et continuent d'exister, non ?

- Etats-Unis: La chaîne Fox News va révéler le nom du Navy Seal qui a tué Ben Laden - 20minutes.fr

Etats-Unis - Le Navy Seal racontera notamment «*les derniers moments du chef terroriste et ce qui s'est passé lorsqu'il a rendu son dernier souffle*». 20minutes.fr 29.10

Au passage, il y a des lecteurs qui ne doivent pas comprendre pourquoi on continue de parler du 11 septembre 2001, certains doivent même penser que cela relève de la démence, la preuve que non. Et puis avec les guerres en Syrie et en Irak qui se poursuivent, la situation en Libye, comment ne pas continuer à faire le lien...

Un marché sordide.

- Prothèses en titane, dents en or : le business des métaux après incinération - Liberation.fr

Quand le seul critère qui mérite l'attention de la société et doit la guider c'est le marché, on conçoit qu'avec un tel idéal le monde ne peut que verser dans la barbarie.

Les affaires continuent...

- Perquisition au siège de l'UMP dans l'enquête Bygmalion - Public Sénat

- Fillon écrit à Sarkozy pour lui reprocher ses propos sur sa "*guerre*" contre Copé - AFP

- Alain Juppé s'estime renforcé par ses revers - LeFigaro.fr

- Perquisition au siège de l'UMP dans l'enquête Bygmalion - AFP

- L'ex-secrétaire d'Etat PS, Kofi Yamgnane mis en examen dans l'affaire Rocancourt - L'Express.fr

Il y en a qui ont décidément encore trop de fric.

- Patrimoine : le mécénat participatif séduit de plus en plus en France - Francetv info

De nombreux Français décident de verser de l'argent à des collectivités ou des particuliers qui veulent restaurer le patrimoine français. Francetv info 29.10

- Les obsèques coûtent de plus en plus cher en France - Francetv info

Même crevé, il faut qu'ils se fassent du fric sur notre dos les ordures.

Pour moi ce sera quelques bûches ou la fosse commune ! Cela me laisse totalement indifférent, pas concerné.

L'ONU et l'Otan ou la voix politique et militaire de l'impérialisme américain

- L'ONU « *déplore* » la tenue d'élections prévues dans l'est de l'Ukraine - LeMonde.fr

- Ukraine: les Occidentaux déplorent les élections séparatistes - AFP

- L'Otan en alerte face à une intense activité de l'aviation russe dans l'espace européen - AFP L'Otan dépêche des avions de chasse à chaque fois qu'un appareil qui ne s'est pas fait connaître aux contrôleurs aériens ou n'a pas communiqué de plan de vol s'approche de l'espace aérien de ses membres. AFP 29.10

L'Etat sioniste s'acharne sur les Palestiniens.

- Les Palestiniens demandent à l'ONU d'exiger qu'Israël mette fin à ses colonies - AFP

- Une figure de l'extrême droite israélienne blessée par balles à Jérusalem - LeFigaro.fr

- SodaStream va fermer son usine controversée de Cisjordanie - LeMonde.fr

- La Maison-Blanche prend ses distances avec des propos "*déplacés*" sur Netanyahou - LePoint.fr

- L'Egypte crée une zone-tampon à la frontière avec la bande de Gaza - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie -Turquie

- Peshmergas à Kobani: une vraie assistance? - french.irib.ir

Tandis que les médias de la région et du monde rapportent la nouvelle de l'envoi des Peshmergas kurdes irakiens, à Kobani, pour faire la guerre contre Daesh, rien n'est, encore, certain, sur le nombre des combattants ou la date de leur arrivée, dans la ville syrienne de Kobani. Les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien font état de l'arrivée de 150 Peshmergas, en Turquie, et de l'envoi, aussi, d'une quantité d'armes semi-lourdes, à Kobani, via le territoire turc.

La Turquie a accepté, il y a une semaine, que des Peshmergas irakiens traversent son territoire, pour aller, à Kobani, soutenir les défenseurs de la ville, face aux attaques des terroristes de Daesh. Le gouvernement d'Ankara n'a accepté ce projet que sous les pressions de plus en plus intenses, à l'intérieur de la Turquie, et dans le monde, face à la politique du Président Recep Tayyip Erdogan envers les Kurdes de la Syrie. Les propos du Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, ont fait pleuvoir sur lui les vives critiques de l'opinion publique de son pays, notamment, celles des Kurdes, car Davutoglu a montré, clairement, qu'il n'aime pas du tout qu'Ankara entre en action contre les terroristes de Daesh, à Kobani. Il avait dit : «*Il faut bien définir ce que veut dire sauver Kobani. S'il s'agit de sauver les habitants civils de cette ville, nous savons tous que la plupart des habitants de Kobani se trouvent, déjà, en Turquie, et ils sont en sécurité*».

Les analystes estiment que, dans ce contexte, il faut s'interroger, sérieusement, sur la volonté d'Ankara de faire le moindre effort, pour empêcher les activités violentes des terroristes de Daesh, tout près de ses frontières. Malgré toutes les pressions intérieures et internationales, le gouvernement turc insiste, encore, sur sa condition, pour collaborer avec les forces, qui veulent se battre contre Daesh : Ankara demande le renversement du gouvernement de Damas, en échange de son aide, dans la lutte contre le terrorisme. Il faut ajouter que le Premier ministre Ahmet Davutoglu a soutenu les forces rebelles, dites «*Armée syrienne libre*», en estimant qu'il faut les armer et les former, pour qu'elles fassent la guerre contre Daesh.

Le sort de Kobani est, donc, la dernière chose à laquelle pensent les dirigeants turcs. Ankara insiste, encore, sur la réalisation des trois conditions posées par Recep Tayyip Erdogan, pour la coopération avec la coalition internationale. Il y a deux semaines, Erdogan a demandé l'établissement d'une zone tampon, le long des frontières entre la Turquie et la Syrie, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne et l'aide aux rebelles, qui se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, qu'ils soient ou non terroristes. Quant à Kobani, Davutoglu a dit qu'il faut laisser les Peshmergas kurdes et les forces de la soi-disant «*Armée syrienne libre*», (ASL), défendre la ville, face aux attaques de Daesh. Pourtant, il est presque certain que Davutoglu ne se soucie pas du sort de Kobani, et qu'il ne veut qu'obtenir une quelconque légitimité, pour les rebelles armées de l'ASL. french.irib.ir 29.10

2- Liban

- Sud du Liban: six bombes prêtes à exploser - french.irib.ir

L'armée libanaise a découvert ce mercredi six bombes prêtes à exploser dans une maison à l'est de Sayda au sud du Liban. Selon Al Manar, ces engins ont été découverts dans la localité Siroub à l'est de Sayda. Une très vaste opération sécuritaire a été lancée à Sayda et dans sa banlieue. french.irib.ir 29.10

3- Egypte

- L'Egypte crée une zone-tampon à la frontière avec la bande de Gaza - Reuters

L'armée a donné ordre mardi à des habitants de la région d'évacuer leur domicile et ces derniers ont commencé à rassembler leurs effets personnels après l'arrêté d'expulsion officiel adressé par Le Caire.

"*Si les habitants rechignent à quitter la région d'une manière cordiale, leurs biens seront confisqués par la force*", peut-on lire dans un décret signé par le Premier ministre, Ibrahim Mehleb.

Le général Abdel Fattah Harhour, gouverneur de la région du Sinaï, a précisé que les habitants expulsés seront indemnisés pour la perte de leurs biens. Toutes les familles déplacées recevront en outre 900 livres égyptiennes (environ 125 dollars) pour les aider à acquitter trois mois de loyer dans un nouveau lieu de résidence.

Les autorités égyptiennes veulent accélérer la création d'une zone-tampon de 500 mètres de large avec une destruction des habitations et des tunnels clandestins menant à Gaza et une éradication de la végétation.

Au total, ce sont environ 680 maisons qui doivent être détruites, ce nombre s'ajoutant aux quelque 200 habitations déjà rasées et dans lesquelles avaient été découvertes des entrées de tunnels menant à l'enclave palestinienne.

Les habitants du Sinaï, longtemps négligés par le pouvoir central, estiment que les tunnels constituaient une ressource vitale. Les autorités égyptiennes considèrent ces constructions souterraines comme une menace pour la sécurité et procèdent régulièrement à leur destruction.

4- Iran

- Iran: nouvelle défaite de Rohani face aux conservateurs au Parlement - AFP

Grille de lecture.

Rohani qui est présenté par les occidentaux et leurs médias comme un réformateur ou un progressiste incarne en réalité les couches du clergé et de la bourgeoisie iranienne favorables à un rapprochement avec les Américains et leurs alliés occidentaux ou du Golfe. Et ceux qu'on nous présente comme les conservateurs, refusent ce rapprochement et incarnent en réalité l'indépendance et la souveraineté de l'Iran que Rohani est prêt à bradée aux Américains.

AFP - Le président iranien Hassan Rohani a subi mercredi une nouvelle défaite face aux conservateurs après le rejet par le Parlement de son candidat au poste de ministre des Sciences, deux mois après la révocation de son prédécesseur jugé trop proche des réformateurs.

C'est la troisième fois depuis la prise de fonctions de M. Rohani en août 2013 que les députés rejettent le candidat du gouvernement comme ministre des Sciences, de la Recherche et des Technologies. Ce poste est sensible car il chapeaute les universités, "*un milieu très actif politiquement et très compliqué à gérer*" pour le régime, a expliqué à l'AFP un diplomate occidental en poste à Téhéran.

Ce rejet illustre aussi les tensions entre le gouvernement et le Parlement, dominé par les conservateurs, qui craint la politique d'ouverture vers l'Occident prônée par M. Rohani. L'aile dure du camp conservateur dénonce un laxisme dans le respect de la morale islamique et "*l'invasion*" de valeurs occidentales dans la société iranienne.

Après près de trois heures de débats, Mahmoud Nili-Ahmadabadi, un réformateur, n'a convaincu que 79 députés sur les 246 votants, 160 ayant voté contre sa candidature (7 abstentions).

Le précédent titulaire du poste, Reza Faraji Dana, avait été révoqué fin août par les députés qui lui reprochaient d'avoir nommé dans son cabinet des responsables ayant participé au mouvement de contestation contre la réélection de l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009.

La "*sédition*", terme utilisé par les conservateurs pour désigner la contestation de 2009, a encore une fois été au centre des débats. M. Nili-Ahmadabadi a dû clarifier ses positions sur le mouvement qui avait fait descendre des milliers de personnes dans les rues.

La contestation avait été sévèrement réprimée et plusieurs milliers de personnes, dont beaucoup d'étudiants, avaient alors été arrêtés. Les deux candidats réformateurs qui avaient dénoncé des fraudes massives lors du scrutin, Mir-Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, sont assignés à résidence depuis février 2011.

"*Jusqu'à maintenant, aucun de mes collègues ni moi-même n'avons dépassé les lignes rouges fixées*" par le guide suprême Ali Khamenei, a affirmé le candidat, ancien président de la Faculté des Techniques à l'Université de Téhéran.

Les députés l'interrogeaient sur une lettre ouverte à l'ayatollah Khamenei signée par des universitaires, dont lui-même, qui dénonçait les attaques contre les étudiants à l'intérieur des campus en 2009.

"*Tous mes collègues croient dans le système (de la République islamique) et ont agi dans le cadre de ce système*", a assuré M. Nili-Ahmadabadi.

En début de session, Hassan Rohani avait défendu à la tribune son candidat, affirmant que les "*universités ont besoin d'une atmosphère pacifique*".

Le ministère est actuellement dirigé par Mohammad Ali Najafi, un autre candidat rejeté par les députés, qui assure l'intérim jusqu'au 20 novembre.

"*La question de la sédition est devenu un bâton utilisé par les fondamentalistes et les conservateurs modérés pour imposer leur volonté*", a dénoncé Ahmad Shirzad, un professeur d'université cité par le site d'information Aftab, proche de M. Rohani.

Le camp conservateur a au contraire rejeté la responsabilité de son vote sur le gouvernement. " *Si les relations entre les deux branches étaient bonnes, ce candidat aurait obtenu un vote de confiance*", a expliqué le député Ali Motahari, cité par l'agence Irna.

Un candidat acceptable serait "*outre une personnalité académique, un gestionnaire compétent et qui peut empêcher l'atmosphère dans les universités de devenir comme pendant la période des réformateurs*", sous la présidence de Mohammad Khatami (1997-2005), a expliqué Gholam-Ali Hadad-Adel, l'un des ténors conservateurs au Parlement et un proche du guide suprême.

Le 20 août, M. Faraji Dana avait été le premier ministre du gouvernement Rohani à subir une motion de censure. Certains députés veulent maintenant convoquer le ministre de la Culture, Ali Janati, pour avoir autorisé la sortie de huit films contre l'avis d'une commission. Mais selon Abbas Moghtadaie, un député conservateur, "*il n'y a pas de motion de censure au programme du Parlement dans un proche avenir*". AFP 29.10

5- Israël

5.1- Un enfant de 14 ans tué à Jérusalem occupé - french.irib.ir

Alors que les émeutes palestiniennes pour la protection de la Mosquée sainte d'Al Aqsa contre les profanations israéliennes ressemblent de plus à une nouvelle Intifada, une omerta semble s'installer dans les médias mainstream.

Un enfant de 14 ans a été tué par l'armée israélienne à Jérusalem et ses obsèques se sont déroulées sous les balles de l'occupant israélien.

La situation ne risque pas de s'améliorer avec l'annonce de la construction de nouveaux logements de colonisation en plein Jérusalem. De plus les exactions israéliennes sur l'esplanade de la Mosquée al Aqsa, 3ème lieu saint de l'Islam, sont de plus en plus récurrentes et violentes.

Le sentiment d'impunité de certains pourraient bien pousser toute une partie de la population palestinienne lasse des humiliations et des promesses non tenues à se révolter à travers une 3ème Intifada. french.irib.ir 29.10

5.2- Un journaliste suisse visé par l'armée israélienne - french.irib.ir

Un journaliste suisse a été tué par les sionistes.

Alors que la tension ne cesse de monter en Palestine occupée, les israéliens montrent une nouvelle fois des règles les plus élémentaires de respect de l'individu.

Lazar Simeonov journaliste suisse filmait les funérailles d'un enfant palestino-américain de 14 ans assassiné par l'armée israélienne. C'est alors que l'armée israélienne a clairement visé les journaliste afin vraisemblablement de priver le monde des images de la souffrance palestine quotidienne.

Un autre journaliste aurait également été victime de ces tirs.

Contrairement à eux, le petit palestinien lui n'a fait objet d'aucune dépêche d'agence de presse avec son nom clairement

mentionné. french.irib.ir 29.10

Ces deux infos ont (apparemment) été censurées par les médias français.

6- Burkina Faso

- Nouvelle manifestation anti-Compaoré au Burkina Faso - Reuters

Plusieurs milliers de personnes ont à nouveau défilé mercredi à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, pour dénoncer le projet du président Blaise Compaoré de modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat.

La manifestation, organisée à l'appel des syndicats, visait principalement la tentative de Compaoré pour se maintenir au pouvoir mais des slogans ont également dénoncé la hausse du coût de la vie et la privatisation des écoles.

Le département d'Etat américain s'est dit "inquiet de l'esprit et de l'intention derrière" cette proposition d'amendement constitutionnel.

La France a appelé de son côté le chef de l'Etat burkinabé à se conformer à la charte de l'Union africaine sur la démocratie et la bonne gouvernance qui "*spécifie bien que les révisions constitutionnelles dont l'objectif est d'empêcher l'alternance sont proscrites*". (Français et Américains font dans la récupération ou l'instrumentalisation, ils doivent déjà être sur place et avoir placé leurs agents. - ndlr)

L'Assemblée nationale burkinabée doit débattre de cette question jeudi.

Le gouvernement a demandé aux parlementaires d'approuver l'organisation d'un référendum sur cette modification mais certains opposants craignent qu'il décide de faire adopter le texte en réunissant une majorité des trois quarts comme l'exige la loi.

Des affrontements se sont produits mardi entre plusieurs centaines de manifestants et les forces de l'ordre lors d'un premier rassemblement à Ouagadougou. Les protestataires avaient tenté de marcher sur l'Assemblée nationale mais en avaient été empêchés par les forces de l'ordre. (En France, pour défendre un malheureux barrage ils utilisent des grenades offensives, marcher sur l'Assemblée nationale, Hollande ferait donner la mitraille ! - ndlr)

"*Tout projet dont le but est d'autoriser Blaise Compaoré à présider à vie constitue une grave menace contre la paix et les libertés démocratiques de notre pays. Le mandat de Compaoré arrive à échéance en novembre 2015 et il devra partir*", a déclaré Chrysogone Zougmore, porte-parole du mouvement à l'origine des manifestations. Reuters 29.10

ECONOMIE

Etats-Unis

- La Fed met fin aux rachats d'actifs mais reste accommodante - Reuters

Evoquant la question des taux des Fed funds, elle a prévenu qu'ils resteraient bas pour une "période considérable" après la fin, ce mois, de son programme de rachats d'actifs.

Les futures sur taux laissent entrevoir une première hausse dès septembre 2015 contre octobre 2015 jusque là. Ils sont à un niveau proche de zéro depuis décembre 2008.

Si la décision annoncée mardi enterre un programme d'assouplissement quantitatif qui aura duré six ans, elle ne normalise pas pour autant complètement la politique monétaire américaine.

Elle constitue cependant une étape symbolique importante alors que le total de bilan a explosé pour dépasser les 4.000 milliards de dollars, que les taux directeurs demeurent proches de zéro et que les récents développements économiques mondiaux risquent de la pousser à maintenir une orientation accommodante plus longtemps que ce que qui était prévu il y a quelques semaines encore.

Le bilan de la troisième phase de l'assouplissement quantitatif lancé par la Fed pour répondre à la crise financière de 2007-2008 et à la récession de 2009 est mitigé. Il a certes favorisé le maintien de bas taux d'intérêt à long terme, réduisant les coûts d'endettement pour les ménages et les entreprises, soulignent les représentants de la banque centrale. Mais pour ses détracteurs, il a surtout servi à entretenir la hausse de Wall Street.

Son arrêt n'entraînera pas de diminution du total de bilan de la Fed dans l'immédiat. L'institution prévoit en effet de réinvestir les sommes remboursées à l'arrivée à maturité des titres en portefeuille afin de maintenir l'orientation accommodante de sa politique monétaire. Elle n'envisage pas de contraction de son bilan avant la première hausse de ses taux directeurs. Reuters 29.10

Haut de page

Le 31 octobre 2014

CAUSERIE

(Pondichéry 22h30 heure locale. 16 articles ont été ajoutés + les pages du n°325 d'IO. Je ne publie plus (sauf exception) deux auteurs qui officient pour Le Grand Soir, Pepe Escobar et Chems Eddine Chitour. D'autres articles demain matin.

Une idée à méditer en attendant demain : Etat sioniste contre Gaza ou Emirat islamiste contre Kobani : même méthode, même combat, même camp !)

J'ai rédigé ce passage hier soir, j'ai coupé la suite qui ne me convient pas. Ce texte fait suite à ceux des derniers jours. Ce n'est pas une lubie ou un truc pour me distinguer des autres, mais quelque chose que j'ai en tête depuis un moment, d'ailleurs je me réfère toujours à la situation ou à la réalité et non à je ne sais quelle idée que j'aurais inventée.

J'avoue être fatigué, épuisé même par ce combat. J'envisage encore une fois de mettre fin au site après mon déménagement ou de limité cette activité qui au vout du compte ne sert à rien puisque cela n'intéresse aucun parti ouvrier, aucun groupe de militants, personne quoi. J'ai de plus en plus l'impression de me dépenser en pure perte et d'y laisser ma santé et de sacrifier mes affaires ou d'accumuler des problèmes parce que je néglige totalement ma propre vie et mon entourage. Comme je me fais vieux, cela demande réflexion. Je n'ai même pas le courage de me relire, je viens de terminer cett journée de boulot qui a été harassante une fois de plus. Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, je veux les lire ou les parcourir en diagonale avant.

Cela dit bon week-end à tous.

Quand on se mobilise contre une loi ou une mesure décidée par le gouvernement, on a le choix entre deux attitudes a adoptées dès lors qu'elle entrera en vigueur, écartons l'hypothèse où le gouvernement y renoncerait puisque ce n'est pas de mise depuis de longues années.

Soit on se dit qu'on a perdu et on s'en accommodera, soit on refuse de s'en accommoder et on continue le combat. Maintenant il est devenu inutile de continuer à lutter contre cette loi ou mesure puisqu'elle est entrée en application et il n'y a aucune chance qu'elle soit abolie. On est amer, on vient d'encaisser une défaite. On pourrait se convaincre de continuer le combat dans l'espoir que le prochain gouvernement reviendra sur cette loi ou mesure, à quoi bon puisque l'expérience enseigne que ce n'est jamais le cas, sauf exception qui confirme la règle. Il ne nous reste plus qu'à passer à autre chose en attendant des jours meilleurs, autrement dit on peut attendre très longtemps. On peut ainsi passer d'une cause à une autre et aboutir au même résultat et ainsi de suite, jusqu'au jour où totalement découragé ou démoralisé on cessera le combat. En désespoir de cause on se fera une raison et on s'accommodera du sort qui nous est réservé, en s'estimant heureux qu'il ne soit pas pire encore. Petit à petit, s'avouant vaincu ou impuissant on adoptera l'idéologie dominante faute d'avoir trouvé les moyens de la combattre efficacement, en ne se contentant plus que d'essayer de l'améliorer ou de corriger ses excès à défaut de mieux, on ira même jusqu'à critiquer ou s'en prendre à ceux qui la rejettent.

On peut opter pour une autre attitude qui consiste à considérer que ce n'est pas le gouvernement qu'il faut changer pour que cette loi ou mesure soit abrogée un jour, mais le régime en place. Cela nécessite de se projeter au delà de la situation qu'on a sous les yeux et qui semble aussi figée que les rapports de domination de classe qui les sous-tendent, et de considérer qu'il faudra réunir les conditions pour renverser ce régime afin de parvenir à notre objectif, sans quoi cela demeurera toujours impossible. C'est en réalité le seul moyen à notre disposition pour poursuivre notre combat, partant du principe que nos revendications sont parfaitement légitimes sans jamais revenir dessus, considérant que ce droit n'est pas négociable ou ne peut pas être bradé.

La première attitude nie la nature du régime en place ou n'en tient pas compte. C'est l'attitude de militants qui se disent de gauche, réformistes, progressistes, écologistes, révolutionnaires, mais qui en réalité se comportent comme des militants apolitiques, des travailleurs pour lesquels leurs désirs ou lubies font office de conscience politique, de telle sorte qu'ils vont de déconvenues en désillusions jusqu'à se faire manipuler ou instrumentaliser à leur insu, puisqu'ils sont aveuglés par leurs convictions qui reposent sur une interprétation erronée ou farfelue de la réalité, il suffit de les flatter pour renforcer l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes ou les conforter dans leur erreur pour qu'ils soient incapables de comprendre que leur combat est orienté dans

une mauvaise direction ou qu'il est vain tel qu'il le mène.

Au départ on mène un combat parce qu'on estime qu'il est juste et en entrant dans le cycle de la provocaton ou de la violence pour le faire absolument aboutir on perd de vue qu'il est légitime. La meilleure preuve qui soit, c'est qu'on ne cherchera pas à se donner les moyens de poursuivre notre combat sur le plan politique qui est le seul sur lequel il pourrait aboutir un jour ou qui lui confère une légitimité incontestable.

Imaginons un instant que tous les jeunes ou travailleurs ayant participé un jour à une mobilisation en soient arrivés à ce constat qu'il fallait absolument continuer le combat sur le terrain politique jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites, mais nous disposerions d'un parti ouvrier révolutionnaire de centaines de milliers de militants, ce qui changerait totalement la donne. C'est cette conception de la lutte de classe que je défends et qu'aucun parti ouvrier ne veut adopter.

Pour une lugubre histoire de "***rendement***" et de "***revenu***".

- Barrage de Sivens : "*Nous avons besoin de cette retenue d'eau*" - Francetv info

Francetv info a interrogé les partisans du projet très contesté. Ils défendent un chantier utile aux agriculteurs locaux.

La majorité est-elle favorable à ce projet ? On n'en saura rien. Qui y est favorable ? Là en revanche la réponse est très claire.

Commençons par la première question.

- ... sur place, de nombreux riverains semblent favorables au chantier ou se disent, du moins, opposés aux opposants.

- ... de nombreux habitants restent convaincus de l'utilité du projet.

Passons à la seconde.

L'argument des partisans de cette retenue d'eau.

Pascale Puibasset, secrétaire de l'association Vie eau Tescou, créée en 2011 pour défendre le projet de barrage. Selon elle, 82 exploitants vont bénéficier des avantages offerts par la retenue d'eau, tandis que les experts tablent plutôt sur une quarantaine. "*La zone humide [du Testet] ne remplit plus son rôle de zone éponge. Le projet permet de sécuriser la production, puisque le Tescou est l'une des rivières très tôt concernées par les interdictions de pompage, dès le mois de mai.*" Elle rappelle aussi que le projet joue un rôle dans la prévention des incendies, en permettant aux pompiers de trouver une réserve d'eau, dans ce secteur d'habitat dispersé.

Que disent les intéressés ?

Des vaches qui meurent de soif.

"*On vit très mal cette situation*", a expliqué un éleveur à Gaillac, un village voisin de Sivens, à l'occasion d'une cérémonie organisée lundi soir, au lendemain de violents incidents. "*Nous avons besoin de cette digue car elle va permettre à nos vaches de boire, tout simplement.*"

Une question de "*rendement*" et de "*revenus*".

Arnaud Arlandes, producteur de céréales et de melons basé à 15 km du futur barrage de Sivens. Malgré le drame, l'exploitant milite pour la poursuite du chantier. Car il a souvent manqué d'eau par le passé. "*Toute leur vie, mon père et mon grand-père ont vu le Tescou à sec pendant l'été. Et là, des gens viennent de toute la France sans être au courant de rien*", déplore l'agriculteur. "*Pourtant, les années sans pluie peuvent vite menacer le rendement de mon exploitation et donc mes revenus.*"

Que disent les élus ?

Le député PS Jacques Valax, membre du conseil général. "Ce projet a traversé trois élections cantonales et a été adopté en mai 2013 par 43 conseillers généraux sur 46, de droite comme de gauche !"

"*Si rien n'est fait, la vallée va mourir dans moins de dix ans*", alerte le politique. Pathétique !

Le syndicat des Jeunes agriculteurs du Tarn exige des "*actions fortes*" des autorités. Il veut absolument voir "*réaliser*" ce projet

qu'il juge "*nécessaire et urgent*" pour "*assurer la vie économique d'un territoire rural pauvre*". AFP 30.10

Les raisons évoquées pour poursuivre les travaux.

Selon RTL, l'abandon du projet du barrage de Sivens (Tarn) coûterait entre 2 et 3 millions d'euros aux contribuables de la région Midi-Pyrénées. Francetv info 30.10

En comlément.

- Mort de Rémi Fraisse : une manifestation dégénére à Rennes - nouvelobs.com

- Le ministre a tenu à "*rendre hommage*" aux forces de l'ordre, soulignant que, "*depuis le début de septembre à Sivens, 56 policiers et gendarmes (avaient) été blessés*".

Mercredi soir à Paris, un CRS avait été hospitalisé et douze "*contusionnés*", après des heurts survenus lors d'une manifestation d'environ 250 personnes à la mémoire de Rémi Fraisse, a-t-il dit.

Les militants anti-barrage ont appelé à une manifestation dès 08H00 vendredi devant le Conseil général du Tarn à Albi, où les élus vont débattre de l'avenir du projet qui sème la discorde depuis 2011. AFP 30.10

Hollande ou le coup d'Etat permanent contre le travailleur, le contribuable, l'électeur, le citoyen.

- Une batterie de mesures pour simplifier la vie des Français et des entreprises - L'obs

On ne connaît pas en détail les 90 mesures annoncées par Hollande, on abordera ici celles qui sont parues ce matin dans la presse sur Internet. On y reviendra plus tard.

Basse manoeuvre pour remédier à l'abstention de masse.

- L'inscription sur les listes électorales jusqu'à "*un mois*" avant un scrutin. Sauf quelques cas particuliers, pour pouvoir voter, il faut actuellement s'inscrire avant la fin de l'année qui précède le scrutin.

François Hollande : "*plusieurs millions de nos concitoyens ont le droit de vote mais ne votent pas, parce qu'ils ne sont plus inscrits sur les listes électorales, parce qu'ils ont déménagé*"

La procédure permettant de voter par procuration pourra désormais se faire en ligne. Expérimentée lors des élections européennes de 2014, cette nouveauté sera généralisée lors des élections départementales et régionales de mars 2015.

Attaque contre le droit du travail.

- Par ailleurs, les conditions d'emploi des apprentis devraient être simplifiées, avec notamment une procédure d'autorisation pour travailler sur des "*machines dangereuses*" des moins de 18 ans et pour les travaux en hauteur. "*Même quand on est jeune on peut monter sur une échelle, c'est quand on est vieux qu'on ne peut plus*", a plaisanté François Hollande.

Dérégulation.

- Parmi les méthodes préconisées figurera une étude d'impact unique pour un projet global plutôt que des études multiples (comme lors de la construction d'une ligne de chemin de fer et des gares associées, ou d'une route temporaire pour desservir un chantier). La procédure d'enquête publique doit être allégée d'ici mi 2016.

- Obtenir un permis de construire en cinq mois maximum d'ici fin 2015 L'obs 30.10

Leur véritable objectif inavouable :

Un internaute : "*Cela ne rapportera des économies si, et seulement si , il y a moins de fonctionnaires.*"

ACTUALITÉ DU JOUR

Le retour du patron de droit divin. "***la flexibilité du marché du travail*** ", leur priorité.

- Licenciements : Gattaz appelle à sortir de la convention de l'OIT - LePoint.fr

Le président du Medef a suggéré jeudi que la France sorte de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui oblige à justifier un licenciement, afin de lever la crainte de l'embauche chez les chefs d'entreprise. "*Les chefs d'entreprise, quand ils peuvent embaucher, craignent de se trouver devant les prud'hommes s'ils rompent le contrat. C'est un des principaux freins à l'embauche*", déclare Pierre Gattaz dans une interview accordée au journal L'Opinion.

"*Reste que pour lever le frein juridique, il faut sortir de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail qui nous oblige à justifier les motifs du licenciement. Tant qu'on aura cette contrainte supranationale, peu importe le contrat, le fond du problème ne sera pas traité*", estime le chef de l'organisation patronale. "*Nous avons signé en 1982 cette convention, très peu de pays l'ont ratifiée, l'Allemagne ne l'a pas fait...*" argue Pierre Gattaz, estimant que "*la flexibilité du marché du travail est un sujet prioritaire pour débloquer notre économie*".

Adoptée en juin 1982 et entrée en vigueur en novembre 1985, cette convention a été ratifiée par trente-six pays, dont un, le Brésil, l'a dénoncée en 1996. En Union européenne, elle a été ratifiée par Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède. Son article 4 dispose qu'"*un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur, ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service*". LePoint.fr 30.10

Il ne peut y avoir que des dirigeants syndicaux patronaux pour discuter avec Gattaz, non ?

Ce qui gêne le patronat, ce n'est pas qu'il ne disposerait pas du droit de licencier, il est pour ainsi dire acquis naturellement, mais qu'il doit le justifier et que selon la justification à laquelle il recourt, il devra verser des indemnités plus ou moins importante au salarié licencié.

Quant à l'application de cette convention de l'OIT, la respecte qui veut en dernière analyse. Le problème du Medef, c'est qu'il ne peut pas appeler l'ensemble des patrons à la violer, donc il en appelle à Hollande pour qu'il s'en charge, ce qu'il ne fera pas évidemment. Par contre, il est à prévoir qu'ils vont s'employer à contourner cette convention comme c'est déjà le cas avec la rupture du contrat de travail à l'amiable, un licenciement déguisé.

L'impossibilité de licencier massivement retarde la mise en oeuvre de l'ANI qui est avantageux pour les patrons et l'embauche de nouveaux travailleurs à des conditions salariales plus avantageuses également. pour les patrons.

Qu'il s'effondre et le régime n'y résistera pas.

- Le PS est-il en train de perdre sa base militante ? - LeMonde.fr

- Les adhérents en chute libre au PS? Solférino tente de relativiser la crise Le Huffington Post

Selon les chiffres publiés par Europe1 extraits du budget prévisionnel 2014 du Parti socialiste, ce dernier serait confronté à une inquiétante chute du taux de renouvellement des adhésions de ses militants. Un symptôme parmi d'autres de la crise qui couve au PS après les déroutes électorales et face à l'impopularité du gouvernement.

Selon ce document, le PS anticipait 2,3 milions d'euros de recettes d'adhésion pour l'année. Mais au 31 juillet 2014, celui-ci n'avait enregistré que 530.369 euros de recettes, soit plus de 810.000 de moins que prévu pour cette date. Si cette tendance se confirme d'ici à la fin décembre, ce sont 60 % des adhérents qui n'auront pas renouvellé leur carte. Un gadin historique qui ferait chuter le PS en dessous de la barre des 100.000 adhérents

Un calcul que dément le Parti socialiste. Sans démentir l'authenticité du document d'Europe1, le PS estime que "*l'état des adhésions au 31 juillet 2014 ne peut être considéré comme définitif.*"

"*C'est seulement à la date du 31 décembre que la réalité de l'évolution des adhésions au Parti socialiste sera analysée, à la fin d'un second semestre 2014 marqué par une progression de plus de 20% du nombre de participants à l'Université d'été de La Rochelle et à l'issue de la forte dynamique actuellement en cours des Etats généraux des socialistes (plus de 1 400 réunions de sections, plus de 4 000 contributions déposées)*", précise le communiqué du parti.

Un argument déjà mis en avant au mois de septembre quand Europe1 (encore eux) affirmait que le PS avait perdu 30.000 adhérents. A l'époque, le parti avait revendiqué 160.128 adhérents "*soit 1426 de plus qu'au mois de juin 2014*" sans préciser si

ces adhérents comptabilisés s'étaient bien acquittés de leurs devoirs financiers.

En septembre 2014, le parti avait revendiqué 160.128 adhérents.

En 2008, le PS comptait officiellement 232.511 adhérents en capacité de voter.

Le parti en revendiquait "*aux alentours de 200.000*" pendant la campagne présidentielle.

Fin 2012, lors du congrès de Toulouse, seuls 173.486 adhérents pouvaient voter sur les motions.

A titre de comparaison, 268.341 adhérents UMP sont habilités à voter pour désigner le prochain président du parti conservateur. Ils sont un peu moins de 29.000 à pouvoir faire de même pour élire le successeur de Jean-Louis Borloo à la tête de l'UDI. huffingtonpost.fr 30.10

Et l'extrême droite en dernier recours comme en Ukraine.

- Le Front national compte 83.000 adhérents, son record historique - Le Huffington Post

- Florian Philippot, sur le drame de Sivens : "*Il faut cesser d'accabler la gendarmerie*" - Francetv info

Vaut mieux pour les deux parties que l'extrême droite offre une façade nationaliste plutôt que néonazi pour s'allier avec la police et l'armée...

Imposture.Et pourtant, ce n'est ni la bonne volonté, ni les bonnes intentions, ni même la morale qui leur font défaut. Lesquelles ?

- Un accord sur l'information fiscale signé par 51 pays - Reuters

Les ministres des Finances et hauts fonctionnaires chargés de la fiscalité de 51 pays ont signé mercredi à Berlin un accord portant sur l'échange automatique d'informations fiscales, illustrant les efforts déployés par l'OCDE pour améliorer la transparence et combattre l'évasion fiscale.

"*Nous apportons ainsi notre contribution commune à plus de transparence et d'équité dans notre 21e siècle mondialisé*", a déclaré le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble lors d'une conférence regroupant une centaine de pays et organisée par l'Organisation de coopération et de développement éco

"*L'évasion fiscale n'est pas qu'illégale, elle est immorale*", a déclaré le ministre des Finances britannique George Osborne, en conférence de presse. "*Quand on vole son prochain, on doit être traité comme un délinquant de droit commun*". (C'est fou comme ils sont épris de justice sociale, d'honnêteté... - ndlr)

Le ministre de l'Economie français Michel Sapin a estimé que l'accord de Berlin était une première étape en vue de combattre la fraude fiscale commise par des personnes privées. Il a ajouté qu'il faudrait ensuite réduire l'optimisation fiscale pratiquée par les entreprises. (Il suffirait d'abolir les paradis fiscaux, impossible. - ndlr)

Schäuble, dont le père était conseiller fiscal, s'est employé à persuader l'Union européenne de combler les lacunes légales permettant aux multinationales de tirer parti des différences existant entre les régimes fiscaux nationaux. Reuters 29.10

La City de Londres et un certain nombre d'ïlots faisant partie de Grande-Bretagne, l'Etat du Deleware aux Etats-Unis, le Liechteinstein et le Luxemboug dans l'Union européenne, la Suisse au coeur de l'Europe, etc, sont des paradis fiscaux, les supprimer reviendrait à faire sauter l'économie de tous ces pays. Qui peut croire sérieusement qu'ils pourraient prendre des mesures qui conduirait à l'explosion de l'économie mondiale, à l'effondrement de leur système économique ?

ACTUALITE EN TITRES

Vive la guerre !

- Commerce extérieur et défense ont dopé la croissance américaine - Reuters nomiques (OCDE).

UMP. Ils deviennent fous !

- Bruno Le Maire (UMP): créer un nouveau parti à la place de l'UMP est "*une folie*" - AFP

- Xavier Bertrand est favorable au rétablissement d'un «*service national*» - 20minutes.fr

Pour les jeunes, garçons comme filles, entre 18 et 25 ans. 20minutes.fr 30.10

- La cote de Nicolas Sarkozy en chute libre chez les sympathisants UMP - Francetv info

- Bygmalion : des proches de J-F Copé s'en seraient mis plein les poches - M6info

La bassesse ne fait pas recette.

- Cote de confiance : Hollande au plus bas, tout comme Valls - AFP

- 55% des Français pour une dissolution de l'Assemblée - L'Obs

En cas de cohabitation, les Français plébiscitent Alain Juppé pour prendre les clés de Matignon. L'Obs 30.10

Les médias ont adopté Juppé...

Mansuétude.

- Prison avec sursis requise pour destruction de portique écotaxe - Reuters

On peut parler d'impunité, donc ils les encouragent à recourir à la violence...

Pour quelle officine liée aux néolibéraux travaille-t-il ?

- Un journaliste pousse des jeunes à se déguiser en clowns agressifs pour un reportage - L'Express.fr

Ils sont illégitimes.

- Mali : l'armée française déployée dans quatre pays voisins - Francetv info

- Le Conseil d'Etat espagnol contre une consultation en Catalogne - Reuters

- En Tunisie, Nidaa Tounès n'exclut pas une alliance avec Ennahda - LeMonde.fr

- Mahmoud Abbas parle de "*déclaration de guerre*" après l'interdiction de l'esplanade des Mosquées aux musulmans - Francetv info

- Israël rouvre l'esplanade des Mosquées à Jérusalem - Liberation.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Londres repousse le référendum sur l'UE - LeFigaro.fr

La coalition de David Cameron a échoué à voter la loi qui aurait assuré aux Britanniques de se prononcer sur leur appartenance à l'Europe.

Bob Neill, député conservateur du Grand Londres, aurait voulu graver dans le marbre législatif l'organisation d'un référendum sur la place du Royaume-Uni dans l'UE en 2017. À l'heure actuelle, seul le premier ministre, David Cameron, s'est engagé à donner

la possibilité aux Britanniques de trancher l'avenir de leur pays au sein de l'Europe: le référendum européen ne figure ni dans le programme électoral des travaillistes, ni dans celui des libéraux-démocrates. Si les conservateurs ne remportent pas une majorité absolue de sièges à la Chambre des communes à l'issue des prochaines élections législatives, rien ne garantit donc que le référendum européen aura bien lieu.

Or, la proposition de loi défendue par M. Neill adoptée en première lecture le 17 octobre dernier à la Chambre des communes ne pourra être soumise à une deuxième lecture d'ici aux élections du 7 mai 2015. Les libéraux-démocrates, qui font partie de la coalition au pouvoir, s'y sont opposés après l'échec de négociations avec les conservateurs. Les pro-européens exigeaient l'examen d'une de leurs propositions de loi. Les conservateurs s'y sont opposés.

Fort déçu de cet échec, l'eurosceptique Bob Neill a accusé les centristes d'avoir «*utilisé des tours de passe-passe parlementaires pour refuser aux Britanniques leur mot à dire sur leur appartenance à l'Union européenne*». Les libéraux-démocrates ont affirmé que les conservateurs avaient eux-mêmes saboté leur proposition de loi à des fins électoralistes: en l'absence de loi sur le référendum, les conservateurs pourront continuer d'affirmer que voter pour eux est la seule façon pour les Britanniques d'obtenir l'organisation d'un vote sur l'UE en 2017.

Concrètement, cela veut dire que le débat sur l'Europe va continuer de saturer plus que jamais les ondes médiatiques à l'approche des élections, d'autant que David Cameron a créé la semaine dernière un sujet de discorde supplémentaire avec Bruxelles, en contestant la rallonge budgétaire réclamée par la Commission. Des gages pour les eurosceptiques

En allant directement au clash avec les institutions européennes, le premier ministre britannique a voulu montrer aux eurosceptiques et aux europhobes sa détermination à contester le fonctionnement actuel de l'UE. Or, rien ne dit que Cameron parviendra de cette façon à endiguer l'irrésistible montée de l'UK Independence Party de Nigel Farage dans les sondages, à un mois d'une élection partielle dans le Kent qui devrait conduire à l'élection d'un second député Ukip. lefigaro.fr 29.10

Commentaires d'internautes

1- "*Il est vrai que l'Oncle Sam a déjà dit non, donc...*"

2- "*Ce referendum est une blague il n'aura jamais lieu. Cameron est un démago qui cours derrière l'UK IP sans jamais le rattraper.*

La GB ne partira jamais seul, isolé elle aurait trop à perdre à devoir négocier de nouveaux accords bilatéraux avec le reste de l'UE (pour commercer l'UE lui imposera ses normes sans que la GB ait son mot à dire).

Plombé par l'UKIP et la médiocrité de Cameron les conservateurs vont perdre les prochaine élections et les travaillistes et les lib dem qui ne veulent pas de ce référendum seront au pouvoir."

2- Syrie

Le prétexte...

- Syrie: l'émissaire de l'ONU veut des zones de cessez-le-feu pour l'aide humanitaire - AFP

Une diversion

- Syrie: les raids américains contre l'EI pourraient profiter à Assad - AFP

.. et la cible : Assad.

Les Américains ont équipé en drones l'Emirat islamique pour qu'il surveille l'armée de la République arabe syrienne pour leur compte.

- D'où viennent les drones de Daesh? - french.irib.ir

L'OSDH, vitrine médiatique des opposants pro-occidentaux d'Assad, confirme ceci : Selon les informations, en provenance de la Syrie, Daesh possède, effectivement, des drones ! Citée par An-Nashra, l'OSDH ajoute : "*Daesh utilise, sur une vaste échelle, des drones de reconnaissance, dans les zones qu'il contrôle, à savoir, à Raqqa, à rif d'Alep et à Deir ez-Zor*". Mais cette information suscite, évidemment, la question suivante: où Daesh s'est-il procuré les drones, appareils, dont la fabrication et l'usage, ainsi que l'entretien demandent une haute technicité?

Créé de toutes pièces, par les services de renseignement occidentaux et le Mossad, Daesh ne peut être doté des drones que

par l'intermédiaire de ses créateurs ! Sur les hauteurs du Golan, où la milice takfirie Al-Nosra se bat contre l'armée syrienne et le Hezbollah, à l'aide d'Israël, les drones nosratistes sont de fabrication israélienne. Pour le reste du territoire syrien, les drones de fabrication occidentale ont été achetés, par Riyad, et trafiqués, à destination de Daesh, via la Turquie. La question est, donc, la suivante : qui commande ces drones ? Difficiles de croire les égorgeurs de Daesh être capables de faire piloter ces appareils. Le Centcom ne se trouverait-il pas plutôt quelque part, dans des bases aériennes US, en Turquie, en Arabie ou en Jordanie?
french.irib.ir 30.10

3- Burkina Faso

- Burkina: l'armée prend le pouvoir après une journée d'émeute contre Compaoré - AFP

L'armée a pris le pouvoir jeudi soir au Burkina Faso, annonçant la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée et instaurant un couvre-feu, après une journée d'émeute contre le régime de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans.

Assemblée nationale incendiée, télévision publique prise d'assaut, violences en province, appels à la démission du président: le Burkina s'est enflammé jeudi, et cette crise d'une ampleur exceptionnelle en Afrique subsaharienne a provoqué l'intervention des militaires.

Le président Blaise Compaoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1987, ne s'est pas exprimé depuis samedi. Il devrait le faire à 20H00 locales et GMT sur deux radios de Ouagadougou, selon des journalistes de ces stations, dont l'AFP n'a pu joindre les directions.

Les pouvoirs exécutifs et législatifs seront assumés par un organe de transition, avec l'objectif d'un retour à l'ordre constitutionnel "*dans un délai de douze mois*", selon un communiqué du chef d'état-major des armées Nabéré Honoré Traoré, lu par un officier lors d'une conférence de presse.

Un couvre-feu est imposé "*sur l'ensemble du territoire de 19h à 6h*" pour "*préserver la sécurité des personnes et des biens*".

La prise de pouvoir de l'armée est pour l'instant assez mal acceptée par les manifestants, a constaté un journaliste de l'AFP. Quelques centaines d'entre eux ont appelé à des sit-in dans la capitale pour éviter ce coup d'Etat.

Les responsables de l'opposition n'ont pour l'instant pu être joints par l'AFP.

Plus tôt dans la journée, le régime avait tenté de calmer les esprits en annonçant l'annulation du vote du projet de révision constitutionnelle, prévu jeudi, qui avait mis le feu aux poudres.

Face à ce que le gouvernement sénégalais a qualifié de "*soulèvement populaire*", l'Union africaine a fait part de sa "*profonde préoccupation*" et appelé "*toutes les parties concernées à faire preuve de la plus grande retenue*".

L'Union européenne a lancé un appel à "*engager rapidement un dialogue*" et à mettre fin aux violences.

Partenaires du Burkina Faso, qui joue un rôle-clé dans l'instable zone sahélienne, Paris et Washington étaient auparavant montés au créneau. La France, ex-puissance coloniale, a plaidé pour un "*retour au calme*" et les Etats-Unis ont exprimé leur "*vive inquiétude*". L'ONU, comme l'UA, a décidé d'envoyer sur place un émissaire.

Dans l'après-midi, les grandes manoeuvres ont commencé. Le général en retraite Kouamé Lougué, à qui des dizaines de milliers de manifestants ont demandé de prendre le pouvoir, a rencontré le chef d'état-major Nabéré Honoré Traoré, ainsi que les plus hauts gradés du pays.

Très apprécié des troupes et de la population, Kouamé Lougué, ancien chef d'état-major et ministre de la Défense jusqu'à son limogeage en 2003, s'est aussi entretenu avec une autorité coutumière très respectée dans le pays, le Mogho Naba, le "*roi*" des Mossi, l'ethnie la plus nombreuse au Burkina.

"*L'armée est soudée avec le peuple*", avait affirmé Bénéwendé Sankara, l'un des ténors de l'opposition, demandant "*la démission pure et simple du président Blaise Compaoré*".

Ces tractations se sont ouvertes après que la capitale Ouagadougou a sombré dans le chaos dans la matinée, sous l'oeil de forces de l'ordre plutôt passives.

Les violences ont fait au moins un mort, un homme tué à quelques centaines de mètres du domicile de François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat et personnalité influente du régime.

Aux abords du palais présidentiel, la tension restait palpable en fin d'après-midi. Plusieurs centaines de manifestants faisaient face aux soldats de la garde présidentielle. Certains soldats ont effectué des tirs de sommation.

Autre symbole du pouvoir attaqué: la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB). Plusieurs centaines de personnes sont entrées dans ses locaux, où elles ont pillé le matériel, avant de quitter les lieux. Les transmissions ont été coupées. La diffusion des programmes de Radio France Internationale (RFI) a également été interrompue à Ouagadougou.

Des troubles ont également été signalés à Bobo Dioulasso, deuxième ville du pays (sud-ouest). La mairie et le siège du parti présidentiel y ont été incendiés, selon des témoins.

Les vols en direction de Ouagadougou ont été annulés, mais un avion a décollé dans l'après-midi, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le Burkina a basculé dans la crise avec l'annonce, le 21 octobre, d'un projet de révision constitutionnelle portant de deux à trois le nombre maximum de quinquennats présidentiels.

Arrivé aux affaires il y a 27 ans à l'issue d'un putsch, le président Compaoré devait achever l'an prochain son dernier mandat, après deux septennats (1992-2005) et deux quinquennats (2005-2015).

Lui qui a déjà modifié deux fois l'article 37 de la Loi fondamentale, en 1997 puis en 2000, pour se maintenir au pouvoir, défend la stricte légalité de sa démarche pour cette troisième retouche.

Les opposants se prenaient ces derniers jours à rêver d'un renversement du régime, longtemps considéré comme l'un des plus stables de la région.

Un "*printemps noir au Burkina Faso, à l'image du printemps arabe*", lançait mercredi l'opposant Emile Pargui Paré.

Mardi, des centaines de milliers de personnes - un million, selon l'opposition - étaient descendues dans la rue à Ouagadougou pour dénoncer un "*coup d'Etat constitutionnel*". AFP 30.10

La référence au "*printemps arabe*" dont chacun a compris qui était derrière, est peut-être une indication pour mieux comprendre ce qui se trame en ce moment au Burkina Faso. Les prises de position suivantes le confirment.

En complément. Ils avaient décidé qu'il devait partir.

- Hollande poussait Compaoré à choisir un poste international après sa présidence - AFP

- Blaise Compaoré: Suicide mode d'emploi - Lexpress.fr

- Burkina : le président Compaoré annule l'état de siège et s'accroche au pouvoir - Francetv infoo

- Burkina: la France appelle au "*calme" et à la "retenue*" - AFP

Qu'il dise cela à ses gendarmes le dictateur !

ECONOMIE

Allemagne

- L'Allemagne introduit un nouveau péage routier controversé - Reuters

L'Allemagne a annoncé jeudi l'instauration à partir de 2016 d'un nouveau péage routier controversé qui obligera les automobilistes étrangers à débourser jusqu'à 130 euros par an pour emprunter les autoroutes du pays.

Le plan, destiné à financer les infrastructures routières, risque d'être contesté par Bruxelles pour discrimination envers les automobilistes étrangers.

La nouvelle vignette pourra en effet être compensée par un allègement de la taxe dont doivent actuellement s'acquitter les propriétaires de voitures en Allemagne, si bien que dans les faits elle ne sera payée que par les étrangers, qui pourront la régler via internet ou dans les stations-service.

"*Cette taxe pour les infrastructures est raisonnable, équitable et juste*", a dit le ministre des Transports Alexander Dobrindt, ajoutant que les revenus du péage seraient affectés au seul entretien du réseau routier.

La vignette prendra en compte la cylindrée et l'empreinte écologique des voitures et sera de 130 euros par an au maximum. Les étrangers pourront en acheter pour des durées de 10 jours (10 euros) ou deux mois (22 euros).

Alexander Dobrindt, un des ténors de la CSU, a dit attendre 3,7 milliards d'euros de recettes dont trois milliards provenant des automobilistes allemands. Compte tenu de coûts de mise en place de près de 200 millions d'euros, la recette nette pourrait toutefois n'être que d'environ 500 millions d'euros par an.

La CSU, furieuse que le réseau autoroutier national soit gratuit pour les non résidents alors que les conducteurs allemands sont mis à contribution en France, en Autriche ou en Suisse, avait fait de ce projet une condition à son entrée au gouvernement après les élections législatives de l'an dernier.

La CDU et les sociaux-démocrates, également membres de la coalition, avaient exigé qu'il n'y ait pas de frais supplémentaires pour les automobilistes allemands et que la taxe soit conforme à la réglementation européenne qui interdit de discriminer les automobilistes étrangers.

L'Allemagne a déjà introduit un système de péage par satellite pour camions sur ses autoroutes, dont le montant est calculé en fonction des kilomètres parcourus. Reuters 30.10

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2014

CAUSERIE

Entre hier soir et ce matin (11h15 en Inde) on a ajouté 32 nouveaux articles, 5 ont fait l'objet d'un rejet après lecture parmi ceux que j'avais téléchargés, ils ne présentaient aucun intérêt ou étaient franchement opposés aux idées que nous défendons. Il y en a bien d'autres que je n'avais pas téléchargés, car leurs titres étaient révélateurs de leur orientation politique trop réactionnaire à notre goût. On en laisse passer qui sont réactionnaires, mais on ne peut pas faire autrement, cependant il y a des limites.

Rien ne peut nous faire dévier de notre objectif ou nos principes, mais ce n'est pas forcément le cas des lecteurs, je dois en tenir compte, sinon ils pourraient me le reprocher plus tard.

Un conseil, vous pouvez garder dans un coin de votre cerveau notre stratégie, les positions ou les principes que nous avons adoptés, sans forcément y adhérer, il n'y a aucune obligation en la matière, uniquement comme points de comparaison avec ceux que vous rencontrez dans ces articles, à vous ensuite de forger librement vos propres convictions. Quand on ne dispose pas de repères, c'est difficile, voire impossible de s'orienter.

Passons au plat de résistance du jour.

Démasquer une imposture. Briser la désinformation.

Etat sioniste contre Gaza ou Emirat islamiste contre Kobani : même idéologie, même méthode, même barbarie, même combat, même camp : celui de la pire réaction !

Parmi ceux qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme, qui, quel parti, combien mettent à la disposition des militants et des travailleurs les faits réels que nous rapportons (avec beaucoup d'autres), que par ailleurs leurs dirigeants connaissent parfaitement ? Combien établissent la relation que nous avons relevée ? Combien mettent en cause l'Etat français, ses institutions, ses partis, Hollande, le PS ? C'est simple à vérifier en consultant leurs journaux, en se connectant sur leurs sites Internet. Vous connaissez la réponse, n'est-ce pas ?

Nous n'actualiserons le site que demain, car ma compagne ne travaille pas aujourd'hui mais travaillera demain. On actualisera seulement la rubrique *Articles d'actualité*. En attendant quelques arguments pour notre combat et sujets de réflexion.

Points de repère.

1- L'ONU est un instrument de l'impérialisme ou l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste.

La preuve que l'ONU est un instrument de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste : 188 pays ont moins de pouvoir que dux pays, les Etats-Unis et Israël. Quand une infime minorité impose sa volonté ou sa politique au reste de la population, on appelle cela comment, une dictature, une dictature impériale en l'occurrence ici.

Question : Mais dans ces conditions, avec un tel dédéquilibre des forces, 188 contre 2, comment se fait-il que cette dictature impériale perdure depuis 23 ans, en réalité depuis que l'ONU existe ?

Mais parce que tous les représentants des Etats qui y participent ont adopté le capitalisme dont les Etats-Unis est le chef de fil. Il peut leur arriver ponctuellement de condamner certains aspects de la politique américaine, mais jamais ils ne s'y opposeront vraiment, car tous sont corrompus et trop interessés dans le cadre de l'ordre capitalisme mondial à en tirer profit, or comme sur le marché mondial ce sont les Etats-Unis qui font la loi (avec le dollar et leur puissance militaire), s'y opposer serait prendre le risque incensé de subir de terribles représailles, à l'instar de tous les chefs d'Etat qu'ils ont assassinés ou renversés, de tous les pays qu'ils ont détruits de fond en comble.

Bien que les Etats-Unis et Israël ne respectent pas ou n'appliquent pas les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU, bien qu'ils aient violé et continuent de violer le droit internatonal dont se réclament les Etats membres de l'ONU, vous aurez observé qu'absolument aucun Etat n'a rompu ses relations avec les Etats-Unis et Israël, ce qui confirme ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, quelle que soit la velléité affichée par certains chefs d'Etatn finalement cette posture sert uniquement à défendre leurs propres intérêts dans le cadre de l'ordre mondial établi qui leur convient très bien.

Seule l'offensive du mouvement ouvrier international pour en finir avec le capitalisme et ses institutions permettra d'ouvrir une brèche dans la dictature que les Etats-Unis impose au monde entier, qui à l'étape suivante volera en éclat lorsque le prolétariat sera parvenu à s'emparer du pouvoir politique, car immédiatement le ou les nouveaux Etats ouvriers rompront avec les Etats-Unis et l'ONU, l'ensemble des institutions financières et politiques créées par et pour le capital.

- Vote à l'ONU: 188 pays pour la fin du blocus contre Cuba, 2 pays contre (Etats-Unis et Israel) - mondialisation.ca 29.10

Extrait- L'assemblée Générale de l'ONU a approuvé ce mardi 28 octobre 2014 presque unanimement et pour la 23° année consécutive, une résolution qui demande la fin du blocus étasunien contre cuba, une mesure unilatérale imposée par Washington depuis 1962.

L'assemblée plénière des 193 membres des Nations Unies a soutenu par 188 voix pour, 2 contre (Etats-Unis et Israël) et 3 abstentions (Palau, la Micronésie et les Iles Marshall) le projet intitulé « *Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis à Cuba* ». mondialisation.ca 29.10

2- Pour la liquidation de l'Etat Juif. Contre la solution à deux Etats. Pour une République sociale palestinienne (laïque).

Je rappelle que ce sont les sionistes qui nomme Israël un Etat Juif, donc basé sur un concept de race, raciste et non religieux, bien qu'il soit aussi théocratique..

Des monarchies constitutionnelles, la Suède et la Grande-Bretagne viennent de se prononcer pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. A quoi cela rime sachant qu'ils sont des alliés indéfectibles des Etats-Unis et d'Israël ? De quel Etat s'agit-il ? D'une prison ou d'un immense camp entouré de fils barbelés et d'un mur. C'est cela qu'il s'agit de normaliser après l'avoir légitimé.

- Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats (The Independent) - legrandsoir.info 28.10

Extrait - ... nous ne devons pas nous laisser aveugler par l'esthétique de cette notion d'"*Etat*" palestinien. En réalité, la notion internationalement reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité.

Un Etat palestinien signifie la poursuite des négociations dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise totalement les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde zone dans un Etat conçu pour les Juifs seulement.

L'Etat d'Israël n'autorisera jamais non plus un Etat palestinien souverain qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait ainsi simplement un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple passivement opprimé.

Même si nous négligeons les aspects négatifs de la solution à deux Etats, nous ne pouvons pas négliger le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans avec le mur illégal d'apartheid qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record et il y a maintenant plus de 350 000 colons en Cisjordanie.

Les militants pro-Palestine doivent donc être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique qui "maintient" la population palestinienne plus qu'elle ne la libère. Il est donc temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne (habilement dissimulée par la solution de deux Etats) et une accentuation de la séparation.

Il est temps de commencer à soutenir les droits des Palestiniens où ils se trouvent, que ce soit dans les territoires occupés, en Palestine historique ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique qui promeuve une solution d'un seul Etat en Israël et Palestine ; un Etat qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion. legrandsoir.info 28.10

3- Pour une refondation du mouvement ouvrier sur les bases du socialisme.

Une orientation politique que nous partageons, sans presumer des désaccords que l'on peut avoir avec son auteurs par ailleurs. La ligne politique qui est présentée ici est juste, car elle se situe sur le terrain de l'indépendance de la classe ouvrière, condition indispensable à sa résistance et à son combat dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif abandonné par tous les partis du mouvement ouvrier et les syndicats, en cela elle est fidèle au socialisme.

- La « *démocratie bourgeoise* », cause toujours ou ferme ta gueule. - legrandsoir.info 29.10

Extrait- Dans plusieurs autres pays, l'idéologie démocratique bourgeoise a détourné la colère ouvrière vers la défense de la dictature démocratique capitaliste, lors du « *Printemps arabe* » par exemple. Il se joue en ce moment un combat idéologique extrêmement important aux conséquences historiques. La mystification démocratique bourgeoise ne se limite pas à l'obéissance à l'État capitaliste ; ni au respect de la démocratie politique bourgeoise formelle (élections, parlementarisme, etc.) ; ni à nier la réalité de la lutte des classes. L'idéologie démocratique bourgeoise individualiste et narcissique tend à imprégner tous les instants et tous les espaces de la vie sociale au détriment de la vision et de l'action collectives de la classe prolétarienne.

La mystique dichotomique « *démocratie-dictature* » accentue le sentiment d'impuissance des ouvriers en obviant le véritable et fondamental antagonisme de classes entre le capital et le travail, entre capitalistes et prolétaires. La mystification consiste à présenter une faction de la bourgeoisie comme démocratique et conciliatrice et une autre faction comme dictatoriale et hystérique, imposant à la classe ouvrière de se ranger au service de la faction pseudo démocratique pour un moindre mal. La classe ouvrière ne doit pas soutenir la dictature démocratique bourgeoise contre la dictature-hystérique-bourgeoise. La classe ouvrière doit mener ses propres luttes anticapitalistes non pas pour obtenir des réformes et des avantages éphémères mais pour résoudre les contradictions insolubles du capitalisme en le renversant.

La lutte théorique et de propagande contre l'idéologie démocratique bourgeoise est au centre des leçons et de l'expérience du mouvement ouvrier, de Marx à Lénine, de celui-ci à la Gauche communiste (Italienne en particulier). Cet héritage et cette expérience théoriques et politiques sont essentiels aux combats historiques entre les classes antagonistes. Selon que le prolétariat restera soumis ou non à cette idéologie, il réussira ou non à se sortir du bourbier capitaliste et à dégager sa propre perspective révolutionnaire. Voilà pourquoi il lui appartient de ne pas céder aux pseudo campagnes antiterroristes et de Front populaire antifasciste ou antiextrême- droite. Le terrorisme et le fascisme sont sont d'abord les monstrueux enfants du capitalisme et de sa « *démocratie bourgeoise* ». Pour contrer les menaces terroriste et fasciste, le prolétariat doit combattre le capitalisme et le renverser une fois pour toutes. Pour avoir nié ce précepte marxiste, les Fronts unis et les Fronts populaires antifascistes des années 1930 ont mené directement à la Deuxième Guerre mondiale. Guerre ou Révolution voilà l'alternative. legrandsoir.info 29.10

Cela fait des années que je dénonce le discours révisionniste sur la démocratie, apparemment je ne suis pas le seul. Revenir aux fondements du marxisme est une nécessité urgente et impérieuse.

Haut de page

Le 2 novembre 2014

CAUSERIE

Un mot sur notre portail.

509 connexions le 27 octobre, 12.000 connexions en octobre au total, on va finir l'année au même niveau qu'au début, après des hauts et des bas. Vous aurez remarqué que bien qu'à plusieurs reprises j'ai annoncé l'intention de fermer le site, les militants après l'avoir déserté y sont revenus. A croire qu'ils y tiennent plus que moi !

Je rajoute quelques lignes au passage qui suit qui a été rédigé la veille.

En 2008, quand j'ai inauguré la formule avec la causerie du jour et les infos en bref, je recevais régulièrement des courriels, des militants m'ont même envoyé un peu d'argent en guise de soutien ou d'encouragement, ensuite plus rien. Ils ont dû penser que ce portail pourrait donner naissance à un nouveau parti ou je ne sais quoi et tel n'a pas été le cas, parce que ce n'était pas possible. Je n'ai jamais entretenu la moindre illusion en la matière, chacun en est témoin. Cependant j'en tire l'enseignement que j'avais réussi à faire naître un peu d'espoir chez des centaines de militants ou travailleurs à partir de peu de choses, ce qui me fait dire que la formule que j'avais adoptée correspondait à un réel besoin, et que si nous avions eu les moyens de développer une activité militante autour, d'autres militants seraient venus nous rejoindre.

Quand on s'adresse uniquement à l'intelligence des militants et des travailleurs, à l'arrivée on est certain d'atteindre notre objectif. Il faut donc être animé par cette croyance qui repose sur la volonté de chacun de refuser la condition qui lui est imposée par le capitalisme ou la société, vouloir s'en sortir par des moyens honnêtes ou élever son niveau de conscience pour se libérer du carcan de l'idéologie dominante que pour rien au monde on voudrait servir, ce qui est malheureusement le cas quand on cède inconsciemment ou par ignorance aux sirènes de l'opportunisme.

Il n'est pas facile en période de réaction sur toute la ligne d'adopter un mode de pensée qui tranche radicalement avec celui communément admis par le plus grand nombre. Là encore, il faudrait fournir une formation, un soutien, des arguments aux militants pour se défendre, car j'imagine que parfois ils doivent se sentir agressés de toutes parts et c'est difficile à vivre, aussi ce devrait être au parti de s'en charger. On n'a pas le temps de développer cette question ici, disons qu'en toute circonstance il suffit de s'en remettre aux faits et ne pas se laisser embringuer dans des discussions qui reposent sur autres choses.

On ne cherchera pas à avoir raison, cela ne nous intéresse pas, seuls les faits et les rapports qu'ils entretiennent entre eux, de quelle manière ils évoluent nous intéresse pour mieux comprendre de quoi on parle ou la situation. A la limite, vaut mieux encore écouter et en dire le moins possible pour être crédible. On voit ici l'importance d'être correctement informé et de savoir de quoi on parle, c'est la première règle à adopter.

Ensuite il faut posséder une méthode pour tenir une discussion, ce qui requièrent quelques connaissances qui débordent du cadre de la politique, il faut recourir à la logique, au matérialisme dialectique de préférence, à la psychologie aussi, car dans un échange le comportement compte autant si ce n'est plus que le discours, il est révélateur du mode de pensée de la personne qu'on a en face de soi, comment il réfléchit et sur quoi repose son argumentation, et bien d'autres choses encore.

Quand on milite, on est censé agir consciemment, on poursuit un objectif, on ne peut donc pas se comporter n'importe comment ou imiter la personne qu'on a en face de soi qui est guidée par ses émotions. Quand on maîtrise bien son sujet, on peut feindre un tel comportement et encourager ainsi notre interlocuteur à se lâcher, ce qui nous aidera à mieux le cerner et nous en apprendra sur ses illusions notamment, ce qu'on pourra exploiter par la suite. C'est l'objectif politique que l'on s'est fixé qui détermine notre comportement en général ou dans ce type de rapports. On n'adopte pas une posture sur la base de considérations personnelles ou subjectives, mais sur la base du niveau de conscience qu'on a acquis afin d'aider notre interlocuteur à élever le sien, sans se tranformer en donneur de leçons ou en manifestant un complexe de supérorité qui friserait avec le mépris. Au début on joue un personnage, par la suite on devient ce personnage. C'est donc tout un art qui nécessite un apprentissage plus ou moins long. Maitrîser son comportement est la seconde règle à adopter.

La troisième règle consistera à être capable d'intégrer les éléments que nous fournit la situation ou son développement dans notre analyse politique. Ce qui nécessitera au préalable d'avoir repéré les facteurs déterminants sur lesquels reposent l'issue politique à la crise du capitalisme que nous proposons aux travailleurs et de ne jamais les perdre de vue (le niveau de conscience et l'organisation des masses, le parti, le renversement de l'ordre établi, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, notamment), car partant de la situation c'est le fil qui nous relie à notre objectif politique, sans lequel notre discours paraîtra incohérent, et il le sera effectivement, car il n'aura ni queue ni tête. Dit autrement, intégrer dans notre analyse la matière que nous fournit l'actualité économique, sociale et politique internationale, c'est faire en sorte que le fil qui nous relie à notre objectif politique ne soit jamais rompu, ce qui nous permet d'adapter notre théorie et notre stratégie aux transformations de la société et non l'inverse, de corriger nos erreurs aussi.

La complexité de la situation telle qu'elle apparaît au premier abord pour pratiquement tous les travailleurs et militants, alimente le pessimisme et ne favorise pas l'idée qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme, elle est de nature à nous conduire à lâcher notre fil. La profonde décomposition du capitalisme qui se traduit par la dislocation de tous les rapports dans la société, tendent à l'extrême toutes les contradictions qui s'étaient développées au cours de l'évolution du capitalisme ou inhérentes au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au point de constituer une réelle menace pour la civilisation humaine si à son tour elle venait à lâcher le fil qui la relie à ses aspirations progressistes ou humanistes.

Pour l'aider à passer cette épreuve difficile avec succès, tout repose sur la détermination de tous ceux qui en ont pris conscience à des degrés divers à faire en sorte que chacun de ces éléments de dislocation (de division des masses) se transforment en autant de puissants détonateurs pour dynamiter le capitalisme et ses institutions, mais aussi pour améliorer notre niveau de conscience politique ou de compréhension du monde dans lequel nous vivons.

Si maintenant on préfère tourner le dos à la réalité parce qu'on la trouve trop moche ou trop dure, les prétextes ne manquent pas, alors oui pour le coup on est en droit de s'inquiéter pour l'avenir de l'humanité, notre propre avenir car personne ne sera épargné en cas de conflagration générale à l'initiative de l'impérialisme américain ou l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste. A suivre.

Le passage rédigé avant-hier

Y en a-t-il parmi vous qui regrettent que ce portail ne soit pas celui d'un parti politique ?

Bien entendu il faudrait y ajouter un volet consacré aux luttes sociales en France, plus un volet théorique et bien d'autres choses encore. On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir une vision globale de la situation, être citoyen du monde aide il faut dire. On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord. Imaginez un peu si on avait toute une équipe, des moyens matériels et financiers, on aurait le portail politique le plus complet, le plus attractif de France ou francophone, car on développerait aussi ce volet en direction de nos amis africains, asiatiques, nord-américains et européens. On n'en ferait pas un outil destiné à une élite, quelle horreur ! Il serait tourné vers toutes les couches exploitées, un outil d'information, de réflexion, d'éducation politique, d'apprentissage, de prise de concience, d'enrichissement ou de développement personnel, y compris sur le plan psychologique puisque l'on mène la guerre aussi sur ce plan-là, de compréhension ou de connaissance à l'aide d'une pédagogie minutieusement mise au point élevée au rang d'art de vivre !

On sentirait vibrer en nous ce que pourrait être la société nouvelle, le socialisme, quelque chose auquel on tient tellement qu'on n'a plus qu'une seule envie, partager cette expérience de telle sorte qu'elle prenne la forme d'une révolution qui balaie le vieux monde pourri de ses ordures. Un outil au service de notre cause, devant servir à construire notre parti. Quand vous observez de quelle manière tous les partis traitent cet outil, c'est navrant.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, pas toujours mais souvent, quand je livre mes expériences personnelles ou mes réflexions, je me dis que plus d'un lecteur va ici ou là se sentir concerné ou se reconnaître, se dire, tiens voilà un truc auquel je n'avais pas pensé et qui m'apporte quelque chose, c'est un peu le but, je n'écris pas pour me faire plaisir ou raconter ma vie, je suis le premier à m'en foutre, mais partager les enseignements que j'en ai tirés en me disant que je ne suis pas différent de mes lecteurs, je n'ai jamais eu une très haute estime de moi, bien au contraire, faisons en sorte que cela soit utile à quelque chose, l'avantage, c'est que c'est sans contrainte, chacun est libre de prendre ce qu'il veut, il y aura personne pour vous juger.

Notre portail devient de plus en plus important pour les militants, car au delà des articles que nous publions de différentes sources à travers le monde, nous fournissons des infos en continu ou quotidiennement que vous ne trouverez nulle part ailleurs en France.

J'écris ces lignes vendredi soir, il est 20h36, je viens de voir aux infos de Russia Today qu'il y avait eu en Italie une manifestation contre les violences policières, comme en France. On va voir demain matin si cette info figure dans les articles de presse des médias en France. Il y a trois ou quatre jours une fusée américaine a explosé quelques secondes après son décollage, savez-vous que les Américains ont accusé les Russes, un sybercrime, je ne plaisante pas du tout, rien dans la presse française depuis, et ainsi de suite.

Il y a autre chose qui me sidère quand je regarde Russia Today. Tous les journalistes semblent avoir le niveau DEA ou doctorat en économie, en histoire ou en science politique, etc. Le journaliste converse apparemment sans prompteur avec son invité avec une aisance à couper le souffle, il ne se contente pas de poser des questions, ils développe des analyses qui peuvent durer plusieurs minutes et ensuite seulement il donne la parole à son invité qui l'a écouté attentivement, chaque fois il prend la balle au bond et le gratifie d'un "yes of course" comme s'il avait en face de lui un interlocuteur du même niveau que lui, alors que ce sont des économistes, des experts ou des personnalités qui ont une longue expérience derrière elles, d'un très haut niveau. On en peut pas les comparer avec les journalistes de TF1, France2 ou France3 qui ont un niveau de connaissances générales médiocres, des marionnettes, c'est vraiment stupéfiant. C'est là que je mesure à quel point la France est tombé très bas.

Je ne peux pas citer ici toutes les observations que j'ai pu faire, par exemple, quand un journaliste de Russia Today intervient sur la situation en Irak, il est sur la ligne de front, casque sur la tête, équipé d'un gilet pare-balles et encadrés par des hommes en armes ou des militaires qui assurent sa protection, et on entend les détonations au loin ou parfois très proche de lui, idem en Ukraine ou en Irak. Et ce n'est pas du bleuf ou un truc tourné en studio, c'est en direct, parfois sa voix est recouverte par une explosion ou il arrête de parler pour se plaquer au sol et se protéger. Vous voyez cela au 20h en France ? Je ne l'ai jamais vu sur TV5Monde Asie quand je recevais cette chaîne.

TF1, France2 ou France3, France24, ressemblent aux chaînes d'infos internationales des autres puissances occidentales, propagande et désinformation en boucle, auxquelles il faut ajouter la censure, le tout conforme à la politique dictée de Washington, il faut préciser car on pourrait croire à une pure coïncidence, je me suis connecté sur les chaînes allemande, japonaise,

coréenne, qatari, les mêmes sujets, les mêmes images, le même discours, c'est bien simple, en zappant rapidement aux moments des infos du soir, on a l'impression de ne pas avoir changé de canal, on revoit plusieurs fois les mêmes images !

Victime d'une escroquerie.

- Réfugié sur une grue en Gironde, il demande le remboursement de sa cotisation au PS - Francetv info

Prêt à tout pour récupérer son argent. Un homme de 39 ans a grimpé en haut d'une grue, samedi 1er novembre, à Floirac en Gironde, près de Bordeaux. Pour descendre, il réclame le remboursement de sa cotisation au Parti socialiste pour les années 2010 et 2011, rapporte Sud Ouest. De nombreux policiers se sont postés autour de la grue et des négociations sont en cours pour tenter de le mettre hors de danger. Francetv info 01.11

Pourquoi le PG s'est-il allié avec le PCF pour créer le Front de gauche ?

Parce que ses dirigeants le destinait à être un parti institutionnel. Or pour être un parti institutionnel et pour espérer survivre il faut avoir des élus au sein des institutions. Dès lors, sérieusement, croyez-vous que ce parti était destiné à s'attaquer aux institutions en place ? Poser la question, c'est y répondre.

- M'PEP - Pacte de responsabilité : Le président du MEDEF nommé Premier ministre ! - 31.10

Extraits - De fait, François Hollande, depuis son accession à l'Élysée, accélère la politique néolibérale menée par son prédécesseur.

(Vous vous attendiez à quoi ? A un miracle ? Manifestement à autre chose. Vous avez donc sciemment contribué à colporter de dangereuses illusions dans Hollande et le PS.

Au lieu de vous faire les porte-parole de ceux qui n'avaient aucune illusion dans Hollande, les millions de travailleurs des couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à perdre, vous avez préféré vous faire ceux des couches supérieures qui espéraient conserver ainsi leurs avantages ou améilorer encore leur sort. A l'arrivée toutes sont perdantes, à ceci près que c'est plus difficile à vivre aujourd'hui pour ceux qui avaient déjà tout juste de quoi survivre.

Vous avez privilégié ceux qui étaient les plus liés au régime et ses institutions, dont la conscience politique se confond avec ou se réduit à leurs intérêts individuels, au détriment des travailleurs qui par leur situation précaire seraient les plus prompts à rompre avec le régime et ses institutions, vous avez délibérément favorisé les premiers parce qu'au même titre qu'eux vous êtes attachés au régime et aux institutions.

La fin de votre article est pathétique, elle le confirme si nécessaire. Il se termine comme il avait commencé, mais cette fois d'une manière plus insidieuse, en posant les conditions (sortie de l'Union européenne et de l'euro) qui seraient selon vous indispensables pour "faire l'inverse de ce qu'il fait", Hollande, donc en sous-entendant que ce sera impossible tant que Hollande sera président, jusque là on vous suit, mais tout en laissant supposer le contraire, en lui donnant des conseils des fois qu'il lui viendrait à l'idée de vous écouter et de vouloir "*faire baisser le chômage*", "*augmenter massivement les bas salaires et les minimas sociaux et supprimer tous les cadeaux au MEDEF...*", etc., autrement dit en procédant de la sorte, vous suggérez qu'ils pourraient être animés de bonnes intentions qui manifestement lui sont étrangères, c'est nous qui le précison, d'ailleurs il n'a cessé de le démontrer depuis deux ans et demi.

En conclusion, les militants ou lecteurs du M'PEP doivent se sentir réconfortés et se dire que finalement Hollande n'est pas un si mauvais bougre que cela, et le PS n'est pas aussi pourri qu'on le dit ici ou là, ils sont animés de bonnes intentions envers les travailleurs en général, que voulez-vous on n'est pas socialiste pour rien, mais voyez-vous les malheureux, ils leur manquent juste un petit quelque chose pour les mettre en pratique, on va vous aidez à le définir au M'PEP, un rapport de forces favorable à l'application de cette politique, c'est le créneau de tous les opportunistes professsionnels et autres traitres du mouvement ouvrier, la pseudo-gauche et extrême gauche, les dirigeants syndicaux vendus, et la boucle est bouclée, il ne vous restera plus qu'à voter Hollande ou son clone en 2017. - ndlr)

Des illusions dans Hollande au soutien au régime, l'un ne va pas sans l'autre ou l'un traduit l'autre.

Le gouvernement ne fait plus jouer à l'Etat le rôle qui était le sien de veiller au compromis entre les forces sociales ayant des intérêts divergents,

(Là aussi vous regrettez la "*paix sociale*" qui permet aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, tandis que les travailleurs demeurent exploités et opprimés, et pendant ce temps-là l'Etat joue son "*rôle*" et guerroie sur tous les continents, etc. En réalité, vous avouez ici que vous n'avez jamais eu l'intention de lutter pour en finir avec le régime en place que vous dénoncez parce qu'il n'est pas assez généreux avec les couches de nantis que vous représentez. Il vous convient, la référence au CNR le prouve si nécessaire, flanqué de réactionnaires en tous genres.

Leur problème, c'est que plus l'Etat prend la forme et le contenu d'une dictature ouverte, plus il leur est difficile de soutenir le régime en place sans être aussitôt démasqués, ils doivent donc radicaliser leur discours, prendre leur distance avec les partis qui incarnent le plus le régime, ici le PS, il en va de leur survie politique. La suite permet de le comprendre- ndlr)

il signe un pacte avec l'une de ses forces, le grand patronat, et derrière lui les puissances financières.

(Hollande assume, faites-en donc autant ! -ndlr)

La nomination de Manuel Valls comme Premier ministre en avril 2014 a accéléré cette stratégie. Et l'arrivée du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ne laisse désormais aucune ambiguïté sur la nature du gouvernement choisi par François Hollande. Délibérément, ouvertement, c'est la défense des intérêts des classes dominantes qui est rondement menée par la bande néolibérale au pouvoir.

(A les entendre on croirait qu'ils découvrent soudainement la nature du PS. Caractériser les dirigeants du PS de "*bande néolibérale*" n'engage à rien, puisque le M'PEP ne rompra pas pour autant avec le régime. Les faits associés à la logique sont cruels. - ndlr)

L'Empire du crime fait des émules.

Enlèvements, détentions illégales, prisons secrètes, violations de tous leurs engagements internationaux, tortures, assassinats d'opposants, exécutions sommaires, tribunaux militaires d'exceptions, génocides, famines, déplacements de populations, coups d'Etat, terrorisme d'Etat, guerres civiles, guerres de rapine, coloniales, impérialistes, etc. il y a de quoi alimenter les délires les plus fous des psychopathes candidats à la barbarie, à ceci près qu'ils ne bénéficieront pas de la même impunité que les Américains et leurs alliés occidentaux.

Ils ont l'impression de combattre contre l'injustice dont ils font l'objet dans leur pays et contre laquelle ils sont impuissants, tandis que là ils peuvent se défouler, se livrer à des atrocités, des massacres de masse.

- Syrie et Irak: un afflux "*sans précédent*" de jihadistes étrangers - AFP

Les frappes de la coalition internationale ont, selon les experts, davantage encouragé que freiné l'afflux de jihadistes étrangers en Syrie et en Irak, que l'ONU qualifie aujourd'hui de "*sans précédent*".

Quelque 15.000 combattants étrangers en provenance de 80 pays se sont rendus depuis 2010 dans la région pour rejoindre des groupes comme l'Etat islamique (EI), soit "*plusieurs fois*" le total cumulé entre 1990 et 2010, met en garde ce document cité vendredi par le quotidien britannique The Guardian. (Il n'y a pas si longtemps ils le niaient farouchement et qualifiaient ceux qui le prétendaient de théoriciens du complot. - ndlr)

Ce chiffre de 15.000 avait déjà été évoqué en septembre par la CIA. Il a été réévalué à 16.000 depuis et un responsable du renseignement américain a indiqué vendredi à l'AFP que les combattants étrangers continuaient de se rendre en Syrie au rythme de 1.000 par mois.

"*Et la tendance est à la hausse*", a expliqué la même source, qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

La plupart viennent du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la Tunisie représentant le contingent le plus élevé. Quelque 2.000 combattants viennent d'Europe et une centaine sont Américains, dont environ une dizaine s'est rangée sous la bannière de l'EI.

Au fil de la progression sur le terrain de l'EI et de la proclamation d'un califat sur les territoires conquis, le nombre des jihadistes étrangers n'a cessé de gonfler. Ils étaient 7.000 en mars, 12.000 en juillet et au moins 15.000 aujourd'hui. Le déclenchement des frappes aériennes américaines il y a trois mois ne semble avoir en rien calmé les velléités des candidats au jihad.

Simon Palombi, consultant en sécurité internationale au Chatham House, estime même que les frappes sont exploitées par le groupe EI pour sa propagande. "*Regardez ce que l'Occident fait aux musulmans : ce message, il l'utilise comme un signe de ralliement et il le fait de manière très efficace*", dit-il, renvoyant notamment vers l'utilisation massive des réseaux sociaux.

"*La perspective de combattre la coalition internationale, et surtout les Etats-Unis, contribue à attirer des jihadistes du monde entier*", renchérit Romain Caillet, expert des mouvements jihadistes à l'Institut français du Proche-Orient. AFP 31.10

De quel côté est la démocratie ? Du crime et de la corruption, de la guerre ?

- Barrage: les élus du Tarn suspendent le chantier et renvoient la balle à l'Etat - AFP

- Mort de Rémi Fraisse : la thèse de la grenade offensive confirmée par les analyses - Francetv info

- Barrage de Sivens : Les débordements à Nantes, Toulouse et Lille - Le Huffington Post

- Sivens : FN et UMP veulent dissoudre "*les groupes violents d'extrême gauche*", mais lesquels ? - Le Huffington Post

- Cazeneuve: les "*casseurs*" ont "*vocation à être rattrapés par la justice*" - AFP

- Nantes: Cambadélis (PS) opposé "*à la violence d'où qu'elle vienne*" - AFP

Sauf de l'Etat bourgeois.

C'est le gouvernement et le PS qui poussent une partie de la jeunesse à recourir à la violence face au mépris dont font l'objet ses droits et revendications légitimes. Donc entre des jeunes qui excédés se livrent à des violences et la violence de l'Etat qui y répond, nous prendrons toujours partie pour ces jeunes contre l'Etat. Entre celui qui détient le pouvoir et celui qui le subit, nous avons choisi notre camp.

Par contre nous dénonçons les organisations ou les groupuscules qui appellent à la violence ou l'encouragent, parce qu'elle sert de prétexte pour s'attaquer ensuite au mouvement ouvrier. Alors que l'UMP et le FN visent l'extrême gauche, hier je crois, une chaîne de télévision avait invité un membre de l'ultra gauche qui n'est pas du tout représentative des opposants à ce barrage permettant au passage de les amalgamer ainsi que l'extrême gauche à ces gauchistes. Nous ne nous qualifions pas d'extrême gauche, mais en la visant c'est l'ensemble des militants qu'ils visent, tous ceux qui résistent à la politique réactionnaire du gouvernement, dont l'avant-garde du mouvement ouvrier dont nous sommes une composante.

- Violences à Nantes et Toulouse : «*une insulte à la mémoire de Rémi Fraisse*», selon Valls - LeFigaro.fr

Valls est une "*insulte*" à l'espèce humaine.

- Barrage de Sivens: une société d'économie mixte dans le collimateur des opposants - AFP

Les opposants au barrage contesté de Sivens dans le Tarn dénoncent depuis des mois le rôle central d'une société d'économie mixte à l'origine selon eux du caractère surdimensionné et coûteux du projet.

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) est une société anonyme d'économie mixte (à capitaux majoritairement publics) créée en 1959, dont le siège est à Tarbes et spécialisée dans l'étude et la mise en oeuvre de projets d'aménagement du territoire.

Ses principaux clients sont des collectivités territoriales dans le sud-ouest de la France mais elle intervient également à l'international, notamment sur le continent africain.

C'est à cette société que le conseil général du Tarn a délégué la maîtrise d'oeuvre du projet contesté de barrage de Sivens, où Rémi Fraisse, manifestant de 21 ans, est mort dimanche lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Le grief principal des opposants au projet, c'est la double casquette de la CACG dans ce projet comme dans d'autres.

"*Le conflit d'intérêt qu'il y a avec la CACG, c'est qu'ils interviennent en tant que bureau d'étude sur des analyses de besoins en eau et aussi en maître d'ouvrage sur les mêmes bassins où ils ont fait ces études*", explique Ben Lefetey, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, qui regroupe de nombreux opposants au projet. "*Donc ils recommandent de faire des barrages et ce sont eux qui bénéficient du marché derrière, c'est ça qui pose problème*", résume-t-il.

Interrogée par l'AFP, la CACG rejette cet argument, faisant valoir qu'elle n'est pas toujours retenue, "*loin s'en faut*", pour réaliser les projets préconisés par ses études.

Les opposants se demandent aussi si la société envisage toujours toutes les solutions.

"*La CACG est spécialisée dans les barrages*", explique Alain Hébrard, de la Confédération paysanne.

"*S'il y a plusieurs solutions, ils retiendront les gros chantiers qui les concernent, pas les solutions alternatives comme par exemple les retenues d'eau collinaires*", ces retenues de taille modeste construites par les exploitants agricoles pour l'irrigation de leurs parcelles.

En tant que bureau d'études, pointent ses détracteurs, la CACG se prononce non seulement sur l'opportunité de construire un barrage mais en détermine également la taille, et donc son coût final. "*Plus ça coûte cher à la collectivité, plus il y a d'impacts environnementaux à étudier et à compenser, plus c'est intéressant pour la CACG*", estime M. Lefetey.

Les experts mandatés par le ministère de l'Écologie à propos du barrage de Sivens ont relevé que le coût du projet (8,4 millions d'euros) était plutôt élevé par rapport à sa taille (1,5 million de m3).

C'est parce qu'il est construit sur une zone humide, affirme M. Lefetey: cela entraîne des surcoûts liés à la création d'une nouvelle zone humide et des travaux plus importants qu'à l'accoutumée, notamment pour enrocher la digue à 8 m de profondeur.

Enfin, rappellent les opposants, c'est alors que Philippe Martin, président du Conseil général du Gers, était en poste au ministère de l'Écologie (juillet 2013 - mars 2014) que le projet de barrage de Sivens a été autorisé. Son prédécesseur au ministère Delphine Batho (juin 2012 - juillet 2013) avait pourtant mis en place un moratoire sur ce type de projets.

"*Quand la CACG a voulu que le projet soit autorisé, je pense qu'elle a eu l'oreille attentive du ministre de l'Écologie de l'époque (M. Martin)*", glisse Ben Lefetey, qui se borne à constater que le vice-président du Conseil général du Gers, Francis Daguzan, n'est autre que le président du Conseil d'administration de la CACG.

Interrogé par l'AFP vendredi, M. Martin a jugé ses assertions "*grotesques*".

L'actuelle ministre de l'Écologie Ségolène Royal "*a dit qu'elle ne pouvait pas décider de l'arrêt de ce chantier qui relevait du Conseil général du Tarn*". Si le ministère "ne peut pas arrêter le chantier, c'est qu'il ne peut pas non plus l'autoriser", a rappelé M. Martin.

Ce dernier a jugé "*limite infamant de laisser penser que je pourrais avoir "laisser filer" des autorisations parce que je souhaitais être candidat à la tête de la région Midi-Pyrénées. C'est grotesque et mensonger*". AFP 31.10

ACTUALITE EN TITRES

Qui fait les présidents, qui détient le pouvoir ? Réponse.

- Wall Street bat des records - AFP

- Forte de ses records, Wall Street va surveiller les élections américaines - AFP

- Exxon et Chevron dopés par leurs activités de raffinage - Reuters

Plus dure sera la chute, patience, c'est programmé pour 2015, en principe.

- Les Bourses européennes ont terminé en forte hausse - Reuters

- L'euro tombe sous 1,25 dollar pour la première fois depuis fin août 2012 - AFP

Pillage organisé par la BCE

- Les Français, champions de l'épargne - Francetv info

- Pourquoi le rendement de votre assurance-vie va (encore) baisser - LePoint.fr

Le gouverneur de la Banque de France demande aux assureurs une baisse significative des rendements des fonds en euros. LePoint.fr 31.10

Comme il est rappelé dans cet article, la Banque de France n'est que l'antenne française de la BCE.

Parole de banquier. Qu'ils dégagent tous !

- Jacques Attali à propos de François Hollande : "*le meilleur président depuis Mitterrand*" - Francetv info

- Pour Manuel Valls, François Hollande a une "*vocation naturelle à être candidat en 2017*" - 20minutes.fr

Le Premier ministre a déclaré, dans un journal hollandais, qu'il aiderait le président à laisser "*la France de 2017 dans un meilleur état qu'en 2012*". 20minutes.fr 31.10

- Tunis : Bernard-Henri Lévy accueilli aux cris de "*BHL dégage*" - LePoint.fr

Il a été exfiltré de l'aéroport par une porte dérobée !

Il ne fera pas l'affaire, ils ont décidé d'avoir sa peau.

- Pour 75% des Français, Nicolas Sarkozy a raté son retour - Francetv info

Selon un sondage Odoxa pour "*Le Parisien*", les Français ont un regard très critique sur le retour de l'ancien président. Francetv info 31.10

Vous avez compris la manoeuvre, que les "*Français*" n'en veulent plus, c'est compréhensible, mais en réalité c'est le sommet de la classe dominante qui en a décidé ainsi, et qui pour le dédommager paie généreusement ses interventions dans des conférences, ils ne sont pas ingrats.

En famille. Ils sont faits pour s'entendre il est vrai et le font déjà très bien.

- Politique: réaliser le Rassemblement des républicains réformateurs raisonnables - L'Express.fr

Il est grand temps de réaliser les quatre "*r*" pour changer celui, irrespirable, qui étouffe la France. Ils forment une alliance qui va d'Alain Juppé à Manuel Valls, en passant par Jean-Louis Borloo, François Bayrou et quelques écologistes, tous d'accord sur l'essentiel.

Europe, économie, social, sécurité, environnement, éducation, immigration, fiscalité : les divergences sont de méthode et non de principe, de forme et non de fond. L'Express.fr 01.11

Violence. Antisocial.

- Plus de 10000 expulsions chaque année - Francetv info

- Zone euro: le chômage stable à 11,5% en septembre - AFP

Dictature. Rien ne justifie qu'on s'oppose aux licenciements, c'est un droit naturel des patrons..

- Justification des licenciements : pourquoi Gattaz a raison sur le fond mais tort sur la forme quand il demande qu'on y mette fin
- Atlantico.fr Qui ne respecte rien pas même les morts ? L'exemple qui vient d'en haut.

- Bateau ou ballerine, les Britanniques osent le cercueil original Francetv info Habitués de l'extravagance, les Britanniques osent l'originalité jusque dans leur cercueil. Une équipe de France 2 s'est rendue, dans un atelier, où les cercueils prennent la forme de bateau ou de bouteille de whisky. Francetv info 01.11

Etats policiers. Injustice.

- Ferguson : le policier ne sera pas poursuivi - LeMonde.fr

- Un sans-abri abattu par 6 policiers et 46 balles - L'obs

L'homme, déséquilibré armé d'un canif, a été la cible de 46 projectiles dont 14 mortels.

La scène se déroule à Saginaw dans le Michigan. Les faits datent de juillet 2012 mais les images sont en ligne sur Youtube depuis lundi 27 octobre et pourraient ranimer le débat sur les violences policières trois mois après les événements de Ferguson.

Sur ces images, un sans afro-américain est entouré de six policiers blancs armés au milieu de la route. L'homme, Milton Hall, âgé de 49 ans qui vient d'avoir une altercation avec l'employé d'un magasin, est armé d'un canif qu'il refuse de remettre à la police. Une trentaine de secondes s'écoulent avant que les huit agents tirent en tout 46 balles. En tout 14 toucheront Milton Hall mortellement. Les policiers tentent ensuite de menotter le corps sans vie.

Dans la vidéo, la mère du SDF évoque "*un assassinat*" réalisé par un "*peloton d'exécution en uniforme*".

- Deux ans après les faits, aucune charge n'a été retenue contre les policiers. L'obs 01.11

Normal sous une dictature.

- Canada: peine sans précédent de 75 ans de prison - AFP

Ils n'acceptent pas leur défaite.

- Brésil : des milliers de personnes défilent conte Dilma Rousseff - LeMonde.fr

Les manifestants dénonçaient, samedi, la transparence de la dernière présidentielle. LeMonde.fr 01.11

Bientôt une nouvelle campagne contre l'Argentine ?

- Une juge argentine à la poursuite d'anciens ministres franquistes - AFP

Stratégie du chaos

- Ukraine: les combats s'intensifient à la veille du vote séparatiste - AFP

- Kenya: huit policiers tués et 12 disparus dans une attaque dans le nord du pays - AFP

- Irak: 24 morts dans une série d'attaques autour de Bagdad - AFP

- Afghanistan: neuf policiers et militaires tués dans un attentat suicide - AFP

- Au Yémen, affrontements mortels entre l'armée et des membres d'Al-Qaida - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Ghouta/Deir ez-Zor/Golan : les sukhoï d'Assad rasent Daesh - french.irib.ir

L'Armée de l'Air syrienne a mené d'intenses raids, jeudi, contre les positions des terroristes de Daesh et d'Al-Nosra, tandis que les unités d'infanterie de l'armée loyaliste se sont accrochées avec les terroristes de Daesh, à rif Ouest de Deir ez-Zor. Les sukhoi de l'armée de l'air syrienne ont bombardé le rif de Damas et Ghouta-Est, des localités, à Deir ez-Zor, à Hama, à Deraa . A rif-Est de Deir ez-Zor, dans la localité de Hawija Sakar, de très violents combats ont eu lieu entre les soldats syriens et les terroristes de Daesh.

Les opérations ont été accompagnées par le pilonnage intense de l'armée de l'air. A Rif Ouest de Deraa, l'Armée de l'Air syrienne a, violemment, bombardé le village d'al-Hassan et les cités de Jassem et de Tafas et des localités autour de Deraa al-Balad, les voies de communication entre les deux cités de Noy et de Tassil, à rif de Deraa. A Rif de Hama, les sukhoi ont, littéralement, rasé les positions de Daesh, à Aqribat, à rif de Hama et à Ghala al-Maziq, à rif Ouest de Hama. A Ghouta-Est , les chasseurs syriens ont mené des raids contre Ain Tarma, Douma et Tiba.

Le Golan n'a pas été épargné : les cités de Jalin, d'al-Mazirib, de Saham, sur les hauteurs du Golan, ainsi qu'al-Cheikh Maskin et la plaine de Yermouk, à rif de Deraa, ont été pris pour cible des bombardiers syriens. A Jubar, à l'Est de Damas, l'armée de l'air syrienne a mené d'intenses raids. french.irib.ir 30.10

1.2- Deir ez-Zor: l'armée syrienne change de tactique anti-tunnel - french.irib.ir

Et cette tactique s'avère bien efficace !

Vendredi, des dizaines de terroristes ont été tués, dans la destruction d'un méga-tunnel, long de 46 mètres, à Deir ez-Zor! Selon Al-Mayadin, qui rapporte cette information, le tunnel en question se trouvait, dans la localité d'Al-Jabila, à Deir ez-Zor, une localité occupée par Daesh. Outre l'ouvrage, qui a été rasé par l'armée, un bâtiment sur lequel le tunnel s'ouvrait a été détruit. Aucune information détaillée sur cette opération, une première, d'une si vaste ampleur, n'a été divulguée, mais le bilan des morts, dans les rangs des terroristes, est, extrêmement, lourd.

Alors que l'armée syrienne continue de progresser, de façon fulgurante, les sources occidentales, elles, tentent de mettre sur le compte des terroristes de l'ASL, ces nouvelles victoires. Ceci étant dit, de très violents combats sont rapportés, depuis Deir ez-Zor entre Daesh et Al-Nosra, d'une part, et l'ASL, de l'autre. Les sources bien informées relèvent de vastes activités des renseignements syriens, dans cette zone, que l'aviation syrienne bombarde, de son côté, sans arrêt. french.irib.ir 01.11

2- Israël

- Israël : Attaquer Daesh, "*une erreur irrationnelle*" - french.irib.ir

Un haut officier de l'armée sioniste met en garde l'Occident contre "*une grave erreur*", "*celle que constitue le fait d'attaquer Daesh*", au profit de "*l'Iran, du Hezbollah, et de Bachar al-Assad*". "*Al-Akhbar*" qui cite cet officier supérieur israélien, ajoute : "*Les frappes aériennes contre Daesh constituent une erreur irrationnelle, car Daesh a pour objectif de renverser Assad, d'intimider l'Iran et le Hezbollah. En ce sens l'Occident sert les intérêts du Hezbollah, d'Assad et de l'Iran, en combattant Daesh*". "*Comparé aux combats que nous avons menés contre le Hezbollah, ces dernières années, la guerre contre Daesh est plus facile. En tout cas, pour moi, le Hezbollah est beaucoup plus inquiétant que Daesh*".

Ces propos interviennent, quelques jours après ceux tenus par Netanyahu, qui estime que combattre Daesh, sans combattre l'Iran et le Hezbollah, ne mènera pas à la victoire contre le terrorisme! Cet officier israélien, dont les déclarations sont un aveu flagrant de liens organiques entre Israël et Daesh ajoute : "*L'armée israélienne se tient, constamment, prête à combattre le Hezbollah, sur le front Nord, mais c'est une bêtise que de croire que la banque des données, la banque des cibles et les frappes aériennes pousseront le Hezbollah à la capitulation. L'armée israélienne se verra dans l'obligation de mobiliser toutes ses forcesn au cours de sa troisième guerre contre le Liban*". Le haut officier revient sur la guerre de Gaza et ajoute: "*Au cours de l'offensive contre Gaza, l'aéroport Ben Gourion a été fermé, pendant deux jours, en raison du tir de missiles, mais, au cours de la future guerre contre le Hezbollah, cet aéroport et le port de Haïfa seront fermés, dès le premier jour*".

Interrogé sur une stratégie anti-Hezbollah, qui s'avèrerait gagnante, l'officier a dit : "*Israël dispose d'un pouvoir de dissuasion, face au Hezbollah, mais ce pouvoir est loin d'être suffisant. En général, déclencher de vastes combats entre les deux parties n'est dans l'intérêt d'aucune d'entre elles*". french.irib.ir 30.10

3- Liban

- En toute discrétion, Washington livre des armes lourdes à l'armée libanaise - french.irib.ir

«*En toute discrétion, Washington a livré des armes lourdes à l'armée libanaise*», a écrit un quotidien libanais.

«*Ces derniers jours, à l'insu des autres, les Etats-Unis ont livré de nouvelles armes à l'armée libanaise, pour qu'elle les utilise, lors des récents affrontements, à Tripoli et à Akkar*», a annoncé le quotidien libanais, "An-Nahar". «*Depuis 2008, les Etats-Unis ont octroyé à l'armée libanaise plus d'un milliard de dollars d'aides militaires*», selon ce rapport.

Alors que, récemment, les armes américaines ont été, secrètement, livrées à l'armée libanaise, le gouvernement de ce pays a soumis l'examen de la proposition d'aide militaire iranienne au cabinet ministériel. french.irib.ir 01.11

Ils arment les deux camps et multiplient les profits par deux, c'est l'industrie de guerre qui tire l'économie américaine...

4- Hongrie

- Viktor Orban recule face à la contestation sur la taxe internet - Reuters

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a annoncé vendredi le gel de son projet de taxe sur le trafic internet à la suite de vastes manifestations contre cette mesure, également dénoncée par l'Union européenne.

Les opposants à cette taxe, censée contribuer à la fois à la régulation du secteur et à la réduction du déficit budgétaire, ont crié victoire après cette reculade inhabituelle de la part d'un Premier ministre accusé de dérive autocratique par ses adversaires.

Les manifestations contre ce projet ont servi de catalyseur au mécontentement d'une partie de la population dénonçant une dérive liberticide de la part de Viktor Orban depuis son retour au pouvoir en 2010. Le chef du gouvernement, qui s'appuie sur une majorité des deux tiers au Parlement, ne paraît toutefois guère menacé puisque les prochaines élections ne sont prévues qu'en 2018 et que l'opposition de gauche est en lambeaux après un large revers électoral une nouvelle fois subi en avril.

"*La taxe ne peut pas être introduite dans sa forme actuelle*", a déclaré Viktor Orban à l'antenne de la radio publique. "*Si le peuple n'approuve pas une chose, et si de plus il la considère comme déraisonnable, alors elle ne doit pas être faite.*"

Il a toutefois souligné que le projet n'était pas purement et simplement abandonné. Il a précisé que le gouvernement engagerait des consultations en 2015 au sujet de la régulation d'internet et des moyens susceptibles de prélever une partie des revenus générés par ce secteur.

Si le chef du gouvernement a décidé de faire machine arrière, il estime tout de même que son projet pose "deux questions" qui devront être débattues au cours de la consultation annoncée.

"*Il y a la question de savoir ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas faire en matière de régulation d'internet et il y a la question financière d'internet*", a-t-il dit. "*Nous devons déterminer où vont les énormes profits générés en ligne et voir s'il existe un moyen pour en conserver une partie en Hongrie afin d'alimenter le budget.*"

Le projet gouvernemental prévoyait dans un premier temps de taxer les transferts de données à un taux de 150 forints par gigaoctet (environ 50 centimes d'euros). Face à la contestation, le pouvoir avait proposé un système forfaitaire de 700 forints (2,27 euros) par mois pour les particuliers et 5.000 forints (16,22 euros) pour les entreprises.

Depuis son retour au pouvoir en 2010, Viktor Orban est accusé par ses adversaires de museler les voix discordantes au sein de la société civile, de restreindre la liberté des médias et de flatter les sentiments nationalistes d'une partie de la population.

Il a procédé à des modifications de la Constitution, à une réforme du fonctionnement de la Banque centrale hongroise et à la création de taxes sectorielles visant essentiellement les entreprises étrangères, ce qui a suscité l'inquiétude de l'UE quant au respect des principes démocratiques en Hongrie.

Viktor Orban rejette ces accusations. Il peut se prévaloir du soutien des électeurs, qui ont accordé à son parti, le Fidesz, près de 45% des voix en avril, soit exactement une majorité des deux tiers au Parlement. Reuters 31.10

Ce n'est pas dans l'habitude d'Orban de reculer ainsi, il y a un truc qui cloche qu'on ne nous dit pas. J'avais pressenti que ces manifestations étaient téléguidées de l'extérieur, de Bruxelles ou Washington via leur ONG sur place ? Orban a dû sentir le danger et n'a pas voulu courir le risque d'être confronté à une situation à l'ukrainienne, c'est une explication, je ne sais pas si c'est la bonne.

5- Equateur

- Equateur : Correa obtient de pouvoir modifier la Constitution pour être réélu - LeMonde.fr

La Cour constitutionnelle d'Equateur a rendu possible, vendredi 31 octobre, une modification de la Constitution qui permettra une réélection « indéfinie » du président. Techniquement elle ne modifie pas elle-même le texte, mais accorde au Parlement le droit de l'amender, alors que l'opposition demandait que les changements soient approuvés par référendum.

Cette décision ouvre donc la voie à l'adoption de seize amendements, dont celui qui permet la réélection indéfinie pour tous les postes ayant fait l'objet d'une élection populaire, y compris celui de chef de l'Etat. LeMonde.fr 31.10

6- Burkina Faso

- Le nouvel homme fort du Burkina Faso déjà contesté par l'opposition - 20minutes.fr 02.11

Le nouvel homme fort de la transition au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Isaac Zida, a été adoubé samedi par l'armée, mais il était déjà contesté dans la soirée par l'opposition et la société civile qui appellent à une démonstration de force dimanche.

Vingt-quatre heures après la chute et la fuite du président Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans de pouvoir, les hauts gradés de l'armée ont mis fin à leurs dissensions et ont désigné «*à l'unanimité*» le lieutenant-colonel Zida, 49 ans, numéro deux de la garde présidentielle, comme chef d'un régime de transition, aux dépens de son rival, le chef d'état-major des armées, le général Nabéré Honoré Traoré, qui briguait le poste.

Se voulant rassurants pour éviter le spectre d'une junte autoritaire, les militaires se sont empressés d'affirmer que cette transition se ferait de manière démocratique, en concertation avec l'opposition et la société civile, tout en restant flous sur les modalités pratiques.

Nouveau rassemblement dimanche à Ouagadougou

Mais après quelques heures de flottement, les «*forces vives*» du petit pays sahélien ont vigoureusement réagi, refusant catégoriquement une «*confiscation*» du pouvoir par l'armée et appelant à un nouveau rassemblement dimanche à 8h sur la place de la Nation, à Ouagadougou. C'est la place emblématique de la contestation contre le régime Compaoré, rebaptisée par le peuple «*place de la Révolution*», comme au temps de l'ex-président Thomas Sankara dans les années 1980, icône du panafricanisme encore dans les mémoires de tous les Burkinabè.

«*La victoire issue de l'insurrection populaire appartient au peuple, et par conséquent la gestion de la transition lui appartient légitimement et ne saurait être en aucun cas confisquée par l'armée*», ont écrit les partis de l'opposition et les associations de la société civile dans un communiqué commun, dans lequel elles ont souligné «*le caractère démocratique et civil que doit avoir cette transition*».

De son côté, l'Union africaine a exhorté dans la soirée «*les acteurs politiques et la société civile du Burkina Faso à travailler ensemble (...) pour convenir d'une transition civile et inclusive devant déboucher sur la tenue, aussi rapidement que possible, d'élections libres*». 20minutes.fr 02.11

Les Burkinabè n'ont pas chassé du pouvoir Compaoré pour se retrouver sous une dictature militaire... Reste à savoir quelles sont les différentes puissances occidentales derrière le lieutenant-colonel Zida et le général Nabéré Honoré Traoré. A suivre.

SOCIAL

1- Portugal

- TAP Portugal: trafic fortement perturbé en raison d'une nouvelle grève - AFP

- Portugal: des milliers de fonctionnaires manifestent contre l'austérité - AFP

Plusieurs milliers de fonctionnaires ont défilé, vendredi, dans les rues de Lisbonne pour protester contre les coupes salariales ou encore l'augmentation des horaires de travail, après l'adoption du projet de budget pour 2015 au Parlement

"*Non et non au vol de nos salaires !*", "*la seule solution, c'est la démission !*" ou encore "*oui aux 35 heures, non aux 40 heures !*", scandaient les manifestants venus de tout le Portugal et réunis à l'appel de leur principal syndicat, le Front commun des syndicats de l'administration publique.

"*Les jeunes sont particulièrement touchés par les coupes salariales*", dénonce Paulo Almeida, chauffeur de 31 ans travaillant pour la mairie de Lisbonne. "*J'ai perdu 200 euros sur mon salaire et je gagne aujourd'hui moins que quand j'ai commencé*".

Un peu plus loin, Esmenia Castro, 53 ans, raconte avoir été licenciée l'an dernier : "*à mon âge, c'est très difficile de retrouver du travail*", explique cette ancienne fonctionnaire de la sécurité sociale, qui affirme "*survivre aujourd'hui avec 377 euros par mois*".

Ana Avoila, la coordinatrice du Front commun, a dénoncé les mesures d'austérité qui restent inscrites dans le budget 2015, et s'est félicitée de "*l'adhésion importante au mouvement de protestation*". AFP 31.10

En complément.

- Le parlement portugais approuve le premier budget post-aide - Reuters

Le taux de l'impôt sur les sociétés devrait par ailleurs être ramené de 23% à 21%. Reuters 31.10

Les métallos aussi défilaient dans la rue en Italie contre de nouveaux plans de suppression d'emplois ou de licenciements. Vue à Russia Today, rien dans les médias français.

2- Grèce

- Grèce: 25.000 manifestants contre l'austérité - AFP

Vingt cinq mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Athènes contre l'austérité à l'appel du Pame, le Front des travailleurs proche du parti communiste.

"*Nous ne sommes pas que des chiffres, nous méritons des conditions de vie humaine*", ont scandé les manifestants place Syntagma, face au Parlement, à Athènes.

Mille organisations syndicales représentant les secteurs public et privé de toute la Grèce se sont réunies samedi pour dénoncer qu'outre "*les 1,5 millions de chômeurs officiels il y a plus de 500 000 employés qui ne sont pas payés depuis plusieurs mois*" selon les banderoles déroulées par le Front des travailleurs.

Les centrales syndicales du privé et du public, la Gsee et l'Adedy, ont appelé à une grève générale le 27 novembre en Grèce, pour dénoncer la poursuite des mesures d'austérité dans le projet du budget d'Etat pour 2015.

Plus de 20.000 manifestations ont été recensées par la police depuis 2010 en Grèce. AFP 01.11

Haut de page

Le 3 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 14 articles.

Quelle est notre priorité ?

Le parti officiel de l'ordre, l'UMP, compte 270.000 adhérents à jour de cotisation. (AFP 02.11)

L'avant-garde du mouvement ouvrier, en admettant qu'elle existe encore sous une forme organisée et dispersée dans différentes formations politiques doit rassembler environ 10.000 militants, dont une partie non négligeable sont des retraités ou des vieillards. Cette dernière précision n'est pas péjorative, à 59 ans je fais moi-même partie des vieux.

C'était juste pour signaler qu'ils n'intervenaient plus sur un lieu de travail. Par contre cela leur permet de consacrer plus de temps à d'autres activités politiques en direction de la population laborieuse et des militants, en principe. En réalité, ce n'est pas vraiment le cas puisque leurs partis sont incapables là encore d'adapter leur conception de la lutte des classes de façon à prendre en compte les besoins des différentes générations de militants qui ne sont pas toutes confrontées aux mêmes difficultés politiques du fait qu'elles n'ont pas connu les mêmes expériences ou n'ont pas vécu aux mêmes époques.

Qu'hier on n'est pas pu consacrer plus de temps à la formation des militants est un argument que je rejette, aujourd'hui que se serait parfaitement possible en la confiant aux vieux militants les plus expérimentés, c'est impardonnable.

Mais ce n'est pas là où je voulais en venir en relatant le nombre d'adhérents de l'UMP.

Voilà encore un excellent argument en faveur de la construction du parti que nos dirigeants n'exploiteront pas, du coup on se demande s'ils veulent ou non vraiment construire ce foutu parti, on en doute fortement, mais c'est une autre question.

Comment se fait-il que l'UMP ait autant d'adhérents ? On a l'habitude d'évacuer rapidement cette question en affirmant que c'est

parce que la classe dominante a conscience de ses intérêts de classe, il est donc normal que ses membres s'organisent pour les défendre ou mener leur lutte de classe contre la classe ouvrière. Et cela nous avance à quoi de le savoir ? Pas grand chose.

Il est naturel que la classe dominante soit organisée puisqu'elle détient le pouvoir. Son organisation politique est l'expression de son pouvoir économique, pour ainsi dire aux fondements du capitalisme qui reposent sur l'appropriation des moyens de production par les capitalistes au détriment des masses exploitées, dans le prolongement, se situe son organisation politique pour lui permettre d'exercer son pouvoir économique, les deux sont liés et indissociables sous peine... de perdre le pouvoir ou ses privilèges fondés sur l'inégalité entre les classes ou la division de la société entre classe dominante et classe dominée.

Par contre on peut se demander pourquoi ou comment elle parvient à maintenir un haut niveau d'organisation, que le capitalisme soit ou non en crise, que son ou ses partis soient ou non en crise.

Si la conscience politique de l'exploiteur va de pair avec la place qu'il occupe au sein du mode de production, elle ne va pas forcément de soi, dans le sens où il doit acquérir lui aussi les éléments qui lui permettront de comprendre comment fonctionnent les institutions et la société, leurs rapports avec le reste du monde et ses différents acteurs ou ses différentes institutions politiques, plus généralement l'histoire de la lutte des classes et ses rapports avec l'évolution du capitalisme mondial. Il lui faut aussi s'intéresser à toutes les questions sociales ou sociétales qui débordent du cadre de l'entreprise qu'il dirige, il doit en comprendre les enjeux et les intérêts distincts qu'il peut ou doit en retirer en tant qu'exploiteur ou pour sa classe, car il doit aussi penser sa condition au delà de son cas particulier, il doit acquérir une véritable conscience de classe conforme aux besoins de sa classe.

Tout cela pour dire que c'est plus compliqué que ce qu'on pourrait imaginer au premier abord et que plus d'un d'entre eux doit ramer, pas seulement ou pas forcément pour comprendre où sont ses intérêts, mais pour tenir un discours cohérent dans lequel il semble défendre l'intérêt général ou celui de l'ensemble de la population, alors qu'en réalité il ne défend que ses intérêts et ceux de sa classe, ce qui nécessite une dextérité intellectuelle et un art consommé de la filouterie qu'on n'apprend pas sur les bancs de l'école, quoique, cela dépend desquelles.

On a évoqué jusque là un patron membre de l'UMP, mais bien souvent ils s'en remettent à des professionnels de la politique qui ont été formés (diplômés de l'ENA, Science Po, Polytechnique par exemple) ou qu'ils ont engagés pour remplir cette mission spécifique, qui feront ce boulot à leur place, qui peuvent par ailleurs avoir ou avoir eu une activité professionnelle dans le secteur privé ou public, ils peuvent appartenir aux professions dites indépendantes, être avocats d'affaires par exemple.

Aristocrates du régime, serviteurs de l'Etat, adhérents de think tanks, formatés de telle sorte qu'ils s'adapteront à la mise en oeuvre des différentes versions de l'idéologie dominante qui variera en fonction de l'évolution du capitalisme et de ses besoins, quitte éventuellement à se renier ou se contredire si nécessaire, l'essentiel étant de garder le cap comme ils disent si bien, et d'appliquer la politique qui leur est dictée par les sommets de la classe dominante, de ne jamais perdre de vue qu'ils sont aux ordres d'une classe qui les rémunèrent en conséquence en leur interdisant d'avoir des états d'âme, d'où le profond mépris qu'ils éprouvent pour les pauvres ou les exploités en général, leur cynisme.

Il faut se donner beaucoup de mal et consacrer beaucoup de temps pour remplir au mieux cette fonction peu enviable, il faut faire preuve de détermination et persévérance pour grimper dans l'estime des puissants et gravir un à un les échelons qui mènent au sommet de l'Etat, à la fonction de ministre, député ou sénateur. Si finalement ce ne sont que de simples exécutants ou pions qui remplissent une mission, il faut de la volonté pour remplir les conditions qui leur permettront de la mener à bien et se montrer digne de la confiance que leurs maîtres ont placé en eux.

Et nous, de notre côté comment procédons-nous ? En amateur, en dilettante, il ne faut pas s'étonner du résultat lamentable.

L'UMP est déchiré, l'UDI et le MoDem sont incapables de se réconcilier, le PS est en morceaux, le FdG est en lambeaux, et pendant ce temps-là LO est plus sclérosé que jamais, le NPA oscille entre gauchisme et capitulation, le POI végète ou achève sa conversion au réformisme ou de se fossiliser.

La classe dominante a conscience de devoir mener le combat sur le terrain politique. Cette tâche qui lui est rendue relativement facile du fait qu'elle dispose d'une idéologie, d'un programme, d'une stratégie pour combattre son ennemi. Elle est disciplinée et elle se donne les moyens pour que ses représentants acquièrent et maîtrisent les outils qu'elle met à leur disposition. Nous, nous adoptons exactement le comportement inverse, nous avons horreur de la discipline et de l'ordre, et nous rejetons les enseignements que les marxistes nous ont légués, en fait nous adoptons l'attitude du travailleur inconscient gangrené par l'idéologie dominante, nous ne faisons guère mieux quand nous ne nous permettons pas de les juger ou de leur prêter des travers qui sont en réalité les nôtres.

Sans théorie ou programme révolutionnaire, sans stratégie politique il est impossible de mener le combat sur ce terrain-là, d'où l'abandon du combat politique par tous les partis ouvriers qui ne sont plus que des appendices des syndicats, du PS ou du PCF. Vous vous ferez peut-être la réflexion suivante : en fait rien de changer par rapport au passé, effectivement, ils avaient élaboré une stratégie qui incluait le PS et le PCF et elle s'est avérée foireuse, elle s'est effondrée, et qu'est-ce qu'ils proposent, rien

ou une variante dans le cadre d'une hypothétique assemblée constituante, on vous épargnera la VIe République qui en est la caricature.

Il est vrai que le meilleur moyen de ne jamais atteindre un objectif est de l'abandonner, sous prétexte que le chemin serait trop long et périlleux, semé d'embuches pour y parvenir. La classe dominante combat sur le plan politique quotidiennement, pour elle la tâche est plus simple, elle lutte pour conserver le pouvoir, alors que nous nous devons lutter pour le conquérir en sachant que ce n'est pas demain la veille qu'on en prendra possession, du coup c'est plutôt décourageant et démoralisant, on a l'impression qu'on n'en verra jamais le bout, et plus on adopte cette attitude plus on retarde le moment où nous aurons la possibilité de renverser l'ordre établi.

Là où on a commis et on continue de commet une terrible erreur, c'est qu'au lieu de combattre pour réunir les conditions qui nous permettrons de prendre le pouvoir, considérant que ce moment était repoussé à une date indéterminée, on a renoncé à combattre pour réunir ces conditions, dont la construction du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui selon qu'il existe ou non, dans une situation caractérisée par une crise ouverte du capitalisme comme celle que nous vivons aujourd'hui, constitue le facteur déterminant susceptible de faire basculer la situation dans un sens ou un autre, dès lors que la majorité des travailleurs refusent de subir plus longtemps les conséquences de cette crise.

Au lieu de subordonner notre stratégie à la construction du parti, on lui a substitué une stratégie opportuniste ou révisionniste consistant à renier nos principes et notre programme pour pouvoir conclure des compromis avec des éléments du mouvement ouvriers ou même parfois extérieurs à celui-ci corrompus par l'idéologie de la classe dominante, sous prétexte que c'était le seul moyen de défendre nos droits ou acquis sociaux, élus ou dirigeants du PS ou du PCF, transfuges de ces partis, des démocrates ou républicains farouchement opposés à la révolution socialiste, des syndicalistes et anarcho-syndicalistes minés par le réformisme ou le corporatisme, également anticommunistes, pour à l'arrivée manifester des illusions dans Hollande et le PS, se demander quelle politique ils allaient appliquer en 2012, comme si nous ne le savions pas à l'avance, et se refuser de les caractériser politiquement, être incapable de rompre avec les directions syndicales traitres ou vendus, refuser de faire le lien entre la politique menée par le gouvernement et l'instrumentalisation de certaines minorités, pire, soutenir ces opérations qui relevaient de la guerre psychologique et idéologique tournée contre les masses, de préférence les plus arriérées, bref, rien de changé effectivement.

Alors qu'il y en place le gouvernement le plus réactionnaire de la Ve République, dès alors à quoi bon prétendre qu'il faudrait rompre avec les institutions de la Ve République puisque dans la pratique on fait exactement le contraire, on est incapable de mener le combat politique sur un terrain de classe indépendant des appareils et des syndicats que l'on s'emploie à ménager à tout bout de champs ; ce serait les dirigeants de la CGT et de FO qui auraient rompu le dialogue social avec le gouvernement début juillet, quelle mauvaise blague, ils n'ont cessé de déclarer et de prouver le contraire ces dernières semaines encore, ce sont les militants de ces syndicats qui ont contraint Lepaon et Mailly à adopter cette position et eux-seuls, contre Lepaon et Mailly. Ce discours est incohérent, tout comme l'était celui hier qui prétendait qu'il existait un courant de gauche au sein du PS, pourquoi pas un courant trotskiste au sein du PCF, ils en sont toujours là, leur seul espoir repose sur le PS et le PCF qui feront bonne figure dans une assemblée constituante n'en doutons pas.

Je n'ai pas sorti l'argument selon lequel il ne fallait pas se couper des masses, qui sert à camoufler son adaptation au réformisme qui a pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat, les ont éloignés du socialisme. Ils en sont arrivés au point ou non seulement ils ne défendent pas ou plus les idées du socialisme, qu'ils ne peuvent plus poser la question du pouvoir, de l'Etat, là non plus ce n'est pas nouveau, hier comme aujourd'hui demandez à un fonctionnaire syndicaliste quels sont ses rapports avec l'Etat et vous en serez convaincus, le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois (parce qu'il n'y avait pas de bourgeois au PS !) est passé de mode, et quant à la révolution qui devait en découler vous l'attendez toujours, et pour cause, bref tout cela sentait l'aventurisme à plein nez ou pire encore. On passe son temps à vous raconter que tout serait possible, et en réalité on peut observer que rien ne l'est, à un moment donné on se demande pendant combien de temps encore ceux qui tiennent ce discours vont continuer à se foutre littéralement de nous.

En fait, en l'absence de toute révolution à brève ou moyenne échéance, seule la construction du parti, la formation de milliers ou dizaines de milliers de cadres provenant de toutes les couches exploitées de la société pouvait incarner le combat pour le socialisme, permettait de se préparer et de préparer les masses aux affrontements futurs avec la classe dominante. A la place nous avons eu des partis passoires, incapables de retenir leurs militants et cadres, parce qu'ils s'attendaient à des résultats immédiats, ne les voyant pas venir, ils ont démissionnés ou sont partis voir ailleurs. Ils avaient été approchés lors d'une bataille, une fois recrutés ils ont mené d'autres batailles qui ne les concernaient pas forcément directement, un jour ils en ont eu marre et sont partis, d'autres militants ont été recrutés à leur place lors de ces batailles et ainsi de suite, je simplifie mais je ne dois pas être très éloigné de la réalité. Le turn over de ces partis doit être impressionnant, mais leurs dirigeants s'en accommodent.

Je suis conservateur, dans le sens où j'estime dommage ou stupide de s'être donné beaucoup de mal pour atteindre un objectif et le bazarder un jour sur un coup de tête ou se résoudre à avoir dépensé autant de temps et d'énergie pour finalement pas grand chose ou rien à l'arrivée, ça c'est mon côté pragmatique. Les nantis peuvent se permettre un tel comportement, nous non. Vous aurez remarqué au passage que ceux qui vous disent que leur combat à quand même servi à sauver des acquis sociaux, on a envie de leur répondre surtout vos privilèges. Tout ce qu'on acquiert nous coûte beaucoup d'efforts ou de sacrifices. Et puis il ne faut pas perdre de vue que toute expérience laisse des traces, si elles ont été désagréables ou on en conserve un mauvais

souvenir, de préférence on préfèrera s'abstenir les fois prochaines. La plupart des ex-militants préfèrent demeurer inorganisés.

Pour conclure provisoirement, on a adopté le même comportement que les représentants de la classe dominante qui militent ou combattent pour des ojectifs immédiats qu'ils atteignent généralement, alors que de notre côté nous n'obtenons rien, pas seulement en terme de droits, en terme de construction du parti. Pour eux la question du parti est résolue, pour nous c'est une autre paire de manches, dit de cette manière cela paraît tellement évident, trop même, puisque nos dirigeants continuent de passer à côté, à croire qu'ils le font exprès.

Cela ne vous saute-t-il pas aux yeux ? C'est déconcertant tellement c'est évident, non ? Vous allez me dire que c'est plus facile à dire qu'à faire. Non, c'est plus facle de dire que ce n'est pas possible que d'essayer de le faire, ce qui n'est pas du tout pareil. Tout dépend comment on s'y prend, sinon il faut s'avouer vaincu, au choix. On ne va pas redire ce qu'on a déjà souligné la semaine précédente et dans des causeries précédentes. Quand on a la volonté de faire quelque chose, il faut le démontrer, sinon personne ne vous croira. Les partis qui s'adressent à une élite, des intellectuels ou à des militants aguerris, qui ne sont pas capables de tenir un autre discours que celui qu'on leur connaît depuis plus d'un demi-siècle, tournent le dos à l'immense majorité de la classe ouvrière, je ne pense pas que ce soit la bonne méthode pour construire le parti, avancer vers le socialisme. Les travailleurs s'en détournent, donc ils ne peuvent même pas prétendre les aider à élever leur niveau de conscience politique ou les organiser, tout au plus à l'agonie sous perfusion ils leur permettent de survivre, estimez-vous heureux avec cela ! Nous sommes les otages de ces partis et on en a plus que marre.

Un courriel reçu

- "*Bonjour,*

Depuis plusieurs années je lis vos causeries sur votre site "Lutte de classe". D'une manière claire, concise et très compréhensible vous donnez l'essentiel de votre pensée et de vos idées en un paragraphe ou deux.

Il m'arrive de parcourir la prose d"éminents" intellectuels (philosophes, sociologues...) soi-disant de gauche qui noircissent nombre de pages en un langage abscons et tarasbicotés pour finalement cacher leur lâcheté devant la nécessaire lutte de classe. Ils font allégeance aux pouvoirs en place et ne proposent nullement d'abattre le capitalisme.

Je suis de tout coeur avec vous. N'abandonnez pas. Continuez vos causeries."

Merci à vous, ce serait bien de recevoir des centaines de courriels comme le vôtre. J'y réponds ici.

La question n'est pas d'abandonner ou non, mais la fatigue physique, des yeux et de la carcasse qui supporte de moins en moins de rester figé 10 heures par jour dans la même position. On va être obligé de réduire la voilure, reste à trouver le moyen d'aller aussi vite ou plus loin encore. On va sans doute supprimer toutes les infos qui vous sont fournies par les médias nationaux, à l'exception des passages qui valent le coup ou méritent une explication.

Beaucoup d'intellectuels sont de bonne foi, mais aussi paumés que les ouvriers, parfois on est un peu dur avec eux, parce qu'ils le cherchent ou font preuve de mauvaise volonté.

Je crois qu'on a exposé plus haut pourquoi ils réagissent comme vous le décrivez, abattre le capitalisme, plus d'un doit y penser, mais comment faire en demeurant isolé, en refusant de concevoir que cela passe forcément par l'organisation des éléments les plus conscients de la société, le parti, l'Internationale ? On partage le même problème voyez-vous. Ils rejettent les conclusions du marxisme, voilà tout. Dites-leur que sans le parti bolchevik il aurait été impossible de porter le prolétariat russe au pouvoir, ils vous répondront qu'ensuite la situation a dégénéré en une dictature bureaucratique en Russie et que ce n'était pas la bonne solution, alors que ce sont deux choses distinctes et ainsi de suite.

Ils ignorent des pans entiers de la lutte des classes du passé et ne veulent pas l'étudier. Leur comportement est incohérent, leurs discours et analyses aboutissent systématiquement à une impasse ou à capituler face au capitalisme, ils s'en contentent ou s'en accommodent. Il n'y a rien de scientifique dans leur démarche contrairement au marxisme qu'ils exècrent, et on ne peut pas les forcer à l'adopter. Quant à discuter avec eux, c'est possible tant que vous ne les mettez pas face à leurs contradictions, si vous osez, du jour au lendemain ils vous tournent le dos. Là encore on retrouve le même réflexe que chez de nombreux militants.

On peut le comprendre chez les militants qui peinent à argumenter les positions qu'ils défendent, on est tous passé par là. Pour contourner cet obstacle, puisqu'ils ne veulent pas m'écrire, cela s'adresse aux militants expérimentés, j'ai pris l'habitude d'aborder toutes les questions qui nous étaient soumises sous différents angles, de créer un espace où il était possible de confronter toutes les idées en présence en reprenant leurs arguments respectifs, de telle sorte qu'on ne puisse pas dire que celles qu'on défendait seraient sans valeur ou uniquement le produit d'un individu isolé puisqu'elles sont en grande partie le produit de cette confrontation d'idées, et s'ils refusaient de l'admettre ou de nous l'accorder, cela reviendrait à nier leurs propres idées, donc en procédant de la sorte il leur est difficile de réfuter nos arguments, ils se retrouvent piégés, souhaitons-leur sincèrement de

s'en libérer au plus vite, à eux de voir comment, on ne veut surtout rien leur imposer, même si cela leur était bénéfique ils trouveraient le moyen de nous le reprocher, qu'ils se débrouillent !

Points de repère.

(Ces deux articles sont disponibles au format pdf dans cette page.)

Le discours que les représentants des puissances occidentales et du monde entier ont entendu à la tribune de l'ONU et qu'il faut porter à la connaissance des masses.

Le fléau Daech en Syrie et en Irak – Quelque chose ne tourne pas rond au sein de l'ONU ! - Dr. Bachar al-Jaafari - mondialisation.ca 02.11

Extrait.

... après une longue période de déni, la dite « *Communauté internationale* » a fini par en arriver à la conclusion que ce que le gouvernement syrien disait depuis des années était la stricte vérité : « *Nous sommes confrontés à des mercenaires venant de 83 pays. Nous sommes confrontés à des terroristes venant du monde entier* » !

Des terroristes entrainés dans des « camps secrets » ou plutôt, qui étaient secrets, puisque c'est maintenant chose publiquement déclarée en Jordanie, en Turquie et en Arabie saoudite. De plus, nous savons que leurs instructeurs et leurs superviseurs sont des Étasuniens, des Britanniques et des Français. Il n'y a donc plus de secrets, ni sur l'identité de ceux qui soutiennent les terroristes en Syrie, ni sur les principales raisons de l'afflux des terroristes du prétendu EIIL, de l'EI, de Jabhat al-Nosra ou de n'importe quelle autre organisation de ce type.

Plus personne ne peut se laisser convaincre qu'un terroriste australien qui a quitté Sydney pour se retrouver 24 heures après dans les environs de Damas ou d'Alep à se battre contre le gouvernement du pays, est un « *rebelle syrien*» ; mais certains, notamment les porte-paroles du Secrétariat, persistent à qualifier ainsi l'Australien, le Français, le Saoudien, le Libyen, le Tunisien ou le Turc rendus en Syrie. Je ne sais comment ils peuvent combiner ces deux identités contradictoires pour un même terroriste !

Nous avons donc là un problème éthique qui devrait être traité au niveau des représentants du Secrétariat [de l'ONU]. mondialisation.ca 02.11

C'est le même discours que Poutine a prononcé il y a quelques jours devant un parterre de personnalité du monde entier, qui est un réquisitoire en règle contre les Etats-Unis et leurs alliés, dont la France de Hollande complice de l'Emirat islamique.

Pourquoi est-il d'une extrême importance ? Parce que lorsqu'on en a pris connaissance, il n'est plus possible de justifier ou de soutenir l'entreprise guerrière des puissances occidentales au Moyen-Orient.

Etats-Unis. Etat mafieux, criminel, terroriste, barbare.

Les laboratoires US de guerre biologique à l'origine de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest - Francis A. Boyle - mondialisation.ca 30.10

Extraits.

FB :... si vous regardez au cours de toutes ces années, et ces informations sont du domaine public, il y a environ 27 ou 28 microbiologistes qui sont morts.

Je pense que ces chercheurs ont menacé de sonner l'alarme sur ces programmes aussi dangereux qu'illégaux de recherches américaines sur les armes biologiques, et on les a tués. Et c'est pour cela que nous n'avons pas de lanceurs d'alerte ici, parce qu'ils seraient tués eux aussi. Je crois que c'est clair.

DL : Oui j'ai lu à ce sujet, la liste est impressionnante. Et il y a des histoires bizarres de personnes qui arrêtent leur voiture au-dessus d'un pont et qui sautent.

FB : Des histoires souvent ridicules. Et je crois que tous ces microbiologistes, plutôt que de sonner l'alarme, ils sont allés voir leur supérieur, au CDC ou ailleurs. Cette information a suivi son chemin et on les a éliminés. C'est pour cela que nous n'avons pas de whistle blowers. En fait nous en avions, mais ils sont tous morts, avant qu'ils n'aient pu lancer l'alerte. (...)

FB :Malheureusement nous avons 14 000 scientifiques qui participent à ces affreuses recherches en armements biologiques pour le compte du gouvernement des USA, je les appelle les « *scientifiques de la Mort* », et plus de 1500 laboratoires aux États-Unis qui font ce type de recherche. Vous ne pouvez pas leur faire confiance.

Ce genre de travaux de recherche constitue un crime selon les termes de la loi antiterroriste contre les armes biologiques que j'ai écrite, et nous avons dépensé 79 milliards de dollars depuis le 11 septembre 2001 dans ce domaine de recherche, ce qui en dollar constant, représente le double de ce qui a été dépensé pour le projet Manhattan pendant la Seconde Guerre mondiale pour développer la bombe atomique.

DL : S'ils travaillaient sur un vaccin depuis les années 80, ils devraient l'avoir maintenant, non ?

FB : Soit ils devraient l'avoir, soit ils l'ont, et c'est dans les tiroirs au fin fond du laboratoire de Fort Detrick, mais ils ne nous le disent pas, et ils ne l'ont donné qu'aux plus hauts dirigeants de notre gouvernement. C'est très similaire aux attaques à l'anthrax d'octobre 2001, et le fait que tout le monde à la Maison-Blanche prenait du Cipro [antibiotique prévenant les effets de l'anthrax – NdT]. Mais bon, je ne sais pas s'ils l'ont. Soit nous avons le vaccin, soit tout cet argent a été dépensé en pure perte, soit (et ce n'est pas incompatible) ils l'utilisent pour développer des armes biologiques. Faites votre choix. mondialisation.ca 30.10

Stupéfiant, terrifiant, non ? Ils sont capables d'anéantir l'espèce humaine... par erreur ! On les savait dangereux et complètement cinglés, mais là cela dépasse l'entendement. C'est pour cela que je me suis posé la question de les liquider purement et simplement.

99% de la population ignore ce qu'on vient de lire, ce sont ceux qui mènent ces activités criminelles qui conspirent contre la population et non ceux qui les dénoncent. C'est effarant qu'il faille aller sur ce portail canadien pour avoir accès à ce genre d'informations de la première importance.

Un argument de plus, et quel argument ! pour liquider le capitalisme le plus tôt possible.

ACTUALITÉ DU JOUR

Rémi Fraisse. Cherchez l'erreur.

Récupération politique.

- Barrage: hommages à Rémi Fraisse, Royal critique la pertinence du projet - AFP

Populisme en famille.

- Barrage de Sivens: Peltier (UMP) et Amirshahi (PS) pour un référendum local - AFP

Plusieurs milliers de personnes se sont recueillies dimanche dans le calme en France en mémoire de Rémi Fraisse, mort sur le site du barrage contesté dans le Tarn dont la ministre l'Écologie a critiqué pour la première fois la pertinence.

Ségolène Royal a estimé qu'il y avait eu dans ce dossier "*manifestement une erreur d'appréciation*" et qu'un "*tel ouvrage ne serait plus possible aujourd'hui*".

Le plus important s'est déroulé dans le calme et le recueillement sur le site du chantier lui-même où l'affluence n'a cessé de croître au fil des heures.

Plus de 2.000 personnes de tous âges - opposants occupant le chantier depuis des mois, sympathisants écologistes, riverains venus en famille avec enfants et poussettes, élus PCF ou Verts comme José Bové - ont marché sur une large bande de terrain déboisée et planté des glands de chêne et des pousses d'arbre pour recréer la zone humide détruite.

Nombre d'entre eux arboraient un logo représentant une renoncule, une herbe vivace dont Rémi Fraisse s'était fait une spécialité en tant que botaniste bénévole pour une association écologiste.

Ils se sont ensuite recueillis à l'endroit où le jeune homme était tombé, après l'explosion d'une grenade offensive lancée par les gendarmes. Des bouquets de fleurs y avaient été disposés avec des éléments de flashball et de grenades utilisés par les gendarmes sur le site ces dernières semaines.

L'opposition initiale contre le projet du barrage de Sivens - "*surdimensionné*" et "*coûteux*" selon ses opposants - s'est doublée d'une colère contre "les violences policières" dont témoignent les slogans "police assassins" scandés dimanche dans l'Est de Paris.

Le gouvernement avait qualifié samedi ces violences d'"*insulte à la mémoire de Rémi Fraisse*". Xavier Bertrand, candidat à la primaire UMP pour la présidentielle, a exprimé dimanche son soutien à "la fermeté du gouvernement" face à ces manifestations.

"*Continuer le projet de barrage, c'est ça qui serait une insulte à la mémoire de Rémi*", estimait en retour Rémi Demonsant, retraité de 63 ans dans le cortège dans le Tarn, sur le site d'un chantier devenu "Zone à défendre" (ZAD) depuis près d'un an.

A Lisle-sur-Tarn près de Gaillac, le chantier, suspendu sine die vendredi, vise à créer une modeste retenue d'eau de 1,5 million de mètres cubes - pour un coût d'investissement de 8,4 millions d'euros - afin de sécuriser l'irrigation des cultures.

Les opposants dénoncent depuis plusieurs années un projet "*inutile*" au coût financier et environnemental démesuré. AFP 02.11

Même l'AFP fait profil bas en relevant sans guillemets, ce qui a valeur d'approbation, le coût financier et environnemental démesuré pour réaliser une modeste retenue d'eau, autrement dit les arguments avancés par les opposants à ce projet n'étaient pas aussi farfelus que cela, bref sans le dire, ils étaient légitimes.

A Paris, deux manifestations ont eu lieu en sa mémoire: l'une pacifique a réuni 700 personnes sur le Champ de Mars, tandis que près de 300 autres se sont rassemblés illégalement dans le nord-est de la capitale pour dénoncer les violences policières.

Côté chic.

Dans le quartier chic du 15e arrondissement de Paris, le Champ de Mars, non pas une "*manifestation*", mais un sit-in "*pacifique*", genre nanti propre sur soi, silencieux, obéissant, résigné.

Le NPA et un collectif d'associations ont finalement préféré se rallier à ce sit-in à l'appel de France Nature environnement (FNE), association écologiste dont Rémi Fraisse était membre.

Ils arboraient presque tous un autocollant à la fleur jaune, une renoncule protégée qu'affectionnait Rémi Fraisse, botaniste bénévole, selon des journalistes de l'AFP.

Emouvant, rassurant surtout pour un président et un gouvernement aux abois, n'est-ce pas ?

Du coup le ministre de l'Intérieur a salué le "recueillement digne" des manifestants dans le Tarn et au Champ de Mars. Franchement, c'était la moindre des choses !

Pour un assassinat, ils s'en tirent relativement bien, il est déjà recouvert du voile du silence de l'union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche. C'est cela la lutte des classes ou le socialisme du XXIe siècle des vendus.

Côté choc.

Dans le quartier populaire du 18e arrondissement de Paris, sur la place Stalingrad, une manifestation interdite encadrée par un impressionnant dispositif policier, plus nombreux que les manifestants.

Une centaine de cars de CRS avaient été stationnés au coin de chacune des avenues menant à la place. Et les policiers avaient procédé dès le début de l'après-midi à des contrôles d'identité et à la fouille de sacs, notamment de jeunes portant des T-shirt aux slogans hostiles à la police.

«*La moindre des choses, c'était de braver l'interdiction*», répète Jean, 37 ans. Ce dernier a refusé de se rendre au rassemblement silencieux devant le mur de la paix en mémoire de Rémi Fraisse,. «*Là-bas, c'est ambiance bobo. Y aller, c'est refuser le rapport de force*», soutient-il.

Mais attention, pas avec la police, ce serait maladroit de combattre sur ce terrain-là, opter plutôt pour le terrain politique, c'est plus efficace, en principe... Dans le n°325 d'Informations ouvrières, pas un mot, toujours aussi couards les dirigeants du POI, on a déjà expliqué pourquoi ailleurs, pas le temps d'y revenir.

Eh oui, la pseudo-gauche et extrême gauche s'est une nouvelle fois vautrée dans la fange en allant se prosterner en compagnie des piliers du régime aux pieds du monument érigé en hommage à l'impérialisme français et occasionnellement aux assassin de

ses opposants, pour la paix et la paix de son âme ainsi soit-il. Que voulez-vous, ils sont de gauche, anticapitalistes ou révolutionnaires... Ne le croyez surtout pas ! (Sources : AFP et 20minutes.fr 02.11)

ACTUALITE EN TITRES

Amnésie, mémoire sélective. Négationnisme.

- Le droit à l'oubli sur internet en passe de devenir une réalité - Francetv info

Depuis mai dernier, les moteurs de recherche doivent étudier les demandes de particuliers qui souhaitent le retrait de pages dégradantes les concernant sur le web. Un premier pas vers le droit à l'oubli sur internet. Francetv info 02.11

Seul, vraiment ?

- Hollande plus seul et impopulaire que jamais à mi-mandat - AFP

- Manifestations violentes: Xavier Bertrand (UMP) soutient "*la fermeté du gouvernement*" - AFP

Il a même du renfort.

- Marine Le Pen, personnalité qui s'oppose le plus à François Hollande, selon 60% des Français - AFP

Intox

- Survol de centrales par des drones : le gouvernement n'a aucune piste - LeFigaro.fr

Les services de renseignement sont inopérants, les satellites de surveillance du territoire sont sans doute en panne ou en stand-by, la NSA et Cie n'a rien entendu rien vu, , rien lu, c'est comme le soi-disant sous-marin russe dans les eaux territoriales suédoises ou encore ce fichu avion qui a disparu par enchantement, que de mystères inexpliqués de nos jours... Ils nous prennent encore pour des abrutis, il faudrait leur dire que plus personne ne les croit, qu'ils se donnent de la peine pour rien.

- GIEC : à chaque nouveau rapport, des mises en garde plus incontestables - LeMonde.fr

Si c'est Le Monde qui le dit, vaut mieux ne pas s'y fier...

Ah ils ont trouvé une excuse : l'incurie collective. La leur !

- "*Tout le monde pensait que la croissance allait reprendre. Tout le monde s'est trompé*", assume Sapin - Francetv info

Monsieur Sapin parle pour les siens, il a précisé la droite et la gauche, n'en faisant pas partie on est soulagé !

C'est l'histoire du truand qui crie à l'escroquerie.

- Sapin appelle Gattaz à "*tenir sa promesse*" de créer 1 million d'emplois - AFP

Le ministre des Finances Michel Sapin a mis dimanche le patron du Medef Pierre Gattaz au défi de "*tenir sa promesse*" de créer un million d'emplois, grâce au pacte de responsabilité qui octroie 41 milliards d'aides publiques aux entreprises. AFP 02.11

Sauf que depuis Gattza est devenu plus gourmand, il veut bien créer un million d'emplois à condition d'en supprimer un million qu'il remplacera par un million sans condition, entendez selon ses conditions : la liquidation du CDI et la liberté de licencier sans justificatif, le tout à l'ANI, les glaçons sont toutefois en option, mais Sapin fournit dans un délai raisonnable un cercueil à un prix imbattable pour les salariés intéressés.

L'odeur de la poudre se rapproche...

- Pakistan : au moins 55 morts dans un attentat suicide à la frontière avec l'Inde - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Le calife Baghdadi, "*limogé*"? - french.irib.ir

Selon un fichier sonore, qui vient d'être publié, une récente réunion consultative des cadres de Daesh aurait débouché sur le limogeage du calife autoproclamé, Aboubakr al-Baghdadi. Les sites irakiens, qui reprennent cette information, affirment que le calife Baghdadi aurait été destinué, au profit d'un Saoudien, et l'annonce en a été faite par le porte-parole de Daesh, Abou Mohamad al-Adnani. "*Panorama Ash-Shargh al-Awsat*", ainsi que "*Donya al-Watan*" ont publié cette information, sans être à même d'en confirmer l'authenticité.

Le nouveau calife saoudien a été désigné, parce que l'ex calife "*a fui le champ de bataille et s'est caché, on ne sait où, à Mossoul ou en Syrie*". La semaine dernière, des informations ont été publiées; au sujet de l'encerclement de Baghdadi; par l'armée irakienne. "*Quiconque tournerait le dos aux croyants, et refuserait de les aider et de faire le Jihad, ne peut plus être calife, et il faut rompre l'allégeance faite à son encontre. Le champ de batauille est plein d'imprévus, et un calife devra avoir l'aptitude à y faire face. Nous allons annoncer, bientôt, le nom du nouveau calife*", dit le fichier audio.

Les observateurs relèvent, en effet, un point important : Daech perd du terrain, sur le sol irakien, et ce nouveau coup "*made in CIA*", qui ressemble, selon d'aucuns, à celui de l'élimination de Ben Laden, n'est, absolument, pas étranger aux échecs de Daesh. la CIA semble s'apprêter à passer à une nouvelle étape. french.irib.ir 02.11

2- Liban

- Liban/Békaa: violents combats Hezbollah-Al Nosra - french.irib.ir

Selon la chaine libanaise MTV, de très violents combats opposent les terroristes d'Al Nosra aux combattants du Hezbollah dans la région stratégique de la Békaa au sud du Liban. Le gros des combats se déroule dans la région de Jaroud Younin . Les détails de ces combats ne sont pas révélés mais il pourrait bien s'agir d'un nouveau guet-apens tendu par les combattants du Hezbollah aux terroristes takfiris d'Al Nosra. french.irib.ir 02.11

3- Arabie saoudite - Israël

- "*Riyad bloque le transfert d'armes vers Gaza*" - french.irib.ir

Les officiels israéliens viennent de le reconnaître : les autorités de Riyad auraient exercé des pressions diplomatiques, sur le Soudan, pour que ce pays bloque Port Soudan au transit d'armements et de munitions, à destination de Gaza!! Selon Palestine al-Youm, c'est la voix d'Israël, qui a annoncé, de façon inattendue, cette information : "*Les efforts diplomatiques de Riyad et ses pressions sur Khartoum ont, largement, contribué à affaiblir le trafic des armes et de munitions, depuis Port Soudan, vers la bande de Gaza. Les Saoudiens ont exigé d'Omar el-Béchir de mettre un terme à ses relations avec Téhéran, pour ce qui est du trafic d'armes vers Gaza. Les Saoudiens ne veulent plus que le Soudan serve de base de transfert d'armement, pour les Palestiniens, dit la source israélienne. Riyad a, en effet, surfé sur le besoin d'El- Béchir d'acquérir une légitimité internationale et régionale, après les accusations de crime contre l'humanité, formulées à son encontre. Et Riyad a, très clairement, fait comprendre au président soudanais qu'il n'existait qu'un seul moyen, pour mettre un terme à ses coopérations avec l'Iran. Et c'est, d'ailleurs, ce qui vient de se produire*".

La voix d'Israël prétend, par la suite, que la ville de Port Soudan, (un port), servait de point de transit d'armes vers les déserts du Sinaï, avant que ces armes ne parviennent, via des tunnels souterrains, à la bande de Gaza.

C'est, encore, l'Arabie saoudite, qui exerce un maximum de pressions sur l'Egypte, pour qu'elle détruise les tunnels souterrains reliant Gaza à son territoire, soit les seuls canaux, qui permettent à Gaza de contourner plus de huit ans de blocus. La semaine dernière, le journal "*Al-Akhbar*" a publié une analyse où il aborde la question et la contre attaque iranienne : selon le journal, depuis quelque temps, les Iraniens enseignent aux résistants palestiniens la manière par laquelle ces derniers pourraient fabriquer et optimiser des missiles. french.irib.ir 02.11

4- Ukraine

- Ukraine: les chefs rebelles remportent les élections, "*nouvel obstacle*" à la paix selon Bruxelles - AFP

- Ukraine: Un chef de guerre et un nostalgique de Lénine à la tête des régions rebelles - 20minutes.fr

Le «*Premier ministre*» de la république autoproclamée de Donetsk, Alexandre Zakhartchenko, a été élu président avec plus de 81% des voix, contre 9% à chacun de ses deux concurrents, selon un sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote. Son ambition : «*Construire un nouvel Etat, qui deviendra légitime après les élections, et récupérer les territoires de l'Est actuellement sous contrôle ukrainien*».

Cet ancien mécanicien et homme d'affaires de 38 ans, qui dit avoir vendu son entreprise pour financer un groupe militaire rebelle, a participé à l'assaut du siège de l'administration régionale à Donetsk le 16 avril par les séparatistes. Cet événement fondateur de la révolte contre Kiev a été suivi par la proclamation de l'indépendance de la «République de Donetsk» et de celle voisine de Lougansk puis par des combats qui ont déjà fait plus de 4.000 morts. Sa biographie officielle insiste sur le fait que son père a travaillé comme mineur pendant 30 ans, un point important dans cette région du Donbass où toute l'économie tourne autour du bassin minier. Le démontage d'une statue de Lénine, un «génocide moral»

A Lougansk, le président de la «*République*» rebelle, Igor Plotnitski, a été élu avec plus de 63% des voix. Comme Alexandre Zakhartchenko, il faisait face à des candidats quasiment inconnus.

Cet ancien militaire de 50 ans à la carrure massive s'est reconverti dans les affaires après la chute de l'URSS, puis dans la défense des consommateurs. Après avoir occupé le poste de «*ministre de la Défense*» du territoire séparatiste, il a été nommé à la tête de la «*République de Lougansk*» en août dernier, prenant la place du leader séparatiste Valeri Bolotov, blessé dans un attentat.

Très attaché au passé soviétique et à l'héritage communiste, comme la plupart des responsables rebelles, Igor Plotnitski a qualifié de «*génocide moral*» le démontage d'une statue de Lénine à Kharkiv, grande ville de l'est de l'Ukraine restée sous contrôle de Kiev. 20minutes.fr 02.11

5- Burkina Faso

- Burkina: L'armée s'impose face à la contestation de la rue, mais poursuit les concertations - 20minutes.fr

L'armée s'est imposée dimanche au Burkina Faso à coups de gaz lacrymogène et de tirs de sommation contre les manifestants qui contestaient sa prise de pouvoir, tout en réaffirmant son engagement à instaurer une transition dans la concertation.

En fin de journée elle a renouvelé son engagement à une transition concertée avec toutes les composantes de la société burkinabè, après une rencontre avec les chefs de l'opposition. Le nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Isaac Zida, poursuivait également des consultations avec les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, représentant deux alliés de poids du Burkina, selon la télévision nationale. La communauté internationale a largement condamné la prise de pouvoir par les militaires.

La journée a été marquée aussi par la mort d'un jeune homme qui manifestait devant la télévision nationale, tué par une balle perdue, selon l'armée, lorsque les soldats ont dispersé l'attroupement. En début d'après-midi, des soldats du régiment de sécurité présidentielle, unité militaire d'élite dont Isaac Zida était le commandant en second, ont tiré plusieurs rafales en l'air et pris le contrôle du bâtiment de la radio-télévision nationale, la RTB, d'où ils ont chassé une foule de manifestants et évacué le personnel, selon des journalistes de l'AFP. La RTB avait repris ses émissions en début de soirée.

L'opposition dépassée par le rythme des événements

Simultanément, l'armée a investi la place de la Nation, tirant en l'air, lançant des grenades lacrymogènes et faisant fuir les milliers de personnes qui y étaient réunies, selon un journaliste de l'AFP. La foule n'avait cessé dimanche de grossir sur la place, lieu emblématique de l'insurrection populaire qui a poussé le président Blaise Compaoré à la démission vendredi après 27 ans au pouvoir.

Dimanche, c'est contre son successeur autoproclamé que la mobilisation s'est poursuivie, les manifestants brandissant des pancartes «*Non à la confiscation de notre victoire, vive le peuple!*», ou encore «*Zida dégage*».

Visiblement hésitante, peut-être divisée et dépassée par le rythme rapide des événements, l'opposition n'avait pas semblé exclure une entente avec les militaires. Son chef, Zéphirin Diabré, n'a fait aucune déclaration. 20minutes.fr 02.11

Haut de page

Le 4 novembre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté trois sujets pour demain.

Qu'on se le dise : ils ne changeront jamais de politique. Surprenant, n'est-ce pas ?

Cela s'adresse aux travailleurs qui soutiennent l'UMP, l'UDI, le PS et ses satellites, le PCF et ses alliés, pendant qu'on y est il faut penser à tout le monde. Et il n'en existe pas d'autres. Comment cela ? Comment cela quoi, depuis 33 ans, pour ne pas remonter plus loin, vous avez largement eu le temps de vous en apercevoir, non ?

Ils ont tous juré fidélité au régime en place. Soit ils sont aux commandes ou se partagent le pouvoir et ils gèrent la société pour le compte des capitalistes, soit ils sont candidats pour y accéder et ils envisagent nullement de rompre avec le capitalisme, ses institutions, l'UE, l'ONU, l'Otan, le FMI, etc. ils le disent eux-mêmes, il suffit d'ouvrir ses oreilles pour en être convaincu ou de savoir lire.

C'est franchement désespérant. Comment cela ? Si vous projetiez de placer votre sort entre leurs mains, assurément, cela risque même de vous être fatal un jour. Il y a ainsi des illusions qui ne pardonnent pas, qui ne se paient pas forcément comptant, c'est le pire en somme, car quand cela vous tombe dessus vous ne comprenez pas ce qui vous arrive, il faut remonter le fil des événements en arrière et c'est compliqué, surtout quand il a été rompu quelque part et qu'on ne sait pas où, difficile de s'y retrouver n'est-ce pas ?

Après avoir cessé de militer pendant 20 ans, c'est le marxisme qui m'a aidé à remonter le fil, sinon je n'y serais jamais parvenu tout seul, mais bon, laissons cela de côté, c'est mon affaire et non la vôtre. Comme j'ai horreur de me faire des illusions, cela m'arrive encore évidemment, je préfère le payer comptant, sur le champ, cela a le mérite de remettre les choses en ordre, à chaud, sur le vif, la plaie n'a pas eu le temps de s'infecter ou est peu profonde, elle cicatrice plus vite et on s'en porte beaucoup mieux après je vous assure.

Cela dit, s'il existe une autre politique conforme au socialisme, mais vous ne pouvez pas demander à ces gens-là de l'adopter, il faut être sérieux. Et alors ? Alors quoi enfin, vous n'avez pas compris que c'était à vous de vous en saisir, parce que vous croyiez que quelqu'un d'autre le fera à votre place, vous n'êtes pas cohérent. Comment cela ? Vous dites bien aux travailleurs qu'ils doivent prendre leur destin entre leurs mains, et bien c'est exactement pareil pour chacun d'entre nous, et comme il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme en dehors du socialisme, cela signifie qu'adopter le socialisme ou prendre en mains son destin cela revient au même, et je vous garantis qu'après cela on conserve les mains propres.

Mais vous pouvez aussi décider de vous en laver les mains, chacun est libre d'agir à sa guise. C'est une façon de parler seulement, car si vous négligez de bien frotter les chaînes qui vous entravent, elles pourraient finir par rouiller et vous transmettre la gangrène à la première petite blessure, et vous savez à quel point la société n'est pas tendre et continuera de vous en infliger régulièrement, alors prenez garde !

Prenez bien soin de vous, optez pour le plus puissant des antiseptiques qui vous protègera contre la vermine et toutes les infections, adoptez le socialisme et prescrivez-le autour de vous ! Attention, si le mode d'emploi est fourni, toutefois pour que le remède soit efficace il est préférable de bien l'étudier, et il n'existe aucun risque d'empoisonnement, aucune contre-indication non plus.

Vous allez peut dire qu'on fait de la propagande pour nos idées. Heureusement encore, on vient de vous dire que personne ne le fera à notre place. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on défende les idées de nos ennemis, il y en a déjà tant qui le font si bien dans nos rangs qu'on ne voudrait pas leur faire de l'ombre.

Ils font ce qu'ils peuvent.

France. "*Le pouvoir est-il dépassé par les derniers événements qui ont monopolisé l'espace politique?*" Francetv info 03.11

Hollande fait la politique pour laquelle il a été porté au pouvoir par les dirigeants de la classe dominante. Parfois ça coince.

Grande-Bretagne. Casquera ou casquera pas les 2 milliards d'euros que lui réclame l'UE ?

Ce n'est pas Cameron qui décide, il exécute les ordres de ses maîtres. Sachant qu'ils sont derrière la Commission européenne, sa posture est purement électoraliste face à un électorat britannique eurosceptique et la montée en puissance des souverainistes. Il cèdera à l'UE ou c'est le Parlement qui va s'en charger à sa place, il pourra toujours faire valoir qu'il a résisté vaillamment...

Si la Grande-Bretagne devait sortir de l'UE, si un jour cela se réaliserait, vous pourriez vous dire que ce serait le signal d'un violent tournant dans la situation mondiale aux conséquences les plus néfastes qui soient... Il en existe d'autres comme la brutale remontée des taux d'intérêts des obligations ou des banques centrales, la chute soudaine du dollar...

Etats-Unis. Obama et les démocrates sur le point de perdre la majorité au Congrès lors des élections à mi-mandat.

- Midterms: Obama, bientôt un président aux mains liées? - 20minutes.fr

Quelle affaire ! Tout comme Hollande ou Cameron, Obama est aux ordres, et s'il n'a pas atteint tous les objectifs qui lui avaient été fixés au Moyen-Orient notamment, ce n'est pas faute de ne pas avoir essayé, mais parce qu'il a rencontré une résistance inattendue des peuples syrien et irakien. Tous leurs plans ont été éventés les uns après les autres au point que Biden a dû reconnaître publiquement que leurs alliés étaient trempés dans l'armement de l'Emirat islamique. Quant à l'Ukraine, ils ont cru qu'ils pourraient briser les liens établis depuis des lustres par tout un peuple lié à la Russie et ils ont échoué, comme partout ailleurs.

La crise du capitalisme fait qu'à mi-mandat ou avant la fin de leur mandat, ils sont déjà usés jusqu'à la corde, bon à jeter. Il leur reste plus qu'à manoeuvrer, tenter d'avancer pas à pas, adapter leur discours, se contredire, s'enfoncer dans le populisme pour tenir jusqu'au bout, car ils ne changeront pas de politique.

Faites tomber les masques. Une question de légitimité.

Dis-moi qui te finance ou d'où proviennent tes revenus, et je te dirai qui tu es.

- Sapin propose un périmètre restreint pour la taxe sur les transactions financières - AFP

Trois ONG ont accusé lundi le gouvernement français de...

Ces ONG suivent de près l'évolution des négociations

- Oxfam ;

- Coalition Plus - une union d'associations de lutte contre le sida ;

- One France, ONG de lutte contre la pauvreté et les maladies en Afrique.

Comment se présentent-elles et comment procèdent-elles ?

Elles se présentent comme des ONG au service des pauvres ou des populations victimes des méfaits du capitalisme, sans évidemment lutter pour sa remise en cause puisqu'elles sont financés par des multinationales américaines qui appartiennent au permier cercle du néolibéralisme, elles interviennent donc sous un faux masque.

Elles agissent de la sorte pour attirer vers eux les opposants potentiels au capitalisme, particulièrement les jeunes épris de justice ou sensibles aux questions qu'elles abordent, de manière à les détourner du mouvement ouvrier et du socialisme, et à ce qu'ils incluent dans leur idéologie l'existence du capitalisme qu'ils n'entendent pas abolir, ce qui explique qu'au lieu de le combattre sur le terrain politique indépendant correspondant à leurs intérêts de classe, ils les invitent à s'en accommoder en demandant à ses représentants de bien vouloir prendre en compte leurs besoins ou ceux des populations qu'ils prétendent représenter.

Autrement dit, cette opération ou le rôle de ces ONG revient à remettre le sort de ceux qui y adhèrent et celui de ces populations entre les mains des capitalistes ou leurs représentants qui sont appelés à conserver leur pouvoir ou à se maintenir au pouvoir, les légitimer, c'est leur seule intention et leur unique but.

La taxation des transactions financières (ex-taxe Tobin) est une imposture de premier ordre qui a été reprise par les altermondialistes, Attac, etc. dans le cadre de la dénonciation du libéralisme ou de l'ultra libéralisme qui avait pour objectif de détourner les masses et la jeunesse du combat contre le capitalisme et ses institutions que ni les uns ni les autres ne remettaient en cause, bien au contraire. C'est ainsi que se sont recyclés bon nombre de transfuges du PC en France et à travers le monde qui finalement sont demeurés fidèles à eux-mêmes, au stalinisme, à l'anticommunisme qui les caractérisait, ce qui a expliqué pourquoi il y a une dizaine d'années ou un peu plus, l'engouement ou la publicité faite par les médias autour du Forum

social mondial, Porto Alegre, etc. pour attirer dans ce sérail de la collaboration de classes le maximum d'opposants au capitalisme afin de mieux les briser politiquement pour le compte du capitalisme.

Toutes ces ONG ont pour ennemis les exploités ou les opprimés du monde entier dans la mesure où leur fonction principale est de légitimer l'existence du capitalisme.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elles reprennent la méthode employée par les opportunites ou les révisionnistes pour pourrir, puis à terme à disloquer le mouvement ouvrier et l'ensemble des masses expoitées, qui consiste à combattre uniquement les conséquences néfastes de la survie du capitalisme sans jamais s'attaquer à ses fondements.

Nous avons dénoncé à une multitude de reprises la tactique qui consiste à s'adresser au président de la République, au gouvernement, au patronat, aux élus, bref aux représentants de la classe dominante, en expliquant que c'était le meilleur moyen d'entretenir dans la tête des travailleurs des illusions dans le régime ou les institutions et de les légitimer, dans la mesure ou, soit ils acceptaient de prendre en compte leurs revendications, auquel cas ils étaient fondés à penser que finalement le capitalisme n'était pas si mal que cela puisqu'il est compatible avec leurs besoins, dès lors pourquoi lutter dans la perspective de le renverser s'il suffit de se mobiliser et de s'adresser à ses représentants ; soit ils refusaient de satisfaire nos revendications, auquel cas ils étaient conduits à penser qu'ils ne le pouvaient peut-être pas, bien qu'ils n'y soient pas franchement opposés, ou encore qu'ils n'étaient pas suffisamment nombreux pour faire entendre leurs voix, auquel cas il faudrait créer un rapport de force qui leur permettrait d'imposer leur volonté, mais comme les dirigeants des organisations qui ont encadré leur mobilisation n'y sont pas favorables puisqu'ils sont corrompus ou des agents du régime en place, autant dire qu'ils pouvaient attendre longtemps avant d'avoir les moyens de faire reculer le gouvernement ou de lui imposer leurs revendications.

On aura compris que cette tactique lie le sort des travailleurs à celui du régime et ses représentants politiques ou syndicaux, qu'elle est la négation de l'intervention de la classe ouvrière dans la lutte des classes sur son propre terrain de classe. Elle fait partie de la panoplie du parfait réformiste qui bafoue en permanence l'indépendance de classe des exploités. On ne demande rien ou on ne réclame rien aux représentants de notre ennemi de classe, on exige que nos droits légitimes s'imposent car ils sont l'expression de l'immense majorité de la population. Notre combat n'est pas dirigé vers, mais contre le régime et ses représentants, confondre les deux c'est se transformer en agent du régime.

Où est la démocratie, où est le combat pour la démocratie quand on légitime une minorité qui a confisqué le pouvoir au profit d'une minorite et au détriment de la majorité ?

On nous dira encore que les travailleurs n'ont pas conscience que le gouvernement en place ou les partis qui se succèdent au pouvoir depuis 1958 seraient des représentants de la classe dominante, ils croient qu'ils représentent les intérêts de l'ensemble de la population... Qui peut croire un truc pareil ? Qu'il y en ait qui le pense, c'est certains, dès lors se pose une question : Devons-nous définir ou adapter notre tactique et stratégie en fonction de leurs illusions, sachant qu'une telle orientation politique contribuera à les nourrir au lieu de les combattre comme on l'a évoqué plus haut, ou devons-nous nous appuyer sur les éléments les plus conscients de la classe ouvrière qui expriment les intérêts de l'ensemble de la classe ? Ajoutons que c'est le meilleur moyen pour les recruter au parti.

Juste un dernier mot.

Mon père, menuisier en bâtiment et très arriéré avait des illusions, mais pas celles qu'on attribue généralement à tort aux ouvriers. Il état gaulliste disait-il, il a toujours voté pour les candidats du parti de l'ordre, et s'il votait pour ce parti il avait parfaitement conscience de voter pour le parti des patrons, car disait-il ce sont eux qui me donnent du boulot et non ceux qui prétendent qu'on pourrait se passer des patrons, je me fous qu'ils s'enrichissent du moment qu'ils me permettent de faire vivre ma famille. Il vouait un culte aux puissants et acceptait d'être traité comme un être inférieur, en réalité il avait un comportement qui n'était pas très éloigné de ceux qui critiquent le régime ou se prétendent de gauche et qui finalement acceptent leur condition ou s'en contentent.

Il était le type même de l'esclave, il n'avait aucune conscience de classe, il n'avait pas conscience d'appartenir à une classe sociale distincte, mais il savait que ceux qui gouvernaient n'incarnaient pas ses intérêts et que ceux qui aspiraient à gouverner non plus, le PS et le PCF, dès lors à quoi bon vouloir le convaincre de ce qu'il savait déjà, c'est ridicule puisqu'il n'avait d'illusions dans aucun parti.

Ce sont le PS et le PCF qui l'ont conduit à adopter cette attitude, dans la mesure où ils feignaient de s'opposer au capitalisme sans jamais développer une argumentation sur le terrain du socialisme qui aurait rendu leurs discours cohérents ou sérieux, et permis à la classe ouvrière de comprendre qu'il n'y avait pas de fatalité à sa condition et qu'il était possible d'en changer, de changer la société. Ils se sont rendus coupables d'avoir dévoyé, défiguré le socialisme pour mieux en détourner les ouvriers qui n'avaient plus qu'à se résigner à leur condition. C'était le PS et le PCF, ainsi que les appareils pourris des syndicats qu'il fallait combattre sans relâche, au lieu de les ménager ou de chercher à passer des compromis avec eux.

En écrivant ces lignes d'autres idées me viennent à l'esprit.

Par exemple, mon père n'a fait qu'immiter ceux qui s'adressait hier à Sarkozy ou à ses ministres, à ceux qui aujourd'hui s'adressent à Hollande ou au Medef, autrefois ils s'adressaient au président ou au gouvernement en place, rien n'a changé depuis comme nous l'écrivions hier, et vous savez à quoi cela mène-t-il, à faire de l'ensemble des travailleurs des esclaves comme mon père. Imaginez que tous les travailleurs en soient rendus à ce stade, et vous pouvez dire adieu au socialisme.

En Grèce au cours des dernières années les travailleurs ont participé à 20.000 manifestations qui n'ont servi strictement à rien ou presque, pourquoi, parce qu'elles incluaient les illusions qu'on a évoquées plus haut, elles n'ont jamais été orientées dans la bonne direction et ceux qui auraient les aider à en changer s'étaient totalement discrédités auprès des travailleurs au cours des décennies antérieures. Et à quoi sont-ils réduits aujourd'hui ? Un grand nombre ont adopté l'état d'esprit de mon père hélas.

Prenez un chien, vous vous dites qu'il est très attaché à vous, en réalité c'est parce que c'est vous qui le nourrissez, il dépend entièrement de vous pour survivre. Donnez-le à quelqu'un qui le nourrira de la même manière et aussi vite il vous aura oublié. Une précision avant de lire la suitepour éviter une grave méprise, cela ne m'empêche pas d'aimer mon chien, et pourtant cela fait neuf mois que je lui cherche une qualité et je ne lui en ai trouvé aucune.

Mon père n'avait pas un niveau de conscience plus développé, il remettait son sort entre les mains de celui qui le nourrissait, qui lui filait du boulot. J'ai essayé de lui expliqué que c'était son travail qui le nourrissait et pas son patron, il m'a répondu aussi sec : sans patron pas de travail, ce qu'un chômeur ne démentira pas dans le cas présent.

Dépendre d'un patron pour travailler et donc survivre, c'est de l'esclavage puisqu'en plus on doit accepter ses conditions. C'est partir du principe qu'on n'a aucun droit ou que nos droits ne sont pas légitimes ou plutôt, qu'on peut concevoir avoir des droits, mais qu'on ne sait pas comment faire pour les imposer, c'est mieux. Et pourquoi ne savons-nous pas comment faire pour les imposer ? Mais parce que ceux qui en ont la charge ou la mission sont des traitres ou des vendus, des agents du capital, et qu'en s'en remettant à eux on n'a aucune chance de voir nos droits reconnus. Mais alors que faut-il faire pour qu'ils soient respectés ?

Tout d'abord il faut avoir à l'esprit qu'il a pu exister une période au cours de laquelle ces droits existaient et qu'ensuite ils ont disparus, donc à moins de recommencer indéfiniment ce combat pour se retrouver finalement sans droits, il faudrait peut-être commencer par se demander pourquoi il en fut ainsi, pourquoi ou comment on en est arrivé à cette situation-là pour ne pas reproduire les mêmes erreurs qui se traduiront invariablement par les mêmes conséquences dramatiques. On doit en déduire qu'il faut situer notre combat dans une perspective politique adéquate qui garantira l'existence de nos droits. Quelle meilleure perspective politique pourrait-elle garantir l'existence de nos droits dans le futur que celle qui porterait les travailleurs au pouvoir ? Il faut donc adopter cette perspective politique et réunir les conditions (politiques) pour qu'elle se réalise, et c'est dans cette perspective politique, la prise du pouvoir, que l'on doit intervenir dans la lutte de classes que l'on doit inscrire notre combat quotidien, y compris sur le terrain syndical évidemment. Sinon nous irons d'échec en échec jusqu'au moment où la majorité ou l'ensemble de la classe en sera rendue au stade où en était mon père, au statut d'esclave, il sera alors encore plus difficile, voire impossible de mener notre combat pour notre émancipation.

On n'en est pas encore là, mais cela nous guette. Vous mesurez ici la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules de nos dirigeants, à eux de faire en sorte qu'il n'en soit jamais ainsi, en s'y mettant tous, on en a les moyens.

ACTUALITÉ DU JOUR

D'une catastrophe écologique à l'autre.

Harper ou Obama, c'est du pareil au même, entre le pétrole ou gaz de schiste et le pétrole bitumeux, l'un comme l'autre se foutent pas mal des questions d'environnement, les Canadiens le savent autant que les Américains pour lesquels le droit de polluer va de pair avec l'hégémonie du dollar ou leur supprématie militaire dans le monde.

Harper est aligné sur Obama et Hollande en vantant "*les sujets d'entente avec le Canada*" rappelle qu'il est lui aussi aligné sur les Etats-Unis, pour le pire puisque le meilleur n'existe pas en la matière. Hollande témoigne qu'il est fieffé réactionnaire et rien d'autre.

- François Hollande vante les sujets d'entente avec le Canada - LeFigaro.fr

- La France et le Canada promettent d'agir contre le réchauffement climatique - Francetv info

- Canada : une catastrophe écologique derrière le pétrole bitumeux de l'Alberta - francetvinfo.fr

Les Indiens de la tribu Athabasca de Fort Chipewyan expliquent la pollution subie par la province d'Alberta, troisième réserve au monde de sable bitumeux.

La province d'Alberta au Canada a vu démarrer il y a une dizaine d'années l'exploitation gigantesque du pétrole bitumeux. C'est par cette riche province pétrolière, la troisième réserve au monde, que François Hollande a commencé dimanche 2 novembre sa visite d'Etat au Canada. Quel est le bilan écologique dans cet espace plus grand que la forêt amazonienne ? France 2 y a rencontré des exploitants et des habitants. Des poissons empoissonnés au plomb et à l'arsenic

Deux millions de barils de pétrole sortent chaque jour des usines qui traitent les sables bitumeux, une exploitation qui nécessite trois fois plus d'énergie que pour l'extraction du pétrole conventionnel. De l'eau, beaucoup d'eau et des produits toxiques sont aussi nécessaires pour extraite le pétrole bitumeux notamment dans les bassins de décantation.

Les Indiens de la tribu Athabasca installés à Fort Chipewyan en disent long sur la pollution que la région a subie depuis quelques années : des poissons empoissonnés au plomb et à l'arsenic remplissent la rivière, disent-ils. Les autorités canadiennes n'en ont cure, les prévisions d'exportation et de d'exploration sont à l'ordre du jour malgré diverses manifestations dans le pays et aux Etats-Unis. francetvinfo.fr 03.11

Conditionnement des masses. Quand gouverner devient un exercice délicat, voire impossible, il faut recourir auxgrands moyens.

Tentée par la méthode grecque ?

- Un proche de Hollande appelle à une coalition gauche-droite - 20minutes.fr

Jean-Pierre Mignard, président de la Haute autorité du PS, proche de François Hollande, appelle les élus de gauche et de droite à former une "*coalition*", estimant que le président a "*commis une erreur*" en n'invitant pas François Bayrou dans la majorité.

"*Le pays ne peut plus se payer le luxe de la division*", déclare l'avocat au Figaro. "*Il faut converger et se rassembler avec les valeurs qui nous unissent: les alliances militaires, l'euro, la Convention européenne des droits de l'Homme. Le programme économique et social n'est, lui, qu'une question de curseur entre la gauche et la droite*".

"*Cette coalition peut rassembler 60% des électeurs*", ajoute celui pour qui "*droite et gauche ne peuvent plus régler les problèmes l'une sans l'autre*".

François Hollande "*fait une politique courageuse, mais ça ne suffit pas. Il faut réunir cette coalition sous sa direction, peut-être sous celle d'un homme de droite demain, et travailler dès maintenant à ce rapprochement stratégique, qui ne doit pas être qu'électoral*". 20minutes.fr 03.11

C'est un appel à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la cohabitation avec l'UMP.

Comment y préparer les esprits ? En faisant en sorte de faire croire que cela viendrait des "***Français***".

- Convictions politiques: autant de Français "*à gauche*" qu'"*à droite*" - AFP

Ils portent au pinacle celui qui incarne le mieux la dissolution de la démocratie ou la dictature du néolibéralisme.

- 71% des Français souhaitent que Manuel Valls prenne les rênes du pays - LeFigaro.fr

Ils pour les dirigeants de la classe dominante et les médias qui relaient leur propagande. Au cas où Hollande craquerait avant la fin de son mandat ? C'est possible, en tout cas ils ont déjà tiré un trait sur Hollande.

On comprend pourquoi ils y sont portés.

- Plus de 9 Français sur 10 jugent le bilan de Hollande pas satisfaisant - AFP

Plus de neuf Français sur dix jugent que le bilan à mi-mandat de François Hollande n'est pas satisfaisant, et une majorité souhaite que le rythme des réformes soit accéléré, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée nationale publié lundi.

Parmi la série de champs d'action du gouvernement, aucun ne rencontre l'approbation d'une majorité de sondés.

De façon écrasante, 96% considèrent que le chef de l'Etat n'a pas tenu ses engagements de campagne, contre 3% qui pensent

le contraire. Près de huit sur dix (79%) parient qu'il ne les tiendra pas d'ici la fin du quinquennat, 17% qu'il les tiendra. AFP03.11

Le prochain président bénéficiera de la même popularité aussi rapidement, si les masses lui en laissent le temps, à voir...

Ils ont toujours eu une affection particulière pour les dictateurs africains, pas seulement...

- Burkina Faso : la France a aidé à évacuer Blaise Compaoré - LeMonde.fr

François Hollande a affirmé, lundi, que l'Etat avait permis l'évacuation « *sans drame* » du président démissionnaire. LeMonde.fr 03.11

Ils se sont arrangés pour rendre l'extrême droite ukrainienne présentable, alors pourquoi l'extrême droite française ne le serait-elle pas ?

- Le Pen se reconnaît des points communs avec Mélenchon - LeFigaro.fr

L'extrême droite serait tout juste, comment dire, nationaliste avec une touche de social, nationale-socialiste quoi, mais elle n'aurait rien à voir avec le fascisme ou le nazisme, qu'on se le dise... Ce discours ne vous dit-il rien ?

La goutte d'eau qui fait déborder la mare aux crabes.

- Barrage de Sivens : exaspérés, les élus du Tarn se sentent trahis - LeFigaro.fr

- Hollande: la réunion de Royal sur Sivens "*c'est la bonne méthode*" - AFP

- Mort de Rémi Fraisse : les reproches pleuvent sur Bernard Cazeneuve - Francetv info

- Barrage de Sivens: Le Guen dénonce "*une forme d'escalade gauchiste*" - AFP

- Barrage de Sivens: pour Guéant (UMP), Cazeneuve gère le dossier avec "*professionnalisme*" - AFP

- Rémi Fraisse : des policiers "*déguisés*" en casseurs ? - L'obs

L'accusation est portée, photos à l'appui, par Olivier Besancenot, qui estime que le gouvernement a intérêt à "*organiser directement ou indirectement les violences urbaines*", lundi 3 novembre sur BFMTV. L'obs 03.11

- «*A Sivens, l'usage de la force a été tout de suite disproportionné*» - Liberation.fr

Féodalité. Le droit de vie ou de mort du seigneur sur ses sujets est éternel.

- 672 700 licenciements en France - Francetv info

Le patron du Medef, Pierre Gattaz, propose que les employeurs n'aient plus à se justifier pour licencier ses salariés.

Le journaliste de France 2, Jean-Paul Chapel, apporte un éclairage sur les licenciements en France. En 2013, il y a eu 672 100 renvois, précise le spécialiste. Mais l'employeur peut également se séparer de son employé à l'amiable. La même année, 321 600 personnes ont été renvoyées, dans le cadre de ruptures conventionnelles.

Les raisons sont diverses. Dans 85% des cas, ce sont des licenciements pour fautes graves ou motifs personnels. Les licenciements économiques représentent 15 % des cas. L'entreprise doit alors justifier de ses difficultés financières.

Le licenciement est la cause du chômage dans 22% des cas. Par ailleurs, 46% des chômeurs sont arrivés à la fin de leur contrat à durée déterminée. Francetv info 03.11

A retenir. En affirmant que la rupture conventionnelle correspond à un "*renvoi*", ils témoignent qu'il s'agit bien d'un licenciement déguisé. Car pour qu'un salarié décide de se "*renvoyer*" il aurait fallu qu'il soit à l'origine de son recrutement, or dans les deux cas ce n'est pas lui qui possède ce droit mais le patron, c'est bien le patron qui l'a embauché et qui a décidé de s'en séparer ou de le virer.

A les entendre, généralement les travailleurs qui sont au chômage l'ont décidé ou en portent la responsabilité ou alors les patrons

n'y sont pour rien, puisque s'ils se sont retrouvés au chômage, ce n'est pas parce qu'ils voulaient les virer, non, c'est parce que leur contrat à durée déterminée étaient terminés, ils n'en avaient plus besoin et ils s'en sont séparés le plus naturellement du monde, ce en quoi on ne peut pas leur en vouloir.

Les patrons ont tous les droits, les travailleurs aucun, quoi de plus normal en somme, en quoi cela serait-il contestable ? C'est l'ordre établi et vous devez vous y soumettre un point c'est tout.

En complément. La preuve.

- SNCM: la direction a annoncé le dépôt de bilan aux salariés - AFP

Notre position : Renationalisation à 100% sans verser un centime aux actionnaires (Transdev et Veolia) et sans suppression d'emplois.

ACTUALITE EN TITRES

Un système économique devenu mafieux.

- Manipulation changes: JPMorgan Chase annonce être visée par une enquête pénale aux Etats-Unis - AFP

- Fraude : vers une mise en examen de HSBC - Liberation.fr

Business et gavage sordide.

- Un vaccin contre la dengue de Sanofi disponible dans un an - Reuters

- Maltraitance: Neuf maisons de retraite sur dix n'ont pas assez de moyens - 20minutes.fr

Et pourtant...

- Comment prévenir la dénutrition des personnes âgées ? - Francetv info

La dénutrition chez les personnes âgées est une préoccupation dans toutes les maisons de retraite. Francetv info 03.11

Pensez-vous, alors qu'elles se plaignent de manquer de moyens, quelle aubaine que les vieux ne leur coûtent pas grand chose en alimentation !

Pas tous logés à la même enseigne...

- Une majorité de Français redoute de basculer dans la précarité - 20minutes.fr

Invités à qualifier leur situation en fin de mois, 62% (contre 68% en janvier 2014) des Français estiment avoir des revenus suffisants: 27% parviennent à mettre de l'argent de côté, 35% bouclent juste leur budget.

En revanche 37% (contre 31% en début d'année) estiment avoir des revenus insuffisants: 14% indiquent s'en sortir uniquement grâce à une aide extérieure ou en contractant un crédit, 23% en puisant dans leurs économies. 20minutes.fr 03.11

Pas concerné.

- La taxe d'habitation pourrait être alourdie de 20% pour certaines résidences secondaires - AFP

Histoire de se détendre un peu et de faire chier les féministes.

C'est tout ce qu'elles ont... jusqu'à un certain âge seulement !

- Les femmes prêtes à dépenser plus que les hommes pour leur apparence - Francetv info

Sauf quand elles sont accompagnées d'un homme, c'est lui qui passe à la caisse !

- Dans les magasins aussi, les femmes sont désavantagées - Francetv info

J'aime les femmes, mais j'ai appris qu'il ne fallait surtout pas leur montrer... Un jour je vous dirai vraiment ce que j'en pense. Un mot tout de même parce que cela me démange.

Un conseil, ne surtout pas se fier aux apparences. Ce qui est logique puisqu'elles se sentent inférieures ou développent un complexe d'infériorité au contact de la société, du coup il n'y a pas plus sournois ou hypocrite, sur la défensive ou névrosées, elles adoptent un comportement autoritaire, on les croit fortes et elles sont fragiles ou faibles. J'ai eu le malheur ou j'ai commis l'erreur de les aimer comme elles étaient... en apparence seulement. A suivre.

Ca c'est pour la présentation.

- Avec la baisse du pouvoir d'achat, les Français se tournent massivement vers l'économie de partage. - AFP

Derrière.

Les précurseurs de ce nouveau marché comme "*Blablacar*" et "*Airbnb*" affichent déjà des chiffres qui donnent le tournis. AFP 03.11

Vaut mieux ne passer par aucun intermédiaire. Et puis partage celui ou celle qui a quelque chose à partager, la misère ou la pauvreté par exemple...

Pourquoi y tient-elle tant que cela ? Qui en tire profit ?

- Merkel : "*La liberté de circulation dans l'UE n'est pas négociable*" - LePoint.fr

Intox

- Midterms: Obama, bientôt un président aux mains liées? - 20minutes.fr

- Terrorisme : la France aurait échappé à plusieurs projets d'attentats - LePoint.fr

Un aveu des populistes. Avec le soutien des Etats-Unis et de la France notamment.

- Wahhabite connection : comment l'Arabie saoudite a déstabilisé le monde en exportant son islam radical depuis 40 ans - Atlantico.fr

Lire les Etats-Unis... On mettra cet article en ligne quand je l'aurai lu s'il en vaut la peine.

- Irak: les jihadistes exécutent plus de 200 membres d'une tribu - AFP

- L'Etat islamique a exécuté 600 hommes dans le désert irakien : l'émouvant témoignage des survivants - Atlantico.fr

Meyssan (Réseau Voltaire) avait raison d'évoquer un nettoyage ethnique préalable à une éventuelle partition de l'Irak...

Stratégie du chaos

- L'Etat islamique s'empare d'un deuxième gisement de gaz syrien - Reuters

- Violents combats en Libye dans la zone portuaire de Benghazi - Reuters

- Jérusalem: feu vert israélien à un projet de 500 logements dans l'est - AFP

- Attentat au Nigeria contre une cérémonie chiite, 23 morts - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: Zone d'exclusion aérienne à Ferguson - french.irib.ir

Les documents qui viennent d'être révélés, montrent que l'administration américaine avait permis à la police de créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Etat de Missouri, pendant les protestations qui ont eu lieu au mois d'août dans la ville de Ferguson contre les violences policières.

Selon l'agence de presse Fars, la fuite d'un certain nombre de documents laisse savoir que l'administration américaine avait autorisé à la police de créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la ville de Ferguson de l'Etat de Missouri, suite à la mort d'un adolescent noir américain, un meurtre qui a fait déferler une vague de protestations.

Selon les documents révélés, la Federal Aviation Administration, FAA, a restreint l'étendu aérienne de Ferguson afin d'empêcher les hélicoptères appartenant aux médias de prendre des photos à partir des manifestations et des protestations du mois d'août.

La révélation de cette démarche donne lieu à de sérieuses préoccupations quant à la violation des droits des journalistes aux Etats-Unis.

Les documents révélés contredisent les allégations de la police de Saint-Louis, critiquée par sa réaction virulente aux protestations. french.irib.ir 03.11

2- Irak

2.1- Les calculs de Daesh, en Irak, déjoués - french.irib.ir

«Le jour où nous serons libérés des terroristes n'est pas loin».

C'est le Premier ministre irakien, Haydar al-Abadi, qui l'a dit, après avoir reçu un groupe de responsables de la province de Ninive. «*La libération de Mossoul, (Chef-lieu de la province de Ninive), signifiera la libération de tout l'Irak, et accomplira une partie de notre stratégie sécuritaire visant à éradiquer les terroristes de Daesh*», a affirmé Haydar al-Abadi. La ville de Mossoul, qui reste, toujours, occupée par le groupe terroriste de Daesh, a été le premier lieu, en Irak, à avoir été choisi, pour y réaliser la sédition baathiste-takfiriste, soutenue par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et la Turquie. L'un des objectif de ce complot consiste à attiser la guerre confessionnelle et sectaire entre les Chiites et les Sunnites.

A l'intérieur de l'Irak, certains disent que si Daesh a réussi à s'infiltrer à Mossoul, c'est parce que l'autorité centrale irakienne s'est montrée, auparavant, indifférente envers les revendications des Sunnites. Ils se trompent, car les supporters de Daesh envisageaient, très exactement, de lancer une guerre sectaire, afin de perturber le processus politique, nouvellement, instauré, en Irak. C'est dans le même cadre qu'ils nourrissent les litiges, au sujet du partage du pouvoir, au sein du nouveau gouvernement irakien.

En fait, l'appel de la Marjaiya religieuse irakienne au peuple de ce pays, dans le sens d'un soutien indéfectible à l'armée, dans la lutte contre le terrorisme, a, largement, contribué au renforcement du front, totalement, irakien, par rapport au front régional et international. Le triangle «*armée-forces populaires-Marjaiya religieuse*» s'est avéré très efficace, dans la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Irak, face aux complots, dont le complot takfiriste de Daesh. Cette équation a déjoué, aujourd'hui, les calculs de Daesh et de ses alliés, en Irak, tandis que le front irakien continue de nettoyer, progressivement, les régions occupées des éléments de Daesh. Face à cette situation, ce groupe terroriste a visé, aussi, les Sunnites, au Nord et à l'Ouest de l'Irak. A Mossoul, Daesh contraint les femmes à se séparer de leurs époux et à se marier avec les terroristes. Dans la province d'Al-Anbar, Daesh a procédé à l'exécution collective de plus de 250 hommes, femmes et enfants, appartenant à la tribu Albu-Namr, qui avait rejoint les forces militaires et sécuritaires irakiennes.

En tout état de cause, la solidarité des Irakiens de différentes ethnies, confessions ou minorités, qu'ils soient kurdes, chiites ou sunnites, dans la lutte contre Daesh, montre que la stratégie envisagée par l'Arabie saoudite et la Turquie, pour attiser la guerre confessionnelle, en Irak, a échoué. french.irib.ir 03.11

2.2 - Irak : Un chef redoutable de Daech tué - french.irib.ir

L'un des chefs les plus cruels du groupe terroriste de Daech a été tué lors d'un raid d'avions irakiens contre les positions

des terroristes à Salaheddin. Selon la chaîne de télévision al-Irqia, les avions de l'armée irakienne ont bombardé les positions des terroristes de Daech dans le sud de la province de Salaheddin.

Au cours de cette attaque, l'un des chefs les plus redoutables des terroristes sanguinaires de Daech, Abdallah al-Mesri et trois de ses lieutenants ont été tués. Le ministère irakien de la Défense a publié un communiqué pour confirmer cette nouvelle, en soulignant que cette opération avait été menée sur la base des informations collectées par les services de renseignement dans la localité d'Aziz-Balad. Le ministère irakien de la Défense ajoute qu'Abdallah al-Mesri était l'un des commandants les plus cruels de Daech. french.irib.ir 03.11

Comme quoi il n'y a pas que des mauvaises nouvelles !

ECONOMIE

Italie

L'Italie va connaître une troisième année de récession - Reuters

L'économie italienne va se contracter de 0,3% en 2014, conformément aux prévisions les plus récentes du gouvernement, avant de renouer avec une croissance faible de 0,5% en 2015, puis de 1,0% en 2016, selon les estimations de l'institut italien de la statistique (Istat) rendues publiques lundi.

Si ces prévisions se confirment, l'Italie connaîtra en 2014 sa troisième année consécutive de récession après des baisses de 2,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et de 1,9% en 2013.

La troisième économie de la zone euro est plongée dans sa plus longue récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Reuters 03.11

Haut de page

Le 5 novembre 2014

CAUSERIE

En octobre j'ai passé 83 heures sur Internet, 62 heures en septembre, uniquement pour actualiser le site quotidiennement, puisque je ne l'utilise pratiquement pas à des fins personnelles ou c'est très rare.

La causerie d'aujourd'hui est trop longue, trop de sujets à traiter.

Où commence la xénophobie, le racisme, le nationalisme ? Toujours en haut.

A propos d'une nouvelle taxe envisagée pour les propriétaires de résidences secondaires. Le ministre du Travail François Rebsamen y est oppposé mais a néanmoins reconnu que "*à Paris, 170.000 appartements sont tenus par des riches propriétaires étrangers, il n'y a pas de raison qu'ils ne paient pas une taxe supplémentaire.*" AFP 04.11

Vaudrait mieux saisir leurs appartements, ainsi que ceux des riches propriétaires français pour ne pas faire de jaloux.

Confirmation. Sans les mineurs leur société n'existerait tout simplement pas.

- Téléphones portables : l'envers du décor - Francetv info

Pour faire fonctionner les téléphones portables, des dizaines de minerais différents sont nécessaires. Notamment le tantale, le métal qui sert à fabriquer des condensateurs, des composants qui permettent la conservation des données lorsque le téléphone s'éteint à cause de la batterie.

80 % des réserves mondiales de tantale se trouvent en Afrique, notamment en République démocratique du Congo. 3 000

personnes travaillent notamment jour et nuit pour extraire le minerai, appelé ici coltan, dans une mine du nord du pays que France 2 a pu visiter. Au sortir de la ville, un sac se vend 600 euros aux intermédiaires, mais sur le marché international, il s'achète jusqu'à 3 500 euros.

Une richesse qui ne profite pas aux mineurs, qui travaillent dans des conditions très dures. "*Je travaille depuis trois mois ici, et c'est déjà trop. C'est très dangereux*", assure un mineur au micro de Cash investigation. La mine est très étroite, l'oxygène manque et la température atteint 43°C. De simples planches de bois maintiennent la galerie. Pour douze heures de travail quotidien, les mineurs ne sont payés que 5,50 euros.

Dans l'hôpital local construit à quelques kilomètres de la mine, les creuseurs représentent la moitié des patients. 50 par mois, en moyenne, sont victimes d'éboulements. "*Quand il y a un éboulement, on laisse la partie déjà éboulée et on contourne. On laisse les corps à côté et on continue à chercher le coltan*", assure un ancien mineur. Francetv info 04.11

Pourquoi Le Monde offre-t-il une tribune à Attac ?

Réponse et grille de lecture.

Quand des "*usurpateurs*" peuvent en cacher d'autres.

- Rien d'étonnant dans la réponse de Clinton. Il a pour fonction de laisser les multinationales exercer leur pouvoir et même de le renforcer, puisque ce sont elles qui ont financé sa campagne électorale et l'ont fait président des Etats-Unis. Il est le président des multinationales ou de l'oligarchie financière et non des Américains.

- Le pouvoir acquis par les multnationales est parfaitement légal, le produit de décennies de dérégulation en tous genres. Il est totalement faux qu'il soit "tellement difficile à identifier" ou qu'elles agiraient "*dans l'ombre*", il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir et Susan George en fait partie , la preuve : elles en ont même produit des projets de traités transpacifique et transatlantique, leur contenu a même été rendu public récemment. Est-elle au moins au courant ? Elle assure que oui, elle s'en "*méfie*" dit-elle, pourquoi parce qu'on pourrait se méprendre sur leur contenu ou leurs intentions, alors qu'ils sont parfaitement clairs.

- On aura compris pourquoi Le Monde offre une généreuse tribune qui a valeur de publicité gratuite à cette "*l'infatigable miliante*" à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage, pour sous un faux marque d'opposante aux multinationales, en réalité orienter systématiquement les lecteurs dans une mauvaise direction. La suite l'illustre encore davantage.

- La mainmise des lobbyistes sur Bruxelles est connue et a été décrit en long, en large et en travers depuis des décennies déjà. Mais alors pourquoi y revient-elle ? Parce qu'il faut bien qu'elle arbore un masque présentable pour qu'on ne la soupçonne pas de les servir, la suite le démontre. Elle joue un double jeu au même titre que les multinationales qui à la fois nient "*la réalité du changement climatique*" et soutiennent l'inverse, donc entendent tirer profit sur les deux tableaux, sinon comment expliquer qu'Al Gore flanqué de Bill Gates se présentent comme d'inconditionnels défenseurs de l'environnement, alors qu'on connaît les affinités de Gates avec Rockefeller (Exxon Mobil, Monsanto...) ? En somme, c'est exactement comme lorsque les multinationales qui défendent leurs propres intérêts, financent en même temps le mouvement altermondialiste dont fait partie Attac ou le Forum social. On inventent rien, ce sont des faits parfaitement connu, la Fondation Ford, Coca Cola, etc. C'est comme la fondation de Nicolas Hulot qui est financée par les plus grands pollueurs.

- Pourquoi joue-t-elle un double jeu ? Parce qu'elle n'envisage pas un seul instant l'abolition du capitalisme ou la socialisation par un Etat ouvrier ou une République sociale des multinationales. Du coup elle n'envisage même pas de casser les lobbies des multinationales et le reste est à l'avenant, pure charlatanerie, car dès lors que les multinationales continuent d'exister et de croître encore, on ne voit comment elles pourraient abandonner le pouvoir politique qu'elles ont déjà acquis ni qui les y forcerait, rappelez-vous qu'elle le niait plus haut, ce qui signifie qu'elle n'a pas du tout l'intentention de lutter pour renverser le pouvoir politique en place, alors que c'est le seul moyen à notre disposition pour s'attaquer au pouvoir des multinationales : les exproprier sans leur verser un centime.

- Pour finir, elle l'illustre en citant Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et, enfin, vous gagnez.* », allez dire cela aux centaines de millions d'Indiens qui triment comme des esclaves 67 ans après l'indépendance de l'Inde, sans protection sociale, aucun droit, pas même un contrat de travail, ce qui ferait le bonheur de monsieur Gattaz.

En fait la bourgeoisie indienne ne rompra jamais ses liens avec l'impérialisme britannique, et l'Inde demeurera membre du Commonwealth. Le mouvement de libération nationale auquel participa tout le peuple indien, ne devait mettre fin qu'à la colonisation, en aucune manière il ne mit fin au régime semi-féodal en place ou à l'exploitation forcenée des ouvriers et des paysans. La bourgeoisie indienne assuma dès lors tout le pouvoir pour son propre compte, sans que pour autant la situation des centaines de millions de paysans pauvres ou sans terre ne s'améliore. Elle a même été jusqu'à conserver tel quel le réseau ferré que les britanniques avaient développé pour convoyer leurs marchandises. ce n'est qu'à partir des années 90 qu'elle acheva son électrification, et encore sur les grands axes reliant les villes les plus importantes, j'en ai été témoin, c'est pour cela que

j'évoque rapidement cet exemple.

Gandhi n'a jamais eu l'intention de s'attaquer à la bourgeoisie indienne, et Attac n'a jamais eu l'intention de s'attaquer au pouvoir des multinationales, c'est ce qu'il faut retenir. Que Le Monde, dont on connaît les convictions politiques lui offre une tribune n'est pas sans arrière-pensées, car ils savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos d'Attac, dont la principale fonction à l'instar des ONG consiste à détourner les jeunes et les travailleurs du socialisme, de les livrer en pâture aux capitalistes.

- Haro sur le « *pouvoir* » des entreprises transnationales - Le Monde 03.11

A bord de l'Air Force One, Bill Clinton lit un ouvrage sur les pouvoirs accrus des entreprises trasnationales. Lorsqu'un journaliste l'interroge sur cette question, sa réponse est étonnante : « *Que voulez-vous que je fasse ? Je ne suis que le président des Etats-Unis. Je ne peux rien faire à propos des grandes entreprises* ». Susan George, figure historique du mouvement altermondialiste, prend cette anecdote au pied de la lettre. Dans *Les Usurpateurs*, la présidente d'honneur d'Attac-France se penche sur cette « *forme sournoise de pouvoir illégitime tellement difficile à identifier qu'elle n'a même pas encore de nom* ». Après avoir dénoncé les échecs de la révolution verte dans le best-seller Comment meurt l'autre moitié du monde (Robert Laffont, 1978), l'infatigable miliante s'attaque à la « *corporatocratie* », incarnée par des entreprises transnationales (ETN) qui promeuvent dans l'ombre une doctrine néo-libérale et s'arrogent des pouvoirs jadis réservés aux élus.

L'auteur s'inquiète de la mainmise des lobbyistes : ils seraient entre 10 000 à 15 000 en contact permanent avec des fonctionnaires européens afin de promouvoir la malbouffe, les OGM, le tabac, les produits chimiques et plus généralemennt les intérêts des ETN. Susan George dévoile un tableau tout aussi sombre de l'autre côté de l'Atlantique, où les organisations niant la réalité du changement climatique sont financées par « des fondations néoconservatrices ou libertariennes étroitement liées aux intérêts ultralibéraux des ETN », comme la société pétrolière et gazière Exxon-Mobile ou encore Koch Industries.
chapitres confidentiels

Non contentes d'infléchir la législation au profit d'un secteur industriel, les entreprises détermineraient aussi le contenu de traités commerciaux stratégiques, comme le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). La militante altermondialiste se méfie de ce traité de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis : tramé dans les coulisses depuis vingt ans, il n'est annoncé au public qu'en 2013 et une bonne partie de ses chapitres restent confidentiels.

Susan George dénonce également le mécanisme de règlement des différends, « *une forme de justice qui est une menace pour la démocratie* ». Ce mécanisme permet aux multinationales d'attaquer un Etat devant un tribunal privé si elles estiment qu'une mesure législative affecte leurs bénéfices. L'Equateur a ainsi été condamné en 2012 à verser des dommages et intérêts d'un montant de 1,77 milliard de dollars à l'entreprise pétrolière et gazière Occidental Petroleum pour rupture de contrat.

« *Les arbitres n'ont manifestement pas été convaincus que l'Equateur était dans son bon droit en essayant d'empêcher des forages dans une zone protégée* ». Tout en considérant les ETN comme la première puissance collective mondiale, Susan George ne s'avoue pas vaincue. Mise en place d'un registre obligatoire de lobbying au niveau européen et dans chaque pays, remplacement du TTIP par un traité qui s'inspire du Mandat commercial alternatif... il est encore possible de contrer les usurpateurs, et la militante préfère conclure par une note d'espoir, en citant Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et, enfin, vous gagnez.* » Lemonde.fr 03.11

Comment vous façonnez de manière à ce que vous rentriez dans le moule du néolibéralisme qui est synonyme de servage ?

Grille de lecture.

Comment vous asservir en vous faisant croire que vous en seriez à l'initiative ou responsable, le demandeur ? En premier lieu en se livrant à une falsification systématique de la réalité, voyons comment ils s'y prennent.

- Le pouvoir et la liberté du consommateur n'ont jamais été aussi importants.

En réalité nous n'en avons jamais eu si peu.

- Tout comme celui du citoyen. Alors qu'il a été spolié de ses droits sociaux et que ses droits politiques lui ont été confisqués.

- Les printemps arabes, et même la chute du Mur de Berlin, ne s'expliquent-ils pas, en partie au moins, par la diffusion de l'information via les satellites et ses avatars d'aujourd'hui ?

Quand on sait qui diffusaient ses informations et qui étaient derrière les "*réseaux sociaux*", les mêmes, quand on pense au sort qui a été réservé aux travailleurs d'Allemagne de l'Est ou RDA, dont les entreprises ont été fermées par milliers avec des centaines de milliers de licenciements à la clé, et qu'on observe le résultat de ce qu'ils appellent les printemps arabes, le parti de Ben Ali

de retour au pouvoir, l'armée au pouvoir en Egypte, le règne de la terreur en Libye, on est en droit d'en conclure qu'ils ont été orchestrés par la classe dominante et et qu'ils ont servi essentiellement ses intérêts.

- Les nouvelles technologies n'ont pas d'inclination particulière, elles ne font que ce qu'on leur demande.

C'est occulter qui les met au point et dans quel objectif politique, certainement pas dans le but de servir le combat pour notre émancipation, mais bien l'inverse.

Ensuite ils vont procéder un basculement perniceux.

- Pendant un quart de siècle, on leur a demandé plus de liberté. Elles nous l'ont donnée.

Qui pourrait aujourd'hui se passer de sa voiture (en France), de sa télévision, de son réfrigérateur, de sa machine à laver ? Personne, et il appelle cela la liberté quand il faut trimer dur pour les acquérir ou les renouveler. Cela dit il faut reconnaître qu'ils nous facilitent la vie. En réalité il est tout simplement légitime de pouvoir y accéder, ce qui n'est pas le cas de tout le monde ou alors au prix de grands sacrifices. Une liberté chèrement acquise au prix d'une absence de liberté, celle de la femme qui doit dorénavant absolument travailler au côté de son conjoint car il n'est plus possible à une famille de vivre décemment avec un seul salaire. Vous me direz qu'autrefois aussi un couple peinait à survivre avec un seul salaire, effectivement, aujourd'hui c'est camoufler par le fait que la femme travaille, qu'elle cesse de travailleur et ils plongeront dans la pauvreté, comme autrefois. Ce qui a changé, c'est que maintenant ils doivent travailler à deux pour se payer ce qu'ils appellent ici la liberté, en réalité ils sont enchaînés à un mode de vie qu'on leur a imposé et ils n'ont pas d'autre alternative que de le reproduire sans cesse, ils ne peuvent pas en changer, alors où est l'affaire dans cette histoire-là, elle n'existe tout simplement pas, c'est du domaine de l'illusion.

- Aujourd'hui, la société semble leur demander plus de protection, de surveillance. Plus de sécurité et de contrôle à la fois. Elles vont une fois encore se soumettre à la demande qui leur est adressée, pour la satisfaire.

C'est là que se trouve leur tour de passe-passe, en imputant à la société la demande de sécurité ou de contrôle, alors qu'en réalité ce sont eux qui ont créé les conditions infernales consistant à mettre des instruments disposant éventuellement d'un pouvoir coercitif sur les membres de la société à la disposition de tout un chacun, sachant pertinemment qu'il y en aurait qui en profiteraient pour en faire un usage abusif, ce qui devait justifier ensuite la surveillance ou le contrôle des faits et gestes ainsi que des pensées de l'ensemble de la population pour la protéger et la boucle était bouclée. Ils étaient enfin parvenus à leur objectif, qui n'est évidemment pas la tranquillité ou le bien-être de la population, mais sa mise sous surveillance et son conditionnement puisque les données récoltées servent essentiellement à cela, à orienter sa consommation autant que ses idées politiques.

- Un monde sous surveillance : Orwell avait raison - francetvinfo.fr 03.11

L'entreprise la plus cool du monde, Apple, vient d'être à nouveau prise sur le fait : elle surveillait les salariés de ses magasins, sans les avoir prévenus, jusque dans les salles de repos. Dans l'entreprise, sur la voie publique, lorsque nous utilisons notre téléphone ou internet, nous sommes désormais espionnés. Bientôt, nous n'aurons plus jamais la certitude de ne pas être observés, quel que soit l'endroit de la planète où nous nous trouvons. C'est le deuxième âge des nouvelles technologies qui commence. Celui du contrôle. Les technologies de l'information, c'est l'histoire du libéralisme des années 1990

Pendant trente ans, les technologies de l'information ont, au contraire, offert de la liberté à nos sociétés. Leur histoire se confond d'ailleurs avec l'extraordinaire essor du libéralisme, à compter du début des années 1980. L'un des premiers secteurs qu'ouvre à la concurrence Ronald Reagan, président des Etats-Unis élu en 1980, ce sont les télécommunications. L'éclatement d'ATT, le monopole américain, va libérer l'innovation et faire chuter considérablement les coûts. En Europe, l'invention de la norme GSM fera décoller l'usage du téléphone portable au milieu des années 1990. Au même moment, apparaît le "*world wide web*". Internet commence alors une gigantesque et silencieuse transformation du modèle économique de la distribution, de la banque, de la presse bien sûr, de la musique, du jeu vidéo, de l'édition, du transport...

Les nouvelles technologies de l'information abaissent les coûts, car elles suppriment les intermédiaires. Ou plutôt elles les transforment. Pour acheter un livre, on a moins besoin de l'intermédiaire classique qu'est le libraire, mais plus du livreur de colis. Ces outils révolutionnaires ont mis en présence la demande du monde entier avec l'offre du monde entier, pour tous les produits ou presque : le pouvoir et la liberté du consommateur n'ont jamais été aussi importants. Tout comme celui du citoyen. Les printemps arabes, et même la chute du Mur de Berlin, ne s'expliquent-ils pas, en partie au moins, par la diffusion de l'information via les satellites et ses avatars d'aujourd'hui ? Moins de liberté ou plus de protection ?

Pourtant, cette ère de liberté semble s'achever sous nos yeux. Le consommateur est traqué, épié, analysé, au point que ses besoins et désirs sont désormais anticipés par les machines qui le sollicitent. Quant au citoyen, toutes les traces électroniques qu'il laisse à son insu permettent de connaître avec précision sa vie, ses habitudes, ses fréquentations. La liberté s'est insensiblement muée en asservissement, le secret en surexposition : Apple espionne ses vendeurs, les données privées de millions d'utilisateurs des réseaux sociaux sont désormais exposées au piratage, Google prépare des nanoparticules qui

voyageront dans notre corps pour révéler aux assureurs les points faibles de notre santé...

Pourquoi un tel retournement ? Les nouvelles technologies n'ont pas d'inclination particulière, elles ne font que ce qu'on leur demande. Pendant un quart de siècle, on leur a demandé plus de liberté. Elles nous l'ont donnée. Aujourd'hui, la société semble leur demander plus de protection, de surveillance. Plus de sécurité et de contrôle à la fois. Elles vont une fois encore se soumettre à la demande qui leur est adressée, pour la satisfaire. francetvinfo.fr 03.11

C'est marrant, on croyait que c'était le capitalisme qui était à l'origine des nouveaux besoins de la société pour entretenir sa machine à produire, consommer, fabriquer du profit. On a dû rêver.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dans la mare aux crabes, suite.

- Notre-Dame-des-Landes : Valls réaffirme "*la détermination de l'Etat*" à construire l'aéroport - Francetv info

- La violence n'empêchera pas la réalisation de travaux "indispensables", selon Royal - Francetv info

- Barrage de Sivens: Royal assure «*qu'un ouvrage sera fait*» - LeFigaro.fr

- Barrage de Sivens : les élus locaux nagent-ils en plein conflit d'intérêts ? - Francetv info

- Sivens: L'abandon du barrage, une «*question de bon sens*» pour Hulot - 20minutes.fr

- Barrage de Sivens : la Confédération paysanne demande une réorientation des cultures - Liberation.fr

- Quatre questions sur les policiers "*déguisés*" en manifestants - Francetv info

- Sivens : un barrage similaire dans le Tarn - Francetv info

Alors que les voix s'élèvent pour demander l'abandon du barrage de Sivens dans le Tarn, un projet similaire a été construit il y a une quinzaine d'années, dans le département. Il s'agit du réservoir de Fourogue, situé au sud de Mailhoc.

Les deux barrages présentent de nombreuses similitudes : une capacité de 1,3 million de mètres cubes mais aussi des objectifs similaires. Le réservoir de Fourogue vise ainsi à réguler la rivière voisine et à offrir des réserves d'eau aux agriculteurs. "*Au départ, nous y étions opposés, car on ne voyait pas l'utilité de noyer de bonnes terres sur Mailhoc, mais maintenant qu'il est là, je pense que plus personne ne voudrait le voir disparaitre. On a de l'eau dans les ruisseaux tout l'été. On retrouve des espèces qu'on n'avait plus l'habitude de voir*", raconte Jean-Marc Escoutes, agriculteur et maire de Mailhoc.

Mais pour le viticulteur Philippe Maffre, ce barrage est "*sous-utilisé*". "*Il devait toucher 400 hectares, il n'en touche même pas 200*", déplore-t-il. (Ou surdimensionné, non ? - ndlr)

A l'époque, comme à Sivens, le barrage avait fait l'objet d'une longue bataille juridique. Francetv info 04.11

Il est possible que ce barrage ou cette retenue d'eau soit parfaitement justifié, je n'ai jamais prétendu le contraire. Ce qui a pu prêter à suspicion ou à confusion, c'est que le même organisme a été chargé d'en réaliser à la fois l'étude et les travaux.

Si la majorité de la population locale y est favorable, il n'y a aucune raison de ne pas le construire, à condition qu'on lui fournisse toutes les données ou les arguments des partisans et des opposants à ce projet pour pouvoir se prononcer librement.

La crise du logement, pas pour tout le monde.

- La France, championne du monde des résidences secondaires Francetv info

Il y a 3 177 000 résidences secondaires en France. Un record mondial.

"*Sur l'avenue Montaigne à Paris, il y a plus de résidences secondaires que de résidences principales*", commente le journaliste

de France 2. Autre exemple marquant : l'île de Ré. Plus d'une maison sur deux est une résidence secondaire.

La Corse arrive en tête du classement avec 35% des résidences qui sont secondaires. Sur la deuxième marche du podium, le Languedoc-Roussillon avec 21%, juste devant la région PACA avec 17%.

Un ménage français sur dix possède une résidence secondaire. 11% sont possédées par des étrangers. La moyenne d'âge des propriétaires de résidences secondaires est de 61 ans et ils n'y passent en moyenne que 42 jours par an. Francetv info 04.11

"*Il y a à Paris 170.000 résidences secondaires qui sont peu ou pas occupées alors qu'il y a 170.000 demandes de logements*", selon le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert interrogé dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Selon les derniers chiffres disponibles de l'Insee, en 2011 on comptait à Paris 29.724 logements occasionnels, 62.111 résidences secondaires, toutes surfaces confondues, et 98.698 logements vacants. AFP 04.11

Le contrat unique de travail, non, de licenciement.

En signant à l'embauche votre contrat de travail, en même temps vous signeriez votre contrat de licenciement puisqu'il comporterait une clause le stipulant, la fameuse "justification" avancée par Gattaz, présentée comme un droit car il ose tout.

- Licenciements: le Medef justifie sa proposition de sortir de la convention OIT - AFP

"*Changer la loi française pour aller vers un " contrat unique " ou un équivalent ne servira pas à grand-chose si l'encadrement global défini par l'OIT n'évolue pas*", a estimé le Medef dans un communiqué.

"*Soulever cette question ne signifie évidemment pas qu'il y aurait, dans le cadre de cet éventuel "contrat unique", une absence de justification lors des séparations entre un salarié et son employeur, la loi française continuant à s'appliquer*", argumente le Medef.

L'article 4 de la convention 158 de l'OIT adoptée en juin 1982 stipule qu'"un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service". AFP 04.11

Que dit et que veut le Medef?

Il souhaite remplacer le CDI par un contrat de travail incluant une clause sur sa durée qui permettra aux patrons de licencier un salarié à tout moment.

Les clauses qui pourraient le justifier seraient laissées à la discrétion des chefs d'entreprises, sachant qu'elles seront au moins ou plus nombreuses encore que les prétextes déjà existant pour licencier un salarié, cela revient à leur donner tous les pouvoirs dès la signature du contrat de travail par les deux parties.

J'ai bossé dans plus de 45 boîtes et j'ai été licencié un certain nombre de fois pour savoir que les patrons peuvent licencier n'importe qui dès lors qu'ils l'ont décidé sans qu'on puisse s'y opposer. C'est plus difficile en cas de licenciements collectifs, car là il y a toute une procédure contraignante à respecter pour les chefs d'entreprise, à mon avis c'est celle-ci que vise le Medef, afin de renouveler une partie de leur personnel qui leur coûte trop cher ou qui est inadapté à l'évolution de leur entreprise, pour ensuite embaucher de nouveaux salariés à des conditions plus avantageuses, plus flexibles comme ils disent.

Participer au comité de suivi des aides aux entreprises, c'est soutenir le pacte de responsabilité.

Hier le comité de suivi des aides publiques aux entreprises s'est réuni en présence de Valls et des partenaires sociaux. Valls a regretté que trop peu de branches professionnelles aient engagé des négociations et encore moins signé des accords, la plupart des syndicats y étant opposés et dans certains cas le patronat : "*Il faut donc négocier, mais surtout il faut s'engager. La programmation de réunions, c'est bien, la conclusion d'un accord, c'est mieux. À ce jour, il y en a bien trop peu*", s'est agacé le Premier ministre.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT a estimé que le comité de suivi des aides aux entreprises était aussi un "*observatoire du suivi des engagements*" dans le cadre du pacte de responsabilité. lepoint.fr 04.11

Berger confirme ce que nous n'avons cessé de marteler : participer à ce comité et bien d'autres, aux réunions ou conférences initiées par le gouvernement en compagnie du patronat, c'est déjà capituler, trahir, car c'est accepté de se placer sur leur terrain de classe, Berger le dit très bien, ces réunions se situent "*dans le cadre du pacte de responsabilité*", ce qui signifie qu'on a accepté au préalable le pacte de responsabilité, donc on ne le combat, on ne combat pour son rejet ou son abolition, on se soumet

aux conditions que nous imposent le gouvernement et le patronat.

Et tous les partis ouvrier s'en accommodent, puisqu'aucun n'entend rompre avec les directions des syndicats qui y participent, ceux qui prétendent combattre le pacte de responsabilité tiennent un double langage ou jouent un double jeu en réalité.

Les fossoyeurs du syndicalisme.

- L'appartement de Thierry Lepaon venait d'être refait à neuf - LeMonde.fr

- Lepaon assure avoir "*appris par la presse*" le montant des travaux de son appartement - Francetv info

- Appartement: Lepaon reconnaît une "*faute collective*" et s'en prend à la direction AFP -

Alors que le trésorier de la centrale syndicale, Eric Lafont, avait assuré que «l'appartement avait été remis à neuf», le journal satirique affirme, ce mercredi, que le logement du numéro 1 de la CGT avait déjà été rénové avant que la centrale syndicale ne commande de nouveaux travaux.

Certes, il ne s'agissait pas «d'une rénovation de haut-standing», note le Canard, mais un coup de peinture blanche avait été passé sur les murs de l'appartement et une moquette neuve installée. «*C'était parfait pour un jeune couple*», résume le propriétaire du logement, retrouvé par les journalistes de l'hebdomadaire. Mais l'état de l'appartement ne devait pas convenir à la centrale syndicale qui a fait arracher la moquette pour la remplacer par du parquet flottant et demandé à ce qu'on ...repeigne les murs déjà rafraîchis.

Des travaux réalisés par une petite entreprises spécialisée dans les «*peintures décoratives, patines, faux bois et marbre, stucco, pochoirs et fresques*», AD Peinture, qui pour l'occasion s'est reconvertie dans la plomberie ou les travaux d'électricité... pour une facture salée, selon le Canard, qui relève -entre autres- le prix de la rénovation des toilettes de Thierrry Lepaon: 4453 euros... (Ses chiottes est l'équivalent de la moitié du prix de ma maison. La CGT peut m'adresser un don, juste pour acheter la cuvette des WC, 20 euros. Au fait monsieur Lepaon, le papier, c'est de la soie ? - ndlr)

Une fausse «*bonne affaire*»

L'hebdomadaire enfonce aussi un peu plus la ligne de défense du trésorier de la CGT. Ce dernier avait affirmé aux journalistes du Canard Enchaîné qu'en compensation des travaux réalisés dans l'appartement, le syndicat avait obtenu une remise sur le montant du loyer mensuel. Il s'agirait d'un bobard selon le journal satirique qui cite l'agence immobilière qui s'est occupée de la location et le propriétaire.

Autre mensonge épinglé par le Canard, la présumée «*bonne affaire*» faite par la centrale, en louant un appartement de 120 mètres carrés pour 2000 euros par mois. Selon l'hebdomadaire, le logement ne ferait en fait que 79 mètres carrés. Pour cette superficie, le montant du loyer correspond tout juste aux prix du marché.

Des révélations qui interrogent un peu plus le futur de Thierry Lepaon à la tête de la CGT. Le leader du syndicat, qui s'est exprimé ce matin devant le Comité Central national, le parlement de l'organisation syndicale avait évoqué une «*faute collective qui ne masque pas des responsabilités individuelles*». leparisien.fr 04.11

Le Medef reçoit du renfort ou la collaboration de classes expliquée par un banquier (du PS).

- Industrie: Macron appelle les partenaires sociaux à jouer collectif - AFP

Le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a appelé mardi les entreprises et les syndicats à faire preuve d'esprit collectif et de pragmatisme pour "*reconstruire*" la politique industrielle française, admettant que "*l'Etat seul ne peut rien*".

"*Il n'y pas de fatalité, mais il n'y a pas non plus de recette miracle (...). Il y a surtout un travail collectif à mener ensemble*", a assuré le ministre lors d'une intervention improvisée à Bercy à l'occasion des premières rencontres de la Direction générale des entreprises (DGE), l'ancienne Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

"*Le volontarisme et l'esprit de responsabilité sont la clef de la nouvelle politique industrielle*", a affirmé le ministre qui a pris ses fonctions lors du dernier remaniement de la fin août. Il a toutefois prévenu que "*l'Etat seul ne peut rien*".

Sa méthode? "*il faut de manière très pragmatique aller chercher des solutions, qui sur l'énergie, qui sur le travail, qui sur l'innovation*", a-t-il expliqué.

"*Ne pas dialoguer, c'est irresponsable et c'est une faute grave*", a-t-il prévenu. (Il confirme ce que nous avons rappelé plus haut : accepter le dialogue avec le gouvernement et le patronat, c'est capituler, trahir, sinon pourquoi y tiennent-ils tant ? Pour lier les travailleurs au sort du capitalisme dont ils n'ont rien à attendre de bon, qu'ils doivent renverser. - ndlr)

Pour sortir de "*ce face à face terrible*", le ministre a prôné le dialogue entre les partenaires sociaux, rappelant les récents accords trouvés dans l'automobile et la chimie. "*Sur le terrain, c'est quand les salariés savent prendre leurs responsabilités, que nous pouvons reconstruire une histoire industrielle*", a-t-il souligné.

Aux entreprises, le ministre a demandé "*d'expliquer*" les "*mécanismes mis en place*". Il a aussi plaidé pour l'entrée des salariés au sein des conseils d'administration des grands groupes. AFP 04.11

Nous sommes contre évidemment, ils sont déjà trop enchaînés au capitalisme.

Flics provocateurs inflitrés dans les manifs, pas une nouveauté.

Fabien Vandermerlick, secrétaire national au syndicat de police Alliance, sur L'Express.fr : "*La plupart arborent d'ailleurs un brassard orange ou une inscription "police" sur le torse, afin de se distinguer des manifestants*."

La plupart mais pas tous, donc il est impossible de les repérer à moins de les suivre à la trace jusqu'au moment où ils rejoignent discrètement les rangs des forces de l'ordre.

"*Ils s'infiltrent dans les cortèges pour repérer et neutraliser les individus violents avant qu'ils ne fassent n'importe quoi.*"

Ils sont plutôt distraits ou inefficace au regard de la violence de certains manifestants.

"*Ils sont aussi chargés d'interpeller en flagrant délit pour qu'il y ait des preuves*".

En réalité, ils les trient sur le volet, par exemple, tout comme les arrestations qui ont eu lieu lors de la manifestation interdite à Paris en soutien aux Palestiniens. Les véritables casseurs ne sont jamais interpelés, sauf exceptionnellement, ils en attrapent un ou deux histoire pour qu'on ne reproche pas aux représentants de l'Etat l'exploitation politique qu'ils font par la suite de ces violences qui arrangent bien leurs affaires, discrédite une cause, légitime leurs lois liberticides, intimidera les potentiels manifestants à venir qui préfèreront rester chez eux par crainte des violences dont l'Etat est finalement le complice ou l'instigateur selon les cas.

Sur BFMTV Nicolas Comte, secrétaire général adjoint du syndicat Unité SGP Police FO a confirmé que les policiers en civil qui s'infiltraient dans les manifestations ne portaient aucune marque distinctive pour les reconnaître, ce qui paraît logique, Cazeneuve nous prend pour des abrutis ou il a une case en moins : "*Forcément, quand il y a ce type de manifestations, il y a des policiers en civil qui ont pour mission de procéder à des interpellations. Donc, ils ont des looks destinés à passer inaperçus.*" francetvinfo.fr 04.11

Vous avez dit provocateurs ? Ils incitent les manifestants à l'extrême violence.

Lexpress.fr - Une photo largement diffusée sur Twitter par les militants d'extrême gauche et écolos pose question. On y voit des fonctionnaires déguisés arborant des foulards à tête de mort. "*C'est sidérant. Je demande une clarification du gouvernement sur ces tenues agressives, où l'on a l'impression que ces policiers vont au combat. Leur but n'est clairement pas de calmer les tensions*", observe Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. (Au passage, ils n'en manquent pas une pour s'adresser au gouvernement, le légitimer. ndlr)

Ces images sont d'autant plus troublantes qu'un militaire avait été sanctionné par sa hiérarchie pour s'être pris en photo avec un tel foulard lors d'une opération au Mali. Il est ensuite tombé en dépression et a quitté l'armée française. Au syndicat de police Alliance, on reconnait à demi-mots que la tenue peut être quelque peu "*provocatrice*" mais on demande à ce que le cliché soit authentifié. lexpress.fr 04.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Qui est le perdraux de l'année? déguisés en casseurs pour identifier les meneurs vaste blague.*

En 1972 déjà les manifs contre la loi Debré service d'ordre étudiants très "solide" pour éviter les débordements bien plus violents à l'époque post soixante huitarde On arrête un type en foulard qui lance des boulons vers des CRS en hurlant, on le coince dans une cabine tel et hop il sort sa carte de brigadier de police en nous menaçant de poursuite ! Le rôle de ces infiltrés est juste de jeter le discrédit sur la manif, aujourd'hui on embauche même des loubards de banlieue qu'on emmène juste qu'au parvis de la Défense (méthode Sarko) ou des " extrémes droites" lors de manifs anti gouvernementales (méthode Chirac).

Bref, manipulation à tous les étages qui ont toujours existées. Relisez donc "Quand les sirènes se taisent" sur les gréves de 36 (Maxence Vandermersh) ou les "Flamand" arrivaient par camions escortés par les militaires..."

Hollande et son gouvernement ainsi que la majorité des députés et sénateurs interdits de quitter le territoire français pour soutien au terrorisme.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi de "*lutte contre le terrorisme*" - AFP

La Parlement a définitivement adopté, par un ultime vote du Sénat mardi, le projet de loi de "*lutte contre le terrorisme*".

Les sénateurs socialistes, radicaux, centristes et UMP ont voté pour. Les sénateurs écologistes et Front national se sont abstenus, les sénateurs communistes ont voté contre.

Renforçant une législation antiterroriste déjà très fournie (14 lois votées depuis 1986), le projet de loi instaure avant tout une interdiction administrative de sortie du territoire, matérialisée par la confiscation de la carte d'identité et du passeport. AFP 04.11

Un arsenal liberticide digne d'une dictature militaire.

Ils se sont partagés les rôles comme d'habitude. Si on s'en tenait aux apparences, à leurs discours, on pourrait se dire pourquoi pas, tout le monde condamne le terrorisme aveugle qui frappe d'innocentes victimes civils y compris des enfants ou des vieillards, mais l'essentiel est ailleurs, cette loi, toutes ces lois peuvent se retourner un jour contre le mouvement ouvrier, c'est la raison pour laquelle nous y sommes farouchement opposés, qui plus est parce qu'elles sont adoptées par des représentants de notre ennemi qui est en guerre permanente contre notre classe ne l'oublions pas.

La lecture du passage est très instructive, on le commentera plus loin.

AFP - Cette interdiction, d'une durée de six mois renouvelable jusqu'à deux ans, sera décidée en cas de "*raisons sérieuses de croire*" que la personne "*projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes*" ou "*sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*". Elle pourra être contestée devant la justice administrative. AFP 04.11

Questions : Quelle est leur définition du terroriste ? A qui l'appliquent-ils ? Et c'est là qu'on s'aperçoit de la supercherie ou qu'en réalité il existe d'autres intentions cette fois inavouables derrière cette loi.

Car comment définissent-ils qu'un groupe ou un mouvement serait terroriste ou non, sachant qu'un jour ils arment et soutiennent des groupes ou des mouvements qu'ils caractérisent de modérés, et par la suite ils les dénoncent et les combattent car ils seraient radicaux ou terroristes ? Mieux encore comment peuvent-ils faire la distinction entre modérés et radicaux sachant que les membres d'un groupe ou mouvement passent de l'un à l'autre très facilement ? Encore plus fort, comment peuvent-ils établir cette distinction lorsque les différents groupes ou mouvements dits modérés ou radicaux, terroristes collaborent entre eux ou même fusionnent ?

Bon on aurait pu se contenter d'affirmer, que sachant que le gouvernement français entretient d'excellentes relations avec le Qatar et l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golf qui financent et arment les groupes ou mouvements terroristes qui interviennent en Syrie et en Irak notamment, cette loi pourrait très bien s'appliquer au législateur, au gouvernement et à tous ceux qui le soutiennent, qui ont voté cette loi.

Syrie-Irak. Fabius appelle à bombarder la Syrie. Hollande tourné en ridiculise par le Premier ministre irakien

Alep : vers la bataille finale? - french.irib.ir

Les soldats de l'armée arabe syrienne avancent, selon une toute dernière information, dans la localité d'al-Ameriya, où ils viennent de reprendre le contrôle de plusieurs bâtiments et de comlexes stratégiques. L'initiative est entre les mains des forces syriennes, dans la banlieue-Sud d'Alep. Ces bâtiments servaient de lieux de concentration et de campement et d'opérations terroristes, sur l'axe Alep -al Ramouss. Cette zone est la seule voie d'accès des quartiers de l'Ouest d'Alep à d'autres provinces syriennes. Dans le même temps, le journaliste de Fars fait état de très violents combats, sur l'axe Karam al-Tarab, à l'Est de la ville d'Alep, entre militaires syriens et terroristes. Les unités de l'armée syrienne avancent, de façon fulgurante, sur l'axe Al-Ameriya - Al-Ansari. Les unités d'ingénierie de l'armée déminent les zones du rif Sud d'Alep, abandonnées par les terroristes. Une source militaire syrienne explique l'importance des opérations, dans la localité d'al-Ameriya : cette localité est tout près de l'autoroute al-Ramoussa et surplombe les deux localités Al-Ansari et Al-Mashad. La prise de cette localité coupe les voies d'approvisionnement des terroristes, dans la localité d'al-Cheikh Saeed.

Selon cette source, si les forces syriennes reprennent le contrôle de la localité d'Al-Ameriya, ceci signifierait l'emprise totale de l'armée syrienne, sur l'Est d'Alep occupée par les terroristes. Selon cette même source, l'armée syrienne s'apprête à lancer la bataille finale, pour reprendre le contrôle d'Alep, et les préparatifs ont été mis en place : des dizaines de chars et de canons, ainsi que des centaiens de forces d'infanterie, se sont mis en ordre de bataille, non loin de l'aéroport militaire de "Nirab" et l'aéroport international d'Alep, et attendent l'ordre de passer à l'acte. Cette information n'a pas, encore, été confirmée, par les sources syriennes, mais les milices terroristes ne cessent d"émettre des messages, en ce sens. french.irib.ir 04.11

Autrefois le mouvement ouvrier soutenait les mouvements de libération nationale ou nationalistes contre le colonialisme ou l'impérialisme sans se préoccuper de qui les dirigeaient et qui raflerait la mise au moment de l'indépendance, on le savait, les trois Internationales ouvrières ont soutenu cette position.

Depuis la voix du mouvement ouvrier s'est éteinte ou a adopté le discours des colonisateurs, des agresseurs, des occupants. Quelle dégénérescence, compromission, capitulation !

- Alep : La France appelle au bormardement de l'armée syrienne - french.irib.ir

- Laurent Fabius plaide pour une aide d'urgence à Alep, en Syrie - Reuters

La coalition internationale engagée dans la lutte contre l'Etat islamique en Syrie doit désormais tourner ses efforts vers la ville d'Alep, tenue par les rebelles syriens modérés et menacée de destruction par les offensives des forces loyales à Bachar al Assad, estime Laurent Fabius.

Dans une tribune publiée par Le Figaro, le Washington Post et le journal panarabe Al Hayat mardi, le ministre français des Affaires étrangères estime que le "*bastion*" de l'opposition syrienne est presque totalement encerclé et que l'abandonner anéantirait les espoirs d'une solution politique en Syrie.

"*Abandonner Alep, ce serait condamner la Syrie à des années de violences. Ce serait la mort de toute perspective politique. Ce serait la fragmentation d'un pays livré à des 'seigneurs' de guerre de plus en plus radicalisés*", estime le ministre français.

"*Ce serait l'exportation du chaos intérieur de la Syrie vers ses voisins irakiens, libanais, jordaniens, déjà si fragiles. Et que personne ne se méprenne : Bachar al-Assad, 'seigneur de guerre' parmi tant d'autres, ne les vaincra pas plus qu'il n'est capable aujourd'hui de vaincre Daech*".

Le chef de la diplomatie française rappelle qu'abandonner la deuxième ville de Syrie "*serait condamner 300.000 hommes, femmes et enfants, à une alternative terrible : siège meurtrier sous les bombes du régime ou barbarie des terroristes de Daech*".

Les Etats-Unis poursuivent leur campagne de frappes aériennes en Syrie et le régime de Bachar al Assad profite de cette diversion pour intensifier sa lutte contre des groupes rebelles dans l'ouest et le nord du pays, y compris autour d'Alep.

Ces déclarations de Laurent Fabius interviennent trois jours après la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan à Paris où il a rencontré François Hollande.

Lors de cette rencontre le chef de l'Etat turc a cherché à s'attirer le soutien de la France dans ses appels en faveur d'une lutte à la fois contre Assad et contre l'EI.

Erdogan se montre critique à l'égard de la coalition conduite par les Etats-Unis estimant qu'elle ne doit pas seulement se focaliser sur la ville kurde de Kobani mais également sur d'autres régions de Syrie.

La France a également annoncé une assistance militaire et une formation à ce qui reste de l'Armée syrienne libre (ASL) sans fournir de détails sur cette aide.

Sans préciser concrètement comment la France pourrait apporter son soutien à Alep dans ce contexte, Laurent Fabius affirme ne pouvoir accepter que la ville soit abandonnée à son sort.

"*C'est pourquoi, avec nos partenaires de la coalition, nous devons porter nos efforts sur Alep. Avec deux objectifs clairs : renforcer notre soutien à l'opposition modérée syrienne et protéger la population civile des crimes jumeaux du régime et de Daech*", affirme-t-il. Reuters 04.11

Fabius est celui qui ressemble le plus à Bush en France.

Quand est-ce qu'on va se donner les moyens de les empêcher de nuire plus longtemps ?

Gare à ceux qui soutiendraient le PS ou s'adresseraient à ses dirigeants, ministres ou élus !

Irak: Hollande, porte-voix d'Erdogan - french.irib.ir

Le bureau du Premier ministre irakien a qualifié de fausses, les déclarations du président français, sur le maillon faible de l'armée.

"*Les récentes déclarations de François Hollande, le Président français, sur le maillon faible de l'armée irakienne, face aux terroristes de Daesh, sont fausses, ne reflétant pas les réalités de la crise irakienne*", a déclaré, ce mardi, dans son communiqué, le bureau d'Haïdar Al-Abadi, le Premier ministre irakien, a-t-on appris du site d'information Sumeriya news.«*Le président français a ignoré les avancées et les succès enregistrés par les forces de sécurité irakiennes, à Jurf al-Sakr, Diyalia, Salaheddine et Al-Anbar*», est-il précisé, dans le communiqué du bureau d'Al-Abadi."*Les forces de sécurité et les forces populaires sont coordonnées, dans les provinces de Salaheddine et d'Al-Anbar*", a annoncé le Porte-parole du bureau du Premier ministre irakien, Raf al al-Jabouri.

Au cours de son escale parisienne, le PM turc Erdogan avait traité l'armée irakienne d'une armée faible qui ne fait que fuir l'ennemi et ceci à peine quelques jours après le grand succès de cette même armée à Joud al Sakhar, qualifié de méga entrepôt de daech, localité que même les américains n'avaient pas réussi à nettoyer. french.irib.ir 04.11

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont comme leurs dirigeants, pas finis.

- Ford rappelle plus de 202.000 véhicules en Amérique du Nord - Reuters

Quand l'oligarchie anglo-saxonne fait main basse sur les banques de la zone euro.

- La BCE endosse officiellement le rôle de superviseur bancaire en zone euro - AFP

Vont-ils précipiter la chute du gouvernement ?

- Croissance : Bruxelles ne croit pas au scénario de la France - LeMonde.fr

- La Commission européenne ne croit pas aux prévisions de croissance de Paris - LePoint.fr

- Bruxelles juge les objectifs budgétaires français irréalistes - Le Huffington Post

- La France pourrait avoir le plus gros déficit public de la zone euro en 2016 - Francetv info

- La France pourrait avoir le pire déficit de la zone euro en 2016 - Liberation.fr

Et pourtant.

- Xavier Niel : "*Oui, la France est un paradis fiscal*" - Atlantico.fr

- Feu vert de l'Assemblée à 45.000 emplois aidés supplémentaires dans le budget 2015 - AFP

Couac. Tir croisé. Combien de temps Hollande peut-il encore tenir ?

- La taxe sur les résidences secondaires contredit la promesse de pause fiscale - LeFigaro.fr

Le ministre du Travail François Rebsamen s'est-il dit "*plutôt défavorable*" à cette entorse à la pause fiscale promise par l'exécutif, assénant: "*Quand on dit: "on ne fait plus de taxes", on ne fait plus de taxes*". AFP 04.11

- Le projet de surtaxe des résidences secondaires ne fait pas consensus au gouvernement - LePoint.fr

- Résidences secondaires : la taxe qui enflamme le PS - LeFigaro.fr

- Télévisions : bilan au vitriol du CSA sur la présidence Pflimlin - LePoint.fr

- Chartres: 300 agriculteurs déversent une centaine de tonnes de déchets - AFP

- Les buralistes dans la rue mercredi AFP -

- Manuel Valls aux entreprises : "*Rien ne peut justifier l'attentisme*" - LePoint.fr

Mimétisme et profond malaise

- Politique industrielle: Macron en appelle à l'esprit collectif - AFP

- Barrage de Sivens : Royal attend des concessions pour "*construire une vérité collective*" - Francetv info

- Appartement: Lepaon reconnaît une "*faute collective*" et s'en prend à la direction - AFP

Réaction. A part les patrons ou les riches, les policiers ou les militaires, ils méprisent, haïssent le reste de la société.

- Pierre Gattaz nuit à l'image de l'entreprise, estime Rebsamen - Reuters

- Rebsamen : Gattaz se comporte en «*petit syndicaliste*» - Liberation.fr

- Duflot veut une minute de silence pour Rémi Fraisse à l'Assemblée: Bartolone refuse - L'Express.fr

Selon le président de l'Assemblée Claude Bartolone, la minute de silence n'est accordée qu'en cas de "*décès parmi les forces armées et les otages*". L'Express.fr 04.11

Quand toucheront-ils le fond ?

- Bruno Le Maire durcit le ton contre Nicolas Sarkozy - Reuters

- Affaire Balkany : un homme d'affaires saoudien mis en examen - L'Obs

- Affaire Bygmalion: Lavrilleux, démissionnaire, officiellement exclu de l'UMP - AFP

- Alain Juppé assume son «*ego surdimensionné*» - 20minutes.fr -

- Sarkozy dézingue toute la classe politique - libération.fr

Impunité. Ils n'ont fait que l'achever, ils lui ont rendu service en quelque sorte, pour un peu ils mériteraient une prime.

- Prison avec sursis pour trois policiers qui avaient tué un autiste - Liberation.fr

Ayons une pensée pour tous ceux qui sont condamnés à croupir en prison pendant des décennies pour avoir tué un policier, un seul. On n'appelle pas à tuer des policiers, nous sommes contre l'injustice.

La crise par le vide. Charrettes à la louche.

- Rolls-Royce annonce la suppression de 2.600 emplois en 18 mois - AFP

- Banque Scotia supprimera 1.500 emplois - Reuters

- Sprint réduit ses prévisions et supprime 2.000 postes - Reuters

Guerre des gangs.

- Juncker : "*Je ne suis pas à la tête d'un gang de bureaucrates*" - LePoint.fr

- Un audit interne critique l'efficacité des remèdes du FMI contre la crise - LePoint.fr

Intox

- « *L'intérêt des jeunes générations pour cette économie alternative n'a jamais été aussi fort* » - LeMonde.fr

- Le chef des « *grandes oreilles* » britanniques s'en prend aux géants du Web - LeMonde.fr

- Pétrole : l'Arabie Saoudite relance la guerre des prix contre les États-Unis - LeFigaro.fr

- « *Il n'existe pas, au Burkina Faso, d'opposition entre civils et militaires* » - LeMonde.fr

A plein gaz. Et propagande de l'Empire.

- Gaz : Kiev a payé au russe Gazprom 1,45 milliard de dollars de sa dette - LeMonde.fr

- Mouvements de troupes russes signalés à l'est de l'Ukraine - Reuters

- L'Ukraine se prépare à une éventuelle offensive des séparatistes - AFP

- Manifestation nationaliste et anti-occidentale à Moscou - Reuters

- L'OPA du Kremlin sur les ultranationalistes - LeFigaro.fr -

- Homophobie en Russie: Un monument hommage à Steve Jobs démonté - 20minutes.fr

- La Russie a-t-elle vraiment boosté son taux de natalité en offrant de l'argent et des réfrigérateurs aux futures mamans? - Slate.fr

Ah ces démocrates !

- Barack Obama rencontrera Aung San Suu Kyi à Rangoun le 14 novembre - AFP

- En Côte d'Ivoire, l'arrivée de Blaise Compaoré fait grincer des dents - 20minutes.fr

- Un étudiant thaïlandais condamné à 30 mois de prison pour lèse-majesté sur Facebook - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Allemagne

- Allemagne : les conducteurs de train durcissent le mouvement - AFP

Le syndicat allemand des conducteurs de trains GDL a appelé mardi à une nouvelle grève de ses membres, de mercredi après-midi à lundi matin, sur fond de durcissement du bras de fer avec la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn.

La dernière grève remonte aux 18 et 19 octobre. GDL avait alors déjà frappé un grand coup en faisant grève un week-end de vacances, brisant un tabou dans un pays où les mouvements sociaux sont en général assez policés.

Le syndicat réclame des hausses de salaire et un abaissement du temps de travail hebdomadaire. Il est en outre en conflit avec

la direction de Deutsche Bahn sur des questions de représentativité, la compagnie refusant de négocier avec lui des accords salariaux pour des personnels autres que les conducteurs de train qui constituent historiquement sa base d'adhérents. De nouvelles négociations avaient eu lieu ces derniers jours, mais sans succès.

"*Tant que Deutsche Bahn ne reconnaît pas les droits fondamentaux des membres de GDL, le conflit ne trouvera pas de solution*", a affirmé le syndicat dans son communiqué.

Le syndicat, petit avec ses 19.000 adhérents sur les 196.000 salariés que compte Deutsche Bahn en Allemagne, est de plus en plus critiqué pour son intransigeance et des grèves qui interviennent dans un contexte où l'économie est fragilisée.

Les milieux syndicats eux-mêmes ont de moins en moins de sympathie pour le mouvement. Le président de la confédération syndicale s'est dit mardi matin "*horrifié*" de la manière d'agir du président de GDL, Claus Weselsky, et "*très sceptique*" des chances de succès de sa ligne dure.

En parallèle des conducteurs de trains, les pilotes de la compagnie aérienne Lufthansa ont également fait des leurs ces dernières semaines, avec une dizaine de grèves successives depuis fin août sur fond de conflit sur les conditions de fin de carrière. AFP 04.11

A retenir. La remise en cause de la légitimité des syndicats, le ton mépriant affiché par le journaliste de l'AFP envers les travailleurs qui osent faire "*des leurs*" en recourant à la grève pour défendre leurs droits légitimes.

Haut de page

Le 6 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques nouveaux articles demain.

On va essayer une nouvelle formule qui consistera à regrouper les infos de plusieurs jours dans la même causerie, car j'ai besoin de souffler et de disposer d'un peu de temps libre pour m'occuper de mes affaires et de ma compagne.

Il arrive souvent qu'on revienne plusieurs fois en quelques jours sur les mêmes sujets et c'est une perte de temps. De plus souvent nos analyses sont hachées, cela peut induire en erreur les lecteurs qui ne lisent pas les causeries dans l'ordre chronologique ou en sautent. Cela peut donner l'impression d'un manque de rigueur et c'est dommage.

On a appris beaucoup de choses à traiter l'information quotidiennement mais c'est épuisant, cela nécessite une trop grande disponibilité. On a prouvé qu'on était capable de réagir à chaud à l'actutalité en étant à 10.000 kms et totalement isolé, entre nous, cela nous fait une belle jambe. On ne s'est pas pris au jeu de l'immédiateté, on a voulu voir si on était capable de relever ce défi sans tomber dans la caricature, et je crois qu'on y est assez bien parvenu, à part quelques erreurs d'appréciations vite corrigées par la suite. Cela force à être réactif, mais quand on est fatigué ou complètement épuisé ou encore qu'on croule sous les problèmes personnelles, cela devient compliqué et le résulat est médiocre.

On a tiré des enseignements de cette expérience, il n'y a plus grand chose à en attendre à mon avis, il faut donc passer à autre chose.

Ce travail m'a surtout aidé à progresser à défaut de déboucher sur quelque chose de concret. Plus d'une fois je me suis demandé si je ne m'étais pas fait des illusions en croyant qu'il pourrait intéresser des cadres ou des dirigeants ou si je n'avais pas eu tendance à me prendre pour ce que je n'étais pas, car finalement mon travail ne présentait grand intérêt, et n'ayant aucune ambition personnelle cette idée m'a peiné et profondément troublé, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai voulu fermer le site à plusieurs reprises.

Quand j'affirme que je déteste un penchant chez l'homme, cela vaut en premier pour moi-même, il faut que je sois absolument certain de ne pas en être moi-même atteint, et si j'en possède encore des traces je les combats férocement, je suis intraitable, aussi j'ai bien conscience que ce que demande les lecteurs en priorité, ce n'est d'avoir à faire à quelqu'un de sincère, à la limite ils s'en foutent, mais que le travail qu'on leur soumet leur soit utile ou les aide à réflchir, je me demande même quand ils sont face à l'écran s'ils ont idée qu'ils ne sont pas seulement en présence d'une machine, j'aurais tout fait pour la rendre vivante, sans succès il faut reconnaître. Y suis-je pour quelque chose ou est-ce dans l'air du temps, peut-être un peu des deux, je n'en sais rien.

J'ai une conception très élevée des rapports humains, peut-être trop exigeante à l'instar de la discipline que je m'impose ou qui

est devenue naturelle à la longue. Je vais vous raconter une petite histoire pour finir, après j'irai me coucher.

Ce soir en rentrant de faire des courses Selvi m'attendait à la maison. Avant que je la racompagne chez son frère ou son gendre puisqu'il est l'époux de sa fille ainée qui doit accoucher dans quelques jours, elle m'a tenu un discours qui m'a beaucoup surpris et je vous dirais plus loin pourquoi. Elle m'a dit ceci : ce matin avec Kumar on a parlé de toi. On a remarqué qu'il arrivait que tu te mettes en colère, t'exploses, cela dure quelques minutes, parfois un peu plus longtemps, et puis d'un seul coup tu te calmes, tu es charmant. Kumar m'a dit qu'il l'avait remarqué à plusieurs reprises et que dans ces cas-là il n'ouvrait pas la bouche, il t'écoutait, au départ il avait très peur, il ne te connaissait pas, en réalité ce que tu disais était justifié, tu avais raison d'être en colère, et une fois que la tempête était passée vous poursuiviez tranquillement votre conversation comme de vieux amis.

Quand elle eut terminé, je suis resté un bref instant interdit. Puis je lui ai dit que j'étais très agréablement surpris de constater avec quelle facilité elle avait pu analyser mon comportement, car ce qu'elle venait me dire était exact, et intérieurement je me suis fait la réflexion que sans savoir ni lire ni écrire, contrairement à des gens qui avaient fait de longues études ou avaient lu des milliers de livres elle était capable de percevoir clairement certaines choses qui leur échappaient. Sa lucidité est indubitablement liée à son sens de l'observation ainsi qu'à son attention envers moi ou l'estime qu'elle me porte, ce qui n'était pas forcément le cas des gens que j'ai cotoyés de près dans le passé pendant de longues années.

Si on devait transposer cette expérience sur le plan politique, on dirait qu'elle confirme ce que je me tue à expliquer, à savoir que contrairement à ce qu'on croit, ce n'est pas une perte de temps de s'adresser aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, cela représente en France 10,15, 20 millions de travailleurs.

Il y a une semaine environ, je me suis demandé si je n'avais pas commis une nouvelle erreur en partageant ma vie avec une femme qui n'était pas développée intellectuellement. Cette expérience prouve que non, sachant surtout qu'une femme plus évoluée finira par ne plus faire attention à moi, privilégiera l'idée qu'elle s'est faite de moi au lieu d'observer ce que je suis vraiment et je parle en connaissance de cause.

Selvi et Kumar ont parfaitement compris en m'observant attentivement, que je n'étais jamais vraiment en colère contre eux et que ce n'était pas dans mon tempérament d'être injuste, qu'en réalité je privilégiais les sentiments que j'avais pour eux, comme avec mes lecteurs d'ailleurs.

Vous le savez ou vous ne le savez pas, des gens très arriérés font régulièrement des conneries, parfois de grosses conneries qui peuvent vous coûter cher. Ils les font parce qu'ils sont comme cela, ils ne réfléchissent pas quand il le faudrait, je sais qu'ils n'y sont pour rien, donc je ne les juge pas et je ne leur en veux pas, mais je me dois de leur signaler, d'ailleurs cela les aide à réfléchir et ne pas leur dire serait irresponsable. C'est cela qu'ils ont compris, ils ont fait la distinction entre s'en prendre à une attitude dont ils ne sont pas responsables mais qui peut se corriger, car ce n'est pas de leur faute s'ils ne sont pas capables de réfléchir étant donnée leur condition, et attaquer une personne, la juger coupable de préférence, perdre de vue justement leur condition et la société qui en est responsable.

Il est très tard et je dois arrêter, c'est dommage car d'autres idées me venaient à l'esprit, par exemple sur la susceptibilité ou les gens qui estiment qu'on les juge dès qu'on émet des idées différentes des leurs et qui ne le supportent pas, qui en profitent pour rompre les relations avec vous ou vous traiter de tout et de rien. Après cela qu'on ne vienne pas nous dire que la psychologie ne peut pas nous aider en politique.

Deux réflexions

1- Lu ce matin dans un article de l'AFP :

- Un dollar plus fort pénalise les matières premières libellées dans la devise américaine, en les rendant plus chères pour les investisseurs munis d'autres monnaies. AFP 05.11

Alors la hausse du dollar aurait un rapport avec l'offensive lancée par l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Afrique pour s'accaparer l'essentiel des matières premières au détriment de leurs concurrents, ce serait le pendant économique de la guerre qu'il mène dans cette région du monde et sur ce continent, qu'accompagne la baisse du prix du pétrole et de l'or, l'un et l'autre étant retombés au niveau de 2008, rendus moins attractif les investisseurs américains sont appelés à se rabattre sur les matières premières dont la tendance était à la baisse également.

Comme pour eux ce n'est qu'un produit comme un autre matière à spéculation, c'est peut-être un levier pour faire remonter leur prix. Les deux facteurs mis bout à bout vont désavantager doublement les concurrents des Américains, pire encore quand ils comptent sur le pétrole pour financer leur économie, la Russie et le Venezuela par exemple.

2- Récupération médiatique. Ils y viennent tous maintenant que la vérité est connue.

Qui est à l'origine du projet du barrage de Sivens ? - LeMonde.fr

Au cœur du projet, la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), une société d'économie mixte, pilotée par des élus locaux, souvent les mêmes, qui étaient chargés au sein du conseil général du Tarn de prendre la décision politique de construire ou non ce barrage.

Un dossier entaché de conflits d'intérêt ? LeMonde.fr 05.11

Confirmations. Il y deux manières d'aborder la situation.

L'une est institutionnelle, partielle, superficielle, statique, voirs fossilisée, l'autre est dynamique, complète, globale. La première correspondant à la propagande de la classe dominante ou elle fait dans le déni, la seconde ne se limite pas aux contradictions qui peuvent surgir de la situation, elle tient compte du rôle et de la place que tiennent les différents acteurs selon qu'ils sont plus ou moins soumis à ceux qui détiennent le pouvoir.

Il y a deux manières de traiter le différent entre la Grande-Bretagne et l'UE, et celui entre démocrates et républicains aux Etats-Unis. L'une consiste à insister sur la crise au sein de l'UE et l'opposition entre démocrates et républicains, c'est celle adoptée par la plupart des éditorialistes, y compris les partis ouvriers dont le POI (voir le n°326 d'IO), parfois avec quelques jours de retard, car dans les salles de rédaction les journalistes n'ont pas toujours le niveau politique adéquate pour traiter le développement de la situation et ils ont tendance à oublier qui définit la politique que les différents gouvernements appliquent et celle des partis qui sont aux commandes ou qui se relaient au pouvoir, et l'autre qui consiste à tenir compte de qui détient le pouvoir ou qui est le donneur d'ordres.

Si les chroniqueurs et commentateurs en tous genres l'avaient en permanence à l'esprit, ils auraient compris que Cameron n'avait jamais eu réellement l'intention de s'opposer à la Commission européenne, ce qui ne signifie pas qu'il n'était pas en difficulté sur le plan politique en Grande-Bretagne puisque sa politique est forcément rejetée par la majorité des travailleurs et qu'il a de plus en plus de mal à l'imposer, tout comme sa soumission à l'UE. Hollande et tous les gouvernement de l'UE font face aux mêmes contradictions, tensions et rejets. Quant à l'UE, elle est conspuée partout en Europe.

S'agissant des Etats-Unis, personne n'ignore que c'est la Fed et Wall Street qui font les présidents des Etats-Unis, et peu importe qui détient la majorité au Congrès des démocrates ou des républicains puisque indistinctement ils appliquent la politique dictée par l'oligarchie financière. Der Spiegel a fourni un explication à la victoire hier des républicains.

Si les républicains ont gagné cette élection, c'est parce que, d'après l'hebdomadaire allemand, aux Etats-Unis il est plus facile de mobiliser les plus âgés et les blancs pour aller voter. C'est peut-être la raison principal de la victoire des républicains qui ont pu gagner les sièges de plusieurs congressistes démocrates. La tâche leur a été devenue plus facile en raison de la déception généralisée parmi les Noirs, les jeunes et les hispaniques. D'après l'analyste de der Spiegel il est faux d'attribuer la victoire des républicains à un bilan électoral positif de Tea party. Obama est le président qui avait promis à ses compatriotes de changer les choses, et maintenant il est le président qui a perdu son pari. (french.irib.ir 05.11)

On ne nie pas les contradictions et tensions qui existent entre les membres de l'UE et la Commission européenne, on dit seulement que les conditions politiques ne sont pas réunis pour qu'elles prennent vraiment la tournure d'un affrontement ou d'un éclatement. Il faudrait que le mouvement ouvrier soit en ordre de bataille et adopte une issue politique à la crise du capitalisme pour qu'il y ait le feu au lac ou qu'ils adoptent la position du chacun pour soi, il semblerait que ce ne soit pas le cas aujourd'hui. C'est donc une erreur d'appréciation d'estimer le contraire.

Quant aux Etats-Unis, les partis démocrates et républicains étant tous les deux des partis bourgeois, au cas om la classe ouvrière surgirait sur la scène politique, ils feraient front commun contre, ce sont deux partis ultra réactionnaires.

1- Londres paierait sa quote-part supplémentaire à l'UE par étapes - Reuters

Les ministres des Finances de l'Union européenne autoriseront probablement la Grande-Bretagne à payer en plusieurs versements, et sans intérêts, la contribution supplémentaire de 2,1 milliards d'euros réclamée à Londres par Bruxelles, a-t-on appris mercredi de source autorisée.

De source autorisée à Bruxelles, on juge un compromis possible : Londres paierait cette contribution supplémentaire en plusieurs fois, chaque mois ou chaque trimestre, ou à un autre rythme, dans les mois à venir. Aux termes de ce compromis, la Grande-Bretagne n'aurait pas à payer d'intérêts de retard.

Les ministres des Finances de l'UE, qui se retrouveront vendredi à Bruxelles pour tenter de régler le différend, devraient voter une modification des règles de versement des contributions au budget européen. La France, l'Italie et l'Allemagne seraient favorables à un tel compromis, dit-on de source diplomatique. Reuters 05.11

En complément.

- Alstom: l'Etat dit oui à la vente du pôle énergie à General Electric - AFP

2- Obama a «***hâte de travailler avec le nouveau Congrès***» - Libération.fr

Les républicains ont pris mardi le contrôle du Sénat lors des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, s'assurant la maîtrise des deux chambres du Congrès, ce qui devrait fortement limiter la marge de manoeuvre de Barack Obama pour ses deux dernières années de présidence.

"*Le message des électeurs est clair: ils veulent que nous travaillions ensemble*", a déclaré le chef des démocrates au Sénat Harry Reid selon un communiqué de ses services. "*J'ai hâte de travailler avec le sénateur McConnell pour que des choses soient faites pour la classe moyenne.*"

Mitch McConnell avait fait un constat similaire auparavant lors de son discours après sa réélection dans le Kentucky.

"*Il est temps de redresser ce pays*", a déclaré Mitch McConnell. "*Je ne m'attends pas à ce que le président se réveille demain et considère le monde différemment (...). Il sait que moi non plus. Mais nous avons tous les deux une obligation de travailler ensemble sur les questions sur lesquelles nous pouvons être d'accord.*"

Les républicains devraient comme prévu conserver la majorité à la Chambre des représentants. Selon le site internet de la chaîne de télévision NBC, le Grand Old Party (GOP) remporterait 242 sièges à la Chambre, plus ou moins huit sièges, contre 233 actuellement.

La Chambre des représentants compte 435 élus. Elle était entièrement renouvelée lors de ces élections de mi-mandat, lors de laquelle 36 sièges de gouverneurs étaient également en jeu. Reuters 05.11

En complément

- Wall Street: les élections font grimper la cote à des niveaux record - AFP

La Bourse de New York a terminé à des niveaux record mercredi, encouragée par la victoire républicaine aux élections de mi-mandat, un bon indicateur sur l'emploi américain et des résultats d'entreprises américaines de bonne tenue.

La devise américaine a reçu un coup de pouce supplémentaire ce mercredi avec l'annonce de la victoire des républicains aux élections de mi-mandat aux États-Unis, les investisseurs tablant sur une politique plus favorable aux marchés et aux entreprises. Ainsi, le billet vert évoluait mercredi proche de ses plus hauts depuis août 2012 face à l'euro et à de nouveaux plus hauts depuis décembre 2007 face au yen. AFP 05.11

ACTUALITE EN TITRES

Quand les officines mafieuses font la loi.

- Le FMI et l'UE critiquent le budget 2015 du Portugal - Reuters

- Le Luxembourg, la boîte à outils de l'évasion fiscale des grandes entreprises - Francetv info

Réaction sur toute la ligne. Etats policiers, justice d'exception.

- Drone aérien de combat: Paris et Londres donnent le coup d'envoi d'études - AFP

- Cazeneuve demande aux polices européennes de «*mieux partager leurs renseignements*» - 20minutes.fr

- Nouveau rejet d'une demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah, en prison depuis 30 ans - 20minutes.fr

- Minute de silence à l'Assemblée pour le sergent-chef Dupuy tué au Mali - 20minutes.fr

- Amende requise en appel contre un viticulteur refusant de traiter ses ceps - AFP

- Angleterre: Boire de l'alcool pendant la grossesse, bientôt un pénalement répréhensible? - 20minutes.fr

- Dans le nord-ouest de l'Angleterre, une femme est jugée pour avoir bu alors qu'elle était enceinte. - Francetv info

- Italie : polémique après une violente charge policière contre des métallurgistes - Francetv info

- Pas d'enquête de la CPI sur le raid contre la flottille pour Gaza - Reuters

Légitime ou non, tous contre le gouvernement.

- Les agriculteurs de la FNSEA ont crié leur ras-le-bol des normes et des contraintes - AFP

- Surtaxe des résidences secondaires: des professionnels de l'immobilier s'insurgent - AFP

- Un millier d'étudiants kinés dans les rues de Paris pour obtenir un Master - AFP

Désinformation. Intox.

- La presse américaine refuse de donner le nom du Navy Seal qui a tué Oussama Ben Laden - Slate.fr

Rappel : Dans une interview à une télévision américaine le soldat américain qui est censé avoir tué Ben Laden en 2011 au Pakistan affirme qu'il ne l'avait pas reconnu, que l'homme sur lequel il avaitt tiré n'était pas Ben Laden.

La vidéo. Le vrai Oussama Ben Laden serait mort en 2001 : http://www.youtube.com/watch?v=dSkWkehnNT8

Ils passent leur temps à se déchirer et s'insulter.

- UDI : bisbilles et tensions pour les élections internes - Liberation.fr

- Election à l'UDI: Morin s'inquiète de "*l'honnêteté et de la sincérité du scrutin*" - AFP

- UMP : la Haute autorité dans le viseur de Nicolas Sarkozy - Liberation.fr

- Primaire : Fillon lance un avertissement à Sarkozy - LeFigaro.fr

La volonté de nuire assumée.

- Fabius: "*le climato-fatalisme est dangereux, le climato-volontarisme nécessaire*" - AFP

Pour cette pourriture, être volontaire c'est bombarder la Syrie, l'est de l'Ukraine...

- Le Sénat supprime le compte pénibilité, mesures phare de la réforme des retraites - AFP

Ah ben alors, c'était un marché de dupes !

Désinformation. Enfumage

- Oregon, Alaska et Washington DC légalisent l'usage du cannabis - Reuters

- Cannabis, mariage gay... la percée des Etats-Unis progressistes - Liberation.fr

Rappelons que ce sont les néoconservateurs qui y sont favorables et qui sont passés à l'offensive sur ses questions...

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille on est responsable, on préfère le jaune.

- Macron pragmatique sur les nouvelles obligations des entreprises - Reuters

A sens unique...

- Berger: Hollande en "*échec*" à mi-mandat mais le pacte "*peut marcher*" - AFP

Les représentants de la classe dominante rendent un hommage solennel à un syndicat patronal, jaune.

- Pour ses 50 ans, la CFDT vante son "*syndicalisme utile*" - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls a salué le "*courage*" du syndicat. "*Le courage de proposer*", "*de nouer des compromis*", "*du réformisme négocié*", a-t-il énuméré.

Illustration de ce "*courage*", le chef du gouvernement a cité la réforme des retraites du gouvernement Raffarin en 2003, que la CFDT avait approuvée au prix d'une crise interne et de nombreux départs d'adhérents. "*Vous aviez raison et nous aurions dû être alors à vos côtés*", a reconnu celui qui fut à la CFDT "*il y a 30 ans*".

Egalement présents, deux anciens Premiers ministres, le socialiste Michel Rocard, qui revendique ses "*23 ans de cotisation*" au syndicat, et l'UMP Jean-Pierre Raffarin. Ce dernier a exprimé son "*respect*" à la CFDT "*qui s'est comportée en responsable*" pendant son passage à Matignon. nouvelobs.com 05.11

La CFDT : le syndicat des Premiers ministres de la Ve République, un pilier des institutions à abattre.

Impossible de masquer plus longtemps que la pauvreté gagne de nouvelles couches de la société.

- Couples, seniors, étrangers : les nouveaux visages de la pauvreté - libération.fr

Le Secours catholique publie ce jeudi son rapport annuel sur l'évolution de la pauvreté en France. En 2013, l'association a accueilli près d'1,5 million de personnes. La France compte aujourd'hui 8,5 millions de personnes monétairement pauvres. En dix ans, le nombre de pauvres parmi les pauvres, ceux qui disposent pour vivre de moins de 40% du niveau de vie médian, devrait passer de 1,4 à 2,3 millions, selon l'Insee.

En 2013, parmi les personnes accueillies par le Secours catholique, 69% sont de nouveaux contacts. La tranche d'âge la plus fragilisée est celle des moins de 20 ans. Le nombre d'étrangers en situation de grande précarité continue d'augmenter : ils représentent un tiers des personnes accueillies en 2013. L'association constate aussi une forte augmentation du nombre de couples avec enfants : plus 6% entre 2012 et 2013.

La paupérisation des seniors gagne du terrain. Les plus de 60 ans représentent aujourd'hui 8,5% des personnes accueillies, contre 5% en 2000. Parmi les seniors précaires, les femmes sont les plus touchées. Elles représentent 61% des personnes de plus de 60 ans rencontrées par le Secours catholique en 2013 – contre 58% en 2010 et 54% en 2003. Le revenu moyen des femmes est de 772 euros, soit 215 euros de moins que le seuil de pauvreté, alors que le taux de chômage des 55-64 ans atteint 72% en 2013.

Les hommes seuls représentent la population disposant des plus faibles revenus. En 2013, le Secours catholique a accueilli 141 000 hommes seuls. Ils vivent en moyenne avec 437 euros par mois, mais 28% d'entre eux n'ont aucune ressource. 60% sont français, 40% étrangers. Ils sont particulièrement isolés et victimes d'une grande exclusion pour la plupart : ce sont souvent des personnes à la rue, des migrants, des pères seuls.

Parmi les personnes accueillies au Secours catholique, le niveau de vie moyen s'élève à 515 euros, soit 17 euros par jour. 16% des ménages accueillis ne disposent d'aucune ressource. Ce sont pour la plupart des étrangers en situation irrégulière ou en attente de statut, mais aussi des jeunes de moins de 25 ans.

Avec des ressources aussi faibles, impossible de faire face aux dépenses comme le loyer, l'alimentation et l'énergie. Pour ceux qui ont du mal à payer leurs factures, près des deux tiers des impayés sont liés aux dépenses contraintes. Le premier poste concerne les dépenses d'énergie : les impayés liés aux factures de gaz et d'électricité ont fait un bond de 3% par rapport à 2012 et concernent 42% des personnes en situation d'impayés. libération.fr 06.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : deux importants champs gaziers repris aux djihadistes - LePoint.fr

- Syrie : Daesh, défait par les Kurdes sur l'axe Nord-Est - french.irib.ir

Les Kurdes syriens ont réussi à libérer plusieurs villages, dans le Nord-Est du pays, tandis que Kobani est, toujours, le théâtre d'âpres combats entre les défenseurs de la ville et les terroristes de Daesh.

Les comités populaires des Kurdes syriens ont réussi à attaquer les positions des terroristes de Daesh et à libérer huit villages du Nord-Est du pays. Par ailleurs, l'armée syrienne a annoncé que ses unités ont pris en main, mercredi, le contrôle du champ gazier «*Shaer*», à l'Est de la province de Homs, après avoir expulsé les terroristes de Daesh de cette zone. Il y a quelques jours, les terroristes de Daesh avaient prétendu qu'ils contrôlaient ce champ gazier. Les terroristes avaient occupé ce champ, en juillet, après de violents combats, lors desquels 350 soldats syriens avaient été tués. french.irib.ir 05.11

Soudan

- Le Qatar a-t-il acheté El Béchir? - french.irib.ir

Les autorités soudanaises ont fait état de la signature d'un contrat gazier avec le Qatar, a rapporté l'AFP.

Le ministre soudanais de la Défense, Abdel-Rahim Mohammad Hossein, a déclaré que ce contrat a été signé, mercredi, par les autorités soudanaises et qataries, pour la vente du gaz qatari à Khartoum, qui est touché par les sanctions internationales.

De retour de Doha, le ministre soudanais de la Défense a déclaré aux journalistes, à l'aéroport international de Khartoum, que ce contrat doit commencer, le 1er janvier 2015. Il a dit aux journalistes que, lors de son voyage de trois jours, à Doha, il a rencontré l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben hamad al-Thani, et son homologue qatari. Il a fait état, aussi, de la signature d'un nouveau contrat entre le Soudan et le Qatar, portant sur la Défense et la formation des forces spéciales. french.irib.ir 05.11

ECONOMIE

Sommet de l'Apec

- Sommet de l'Apec, chantier des rivalités commerciales et géopolitiques en Asie - AFP

Les dirigeants de l'Asie-Pacifique, à l'origine de plus de la moitié de la richesse mondiale, se réunissent à Pékin pour le forum annuel de l'Apec, où États-Unis et Chine vont rivaliser sur leurs projets d'accords commerciaux.

Le "*Forum pour la coopération économique pour l'Asie-Pacifique*" (Apec) a 25 ans cette année et ses 21 États-membres comptent désormais pour plus de 50% du PIB mondial, 40% de la population de la planète et 44% du commerce international.

Le chantier 2014 de l'Apec va voir à Pékin trois projets concurrents s'affronter ou se rapprocher.

Le Partenariat trans-Pacifique (TPP) voulu par Washington, pilier du "*rééquilibrage*" vers l'Asie de la politique américaine, continue de gagner du terrain auprès de 12 des pays-membres de l'Apec. Mais il exclut la Chine en l'état et se heurte toujours à la résistance japonaise sur la question de l'ouverture des marchés agricoles.

Pour leur part, les 10 pays-membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) sont partisans d'un Partenariat économique global et régional(RCEP), un accord de libre-échange qui serait étendu à six autres pays, dont la Chine, le Japon et l'Inde.

Enfin, la Chine s'est faite le fer de lance d'une Zone de libre-échange pour l'Asie-Pacifique (FTAAP), une formule plus large susceptible d'englober les deux précédents.

"*Nous voulons éviter que le club des riches du TPP parte dans une direction et le RCEP dans une autre*", a déclaré à l'AFP Alan Bollard, directeur exécutif de l'Apec et ancien patron de la banque centrale de Nouvelle-Zélande.

Ministre-adjoint du Commerce chinois, Wang Shouwen a déclaré mardi à la presse que la Chine "*souhaite que des mesures concrètes soient prises pour avancer dans la réalisation du FTAAP*" lors de l'Apec: "*une date proche*" pour décider d'un calendrier et d'une feuille de route pour cet accord.

"*Il n'est pas question d'un blocage ou d'un clash*", a-t-il assuré.

Suspicieux à l'égard des intentions américaines, les analystes chinois perçoivent le TPP comme une manoeuvre de mise à l'écart du projet de Pékin de FTAAP, car "*sa réalisation diminuerait inévitablement l'impact*" du TPP, selon un expert de l'Académie chinoise du commerce international, Bai Ming, cité par le quotidien Global Times.

Le président Obama avait fait faux bond les deux précédents sommets, à Bali et Vladivostok, retenu par des échéances de politique intérieure.

A l'Apec, le consensus est de règle entre des membres aussi divers que les Etats-Unis et la Papouasie Nouvelle-Guinée. Mais ce forum sera immédiatement suivi du Sommet de l'Asie orientale (EAS), où prédomine l'ASEAN, et du G20 à Brisbane, en Australie.

Des pays-clé comme les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Australie ou l'Indonésie participent aux trois. Et la montée en puissance de l'EAS comme celle des G20 depuis la crise financière de 2008 pourrait ternir l'éclat de l'Apec.

"*S'il n'y a pas de résultat clair à l'Apec en tant que réunion distincte des autres, pourquoi tenir deux sommets asiatiques et trois sommets internationaux tous au même moment ?*", s'interroge ainsi le président du Centre est-ouest de Hawaï, Charles Morrison.

"*L'Apec, ça n'est pas que le commerce*", dit-il, recommandant un "*ordre du jour élargi*" à l'heure du ralentissement économique.

"*L'enjeu principal pour l'Apec, c'est sa pertinence et ce qu'il fait concrètement pour les gens*", prévient-il. AFP 05.11

Les Chinois ne sont pas opposés au Partenariat trans-Pacifique voulu par Washington, ils souhaitent juste qu'ils soient plus équilibrés en leur faveur. Leur rivalité avec les Américains a ses limites, sauf les Américains ignore toute notion de limite...

Haut de page

Le 7 novembre 2014

CAUSERIE

On ne voulait pas actualiser le site aujourd'hui mais on en a trouvé le temps. Mon déménagement est sans doute repoussé courant décembre. J'aurais ensuite moins de temps à consacrer au site. J'ai eu une idée pour trouver du boulot, mais rien de sûr, une personne en France pourrait prendre du télétravail à réaliser chez elle et c'est moi qui ferait le boulot, je ne sais pas comment faire pour trouver du boulot en France directement d'ici en Inde.

Je vais avoir absolument besoin de fric, car j'en suis arrivé à me priver sur tout, y compris la bouffe, sans plus pouvoir économiser un centime, or ici les prix flambent. Je vais lancer un appel aux lecteurs sans trop y croire, on vera bien, j'ai encore 34 mois et 4 jours à tenir.

Je suis allé chez le coiffeur cet après-midi, j'ai payé 60 roupies, il y deux mois j'avais payé 50 roupies, cela 20% d'augmentation. Le fromage, l'équivalent du gruyère est passé de 96 à 110 roupies, je m'en passerai et ainsi de suite. Avant je fumais des clopes à 60 roupies le paquet (10 cigarettes), il est passé à 70, puis à 80 roupies, j'ai donc changé de marque, 50 roupies le paquet, j'en fume deux par jour cela fait 100 roupie, 3.000 par mois, une ruine, j'ai donc opté pour une autre marque à 25 roupies le paquet, j'économise 1.500 roupies par mois, les clopes sont plus petites. J'en suis revenu à tout calculer, un vieux cauchemar. Mais bon il y a pire dans le monde...

Je vais être plus occupé après mon déménagement car je vais faire un gros potager pour nous nourrir, c'est un truc qui branche

bien Selvi, je ne sais pas si elle a la main verte, elle a une vache, on aura au moins le fumier gratuit ! Je peux même recouvrir la terrasse de sacs de terre et faire pousser des légumes dedans, cela protègera la terrasse du soleil et évitera qu'on crève de chaud dans la maison, sinon pour faire couvrir la terrasse en tôles en alu cela coûterait plus de 100.000 roupies (1.200 euros), en feuilles de cocotier entre 15 et 20.000 bois et M.O. compris, mais il faut les changer tous les ans. Je passe une partie de mon temps à penser à ce genre de trucs et cela me prend la tête.

Quelques réflexions très rapidement.

1- On fera l'impasse sur la prestation télévisuelle de Hollande hier qui apparemment ne présentait aucun intérêt.

2- Les 1% les plus riches du monde ne paient qu'1 % de taux d'impôt effectif grâce à l'opimisation fiscale, l'évasion fiscale profitant des failles existantes dans la réglementation fiscale et financière internationale. Et ils estiment que c'est encore trop...

2- A propos de la polémique sur le Luxembourg. Les commentateurs habituels des articles de presse en ligne étaient hier dans leurs petits souliers ou plutôt discrets, avares de grands discours pour vanter les mérites du capitalisme... mafieux, ripoux, rimant avec paradis (fiscaux) pour les uns, et enfer pour les autres.

3- On ne s'étendra pas sur les manifestations qui ont eu lieu en France et en Grande-Bretagne, les deux étant manipulées à la base par des agents du régime, en France le mouvement d'extrême gauche dénommé le «*Mili*» et en Grande-Bretagne Anonymous.

4- On s'étonne toujours que les partis ouvriers délaissent la guerre psychologique et idéologique que mène quotidiennement la classe dominante contre les masses. On n'en dira pas davantage, on est comme les travailleurs, on finit par se lasser.

5- C'est le week-end on se détend, quelques aphorismes pour faire chier une fois de plus les féministes.

Quand les femmes ne sont pas hystériques, elles sont dépressives. Quand les femmes imitent les hommes, c'est parce qu'elles ne sont pas capables de s'assumer en tant que femmes. Une femme n'est pas malheureuse, elle se rend malheureuse. Une femme heureuse, c'est suspect, elle n'est pas dans son état normal.

Et les hommes de se marrer, alors qu'ils sont pareils ! Bon, on laissera le choix aux lecteurs de déterminer dans quelle proportion, mais attention, ce n'est pas toujours à l'avantage des hommes. Je ne pouvais pas terminer sans me réconcilier avec les femmes puisque je les aime.

L'air de rien on déconne, à moitié seulement, mais la suite est très sérieuse. Si on déconne tout le temps on passe pour un con, et si on est tout le temps sérieux on nous accuse de l'être de trop, d'être chiant à la longue.

La politique ne nous fournit pas souvent des occasions de se marrer, l'économie encore moins, quoique, quand on voit à quel point ils se font chier pour nous pourrir la vie, c'est tellement ridicule que cela en devient risible parfois, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'ils sont très cons en réalité, car ils sont bien obigés de se prendre un minimum au jeu pour être crédibles et pendant ce temps-là ils ne peuvent pas profiter pleinement de leur situation pour savourer leur bonheur qui leur échappe. C'est comme le riche qui se prend la tête pour l'être davantage encore, à sa place on plaquerait tout et on profiterait tranquillement de la vie, comme quoi les travailleurs n'ont franchement rien à leur envier.

Demain on changera les photos qui figurent dans la page d'accueil.

Rémi Fraisse. Il s'agit bien d'un crime couvert par Hollande et son gouvernement.

- Ce que disent les témoignages de gendarmes présents le soir la mort de Rémi Fraisse - lefigaro.fr

Les circonstances dans lesquelles Rémi Fraisse est mort restent à éclaircir. Cet étudiant a été tué par l'explosion d'une grenade offensive lancée par des gendarmes le 26 octobre dernier sur le site du barrage de Sivens lors d'affrontements avec des militants écologistes. Des témoignages de gendarmes présents sur place recueillis dès le lendemain apportent quelques précisions. Ils ont établi que le chef J. a lancé sa grenade en l'air, au lieu de la jeter à terre conformément au règlement, avancent à la fois Mediapart qui a eu accès à ces éléments d'enquête et l'avocat de la famille de la victime. Le projectile « *a été dirigé directement contre un petit groupes de quatre à cinq jeunes (dont Rémi Fraisse), qui leur lançait des pierres et des mottes de terre, car ils étaient à court de fussées éclairants et de cocktails Molotov*». Immédiatement après l'explosion, plusieurs gendarmes équipés de vision nocturne reconnaîtront avoir vu tomber le jeune militant et compris ce qui venait de se passer, écrit Mediapart citant des sources proches du dossier.

Sur le procès verbal, le gradé auteur du lancé a expliqué son geste par «*l'intensité des incidents de cette nuit-là*», précisant que c'était un «*choix personnel*». Le supérieur de son escadron de gendarmes mobiles (EGM) 28/2, venu de Gironde, aurait

pourtant assumé avoir donné cet ordre lui-même, détaille le pure player. Contactée par Le Figaro, la gendarmerie n'a pas souhaité commenter ces éléments tirés d'une enquête en cours. 40 grenades offensives tirées ce soir-là

L'autopsie, réalisée deux heures à peine après le décès de Rémi Fraisse, conclura sans équivoque à une mort provoquée par une explosion. Les deux médecins légistes estiment que «*Le décès de Monsieur Fraisse Rémi est compatible avec une lésion par blast secondaire (NDLR: consécutif) à une explosion en regard de la région thoracique postérieure haute*», écrit Mediapart. Pourtant, le gouvernement a gardé le silence pendant 48 heures, avant que François Hollande, puis le premier ministre Manuel Valls n'évoque le décès et assurent les forces de l'ordre de leur soutien. Conformément à la procédure, les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont été, assure Mediapart, immédiatement été mis au courant par le préfet du Tarn, qui avait été lui-même informé par le commandant d'escadron juste après la récupération du corps de Rémi Fraisse. lefigaro.fr 06.11

Ils ont dû se croire à Gaza ! Des grenades offensives qui peuvent provoquer des amputations ou la mort contre des "*pierres et des mottes de terre*", les moyens employés par les gendarmes ont donc été disproportionnés face à "*un petit groupe de quatre à cinq jeunes*". La responsabilité du supérieur de l'EGM est donc engagée, à moins qu'il n'ait reçu des ordres de sa hiérarchie, du Préfet ou du ministère. Quant à la violation du règlement qui stipule que ces grenades doivent être jetées à terre et non en l'air, elle est du fait du chef J.

En voyant le portrait de Rémi Fraisse je me suis dit qu'il avait plutôt la tête d'un garçon inoffensif qui tirait des joints plutôt que tirer sur les flics, mais eux qui sont au jaune ou au gros rouge ne font pas la différence, même à jeun !

ACTUALITE EN TITRES

0,05 % : Il faut dire qu'à ce taux-là, ce serait dommage de ne pas en profiter !

- La BCE s'achemine vers de nouvelles mesures de soutien à la zone euro - AFP

- La BCE maintient son taux directeur à 0,05 % - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là, les marchés ou les banques prêtent cet argent aux Etats, aux entreprises, aux particuliers, à des taux variant entre 1 et 15% selon les cas.

On comprend comment ils ont réussi à créer une couche d'ultra riches en si peu de temps qui possèdent plus de la moitié de la richesse mondiale, qui détient en réalité le pouvoir politique en raison de la formidable puissance qu'elle a acquise, pour laquelle tous les gouvernements occidentaux (notamment) gouvernent.

- Nouveaux records du Dow Jones et du S&P à Wall Street avec Draghi - Reuters

- Commerzbank triple son bénéfice net au 3e trimestre - Reuters

- Luxe. Hermès va franchir le cap des 4 milliards d'euros de ventes - AFP

L'Empire à l'offensive casse du BRICS.

- Moody's dégrade d'un cran la note souveraine de l'Afrique du Sud - AFP

- La Russie assiste, impuissante, à la chute sans fin du rouble - AFP

- Livraison de Mistral à la Russie : Valls estime que « *les conditions ne sont pas réunies* » - LeMonde.fr

- L'Ukraine isole l'Est rebelle, l'UE réfléchit aux sanctions - AFP

L'heure du dénouement et de l'affrontement final approche.

- Mobilisation des lycéens à Paris après la mort de Rémi Fraisse - AFP

- Les Belges dans la rue contre la politique d'austérité - Francetv info

- 100.000 personnes manifestent contre l'austérité à Bruxelles - L'Obs

- La Deutsche Bahn saisit la justice contre les cheminots en grève - Reuters

Au deuxième jour d'une grève sans précédent dans le rail allemand depuis 1945, la direction de la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn a annoncé un recours en justice contre le syndicat des cheminots GDL à l'origine du mouvement social.

La grève à l'appui de revendications portant sur les salaires et le temps de travail, prévue sur quatre jours, la plus longue dans l'histoire de la compagnie, a paralysé une partie du transport de passagers et de fret à travers le pays.

La chancelière allemande Angela Merkel en a appelé mercredi au "*sens des responsabilités*" des cheminots afin de "*trouver une solution qui cause le moins de dommages possibles au pays*".

La presse est sévère jeudi matin avec les grévistes, le quotidien Die Welt dénonçant en première page une "*grève stupide*" tandis que le Bild la qualifie de "*grève monstrueuse*". Reuters 06.11

La crise par le vide. Grosses charrettes.

- Le chimiste allemand Lanxess taille dans ses effectifs pour gagner en compétitivité - AFP

- Ingénierie: le Canadien SNC-Lavalin supprime 4.000 emplois - AFP

- Pour sauver Alitalia, Etihad lui impose de réduire ses effectifs et sa dette - LeMonde.fr

Guerre psychologique et idéologique au quotidien.

- Escroquerie à la Banque postale : des islamistes présumés parmi les suspects - Francetv info

- En finir avec la fabrique des garçons - Liberation.fr

- «*Zombie Walk*» de Paris: Pourquoi allez-vous y participer? - 20minutes.fr

- Les détecteurs de fumée bientôt obligatoires dans tous les logements - Francetv info

Serons-ils munis d'une caméra directement reliée au commissariat du quartier ou plus direct, à la prison la plus proche ?

Les bricoleurs du dimanche ne manquent pas d'imagination.

- PDG de Bricorama: "*Cessons d'opposer travail et études, marions-les!*" - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Polichinelle. Système économique mafieux. Le vol organisé et généralisé est "conformes aux lois internationales, il fait partie du "***patrimoine***" du capitalisme.

- Juncker fragilisé par le scandale "*Luxleaks*" d'évasion fiscale - AFP

- Scandale fiscal au Luxembourg: Juncker responsable mais pas coupable? - Le Huffington Post

- Le Luxembourg aurait passé des accords avec 340 multinationales - Reuters

Près de 340 multinationales ont passé des accords fiscaux secrets avec le Luxembourg pour minimiser leurs impôts au détriment d'autres pays, selon une enquête du consortium de journalisme d'investigation américain (ICIJ) publiée jeudi.

Ces accords, passés entre 2002 et 2010, représentent des milliards d'euros de recettes fiscales perdues pour les Etats où ces entreprises réalisent des bénéfices, selon l'ICIJ et 40 médias partenaires, dont Le Monde et The Guardian.

Parmi les firmes citées figurent des stars de l'économie comme Apple, Amazon, PepsiCo, Ikea, ou Deutsche Bank qui utilisent le "*tax ruling*", grâce auquel une entreprise demande au Luxembourg comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale d'un pays. Elles n'auraient payé que 1 % de taux d'impôt effectif.

Les autorités luxembourgeoises ont démenti toute irrégularité dans ces pratiques, assurant qu'elles sont conformes aux lois internationales.

"*Le système de taxation luxembourgeois est compétitif. Il n'y a rien d'inéquitable*", a dit à la presse Nicolas Mackel, le chef de l'agence de promotion de la place luxembourgeoise.

Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission européenne et ancien premier ministre du Luxembourg de 1995 à 2013, a assuré qu'il n'interférerait pas dans les enquêtes déjà lancées par la Commission sur certains de ces accords.

"*La Commission fera son travail, moi je m'abstiendrai d'intervenir, puisque c'est un dossier qui relève de la commissaire chargée de la concurrence, qui doit avoir une grande liberté d'action*", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Dans son enquête de six mois baptisée "*Luxembourg Leaks*" ou "*LuxLeaks*", l'ICIJ dit s'appuyer sur 28.000 documents confidentiels de "*tax ruling*".

Ces derniers montreraient comment des grandes entreprises s'appuient sur le Luxembourg et ses règles fiscales souples, mais aussi sur les déficiences de la réglementation internationale, pour y transférer des profits afin qu'ils n'y soient pas taxés, ou très faiblement.

"*Les groupes concernés réalisent ainsi des milliards d'euros d'économies chaque année grâce à la création d'une filiale, d'une holding ou au déplacement d'un siège social sur le territoire du Grand-Duché*", écrit jeudi Le Monde.

Selon le quotidien, les documents mettent au jour "*des montages complexes d'évasion fiscale dans lesquels le Luxembourg n'est qu'un maillon de chaîne, aux côtés de centres financiers offshore plus exotiques*".

Dans un entretien au Monde, le ministre des finances luxembourgeois, Pierre Gramegna, défend le système. Il explique ainsi que "*la pratique des tax rulings fait partie du patrimoine*" du Grand-Duché et qu'il entend la "*perpétuer dans le respect des règles.*"

(Et l'imposture comme seule réponse possible. Ce que vous allez lire ensuite est à l'ordre du jour de tous les G20. Ils sont juges et parties... - ndlr

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui travaille en liaison avec le G20, a présenté mardi une première série de mesures visant à harmoniser l'imposition des sociétés dans le monde et éviter ainsi que des multinationales échappent à l'impôt.

A propos de l'OCDE justement, une précision du Figaro.

Un système «*compatible avec les standards communautaires et ceux de l'OCDE*», a complété le ministre luxembourgeois des Finances Pierre Gramegna. Autre ligne de défense, elle n'est pas exclusive au Luxembourg. «Il s'agit de techniques très connues qui se pratiquent dans plusieurs pays, y compris en France», souligne Nicolas Mackel, directeur général de LuxembourgforFinance, agence du développement de la place financière luxembourgeoise. Et d'enfoncer le clou: «*On nous reproche aussi le caractère secret de ces décisions alors qu'aucune déclaration fiscale n'est publique!*». lefigaro.fr 06.11

Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, prévu à Brisbane, en Australie, les 15 et 16 novembre, doit adopter un plan de lutte contre l'optimisation fiscale agressive des multinationales.

La Commission a pour sa part ouvert des enquêtes approfondies sur des groupes qui ont passé des accords avec un pays qui a bâti un régime fiscal sur mesure. Elle estime que les avantages accordés à certaines entreprises sont potentiellement assimilables à des aides d'Etat illégales.

La CE soupçonne ainsi le Luxembourg d'avoir accepté qu'Amazon répartisse artificiellement ses revenus entre les diverses entités de sa structure, en violation des règles sur les subventions aux entreprises, ce qui a permis à la société américaine de réduire fortement son imposition.

"*Les autorités nationales ne doivent pas permettre à des entreprises particulières de réduire artificiellement leurs bénéfices imposables en ayant recours à des méthodes de calcul favorables*", a déclaré en octobre Joaquin Almunia, alors commissaire

chargé de la concurrence.

Si ces soupçons sont avérés, la CE pourrait demander au Luxembourg de réclamer au géant américain le versement des sommes qui se sont ainsi évaporées. AFP 06.11

Le capitalisme est de plus en plus remis en cause dans le monde, alors pour tenter de faire retomber la pression ils ouvrent une soupape de sécurité. Et puis ils dénient à quelqu'un d'autre de régler ces questions, au prolétariat mondial, ce sont leurs affaires et c'est donc à eux de s'en charger, à leur manière évidemment, en faisant croire qu'ils vont s'attaquer au problème visé, alors qu'en réalité rien ne changera.

A moins qu'ils estiment posséder dorénavant suffisamment de pouvoir pour imposer leur politique au reste du monde, auquel cas ils entendent interdire à d'éventuels candidats de rejoindre le cercle restreint des très riches et des ultra riches, car pour gouverner efficacement ou que les mesures qu'ils entendent imposer se réalisent, il faut que le pouvoir soit concentré entre un minimum de mains. Voilà qui le confime à sa manière.

«*Le système est toutefois en fin de vie, témoigne un avocat fiscaliste parisien. Nos dernières demandes de ruling sont au point mort, surtout depuis l'ouverture d'une enquête à Bruxelles.*» La question est de savoir si ces cadeaux fiscaux ne créent pas de distorsion de concurrence sur le marché commun. (lefigaro.fr 06.11) C'étaient une de leur principale fonction effectivement.

Aussi, cette dénonciation qu'ils ont dû orchestrée eux-mêmes au regard des médias qui ont participé à ces "*investigations*", dont Le Monde, et qui comme par hasard on eu accès à un nombre considérable de documents secrets, ne leur coûte rien puisque ces multinationales conservent le pouvoir qu'elles ont acquis. Ces médias auraient-ils eu accès à ces documents par une voie détournée, que jamais ils ne s'en seraient servis ou les auraient rendus public sans l'aval de leurs maîtres, les oligarques anglo-saxon-sioniste, il ne faut pas être dupe ou se laisser manipuler.

Cette opération a été conçue pour servir leurs intérêts et non les nôtres, c'est ce qu'il faut retenir. Ils sont aux abois, ils savent que la situation sociale mondiale ne peut qu'empirer, ils en craignent par dessus tout les conséquences, la violente réaction des exploités, alors ils prennent les devants, ils tentent d'éteindre le feu qui couve et qui finira tout de même par les consummer.

Monsieur Warren Buffett, vous avez certes remporté d'importantes batailles, mais par la guerre, c'est nous qui allons la gagner finalement, nous n'en avons jamais douté.

Là où vous avez commis une terrible erreur, c'est de croire que ce qui pouvait s'appliquer à une ou certaines couches de la population pourrait se généraliser à l'ensemble des masses exploitées, à tout un peuple. Or dans le passé jusqu'à nos jours, les faits ont toujours prouvé le contraire. Qui plus est, de nos jours plus qu'hier encore, c'est impossible de réduire l'ensemble de la population en esclavage, elle a trop de besoins, elle tient aux droits qu'elle a acquis et elle se bat pour les conserver, elle en réclame sans cesse de nouveaux, et quand bien même vous lui infligeriez de terribles défaites à répétition, elle n'acceptera jamais de se soumettre à votre dictature. Vous pouvez déployer un vaste arsenal de surveillance ou de contrôle pour orienter ses idées et son comportement conformément à vos besoins, vous munir d'Etats policiers, il n'en demeure pas moins vrai que vous ne pouvez pas lui interdire d'avoir ses propres besoins et d'exiger qu'ils soient satisfaits, de chercher la voie politique que lui permettront d'y parvenir, de vaincre votre classe en fait.

Ce qui vient d'être dit est confirmé par l'article suivant. Voyons en détail les tenants et les aboutissants de cette opération.

L'Union européenne est un paradis fiscal ou sa véritable nature.

Juncker fragilisé par le scandale "*Luxleaks*" d'évasion fiscale - AFP

Les révélations sur le système d'évasion fiscale massif mis en place au Luxembourg au profit des multinationales fragilisent Jean-Claude Juncker au moment où il prend la tête d'une Commission européenne dont il veut affirmer le rôle.

(Ca c'est l'os à ronger destiné aux populistes, opportunistes et révionnistes. - ndlr)

Jeudi, il a annulé au dernier moment sa participation à une conférence à Bruxelles.

(Sans importance, elle est reportée voilà tout. -ndlr)

M. Juncker a été pendant 18 ans, entre 1995 et 2013, Premier ministre du Luxembourg, considéré comme un des principaux paradis fiscaux dans le monde. Pendant cette période, entre 2002 et 2010, selon une enquête publiée par 40 médias internationaux, le Grand-Duché a passé des accords fiscaux avec 340 multinationales, dont Apple, Amazon, Ikea, Pepsi, Heinz, Verizon ou AIG, afin de minimiser leurs impôts.

(Junker fut pendant 18 ans le grand ordonateur de cette gigantesque fuite de capitaux des multinationales pour échapper à l'impôt ou en payer moins dans leur pays d'origine. Il était parfaitement au courant, l'avocat fiscaliste cité plus haut qui a négocié plusieurs accords de ruling reconnaît «*la clémence et bienveillance pendant longtemps des autorités luxembourgeoises*». Une pratique très courante et légale était d'octroyer des exonérations sur les retenues à la source pour le versement de dividendes à l'étranger. (lefigaro.fr 06.11)

Cela dit, on lira plus loin que pour Sapin c'est déjà le "*passé*" ou que personne ne peut reprocher à Junker ou au Luxembourg qui n'ont fait que profiter des failles de la réglementation fiscale et financière mondiale et à sa place tout le monde en aurait fait autant, personne ne peut donc l'accuser de quoi que ce soit puisqu'à aucun moment il n'a enfeint aucune loi, ces pratiques étant autorisées et parfaitement légales. On notera au passage et c'est important de le souligner, que ceux qui critiquent ou condamnent ces pratiques se situent donc sur le plan moral, ce qui évitent de condamner le capitalisme. - ndlr)

Cette polémique, quelques jours seulement après l'entrée en fonction de M. Juncker, complique sa tâche alors même qu'il a promis de renforcer la Commission en la rendant "*plus politique*".

(Mais justement, elle doit servir à justiifier cette opération, n'y parvenant pas par les procédés habituels ils ont imaginé ce scénario pour obliger tous les Etats à voler au secours de la Commission, ce qui lui permettra de faire passer plus facilement les mesures qu'elle peinait jusque-là à leur imposer, les chefs d'Etat ou leur gouvernement vont saisir de l'occasion pour se saisir de ces mesures ou les légitimer et les présenter tels quelles à leurs peuples qui n'y comprenant rien ne pourront pas s'y opposer ou les laisseront faire et le tour sera joué. Donc finalement, cette polémique sert les intérêts de la Commission et c'est elle qui en est à l'initiative, ou les Américains qui ont pu aussi lui forcer un peu la main. Car dans la Commission il y a des commissaires des 28 pays de l'UE et il n'est pas certain que tous aient été sur la même longueur d'onde, on sait même que ce n'était pas le cas jusqu'à présent, cette polémique avait donc pour objectif de vaincre leur réticence et à se ranger derrière Juncker, gageons que ce sera chose faite dans un bref délai, à moins qu'une véritable crise éclate au sein de la Commission mais on n'y croit pas trop, on a expliqué hier pourquoi.

Ce qui suit confirme ce qui vient d'être dit- ndlr)

D'emblée, il a cherché à affirmer son rôle face aux Etats, en assurant qu'il n'accepterait "*pas les critiques injustifiées*". Il s'en est pris au Britannique David Cameron et à l'Italien Matteo Renzi. "*Je ne suis pas un type qui tremble devant les Premiers ministres*", a-t-il dit.

(Effectivement, cette opération n'intervient pas n'importe quand et ce n'est pas le fruit du hasard comme on l'a souligné plus haut. - ndlr)

L'exécutif européen est prêt à sanctionner le Luxembourg, s'il y a lieu, a affirmé son porte-parole, Margaritis Schinas, lors d'un point de presse s'efforçant de protéger M. Juncker.

(Ils en sont au stade de l'hypothèse, de la supposition, du doute, alors que chacun savait que le Luxembourg n'était pas un paradis fiscal pour des prunes. - ndlr)

M. Juncker est "*serein*", a-t-il assuré, affirmant la détermination du nouveau chef de l'exécutif européen à renforcer l'harmonisation fiscale européenne.

(Il peut être "*serein*" en effet, puisque cette opération doit lui profiter ! On sait au moins à qui elle devrait profiter. L'harmonie économique et social que prône la Commission européenne est capitale, car elle doit servir à pouvoir mieux contrôler le fonctionnement de chaque pays, dans un premier temps afin qu'ils puissent appliquer à la lettre la politique dictée par l'oligarchie financière et qu'ensuite celle-ci puissent en suivre les effets, éventuellement la corriger en fonction des objectifs atteints et l'évolution de ses besoins. C'est un outil de gestion et pas autre chose, qui doit être efficace. C'est plus facile de contrôler l'économie d'un ensemble de pays quand leur législation est semblable ou identique, d'ailleurs on peut l'observer sur le plan politique puisqu'en réalité c'est pas là qu'ils ont commencé... et qu'ils doivent finir, car n'oublions pas que l'UE n'existe que par la volonté politique des dirigeants de chaque pays, leur soumission à cette institution supranationale mise en place par les Américains. Pour aller plus loin sur le plan de l'intégration politique, ils doivent passer par plus d'intégration économique et ainsi de suite.- ndlr)

Interrogée lors d'un colloque à Bruxelles, Mme Vestager a estimé qu'il n'y aurait "*aucun*" impact politique de cette affaire pour M. Juncker. Refusant de se laisser "*distraire par des questions de personnes*", elle a plaidé pour l'établissement de "bases communes" en Europe pour l'imposition des sociétés.

(Voilà confirmé ce que vous venez de lire à la fin du commentaire précédent. - ndlr)

La France et l'Allemagne ont volé à son secours. Cette affaire "*est le reflet du passé (...) je souhaite qu'on regarde l'avenir, on est en train de travailler à grande vitesse*" sur la lutte contre l'optimisation fiscale, qui "*n'est plus acceptable pour personne*", a déclaré

à Bruxelles le ministre français des Finances, Michel Sapin. Mais elle doit être "*mondiale*", a-t-il ajouté soulignant que le Luxembourg n'était pas le seul paradis fiscal.

(Pour Sapin, cette affaire est du "*passé*", alors que les accords passés entre le Luxembourg et des centaines de multinationales demeurent, si on avait besoin d'une preuve pour démontrer qu'ils ne s'attaqueront jamais aux paradis fiscaux, Sapin vient de nous en fournir une.

A les entendre les paradis fiscaux seraient privés de tous les instruments financiers qui les font vivre ou qui justifient leur existence, et cependant ils continueraient d'exister et ils se porteraient comme un charme au point même de proliférer ! - ndlr)

"*Juncker vient d'arriver. Si on veut l'affaiblir, c'est une bonne idée*", a renchéri un responsable français à propos des révélations. "*C'est une folie européenne de voir essentiellement les problèmes entre nous*", a-t-il insisté, évoquant des pratiques identiques aux Etats-Unis.

(Tiens donc, l'opération serait-elle pilotée depuis Washington qui ne craint rien puisque ce sont les maîtres absolus ? Là bas aussi, Obama, les démocrates et les républicains mènent un combat féroce contre l'optimisation, l'évasion ou la fraude fiscale... - ndlr)

Pour le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, ce n'est "*pas du tout*" dommageable à M. Juncker. "*Ce n'est pas lié à un gouvernement en particulier*", selon lui, "*c'est dans le cadre légal, mais nous travaillons à changer la législation*". AFP 06.11

(Ne vous occupez pas de ces questions trop compliquées pour vous, on s'en chargera très bien à votre place, faites-nous confiance, ben voyons ! ndlr)

Valls en famille.

- A Pau, le pas de deux entre Valls et Bayrou - Libération.fr

Jugeant qu'il n'y a «rien de pire que le sectarisme», jeudi à Pau en présence du maire Modem François Bayrou, Manuel Valls lui a lancé : «*Je ne doute pas que vous et moi continuerons notre dialogue républicain et fructueux.*» Ajoutant : «*L'amour de la France qui est le nôtre doit être mis au service de l'intérêt général.*» Dans la bouche d'un socialiste, on connaît propos moins cordial à l'adresse d'un centriste qui, s'il a voté Hollande contre Sarkozy en 2012, est depuis retourné sur le flanc droit de l'échiquier politique, caressant ouvertement des projets d'alliance avec Alain Juppé - si ce dernier était désigné candidat de la droite pour 2017.

Louant la «*lucidité*» du Premier ministre sur le besoin d'une ouverture à d'autres forces politiques, Bayrou a jugé que «*Hollande a les clés : il faut une dissolution et une élection, ça s'impose.*» Libération.fr 06.11

On ne peut pas imaginer que Valls aurait pris une telle initiative sans l'aval de Hollande, ajoutons, connaissant parfaitement la position de Bayrou qui réclame la dissolution de l'Assemblée nationale. J'ai lu ailleurs qu'une loi qui introduirait un brin de proportionnelle histoire de faire une place au FN pourrait précéder la dissolution.

On ne va pas se mettre à faire des pronostics, mais je ne sais pas pourquoi, sans même y penser, tous les matins en me connectant je m'attends à apprendre que Hollande a pris cette décision la veille au soir, comme si c'était une décision qui coule de source.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: méga machine-arrière de Washington - french.irib.ir

A en croire le journal Raï al Youm, les Etats Unis auraient proposé la tenue d'une conférence Genève III. Le journal qui cite les sources bien informées en Syrie ajoute : Un diplomate occidental aurait informé Damas de la décision de Washington de renoncer à la formation des rebelles modérés. La raison est évoquée en ces termes : " *Selon les rapports de l'armée américaine, il est impossible de former les rebelles modérés car il est impossibe de faire confiance à ces rebelles alors que ces derniers ne cessent de faire désertion, de quitter les rangs de leurs milices pour les rangs de Daech ou d'Al Nosra. Obama n'a aucunement envie d'en accepter les conséquences*".

Selon une source diplomatique syrienne interrogée sur la solution politique de la crise syrienne , " *les choses se dirigent vers une résurrection de la conférence Genève. Les amis russes nous ont proposé la tenue de la conférence III début 2015, une conférence qui serait une version corrigée de Genève I et Genève II. Suivant cette version, la participation des groupes d'opposition anti-Assad s'élargira. Il s'agit des opposants internes, des organisations et des personnalités indépendantes n'ayant aucun lien avec la coalition des opposants syriens. Ces idées constitueront l'axe principal des pourparlers de Moallem en Russie où il est attendu fin novembre*". Et cette source d'ajouter : " *Nous avons appris que les américains ont changé leur position vis-à-vis du plan russe et qu'ils souhaitent une reprise des négociations politiques autour de la Syrie*". french.irib.ir 06.11

Burkina Faso

- Burkina : Un accord sur la transmission du pouvoir aux civils - french.irib.ir

Un accord sur la transmission du pouvoir aux civils a été trouvé mercredi soir au Burkina. Aucune personnalité n'a toutefois été désignée pour mener cette période de transition d'un an devant mener à des élections en novembre 2015. Décryptage. Arrivés mercredi 5 novembre à Ouagadougou en tant que médiateurs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dans la crise burkinabè, les présidents John Dramani Mahama (Ghana), Macky Sall (Sénégal), et Goodluck Jonathan (Nigeria) sont parvenus à décrocher un accord entre l'armée, les leaders politiques, la société civile, et les chefs religieux et traditionnels sur la suite de la période de transition. L'accord annoncé mercredi soir, après plusieurs heures d'intenses négociations, n'a pas atteint l'objectif fixé en début de journée : la désignation d'une personnalité civile chargée de mener la transition.

Selon le communiqué de la Cédéao, "*les parties prenantes burkinabè*" sont toutefois tombées d'accord sur la "*levée immédiate de la suspension de la Constitution*", la "*nomination urgente par consensus d'une éminente personnalité civile pour présider la transition*", et la "*formation d'un gouvernement de transition pour une période d'un an*". Le texte précise que des élections présidentielles et législatives seront organisées d'ici novembre 2015. L'accord stipule enfin que les protagonistes poursuivront leurs consultations pour "arrêter la structure et la composition des organes de transition".

À en croire John Dramani Mahama, président en exercice de la Cédéao, qui s'est exprimé devant la presse dans la soirée, cela devrait être fait "*d'ici quelques jours plutôt que quelques semaines*". Pressé par la communauté internationale, le lieutenant-colonel Zida s'était engagé oralement mardi à rendre le pouvoir aux civils.

Le communiqué de la Cedeao montre qu'il a tenu sa promesse. Reste à savoir combien de temps cela va prendre. "*Une chose est certaine : Zida a accepté de lâcher les rênes de la transition, mais cela ne se fera pas contreparties pour l'armée*", glisse une source diplomatique. Autrement dit, les militaires joueront un rôle au sein de la transition et contrôleront très probablement des ministères clés comme ceux de la Défense, de la Sécurité, ou encore de l'Administration territoriale. Il n'est pas non plus exclu que l'avenir personnel du lieutenant-colonel Zida ait été au cœur des discussions. La garantie de l'obtention du statut d'ancien chef d'Etat – et de tous les avantages qui y sont liés – est évidemment un argument de poids dans ce genre de situation. french.irib.ir 06.11

Cameroun

- Cameroun : Paul Biya célèbre ses 32 ans au pouvoir - french.irib.ir

Le président camerounais Paul Biya célèbre ce jeudi ses 32 ans de règne au Cameroun. Plusieurs manifestations ont en effet été organisées par le gouvernement pour célébrer l'arrivée à la tête du pays du dirigeant, il y a 32 ans.

Selon l'agence de presse africaine APA, cette journée est ponctuée par les meetings politiques à travers le pays, sous les auspices du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir) dont Paul Biya reste et demeure le président national depuis la création du parti en 1985. french.irib.ir 06.11

Israël

- Achoura 2014: Israël planifiait d'assassiner Sayed Nasrallah - french.irib.ir

Un responsable sécuritaire européen haut placé a révélé au journal hollandais De Telegraaf qu'Israël projetait d'assassiner le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah au dixième jour de l'Achoura, assurant qu'un obstacle logistique a saboté ce projet.

Selon le site d'information Mersad news, dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, ce haut responsable européen a dit, sous le couvert de l'anonymat, qu'Israël a activé un plan préparé à l'avance pour liquider Sayed Nasrallah lorsqu'il interviendra en public pour

tout prochain discours.

En effet, l'unité spéciale israélienne, Siryat Metkal, a mené des entrainements à la base d'informations faisant état de la participation de Sayed Nasrallah à la commémoration de l'Achoura. Ce dirigeant militaire, qui travaille dans une ambassade d'un pays occidental à Tel Aviv, a ajouté que le projet d'assassinat prévu se base sur le lancement d'un missile téléguidé ayant une faible force destructrice pour laisser penser qu'il s'agit d'un attentat à la bombe ou d'un attentat suicide. De même source on assure que l'échec de cette unité d'élite israélienne est dû au déploiement par le Hezbollah de ses unités spéciales tout au long de la route que devait emprunter Sayed Nasrallah.

Dans un entretien téléphonique avec un haut officier sécuritaire israélien, celui-ci a souligné que les nouvelles unités du Hezbollah ont pu avertir les compagnons de Sayed Nasrallah de la présence de drones israéliens au-dessus du complexe du maitre des martyrs.Selon cet officier, "*les casques que les éléments de cette unité portaient étaient liés à l'unité des radars russes installée sur le Mont Cheikh et qui a pu déterminer le point de départ des drones et leur transgression de l'espace libanais*".

Et cet officier d'ajouter: "*Nous ne nous attendions pas à ce que le Hezbollah possède cette technologie malgré notre possession d'information sur l'acquisition par le Hezbollah de cette technologie russe*". Le même journal hollandais a tenté d'interroger le porte-parole de l'armée israélienne, mais celui-ci s'est abstenu de tout commentaire. Source: Mersad news lu sur Al Manar. french.irib.ir 06.11

Haut de page

Le 8 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté une quinzaine d'articles, pas le temps de faire la causerie, j'ai dû m'occuper de mes affaires. Un frigidaire qui tombe en panne, la grosse galère avec la chaleur, le condensateur qui était foutu. J'ai revendu le générateur, cela permettra de payer le carrelage du sol de la maison.

En fait je suis complètement claqué, à 14 heures je ne pouvais plus garder les yeux ouverts face à l'écran et j'ai dû me résoudre à aller faire une petite sieste. Selon les heures de la journée la connexion Internet est si lente que je ne peux pas télécharger un seul fichier ni accéder au serveur qui héberge le site, une vraie galère et je n'exagère rien.

Chaque fois que je veux me connecter à Internet, je dois déplacer à la hauteur de la fenêtre la table sur laquelle se trouve l'ordinateur, celle où se trouve le clavier plus mon fauteuil (en plastique, c'est le grand luxe !) ensuite j'ouvre la moustiquaire (une grille métallique très fine, elle agit comme une cage de Faraday) et je passe par la fenêtre le cable avec le modem au bout. Je ne peux pas laisser les deux tables contre le mur, sinon je ne peux plus accéder à la fenêtre pour l'ouvrir ou la fermer, d'où ce déménagement deux à trois fois par jour.

Dans ma maison les moustiquaires seront en plastique, j'ai donc hâte de déménager. Le gros oeuvre est terminé. Il reste à poser les portes, les fenêtres (à faire fabriquer en alu, c'est le moins cher), la peinture et le carrelage à poser, plus les auvents à installer tout autour de la maison, couvrir la terrasse, plus quelques bricoles, j'ai décidé de déménager seulement lorsque tout sera absolument terminé, sinon ce sera la galère quotidiennement, tout en sachant que je vais avoir des surprises et bien me faire chier pour un tas de conneries grosses et petites. Je dois tout tester avant de déménager, penser à tout, c'est un truc de dingue. Il faut être très patient et éviter de s'énerver.

J'ai encore deux problèmes importants qui devraient être résolus la semaine prochaine. Les impôts doivent me rembourser 40.000 roupies (450 euros) et une personne à qui j'avais prêté de l'argent doit me le rendre en principe lundi ou mardi qui vient, j'en ai absolument besoin pour terminer mon installation. Il me restera une petite somme.

Le frère de Selvi qui est aussi l'époux de sa fille Kavida ainsi que leurs trois enfants - le troisième doit venir au monde d'un jour à l'autre, sa mère et le fils de Selvi vivent entassés dans un taudis de moins de 20m² dont le toit fuit de partout, le sol est défoncé par endroit et l'eau de ruissellement essort pas là, ils ont construit des WC et un point d'eau dans la petite cour attenante qui n'est pas couverte, lors de la dernière mousson qui a été très importante et qui vient de s'achever, Selvi me racontait tous les matins en arrivant la nuit épouvantable qu'ils avaient passée, en plus plongés dans le noir en raison des coupures de courant, bref l'horreur.

Kumar s'est occupé de la construction de ma maison depuis bientôt quatre mois, il y consacre souvent plusieurs heures par jour, c'est lui qui a acheté tout le matériel et qui a trouvé les ouvriers, je me sens donc obligé de faire quelque chose pour ne pas les laisser dans cette situation-là, vous en conviendrez. Donc s'il me reste un peu d'argent, au lieu de changer mes meubles pourris après le tsunami de 2004, je vais lui donner de quoi arranger un peu sa maison, malheureusement je suis très limité financièrement

et il devra se contenter de ce que je lui donnerai. C'est aussi pour cela que je pensais faire appel à la générosité des lecteurs du site, pour partager, pas pour m'acheter des trucs hors de prix et dont je me passe habituellement. C'est un chic garçon, courageux et honnête, et franchement cela me fait mal au coeur de voir dans quelles conditions ils vivent, cela me rend malade rien que d'y penser. Ah j'ai de quoi alimenter ma haine du capitalisme au quotidien ici !

Je ne vous raconte pas tout, c'est devenu ma nouvelle famille si vous voulez. Par exemple, toutes les semaines ils m'apportent leur linge à laver et pendant que Selvi est au boulot, c'est moi qui m'en charge, je fais trois ou quatre machines à laver et j'étends le linge, quand il est sec Selvi le plie et le met dans des grands sacs qu'elle ramène chez eux quand je la raccompagne le soir en moto. C'est moi aussi qui paie la lessive et je ne leur demande rien, cela me fait plaisir de les aider, j'ai envie de dire que tout le plaisir est pour moi car je suis comme cela, je trouve que cela va bien avec mes idées ou ma conception du socialisme.

J'ai horreur des gens intéressés, mais je conçois qu'on le soit quand on est pauvre, j'ai donc un esprit très large me semble-t-il, vous comprenez pourquoi souvent je dis qu'il ne faut pas juger nos semblables, ce que j'évite de faire. On évoque parfois l'éducation des masses, on pourrait commencer par celle des militants et à mon avis il y a du boulot à faire. On vit dans une telle société de merde, qu'on a vraiment intérêt à réfléchir à notre propre comportement envers les autres et à s'entraider. Il arrive souvent qu'on soit victime d'injustices, il ne faut pas en prendre ombrage ou se formaliser pour si peu et en profiter pour les imiter, non, au contraire, il faut persister à avoir l'attitude la plus droite possible sans rien attendre en retour, c'est le seul moyen de ne pas être déçu et de de ne pas donner raison à nos ennemis dont le comportement est abjecte et transforme la société en une véritable jungle insupportable.

On peut servir de modèle aux autres ou conforter les principes ou valeurs dans lesquels ils croient également, même s'ils ont parfois du mal à les respecter, d'autant plus qu'on bénéficie de conditions meilleures que les leurs, et puis comment peut-on prétendre combattre pour une société meilleure et plus juste si nous le sommes pas nous-même. C'est bien beau de se dire socialiste ou communiste, mais cela se mérite, sinon cela ne veut rien dire si on se comporte n'importe comment.

Je vais vous avouer un truc pour revenir à Kumar. Vous allez me dire qu'il n'a pas fait tout cela pour des prunes, qu'il avait peut-être dans l'idée qu'ensuite je ferais quelque chose pour lui. C'est possible et j'y ai également pensé, ce serait normal qu'il y ait pensé. Je dois tout de même rappeler qu'avant qu'il supervise la construction de ma maison j'avais déjà versé 230.000 roupies à sa soeur Selvi, dont 130.000 roupies avaient servi à régler une grosse partie de la facture de son mariage, celui de Kumar. Et lorsque j'ai acheté le terrain, comme s'est lui qui avait servi d'intermédiaire avec le vendeur je lui ai versé 20.000 roupies pour remplacer sa télévision qui était foutue. Donc au total j'ai déjà versé 250.000 roupies à Kumar et Selvi que je ne connaissais pas avant la fin février. L'argent que j'ai versé à Selvi qui est devenue ma compagne, a servi à régler ses dettes, à l'affanchir ou la libérer de l'esclavage dans lequel elle était tombée et non pour l'acheter.

Que maintenant Kumar se soit mis dans l'idée que je pourrais l'aider financièrement pour m'avoir aidé à construire ma maison ne me choque pas du tout, qu'il en ait fait le calcul ne m'étonnerait pas, puisque lorsqu'on est confronté à la pauvreté et qu'on n'a aucun espoir d'en sortir, c'est le seul comportement à avoir pour espérer qu'en contrepartie quelqu'un vous viendra en aide. Je préfère de loin cette attitude à celui qui abuse de votre gentillesse et se fait voleur. Je lui ai confié d'importantes sommes d'argent depuis quatre mois sans rencontrer le moindre problème. C'était dans son intérêt, car j'en connais plus d'un qui dans le passé s'étaient servis au passage, alors que lui a été parfaitement honnête avec moi.

Vous allez me dire que c'est normal et qu'il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, sauf que c'est mal connaître la pauvreté et ce qu'elle peut vous conduire à faire, il faut avoir été dans cette situation pour le comprendre ou vivre dans ce milieu. Non, cela ne va pas de soi de demeurer honnête quand on est pauvre (encore moins quand on est riche !) , on peut trouver un tas d'excuses pour ne pas le rester très longtemps, y compris avec sa propre famille, car c'est chacun pour soi. Vous allez me dire que dans ce cas-là ils ont des rapports épouvantables, assurément et bien pire encore. La tentation est grande et les interdits ou la morale à deux balles n'a aucune emprise sur eux, sauf quand ils ont encore suffisamment de force pour conserver la dernière chose qu'ils leur restent à brader en dernier recours avant de sombrer définitivement, leur dignité.

Aider le pauvre à conserver sa dignité, c'est la chose la plus utile qu'on puisse faire pour lui. Notre lutte de classe y contribue, mais il faut bien avouer qu'elle lui est d'aucun secours quand il est confronté au quotidien à des difficultés qui concernent ses besoins les plus vitaux, notre intervention à ce moment précis est capital pour lui. Alors quand on rencontre des pauvres ou des plus pauvres que soi, on se doit de les aider dans la mesure de nos moyens à conserver ou retrouver ce qui leur est le plus cher pour demeurer digne de figurer dans la communauté humaine. Ceux qui ont rejoint les rangs de l'Emirat islamique par exemple, et se livrent à des actes d'une cruauté inouie, n'en font hélas plus partie.

Pour le militant ouvrier que je suis, tout cela est intimement lié. Il est très tard et je dois arrêter. On aurait pu ajouter que la dignité est bien ce qu'il fait le plus défaut à ceux qui nous gouvernent, aux oligarques et à tous leurs larbins, aux médias. Tous ceux qui trichent avec la réalité, la déforme, la manipule, la falsifie, etc. en manquent singulièrement.

On actualisera le site demain ou lundi. Bon dimanche.

Haut de page

Le 9 novembre 2014

CAUSERIE

Les causeries d'octobre sont disponibres au format pdf, 231 pages.

Une vidéo.

Interview d'André Bouny: "Cent ans au Viêt Nam" [Arrêt sur Info]
http://www.youtube.com/watch?list=UUgprDP41wz8wnsPt3-HIIDQ&v=Ci_UieIqlZI

Entretien réalisé par Gérard Lazare à Paris. L'ouvrage "*Cent ans au Vietnam*" d'André Bouny (Editions Sulliver) présente des « *éclats de vies* » dans l'ordre chronologique; tous se déroulent au Viêt Nam, de 1926 à nos jours. Un siècle de servitude est ainsi évalué à l'aune des destins individuels que la colonisation et les guerres ont brisés, ou sur lesquels elles ont dramatiquement influé. Pourtant, sous le poids de l'Histoire, la corde personnelle ne rompt pas. Et, au-delà même des situations et des personnages qui illustrent cette inaliénable résistance, le mérite principal de ces textes et de la langue qui les porte est peut-être de parvenir à nous pénétrer de la musique aux accents si particuliers que délivre l'âme persistante d'un peuple.

Pépites intenses, avivées par l'intérêt que, depuis des décennies, l'auteur porte au Viêt Nam, à ses habitants et à leur culture, ces treize nouvelles scellent dans nos esprits des représentations indélébiles.[Arrêt sur Info - 5 Octobre 2014] http://arretsurinfo.ch/video-cent-ans...

Notre histoire

Le CERMTRI vous invite à une conférence - débat le Samedi 22 novembre 2014 à 14 h 30 précises (Le lycée ferme ses portes à 15h) dans le Salon des Actes du lycée Carnot 145, Bd Malherbes – 75017 – Paris (M° Malesherbes)

Sous la présidence de Jean-Jacques Marie, historien, responsable des Cahiers du mouvement ouvrier, Josep Antoni Pozo González, historien, présentera son livre "*Pouvoir légal et pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936*", et répondra aux questions.

Il faut bien reconnaître que sont bien rares les travaux de recherche sur le pouvoir légal et le pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936 après le soulèvement militaire commencé le 17 juillet au Maroc « espagnol », en d'autres termes sur le phénomène dit du « double pouvoir » entre juillet et octobre 1936, objet du livre de notre auteur. Non que ce phénomène n'ait fait l'objet d'études, mais sans procéder à une recherche exhaustive de l'activité des centaines de comités aux noms très variés qui ont couvert la Catalogne en réponse immédiate à la rébellion militaire factieuse.

Quelles ont été les relations entre les représentants du Gouvernement de Catalogne (pouvoir « légal ») et ceux du Comité Central de Milices Antifascistes (CCMA) avec les Comités locaux (pouvoir réel) ? Quels débats ont agité les organisations politiques et syndicales, les gouvernants, le peuple, se réclamant de l'anarchisme, de l'anarcho-syndicalisme, du socialisme, du communisme, de l'indépendance catalane sur tout l'État espagnol, notamment sur la question : fallait-il d'abord gagner la guerre avec la promesse de procéder ensuite à des transformations sociales, soigneusement laissées dans le vague d'ailleurs? Ou bien pouvait-on gagner la guerre si n'était pas menée dans le même élan une politique donnant aux millions d'opprimés d'Espagne l'assurance que la guerre et la victoire allaient poursuivre et confirmer ces conquêtes révolutionnaires que le CCMA et les comités locaux avaient mises en œuvre dans l'urgence de la guerre et de l'effondrement de toutes les structures de l'État ?

Pour quelles raisons la quasi intégralité de la grande bourgeoisie espagnole, de la finance, de l'Église se sont-elles ralliées à cette « Croisade » militaire qui ne semblait être au début qu'un pronunciamiento de plus dans la tradition militaire putschiste espagnole ? Qu'en est-il de l'intervention d'Hitler et Mussolini aux côtés de Franco ? Et de l'URSS aux côtés de la République ? Et de la non-intervention des démocraties occidentales ?

Quasiment quatre-vingts ans après, ces événements qui ont provoqué une considérable saignée dans la population et les forces vives du pays (ouvriers, employés, petits paysans et artisans, ouvriers agricoles, et «*maîtres d'école* » comme on les appelait) peuvent-ils éclairer l'histoire actuelle et particulièrement en Catalogne, mais pas seulement, sur la question de savoir si un peuple, les peuples d'Espagne peuvent décider souverainement de leur avenir ?

Selon "***Newsweek***", la Turquie aide l'Émirat islamique

Dans son édition du 7 novembre 2014, *Newsweek* publie le témoignage d'un jihadiste de l'Émirat islamique [1]. Il atteste d'un

accord permettant aux combattants de l'ÉI de franchir la frontière. Il indique également que les commandants de l'ÉI parlent le turc et discutent en permanence par radio avec les autorités turques. Enfin, il souligne que l'armée turque aide l'ÉI à combattre les kurdes.

Dans le même article, un responsable du PYG assure que la Turquie ne se contente pas de ce genre de soutien, mais fournit également des armes à l'ÉI.

Le Réseau Voltaire a révélé que

- (1) de janvier à mai, la France et la Turquie ont combattu l'Émirat islamique,

- (2) à partir de juin ces deux États l'ont soutenu avec les États-Unis et l'Arabie saoudite. Ainsi, les armes dont l'ÉI disposait pour entrer en Irak lui avaient été offertes par l'Arabie saoudite et avaient été véhiculées en juin par un train spécial affrété par le MIT (services secrets turcs),

- (3) depuis septembre, la Turquie aide l'ÉI à éliminer les Kurdes de Syrie. Réseau Voltaire 08.11

Note.

[1] "'*ISIS Sees Turkey as Its Ally' : Former Islamic State Member Reveals Turkish Army Cooperation*", par Barney Guiton, Newsweek, 7 novembre 2014.

Il y a quelques jours Hollande a bien reçu Erdogan, l'allié de l'Émirat islamique que Hollande prétend combattre au coté des Américains, Britanniques, Canadiens, Australiens, etc., n'est-ce pas ?

Quelle perspective proposer au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière ?

Je ne suis pas en France, aussi si je peux suivre en grande partie ce qui s'y passe, il n'en demeure pas moins qu'il y a forcément des choses qui m'échappent.

A défaut d'analyses dans les journaux ou portails nationaux des différents partis, groupes, etc, sur la situation en France au delà du discours politique habituel, je veux dire par là sur la manière dont les différentes classes vivent ou réagissent à la situation actuelle, dans quel état d'esprit elles sont, comment il évolue dans chaque couche de la société, quelles sont les principales tendances qui se dégagent et dont leur comportement rend compte, de même que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs, tout cela est totalement absent de leur littérature, de telle sorte qu'il est difficile de se faire une idée précise sur toutes ces questions qui participent évidemment à l'évolution des rapports entre les classes.

En écrivant ces lignes je découvre que je suis dans la même situation que les travailleurs qui lisent leur littérature et qui ne sont pas plus avancés à l'arrivée. Cela dit sur le plan politique il faut bien prendre position.

Après avoir pris connaissance du contenu et de l'orientation politique de l'appel lancé par le POI et des militants d'autres partis ou organisations "*d'organiser une large conférence pour l'unité, la résistance, pour la défense des intérêts des travailleurs, pour la démocratie.*", je pense que nous pourrions soutenir cette initiative dans la mesure où cet appel fournit un cadre suffisamment large pour permettre aux travailleurs ou aux militants dans le respect de leurs convictions, de participer au combat politique contre le patronat, le gouvernement et les institutions de la Ve République, l'Union européenne.

On regrettera toutefois que cet appel privilégie l'aspect social de la situation au détriment de son aspect politique qui est à peine évoqué sous la forme d'un questionnement sur les institutions, alors que les travailleurs et les militants attendent des réponses cohérentes et claires sur le plan politique, notamment les plus avancés, à savoir que seul un gouvernement ouvrier abolira toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis 40 ans et s'attaquera aux fondements du capitalisme, condition préalable indispensable pour satisfaire l'ensemble de leurs revendications sociales, un gouvernement ouvrier qui abolira les institutions de la Ve République et qui du même fait rompra avec l'ensemble des institutions économiques ou politiques du capital, permettant de reconstruire la société sur des bases meilleures et plus justes, d'avancer sur la voie du socialisme.

Ce n'est pas la première fois que le POI est à l'initiative de ce genre d'appels qui ont débouché sur rien. Si comme ce fut le cas précédemment aucune orientation politique n'était adoptée à l'issue de cette conférence, il faudrait en déduire une fois de plus qu'elle n'aura servi à rien.

Qu'il y ait une discussion dans le mouvement ouvrier sur les institutions (de la Ve République) et qu'on ne puisse pas ignorer les différentes propositions avancées par les uns et les autres peut se concevoir, mais dans une certaine limite seulement. C'est ainsi que contrairement à ce qui est écrit dans cet appel, on ne peut concevoir un instant que des militants colportant des illusions dans les institutions au point de croire qu'il serait possible de les réformer pourraient participer à cette conférence, dont

l'objet doit être d'ouvrir la voie au combat politique du mouvement ouvrier pour renverser les institutions de la Ve République ou dans cette perspective politique. Sinon il s'agira d'une conférence syndical et elle aura une orientation social-patriote.

Il faut bien comprendre que les deux positions exposées ici s'excluent ou sont incompatibles, irréconciliables. C'est pour nous la ligne rouge à ne pas dépasser.

A l'attention des lecteurs.

Nouvelle mise en garde à propos des articles publiés dans notre portail. Elle ne concerne pas l'article qui suit il faut préciser.

Ce dont les lecteurs doivent se méfier, ne pas retenir ou carrément rejeter, ce sont les conclusions que leurs auteurs fournissent à la fin de leurs articles, généralement dans le ou les deux derniers paragraphes. Il arrive parfois qu'elles figurent au tout début de leurs articles, dans la présentation ou l'avant-propos.

Dans huit ou neuf cas sur dix leurs conclusions posent problème car elles véhiculent des illusions dans la classe dominante ou ses institutions, à défaut de retenir le facteur déterminant de la lutte des classes dans leurs analyses ou d'ignorer ses différentes composantes dont la classe des exploités, ils s'en remettent systématiquement sauf à de très rares exceptions à la classe dominante pour résoudre une question qu'ils ont soulevée ou abordée, alors qu'elle en est justement à l'origine ou la cause. Il est dès lors facile de comprendre que si c'elle elle qui le résoud ce ne sera jamais en fonction des intérêts des travailleurs ou des peuples, mais uniquement en fonction de ses propres besoins, même si l'on doit admettre qu'il arrive que les choses ne se déroulent pas comme elle l'avait prévues et qu'elle doive s'en remettre temporairement à des solutions contraires à ses principes ou intérêts, dans ce cas-là il n'y a pas lieu de s'en féliciter ou de féliciter ses représentants comme le font généralement les auteurs de ses articles, car quelles que soient les solutions qu'elle aura retenues, soit ils feront en sorte que les travailleurs ou les peuples n'en profitent pas, ils feront tout pour les spolier d'une éventuelle victoire, soit elles se retourneront contre eux à la première occasion.

Cette précision était nécessaire pour demeurer sur un terrain de classe indépendant de la classe dominante, pour continuer notre combat strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme.

Nous sommes du genre à faire des concessions à notre ennemi de classe, sauf tactiquement quand cela sert notre propre combat ou qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort car il ne faut pas être stupide non plus, dogmatique si vous préférez. Nous ne sommes pas des aventuriers, nous estimons que publier ce genre d'articles constitue déjà une concession à la limite de nos possibilités sans renier nos principes qui eux sont ni amendables ni négociables.

Conditionnement, guerre psychologique et idéologique.

On a là la trame et tous les facteurs qui permettent de comprendre comment dans leur société des travailleurs souvent jeunes en arrivent à commettre des actes désespérés, comment les médias et le gouvernement les présentent et les exploitent, à quelle fin, politique évidemment, qui en sont les véritables responsables. Je n'ai reproduit ici que les passages les plus significatifs, l'article en entier figure dans le site.

- Le Canada et la guerre au terrorisme: Que s’est-il réellement passé à Ottawa? - Mahdi Darius Nazemroaya - mondialisation.ca - 05.11

Même si les attentats de Saint-Jean-sur-Richelieu et d’Ottawa n’ont aucun rapport entre eux et ne s’inscrivent pas dans un effort coordonné, on les a quand même reliés. L’attaque suivie du délit de fuite a été ajoutée au récit d’Ottawa le 22 octobre afin de construire l’image d’une bataille en bonne et due forme. Cela relève de ce que les sociologues appellent une panique morale.

La couverture médiatique, le confinement massif dans le coeur du centre-ville d’Ottawa et les mesures nationales prises par le gouvernement fédéral ont créé une certaine panique à Ottawa et chez tous les Canadiens. Dans ces conditions, les gens peuvent agir de façon imprévisible ou anormale et ils sont prêts à faire des concessions qu’ils ne feraient pas normalement au gouvernement. Autrement dit, lorsque la société est prise par la peur, de nombreux citoyens sont disposés à renoncer à leurs libertés civiles et à s’en laisser retirer par les autorités.

Légalement, Martin Couture-Rouleau et Michael Zehaf-Bibeau sont des meurtriers. Au lieu de les traiter comme des criminels, on a utilisé le terme « *terroriste* », contenant une charge politique et psychologique évidente. Toutes les lois nécessaires pour juger ces criminels existent déjà au Canada, mais on instaure de nouvelles lois pouvant potentiellement être utilisées contre des dissidents légitimes s’opposant aux politiques gouvernementales.

De plus, la police se militarise dans le nouveau contexte de la lutte au terrorisme. Les mesures que le gouvernement Harper désire normaliser comprennent également le contrôle et la censure d’Internet, le retrait inconstitutionnel et illégal de la citoyenneté et le retrait des droits de mobilité accordés par la Charte canadienne des droits et libertés. Cette mesure est déjà en vigueur avec la confiscation de passeports. Tous les Canadiens ont le droit de quitter le Canada et d’y revenir librement, à moins d’avoir

commis une offense de nature criminelle. Le gouvernement veut s'arroger le pouvoir de retirer les passeports au moindre doute de méfait, sans preuve.

L'idée de retirer la citoyenneté est également une question politique dans la mesure où elle sert à alimenter les préjugés dans certaines sphères de la société dans différents pays xénophobes et qui n'aiment pas certaines couches de la société pour différentes raisons.

Selon un vieil adage, la société a tous les criminels qu'elle mérite, c'est-à-dire que dans bien des cas les criminels sont le produit d'un problème structurel de la société.

Les deux assaillants consommaient de la drogue et souffraient de problèmes psychologiques qui nécessitaient des soins. Le tireur d'Ottawa avait cherché de l'aide et étouffait de désespoir et de non-appartenance.

Au lieu de regarder à l'étranger et de blâmer des forces extérieures, le Canada doit faire son propre examen de conscience. La source du problème comprend le déclin des services sociaux au Canada qui ont subi les coupures et les mesures d'austérité du gouvernement. En blâmant le groupe armé État islamique et Internet. le gouvernement refuse en même temps de reconnaître son propre échec et la marginalisation d'un grand nombre de citoyens canadiens qui ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin. mondialisation.ca - 05.11

ACTUALITE EN TITRES

La fête du fric.

- Wall Street, toujours à des records, regarde déjà vers Thanksgiving - AFP

- Magasins : c'est déjà Noël ! - Francetv info

L'Organisation Mondiale de la Crise

- L'OMC confrontée à "*la plus grave crise*" de son histoire, selon son directeur général - AFP

Paralysée en raison du blocage par l'Inde d'un accord historique conclu à Bali en décembre 2013, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est confrontée "*à la plus grave crise*" depuis sa création, a averti samedi à Pékin son directeur général. AFP 08.11

Les bienfaits de l'union nationale larvée : L'excès de zèle droitier.

- Sécu : le Sénat veut un milliard d'économies supplémentaires - LePoint.fr

La Chambre va demander au gouvernement de revoir sa copie dans le domaine de la santé. LePoint.fr 07.11

Pseudo-gauche. On a les "***amis***" qu'on peut.

- PCF: Pierre Laurent tend de nouveau la main aux "*amis frondeurs et écologistes*" - AFP

Mélenchon sait de quoi il cause !

- Hollande sur TF1: Jean-Luc Mélenchon qualifie François Hollande d'«*usurpateur*» - 20minutes.fr

Les porte-parole de la pire réaction mènent un combat politique quotidien sur tous les fronts.

- La dernière fourberie de la Stasi - Slate.fr

- The Advocate grime Poutine en Hitler et le désigne «*personne de l'année*» - Slate.fr

- Aux Etats-Unis, on devrait avoir bientôt droit à une pomme de terre transgénique potentiellement anti-cancérigène - Slate.fr

- Affaire des «*43 d'Ayotzinapa*»: comment le Mexique s'est rêvé en nouveau Brésil pour se réveiller en nouveau Nigéria - Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui dirigent l'UE ?

Pardi, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en fait partie. Avis à ceux qui titraient : crise au somme de l'UE.

- Budget UE : Cameron obtient une victoire à la Pyrrhus et exaspère ses partenaires - AFP

Les Européens ont accordé vendredi à la Grande-Bretagne la possibilité de différer après les élections générales de mai 2015 le paiement d'une rallonge de 2,1 milliards d'euros au budget européen pour 2014, sans cacher leur exaspération face au chantage exercé par David Cameron.

"*J'ai dit que je ne paierai pas 1,7 milliard de livres (2,1 milliards d'euros) le 1er décembre. J'ai réduit l'addition de moitié et je ne paierai rien avant juillet prochain. J'obtiens des résultats pour le Royaume-Uni*", s'est vanté le Premier ministre britannique sur son compte twitter.

"*C'est un véritable succès*", s'est félicité son ministre des Finances George Osborne, après avoir négocié l'accord avec ses homologues européens à Bruxelles.

"*L'accord satisfait tout le monde, au détriment de personne*", a-t-on commenté dans les autres délégations en manifestant une certaine irritation face aux cris de victoire britanniques.

Pour obtenir cet accord, le Premier ministre britannique a exercé jusqu'au dernier moment une énorme pression sur les négociations.

"*J'ai donné une réponse claire : nous ne paierons pas ces 2,1 milliards d'euros le 1er décembre et je n'ai pas l'intention de payer un tel montant*", avait-il réaffirmé dans la matinée à Helsinki.

"*J'espère que cela pourra être accepté par nos partenaires. Sinon nous aurons un grave problème*", avait-il menacé. AFP 07.11

Enterrement...

- Hollande sur TF1 : une prestation "*catastrophique*", selon un sondage - Francetv info

- Hollande intéresse près de 8 millions de téléspectateurs sur TF1 - LePoint.fr

- Hollande sur TF1 : 78 % des Français ne sont pas convaincus - Francetv info

Il y en a qui n'ont vraiment rien à foutre de mieux dans ce pays, c'est curieux, pour un peu ils donneraient raison au patronat qui estiment qu'ils ont trop de temps libre... Ou alors ils doivent faire partie de ceux qui vont à la gamelle ou sont bien servis...

... et résurrection.

- Présidence de l'UMP: «*Nicolas Sarkozy a quelque chose de De Gaulle*» - 20minutes.fr

- Sarkozy en meeting à Paris : «*A-t-on jamais vu la France dans cet état ?* » - LeParisien.fr

- Nicolas Sarkozy appelle au rassemblement - Francetv info

- Nicolas Sarkozy se pose en précurseur du "*sursaut*" républicain - Reuters

- Présidence de l'UMP: Show parisien pour Nicolas Sarkozy visionnaire - 20minutes.fr

- Nicolas Sarkozy célèbre «*le miracle de la République*» - LeFigaro.fr

- Nadine Morano: «*Je suis un artisan de la campagne de Nicolas Sarkozy*» - 20minutes.fr

- Bertrand sur Sarkozy : qui aime-t-il, "*à part lui ?*" - AFP

A qui profite cette opération ? A quelle moment intervient-elle ?

- Des propos du numéro 2 de l'Elysée mettent Fillon et la présidence dans l'embarras - AFP

Réponse : A Sarkozy et Hollande, mais davantage au premier qu'au second sur les rails pour reconquérie la direction de l'UMP et se représenter à la présidentielle de 2017.

On sent que les dirigeants de la classe dominante hésitent entre les deux. On ignore encore s'ils ont abandonné l'idée de soutenir Fillon ou si à leurs yeux Juppé présente plus d'inconvénients que d'avantages par rapport à Sarkozy, à qui ils ont fait gagner deux millions d'euros en deux ans en l'invivant à prendre la parole lors de conférences qui se déroulaient pour ainsi dire entre eux.

On peut s'étonner du comportement décomplexé qu'affiche Sarkozy comme le font les médias, alors qu'en réalité il se comporte exactement comme les oligarques qui n'ont que faire des critiques qu'on leur adresse et continuent de s'enrichir et de concentrer le pouvoir entre leurs mains au détriment du reste de la population. Ils ont dû reconnaître l'un des leurs et cela leur plaît, contrairement Fillon ou Juppé qui affectent un à air contrit et se répandent en excuses, qui de fait semblent sont incapables d'incarner ou d'assumer jusqu'au bout la politique néolobérale qu'ils leur demandent d'adopter ou de soutenir.

Quand on observe le comportement d'Obama, on peut en déduire que les Américains agissent comme s'ils étaient les maîtres incontestés du monde et cela leur réussit assez bien jusqu'à présent. Le meilleur moyen d'évincer leurs éventuels concurrents consiste à les piétiner ou les ignorer, car leur hégémonie sur le monde ne doit souffrir aucune contestation possible. Mais l'insoumission peut venir d'ailleurs et les choses se compliquer pour eux.

Dans ce cas-là il feront dans le déni ou se renieront, se contredire ouvertement ne les gêne pas vraiment puisque l'essentiel demeure d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés par n'importe quel moyen, leur principe, scrupule ou morale ne dépasse pas ce stade élémentaire du comportement animal du prédateur ou sauvage. C'est ce qui caractérise précisément le néolibéralisme. On comprend mieux dès lors pourquoi ils se permettent tout sans en éprouver le moindre embarras.

Ils ne se situent pas au même niveau que leurs interlocuteurs sur l'échelle de l'évoluton de l'espèce humaine, on ne peut même plus évoquer la civilisation humaine tant ils la maltraitent et semblent décider à la faire disparaître. Ils se situent un cran en dessous, en dehors de ce cadre qu'ils s'emploient à détruire et quand ils s'y réfèrent c'est uniquement pour camoufler leurs véritables intentions, avant-hier Sarkozy lors d'un meeting au Palais des Congrès à Paris, a fait référence 80 fois à la République, oui vous avez bien lui, 80 fois, c'est l'AFP qui l'a relevé, alors qu'il en est le pire ennemi, sauf qu'il en actuellement besoin pour s'emparer de la direction de l'UMP, donc il utilise les possibilités qu'elle lui offre pour mieux la jeter par la suite, on l'en accusera, il le niera et le brouhaha médiatique fera le reste. Rien que les titres de presse d'hier et avant-hier parlent d'eux-mêmes.

Quant à Hollande, reste à savoir s'il va être capable de faire passer d'autres contre-réformes importantes ou structurelles au cours des deux ans et demi à venir. Les dirigeants de la classe dominante s'appuient sur le trio le plus réactionnaire du gouvernement Valls-Fabius-Sapin pour y parvenir, mais rien ne dit que cela sera suffisant. Ils doivent donc prévoir un scénario alternatif en cas de blocage total des institutions sous fond de contestation sociale grandissante, une dissolution et une cohabitation qui prendrait ouvertement la forme d'une union nationale à la grecque pour faire passer en force ces contre-réformes, au risque de déstabiliser un peu plus les institutions, d'où la nécessité d'alimenter le FN à l'extrême droite, qui pourrait être amené à se joindre à eux en dernier recours ou s'emploierait à disloquer le mouvement ouvrier qui constitue toujours une menace pour le régime, dans la mesure où à cette occasion il pourrait retrouver la voie de son unité pour affronter la classe dominante, ce qu'il faut éviter à tout prix pour eux.

On voit bien qu'ils ont deux fers au feu et qu'ils s'appuient sur l'un ou sur l'autre pour faire avancer leur politique.

Ils savent que Hollande est déjà grillé comme ils savent que Sarkozy l'est tout autant, mais ils doivent faire avec. Comment faire avec de manière à pouvoir appliquer leur politique ? En faisant en sorte qu'ils se retrouvent face à face au premier tour de 2017 et que Sarkozy soit battu une seconde fois, car une partie de son camp refuserait de faire campagne pour lui ou voterait contre son camp, c'est une façon de parler puisque Hollande est dans le même camp. Ce scénario semble improbable, car il ne peut y avoir qu'un seul Premier ministre, Valls ou Bayrou, mais on peut aussi imaginer que Valls accepte de rétrograder à l'Intérieur, comme Fabius en sorte qui a rétrogradé au Afffaires étrangères.

Conserver Hollande à la présidence et se couper du Modem et de l'UDI ou d'une partie de l'UMP ne présenterait pas les conditions pour affronter la situation à venir, on peut l'observer dès à présent. De plus ils ont besoin du PS qui ne peut fonctionner autrement que sur la base d'une synthèse réunissant ses différents courants, et Valls est le plus mal placé pour

l'incarner. Aussi pendant que Valls gouvernerait, Hollande serait chargé de préserver l'unité du PS, autrement dit de poursuivre le travail engagé par Valls, Fabius, Sapin, Belkacem, etc. pour le convertir totalement au néolibéralisme, quitte à se couper de certains courants minoritaires qui rejoindraient des satellites du PS.

Le PS est condamné à évoluer toujours plus à droite, il l'est déjà, et on a pu observer qu'aucun courant du PS avait pris le risque de voter contre la politique du gouvernement, ce qui témoigne de l'incapacité de ces courants d'évoluer à gauche et de mettre le gouvernement en minorité et entraîner la dissolution de l'Assemblée nationale. S'ils venaient à quitter le PS, cela n'aurait aucune incidence pour la stabilité du régime qui serait assuré grâce au soutien du centre ou de l'UMP à la politique de Valls s'il devenait président.

L'autre scénario qui serait peut-être le plus avantageux pour eux, serait de patienter jusqu'en 2017 et propulser Valls à la présidence avec Bayrou comme Premier ministre ou un transfuge de l'UMP, scénario qui semble inconcevable avec Sarkozy président. A moins qu'ils décident de précipiter les choses et forcent Hollande à démissionner pour céder la place à Valls parce qu'ils n'ont pas de temps à perdre, le feu couve en la demeure. Et puis on voit mal comment l'UMP qui enchaîne les scandales pourrait être en ordre de bataille d'ici 2017.

AFP - François Fillon a-t-il sollicité l'exécutif pour accélérer les procédures judiciaires visant Nicolas Sarkozy? Les révélations de journalistes du Monde mettent dans l'embarras malgré leur démenti l'ex-Premier ministre et surtout Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l?Élysée.

L'affaire a pris une tournure judiciaire samedi avec l'annonce par l'entourage de M. Fillon d'une "*plainte*" de l'ex-chef du gouvernement "*contre les deux journalistes, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, et contre Le Monde pour diffamation*".

Objet du litige: les révélations des deux enquêteurs qui affirment dans leur livre "*Sarko s'est tuer*" (Stock) qu'au cours d'un déjeuner dans un restaurant proche de l'Elysée le 24 juin, M. Fillon aurait dénoncé auprès de M. Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de M. Sarkozy en 2012.

"*Tapez vite, tapez vite! Jean-Pierre, tu as bien conscience que si vous ne tapez pas vite, vous allez le laisser revenir. Alors agissez!*", aurait lancé M. Fillon, accusant l'ex-président d'"*abus de bien social*", "*de faute personnelle*".

L'ex-chef du gouvernement, qui entretient des relations notoirement exécrables avec l'ancien chef de l?État, est aujourd'hui entré dans une concurrence féroce avec lui pour la présidentielle de 2017.

MM. Fillon et Jouyet ont démenti avoir tenu de tels propos, de même qu'Antoine Gosset-Grainville, ancien directeur adjoint de cabinet de M. Fillon, lui aussi présent à ce déjeuner. "*Méprisable*", s'est offusqué dès mercredi l'ex-Premier ministre, avant l'annonce de son dépôt de plainte samedi.

"*Inimaginable*", avait quant à lui rétorqué M. Jouyet. L'ex-secrétaire d?État aux Affaires européennes de M. Fillon (mai 2007 à décembre 2008) s'est fendu d'un SMS à son ancien patron exprimant "*excuses et regrets*" pour "*ces bruits de couloirs élyséens*".

Mais les deux journalistes maintiennent leur version avec à l'appui une interview du numéro 2 de l?Élysée le 20 septembre au palais présidentiel, enregistrée avec l'assentiment de l'intéressé, et publiée en partie dans le Monde paru samedi.

D'après les deux journalistes, M. Jouyet avait bien donné son accord pour que son récit soit restitué dans leur livre à la condition que ses propos ne soient pas cités entre guillemets, ce que MM. Davet et Lhomme ont respecté.

"*En démentant en bloc, il porte atteinte à notre crédibilité professionnelle*", a expliqué à l'AFP Gérard Davet. "*C'est donc pour cela que nous avons choisi dans Le Monde de décrypter ses propos pour que les gens comprennent bien que nous n'avons absolument rien inventé*".

"*Pour nous, on n'a aucun problème puisque les propos que nous avons relatés, nous avons la preuve de leur existence*", a renchéri Fabrice Lhomme, pour qui "*cette plainte ne pourra pas prospérer*".

Samedi, un proche de M. Fillon, le député UMP Jérôme Chartier, a demandé aux journalistes de "*faire entendre*" leur enregistrement.

- 'Du pain bénit pour Sarkozy' -

Cette affaire peut-elle éclabousser le chef de l'État? L'Élysée, sollicité samedi par l'AFP, est resté silencieux. Mais un proche du président souligne que François Hollande s'est toujours tenu scrupuleusement au respect de l'indépendance de la justice et "*n'est jamais sorti de cette ligne*", "*il est inattaquable, inflexible*", a-t-il assuré à l'AFP.

Dans l'article du Monde, le chef de l'Etat n'est d'ailleurs pas mis en cause. Selon les propos rapportés de M. Jouyet, il a opposé un non catégorique à toute intervention. "*Quand Fillon m'a dit ça, j'ai dit: " Tiens, oui, on pourrait simplement signaler le machin..." Mais François (Hollande) m'a dit: " Non, non, on ne s'en occupe pas'*"", relate le quotidien.

"*M. Fillon savait comment procédait M. Sarkozy*" en intervenant sur le cours de la justice quand il était à l'Elysée, exlique Gérard Davet. "*Il s'est dit que peut-être ça marche encore comme cela, il semblerait que ça ne soit pas le cas*", a ajouté le journaliste.

En tout cas, conclut un proche du chef de l'Etat, "*c'est du pain bénit pour Nicolas Sarkozy*" .

"*C'est très grave*", estime pour sa part un membre de l'exécutif assurant que nombre de ministres voient en Jean-Pierre Jouyet "*un personnage intrigant*" qui "*manipule tout le monde*".

Ils reprochent à cet ami intime de François Hollande, qui l'a propulsé le 16 avril secrétaire général de l'Élysée, un poste charnière, d'entretenir des relations "*troubles*" avec la droite. AFP 08.11

Non, sans blague, ils ont leurs tables réservées dans les mêmes restaurants ou passent leur temps ensemble dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat notamment, et quand ils ne participent pas à un gouvernement présidé par un président issu de l'UMP ou du PS, c'est pour accepter les missions qu'il leur confie, la collusion est totale et les objectifs identiques, seul le masque ou l'étiquette change.

Etats-Unis. Le visage hideux du capitalisme. Au pays des hyper riches, ils haïssent les pauvres.

- Floride : à 90 ans, il risque la prison pour avoir nourri des sans-abri - Francetv info

Arnold Abbott, un militant américain de 90 ans, a été arrêté pour la seconde fois par la police de Fort Lauderdale (Floride) pour avoir distribué des repas aux sans-abri de cette ville américaine. Une nouvelle disposition locale interdit en effet de nourrir les pauvres dans la rue. Il risque deux mois de prison et 500 dollars d'amende.

L'ancien combattant, connu sous le surnom de "*Chef Arnold*", promet de nourrir les SDF même s'il risque la prison, comme l'en ont menacé les autorités. "*Je suis difficilement intimidable*", prévient-il. Le nonagénaire dirige une organisation locale au sein de laquelle il donne à manger aux SDF de Fort Lauderdale depuis deux décennies.

Vendredi 31 octobre, une campagne a été lancée à Fort Lauderdale par les autorités locales, qui disent vouloir garantir la santé publique et la sécurité. "*Il y a 10 000 sans-abri dans le comté de Broward, la majeure partie d'entre eux sont à Fort Lauderdale, et il n'existe pas de tapis suffisamment grand pour tous les cacher*", a insisté Arnold Abbott à la télévision. Depuis janvier 2013, 21 villes américaines ont restreint les possibilités de donner à manger aux SDF, selon la Coalition nationale pour les sans-abri. Francetv info 07.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée.

1.1- Affrontements dans un camp de réfugiés de Jérusalem en état d'alerte - AFP

Et pendant ce temps-là la nouvelle chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, s'entretenait avec le Premier ministre de l'Etat sioniste, Benjamin Netanyahu.

AFP - Des centaines de Palestiniens ont à nouveau affronté vendredi les policiers israéliens dans un camp de réfugiés de Jérusalem-Est, ville placée en état d'alerte pour la grande prière musulmane hebdomadaire.

Au pied de l'esplanade des Mosquées, qui cristallise actuellement les tensions, la Vieille ville et ses alentours sont restés calmes alors que plus de 1.300 policiers avaient été déployés à Jérusalem-Est, selon une porte-parole de la police.

C'est un peu plus au nord que les violences ont repris après la prière.

Dans le camp de réfugiés de Chouafat, des centaines de Palestiniens ont lancé pierres et cocktails Molotov sur les policiers qui

ont répliqué par des projectiles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes, ont constaté des photographes de l'AFP.

Ce camp, où s'entasse une population pauvre séparée de Jérusalem-Est par le mur de séparation supposé protéger Israël d'attaques venues de Cisjordanie, est l'un des foyers des troubles qui se sont encore intensifiés ces dernières semaines à Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville annexée et occupée par Israël.

De jeunes Palestiniens ont également affronté des soldats israéliens en Cisjordanie, à Qalandiya (nord) et Hébron (sud). Deux Palestiniens ont été arrêtés à Halhoul, près d'Hébron, a annoncé la police.

Dans ce contexte, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est montré ferme et a ordonné jeudi soir la démolition des maisons d'auteurs d'attaques "*terroristes*" à Jérusalem-Est, a indiqué un responsable israélien sous le couvert de l'anonymat. AFP 07.11

1.2- Cisjordanie : la manifestation des Palestiniens réprimée par les militaires israéliens - french.irib.ir

Les militaires du régime sioniste ont réprimé les manifestations des Palestiniens en Cisjordanie, en guise de soutien à la mosquée d'Al-Aqsa.

A cette répression ont, également, collaboré les forces de sécurité de l'Autorité autonome qui s'étaient déployées aux entrées de la partie ancienne de Naplouse, pour empêcher les Palestiniens qui entendaient rejoindre les autres manifestants rassemblées place Al-Shohada, au centre-ville. Elles ont fait recours aux matraques et bombes sonores, blessant et arrêtant plusieurs d'entre eux. A Ramallah, Al-Khalil, Bethléem et dans d'autres endroits, des heurts ont eu lieu entre les Palestiniens et les militaires israéliens qui utilisaient des balles plastiques et des gaz lacrymogènes. Nombre de jeunes palestiniens ont été blessés sans compter les arrêtés. french.irib.ir 07.11

1.3- Israël: Un Arabe israélien abattu par la police lors d'une arrestation 20minutes.fr

Un jeune Arabe israélien a été abattu par des policiers samedi à l'aube dans le nord d'Israël lors d'une arrestation pour des faits de droit commun qui a mal tourné, a annoncé la police israélienne.

Kheir Hamdane, 22 ans, s'est interposé lors de l'arrestation de l'un de ses proches à Kfar Kana dans nord d'Israël, menaçant les officiers avec un couteau, selon un communiqué de la police. Après des tirs de sommation, la police a ouvert le feu sur lui et il est ensuite décédé lors de son transfert à l'hôpital, a indiqué la même source. 20minutes.fr 08.11

1.4- Le Hamas annonce créer une "***armée populaire***" - AFP

Le Hamas a annoncé vendredi la création d'une "*armée populaire*" dans la bande de Gaza dévastée par trois offensives israéliennes meurtrières, disant "*se préparer*" à tout nouvel affrontement avec l'Etat hébreu, notamment sur la question de l'esplanade des Mosquées au coeur des tensions à Jérusalem.

Lors de célébrations dans le camp de réfugiés de Jabaliya dans la bande de Gaza, le porte-parole des brigades Al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste a salué "*la promotion de 2.500 recrues représentant le premier contingent de l'armée populaire pour la libération de la mosquée Al-Aqsa et de la Palestine*".

De son côté, Mohammed Abou Askar, un dirigeant du Hamas a affirmé que son mouvement "*prépare et équipe l'armée pour que notre peuple soit prêt à tout affrontement avec l'occupant*" israélien. "*Les inscriptions sont ouvertes aux jeunes comme aux plus âgés, à partir de 20 ans, pour rejoindre au cours des jours à venir l'armée populaire*", a-t-il ajouté. AFP 07.11

1.5- Jérusalem "doit être la capitale de deux États" - Le Point

À Gaza, Federica Mogherini a plaidé pour un État palestinien indépendant, une "*position partagée par toute l'Union européenne*".

La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a plaidé samedi pour un État palestinien indépendant, avec "*Jérusalem comme capitale de deux États*" lors de sa première visite à Gaza. "*Il faut un État palestinien, c'est l'objectif, et cette position est partagée par toute l'Union européenne*", a-t-elle affirmé lors d'une conférence de presse à Gaza, où "*le monde ne supportera pas une quatrième guerre*", après trois offensives israéliennes meurtrières ces six dernières années.

La visite de Federica Mogherini intervient alors que Palestiniens et policiers israéliens s'affrontent chaque nuit dans les rues de Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël. Parallèlement, à Gaza même, une série d'attentats perpétrés vendredi contre les biens de responsables du Fatah a mis à mal la difficile réconciliation en cours avec les islamistes du Hamas, indispensable à

la reconstruction du territoire palestinien dévasté par la guerre.

Lors de sa visite, Mme Mogherini a par ailleurs critiqué un facteur majeur des tensions: la poursuite par Israël de la colonisation dans les territoires occupés et à Jérusalem-Est.

"*Les nouvelles colonies sont un obstacle à nos yeux*" dans la recherche de la paix, a-t-elle dit.

"*Jérusalem, c'est notre capitale. Ce n'est donc pas une colonie*", lui a répondu M. Netanyahu.

Les secteurs juifs de Jérusalem-Est "resteront partie intégrante de Jérusalem dans tout accord de paix", a déclaré le Premier ministre. "*Je rejette donc l'allégation imaginaire qui veut que la cause du conflit en cours soit telle ou telle colonie*".

Les Palestiniens, qui ont depuis 2012 le statut d'État observateur à l'ONU, entendent soumettre courant novembre un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour obtenir la fin de l'occupation de leurs territoires par Israël sous deux ans et ouvrir la voie à un État indépendant dans les frontières de 1967. Mais ce projet pourrait être tué dans l'oeuf par un veto américain. LePoint.fr et AFP 07 et 08.11

2- Irak

- Daesh fait exploser son plus grand dépôt d'armements à Mossoul - french.irib.ir

Selon une source sécuritaire, dans la province de Ninive, en Irak, le groupe terroriste Daesh a détruit son plus grand dépôt d'armements en raison de la progression de l'armée, dans le Nord de la province de Salaheddine, vers Mossoul.

«*Le groupe terroriste Daesh a fait exploser le bâtiment de la Faculté d'agriculture, située dans la ville de Hammam Al-Alil, au sud de Mossoul. Cette faculté servait de plus grand dépôt d'armements des terroristes, dans cette région*», a-t-on appris de la même source. Par ailleurs, Moqtada Sadr, leader du Courant Sadr, a appelé plus de 2.000 forces des brigades de la paix, liées au Courant Sadr, à combattre, aux côtés des tribus sunnites, pour libérer la région de Hit, appartenant à la province d'Al-Anbar.

Dans la foulée, le président du Conseil de la province d'Al-Anbar a fait part de la disponibilité de 3.000 combattants des tribus de cette province, pour lutter contre les terroristes de Daesh. Sur le terrain, les terroristes de Daesh ont massacré 17 habitants de la localité de Kabisseh, dans l'Ouest d'Al-Anbar. L'Imam de la prière et un prédicateur de la mosquée figurent parmi les victimes. french.irib.ir 07.11

3- Syrie

- Idleb: a qui profite une alliance Daech/Al Nosra ? - french.irib.ir

Pourquoi AL Nosra tente-t-il d'éliminer la milice "*Front révolutionnaires syriens*" (FRS)? L'un des principaux objectifs de récents combats qui opposent les nosratistes au FRS à rif d'Idleb consiste à annexer les régions controlées par Al Nosra à celles qu'occupe Daech: il s'agit ni plus ni moins d'un grand plan visant à former la "*grande alliance Daech- Al Nosra*". Al Nosra s'est emparé du principal bastion du FRS dans la banlieue nord d'Idleb sur fond d'un silence total sur le sort du chef du FRS , le dénommé Jamal Maarouf. Maarouf est donné pour l'un des agents de la CIA en Syrie, et il vient d'être évacué en Turquie pour éviter la vengence du front Al Nosra qui en demande le jugement et la punition pour cause de meutre des chefs de la milice "*Front des libérés de Chaam*". D'autres sources affirment que Maarouf serait un agent saoudien qui a cherché à caser sa milice au nombre des " *rebelles modérés*" que les Etats Unis veulent prendre sous leurs ailes. Et c'est en ce sens que Maaouf a demandé à Ankara soutien militaire et couverture pour pouvoir se venger d'Al Nosra et reprendre les terrains perdus. Ces sources ne disent au contraire rien de la nature de la réponse que la Turquie a réservée à Maarouf.

Ces mêmes sources soulignent qu'il existe quatre principaux groupes réunis au sein de FRS: de nombreux membres de ces groupes négocient en ce moment avec AL Nosra leur ralliement à sa cause et pour créer des comités communs à rif d'Idleb. Sous peine de voir Al Nosra les attaquer. Quoi qu'il en soit, les informations en provenace d'Idleb confirment une chose : Al Nosra a l'intention de poclamer un Emirat islamique " dans le nord d'Idleb, ce qui pourrait constituer un prélude à l'annonce d'une alliance entre al Nosra et Daech. Cette hypothèse fait miroiter le rique d'une annexion des régions contrôlées par Al Nosra à celles que contrôle Daech. La conséquence ? les régions pétrolifères de l'est de la Syrie vont avoir de la sortie l'accès aux côtes du nord ouest de la Syrie. Cela permettra le trafic du pétrole syrien par voie maritime et de façon directe à l'étranger via les ports turcs et évitera aux terroristes les contretemps d'un trafic terrestre du pétrole à travers les frontières syri turques. C'est sans doute cet objectif énergétique très ambituieux qui explique la férocité avec laquelle Al Nosra élimine en ce moment ses rivaux parmi lesquels figure l'ASL. L'ASL est ce moment très malmenée à rif d'Idleb et à rif d'Alep. C'est avec cette cruauté que le village de Monagh, occupé par l'ASL a été réoccupé par Al Nosra. L'un des commandants de l'ASL, un certain Abou Adi Monagh a d'ailleurs reconnu avoir dénoncé à ce village par crainte des vengences contre la population . Pour lui, Al Nosra est le nouveau Daech.

Les analystes militaires estiment que les événements qui se précipitent à rif nord d'Idleb et à rif nord d'Alep nuisent directement à Riyad car les querelles permettraient l'émergence d'une alliance Al Nosra/Daech . Al Nosra ayant été jusqu'ici classifié parmi les " *rebelles modérés*", cette alliance le tirera de cette liste. Al Nosra se radicalisera en balayant le nord de la Syrie des "*rebelles* " qui portent, à la faveur des médias altantistes l'étiquette de "modérés". La conséquence? Les choses se compliqueront pour les Etats Unis qui veulent armer et finacer et former "*les rebelles modérés*" contre Assad. Mais cette perspective ne plaira pas non plus à Riyad : une alliance Al Nosra/daech qui serait de plus à vocation " *petrolière*" est propre à profiter à la Turquie et au Qatar... french.irib.ir 07.11

4- Ukraine

- Une guerre imminente en Ukraine ? - french.irib.ir

Les combats ne diminuent guère d'intensité. Les indépendantistes de l'Est ont de nouveau accusé l'armée ukrainienne d'avoir violé la trêve et l'accord de Minsk. Quinze civils ont été blessés par d'éclats d'obus lors de combats jeudi à Donetsk, dans deux districts, proches de l'aéroport de Donetsk, l'un des principaux points chauds que les troupes ukrainiennes et les indépendantistes se disputent depuis plusieurs mois.

La situation sur le terrain s'est aggravée après les élections des indépendantistes tenues dimanche 2 novembre dans l'Est. Le vice-Premier ministre de la République populaire de Donetsk, Andreï Pourguine, a affirmé qu'une "*guerre généralisée*" a été lancée par les troupes régulières dans l'est du pays, ce qui a été démenti jeudi par l'armée ukrainienne, qui dit respecter strictement le mémorandum de Minsk sur le cessez-le-feu, selon les termes exacts de Vladislav Selezniov, porte-parole de l'armée.

Le mémorandum d'application du "*protocole de Minsk*", qui sert de base au cessez-le-feu entré en vigueur le 5 septembre, prévoit notamment que chaque camp déplace ses pièces d'artillerie à 15 km des "*lignes de contact*" et proscrit toute offensive. Des représentants des régions indépendantistes ont publié dans la journée de jeudi un communiqué commun, appelant à une redéfinition du protocole de Minsk. A noter en passant que les autorités ukrainiennes annoncent une série de mesures visant à renforcer la défense et à isoler les territoires aux mains des indépendantistes de l'est du pays. Désormais, il faudra présenter un passeport pour entrer dans la zone rebelle ou pour la quitter, selon la nouvelle décision. Kiev a également interdit l'accès du reste du pays aux étrangers entrés dans l'Est par la partie de la frontière ukraino-russe sous contrôle des indépendantistes. Le gouvernement ukrainien a également pris des sanctions financières contre les pro-russes.

De leur côté, les indépendantistes désignent ouvertement le port de Marioupol, au bord de la mer d'Azov, toujours détenu par les Ukrainiens, comme leur prochain objectif. Et il ne sera pas facile de les arrêter. Tout laisse donc penser qu'en Ukraine, une nouvelle étape de la guerre est en préparation. french.irib.ir 07.11

SOCIAL

Italie

- Italie: des milliers de fonctionnaires dans les rues de Rome contre Renzi - AFP

Des milliers de fonctionnaires italiens ont manifesté samedi 8 novembre à Rome à l'appel de leurs principaux syndicats, pour dénoncer le gel de leurs salaires depuis six ans et les réformes promises par le chef du gouvernement Matteo Renzi.

Les organisateurs, qui avaient promis 50 000 manifestants, ont assuré qu'il y en avait près du double à l'arrivée du cortège sur l'emblématique Piazza del Popolo. LeMonde.fr 08.11

Haut de page

Le 10 novembre 2014

CAUSERIE

L'actualité politique en France m'a forcé à actualiser le site aujourd'hui

Les articles d'octobre ont été archivés dans la page *International*, dorénavant y figurent aussi les articles sur l'économie, je n'ai plus le temps d'archiver les articles rubrique par rubrique, cela prend environ 3 ou 4 heures.

A propos du site.

Le 2 novembre il s'est passé quelque chose d'anormal.

Il y a eu 5159 connexions au cours de cette seule journée, alors que la moyenne des derniers jours tourne autour de 450 connexions. En consultant la synthèse géographique j'ai découvert qu'il y avait eu 774 connexions rien qu'à Washington. Il se peut qu'un article que j'ai mis en ligne ait comporté un mot clé et qu'il se soit retrouvé en première page d'un ou plusieurs moteurs de recherche (Google, etc.). Mystère !

En fait le logiciel qui sert à comptabiliser le nombre de connexions par jour n'est pas fiable ou est mal foutu. Par exemple, lorsque la même personne ouvre plusieurs pages ou fichiers différents, il comptabilise une visite, donc cela fausse tous les calculs. En réalité, il ne doit pas y avoir plus de 80 à 110 connexions par jour, environ 3.000 par mois, et comme ce sont souvent les mêmes personnes qui se connectent sur le site, le nombre de visiteurs différents ne doit pas dépasser quelques centaines tout au plus. J'en ai eu la confirmation à l'aide d'un autre outil statistique que je n'utilise pas parce qu'il ne mémorise pas le nombre de visites au delà de la journée en cours, le compteur se remet à zéro chaque jour. Il faut dire que personne ne m'a aidé à faire connaître notre portail, donc je bosse comme un dingue pour très peu de travailleurs ou militants.

Quand l'AFP se fait le porte-voix du "***monde***" ou de la "***communauté internationale***"

Russie et Chine entendent "*récolter les fruits*" de leur rapprochement - AFP

Les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine se sont engagés dimanche à Pékin à renforcer leur collaboration, quelle que soit l'évolution d'un monde souvent inquiet de leur gestion autoritaire du pouvoir. AFP 09.11

Il nous avait semblé que depuis le 11 septembre 2001 le monde était en proie à une "*gestion autoritaire*", guerrière même du fait de l'impérialisme américain, les Américains ne supportant pas qu'un Etat refuse de se soumettre ou lui résiste et ils lui déclarent la guerre, le détruisent, et non de la Chine ou de la Russie.

L'AFP se comporte comme une officine colportant la propagande américaine.

Hollande arme les barbares, nouvelle ou énième confirmation.

- 80% des équipements français envoyés en Syrie sont à la disposition d'Al-Nosra - french.irib.ir

Une source diplomatique européenne, qui a souhaité garder l'anonymat, a révélé à la chaîne Al-Mayadeen, que 80% des équipements français envoyés aux opposants armés ont été mis à la disposition du Front Al-Nosra.

Le président français avait confirmé, en août dernier, l'envoi, par Paris, durant les quelques mois précédents, d'armes, à destination des opposants armés syriens, pour combattre l'Ordre syrien. François Hollande avait prétendu qu'il n'est pas possible de laisser sans armes les opposants qui veulent établir la démocratie. Hollande avait insisté sur la poursuite du soutien de Paris aux opposants, prétendant que ces derniers sont les seuls qui puissent contribuer à la formation d'un Etat démocratique, en Syrie. french.irib.ir 09.11

On ferait bien un front unique avec le PS mais on manque d'armement politique pour le justifier, étonnant, non ?

Qui a ourdi cette conspiration ? Le compte à rebours de la dissolution est-il lancé ?

Avertissement. La lecture de cet article est fortement déconseillé aux lecteurs au mental fragile ou en convalescence, ils sont en proie à une crise d'hystérie aiguë et on baigne en plein délire. Ici, je veux dire en France, on n'y est pas trop habitué comparativement aux Américains qui en sont devenus fous, il faudra vous y habituer et ne pas croire que les institutions ou le régime vont s'effondrer pour autant, laisser cela aux populistes ou aux révisionnistes qui n'ont rien de mieux à dire et à faire.

Les journalistes ont enregistré les propos de Jouyet avec son accord sachant qu'ils pourraient les utiliser ou les publier un jour ou l'autre, sinon à quoi bon. Et on ne peut pas imaginer que Jouyet se soit livré à ce genre de confidences sans en mesurer les éventuelles conséquences politiques ou l'exploitation politique qui en serait faite. Mais peut-être a-t-il commis l'erreur de ne pas imaginer que cela pourrait se retourner contre lui une fois devenu secrétaire général de l'Elysée, et donc contre Hollande.

Jouyet en niant puis en se rétractant à signer sa forfaiture et son arrêt de mort, à moins que ce ne soit celui de Hollande, la goutte qui fera déborder le vase.

Croyait-il pouvoir ainsi descendre Fillon, au profit de qui sinon Sarkozy principalement et Juppé accessoirement.

Autre aspect de cette affaire. Ces journalistes du Monde n'ont pas pu prendre le risque de rendre public l'entretien qu'ils avaient eu avec Jouyet sans que leur direction en soit informée, sans son aval, c'est impensable, direction qui incarne les intérêts de la classe dominante. A mon avis c'est dans cette direction qu'il faut s'orienter pour comprendre cette affaire et déterminer qui en sont réellement les commanditaires et à qui elle profite, à qui elle doit faire du tort ou qui elle doit affablir, quel résultat ils en escomptent, quel est leur objectif politique.

Le Monde ou la voix officielle de la Ve République n'a pas intérêt à déstabiliser ou fragiliser davantage les institutions. Par contre il a intérêt à ce que l'exécutif se donne les moyens d'appliquer les réformes structurelles que lui réclament l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc. bref l'oligarchie financière. Or dans l'état actuel des choses la situation ne s'y prête guère et tend plutôt vers la paralysie du pouvir en place.

Ce coup tordu pourrait avoie été conçu pour y remédier. Comment ? En semant un peu plus la pagaille au sein de l'UMP, tandis que ses dirigeants se déchirent ou s'insultent publiquement et donnent ainsi une image détestable de leur parti, ce qui aurait pour avantage et conséquence d'agir comme un repoussoir afin d'écarter tout rapprochement avec le MoDem et même l'UDI, alors que Valls et Bayrou viennent de se rencontrer, les instituts de sondages multipliant les enquêtes d'opinion qui s'avèrent favorables à un gouvernement d'union nationale ou ouvert à des partis figurants actuellement dans l'opposition parlementaire, ce qui présenterait comme avantage pour Hollande d'ignorer les courants du PS qui lui reproche sa droitisation et de disposer d'une majorité plus fiable et plus confortable à l'Assemblée nationale, et encore il devrait compter sur des voix venant de l'UMP. Ce scénario est donc bancale.

Cette opération a pu être montée pour forcer la main à Hollande et précipiter la dissolution de l'Assemblée nationale après avoir perdu la majorité au Sénat, finalement la situation la plus confortable pour lui serait encore la cohabitation avec l'UMP. Il laisserait gouverner l'UMP, et comme ils sont sur la même ligne concernant les questions internationales, Hollande continuerait de s'en charger comme par le passé lorsqu'il avait obtenu le soutien de l'UMP et de l'UDI. Pour la classe dominante c'est le scénario idéal.

La dissolution de l'Assemblée nationale en ce moment présenterait l'avantage de se produire au moment même où l'UMP n'a toujours pas réussi à se remettre de sa défaite de 2012, ce qui permettrait au PS de limiter la casse lors d'élections anticipées, entre nous ce n'est pas la préoccupation principale de Hollande qu doit rendre des comptes à ses maîtres. On peut prévoir au contraire un taux d'absention record et une écrasante défaite du PS, sans que le FN ne réalise un score mirobolant. Quant à la pseudo-gauche embourbée dans ses contradictions, elle ne ferait pas mieux que la dernière fois.

Hollande pourrait ainsi attendre tranquillement la fin de son mandat en s'appuyant sur une solide majorité, qui ne risquerait pas de lui faire faux bond. Que cette majorité soit étiquetée UMP ou PS ne posant pas de problème puisqu'ils ont le même programe ou sont animés par les mêmes intentions. Hollande par sa seule présence servirait en quelque sorte à légitimer les mesures ultra réactionnaires que prendrait le gouvernement et que Valls et la majorité du PS partagent déjà, PS qui pour couvrir sa collusion avec l'UMP se lancerait dans des critiques stériles du gouvernement avec le soutien des parasites de la pseudo-gauche ou pratiquant le double langage habituel et le tour serait joué.

A partir de là différentes combinaison seraient possibles, par exemple la participation de dirigeants du PS au gouvernement UMP-UDI et peut-être MoDem.

Autre explication qui serait la plus pitoyable. Jouyet aurait été simplement maladroit et il serait coutumier du fait. Dans ce cas-là ce sont des bouffons qui sont à la tête de l'Etat. On se disait bien qu'ils étaient dangereux et qu'à vouloir être plus royalistes qu'Obama on avait à faire à une bande de cinglés. Il n'y a pas si longtemps nous disions que les travailleurs n'avaient pas à être complexés et qu'ils pouvaient très bien diriger le pays, voilà qui devrait les conforter dans leurs capacités à assumer le pouvoir, les encourager à le revendiquer.

Quelques articles relatant leur démence.

Fillon accuse Jouyet de mentir. Jouyet nie dans un premier, puis se repent, ensuite il dément, et pour finir il dément son démenti, ils sont en pleine crise de démence, non ?

1- Jouyet change de version, Fillon l'accuse de "*mensonge*" - AFP

François Fillon a accusé Jean-Pierre Jouyet de "*mensonge*" et démenti dimanche soir la nouvelle version proposée par le secrétaire général de l'Elysée selon laquelle l'ancien Premier ministre aurait bel et bien évoqué devant lui l'affaire Bygmalion lors d'un déjeuner.

La guerre Fillon-Sarkozy a ainsi rejailli de manière inattendue sur l'Elysée et François Hollande, qui a nommé il y a quelques mois

son ami et ancien ministre de la précédente majorité au poste stratégique de secrétaire général de l'Elysée.

"*Je rendrai coup pour coup*", a déclaré l'ancien Premier ministre, le visage fermé, menaçant M. Jouyet, qui a fait partie de son gouvernement en 2007 et 2008, de suites judiciaires. Il a aussi demandé aux journalistes du Monde, qui ont dévoilé l'affaire, de produire l'enregistrement de leur entrevue avec M. Jouyet.

Quelques heures auparavant, Jean-Pierre Jouyet était revenu sur des déclarations faites jeudi à l'AFP selon lesquelles sa rencontre avec François Fillon, lors de ce déjeuner, n'avait pas porté sur une intervention de l'ancien Premier ministre pour accélérer les procédures judiciaires visant M. Sarkozy.

Dans une déclaration lue à l'AFP, M. Jouyet a finalement reconnu que "*François Fillon (lui) a fait part de sa grave préoccupation concernant l'affaire Bygmalion*".

Selon M. Jouyet, François Fillon "*a également soulevé la question de la régularité du paiement des pénalités payées par l'UMP pour le dépassement des dépenses autorisées dans le cadre de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy*".

M. Fillon aurait ainsi dénoncé auprès de M. Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de M. Sarkozy en 2012.

Le ministère de l'Économie avait donné en novembre 2013 son aval au paiement par l'UMP, à la place de M. Sarkozy, de pénalités pour dépassement de ses comptes de campagne.

Dimanche soir, le parquet de Paris a fait savoir qu'il avait lancé une enquête sur le paiement par l'UMP de ces pénalités "*au vu des seuls éléments*" transmis "*par les commissaires aux comptes de l'UMP*", et non après une quelconque intervention de l'exécutif.

"*M. Jouyet a redit ce soir dans une sorte de nouvelle version étonnante que jamais je ne lui avais demandé d'agir sur la justice (...). A aucun moment je ne lui ai demandé cela. Nous n'avons pas parlé des pénalités. Si M. Jouyet dit cela, c'est un mensonge*", a lancé M. Fillon, grave.

"*M'accuser de cette infamie, de la part de journalistes du Monde, je pouvais penser qu'il s'agissait d'une manipulation. Si cette accusation est vraiment celle du secrétaire général de l'Elysée, un personnage important, elle est paraît-il enregistrée, donc il faut que ces enregistrements soient livrés au public*", a demandé l'ancien Premier ministre.

Devant ce changement de version, Bruno Le Maire, candidat à la présidence de l'UMP, a estimé que M. Jouyet n'avait "*pas d'autre choix que de remettre sa démission*".

En démentant jeudi auprès de l'AFP les informations de journalistes du Monde selon lesquelles M. Fillon lui aurait demandé d'intervenir pour accélérer les procédures judiciaires visant M. Sarkozy, le secrétaire général de l?Élysée s'était tiré une balle dans le pied.

Gérard Davet et Fabrice Lhomme, auteurs de "*Sarkozy s'est tuer*" (éd. Stock), avaient en effet enregistré avec son assentiment la conversation qu'ils ont eue avec ce proche collaborateur de François Hollande.

M. Fillon va porter plainte en diffamation contre les journalistes du Monde et le quotidien. AFP 09.11

2- Affaire Jouyet - Fillon : tous les ingrédients d'une affaire d'État - Francetv info

Selon Nathalie Saint-Cricq, on est bien en face d'une affaire d'État tant les acteurs impliqués sont importants : "*Un ancien Premier ministre, candidat à la présidentielle, François Fillon, qui accuse son ancien ministre de mentir et de comploter contre lui. Ce même Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l'Élysée, qui devrait être le prototype du grand commis de l'État et qui balance à deux journalistes de très graves accusations sur François Fillon*". Des accusations que Jean-Pierre Jouyet dément puis confirme lorsque les deux journalistes du Monde affirment détenir un enregistrement de l'entretien. "*On voit mal comment on pourrait s'arrêter là*", affirme la journaliste.

François Fillon est le grand perdant de cette affaire. "*Il sera toujours soupçonné, même si c'est faux, d'avoir par haine pour Nicolas Sarkozy tenu de tels propos et ça à l'UMP, cela passera très mal*". Jean-Pierre Jouyet aurait par ailleurs mieux fait de ne pas mentir, car il risque de cette façon d'éclabousser François Hollande. Nicolas Sarkozy sort grand gagnant de cette histoire. Lui, "*qui a fait de la victimisation et de la théorie du complot un argument de campagne*". Marine Le Pen a pu s'en prendre à l'UMPS. Quant à Alain Juppé, il a réussi à toujours rester au-dessus de la mêlée. Francetv info 09.11

Ou en dessous !

3- Affaire Jouyet/Fillon: les journalistes réservent leur enregistrement à la justice - AFP

Les deux journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme "*réservent à la justice*" l'enregistrement de Jean-Pierre Jouyet où il affirmerait que François Fillon lui avait demandé d'intervenir pour accélérer les procédures contre Nicolas Sarkozy.

Les deux journalistes, co-auteurs du livre "*Sarko s'est tuer*", ont rencontré le 20 septembre le secrétaire général de l'Élysée qui leur aurait affirmé que l'ex-Premier ministre lui avait demandé le 24 juin d'intervenir pour accélérer les procédures contre Nicolas Sarkozy. MM. Fillon et Jouyet ont démenti mais les deux journalistes disent avoir enregistré, avec son assentiment, M. Jouyet.

"*On a l'enregistrement, il est béton. Cet enregistrement, nous le produirons en justice si la justice le réclame*", a indiqué à l'AFP Gérard Davet. "*Notre position est très simple: nous ne répondrons à aucune injonction politique, on ne veut pas le livrer à une quelconque interprétation politicienne*".

"*Pour l'instant, c'est notre volonté, et ça peut évoluer en fonction des demandes des uns des des autres, des avocats, mais on ne veut surtout pas alimenter une quelconque interprétation politicienne et ce serait le cas si on répondait aux injonctions de Chartier, de Guaino et autres*", a-t-il assuré. AFP 09.11

Dernières nouvelles (sur les coups de 11h ou mdi en France).

4- Affaire Fillon : l'aveu incomplet de Jean-Pierre Jouyet - Francetv info En direct de l'Elysée à Paris, Hélène Hug revient sur ce qu'elle a entendu sur ces enregistrements."*Pour ceux qui comme moi ont eu l'occasion de rencontrer Jean-Pierre Jouyet, je vous le confirme, c'est bien lui qui parle sur cette bande et j'ajoute qu'il n'a pas été pris en traître. Il était enregistré et il le savait*" explique la journaliste de France 2.

"*Le communiqué de Jean-Pierre Jouyet ce soir est une forme d'aveu. Mais il est incomplet. Jean-Pierre Jouyet reconnaît avoir déjeuné François Fillon. Il admet également avoir parlé avec lui de l'affaire Bygmalion, mais il ne répond pas à la seule question qui fait encore ce soir polémique : 'François Fillon lui a-t-il oui ou non demandé d'intervenir pour accélérer les poursuites judiciaires contre Nicolas Sarkozy ?'*" constate Hélène Hug.

"*Je peux vous dire que, dans l'enregistrement que j'ai écouté auprès des journalistes du Monde, Jean-Pierre Jouyet évoque en terme très clair une demande d'intervention de François Fillon pour empêcher Nicolas Sarkozy de revenir sur la scène politique*" conclut la journaliste de France 2. Francetv info 10.11

En famille chez les aristocrates de l'ENA ou le panier de crabes de la Ve République.

5- Qui est Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire général de l'Elysée ? - Francetv info

Il a été ministre, mais reste relativement peu connu du grand public. Jean-Pierre Jouyet est haut-fonctionnaire avant d'être politique, jamais élu, toujours nommé. Secrétaire général de l'Élysée, il est le bras droit de François Hollande. L'homme a dirigé l'autorité des marchés financiers, la Caisse des Dépôts et la banque publique d'investissement. Il a rencontré François Hollande à l'ENA, où ils font partie de la même promotion. Ils reçoivent aussi la même formation militaire et partagent la même chambre.

C'est peu dire que les deux hommes se connaissent bien : ce sont des amis intimes. "*C'est la seule personne en 35 ans avec qui je ne me suis jamais ennuyé un seul instant*", déclare-t-il à propos de François Hollande en 2012. En 2007, il est nommé secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement Fillon. Il accepte. "*Je n'étais pas d'accord, j'ai suspendu alors mes relations avec Jean-Pierre, mais pas mon amitié*", avait déclaré François Hollande en 2010. Francetv info 09.11

En titres.

- Affaire Jouyet - Fillon : tous les ingrédients d'une affaire d'État - Francetv info

- Affaire Jouyet/Fillon: les journalistes réservent leur enregistrement à la justice - AFP

- François Fillon: «*J'accuse Jean-Pierre Jouyet de mensonge et je vais rendre coup pour coup*» - 20minutes.fr

- Affaire Jouyet/Fillon: Fillon dénonce une "*forme de déstabilisation et de complot*" - AFP

- L'affaire Jouyet-Sarkozy-Fillon provoque des remous à l'UMP - LeParisien.fr

- La droite se divise sur le rôle de Fillon contre Sarkozy - LeMonde.fr

- Affaire Fillon : le revirement de Jean-Pierre Jouyet - Francetv info

Jean-Pierre Jouyet a déclaré dans l'après-midi du dimanche 9 novembre que Fillon lui avait bien parlé des procédures judiciaires contre Nicolas Sarkozy. Francetv info 09.11

- Bercy avait donné son aval au paiement par l'UMP de pénalités dues par Sarkozy - Francetv info

- Pénalités Sarkozy: enquête déclenchée par le seul signalement des commissaires aux comptes de l'UMP - 20minutes.fr

- Le Maire: Jouyet "*n'a pas d'autre choix que de remettre sa démission*" - AFP

- «*Alain Juppé est le grand gagnant de l'affaire Fillon-Jouyet*» - LeFigaro.fr

- Le porte-parole de Sarkozy voit la main de Hollande derrière l'affaire Jouyet-Fillon - Francetv

- Affaire Jouyet-Fillon : Bartolone évoque "*une maladresse*" de Jouyet - Francetv info

- Stéphane Le Foll : «*C'est une affaire de la droite*» - LeParisien.fr

- Jouyet: "*hystérisation de la violence interne à la droite*" pour Le Roux - AFP

En complément. Ils en rajoutent une couche.

- Pour Laurent, Valls «*ne sera jamais le Premier ministre de la gauche*» - Liberation.fr

Mélenchon s'y voyait bien !

- Etats généraux du PS : Rocard corrige Valls - LeParisien.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Extrême droite. A vos ordres mon général.

- A Colombey, Florian Philippot rend hommage au général de Gaulle, "*référence absolue*" - AFP

C'était la moindre des choses en mémoire sans doute à la fine équipe de pétinistes que comportera l'équipe de de Gaulle après la guerre, sans parler de tous ceux qu'il réhabilitera et recyclera... Les Américains ont bien fait la même chose avec les nazis allemands. A Kiev se sont leurs modèles. Qui ? Mais les deux pardi !

Et quand le PS et EELV vont se prosterner devant le gouvernement de Kiev, ils se prosternent devant eux aussi. Ben évidemment grand bêta ! Cela vous surprend ? Alors vous n'êtes pas au bout de vos surprises, vous n'imaginez pas à quel point ils peuvent être pourris et les pires imposteurs qui soient. D'après vous, pourquoi ne peut-on pas les encadrer, leur ressembler ? Ces gens-là n'ont pas plus de dignité que l'extrême droite, qu'est-ce que vous croyez ? Il est vrai que sur ce plan-là nous sommes particulièrement rigide ou intolérant et nous le revendiquons, nous en sommes fier !

Naviguer en eaux troubles ne peut que mal se terminer, elles peuvent engloutir des troupeaux entiers. Etre minoritaire ou marginalisé n'est pas un choix, cela présente des inconvénients mais aussi l'avantage qu'en cas de naufrage on trouvera toujours une place sur une embarcation pour ne pas sombrer. La dignité est en dernier ressort une affaire personnelle.

Intox

- Les Etats-Unis redoublent d'efforts contre l'EI - Francetv info

Pour éteindre l'Etat islamique, les Américains sont prêts à s'engager davantage. Mais le combat s'annonce encore long. Francetv

info 09.11

Obama vient d'annoncer qu'il n'enverrait pas de troupes au sol pour combattre EI. Il faut reconnaître comme dirait Bush, que les barbares font du bon boulot, mieux que les GI's...

Il ne faudrait pas que cela les empêche de dormir.

- Wall Street s'interroge sur la bonne moisson de résultats - Reuters

- Banques: des milliards de provisions pour litiges gâchent les résultats - AFP

- Croissance médiocre en vue pour la zone euro au 3e trimestre - Reuters

La CIA ou le Mossad à l'oeuvre ?

- Des ingénieurs nucléaires assassinés près de Damas - LeMonde.fr

Le bus transportant les victimes, quatre Syriens et un Iranien, a été pris en embuscade. L'identité des tireurs reste inconnue. LeMonde.fr 09.11

Des deux côtés au Brésil.

- Banques: HSBC Brésil a supprimé 1.000 emplois en une semaine - AFP

- Une grève au Brésil bloque les livraisons d'Embraer - Reuters

L'avionneur brésilien Embraer est confronté depuis mercredi à une grève illimitée qui, a-t-il déploré ce week-end, bloque ses livraisons d'appareils et d'autres "*opérations critiques.*"

Les grévistes bloquent les accès de la principale usine du groupe à São José dos Campos, à l'est de São Paulo, à l'appui de leur revendication d'une revalorisation salariale de 10%.

Dans un communiqué publié samedi, Embraer annonce avoir proposé une augmentation de 7,4%, en ajoutant qu'il s'agit de sa dernière offre.

Le principal syndicat avait plus tôt dans la semaine rejeté cette proposition en la jugeant insuffisante, dans un pays où le taux d'inflation avoisine les 6,5% par an. Reuters 08.11

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Apec.

- Russie et Chine entendent "*récolter les fruits*" de leur rapprochement - AFP

Les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine se sont engagés dimanche à Pékin à renforcer leur collaboration, quelle que soit l'évolution d'un monde souvent inquiet de leur gestion autoritaire du pouvoir.

Cette dixième rencontre en moins de deux ans entre les deux dirigeants, s'est déroulée à la veille de l'ouverture du sommet de l'Asie-Pacifique (Apec), auquel sera également présent le président américain Barack Obama.

Le président Xi, qui a signé des accords, notamment dans le domaine énergétique, avec son homologue russe, s'est félicité de l'excellente croissance de "*l'arbre des relations sino-russes*".

"*Maintenant que nous sommes en automne, l'heure est venue de récolter les fruits. Quels que soient les changements dans*

l'arène mondiale, nous devons poursuivre sur la voie que nous avons choisie, pour prolonger et renforcer notre coopération mutuelle fructueuse", a dit le numéro un chinois.

"*La coopération entre la Chine et la Russie est très importante pour maintenir le monde dans le cadre des lois internationales, pour qu'il soit plus stable et moins imprévisible*", a de son côté déclaré Vladimir Poutine.

Chine et Russie se sont rapprochées ces dernières années, à mesure que se creusait le fossé entre Moscou et les nations occidentales et que Pékin inquiétait ses voisins en affirmant ses ambitions et sa puissance.

Les deux dirigeants ont supervisé la signature de plusieurs accords, notamment dans le domaine énergétique entre les géants russe Rosneft et chinois CNPC.

L'un de ces accords, portant sur le gaz, doit permettre à CNPC de prendre une participation minoritaire de 10% dans le gisement géant de Vankor (Grand Nord russe).

CNPC, qui cherche à multiplier les sources d'énergie pour répondre aux besoins croissants de la Chine, coopère déjà avec Rosneft. AFP 09.11

(Entendu ce soir aux infos de Russia Today à 18h heure de Mosou.) Il faut ajouter que la Russie et la Chine ont convenu de régler leurs échanges dans leur monnaie respective au détriment du dollar qu'ils entendent marginaliser. On comprend pourquoi la campagne hystérique des Américains. S'agissant de la chute du rouble, la banque centrale russe a décidé de laisser flotter tranquillement le rouble sur les places financières internationales, apparemment la baisse du rouble les arrange au grand dam encore des Américains.

Haut de page

Le 11 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Ce matin un oiseau est venu se percher sur le rebord de la fenêtre, il a dû être attiré par la musique... Metallica.

Quelques réflexions très vite.

- Etre Palestinien, c'est être un martyr.

- Les médias ont pour ainsi dire boyotté le sommet de l'Apec sur ordre de Washington.

Il a fait l'objet d'un reportage de 10 minutes environ hier soir lors des infos de Russia Today. J'ai ainsi pu mesurer l'importance que les Chinois et les autres participants lui accordaient. Ambiance détendue, festive même, rien à voir avec les rencontres tendues avec les dirigeants des pays occidentaux, où ils arborent un sourire crispé ou hypocrite de façade, se réunissant loin du regard du bas peuple et soupant tels des monarques, Xi conversant à bâtons rompus avec Poutine comme de vieux amis... Les Chinois avaient fait les choses en grand de manière à montrer à leurs invités le respect qu'ils leur témoignaient, rien à voir non plus avec l'arrogeance ou le mépris affiché par les dirigeants des puissances occidentales envers les chefs d'Etat des Brics notamment.

Les Chinois et les Russes ont tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins ou les pays de la région, alors que les Américains et leurs alliés occidentaux se posent en maîtres du monde voulant imposer leur hégémonie d'un autre siècle. Cela dit, quand il s'agit de s'en prendre à la classe ouvrière ils rivalisent en férocité ou cruauté, nous ne sommes pas dupe.

Gauchistes et provocateurs au service de l'ordre établi.

Nous ne ferons pas dans la surenchère ou la récupération gauchiste après l'assassinat de Rémi Fraisse par l'armée (gendarmerie). Nous ne soutenons pas non plus les manifestations ultra minoritaires (100 à 500 manifestants tout au plus) appelées par des organisations inconnues ou autoproclamées étiquetées d'extrême gauche et qui ne se reconnaissent pas dans le mouvement ouvrier, ni les provocations violentes à l'encontre de la police qui ont pour conséquence d'entraîner une réponse toujours plus violente de la part des forces de l'ordre établi et l'incompréhension ou la condamnation de causes justes par

la majorité de la population. C'est un facteur de division dont nous n'avons vraiment pas besoin.

La violence gratuite, aveugle ou incontrôlée, exercées à titre individuel contre l'Etat ne peut que nuire au mouvement ouvrier et en éloigner les travailleurs, desservir notre cause dans l'état actuel de la situation. Par contre nous sommes pour la violence de masse dès lors que les travailleurs se mobilisent en masse et n'ont pas d'autres moyens pour exiger que leurs droits soient respectés.

La violence exercée par le mouvement ouvrier et les travailleurs ne peut se concevoir que dans un cadre organisé dans le prolongement de leur prise de conscience politique de combattre pour une cause juste, en dehors de ces conditons ou si elles ne sont pas remplies, nous rejetons catégoriquement le recours à la violence. Nous devrons l'utiliser pour abattre le régime en place et ses institutions face à leur résistance armée, mais manifestement l'heure n'a pas encore sonné.

Ceux qui se livrent aujourd'hui à des violences, particulièrement ceux qui les organisent ou les encouragent, manipulent travailleurs et jeunes qu'ils envoient à l'abattoir. Habituellement leurs chefs ne sont pas en premières lignes ou ne sont pas exposés à la répression, ce sont des jeunes insouciants des dangers qu'ils encourent qu'ils envoient à leur place se faire matraquer ou pire encore, ou étrangement ce ne sont pas eux qui se retrouvent par la suite derrière les barreaux.

Quant aux gauchistes qui au sein du mouvement ouvrier soutiennent ces actions violentes, ils fournissent un excellent prétexte au législateur pour renforcer l'arsenal législatif et répressif déjà bien étayé contre le mouvement ouvrier, ils jouent le jeu de notre ennemi.

Tous ont en commun de partager une interprétation erronée des rapports entre les classes et de vouloir se substituer aux masses qui manifestement ne se mobilisent pas à leur côté, pour des causes qui par ailleurs sont parfaitement justes, ce qui va de pair avec leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme et de les organiser dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions.

Ils ont le même réflexe que le petit bourgeois impatient qui ne comprend pas pourquoi ses besoins ne sont pas satisfaits, et qui adopte une attitude aventurière sans davantage réfléchir. Ce n'est pas l'attitude de militants conscients qui combattent pour élever le niveau de conscience des masses, pour le socialisme. A leur manière ils légitiment l'emploi d'armes de guerre par les représentants de l'Etat contre des jeunes désarmés et souvent désoeuvrés politiquement. Les gauchistes en tous genres n'ont pas conscience de partager la responsabilité des drames inutiles qui peuvent survenir qu'ils imputent au gouvernement qui leur renvoie la balle, comme quoi nous sommes bien en présence d'action qui ne peuvent pas servir notre cause, bien au contraire.

On comprend l'impatience de certains jeunes ou militants, nous leur disons que les solutions aux questions qu'ils se posent sont uniquement d'ordre politique, et que ce n'est pas en se livrant à des actes violents ou désespérés qu'ils y trouvent des réponses cohérentes ou satisfaisantes, sérieuses.

Nous ne leur faisons pas la morale, nous essayons de les protéger contre leurs impulsions incontrôlées qui ont une base politique tout à fait légitime. Nous partageons leurs aspirations, nous les appelons à utiliser leur formidable énergie à aider les travailleurs à progresser et à s'organiser, à se mettre au service du socialisme, qu'ils se disent bien que seul nous ne sommes rien, mais que tous ensemble nous pouvons changer la société et que c'est dans cette direction-là qu'ils doivent orienter leur combat politique, en direction des masses laborieuses et non contre la police.

On regrettera amèrement au passage qu'aucun parti ne reprenne à son compte ce discours, et qu'ils préfèrent laisser ces travailleurs ou jeunes livrés à eux-mêmes, on en est terriblement attristé, car ce garçon, Rémi Fraisse, il aurait pu être mon fils, le vôtre, il n'avait pas l'air bien méchant, il était au contraire animé de bonnes intentions, mais bien mal entouré ou encadré, hélas ! On a vraiment du mal à saisir où nos dirigeants veulent en venir, mais c'est une autre histoire.

Saint-Denis. Ils ont importé Chicago.

- Une manif lycéenne en hommage à Rémi Fraisse dégénère à Saint-Denis - AFP

C'est vers 10H00 que les choses ont basculé devant le lycée Paul-Eluard, qui était bloqué depuis le matin. Un groupe d'environ 150 casseurs, "*des petits groupes très mobiles*" selon la police, a quitté les abords du lycée et s'est mis en marche vers le centre.

En chemin, des voitures ont été caillassées et des vitrines de magasins brisées. "*Ils s'en sont pris à quelques automobilistes*" qu'ils ont aspergés de lacrymogène, a relaté une source policière.

"*Ils ont arrêté des voitures, cassé les vitres, ouvert les coffres*", raconte Ariane Touko, en terminale à Paul-Eluard. "*Cela partait d'une bonne cause, un blocus pour défendre la mémoire de Rémi Fraisse, et puis ça a dégénéré*", regrette-t-elle.

La lycéenne, qui "*condamne ces violences*", s'est dite "*très choquée*" par une scène: celle d'une femme enceinte qui est descendue de sa voiture et a été projetée à terre. Un témoignage qui n'a pas été confirmé par la police.

Devant le supermarché Carrefour, "*ça a été violent*", relate Roman Miah, un vendeur de fleurs ambulant. "*Ils étaient une quarantaine, ils ont voulu rentrer dans le magasin, mais les employés ont fermé le rideau métallique. Ils ont tapé dessus (...) La police est arrivée, ils sont partis en courant.*"

L'un des rideaux métalliques noirs du supermarché a été à moitié défoncé.

Gérant d'une boutique d'articles de sport prise pour cible, Hacen Sana décrit lui un phénomène de "*meute*". Il n'a pas assisté aux violences mais a été prévenu par ses employés, dont l'un s'est selon lui retrouvé à l'hôpital pour une blessure à la jambe.

Le "*premier réflexe des employés a été de fermer le rideau*", mais ils ont été "*tabassés, roués de coups*", raconte-t-il. "*C'était des casseurs, point à la ligne. Ils n'ont aucune conscience politique*", s'agace-t-il.

Un bus qui passait devant le lycée a eu une de ses vitres brisées, selon la RATP, qui a interrompu plus d'une heure le trafic du tramway. La station de métro qui dessert la Basilique de Saint-Denis a également été fermée.

Parallèlement à ces débordements, "*des jeunes du quartier ont profité de la confusion pour multiplier les vols à l'arraché*", selon une source policière. Pour ramener le calme, la police a mobilisé environ 200 fonctionnaires et un hélicoptère, qui a tournoyé au-dessus de la ville. AFP 10.11

Question : Comment peut-on encore vivre dans une ville pareille ?

Palestine occupée. A Tel-Aviv ou à Ferguson : la même justice raciste.

- Deux Palestiniens poignardent des Israéliens à Tel-Aviv et en Cisjordanie - AFP

Deux Palestiniens ont tué lundi à coups de couteau une jeune Israélienne et un soldat dans des attaques distinctes qui accentuent encore le cycle des violences dans les Territoires palestiniens et en Israël.

La poursuite par Israël de la colonisation est l'une des causes des vives tensions avec les Palestiniens.

Les tensions se sont récemment propagées aux villes arabes d'Israël après qu'un jeune qui s'opposait à l'arrestation d'un de ses proches eut été abattu samedi par la police. Son village de Kafr Kanna a de nouveau été secoué lundi par des affrontements entre Arabes israéliens et policiers. Des heurts ont également été rapportés dans d'autres localités arabes du nord mais aussi du sud.

Des images vidéo de la mort de Kheir Hamdane, 22 ans, mettent à mal la version des policiers selon lesquels il représentait un danger. Elles montrent qu'il a été abattu, semble-t-il sans sommation, de plusieurs balles tirées dans le dos. Les policiers le chargent ensuite sans ménagement dans leur véhicule.

Le ministre israélien de la Sécurité intérieure, Yitzhak Aharonovich, a de nouveau défendu les policiers. "*J'accorde mon soutien total aux policiers qui ont agi pour se défendre et faire échec à une menace*", a-t-il dit sur la radio militaire.

Les Arabes israéliens, de même que les Palestiniens, dénoncent eux une "*exécution de sang-froid*" et disent nourrir peu d'espoir dans l'enquête ouverte par le ministère israélien de la Justice. AFP 10.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de menteur... contre parole de menteur.

- Affaire Jouyet-Fillon : qui dit la vérité ? - Francetv info

Jouyet a bien cité Fillon lui demandant de «*taper vite*» contre Sarkozy.

Jean-Pierre Jouyet a bien raconté à deux journalistes du Monde que François Fillon lui avait demandé de «*taper vite*» contre Nicolas Sarkozy en accélérant les procédures judiciaires, selon un extrait de l'enregistrement de leur entretien avec le secrétaire général de l'Elysée que l'AFP a pu écouter lundi. Dimanche soir, François Fillon avait accusé Jean-Pierre Jouyet de «*mensonge*».

Les deux enquêteurs, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ont fait écouter cet extrait à trois médias (France 2, BFMTV et l'AFP) et précisé qu'ils étaient seuls avec Jean-Pierre Jouyet lors de cet entretien réalisé le 20 septembre à l'Élysée.

Les deux enquêteurs réfutent toute accusation selon laquelle ils auraient piégé ce proche de François Hollande. "*Tous les entretiens officiels que nous avons, nous les enregistrons, et de manière extrêmement ostentatoire*", explique Gérard Davet au micro de France 2.

Sur cette bande, Jean-Pierre Jouyet raconte que M. Fillon, lors d'un déjeuner le 24 juin, lui a demandé que l'Élysée «*tape vite*» contre l'ancien président Sarkozy pour éviter son retour en accélérant les procédures judiciaires visant notamment ses comptes de campagne de 2012. Le numéro 2 de l'Élysée affirme avoir rapporté cette demande au président de la République, qui lui a répondu que c'était l'affaire de la justice. Jean-Pierre Jouyet Jouyet ajoute qu'il partageait cet avis.

Jouyet savait que ses propos seraient publiés

Interrogés sur les circonstances de l'enregistrement, les deux journalistes ont assuré à l'AFP que Jean-Pierre Jouyet «*savait que ses propos seraient publiés ultérieurement dans un livre*», à paraître en 2017. Et pour l'ouvrage Sarko s'est tuer (Stock) paru ce lundi, «*il nous avait demandé de ne pas citer ses propos entre guillemets, ce que nous avons respecté*», ont-ils précisé.

«*C'est son démenti dimanche qui nous a contraints, pour prouver notre bonne foi, à publier quelques extraits du verbatim*», ont-ils expliqué à l'AFP.

Jouyet «*ne mesurait pas du tout l'importance*» de ses révélations.

(Comment peut-on croire pareille baliverne ? C'est totalement inconcevable à ce niveau-là. Ce n'est pas parce que c'était à l'origine un haut fonctionnaire qu'il était censé ignorer comment se tenir une fois parvenu au sommet de l'Etat, pour un peu on va nous expliquer qu'il ne comprenait rien à la politique, bien sûr, il a atterri là par hasard, alors qu'il avait déjà fait partie d'un gouvernement par le passé, quand Fillon était Premier ministre, et là étrangement il avait su parfaitement se tenir. C'est Hollande ou quelqu'un de son entourage qui lui a conseillé de balancer Fillon. - ndlr)

Lors de leur entretien à l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet «*ne mesure pas du tout l'importance*» de ses révélations, ont confié à l'AFP les deux journalistes, qui avaient déjà eu connaissance de la démarche de François Fillon par une autre source.

«*Jean-Pierre Jouyet n'est pas un politique comme les autres, relèvent-ils, c'est un haut fonctionnaire, c'est quelqu'un qui a gaffé toute sa vie dès qu'il a pris la parole publiquement. Il dit des choses qu'il ne devrait pas dire. Il est très mal à l'aise avec l'univers médiatique. Quand vous avez accès à lui en tant que journaliste, c'est en général bingo à chaque fois!*» remarquent-ils.

«*Si on fait élire Nicolas Sarkozy, tant mieux pour lui!*»

(Est-ce un aveu de journalistes véreux ? Cela y ressemble.- ndlr)

Extrapolant les éventuelles répercussions de leur enquête, ils ont même lancé: «*Si on fait sauter le secrétaire général de l'Élysée, on le fait sauter. Si François Hollande, par nos révélations demain, doit démissionner, il démissionnera. Et si grâce à notre livre - c'est un vrai paradoxe car il s'appelle Sarko s'est tuer - on fait élire Nicolas Sarkozy, c'est tant mieux pour lui!*».

«*On n'a pas de parti pris, c'est l'info qui nous intéresse*», ont-ils conclu. 20minutes.fr et Francetv info 10.11

Pour qui roule le Monde ? La Ve République ou la classe dominante, le meilleur de ses représentants, cela peut varier d'une année sur l'autre, d'un mois sur l'autre, d'un jour à l'autre !

Le Monde est un véritable torchon, on a du mal à se l'imaginer, comme tous les autres quotidiens nationaux ou les magazines hebdomadaires.

ACTUALITE EN TITRES

Il y en a quand même qui démissionnent.

- Belgique : un député accusé de s'être masturbé en public démissionne - Francetv info

C'est un récidiviste, il doit répondre de quatre plaintes depuis juin 2014

- Le ministre des Affaires étrangères roumain démissionne - Reuters

Le ministre roumain des Affaires étrangères, Titus Corlatean, a démissionné lundi après avoir été mis en cause dans les défaillances des procédures de vote des Roumains vivant à l'étranger pour le premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 10.11

La banalisation de la pauvreté.

- GB: le groupe de maxi-discount Aldi va créer 35.000 emplois en 8 ans - AFP

- Etats-Unis: le système financier reste perméable aux réseaux criminels - AFP

A l'affût.

- Le rouble se raffermit après sa chute de la semaine dernière - Reuters

- Russie: la banque centrale prévoit des fuites de capitaux de 128 milliards de dollars en 2014 - AFP

- Moscou enveloppée dans un nuage de gaz toxique sentant «*l'oeuf pourri*» - LeParisien.fr

- TGV Pékin-Moscou : 7 600 kilomètres à grande vitesse - Francetv info

Antisyndicalisme.

- Grève des contraventions : Montréal réclame des millions d'euros à ses policiers - Francetv info

La mairie réclame près de neuf millions d'euros au syndicat des policiers qui protestent contre une réforme de leur régime de retraite. Francetv info 10.11

Le capitalisme, ses inégalités et ses injustices engendre toutes sortes de violences

- Au Brésil, la violence coûte 5,4% de son PIB au pays - 20minutes.fr

- Russie : le gang GTA, tueur d'automobilistes - LePoint.fr

- Drogue : l'Espagne sniffe plus mais fume moins - Liberation.fr

- Russie: fantasmes autour d'un "*gang GTA*" qui abat froidement des automobilistes - AFP

- Israël: les tensions gagnent Tel-Aviv, un Palestinien poignarde un soldat - AFP

- Nigéria. 47 élèves tués dans un attentat suicide attribué à Boko Haram - AFP

- Le principal groupe djihadiste égyptien prête allégeance à l'EI - LePoint.fr

- Série d'attentats en Afghanistan, des policiers tués - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: déchirements syndicaux sur fond de rupture avec l'ANC - AFP

Sept syndicats sud-africains ont suspendu lundi leur participation aux instances dirigeantes de la puissante confédération du Cosatu pour protester contre l'exclusion du syndicat des métallos Numsa, chassé pour avoir rompu l'alliance historique avec l'ANC.

"*Avec effet immédiat, nous suspendons notre participation au conseil et à la politique de palais du Cosatu*", ont déclaré dans un communiqué commun les sept syndicats de l'alimentaire (Saccawu et Fawu), de la communication (CWU), des infirmières (Denosa), des joueurs de football (Sapfu) et des fonctionnaires (Sasawu et Pawusa).

"*Il est clair que le Numsa a été exclu injustement*", ont-ils souligné, appelant à la tenue d'un congrès extraordinaire du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu).

"*Au lieu de répondre à la crise dans notre société, où des millions de personnes vont se coucher le ventre vide tous les soirs, et où des centaines de milliers de jeunes n'ont aucune chance de trouver du travail (...), nous avons maintenant une direction de la Fédération (le Cosatu, ndlr) qui voit l'ennemi dans ses propres rangs*", ont-ils déploré.

"*Au lieu de mener campagne là où résident vraiment la puissance et la richesse, là où les travailleurs continuent à être surexploités, les dirigeants actuels ont choisi de diviser la Fédération*."

En délicatesse avec la direction du Cosatu, le syndicat de la métallurgie Numsa - numériquement le plus important du pays, avec plus de 340.000 adhérents - en avait été exclu samedi matin.

Il faisait campagne depuis plusieurs mois pour que la centrale syndicale brise son alliance historique avec le Congrès national africain (ANC) et le Parti communiste sud-africain, héritage de la lutte contre le régime ségrégationniste de l'apartheid. Il

Dénonçant la "*politique néo-libérale de l'ANC*", au pouvoir depuis vingt ans en Afrique du Sud, il a refusé de soutenir ses candidats aux élections législatives de mai et a annoncé la création prochaine d'un parti concurrent, d'extrême-gauche.

Le secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, a publiquement regretté l'exclusion du Numsa lundi, quand bien même il n'a lui-même pas été tendre avec le syndicat rebelle ces derniers mois.

"*L'ANC ne peut pas imposer ses solutions au Cosatu*", a-t-il déclaré devant des journalistes. "*Nous sommes des entités indépendantes dans l'alliance, nous ne dictons pas à un autre partenaire de l'alliance ce qu'il doit faire.*"

"*C'est à la Fédération elle-même de se réveiller, sentir le café et revenir sur sa décision*", a-t-il cependant conseillé, selon l'agence Sapa.

"*L'exclusion (du Numsa) est une mauvaise chose à la fois pour le Cosatu et pour l'ANC. Un Cosatu divisé, c'est le début de la faiblesse, et nous ne savons pas si la raison pourra jamais prévaloir à nouveau*", avait déjà jugé Gwede Mantashe dimanche.

"*Mantashe peut aller sauter de la prochaine falaise*", lui avait sèchement répondu le secrétaire général du Numsa Irvin Jim, le traitant de "*crétin*". AFP 10.11

En France il y a des syndicats qui n'ont jamais rompu avec le PS ou le PCF, ou encore avec l'UMP et l'UDI, et il y a des partis ouvriers qui n'ont toujours pas rompu avec ces appareils syndicaux, donc ces partis. La suite vous la connaissez...

Haut de page

Le 12 novembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles ce sera pour demain, on a 2 ou 3 articles économiques qui posent des questions intéressantes.

J'ai rédigé ces quelques lignes hier soir.

Quand on baigne dans un milieu profondément arriéré comme c'est mon cas, on est confronté à des expériences d'une telle

intensité, si inattendues et si déconcertantes, tellement éloignées de ce que je vis ou ma manière d'aborder la réalité, qu'elles font naître dans mon esprit une multitude de questions.

C'est cette expérience que je tenais à partager avec vous. Ce qui suit décrit un processus inconscient, c'est la raison pour laquelle ce court passage ne peut être assimilé à un jugement, mais plutôt à un constat, il vaut bien au delà de l'Inde évidemment. Etant moi-même issu de ce milieu, quarante ans plus tard j'en suis encore à me demander comment j'ai pu en sortir, comme quoi je ne suis pas vraiment du genre à prétendre détenir la vérité.

On vit dans une société et un monde aussi exécrables parce que généralement on ne fait pas le bilan de nos expériences, on ne se pose pas de questions, trop peu ou pas les bonnes apparemment, on n'en tire aucune leçon pratique ou cela n'influe pas sur notre comportement. On vit un certain nombre d'expériences mais on n'en tient pas compte, on passe à côté de l'essentiel en réalité, elles ne nous servent à rien, ce qui explique en grande partie pourquoi on ne progresse pas et on reste rivé à un degré d'ignorance épouvantable.

On se prive des moyens de progresser, on se dit à quoi bon puisqu'on n'a aucun moyen d'agir sur le cours de la société ou pour la changer, laissons à ceux qui nous gouvernent le soin de se charger de notre sort et advienne que pourra, en espérant en silence que le pire sera réservé aux autres, mais ce n'est pas toujours le cas ou notre tour viendra un jour, à moins qu'on s'en aperçoive un peu tard, quand on est à l'article de la mort, c'est bien l'ultime et la plus inutile expérience que l'on puisse faire dans la vie, la plus injuste aussi.

Rien ne se crée, rien ne se perd tout se transforme, on pourrait tout aussi bien affirmer que tout se paie un jour, comptant ou à crédit, mais il faut toujours régler la facture avant de s'en aller pour de bon...

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca.

- La conclusion qui s'impose est la suivante : le leadership américain ne prévoit aucune forme de multipolarité ni aucun respect des règles entre partenaires de mêmes niveaux. Il n'existe plus de règles communes. Il ne reste que le chaos, sans aucune direction générale. mondialisation.ca

A ceci près que pendant ce temps-là les Américains avancent leurs pions, comme par exemple les traités transpacifique et transatlantique, l'union bancaire européenne et la plupart des directives que l'UE adoptent, derrière lesquels ils sont, la hausse du dollar, la baisse du prix du pétrole, la déstabilisation de l'Ukraine, l'Emirat islamique, etc

Le chaos fait partie de leur stratégie politique, mais elle ne se résume pas qu'à cela.

ACTUALITE EN TITRES

81 dollars le baril de brut.

- A l'Opep, l'inquiétude semble monter face à la baisse du baril - Reuters

Je ne sais pas si le prix de l'essence baisse à la pompe en France, en Inde le prix du litre de super est redescendu de 72 à 63 roupies.

Leur cupidité ne connaît pas de limite.

- Suisse: une montre Patek Philippe vendue pour 21,3 millions de dollars - AFP

Imaginons un instant combien d'écoles ou d'hôpitaux on pourrait construire avec cette somme... Il faut bien tout leur prendre.

Le maître du chaos mondial ne manque pas d'audace.

- Barack Obama appelle Pékin à garantir l'ordre international - Reuters

C'était un homme animé d'une rigueur morale irréprochable... selon la légende.

- L'Eglise mormone admet que son fondateur a eu plus de 30 femmes - 20minutes.fr

Officiellement, Joseph Smith n'avait qu'une épouse. 20minutes.fr 11.11

La religion devrait être réservée aux hommes, afin que les femmes soient libres de copuler librement avec la communauté des athées ou assouvir leur désirs sexuels insatiables, car il est bien connu que sans religion l'homme est livré à toutes les tentations et devient pervers, il se comporte comme un animal, un monstre, mais pas les religieux qui font preuve de mesure, de retenue, non ce n'est pas l'expression qui convient le mieux dans leur cas...

La violence omniprésente ou le vieux monde.

- Une manifestation de l'extrême droite dégénère en Pologne - Reuters

- Disparus au Mexique : le siège régional du parti au pouvoir incendié - AFP

- Israël redoute une troisième intifada - LeFigaro.fr

- Un jeune Palestinien tué par l'armée israélienne près d'Hébron - LeMonde.fr

- Au Yémen, trois morts dans des affrontements à l'aéroport de Sanaa - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Jusqu'où Jouyet est-il prêt à mentir pour couvrir Hollande ?

- Affaire Fillon-Jouyet : le troisième homme parle au «*Figaro*» - LeFigaro.fr

Grille de lecture proposée aux lecteurs.

- Je n'ai pas pu lire l'intégralité de l'interview qu'a donné Antoine Gosset-Grainville au Figaro n'étant pas abonné à ce torchon, par contre j'ai lu une dizaine d'articles qui en relataient le contenu, et bizarrement dans tous à l'exception d'un seul il n'était évoqué l'enregistrement réalisé par des journalistes du Monde de l'inteview de Jouyet qui figure à ce jour comme le seul élément matériel incontestable existant dans cette affaire, confirmé par trois journalistes (France 2, BFMTV et l'AFP) ont pu l'écouter. On verra plus loin pourquoi.

Si on s'en tient au contenu de cet enregistrement, il faut en déduire que, soit Antoine Gosset-Grainville ment délibérément pour couvrir François Fillon, soit il s'est absenté un moment au cours de leur déjeûner où il est arrivé le dernier, alors que Fillon et Gosset-Grainville étaient déjà attablés et il n'a pas pu entendre la totalité des propos qu'ils ont échangés. Troisième hypothèse qui est sans doute la plus probable, ou alors Fillon et Gosset-Grainville disent vrai et c'est Jouyet qui a inventé toute cette affaire. Il faut se rappeler qu'il a déjà menti une fois avant de se rétracter. Mais dans ce cas-là cela ne peut être qu'à l'initiative de Hollande, car la politique n'est pas son domaine de prédilection, et puis Jouyet n'avait absolument aucun intérêt à s'en prendre à Fillon dont il avait été le ministre et qui compte parmi ses meilleurs amis.

Par contre, Hollande, qui est une véritable crapule, a très bien pu s'en servir ou l'instrumentaliser afin de semer encore plus le désordre au sein de l'UMP. Il y a cependant un élément qui ne colle pas dans cette version. Jouyet a couvert par avance Hollande en prétendant lui avoir fait part des propos supposés de Fillon, et Hollande lui aurait répondu qu'il n'y donnerait pas suite, peut-être histoire de se blanchir préventivement en prévision des soupçons qui pourraient s'orienter vers lui une fois cette affaire déclenchée. Il pourrait répondre à ses accusateurs : quel intérêt aurais-je eu à fabriquer cette affaire dans la mesure où je n'envisageais pas de donner une suite favorable à la demande de Fillon, franchement réfléchissez cela ne tient pas de bout.

Sauf, sauf si Hollande et Jouyet étaient de mèche. Dans ce cas-là, c'est Jouyet qui acceptait de se sacrifier pour son ami de toujours auquel il ne pouvait pas refuser un service, Hollande l'assurant qu'il resterait en poste par la suite ou qu'il le couvrirait, d'ailleurs il n'y avait aucune raison que cette affaire tourne mal puisqu'il avait pris soin de se mettre Le Monde dans la poche comme caution morale face à Fillon et Gosset-Grainville qui seraient également soupçonnés de mensonge sans qu'ils puissent apporter la preuve du contraire. C'était sans compter sur les maladresses qu'allait commettre Jouyet, ses mensonges à répétition qui en font dorénavant un acteur de mauvaise foi susceptible d'avoir manigancé toute cette histoire, en réalité Hollande. D'ailleurs Sarkozy ne s'y est pas trompé en refusant d'attaquer Fillon, bien que les deux hommes ne puissent pas se sentir, il a bien compris d'où était parti le coup qui finalement lui profite.

En résumé, on peut échaffauder le scénario suivant.

Jouyet a pris l'initiative d'inviter Fillon à déjeuner après avoir obtenu l'accord de Hollande. De retour à l'Elysée Jouyet a rendu compte de cet entretien à Hollande. Pas de quoi fouetter un chat ou pouvoir l'exploiter politiquement, sauf si on y ajoute un passage créé de toutes pièces. Hollande en soumet l'idée à Jouyet qui accepte. Pour que l'affaire éclate, Jouyet en informe deux journalistes du Monde qui vont le reproduire dans le livre qu'ils doivent publier quelques mois plus tard (Sarko s'est tuer), alors que plusieurs candidats sont en lice pour la présidence de l'UMP, dont Sarkozy, avec en ligne de mire la présidentielle de 2017 sur laquelle lorgne Fillon et Juppé en plus de Sarkozy. Pour couvrir Hollande Jouyet va devoir prendre soin de préciser que Hollande avait refusé de donner suite à la requête de Fillon d'accéler les procédures judiciaires contre Sarkozy, et pour faire plus vraisemblant encore il ira même jusqu'à affirmer que c'était Fillon qui était à l'origine de ce déjeuner. Mais voilà, c'était sans compter sur le troisième larron qui était présent ce jour-là. Jouyet est pris de panique suite à la tournure que prennent les évènements, il ment et se reprend. Gosset-Grainville qui a participé à ce déjeuner enfonce le clou et dément catégoriquement les propos tenu par Jouyet dans son interview aux journalistes du monde en fournissant d'autres précisions qui impliquent d'autres personnes, son secrétariat (il est avocat) et celui de Jouyet, qui peuvent témoigner que c'est Jouyet qui était à l'origine de ce déjeuner et non Fillon. Voici le passage de son interview hier au Figaro :

- "*En juin, la secrétaire de Jean-Pierre Jouyet à l'Elysée a pris contact avec la mienne, pour proposer un déjeuner à trois, François Fillon, lui et moi, affirme-t-il. J'ai soumis cette idée à François Fillon qui en a accepté le principe. Le secrétariat de Jean-Pierre Jouyet m'avait d'abord indiqué que ce déjeuner pourrait se tenir à l'Elysée. Avant de nous demander de plutôt trouver un restaurant à l'extérieur [chez Ledoyen], ce que François Fillon préférait également.*" lefigaro.fr 11.11 Un tel déjeuner à l'Elysée aurait un peu trop senti le traquenard, c'est Hollande qui a dû corriger le tir.

A l'arrivée le nombre de protagonistes et témoins dans cette affaire a considérablement augmenté, citons les : Jouyet, Fillon, Gosset-Grainville, la secrétaire de Jouyet et celle de Gosset-Grainville, les deux journalistes du Monde, soit sept personnes.

Le Monde apparaît complaisamment dans cette affaire ou ce montage qui devait en principe profiter à Hollande, dans la mesure où Sarkozy est toujours empétré dans des affaires judiciaires et rien ne dit qu'il ne sera pas inculpé un jour ou l'autre ou en ressortira blanchi. Car il est étonnant que les journalistes du Monde ne se soient pas posés les mêmes questions que nous avant de prendre le risque d'introduire ce passage dans leur livre qui devait servir à démolir Sarkozy, on doit en déduire qu'il était complice de Hollande.

A-t-il agi ainsi sur ordre ? Au cas où l'affaire tournerait mal pour Hollande, il pouvait être conduit à la démission ou se résoudre à la dissolution de l'Assemblée nationale. Etait-ce leur objectif ?

Dans l'interview qu'a donné Antoine Gosset-Grainville au Figaro, il précisait :

"*Sans que je puisse me souvenir mot à mot de la discussion d'un déjeuner qui s'est déroulé il y a cinq mois, je peux dire qu'aucun des propos tenus ne pouvait prêter à polémique. Compte tenu des fonctions de l'un et de l'autre, cela m'aurait frappé*". LeFigaro.fr 11.11

On est prêt à le croire.

Chapeau les prédateurs et les va-t-en-guerre !

- L'État ne s'opposera finalement pas à la retraite chapeau du PDG de GDF - Le Huffington Post

- 800.000 euros par an de "*retraite chapeau*" pour le patron de GDF Suez - L'Obs

- Bercy prévoirait 2,2 milliards d'euros de coupe budgétaire - Reuters

Le gouvernement entend compenser le dérapage budgétaire lié notamment aux opérations extérieures de la France par environ 2,2 milliards d'euros d'annulations de crédits cette année, selon Les Echos.fr.

Ces mesures d'économies supplémentaires seraient inscrites dans le projet de loi de finances rectificative qui doit être présenté mercredi par Bercy, ajoute mardi le site du quotidien.

"*Du Mali à l'Irak en passant par la Centrafrique, les interventions de l'armée française ont compliqué un peu plus l'équation budgétaire*", écrit-il.

Alors que 450 millions étaient programmés dans la loi de finances initiale, les "*opex*" devraient ressortir à au moins 1,1 milliard d'euros.

Selon Les Echos.fr, la masse salariale nécessite aussi des crédits supplémentaires, notamment, là encore, au profit de la Défense.

Pour désamorcer les critiques de la Commission européenne, le ministre des Finances Michel Sapin avait évoqué le 27 octobre des "*mesures nouvelles*" de réduction du déficit, d'un montant de 3,6 milliards d'euros, dont une partie sera présentée mercredi. Reuters 11.11

Un régime mafieux ravalé au rang de " ***mauvais élève***" par ceux qui le cautionnent.

- Le Luxembourg n'est pas le seul « *mauvais élève* » de l'évasion fiscale - LeMonde.fr

Selon un rapport publié mercredi 12 novembre, auquel ont participé Oxfam France et CCFD-Terre Solidaire, les pays de l'Union européenne ne sont toujours pas parvenus à trouver des solutions contre l'évasion fiscale et l'opacité financière.

Ce rapport compare les politiques mises en place dans 15 Etats de l'Union européenne (UE) en matière de lutte contre l'évasion fiscale et de garantie de la transparence. « *Le résultat est très décevant. Les progrès sont extrêmement lents et même la France, qui a longtemps été leader sur ces questions, semble faire machine arrière, désormais plus préoccupée par la compétitivité de ses entreprises multinationales* », déplore Lucie Watrinet, du CCFD-Terre Solidaire, citée dans un communiqué.

Selon le document, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède sont les « *mauvais élèves* » en matière de transparence, en raison du manque d'informations disponibles sur les propriétaires réels de leurs entreprises et de leur résistance aux initiatives de l'UE pour promouvoir la transparence sur la propriété des entreprises et des trusts. Or cette opacité « *aide les entreprises à échapper à l'impôt et à transférer leurs bénéfices* ».

Les ONG se penchent en particulier sur les conventions fiscales signées avec les pays en voie de développement, qui « *poussent souvent pour la réduction des taux d'imposition des transferts financiers* » sortant de ces pays, où le revenu de l'impôt sur les sociétés est pourtant « *désespérément nécessaire* ». LeMonde.fr 11.11

Les ONG remplissent le rôle que ceux qui les financent veulent bien leur faire jouer. Ils sont les témoins impuissants d'un système économique devenu mafieux, ce qui ne peut que renforcer l'idée qu'il est impossible de mettre fin à cette terrible fatalité qui s'est abattue sur le monde et avec laquelle il faut faire avec ou se soumettre, ce qui revient au même.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Bosnie: Moscou s'abstient lors du vote sur le renouvellement de l'Eufor - AFP

L'ambassadeur russe Vitali Tchourkine a dénoncé "*un instrument destiné à accélérer l'intégration du pays dans l'Union européenne et l'Otan*". "*Pousser la Bosnie dans cette direction par le biais d'une résolution sous chapitre 7 de la charte de l'ONU est tout simplement inacceptable*", a-t-il affirmé.

Dans une allusion transparente à l'Ukraine, M. Tchourkine a estimé que "*les exemples malheureux de pressions extérieures pour imposer un avenir européen abondent*".

Bien qu'elle ait voté en faveur de la résolution, la Chine a soutenu la position russe dans son principe, estimant que les Occidentaux auraient dû rechercher "*le consensus le plus large possible*". Les représentants américain, britannique et français ont déploré l'abstention russe.

Le représentant adjoint français Alexis Lamek a accusé Moscou de "*déformer la réalité des Balkans*" et de chercher "*à afficher une désunion artificielle du Conseil sur un sujet qui fait l'unanimité*".

Dans un tweet, son collègue Philippe Bertoux a regretté que "*la Russie ait fait entrer la mauvaise ambiance créée par la crise ukrainienne dans un domaine qui n'a aucun rapport*".

"*C'est un jeu dangereux, mauvais pour la Bosnie et pour le Conseil*", a ajouté le conseiller politique français.

Les Occidentaux et la Russie s'opposent systématiquement au Conseil depuis le début de la crise en Ukraine, chaque réunion tournant au dialogue de sourds. La semaine dernière, Moscou a ainsi bloqué une déclaration condamnant les

élections séparatistes dans l'est de l'Ukraine. AFP 11.11

En complément.

- L'OSCE met en garde contre une escalade militaire en Ukraine - AFP

- L'Union européenne ne prévoit pas de nouvelles sanctions économiques contre la Russie - LeMonde.fr

- Accord entre la Russie et l'Iran pour la construction de 2 réacteurs nucléaires à Bouchehr - AFP

SOCIAL

1- Côte d'Ivoire

- Côte d'Ivoire: niveau de pauvreté "*inquiétant*" malgré la croissance - AFP

Le niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire, première économie d'Afrique de l'ouest francophone, en forte croissance, est "*inquiétant*" alors que le pays dispose de fortes potentialités, s'est alarmée la Banque mondiale (BM).

Près d'un habitant sur deux est considéré comme "*pauvre*" en Côte d'Ivoire, selon des chiffres officiels.

"*La Côte d'Ivoire est confrontée à des taux de pauvreté inquiétants, surtout par rapport au potentiel énorme dont dispose le pays*", a regretté Ousmane Diagana, le chef des opérations de la banque en Côte d'Ivoire.

Pour remédier à cette situation, M. Diagana a proposé la mise en place d'un "*système de protection sociale*", avec des "*cantines scolaires*" pour "*nourrir les enfants pauvres*", ou la mise en place de "projets à forte intensité de main d'oeuvre" pour distribuer des emplois à des personnes "*aux compétences minimes*".

L'économie du pays connaît depuis trois ans une croissance remarquable : de 9,8% en 2012 après "*d'importantes réformes*", le taux de croissance a atteint 8,7% en 2013 et de "*8 à 10%*" sont prévus pour 2014.

Les retombées de cette croissance pour la population ne se font pas encore ressentir, alors que l'économie ivoirienne aspire à l'émergence économique et sociale à l'horizon 2020.

La Côte d'Ivoire, classée par l'ONU 171e en termes d'indice de développement humain en 2014 sur 187 pays en raisons de faiblesses médicales et éducatives structurelles, ne pourra toutefois satisfaire aux critères sociaux de l'émergence d'ici à 2020. AFP 11.11

2- Tchad

- Tchad : la grogne sociale se transforme en manifestations - LeParisien.fr

Le mécontentement des Tchadiens semble prendre de l'ampleur. Des habitants de la ville de Sarh (sud) et des lycéens de N'Djamena ont manifesté mardi pour dénoncer la pénurie de carburants, la cherté de la vie au Tchad et soutenir des enseignants grévistes qui réclament le paiement de primes. Des notaires, avocats et huissiers se seraient également joints au mouvement de grève, annonce également RFI.

A Sarh (500 km au sud-est de N'Djamena), tôt mardi matin, des habitants ont frappé sur des casseroles pour dénoncer à grand bruit le coût de la vie, selon des habitants joints par téléphone. Des groupes de manifestants ont également lancé des pierres sur la mairie et brûlé des pneus dans des rues, entraînant l'intervention de la police, selon les mêmes sources.

A N'djamena, des groupes de lycéens sont également descendus dans la rue mardi matin pour manifester leur soutien aux revendications des enseignants. Les manifestants ont été dispersés par la police anti-émeutes.

Le Tchad a commencé à produire du pétrole en 2003. La production était de l'ordre de 100.000 barils par jour en 2013, selon le département américain de l'Energie. Les revenus pétroliers lui ont permis de moderniser son armée, de se doter d'un meilleur réseau routier et de construire de nombreux bâtiments publics. Mais les membres de la société civile et de l'opposition demandent au président Idriss Déby Itno d'employer davantage cette manne pour améliorer les conditions de vie de

la population aux revenus très bas. Le Tchad figure parmi les dix derniers pays au monde, classés selon l'Indice de développement humain (IDH) des Nations unies. LeParisien.fr 11.11

En complément.

- RDC : manifestation de colère après la mort d'un habitant - L'obs

3- Iran-Syrie

"*Les usines balistiques syriennes*", qui est derrière? - french.irib.ir

La réponse, c'est le commandant en chef de la force aérospatiale des Pasdarans, le général Hajizadeh qui la fournit : l'Iran. Le général est revenu sur la puissance balistique iranienne, et ses origines qui remontent à la guerre des années 80 de l'Irak contre l'Iran : " *Pendant la guerre ce furent la Libye qui nous livrait des missiles et nos spécialistes recevaient des formations nécessaires en Syrie ... or la donne s'est inversée à la sortie de l'Iran de l'époque de la guerre. A l'heure qu'il est, la Syrie et d'autres pays qui nous aidaient nous achètent des missiles. Les usines de fabrication des missiles en Syrie ont été construites par les Iraniens et en Syrie, on fabrique les missiles qui sont conçus par les ingénieurs iraniens". " Nos relations avec les syriens ont depuis toujours été gagnantes en termes d'industrie militaire. En effet, les Syriens nous ont donné au début la formation ; nous leur avons donné ensuite la technologie de fabrication. Les usines de fabrication des missiles iraniens ont même été déplacées en Syrie. Même la Résistance libanaise a appris comment concevoir des missiles. C'est désormais un fait avéré, la Résistance libanaise et la Résistance palestinienne se sont sensiblement renforcées dans le secteur balistique. Le missile n'a plus de secret pour les composantes de l'axe de la Résistance. Tous les pays et organisations qui en sont membres en fabriquent et le missile occupe désormais une place de choix dans la doctrine défensive des pays de la Résistance. Mais plus importants que nos missiles, ce sont nos techniciens et ingénieurs, ceux et celles qui travaillent d'arrache pied, qui ont la foi et qui innovent sans cesse dans ce domaine*".

Interrogé sur la probabilité d'un accord nucléaire entre l'Iran et l'Occident, le général a affirmé : " *les occidentaux ne se donnent pas la peine en général pour demander l'autorisation quand ils ont un projet en tête . Les sanctions qu'ils nous ont imposés sont à comprendre en ce sens. ils nous ont imposés des restrictions mais refusent de nous lâcher le moindre leste et de surcroit ils s'attendent à ce que nous négocions notre puissance balistique. C'est un fait bien significatif. Si les occidentaux avaient la capacité en quoi que ce soit de restreindre nos capacités balistiques, ils l'auraient fait sans nous en demande le permis. S'ils demandent à en négocier avec, s'ils nous demandent à nous de restreindre nos capacités, c'est qu'ils reconnaissent leur incapacité à nous imposer quoi que ce soit. L'Occident a perdu le terrain et le contrôle.* ". french.irib.ir 11.11

ECONOMIE

Sommet de l'Apec.

- L'Asie-Pacifique adopte une "*feuille de route*" pour son intégration économique - AFP

Les dirigeants de l'Asie-Pacifique, réunis en sommet à Pékin, ont adopté mardi une "*feuille de route*" pour la réalisation d'une vaste zone de libre-échange dans cette région produisant plus de la moitié de la richesse mondiale.

Le sommet "*a approuvé la feuille de route pour que l'Apec (le forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique, ndlr) promeuve et réalise la Zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique*" (FTAAP), dont Pékin est le fer de lance, a annoncé le président chinois Xi Jinping en clôturant la rencontre.

Celle-ci réunissait depuis la veille les dirigeants des 21 pays et économies membres, dont le président américain Barack Obama et le Premier ministre japonais Shinzo Abe, à la tête, avec le numéro un chinois, des trois premières économies mondiales.

S'adressant ensuite à la presse, le président Xi a qualifié la décision de l'Apec d'"*étape historique*", reflétant à ses yeux "*la confiance et l'engagement des membres de l'Apec à promouvoir l'intégration économique régionale*".

L'Apec produit 57% de la richesse de la planète et 44% des échanges commerciaux internationaux.

La FTAAP est en concurrence avec le Partenariat trans-Pacifique (TPP), un projet que Washington inscrit dans le "*rééquilibrage*" vers l'Asie de sa politique.

La Chine voulait que le sommet s'engage clairement sur la FTAAP, projet à long terme qui englobe toute la région et inclurait

les autres projets de libre-échange tel que le TPP.

Le partenariat TPP exclut la Chine en l'état et ne comprend que 12 pays riverains du Pacifique, dont le Japon, le Canada, l'Australie et le Mexique. Il est considéré en Chine comme une tentative américaine d'endiguer l'influence croissante de Pékin.

Le sommet est également parvenu à "*un important consensus pour promouvoir vigoureusement la coopération anticorruption*", notamment la traque des individus accusés de détournement dans leur pays, a également annoncé Xi Jinping, lui-même à l'origine d'une sévère campagne contre la corruption au sein du Parti communiste chinois (PCC, parti unique).

La Chine et les Etats-Unis "*se sont entendus*" pour une levée des droits de douane touchant une vaste gamme de produits dans les technologies de l'information, a annoncé mardi la Maison Blanche.

L'entente devrait permettre une conclusion "*rapide*" des négociations à l'OMC pour l'extension d'un accord vieux de 17 ans, a indiqué à Pékin Barack Obama.

Les sommets de l'Apec --qui célébrait cette année ses 25 ans-- sont régis par la règle du consensus et les différends y sont rarement mis en exergue.

Le régime communiste a déployé toute la pompe et les moyens grandioses dont il est capable pour ce sommet.

Six ans après avoir impressionné le monde en organisant des Jeux olympiques grandioses, la Chine semble avoir ainsi confirmé sa puissance et son rôle moteur dans la région la plus dynamique de la planète. AFP 11.11

A retenir. L'AFP est aux avant-postes de la propagande états-unienne contre la Chine, et se doit en tant que tel d'émettre un doute sur son importance ou son poids dans l'économie mondiale en écrivant que " *la Chine semble avoir ainsi confirmé sa puissance et son rôle moteur dans la région*", semble seulement, au détriment et au grand dam des Etats-Unis.

La Chine n'est pas contre le mondialisme, elle considère seulement que le traité de Partenariat trans-Pacifique est trop favorable aux multinationales américaines.

En complément. Hystérie. Les rats étaient de sortie.

- Poutine a-t-il flirté avec la première dame de Chine? Cela agite les censeurs locaux - Slate.fr

- Poutine drague la Première dame chinoise. La censure pète les plombs - L'obs

- La galanterie de Poutine censurée par Pékin - LeFigaro.fr

Une interprétation fallacieuse sortie tout droit de l'imagination d'esprits pro-occidentaux devient la réalité pour tenter de discéditer l'entente Xi-Poutine au yeux des Chinois, ce qui a le don de les rendre carrément hystérique. Apparemment ils n'ont rien trouvé de mieux à se mettre sous la dent, constatant à leur grand dam que pendant tout le sommet de l'Apec Xi et Poutine sont apparus pour ainsi dire inséparables, et sur la "*photo de famille*" des chefs d'Etat ils posèrent côte à côte, alors qu'Obama au premier rang, séparé d'eux par plusieurs chefs d'Etat, figurait plus loin, presque anonyme.

Déjà que contrairement aux deux précédents sommets où il avait fait faux bond son auguste personne a daigné cette fois faire le déplacement, il n'allait tout de même pas s'afficher à leur côté, cela aurait été du plus mauvais goût pour ses amis républicains qui l'ont à l'oeil depuis qu'il a perdu la majorité du Congrès. Lors du repas auquel ils ont participé, il n'a pas pu y couper, protocole oblige.

Voilà pourquoi ils enragent.

- Xi Jinping et Poutine unis dans leur rejet de l'Occident - lefigaro.fr

Haut de page

Le 13 novembre 2014

CAUSERIE

On pensait la mousson terminée, mais non il pleut sans interruption depuis 13h hier, il est 9h54.

On a ajouté 11 articles. Les trois articles sur l'économie figureront dans la causerie à venir d'ici ce soir.

Un chiffre à retenir. 100.000 milliards de dollars.

C'est le chiffre de la dette mondiale calculée en fonction des données disponibles ou que l'auteur a collectées, en réalité elle serait encore plus importante. En comparaison le PIB mondial est d'environ 70 trillions de dollars (1 trillon = 1000 milliards), les produits dérivés selon les sources varient entre 650 trillions de dollars et plus de 1000 trillions dollars. (Source : la-chronique-agora.com, c'est un portail économique américain)

Je ne mets en ligne que de extraits de ces articles et je ne les reproduirai pas au format pdf pour ne pas y être autorisé, avec les Américains je me méfie.

Trois articles sur l'économie.

- 2008 n'était pas la fin de la crise financière... - la-chronique-agora.com 03.11

Extraits. Ce cambriolage — le plus important de l'histoire — concernait 3 600 milliards de dollars — tous contrefaits jusqu'au dernier. Aucun n'a jamais été honnêtement épargné ou gagné… ni extrait du sol et transformé en pièces.

(La planche à billets de la Fed, le fric que les oligarques ont fabriqué et se sont distribués. il semblerait que cette somme soit très sous-évaluée, à moins qu'elle ne concerne que celle qui figurait au bilan de la Fed.

On se souvient qu'une commision du Congrès américain avait été saisie d'une affaire portant sur une somme de 9.000 milliards de dollars dont l'inspectrice générale de la Fed avait été incapable de dire où elle était passée et qui en avait profité. Une autre fois il s'agissait d'une somme de 7.000 milliards de dollars destinés à arroser le marché européen, qui auraient été crées de la même manière, c'est-à-dire sans le consentement du Congrès mis devant le fait accompli ou en dehors de tout contrôle. Si on ne parle pas des mêmes sommes le total se monte à 20.000 milliards de dollars, et on ne prend en considération que les sommes dont on a connaissance. - ndlr)

Non, on parle là du casse du siècle… commis en plein jour… avec des millions de témoins… Et pourtant, personne ou presque n'a compris ce qui se passait.

3600 milliards de dollars ont été fabriqués ces cinq dernières années… et tous sans exception ont atterri dans les poches de quelqu'un.

Suivez l'argent — vous découvrirez ce qui s'est passé.

Avec une quantité quasi-illimitée de crédit à sa disposition, l'industrie financière a vite relevé le défi. Elle a refourgué de la dette à tout le monde — les gouvernements, les entreprises et les ménages. Les Américains ont mordu à l'hameçon… dépensant en moyenne 1 000 milliards de dollars de plus qu'ils ne gagnaient tous les ans, depuis la première entrée en fonction de Ronald Reagan jusqu'en 2014. Leur style de vie — et les revenus de Wall Street — sont venus à en dépendre. De10% environ des revenus totaux des entreprises dans les années 60 et 70, la part de la finance est grimpée à 40% en 2007. Les bonus ont atteint plusieurs millions de dollars…

La plupart des gens n'ont en fait aucune idée de la manière dont les choses fonctionnent. Pourquoi le devraient-ils ?

Les autorités — celles des Etats-Unis en tête — ont créé une bulle immense, avec une dette mondiale totale dépassant désormais les 100 000 milliards de dollars. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. Il s'est passé plus de 30 ans avant que le gouvernement fédéral américain commence à enregistrer des déficits année après année. Près de 50 ans avant que le dollar se sépare de son ancre d'or, laissant le monde entier flottant sur une mer de papier monnaie. Et 65 ans depuis le sommet du dernier marché haussier obligataire.

Ces tendances — si longues, si profondes et si répandues — ont convaincu la majeure partie de la planète que notre monde financier est "*normal*". Les gens vont être très surpris lorsqu'ils réaliseront à quel point il est en réalité étrange et transitoire.

"*Divers experts ont trouvé diverses raisons à la crise financière [de 2008-2009]*", écrit Vivek (Vivek Kaul auteur de Easy Money, "*Argent facile*". - ndlr). "*Certains pensent que la crise a été causée par l'avidité de l'industrie financière. Mais la question est alors : y a-t-il eu un moment où l'industrie financière ne s'est pas montrée avide ? Etant donné cela, pourquoi des crises*

financières ne se produisent pas tout le temps ?" (Question franchement stupide, elles correspondent à des cycles comme les bulles qui gonflent jusqu'au moment où elles éclatent. Ensuite, tout au long de l'histoire du capitalisme, l'industrie financière n'a pas disposé des mêmes instruments pour spéculer et vampiriser l'industrie productive de plus-value. De plus, l'absence de toute équivalence au dollar depuis 1971 a ouvert la porte à sa fabrication en quantité illimitée, qui va de pair avec l'endettement dans des proportions gigantesques et la dérégulation de la finance, à toute forme de trafics de la part des banksters... - ndlr)

Elles ne se produisent pas tout le temps parce que jamais encore, de toute l'histoire de l'humanité, les finances du monde entier n'ont été si déformées par la dette. La dette, c'est ce que l'industrie financière vendait. La dette, c'est ce que les politiques voulaient. Et la dette, c'est la manière dont les élites ont transféré la richesse du public vers elles-mêmes. Janet Yellen (La présidente de la Fed. - ndlr) et al. ont transféré 3 600 milliards de dollars du public (sinon du public, d'où pouvait provenir cet argent ?) vers l'establishment. L'élite est plus riche. Le public est plus pauvre. Et on dirait que Mme Yellen va s'en tirer sans encombre.

Mais la crise de 2008-2009 n'était pas la fin de la bulle de dette. Ce n'était que le début. la-chronique-agora.com 03.11

- Zone euro : les promesses ne sont pas tenues et la dette publique augmente - la-chronique-agora.com 05.11

Eurostat vient tout juste de publier les données concernant le PIB et la dette publique en Europe, calculés selon la nouvelle méthodologie du Système européen des Comptes 2010 (SEC 2010). Avec cette nouvelle méthode, le PIB de la Zone euro est supérieur d'environ 3% à celui calculé avec l'ancienne méthode — ce qui, automatiquement, abaisse le ratio dette/PIB de 2,8%.

A la fin du deuxième trimestre 2014 dans la Zone euro (ZE18), le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est établi à 92,7%, contre 91,9% à la fin du premier trimestre 2014. Dans l'UE28, le ratio a augmenté, passant de 86% à 87%.

Par rapport au deuxième trimestre 2013, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est accru tant dans la Zone euro (de 91,7% à 92,7%) que dans l'UE28 (de 85,1% à 87%). Selon les critères de stabilité de Maastricht, ce ratio ne devrait pas dépasser 60%… Or seize pays de l'Union européenne sont au-delà de cette limite.

Les pays de la ZE à18 ont une dette publique totale de 9 300 milliards d'euros ; ceux de l'UE à28 de 11 900 milliards d'euros. En comparaison, la dette nationale américaine s'élève à 19 400 milliards de dollars. Il vaut mieux ne pas penser à ce qui arriverait dans le cas d'une normalisation de la structure des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique !

Conclusion

Qu'est-il arrivé au Pacte de croissance et de stabilité ? Les promesses d'un budget sans déficit et d'une restructuration des finances publiques n'ont pas été tenues. Les dettes publiques augmentent toujours plus, de la même façon qu'aux Etats-Unis et au Japon. Les appels se multiplient pour des nouveaux programmes d'investissements financés par le crédit, en particulier dans le sud de la Zone euro. Les appels pressants de la BRI pour un revirement dans les politiques monétaires et budgétaires continue d'être ignorés.

Ce faisant, la qualité et les notes de plusieurs débiteurs publics se dégradent ; leurs dettes ne seront jamais remboursées. la-chronique-agora.com 05.11

Au delà des facteurs économiques qui peuvent faire l'objet de toutes sortes de manipulations, il y a la situation sociale et politique qui elle est plus délicate à gérer, lutte des classes oblige !

- Le monde sans monnaie, idéal des technocrates et des politiciens - la-chronique-agora.com 06.11

Beaucoup d'Etats-Providence ont distribué ce qu'ils n'avaient pas. Comme il n'y a pas de miracle laïque, ils ont dû emprunter cet argent. Nous voilà donc avec un stock de dettes insurmontables et en danger de ne pouvoir en payer les intérêts. Toute l'astuce de ces dernières années, depuis 2008, a consisté à baisser les taux d'intérêt en augmentant la dette, ce qui permettait :

- De continuer à distribuer ce que nous n'avions pas

– De tenir nos débiteurs tranquilles puisque leur rente était maintenue.

Que vous deviez 100 à 4% d'intérêt ou que vous deviez 200 à 2% d'intérêt, vous contentez votre débiteur en lui donnant toujours 4 et tout va bien. Sauf évidemment si, un jour, cet animal de débiteur a l'idée saugrenue de se demander s'il reverra bien ses 200 de principal. Là, les ennuis commencent…

Ce jour approche car la croissance mondiale cafouille — et l'argent des intérêts, il faudra bien le trouver quelque part, c'est-à-dire dans votre poche. Reste maintenant pour les Etats à organiser ce transfert discrètement.

Il n'est plus possible de ronger la dette par l'inflation

La méthode habituellement utilisée — et qui donnait toute satisfaction — était l'inflation. Les Etats ont le privilège d'emprunter in fine sur des durées longues, c'est-à-dire que le capital se rembourse totalement à l'échéance du prêt. Si vous empruntez 100 et que vous avez 3% d'inflation par an, 23 ans plus tard, l'effort pour rembourser le capital se trouve divisé par deux par la magie de l'érosion monétaire.

On a donc fait avaler au bon peuple que l'inflation était bonne si elle était suffisamment petite (2% par an) ce qui en faisait en réalité un impôt indolore payé par tous. Normalement, la création monétaire nécessaire à cette bonne petite inflation provient essentiellement de la création de crédit par les banques commerciales. Mais, catastrophe imprévue, particuliers et entreprises se désendettant, il n'y a plus de création monétaire suffisante dans l'économie réelle et pas assez d'inflation. Il faut donc trouver autre chose que cet impôt sournois…

Organiser un autre type de confiscation devient urgent

D'où l'idée de sociétés sans monnaie dans lesquelles paiement et épargne ne sont plus que des signes inscrits dans des ordinateurs sur lesquels les gouvernements ont droit de regard et de contrôle puisqu'il leur faut lutter contre la criminalité et l'évasion fiscale, évidemment. Pierre Leconte, monétariste suisse du Forum monétaire de Genève [2], l'explique très bien :

"Les principales monnaies étatiques actuelles deviendront alors obsolètes au profit d'instruments électroniques dématérialisés que les Etats et les banques centrales confisqueront parce qu'ils en deviendront les seuls émetteurs monopolistiques (ne serait-ce que pour leur permettre d'exercer leur répression fiscale et de traquer l'argent noir). Raison pour laquelle le Bitcoin, ou autres créations du marché libre, ne pourront pas subsister. C'est donc vers un totalitarisme monétaire radical, le Big Brother généralisé, de nature à accroître encore la répression financière et à supprimer tout marché libre, que l'on va vraisemblablement".

La boucle sera ainsi bouclée : un fonctionnaire armé d'un clavier aura enfin toute latitude pour vous confisquer votre argent si la survie de l'Etat — qui en démocratie ne représente que le bien commun et la solidarité — l'exige. la-chronique-agora.com 06.11

Sans rire, c'est exactement la mésaventure qui m'est arrivée lorsque je me suis aperçu que le ministère des Finances indien avait directement prélevé un impôt sur mon compte en banque, somme qui était le double de ce que je devais en réalité, et depuis mars 2013 je me bats pour récupérer cette somme, 40.000 roupies environ (500 euros).

Je n'ai reçu ni courrier ni mise en demeure de payer quoi que ce soit, je ne savais pas que j'étais imposable, ils se sont servis tout simplement ! Même ma banque ne m'a pas prévenu par la suite.

En principe je n'étais pas imposable, je pensais que possédant un compte joint avec mon épouse ils allaient compter deux parts, mais mal conseillé par les employés de la banque, j'avais placé l'essentiel de mon argent à mon nom seulement, puisque mon épouse vivait la moitié de l'année en France et n'était pas sur place pour signer éventuellement des documents. Le fisc n'a rien voulu savoir et du coup j'ai dû payer 31.000 roupies d'impôt, au départ ils m'en réclamaient 110.000 ne savant manifestement pas compter !

Le monde "*sans monnaie*", au lieu de correspondre au passage du règne de la nécessité à celui de la liberté, pourrait davantage coïncider avec celui qui verrait la quasi-totalité de la population privée de tous droits sociaux et politiques.

Aujourd'hui la valeur d'un billet de un ou cent dollar ne dépasse pas celui de l'encre et du papier qui ont servi à l'imprimer, c'est une réalité dont personne ou presque n'a vraiment conscience sans que cela nous empêche de vivre et de trôner sur les marchés. Par contre nous avons conscience que ceux qui concentrent le pouvoir économique disposent également du pouvoir politique pour nous imposer leur dictature, sans qu'on ait trouvé les moyens de s'opposer efficacement à leur stratégie politique, du coup le monde avance irrémédiablement dans une direction opposée à celle de notre émancipation et s'enfonce dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Il est vrai qu'une fois parvenu à une dictature mondiale et déterminé qui a le droit à quoi sans que personne ne puisse le contester, l'argent n'a plus aucune utilité, les classes sociales, le capitalisme ou l'Etat non plus, il suffit de s'en tenir à un règlement stipulant qui a le statut de serf et qui à celui d'aristocrate avec tous les devoirs et obligations qui en découlent, les droits ou les libertés accordés à chacun étant proportionnels à son statut à condition qu'il s'y soumette ou le respecte à la lettre sous peine de sanctions ou de dépérir rapidement ou encore d'être supprimé pour conduite antisociale.

On a du mal à réaliser ou à se faire à l'idée qu'une fois les monarques de l'oligarchie financière étant parvenus à subtiliser tous les pouvoirs, vous avouerez qu'ils sont bien partis pour y parvenir, il serait impossible de leur contester et ils n'auraient plus

qu'à imposer leur volonté au reste du monde qui s'y soumettrait, ce qui renverrait la lutte des classes au musée de l'histoire.

L'UE est un paradis fiscal.

- LuxLeaks : Juncker contre-attaque et s'engage à lutter contre l'évasion fiscale - AFP

- LuxLeaks : Juncker refuse d'être considéré comme "*l'ami du grand capital*" - AFP

Les "*déclarations anticipatives*" (tax rulings), qui permettent à une entreprise de demander comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale, pour payer le moins d'impôts possible, sont "*une pratique bien établie dans 22 pays membres de l'UE*", a-t-il affirmé.

Il a assuré que tout ce qui avait été fait au Luxembourg était conforme aux règles nationales et internationales. Mais il a admis que cela allait à l'encontre de la "*justice fiscale*" et des "*normes éthiques et morales*".

"*Je ne suis pas l'architecte*" du système de taxation du Luxembourg, "*mais je suis politiquement responsable*", a concédé celui qui fut de 1995 à 2013 Premier ministre d'un pays considéré comme un des principaux paradis fiscaux dans le monde. "*Il n'y a rien dans mon passé qui démontrerait que mon ambition était d'organiser l'évasion fiscale*", a-t-il dit.

"*Ne me décrivez pas comme le meilleur ami du grand capital, le grand capital a de meilleurs amis que moi dans cette maison*", a-t-il lancé devant les eurodéputés. (Ils ont tous dû se regarder les uns les autres. - ndlr)

M. Juncker a reçu le soutien de son parti, le Parti populaire européen (PPE, conservateur), et des socialistes, avec lesquels il forme une grande coalition, qui lui ont demandé un "*calendrier précis*" d'action.

"*J'avais dit que la Commission lutterait contre l'évasion et la fraude fiscales. Ce ne sont pas des propos en l'air*", a promis M. Juncker. "*J'ai un devoir d'action pour faire avancer l'harmonisation fiscale en Europe*".

"*Il y a urgence à agir*", car "*l'impression qui se dégage est que l'injustice fiscale est insuffisamment combattue en Europe*", a-t-il reconnu. AFP 12.11

Qui les croient encore ? Personne, sauf des niais ou leurs complices, ceux qui en tirent profit ou vivent confortablement, et encore.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le déni en guise de gouvernance. Un assassinat par l'armée couvert par Hollande, Valls, Cazeneuve.

Le déni ne va pas sans le mépris, le cynisme qui caractérise le PS depuis un siècle.

- Mort de Rémi Fraisse : ce que savait Beauvau dès la nuit du drame - lefigaro.fr 12.11

- Rémi Fraisse: Cazeneuve dit ne pas avoir donné de consignes de fermeté - AFP

- Rémi Fraisse: les gendarmes ont mis en cause une grenade dès le début - AFP

Les gendarmes se doutaient dès le début que la mort du manifestant Rémi Fraisse, le 26 octobre, était due à une grenade des forces de l'ordre, indiquent des documents publiés mercredi par Le Monde et Mediapart, ce qui contredit les premières déclarations officielles.

"*Il est décédé, le mec... Là, c'est vachement grave... Faut pas qu'ils le sachent...*", a déclaré un gendarme, quelques minutes après que le corps inerte de Rémi Fraisse eut été récupéré sur le chantier du barrage contesté de Sivens (Tarn), selon un procès-verbal cité par Le Monde.

Cette phrase, prononcée à 2H03, suit de peu le tir d'une grenade offensive, entre 1H40 et 1H50, en direction de quatre à cinq jeunes, dont Rémi Fraisse, qui jetaient des pierres et des mottes de terre, selon le PV du 29 octobre où sont retranscrits les propos entendus sur les films réalisés par les gendarmes lors des affrontements entre opposants et forces de l'ordre.

Le site Mediapart, citant le journal de bord du Groupement tactique gendarmerie (GTG), ajoute que les gendarmes ont indiqué à 01H45 "*Un opposant blessé par OF*" (grenade offensive), puis, à 01H59, "*Opposant blessé serait décédé. Hémorragie externe au niveau du cou*".

Selon le PV de la Section de recherches (SR) de Toulouse cité par Le Monde, des gendarmes voient tomber le jeune botaniste de 21 ans après l'explosion de la grenade et, au milieu des cris, l'un d'eux tente de se rassurer: "*C'est bon, il va se relever!*" Mais le jeune militant ne se relève pas et, à 2H00, un peloton sort récupérer Rémi Fraisse au sol.

A 2H03, un gendarme s'écrie: "*Il est décédé, le mec... Là, c'est vachement grave... Faut pas qu'ils le sachent...*", selon le PV.

Le service de communication de la gendarmerie, interrogé par Le Monde, assure que le "*ils*" faisait référence aux manifestants et au fait qu'il fallait éviter qu'ils redoublent d'ardeur en apprenant la mort.

Réagissant aux informations du Monde, le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a promis "*une transparence totale*".

"*La justice a été saisie dès le dimanche matin pour que la transparence soit totale... Et vous ne pourrez pas dire que le gouvernement était au courant et qu'il n'a rien dit*", a assuré Stéphane Le Foll.

"*Il y a eu un communiqué du ministre de l'Intérieur dès le dimanche matin qui fait état du décès d'un jeune dans le cadre d'événements qui s'étaient passés dans la nuit*", a-t-il déclaré. "*Cela a été dit. Il n'y a pas à y avoir de discussion*", a-t-il insisté.

Dans un communiqué très bref diffusé le 26 octobre au matin, la préfecture du Tarn avait annoncé simplement que "*le corps d'un homme (avait) été découvert par les gendarmes*", laissant suggérer que cela ne s'était pas passé lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Peu après cependant, des opposants avaient certifié le contraire.

Selon le décompte officiel cité par Mediapart, les gendarmes ont tiré cette nuit-là plus de 700 grenades, dont 42 offensives.

Selon Mediapart, le commandant du groupement de gendarmes mobiles de Limoges, qui opérait à Sivens le 26 octobre, a déclaré sur PV que le préfet du Tarn leur avait demandé "*une extrême fermeté*".

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a cependant assuré mercredi avoir donné "*des instructions contraires*".

Ce même dimanche 26 octobre, le procureur d'Albi, Claude Dérens, avait assuré qu'il était "*impossible*" de déterminer les causes du décès.

Le lien avec le tir d'une grenade explosive ne sera officiellement fait que deux jours plus tard quand le même procureur annonce la découverte sur les vêtements de Rémi Fraisse d'explosifs entrant dans la composition de grenades offensives.

Mais les circonstances de la mort ont été connues dès les minutes qui ont suivi le tir de grenade, avait déjà récemment affirmé l'avocat de la famille Fraisse, Arié Alimi.

A l'occasion ce mercredi, de l'enterrement de Rémi Fraisse dans la plus stricte intimité, a-t-on appris auprès de Me Alimi, des appels à des manifestations un peu partout en France ont été publiés sur Facebook.

Environ 200 jeunes ont tenu une assemblée générale sur le campus de l'université Rennes-2, malgré sa fermeture pour "*raisons de sécurité*". En Seine-Saint-Denis, quelques rassemblements émaillés de violences ont eu lieu devant des lycées avec 11 interpellations pour "*violences*" et "*dégradations*", selon une source judiciaire. AFP 12.11

Alors que les gendarmes avaient tenu informé la nuit même leurs supérieurs hiérarchiques, qui avaient dû en rendre compte sur le champ au préfet d'Albi, Claude Derens, qui à son tour a du informer immédiatement le ministère de l'Intérieur, le lendemain de l'assassinat de Rémi Fraisse, le 27 octobre, le procureur prétendra ne pas connaître l'origine de la mort de cet étudiant allant jusqu'à affirmer : «i*l faut attendre les résultats d'analyses*» effectuées au laboratoire de police scientifique de Toulouse pour connaître «*le rôle déterminant - ou pas - de la grenade qui aurait été lancée, pour expliquer si elle est à l'origine de l'explosion*». (AFP 27.10).

Un jour plus tard, le 28 octobre, il poussera le suspens jusqu'à dire que l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche*", alors qu'il connaît la vérité depuis 48 heures, tout comme le gouvernement qui aura mis deux jours pour réagir et finalement condamner les violences commises... par les manifestants et non celles des gendarmes.

Cazeneuve poussera le cynisme le 30 octobre jusqu'à "*rendre hommage*" aux forces de l'ordre, soulignant que, "*depuis le début de septembre à Sivens, 56 policiers et gendarmes (avaient) été blessés*". (AFP 30.10)

- Mort de Rémi Fraisse : ce que savait Beauvau dès la nuit du drame - lefigaro.fr 12.11

Deux jours durant, le gouvernement a semblé noyer le poisson dans ce dossier, se retranchant derrière l'enquête judiciaire sur les causes de la mort du jeune homme, refusant de reconnaître qu'il s'agissait d'une bavure. Or les investigations semblent attester que les plus hautes autorités de l'État savaient tout depuis le départ et qu'elles ont couvert une faute. Courbe ou tendu, le tir de grenade offensive directement sur les manifestants était prohibé par la règle d'emploi de cette arme.

Ce sont les aveux des gendarmes eux-mêmes, tirés de procès-verbaux d'instruction publiés par Le Mondeet Mediapart, qui jettent le trouble. À en croire les militaires, moins de quinze minutes après les faits, les hommes du Groupement tactique de gendarmerie aux prises avec les manifestants ce soir-là avaient parfaitement compris que le botaniste venait d'être tué par la grenade offensive lancée par l'un des leurs, un gradé. Et tout le monde jusqu'à Paris a été informé sur-le-champ.

Alors pourquoi ce communiqué de Beauvau le dimanche soir, seulement pour dire en substance qu'il n'y avait rien à dire? Celui du préfet du Tarn le matin même était encore plus allusif: «Le corps d'un homme a été découvert…» Plus tard, on a même laissé entendre que le jeune homme aurait pu être victime d'explosifs qu'il aurait lui-même apportés dans son sac!

Aujourd'hui, chacun se défausse. Les gendarmes déclarent, sur procès-verbal, dès le 26 octobre, dans une menace à peine voilée, que le préfet local avait réclamé une «extrême fermeté». Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, prétend, lui, qu'il n'a jamais rien demandé de tel. Et le porte-parole du gouvernement jure, sans rougir, que les autorités sont irréprochables. L'affaire Rémi Fraisse sera-t-elle à la gauche ce que l'affaire Malik Oussekine fut à la droite en 1986?

On retiendra que Hollande et son gouvernement, le PS ont couvert l'assassinat d'un manifestant faisant partie d'un groupe de cinq personnes armées seulement de mottes de terre et de pierres.

Affaire Hollande-Jouyet. A quelle manipulation se livre l'AFP afin d'épargner Hollande.

La multiplication des prises de position en faveur de Jouyet depuis 24 heures imputées à des personnes qui ne sont pas impliquées dans cette affaire, principalement des membres du gouvernement ou des dirigeants du PS (Le Premier ministre Manuel Valls, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal, Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Mignard, avocat et proche de M. Hollande, Julien Dray, etc.), relayées par l'AFP et la quasi-totalité des médias, a pour fonction de minimiser, faire passer au second plan ou faire carrément disparaître les témoignages des acteurs de cette affaire qui chargent Jouyet, les mensonges de ce dernier, d'éviter de s'attarder sur le témoignage avant-hier du troisième convive, Antoine Gosset-Grainville dans un entretien au Figaro.

L'AFP en vient à accorder plus d'importance aux propos tenus par des acteurs extérieurs à cette affaire, au détriment des faits qui ont été relevés par ceux y ont participé directement ou indirectement (les secrétariats de Jouyet et Gosset-Grainville).

Afin de ne pas orienter les soupçons vers Hollande qu'il s'agit à tout prix de protéger, l'AFP en vient naturellement à travestir la réalité ou à se faire faussaire quand ils affirment que Fillon serait "*dans la tourmente depuis une semaine face*" à des "*révélations*" qui n'en sont pas puisqu'aucun élément ne permet à ce jour de corroborer les assertions de Jouyet. Fillon a reçu le soutien de l'ensemble des dirigeants de l'UMP.

Le procédé employé ici par l'AFP consiste à attribuer à ces "*révélations*" la même valeur qu'une preuve matérielle qui n'existe pas, elles ont pour fonction de se substituer à cette preuve, ce qui revient à produire un faux, il suffirait ensuite de le marteler pour que la population finisse par se convaincre du bien-fondé de ces "*révélations*" et décréter Fillon coupable, tandis que Jouyet serait innocent, alors que de toutes évidences c'est Hollande qui a monté ce coup pourri dont Jouyet n'a été que l'exécutant.

A ce stade, une chose est acquise, Jouyet a menti au moins une fois avant de se rétracter sur l'existence de l'entretien qu'il avait eu avec les journalistes du Monde, et il sera facile de prouver qu'il a menti une seconde fois en prétendant que ce déjeuner avait eu lieu à l'initiative de Fillon en confrontant les témoignages de son secrétariat et celui de Gosset-Grainville, alors pourquoi n'aurait-il pas menti une troisième fois en imputant à Fillon des propos qu'il n'a jamais tenus.

- Le gouvernement a serré les rangs mercredi autour de Jean-Pierre Jouyet... (Autour des institutions en fait-. - ndlr)

- Outre M. Le Foll, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal a volé au secours de son ex-condisciple de la promotion Voltaire à l'Ena... (Au secours de Hollande. - ndlr)

- Ces marques publiques de soutien ne sont pas de trop pour le secrétaire général... (Le malheureux, si maintenant les menteurs méritent qu'on les pleigne et les soutienne, autant dire à vos enfants qu'ils mériteront une récompense chaque fois qu'ils se comporteront de la même manière. Quand on dit que le mauvais exemple vient toujours d'en eux et que c'est sur eux qu'il faut taper et non sur le pauvre type qui est en bas de l'échelle sociale et qui les imitent. - ndlr)

- François Fillon, dans la tourmente depuis une semaine face aux révélations... (Pas du tout, même Sarkozy ne croit pas un mot de cette histoire. - ndlr)

- Affaire Jouyet : la contre-attaque judiciaire de François Fillon - LeFigaro.fr

- Les deux journalistes du "*Monde*" sont des "*supplétifs d'une police politique*", selon l'avocat de Fillon Francetv info

- Le gouvernement affiche son soutien à Jean-Pierre Jouyet - Reuters

"*Pensez-vous sérieusement que M. Jouyet ait pu agir de la sorte sans avoir reçu les instructions du président de la République?*", a déclaré Christian Jacob, président du groupe UMP au Palais-Bourbon. "*M. Jouyet a commis une véritable forfaiture: nous demandons solennellement sa démission.*"

François Fillon a reçu le soutien unanime du groupe UMP qui s'est réuni mercredi matin et devant lequel l'ancien Premier ministre a parlé de "*machination*", selon des participants. Reuters 12.11

Vous remarquerez qu'ils ne réclament pas la démission de Hollande puisqu'à ce jour ils n'ont aucun candidat à opposer à celui du PS en cas de démission de Hollande... Ils le protègent, tout comme Mélenchon ou tous ceux qui commentent cette affaire d'Etat.

- Pour Le Foll, Jouyet «*est le secrétaire général de l'Elysée, il le reste*» - 20minutes.fr

- Manuel Valls affiche son soutien à Jean-Pierre Jouyet - Francetv info

- Jouyet-Fillon: c'est Hollande qu'"*il faut juger*", selon Mélenchon - AFP

N'allez pas croire que Mélenchon serait remonté jusqu'à Hollande dans cette affaire, pas du tout, il n'en a pas dit un mot, il s'est arrêté à l'huissier de service, à Jouyet ! Non, Mélenchon reproche à Hollande ce qu'il est, il en est toujours au même point depuis plus de 30 ans, incurable.

Après un tour de prestidigitation pour faire disparaître la responsabilité dans l'affaire Jouyet, un miracle !

Et comme par miracle, alors que la cote de popularité de Hollande était descendue à 12,13 ou16% selon les instituts de sondages, le voilà propulsé d'un seul coup à 29%, plus du double et Valls à 61%.

- Popularité: Hollande remonte à 29% (+3), Valls à 61% (+6) - AFP

La cote de popularité de François Hollande remonte de 3 points à 29%, celle de son Premier ministre Manuel Valls de 6 points à 61%, selon le "*tableau de bord politique*" Paris Match/Ifop publié mercredi. AFP 12.11

Ils les encouragent comme ils peuvent...

Le populisme se porte bien.

A droite toute ! Pendant que les aristocrates du CAC40 s'octroient des retraites chapeaux mirobolantes.

La légitimité est du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, et que ceux qui sont victimes des inégalité sociales ne les jalousent pas, ils n'ont qu'à prendre le pouvoir. Si c'est un conseil, on est prêt à le mettre en pratique.

On a là la véritable nature antisociale du PS au FN, c'est excellent, à condition toutefois d'en tirer les conclusions ou les enseignements qui s'imposent. Observez l'attitude de tous les partis et dites-nous s'il en existe encore un seul qui en soit réellement capable, on est preneur.

Ce n'est pas une révélation, quoique...

- Une décision européenne qui fait l'unanimité du FN au PS - LeFigaro.fr

Toute la classe politique salue un arrêt de la Cour européenne limitant l'octroi des prestations sociales au sein de l'UE.

«*C'est un pied dans la porte de la préférence nationale*», se félicite Louis Aliot, vice-président du FN.

Aliot y voit une «*progression*» et une «*validation*» des combats frontistes. Il estime aussi qu'à partir du moment où un État peut ne pas octroyer de prestations sociales à des résidents de l'UE, il pourra d'autant plus les refuser à des étrangers extérieurs à l'Union.

Du côté de l'UMP, on considère également qu'un tel arrêt va dans le sens d'une évolution indispensable de l'Europe.

Selon François Fillon la France n'a plus les moyens d'offrir un accès à toutes les prestations sociales, à tous ceux qui veulent s'y installer. «*Rendre moins attractives les politiques sociales*» de la France est, pour lui, «*une nécessité absolue*».

Xavier Bertrand réclame la suppression totale de l'AME (aide médicale d'État)...

Hervé Mariton considère que si ces décisions sont «*légitimes*»...

Bruno Le Roux, le président du groupe PS à l'Assemblée, a estimé sur France Info que ce jugement disait «*des choses justes*» et que l'on ne pouvait pas venir «*uniquement dans un pays de l'Union pour bénéficier des prestations sociales*». Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, a admis lui aussi, mercredi devant les députés, que cet arrêt confirmait qu'il n'était «*en aucun cas*» possible d'user de la liberté de circuler dans l'Union pour «*abuser des dispositions sociales*» de chaque État membre. LeFigaro.fr 12.11

Il ne manque plus que SOS racisme, quelle pourriture !

Il va falloir l'aval du Sénat, manque de bol, c'est l'UMP qui a reconquis la majorité !

Dites, c'est quoi un tour de passe-passe institutionnel ?

Non, ce n'est pas un art, tout juste du bricolage, du dimanche si vous voulez, en zone touristique c'est légal, un replâtrage de façade pour eunuques, ils les ont oublés ceux-là, on ne peut même pas dire du cerveau puisqu'ils ne pensent qu'à cela, pour lobotomisés c'est mieux, vous savez, ceux qui passent systématiquement à côté des questions essentielles, un brin mégalomanes mais qui manquent singulièrement d'imagination dès lors qu'ils sont face à la réalité et de courage aussi, car il faut des deux pour pousser jusqu'au bout une analyse politique et s'y attaquer vraiment, sinon on fait avec ce qu'on a, et si on a peu on ne fait pas grand chose ou rien du tout.

Ce qui est un art en revanche, c'est de proclamer le contraire, mais à force le voile de l'illusion qui enveloppait notre supercherie laisse filtrer nos réelles intentions et se déchire rapidement. Là la composition du voile est d'une si médiocre qualité que leurs auteurs vont sombrer avec avant même d'avoir levé l'ancre, ils couleront sur place et il n'y aura personne pour les secourir, les seuls sauveteurs disponibles détestant nager en eaux troubles de craintes d'être contaminés par la vermine.

Depuis qu'il a fondé le PG Mélenchon n'a cessé de multiplier les effets d'annonce sans lendemain, qui n'étaient semble-t-il destinés qu'à se mettre en scène et à remplir sa gamelle. "*La preuve est faite que l'objectif d'une assemblée constituante est de nature à fédérer largement les volontés*" a-t-il déclaré, "*volontés*" somme toute orientées dans une direction puisqu'elles ont permis à toutes les lois scélérates, toutes les mesures infâmes promulguées par Hollande et son gouvernement d'être systématiquement adoptées depuis juin 2012, sans parler des budgets 2013 et 2014, celui de la Sécu, les guerres et j'en passe, alors de là à nous faire croire que ces vendus pourraient s'attaquer à la Ve République, alors qu'ils n'ont fait que soutenir le régime en place en adoptant ces textes ou en s'abstenant de manière à ce qu'ils soient adoptés, votre supercherie est éventée.

Si les lecteurs le souhaitent on examinera une autre fois en détail sa proposition de VIe République, on sait déjà qu'il n'entend pas remettre en question le Sénat. Et puis l'essentiel est ailleurs, aucun changement politique n'est possible sans la mobilisation révolutionnaire des masses, eh oui, il ne faut pas les oublier, même si lui il n'y pense pas, mais au fait, le peuple ne devait-il pas être au centre de sa politique, ici on n'en voit nulle trace, ce n'est que manoeuvres d'appareils, c'est tout ce qu'il sait faire Mélenchon, c'est la seule chose qu'il a appris au PS et retenu.

Par avance nous avions rejeté la perspective d'une Assemblée constituante prévoyant qu'elle serait immanquablement le clone de l'Assemblée nationale, à sa manière il nous donne raison.

Rien ni personne ne peut se substituer au parti ouvrier révolutionnaire, à l'organisation de masses, à leur irruption révolutionnaire sur la scène politique pour s'emparer du pouvoir politique et liquider le régime en place. Nos dirigeants persistent à l'ignorer, tant

pis, dès lors tout ce qu'on nous proposera sera incohérent ou aboutira à une impasse.

- 6e République : Mélenchon "*se réjouit*" du soutien de 50 socialistes - AFP

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche (PG), s'est réjoui mercredi de "*l'arrivée collective au mouvement Sixième République d'une cinquantaine de socialistes*", auxquels il a proposé de participer au comité d'initiative qui doit conduire le mouvement.

"*Je me réjouis de l'arrivée collective au mouvement Sixième République d'une cinquantaine de responsables socialistes nationaux et départementaux à l'appel de Liêm Hoang Ngoc, membre du bureau national du PS, et de sept membres du bureau national du MJS*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.

Parmi les signataires, l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle souligne la présence de Sylvain Mathieu, premier secrétaire fédéral du PS de la Nièvre.

"*Dans les prochains jours, je serai en état d'annoncer la participation d'écologistes et d'autres personnalités politiques*", annonce-t-il.

"*La preuve est faite que l'objectif d'une assemblée constituante est de nature à fédérer largement les volontés, comme vient de le prouver d'une autre manière le succès de la votation citoyenne en faveur de l'instauration d'un référendum révocatoire des élus à mi-mandat*", selon M. Mélenchon. AFP12.11

Rappel.

- PCF: Pierre Laurent tend de nouveau la main aux "*amis frondeurs et écologistes*" - AFP 08.11

Intox et désinformation.

Ordre et justice mafieuse des banksters.

- Amendes de 950 millions de dollars à trois banques américaines - Reuters

L'OCC (Office of the Comptroller of the Currency) a précisé que Bank of America avait accepté de payer 250 millions de dollars, tandis que JPMorgan Chase et Citigroup débourseraient chacune 350 millions.

Ces amendes s'ajoutent à celles annoncées en début de journée par plusieurs autorités financières aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Suisse.

"*Plusieurs grandes banques ont laissé se développer un environnement au sein duquel des traders sans scrupules ont discuté d'une manipulation du marché des taux de change*", écrit Thomas Curry, responsable de l'OCC, dans un communiqué.

"*Notre action aujourd'hui (...) envoie un message très fort, selon lequel de telles mauvaises conduites ne seront pas tolérées*", ajoute-t-il.

Ni Bank of America, ni JPMorgan, ni Citigroup ne reconnaissent ni ne démentent la moindre malversation aux termes de cet accord avec l'OCC. La Réserve fédérale et le département de la Justice continuent leur enquête sur les pratiques des banques sur le marché des changes. Reuters 12.11

Ces banques engrangent des centaines de milliards de dollars, qu'est-ce qu'elles en ont à foutre franchement de régler des amendes de quelques centaines de millions de dollars ou davantage... Entre nous, ce sont les premières servies par la Fed, ils se servent en premier, normal.

Les pilleurs-prédateurs se font philanthropes.

Il s'agit de pays possédant d'énormes richesses minières en tous genres, mais faisant face à une terrible pauvreté due aux pillages des multinationales notamment.

- Ebola: Washington appelle le FMI à alléger la dette des pays touchés - AFP

Les Etats-Unis appellent le FMI à effacer près d'un cinquième de la dette des trois pays ouest-africains les plus touchés par l'épidémie d'Ebola, a indiqué leur secrétaire au Trésor Jacob Lew dans un communiqué obtenu mercredi par l'AFP.

"*Nous demandons au FMI d'étendre son soutien en accordant un allègement de dette à la Sierra Leone, au Liberia et à la Guinée*", a déclaré le ministre dont le pays est le premier actionnaire du FMI.

Un responsable du Trésor américain a ajouté que les Etats-Unis souhaitaient un allègement global de 100 millions de dollars tout en ajoutant que le montant précis devrait être déterminé "*après consultation*" avec le Fonds et ses 188 Etats-membres.

Au total, les trois pays doivent rembourser plus de 493 millions de dollars au FMI, dont 174,8 millions pour la seule Guinée, au titre des prêts accordés par l'institution, d'après les données disponibles sur le site internet du Fonds. Des remboursements d'environ 21 millions de dollars sont prévus pour 2015.

Selon M. Lew, le Fonds monétaire international (FMI) a certes déjà joué "*un rôle crucial*" en accordant fin septembre une rallonge budgétaire globale de 130 millions de dollars à ces trois pays qui étaient sous assistance financière de l'institution avant le déclenchement de la crise Ebola.

Mais un allègement de dette permettrait d'aller plus loin et de "*promouvoir la stabilité économique*" dans ces pays "*en libérant des ressources*" pour couvrir les "*besoins immédiats et les mesures de rétablissement à long terme*", a détaillé M. Lew. AFP 12.11

On serait curieux de savoir combien de fois ces pays ont-ils déjà remboursé le capital qu'ils avaient emprunté sous forme d'intérêts, et combien les multinationales qui pillent leurs richesses leur laissent pour se développer ?

En complément

- Le ministre saoudien du Pétrole réfute toute guerre des prix - Reuters

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Malfaçon ou contrefaçon ?

- Toyota rappelle 361.800 véhicules dans le monde - Reuters

Avec la bénédiction du gouvernement pro-business qui a donné son accord, sinon à quoi bon

- Rachat partiel d'Alstom par GE: jusqu'à 4 mds EUR redistribués aux actionnaires - AFP

Confirmation. Et dire qu'ils y étaient favorables...

- Juppé (UMP) "*favorable*" à l'adoption par des couples homosexuels - AFP

Juppé doit s'aligner sur le programme des néolibéraux s'il veut qu'ils l'investissent pour 2017 à la place de Sarkozy ou Fillon.

- Etats-Unis : le mariage homosexuel autorisé dans le Kansas - LeMonde.fr

L'union des couples de même sexe est désormais autorisée dans trente-trois Etats américains. LeMonde.fr 12.11

Il faut ce qu'il faut.

- Italie: grève générale le 5 décembre à l'appel du principal syndicat - AFP

- Hausse de 28 % du salaire minimum des ouvriers du textile au Cambodge - LeMonde.fr

Stratégie du chaos

- Egypte: 8 militaires disparus après "*l'attaque terroriste*" d'un bateau - AFP

- Kiev se prépare au combat, l'ONU redoute une "guerre totale" - AFP

- Israël poursuit la colonisation malgré les tensions avec les Palestiniens - AFP

- Israël refuse de participer à la commission d'enquête de l'ONU sur Gaza - Francetv info

- Des colons israéliens incendient une mosquée en Cisjordanie - Le Huffington Post

- Voitures piégées dans l'est de la Libye, quatre morts - Reuters

- Yémen: des dizaines de morts dans un attentat anti-chiite - AFP

- Yémen: Une attaque de drone tue sept membres d'Al-Qaïda - 20minutes.fr

- L'opium bat un nouveau record en Afghanistan avant le retrait de l'Otan - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique. Le massacre de trop ?

- Mexique : des manifestants incendient le Parlement du Guerrero - LeMonde.fr

Les manifestants ont mis le feu mercredi dans le parlement de l'Etat du Guerrero (sud) après avoir incendié la veille au siège du parti gouvernemental, au cours de nouvelles protestations après l'annonce du probable massacre de 43 étudiants.

Quelque 500 enseignants et étudiants mexicains ont mis à sac les bureaux des députés locaux, incendié l'hémicycle et la bibliothèque du parlement du Guerrero, avant de se diriger vers le siège du gouverneur à Chilpancingo, la capitale de l'Etat. Ils avaient auparavant saccagé et mis le feu au siège du secrétariat à l'Education régional.

Convaincus que deux de leurs collègues avaient été arrêtés par la police, des enseignants ont aussi retenu pendant plusieurs heures le sous-secrétaire de la Sécurité publique du Guerrero, Juan José Gatica, qui participait à l'opération de maintien de l'ordre.

Après plusieurs heures, ils ont remis le responsable policier à une ONG locale, sans que l'interpellation des deux enseignants ait été confirmée. AFP 12.11

Russie

- Poutine crée une "*armée islamique*" - french.irib.ir C'est sans doute une antidote aux tentatives de " *jihadisation*" du Caucase et de l'Asie centrale : les députés de la Douma russe viennent de proposer la création d'une "*légion islamique*" à l'image de la "*légion étrangère*" en France. Le site Europainfo qui rapporte cette information, citant les députés russes, affirme que la formation d'une "*armée musulmane*" composée de soldats non russes constituerait une garantie pour la stabilité de l'Asie centrale. " *C'est une initiative destinée à préserver la Russie de la menace des islamistes radicaux*", disent les députés. " *Cette légion islamique comportera des soldats ouzbeks , et tadjiks et d'autres soldats musulmans rallieront cette armée via des contrats qu'ils signeront avec le ministère russe de la Défense. ces soldats seront rémunérés par le gouvernement russe. Ces soldats pourront obtenir la nationalité russe au bout de six ans de service*".

Selon les derniers chiffres publiés, "*quelques 295 ressortissants étrangers servent l'armée russe soit 89 ouzbeks, 66 tadjiks, 22 azéris, 22 arméniens, 8 biélorusses, 9 ukrainiens entre autre*". Selon les observateurs , cette initiative est destinée à empêcher le mercenariat en Asie centrale, un mercenariat qui pourrait être nourri par les Etats unis et leurs alliés arabes avec en toile de fond le recrutement des jihadistes takfiris d'origine caucasienne et centre asiatique. french.irib.ir 12.11

Irak

- Al-Baghdadi, blessé : débandade, dans les rangs de Daesh - french.irib.ir

Al-Baghdadi aurait été blessé, dans un raid aérien contre Mossoul. La nouvelle a suffi à provoquer une débandade, dans les rangs de Daesh.

«*L'annonce a beaucoup affecté le moral des Daeshistes, à Mossoul*», a affirmé un responsable kurde de la province de Ninive, cité par Al-Alam.«*Daesh maintient en détention, depuis 2 jours, nombre de ses éléments, pour éviter des défections. Les habitants de Mossoul font, également, l'objet de ces arrestations*», a écrit le quotidien "Ach-Charq al-Awsat". «*Daesh a déployé plusieurs de ses éléments, à l'intérieur de Mossoul, pour traquer les déserteurs*», a ajouté ce responsable kurde.

Pendant le mois en cours, plus de 200 Daeshistes ont déserté Daesh, tandis que ce groupe a attrapé 50 de ces déserteurs, lors de leur fuite. Ce groupe a annoncé avoir arrêté un chef de Daesh turkmène, pour avoir donné des renseignements aux avions de combat de la coalition américaine, avant que ces avions ne mènent des raids contre les postions des chefs de Daesh. french.irib.ir 12.11

Haut de page

Le 14 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles ce soir si ma connexion veut bien fonctionner.

Vous avouerez qu'on a bien bossé aujourd'hui. Je rappelle que je suis tout seul à faire le boulot.

Maintenant que le ministre de l'Intérieur a pris la décision d'interdire l'usage des grenades offensives contre des manifestants, on peut saluer le courage des dirigeants du seul parti en France qui ne se sont pas exprimés (à ma connaissance) après la mort de Rémi Fraisse : ceux du POI. Honte à ces dirigeants ! Quand ils iront manifesté, auront-ils une pensée pour Cazeneuve, ce jeune garçon ou le gendarme qui l'a tué ?

Dans le même registre, dans le dernier numéro d'Informations ouvrières (327), ils évoquent l'affaire Jouyet à la manière des chroniqueurs sclérosés des années 70-80 qui surfaient sur l'agonie du régime et prédisaient sa chute incessamment sous peu, sans évidemment remonter jusqu'à Hollande, à croire qu'eux aussi ils tiennent à le protéger.

Voyez-vous, il y a des trucs comme cela qu'on ne peut pas laisser passer, comment dire en restant mesuré, c'est décidément trop infâme, franchement désolé.

Vous les croyiez plus évolués, détrompez-vous, il est toujours aussi facile de les manipuler.

- Laurent Fabius, ministre le plus apprécié des Français - LeFigaro.fr

- Selon Laurent Fabius, la France doit pouvoir commettre des “*crimes de masse*” en toute impunité … pour “*faire de la protection de la vie humaine une priorité effective*” ! - Mondialisation.ca 11.11

Extrait. A l’heure où la France commémore la boucherie de 1914-1918, où le président de la République entend faire des économies partout sauf dans son armement nucléaire, où quelque 150 Etats parmi lesquels, pour la première fois, les Etats-Unis et la Russie, sont attendus à Vienne les 8 et 9 décembre prochain, au coeur de cette Europe ravagée par deux guerres mondiales, pour la 3e Conférence intergouvernementale consacrée à “*l’impact des armes nucléaires sur l’humanité*”, c’est-à-dire à leurs effets catastrophiques et inhumains, que fait la diplomatie française ?

Que propose son chef ?

Il propose d’autoriser les cinq Etats nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France, à préparer des crimes de masse et à les commettre en toute impunité.

C’est ce que révèle une tribune officielle publiée par Laurent Fabius sur le site de son ministère.

En effet, le ministre des Affaires étrangères, reprenant la “*proposition à la fois ambitieuse et simple*” du président de la République devant l’Assemblée générale de l’ONU le 24 septembre 2013, proposition d’après laquelle “*lorsque le Conseil de sécurité aurait à se prononcer sur une situation de crime de masse, les membres permanents s’engageraient à suspendre leur droit*

de veto", a tenu à préciser dans sa tribune que "*pour être réaliste, ce code (de conduite) exclurait les cas où seraient en cause les intérêts vitaux nationaux d'un membre permanent du Conseil*".

Ainsi, pour Laurent Fabius, les massacres de masse doivent être condamnés unanimement et combattus quand ils sont perpétrés par des moyens chimiques et par un Etat non doté d'armes nucléaires, mais pas quand ils sont exécutés par un Etat doté d'armes nucléaires et d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

Le ministre admet implicitement que les armes nucléaires sont des instruments de "*crime de masse*". Mais la France, qui justifie toujours les siennes par la défense de ses "*intérêts vitaux*" – elle est seule à le faire en ces termes -, devra pouvoir, "*par réalisme*", les utiliser en toute impunité. Il faut lui laisser la possibilité, en pareil cas, d'invoquer ses "*intérêts vitaux*" pour opposer son veto à toute sanction de la part de la communauté internationale. Du coup, elle autorise ses collègues du "*club des Cinq*" à user du même alibi pour massacrer impunément sa propre population !

Le crime contre l'humanité est donc interdit, sauf aux cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité… dont, et c'est là l'essentiel, semble-t-il, la France. "*Patrie des droits de l'Homme*", comme chacun sait.

Cette tribune remonte à plus d'un an. Elle date du 4 octobre 2013. Mondialisation.ca 11.11 (Lire la suite dans l'article mis en ligne au format pdf, autant dire que nous n'en partageons pas la conclusion, puisque l'auteur inconsistant s'en remet... à Fabius ! On est ou on n'est pas socialiste et cela ne s'improvise pas.)

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonges et crimes d'Etat. Qui couvre qui ?

Affaire d'Etat Rémi Fraisse.

- Mort de Rémi Fraisse: Cinq mensonges et arrangements des autorités avec la réalité - 20minutes.fr

- Mort de Rémi Fraisse: la gendarmerie n'imaginait pas qu'une grenade avait tué - L'Express.fr

Le directeur général de la gendarmerie nationale, Denis Favier, est monté au créneau jeudi assurant sur RTL qu'"*en aucun cas*" le lien entre le tir d'une grenade offensive et la mort de Rémi Fraisse n'avait pu être établi dans la nuit du décès, ni le lendemain des faits.

L'un des avocat de la famille Fraisse, Arié Alimi, affirme au contraire que les circonstances de la mort ont été connues dès les minutes qui ont suivi le tir de grenade. AFP 13.11

Puisqu'on connaît la vérité il ne reste plus qu'à en fabriquer une autre, cela peut prendre un certain temps...

- Royal sur la mort de Remi Fraisse: "*toute la vérité sera faite*" - AFP

- Le Foll promet toute la transparence sur la mort de Rémi Fraisse - Liberation.fr

... en attendant.

- Mort de Rémi Fraisse: Cazeneuve met fin à l'utilisation des grenades incriminées - AFP

Après avoir suspendu l'usage des grenades offensives utilisées par la gendarmerie, il en a finalement annoncé jeudi l'interdiction "*parce que cette munition a tué un jeune garçon de 21 ans et que cela ne doit plus jamais se produire*".

Le ministre a parallèlement annoncé un "*durcissement des modalités d'emploi de grenades lacrymogènes à effet de souffle*", qui se fera désormais en binôme, et souhaité que le libellé des sommations faites par les forces de l'ordre soit "*revu*" et "*complété*" par une "information visuelle". AFP 13.11

Affaire d'Etat Jouyet-Hollande.

- Affaire Jouyet: le camp Fillon dénonce une "*machination*" ourdie par Hollande - L'Express.fr

Les plus proches collaborateurs de Fillon dénoncent en effet une "*machination*" ourdie par le chef de l'Etat lui-même. "*Au cours de l'été, une machination a été montée à l'Elysée avec François Hollande dans le but de flinguer François Fillon*", confie l'un de ses hommes de confiance.

Pourquoi donc François Fillon? La réponse est limpide dans le camp Fillon: éliminer un concurrent sérieux pour la prochaine présidentielle et se retrouver face à un Nicolas Sarkozy "*plus facilement battable*". Ce dernier appréciera. Et un proche qui connaît aussi très bien le maire de Bordeaux, aujourd'hui héros des sondages, d'ajouter: "*Si j'étais à la place d'Alain Juppé, je m'inquièterais*".

L'entourage de François Fillon réaffirme son intention de déposer plainte contre Le Monde et ses deux journalistes Fabrice Lhomme et Gérard Davet à l'origine des révélations mais aussi contre Jean-Pierre Jouyet pour diffamation. "*Il aura à s'expliquer devant un tribunal correctionnel*", lance un filloniste du premier cercle.

François Fillon avait gardé totalement confidentiel son déjeuner du 24 juin avec son ex-ami et également ex-ministre Jean-Pierre Jouyet, n'en informant même pas son bras droit Patrick Stefanini et ancien préfet, cheville ouvrière de son mouvement Force Républicaine. lexpress.fr

Simple coïncidence ? A propos de Sarkozy Le Figaro a noté hier que "*depuis le grand meeting de Paris, vendredi dernier, il reprend en boucle le thème de la République*".

- Fillon-Jouyet: pour Bayrou, Hollande "*couvre*" des "*manipulations*" - AFP -

Le président du MoDem, François Bayrou, a estimé jeudi sur France 2 que le maintien en poste du secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, signifiait que le président "*couvrait*", voire "*inspirait*" des "*manipulations*".

"*La conséquence évidente de ce choix, s'il est maintenu et pour moi, c'est un point d'interrogation, la conséquence évidente de ce choix, c'est que le président de la République couvre, approuve, peut-être même a-t-il inspiré un certain nombre de ces manipulations*", a répondu M. Bayrou, interrogé sur le fait de savoir si le maintien de M. Jouyet signifiait que François Hollande était "*en première ligne*".

"*Ceci est un danger extraordinaire ou en tout cas extrême pour le président de la République actuel et pour nos institutions*", a-t-il poursuivi. AFP 13.11

On comprend où se situent ses préoccupations... qu'il partage avec Hollande ou Fillon.

Ni Fillon ni Bayou de demande la démission de Hollande, et pour cause c'est également la pagaille dans leurs partis, qui mieux que Hollande-Valls-Sapin-Fabius-Le Drian serait en mesure de diriger le pays conformément aux intérêts de la classe dominante ? Personne. Et puis pendant ce temps-là ils vivent bien, non ? Du moment que la stabilité du régime et des institutions est assurée, le reste est secondaire pour l'UMP, le MoDem, et le PS.

Les médias jouent les relais de l'Elysée, flinguent maladroitement Sarkozy et ménagent Juppé, servent la soupe empoisonnée à Fillon

- Sarkozy : mais pourquoi ment-il autant ? - Liberation.fr

Question débile ou indolore puisqu'ils mentent tous ! Il a compris mieux que les autres que pour être populaire... il faut mentir.

- Adoption pour les couples homosexuels : comment Juppé ringardise Sarkozy - L'obs

Sarkzoy sait pertinemment que la majorité de la population est contre les nouveaux droits accordés aux homosexuels, qui plus est au sein de l'UMP, donc il a intégré cet élément dans sa campagne. Si après s'être emparé de l'UMP des sondages fiables prouvaient le contraire, il y serait favorable dans la cadre de la campagne des présidentielles. Juppé se fie aux sondages, il commet là une grave erreur ou c'est lui qui devient grabataire, à moins qu'il ne s'en tienne à l'idéologie néolibérale sans tenir compte du contexte politique, une grave erreur politique.

- Juppé en Une des Inrocks : un excellent coup de com' - L'Express.fr

Pas vraiment, car les adhérents de l'UMP qui vont élire le président de leur parti s'en foutent !

- Immigration: Fillon favorable à des quotas et à un nouveau traité - AFP

Il surfe sur la vague de xénophobie en mordant sur les plates-bandes de l'extrême droite en reprenant une proposition de Sarkozy, les adhérents de l'UMP préfèreront l'original à la copie.

Partis prix. (Sans faute d'orthographe)

- Jean-Christophe Lagarde succède à Jean-Louis Borloo à la tête de l'UDI - AFP

Pour remplir ma gamelle, je crée mon propre parti. D'autres y ont pensé avant lui.

- Jean-Noël Guérini lance un nouveau parti - Reuters

Bouches-du-Rhône (Reuters) - Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a annoncé jeudi la création d'un nouveau parti politique, sur lequel il veut s'appuyer pour préparer les prochaines échéances électorales.

A 63 ans, l'ex-homme fort du PS dans le département espère rééditer aux cantonales de mars son succès des dernières sénatoriales, où il a siphonné les voix d'un Parti socialiste local en déroute.

"*Rien ne s'est jamais arrêté*", a-t-il dit devant un demi-millier de personnes, soulignant l'urgence "*d'aller vers de nouveaux horizons, vers de nouvelles conquêtes*".

Le mouvement "*La Force du 13*", qu'il vient de transformer en parti politique, lui a permis d'obtenir fin septembre trois sièges au Palais du Luxembourg, au détriment notamment du Parti socialiste qui n'en a sauvé qu'un.

Le cas de l'ancien patron de la fédération socialiste locale n'en finit plus d'empoisonner un PS, qu'il a quitté en avril quelques jours avant d'en être exclu.

"*Je ne regrette rien de mes 47 ans passés au Parti socialiste. Je ne les bannis pas d'un revers de main* », a souligné celui qui affirme "*avoir fermé le livre*" de cette période.

Jean-Noël Guérini mène aujourd'hui le combat contre le projet de grande métropole Aix-Marseille-Provence lancé par le gouvernement et entend surfer sur le mécontentement des élus locaux pour conserver un siège de président du conseil général qu'il occupe depuis 1998. Reuters 13.11

A l'extrême droite.

Ils assument.

- Dieudonné et Soral lancent leur parti puisque le FN est "*entré dans le système*" - AFP

En réalité, le FN ne l'avait jamais quitté, ce qui montre leur niveau politique.

Le comédien controversé Dieudonné et l'écrivain polémiste Alain Soral, condamnés à plusieurs reprises pour antisémitisme, lancent "*Réconciliation nationale*", un parti qui se veut antisystème puisque, à leurs yeux, le FN rentre dans le rang.

"*On constate que le Front national, après l'éviction de Jean-Marie Le Pen, est entré dans le système, il faut bien qu'il y ait un nouveau parti antisystème*" et "*ce sera nous*", déclare Alain Soral, qui collectionne les condamnations pour diffamation. Marine Le Pen "*a trahi les idéaux patriotes de son père*", accuse Dieudonné.

Après avoir tenté d'influer sur ce parti, ils font un pas de côté, disent-ils.

Interrogée par l'AFP, la commission des comptes de campagne et des financements politiques a précisé qu'elle n'avait à ce stade reçu aucune demande d'agrément d'une association de financement liée à M. Soral, conformément à la procédure (loi 1988). AFP 13.11

On aime bien faire les choses proprement et dans l'ordre. L'affaire Dieudoné est close, on a tiré la chasse derrière !

Ils manifestent.

- Les gardiens de la paix manifestent - Francetv info

Une mobilisation rare. Des milliers de policiers se sont rassemblés place de la Bastille pour dénoncer leurs conditions de travail, le manque de valorisation de leur métier et l'augmentation des agressions. Ils sont venus de toute la France à l'appel du syndicat Alliance pour exprimer le mal-être de leur métier.

Les policiers se sentent oppressés par les réformes et le manque de moyen. La pression du chiffre est une constante qui pèse.

"*Vous avez des chefs de service qui vont voir des policiers en leur disant qu'il va falloir faire un effort parce que ce mois ça a été pas terrible, vos collègues ont fait mieux donc le mois prochain vous ferez mieux. Sans quoi ce sera votre notation, votre carrière, votre avancement qui seront remis en cause*", raconte un manifestant. Francetv info 13.11

Le syndicat Alliance est de droite, proche de l'UMP si je ne dis pas de bêtise, oui, parce que même dans la police il y a des syndicats de droite et de gauche...

On se détend, c'est la fin de la journée et je termine par là.

J'allais écrire une connerie, tout dépend si le flic qui vous matraque est gaucher ou droitier. Ne soyons pas injuste et ayons une pensée pour l'aristocratie ouvrière qui travaille dans l'industrie d'armement, eux aussi ils ont des syndicats de droite et de gauche, ou encore ceux qui bossent dans l'industrie chimique qui nous empoisonne et tue les abeilles...

Bon, je me permets de dire que, si tout le monde ouvrait sa gueule à son boulot comme je n'ai cessé de le faire, il n'y aurait plus personne pour faire tourner leur putain de capitalisme, pourquoi, pardi parce qu'ils auraient viré tout le monde ! En fait non, à un moment donné parce qu'il aurait bien fallu bouffer, c'est nous qui les aurions virés, les patrons ou actionnaires.

Mais voilà, l'homme est faible, couard, et je ne parle même pas des femmes... Je déconne, à moitié seulement, sauf pour les femmes que j'adore, on a toujours un tas de raisons pour tout accepter, pour fermer sa gueule, courber l'échine, c'est médiocre comme comportement, cent fois au cours de ma vie j'ai préféré me retrouver dans la merde que de faire des concessions qui me semblaient inacceptables, où on se sent profondément humilié, rabaissé, et le seul moyen de conserver sa dignité, c'est de se lever, de rester debout, de refuser de plier devant l'injustice ou d'obéir à des ordres débiles. Je n'ai jamais pu résister très longtemps à l'envie de dire ce que je pensais à la face d'un patron ou de la plupart des gens en général que j'ai croisés un jour, et qui ne l'ont pas compris ou accepté davantage très souvent, toujours dans le cas des patrons, peu importe.

En acceptant leur ordre, on n'accepte pas seulement d'agir comme ils l'exigent, on accepte de penser comme eux qu'on le veuille ou non, notre mode de vie en témoigne si nécessaire, on troque notre liberté contre des chaînes qui nous entraverons jusqu'à la fin de nos jours, c'est intolérable. Se révolter contre l'ordre établi doit devenir un état d'esprit permanent pour ne pas sombrer dans la résignation ou se soumettre. En cultivant sa conscience politique on peut orienter sa révolte dans la bonne direction et le gauchisme n'est assurément pas la bonne direction...

Intox. G20 et OMC

Un système mafieux dénoncé par ceux qui collaborent avec lui... pour finalement mieux le légitimer.

Comment cela mieux le légitimer ? C'est écrit noir sur blanc dans le dernier paragraphe, il suffit de savoir lire, ils demandent aux dirigeants du G20 qui sont les porte-parole des banquiers et des multinationales de régler la question des paradis fiscaux.

Secours Catholique - Caritas France, Les Amis de la Terre, Transparency International, la CFDT sont des officines créées et financées par le régime et non pour le renverser, il ne faut jamais l'oublier.

Ils dénoncent les dérives mafieuses devenues trop frappantes du capitalisme, tout comme le pape dénoncent les inégalités sociales et l'extrême pauvreté, afin que ceux qui en sont les principales victimes s'en accommodent puisqu'il n'est évidemment pas question d'y mettre fin, tout en leur faisant croire qu'il serait possible de corriger ou réformer le capitalisme pour soulager leur condition, au lieu de s'engager dans le combat politique dans la perspective de l'abolition du capitalisme ou changer de fond en comble la société.

- Un quart du chiffre d'affaires international des banques françaises vient de paradis fiscaux - AFP

Un peu plus d'un quart (26%) du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les cinq plus grandes banques françaises vient de paradis fiscaux, selon une étude publiée jeudi par la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires, qui regroupe 19 ONG et syndicats.

Cette étude utilise pour sa définition du paradis fiscal une large liste de 60 pays établie en 2009 par le Tax Justice Network, qui comprend notamment la Suisse, l'Irlande ou le Portugal.

La plateforme a toutefois exclu les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Portugal de la liste pour ne pas fausser ses données.

En analysant les documents de référence des banques BNP Paribas, Société Générale, BPCE, Crédit Agricole et Crédit Mutuel, la Plateforme constate qu'un tiers de leurs filiales étrangères se trouvent dans des paradis fiscaux.

Ces filiales sont essentiellement spécialisées en solutions de placement, financement structuré ou gestion d'actifs, l'activité de détail y étant très minoritaire (2 fois moins qu'ailleurs pour BNP Paribas, et 3 fois moins pour Crédit Agricole), selon l'étude.

Le Luxembourg est le paradis fiscal préféré des banques françaises, avec 117 filiales. Les banques y enregistrent près du quart du chiffre d'affaires qu'elles réalisent dans les paradis fiscaux. Suivent la Belgique, Hong Kong et la Suisse.

"*L'existence de sociétés de gestion d'actifs ou de véhicules d'investissement au Luxembourg, à Singapour ou à Honk-Kong se justifie commercialement*", réagit BPCE dans un commnuniqué, car ce sont des "*plateformes financières mondiales et des références internationales pour les promoteurs de fonds*".

Autre conclusion, les Iles Caïmans constituent le trou noir des activités bancaires, avec des chiffres d'affaires très disparates (parfois négatifs), une quinzaine de filiales dénombrées pour les grandes banques françaises mais aucun employé, au motif qu'ils sont localisés dans d'autres pays ou que les activités réalisées sont imposées dans d'autres territoires.

L'étude relève également que les paradis fiscaux sont plus attractifs que les pays émergents, les banques françaises y réalisant 3 fois plus de chiffre d'affaires que dans les BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud).

De son côté BPCE rappelle que "*la notion de paradis fiscal ne fait pas l'objet d'une définition harmonisée au niveau international, ni national", et assure exercer (ses) métiers et (ses) activités dans le respect de la réglementation en vigueur*".

Ainsi sa filiale, l'assureur-crédit Coface, que le rapport considère comme implantée dans des paradis fiscaux, "*gère en réalité, les créances commerciales des entreprises*", ce qui l'amène à être présente "*dans 66 pays, pour accompagner ses clients*", argumente le groupe.

BPCE affirme être "*l'un des premiers contribuables de France*" avec 5 milliards d'euros réglés en 2012 au titre des prélèvements obligatoires et un taux effectif d'impôt de 45,8%.

Pour Grégoire Niaudet, du Secours Catholique - Caritas France et co-auteur de l'étude, "*ces chiffres, même partiels, confirment que le recours aux paradis fiscaux, loin d'être anecdotique, est au coeur du fonctionnement des banques ayant des stratégies internationales*".

Les membres de la Plateforme, parmi lesquels Les Amis de la Terre, Transparency International ou la CFDT, demandent à ce que les Etats du G20 obligent l'ensemble des entreprises à plus de transparence sur les richesses créées pays par pays. AFP 13.11

A 1,3 milliards les Américains ne faisaient pas le poids

- OMC: l'Inde et les Etats-Unis s'entendent et ouvrent la voie à un accord-clé - AFP

La totalité des 160 membres de l'OMC, y compris l'Inde, avaient accepté la mise en oeuvre du TFA, considéré comme le plus important accord mondial de libéralisation du commerce de ces 20 dernières années, lors d'une conférence ministérielle à Bali en décembre 2013.

Les Etats-Unis et l'Inde ont résolu leur différend sur les subventions agricoles indiennes, une avancée cruciale en vue de la mise en oeuvre d'un accord commercial historique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) conclu à Bali en décembre 2013.

New Delhi avait torpillé en juillet la conclusion d'un Accord de facilitation des échanges (TFA) destiné à réduire les barrières douanières, exigeant que ses réserves alimentaires ne soient pas soumises à de possibles sanctions de la part de l'OMC.

La constitution de réserves alimentaires subventionnées pour les pauvres est considérée comme une infraction en vertu des règlements de l'OMC.

Jeudi, les Etats-Unis et l'Inde ont convenu que les programmes de sécurité alimentaire indiens ne seraient pas remis en cause par l'OMC "*jusqu'à ce qu'une solution permanente sur le sujet soit trouvée et adoptée*", selon un communiqué officiel américain.

(Etant donné que les autorités indiennes ne seront pas pressées de trouver une "*solution permanente sur le sujet*" car la pauvreté

est appelée à demeurer endémique, cela signifie qu'en réalité les Américains ont capitulé devant les Indiens qui bloquait cet accord pour pouvoir enfin l'appliquer et mieux piller les pays dominés. Et puis il faut bien se dire une chose, si les traités de nature politique sont rarement ou peu respectés par leurs signataires, notamment les Etats-Unis et Israël, cela vaut encore plus pour les traités de nature économique ou autres sanctions appliquées à certains pays qui les contournent facilement, c'est le cas de l'Iran, de la Russie, par exemple. - ndlr)

La Maison Blanche a estimé que cet accord "*ouvrait la voie à des progrès en vue de la mise en oeuvre immédiate et complète de l'Accord de facilitation des échanges, qui va abaisser les coûts des échanges pour les pays développés et en développement*". (Il profitera en priorité à ceux qui détiennent la puissance financière au détriment des pays plus faibles et endettés. C'est un instrument du colonialisme financier de l'oligarchie ou des multinationales occidentales. - ndlr)

Certains pays occidentaux, emmenés par les Etats-Unis, craignaient que les réserves alimentaires subventionnées ne finissent sur les marchés, constituant une distorsion des règles du commerce. AFP 13.11

(Quelle blague, mais c'est le cas et les puissances occidentales n'y peuvent rien !

Tenez, ce soir je vais manger du riz subventionnée par l'Etat. Je l'ai racheté à des pauvres, la famille de Selvi ma compagne, au lieu d'aller l'acheter au marché. C'est le riz que je donne à manger à mon chien et qui me convient très bien. Beaucoup d'Indiens ne l'aiment pas ou la ration mensuelle qui leur est allouée est trop importante parce qu'ils ne mangent pas que du riz, ils mangent aussi des galettes à base de blé (chapati) ou de lentilles mélangées à du riz (dosaï), ils revendent leur surplus de riz. Ils le touchent à 3 ou 5 roupies le kilos, je leur rachète 10 roupies, c'est convenable, alors qu'au marché le riz le moins cher est à 13 ou 15 roupies.

Je ne suis pas le seul dans ce cas-là, toutes les familles que je connais revendent du riz, si personne dans leur entourage n'en veut, ils le refourguent à des restaurants. Ils troquent aussi du riz contre de la farine ou de l'huile subventionnées ou d'autres produits, du kérosène par exemple. Tiens, cela me fait penser à un truc, maintenant que j'ai revendu mon générateur, il me reste 15 litres de kérosène à refourguer, peut-être contre des poulets ou des légumes.

Selvi n'a pas renouvelé sa carte de rationnement depuis le jour où elle était tombée gravement malade en 2009, une vraie connerie entre nous, je lui ai dit aussi, quand on est pauvre, c'est prioritaire. Là je m'en suis occupé ou plutôt son frère et elle devrait la recevoir d'un jou (ou une semaine !) à l'autre. Sur son carnet il n'y aura plus qu'elle et son fils. Quand elle ira au bureau d'approvisionnement du gouvernement, je vous en causerai deux mots pour voir ce à quoi les pauvres ont droit généreusement par le gouvernement, trop selon les Américains.

Je ne vous raconte pas tout, c'est une occasion pour parler politique avec les Indiens, je n'en loupe pas une je peux vous assurer, cela ne rattrape pas le fait que je suis pas sur le terrain à militer, mais je fais mon devoir de militant consciencieusement, comme je peux, je ne me laisse pas aller. - ndlr)

Propagande de guerre. Hystérie des agents de l'Otan contre la Russie.

- Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine - AFP

- La Russie temporairement rassurée après avoir frôlé le gouffre financier - AFP

- Les vols militaires russes en augmentation près des côtes américaines - Libération.fr

- L'Australie surveille quatre navires russes au large de ses côtes - AFP

- Coopération militaire des pays baltes et nordiques face à Moscou - Reuters

- L'ONG Memorial, archives de la Russie soviétique, condamnée à se taire? - L'Express.fr

La palme revenait hier à Libération qui confirme son virage néolibéral. De gauche si cela peut faire plaisir à ceux qui achètent encore ce torchon, ils ont trop de fric ma foi.

- Chars russes en Ukraine : les photos qui accusent Moscou - liberation.fr 13.11

Malgré les dénégations de Moscou, l'Otan a confirmé l'entrée de convois militaires russes dans l'est du pays. Plusieurs photos semblent en attester. Voyons sur quoi repose cette affirmation. liberation.fr 13.11

Les approximations ou imprécisions relévées dans cet article à charge contre la Russie sont accablants. Le travail de

faussaire nécessite des qualités dont ne peut se targuer de posséder cette officine de propagande de l'Otan. Ils devraient suivre une formation au Monde, ils sont meilleurs dans ce domaine.

- Des tanks non-identifiés près de Shakhtarsk...

- Plusieurs photos semblent en attester...

- Plusieurs photos semblent attester la présence russe....

- Ainsi ces photos (...) présentées comme montrant un convoi de trois engins militaires ...

- La nationalité des soldats est inconnue....

- Mais il pourrait s'agir de véhicules (...) d'origine russe...

- Autre document, cette vidéo (...) l'origine des images et la fiabilité du compte sont inconnues.

- La vidéo est présentée comme montrant un convoi de chars russes...

- Ce jeudi, selon le site «inform napalm», dont la fiabilité est incertaine...

- Les observateurs de l'OSCE ont aussi dit ce jeudi avoir vu un véhcule...

Et pas un seul témoignage, pas un seul soldat russe fait prisonnier en Ukraine ?

Quand la propagande fait office d'information, les faits sont systématiquement déformés.

Pour les puissances occidentales comme pour les médias aux ordres, la vérité sort uniquement de la bouche d'Obama ou de l'Otan, dès lors tout ce que peuvent affirmer les Russes ou d'autres sources n'est que mensonge.

- Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine - AFP

Sous la menace de nouvelles sanctions agitée par Washington, la Russie a répété jeudi ne pas avoir de troupes dans l'est de l'Ukraine, région aux mains de séparatistes prorusses et où la communauté internationale craint l'embrasement.

"*Une réponse courte : non*", a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, interrogé sur la présence de soldats russes en Ukraine.

"*Je vous dis catégoriquement et officiellement que ni maintenant ni dans le passé il n'y a ou il n'y a eu de troupes ou de mouvements de troupes (russes) à la frontière, sans même parler d'une présence de troupes sur le territoire ukrainien*", a-t-il ajouté.

"*Selon nos estimations, il y a 8.000 soldats russes, voire plus, actuellement sur notre territoire*", a déclaré jeudi à l'AFP un haut responsable ukrainien chargé de sécurité, sous le couvert de l'anonymat.

Le représentant ukrainien à l'ONU Iouri Sergueev a assuré pendant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU mercredi que la Russie avait également accumulé environ 39.000 militaires, 200 chars, 640 systèmes d'artillerie et plus de 120 avions de combats à la frontière ukrainienne.

Si ces affirmations sont difficilement vérifiables, l'ONU s'est déclarée "*très inquiète du risque d'un retour à une guerre totale*" en Ukraine. AFP 13.11

Il est vrai que les Américains possèdent des satellites capables de lire les numéros inscrits sur une plaque d'immatriculation, mais "39.000 militaires, 200 chars, 640 systèmes d'artillerie et plus de 120 avions", ils ne sont pas capables de les détecter et de produire des photos, étrange, non ?

Il se peut aussi que ce soit vrai et que la Russie prépare une offensive en Ukraine, et que l'ONU ait reçu l'ordre de ne pas en parler, de qui, mais du Pentagone voyons, pourquoi, on n'en sait rien pour le moment si cela s'avérait exact, un deal entre les Américains et les Russes sur l'Ukraine et le Moyen-Orient, à moins que ce ne soit une ruse ou un marché de dupes prélude à une véritable guerre entre les Etats-Unis et la Russie, tout est envisageable à ce stade de leur confrontation.

Qui en décidera ? On a une petite idée sur la question.

- Baisse des matières premières : un mauvais signal pour les marchés financiers - LeFigaro.fr

Le dernier coup d'Etat contre la démocratie : Chasseur de "***prime***".

Quand la température monte trop haut, cassez le thermomètre et établissez un nouvel étalon.

C'est ce que font en général toutes les dictatures civiles ou militaires qui ne prétendent pas incarner la démocratie mais l'intérêt général, et comme de nos jours ceux qui gouvernent prétendre incarner l'un et l'autre indistinctement, il est normal que leur régimes dérivent vers une dictature de plus en plus ouverte ou assumée, d'autant plus qu'il n'existe pour ainsi dire aucune opposition suffisamment organisée ou puissance pour s'y opposer.

Cependant, avec la crise du capitalisme, la classe dominante n'a plus les moyens politiques de gouverner la société tant sa politique antisociale et réactionnaire est rejetée, ses représentants sont de plus en plus souvent mis systématiquement en minorité, sans qu'aucune majorité ne se dégage puisque le fonctionnement des institutions et les règles électorales établies interdisent à un parti représentant réellement les intérêts des masses exploitées qui composent la majorité de la population d'obtenir la majorité ou même d'avoir des élus. Dans ces conditions, seuls des partis inféodés au capitalisme participent au Parlement, or ils sont tous à des degrés divers rejetés par la majorité des masses quand elles ne se réfugient pas dans l'abstention ou le vote blanc. Aussi il est devenu de plus en plus difficile pour les partis du capital de droite comme de gauche d'obtenir la majorité absolue.

Aucun parti n'étant en mesure d'obtenir la majorité ou d'atteindre le seuil légal de 50% des voix exprimées pour former un gouvernement, ils ont imaginé d'abaisser la majorité à 40% et d'octroyer autoritairement au parti ou à la coalition ayant atteint ce score un certain nombre d'élus lui permettant d'atteindre les 50% et le tour est joué.

C'est le modèle de gouvernance minoritaire encore plus antidémocrati qui existe déjà en Grèce et que Renzi et Berlusconi veulent imposer à l'Italie.

Voyons ce qu'il en est en Grèce.

Wikipedia.org. - Les 300 députés du Parlement grec sont élus via un mode de scrutin mixte pour une durée de quatre ans : 50 sièges sont attribués au parti ayant obtenu le plus de voix, et les 250 sièges restants sont répartis à la représentation proportionnelle entre tous les partis ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés.

Vu l'importance de la prime majoritaire (16,7 % des sièges), un parti n'a besoin que de 40,4 % des suffrages exprimés, au plus, pour obtenir une majorité absolue de sièges au Parlement.

Ce pourcentage nécessaire diminue avec le pourcentage total réalisé par seuls partis ayant atteint le seuil de 3 %. Il est calculé en multipliant ce pourcentage par 101/250, puisqu'il s'agit d'obtenir au moins 101 des 250 sièges attribués à la proportionnelle.

En mai 2012, le total des voix des 7 partis ayant dépassé les 3 % a été légèrement inférieur à 81 % des votes exprimés. Il aurait donc suffi qu'un des partis récolte 32,8 % des suffrages pour obtenir la majorité absolue (= 81 × 101/250).

La Nouvelle Démocratie (conservateur) est arrivée en tête du scrutin de mai 2012, mais avec un score historiquement bas de 18,85 %, elle était très loin de la majorité absolue, avec 108 sièges (incluant les 50 de la prime majoritaire).

La Nouvelle Démocratie (conservateur) et le Pasok (social-libéral) n'ayant recueilli que 149 sièges sur les 151 nécessaires à la formation d'une majorité en incluant la prime des 50 sièges au gagnant, la formation d'un gouvernement de coalition s'est avérée impossible et de nouvelles élections législatives ont dû être organisées un mois plus tard.

En juin 2012, la Nouvelle Démocratie et le Pasok obtenaient seulement 29,66 % et 26,89 %, mais ils pouvaient gouverner ensemble grâce aux 50 sièges supplémentaires attribués à la Nouvelle Démocratie passant de 58 à 108 sièges et le Pasok obtenant 52 sièges, soit au total 160 sièges sur 250, soit la majorité absolue.

J'ai modifié les deux derniers paragraphes de Wikipedia pour notre démontration.

Finalement, pour assurer la continuité des institutions en place, ils recourent à un mode de scrutin qui fausse les résultats du suffrage universelle, un parti pouvant se voir octroyer le double d'élus par rapport au nombre de voix qu'il a obtenues, le régime en place n'est plus qu'une caricature de démocratie, c'est un régime autoritaire, une dictature civile.

Dès lors, quelle légitimité faudrait-il accorder à des élections qui se tiendraient dans ce cadre-là, sinon à légitimité le mode de scrutin profondément antidémocratique et les institutions en place ? Dénoncer ce mode de scrutin et refuser de participer à ces élections n'a jamais fait une ligne politique, faudrait-il encore lui fixer un objectif politique ou l'inscrire dans une perspective politique, qui ne peut être que l'abolition des institutions qui sont l'expression de la négation de la démocratie ou du pouvoir politique que la minorité a confisqué au détriment de la majorité des travailleurs, qui doivent se doter de leurs propres institutions politiques indépendantes, prendre le pouvoir.

Ce mode de scrutin inique consacre la confiscation du pouvoir politique par la classe dominante qui représente une infime minorité de la population, pour imposer sa politique antisociale et réactionnaire à la majorité qui la rejette lors de chaque élection. C'est inscrire dans la durée la dictature du capital en se dotant d'un régime basé sur l'usurpation du pouvoir politique. Dès lors tout changement de majorité et de politique étant rendu impossible dans le cadre des institutions en vigueur, il ne reste plus qu'à les combattre pour les renverser.

Sur le plan social toutes les réformes qu'ils adoptent ont un contenu régressif, antisocial, et sur le plan politique leurs réformes tendent à instaurer un type de pouvoir autoritaire, une dictature, un régime tyrannique qui ne peut être renversé qu'en recourant à la force, à une révolution prolétarienne.

L'air de rien, cette mesure est dictée par la stratégie politique de l'oligarchie financière qu'on s'emploie à ignorer, et qui à l'arrivée devrait se traduire par l'instauration d'une dictature mondiale, dont les Etats ou ce qu'il en reste au sein de l'UE pourraient être les exécutants. Comment ne pas voir que toutes les mesures politiques qu'ils prennent consistent à nous oter petit à petit tout pouvoir politique ? Mieux encore, à faire en sorte qu'il soit dans l'avenir impossible de conquérir des droits politiques, ce qui est mille fois plus grave encore que la situation que nous vivons aujourd'hui. Ils y viennent, ils avancent dans cette direction, et nos dirigeants continuent de jouer dans la cour de récréation des institutions.

- Italie: coup d'accélérateur pour les réformes politiques - AFP

La réforme électorale qui doit libérer l'Italie de son instabilité gouvernementale chronique semble avoir fait un grand pas en avant avec la réaffirmation de l'alliance sur ce sujet de Matteo Renzi et Silvio Berlusconi, même si des surprises ne sont pas exclues.

Les deux hommes ont également confirmé leur volonté d'accélérer la réforme du Sénat, qui jouit pour l'instant des mêmes prérogatives que l'Assemblée nationale, afin de faciliter le processus législatif en limitant les interminables navettes.

En vertu de l'accord conclu mercredi soir entre le chef du gouvernement de centre gauche et son prédécesseur de droite, le nouveau mode de scrutin visant à constituer des gouvernements solides appuyés sur des majorités claires devrait être approuvé avant Noël.

"*L'Italie a besoin d'un système institutionnel qui garantisse la capacité de gouverner (et) d'un vainqueur clair le soir de l'élection*", ont déclaré MM. Renzi et Berlusconi dans un communiqué commun.

Leur déclaration laisse entrevoir "*une fin heureuse, sans exclure un coup de théâtre de dernière minute*", commente le Corriere della Sera.

Au-delà des déclarations de principe, les deux hommes ont des intérêts totalement divergents en ce qui concerne au moins deux points essentiels de la loi électorale.

M. Renzi veut attribuer "*la prime au vainqueur*" au parti qui obtiendra 40% des voix au premier tour, son Parti démocrate (PD) a même dépassé ce score aux récentes élections européennes, ou qui arrivera premier au ballotage, de manière à obtenir une majorité compacte pour gouverner.

M. Berlusconi veut en revanche attribuer cette prime non pas à un seul parti mais à la coalition qui arriverait à 40% ou gagnerait le ballotage car cela lui permettrait de rassembler autour de son mouvement, Forza Italia (FI), et en dictant ses conditions, les autres partis du centre droit, tous moins bien placés dans les sondages.

De même, le seuil minimum pour qu'un parti puisse entrer au Parlement est de 3% dans les projets de M. Renzi, de manière à tranquilliser ses actuels alliés, dont le Nouveau centre droit (NCD), des formations proches de ce chiffre dans les intentions de vote et qui pourraient ainsi rester indépendantes.

Il est de 5% en revanche pour M. Berlusconi, qui souhaiterait également utiliser cet argument pour contraindre les autres formations plus petites du centre droit de se joindre à FI dans la compétition électorale. AFP 13.11

Un rappel. Comme quoi ils sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins.

En janvier 2011, à Haïti, René Préval avait été déclaré élu président avec seulement 48% des voix par l'ONU, une fois retranchées ou retirées les votes blancs afin qu'il franchisse la barre des 50%, l'impérialisme américain et l'Union européenne ayant cautionné cette magouille électorale. (causerie du 11 janvier 2011)

On croirait qu'ils leur manquent déjà ou qu'ils s'inquiétent de son état de santé.

- L'Etat islamique diffuse un enregistrement de son chef Al-Baghdadi après des rumeurs sur sa mort - LeMonde.fr

- L'EI diffuse un enregistrement audio de son chef Baghdadi après des rumeurs sur sa mort - LePoint.fr

- L'EI diffuse un enregistrement pour démentir la mort de son chef - L'obs

- Le chef du groupe Etat islamique fait un retour fracassant - 20minutes.fr

Abou Bakr al-Baghdadi, que des rumeurs disaient mort, s'exprime dans un enregistrement. (Qu'ils ont pris soin d'identifier... Non, pas besoin. Pourquoi ? Mais pour les besoins de la propagande voyons ! - ndlr)

... le groupe extrémiste Etat islamique (EI) a diffusé jeudi un enregistrement audio attribué à son chef. 20minutes.fr 13.11

Là ils ont pris la précaution (du bout des lèvres) de préciser que c'était EI qui avait prétendu que cet enregistrement était attribué à Baghdadi, sous-entendant que cette affirmation n'engageait qu'EI, ce dont se fout le lecteur, l'essentiel étant ailleurs, de rassurer les troupes des barbares pour qu'ils continuent leur bon boulot.

- Al Baghdadi, soigné par des médecins israéliens - french.irib.ir 13.11

Selon les sites takfiris, le chef de la milice terroriste de Daesh se feraient en ce moment soigner par plusieurs médecins spécialistes israéliens. Les daeshistes qui communiquent cette information sur leur page twitter affirment que les médecins israéliens le font avec "*un très grand sérieux*".

Le ministère irakien de l'Intérieur a confirmé dimanche dans un communiqué que le chef terroriste avait été blessé au cours d'une offensive aérienne menée par la coalition contre son centcom à Mossoul, raid qui a par ailleurs fait des morts parmi les commandants de Daesh. Dans un communiqué, le porte parole de Daech, Abou Mohamad Adnani a reconnu implicitement le fait, demandant aux fans du calife Bagdhdadi à prier pour son rétablissement. Des informations les plus contradictoires courent sur le sort du mystérieux personnage hollywoodien et agent secret du Mossad qu'est Baghdadi. Les sources évoquent même un certain Abou Muslim al Turkamani qui se serait proclamé successeur de Baghdadi. Le ministre irakien des AE a annoncé ce matin n'avoir aucune preuve confirmant la mort du gourou takfiri.

Mort ou vivant, les medias arabes qui s'intéressent toujours au sort du numéro un de la milice takfiriste de l'Etat Islamique (EI-Daesh) Abou Bakr al-Baghdadi penchent beaucoup plus pour la première éventualité.

D'autant plus que le porte-parole de Daesh Abou Mohammad al-Adnani a fait allusion à cette éventualité, en assurant que la mort de Baghdadi ne sonnera certainement pas la fin du mouvement. D'autant plus qu'une fondation proche de ce mouvement, Al-I'tissam a elle aussi signalé mardi dans un Tweet qu'elle allait diffuser les détails de la mort du « *calife Baghdadi* » et l'allégeance prêtée à son successeur. french.irib.ir 13.11

Peu importe qu'il soit vivant ou mort, ce qui est intéressant ici c'est la réaction empressée des médias français toujours prompts à rassurer ses adeptes, à croire qu'ils en feraient partie ou qu'il leur manquait déjà...

ACTUALITE EN TITRES

Un "***mauvais signal***".

- Le prix du baril de pétrole sous la barre des 80 dollars - LeMonde.fr

- Baisse des matières premières : un mauvais signal pour les marchés financiers - LeFigaro.fr

Les affaires continuent tout de même.

- Halliburton négocierait le rachat de Baker Hughes - Reuters

- Warren Buffett s'offre les piles Duracell pour 4,7 milliards de dollars - AFP

- Hasbro serait en négociations pour le rachat de DreamWorks - Reuters

- Les acquisitions tirent le bénéfice de Bertelsmann - Reuters

Après l'UE xénophobe, l'UE carcérale.

- La justice européenne juge conforme la "*perpétuité réelle*" pratiquée en France - Francetv info

Eugénisme. La source d'inspiration des néolibéraux ?

- L'infanticide, guerre des sexes chez les mammifères - LeMonde.fr

Chez 119 espèces, les mâles tuent les petits des autres pour contrôler leur descendance et transmettre leurs gènes. LeMonde.fr 13.11

C'est le programme de l'OMS en Afrique ?

La dernière conquête du Mossad.

- Patrick Bruel, président du jury Miss France 2015 - LePoint.fr

Alors si même la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller y est favorable....

- Elisabeth Guigou (PS) défend la reconnaissance de la Palestine « *pour la paix, pas contre Israël* » - LeMonde.fr

Et commel 'existence d'Israël est incompatible avec la "*paix*", vive le blocus de Gaza et le massacre des Palestiniens !

Qu'en savent-ils alors ?

- A Guantanamo, l'alimentation forcée se pratique dans le plus grand secret - AFP

Pourvu qu'ils échappent à cela, chut c'est aussi un secret !

- «*De la viande bonne pour la poubelle a été transformée en steaks hachés*». - 20minutes.fr 13.11

Haut de page

Le 15 novembre 2014

CAUSERIE

J'ai contacté quelques éditeurs afin d'essayer de décrocher un job de relecteur pour joindre les deux bouts.

On a ajouté 9 articles.

J'ai cru comprendre qu'il y aurait des manifestations contre le gouvernement et sa politique aujourd'hui samedi dans toute la France, je n'étais pas au courant, on traitera cela demain. Il faut dire que je vais de moins en souvent sur les portails des différents partis politiques, pas le temps et surtout pas de temps à perdre.

S'il vous plaît, soyez sympath et avertissez-moi quand un appel paraît.

Une allégorie rédigée hier soir en pensant aux intellectuels de gauche ou opposants aux politiques menées par les

différents gouvernement dans le monde. Il y a urgence à renouer avec le socialisme.

Quand nous avons le capitalisme comme ligne d'horizon, nous avons forcément un horizon restreint devant ou derrière nous selon le point où nous nous plaçons, nous en atteignons rapidement les limites.

Ne pas être capable de le dépasser ou s'y cantonner, c'est se condamner à avoir une vision du monde étriquée ou étroite qui se réduit à vue d'oeil, qui vous renvoie l'image déformée que vous en avez une fois traversée le prisme de vos illusions qui ont donné corps à des chimères qui se brisent en plein désert sur un mirage.

Nul miracle à en attendre.

Au dela, le champ qui s'ouvre à vous est au contraire incommensurable, nous ne pouvons en mesurer précisément l'étendue qui s'offre à notre regard tellement il est gigantesque et regorge de richesses capables d'alimenter notre imagination pour l'éternité pour peu que nous nous accordions cette liberté.

Alors seulement illusions, chimères, mirage , miracle et utopie s'évanouiront pour céder la place à la réalité.

N'était-ce de là qu'il faudrait partir ?

Une vidéo.

ISIS crowd stomp Syrian soldiers to death
http://www.youtube.com/watch?v=x_vC2jsmwcg

Tournée à Rakka le bastion de l'Emirat islamique dans le nord de la Syrie.

La survie du capitalisme ou le règne de la "***terreur***". Ils font un premier bilan des atrocités que leurs barbares ont commises.

- Syrie: le groupe EI fait régner la "*terreur*" par des crimes contre l'humanité - AFP

Une commission d'enquête de l'ONU a accusé vendredi le groupe Etat islamique de faire régner la "*terreur*" en Syrie en se livrant à des crimes contre l'humanité et crimes de guerre, et demandé que ses dirigeants soient poursuivis devant la Cour pénale internationale.

Dans son premier rapport détaillé sur l'EI, rendu public vendredi à Genève, la Commission d'enquête sur les crimes en Syrie, mise en place par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, établit une longue liste de crimes, documentés par quelque 300 témoignages de victimes et de témoins. Elle y dénonce des massacres ciblant des groupes ethniques et religieux, des décapitations, de l'esclavage sexuel et des grossesses forcées.

Le groupe "*cherche à dominer tous les aspects de la vie des civils sous son contrôle à travers la terreur, l'endoctrinement et la fourniture de services à ceux qui obéissent*", affirme le rapport.

"*Le groupe armé mène une politique de sanctions discriminatoires telles que des taxes ou des conversions forcées sur des bases de l'identité ethnique ou religieuse, détruisant des sites religieux et expulsant systématiquement les communautés minoritaires*", souligne le rapport intitulé "*Règne de la terreur : vivre sous l'EI en Syrie*".

Les attaques "*à grande échelle et systématiques*" contre la population civile kurde et contre la minorité religieuse yazidi constituent des "*crimes contre l'humanité*", tout comme les disparitions forcées dans des attaques contre les populations civiles dans les régions d'Alep et Ar Raqqah, qui s'accompagnent de crimes et de tortures, souligne le rapport établi sous l'autorité de Paulo Sergio Pinheiro (Brésil).

L'EI a "*décapité, fusillé, lapidé des hommes, des femmes et des enfants dans des lieux publics dans les villes et villages du nord-est de la Syrie*", poursuit ce rapport de 20 pages. Les corps des victimes sont généralement exposés sur des croix pendant trois jours, les têtes plantées sur les grilles des parcs "*comme un avertissement à la population sur les conséquences du refus de se soumettre à l'autorité du groupe armé*".

Il souligne que les combattants étrangers, dont beaucoup sont attirés en Syrie par les vidéos des crimes d'une extrême violence commis par les combattants de l'EI, ont gonflé les effectifs du groupe et forment l'essentiel de sa hiérarchie.

Le rapport souligne que les cadres du groupe, majoritairement étrangers, "*sont individuellement responsables pour ces crimes*" et il demande à la communauté internationale de combattre l'impunité en "*engageant des mécanismes pour qu'ils rendent des comptes, y compris devant la Cour pénale internationale*".

Pour que la CPI soit saisie, il faudrait une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ce que la Russie a toujours refusé en ce qui concerne le gouvernement syrien.

D'anciens prisonniers ont rapporté que les pires traitements dans les centres de détention sont réservés à ceux soupçonnés d'appartenir à d'autres groupes armés, aux journalistes et aux fixeurs ayant travaillé avec la presse étrangère.

Le rapport souligne également les agressions commises contre les femmes, relevant que les familles terrorisées marient précipitamment leurs filles mineures de peur qu'elles ne soient mariées de force à des combattants du groupe jihadiste. Il caractérise aussi comme "*crime contre l'humanité*" la mise en esclavage sexuel de femmes yazidies, vendues, violées et pour certaines engrossées.

La Commission dénonce les crimes commis contre les enfants: le groupe, composé majoritairement de combattants étrangers, "*donne la priorité aux enfants comme supports d'une loyauté à long terme, d'une adhésion à leur idéologie et comme un groupe de combattants dévoués qui considèrent la violence comme une façon de vivre*".

Le rapport évoque le cas de 153 enfants kurdes âgés de 14 à 16 ans, enlevés le 29 mai et libérés cinq mois plus tard, après avoir été endoctrinés quotidiennement, ceux qui refusaient étant sévèrement battus.

Il cite le cas de huit femmes lapidées à mort en juin et juillet dans la région de Raqqah, accusées d'adultère. Selon des témoignages, elles avaient apporté du ravitaillement à un autre groupe armé opposé à l'Etat islamique.

A Al Mayadin, en août, une femme dentiste a été décapitée parce qu'elle continuait à traiter des patients des deux sexes, indique le rapport.

A la mi-juillet, les jihadistes de l'EI se sont emparés du gisement de gaz de Sha'ar , à l'est de Homs, tuant quelque 350 personnes. "*Parmi eux, les techniciens et les employés ainsi que les membres de leurs familles, y compris les enfants. Le corps d'un médecin a été trouvé dans la clinique, les mains attachées, abattu à bout portant. Les habitants des villages voisins, comme à Al Mahfoura, ont aussi été tués*", indique le rapport.

Il note également que depuis le début des raids aériens américains fin septembre, les habitants d'Alep rapportent que les djihadistes se réfugient davantage dans des maisons et des fermes habitées, ce qui a entraîné des pertes civiles lors des bombardements. AFP 14.11

ACTUALITE EN TITRES

Tyrannie. Un pouvoir sans contrôle.

- Fitch abaisse à "*négative*" la perspective de la note de la Belgique - AFP

- L'UE va demander de nouvelles modifications au budget italien - Reuters

- L'UE donne son feu vert au rapprochement Etihad-Alitalia - Reuters

Jusqu'à quand tiendra-t-il ?

- Et si Hollande avait (finalement) réussi son émission sur TF1 ? - Liberation.fr

Vraiment ?

- François Fillon ne pliera pas devant la "*rumeur infamante*" - Reuters

- L'Intérieur veut briser la dynamique de la contestation d'extrême gauche - LeFigaro.fr

- L'affaire Fraisse va-t-elle fédérer les luttes ? Le feu social qui couve fait craindre des actions de plus en plus violentes. - LeFigaro.fr

Corrompus à tous les étages.

- Condamné pour corruption, le patron du PS en Gironde démissionne - AFP

- Pour Bruno Le Roux, "*les élus fraudeurs doivent démissionner*" - L'obs

Leur politique conduit au chaos, à l'affrontement entre toutes les couches de la population

- Mort de Rémi Fraisse: Un parent d'élève frappe un manifestant avec un extincteur - 20minutes.fr

- Les pro-aéroports manifestent à Nantes pour Notre-Dames-des-Landes - Liberation.fr

Pseudo-gauche et extrême gauche. Les récupérateurs-imposteurs

- PCF: la lutte contre l'évasion fiscale devrait être une "*grande priorité nationale*" - AFP

Il tient le même discours que le gouvernement qui prétend s'y attaquer...

- Olivier Besancenot estime que «*Hollande peut tomber*» - 20minutes.fr

«*Ce qu'il faudrait, c'est qu'il tombe sur des bases de gauche*», a-t-il pris soin de préciser. Il appelle aussi les frondeurs du PS à arrêter de faire du «*catch*» et à lutter réellement contre le gouvernement... 20minutes.fr 14.11

Mais ils ne font que cela, la preuve : ils ont permis à Hollande et au gouvernement d'appliquer leur politique antisociale depuis deux ans et demi...

Besancenot est à la remorque de Mélenchon et Laurent ou la vraie nature du NPA ou le Nouveau Parti des Aventuriers...

Allumez le feu...

- La bonne semaine de Nicolas Sarkozy - LeFigaro.fr

- Johnny Hallyday est "*déçu*" par Nicolas Sarkozy - Francetv info

"*Aux Etats-Unis, ils ont la même crise que chez nous et dans le monde entier, mais ils s'en sortent, ils ne se plaignent pas toute la journée les Américains, s'emporte Johnny Hallyday. Il faut s'en sortir, alors ils bossent. Ici, on a l'impression d'être assisté : on ne bosse pas, on fait les 35 heures, on fait des manifs, la grève… Je trouve ça désolant. C'est pas comme ça qu'on s'en sortira.*" Francetv info 14.11

C'est histoire de causer, pour 6 représentations à Bercy et 10 semaines de répétition, soit moins de trois de boulot à bosser comme un forçat, il va partager avec Eddy Mitchell et Jacques Dutronc, une fois toutes charges déduites ce qui restera de la billleterie, 10 millions d'euros, plus la retransmission dans des salles de cinéma, 1,6 million d'euros, au bas mot au moins un million d'euros chacun. Alors il est vrai qu'à ce tarif-là cela ne donne pas vraiment envie de manifester ou de faire grève, ni même de travailler davantage, que quoi, 11 semaines par an...

Il aura été réac et minable toute sa vie, il y a des gens comme cela. Il faut lui reconnaître qu'il a de la voix, mais qu'il chante comme une casserole, et qu'il n'a jamais vraiment su jouer de la guitare au delà de trois notes, comme les Rolling Stones par exemple.

Eugénisme par empoisonnement alimentaire.

- Les fast-foods ciblent de façon «*disproportionnée*» les enfants noirs - 20minutes.fr

Les compagnies de fast-food aux Etats-Unis auraient dépensé près d'un quart de leurs budgets de marketing pour cibler les jeunes de 2 à 17 ans. 20minutes.fr 14.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Pétrole. Croissance ou quand ils ont enfanté un monstre.

Le monde est dirigé par des cinglés, fanatiques, hystériques, de dangereux psychopathes.

Quel est leur problème ? La baisse de la consommation du pétrole? Pas du tout puisqu'ils prévoient qu'elle va encore augmenter en 2015. Mais quoi alors ? Elle n'augmentera pas autant qu'ils l'avaient programmé, parce qu'ils ont déjà hypothéqué, dilapidé les profits à venir, il va donc leur falloir trouver d'autres sources de profit pour combler ce manque et ainsi de suite, par exemple en s'attaquant davantage à nos acquis sociaux...

- La dégringolade des prix du pétrole va se poursuivre, prédit l'AIE - AFP

Il a terminé à 77,92 dollars à Londres, dégringolant de 32% depuis son dernier pic mi-juin. A New York, le WTI a fini comme le Brent à son plus bas depuis septembre 2010 (74,21 dollars).

"*Nos prévisions d'offre et de demande montrent que, sauf nouvelle rupture d'approvisionnement, la pression baissière sur les prix pourrait s'accentuer au cours du premier semestre de 2015*", avertit l'AIE dans son rapport mensuel de novembre.

Cette année, la consommation de pétrole devrait croître de 680.000 barils par jour (bj) - un niveau au plus bas depuis cinq ans - pour atteindre un total de 92,4 millions de barils par jour (mbj), détaille l'AIE, qui a maintenu ses prévisions pour 2014 et l'an prochain.

"*Une augmentation de la demande relativement faible en Chine, et d'importantes baisses en valeur absolue dans les pays européens et d'Asie/Océanie de l'OCDE réfrènent le mouvement à la hausse alimenté par les autres économies de l'OCDE et les Etats-Unis*", explique le bras énergétique de l'Organisation de coopération et de développement économiques. AFP 14.11

En complément.

- Services pétroliers: fusion en vue entre Halliburton et Baker Hughes - AFP

Qui est l'agresseur, qui tient en permanence un discours belliqueux, qui menace, sanctionne, insulte, etc. ?

Poutine a commis un crime de lèse-majesté en soutenant Assad, puis les opposants ukrainiens au régime xénophobe et raciste, néonazi de Kiev, en refusant de se soumettre aux injonctions répétées de l'Otan, pire encore en affirmant à la face du monde que les Américains sémaient le chaos et la guerre à travers le monde uniquement pour conserver leur hégémonie que leur contestent dorénavant les Brics, allant même jusqu'à insinuer qu'il était les véritables commanditaires d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique, bref qu'ils ne valaient guère mieux que ses barbares qu'ils ont armés.

Ce qui a déclenché une campagne hystérique allant crescendo des Américains et leurs valets occidentaux contre Poutine, Cameron le comparant hier à Hitler. Ce qui a le don de les exciter au plus haut point, c'est que Poutine garde son sang froid et se moque d'eux en multipliant les initiatives (économiques) en direction de la Chine qui apparemment le soutient, en réalité les Chinois penchent du côté où se situent leurs intérêts du moment. Ce qui les agace, c'est que dorénavant il répond coup pour coup, au point qu'on se demande jusqu'où peut aller cette confrontation.

- Ukraine: Moscou accuse les observateurs de l'OSCE de soutenir de facto Kiev - AFP

La Russie a accusé vendredi les observateurs de l'OSCE déployés en Ukraine de soutenir de facto les autorités de Kiev dans le conflit opposant les forces régulières aux séparatistes prorusses.

Moscou est "*préoccupée par la manière de travailler ces derniers temps de la Mission spéciale de surveillance de l'OSCE en Ukraine. On a l'impression que tous ses efforts ne visent qu'à apporter de l'aide et du soutien à une seule partie du conflit, les autorités officielles à Kiev*", a critiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les observateurs de l'OSCE en Ukraine fournissent notamment dans leurs rapports "*des informations détaillées*" sur les déplacements des forces rebelles dans les régions de Donetsk et de Lougansk dans l'est du pays, "*mais ignorent les informations sur les préparatifs militaires et la concentration de troupes d'attaque des forces ukrainiennes*", accuse le communiqué.

Ils "*ne mentionnent pas non plus les nombreux cas de violation par les militaires ukrainiens non seulement des accords de Minsk (du 5 septembre sur un cessez-le-feu, ndlr), mais aussi des normes du droit humanitaire international*", poursuit le ministère.

"*Cette politique de la direction de la Mission ne fait que miner la confiance envers ses activités*", souligne la diplomatie russe.

Moscou appelle les observateurs de l'OSCE à se souvenir que l'objectif principal fixé dans leur mandat est de "*contribuer à la baisse des tensions et à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité*" en Ukraine, ajoute le communiqué. AFP 14.11

Voilà un communiqué rédigé sur un ton mesuré qui va les embarrasser, d'autant plus qu'il cite des faits précis qui démontrent le parti pris de l'OSCE à la solde de l'Otan. C'est cela qui les exaspère le plus, qui les rend carrément fou, les faits qu'ils s'emploient à cacher à leurs populations et que les Russes ne cessent de révéler. D'ailleurs je n'ai jamais compris pourquoi Assad n'avait pas fait de même beaucoup plus tôt.

Quand vous êtes en possession d'un secret ou que vous possédez les éléments de preuve qui peuvent permettre d'éclairer une affaire ou de révéler ses instigateurs, leurs complices, les véritables coupables, vous êtes en danger de mort, on peut vous éliminer n'importe quand pour vous faire taire définitivement. Alors le meilleur moyen de rester en vie ou de se protéger est encore de tout balancer sur la place publique, cela ne marche pas à tous les coups, disons 7 à 8 fois sur 10, cela vaut donc la peine de tenter le coup que de se laisser assassiner sans avoir pu révéler ce qu'on savait, pour rien en somme.

En titres

- Poutine sous le feu des critiques avant un G20 aux accents de guerre froide - LePoint.fr

- Poutine attendu de pied ferme avant un G20 aux accents militaires - AFP

- Vladimir Poutine qualifie d'erreurs les sanctions occidentales - Reuters

Nulle agressivité dans son discours. Et pourtant.

- Face à l'agressivité russe, Obama envisage de nouvelles options - LeFigaro.fr

- G20 : David Cameron menace la Russie de nouvelles sanctions - LeMonde.fr

- G20: Cameron compare la Russie de Poutine à l'Allemagne nazie - L'Express.fr

- Mistral: la Russie donne 15 jours à la France pour livrer un premier navire - AFP

- Mistral: Valls refuse que "*quiconque dicte sa conduite à la France*" - AFP

Sauf Bruxelles, Berlin, Washington...

Encore une mauvaise nouvelle pour l'Empire après la réélection de Dilma Rousseff

- Brésil: baisse "*systématique*" de la pauvreté depuis 12 ans - AFP

Une petite dernière pour les faire craquer.

- La Russie et l'Algérie souhaitent élargir leur partenariat stratégique - french.irib.ir

La Russie et l'Algérie souhaitent élargir leur partenariat stratégique, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères, au terme d'une rencontre du Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avec le ministre délégué algérien chargé des affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messakhel.

«*Les interlocuteurs ont focalisé leur attention sur le développement de la coopération politique russo-algérienne, dans les affaires régionales et internationales, le développement de la coopération économique et commerciale, et ont réaffirmé l'intention des deux pays d'élargir leur partenariat stratégique, dans différents domaines*», a indiqué le ministère, dans un communiqué.

La rencontre a, en outre, porté sur la situation, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et dans la région Sahel-Sahara. «*Les parties ont confirmé que la Russie et l'Algérie avaient des positions proches ou identiques concernant le règlement des problèmes, dans ces régions, sur la base des normes du droit international et de la Charte des Nations unies*», a ajouté le ministère.

La Russie et l'Algérie ont qualifié d'inacceptable, l'ingérence extérieure, dans les affaires des Etats souverains de la région,

ont souligné l'importance des efforts conjoints appelés à combattre le terrorisme et se prononcés pour un règlement équitable du problème du Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ailleurs, les deux ministres se sont penchés sur les moyens de parvenir à un règlement durable des conflits, en Libye et au Mali. french.irib.ir 14.11

En complément. La candidate déclarée de l'Empire.

- Obama s'étonne que Suu Kyi ne puisse être présidente en Birmanie - Reuters

- Au côté de Suu Kyi, Obama appelle à des élections "*libres et équitables*" en Birmanie - AFP

Le sionisme ou l'extrême droite la plus raciste et antisémite du monde. Un puit sans fond de haine.

Leur cible ? La même que les auteurs de l'imposture du 11 septembre 2001 qui ont déclaré la guerre à 7 pays en majorité musulmane en 13 ans, la même que l'Emirat islamique : les musulmans ou leur religion.

- Un nouvel antisémitisme prospère, les vieux préjugés d'extrême droite aussi - 20minutes.fr

- Qui véhicule le plus de préjugés contre les Juifs ? Les résultats d'une double enquête d'opinion semblent confirmer l'hypothèse d'un "*nouvel antisémitisme*" dans la population musulmane, et battre en brèche l'idée d'une "*normalisation*" chez les sympathisants du FN.

Un rapport fabriqué de toutes pièces, par qui ? Qui repose sur quoi?

Des surinterprétations ou interprétations hasardeuses qui sont du domaine de la propagande encore une fois, l'auteur avouant une fois son crime perpétré que le maigre matériel sur lequel repose son rapport n'est même pas digne de constituer un "*échantillon*" de la population prise en compte, autant dire qu'il a été établi uniquement à des fins politiques, l'exploitation de ces conclusions relevant de la manipulation destinée à criminaliser ou diaboliser les opposants au sionisme, à l'existence de l'Etat d'Israël qui repose sur un mythe.

Y figure évidemment l'amalgame ordurier devenu obligatoire entre l'extrême droite et l'extrême gauche ou le Front de gauche ainsi que les musulmans pratiquants qui seraient des penchants extrémistes ou antisémites, ce qui confirme la nature politique de cette misérable mise en scène.

20minutes.fr - La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), un think tank d'obédience libérale, a rendu publics vendredi de "*nouveaux éclairages*" sur "*l'antisémitisme dans l'opinion publique française*".

Ils proviennent de deux enquêtes Ifop menées pour vérifier les hypothèses du rapport de Jean-Christophe Rufin sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, remis en 2004.

Ce document notait, selon la Fondapol, "*une diminution du rôle de l'extrême droite dans la responsabilité des violences antisémites et, en revanche, une augmentation de celui d'une frange de la jeunesse issue de l'immigration*".

Dix ans plus tard, "*ce qui est confirmé par rapport au rapport Rufin, c'est l'émergence et l'affirmation d'un nouvel antisémitisme qui s'apprécient parmi les musulmans vivant en France*", a indiqué à la presse le directeur général de la Fondapol, Dominique Reynié.

La Fondapol relève en outre que "*les musulmans répondants sont deux à trois fois plus nombreux que la moyenne à partager des préjugés contre les Juifs*", tout en notant que "*la proportion est d'autant plus grande que la personne interrogée déclare un engagement plus grand dans la religion*".

Troisième "*point d'incandescence*", mais à un moindre degré, selon la Fondapol: "*la mouvance du Front de gauche*", au sein de laquelle "*les préjugés contre les Juifs sont plus répandus*" que chez l'ensemble des Français.

Plus globalement, "*il y a des opinions antisémites dans la société à un niveau que je trouve important*", commente Dominique Reynié.

En revanche "*il n'existe pas dans l'opinion un phénomène négationniste*", se félicite le politologue, seul 1% de l'échantillon qualifiant d'"*invention*" le nombre de 6 millions de morts juifs lors de la Shoah.

Enfin, l'antisémitisme trouve des relais dans un "*trio formé par les réseaux sociaux, les forums de discussion et les sites de partage*

de vidéos", note la Fondapol, qui l'a vérifié dans l'analyse comparée des jugements sur l'affaire Dieudonné.

La première enquête Ifop a été menée par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 30 septembre auprès d'un échantillon de 1.005 personnes représentatif des Français âgés de 16 ans et plus; la seconde a concerné 575 personnes de 16 ans et plus déclarant être nées dans une famille musulmane, et interviewées du 4 au 9 octobre, dans la rue "*pour obtenir un groupe d'une meilleure qualité*" selon Dominique Reynié.

L'universitaire reconnaît toutefois que ce sous-ensemble ne constitue pas un échantillon. "*Il n'est pas possible d'avoir une France musulmane en petit*", a-t-il regretté. 20minutes.fr 14.11

- Attentat de la rue Copernic: Hassan Diab en France samedi - AFP

Le principal suspect de l'attentat de la rue Copernic à Paris en 1980, Hassan Diab, devrait arriver samedi à Paris après avoir été remis aux autorités françaises vendredi à Montréal, a-t-on appris de sources concordantes.

Hassan Diab, Libano-Canadien âgé de 60 ans, est suspecté par la police française d'avoir déposé les engins explosifs dans les sacoches d'une moto qui avait explosé le 3 octobre 1980 devant la synagogue de la rue Copernic, tuant quatre personnes et faisant une quarantaine de blessés. AFP 14.11

Palestine occupée. Désinformation ou information tronquée sciemment par les médias français.

- Israël laisse les musulmans accéder à l'esplanade des Mosquées pour apaiser les tensions - 20minutes.fr

Pour la première fois depuis longtemps, Israël a laissé des milliers de musulmans se livrer sans restriction (d'âge, jusqu'à présent seuls les hommes de plus de 50 ans pouvaient y accéder et non 35 ans comme il est écrit dans cet article. - ndr) à la grande prière du vendredi sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est, dans l'intention de faire baisser la température autour de ce baril de poudre religieux. 20minutes.fr 14.11

Mais encore, de quelles "*tensions*" parlent-il ? Pourquoi ce revirement en moins de 24 heures? Hier matin encore cette restriction était maintenue par les autorités sionistes, que s'est-il donc passé entre temps ? On ne va pas mettre en entier cet article en ligne, dedans il ne figurait aucune explication.

J'ai lu un autre article : Esplanade des Mosquées : accès illimité pour les musulmans à la prière du vendredi - Le Monde.fr avec AFP 14.11, rien de nouveau non plus. Alors il faut aller chercher ailleurs.

Vous suivez ? Donc sans sans posséder les informations que les médias censurent il est impossible de comprendre le déroulement des faits et la situation réelle dans un pays.

- Des dizaines de Palestiniens défoncent le mur de séparation - french.irib.ir 14.11

Des dizaines d'activistes de la résistance populaire ont réussi ce vendredi matin à défoncer le mur d'annexion et d'expansion sioniste aux alentours de l'aéroport de Qalandiya à al-Qods, en utilisant des échelles et des ponts de fer. Ils ont réussi à gagner l'aéroport.

Par ailleurs, de violents affrontements ont éclaté ce vendredi midi entre des dizaines de jeunes palestiniens et des forces de l'occupation près du passage militaire de Qalandiya.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre de la semaine du "*retour à al-Qods*" organisée par les comités de résistance populaire.

Les forces de l'occupation ont attaqué les deux processions populaires qui ont marché vers le barrage israélien dans une tentative visant à entrer à al-Qods, pour briser le blocus imposé sur la ville.

La première procession a été organisée par les comités de résistance populaire et a essayé de pénétrer dans la ville sainte d'al-Qods. La deuxième procession a été organisée par les partisans du mouvement Hamas, et a commencé suite à la prière du vendredi devant l'entrée principale du camp de Qalandiya.

Les deux marches ont convergé au barrage militaire de Qalandiya, où les forces sionistes étaient sur le qui-vive. Elles ont lancé des bombes lacrymogènes et bombes sonores en grandes quantités sur les protestataires.

Auparavant, des dizaines d'activistes se sont rassemblés à la place Hazma, à l'entrée Est de la ville d'al-Qods.

Ils ont bloqué la place et brandi les drapeaux palestiniens, scandant des slogans comme: "*Par millions, à al-Qods nous retournerons*. Les soldats sionistes ont tiré des balles sur les jeunes pour les empêcher de prendre d'assaut le barrage et de briser le blocus pour prier dans la ville sainte. Source: al-Akhbar - french.irib.ir14.11

Il y a peut-être une autre explication.

- Les services de sécurité israéliens s'empoignent sur la place publique - french.irib.ir14.11

Benyamin Netanyahu a lancé un rare rappel à l'ordre aux chefs de l'armée et de la sécurité intérieure, pour qu'ils cessent, immédiatement, une exceptionnelle démonstration publique de leurs désaccords, a-t-on appris de source gouvernementale.

La querelle entre le chef d'état-major, Benny Gantz, et le directeur du Shin Beth, Yoram Cohen, porte sur la guerre, à Gaza, cet été. Mais elle vient d'éclater, sur la place publique, en pleine escalade des violences, à Jérusalem, en Israël et en Cisjordanie, alors que l'armée et le Shin Beth sont en première ligne, pour assurer la sécurité d'Israël.

Lors d'une réunion, mercredi, avec les deux chefs et le ministre de la Défense, Moshe Yaalon, M. Netanyahu "*a ordonné que l'on cesse, immédiatement, de régler en public des questions, qui devraient être réglées entre services de sécurité*", a indiqué le gouvernement. Les tensions, déjà, existantes entre l'armée et le Shin Beth ont été exposées au grand jour, après une émission d'enquête très populaire de la chaîne Channel 2, diffusée lundi.

Des responsables du Shin Beth, habituellement, extrêmement, discrets, y disent, sous couvert de l'anonymat, avoir informé l'armée, en janvier, que le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, se préparait à un conflit armé, en juillet. "*L'armée n'a pas pris ces informations en compte*", disent-il. En réponse, le chef d'état-major a écrit au Premier ministre une lettre, pour "*protester de la manière la plus vive*".

Publiée jeudi, par le quotidien Yedhiot Aharonot, la lettre dénonce les "*fautes éthiques et morales*" du Shin Beth. "*La participation du Shin Beth à ce programme de télévision est une défaillance morale*", écrit M. Gantz.

Le quotidien Haaretz écrivait, jeudi, que l'armée n'était pas la seule à se plaindre du Shin Beth. La police lui reproche, aussi, de ne pas avoir transmis des informations, sur les risques d'incidents sécuritaires, au sein de la population arabe de Jérusalem. - french.irib.ir14.11

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Les salariés du commerce disent «non» au travail du dimanche - Liberation.fr

Près de 1 000 salariés de grandes enseignes parisiennes ont manifesté ce vendredi contre le travail du dimanche alors que le projet de loi sur l'activité doit être présenté mi-décembre.

«*Mes parents se sont battus pour se reposer le dimanche, on ne peut pas laisser faire*»: Béatrice Simon, vendeuse au BHV, a manifesté vendredi à Paris aux côtés de plusieurs centaines de salariés du commerce contre le projet du gouvernement d'assouplir les règles sur le travail dominical.

Sous une nuée de parapluies, il y avait au moins 500 salariés du Printemps Haussmann, 200 des Galeries Lafayette, 200 du BHV et des dizaines de personnels de Gibert Joseph, de la Fnac, du Bon Marché, de Monoprix et de la marque de prêt-à-porter Uniqlo, selon les organisateurs, l'intersyndicale du commerce parisien Clip-P (CGT, SUD, CFDT, CFE-CGC et Seci-Unsa). Ils ont scandé «*travailler le dimanche, c'est non, non, non, travailler la nuit, c'est non aussi*» ou «*augmenter les salaires, pas les horaires*». Sur le dos de certains était placardée une affiche : «*Ne laissons pas le patronat vampiriser nos vies*».

Parti des grands boulevards, le cortège s'est dirigé vers la mairie de Paris, où une délégation a été reçue. La maire de la capitale, Anne Hidalgo (PS), a lancé en juin une mission d'évaluation sur le travail dominical après que Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères également en charge du Tourisme, eut préconisé le classement en «*zone touristique d'affluence exceptionnelle*» de certains quartiers comme celui du boulevard Haussmann. L'idée étant de permettre l'ouverture des commerces le dimanche.

Le projet de loi sur l'activité, qui sera présenté mi-décembre, prévoit que les commerces non alimentaires puissent ouvrir cinq dimanches par an sur simple demande (et non sur autorisation préalable) et jusqu'à 12 dimanches par an au total. En contrepartie, la compensation des salariés volontaires serait améliorée. «Le gouvernement se fait le porte-parole du Medef et cette manifestation est là pour dire la colère des salariés», souligne Karl Ghazi (CGT), très remonté. Il rappelle «l'offensive» récente du Medef qui a chiffré entre 40 000 et 100 000 le nombre de création d'emplois en plus dans le commerce et la distribution avec l'ouverture dominicale.

Pour Manon Cordier, vendeuse chez Gibert Joseph boulevard Saint-Michel, «*à terme, Paris deviendra une zone touristique en entier*». Ce que veut le Medef, «*c'est mettre fin aux majorations*» puisque dans ces zones, l'employeur n'est pas tenu de donner une contrepartie au salarié. «*On fait croire aux gens monts et merveilles. Contrairement aux arguments avancés par le gouvernement, le travail le dimanche ou de nuit ne sera pas créateur d'emplois*», s'énerve Françoise Ruotte, employée aux Galeries Lafayette. Elle dit déjà travailler «*régulièrement en sous-effectifs*».

De son côté, Houman Ahmadi, inspecteur de sécurité à la Fnac, déplore des effectifs qui «*ont baissé sur Paris de plus de 800 personnes*» en quelques années. «*Nous sommes déjà en souffrance au quotidien, alors travailler encore plus de dimanches...*», lâche-t-il, dépité. «*Nous sommes largement un bon millier à défiler ce qui est un exploit pour le commerce*», assure Eric Scherrer (Seci-Unsa). Dans le secteur, «*il y a 70% de contrats à temps partiel*» et «*du coup, débrayer, c'est compliqué, chaque heure compte*».

Si la manifestation était «une vraie réussite» pour les syndicats, ils sont sortis «*peu réjouis*» de leur réunion avec Olivia Polski, élue de la mairie de Paris en charge du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et indépendantes. «*Le prochain Conseil de Paris qui pourra examiner les propositions de la mission sera en février, il y a des chances que d'ici là le gouvernement ait suffisamment avancé*», craint Karl Ghazi (CGT). libération.fr 14.11

Bravo les filles, c'est comme cela qu'on vous aime !

Cette mobilisation massive dans des conditions difficiles témoige que les masses sont prêtent au combat, dans l'unité, c'est un facteur dynamique supplémentaire...

Qu'ils se mettent en grève illimitée et le gouvernement reculera immédiatement, il n'aura pas le choix.

Haut de page

Le 16 novembre 2014

CAUSERIE

A propos du portail.

J'avais apparemment oublié de télécharger une vingtaine d'articles dans le serveur qui héberge le site, l'erreur est réparée et les fichiers introuvables sont disponibles.

Je vous ai signalé en début de semaine ce qui me semblait être une anomalie dans les statistiques, après avoir constaté 5835 visites le 2 novembre, et bien vendredi 14 il y en a eu 861 et le lendemain 1182, en rythme de croisière on enregistre entre 350 à 450 visites par jours.

Boycottez les médias, la presse écrite, n'achetez plus un seul journal ou magazine, utilisez uniquement les portails proposés par des journalistes indépendants sur Internet ou éventuellement le nôtre.

En refusant de les boycotter vous soutenez la censure et la désinformation à laquelle ils se livrent quotidiennement, la propagande de la classe dominante.

S'agissant de la télévision, on boycottera uniquement les journaux télévisés et éventuellement les émissions à caractère politique des principales chaînes, TF1, France2 et 3, Canal+, M6, France 24, TV5Monde, LCI, etc.

Autre chose.

Beaucoup plus important alors que ce tient le G20, la photo satellite faisant actuellement le tour du monde montrant un Mig-29 ou

un SU-25 ukrainien en train d'abattre le Boeing de la Malaysian airlines vol MH17. Lire les articles dans cette page.

Il faut se méfier de la contre-propagande ou de la propagande d'où qu'elle vienne aussi bien des Russes ou des Américains, cela dit à notre avis les Russes étant bien placés pour surveiller ce qui se passe dans le ciel de l'Ukraine, ils possèdent des informations qu'ils ne révèlent qu'aux compte-gouttes ou gardent sous le coude pour les échanger contre d'autres informations du camp adverse en cas de besoin.

En complément en anglais du journal britannique Daily Mail.

Is this the moment MH17 was shot down as it flew over Ukraine? Russian state broadcaster produces 'satellite images' showing alleged fighter jet attack - dailymail.co.uk 14 et 15.11

- 'Leaked' images show a missile streaking towards the MH17 flight
- Russian experts said Boeing was shot down by a Ukrainian warplane
- Kremlin-owned channel suggested a State crime was committed
- It was claimed that the space pictures were from a British or US satellite

Trois vidéos

1- What was the flight mission of Ukraine's jets in MH17 crash area?
http://www.youtube.com/watch?v=vsdu0qZTsh0

2- Industrie du tabac : la grande manipulation
http://www.youtube.com/watch?v=rLTg5PnSp9A

Où l'on apprend que comment certains géants du tabac séduisent les Etats.

Un reportage choc sur le lobbying de l'industrie du tabac au coeur des instances européennes

Chaque année, le tabac tue 73 000 personnes en France. Officiellement, les pouvoirs publics luttent contre ce fléau, notamment en augmentant régulièrement le prix des paquets de cigarettes. Mais qui sait que les géants de l'industrie du secteur alimentent par des millions d'euros le budget de l'État, en toute discrétion ?

Documents confidentiels à l'appui, Laurent Richard, après une enquête d'un an dans les coulisses de l'industrie du tabac, révèle ses stratégies secrètes.

C'est l'une des révélations du nouveau numéro de Cash Investigation, diffusé le 7 octobre sur France 2. Les équipes de Premières Lignes, la société de production de l'émission, ont mis la main sur un rapport secret de 600 pages, dans lequel Philip Morris a fiché les 754 députés, en recensant leurs tempérament, charisme, ambition personnelle, hobbies, et évidemment leurs prises de position sur le tabac. Un véritable plan d'attaque pour tenter d'affaiblir la directive tabac avant son adoption (en mars dernier) par le Parlement. Ceux que l'industriel considère comme des alliés potentiels apparaissent en vert, les autres en rouge.

Plus effarant encore, certains députés « *verts* », à l'instar de l'UMP Gaston Franco, ne cachent pas soumettre texto au Parlement européen une grande partie des amendements que Philip Morris leur suggère. « *Il est incroyable de voir à quel point leur stratégie est efficace. Il n'y a même plus besoin de corruption, de dessous de table* », souligne la présentatrice Élise Lucet, qui a réussi à interviewer un porte-parole du géant américain… maniant à la perfection les éléments de langage. Et l'on n'est pas au bout de nos surprises dans cette enquête passionnante, déclinée sur le ton mordant qui sied si bien à Cash.

3- Le discours censuré par les médias occidentaux.

Argentine - Débat 2014 de l'Assemblée générale de l'ONU
http://www.youtube.com/watch?v=EvU7VRScbYg

Allocution de Mme Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, lors du Débat général de la 69e session de l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre dernier.

Pour faire bref, elle a tenu exactement le même discours avec la même virulence que Poutine tout récemment contre l'attitude belliqueuse et tyrannique des Américains et leurs alliées occidentaux.

Cliquez sur sous-titres pour avoir le sous-titrage en français qui s'affiche automatiquement.

Un bref extrait.

Les grandes chaines de télévision internationales ont suspendu la diffusion en direct et stoppé la traduction du discours de la présidente de l'Argentine prononcé à l'Assemblée générale des Nations-Unies à New-York, le 24 septembre 2014 :

Voici les points principaux du discours de la présidente de la Nation argentine, Cristina Fernandez de Kirchner.

- Nous nous sommes réunis, il y a un an, quand vous avez qualifié de terroriste le régime du président syrien Bachar al-Assad, et soutenu les rebelles [en Syrie, ndlr], que vous avez qualifiés de révolutionnaires. Aujourd'hui, nous nous réunissons pour éradiquer ces révolutionnaires qui s'avèrent être des terroristes !

- Vous avez par le passé inscrit le Hezbollah [parti de la Résistance libanais, ndlr] sur la liste des organisations terroristes alors qu'il est un grand parti reconnu au Liban !

- Vous avez accusé l'Iran d'être derrière l'explosion ayant visé l'ambassade israélienne à Buenos Aires en 1994, alors que les enquêtes argentines ne sont pas parvenues à prouver l'implication de l'Iran !

- Vous avez adopté une résolution contre Al-Qaïda après les attentats du 11 septembre. Des pays comme l'Irak et l'Afghanistan ont été profanés et leurs habitants, tués sous ce motif, alors que ces deux pays souffrent toujours du terrorisme ! Internationalnews.fr

On comprend pour quoi les "*vautours*" s'acharne sur elle.

Fake. Une fausse vidéo parmi tant d'autres qui servent les intérêts des Américains.

Qui peut rester insensible à la souffrance endurée par ces millions d'enfants qui depuis bientôt 4 ans en Syrie (et en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Soudan, en Palestine, etc.) croulent sous les bombes et les missiles, dont des dizaines de milliers d'entre eux ont été tués ou gravement blessés, et beaucoup d'autres encore plus nombreux encore qui seront traumatisés à vie par ce qu'ils ont vécu, les massacres abominables dont ils auront été les témoins impuissants, les atrocités commises sous leurs yeux par les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Les partisans (occidentaux) de la chute d'Assad qui ne reculent devant aucune abjection dans leur propagande de guerre, profitent de l'émotion ressentie par la population du monde entier suscitée par le sort de ces millions d'enfants, pour en imputer la responsabilité à la République arabe syrienne, qui en réalité n'a eu de cesse de tenter de protéger la population civile des conséquences de cette guerre, qui est le fait d'une invasion de mercenaires sanguinaires à la solde des Etats-Unis et ses alliés.

Ils poussent le cynisme jusqu'à mettre en scène des enfants pour que la population mondiale soutienne leur politique qui consiste à renverser Assad.

Lisez, c'est hallucinant, car ils assument avoir trompé sciemment plus de trois millions de personnes. Au fait la Norvège, ne serait-ce pas un modèle de démocratie, de démocratie sociale ? Il devait y avoir une erreur quelque part, une supercherie de plus en somme.

Si vous avez suivi l'évolution de la situation mondiale sur notre portail, il ne vous aura pas échappé que ces derniers temps, la Finlande, la Suède et la Norvège sont montées au créneau au côté de l'Otan contre la Russie, n'est-ce pas ? Demain, tout comme la Hollande, le pays des tulipes et des moulins à vent, des coffee shop, des babas cool où on peut se défoncer librement, on apprendra que c'était parmi les pires pays du monde en terme de démocratie, comme les Etats-Unis où les Américains sont soumis à un régime de liberté surveillée 24h/24.

Il serait temps de se réveiller non ? On ne s'imagine jamais assez jusqu'à quel point ils ont pu nous tromper ou on peut avoir des idées fausses sur bon nombre de questions. Pour bien faire il faudrait tout vérifier, mais on n'en a malheureusement pas toujours le temps. On le fait petit à petit.

- "*Hero boy*" : la vidéo du garçon syrien sauvant une petite fille était fausse - Francetv info

Vue par près de trois millions de personnes sur YouTube en cinq jours, la séquence poignante n'a en fait jamais eu lieu. Cette vidéo intitulée "*Syrian Hero Boy rescue girl in shootout*" ("*un garçon syrien héroïque sauve une petite fille dans une fusillade*") est un "*fake*", une fausse vidéo. Derrière cet acte se cache un groupe de Norvégiens, qui ont révélé la supercherie à la BBC (en anglais).

"*Nous avons tourné au mois de mai à Malte sur les lieux de tournage de films comme Troie ou Gladiator, explique Lars Klevberg, âgé de 34 ans et auteur du scénario. Le garçon et la fille sont des acteurs maltes professionnels. Les voix que l'on entend derrière, ce sont des réfugiés syriens vivant à Malte.*"

Pourquoi avoir délibérément trompé les internautes, à propos d'un conflit où la guerre des images fait rage ? "*Je ne trouve pas ça gênant, explique le Norvégien. Nous voulions que la vidéo capte l'attention et fasse émerger un débat sur le sort des enfants dans la guerre en Syrie. Nous voulions aussi voir comment les médias réagiraient par rapport à cette vidéo*."

Selon l'équipe du court-métrage, la vidéo a reçu une aide financière de la part de l'Institut du film norvégien, qui savait que le projet allait être diffusé tel quel sur internet. Un représentant de cette institution assure que leur vidéo "*n'est pas une façon cynique d'attirer l'attention sur eux. Leur démarche est honnête*." Ce n'est pas l'avis d'une partie des commentaires, sur Youtube, qui reprochent à l'équipe d'avoir fait circuler cette information sans préciser qu'elle n'en était pas une. Francetv info 15.11

ACTUALITE EN TITRES

Réaction patronale. Sans "***effort***", c'est dans leur nature. Regret et engagement confirmé.

- Rebsamen regrette d'avoir traité Gattaz de "*petit syndicaliste*" - LePoint.fr

- Macron : l'effort annoncé pour les entreprises sera maintenu - LePoint.fr

"*L'intégralité de l'effort annoncé pour les entreprises sera maintenue coûte que coûte*". C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, dans un entretien au Monde, diffusé samedi. LePoint.fr 15.11

La classe dominante confirme qu'elle voulait flinguer Fillon. Elle a chargé Hollande de s'en occuper.

- Jouyet/Fillon: l'avenir politique de Fillon compromis pour 56% des Français - AFP

- Seuls 8% des Français souhaitent que Fillon soit le candidat UMP en 2017 - AFP

Il faut croire qu'il avait dû faire piètre impression à la réunion annuelle du groupe Bilderberg à laquelle il avait participé en 2013 avec Pécresse.

Vraiment ?

- UDI: intronisation sans fausses notes de Jean-Christophe Lagarde - AFP

- Congrès de l'UDI : le rassemblement, c'est pas (encore) maintenant - L'Obs

- UDI: Morin s'estime "vainqueur moral" de l'élection - AFP

Sarkozy surfe sur les préjugés de la majorité de la population.

- Mariage pour tous: Nicolas Sarkozy se prononce pour l'abrogation de la loi Taubira - 20minutes.fr

- Mariage gay et adoption: les Français majoritairement pour - AFP

Pure affabulation.

- Hervé Mariton : Sarkozy n'a pas un « *comportement convenable* » - LeParisien.fr

Qui en a un à l'UMP, à l'UDI ou au PS ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah !

- La gauche de la gauche manifeste contre "*l'austérité*" Valls - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Paris à l'appel du collectif "*Alternative A l'Austérité*" (3A), composé de partis de la gauche de la gauche, de syndicats et d'associations, pour "*dire non à la politique d'austérité du gouvernement Valls*". Le collectif 3A organisait également une trentaine de manifestations dans plusieurs villes de province, dont Toulouse, Bordeaux ou Strasbourg "*contre le budget d'austérité inefficace*", qui doit être voté mardi à l'Assemblée, et la "*répression accrue des mouvements sociaux, écologiques et citoyens*", suite à la mort de Rémi Fraisse à Sivens (Tarn).

Dans la capitale, le défilé entre la Place Denfert-Rochereau et l'Assemblée nationale a réuni entre 7 500, selon la préfecture de police, et 30 000 personnes, selon le collectif. Au total, "*100 000 personnes*" étaient dans la rue en France, a affirmé le collectif. AFP 15.11

Une centaine de partis, syndicats et associations appelaient à ces manifestations qui n'ont rassemblé que "*100 000 personnes*", qu'est-ce que cela signifie tandis qu'à eux tous leur nombre d'adhérents doit avoisiner ou dépasser 2 millions, mais où étaient-ils donc passés ?

On aura compris que les dirigeants du mouvement ouvrier pourris jusqu'à l'os n'ont jamais eu l'intention de mobiliser leurs troupes contre le gouvernement qu'ils ont porté au pouvoir, ceci explique cela.

Pseudo-gauche et gauche de la gauche : Imposture, récupération, double jeu et discours.

Ils osent tout, ils n'ont vraiment rien à envier à la droite.

On ne peut pas dire que Hollande est "*notre élu*" comme l'a affirmé Mélenchon et prétendre le combattre efficacement, venant de celui qui se voyait bien son Premier ministre et qui fut ministre sous Chirac (le gouvernement Jospin des privatisations), inutile de se demander dans quel camp il se situe réellement. Et après il ose s'en prendre à Jouyet qui fut successivement ministre sous Jospin, Fillon et maintenant Valls...

Contrairement à cet agent du régime, nous, nous n'attendons rien de Hollande ou des institutions de la Ve République, nous combattons la politique antisociale et impérialiste de Hollande dans la perspective du renversement du régime qui nécessite de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui conquerra la direction du mouvement ouvrier et guidera les masses exploitées jusqu'à la prise du pouvoir politique, qui se concrétisera par la création de leur propre Etat, une République sociale.

Notre combat commence par exiger le retrait du pacte de responsabilité, par rejeter toutes les mesures prises ou annoncées par le gouvernement tournées contre les masses exploitées, car pas un travailleur ne peut y adhérer, dans cette perspective politique susceptible de rassembler les éléments les plus conscients ou les plus déterminés parmi la classe ouvrière afin de construire le parti ouvrier révolutionnaire sur des bases politiques saines, celles du socialisme.

Ainsi nous nous démarquons également du POI qui ne veut pas entendre parler de cette perspective politique, et qui partant de là se coupe des moyens pour rassembler l'avant-garde ou construire le parti, le parti qu'ils construisent - en admettant que leur intention soit d'en construire un - sur des bases éclectiques ne pouvant pas constituer l'instrument dont nous aurons besoin pour affronter directement la classe dominante lors de la révolution, il se disloquera au premier coup de canon tiré par l'ennemi.

Puisque j'ai cité le POI, j'ai noté qu'il avait participé à ces manifestations et que la totalité des médias nationaux (et agences de presse) l'avaient fait disparaître ce matin, sauf un la veille au soir qui va se faire réprimander par ses maîtres :

"*Cette fois-ci le NPA, le POI, Nouvelle Donne et la gauche des Verts seront là avec 'les socialistes affligés' et le Front de Gauche au grand complet*", annonce Mélenchon sur son blog. Le Huffington Post 15.10

Passons à la cour et ses bouffons.

«*François Hollande doit comprendre qu'il n'est pas notre roi, il est juste notre élu*», a lancé Jean-Luc Mélenchon devant la presse. «*On ne l'a pas élu pour ça !*», a-t-il poursuivi. liberation.fr 15.11

(Jamais au cours des 35 dernières années nous n'avons apporté la moindre voix à un candidat du PS ou du PCF. Au passage, Hollande n'est pas le "*roi*" de Mélenchon, il est juste son Bonaparte et cela lui convient très bien. - ndlr)

- A gauche, l'introuvable « *majorité alternative* » - lemonde.fr 15.11

Plutôt qu'en rupture, les frondeurs se voient comme le dernier trait d'union avec les partenaires traditionnels du PS. « *Nous sommes, au sein du PS, en position d'avant-garde pour tenter de renouer le dialogue avec toute la gauche, parce que*

chaque semaine qui passe, des fossés se creusent entre nous », explique Christian Paul, député de la Nièvre, un des meneurs du mouvement. Pour eux, la ligne politique à même de convaincre tout le monde a déjà été tracée… par François Hollande. « *Si vous demandez à Pierre Laurent et Cécile Duflot si le discours du Bourget et le programme du PS de 2012, ça leur va, ils vous diront oui* », assure Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger.

(Les "*frondeurs*" rament en réalité pour Hollande ou la direction du PS, Christian Paul le dit lui même et Pouria Amirshahi le confirme, merci à eux. - ndlr)

Du côté d'Europe Ecologie-Les Verts, où l'allié naturel reste le PS, on souhaite ce retour aux fondamentaux de la victoire de 2012. « *Les écologistes sont disponibles pour redonner du sens à la mandature sur la base de l'accord passé en 2012* », assure Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV.

(Elle n'a pas une cosse dans la main quand il s'agit de proposer ses services à Hollande. Quelle vermine ! - ndlr)

Mme Cosse, qui n'appelle pas à participer à la marche contre l'austérité. « *Nous avons été élus avec des voix socialistes* », rappelle la députée EELV de l'Essonne, Eva Sas. « *Voter contre, c'est voter avec la droite, donc pour un programme d'austérité.* ». lemonde.fr 15.11

(Eva Sas n'est pas ingrate et assume contrairement à Mélenchon. Parce que le programme à plus de 90 milliards d'euros d'économie sur les budgets sociaux et autres cadeaux aux capitalistes ne serait pas un programme d'austérité, elle donne raison au Medef et à Bruxelles qui en réclament davantage. La Commission européenne donnera donc son aval au budget 2015 du gouvernement parce qu'il n'est pas d'austérité, comment vous ne saviez pas qu'elle était contre ? - ndlr)

En complément. Autres manifestations qui ont eu lieu hier.

- Alsace: les antinucléaires manifestent pour exiger la fermeture de Fessenheim - AFP

- Lyon: un millier de supporteurs de foot défilent contre la "*répression*" policière - AFP

Les réacs et les nantis sont dans la rue.

- Des milliers de partisans du barrage de Sivens défilent à Albi - Reuters

- Sivens: «*Laissez-nous décider de l'avenir de nos territoires*» - liberation.fr

A retenir dans ces deux articles.

liberation.fr- essentiellement des agriculteurs ; ne pas laisser une minorité s'opposer ; un projet d'intérêt général.

Alors qu'en réalité seules 40 à 80 exploitations sont concernées par ce barrage.

Qui manifestait ? Ils ont rameuté les poujadistes... jusqu'en Loire-Atlantique.

AFP- Les agriculteurs du syndicat majoritaire FNSEA, rejoints par la Coordination rurale, ont obtenu le soutien de nombreux élus locaux, du PS à l'UMP, pour la première grande manifestation en faveur du projet de retenue d'eau, vivement contesté depuis des mois.

"*Je suis très heureux du panel d'élus présents*" a déclaré à l'AFP Philippe Jougla, président de la FDSEA du Tarn, voyant au premier rang du cortège le député UDI de Castres Philippe Folliot, le député PS de la circonscription Jacques Valax, ou les maires DVD de Castres Pascal Bugis et de Lisle-sur-Tarn, Marilyn Lherm.

liberation.fr- Malgré les apparences, et la volonté des organisateurs, ce défilé ne serait donc pas une manifestation pro-barrage à l'appel d'agriculteurs. «*C'est l'ensemble du monde rural qui invite les citoyens à faire respecter les lois de la République*», explique à Libération le président départemental de la Chambre d'Agriculture… Au micro, l'animateur sono du cortège insiste : «*Nous sommes la société civile, accompagnée de tout le monde*». Le service d'ordre, coiffé de casquettes rouges, est pourtant organisé autour d'élus de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles et des Jeunes agriculteurs, «*défenseurs du bon sens agricole*», nous indique un «*élu de la FDSEA du Tarn et du monde coopératif*». Les drapeaux et calicots qui émergent au-dessus de la foule sont aussi siglés de la FDSEA des Landes, du Gers ou de la Coordination rurale du Lot-et-Garonne et de Loire-Atlantique.

Union UMP-UDI-PS.

liberation.fr - Tout au long du parcours, les élus restent bien alignés en tête de cortège. Avec le député (PS) Jacques Valax au centre, serrant la main du député (UDI) Philippe Foliot. Mais l'élu PS et le président de l'association des élus du Tarn Sylvain Fernandez ont été lâchés par 200 des leurs, élus de gauche dans le département qui n'ont pas voulu participer. En revanche, outre beaucoup d'élus ruraux sans étiquette, le patron départemental de l'UMP, Bernard Carayon, est heureux d'y apparaître en temps que «défenseur de la démocratie», ainsi que l'ex-maire d'Albi et celui toujours en poste de Castres, de la même famille politique. Ajoutez : l'Association des déportés, internés et Familles de disparus.

Décrédibilez les opposants à ce barrage en les traitant de "*zadistes*", menaces répétées à l'encontre des journalistes.

liberation.fr- Les zadistes ; Une pancarte dans le défilé : «*EELV Parti terroriste Dissolution*» ; Une autre : «*Antenne 2 (sic) FR3 (re-sic) France Inter, ne bâillonnez plus l'agriculture, la démocratie en dépend*».

liberation.fr - Au cas où cette diversité aurait échappé aux journalistes, la maire de la commune haut-garonnaise de Azas, Marie-Thérèse Lacourt, se fait menaçante: «*Notez bien que c'est tout le monde rural qui est mobilisé. Et attention à ce que vous allez écrire, je vous poursuivrai*».

Sordide manifestation sur fond de "*croissance*", "*productivité*", "*profit*".

liberation.fr -Pas un mot concernant le décès du jeune zadiste Rémi Fraisse (...) Juste une série de pancartes tout au long du cortège «*Non à la violence*», mais qui semblent singulièrement imputer la violence en question aux zadistes.

Cela a dû être si bref que le journaliste de Libération ne l'a pas entendu :

AFP - Le député socialiste Jacques Valax, qui a salué la mémoire de Rémi Fraisse.

Confirmation. Comme à Gaza : une arme de guerre contre des pierres.

- Le militaire qui a tué Rémi Fraisse livre sa version - lepoint.fr

"*J'ai constaté qu'un groupe de cinq à six personnes déterminées venait vers nous. Il était suivi à quelques mètres par un groupe plus nombreux. Ils étaient violents, agressifs et motivés. Ils nous projetaient des pierres.*"

C'est à ce moment-là que le militaire prend la décision de jeter une grenade offensive. lepoint.fr 15.11

Russie. Propagande, rumeur, désinformation des médias occidentaux.

Alors que la Russie a le soutien de : la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, l'Argentine, Cuba, l'Iran, la Syrie, l'Irak, l'Algérie, etc. soit plus de la moitié de la population mondiale.

Nous ne soutenons pas Poutine, nous dénonçons la propagande de l'impérialisme américain et ses alliés qui sert à justifier leurs guerres, ce qui n'est pas du tout la même chose. Notre démarche consiste à dresser des obstacles à l'application de leur politique néolibérale qui est conforme à leur stratégie, en informant travailleurs et militants, démontant leurs manipulations, brisant leur propagande et censure, afin que les travailleurs et les militants puissent résister ou mener leur combat dans une direction politique correcte ou conforme à leurs intérêts.

- Le G20 s'ouvre en Australie dans un climat de guerre froide - Le Huffington Post

- G20 : Vladimir Poutine seul contre tous - Francetv info

- Vladimir Poutine de plus en plus isolé sur la scène internationale - Francetv info

Nouvelle provocation orchestrée par les Américains.

- Manifestation antirusse à Tbilissi, la capitale géorgienne - Reuters

La rumeur, désinformation et amalgame.

- G20 : Vladimir Poutine va-t-il quitter prématurément l'Australie ? - Francetv info

Poutine n'a jamais dit qu'il ne participerait pas à la fin de ce sommet, mais qu'il pourrait ne pas participer au dernier déjeuner de travail entre tous les chefs d'État organisé par le pays hôte de ce sommet, l'Australie, dejeuner qui n'a qu'une valeur "*symbolique*", Australie qui en revanche et a l'instar des Américains et des Britanniques a également déclenché une violente campagne de calomnie contre la Russie, ce qui n'est pas la même chose.

Peu importe la réalité, place à la propagande états-unienne, les médias vont s'employer à faire un amalmage entre les deux moments de ce sommet du G20. Décryptage. On a mis en rouge les expressions qui procèdent de la propagande et travestissent la réalité.

Mécontent des critiques et des déclarations sur sa politique en Ukraine, le président russe a sérieusement envisagé, ce samedi 15 novembre, de quitter prématurément Brisbane, où se tient le sommet du G20. Vladimir Poutine a menacé de ne pas participer aux deux dernières réunions de travail consacrées, dimanche 16 novembre au matin, à des questions très importantes comme le climat ou encore la régulation financière. (Il ne s'agit en réalité que d'une seule réunion et encore, car on n'imagine mal qu'ils prennent des décisions lors d'un dîner intitulé de travail. Ils l'avouent eux-mêmes plus loin et se contredisent en affirmant qu'il ne s'agit que d'un "*événement symbolique*". - ndlr)

Boycott symbolique.

Son propre porte-parole, Dmitri Peskov, a été obligé, samedi, de faire une mise au point et un démenti (Alors qu'il n'avait rien affirmé, ce sont ces ennemis qui avaient fait courrir cette rumeur qu'ils ont fabriquée. - ndrlr). Il a indiqué que, finalement, Vladimir Poutine participerait bien au sommet jusqu'au bout. Le président russe pourrait toutefois boycotter un dernier événement symbolique : le dernier déjeuner de travail entre tous les chefs d'État. Un façon de montrer que Moscou est vraiment de mauvaise humeur après ce G20. Francetv info 15.11

On le serait à moins ! En réalité, Poutine n'a peut-être pas envie de dîner avec les dirigeants des puissances occidentales qui passent leur temps à le dénigrer, l'insulter ou le calomnier (Obama et Cameron notamment), à attaquer la Russie.

Voilà qui tranche avec le sommet de l'Apec qui s'est déroulé dans la bonne humeur, tout du moins jusqu'à l'arrivée d'Obama.

- Ambiance glaciale au sommet du G20 dominé par les tensions entre la Russie et l'Occident. - AFP

Voilà qui a dû encore les exciter un peu plus.

- Les autorités russes expulsent une collaboratrice de l'ambassade d'Allemagne - AFP

Ou encore.

RIA Novosti 30 octobre. Le travail de Vladimir Poutine au poste de président russe satisfait 88% des habitants de la Russie, rapporte mercredi le centre d'analyse national Levada à l'issue d'un sondage. Selon les sociologues, 88% des Russes approuvent somme toute le travail du président, alors que 11% d'autres le désapprouvent. 1% des sondés n'ont pas d'opinion sur ce point.

Dernières minutes.

Il est 19h51 à Pondichéry.

Je me suis remis au boulot pour formater cette page il y a 20 minutes, après avoir dîner en regardant les infos sur Russia Today. Il y a un décalage horaire de 2 heures avec Moscou.

Sur le bandeau en bas de l'écran où sont diffusées des infos en temps réel j'ai pu lire que les médias avaient largement amplifié les tensions qui existaient entre Poutine et les chefs d'Etat occidentaux... J'en déduis donc que les discours tenus par les médias étaient davantage destinés à leurs populations, histoire d'alimenter la propagande de guerre ou justifier les visées impérialistes de leurs dirigeants qu'elles sont appelées à soutenir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Israël/Gaza: Quand les colons "supplient" la Résistance - french.irib.ir

Le président du conseil des colonies de Ashkol, colonie située à proximité de Gaza en est désormais à lancer un appel de pieds à l'adresse de la Résistance palestinienne pour qu'elle conclue une trêve de longue durée avec les israéliens avant qu'une nouvelle guerre ne commence. Hayem Yaalin est d'ailleurs bien pressé et il veut que ce cessez-le-feu soit mis en vigueur au plus vite pour éviter le risque d'un nouveau conflit. " *Il va sans dire que le Hamas continue à creuser des tunnels sous terrains et à se préparer pour une future confrontation. C'est une question de temps . à vrai dire l'armée israélienne n'a réalisé aucun de ses objectifs au cours de sa dernière guerre contre Gaza. A-t-elle réussi à les réaliser? Si oui, pourquoi alors elle n'a rien fait pour imposer un cessez-le-feu à long terme? L'Egypte boude en ce moment le Hamas. Mais pourquoi ne pas chercher du côté de Riyad une médiation? Les Saoudiens pourront aider à ce qu'une trêve longue entre en vigueur*".

Les observateurs politiques relèvent cet appel à la trêve formulée par des colons comme une nouvelle victoire pour la Résistance : les Israéliens sont entièrement déconnectés de leur armée et de leurs dirigeants politiques, qu'ils jugent incapables de leur assurer la sécurité. La méfiance est telle qu'ils en sont à tendre la main vers leurs ennemis, et à quémander une trêve. french.irib.ir 15.11

Qatar.

- Qatar: le coup d'état contre Tamim - french.irib.ir

Selon une source bien informée dans le golfe Persique, un projet de coup d'état contre le jeune émir du Qatar, Tamim vient d'être déjoué. Al Manar de la Palestine qui rapporte cette information, affiirme que l'émir aurait donné l'ordre à ses gardiens du corps d'arrêter 17 membres de la famille Al Thani pour cause de tentative de coup d'état. Il y a quatre jours, Tamim a nommé son frère cadet au poste de son adjoint.

Ce serait la tribue Al Masnad, tribue à laquelle appartient sa mère qui aurait aidé Tamim à neutraliser ce coup d'état. La famille Al Thani est sa quasi totalité contre l'intronisation de Tamim qui remplace le puissant Hamad, poussé vers la porte par les Américains en 2013, au terme de sa royale défaite contre Assad. Les maisons de nombreux proches de l'émir sont surveillées par l'appareil de renseignement, ajoute cette source. french.irib.ir 15.11

Grèce

- Grèce : les forces de sécurité ont chargé les manifestants protestataires - french.irib.ir 15.11

En Grèce, la tension est vive entre les universités et le gouvernement, au seuil de la commémoration de l'anniversaire du soulèvement estudiantin.

Les manifestations estudiantines ont eu lieu, partout, dans le pays. A Athènes, cette manifestation a tourné aux affrontements entre les étudiants et les forces de sécurité. Les forces de sécurité ont chargé les étudiants à coups de gaz lacrymogènes et de matraques. 50 étudiants ont été blessés. Les forces de sécurité ont procédé, également, à plusieurs arrestations. french.irib.ir 15.11

Ce matin pas un média français n'en rendait compte.

Haut de page

Le 17 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles plus tard si on en trouve le temps, il est 19h32 heure locale.

La guerre sans fin au terrorisme des Etats-Unis ne s'apparente-t-elle pas à la propagande de la terreur ?

- Etat Islamique : la terreur pour propagande - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Plus... ou toujours pire.

- Le G20 promet surcroît de croissance et transparence fiscale - AFP

Plus de croissance, plus de transparence fiscale, plus d'égalité hommes-femmes, plus de sécurité énergétique: les pays du G20 ont affiché d'ambitieux objectifs à l'issue du sommet de Brisbane, face à une conjoncture économique morose. AFP 16.11

Comment ils hypothèquent la survie de l'espèce humaine.

- Santé : les enfants ne marchent pas assez - Francetv info

Les spécialistes recommandent près de 10 000 pas par jour afin d'éviter certaines maladies. Mais notre mode de vie a changé et aujourd'hui, les enfants ne marchent pas assez. Francetv info 16.11

Et ils seront à moitié aveugle parvenus à l'âge adulte pour avoir toujours les yeux fixés sur un écran. A 30 ans ce seront devenus des mutants, en guise de lutte finale pour leur libération, il ne leur restera plus qu'à achever leur lobotomie...

Faites des enfants disent-ils, à croire que cela fait aussi partie de la croissance, de la consommation qui concourt à leur autodestruction, sinon ils les laissent crever.

- Un cas "*hautement pathogène*" de grippe aviaire aux Pays-Bas - Reuters

La même que celle que vous affichez face à l'occupation de la Palestine.

- Zaz évoque la "*légèreté*" à Paris sous l'Occupation et suscite un tollé - LePoint.fr

La même que celle que vous affichez face à toutes les guerres fomentées par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste qui s'inscrivent dans la suite des précédentes...

Guerre à l'occupant.

- Israël refuse toute limitation de la colonisation à Jérusalem-Est - L'Obs

- Un Israélien poignardé à Jérusalem, la police recherche un suspect arabe - AFP

Un Israélien a été poignardé dans le dos dimanche à Jérusalem d'un coup de tournevis imputé par la police à un jeune Palestinien qui a pris la fuite. AFP 16.11

Le jour même un autre jeune Palestinien a été abattu par Tsahal, mais apparemment cette info n'est pas parvenue jusqu'à Paris...

- Gaza: "*Tsahal*", terrorisé, tue un palestinien - french.irib.ir

Hanté par les commandos palestiniens, les militaires sionistes ont ouvert le feu sur un jeune palestinien qui s'approchait des frontières avec Israël. le ministère israélien de la Guerre a autorisé les militaires à tirer à balle réelle sur les palestiniens s'ils se sentent menacés.

Les tensions croissantes continuent à embraser la cisjordanie et Beitolmoghadas, ce qui a poussé l'armée et les forces de sécurité israéliennes à déployer massivement leurs forces dans les terriroires palestiniens ; une troisième intifada est sur le point de survenir et le régime sioniste est incapable de l'enrayer. french.irib.ir 16.11

ACTUALITÉ DU JOUR

La "***machination***".

- François Hollande : "*Jean-Pierre Jouyet est un bon secrétaire général de l'Elysée* " - Francetv info

On ne peut même pas dire qu'il a l'art de savoir s'entourer pour gouverner après avoir dû virer plusieurs conseillers, Aquilino Morelle et Claude Sérillon, plusieurs ministres, au point de confirmer qu'il a catapulté à l'Elysée pour jouer les seconds rôles au côté de Fabius principalement, Sapin ensuite, moins connu, ce qui permet d'avoir plus de pouvoir encore, Valls a été recruté pour sa servilité et son cynisme qui sied parfaitement à son rôle, Macron lui a été imposé par les banquiers.

Il faut donc en déduire que les seuls qu'il avait vraiment désignés pour faire partie de son équipe étaient ses conseillers qui ont fait merveille, peut-être Cahuzac puisqu'il a la main heureuse. Hollande est tout juste un homme de paille, il n'est pas à la hauteur de la fonction qu'il est censé assumer, disons qu'il sait lire les notes et les discours qu'on rédige à son attention. Et dès qu'il a une idée, elle est forcément génial ! La preuve, quoique, elle a dû lui être soufflée, par qui ?

- Fillon : «*J'ai du mal à croire que Jean-Pierre Jouyet ait pu agir seul*» " - LeParisien.fr

- Affaire Jouyet : Fillon accuse Hollande de "*machination*" à mots couverts - Francetv info

Invité de BFMTV dimanche 16 novembre, François Fillon a implicitement accusé François Hollande d'être à la manœuvre dans l'affaire qui oppose l'ancien Premier ministre au secrétaire général de l'Elysée, Jean-Pierre Jouyet. "*C'est une affaire qui ressemble étrangement à une machination*", a commenté François Fillon, qui dément catégoriquement avoir tenu de tels propos.

"*Comme je ne pense pas que le secrétaire général de l'Elysée puisse agir sans au moins en informer le chef de l'Etat, il y a un vrai soupçon que nous soyons en face d'une véritable affaire d'Etat, a-t-il souligné. On a le sentiment que tous ceux qui ont l'audace de vouloir être candidat à l'élection présidentielle à un moment ou un autre de leur existence sont confrontés à des accusations mensongères, à des calomnies*", a-t-il poursuivi.

L'ancien locataire de Matignon ne cesse de démentir vigoureusement les propos que lui prête Jean-Pierre Jouyet. «*Cette conversation n'a jamais eu lieu*», a-t-il encore martelé sur BFMTV. «*C'est en contradiction avec toute ma vie politique, mon éthique. (...) Je vous dis avec un peu de colère que cette accusation est mensongère. Je suis sûr de moi, sûr de mon honnêteté.* »

François Fillon s'en prend aussi aux deux journalistes du Monde, «*qui ont table ouverte à l'Elysée.*» Selon l'AFP, qui cite un haut membre de l'exécutif, «*tous les mois, Davet et Lhomme viennent voir François Hollande depuis le début du mandat, il y a une confiance qui s'est établie entre eux. Le président leur raconte tout, dit tout, ouvre les vannes parce que le deal qu'ils ont passé, c'est que rien ne sorte avant 2017*» où les deux journalistes doivent publier un ouvrage sur le quinquennat.

Selon un proche du président, le jour de l'entretien entre Jean-Pierre Jouyet et les deux journalistes, François Hollande «*sait qu'ils sont là, c'est dans l'agenda des activités du Palais.*» Francetv info et LeParisien.fr 16.11

En complément. A qui le tour ?

- Un ministre portugais démissionne pour une affaire de corruption - LeMonde.fr

G20. La stratégie de la tension va de pair avec celle du chaos. D'un déjeuner de cons à l'autre.

Grille de lecture.

- Vous aurez remarqué qu'en dehors des principaux chefs d'Etat des puissances occidentales alignés sur les Américains et l'Otan (Américain, Britannique, Canadien, Australien, Japonais, Italien, Français, Espagnol et Allemand), les médias on fait passer systématiquement à la trappe les chefs d'Etat des autres puissances présents à ce sommet (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, etc.) comme à l'époque coloniale dont ils sont nostalgiques. Les puissances occidentales citées plus haut ne représentent pas plus de 10% de la population mondiale.

- Comme l'expliquait hier soir le journaliste sur Russia Today International, ce que la population mondiale lit, voit ou entend ou les faits tels que les rapportent les médias occidentaux ou des pays alliés des Etats-Unis sont souvent une caricature de la réalité qu'ils déforment systématique conformément à la propagande de leur gouvernement respectif, afin de justifier leur politique envers la Russie ou bien d'autres pays ou servir leurs intérêts.

Par ailleurs, il y a la mise en scène à laquelle se livrent les différents chefs d'Etat qui est destinée à alimenter les médias mainstreams en direction de la population qu'il s'agit de conditionner, et il y a les rapports réels qu'ils entretiennent en coulisses ou les discussions sérieuses qu'ils ont ensemble qui ne doivent pas parvenir à la connaissance ou aux oreilles de la population

ou seulement ce qu'ils décideront par la suite de lui livrer.

Pour être complet, il faut ajouter que les positions et les postures que les chefs d'Etat des puissances occidentales affichent ou adoptent leur sont dictées par des technocrates ou des conseillers qui servent de relais avec les différents cercles ou les différentes couches de la classe dominante. Les Obama, Cameron, Hollande et consorts ne sont pas libres de décider la politique qu'ils vont appliquer ou du discours qu'ils doivent tenir en public, ce sont de simples excécutants, des subalternes agissant pour le compte des capitalistes. Ils sont aux ordres, et en cas d'écart ou de faute, ils sont vertement rappelés à l'ordre par les mêmes canaux, donc y compris les médias qui sont aux avant-postes de la propagande officielle de la classe dominante.

Si vous avez bien observé, les annonces faites par les médias précèdent ou surviennent simultanément à celles des chefs de l'Etat ou des gouvernement, soit sous forme de sondages, soit sous forme d'articles, généralement les deux sont couplés à quelques jours d'intervale, tout dépend de l'accueil ou des réactions qu'ils ont pu susciter notamment. Cela ne signifie pas que les médias ont plus de pouvoir, bien que, puisque les rédacteurs en chef qui sont responsables de leur ligne éditorial ont été recrutés en fonction de leur servilité à l'égard des dirigeants de la classe dominante à appliquer scrupuleusement leurs ordres, ce qui est facilité par le fait que ce sont eux qui possèdent ou contrôlent les médias, du coup ils se servent en priorité de ce canal-là pour imposer leur politique. Bien entendu cela ne va pas forcément de soi, il arrive que les médias en fassent trop ou pas assez ou que le chef de l'Etat ou un ministre n'aient pas tout à fait compris ce qu'on attendait d'eux, ce qui donne lieu à des cafouillages, des corrections, des démentis, des volte-face de dernière minutes, autant de failles que l'on exploite car elles révèlent leurs réelles intentions, leurs rapports réels, etc.

Tout cela pour dire que les chefs d'Etat lorsqu'ils se réunissent n'ont pas grand chose à se raconter ou à s'apprendre, l'essentiel se passe en réalité en coulisse loin des regards indiscrets ou des caméras entre leurs conseillers qui se passent les messages et négocient à la place des ces pions sans réel pouvoir. D'ailleurs c'est facile à comprendre, au regard de leur emploi du temps très chargé et de la multitude de sujets ou de situations qu'ils sont censés traiter qui peuvent être très complexes, il est évident qu'ils ne peuvent pas possèder les connaissances requises pour prendre des décisions, leurs conseillers ne se bornent pas à leur fournir des analyses bourrées de données, des hypothèses ou des pistes de réflexion, leur armée de technocrates leur fournissent également les conclusions qu'ils n'ont plus qu'à adopter ou rendre public. Tout le monde croira qu'ils en sont les auteurs et qu'ils disposent du pouvoir de décision, alors qu'en réalité il n'en est rien. Et là encore, ils peuvent être induits en erreur par des technocrates trop zélés ou défaillants et devoir corriger le tir par la suite plus ou moins maladroitement.

Parfois on se demande comment ils peuvent tenir des discours contradictoires d'un jour à l'autre aussi facilement, mentir délibérément ou faire preuve de cynisme, cela tient au fait qu'ils n'en sont pas les réels auteurs ou avec l'expérience ils ont acquis un comportement qui relève du dédoublement de la personnalité où les paroles qui sortent de leur bouche ne leur appartiennent pas vraiment, il est commandé par des intérêts avec lesquels ils s'identifient, ce qui fait qu'ils sont parfaits pour jouer le rôle qu'on attend d'eux, paradoxalement cette double personnalité finit par n'en faire plus qu'une seule, en réalité en adoptant ce personnage ils ont perdu toute liberté de pensée et d'action, toute personnalité, d'où l'impossibilité d'exiger d'eux une autre attitude ou une autre politique.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet, ce n'est là qu'une brève esquisse.

- Toutes les accusations portées par Obama et ses alliés contre Poutine les concernent directement en réalité, elles ont pour fonction de faire en sorte qu'on ne les porte pas contre eux ou de camoufler leur véritable politique impériale ou leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables.

- Le G20 se sera terminé comme il avait commencé: par des tensions. - LeFigaro.fr 16.11

- G20 : Poutine a séché le déjeuner -LeParisien.fr

En réalité, un barbecue de clôture organisé par le premier ministre australien Tony Abbott qui avait donné le ton dès vendredi, de manière très abrupte, reprochant au président russe de vouloir restaurer «*la gloire perdue du tsarisme ou de l'Union soviétique».*" LeFigaro.fr 16.11

Il a été accueilli au G20 de manière glaciale par la plupart des dirigeants occidentaux.

Dimanche matin encore, Etats-Unis, Australie et Japon se sont dits "*résolus (...) dans l'opposition à la prétendue annexion de la Crimée par la Russie, et aux actions de déstabilisation (de Moscou) dans l'est de l'Ukraine*" à l'issue d'une réunion trilatérale.

Tout au long du week-end, il en a été ainsi, les échanges étant parfois plus directs, à l'image de ce qu'à lancé samedi le Premier ministre canadien Stephen Harper à Vladimir Poutine: "*je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine*". Ce a quoi a rétorqué Vladimir Poutine: "*C'est impossible puisque les Russes n'y sont pas*", selon un porte-parole russe.

"*J'imagine que je vais vous serrer la main, mais je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine*". La pique

du Premier ministre canadien Stephen Harper à Vladimir Poutine, rapportée par la presse canadienne, résume assez bien le ton des échanges entre la Russie et les pays anglo-saxons tout au long du sommet. Barack Obama a qualifié d'"*invasion*" le comportement des troupes russes en Ukraine, tandis que David Cameron mettait en garde le régime de Moscou. "*S'il continue à déstabiliser [son voisin], il y aura d'autres sanctions, d'autres mesures*" a averti le Premier ministre britannique, estimant que "*le président Poutine est conscient qu'il se trouve à un carrefour*".

Tout au long du week-end, les leaders occidentaux se sont relayés pour mettre en garde la Russie, le président américain Barak Obama estimant quant à lui que l'agression russe de l'Ukraine était une «*menace pour le monde*». LeFigaro.fr 16.11

"*S'il continue ( ) à violer le droit international, à violer un accord sur lequel il s'est engagé il y a quelques semaines, l'isolement que la Russie connaît actuellement se poursuivra*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G20. (Après avoir attaqué la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie par Al-Qaïda et Emirat islamique interposés, etc. - ndlr)

Ces attaques n'ont pas empêché Vladimir Poutine de se réjouir d'être venu. "*Effectivement, certains de nos points de vue ne coïncident pas, mais les discussions ont été complètes, constructives et très utiles*", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse retransmise par la télévision russe.

Le président russe a notamment remercié le Premier ministre australien et hôte de l'événement Tony Abbott pour son accueil. huffingtonpost.fr 16.11

Il les laisse "***blablater***" entre eux.

LeParisien.fr - Un couvert de moins autour de la grande table du G20. Celui de Vladimir Poutine qui a décidé de ne pas participer au déjeuner du sommet des 20 dirigeants les plus puissants du monde qui s'est déroulé vers 13 heures (locales, 4 heures en France) à Brisbane, en Australie, la ville hôte. Si le président russe a bien participé dans la matinée aux différentes rencontres portant notamment sur la coopération fiscale, la régulation financière ou l'énergie, Poutine a finalement séché le dernier «*déjeuner de travail*» au sujet des «*enjeux futurs*» dont celui du réchauffement climatique. «*The lunch is not important, just blablabla*», (Ndlr : «*Le déjeuner n'est pas important, c'est juste du blabla*») expliquait-on sans détour dans la délégation russe.

En lieu et place du déjeuner, Poutine a rencontré dans son hôtel les journalistes russes avant de reprendre plus rapidement que prévu son avion pour Moscou. LeParisien.fr 16.11

Obama, Cameron, Hollande, Harper et Abbott sont des rustres.

Poutine, d'ordinaire prompt à afficher sa vigueur physique et sa virilité, a expliqué avoir quitté le sommet de Brisbane bien avant ses homologues en raison de son besoin de sommeil.

"*Pour aller d'ici à Vladivostok, il faut neuf heures d'avion, et encore neuf heures pour faire Vladivostok-Moscou. Ensuite, nous devons rentrer à la maison. Nous avons besoin de dormir au moins quatre ou cinq heures*", a déclaré l'homme fort de la Russie à des journalistes russes.

Arrivé sur le tarmac avec le sourire et d'un pas alerte, Vladimir Poutine ne semblait visiblement pas fatigué, selon des images diffusées par les organisateurs du sommet. Il est même allé serrer la main de deux motards de son escorte et a posé aux côtés de membres du personnel de sécurité pour une photo souvenir, avant de monter dans l'avion. huffingtonpost.fr 16.11

La propagande états-unienne ne l'empêchera pas de dormir.

- Vladimir Poutine quitte précipitamment le G20 - LeFigaro.fr

- Poutine quitte l'Australie après un G20 tendu à cause de l'Ukraine - 20minutes.fr

- G20: Poutine avait besoin de dormir - Liberation.fr

- Ce qu'il faut retenir du G20 de Brisbane marqué par le départ précipité de Poutine - L'Express.fr

- Sous pression à cause de l'Ukraine, Poutine quitte le G20 avant la fin - Le Huffington Post

- G20: l'Occident a harcelé la Russie sur la crise ukrainienne - AFP

- Vladimir Poutine seul contre tous - Francetv info

Vladimir Poutine est rentré en Russie avant la fin officielle du G20, renforçant son image de chef d'État seul contre tous. Francetv info 16.11

Jusqu'au bout il leur faut falsifier la réalité... Il a le tort de défendre les intérêts de la Russie, tandis que tous les chefs d'Etat des puissances occidentales sacrifient ceux de leur pays respectif au profit des Américains, dont l'hégémonie sur le monde doit être sans partage et indiscutable, pour l'éternité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La CIA soutient les terroristes, en Syrie - french.irib.ir

Selon un nouveau rapport, Washington s'apprête à renforcer le rôle de la CIA, dans l'armement et l'entraînement des terroristes, en Syrie.

Selon le rapport de Press TV, le journal "Washington Post" a indiqué, samedi, citant les responsables américains, que ce plan vise à accélérer les soutiens secrets des Etats-Unis aux terroristes, en Syrie, au moment où le Pentagone envisage de mettre sur pied ses propres bases d'entraînement. Les perspectives de progrès du plan de la CIA ont été débattues, la semaine dernière, lors de la réunion des hauts responsables de la sécurité nationale, à la Maison Blanche.

Ce plan proposé intensifiera les activités secrètes de la CIA, qui s'étaient déjà multipliées durant ces trois dernières années. La CIA s'est pourtant refusée à toute explication sur son rôle, quel qu'il soit, en Syrie. Le service d'espionnage américain procède actuellement à l'évaluation et à l'entraînement mensuelle d'environ 400 terroristes, qui luttent contre le gouvernement de Bachar al-Assad. french.irib.ir 16.11

Irak

- Baaqouba : la découverte du plus grand siège de commandement souterrain de Daesh

Le plus grand siège de commandement souterrain de Daesh a été découvert, dans le Nord de Baaqouba, a annoncé, le gouverneur de la ville d'al-Khales.

"*Daesh tente de mettre en pratique, en Irak, l'expérience des tunnels, en Syrie*", a affirmé Adi al-Khadaran, le gouverneur de la ville d'al-Khales, dans la province de Diyali, en allusion à la découverte du plus grand siège de commandement souterrain de Daesh, dans le Nord de Baaqouba.

"*Ce siège souterrain est situé à 75 km, au Nord de Baaqouba, et s'étale sur plusieurs dizaines de mètres*", a-t-il expliqué.

"*Une quantité d'explosifs, de drogues et médicaments et quelques cartes y ont été trouvés*", a-t-il ajouté.

Daesh tente de mettre en pratique l'expérience des tunnels, en Syrie, dans les zones sous son contrôle, en Irak, pour, ainsi, réduire le nombre de ses victimes, face aux forces de sécurité irakiennes. french.irib.ir 16.11

ECONOMIE

Japon

- Après un nouveau recul de son PIB, le Japon retombe en récession - lemonde.fr

Le Japon est retombé en récession du fait d'un nouveau recul de son produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre (- 0,4 %), après une contraction de 1,9 % au deuxième, a annoncé lundi 17 novembre le gouvernement. Il s'agit d'un revers inattendu pour

le premier ministre Shinzo Abe qui devrait annoncer dès mardi la dissolution de la chambre basse du Parlement et convoquer des élections anticipées en décembre.

En rythme annualisé, le PIB a plongé de 1,6 % entre juillet et septembre, alors que les économistes tablaient en moyenne sur une croissance d'environ 2 %. Le Japon avait subi une décroissance de 7,3 % entre avril et juin en rythme annualisé.

Face à ce net ralentissement, la Banque du Japon (BoJ) avait accru fin octobre son programme de rachat d'actifs, dans l'espoir de redonner du tonus à l'économie. Devant ces chiffres catastrophiques, le chef du gouvernement devrait renoncer à mettre en vigueur une taxe à 10 % en octobre 2015, comme la loi le prévoit pourtant dans le but d'enrayer la colossale dette publique, par crainte de voir l'archipel s'ancrer dans la récession. lemonde.fr 17.11

Haut de page

Le 18 novembre 2014

CAUSERIE

Lundi 23h20.

15 articles ont été ajoutés.

On est mardi il est 0h30 ici à Pondichéry et je vais aller me coucher. A tout à l'heure !

A lire et faire lire, à télécharger et diffuser le plus largement possible :*Atlantic Council : l'officine de propagande de l'OTAN*

D'une autre source j'en ai téléchargé une cinquantaine de la même veine ou parfois un peu moins consistant se rapportait à l'histoire du vieux monde au XXe siècle, j'essaierai de les regrouper et de les mettre en ligne le plus rapidement possible. Ce sont des articles qui datent parfois d'une dizaine d'années, mais qui valent vraiment le coup d'être lus au moins une fois.

Mardi 19h22.

Le boulot est terminée. Je bosserai moins plus tard, quand j'aurai déménagé je me reposerai un peu.

Palestine occupée.

Avez-vous les photos ou les images montrant des Palestiniens en train de commencer à péter le mur des sionistes, d'autres sont tranquillement montés dessus, assis à cheval dessus ils discutent le coup...

Je me suis toujours demandé pourquoi ils ne l'avaient pas encore plastiqué ou défoncé avec un bulldozer ou un missile, je ne comprends pas. Apparemment ils y viennent...

Nous défendons la lutte armée des Palestiniens contre l'occupant.

Vaut mieux manifester à Abou Dis qu'à Sivens, c'est moins dangereux.

Hier à Abou Dis, localité arabe voisine de Jérusalem, les militaires de Tsahal ont tiré des gaz lacrymogènes en direction des jeunes qui leur jetaient des pierres. AFP 17.11

Tsahal ne les a pas canardés à coup de grenades offensives, mais dites-donc le ministère de l'Intérieur français ferait-il du zèle à trop vouloir imiter l'Etat sioniste ?

Le cou normand. C'est le produit de votre société pourrie.

- Maxime Hauchard, le Normand devenu égorgeur pour Daech - L'Express.fr

Pour comprendre ce qui se passe en Ukraine, en Syrie et en Irak.

- Atlantic Council : l'officine de propagande de l'OTAN - anticons.wordpress.com 10.11

Extrait. Très présent sur ce forum, Zbigniew Brzezinski est le géostratège qui a conseillé les présidents Jimmy Carter, George W. Bush et Barack Obama. L'Atlantic Council offre à Zbigniew Brzezinski une tribune permanente, lui permettant par exemple de rabâcher sans relâche son couplet favori du moment : « *il est dans l'intérêt des américains que l'occident arme l'Ukraine.*»

Le fait que le gouvernement de Kiev utilise des groupes paramilitaires ouvertement néo-nazis comme le bataillon Azov ne gêne absolument pas cet « *accro* » à la domination mondiale qui parfois ne masque même pas ses intentions. En 1998, lors d'une conférence, Brezinski déclarait : « *L'Ukraine constitue l'enjeu essentiel [pour soumettre l'Eurasie] [...]. Si l'occident devait choisir entre une Ukraine démocratique et une Ukraine indépendante, ce sont les intérêts stratégiques et non des considérations démocratiques qui devront déterminer notre position.* »

Dans un entretien accordé au Nouvel Observateur en janvier de la même année (1998), Brzezinski explique « *Pourquoi et comment il a financé Ben Laden en Afghanistan* ».

Une discussion filmée entre deux invités de l'Atlantic Council nous éclaire davantage : le sénateur démocrate Chris Murphy et le sénateur républicain John McCain débattent sur le thème du jour « *le rôle des États-Unis dans la sécurité européenne* « . Et quand John McCain s'intéresse à notre sécurité, cela devient vraiment préoccupant. Rappelons en effet qu'il ne fut pas gêné de s'afficher avec Oleh Tyahnybok, le néo-nazi ukrainien . Et le même McCain soutenait en 2011 les rebelles de Libye et en 2013 ceux de Syrie. Résultat : Partout les islamistes sont les nouveaux maîtres de la Libye, et les djihadistes ont même désormais leur Etat à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Anders Fogh Rasmussen est également très présent dans les dossiers et conférences de l' Atlantic Council. Ancien premier ministre Danois, Anders Fogh Rasmussen a fortement soutenu dans la « *période Bush* » la guerre en Irak de 2003. Rasmussen affirmait « *L'Irak a des armes de destruction massive. Ce n'est pas quelque chose que nous pensons, c'est quelque chose que nous savons.* » Toutefois une contrevérité, même de ce calibre, ne l'a pas empêché de devenir le 12ème secrétaire général de l'OTAN (du 1er août 2009 au 1er octobre 2014).

En Avril 2014, l'ex maoïste, ex Premier ministre du Portugal et 11ème président de la Commission européenne José Manuel Barroso, s'est déplacé à Washington pour recevoir le Prix du Leadership 2014 de l'Atlantic Council . Une distinction qui peut s'expliquer par le fait qu'un an auparavant, Barroso l'ultra- libéral avait relancé le Marché transatlantique, vaste espace économique, politique et militaire dominé par les Etats-Unis. Mme Clinton avait qualifié ce projet d' « *OTAN économique* ». (l'article en entier dans cette page ou à télécharger)

Toutes les capitales du monde doivent se doter de gratte-ciels. Ainsi l'a décrété la dictature des bétonneurs.

- La France, seule opposante aux gratte-ciels ? - Francetv info

- Le Conseil de Paris rejette la tour Triangle, Hidalgo (PS- ndlr) dénonce un « *scrutin nul* » - LeMonde.fr

Alors que les gratte-ciels poussent un peu partout dans le monde, la France est-elle la seule à s'opposer à leur construction ? À Londres, la récente tour Shard culmine à 309 mètres. À Francfort se trouvent les tours les plus hautes d'Europe. En Espagne, à Madrid, ce sont quatre tours qui s'élèvent à près de 240 mètres. Francetv info 17.11

Effarant, non ?

Comment appelle-t-on un régime qui annule un scrutin quand le résultat ne lui convient pas ?

Guerre idéologique. Deux articles du portail slate.fr qui participent à l'officine néolibérale Atlantic council.

L'instrumentalisation d'un agent "***apolitique*** " des Américains qui l'ignorait... avant de l'assumer pleinement.

Quand on est syndicaliste et soudainement adulé par les dirigeants des puissances occidentales qui sont réputés réactionnaires, par l'Eglise qui l'est tout autant, par les médias qui incarnent leurs intérêts, qu'ils vous propulsent au pouvoir et continuent de vous encenser parce que vous appliquer une politique qui leur convient, il arrive forcément un moment où l'on prend conscience d'être manipulé, surtout quand on en vient à prendre des mesures contre la classe ouvrière, on ne peut plus affirmer qu'on ne sait pas pour qui on gouverne même si on tient le même discours que par le passé, en réalité devenu un double discours qui ne sert pas ou plus la cause des exploités.

- La passionnante interview de Lech Walesa qui a donné naissance au film «*L'Homme du peuple*» - Slate.fr

Brèves extraits.

Plus de trente ans après L'Homme de fer, Palme d'or à Cannes en 1981, Andrzej Wajda est de retour dans la Pologne des années 1980 avec L'Homme du peuple, en salles mercredi 19 novembre.

Walesa se présente comme un homme simple, un homme du peuple, donc, qui plaide pour des avancées à petits pas («*La liberté est une nourriture qui doit être distribuée avec soin quand les gens ont trop faim*» [un discours que ne renieraient pas les féodaux qui maintiennent leur peuple dans la pauvreté, en Inde par exemple. - ndlr]) et explique ne pas être un de ces intellectuels «*incapables de s'ajuster à la réalité du moment*» ni un politique:

«*Je refuse de m'exprimer avec leurs mots, leurs étiquettes, leurs slogans, gauche et droite –socialisme et communisme, capitalisme et luxemburgisme, démocratie chrétienne et sociale-démocratie. Je m'exprime avec mes mots: bon, mauvais, meilleur et pire.*»

(Sauf que lorsqu'on gouverne ou aspire à gouverner, quand on est syndicaliste, on fait forcément de la politique, l'apolitisme est une supercherie, cela n'existe pas en réalité, car nos prises de position ou les mesures que l'on préconise sont d'une manière ou d'une autre favorables à une des classes en présence, il ne peut pas en être autrement, on se place forcément sur un terrain de classe précis qu'on le veuille ou non, il en va ainsi de la totalité des idées que l'on défend ou qu'on a adoptées, qu'on en ait conscience ou non.

Se prononcer en ces termes réducteurs, c'est manifester une réflexion incapable de prendre en compte l'ensemble du processus historique et ses différents facteurs qui ont conduit au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, de telle sorte qu'on peut être amené à adopter ses aspects les plus rétrogrades ou réactionnaires. En voici un parfait exemple.

Slate.fr - Walesa aborde (...) des sujets plus personnels. Son beau-père émigré aux Etats-Unis, et les Etats-Unis en général: «*J'aime Reagan. Oui, je l'aime beaucoup. La façon dont il bouge, la façon dont il parle, juste comme moi* ».

Son admiration pour le pape Jean-Paul II et le primat de Pologne Stefan Wyszynski, et sa révélation religieuse quasi-claudélienne: «*Un jour j'avais très froid, je me sentais très fatigué, et j'ai cherché un endroit où me reposer. Il n'y avait rien dans le coin à part une église, donc j'y suis rentré et je me suis assis sur un banc. Tout de suite, je me suis senti mieux.*». Slate.fr 17.11

Cela se passe de commentaire. Quel réac ! On ne sait pas s'il le fait exprès ou s'il est très con...

Quand le "***symbolique***" envahit les esprits pour les détourner de la réalité.

Le second article de slate.fr est une ode à l'ordre établi, établi pour des siècle et des siècles, amen.

Inutile d'en reproduire de longs extraits, le dernier paragraphe le résume bien ainsi que les intentions de son rédacteur ou de ce portail ultra réactionnaire. Oui, nous considérons que le néolibéralisme est l'idéologie la plus réactionnaire, la véritable idéologie d'extrême droite à notre époque, celle qui justifie la pire des barbaries par exemple, l'Emirat islamique que ses adeptes ont enfanté, financé, armée, etc.

Le symbolisme a été adopté par les représentants de la classe dominante parce qu'elle y trouve son compte, parce qu'il est compatible avec le nihilisme, les deux consistant à fuir ou nier la réalité pour la remplacer par autre chose ou la réinventer à sa manière, ce qui présente l'avantage de ne pas s'attaquer à la réalité

Remplacer un élément qui est un des facteurs qui composent la réalité, qui entretient certains rapports avec le monde extérieur, par un symbole revient à en réduire l'existence à une abstraction, à un objet de nature subjectif donnant lieu à toute les interprétations possibles sans qu'elles soient forcément reliées à la réalité à laquelle à l'origine cet objet appartenait, c'est comme s'il s'en trouvait dématérialisé pour acquérir une qualité purement spéculative qui n'a évidememment rien à voir avec la connaissance.

Au mieux, c'est une représentation d'un objet ou d'un être ou bien autres choses encore à caractère générique qui ne fournit aucun renseignement sur sa nature, elle peut ainsi être un produit sorti de notre imagination très éloigné de ce qu'il est dans la réalité. Que les symboles aient dès lors un pouvoir sur l'imagination est somme normal puisque c'est de là qu'ils sont sortis. Repères ou signes de reconnaissance à caractère collectif, d'appartenance à une communauté ou collectivité, ils ne nous fournissent que des indications sommaires sur ceux qui les ont adoptés ou en font partie, surtout en pense à l'usage qui peut en être fait en contradiction avec ce qu'ils étaient censés représenter au départ.

Bref, le symbolisme s'attache plus aux apparences qu'au fond des choses, c'est la science des fainéants, des esprits superficiels, qui plus est à notre époque. Qu'il ait pu remplir un rôle social jadis quand la plupart des hommes et des sociétés étaient encore illettrés ou analphabêtes, c'est évident, c'était une manière simple et efficace d'enregistrer les codes qui existaient dans la société en les mettant bout à bout, ils ont favorisé la compréhension des rapports qui existaient dans la société. Depuis les mots et ce qu'ils étaient censés représenter ont été galvaudés au point d'être méconnaissables, de signifier tout et son contraire, de telle

sorte qu'ils n'ont plus aucune utilité pratique, d'autant plus qu'on est en principe renseigné sur leur object quand on a acquis un minimum de connaissance en suivant un cursus scolaire ou universitaire, on est théoriquement capable d'expliquer en quoi consiste par exemple un religieux ou un militant sans avoir à montrer du doigt le symbole qui les représente.

Si on a pris soin de préciser en principe ou théoriquement, c'est que dans les faits, les choses s'avèrent plus compliquées, car on vit aussi dans une société plus complexe qu'autrefois, qui plus est à notre époque où tous les rapports se délitent, se décomposent, se décomposent certes, mais se recomposent selon de nouvelles normes qui nous échappent parfois et qui peuvent prêter à bien des confusions, on le voit bien par exemple avec ses jeunes qui se convertissent à une religion et qui vont l'interpréter sans tenir compte du monde réel dans lequel ils vivent et qui va leur être fatal à un moment donné.

Le symbolisme agit d'autant plus efficacement sur les esprits les plus faibles, les couches les plus fragiles de la société, ils font partie de rites dont on ignore la portée ou qui les manipulent. Alors quand s'y mêle la propagande de la classe dominante, cela peut dériver sur des pratiques sectaires, communautaristes, dangereuses.

Pour aborder plus précisément l'article dont il est question ici, que constatons-nous ?

On nous dit que le "*clivage droite-gauche, de plus en plus symbolique, de moins en moins politique:*", autrement dit de plus en plus couper de la réalité ou des rapports réels qui existent dans la société. En toile de fond, ce sont les antagonismes irréconciliables entre les classes qui disparaître, la lutte des classes qui est visée. Au profit de qui sinon la classe qui possède le pouvoir et n'entend pas le céder, celle des capitalistes. Il s'agit de faire entrer dans le cerveau des masses exploitées que l'époque de la lutte des classes est définitivement révolue et que dès lors l'ensemble des classes ne forment plus qu'une grande communauté aux intérêts commun, comme par exemple sur la question de l'environnement.

Le symbolisme sert à disloquer toutes les classes qui se situaient sur le terrain de la lutte des classes ou les rapports qui existaient depuis l'avènement du capitalisme, au profit d'une société sans classes sociales gouvernée par une poignée d'oligarques flanqués d'une élite d'intellectuels à leur service qui détiendraient tous les pouvoir, selon une sorte de code impérial qui aurait été adoptée une fois pour toute par tous les chefs d'Etat, déterminant la place que chacun occupe dans la société, ainsi que les droits et les devoirs qui en découlent que chaque individu atomisé devraient respecter scrupuleusement. Leurs rapports ne seraient plus déterminés par la place qu'ils occupent au sein du processus de production, l'économie ne serait plus non plus tributaire des contradictions ou des lois de fonctionnement du système capitaliste, la puissance, le pouvoir de l'oligarchie n'en dépendrait plus non plus, la société, le monde fonctionnerait uniquement selon les lois qu'elle aurait édictées, un peu sur le modèle des traités qui ont une valeur contraignante pour tous leurs signataires, à la différence près que le règlement qu'elle nous imposerait concernerait absolument tous les rapports existant dans la société jusqu'à l'orientation de nos pensées, notre mode de vie de la naissance à notre mort, ce qui peut paraître inconcevable est pourtant bien en train de se mettre en place avec le traité de libre-échange transatlantique, véritable "otan économique (H. Clinton).

Quand ils affirment que le "*clivage droite-gauche (est) de moins en moins politique*", ils veulent dire par là qu'il n'y a plus d'espace pour s'opposer à leur modèle de société, au néolibéralisme. Et pour cause tout ceux qui étaient censés combattre pour changer la société ont déserté, ils n'osent même pas clairement identifier le pouvoir qu'a acquis l'oligarchie, ils prétendent que cela relèverait de la théorie du complot ou serait le fait de gauchistes ou de farfelus.

Tant qu'existait l'URSS qui incarnait de façon déformée le socialisme, ce qu'ils appellent la gauche, le PS et ses satellites se tenaient au sein du mouvement ouvrier et au côté de la classe ouvrière pour les dissuader de se rapprocher du socialisme. Depuis le début des années 90, ils ne s'en donnent même plus la peine et leurs références au socialisme ne sont même plus symboliques, elles ont totalement disparu au profit de leur soumission totale au capitalisme.

L'auteur de cet article ne le regrette pas, mais il ne comprend pas pourquoi, ce qui est normal en caractérisant de gauche le PS ou en ne comprenant pas pourquoi il ne peut plus jouer le même rôle ou il aurait changé, alors qu'en réalité il n'a jamais changé depuis un siècle, il s'est simplement adapté aux besoins de la classe dominante au fil de la crise du capitalisme jusqu'à épouser le néolibéralisme, ce qu'il ne pouvait pas se permettre dans les années 70 à l'instar de Thather puis Reagan, il le peut aujourd'hui non sans quelques difficultés qui ne proviennent pas de lui, mais des droits et acquis des travailleurs qui demeurent encore et qu'ils hésitent à liquider d'un coup comme le fit Schröder au début des années 2000.

Eux non plus ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils voudraient ou tout ce que la classe dominante attend d'eux, parce que la lutte des classes existe toujours, elle existera aussi longtemps qu'ils n'auront pas liquidé tous nos droits sociaux. Ensuite s'ils y parvenaient, ce serait alors une autre histoire, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, c'est la raison pour laquelle il faut effectivement se battre pour conserver tous nos acquis, ce que seul fait le POI systématiquement en tant que parti politique il faut le signaler.

Décryptons phrase par phrase ce qu'ils ont voulu dire.

- Tout le problème vient du découplage entre ces joutes symboliques et les enjeux de l'époque.

- Cette distorsion engendre une perte de sens qui transforme nos débats politiques en théâtres aux effets de manche de peu de conséquences.

(Joutes symboliques dans le sens où elles sont dérisoires ou portent sur l'accessoire et non sur le fond qu'ils partagent. La scène politique n'est plus qu'une cynique comédie.)

- La représentation topographique du paysage politique correspond de moins en moins à de réels choix d'action.

(Il n'existe aucune marge de manoeuvre à l'heure du néolibéralisme triomphant, leur soumission doit être totale et assumée.)

- Or la démocratie a besoin de disputes claires et compréhensibles pour le commun des électeurs.

(Autrement dit, ils avouent que la démocratie est morte, elle aussi elle n'est plus que symbolique, mais il faut continuer de jouer la comédie pour berner les masses, aussi doivent-ils se répartir les rôles. Ajoutons à leur hypcrisie que le rapprochement droite-gauche ou le consensus qui existe entre eux les arrange bien pour faire passer leur politique. Et quand on lit attentivement leur article, on s'aperçoit qu'il servait uniquement à en faire la promotion, c'était son réel objectif.)

- C'est à cela que sert un clivage droite-gauche vivace et opérant.

(Admirable : à nous berner et à rien d'autre, on ne pouvait franchement pas dire mieux, ils sont géniaux quand ils veulent ! On va se faire plaisir pour terminer. Ils ont un gros problème. Car comment faire pour que d'un côté il existe un "*clivage droite-gauche vivace et opérant*", et que de l'autre ils gouvernent ensemble comme l'auteur l'appel de ses voeux ? On sent là qu'il y a quelque part un grain de sable qui bloque ce mécanisme et les empêche d'aller jusqu'au bout. Ce ne serait-il pas la farouche résistance que leur opposent les militants sur le terrains (dans les syndicats) et les millions de travailleurs qui rejettent en bloc leur politique réactionnaire ?)

- Le clivage droite-gauche, de plus en plus symbolique, de moins en moins politique Slate.fr

Tout le problème vient du découplage entre ces joutes symboliques et les enjeux de l'époque. La représentation topographique du paysage politique correspond de moins en moins à de réels choix d'action. Cette distorsion engendre une perte de sens qui transforme nos débats politiques en théâtres aux effets de manche de peu de conséquences. Or la démocratie a besoin de disputes claires et compréhensibles pour le commun des électeurs. C'est à cela que sert un clivage droite-gauche vivace et opérant. Slate.fr 17.11

Nous l'évoquions hier, des "***conclusions prérédigées***"

Qui a avoué indirectement qu'en réalité les dés étaient pipés à l'Union européeenne, en affirmant qu'il fallait "*éviter les débats interminables sur des conclusions prérédigées*" ?

Federica Mogherini qui devait préséidé lundi son son premier conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union. Elle aurait eu l'intention de proposer une autre méthode de travail, sans succès et on comprend pourquoi.

Profitions de l'occasion pour compléter ce que nous avons dit hier sur le même sujet.

Si les chefs d'Etat des puissances occidentales appliquent la politique que leurs maîtres attendent d'eux, il n'en demeure pas moins qu'ils ne peuvent pas non plus faire n'importe quoi comme ils leurs demandent et heurter violemment les convictions ou les préjugés de la majorité de la population, s'attaquer à ses droits à tour de bras sans prendre un minimum de précaution, sans s'entourer de garanties pour préserver la stabilité du régime et des instsitutions de leur pays, la paix sociale propice aux affaires.

Il leur faut tenir compte d'un certain nombre de critères ou facteurs sociaux ou politiques que leurs commanditaires ignorent ou refusent de prendre en considération, alors que les dirigeants de ces pays ne peuvent pas faire autrement, ce qui explique les désaccords qui peuvent apparaître entre eux, sauf sur le fond évidemment, car seuls la manière et le rythme pour appliquer la politique qui leur est dictée diffèrent.

On imagine donc que lors d'une telle réunion, tous les ministres des affaires étrangères arrivent avec leurs propres conclusions dont ils ne peuvent pas bouger, tandis que la représentante de l'Union européenne arrive avec ses propres conclusions déjà ficelées. Généralement elles concordent puisque chacun sait ce qu'on attend d'eux, mais il arrive que ce ne soit pas le cas. Des entretiens bilatéraux préparatoires précèdent habituellement ce genre de réunions, de telle sorte que les positions soumises par la représentante de l'Union européenne coïncident avec celles des différents participants ou prennent en compte leurs positions respectives, ce qui leur permet soit d'avancer, soit de prendre acte de leurs désaccords, auquel cas ils stagnent sur certains dossiers ou la Commission passe outre en s'appuyant sur les pays les plus puissants de l'UE ce qui peut donner lieu à

des polémiques stériles qui s'éteindront d'elles-mêmes puisque sur le fond ils sont d'accord et aucun n'entend claquer la porte de l'UE.

Merkel a répété qu'elle était contre de nouvelles sanctions contre la Russie parce qu'elles pourraient peser trop lourd sur l'économie allemande, et tous les pays se disposent sur cette question en priorité à partir de l'importance des échanges économiques qu'ils ont avec la Russie. A la limite ils peuvent les sacrifier pour privilégier des objectifs politiques, mais dans ce cas-là ils devront en assumer la responsabilité sur le plan économique et social dans leur propre pays, tout dépend de la marge de manoeuvre dont ils disposent sur ces plans-là. Autrement dit, on doit admettre qu'ils peuvent passer outre et sacrifier, assumer la détérioration volontaire de la situation économique et sociale qui pourraient en résulter dans leur pays s'ils disposent d'une marge de manoeuvre sur le plan politique, ce qui est le cas dans la plupart des pays, puisqu'il n'existe plus d'opposition organisée suffisamment puissante et crédible pour mobiliser les masses contre leur politique.

En titre pour illustrer cet article.

- Premier conseil pour la nouvelle chef de la diplomatie européenne, les Européens toujours divisés sur l'Ukraine - LeMonde.fr

- Berlin a mis en garde lundi ses partenaires européens contre de nouvelles sanctions supplémentaires à l'égard de Moscou.- AFP

- Russie: expulsion de diplomates polonais, après celle de diplomates russes de Varsovie - AFP

Côte pile et côté face. Extrême droite + néolibéralisme = Nouvel ordre mondial.

- Élections aux États-Unis : quand des champions du CAC 40 financent des extrémistes - bastamag.net 04.11

Top 20 des entreprises françaises impliquées financièrement dans la campagne 2014

˜ Entreprise Financements déclarés, en dollars Part des financements aux Républicains

1 Sanofi 933 270 63%
2 Airbus 370 602 78 %
3 AXA 284 740 57%
4 Vivendi 218 330 47%
5 Areva 217 927 58%
6 BNP Paribas 119 250 32%
7 ArcelorMittal 93 360 63%
8 Michelin 56 416 74%
9 GDF Suez 56 200 55%
10 Lafarge 53 000 47%
11 Louis Dreyfus 48 450 89%
12 Arkema 47 600 64%
13 Société Générale 36 936 70%
14 Safran 36500 47%
15 Suez environnement 35 700 15%
16 Alcatel 33165 26%
17 Air Liquide 28750 59%
18 Danone 25850 0%
19 BPCE/Natixis 24150 27%
20 Sodexo 20490 76%

Les entreprises françaises ne sont d'ailleurs pas avares en dépenses de lobbying. En quatre ans, vingt groupes français cotés ont ainsi dépensé près de 150 millions de dollars pour des actions de lobbying à Washington.

Entre business et idéologie

Ce que révèle l'implication des multinationales françaises dans la politique états-unienne, c'est aussi l'amalgame de plus en plus fort entre ce qui relève des « *intérêts économiques bien compris* » des entreprises et de l'idéologie. L'hostilité envers l'État régulateur, le déni du changement climatique ou de la gravité des diverses formes de pollutions, la promotion de la liberté individuelle... autant de points de convergence entre un certain radicalisme d'extrême-droite et la vision du monde néolibérale. C'est cette convergence nouvelle – inventée aux États-Unis depuis quelques années, et qui fonde aujourd'hui l'identité même du parti républicain – que les firmes françaises paraissent prêtes à encourager. Le feront-elles demain en France et en Europe ? bastamag.net 04.11

En complément.

- Des entrepreneurs soutiennent Macron sur le travail dominical - Reuters

- Gattaz appelle à supprimer l'ISF, Macron dénonce une "*provocation*" - AFP

- Les cliniques et hôpitaux appelés à la grève début janvier - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de média. Comment, une "***machination***", voyons c'est impossible avec Hollande.

- Affaire Jouyet-Fillon : faut-il croire à la "*machination*" ? - Francetv info

L'ex-Premier ministre nie avoir demandé au secrétaire général de l'Elysée d'accélérer les procédures contre Sarkozy. Il a déposé des plaintes pour diffamation et crie au complot. Une hypothèse loin de faire l'unanimité à droite.

"*C'est une affaire qui ressemble étrangement à une machination. Ceux qui ont voulu faire ça ont voulu me faire taire.*" Interrogé dimanche 16 novembre sur BFMTV, François Fillon, toujours empêtré dans l'affaire qui l'oppose à Jean-Pierre Jouyet, a pour la première fois développé la théorie du complot. Une défense qui peine à convaincre à l'UMP, y compris parmi ses soutiens.

Mais dans quel but Jean-Pierre Jouyet et François Hollande chercheraient-ils à jeter le discrédit sur François Fillon ? "*Pour foutre le bordel à l'UMP*", suggère délicatement l'un de ses soutiens. C'est en substance ce qu'avancent plusieurs autres fillonistes interrogés par francetv info. Francetv info 17.11

- Allemagne: la gauche radicale s'apprête à prendre la tête d'un Land, une première - AFP

Un responsable de la gauche radicale Die Linke, héritière du parti communiste d'ex-RDA, s'apprête à briser un tabou en dirigeant pour la première fois un Etat régional allemand, 25 ans après la chute du Mur de Berlin. Thuringe est un petit Etat forestier et agricole de 2,1 millions d'habitants seulement.

En milieu de semaine, l'ancien syndicaliste Bodo Ramelow, 58 ans, doit conclure un contrat de coalition gouvernementale en Thuringe avec les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts. Sauf accident, il deviendra le premier chef de gouvernement d'un Etat fédéré allemand issu de Die Linke, lors d'un vote au parlement régional le 5 décembre.

Die Linke, qui rassemble traditionnellement de nombreux suffrages à l'Est, a déjà participé à des gouvernements régionaux, comme actuellement dans le Brandebourg voisin.

Lors des élections régionales du 14 septembre, Die Linke (La Gauche), était arrivée en deuxième position, avec 28,2% des voix, derrière l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de Mme Merkel (33,5%) qui dirigeait la Thuringe depuis 1990, date des premières élections libres en ex-RDA. Le SPD (12,4% des suffrages, contre 18,5 en 2009) est sorti meurtri de 5 ans de partage du pouvoir régional avec la CDU. A l'unanimité, il a décidé, comme Les Verts, de s'allier à Bodo Ramelow.

"*Je ne suis pas un représentant de la RDA et mon parti n'est pas un club nostalgique qui voudrait faire renaître la RDA*", répond M. Ramelow, un croyant qui a grandi à l'Ouest, dans le Land voisin de Hesse, et se voit comme un trait d'union avec l'Est. Sa coalition est "*un projet de réconciliation*" explique-t-il, affirmant vouloir mener "*une politique régionale tout à fait pragmatique*".

(Entendez conforme à ce que la bourgeoisie locale est en droit d'en attendre. Quant à la "réconciliation" avec le régime de la propriété des moyens de production de l'Allemagne de l'Ouest ou RFA, on lui fait confiance puisque le SPD et les Verts incarnent le mode de production capitalisme qu'ils n'ont pas du tout l'intention d'abolir. Le SPD pratiquant la même politique que la CDU-CSU, cette "*coalition*" est en réalité une forme d'union nationale contre les travailleurs allemands, que pourrait-elle être d'autre ? - ndlr) AFP 17.11

A ce stade on pourrait croire que le camp de la réaction serait rassuré, pas du tout.

Die Linke, dont Le Front de gauche est le clone, a dû affronter un torrent de haine ces derniers jours, un déchaînement de critiques hystériques comparables à celles que Poutine a dû affronter de la part d'Obama et Cameron. Quelques extraits.

- le président Joachim Gauck : "*Les gens qui ont connu la RDA et appartiennent à ma génération doivent faire un gros effort*

pour accepter cela", a-t-il déclaré. "*Ce parti (...) a-t-il réellement pris ses distances avec les idées au nom desquelles le SED a opprimé les gens, au point qu'on puisse lui faire pleinement confiance?*", s'est-il interrogé à la télévision.

- Imposture ou hypocrisie oblige au regard de son statut, Angela Merkel est restée mesurée, ils se partagent les rôles, elle a estimé que la prochaine coalition était "*une mauvaise nouvelle*" pour la Thuringe...

- Mike Mohring, chef du groupe parlementaire CDU en Thuringe : "*Il est difficile de donner le pouvoir à un parti qui n'a pas fait le ménage dans son histoire*". "*Cette belle région mérite autre chose que d'être le laboratoire d'un gouvernement expérimental*", a-t-il dit à l'AFP.

- Le 9 novembre, alors qu'on célébrait à Berlin la chute du Mur, environ 4.000 personnes se sont rassemblées à Erfurt, capitale de la Thuringe, pour dire non à Die Linke, bougie à la main comme les manifestants qui firent vaciller la RDA 25 ans plus tôt. "*Stasi dehors*", ont-ils scandé, en nommant la police politique d'ex-Allemagne de l'Est.

- Le journaliste de l'AFP n'a pas été en reste : "*Cette perspective a échauffé les esprits dans un pays encore marqué par la dictature communiste*", rectifions, stalinienne, le communisme n'ayant jamais existé nulle part à la surface de la terre.

Et pour cause, pour qu'il voie le jour il faudrait que le capitalisme ait été aboli à l'échelle mondiale, communisme signifiant une société ou un monde sans classes sociales, sans Etats et sans frontières, on peut ajouter sans partis politiques, sans démocratie puisque la notion de riche et de pauvre, d'exploiteur et d'exploité, de dominant et de dominé, de majorité et de minorité a disparu au profit du développement harmonieux et du bien-être de chacun, de la paix, sans rapports de concurrence, de compétition, de profit, sans monnaie évidemment.

On ignore généralement que le communisme coïncide avec l'abolition du règne de la nécessité qui cède la place au règne de la liberté.

Régime mafieux.

Grillés au Libor, ils vont modifier ensemble la réglementation pour ne pas se faire pincer la prochaine fois.

- Etats-Unis: la Fed et des banques étudient des alternatives au Libor - AFP

La Réserve fédérale américaine organisait lundi une réunion avec de grandes banques et des autorités internationales de régulation pour discuter des alternatives au taux interbancaire Libor, au coeur d'un vaste scandale financier, selon un communiqué de la Fed.

Une quinzaine de banques, dont Bank of America, JPMorgan et Goldman Sachs mais aussi BNP Paribas, HSBC, Société générale et UBS participaient à cette réunion à New York ainsi que les banques centrales de l'Union européenne, du Japon et d'Angleterre.

Ce gigantesque marché voit transiter quelque 5.300 milliards de dollars par jour, dont 40% via la City de Londres.

La Réserve fédérale est "*intéressée de voir les acteurs des marchés travailler à des taux de référence alternatifs basés sur des taux sans risque et sur un marché robuste et très liquide*", a affirmé Jérôme Powell, gouverneur de la Fed.

De grandes banques sont soupçonnées d'avoir manipulé le Libor (London interbank offered rate), un taux central dans la finance mondiale, et font l'objet de nombreuses enquêtes sur le globe.

"*Des cas de manipulation (...) ont détérioré la confiance dans les taux de référence existants*", rappelle la Fed faisant référence à ces tentatives de manipulation qui ont donné lieu depuis 2012 à plusieurs milliards de dollars d'amendes.

Calculé une fois par jour à la mi-journée sur la base des déclarations d'un panel de banques, le Libor est censé refléter le taux moyen auquel les banques peuvent emprunter dans diverses devises et à diverses échéances. AFP 1711

Là c'est mieux, ils leur refilent d'emblée la combine !

- Les salaires des banquiers devraient être réglementés, selon la Banque d'Angleterre - AFP

Les autorités devraient avoir le droit de réglementer les salaires fixes des banquiers comme leurs bonus, a indiqué lundi le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le régime actuel de rémunération ne permettant pas de dissuader les mauvaises conduites.

Les bonus sont déjà régis par les directives du Conseil de stabilité financière (CSF) - un organisme de surveillance qui inclut toutes

les économies du G20 -, y compris les reports obligatoires et les récupérations quand les banquiers sont reconnus coupables de mauvaises conduites.

Le gouvernement britannique craint que les grandes banques puissent contourner les restrictions sur les bonus en augmentant les salaires fixes.

Selon lui, les mauvais comportements répétés dans le secteur en dépit de la menace de lourdes amendes "*souligne que les pénalités financières seules sont insuffisantes pour répondre aux problèmes qui ont été soulevés*".

"*Il faut apporter des changements fondamentaux à la pression institutionnelle, aux ententes sur les rémunérations et aux marchés*", a-t-il ajouté.

"*Nous pensons que les dirigeants et les cadres supérieurs doivent se charger personnellement de la mise aux normes des règles qui régissent leurs institutions.*" (Ben voyons, ils vont s'imposer des règles plus contraignantes, on aura tout entendu. - ndr) AFP 17.11

En complément. Les affaires continuent

- Halliburton achète Baker Hughes pour 34,6 milliards de dollars - Reuters

- Pharmacie: Allergan snobe Valeant pour se marier avec Actavis - AFP

- Pfizer surprend les marchés en s'alliant à Merck - Reuters

En complément. Les affaires continuent... dans un autre registre.

- Le comptable suisse de Serge Dassault lui aurait remis 53 millions d'euros en cash - LeMonde.fr

- "*Mariages chinois*" : confirmation de la mise en examen du sénateur PS Jean Germain - AFP

- Une filiale de HSBC inculpée en Belgique pour fraude fiscale - Reuters

- Petrobras promet d'enquêter sur le scandale de corruption - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Résistance passive

- Les prud'hommes de Bobigny à l'arrêt pour protester contre la réforme - AFP

- Les fonctionnaires appelés à se rassembler mardi pour les salaires - AFP

- Hôpitaux : les internes en grève pour une réduction du temps de travail - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Israël refuse "*toute limitation à la construction*" à Jérusalem-Est - LePoint.fr

- Netanyahu veut renforcer le caractère "*juif*" d'Israël avec un projet controversé - AFP

- Jérusalem: un chauffeur mort, les Palestiniens dénoncent un "*crime raciste*" - AFP

Les Palestiniens dénonçaient lundi un "*crime raciste*" après qu'un chauffeur de bus palestinien a été retrouvé pendu dans son véhicule à Jérusalem-Ouest, la police israélienne évoquant, elle, un suicide.

Le Hamas a appelé les Palestiniens "*à exprimer partout leur colère contre cet horrible crime raciste*" et exhorté l'Autorité palestinienne à rompre sa coopération sécuritaire avec Israël dans les Territoires occupés.

Des violences avaient éclaté un peu plus tôt à Abou Dis, où vit la famille de la victime. Dans cette localité de Cisjordanie occupée collée à Jérusalem mais coupée de la Ville sainte par le Mur de séparation israélien, des dizaines de jeunes ont brûlé des pneus et certains se sont attaqués au Mur à coup de masse, a constaté un photographe de l'AFP.

Des centaines de personnes y ont participé à l'enterrement de Youssef Ramouni, 32 ans et père de deux enfants, réclamant "*vengeance*" et brandissant des drapeaux des différents mouvements palestiniens.

Son corps avait été retrouvé tard dimanche soir pendu dans son autobus garé dans un dépôt de Jérusalem-Ouest.

La police israélienne a affirmé qu'"*à l'issue de l'autopsie, réalisée en présence d'un médecin représentant la famille, il a été indiqué à la police et à la famille qu'il n'y avait pas de soupçon d'acte criminel*". "*Aucun signe de violence n'a été retrouvé sur le corps*", a ajouté la police.

L'avocat de la famille, Mohamed Mahmoud, a de son côté rapporté que le médecin palestinien avait, lui, écarté la thèse du suicide, notamment car la première vertèbre de M. Ramouni n'est pas brisée, ce qui est normalement le cas lorsqu'une personne se suicide par pendaison. Il a en outre évoqué la possibilité que la victime ait été droguée avant d'être étranglée, affirmant que les analyses rélévant la présence de drogue dans son sang prendraient jusqu'à trois mois.

Des photographies du corps de la victime, qui habitait le quartier d'Al-Tur, à Jérusalem-Est occupée et annexée par Israël, portant des traces d'ecchymoses, ont été diffusées par des militants sur les réseaux sociaux.

Les collègues et la famille du chauffeur affirment qu'il a été tué par des Israéliens. "*Nous avons vu des signes de violence sur son corps*", a indiqué à l'AFP un de ses collègues, Mouatassam Fakeh. "*Il était pendu dans les escaliers au fond du bus à un endroit où il est impossible de se pendre tout seul*", a-t-il ajouté.

Son frère, Oussama Ramouni, a dit à l'AFP rejeter la thèse du suicide, affirmant qu'il avait été "*torturé*" avant sa mort. "*Mon frère avait des enfants et était heureux, c'est impossible qu'il se soit suicidé, il n'avait aucun problème qui l'aurait poussé à commettre un tel acte*", a-t-il affirmé.

Une dirigeante palestinienne, Hanane Achraoui, a dénoncé "*le terrorisme des extrémistes juifs*" et le "*discours officiel d'incitation à la violence du gouvernement d'occupation*" israélien, affirmant que le conducteur de bus avait été "*torturé puis exécuté*".

SOCIAL

Grèce

- Plusieurs milliers de manifestants contre l'austérité à Athènes - Reuters

Environ 40.000 personnes, des étudiants, des employés et des retraités, ont manifesté lundi à Athènes pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement à l'occasion de l'anniversaire de la révolte étudiante réprimée dans le sang par le régime des colonels en 1973.

Brandissant des drapeaux rouges et scandant des slogans hostiles à l'Union européenne et au FMI, les manifestants ont défilé près du parlement et se sont rendus à l'ambassade des Etats-Unis, pays accusé d'avoir soutenu la dictature militaire de 1967 à 1974.

Des heurts se sont produits en fin de manifestation, des groupes de jeunes lançant des pierres en direction des forces de l'ordre.

Environ 7.000 policiers étaient mobilisés dans la capitale grecque, principalement aux abords de l'université polytechnique là où la junte avait envoyé les chars pour écraser la rébellion étudiante de 1973.

Le centre d'Athènes avait été, lui, bouclé et des unités anti-émeutes empêchaient l'accès à la place Syntagma.

Cet anniversaire de la répression militaire est devenu un jour de ralliement pour les Grecs qui contestent la politique d'austérité du gouvernement prévoyant une réduction des salaires et des retraites dans le cadre d'un plan de sauvetage de 240 milliards d'euros sous l'égide de l'UE et du FMI. Reuters 17.11

ECONOMIE

Allemagne

- Berlin impose son modèle économique à l'Europe (Financial Times) - french.irib.ir

L'Allemagne projette son modèle économique sur les autres membres de la zone euro sans tenir compte des différences fondamentales entre les systèmes politiques, les conditions économiques et les particularités juridiques des États membres, ce qui pourrait avoir de sérieuses conséquences pour l'économie européenne, écrit Wolfgang Munchau, rédacteur en chef adjoint du Financial Times.

Les Allemands, écrit Munchau, utilisent un modèle économique apparu dans les années 1930 pour réagir à l'effondrement de la démocratie libérale: l'ordolibéralisme. Ce concept est né de l'idée selon laquelle les systèmes libéraux sont instables en soi, c'est pourquoi le développement de l'économie est impossible sans intervention du gouvernement. "*Le récent rapport du Conseil allemand des experts économiques, organisme officiel qui consulte le gouvernement, est un parfait exemple de la politique dogmatique et dépassée du gouvernement. Il ne critique par l'économie pour le manque d'investissements, l'excès des soldes d'opérations courantes non utilisés et l'insistance fiscale des autorités. Ses auteurs veulent seulement que le gouvernement d'Angela Merkel soit encore plus ferme*", estime l'expert.

D'après le rédacteur en chef adjoint du Financial Times, le gouvernement allemand et l'opposition sont bien ordolibéraux, et les universités enseignent une économie de ce type, donnant l'impression que l'économie allemande vit dans une "*réalité parallèle*". L'erreur des partisans de ce concept est qu'ils comprennent la crise de la zone euro et ses causes uniquement comme un problème de discipline fiscale. Par conséquent, les ordolibéraux allemands n'ont de facto aucune solution alternative face aux problèmes économiques actuels. "*Une telle doctrine pourrait peut-être fonctionner en Allemagne mais je pense que le succès allemand est plus dû à l'amélioration des technologies, la maîtrise des prestataires et la présence de compagnies professionnelles, qu'à la politique économique du gouvernement. Dominante dans la zone euro, l'Allemagne projette son idéologie ordolibérale sur les autres membres. Il est difficile d'imaginer un concept moins approprié pour une union monétaire avec des particularités juridiques, des systèmes politiques et des conditions économiques si différentes. On s'imagine tout aussi difficilement l'Allemagne renoncer à poursuivre cette politique. Au final, les frais pour le sauvetage de la zone euro s'avéreront incroyablement élevés*", conclut Wolfgang Munchau. french.irib.ir 17.11

Chine-Australie

- Libre-échange entre Pékin et Canberra - Liberation.fr

Désormais, 93 % des exportations australiennes seront libres de droits d'ici à quatre ans. Les droits de douane seront abolis pour l'industrie laitière australienne et les produits de l'horticulture. Les éleveurs australiens de bovins et de moutons bénéficieront d'une baisse des droits de 12 % à 25 %. «*Il s'agit de l'accord le plus étendu que la Chine ait jamais conclu avec quiconque*», a vanté Tony Abbott, Premier ministre australien. Le président chinois, Xi Jinping, a lui déclaré que son pays aurait «*des marchés plus vastes*» et «*des conditions plus favorables*». Les investisseurs privés chinois pourront injecter jusqu'à 1 milliard de dollars australiens (698 millions d'euros) sans feu vert préalable du conseil de surveillance des investissements étrangers. Liberation.fr 17.11

Haut de page

Le 19 novembre 2014

CAUSERIE

Il en faudrait décidément beaucoup pour que je retourne un jour en France. Ce que je lis tous les jours, ce que je vois et j'entends à

la Deutch Welle (la chaîne allemande internationale en anglais) me rend malade, je découvre des trucs tellement dingues que je crois avoir à faire à des habitants d'une autre planète que celle où je vis ici en Inde, mais aussi de celle que j'ai quittée il y a 18 ans quand je sus venu m'installer ici.

Ce soir j'ai vu un documentaire hallucinant consacré au développement du "*no contact with customers*", pas de contact avec les clients, où par exemple on pénétrait dans un supermarché, on faisait nos courses, on réglait nos achats et on ressortait sans avoir adressé la parole au moindre employé. Idem dans un aéroport allemand où vos bagages sont enregistrés et pris en charge par toute une machinerie informatisée, sans que vous n'ayez eu de contact avec le moindre être humain.

Ils ont même été jusqu'à inventer le "*packaging station*". Vous pouvez passer vos achats par Internet durant la journée, et comme vous n'êtes pas chez et qu'on ne peut pas les livrer à votre domicile en votre absence, il vous suffit de réserver un casier dans une sorte de container situé sur votre trajet ou près de chez, vous pour récupérer votre paquet en sortant de votre travail où quelle que soit l'heure à laquelle vous rentrez chez vous, là encore sans avoir eu le moindre contact humain, puisque leur but est de l'éviter.

Ils parlent d'un service individualisé répondant aux besoins des consommateurs. Ils ont montré un magasin où l'on peut sélectionner à l'aide d'un écran les produits qui entreront dans la composition du muesli que vous achèterez, et qui sera préparé instantanément par des robots. Ou encore un Mac Donald où l'on sélectionne à l'aide d'un écran les ingrédients qui figureront dans l'hamburger qui sera préparé en cuisine et que vous aurez le bonheur de déguster quelques minutes plus tard sans adresser la parole à un employé.

Ils nous préparent une société déshumanisée, le comble de l'horreur. Ils en sont fiers et tous les abrutis qui passent leur temps les yeux rivés sur leur Smartphone, Ipad et Cie en sont ravis et en redemandent. Il y a urgence à les stopper. On reviendra plus tard sur ce sujet.

Quel bonheur de vivre en Inde ! C'est aussi ce que j'explique aux Indiens tout en sachant les difficultés qu'ils doivent affronter.

Il fut une époque où il était recommandé de ne pas freiner la marche en avant du capitalisme, on traitait même à juste titre ceux qui s'y opposaient parce qu'elle était censée précéder l'avènement du socialisme. Or depuis la révolution socialiste étant renvoyée à une date ultérieure indéfinie et la décomposition accélérée du capitalisme prenant de plus en plus le contenu d'un horrible cauchemar et de la pire des barbaries, il est devenu urgent de freiner son avance par tous les moyens à notre disposition, qui commande de refuser de céder à cet individualisme primaire qui nous ravale au rang de primates écervelés ou lobotomisés.

Personnellement j'ai un mode de vie qui n'a rien à voir avec ce que j'ai vu ce soir à la télé allemande, il n'a pas changé depuis 20 ans et chaque fois qu'on me soumet un nouveau besoin, je réponds non merci, je peux très bien m'en passer et je vis très bien sans. J'ai bien été obligé d'adopter le téléphone portable, un truc à 10 balles, parce qu'il n'y avait même plus les fils pour raccorder un poste fixe ! J'avais opté pour un combiné sans fil, mais la ligne était tellement mauvaise que j'ai dû me résoudre à l'abandonner. Depuis que je vis en Inde, je n'ai jamais utilisé ma carte bancaire pour régler un achat, y compris sur Internet. Je ne peux hélas pas me passer de l'ordinateur dans ma situation, c'est mon outil de travail et pour m'informer, sinon je serais totalement couper du monde, et mon anglais est déplorable.

Pour se remonter le moral, au journal de Russia Today j'ai aperçu une mobilisation des étudiants en Grande-Bretagne contre l'augmentation des frais scolaires.Tous les jours ils ouvrent leurs infos avec les manifs qui se déroulent en Europe, même celles que les médias français censurent. Par contre, j'en vois rarement qui se déroulent en Russie !

Le 0 en orthographe !

- Suppression des notes à l'école: Quel mauvais résultat vous a traumatisé pendant votre scolarité? - 20minutes.fr

Depuis j'ai fait quelques progrès...

Pourquoi nous soutenons la République arabe syrienne.

Il a existé des dirigeants du mouvement ouvrier moins bornés et plus cohérents que les nôtres.

IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1922) (Extraits)

Thèses générales sur la question d'Orient

II. Les conditions de la lutte

- Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole

de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. (...)

Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de « *défense* » exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une « *unification nationale* » ou d'une « *paix sociale* » avec les démocrates bourgeois.

Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique ; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeoise. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.

Les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, qui sont encore dans un état plus ou moins embryonnaire, doivent participer à tout mouvement apte à leur ouvrir un accès aux masses. (...)

VI. Le front anti-impérialiste unique

Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique ; dans les colonies orientales, il est indispensable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires.

Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les social-démocrates, des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang. non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme.

Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétique. En même temps, il essaye de lancer des mots d'ordre susceptibles de contribuer à la fusion politique des masses paysannes et semi-prolétariennes avec le mouvement ouvrier. (...)

Expliquer aux multitudes travailleuses la nécessité de leur alliance avec le prolétariat international et avec les républiques soviétiques, voilà l'un des principaux points de la tactique anti-impérialiste unique. La révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux.

Le danger d'une entente entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes hostiles, aux dépens des masses du peuple, est beaucoup moins grand dans les pays coloniaux que dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou bien dans les pays qui luttent pour l'autonomie politique en exploitant à cet effet les rivalités impérialistes (Turquie).

Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous une forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants.

Guerre à l'idéologie néolibérale, au nihilisme, à l'individualisme aveugle.

Un homme qui s'aimait sans avoir de rivaux

Passait dans son esprit pour le plus beau du monde :
Il accusait toujours les miroirs d'être faux,
Vivant plus que content dans son erreur profonde.
Afin de le guérir, le sort officieux
Présentait partout à ses yeux
Les conseillers muets dont se servent nos dames :
Miroirs dans les logis, miroirs chez les marchands,
Miroirs aux poches des galands,
Miroirs aux ceintures des femmes.

Que fait notre Narcisse? Il se va confiner
Aux lieux les plus cachés qu'il peut s'imaginer,
N'osant plus des miroirs éprouver l'aventure.
Mais un canal, formé par une source pure,
Se trouve en ces lieux écartés:
Il s'y voit, il se fâche, et ses yeux irrités
Pensent apercevoir une chimère vaine.
Il fait tout ce qu'il peut pour éviter cette eau;
Mais quoi, le canal est si beau
Qu'il ne le quitte qu'avec peine.

On voit bien où je veux venir.
Je parle à tous; et cette erreur extrême
Est un mal que chacun se plaît d'entretenir.
Notre âme, c'est cet homme amoureux de lui-même ;
Tant de miroirs, ce sont les sottises d'autrui,
Miroirs, de nos défauts les peintres légitimes;
Et quant au canal, c'est celui
Que chacun sait, le livre des Maximes.

La Fontaine

Il s'agit du mythe de Narcisse revu par le fabuliste mais revue à l'envers. Alors que l'eau, telle un miroir, renvoie à Narcisse son image qui le pousse à se noyer, ici la beauté des « Maximes » n'attire l'homme que pour le désabuser. lafontaine.net

On peut leurrer les autres, mais c'est beaucoup plus difficile de se leurrer soi-même, le miroir de nos pensées nous renvoie toujours à nous-même et loin d'être flatteur, il est parfois d'une cruauté insupportable à nos yeux, parce qu'il reflète la réalité qu'on s'emploie à fuir et qui nous rattrape un jour ou l'autre.

L'individualisme effréné, frénétique même, c'est leur société qui l'encourage à l'outrance au point de briser tous les rapports du citoyen avec le reste de la société qu'il doit ignorer, mépriser. L'orientation de la civilisation humaine prend une direction terrifiante laissant chaque individu face à lui-même, en proie à une schizophrénie aiguë qui n'annonce rien de bon.

Il est plus intelligent ou économique (pratique) et moins douloureux d'affronter directement la réalité, c'est ce que nous cessons de marteler en politique, car s'en détourner, c'est forcément en donner par la suite une interprétation tronquée et erronée qui ne permettra pas de lutter efficacement pour la changer, pour changer la société, on n'arrivera à rien, pour terminer par un raccourci, ne vous demandez plus pourquoi nous en sommes rendus là vous avez la réponse, ce qui suit l'illustre parfaitement.

L'honneur perdu de ceux qui ont troqué Marx pour Jaurès.

Nous ne revendiquons par les enseignements de Marx et Engels par dogmatisme ou fétichisme ou je ne sais quelle lubie, c'est ce que nous nous employons à expliquer brièvement ici. L'article qui est reproduit plus bas permet de le justifier, notamment.

Vous pouvez trouver suspect tous les partis dont les dirigeants font référence à Jaurès (et Thorez pendant qu'on y est) ou qui s'en réclame. Ce qui suit est l'histoire qu'ils assument, leur propre histoire qui ne peut pas être la nôtre. Désolé d'être sectaire si vous le pensez, intransigeant sur les principes et de rester fidèle au socialisme scientifique de Marx et Engels.

Dans le militantisme, c'est comme dans la vie en général, on doit admettre qu'il y a forcément des comportements et des idées qu'on ne peut pas adopter, parce qu'ils sont contraires à nos valeurs ou principes, à la cause pour laquelle nous combattons, à l'idéal dans lequel nous croyons, un minimum de rigueur exige de les rejeter.

Ce qui en dernière analyse distingue Marx de Jaurès, c'est que ce dernier n'a jamais été capable de rompre complètement avec le capitalisme, d'en mener l'analyse jusqu'au bout au point de parvenir à en tirer les conclusions qui en découleraient, sinon

comment pourrait-on concevoir que le colonialisme pourrait être compatible avec le combat pour l'émancipation du capital, alors qu'il constitue au contraire un moyen pour le capitalisme d'assurer sa survie.

C'est fondamentalement la même distinction qui existe entre le marxisme ou le socialisme et le réformisme qui est une forme de socialisme primaire, non achevé, non parvenu à maturité, inconsistant, et qui, parce qu'il demeure lié au capitalisme finit par s'y adapter ou s'en accommoder, c'est en ce sens que le réformisme est incompatible avec le socialisme, il est impossible de se réclamer de l'un et de l'autre, sauf confusion extrême ou faire preuve d'opportunisme.

- Du colonialisme au sionisme : chronique d'une continuité idéologique du parti socialiste - michelcollon.info - 25.10

Extraits. Le parti socialiste a choisi l'année 2005 pour fêter son centenaire c'est-à-dire qu'il prend comme point de départ de son histoire le congrès de fondation de la SFIO de 1905. (...) En prenant 1905 comme date de référence, c'est Jaurès, le partisan d'une colonisation « *éclairée* », qui est plébiscité et Guesde, l'anticolonialiste, qui est rejeté.

A la différence de Jaurès, Jules Guesde condamne en effet la colonisation comme système global de domination : « *la colonisation c'est le vol, c'est le pillage, c'est le meurtre, ce sont les crimes commis contre de paisibles populations, pour les profits d'une poignée de capitalistes, avides de gains* . »

Jaurès pour sa part ne dénonce pas la colonisation comme système. « *Ces peuples sont des enfants* » même s'ils sont « *loin d'être sots* », dit-il en 1884, à propos de peuples colonisés auxquels il convient d'apporter « *quelques notions très simples de langue et d'histoire française, de commerce, de christianisme* » pour que réussisse « *l'œuvre difficile de conquête morale et d'assimilation* ».

Dix ans plus tard, lors du conflit franco-anglais de Fachoda en 1898, Jaurès défend « *le droit certain de la France à s'ouvrir un débouché, de l'Afrique centrale vers le Nil* ».

De même, en 1903, il défend la thèse selon laquelle « *l'occupation morale du Maroc par la France sera un prolongement de la généreuse politique arabe qu'il faut développer en Algérie* ». Trois ans avant sa mort en 1911, il continue à défendre l'idée d'un accord sur le projet colonial articulé à un désaccord sur la méthode : « *La civilisation européenne se répand et doit se répandre sur le continent noir. Je n'ai jamais contesté pour ma part la nécessité, l'idéal, la beauté de cette pénétration. Nous n'avons différé et nous ne différons, au Maroc ou ailleurs, que sur les méthodes, mais je ne jette pas un regard de dédain sur l'œuvre commencée. Je ne l'enveloppe pas d'un anathème sans nuance.* »

Les thèses de Jaurès l'emportent définitivement au sein de la SFIO à partir de 1908. Les socialistes ne bougeront plus de cette position : la défense d'une colonisation « *humanisée* ». La même thèse coloniale reste un leitmotiv dans ce qu'ils appellent le « *conflit israélo-palestinien* ». (...)

(1937, Front populaire, Léon Blum - ndlr)

Alors qu'elle a participé aux combats contre les ligues fascistes, l'Etoile Nord-Africaine, organisation nationaliste algérienne, est dissoute en janvier 1937 et son leader Messali Hadj est emprisonné.

En mars, c'est au tour du comité d'action marocaine d'être dissous. Dans les mois qui suivent, c'est la répression sanglante contre les révoltes populaires au Maroc et en Tunisie . (...)

La SFIO revient au pouvoir en 1956 avec la présidence de Guy Mollet. Il reste dans l'histoire celui qui demande les pouvoirs spéciaux en Algérie et les obtient par 455 voix, c'est-à-dire la quasi-unanimité, y compris les voix des députés communistes. Ces pouvoirs déclenchent ce qu'André Philip a dénommé le « *crime de pacification* » c'est-à-dire la légalisation de la répression, de la torture et d'une guerre à grande échelle contre les civils au prétexte de lutter contre les « *terroristes* ». (...)

... François Mitterrand, autre figure idéologique du parti socialiste français. Alors ministre de l'intérieur, il déclara coup sur coup :

« *En Algérie, la seule négociation, c'est la guerre* » (5 novembre) ;

« *L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne* » (7 novembre)

La matrice idéologique du parti socialiste est ancrée dans un imaginaire colonialiste qui ne pouvait que l'orienter vers le soutien au mouvement sioniste. Ni en 1896, lorsque Théodor Herzl publie à Leipzig le texte fondateur du sionisme officiel, pas plus qu'en 1897 lorsqu'il organise le congrès sioniste mondial ou en 1905, année durant laquelle le choix de la Palestine est définitivement arrêté au VIIème congrès, le sionisme ne rencontre en France plus qu'une curiosité marginale. En conséquence, on ne trouve pas chez Jaurès de point de vue sur le sionisme, à notre connaissance du moins.

Avec Léon Blum les choses sont bien différentes. Décrivant sa rencontre avec le sionisme, Léon Blum précise « *dès le lendemain de la première guerre mondiale, il [Weizmann] m'enrôla au service de ses desseins en s'aidant parfois de mes avis* ».

Dès 1919, Léon Blum joue un rôle actif dans la défense du projet sioniste en intervenant pour obtenir la levée de l'opposition française au mandat anglais sur la Palestine :

« *C'est un grand orgueil et une grande satisfaction pour moi de penser que j'ai pu l'aider dans la difficile négociation dont dépendait la création du Home National juif, et qui consistait à obtenir la levée simultanée de l'opposition française contre l'attribution du mandat palestinien à la Grande-Bretagne et de l'opposition américaine contre l'attribution du mandat syrien à la France* . » (...)

Pour reprendre une formule de Léon Blum, Israël apparaît dans cette logique comme « *le rêve transposé au niveau de la réalité historique* ». Une colonisation idéale en quelque sorte.

Le soutien socialiste au sionisme n'est, on le voit, le résultat d'aucun grand complot international. Il est tout simplement la continuité idéologique du colonialisme socialiste. (...)

La construction d'un amalgame entre antisémitisme et antisionisme

Le parti socialiste est aux premières lignes de la construction de cet amalgame. En témoigne par exemple le communiqué du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France daté du 30 janvier 2012 relatant la rencontre avec François Hollande du 25 janvier dans lequel « *le candidat socialiste a assuré le CRIF de son engagement de fermeté contre les actes antisémites et antisionistes* ».

De même, Manuel Valls dénonce un « *nouvel antisémitisme qui se cache derrière un antisionisme de façade. Un antisionisme qui n'est d'ailleurs pas moins contestable* ».

On ne compte plus non plus les élus socialistes condamnant les « *slogans antisémites* » dans les manifestations en désignant ainsi les slogans antisionistes.

Il convient ici de rappeler quelques fondamentaux sur la manière dont Théodor Herzl, fondateur du sionisme officiel, aborde la question de l'antisémitisme. Le projet sioniste s'argumente dans son analyse comme une réponse à l'antisémitisme européen.

Pour Herzl, le sionisme est la seule réponse solide à l'antisémitisme. Dans son journal intime, il considère même l'antisémitisme comme un allié objectif du sionisme : « *les antisémites deviendront nos amis les plus loyaux et les nations antisémites nos alliées.* »

Le raisonnement est logique. L'antisémitisme par sa violence pousse les citoyens de confession juive à chercher dans un ailleurs la solution à leurs difficultés. De même qu'il existe des sionistes antisémites, il existe des antisionistes qui ne sont pas antisémites. L'existence d'antisémites sionistes n'est pas nouvelle.

La figure d'Edouard Drumont nous le rappelle. L'auteur de la France Juive propose tout simplement de « *les renvoyer tous en Palestine* ». Ayant pris connaissance de la naissance du mouvement sioniste, il précise sa pensée : « *Le Juif qui aspire à se constituer une patrie est digne d'estime ... Le Juif qui veut avoir un drapeau est un brave Juif ... Avoir une patrie, n'est-ce pas le plus impérieux de tous les devoirs ? La France aux Français ! La Palestine aux Juifs .* »

La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme se réalise au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André-Taguieff, La nouvelle judéophobie. Selon lui « *l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme* ».

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites : « *Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel.* »

Toute critique d'Israël est dans cette analyse inévitablement antisémite. De surcroît, cette nouvelle judéophobie serait le fait des musulmans. D'où une conclusion limpide et sans ambiguïté politique : « *Le propalestinisme est assurément le principal vecteur de la nouvelle haine des Juifs à laquelle on donne souvent le nom d'« antisionisme ».* »

C'est à cette source que le parti socialiste emprunte son amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme. La ficelle est bien grosse puisqu'elle consiste à amalgamer le soi-disant « antisionisme » d'un Alain Soral (qui préfère se dénommer lui-même judéophobe ou judéocritique) ayant pour but d'instrumentaliser à ses propres fins commerciales et politiques la colère contre les crimes d'Israël, et le mouvement antisioniste analysant l'état d'Israël comme un état colonial et la lutte du peuple

palestinien comme une lutte anticoloniale. Comme le parti socialiste, Alain Soral amalgame antisionisme et antisémitisme.

L'héritage sioniste n'est pas seulement ancien mais aussi ancré dans l'identité colonialiste du socialisme français, elle-même issue de la conviction d'une supériorité culturelle des civilisations européennes sur les autres. Cela ne signifie pas que tous les membres ou électeurs du parti socialiste soient automatiquement sionistes. En revanche, sous-estimer que l'appareil du parti socialiste fonctionne comme un système sélectionnant son élite à partir d'une série de constantes idéologiques, parmi lesquelles se trouve le soutien au sionisme, revient à faire preuve d'une grande naïveté. michelcollon.info - 25.10

Détestable le PS, infréquentable, n'est-ce pas ?

Qu'au départ le PS comme tous les partis ouvriers de cette époque ait reposé sur des principes contradictoires ou mal assurés, c'était pratiquement inévitable puisque le mouvement ouvrier en était encore à se chercher ou tentait de se structurer pour affronter le capital. Il fut donc toujours teinté d'opportunisme ou la plupart de ses dirigeants étaient opportunistes par la force des choses.

Les dirigeants qui d'une certaine manière avaient les idées les plus claires et les plus cohérentes pour avoir adopté le marxisme, furent toujours une minorité, une exception au côté des opportunistes ou réformistes qui n'avaient jamais vraiment assimilé le socialisme scientifique. Ce qui n'empêcha pas leurs propositions ou orientations d'être adoptées... temporairement seulement. Il faut se replacer dans le contexte de l'époque où les moyens de communication et d'information n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui, pour imaginer comment se formaient les pensées, leurs auteurs étant isolés les uns des autres ou n'ayant pas la possibilité de se rencontrer ou de communiquer facilement, elles se formaient et évoluaient dans un environnement très réduit, presque fermé par rapport à nos jours où l'on peut communiquer en temps réel avec n'importe qui à l'autre bout de la planète ou se déplacer très rapidement d'un pays ou un continent à un autre.

Si le capitalisme était une réalité qui s'imposait à tous ceux qui vivaient en Europe jusqu'à la Russie ainsi qu'aux Etats-Unis, et dans une moindre mesure pour ceux qui vivaient dans le reste du monde, en revanche le socialisme ne coulait pas de source, il n'était pas visible à l'oeil nu, il constituait une phase cachée du capitalisme située au delà de celui-ci prenant ses racines au sein même du capitalisme, le socialisme demeurait à l'état latent, pour ainsi dire virtuel ou plutôt hypothétique, il représentait un potentiel bien réel mais dont la réalisation se situait dans un avenir indéterminé.

Donc, contrairement au capitalisme dont l'existence était bien réel et palpable, le socialisme restait à réaliser, aussi il n'était possible de le saisir qu'en ayant analysé minutieusement le développement du capitalisme et déterminé précisément les facteurs sur lesquels il reposait, pour évaluer leur évolution futur qui coïnciderait, soit avec la décomposition du capitalisme et le règne de la barbarie dans lequel il entraînerait l'humanité, soit avec un autre mode de production et un autre modèle de société qui nécessiterait pour voir le jour de se débarrasser du capitalisme, car il ne pourrait pas disparaître de lui-même, il faudrait le renverser, une révolution serait indispensable pour venir à bout de la résistance acharnée et armée des capitalistes, ce qu'on a appelé le socialisme.

Dès lors on comprend aisément dans le contexte qui a été rappelé plus haut, que très peu de dirigeants du mouvement ouvrier seraient en mesure de maîtriser le socialisme, et que la plupart de ceux qui l'adopteraient ou y feraient référence demeureraient sous l'emprise du capitalisme, d'autant plus qu'en 1905 le socialisme n'avait encore porté au pouvoir aucun prolétariat ou n'avait fait en pratique la démonstration de sa supériorité face à toutes les autres interprétations de la société ou théories.

Depuis, le socialisme ou le marxisme ont prouvé qu'il n'était pas une utopie ou une théorie farfelue, que leur analyse du capitalisme et leur interprétation de la société avaient permis à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, sans toutefois pouvoir le conserver puisque cela n'était possible qu'à l'échelle mondiale, aussi ne peut-on pas imputer le stalinisme et ses variantes maoïse, castriste, etc. au socialisme, qui est retourné à l'état de devenir et la seule alternative au capitalisme auquel conduit justement le stalinisme, le maoïsme, etc qui sont la négation du socialisme.

Qu'un ouvrier ait pu adhéré un jour ou l'autre dans un passé lointain au PS sans en connaître la véritable nature ou son histoire peut très bien se concevoir. Qu'à la même époque, un dirigeant isolé ou manquant de repères ait pu se fourvoyer, on peut l'admettre. Mais depuis un siècle s'est écoulé, bien avant cela, depuis la révolution russe de 1917 qui a mis en application le socialisme ou le marxisme, qui a démontré l'inanité des thèses défendues par les réformistes, il n'était plus permis pour un intellectuel ou un membre des couches les plus évolués de la société d'ignorer la différence qui existait entre le socialisme et le réformisme, entre Marx et Jaurès (notamment), qui plus est plus au cours des décennies suivantes ou plus tard dans la seconde moitié du XXe siècle ou encore de nos jours ou se déplacer, communiquer, s'informer est à la portée de tous.

On a envie de dire, qu'au bout du compte après la diffusion des ouvrages de Marx et Engels à partir de la seconde partie du XIXe siècle (1844), il était parfaitement possible pour un intellectuel de saisir l'avenir du capitalisme et d'adopter le socialisme dès lors qu'on en avait la volonté, qu'on n'avait pas d'intérêts contradictoires à défendre ou qu'on ne priviligéiait pas ses misérables intérêts individuels qui nous empêcherait de rompre avec le capitalisme.

C'est là la pire faiblesse qu'ils traînent derrière eux comme un boulet jusqu'à nos jours, et qui rend incohérentes, inconsistantes

les conclusions de leurs analyses, parce qu'ils tournent le dos aux conclusions du socialisme, aux enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués, en deux mots, ils se détournent des masses et de la nécessité de construire le parti auxquels ils refusent d'admettre qu'ils ont un rôle déterminant à jouer pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, et qu'ils sont les seuls à pouvoir accomplir cette tâche historique.

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas admettre que des intellectuels ou des membres de la société qui ont eu le privilège de suivre un cursus universitaire ou de se former après avoir été scolarisés ne parviennent pas à comprendre ce qui vient d'être exposé, dès lors évidemment qu'ils en ont connaissance, d'où la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules des dirigeants qui se réclament du socialisme, du communisme, du trotskisme, car c'est leur devoir.

Le capitalisme est un fait réel, matériel, palpable, il n'a pas besoin de preuves pour exister, tandis que le socialisme correspond à une élévation de notre niveau intellectuel, à la compréhension du fonctionnement du capitalisme et du monde dans lequel nous vivons à un degré supérieur, ce qui demande un certain effort et nécessite d'avoir la volonté de ne pas se contenter des interprétations que les représentants de la classe dominante et ses légions de larbins en donnent. Le socialisme correspond à la prise de conscience qu'il est possible de changer la société et le monde dès lors qu'on s'en donne les moyens en s'appuyant sur la seule classe capable de réaliser ce changement : celle des exploités et le parti qui incarne consciemment l'objectif de son combat politique qui se confond avec l'avenir de l'humanité.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dicature mondiale de l'oligarchie financière. Comment ils renforcent leur pouvoir.

- Les dividendes mondiaux devraient atteindre un nouveau record en 2014 - AFP

Les dividendes versés aux actionnaires devraient atteindre un montant record de 1.190 milliards de dollars en 2014 dans le monde, en hausse de 12,6% par rapport à 2013, selon une étude de Henderson Global Investors.

"*Les dividendes mondiaux devraient atteindre un nouveau record en 2014. Les dividendes perçus par les investisseurs depuis le début de l'année ont augmenté rapidement et le troisième trimestre n'a pas failli à la règle. Nous sommes convaincus que les dividendes enregistreront une croissance à deux chiffres sur l'ensemble de l'année*", a affirmé Alex Crooke, directeur de la gestion actions internationales à fort rendement chez Henderson Global Investors, dans un communiqué.

Selon l'étude, "*les dividendes payés par les sociétés financières aux États-Unis progressant plus rapidement que leurs homologues internationaux*".

"*Les dividendes payés par les sociétés américaines ont été particulièrement importants. Ces dernières ont en effet augmenté leurs versements à la suite de l'augmentation de leur profit*", a souligné M. Crooke.

Selon lui, "*malgré les incertitudes en termes de croissance économique pour 2015, les dividendes devraient continuer à bien progresser, même si cette progression sera moins importante que cette année*".

Pour 2015, la société de gestion prévoit à ce stade que "*les dividendes atteindront 1.240 milliards de dollars*". AFP 18.11

En complément. Un régime corrompu.

- Une enquête préliminaire ouverte sur d'éventuels délits d'initié à la BNP Paribas - Francetv info

- Arbitrage Tapie : un ancien haut fonctionnaire mis en examen - Liberation.fr

- Cahuzac admettrait l'existence d'un autre compte caché sur l'Île de Man - Le Huffington Post

- Une enquête sur la déclaration de patrimoine du député UMP Bernard Brochand a été ouverte - 20minutes.fr

- Avoirs en Suisse: Jacob a confiance en la "*bonne foi*" des députés UMP - AFP

- Comptes en Suisse: le groupe UMP est solidaire des parlementaires incriminés - Le Huffington Post

- Le président de l'OM et deux prédécesseurs en garde à vue - Reuters

«Personne n'a fait de guérilla parlementaire, ni la droite, ni les frondeurs»

- L'Assemblée vote le projet de budget 2015 à une courte majorité - Libération.fr

Le projet de loi de finances, avec son volet dépenses, a recueilli 266 voix contre 247 (deux voix contre de plus que le 20 octobre), 56 députés s'étant abstenus. Parmi les abstentionnistes, le nombre de socialistes «*frondeurs*» en demande d'une politique économique alternative a diminué de deux pour s'établir à 37.

La quasi-totalité des écologistes se sont abstenus, tandis que presque tous les radicaux de gauche ont voté pour. Tous les députés UMP et tous ceux du Front de gauche ont voté contre, comme presque tous ceux de l'UDI.

«*Sans vote bloqué, nous avons su rassembler autour d'un budget empreint de justice fiscale, avec plus de 3 milliards d'euros redistribués en pouvoir d'achat aux foyers les plus modestes, qui s'ajouteront aux efforts importants en faveur de l'emploi et de la compétitivité*», a déclaré, après le vote, le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert. «*Personne n'a fait de guérilla parlementaire, ni la droite, ni les frondeurs*», a-t-il ajouté dans les couloirs de l'Assemblée. Libération.fr 18.11

Ces dernières semaines successivement Mélenchon, Laurent, Besancenot se sont adressés aux "*frondeurs*" du PS qui viennent une nouvelle fois de laisser passer un texte proposé par le gouvernement en s'abstenant. Autant dire que vous n'avez absolument rien à attendre de ces gens-là et de leurs partis, ce sont ce qu'on appelle des vendus.

Le chômage et la crise : la faute à la réglementation du travail trop favorable aux travailleurs.

Nouvelle offensive annoncée du gouvernement pour laisser les mains libres au patronat en terme de flexibilité des conditions de travail, rémunération, etc. Ils n'auraient plus qu'à invoquer une hypothétique détérioration à venir de la situation économique pour recourir à toutes les mesures qu'ils estimeraient utiles de prendre pour préserver l'entreprise. Ils vont inventer les licenciements ou les réductions de salaire à titre préventive , comme les guerres quoi.

- Le gouvernement prudent sur la réforme du marché du travail - Reuters

Le gouvernement français entend bien continuer à réformer le marché du travail pour réduire la peur d'embaucher invoquée par les chefs d'entreprise mais avance avec prudence, pour ne pas heurter sa majorité de gauche et les partenaires sociaux.

L'idée d'un contrat de travail unique inspiré des travaux du prix Nobel d'économie français Jean Tirole, à peine évoquée par le Premier ministre Manuel Valls, a ainsi été enterrée.

Trop compliquée. Et, surtout, trop sensible aux yeux de syndicats qui en font un casus belli, et même du patronat, qui craint un surcroît de rigidité du marché du travail.

On n'en caresse pas moins dans l'exécutif l'idée d'un complément "*offensif*" à l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la sécurisation de l'emploi conclu en 2013 par les partenaires sociaux, considéré comme "*défensif*".

La loi qui en découle a notamment institué la possibilité de conclure des accords dits de "*maintien dans l'emploi*" face à des difficultés conjoncturelles, pour éviter des licenciements.

Mais une demi-douzaine d'accords de ce type seulement ont été signés, symptôme de conditions trop contraignantes qu'il serait opportun d'assouplir en réévaluant le dispositif avec les signataires de l'ANI (CFDT, CFTC, CFE-CGC, Medef, CGPME et UPA), dit-on de source gouvernementale.

Quant au complément "*offensif*", il permettrait à des entreprises de conclure des accords de compétitivité à titre préventif, avant de rencontrer des difficultés.

"*Il y a de la matière et des sujets à traiter, comme la possibilité pour une entreprise de modifier par un accord majoritaire l'organisation ou le temps de travail*", dit-on de source proche de l'exécutif.

Encore faut-il "*l'espace, le climat politique et social et les partenaires sociaux qui le permettent*", admet-on de même source. "*Ça serait bien mais à chaque jour suffit sa peine.*"

La prudence est également de mise du côté du ministère du Travail, où l'on souligne que la loi découlant de l'ANI de 2013 n'a qu'un an d'existence réelle et que certaines de ses nombreuses dispositions n'entreront en vigueur qu'en 2015.

"*Ça ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir des discussions à un moment donné mais il faut le faire avec méthode*", ajoute-t-on de même source.

Pas question, donc, de prendre le risque de froisser les partenaires sociaux, dont les syndicats "*réformistes*" CFDT, CFTC et CFE-CGC, ni de polluer les tractations sur la modernisation du dialogue social censées aboutir d'ici la fin de l'année.

Le patronat plaide pour une simplification draconienne des instances représentatives du personnel et pour ne garder que le seuil social de 50 salariés, ce qui dynamiserait selon lui les embauches dans les PME.

Mais le principal enjeu est sans doute in fine la capacité des partenaires sociaux à négocier et conclure des accords majoritaires dans les entreprises, premier pas vers le Graal d'un "*modèle*" allemand regardé avec envie par le gouvernement.

"*Le système allemand oui, mais alors tout le système allemand*", réplique le vice-président de la CFTC.

"*En Allemagne, on peut avoir un délégué syndical à partir de cinq salariés et un conseil d'administration composé à moitié de représentants syndicaux à partir de 2.000 salariés*", rappelle Joseph Thouvenel. "Est-ce qu'on y est prêt en France?"

Côté gouvernemental, l'accent est plutôt mis sur l'assouplissement des conditions de sortie de l'emploi, à commencer par la réforme des prud'hommes, un des volets de la future loi pour la croissance et l'activité du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron.

Objectif du gouvernement: réduire les délais extrêmement longs, qui constituent un facteur d'insécurité juridique.

Une version provisoire du texte prévoit un barème pour les indemnités versées au salarié, avec l'espoir que la négociation de rupture du contrat se fasse directement sur cette base, ce qui permettrait d'éviter de passer par les prud'hommes.

Avec cette réforme et la rupture conventionnelle créée en 2008, l'incertitude lié aux licenciements individuels pour les employeurs serait nettement réduite, estime le gouvernement. Reuters 18.11

Leur société. Plus décomposée, plus de pauvreté, plus de précarité, plus d'inégalités et d'injustices.

- A quoi ressemble la France après six années de crise ? - Francetv info

- La crise met un coup d'arrêt à la baisse des inégalités salariales - AFP

- Depuis janvier, les loyers augmentent deux fois plus vite que l'inflation - LeMonde.fr

- En France, la population de SDF a augmenté de 44% en onze ans - LeFigaro.fr

- Les SDF en France : de plus en plus de femmes et d'enfants - L'Obs

- De plus en plus de personnes travaillent le dimanche - L'Obs

Le week-end reste cependant un "temps de partage et de repos" pour une majorité de Français, selon une étude de l'Insee. L'Obs 18.11

-Quelques données collectées.

- 18% des Français ont plus de 65 ans

L'an dernier, pour la première fois, l'espérance de vie à la naissance stagnait, reculant même très légèrement pour les femmes. Cette année, elle réaugmente légèrement. A 78,7 ans pour les hommes et 85 ans pour les femmes, un écart qui continue de se réduire. La France compte 18% de plus de 65 ans et 9,1% de plus de 75 ans, des pourcentages qui augmentent ces dernières années.

- 22% de familles monoparentales

Le couple avec enfants ne sera peut-être bientôt plus la norme. Alors qu'il représentait presque un tiers des ménages en 1999, ce chiffre tombe à 26,5% aujourd'hui. Les ménages composés d'une seule personne sont aussi plus nombreux, deux tendances que l'Insee attribue au vieillissement de la population. Parmi les ménages avec enfants, 22% d'entre eux sont aujourd'hui des

familles monoparentales, contre 17% il y a quinze ans.

L'Insee a mis en parallèle l'obésité chez les adolescents et la catégorie sociale des parents : les résultats sont éloquents. En classe de troisième, 22% des élèves ayant un parent ouvrier sont en surpoids ou obèse… contre 12% des enfants de cadre (l'un ou les deux parents).

- Le chômage de longue durée explose

Sur près de 3 millions de chômeurs en France (au sens du Bureau international du travail), 40,2% sont des chômeurs dits "*de longue durée*", c'est-à-dire qu'ils sont dans cette situation depuis un an ou plus. Depuis le début de la crise, en 2008, leur nombre a bondi de 56%, passant de 724 000 à 1,1 million. La moitié d'entre eux sont même des chômeurs "*de très longue durée*", en recherche d'emploi depuis au moins deux ans.

L'Insee souligne que le risque de chômage de longue durée augmente en fonction de l'âge. Si les jeunes (moins de 25 ans) sont de loin les plus touchés, ils risquent moins de subir une période de chômage de longue durée que les autres classes d'âge. Plus l'âge augmente, plus il devient difficile de se sortir d'une situation de chômage.

- Un tiers des chômeurs de longue durée ont moins de 35 ans

C'est un mal dans le mal : alors que le chômage progresse, de nombreux demandeurs d'emploi s'y retrouvent «*coincés*» sur le long terme. Ce chômage de longue durée (d'une durée supérieure à douze mois, selon la définition de l'Insee) est souvent synonyme de perte de compétences et d'exclusion sociale. En clair, plus il dure, et plus il est difficile de retrouver un emploi. Comme le montre le graphique, ce phénomène touche particulièrement les jeunes, les personnes peu diplômées et les ouvriers. Il est aussi trois fois plus fort dans les zones urbaines sensibles que sur le reste du territoire (10,5% contre 3,6%).

- Un quart des SDF ont un emploi

111.700 personnes étaient sans domicile fixe en 2012 dans les agglomérations d'au moins 20.000 habitants. Parmi elles, 81.000 adultes et 30.700 enfants. Mais les SDF sont sans doute beaucoup plus nombreux étant donné que l'étude n'inclut pas ceux vivant dans des communes rurales ou de moins de 20.000 habitants.

1 sans-domicile sur 10 dort dans la rue ou dans d'autres endroits non prévus pour l'habitation (parc, squat, gare...). Une proportion qui monte à 14% en région parisienne, en raison du nombre croissant de sans-domicile et de la pression immobilière. Les autres sont accueillis dans les hébergements mis à disposition par des organismes d'aide (centre collectif, hôtel..). Selon le rapport, plus de 4 SDF sur 10 n'ont en outre jamais vécu dans un logement personnel indépendant. Et pour ceux qui en ont déjà eu un, 35% l'ont perdu à cause de difficultés familiales (séparation, décès du conjoint, violences conjugales), 30% en raison de problèmes financiers (perte d'emploi, loyers trop élevés, expulsions, etc.).

80% ont moins de 900 euros par mois, et 30% n'atteignent pas 300 euros. Plus des trois quarts sont inactifs ou au chômage et 24% travaillent, mais occupent souvent des emplois à temps partiel, peu qualifiés et précaires. Ils sont majoritairement employés ou ouvriers, et 22% n'ont aucun contrat de travail.

Lors de son enquête menée en janvier et février 2012, l'Insee a recensé 81 000 adultes et 31 000 enfants sans domicile dans les villes de plus de 20 000 habitants. Les profils sont très divers. Un quart d'entre eux ont un travail, mais ne s'en sortent pas beaucoup plus que les autres car les emplois occupés sont précaires (contrats courts, temps partiel). Ce sont en majorité des hommes (62%), entre 30 et 49 ans (50%) et souvent seuls. La moitié des sans-domicile sont nés à l'étranger, 20% ne parlent pas le français. Plus de quatre sur dix n'ont jamais eu de logement personnel, que ce soit comme locataire ou propriétaire. Pour les autres, 35% expliquent l'avoir perdu à cause de problèmes familiaux (séparation, décès du conjoint, etc).

- Les bénéficiaires de minima sociaux sont de plus en plus nombreux

Entre 2008 et 2012, le nombre de bénéficiaires du RSA socle (accordé aux personnes dépourvues de ressources) a augmenté de 26%. Et concernant l'Allocation de solidarité spécifique (pour les chômeurs en fin de droit), la hausse est de 27%. L'afflux de nouveaux bénéficiaires dans ces deux dispositifs est massif depuis 2009, note l'Insee. Ce sont les jeunes (25-34 ans) et les seniors qui restent le plus longtemps bénéficiaires du RSA ou de l'ASS.

Par ailleurs, les conditions de vie des allocataires se sont détériorées durant les années de crise. Ainsi, en 2012, 26 % des bénéficiaires du RSA socle et 22 % des allocataires de l'ASS ont déclaré avoir dû se priver sur des achats alimentaires, soit 10 et 8 points de plus qu'en 2012. Un allocataire au RSA sur dix (contre un sur vingt en 2006) et près d'un allocataire de l'ASS sur cinq (contre un sur huit en 2006) dit avoir renoncé à des soins de santé.

- Les revenus progressent peu et de manière inégalitaire

Entre 2002 et 2012, en euros constants, le revenu salarial moyen de l'ensemble de la population est passé de 19 370 à 20 100 euros, ce qui représente 0,4% d'augmentation chaque année. Mais l'Insee relève que l'augmentation n'est que de 0,2% par an entre 2007 et 2012, tandis qu'avant la crise, elle était de 0,6% par an.

De plus, la crise a porté un coup d'arrêt à la réduction des inégalités de revenus. En effet, entre 2002 et 2007, les plus bas revenus étaient ceux qui augmentaient le plus d'une année sur l'autre, alors que l'augmentation était plus faible pour les hauts revenus. La situation est tout autre pour la période 2008-2012 : les revenus les plus bas baissent d'une année sur l'autre, ou augmentent moins vite que ceux situés à proximité du revenu médian.

Le revenu médian (c'est-à-dire le revenu par rapport auquel la moitié de la population gagne moins et l'autre moitié gagne plus) augmente également moins vite depuis l'arrivée de la crise. Entre 2007 et 2011, sa progression n'a été que de 3% par an (en euros constants, c'est-à-dire en prenant en compte l'inflation), alors qu'il avait progressé de 5,8% par an entre 2003 et 2007.

- 11% d'enseignants en moins depuis 2000

Cette année, l'Insee propose un focus sur les enseignants du secondaire (collèges et lycées). Premier constat, alors qu'à partir de 2010 le nombre d'élèves a recommencé à augmenter, le nombre d'enseignants a continué de diminuer. Par rapport à 2000, il y a 11% d'enseignants en moins aujourd'hui et seulement 4% d'élèves en moins note l'Insee, qui explique notamment ce phénomène par la mise en place dans l'Education nationale du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux puis de la mastérisation de la formation.

L'Insee se penche également sur le temps de travail des enseignants : ils déclarent travailler en moyenne 41 heures par semaine en période scolaire, une moitié avec les élèves, le reste étant consacré aux activités pédagogiques : préparation de cours, corrections, recherches… L'Obs , libération.fr et lefigaro.fr 18.11

Dictature. Régime policier. Les chiens de garde du régime veillent, légifèrent, répriment.

La sous-consommation des vieux, la dernière anomalie ou le dernier délit répertorié par les chiens de garde du régime.

- Alimentation : la majorité des seniors sous-estiment leurs besoins - AFP

Au lieu d'épargner pour ceux qui en ont les moyens - entre nous on se demande à quoi cela pourrait-il leur servir - qu'ils se goinfrent, qu'ils dépensent leur fric dans la bouffe, ils ne s'en porteront pas mieux pour autant, peu importe, trop tard car il fallait y penser avant à se nourrir correctement, avoir une alimentation saine et équilibrée, ils ne l'ont jamais été vraiment, alors...

Pensez à faire un don au petit vieux qui anime ce portail qui ne se gave pas mais doit faire des économies sur son alimentation pour survivre, et le pire, c'est que je ne déconne pas... Pour les coordonnées, m'écrire.

Ils veulent modifier l'état d'esprit des masses, le formater, pour mieux les soumettre à leur ordre féodal.

- La secrétaire d'Etat chargée de la Famille veut la disparition de la fessée - Francetv info

Les punitions infligées aux enfants sont à bannir. L'appel est lancé mardi 14 novembre par Laurence Rossignol, la secrétaire d'Etat chargée de la Famille, qui veut la disparition de la fessée, mais aussi des châtiments corporels d'une manière générale. Dans un entretien accordé à France 2, la secrétaire d'Etat veut une prise de conscience collective.

Une dizaine de pays européens ont banni la fessés par une loi, et en France, campagnes choc à la télévision et propositions de loi se multiplient sans succès. "*Quand deux adultes se battent, on est légitime à intervenir, quand on voit un adulte martyriser un animal, on peut intervenir aussi, et quand on voit un enfant être sévèrement corrigé, on se heurte au principe de la liberté éducative*" dit-elle. Francetv info 18.11

Ce qui suit a été rédigé par ce qu'on appelle un enfant battu, puisque mon père me frappait quotidiennement, j'en ai conservé une trace derrière l'oreille gauche suite apparemment à un coup de poing reçu quand j'étais adolescent, une protubérance apparue très jeune et qui a pris la taille d'un oeuf plus tard.

Avant-hier, c'était la décision du Conseil de Paris qui était violemment vilipendée pour avoir rejeté la construction d'un gratte-ciel en plein Paris, alors qu'ils en existent déjà dans plusieurs capitales dans le monde qu'il faut absolument imiter...

Ils procèdent par amalgame. Comment peut-on comparer le comportement de deux adultes, celui d'un adulte et un animal et celui

d'un adulte et un enfant ? Comment peut-on mettre sur le même plan le martyr imposé par un adulte à un animal et une fessée donner par un adulte à un enfant ?

Cela tient d'un esprit détraqué, autoritaire, policier, qui soutient l'idéologie wahhabiste à l'origine du takfirisme dont se réclament les barbares de l'Emirat islamique, qui soutient le sionisme qui est une idéologie raciste, notamment, où qui assassine un étudiant lors d'une manifestation.

Le comportement ou les préjugés de la population sont fondés sur les inégalités ou les rapports qui existent dans la société entre les classes. Ils en sont le reflet, l'expression et les reproduisent au sein de tous les rapports sociaux, y compris au sein des familles ou des couples.

Vouloir imposer aux masses d'en changer dans leur vie quotidienne sans mettre fin à ces inégalités et sans modifier les rapports de production entre dominants et dominés, revient à les soumettre de manière autoritaire à ce régime, à la volonté ou à la dictature de la classe dominante, afin qu'elles supportent sans broncher les violences que l'Etat et les capitalistes continuent de leur infliger, faisant d'eux des êtres totalement soumis, des serfs, des esclaves.

Je n'ai pas imité mon père et je n'ai jamais levé la main sur ma fille, je suis donc contre toute violence exercée par un adulte sur un enfant, cependant je condamne l'appel lancé par la secrétaire d'Etat chargée de la Famille pour les raisons évoquées plus haut.

Que l'Etat cesse ses violences envers les travailleurs qu'ils privent de travail, réduit à la précarité, à la pauvreté, qu'il cesse de soutenir les dictatures du Golfe, le régime d'Erdogan qui orchestrent l'infiltration des barbares d'EI en Syrie et en Irak, qu'il cesse de livrer des armes à des régimes qui répriment férocement leurs peuples, qu'il rompt avec les Etats-Unis qui se livrent à des guerres par de là tous les continents depuis 1945, qu'il rompt avec les sionistes qui occupent la Palestine et massacres les Palestiniens...

En complément

- L'homme qui avait tenu des propos homophobes lors du premier mariage homosexuel célébré en France a été condamné à 2 mois avec sursis - 20minutes.fr

Les crimes perpétrés par des représentant de l'Etat demeurent impunis...

Nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Le Boulevard Voltaire est un portail où sévices des gens d'extrême droite ou qui en sont proches ou tout du moins les fréquentent.

Ce qui nous intéresse ici n'est pas ce portail d'extrême droite ou ses auteurs ou encore leur condamnation, mais le mobil sur lequel repose le jugement prononcé par le parquet de Paris qui fournit une indication intéressante sur la dangereuse orientation dictatoriale du régime.

Pour la compréhension des lecteurs nous avons cru bon de reproduire un extrait de l'article de presse se rapportant à cette affaire. Une dernière chose, ne pas confondre ce portail avec le Réseau Voltaire dont nous mettons régulièrement des articles en ligne. Venons-en aux faits.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris ont considéré qu'un scénario imaginaire ou une "*fiction politique*" pouvait faire l'objet d'une condamnation sous le prétexte qu'elle serait tournée contre une communauté en particulier, là en l'occurrence il s'agissait des musulmans, dès lors qu'elle ferait l'objet de "*discrimination*" et de "*haine*". Mais dans l'avenir ce jugement pourrait faire jurisprudence et s'appliquer à n'importe quelle couche de la société, n'importe quelle classe qui serait visée dans un ouvrage (ou un film, une pièce de théâtre), y compris celle qui profite de toutes les guerres pour s'enrichir, guerres qui depuis le 11 septembre 2001 sont dirigées systématiquement vers des pays à majorité musulmane, guerres que soutient l'Etat français, tous ses gouvernements successifs lorsqu'ils n'ont pas déclaré eux-mêmes la guerre à ces peuples, le Mali par exemple.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris qui avait été saisis par une plainte déposée par le parquet de Paris ont suivi son réquisitoire, compte tenu qu'on ne peut pas retenir l'hypothèse selon laquelle les représentants de l'Etat se préoccuperaient du sort des mulsulmans en général autrement que pour les stigmatiser,

Leur verdict a plutôt été motivé par le fait que la trame de l'histoire figurant dans cet ouvrage était beaucoup trop proche de la réalité ou sous-entendait ce que pourraient être les réelles motivations ou objectifs inavouables des Etats s'attaquant à des pays musulmans, à savoir s'attaquer à leur religion, ce que fait très bien l'Emirat islamique qu'ils ont mis en scène justement, s'attaquer à leur religion pour les diviser et faire en sorte qu'ils s'entretuent, pendant que les puissances occidentales installent des gouvernements fantoches à leur solde et pillent tranquillement leurs richesses.

D'ailleurs, ces juges pour brouiller les pistes ont pris soin de ne pas condamner l'opinion que porte l'auteur de cet ouvrage sur l'islam qui assume être islamophobe, qui selon eux relèverait d'un "*jugement de valeur*". A les entendre, dénoncer violemment une religion ne porterait pas atteinte à l'ensemble de la communauté qui l'a adoptée ou la pratique et ne saurait constituer une infraction, alors qu'envisager un scénario par lequel l'Etat interdirait cette religion en serait une, à croire que l'auteur aurait mis le doigt sur une vérité un peu saillante aux yeux de ces représentants de l'Etat.

20minutes.fr - La militante islamophobe Christine Tasin et le directeur de la publication du site internet Boulevard Voltaire, Benjamin Jamet, ont été condamnés mardi chacun à 1.000 euros d'amende, dont la moitié avec sursis, pour provocation à la haine envers les musulmans.

Le texte litigieux, contre lequel le parquet de Paris avait lancé les poursuites, a été rédigé par Tasin, à la tête du mouvement d'extrême droite «*Résistance républicaine*», et publié le 1er mai 2013 sur Boulevard Voltaire.

Tasin imaginait qu'une loi interdisant l'islam était votée et prédisait «*émeutes et même menaces terroristes*». Le tribunal a condamné l'un des trois passages poursuivis, le deuxième, qui évoquait cette thèse sur une interdiction de l'islam, dont les fidèles devraient selon elle abdiquer leur religion ou la pratiquer de manière privée sous peine de devoir quitter le territoire national.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris ont estimé que l'auteur «*incite de manière manifeste et intentionnelle, même dans le contexte d'une fiction politique, à la discrimination et à la haine contre l'ensemble des musulmans*».

S'agissant du premier passage, qui émet «*une opinion sur l'islam extrêmement négative*», cette religion y étant décrite comme «*dangereuse*», le tribunal a estimé qu'il s'agissait d'un jugement de valeur qui ne constitue toutefois pas l'infraction.

Pour le troisième passage, qui imaginait que l'armée serait «*dépêchée à chaque menace*» et n'hésiterait «*pas à tirer dans le tas*», le tribunal a estimé que si ce paragraphe peut «*apparaître particulièrement choquant*», il ne fait référence qu'à «*quelques extrémistes*» et non aux musulmans en général. 20minutes.fr 18.11

Je n'ai plus le temps de traiter davantage ce sujet. Souvenez-vous que récemment Mélenchon a failli se faire lyncher parce qu'il avait traité Macron de banquier, ou encore cette chanteuse qui a évoqué la "*légèreté*" qui existait à Paris sous l'occupation nazi, etc.

Imaginez que ces juges tombent sur notre portail avec tout ce qu'on a osé écrire d'épouvantable à l'encontre de la classe dominante et ses représentants, car nous ne ménageons pas la haine qu'ils nous inspirent au point de décréter que leurs exécutions serait une mesure de salut public indispensable pour vivre dans une société meilleure et plus juste, ils le feraient fermer sur le champ !

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- UE: la directive anti-optimisation fiscale sera prête "*début 2015*" - AFP

- Jean-Claude Juncker veut mieux encadrer les relations avec les lobbyistes - LeMonde.fr

Le commissaire européen aux affaires économiques Pierre Moscovici a affirmé mardi que la directive européenne sur la pratique des accords de rescrit fiscal ("*tax ruling*") serait prête "*début 2015*". LeMonde.fr 18.11

- Macron a annoncé sa première mesure de gauche - Le Huffington Post

Vraiment ?

- Emmanuel Macron veut la peau des retraites chapeau - Francetv info

Non c'était juste parce qu'il avait endossé le bicorne du Bonaparte de service pendant sa virée dans le Pacifique.

- Macron veut écorner les retraites chapeau - Liberation.fr

Hémorragie contagieuse.

- Grave hémorragie d'adhérents au Snes-FSU - L'Express.fr

Le Snes-FSU a perdu de sa superbe. L'érosion du nombre d'adhérents du syndicat majoritaire chez les enseignants du secondaire était connue. Les chiffres auquel L'Express a eu accès traduisent un véritable effondrement. En dix ans, 15376 encartés ont déserté, soit plus de 20% des effectifs, qui étaient, à la fin de 2013, de 58952 militants. L'Express.fr 18.11

Vaut mieux encore mourir pour des idées...

- Accidents de la vie courante: 20.000 décès par an - 20minutes.fr

- Le nombre de tués sur les routes en hausse de 13,6% en octobre par rapport à l'an dernier - 20minutes.fr

Après la méritocratie, ils vantent la cancritude qui est à leur image.

- Les parents d'élèves veulent moins de poids pour les notes - LePoint.fr

Ils ne désarment jamais.

- Le Sénat américain bloque la réforme de la NSA - 20minutes.fr

- Hongkong : des manifestants masqués tentent d'entrer dans le Parlement - LeMonde.fr

- Premier pas à l'ONU pour traduire la Corée du Nord devant la CPI - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Hongrie

La Hongrie adopte une nouvelle série de taxes spéciales - AFP

Le parlement hongrois a adopté mardi une nouvelle série d'impôts indirects touchant les compagnies étrangères, mais aussi tous les aspects du quotidien, dans la droite ligne des nombreuses taxes spéciales introduites depuis 2010.

Une nouvelle "*taxe sur le savon*" et une extension de la "*taxe sur les chips*" ont notamment été votées, tandis que la "*super-taxe*" sur les revenus publicitaires des médias, perçue comme une attaque contre la chaîne privée RTL Klub, a vu son taux marginal passer de 40 à 50%.

Le groupe RTL, filiale du géant allemand des médias Bertelsmann, seul en Hongrie à être concerné par le taux le plus élevé de la "super-taxe" sur les médias, avait déposé le mois dernier un recours devant la Commission européenne, estimant qu'elle est discriminatoire et menace le "*pluralisme médiatique*".

Le paquet prévoit une autre mesure affectant tout particulièrement les sociétés étrangères: un prélèvement pour analyses alimentaires allant jusqu'à 6% du chiffre d'affaires pour les supermarchés dont les recettes dépassent les 300 milliards de forints (près d'un milliard d'euros). L'impôt a été surnommé "*taxe Tesco*", du nom du géant britannique la distribution, qui est en difficulté en Hongrie.

Une taxe de 0,05% est également prévue sur les titres étrangers des fonds d'investissement.

Le journaliste de l'AFP avait fait précéder le dernier paragraphe par la mention : "*Boucs émissaires*" à propo des fonds d'investissement. Je sens qu'on se mobilisera pour sauver la tête d'un journaliste de l'AFP tombé entre les mains d'un groupe terroriste quelconque...

2- Russie

- La Russie, "*prête à coopérer avec le Hezbollah*" - french.irib.ir

Le vice ministre russe des AE a fait part de la disponibilité de Moscou de coopérer avec le Hezbollah dans le sens d'une sécurisation et d'une stabilisation du Liban et de l'ensemble de la région. Bogdanon a également mis l'accent sur la volonté russe d'organiser une réunion à Moscou pour trouver une solution à la crise syrienne. " *Pour la Russie, le Hezbollah est une force politique efficace et de premier plan, ce qui motive Moscou de coopérer pleinement avec le Hezbollah pour la stabilisation du Liban et de la région*".

L'information est d'une importance de premier ordre . Israël a récemment accusé la Russie de l'espionner via ses installations situées près des frontières nord d'Israël et au profit du Hebollah. Les propos de Bougdanov est une première prise de position officielle de Moscou en faveur d'un partenariat avec le Hezbollah. french.irib.ir 18.11

3- Syrie

- Rif de Damas : des anti-Assad défilent contre les takfiris - french.irib.ir

Des habitants des cités de Babila et de Yalda sont descendus dans les rues pour réclamer le retrait des terroristes des quartiers de leurs villes. Selon le journal El Watan, des centaines de personnes ont défilé dans les rues de ces deux cités contre la présence des groupes terroristes et ont demandé à l'armée syrienne de les soutenir. les cyber activistes ont de leur côté fait publier des images vidéos sur la toile qui mettent en scène les manifestants scandant des slogans contre les terroristes et exigeant leur retrait.

Ce sont les terroristes de Ahrar al Chaam et de Shabab al Hoda qui ont encerclé depuis quelques semaines ces deux localités qui ont été de la sorte dénoncés par les habitants. Une trêve avait été signée il y a quelque temps entre les terroristes et les forces de l'armée mais les takfiris ne cessent d'en violer les termes, ce qui a suscité la colère des habitants. plus de 5000 Syriens avaient manifesté lundi contre les terroristes à Ghouta-est surtout à Douma où le général syrien Soheil al Hassan et ses forces continuent à avancer. Là , les Syriens demandent le retrait des terroristes de Jaysh al Islam.

Le phénomène qui est en train de s'amplifier ne peut échapper aux observateurs : les habitants des localités occupées en ont ras le bol de la présence des takfiris et exigent désormais leur expulsion. un raffermissement des alliances entre les forces armées et les civils syriens contre différentes milices terroristes est en vue. french.irib.ir 18.11

4- Palestine occupée.

4.1- Les réservistes israéliens, déployés à Qods - french.irib.ir

Les autorités israéliennes ont donné l'ordre du déploiement de policiers, garde-frontières et forces de sécurité, en grand nombre, à travers Qods.

«*Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité autonome de la Palestine, a déclaré la guerre à Israël*», a déclaré Neftali Bent, le ministre de l'Economie du régime sioniste, en réaction à l'opération de ce mardi, a-t-on appris de Farsnews.

Le leader du Mouvement «*Shas*» a demandé la destruction des maisons des auteurs des opérations-martyres, ainsi que l'expulsion de leur famille, selon le site d'information Maa. french.irib.ir 18.11

A nos amis palestiniens francophones, apprenez à vos frères et soeurs l'expression : Tirez la chasse !

4.2- Israël se prépare à faciliter le port d'armes pour l'autodéfense LePoint.fr

Les autorités israéliennes vont lever certaines restrictions sur le port d'armes afin de renforcer l'autodéfense après une attaque meurtrière dans une synagogue à Jérusalem, a annoncé mardi un ministre. "*Je vais lever dans les prochaines heures certaines restrictions sur le port d'arme*", a affirmé le ministre de la Sécurité intérieure Yitzhak Aharonovich. Selon lui, cette mesure va concerner les Israéliens détenteurs d'un permis de port d'arme comme les officiers de l'armée, en dehors de leur service, ou les "gardiens d'école ou de jardins d'enfants" qui pourront ramener leurs armes à la maison.

"*Nous allons aussi détruire les maisons des terroristes*", a promis le ministre, une mesure controversée et suspendue il y a près de 10 ans par l'armée qui l'avait alors jugée "*contre-productive*". "*Et je vais demander le feu vert du conseiller juridique du gouvernement pour procéder à des détentions administratives*". Ces sanctions permettent de détenir un suspect sans jugement pendant des périodes pouvant aller jusqu'à six mois renouvelables indéfiniment. LePoint.fr 18.11

SOCIAL et SOCIÉTÉ

Suède

Les pays scandinaves sont réputés pour leur modèle social... Des pays où il fait bon vivre. Et régulièrement des infos nous parviennent qui prouvent exactement le contraire, celle-ci est terrifiante pour la jeunesse.

- Suède : le Spice, une drogue qui transforme en zombie - M6info

Le Spice, cannabis de synthèse, inquiète les autorités suédoises. Cette drogue, qui transforme ses consommateurs en zombie, connaît un succès grandissant auprès de la jeunesse du pays. Plusieurs Suédois ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année.

Appelé « *K2* », « *Yuncan Fire* », « *Bliss* » ou encore « *Moon Rocks*», le « *Spice* » est un cannabis de synthèse sur le marché depuis plus de 10 ans. Mais cette drogue inquiète particulièrement les autorités suédoises. Les consommateurs ont un comportement totalement altéré : ils se déplacent et agissent comme des zombies et deviennent particulièrement agressifs. Pire, cette substance a déjà tué plusieurs personnes : deux adolescents, âgés de 18 et 22 ans, sont récemment morts dans le pays après avoir consommé du Spice, produit à base de substances chimiques.

Psychose, convulsions, et hallucinations … Les effets du Spice sont redoutables. Ce produit ne contient pas de cannabidiol, substance aux propriétés anti-psychotiques. Il rend donc ses consommateurs très agressifs, comme l'explique l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanes.

«*La marijuana attire de plus en plus. Mais comme elle est toujours illégale en Suède, ses consommateurs se dirigent vers les drogues qui ne le sont pas, comme le Spice, contre lequel on ne peut rien faire : les substances utilisées dans sa fabrication changent en permanence. Elles sont indétectables*», affirme-t-il dans les colonnes de Libération.

Aux Etats-Unis, à Washington, la drogue, surnommée celle du « *zombie* » pour ses effets sur le comportement des consommateurs, n'est pas interdite par la loi. Les jeunes peuvent donc s'en procurer librement sur Internet. En France, en revanche, les autorités sanitaires ont pris ce problème à bras le corps dès 2009, en interdisant sa vente et sa consommation. La Russie est également en alerte. 25 personne ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année et 700 ont été hospitalisées à travers le pays. M6info 18.11

Haut de page

Le 20 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté une douzaine d'articles.

Une vidéo

Discours de Poutine au Club Valdaï à Sotchi, le 24 octobre 2014.
http://www.dailymotion.com/video/x29k79d_discours-de-poutine-au-club-valdai-a-sotchi-le-24-octobre-2014_school

Les djihadistes français et leurs parrains, Mc Cain et Fabius. Pas surprenant quand on sait qu'officiellement l'Arabie saoudite est l'ami de la France.

Pour bien planter le décors.

Qui a dit ?

« *Les États-Unis font la promotion du terrorisme en finançant les djihadistes de l'État islamique* » ?

Réponse : Poutine à PressTV le 25 octobre 2014.

Cela ne pouvait pas être Hollande ou un ministre de son gouvernement à la solde de Washington.

Deux vidéos très brèves.

McCain: Obama's National Security Team Recommended Arming ISIS - 9 septembre 2014
https://www.youtube.com/watch?v=LukjUMLI8ig

« *Hillary Clinton a déjà décrit une réunion à la Maison-Blanche il y a deux ans. Chaque membre de l'équipe de Sécurité nationale recommandait d'armer l'Émirat islamique. Le président s'y est lui-même opposé, comme il s'est opposé et a décidé de ne pas bombarder la Syrie après qu'il ait dit qu'elle avait franchi la ligne rouge* ». - John McCain

John McCain admet être en contact permanent avec l'EIIL
http://www.youtube.com/watch?v=IIg6xiFFbfo

"*Je connais bien ces gens-là, je suis en permanence en contact avec eux*" - John McCain

Pendant qu'Obama et ses bouffons européens, canadien et australien prétendent combattre les barbares de l'Emirat islamique, des voix s'élèvent aux Etats-Unis pour les armer, observant que la plus puissante coalition armée du monde ne parvient pas à vaincre tout au plus 200.000 missionnaires improvisés ou qui ne sont pas des militaires aguerris, il y a tout lieu d'en déduire qu'elle n'y tient pas vraiment.

Mc Cain veut armer l'Emirat islamique, c'est donc qu'il est tout à fait fréquentable, puisqu'il s'agit de le dresser contre Assad pour le renverser, le seul objectif de Fabius, alors pourquoi s'en prendre à ces jeunes français qui rejoignent cette organisation d'assassins, ils ne font que répondre à l'appel de Mc Cain et Fabius, leurs parrains.

Ce sont les représentants de l'Etat français qui ont encouragé la diffusion de l'idéologie dont est issue le terrorisme qu'ils prétendent combattre.

Des jeunes et des moins jeunes esseulés ou paumés et sans avenir en quête d'idéal ont commencé par être contaminés par l'idéologie extrémiste wahhabite, ensuite le passage aux différents mouvements takfiris qui partagent cette idéologie n'était plus qu'une formalité pour certains. Tous ne franchissent pas le pas ou ne deviennent pas terroristes et ne se rendent pas en Syrie ou en Irak pour se livrer à des atrocités, ils cultivent une haine farouche et aveugle envers tous ceux qui ne leur permettent pas de réaliser leur idéal, ils sont donc tout aussi dangereux ou pire encore.

On est en droit de considèrer les Etats-Unis et ses alliés dont la France qui ont participé à l'armement des différents groupes terroristes agissant en Syrie et en Irak notamment, comme les commanditaires et les responsables de la barbarie qu'ils dénoncent et prétendent combattre. Les véritables chefs des barbares sont les représentants des puissances occidentales qui instrumentalisent la barbarie pour justifier leur politique impérialiste au Moyen-Orient, avec en toile de fond la guerre inter-impérialiste qu'ils livrent à la Russie, la Chine et l'ensemble des pays émergents pour s'emparer des richesses de cette région, pétrole et gaz essentiellement ou préserver leur hégémonie.

- "*Nous ne sommes pas surpris d'apprendre que des Français participent de cette barbarie*", a déclaré hier Manuel Valls. Francetv info 19.11

Leur société produit de plus en plus de déchets à défaut de pouvoir proposer des conditions de vie décentes, un avenir ou un idéal à tous ces membres, particulièrement les jeunes des couches de la classe ouvrière les plus défavorisées, depuis que les travailleurs du monde entier sont mis en concurrence et que le critère du coût du travail le plus bas l'emporte sur tous les autres, le chômage de masse, l'extrême précarité et la pauvreté sont devenus le lot de centaines de milliers de jeunes livrés à eux-mêmes, abandonnés de la société, qui même lorsqu'ils ont un emploi ne peuvent plus vivre décemment. Dans ces conditions, il est normal qu'un certain nombre d'entre eux sombrent dans le désespoir et en viennent à haïr la société qui les a exclus, à s'en couper totalement, pour finalement s'en remette à n'importe quel précheur de bonnes aventures, se radicalisent, se fanatisent et en viennent à commettre des actes d'une cruauté inimaginable, irréparables, irréversibles car ils sont pour ainsi dire détruits, condamnés à mort par la société.

Leur société, entendez par là la classe dominante, celle qui détient le pouvoir, une fois recyclés en barbares, elle n'a plus qu'à envoyer ses déchets à l'abattoir sur les champs de bataille qu'elle a conçus exprès pour eux et non pour que son armée s'y fasse massacrer puisqu'ils en sont les supplétifs, solution économique à plus d'un titre puisqu'elle lui permettra de les employer et de les liquider sans même avoir à régler leurs funérailles. Vous avouerez qu'ils avaient pensé à tout.

Avant de poursuivre, j'ai noté un commentaire d'un internaute qui situe bien le contexte et les responsabilités : "*Sa grand-mère fait des ménages, sa mère fait des ménages... On comprend qu'il ait été sensible à l'appel de Fabius et soit parti faire la guerre à Bachar.* "

Eh oui, c'est Fabius en France le grand ordonnateur du djihad ou de la croisade contre la République arabe syrienne ! Un régime laïque contrairement aux régimes féodaux et archaïques des monarchies du Golfe qui ont adopté la charia et interdisent partis politiques et syndicats, qui recrutent et arment les barbares et que Fabius affectionnent tant, ne livrent-ils pas le même combat que la France au nom de la démocratie ?

Un esprit faible se verra encouragé par le discours de Fabius à rejoindre les rangs des barbares pour combattre contre un régime "*tyrannique*" pour établir la "*démocratie*" en Syrie, et s'il faut couper des têtes ou se livrer à des massacres pour y parvenir, peu importe, car contrairement aux bombardements des populations civiles par l'Otan en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Libye, etc. qui ont fait des millions de morts innocents en 13 ans, ils font preuve de discernement et de davantage de justice, du coup, une fois justifier de la sorte leurs crimes, ils n'ont plus qu'à les assumer tranquillement. Il ne reste plus aux représentants de la classe dominante et aux commentateurs des médias occidentaux qu'à condamner leur cruauté dont ils sont les responsables ou les complices pour justifier de nouvelles lois liberticides que la majorité de la population approuvera, et pourront dans l'avenir s'appliquer au mouvement ouvrier et la boucle de l'imposture est bouclée.

Maintenant pour revenir au contexte, il est inutile de préciser que si ces jeunes sombrent dans la barbarie après avoir visionné des vidéos sur Internet ou s'être connectés sur des portails des takfiris, c'est parce que les autorités ont jugé utile de ne pas interdire leur diffusion en France et de ne pas avoir fermé ces portails.

Contrairement à ce qu'ils affirment c'est tout à fait possible. J'en veux pour preuve qu'ayant voulu me connecter sur certains portails ou visionner certaines vidéos musicales, il m'est arrivé de tomber sur un message indiquant qu'elles n'étaient pas accessibles aux internautes de ce pays, en Inde, ce qui signifie qu'elles l'étaient dans d'autres pays. Il suffit d'en faire la demande à l'entreprise qui diffuse ce genre de vidéos pour qu'elles soient immédiatement bloquées, la Chine et l'Iran et bien d'autres pays comme la Turquie recourent à cette pratique, les médias occidentaux ne manquent pas de le rappeler quand cela sert les intérêts qu'ils représentent.

C'est donc délibérément que le gouvernement français laissent ces vidéos et ces portails à la disposition de la jeunesse ("*en accès libre*"), il est donc responsable de l'usage qu'elle peut en faire ultérieurement, il faut que les travailleurs le sachent, car en dernière analyse ce sont eux qui sont visés.

AFP- Selon une source du renseignement, les services sont remontés jusqu'à lui grâce à une vidéo diffusée mi-octobre sur internet dans laquelle, en français et à visage découvert, il appelait "*tous les frères qui vivent en France*" à "*tuer n'importe quel civil*" en représailles aux raids de l'armée française contre le groupe EI en Irak.

Mercredi, dans une nouvelle vidéo diffusée par EI, trois jeunes gens, équipés de kalachnikov, appellent les musulmans de France à rejoindre les rangs des jihadistes en Syrie ou à défaut à commettre des attaques en France.

Cette vidéo de sept minutes a été diffusée sur des forums internet jihadistes, a rapporté le centre de surveillance des sites jihadistes SITE. Elle apparaît trois jours après la diffusion d'une vidéo mettant en scène la mise à mort par décapitation de 18 prisonniers syriens et de l'otage américain Peter Kassig, dans laquelle apparaissent deux Français, identifiés par les autorités comme étant deux jeunes convertis, Maxime Hauchard et Mickaël Dos Santos.

Dans la soirée mercredi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a une nouvelle fois mis les jeunes en garde contre "*la propagande abjecte qu'ils peuvent subir*". Il leur demande de "*regarder en face les monstruosités et la barbarie de ces groupes terroristes*". Il a rappelé que la France avait récemment renforcé son dispositif législatif pour "*faire face à ce terrorisme en accès libre*".

Les convertis représentent 20% de ces jihadistes, recrutés, dans leur écrasante majorité, sur internet.

L'EI, qui comprend des centaines de combattants étrangers dont un gros contingent de Français, s'est emparé de larges pans de territoire en Syrie et en Irak, où il sème la terreur. AFP 19.11

Au total 16.000 selon les Américains, 200.000 selon les combattants kurdes. Alors que les autorités syriennes ont constaté qu'au moins cent milles mercenaires étrangers de 83 nationalités différentes toutes organisations terroristes confondues étaient présents en Syrie

En complément.

Alors que ses instructeurs forment les barbares qui iront les rejoindre.

- La France va déployer six Mirage en Jordanie contre l'Etat islamique - Francetv info

Ah ces Africains, ils n'ont pas changé : des sous-hommes, des sauvages je vous dis.

- En Afrique, l'homophobie est un «*exutoire pour tous les autres maux sociaux*» - Liberation.fr

En France ils stigmatisent l'homophobie pour encourager les actes homophobes, ils procèdent de même avec le racisme, l'antisémistisme, etc.

- Excision: 86 millions de jeunes filles risquent de subir cette pratique d'ici à 2030 - 20minutes.fr

C'est fou ce qu'ils savent bien compter quand ils veulent...

Et combien de dizaines de millions de morts d'ici là dus à la sous-alimentation, à la famine, au manque d'eau potable, à des habitations insalubres, par empoisonnement médicamenteux, à l'absence de médicaments ou vaccins efficaces, aux erreurs médicales, par suicide, aux chômages, aux accidents du travail, de la route, de la vie, de la guerre ?

ACTUALITE EN TITRES

Miroir sur un régime policier.

- Valls aux forces de l'ordre : "*Les Français vous admirent !*" - LePoint.fr

C'était de l'intox

- Plan européen d'investissement: Macron "*redoute*" une déception - AFP

- Retraites-chapeau - Bruno Le Maire (UMP) : "*Macron veut faire diversion*" - LePoint.fr

Intox encore.

- Après Face aux Français, Hollande est perçu "*sincère*" et "*à l'écoute*" - L'Express.fr

2017 : Boycott !

- Carvounas (PS): pas de primaire à gauche en 2017 puisque Hollande sera candidat - AFP

- Bartolone : «*Si François Hollande est candidat à sa succession, il n'y aura pas de primaire*» - Liberation.fr

La précarité généralisé pour lutter contre le chômage

- Le maire de Lyon veut une période d'essai de 2 à 3 ans pour les CDI - Francetv info

Gérard Collomb propose de rendre le CDI plus flexible pour en finir avec "*le blocage à l'embauche*" - Francetv info 19.11

Pas de Po !

- Le directeur de Sciences Po Aix démissionne - LeMonde.fr

- Plagiat: la directrice de l'Ecole de journalisme de Sciences Po de Paris suspendue - Lexpress.fr

Sur qui les hooligans prennent-ils exemple ?

- « *Il y a une collusion réelle entre le grand banditisme et le football* » - LeMonde.fr

Infantilisme ou lobotomie en marche (sans pile)

- Sept Français sur dix jouent aux jeux vidéo - 20minutes.fr

L'autre face putride de leur monde.

- Environ 1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contaminée - Reuters

- Un milliard d'humains ne disposent pas de toilettes - LePoint.fr

Ils oublient d'ajouter que dans de nombreux payx ils n'existent pas de toilettes publiques ou que la population ne se rend jamais dans un café pour uriner ou déféquer, elle préfère faire ses besoins dans la rue ou n'importe où. Idem pour les ordures ménagères puisqu'il n'existe pas de poubelles, elles atterrissent aussi dans la rue ou n'importe où.

Les journalistes de Reuters qui ne sont pas capables de prendre un millimètre de recul par rapport aux infos qui leur parviennent, ont ajouté cette précision ignoble, à entendre le sinistre individu auquel ils donnent la parole, si une partie de la population doit se passer de toilettes ce n'est pas parce qu'elle est trop pauvre, mais parce qu'elle le veut bien :

Reuters - Les problèmes de financements ne sont pas les seules raisons pour lesquelles un milliard de personnes, pour la plupart en Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne, font leurs besoins à l'extérieur.

Selon Jack Sim, fondateur de l'Organisation mondiale des toilettes, la défécation à l'air libre est, dans certaines sociétés, une norme culturelle. (Chez les nomades ! - ndlr)

"*Les gens apprécient cet événement social*", explique-t-il. "*Mais ils doivent comprendre que l'eau contaminée (...) finit par revenir sous forme de maladie qui tuent les enfants et apportent la maladie.*" Reuters 19.11

- Au Pérou, plus de 100 000 mineurs travaillent comme domestiques - LeMonde.fr

En France ils dealent de la drogue, c'est mieux !

Ils ne lâcheront rien...

- Le président de Catalogne poursuivi après le vote sur l'indépendance - L'Obs

- Jérusalem : la mairie israélienne approuve la construction de 78 nouveaux logements dans les colonies - Francetv info

- Israël rase le logement d'un Palestinien après un attentat sanglant - AFP

Régime militaire.Cela valait bien la peine.

- Burkina : le parti du président déchu fait son mea culpa - LeMonde.fr

- Le colonel Isaac Zida nommé Premier ministre au Burkina Faso - Reuters

Russie. Propagande quotidienne de l'Otan.

- A Ilovaïsk, les rebelles attendent "*la paix*" en Ukraine à coups de kalachnikov - AFP

- La radio Écho de Moscou menacée par le Kremlin - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre sans fin.

- L'armée américaine rêve d'un avion porte-drones - AFP

- Kiev exclut de négocier directement avec les rebelles - Reuters

- Attentat à la voiture piégée à Erbil, au Kurdistan irakien - Reuters

- Dix civils tués près de la frontière entre l'Egypte et Gaza - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme.

- Jean-Luc Mélenchon : "*La seule filiation qui compte à mes yeux, c'est celle de l'amour*" - Francetv info

Filiation : Lien de parenté unissant l'enfant à son père (filiation paternelle) ou à sa mère (filiation maternelle). La filiation est envisagée par rapport à l'enfant.

Ethnologie. Règle qui décide comment un individu, en vertu de sa naissance, acquiert son identité sociale et son statut; règle déterminant le groupe parental auquel l'individu sera intégré. (Le Grand Robert)

Depuis que l'humanité est passée à l'exploitation de l'homme par l'homme au détour du néolithique, il n'a cessé d'administrer les hommes et de répartir les richesses produites en fonction de leurs statuts socials ou de la classe à laquelle ils appartenaient. Parvenu au stade où le développement des forces productive est en mesure de satisfaire les besoins de tous les hommes sans aucune distinction sociale, l'humanité doit passer à l'administration des choses.

C'est le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant qui interdit cette transition, car ce système économique a été fondé sur la répartition inégale des richesses produites entre les hommes et il ne peut pas modifier ou changer les bases ou les fondements sur lesquelles il repose, d'où la nécessité impérieuse pour l'avenir de l'humanité d'abolir ce mode de production qui permet à une infime minorité de concentrer les richesses et le pouvoir politique entre ses mains, au détriment du reste de la population dont une grande partie ne peut dès lors pas satisfaire ses besoins, y compris les plus élémentaires.

On voit là que cette démarche qui consiste à combattre pour le socialisme n'a rien de doctrinaire ou de partisane, mais repose sur un processus dialectique, qui dès lors qu'il est entravé se traduit par la destruction massive de forces productives et d'énormes souffrances pour des milliards d'hommes, femmes et enfants qui en sont les victimes innocentes.

Le règne de la nécessité qui apparut jadis supplanta le communisme primitive qui prévalait chez certains peuples qui jusqu'alors partageaient entre tous leurs membres la terre qui était propriété collective ou les richesses que la nature mettait à leur disposition, lorsque la densité de leur population augmenta ainsi que leurs besoins, il apparut la nécessité de développer les forces productives pour subvenir aux besoins de l'ensemble de leur communauté, sauf qu'au lieu de continuer à répartir les richesses entre tous leurs membres en fonction de leurs besoins, ils se mirent à les répartir en fonction d'un autre critère, privilégiant ceux qui avaient développé ces moyens de production nouveaux ou possédaient des aptitudes particulières ou supérieures aux autres, de telle sorte qu'ils pouvaient produire ou accaparer davantage de richesses que les autres membres de leur communauté et se voyaient pour la première fois dotés d'un pouvoir supérieur aux autres hommes, ainsi naissaient les classes sociales et les inégalités qui allaient accompagner leur histoire jusqu'à nos jours.

On peut estimer que la division du travail entre les hommes dataient d'une période antérieure, mais jusque là rien n'avait favorisé son développement, or avec cette révolution dans la répartition des richesses et la naissance des classes, elle allait trouver une justification à son amplification dans le pouvoir qu'elle permettait d'acquérir... L'administration de cette société de classes à l'état embryonnaire devait également se doter de règles permanentes, y compris dès lors pour la transmission des richesses accumulées, avant cela il fallait stabiliser les rapports qui existaient entre ses membres des différents les sexes

Jusqu'alors le régime matriarcal prédominait, puisque mettre un enfant au monde était le premier acte productif de l'espèce humaine, il était normal, naturel que l'honneur et le droit en reviennent aux femmes, puis la production de richesses matériels l'emportant il fut supplanté par le régime patriarcal accordant la primauté aux hommes ou consacrant leur supériorité sur les femmes, théorie discutable, en réalité c'est davantage la division du travail entre les hommes et les femmes qui a un certain stade du développement des forces productives à consacrer cette supériorité des femmes, celles-ci se consacrant davantage à leurs enfants et leur logis, tandis que les hommes travaillaient à l'extérieur et produisaient des richesses.

Je n'ai plus en tête précisément comment l'homme passa progressivement à la monogamie ou à la famille telle que nous la connaissons aujourd'hui composée d'un homme et d'une femme et leurs enfants, sauf à des dire des bêtises il semble normal que cette structure s'impose, dès lors que se développe la propriété privée et que la production d'un seul homme n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins de plusieurs épouses et de nombreux enfants. On peut constater de nos jours que les peuples qui ont adopté cette structure et qui malgré tout ont donné naissance à de nombreux enfants, se sont appauvris ou ne sont jamais parvenus à se développer. Ils se sont appauvris dans la mesure où lors du partage des biens acquis lors du décès du père et de la mère, la part qui revenait aux enfants s'en trouvait forcément réduite, au point génération après génération à devenir insignifiante ou à disparaître totalement, cela d'autant plus que la démographie explosait et réduisait les terres arables disponibles à distribuer aux paysans sans terre.

Cette structure élémentaire de la société, figée depuis des siècles ou des millénaires, a permis à la civilisation humaine d'atteindre

un haut niveau de développement, bien que très inégal selon les continents. Au stade actuel du capitalisme en putréfaction elle est gravement remise en cause et se traduit par l'appauvrissement des populations concernées. Il est devenu pratiquement impossible à un couple avec des enfants d'avoir un mode de vie décent dans les pays occidentaux ou tout simplement de satisfaire leurs besoins vitaux sans que l'homme et la femme travaillent, et les familles monoparentales qui tendent à se développer sont parmi les plus pauvres de la société. Aussi retourne-t-on, non pas des années ou des siècles en arrière mais des millénaires, on nous assure que c'est le progrès au nom d'une idéologie dévastatrice qui broie systématiquement tous les rapports existant dans la société au profit d'un individualisme effréné. Il faut aussi noter que les personnes vivant seules font également partie des catégories les plus démunies de la société et cela ne concerne pas seulement les personnes âgées dont le conjoint ou la conjointe est décédé.

Cela étant dit, on aura compris que pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui détruit tout sur son passage et conduit à l'atomisation des individus dans la société, il est préférable de vivre en couple et d'élever des enfants en couple pour ceux qui tiennent vraiment à en avoir sans savoir ce qu'ils deviendront plus tard ou le sort que leur réserve cette société infâme.

L'engouement quasi frénétique pour l'homosexualité et les droits des homosexuels de la part des dirigeants de la classe dominante aurait dû alerter ou attirer l'attention de ceux qui prônent l'égalité des droits sur ce que cela recouvrait, sachant pertinemment que généralement ils ne sont pas vraiment animés de bonnes intentions à l'égard de la population, pas davantage envers les homosexuels, qu'ils entendent se soumettre, y compris les homosexuels.

Leur démarche procède du combat qu'ils mènent pour briser les rapports qui composent la famille traditionnel au profit de son éclatement dans la mesure où ils la mettent sur le même plan que sa négation, un couple homosexuel qui par définition ne peut pas donner naissance à un enfant. Or généralement à l'âge adulte, les couples qui se forment se donnent pour objectif d'avoir des enfants et de fonder une famille, ce qui ne peut pas être le cas d'un couple d'homosexuels. Ils ont poussé l'imposture encore plus loin en accordant le droit aux couples homosexuels d'adopter des enfants sachant qu'ils connaîtraient les mêmes déboire que les couples hétérosexuels où un sur deux se brise, se termine par une séparation ou un divorce au cours des cinq premières années qui suivent leur formation, pour dire qu'ils se moquent à la fois des homosexuels et des enfants qu'ils pourraient adopter, le législation vise un autre objectif, l'atomisation de la population par tous les moyens et l'instrumentalisation des homosexuels en était un très efficace puisqu'il divise toutes les classes dont il s'agit de briser la résistance.

Le nihilisme à l'oeuvre ici, qui sert de support philosophique au néolibéralisme, consistait à faire disparaître les particularités qui permettaient de distinguer les hommes des femmes, les différents sexes et les différentes pratiques sexuels, les particularités qui permettaient de distinguer les hétérosexuels des homosexuels, faire en sorte d'attiser les différences qui existaient entre eux tout en déclarant qu'ils devaient bénéficier de droits égaux, devait servir à mieux les opposer et se déchirer, pour finalement aboutir à une interprétation de leurs rapports reposant uniquement sur des facteurs subjectifs propre à satisfaire les besoins d'un individualisme vulgaire.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la sortie de Mélenchon pour la comprendre, pour qui les rapports entre les hommes et les femmes ne dépendraient pas de conditions objectifs mais purement subjectifs "l'amour", sachant qu'il n'y a rien de plus volatile ou éthéré, temporaire ou superficiel, ajoutons hypocrite, individualiste, dès lors justement qu'on n'a pas conscience des rapports socaux qui soutendent ce rapprochement entre deux êtres, sans qu'on soit obligé de faire référence à un sexe en particulier ici, rapports évidemment qui échappent à la quasi-totalité de la population, l'amour remplissant différentes fonctions, sociale ou affective, psychologique ou mentale, spirituelle, sexuelle, dont la plupart des membres de la société n'ont pas conscience, dans le cas contraire la société ne serait pas aussi épouvantable qu'elle ne l'est aujourdhui, mieux encore, on l'aurait déjà changée.

On a envie de dire au charlatan Mélenchon, qu'il n'y a pas pire illusion que l'amour quand on n'en maîtrise pas les desseins qui sont forcément intéressés, ce qui ne signifie pas qu'ils soient vulgaires pour autant où qu'il faille les renier, cela dépend lesquels et la dose d'hypocrisie ou de malhonnêteté qu'ils comportent ou qu'on y met. Sachant qu'ils comportent un aspect social, spirituel, mental et biologique qui sert à l'équilibre du comportement de l'homme ou de la femme dans la société et à son bien-être, loin de nous l'idée de le négliger, nous disons seulement que les ignorer comme c'est le cas généralement conduit à des méprises regrettables et à leur négation jusqu'à la haine parfois.

Très souvent on aime chez l'autre ce qui en réalité nous appartient, auquel cas c'est nous que nous aimons plus que l'autre, ou alors ce qui nous fait défaut et on deviendra possessif pour nous l'accaparer. Si maintenant on affirme qu'il est préférable d'être lucide en la matière comme en toutes circonstances, on nous rétorquera que cela tuerait l'amour, la part de romantisme, de poésie qui vient se greffer dessus. Je n'en suis pas du tout certain d'en manquer avec ma Carmen qui vit dans un autre monde que le mien, et que je n'ai même pas besoin de pénétrer pour savourer les délicats intentions qui l'animent à mon attention, je n'en dirais pas autant d'elle qui a bien du mal à cerner ma personnalité et doit s'en remettre aux apparences, par chance pour elle, pour une fois elles corrrespondent à la réalité et mes dispositions à son égard sont sincères et honnêtes.

J'ai toujours eu le même comportement avec les femmes qui ont partagé mon existence. Par contre, chaque fois je suis tombé sur des femmes dont les intérêts individuels devaient un jour ou l'autre primer sur ceux de notre couple où ce que nous étions censés partager ensemble. Quand plus haut j'ai évoqué la notion d'intérêt dans l'amour, c'est à ces expériences que je pensais.

Je vous ai déjà parlé de mon nouveau couple avec une femme qui est aux antipodes de ce que je suis, du coup on pourrait se demander ce qu'on fait ensemble, quels point communs avons-nous, que partageons-nous réellement, rien à vrai dire si on s'en tenait aux apparences, et pourtant. En fait, c'est si flagrant qu'on n'arrête pas d'en parler en nous marrant bien ! On en a parfaitement conscience tous les deux, c'est cela qui nous réunit, ce qui cimente notre relation.

Elle cherchait un homme pour refaire sa vie et moi une femme pour partager la mienne, elle est honnête et courageuse, c'est une femme douce, calme, qui rit et chante dans la maison, elle n'est pas animée de mauvaises pensées comme ma dernière épouse qui en broyaient à longueur de temps, cela me suffit. De mon côté, elle a trouvé un homme qui la respecte, gentil ou attentionné je pense, qui a de quoi subvenir à ses besoins matériels sans être bien riche, sur lequel elle peut compter et cela lui suffit. J'oubliais de dire qu'on se plaisait réciproquement et que sur le plan sexuel on s'entend à merveille, encore dois-je réfréner son ardeur !

L'amour repose sur une communauté d'intérêts dont certains sont très subtils, que l'on ne doit par s'interdire d'identifier pour l'entretenir, et éviter ansi que les intérêts de l'un ou de l'autre compromettent ce fragile équilibre. A l'heure où ils parlent de sexe à tout va, ils semblent avoir des difficultés à parler de l'amour autrement que superficiellement ou sans sombrer dans la caricature ou le populisme.

"***Tax ruling***" ou comment ils nous roulent. En guise de changement... la "***transparence***".

Avant ils avaient inventé le blanc plus blanc que blanc que moi tu meurs, dorénavant pour faire plus vraisemblant parce que plus personne ne les croit, ils sont passés à la transparence qui rend les taches invisibles.

- Le Luxembourg "*contre une harmonisation*" de la fiscalité dans l'UE - AFP

Le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, se dit opposé à une harmonisation fiscale au sein de l'UE, estimant que la fiscalité doit rester du ressort des Etats, dans une interview publiée mercredi par le quotidien belge L'Echo.

Il défend le droit d'appliquer des fiscalités directes et indirectes différentes en Europe, au moment où la Commission européenne, dirigée par son prédécesseur Jean-Claude Juncker, a promis de relancer le projet d'une harmonisation de la base de l'impôt sur les sociétés pour lutter contre le dumping fiscal.

Il défend aussi le système du rescrit fiscal ou "*tax ruling*" pratiqué par son pays, rappelant que 22 Etats européens y ont recours, et estime même "*nécessaire d'étoffer l'équipe*" qui s'occupe des rulings au sein de l'administration fiscale luxembourgeoise, en raison du "*volume de travail que cela représente*".

Les rulings permettent à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation fiscale sera traitée dans un pays, et sont utilisés par les multinationales pour faire de l'optimisation fiscale en répartissant à leur avantage coûts et bénéfices entre filiales situées dans des pays différents.

Dans une interview au quotidien économique français Les Echos publié également mercredi, le commissaire européen chargé de la Fiscalité, Pierre Moscovici, promet qu'une directive européenne sur l'échange automatique d'informations en la matière sera prête "*début 2015*".

Le G20 a appelé dimanche dans son communiqué final à achever le chantier de la lutte contre l'optimisation fiscale en "*2015, y compris (en parvenant à) la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes*". AFP 19.11

A retenir : Ils vont "*échanger*" des "*informations*" ce qui rendra les "*rescrits fiscaux*" plus "*transparents*", sans y mettre fin évidemment.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- Manifestation d'étudiants à Londres pour dénoncer les frais d'inscription - AFP

Plusieurs milliers d'étudiants venus de tout le Royaume-Uni ont manifesté mercredi à Londres pour dénoncer le montant excessif de leurs frais d'inscription universitaires et les coupes budgétaires dans l'éducation.

"*L'éducation est un droit, pas un luxe*", "*Des livres, pas des bombes*", ont scandé les manifestants.

Quelques violences ont éclaté en fin de cortège. Des policiers anti-émeute ont dû intervenir pour empêcher une poignée de manifestants d'entrer dans le siège du parti conservateur du Premier ministre David Cameron. D'autres ont tenté arracher des barrières près de Parliament Square et ont allumé des fumigènes.

Des clients d'un Starbucks ont par ailleurs dû rester provisoirement enfermés lorsque des manifestants ont jeté des oeufs et de la peinture blanche contre les vitres du café de la chaîne américaine, qu'ils ont accusée d'évasion fiscale.

La police de Londres a fait état d'au moins onze arrestations. Trois policiers ont été légèrement blessés.

Pour le reste, l'ambiance était d'abord festive et les étudiants chantaient "*droits d'inscriptions? Pas question! taxez les riches et faites-les payer!*", sous une marée de pancartes.

Les organisateurs espéraient la plus importante manifestation étudiante depuis celles de novembre et décembre 2010 qui avaient rassemblé jusqu'à 50.000 personnes, au moment du vote de la loi sur l'augmentation des droits universitaires, et avaient débouché sur des violences.

Avant la réforme votée en 2010, les frais d'inscription s'élevaient à 3.300 livres (près de 4.000 euros). Les étudiants avaient massivement protesté contre le doublement à partir de 2012 des frais d'inscription dans les deux-tiers des universités anglaises, des frais qui atteignent même 9.000 livres (10.500 euros) dans un tiers d'entre elles, surtout à Londres.

"*Nous voulons une éducation gratuite pour tous. Ca à du sens économiquement. Cela payera dans le futur*", a déclaré à l'AFP Nehaal Bajwa, une étudiante en master d'économie de 26 ans qui paye 9.360 livres par an de frais universitaires.

"*Beaucoup d'argent va aux banques. Nous voulons qu'il aille à l'école. Pas seulement à l'université mais aussi aux crèches, aux lycées, etc... Cela fait un peu partie des droits de l'homme*", a-t-elle ajouté alors qu'elle prenait part à la manifestation.

"*Nous manifestons pour demander une alternative aux frais d'inscription de 9.000 livres, à la dette étudiante colossale et aux coupes budgétaires sauvages qui ont touché l'éducation*", a déclaré Aaron Kiely du syndicat national étudiant (NUS). AFP 19.11

Haut de page

Le 21 novembre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets qu'on traitera demain.

Dans ce portail on ne traite pas que de politique. Cela vous étonne peut-être ou vous incommode ? Désolé, ce n'est pas une machine qui se tape le boulot. Vous n'êtes pas non plus une machine à ce que je sache, rassurez-moi.

On commence par quelque chose de léger.

En complément à un sujet abordé rapidement hier.

En exclusivité. La définition la plus complète et la plus achevée à ce jour de l'amour.

Le ton solennel qu'on emploie ici ne tient pas de la vantardie, mais sert à dédramatiser notre affaire une fois la désillusion passée qui pourrait se transformer en désespoir chez certains, alors qu'il n'y a franchement pas de quoi dès lors qu'on est suffisamment lucide et honnête. Les esprits inférieurs en seront peut-être profondément choqués parce qu'ils admettent sans le reconnaître que notre définition correspond à la réalité, elle a été conçue pour les prémunir contre de pénibles mésaventures qui ne manqueront pas de leur arriver assurément puisqu'ils ne veulent ou ne peuvent rien entendre.

L'amour est un rapport ou un contrat dès lors qu'il est déclaré, dont le contenu porte sur les besoins que les contractants partagent ou sur lesquels ils s'entendent pour une durée indéterminée, besoins dont la nature et le contenu leur demeurent en partie ou en totalté inaccessibles ou inconscients, d'où la nécessité de prévoir ou d'inclure une clause de rupture pour y mettre un terme en

cas de besoin, dans des conditions qui respectent les intérêts des deux parties.

Cela vous convient-il ? On ne peut être plus lucide, non ?

Nous vivons sous le règne de la nécessité où la notion de besoin est omniprésent et gouverne tous les rapports entre les hommes et les classes dans la société. La plupart des hommes l'ignorent, hélas ! Pire encore puisqu'en versant dans un individualisme primaire, cynique, ils s'éloignent un peu plus de la nécessité d'en prendre conscience pour y mettre un terme et entrer dans le règne de la liberté.

Il faut bien comprendre que sur cette base aucun rapport n'est tenable, même les plus élémentaires, et que la société est condamnée au chaos et la guerre perpétuelle, à la barbarie, si les masses exploitées ne trouvent pas les moyens de se rassembler pour s'emparer du pouvoir politique et balayer ce vieux monde pourri.

On ne saute pas du coq à l'âne, car les rapports amoureux ou les rapports qu'on entretient avec la société sont de la même veine où procèdent des mêmes conditions, vaut mieux en avoir conscience ou en prendre conscience, cela évitera à chacun bien des déceptions ou des désillusions.

Nous renouvelons notre appel aux travailleurs et aux militants à rejoindre le Parti ouvrier indépendant au delà des importants désaccords qu'on peut avoir avec lui. J'ai lu hier soir l'éditorial (IO 238) de D. Gluckstein et je dois avouer qu'il me convient parfaitement, aussi nous allons le reproduire ici intégralement. Ensuite nous ajouterons une critique qui porte sur une autre question.

En guerre sur quatre continents !

Passant en boucle sur tous les moyens de communication, d'atroces images martèlent le message : la barbarie est installée, elle est parmi nous. La barbarie ? Indiscutable ! Qui l'a déclenchée ? Selon le journal Le Monde, Hollande fait « plus de guerres » avec « *moins de moyens* ». Plus de guerres ?

C'est sûr : l'article signale que les effectifs des troupes françaises au Sahel pourraient atteindre trois mille cinq cents soldats début 2015, que les drones français s'apprêtent à être déployés en Ukraine et que la marine nationale continue de croiser en mer Noire.

Le chef d'état-major de l'armée française précise : « *Nous avons plus de vingt mille hommes déployés hors de la métropole, dont plus de huit mille au profit de 27 opérations sur quatre continents dans les airs et sur tous les océans.* »

Le gouvernement Hollande-Valls est ainsi engagé dans une guerre généralisée sur quatre continents, sous le haut commandement américain, dont le chef Obama vient de déclarer qu'il est « *trop tôt pour dire si les Etats-Unis et ses alliés de la coalition gagneront la guerre* ». Guerre longue, guerre qui tend à se généraliser et qui porte la mort et la désolation sur quatre continents… « *Moins de moyens* » pour la guerre… ?

Si l'on en croit Le Monde, les « *Opex* » — « *opérations militaires extérieures* », autrement dit, les interventions guerrières — ont vu leur budget 2014 gonfler à près de trois fois le montant initialement prévu (1,2 milliard contre 450 millions). Comment faire face à cette dérive budgétaire en période d'austérité ? Tous les autres ministères sont mis à contribution, en rognant sur leurs dépenses, déjà contractées, pour financer les guerres d'agression contre les peuples du monde entier.

Risque de dérive budgétaire alimentée par cette économie de guerre florissante ? Dans Les Echos, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, envisage que la Banque centrale européenne (BCE) achètera « *si nécessaire des emprunts d'Etat* », autrement dit : la BCE est prête à éponger les dettes publiques avec de la monnaie de singe !

Mais à une condition, s'agissant de la France : que le gouvernement aille encore plus loin dans les contre-réformes, qu'il s'emploie à « *revoir les mécanismes d'indexation du Smic, donner plus de latitude aux partenaires sociaux dérogeant à la durée légale du travail dans l'entreprise, assouplir les règles du licenciement* ».

D'un côté, le gonflement sans limite des dépenses d'armement, de l'autre, le pillage des budgets publics pour financer la guerre sur quatre continents, le renflouement de la dette des Etats par la planche à billets européenne et l'accélération des « *réformes* » destructrices des droits de la classe ouvrière et de la démocratie pour trouver les « *gisements d'économies* » nécessaires à cette politique de destruction.

Guerre à l'extérieur, guerre à l'intérieur : une même politique des grandes puissances impérialistes au service des intérêts des multinationales et de la classe capitaliste.

Voilà pourquoi la classe ouvrière dans notre pays n'a d'autre choix que de combattre dans tous les aspects la politique de ce gouvernement de guerre et de s'opposer à toutes les interventions étrangères qui ne visent rien d'autre que la défense des intérêts des puissants, des exploiteurs, et de leur appétit insatiable de profit et de pillage. Telle est la position du Parti ouvrier indépendant. Fin.

Lors de la manifestation parisienne du 15 novembre à laquelle participait le POI sur ses propres mots d'ordre, Daniel Gluckstein a pris la parole devant les travailleurs et les militants présents, et il a dit notamment ceci ;

- "*Nous savons qu'il faudra bien, un peu plus tôt un peu plus tard, non pas réformer ce gouvernement, non pas l'infléchir à gauche, non pas lui demander de "rendre compte de son mandat", non pas amender les institutions, mais qu'il faudra bien, par la mobilisation de millions et de millions, bloquer ce gouvernement, imposer la rupture avec l'Union européenne et ses institutions réactionnaires. Et nous n'avons pas la prétention d'être ceux qui vont "guider" cette action. Nous avons seulement l'ambition d'y contribuer par notre action, par le dialogue fraternel avec les travailleurs et militants de toutes tendances.*"

A quoi peut donc servir un tel parti s'il ne sert pas à "*guider*" la classe ouvrière sur la voie qui la conduira à l'affrontement direct avec la bourgeoisie, s'il n'affiche pas la volonté de mener son combat politique dans la perpective de conquérir la majorté du mouvement ouvrier, de déloger ceux qui le contrôlent et qui l'ont pourri de l'intérieur, de conquérir la confiance de la majorité des masses et d'en prendre la direction pour les mener à la victoire ?

Les militants socialistes révolutionnaires revendiquent la direction du mouvement ouvrier, combattent pour atteindre cet objectif, car tout en combattant quotidiennement au côté des masses exploitées ils estiment incarner consciemment leurs intérêts fondamentaux et leur combat contre le capital, le but du combat du mouvement ouvrier qu'ils ont adopté et qui est d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle qui avait porté le prolétariat au pouvoir et dont notre combat est le prolongement, l'héritage du marxisme ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxismes dont s'inspire notre combat politique et notre porgramme, celui de la révolution socialisme mondiale.

Nous combattons pour prendre la direction du mouvement ouvrier et des masses laborieuses, nous combattons pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir, nous combattons dans la perspective de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire auquel nous participerons au côté des autres courants révolutionnaires du mouvement ouvrier acquis à la cause du socialisme, nous combattons pour l'instauration d'une République sociale qui reposera sur les institutions que les masses révolutionnaires auront fondées au cours du processus révolutionnaire, institutions dans lesquelles nous devrons aquérir la majorité afin que leur politque soit orientée dans la bonne direction ou pour consolider le nouvel Etat ouvrier.

Sans ce parti, sans le rôle déterminant qu'il doit jouer à la fois au côté et à la tête des masses, comme organisateur et guide des masses, parce qu'il est l'expression consciente du processus inconscient qui est en train de se dérouler, jamais ce processus ne pourrait être mené à son terme et la défaite serait assurée.

Le parti concentre à la fois l'histoire passée, présente et à venir du mouvement ouvrier, de l'humanité toute entière. Son interprétation de l'évolution de la nature, de la civilisation humaine, de la société et du monde prend en compte la totalité des facteurs qui ont contribué à leur transformation depuis la nuit des temps jusqu'à nos jour, ce qui permet d'en déterminer leur orientation dans un sens ou un autre selon que l'action des hommes sera consciente ou non, que les masses exploitées et opprimées prendront ou non leur destin entre leurs mains.

Or sans rassembler dans le même parti tous ceux qui parmi les différentes classes en ont pris conscience, il sera impossible de constituer un puissant pôle de regroupement destiné à organiser les éléments les plus conscients ou les plus déterminés du prolétariat qui serviront par la suite à entraîner, guider, encadrer les dizaines de millions de travailleurs qui le moment venu se soulèveront pour balayer le régime en place.

Ainsi le parti incarne et concentre le plus haut degré de conscience de la situation sociale et politique, il est donc dès lors parfaitement légitime qu'il affiche le rôle qu'il entend jouer au sein du mouvement ouvrier ou auprès des masses. Le parti est plus qu'un simple outil mis à la disposition des travailleurs pour mener leur lutte de classe ou les organiser. Il incarne leur devenir, le devenir de l'humanité toute entière à travers le socialisme qui n'est pas une doctrine ou uniquement une théorie, mais qui repose sur une analyse scientifique du système économique capitaliste qui ne peut mener qu'au chaos et à la barbarie ou à leur contraire dès lors qu'on le dépasse ou qu'on refonde la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, ce qui nécessite encore une fois que les travailleurs fassent leur révolution ou s'emparent du pouvoir politique, et qu'ils disposent d'un parti qui incarne cet objectif et le socialisme pour y parvenir, c'est d'ailleurs les principales conclusions des travaux des marxistes que l'immense majorité des intellectuels qui font réréfence au marxisme occultent ou rejettent.

Le marxisme part du principe ou de la simple observation que ce sont les hommes qui font l'histoire, inconsciemment puisque les conditions dans laquelle elle se déroule leur échappent en partie ou dans ses développements. Cette formule que l'on a souvent eu l'occasion d'entendre est incomplète. Il faut ajouter que parmi les classes dominantes et les classes moyennes, nombreux sont leurs membres qui en ont conscience mais qui s'en servent uniquement pour accroître leur richesse ou leur pouvoir ou

pour préserver jalousement leur statut privilégié, au lieu de le mettre au service de la classe ouvrière et du socialisme.

Innombrables sont les intellectuels qui déclarent s'opposer au capitalisme, mais une infime minorité seulement franchissent le pas et se rangent sous la bannière du socialisme. Nous les appelons à franchir ce pas sans tarder, car il y a urgence à en finir avec le capitalisme qui a pris une tournure crapuleuse, mafieuse, des plus cynique, monstrueuse de nos jours. Sinon ils ne serviront à rien, comme ils n'ont pas pu empêcher le pire de se produire au cours du XXe siècle, et leurs analyses demeureront du niveau de la masturbation intellectuelle, ils n'auront même pas le bonheur de goûter à l'orgasme ou d'atteindre le nirvana qui est réservé à ceux qui sont libérés de toute contingence matérielle, ce qui ne semble pas être leur cas. Soulagez-vous des chaînes du capitalisme qui entravent votre esprit ou votre liberté de pensée, cessez d'être hypocrite ou de vous leurrer sur vous-même, vos manifestations d'impuissance sont une insulte à l'intelligence humaine, franchement vous valez mieux que cela. Un peu de courage ne vous ferait pas de mal, prenez exemple sur monsieur Al Khatib.

Infos Syrie-Irak

Syrie

- Syrie : le "*méa culpa*" de Moaz al Khatib - french.irib.ir

L'ex-chef de la colalition des opposants syriens a reconnu s'être trompé sur le compte du régime du président Assad ! " *Le régime du président syrien est un régime populaire qui combat les terroristes*", a affirmé Al Khatib dans un aveu sans précédent et qui pourrait lui coûter même sa vie.

Dans la foulée de sa visite de la semaine dernière à Moscou, Khatib s'est dit être pris pour cible de tentative d'assassinat. Selon le site turc ulusal, " *Maaz al Khatib a fait cet aveu sur sa page facebook : j'avoue que je me suis trompé d'avoir pensé que lespays occidentaux, arabes et la Turquie veulent aider la Syrie et son peuple. Le groupe des "Amis de la Syrie" réunit en réalité les ennemis de la Syrie. ces pays coopèrent avec les terroristes pour détruire la Syrie. Je suis arrivé à cette conclusion que le régime syrien combat réellement les terroristes. En pleine guerre, ce régime paie ses employés, assure l'électricité aux différentes régions. ce régime fait des choses bravant de nombreuses difficultés, choses qui font penser qu'il assure sa fonction d'Etat*". Moaz al Khatib est pressenti comme l'homme qui pourrait, suivant le plan russe, mener le dialogue avec Assad. french.irib.ir 20.11

Après les révélations sur les liens entre les Etats-Unis et l'Emirat islamique qui ont fait le tour du monde.

- En Irak et en Syrie, le groupe EI en perte de vitesse - Francetv info

Pour les experts, l'EI est encore capable de coups d'éclats, mais plus d'une grande offensive. « *Les jihadistes sont passés de l'attaque à la défense* », rapporte Etienne Leenhardt. Francetv info 20.11

- Syrie: Assad veut une " *coopération internationale* " contre l'EI - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé jeudi qu'une " *coopération internationale véritable et sincère* " était nécessaire pour vaincre le " *terrorisme* " d'organisations comme le groupe Etat islamique (EI), visé depuis plus de deux mois par une coalition dirigée par Washington.

" *La région traverse une période décisive* ", a dit M. Assad lors d'une rencontre avec des représentants du parti Baas qui domine la Syrie depuis un demi-siècle.

" *Le soutien de pays amis du peuple syrien, la prise de conscience par d'autres parties internationales du danger du terrorisme pour la stabilité régionale et mondiale et une coopération internationale véritable et sincère face à ce dangereux fléau seront déterminants*" durant cette période, a ajouté le président syrien selon des déclarations reprises par l'agence officielle Sana. AFP 20.11

De quoi déclencher une nouvelle crise d'hystérie de l'AFP.

- Dans le jargon du régime (Un Etat indépendant et souverain, une République laïque, un président élu démocratiquement selon les critères occidentaux. - ndlr), les pays "*amis*" (Les seuls amis de l'AFP ne peuvent être que les puissances occidentales et leurs alliés dans la région qui combattent Assad. - ndlr) sont une référence à ses alliés, notamment la Russie, la Chine et l'Iran. Le pouvoir désigne par "*terroristes*" les rebelles qui luttent depuis près de quatre ans pour le renverser ainsi que les groupes jihadistes influents comme l'EI. (Effectivement, indistinctement puisqu'ils passent d'un groupe ou d'un mouvement à l'autre ainsi que leurs armes. Il n'y a jamais eu de rebelles armés en Syrie en dehors des factions de la bourgeoisie armées par l'Occident flanquées de quelques dizaines de milliers de travailleurs qu'ils ont manipulés, mais une opposition composée de membres du mouvement ouvrier. - ndlr)

"*Les groupes terroristes, l'EI à leur tête, ne sont pas venus du néant mais des politiques erronées et agressives de ceux qui ont lancé la guerre contre la Syrie*", a souligné M. Assad.

Il faisait référence aux pays soutenant l'opposition en exil (Emanation ou recruté par le MI6. -ndlr) et la rébellion, notamment les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar. (L'AFP a "*oublié*" Israël. - ndlr) AFP 20.11

Irak

- Irak : l'aveu époustouflant de Petraeus - french.irib.ir

On connaît bien cet ex chef de la CIA et général quatre étoiles, pour sa contribution effrénée au projet du grand Moyen-Orient. Et ce sont, justement, ces mêmes caractéristiques, qui font de son aveu quelque chose d'unique, dans son genre . "*Epaulée par les miliciens chiites et sunnites, l'armée irakienne a repoussé les Daeshistes*", a déclaré, David Petraeus, ancien chef de la CIA.

L'ancien chef de l'Agence Centrale de du renseignement, (CIA), David Petraeus, a confirmé les avancées réalisées par l'armée irakienne, épaulée par les miliciens chiites et sunnites, face à Daesh; mais de sa bouche, cet aveu est un aveu d'impuissance. Il laisse entendre que les Etats Unis n'ont joué aucun rôle digne de ce nom, dans la lutte contre Daesh, que la guerre de Daesh est loin d'être une guerre entre Chiites et Sunnites, et que l'Irak n'a nullement besoin d'être secouru par une armée étrangère pour relever les défis sécuritaires auxquels il est confronté, en raison justement des ingérences US. french.irib.ir 20.11

Effectivement c'est bien de relever que c'est Petraeus qui le dit, c'est un argument qu'on peut utiliser...

ACTUALITE EN TITRES

La Chine étend son pouvoir

- La Nouvelle-Zélande poursuit sa noce avec la Chine - Liberation.fr

- Le Nigeria et la Chine signent un mégacontrat de ligne ferroviaire - AFP

Du coup.

- La Chine accusée d'alimenter les tensions avec les Etats-Unis AFP

Intox

- Le scénario secret des Pays-Bas pour sortir de l'euro - L'obs

- Dépôt de la résolution socialiste sur la Palestine - Reuters

- Hépatite C: un traitement innovant sera vendu moins cher en France - AFP

- Sovaldi: pourquoi le remède à l'hépatite C peut coûter 705 euros en Inde et 41.000 euros en France - huffingtonpost.fr

Leur justice.

- La justice refuse à Fillon l'accès à l'intégralité de l'enregistrement Jouyet - AFP

- La Suède rejette une demande en appel de Julian Assange - Reuters

- Amiante en Italie: 3.000 morts, mais pas de coupable - AFP

Pas d'argent : Sauf pour la guerre !

- L'armée française commande 12 avions ravitailleurs MRTT d'Airbus pour 3 milliards d'euros - AFP

- Los Angeles: les voitures ultra-luxueuses à la fête au salon de l'automobile - AFP

Ripoux.

- Matchs truqués : le principal actionnaire de Nîmes avoue - Francetv info

- Un ministre proche de Hollande perquisitionné par la police judiciaire - LePoint.fr

La teigne est contagieuse au gouvernement

- Cazeneuve accuse Rugy de n'avoir que «*la haine et l'insulte à la commissure des lèvres*» - Liberation.fr

- Régions: les écologistes s'acheminent vers un vote contre le projet de loi - AFP

Résistance passive

- Des chômeuses portent plainte pour "*escroquerie*" et "*travail dissimulé*" après un stage chez Leclerc - Francetv info

- Manifestation de salariés de Gaultier contre un plan social - AFP

- 500 instits et parents ont manifesté à Saint-Denis - LeParisien.fr

- Les avocats mobilisés dans plusieurs villes contre le projet Macron - AFP

- Mexico: affrontements à une manifestation pour les 43 étudiants disparus - AFP

Guerre psychologique. Déstabilisation. Culpabilisation

Vous êtes des mauvais enfants, des mauvais élèves, des mauvais parents, des mauvais époux, des mauvais amants, des hommes mauvais, des femmes épouvantables... On laissera de côté ici les jeunes, les chômeurs, les vieux, les retraités, les pauvres, les clochards, les mendiants, les immigrés, bref, les profiteurs, les fraudeurs, les fainéants, les nantis en tous genres.

Car sans rire, ceux qui nous gouvernent seraient des modèles à suivre dans tous les domaines, des vertus de principes, de sincérité, d'honnêteté, de courage, de morale.

- Pour faire redoubler un élève, il faut désormais l'accord des parents - L'Express.fr

Nous sommes farouchement contre. Comment mieux culpabiliser les parents s'ils prennent une mauvaise décision ? Pire, comment les dresser contre leurs enfants s'ils ne partagent pas l'avis de leurs professeurs ? A l'étape suivante ils demanderont aux élèves de décider eux-mêmes.

Soit un élève a atteint la moyenne dans les matières principales ou à la limite il a progressé tout au long de l'année scolaire suite aux efforts qu'il a accomplis et il ne lui manquait qu'un point ou deux pour l'atteindre et il doit passer dans la classe supérieure, soit il a des résultats trop médiocres dans les matières principales et il doit redoubler.

Quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry, j'ai assisté à un conseil de classe (6e) réunissant tous les professeurs avec le proviseur-adjoint, et je me suis exprimé de la sorte.

Un élève très faible en début d'année avait progressé chaque trimestre, et lors du dernier trimestre il ne lui manquait qu'un point pour avoir la moyenne, la majorité des profs voulaient qu'il redouble, j'étais contre, j'ai expliqué que j'avais soutenu ce gosse toute l'année et qu'il s'attendait à passer en 5e, qu'il avait fourni tous ces efforts dans cet objectif et que si maintenant on le sanctionnait on allait le briser. Je m'étais entretenu avec lui avant cette réunion et il était résolu à tout sacrifier pour ne pas décrocher, j'en ai fait part aux autres professeurs qui ont finalement décidé qu'il pouvait passer en 5e.

Quand j'ai annoncé la nouvelle à ce gamin, il avait les larmes aux yeux de bonheur, je lui ai alors rappelé les conditions que je lui avais soumises et qu'il avait acceptées, en lui précisant que ce n'était pas un cadeau qu'on lui faisait là, car si par malheur il ne les respectait pas sa scolarité serait foutue, il m'a assuré qu'il continuerait à bosser d'arrache- pied jusqu'au bac, je lui ai souhaité bon courage et bonne chance ; le pauvre gamin vivait seul avec sa grand-mère analphabète, cela n'aide pas franchement.

- Violences conjugales : les appels d'urgence en hausse de 28% - LeFigaro.fr

Cela doit être les hommes dorénavant qui se manifestent !

- Une femme sur trois a été victime de violences conjugales - LeMonde.fr

Selon l'OMS, les efforts déployés par les Etats pour lutter contre les violences faites aux femmes sont insuffisants. LeMonde.fr 20.11

Et les violentes faites aux hommes et aux femmes par l'Etat, quand est-ce qu'on les traite ? C'est à nous de nous en charger. S'ils tiennent à leur tête, qu'ils sachent que l'affaire est déjà tranchée ! (La vidéo suivra plus tard...)

- L'inceste reste un «*Fléau de l'ombre*», faute de prévention suffisante - Liberation.fr

A les entendre ce serait si répandu qu'on serait tous concernés, tous responsables entendez par là. Mais eux et leur société, quand est-ce qu'ils le sont ? Jamais voyons, elle est si merveilleuse et ils sont si vertueux nos va-t-en-guerre.

Voilà ce qu'ils ont fait de la société.

- Plus de 2,1 milliards d'obèses dans le monde - LePoint.fr

La paix sociale pèse lourd ! C'est vraiment un handicap !

Leur monde ignoble.

- "*Un oeil sur la planète*" : l'ambiguïté de la lutte contre le terrorisme islamiste - Francetv info

- Ukraine : près de mille morts depuis la trêve, selon l'ONU - Francetv info

- Un accord avec l'Iran est encore loin, estiment Fabius et Kerry - Reuters

- En Israël, le maire d'Ashkelon bannit les ouvriers arabes des écoles - LeFigaro.fr

- Quatre cents sorties pour préserver l'espace aérien de l'Otan - Reuters

- La Chine accusée d'alimenter les tensions avec les Etats-Unis - AFP

- Nigeria : 45 morts dans une attaque attribuée à Boko Haram dans le Nord-Est - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Banksters : No limit !

- Justice européenne: l'UE a le droit de limiter les bonus des banquiers - AFP

L'avocat général Niilo Jääskinen de la Cour de justice de l'UE reconnaît que "*la détermination des divers éléments constitutifs de la rémunération d'un travailleur demeure incontestablement du ressort des Etats membres*". Toutefois, explique-t-il, "*la fixation d'un ratio de rémunération variable par rapport aux salaires de base n'équivaut pas à un " plafonnement des primes des banquiers ni à la fixation du niveau de rémunération, car aucune limite n'est imposée aux salaires de base auxquels les primes sont rattachées*".

Le gouvernement britannique a relevé que l'avocat général jugeait que la fixation d'un ratio n'équivalait pas à plafonner le revenu des banquiers. "*C'est exactement pour cela que nous (le gouvernement), l'Autorité de régulation et la Banque d'Angleterre sommes opposés à cette mesure*", a dit un porte-parole du Trésor britannique.

Le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a retiré le sujet du plafonnement des bonus des banquiers du portefeuille du commissaire chargé des Services financiers. Le Français Michel Barnier, qui occupait ce poste lorsque la directive a été adoptée, a été remplacé par le Britannique Jonathan Hill. AFP 20.11

Régime policier. Un sondage trafiqué. Et comment ils entretiennent la psychose collective.

- Près de la moitié des Français ont peur dans les transports publics - LeFigaro.fr

C'est un truc qui n'existe pas ici, en Inde, qui n'existe que dans les puissances occidentales ou en Europe, à croire que c'est là qu'on trouve les sociétés les plus décomposées, des modèles de démocratie paraît-il.

«*Il faut prendre ces chiffres avec beaucoup de délicatesse*", prévient Fabrice Michel, porte-parole de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), en expliquant que cet indicateur reste très subjectif.

Et pour cause !

Un internaute : "*La moitié des Français ! Comme la moitié des français ne prend jamais les transports en commun , ça fait en fait, un quart seulement des Français*."

Et voyez qui est le commanditaire de ce sondage et le pourcentage qui suit, éloquent.

- Les Français se sentent-il en sécurité dans les transports en commun? Pour la moitié des voyageurs qui les empruntent, la réponse est non, selon un «*sondage OpinionWay - Axis Communications*» (qui fabrique notamment des systèmes de vidéosurveillance).

90% des Français se montrent favorables à l'augmentation de la vidéosurveillance dans les transports en commun.

Vraiment ?

Un paradoxe qu'avait souligné une enquête menée par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France et publiée en 2012. «*Le sentiment d'insécurité est souvent déconnectée de la réalité*», soulignaient ses auteurs. Si 45,5% des personnes interrogées déclaraient «*avoir eu peur, au moins de temps en temps, d'être agressés ou volés dans les transports en commun*», seuls 3,4 % des sondés avaient «*été victimes de vols ou d'agressions au cours des trois dernières années*».

Les plus faibles sont mis à contribution...

Ce sentiment d'insécurité est particulièrement ressenti chez les jeunes et les femmes.

... pour justifier un régime policier.

89% des utilisateurs de transports en commun se sentent rassurés lorsque la police est présente dans les transports,

86% le sont en présence de vigiles

81% le sont en présence de contrôleurs et d'agents d'accueil.

Une "***légende***" affligeante. Escroquerie politique.

- Mélenchon, Laurent et Filoche au rendez-vous des « *socialistes affligés* » - lemonde.fr 20.11

Le thème : Au chevet du PS.

- « *Sans changement de cap d'ici deux ou trois ans, il y a un gros risque que la gauche soit en très mauvais état. En 2015, le PS va faire des scores qui le rapprochent du Pasok [parti socialiste grec], et il pourrait disparaître d'ici 2017* », s'inquiète Liêm Hoang Ngoc.

Vous pouvez compter sur les vendus qui ont permis depuis juin 2012 à tous les textes du gouvernement d'être adoptés à l'Assemblée nationale.

- Gérard Filoche : "*Ceux qui pensent que la question du PS est réglée ont tort, c'est là que ça va se passer* », prévient-il, évoquant le congrès à venir du parti en juin 2015, durant lequel les frondeurs vont tenter de peser de tout leur poids.

S'il savait comme les travailleurs s'en foutent. Sans rire, retenez-vous quelques instants vous allez avoir l'occasion de vous lâcher

Qu'est-ce qui peut sauver ce qu'il appelle la gauche, pas les "*fraudeurs*", aucun des participants n'y croient vraiment, alors qui? Mais les écologistes voyons ! Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? On a bien à faire à des charlatans, non ? Attention, professionnels.

- On préfère miser sur une alliance avec Europe Ecologie-les Verts (EELV). Manque de chance : Eva Joly, seule personnalité écologiste de poids susceptible d'être présente ce soir-là, est en mission pour l'ONU en Afghanistan.

En "*mission pour l'ONU*", c'est mieux encore ! Ce sont bien des agents du régime.

A ce propos le M'PEP a publié un tract le 15 novembre appelant à sortir de "*l'UE, l'euro, l'OTAN, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale*", mais pas de l'ONU (avec ses nombreuse agences) qu'ils estiment pouvoir jouer un rôle progressiste auprès des peuples, alors que c'est uniquement un instrument de l'impérialisme américain pour conserver son hégémonie et soumettre tous les peuples à sa botte, mission dévolue à l'ONU et qu'elle remplit très bien, dans le cas contraire elle ne sert strictement à rien.

Pour justifier sa soumission à l'ONU ou à l'ordre établi capitaliste, le M'PEP se fait nostalique des "*Trente Glorieuses*" car cette période aurait été "*la plus longue période de l'histoire du capitalisme à ne pas avoir connu de crise économique*", ce qu'ils ne disent pas : sur fond de liquidation du mouvement révolutionnaire par les staliniens qui pactiseront avec de Gaulle et accepteront le plan Marshall contrairement à la légende répandue, le PCF ainsi que la CGT condamneront les grèves, car selon Maurice Thorez la priorité était de "*gagner la bataille de la production*", mot d'ordre partagé par le patronat, dans le cadre d'un marchandage avec l'impérialisme américain la France obtiendra l'annulation d'une partie des dettes de guerre françaises, plus largement ce sont les Américains qui financeront le rédémarrage de l'économie française, cette période d'expansion économique relative coïndera avec la reconstruction du tissu industriel et des infrastructures détruits au cours de la guerre, sans oublier l'exploitation des colonies et ex-colonies, etc. Bref, si on suivait le raisonnement du M'PEP on devrait peut-être adopter l'économie américaine, mais là encore le "*miracle*" économique n'a pas duré, pire encore, durant cette période les capitalistes ont accumulé une gigantesque masses de profits ou capitaux précipitant une nouvelle crise du capitalisme dès le milieu des années 60, en 1966 avec la crise américaine du crédit, réduisant à deux décennies cette période sans crise, sans parler de toutes les guerres qui ont émaillé cette période et alimenté ou nourri l'économie, guerre de Corée, d'Algérie et d'Indochine, crise du canal de Suez, etc.

Sur le plan social et politique, les "*Trente Glorieuses*" furent l'antithèse du combat pour changer la société, un modèle d'adaptation au capitalisme souhaité par la classe dominante, qui consacra la mise au travail des femmes au lieu de lutter pour des salaires décents pour tous qui se serait traduit par l'augmentation des salaires des hommes (et des femmes selon le principe : à travail égal, salaire égal.) majoritairement au travail et aurait permis aux femmes de disposer de temps libre pour s'occuper de leur ménage et leurs enfants, mais aussi pour s'épanouir, se livrer à des activités culturelles, artistiques ou sportives ou de toutes autres natures ; la société de consommation ; la collaboration de classe avec la politique contractuelle et la participation, la création des comités d'entreprises, sans oublier la créaton du plus puissant outil de propagande du régime : la télévision entièrement contrôlée par l'Etat... La lutte des classes devait servir principalement à acheter la paix sociale et à assurer la stabilité du régime, au lieu d'être orientée vers le socialisme ou de préparer les conditions qui permettraient au mouvement ouvrier d'être armé théoriquement et politiquement lorsque la crise du capitalisme éclaterait ou les capitalistes passeraient à l'offensive pour s'attaquer à tous nos droits sociaux et politiques, de manière à pouvoir l'affronter dans les meilleures conditions possibles, vous connaissez la suite puisque vous êtes en train de la vivre.

Autant dire qu'on n'a rien à regretter, sauf d'avoir été berné par les dirigeants du mouvement ouvrier dont certains aujourd'hui encore vantent cette époque.

Revenons à nos larrons.

En réalité ils n'avaient qu'une seule chose en tête : Les élections qui doivent avoir lieu en 2015 et des combines pourries d'appareils. Ils le disent eux-mêmes, il suffit de lire :

- Selon Mélenchon, le Front de gauche et EELV vont dans un premier temps nouer des alliances au cas par cas aux départementales de mars 2015. « *Et aux régionales, on fait un accord national. On peut terminer devant le PS dans trois quarts des régions… Bon, allez, la moitié.* »

Nulle part parce qu'ils sont nuls ! Attendez, un dernier épisode pour que la supercherie soit complète. Retour au PS.

- Selon Mélenchon, les bases seraient posées pour une refondation de la gauche sur le modèle d'Epinay, quand François Mitterrand unifia différentes chapelles en 1971. Si tel devait être le cas, la réunion du bout de l'impasse à Saint-Germain-des-Prés viendrait nourrir la légende. lemonde.fr 20.11

A tomber à la renverse !

Nourriture avariée, recette obsolète qui a fait son temps et pour cause. Au fait, Laurent, il en pense quoi d'Epinay dont la cible était le PCF ? Rien, il s'en fout. Mais on comprend la démarche de Mélenchon.

A l'époque il militera à l'OCI, il était soi-disant trotskiste, et nos braves trotskistes qui frayaient avec les dirigeants du PS n'eurent plus qu'un objectif, porter Mitterrand au pouvoir au point d'appeler à voter pour lui dés le premier tour de la présidentielle en 1981, sombrant dans l'opportunisme. On en restera là en guise d'"*imminence de la révolution*" qui leur servit de prétexte pour justifier leur ligne politique...

Le NPA et le POI ayant manifesté le 15 novembre dernier au côté du Front de gauche, Mélenchon se voit peut-être déjà renouveler l'opération de 1981 à son profit en tant que candidat à la présidentielle en 2017, mais là je crois qu'il rêve tout éveillé notre illusionniste. Quel mégalomane, il ne s'arrange pas !

Mitterrand le grand bourgeois et le courant qu'il incarnait n'avaient jamais eu l'intention de rompre avec le capitalisme et la Ve République. Que Mélenchon revendique l'acquis du Congrès d'Epinay témoigne si nécessaire qu'il n'a jamais rompu avec le PS et son idéologie qui est étrangère au socialisme.

"***Le vrai progrès***", la "***modernisation***", la "***réforme***" : C'est la régression sociale sans fin.

- Emmanuel Macron rouvre le débat sur 35 heures - Francetv info

Le nouveau ministre de l'Economie a effectué une nouvelle charge contre les 35 heures, jeudi 20 novembre. Il a souhaité mettre en place plus de souplesse devant une commission d'enquête de l'Assemblée nationale. "*Le cadre légal des 35 heures n'est pas suffisant, car les salariés comme les entreprises ont besoin de plus de souplesse. Finalement, qui serions-nous pour pouvoir refuser à quelqu'un qui souhaite, qui a besoin de travailler plus, que c'est impossible ?*", a lancé Emmanuel Macron.

Quand on sait que des millions de salariés travaillent plus que 35 heures par semaine, on est obligé de se dire qu'ils ont forcément une autre idée derrière la tête : augmenter la durée du travail sans augmenter les salaires par exemple. Ou encore laisser la liberté aux patrons d'individualiser la durée du travail dans chaque entreprise, pire encore, dechaque poste de travail.

- Macron pour des accords sur le temps travail et améliorer l'ANI - Reuters

Emmanuel Macron a invité jeudi les partenaires sociaux à améliorer l'accord national interprofessionnel (ANI) de 2013 et s'est prononcé pour que le temps de travail puisse être modulé par des accords majoritaires dans l'entreprise ou la branche.

Seuls six accords de maintien de l'emploi liés à l'ANI ont été signés dans les entreprises, a-t-il souligné devant une commission de l'Assemblée nationale, ce qui prouve selon lui que l'on a bridé un bon outil "*en voulant trop bien faire*". (Les syndiqués préfèrent l'anisette, mais l'alcool est interdit dans les entreprises, pas de bol monsieur le banquier, dans son milieu on ne doit pas en boire. Entre nous, moi non plus mais par pour les mêmes raisons. - ndlr)

"*J'espère que dans les prochains mois, les partenaires sociaux, puis le législateur, pourront prendre en compte des aménagements de l'accord de 2013 parce que l'expérience montre, après un peu plus d'un an, qu'il est sans doute trop restrictif*", a-t-il dit. (Ne comptez pas trop sur les syndiqués. - ndlr)

Emmanuel Macron a critiqué la limitation à deux ans de la durée de ces accords qui visent à éviter les licenciements dans les entreprises en difficulté. Et il a estimé que l'obligation pour une entreprise de passer devant un juge pour suspendre un tel accord et procéder à des licenciements provoquait un rejet.

"*Beaucoup de patrons disent : 'si c'est ça, je préfère ne même pas négocier d'accord'*", a-t-il dit. "*A vouloir trop bien faire, on a créé des contraintes qui ont un peu stérilisé l'instrument.*" (Ah ben si ce sont des patrons qui le disent ! Il est leur porte-parole. - ndlr)

Pour réformer le marché du travail, "*le pari que nous devons faire, c'est de mieux faire fonctionner notre démocratie sociale*", a-t-il ajouté. "*C'est ainsi que l'on pourra progressivement rendre la loi plus intelligente.*"

C'est le cas pour le temps de travail, a-t-il dit, en défendant la loi fixant sa durée hebdomadaire à 35 heures.

"*Je suis pour garder le cadre de la loi et aménager une place à l'accord majoritaire*", a-t-il déclaré, jugeant que "le cadre légal des 35 heures n'est pas suffisant car les salariés comme les entreprises ont besoin de plus de souplesse".

"*Le vrai progrès, c'est de donner à chacun la possibilité de choisir, dans un cadre organisé et sécurisé par l'Etat et par les partenaires sociaux*", a-t-il poursuivi. "*Ces accords, qu'ils soient de branche ou d'entreprise, peuvent fournir des cadres plus adaptés*

à la négociation du temps de travail et ils ne sont pas pour autant synonymes de remise en cause des 35 heures." (Soit la négociation du temps de travail n'a pas pour objet de remettre en cause les 35 heures et alors il ne sert à rien de l'évoquer, soit ce n'est pas le cas et cela signifie que les 35 heures seront remis en cause. Le "*vrai progrès*", c'est le temps de travail et le salaire à la carte selon le bon vouloir du patron de droit divin, on a compris. Pour un peu, en poussant à fond sa logique, cela revient à rétablir le salaire à la tache. - ndlr)

C'est précisément l'un des enjeux de la difficile négociation entre les partenaires sociaux sur la modernisation du dialogue social dans l'entreprise, qui reprend vendredi.

Le Medef propose que l'agenda social des sociétés de 50 salariés et plus, c'est-à-dire les thèmes de négociation et leur périodicité, puisse être défini par un accord d'entreprise ou de branche. A défaut d'accord, l'organisation patronale propose un socle minimal de règles.

Ces négociations, précise le Medef dans ses propositions, pourront notamment porter sur les salaires, la durée du travail, la gestion prévisionnelle des emplois et la prévention des conséquences de mutations économiques.

Pour Emmanuel Macron, la flexibilité du temps de travail bénéficierait surtout aux PME.

Les syndicats se sont, pour leur part, jusqu'ici montrés hostiles à une inversion de la hiérarchie des normes, qui donnerait la prééminence aux accords d'entreprise et de branche. Reuters 20.11

On aura retenu qu'il préconise à la suite du Medef de livrer une guerre de classe "*préventive*" contre les travailleurs. Autrement dit ils livrent une guerre de classe permanente qui mérite bien une révolution permanente jusqu'à leur expropriation. Dommage qu'on ne puisse pas en faire autant, les neutraliser avant qu'ils nuisent à la société.

Haut de page

Le 22 novembre 2014

CAUSERIE

Le bonjour à nos nombreux lecteurs aux quatres coins du monde, on ne peut citer tous les villes où vous vous trouvez, on a laissé de côté les villes les plus connues à quelques exceptions près :

- A Anchorage, Bloomington, Abilene, aux Etats-Unis, Winnipeg, London au Canada, à Puerto Varas au Chili, à Lomas de Zamora en Argentine, à Tegucigalpa au Honduras, à Baku en Azerbaijan, à Tbilis en Georgie, à Barquisimeto au Venezuela, à Port Au Prince en Haïti à Funchal au Portugal, à Port Louis à l'île Maurice, à Kozhikode en Inde, à Adis Abeba en Ethiopie, à Meknes au Maroc, à Setif en Algérie, à Krasnoyarsk, Neftekamsk, Novosibirsk en Russie, à Guangzhou en Chine, à Chiba au Japon, à Jakarta en Indonésie, à Tirgu Jiu en Roumanie, à Kielce en Pologne, à St Gallen en Suisse, à Malmo en Suède, à Tallin en Estonie, à Oulu en Finlande...

Un portail et un courant politique, un animateur et militant qui n'a aucun intérêt à vous raconter des histoires ou à vous cacher quoi que ce soit, et s'il nous arrive de nous tromper, c'est involontaire ou par ignorance, quand on s'en aperçoit on le reconnaît et on rectifie.

Quand je m'exprime plus que d'ordinaire, c'est parce que mon isolement me pèse davantage. En dehors de ma compagne Selvi, sa famille et les Indiens qu'il m'arrive de croiser en faisant des courses, je ne parle à personne et je n'ai plus aucune correspondance avec la France en dehors de ma vieille mère à qui je téléphone une fois par mois ou ma soeur à qui je donne de mes nouvelles.

Selvi trouve nos relations étranges, celles qui existent en France ou que j'ai avec ma famille. Elle apprécie ma présence et de vivre avec moi, et ne comprend pas leur comportement à mon égard. Je lui ai tout raconté jusque dans les moindres détails, y compris évidemment les passages qui n'étaient pas à mon avantage. Je lui ai dit, tu vois Selvi, je suis un sale type, un mauvais fils, un mauvais époux et un mauvais père, tu devrais te méfier, peut-être que toi aussi tu me sortiras cela un jour, qui sait, tu sais, par rapport à ce que je t'ai raconté qui couvre plus de 40 ans de ma vie, je n'ai jamais changé.

Mes parents, particulièrement mon père me battait pratiquement tous les jours et cela a duré jusqu'à mon adolescence, moins par la suite, par contre il a rarement gifflé ma soeur Catherine et jamais Solange. Or dès très jeune j'ai toujours aidé mes parents, je mettais la table et j'aidais ma mère chaque fois que c'était possible, je lavais la voiture de mon père ou je nettoyais le petit jardin... Catherine jamais. Je n'avais pas plus de mauvaises notes que ma soeur à l'école, mais c'était toujours moi qui était battu

et qu'ils rejetteront.

Avec ma première épouse, j'ai eu un comportement exemplaire et j'ai enduré pendant 10 ans ce que 99% des hommes n'auraient jamais supporté. Ma seconde épouse m'a trompé avant même que je ne la rencontre sur son état de santé et ses réelles intentions, bien qu'il était facile de deviner ces dernières, quitter l'Inde à n'importe quel prix.

La première m'a quitté dès qu'elle eut donné naissance à notre fille, en réalité on resta ensemble pendant encore 7 ans mais nos relations s'étaient brisées ce jour-là et ne seraient plus jamais comme avant, en deux mots n'étant plus utile et devenu encombrant je devais disparaître, contre cela il n'y a rien à faire. La seconde décida un jour de partir vivre en France à mon insue, alors que nous étions installés en Inde depuis plus de 10 ans, et voulut m'obliger à la rejoindre, ce que je refuserai, nos voies divergeant, notre histoire devait s'arrêter là. Dans les deux cas je devais faire les frais de considérations qui étaient extérieures à nos relations ou qui m'étaient étrangères, purement individuelles, mais dont on ne manqua pas de m'impliquer la responsabilité.

Si j'ai été traumatisé par la première expérience parce qu'elle avait été une véritable relation amoureuse, la seconde m'a laissé indifférent dans la mesure où il s'agissait d'un mariage arrangé entre deux inconnus, une sorte de suicide sentimental qui devait mal se finir. Comme quoi on peut commettre de grave erreur dans la vie, il faut dire qu'à cette époque je ne militais plus depuis des années et que j'étais paumé. Ma seconde épouse, qui a acquis la nationalité française et qui a de quoi vivre s'en tire très bien, elle a eu ce qu'elle voulait en somme, et si elle n'entame pas une procédure de divorce en France, elle n'aura qu'à dire que son époux est mort, les gens la plaindront, elle adore cela, en use et en abuse même, cela me laisse totalement indifférent.

Quand je l'avais rencontrée ainsi que sa famille la première fois en aout 1989, je leur avais bien précisé que j'avais l'intention de venir m'installer en Inde par la suite, ce que j'ai fait effectivement, donc je n'ai absolument rien à me reprocher de ce côté-là. Quant à ma première épouse, dès lors qu'elle avait décidé d'élever seule l'enfant qu'elle avait mis au monde et qu'un compagnon et un père était inutile et embarrassant, influencée par des collègues de travail qui avaient déjà adopté ce mode de vie, il était impossible de la convaincre du contraire puisque je ne faisais plus partie de son histoire, j'étais devenu un intrus dans sa vie, une verrue à extirper au plus vite ou une sangsue parce que j'ai essayé de résister, en vain.

J'ai raconté tout cela à Selvi qui a parfaitement compris. Elle est peut-être profondément arriérée, plus encore que ma seconde épouse, elle a beaucoup de mal à réfléchir ou à se concentrer sur quelque chose, cela lui demande du temps, beaucoup de temps, mais cela présente un avantage, comme elle est spontanée, naturelle, insouciante ou inconsciente de bien des choses, elle livre ce qu'elle ressent vraiment. Et c'est très intéressant, car on peut s'apercevoir que dès lors qu'on y met beaucoup de patience et qu'on mobilise la totalité de nos capacités intellectuelles, qu'elle peut parfaitement comprendre une situation parfois complexe, et surtout spontanément sa version de nos rapports et ce qu'elle pense de mon comportement correspond fidèlement à ce qu'ils sont réellement, au delà de ce que j'ai pu imaginer, jusqu'à mettre en évidence certains aspects auxquels je n'avais pas pensé, à l'arrivée elle m'en apprend sur moi-même, ce que je trouve formidable. Elle décrit certains aspects de ma personnalité ou de mon caractère sur lesquels je n'ai pas spécialement envie de m'attarder généralement mais qui ont de l'importance pour elle, ce que j'ignorais, du coup je me corrige pour qu'on ait encore de meilleures relations dans le futur. Ma seconde épouse avait eu tendance à développer la même spontanéité à mon égard sans que je l'écoute car je la savais très hypocrite et un peu trop intéressée, elle en aurait profité pour accroître son emprise sur moi, ce que je ne souhaitais pas. Avec Selvi je n'ai aucune inquiétude à avoir parce que nos relations ont débuté sur des bases plus saines, nous nous sommes tout dit préalablement et nous avions une attirance mutuelle l'un pour l'autre, la part d'inconscience qui existe dans nos rapports est pour ainsi dire nulle, donc sans rique.

Avec une intellectuelle, ce genre de rapports est quasiment impossible à avoir, inenvisageable, car elle sera incapable d'être spontanée jusqu'au bout ou de le rester au delà d'une déclaration d'amour enflammée qui sera marqué du sceau de l'inconscience, une (ou un) intellectuelle se leurrrant facilement sur ce qu'elle est vraiment, sur tout en général, son interprétation de la réalité est constamment faussée par l'idée qu'elle veut en avoir qui demeure inconscient, qui se rapporte à sa condition dont font partie sa personnalité, son fonctionnement psychologique ou son mental, ses expériences passées, son mode de vie et de pensée, son statut social, notamment.

Un chercheur ou un scientifique qui souhaite étudier la nature ou un phénomène quelconque, se comporte au départ comme un enfant insouciant qui observe attentivement ce qu'il a sous les yeux, ensuite il procède à des relevés qui lui seront utiles pour ses travaux, par la suite seulement il se servira de son expérience passé et de ses connaissances acquises pour les mener à bien et en tirer des conclusions ou des enseignements, il ne procèdera pas à l'envers, auquel cas il ne parviendrait à rien.

On peut se détourner du matérialisme dialectique où rejeter la nécessité d'acquérir une méthode scientifique pour analyser ou interpréter tout ce qui nous tombe sous la main ou les yeux, toutes nos expériences, mais dans ce cas-là il ne faut pas s'étonner de ce qui nous arrive dans la vie et de demeurer toujours aussi ignorant. Tous les jours à travers les tas d'articles que nous publions on peut le constater, cela en est même terriblement choquant, indécent parfois, on se demande même si leurs auteurs ne le font pas exprès tant ils sont pathétiques.

Hier soir j'ai lu un excellent article que se terminait hélas par une référence à Kissinger, le pilier du groupe Bilderberg depuis 50 ans, la tête pensante du néolibéralisme, à lui tout seul il est Milton Friedman, Ronald Reagan et Pinochet, comme si l'auteur en quête de légitimité n'avait rien trouvé de mieux, alors que dans son article il écharpait la politique américaine. Je me suis demandé

comment on pouvait faire preuve d'un tel aveuglement, c'est fou en réalité.

Osez changer la société !

- "*Osez le féminisme!*" veut inscrire le féminicide dans le code pénal - AFP

"*Osez le féminisme!*" entend aussi faire évoluer les mentalités, car "*l'impunité des agresseurs*" est directement liée au sexisme présent dans la société, estiment ses responsables. AFP 21.11

Question : Est-il possible de répertorier toutes les agressions qui se produisent ? Est-il d'identifier tous les agresseurs ? La réponse est non à ces deux questions, alors il faut considérer que l'ensemble de la société en porte la responsabilité, puisqu'elle est incapable de les prévenir et plus encore d'y mettre un terme.

Cette culpabilité collective est insupportable et particulièrement abjecte, car elle fait de chacun d'entre nous les complices des atteintes portées à l'intégrité des femmes, alors que nous n'avons aucun pouvoir sur le cours de la société, puisque nous ne possédons aucun pouvoir ou que nos droits politiques sont inexistants ou systématiquement spoliés.

En reconnaissant que le "*sexisme (est) présent dans la société*", ils admettent que c'est la société telle qu'elle existe qui l'a sécrété. Maintenant les rapports qu'exprime le "*sexisme*" ne sont pas tombés du ciel, ils sont le reflet ou la reproduction de rapports de domination qui existent à l'origine dans la société, plus précisément au sein du mode de production capitaliste, au sein des rapports sociaux de production entre dominants et dominés, rapports de nature discriminatoires et injustes, basés sur des inégalités entre les classes, entre ceux qui possèdent les moyens de production ou le pouvoir, et ceux qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour survivre.

Ces rapports traduisent un rapport de forces entre oppresseurs et opprimés. Ces rapports sont favorables à la minorité, la classe dominante qui concentre tous les pouvoirs, alors que l'immense majorité de la population appartient à la classe dominée et n'en détient aucun.

Ainsi la violation permanente du droit politique de la majorité, de la démocratie qui est confisquée par la minorité d'exploiteurs et d'oppresseurs, sert uniquement à justifier ces rapports et à les perpétuer, elle constitue même la base de leur légitimité. Il ne faut pas chercher ailleurs une autre explication ou origine à l'ensemble des rapports sociaux qui miment ou reproduisent à chaque niveau de la société les rapports qui viennent d'être décrits.

Dans chacun de ces rapports le plus faible sera dominé ou opprimé par le plus fort. Dans chacun de ces rapports les minorités feront l'objet de discrimination, de rejet, voire de haine de la part de la majorité. Il en ira ainsi dans toutes les classe et les couches de la société à des degrés différents. On ne peut pas comprendre les préjugés parfois archaïques ou le comportement en générale de la population sans prendre en compte ces facteurs et ces rapports.

Pour les réduire ou y mettre un terme il faut changer la société, les rapports fondés sur des inégalités entre les classes sur lesquelles elle repose. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on pourra "*faire évoluer les mentalités*" et aboutir à une société meilleure et plus juste, au lieu de stimatiser ou culpabiliser la population qui n'a pas demandé à vivre dans la société telle que nous la connaissons aujourd'hui, et qui n'a aucun interêt à ce qu'elle se perpétue, seule la classe qui en tire profit, celle des exploiteurs et des oppresseurs y trouvent son intérêt, c'est donc contre elle qu'il faut orienter notre combat et non pas contre telle ou telle couche arriérée de la société.

Deux vidéos (en anglais)

OCSE monitor mentions bullet holes in MH17
http://www.youtube.com/watch?v=7ze9BNGDyk4

Une nouvelle photo d'une partie du cockpit criblé de balles de mitrailleuses. Cet inspecteur de l'OSCE explique qu'il a relevé des impactes de balles sur la carlingue du Boeing de la Malaysian Airlines...

2- Ukraine Eyewitness Confirm Military Jet Flew Besides MH17 Airliner: BBC Censors Video 25Jul2014
http://www.youtube.com/watch?v=Sa_R2NA1txc

Plusieurs témoins visuels disent avoir aperçu plusieurs avions lors de l'explosion du Boeing, ils décrivent même leur trajectoire...

Ce qui est une mauvaise nouvelle pour les néolibéraux est forcément une bonne nouvelle pour tous les peuples.

- Les réfugiés fuyant la Syrie sont de moins en moins nombreux, et c'est une mauvaise nouvelle - Slate.fr

De plus en plus de Syriens depuis 4 ans intègrent les milices populaires qu'Assad a décidé d'armer et qui participent au combat au côté de l'armée de la République arabe syrienne pour défendre l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre les envahisseurs atlantico-arabo-sionistes.

Les chiffres du jour.

84,2.

84,2 % des embauches, hors intérim, se sont faites en contrat à durée déterminée (CDD). Avant la crise financière, au 1er trimestre 2008, ce type de contrat précaire ne représentait que 70 % des embauches.

La proportion d'embauches en CDD par rapport à l'ensemble des contrats (nouvellement et anciennement signés) a aussi atteint un nouveau record au 2e trimestre 2014, et représente désormais 14,8 % de tous les contrats signés.

Selon la Dares, service des statistiques du ministère de l'emploi, la hausse du 2e trimestre s'observe « *quelle que soit la taille de l'établissement* ». lemonde.fr 21.11

0,004

La fortune des quelque 211 000 «*ultra-riches*» a continué à prospérer en 2014, en dépit des tensions géopolitiques. Ils détiennent aujourd'hui 13 % de la richesse mondiale, selon un rapport de la banque suisse UBS et de l'agence de conseil Wealth-X.

Ils ne connaissent pas la crise, à en croire l'étude : En 2014, leur nombre a augmenté de 6%, et leur patrimoine de 7%, pour atteindre près de 30 000 milliards de dollars (24 000 milliards d'euros). Presque deux fois le produit intérieur brut américain.

Ces individus très fortunés ne représentent que 0,004 % de la population adulte mondiale.

D'après le rapport d'UBS et Wealth-X, ce club très fermé a réussi, en 2014, à étendre son "*influence*" grâce à la bonne santé des marchés boursiers et en dépit des "*conflits géopolitiques, des tensions socio-économiques et de la volatilité sur les marchés financiers*". Le plus grand risque qui pèse sur eux serait la "*concentration*" de leurs fortunes dans un nombre trop restreint de secteurs.

Près de 10 000 milliards d'euros de leur patrimoine mondial est détenu par des compagnies privées, surtout dans le secteur de la banque, de la finance et des fonds d'investissement.

En matière de luxe, ces individus ont surtout un faible pour l'aviation privée et les yachts, qui représentent plus de 80% de leurs investissements dans ce secteur. Et d'où qu'ils viennent, leur résidence secondaire se situe avant tout aux Etats-Unis (24%) et au Royaume-Uni (15%).

Avec respectivement 75 000 et 62 000 personnes, l'Amérique du Nord et l'Europe abritent le plus d'"*ultra-riches*". Ces deux régions continuent d'"*attirer des capitaux et des investissements financiers et humains*", et "*leur influence dans le monde poursuit son extension*", indique le rapport.

L'Asie, qui arrive en troisième position avec plus de 46 000 "*ultra-riches*", a effectué une "*performance moins impressionnante qu'attendue*", poursuit l'étude.

A la neuvième place du classement des pays, la France accueille 4 750 "*ultra-riches*", dont la fortune globale est estimée à 450 milliards d'euros. Liberation.fr et francetvinfo.fr 21.11

Qu'est-ce qu'on attend pour les supprimer ?

Aux Etats-Unis la même annonce dope Wall Street, cherchez l'erreur.

- L'euro, plombé par des propos de Mario Draghi, passe sous 1,24 dollar - AFP

L'euro est passé sous la barre de 1,24 dollar vendredi dans le sillage de déclarations du président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi signalant de possibles mesures supplémentaires de soutien à l'économie, à la peine, de la zone euro. AFP 21.11

- Wall Street grimpe à de nouveaux records, saluant les banques centrales - AFP

La Bourse de New York a propulsé ses indices vedettes, le Dow Jones et le S&P 500, à de nouveaux sommets vendredi, dopée par la volonté des banques centrales chinoise et européenne de soutenir l'activité économique. AFP 21.11

ACTUALITE EN TITRES

La crise par le vide

- La filiale française de Bata va se déclarer en cessation de paiement - Liberation.fr

- Reprise de Fly, Atlas et Crozatier: un millier d'emplois supprimés - AFP

-France : la crise du meuble - Francetv info

Conséquence de la crise du marché de l'immobilier, les Français achètent de moins en moins de meubles. Plus de 1000 postes viennent d'être supprimés au sein du groupe Mobilier européen. Francetv info 21.11

Intox

- Des mesures pour lutter contre le décrochage scolaire - Francetv info

- Accords commerciaux : la France défendra la réciprocité face aux États-Unis - LePoint.fr

- Barack Obama déclare la guerre au Congrès - Francetv info

Le cadeau empoisonné. Comment exercer un contrôle total de la population quand on ignore l'identité de millions de personnes ?

- Etats-Unis : Barack Obama offre une régularisation provisoire à près de 5 millions de sans-papiers - Francetv info

Mimétisme ou d'une conversion à l'autre. Convertion au néolibéralisme ou à la pensée unique anglo-saxonne-sioniste.

- Pourquoi y a-t-il tant de convertis parmi les djihadistes français de l'Etat islamique? - L'Express.fr

La même question se pose en Turquie.

- Le gouvernement turc veut des mosquées dans toutes les universités d'Etat - LeMonde.fr

Régime néonazi. On comprend pourquoi les "***bailleurs de fonds occidentaux***" et l'Otan l'apprécie.

- L'Ukraine commémore la révolte du Maïdan et flirte avec l'Otan - AFP

Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, apprécié par des bailleurs de fonds occidentaux, conservera son poste, mais le gouvernement doit être "*complètement rénové*", a déclaré vendredi le président Petro Porochenko dans une adresse à la Nation. AFP 21.11

Pas un jour sans une provocation ou une menace.

- Ukraine: les Etats-Unis menacent la Russie d'"*isolement*" - AFP

- L'Ukraine accuse la Russie de tirs d'artillerie - LeMonde.fr

Il fallait bien compenser

- New York: Un policier tue un innocent de 28 ans «*par accident*» - 20minutes.fr

L'arme du policier s'est déchargé accidentellement, selon les forces de l'ordre. 20minutes.fr 21.11

- Etats-Unis: un Noir condamné à mort sur le mensonge d'un enfant, libéré après 39 ans - AFP

Un condamné à mort noir américain a retrouvé la liberté vendredi à Cleveland en Ohio (nord), innocenté après 39 ans derrière les barreaux dus au mensonge d'un enfant, un record dans un cas d'erreur judiciaire aux Etats-Unis. AFP 21.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Cahuzac, Benguigui, Thévenoud, Morelle, Arif...

- Kader Arif, soupçonné de favoritisme, poussé à la démission - AFP

La liste des ministres limogés ou démissionnaires depuis le début du quinquennat de François Hollande s'est encore allongée vendredi avec le départ du secrétaire d'État aux Anciens combattants Kader Arif, soupçonné de favoritisme dans l'attribution marchés publics.

M. Arif, 55 ans, un fidèle du président de la République, a rejoint la cohorte de ministres poussés à la démission depuis 2012 pour leur implication présumée dans des affaires, comme Jérôme Cahuzac ou Thomas Thévenoud, ou des désaccords politiques, à l'instar d'Arnaud Montebourg ou Delphine Batho.

Selon un communiqué de l'Élysée, M. Hollande "*a remercié*" vendredi matin le secrétaire d?État pour son "*action accomplie au service du monde combattant depuis plus de deux ans*".

Mais, d'après une source bien informée, l'entretien de M. Arif avec le chef de l'État vendredi matin s'est "*très mal passé*". M. Arif aurait notamment reproché à M. Hollande de "*protéger ses amis*", en évoquant le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, englué dans des déclarations contradictoires mettant en cause l'ex-Premier ministre François Fillon.

En complément

- Le député UMP Brochand avait 1,19 million d'euros en Suisse - L'Express.fr

En famille "***à l'unisson***".

- France: Hollande honore Chirac - AFP

François Hollande a rendu un hommage appuyé à Jacques Chirac à l'occasion d'une remise de prix de la Fondation Chirac au musée du quai Branly (Paris, 7e).

Dans son discours, M. Hollande a affirmé son respect pour l'ancien président (1995 à 2007), "*un respect qui, a-t-il dit, est à l'unisson de l'affection que vous portent les Français, au-delà des sensibilités politiques*".

Président du jury de la Fondation cette année, M. Juppé a rendu hommage aux deux présidents, exprimant son "*admiration*" et sa "*fidélité*" à M. Chirac et saluant la "*détermination*" de M. Hollande dans le combat contre le terrorisme. AFP 21.11

Hollande a adopté les lunettes que portaient Chirac quand il était à la mairie de Paris, vous aviez remarqué ?

Ils votent aussi en famille... pour que les travailleurs n'aient plus à voter !

- Prud'hommes: Les conseillers ne seront plus élus - 20minutes.fr

Le Parlement a adopté définitivement jeudi soir, par un vote de l'Assemblée, le projet de loi prévoyant la suppression des élections des conseillers prud'homaux au suffrage direct, au profit d'une désignation par les organisations syndicales et patronales.

Ces quelque 14.500 juges non professionnels chargés de régler les litiges entre employés et employeurs devront être choisis tous

les quatre ans par les organisations syndicales et patronales au prorata de leurs audiences respectives. Le projet de loi prolonge aussi de deux ans le mandat des actuels conseillers élus en 2008, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils de prud'hommes, au plus tard le 31 décembre 2017.

«*La première pierre*» d'une réforme plus large de la justice des prud'hommes

La majorité des députés socialistes et UDI se sont prononcés pour cette «*avancée du droit social*», le Front de gauche, les écologistes et l'UMP contre le texte tandis que les radicaux de gauche se sont montrés réservés. Tous les groupes à l'exception des socialistes et des radicaux ont critiqué le recours aux ordonnances prévu par le projet de loi pour modifier dans le détail le mode de désignation des conseillers prud'homaux.

Le projet de loi, qui avait été voté par le Sénat mi-octobre, a été salué par le ministre du Travail François Rebsamen comme «*la première pierre d'un travail d'ampleur*» engagé avec la ministre de la Justice Christiane Taubira pour une réforme plus large de la justice des prud'hommes. 20minutes.fr 20.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique : affrontements après une manifestation pour les 43 étudiants disparus - Francetv info

Les Mexicains ne lâchent pas l'affaire. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé pacifiquement, jeudi 20 novembre, devant le Palais national, au centre de Mexico, à l'issue d'une journée de protestation massive contre le gouvernement après la disparition de 43 étudiants. Ils réclament la démission du président Enrique Peña Nieto. Francetv info 21.11

Haut de page

Le 23 novembre 2014

CAUSERIE

Un article à lire et diffuser qui résume bien la stratégie de l'impérialisme américain : *Vingt-six vérités sur le groupe État islamique (EI) qu'Obama veut vous cacher.*. En ligne dans cette page et à télécharger au format pdf.

L'article que nous ne publierons pas.

- La Russie, l'Ukraine, la Crimée et la bague de fiançailles. - De Pierre Van Grunderbeek - mondialisation.ca 22.11

Je vois très bien Jean-Claude Juncker mener des négociations avec la Russie et l'Ukraine, le volet économique d'un accord est très important et le concerne. Pourquoi pas ? Il a suffisamment de caractère pour ne pas se laisser influencer. Il l'avait d'ailleurs démontré en 2003 quand il avait été un des seuls dirigeants occidentaux (avec les français et les belges) à s'opposer à l'invasion de l'Irak.

Alors, croisons les doigts pour que les Européens s'émancipent de la tutelle de leur maitre et qu'ils puissent aussi un jour dire « Fuck the US » quand ils prennent des décisions uniquement favorables à leurs propres intérêts. mondialisation.ca 22.11

Nous nous disons aussi "*fuck* Juncker et l'Union européenne !

On ne publie plus non plus dans la Tribune libre les odes à l'ONU, désolé, on est en guerre, y compris contre l'ONU, il faut choisir son camp.

Revenons sur une info d'hier.

211 000 ultra-riches, soit 0,004% de la population mondiale possèdent 13 % de la richesse mondiale. En ajoutant quelques centaines de milliers d'hyper-riches et de super-riches qui doivent posséder autant de richesses on doit arriver à 25% de la richesse mondiale.

Dans une entreprise dont les actions sont réparties entre un grand nombre d'actionnaires, posséder 25% des actions suffit à constituer une minorité de blocage pour orienter sa politique. C'est exactement ce qui se passe à l'échelle mondiale.

On en veut pour preuve une précision qui figurait dans l'article publié hier, où il était dit qu'ils se jouaient des "*conflits géopolitiques, des tensions socio-économiques et de la volatilité sur les marchés financiers*", et pour cause, ils en sont à l'origine, ils sont sous leur contrôle ou ils savent la situation entre de bonnes mains avec des gouvernements qui leur sont acquis, les risques de dérapages sont donc minimes, d'autant plus qu'ils savent aussi que le mouvement ouvrier est dans une impasse ou pourri de l'intérieur.

En concentrant un tel pouvoir, ils sont les véritables maîtres du monde et les donneurs d'ordres à tous les gouvernements des puissances occidentales, au delà cela se complique un peu et les contrarie...

Quand Draghi annonce "*de possibles mesures supplémentaires de soutien à l'économie, à la peine, de la zone euro*", il exécute leur ordre. La preuve, dans la foulée on apprend que Wall Street a été "*dopée par la volonté des banques centrales chinoise et européenne de soutenir l'activité économique*", d'arroser le marché de liquidités qui vont tomber dans leur escarcelle et leur permettre de s'enrichir davantage pour ce qui est de la BCE. Et la baisse de l'euro ? Ce sont eux qui la pilotent, alors pourquoi devraient-ils s'en inquiéter.

Mais, et la crise de la dette, les déficits, la crise quoi, hein ? Connaissent pas ou si, ils les chevauchent au galop pour toujours plus s'enrichir. Encore ? Ouais, ils ne pensent qu'à cela et cela leur réussit assez bien il faut reconnaître, la planche à billets tournent à plein régime, ce sont eux qui sont aux manettes, en cas de besoin elles se relaient... Et en cas de surchauffe ? C'est comme si vous demandiez à un pompier pyromane de sortir sa pompe à incendie pour asperger une forêt avant même qu'il y ait foutu le feu, un peu de sérieux tout de même, il faut suivre. On y vient.

Et la dette ? Pardi, elle ne cesse d'enfler pendant que la bulle gonfle à un rythme endiablé à New York ! Et le jour où elle explosera ? Ils n'auront plus qu'à se baisser pour rafler la mise comme ils l'ont tujours fait, mieux encore, on fera appel à eux pour sauver le régime et ils négocieront ce sauvetage qu'ils avaient également programmé au prix fort, politique bien sûr, histoire d'accroître encore leur pouvoir politique, là pour le coup sur fond d'émeutes et d'état d'urgence, de lois martials, ils pourront franchir un nouveau pas vers l'instauration d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale, la leur, la négation de la dictature du prolétariat que le mouvement ouvrier a rejeté, il a préféré leur laisser l'initiative. Et nous dans tout cela ? Ignares que nous sommes, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer, pour ceux qui seront encore de ce monde, le leur hélas !

Comment éviter d'en arriver là ? A dire vrai on est très mal barré, on se répète et c'est lassant à la longue, pour tout dire c'est même désespérant. Voyez comment ils s'y prennent et comment ils nous traitent, j'entends notre classe, et observez avec quelle délicatesse nos dirigeants les ménagent ainsi que leurs représentants, mais aussi leur régime ignoble, leur idéologie sordide, ils craignent de se couper des élus, des démocrates, des républicains, des humanistes, des syndicalistes, de la gauche et j'en passe, au point de se retrouver couper des masses auxquelles ils sont incapables de s'adresser, et qui forcément s'en détournent ou ne peuvent pas saisir la politique qu'ils leur proposent qui n'est pas forcément erronée d'ailleurs, c'est cela le plus fort ou le plus navrant.

Le jour où ils auront enfin compris qu'un travailleur n'est pas un militant, un historien de la lutte des classes, et qu'un militant ou un historien peut aussi se leurrrer sur ce qu'il sait ou croit savoir, l'humanité aura réalisé un grand pas en avant vers le socialisme. On a tous besoin des uns et des autres, car c'est seulement ensemble que l'on peut progresser et aller de l'avant. Pourquoi cela serait-il impossible ? Parmi les lecteurs qui m'ont demandé de continuer les causeries il y a des bac +5 et des ouvriers qui ont juste un CEP ou un CAP en poche, je le sais parce qu'ils me l'ont écrit. Où y aurait-il un obstacle ou une contradiction insurmontable, une incompatibilité entre un ouvrier et un intellectue qui nous empêcherait de nous adresser indistinctement aux deux de la même manière, tenir un seul et unique discours qu'ils pourraient saisir, sans s'interdire évidemment de développer à côté, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Vous me direz que les sujets que j'aborde sortent parfois du champ de la politique. Effectivement, mais parce que c'est nécessaire, et si vous avez remarqué, très souvent ils se terminent par une conclusion politique, pratique. Si l'on admet que le socialisme est une science sociale, il est normal qu'on aborde la réalité et nos expériences sur différents plans qui finalement sont reliés entre eux. Encore faut-il avoir à l'esprit que la plupart des travailleurs n'en ont pas conscience, et qu'ils auront tendance à traiter chaque difficulté qu'ils rencontreront dans la vie ou chaque question qu'ils aborderont en les ravalant au rang d'abstractions. Notre objectif est dès lors en partant de cette abstraction, d'intégrer notre sujet de réflexion dans un champ plus vaste de telle sorte qu'il soit relié à la réalité dans ses multiples aspects ou manifestations , on pourrait dire encore l'inscrire dans une perspective dynamique pour le sortir de l'impasse dans lequel il était tombé. On a tendance à traiter la pensée comme une matière inerte, inorganique, une nature morte, alors qu'elle est vivante, quand bien même on le saurait, faut-il encore qu'on en fasse la démonstration, c'est l'exercice auquel on se livre ici par exemple, à aucun moment notre pensée demeure figée dans des a priori ou dans un cadre étroit.

Pourquoi est-il nécessaire d'aborder toutes ces questions qui sortent du champ de la politique ? Parce que semble-t-il nous avons un gros problème à résoudre, qui est politique, mais pas seulement, si chaque homme développe un aspect psychologique et social, il en ira de même dans notre manière de percevoir la société, d'interpréter nos propres expériences, les deux seront imbriqués ou l'un pourra servir de support à l'autre... Il est clair par exemple que ce qui nous empêche de communiquer ou de dire ce qu'on pense n'est pas d'ordre social mais plutôt psychologique, on craint d'être désapprouvé ou un jugement négatif qui pourrait tourner à l'affrontement, les idées auxquelles on croit ou auxquelles on s'accroche participent à notre équilibre mental, le structure, nous aident à supporter la société, les remettre en question ne concerne donc pas seulement notre statut social ou notre mode de vie.

Une telle approche est intéressante parce qu'elle permet d'agir sur les obstacles qui peuvent se matérialiser sur les deux plans. En psychanalyse on apprend qu'un tel exercice n'a de valeur qu'à partir du moment où le patient prend lui-même conscience de ses blocages psychologiques, le travail de psychothérapeute consiste alors à l'aiguiller ou à l'orienter dans la bonne voie, dès lors qu'il a discerné la nature de ces blocages, et en aucun cas il doit se substituer à son patient, en faisant sauter ces blocages il va pouvoir sublimer les pulsions qu'il avait refoulées autrefois et retrouver ainsi son équilibre mental qui était perturbé, en quelque sorte une fois soulagé de ce fardeau il va pouvoir aborder la réalité posément et mieux la supporter, ce qui ne pourra que l'aider pour mieux la comprendre, pour faire bref.

Il est clair que lorsqu'on est très perturbé, excité ou déprimé on a tendance à déformer la réalité, or notre objet est de la saisir pour pouvoir agir sur elle consciemment. Cela n'aide pas dans nos rapports avec les autres ou le monde extérieur, cela peut même avoir des conséquences fâcheuses ou dramatiques sur le plan social.

ACTUALITE EN TITRES

C'est possible.

- En rachetant Friends, Aviva veut créer un géant de l'assurance britannique - AFP

- Enquête interne à la Banque d'Angleterre sur une possible manipulation - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le rejet.

- Popularité: Hollande à 13% (-1) et Valls à 37% (+1), selon Ifop - AFP

- François Hollande rejeté par les trois quarts de son électorat - Reuters

François Hollande est désavoué par près des trois quarts des sympathisants de gauche, qui ont constitué le socle de son électorat en 2012, selon un sondage OpinionWay publié samedi par Le Figaro.

Sur 1.765 personnes interrogées jeudi et vendredi, 86% disent ne pas souhaiter que le chef de l'Etat français se représente lors de l'élection de présidentielle de 2017.

Le pourcentage des sympathisants de gauche interrogés qui partagent cette opinion est de 73%. Reuters 22.11

Hollande est une caricature grotesque de ce que sont tous les dirigeants du PS. Ils l'ont choisi pour cela.

Rappel d'un internaute.

- Les gens de gauche n'ont jamais caché l'estime qu'ils ont pour HOLLANDE!

- "*Il n'a pas de couilles, seulement des dents*" (Laurent FABIUS),

- "*Il n'a aucune épine dorsale, il manque de caractère*" (Martine AUBRY)

- "*Il est du bois dont on fait les marionnettes*" (Eva JOLY)

- "*Le point faible de Hollande c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en 30 ans de vie politique?*" (Ségolène ROYAL)

- "*Hollande, c'est le principal défaut du Parti socialiste*" (Arnaud MONTEBOURG),

- "*L'une des caractéristiques de François Hollande, c'est de considérer que le mensonge est une pratique normale en politique*" (Claude ALLÈGRE)

- "*Tout sauf Hollande ! Hollande, c'est le premier secrétaire qui a tout raté...*" (Pierre MOSCOVICI)

- "*Un accord avec Hollande ou rien, c'est pareil. Il ne tient jamais parole*" (Jean-Luc MÉLENCHON)

On pourrait admettre que Mélenchon ferait partie de la pseudo-gauche, mais le reste de la vermine que vous citez, elle est de droite, vous vous méprenez...

Pour Fabius avoir des "***couilles***", c'est s'aligner sur Washington.

- Paris, de la fermeté à la souplesse face au nucléaire iranien - Reuters

Un an après le "*non*" français à un accord sur le programme nucléaire iranien, Paris, rassurée par des Etats-Unis plus coopératifs et consciente des conséquences potentielles d'un nouvel échec à l'échelle régionale, a adopté un ton plus conciliant dans le cadre des négociations en cours. Reuters 22.11

D'après ce qu'on a lu ailleurs, il vaudrait mieux (tactiquement) qu'ils ne parviennent pas à un accord, car dans le cas contraire cela signifierait que l'Iran qui joue en permanence un double jeu basculerait dans le camp des Américains contre la Syrie.

Le chômage de masse est devenu un cauchemar.

- ISF, Pacte de responsabilité: les Français ne suivent pas Gattaz, selon un sondage - AFP

81% des Français jugent que le président du Medef Pierre Gattaz ne respecte pas les engagements du Pacte de responsabilité, qui doit voir les entreprises investir et embaucher en échange de baisses de charges, selon un sondage paru samedi. AFP 22.11

Exigeraient-ils que le Pacte de responsabilité soit appliqué ? combien d'entre eux savent-ils ce qu'il contient et signifie réellement, 1, 5, 10% ?

Voilà un idéal qui honore l'entreprise chère à Hollande et au gouvernement.

- Les toilettes, le refuge idéal du lieu de travail? - L'Express.fr

La tendance est au "***bien-être***".

-Tendance : la folie des spas - Francetv info

Le spa, c'est la nouvelle tendance bien-être. D'une quarantaine il y a dix ans, ils sont 9 000 aujourd'hui et ce service qui n'est plus réservé à l'hôtellerie de luxe attire une nouvelle clientèle, plus jeune et pas forcément fortunée. Francetv info 22.11

Dans la maison que je fais construire, il n'y aura pas de chauffe-eau parce, j'en ai décidé ainsi parce que l'électricité est trop chère et c'est un luxe, en cas de besoin on fera chauffer de l'eau dans une grande casserole. L'hiver l'eau est un peu fraîche, il suffit d'attendre la fin de la matinée pour que l'eau se soit réchauffée naturellement avec le soleil et le tour est joué.

- Noël avant l'heure - Francetv info

Cette année en France, Noël a commencé dès le mois de novembre. Francetv info 22.11

Pour certains c'est toute l'année... mais dans les deux sens.

Epuration.

- Encyclopaedia Universalis en redressement judiciaire - LePoint.fr

La société Encyclopædia Universalis, qui édite depuis 1968 ans la célèbre encyclopédie, vient de déposer son bilan.

- Crise : peut-on sauver le marché de l'ameublement ? - Francetv info

Conséquence de la crise, plus de 1 000 emplois vont être supprimés dans des enseignes du groupe d'ameublement Rapp. Francetv info 22.11

Guerre psychologque contre les masses. Ils ne nous ferons pas haïr les femmes.

- Une manifestation pour dire non à la violence contre les femmes - LePoint.fr

Des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de Paris, samedi, pour réclamer une loi-cadre visant à protéger les femmes contre les violences.

Étaient également présents d'autres associations féministes comme Osez le féminisme, efFRONTé-e-s, inter-LGBT, mais aussi des syndicats comme la CGT, FSU ou Solidaires et des partis politiques comme le PCF, le Parti de gauche et le NPA. LePoint.fr 22.11

Les populistes et les décomposés devaient en être... Sinon les médias ne leur accorderaient pas généreusement une tribune et on n'entendrait jamais parler d'eux.

D'où vient cette propagande ? Réponse.

Les journalistes de Bloomberg News devront désormais citer au moins une femme dans leurs reportages - Slate.fr

Dans son message hebdomadaire aux journalistes, le rédacteur en chef de l'agence de presse Bloomberg News a demandé à son équipe de citer plus de femmes dans leurs articles. «*Tous les reportages Bloomberg News doivent inclure au moins une citation de femme*3... Slate.fr 22.11

Et le CGT, laFSU, Solidaires, le PCF, le Parti de gauche et le NPA marchent dans la combine, à qui profite-t-elle d'après vous ? Au fait, pour vous mettre sur la piste, Bloomberg incarne le sommet de l'oligarchie financière.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Sur les Etats-Unis et ses alliés occidentaux.

- Moscou accuse l'Occident de vouloir "*changer le régime*" en Russie - AFP

Moscou a accusé samedi l'Occident de vouloir provoquer un changement de régime en Russie.

"*Il y a des leaders occidentaux qui disent qu'il faut mettre en place des sanctions qui détruiraient l'économie (russe) et provoqueraient des protestations populaires*", a déclaré le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, cité par les agences russes.

1.2- Sur l'Ukraine

- L'Ukraine dénonce la présence de 7.500 soldats russes dans l'Est - AFP

Kiev a dénoncé samedi la présence de 7.500 soldats russes dans l'est séparatiste de l'Ukraine et l'entrée de nouveaux équipements militaires depuis la Russie après s'être engagé à relancer la politique d'adhésion à l'Otan. AFP 22.11

1.3-Sur la Syrie

- Syrie: Lavrov accuse Washington de chercher à renverser "*subrepticement*" Assad - AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a prêté à Washington la volonté de renverser "*subrepticement*" le président syrien Bachar al-Assad, tandis que le président Poutine doit rencontrer la semaine prochaine à Moscou une délégation syrienne de haut niveau.

Lavrov a suggéré que l'opération de la coalition menée par les Américains contre l'organisation Etat islamique (EI) pouvait également servir de préparation à un renversement du régime de Damas.

"*Il est possible... qu'il ne s'agisse pas tant une opération contre l'EI, que d'une préparation à une opération pour changer le régime subrepticement, sous couvert de cette opération antiterroriste*", a déclaré Lavrov cité par l'agence Tass, devant un forum d'experts politiques à Moscou.

Le ministre russe a également fustigé ce qu'il a qualifié de "*logique pervertie*" de Washington.

"*Les Américains affirment que le régime d'Assad est un pôle important attirant les terroristes dans la région, pour justifier leur volonté de le renverser. Je pense que ceci relève d'une logique pervertie,*" a encore déclaré Lavrov.

Lavrov a, de même, cité le Secrétaire d'Etat américain John Kerry qui lui a dit, selon lui, que la coalition menée par les Américains contre l'EI ne voulait pas être mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU, parce que cela obligerait "*d'une certaine manière, à enregistrer le statut du régime d'Assad*".

"*Bien sûr, la Syrie est un pays souverain, un membre de l'ONU. Ce n'est pas correct*," a déclaré Lavrov.

"*Les Américains ont négocié et négocient même avec les Talibans. Quand il faut, ils savent être très pragmatiques. Alors pourquoi, lorsqu'il s'agit de la Syrie, leur approche est-elle toujours aussi idéologique jusqu'à la limite du possible?*" a demandé Lavrov.

Lavrov a indiqué qu'il avait eu vendredi avec Kerry des entretiens téléphoniques lors desquels ils avaient discuté de la nécessité de "*relancer aussi vite que possible ... la recherche pour une solution politique et diplomatique à la crise syrienne et unir leurs efforts..pour combattre le terrorisme sur la base du droit international*"

Une délégation syrienne dirigée par le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem doit rencontrer Vladimir Poutine le 26 novembre à Moscou pour discuter de la relance des pourparlers de paix entre régime et opposition. AFP 22.11

2- Turquie

Ils sont au moins d'accord sur une chose : Il faudra en finir avec la République arabe syrienne.

- Washington et Ankara louent leur entente, sans rapprochement sur la Syrie - AFP

- Propos apaisés entre Ankara et Washington mais pas de stratégie commune sur la Syrie - LeMonde.fr

Le vice-président américain Joe Biden et le président turc Recep Tayyip Erdogan se sont efforcés samedi, sans percée visible, de gommer leurs tensions sur la lutte antijihadiste en Syrie et en Irak, où le groupe Etat islamique (EI) a lancé une nouvelle offensive.

Au terme d'un déjeuner qui a duré près de quatre heures dans un palais de la rive asiatique d'Istanbul, les deux dirigeants se sont contentés chacun d'une déclaration, sans répondre à la moindre question, et qui n'a révélé aucun progrès dans la volonté américaine d'arrimer la Turquie à sa coalition anti-EI.

Voilà pour la galerie ou l'os à ronger à donner au peuple.

Passons aux choses sérieuses.

Premier à prendre la parole, M. Erdogan s'est réjoui de l'état des relations entre les deux pays, qu'il a estimées "*plus complètes et plus fortes*" qu'auparavant.

"*Nos relations avec les Etats-Unis se développent sur les mêmes valeurs, des intérêts communs et le respect mutuel en*

s'adaptant aux nouvelles conditions stratégiques", a-t-il dit, ajoutant que les deux pays avaient renouvelé "*leur engagement mutuel à assurer notre défense et à notre sécurité en tant qu'alliés de l'Otan*".

Plus précis, M. Biden a indiqué avoir examiné avec son hôte "*toute une série de questions et d'options*" pour traiter le dossier syrien, parmi lesquelles "*le renforcement de l'opposition syrienne et une transition au régime*" de Damas.

"*Notre partenariat est aussi fort qu'il l'a toujours été, nous avons besoin de la Turquie et je pense que la Turquie est persuadée d'avoir besoin de nous*", a-t-il ajouté.

Ankara considère insuffisants les raids aériens de la coalition et juge que la menace jihadiste ne sera écartée qu'avec la chute du président Bachar al-Assad, sa bête noire.

"*En Syrie, vous ne pouvez pas apporter la paix en essayant de détruire une organisation terroriste dans une partie du pays, et en laissant dans l'autre le régime de Damas (...) exterminer une partie de sa population*", a souligné M. Davutoglu vendredi.

La Turquie a posé comme condition à son entrée dans la coalition la création d'une zone-tampon et d'une zone d'interdiction aérienne le long de sa frontière avec la Syrie.

Contrairement aux Turcs, les Américains restent focalisés sur la lutte antijihadiste. "*Nous sommes d'accord avec les Turcs, il faudra une transition politique sans Assad au bout du compte*", a insisté le responsable américain, "*mais pour le moment, notre priorité absolue en Irak et en Syrie reste la défaite de l'EI*".

Malgré ces différences, un autre responsable américain s'est félicité samedi des discussions de samedi. "*Nous sommes convaincus que nous avons plus de choses en commun que de désaccords*", a-t-il souligné.

L'autre scénario.

De leur côté, la Russie et l'Arabie saoudite ont remis le sort du président Assad en tête de leurs préoccupations en se déclarant favorables vendredi à une relance du processus dit de Genève 1 destiné à mettre en place un gouvernement provisoire en Syrie.

Cet accord issu d'une conférence dans la ville suisse en 2012 est resté lettre morte mais lui seul permettra de "*résoudre la question syrienne*", ont jugé leurs ministres des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Saud al-Faisal, soulignant leur volonté de "*préserver l'unité nationale syrienne, son intégrité territoriale et sa souveraineté*". AFP 22.11

Avez-vous entendu parler de la journaliste américaine qui a été assassinée en Turquie ces derniers jours ? Je n'en ai pas trouvé trace dans les médias français.

Elle aurait été un peu trop curieuse selon le reportage de Russia Today Internationale que j'ai vu ce soir au journal de 18h (heure de Moscou). Elle a eu le malheur de rapporter que la Turquie facilitait l'inflitration des barbares de l'Emirat islamique de la Turquie en Syrie, ce qu'Erdogan dément, alors ils l'ont liquidée. Apparemment cela n'a pas soulevé un tôlé à Washington, et pour cause.

A propos de Russia Today, j'ai constaté depuis un moment, mais j'ai voulu en avoir confirmation avant d'en parler, qu'ils pratiquaient la censure. A plusieurs reprises dans des émissions où interviennent des invités ou dans des reportages lors d'interviews, il arrive que dans une phrase on entende un "*bip*" qui remplace le mot que les téléspectateurs ne devaient pas entendre. J'ai beaucoup de mal à suivre en anglais et je fais autre chose en regardant la télé, je peux me tromper, mais cela m'étonnerait.

Haut de page

Le 24 novembre 2014

CAUSERIE

Palestine occupée. Parole d'internaute

- "*Israël est probablement l'Etat le plus raciste de l'histoire (ironiquement, toute forme de critique à l'égard de la communauté juive est instantanément considérée comme antisémite). Un exemple éloquent est qu'en Israël, un juif ne peut pas se marier avec un non juif, c'est interdit par la loi, ce qui est une preuve indéniable de racisme. Et maintenant, la politique israélienne veut instituer*

une discrimination légale entre juif et non juif en refusant des droits à ces derniers.

Le plus énervant, c'est que la communauté internationale ne semble pas s'émouvoir de ces dérives. Pire encore, la classe politique française (Valls et Hollande en tête; qui fustige pourtant avec la plus grande fermeté les propos de Dieudonné, en les qualifiant d'antisémites), manifeste une amitié et un soutien indéfectible à Israël, qui pratique l'apartheid (bande de Gaza), commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et opte pour une politique ouvertement discriminatoire."

Interrogez-vous sur les partis politiques, les gouvernements, les Etats présents à l'ONU qui ont légitimé le coup d'Etat des sionistes en Palestine depuis 1948 ou qui ont reconnu l'existence d'Iraël.

Interrogez-vous sur les partis politiques qui se sont associés à ces partis, qui ont gouverné avec eux depuis 1948. Interrogez-vous aussi sur les partis, organisations ou mouvements qui se réclament de l'ONU.

Ensuite, donc sur la base des faits, vous pourrez en connaissance de cause et en toute conscience déterminer quel est le ou quels sont les partis qui ne soutiennent pas Israël ou le sionisme, qui mérite votre soutien et au côté duquel vous pouvez mener le combat politique pour les droits des Palestiniens, sans risquer d'être trompé ou manipulé à votre insu.

Soyez rigoureux, intransigeant, il en va de la vie d'un peuple tout entier et bien au delà.

Et dire qu'il envisageait d'en être le Premier ministre !

- Pour Mélenchon, le gouvernement «*mène une politique de droite extrême*» - leparisien.fr

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que les néolibéraux étaient la véritable extrême droite, et que la politique appliquée dans les années 70 par Pinochet au Chili et Videla en Argentine était inspirée par les néolibéraux faut-il rappeler, donc notre propos était étayé par des faits, vous pouvez le vérifier sur Internet où vous trouverez des photos de Pinochet en compagnie de Milton Friedman, et accessoirement Thatcher qui initia cette politique en Europe, ou encore Reagan aux Etats-Unis.

Parce que la politique du gouvernement est profondément anti-ouvrière, antisociale, réactonnaire, impérialiste, elle conduit des couches du prolétariat au désespoir et à se tourner vers l'extrême droite déclarée, le FN, ou à adopter le fanatisme religieux qui n'a rien à envier à l'extrême droite.

On aura observé que l'extrême droite participe au gouvernement ukrainien (et israélien) dont l'orientation politique est néolibérale ou conforme à celle prônée par le FMI, donc l'extrême droite n'est pas opposée au néolibéralisme et n'en constitue pas une alternative politique. Demandez donc aux travailleurs ukrainiens ce qu'ils pensent de la politique sociale de Svoboda ou du Secteur Droit... Celle de Hitler fut généreuse en son temps... pour mieux les conduire à l'abattoir.

On aura observé également que l'Emirat islamique et Al-Qaïda ne s'attaquent pas aux intérêts d'Israël qui est le berceau du néolibéralisme, ils s'en prennent uniquement aux cibles qui leur sont désignées par les Américains qui sont les plus fidèles alliés de l'Etat sioniste.

Autrement dit du PS à l'Emirat islamique en passant par l'UMP et le FN ou encore de Washington et Bruxelles à Tel-Aviv, on a à faire à la même orientation politique selon les mêmes objectifs politiques, déterminés par la stratégie politique fixée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui concentre le pouvoir économique et politique.

Il est normal que tous les partis ou organisations qui incarnent le capitalisme y demeurent fidèles jusqu'au bout, et qu'ils adoptent la politique qui correspond au stade de développement auquel il est parvenu. Selon la place qu'ils occupent dans la société, ils remplissent le rôle qui leur est dévolu et appliquent sur différents plans, économique, social, médiatique, culturel, scientifique, politique, militaire, la partie qui leur revient ou qui correspond à leur statut, ils se répartissent les tâches sans que la population n'ait réellement conscience des liens qui existent entre eux ou de leurs réelles intentions.

Ainsi elle est portée à son insu à soutenir l'un ou l'autre de ces acteurs politiques qui figurent tous parmi ses ennemis, alors qu'ils sont alliés ou complémentaires, parce qu'on lui présente des opposants s'affrontant entre eux, alors qu'en réalité ils ne font que jouer la même partition, une tragique comédie pour la population qui doit en être la victime innocente.

Le pire, c'est qu'une fois qu'elle soutient l'un ou l'autre de ces acteurs, il est très difficile de la faire rompre avec eux, parce qu'elle le justifie par un comportement irratonnel qui repose sur des bases erronées

Que les Etats-Unis et l'Union européenne soutiennent le régime néonazi de Kiev ou de Tel-Aviv ou bien d'autres dictatures dans le monde ne pose pas vraiment un problème, puisqu'ils sont présentés comme des régimes démocratiques par les médias omniprésents, demain dans les manuels scolaires, les quelques voix qui s'élèvent dans le monde pour les contredire

étant systématiquement censurées, marginalisées, discréditées, et ne parviennent jamais ou presque jusqu'aux masses qui demeurent ignorantes dans leur immense majorité.

Mélenchon et le PG, le PCF, les Verts, (ainsi que le PS et ses satellites) qui ont gouverné avec Chirac (RPR-UMP) sont évidemment les plus mal placés pour prétendre combattre le gouvernement et l'extrême droite, le néolibéralisme, d'ailleurs ils ne s'y opposent pas vraiment, et si leur combat politique confine à l'impuissance, c'est parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter le capital.

ACTUALITE EN TITRES

Les places sont chères !

- UMP: Sarkozy et Juppé s'écharpent à Bordeaux - Francetv info

- Le Maire «*pense*» remporter la présidence de l'UMP - 20minutes.fr

- Cambadélis : « Le PS peut perdre énormément » - LeFigaro.fr

Les "***bénéficiaires***", dans leur langage celui signifie les profiteurs.

- Pour les bénéficiaires, les Restos du cœur sont nécessaires - Francetv info

On exagère ? Vérifions-le avec le Grand Robert.

Bénéficier : Faire des bénéfices.
Bénéficier de : avoir le bénéfice, l'avantage de. Profiter, jouir.
Bénéficier à : apporter un profit à (qqn, qqch.).

Avec l'expérience, on a appris à flairer la pourriture jusque dans les moindres recoins. L'avantage avec les médias, c'est qu'ils ne s'en cachent pas. Tenez, en voilà l'illustration.

Même qu'ils s'inquiètent du sort des pauvres.

- Le réchauffement climatique, accélérateur de pauvreté - AFP

Ils en sont à se servir de la pauvreté pour justifier leur théorie foireuse. On a envie de leur balancer : au contraire, les pauvres devront moins se chauffer l'hiver et leurs factures baisseront, c'est une bonne nouvelle. Cela va faire hurler les écologistes, normal ils ne sont pas vraiment du côté des pauvres.

Populisme, tyrannie et talibanisme font bon ménage.

- Eric Zemmour est «*un taliban de la pensée réactionnaire*», estime Noël Mamère dans un livre - 20minutes.fr

- Tour Triangle : Paris est-il réactionnaire en matière d'architecture ? - Francetv info

En voilà un argument ! Les médias assurément, et là il n'est plus besoin de le démontrer.

Dès qu'un avis diffère de celui de leurs maîtres, ces misérables laquais essayent de vous discréditer, ils ne supportent plus la moindre opposition, leur dictature doit s'appliquer un point c'est tout. Au nom de la démocratie évidemment...

Qui s'oppose à leur idéologie ou à leur projet est réactionnaire puisqu'ils prétendent qu'elle ou qu'il est progressiste, alors qu'en réalité c'est l'inverse.

Un conseil d'ami, avant de soutenir une idée ou un projet quelconque, toujours se demander d'où il vient, qui le soutient et quelles sont ses véritables motivations ou intentions sous peine d'être manipulé.

- Israël : la presse étrangère sur le banc des accusés - LePoint.fr

Et pourtant ce n'est pas faute de soutenir l'Etat sioniste.

- Benjamin Netanyahou met en garde la France contre la "*reconnaissance d'un Etat palestinien*" - L'Express.fr

Un immense camp de concentration en vérité, invivable évidemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà pour leurs intentions. Mais il y a parfois loin de la coupe aux lèvres.

- Un rapport franco-allemand prône un gel des salaires et l'assouplissement des 35h - AFP

Les gouvernements français et allemand recevront jeudi un rapport commandé conjointement pour soutenir la croissance, qui prône, pour la France, un assouplissement des 35 heures et un gel des salaires, affirme le magazine allemand Der Spiegel, Paris précisant toutefois que le rapport n'est pas "*finalisé*".

Les propositions contenues dans le rapport s'appuient sur le travail de deux économistes, le Français Jean Pisani-Ferry et l'Allemand Henrik Enderlein, qui avaient été chargés à la mi-octobre par leurs gouvernements respectifs de dresser des pistes pour stimuler la croissance dans les deux pays.

Ce rapport, qui doit être présenté à Paris aux ministres de l'Economie Emmanuel Macron et Sigmar Gabriel, prévoit "*entre autres une flexibilisation du marché du travail en France, ainsi qu'un assouplissement des 35 heures dans de nombreux secteurs. En outre, le document plaide pour un gel des salaires pendant trois ans pour rendre les entreprises françaises plus compétitives*", écrit Der Spiegel qui affirme avoir eu accès au document.

"*Il ne s'agit pas de propositions des gouvernements français et allemand mais d'un rapport de deux économistes*", a réagi auprès de l'AFP une porte-parole du ministère français de l'Economie.

"*Ce rapport n'est pas finalisé, il ne peut donc pas être commenté à ce stade. (...) Il s'agit de pistes de travail qui concernent les réformes structurelles et l'investissement*", a ajouté la porte-parole. AFP 23.11

L'hypocrisie habituelle. Ils ont choisi les économistes qui étaient chargés de rédiger ce rapport, ils savaient donc à l'avance que leurs conclusions ne seraient pas favorables aux travailleurs. Comment pourrait-il en être autrement ? Impossible.

En complément.

NKM: "*tout Paris*" doit être "*zone de liberté d'ouverture*" des commerces le dimanche - AFP

Un mauvais jeu de rôle.

- La Commission Juncker joue son crédit avec son plan d'investissements - AFP

Tout d'abord ce n'est "*son*" plan d'investissements, ensuite il doit associer financement privé et public qui profitera... aux entreprises privées qui réaliseront ces projets d'infrastructures, et permettra d'augmenter la dette des Etats envers les marché qui réaliseront ainsi une bonne affaire, une aubaine quoi.

Finalement, qui l'a conçu, on vient de donner la réponse. Vérifions-le avec quelques extraits.

- Au cours de cette réunion (mardi à Strasbourg - ndlr), les commissaires devront se prononcer sur le montant de la dotation du fonds (européen d'investissement - ndlr) et la possibilité de ne pas comptabiliser dans le calcul des déficits publics des Etats les montants des plans d'investissements nationaux qui viendront compléter l'action du fonds, a confié à l'AFP une source informée. (Investissements nationaux signifie argent public - ndlr)

L'effet de levier doit permettre de mobiliser 300 milliards sur les 5 prochaines années. . "*Il y a énormément de liquidités dans le système, mais elles ne sont pas investies en raison de l'incertitude du secteur privé face à l'Europe*", ont souligné plusieurs sources européennes.

"*Il faut pour cela parachever le marché unique avec le secteur financier et donner de la transparence aux investissements qui utilisent l'argent public en Europe*", a-t-on insisté. (Là c'est dit noir sur blanc, l'argent public va être remis à des entreprises privées qui réaliseront des infrastructures dont les montants se chiffreront en centaines de milliards d'euros, la plus-value qu'ils encaisseront au passage sera incluse dans cette somme, quelques milliards d'euros. Les entreprises privées seront associées au financement de ces projets qui leur rapporteront donc des profits en bénéficiant de la garantie de l'UE ou de la Banque Européenne d'Investissements, des Etats, donc sans risques. - ndlr)

"*Ce plan ne va pas décevoir les marchés, mais en revanche il va décevoir les politiciens qui attendent l'argent de Bruxelles*", a souligné le responsable associé à sa conception.

(Les marchés vont être servis. Mieux encore, maintenant on nous dit que les "*politiciens*" vont être déçus, alors qu'en réalité ce sont les marchés qui détiennent le pouvoir politique. Selon leur stratégie politique ils déterminent quels secteurs économique, quels pays, quelles régions, quelles communes doit être privilégiés, alors que la population en ignore totalement la raison puisque celle qu'on lui livre ne correspondent pas à la réalité, elles sont inavouables. Par exemple les grands travaux d'infrastrutures qui favorisent le régionalisme au détriment du pouvoir des Etats sont présentés comme devant faciliter la vie quotidienne des citoyens.

On en a confirmation dans ce qui suit, lorsqu'ils affirment qu'il faut "*dépolitiser la sélection*" des projets parce que les Etats n'ont même plus la maîtrise des infrastructures qui doivent être réalisées (ou non) dans leurs pays, là en l'occurrence ce seront les " gestionnaires du fonds" qui l'assumeront à leurs places, en principe les ministres de l'économie des États membres de l'Union européenne, qui en réalité reçoivent leurs ordres ou obéissent à l'oligarchie financière ou aux multinationales, il n'est plus nécessaire de le démontrer, n'est-ce pas ? -dlr)

Les projets d'infrastructures seront sélectionnés en fonction de leur qualité, de leur intérêt et du respect de toutes les règles européennes, notamment environnementales. "*Il faut dépolitiser la sélection. Il n'y aura pas de quotas par pays ni par secteur et le choix des projets sera fait en toute indépendance par les gestionnaires du fonds, pas par les politiques*", plaident ses concepteurs. (Comme nous venons de le rappeler, chacun sait ce qu'il faut penser de l'"*indépendance*" des ministres de l'économie des États membres de l'Union européenne envers les marchés, à partir d'un faux argument ils justifient que ces projets d'infrastructures échappent totalement aux Etats, sauf peut-être l'Allemagne et la Grande-Bretagne. - ndlr) AFP23.11

Leur démocratie vous tente-t-elle ?

Afghanistan

- Afghanistan : des dizaines de morts dans un attentat lors d'un match de volley - LeMonde.fr

Un kamikaze en moto s'est fait exploser lors d'un match de volley-ball dans la province de Paktika. Le dernier bilan fait état de 50 morts. LeMonde.fr 23.11

Etats-Unis

- A Cleveland, un enfant avec un faux pistolet abattu par la police - LeMonde.fr

Un policier a tiré sur un enfant de douze ans, sur une aire de jeux de la ville, craignant que celui-ci ne soit en possession d'une arme létale. Le pistolet qu'il tenait était en fait un faux. L'enfant est mort des suites de ses blessures, dimanche matin.

L'enfant n'aurait pas proféré de menace à l'égard des deux agents, ni pointé l'arme en leur direction.

Un homme avait prévenu la police par téléphone que le garçon, installé sur une balançoire, pointait le pistolet autour de lui et effrayait les passants. Il avait cependant mentionné que l'arme était « *probablement fausse* », ajoutant, « *je ne sais pas si elle est vraie ou pas* ». Selon le chef de la Cleveland Police Patrolmen's Association, les officiers n'auraient pas été mis au courant que le témoin doutait de la dangerosité de l'arme. LeMonde.fr 23.11

Voilà, cela t'apprendra, tu ne joueras plus !

J'ai toujours trouvé débile de donner ce genre de jouet à des gosses, mais c'est une autre question, le pauvre gosse en est mort et on est bouleversé.

- La police active les préparatifs à Ferguson et alentour avant le grand jury - AFP

Barrières de protection et policiers en faction, le comté américain de Saint Louis s'activait dimanche aux préparatifs sécuritaires pour encadrer les manifestations prévues après la décision d'un grand jury de poursuivre ou non un policier blanc ayant tué un adolescent noir à Ferguson.

Le tribunal de Clayton, où se réunit le grand jury depuis environ trois mois, est désormais protégé par des barrières métalliques et de gros plots de plastique orange. Des policiers ont également été postés autour du périmètre, délimité par des bandes précisant "*St Louis police line*" et "*Do not cross*" (ne pas franchir).

Le gouverneur a décrété l'Etat d'urgence et activé la Garde nationale, et le FBI a renforcé ses équipes sur place.

Selon les médias, le policier a déclaré devant le grand jury avoir agi en légitime défense après une empoignade avec Michael Brown. Mais des témoins ont déclaré que le jeune homme avait les mains en l'air lorsqu'il a été tué.

Aux Etats-Unis, un grand jury se réunit à huis-clos pour déterminer s'il y a lieu ou non d'inculper et poursuivre le policier. La plupart des quelques manifestants déjà mobilisés s'attendent à ce que le grand jury décide de ne pas poursuivre.

"*La police n'aime pas ça, nous voulons une inculpation*", ont scandé une vingtaine de manifestants samedi soir.

L'avocat de la famille de Michael Brown, Benjamin Crump, a critiqué dimanche la procédure devant le grand jury, soulignant qu'habituellement le bureau du procureur fait des recommandations en matière de chefs d'accusation mais pas cette fois.

Cette affaire "*devrait aller devant un jury (lors d'un procès) où c'est transparent*", a-t-il indiqué sur ABC News, reprochant au procureur de faire porter toute la responsabilité sur le grand jury. AFP 23.11

L'ensemble de la population possède des armes, ne devrait-elle pas se passer le mot et descendre dans la rue armée ? Rien que cette annonce pourrait inciter le jury à examiner les faits réels, non ?

Israël

- Le gouvernement israélien adopte le principe d'un Etat-nation juif - Francetv info

Israël s'apprête à devenir un Etat-nation du peuple juif. Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou a approuvé dimanche 23 novembre un projet de loi instaurant ce nouveau statut légal. Cette initiative est soutenue par les ministres de la droite et de l'extrême-droite.

Pour leur part, les Palestiniens ont rejeté la demande de Nétanyahou de reconnaître Israël comme un Etat juif, affirmant que cela empêcherait les réfugiés palestiniens d'exiger un retour sur les territoires qu'ils ont été contraints de quitter en raison de conflits armés. Francetv info 23.11

Le peuple juif étant un mythe, l'Etat-nation du peuple juif est illégitime et n'a aucune raison d'exister, il doit disparaître, CQFD.

C'est quoi un Arabe dans un Etat juif ? Un paria, une verrue, une pustule, une sangsue, un parasite, une saloperie qu'il faut éliminier. La preuve.

- Un Palestinien abattu par l'armée israélienne à Gaza - Reuters

La victime, tuée à l'est du camp de réfugiés de Djabalia, a été identifiée comme étant un homme de 32 ans, Fadel Mohammed Halaoua.

Selon ses proches, il était parti à la recherche d'oiseaux chanteurs qui nidifient à proximité de la frontière avec Israël et se vendent à prix fort sur les marchés.

Plusieurs bandes de territoire proches de la frontière entre l'enclave côtière et Israël ont été décrétées "*zones interdites*" par l'armée israélienne qui redoute que des militants palestiniens n'y placent des voitures piégées ou s'en servent pour surveiller les patrouilles militaires. Reuters 23.11

C'est un assassinat. J'ai vu ce matin la photo de ces deux gamins qui pleuraient et hurlaient leur peine que des adultes essayaient de calmer, c'est terrible !

Le chant des balles sifflent aux oreilles des Palestiniens depuis 1947, leur lutte armée est légitime et nous la soutenons.

En complément

- Philippines: 5 ans après, le massacre de 58 personnes, dont 32 journalistes, reste impuni - AFP

Nigeria: Boko Haram massacre 48 vendeurs de poissons dans le Nord-Est - AFP

La question de l'obsolescence programmée ne se pose pas pour les médias.

- Les appareils ménagers ont-ils une durée de vie limitée ? - Francetv info

Quand les appareils tombent en panne, la majorité des Français les mettent à la poubelle pour les remplacer par des produits neufs.

L'équipe de France 2 s'est rendue chez un réparateur, Alex Allal-Rimbaud. Elle découvre avec stupeur que les pannes des appareils sont identiques et qu'elles surviennent après un même temps d'utilisation. "*Ce sont des cartes de frigo qu'on répare sans arrêt, toujours avec les mêmes pannes. À 100 % c'est toujours la même panne*", explique le réparateur.

La revue Que Choisir a mené de nombreuses études comparatives au fil des années. Elle en tire un constat clé : malgré le progrès technique, les appareils ne tiennent pas plus longtemps. Francetv info 23.11

Plus sophistiqués et bourrés d'électronique, c'est même le contraire qui est vrai et c'est logique.

C'est quoi ces frigos, les miens n'ont pas de "*cartes*". Voilà qui suffit à faire fonctionner un frigo : Un compresseur pour produire le froid, condensateur pour le démarrage, un relais, un thermostat , un ventilateur et une ampoule, c'est suffisant. (LG ou Whirpool avec congélateur).

Achetez les articles de base, ils seront plus robustes et suffisant pour l'usage que vous en ferez, et ils vous coûteront moins chers. En cas de panne, il sera facile de détecter l'élément défectueux et de le remplacer rapidement, soi-même éventuellement.

Haut de page

Le 25 novembre 2014

CAUSERIE

20h à Pondichéry. Je viens de voir les infos sur Russia Today Internationale.

Après l'acquittement du policier qui a assassiné Michaël Brown il y a trois mois, un jeune noir sans arme, une douzaine de bâtiments et des dizaines de voitures sont en flammes à Ferguson, la population est descendue massivement dans la rue pour condamner ce déni de justice ; des manifestations étaient en train de se dérouler dans la plupart des grandes villes américaines, bloquant la ciculation parfois, de la Californie à New York.

Le gouvernement a déployé l'armé et utilisé des véhicules militaires pour affronter les manifestants à Fergusson, le vrai visage de la dictature américaine, du régime policier et raciste américains s'affiche sur les écrans du monde entier, faisant la démonstration que le régime est incompatible avec la démocratie qui serait son modèle et qu'il prétend imposer au reste du monde, ce qui illustre si c'était nécessaires qu'en réalité ses véritables intentions sont toutes autres et inavouables.

Cela se passe dans un pays de l'Union Européenne

La ministre de la Santé e Lituanie a proposé de tuer les pauvres. - histoireetsociete.wordpress.com 21.11.2014

« *L'euthanasie peut être un bon choix pour les pauvres, qui en raison de leur pauvreté n'ont pas accès à l'aide médicale* », telle est la « *solution* » du problème des patients démunis proposée par le nouveau Ministre de la Santé de Lituanie Rimante Šalaševiciute, entrée en fonctions début juin.

Elle a immédiatement engagé une discussion sur la légalisation de l'euthanasie en Lituanie, et a déclaré dans une interview que la Lituanie n'étant pas un Etat social, les soins palliatifs n'étaient pas accessibles à tous. C'est pourquoi l'euthanasie peut être un bon choix pour des gens qui « *ne veulent pas infliger à leurs proches le spectacle de leurs souffrances* ». histoireetsociete le

novembre 21, 2014

Mélenchon n'a eu aucun mérite avant-hier à caractériser la politque de Hollande et son gouvernement de "*droite extrême*", nous préférions dire d'extrême droite, mais en prenant hier la défense du Parlement européen qui est une institution de l'Union européenne qu'il a osé caractérisé de "*républicain*" à l'occasion de l'annonce de la visite du pape à cette auguste assemblée, il a démontré qu'il était bien un populiste de bas étage, un vulgaire charlatant. Car au regard de la nature ultra réactionnaire de l'Union européenne en aucune circonstance un dirigeant ou un militant qui se prétend de gauche ne peut oune doit la soutenir, surtout pour sortir une contrevérité aussi grotesque. En lisant dans cette causerie le passage consacrée à la Lituanie qui fait partie de l'UE, vous en serez totalement convaincus. (Sous les auspices de l'OTAN et l'UE : Les néonazis montent en première ligne et s'entraident.)

Mélenchon légitime de la pire des manières l'Union européenne, une machine de guerre contre tous les peuples d'Europe et au delà.

- Lettre ouverte de Mélenchon au pape François pour sa visite aux institutions européennes - AFP

"*Monsieur le pape, votre place à la tribune du Parlement ne peut s'accepter dans le cadre d'une session officielle de notre assemblée*", écrit Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche. (A l'entendre il en serait le président, mieux ou plutôt pire, le garant de son intégrité, il se range lui-même dans le camp de la réaction. - ndlr)

Et de poursuivre : "*Cette impossibilité résulte de notre définition républicaine d'une assemblée de députés du peuple souverain*". AFP 24.11

Tu parles de "*de députés du peuple souverain*" quand la moitié des électeurs se sont abstenus lors des dernières élections européennes. Ce type là a du talent, il réécrit l'histoire chaque fois qu'il prend la parole. Le Parlement européen est illégitime, mais Mélenchon ne peut pas le mentionner, c'est son seul mandat électif ! C'est là qu'on s'aperçoit que son discours est dicté uniquement par des considérations ou des intérêts personnels, car au delà c'est le néant politique. Il démontre ici qu'il fait feu de tous bois, c'est vraiment un populiste.

On ne dénie pas à Mélenchon d'être un républicain, peu importe qu'il le soit ou non, on aurait plutôt tendance à dire qu'il illustre ici qu'il ne l'est pas, d'ailleurs cela ne l'engage à rien, Sarkozy et M. Le Pen ou encore Valls aussi se prétendent républicains, là n'est pas la question.

Ce qu'on récuse, c'est qu'à l'entendre en temps normal l'Union européenne serait une institution qui respecterait les principes républicains, alors qu'elle est dirigée par une instance non-élue, la Commission européenne, et qu'elle est une institution supranationale qui a justement pour mission de liquider les Etats-nations qui avaient adopté ces principes, qu'ils les respectent est autre chose, autrement dit l'Union européenne est l'antithèse des principes de la République et des valeurs de la démocratie.

La liberté consiste à donner toujours plus de pouvoir aux multinationales et aux banquiers pour lesquels l'UE a été conçue au détriment de tous les peuples (projet de traité transatlantique), l'égalité consiste à décréter illégitimes les droits sociaux des travailleurs, la fraternité consiste à décréter que les peuples doivent se soumettre aux lois du marché dont ils ne doivent pas entraver le fonctionnement et auquel ils doivent vouer un culte.

Voilà pour les principes républicains de l'UE dont monsieur Mélenchon se réclame, ce sont ceux de la République des esclaves de l'Antiquité, du temps de la barbarie auquel on revient au galop grâce à des imposteurs dans son genre.

Comme quoi on ne se trompe pas ou on n'exagère rien, il a osé ajouter que le Parlement européen respecterait les "*règles de la laïcité*", alors qu'il est un instrument du communautarisme et du terrorisme international, alors qu'il participe à la guerre des civilisations initiée par G.W. Bush et poursuivie par Obama au Moyen-Orient et en Afrique, alors qu'il est un instrument de la dislocation des Républiques laïques en Europe et au Moyen-Orient (Irak, Syrie), alors qu'il soutient un gouvernement néonazi en Ukraine, un Etat théocratique, raciste, Israël, ajoutons les monarchies du Golfe qui appliquent la charia et sont donc des modèles de laïcité, faut-il continuer ?

On arrêtera là, car en réalité j'ai terminé aujourd'hui l'actualisation du site par ce sujet.

Il y aurait encore beaucoup à dire, Mélenchon est le type même de l'illusionniste qui mène des combats qui ne conduisent nulle part parce qu'il est devenu incapable de poser une question correctement, car s'agissant de la laïcité, il faudrait se demander pourquoi des gouvernements s'en réclament, quels intérêts ont-ils à adopter cette posture, à qui cela profite-t-il réellement, et pourquoi il leur arrive de la piétiner, dans quel contexte politique ou social, etc. A l'entendre quand ils la respectent, c'est parfait, il n'y a rien à redire, alors que non, c'est l'inverse, au même moment (à notre époque) ils développent une offensive contre une ou des religions qu'ils stigmatisent dans un but précis inavouable, pour affaiblir ceux qui s'en réclament et leur imposer sa politique,

cela va très bien à Mélenchon, il n'a jamais défendu les Républiques laïques irakienne ou syrienne sous prétexte qu'elles étaient gouvernées par des tyrans. C'est étrange, car à notre connaissance elles ont été attaquées par un Etat (ou un chef d'Etat) autrement plus tyrannique encore qui guerroie à travers le monde, celui des Etats-Unis, mais là c'était différent pour monsieur Mélenchon, les Etats-Unis sont une démocratie ou tout du moins ils n'en sont pas au stade de la barbarie qui existait en Irak sous S. Hussein et en Syrie sous B. Al-Assad, il est vrai qu'en présence d'un argument d'une telle mauvaise foi, il n'y a plus rien à ajouter, on s'incline.

Pour Mélenchon et ses semblables, cette histoire du respect ou non de la République, de la démocratie, de la laïcité, de la souveraineté ou l'indépendance des Etats, etc. est une imposture, car en réalité elle ne sert qu'à légitimer une institution, cela peut-être le chef de l'Etat, l'Assemblée nationale, l'UE, l'ONU, l'Otan, etc. partant du principe que forcément ils les violent, ce qui leur fait une occasion de les rappeler à l'ordre, histoire de faire croire qu'en temps normal ils les respecteraient non pas parce qu'ils y seraient forcés, mais parce que ce serait dans leur nature de les respecter, bref ce serait des institutions respectables qu'il faut conserver.

Le rôle de Mélenchon et consorts est d'une manière ou d'une autre de légitimer les institutions, faire en sorte d'y ramener le peuple qui les rejette, il sert de rabatteur, là c'était pour le compte du Parlement européen. Combien de fois il a rappelé à l'ordre Hollande pour lui rappeler comment devait se comporter un bon socialiste, car sans rire Hollande en serait un... qui s'ignore, peut importe, il faut le faire croire au bon peuple, est-ce clair. La pseudo-gauche et extrême gauche n'a pas d'autre raison d'exister, il ne faut pas leur en chercher une autre on s'égarerait, on marcherait dans leur combine qui conduit infailliblement dans une impasse ou dans un mur, nulle part comme on l'a noté plus haut. Mais pendant ce temps-là, le gouvernement et le parlement légifèrent, l'UE légifère, etc. ils appliquent leur politique, c'est la raison pour laquelle on affirme qu'ils en sont complices et non pour les accabler, les malheureux, au point où ils en sont ce ne serait pas charitable ou on pourrait nous accuser de cruauté !

Non décidément le chef des croyants catholiques est tout à fait à sa place à la tribune du Parlement européen, on a envie de dire qu'il ne manquait plus que lui. Contrairement à ce que dit ce crétin de Mélenchon, en honorant cette auguste assemblée de sa présence, il contribue à en donner une image encore plus anti-démocratique ou détestable, dans la mesure où sa politque est rejetée par tous les peuples de l'UE, ainsi que de l'Eglise catholique, il ne restera plus au pape qu'à se rendre à la tribune du parlement ukrainien et la boucle sera bouclée, on devrait peut-être refiler le tuyau percé à Porochenko.

Vidéo

Elles sont anciennes mais figuraient dans un article d'actualité, à voir ou revoir.

SYRIE/ Khaled Abu Salah le syrien aux milles visages - juillet 2012
http://www.youtube.com/watch?v=2n1AZyNucbk

Khaled Abu Salah / Khaled Abou Saleh, le syrien aux milles visages, agent de communication/propagande pour Al-Jazeera, CNN er France24

À en croire la grande majorité des médias, de CBS à Al-Jazeera, la Syrie est à feu et à sang, selon le schéma désormais classique (et même hollywoodien) du peuple luttant à mains nues pour la démocratie à l'occidentale, contre un pouvoir isolé ne s'appuyant plus que sur ses hommes de main.

Le Monde, Le Figaro, Libération, RMC, BFM, Aljazeera pour ne citer qu'eux ont adopté la même ligne éditoriale celle de la propagande haineuse contre un régime dont les seuls torts à leurs yeux ce n'est pas comme ils le prétendent les violations des droits de l'homme de la démocratie qu'ils manipulent outrageusement mais bien le fait d'être resté indépendant aux pressions américano sionistes et leurs complices européens.

Syrie - Laurent Fabius "*Bachar ne mériterait pas d'être sur la terre*" - (17-08-2012)
http://www.youtube.com/watch?v=I-rT2UajjBg

Bon, alors on y part quand faire le djihad en Syrie pour débarrasser la terre de ce tyran, dit papa ?

Syrie - Le cannibalisme des "*rebelles*" soutenu par l'Occident. - 9 juin 2013
http://www.youtube.com/watch?v=UhO4KrkPiEY

Système économique mafieux.

- 8% de la richesse mondiale serait détenue dans des paradis fiscaux - LePoint.fr

Quelque 7 600 milliards de dollars, soit 8% de la richesse mondiale, sont détenus par des particuliers dans des paradis fiscaux, affirme une récente étude parue dans le Journal Of Economic Perspectives. Les ménages européens arrivent les premiers

avec quelque 2.600 milliards localisés dans des Etats qui mêlent faible fiscalité et opacité financière, affirme le Français Grabiel Zucman, professeur assistant à la London School of Economics. Derrière eux, les contribuables asiatiques (1 300 milliards) distancent de peu les Américains (1 200 milliards) qui sont suivis par les particuliers dans les pays du Golfe (700 milliards), affirme l'auteur de "*la Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*" (2013).

La richesse offshore en augmentation

L'étude ne prend en compte que les actifs financiers et non les biens mobiliers ou immobiliers qui peuvent eux aussi être gardés à l'abri des fisc nationaux. "*S'il semble clair que la richesse détenue offshore est en augmentation, la principale incertitude tient à la part qui relève de l'évasion fiscale*", indique M. Zucman, selon qui certains contribuables déclarent "*en bonne et due forme"* leurs comptes en Suisse ou dans les Iles Caïmans.

En tenant compte de cette incertitude, M. Zacman estime à "*190 milliards*" par an la perte en recettes fiscales essuyée par les États, au profit "*quasi exclusif*" des contribuables les plus fortunés. Son étude montre également que les multinationales américaines font un usage croissant des paradis fiscaux pour réduire leurs impôts. En 2013, 55% de leurs revenus réalisés à l'étranger étaient localisés dans ces juridictions, notamment au Luxembourg ou à Singapour, contre un peu plus de 20% il y a a trente ans. LePoint.fr 24.11

La somme de 190 milliards de dollars est dérisoire à l'échelle du monde, votre étude n'est pa sérieuse M. Zacman, vous ménagez les nantis.

Quand vous pouvez ouvrir un compte dans des paradis fiscaux et y déposer les sommes que vous voulez sans qu'on ne vérifie votre identité, donc sans fournir votre nom, sans fournir non plus de justificatif de domicile, donc sans qu'on sache ou vous habitez ni dans quel pays, sans parler des prêtes-noms, des société écrans, etc. chaque formule présente des intérêts divers et doit correspondre à des besoins particuliers, à partir de là tout est possible, et ce genre d'étude est très loin du compte en réalité.

Ici pour simplement obtenir un abonnement téléphonique ou ouvrir un compte bancaire, on vous demandera de présenter un papier d'identité, si vous êtes étranger le passeport plus le visa, une quittance de loyer ou votre titre de propriété, une quittance d'électricité si possible sur laquelle figure votre nom et votre adresse, sinon on vous demandera une attestation de l'autorité locale, plus une photocopie de chaque document et deux photos.

A défaut de le remettre en cause, ils s'en accommodent, mieux, ils sont à son service.

- Najat Vallaud-Belkacem : "*François Hollande en 2017 sera le candidat naturel de la gauche*" - Francetv info

Vous pouvez remballer votre camelotte avariée, et dites au passage aux ministres et aux députés du PS que ce n'est pas la peine qu'ils s'y collent chacun leur tour chaque semaine, le dernier en date c'était Cazeneuve, votre bourrin ne franchira pas le premier tour. Il aura été le pire président de la Ve République, devant Sarkozy il fallait le faire quand même, c'était un pari risqué, mais réussi, bravo !

Cela paraît à peine croyable, n'est-ce pas ? On se marre, mais entre nous, ils sont à l'image de la société qu'ils nous ont cédée et là ce n'est pas drôle du tout.

ACTUALITE EN TITRES

Bassesses.

- Rebsamen écarte une hausse du smic au 1er janvier - LePoint.fr

- Smic: Mailly (FO) demande "*un petit coup de pouce*" - AFP

Généralement, "*un coup de pouce*" équivaut à un chiffre précédé d'un zéro et une vurgule, genre 0,6%, pour un "*un petit coup de pouce*", histoire de ne pas embarrasser le gouvernement et le patronat, vous devez rajouter un zéro devant le 6.

Les sionistes seraient-ils aux abois ?

- Jérusalem: la méfiance grandit entre Palestiniens et Israéliens - AFP -

- La haine en modèle: avec les destructions de maisons, Israël donne le pire des exemples à ses citoyens - Slate.fr

- Israël, comme une tentation d'apartheid - LePoint.fr -

Le point d'interrogation de trop.

- Enfant abattu aux Etats-Unis: Les policiers en tort? - 20minutes.fr

- Florange : François Hollande a-t-il tenu ses promesses ? - Francetv info

Un monde belliqueux.

- Déficits budgétaires: Berlin multiplie les coups de griffe contre Paris - Francetv info

- LuxLeaks : Juncker demande aux europhobes de cesser de l'insulter - LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la guerre.

- L'Afghanistan en deuil après l'attentat le plus meurtrier depuis 2010 - LePoint.fr

- Une voiture piégée fait huit morts à Bagdad, combats à Ramadi - Reuters

- Une centaine de personnes massacrées dans l'est de la RD Congo - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'existence de droits sociaux est une anomalie qu'il faut corriger, le marché l'exige.

- La France reste numéro un des dépenses sociales, selon l'OCDE - Reuters

L'Organisation de coopération et développement économiques table ainsi sur des dépenses sociales qui atteindraient 31,9% du produit intérieur brut en France cette année.

L'OCDE relève que plusieurs pays, dont l'Allemagne, le Canada, la Grèce, l'Irlande, l'Estonie et le Royaume-Uni, sont parvenus à des baisses sensibles de leurs dépenses rapportées au PIB par rapport aux plus hauts de la crise.

Le poste le plus important reste celui des retraites, qui représentait 15,8% du PIB en Italie, soit deux fois plus que pour la moyenne des pays de l'OCDE (7,9%) en 2012, et 13,8% en France. Quant aux dépenses de santé, elles représentent 6,2 points de PIB dans la zone OCDE mais 8,6 points en France. Reuters 24.11

Et le modèle de démocratie, les Etats-Unis ? Selon ce classement qui concernait uniquement les dépenses publiques, ils se classaient... 24e !

... du coup...

La Commission européenne va réclamer 4 milliards d'euros d'efforts supplémentaires à la France - Francetv info

"***Promesse tenue***" : 1000 emplois supprimés.

- Florange : Hollande passe par "*la petite porte*" et évite les manifestants - L'obs

- François Hollande : déplacement savamment orchestré à Florange - Francetv info

Il s'est rendu à Florange, au siège d'ArcelorMittal, pour rencontrer la direction et les délégués syndicaux de la CGC et de la CFDT.

Si les salariés des hauts fourneaux ont pu être reclassés, ce sont les sous-traitants qui ont le plus souffert de cette fermeture.

Près d'un millier d'emplois aurait été supprimé. Ces sous-traitants n'étaient en effet pas concernés par l'accord entre l'État et ArcelorMittal. Francetv info 24.11

Il a rencontré les délégués syndicaux jaunes qui signent tous les accords pourris avec le patronat pour lequel il gouverne, tout est l'ordre des choses.

Régime policier. Vous n'avez aucun droit. Ministère de l'acharnement judiciaire infâme.

- Un octogénaire devant la justice pour avoir aidé son épouse à mourir - AFP

Un homme de 86 ans devra répondre de "*non-assistance à personne en danger*" mardi devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, pour avoir assisté son épouse lors de son suicide par absorption massive de médicaments, en novembre 2011.

"*Cette affaire est symbolique de l'acharnement du système judiciaire*", a déclaré lundi, lors d'une conférence de presse à Saint-Etienne, Jean-Luc Romero, président de l'association pro-euthanasie ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité), dont le prévenu est membre, tout comme l'était aussi son épouse Josanne (bien Josanne), décédée le 10 novembre 2011 à leur domicile stéphanois, à l'âge de 83 ans.

L'avocat de l'octogénaire, Me Mickaël Boulais, a pour sa part indiqué que son client, invalide, "*atteint de la maladie de Parkinson et d'un cancer de la prostate*", ne sera pas présent à l'audience.

A l'issu de l'instruction, cet homme, désormais domicilié dans l'Hérault, avait bénéficié d'un non-lieu pour le chef d'"*homicide volontaire*" pour lequel il avait aussi été mis en examen.

Il avait expliqué avoir voulu "*apporter une délivrance*" à son épouse et "*faire plaisir une dernière fois*" à celle avec qui il était marié depuis 55 ans, atteinte d'une fragilité osseuse qui la faisait souffrir et limitait ses déplacements.

Ainsi, ils avaient renoncé à se rendre ensemble en Suisse à la rencontre d'une association qui accueille les personnes désireuses de mourir dignement.

Atteinte de dépression depuis plusieurs années, l'épouse avait déjà effectué plusieurs tentatives de suicide.

Jusqu'au 10 novembre 2011, jour où son mari accepta de l'aider à décapsuler une quantité importante de médicaments et de lui apporter un verre d'eau, pour qu'elle les avale, attendant qu'elle soit décédée pour appeler un médecin.

"*Jean Mercier n'a pas commis de provocation au suicide de son épouse*", souligne Me Mickaël Boulais, en annonçant le dépôt auprès du tribunal stéphanois d'une Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) relative à "*l'assistance au suicide*", afin qu'il la transmette à la Cour de cassation, pour saisine du Conseil constitutionnel. AFP 24.11

Bravo à ce monsieur de 86 ans pour son courage et sa dignité, on ne peut pas en dire autant du parquet, du ministère de la Justice, d'ailleurs on n'en attendait pas davantage de leur part.

Guerre psychologique. A l'appel de qui ? De l'ONU. Qui contrôle l'ONU? Les Etats-Unis ou les néolibéraux.

AFP - La journée internationale des violences faites aux femmes a lieu ce mardi.

Grille de lecture.

Les hommes comme les femmes ont le malheur de vivre dans une société où les rapports sont fondés sur des critères de domination et d'inégalité. Pour mettre un terme à ces rapports il faut en finir avec le capitalisme qui en est le fondement.

Quand la société sera basée sur d'autres valeurs que des rapports de force entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés, exploiteurs et exploités, ces rapports de domination entre les hommes et les femmes disparaîtront naturellement puisque la société sera basée sur des rapports harmonieux entre eux, et non plus sur des rapports où les uns et les autres sont mis en concurrence conduisant à des situations conflictuelles et parfois violentes.

C'est l'objet de notre combat politique pour le socialisme.

Qu'est-ce que c'est le socialisme ? C'est très compliqué, c'est ce quon vient d'expliquer très simplement. Monstrueux n'est-ce pas ? C'est notre idéal, partagez-le et rejoignez notre combat politique.

Comment stigmatiser le comportement des hommes pour mieux dresser les femmes contre eux, pendant que le gouvernement applique sa politique réactionnaire contre les deux, c'est ce à quoi le gouvernement et le PS ainsi que les parasites de la pseudo-gauche et extrême gauche s'appliquent à faire en permanence pour le compte de la classe dominante, pour qui voudriez-vous que cela soit, certainement pas pour les femmes dont ils se contrefoutent.

Passons à leur propagande.

- Paris : Ile-de-France: Comment lutter contre les cyberviolences sexuelles et sexistes? - 20minutes.fr

- 33 enfants victimes de violences conjugales en 2013 - LeMonde.fr

- Égalité filles/garçons: Vallaud-Belkacem va présenter des outils pédagogiques - AFP

La ministre de l'Education nationale Najat Vallaud-Belkacem présentera mardi des outils pédagogiques pour l'égalité filles-garçons, dans le cadre du dispositif qui succède à l'expérimentation "*ABCD de l'égalité*". AFP 24.11

- Violences conjugales: Radioscopie des agressions au sein des couples - 20minutes.fr

Question : Combien d'agressions de femmes ou d'hommes sont ignorées parce qu'elles ne méritent pas d'être déclarées ou de faire l'objet de poursuites judiciaires ? 90, 95% ? Vous voyez, on ne le nie pas, au contraire on en rajoute une couche parce qu'on sait que leur société est encore plus épouvantable que ce qu'ils décrivent. S'ils révélaient ce qui se passe réellement, la population ne pourrait pas le supporter très longtemps ou elle serait portée à se poser des questions, ce qu'il est préférable d'éviter, vous l'aurez bien compris, elle pourrait trouver les bonnes réponses pour changer la société.

Non, cette opération n'a pas l'ambition d'aller aussi loin, pas même de répondre aux besoins des femmes, ce matraquage psychologique (culpabilisation) permanent a pour fonction de rendre l'atmosphère délétère, suffoquante et cela leur suffit. Ils veulent tout simplement vous pourrir la vie pour vous déstabiliser, vous démoraliser afin que vous vous disiez que dans ces conditions il n'y a rien à faire et il sera impossible de changer la société, et apparemment cela fonctionne assez bien, puisque plus personne ou presque n'y pense et encore moins y croit, qu'il nous soit permis de ne pas en faire partie. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'on aime les femmes, je plaisante.

La mission de l'école public dévoyée par le lobbying néolibéral.

- Égalité filles/garçons: Vallaud-Belkacem va présenter des outils pédagogiques - AFP

Rappel. Mme Vallaud-Belkacem participe (avec Hollande notamment) au think tank néolibérale French American Foundation ou « *Young Leaders* », dont des membres participent à L'Atlantic Council. (lire dans cette page).

AFP- La ministre de l'Education nationale Najat Vallaud-Belkacem présentera mardi des outils pédagogiques pour l'égalité filles-garçons, dans le cadre du dispositif qui succède à l'expérimentation "*ABCD de l'égalité*".

Paul Raoult, président de la fédération de parents d'élèves FCPE - "*Ça va dans un bon sens*". il a ajouté : "*C'est bien à l'école de mettre en place cette égalité de traitement entre les garçons et les filles*".

Sébastien Sihr, secrétaire général du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire - "*C'est un plan bien orienté, mais trop timide dans le volet formation des enseignants*".

Cet été, Benoît Hamon et Mme Vallaud-Belkacem avaient renoncé à la généralisation des ABCD, initialement envisagée pour la rentrée 2014, et promis à la place un "*plan d'action*" avec mise à disposition des enseignants, à l'automne, d'une "*mallette pédagogique*", des formations pour les professeurs et une inscription dans les futurs programmes, attendus en 2016. AFP 24.11

Encore des vendus ces syndicalistes, Hollande est leur président, alors...

Comme quoi ils ne renoncent jamais... contrairement à nous, hélas ! Ce portail est là pour vous aider à tenir bon. Soutenez-le, s'ils vous apportent quelque chose.

Le sujet de cet article pose plein de questions.

Comment peut-on concevoir que l'Etat qui a conduit la société à un tel degrès de décomposition pourrait-il être légitime pour prendre en charge l'éducation de nos enfants ? Pour leur donner quelle éducation ? Dans quelle direction? A partir de quelles intentions ? Dans quel but véritablement ?

On lui dénie ce droit sur les bases sur lesquelles il est fondé et fonctionne, c'est-à-dire au service de la classe dominante, pour servir ses intérêts. Ils sont en train de transformer les profs en agents ou formateurs & pensée unique ou nihilisme, c'est intolérable.

Guerre psychologique et propagande. Stigmatisation et appel à la délation.

Grande-Bretagne. Hystérie du Raj britannique.

- Scotland Yard fait appel à la population face à la menace terroriste - LeFigaro.fr

- Scotland Yard pense avoir déjoué "*quatre ou cinq complots terroristes*" cette année - Francetv info -

- Pris par erreur pour un terroriste par la police belge, un joueur de cricket expulsé vers le Pakistan - Francetv info

France. Les croisés ou retour à Charles Martel. La cible : Les musulmans et l'Islam.

- Une circulaire sur la radicalisation religieuse des élèves suscite l'indignation - 20minutes.fr

Des enseignants apparemment pris pour des abrutis finis par le rectorat de la Vienne, car les signes de radicalisation islamique sont parfaitement visibles ou détectables à l'oeil nu par n'importe quel crétin.

20minutes.fr - Baptisé «*Prévention de la radicalisation en milieu scolaire*», le texte explique aux enseignants la marche à suivre pour détecter les comportements déviants des élèves. Il leur est conseillé de scruter avec attention plusieurs signes physiques pouvant témoigner d'une radicalisation religieuse: la «*barbe longue non taillée (moustache rasée)*», un «*habillement musulman*», le «*refus du tatouage*», une «*perte de poids liée à des jeûnes fréquents*», «*des cheveux rasés*», des «*jambes couvertes jusqu'aux chevilles*»…

D'autres éléments comportementaux doivent aussi éveiller l'attention des enseignants selon la circulaire, comme le «*repli identitaire*», l'«*exposition sélective aux médias (préférence pour les sites Web djihadistes)*», la «*rhétorique politique*» concernant notamment la Palestine, la Tchétchénie, l'Irak, l'intérêt pour la naissance de l'Islam. 20minutes.fr 24.11

Et le journaliste de 20minutes.fr de se ranger au côté du rectorat en se demandant "*comment prévenir la radicalisation religieuse des jeunes sans stigmatiser les musulmans*", alors que ce texte vise uniquement les musulmans, alors que des jeunes peuvent être attirés par des sectes ou l'extrême droite ou encore l'ultra gauche et mettre tout autant leur vie en danger.

20minutes.fr - Interrogée par Europe 1, Magali Espinasse, secrétaire départementale du Syndicat national des enseignants du secondaire (SNES) n'y va pas de main morte pour critiquer la circulaire: «*Tout est choquant. C'est simpliste, schématique et faux. C'est extrêmement dangereux.*»

Pour le secrétaire départemental du syndicat UNSA, Jean-François Roland, «*les termes employés sont maladroits*». «*Ce n'est pas vraiment le vocabulaire qu'emploie habituellement l'Education nationale. Je pense qu'il a manqué une relecture avant diffusion*», a-t-il ajouté, également auprès de France Bleu.

Un peu gênée aux entournures, la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a pris quelques distances avec le document, qu'elle estime «*sans doute perfectible, c'est incontestable*», lors d'une interview à France 3. Tout en signalant qu'il s'agit d'«*une démarche isolée (...) faite dans cette académie*». 20minutes.fr 24.11

Elle ne le désavoue, c'est qu'il lui convient. En fait le rectorat de la Vienne s'inspire du discours belliciste de Hollande, Valls et Fabius, il en a juste fait un peu trop...

Sous les auspices de l'OTAN et l'UE : Les néonazis montent en première ligne et s'entraident.

- La Lituanie va fournir une aide militaire à Kiev - Reuters

Le fascisme légalisé, légitimé, officiellement à tous les échelons de l'Etat, médias inclus, sans que cela embarrasse l'UE... et les sionistes, les autorités israéliennes qui s'en accommodent. Etrange ? Non, normal, ce qui est étrange c'est de ne pas vouloir l'admettre quand on a les faits sous les yeux.

Lecteurs, c'est le moment ou jamais si vous ne vous êtes pas encore décidés, choisissez votre camp : Celui de l'UE et de l'OTAN et les partis ou gouvernements qui y participent ou celui du ou des partis qui refusent d'y participer et qui les combattent. La bannière du socialisme est sans tâches, on vous rassure.

La ministre de la Santé e Lituanie a proposé de tuer les pauvres. - histoireetsociete.wordpress.com 21.11.2014

« *L'euthanasie peut être un bon choix pour les pauvres, qui en raison de leur pauvreté n'ont pas accès à l'aide médicale* », telle est la « *solution* » du problème des patients démunis proposée par le nouveau Ministre de la Santé de Lituanie Rimante Šalaševiciute, entrée en fonctions début juin.

Elle a immédiatement engagé une discussion sur la légalisation de l'euthanasie en Lituanie, et a déclaré dans une interview que la Lituanie n'étant pas un Etat social, les soins palliatifs n'étaient pas accessibles à tous. C'est pourquoi l'euthanasie peut être un bon choix pour des gens qui « *ne veulent pas infliger à leurs proches le spectacle de leurs souffrances* ». histoireetsociete le novembre 21, 2014

Un groupe néo-nazi est membre d'une ONG lituanienne financée par l'UE - philosemitismeblog.blogspot.in - 05.05.2012

Un groupe de jeunesse néo-nazi lituanien a été admis au sein d'une organisation qui reçoit des fonds de l'Union européenne. On peut s'interroger sur les procédures de sélection de l'UE en matière de subsides.

L'Union de la Jeunesse nationaliste lituanienne est l'un des principaux organisateurs du défilé néo-nazi annuel de la Journée de l'Indépendance qui a eu lieu le 11 mars à Vilnius, malgré de nombreux appels internationaux pour que l'événement soit annulé. philosemitismeblog.blogspot.in - 05.05.2012

Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe - vacarme.org - 23 juin 2010

Dans les pays baltes, les russophones subissent souvent la vindicte populaire, alors que d'anciens héros nazis sont très explicitement honorés par la nation. Le 16 mars 2005, « *jour de la légion* », a eu lieu à Riga un défilé qui rendait hommage aux soldats lettons engagés dans la Waffen SS contre l'Armée rouge. Alors que d'anciens nazis retrouvaient un statut de héros, les contre-manifestants [3] furent matraqués. (...)

Le 5 mai 2008, l'histoire de la Lituanie dans l'Europe élargie a atteint son point d'étiage moral. Des policiers en tenue sont venus chercher deux femmes. L'une d'elle, Fania Yocheles Brantsovsky, 86 ans alors, est bibliothécaire de l'institut yiddish de Vilnius. Elle a été immédiatement protégée par l'ambassade d'Irlande puis l'ambassade américaine, britannique et autrichienne. L'autre, Rachel Margolis, 87 ans alors, a été inquiétée parce qu'elle avait découvert et publié le livre de raison d'un Polonais courageux qui avait été témoin du meurtre de masse réalisé par d'enthousiastes volontaires locaux, appelés ici « *partisans* », de dizaines de milliers de civils innocents à Paneriai. Rachel Margolis était en Israël et elle n'a pas pu revenir chez elle à Vilnius pour faire visiter comme chaque année les restes du ghetto. Sara Ginaite, une autre rescapée qui vit à Toronto a dû annuler son voyage annuel d'été à Vilnius sur les conseils de son avocat. On l'accuse d'avoir pris part à des massacres de civils lituaniens auprès de l'Armée rouge. Elle a accepté de répondre à un journaliste de ces accusations et affirmé qu'elle n'était pas dans la forêt de Rudnicky au moment de ces représailles, mais que les villageois en question n'étaient pas des civils désarmés mais des « *patriotes* » lituaniens collaborateurs des nazis. Enfin l'un des membres de la commission internationale pour l'évaluation des crimes, l'historien Yitzhak Arad, qui travaille à Yad Vashem, lui aussi survivant résistant du ghetto, a été également inquiété dans ces affaires et a donné immédiatement sa démission, soutenu en cela par l'historien Sir Martin Gilbert qui avait jusque-là accepté de jouer le jeu de cette commission à son corps défendant et qui a également démissionné en demandant que la diffamation des résistants cesse et qu'ils soient réhabilités publiquement pour leur combat héroïque contre le nazisme.

Lituanie, le pays le plus suicidaire au monde - cafebabel.fr - 18.05.2010

Une fois encore, en 2009, la Lituanie a obtenu le taux de suicide le plus élevé au monde, d'après l'Organisation mondiale de la santé : 34 personnes sur 100.000 se sont suicidées, soit trois fois plus qu'en Espagne ou aux États-Unis et 11 fois plus qu'en Grèce. cafebabel.fr - 18.05.2010

Un choc: défilé néo-nazi à Vilnius - gillesenlituanie.hautetfort.com - 12 mars 2008

Leur look et leurs cris n'étaient pas ambigus : souvent le crâne rasé, arborant drapeaux lituaniens et lettons, mais aussi symboles nazis, ils scandaient des slogans antirusses et anti-juifs, et « *La Lituanie aux Lituaniens* » (Lietuva Lietuviams). (En France le FN scande "*La France aux Français*", mais pour M. Le Pen son parti est juste "*patriotique*", propos qu'elle a tenu hier.

Les leaders, arborant croix gammées (photo), ont pu tranquillement donner des interviews aux télévisions.gillesenlituanie.hautetfort.com - 12 mars 2008

Un complément sur l'Ukraine

- A l'Est, les nazis de hier sont réhabilités - resistances.be - 01-06-2009

En Ukraine, comme dans d'autres ex-républiques soviétiques, le temps est désormais à la réhabilitation des anciens collaborateurs nazis, actifs durant la Seconde Guerre mondiale. Auxilliaires des Allemands, ils ont participé activement à la répression contre les partisans et aux massacres de populations civiles : juives, tziganes, polonaises et russes. Certains sont impliqués dans des crimes de guerre.

Aujourd'hui, ces ex-nazis, dont ceux de la SS ukrainienne, sont considérés comme des héros de la «*résistance nationale*», avec l'aval des nouvelles autorités politiques locales, soutenues par l'Union européenne et les Etats-Unis. Viktor Iouchtchenko, le leader de ladite «*Révolution orange*», est directement impliqué dans ce révisionnisme historique.

Le 28 avril dernier, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «*Galizien*» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, «*Svoboda*» (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette «*division étrangère*» de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien actuel, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative, la première du genre... par ailleurs.

C'est donc officiellement et légalement qu'est installé depuis plusieurs jours dans les rues de Lviv tout un équipement de propagande de la division nazie de Galicie, sous l'appellation «*Division ukrainienne Galitchina*», avec pour emblème le «lion galicien», et non la croix gammée, qui fut pourtant son drapeau initial. Tout cela accompagné de la mention : «Ils ont combattu pour l'Ukraine» Pour rappel historique, ces combattants nazis ukrainiens étaient sous les ordres directs d'Hitler et d'Himmler, le chef suprême du IIIe Reich nazi et celui de ses SS, l'«*élité*» du régime nazi (1933-1945).

Les liens de Viktor Iouchtchenko avec le «*national-fascisme*»

Selon le président des services de sécurité ukrainiens (SBU), Valentin Nalivaitchenko, c'est sur commande de la formation néofasciste «*Svoboba*» et avec l'autorisation du conseil municipal de Lviv que les panneaux ont été installés. «*Il n'y a rien en cela*», a-t-il précisé, «*qui soit contraire aux engagements internationaux de l'Ukraine, il n'y a pas de mention "SS"*». En effet ! Mais pour prendre un exemple belge, c'est comme si, en Belgique, on installait des panneaux publicitaires glorifiant la légion flamande «*Langemark*» ou la légion «*Wallonie*» de Léon Degrelle, sans préciser qu'il s'agissait de divisions de la Waffen SS.

Ce «*scandale*» de Lviv est dénoncé par le Parti des régions, mais non par les formations de l'ex-coalition dite «*orange*», au sein de laquelle militent aussi bien des nationalistes radicaux et des néofascistes que des partisans d'une Ukraine pro-américaine et pro-européenne. «*Svoboba*» a obtenu 35 % des voix lors des récentes municipales à Ternopol, l'une des grandes villes de Galicie… Ternopol fut aussi l'un des haut-lieux, pendant la Deuxième Guerre mondiale, du génocide nazi, de l'extermination des juifs. Dire que «*Svoboba*» est «*nationaliste*» est un euphémisme. resistances.be - 01-06-2009

On aura compris que le nazisme ou l'extrême droite n'est pas sorti de terre un beau matin place Maidan à Kiev à l'automne 2013.

Au passage, on remerciera le stalinisme ou la bureaucratie du Kremlin, la fine équipe qui en est issue ou qui les a remplacé depuis en Russie, d'avoir permis pendant 72 ans par la politique qu'ils ont menée dans ce pays, que la flamme du nazisme ne s'éteigne jamais au cours de ces longues décennies pour revivre de plus belle depuis 2004 grâce au concours de l'OTAN, de l'ONU, de l'impérialisme américain et de l'Union européenne.

On comprend d'ailleurs le peu d'empressement dont font preuvent les staliniens, néo-staliniens et staliniens repentis pour soutenir la résistance au régime néonazi installé à Kiev qui s'est développée dans la région minière de l'Est de l'Ukraine. Eux non plus ils n'ont jamais vraiment rompu... avec le stalinisme. Ils soutiennent l'UE ou l'ONU ou les deux, on ne peut pas être des deux côtés de la barricade.

Pour lire ces articles en entier.

Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe
http://www.vacarme.org/article1919.html

A l'Est, les nazis de hier sont réhabilités -
http://www.resistances.be/ukraine.html

L'Iinfiltration nazie des corps d'Etat lituaniens aujourd-hui
http://www.didier-bertin.org/pages/european-charter/infiltration-nazie-des-corps-d-etat-lituaniens-aujourd-hui.html

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Italie. Institutions illégitimes, élus illégitimes, régime illégitime.

- Renzi gagne deux élections régionales, abstention exceptionnelle - Reuters

Le Parti démocrate (PD) du président du Conseil italien Matteo Renzi a remporté les élections régionales qui étaient organisées dimanche en Calabre et en Emilie-Romagne mais le niveau exceptionnel de l'abstention atteste d'un désenchantement croissant de l'électorat. "*La participation a été mauvaise mais les résultats sont bons* " a déclaré Matteo Renzi.

En Emilie-Romagne (centre), bastion traditionnel de la gauche, 40% seulement des électeurs se sont déplacés aux urnes, contre 65% lors du précédent scrutin. Stefano Bonaccini, le candidat du PD, l'a emporté avec 49% des voix.

En Calabre (sud), la participation n'a été que de 44% contre près de 60% au précédent scrutin. Le candidat du PD, Mario Oliverio, a obtenu plus de 61% des suffrages exprimés. Reuters 24.11

2- Iran

2.1 - Echec des négociations sur le nucléaire iranien - LeMonde.fr

- Négociations sur le nucléaire iranien prolongées de sept mois - Reuters

Les opposants à une capitulation de l'Iran face aux Occidentaux l'ont emporté. Dans le premier article, c'est dit d'une manière diplomatique, feutrée. A la fin du second article les Iraniens sont moins embarrassés.

Reuters – En Iran, le président Hassan Rohani a déclaré que les positions s'étaient rapprochées entre l'Iran et le groupe P5+1. "*Durant les discussions de Vienne, de nombreux fossés ont été en partie comblés, nos positions et celles de l'autre partie se sont rapprochées*", a-t-il dit.

Un haut diplomate occidental a fait part de son pessimisme.

"*Cela fait dix ans que des idées et des propositions sont présentées*" a-t-il dit sous le sceau de l'anonymat. "*Il ne reste plus rien. C'est essentiellement une question secondaire maintenant. Les Iraniens ne bougent pas. C'est un choix politique.*"

"*Je suis sceptique quant au fait que même si nous prolongeons, nous puissions parvenir à un accord*", a-t-il déclaré avant l'annonce officielle de la prolongation. Reuters 24.11

2.2 - L'Iran regarde vers Pékin et Moscou en cas d'échec des pourparlers - Reuters

Téhéran envisage de se tourner vers Pékin et Moscou en cas d'échec des négociations sur le nucléaire iranien mais avec la baisse des prix du pétrole, le ralentissement de l'économie chinoise et les propres sanctions que subit la Russie, cette solution alternative trouve rapidement ses limites.

La Russie vend des armes à l'Iran, construit une centrale nucléaire dans la République islamique et pourrait lui fournir de la technologie.

Les deux grandes puissances pourraient également protéger l'Iran au Conseil de sécurité, en tant que membres permanents disposant d'un droit de veto.

Mais cette aide a ses limites: la Chine réclame d'importantes remises sur ses achats de brut iranien, et pourrait être d'autant plus exigeante que sa propre demande se réduit et que les prix mondiaux baissent depuis cinq mois.

La Russie, qui n'a pas besoin du pétrole iranien, est en outre elle-même exposée à des sanctions en raison de la crise ukrainienne.

En cas d'échec total des négociations -ce qu'aucune partie ne souhaite, ni la Russie ni la Chine ne pourront empêcher les Etats-Unis et l'Union européenne d'imposer des mesures punitives unilatérales à Téhéran.

Un diplomate occidental qui participe aux discussions dans la capitale autrichienne juge cependant que le besoin de parvenir à un accord définitif est moins impérieux pour l'Iran depuis la levée partielle des sanctions obtenues par l'accord de Genève de novembre 2013.

Il rappelle aussi la volonté des entreprises occidentales de desserrer le carcan imposé à Téhéran et plusieurs décisions de la justice européenne visant certaines sanctions de l'UE.

"*La pression pour obtenir un accord à tout prix est moins forte qu'il y a douze mois*", constate ce diplomate, assurant que certains pays européens sont prêts à entamer des échanges bilatéraux avec Téhéran.

Un responsable iranien explique quant à lui que si le président Hassan Rohani espère un accord afin de tenir ses promesses d'embellie économique, le guide suprême Ali Khamenei et les gardiens de la Révolution préfèrent se tourner vers l'Est et travailler avec la Russie et la Chine. Reuters 24.11

3- Etats-Unis

3.1- La croisade au Moyen-Orient de l'impérialisme américain rejetée par la majorité des Américains.

- Etats-Unis: Obama se sépare de Chuck Hagel, chef du Pentagone - AFP

- Le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, démissionne - Reuters

Le président Barack Obama a annoncé lundi le départ du chef du Pentagone Chuck Hagel (républicain - ndlr), la Maison Blanche insistant sur la nécessité d'un renouveau au moment où l'offensive contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie suscite des interrogations.

"*Nous estimons que, pour les deux dernières années du président à la Maison Blanche, un autre secrétaire à la Défense pourrait être plus adapté pour répondre aux défis*" qui se posent, a souligné Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, évoquant en premier lieu la lutte contre l'EI, mais aussi la situation dans l'est de l'Ukraine ou encore la riposte face au virus Ebola.

Le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, le républicain John Boehner, a jugé que ce changement à la tête du Pentagone devait s'accompagner d'une réflexion plus large sur la stratégie américaine face au groupe EI. "*Nous ne pouvons vaincre l'ennemi sans un effort coordonné et réfléchi qui bénéficie du soutien massif du peuple américain. A ce jour, cette administration n'a pas réussi*", a-t-il estimé. AFP 24.11

3.2- Impunité pour le meutre d'un jeune noir. Le jury populaire a suivi le KKK.

- Ferguson : le grand jury prononce un non-lieu contre le policier qui a tué un jeune Noir - libération.fr

Le policier américain Darren Wilson échappe à toute poursuite judiciaire après la mort d'un jeune Noir qu'il a abattu de six balles début août à Ferguson, Missouri, a annoncé lundi le procureur.

Les 12 membres du grand jury s'étaient réuni à huis clos pendant environ trois mois pour déterminer s'il y avait lieu ou non d'inculper et poursuivre le policier de 28 ans.

Le jeune homme de 18 ans --qui n'était pas armé-- a été tué par Darren Wilson en plein jour dans une rue de Ferguson le 9 août d'au moins six balles. Le corps du jeune homme avait été laissé à la vue des passants pendant plusieurs heures, en plein soleil, ajoutant encore à la colère des manifestants qui y ont vu un signe de plus du mépris des forces de l'ordre pour la population noire. Une vingtaine de minutes avant cette confrontation, Michael Brown avait été filmé dans une supérette en train de voler une boîte de cigares.

Selon les médias, le policier a déclaré devant le grand jury avoir agi en légitime défense après une empoignade avec Michael

Brown. Mais des témoins ont déclaré que le jeune homme avait les mains en l'air lorsqu'il a été tué.

Dans la perspective de nouvelles émeutes, le gouverneur a décrété l'Etat d'urgence il y a une semaine et activé la Garde nationale, et le FBI a renforcé ses équipes sur place avec une centaine d'agents supplémentaires.

Des centaines de manifestants ont défilé dimanche soir à Saint Louis, plus important rassemblement organisé depuis une semaine. «Haut les mains, ne tirez pas» et «*Voilà à quoi ressemble la démocratie*», avaient scandé les manifestants. Brandissant des pancartes proclamant «les vies des noirs comptent», des hommes et des femmes de tous âges et origines ethniques ont défilé pendant près de deux heures avant de se disperser dans le calme. La police locale de Ferguson a été vivement critiquée en août pour ses méthodes et l'utilisation d'équipements paramilitaires. Le gouverneur avait été contraint de mobiliser la Garde nationale pour restaurer le calme. AFP 24.11

SOCIAL

Belgique

- La Belgique au ralenti en raison d'une grève contre le gouvernement - AFP

La Belgique a tourné au ralenti lundi en raison d'un mouvement de grève contre les mesures d'austérité du nouveau gouvernement de droite qui a paralysé les transports et le port d'Anvers.

Cette grève, qui a touché quatre des dix provinces du pays (Anvers, Limbourg, Luxembourg et Hainaut), a eu des répercussions jusque dans la capitale, Bruxelles, où la circulation des trains a été perturbée et le trafic automobile particulièrement congestionné. Elle concernait le secteur public et privé, en Flandre comme en Wallonie.

Ceux-ci dénoncent un programme de réformes économiques et sociales visant à réaliser 11 milliards d'euros d'économies en cinq ans, qui prévoit de reculer l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans contre 65 aujourd'hui, à partir de 2030.

Ils demandent aussi l'abandon du "*saut d'index*" prévu pour 2015, qui aura pour conséquence que les salaires et les allocations sociales ne suivront pas automatiquement l'augmentation du coût de la vie, comme c'est en principe le cas en Belgique.

Ces mesures, en rupture avec la politique centriste du précédent gouvernement, ont été dévoilées par le nouvel exécutif fédéral dirigé par le Premier ministre libéral, Charles Michel, à la tête d'une coalition avec notamment les nationalistes flamands de la N-VA.

Nous voulons "*donner un signal au gouvernement, dire tout ce qui nous inquiète dans les mesures qu'il prend en ce moment*", a déclaré à l'AFP Harry Lauwereins, délégué du syndicat socialiste FGTB des dockers du port d'Anvers. Elles touchent "*les travailleurs et les gens qui reçoivent une allocation. Ce n'est pas juste*".

Cette journée était la première d'une série de "*grèves tournantes*" dans plusieurs provinces de Belgique, avant une grève générale prévue le 15 décembre. Elle faisait suite à une manifestation monstre qui avait réuni plus de 100.000 personnes, soit environ 1% de la population, le 6 novembre à Bruxelles.

La ville d'Anvers a été particulièrement touchée. Aucun train n'était annoncé dans l'après-midi à la gare centrale, dont les quais étaient déserts.

Les routes d'accès au port d'Anvers ont toutes été coupées par les dockers en grève, dans une ambiance globalement bon enfant. Une trentaine de navires ont été empêchés de quitter le port. La navigation marchande a aussi été paralysée à Gand et Zeebruges.

Dans toutes les zones touchées, la circulation des bus et des trains était nulle ou très faible. Les grévistes ont bloqué l'accès aux zones industrielles, voire aux parkings pour empêcher les salariés d'aller travailler. A Charleroi, 70% des commerces et la plupart des grandes surfaces n'ont pas ouvert leurs portes lundi matin, selon les syndicats. L'usine Ford à Genk (nord) était à l'arrêt. AFP 24.11

Tous les indices d'une grève massivement suivie, qui indique que le mot d'ordre de grève générale illimitée jusqu'au retrait des mesures annoncées par le gouvernement est à l'ordre du jour.

Après le succès de la mobilisation du 6 novembre les bureaucrates syndicaux vendus organisent des "grèves tournantes" pour tenter de casser la détermination et l'unité des travailleurs, apparemment sans sucès.

Bravo à nos amis belges, plutôt deux fois qu'une !

Haut de page

Le 26 novembre 2014

CAUSERIE

Il va falloir en venir aux armes, à un soulèvement armé, à une révolution socialiste... Quand on le dit, on ne nous prend pas au sérieux. On en reparlera...

Le roi d'Arabie saoudite est "*plein de sagesse*" avait déclaré Hollande admiratif lors de sa dernière visite à cette ploutocratie qui applique la charia. Deux exemples qui l'illustrent.

- Trois avocats de renom saoudiens ont été accusés, le mois dernier, d'avoir critiqué le ministère de la Justice. Il est prévu que ces trois avocats soient condamnés à des peines allant de 5 à 8 ans de prison, conformément à la loi de la lutte contre les crimes cybernétiques, en Arabie.

- La police a arrêté une activiste, pour avoir contribué à la diffusion de textes critiques, sur les responsables saoudiens, ainsi que de textes révélateurs sur la violation des droits des femmes, dans ce pays.

- La femme qui sera prise en train de conduire, sera arrêtée et jugée, condamnée même à être fouettée. french.irib.ir 25.11

Ce régime archaïque, moyennnageux, tyrannique auquel rendait hommage Hollande où les partis politiques et les syndicats sont interdits, la liberté de la presse et d'expression est muselée, les femmes ravalées au rang de sous-espèce du genre humain, les travailleurs immigrés réduits en esclavage, fournit une précieuse indication sur la véritable nature du PS, dont les intérêts personnels de ses dirigeants coïncident avec ceux du régime dont ils adoptent l'idéologie.

C'est à cette lecture qu'il faut considérer la propagande du gouvernement en faveur des droits des femmes, des immigrés, des homosexuels qui sont persécutés en Arabie saoudite, etc. sinon on ne comprend rien et on se fait manipuler.

On peut comprendre que ce soit difficile à saisir au premier abord pour bon nombre de travailleurs ou militants qui se demandent à quoi cela rime, et ce serait ridicule ou injuste de les juger ou de leur en vouloir, tel n'a jamais été notre intention.

Le PS et ses satellites soutiennent les régimes qui adoptent ou adhèrent à la politique américaine sans se soucier du sort qu'ils réservent à leur population, et si en France ils tiennent un discours qui est incompatible avec ces régimes, peu importe, car en réalité c'est pour servir les mêmes intérêts, appliquer la politique que leur dicte l'oligarchie financière.

Quand le PS prétend accorder de nouveaux droits à une communauté ou une minorité, il ne faut surtout pas croire un instant qu'il serait animé de bonnes intentions à son égard, en fait ce n'est qu'un prétexte pour dresser les couches de la population les unes contre les autres pendant qu'il détruit leurs droits collectifs. Et pour mieux y parvenir ils va stigmatiser leurs préjugés qu'il amalgamera à une réaction conservatrice ou un comportement archaïque. Il la culpabilisera pour mieux lui imposer ou lui faire accepter la dissolution des rapports sociaux qui existaient dans la société au profit de droits basés sur des critères individuels, de telle sorte que les liens collectifs qui étaient issus de ces rapports sociaux et constituaient l'identité d'un peuple soient dilués ou disparaissent, la notion de citoyenneté n'ayant dès lors plus aucune valeur, chaque membre de la société peut estimer détenir des droits différents une fois totalement atomisé qu'il pourra opposer aux autre membres de la société concourant ainsi à sa dislocation ou au chaos. Voyez où nous en sommes rendus et vous avouerez que cette description correspond bien à la réalité.

Quand on a cela à l'esprit, on tient l'explication aux contradictions qu'on avait cru déceler dans le comportement des dirigeants du PS et qui n'étaient que de circonstance ou n'en étaient pas vraiment. Le PS a successivement soutenu et dénoncé le colonialisme par exemple, il a soutenu le colonialisme lorsqu'il correspondait à un objectif du capitalisme et il l'a dénoncé lorsqu'il était devenu intenable et l'indépendance des peuples opprimés inévitable.

Pour saisir sa véritablement nature il faut prendre en compte les deux phases de ce processus au cours duquel en réalité il n'a adopté qu'une seule et unique attitude correspondant aux besoins du capitalisme, la décolonisation ayant corrrespondu à un processus politique en relation avec le développement de la bourgeoisie et des forces productives dans les pays colonisés, en prenant la forme d'un mouvement de libération national afin d'affirmer leur souveraineté face à l'impérialisme, ce qui a nécessité le soulèvement de leurs peuples. La décolonisation a donc été une étape de la lutte des classes devant conduire à libérer les

forces productives du carcan que lui imposait l'impérialisme. On peut ajouter que ce processus n'a jamais pu être mené à son terme dans bon nombre de pays qui sont demeurés sous-développés pendant encore un siècle, tâche qu'aurait dû assumer la révolution socialiste mondiale qui hélas n'est jamais parvenue à maturité...

Le PS a participé au colonialisme et il a accompagné la décolonisation, il n'a fait que suivre ou subir ce processus historique en le justifiant sans jamais chercher à l'orienter dans une autre direction que celle que devait lui imprimer les capitalistes jusqu'à nos jours.

Le PS n'étant pas le parti officiel de l'ordre, bien qu'occasionnellement il puisse le remplacer aux commandes de l'Etat, depuis des lustres il en est le supplétif, son comportement tient de la posture ou de l'imposture. Et lorsque son discours coïncide avec ses réelles intentions c'est qu'elles correspondent aux besoins des capitalistes, le reste du temps il ne sert qu'à berner les ignorants ou ceux qui espèrent tirer profit individuellement de sa politique, ceux qu'on peut appelé pour le coup à juste titre "*son électorat privilégié*".

On aura remarqué qu'il arrive toujours un moment où sa nature profondément réactionnaire est brutalement mis en lumière, comme c'est le cas aujourd'hui, et le malheur du mouvement ouvrier réside dans le fait de ne pas avoir voulu en tenir compte, de s'être corrompu en le ménageant, en faisant l'impasse sur son ignoble passé depuis 1914.

Parfois en écoutant des dirigeants du PS parler (ou du PCF et bien d'autres encore) on peut se demander ce qu'ils ont dans la tête ou quel est leur objectif, il ne faut pas chercher bien loin sous peine de tomber dans des rêveries existentialistes, car en réalité ils ne sont animés que par des intérêts personnels qui se confondent avec ceux du régime en place. Ceux qui ont fait l'ENA ou les grandes écoles comme ils disent ou qui ont obtenu des diplômes universitaires avant de se lancer en politique, ont suivi ce cursus pour servir l'Etat ou le régime et en tirer profit et pas autre chose, il ne devait pas avoir d'autre idéal dans la vie, ce devait être leur profession, comme le boulanger qui fait du pain et vit de son métier, eux ils vivent du personnage qu'ils ont endossé pour jouer cette funeste comédie institutionnelle.

Hollande éprouve de l'admiration et de la sympathie pour un tyran qui partage la même idéologie criminelle que les barabares d'Al-Qaïda et l'Emirat islamique, et cela ne l'empêche pas de se dire socialiste, démocrate, républicain, laïc, etc. Quelque part c'est monstrueux, personnellement cela ne nous surprend pas, ce qui est surprenant en revanche, c'est que le mouvement ouvrier soit toujours incapable d'en tirer les enseignements et les conclusions qui s'imposent et refusent de rompre avec le PS et tous les partis qui gravitent autour, ses satellites et ses alliés.

Le saviez-vous ?

- Suisse: une pétition pour que chiens et chats ne finissent plus à la casserole - AFP

Des chiens réduits en saucisses et des chats cuisinés façon lapin chasseur: de nombreux Suisses en font encore leurs délices, selon une association de défense des animaux qui a déposé mardi une pétition au parlement pour en finir avec cette pratique culinaire.

La pétition, qui demande l'interdiction de la consommation de viande de chat et de chien en Suisse, a recueilli quelque 16.000 signatures, à l'initiative de l'association SOS Chats Noiraigue.

"*Environ 3% des Suisses mangent en cachette du chat ou du chien. On le voit surtout dans la région de Lucerne, dans l'Appenzell, dans le Jura et dans le canton de Berne*", a expliqué à l'AFP Mme Tomi Tomek, la présidente et fondatrice de l'association. Elle a reconnu qu'il était impossible de chiffrer le nombre d'animaux concernés.

La viande de chien est principalement utilisée pour faire des saucisses et de la graisse contre les rhumatismes. Quant à la viande de chat, elle est consommée plutôt en famille et cuisinée comme du lapin pendant la période de Noël, en particulier dans les cantons de Berne, de Lucerne et du Jura, relève SOS Chats Noiraigue.

"*Le parlement ne fera rien si la population ne se révolte pas. Les Suisses doivent nettoyer devant leur porte*", a ajouté Mme Tomek. "*Aujourd'hui on ne peut rien faire puisqu'il n'est pas interdit par la loi de manger son chien ou son chat, on ne peut même pas dénoncer ceux qui se livrent à cette pratique, nous demandons simplement l'ajout d'un paragraphe à la loi sur la protection des animaux domestiques*", a-t-elle poursuivi.

L'association a obtenu l'interdiction du commerce des peaux de chat en 2013. AFP 25.11

Cela dénote des rapports particuliers avec des animaux que l'on côtoie quotidiennement, on n'imaginait pas que des gens aussi proches de nous par le développement ou la culture s'adonneraient à une telle pratique culinaire avec des animaux qu'on a l'habitude de considérer comme les meilleurs amis de l'homme. Vous me direz qu'on mange bien du cheval qui est tout aussi proche de l'homme. Et c'est vrai que lorsqu'on regarde un veau ou une vache dans les yeux, cela ne donne pas vraiment envie de la manger, ou encore un mouton ou un cochon qu'on a vu grandir.

Personnellement j'en mange de moins en moins et je m'en passe très bien.

Cela me rappelle mon oncle Marcel décédé, cantonnier de son état, qui a vécu toute sa vie avec sa mère dans une maison en bois comportant une seule pièce, plantée sur un lopin de terre minuscule. Il avait un poulaillé et mes parents le taquinaient parce qu'ils avaient toujours un vieux coq et de vieilles poules qu'il ne pouvait pas se résoudre à tuer malgré leur âge avancé. Elles boîtaient ou devenaient aveugles je m'en souviens encore, ils les avaient adoptés et ne pouvaient pas s'en séparer, et quand son vieux coq venait à trépasser, le vieil homme pleurait à chaudes larmes.

C'était un homme simple et bon, dans sa jeunesse il avait adhéré au Parti communiste. Il a toujours vécu dans le dénuement le plus total. Je me souviens encore que l'hiver il y avait des glaçons qui pendaient à l'unique fenêtre de sa baraque recouverte de goudron, et il y avait des gamelles disposées à plusieurs endroits pour récupérer l'eau de pluie qui tombait du toit parce qu'il fuyait, il ne l'a jamais réparé. Il quittait rarement son bleu de travail car il ne voyait pas l'intérêt de porter autre chose. Et lorsqu'il était invité à manger chez mes parents lors des grandes occasions, il se pointait habillé de la même manière, ce qui lui valait une remontrance de ma mère qui le laissait indifférent, c'était une femme et lui un vieux garçon, il lui faisait remarquer qu'il avait fait l'effort de mettre une chemise propre et qu'il ne fallait pas trop lui en demander, le tout toujours en souriant ou en plaisantant car c'était une bonne nature. Il faisait toutefois une exception pour mon père qu'il adorait.

C'était un ouvrier issu comme lui des couches les plus défavorisées, qui plus est avait réussi à se maintenir à flot et à élever sa petite famille sans jamais troquer sa dignité. Il éprouvait donc pour lui un grand respect, au point que c'était un honneur pour lui de s'asseoir à table le dimanche à côté de mon père. Avant de s'asseoir il demandait à ma mère où s'asseoirait mon père, et elle qui était un peu peau de vache lui intimait l'ordre de s'asseoir à la place qu'elle lui indiquerait le moment venu, le plus souvent à l'autre bout de la table comme si elle se faisait un plaisir de lui faire de la peine. Comme ma mère n'avait pas de meilleures dispositions à mon égard, souvent elle le plaçait à côté de moi, les deux ratés de la famille ensemble. Cela m'allait très bien parce qu'au moins je savais que mon voisin ne me ferait pas de remontrances sur ma manière de me tenir à table, j'étais couvert par Marcel qui s'en moquait. Invariablement il sortait de sa poche le couteau pliant qu'il portait toujours sur lui et qui lui servait à tout. Il le posait sur la table, ce qui lui valait une nouvelle réflexion de ma mère, et pour le vexer elle lui disait d'aller se laver les mains avant de commencer à manger, j'en étais gêné pour lui car je l'aimais bien, le pauvre bonhomme s'exécutait sans se répartir pour autant de sa bonne humeur.

Tout le monde se moquait de lui, sans soute parce qu'il était balayeur, en bas de l'échelle sociale, moi je l'admirais parce que j'avais reconnu en lui une qualité que les autres membres de la famille ne possédaient pas. Il était totalement désintéressé, et du coup il était d'une gentilesse naturelle, ce qui tranchait avec mes parents qui me battaient et le reste de la famille qui passait son temps à me sermonner. Qui plus est, il n'avait pas eu d'enfants et ils aimaient la jeunesse, la comprenait, car il n'était pas l'idiot que mes parents décrivaient, au contraire il avait l'esprit ouvert. C'est la personne de ma famille qui m'aura laissé le meilleur souvenir et que j'ai toujours respecté.

Savez-vous où passent leurs vacances les fortunés saoudiens?

A Tel-aviv!

Selon les médias israéliens les touristes saoudiens préfèrent désormais aller dépenser leur argent non pas à Londres mais bel et bien à Tel-Aviv. Selon le site al Qatif qui cite une chaine de TV saoudienne " *les visites discrètes des richissimes touristes saoudiens datent déjà de 2009. Quelques 250000 touristes arabes et musulmans se seraient rendus en Israël depuis 2009.* "

Les Arabes les plus israélophiles semblent toutefois être des marocains avec 6440 touristes à s'être déplacés depuis 2009 en Israël : viendront ensuite les Saoudiens, les Jordaniens, les Indonésiens, les Koweitiens les Omanais et les Qataris, les Malaisiens. A part l'Egypte et la Jordanie, les autres pays musulmans n'entretiennent aucune relation officielle avec le régime occupant Qods qui continuent à l'heure qu'il est à "*tuer les Palestiniens*". french.irib.ir 25.11

Un Arabe fortuné "*israélophile*" est forcément sioniste...

Quand les Etats-Unis et la France livrent des armes aux "***rebelles modérés***" de l'ASL qui s'allient avec les barbares de l'Emirat islamique : C'est pour mieux les combattre ! Illustration.

- Syrie : les frappes aériennes des Etats-Unis forcent les troupes anti-Assad à soutenir l'EI (medias) - french.ruvr.ru

Les militaires de l'Armée syrienne libre (ASL) disent qu'ils sont forcés de conclure des alliances avec l'Etat islamique (EI) à cause des bombardements américains. Telle est la conclusion de l'enquête réalisée par The Guardian et publiée dimanche.

Certaines brigades de l'ASL sont déjà en train de former des alliances ou faire des trêves avec l'EI à cause des bombardements de la Syrie par les forces américaines, et ces alliances sont également de plus en plus soutenus par les civils, annonce le

quotidien britannique en analysant série d'interviews réalisés dans la région.

Les militants de l'ASL se disent déçus par la politique américaine dans la région, ajoutant que leur alliance avec EI n'est pas un choix, mais une décision prise sous la contrainte des bombardements, réalisés par les forces américaines et leurs alliés. french.ruvr.ru 25.11

En Complément.

Rappel. Récemment Erdogan a été reçu par Hollande à l'Elysée, ce qui leur donna l'occasion de réaffirmer qu'ils étaient sur la même longueur d'onde.

- La Turquie apporte, officiellement, son soutien aux opposants syriens - french.irib.ir

Le ministère turc des Affaires étrangères a reconnu, officiellement, être engagé dans la formation des groupes soi-disant "*modérés*", opposés au gouvernement syrien.

Dans son communiqué, le ministère turc des Affaires étrangères a annoncé, officiellement, avoir décidé de former, avec l'aide des forces de l'armée américaine, environ, 2.000 effectifs des groupes armés opposés au gouvernement syrien. Cette décision du gouvernement turc intervient, à un moment où les forces terroristes takfiries de Daesh se trouvent à quelques kilomètres des frontières de la Turquie, ce qui représente, aux yeux de nombreux analystes, un sérieux défi sécuritaire, pour la Turquie. L'insistance d'Ankara, sur le renversement du gouvernement syrien, comme une condition à sa participation effective à la coalition anti-Daesh, survient, à un moment où le gouvernement turc est confronté à un autre défi important, qui est celui de l'autonomie des Kurdes.

Le gouvernement turc tente de d'engager, en parallèle, des négociations de paix avec le PKK, pour contrôler et superviser les activités et les agissements des opposants kurdes, à l'intérieur du pays. Les opposants turcs ont menacé de stopper les négociations de paix, en raison de l'inaction du gouvernement d'Ankara envers les crimes commis par Daesh, dans la ville assiégée de Kobani, ce qui constitue un autre grand enjeu, pour la Turquie. Ankara estime que la ville de Kobani est sous le contrôle des éléments du P.K.K. Selon les autorités turques, les Kurdes syriens, aussi, qui sont en train de combattre, à Kobani, sont des alliés de Bachar al-Assad. La Turquie est très inquiète de l'autonomie restreinte dont disposent les Kurdes, en Syrie, et craint que cela ne se propage à l'intérieur de son propre territoire.

En dépit de tout, le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, dit que sa première priorité, c'est le renversement de Bachar al-Assad. Il l'a posé, même, comme une pré-condition, pour la participation effective de son pays à la coalition anti-Daesh que dirigent les Etats-Unis. Selon le quotidien américain, "*New York Times*", une telle politique a mis la Turquie, dans une situation dangereuse, une politique, qui est due aux ambitions du gouvernement, qui prétend mener des efforts, dans le sens de la stabilisation et de la sécurisation de la région. Les analystes politiques estiment que la stabilité de la Turquie ne sera pas instaurée par le soutien aux terroristes, qui opèrent en territoire syrien, car de par sa politique de soutien aux terroristes, actifs en Syrie, elle compromettra sa propre sécurité et remettra en cause son prestige et sa crédibilité, sur la scène internationale. french.irib.ir 25.11

Syrie. Nouvelles du champ de bataille ou la guerre comme si vous y étiez.

- Homs/Hassaka: l'armée avance. - french.irib.ir

Dans la banlieue d'Idleb, d'autres unités de l'armée ont éliminé nombre de terroristes à Herche Ichtabraq relevant de la localité de Jisser al-Chougour, à Daboulah, à Khurbet Silia, à l'alentour de tours de Syriatel, à Filoun et à Qminas.

En outre dans la banlieue de Homs, d'autres unités ont abattu de nombreux terroristes et détruit leurs véhicules à la périphérie du gisement d'al-Chaer, au mont de Bala's, au nord du gisement de Jazel.

Une autre unité de l'armée a éliminé des terroristes à Aqrab, près de plains de Houlah au nord-ouest de Homs et à Zahret Massar au sud de Hassiah.

Dans la banlieue de Hassaké, des unités de l'armée ont tué et blessé nombre de terroristes au village de Makhroum, à Om Kibar, au carrefour de Sadiq dans la zone de Jabal Abdulaziz, sur la route de la localité de Tal Tamer, dans la zone de Minibiyah, à Sabah al-Kher et à Khamael. french.irib.ir 25.11

- L'armée syrienne aux portes de Raqqa - french.irib.ir

Au milieu d'une vaste campagne médiatique qui s'est focalisé sur le nucléaire iranien, un événement inoui en termes militaires est en train de se passer : l'armée arabe syrienne continue de progresser dans la banlieue ouest de Hassaka et elle s'approche de

Raqqa, "*chantre du califat daechiste*". A Ghouta -est, l'armée a pris le contrôle de Zaydin d'où les terroristes se sont retirés. cette progression s'est évidemment soldée par un lourd de bilan de pertes infligé aux terroristes. A Hassaka, les forces syriennes avancent sur la route Abyaz. les troupes syriennes se sont déployées près du terminal pétrolier Abyaz à Hassaka, terminal qui est lié à la raffinerie de Homs . Cette progression place en effet les forces de l'armée à quelques kilomètres de la plus grande base de Daech sur les hauteurs de Abdel Aziz dans la banlieue ouest de Hassaka .

Cette zone donne directement accès à Raqqa. L'armée syrienne a également pris pour cible les repaires des terroristes dans le nord de Lattaquié. Les combats entre l'armée et Daech sont de plus en plus violents, de plus en plus nombreux. Ils se poursuivent dans les villages du sud et de l'est alors que les hélicoptères de l'armée syrienne continuent à frapper les positions de Daech dans la banlieue de Al Houl et de Tal Hamis toutes deux situées près des frontières irakiennes. Les sources britanniques confirment la mort de deux takfiris britanniques ces derniers jours à Kobani : les deux, à en croire *Daily Telegraph* ont été originaires de Londres. french.irib.ir 25.11

- Nobol/Al Zahra: l'aide stratégique des kurdes à Assad - french.irib.ir

Les hélicoptères de l'armée syrienne ont largué ce mardi des convois d'armes et de munitions sur les cités chiites de Nobol et Al Zahra, objets d'une violente offensive des terroristes de Daech et d'Al Nosra. Des convois d'armes et de munitions ont été largués à destination des centaines de chiites de ces deux villes, assiégées depuis près deux ans par les terroristes d'Al Nosra.

Ces deux cités se trouvent dans la banlieue d'Alep. Selon la chaine "*Syria Mubasher*" qui rapporte cette information, les forces volontaires , quelques 17000 , bien entrainées et prêts aux combats auraient reçu ces armes et munitions. un fait inédit, les kurdes syriens de Hassaka ont allumé de grands feux pour aider les hélicoptères de l'armée nationale à retrouver leur chemin et larguer duement leurs convois. En effet l'opération de l'armée nationale s'est effectuée en parfaite coopération avec les kurdes puisque ce sont les combattants urdes syriens qui ont réussi à collecter une partie de ces armes avant de les transférer via des points de passage sûrs vers Nobol et Al Zahra. L'OSDH qui siège à Londre et qui profère des informations canalisée et occident-o compatibles au sujet de la Syrie prétend qu'Al Nosra s'est emparé d'une localité tout près de ces deux cités chiites. Les deux cités sont situées sur une autoroute donnant accès à la Turquie . La chute de ces deux zones permettraient aux takfiris de se tailler une nouvelle voie d'approvisionnement d'armes et de terroristes en provenance de la Turquie. french.irib.ir 25.11

- Syrie/Idleb : la bataille décisive du "***Tigre***" - french.irib.ir

Selon les sources syriennes , l'armée nationale syrienne s'apprête à lancer la bataille de la libération de Khan Cheikhoun situé dans le rif sud d'Idleb , une bataille qui de l'aveu même des terroristes marquera " *le début de la fin des rebelles*". Les unités de l'armée nationale déployées dans le rif nord de Hama et placées sous le commandement du général quatre étoile Soheil al Hassan, alias le Tigre se préparent de leur côté à attaquer à partir de plusieurs axes Khan Cheikhoun qui constitue après Morek, une seconde région stratégique à Idleb. Idleb et sa banlieue, situés dans le nord ouest de la Syrie, soit tout près des frontières turques fait partie des régions les plus importantes encore occupées par les terroristes . C'est le bastion des terroristes qaidistes d'Al Nosra, ce qui fait que la perte de Khan Cheikhoun constituerait un coup fatal pour les Takfiris.

A rif nord d'Idleb, libéré depuis près d'un mois par Le Tigre et ses soldats la calme règne bien que les terroristes se paient le luxe de sortir de temps à autre de leurs terriers et de tirer des roquettes en direction des zones d'habitation. Morek, à rif nord est devenu ces jours ci le centcom de la grande offensive que le Tigre, ses alliés du Hezbollah et les forces populaires se préparent à déclencher : l'objectif étant la prise d'assaut et le nettoyage du rif sud d'Idleb, situé à proximité du rif nord de Hama. Khan Cheikhoun se place à quelques 10 kilomètres de Morek .

Les troupes attendent en ce moment l'heure zéro pour mener la plus grande bataille de l'armée depuis 2011 à Idleb. C'est à Idleb que les premières étincelles de la guerilla contre l'Etat syrien a été déclenchée et que les premières défections dans les rangs de l'armée nationale ont eu lieu . Depuis trois ans la part des localités d'Idleb sont occupées par les terroristes nosratistes. Une premère étape de cette grande bataille s'est déjà accomplie par des bombardements intensifs de l'aviation syrienne contre les positions terroristes sur les axes de l'est et du sud est de la ville de Khan Cheikhoun. La tactique est donc la même : l'aviation ouvre la voie à la progression des forces terrestres qui, après avoir brisé la rangs des terroristes entrent dans la localité en question. La ville de Mahrada, non loin de Khan Cheikhoun est devenu en ce sens le lieu de campement des troupes syriennes. De nombreux chefs terroristes qualifient la bataille de Khan Cheikhoun de "*début de la bataille finale*" : c'est une guerre pour la vie ou la mort , la victoire de chacune des parties signifie la débâcle de l'autre .

Mais quel est le vrai objectif du Tigre? Le Tigre ne vise pas seulement à libérer Khan Cheikhoun ! il vise plus haut, plus loin et a l'intention de libérer deux bases militaires de l'armée à Wadi al Zif et à Al Hamediya situés à rif de Marat al Noman. Il s'agit donc de faire d'une pierre deux coups. chose que les chefs terroristes ne peuvent ignorer après avoir perdu Morek. Selon des sources dignes de foi, les takfiris se sont mis à avoir diablement peur pour leur avenir et ils en parlent même très ouvertement sur leurs sites. Les experts s'attendent donc à des impacts imprévus de la libération de Khan Cheikhoun. Cette ville qui abrite quelques 70.000 personnes se situe sur l'autoroute internationale Damas/Alep. Alm Nosra, l'ASL et le Front islamique pullulent dans cette ville. french.irib.ir 25.11

Ah la guerre ! Comment, cela ne vous fait pas envie ? Alors désertez les partis qui la soutiennent pendant qu'il en est encore tant...

ACTUALITÉ DU JOUR

La "***gauche au pouvoir***", c'est tout le pouvoir au patronat.

- Baumel (PS): la gauche au pouvoir s'est "*fait avoir*" par le patronat - AFP

La preuve que non ou qu'elle est totalement inféodée au patronat.

- Plans sociaux: le projet Macron retouche des règles au bénéfice des entreprises - AFP

Toutes les conditons figurants dans la législation du travail qui sont contraignantes pour les capitalistes doivent disparaître car elles seraient défavorables à l'embauche. Cela signifie que dorévanant les rapports entre exploiteurs et exploités devront être fixés par les patrons au détriment des travailleurs qui ne disposeront plus d'aucun droit.

Ce dispositif complète l'ANI et l'aggrave, en fait Macron ou le ministre du Medef termine le sale boulot.

AFP - Le projet de loi Macron sur l'activité modifie quelques règles sur les licenciements collectifs qui sécurisent davantage les entreprises, ont expliqué mardi à l'AFP des avocats pour s'en féliciter ou, au contraire, le déplorer.

Les dispositions introduites sur les Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) viennent "*préciser et sécuriser des dispositions*" de la réforme votée en 2013 mais "*ne constituent nullement une régression pour les droits et la protection des salariés*", estime pour sa part le ministère du Travail, interrogé par l'AFP.

Selon Me Judith Krivine, du cabinet Dellien Associés, plusieurs articles constituent une "*grave remise en cause du droit du travail*". Ils "*visent à contrer des juridictions administratives qui ne seraient pas favorables aux entreprises*" et sont "*un nouveau geste au Medef*", considère l'avocate, conseil de la CGT dans de nombreux dossiers.

Alors que "*l'on a réussi ces derniers mois à obtenir des décisions qui protégeaient les salariés en évitant la remise en cause de droits établis par la jurisprudence depuis des années, la réponse du gouvernement est de vouloir légiférer, sans attendre de connaître la position du Conseil d'Etat sur ces affaires ni même revenir devant les partenaires sociaux*" qui ont donné leur aval à la réforme de 2013, s'indigne-t-elle. (Quand la CGT s'en remet à une jurirdiction d'exception qui fait partie des institutions antidémocratiques de la Ve République, le Conseil d'Etat, le gouvernement sait qu'il n'a rien à craindre de la part de ces "*partenaires sociaux*" qui en réalité sont ses alliés. Pourquoi devrait-il se gêner, attendre, attendre quoi ? - ndlr)

Côté entreprises, Déborah David, avocate associée chez JeantetAssociés, salue au contraire des "*dispositions très positives*" permettant de "*corriger les imperfections de la loi de sécurisation de l'emploi*" et de "*remettre les juridictions administratives sur le droit chemin*". (Le "*droit chemin*" étant celui qui consiste à donner satisfactions aux patrons. - ndlr)

Parmi les changements introduits dans le projet de loi qui sera présenté le 10 décembre au Conseil des ministres, figure la possibilité pour l'employeur de fixer unilatéralement les critères d'ordre des licenciements, sans accord des syndicats. Dans le dossier Mory Ducros, la cour administrative d'appel avait jugé cela "*impossible*", rappelle Mme Krivine.

(Les patrons entendent s'arroger tous les pouvoirs dans l'entreprise et c'est bien normal puisqu'elle leur appartient en régime capitaliste, c'était l'inverse qui constituait une anomalie.

En fait, c'est la collaboration de classe entre les patrons et les syndicats qui est malmenée ici et ce n'est pas pour nous déplaîre à vrai dire, car nous sommes farouchement opposés à la cogestion des entreprises par les syndicats au côté des patrons, à la participation des travailleurs aux conseils d'administration des entreprises ou aux comités d'entreprise dont le président est le chef d'entreprise. Nous sommes évidemment opposés à la participation des salariés au capital des entreprises sous toutes ses formes, que ce soit l'intéressement aux bénéfices ou la distribution d'actions, etc. - ndlr)

Le ministère explique qu'il s'agit là de "*rationaliser un processus qui aujourd'hui, par sa complexité, est source de très grandes insécurités juridiques pour l'employeur comme pour le salarié*".

(Le ministère du patronat explique que toute mesure favorable aux employeurs le serait naturellement pour les salariés, par contre la réciprocité est inconcevable, toute mesure favorable aux salariés ne le serait pas pour les employeurs et devrait donc est exclue

de la législation du travail, ce qui signifie que le gouvernement entend légiférer uniquement en faveur des patrons. - ndlr)

Le projet, consulté par l'AFP, stipule également que dans les entreprises en redressement ou liquidation, le plan social devra être proportionné "*au regard des moyens dont dispose l'entreprise*", et non plus du groupe auquel elle appartient. La disposition fait craindre à Mme Krivine des "*PSE au rabais*". Pour inciter à "*l'enrichissement*" du plan, "*le liquidateur ou le mandataire judiciaire n'a pas les leviers sur le groupe mais uniquement sur l'entreprise*", justifie le ministère.

(Autrement dit, il suffira à un groupe de se restructurer et de transférer l'activité d'une entité à une autre pour qu'ensuite elle soit déclarée insolvable, invivable ou en faillite, pour ensuite la fermer à un moindre coût sans que ses dirigeants n'aient de comptes à rendre aux salariés et ne leur versent les indemnités de licenciement qu'ils auraient été en droit d'attendre d'un groupe réalisant des profits. Si un groupe ou une multinationale réalise des profits, c'est pour les distribuer aux actionnaires, pas pour régler des indemnités de licenciement exorbitantes ou devoir subir dépenser des sommes folles en formation ou reclassement... ndlr)

Enfin, le texte prévoit que l'annulation du feu vert administratif pour "*insuffisance de motivation*" (comme dans les cas TNS Sofres, Heinz ou encore Dia), sera "*sans incidence sur la validité du licenciement et ne donne(ra) pas lieu au versement d'une indemnité à la charge de l'employeur*".

(Le gouvernement donne le "*feu vert*" aux licenciements sans motivation, et en cas d'enfreinte à la législation ou ce qu'il en restera une fois que cette mesure aura été adoptée, cela ne leur coûtera pas un centime de plus, dès lors pourquoi les patrons se gêneraient franchement. - ndlr)

Le "*but*" est de "*ne pas faire invalider des PSE entiers pour des motifs de pure forme d'une décision administrative extérieure à ce PSE*", argue le ministère.

Les partenaires sociaux "*seront consultés*" sur les modifications jeudi, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), précise-t-il. AFP 25.11

Et dire que les bureaucrates pourris des syndicats vont accepter de se rendre à cette réunion en connaissant son ordre du jour, honte à ceux qui collaborent avec eux, qui les ménagent et refusent de rompre avec eux, ils s'en font ainsi les complices.

En complément.

Un regret. Hélas !

- Rebsamen: décréter le gel des salaires est "*impossible*" - AFP

Mais ils comptent bien se rattraper autrement...

- Rebsamen: "*pas de tabou*" sur les 35 heures mais sans toucher au cadre - AFP

Quand vous travaillez dans une entreprise et que le patron décide que vous devrez travailler plus de 35 heures, vous avez le choix (sic !) entre accepter ou refuser, et si vous opter pour la seconde option vous serez parmi les premiers à être virés à la première charrette, à moins qu'il vous pousse à démissionner avant ou vous licencie pour un motif bidon.

Même que le Medef serait prêt à le garder.

- Rebsamen : "*Quand on a un président sortant, on le garde*" - Francetv info

Ils ont déjà oublié qu'ils avaient un gouvernement "*pro-business*".

- Baumel (PS): la gauche au pouvoir s'est "*fait avoir*" par le patronat - AFP -

Impunité. Exécution. On ne juge pas un policier blanc assassin d'un Noir aux Etats-Unis.

A retenir :

- Une parodie de justice dans un Etat raciste envers les minorités les plus pauvres, les Noirs de préférence.

- Les champions de la démocratie qui en imposent au monde entier en arrivent à faire appel à l'armée contre leur propre peuple.

- Ils recourent à des armes de guerre, des gaz de combat employés sur les champs de bataille.

- Ils s'en prennent à des journalistes qu'ils retiennent plusieurs heures pour les empêcher de filmer les émeutes.

- Ils auront mis trois mois pour peaufiner le témoignage de ce policier mis en scène par les médias.

- Ils auront mis trois mois pour fabriquer des preuves qui n'en sont pas d'ailleurs ou qui ne justifie pas ce meurtre. Ils auraient relevé des traces de sang de Michaël Brown dans la voiture du policier et sur son pantalon. Et alors ? Cela prouve quoi ? Absolument rien. Cela ne change rien au fait que c'est plus tard, alors qu'il était en train de prendre la fuite à pied et sans arme que le policier l'a abattu à distance de 6 ou 7 balles, il l'a achevé quoi.

- Les barbares de l'Emirat islamique ne pouvaient pas rêver mieux comme instructeurs et comme modèle.

- Pour le reste, lire la suite...

Le policier, qui a abattu à distance Michael Brown qui ne possédait pas d'arme, a tiré en tout douze balles, et c'est la dernière qu'il lui a logée en pleine tête qui l'a achevé, on ne peut pas appeler cela autrement qu'un meurtre ou un homicide volontaire avec préméditation si vous préférez.

Le jury populaire qui devait se prononcer sur la nécessité ou non de poursuivre le policier a décrété qu'il avait agi en légitime défense en tirant à distance sur sa victime sans arme, alors imaginez un peu quel risque vous prendriez à croiser des policiers sur le même trottoir que vous, surtout si vous ête Noir, ils peuvent interpréter un de vos geste comme une menace et vous exécutez sur le champ sachant que leur acte demeurera impuni.

Et la victime ne mérite même pas un procès équitable, c'est un déni de justice et de démocratie dans une dictature, un régime policier puisqu'il faut bien appeler les choses par leurs noms à un moment donné.

Il aura été froidement assassiné pour avoir volé des cigares dans une épicerie et n'avoir pas obtempéré aux ordres d'un policier, voilà ce qu'il faudra retenir.

Vous pouvez ajouter parce qu'il était noir par un policier blanc, sans parler de la haine envers les Noirs qui animait le procureur dont on a appris que le père policier avait été tué par un Noir, avec ce verdict qui n'en est pas un il aura obtenu vengeance.

Ce n'est pas fini, on a gardé le meilleur pour la fin si on peut dire, le jury était majoritairement composé de Blancs :

Libération. fr - L'image qui reste, c'est celle d'un jury majoritairement blanc qui choisit de ne pas poursuivre un autre blanc, accusé du meurtre d'un noir dans une ville majoritairement noire. La composition ethnique du jury – neuf blancs dont six hommes et trois femmes, et trois noirs dont un homme et deux femmes selon le Saint-Louis Post Dispatch – marque en effet un fort déséquilibre avec la population de la ville de Ferguson, noire à plus de 70% selon les statistiques ethniques du dernier recensement américain, qui remonte à 2010. Libération. fr 25.11

- Ferguson : pourquoi le policier Darren Wilson ne sera pas jugé - Francetv info

Le policier blanc qui a tué le jeune Afro-Américain Michael Brown l'été dernier, à Ferguson (Missouri), ne sera pas poursuivi, a décidé, lundi 24 novembre, le grand jury.

"*Notre pays s'est construit sur le règne du droit et nous devons accepter cette décision du grand jury*", a déclaré Barack Obama lors d'une conférence de presse télévisée.

A New York, le militant des droits civiques Al Sharpton a parlé d'un "*coup très sévère porté à ceux qui souhaitaient un procès juste et équitable*".

Aussitôt après l'annonce, des coups de feu ont été entendus. L'affrontement entre policiers et manifestants est vite devenu explosif, raconte un journaliste de France 3. La garde nationale a même été envoyée en renfort. De New York à Los Angeles, les manifestations ont gagné tout le pays. "*Ça veut dire que les noirs peuvent être abattus comme des chiens, c'est incroyable*", déplore un Américain.

La famille de Michael Brown, "*profondément déçue*" par la décision du grand jury, avait lancé un appel au calme lundi soir mais la situation a rapidement dégénéré dans la nuit à Ferguson.

Au milieu des manifestants, la mère de Michael Brown crie à l'injustice : "*Ils ne sont pas punis. Ils ne le seront jamais*". Francetv info 25.11

- Nuit d'émeutes à Ferguson, aux USA, le policier ne sera pas jugé - Reuters

D'autres manifestations ont eu lieu lundi soir à New York, à Chicago, à Seattle, à Los Angeles ou à Washington, la capitale fédérale.

- Tension à Ferguson, quadrillée par plus de 2.000 militaires - AFP

La tension régnait à Ferguson (centre des Etats-Unis), quadrillée mardi soir par trois fois plus de militaires que la veille, pour éviter une nouvelle nuit d'émeutes après la décision d'un jury populaire de ne pas poursuivre le policier blanc qui avait tué un jeune Noir.

En tout, quelques 2.200 membres de la Garde nationale vont être déployés devant les maisons, les commerces et une centaine de lieux-clés, a annoncé le gouverneur du Missouri, Jay Nixon.

"*Les vies et les biens doivent être protégés. Cette communauté mérite la paix*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, expliquant que les militaires prêteraient main forte aux policiers et "*seraient prêts à agir rapidement*" pour éviter de "*répéter le désastre d'hier soir*".

La décision annoncée lundi soir de ne pas poursuivre le policier Darren Wilson, qui a tué le 9 août dernier Michael Brown, un Noir qui ne portait pas d'arme, a enflammé les rues de cette banlieue de Saint Louis, où de nombreux commerces autour du poste de police ont été pillés et incendiés.

L'avocat de la famille du jeune Noir a dénoncé "*un système (judiciaire) cassé*". "*C'est tout le système qui devrait être mis en accusation*", a lancé Benjamin Crump lors d'une réunion publique.

"*On pouvait prévoir ce qui allait arriver*", a-t-il ajouté dénonçant les "*relations de proximité*" entre le procureur -dont le père policier a été tué par un Noir- et la police de Saint Louis. Et "*c'est exactement ce qui est arrivé*", a-t-il ajouté avant de pointer des contradictions dans le témoignage du policier.

"*A quel moment sa crédibilité a-t-elle été passée au crible?*", s'est-il insurgé, en déplorant que le policier n'ait subi aucun contre-interrogatoire.

Après trois mois de délibérations, le grand jury a conclu lundi que le policier Wilson avait agi en état de légitime défense en tirant douze coups en direction de Michael Brown, qui l'avait d'abord frappé au visage avant de prendre la fuite.

Le policier, qui est toujours en congé administratif, n'est cependant pas à l'abri de toute poursuite. Le ministre de la Justice Eric Holder a rappelé mardi soir que deux enquêtes fédérales étaient en cours et promis des conclusions rapides "*pour rétablir la confiance*" entre la police et la communauté noire.

Le Sénat de son côté va organiser le 9 décembre une audition sur la situation des droits civiques aux Etats-Unis.

L'avocat de la victime a déploré que "*dans toute l'Amérique, à New York, à Los Angeles, en Californie, à Cleveland, les jeunes garçons de couleur sont tués par les policiers*". AFP 25.11

La télévision offre une tribune à l'assassin.

- Ferguson: «*Je sais que j'ai bien fait mon job*», dit le policier - 20minutes.fr

Les médias soutiennent la décision du "***grand jury***".

- Mort de Michael Brown : quatre raisons qui ont conduit au non-lieu du policier - Le Monde

Parmi tous les faits et arguments qui constituaient le dossier de cette affaire, Le Monde a décidé de ne retenir que ceux évoqués par le jury, à charge contre ce jeune Noir qu'ils ont pour ainsi dire assassiné une seconde fois.

- Brown aurait frappé Wilson au visage : voilà qui mérite 12 balles ou justifie qu'un policier vous abatte !

- Le policier persuadé que Brown était armé : une présomption invalidée par le fait que le policier avait tiré à plusieurs reprises dans sa direction ou sur lui sans qu'il ne sorte la moindre arme.

- Des témoignages remis en cause : Ceux évidemment à charge pour le policier.

- Des confessions en privé : Dont la véracité est invérifiable puisqu'anonyme et ont pu être fabriquées.

Pire encore, en lisant le titre du Monde on pourrait penser qu'il s'agissait d'un procés ("*non-lieu*"), alors que le jury devait uniquement statuer sur la nécessité ou non d'un procès qui établirait ou non la culpabilité du policier, en répondant négative, le jury a décrété que cette affaire ne relevait pas de la justice, puisque la police s'en chargeait très bien elle-même, c'est ce qu'on est obligé d'en conclure.

- Ferguson : pourquoi le «*grand jury*» n'a pas poursuivi le policier - Libération.fr

Le refus d'engager des poursuites est-il habituel ?

Non. Le refus du grand jury d'engager des poursuites contre le policier est très inhabituel, relève le site de datajournalisme FiveThirtyEight. Sur les 162 000 dossiers dans lesquels des procureurs fédéraux ont engagé des poursuites (face à un juge ou à un grand jury) entre le 1er octobre 2009 et le 30 septembre 2010, il n'est arrivé qu'à 11 reprises qu'un grand jury décide de rendre un «*no true bill*». Le site souligne toutefois que l'affaire Wilson/Brown ayant été portée devant un tribunal d'Etat et non fédéral, les chiffres ne sont pas directement comparables. Il pointe en revanche que sur un éventail plus large d'affaires, une tendance assez nette s'esquisse pour le blanchiment des policiers mis en cause pour de potentielles bavures.

FiveThirtyEight relève trois explications possibles à ce phénomène. La première suppose que les jurés ont tendance à faire confiance aux policiers et à leur accorder le bénéfice du doute. La deuxième avance que les procureurs, ne souhaitant pas accabler ceux dont ils dépendent pour monter leurs enquêtes, pourraient, consciemment ou pas, présenter ces dossiers de façon moins accablante qu'ils ne le feraient pour des civils. La troisième postule un échantillon faussé: là où un procureur a tendance à ne soumettre un dossier que lorsqu'il est sûr d'obtenir des poursuites (afin d'augmenter son taux de condamnation), la pression de l'opinion pourrait le pousser à lancer une procédure dans tous les cas concernant des policiers, y compris lorsque les éléments à disposition ne sont pas convaincants.

Mais que l'un ou les trois de ces facteurs aient pesé à Ferguson ne changera rien à la colère qui a saisi la population, et qui relance une énième fois la question du racisme et des violences policières aux Etats-Unis. Libération.fr 25.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Nouvelle confirmation de l'emballement du déclin états-unien. De même que la moyenne des salaires est équivalente - en dollars constants - à celle de 1975, ou que la population active est égale à celle des années 60 (+100M d'inactifs !), de même l'on retourne aux grandes émeutes raciales des années 60 (cf. Watts / L.A.). La guerre civile (re)commence dans cette dynamique d'effondrement, et elle (re)commence bien sûr par l'écrasement de la minorité la plus constamment persécutée de l'histoire US.*"

ACTUALITE EN TITRES

Et même qu'à l'applaudimètre il a battu Mélenchon. (lire la causerie d'hier)

- Le pape François applaudi au Parlement européen - Francetv info

Au total, le pape François a été applaudi huit fois par les députés européens. Tout d'abord par les conservateurs, quand il a défendu les valeurs familiales, mais aussi et surtout par la gauche, quand le souverain pontife s'en est pris à l'économie libérale. Francetv info 25.11

Sarkozy est toujours en guerre.

- Résolution sur la Palestine: Sarkozy appelle l'UMP à voter contre - AFP

- Nicolas Sarkozy favorable à la suppression de l'ISF - 20minutes.fr

- Présidence de l'UMP: Nicolas Sarkozy demande à l'islam «*ce qu'il peut faire pour la République*» - 20minutes.fr

- En meeting à Angers, Sarkozy s'en prend à Bayrou - LeParisien.fr

- Présidence de l'UMP : Le Maire veut profiter de la guerre des chefs - LeParisien.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Moscou signe un partenariat stratégique avec l'Abkhazie - Reuters

Le président russe Vladimir Poutine a signé lundi un accord de "partenariat stratégique" avec l'Abkhazie, région sécessionniste de Géorgie, ce qui a aussitôt provoqué les protestations du gouvernement de Tbilissi.

L'Otan et l'Union européenne ont également dénoncé cet accord.

Pour le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, ce "*prétendu traité*" ne contribue pas à apaiser les tensions dans la région.

La haute représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère, Federica Mogherini, a déclaré que cet accord violait la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et sapait les efforts pour stabiliser la région.

Le ministre géorgien des Affaires étrangères, Tamar Berouchachvili, a dénoncé "*un pas en avant vers l'annexion de l'Abkhazie par la Fédération de Russie*".

Le président géorgien Georgui Margvelachvili a parlé d'un "*accord absurde et illogique*".

Le président Poutine et le numéro un abkhaze Raul Khadjimba ont signé l'accord à Sotchi, ville russe sur la mer Noire.

Aux termes de cet accord, Moscou va accorder cinq milliards de roubles (111,4 millions de dollars) à l'Abkhazie. Le texte évoque "*la protection par la Russie de la frontière entre la République d'Abkhazie et la Géorgie*".

2- Portugal

- L'ex-Premier ministre portugais Socrates inculpé pour corruption - Reuters

L'ancien Premier ministre socialiste portugais José Socrates a été inculpé lundi soir pour corruption et fraude fiscale et maintenu en détention préventive après trois jours de garde à vue.

José Socrates, qui a 57 ans, a été arrêté vendredi soir à l'aéroport de Lisbonne, en provenance de Paris où il réside depuis sa démission en 2011.

Premier ministre de 2005 à 2011, Socrates a quitté son poste au milieu de son second mandat, après avoir été contraint de demander un plan de sauvetage international pour permettre à l'économie portugaise de surmonter la crise de la dette en contrepartie de dures mesures d'austérité.

Trois proches de l'ex-Premier ministre ont également été arrêtés, dont le chauffeur de Socrates, soupçonné d'avoir transporté en voiture de grosses sommes d'argent liquide du Portugal jusqu'à Paris.

Pour certains observateurs, cette inculpation pourrait réduire les chances des socialistes d'obtenir la majorité absolue au parlement lors des législatives de l'an prochain, et pourrait même leur coûter la victoire.

Revigorés par l'élection d'un nouveau chef en septembre dernier, le maire de Lisbonne Antonio Costa, un ancien ministre de José Socrates, les socialistes ont accru leur avance dans les sondages aux dépens de la coalition de centre droit au pouvoir.

Le gouvernement lui-même n'a pas été épargné par l'offensive des magistrats contre la corruption. L'arrestation en début de mois

du directeur des services de l'immigration, soupçonné de corruption dans l'émission de "visas dorés" à destination des riches étrangers, a provoqué la démission du ministre de l'Intérieur Miguel Macedo.

Lancés en octobre 2012 en pleine crise de la dette, les "*visas dorés*" sont proposés à des étrangers, notamment chinois, prêts à investir au moins 500.000 euros dans l'immobilier, par exemple. Ils ont rapporté plus d'un milliard d'euros.

3- Palestine occupée

3.1- L'ancien procureur général d'Israël demande aux Européens de reconnaître l'Etat de Palestine - slate.fr

Michael Ben-Yair est l'ancien procureur général d'Israël. Le 21 novembre, dans une tribune publiée sur EU Observer, il félicite la Chambre des communes britannique, le sénat irlandais et le parlement espagnol d'avoir suivi l'exemple du gouvernement suédois, qui a, en octobre, reconnu l'Etat de Palestine, aux côtés de celui d'Israël, selon les frontières reconnues en 1967. Et implore le reste de l'Europe de faire de même.

«*Cette étape n'est pas seulement juste, elle protège aussi les intérêts de sécurité nationale des deux nations*.»

Michael Ben-Yair fait également une violente critique de la politique israélienne:

«*La Cisjordanie est un territoire occupé depuis plus de 47 ans. Pendant cette période, nous avons ignoré les traités, exproprié des terres, transféré des colons israéliens d'Israël vers les territoires occupés; avons déshérité et volé. Nous avons justifié toutes ces actions au nom de la sécurité.*

Au fil des années, les raisons de cette occupation ont changé pour en arriver à ceci: l'exploitation économique des territoires occupés pour le bien-être des colons israéliens et leurs besoins.

Dans notre soif de maintenir le contrôle des territoires occupés, nous avons développé deux systèmes légaux: un système progressiste pour Israël et les colons israéliens; et un autre cruel et violent pour les Palestiniens dans les territoires occupés.

Dans les faits, nous avons imposé un régime d'apartheid dans les territoires occupés, immédiatement après leur conquête. Ce régime oppressif continue encore aujourd'hui.»

Cette tribune arrive alors que ce jeudi 27 novembre, rappelle le Washington Post, le Parlement européen va se réunir à Strasboug et voter pour savoir s'il doit ou non reconnaître la Palestine comme un Etat indépendant. Et comme l'explique le quotidien américain:

«*La délibération arrive à un moment crucial: ces dernières semaines, plusieurs gouvernemens européens ont fait un pas vers la reconnaissance de la Palestine comme un Etat indépendant. La Suède l'a officiellement reconnue en octobre, devenant le pays européen le plus important à avoir agi ainsi. Des votes symboliques ont également eu lieu en Grande-Bretagne, Espagne et Irlande depuis. Le parlement français doit lui se prononcer le 2 décembre.*»

Mais le vote –ou non– du texte examiné vendredi 28 à l'Assemblée nationale qui «invite le gouvernement français à reconnaître l'Etat de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit» n'aura aucune incidence immédiate.

Invité de France Inter, ce mardi matin, Laurent Fabius a été interrogé sur ce sujet . Le ministre des Affaires étrangères a tenu à rappeler que:

« *Il faut que ce soit bien clair et ça l'est pour tout le monde. Autant le Parlement, en l'occurrence, l'Assemblée nationale peut voter des invitations à quelque chose, autant la décision relève du gouvernement et du président de la République.*» Slate.fr 25.11

3.2- Des colons israéliens incendient une maison avec ses habitants à l'intérieur - french.irib.ir

Des colons israéliens ont mis le feu à une habitation dans le Nord Est de Ramallah dimanche.

Ghassan Daghlas, un fonctionnaire de police palestinien, rapporte qu'un groupe de colons extrémistes ont rasé le village de Khirbet Abu Falahet ont incendié la maison d'Abdal-Karim Hussein Hamayil.

Les colons israéliens ont jeté une bombe dans l'habitation à travers une fenêtre avant de s'enfuir. Au moment de l'attaque, la veuve d'Hamayil et ses trois filles se trouvaient à l'intérieur de la maison. De nombreuses pièces ont été incendiées mais on ne compte pas de blessé.

Les colons ont également tagué des appels au meurtre des palestiniens en hébreu : "*Mort aux arabes*" ou encore "*vengeance*" figuraient sur les murs du logement.

Daghlas ajoute que les colons ont d'abord attaqué l'habitation avec des gaz lacrymogènes et des grenades à étourdissement.

Les colons israéliens n'hésitent pas à s'en prendre aux personnes les plus vulnérables. french.irib.ir 25.11

SOCIAL

1- France

- En Gironde, des Hongrois payés 2,22 euros l'heure pour travailler 6 jours sur 7 - Francetv info

Ils travaillaient plus de 11 heures par jour, six jours sur sept, mais étaient payés 2,22 euros de l'heure, pour huit heures quotidiennes. La préfecture de Gironde a suspendu, vendredi 21 novembre, l'activité d'une société hongroise, intervenant sur un chantier d'installations de panneaux photovoltaïques à Arsac, à 20 km au nord de Bordeaux.

Deux jours auparavant, c'est un contrôle de la gendarmerie, de l'Urssaf et de l'Inspection du travail qui avait mis au jour ces pratiques. La société de chaudronnerie OLP-TECH, dont le siège est à Teresztenye, dans le nord-est de la Hongrie, employait ces 31 ouvriers, travailleurs détachés arrivés début septembre, "*dans des conditions contraires au Code du travail*", souligne la préfecture. Au regard du "*cumul des faits et de leur gravité*", l'activité d'OLP sur le chantier a été arrêtée pour trois mois, indique la préfecture. Cette dernière ajoute que le parquet a été saisi des infractions pour y donner une suite judiciaire. Francetv info 25.11

2- Afrique du Sud

- Boycott de l'origine Israël en Afrique du Sud: manifestations interdites chez Woolworths - AFP

La chaîne de supermarchés haut de gamme Woolworths d'Afrique du Sud, cible d'une campagne de boycott des produits israéliens par des militants pro-palestiniens, a obtenu mardi en justice l'interdiction de toute manifestation à l'intérieur de ses magasins, a-t-on appris auprès de l'entreprise.

Le 24 octobre, une tête de cochon a été déposée dans un rayon Woolworths du Cap, faisant scandale jusque dans les rangs du parti au pouvoir, l'ANC, qui a dénoncé un incident "*extrêmement malheureux*".

"*Le BDS se présente comme un défenseur des droits de l'homme, mais leur tactique reste la pression, la division et l'intimidation (...) Cela n'aide en rien les Palestiniens et a un impact zéro sur Israël*", a récemment dénoncé le conseil juif sud-africain (SAJBD).

La communauté juive sud-africaine se singularise par ses divisions sur la politique menée par l'Etat hébreu, certaines franges soutenant la cause palestinienne, l'assimilant à la lutte anti-apartheid.

Parallèlement, la critique de la politique israélienne a gagné du terrain ces dernières années, même si Pretoria maintient de bonnes relations avec Israël.

En 2012, l'Afrique du Sud a rompu avec une relative neutralité observée depuis 1994 dans le conflit israélo-palestinien, en interdisant l'étiquette "*made in Israël*" sur les produits venant des Territoires occupés.

Et en septembre, l'ANC au pouvoir a recommandé à ses membres et dirigeants de ne pas se rendre en Israël, annonçant qu'il se joignait à un appel au boycott culturel, académique et éducatif.

ECONOMIE

1- Russie

- Poutine annonce la création de la zone de libre-échange avec le Vietnam - AFP

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé mardi la création d'une zone de libre-échange entre l'Union douanière menée par la Russie et le Viet Nam, après une rencontre mardi avec le numéro un vietnamien, Nguyen Phu Trong.

"*Les pourparlers sont au stade de finalisation, et le Vietnam pourra devenir le premier pays avec lequel un tel accord sera conclu*", a déclaré M. Poutine, à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Créée en 2010, l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie exempte de droits de douane les marchandises circulant entre ces trois États, et permet leur libre circulation au sein de l'Union.

Moscou et Hanoï se sont également mis d'accord sur l'augmentation des livraisons des produits agricoles vietnamiens sur le marché russe, selon M. Poutine.

En août, la Russie avait instauré un embargo sur la plupart des produits alimentaires en provenance des pays de l'Union européenne, en réponse aux sanctions occidentales prises à son encontre.

Par ailleurs, le géant gazier russe Gazprom a annoncé dans un communiqué avoir signé un accord avec le groupe public vietnamien d'hydrocarbures PetroVietnam sur l'exploration commune des gisements dans la région d'Orenbourg et dans le district autonome des Iamalo-Nenets (nord-ouest de Sibérie).

Un autre accord prévoit la livraison du pétrole russe de la marque VSTO (ESPO) au Vietnam par le groupe Gazprom Neft, la branche pétrolière de Gazprom.

Les échanges commerciaux entre la Russie et le Vietnam "*peuvent atteindre jusqu'à 10 milliards de dollars d'ici quelques années*", s'est félicité Vladimir Poutine.

"*Dix-sept projets d'investissements pour un montant de plus de 20 milliards de dollars*" sont en cours, selon le président russe.

"*La Russie était depuis toujours l'un des principaux partenaires du Vietnam*", a rappelé Nguyen Phu Trong, prônant le renforcement de la coopération avec Moscou pour faire passer les relations entre les deux pays à un "nouveau, plus haut niveau".

2- Chine

- La Chine investit dans le ferroviaire pour relancer l'économie Reuters

La Chine a approuvé mardi la construction de quatre lignes ferroviaires pour un montant de 66,2 milliards de yuans (8,68 milliards d'euros) afin de soutenir la croissance de son économie, a annoncé la Commission nationale du développement et de la réforme.

Il s'agit du troisième accord d'investissement dans les chemins de fer signé ce mois-ci par Pékin.

Les nouvelles lignes de chemin de fer seront construites dans les provinces du Jilin (nord-est) et du Shaanxi (nord-ouest), dans le nord de la Mongolie-intérieure, ainsi que dans la ville de Chongqing (ouest), a précisé l'organe de planification économique sur son site web (www.ndrc.gov.cn).

3- Australie

- L'Australie privatise son plus gros assureur santé pour doper les infrastructures - LeMonde.fr

La plus importante compagnie d'assurance maladie australienne, Medibank, est entrée en bourse mardi 25 novembre, après avoir été vendue par l'Etat. Ce dernier a récolté 5,7 milliards de dollars australiens (4 milliards d'euros), un montant qui dépasse les prévisions les plus optimistes. Il s'agit de la deuxième plus grande introduction en bourse en Australie, après celle de l'opérateur de téléphonie Telstra en 1997.

Peu après son élection en septembre 2013, le premier ministre libéral Tony Abbott avait prévenu que Medibank serait vendue. Cet assureur, créé il y a 37 ans, compte 3,8 millions de clients. Les 23 millions d'Australiens ont accès gratuitement à la santé, grâce à Medicare, l'équivalent de la sécurité sociale française, mais la plupart d'entre eux ont également une assurance privée.

Le ministre des Finances a expliqué en octobre que la vente de Medibank permettrait de mettre un terme à une situation conflictuelle, où le gouvernement était à la fois le régulateur du marché et le propriétaire du plus grand acteur du marché.

Le produit de la vente de Medibank sera investi dans un vaste programme d'infrastructures mis en place par le gouvernement, et en particulier dans un fond qui aide les différents Etats australiens à construire ou moderniser les routes, les aéroports, ou à développer le rail etc.

Tony Abbott a expliqué dès son élection qu'il voulait être « *le premier ministre de l'infrastructure* ». Il en a fait sa priorité pour redynamiser une croissance affectée par la fin du boom minier. Le gouvernement a promis d'investir 50 milliards de dollars d'ici à 2020 pour la réalisation d'« *infrastructures de transport vitales* ». Selon le Trésorier Joe Hockey, le programme de construction est le plus vaste depuis le projet hydroélectrique des Snowy Mountains, dans la Nouvelle-Galles du Sud, qui a commencé en 1949.

Haut de page

Le 27 novembre 2014

CAUSERIE

Ce matin on a ajouté 28 nouveaux articles.

La suite dans 8 ou 10 heures.

Au fait, vous êtes de plus en plus nombreux à vous connecter sur le site.

Pondichéry, 17h31, le boulot est terminé.

On a laissé un sujet de côté pour demain.

Dorénavant le site ne sera plus actualisé le dimanche, ma compagne Selvi qui travaillait 7j/7 a décidé de ne plus travailler le dimanche et elle m'a supplié d'en faire autant. On est ensemble depuis février dernier et elle ne supporte plus que je consacre tout mon temps à ce portail, je la comprends, elle a raison.

Je ne voulais pas en arriver-là, mais les événements ayant pris une mauvaise tournure, je vais être obligé de faire appel à votre générosité, non pas pour passer de bonnes fêtes de fin d'année, ici ce genre de truc n'existe pour ainsi dire pas, on suit un autre calendrier que le vôtre, mais pour pouvoir essayer de continuer à survivre modestement, parce que je me suis fait voler 500.000 roupies, l'équivalent de 6.300 euros environ, un sale coup de mon épouse dont je suis séparé depuis neuf mois.

C'est arrivé il y a trois jours déjà et je n'ai pas trouvé le temps de vous en parler, je vous raconterai cela en détail demain. Je pense que si je m'étais un peu plus concentré sur mes affaires au lieu de passer tout mon temps à actualiser le site, j'aurais peut-être pu éviter cette mésaventure.

Mardi j'étais effondré mais j'ai continué à faire mon boulot depuis sans rien laisser paraître. Je comptais sur cet argent pour finaliser mon installation et aider le frère et la fille de Selvi qui vivent dans un taudis, et j'aurais placé ce qui serait resté en banque pour amortir l'inflation, ce ne sera pas possible, du coup il va nous rester pour vivre par mois 261 euros, le salaire de Selvi (femme de ménage chez un Français et une Italienne) servant à payer la formation (comptabilité) de son fils (Manikandan, 23 ans), sa nourriture et à lui fournir un peu d'argent de poche, le reste elle le donne à sa fille chez qui ils vivent puisque Selvi n'avait pas de toit. Il faut imaginer.

Je ne peux pas espérer une rentrée d'argent avant septembre 2016, date à laquelle je devrai toucher une petite retraite, entre 300 et 400 euros par mois, si d'ici là ils ne reculent pas l'âge minimum pour prendre sa retraite (62 ans pour les salariés nés en 1955). Sachez aussi, que ce portail me coûte de l'argent, l'électricité et le matériel ne sontpas gratuits, depuis 10 ans déjà. Si je n'ai pas de quoi payer quelqu'un pour faire des travaux chez moi, je serai obligé de les faire moi-même et de laisser tomber le site, idem si on me proposait un emploi, j'ai esayé d'en trouver un à domicile, en vain. Voilà pour ma situation.

Je n'ai plus de compte en banque en France, car par précaution j'ai dû fermer le compte-joint que j'avais avec mon épouse. Si vous estimez que ce portail vous apporte quelque chose, vous pouvez envoyer un chèque libellé au nom et à l'adresse de ma vieille mère, madame Tardieu Lise - 26 rue Diderot - 92500 Rueil. C'est ma soeur qui se chargera de me faire parvenir l'argent en Inde. De son côté avec ma mère, ils vont se cotiser dans la mesure de leurs moyens ; ma mère vit avec la misérable retraite de réversion de mon père qui était menuisier en bâtiment, elle fait donc partie des retraités pauvres. Au besoin vous pouvez me contacter par courriel.

Passons à la politique, je suis plus à l'aise sur ce terrain-là.

I shot the Sheriff...

Attention à ce que vous allez dire, par ce verdict ce sont eux qui encouragent la violence, qui appellent au meurtre (et donc à la répression policière ou militaire), n'inverser pas les rôles, s'il vous plaît.

Pour le centenaire de la capitulation avec armes et bagages de la social-démocratie passée définitivement du côté du capitalisme après avoir trahi et abandonné le socialisme, on vous avait promis de célébrer cet événement comme il se devait pour mériter de se réclamer du socialisme de Marx et Engels, on aura tenu notre engagement.

Vous conviendrez que je ne peux pas traiter quotidiennement tous les sujets d'actualité, j'établis des priorités et je fais ce que je peux.

On pourrait intituler la causerie d'aujourd'hui : Ceci explique cela.

Le règne de l'oppression, de l'injustice, de la terreur, de la barbarie que subissent tous les peuples, porte un seul et même nom : l'impérialisme stade suprême et pourrissant du capitalisme qu'il faut impérativement renverser, abolir, faire disparaître de la surface de la terre.

Le terrorisme, produit authentique de l'impérialisme - Mohamed Belaali - legrandsoir.info 24.11

Taliban, Al Qaeda, Aqmi, Boko Haram, Rebelles libyens, Rebelles syriens, Daech, Al Nosra, Khorassane, ne sont que des noms, parmi tant d'autres, pour désigner des organisations et des mouvements créés, financés, entraînés et armés directement et indirectement par l'impérialisme américain et son caniche européen dans le seul et unique but de servir leurs intérêts économiques et stratégiques.

En condamnant toutes les voies et toutes les issues progressistes, l'impérialisme a ouvert la boîte de Pandore libérant des monstres qui essaiment un peu partout et qui lui servent de prétexte pour d'éventuelles interventions dans les pays qui lui sont réfractaires.

L'impérialisme est le père de tous les terrorismes. legrandsoir.info 24.11 (Téléchargez l'article pour lire la suite)

Voilà qui résume de manière concise et précise la situation.

Nations-Unies : L'Union européenne refuse de condamner le nazisme - internationalnews.fr 24.11

Une Commission des Nations Unies a examiné récemment un document condamnant la glorification du nazisme. Le texte en français se trouve ici. Le vote final a donné les résultats suivants : 115 votes pour, 3 votes contre, 55 abstentions. Les 3 votes contre sont ceux de l'Ukraine, des Etats-Unis et du Canada. L'Italie, en sa qualité de présidente tournante de l'Union européenne a voté l'abstention, s'alignant ainsi avec tous les pays européens [dont la France – NdT]. internationalnews.fr 24.11 (Téléchargez l'article pour lire la suite)

Hollande s'entend aussi bien avec Obama, Harper ou Renzi. Il ne pouvait pas condamner le nazisme puisqu'il soutient le gouvernement néonazi de Kiev, de même que ses homologues de l'Union européennes.

Il y a peu, avons-nous eu tort d'affirmer que l'extrême droite était le complément du social-libéralisme ou du PS, qu'il était l'antichambre de la dictature ou du fascisme, au même titre que le Front populaire ?

Hollande le confirme ou le justifie ici à sa manière. Comme quoi on n'exagère rien en fait, on est juste un petit plus lucide et honnête que la moyenne.

Ils ne s'en cachent même plus, c'est un honneur pour eux ou quand ils le revendiquent.

Marine Le Pen fait partie des 100 «*penseurs mondiaux*» de 2014 - Slate.fr

Ce classement a été établi par le magazine américain Foreign Policy publié par la Fondation Carnegie pour la paix internationale qui est un think tank qui diffuse la pensée néolibérale, il est donc normal qu'il plébiscite les "penseurs" qui servent ses intérêts, dont Marine Le Pen ou encore le dirigeant de l'organisation Etat islamique Abu Bakr al-Baghdadi ou encore l'exécuteur «*Jihadi John*»

Sachant que les "*éditions en ligne de Foreign Policy dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The*

Slate Group" (Wikipédia), il était inutile que Slate.fr mentionne que cette liste ne valait pas "*approbation*" de la part de la part de Foreign Policy.

Trois chiffres sur les Etats-Unis.

- Un adolescent noir (entre 15 et 19 ans) a 21 fois plus de risques d'être abattu par un policier qu'un ado blanc, selon l'analyse de chiffres officiels incomplets par ProPublica.

- En 2013, 27 policiers ont été tué sur le terrain.

- Officiellement environ 400 Américains sont tués par la police chaque année, mais le chiffre réel se situe au-delà de 1.000, selon le Washington Post. 20minutes.fr 26.11

Le gouvernement français n'est pas en reste ou d'un régime policier à un autre

- François Hollande appelle l'Égypte à poursuivre sa transition démocratique - LePoint.fr

- Egypte: 78 enfants de 13 à 17 ans condamnés à de la prison - L'Express.fr

- Tweets de Taubira sur Ferguson : le Foll recadre - Libération.fr

En cause : un message de la garde des Sceaux, Christiane Taubira, commentant la décision de la justice américaine de ne pas poursuivre le policier qui a tué Michael Brown. S'agit-il de «*les tuer avant qu'ils ne grandissent ?*» s'est interrogée la ministre dans un message en anglais relayé plus de 2 500 fois, citant la chanson I Shot the Sheriff, de Bob Marley.

Le Foll a regretté l'expression de cette opinion à l'encontre d'une décision de justice d'un pays ami. «*Il faut se garder de faire des commentaires sur ce qui est en train de se passer aux Etats-Unis*», a-t-il estimé. Le Foll s'est aussi fendu sur Twitter d'un «*rappel de bonne conduite*», conseillant aux ministres d'éviter les positions politiques.

«*Surtout avec ces outils qui sont dans l'immédiateté, il vaut mieux prendre son temps et réfléchir*», a-t-il ajouté. Liberation.fr

Quelle bassesse, répugnant, c'est tout le PS !

Pour Fabius "*Bachar ne mériterait pas d'être sur la terre*" (2012) pour avoir osé résister à l'impérialisme américain, tout comme Poutine aujourd'hui ou Chavez hier, un crime pour ces misérables cancrelats, on pourrait dire des dirigeants du PS qu'ils ne méritaient même pas d'avoir été conçus, on se demande même comment la nature a-t-elle pu commettre une telle erreur.

D'un régime policier à un autre

- «*J'ai la conscience tranquille*», affirme le policier qui a abattu Michael Brown - LeFigaro.fr

- Mort de Fraisse: le gendarme "*ni coupable, ni responsable*" selon son avocat - AFP

Cela nous rappelle l'affaire du sang contaminé sous Mitterrand, lorsque Fabius était Premier ministre, responsable mais pas coupable, depuis il a fait des progrès en supportant des "*rebelles modérés*" les barbares de l'Emirat islamique, comme quoi les demi-mesures ne valent rien, il aurait fallu l'exécuter à cette époque pour l'empêcher de nuire plus tard, il faudra s'en souvenir...

Toutes les occasions sont bonnes pour lui rendre hommage.

- Braquage Cartier: Bernard Cazeneuve salue les forces de l'ordre - 20minutes.fr

Le régime mafieux et criminel en place doit être abattu.

Les parents de Michael Brown, tué à Ferguson en août par un policier blanc alors qu'il n'était pas armé, ont dit mercredi «*ne pas croire un mot*» du récit de l'agent.

«*Je n'en crois pas un mot. Je connais trop bien mon fils (...) Il n'aurait jamais fait ça. Il n'a jamais provoqué qui que ce soit*», a expliqué Lesley McSpadden dans l'émission «*This Morning*» sur la chaîne CBS. Et pour son père, Michael Brown Sr., le récit du policier est tout simplement «*fou*». «*Tout d'abord, mon fils respectait les forces de police? Et ensuite, quelle personne saine*

d'esprit oserait charger un agent de police qui a son arme en main?», s'est-il interrogé sur NBC. 20minutes.fr 26.11

Ferguson : des manifestations contre la décision du grand jury dans 37 Etats américains - Francetv info

- L'Amérique choquée par la décision de ne pas poursuivre Darren Wilson - Francetv info

Des manifestations ont eu lieu dans 170 villes des Etats-Unis pour dénoncer la décision de ne pas poursuivre le policier blanc qui avait tué un adolescent noir en aout dernier à Ferguson.

"*Entendre aujourd'hui qu'un policier blanc est responsable de la mort d'un jeune noir désarmé et l'entendre dire qu'il a fait son travail choque*" rapporte la journaliste de France 3. Francetv info 26.11

USA : toujours aucun signe d'apaisement à Ferguson - Francetv info

Les habitants de la ville de Ferguson, dans le Missouri, ne décolèrent pas. Depuis la décision de ne pas condamner le policier blanc qui avait tué un adolescent noir en aout dernier, la ville est en proie à de violentes émeutes.

2 000 hommes de la garde nationale ont été déployés dans cette ville de 21 000 habitants pour contenir les manifestants. Ce mercredi 26 novembre, en direct à la télévision, le policier Darren Wilson a tenté d'expliquer son acte qu'il qualifie de légitime défense : "*j'ai ma conscience pour moi. J'ai fait mon travail correctement*", avant d'ajouter qu'il aurait agi de manière identique si l'adolescent avait été blanc.

Les manifestants scandalisés

Ce plaidoyer a été très mal accueilli à Ferguson. "*Darren Wilson refuse de s'excuser. Il dit qu'il serait prêt à recommencer. Je ne peux pas supporter ça*", déclare, au micro de France 3, une manifestante. Francetv info 26.11

Mort de Tamir Rice : le policier a tiré dès son arrivée sur les lieux - LeMonde.fr

La vidéo diffusée mercredi 27 novembre par la police est accablante. Sur les images, on y voit le policier (blanc -ndlr) responsable de la mort, samedi 22 novembre, d'un enfant (noir - ndlr) qui jouait avec un pistolet factice à Cleveland (Ohio, nord des Etats-Unis). Il n'aura fallu que quelques secondes à l'officier, après son arrivée sur les lieux, pour tirer sur le garçonnet de 12 ans. LeMonde.fr 26.11

Témoignages.

- Etre Noir en Amérique - 20minutes.fr

De nombreuses voix racontent leur quotidien.

- W. Kamau Bell, un comique de 1m95 et 110 kilos, dans une tribune publiée sur Vanity Fair: «*J'ai peur de la police comme une araignée a peur d'une botte. Sur les critères des jeunes tués sans raison, je réalise le triplé: je suis un homme, grand et noir. Quand je rentre je rentre dans une supérette, je prends des actions préventives comme ma mère me l'a appris. J'enlève ma capuche. Je ne touche rien d'autre que ce que je suis sûr d'acheter. Je garde mes mains en dehors de mes poches.*»

- Aaron Ellis, raconte sur Slate son interpellation, avec deux amis, par plusieurs policiers dans le parking d'un centre commercial: «*Ils nous donnaient des ordres contradictoires. "Mets les mains en l'air!" "Baisse les bras!" "Qui t'as dit de baisser tes bras?". On avait un alibi: on était au restaurant et on avait le reçu pour le prouver. Ça n'a pas suffi. Ils nous ont interrogés pendant un long moment avant de nous laisser partir. Sans une excuse. Sans un "Joyeux Noël". De temps en temps, on te rappelle que tu es un Noir en Amérique.*»

- Akilah Hughes, une jeune auteur: «*Quand j'étais ado, on a eu 'la discussion" avec ma mère. Ne parles pas trop fort. Si tu te fais arrêter en voiture, ne bouge pas jusqu'à ce que l'officier soit à la fenêtre. Ne fais pas de blagues. Tout ce que tu fais peut être perçu comme "menaçant".*»

- Gary Fields, aujourd'hui journaliste au Wall Street Journal, sur un incident quand il avait 17 ans à la fin des années 70: «*Je rentrais chez moi avec ma boule de bowling quand un policier me dit de faire attention car le suspect d'une fusillade, mesurant environ 1m65, est recherché dans le quartier. Un peu plus tard, j'entends une voiture freiner et un autre policier me met en joue. Instinctivement, je sais ce que je dois faire. Ne cours pas. Ne bouge pas. Ne proteste pas. Et surtout, ne demande pas pourquoi il t'a interpellé. Le policier m'a poussé sur le capot puis m'a menotté. Heureusement, le premier officier est arrivé et l'a engueulé. "Est-ce que ce gamin a l'air de faire 1m70?" Je mesure 1m92. "Est-ce qu'il a l'air d'avoir 40 ans?" J'ai 17 ans. "Est-*

ce qu'il a l'air de faire 65 kilos?" J'en pèse 110. Je demande alors: «Hormis le fait d'être noir, est-ce que je correspond à un seul autre critère de la description?»

- Ramarley Graham. Il y a un peu plus de deux ans et demi, les jurés d'un tribunal du Bronx ont condamné un policier, Richard Haste, qui avait mortellement blessé Ramarley Graham, le fils de Constance, alors que celui-ci n'était pas armé. Haste avait fait irruption chez eux en 2012 sans mandat de perquisition.

Cette condamnation a ensuite été annulée pour vice de procédure. Un deuxième jury a décidé de ne pas condamner le policier. 20minutes.fr et huffingtonpost.fr 26.11

ACTUALITE EN TITRES

La nouvelle réglementation des rapports entre employeur et salarié : Pression, intimidation et chantage.

- La rupture conventionnelle a balayé les licenciements, mais reste loin derrière la lettre de démission - LeMonde.fr

Les exploiteurs ayant toujours été animés de bonnes intentions envers les homme, il ne peut en être autrement envers les femmes.

- L'Allemagne va instaurer des quotas de femmes dans les entreprises - Reuters

Voilà à quoi sert le féminisme. A qui faut-il encore faire un dessin ? C'est un moyen comme un autre de parvenir à faire baisser le coût du travail qu'il ne faut pas considérer au niveau d'une entreprise, d'une branche d'activité, mais de l'ensemble de l'économie à l'échelle mondiale. Eh oui, il faut penser un peu plus loin que les féministes à l'esprit étriqué !

Matraquage. Désinformation. Guerre idéologique et psychologique. Leur propagande quotidiennne.

- Les émeutes de Ferguson, du pain bénit pour la Russie - Le Huffington Post

- Poutine distribue encouragements et argent aux partis eurosceptiques - L'Express.fr

- La Russie déploie des missiles en Crimée, l'Otan très inquiète - L'obs

- Les «*tigres de Poutine*» terrorisent la Chine - LeFigaro.fr

- Un touriste russe condamné pour avoir gravé son initiale sur le Colisée - Francetv info

- L'Otan s'inquiète de la militarisation de la Crimée - Reuters

- Le président iranien gagne son bras de fer avec le parlement - Reuters

- En Hongrie, la police pense que les femmes violées sont responsables - Lexpress.fr

- Hong Kong: la police évacue le site de Mongkok occupé par les prodémocratie - AFP

- Sept étudiants chinois jugés en secret - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Bien se placer pour profiter de la gamelle. Même "***scinder***" la vermine continue de se nourrir de sa victime.

- Jean-Vincent Placé se dit prêt à scinder EE-LV - Libération.fr

Le chef de file des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, a prévenu mercredi Cécile Duflot qu'Europe Ecologie - les Verts connaîtrait une scission si elle l'entraînait dans l'opposition et l'alliance avec le Parti de gauche. «*Si la majorité de mes amis, et Cécile Duflot, penchent pour l'opposition au président de la République et un accord avec le Parti de gauche, il y aura deux écologies*», a-t-il déclaré devant l'Association des journalistes parlementaires. Il a ensuite précisé qu'un éventuel vote hostile des écologistes au budget, au lieu de leur actuelle abstention, serait le signe de leur basculement dans l'opposition.

Répétant être en faveur d'une «*primaire de la gauche*» avant la présidentielle de 2017, il s'est aussi prononcé pour le plus de listes communes entre EE-LV et le PS pour les élections départementales de mars. «*Je suis favorable [à l'union avec le PS], notamment lorsque les majorités départementales ont bien travaillé, qu'elles ont mené une politique sociale, une politique écologique, une politique démocratique*», a-t-il dit. Libération.fr 26.11

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, les écologistes n'en ont rien à foutre des ravages causés par la survie du capitalisme à la nature ou des questions environnementales, ils rament pour le régime qui a besoin des classes et des couches moyennes pour assurer sa stabilité, au passage cela leur permet de satisfaire leurs besoins personnels.

Pour la classe dominante, il n'y aurait rien de pire comme scénario, que l'alliance politique des classes et des couches moyennes avec la classe ouvrière.

Zèle et maladresse. Le gouvernement sioniste fait appel aux "***pieds nickelés du renseignement***".

- Limoges: quatre agents de la DGSI démasqués par un hôtelier - L'Express.fr

Quatre agents des services secrets français ont été victimes de leur amateurisme jeudi dernier à Limoges.

C'est ce qu'on appelle un échec. Quatre agents de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ont vu leur couverture "*grillée*", jeudi dernier à Limoges, selon le quotidien régional Le Populaire. La faute à un réceptionniste soucieux du règlement intérieur de son hôtel.

Les indications de l'hôtel étaient pourtant simples. Chaque client doit déposer ses clés à l'accueil de l'établissement avant de sortir. Mais les quatre agents des services secrets n'ont pas souhaité s'y soumettre puisqu'ayant laisser dans leur chambre du matériel sensible propre à leur fonction. Face à ce refus d'obtempérer, l'hôtelier a décidé d'enfermer les quatre hommes dans le hall d'accueil et d'appeller la police. A l'arrivée des forces de l'ordre, ils ont alors été contraints de révéler leur identité.

Au départ de cette histoire, les quatre espions étaient spécialement venus de Paris pour surveiller des personnes à l'occasion d'un match de basketball opposant Limoges, championne de France 2014 à l'équipe de Tel-Aviv.

"*Leur but était de rester hyper discrets. Et bien, c'est raté*", confirment plusieurs sources au quotidien régional qui évoquent également des "*pieds nickelés du renseignement*" ou une équipe de "*bras cassés*". L'hôtelier, quant à lui, a préféré rester silencieux sur cette affaire. L'Express.fr 26.11

Ce service vous sera crédité sous forme d'impôt.

La désagrégation schizoïde en marche. D'où vient-elle, devinez ?

- Le linguiste Alain Bentolila s'élève contre la fin de l'écriture manuelle - lefigaro.fr

Aux États-Unis, une majorité d'enfants n'apprend plus à écrire que sur un clavier. Ce sera bientôt le cas en Finlande. Une très mauvaise évolution pour le spécialiste de l'apprentissage de la lecture.

La fin de l'apprentissage de l'écriture manuelle est annoncée en Finlande. La maîtrise de la saisie sur clavier est plus importante, a récemment jugé un haut responsable de son système éducatif. La réforme devrait être appliquée à la rentrée 2016. Un virage déjà pris par 45 États américains qui ont exclu l'écriture cursive, dite aussi «*en attaché*», du socle commun des connaissances. Spécialiste de l'apprentissage de la lecture et du langage chez l'enfant, professeur à l'université Paris Descartes, le linguiste Alain Bentolila s'élève contre de telles réformes.

Le Figaro. - En Finlande, les écoliers ne vont bientôt plus apprendre à écrire à la main mais utiliseront un clavier. Qu'en pensez-vous?

Alain Bentolila. - C'est une très mauvaise décision. Non pas que je sois un nostalgique de la calligraphie. Cependant, quand on écrit à la main, on fait un acte singulier. Le fait de tracer sereinement des lettres et des mots permet à mon esprit de les porter. Ce qui n'est pas le cas avec des machines ou des tablettes.

Le pragmatisme ne doit-il pas l'emporter? L'écriture sur ordinateur permet aux enfants d'être lisibles, de rendre des textes plus propres, voire d'utiliser le correcteur orthographique…

Ce sont de faux arguments auxquels il faut opposer l'effort, la gratification, la conscience de l'autre que seule permet l'écriture graphique.

Vous avez l'appui des neuroscientifiques qui sont plutôt favorables au maintien de l'écriture cursive. Elle permet, selon eux, de mieux mémoriser, elle développe la motricité fine chez l'enfant.

Bien sûr. La mémoire se construit grâce à l'écriture manuelle et non avec un écran

Les petits Américains ou Finlandais apprennent-ils tout de même à écrire manuellement, par exemple en lettres capitales, ou s'en remettent-ils au seul clavier?

A mon sens, dans ces pays, on va vers une disparition totale de l'écriture manuelle. Mais envisage-t-on de rédiger des courriers importants sur un ordinateur? Je ne m'imagine pas envoyer une lettre de condoléances autrement écrite que manuellement.

Quelle est la position des enseignants français sur cette question?

Il existe un consensus, dans l'enseignement public comme privé, pour maintenir l'écriture cursive. lefigaro.fr 2611

La suite de cet interview n'était disponible que pour les abonnés du Figaro dont je ne fais pas partie.

Nous avions déjà évoqué cette question dans plusieurs causerie.

Commentaire d'internaute

- "*Très bien, supprimons l'écriture manuelle, la lecture, supprimons l'apprentissage de la grammaire et de l'orthographe, tout cela produira des générations d'illettrés incultes beaucoup plus faciles à gouverner. Il ne sera même plus nécessaire d'aller voter.*"

Mais c'est leur objectif effectivement, d'ailleurs dorénavant à quoi cela sert-il d'aller voter ? Jamais la société n'a changé par un bulletin de vote. Et ceux qui pensent que cela aurait permis de l'améliorer ont semble-t-il manqué un épisode.

Le passage du mode de production basé sur l'esclavage à celui basé sur le servage, et ensuite sur le salariat, a toujours été accompagné de guerres et de révolutions.

Comme notre classe ne parvient pas à faire la sienne pour se débarrasser du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'humanité est condamnée à régresser, à retourner en arrière, au règne du servage ou de l'esclavage synonyme de barbarie... Dites-nous, c'est bien ce que l'on observe quotidiennement, n'est-ce pas ? N'en cherchez pas l'explication ailleurs, il n'y en pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La Russie promet de continuer à soutenir Assad Reuters

La Russie va continuer à soutenir le président syrien Bachar al Assad pour l'aider à faire face au "terrorisme" qui constitue la principale menace pour la stabilité du Proche-Orient, a promis mercredi le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon Moscou, l'émergence des djihadistes de l'Etat islamique qui tiennent une bonne part des territoires syrien et irakien impose à toutes les forces disponibles d'aider Assad à les combattre. Pour les chancelleries occidentales comme pour l'opposition syrienne, il est hors de question de coopérer avec Damas.

"*Nous partageons le point de vue selon lequel le principal facteur à l'origine de la situation actuelle au Proche-Orient est la*

menace terroriste. La Russie va continuer à soutenir la Syrie pour contrer cette menace", a déclaré Sergueï Lavrov, s'adressant à la presse en compagnie de son homologue syrien Walid al Moualem, reçu à Sotchi.

Ce dernier, qui avait auparavant rencontré Vladimir Poutine, a indiqué que le président russe lui avait fait part de sa détermination à développer ses liens avec la Syrie et avec Bachar al Assad lors d'entretiens "*très productifs*".

Isolée sur la scène internationale en raison du conflit ukrainien, la Russie cherche à relancer les négociations de paix syriennes qui ont échoué en février, en raison du contentieux sur le rôle que pourrait jouer Assad dans le cadre d'une éventuelle transition démocratique.

Les opposants du président syrien et les Occidentaux exigent son départ, ce que Moscou juge inacceptable.

Lundi, le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov a jugé "*important que les composantes de l'opposition constructive renouent le dialogue politique avec Damas pour faire face à la menace du terrorisme international*", selon l'agence Interfax.

"*Demander le départ d'Assad n'a aucun sens maintenant que l'Etat islamique est devenu l'ennemi commun et renverser le pouvoir ne pourrait que lui profiter*", a ajouté mercredi le politologue Fiodor Loukianov, jugé très proche du Kremlin. Reuters 26.11

1.2- Nobol/Al Zahra: grosse défaite d'Erdogan - french.irib.ir

En Syrie, l'armée régulière a fait des progressions vers les positions des terroristes à Alep.

Elle est arrivée à prendre le contrôle des régions stratégiques et a bloqué les voies d'approvisionnement des terroristes, en provenance de la Turquie.

L'armée et les forces du soutien populaire ont fait échouer les tentatives des terroristes voulant s'infiltrer dans les villes chiites de Nobol et d'Al-Zahra, à Alep. L'armée a progressé dans plusieurs axes dans la localité d'Al-Avidja ainsi que dans les hauteurs de la région d'Al-Ma'amel et dans le Nord du camp de Handarat. Elle a aussi repris le contrôle des localités d'Al-Makla et d'Al-Ma'amel et a bloqué l'accès des terroristes aux routes d'Al-Avidja, d'Al-Kanadi et de Davar Al-Jondal. Par ailleurs, la secrétaire générale adjointe des Nations unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a déclaré mardi que malgré les progrès réalisés dans l'acheminement des aides humanitaires aux populations en Syrie, ces aides ne sont pas suffisantes. french.irib.ir 26.11

2- Espagne

- Espagne: la ministre de la Santé, citée dans une affaire de corruption, démissionne - AFP

La ministre espagnole de la Santé, Ana Mato, citée dans une vaste affaire de corruption secouant le Parti populaire (conservateur) au pouvoir depuis 2009, a annoncé mercredi qu'elle présentait sa démission.

"*J'ai décidé de présenter ma démission*". "*Je ne veux en aucun cas que le fait de rester à ce poste puisse être utilisé pour porter préjudice au gouvernement espagnol, à son président (Mariano Rajoy) ou au Parti populaire*", a déclaré la ministre dans un communiqué.

Elle ajoute avoir pris sa décision "*après la publication de la décision du juge Pablo Ruz*" qui a inculpé 43 personnes, dont des anciens hauts responsables du Parti populaire (PP) dans l'affaire "*Gürtel*", estimant "*qu'il existe des indices suffisants pour qu'ils soient traduits en justice*".

L'affaire Gürtel porte sur un réseau présumé de corruption lié au PP.

D'après le document publié mercredi, le juge estime que le PP, en tant que personne morale, a profité des largesses obtenues par de hauts responsables municipaux et régionaux en échange de marchés publics.

Parmi les 43 inculpés, figurent trois ex-trésoriers du parti au pouvoir: Luis Bárcenas, Álvaro Lapuerta et Angel Sanchís.

Ana Mato n'est quant à elle pas inculpée, mais mise en cause en tant que "*bénéficiaire à titre lucratif*" de délits commis par son ex-mari, Jesus Sepulveda, ex-maire de Pozuelo de Alarcon, près de Madrid, selon les conclusions du juge. Elle pourrait être appelée à la barre. L'opposition avait une nouvelle fois demandé mercredi la démission de la ministre, sévèrement critiquée en octobre pour sa gestion de la crise liée à la contamination d'une aide-soignante par le virus d'Ebola, la première hors d'Afrique, qui avait soigné un malade atteint du virus, rapatrié.

Cette démission est la première au sein du gouvernement conservateur liée à la corruption, au moment où celui-ci s'est engagé à lutter contre ce fléau. AFP 26.11

Il faudrait signaler à l'AFP qu'il n'était pas indispensable de relayer la propagande d'un parti aussi corrompu à la fin de cet article pour tenter de faire croire qu'il lutterait "*contre ce fléau*", personne ne le croit.

Haut de page

Le 28 novembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps aujourd'hui d'écrire le petit texte qui devait accompagner ma demande d'aide financière auprès des lecteurs, vous voyez, je continue de négliger mes propres affaires, je suis incorrigible, ce sera pour demain.

Comme quoi je ne vous pas raconté de blagues. Aujourd'hui le prix du demi-litre de lait est passé de 12 à 20 roupies, j'ignore comment ils ont justifié une telle augmentation. Les Indiens boivent du thé au lait tous les jours deux ou trois fois par jour, parfois davantage, moi j'en achète pour faire du fromage blanc que je mélange avec du sel, du poivre et de l'ail car le fromage vendu dans le commerce est trop cher, c'est devenu un luxe pour moi et je n'en achète plus.

Tous les midis avec Selvi on mange une salade de crudités, uniquement les légumes indiens de saisons. J'ai abandonné le choux rouge, les poireaux et la salade verte trop chères pour ma bourse. J'ai réduit la quantité de légumes que j'ai remplacés par du riz moins cher histoire de nous caler l'estomac. Dorénavant je fais des économies sur absolument tout, je n'ai plus le choix. La suite demain, si j'en trouve le temps. Au lieu de dire que je comptais sur votre générosité, j'aurais mieux fait d'écrire sur votre solidarité, ma maladresse vient du fait que cette démarche ne me plaît pas, mais bon, disons que c'est pour la bonne cause.

Pour la reconnaissance... de la Palestine occupée.

La position de la Commission Trilatérale (présidée par Rockefeller) par la voix d'Élisabeth Guigou (PS).

- "*La présidente PS de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Élisabeth Guigou, souligne que «la solution de deux États est la meilleure garantie pour la paix.*" Le Figaro 28.11

Traduire : La perte définitive des terres appartenant aux Palestiniens confisquées par les sionistes à partir de 1948, la disparition du peuple palestinien par asphyxie et la continuation de la guerre, puisque les trois quart de la Palestine demeureraient occupés.

Ce qu'a dit Guigou ne date pas d'hier, car "*tout le monde, Israël le premier, a déjà accepté le principe d'un état palestinien. Cela remonte à 1947...*" a rappelé un internaute (du Figaro) qui justifie l'occupation de la Palestine et son opposition à la création d'un Etat palestinien car ce serait "*récompenser le djihadisme*".

Effectivement, dès lors que les sionistes avaient chassé les Palestiniens de leurs terres, la Palestine n'existait plus et demeurait à réinventer, mais où puisque les sionistes s'en étaient emparés, sinon dans des enclaves invivables ou des portions de terres arides et dépourvues de nappes phréatiques qui plus est séparées par des espaces colonisés par les sionistes. Et quand l'ONU et les puissances occidentales ont reconnu l'existence d'Israël, ils ont de fait nier celle de la Palestine, donc il est impossible que la Palestine existe à nouveau ou renaisse sans qu'Israël disparaisse. C'est comme si on prétendait que l'Alsace et la Lorraine pourraient appartenir à la fois à la France et à l'Allemagne, ce qui est évidemment impossible.

- La France doit reconnaitre l'Etat de Palestine - M'PEP 26.11

Quand ils ne s'adressent pas à des institutions internationales du capital, l'ONU par exemple, ils s'adressent à des gouvernements ou des Parlements réputés réactionnaires, impérialistes, livrant des guerres coloniales ou de rapine, considérant qu'ils pourraient incarner les droits des travailleurs ou des peuples opprimés, cherchez l'erreur.

Autant dire qu'avec de tels défenseurs les peuples opprimés sont bien représentés, cela revient en fait à laisser le champ libre à leurs ennemis, à légitimer leur politique impérialiste.

Comment peut-on en arriver-là demanderez-vous ? C'est simple, parce qu'ils refusent d'affronter leur propre bourgeoisie ou gouvernement, de dresser les masses contre l'Etat pour renverser le régime en place, ce n'est et cela n'a jamais été leur

objectif politique de porter la classe ouvrère au pouvoir, et en poussant l'analyse jusqu'au bout, on est obligé d'en déduire qu'ils se comportent comme des agents du régime ou devant lequel ils capitulent.

Au populisme sans limite des dirigeants de la classe dominante, ils opposent un opportunisme nauséabond.

Quelle Palestine veulent-ils reconnaître? Celle de 1947-48 ? Non, celle occupée par les sionistes depuis cette date, ce qui signifie la négation de la principale revendication du peuple palestinien chassé de ses terres : le droit au retour pour les centaines de milliers de Palestiniens condamné à l'exil en 1947 et les décennies suivantes jusqu'à nos jours puisque par l'intermédiaire de la colonisation, l'Etat sioniste continue de confisquer des terres appartenant à des Palestiniens pour les distribuer aux colons juifs israéliens.

Mieux encore les signataires de cet appel en direction du PS et ses satellites qui ont la majorité à l'Assemblée nationale, se sont arrangés pour qu'il n'y figure ni la fin du blocus de Gaza ni l'arrêt de la colonisation qui sont les principaux mots d'ordre à l'ordre du jour du peuple palestinien qui incarnent la lutte contre l'occupation sioniste, non pas pour réclamer le retour aux frontières de 1967 mais bien pour obtenir la libération de toute la Palestine.

Nous ne signerons pas cet appel et nous refusons de participer à cette parodie de justice qui de fait légitime l'existence de l'Etat sioniste et bafoue le droit légitime des Palestiniens de chasser l'occupant de leurs terres.

L'autodétermination des peuples ne peut dépendre que de leur mobilisation ainsi que du mouvement ouvrier international qui les soutiennent, elle ne peut être décrétée par des assemblées dominées par des représentants incarnant les intérêts des différents impérialismes qui les oppriment et pillent leurs richesses, qui baffouent l'indépendance des Etats qui refusent de se soumettre à la dictature américaine, et qui aujourd'hui s'opposent à la souveraineté des peuple syrien, irakien, afghan, libyen, etc.

A titre indicatif la liste des signataires de cet appel publiée par le M'PEP avant-hier :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint- Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) – Confédération Générale du Travail (CGT) – Confédération paysanne - Droit-Solidarité – Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – Forum Palestine Citoyenneté - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires.

- Palestine : L'Afrique du Sud appelle à un « *arrêt total de la colonisation* » - french.irib.ir 27.11

Tout en revendiquant l'existence de deux Etats histoire de ne pas se fâcher avec Israël, on comprend, vous n'êtes pas les seuls dans ce cas-là...

Etats-Unis. Déni de justice. Policiers assassins. Impunité.

- Garçon tué à Cleveland : le policier a ouvert le feu dès son arrivée sur les lieux Francetv info

- Cleveland : une vidéo accablante pour le policier - Francetv info

Selon une vidéo, le policier a tiré sur Tamir Rice, 12 ans, quelques secondes après son arrivée. Celui-ci jouait dans la rue avec un pistolet factice.

La scène remonte au samedi 22 novembre, au matin. Dans un parc de Cleveland, un jeune Afro-Américain de 12 ans s'amuse avec

un pistolet factice. Il fait même semblant de tirer. Un témoin appelle alors la police : "*Il y a un garçon qui tient une arme à la main. C'est certainement un faux, mais il pointe tout le monde*". "*Il est blanc ou noir ?*", demande un officier de police. "*Il est noir*", répond le témoin.

Un véhicule de police débarque. Le garçon s'approche et semble glisser sa main à la ceinture. Il est abattu par un policier : deux balles à bout portant.

La police de Cleveland plaide l'accident. Selon elle, le policier ne pouvait pas deviner que l'arme était fausse. Francetv info 27.11

Ah ben si c'était un "*accident*", il n'y a rien à redire, cela peut arriver à tout le monde de se tromper et de tuer un innocent, qui plus est un gosse !

C'est comme lorsqu'un drone lance un missile sur une habitation au Yémen ou au Pakistan, et extermine une famille entière, hommes, femmes, enfants et vieillards inclus, le militaire qui a appuyé sur le bouton de sa console de jeu ne pouvait le savoir, il est innocent et Obama qui signe les ordres de mission des drones aussi.

- Le gouvernement fédéral enquête sur la police de Ferguson - Reuters

S'ils veulent obtenir une mise en cause pénale individuelle de Darren Wilson, les procureurs fédéraux devront prouver que le policier avait l'intention de violer les droits de Michael Brown quand il l'a mortellement blessé. Ce qui paraît peu probable et difficile à prouver selon d'ex-procureurs. Reuters 27.11

Et pour cause : Quand tu es Noir tu n'as aucun droit face à un policier ! Merci à ces procureurs fédéraux qui par leur déclaration illustre que les Etats-Unis sont bien un Etat policier et non une démocratie.

En Inde, plus vous êtes foncé de peau et plus vous êtes considéré comme un paria, y compris au sein de la population dravidienne du sud de l'Inde.

Ma compagne Selvi est particulièrement foncée de peau, quand je la prends en photo j'ai intérêt à utiliser le flash, même en plein jour, sinon on ne peut pas discerner les traits de son visage. Pour elle, c'est une tare dont elle a héritée à sa naissance. Je lui ai raconté la mésaventure qui était arrivée à Michaël Brown parce qu'il était noir, et qu'elle devrait plutôt en être fière ou ne pas y faire attention, elle a parfaitement compris et on a bien rigolé ensuite.

Rien que de la savoir complexée à cause de la couleur de sa peau me fait de la peine. En neuf mois on a abordé ce sujet une multitude de fois, car elle en est traumatisée la pauvre femme. Chaque fois c'est elle qui commence par m'en parler car de mon côté je préfèrerais qu'elle n'y pense plus évidemment. Je ne sais pas si le fait de lui avoir raconté l'assassinat de ce jeune garçon noir l'aidera à se défaire de ce complexe, c'est tellement choquant et injuste que cela pourrait produire sur elle un effet salutaire, c'est ce que je me suis dit, on verra bien.

ACTUALITE EN TITRES

Il ferait bien d'en faire autant !

- Hollande enjoint les dirigeants africains de ne pas s'accrocher au pouvoir - AFP

Plus bas que terre d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

- Le ministre de l'Agriculture vénère les vers de terre - AFP

Pas de saletés s'il vous plaît.

- Climat : François Hollande veut «*laisser sa trace*» dans l'histoire - LeFigaro.fr

Vous voilà rassurez monsieur Mélenchon : le Parlement européen est vraiment républicain et mérite que vous le légitimez.

- Scandale Luxleaks: le Parlement européen maintient sa confiance à Juncker - AFP

Juncker aussi doit être un grand républicain : Liberté, égalité et fraternité, même que les gangsters de la finance et des multinationales en redemandent !

Abattoirs et résistance passive

- Abattoirs Gad : seulement un quart des employés ont retrouvé un emploi - Francetv info

- Goodyear: pas de repreneur pour l'usine d'Amiens-Nord - AFP

- Grève inédite des administrateurs et mandataires judiciaires - LeMonde.fr

Pour la première fois de leur histoire, ces spécialistes du traitement des entreprises en difficulté vont faire grève, à partir de vendredi 28 novembre, pendant une période de huit jours, éventuellement reconductible. LeMonde.fr 27.11

Le bonheur ne se commande pas.

- Serions-nous plus heureux sans pub? - Slate.fr

Quelle célérité !

- Aux Etats-Unis, un premier vaccin contre Ebola jugé prometteur - LeMonde.fr

Intox et mimétisme cynique et misérable.

- Aux États-Unis, Barack Obama s'attaque à l'ozone - Liberation.fr

- Hollande tire les leçons de Sivens, appelle à un accord "*historique*" sur le climat AFP

- Paris veut organiser une conférence internationale consacrée au conflit israélo-palestinien - L'Express.fr

- Mariano Rajoy engage la lutte contre la corruption en Espagne - Reuters

- Au Burkina, le gouvernement de transition promet d'enquêter sur l'ère Compaoré - LeMonde.fr

Propagande, stratégie du chaos et de la guerre.

- Ukraine: l'Otan dénonce les missiles russes en Crimée, menace pour la région de la mer Noire - AFP

- L'UE élargit ses sanctions après le vote séparatiste dans l'est de l'Ukraine - LeMonde.fr

- Hong Kong: Le leader de la révolte étudiante sous contrôle judiciaire 20minutes.fr - 20minutes.fr

- Une base indienne attaquée au Cachemire, dix tués - Reuters

- Les causes (féminines) du viol vues par la police hongroise - LePoint.fr

- Un attentat fait 40 morts dans le nord-est du Nigeria - Reuters

Ils n'ont pas ou n'auraient pas été foutus de produire ce vaccin au cours des 30 dernières années, et voilà qu'en à peine un mois ou deux mois ils y seraient parvenus, étrange, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

OMC ou l'autre maillon du mondialisme.

- Accord historique à l'OMC pour dynamiser le commerce mondial - AFP

Après six mois de blocage, les 160 Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce ont donné jeudi leur feu vert au lancement d'un accord douanier historique visant à dynamiser le commerce mondial.

Cet accord prévoit de simplifier les procédures douanières et pourrait à terme relancer le commerce mondial à hauteur de 1.000 milliards de dollars et créer quelque 21 millions d'emplois, dont 18 millions dans les pays en développement, selon des estimations d'un institut de recherches économiques de Washington, le Peterson Institute.

Dès l'annonce de ces décisions prises à Genève, l'UE, par la voix de la commissaire européenne chargée du commerce international, Cecilia Malmström, s'est félicitée de ces résultats. "*L'OMC est de retour au travail*", a-t-elle déclaré dans un communiqué.

"*Les décisions d'aujourd'hui non seulement mettent en oeuvre les accords de Bali, elles confirment le rôle de l'OMC comme centre de la politique commerciale internationale*", a ajouté la commissaire européenne.

Lorsqu'il entrera en vigueur, cet accord "*sortira des millions de personnes de la pauvreté*", a affirmé Mme Malmström. "*Cet accord va simplifier les procédures douanières dans le monde, raccourcir les délais et accroître la transparence. C'est une bonne nouvelle pour le commerce mondial, la croissance économique et le développement*", a-t-elle dit.

Le représentant américain au commerce, Michael Froman, a lui aussi salué l'accord douanier comme "*le premier accord multilatéral conclu à l'OMC depuis 20 ans*".

"*L'OMC a franchi une étape cruciale en surmontant l'impasse qui prévalait depuis juillet*", a-t-il dit. "*L'accord sur la facilitation des échanges est un exemple de la manière dont l'abaissement des barrières commerciales peut créer de nouvelles perspectives à la fois pour les pays développés et en développement et c'est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises dans tous les pays*", a conclu M. Froman.

Et d'ajouter, que l'OMC pouvait à présent se consacrer aux négociations des autres questions inscrites à l'agenda du cycle de Doha. AFP 28.11

Comme très souvent le journaliste de l'AFP emboîte le pas de ses maîtres à penser et déforme ou tronque la réalité des faits, il faut donc recouper son article avec celui de Reuters ou d'autres sources si possible. Reuters fournissait hier la précision suivante :

Reuters - L'accord ne représente toutefois qu'une petite partie du cycle de Doha lancé en 2011, qui s'est révélé trop ambitieux pour permettre de parvenir à un consensus. L'OMC avait donc revu à la baisse ses ambitions, ce qui a permis d'aboutir à un accord de principe en décembre dernier à Bali. Reuters 28.11

A retenir également, ils ont justifié hypocritement cet accord en annonçant qu'il permettrait la création de 21 millions d'emplois, en théorie seulement, alors qu'il y a entre 200 et 250 millions de chômeurs dans le monde. En réalité cela va permettre aux multinationales des grandes puissances et en priorité les occidentales, d'accroitre ou accentuer leur pression économique sur les pays dits émergents ainsi que les pays sous-développés au détriment du développement de leur marché, donc de leurs infrastructures, de leur développement économique et social en général.

Quant à l'argument avancé par le représentant américain au commerce, Michael Froman, et repris par l'AFP, selon lequel cet accord créerait de "*nouvelles perspectives pour (...) les petites et moyennes entreprises dans tous les pays*", est fallacieux, parce qu'en réalité ces entreprises sont bien souvent des sous-traitants déguisés des multinationales, où les services dans lesquels elles se sont spécialisés sont complémentaires à ceux fournis par les multinationales, quand elles ne s'en sont pas délestés pour ne pas être accusées de profiter de leur position dominante pour imposer leur loi au marché qui est réputé libre comme chacun sait.

Pétrole. Des "***raisons***" politiques.

Le pétrole est devenue une denrée (et rente) tellement essentielle au fonctionnement de l'économie mondiale que celui qui la contrôle, contrôle également l'économie mondiale. A l'instar du dollar ou la planches à billets pour les fabriquer et en contrôler la quantité en circulation...

- Les raisons de la baisse des prix du pétrole - Francetv info

Depuis 2012, le cours du brut est passé de 126$ le baril à près de 70$, soit une baisse de 40%. Deux raisons peuvent expliquer cette baisse des prix du pétrole. "*Depuis la crise de 2008, il y a eu un gros coup de frein sur la consommation. Même la Chine marque le pas donc la demande est en berne. L'offre, elle, ne cesse d'augmenter*", explique le journaliste de France 2.

"*Dans les années 70, le pétrole était produit essentiellement au Moyen-Orient. Puis on a trouvé du pétrole en Russie et en Mer du Nord. Puis en Afrique et en Amérique du Sud. On n'arrête pas d'en trouver avec, depuis 2005, le fameux pétrole de schiste aux Etats-Unis. Aujourd'hui, les Américains produisent autant de pétrole que l'Arabie Saoudite*" poursuit Jean-Paul Chapel. Avant de conclure : "*en 30 ans, les réserves ont été multipliées par deux. On nous annonçait la fin du pétrole ? Eh bien on en a assez pour un siècle. Les prix devraient donc continuer à baisser ou en tout cas se stabiliser*". Francetv info 27.11

A retenir.

- L'annonce de "*la fin du pétrole*" fut le produit d'une vaste campagne de propagande destinée à conditionner la population pour lui faire accepter la hausse du prix de l'essence et la justifier au passage.

- Les arguments qu'ils nous livrent aujourd'hui l'étaient déjà hier, en réalité, ils servent à le masquer ainsi que les réelles motivations de cette baisse soudaine, politiques et inavouables.

- Puisque le pétrole était si abondant depuis déjà des décennies, la hausse du prix du pétrole au cours de la décennie pécédente a bien été orchestrée depuis Washington (Siège du gouvernement et de la FED) par et au profit des compagnies pétrolières américaines, proftiant également aux britanniques, hollandaises et françaises. De la même manière que l'oligarchie financière est en mesure de dictée l'orientation de l'économie mondiale, i

- Si le cours du baril de brut à baisser de 40%, c'est surtout depuis juin 2014 où il a chuté de plus de 20%, depuis que les Américains et leur agence européenne (UE) ont décidé d'accentuer leur pression sur la Russie producteur de pétrole pour déstabiliser son économie et son gouvernement.

- Dernière interprétation falsifiée de la réalité, en fait la consommation de pétrole dans le monde ne diminue pas, elle augmente plus faiblement que les oligarques l'escomptaient.

- L'Opep ne modifie pas sa production, le cours du brut baisse - Reuters

Les pays membres de l'Opep ont décidé jeudi de ne pas réduire leur production, une victoire pour les Etats du Golfe emmenés par l'Arabie saoudite face aux pays plus pauvres du cartel, sur fond de baisse continue des cours du brut.

Le prix du baril de Brent perdait trois dollars, revenant sous 75 dollars, au plus bas depuis septembre 2010, après la fin de la réunion ministérielle de Vienne, qui augure du maintien d'une offre mondiale excédentaire pendant les mois à venir. Le brut léger américain reculait d'autant à 70,75 dollars, au plus bas depuis juin 2010.

"*C'est la bonne décision*", a déclaré le ministre saoudien du Pétrole, Ali al Naïmi, sorti en souriant de cinq heures de discussions.

Son homologue vénézuélien, Rafael Ramirez, visiblement irrité, s'est quant à lui refusé à tout commentaire.

Les Etats du Golfe avaient clairement laissé entendre qu'ils étaient prêts à supporter une période prolongée de prix bas, une situation qui pénalise en premier lieu des pays comme le Venezuela et l'Iran, dont la situation budgétaire est plus fragile et qui prônaient une réduction des pompages pour tenter de stabiliser le marché.

Les pays producteurs du Golfe disposent de réserves de change qui leur permettent d'amortir l'impact d'une guerre des prix mais celle-ci sera sans nul doute plus douloureuse pour d'autres pays membres du cartel.

"*Pour nous, cela veut dire que l'Arabie saoudite tente de faire passer l'idée qu'il faut laisser les cours baisser à court terme, avec un plancher à 60 dollars le baril, afin d'avoir plus de stabilité dans les années à venir, à 80 dollars et plus*", dit Olivier Jakob, du consultant Petromatrix.

"*En d'autres termes, il est de l'intérêt de l'Opep de s'accommoder de prix plus bas pendant un certain temps pour ralentir le développement de projets aux Etats-Unis*".

L'explosion du pétrole de schiste aux Etats-Unis a pris nombre de membres de l'Opep de court, sapant la domination de l'organisation sur le marché en réduisant en particulier sa part de marché.

"*La façon dont les Etats-Unis produisent est exécrable. Du point de vue des changements climatiques, le pétrole de schiste est une catastrophe*", a dit à la presse le chef de la diplomatie vénézuélienne, Rafael Ramirez.

La Russie, qui produit 10,5 millions de bpj, soit 11% de l'offre mondiale, a eu mardi des discussions avec plusieurs représentants

de l'Opep, dont elle ne fait pas partie. Selon Igor Setchine, le PDG du géant pétrolier russe Rosneft, Moscou ne baissera pas sa production de brut même si le baril tombe à 60 dollars. Reuters 27.11

En complément

- Saoud al Fayçal humilié par Poutine - french.irib.ir

Selon le journal Raï al Youm, le président russe a refusé d'accueillir le vieux ministre saoudien des AE au cours de sa récente visite à Moscou. " *Saoud al Fayçal a prétexté sa maladie pour annuler sa conférence de presse conjointe avec Lavrov à Moscou mais la réalité a été toute autre chose : en effet une véritable crise diplomatique se déroulait en coulisse entre lui et la présidence russe. Vladimir Poutine s'est refusé à le rencontrer au motif qu'une telle rencontre ne figurait pas à l'ordre du jour de la présidence. Pour Fayçal il s'agissait en effet d'un affront à l'encontre de la diplomatie saoudienne d'autant plus que Fayçal avait demandé à faire une rencontre protocolaire avec Poutine.*" Et le journal d'ajouter : " *pour les analystes politiques, le refus de Poutine d'accueillir Fayçal constituerait un message très clair à l'adresse de l'appreil diplomatique saoudien qui continue à cultiver l'opacité à la fois dans le dossier nucléaire iranien et dans celui de la Syrie.* "

Les sources proches de Fayçal ont toutefois une autre lecture de cet incident :" *les proches de l'ex chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan qui entretient de bonnes relations avec Poutine ont empêché cette rencontre. Bandar est un acteur qui agit toujours dans l'ombre. il entretient des relations orageuses avec Fayçal qui l'empêche de lui faciliter la tâche d'autant plus que Bandar considère le dossier des relations avec Moscou comme son pré-carré*". " *La photo prise par les journalistes où Poutine et Bandar se serrent les mains reste dans toutes les mémoires, ce qui a doublement mis en colère Fayçal*", cette seconde lecture semble toutefois enfantine.

La réalité, selon les observateurs politiques, relève moins de ce genre de bisbilles que d'une réelle divergence de vue entre Moscou et Riyad : Lavrov a très clairement fait comprendre aux saoudiens qu'ils devront bien clarifier leurs positions vis-à-vis de la Syrie et du nucléaire iranien. Les manoeuvres pétrolières saoudiennes visant les intérêts irano-russes ne pourraient pas non plus être étrangers à cet incident qui s'est transformé en une véritable polémique dans la presse arabe. french.irib.ir 27.11

Il ne supporte plus du tout qu'on leur résiste. Diable, un peu d'"***audace***" : Sacrifiez-vous !

Puisqu'ils ne parviennent pas à imposer aux travailleurs la régression sociale sans fin ou le partage de la précarité, ils leur demandent de faire preuve d'"*audace*"... pour se sacrifier au profit des nantis. Sauf qu'ils ont une autre définition de l'audace qui consiste à résister à la politique antisociale que le gouvernement et le patronat entendent leur imposer, et ils ont une autre conception du sacrifice qui consiste à s'attaquer aux privilégiés.

- Economie: un rapport pointe le manque d'audace français - Francetv info

Un sondage tombe à point nommé pour les encourager.

- Un Français sur deux favorable à la suppression des 35 heures - Reuters

C'est possible quand on travaille 35 heures et qu'on ne peut pas vivre décemment de son salaire, il faut passer le smic à 2.000.

Offensive en règle annoncée contre la classe ouvrière.

Hollande n'a pas nommé minisrtre de l'Economie un ex-banquier par hasard ou pour des prunes.

- Salaires, temps de travail, flexibilité... ce que préconise un rapport franco-allemand - Francetv info

- Un rapport qui conforte les projets de réformes du gouvernement - Reuters

Euphémismes. Chantage.

Grille de lecture.

- Soit vous acceptez les sacrifices qu'on exige de vous, soit le chômage continuera de croître et vous risquerez d'en être victime à votre tour.

- Faire sauter la règlementation du travail encore trop avantageuse pour les salariés ou comment "*déverrouiller l'économie française*" au profit des employeurs.

- Les travailleurs seraient responsables de la situation économique, c'est donc à eux d'en faire les frais, et pas entreprises du CAC 40 (notamment) qui engrangent chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de profit dont la moitié est versé aux actionnaires sous forme de dividendes ?

Les plus riches continuent de se goinfrer, le nombre de millionnaires en euros augmentent, les inégalités sociales s'accroissent un peu plus chaque années, et alors, c'est normal ils ont adopté le néolibéralisme en vigueur aux Etats-Unis, et puis il faut bien que la crise serve à quelque chose et à quelqu'un, vous préféreriez peut-être une guerre ?

Ils passent à l'offensive et le revendiquent

- Marché du travail : quatre mesures du rapport franco-allemand au scanner - libération.fr

Le rapport franco-allemand des économistes Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein, remis hier après-midi à Macron recommande un modèle de "*flexisécurité*" pour le marché du travail en France.

1- «*Etendre les possibilités d'accords de maintien de l'emploi au niveau des entreprises en assouplissant les conditions de mise en place des "accords défensifs" existants et en introduisant des "accords offensifs". Cela contribuerait à accroître la flexibilité du temps de travail et des rémunérations en réponse à l'évolution des conditions économiques.*»

Les rapporteurs considèrent que la loi de juin 2013, qui permet aux partenaires sociaux de faire varier, entre autres, le temps de travail et les rémunérations pour faire face à une passe difficile, est trop restrictive, car limitée aux entreprises en difficulté.
Ils proposent donc que cette possibilité soit également offerte aux entreprises qui se portent bien. Bref, de généraliser la possibilité de demander des «*sacrifices*» aux salariés. Sauf que cette loi de juin 2013, purement optionnelle, n'est presque pas utilisée en France (cinq entreprises seulement). Et pour cause : en échange d'efforts fournis par les salariés, les entreprises doivent s'engager à maintenir les effectifs pendant deux ans. Du coup, elles utilisent tout simplement, comme PSA ou Renault, le droit commun pour renégocier à la baisse, dans le cadre d'accord dits de compétitivité, les conditions de travail des salariés, tout en continuant à supprimer des emplois. Donc si l'exigence du maintien de l'emploi figure également dans ces accords «*offensifs*», cette nouvelle loi risque de ne pas séduire davantage que celle relative aux accords «*défensifs*».

2- «*Elargir le champ des dérogations possibles aux dispositions légales dans les conventions collectives de branche, y compris lorsque ces accords comportent des dispositions qui ne sont pas bénéfiques pour les employés.*»

Cette proposition s'inscrit dans le processus d'évolution de la hiérarchie des normes, en cours depuis une dizaine d'années.
Elle revient à augmenter les possibilités données à l'accord d'entreprise de déroger au code du travail, et donc de s'écarter du principe de «*faveur*», qui veut que la disposition la plus favorable au salarié s'applique. Et de fait, depuis 2004, ce principe a été largement battu en brèche.

D'abord par rapport aux accords de branche. Depuis une loi de mai 2004, les accords d'entreprise peuvent s'affranchir des règles conventionnelles. Seuls secteurs exclus : les salaires minima, les classifications, les garanties sur la protection sociale complémentaire, et la mutualisation des fonds pour la formation professionnelle. Mais en dehors de ces quatre points, et sauf disposition impérative prévue par la branche, syndicats et employeurs peuvent s'entendre très librement dans l'entreprise.
Quant au niveau légal, plusieurs possibilités de dérogations - mais plus restreintes - sont aussi offertes aux partenaires sociaux, notamment depuis la loi d'août 2008 : contrats précaires, temps de travail, majoration des heures sup, obligations relatives à l'information du comité d'entreprise… Un mouvement encore renforcé récemment par la loi de juin 2013 (citée plus haut), établissant les accords de «*maintien de l'emploi*» qui permettent, de manière temporaire, de mettre de côté de nombreuses règles.
En échange, cependant, il faudrait alors «*favoriser la représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises*», préviennent les rapporteurs. «*La France ne peut pas à la fois regretter la faiblesse du dialogue social et ne pas organiser mieux la représentation des salariés*», écrivent-ils, rappelant qu'«*en Allemagne, le seuil de représentation commence à 5 employés.*» Un point dur, en cours de négociation actuellement, et sur lequel le patronat refuse pour l'instant de céder.

3- «*Le passage d'une obligation légale annuelle pour la négociation [sur les salaires] à une obligation triennale (sauf accord contraire des partenaires sociaux) enverrait un signal fort indiquant que les conditions économiques ont changé*.»

C'était le fameux point polémique révélé par Der Spiegel dimanche, le journal allemand expliquant que les rapporteurs souhaitaient «*geler les salaires*» pendant trois ans en France. En réalité, le rapport propose non pas un gel autoritaire de tous les salaires, ce qui serait de toute façon impossible juridiquement, mais de passer d'une obligation annuelle de négociation à un rendez-vous tous les trois ans seulement. Un outil qui pourrait freiner les hausses de rémunérations, puisqu'elles seraient discutées trois fois moins souvent. A noter cependant que, d'ores et déjà, l'obligation annuelle de négocier n'est pas une obligation d'aboutir.

4- «*Changer la formule d'indexation du salaire minimum. La règle actuelle prévoit une augmentation chaque année en fonction de l'inflation, plus la moitié de la hausse du salaire moyen réel. Nous pensions que l'augmentation réelle du salaire minimum*

devrait plutôt dépendre de la progression globale de la productivité dans l'économie. L'indexation devrait être une façon de s'assurer que les bénéficies de la croissance sont partagés, pas une façon de distribuer des hausses de salaires sans rapport avec les gains de productivité.»

Concrètement, ce mécanisme conduirait, au vu des évolutions respectives de la productivité horaire et de la hausse du Smic ces dernières années, à diviser quasiment par deux les hausses du salaire minimum. En 2012, par exemple, la hausse du Smic a été de 2%, contre 1% seulement pour la productivité horaire. A noter par ailleurs que ce mécanisme serait moins nécessaire si la réforme citée plus haut (celle d'un passage à une négociation triennale et non plus annuelle sur les salaires) était effective, puisque une partie de l'évolution des salaires de l'ensemble de la population sert de base à la revalorisation du Smic. libération.fr 27.11

Qu'est-ce qui leur permet de faire preuve d'une telle "***audace***" ?

En partageant la même analyse de la situation que le patronat ou le gouvernement la CGT et la CFDT indiquent par avance qu'ils n'ont pas l'intention de s'opposer aux mesures qu'ils préconisent... autrement qu'en parole.

AFP - Eric Aubin (CGT) dénonce la politique du gouvernement qui "*nous mène droit dans le mur*". "*Tous les clignotants sont au rouge*", affirme-t-il. (C'est le discours tenu également pas le Medef, le gouvernement, la Commission européenne, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, le "*tous*" incluant ceux qui ne concernent que le patronat et qu'Aubin prend en compte. - ndlr)

- Véronique Descacq (CFDT) déplore de "*très mauvais chiffres*". "*Il faut que les employeurs s'engagent vraiment*" dans le pacte de responsabilité, exhorte-t-elle. (Elle réclame l'application du pacte de responsabilité qui a été conçu par le patronat, dont nous exigeons le retrait. Et quand le patronat dénonce la partie censée concerner ses propres engagements, c'est uniquement pour exiger davantage de concessions de la part du gouvernement, ce que réclame indirectement la CFDT qui en est le porte-parole. - ndlr)

Dès lors que les dirigeants syndicaux acceptent de se rendre aux invitations du gouvernement et ou du patronat sur la base de leur analyse de la situation économique, qu'ils acceptent d'engager le dialogue avec eux dans le cadre qu'il leur a été fixé, sur le terrain de classe qui leur est imposé et qu'il respecte, plus précisement sur le terrain du patronat car lorsqu'ils évoquent celui des travailleurs c'est uniquement pour faire bonne figure, partant de là ils seront invariablement amenés à en accepter les conclusions, que leurs signatures figurent ou non au bas d'un accord important peu, puisque finalement par leur seule présence à ces pseudo-négociations ils auront signifié qu'ils légitimaient les besoins exprimés par le patronat, du coup, ce dernier pourra compter sur eux, sachant qu'ils feront tout pour empêcher la mobilisation unitaire et massive des travailleurs contre les mesures qui seront adoptées dans la foulée par le gouvernement ou qui feront l'objet d'une loi, après être passées par le parlement croupion de la Ve République qui sera une simple formalité et la boucle de la collaboration de classes sera bouclée.

On nous rétorquera que lorsque les dirigeants de la CGT (et ceux de FO, de SUD) évoquent les revendications des travailleurs, ils se situent bien sur le terrain de classe des exploités, en réaité, ils y sont obligés verbalement ou pour sauver les apparences au regard des syndiqués ou de leurs troupes qui les attendent au tournant et n'envisagent pas de céder du terrain au patronat, dans ce sens ils ne peuvent pas brader à tour de bras ouvertement nos droits lors de ces réunions avec le gouvernement et le patronat, c'est uniquement la résistance des travailleurs et des syndiqués qui les empêchent d'aller plus loin dans la collaboration de classe. Cela dit, on ne peut pas discerner précisément le rôle qu'ils jouent et on peut se faire de graves illusions à leur sujet, si on fait l'impasse sur l'étape suivant ces conférences ou réunions au cours de laquelle les appareils vendus des syndicats se dresseront pour interdire aux masses de se mobiliser contre le gouvernement et le patronat, et si la base les y contraint, ils se résoudront à appeler à des actions sans les préparer sérieusement ou sans y jeter toutes les forces de leur syndicat de manière à ce qu'elles demeurent sans lendemain ou inoffensive pour le gouvernement qui pourra ainsi parvenir à ses fins ou appliquer sa politique antisociale.

Il faut donc considérer les trois ou plutôt quatre étapes ou périodes qui composent ce mécanisme :

1- Celle qui précède la tenue d'une réunion ou conférence au cours de laquelle les dirigeants syndicaux prennent connaissance du constat que dresse le gouvernement ainsi que les besoins qu'expriment le patronat, pendant laquelle ils pratiqueront un double langage, d'un côté radicalisant leur discours au besoin, de l'autre comprenant la situation de ces malheureux patrons, etc.

2- La tenue de cette réunion ou conférence à laquelle ils acceptent de participer malgré tout, et débouchant ou non sur un accord.

3- L'organisation d'actions bidons, grèves sectorielles, perlées ou journées d'action, manifestations symboliques qui tiennent plus du folklore régional ou de la kermesse de la paroisse du coin (ballons, sifflets, saucisses et j'en passe), sans lendemain ou à répétition selon les circonstances, à intervalle si éloigné de manière à casser la mobilisation des travailleurs, laisser pourrir le mouvement qui se dessinait, ensuite les dirigeants syndicaux expliqueront à leur base que les travailleurs n'étaient pas prêts à se mobiliser en masse et qu'il faut créer le rapport de forces, etc. leur refrain habituel pour masquer leur trahison ou leur capitulation.

Autant dire que ce ne sont par leur manque de volonté et de détermination à proposer des actions sérieuses et cohérentes,

unitaires, aux travailleurs et leur refus de les préparer qui seraient la cause des défaites à répétition qu'enregistre le mouvement ouvrier face au gouvernement et au patronat, mais le manque de détermination des travailleurs qui finalement accepteraient le sort qui leur est réservé, pire encore, qui comprendraient les préoccupations des braves patrons, bref, si tous nos droits foutent le camp, il ne faut pas chercher ailleurs des responsables.

4- Sur fond de paix sociale garantie, le gouvernement peut légiférer tranquillement et annoncer qu'une loi sera soumise au Parlement pour clôturer ce chapitre ou solder le "dialogue social", Parlement qui la votera comme un seul homme, une pure formalité en somme.

Et les dirigeants syndicaux en remettront une couche avec la nécessité de créer un rapport de forces et ainsi de suite jusqu'à la prochaine fois.

Commentaires d'internautes.

1- "*L'allemagne ce n'est pas un modèle pour les salariés, mais pour les patrons, avec une économie plus puissante que la France, l'Allemagne est socialement en retard, et les salaires sont inférieurs, notamment pour le salaire minimum.*

Il est évident que les patrons Français veulent ce modèle pour augmenter leurs profits, et gonfler les dividendes des actionnaires."

Leur modèle : C'est les Etats-Unis, le royaume des hyper riches...

2- "*Rien sur les dividendes des actionnaires! Rien sur les retraites-chapeau, rien sur les dons des entreprises aux partis politiques ! Rien sur les salaires de certains dirigeants et sur leurs avantages. (billets d'avions, voitures de fonction de grosse cylindrée avec kilométrage illimité, achat de places de foot, de spectacles au meilleures places....) Bref, les seuls qui paieraient le prix d'une expérimentation peu crédible en termes de création ou de sauvegarde d'emploi seraient toujours les mêmes.* "

Vous avez oublié les jets et les yatchs, vous êtes très loin du compte...

3- "*On ne sait plus dans quelle langue il faut leur dire : la précarisation ne crée pas une seule heure de travail en plus. Elle précarise, c'est tout. Les "nouveaux" jobs sont à temps partiels, intérimaires, mal payés.*

L'Allemagne en est un parfait exemple. Seuls "avantages" : ils permettent de diminuer les chiffres officiels du chômage, ils augmentent les marges et donc les dividendes, ils rendent les salariés plus dociles, ils facilitent la vie des managers."

Là où vous commettez une grave et fatale erreur : C'est qu'il n'y absolument rien à leur dire, parce qu'il n'y a absolument rien à en attendre...

4- "*Pas d'accord, ils ont fait preuve d'une très grande capacité de travail lors de leurs études, une grande mémoire, et une très grande aptitude à s'adapter aux contraintes actuelles. Ils sont les enfants du libéralisme. Ils raisonnent dans un système unique de pensée économique. Posez leur la question: Qu'est ce que pour vous l'économie? Vous constaterez qu'il n'existe qu'une forme d'économie: le capitalisme option libéralisme. Le reste n'existe pas.*"

Normal, puisque au stade de putréfaction où en est rendu le capitalisme rien d'autre ne peut exister que le néolibéralisme ou le socialisme.

Cessez de lorgner sur les pays qui mettent en oeuvre la politique que les capitalistes avaient appliquée à une autre époque lorsque des réformes sociales étaient compatibles avec le capitalisme, et dites-vous bien que cette époque est définitivement révolue dans les pays développés, et pensez plutôt l'économie à l'échelle mondiale, sinon vous perpétuerez sans cesse cette confusion.

Dorénavant ils ont les moyens de produire pratiquement tout dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, du coup ils n'ont que faire de vos considérations qui sont périmées, tout comme nos droits sociaux qu'ils s'emploient à liquider les uns après les autres.

5- "*En résumé ils nous proposent de travailler comme le patronat l'entend, d'être payé le moins possible, et d'être surtout d'accord.*

Si ils avaient demandé à nos grands patrons du 19ème siècle, c'est ce qu'il leur aurait été répondu. Il doit bien exister des rapports de cette époque ou du début du 20ème. Non?

Je leur conseille de se rapprocher de ceux qui ont pratiqué l'esclavage ! "

Voilà, vous avez tout compris, il faut donc les chasser du pouvoir avant d'en arriver là...

Il y en a comme l'intervenant précédent ou des charlatans comme Mélenchon, qui prétendent que dans les pays où des gouvernement mettent en oeuvre des réformes sociales il ferait bon vivre, alors qu'en réalité, l'esclavage que vous évoquez ou des conditions de vie épouvantables, les travailleurs de ces pays-là les vivent au quotidien. Imaginez en Inde, le salaire minimum a été multiplié par 7 en 15 ans, quel bonheur... de travailler 6j/7 sans aucun droit, pas même un contrat de travail ou une feuille de paie ou un jour de congé payé. Je suis certain que la situation des travailleurs n'est pas meilleure au Venezuela ou en Bolivie par exemple.

Certains appellent cela le socialisme du XXIe siècle, nous on appelle cela s'accommoder de l'esclavage au XXIe siècle parce qu'on prend en compte la totalité des conditions d'existence et de travail des masses exploitées de ces pays-là, et pas seulement les facteurs qui nous intéressent. Vous saisissez la différence entre un opportuniste et un socialiste ?

Nous ne sommes pas contre les réformes sociales, nous sommes contre le réformisme qui a conduit le mouvement ouvrier en France et dans les pays similaires là où il en est, là encore il faut faire preuve de discernement pour éviter toute confusion.

En complément. A la hache !

Valls confirme la baisse de 11 milliards de dotations aux collectivités territoriales - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- L'ONU réclame la publication du rapport sur les abus de la CIA - french.irib.ir

Dans une lettre ouverte au Président Obama, ils soulignent que la publication du rapport aurait « *des conséquences importantes pour ... la crédibilité des Etats-Unis* ». Un groupe d'experts des droits humains des Nations Unies (ONU) a invité le Président américain Barack Obama à soutenir la publication d'un rapport d'une commission du Sénat sur les méthodes d'interrogation de la CIA, l'agence du renseignement des Etats-Unis.

Dans une lettre ouverte publiée mercredi, ils soulignent que la décision du Président Obama sur ce rapport aurait « *des conséquences importantes pour les victimes de violations des droits de l'homme partout dans le monde et pour la crédibilité des Etats-Unis* ». « *En tant que nation qui a publiquement affirmé sa conviction que le respect de la vérité fait progresser le respect de la primauté du droit, et en tant que nation qui appelle fréquemment d'autres pays à la transparence et à la responsabilité, les Etats-Unis doivent se mettre au niveau des normes qu'ils ont établies à la fois pour eux-mêmes et pour les autres* », poursuit la missive.

La publication du rapport a été approuvée en avril 2014 par le Sénat, mais le document n'a pas encore été publié, parce que la CIA aurait demandé que certains éléments soient censurés. Par ailleurs, les experts onusiens ont félicité M. Obama d'avoir arrêté le programme d'interrogatoire de la CIA, après son investiture. Entamée au début de 2009, l'enquête du Sénat a duré quatre ans et a examiné des millions de pages de documents et d'e-mails de la CIA. Le rapport a été approuvé par la commission du Sénat à la fin de 2012 et sa publication a été approuvée en avril 2014 à une large majorité. Mais ce document n'a pas encore été publié, parce que la CIA aurait demandé que des éléments du rapport soient censurés.

Selon plusieurs membres de la commission sénatoriale, les suppressions proposées empêcheraient le lecteur de bien comprendre l'étendue des violations. Les experts de l'ONU appellent donc le Président Obama à publier le rapport sous une forme qui fait sens, permettant au public de comprendre les faits et de promouvoir le droit à la vérité pour les victimes et leurs familles. french.irib.ir 27.11

SOCIAL

1- France

- Nouveau record du chômage en octobre en France - AFP

Fin octobre, 3,46 millions de demandeurs d'emploi sans activité pointaient à Pôle emploi en métropole, nouveau record après trois ans et demi de hausse quasi continue.

Le mois dernier, 28.400 chômeurs supplémentaires (0,8%) se sont inscrits sur les listes de l'opérateur public, a annoncé jeudi le ministère du Travail. Sur un an, la hausse atteint 5,5%.

"*Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis février dernier*", fait remarquer Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE. Selon lui, "*la faible croissance continue à peser*", d'autant que "*les entreprises gardent un sureffectif de 230.000 emplois*".

En intégrant l'outre-mer, 3,72 millions de chômeurs ont été comptabilisés le mois dernier, également un record. Activité réduite incluse, la hausse est moindre (0,5%), pour un total de 5,15 millions en métropole et de 5,46 millions avec l'outremer.

Depuis le début du mandat de François Hollande en mai 2012, 537.000 chômeurs sans activité supplémentaires ont poussé la porte de Pôle emploi.

Le chômage de longue durée continue de faire tâche d'huile: petite activité incluse, 2,2 millions de demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an (0,9% sur un mois, +9,4% sur un an).

2- Grèce

- La Grèce paralysée par une grande grève, tous les vols annulés - Reuters

Plus de 25.000 personnes ont manifesté jeudi à Athènes et Salonique, les deux principales villes grecques, contre la poursuite de l'austérité à l'occasion d'une grève générale de 24 heures observée par les syndicats du privé et du public.

"*Non au chômage partiel, non aux licenciements, Oui à un emploi stable et permanent*", Mettre "*fin à la pauvreté, renverser (le gouvernement) maintenant*", pouvait-on lire sur les banderoles.

Cette manifestation intervient presque une semaine avant le vote du budget de 2015 par le Parlement, qui poursuit une politique de baisse des dépenses, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation.

A Salonique (nord), deuxième ville grecque, au moins 8.000 personnes ont manifesté dans le centre-ville, selon la police locale.

Les transports et les services publics étaient fortement perturbés jeudi en Grèce par une grève de 24 heures organisée pour protester contre des projets de licenciements et une réforme des retraites voulus par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Tous les vols intérieurs et les vols internationaux ont été annulés, les aiguilleurs du ciel ayant rejoint le mouvement, organisé par le syndicat GSEE du secteur privé et par le syndicat de la fonction publique ADEDY.

Le trafic ferroviaire et celui des ferries étaient également à l'arrêt. Les hôpitaux assuraient essentiellement les urgences et les services des impôts et autres administrations sont restés fermés. Reuters 27.11

3- Brésil

- Brésil: Rousseff nomme une équipe économique taillée pour l'austérité - AFP

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a nommé jeudi une nouvelle équipe économique au profil orthodoxe qui s'est engagée à mener une politique de rigueur budgétaire pour enrayer la dérive des finances publiques et regagner les confiance des marchés.

La présidente de gauche du géant émergent d'Amérique latine, réélue de peu à un second mandat le 26 octobre, a nommé au ministère des Finances Joaquim Levy, un économiste rigoureux et apprécié des marchés qui dirigeait depuis 2010 une branche de la banque privée Bradesco.

M. Levy aura la lourde tâche de relancer l'économie en panne du géant émergent d'Amérique latine, qui devrait enregistrer une croissance presque nulle en 2014, alors que l'inflation est sortie des clous, et que les finances publiques se dégradent à

vitesse accélérée, faisant peser la menace sérieuse d'une dégradation de la note souveraine du Brésil en 2015 par les agences de notations internationales.

Mme Rousseff a nommé au ministère de la Planification Nelson Barbosa, 45 ans, qui avait été secrétaire exécutif du ministère des Finances de 2011 à 2013.

Elle a reconduit dans ses fonctions le président de la Banque centrale, Alexandre Tombini, 50 ans, en poste depuis 2011, avec l'objectif de ramener l'inflation à 4,5% ces prochaines années, dans le milieu de la fourchette officielle.

Lors d'une conférence de presse commune à Brasilia, ce triumvirat économique a promis de rééquilibrer les finances publiques en taillant dans les dépenses publiques et de lutter activement contre l'inflation.

Joaquim Levy a la faveur des marchés brésiliens, qui ont pris en grippe Dilma Rousseff ces derniers mois en raison de ses choix contestés et de son interventionnisme.

Le quotidien Folha de Sao Paulo le décrit comme "*accroc au travail et sincère à la limite de la grossièreté*" et "*aussi buté que Dilma*" Rousseff.

M. Levy a occupé par le passé plusieurs fonctions importantes au sein du gouvernement brésilien, oeuvrant activement au renforcement des équilibres macro-économiques.

Il avait été notamment secrétaire au Trésor sous le premier mandat du président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), un ancien ouvrier et dirigeant syndical qui avait nommé une équipe économique orthodoxe pour apaiser les craintes des marchés après son élection.

La rigueur budgétaire de M.Levy lui a valu le surnom de "*Levy aux mains d'argent*", par comparaison avec le personnage du film "*Edward aux mains d'argent*" qui est doté de ciseaux à la place des mains.

"*C'est un nom excellent. Il est considéré comme austère et rigoureux. Sa nomination envoie le signal de probables ajustements budgétaires*", a commenté pour l'AFP l'économiste de TAG Investimentos, André Leite.

"*Sa trajectoire, y compris au sein du premier gouvernement de Lula inspire beaucoup de confiance*", a abondé Margarita Guitierrez, professeur d'économie à l'université UERJ de Rio.

Après sa réélection, Dilma Rousseff avait promis de "*faire les devoirs*" en procédant à un ajustement budgétaire jamais évoqué pendant la campagne électorale.

Son adversaire malheureux, le social-démocrate Aecio Neves, qui promettait un "*choc de gestion*", a ironisé sur le choix de M. Levy, estimant que cela revenait à nommer "*un cadre de la CIA à la tête du KGB*".

Cette nomination fait grincer des dents l'aile gauche du Parti des Travailleurs (PT au pouvoir) et le Mouvemement des Sans Terre (MST), qui dénoncent un retour en arrière et craignent des coupes dans les programmes sociaux. AFP 27.11

Qui l'aurait cru franchement ? C'est marrant, on serait tenter de croire que ce que dit monsieur Neves est vrai, pas vous ?

Haut de page

Le 29 novembre 2014

CAUSERIE

J'ai dû actualiser le site rapidement car j'ai perdu la moitié de la journée suite à une panne de moto. Et bien entendu je n'ai pas pu écrire le petit texte concernant ma situation financière.

Demain matin on ajoutera de nouveaux articles. Je suis complètement claqué.

Dans tous les cas de figure, mieux avoir la peau lisse...et blanche.

- « *La peau a juste besoin d'être nettoyée, hydratée et protégée du soleil* » - LeMonde.fr

Suicide assisté.

- Mort de Michael Brown: Le policier qui a tué le jeune Noir va quitter la police 20minutes.fr

Il a tort, car la justice sanctionne plus sévèrement le meurtre d'un policier. Mais bon, il n'a peut-être pas le courage de se suicider et préfère qu'on s'en charge pour lui. C'est peut-être ce qui se murmure à Fergusson.

20minutes.fr - Il est à présent tout simplement trop dangereux pour Darren Wilson de reprendre ses fonctions, a déclaré son avocat Neil Bruntrager sur la chaîne CNN: «*Le jour où il aurait repris son service quelque chose de terrible lui serait arrivé, à lui ou à quelqu'un travaillant avec lui. Et la dernière chose qu'il veut c'est mettre en danger d'autres agents de police.*» 20minutes.fr 28.11

Propagande. Trembler. La Russie serait-elle sur le point de déclarer la guerre à la France ?

- Des navires russes dans la Manche, pas pour des manoeuvres - Reuters

L'armée syrienne en fait trop : elle va en finir avec les barbares.

- Syrie : près de 2 000 raids aériens du régime en quarante jours - LeMonde.fr

Insupportable jugent les Américains et leurs alliés qui ont dénoncé via les médias à leurs ordres la mort de 100 "*civils*" à Rakka, le fief de l'Emirat islamique en Syrie. Ils ont vérifié sur place, inutile, ce sont les barbares qui leur servent d'agence de presse.

ACTUALITE EN TITRES

Le cynisme ne suffisait pas, il rajoute la calomnie.

- Mort de Rémi Fraisse: Cazeneuve répond aux "*procès de Moscou*" - L'Express.fr

Démesure. Comme tout est grand à nos yeux quand on est insignifiant.

- Le climat "*grande cause nationale en 2015*", annonce Manuel Valls - Francetv info

En clôture de la conférence environnementale, le Premier ministre estime que la France aura l'an prochain "*une grande responsabilité*" en accueillant la conférence de l'ONU. Francetv info 28.11

Quand Fabius se prend pour le Premier ministre israëlien.

- Proche-Orient : Fabius fixe un calendrier - LeFigaro.fr

Le ministre des Affaires étrangères veut aboutir à un règlement du conflit israélo-palestinien dans les deux ans. LeFigaro.fr 28.11

Les y préparent-ils psychologiquement ou est-ce un voeu ?

- Deux Français sur trois pensent que l'UMP va imploser - L'Express.fr

Les fausses bonnes nouvelles.

- Zone euro : le chômage stable à 11,5 % en octobre - LePoint.fr -

- La fin de l'essence chère (pour le moment) - Le Huffington Post

Comment le pape soutient l'Emirat islamique : En légitimant Erdogan.

- Turquie: Pour Erdogan, le pape et lui «*regardent le monde avec les mêmes valeurs*» - 20minutes.fr

Alors que la Turquie d'Erdogan sert de base arrière à l'Emirat islamique.

- Le pape en Turquie prône la lutte contre les fondamentalismes - Reuters

- À Ankara, le Pape met en garde contre «*le fanatisme*» - LeFigaro.fr

Stigmatisation, guerre psychologique, négationnisme.

- Une petite fille fait retirer la signalétique "*spécial garçon*" d'une chaîne de supermarchés britannique - Francetv info

- La Finlande légalise le mariage homosexuel - Reuters

- Les CNIL européennes souhaitent que le droit à l'oubli s'applique sur Google.com - LeMonde.fr

- Népal: des milliers d'animaux sacrifiés malgré les protestations - L'Express.fr

Cessez de manger des escargots et des cuisses de grenouilles...

Stratégie du chaos. Provocation violente, déstabilisation.

- Un autre enlèvement massif de lycéens au Mexique était resté sous silence - LeFigaro.fr

- Nigeria: au moins 120 morts dans un attentat à la grande mosquée de Kano Aminu - AFP

- Égypte : des heurts meurtriers en marge de manifestations islamistes - LePoint.fr

- Heurts entre manifestants et policiers à Hong Kong - Reuters

La NED à l'oeuvre...

- Elle défie la loi iranienne en dansant dans le métro - Le Huffington Post

Ils n'ont rien trouvé d'autres pour attaquer l'Iran hier...

- Syrie: les militants pleurent la "*mort*" de leur révolution - AFP

Qui n'a jamais existé que dans l'agenda de la Maison Blanche ou du Pentagone.

ACTUALITÉ DU JOUR

Des superlatifs pour vanter la précarité sociale généralisée comme modèle... antisocial.

- Emploi : Valls vante le modèle de « *flexisécurité* » du Danemark - LeMonde.fr

Dans un entretien au journal Politiken, le premier ministre avait tissé les louanges la politique danoise en matière d'emploi d'« *expérience extrêmement intéressante* ». Alors que le nombre de demandeurs d'emploi en France a atteint en octobre un nouveau record, M. Valls a qualifié la politique des pays scandinaves de « *véritables sources d'inspiration* ».

Valls : « *Cette capacité à lier étroitement l'auto-réalisation personnelle et l'action publique me paraît remarquable dans les pays nordiques.*». LeMonde.fr 28.11

Pour Valls le «*problème de compétitivité* » que connaîtrait le pays (lire les entreprises) « *depuis dix ou quinze ans*» (lire quatre décennies), viendrait du fait que « *nous n'avons pas fait les réformes nécessaires de notre marché du travail* » parce que les travailleurs avec leurs organisations s'y sont opposés, ils seraient responsables de la situation sociale et du chômage, tandis que

le gouvernement lutterait « *inlassablement contre le chômage* », et par conséquent n'en porterait pas davantage la responsabilité que le patronat.

Dès lors, de deux choses l'une : soit vous acceptez les contre-réformes qu'on vous propose et le chômage baissera, soit vous refusez et il continuera d'augmenter. En réalité, lorsqu'on observe la situation en Grèce ou au Portugal on s'aperçoit qu'après avoir réduit les salaires et les retraites de 25 à 40% le chômage ne diminue pas, donc le problème est ailleurs.

Il réside dans la crise du capitalisme qu'ils ont décidé d'aborder de telle manière qu'elle n'aboutisse pas dans l'immédiat à l'effondrement brutal et total auquel est condamné le système économique capitaliste. Comment ? En misant sur les pays où ils ont transféré d'énormes quantités de capitaux ou profits qu'ils avaient accumulés au cours des décennies précédentes, pour produire à moindre coût et tenter de freiner la baisse tendancielle du taux de profit qui ronge inexorablement le capitalisme, pendant qu'ils développaient un système financier opaque et mafieux qui leur permettrait de détourner l'essentiel des richesses produites ou des profits réalisés par le secteur industriel ou productif, tandis qu'ils inondaient le marché de liquidités (dollars, yen, euros) que traduit l'endettement mondial qui a atteint une somme monstrueuse, qui devaient également leur servir à hypothéquer les profits à venir dans le secteur productif, de telle sorte qu'il est devenu impératif de s'attaquer au coûts du travail dans les pays développés pour récupérer une partie de la plus-value qu'ils avaient dû céder aux travailleurs lors de la période précédente de la lutte des classes.

Car au delà de la valeur fictive des milliers de milliards de dollars qu'ils ont créés à partir de rien, qu'ils se sont distribués et qu'ils ont déversés dans l'économie, après l'avoir parasité, les lois de fonctionnement du capitalisme existant toujours leur imposent à un moment donné de matérialiser ces sommes gigantesques, et comme l'exploitation des travailleurs demeure l'unique source de profit, ils n'ont pas d'autre solution qu'augmenter la part de plus-value qu'ils extorquent aux travailleurs en liquidant leurs acquis sociaux et en abaissant le coût de la main d'oeuvre ou de la force de travail, autrement dit adopter des politiques d'austérité de plus en plus brutales qui doivent conduire à un affrontement direct avec la classe ouvrière ou si par malheur elle n'était pas capable de renverser le régime en place et de s'emparer du pouvoir politique, elle serait réduite à l'état de servage ou d'esclavage.

En famille. Ils aiment l'entreprisent.

- Des patrons dans la rue lundi pour lancer une semaine de mobilisation - AFP

Les casseurs descendent dans la rue...

- Le PCF organise une "*contre semaine d'actions*" au Medef - AFP

Le parti communiste français (PCF) lance lundi une "*contre semaine d'action*" en riposte à la semaine de mobilisation du Medef avec de multiples initiatives allant de la distribution de tracts aux portes des entreprises au clip parodique sur internet.

"*Ils veulent parler de l'entreprise ? BANCO ! Parce que nous aussi, on aime l'entreprise, celle qui respecte le travail, celle qui crée et partage des richesses. Partout, demandons des comptes: où va l'argent du CICE ? Du CIR ? Des banques ? De l'Etat ? Qui touche quoi ? Pour en faire quoi ? Nous savons où sont les gâchis ?*", ajoute-t-il.

(Nous n'aimons pas l'entreprise qui opprime, exploite, extorque, vole notre force de travail, on est comme cela que voulez-vous. Et puis, comme on ne reconnait aucune légitimité au capitalisme et aux patrons, on n'a rien à leur demander. On combat pour défendre nos droits et si possible en acquérir, un point c'est tout.

Mardi, Pierre Laurent participera à une "*procession festive et bruyante*" du siège du Medef à Paris à l'Ambassade du Luxembourg. AFP 28.11

Le PCF est le fossoyeur du socialisme quand ils proposent des actions aussi débiles. Il prend les travailleurs pour des attardés mentaux. On appelle les travailleurs et les militants à ne pas participer à ces actions qui donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, qui le rabaissent.

- Des actions devant des grands groupes... inutiles, grotesques.

- Des manifestations... qui réuniront trois tondus et un pelé.

- "*Murer*" l'entrée du Medef par des exemplaires du code du travail... un mirage en papier.

- Une campagne sur les réseaux sociaux... lieu privilégié des pires manipulations. A ignorer, fuir ou boycotter.

- un clip parodique sur internet... parce que l'heure serait à la légèreté à la distraction, comme quoi ils n'en ont vraiment rien à foutre

de la condition des travailleurs.

- Mardi, Pierre Laurent participera à une "*procession festive et bruyante*" du siège du Medef à Paris à l'Ambassade du Luxembourg... c'est la fête quoi ! On espère que les marchands de frites et de saucisses feront le déplacement, sans oublier la bibine, les confettis, les pétards, etc. ridicule, pathétique.

Extrême droite. La haine de l'Emirat sioniste. Les nervis se croient en Israël

- Climat tendu et journalistes non grata à la manif pro-israélienne - liberation.fr

Il est un peu plus de 12 heures lorsque le bal des camionnettes blanches commence. Une, puis deux, puis trois. A l'intérieur, des pancartes directes : «*Hamas+Fatah = Etat terroriste*», «*Jérusalem, Toulouse, Bruxelles, les islamistes sont partout*», «*On a une dictature de plus au Moyen-Orient*.» Quelques minutes après le débat à l'Assemblée sur la résolution reconnaissant l'Etat palestinien, la pression monte aux abords du Palais Bourbon.

Plusieurs organisations juives ont appelé à manifester place Edouard-Herriot. Parmi elles, Siona, France-Israël, le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), ainsi que les franges les plus radicales telles que la Ligue de défense juive (LDJ) et le Betar. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a décidé pour sa part de ne pas s'associer à cet élan. Contacté par Libération, son président, Roger Cukierman, explique «*qu'il faut du calme, du dialogue et de la négociation*». Il déplore «*qu'une partie de la communauté soit si prompte à sortir dans la rue à chaque occasion*».

Vers 13h15, alors que la foule croit faiblement, Kenzo Tribouillard, le photographe de l'AFP, est violemment pris à partie. Un homme, la grosse trentaine, crâne rasé et lunettes de soleil sépia, exige sa carte de presse. Il n'est ni policier, ni membre de l'organisation. Le photographe accepte sa requête à la seule condition que l'homme délivre son identité en retour. Il n'en fera rien et décide même «*de sortir*» Kenzo Tribouillard de la place Edouard-Herriot avec le renfort de quelques jeunes gantés, en kippas, et très vindicatifs. Quelques secondes plus tard, c'est au tour de l'équipe du service vidéo de l'AFP d'être éjectée. Les autres médias présents subissent une opération de filtrage un peu étrange. Sans que l'on ne sache bien pourquoi, Libération est autorisé à rester après quelques questions sur le soutien éventuel du journal au Hamas…

Dans la foule, les discours ne sont pas plus modérés. Une dame blonde, la soixantaine, crie : «*Non au terrorisme. Guigou dégage, Guigou salope.*» Sa voisine tempère : «*Ne versons pas dans les insultes, mais, c'est vrai, les terroristes sont chez nous. Le PS veut importer le conflit israélo-palestinien. Rappelez-vous les slogans "Morts aux juifs" entendus cet été à Barbès*.» Au micro, deux députés font un tabac. Le franco-israélien de l'UDI, Meyer Habib, et l'UMP Claude Goasguen. Le premier s'essouffle : «*Jérusalem est une ville juive depuis 3000 ans. Reconnaître l'Etat palestinien, c'est reconnaître le Hamas puisqu'il en fait partie. La France a choisi le camp des jihadistes, d'Al-Qaeda. Je pense à Hervé Gourdel, assassiné lâchement.*» Goasguen renchérit : «*Le PS joue avec la sécurité des juifs de France. La montée de l'antisémitisme est réelle. Cette résolution va attiser la haine.*»

Après une Marseillaise et quelques accolades, les 250 personnes se dispersent. Meyer Habib appelle à un nouveau rassemblement mardi, à 14 heures, jour du vote officiel. Au même moment, la LDJ assumait sur son compte Twitter l'exclusion des journalistes de l'AFP : «*Suite au traitement honteux de l'attentat de la synagogue de Jérusalem, les journalistes AFP ont été sortis de la #ManifAssemblée*». liberation.fr 28.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Haïti

Haïti: nouvelles manifestations contre le gouvernement pour réclamer des élections - AFP

Des milliers d'Haïtiens ont à nouveau manifesté vendredi à Port-au-Prince pour exiger la démission du président Michel Martelly et du Premier ministre Laurent Lamothe, et réclamer la tenue d'élections libres.

"*A bas Martelly, à bas Lamothe chef de la corruption. Ils doivent partir*", scandaient les manifestants, qui se sont arrêtés brièvement devant le siège du gouvernement situé dans le centre de la capitale.

Le mandat du parlement actuel prendra fin le 12 janvier 2015, mais le gouvernement de Michel Martelly a reporté les élections législatives et municipales qui étaient initialement prévues le 26 octobre, sans fixer de nouvelle date, provoquant une

crise politique.

L'opposition craint que le vide parlementaire ne conduise Michel Martelly à gouverner par décrets.

Vendredi, les manifestants ont bloqué des rues avec des tas de pierres, et des jeunes ont enflammé des pneus et des barricades. Des manifestations avaient aussi eu lieu mardi.

"*Nous sommes là pour réclamer la libération des femmes qui ont été arrêtées lors de manifestations anti-gouvernementales et gardées en prison sans être jugées*", a dit Soeurette, une pancarte à la main.

"*Nous réclamons le départ de cette équipe et la tenue d'élections libres honnête et démocratiques*", a lancé un manifestant.

Jeudi, plus de 20 partis de l'opposition ont fait part de leur préoccupation devant l'éventualité que le président Martelly dirige le pays par décrets.

"*Nous sommes alarmés par le risque de déficit de représentativité du Parlement haïtien au 12 janvier 2015 étant donné qu'aucune des élections prévues n'a eu lieu au cours des trois dernières années*", lit-on dans le texte. AFP 28.11

SOCIAL

1- France

1.1- La CFDT laminée.

La CGT reste le principal syndicat de la RATP - liberation.fr

La CGT reste le premier syndicat de la RATP, malgré un important recul aux élections professionnelles, devant l'Unsa et Sud, alors que la CFDT et FO ont perdu leur représentativité, selon les premiers résultats publiés vendredi.

Quelque 44 600 salariés de la RATP (métro, bus, tramway, une partie des RER A et B) étaient appelés aux urnes jeudi pour renouveler leurs délégués du personnel. Le vote portait aussi sur les élus des onze comités départementaux économiques et professionnels (CDEP), qui assument à la RATP le rôle des comités d'établissement. Avec 28 880 votants, la participation s'est élevée à 65%.

La CGT reste la première instance représentative du personnel avec 30,4% des voix, loin devant l'Unsa (22,1%), qui recule de 3,6 points, et Sud (15,3%), qui en gagne 1,2. Cependant, le syndicat contestataire enregistre une baisse de 3,5 points par rapport au précédent scrutin de décembre 2010. Les grands perdants restent la CFDT et FO, qui n'ont plus la représentativité acquise quatre ans plus tôt d'une courte tête avec respectivement 10,12% et 10,06%. La chute est lourde pour la CFDT, qui s'écroule à 5,1% et se voit même dépassée par le SAT RATP (5,2%). Force ouvrière échoue de très peu (9,6%) sous le seuil des 10%, au-delà duquel un syndicat est représentatif.

A l'inverse, la CFE-CGC, syndicat proche des cadres, réalise un bond de plus de 4 points, passant à 9,3%. Dans le collège dédié à l'encadrement, son score atteint 32,7%, contre 18,3% quatre ans plus tôt. Le SAP RATP arrive en dernière position avec 3% des suffrages exprimés. liberation.fr 28.11

2- Intox. Guerre psychologique. Guerre aux fraudeurs, chez les pauvres, pas les riches.

Pôle emploi a détecté 89 millions d'euros de fraude sur les neuf premiers mois de 2014 - francetvinfo.fr

Un chiffre qui continue d'augmenter par rapport aux années précédentes. Toutefois, il s'agit d'une "*part infinitésimale du montant total des allocations chômage versées par Pôle emploi*", selon les syndicats de Pôle emploi.

Pôle emploi a déjà détecté un volume de fraude comparable à celui de l'ensemble de l'année dernière (100 millions d'euros en 2013). (...) Mais à titre de comparaison, ces montants restent très faibles par rapport aux 30 milliards d'euros d'allocations chômage versés en 2013 par exemple.

"*On ne parle que d'une part infinitésimale du montant total des allocations chômage versées par Pôle emploi et environ la moitié est récupérée par la suite*", fait remarquer Jean-Charles Steyger, délégué syndical central FSU. "Malheureusement, l'actualité se focalise plus sur le contrôle des chômeurs, beaucoup moins sur celui des employeurs, c'est un problème", estime pour sa part Pascal Mezan, représentant CFDT au CCE de Pôle emploi. francetvinfo.fr 28.11

Récapitulons.

- Gros titre accrocheur : 89 millions d'euros de fraude sur les neuf premiers mois de 2014

- Ramené au montant des allocations chômage versés en 2013 (30 milliards d'euros) : 0,2%

- Une fois les sommes récupérées (la moitié) par Pôle emploi : 0,1% et encore une partie concerne les employeurs.

Voilà comment à partir d'une "*fraude*" qui à l'arrivée représenterait moins de 0,1% du montant total annuel des allocations chômage versés par Pôle emploi, ils mènent une campagne (psychologique) ignoble contre l'ensemble de la classe ouvrière, car c'est elle qu'il vise.

A côté la fraude fiscal en tous genres des multinationales et des privilégiés se chiffre en dizaine de milliards d'euros, mais là, soit c'est légal, soit il est difficile de lutter contre. Il faut comprendre, c'est plus facile de détecter une fraude de quelques centaines d'euros, qu'une fraude de centaines de milliers d'euros ou davantage, la première saute aux yeux, tandis que la seconde est indétectable au miscroscope.

En complément. En voilà qui ne faudent pas : ils se réfugient dans un paradis fiscal.

- Suisse : 49 Français parmi les 300 plus grosses fortunes du pays - Francetv info

La fortune cumulée de ces 300 familles et personnes les plus riches de Suisse en 2014 a grimpé en 2014 à 671 milliards de francs suisses (559 milliards d'euros), une augmentation de 44 milliards (+4,1%). Les 49 Français, installés en Suisse pour bénéficier d'un régime fiscal plus favorable que dans leur pays d'origine, représentent un patrimoine global de 55 milliards de francs suisses (45,7 milliards d'euros). Francetv info 28.11

3- Touche pas à ma rente !

Le tarif des assurances en forte hausse l'an prochain - Francetv info

Mauvaise nouvelle pour le pouvoir d'achat. Selon les Échos, le prix des assurances habitation, automobile et santé devrait augmenter en 2015.

En 2015, les contrats habitation connaîtront de fortes hausses. Entre 2 et 5%, attestent les dix plus grandes compagnies d'assurances. En cause, la progression des dommages liés aux événements climatiques cette année. En 2014, les coûts seraient déjà 50% plus élevés que la moyenne de ces vingt dernières années. Quant aux assurances complémentaires santé, elles connaitront une hausse comprise entre 2 et 3%, à l'image de l'évolution des dépenses médicales des Français. Les assurances auto pourraient, de leur côté, bondir de 2,6%. Francetv info 28.11

2- Italie.

Italie: le chômage atteint un niveau historique, coup dur pour Renzi - AFP

Le chômage a atteint en octobre un niveau record en Italie, avec plus de 13% de la population active sans emploi, nouveau coup dur pour le gouvernement de Matteo Renzi, qui peine à obtenir des résultats sur le front économique. AFP 28.11

Ah les braves gens ! Renzi (et son gouvernement) "*peine* et le brave type est victime d'un "*nouveau coup dur*, pour un peu on aurait de le plaindre, non ?

3- Brésil

Propagande et faux arguments.

Peu importe que des choix économiques et des erreurs de gestion de l'eau soient à l'origine de l'assèchement d'une rivière, puisqu'ils ont décidé que ce serait la hausse de la température qui en serait la cause.

- La sécheresse de Sao Paulo sonne l'alarme pour la planète - AFP

Là où il pêche depuis trente ans, le Brésilien Ernane da Silva ne voit plus que des broussailles et une terre crevassée par le soleil : ce pêcheur de Sao Paulo n'a jamais vu la vallée dans cet état.

Au manque d'investissements et d'infrastructures pour stocker l'eau les années d'abondance, s'ajoutent la surcharge du système Cantareira et la mauvaise gestion, selon les experts.

Construit à la fin des années 70, le barrage de Jacarei est l'un des cinq formant le gigantesque système de Cantareira qui approvisionne en eau 45% des 20 millions d'habitants de Sao Paulo et de sa banlieue.

Les précipitations pendant la saison des pluies (d'octobre à mars) ont été insuffisantes. En novembre, dans les barrages de Cantareira, il est tombé 90 mm contre une moyenne habituelle de 161,2 mm.

"*La sécheresse exceptionnelle que vit la région sud-est du Brésil, spécialement Sao Paulo, peut déjà être le résultat de la destruction de l'Amazonie*", a déclaré à l'AFP le chercheur Antonio Donato Nobre, de l'Institut national de recherches spatiales (INPE).

Poumon économique du Brésil, Sao Paulo a déjà vécu une forte sécheresse en 2001 et une très grave au début des années 60. AFP 28.11

Il y a donc 44 ans, ce n'est donc pas un phénomène nouveau. Si maintenant de nos jours les conséquences sont plus visbles jusqu'à être catastrophiques pour la population qui vivait des produits de cette rivière, il faut avant tout en chercher les causes dans ce qui a été évoqué plus haut.

ECONOMIE

Pétrole et matières premières.

Offensive mondiale. Ils visent tous les Etats qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain.

Grille de lecture.

- Le cours du pétrole, gaz, soja, colza, cuivre, aluminium, plomb, nickel, zinc, etc. sont en baisse et frappe tous les pays (Amérique latine et Afrique, Russie) qui les produisent, et dont une partie des profits servent à financer des infrastructures et des réfomes sociales, au lieu d'aller dans les poches des actionnaires ou des oligarques anglo-saxons et leurs alliés occidentaux, ce qui est un crime au regard de la crise du capitalisme qui doit permettre aux plus riches de s'enrichir davantage au lieu de permettre à la population de ces pays de vivre mieux ou conformément à la stratégie néolibérale.

- Ils disent dans cet article à qui profite la baisse du cours du pétrole. Nous avons expliqué dans une précédente causerie, c'était à propos de la politique d'"*assouplissement*" de la BCE, qu'ils pourraient être tentés de redonner provisoirement une marge de manoeuvre aux gouvernements de certains pays en Europe, dont la France, l'Italie et l'Espagne, pour accompagner ou amortir temporairement les conséquences des brutales contre-réformes qu'ils finiraient par adopter à l'exemple de l'Allemagne au début des années 2000.

Cette "*facilité*" pourrait leur être donnée sans débourser un centime grâce à la baisse des cours du pétrole et de certaines matières premières, dès lors que les prix baisseraient ce serait autant de pouvoir d'achat supplémentaire pour les salariés qui du coup accepteraient ces contre-réformes ou s'en désintéresseraient, ne se rendant pas compte des conséquences qu'elles auront sur leurs conditions de travail et leur existence dans le futur, très proche, car simulatément les prix repartiront à la hausse dès que ces contre-réformes auront été adoptées, il sera alors trop tard pour lutter contre et avant de pouvoir les remettre en cause, ce qui pourra prendre de longues années ou des décennies, ils devront s'en accommoder comme l'ont fait les travailleurs allemands qui commencent à se réveiller 14 ans plus tard.

- Après l'Opep, les prix du pétrole s'effondrent - AFP

Les prix du pétrole se sont effondrés vendredi après la décision de l'Opep de ne pas réduire sa production, choix imposé au cartel par ses puissants membres du Golfe pour contrer l'expansion du pétrole de schiste.

Le baril de "*light sweet crude*" (WTI) pour livraison en janvier a reculé de 7,54 dollars sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex) par rapport à la dernière clôture officielle mercredi (jeudi étant férié aux Etats-Unis), pour s'établir à 66,15 dollars, son plus bas niveau depuis septembre 2009.

Le baril de Brent échangé à Londres est passé lui sous la barre symbolique des 70 dollars pour la première fois depuis quatre ans et demi, tombant vers 18H30 GMT vendredi jusqu'à 69,78 dollars le baril sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, son niveau le plus faible depuis le 26 mai 2010.

Face à des prix sans cesse en repli, certains pays de l'Opep demandaient au cartel de réduire sa production pour faire remonter les cours. Mais les pétromonarchies du Golfe, qui ont le plus de marge de manoeuvre financière au sein du cartel, ont dit non. Avec une idée bien précise: endurer des prix bas le temps d'enrayer l'essor du pétrole de schiste, plus cher à produire.

"*C'est la victoire de la coalition des pays du Conseil de coopération du Golfe menée par l'Arabie saoudite et le Koweït*", explique à l'AFP Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque à Paris.

"*Ils ont largement les réserves de change suffisantes pour supporter un baril bas*", selon lui.

Par ricochet, cela permet aussi à l'organisation de maintenir sa part de marché, qui se faisait grignoter ces derniers temps par d'autres pays, comme les Etats-Unis ou la Russie.

"*Aujourd'hui, il y a beaucoup de concurrents, et l'Opep pompe seulement 30% de la production mondiale*", a déclaré le ministre koweïtien, Ali Omair.

A l'avenir, "*le rôle clé devrait être joué par les producteurs de pétrole de schiste américain, qui vont faire face à de plus en plus en plus de problèmes avec un baril sous les 70 dollars*", selon les analystes de Commerzbank.

Comme "*énormément d'exploitations américaines peuvent encore résister avec un baril aux alentours de 60 dollars*", selon M. Dembik, "*l'idée de l'Arabie saoudite est surtout de dissuader toutes les recherches en cours en Russie et en Chine dans le schiste*".

Si l'analyste de Saxo pense que les prix vont reculer avant de remonter un peu et se stabiliser, ceux de CM-CIC Securities jugent que "*la chute du prix devrait donc se poursuivre au cours des prochains mois, ce qui aura des conséquences fortes sur l'économie mondiale*".

C'est "*une très bonne nouvelle pour les économies occidentales d'avoir des prix du pétrole qui baissent. Cela génère potentiellement beaucoup plus de pouvoir d'achat que n'importe quelle mesure prise par un gouvernement*", analyse pour l'AFP Régis Bégué, directeur de la gestion Actions de Lazard Frères Gestion.

En Bourse, les groupes pétroliers ou parapétroliers se sont faits laminer vendredi, tandis que les compagnies aériennes, grosses consommatrices, décollaient.

Les matières premières ont été mises sous pression, avec des baisses sensibles vendredi des métaux industriels comme le cuivre, l'aluminium, le plomb, le nickel et le zinc.

Dans l'agriculture, les oléagineux servant notamment à la fabrication d'agro-carburant, soja et colza, ont suivi la même tendance que le brut cette semaine.

Certains pays producteurs comme la Russie et le Venezuela vont vivre des moments difficiles.

Vendredi, le rouble continuait sa longue dégringolade alors que la Russie, gros producteur, est déjà accablée par les sanctions occidentales et les fuites de capitaux provoquées par la crise ukrainienne.

Mais "*la vraie victime, aujourd'hui, c'est le Venezuela*", estime M. Dembik. Un pays dont les finances sont en piteux état. (Et avec le soja, l'Argentine déjà en proie aux "*vautours*". - ndlr)

Régulièrement, la crainte d'un défaut de paiement est avancée par certains commentateurs, mais le ministre des Affaires étrangères Rafael Ramirez a assuré que le budget était "bâti avec un baril à 60 dollars, et nous sommes prêts à faire face".

En zone euro, la nouvelle n'est pas très bonne dans l'immédiat puisque une baisse du brut va contribuer à accentuer les pressions déflationnistes, alors que l'inflation n'a été que de 0,3% en novembre.

Mais les effets réels et durables restent inconnus. "*On est entré dans un nouveau paradigme*", estime M. Dembik. "*Les*

conséquences de court terme ne permettent pas d'avoir une vision de long terme". AFP 28.11

Ils sont incapables de prévoir les conséquences économiques que vont avoir ces baisses des cours et cela ne les intéresse pas vraiment, puisqu'ils visent uniquement leurs conséquences sociales et politiques dans certains pays qu'ils souhaitent favoriser pour les raisons qu'on a énumé en préembule, et d'autres qu'ils entendent déstabiliser jusqu'à obtenir des changements de régime, Russie, Venezuela, Argentine, etc.

Haut de page

Le 30 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles.

Dans une précédente causerie j'avais indiqué par erreur que l'agence Reuters était américaine, il fallait lire britannique, vous me direz que cela revient au même, effectivement, mais il fallait rectifier. Quand je m'aperçois d'une erreur je corrige, c'est normal.

Comme quoi il ne faut pas se fier aux apparences.

Le prix du baril de pétrole est descendu à 70 dollars à Londres et New York, il pourrait chuter jusqu'à 60 dollars nous dit-on. Et après ?

Tous les commentateurs s'agitent et prédisent que cela aura de graves répercussions sur les économies qui dépendent du pétrole, et dont l'endettement ou la situation financière est déjà délicate. Merci, on l'avait deviné. Ensuite. Rien.

Rien, sinon la version officielle selon la quelle l'Arabie saoudite aurait déclaré la guerre aux Etats-Unis, qu'on se rassure, la guerre du pétrole seulement, ouf ! Qui y croit ? Tous ceux qui n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent, pardi, soit l'immense majorité de la population qui n'en saura pas davantage.

Pourquoi y aurait-il autre chose à ajouter en dehors du fait que les économies grosses consommatrices de pétrole vont en profiter, en premier lieu les pays occidentaux ou les plus riches de la planète ?

Non, rien.

En êtes-vous bien certain ? Absolument.

Quand même, les Américains qui produisent du pétrole de schiste vont avoir quelques problèmes ?

Ah bon !

Ben oui, cela coûte cher à produire !

Ah oui, c'est vrai ! Et alors ?

Alors, hier j'ai entendu aux infos sur Russia Today, qu'il leur fallait débourser environ 90 dollars pour produire un baril de pétrole, je l'ai vérifié en dégotant un article de La Tribune datant du 9 octobre 2014, donc récent dans lequel Olivier Rech, responsable de la recherche énergie chez Beyond Ratings, le confirmait : "Il est vrai qu'on peut estimer que le coût de revient du pétrole de schiste se situe aux alentours de 80 à 90 dollars", il faut donc en déduire qu'à 60 dollars le baril, ce n'est plus rentable, c'est un goufre. Peut-être, c'est possible, cela dépend pour qui et qu'est-ce qui motive cette baisse.

Ah ben oui, dites-donc, en voilà une mauvaise affaire !

Pire que cela, cela est devenu une activité fortement déficitaire.

Ah ben ça alors, c'est incroyable !

Mais alors comment vont-ils s'en sortir ?

Ah vous voyez qu'on ne vous avait pas tout dit !

A part vendre à perte leur pétrole et se ruiner, ce qu'on a franchement du mal à imaginer, ou que la production nationale soit subventionnée par l'Etat ou plutôt les compagnies pétrolières qui achètent tout le pétrole et qui disposent d'un trésor de guerre gigantesque, et continuent pendant ce temps-là de réaliser des affaires juteuses aux quatre coins du monde, je ne vois pas. J'opterais pour le second scénario, en fait le même que celui adopté par les pays du Golfe.

Ah ben ça alors, quelle coïncidence, comme c'est étrange ?

Vraiment, vous trouvez ?

Ben oui, ils sont déjà tellement endettés !

Cela dépend qui.

C'est vrai. Ben alors tout s'explique!

On y vient. D'autant plus qu'un autre élément est à prendre en compte.

Tiens donc !

Ecoutez bien et essayez de suivre, il semblerait que le fulgurant développement du pétrole de schiste aux Etats-Unis ait été financé par des capitaux obtenus quasi-gratuitement par l'intermédiaire de la pompe à finance de la Fed gratis dont ont bénéfié les compagnies pétrolières, c'est Olivier Rech qui l'explique dans le même article de La Tribune, une aubaine quoi, elles n'ont même pas à pomper dans leurs fabuleuses réserves de capitaux. Deux remarques encore.

Les propriétaires des terres où est extrait de pétrole de schiste vont voir les dividendes versées par les compagnies pétrolières diminuées puisque le prix du baril de brut baisse, ce sont eux qui vont en faire les frais principalement.

Ces prêts accordés aux compagnies pétrolières, il faudra bien qu'elles les remboursent, mais avec la chute du cours du pétrole elles vont devoir pomper dans leurs réserves de capitaux pour les rembourser, et lorsque les taux d'intérêt vont augmenter, leurs dettes vont augmenter au lieu de diminuer. Oui, mais cette hausse sera alors compensée par le retour à la hausse du prix du baril, donc au bout du compte cela aura été une opération indolore pour elles. Finalement seuls les pays producteurs n'ayant pas accès à ces facilités de crédit et qui étaient visés en paieront les conséquences, pour un peu bénéficiant d'une mauvaise note auprès des agences de notation, ils auront dû s'endetter davantage à un taux quasi usuraire pour financer leur économie et seront affaiblis, pire encore comme leurs emprunts auront été contractés en dollar et que le dollar a subi une forte hausse, ils le rembourseront au prix fort, tandis que les compagnies pétrolières américaines exporteront leur pétrole également au prix fort avec des effets inverses, elles s'enrichiront encore davantage.

Pas mal comme stratégie financière et de déstabilisation politique, seul bémol, politique, c'est que les pays producteurs qui vont se retrouver en difficulté ne se tourneront pas vers les Etats-Unis pour les aider, mais leur pire ennemi, la Russie ou éventuellement la Chine, renforçant leurs liens avec ce ou ces pays-là, c'est peut-être aussi la raison pour laquelle la Russie affirme ne pas être contrariée par la baisse brutale du prix du pétrole, comme si cela faisait ses affaires... sur le plan politique, ce qui demeure inavouable, même à Moscou.

Ah ben dites-donc, vous m'en direz tant, je n'aurais jamais imaginé un truc aussi tordu !

Plus tordus que les oligarques américains, cela n'existe pas, sauf peut-être à Tel-Aviv... mais ce sont les mêmes en réalité. Quand on vous dit que ceux qui possèdent le dollar et le pétrole sont les maîtres du monde, on n'exagère rien, n'est-ce pas ?

Sauf qu'ils ne sont pas les seuls à produire du pétrole.

Effectivement, et la combinaison des deux, pétrole et dollar demeure la plus puissante qui soit, en les manipulant ils comptent obtenir sur le plan politique ce qu'ils ne parviennent pas à obtenir par la guerre au Moyen-Orient ou en Asie (Afghanistan). Et si cela ne suffisait pas, il leur resterait l'option militaire sur une autre envergure, mais on préfère ne pas y penser.

Cela étant dit la situation est plus claire, non ?

Il y aurait encore à dire sur ce sujet. Le prix de l'essence à la pompe ne baisse pas dans les mêmes proportions que celui du baril de pétrole, et comme la France est un pays importateurs et qu'elle le paie en euros mais aussi en dollars, le dollar étant très élevé,

les automobilistes français sont donc mis à contribution pour compenser la baisse du prix du pétrole, en somme comme d'habitude les Américains se sont arrangés pour faire payer l'addition de leur stratégie politique pour conserver leur hégémonie à tous les peuples de la planète, y compris les travailleurs américains dont les salaires n'augmentent pas pour autant. Vendredi à travers tous les Etat-Unis des milliers de salariés de la première chaîne de distribution, Walmart, étaient en grève et manifestaient pour exiger des augmentations de salaire, notamment.

Après cette lecture qui vous a demandé un effort d'attention, on se détend un peu.

Contre-choc pétrolier : les Saoudiens mènent une guerre des prix contre le pétrole de schiste américain - Le Monde

La palme de la désinformation, sans le soutien (armé) des Américains la monarchie saoudienne serait pulvérisée.

Déstabilisation. Propagande anti-chinoise et terrorisme téléguidé par l'Emirat américano-islamique. Au tour de la Chine.

Aux ordres, les médias rechignent à qualifier un attentat réalisé par des terroristes (peut-être liés à Al-Qaïda ou une autre mouvance terroriste), parce qu'il a été perpétré en Chine qui fait partie des ennemis des Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Mais encore. Parce qu'admettre que ce serait un attentat, sachant qui les perpétuent un peu partout dans le monde, les soupçons pourrait s'orienter immédiatement vers les monstres crééent par les Américains qu'il est préférable de ne pas mêler à cette histoire.

Les preuves qu'ils sont bien jusque dans les plus infimes détails des instruments de la propagande néolibérale (ou les sommets de la classe dominante anglo-saxonne).

- Violences dans la province du Xinjiang, 15 tués et 14 blessés - Reuters

Pour Reuters, il s'agissait de banales "*violences*".

- Chine: 15 tués dont 11 "*terroristes*" dans un "*attentat*" au Xinjiang - AFP

En entourant de guillemets *terroristes* et *attentat*, l'AFP tient à se démarquer de l'interpréatation donnée par les autorités chinoises, entendue aussi hier soir sur Russia Today aux infos.

- Chine : 15 morts dont 11 « *terroristes* » dans la province du Xinjiang - LeMonde.fr

Pour Le Monde, reste également à prouver que ce serait bien des terroristes qui aurait perpétré cet attentat, normal.

- Chine: un attentat fait 15 morts au Xinjiang - L'Express.fr

L'Express a préféré se débarrasser des guillemets, sans toutefois citer leurs auteurs.

Le portail Slate.fr à la pointe de la réaction néolibérale ou du formatage des esprits de la ppulation mondiale à son image en ajoute une couche.

- Le gouvernement chinois veut interdire les jeux de mot dans les médias et la pubv - Slate.fr

Avant-hier, c'était Le Huffington Post qui avait dégoté l'histoire d'une danseuse qui avait défié la loi iranienne

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand gouverner devient impossible ou un exercice risqué, ils sont en permanence en campagne électorale... et impériale.

- Sarkozy à la tête de l'UMP, la campagne pour la primaire peut commencer - AFP

Nicolas Sarkozy a été élu samedi président de l'UMP, avec 64,5% des voix. Bruno Le Maire a obtenu 29,18%, quant à M. Mariton 6,32%. 58,1% des plus de 268.000 adhérents de l'UMP ont participé au vote, par internet. AFP 29.11

Illégitimité. Parole d'un président qui a confiqué la démocratie.

- Sommet de la Francophonie: Hollande appelle les dirigeants au respect du jeu démocratique - AFP

Toujours plus bas. Le niveau politique d'EELV ou tout ce que vous pouvez en attendre.

- Le maire en slip pour réclamer des sous - LeParisien.fr

Avec des si, tout est possible.

- Egypte : Moubarak blanchi de l'accusation de complicité de meurtre - LeMonde.fr

Sans doute la nouvelle arme des pro-Palestiniens.

- Un arbitre israélien de cricket tué par une balle reçue en plein visage - lexpress.fr

Et L'Express de préciser qu'"*une enquête a été ouverte*". Cet accident a eu lieu lors d'un match qui se déroulait à Ashdod, dans le sud d'Israël.

Stratégie du chaos

- Deux attentats suicides par des membres de l'EI en Syrie - Reuters

- Algérie : heurts sanglants après une manifestation, deux morts - leparisien.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils rament pour le le PS et le régime.

Grille de lecture.

- Répondant à un adhérent du PS qui se trouvait dans la salle et avait interpelé ces imposteurs en leur demandant de " *franchir le pas*" en votant contre les textes proposés par le gouvernement, Aurélie Filippetti a lâché le morceau en déclarant que s'opposer réellement à la politique de Hollande et son gouvernement ne faisait pas partie de leur agenda : "*On n'est pas un caillou dans la chaussure du gouvernement. On n'est pas une opposition. On fait partie de la majorité qui a porté François Hollande au pouvoir*". On lui conseillera alors de quitter le PS, à moins qu'il trouve son compte sur le plan personnel dans la politique du gouvernement ou qu'il soit relativement épargné.

Rappelons au passage qu'en juin 2012 les candidats du PS n'avait obtenu que 25% des voix des électeurs inscrits, ce qui leur a permis malgré tout d'obtenir le double de siècles (280), et ce qu'ils appellent la majorité en ajoutant les députés du Parti radical de gauche et divers gauches, conformément aux règles électorales anti-démocratiques en vigueur pour assurer la stabilité de la Ve République.

- Cette opération des rabatteurs du PS, sert à la fois à entretenir l'illusion que le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Sapin pourrait appliquer une autre politique, ce qui de fait revient à le soutenir, et à ramener les électeurs dans le giron du PS en vue des élections qui doivent avoir lieu en 2015, qui devraient être marquées par une abstention record qui sera fatale au PS, ses satellites et ses alliés.

- Ils agitent le spectre du FN que le PS n'a cessé d'alimenter depuis 40 ans et qui en est le complément finalement, ce qu'on peut prouver en observant que le PS soutient le gouvernement néonazi installé à Kiev, le gouvernement lituanien qui légitime le fascisme ou encore le gouvernement d'extrême droite en place en Israël.

En réalité le PS s'accommode de l'extrême droite et du fascisme. Pourquoi ? Parce que si le PS est un des piliers du régime, et qu'à un moment donné le régime a besoin des milices fascistes pour se défendre contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, il fera appel à eux, du coup l'un et l'autre étant des piliers du régime en place, ils n'ont aucun intérêt à se combattre, leurs discours relèvent de la parodie.

Cela dit, quand l'un doit céder la place à l'autre, quand l'heure du fascisme ou des néonazis a sonné, nos braves représentants de la classe dominante, réputés démocrates ou sociaux-libéraux qui incarnaient dans l'esprit déformé d'une partie des masses l'intérêt général ou le progrès social sont priés manu militari de dégager ou peuvent même être liquidés physiquement... Pourquoi ? Mais parce qu'ils ont fait leur temps, le régime est cynique et juge avec une cruauté sans pareille indistinctement ceux qui étaient porteurs de ces illusions et ceux qui se sont laissé illusionner. Quoique souvent en prévision de la période ultérieure, car ils savent que le fascisme ne peut pas se maintenir éternellement au pouvoir, le régime fasse preuve de compassion envers ses représentants les plus fidèles ou zélés qui seront amenés plus tard à le servir à nouveau.

D'où la nécessité d'avoir une perception de la situation ou de la réalité qui ne s'arrête pas au moment présent ou aux événements qui sont en train de se dérouler sous nos yeux, il faut analyser la situation ou les faits, déclarations, etc. comme un moment d'un processus historique et dialectique au cours duquel les différents facteurs ou acteurs évoluent ou se présentent différemment, sont amenés à revêtir différents masques ou endosser différents personnages, en fonction de l'évolution des rapports ou objectifs qui sont déterminés par le cours du capitalisme et de la lutte des classes. C'est seulement en procédant de la sorte ou en adoptant cette méthode pour interpréter la réalité, qu'on peut parvenir à déterminer la place et le rôle de chacun des acteur en présence, quelle est leur véritable nature sociale, quelles sont leurs véritables intentions, pour qui ils roulent réellement, dans quel camp ils se situent.

C'est ainsi que tous ceux qui incarnent un des piliers du régime capitaliste, qui se réclament du capitalisme ou de l'économie de marché, qui sont liés fondamentalement au capitalisme, qui propagent des illusions dans le capitalisme, figurent parmi les ennemis des masses exploitées et du socialisme. Précisons à propos de ceux qui colportent des illusions dans le capitalisme et prétendent le combattre sans pour autant vouloir le renverser ou lorsque cela ne figure pas dans leur programme politique, qu'au même titre ils devraient figurer parmi nos ennemis, mais que tactiquement et non par faiblesse ou esprit de conciliation nous les traitons habituellement comme des adversaires, je parle ici de leurs partis et de leurs dirigeants, uniquement par égard aux travailleurs qu'ils organisent ou à leurs militants qu'ils ont abusés et qui croient sincèrement lutter pour le socialisme ou la cause des opprimés, alors qu'en réalité la politique de leur parti et de leurs dirigeants consiste à soutenir le régime en place.

Tous ces éléments figurent dans cet article.

- A Paris, des "*frondeurs*" PS dialoguent avec des militants déboussolés - AFP

Appels à la mobilisation à gauche et contre l'austérité, mais aussi de nombreux témoignages de militants déboussolés: Benoît Hamon, Aurélie Filippetti et des "frondeurs" du PS se sont réunis samedi dans un gymnase parisien pour préparer 2017.

Plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées dans ce gymnase samedi après-midi à l'appel du collectif "*Vive la gauche*", qui regroupe principalement des "*frondeurs*" du PS désireux d'aller à la rencontre des Français et de ne pas se cantonner au seul travail parlementaire.

Destinée à donner le coup d'envoi d'un "*tour de France*" de "*Vive la Gauche*"

"*Dans les quartiers, c'est une situation de désespérance absolue*", lance ainsi une militante socialiste parisienne, Marignine Auffray Milesy, pressant les socialistes à retrouver d'urgence le terrain. "C'est comme cela qu'on retrouvera la confiance des citoyens et qu'on luttera contre le Front national".

Un jeune homme dans la salle interpelle les députés "*frondeurs*", qui se sont abstenus sur les projets de textes budgétaires pour 2015, et leur demande de franchir le pas en votant "*contre*", à l'avenir, de tels textes. "Valls, il représente 5% de notre parti (allusion au score obtenu par Manuel Valls lors de la primaire socialiste en 2011) et la majorité, c'est nous". Là aussi, l'assistance approuve bruyamment.

D'autres intervenants, dont certains sur vidéo, s'inquiètent de la politique gouvernementale ou des problèmes du quotidien, comme le maintien des services publics.

"*On n'est pas un caillou dans la chaussure du gouvernement. On n'est pas une opposition. On fait partie de la majorité qui a porté François Hollande au pouvoir*", juge utile de rappeler Aurélie Filippetti, l'ancienne ministre de la Culture, qui a quitté le gouvernement en août.

Mais elle considère qu'il faut instaurer un "*dialogue renouvelé*" avec les intellectuels, les milieux associatifs, les chercheurs en sciences sociales, évoquant l'expérience de "*Podemos*" en Espagne, de façon à "*montrer*" que la "*modernité, l'imagination, c'est nous*". (Côté "*imagination*" pour tromper les électeurs, ils sont très fort, mais pas sûr que cela fonctionnera la prochaine fois. - ndlr)

L'ancien ministre de l'Education Benoît Hamon promet des "*propositions*" pour que ce "*quinquennat de gauche puisse être associé à une conquête sociale*".

Mais pour lui, "*la clé absolue si on veut être en situation de figurer au second tour des élections présidentielles, (c'est) le rassemblement de la gauche*".

Ce sentiment d'urgence face à la "*catastrophe politique*" que représenterait l'absence de la gauche au second tour de la présidentielle et le risque que les deux événements politiques de la journée, l'élection à la présidence de l'UMP et le congrès du FN, préfigurent le "casting" de la finale en 2017 étaient présents dans tous les esprits.

Cette réunion est "*un début*", a dit à l'AFP le député de la Nièvre, l'aubryste Christian Paul. "*Son but*", a-t-il ajouté, est de dire aux Français "*que nous avons besoin d'eux pour éviter que 2017 se résume à un duel Sarkozy-Marine Le Pen, mais aussi pour infléchir la politique que mène le gouvernement*". (Argument foireux car les travailleurs savent par exemple que Hollande ou Sarkozy, c'est du pareil au même... en pire même ! Avant que Hollande soit élu, j'avais indiqué que les appareils pourris syndicaux cadenasseraient le mouvement ouvrier pour soutenir Hollande. Avez-vous assisté à autre chose depuis ? - ndlr)

(Leurs véritables motivations : les élections départementales et régionales. - Ndlr)

Le congrès du PS? "*C'est en juin*" 2015, balaie Christian Paul. "*Avant, il y a des élections (départementales) et, dans dix jours, il y a la loi Macron. Est-ce que, nous, socialistes, nous voulons accompagner une sorte de tsunami sur le droit du travail? Eh bien non! Il y a beaucoup d'urgences avant même le congrès du PS.*"

Certains ne mâchent pas leurs mots: "*Je suis malheureux quand je vois les gouvernants d'aujourd'hui faire la danse du ventre devant le Medef*", lance sous les applaudissements, Jérôme Guedj, président du conseil général d'Essonne.

Il faut une "*inflexion significative de ce gouvernement*" car "*sinon la gauche mourra. Disons-le clairement, c'est eux qui tiennent le pistolet, c'est eux qui la menace*", met-il en garde. AFP 29.11

Comment trompent-ils les militants et les travailleurs (ceux qui y ont intérêt de préférence) ?

En dressant un constat accablant de la situation que chacun peut faire, en tenant un discours qui se veut radical, cela vaut pour Mélenchon et Laurent, qui aura l'approbation de ceux qui subissent la politique réactionnaire du gouvernement, posture qui finalement ne leur coûte rien et qui sert à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas. Mais encore ?

Imaginons qu'on s'arrête là, qu'on se borne à commenter l'actualité comme le font les chroniqueurs attitrés des médias ou des différents partis politiques, cela vous sert à quoi ? A rien. Vous n'êtes pas plus avancés. Pourquoi ? Parce que seuls les enseignements qu'on doit en tirer nous permettent de réellement comprendre la situation et de définir les tâches politiques à accomplir ou de déterminer dans quelle direction doit être orienté notre combat politique pour espérer agir sur la situation ou parvenir à terme à changer la société.

Sans ses enseignements qui doivent s'inscrire dans une perspective politique, les meilleures analyses ou commentaires du monde ne servent absolument à rien. Allons plus loin. Ce n'est pas tout à faire exact ou tout dépend qui en est l'auteur.

Si c'est un représentant de la classe dominante comme c'est le cas avec les dirigeants du PS dits "frondeurs" qui en est l'auteur, son commentaire ou son analyse sera conçu de telle sorte que généralement non seulement vous ne pourrez pas directement en tirer un enseignement, pire, vous serez amené à adhérer à son orientation, parfois malgré vous en accordant aux arguments qu'il a exposés plus d'importance qu'ils ne le méritent en réalité, compte tenu qu'il n'y figure pas d'autres arguments qui iraient à l'encontre de l'orientation de son discours ou qui invalideraient sa démontration, ses arguments étant soigneusement sélectionnés, les faits étant tronqués, quand ils ne les présentent pas sous la forme d'abstractions, d'un point de vue subjectif, etc.

Quand on y regarde de plus près encore, on s'aperçoit que ses arguments servent également à justifier le soutien qu'il apporte au régime, donc au régime lui-même. Et le lecteur pas très attentf à ces détails, à la ligne directrice qui soutend son discours, ou qui manque de concentration ou encore dont la conscience politique n'est pas très développé ou pas du tout, sera amené à le sortir également, malgré lui, d'ailleurs ce discours a été spécialement conçu pour lui mais il l'ignore.

L'objet de notre portail ou de mon travail consiste à dégager les enseignements de chaque expérience ou fait porté à notre connaissance en les replaçant dans un contexte plus large, dynamique, dialectique, historique, afin qu'il soit utile à notre combat, qu'on puisse s'en servir dans les discussions qu'on a avec d'autres travailleurs, afin aussi que chacun puisse ensuite se faire librement sa propre idée de la situation ou d'un fait, une fois qu'il a été libéré du carcan dans lequel ils l'avaient enfermé, ils étouffaient. Il faut toujours avoir à l'esprit qu'on a à faire à des gens dont le discours est destiné à tromper les masses et qu'il n'a pas été conçu pour les aider à comprendre la situation ou à avancer. Si on n'a pas cela en tête en permanence, on peut facilement se faire manipuler.

Quel intérêt pourrait avoir un dirigeant du PS à nous aider à combattre le régime ? Aucun, hormis toutefois lorsqu'il compte en

tirer profit personnellement. Mais dans ce cas-là encore, le profit qu'il y a lieu d'en attendre est frelaté, puisqu'au mieux il ne peut servir en cas de réfome qu'à nous enchaîner davantage au capitalisme au lieu de nous aider à nous en délivrer, d'où notre farouche opposition au réformisme, et non aux réformes lorsqu'elles sont le produit de la mobilisation des travailleurs. A suivre.

En procédant de la sorte, on ne défend pas nos idées à la manière des doctrinaires qui veulent absolument inculquer leurs idées aux autres quitte à employer des méthodes déloyales ou inavouables, on met à la disposition des lecteurs et militants le matériel et les enseignements qui leur permettront de mieux comprendre la situation. Ensuite, à eux de voir quel emploi ils compteront en faire, nous ne leur imposons rien, nous nous contentons simplement de leur faire part de l'utilisation que nous en ferons en estimant qu'elle permet d'aller de l'avant. S'ils en sont convaincus, ils rejoindront notre combat, et si ce n'était pas le cas, ils seront libres d'en faire ce qu'ils veulent ou de les rejeter s'ils ne leur conviennent pas.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2014

CAUSERIE

Deux erreurs de lien réparées.

- Irak : Riyad soutient directement Daech (french.irib.ir) (10.11.14)
- Irak : Daech profite de la présence des militaires US (french.irib.ir) (10.11.14)

On a ajouté 19 articles.

Vous pouvez sauter le passage suivant si ma démarche vous indispose.

Le petit texte qui accompagne ma demande de soutien financier aux lecteurs.

Il y a deux ans, le 6 décembre 2012 un de mes beaux-frères débarquait chez moi avec un de ses copains. Motif de leur visite : me soutirer de l'argent. Cette personne que je ne connaissais pas me demanda de lui prêter 300.000 roupies pour terminer la construction de sa maison estimée à 7 millions de roupies, m'assurant qu'il me rendrait cette somme lorsqu'il l'aurait vendue, me proposant de me verser 3% d'intérêts par mois.

Sur le coup je lui indiquais que je détestais ce genre d'opération et que je ne souhaitais pas lui prêter de l'argent, car je n'avais pas besoin de ces intérêts pour vivre. Sur ce, mon épouse s'emmêla exigeant que je lui prête cet argent, car selon elle je n'étais pas seul à décider, et il n'y avait aucune raison que je n'ai pas confiance en cette personne, un ami d'enfance de son frère.

Evidemment, quand ils débarquèrent à l'improviste chez moi, j'étais en train de travailler et j'avais l'esprit ailleurs, j'étais très occupé comme toujours, aussi pour me débarrasser de ces importuns, car entre temps la discussion s'était envenimée entre moi et mon épouse parce que je persistais à refuser d'accorder ce prêt à ce qui était pour moi qu'un inconnu, ayant déjà perdu trop de temps pour une question d'argent que je méprise en règle générale, pour en finir et pouvoir me remettre au travail, je finissais par lui céder.

A cet instant là, ce monsieur sortit de sa poche un formulaire servant à établir une reconnaissance de dette qu'il se mit à remplir promptement avec l'aide de mon beau-frère et mon épouse pendant que je retournais travailler. Une fois rempli il me le remit en échange de quoi je lui tendis un chèque de 300.000 roupies.

Trois semaines plus tard la même scène se renouvela avec les mêmes personnages, cette fois il me demanda de prêter 200.000 roupies à sa soeur qui voulait effectuer des travaux dans sa maison, et pour me prouver sa bonne foi il me montra le titre de propriété de sa soeur qu'il était prêt à me remettre si j'acceptais de lui prêter cet argent, accompagnée d'une reconnaissance de dette aux mêmes conditions que précédemment. Là encore je refusais pour finalement céder à mon épouse hystérique qui s'était mise à crier et à me menacer, je vous passe les détails lamentables.

Ce monsieur me versa les intérêts jusqu'au début du mois d'août 2014, puis plus rien. Il le justifia en m'expliquant qu'il avait trouvé un acheteur pour sa maison et qu'il allait me rendre mon argent d'ici deux semaines. Ensuite vint la mousson, et il me demanda un nouveau délai parce que la rue où était située sa maison était inondée et il n'était pas possible de réaliser sa transaction dans de telles conditions. Un mois passa, puis deux. Enfin, il me fit savoir qu'il avait reçu une partie du montant de la vente de sa maison et qu'il allait me rendre mon argent dans quelques jours.

Effectivement, quelques jours plus tard il débarqua chez moi avec une autre personne. Il me proposa de me remettre un chèque en échange de quoi je devais lui remettre les documents qu'il m'avait donnés deux ans auparavant. M'ayant versé les intérêts sans problème pendant deux ans et tenant un discours très virulent contre mon épouse et son frère que dorénavant il qualifiait de voyou, je me suis dit que je devais lui faire confiance une fois de plus, en réalité une fois de trop.

C'était un samedi soir. Le lendemain, dimanche, je l'appelai en lui disant que la signature qui figurait sur le chèque que m'avait remis son copain (car lui n'avait soi-disant pas de compte en banque en Inde parce qu'il vit en France) me semblait étrange ou incomplète, là encore il me rassura en m'affirmant qu'il n'y avait pas de problème. Le matin suivant, donc lundi, il m'appela en me demandant de ne pas aller à la banque car le compte de son copain était vide, il aurait mis la main sur son argent, et il me proposa un rendez-vous à Pondichéry pour m'expliquer la situation et trouver une solution.

Je me rendis à Pondichéry, là il m'affirma qu'il allait demander à la personne qui lui avait versé des arrhes de rajouter 500.000 roupies pour pouvoir me rembourser au plus tard sous huitaine, en échange de quoi il me demanda de lui remettre le chèque et il me donna en garantie une nouvelle reconnaissance de dette rédigée sur un formulaire qui me paraissait officiel mais différent des précédents.

Evidemment depuis le jour où il m'avait remis ce chèque, je le soupçonnais de vouloir me rouler, et les événements se précipitant les jours suivants, j'en étais absolument persuadé, je vous expliquerai plus loin pourquoi je ne pouvais pas éviter qu'il en soit ainsi à l'arrivée.

Le soir même je l'appelle pour lui demander si sa démarche auprès de son acheteur a avancé, et là il me répond : quelle démarche, ce matin je vous ai donné votre argent, maintenant je ne vous dois plus rien, foutez-moi la paix, etc. L'affaire était terminée et j'avais définitivement perdu ces 500.000 roupies.

Maintenant je vais vous expliquer pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Pour plusieurs raisons qui s'additionnent. La première, c'est qu'il habite dans la même commune que mes beaux-frères située sur le Territoire de Pondichéry, moi j'habite au Tamil Nadu, si je voulais porter plainte je devrais me déplacer à proximité de chez eux. Or mon épouse et mes beaux-frères se sont jurés de me faire la peau et m'ont déjà menacé de mort, il était évident qu'ils feraient cause commune avec ce sale type dont la famille aussi réside dans cette commune, plus tous leurs copains. Autrement dit, si je voulais effectuer cette démarche, je devrais prendre le risque de me faire massacrer ou d'y laisser ma peau. Etant Blanc et qui plus est séparé de mon épouse qui me fait passer pour l'être le plus abominable de la terre, j'aurais forcément toute la population et les autorités locales contre moi. Donc mon cas était désespéré si j'empruntais cette voie, c'est la raison pour laquelle j'ai préféré m'abstenir.

Ensuite, dans ce pays rongé par une bureaucratie pléthorique et la corruption généralisée, il est quasi impossible de porter plainte ou d'engager des poursuites judiciaires, sans devoir dépenser une somme considérable sans être sûr d'obtenir gain de cause. Là encore, je devais abandonner cette démarche qui plus est prendrait des années, alors que ce type réside en France, il n'était revenu en Inde que pour revendre sa maison.

Tous les papiers qu'il m'avait donnés et qu'il avait signés étaient donc pour ainsi dire sans valeur puisqu'il me serait impossible de les utiliser contre lui en cas de problème, je le savais depuis le premier jour, et c'est la raison pour laquelle je ne voulais pas lui prêter d'argent.

Maintenant en reprenant la chronologie des faits et en recoupant tous les éléments depuis le début du mois de septembre, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il a dû remettre cet argent à mon épouse, et que le discours qu'il m'avait tenu sur elle, était uniquement destiné à me mettre en confiance, car il a cessé de me verser des intérêts juste après notre séparation, coïncidence qui n'en était pas vraiment une en réalité, car étant Blanc et désormais étranger à la famille de mon épouse, il était déterminé à ne pas me rendre mon argent, voilà tout, et en tout état de cause, je n'y pouvais absolument rien.

Sachez qu'en 19 ans passés en Inde, je n'ai jamais rencontré une personne qui soit plus honnête, et j'imagine évidemment qu'il

en ainsi dans tous les pays comparables en Asie et en Afrique ou en Amérique latine.

Vous devez vous demander comment j'ai réagi après qu'il m'eut appris par téléphone qu'il m'avait voler cette importante somme d'argent.

Au départ, très mal, parce que pendant près de trois mois il m'a fait croire qu'il allait me la rendre, donc je l'avais incluse dans mon budget, j'ai réalisé des dépenses en prévision de recevoir cet argent et maintenant je me retrouve totalement à sec avec 261 euros par mois pour vivre à deux.

J'étais très en colère et effondré sur le coup, mais comme je l'ai indiqué plus haut, je savais que je ne pourrais rien tenter contre lui, donc valait mieux oublier cette histoire rapidement. Sauf que les heures suivantes je ne pouvais pas m'empêcher d'y penser sans cesse, je ne sais pas pourquoi, peut-être que j'espérais trouver une parade ou qu'une idée lumineuse me viendrait à l'esprit, en vain dans ce cas de figure évidemment. Je ne parvins pas à trouver le sommeil pendant plusieurs heures. Il me fallu aborder cette histoire sur le plan social pour retrouver ma sérénité et enfin m'endormir sur les coups de trois heures du matin.

Je me suis dit qu'il était inutile et stupide d'en vouloir à cette personne, un voleur certes, en réalité un pauvre type issu du même milieu que moi, mais n'ayant pas vécu dans les mêmes conditions et n'ayant pas développé d'autres rapports que ceux dont il venait de faire la démonstration, des rapports pourris que je connais bien pour y être confronté depuis 25 ans, date à laquelle j'ai mis le pied la première fois en Inde.

Là encore, je me suis dit qu'il ne pouvait pas en être autrement dans un pays économiquement sous-développé, où forcément tous les rapports sociaux devaient l'être également, les valeurs et les principes qui régissent ces rapports en France n'ayant jamais été développés en Inde, il n'y avait rien d'étonnant à son comportement qui reflète le niveau de développement de l'Inde, dont le régime est semi-féodal et les rapports au sein de la population sont plus proches de la barbarie que de la civilisation humaine telle qu'elle existe à des degrés divers dans la société occidentale, bien que depuis quelques décennies elle est en train de se désagréger et présage un retour rapide à la barbarie (sur fond de servage) qui ne l'a jamais vraiment quittée, qu'elle a exportée comme la guerre en quelque sorte.

Le développement social a accompagné le développement économique en France, dans tous les pays dits développés, pas dans n'importe quelles circonstances. Il fallut que les forces productives se développent et atteignent un niveau suffisant pour envisager la possibilité de satisfaire tous les besoins matériels de la société ou une répartition des richesses produites entre toutes les classes qui n'alla pas de soi, mais fut imposé par la lutte de classe du prolétariat, qui ainsi pu satisfaire une partie de ses besoins sociaux élémentaires ou accéda à un niveau de vie meilleur, une fois obtenu des droits politiques.

Comparativement, sous l'Ancien Régime et durant les premières décennies ou même les premiers siècles au cours duquel le capitalisme et le prolétariat se développa, le progrès social était exclusivement réservé aux aristocrates ou à la noblesse, aux ecclésiastiques, aux marchands bourgeois des grandes villes, tandis que les exploités n'y avaient pas accès et n'avaient absolument aucun droit.

A cette époque les rapports sociaux tenaient à la fois du despotisme absolu ou de la tyrannie sanguinaire, et les masses totalement incultes, comme l'est aujourd'hui le type qui m'a volé, entretenaient des rapports qui ne pouvaient tenir que de la barbarie, ne respectant rien ni personne puisqu'elles faisaient l'objet de ce traitement de la part de ceux qui détenaient le pouvoir et qu'elles imitaient, guerroyant, se livrant au pillage, massacrant des populations innocentes, etc. cela devait forcément donner des voleurs, détrousseurs, pilleurs, violeurs, égorgeurs, tueurs en série, l'insécurité régnant dans tout le pays était le pendant de la précarité absolue.

C'est uniquement le gigantesque développement des forces productives à partir de la moitié du XIXe siècle et la lutte des classes qui furent (à nouveau) les moteurs du développement de la civilisation humaine, qui permirent d'entrevoir d'autres rapports sociaux entre les classes et au sein de la société toute entière, depuis l'avènement de la République qui reconnaissait la lutte des classes et accordait, tout du moins en principe, une représentation politique à toutes les classes au sein des institutions. République dont les valeurs devaient empiéter sur le pré carré de la religion, qui jusque là avaient servi de police des moeurs et des esprits ou tenu lieu de support à la morale pour dicter le comportement de la population et assurer la stabilité des régimes en place, maintenir dans la servitude les opprimés et leur inculquer le respect de leurs maîtres, après dieu évidemment, d'où la haine farouche que voue l'Eglise à la République.

Dès lors, sans même évoquer un quelconque niveau de connaissance ou de conscience politique, en Inde ou dans un pays semblable, croire qu'une personne pourrait avoir suffisamment évolué pour adopter nos valeurs ou principes alors que règne encore les rapports qui existaient au Moyen-Age ou sous la féodalité , relève de l'illusion, de l'inconscience ou de l'ignorance. Et quand bien même les apparences tendraient à prouver le contraire, ce n'est en réalité qu'une posture dictée par la foi qui comme chacun sait est aussi stable ou fiable qu'une prédiction ou un oracle, autrement par la crainte du châtiment qui n'a rien de divin car imposé par le législateur, mais lorsque la justice est corrompue autant que les institutions, cette crainte s'estompe ou disparaît au profit d'un comportement individualiste débridé qui se croit tout permis et sait qu'il bénéficiera de l'impunité.

En 25 ans d'expérience, j'ai eu l'occasion de le vérifier une multitude de fois, ce type-là m'a volé, mais avant lui tous les frères de mon épouse que j'avais aidé financièrement m'avaient tous volé, et autour de moi dans chaque famille ce sont les mêmes histoires qu'on entend inlassablement, en pire, car un grand nombre comptent également des meurtres ou des agressions violentes qui n'ont jamais donné lieu à des poursuites judiciaires.

A la différence de la France, en Inde le développement économique qui a démarré au début des années 90 n'a pas été accompagné d'une révolution, et les rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien Régime n'ont pas disparu, on en a l'illustration avec le système des castes qui s'est maintenus, bien que mis à mal, ou encore avec le traitement réservé aux femmes considérées comme appartement à une sous-espèce du genre humain. Le développement matériel camouffle souvent ce genre de rapports, on s'imagine que les Indiens ont évolué ou sont plus évolués que sous l'Ancien Régime, alors qu'en réalité pas du tout, ce serait même l'inverse qui serait vrai, car l'attrait des biens matériels que l'on peut parfaitement comprendre les rend littéralement fous, alors que l'emprise de la religion diminue, il est plus important aujourd'hui d'avoir une moto par exemple ou de quoi se payer une bière que d'être un bon serviteur de je ne sais quel dieu, qu'ils prient d'ailleurs en espérant qu'il leur apportera la prospérité ou bien pire encore que je ne préfère pas évoquer ici par crainte de vous choquer.

Il n'y a donc pas de miracle social, n'en déplaise aux tiers-mondistes et autres droitsdelhommistes dégénérés.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à partir du moment où le niveau de développement économique ou le régime en place dans un pays ne permet pas à toutes les classes et toutes les couches de la société de satisfaire leurs besoins matériels ou leurs aspirations élémentaires ou d'accéder à un certain bien-être social, qui demeure toutefois relatif dans un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et là pour le coup cela vaut pour un pays comme la France plus encore de nos jours qu'il y a 40 ans, il est impossible d'exiger que celles qui en sont victimes se comportent dans la vie quotidienne comme si elles profitaient du progrès social ou qu'elles modifient leur mode de pensée qui demeure forcément archaïque, sauf à leur imposer par la force, à violer leur conception des rapports qui doivent exister dans la société qui est déterminée par la place qu'il y occupe, ce que font les pseudo-progressistes de gauche ou d'extrême gauche, ces grands humanistes qui se préoccupent davantage d'imposer leur conception des rapports qui doivent exister sous un régime capitaliste, et qui sont compatibles avec lui et en tire profit, plutôt de combattre dans la perspective de renverser l'ordre établi, car il est plus facile de s'attaquer aux couches les plus faibles ou les plus arriérées de la société que de s'attaquer à la classe des capitalistes.

Pour ma part, j'ai décidé de demeurer sur le terrain de la lutte des classes, de demeurer fidèle au marxisme et au socialisme, de ne pas verser dans cet opportunisme nauséabond qui consisterait dans le cas présent à haïr ce pauvre type, mon voleur, à exiger vengeance, ce qui serait faire preuve d'un aveuglement indigne des idées que je défends, et je considère que si je devais m'en prendre à quelqu'un, ce serait avant tout à cette société basée sur des inégalités sociales et profondément injuste, je ne me vois pas faire preuve d'une pareille injustice, sauf à me renier, ce qui signifierait ma mort politique.

Je ne prône pas la soumission ou la résignation des missionnaires de la foi ou des lâches face à l'adversité ou en présence d'une expérience désagréable, mais le courage de l'affronter, de regarder la réalité en face, de faire preuve de lucidité et de rigueur, de discipline ici comme ailleurs, pour en tirer les enseignements qui permettront de continuer le combat pour changer cette société infâme.

Je ne prétends pas être meilleur qu'un autre, mais peut-être moins injuste, plus lucide, plus pragmatique et toujours désintéressé. Se morfondre sur son sort ou finir par haïr la terre entière, car il s'agit bien de cela dans l'attitude de nos soi-disant humanistes de pacotille, car ils ont pour ennemi plus des trois quart de la population mondiale qui demeurent ignorante et arriérée, franchement je ne vois comment je pourrais continuer à vivre en Inde si je devais leur ressembler ou adopter leur comportement.

Bien que j'ai atteint un niveau de conscience nettement supérieur à ces masses, c'est juste un constat, je rappelle que ma compagne indienne de 44 ans est illettrée ou analphabète, je préfère demeurer à leur côté pour combattre notre ennemi commun sur le terrain politique, celui du socialisme.

Les Indiens que je côtoie connaissent mes idées et je connais les leurs. On en discute, on parle de tout sans tabou ou retenu, sans jamais essayer de les convaincre de quoi que soit, encore moins de leur imposer mes idées, cela ne me viendrait pas à l'esprit tant mon comportement dans la vie quotidienne est calquée sur mes idées, sans jamais les juger, c'est une question de respect, de principe. Et là pour le coup, sur cette question précisément, je suis intransigeant. Je ne fais pas semblant d'être d'accord avec quelqu'un qui a des idées différentes ou opposées des miennes, je ne sais pas faire preuve d'hypocrisie, j'écoute et lorsque le moment que j'estime le plus favorable pour lui dire ce que je pense vraiment se présente je me lance, ensuite la personne le prend bien ou mal, cela passe ou casse, peu importe, j'estime être dans mon droit, je l'ai respectée, donc à son tour elle doit me respecter, et si elle en est incapable, tant pis, je ne changerai pas d'idée pour lui être agréable. Sinon à quoi bon avoir des convictions si on les brade à la première occasion, c'est être faible ou inconsistant, cette conduite est méprisable en vérité, indigne d'un militant ouvrier combattant pour le socialisme.

La plupart des militants refusent de prendre en compte la manière de penser des travailleurs ou d'aborder les rapports qui existent dans la société tels qu'ils les perçoivent, cela ne les intéresse pas ou ils en sont incapables, ils n'ont reçu aucune formation pour les aborder autrement qu'en leur tenant un discours politique, ils considèrent que dés qu'on en sort on quitterait le terrain de la lutte des classes, ce qui est une grave erreur, car la lutte des classes se situent sur différents plans,

idéologique, psychologique, culturel, etc. et concernent les actes les plus infimes ou anodins qui rythment la vie quotidienne des travailleurs, absolument tous les rapports dans la société reflète la lutte des classes et la division, l'opposition entre classe dominante et classe dominée, par exemple chaque fois qu'on se sent inférieur ou complexé.

Pour conclure le récit de cette expérience et les enseignements que j'en ai tiré, n'allez pas croire que je ne supporterais pas les Indiens ou que j'aurais forcément de mauvais rapports avec eux, disons qu'il est préférable d'éviter les rapports d'argent, pour le reste, j'ai de meilleures relations avec eux qu'ils en ont entre eux. Par exemple chaque fois que je sors faire des courses, je discute avec des gens que je croise, parfois ils m'ont simplement adressé un regard et je leur adresse la parole, et j'échange souvent quelques mots avec les vendeurs ou les caissières, ils me parlent de leur boulot, je les questionne sur leur salaire, c'est très amicales comme relations même si cela ne va pas très loin, tandis que les Indiens les ignorent, ils apprécient qu'on s'intéresse à eux, pour un mot gentil on décroche un sourire chez quelqu'un qui avait l'air triste ou contracté la seconde précédente, c'est peu de chose, mais c'est toujours mieux que l'indifférence qui n'est pas faite pour vous donner le moral, or on en a tous besoins.

On parle toujours des besoins et des souffrances des travailleurs, alors pourquoi dans une société aussi sauvage qui ne raisonne qu'en terme de profit et de pouvoir, ne pas faire le geste qui rend les rapports plus sympathiques, plus agréables, plus humains, sans verser dans la démagogie à la Mélenchon que j'ai en horreur, dés lors qu'il est sincère et désintéressé.

On arrêtera là si vous le voulez bien.

Maintenant à vous de voir si vous voulez ou non m'aider financièrement pour combler cette énorme perte d'argent qui me fait gravement défaut et qui aurait dû me permettre de joindre les deux bouts jusqu'à ma retraite en septembre 2016, si selon je le mérite ou non, sachant que votre argent ne sera pas destinée à faire la fête ou ne servira pas à des dépenses superflues, compte tenu que je me passe depuis de longues années déjà d'un certain nombre de biens d'équipement que j'aurais pu acquérir, mais qui m'étaient inutiles et le resteront puisque je n'en aurais jamais le moindre usage. Cela pourra tout au plus me soulager dans la vie quotidienne ou me permettre de ne pas négliger ma santé et celle de Selvi, et puis je ne suis plus tout jeune. J'ai littéralement sacrifié 10 ans de ma vie à réaliser ce portail à raison de 10 heures en moyenne par jour, 7j/7, 365j/365, faites le calcul, c'est considérable.

A vous de voir si j'en vaux la peine ainsi que le travail que je fournis, comme d'habitude entre nous, chacun est parfaitement libre de penser ce qu'il veut et d'agir à sa guise. Je vous rappelle le nom et l'adresse de la personne à qui vous pouvez envoyer un chèque, ma mère : Madame Tardieu Lise, 26, rue Diderot - 92500 Rueil.

ACTUALITE EN TITRES

En visite en Turquie qui est une base arrière et un camp d'entraînement de l'Emirat islamique

- Le pape demande au monde musulman de condamner le terrorisme - L'Express.fr

- L'appel du Pape aux musulmans contre le terrorisme islamique - LeFigaro.fr

Le pape François a profité de son entretien avec le président truc Recep tayyip Erdogan pour lui dire "*qu'il serait beau que tous les dirigeants musulmans du monde, politiques, religieux et universitaires, se prononcent clairement et condamnent*" le terrorisme islamiste. C'est le pape lui-même qui a rapporté ces propos lors d'une conférence de presse dans l'avion le ramenant d'Istanbul à Rome dimanche soir. L'Express.fr 30.11

Ainsi, après Hollande récemment, le pape légitime le salafiste Erdogan qui soutient ouvertement les barbares de l'Emirat islamique. Pour rappel, à toutes les époques les papes ont soutenu les monarchies, les féodaux, les dictatures et le fascisme.

Intox. Incroyable !

- Les réseaux sociaux accusés de faire le jeu des mouvements djihadistes - L'Express.fr

- Qatar: deux Américains, condamnés pour la mort de leur fille, acquittés en appel - AFP

Après une visite récente du petit monarque français au Canada...

- Difficiles tractations à Dakar pour trouver le chef de la Francophonie - AFP

- La Canadienne Michaëlle Jean élue à la tête de la Francophonie - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos, déstabilisation et barbarie.

- Quatre cents tués à Benghazi en un mois et demi de combats - Reuters

- Longue guerre en prévision en Irak contre l'Etat islamique - Reuters

Les marchands de canons s'en frottent les mains d'avance...

- Hong Kong: la police interpelle 40 militants prodémocratie, des blessés - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte.

- Colère dans des campus égyptiens après la décision sur Moubarak - Reuters

Des manifestations ont eu lieu dimanche sur plusieurs campus universitaires d'Egypte pour protester contre la décision de justice d'abandonner les charges de complicité de meurtre visant l'ex-président Hosni Moubarak, qui était accusé d'avoir ordonné de tirer sur des manifestants lors de la révolution du début 2011.

Des centaines de protestataires se sont rassemblés à l'université du Caire, brandissant des portraits de l'ancien raïs derrière les barreaux et exigeant la "*chute du régime*", cri de ralliement des soulèvements du "*printemps arabe*" en 2011.

Les policiers s'étaient déployés aux portes de l'université pour empêcher les étudiants qui l'auraient voulu de quitter le campus pour aller manifester dans les rues.

Samedi, la justice égyptienne a abandonné les charges de complicité de meurtre contre Moubarak, et l'ancien ministre de l'Intérieur Habib el Adli et six dirigeants des services de sécurité d'alors ont également été acquittés.

Deux personnes ont été tuées et neuf autres blessées samedi soir dans le centre du Caire, lorsque les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes et de la grenaille pour disperser un millier de manifestants qui tentaient d'atteindre la place Tahrir, épicentre de la contestation contre le régime Moubarak au début 2011.

Les forces de sécurité ont fermé une station de métro du Caire dimanche, rapporte l'agence de presse officielle Mena, semble-t-il pour éviter les rassemblements dans le centre.

Des heurts ont éclaté dimanche à l'université Zagazig, dans le delta du Nil, et le journal gouvernemental Al Ahram écrit que 11 étudiants ont été interpellés pour avoir incendié un bâtiment. Reuters 30.11

Uruguay

- Uruguay : Tabaré Vazquez élu président pour la deuxième fois - LeMonde.fr

Tabaré Vazquez a été élu dimanche 30 novembre à la présidence de l'Uruguay avec 55,5 % des suffrages, selon les résultats partiels. L'homme de 74 ans fait donc son retour à la tête du pays, dont il a été le premier chef d'Etat de gauche entre 2005 et 2010. Son opposant de centre-droit, Luis Lacalle Pou, 41 ans, recueillerait quant à lui 44,5% des suffrages.

Le scrutin s'est déroulé de manière « *normale* » dans tous le pays, les fortes pluies qui ont touché une grande partie du pays ayant toutefois provoqué quelques lenteurs dans le déroulement de cette journée éléctorale. Dans ce pays de 3,3 millions d'habitants où le vote est obligatoire sous peine d'amende, 2,6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, cinq semaines après le premier tour qui était associé à un scrutin législatif. LeMonde.fr 30.11

Haut de page

Le 2 décembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 3 articles + le n°8 de Révolution Communiste du Groupe marxiste internationaliste (GMI), un excellent outil politique.

A propos de notre portail.

21253 visites en novembre et 40433 documents téléchargés, on a pulvérisé nos précédents records ! Et le portail n'est pas du tout connu.

Je n'ai pas le temps de consacrer à fignoler les adresses des articles que je mets en ligne et c'est bien dommage, car c'est à partir de là et des mots clés que les internautes tapent dans les moteurs de recherche qu'ils tombent par hasard sur notre site. A vous de le faire connaître.

Aujourd'hui pas grand chose d'intéressant dans l'actualité. J'ai peu travaillé car j'ai dû m'occuper de mes affaires, les tâches domestiques, etc.

La causerie du mois de novembre est disponible au format pdf (Adobe Reader), 264 pages, on peut être crevé après cela, quel boulot de dingue !

Conditionnement.

Autant leur faire dire ce qu'on a envie d'entendre, ensuite ce sera plus facile à faire passer en prétendant qu'ils étaient demandeurs.

Francetv info - Selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite (UMR) et le mensuel Liaisons sociales magazine, publié lundi 1er décembre.

Une forte majorité de Français (72%) pense qu'il sera nécessaire de faire une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent. La dernière a pris effet début 2014. Et ils sont encore plus nombreux, 78%, à estimer que l'âge légal du départ à la retraite sera repoussé dans les années à venir au-delà de 62 ans. Francetv info 01.12

Mais pourquoi ne lui a-t-il pas tiré dessus, il aurait pu avoir un revolver au fond de sa poche ?

Un policier du Michigan arrête un homme noir parce qu'il marche avec ses mains dans les poches et que ça «*rend les gens nerveux*». Slate.fr

Il fait peut-être un froid de canard à Pontiac, dans le Michigan, près de Détroit, dans le nord-est des Etats-Unis, mais si vous êtes un homme noir et que vous avez décidé d'aller faire un tour dehors, vous feriez mieux de ne pas garder vos mains dans vos poches. Ou alors vous prenez le risque d'être arrêté par la police parce que ce que vous faites rendent les gens nerveux.

Brandon McKean a publié sur sa page Facebook et sur YouTube une vidéo assez incroyable qui le montre en train de parler avec un policier blanc qui l'a brièvement retenu lors de Thanksgiving, jeudi 27 novembre, alors qu'il était allé faire un tour dehors.

«*Vous étiez en train de marcher... vous rendiez les gens nerveux*», répond l'officier de police quand Brandon McKean lui demande pourquoi il lui a demandé de s'arrêter.

«*Parce que je marchais?*», demande McKean, incrédule.

«*Oui, ils ont dit que vous aviez vos mains dans vos poches*», répond l'officier, qui commence alors à enregistrer la conversation sur son téléphone.

«*Wow! Marcher avec les mains dans ses poches rend les gens nerveux au point d'appeler la police quand il neige dehors.*»

«*Oui*», répond calmement l'officer.

Il lui demande ensuite, étant toujours un peu méfiant:

«*Qu'est-ce que vous faites aujourd'hui?*»

Visiblement, cela énerve McKean:

«*Je marche, avec les mains dans mes poches*»

Et l'officier demande ensuite:

«*Est-ce que cela vous gêne de me parler?*»

«*Un peu ouais*», répond McKean, qui fait au passage référence à «tous ces problèmes avec la police au sein du pays».

Mais l'officier se défend:

«*Nous avons eu beaucoup de cambriolages, donc je vérifie juste que tout va bien.*»

McKean a ensuite publié la vidéo sur Facebook, accompagné de ce commentaire:

«*On m'a demandé d'arrêter de marcher PARCE QUE J'AVAIS LES MAINS DANS MES POCHES... ETAT POLICIER.*» Slate.fr 01.12

En complément. En voilà une aubaine pour le marché de la sécurité.

- Obama demande 263 millions de dollars au Congrès après Ferguson - Reuters

Le président Barack Obama a demandé lundi au Congrès de voter une enveloppe de 263 millions de dollars (210,5 millions d'euros) pour mieux former et équiper les forces de police afin de prévenir de nouveaux drames comme celui de Ferguson (Missouri) l'été dernier.

Cette somme servira notamment à équiper les policiers de petites caméras portatives lorsqu'ils sont en service. Reuters 01.12

Si j'ai bonne mémoire, depuis le 11 septembre 2001 le marché de la sécurité aux Etats-Unis s'est envolé et avoisine les 100 milliards de dollars (à vérifier).

Guerre interimpérialistes.

- Le rouble dévisse et perd 8% en quelques heures face au dollar et à l'euro - AFP

Le pays subit ces derniers mois des fuites massives de capitaux, estimées par la banque centrale à 128 milliards de dollars, et un effondrement du rouble qui a perdu plus du quart de sa valeur face à l'euro depuis le 1er novembre.

En seulement un mois, le rouble a perdu 26% face à l'euro et 27% face au dollar. AFP 01.12

- Russie: fragilisée par les sanctions, Moscou promeut le "*Made in Russia*" - AFP

- Crise ukrainienne : Poutine suspend un projet de gazoduc critiqué par l'Europe - LeMonde.fr

- Le baril de pétrole chute à son plus bas niveau en cinq ans - AFP

Le baril de pétrole a chuté lundi à son plus bas niveau depuis cinq ans.

A Londres, le Brent pour livraison en janvier a atteint un plus bas depuis octobre 2009, à 67,53 dollars le baril, tandis que le "*light sweet crude*" (WTI) côté à New York et pour livraison à la même période est tombé au plus bas depuis juillet 2009, à 63,72 dollars le baril. AFP 01.12

- Recul des permis de forage dans le schiste américain - Reuters

Le nombre de permis de forage délivrés pour 12 grands gisements de schiste aux Etats-Unis a reculé de 15% en octobre, selon des données collectées par la société spécialisée DrillingInfo, qui pourraient constituer le premier signe d'un ralentissement attendu du secteur en raison de la chute des cours du pétrole.

"*Le premier domino, c'est le prix, qui provoque la chute des autres dominos*", souligne Karr Ingham, économiste responsable du Texas PetroIndex, qui fournit une analyse annuelle de la situation du secteur énergétique dans cet Etat. A ses yeux, l'un des premiers "*dominos*" à chuter après les prix, c'est le nombre de permis.

Directeur général de DrillingInfo, Allen Gilmer souligne que, si les délivrances de permis ont parfois reculé par le passé, il y a cette fois des signes d'un tassement du nombre de puits. Reuters 01.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Chut !

- Mesures pro-entreprises : la gauche est-elle sur le point de faire les réformes que la droite n'a pas faites ? - Atlantico.fr

Précisons, qu'elle n'a pas politiquement les moyens de faire, en revanche c'est plus facile quand une partie de la droite se fait passer pour la gauche, le PS et ses satellites, car dans ce cas-là elle bénéficie du soutien ou de la neutralité de la pseudo-gauche, le Front de gauche, et des appareils syndicaux jaunes ou traitres qui cadenassent le mouvement ouvrier.

Les extrémistes se mobilisent.

- Des patrons dans la rue contre une économie "*bridée*" AFP

- Manifestation de patrons : "*Les charges nous asphyxient*" - LePoint.fr

- Licenciés économiques: le Medef va proposer un accord non négociable - AFP

Quelques réactions patronales.

"*PME cadenassées, libérez nos entreprises !*"

"*Artisans sacrifiés mais pas résignés*"

"*Six entreprises de proximité meurent toutes les heures*"

Medef, Pierre Gattaz lundi sur Europe 1 : "*Nous sommes asphyxiés par ces charges*"

Le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises(CGPME), Jean-François Roubaud : "*très déterminé à aller jusqu'au bout*"

Eric Damerio, président de la chambre départementale de Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) des Bouches-du-Rhône : "*Les professionnels de l'immobilier sont exaspérés par l'interventionnisme de l'Etat*", évoquant "*une législation et une fiscalité assassines*".

Pierre-Paul Alfonsi, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) de la région Paca : "*On est poursuivis par des administrations qui nous contrôlent comme si on était des gangsters*", ajoutant "*l'Urssaf, c'est des racketteurs et la direction du travail, c'est l'extrême gauche*". AFP 01.12

En cadeaux en tous genres depuis 1992, les patrons bénéficiés d'exonérations de cotisations sociales ou primes aux bas salaires, emploi gratuit de salariés, suppression de la taxe professionnel et autes aménagements divers de plus de 300 milliards d'euros, combien au juste sans plus près de 500 milliards d'euros toutes aides confondues.

De plus, les actionnaires du CAC 40 se sont partagés chaque année au cours des dernières années entre 30 et 50 milliards d'euros, en 10 ans autour de 300 milliards d'euros. On peu ajouter leurs salaires et leurs retraites mirobolantes, plus les centaines de milliards d'euros qu'ils ont détournés du fisc, évasion fiscale, paradis fiscaux, etc. Bref, il est impossible de savoir à combien

se monte leur richesse aujourd'hui.

Un soutien naturel.

- Valls : C'est difficile pour "*certains*" chefs d'entreprise - LePoint.fr

Résistance passive

- Réforme Macron: plusieurs barreaux déjà en grève - AFP

- Grève des pilotes, la Lufthansa annule un vol sur deux - Reuters

Sans droit, pas de devoir. A bas l'Etat des capitalistes.

- L'impôt, un devoir citoyen? Seule une petite majorité de Français dit oui - AFP

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Hong-Kong : la fièvre démocratique prend de l'ampleur - Francetv info

- Pékin rejette la mission parlementaire britannique à Hong Kong - LePoint.fr

- Neuf morts dans un attentat lors de funérailles en Afghanistan - Reuters

- Nigeria: des hommes armés attaquent Damaturu dans le nord-est du pays - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La braderie permanente.

Quel est l'objet de la dernière réunion des dirigeants syndicaux avec leurs partenaires patronaux ? Brader l'allocation versée aux travailleurs licenciés économiques.

Au moins les bureaucrates syndicaux ne pourront pas dire qu'ils ont été pris par surprise ou qu'ils se sont fait "*piéger*", on le précise car c'est ce que nous sortent régulièrement ceux qui les ménagent ou en sont leurs complices. Lisez, c'est écrit qu'il n'y a rien à négocier... hormis pour les patrons.

AFP - A prendre ou à laisser: le Medef proposera lundi prochain un ultime projet d'accord sur le Contrat de sécurisation professionnelle (CSP), comprenant sans doute une baisse de l'allocation versée aux licenciés économiques bénéficiaires du dispositif.

Organisations syndicales et patronales ont tenu lundi une troisième séance de renégociation du CSP, qui offre aux licenciés économiques une allocation et un accompagnement renforcé vers l'emploi, pour une durée d'un an maximum.

"*Il y a deux éléments sur lesquels nous ne reviendrons pas*", a dit Jean-François Pilliard, négociateur du Medef, après la séance: la baisse de l'allocation de 80% à 75% du salaire journalier de référence et la création d'une "prime" pour les bénéficiaires trouvant un emploi durable avant la fin de leur CSP.

Pour Eric Aubin (CGT), la question de l'allocation n'est pas un point de blocage: "*75% du salaire journalier de référence, cela correspond au minimum à 93% du salaire net*", dit-il, en n'excluant pas de "*signer*" l'accord le 8 décembre.

La CFE-CGC, favorable à l'introduction d'une prime, est en revanche "*contre*" la baisse de l'allocation. Mais "*ce n'est pas un point bloquant*", selon Franck Mikula.

De leur côté, la CFDT et Force ouvrière sont nettement plus réservées.

Stéphane Lardy (FO) ne voit, lui, qu'un "*mince espoir*" de parvenir à un accord. "*A ce stade*", la baisse de l'allocation n'est

pas acceptable pour FO.

Les négociateurs se sont donné rendez-vous lundi prochain à 8H pour une dernière séance "*d'une heure maximum*". Le Medef soumettra alors un ultime texte à la signature.

En 2013, environ 120.000 licenciés économiques ont signé un contrat de sécurisation économique. Dans son projet de budget pour 2015, le gouvernement anticipe 144.000 entrées dans le dispositif.

Les licenciés économiques ne contribuent qu'à la marge à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi qui, en métropole, étaient 3,46 millions sans activité fin octobre.

Le mois dernier, ils ne représentaient que 2,7% des nouveaux inscrits à Pôle emploi. AFP 01.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

- Ankara submerge Kobani de terroristes de l'ASL - french.irib.ir

Les terroristes opposant au gouvernement syrien examinent l'envoi des renforts, à partir de l'ASL, à Kobani. Selon l'agence de presse Fars, des sources proches du Conseil militaire du groupe terroriste « *Armée Syrienne Libre* », ASL, font part de l'organisation d'une réunion à laquelle ont participé des membres du groupe terroriste « *le Front des Thavar de la Syrie* » (le Front des révolutionnaires de la Syrie) et ceux du groupe « *Coalition de l'Opposition* ».

Selon le journal Al Sharq Al Awsat, citant les sources du Conseil militaire de l'ASL, il y a quelques jours, Jamal Ma'rouf, chef du groupe terroriste « *le Front des Thavar de la Syrie* » (le Front des révolutionnaires de la Syrie) et Hadi Al-Bahra, président de la « *Coalition de l'opposition syrienne* », accompagnés par des membres de ces deux groupes, se sont réunis pour examiner la possibilité de l'envoi d'un nombre plus élevé de terroristes de l'ASL à Kobani.

Cela fait sept mois que les terroristes de Daech lancent des assauts contre la ville syrienne de Kobané mais les combattants kurdes ne leur ont pas permis jusqu'ici de s'infiltrer dans la ville. De leur côté, les Etats-Unis ont mis sur pied une Coalition anti-Daech et ont demandé à la Turquie d'en faire partie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a assujetti la coopération d'Ankara avec la Coalition anti-Daech à la permission des Kurdes aux forces de l'ASL voulant entrer à Kobani. Mais les combattants kurdes se sont opposés à cette demande et ont souligné qu'ils ne permettraient jamais aux terroristes de l'ASL d'entrer dans Kobani.

Al Sharq Al Awsat précise que les négociations entre Jamal Ma'rouf et Hadi Al-Bahra n'ont abouti à rien jusqu'ici. french.irib.ir 01.12

Syrie

- Une délégation de la CIA en Syrie - french.irib.ir

Une mission de la CIA s'est rendue, récemment, en Syrie, pour des coordinations sécuritaires, ont fait état des sources bien informées.

«*Une mission américaine s'est rendue, récemment, via le Liban, en Syrie*», ont annoncé, lundi, des sources bien informées au journal libanais "Al-Jumhurria". «*Cette visite se fait, en raison de relations sécuritaires directes entre la Syrie et les Etats-Unis*», toujours, d'après les mêmes sources. Cette mission, qui s'est rendue, via le Liban, en Syrie, comprend des responsables de la CIA, précisent les mêmes sources. «*Cette visite est effectuée, dans le cadre de coordinations, dans la lutte contre Daesh, mais on ignore, encore, les détails, sur cette visite, et les rencontres de la mission américaine*», écrit "Al-Jumhurria". french.irib.ir 01.12

Haut de page

Le 3 décembre 2014

CAUSERIE

Grosse journée de boulot, toute peine mérite salaire, qu'on se le dise... Mais il est vrai que personne ne m'a rien demandé. Effectivement. Il me reste une vingtaine de jours pour y réfléchir.

C'était jour de deuil chez moi aujourd'hui, cela fait un an qu'Yvan est mort, mon fidèle compagnon, mon dogue allemand, il me manque toujours autant, je suis inconsolable. Il était si adorable la brave bête, il n'a jamais grogné sur moi ou attaqué un autre chien, les gosses montaient dessus et lui tiraient les oreilles. Il était toujours à mes côtés et me servait de protection, on faisait une balade d'une heure tous les soirs. Jusqu'au dernier jour il a eu peur que je l'abandonne, je ne sais pas pourquoi, il devait être attaché à moi autant que j'étais attaché à lui il faut croire. Il n'avait pas 9 ans, et durant les dernières années je ne l'ai pas vu vieillir parce que je passais mes journées à bosser comme un forçat pour des prunes.

D'ailleurs je m'en suis voulu, car je n'étais pas à ses côtés lorsqu'il a rendu le dernier souffle, j'étais à ma table de travail, ce fut peut-être mieux ainsi, il a peu souffert sauf les derniers jours et la vétérinaire qui était passée quelques jours plus tôt m'avait fait acheter des médicaments pour un mois, alors qu'il était en train de mourir sous ses yeux. Quand je lui ai dit, elle m'a répondu qu'elle n'avait pas osé me le dire en face, bon j'ai compris après coup et je ne lui en ai pas voulu, à quoi bon, en plus elle est jeune.

Il est 23h51, j'actualise le site sur le serveur et j'écoute quelques morceaux de Satriani en regardant des photos de mon chien, cela me rappellera les morceaux que je fredonnais le soir lors de nos balades, on partageait la même bonne humeur, c'était mon seul moment de détente de la journée, quelque part il m'aidait à vivre et j'ai essayé de lui rendre la vie la plus agréable possible, c'est pour lui que j'avais loué cette maison et ce grand jardin qui m'ont coûté si chères en loyer. Maintenant je peux déménager l'esprit tranquille, il repose en paix au miieu du jardin.

Passons à l'actualité.

Sur les 325 milliards d'euros que la Commission européenne devraient investir dans des projets d'infrastructure ou technologiques dans l'UE, elle ne dispose en réalité que de 21 milliards d'euros. Le reste proviendra d'investisseurs privés, banques, fonds divers.

Ce soir dans une émission de la télévision allemande Deucht Welle, la journaliste a dit que les profits des investisseurs seraient garanties par l'UE. Autrement dit pour eux cela reviendra à miser 304 milliards d'euros en toute sécurité.

Franchement, quel joueur n'aurait pas envie de miser sachant qu'il est sûr d'empocher le jackpot à l'arrivée ?

Génial, non, ce n'est pas pour vous, circulez il n'y a rien à voir.

Apaisement avant la tempête

Transfert de la rente pétrolière des pays producteurs ou du Golfe principalement aux pays consommateurs ou dominants en particuliers, histoire d'alléger la pression excessive qui pèse sur l'économie européenne et diminuer la tension sociale qui menace d'emporter certains régimes, de manière à donner l'impression que la situation s'améliorerait en échange de nouvelles concessions politiques concéder par les chefs d'Etat de l'UE à l'impérialisme américain...

Ce n'est pas parce qu'on traite l'actualité au jour le jour, qu'on perdrait de vue la crise du capitalisme et la situation mondiale ou les échéances politiques qui en font partie ou encore la stratégie politique de l'oligarchie anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial avec ses objectifs, bien au contraire.

On doit admettre que le lecteur qui n'a pas en tête tous ces éléments ou qui n'a pas une vision globale de la situation aura forcément des difficultés à suivre, c'est inévitable et nous n'y pouvons rien.

On essaie de remédier à cet inconvénient en fournissant régulièrement les clés ou grilles de lecture qui permettent d'aborder le développement de la situation ou les événements qui se produisent dans le monde en tenant compte de l'orientation du capitalisme mondiale, ses contraintes et ses échéances ou l'évolution de la situation et de la lutte des classes à cette échelle ou au niveau national, tout dépend de la question ou du sujet que nous avons à traiter. Dans tous les cas de figure on essaie d'intégrer les faits que nous traitons dans un cadre plus large que celui étriqué qui nous est proposé par les médias.

Maintenant, on ne peut sans cesse y revenir dans chaque causerie et chacun pourra le comprendre, surtout quand l'actualité est très chargées comme aujourd'hui.

Accumulation dangereuse, car ils ont de plus en plus de mal à gouverner comme avant...

Vous savez ce qui se produit généralement en pareille circonstance...

Crise au sein de tous les partis institutionnels dans un grand nombre de pays sur tous les continents...

Crise en France entre le gouvernement et le patronat...

Rejet en France de la politique du gouvernement par toutes les couches de travailleurs...

Grèves à répétition en Allemagne...

Manifestations de plus en plus violentes en Italie, Grèce, Espagne, France...

Crise entre la Grèce et la troïka...

Limogeage de deux ministres et élections anticipées en Israël...

Crise au sein de l'administration américaine entraînant la "démission "du patron du Pentagone, Chuck Hagel ...

Crise économique qui frappe la Russie...

Affaires de corruption en Allemagne, au Brésil...

Etc. etc. etc.

Dommage que l'UE n'ait pas le pouvoir de saccager davantage le Code du travail et la Sécurité sociale.

Un regret ou un voeu pour ces porte-parole du patronat.

- Peu de négos sociales au niveau européen - Libération.fr

Dans cet article très court, Libération regrettait semble-t-il que l'Union européenne n'ait pas le pouvoir d'imposer au gouvenement français (notamment) une révision du Code du travail en faveur du patronat ou de s'attaquer davantage à la Sécurité sociale, leurs arrière-pensées devaient porter sur les exonérations de cotisations sociales :

"*Les compétences de l'Union étant très réduites dans le domaine social, nul besoin de se battre sur ce front qui restera sans doute longtemps national. Les compétences sociales de l'UE sont limitées à quelques domaines (sécurité, santé, conditions de travail…) et, pour les importants d'entre eux, verrouillés par le vote à l'unanimité (sécurité sociale, protection des travailleurs en cas de licenciement, accès à l'emploi des étrangers).* " Libération.fr 02.12

Le lobbying des multinationales compense.

Libération.fr - Depuis 1999, le dialogue social s'est ensablé. Un autre acteur pèse de tout son poids à Bruxelles, l'European Round Table, créé en 1983 et qui regroupe les 49 plus grands industriels européens. Il se réunit à la veille de chaque sommet européen pour envoyer aux chefs d'Etat et de gouvernement leur feuille de route. Libération.fr 02.12

L'European Round Table.

Participants à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 :Etienne Davignon.

Etienne Davignon Président du Groupe de Bilderberg, président et fondateur de l'European Round Table (lobbie des multinationales européennes auprès de la Commission Européenne), ex vice-président de la Commission Européenne, membre de la Commission Trilatérale, membre du directoire du think tank Centre for European Policy Studies, ancien ministre belge des affaires étrangères, président de l'Association pour l'union monétaire en Europe, premier président de l'Agence Internationale de l'Energie, président de la Société Générale de Belgique, vice-président de Suez-Tractebel, administrateur de Kissinger Associates, Fortis, Accor, Fiat, Suez, BASF, Solvay, Gilead, Anglo-american Mining, entre autres...

Le pouvoir que concentre entre ses mains Etienne Davignon vient de son mentor Kissinger, 91 ans, pilier du groupe Bilderberg depuis 50 ans.

On aura compris qui sont les véritables donneurs d'ordres de la "*feuille de route* remise par l'European Round Table aux chefs d'Etat et de gouvernement la veille de chaque sommet européen. Qui en dehors de l'European Round Table détient un tel pouvoir à Bruxelles ? Personne, l'oligarchie règne en maître absolue.

ACTUALITE EN TITRES

Tas de ferraille !

- GM rappelle 316.000 véhicules pour un problème de phares - Reuters

Sondage garantie 100% sur mesure.

- La gauche à son plus bas historique... si les législatives avaient lieu demain - 20minutes.fr

Un sondage basé sur un taux de participation de... 100% à des élections législatives.

L'UE officine de répression.

- Les pêcheurs protestent contre la baisse de nouveaux quotas - Francetv info

Les artisans-pêcheurs ne veulent pas des nouveaux quotas de pêches demandés par l'Europe. Francetv info 02.12

On pourrait comprendre ces quotas, mais dans la mesure où en dehors de l'UE les autres pêcheurs ne sont pas frappés par les mêmes restrictions, cela revient à favoriser la pêche au coût du travail le plus bas comme dans tous les autres secteurs économiques. Du coup on comprend la colère des pécheurs qui se disent victimes d'une mesure injuste.

J'imagine que les crétins d'écologistes et de la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent l'UE, non ?

Nous nous combattons pour mettre fin au capitalisme qui ravage notre planète et ses ressources à l'échelle mondiale.

- Déchets: l'UE inflige des dizaines de millions d'amendes à l'Italie - AFP

Venez donc voir ici ce qu'on se coltine en matière de déchets ! Même remarque que pour les pécheurs.

Personne ne nous soupçonnera de soutenir le gouvernement italien, ce qui se passe en Italie avec les déchets est le produit de la politique d'austérité imposée par Bruxelles à tous les pays de l'UE que les gouvernements successifs en Italie ont appliqué à la lettre.

L'Italie n'a plus d'argent pour traiter ses déchets. Si maintenant la survie et les besoins du capitalisme sont devenus incompatibles avec le traitement des déchets, alors finissons-en avec le capitalisme et la question sera réglée.

Corruption

- La corruption frappe durement les pays développés, selon l'OCDE - LePoint.fr

- Perquisitions chez Airbus en Allemagne pour soupçons de corruption - AFP

Des perquisitions ont été menées par le Parquet de Munich (sud de l'Allemagne) dans des locaux du groupe Airbus en raison de soupçons de corruption sur des contrats avec l'Arabie saoudite et la Roumanie, révèle le quotidien allemand Süddeutsche AFP 02.12

Ah les "*grandes oreilles*" !

- Arnaud Montebourg a-t-il sous estimé la valeur de son appartement parisien ? - Francetv info

L'appartement qu'il occupait est mis en vente à un prix 54% plus élevé que le montant mentionné dans sa déclaration patrimoine. Francetv info 02.12

France. Crise du régime. Ils ne veulent pas en assumer la responsabilité.

- Patronat-gouvernement: l'incessante rengaine "*Je t'aime, moi non plus*" - AFP

"*Il y a le jeu de rôle et la part théâtrale qu'il faut toujours prendre en compte*", analyse Bernard Vivier, directeur de l'Institut du travail. AFP 02.12

- Cambadélis: le Medef a "*pris la tête de l'opposition*" - AFP

- Le pacte de responsabilité est "*un échec*", selon Emmanuel Macron - Francetv info

Vieilles peaux.

- UMP: ces ex-Premiers ministres qui ne veulent pas du comité "*naphtaline*" - L'Express.fr

L'Otan traite la Russie comme un pays dominé qui doit se soumettre à son diktat au même titre que l'Irak par exemple .

- L'Otan condamne le renforcement militaire russe en Crimée - Reuters

La provocation-récréation est terminée.

- Hong Kong : les fondateurs du mouvement prodémocratie appellent les manifestant à "*battre en retraite*" - Francetv info

- Hong Kong : Occupy central, le début de la fin ? - L'obs

- Le mouvement prodémocratie en pleine déroute à Hongkong - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille (élargie). Voilà qui ne devrait pas rassurer les Palestiniens.

On pourrait se dire que c'est une bonne chose, parce que cela va alimenter la crise politique en Israël... Pourquoi pas. En fait pas du tout, car Netanyahu compte rempiler à l'issue des prochaines élections où son parti le Likoud est donné favori... et former un gouvernement encore plus à droite, donc d'extrême extrême droite.

Et puis l'Etat sioniste s'est assis pendant 66 ans sur toutes les résolutions votées par l'ONU, donc il n'y a aucune raison qu'il change d'attitude, tout comme les Etats-Unis à l'égard de Cuba par exemple.

- Les députés français votent pour la reconnaissance de l'Etat palestinien - AFP

L'Assemblée a adopté mardi à une large majorité, en dépit de l'opposition de la droite, la résolution socialiste sur la reconnaissance de l'Etat palestinien, un texte à portée symbolique au moment où les Palestiniens tentent de faire avancer leur cause à l'ONU.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki a aussitôt "*remercié le Parlement et le peuple français*" alors que l'ambassade d'Israël en France a jugé qu'il allait "*éloigner les possibilités d'arriver à un accord*" de paix.

Dans le sillage de leurs homologues britanniques et espagnols, les députés français ont "*invité*", par une majorité de 339 voix contre 151, leur gouvernement à reconnaître officiellement l'Etat palestinien "*en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit*".

La quasi-totalité des socialistes, l'ensemble des écologistes et du Front de gauche, les deux-tiers des radicaux de gauche et

une poignée d'UMP (9) et d'UDI (4) ont voté pour le texte, tandis que la grande majorité de l'UMP et la moitié de l'UDI ont voté contre. Seize députés se sont abstenus, dont les deux FN, alors que 48 UMP, 8 UDI et 6 radicaux de gauche n'ont pas pris part au vote.

Laurent Fabius était absent mardi car en déplacement à Bruxelles où il devait notamment parler de la Palestine avec ses collègues de l'Otan. (Allié d'Israël. - ndlr) AFP 02.12

- Reconnaissance de la Palestine : pour la LDJ, les députés sont des «*nazis*» - Liberation.fr

Pas ceux de Kiev qui comptent dans leurs rangs des néonazis ouvertement antisémites. Qu'est-ce qu'on est bête parfois, comme la FDJ !

En famille (élargie). La gauche décomposée ou l'internationale contre-révolutionnaire

- «*Qui est organisé en Internationale ? Les banques. Plus la gauche*» - libération.fr

En tournée lundi à Paris, Gregor Gysi, chef des députés Die Linke au Bundestag, demande aux partis pro-européens de se réveiller.

Lundi, accompagné de son homologue du PCF André Chassaigne et de l'ex-député communiste de Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Brard, il a donc vu à la fois le centriste Jean-Christophe Lagarde, le président du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré et celui de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Tout comme le patron du PCF Pierre Laurent et l'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon.

«*Si on sort de l'euro, plus aucun pays européen n'aura son mot à dire face à la Chine, l'Inde, le Brésil, les Etats-Unis*», fait-il valoir après avoir plaidé pour que les partis pro-européens, de gauche comme de droite, portent un «discours positif» sur la construction européenne, actant des «*points d'accord*» sur le sujet avec les personnalités du centre et socialistes rencontrés lundi. «*Il y a deux ou trois ans, cela était encore impossible, dit-il, ça ne réduit pas nos différences mais il faut faire quelque chose avant que les antieuropéens ne l'emportent*». libération.fr 02.12

Ne parlez pas de confusion, mais plutôt de collusion d'intérêts sur le dos des travailleurs. Gregor Gysi réalise l'union nationale du centre, en réalité la droite, jusqu'à Mélenchon. Et après ces gens-là seraient de gauche ? Cela doit être une mauvaise blague.

Une supercherie à bout de souffle.

Le soit-disant modèle social des pays scandinaves n'est que la mouture congelée de l'"*Etat providence*", des "*Trente glorieuses*", des "*Jours heureux*", du réformisme bourgeois des pays du sud de l'Europe, qu'on nous sert ou qu'on nous a servi sans interruption depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, qui confrontée à l'épreuve des convulsions que connaît à nouveau le capitalisme mondial et profitant de l'état de putréfaction avancée du mouvement ouvrier international, s'est mis à fondre ou à partir en morceaux favorisant l'extrême droite.

Bref, le scénario classique pour qui a étudié un tant soit peu l'histoire du XXe siècle, particulièrement celle de la lutte des classes depuis les années 30, qu'on voit se reproduire à des degrés différents dans tous les pays en Europe.

La question réforme sociale ou révolution mérite-t-elle encore d'être posée ? Il faut être sourd, aveugle et d'une mauvaise foi incurable pour ne pas comprendre que le réformisme est l'ennemi du socialisme et des intérêts fondamentaux des travailleurs, car lorsque le jour a sonné d'y mettre un terme parce que les besoins du capitalisme l'exige et que les conditions politiques sont réunies, il est trop tard pour comprendre quelle en était la nature et pour s'y opposer efficacement. Tous nos droits sociaux sont attaqués, amputés, liquidés les uns après les autres, en guise de progrès social vous vous apercevez qu'au bout du compte le réformisme vous avait réservé exactement le contraire, et parce que vous (les masses) êtes théoriquement désarmé et impuissant politiquement pour affronter le capital, il ne vous reste plus qu'à vous lamenter sur votre triste sort, qu'à contempler l'ampleur du désastre, au pire à vous accommoder de la situation et la subir sans réagir, ou au contraire vous dire qu'on ne vous y reprendra plus et lutter dans la perspective du renversement du régime en place, pour le socialisme.

Réforme sociale ou révolution, propriété privée des moyens de production ou propriété collective des moyens de production, dictature du capital ou dictature du prolétariat, barbarie ou socialisme, ceux qui refusent d'admettre que ce sont les seules alternatives politiques possibles, ceux qui refusent de trancher, de choisir entre l'un et l'autre, qui tergiversent sans fin, sont condamnés à mort politiquement et à rejoindre la cohorte des opportunistes ou traitres, révisionnistes en tous genres qui s'adaptent au régime, par crainte de l'affronter ou parce qu'ils ne croient pas que ce serait possible de le vaincre, parce qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité de la classe ouvrière à réaliser la tâche historique qui lui revient d'accomplir, s'emparer du pouvoir politique et s'attaquer au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne aujourdhui l'impérialisme pourrissant.

Nous avons connu une époque où il n'y avait pas de chômage, où les salaires augmentaient de 10 à 15% ou plus par an, où il

était possible d'améliorer son niveau de vie, de trouver un emploi correspondant à son diplôme ou sa qualification, de progresser socialement, etc. c'était dans les années 70. Le capitalisme et le réformisme n'ont produit aucun miracle à cette époque, nous avons simplement profité des avantages liés à la reconstruction après quatre ans de guerre mondiale dévastatrice et une période d'expansion économique en grande partie artificielle ou basée sur le crédit ou l'endettement. Une fois cette période terminée, que l'on pourrait comparer à une montagne qu'on aurait gravie sans peine sans jamais atteindre le sommet, il était tant d'aborder la descente pour se retrouver confronter à nouveau aux mêmes difficultés qu'autrefois, en pire, car ayant acquis entre temps des besoins nouveaux impossibles à satisfaire, un mode de vie auquel on s'accroche désespérément avant que la chute finale ne se produise, nos amis grecs et portugais en savent quelque chose, irlandais, islandais, italiens, espagnols dans une moindre mesure, jusqu'à présent...

Le réformisme nous fait aussi penser à un joueur qui aurait beaucoup gagné et tout perdu par la suite. C'est notre ennemi qui tient notre sort entre ses mains, qui est aux commandes, qui appuie sur le bouton et dit stop, finie la récréation, tout le monde en rang et marchez au pas maintenant, et gare à celui qui n'obéit pas, il est éliminé du marché, de la société, parfois simplement parce qu'il n'a plus besoin de vous. Il vous jette, il est d'une violence inouie, il est d'un cynisme effrayant et vous voulez le ménager avec vos réformes. Et nous pendant ce temps-là, on devrait craindre la révolution, d'affronter le capital, de rompre avec lui, le socialisme.

En réalité, en adoptant cette attitude on a faux sur toute la ligne, mais on refuse de l'admettre, cette obstination malsaine nous sera fatale, nous la combattons parce qu'elle nous condamne à subir le même destin, l'humanité entière car notre vision politique se situe à cette échelle. Vous ne pouvez pas imaginer combien de peuples innocents ont été saignés ou sacrifiés pour ces réformes qui finalement avaient un contenu purement individualiste, social-patriote, en échange ils ont eu le droit au sous-développement et des régimes despotiques, des guerres, des famines, des génocides.

On n'aborde pas le réformisme et ses conséquences désastreuses pour le prolétariat mondial sur le plan de la morale ou pour donner mauvaise conscience à ceux qui verseraient dans le réformisme, mais uniquement sur le plan politique, ne confondez pas avec la pseudo-extrême gauche qui a troqué l'internationalisme prolétarien pour le tiers-mondisme ou qui joue les redresseurs de conscience qui voudraient leur inculquer à tous prix leur mode de pensée alors que les rapports sociaux de production dans leur pays demeurent inchangés ou qu'ils continuent de vivre dans des pays économiquement sous-développés ou plutôt pillés par les multinationales des grandes puissances qui ne sont pas seulement occidentales. A suivre.

Un sujet d'actualité pour illustrer notre propos.

- La Suède face à l'essoufflement de son modèle social - LeFigaro.fr

- Suède: l'extrême droite cherche à faire tomber le gouvernement - AFP

L'extrême droite suédoise a plongé mardi le pays dans une crise politique inédite en mettant en minorité le gouvernement de gauche par son soutien au projet de budget de l'opposition.

"*Nous allons donner nos suffrages au budget de l'Alliance*" (opposition de centre droit), a annoncé lors d'une conférence de presse à Stockholm le président par intérim du parti Mattias Karlsson.

Le gouvernement, au pouvoir depuis seulement deux mois, s'est retrouvé obligé de négocier une issue avec les autres partis, ceux de l'Alliance (centre droit) qu'il a battus lors des législatives de septembre.

Le Parlement a le projet de budget 2015 inscrit à son ordre du jour de mercredi. Mais le vote pourrait être repoussé si le gouvernement (sociaux-démocrates et Verts) et l'Alliance se mettaient d'accord.

Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Stefan Löfven a indiqué qu'il invitait à discuter d'un nouveau budget les responsables des quatre partis de l'opposition de centre droit (conservateurs, libéraux, centristes agrariens et chrétiens-démocrates) dès mardi soir.

"*Le gouvernement prendra ses responsabilités. Et je suis prêt à collaborer au-delà des blocs*", a-t-il déclaré.

"*Quatre ou cinq pistes peuvent être explorées*", a-t-il ajouté, n'excluant pas de démissionner comme il l'avait évoqué dans la presse mardi matin.

L'opposition de centre droit a jusqu'à présent affirmé qu'elle ne soutiendrait pas le budget gouvernemental.

"*Stefan Löfven fait désormais tout pour faire porter la responsabilité à quelqu'un d'autre, alors qu'elle est celle de Stefan Löfven*", a dit la présidente du groupe parlementaire des Modérés (conservateurs), Anna Kinberg Batra à l'agence de presse suédoise TT, soulignant les différences entre les deux budgets.

Dans le meilleur des cas, un compromis pourrait être trouvé en commission parlementaire. Dans le pire des cas, la crise ne pourrait être résolue que par de nouvelles élections législatives.

"*Une possible sortie est que les renégociations du budget en commission des Finances soient rompues et que Stefan Löfven démissionne, alors il y aura un remaniement en premier lieu*", a déclaré la politologue Jenny Madestam à TT.

Le seul scénario exclu est que le gouvernement ou l'opposition de centre droit négocient avec l'extrême droite.

Les Démocrates de Suède (SD) sont le troisième parti du pays avec 49 sièges sur 349, et ont affirmé leur ligne anti-immigration.

"*Nous tâcherons de faire tomber tout gouvernement ou proposition de budget qui soutient une hausse de l'immigration et donne aux Verts une influence décisive sur la politique d'immigration*", ont-ils indiqué mercredi.

Cette décision met le pays dans une situation exceptionnellement compliquée, avec trois blocs distincts en présence.

Le choix des Démocrates de Suède est largement soutenu par les électeurs d'extrême droite : un sondage publié par le quotidien Aftonbladet mardi montrait que 71% de leurs sympathisants étaient favorables à une chute du gouvernement.

"*Il est raisonnable de parler avec nous et d'entendre ce que nos quelque 800.000 électeurs pensent*", a souligné M. Karlsson.

Il a expliqué la décision du parti par la nécessité de mettre en lumière les coûts liés à l'accueil des migrants, estimant que les dépenses contenues dans le projet de budget étaient sous-financées à cause du nombre croissant de réfugiés accueillis par la Suède.

L'extrême droite n'a annoncé sa décision qu'à l'issue d'une conférence de presse de plus d'une demi-heure, profitant de l'audience pour plaider longuement contre une politique d'immigration qualifiée d'"extrême".

Pour une éditorialiste du quotidien Dagens Nyheter, "*SD a réussi à nous amener exactement où ils voulaient, ils ont réussi à attirer l'attention (...). Ils nous ont obligés à écouter leurs leitmotiv (...) : asile, immigration, asile, immigration. C'était comme une agression mentale*".

Le Parlement suédois est sorti des législatives de septembre divisé entre une gauche minoritaire (158 députés), un centre droit battu après huit années de réformes d'inspiration libérale au pouvoir (142 députés) et une extrême droite en pleine ascension. AFP 02.12

Ils n'ont pas eu Assange, attraperont-ils Snowden ?

- Le « *prix Nobel alternatif* » décerné à Edward Snowden au Parlement suédois - Le Monde.fr 02.12

Comme le raconte le Guardian, la cérémonie a eu lieu au Parlement suédois, devant de nombreux députés, qui ont salué l'annonce par une standing ovation. Toujours exilé à Moscou, Edward Snowden n'était pas présent pour recevoir son prix, qui est symboliquement resté sur scène malgré la présence de membres de sa famille dans la salle.

« *M. Snowden, votre Right Livelihood Award vous attend. Nous faisons confiance à la Suède pour qu'elle fasse son possible pour que vous puissiez venir chercher votre récompense dans un avenir très proche* », a déclaré sur scène Jakob Von Uexküll, le créateur des Right Livelihood Award (un « *prix Nobel alternatif* » qui existe depuis 1980 et qui n'est pas lié à la fondation Nobel).

Edward Snowden, recherché et inculpé aux Etats-Unis pour espionnage, ne prend pas le risque de sortir de Russie, où il a reçu la permission de vivre pendant trois ans. Comme à son habitude pour ses interventions publiques, il s'est exprimé par webcam devant les député suédois, pour réaffirmer qu'il ne regrettait rien. Le Monde.fr 02.12

Commentaire d'un internaute.

- "*Bizarrement ni Assange ni Wikileaks n'ont reçu ce prix. Ah oui c'est en Suède. Comme quoi il y a des limites même aux bonnes idées...*"

Dites plutôt que le populisme ou la démagogie ne connaissent pas de limites...

Et puis, Snowden, il n'a fait que révéler ce que nous savions depuis des lustres, à savoir que l'espionnage n'avait pas disparu au

début des années 90, et qu'avec l'avènement de la communication électronique ou Internet, il leur serait possible dorénavant de surveiller l'ensemble de la population.

Assange et Wikileaks qui ont révélé les petits secrets de famille des chancelleries n'ont pas davantage contribuer à faire avancer la lutte des classes contre le capitalisme, ils ont au contraire contribuer à faire en sorte que ses représentants justifient leur culture du secret qu'une large partie de la population a approuvée.

Il y en a qui se satisfont d'un os à ronger parce qu'ils sont rassasiés, nous, nous faisons partie de ceux qui resteront sur leur faim aussi longtemps qu'il restera un ventre criant famine dans le monde.

Un jour un militant du NPA m'a interpelé violemment dans un courriel, après avoir cru percevoir dans mon comportement une dérive "*conspirationniste*", alors qu'en réalité je suis hermétique à cette théorie pour savoir qu'elle était en réalité avant tout le fait de notre ennemi, ce qu'apparemment il ignorait, comme d'ailleurs tous ceux qui refusent d'aborder cette question ou qui la méprisent, et qui par conséquent sont incapables de comprendre la stratégie politique de l'oligarchie financière qui influe sur l'orientation du capitalisme mondial et ses institutions.

France. Parole de gendarme.

- Rémi Fraisse: aucune faute des gendarmes selon l'enquête administrative - AFP

L'enquête administrative, diligentée après la mort fin octobre de Rémi Fraisse sur le site du barrage contesté de Sivens, a écarté toute faute professionnelle des gendarmes, des conclusions qualifiées de mensonges par l'avocat de la famille du militant écologiste.

S'"*il ressort clairement que la mort de Rémi Fraisse est imputable à l'explosion d'une grenade offensive*", l'enquête, demandée début novembre par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve à l'Inspection générale de la gendarmerie (IGGN), s'en remet à la justice "*pour déterminer l'exacte responsabilité et le degré de responsabilité du lanceur*".

C'est le chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale, le général Pierre Renault, qui a présenté mardi soir devant la commission des Lois de l'Assemblée nationale ces conclusions, très attendues après les manifestations contre les violences policières qui ont eu lieu ces dernières semaines.

"*En l'état des informations recueillies dans cette enquête et au plan strictement administratif, je ne dispose pas d'élément permettant de caractériser une faute professionnelle*", a-t-il déclaré lors de son audition.

Interrogé par l'AFP, l'avocat de la famille de Rémi Fraisse, Me Arié Halimi, a estimé que "*chaque phrase de cette audition est un mensonge*". "*La famille avait demandé la vérité au président de la République, elle est contrainte de constater que le mensonge est encore plus lourd et encore plus cynique*", a affirmé Me Halimi.

"*Le directeur de la gendarmerie nationale Denis Favier avait déjà déclaré qu'il n'y avait pas de fautes et qu'il soutiendrait ses hommes quoi qu'il arrive. Le général Pierre Renault lui a obéi*", a-t-il ajouté.

L'enquête administrative s'appuie sur des entretiens par l'IGGN des autorités préfectorales et des gendarmes engagés mais aussi sur des documents et vidéos prises par la gendarmerie, qui ont été versées à l'information judiciaire.

En revanche, les auditions réalisées dans le cadre de l'enquête judiciaire, n'ont pas été utilisées par l'IGGN.

Ce rapport a été remis aux deux juges d'instruction toulousains chargés de l'enquête judiciaire.

Pour l'Inspection générale, la nuit où Rémi Fraisse est mort, "*l'emploi de la force puis l'usage des armes se sont imposés très rapidement*". Elle souligne toutefois que la préparation de la manifestation plus tôt dans l'après-midi du 25 octobre, "*privilégiait la concertation avec les organisateurs et le souci d'apaisement*".

Ces conclusions ne sont "*pas une surprise*", a réagi Ben Lefetey, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Tester, qui regroupe les associations opposées au projet de retenue d'eau. "*La gendarmerie couvre ses gendarmes, comme depuis le début. On attend beaucoup plus de l'enquête judiciaire*", a-t-il déclaré.

Pour lui, "*la question reste posée: pourquoi le gouvernement a pris la décision de faire prendre des risques à ses forces de l'ordre et aux manifestants pour garder un bout de grillage alors que le même gouvernement recommandait de suspendre le projet?*".
AFP 02.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Selon un parlementaire américain interviewé ce soir par Russia Today (infos de 18h), Ashton Carter serait un chaud partisan de l'intervention américaine au Moyen-Orient contrairement à Chuck Hagel.

1.1- Obama s'apprête à nommer Ashton Carter à la tête du Pentagone - AFP

Le président américain Barack Obama s'apprête à nommer Ashton Carter, ex-secrétaire adjoint à la Défense, à la tête du Pentagone en remplacement de Chuck Hagel, selon plusieurs médias américains.

Ashton Carter fut secrétaire adjoint à la Défense de Leon Panetta entre octobre 2011 et décembre 2013. Auparavant, il a occupé le poste de sous-secrétaire à la Défense chargé des acquisitions.

Expert des questions budgétaires, diplômé d'histoire médiévale et de physique, M. Carter est marié et père de deux enfants.

Le sénateur républicain John McCain, a jugé que ce dernier avait les qualités requises pour le poste. Cependant, a-t-il souligné, "*il aura peu ou pas d'influence du tout sur les décisions cruciales en matière de sécurité nationale*".

Peut-il être l'homme de la situation pour mener la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique en Irak et en Syrie ? "*Non*", a répondu, catégorique, M. McCain.

"*Personne ne le peut, car la Maison Blanche, si l'on croit ses trois prédécesseurs, concentre toutes les décisions entre les mains d'une poignée de gens (...) qui n'ont qu'une seule chose en commun: ils ne connaissent rien à l'armée*", a-t-il ironisé. AFP 02.12

C'est peut-être pour cette raison qu'Obama l'a désigné pour remplacer Chuck Hagel, cela laissera les mains libres au clan qui au sein de l'administration américaine et du Pentagone entendent dicter la politique étrangère américaine, Obama et Carter leur serviront de couvertures et prendront les coups à leur place, bon c'est relativement bien payé pour faire ce job.

1.2 - Le département d'Etat américain fait main basse sur l'Ukraine.

- Ukraine: une Américaine et deux autres étrangers entrent au nouveau gouvernement - AFP

L'Ukraine s'est dotée mardi d'un nouveau gouvernement pro-occidental incluant une Américaine, un Géorgien et un Lituanien à des postes clés, censés aider le pays à sortir d'une grave crise économique et à faire face au sanglant conflit armé dans l'Est.

Ces nominations surviennent alors que, sur le terrain, des trêves ont été annoncées dans les combats entre les séparatistes prorusses et l'armée ukrainienne dans la zone de l'aéroport de Donetsk et dans la région de Lougansk, les points les plus chauds.

"*Nous devons intégrer dans notre gouvernement les meilleures compétences internationales*", a déclaré le président Petro Porochenko.

Natalie Jaresko, une Américaine d'origine ukrainienne ayant travaillé pour le département d'Etat américain et pour un fonds d'investissement ukrainien financé par le Congrès des Etats-Unis, se retrouve ainsi ministre des Finances.

Interrogée sur cette nomination, la porte-parole du département d'Etat à Washington a assuré que les Etats-Unis "*n'avaient rien à faire du tout avec cela*". "*C'est le choix du peuple ukrainien et de leurs représentants élus*", a affirmé Marie Harf.

Le Lituanien Aivaras Abromavicius, co-dirigeant d'un fonds d'investissement suédois, devient ministre de l'Economie, et le Géorgien Alexander Kvitachvili, ex-ministre de la Santé en Géorgie, hérite du ministère de la Santé.

Le président Porochenko a indiqué leur avoir octroyé la citoyenneté ukrainienne mardi matin, juste avant leur nomination.

L'Ukraine s'est vu promettre plusieurs milliards de dollars d'aide internationale si elle s'engage à mener des réformes économiques.

"*2015 sera encore plus difficile que cette année*", a déclaré le Premier ministre Arseni Iatseniouk aux députés avant le vote. "*Nous somme prêts aux réformes les plus radicales, les plus difficiles et les plus efficaces.*" AFP et Reuters 02.12

Et sans fard.

- Otan: la Russie critiquée pour son appui aux séparatistes ukrainiens - AFP

2- Israël

- Israël: Netanyahu appelle à des élections anticipées - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a limogé mardi deux ministres centristes jugés trop critiques et a appelé à des législatives anticipées qui pourraient lui permettre de former un gouvernement encore plus à droite.

La Knesset, le Parlement israélien, commencera mercredi à examiner un projet de loi de dissolution. La procédure pourrait s'achever le jour même ou lundi, selon la radio publique.

Dès mardi soir, M. Netanyahu a précipité la crise en limogeant les deux principaux frondeurs de son gouvernement de coalition, le ministre des Finances Yaïr Lapid, figure du centre-droit et champion de la classe moyenne, et la ministre de la Justice Tzipi Livni, qui incarne le centre-gauche.

"*Dans l'état actuel des choses, je ne peux pas diriger le pays*", a déclaré M. Netanyahu en conférence de presse. "*Ce gouvernement, depuis sa prise de fonction, a été marqué par les confrontations*", a-t-il dit, accusant M. Lapid et Mme Livni d'avoir "agi contre le gouvernement de l'intérieur". "*En un mot, ça s'appelle un putsch*".

Le parti de M. Lapid, Yesh Atid, a conspué un "*acte peureux*" et un porte-parole a affirmé à l'AFP que les quatre autres ministres de cette formation allaient démissionner dans la soirée.

Mme Livni a réagi en affirmant que les élections à venir offriraient aux électeurs le choix entre son "sionisme" et "*l'extrémisme*" du Premier ministre.

Si M. Netanyahu est décidé à aller vers de nouvelles élections, c'est que les sondages semblent assurer à celui qui a déjà été trois fois Premier ministre de se succéder à lui-même.

Il pourrait même, selon les experts, se ménager une coalition gouvernementale moins turbulente que l'actuelle, en s'élargissant à sa droite, du côté des ultra-nationalistes et des formations religieuses.

"*Les partis de droite ont la majorité selon les sondages, ce qui signifie qu'il y a de grandes chances que M. Netanyahu conserve son poste*", estime le politologue Abraham Diskin.

Une coalition gouvernementale plus à droite pourrait rendre encore plus vains les efforts pour une reprise des négociations sur le processus de paix israélo-palestinien.

Si M. Netanyahu cherche à avoir les coudées franches, c'est parce que son gouvernement se déchire depuis plusieurs semaines, notamment sur son projet de loi controversé visant à renforcer le caractère "*juif*" de l'Etat.

Une fois la dissolution votée, la composition du gouvernement ne peut plus être modifiée et M. Netanyahu se ménage ainsi un cabinet moins turbulent pour gérer les affaires courantes jusqu'aux élections anticipées qui pourraient avoir lieu en mars ou avril 2015.

Pour les médias, une véritable "*guerre des chefs*" se jouait au gouvernement entre MM. Netanyahu et Lapid, chef de la formation de centre-droit Yesh Atid devenue le premier parti avec 19 députés depuis que le Likoud (18 députés) s'est séparé du parti ultranationaliste Israël Beiteinou (13 députés).

M. Netanyahu avait présenté lundi à M. Lapid cinq exigences pour sauver le gouvernement, parmi lesquelles le retrait de son projet de suppression de la TVA sur les achats immobiliers, la fin des critiques sur la colonisation israélienne à Jérusalem-Est annexée, qui suscitent des levées de boucliers à l'étranger, et le soutien au projet de loi sur l'Etat "*juif*".

M. Lapid a rejeté cet ultimatum et accusé M. Netanyahu "*d'irresponsabilité*" en poussant "*à des élections superflues*".

Le Likoud est actuellement crédité de 23 sièges, moins qu'en juillet où, en pleine guerre dans la bande de Gaza, les sondages lui

en allouaient 31.

Pour former une majorité, M. Netanyahu a d'ores et déjà contacté les partis ultra-orthodoxes, relégués dans l'opposition alors qu'il les considère comme des "*alliés naturels du Likoud*", selon les médias.

Le Foyer Juif du ministre de l'Economie Naftali Bennett, un parti nationaliste religieux et fervent partisan de la colonisation (12 députés), est présenté comme la formation qui devrait connaître la plus forte progression aux prochaines législatives.

De même, le très populaire Moshé Kahlon, un ancien ministre du Likoud, a créé un parti centriste qui concurrence Yesh Atid sur le créneau de la défense de la classe moyenne. Il pourrait remporter neuf sièges, au détriment du parti de M. Lapid.

L'incertitude politique a fait plonger mardi le shekel à son niveau le plus bas depuis plus de deux ans. AFP 02.12

3- Irak - Iran

- L'Iran frappe à son tour l'Etat islamique en Irak - LeMonde.fr

Le contre-amiral John Kirby, porte-parole du Pentagone, a reconnu que ce dernier disposait d'« indications » suggérant que les Iraniens « *ont lancé des raids aériens avec des avions F-4 Phantom ces derniers jours* » en Irak. Ses déclarations intervenaient après que la chaîne Al-Jazeera a montré des images d'avions semblant être des chasseurs F-4, similaires à ceux utilisés par l'armée de l'air iranienne. Ces avions attaquaient des cibles dans la province de Diyala, frontalière de l'Iran.

M. Kirby a cependant précisé : « *rien n'a changé concernant notre politique selon laquelle nous ne coordonnons pas nos activités avec les Iraniens* ». En septembre, l'ayatollah Ali Khamenei avait refusé de rejoindre la coalition, estimant que les Etats-Unis avaient « *les mains entachées* » dans ce conflit. L'Iran n'avait par ailleurs pas été convié à la conférence de lancement de la coalition.

Le Pentagone en a ainsi appelé à la responsabilité du gouvernement irakien de coordonner les frappes internationales menées sur son territoire.

« *Nous effectuons des missions aériennes au-dessus de l'Irak. Nous les menons après nous être concertés avec le gouvernement irakien. Il revient au gouvernement irakien de gérer cet espace aérien* ».

L'armée iranienne est active au sol, assistant les milices chiites ainsi que des unités de l'armée irakienne, mais c'est la première fois que Washington confirme des raids aériens menés par des avions de chasse iraniens contre le groupe EI. L'Iran, qui entretient des liens étroits avec Bagdad, a également mis à la disposition de l'Irak des avions de type Soukhoï Su-25. LeMonde.fr 02.12

ECONOMIE

1- Pétrole

Que cela ne tienne!

La Russie annonce qu'elle renonce à un coûteux projet de gazoduc, parce qu'elle en a marre de l'attitude belliqueuse de l'Union européenne, elle préfère se tourner vers des partenaires plus fiables et respectueux de ses intérêts. A peine 24 heures plus tard l'UE relance la Russie...

1.1- Gazoduc South Stream : pourquoi la Russie a décidé de jeter l'éponge - LeMonde.fr

« South Stream, c'est terminé », a déclaré lundi 1er décembre le PDG de Gazprom, Alexeï Miller, au cours de la visite de Vladimir Poutine en Turquie, confirmant l'annonce faite peu avant par le président russe lors d'une conférence de presse avec son homologue turc, Recep Tayyep Erdogan.

« *Nous allons dérouter nos ressources énergétiques vers d'autres régions du monde et l'Europe ne recevra plus les mêmes volumes de la Russie, mais c'est le choix de nos amis européens* », a souligné le président russe. Moscou et Ankara ont d'ailleurs signé, lundi, un accord pour la construction d'un nouveau « *tuyau* » reliant les deux pays sous la Mer noire et la fourniture de gaz (avec une ristourne de 6 %). Ce texte renforce les liens énergétiques (pétrole, gaz, nucléaire) entre la Russie et la Turquie, deuxième client de Gazprom derrière l'Allemagne.

« *Il faudrait que la commission européenne assume mieux ses décisions politiques, indiquait mardi matin une source russe à Bruxelles interrogée par Le Monde. Il y avait des discussions depuis des mois entre Gazprom et les services de l'institution pour savoir comment le groupe russe peut se conformer aux exigences législatives du troisième paquet énergie, qui dit qu'un exploitant de réseau ne peut pas non plus distribuer de gaz. On parlait d'exemptions. Mais les rendez vous sont devenus de plus en plus difficiles à obtenir avec la commission, qui trainait clairement des pieds.* »

L'UE relance la Russie qui a décidé d'annnuler son projet de gazoduc dit South Stream.....

Interrogé mardi par Le Monde, un porte-parole de la commission européenne refusait cependant de dire si le projet South Stream était mort ou vif : « *on est en train d'analyser la situation* » déclarait-il, en continuant à soutenir que ce « *gazoduc doit être construit et opéré dans le respect de la législation européenne* ».

Moscou se tourne de plus en plus vers l'Asie

L'accord russo-turc fait suite à la signature le 21 mai, sous les auspices de M. Poutine et du président chinois Xi Jinping, d'un contrat entre Gazprom et la China National Petroleum Corp. (CNPC) pour la livraison de 38 milliards de m3 de gaz russe par an durant trois décennies. Montant estimé : 400 milliards de dollars. Ce gaz proviendra toutefois des gisements de Sibérie orientale et n'était pas destiné à l'Europe, trop lointaine.

Faut-il croire à une relance de Nabucco ?

Dans les années 2000, l'Europe, soutenue politiquement par les Etats-Unis, avait envisagé de promouvoir un gazoduc baptisé Nabucco. Il aurait été alimenté par du gaz de la mer Caspienne et plus tard d'Asie centrale (Turkménistan…). Objectif : renforcer la sécurité d'approvisionnement du Vieux Continent en dépendant moins de la Russie. Mais South Stream avançant plus vite grâce à la participation de grands groupes européens - ce qui en dit long sur la solidarité au sein de l'Europe -, la Commission de Bruxelles avait finalement mis Nabucco en sommeil. Il est peu probable qu'elle le réveille au moment où le marché européen du gaz est très déprimé en raison de la concurrence du charbon (beaucoup plus compétitif) et des énergies renouvelables dans la production d'électricité. LeMonde.fr et AFP 02.12

Commentaires d'internautes

1- "*South stream qui a été bloqué du seul fait de la Bulgarie, débouché au sortir de la mer Noire, par décision du 1er ministre à la suite d'une visite persuasive de Mc Cain, alors que tous les autres pays concernés y étaient favorables contre la commission aux ordres des USA, sera remplacé par un nouveau gazoduc de même capacité qui va desservir la Turquie et se prolongera vers la Grèce, la Serbie, l'Italie, l'Autriche, etc.. Sauf la Bulgarie. ... http://fr.ria.ru/business/20141201/203124537.html* "

2- " *Nos dirigeants font une erreur énorme en fermant la porte à la Russie, ils font une fixette sur Poutine, ils sont en train de faire basculer ce pays vers des alliance orientales alors que cela aurait pu être un facteur de croissance, d'échanges économique. C'est un grand pays qui a inventé son propre alphabet comme les chinois et les arabes.*"

3- " *Le pétrole et le gaz qui rapportent 50% des recettes budgétaires, baisse du prix compensée par la baisse du rouble, ne représentent que17% du PIB. La Russie, 2eme exportateur mondial de blé, importait 30% des produits ciblés par les contre-sanctions surtout de l'UE*"

2- La chute du pétrole renfloue le portefeuille des ménages et entreprises - AFP

Avec la dégringolade des prix du pétrole, les consommateurs français regagnent du pouvoir d'achat et les entreprises commencent à rebâtir des marges, une tendance qui profitera à l'économie hexagonale, surtout si elle s'installe dans la durée.

Si les pays producteurs pleurent, d'autres rient, comme la France qui avait dépensé 87 milliards d'euros en importations énergétiques en 2013, dont 51 milliards en hydrocarbures, selon l'institut Coe-Rexecode.

Grâce au repli du brut, la facture sera réduite "*au minimum de 5 milliards d'euros*" cette année, "et de 3,7 milliards pour les seules importations d'hydrocarbures", précise-t-il.

"*Les automobilistes sont clairement dans les gagnants*", assure le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), Jean-Louis Schilansky.

Le gazole, qui représente plus de 80% des volumes vendus, a perdu 12,5 centimes depuis le début de l'année, atteignant la semaine dernière son niveau le plus bas depuis début décembre 2010. Pour un plein de 50 litres, cela représente une économie d'environ 6,3 euros.

Le constat vaut aussi pour l'essence sans plomb. Et ce n'est pas fini: les prix à la pompe continueront de reculer, le récent plongeon du brut n'ayant pas encore été totalement intégré.

"*D'ici six à huit jours, le prix moyen du gazole en France devrait être sous la barre symbolique de 1,20 euro le litre*", prédit le site de comparaison des prix Carbeo.com.

La baisse serait plus marquée encore sans la dévalorisation de l'euro, qui rend un peu plus chers les achats de barils libellés en dollars, et surtout sans le poids des taxes, qui représentent 52% du prix du gazole et 60% de celui de l'essence.

Insensible à la volatilité de l'or noir, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) augmentera le 1er janvier de 2 centimes/litre pour le gazole, en sus d'une nouvelle "taxe carbone" sur les carburants.

"*Mais il n'y a pas que les automobilistes. Les ménages se chauffant au fioul verront leur facture baisser considérablement et, plus généralement, tous les acheteurs de produits pétroliers*", souligne M. Schilansky.

Selon la Fédération nationale des transports routiers, le gain sur l'année se chiffre à 320 millions d'euros. Pour les compagnies aériennes comme Air France-KLM, dont le kérosène est l'un des principaux postes de dépenses, une variation de quelques dollars sur le prix du baril peut faire basculer les résultats entre pertes et bénéfices.

Les utilisateurs de gaz en profiteront aussi, dans la mesure où les prix de cette énergie sont en partie indexés sur ceux du pétrole.

A elle seule, l'industrie (hors énergie) y gagnera 2 milliards d'euros, soit plus que les versements au titre de Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), mesure de relance phare du gouvernement, estime l'institut Coe-Rexecode.

La chimie en est le principal bénéficiaire alors que le baril moins cher devrait affecter les résultats financiers des compagnies pétrolières comme le géant Total au quatrième trimestre, selon l'agence de notation Fitch Ratings.

"*Les entreprises ont l'opportunité d'améliorer leurs marges*", explique Philippe Waechter, chef économiste chez Natixis AM, ce qui à terme pourra se traduire par de nouveaux investissements et des emplois.

Au rang des vainqueurs figure aussi l'Etat français, estime M. Waechter, même s'il perd dans un premier temps des recettes de TVA sur les carburants parallèlement à la réduction du déficit commercial.

"*Cette baisse du pétrole permettra aux entreprises et aux ménages de consacrer leurs dépenses à d'autres choses, ce qui dynamisera un peu l'économie française. In fine, les rentrées de TVA seront plus importantes*".

A la condition toutefois que la situation soit durable - de un an et demi à trois ans. "*Pour conditionner les comportements, il faut avoir le sentiment, comme lors du contre-choc pétrolier dans les années 1980, que le prix du baril va rester durablement faible.*" AFP 02.12

En complément

- Ile-de-France : des transports 3 % plus chers en 2015 - LePoint.fr

2- Grèce

- La Grèce a rejeté les dernières conditions de la "*troïka*" - Reuters

La Grèce a rejeté les demandes d'alourdissement de sa fiscalité et de baisse de revenus demandés par ses bailleurs de fonds internationaux, a annoncé mardi le Premier ministre Antonis Samaras mardi.

"*Alors que nous négocions notre dernière évaluation, nos créanciers ont fixé des conditions comprenant des hausses d'impôts et des baisses de revenus mais nous les avons rejetées*", a déclaré Antonis Samaras lors d'une conférence économique.

Il a ajouté que le gouvernement avait accepté en contrepartie quelques autres mesures, sans plus de détails.

Le gouvernement grec joue sa survie sur la sortie du plan d'aide international. Il espère qu'une sortie anticipée l'aidera à passer l'obstacle de l'élection présidentielle de février et lui épargnera des législatives anticipées. Reuters 02.12

Haut de page

Le 4 décembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 22 articles.

Trop fatigué pour causer.

Je compte sur votre soutien financier : No pain, no gain (Scorpion).

Un camarade m'a écrit hier qu'il aurait préféré un paiement par Internet plutôt que par chèque, pas sûr selon lui, j'ai du mal à comprendre, j'avais plutôt l'impression du contraire, mais bon, j'ai peut-être sauté un chapitre.

Pour les lecteurs qui sont aux Etats-Unis, en Chine, en Russie, en Ukraine ou ailleurs, un chèque en dollar fera l'affaire, éviter le rouble toutefois !

A ce propos, je vous confirme la censure qui existe sur Russia Today International, depuis que je l'ai évoquée dans une causerie, durant le peu de temps que je passe devant la télé, une heure le soir environ, je l'ai constatée à cinq reprises où étaient traités des sujets totalement différents, la situation à Fergusson, en Ukraine, le nucléaire iranien, la chute du rouble notamment.

Parole d'internaute et réflexion politique

Le contexte. Hawking : "*L'intelligence artificielle pourrait mettre fin à la race humaine*" - nouvelobs.com

Stephen Hawking est un astrophysicien britannique atteint de la maladie de Charcot, autrement appelée sclérose latérale amyotrophique ou SLA, il se déplace en fauteuil roulant et parle à l'aide d'un ordinateur. nouvelobs.com 03.12

A moins que ce ne soit l'incapacité de l'homo sapiens d'atteindre un niveau de conscience supérieur, particulièrement parmi ses couches privilégiées ou intellectuelles chez lesquelles l'instinct animal du primate élémentaire continue de dominer...

- "*Nous sommes arrivés à tellement de progrès que la liberté de chacun devient une menace sans parler de la perte d'emploi , même si le progrès apporterait d'autres sortes d'emploi , là aussi la liberté et les conditions de travail ont totalement changé, rapidité toujours plus vite = stress, sans parler de la nature des gens devenus eux-mêmes je trouve inhumaine avec les technologies. C'est trop et perso trop néfastes !*"

Nous qui nous coltinons quotidiennement l'actualité mondiale qui illustre à quel point la société et le monde sont pourris et cyniques, ajoutons qui s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le chaos, la guerre et la barbarie, pourrions douter qu'il pourrait en être autrement un jour ou que le socialisme finirait par l'emporter.

Cela dit nous n'avons pas d'autre choix que continuer le combat pour le socialisme, nous devons continuer de croire que c'est possible de changer la société et le monde, dans le cas contraire il n'y aurait plus qu'à sombrer dans la dépression ou devenir aussi individualiste et pourri que les représentants du vieux monde capitaliste.

Les gens comme vous dites sont à l'image de la société et ses représentants, individualistes, égocentristes, magélalomanes, schizophrènes, hystériques, etc. d'où la nécessité de nous en débarrasser le plus tôt possible. En attendant, il va de soi que le train-train de la lutte de classes qu'il faut bien assurer pour défendre ce qu'il nous reste de droits et d'acquis ne suffit manifestement pas, surtout lorsqu'on va de défaite en défaite. Ce dernier point est capital, mais nos dirigeants ne veulent pas en entendre parler, ils sont bornés et eux-mêmes complètement sclérosés, ils vivent dans un autre monde qui n'existent plus ou n'a jamais existé, ils ne veulent pas voir qu'il en résulte une profonde démoralisation et un sentiment d'impuissance, et comme malgré tout il faut bien continuer à vivre et à penser, les gens une fois affaiblis et désarmés pour affronter la dure réalité se laissent aller à adopter l'idéologie dominante, comment pourrait-il en être autrement puisqu'on ne veut pas mener aussi le combat sur ce terrain-là qu'on cède à la réaction.

Comment voudriez-vous que les masses puissent résister sur le plan idéologique, dès lors qu'elles sont si affaiblies et vulnérables, qui plus est abandonnées à leur triste sort. Si nous parvenons à résister, c'est parce que nous sommes armés théoriquement et politiquement, dans le cas contraire nous capitulerions ou nous nous accommoderions de cette société infâme. On l'a répété mille fois, en vain, on nous oppose que mener le combat sur ce terrain-là, idéologique et psychologique, ne correspond pas à la définition ou à la conception de la lutte de classe du marxisme, que ce serait prendre les problèmes à l'envers ou mal les poser

ou que ce serait parfaitement inutile, nous sommes absolument convaincus du contraire et nous estimons que ces arguments ne tiennent pas et sont de mauvaise foi au regard de la manière dont les marxistes abordaient les masses autrefois qui étaient cent fois plus incultes qu'aujourd'hui, bien que leur niveau de conscience n'a pas évolué à l'arrivée.

En l'absence de révolution à brève échéance, on a eu la possibilité pendant de longues décennies d'aider les masses à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société, mais nos dirigeants ont jugé péremptoirement que ce n'était pas une priorité, que cela ne servirait à rien, qu'ils aillent donc demander aux Grecs à quoi a pu servir leur politique dans la situation où ils se retrouvent, on est certain qu'ils en arriveront à cette conclusion, et puis au regard de leurs propres résultats en France ou de la situation dans laquelle nous sommes, on se demande bien quel résultat tangible ils pourraient revendiquer pour justifier leur politique et leur conception des rapports avec les masses.

Nous, nous estimons qu'il faut apporter des réponses aux questions que se posent les travailleurs quel que soit l'angle sous lequel ils abordent la situation, la société ou leurs expériences personnelles. Et vous remarquerez que la manière dont on les traite n'a rien d'existentialiste ou n'aboutit pas dans une impasse, à s'enfermer dans je ne sais quelle réflexion ou système phylosophique ou métaphysique, chaque fois en remontant le fil qui relie leurs questions à la société on en arrive à l'origine des problèmes qu'ils soulèvent qui nous amène sur le plan politique, non pas qu'on le rechercherait à tous prix ou que nous nous livrerions à une propagande qui tiendrait du prosélytisme ou de l'endoctrinement, mais tout simplement parce que c'est ainsi que fonctionne dialectiquement la société, qu'elle est structurée qu'on le veuille ou non.

Les masses n'en ont pas conscience. La personne qui se sent mal dans sa peau au point d'aller consulter un psychothérapeute, n'en aurait pas besoin si elle avait accès à nos analyses, car elle serait capable de s'analyser elle-même. Notre méthode d'analyse qui nous sert à interpréter la société et son évolution pourrait l'aider, alors que votre conception de la lutte des classes en est incapables. Il faut bien admettre qu'il y a davantage de travailleurs qui se posent une multitude de questions telles que nous les abordons ici, et qui sont parfairement capables de saisir notre discours, plutôt que le vôtre qui se cantonnent à des questions purement politiques et qui ne leur fournit pas la méthode pour ananlyser leurs propres expériences de la société, qui ne leur sert à rien dans la vie quotidienne, qui plus est, c'est à eux de progresser et non à nous de leur dire comment ils devraient penser ou agir.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes a conclu Marx de ses travaux. Mais on n'en a pas compris la portée ou la signification profonde, puisqu'on refuse d'admettre que c'est dès aujourd'hui que chaque travailleur doit s'ateler à cette tâche s'il veut un jour en arriver au bout et se libérer des chaines de l'exploitation et de l'oppression, que ce ne peut être que le produit d'un long murissement, d'un processus parvenu à maturité, qui plus est de nos jours où le capitalisme a développé d'autres puissants outils (de communication, de divertissement) pour l'entraver et l'empêcher de se libérer de ses chaînes.

On n'a jamais prétendu qu'un processus intellectuel ou théorique suffirait à atteindre cet objectif ou que des idées pourraient changer le monde, ce qu'on explique, c'est que la combinaison du combat pratique sur le terrain de la lutte des classes, la nécessité de s'organiser, et l'acquisition d'une méthode pour interpréter chaque expérience au cours de la vie pour en tirer des enseignements et élever son niveau de conscience, méthode que chaque travailleur doit se forger librement à partir des éléments ou des clés qu'on lui fournis, seule cette combinaison peut permettre de venir à bout de tous les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant pour finalement atteindre notre objectif.

Dans le cas contraire, tout le bénéfice qu'on aurait été en droit d'attendre de notre expérience de la lutte des classes sera hypothéqué ou réduit à néant. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une fois la lutte terminée la pression de la société (ou des idées de la classe dominante) pesant sur chaque travailleur qui avait été en quelque sorte contrariée le temps de la mobilisation, redevient insupportable sur ses épaules, au point qu'il ne tirera aucun profit ou enseignement de cette expérience qui ne l'aura finalement pas aidé à faire progresser son niveau de conscience.

On pourrait ajouter et ainsi de suite, car c'est ainsi que des millions de travailleurs au cours des 3 ou 5 décennies antérieures ont participé à une multitude de luttes sans jamais progresser d'un iota, ce qui était normal en l'absence d'un parti qui les aurait aidés à intégrer ces expériences dans leur existence, au lieu de cela elles demeureront des parenthèses qui se seront refermées aussi vite qu'elles s'étaient ouvertes et dont le souvenir s'estompera au fil du temps. Voyez ce qu'il en reste aujourd'hui : Rien !

Vous avez vu d'où nous sommes parti et où nous en sommes arrivé. Tout cela a été rédigé d'une traite sans brouillon ou sans savoir où cela nous mènerait. C'est cohérent ou cela vous semble farfelu ?

Tenez à propos de primates arriérés «***très proches***»

Bachar al-Assad juge les cotes de popularité de Hollande et Daech «*très proches*» - LeParisien.fr

N'estimez pas à la hâte que cette comparaison serait osée ou exagérée, la suite prouve que Hollande le mérite bien.

Vidéo. Le pape qui était en visite en Turquie le 30 novembre dernier n'était pas informé.

Turkey: IS Supply Channels - 27 nov. 2014 - Deutsche Welle (English)
https://www.youtube.com/watch?v=akbfplUcjLU

Turkey: IS Supply Channels

The radical Islamist group Islamic State (IS) is growing steadily. It now pays salaries to thousands of troops and has state-of-the-art weapons at its disposal. It has declared a caliphate stretching across parts of Syria and Iraq. Against a backdrop of cross-border trade with Turkish goods, it is now seeking to control border crossing points to Turkey.

Every day sees trucks laden with food, clothing and other items crossing the border from Turkey. They're unloaded on the other side; it is unclear who exactly is picking up the goods. The haulers believe most of the cargo is going to the IS. This year alone, goods worth around $1 billion were legally exported from Turkey to Syria. Moreover, oil, weapons and soldiers are being smuggled over the border. Kurdish volunteers are now patrolling the area in a bid to stem the IS's supplies.

http://www.dw.de/focus-on-europe-spotlight-on-people-2014-11-26/e-18040947-9798

Traduction.

La Turquie soutient l'Etat islamique.

Le groupe islamiste radical Etat islamique (IS) est en croissance constante. Il paie maintenant les salaires à des milliers de soldats et dispose d'un arsenal militaire digne d'un Etat à sa disposition. Il a déclaré un califat qui s'étend des deux côtés de la frontière entre la Syrie et l'Irak. Dans un contexte de commerce transfrontalier avec les marchandises turques, il cherche maintenant à contrôler les points de passage de la frontière à la Turquie.

Chaque jour voit des camions chargés de nourriture, de vêtements et d'autres articles traverser la frontière de la Turquie. Ils sont déchargés de l'autre côté; on ne sait pas exactement à qui sont destinées les marchandises. Les transporteurs estiment que la plupart du fret va à l'IS. Cette année seulement, des marchandises d'une valeur d'environ 1 milliard de dollars ont été légalement exportées de Turquie vers la Syrie. En outre, le pétrole, les armes et les soldats passent en contrebande la frontière. Des bénévoles kurdes patrouillent la zone dans le but d'endiguer les fournitures de l'IS.

Et Hollande qui prétend être sur la même position qu'Erdogan, le parrain des barbares d'EI, le bourreau des peuples irakien et syrien. Ce serait dommage de ménager Hollande au moment même où un important média reconnaît que la Turquie est complice d'EI.

Hier soir, j'ai eu l'occasion de voir une partie (30 minutes) de ce reportage de la Deutsche Welle.

L'UE et l'Allemagne, la France, soutiennent la Turquie et sont soit-disant engagés dans la guerre contre l'Emirat islamique...
Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas. Souvenez-vous que pendant les deux guerres mondiales au XXe siècles, les banquiers et industriels ont fourni les deux camps histoire de tirer profit des deux camps pour ne pas en perdre une miette.

Là les occidentaux soutiennent la Turquie et EI dans l'espoir que les Américains vont se raviser et se décider à attaquer la Syrie d'Assad. Et ils bombardent EI histoire de faire tourner l'économie d'armement qui se transforme en économie de guerre, il faut bien que le matériel de guerre et les armes servent à quelque chose, sinon comment justifier des dépenses militaires alors qu'ils coupent dans tous les budgets sociaux ?

Vidéo. Palestine occupée.

Mads Gilbert : À Gaza Israël pratique le terrorisme d'État - 29.11. 2014
https://www.youtube.com/watch?v=-wWLB3Av98A

Que s'est-il passé durant l'attaque massive de Gaza par les forces israéliennes l'été dernier ? Le médecin norvégien Mads Gilbert était sur place pour apporter son aide au personnel médical de l'hôpital al-Shifa. Dans cette interview de 10 min par le journaliste et réalisateur Truls Lie du Monde Diplomatique (Édition scandinave), le Dr Gilbert raconte ces attaques dont il a été témoin, explique ce que signifie être traité de "*terroriste*", parle des gens qu'il a rencontrés à l'hôpital al-Shifa, et explique en quoi la paix pour tous doit commencer avant tout par la fin de l'occupation israélienne et de l'oppression du peuple palestinien, et par la levée du siège de Gaza. A noter que le Dr Mads Gilbert s'est vu récemment interdire par Israël l'entrée en Palestine.

Etats-Unis. Assassinat. Impunité. Etat policier, raciste.

Pas d'inculpation pour un policier blanc dans la mort d'un homme noir à New York - 20minutes.fr

Ferguson, Cleveland et New York. Trois fais divers aux circonstances très différentes, mais trois conclusion identiques: un policier blanc tue un homme noir. Et comme à Ferguson, l'officier new-yorkais impliqué n'a pas été inculpé par un grand jury populaire, mercredi, une décision qui a provoqué des manifestations dans la plus grande ville américaine. Pour calmer le jeu, le ministre américain de la Justice Eric Holder a annoncé l'ouverture d'une enquête fédérale sur une éventuelle violation des droits civiques.

Soupçonné de vente illégale de cigarettes, Eric Garner, 43 ans, est plaqué par plusieurs policiers blancs le 17 juillet. L'officier Daniel Pantaleo le prend notamment par le coup pour l'immobiliser au sol. Obèse et asthmatique, Garner répète à sept reprises «*Je ne peux pas respirer*» avant de perdre connaissance. Il est déclaré mort après son transfert à l'hôpital.

Le procureur de Staten Island Daniel Donovan a expliqué mercredi qu'«*après délibération sur les éléments de l'enquête qui lui a été présentée, le grand jury a trouvé qu'il n'y avait pas de cause raisonnable de voter pour une inculpation*» de Daniel Pantaleo. Le policier a expliqué qu'il «*n'avait jamais eu l'intention de faire du mal à qui que ce soit*» et qu'il avait employé une technique enseignée lors de sa formation.

Officiellement, les immobilisation asphyxiantes (chokehold) sont pourtant interdites à New York. 20minutes.fr 03.12

Journalistes aux ordres = réfexion d'une stupidité accablante. Les banksters jouissent de l'impunité, les policiers criminels aussi, l'ordre impérial règne voilà tout.

Pétrole. Leur principale cible annoncée : Le Venezuela.

- La chute du pétrole, une menace pour les producteurs les plus fragiles - AFP

Ils ont du pétrole, mais pas les finances des pays du Golfe pour résister à une chute des cours : Venezuela, Nigeria, Russie et Iran sont les parents pauvres de la production de brut, fragilisés dès que les prix baissent.

La décision de l'Opep "*augmente les risques de troubles dans les pays membres qui n'ont pas les réserves financières nécessaires pour résister à cette guerre des prix*", observe James Williams, économiste spécialisé dans l'énergie chez WRTG Economics, et "*c'est clairement un désastre pour le Venezuela*".

"*Les exportateurs de pétrole comme le Venezuela et le Nigeria ont besoin d'un cours supérieur à 100 dollars par baril pour que leur budget national soit équilibré*", précise la maison de courtage Xzarnikov.

Mais le baril, à Londres comme à New York, est passé sous les 70 dollars.

Le Venezuela, perçu comme le plus fragile des producteurs de pétrole, a annoncé dès vendredi des coupes budgétaires.

Même s'il abrite les plus importantes réserves de brut au monde, ses finances sont en piteux état car il dépend fortement de ses revenus pétroliers, qui apportent 96% de ses devises.

"*La chute des prix du pétrole rapproche encore plus le Venezuela du défaut de paiement*", juge David Rees, analyste de Capital Economics, car "*le gouvernement n'a pas d'économies provenant du boom des prix du pétrole dans la dernière décennie*".

Même inquiétude de la part d'Oliver Jacob, analyste chez Pétromatrix : "*Venezuela est le plus faible maillon de la chaîne et les possibilités de désordre civil dans ce pays en 2015 augmentent*". (Surtout quand la CIA les crée ou les encourage. - ndlr)

"*J'ai l'impression qu'il va y avoir plus de conflictivité sociale, car il y aura plus de récession, plus d'inflation, plus de pénurie*", renchérit José Guerra, ancien cadre de la Banque centrale du Venezuela. AFP 03.12

ACTUALITE EN TITRES

Confiance dans la chaos et la guerre.

- Confiante dans l'économie américaine, Wall Street bat de nouveaux records - AFP

Wall Street a emmené ses indices Dow Jones et S&P 500 à des nouveaux records mercredi, accueillant avec enthousiasme

un rapport de conjoncture optimiste sur l'économie américaine. AFP 03.12

Tout s'achète chez eux.

- Sarkozy marque d'un geste financier le processus de paix à l'UMP - Reuters

- UMP: Juppé dit avoir eu une "*bonne rencontre*" avec Sarkozy - AFP

Pénibles les patrons, non, insupportables. Supprimons-les pour les soulager !

- Les patrons contre le compte pénibilité - Francetv info

Non mais alors !

- Comment Sarkozy s'est renfloué avant de prendre l'UMP - Le Huffington Post

- Cameron creuse le déficit britannique à cinq mois des élections - Reuters

Les caisses sont vides... sauf pour la guerre.

- Forte hausse des tarifs de fourrière au 1er janvier à Paris - L'Express.fr

- 1200 euros d'amende requis contre le prêtre qui accueille des demandeurs d'asile - LeFigaro.fr

Résistance passive

- La SNCF prévoit une grève très suivie des contrôleurs dès jeudi soir - Liberation.fr

- Education prioritaire : plus de 500 enseignants, parents et élus manifestent à Melun - LeParisien.fr

Intox

- 2014, peut-être l'année la plus chaude jamais enregistrée - Reuters

Et avant ?

- Ebola: aide de la Banque mondiale pour le redressement économique de la Sierra Leone - AFP

Sordide !

- Londres veut taxer les "*profits détournés*" des multinationales - Reuters

Populisme... avec l'extrême droite en embuscade.

Déception atlantiste.

- Pas de contrôle du flux des capitaux prévu en Russie - Reuters

L'Empire contre-attaque : Chine, Turquie...

- Washington tance Pékin sur Hongkong - Liberation.fr

- En Turquie, l'exécutif pèse lourd sur la justice - Liberation.fr La Turquie et la Chine épinglées par Transparency International - Reuters

- La corruption s'aggrave en Chine et en Turquie - AFP

Propagande. Conditionnement et lobbying du complexe militaro-industriel. Ou comment ceci explique cela.

- L'EI "*en train d'être stoppé*", mais le combat va durer "*des années*" - AFP

- Daesh a installé des camps d'entraînement en Libye - 20minutes.fr

Le phénomène est surveillé par l'armée américaine, qui le qualifie de «très petit et naissant». 20minutes.fr 03.12

Notez bien qu'ils le "*surveillent*" et n'entendent pas le détruire, ce serait trop facile.

- Proche-Orient: le retour de l'affrontement religieux? - AFP

C'est l'axe de leur propagande au Moyen-Orient pour que les peuples s'entretuent. C'est plus pratique et discret que devoir les éliminer en intervenant militairement.

- Le Pentagone obtient une rallonge d'urgence pour mener la guerre contre l'EI - LeFigaro.fr

Mardi dans la soirée, les négociateurs parlementaires ont affirmé être parvenus à un accord permettant d'envisager un vote favorable d'ici à vendredi à la Chambre des représentants, avant son examen par le Sénat. L'enveloppe globale allouée au Pentagone pour 2015 passerait alors de 502 à 584 milliards de dollars, dont 63,7 milliards pour toutes les opérations extérieures. LeFigaro.fr 03.12

- Italie: Renzi fait passer sa réforme du marché du travail - Lexpress.fr

- L'Ukraine veut isoler les séparatistes de l'Est en construisant un "*mur*" - Francetv info

- L'épidémie d'Ebola progresse vite en Sierra Leone, selon l'OMS - Reuters

Cobayes. Guerre virale. Normal, ils l'ont dopé, le résultat est conforme à leurs attentes.

ACTUALITÉ DU JOUR

La tache.

- Hollande éclaboussé à nouveau par une démission d'un proche - AFP

Un proche de François Hollande, impliqué dans une affaire judiciaire, a été contraint mercredi à la démission, entachant une nouvelle fois une présidence socialiste ayant déjà eu des soucis avec plusieurs conseillers ou ministres indélicats.

Méditerranéen, affable au visage rond et souriant, Faouzi Lamdaoui, 52 ans, fait partie du petit cercle d'amis restés fidèles à François Hollande, y compris pendant sa longue traversée du désert avant son élection en 2012.

Il a démissionné "*pour se défendre suite à sa citation*" devant un tribunal correctionnel "*pour des faits remontant à 2007-2008*", a précisé l'Elysée dans un communiqué.

Cette nouvelle affaire intervient deux semaines après la démission d'un autre proche de François Hollande, le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants Kader Arif, soupçonné de favoritisme dans un dossier d'attribution de marchés publics.

Ancien chef de cabinet de M. Hollande pendant sa campagne présidentielle, M. Lamdaoui était depuis mai 2012 conseiller du président pour les questions d'égalité et de diversité en France.

M. Lamdaoui a été cité à comparaître devant un tribunal pour "*abus de biens sociaux*", "*blanchiment d'abus de biens sociaux*" et "*faux et usage de faux*". Cette citation fait suite à une enquête ouverte en janvier 2013 sur une société de transport, appelée Alpha Distributions, dont M. Lamdaoui, présenté comme l'un de ses salariés, était en fait son gérant, selon les enquêteurs.

M. Lamdaoui est soupçonné d'avoir perçu en 2007 et 2008 d'Alpha Distributions une rémunération supérieure à celle qu'il a déclarée.

Dans le cas de Faouzi Lamdaoui, la séparation est particulièrement douloureuse pour le chef de l'Etat. Son départ marque la fin d'une époque, estime-t-on nostalgique dans l'entourage du chef de l'Etat.

Les journalistes qui suivaient en 2011 le candidat Hollande se souviennent des départs au petit matin orchestrés par ce fidèle qui savait se transformer en homme à tout faire, aux petits soins pour son candidat, jusqu'à rectifier au dernier moment une mèche rebelle ou un costume froissé.

Le départ de Lamdaoui est "*douloureux*", confirme un autre fidèle du président qui, selon lui, éprouvait sans nul doute "*de la reconnaissance*" pour ce fidèle lieutenant qui n'avait jamais rechigné à se charger de "*tâches ingrates*".

En arrivant au pouvoir en 2012, François Hollande avait promis une présidence exemplaire. Les multiples démissions de proches, ajoutées à sa séparation en janvier d'avec Valérie Trierweiler et le déballage de sa vie privée qui avait suivi, ont fortement mis à mal cet engagement.

En complément.

- Aquilino Morelle prépare un livre sur Hollande et "*ça peut saigner*" - L'Express.fr

Fidèle à lui-même, le PS peut en dire autant..

- Manuel Valls veut recoller les morceaux avec la gauche - lefigaro.fr

Fini, le «*haut-le-cœur fiscal*», les «*j'aime l'entreprise*» ou «*my government is pro-business*». Désormais, Manuel Valls loue le «*caractère citoyen*» de l'impôt et tance le patronat, qu'il veut voir «*à la hauteur de ses responsabilités*».

Depuis quelques jours, le premier ministre fait sa mue. Tout se passe comme s'il souhaitait se gauchiser, revenir au centre du jeu, de son parti et de la gauche. C'est une véritable opération reconquête qu'il vient de lancer.

Mercredi soir dans les locaux de la questure de l'Assemblée nationale où, selon les participants, «*plus de 80 parlementaires*» socialistes étaient présents à un apéritif «*amical*» autour de lui. Au cours de la rencontre, le premier ministre a plaidé pour «*le rassemblement*» et a invité les parlementaires PS à «*maintenir la discussion avec tout le monde, les radicaux, les Verts, les communistes*».

Face à «*la profondeur de la crise*» et à «*l'augmentation de la pauvreté*», Valls a demandé aux participants de rester «*offensifs*». «*Si la gauche fait des réformes difficiles, c'est pour réduire les inégalités*», a-t-il affirmé, invitant chacun à ne pas «*se laisser impressionner par la droite et l'extrême droite*».

Dimanche soir, il sera aussi l'invité du JT de France 2 pour une longue interview. «*L'idée, ce n'est pas de faire des annonces mais de la pédagogie, explique un conseiller. Il y a chez les Français une attente d'explication comme l'a démontré l'audience qu'a réalisée le président lors du son émission du 6 novembre*.» Préalablement, à l'heure du déjeuner, un long reportage aura été diffusé sur la même chaîne. Fera-t-il la part belle à Valls? «*Nous ne savons pas», répond-on à Matignon en parlant d'«un documentaire qui pourrait être consacré à la gauche*». Mercredi, enfin, Valls inaugurera un cycle de conférences consacré à l'égalité à la Fondation Jaurès.

Fragilisé dans son propre camp, en tension à l'approche des élections de 2015, qui seront au mieux mauvaises au pire catastrophiques pour la gauche (...) Valls devait reprendre la main, «*rester accroché au wagon*», selon un élu. Car il n'est pas question pour lui de quitter Matignon. À ses yeux, ce serait «*une désertion*». «*Je m'inscris dans la durée*», a-t-il dit aux parlementaires mercredi soir. «*Je suis fidèle au président, à la gauche et aux socialistes*», a-t-il ajouté. Valls veut recoller les morceaux.

Depuis qu'il a été nommé à Matignon pour mettre en œuvre les «*réformes structurelles*» - pacte de responsabilité, réforme territoriale, etc. - et imposer une diminution de 50 milliards des dépenses publiques, il n'a fait que s'éloigner du point d'équilibre du parti que tente d'incarner le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis.

Certes, des textes sensibles ont été votés ou sont sur le point de l'être. Ce qui est en soi une forme d'exploit tant la majorité est fracturée. «*Avec Ayrault, sur la réforme territoriale, on y serait encore, soupire un socialiste. Avec Valls, malgré l'opposition des frondeurs, les budgets ont été votés à l'Assemblée*.» Mais les coups de menton du premier ministre ont laissé des traces dans les rangs socialistes, bien au-delà des frondeurs.

Valls a-t-il conscience des dégâts qu'il a causés dans sa famille politique? Sans aucun doute. «*Il n'a parlé à personne de cette interview après sa parution. C'est un indicateur*», estime un grand dirigeant socialiste. Il ajoute: «*Je pense qu'après l'épisode*

de L'Obs, Hollande lui a dit qu'il n'était pas dans son rôle.» Qu'il soit présidentiel ou non, le message semble être passé. Valls veut retrouver sa place. Celle qu'il avait en août 2012, à La Rochelle, lors de l'université d'été du PS, quand il trônait en majesté, au milieu de la tribune sur laquelle les hollandais avaient pris place. «*Je vous avais bien dit que j'étais au centre*», confiait alors dans un sourire le nouveau ministre de l'Intérieur, qui avait conduit Hollande à la victoire. L'enfant terrible du parti se sentait alors pleinement adopté par les siens. Le lien s'est fissuré. Il lui faut le reconstruire. lefigaro.fr 03.12

Avec la gamelle au bout en 2015, comme c'est ce qui les motive au PS, cela devrait s'arranger, aucun dirigeant ou élu important du PS n'a démissionné depuis juin 2012. On ne devient pas maire d'une grande ville, député ou sénateur d'un parti consacré à la préservation du régime sans l'assumer et avoir fait la démontration qu'on en était un fidèle serviteur.

On pourrait se contenter aujourd'hui du commentaire de cet abonné du Figaro qui résume bien le rôle imparti à Valls :

- "*Le problème de Valls n'est pas de se repositionner à gauche ou au centre. Son problème réside dans l'obligation qui lui est faite par l'Europe et dont il s'accommode mieux que quiconque, à savoir appliquer une politique néolibérale articulée autour de plans d'austérité de plus en plus violents dont le but n'est pas une illusoire relance qui profiterait aux peuples d'Europe, mais un appauvrissement du monde salarial au profit de grands groupes financiers et multinationaux, lesquels ont pour ambition de déposséder les états de toutes les prérogatives qui en font leurs richesses : éducation, énergie, transports, police, justice et même armée.*

Un exemple est ce traité de libre échange transatlantique entre l'Europe et les Etats-Unis, traité qui mettra le droit des multinationales au dessus du droit des États ! ce traité porte d'ailleurs le doux nom incompréhensible de TAFTA (Transatlantic Free Trade Area) pour ne pas alerter dangereusement ce qui nous reste d'esprit critique et de conscience politique, tous bords confondus."

Un aveu. On savait que leur fronde ne ferait pas de mal à un banquier.

- Jérôme Guedj : «*M. Macron, bienvenue chez les frondeurs !*» - LeParisien.fr

En famille le dimanche. Non pas vous vendeuses, caissières, étalagistes, manutentionnaires, chefs de rayon...

- Travail dominical : la gauche parisienne se met d'accord - lepoint.fr

Le PS parisien et ses alliés Verts et communistes se sont mis d'accord mercredi sur un élargissement a minima du travail dominical dans la capitale. Une décision qui laisse augurer un nouveau bras de fer entre la mairie et le gouvernement, a-t-on appris auprès de plusieurs membres de la majorité municipale.

Nouvelles zones touristiques à Paris : seule est évoquée une extension de la zone Francs-Bourgeois (4e).

Passage de 5 à 12 dimanches pouvant être ouverts chaque année sur autorisation du maire : il ne devrait être question que d'une augmentation de "*quelques unités*".

L'ouverture des commerces dans les gares serait soumise à des "*conditions strictes*", et notamment à la réalisation d'études préalables. lepoint.fr 03.12

Vous irez voter en 2015 pour ces agents du capital, PS, EELV, PCF ? Ce n'est pas le PG de Mélenchon qui envisageait sérieusement de s'allier avec EELV en plus du PCF lors de ces élections ? Vous avez déjà un avant-goût de leur VIe République. La nausée.

Effet d'annonce. Imposture. Collusion du pouvoir politique et des multinationales.

- Londres veut taxer les "*profits détournés*" des multinationales - Reuters

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi une nouvelle taxe de 25% sur les multinationales qui cherchent actuellement à échapper à l'impôt avec des montages fiscaux complexes.

(En réalité sur les bénéfices en partant du taux d'imposition existant, et comme il est très bas la "*nouvelle taxe*" qu'auront à payer les multinationales sera insignifiantes pour elles. La suite le confirme. - ndlr)

"*Aujourd'hui j'introduis une taxe de 25% sur les bénéfices générés par les multinationales sur leur activité réalisée ici au Royaume-Uni et qu'elles font sortir artificiellement du pays*", a annoncé le ministre des Finances George Osborne, sans plus de détails sur

les contours précis de cette taxe.

Il s'exprimait lors de son traditionnel discours d'automne sur le budget et l'économie.

"*Mon message est cohérent et clair: des impôts bas mais des impôts qui seront payés*", a ajouté le chancelier de l'Echiquier, dans un discours important à moins de six mois des prochaines élections.

(Des "*impôts bas*", c'est un euphémisme inventé à Washington. - ndlr)

La nouvelle taxe doit rapporter 1 milliard de livres (environ 1,26 milliards d'euros) sur cinq ans, un apport bienvenu bien que modeste à l'heure où le gouvernement britannique peine à atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

(1,26 milliards d'euros divisés par 5 cela donne 252 millions d'euros par an divisés par le nombre de multinationales cela donne quoi à l'arrivée, quelques millions d'euros chacune, une broutille quoi. Un exemple.

Entre 2006 et 2011, Google a enregistré un chiffre d'affaires de 18 milliards de dollars (14 milliards d'euros) au Royaume-Uni et y a payé 16 millions de dollars d'impôts. (lemonde.fr 16.05.2013) En estimant les bénéfices de Google sur la même période avant impôt à 10%, puis à 5% du chiffre d'affaires, cela donne 1,8 milliard ou 900 millions d'euros, 18 millions de dollars d'impôts correspondrait donc à un taux d'imposition de 1% ou 0,5%, Google a payé 16 millions de dollars d'impôts, soit un taux d'imposition ridiculement bas proche ou inférieur à 1% ou ceux pratiqués par les paradis fiscaux, ajoutons à cet impôt exorbitant les 25% de la "*nouvelle taxe*" concoctée par le ministre des Finances britannique George Osborne, cela donnera 4 millions d'euros d'impôt suplémentaire sur 5 ans, une somme gigantesque ! On passe les salaires tout aussi monstrueux que les dirigeants s'attribuent qui ne sont pas comptés ici.

J'ai trouvé un autre élément fourni par un internaute suite à un aticle de la Tribune de Genève :

- " *Nouvelle intéressante: Facebook France a optimisé sa fiscalité! Facebook a payé en 2012 seulement 191.133 euros d'impôt sur ses bénéfices en France, selon BFMTV, qui estime son chiffre d'affaires à 300 millions d'€ pour la même année. Une étude de Greenwich Consulting avait évalué à 21,2 millions d'€ l'impôt sur les sociétés qu'aurait dû payer Facebook en 2011 au lieu des 50.000 euros versés...*" Quand on compare les deux montants, on se dit qu'ils sont littéralement exonérés d'impôts ! - ndlr)

Rappel. Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.- ndlr)

George Osborne a également annoncé un changement des règles sur la taxation des banques, ce qui devrait les conduire à devoir payer près de 4 milliards de livres supplémentaires sur 5 ans. Reuters 03.12

(Sur combien de centaines de milliards de livres ? Vaut mieux taire le chiffre, on comprend. - ndlr)

Selon les Suisses qui l'ont inventé, la Grande-Bretagne serait un paradis fiscal et leur damerait le pion :

- "*Les Britanniques ont adopté une politique d'imposition pour les sociétés internationales bien plus dynamique que celle des cantons de Genève et de Vaud, qui vont en payer le prix fort* " se plaignait la Tribune de Genève le 10 septembre 2013, autant dire que Londres est devenu officiellement un paradis fiscal.

En complément.

- Les paradis fiscaux, piliers du capitalisme. (Alternatives Economiques) (novembre 2006)
- États-Unis. Les multinationales se moquent bien de leur pays d'origine. (courrierinternational.com) (24.02.2011)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Russie - Turquie

- Les dessus de la visite de Poutine à Ankara. - french.irib.ir

Outre certaines explications que le Président Poutine a voulu avoir avec son homologue turc surtout dans le dossier syrien, la visite éclaire du chef du Kremlin à Ankara a suivi d'autres objectifs : il est vrai que depuis l'échec du fameux "*printemps arabe*" déclenché par les USA au Moyen-Orient pour en changer la configuration, la région est sans cesse le théâtre de changement d'alliance qui se font et se défont au grès des intérêts des parties .

L'une des conséquences directes de l'échec américain dans ce projet de remodelage version Obama (- qui s'ajoute à la défaite du clan Bush) aura été un certain rapprochjement des alliés arabes traditionnels de Washington envers Moscou : on pense tout de suite à l'Arabie saoudite ou encore à la Jordanie ou encore à l'Egypte de Sissi qui multiplient les contrats d'armements avec la Russie. L'Irak semble aussi être devenu l'un des principaux clients des armements russes.

Pour Vojilslav Motozov , analyste russe, " *Poutine a visé un élargissement tous azimut de ses relations commerciales et économiques avec la Turquie au cours de sa visite à Ankara. Il ambitionne un volume d'échange de 100 milliards de dollars. C'est une opération effectivement économique mais aussi c'est une tentative de faire avancer le pion russe sur un échiquier moyen oriental et surtout turc traditionnellement placé sous l'influence des Etats-Unis. La Russie ne considère pas la Turquie comme un facteur de poids dans les équations géostratégiques au Moyen-Orient. Ce qui intéresse Poutine, c'est surtout les relations commerciales avec cet Etat, en ces temps de sanctions anti-russes. En effet cette visite tombe à point nommé dans la mesure où les divergences continuent à s'approfondir entre Ankara et Washington. Erdogan se démarque par des sorties de plus en plus anti américaines . Avec cette escale turque, Poutine inaugure en effet une présence russe dans la région du Moyen Orient.* "

Et l'analyste d'ajouter *" cela fait 4 ou 5 ans que la Turquie s'est laissée prise au piège tendu par les Etats Unis en Syrie, Etats Unis dont les politiques ont échoué au Moyen Orient car arc-boutées sur la volonté inébranlable du peuple syrien ou encore du peuple égyptien qui ne se résignent pas aux diktats des puissances occidentales. A l'heure qu'il est les Etats Unis sont en recule sur l'ensemble du monde arabe. Washington revoit ses politiques. Le département d'état vient d'ailleurs de mettre en garde la Russie contre tout contrat signé avec l'Iran dans le domaine d'une extension des centrales atomiques. Washington a menacé la Russie d'un renforcement des sanctions en cas d'accord avec l'Iran. Ces sanctions ou menaces de sanctions montrent une seule et même chose : la Russie est en train de faire face aux politiques des Etats-Unis au Moyen-Orient et pas à celles de la Turquie. La visite de Poutine en Turquie illustre ce que les analystes qualifient à raison l'avancée russe du nord vers la région du Moyen Orient. Il va de même de ses rencontres avec le président égyptien. Les relations de Moscou avec Le Caire symbolise une percée vers le sud. Dans ce contexte il est normal que les Américains se sentent en confrontation avec les Russes, non pas seulement en Ukraine mais aussi à l'échelle du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique. En réalité, la Russie ne cherche jamais à attaquer. Elle considère une solide défense comme une bonne attaque. La Russie de Poutine a défié dans de nombreuses régions du monde la politique de l'Empire US et ce, de façon imprévue. Ces assauts politiques ont pris de court les Etats Unis* ". french.irib.ir 03.12

1.2- Russie - Arabie saoudite

- Syrie : Moscou met en garde Riyad. - french.irib.ir

Selon Al Manar de la Palestine, la Russie " *aurait exigé à l'Arabie saoudite de renoncer à sa politique actuelle en Syrue et à revoir ses priorités dans la région*". Le journal reprend les sources diplomatiques à Moscou qui soulignent les récentes rencontres entre les autorités saoudiennes et russes : " *Moscou aurait clairement demandé à Riyad de revoir ses politiques dans de nombreux dossiers et face à de nombreuses crises qui secouent la région du Moyen Orient avant qu'il ne soit trop tard.*"

Selon le journal, " *ce conseil russe intervient alors que les parties européennes ont eux aussi mis en garde Riyad contre un déconnexion totale vis à vis des réalités de la région , une région où Iran et Etats Unis continuent à dialoguer*". Ni en Israël ni aux Etats Unis, les décideurs n'ont aucune autre option vis à vis de Téhéran, ce que les Saoudiens devront prendre sérieusement en considération, auraient dit les européens aux saoudiens de leur côté. french.irib.ir 03.12

2- Suède

Il fait tellement bon vivre en Suède, que de plus en plus de Suédois penchent pour l'extrême droite. Curieux, non ? Ils n'ont pas dû tout nous dire.

- Suède: l'extrême droite provoque une crise et des élections anticipées. - AFP

Le gouvernement de gauche en Suède a annoncé mercredi les premières élections législatives anticipées depuis plus d'un demi-siècle, après avoir été torpillé par l'extrême droite qui veut changer une politique d'immigration qu'elle juge trop généreuse.

Centrée autour du budget 2015, la crise politique s'est dénouée très vite, coûtant le pouvoir à un gouvernement de coalition

entre sociaux-démocrates et Verts arrivé au pouvoir début octobre.

Mardi, les Démocrates de Suède (extrême droite) annonçaient qu'ils soutenaient le projet de budget de l'Alliance (centre-droit). Il était adopté le lendemain avec 182 voix, contre 153 à celui de l'exécutif.

Dans l'incapacité de gouverner, le Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven a alors choisi l'issue la plus radicale à cette crise: une élection anticipée, la première en Suède depuis 1958.

"*Nous avons décidé d'organiser des législatives le 22 mars. Je ne prendrai pas l'initiative de nouvelles négociations*", a déclaré M. Löfven lors d'une conférence de presse au siège du gouvernement à Stockholm.

En pleine ascension électorale, les Démocrates de Suède, qui étaient devenus le troisième parti du pays aux législatives de septembre (12,9% des suffrages), se sont réjouis de cette décision.

"*Les Démocrates de Suède veulent que l'élection soit un référendum sur l'immigration*", a déclaré le président par intérim du parti Mattias Karlsson, cité par l'agence de presse TT.

C'est la première fois que la formation populiste a l'occasion d'exercer une pareille influence, ce qu'a déploré le Premier ministre.

Interrogés avant cette crise, entre le 4 et le 20 novembre, les Suédois étaient seulement 29% à juger positive l'action de l'exécutif, et 43% à penser que le centre-droit ferait mieux, selon un sondage paru mercredi. AFP 03.12

ECONOMIE

Monnaie.

- Poursuite de la hausse du dollar et volatilité en vue en 2015 - Reuters

Le calendrier de la hausse des taux directeurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne sera la principale cause de volatilité sur le marché des devises l'année prochaine, selon des stratégistes change interrogés par Reuters qui s'attendent à une poursuite de la hausse du dollar.

La faiblesse de la hausse des prix et des salaires aux Etats-Unis conjuguée à la chute des prix du pétrole a éloigné la perspective d'un premier relèvement de ses taux directeurs par la Réserve fédérale américaine qui avait été anticipé pour la mi-2015.

Cette incertitude sur le calendrier de la première hausse de taux par la Fed sera plus facteur de volatilité sur le marché des changes que les éventuels assouplissements monétaires que la Banque centrale européenne (BCE) ou la Banque du Japon (BoJ) pourraient mettre en oeuvre l'année prochaine, estime une majorité des 55 stratégistes interrogés cette semaine.

Les positions longues sur le dollar sont à un plus haut de six ans à la faveur d'une croissance solide et d'un chômage en repli aux Etats-Unis, montrent les dernières données publiées par la Commodities Futures Trading Commission (CFTC) américaine.

Le dollar s'est apprécié cette année parallèlement au ralentissement puis à l'arrêt de ses achats d'actifs par la Réserve fédérale tandis que l'euro et le yen ont subi le contrecoup d'anticipations de politiques monétaires durablement accommodantes de la BCE et de la BoJ.

"*La première partie (de 2015) sera dominée par un euro plus faible et la deuxième par un dollar plus fort*", a dit Soeren Hettler, stratégiste change de DZ Bank.

L'indice du dollar contre les devises des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis a progressé d'un peu plus de 11% depuis le début de cette année à 88,98 mercredi, au plus haut depuis mars 2009.

Il devrait atteindre 89,2 à la fin de cette année et 93,8 à la fin 2015, selon la médiane des prévisions des stratégistes interrogés.

Ils s'attendent à une baisse de plus de 4% de l'euro contre la devise américaine l'année prochaine par rapport au cours de 1,23 dollar pour un euro testé mercredi, qui représente une baisse de plus de 10% depuis le début de l'année.

La devise européenne devrait s'échanger à 1,22 dollar dans trois mois, 1,20 dollar dans six mois 1,18 dollar dans un an, d'après

leurs prévisions.

L'affaiblissement de la devise européenne devrait bénéficier à la croissance au sein de la zone euro en favorisant les exportations et soutenir l'inflation en renchérissant les importations alors que la hausse des prix est tombée à 0,3% en rythme annuel au mois de novembre, alimentant les craintes de déflation.

Trois des stratégistes change interrogés estiment toutefois que la faiblesse persistante des prix du pétrole est susceptible d'être la principale cause du regain attendu de volatilité sur les devises.

"*De nombreuses devises de pays producteurs de matières premières baisseront l'année prochaine, une poursuite de la baisse ou le maintien à des bas niveaux des cours du pétrole étant anticipés*", a prévenu Nordine Naam, stratégiste change de Natixis.

Le yen fera aussi les frais de la hausse du dollar selon les stratégistes interrogés qui anticipent que la devise nipponne s'échange à 120 yens pour un dollar dans six mois et 122,375 yens dans un an contre 119,28 yens mercredi, niveau qui correspond à une dépréciation de plus de 13% depuis le début de l'année.

Le livre sterling devrait s'échanger à 1,57 dollar dans un mois, 1,56 dollar dans trois mois et tomber à 1,54 dollar dans un an, selon les stratégistes interrogés, en raison des anticipations d'une hausse de taux directeurs par la Banque d'Angleterre postérieure à celle de la Fed.

L'enquête conduite avant la décision de politique monétaire de la banque centrale brésilienne fait ressortir des anticipations d'appréciation du real contre le dollar à 2,55 reais dans un mois et une évolution dans une fourchette étroite de 2,55 à 2,60 reais dans les 12 prochains mois.

La livre turque et le rand sud-africain devraient légèrement se déprécier l'année prochaine.

La devise russe pourrait s'apprécier légèrement à 48,5 roubles pour un dollar après une baisse spectaculaire cette année qui lui a fait perdre plus de la moitié de sa valeur sur fond de chute des prix du pétrole et de tensions entre Moscou et les pays occidentaux, du fait de la crise ukrainienne. Reuters 03.12

Pour faire passer le traité de libre-échange transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, ils vont mettre le paquet ! C'est aussi une piste de réflexion car l'enjeu en vaut vraiment la chandelle... dont la mèche sera entièrement consumée une fois qu'il sera signé.

Haut de page

Le 5 décembre 2014

CAUSERIE

J'ai franchement du mal à le croire ou alors mes lecteurs seraient des pingres, cela ne colle pas avec leurs idées et l'idée que je m'en faisais, à moins qu'il y ait une méprise quelque part...

- Les Français très généreux en temps de crise - Francetv info 04.12

Cela dépend envers qui apparemment...

A quoi cela leur sert-il de s'enrichir dans de telles proportions ? Un exemple.

- Un milliardaire chinois s'offre le briquet le plus cher du monde - LeParisien.fr

Un demi-million d'euros ! L'heureux propriétaire de cette pièce unique au monde est l'extravagant homme d'affaires Stephen Hung. Collectionneur de briquets et de stylos Dupont, ce banquier chinois est aussi un grand amateur d'art français, et voue une admiration particulière à Louis XIII, Louis XIV et au château de Versailles.

«*Nous avons réfléchi ensemble avec mon client, et nous avons décidé d'intégrer sur ce briquet les codes de la royauté française, comme la couronne de France, la fleur de lys, le saphir cabochon*», explique Alain Crevet, président de la maison S. T. Dupont. Le briquet, précise-t-il, «*a été dessiné par la princesse Tania de Bourbon Parme - descendante directe de Louis XIV -*

qui est également designer de profession». LeParisien.fr 04.12

Ayons une pensée pour nos petits camarades chinois victimes du capitalisme débridé, dérégulé et mafieux. Souhaitons-leur de haïr le capitalisme autant que nous.

Le "***plafond***" du vieux monde n'est pas prêt de leur tomber sur leurs têtes, hélas !

Grille de lecture.

Plus on est de fous, plus on rit... à en mourir !

- Le « *Gangnam Style* » atteint le plafond de visionnage de YouTube - LeMonde.fr

Psy a dépassé YouTube. Son vidéoclip et sa chanson à succès « *Gangnam style* » ont contraint les ingénieurs de la plateforme de vidéo à revoir leurs plafonds de visionnages.

YouTube avait prévu un nombre maximum de consultations de 2 147 483 647. Le problème c'est que la vidéo du Sud-Coréen, déjà la plus regardée de la planète, s'approchait dangereusement de ce seuil, quatre ans après sa publication.

« *Nous ne pensions jamais que la vidéo pourrait être consultée autant que 'l'entier' de 32 octets* », a affirmé YouTube, propriété du moteur de recherche Google, dans un billet sur Google+, « *l'entier* » désignant ce seuil maximum. LeMonde.fr 04.12

En combattant contre l'ignorance sous toutes ses formes pour que l'humanité dépasse le stade du règne de la nécessité qui l'étrouffe désormais et atteigne le règne de la liberté, notre idéal incarne à la fois l'humaniste et le niveau de conscience le plus élevé que l'homme peut se donner d'atteindre.

Nous combattons quotidiennement l'ignorance et la médiocrité, nous ne versons ni dans le surperficiel, la démagogie, la vulgarité qui consistent à rabaisser l'homme au-dessous de la condition légitime à laquelle il a droit, tous les hommes, ou à le maintenir dans une condition inférieure qui finalement fait son malheur et le bonheur des nantis.

Le succès de cette vidéo est à mettre au compte de la classe dominante qui en a fait la promotion, qui flatte l'ignorance des masses qui sert ses desseins ou lui permet de se maintenir au pouvoir.

Elever le niveau de conscience des masses exploitées ne peut que contribuer à l'aider à développer toutes leurs facultés et capacités au point d'accéder à un niveau d'exigence en matière artististique ou culturel supérieur, de telle sorte qu'elles en arrivent à être insensibles à la médiocrité qu'on lui sert dans ces domaines pour la maintenir en état d'infériorité ou de servitude.

Il est vrai que nous avons une conception de l'art élitiste, où le génie ou la virtuosité alliés à l'esprit créatif de l'artiste l'emporte sur tous les autres critères que l'on considère secondaires ou inférieures. Nous le revendiquons.

Marx expliquait en substance que les prolétaires revendiquaient les mêmes droits que les bourgeois et qu'il était légitime qu'ils prétendent accéder au même mode de vie supérieur, autrement dit qu'il devait accéder au même bien-être et confort matériel, ainsi qu'au développement intellectuel, à la culture et aux arts qui incarnent la quintescence de la civilisation humaine, et qu'il n'y avait aucune raison qu'ils soient réservés à des privilégiés qui seuls seraient sensés pouvoir en jouir ou en goûter les plaisirs, comme si le peuple était trop rustre et condamné pour l'éternité à y demeurer insensible, alors que c'était seule l'état de servitude et d'ignorance dans lequel il était maintenu qui lui rendait inaccessible, ajoutons conformément aux rapports sociaux établis ou aux rapports de domination de classe qui devaient demeurés inchangés.

Confirmation ou un aveu de leur imposture.

- Après trois mois de frappes, l'EI a peu reculé sur le terrain - Reuters

- "*Daech n'est pas la cible des chasseurs de la Coalition*" - french.irib.ir

Les éléments terroristes de Daech ne sont pas dans le viseur des chasseurs de la Coalition internationale soi-disant antiterroriste, a indiqué le représentant de la Syrie auprès de l'ONU, Bachar Jaafari.

Il a souligné mercredi devant la presse au siège des Nations unies que les raids de la Coalition internationale contre les positions de Daech sont programmés. " *Les Etats-Unis ne visent pas les éléments de ce groupe terroriste qui circulent entre la Syrie et l'Irak*", a fait remarquer Bachar Jaafari.

Le président syrien, Bachar Assad, a pour sa part jugé inefficaces les raids aériens de la Coalition internationale anti-Daech pour éradiquer le terrorisme.

Il y a quelque temps, CNN a annoncé qu'avec l'intensification des raids aériens américains contre les positions de Daech en Syrie et en Irak, un nombre de civils ont été victimes de ces attaques. french.irib.ir 04.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de sioniste. Aucune "***faveur***" ne sera accordée aux Palestiniens, selon un ministre de Netanyahu.

Grille de lecture.

- Quand on connaît leur conception du droit...

- Dans la même phrase, il nie le droit des Palestiniens à l'autodétermination en déclarant qu'ils ne bénéficieront pas d'un "*passe-droit*".

- Passe-droit : Faveur, grâce, privilège qu'on accorde à qqn contre le droit, le règlement (en général au détriment d'autrui).(Le Grand Robert)

- Cela signifie quoi ? Que le droit des sionistes l'emporte sur celui des Palestiniens.

- Le reste n'est que du baratin histoire de renvoyer la résolution de la question palestinienne aux calendes grecques.

- Laurent Fabius : "*La reconnaissance de la Palestine, c'est un droit, pas un passe-droit*" - Francetv info

La reconnaissance d'un Etat n'est pas une faveur faite aux Palestiniens, selon le ministre des Affaires étrangères. Invité de France 2, jeudi 4 décembre, Laurent Fabius a fixé des étapes pour une reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, déjà adoptée par l'Assemblée nationale mardi.

Selon le ministre, il faut "*une résolution des Nations unies définissant bien les paramètres*", accompagnée "*d'un appui international parce qu'il y a des négociations périodiquement, mais elles n'aboutissent jamais*". Si, dans un délai de deux ans, ces étapes ne sont pas remplies, "*il y aura une reconnaissance unilatérale de la France*", a indiqué Laurent Fabius. Francetv info 04.12

Pour qui se prend-il ? Cela fait 66 ans qu'Israël soutenu par les Etats-Unis ne respecte pas les résolutions de l'ONU et se moque de ce que peuvent penser ou décider les différents gouvernements et il n'y a aucune raison que cela change demain.

Israël incarne le sommet du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, la dictature néolibérale qui dicte sa loi au monde entier, capituler signiferait que l'oligarchie anglo-saxonne capitulerait face à la pression du mouvement ouvrier international, or on ne voit pas comment cela pourrait se produire puiqu'il est en pleine décomposition et n'a pas été capable de se donner une nouvelle direction et de renouer avec le socialisme.

Nausée. Hystérie, délire ou delirium tremens au sommet de l'Etat.

Grille de lecture.

- Il faut imaginer tous les cambriolages et les violes qui se produisent chaque semaine en France et dont personne n'entend jamais parler. Imaginez encore que cela vous arrive, il ne vous viendra pas à l'esprit de prévenir les médias ou l'Elysée. Et pourtant.

- Quand un banal cambriolage accompagné d'un viol est discrètement monté en épingle par les officines sionistes et élevé au rang de priorité nationale par le gouvernement Hollande-Valls aux ordre d'Israël.

- Tout est parti d'un fait divers et des propos rapportés par un de ses protagonistes qui étrangement sont remontés jusqu'aux agences de presse, aux médias jusqu'à l'Elysée. Qui a accès à l'Elysée ? Le Crif et l'ambassadeur d'Israël.

- Et puis il faut avoir en mémoire que Hollande et Valls sont incapables de prendre la moindre initiative, ce sont de vulgaires marionnettes qui s'agitent quand le marionnettiste tire les ficelles.

- 48 heures à peine après, la réponse du gouvernement pro-israélien au vote des députés en faveur d'un Etat palestinien (que nous ne soutenions pas).

- Ils n'ont rien trouvé d'autre ou de mieux, c'est dire leur désarroi face à la condamnation des peuples du monde entier du dernier massacre de Gaza par Tsahal et à l'isolement d'Israël en dehors des Etats-Unis, du Canada et des pays de l'UE.

- De dangereux psychopathes porte-parole du sionisme nous gouvernent et stigmatisation les juifs dans l'espoir que des actes antisémites seront commis dans les jours ou semaines qui viennent. Hollande, Valls et Fabius sont vraiment des cinglés car enfin, la ficelle est un peu grosse, on a le droit à du sarkozisme par ses clones.

- A qui doit profiter cette opération ? Aux sionistes et à l'extrême droite. Ils sont complémentaires depuis le début du XXe siècle ou les mêmes sous différents masques, l'un ou l'autre aspect domine selon le contexte, ils oeuvrent pour la même cause et sont antisémites évidemment. Pas étonnant que ce soit des dirigeants du PS qui s'y collent, le champion de la provocation, de la stigmatisation des minorités, du communautarisme.

- Agression antisémite à Créteil : "*Ils savaient qu'on était juif*", raconte une victime - Francetv info

Selon Simon Elmaleh, ses agresseurs "*savaient qu'on était juif*". "*C'est du racisme, c'est un acte antisémite*", assure la victime devant la caméra de France 2.

Agression antisémite à Créteil: «*Ils ont dit: "De toute façon, les Juifs, vous avez de l'argent"*» - 20minutes.fr

Les malfaiteurs auraient justifié leur venue dans cette maison et leurs intentions: «*Ils ont dit qu'ils ne venaient pas ici par hasard. Parce que (mon) frère est gérant d'une chaîne de vêtements. Ce n'est pas vrai, il est juste vendeur. Ils ont dit: "On sait que ton père a une voiture de telle marque. On vous a déjà surveillés, on sait que ta mère sort à tel endroit. De toute façon les Juifs, vous avez de l'argent.*» Francetv info 04.12

Tragi-pathétique.

- Agression antisémite: Hollande et Valls appellent à la mobilisation - AFP

"*Quand il se passe de tels drames, de telles tragédies ce n'est pas la famille simplement qui est blessée, agressée, c'est ce que la France porte de plus grand, de meilleur qui se trouve blessé, abîmé*", a déclaré François Hollande depuis l'Elysée. (En faisant référence à la famille, il fait référence à l'homme en général. Et lequel parmi eux eux serait le "*plus grand*", le "*meilleur*", le juif qui appartiendrait à une race d'homme supérieure à tous les autres selon Netanyahu, et qui mériterait qu'un Etat porte son nom et lui soit consacré conformément à un mythe, rien qu'un mythe, car il est impossible de le justifier autrement. Ajoutons dénoncé par de nombreux intellectuels et universitaires juifs qui ne se reconnaissent pas dans Israël.- ndlr)

Cette agression montre que "*le pire existe*", que "*le mal traverse nos sociétés*", a estimé le président de la République avant de dénoncer une "*forme de violence d'autant plus insupportable qu'elle vise à diviser*". (Très très fort ! On se demande quel qualificatif ils pourront employer par la suite à propos des crimes monstrueux commis par les complices d'Israël, les barbares de l'Emirat islamique ou islamo-sioniste puisqu'il ne s'est jamais attaqué à des intérêts israéliens, pas même à un juif, comme quoi Valls n'est pas le seul à cultiver le culte de cette famille ! - ndlr)

Dans un tweet, le Premier ministre Manuel Valls avait un peu plus tôt estimé que "*l'horreur de Créteil*" était "*la démonstration immonde que la lutte contre l'antisémitisme est un combat de tous les jours*".

(Nous nous préférons contre les licenciements, le chômage, la précarité, la pauvreté, le pacte de responsabilité, le blocus de Gaza... - ndlr)

"*Il y a des actes racistes, antisémites, contre des synagogues, des mosquées, des églises. (...) L'Etat doit y apporter une réponse très forte*", a redit le Premier ministre jeudi devant la presse.

(Celle-là c'est la meilleure, des actes "*racistes*" contre des églises, le fanatique bave, éructe, vomis la haine qui l'habite contre ceux qui résistent à la politique d'apartheid de l'Etat sioniste au côté du peuple palestinien, s'il le pouvait il vous décapiterait sur place le monstre. - ndlr)

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) note la persistance d'"*un certain nombre de clichés communément partagés sur les Juifs*", en particulier par rapport à l'argent. AFP 04.12

Et pour cause, ce sont les Juifs eux-mêmes qui l'entretiennent depuis des siècles ou plutôt des millénaires...

Pour émigrer dans un tel pays, il faut être au moins aussi raciste et fanatique que Valls.

- L'émigration de Juifs de France vers Israël a plus que doublé sur un an - 20minutes.fr

Commentaires d'internautes

1- "*Et les pauvres petits vieux, qui se font agresser... parce qu'ils ont quelques économies... C'est quoi ?*"

2- "*Combien d'agressions tous les jours?.... Combien de morts suite à ces agressions?... Et pas un mot, ni de Valls ni de Hollande!*"

3- "*Il veut quoi au juste le Valls? Monter les Français les uns contre les autres et mettre la France à feu et à sang une fois de plus? Tous les jours des gens jeunes, vieux se font agresser , tuer, violer et là, silence, tout ce que Valls va réussir c'est de semer la pagaille, le chaos tout ça pour masquer son incapacité à gouverner, les jeunes des cités vont être de sortie pour brûler les voitures pendant que ce monsieur sera bien protégé lui et sa famille dans sa forteresse et ses nombreux garde-du-corps*."

4- "*D'énormes doutes sur cette agression "anti-sémite" qui intervient au lendemain de la reconnaissance de la Palestine par le parlement. On va avoir droit au discours habituel sur les "heures sombres de notre histoire et blablablabla". Très pratique pour le Crif, la Ldj et le représentant du Likoud à l'Assemblée nationale, mr Habib...*"

5- "*Il y a eu 69 387 viols depuis le 1er janvier. Hollande, Valls et la presse se sont mobilisés? Non. C'est pas du mépris ça?*"

Concédez la "***révolution citoyenne***" à l''Union européenne, c'était se faire de graves illusions.

- Europe: plus d'un million de signatures contre le partenariat transatlantique - AFP

Plus d'un million de personnes ont signé une pétition à travers l'Europe pour s'opposer aux accords de libre-échange avec le Canada et celui en cours de négociations avec les Etats-Unis, mais Bruxelles y a opposé une fin de non-recevoir, ont annoncé jeudi les organisateurs.

Le collectif "*Stop TTIP*", qui rassemble plus de 300 organisations dans 24 Etats membres, s'est vu refuser par la Commission le statut d'initiative citoyenne européenne. L'exécutif européen, qui a fait de ces négociations commerciales une priorité, ne soumettra donc pas de proposition législative pour soutenir cet appel. En réaction, "Stop TTIP" a saisi la Cour de justice européenne.

La pétition, qui a rassemblé selon ses organisateurs "*plus d'un million*" de signatures au cours des deux derniers mois, appelle à mettre fin aux négociations pour un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (TTIP) et à bloquer l'accord avec le Canada (CETA).

Parmi les craintes exprimées: la mise en place d'un mécanisme de protection des investissements (ISDS) qui pourrait permettre aux multinationales de contester devant des tribunaux d'arbitrage des politiques des gouvernements nationaux.

Ces accords donneraient "*des pouvoirs inédits aux entreprises et menaceraient de fait la démocratie, l'état de droit, la protection de l'environnement et des consommateurs*", estime le collectif.

"*Les citoyens veulent avoir leur mot à dire et ils devraient l'avoir. Un million de personnes ont déjà dit "non merci" Combien en faut-il de plus pour que Bruxelles nous entende ?*", affirme Susan George, membre de "*Stop TTIP*". AFP 04.12

Dès lors qu'on n'accorde aucune légitimité à une institution, on a aucune raison de s'adresser à elle, puisqu'on combat pour qu'elle disparaisse, mais voilà, ce n'est pas l'objectif d'Attac ou des 300 organisations qui sont à l'initiative de cet appel, eux ils s'accommodent de ces institutions, du capitalisme, ils en sont des agents en réalité.

Ils rament pour le compte du régime en place qui finalement leur convient très bien en trompant les militants et les travailleurs qui signent cet appel, pendant ce temps-là ils ne combattront pas dans la perspective de renverser l'UE et le capitalisme. Voilà pourquoi les médias leur accordent généreusement une tribune et la boucle est bouclée.

Partenaires sociaux

CGT : Pas touche au grisbi !

- Lepaon admet avoir touché 30 000 euros de prime de départ - liberation.fr

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, aurait expliqué, devant les autres membres de la direction, avoir touché 30 000 euros lors de son départ du comité régional CGT Basse Normandie, début 2013, avant son arrivée à Paris comme patron de la confédération, selon une source interne, confirmant ainsi une information du Figaro. liberation.fr 04.12

On ignore s'il s'agit d'une campagne orchestrée contre la CGT au moment où se tiennent les élections professionnelles dans la fonction publique. Apparemment il s'agirait de fuites de l'intérieur.

Tant qu'à faire un sale boulot, autant que cela rapporte. Il devrait rembourser cette somme à son syndicat et tous les permanents devraient publier leurs revenus et patrimoines. La comptabilité de tous les syndicats est opaque ou occulte. Vous voyez où cela mène le manque de rigueur et de discipline...

Elections dans l'Education nationale

- Elections dans l'Education: la FSU reste première mais baisse - AFP

La FSU, première fédération de l'éducation, reste en tête jeudi à l'issue des élections professionnelles à l'Education nationale mais baisse, devant l'Unsa toujours deuxième, tandis que FO et le Snalc progressent et SUD recule, selon des sources concordantes.

Avec 35,5% des voix contre 40,6% en 2011, la FSU perd un siège au Comité technique ministériel (CTM), l'instance de négociation au ministère de l'Éducation nationale où seules les organisations ayant des élus peuvent signer des accords.

La FSU a ainsi six sièges sur quinze au CTM, a détaillé à l'AFP sa secrétaire générale Bernadette Groison, des chiffres confirmés par le ministère de l'Education. L'Unsa Education garde quatre sièges avec 21,89% des voix (contre 20,7% auparavant), FO gagne un siège et en détient désormais deux (13,58% des voix, contre 10,09% précédemment). Le Sgen-CFDT (8,9% des voix) et la CGT (5,5%) conservent chacune leur siège. Le Snalc, classé à droite, récupère le siège perdu en 2011, avec 5,46% de voix, tandis que SUD perd sa place au CTM, a précisé Mme Groison.

Le taux de participation pour les élections au CTM s'est élevé à 41,73%, en hausse de 3,19 points par rapport à 2011 année d'introduction du vote électronique où la participation s'était effondrée de 20 points.

Vivement la légalisation de l'euthanasie !

- Les chiffres chocs du suicide en France - M6info

1 Français sur 20 tente de se donner la mort au cours de sa vie.

Chaque année, 11.000 personnes se donnent la mort en France. Pour la première fois, l'Observatoire national du suicide (ONS), crée en 2011 à la demande du Conseil économique social et environnemental (CESE), publie un rapport sur le sujet.

- Les hommes davantage concernés. (Voilà qui va rassurer les féministes ! - ndlr)

- Les personnes âgées très touchées. Un tiers des suicidés a plus de 60 ans. Il y a tout de même un paradoxe, car la deuxième tranche d'âge la plus touchée concerne les 15-24 ans. 16% des décès chez les jeunes sont dus au suicide, deuxième cause de décès après les accidents de la route.

- Le rapport montre aussi qu'il existe aussi des inégalités sociales face au risque suicidaire. Plus les individus sont en proie à des difficultés financières, plus elles auront un risque de se suicider. Ainsi, certaines catégories professionnelles sont jugées "*à risque*", c'est notamment le cas des agriculteurs et des ouvriers. M6info 04.12

Jeunesse sacrifiée par ceux qui malheureusement ne risquent pas de se suicider.

- Forte hausse du chômage des jeunes en France au 3e trimestre - Reuters

La hausse a été particulièrement forte chez les 15-24 ans, dont le taux de chômage a progressé d'un point à 23,7% (24,6% avec les Dom), là aussi un plus haut depuis un an, en France métropolitaine. Reuters 04.12

ACTUALITE EN TITRES

La malformation du capitalisme était congénitale.

- Toyota, Ford et Chrysler rappellent de nouveaux véhicules - Reuters

Ils tiennent à garder leur emploi.

- Plus de six Français sur dix soutiennent les patrons - AFP

Mesquin

- Travail dominical: une majorité de Français pour, mais pas pour eux-mêmes - AFP

Six Français sur dix (62%) sont favorables à l'ouverture des magasins le dimanche mais dans le même temps, ils sont tout autant à être opposés à l'idée de travailler eux-mêmes ce jour-là, selon un sondage BVA à paraître vendredi dans La Dépêche du Midi. AFP 04.12

Résistance passive.

- Une grève annoncée à la Société générale - LeMonde.fr

- Appel à une grève illimitée dans les services d'urgences à partir du 22 décembre - 20minutes.fr

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Irak: 33 morts dans des attentats à Bagdad et Kirkouk - AFP

- Bahreïn : une opposante condamnée à trois ans de prison pour « *insulte au roi* » - LeMonde.fr

- Tchétchénie: 19 tués dans une attaque de rebelles islamistes à Grozny - L'Express.fr

- Nouvelles frappes aériennes dans la guerre des pouvoirs en Libye - Reuters

- Nigeria : attaque de Boko Haram près d'une cimenterie Lafarge - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Etats-Unis ou l'Etat policier le plus important du monde.

Grille de lecture.

- Le gouvernement et le Pentagone, la CIA se permettent de guerroyer contre des Etats indépendants et souverains qui ne leur ont jamais déclaré la guerre en toute impunité ou sans être inquiétés par quiconque, violant les traités qu'ils ont signés ou le droit international qu'ils ont approuvé, alors pourquoi un simple policier n'aurait pas le droit d'en faire autant à son niveau avec un simple citoyen américain, qui plus est quand il est noir ?

- Quand dans une société il suffit d'estimer être dans son droit pour empiéter sur celui des autres, sans que dès lors il soit nécessaire de le justifier autrement, il n'existe plus de limite à la permissivité. Que font d'autre les banquiers ?

Etats-Unis : un policier blanc disculpé malgré son implication dans la mort d'un père de famille noir Francetv info

A New-York, un grand jury a décidé de ne pas poursuivre un policier blanc impliqué dans la mort d'un père de famille noir. Après l'affaire de Ferguson, cette décision a provoqué de nouvelles manifestations mercredi 3 décembre à New-York, d'autant que la scène a été filmée et qu'elle est d'une extrême violence. Le 17 juillet dernier, Eric Garner soupçonné de ventre illégalement des cigarettes est interpellé. L'homme de 43 ans, asthmatique, est plaqué au sol et étranglé. On l'entend dire à plusieurs reprises "*je ne peux pas respirer*". Quelques minutes plus tard, Eric Garner s'arrête de respirer. Francetv info 04.12

La scène du meutre ayant été filmée par un témoin qui passait par là et mise en ligne sur Internet, dès lors il était impossible de disculper les policiers ou de croire leur version sur parole, du coup les médias les plus corrompus du monde sont obligés de reconnaître les faits.

N'allez pas imaginer que les médias américains feraient enfin leur travail ou auraient changé, ils s'adaptent à la situation pour ne pas se couper de leurs lecteurs c'est tout, la lutte du capital contre le travail continue... Cela vaut aussi pour Le Monde ou les médias français qui rendent compte de cet assassinat commis par la police américaine.

- Violences policières aux Etats-Unis : les éditoriaux à charge de la presse américaine - Le Monde.fr

« *La disproportion entre le sort de M. Garner, sur un trottoir de Staten Island, en juillet, et son infraction présumée – revendre des cigarettes – est grotesque et scandaleuse* », écrit le New York Times dans un éditorial inhabituellement virulent.

Ce que soulignent les éditorialistes, mercredi, c'est que contrairement à l'affaire similaire à Ferguson dans le Missouri – où Michael Brown, dix-huit ans, est mort sous les balles d'un policier également exempté de poursuites le 24 novembre –, l'arrestation musclée d'Eric Garner a été filmée par un passant. Une preuve du déroulement des événements que tout un chacun peut voir aujourd'hui sur Internet : plusieurs policiers contre ce seul homme, obèse, ne se débattant pas et répétant qu'il « *n'arrive pas à respirer* ».

« *Cette fois, il y a eu littéralement des millions de témoins oculaires. Qu'on me dise, même dans l'absolu, combien il en faudrait. Est-ce qu'il faut un nombre minimum de témoins ? Ou est-ce que "l'égalité de tous devant la loi" n'est en fait qu'une blague cruelle ?* », s'insurge Eugene Robinson, éditorialiste au Washington Post.

L'éditorial du New York Daily News évoque ce qui ressemble fort à une « *erreur judiciaire* » et symbolise son point de vue dans un dessin montrant une allégorie de la justice agonisant au sol et prononçant les mêmes mots qu'Eric Garner, « *I can't breathe* », « *je n'arrive pas à respirer* ».

Paradoxalement, le New York Times voit dans cette vidéo un signe d'« *espoir* » :

« *Si un passant n'avait pas, avec son téléphone portable, filmé la scène, la seule version du policier aurait primé.* »

« *Un homme innocent est mort* »

« *Bien que la mort de M. Garner ait été officiellement définie comme homicide, on ne pourra pas percer la confidentialité des délibérations du grand jury afin de comprendre pourquoi les jurés ont décidé de ne pas retenir de charges criminelles* », regrette le New York Times.

« *La seule chose qui est claire, c'est que cette arrestation était brutale et qu'un homme innocent est mort.* »

Le quotidien new-yorkais réclame la destitution du policier. « *Il a utilisé une technique interdite pour brutaliser un citoyen qui n'agissait pas de manière violente, qui ne présentait aucun risque de fuite, ne brandissait aucune arme et qui était vraiment isolé.* » L'éditorial enfonce le clou en condamnant une institution qui « *a besoin d'être réformée* ».

Le Daily News rappelle, lui, que « *les services de police new-yorkais ont interdit depuis longtemps les immobilisations par strangulation, considérées comme mortelles et injustifiées* » et considère que « *M. Pantaleo et son équipe auraient pu utiliser des méthodes moins extrêmes* ».

« *Excès de permissivité* »

Selon Eugene Robinson, du Washington Post, l'un des problèmes révélés par l'affaire Garner est « l'excès de permissivité accordé » aux policiers qui peuvent, d'après lui, « *faire tout ce qu'ils estiment nécessaire pour garantir la sécurité dans les rues. Mais la balance est clairement allée trop loin dans le sens du maintien de l'ordre, au détriment de la liberté et de la justice* ». Et d'estimer encore :

« *Les activités d'Eric Garner ne méritaient pas plus qu'un avertissement. Mais je dois reconnaître qu'il avait commis un autre délit capital. Il n'était pas de la bonne couleur de peau.* »

Prenant le contre-pied de tous ces éditoriaux à charge, le New York Post publie un article signé par son ancien éditorialiste en chef, aujourd'hui indépendant, dont le titre résume bien le propos : « *Eric Garner a été victime de lui-même pour avoir décidé de résister* ».

Le journaliste estime ainsi qu'Eric Garner et Michael Brown ont eu le tort d'avoir « *pris de mauvaises décisions pour le dernier jour de leur vie* ». Pour Bob McManus, l'affaire Garner est « *triste* », mais n'est rien d'autre qu'un scénario possible lors d'un affrontement entre policiers et criminels. En août, après des manifestations pour protester contre la mort d'Eric Garner, le tabloïd avait déjà pris le parti de défendre les forces de l'ordre. Le Monde.fr 04.12

En titres

- Le ministre de la justice américain dénonce les méthodes de la police de Cleveland - LeMonde.fr

- L'Onu rappelle Washington à l'ordre sur ses policiers - LePoint.fr

Le secrétaire général de l'ONU a demandé jeudi aux États-Unis de s'assurer que leurs policiers répondent davantage de leurs actes. LePoint.fr 04.12

Cela tombe bien : Ils ne font que cela !

- Porter une caméra n'empêchera pas des policiers blancs de tuer des noirs aux Etats-Unis - Slate.fr

Cela leur fera un souvenir...

- Les internautes blancs dénoncent les traitements de faveur que leur réserve la police - Le Huffington Post

En complément.

- La torture par les policiers, une «*routine*» aux Philippines selon Amnesty - Liberation.fr

En Inde aussi, conformément à ce qui se passe dans la réalité, dans les séries télés ou les films indiens on voit des policiers frappés des personnes mises en garde à vue ou des prévenus à mains nues ou à coups de pieds ou de matraque, la société indienne étant très violente contrairement aux idées reçues, il faut croire que cela ne choque pas la population, peut-être parce qu'on a le droit aux mêmes scènes lors des infos télévisées du soir, et là il ne s'agit pas de cinéma mais du traitement des manifestants ou opposants au gouvernement.

Dans les séries le plus souvent on voit un type se retrouver derrière les barreaux d'un commissariat, il est propre sur lui et en bonne santé, et lors de la séquence suivante on le retrouve le visage complètement tuméfié ou en sang, ce qui signifie que les policiers l'ont interrogé et roué de coups violents.

Quant aux actes de torture, ils n'y figurent pas et chacun peut comprendre pourquoi, ces séries ou films ne trouveraient peut-être pas de financements.

C'est aussi un message adressé à la population très arriérée et qui peut être portée à s'emporter facilement, pour l'éduquer ou qu'elle reste tranquille, la terroriser. Quand je vous disais que le régime était semi-féodal en Inde, ces méthodes policières d'un autre âge s'y apparentent. Quand un policier s'adresse à un Indien, le premier réflexe de ce dernier est de lui donner du "*yes sir*", du monsieur, (cela me fait penser aux Tontons flingueurs et je me marreà chaque fois) marque de respect ou de déférence, de soumission ou d'obéissance que les Indiens réservent aux VIP, aux personnes réputées disposer d'un statut supérieur au leur dans la société, ils en ont une trouille bleue en vérité, qu'il les rackettent aussi !

1.2- Menace contre l'Iran.

- Le Congrès US menace l'Iran - french.irib.ir

Alors que seulement 10 jours se sont écoulés depuis le début de la prolongation de 7 mois des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, les rapports parvenus de Washington font part de la formation de nouveaux agissements de la part d'un groupe de congressistes visant à durcir les sanctions contre l'Iran. Mercredi, la commission des affaires étrangères du sénat était l'hôte

d'une réunion à laquelle ont participé un certain nombre d'opposants à la prolongation des négociations, demandant tous le durcissement des sanctions contre l'Iran pour contraindre ce dernier à mettre fin à ses activités nucléaires, a rapporté radio BBC en Farsi.

Le sénateur démocrate Robert Menendez, le Président de cette commission a participé à cette session. Il semblerait déjà que cette prolongation de 7 mois vivra des jours critiques avant de parvenir à l'accord global nucléaire, a ajouté BBC. La divergence de vue entre la Maison Blanche et le Congrès sur les négociations nucléaires avec l'Iran n'est pas chose nouvelle, cependant il semblerait que le prochain sénat qui sera formé d'ici un mois, décidera de faire pression sur la Maison Blanche.

Le sénateur républicain Bob Corker membre du Parti républicain qui lors du prochain sénat remplacera Menendez a déjà promis de mettre à exécution les nouvelles sanctions contre l'Iran à partir des premiers jours de la formation du nouveau Congrès. Apparemment, en réaction à ces déclarations, la Maison Blanche et le secrétaire d'Etat américain essaient de faire croire aux congressistes que l'adoption de nouvelles sanctions signifierait la fin des négociations avec l'Iran. Dans le sens de ces tentatives, Wendy Sherman, membre de l'équipe négociatrice américaine devra se rendre, ce jeudi, au Congrès pour contraindre les partisans des sanctions à revenir sur leur décision.

Pour certains milieux, la domination des républicains au Sénat américain, à partir du mois de janvier diminuera les chances de l'acquisition de l'accord, cependant ce n'est pas tout.

De l'avis des analystes, d'habitude, dans la politique étrangère américaine, le Congrès joue le rôle du mauvais flic et la Maison Blanche celui du bon flic pour l'administration en vue d'obtenir de concessions. En effet on peut dire que les Etats-Unis appliquent pratiquement deux politiques étrangères différentes, l'une est poursuivie par John Kerry, le secrétaire d'Etat américain et l'autre est confié à l'AIPAC (le comité des affaires publiques américano-israéliennes) influent au Congrès. Selon le rapport du quotidien sioniste Jérusalem Post, l'AIPAC a affirmé lundi dans un communiqué : l'administration américaine doit durcir les sanctions tandis que le Congrès doit évoquer au plus vite le nouveau projet de résolution contre l'Iran. En élaborant des scénarios sur les questions des droits de l'homme et du terrorisme et en remettant en question la capacité balistique de l'Iran, les Etats-Unis cherchent via la poursuite des pressions du Congrès à disposer d'un atout, lors des négociations nucléaires. french.irib.ir 04.12

2- Russie

Réquisitoire en règle de Poutine contre l'hégémonie américaine qui tyrannise tous les Etats qui refuse de se soumettre à cette dictature.

- Poutine accuse les ennemis de la Russie de vouloir sa perte - Reuters

- Pour John Kerry, la Russie s'est isolée elle-même - Reuters

- La Russie est "*un problème stratégique*" pour l'UE, estime Juncker - AFP

- L'UEFA interdit aux clubs de Crimée de participer au championnat russe - LeMonde.fr

- Tchétchénie: 19 tués dans une attaque de rebelles islamistes à Grozny - L'Express.fr

Il y a quelques jours c'était au tour de la Chine, simple coïncidence après le sommet de l'Apec...

Grille de lecture

Cet article de l'AFP a été rédigé en empruntant le ton sarcastique ou méprisant employé par Obama lorsqu'il évoque la Russie. La propagande occidentale en somme, où se mêlent vérités et contrevérités pour induire en erreur les lecteurs, pour qu'ils y adhèrent.

- Pour Poutine, l'Occident a toujours cherché à rabaisser la Russie - AFP

Isolé sur la scène internationale par la crise ukrainienne, le président Vladimir Poutine s'est lancé jeudi dans une nouvelle diatribe contre les Occidentaux qui veulent "*freiner*" la Russie et a promis une série de réformes pour libéraliser l'économie russe au bord de la récession.

Populaire dans son pays mais critiqué comme jamais par les Occidentaux depuis son irruption en 1999 sur la scène politique russe, Vladimir Poutine a déroulé son credo pendant plus d'une heure devant un millier de parlementaires, ministres et chefs religieux réunis au Kremlin: la Russie est "*une nation saine*", capable de défendre militairement "*ses compatriotes*" et victime des Occidentaux qui cherchent depuis toujours à la tirer vers le bas à chaque fois qu'elle devient "*trop forte, indépendante*".

Revenant une nouvelle fois sur la genèse de la crise en Ukraine, notamment sur l'annexion de la Crimée qui a entraîné la toute première série de sanctions des Européens et des Américains contre Moscou, le président a fustigé le "*cynisme pur*" des Occidentaux qui ne cherchaient, selon lui, qu'un prétexte pour le punir.

"*Les sanctions n'étaient pas qu'une réaction nerveuse des Etats-Unis ou de leurs alliés*", a-t-il estimé. "*Même sans cela (la crise ukrainienne), ils auraient inventé autre chose pour freiner les opportunités croissantes de la Russie*", a-t-il martelé.

"*Cette manière de faire ne date pas d'hier. Cela fait des décennies, des siècles. En fait, à chaque fois que quelqu'un estime que la Russie est trop forte, indépendante, ces mécanismes (de freinage de la Russie) se mettent en place*", a-t-il dit, reprenant une rhétorique courante en Russie sur la "*forteresse assiégée*".

Il a également critiqué les Etats-Unis, qui "*cherchent à influencer, en coulisses ou directement, nos relations avec nos voisins*". "*Parfois, on ne sait pas à qui il vaut mieux parler, avec les gouvernements ou directement avec leurs protecteurs ou leurs sponsors américains*", a-t-il ironisé.

Pour autant, la Russie "*n'envisage en aucun cas de rompre ses relations avec l'Europe, avec l'Amérique*", a affirmé le chef de l'Etat, engagé depuis le début de la crise ukrainienne dans un bras de fer avec les Occidentaux.

Prenant la parole à Bâle devant l'OSCE, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a assuré que Washington ne cherchait pas pour sa part la "confrontation" avec la Russie.

Conscient que l'isolement international du pays pourrait être fatal à son économie, il a annoncé vouloir "*rétablir les liens traditionnels avec le continent sud-américain*", mais aussi coopérer avec l'Afrique et les pays du Proche-Orient.

La crise entre la Russie et l'Occident, la plus grave depuis la fin de la Guerre froide en 1991, pèse en effet lourdement sur l'économie russe, plombée par les sanctions occidentales. Et avec une inflation galopante et un rouble qui s'est effondré depuis le début de l'année, Moscou a même prévu d'entrer officiellement en récession en 2015.

C'est dans ce domaine que les Russes attendaient les annonces de l'homme fort du Kremlin. Le chef de l'Etat a notamment promis une amnistie pour faire revenir les capitaux partis massivement à l'étranger, 125 milliards de dollars en 2014.

"*Nous comprenons tous que l'on peut gagner de l'argent de bien des façons*", a-t-il déclaré, en assurant que ceux qui rapatrieraient leurs capitaux en Russie ne seraient pas inquiétés par la justice: "*On ne leur demandera pas d'où vient cet argent ni comment il a été gagné*", a-t-il promis.

Le président a également proposé des mesures pour soutenir le rouble et les entreprises, notamment un moratoire fiscal pour les petites entreprises nouvellement crées.

Alors que le rouble a perdu le quart de sa valeur en un mois face au dollar et à l'euro, faisant craindre un mouvement de panique des épargnants, il a exigé "*des mesures sévères pour faire passer l'envie aux spéculateurs de jouer sur les fluctuations du cours du rouble*".

"*Le plus important est que nous comprenions que notre développement dépend avant tout de nous-mêmes*", a souligné le président, en appelant à remplacer par des produits "*made in Russia*" des produits alimentaires et des médicaments jusqu'alors importés.

SOCIAL

1- Etats-Unis

- Etats-Unis: nouvelles manifestations d'employés de fast-food pour une hausse des salaires - AFP

Des employés de la restauration rapide ont manifesté jeudi dans près de 200 villes aux Etats-Unis pour réclamer une augmentation de leurs salaires et la possibilité de se syndiquer, ont annoncé les organisateurs.

De la côte est à la côte ouest, les manifestants qui travaillent pour les grands noms du secteur - McDonald's, Burger King, Wendy's entre autres - demandent un salaire de 15 dollars de l'heure, soit plus du double du salaire minimum actuel de 7,25 dollars appliqué par de nombreuses enseignes de la restauration rapide.

Ils réclament aussi la possibilité de se réunir en syndicats, sans subir de représailles en retour.

"*Nous pensons que toute augmentation de salaire minimum devrait être étalée dans le temps pour éviter un gros impact sur les propriétaires de petites et moyennes entreprises, comme ceux qui exploitent la majorité de nos restaurants*", a déclaré par courriel à l'AFP Lisa McComb, une porte-parole de McDonald's. La plupart des 3.000 restaurants McDo sont gérés en franchise.

Des actions et des grèves avaient lieu dans 190 villes des Etats-Unis, dont Chicago et Detroit (nord), Miami(sud-est), Denver (ouest), Phoenix (sud-ouest), Buffalo (est) ou encore Las Vegas (ouest), selon un communiqué des organisateurs.

Ces derniers ont annoncé avoir été rejoints pour la première fois, dans certaines villes, par des employés de chaînes de la grande distribution comme Wal-Mart.

Les employés travaillant pour des sociétés de nettoyage dans dix "*grands aéroports*" et ceux des services à la personne se sont aussi mobilisés selon les organisateurs.

Un peu partout les manifestants ont observé une minute de silence en la mémoire d'Eric Garner, 43 ans, mort après une interpellation musclée le 17 juillet à Staten Island, l'arrondissement le plus blanc de New York. AFP 04.12

2- Corée du Sud

- Samsung accusé de rendre malade ses employés et leurs enfants - Francetv info

Samsung Electronics est le leader coréen des semi-conducteurs. Le constructeur est aussi accusé par l'édition coréenne du Huffington Post ainsi que par le journal The Hankyoreh d'être responsable de maladies graves chez ses employés et leurs enfants, dans une série d'articles publiés mercredi 3 décembre.

"*D'anciens ouvriers et leurs familles, ainsi que des syndicalistes, ont déclaré que les conditions de travail dans ses usines de semi--conducteurs avaient entraîné une recrudescence de maladies telles que la leucémie et d'autres types de cancer chez certains employés*", écrit le Huffington Post dans une version traduite en français. Sauf que cela a également touché leur progéniture, ce qui s'appelle la "*reprotoxicité*".

Le constructeur sud-coréen nie en bloc

Des accusations balayées par Samsung Electronics et SK Hynix, leaders dans le secteur des semi--conducteurs en Corée du Sud. Pourtant, lors de la fabrication des puces électroniques, une manipulation nécessite une cuisson à 180°C. Or, l'Institut de recherches sanitaires et de sécurité du travail (OSHRI) estime que cela "*génère des substances cancérigènes comme le benzène et le méthanal*", rappellent les auteurs de l'enquête.

Ce n'est pas la première fois que les industriels sont pointés du doigt. Et ce n'est pas la première fois qu'ils nient en bloc. En 2008, lorsque les premiers rapports sur les "*maladies industrielles liées aux semi-conducteurs*" sont publiés, ils font de même. Pourtant, Le Monde (article payant) rappelait en 2012 que le gouvernement sud-coréen était intervenu pour demander à Samsung de "*faire plus pour protéger son personnel*".

Plus récemment, en avril, le quotidien économique Les Echos rapportait que le géant de l'électronique avait annoncé l'indemnisation d'employés qui auraient contracté des cancers en travaillant dans des usines du groupe. Francetv info 04.12

Comme dans le cas de McDonald's, ils nient farouchement les faits qui leur sont reprochés... pour finalement les reconnaître.

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

- Le capital des sociétés du CAC 40 est contrôlé par les fonds anglo-saxons - lefigaro.fr

Les fonds d'investissement français ne détiennent plus que le quart du capital des sociétés du CAC 40, contre 34% il y a trois ans. Les premiers actionnaires sont les fonds américains qui détiennent désormais le tiers du capital de nos entreprises.

Les quarante sociétés de l'indice de référence de la Bourse de Paris regroupent les plus grosses entreprises françaises dans des secteurs aussi variés que l'énergie, la banque, l'industrie et les services. Une récente enquête réalisée par le cabinet d'analyse financière Factset, l'institut de sondage OpinionWay et la Fédération française des investisseurs individuels et des club d'investissement (F2IC) montre que les fonds d'investissement français sont désormais largement minoritaires au sein du capital de nos entreprises.

Les fonds hexagonaux ne représentent en effet plus qu'un quart du total des fonds investis dans les quarante plus grands groupes français. Une présence qui se réduit année après année (ils représentaient encore 33,7 % en 2011).

Les investisseurs anglo-saxons font aujourd'hui la pluie et le beau à la Bourse de Paris, puisque les fonds américains représentent un tiers du capital des entreprises du CAC 40. Les Français sont en deuxième position, mais les Britanniques ne sont pas très loin avec 17 %. La Norvège, essentiellement représentée par son fond souverain, se distingue aussi avec 6 % du capital des sociétés françaises.

La baisse de l'influence des fonds français est préoccupante, car le contrôle du capital de nos entreprises constitue un enjeu important d'indépendance économique, essentiel à la mise en place d'une politique industrielle et de redressement de l'emploi.

D'un côté, la montée en puissance des investisseurs étrangers montre que ces derniers plébiscitent nos entreprises qui sont souvent des leaders mondiaux dans leur domaine respectif. De l'autre, la perte d'influence de la France dans le capital de ses propres entreprises s'explique par un fort recul des investisseurs individuels découragés par une fiscalité confiscatoire mise en place par le gouvernement socialiste, alors que la marge de manœuvre des institutionnels français est limitée par des contraintes réglementaires moins favorables aux actions. lefigaro.fr 04.12

Qui détient les cordons de la Bourse contrôle le gouvernement, non, c'est exagéré ?

Haut de page

Le 6 décembre 2014

CAUSERIE

Le seul espoir : C'est dans le socialisme ! Pensez-y.

- Téléthon : les dons permettent de garder espoir - Francetv info

L'espoir fait vivre à défaut de mieux, survivre serait plus approprié en la matière.

Je me suis fait une réflexion en lisant un article sur le bénévolat, qui relève de la bonne conscience à cent balles ou révèle une profonde ignorance du fonctionnement de la société. Ils profitent de la générosité et de la naïveté des gens, c'est vraiment dégueulasse parce qu'ils les manipulent et s'en servent pour maintenir leur régime en place.

Je me suis demandé comment il pouvait y avoir des SDF que je préfère appeler clochards.

Dans ma famille, il n'y a que ma soeur Catherine que je n'ai pas vue depuis au moins 25 ans qui pourrait le devenir, car sa situation était précaire, elle était caissière. D'anciens copains aussi. Il est clair que si cela devait leur arriver un jour, immédiatement je leur proposerais de venir s'installer chez moi, je n'aurais même pas à réfléchir une seconde avant de prendre cette décision. Cela vaut pour mes ex-épouses.

La société est cruelle et injuste et les hommes qui la composent le sont tout autant, y compris quand ils prétendent être évolués ou avoir acquis un certain niveau de conscience sur lequel ils se leurrent.

Si maintenant j'assume avoir pris sur mon dos qui n'est pas bien solide une partie de la misère du monde, mon appel à la solidarité doit juste servir à me soulager un peu de ce fardeau pour continuer à servir notre cause dans des conditions relativement acceptables.

J'assume mes responsabilités, mais lorsque la situation se détériore et les difficultés s'accumulent et deviennent insupportables, j'estime normal que ceux qui tirent profit de mon travail parfois depuis de nombreuses années me viennent en aide. Ce qui est dommage, mais que je comprends, c'est de devoir en arriver à le dire.

Je rappelle pour ceux qui ne le sauraient pas que je n'ai ni voiture (une vieille moto me suffit), ni lave vaisselle, ni sèche cheveux, ni lecteur de DVD, ni SmartPhone ou IPad (un téléphone à 5 euros me suffit), ni fer à repasser, ni magnétoscope, ni camescope, ni réveil matin, ni bijou (à part ma montre qui a 24 ans), bref rien de superflu. Je ne suis pas allé en France depuis 2002 et je n'ai jamais pris de vacances.

Je possède juste une moto qui a 10 ans, j'ai échangé mon vélo d'appartement contre un vrai vélo, deux climatiseurs dont un à 15 ans, indispensable car l'été il fait entre 40 et 45°C et entre 30 et 35°C le reste de l'année en dehors des trois mois d'hiver, trois ventilateurs, un par pièce, un mixeur qui a 25 ans, deux réfrigérateurs dont un a plus de 10 ans, deux ordinateurs pour faire le boulot, un appareil photo qui a plus de 10 ans, une machine à laver à froid, à l'eau chaude le prix était le double, la petite maison où je vais habiter avec Selvi car il faut bien se loger quelque part. J'ai calculé que si je devais continuer à louer la maison où j'habite actuellement, dans 15 ans le loyer aurait dévoré plus de la moitié de mon revenu où pratiquement l'équivalent de la somme qu'il me reste pour vivre aujourd'hui, sans compter les prix qui flambent, la plupart des produits que j'achète augmentent de 15 à 25% par an ; imaginez un peu, c'est très simple ou le calcul est vite fait, si je n'arrivais pas à compenser la hausse des prix, dans 15 ans je ne pourrais plus me nourrir. Je dois thésauriser pour ne pas tomber dans la misère, c'est aussi simple que cela.

La situation pourrait encore s'aggraver si les intérêts que me versent ma banque venaient à baisser, c'est mon unique revenu. Et je ne parle même pas d'un accident de santé auquel je ne préfère pas penser, je serais incapable d'y faire face. Je dois thésauriser pour ne pas tomber dans la misère, c'est aussi simple que cela. Je ne toucherai même pas à l'argent que vous m'enverrez, j'en ferai usage le moment venu juste pour survivre. Si maintenant vous estimiez que c'était trop demandé, je comprendrais et je fermerais le site, car il faudrait bien que je m'active autrement pour survivre.

Ce sera ma dernière contribution sur ce sujet.

Brève analyse.

Il semblerait que la hausse du dollar qui devrait continuer ou s'intensifier en 2015 avec la remontée des taux d'intérêt correspond à une offensive de grande envergure contre l'ensemble des pays émergents ou Brics qui paient leurs importations en dollar, après qu'ils aient annoncé leur intention de se soulager de la tutelle du dollar et du FMI.

Les investisseurs qui s'étaient reportés sur les monnaies des pays émergents les désertent à présent au profit du dollar plus attractif. Les pays émergents, dont une partie de la dette arrivera à échéance en 2015, auront plus de mal à la refinancer, à un coût supérieur, c'est ainsi qu'ils seront mis à contribution pour financer la relance de l'économie américaine ou plutôt enrichir davantage l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La hausse du dollar le rend plus attractif pour les investisseurs ou spéculateurs qui se détournent d'autres valeurs, d'où la baisse des autres monnaies, de l'or et de la plupart des matières premières.

Les multinationales et les grandes entreprises exportatrices qui dominent l'économie mondiale sont favorisées par ce processus dès lors que leur monnaie est au plus bas. L'aristocratie ouvrière qui est réformiste et non révolutionnaire en bénéficiera et soutiendra les régimes en place, ce qui ne sera pas le moindre des avantages politiques quand on sait à quel point ils sont contestés.

Quant aux pays importateurs, dont l'économie va se trouver déstabilisée et fragilisée, ce sera l'inverse. A court de devises, ils vont être amenés à s'endetter davantage et à emprunter aux marchés à des taux d'intérêt encore plus élevés, en échange de quoi le FMI leur intimera l'ordre de procéder à de nouvelles réformes structurelles ou privatisations, à liquider des pans entiers des services publics.

Les échanges mondiaux étant toujours largement dominés par le dollar, dans tous les cas de figure, il va se trouver avantagé et devrait donc continuer à grimper.

En favorisant les multinationales et les grandes entreprises exportatrices, cette opération permettra aussi d'affaiblir ou de porter un coup fatal aux entreprises locales qui les concurrençaient dans chaque pays, donc aboutir à une plus grande concentration du capital toujours entre les mêmes mains. Cela devrait se traduire par davantage de chômage dans les pays qui seront concernés par cette offensive et qui se retrouveront également déstabilisés sur le plan social, ce qui peut laisser envisager des changements de régimes ou la mise en place de gouvernements plus dociles envers les impérialismes occidentaux sur leur économie, tous les partis institutionnels étant corrompus ou à vendre aux plus offrants.

La baisse de l'euro qui se rapproche de la parité avec le dollar pourrait avoir un rapport avec le traité de libre-échange USA-UE qu'ils comptent signer en 2015. A suivre

---

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne manquent pas d'air.

- Airbags défectueux: Honda étend son rappel aux Etats-Unis à 6 millions de voitures - AFP

Ah les bonnes intentions !

- Italie: S&P s'inquiète de la faible croissance, abaisse sa note à "BBB-" - AFP

S'il y arrive, qui sait...

- A la retraite, Hollande pourrait toucher près de 36 000 euros par mois - LeParisien.fr

Comme quoi il ne pense qu'à cela. A quoi ? Mais au fric pardi, ils le disent eux-mêmes !

Comment après cela voulez-vous que ce genre de préjugés disparaissent ou ne s'emparent pas des esprits les plus faibles, les plus arriérés ou archaïques ? Ils se font du fric sur des cadavres et pas n'importe lesquels, parmi les pires que l'espèce humaine ait pu produire, ces gens-là sont abominables, monstrueux.

La SNCF va-t-elle indémniser les socialistes, les communistes, les trotskistes, les Noirs, les tziganes, les homosexuels, etc. (ou leurs descendants) qu'elle a transportés vers les camps d'extermination nazis ?

- SNCF : la France va indemniser les victimes américaines de la Shoah - Francetv info

Ignoble, cynique, sordique : C'est le sionisme.

Pour faire face à quel envahisseur ?

- L'armée de Terre dotée de nouveaux blindés à l'horizon 2018 - AFP

Vous n'y êtes pas mon cher ami, c'est pour venir en aide aux dictateurs ou aux ploutocrates qui affrontent leurs peuples de crève-la-faim...

Main d'oeuvre gratis, on comprend leur engouement...

Plus de 250 millions de chômeurs dans le monde et ils flattent le travail gratuit.

- Journée mondiale du bénévolat - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Propagande et conditionnement. Après la camelote Hollande, au tour de Valls.

- Quand le premier secrétaire du PS évoque des candidats "*possibles*" de son parti en 2017 - Francetv info

Jean-Christophe Cambadélis a évoqué la possibilité que François Hollande ne soit pas candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017.

Y aura-t-il une primaire au PS ? Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a évoqué jeudi 4 décembre la possibilité que François Hollande ne soit pas candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017, alors qu'une primaire à gauche conserve des partisans. Invité d'i-Télé, il a cité comme candidats possibles dans une telle hypothèse le Premier ministre Manuel Valls, la maire de Lille Martine Aubry ou l'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg.

Le chef de l'Etat avait réaffirmé il y a un mois, lors d'une émission de télévision, qu'il n'aurait pas de raison de briguer un second mandat s'il échouait à faire baisser le chômage d'ici la fin de son quinquennat. Depuis, plusieurs membres du

gouvernement ont plaidé en faveur d'une primaire à gauche à laquelle il serait inédit qu'un président sortant se confronte, et François Hollande semble s'être fait à l'idée. Un congrès du PS doit se tenir en juin 2015 et la question d'une primaire pourrait y être tranchée avant même que François Hollande se détermine, puisqu'il lui restera deux ans pour voir la courbe du chômage s'infléchir.

Appelé à commenter la réorganisation en cours à l'UMP, Jean-Christophe Cambadélis a évoqué des candidats "*possibles*" du PS, ouvrant une nouvelle fois la voie aux spéculations sur l'identité du représentant socialiste en 2017 même s'il a suggéré que le chef de l'Etat serait décideur. "*Je pense que le paysage est plus éclairci à gauche même si le candidat possible, François Hollande, Manuel Valls ou d'autres, sont très bas*", a dit le patron du PS.

Invité à préciser sa pensée sur le candidat potentiel, il a ajouté : "*Si François Hollande n'y allait pas, Manuel Valls, Martine Aubry, que sais-je encore, Arnaud Montebourg, etc.*" Francetv info et Reuters 05.12

On aura compris que c'est rapé pour Hollande. Et s'ils propulsent la candidature de Valls, et bien il vous faudra faire avec... Sarkozy ! C'est la raison pour laquelle ils se chamaillent tant à l'UMP, ils savent que leur candidat est sûr de l'emporter en 2017, cela exite forcément les convoitises et ils sont au moins trois à s'y voir déjà, outre Sarkozy, Juppé et Fillon.

Pourquoi le candidat de l'UMP serait sûr de l'emporter contre Valls ? Parce qu'aucun électeur sincère qui se dit de gauche ne votera pour Valls, tandis que le candidat de l'UMP fera le plein des voix des électeurs votants traditionnellement à droite.

Pour voter Valls il faut être de droite et l'assumer pleinement tout en se prétendant de gauche, c'est très compliqué en réalité, plus compliqué encore que pour voter Hollande, on retrouve cette contradiction insoutenable dans le sondage et l'article suivant.

- Manuel Valls incarne le mieux l'avenir du PS, selon deux sondages - Reuters

Une majorité de sympathisants socialistes estiment que le PS, divisé sur la politique à conduire pour sortir la France du marasme, doit donner un coup de barre à gauche mais Manuel Valls reste quand même leur dirigeant favori, selon deux sondages.

(Ils ont élu Hollande président et non Valls, donc ils conspuent Hollande et portent aux nues Valls. C'est une réaction primaire et pas davantage, et il ne faut pas leur attribuer un niveau de conscience politique supérieur, ils en sont incapables, il ne va pas au delà de leurs intérêts strictement personnels. - ndlr)

Il devance notamment de très loin l'actuel chef de l'Etat, François Hollande, pour représenter le PS à la présidentielle de 2017, selon une enquête effectuée pour iTÉLÉ et Le Parisien par l'institut Odoxa.

Ce qui fait dire au président d'Odoxa, Gaël Sliman, que si la situation économique et sa cote de popularité ne s'améliorent pas, il sera "*très difficile*" au vainqueur de 2012 de se représenter en 2017.

Sur 1.002 personnes interrogées jeudi et vendredi par OpinionWay pour Le Figaro, 40% disent souhaiter que le PS fasse des propositions plus à gauche qu'actuellement. Cette proportion passe à 53% parmi les sympathisants du Parti socialiste.

(Les sympathisants du PS sont ceux qui ont le plus à perdre avec la politique suivie par Hollande, partant du constat qu'ils ont un niveau politique médiocre, pour s'en remettre à Valls qui incarne l'extrême droite du PS, soit ils considèrent que Valls pourrait conduir une politique encore plus à droite que Hollande en s'attaquant davantage à la classe ouvrière mais en préservant leurs privilèges et ils s'en contenteraient bien, soit il se résoudrait à faire une politique de gauche ce qui est évidemment totalement inimaginable et relève du délire ou du suicide, donc on pencherait plutôt pour la première version.

Les sympathisants du PS pencheraient plutôt pour Valls parce qu'ils sont aussi populistes et cyniques que lui, et ce qu'ils appellent "*un coup de barre à gauche*" serait en réalité à la manière de Valls un coup de barre à droite qui les laisseraient indifférents du moment qu'ils seraient servis, n'estiment-ils pas qu'Obama et le parti démocrate américain serait de gauche ? La suite de cet article confirme cette analyse point par point. - ndlr)

Par ailleurs 87% des Français interrogés (94% des sympathisants du PS) disent ne pas souhaiter que ce parti change de nom, alors que Manuel Valls s'y est montré favorable.

(Comment sinon avoir bonne conscience ? - ndlr)

Pour 23% des Français interrogés (40% des sympathisants socialistes), c'est pourtant le Premier ministre qui incarne le mieux l'avenir du PS, loin devant l'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg (9% et 11%) ou la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem (8% et 17%).

Pour 68% des Français interrogés (48% des sympathisants socialistes), le PS vit aujourd'hui une crise durable.

Hollande s'effondre.

L'enquête effectuée par Odoxa jeudi et vendredi auprès de 999 personnes parvient à des conclusions similaires.

Ainsi, pour 54% des sympathisants socialistes interrogés, le PS n'est pas assez à gauche et 52% estiment que le rôle du principal parti de la majorité actuelle est avant tout de rappeler à François Hollande, les engagements qu'il a pris pendant la campagne présidentielle de 2012.

Pourtant, Manuel Valls, qui incarne l'aile droite du PS est le préféré des sympathisants socialistes pour représenter le PS à la présidentielle de 2017, avec 37% d'avis favorables contre 31% pour la maire de Lille Martine Aubry, 14% pour la ministre de l'Ecologie Ségolène Royal, 10% pour Arnaud Montebourg et seulement 7% pour François Hollande.

Le jugement des Français toutes tendances confondues est encore plus tranché : 43% des sondés disent préférer le Premier ministre pour représenter le PS en 2017, loin devant Martine Aubry (24%), Arnaud Montebourg (14%), Ségolène Royal (11%) et François Hollande (5%).

(Ils nous vendent la camelote Valls et cela se comprend très bien.

En réalité il est encore moins apte que Hollande à gouverner ou assumer la responsabilité de chef de l'Etat. Peu importe, il sera encore plus manipulable tout en présentant l'avantage que chacun sait à l'avance qu'il est de droite, qu'il change de position selon les circonstances en fonction de son ambition personnelle, qu'il n'est pas fiable et qu'il faut s'attendre au pire avec lui. Une fois élu si cela se présentait, il n'aurait plus qu'à se lâcher pour être dans son élément, sans qu'on puisse lui reprocher puisque chacun était censé savoir à quoi s'attendre, ce qui lui donnera une certaine légitimité dont il n'aura plus qu'à abuser et le tour serait joué.

Le bonhomme est capable d'un cynisme pire encore que Hollande et Fabius réunis, parce que c'est un arriviste, un individu médiocre, tout comme l'était Sarkozy qui à mon avis est un peu plus adroit pour le camoufler, un pure produit de la réaction néolibérale et sioniste. - ndlr)

Ce n'est qu'auprès des sympathisants de gauche dans leur ensemble, extrême-gauche et Verts compris, que Manuel Valls est devancé par Martine Aubry (32% contre 38%).

Ce qui ne change rien pour François Hollande, là encore crédité de seulement 5% d'avis favorables.

Voilà le chef de l'Etat "*presque redevenu le 'Monsieur 3%' de 2008*", souligne Gaël Sliman. Reuters 05.12

A 5%, sans le soutien du Medef, des syndicats jaunes, de son misérable parti d'imposteurs et la neutralité bienveillante de l'UMP et de l'UDI, ainsi qu'une large partie des médias qui l'épargnent encore, il ne pourrait pas se maintenir au pouvoir un jour de plus.

Etat policier. L'impunité pousse au crime. C'est Obama qui montre l'exemple.

- Etats-Unis: la colère augmente face aux bavures policières, un autre grand jury convoqué - AFP

Avec la multiplication des bavures policières à l'encontre de Noirs américains et la convocation d'un nouveau grand jury à New York, le mouvement de protestation prenait de l'ampleur vendredi aux Etats-Unis soulevant à nouveau le débat de la question raciale.

La justice new-yorkaise a annoncé vendredi la convocation d'un nouveau grand jury qui décidera si le policier blanc qui a tué Akai Gurley, un Noir de 28 ans, "*par accident*" à Brooklyn le 20 novembre, doit être poursuivi devant la justice ou non.

Dans deux précédentes affaires, à Ferguson et à New York (Staten Island), les grands jurys ont décidé de ne pas envoyer les policiers devant les tribunaux.

A quatre Noirs sans arme tués ces récents mois par des policiers blancs, s'est ajouté le cas d'un Noir de l'Arizona (sud-ouest) non armé, abattu jeudi soir à bout portant, dans un corps à corps avec un officier qui voulait l'interpeller.

Ces bavures et décisions de grands jurys ont fait descendre dans la rue des milliers d'Américains qui protestent contre l'impunité dont ont jusqu'ici bénéficié les policiers responsables.

Plus de 200 personnes ont été arrêtées dans la nuit de jeudi à vendredi à New York lors d'une deuxième nuit de manifestations après la décision d'un grand jury.

"*La vie des Noirs compte*", "*le racisme tue*", ou encore "*Ferguson est partout*". Derrière des pancartes de défense des droits civiques, des milliers de personnes ont manifesté à New York mais aussi dans d'autres grandes villes américaines comme Chicago, Boston, Philadelphie, Baltimore ou Washington, où elles ont paralysé le trafic près de la Maison Blanche.

Aux quatre coins du pays, les Américains de couleur ont dit leur émotion et leur colère, attisées par les images violentes de leurs pairs tués par des policiers à la peau blanche.

La vidéo de l'interpellation musclée à New York d'Eric Garner, un père de famille de 43 ans décédé en juillet durant son transfert à l'hôpital, le corps de Michael Brown, 18 ans, criblé de plusieurs balles et laissé pendant quatre heures dans la rue sous le soleil à Ferguson (Missouri, centre), ou encore la vidéo de surveillance montrant les derniers instants de Tamir Rice, un garçon de 12 ans, abattu alors qu'il jouait avec un pistolet factice à Cleveland, dans l'Ohio (nord), sont autant d'éléments accablants.

Traumatisés par ces morts non punies, les manifestants ont appris jeudi qu'à son tour Rumain Brisbon, un Noir de 34 ans soupçonné de trafic de drogue, avait été tué par un policier de Phoenix (Arizona, sud-ouest), blanc, qui tentait de l'interpeller.

D'après la police, M. Brisbon a tenté de s'échapper et a refusé d'obéir "*à plusieurs ordres*" du policier expérimenté de 30 ans.

"*Une lutte*" a eu lieu entre les deux hommes tandis que le policier lui intimait l'ordre de garder sa main dans sa poche. Il a "cru sentir la crosse d'un revolver" et "*a tiré deux fois dans le torse de Brisbon*". Mais la poche contenait en réalité une boîte d'analgésiques puissants et addictifs.

Selon le New York Post, le policier qui a tiré la balle fatale avait envoyé un SMS à son syndicat et était resté injoignable pendant plusieurs minutes, alors que sa victime agonisait dans les escaliers. Le jeune père de famille était décédé à son arrivée à l'hôpital.

Au lendemain du décès, le commissaire de police de New York Bill Bratton avait indiqué que Gurley était "*totalement innocent*" et avait été tué par "*un coup de feu accidentel*" au cours d'une "*tragédie très malheureuse*". AFP 05.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- "*Washington veut renverser Poutine.*" - french.irib.ir

Le chef du renseignement étranger russe le confirme : les Etats-Unis cherchent via des pressions intense sur la Russie à en changer le régime. Mikhaïl Fradkov affirme que les sanctions occidentales et la baisse du prix du pétrole visent à changer le régime en Russie.

Cité par Russia Today Fradkov a mis en garde contre les tentatives des Etats-Unis visant à renverser Poutine. C'est un souhait latent des Etats-Unis qui ne veulent à aucun prix voir une Russie puissante et indépendante. La baisse de 30% du prix du pétrole est l'oeuvre des Etats-Unis. Cette baisse du prix se combine en réalité aux effets des sanctions et exerce une double pression sur la Russie.

Poutine a affirmé jeudi que le gouvernement russe sait parfaitement qui tire profit des actions anti-russes et que la banque centrale russe possède des mesures nécessaires pour les punir. french.irib.ir 05.12

2- Etats-Unis

- Obama nomme Ashton Carter à la tête du Pentagone, l'EI en toile de fond - Reuters

Le président américain, Barack Obama, a annoncé vendredi la nomination comme secrétaire à la Défense d'Ashton Carter.

Cet homme de 60 ans, qui fut numéro deux du Pentagone entre 2011 et 2013, devra s'appuyer sur son franc-parler et sa

fine connaissance du Pentagone pour trouver sa place au sein de l'administration mais aussi relever les nombreux défis auxquels l'armée américaine est confrontée.

La confirmation d'Ashton Carter par le Sénat ne devrait - a priori - pas poser de problème dans la mesure où plusieurs élus républicains de premier plan ont déjà indiqué qu'ils n'y étaient pas opposés. "*Je m'attends à ce qu'il soit confirmé*", a affirmé le sénateur républicain Lindsey Graham.

Le sénateur John McCain a pour sa part jugé qu'il était "*extrêmement compétent, très travailleur et doté d'une solide expérience*". Cependant, a-t-il ajouté ironique, "*j'espère qu'il comprend bien qu'il aura probablement une influence limitée sur le petit cercle qui entoure le président et qui contrôle visiblement tout le processus de décision*".

En acceptant cette nomination lors d'une brève cérémonie à la Maison Blanche, M. Carter, diplômé d'histoire médiévale et de physique, a affiché sa détermination à faire preuve de "*franchise*" avec le président américain.

Signe des tensions qui entourent le départ de Chuck Hagel, ce dernier n'était pas présent lors de cette cérémonie à la Maison Blanche, contrairement à ce qui avait été initialement annoncé.

"*Il est difficile d'imaginer quelqu'un de mieux préparé (que M. Carter) pour ce poste*", juge Stephen Biddle, professeur à George Washington University. "*Il est très respecté à la fois par les civils et par les militaires au sein du Pentagone. C'est un manager d'expérience. Et il est extraordinairement intelligent*".

"*Mais la grande incertitude concerne sa capacité à façonner la politique de défense américaine au sein d'une administration aussi centralisée*", ajoute-t-il, estimant que s'il "*y a toujours eu un certain niveau de tension entre civils et militaires*", il est "*incontestablement plus fort sous cette administration*".

Interrogé jeudi sur la marge de manoeuvre qu'aurait le successeur de M. Hagel, le porte-parole de l'exécutif, Josh Earnest, a assuré que l'existence de frictions entre la Maison Blanche et le Pentagone n'était "*ni nouvelle, ni propre à cette administration*".

Mais il a aussi clairement souligné la répartition des rôles: "*le président est le commandant en chef (des forces armées) et est au sommet de la chaîne de commandement. Cela signifie que le président a une responsabilité importante dans ce qui se passe au ministère de la Défense*". Reuters 05.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Exploitation.

- Les salaires stagnent malgré la hausse de la productivité - Reuters

La stagnation des salaires dans les pays développés depuis la crise financière a plus à voir avec les programmes de réduction de coûts des entreprises qu'avec la concurrence de la main d'oeuvre bon marché des pays émergents comme la Chine, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié vendredi.

"*Globalement, la croissance de la productivité du travail dans les économies développées a dépassé celle des salaires réels entre 1999 et 2013*", écrit l'organisation dans son dernier rapport mondial sur les salaires. En conséquence, "*la part du revenu national allouée au travail a diminué dans les grandes économies développées.*"

Entre 2009 et 2013, l'indice des salaires réels n'a progressé que d'à peine 0,4% dans ces pays alors que celui de la productivité du travail a augmenté de plus de 5,4%.

Au niveau mondial, les salaires dans les pays émergents convergent lentement vers ceux en vigueur dans les pays développés avec une croissance de 6,7% en 2012 et 5,9% en 2013 dans les premiers contre 0,1% et 0,2% respectivement dans les seconds.

(Dans les pays émergents l'inflation à deux chiffres masquée ne compense pas la hausse des salaires, tandis que dans les pays développés l'inflation annoncée ne reflète pas la hausse réelle des prix, notamment ceux des biens d'équipement, de consommation ou les services qui concernent au quotidien la population. - ndlr)

Mais ce n'est pas la main d'oeuvre à bon marché des pays émergents qui explique la stagnation des salaires dans les pays développés, a souligné Sandra Polaski, la directrice générale adjointe de l'OIT.

(Ben voyons, à quoi servirait la mondialisation de la main d'oeuvre si elle ne devait pas se traduire par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier ou de leurs forces de travail. - ndlr)

"*Si les niveaux de productivité augmentent vous pouvez vous accommoder de la concurrence parce que la productivité de votre entreprise vous permet de continuer à payer de bons salaires tout en restant compétitif.*"

(Contrevérités, car lles mêmes niveaux de productivité existent dans les pays émergents. On ne voit pas pourquoi des oligarques américains auraient transféré d'énormes masses de capitaux en Chine par exemple pour produire des marchandises qui seront exportées dans le monde entier, auraient décidé d'nvestir dans des technologies dépassées ou des machines obsolètes qui auraient un niveau de productivité moindre que leurs concurrents sud-coréens. Sandra Polaski raconte n'importe quoi.

En général, les multinationales qui décident de produire dans les pays émergents exportent des usines clés en main, identiques à celles qui existent déjà dans les pays occidentaux ou plus modernes encore. Et quand bien même ils décideraient de faire des économies sur le coût d'installation d'une unité de production en n'investissant pas dans la technologie dernier cri, c'est uniquement parce que le niveau de productivité inférieur sera compensé par la surexploitation de la main d'oeuvre. -ndlr)

Les profits des entreprises se sont redressés depuis la sortie de la récession de 2008-2009 provoquée par la crise financière mais ces revenus n'ont pas été réinvestis au même rythme qu'auparavant, a aussi relevé Polaski.

(Euphémisme de patrons à propos des "*profits des entreprises*", le trésor de guerre des entreprises américaines et européennes avoisine les 5.000 milliards de dollars. Et seule la plus-value servant à reproduire le cycle du capital a été réinvestie dans la production, tandis que le reste a été transféré dans le circuit de l'économie financière ou spéculative, une part infime des profits nets a été investie dans la production. - ndlr)

"*Ces profits que les entreprises conservent sans rien en faire, cela ne produit pas de bons résultats pour l'économie mondiale.*"

(Ah ben alors ma bonne dame, en voilà un constat affligeant qui ne sert absolument à rien ! Sauf à confirmer ce que nous venons de dire et en conclure qu'il faut les exproprier. -ndlr)

La faible croissance des revenus salariaux des les pays développés réduit la demande des ménages, ce qui réduit la demande à l'échelle mondiale, a-t-elle prévenu.

La faible progression voire la baisse des salaires réels dans certains pays développés est aussi considérée comme un facteur susceptible d'alimenter les risques de déflation. Reuters 05.12

(Ils sont très fort à l'OIT, à part légitimer le système capitaliste, à quoi servent-ils ? - ndlr)

2- France

2.1- 52,9% de votants aux élections de la fonction publique - Reuters

Pour la première fois, les agents des trois fonctions publiques (Etat, hôpitaux, collectivités territoriales), soit près de 5,4 millions de personnes, étaient invités jeudi à élire leurs représentants syndicaux.

A La Poste, où la direction fait état d'un taux de participation de 75,63% et où le vote s'est entièrement effectué par la voie électronique, la CGT a effectivement réussi à garder sa première place, avec 26,54% des suffrages, mais recule de près de trois points par rapport à 2011 (29,33%).

Suit la CFDT (22,51%), qui fait une percée par rapport à 2011 (18,14%) et devance désormais Sud (20,17%), FO (19,97%), l'alliance CFTC-CGC-Unsa (9,71%) et la CNT (1,10%).

Dans l'éducation, le SNUipp-FSU reste largement en tête chez les enseignants des écoles avec 44,28%, devant l'Unsa (25,06%), Force ouvrière (13,40%) et le Sgen CFDT (6,20%). Il recule toutefois de quatre points par rapport à 2011.

Dans le second degré, c'est le Snes, qui a revendiqué la victoire, avec 44% des suffrages exprimés.

Classé à droite, le syndicat policier Alliance est arrivé en tête avec 33,75 % des votes au Comité technique ministériel (CTM), devançant FO qui a obtenu près de 32 % des suffrages, lors des élections professionnelles qui se déroulaient au ministère de l'intérieur, depuis lundi dernier.

Arrivée en troisième position, l'UNSA (12,92 %), se voit attribuer deux sièges, tandis que la CFDT obtient un seul siège (10,14 %). Les autres listes n'en obtiennent aucun. La CGT, traditionnellement peu représentée dans la police, n'a obtenu que 3,39 % des suffrages.

Deux listes réputées très à droite, la FPIP et France Police, ont recueilli respectivement 3,35 % et 0,95 %. La liste de la CFTC est créditée de 1,06 %, Sud de 0,96 % et FSU de 0,84 %.

Pour la première fois, le CTM a été élu au suffrage direct, avec un taux de participation de 68,15 %. Il s'agit de l'instance directement au contact du ministre de l'Intérieur pour négocier les réformes lourdes touchant la profession.

En dehors du CTM, plus de 400 instances de concertation, locales et nationales, ont été renouvelées avec «des taux de participation élevés, en général proche de 70 %», selon la place Beauvau.

Chez les Officiers, c'est toujours le SCSI (ex-Snop), plutôt classé à gauche, qui arrive en tête. Toutefois, Synergie-Officiers (classé plutôt à droite), sera majoritaire à la préfecture de police de Paris, qui recouvre la ville intra muros, mais aussi les départements de la petite couronne (92-93 et 94). Synergie-Officiers est également majoritaire sur l'ensemble de l'Ile-de-France, toutes voix confondues. Reuters et Figaro.fr

2.2- Marché de dupes et non-dit.

- Pacte de responsabilité: accord avec la CFDT dans l'assurance, 38.000 embauches prévues - AFP

Le patronat des assurances et la CFDT ont conclu un accord dans le cadre du pacte de responsabilité, prévoyant l'embauche de 38.000 personnes d'ici à 2017, a annoncé vendredi le syndicat majoritaire dans la branche.

"*Nous sommes heureux que le dialogue social dans notre branche ait ainsi prouvé sa maturité et son efficacité*", ont réagi auprès de l'AFP Bernard Spitz et Pascal Demurger, président et vice-président de l'Association française de l'assurance (AFA).

"*C'est une signature importante obtenue dans un contexte difficile*" qui "*traduit une volonté commune d'avancer concrètement et de s'engager dans la durée*", relèvent les dirigeants de l'AFA, qui regroupe les fédérations des sociétés d'assurances (FFSA) et des mutuelles d'assurances (GEMA).

Le pacte de responsabilité prévoit d'accorder 40 milliards d'euros aux entreprises en baisses de cotisations et d'impôts, en contrepartie d'engagements en matière d'emploi. La métallurgie et la chimie ont été les premières branches à avoir conclu des accords.

Selon le Medef, d'autres ont depuis été signés dans les branches des carrières et constructions, du textile, des transports urbains et de la propreté. AFP 05.12

Ils ne disent pas tout sur le "*contexte*", et pour cause, c'est un secteur d'activité où l'immense majorité des emplois sont peu qualifiés et les salaires très bas.

Ensuite, c'est un secteur d'activité qui présente peu de turn over, où le personnel est relativement stable, l'emploi sûr, l'assurance, c'est un peu comme la banque, on a les mêmes avantages que dans la fonction publique, on n'a plus qu'à attendre la retraite en gros, bref, quand on y rentre on y reste à défaut de mieux, il compte un personnel âgé proche de la retraite. Il y a donc tout à parier que ces 38.000 embauches vont correspondre en réalité à des départs à la retraite pour finalement peu ou pas de créations d'emplois.

J'en parle en connaissance de cause pour avoir travaillé dans trois compagnies d'assurance, dont une recrutait des retraités de l'armée comme archivistes. Et quand plus de 10 ans après avoir quitté le GAN je suis retourné à l'étage où j'avais travaillé pour installer un photocopieur, j'ai rencontré mes ex-collègues de travail qui m'ont tenu ce discours, j'ai pu constater que depuis mon départ ils s'étaient confortablement installés, enracinés devrai-je dire, les chaussons en plus car la moquette aussi avait pris de l'âge.

Dans un moment de déprime, il m'est arrivé de regretter de ne pas les avoir imités car c'était une situation plutôt confortable, l'emploi à vie est de nos jours un privilège extraordinaire, n'est-ce pas, puis je me ravisai en me souvenant de notre dernière discussion qui m'avait mis mal à l'aise, pour avoir constaté qu'ils n'avaient pas changé et qu'ils étaient résignés, qu'ils se satisfaisaient du sort que la société leur avait réservé, qu'ils n'attendaient plus rien de la vie à environ 40 ans, pas de quoi les envier me suis-je dit.

C'est le genre de compromis que je n'ai jamais accepté, se laisser vivre, vivre dans l'insouciance, une petite vie pépère où on n'a pas besoin de se poser beaucoup de questions ou uniquement celles dont on connaît les réponses, pas celles qui

sont embarrassantes évidemment, où finalement on ne pense qu'à soi et personne d'autre en se foutant du reste, j'étais rebel à l'adolescence, révolutionnaire devenu adulte, enlisé dans mes contradictions et plutôt paumé par la suite, pour enfin redevenir révolutionnaire et le rester, franchement je préfère encore ce parcours, mais il est vrai que dans tous les cas de figure on n'a pas vraiment le choix, ce sont les circonstances qui déterminent notre existence.

Je vais vous avouer un truc. Au cours de mon parcours professionnel, j'ai bossé dans plus de 45 boîtes, c'est le seul moment où je me suis vraiment senti bien, détendu, quand j'étais gratte-papier au GAN, le boulot était certes débile. Le lundi matin la chef de section nous donnait une pile de dossiers à traiter dans la semaine, et généralement j'avais terminé le boulot le mardi soir, le reste du temps pour tuer le temps, je planquais un bouquin dans un tiroir que j'ouvrais discrètement et je lisais de la philosophie en attendant le vendredi après-midi.

A l'époque j'avais 19 ans. Il m'arrivait aussi de soulager des collègues qui n'arrivaient pas à bout de cette tâche harassante. C'était des femmes sans qualification et encore plus arriérées que moi à l'époque. On s'entendait bien et j'ai toujours une tendre pensée pour elles. Je suis même sorti avec l'une d'entre elle qui avait 35 ans, Françoise, elle était chef de groupe, une intellectuelle de gauche, tendance social-démocrate, sincère. J'étais le plus jeune et elles me passaient mes extravageances, genre hippy. N'allez pas croire que cela aurait un rapport quelconque avec mon départ en Inde bien des années plus tard, la photo qui figure dans la page d'accueil du site suffit à démontrer le contraire.

ECONOMIE

1- UE - Banques.

Avec la Commission Juncker le pouvoir des banquiers sort renforcé.

- Les banques d'Europe passent de peu les tests du comité de Bâle - Reuters

Le secteur bancaire de l'Union européenne n'a réussi que de justesse les tests destinés à mesurer sa conformité avec les règles de Bâle III, censées rendre le système financier international plus sûr et prévenir une nouvelle crise. Reuters 05.12

Ceci pourrait expliquer cela , surtout que ce ne sont pas ces banques qui font parrtie du premier cercle de l'oligarchie financière mondiale qui sont visés, mais les milliers d'autres plus petites. Bon, cela ne figure pas dans leurs articles.

- La Commission européenne pourrait enterrer son projet de réforme des banques - lemonde.fr

Le nouveau commissaire aux services financiers, le Britannique Jonathan Hill, a fait parvenir, le 18 novembre, à Frans Timmermans, numéro deux de la nouvelle Commission européenne, une lettre dans laquelle il évoque le retrait de la proposition de son prédécesseur comme une option à envisager sérieusement en 2015. « *Dans le cas où les Etats membres de l'Union européenne [UE] continueraient à ne pas soutenir [l'initiative]* », souligne-t-il.

La proposition de M. Barnier ciblait les trente plus gros établissements bancaires de l'UE, dont la faillite déstabiliserait l'économie. Il visait à interdire aux banques, dès 2017, de spéculer pour leur compte propre sur des produits financiers s'échangeant sur les marchés (actions, obligations, etc.) et sur les matières premières. Il proposait aussi que les autoritaires bancaires nationales, au-dessus d'un certain volume réalisé, obligent les banques à filialiser leurs activités à risque.

Les propositions de M. Barnier étaient inspirées de la réforme américaine, dite « *réforme Volcker* », du nom de l'ancien président de la réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale). Elles ont suscité une levée de boucliers immédiate et vigoureuse. Notamment en France. Au sein des banques. Mais pas seulement. Les banquiers français ont reçu l'appui des pouvoirs publics. Ces derniers ont fait savoir à Bruxelles que le projet était « *irresponsable* » pour reprendre le terme, plutôt fort dans la bouche d'un banquier central, de Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France.

L'argument avancé ? Le projet européen fragiliserait les banques et serait plus contraignant que les réglementations, assez « *light* », que la France a adoptées pour ses institutions financières après la crise. Ces dernières consistent surtout en un renforcement des organes de contrôle nationaux. Le Royaume-Uni, qui a lui aussi adopté ses propres règles (dites « *loi Vickers* ») et l'Allemagne militaient également contre ce texte.

« *M. Hill ne dit pas du tout dans son courrier qu'il faut se débarrasser de la proposition Barnier. Il se livre juste à l'exercice, imposé par la nouvelle Commission ces dernières semaines, d'évaluation des chantiers encore en cours dans notre institution* », argumente une source bruxelloise.

Du point de vue de M. Hill, le texte qui divise risque de ne pas passer la barre du Conseil, en raison de l'opposition forte des trois plus grandes économies de l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

« *Aucune décision n'a été prise, en tout cas pour l'instant* », prévient une source européenne. « *C'est vrai qu'en l'état, le texte dont on parle a très peu de chances de passer. A moins qu'il soit réécrit sous une forme allégée, avec une séparation des activités risquées qui ne serait plus obligatoire, mais seulement optionnelle, par exemple* », relève une autre source bien renseignée. lemonde.fr 05.12

2- Etats-Unis

Sur fond de précarité de l'emploi et de salaires misérables.

- Wall Street à des sommets grâce à l'emploi américain - LePoint.fr

La Bourse de New York a accueilli chaleureusement vendredi l'annonce de 321 000 créations d'emploi en novembre aux États-Unis.

- Etats-Unis: les créations d'emplois confirment la vigueur de la reprise - AFP

L'économie a créé 321.000 nouveaux emplois en novembre, un sommet depuis janvier 2012, dépassant largement les attentes des analystes.

Le taux de chômage est demeuré à 5,8%, son niveau le plus faible depuis juillet 2008. Le gouvernement a en outre effectué de solides révisions sur les embauches des deux mois précédents (44.000).

Il s'agit de "*la plus longue période de créations d'emplois de l'histoire dans le secteur privé*", a souligné le président Barack Obama, saluant le 57e mois consécutif de croissance du nombre d'emplois.

"*Les Etats-Unis continuent de dépasser la plupart des autres pays*", s'est-il empressé d'ajouter. "*Au cours des quatre années passées, nous avons remis au travail davantage de gens que ce qu'ont fait l'Europe, le Japon et tous les autres pays industrialisés réunis*", a avancé M. Obama.

Pourtant le taux de chômage est demeuré inchangé, reflétant notamment l'arrivée sur le marché du travail de quelque 119.000 nouveaux venus.

Les chiffres de l'emploi sont issus de deux études séparées, l'une auprès des ménages, l'autre auprès des entreprises, ce qui explique aussi les divergences d'évolution fréquentes entre le taux de chômage et le nombre d'emplois créés.

Il y a également un trompe-l'oeil dans les chiffres du chômage américain lorsqu'on sait que la participation au marché du travail a drastiquement faibli depuis la crise. "*Si le même proportion d'adultes que lorsque le président Obama a pris ses fonctions en 2008 avait aujourd'hui un travail ou était à la recherche d'un emploi, le taux de chômage serait de près de 10%*", explique Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland. AFP 05.12

Un "*aspect trompe-l'oeil*" qui trompera celui qui veut bien l'être.

3- France

Quand les intérêts de l'Etat ou du gouvernement PS-PRG et d'un lobbying ou des multinationales sont complémentaires.

- Les députés votent l'interdiction d'acheter du tabac sur internet - Liberation.fr

- Tabac: les députés accèdent à plusieurs revendications des buralistes - AFP

Pour lutter contre le marché parallèle, les acheteurs sur internet seront désormais passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ferme pour trafic en bande organisée. En France, le commerce du tabac relève du monopole des buralistes, mais au moins une cigarette fumée sur cinq n'a pas été achetée dans le réseau officiel et échappe donc aux taxes françaises.

"*C'est une des pierres dans la lutte contre les importations illégales. C'est un des éléments attendus par les buralistes*", a souligné le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert.

"*Une telle mesure se justifie par l'ampleur des constatations réalisées et la nécessité d'intensifier la lutte contre les achats à*

distance de tabacs manufacturés. Ainsi, en France, les services douaniers ont procédé en 2013 à 2.746 constatations sur le fret express et postal qui représentent plus de 22 tonnes de produits du tabac", a expliqué le gouvernement dans son amendement voté. AFP 05.12

Ne manquerait-il pas quelque chose, en dehors du fait que le gouvernement a réfusé d'aligner les taxes des cigares et cigarillos (réservés aux ouvriers comme chacun sait, même jusque dans les moindres petits détails le PS est ignoble) sur celles appliquées aux cigarettes qui figurait dans cet article ?

Les taxes qu'empochent l'Etat et que le fumeur ou citoyen lambda ne paie pas en achetant ses cigarettes sur Internet. Il fait ainsi d'une pierre deux coups... toujours contre le peuple, l'ennemi juré du gouvernement, du PS et des multinationales.

4- Vatican

Mêmes les coffres-forts ne résistent plus aux voix du seigneur ! A quoi croyez-vous mon frère ? Au pouvoir de l'argent. Comment vous aussi ?

Avant-hier Valls a sorti "*il y a des actes racistes, antisémites contre des synagogues, des mosquées, des églises*", il devait penser à ses amis banquiers ma foi, à moins qu'ils aient les mêmes préoccupations inavouables, y compris au confessionnal !

- Miracle au Vatican: l'audit révèle des fortunes oubliées dans les comptes - AFP

"*Nous avons découvert que la situation (financière du Vatican) était bien plus saine que ce qu'il semblait. Parce que quelques centaines de millions d'euros étaient cachés dans divers comptes sectoriels et n'apparaissaient pas dans les bilans*", a déclaré le cardinal australien George Pell, "*ministre*" de l'Economie du Vatican dans une tribune au magazine britannique Catholic Herald.

Le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, s'est empressé vendredi de préciser qu'il ne s'agissait pas de "*fonds illégaux, illicites ou mal administrés*".

Ces fonds "*ne figuraient pas dans les bilans officiels du Saint-Siège et de la Cité du Vatican*" et le Secrétariat du pape à l'Economie en a appris l'existence lors de l'audit des administrations vaticanes. (Les banques pratiquent de même, même la Fed ! - ndlr).

Cette découverte est "*un fruit de la coopération constructive entre les diverses institutions vaticanes*", a ajouté le père Lombardi.

"*Il est important d'observer que le Vatican n'est pas en faillite. A part le fonds de pensions, qui doit être renforcé pour faire face aux demandes d'ici 15 à 20 ans, le Saint-Siège se finance, grâce à la possession de biens substantiels et d'investissements*", a estimé ce cardinal à poigne. (Cette modestie vous honore monseigneur ! -ndlr)

Dans sa tribune, il décrit un système à l'ancienne, où chacune des près de 200 entités vaticanes ou dépendant directement du Vatican jouissait d'une indépendance qu'il conservait jalousement. (Ce sont assurément des conservateurs, même en politique dites-donc. - ndlr)

Désormais, "*les budgets de chaque congrégation et conseil pontifical doivent être approuvés, et leurs dépenses contrôlées (...) durant l'année*", avec des pénalités en cas de dépassement, insiste-t-il.

"*Les donateurs s'attendent à ce que leurs donations soient gérées avec efficacité et honnêteté*", explique le cardinal australien. "*Une Eglise pour les pauvres ne devrait pas être pauvrement gérée*". (Une Eglise pour les pauvres qui ne permettrait pas aux riches de s'enrichir sur leur dos ne mériterait pas le statut d'Eglise, CQFD. - ndlr)

Cette refonte, qui ne se fait pas sans douleur, est approuvée par une majorité de cardinaux: Jorge Bergoglio a été élu pape en 2013 en partie sur le mandat de réformer la Curie et de mettre fin à un système largement obsolète et dépensier. (Il a pu exister des ecclésiastiques jugés un peu trop à gauche, un grave péché, désormais finis la chienlit et le laxisme qui permettait tous ces abus inexcusables a décrété la Curie. -ndlr)

Début novembre, le cardinal Pell a adressé un courrier interne aux personnels du Vatican pour présenter un manuel des politiques de gestion financière qui entreront en vigueur à partir du 1er janvier.

Et des experts laïcs, non soumis à l'autorité du pape, devraient en garantir à terme le bon fonctionnement.

Selon Mgr Pell, certains cardinaux et évêques sont d'ailleurs favorables à ce que ces nouvelles procédures de comptabilité soient envoyées aux conférences épiscopales et aux 3.000 diocèses à travers le monde.

L'objectif est clair: que les finances du Vatican deviennent "*ennuyantes de prospérité*", afin de faire fructifier les oeuvres de l'Eglise et non plus les scandales. AFP 05.12

Que soit bénie la prospérité financière, amen !

Haut de page

Le 8 décembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain matin.

Dans les infos en bref, comme presque chaque jour j'ai filtré les articles qui relèvent de la propagande des différents protagonistes que je n'ai pas publiés, où il est fait référence de plus en plus souvent à d'éventuelles nouvelles guerres pour ménager les nerfs de nos lecteurs.

Je peux me tromper, je me fis à la sémantique et à la rhétorique employées et à mon pif. La toile regorge d'articles farfelus nous prédisant tous les quatre matins la chute du dollar, de la Bourse, la troisième guerre mondiale et le débarquement des martiens... J'imagine les dégâts que cela peut causer sur les esprits faibles, ignorants ou inconscients, bref, l'immense majorité de la population.

Notre portail a pour vocation d'éviter de tomber dans ces travers. Ce qui ne nous empêche pas de commettre des erreurs.

Hier soir avant de m'endormir, je me suis demandé si je n'avais pas eu tort de ne pas soutenir plus ouvertement le Venezuela et la Bolivie ou d'autres Etats sans cesse harcelés par l'impérialisme américain, dans la mesure où la révolution socialiste mondiale n'était manifestement pas pour demain, et où leur isolement risquait de leur être fatal tout comme il l'avait été d'une certaine manière à la Russie révolutionnaire de Lénine et Trotsky, et que bien leurs régimes ne soient pas comparables à celui issu de la révolution d'Octobre, ils étaient encore préférables à ceux qui les avaient précédés et à ceux qui pourraient leur succéder s'ils venaient à tomber, et que pour cette raison ils méritaient d'être soutenus même si leur orientation politique différait de la nôtre.

Je me suis rappelé que même si Lénine et Trotsky avaient vaincu Staline et le stalinisme, si la Russie révolutionnaire était restée isolée pendant encore une ou plusieurs décennies, même avec le parti le plus marxiste, communiste ou révolutionnaire du monde, ils n'auraient pas pu empêcher la chute du régime soviétique et le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, car il leur aurait été impossible de construire le socialisme dans un seul pays sachant qu'il demeurait dépendant de l'économique mondiale qui serait demeurée capitaliste. Dans ce cas de figure, bien entendu que nous aurions continué de soutenir la Russie révolutionnaire, dès lors que l'orientation politique de ses dirigeants ne favorisait pas le rétablissement du capitalisme dans leur pays et qu'ils luttaient pour aider le prolétariat de tous les pays à renverser le capitalisme et à prendre le pouvoir. En cas de révolution prolétarienne et socialiste victorieuse à cette époque, notamment en Allemagne puis en France, en Espagne et dans toute l'Europe, la question que nous abordons ici aurait été résolue et ne se poserait pas.

Maintenant on doit tenir compte s'agissant de pays comme le Venezuela ou la Bolivie qu'il leur est impossible d'accéder au socialisme, laissons de côté la volonté de leurs dirigeants de combattre ou non dans cette perspective, objectivement c'est impossible et quand bien même ils s'engageraient dans cette voie, ils ne pourraient pas aller jusqu'au bout ou seraient balayés avant par la réaction ou les militaires qui ne leur permettraient pas d'aller aussi loin ou de rompre avec le capitalisme, ils se retrouveraient totalement isolés et encore plus faibles que la Russie soviétique et seraient rapidement renversés par un coup d'Etat orchestré par les Américains et ses alliés occidentaux.

Pour étayer mon argumentation, Marx disait qu'on ne devait pas entraver le développement du capitalisme qui portait en son sein sa négation, le socialisme, pour faire bref ou en substance, qu'on devait le combattre pour hâter sa chute dans une période où il était en pleine ascension, or cette époque est définitivement révolue. En réalité les choses sont encore plus compliquées qu'elles n'y paraissent, car avec l'industrialisation de nouveaux pays on aurait pu penser que le capitalisme connaissait une nouvelle phase d'expansion, notamment en Asie, le continent le plus peuplé, mais simultanément ce sont les pays les plus industrialisés qui sont sur le déclin, tout dépend là encore ce qu'on entend par croissance économique lorsqu'une grande partie repose sur des services ou ne sont pas par nature productif de biens matériels renfermant de la plus-value, on pourrait admettre que selon un mécanisme de vases communicants on aurait assisté à une sorte de redistribution de la production qui certes aurait augmenté mais pas suffisamment pour couvrir les besoins de la population des pays industrialisés et des pays émergents ou du reste du monde, elle aurait juste servi à mettre en concurrence les travailleurs du monde entier pour faire baisser le coût de la force de travail, sans pour autant qu'elle profite à l'ensemble des populations concernées, bien au contraire, puisque celle des pays

développée s'appauvrit et se précarise, retourne un demi-siècle ou davantage en arrière, tandis que celle des pays émergents est surexploitée et connait des conditions de vie effroyable que l'on connaît mal en occident.

Finalement ce qui reste réellement de cette nouvelle phase d'expansion du capitalisme une fois pris en considération ce qui vient d'être énoncé, correspond à peine aux forces productives qui sont détruites par les capitalistes pour retarder l'effondrement de leur système économique qu'ils savent condamné, il se peut même que le niveau des forces productives qui sont détruites soit supérieur au total de celles nouvellement créées, de telle sorte que dans les deux cas de figure il est inapproprié de parler d'une nouvelle phase d'expansion du capitalisme, puisqu'elle ne permet pas de satisfaire davantage les besoins de la population qu'autrefois, sauf au prix de sacrifices énormes des masses exploitées que ne l'on ne peut pas qualifier de progrès social, ou alors il faudrait attribuer la même vertu à l'esclavage.

Nous ne sommes donc plus en présence d'un système économique qui pourrait connaître une nouvelle phase de développement ou une évolution avec laquelle le progrès social pourrait être compatible, de telle sorte qu'on ne devrait pas entraver sa marche en avant, nous sommes au contraire en présence d'un système économique corrompu et mafieux entrée en putréfaction et qui est synonyme de régression sociale ou d'esclavage, de travaux forcés. Du coup, désormais il est de notre devoir de tout faire pour entraver sa marche en avant, d'autant plus que le prolétariat mondial est loin d'être prêt à renverser le capitalisme, tout faire pour freiner son oeuvre destructrice, et donc soutenir les Etats et les peuples qui résistent même de façon inappropriée selon nous à cette marche en avant vers l'abîme et le chaos généralisé, le règne de la barbarie. Si nous n'exigeons pas de ces Etats ou leurs représentants et ces peuples qu'ils adhèrent au socialisme pour les soutenir, nous ne devons pas pour autant nous interdire de défendre le socialisme puisque c'est la seule alternative possible au capitalisme ou le programme de la révolution socialiste mondiale, sinon à quoi bon mener ce combat s'il devait n'avoir d'autre issue que la barbarie. A suivre

Cela fait longtemps que je n'ai plus le temps de me livrer à ce genre de réflexion et je le regrette, en fait je suis en permanence crevé, à la limite du surmenage, et j'ai du mal à me concentrer sur un sujet aussi vaste.

NO HELP NO WORK !

Ma compagne me supplie de ne plus perdre mon temps avec ce portail, pour un peu elle me demanderait de me mettre en grève, illimitée puisque je ne fais jamais les choses à moitié.

Je vais étudier sérieusement sa revendication qui est parfaitement légitime au regard de sa situation.

On ne va tout de même pas s'inspirer du "*grand jury*" de Fergurson et décréter sa revendication irrecevable parce qu'elle est Noire et que c'est une esclave tout juste affranchie par votre serviteur.

J'estime donc qu'elle a les mêmes droits que mes lecteurs, bien que son niveau de conscience soit bien inférieur au leur, sa condition qui l'est tout autant (inférieur) et ses intérêts méritent autant d'attention et de respect de ma part, par esprit de justice sociale, vous en conviendrez qu'il serait mal avisé de la violer ici, n'est-ce pas ? La justice sociale, vous l'aurez compris.

Délibération dans les jours qui viennent.

Qu'on se le dise.

- C'est le Parlement européen, républicain, démocratique et laïque comme l'aime Mélenchon, qui a exigé l'arrêt de la construction du gazoduc South Stream sur ordre de Washington, la Commission européenne n'a fait que leur emboîter le pas...

- Selon la voix de l'Amérique ou les médias subventionnés par l'Etat français, ce sont des "rebelles" qui ont mené une attaque à Grozni, et non des terroristes...

- Défendre la souveraineté de son pays pour un président élu au suffrage universel, est un droit qui relève de la tyrannie et il mérite d'être renversé par un coup d'Etat orchestré par l'Otan ou le pays qui incarne le mieux la démocratie dans le monde, les Etats-Unis, dixit Obama et ses serviteurs occidentaux.

Un institut de sondages créé sur mesure pour le contexte actuel.

Odoxa a réalisé un sondage pour Les Échos et Radio Classique sur Internet.

Rappel de la causerie du 29 septembre 2014 :

- Odoxa, un nouvel institut d'études et de sondages.

"*Nous assumons une éditorialisation dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse*", expliquent les co-fondateurs sur le site internet de l'entreprise. cbnews.fr 27.08.2014

Ce qui nous avait fait dire : Chaque chose en son temps ou quand un institut de sondages propose à ses clients "*une réponse*". Ajoutons la réponse qu'ils ont envie d'entendre. Reste à la fabriquer et cela ne va pas de soi. Il faut s'y reprendre à plusieurs fois, deux ici, quant à la "*réponse*" destinée au patronat et à laquelle le bas peuple est appelé à adhérer, là en l'occurrence c'est encore plus tordu qu'une image subliminale qui viendrait se greffer dans votre cerveau à votre insu car la manipulation est d'une simplicité si déconcertante qu'elle passera inaperçue.

Pour commencer, la mise en confiance. Il faut ferrer le poisson ou le pigeon, et plus l'appât sera gros et plus il y aura de chance qu'il morde à l'hameçon. Là ils ont mis le paquet, 9 sur 10, au dela il perdrait toute crédibilité, semble-t-il.

- Près de 9 Français sur 10 opposés à la politique économique du gouvernement - LePoint.fr

A ce stade on est porté à se dire qu'ils n'en attendent plus rien. Et bien non, pas du tout, bien au contraire. Ils sont même une majorité à en redemander, car il aurait suffit que Hollande recrute un banquier pour qu'un miracle se produise ou tout du moins que la majorité y croie. Cela tombe bien puisque c'est justement la "*réponse*" qu'espérait les Echos ou le Medef. Fantastique, cela mériterait presque une canonisation des dirigeants d'Odoxa !

- Le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron est populaire, 62 % des Français jugeant qu'il est un bon ministre. Les Français sont même une majorité (58 %) à se dire prêts à voter, s'ils étaient députés, la loi Macron sur l'activité et la croissance qui sera présentée mercredi prochain en conseil des ministres. LePoint.fr 07.12

En fait, plus ils se font matraquer et plus ils en redemandent, c'est bien cela dont on veut nous convaincre. Ils ne savent plus quoi inventer pour vendre leur camelote défraîchie que la majorité rejette dès qu'elle en connaît le contenu réel, ce sondage tient de la supercherie.

Désinformation. C'est accordé bien trop d'importance à Moi 5%.

Rappel : 5% c'est le pourcentage de personnes interrogées dans un récent sondage qui souhaitent que Hollande se représente en 2017 (lire la causerie d'avant-hier).

Les médias n'ont pas manqué de saluer l'audace de Moi 5% de rencontrer le président le plus infréquentable de la planète dans un vulgaire aéroport, sans qu'on sache s'il avait été autorisé à franchir la frontière de cet Etat qu'il vomit chaque matin à son petit déjeuner, ou s'il était cloîtré dans la zone de transit destinée aux voyageurs de passage ou aux voyageurs de commerce dont il fait partie.

N'hésitant plus à se contredire et broder ou tronquer les faits quand cela fait l'affaire de leur propagande, ils auront une raison de plus d'en vouloir à Poutine pour leur avoir cassé la baraque et évoquer à propos de cette rencontre une "*vraie visite de travail*" qui n'avait rien d'une "*visite surprise*" puisqu'elle aurait été programmée lors du dernier G20 à Brisbane en Australie.

Ils ont fait figurer les deux informations dans leurs articles histoire de bien montrer qu'il n'était pas question pour eux de s'abaisser à soutenir la version de Poutine le malfaisant, parce que leurs lecteurs seraient assez naïfs pour les croire sur parole, c'est encore faire preuve de mépris à leur égard, mais ils ne sont plus à cela près.

Ce qu'il faut retenir de la rencontre surprise entre Hollande et Poutine - Lexpress.fr 06.12

Mieux que l'article qui ne présentait aucun intérêt, vous comprendrez plus loin pourquoi, les titres servent à cirer les pompes de Hollande :

- La place de la France s'affirme dans la diplomatie mondiale.

Là on a le droit d'éclater de rire, ils doivent être les seuls à y croire.

- Le dialogue avec Moscou est renoué

Assurément, puisqu'ils le disent.

Et comment, sur le ton de la menace à peine voilée, Moi 5% aurait suggéré à Poutine de "*saisir l'occasion*" qu'il lui offrait généreusement pour sortir de son isolement international qui tient de la fabulation, sans quoi il risquerait de "*continuer à s'attirer les foudres de ses homologues*", auxquelles il a trouvé la parade en révélant au monde entier ce que seuls les chefs d'Etat

et de gouvernement savaient plus quelques opposants bien informés et leurs lecteurs, à savoir que les Etats-Unis et ses alliées étaient responsables du chaos et de la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde pour l'avoir programmé et orchestré, parfois en recourant à des supplétifs pour faire le sale boulot, comme l'Emirat islamique, ce qui lui vaut une haine hystérique des Américains et ses alliés qui veulent sa peau.

Bref, à entendre les médias, la démarche de Moi 5% aurait été utile. Vérifions-le.

Cette fois, c'est Le monde qui a été obligé de lâcher le morceau à la suite d'un entretien avec le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui ayant participé à cette rencontre a tenu à préciser à propos de l'Ukraine : « *Il ne faut pas attendre du sensationnel. Il y a eu trop de sensationnalisme et de décisions inconsidérées dans cette affaire. C'est un processus lent. Il a commencé il y a longtemps et il demande du dialogue.* », autre chose qu'une conversation dans un salon privé d'un hall d'aéroport avec Moi 5%, cela doit être le pourcentage d'intérêt qu'il a dû accorder à cet entretien et dont les médias français se sont contentés en rajoutant un zéro derrière, à l'instar de l'empereur déchu qui a lancé sur un ton désabusé ou évasif et on comprend pourquoi, cette rencontre "*donnera sans doute quelques résultats* "... hypothétiques, un jour indéterminé, comme sa réélection, non, là on connaît la date et on sait que l'affaire est déjà pliée pour lui, les Russes le savent aussi, même en France il compte pour du beurre désormais, alors à côté des Américains, en fait Poutine a fait preuve de patience et de savoir-vivre en acceptant de le rencontrer et de perdre son temps avec lui.

Chaque fois qu'en France un président est très impopulaire ou des échéances approches, il s'envoie en l'air histoire de changer d'air, l'air de rien ou presque. Son dernier coup de la mobilisation nationale contre l'antisémitisme a fait un flop lamentable, plus personne n'en parlait 48 heures après. Juste avant il s'était s'envolé pour le sommet de la Francophonie ou Françafrique, pour ensuite rendre visite au dictateur kazakh Nazarbaïev qui l'a reçu en grandes pompes et non dans un hall d'aéroport. De retour en France, dimanche c'était reparti avec cette "*grande cause nationale*" téléguidée depuis Tel-Aviv et destinée à diviser la population pour mieux imposer la loi Macrothschild.

Nazarbaïev en a profité pour répondre à Moi 5% qui voulait lui faire la leçon sur les "*droits de l'homme*", qu'ils étaient "*bien plus*" respectés au Kazakhstan que "*dans certains pays européens*", et pour bien montrer qu'il n'était pas du tout intimidé par sa majesté élyséenne, il en a rajouté une couche à l'attention des occidentaux en les appelant à revoir les "*stéréotypes*" qu'ils véhiculaient sur son pays, en réalité il a tenu le même discours que Poutine, Assad, hier Chavez ou Morales qui les renvoyaient à leurs devoirs et qu'ils ne supportent pas parce qu'ils n'acceptent pas qu'on leur résiste, ce qui traduit des intérêts divergents, qu'on mette en doute leurs intentions ou pire qu'on révèle leurs véritables intentions, là ils deviennent quasiment hystériques, Obama comparant Poutine à Ebola ou Hitler. (AFP 05.12).

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'en se chamaillant entre eux, ils causent, ils disent des choses qui habituellement ne parviennent pas aux oreilles de la plèbe qu'ils méprisent et qui ne doit pas savoir ce qui se trame dans son dos. Plus les tensions deviennent importantes entre Etats et plus ils se lâchent, livrent des informations ou en confirment et nous donnent raison au passage.

ACTUALITE EN TITRES

Il y a décidément des gens qui ont trop de fric et qui ne savent plus quoi en faire.

- Téléthon 2014: la récolte de dons dépassait les 74 millions d'euros à minuit - AFP

Le 28e Téléthon avait permis dimanche vers minuit de récolter plus de 74 millions d'euros de dons en faveur de la recherche sur les maladies rares. AFP 06.12

Depuis 82 millions, c'est une honte !

La preuve :

- La plus grosse truffe blanche au monde vendue plus de 61 000 dollars - LePoint.fr

Ceci explique cela ou est lié.

- Le Parti républicain conforte sa majorité au Sénat américain - Reuters

- Créteil : la communauté juive exprime sa colère lors d'un rassemblement - Francetv info

- La Syrie accuse Israël d'avoir mené deux raids près de Damas - AFP

Récupération politique misérable et propagande sioniste

- Valls condamne le "*manque d'indignation dans notre société*" face au racisme et à l'antisémitisme - Francetv info

Il est vrai qu'on s'en tape complètement quand c'est vous qui le mettez en scène, cela nous donne même envie de vomir.

On oublie souvent que le sionisme a été réactivité au début du XXe siècle lorsqu'il s'avéra que le pétrole serait amené à devenir la plus formidable rente de tous les temps pour ceux qui détiendraient les puits de pétrole du Moyen-Orient, à l'époque on ignorait qu'il en existait un peu partout dans le monde. Israël devait servir aux banquiers anglo-saxons-sionistes à diviser les sunnites et les chiites et de gardien armé de leur fabuleux trésor...

Du "***Front national au Parti socialiste***", c'est forcément pour la bonne cause.

- Manifestation pour soutenir le projet du Center Parcs à Roybon - Francetv info

Au nom des "*emplois*", les manifestants sont venus soutenir le projet de village vacances. En tête du cortège, des élus de tous bords politiques, du Front national au Parti socialiste. Accompagnés de 2 000 personnes, ils sont venus défendre un projet qu'ils jugent très bon pour l'économie locale. 700 emplois sont prévus. Francetv info 07.12

Bon, ça va, on a compris que vos maîtres n'en veulent pas... pas si sûr.

- 66 % des Français ne veulent pas que Sarkozy soit candidat à la présidentielle - LeParisien.fr

... ils préfèrent son clone...

- Valls se voit à Matignon "*jusqu'à la fin du quinquennat*" en 2017 - AFP

D'où tient-il cette assurance ? Certainement pas de Hollande...

Stratégie du chaos et guerre.

- Afghanistan: Chuck Hagel promet un millier de soldats américains supplémentaires en 2015 - AFP

- RDC: le bilan du massacre dans l'Est s'alourdit à 36 morts - AFP

- Quatre morts dans une frappe de drone américain au Pakistan - Reuters

Déstabilisation. Provocation, répression, condamnation.

- Iran: le correspondant du Washington Post inculpé, Kerry critique. - AFP

- Iran: des étudiants réclament la libération d'opposants devant le président Rohani - AFP

- Brésil: 5.000 manifestants contre la corruption et la politique de Dilma Rousseff - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Laminage.

- Législative dans l'Aube: duel UMP-FN au second tour pour succéder à Baroin - AFP

L'UMP Gérard Menuel, arrivé en tête dimanche du premier tour marqué par une forte abstention, affrontera le candidat Front national Bruno Subtil au second tour de la législative partielle dans la 3e circonscription de l'Aube pour succéder à François Baroin, devenu sénateur.

Gérard Menuel a obtenu 40,76% des suffrages devant le candidat frontiste (27,64%), lors d'un scrutin où l'abstention a atteint 75,37%.

Le candidat PS Olivier Girardin (14,69%, chiffre en recul de 14 points pour le parti socialiste par rapport à 2012). Cinq autres candidats ont été éliminés après le premier tour : PCF (7,46%), EEVL (4,47%) DVG (2,49%), PCD (2,00%) et DVD (0,48%).
AFP 07.12

PS. L'alter-libéralisme ou la version la plus populiste du néolibéralisme.

Il n'y a pas pire démagogue qu'un renégat, Cambadélis, qui pour justifier ses propres reniements doit sans cesse répéter qu'il être resté fidèle à ses idées qu'ils s'emploient à déformer et qu'il combat désormais, de telle sorte qu'il en est le principal fossoyeur, tout en semant la confusion sur ses réelles intentions dont il compte profiter pour emporter la confiance de son auditoire au bénéfice du doute ou le tromper délibérément. Il a du bol, les militants du PS ne demandent pas mieux.

Peu importe pour le renégat les moyens employés pour parvenir à l'objectif qu'il s'est fixé, car c'est devenu un personnage faux par excellence, corrompu, incapable de s'assumer et qui a vendu sa dignité, seule désormais l'image qu'il entend donner de lui-même (avec l'aide des médias) fait illusion dans ce domaine.

Il en va ainsi aussi des faussaires ou imposteurs en tous genres, qui très souvent ont appris leur texte ou leur rôle dans les grandes écoles aristocratiques du régime ou sur le tas, chacun se définissant de droite ou de gauche en fonction des origines ou du statut social de leur milieu familial pour finalement représenter les mêmes intérêts, le régime, pas vraiment ceux des exploités et des opprimés ou leur cause cela va s'en dire.

A retenir. (Source : AFP, Reuters, Le HuffPost et Le Figaro 06 et 07.12)

- L'électoralisme ou les promesses qui n'engagent que ceux qui y croient quand cela les arrange ou leur rapporte.

- Un appel du pied à EELV...

- Empiéter sur le terrain du FdG... Attention, sable mouvant !

- Devenir un "*parti de masse*"... du régime.

- Le PS accouche d'un corpus idéologique dans une ambiance morose - Le Figaro 06.12

- États généraux du PS: une nouvelle charte, mais pour quoi faire ? - Le HuffPost

Selon The Huffington Post "*le texte adopté cette semaine par les militants à 78% ne chamboule pas le parti pour autant*", et de préciser que "*ce n'est ni une déclaration de principes du PS (...), ni un texte programmatique, (...) mais bien un texte d'orientation, sorte d'état des lieux du PS sur le plan idéologique*".

Pour Le Figaro le texte qui doit permettre «*le réarmement idéologique*» du parti n'est pas révolutionnaire. (Ouf! - ndlr) Il ménage toutes les sensibilités socialistes et a d'ailleurs donné lieu à négociations entre le premier secrétaire et les membres de l'aile gauche du parti, le premier acceptant par exemple de supprimer du document «*le progressisme*» si les seconds rayaient le mot «*nationalisation*» (Un gros mot. - ndlr). Le document apparaît donc comme le plus petit dénominateur commun des différentes chapelles du parti.

Ce texte d'orientation politique qui touche les domaines les plus divers, promeut "*l'éco-socialisme*" et une "*alter-Europe*" et servira à la formation des militants. (L'alter ego des parasites, ils auraient pu ajouter alter-mondialisme. - ndlr)

«*Celui qui n'accepte pas la rupture avec le désordre écologique, avec les ravages de la société capitaliste sur la nature, celui-là je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste*», a-t-il prévenu soulignant qu'il s'agit là d'un «*territoire commun avec nos partenaires*» écologistes. Pour le premier secrétaire, le rassemblement est primordial. «*Sans unité, la défaite de la gauche est garantie*», a-t-il souligné affirmant que pour l'heure «*la gauche se trouve dans un moment de recul idéologique et électoral considérable*».

(Pur non-sens ou imposture, car rompre "*avec les ravages de la société capitaliste*" sans rompre avec le capitalisme conduit à les gérer et à ne rien faire pour les empêcher de se produire. - ndlr)

Dans les faits, rien de concret. (Du vent ou des paroles. - ndlr)

Cette charte doit seulement servir de "*référence collective*" aux socialistes et de "*socle fondamental de [leur] identité politique*" à l'heure où le nombre de militants est en baisse et les dissensions sont marquées au sein du parti, notamment avec les frondeurs qui viennent de se lancer dans un tour de France.

Autrement dit, elle agira comme cadre idéologique qui ne doit froisser personne...

Selon Laurent Baumel, député socialiste d'Indre-et-Loire et animateur du mouvement la Gauche Populaire, "*la charte n'aborde pas les questions qui font débat*". Même son de cloche du côté de Jérôme Dehaynin, Franck Lesueur Bonte, Pascale Pavy ou Jean-François Macaire qui ont publié plusieurs tribunes sur Le HuffPost: C'est "*un texte aseptisé ne remettant aucunement en cause la politique menée par le gouvernement*", selon eux.

Le texte est la"*Bible des socialistes pour les dix ans à venir*" selon Jean-Christophe Cambadélis. (Choix sémantique qui sied bien aux obscurantistes. -ndlr)

Dans le domaine économique, la charte, qui affirme le "*primat du politique sur l'économisme*" (L'"*économisme*" pourrait faire penser au social... amené à passer à la trappe. -ndlr), souligne "*l'objectif du plein emploi*" (Il fallait oser ! - ndlr). Il considère aussi que "*la fiscalité doit favoriser le réinvestissement des bénéfices plutôt que la distribution de dividendes aux actionnaires...*" (Comme la fiscalité pèse peu sur les profits des entreprises et qu'elles en font ce qui bon leur semble, c'était parler pour ne rien dire. - ndlr).

La charte met aussi en avant le thème de l'écologie. "*Nous reconnaissons que la question essentielle, c'est une question écologique. C'est tout à fait nouveau dans notre histoire*", a expliqué Cambadélis. (Pour nous la question essentielle, c'est l'expropriation du capital qui permettra de régler la question sociale et écologique, encore faudra-t-il au préalable s'être emparé du pouvoir politique évidemment. - ndlr).

Le PS entend surtout "*ouvrir la maison*" (Les partis courant d'air, éclectique, c'est très à la mode. - ndlr) et faire du PS un "*parti de masse*" de 500.000 militants et de 1 à 1,5 million de sympathisants en 2017 (Diable, pourquoi pas 10 ! - ndlr).

Le PS compte 150.000 militants, dont seulement 60.000 à 70.000 à jour de cotisation, contre 170.000 fin 2013. "*On a 7.000 nouveaux adhérents depuis septembre*", se réjouit toutefois M. Cambadélis. (Il ne dit pas combien il en a perdu depuis. -ndlr)

- Cambadélis exhorte le PS à l'unité face au spectre de la défaite - Reuters

Sans unité, la défaite électorale de la gauche est garantie, a déclaré samedi Jean-Christophe Cambadélis, en concluant les états généraux du Parti socialiste.

Le premier secrétaire du PS a voulu conjurer les "*fausses querelles*" au sein du parti, très divisé sur la politique économique du gouvernement issu de ses rangs, et il a désigné "*deux ennemis: l'hégémonie réactionnaire mais également le thatchérisme de la droite*". (Et voilà comment il situe Valls, Macron, Sapin, Moscovici, Fabius, etc. à droite ou les traite de réactionnaire ! - ndlr)

Les élections départementales de mars s'annoncent difficiles pour la majorité, tout comme les régionales de décembre 2015, et le congrès socialiste de juin pourrait voir les divergences sur la politique économique paralyser l'action du gouvernement. (C'est ce qu'on peut se souhaiter de mieux. - ndlr)

Face à ces risques électoraux, Jean-Christophe Cambadélis a mis en garde les socialistes : "*Un effondrement du PS ne serait pas un moment de recomposition de la gauche mais de sa décomposition et de sa marginalisation*". (Qu'il cesse de parler de ce qui est étranger au PS. -ndlr)

Alors que la loi Macron sur la croissance et l'activité, qui sera présentée mercredi au conseil des ministres, ravive les tensions au sein de la majorité, dont une partie la juge trop libérale, le premier secrétaire a voulu relativiser les divergences sur la politique économique. (Il a sans doute raison sur ce point, depuis le TSCG, la "*règle d'or*", les budgets 2013 et 2014, ceux de la Sécu, etc. ils ont tout laissé passer. -ndlr)

"*Aucun socialiste ne défend la fuite des déficits ou la chute du gouvernement*", a-t-il ainsi déclaré.

- Loi Macron: après le débat viendra le "*temps du compromis et de l'unité*" selon Bartolone (PS) - AFP

Pas si sûr cette fois encore, à suivre.

- Lienemann appelle les parlementaires PS à voter "*contre*" la loi Macron - AFP

Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, a appelé samedi les parlementaires socialistes à "*voter contre*" la

loi Macron, car elle constitue "*la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche*". (Quelque chose me dit, que si elle se montre si virulente, c'est parce qu'elle sait que peu l'imiteront, et que donc son audace tient en réalité de l'imposture. C'est seulement si elle était virée du PS ou qu'elle en démissionnait que là on pourrait en déduire que sa prise de position n'était pas uniquement une posture ne portant pas à conséquence. - ndlr)

"*Je demande, pas seulement aux (députés) frondeurs, à tous les socialistes*" de "*dire non à la loi Marcron*", a-t-elle dit à des journalistes en marge de la clôture des "*Etats généraux des socialstes*" à Paris. (Elle n'a aucune chance d'être entendue, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut ou alors elle a décidé de quitter le PS. - ndlr)

"*Il y a trop de choses graves pour que l'on se contente de s'abstenir comme on a pu le faire dans d'autres circonstances*", a-t-elle dit, citant les lois de finances. "*Parce que là, c'est vraiment la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche pour le droit du travail, les seuils sociaux, le temps de travail, le travail de nuit et le travail du dimanche*", a expliqué la sénatrice.

Le projet de loi comporte selon elle "*des choses moins connues*" comme "*la remise en cause des congés pour vente qui protègent les gens qui sont locataires quand il y a un congé pour vente à un institutionnel*".

"*Arrêtons ces reculs sociaux*". "*On est en train de faire la politique de la Grèce et du Portugal*", a-t-elle estimé. "*Nous ne serons pas seuls*", a-t-elle prévenu. (A partir de deux on emploie le pluriel. On demande à voir. - ndlr)

- Emmanuel Macron doit présenter mercredi en Conseil des ministres son projet de loi sur l'activité et la croissance. AFP 06.12

En complément. Aubry ou la cognée : +10%.

- Lille: Aubry augmentera les impôts en 2015 car l'État "*cogne*" - La Tribune

On comprend pourquoi les sympathisants du PS la préfère à Valls...

Parole à la réaction.

Pas encore la fureur, mais presque...

- Angela Merkel invite Paris et Rome à réformer davantage - Reuters

Angela Merkel estime dans une interview publiée dimanche par Die Welt que la France et l'Italie doivent entreprendre davantage de réformes afin de s'assurer que leurs budgets 2015 respecteront les règles... Reuters 07.12

Vivement l'extrême droite au gouvernement !

- La France doit s'inspirer de la Suède, selon Jean Tirole, Nobel d'économie - AFP

Pour que "*les gens retournent au travail*", la France doit s'inspirer de la Suède, qui a revu en profondeur son système économique dans les années 90, a estimé dimanche le prix Nobel d'économie Jean Tirole.

"*Nous devons suivre l'exemple de pays comme l'Allemagne et la Suède, qui ont connu des moments difficiles et ont fait beaucoup de réformes*", a dit le lauréat à l'occasion d'une conférence de presse à Stockholm.

Dans les années 90, la Suède a traversé une grave crise financière. Pour sauver ce qui pouvait l'être, elle a entrepris de vastes réformes structurelles.

Le pays a alors abandonné ses subventions à l'emploi ou au logement, réformé de fond en comble son système de retraite, et réduit ses dépenses de santé.

Le ratio des dépenses publiques sur le produit intérieur brut, monté au niveau record de 71% en 1993, est aujourd'hui à 53%.

Malgré sa bonne santé économique, la Suède est actuellement dans l'incertitude. Le pays se débat avec une crise politique inédite après la démonstration de force d'une extrême droite se nourrissant du malaise d'une partie de la société qui se plaint d'un modèle social devenu moins généreux.

Fort de 49 sièges au Parlement, l'extrême droite a réussi à rendre inopérant en deux mois seulement le gouvernement de coalition de gauche en votant le budget de l'opposition. Pour sortir de cette situation, le Premier ministre social-démocrate a annoncé

des élections pour le 22 mars. AFP 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- La Syrie accuse Israël d'avoir mené deux raids près de Damas - AFP

La Syrie a accusé dimanche Israël d'avoir mené deux raids contre des secteurs tenus par le régime près de Damas, l'accusant d'apporter un "soutien direct" aux rebelles et jihadistes.

Ailleurs dans le pays déchiré par plus de trois ans de guerre civile, les forces pro-gouvernementales ont repoussé un assaut des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans la province orientale de Deir Ezzor, et resserraient l'étau sur des positions rebelles dans le secteur d'Alep (nord).

Dimanche après-midi, "*l'ennemi israélien a attaqué deux régions sécurisées (gouvernementales) de la province de Damas : le secteur de Dimas (nord-ouest) et celui de l'aéroport international de Damas*", a accusé l'armée syrienne dans un communiqué diffusé à la télévision, précisant que les raids n'avaient causé que des dégâts matériels.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a indiqué dimanche soir qu'il demandait au Secrétaire général Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer des sanctions contre Israël. Le ministère a qualifié ces raids de "*crime atroce contre la souveraineté de la Syrie*", selon l'agence de presse officielle SANA.

"*Cette agression directe par Israël a été menée pour aider les terroristes en Syrie après que nos forces eurent remporté d'importantes victoires à Deir Ezzor, Alep et ailleurs*", a ajouté l'armée. "*Cela apporte la preuve du soutien direct d'Israël au terrorisme en Syrie*".

L'annonce de ces raids survient alors que les forces pro-gouvernementales syriennes ont connu plusieurs succès ces dernières 24 heures.

Elles ont réussi dimanche à repousser une attaque de l'EI contre un important aéroport militaire situé à Deir Ezzor, selon l'OSDH, qui a précisé que plus de 100 jihadistes et 59 combattants pro-régime avaient été tués.

L'aéroport militaire de Deir Ezzor est considéré comme la seule voie de ravitaillement alimentaire des forces gouvernementales dans l'Est syrien. C'est de là que les avions et hélicoptères de l'armée décollent pour des raids contre les jihadistes et rebelles dans plusieurs régions de Syrie. AFP 07.12

2- Russie

- Poutine contre Israël - french.irib.ir

Alexandre Prokhanov, membre du cercle rapproché de Poutine dénonce le renseignement israélien Mossad comme " *principal formateur des terroristes de Daech*". Invité sur le plateau de Presstv, Prokhanov a souligné " *le rôle axial du Mossad dans la formation des cadres de l'organisation terroriste de Daech surtout en termes d'espionnage et de contre espionnage*".

Le responsable russe qui fait partie des conseillers politiques du chef du Kremlin dénonce aussi le rôle des conseillers militaires israéliens dans des opérations terroristes menées par Daech à travers tout le Moyen Orient. " *L'idéologie de Daech, la prétendue foi qu'il défend n'ont rien à voir avec l'Islam tel qu'il se présente en Iran ou dans beacoup d'autres pays de la région . Ces deux choses sont distinctes et totalement opposées. En réalité Daech est un outil entre les mains des Etats-Unis visant à terroriser à intimider les pays et les nations de la région . Daech est un moyen pour menacer la Russie et l'Iran , pour faire peur à l'Europe. A ce titre , il est la créature des Etats Unis dans la région. Il y a peu Daech a commis sa première attaque terroriste contre la Russie en Tchéchénie.* "

Prokhanov est revenu ensuite sur les sanctions anti russes de l'Occident : " *l'objectif des Etats Unis et de leurs alliés à travers ces sanctions , décidées autour de la crise ukrainienne est clair : il est question de provoquer une fissure entre le gouvernement et la nation russe, d'éloigner les Russes de Poutine et pourtant, le peuple russe ne refuse toujours pas son soutien au gouvernement et*

à son président. Une alliance solide les unit à leur président. pour les Russes, l'indépendance de la Russie est plus importante que du blé " et la Crimée? " L'annexion de la Crimée a été la réaction naturelle de la Russie aux tentatives de l'Otan de s'approcher des frontières russes. Nous avons arraché la Crimée des mains des généraux de l'Otan". Le responsable russe qui représente également l'association des élmites de Russie conclut : "*Les Etats-Unis cherchent à provoquer une révolution de couleur en Russie mais la Russie ne se laissera pas faire. Elle va renforcer ses capacités militaires, optimiser ses arsenaux d'armes, sa force aérienne car au bout de tout ceci, il y aura sans nul doute la guerre*". french.irib.ir 07.12

3- Grèce

- Grèce: le budget 2015 soumis au parlement, contestation dans la rue - AFP

Le parlement grec votait dimanche soir le budget 2015, point de blocage des négociations entre Athènes et ses créanciers risquant de conduire le pays vers une prolongation de son plan de sauvetage dans un climat alourdi par de nouvelles violences urbaines.

"*Je suis convaincu que nous arriverons bientôt à un accord*", avec la troïka UE-BCE-FMI, a déclaré le ministre des Finances Ghikas Hardouvelis à la tribune de l'Assemblée.

Autant que le budget, les images d'affrontements intenses, samedi soir, dans quelques rues de la capitale grecque, ayant conduit à 296 interpellations et 43 défèrements en justice, se sont imposées aux députés.

"*Un tel spectacle nuit à notre pays et envoie un message erroné à un moment où nous avons besoin d'unité nationale*", s'est plainte la ministre du Tourisme Olga Kefalogianni.

Les incidents sont intervenus à l'issue d'une marche en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué à 15 ans par un policier, le 6 décembre 2008 à Athènes, drame qui avait entraîné des troubles urbains inédits en Grèce.

La mobilisation était également dédiée à un détenu gréviste de la faim de 21 ans, Nikos Romanos, condamné pour braquage, qui dit mener un combat "*politique*" pour le droit d'étudier hors de prison. Nikos Romanos était un ami d'Alexis Grigoropoulos.

Les soutiens de Nikos Romanos, beaucoup issus de la mouvance anarchiste et autonome, ont manifesté dans le calme dimanche soir, en même temps que 10.000 personnes ayant répondu à l'appel des syndicats et partis de gauche contre un budget qui poursuit la politique d'austérité. AFP 07.12

4- Liban

- Les libanais bloquent les routes conduisant à l'ambassade turque - french.irib.ir

En protestation contre les soutiens d'Ankara aux terroristes et aux ravisseurs des soldats libanais les citoyens de ce pays ont bloqué toutes les routes conduisant à l'ambassade turque.

Ce dimanche, les citoyens libanais ont bloqué, en protestation contre les soutiens turcs aux terroristes et son implication dans le dossier des militaires de l'armée et des forces de sécurité kidnappés à Ersal, toutes les routes menant à l'ambassade turque, à Beyrouth, a-t-on appris de Farsnews. french.irib.ir 07.12

5- Etats-Unis

- Etats-Unis: Les violences policières continuent à mobiliser - 20minutes.fr

- Etats-Unis: manifestations contre les bavures policières, l'une dégénère - AFP

Les manifestations contre les violences policières contre les Noirs se sont poursuivies samedi aux Etats-Unis, et l'une d'elle, en Californie, a dégénéré en violences et pillages.

Si les manifestations se sont déroulées dans le calme dans la plupart des grandes villes, cela n'a pas été le cas à Berkeley, dans la banlieue de San Francisco, où des petits groupes détachés de la manifestation principale se sont affrontés violemment avec la police et ont pillé des magasins.

"*Certains ont commencé à lancer sur les policiers des briques, des tuyaux, des grenades fumigènes*", a déclaré à l'AFP Jennifer Coats, porte-parole de la police, ajoutant que de nombreux policiers avaient été blessés.

La police de son côté a fait usage de gaz lacrymogène alors que certains manifestants commençaient à briser des vitrines de magasins et les piller, a-t-elle ajouté, sans pouvoir préciser le nombre de victimes.

A New York, qui en était samedi à son quatrième jour de manifestations, la foule rassemblée dans l'après-midi malgré une pluie diluvienne scandait "*Je ne peux pas respirer*", les derniers mots répétés par Eric Garner, ce père de famille noir âgé de 43 ans mort étouffé en juillet lors d'une interpellation brutale par la police de New York.

Un autre rassemblement a eu lieu dans le quartier de Harlem, à l'appel de la figure de la lutte pour les droits civiques Al Sharpton, en présence du réalisateur Spike Lee.

Dans le cas de la mort d'Akai Gurley, la justice new-yorkaise a annoncé vendredi la convocation d'un grand jury pour décider si le policier, Peter Liang, devait être poursuivi devant les tribunaux ou non.

Le chef de la police de New York, Bill Bratton, avait souligné dès le lendemain qu'il s'agissait d'un "coup de feu accidentel" et que la victime était totalement innocente.

Le mot de "*lynchage*", particulièrement lourd de sens aux Etats-Unis quelque cinquante ans après la déségrégation, a aussi été employé par le représentant de la famille, Kevin Powell, qui voit un lien entre les récentes affaires: "*Nous estimons malheureusement que ça ressemble à une série de lynchages modernes*", a-t-il affirmé.

De multiples affaires policières se superposent en effet depuis cet été et alimentent les appels à une réforme des méthodes policières, et du système pénal en général. AFP 07.12

Haut de page

Le 21 décembre 2014

CAUSERIE

Les nantis et lecteurs habituels de ce portail ne sont pas les bienvenus dans la mesure où nous n'avons aucun principe, aucune valeur en commun.

Les causeries ne leur sont pas destinées.

On actualisera les différentes rubriques dans la soirée.

Union nationale des ennemis de la liberté d'expression.

Ce n'est pas vraiment une surprise que Mélenchon soit à l'origine d'une énième chasse aux sorcières des censeurs du régime via les médias officiels, qui ont décidés d'éliminer un par un tous les opposants à la pensée unique néolibérale. Car ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et tous ceux qui aujourd'hui s'insurgent hypocritement contre la décision prise par iTÉLÉ de se séparer du journaliste Eric Zemmour, auxquels les médias offrent généreusement une tribune pour s'exprimer ou relaient leurs déclarations, font en réalité partie de la grande famille des porte-parole de cette pensée unique néolibérale ou en favorisent la propagation au même titre que M. Zemmour, ils oeuvrent utilement au côté du PS qui a salué cette mesure comme il se devait, on est ou on n'est pas réactionnaire.

Comment ?

S'agissant des représentants de la droite (incluant le PS) ou de l'extrême droite, en soutenant la politique du gouvernement, en le ménageant ou en l'attaquant quand elle n'est pas suffisamment à droite.

S'agissant de la pseudo-gauche et extrême gauche, en prétendant la combattre sur le plan des idées... pour finalement mieux la laisser passer : Alexis Corbière "Nous menons le combat contre les idées de Zemmour", et encore : "c'est sur le plan des idées qu'il faut argumenter, et ne pas donner l'impression d'une censure" (AFP), leur conception de la lutte des classes étant ravalée au niveau d'un combat d'idées qui ne sert strictement à rien, dès lors qu'il n'est pas mené jusqu'au bout et n'aboutit pas à la rupture avec le capital et ses institutions dont l'UE et l'ONU, et qu'il n'est pas axé ou ne se combine pas avec la nécessité impérieuse d'organiser les masses, de contruire un parti pour parvenir à renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique...

D'autres, plus sournois encore (les révisionnistes, les révolutionnaires d'hier devenus réformistes), mettent l'accent sur l'organisation des masses sans leur permettre d'élever leur niveau de conscience poilitique, ce qui revient en pratique à organiser certaines couches privilégiées des masses non pas dans la perspective du renversement du régime, mais pour faire pression sur lui dans l'espoir d'en obtenir quelques miettes.

iTÉLÉ pourrait répondre à ses détracteurs qui se réclament de la liberté d'expression, entendez par là la leur uniquement, qu'ils ont pris cette décision pour justement la défendre estimant que M. Zemmour incarnait sa négation, de la même manière qu'il ne supportait pas la présence de musulmans en France et le tour serait joué.

Marine Le Pen et Louis Alliot pour le FN, Nadine Morano et Eric Ciotti pour l'UMP, Christine Boutin pour le Parti chrétien démocrate, Cohn-Bendit, Mélenchon et Alexis Corbière pour la pseudo-gauche, tous s'insurgent contre ce qu'ils appellent un exercice de censure, car voyez-vous, on devrait être porté à penser qu'elle n'existerait pas en France, que le régime serait démocratique puisque eux peuvent s'exprimer librement et leurs propos sont repris par l'ensemble des médias, leur famille en somme, celle du régime.

Contre qui oeuvrent-ils en réalité ? Contre les masses exploitées dont la voix est étouffée et dont aucun de ces réactionnaires ou imposteurs n'incarnent les intérêts, contre la démocratie qu'incarnent la majorité des exploités qui rejettent la politique antisociale et impérialiste du gouvernement. Quel parti représente les exploités au sein des institutions ? Aucun, tous sont inféodés au capital. Quel représentant des travailleurs refusant toute conciliation avec le PS et le PCF ainsi que les appareils corrompus des syndicats passe-t-il à la télé, bénéficie-t-il d'une tribune dans la presse officielle ? Aucun.

Mélenchon a offert sur un plateau une occasion rêvée à la pire réaction de se présenter en défenseur de la liberté d'expression, ce dont elle lui sera gré n'en doutons pas.

Quant au PS, on ne peut comprendre pourquoi il a soutenu la position adoptée par la direction d'iTÉLÉ qu'à partir du moment où on a à l'esprit qu'il est aux commandes pour le compte du régime ou de la classe dominante, qu'il est un parti de droite, régime et classe dominante qui pour se maintenir au pouvoir ne se contentent pas de gérer le présent au jour le jour, mais oeuvrent également à leur survie dans le cadre d'une stratégie bien définie, donc doivent prendre des dispositions ou adopter des mesures ou des positions politiques qui leur seront utiles par la suite, selon les objectifs qu'ils se sont fixés et qu'ils savent être incompatibles avec l'exercice de la démocratie même la plus étriquée qui soit, crise du capitalisme oblige, aussi le limogeage aujourd'hui d'un journaliste de droite d'une chaîne de télé servira d'exemple ou doit servir d'avertissement à tous les journalistes, en particuliers ceux qui oseraient dans l'avenir faire preuve d'audace et tenteraient de s'opposer un peu trop violemment à sa politique néolibérale. Et lorsque l'UMP aura repris les commandes, il lui suffira de ressortir cette misérable opération pour clouer le bec à ses pseudo-opposants totalement décridibilisés ou ridiculisés, réduits à l'impuissance puisque telle n'est pas leur volonté qu'il en soit autrement ou leur refus de combattre le régime, ils gesticuleront ou vocifèreront comme ils le font aujourd'hui pendant que les véritables opposants au régime seront un peu plus marginalisés ou muselés ou pire encore, car il arrivera bien un moment où la répression se déchaînera contre eux...

On a expliqué dans des causeries précédentes que le PS avait toujours frayé la voie à l'extrême droite ou au fascisme, qu'ils étaient complémentaires et non des ennemis, que le PS était un parti fondamentalement réactionnaire.

Le PS n'était pas un parti ouvrier, c'était un parti de la petite bourgeoisie inféodée au capital qui put se faire passer pour un parti ouvrier tant que des réformes sociales étaient compatible avec l'existence du capitalisme, pour un parti démocratique tend que l'exercice (très limité) de la démocratie était compatible avec l'existence du capitalisme, mais dès lors que la crise du capitalisme atteignait un niveau incompatible avec l'exercice de la démocratie et les droits sociaux des travailleurs, les contradictions du capital ont atteint un seuil inconnu par le passé, le PS devait s'avérer être un parti anti-ouvrier, anti-démocratique, fondamentalement réactionnaire, impérialiste, de droite, anti-socialiste.

Le plus fort, et là la palme toutes catégories de l'opportunisme revient aux révisionnistes (trotskistes), qui parce qu'ils ont feint de découvrir la véritable nature du PS (en partie seulement, car à ce jour ils refusent toujours de le caractériser politiquement, ils en sont totalement incapables, ils comptent dans leurs rangs trop de militants issus du PS.), ont décrété un beau matin que le PS serait devenu ce qu'il est aujourd'hui pour ainsi dire du jour au lendemain, histoire de justifier si besoin était leur collusion avec le PS pendant plus de 67 ans et se donner bonne conscience pour pas cher (moins de 25 cts d'euro!) et le tour est joué, la vie peut continuer tranquillement comme avant pour leurs militants.

Mis en ligne hier soir.

Ne vous acharnez pas à vous connecter à ce portail, il n'en sortira plus rien.

Mes lecteurs se composaient d'expatriés, de fonctionnaires, d'intellectuels, de membres des couches moyennes, de retraités, tous à quelques exceptions près disposaient de revenus confortables.

J'ai calculé que pour un lecteur qui se connectait au site depuis 5 ans, l'aide financière que j'espérais de sa part représentait entre 25 et 50 centimes d'euro par mois pendant 5 ans, soit 15 à 30 euros au total, une somme faramineuse qui aurait gravement grevé son budget et qu'il a décidé de refuser de m'accorder estimant sans doute que le site n'en valait pas la peine, ce qui était parfaitement son droit. J'ai envie de dire qu'on ne pouvait pas tomber plus bas, comme quoi effectivement nous ne partagions pas grand chose au delà des apparences, ce sur quoi je n'ai jamais été dupe évidemment.

Bref, c'était juste un test, car je n'en ai vraiment rien à foutre de leur argent. J'ai pris des dispositions pour m'en passer, habitué à faire l'impasse sur beaucoup de choses depuis de longues années, je vis sans aucun doute beaucoup mieux qu'eux qui disposent d'un budget 10, 15, 20 fois supérieur au mien ou davantage encore. Qu'il garde leur argent, il ne leur profitera pas, car dans ces conditions ou en ayant un tel état d'esprit il ne peut pas en être autrement.

Pour tout dire cela me laisse totalement indifférent, je ne suis ni contrarié ni en colère car je savait parfaitement à quoi m'attendre. Au contraire, je suis de bonne humeur et soulagé. On dit parfois qu'en vieillissant on va de désillusions en désillusions, dans mon cas c'est différent car je ne me fais plus aucune illusion sur personne depuis plus de 25 ans, j'ai seulement l'espoir que des gens évoluent ou progressent sachant qu'ils peuvent régresser, et c'est seulement à l'expérience que j'en juge, en bon matérialiste je m'en remets aux faits, c'est la raison pour laquelle je n'ai aucun état d'âme ou aucune amertume, je suis trop lucide pour en avoir.

Mes lecteurs me méprisaient ou me détestaient pour mon franc-parler et cela aussi je le comprenais parfaitement. Certains n'ont pas hésité à me le faire sentir en me demandant de continuer le site tout en précisant qu'ils étaient loin de partager mes idées, j'en profite ici pour leur dire que je savais pertinemment que nous n'avions pas grand chose en commun.

Je leur conseille de lire un article intéressant sur le néolibéralisme qui a été publié par Le Grand Soir, dans lequel l'auteur analyse notamment les origines et les objectifs politiques des campagnes menées sur les thèmes de l'égalité des droits, du féminisme, de l'écologie, de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. qui sont en réalité pilotées par les dirigeants de la classe dominante et ses représentants, le PS, ses satellites et ses alliés de la pseudo-gauche et extrême gauche, tous partis confondus.

Tous ces thèmes s'insèrent dans une théorie qu'analyse très bien l'auteur, ajoutons une stratégie politique, avec en toile de fond la destructuration du savoir, de la société, du citoyen, de l'homme qui une fois atomisé se réduit à une individualité sans personnalité, vide, inexistante, donc évidemment sans droit à part celui de se soumettre au marché, qui s'impose à lui de manière si impérieuse et brutale qu'il apparaît plutôt comme un devoir. A terme ce qui est brisée ou disloquée, pulvérisée, c'est la civilisation humaine, la lutte des classes, les rapports sociaux, les bases qui devaient servir à l'établissement du socialisme.

C'est à cela que m'a fait penser l'attitude de mes lecteurs infestée par l'idéologie dominante. Plus particulièrement ceux qui ne peuvent s'empêcher de manifester leurs désaccords avec moi et qui doivent soutenir ces campagnes populistes, qui ont ménagé le PS pendant 70 ans, les adeptes du front unique, qui refusent de rompre avec les appareils pourrris des syndicats. Croyez-vous que le PS pourrait se dire de gauche en décembre 2014 si depuis 1945 on n'avait pas arrêté de marteler qu'il était de droite, si on n'avait pas arrêté de rappeler sa sordide histoire, si on avait construit un parti intégrant ce facteur et cette caractérisation ? A leur manière, profitant de circonstances favorables, la classe dirigeante et ses représentants dont le PS ont parfaitement réussi à briser l'image du PCF, agence du Kremlin.

Ce qui a fait la puissance du marxisme, c'est d'avoir intégré et broyé les théories pré-socialistes en faisant du socialisme une science sociale à partir de la lutte des classes. Ce qui a signé la faillite politique des héritiers autoproclamés du trotskisme, c'est d'avoir refusé d'utiliser le socialisme scientifique pour broyer le réformisme qui constituait une adaptation honteuse au capitalisme ou un abandon pur et simple du socialisme. Au milieu des années 80 ils étaient si proche du PS que des centaines de militants devaient le rejoindre, et dans les années 2000 ils étaient si réformistes et si peu socialistes que ce furent des milliers de militants du PS qui les rejoignirent, au moins cela montre qu'ils ont de la suite dans les idées et que leur capitulation politique ne date pas d'hier. On nous dira que se couper du PS c'était se couper des masses, foutaise car déjà à cette époque que j'ai bien connue les masses n'attendaient plus rien du PS et pas davantage du PCF, les plus jeunes ne le savent pas et on peut leur sortir ce genre de contrevérités pour les tromper délibérément. Alors effectivement, on comprend pourquoi je n'ai pas grand choses en commun avec les militants qui soutiennent aujourd'hui que leurs dirigeants ne se sont pas fourvoyés.

Le PS a fait mieux que se couper des masses, il se destine de les broyer et vous avec, bon, le boulot est déjà bien avancé et vous lui facilitez la tâche.

On ne va pas s'éterniser sur cette question puisque cela ne sert strictement à rien. L'attitude des militants à mon égard ou plutôt aux idées que j'ai diffusées qui se connectaient sur le site, ont donné raison à Engels qui estimait que c'était perdre son temps de vouloir redresser un parti qui avait failli. De mon côté je n'ai pas échoué, puisque je n'ai jamais disposé des moyens de toucher les couches d'ouvriers ou d'employés les plus défavorisés, cette armée de millions de travailleurs qui n'intéressent ni les partis ni les syndicats. C'est seulement sur le terrain qu'on peut les rencontrer...

Les lecteurs ont décidé que cette expérience devait s'arrêter là, dont acte. Gavez-vous bien le 24 et le 31 décembre, je vous cède volontiers ma part, sans regret, attention tout de même aux indigestions !

Comprendre le néolibéralisme - Simon TREMBLAY-PÉPIN - 14 décembre 2014

Je garde depuis longtemps le souvenir d'une soirée de conférence militante du milieu des années 2000. Elle doit se situer dans l'une de ces salles tristes et mornes qui sont le lot quotidien de nos rencontres. Des néons, des plafonds flottants, du tapis commercial et des chaises de plastique. Souvent fonctionnels, ces espaces ne sont jamais vraiment agréables. Ce soir-là, on y tenait une conférence comme une autre, un panel sûrement. On aime les panels. Plus par défaut que par adhésion, je crois, mais ce n'est pas mon propos ici. Je ne sais plus si j'y prenais ou non la parole.

L'un des panélistes avait tenu le discours social-libéral typique du centre-gauche québécois : « il faut préserver les services publics, mais on doit s'adapter aux réalités du marché ». Selon la formule consacrée, les présentations s'étaient étendues et il ne restait que quelques minutes pour les « échanges ». Alors qu'on a enfin offert le micro à la salle, une dame a pris la parole. C'est cette dame qui a marqué mon esprit.

Le visage empourpré, la peau du cou tendue, elle était visiblement mécontente de s'être farci un discours centriste, alors qu'elle s'était déplacée pour entendre autre chose, justement, que ce qu'on entend tous les jours dans les médias. Après quelques arguments prononcés sur le ton à la fois courroucé et empressé qu'exigent la frustration et les contraintes de temps typiques aux questions laissées à la salle, elle avait laissé tomber, rageuse : « Vous êtes... vous êtes un néolibéral ! ». À l'entendre, elle venait de prononcer l'injure suprême. Le couperet était tombé, cet homme était du côté sombre de la Force. Si le principal intéressé n'a pas semblé relever l'attaque, j'ai tout de suite été frappé par l'affirmation et le ton utilisé pour la prononcer. Les jours suivants, je retournais dans ma tête à la fois les mots de cette phrase et mon profond malaise. Si j'étais somme toute d'accord avec les arguments avancés par cette dame, je trouvais sa finale non seulement étrange, mais en quelque sorte embarrassante. Elle venait de rendre en quelques mots tout ce qui me posait problème avec le mot « néolibéralisme », mais que je n'étais jamais arrivé, jusque là, à situer.

Depuis ce soir-là, ce moment revient périodiquement dans ma tête. Il est de ces événements qui, bien qu'ils ne revêtent aucune importance réelle, se gravent dans ma mémoire pour des raisons que j'ignore. J'ai fini par conclure qu'ils représentent des moments irrésolus, des choses que je sens qui clochent, mais que je n'arrive pas à comprendre sur le champ.

La réaction de cette dame qui me reste en tête depuis un moment soulève une question importante, le rapport à nos adversaires. Plus précisément, le rapport au néolibéralisme. Si je rassemble tout ce que j'ai entendu dire, à gauche, à propos du néolibéralisme, force est de convenir qu'aucune définition claire n'en émerge. Aucune sauf, néolibéralisme = méchant. C'est ce que la dame disait, en somme, à ce monsieur de la conférence : vous vous présentez comme gentil, mais en fait vous êtes méchant. C'est ce que nous disent les gens qui veulent voir plus l'IRIS à la télévision : allez vous battre contre les méchants néolibéraux.

Bref, à cause d'une surutilisation du terme, le mot néolibéralisme est devenu confus et manichéen. La plupart d'entre nous ne sauraient distinguer un néolibéral d'une simple adhérente au libéralisme classique, d'une libertarienne ou d'un défenseur du capitalisme. Ils entrent tous, finalement, dans le grand sac du méchant néolibéralisme.

Face à cette confusion généralisée, la lecture du plus récent ouvrage de Philip Mirowski, Never Let a Serious Crisis Go To Waste, me semble éclairante. Pour ma part, elle m'a permis de comprendre et de résoudre mon malaise de la soirée évoquée plus haut en recadrant le néolibéralisme, en mettant de l'avant ses particularités.

Un rapide tour d'horizon nous informe que malgré des dizaines d'ouvrages et près d'une centaine d'articles publiés, le nom de Philip Mirowski n'a que peu circulé dans nos revues universitaires et jamais dans la presse grand public locale. Il mène pourtant depuis le milieu des années 1980 une enquête soutenue sur la transformation de l'économie. Lecteur consciencieux et systématique des écrits économiques de la deuxième moitié du vingtième siècle, il a récemment publié deux volumes [1] qui doivent faire l'objet d'une plus grande diffusion au Québec, si l'on souhaite faire un usage intelligent du mot néolibéralisme.

Comme rien n'indique une traduction à venir à brève échéance, je me contenterai ici de résumer certains éléments de son plus récent ouvrage concernant le néolibéralisme en montrant à quel point ces réflexions peuvent nous nourrir. Je tenterai de reformuler surtout, mais pas uniquement, la partie où il présente les 13 commandements du néolibéralisme [2] pour les adapter aux mythes qui entourent le néolibéralisme au Québec. J'arrive à 10 constats sur le néolibéralisme qui nous permettent de mieux comprendre sa nature et de le situer face aux autres approches de l'économie. Je laisse à de futurs travaux à la fois le soin de couvrir son analyse de la plus récente crise financière et de formuler une critique de son ouvrage. Il me semble que le plus urgent soit de faire connaître certaines idées-forces de Mirowski à propos du néolibéralisme qui nous permettent de mieux saisir les stratégies développées par ses promoteurs.

1. Le néolibéralisme n'est pas une théorie économique, c'est une théorie explicative générale

Du plus petit gène aux relations internationales, du rapport amoureux à la négociation d'une convention collective : tout est le fait d'agents qui tentent de maximiser la valeur de leurs gestes. C'est la grande explication du monde, sa vérité fondamentale : la recherche de l'intérêt. Partout, tout le temps, en toute circonstance. Si vous croyez que qui ou quoi que ce soit puisse être guidé

par autre chose, vous vous laissez berner par des fadaises romantiques ou des justifications morales. Tout agent, qu'il soit un organisme unicellulaire ou un chef d'entreprise fonctionne selon la maximisation de son profit. Ce profit peut être un sentiment, une sensation, un gain matériel ou immatériel, peu importe. Tous les gestes sont intéressés. Le néolibéralisme c'est d'abord l'adhésion à cette proposition générale, à cette vision précise du monde qui permet, par la suite de tout expliquer, peu importe le domaine de connaissance.

La logique est certes économique, mais il s'agit d'une affirmation transdisciplinaire, qui se veut une théorie englobante capable d'aborder n'importe quelle question. L'agent qui cherche la maximisation prend la forme ici d'un donné ontologique qu'on ne peut pas contester – ses a priori cyniques étant toujours la justification a posteriori des gestes, dans une logique circulaire sans fin – mais qu'on n'a pas besoin de vérifier non plus. Le monde néolibéral est ainsi rempli d'innombrables conceptions de ce qu'est le profit et les façons de l'atteindre, il n'y a aucune communauté de besoin et de désir qui serait prévisible, tout est toujours fluctuant, changeant. [3]

2. Pour le néolibéralisme, le marché n'est pas qu'un mode d'allocation des ressources, c'est surtout la façon optimale de traiter de l'information

On présente souvent la conception néolibérale du marché comme prétendant qu'il s'agit de la meilleure institution pour faire l'allocation des ressources. En fait, c'est passer à côté du débat. Comme le monde est composé d'agents souhaitant maximiser leur profit chacun à sa façon et avec ses priorités, il est impossible pour un seul cerveau humain de comptabiliser tous ces désirs et toutes leurs conséquences. Par conséquent, il est nécessaire d'instaurer une façon de tenir compte des volontés de tout le monde à travers leur expression simultanée. Ce processeur d'information c'est le marché et son indicateur-prix. En laissant tout le monde négocier des prix à partir de sa volonté d'obtenir un bien ou un service, on a une image réelle de ce qu'est le monde à un moment donné. Cette image s'incarne dans le prix de chaque bien.[4]

Si la recherche individuelle du profit a un statut quasi ontologique pour le néolibéralisme, le marché prend sans conteste un statut épistémologique. Il s'agit du mode de connaissance adéquat du monde. Les individus, quant à eux, doivent composer avec l'ignorance. Ignorance de ce qu'est la société dans laquelle ils et elles évoluent, mais ignorance aussi de ce qui les attend à l'avenir. On peut même affirmer : ignorance de ce qu'ils sont eux-mêmes. Mirowski montre bien que chez Hayek l'éducation n'est jamais une transformation de ce que nous sommes, mais bien une façon d'adapter nos stratégies pour combler des désirs déjà présents naturellement et inchangeables. Nous sommes ainsi dans un constant état d'ignorance, même face à nous-mêmes. Le « connais-toi toi-même », n'a plus de sens. Nous savons déjà tout ce qu'il y a à savoir (nos désirs) et nous ignorons tout de comment les réaliser avant d'avoir vu le seul indicateur valide qui nous permet de répondre à cette question : les prix offerts par le marché.[5]

S'explique ainsi l'obsession néolibérale pour la prise de risque. L'entrepreneur qui prend des risques devient la clef de voute de cette pensée. Il ne s'agit pas tant de calculer le risque, d'agir avec prudence en mesurant les différentes possibilités, il est plutôt question de se mettre dans un « état » de prise de risque. Comme il est ignorant en fait du résultat de ses gestes, l'entrepreneur embrasse le risque et se lance en affaire. Il tente de satisfaire ses désirs en élaborant un projet et prend le risque de heurter de plein fouet le mur du manque d'intérêt de ses pairs pour ce qu'il a à offrir. C'est là, pour les néolibéraux le courage essentiel, la réalisation de soi qui est à la fois la plus grande aventure et la plus grande tragédie potentielle : entreprendre. Tester la valeur de son être sur les marchés. [6]

3. Le travail n'est pas au centre de l'économie néolibérale, c'est la connaissance qui y est

La pensée économique du libéralisme s'est construite autour du travail, comme élément central légitimant à la fois la propriété et l'enrichissement. On pense bien sûr ici aux écrits de Locke ou à l'analyse de Weber sur l'importance du travail dans l'esprit du capitalisme. Le néolibéralisme se distingue sur ce point du libéralisme. Ce n'est pas l'effort humain qui permet l'enrichissement, c'est la prise de risque et l'adaptation aux exigences du marché. Le néolibéralisme se découple entièrement du résidu moral qui liait encore effort et enrichissement dans le néolibéralisme. Vous êtes désormais l'entreprise de vous-même qui doit investir dans son « capital humain » : formation, apparence, entregent, charisme, savoir-faire, etc. C'est l'assemblage de ces investissements qui vous permettent de vous adapter bien ou mal aux demandes du marché. Si votre désir de propulser des nains sur une grande distance pour qu'ils frappent une cible est si grand que vous parvenez à devenir un trader génial sans faire d'effort, vous êtes la personne qui répond le mieux à la demande du marché et la morale ou la stupidité de vos désirs n'a rien à voir là-dedans. Vous obtiendrez plus ou moins d'argent en fonction de votre connaissance des demandes du marché et de votre capacité de vous y adapter de façon plus ou moins précise. Bref, c'est votre capacité de prendre des risques face à votre propre ignorance et de tenir compte de la connaissance juste venant du marché qui légitime votre enrichissement. Rien d'autre. Ni les efforts et surtout pas les besoins. [7]

4. Le néolibéralisme ne considère pas les marchés comme naturels, il considère qu'ils doivent être construits volontairement

Le libéralisme classique faisait, on le sait, la promotion du laisser-faire, du laisser-aller. Selon cette pensée, les marchés sont l'état naturel de l'économie auquel il faut revenir, en limitant le plus possible l'intervention de l'État. Nous avons vu que pour le néolibéralisme le marché est un super processeur d'information. Son origine, quant à elle, n'est pas au centre de la réflexion néolibérale qui se concentre davantage sur son effet. Chose certaine, pour les néolibéraux, ce processeur peut et doit

être mis en place artificiellement. Il n'y a aucune recherche d'un retour à un marché naturel chez les néolibéraux. Aucune volonté d'éliminer les artifices de la société pour revenir à quelque chose de plus primaire. Au contraire, il faut sans cesse surveiller l'espace social et y intervenir pour créer des marchés pour que les agents puissent transmettre et recevoir toute l'information dont ils ont besoin pour maximiser leur profit. Le marché est un artifice humain, un mode de gouvernement. D'ailleurs, tous les problèmes qui semblent être causés par des marchés pourront être réglés par la création de nouveaux marchés. Par exemple, on peut organiser des quasi-marchés dans des espaces encore publics pour que certains agents prennent conscience des prix de certaines ressources, ce qui permettra aux gestionnaires de s'adapter à la réalité des marchés extérieurs aux services publics. Ainsi, le problème de spéculation sur certaines ressources qui fait augmenter le prix de services publics doit être renversé : c'est le service public qui n'est pas capable de s'adapter à la réalité fluctuante du monde dont le marché est le meilleur indicateur. [8]

5. Pour le néolibéralisme, les inégalités ne sont pas des externalités regrettables, ce sont plutôt des éléments essentiels et nécessaires au marché

Pour que des individus aient le désir d'agir pour posséder davantage, il faut un aiguillon qui les pousse à vouloir plus. La comparaison avec un voisin mieux nanti est un élément essentiel pour susciter cette volonté d'action. Si l'on souhaite une économie dynamique et créative, il est crucial que la situation ne soit pas égale entre tous et toutes, car rappelons que dans l'univers néolibéral on agit toujours d'abord pour soi-même. On y a aussi détaché l'effort de l'enrichissement, les inégalités n'ont plus besoin de se justifier par un travail plus grand fourni par les plus riches, même s'ils ne faisaient qu'un effort minime, ça n'a pas d'importance, c'est celui qui est approprié selon le marché qui explique et légitime tout à la fois leurs revenus. La concentration de richesse dans les mains d'un petit pourcentage de la population est simplement la démonstration de leur grande capacité à bien gérer les ressources auxquelles ils ont accès, d'où le fait qu'on leur en attribue d'autres. En fait, l'égalité et la justice sociale sont les demandes des perdant-es, de ceux et celles qui veulent exploiter le succès des autres parce qu'ils ont fait des erreurs et ne savent pas vivre avec les conséquences des risques qu'ils et elles ont pris. Le marché qui révèle la réalité des besoins sociaux n'a cure des « besoins fondamentaux » ou des « droits » que certaines personnes pensent avoir. Vous aurez tous les droits que vous voulez quand vous serez pleinement adapté aux demandes du marché, d'ici là comprenez vos erreurs et adoptez de nouvelles stratégies. [9]

6. Les néolibéraux ne considèrent pas les monopoles privés comme des problèmes, ils sont plutôt la preuve d'un succès

De la même façon que les inégalités ne sont pas un problème pour le néolibéralisme, les monopoles privés, s'ils ne sont pas indument protégés par des lois, sont la démonstration d'une grande efficacité atteinte par ces firmes. Au sein du marché, les flux d'investissements peuvent toujours changer. Ce qui attirait les consommateurs et consommatrices hier peut n'intéresser personne demain. Si vous devenez la seule entreprise de votre secteur alors que de potentiel-les concurrent-es pourraient se former et entrer en compétition avec vous, cela fait la démonstration que votre usage des ressources est adéquat, que vous répondez à ce qu'exige le marché. Briser par la loi un monopole qui fonctionne bien, c'est aller précisément à l'inverse de ce que demandent, de façon répétée, chaque jour, des milliers de client-es qui font le choix de faire affaire avec cette entreprise. Briser des monopoles, c'est aller, au fond, contre la volonté populaire. Le seul danger des grandes corporations c'est que ses gestionnaires se déconnectent des priorités des actionnaires – les vrais propriétaires des entreprises –, mais les reconnecter n'est pas très difficile : il suffit de les brancher plus directement sur le marché grâce à des bonis aux rendements ou une rémunération en stock-option. [10]

7. L'État n'est pas l'ennemi à abattre pour le néolibéralisme, c'est un outil dont il faut prendre le contrôle

On confond souvent le néolibéralisme avec les libertariens, ces pseudo-anarchistes favorables au capitalisme. Or, leur rapport à l'État est sensiblement différent. Il n'est pas question pour les néolibéraux d'éliminer ni l'État, ni les institutions internationales ; on se propose plutôt d'en prendre le contrôle. Il n'y a pas d'outils plus performants que l'État, en fait, pour mettre en place de nouveaux marchés. Il ne s'agit donc pas de s'abstenir d'intervention étatique, mais bien de construire une intervention étatique qui permet d'aller à contre-courant de celle, keynésienne, qui vise à baliser les marchés. L'État n'existe donc pas pour protéger la population des dérives du marché, ce concept n'ayant aucun sens pour les néolibéraux, comme les marchés sont les seuls en mesure de traiter adéquatement l'information, ceux qui ne savent pas s'y adapter sont simplement victimes de leur propre ignorance. Le néolibéralisme n'est pas anti-institutionnel, il est favorable à un certain type d'institution, celui qui reproduit les mécanismes de marché. Ces institutions peuvent exiger autant de bureaucrates et avoir leur lot de pouvoir arbitraire, l'élément important c'est qu'ils soient réglés sur les pas du marché. Les institutions internationales – bien que décriée par les néolibéraux alors qu'ils n'étaient pas hégémoniques – sont alors vues comme des lieux importants de diffusion de la volonté de création de marchés. La mise en place de plans d'ajustement structurel a justement pour but d'installer la pensée néolibérale en orthodoxie du développement économique dans une série de pays qui n'avaient pas généré, à l'époque, leurs propres élites néolibérales. Les institutions internationales deviennent le lieu de création des États créateurs de marchés. [11]

8. Le néolibéralisme n'est pas uniquement promoteur de la démocratie libérale, il est aussi en tension avec ce régime politique

On prétend souvent que le néolibéralisme serait en phase avec la « démocratie libérale » — que je préfère, pour ma part, désigner par les mots « gouvernement représentatif » –, or ce n'est vrai qu'à moitié. Le gouvernement représentatif est utile parce qu'il permet de faire élire des gens qui auront ensuite les pleins pouvoirs de mettre en place les réformes néolibérales. De plus,

son fonctionnement électoral peut aisément être rapproché et analysé comme un marché des propositions politiques qui gèrent les désirs de tout le monde et les canalise vers un prix : le résultat électoral (ou le sondage – qui permet justement l'adaptation du pouvoir en place à la demande).

Cependant, persistent dans le gouvernement représentatif des espaces politiques qui ont des éléments démocratiques : la liberté d'expression, de manifestation et d'association où l'on peut discuter, débattre et convaincre les autres de souscrire à des projets politiques auxquels on croit ; où l'on ne confond pas tout derrière l'option unique d'une candidature pour laquelle on doit faire un choix individuel. Dans ces lieux, la politique devient plus difficile à confondre avec l'économie et est même contraire à la logique épistémologique du néolibéralisme. Si on se réunit pour décider ensemble de ce qu'on veut faire collectivement, c'est qu'on prétend que nos cerveaux peuvent, volontairement, consciemment et en commun décider de ce qui est le mieux pour nous. Pour les néolibéraux, cette information nous est entièrement inaccessible, elle ne peut se révéler à travers le débat, le dialogue ou la discussion, elle n'advient que par le marché. Pour bien illustrer cette situation, Mirowski reprend une citation très éclairante de Hayek : « Le libéralisme et la démocratie, même s'ils sont compatibles, ne sont pas une seule et même chose... il est possible, au moins en principe, qu'un gouvernement démocratique devienne totalitaire et qu'un gouvernement autoritaire mette en place des politiques favorables au libéralisme... Un État qui exige des pouvoirs illimités à la majorité devient de ce fait antilibéral. »[12] On voit qu'il est très possible dans ce contexte de penser la Chine actuelle comme porteuse d'avancées néolibérales, sans trop se poser de questions – dans l'analyse économique du moins – sur son caractère autoritaire.

Ainsi, pour les néolibéraux, donner le pouvoir au peuple, c'est lui donner individuellement la capacité de faire des choix de consommation. C'est le diriger, par les contraintes et la discipline étatique, vers les marchés pour qu'il puisse s'exprimer à travers eux, seul espace valable d'expression. Put your money where your mouth is, est la seule démocratie reconnue par le néolibéralisme. On exprime ainsi ses désirs par la quantité de ressources qu'on est prêt à investir dans un produit, un projet, une idée. Le reste – le dialogue, le débat – n'est que tentative d'influence sur les autres : effet rhétorique, jeu de pouvoir ou populisme. Ainsi le gouvernement représentatif a son utilité, mais il doit être balisé par le plus de marchés – souvent créés par lui – possible, sinon il sombre dans le totalitarisme. C'est l'État providence, mais à l'envers. Plutôt que de baliser le marché pour prévenir ses excès, il faut protéger la société de marché contre les dérives étatistes. [13]

9. Le néolibéralisme n'est pas seulement imposé à des personnes, il crée des subjectivités

Souvent, on a l'impression, non sans raison, que le néolibéralisme est une série de politiques imposées d'en haut à des personnes qui ne souhaitent pas en subir les conséquences. Ce n'est pas faux, mais c'est manquer le coeur de la proposition néolibérale. Le néolibéralisme a surtout pour effet de constituer des subjectivités compatibles avec son ontologie : il produit des « entrepreneurs de soi ». Par ses mesures politiques, mais aussi par son influence culturelle, il construit des individualités obsédées par l'accumulation de capital humain, symbolique et culturel dans le but de gravir les échelons du statut social. Il n'y a plus aucun besoin de se comprendre (ni soimême ni les autres), il est simplement temps d'exprimer les désirs que nous avons naturellement en nous. Ensuite, la personne la plus adaptée aux demandes des autres exprimées dans le marché l'emporte. C'est ainsi tant pour la recherche d'un emploi que pour celle d'un partenaire amoureux sur OkCupid. Prendre le risque d'exposer le capital humain et symbolique qu'on a obtenu, voir si l'on a retenu l'attention de ceux ou celles à qui l'on désire plaire, échouer, recommencer jusqu'à ce qu'on soit parfaitement adapté à la demande. Les réseaux sociaux comme Facebook permettent de cultiver ce rapport au monde, où le marché des « like » nous indique en temps réel la justesse d'une blague, le seyant d'une robe ou la valeur d'une vidéo de chat. À nous de nous adapter lors de notre prochain statut. [14]

Le néolibéralisme est donc aussi un code moral qui a pour but d'établir des règles de vie que devront suivre les individus. Comme pour n'importe quelle adhésion à un corpus d'idée qui a des conséquences dans la vie individuelle, il faut un acte de foi. Il faut croire que la seule recherche de notre profit individuel nous rendra heureux collectivement. Il faut aussi être à même d'interpréter les événements qui surviennent et qui peuvent parfois contredire la doxa néolibérale. Pour cela, une série d'ouvrage servent de petit catéchisme néolibéral (comme ceux d'Ayn Rand) auquel s'accrocher en période de doute, tandis que les think tanks font le travail de fournir des réponses aux problèmes spécifiques qui peuvent surgir ici et là.

10. Les think tanks néolibéraux ne sont pas que des outils de propagande

Maintenant que nous avons fait le tour des préceptes du néolibéralisme, il est nécessaire de parler de ceux et celles qui en font la promotion. Il faut comprendre que leur situation n'est pas simple. Postulant que la compréhension de nos sociétés ne se révèle qu'à travers nos diverses volontés traitées par le marché et qu'elle est inaccessible à notre cerveau, les promoteurs de la théorie néolibérale sont, en fait, des intellectuels de l'antiintellectualisme.

Ils ont surtout pour tâche de dire : « ne vous fiez pas à ceux qui prétendent penser, ne vous fiez pas à votre propre raison, fiez-vous qu'au résultat de vos désirs exprimés sur le marché ». [15] Mirowski propose l'image d'un intellectuel collectif : le neoliberalism thought collective. Gravitant autour de la société du Mont-Pèlerin fondée à l'origine par Friedrich Hayek et encore aujourd'hui fréquentée par les plus ardents défenseurs du néolibéralisme, l'intellectuel collectif néolibéral fonctionne pour Mirowski selon le modèle de la poupée russe. Les entités sont liées entre elles, elles mènent l'une à l'autre, mais elles peuvent aussi être autonomes et tenir des discours qui leur sont propres. Il ne s'agit pas d'une organisation centralisée et organisée pour répandre une propagande uniforme. C'est précisément dans le fait qu'il a une variété de niveaux à son discours et des débats internes que l'intellectuel collectif néolibéral est efficace. Les différences entre ses discours exotériques et

ésotériques constituent une de ces différenciations par niveau que souligne Mirowski. Il peut bien y avoir des think tanks (exotériques) qui diffusent une pensée très simpliste et très anti-intervention de l'État dans les médias tandis que des professeurs de départements d'économie (ésotériques) développent des moyens pour l'État de créer un marché du carbone efficient. L'intellectuel collectif ne se trouve pas affaibli par ces contradictions, il en sort même renforcé selon Mirowski. [16]

Un autre rôle essentiel de certaines poupées russes est de créer, activement, de l'ignorance là où nous croyons avoir des certitudes. Cette création de l'ignorance, Mirowski l'appelle l'agnotologie. Cet art de l'ignorance opère en donnant l'impression que des débats existent là où ils sont en fait marginaux ; en soulevant des doutes sur les compétences ou les intentions d'organisations ou de scientifiques respectés et bien sûr en forçant la tenue de « débats » médiatiques pour que les canaux de nouvelles puissent donner une impression d'équilibre en invitant un « pour » et un « contre ». Ainsi, on peut semer le doute sur les changements climatiques, mais aussi sur le potentiel cancérigène de la cigarette ou sur la validité de la théorie de l'évolution. Loin de certitude, on recrée l'état d'ignorance qui est nécessaire au bon fonctionnement du marché. Tout le monde est alors laissé à ses impressions, mais surtout à ses désirs et n'est plus inquiété par des questions « d'un autre ordre ». De toute façon, le véritable verdict est rendu par le marché qui lui reflète notre envie réelle de consommer des hummers ou des cigarettes. Créer l'ignorance est nécessaire pour prédisposer à la révélation de la vérité par le marché, grand ordonnateur de l'ignorance commune. [17]

Conclusion

Que nous apporte la lecture de l'ouvrage de Philip Mirowski pour comprendre nos adversaires néolibéraux ? D'abord, une clarté sur leurs croyances. En mettant l'agent qui cherche à maximiser son profit comme ontologie et le marché comme seule épistémologie possible du monde, les néolibéraux montrent autant leur force qu'ils tracent la limite de leur pensée. Le résumé implacable de ce qui les rend fort est simple : on ne peut pas prédire l'imprévisible. Si l'on demande à tout le monde ce qu'il souhaite faire immédiatement, nous aurons une série de réponses imprévisibles qu'on n'aurait pas su prévoir d'avance. Tenter de prévoir l'économie devient un leurre, une impossibilité physique entreprise par des planificateurs téméraires, voire totalitaires. On ne peut que constater après coup quels sont les désirs et s'y adapter ; c'est ce que le marché permet de faire.

La limite est évidente, c'est celle, toute simple que pour la plupart des gens il existe un certain de nombre de besoins de base, qu'on peut effectivement prévoir. Nous savons tous et toutes que le caractère illimité est bien relatif pour les désirs et à peu près inexistant pour les besoins. On ne désire pas tout et n'importe quoi à partir d'une impulsion venue du ciel, les désirs naissent en bonne partie des rapports sociaux. Dans une société qui souffle sur les braises de la consommation à grand renfort de publicité, le postulat de l'infinité des désirs peut paraître valide, mais il est possible d'imaginer une société sans cette publicité. Pour ce qui est des besoins nous avons déjà une bonne idée de quels sont ceux des êtres humains et nous pouvons en débattre politiquement : en prioriser certains sur d'autres. En fait, tout le monde planifie quotidiennement l'économie, autant dans de vastes organisations que dans le quotidien des familles.

Or, cette vision du marché comme seul processeur possible de l'information complexe que produit l'économie est devenue très prégnante à gauche. On la rencontre autant chez les intellectuel-les (Mirowski nous signale qu'on la retrouve notamment chez le Foucault pourtant critique de la gouvernementalité néolibérale) que chez les militantes. Qui pense, milite ou conçoit, de nos jours, des modes possibles et fonctionnels de planification qui n'auraient pas les tares du centralisme ? Outres quelques rares exceptions, ce travail ne figure jamais dans les priorités de la gauche qui se préoccupe uniquement de questions de redistribution (impôts, programmes sociaux, lutte à la pauvreté, etc.) ou de combattre la discrimination. Devant le néolibéralisme décrit par Mirowski, ces armes perdent de leur efficacité. La défense des mécanismes de redistribution est constamment remise en question, si l'on croit que le marché est la seule organisation efficace de l'économie. L'intervention étatique devient un pis-aller nécessaire pour défendre le minimum vital, mais qu'on sait au fond porteur d'une lourdeur bureaucratique à propos de laquelle nous n'avons pas de défense sérieuse ou d'options alternatives à offrir.

Quant au combat contre les discriminations (fondées sur la race, le sexe, l'orientation sexuelle, etc.) s'il peut parfois ébranler les néolibéraux sur des enjeux spécifiques, il ne leur pose aucun problème de principe, car ils adhèrent à l'égalité des chances devant le marché. Quand ces discriminations sont présentées en dehors d'une logique systémique (patriarcat, colonialisme, capitalisme) et que la gauche se consacre à moraliser les masses à partir des principes de base du libéralisme (liberté abstraite, égalité devant la loi, etc.) auxquels le néolibéralisme adhère par ailleurs, tout le monde est content. La gauche devient ainsi, pour les néolibéraux, l'éboueur des scories conservatrices encore présentes dans notre société. Dans leur esprit, plus l'humanité sera expurgée des ces préférences traditionnelles (des spécificités culturelles jusqu'aux discriminations, toutes étant vues comme des préférences arbitraires, des préjugés) plus les agents seront effectivement libres d'agir en phase avec leurs désirs réels (donc individuels) sur les marchés. Bref, grâce à cette lecture on comprend un peu mieux à qui on a à faire et en quoi certaines de nos attitudes sont mal adaptées à leurs attaques.

Enfin, l'ouvrage de Mirowski nous permet aussi d'établir des différences cruciales entre libéraux classiques, néolibéraux et libertariens. Cela dévoile des tensions qui ne sont pas toujours perceptibles autrement. Prenons le cas des finances publiques au Québec. Il est bien possible que nous soyons devant un cas où entre le premier ministre, le ministre des Finances et le président du Conseil du trésor on trouve ces trois typologies (à divers degrés et selon divers mélanges) et que des tensions, passées et à venir s'expliquent par leurs adhésions divergentes aux écoles de l'économie dominante. Bien sûr, parfois les divergences ont peu de conséquences, le néolibéralisme étant à ce point hégémonique qu'il force les libéraux classiques à

davantage de création de marchés et qu'il impose aux libertariens de faire davantage usage de l'État. Quoi qu'il en soit, nous sommes mieux en mesure de comprendre nos adversaires politiques et économiques, ce qui ne nous arrive pas souvent.
Pour reprendre l'affirmation qui m'avait tant troublé lors de la conférence évoquée en ouverture : les néolibéraux sont peut-être des « méchants », mais il en existe d'autres qui agissent selon d'autres principes.

Peut-être est-ce d'ailleurs ce que nous apprend Mirowski : prendre le temps et l'énergie nécessaire pour bien connaître les pensées adverses. On craint parfois d'être happés par une pensée adverse ou alors presque de se salir à son contact. Il est peut-être temps de constater que c'est en fréquentant peu leurs textes qu'on adopte, le plus souvent sans le savoir, les principes de nos adversaires.

Simon Tremblay-Pepin

http://raisons-sociales.com/articles/comprendre-neoliberalisme/

[1] Mirowski, Philip et Dieter Plehwe (dir.) The road from Mont Pèlerin : the making of the neoliberal thought collective, Cambridge, Harvard University Press, 2009, 469 p. et Mirowski, Philip, Never Let a Serious Crisis Go to Waste : how Neoliberalism Survived the Financial Meltdown, New York, Verso, 2014, 483 p.

[2] Miroski, Never Let a Serious Crisis Go to Waste, op. cit., p. 50-67.

[3] Ibid., p.55-56 et 59.

[4] Ibid., p.54.

[5] Ibid., p.78.

[6] Ibid., p.119.

[7] Ibid., p.58-60.

[8] Ibid., p.53, 65.

[9] Ibid., p.63.

[10] Ibid., p.64

[11] Ibid., p.56, 62.

[12] Ibid., p.57. Ma traduction. Dans le cas d'Hayek on peut remplacer le mot libéralisme par néolibéralisme, si on souhaite être en cohérence avec le propos du présent texte.

[13] Ibid., p.56, 62.

[14] Ibid., p.55, 92.

[15] Ibid., p.224-225.

[16] Ibid., p.43-49.

[17] Ibid. p. 227-229.

Haut de page

Le 28 décembre 2014

CAUSERIE

N'ayant nullement l'intention de dépenser une roupie de plus dans ce portail pour des lecteurs qui méprisent le travail founi par son animateur, l'abonnement au serveur qui héberge le site arrivant à échéance la première semaine de janvier, ce portail ne sera plus accessible à partir de cette date.

Un abruti ou un salaud ou les deux à la fois (un trotskiste depuis 44 ans, indigne de l'être assurément) ne supportant pas qu'on ne partage pas ses idées ou qu'on les critique, a été jusqu'à m'écrire dans un courriel que je m'étais abandonné à l'oisiveté qui était "*mère de tous les vices*, répétant une formule apprise par coeur que je connais aussi bien que lui, révèle un esprit étriqué, sclérosé ou qui n'a jamais évolué, sans personnalité, vide et inutile finalement. Je vais vous dire franchement ce que j'en pense, c'est vraiment dégueulasse, d'où ma réaction ici.

Les faits ou la réalité sont cruels et je conçois parfaitement qu'on préfère la fuir plutôt que l'affronter ou de les prendre en compte, s'en écarter conduit infailliblement à commettre ce genre d'absurdités, de contrevérités et bien des confusions ou pire encore, qu'ensuite on ne pourra justifier autrement qu'en en produisant d'autres et ainsi de suite, car on est absolument convaincu d'avoir raison en toutes choses, en proclamant le contraire évidemment. Adopter le statut de militant ce serait comme avoir découvert la pierre philosophale qui vous rend parfait du jour au lendemain, je ne plaisante pas hélas ! je suis aussi passé par là, jusqu'au jour où inconsciemment on n'est plus que l'ombre de soi-même ou de ce qu'on croyait être, tellement on s'est employé à donner corps à nos élucubrations qui se sont dorénavant substituées à la réalité.

On peut longtemps se leurrer sur ce qu'on est, à la longue cela relèvera de la psychopathologie. On va s'employer à entretretenir cet état névrotique qui pourra évoluer en shizophrénie, puisque c'est devenu notre nouvelle nature et on s'y accroche pour survivre, ce qui est toutefois un réflexe naturel ou partagé par l'ensemble des hommes dans une société qui finalement n'a pas dépassé le niveau préhistorique de la condition animale faite de concurrence ou de luttes pour leur survie, d'agressivité, de conflits, de violences et de guerres.

En guise d'oisiveté, pendant 10 ans j'ai consacré autant de temps à cette activité politique qu'un militant qui aurait milité pendant 50 ans, et oui à raison de 12 heures par jour et souvent davantage 365j/an, faites le calcul, cela représente 2h20 de militantisme 365j/an pendant 50 ans. Vous connaissez beaucoup de militants qui ont milité pendant 50 ans à raison de 2h20 par jour 365 jours par an, en admettant qu'un militant ne milite pas deux jours par semaine qu'il consacre à sa famille ou àses propres affaires, cela donne 3h30 par jour, 3h50 ou 4h en retirant les 5 semaines de congés, combien de militants en dehors de leur lieu de travail ou leur temps de travail consacrent 3h50 à 4 heures par jour au militantisme ? Aucun en dehors des permanents, qui eux sont payés pour faire ce boulot, combien tout le monde l'ignore et tout le monde s'en fout apparemment, c'est une autre histoire.

Ce n'est pas par hasard qu'on a parlé d'absurdité, parce que si cette activité politique qui consistait à actualiser ce site quotidiennement et qui était très ingrate, excessivement contraignante, harassante, usante physiquement, lassante à la longue, coûteuse aussi, devait être qualifiée d'oisiveté, que dire alors si au lieu de m'y être livré je m'étais borné à me prélasser sous les cocotiers sur mon coin de plage (jusqu'en décembre 2011), à profiter du temps qui passe et en me foutant de ce qui se passe dans le monde, à voyager ou à m'occuper exclusivement de mes petites affaires, en fait c'est ce militant et le comportement de mes lecteurs qui me pousse à adopter ce mode de vie, comme quoi si confusion ou incompréhension il y a, ce n'est certainement pas de mon côté qu'il faut les chercher. Eh oui, il faut un peu de cohérence dans la vie !

Vous avouerez qu'on atteint là le stade du ridicule et on se demandera comment on a pu en arriver là sans s'en apercevoir, sinon qu'on est soi-même aveuglé par ce qu'on croit être ou par notre interprétation de la réalité qui présente bien des lacunes ou des déformations.

De mon côté, je vais continuer quotidiennement de m'informer et à réfléchir à la situation, à télécharger et à lire de nombreux articles comme si rien n'était changé, à ceci près que je serai débarrassé de ce portail. Je me bornerai peut-être à envoyer sous un pseudonyme des articles à certains portails qui les publieront ou non. Il se peut aussi que je reprenne l'enseignement à l'Alliance française ou au lycée français, si j'obtiens un poste avec des horaires qui me conviennent. Sur le plan politique, je ne peux avoir aucune activité ici sous peine d'être expulsé, il y a des crétins qui ne l'ont jamais compris. Leur vision politique du monde est logiquement étriquée et sans rapport avec la réalité une fois de plus.

Arrivé à 60 ans, je suis littéralement épuisé physiquement, mal en point pour être resté assis trop longtemps, avoir peu dormi pendant 10 ans, avec des douleurs au niveau du coude du bras gauche et du genou de la jambe droite, sans parler des poumons à trop fumer, des yeux, ma vue à baisser de 40% en 10 ans, voilà à quoi conduit l'oisiveté que voulez-vous !

Je vous remercie de m'avoir poussé à prendre un repos bien mérité.

Pour ceux qui sont friands de formules (et de citations gravées dans le marbre d'un cimetière où ils ont déjà réservé leur place ou leur cerveau étant déjà fossilisé), je leur souhaiterais bien tout le meilleur en leur révélant que derrière cette formule, j'entends le meilleur et le pire, sachant que c'est de préférence du pire qu'on tire des enseignements dans la vie et non du meilleur qu'on estime nous échoir naturellement comme un don de la nature ou de dieu, dont on n'apprend rien ou ne nous aide en rien à progresser, au contraire puisqu'il sert à nous endormir ou à nous aveugler au point de ne pas voir le pire en préparation ou qui pointe à l'horizon.

Il n'y a rien de machiavélique là-dedans, ce qui serait plutôt pitoyable ou misérable ce serait de ne se souhaiter que le meilleur et d'ignorer le pire qui lorsqu'il vous tomberait dessus vous foudroierait sur le coup, ce que je ne souhaite à aucun lecteur évidemment, le pire à un niveau inférieur à celui qui nous est fatal ou ruine notre vie est salutaire dès lors qu'on en tire des enseignements pour la suite. C'était aussi une des fonctions humanistes du site, mais les lecteurs l'ont ignorée.

Que se souhaiter d'autre, que faire de mieux dans cette société infâme que d'être lucide et s'appuyer sur le meilleur qu'il y a en chacun de nous pour éviter le pire, et s'appuyer sur le pire qu'on ne peut éviter pour atteindre le meilleur ? Cela a forcément un rapport avec la réalité, non ?

Ceci sera ma dernière intervention sur ce portail.

Haut de page

Le 29 décembre 2014

CAUSERIE

Plusieurs lecteurs m'ont fait parvenir des courriels, sans fournir leurs noms vous en trouverez plus loin la teneur.

Hier j'ai actualisé les différentes rubriques du site avec les articles que j'avais retenus.

Ma situation est vraiment problématique. Il est hors de question que je continue comme avant, car j'y laisse ma santé et je n'ai pour ainsi dire même plus le temps de réfléchir ou de faire quoi que ce soit d'autres. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de problèmes que cela m'a causés au cours des années précédentes ni leur gravité et je n'exagère rien. On fera ce qu'on pourra.

Par exemple et c'est tout récent, pour ne pas avoir été présent sur place pendant la construction de ma petite maison (62M² habitable), j'ai perdu plus de 100.000 roupies et les travaux au lieu de durer 3 mois en ont durés plus de 6, un cauchemar. En principe je dois déménager dans 10 ou 15 jours au plus tard. Laissez-moi le temps de déménager et de m'installer sinon je ne pourrais pas m'en sortir. Je vais encore avoir des travaux à effectuer moi-même par mesure d'économie. Ici en Inde rien n'est facile ou fait pour vous faciliter la vie, bien au contraire. L'achat de ce petit terrain et la construction de cette maison n'a pas été un luxe ou une lubie, car j'ai calculé qu'avec l'augmentation annuelle du loyer de la maison que je louais, que d'ici 10 ans si j'avais gardé cet argent en banque les intérêts que j'aurais perçus auraient été aux trois quart engloutis dans le loyer, il me serait resté environ 5.000 roupies par mois, environ 60 euros, et le loyer aurait continué d'augmenter évidemment. Et puis arrivé à 70 ou 75 ans je ne voyais pas une nouvelle fois refaire mes valises, il arrive un moment où on est fatigué.

Laissez-moi le temps de me réorganiser. Il va falloir que j'accompagne en scooter Selvi à son travail le matin à 8h et que j'aille la rechercher sur les coups de 13h. Pendant ce temps-là j'aurai dû préparer notre déjeuner. J'ai dû lui acheter un portable à 15 euros pour qu'elle puisse m'appeler quand elle a fini son travail. Elle va laisser tomber les 2 heures de ménages qu'elle effectuait l'après-midi chez un Français, car je n'aurai pas le temps de la raccompagner une seconde fois à son travail, la perte de revenu sera de 3.000 roupies par mois (40 euros environ). J'avais envisagé de lui acheter une mobylette d'occasion pour se rendre à son travail qui est à 15 minutes de chez nous, mais j'ai terriblement peur qu'elle ait un accident parce que l'état de la chaussée est épouvantable et la circulation hyper dangereuse, de plus la pauvre femme est plutôt tête en l'air. Cette question est en discussion.

Dans mon budget, j'ai inclus l'achat d'un petit scooter (Honda 109 cc) car la route partant de chez moi est un casse-gueule, je me suis déjà ramassé une fois en moto avec Selvi avec un pied en mauvais état pendant trois mois, je ne tiens pas à recommencer ; et puis la moto est devenue trop lourde pour moi, j'ai du mal à enjamber la selle pour monter dessus, quand je dis que je vieillis ce n'est pas des blagues. Je vais faire cadeau de ma moto au fils de Selvi qui a 23 ans, il va finir sa formation d'ici 5 mois et se mettre à bosser s'il trouve un boulot, il est jeune et c'est un bon garçon, il faut aider et encourager les jeunes. On doit aussi économiser pour lui payer son futur mariage et y penser dès maintenant. En attendant Selvi va continuer de travailler pour couvrir ses besoins, elle arrêtera quand je toucherai ma petite retraite en 2017, environ 250 ou 300 euros par mois. Autre chose que je dois prévoir absolument, c'est de mettre le terrain au nom de Selvi si mon épouse tentait quelque chose pour s'en emparer, la dépense serait de 120.000 roupies, une grosse somme pour nous dorénavant. Il faut penser absolument à tout, j'ignore ce qu'elle peut tenter légalement contre moi, ce que je sais en revanche c'est qu'elle est prête à tout pour me dépouiller.

Quand parfois j'ai écrit que je devais m'occuper de mes affaires, il s'agissait de ce genre de petites choses de la vie quotidienne qui pour nous sont très importantes, on a un mode de vie très modeste et on ne peut pas se permettre la moindre erreur. On va arranger le petit jardin pour qu'il soit rentable ou nous faire faire des économies en nourriture. Depuis ma séparation avec mon épouse ma condition matérielle ou financière n'a plus rien à voir avec ce qu'elle a été pendant les 16 dernières années écoulées.

Le frère de Selvi (Kumar) travaille dans une exploitation agricole (biologique) tenue par des Français notamment, il va nous fournir les semences et nous donner un coup de main, c'est aussi un bon garçon que les Européens surexploitent. Il en est l'intendant pour un salaire misérable de 80 euros par mois en y travaillant 7j/7 et en dormant sur place car en plus il assure la sécurité des 20 hectares de plantations. Il s'agit d'une communauté qui il y a quelques années avait touché 25 millions d'euros de subventions de l'Union européenne, entre babas cools soixante-huitards, hippies attardés ou tiers-mondistes, ongistes profiteurs. C'est Kumar qui a supervisé la construction de ma maison, trouvé les ouvriers et acheté le matériel en me consultant, je vais lui donner 30.000 roupies, plus les 20.000 et les 5.000 que je lui ai déjà donnés, au total je lui aurai versé 50.000 roupies, notez bien qu'il ne m'a rien demandé et m'a fourni toutes les factures et rendu la monnaie à la roupie près, l'essence et la moto étaient fournis par ses généreux patrons, il espérait sans doute que je lui verserais quelque chose, ce qui est la moindre des choses, il vit dans un taudis avec son épouse, ses trois enfants, sa vieille mère et le fils de Selvi. J'aurais voulu faire plus, mais je ne peux franchement pas. Je suis contre le partage des richesses parce que je le pratique déjà. Voilà pour mes comptes, quel casse-tête !

Pour ce qui est du portail.

Dans un premier temps on va continuer d'actualiser la banque de données puisque c'est apparemment ce qui intéresse le plus les lecteurs ou militants. Si cela vous convient, on se contentera de ce travail et j'en profiterai pour classer dans chaque rubrique les 2.000 articles en souffrance depuis décembre 2013.

Par la suite on verrait comment publier des infos en brefs ou des chroniques en fonction de l'actualité en évitant de se disperser, de manière à ce qu'il me reste suffisamment de temps pour m'occuper de mes affaires et de ma compagne. Et en cas de besoin, en fonction de l'actualité ou de l'importance des événements qui pourraient se produire ou certaines échéances institutionnelles, on pourrait intervenir ponctuellement de manière plus consistante.

On peut aussi envisager de laisser tomber les infos en bref et les chroniques et développer des réflexions à partir de certains articles publiés par le Réseau Voltaire, Mondialisation.ca ou Le Grand Soir, c'est intéressant et moins contraignant car détaché de l'actualité immédiate plus exigeante, c'est plus valorisant pour moi.

Dans mon cas ce n'était pas l'oisiveté le pire des vices, mais l'activisme forcené auquel j'ai décidé de mettre fin une bonne fois pour toute.

Si je mets en ligne le contenu de quelques courriels que j'ai reçus, que les intéressés ne se méprennent pas, ils demeurent anonymes, c'est juste pour encourager les autres lecteurs à les imiter et leur montrer que je ne raconte pas de blagues.

Les lecteurs apprécient ou exigent qu'on se justifie à tout bout de champ, ce qu'on peut comprendre ou est légitime, sauf que certains en abusent, c'est ainsi, j'en ai toujours tenu compte même quand cela m'excédait parfois, vous avez dû vous en rendre compte, n'est-ce pas ?

1- "*Fidéle à votre blog depuis 5 ans, je vais faire parvenir à votre mère un modeste don.*

J'espère que je ne serai pas le seul. J'ai aussi connu ce genre de mésaventure.

Je suis entièrement d'accord avec vos analyses. Bon courage et n'abandonnez pas.

De tout coeur avec vous."

Merci, c'est gentil de votre part, cela me touche beaucoup.

Quelque part je me suis dit que ce n'était pas une grosse perte d'arrêter les causeries, parce que j'ai l'impression d'avoir dit (et répété) l'essentiel, et je ne vois pas ce que je pourrais ajouter, en dehors bien sûr de sujets qui n'ont jamais été traités. Et puis chacun peut les compléter à sa convenance, on n'a jamais forcé quelqu'un à adhérer à des idées ou des analyses.

2- "*Je viens de découvrir et je suis désolé que tu décides d'interrompre tes activités sur ton site. j'ai envoyé cette semaine un chèque à l'adresse que tu indiques à Rueil Malmaison.*

Même si tu décides d'arrêter toutes activités, je pense qu'il serait utile que tu maintiennes l'abonnement pour ton site (ou bien que tu passes à quelque chose de gratuit) et peut-être que mon envoi t'aidera à le faire. Une autre solution serait d'en faire une archive à télécharger (mais mes compétences s'arrêtent là). En, effet, au fil de temps, tu as constitué une base documentaire sans équivalent à ma connaissance et qui, je te l'ai déjà dit, peut être très utile à de nombreux militants.

Bonne continuation, quelque soit la solution que tu choisiras."

Ma soeur m'a envoyé un courriel pour me prévenir et je t'en remercie infiniment. L'abonnement au serveur qui héberge le site est incontournable compte tenu qu'il comporte plus de 10.000 fichiers, à la différence d'un modeste blog entièrement gratuit.

3- "*Pour ma part, je regretterai la disparition de ce portail. Je n'en partage pas toutes les orientations, ou tout simplement les centres d'intérêt. Et certains de tes jugements, exprimés sans nuances, m'ont agacé. Mais j'en ai reçu un éclairage sur l'actualité qui m'a intéressé.*

Et au-delà de l'actualité, j'y ai appris et découvert des choses. Je pense notamment aux textes rendant compte de discussions avec d'ex-militants de l'OCI : j'ai moi-même été militant au PT (...) et l'histoire de mon ex-organisation m'intéresse. Je pense aussi, c'est un exemple, à la video d'une heure et demie sur la conférence de Shlomo Sand, qui a répondu à des questions que je me posais.

Et j'ai aussi régulièrement téléchargé IO, qui me donnait des infos parfois utiles : je reste militant syndical, sur mon lieu de travail, où la résistance est nécessaire.

Je regrette donc, finalement, que tu ne transformes pas clairement ce site en site payant. Avec un prix modique, et selon une forme institutionnalisée. Ce qui serait cohérent avec ton travail, qui mérite rémunération. Et ce qui pourrait se faire avec une part accessible à tous, afin que ce site puisse être connu de qui ne le connaît pas encore. Mais peut-être est-ce techniquement difficile à réaliser. Et peut-être cela ne t'intéresse-t-il pas, ce qui est respectable.

Quoi qu'il en soit, et pour le cas où tu maintiendrais ta décision de fermer ce portail, je te souhaite le meilleur pour les années à venir."

Le meilleur quand il est sincère est déjà acquis, on ne peux espérer mieux, je t'en remercie.

Je ne veux pas obliger les lecteurs à payer pour s'informer, même s'ils peuvent trouver ces articles ailleurs. Je voulais juste rendre service et contribuer à faire avancer nos idées dans la mesure de mes moyens, voilà tout.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'avais entrepris de rédiger quelques causeries sur l'actualité, on verra si cela vaut encore le coup de les publier.

Haut de page

Le 30 décembre 2014

CAUSERIE

30 articles ont été ajoutés.

4 articles publiés par Mondialisation.ca que je j'ai pas mis en ligne, rien que le titre permet de comprendre pourquoi, trop c'est trop parfois !

- Cuba: Obama a sans doute pris la décision la plus emblématique de sa présidence et a réparé une anomalie d'un autre temps. (Enfin en voilà un bon président des Etats-Unis ! On est vraiment injuste avec lui...)

- Cuba – Etats-Unis : « Le président Obama a fait un constat lucide ». (Quel brave homme tout de même!)

- Grande absente de la conférence de Lima : La justice climatique. (Al Gore en a une larme à l'oeil!)

- Destruction du tombeau de Saddam Hussein. (Priez pour son âme!)

Haut de page

Le 31 décembre 2014

CAUSERIE

J'ai actualisé cette rubrique comme j'ai pu avec des infos des 15 derniers jours.

Un vidéo

MH17. Le lanceur de missile BUK 312 revient sur scène. Interview d'un membre de l'équipage.
https://www.youtube.com/watch?v=Mf3OaY7DH6c

Anatoliy Shariy a interviewé l'homme qui l'été dernier servait sur le BUK 312 accusé par le SBU (service de sécurité de l'Ukraine) d'être à l'origine du crash du Boeing de la compagnie Malaysian Airlines le 17 juillet 2014. Les photos et les vidéos de ce BUK précis (le 312) ont été largement diffusées par les autorités ukrainiennes et relayées par les médias du monde entier. Cette unité de tir était présentée comme provenant de la Fédération de Russie.

Le jeune homme raconte également comment les soldats ukrainiens désertaient ou passaient du côté de la milice populaire.

Le populisme version néolibérale de gauche (sans rire).

Le quotidien britannique *The Independent* a relevé à propos de la polémique autour du journaliste Eric Zemmour déclenchée par Mélenchon : «*Cette polémique est également typiquement française parce qu'elle est sémantique*», soutient le journaliste qui rappelle que la polémique est d'abord née autour du mot «*déportation*», qui n'a finalement jamais été prononcé. (20minutes.fr 28.12)

Effectivement, ce n'est pas Zemmour qui a prononcé le mot « *déportation* », mais le journaliste de Corriere della Sera lors de leur entretien daté du 30 octobre.

Traduction :

Éric Zemmour : Les musulmans ont leur code civil, c'est le Coran. Ils vivent entre eux, dans les périphéries. Les Français ont été obligés de s'en aller.

Corriere della Serra : Lei allora che cosa suggerisce ? Deportare cinque milioni di musulmani francesi ?

Corriere della Serra : Mais alors que suggérez-vous de faire ? Expulser 5 millions de musulmans français ?

Éric Zemmour : Je sais, c'est irréaliste mais l'Histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de Pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? Ou bien qu'après la guerre, 5 ou 6 millions d'Allemands auraient abandonné l'Europe centrale et orientale où ils vivaient depuis des siècles ?

J'ai vérifié la traduction (Google) de deportare en italien qui ne signifie pas déporter mais expulser. Par contre en latin classique (Grand Robert) deportare signifiait déporter.

Le professeur Mélenchon qui n'a pas officié comme tel depuis des lustres, en réalité il n'aura travaillé que quelques années au cours de son existence dorée, aura confondu l'italien et le latin classique, à moins qu'il se soit livré consciemment à un amalgame pour la circonstance, afin de produire un effet ou faire parler de lui ou encore se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Déporter - Transporter par la force hors de son pays natal (des hommes, des populations).

Expulser - Chasser (qqn) du lieu où il était établi. (Grand Robert)

Si les deux termes sont effectivement très proches, voire synonymes, leur connotation (historique) l'est moins, la charge émotionnelle liée au terme déportation étant supérieure car rappelant celle des juifs ou des tziganes notamment déportés en Allemagne par le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, ce que savait Mélenchon qui peine à se faire passer pour un opposant crédible au gouvernement, au régime tout de même pas.

Dans un interview donné à Figarovox, Stefan Montefiori, l'auteur de l'entretien avec Zemmour confirme qu'il a bien employé le mot chasser et non déporter.

Figarovox : L'entretien que vous avez fait avec Éric Zemmour provoque la polémique. Êtes-vous surpris ?

Stefan Montefiori : Cet entretien date du 30 octobre. À l'époque, en Italie, il n'a pas fait trop de polémique.

Le mot déportation, à juste titre, scandalise...

Il faut préciser qu'Éric Zemmour n'a pas employé ce mot. Au terme d'une conversation sur Le Suicide français, les échecs de l'assimilation et du modèle multiculturel, je lui ai posé la question suivante :

« *Mais vous ne pensez pas que ce soit irréaliste de penser qu'on prend des millions de personnes, on les met dans des avions…* » ; il ajoute : « *ou dans des bateaux* », et je reprends : « *Pour les chasser ?* » Ce que j'ai résumé dans la formule qui fait scandale.

Le journaliste de Corriere della Sera précisera : "*Après avoir évoqué les exemples pied-noirs et allemands, Eric Zemmour décrit un chaos tragique. La guerre civile que Zemmour décrit n'est évidemment pas ce qu'il souhaite, mais ce qu'il voit venir. Il pense que c'est possible.*" (lefigaro.fr 16.12)

Le chaos et la guerre civile sont possibles en train de devenir possibles dans tous les pays où les chefs d'Etat ou de gouvernement résistent ou s'opposent à la politique de l'impérialisme américain ou lorsqu'ils peinent à la mettre en oeuvre, les milices fascistes ou d'extrême droite qui sont déjà sur place sont alors prêtent à se mobiliser à l'appel de l'OTAN, les néolibéraux et leurs officines (NED, CIA, USAID, etc.) leur donnant un coup de main pour réaliser ce coup de force ou coup d'Etat à chaud ou à froid.

On vient d'en avoir l'illustration avec l'Ukraine dirigée par un oligarque entouré de néonazis qui se proposait d'expulser les russophones du pays ou de les conduire à l'exode, bénéficiant du soutien des médias et du gouvernement français, du PS et ses satellites. Démarche jugée tout à fait respectable ou démocratique dès lors qu'elle avait l'aval de Washington et Bruxelles, puisqu'il s'agissait de mettre au pas des ennemis de l'intérieur, des traîtres à la nation, un tiers environ de la population ukrainienne, commandés depuis Moscou, l'ennemi juré des puissances occidentales qui a eu l'audace de s'opposer à leurs ambitions expansionnistes inavouées ou pour défendre ses propres intérêts géostratégiques notamment, que l'on ne partage pas mais c'est une autre question.

Mélenchon s'est finalement laissé aller à une surinterprétation de propos approximatifs et outranciers tenus par un journaliste de droite coutumier du fait et qui n'en valait pas la peine, qu'il est allé chercher dans les poubelles d'un média italien six semaines après leur parution, à croire que durant un mois et demi en France il ne s'était pratiquement rien passé sur le plan social ou politique qui méritait de retenir son attention pour développer sa politique ou plutôt son absence de politique, qu'il remplace avantageusement par ce genre d'opérations misérables de marketing ou de communication de bas étage en direction des médias qui lui offrent en retour une tribune sur un plateau, ceci devant expliquer cela. A défaut d'argument politique consistant ou cohérent, l'illusionniste se satisfait des fonds de poubelles de l'histoire qui servent occasionnellement la propagande de la classe dominante ou ses représentants, permettant ainsi au ministre assassin Cazeneuve de condamner les propos de Zemmour et de se faire passer pour un grand démocrate.

On admettra volontiers que Zemmour est infréquentable. C'est un journaliste de droite qui incarne le nationalisme le plus exacerbé qui rivalise dans l'abjection avec l'extrême droite, avec laquelle lorsque le régime capitaliste vacille les nationalistes s'allient volontiers (Ukraine) puisque c'est l'extrême droite qui dispose des troupes (milices) pour le défendre, quand ce n'est pas à l'armée que revient la direction des opérations.

Sur le Net, il existe des centaines ou des milliers de portails, blogs, plus les réseaux dit sociaux, dans toutes les langues, qui sont xénophobes, racistes, d'extrême droite, fascistes, nazis, etc. Il existe une multitude de publications diverses et autant de partis, organisations, groupes, associations du même genre. Il serait impossible de vouloir en dresser la liste complète ou d'en faire le tour, encore moins de commenter ce qu'ils publient ou de vouloir les dénoncer ou de s'y attaquer sauf à avoir du temps à perdre. Mélenchon en a à revendre, pas nous, il en a même fait profession, notez bien la différence car elle est importante et pas anodine. Le Net mis grâcieusement à la disposition de la population était un cadeau empoisonné, car il sert aussi ou surtout à cela, pendant ce temps-là on ne milite pas, on ne rencontre personne avec qui discuter ou échanger des idées, on n'a aucune activité productive, on est passif, neutralisé en quelque sorte, les yeux rivés pendant des heures sur un écran, on s'abrutit soi-même littéralement, car qu'est-ce qui en ressort, rien, absolument rien en l'absence de boussole pour se guider...

Mélenchon et ses semblables du Front de gauche le mal nommé, c'est l'art de brasser du vent.

Qu'est-ce qui est le plus productif, s'en prendre à un journaliste de droite ou d'extrême droite parmi tant d'autres qui continueront de distiller leur venin, amasser des connaissances qu'on sera incapable d'ordonnancer ou qui demeureront inutiles, ou se munir d'une boussole pour s'orienter (ou mener son combat politique) dans la bonne direction quel que soit le sens dans lequel le vent soufflera afin d'atteindre l'objectif que l'on s'est fixé ou se rapprocher de notre idéal ? Nous avons opté pour la troisième option et nous en sommes satisfait.

Commentaires d'internautes.

1- " *Il faut apprendre les langues...*

"Deportare" en italien signifie (comme d'ailleurs "deport" en anglais) expulser et non pas déporter qui, en français, évoque les camps d'extermination nazis. Zemmour parle simplement de remigration. Quand on traduit, il vaut mieux connaître les nuances de la langue. "

2- "*Enfumage.*

Encore une entourloupe de la gauche pour "déporter" l'attention de la population sur autre chose que ses propres turpitudes. Toutes ces gesticulations ont le résultat inverse à celui qu'elles recherchent. Elles ne font que renforcer le sentiment d'incompréhension de la population et le FN."

Il faut bien que la pseudo-gauche entretienne l'illusion qu'elle est de gauche et que quelque chose la distingue de la droite à défaut de rompre avec le capitalisme et ses institutions. II faut bien qu'elle mérite son étiquette et qu'elle tente comme elle le peut de camoufler son véritable rôle au côté du régime qu'elle joue ici parfaitement en servant d'aiguillon à l'extrême droite, qui s'empressera de dénoncer une atteinte intolérable à la liberté d'expression et pourra ainsi se poser en défenseur de la démocratie et le tour du prestigiditateur Mélenchon sera accompli.

Mélenchon est un dangereux populiste parce qu'il ne tient pas compte du régime sous lequel nous vivons, de ce fait il se transforme en fossoyeur de la démocrate, sa démarche est identique aux policiers de la pensée unique qui souhaitent interdire dans ce pays toute expression libre ou indépendante, bâillonner les opposants aux régimes ou au gouvernement, au passage les médias en lui offrant une tribune démontrent qu'il n'en fait pas vraiment partie. Mélenchon rejoint ainsi le combat des néolibéraux ou il est fort utile et ils ne s'y trompent pas.

On a hâte de voir arriver Syriza au pouvoir en Grèce, qui a mon avis au pire préfigure le retour à la dictature des colonels, au mieux se soldera rapidement par une telle débacle que le Front de gauche ne s'en remettra jamais.

En complément.

- Grèce : législatives anticipées en janvier - Francetv info

En refusant d'élire à la présidence de la République le candidat du gouvernement, lundi 29 décembre, le Parlement grec ouvre la voie à des élections anticipées.

Cette nouvelle turbulence politique pourrait ouvrir les portes du pouvoir à Alexis Tsipras, leader du parti de la gauche radicale, Syriza. Ce jeune homme est partisan de la fin de l'austérité. "*Avec la volonté du peuple, dans quelques jours, les plans d'austérité appartiendront au passé. L'avenir peut commencer*", a-t-il annoncé. Francetv info 29.12

Quel avenir !

- Syriza: Jean-Luc Mélenchon applaudit la Grèce, Marine Le Pen aussi - L'Express.fr 30.12

L'ordre chronologique est respecté, Mélenchon et le FdG en premier, Le Pen et l'extrême droite ensuite...

Un avant-goût.

- La Bourse d'Athènes chute de 4% après l'échec des élections - LeFigaro.fr

Et pourtant ce n'est pas la "*volonté*" qui leur fait défaut, mais pas dans le sens que l'on croit, au service de qui, vous l'aurez deviné.

- Grèce : Syriza veut se forger un profil européen - LeFigaro.fr 30.12

Son "*programme laisse la place à une certaine volonté de dialogue avec les institutions européennes, tout en restant dans la zone euro et dans l'UE, ce qui n'était pas explicite jusqu'à présent.* " relève Le Figaro.

Le Figaro - En attendant, Alexis Tsipras a pris le soin de préparer ses députés s'il n'arrive pas à tenir ses engagements. «*En 2012, lorsque Syriza est passé de 4 % à 27 % et est devenu le principal parti d'opposition, il nous a dit que l'application du programme serait plus difficile (Traduire par impossible - ndlr) parce que le gouvernement de coalition signe sans arrêt des engagements qui tiennent le pays envers ses créanciers*, révèle Maria Kanelopoulou, députée du parti. *Mais c'est à nous de prendre le temps d'annuler tous ces accords. Nous ne pouvons être tributaires d'une dette dont nous ne sommes pas à l'origine,*

ni des engagements pris par les gouvernements précédents. Nous montrerons que la Grèce a des droits, et que c'est un membre à part entière de l'UE.» (Les travailleurs grecs apprécieront qu'ils prennent leur temps avant "*d'annuler tous ces accords*", on sait ce que cela signifie dans leur jargon politique, qu'ils ne les annuleront jamais. - ndlr)

Malgré les efforts fournis, le profil européen d'Alexis Tsipras ne convainc pas les bailleurs de fonds. Aujourd'hui, une petite majorité de Grecs veut suivre Syriza pour lancer cette éventuelle transition européenne, mais un certain nombre d'autres craignent que les créanciers du pays leur coupent tout simplement les vivres et laissent sombrer le pays. LeFigaro.fr 30.12

En réalité les Grecs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas ce qu'ils veulent.

Vous aurez constaté que pour Le Figaro, dès lors qu'une majorité se dégage contre la politique de la troïka, il lui faut la minimiser, la rabaisser, il l'affuble d'un déterminant à valeur dépréciative, "*petite*, il ne supporte pas la démocratie ou qu'une majorité partage une politique opposée à celle qu'il soutient, aussi suggère-t-il aux lecteurs que le camps de ceux qui préfèrent s'en remettre à Bruxelles et au FMI qui sont déjà "un *certain nombre* qu'il faut estimer relativement important et qui pourrait le cas échéant devenir plus nombreux encore demain, c'est le souhait à peine voilé que formule Le Figaro.

3- "*"2040: la chute de l'Europe".*

C'est le titre d'un livre passé totalement inaperçu sorti en 2008. Son auteur, l'ex-diplomate Jacques Jessel, y expose les trois scénarios possibles à l'immigration de masse musulmane en Europe à l'horizon 2040: 1- L'islamisation de l'Europe. 2- La guerre civile et l'expulsion in fine des Musulmans. 3- Une réforme majeure de l'Islam venant de ses deux épicentres, l'Arabie Saoudite et l'Iran, et le rendant compatible avec nos valeurs. La troisième hypothèse serait à l'évidence la plus souhaitable, mais aussi la moins probable pour Jessel. Donc, il y a 6 ans, Jessel disait la même chose que Zemmour. Ce qui se dessine a de quoi inquiéter. Seulement Zemour, lui, est écouté."

4- "*Les alliés objectifs du FN.*

Tous ceux qui ont refusé de débattre de l'immigration , qui ont stigmatisé ceux qui posaient les bonnes questions, sont les responsables de l'emprise du FN dans le débat public. Pour avoir refusé une immigration régulée à qui il aurait dû être demandée au minimum une intégration, nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation explosive, dont personne ne peut dire comment cela finira. Quand des cités entières sont hors de contrôle, que des communautés entières refusent de s'intégrer, qui peut dire que tout cela finira par s'arranger? Sauf à être irresponsable, on voit bien les tensions réelles qui existent entre les communautés. Et cela peut finir très mal."

Votre constat est correcte. Quant à l'immigration régulée, c'est une vue de l'esprit ou pure ignorance, car en réalité ils ont sciemment liquidé les frontières pour justement en arriver à la situation actuelle qui fait leurs affaires... L'extrême droite ou le fascisme ne les incommode pas, ils sont leur créature tout comme Al-Qaïda ou l'Emirat islamique. Ils ont encouragé ou favorisé la diffusion du wahhabisme et du takfirisme, du pire communautarisme qui soit, au point qu'il y en a aujourd'hui pour défendre le port du niqab ou voile intégral, je parle de la pseudo-gauche à laquelle l'extrême gauche dégénérée a emboité le pas.

Personnellement, pour rien au monde je n'irais habiter dans une de ces cités.

A entendre les populistes de gauche et les gauchistes, les capitalistes créeraient le chaos sans se soucier de ses conséquences, sans même y avoir pensé, elles s'abattraient un beau matin sur la société, et pris de dépourvus ils ne sauraient pas les gérer ou s'en accommoderaient tant bien que mal, pour un peu on aurait envie de les plaindre et même de leur donner un coup de main. On ne peut même pas dire que ces gens-là vivent un siècle ou plus en arrière car la situation présentait déjà des similarités avec la situation présente sur cette question précisément. Ils vivent sur une autre planète, dans un autre monde que le nôtre qui leur demeure incompréhensible, du coup ils sont manipulables et les capitalistes ou leurs représentants ne s'en privent pas, entre nous, ils doivent bien se marrer.

Ils ont introduit dans la société un facteur effectivement explosif qui ne peut qu'alimenter l'extrême droite et que la pseudo gauche et extrême soutiennent, un vrai bonheur, une belle réussite puisque personne ne la remet vraiment en cause, les uns et les autres se faisant les complices de ce chaos programmé. Notez bien qu'ils sont cohérents puisqu'ils soutiennent l'opposition armée modéree en Syrie qui en réalité n'existe pas ou officie au côté du Front Al-Nosra ou de l'Etat islamique, et qui est à l'origine du chaos et de la guerre dans ce pays. Puisqu'ils refusent d'oeuvrer à l'unité de la classe, c'est normal qu'ils soutiennent tous les facteurs qui peuvent la diviser et l'affaiblir, la disloquer ou aboutir à l'affrontement de ses différentes couches.

5- "*Est-ce qu'on peut débattre de quoi que ce soit à l'heure actuelle dans ce pays ? Il semblerait que non. On va au plus facile en jetant des anathèmes, on diffame, on travestit et on insulte. C'est plus qu'insuffisant quand on prétend combattre un courant de pensée. Quand les mots et les idées font peur, on se demande vers quoi on se dirige.*"

Vers une dictature implacable.

6- "*Qu'on laisse Zemmour s'exprimer on verra que les thèses qu'ils soutient sont également celles du FN. Cela aurait le mérite d'être très clair.*

C'est préférable en effet. Cela ne garantit rien au-delà."

Nous soutenons la liberté d'expression en sachant qu'elle profite de préférence ou exclusivement aux représentants de la classe dominante, sans pour autant exiger de ces représentants qu'ils en soient les garants, ce serait leur faire trop d'honneur ou remettre notre sort entre leurs mains, les légitimer, ce qui est inconcevable, pas pour Mélenchon, normal, puisque c'est aussi un représentant du régime.

7- "*J'avoue que j'ai des difficultés à suivre certains commentaires qui ne s'en tiennent pas aux faits, et à eux seuls : selon le témoignage même – que l'on ne peut pas mettre en doute – du journaliste Stefan Montefiori qui déclare, je cite l'extrait du présent article : "Il faut préciser qu'Éric Zemmour n'a pas employé ce mot".*

Par conséquent, toutes les accusations contre Éric Zemmour relèvent de la diffamation et de l'infamie quand elles ne frisent pas le ridicule devant tant d'acharnement et de mauvaise foi de la part d'hommes censés mener un pays pour le bien de tous.

Les tribunaux apprécieront, ainsi que les électeurs devant les urnes."

Entre nous, on se fout des tribunaux et des urnes qui peuvent servir accessoirement d'urinoirs si vous y tenez tant que cela.

8- "*Ce soir Max Gallo sur France-Info qui venait discuter de son prochain livre, parlait de "patriotisme" et de "France qui va mal". Mais le journaliste qui l'interrogeait n'a pas osé faire le rapprochement avec Zemmour. Tout juste s'il a exprimé une certaine gène face au mot "patriotisme"... un mot à prendre avec des pincettes, visiblement.*"

La police de la pensée veille, les chiens de garde montent la garde pour le compte du régime en place, ils en deviennent grotesques et hystériques.

J'ai cru percevoir une gêne semblable de la part de nombreux lecteurs du site, ce qui explique peut-être leur hésitation à me soutenir, alors qu'on a toujours justifié l'emploi d'un terme ou d'une formule particulière, lapidaire ou violente parfois j'en conviens, mais dont le contexte permettait d'en justifier ou admettre potentiellement l'usage à partir des intentions de l'auteur.

A mon avis il ne faut pas se braquer sur les mots dans la mesure où on ne leur attribue pas forcément la même signification ou on en fait une interprétation différente, c'est le sens général de la pensée qui retiendra notre attention, dans quelle direction elle est orientée. On retiendra aussi la personnalité ou les intentions de son auteur, à savoir s'il oeuvre ou non pour notre cause, s'il en a conscience et à quel degré en cas de réponse négative.

Et puis, l'essentiel demeure les faits, les faits sur lequels repose un discours, tout le reste passe après. On parle d'immigration mais personne ne veut vraiment traiter le sujet en réalité.

Je suis un émigré depuis bientôt 20 ans et je vis avec une Indienne depuis 25 ans, 24 avec mon épouse dont je suis séparée et 10 mois avec Selvi Kaliyavan. J'ai vécu pendant 16 ans à Clichy-sur-Seine qui était à l'époque la commune de France à la plus forte concentration d'immigrés sans jamais rencontré le moindre problème avec mes cousins de l'autre côté de la Méditerranée, c'est ainsi qu'ils nous appelaient et nous avions vraiment l'impression de faire partie de la même famille ce qui était très agréable, plus agréable que l'indifférence des quartiers bourgeois. Je vis avec les Indiens et je ne fréquente pas les expatriés européens. Je suis plus près des Indiens, les pauvres de préférence, je le suis devenu un peu ou beaucoup à force, plus pauvre aussi et cela me fait marrer, c'est nerveux, disons que je les comprends aussi bien que les Français. Nous sommes assurément très différents sans que cela ne pose un problème du moment qu'on se respecte mutuellement. Je suis parfaitement intégré sans jamais avoir renié quoi que ce soit de mon éducation, de ma culture ou de mes idées, mes principes et mes valeurs.

On ne peut donc pas soupçonner un instant que je serais xénophobe ou raciste ou je ne sais quoi du même registre, entre nous, je le conseille à personne. Je ne partage pas le point de vue sur l'immigration des partis ouvriers et c'est mon droit, je me suis déjà exprimé très largement sur ce sujet. J'ai aidé des Indiens à immigrer en France à titre individuel, sans les connaître, et j'en ai dissuadé d'autres que j'ai revus depuis qui ne regrettent pas d'avoir fait leur vie en Inde, car le pays s'est développé au cours des deux dernières décennies, alors que la France n'a cessé de régresser.

Immigrer pour des raisons personnelles demeure une décision individuelle qui doit être traitée comme telle, dont chacun doit assumer la responsabilité, dans le cas contraire c'est flatter ou encourager l'irresponsabilité et ce n'est rendre service personne dans un contexte social et politique particulièrement difficile. Ce n'est pas par hasard que j'évoque le contexte social épouvantable en France, je pars des faits. Dans un contexte social totalement différent ou favorable j'aurais volontiers aidé n'importe qui à partir en France.

Quant aux malheureux qui malgré tout échouent sur une plage en France ou quelque part en Europe, une fois sur place il faut bien les prendre en charge et franchement je les plains d'avoir fait ce mauvais choix. Je dis ce choix volontairement, car s'ils étaient restés dans leur pays il aurait bien fallu qu'ils se débrouillent pour survivre comme le reste de la population. Les Indiens que j'ai dissuadés de partir, ils ne sont pas crevés au coin d'une rue à ce que je sache, ils travaillent et ont fondé une famille. A ma connaissance bien des Indiens de conditions modestes sont plus heureux ou se portent mieux que bien des Français. Les raisons pour lesquelles ils veulent immigrer ne méritent pas qu'on s'y arrête, sauf à soutenir l'ndividualisme effréné ou l'état d'esprit purement merchantile que partage la majorité de la population en France et qui fait son malheur. J'allais oublier de préciser que j'encourageais tous les Indiens de ma connaissance à s'engager dans un parti ouvrier ou à se syndiquer et combattre pour améliorer leur condition.

La tentation irresistible de l'adaptation au capitalisme.

Reçu par courriel. Extraits.)

- MS21 - Mouvement pour un socialisme du 21e siècle

Le 6 décembre 2014 au congrès du M'PEP, les membres de la tendance « Faire vivre le M'PEP » qui avait recueilli 1/3 des voix ont décidé de démissionner, estimant que le vote organisé de bout en bout par la tendance majoritaire a été faussé. De plus ils se refusaient à faire de la gauche le bouc émissaire des échecs du M'PEP depuis six ans et à s'enfermer dans l'autoritarisme et le sectarisme.

Perpétuant les ambitions initiales du M'PEP, notre tendance a décidé de se constituer en une nouvelle organisation qui cherchera à fédérer ceux qui partagent les valeurs de gauche et sont attachés à la souveraineté nationale et populaire.

Pourquoi un nouveau mouvement ?

L'idéologie ultralibérale fait de la recherche du profit le moteur de notre vie publique. Il est temps d'agir pour que le monde qui vient donne à chaque personne le droit de vivre par son travail, qu'il réponde aux besoins de justice, de solidarité, de fraternité, qu'il garantisse aux générations futures la promesse d'un réel avenir. Là doit se situer la base de notre vie politique.

Notre mouvement veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité, ce qui implique la recherche de leurs causes. Le néolibéralisme, forme actuelle du capitalisme agit conjointement avec les gouvernements pour accroître les profits des entreprises aux dépens des salariés.

Notre mouvement veut militer avec les organisations syndicales qui travaillent en ce sens pour la constitution d'une société de plein-emploi. Seule la société que nous vous appelons à construire et que nous avons nommée le socialisme du 21e siècle peut prétendre assurer durablement le plein-emploi et les besoins vitaux de la population.

Le socialisme que nous voulons ne sera pas la réplique des socialismes du XXe 20e siècle. Il sera démocratique comme tendent de l'être les sociétés d'Amérique Latine évoluant vers le socialisme. C'est la raison pour laquelle nous avons créé le Mouvement pour un socialisme du 21e siècle, le MS21. ms-21.tumblr.com 23.12

Une rapide analyse.

Pas touche à l'Etat bourgeois ou capitaliste, à ses institutions, à sa constitution.

- "*La reconquête par l'Etat de sa monnaie et la libre décision de son budget*", il s'agit là de l'Etat bourgeois ou capitaliste en place, nulle part il ne sera question d'un Etat ouvrier ou d'une République sociale.

Pas touche à la propriété privée des moyens de production dont il n'est fait référence nulle part et on comprend pourquoi, puisqu'ils entendent la perpétuer.

- "*L'Etat s'étant donné les moyens de créer les emplois nécessaires dans le secteur non-marchand, il pourra créer les nouveaux emplois répondant à la satisfaction des besoins de la population (santé, éducation, logement, culture, etc.). Les emplois du "secteur non-marchand*" et ceux de la "*santé, éducation, logement, culture, etc.*" sont en réalité les mêmes, à aucun moment il ne sera question de l'ordre capitaliste, du secteur privé, de lui imposer quoi que ce soit, il le prendrait mal !

Ces gens-là ont un train de retard ou font dans le déni, ce sont des charlatans ou des agents du capital.

La politique proposée par le MS21 incarne l'impuissance de ses dirigeants ou plutôt leurs intentions inavouables les

amènent logiquement à s'en remettre à l'ONU, aux bourreaux de tous les peuples, qui par exemple n'a jamais manifesté la moindre volonté d'imposer à Israël l'application de la moindre résolution qu'elle a adoptée depuis 1948 dès lors que l'ONU est un instrument au service de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ne peut pas servir d'autres intérêts, faire croire le contraire est une escroquerie politique.

C'est d'autant plus pitoyable que dorénavant l'impérialisme américain ne prend même plus la précaution de passer par l'ONU pour légitimer ses interventions militaires dans le monde, les lois qu'il a adoptées dans le cadre de la défense de la sécurité nationale des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001 suffisent, l'OTAN ou ses vassaux occidentaux lui emboîtant le pas sans broncher. Dans le cas contraire, plus discrètement et contournant le droit international, les Américains passent par des officines (USAID, NED, etc.) ou des milices (armées) privées (Al-Qaïda, Front Al-Nosra, Emirat islamique, Blackwater, etc.), la CIA, etc. pour atteindre leurs objectifs (de déstabilisation) politiques ou militaires, comme en Ukraine, en Irak ou en Syrie par exemple, mais aussi en Russie, en Hongrie, au Venezuela, à Cuba, en Bolivie, au Brésil, etc.

- "*Notre Mouvement considère que l'idéal socialiste ne peut se réaliser que dans la paix. (...) Il fera respecter les résolutions des Nations Unies*", ils sont très forts !

- "*pour la sortie de la France l'OTAN*"... pour le compte des intérêts de l'impérialisme français.

Le MS21 n'entend pas être un mouvement incarnant les intérêts d'une classe spécifique, mais ceux des "*Français*", autrement dit il tourne le dos à la réalité de la société divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciables au profit du corporatisme ou de l'intérêt général qui se confond avec les intérêts de la classe dominante, il rejette donc la lutte de classe et rejoint ainsi les néolibéraux qui poursuivent le même objectif politique.

- "*Si vous faites partie de ces Français qui, dit-on, sont déçus des partis politiques dont le but est la promotion de leurs dirigeants, si vous pensez que la politique est l'organisation de la cité et non la préparation de son prochain mandat électif, alors rejoignez-nous pour ensemble jeter les bases d'une société laïque, œuvrant pour la paix et respectueuse de ses citoyens et de son environnement.* "

Nous appelons les militants et les travailleurs à se détourner de ce mouvement nuisible à la cause du socialisme ou aux intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

Ce mouvement n'envisage nullement de mettre un terme au mode de production capitaliste.

Son refus de rompre avec le capitalisme traduit son rejet de l'interprétation du développement du capitalisme conduisant à son effondrement et de la lutte des classes, qui logiquement conduit le MS21 à rejeter les conclusions pratiques qu'en avaient tirées Marx et Engels, au-dela les enseignements de la lutte des classes des siècles passés, dont la révolution russe de 1917 qui avait permis au prolétariat de s'emparer du pouvoir politique et d'exproprier les capitalistes ainsi que les grands propriétaires fonciers.

A partir de là, le MS21 ne peut que se fixer des objectifs impossibles à atteindre qui ne dépassent pas le stade des bonnes intentions sans lendemain, du socialisme en parole totalement défiguré au point d'être méconnaissable, d'être étranger au socialisme dont il est un fossoyeur de plus, tout comme le PG de Mélenchon, le PCF ou encore le M'PEP.

Du fait que le MS21 refuse d'affronter le régime ou de rompre avec lui et ses institutions, en premier lieu l'ONU auquel le MS21 (comme le PG également) voudrait faire jouer un rôle de premier plan contre le capitalisme, alors qu'il en est une émanation.

Le MS21 est un mouvement à caractère corporatiste, contre-révolutionnaire, antisocialiste, qui revendique son adaptation au capitalisme.

Ils regrettent que "*20 % de la population qui pourrait participer par leur travail à la création de richesses sont contraints au chômage*" tout en ayant pour modèle Venezuela et la Bolivie notamment, où 40% de la population demeure plongée dans la pauvreté. Ils ne se demanderont pas non plus à qui profite en priorité le travail de ceux qui créent les richesses, ignorant au passage que parmi ceux qui travaillent des millions de travailleurs (et retraités) peinent tout simplement à survivre ou sont déjà réduits à l'état d'indigence, à la mendicité au près d'organismes en tous genres, apparemment ils devraient continuer à supporter cette condition qui serait un privilège dès lors qu'on a un emploi et un salaire aussi misérable soit-il. C'est l'objectif du porte-parole de l'oligarchie financière Macron.

On ignore quel est le niveau de vie des dirigeants de ce mouvement, mais gageons qu'ils n'appartiennent pas vraiment à ces couches défavorisées de travailleurs, la pauvreté ne les concerne qu'en parole ou ne leur coûte rien.

Leur objectif serait "*une société de plein-emploi*" que partage le gouvernement et le PS, l'UMP, etc., ne serait-ce pas également l'objectif de la loi Macron pour laquelle "tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage", des "*réformes*" structurelles annoncées et souhaitées par le FMI ou Bruxelles ?

Ce mouvement "*veut l'éradication du chômage, de l'austérité et de la précarité*", ce qui implique la recherche de leurs causes" dit-il, mais ne sont-elles pas connues, ne résident-elles pas dans la survie du capitalisme qu'ils n'entendent pas abolir ? Dès lors qu'on le nie ou rejette cette interprétation, on est infailliblement conduit à s'adapter, à s'accommoder du capitalisme au lieu de réellement le combattre.

Ce mouvement ne peut que conduire dans une impasse politique les militants qui le suivraient, tout comme le M'PEP.

Rétropédalage.

Le néolibéralisme ou l'avenir. Inégalités excacerbées. Sous-développement et servitude. A quand le retour des charrettes à bras et des charretiers ?

- Les vélos-taxis débarquent à Paris - Francetv info

Ici en Inde ils tombent petit à petit en désuétude ou se font rares.

A Pondichéry il y a à peine quelques années en arrière, le rickshaw ou pousse-pousse ou encore le vélos-taxi était le moyen de transport en commun le plus répandu et le plus économique pour les courts trajets à l'intérieur des grandes villes. Depuis il a été supplanté par les autorickshaws à moteur à peine plus chers pour les clients et plus rapides qui permettent d'atteindre la banlieue. De même que les chars à boeufs ont pratiquement disparu au profit de camionnettes légères.

Pour donner une petit idée du bouleversement économique et du mode de vie des Indiens qui s'est opéré depuis 1991.

Le nombre de deux roues à moteurs à Pondichéry et sa banlieue est passé de quelques dizaines de milliers à peine à plus de 300.000 en 2014, générant un tel trafic et et des embouteillages incompatibles avec le rickshaw ou le char à boeuf ou même le vélo qui se fait plus rare aussi ; le salaire minimum est passé de moins de 1.000 roupies par mois à environ 7 ou 10.000 roupies par mois avec une nette accélération au cours des 10 dernières années, un maçon (menuisier, peintre, etc) qui était payé 150 roupies par jour en 2000 perçoit 800 roupies en 2014 (il faut toutefois préciser que n'étant pas mensualisé, il travaillera que quelques mois par an.), les factures d'électricité qui ne dépassaient pas les 50 roupies par mois atteignent maintenant 300 à 400 roupies, le paquet de 10 cigarettes qui était à 5 roupies est passé à 50 roupies, les habitations en feuilles de cocotier ont été remplacées par des constructions en briques, ces maisons ont été raccordées au réseau d'eau potable et au lieu d'une simple ampoule et d'une seule prise de courant, elles bénéficient d'une installation électrique complète, les téléphones fixes étaient très rares en 1991, dans un village de 5.000 habitants seuls quelques dizaines de personnes possédaient un téléphone, en 2014 chaque famille dispose au moins d'un téléphone portable, en réalité plusieurs, un pour les parents et un par enfant scolarisé de plus de 10 ans, alors que dans un village de 5.000 habitants il n'y avait que quelques téléviseurs noir et blanc en 1991, en 2014 on en trouve un dans chaque maison, on respire mieux aussi car chaque maison ou presque dispose de toilettes...

Le gouvernement a décidé de libéraliser le crédit en 1991, voilà l'explication. En outre, il a donné le signal en augmentant fortement les salaires des fonctionnaires sur lesquels ceux du secteur privé ont fini par s'alligner avec quelques années de retard entraînant une importante hausse généralisée des salaires, donc permettant d'accéder au crédit et de consommer davantage. En fait, les fonctionnaires sont une composante importante de la classe moyenne.

Hier les Indiens étaient généralement plus pauvres assurément (mettons de côté ici le cas des miséreux), mais à cette époque environ 7 sur 10 environ ne travaillaient pas et d'une certaine manière profitaient de la vie, un salaire suffisait pour faire vivre une famille de 5 à 7 personnes aux faibles besoins. De nos jours 7 sur 10 travaillent, mais les prix ont tellement flambé et leurs besoins ont tellement augmenté qu'une même famille doit avoir au minimum 2 ou 3 salaires pour survivre, payer ses factures... et ses dettes, car dorénavant elle est endettée, à des taux usuraires de préférence.

Donc à proprement parler il n'y a pas eu de miracle économique dû au développement industriel, le progrès social ayant un goût particulièrement amer car étant synonyme de davantage de servitude et d'exploitation. Hier la plupart des Indiens était contraint de se laisser vivre en l'absence de travail, ils vivaient à un rythme très lent, dorénavant ils vivent au même rythme effréné que les occidentaux, et comme ils travaillent six jours sur sept (à l'exception des fonctionnaires et de certains employés de grandes entreprises) ils n'ont même plus le temps de profiter de la vie (sauf en cas de chômage forcé qui est devenu un cauchemar), ils vivent pour travailler, donc imaginer qu'ils seraient plus heureux qu'hier est un leurre ou une contrevérité, ne disposant pas de temps libre ou si peu, ils n'ont pas le temps de lire ou de se cultiver, d'évoluer, ils subissent leur condition voilà tout, d'où des rapports (individualistes poussés à l'extrême) entre eux encore pires que par le passé.

La société qu'on vient de décrire partiellement correspond assez bien au modèle social et politique infernal que les néolibéraux veulent imposer partout dans le monde.

Vivre pour travailler, individualisme et précarité à outrance sans aucun droit social ou politique, mode de vie ou besoins déterminés

par le marché, marchandisation de l'éducation, de la santé, de la culture, etc. Etat policier et corrompu, système politique de type féodal, monarchique, ploutocratique, inégalités et injustices à tous les étages, rapports humains exécrables, misérables, possibilités d'évolution (ou d'épanouissement digne de ce nom) inexistantes puisque le même mode de pensée épouvable règne au sein de toutes les classes, la notion de citoyen n'existe pas ou revêt uniquement un contenu nationaliste à forte propension xénophobe, comme tous les droits, les principes et les valeurs de la démocratie et de la République sont réservés aux classes ou couches supérieures qui en useront à leur profit uniquement, la tolérance envers les différentes religions ou philosophies sont hypothétiques ou à prendre au conditionnel en réalité, dans la mesure où elle ne sert que des intérêts individuels qui peuvent donner lieu à toutes sortes de manipulation jusqu'au rejet ou àdes manifestations violentes selon les circonstances...

Maintenant il est vrai que les Indiens aspirent à la démocratie, à vivre dans une société meilleure et plus juste comme tous les peuples et c'est bien naturel, mais quand on analyse la situation ou des rapports, il est préférable de pas confondre ces aspirations ou cet idéal avec la réalité. L'étranger ou l'occidental qui vit en Inde ou un pays comparable a intérêt à avoir les pieds sur terre s'il veut éviter bien des des déboires ou pire encore.

La question que personne n'ose poser : n'avaient-ils pas de famille, d'amis pour les héberger ?

-Vague de froid en France: six morts - AFP

-Un sans-domicile-fixe meurt de froid à Douai - LeMonde.fr

-Un million de Somaliens souffrent de la faim - LeMonde.fr 08.12

Imposture. Le temps des chrysanthèmes. Hommage au passé pour mieux l'enterrer... vivant.

Pour mémoire, ne jamais se fier aux apparences, Hitler et le régime nazi aussi flattait les mérites de la classe ouvrière victime de l'odieuse finance avant de l'envoyer à la boucherie, tout comme Le Pen. Valls ménage les ouvriers qu'il matraque simultanément ou le lendemain. Seuls les faits comptent ou l'emportent sur les discours.

-A Liévin, l'hommage de Valls au monde ouvrier - AFP

Manuel Valls a rendu samedi un hommage appuyé au monde ouvrier, lors de la commémoration du 40e anniversaire de la catastrophe minière de Liévin (Pas-de-Calais).

Il y a 40 ans, le 27 décembre 1974, à la reprise du travail après la trêve de Noël, un coup de grisou à 06H30 emporte 42 hommes, descendus à la fosse des Six-Sillons à Liévin. C'est la plus grande catastrophe minière en France d'après-guerre, alors que les charbonnages sont déjà sur le déclin.

Honorer la mémoire des victimes, "*c'est aussi accomplir un devoir envers tous les ouvriers des mines qui, durant près de trois siècles, ont fait de la France une grande nation, une grande nation industrielle*", a déclaré le Premier ministre qui a déposé une gerbe devant la stèle rendant hommage aux mineurs.

"*Le monde ouvrier a fait avancer l'Histoire. A travers sa participation au dessein économique de notre pays, bien sûr. A travers, surtout, la prise de conscience de lui-même, ses luttes syndicales, sociales, politiques*", a expliqué le chef du gouvernement, rappelant que la France comptait toujours "plus de 6 millions d'ouvriers".

"*La gauche française, le socialisme, le syndicalisme se sont construits avec ces combats*", a souligné le Premier ministre, pour qui les ouvriers ont "*pris toute leur part aux progrès économiques et sociaux*" et "*bâti la France*".

M. Valls a aussi tenu à "*réaffirmer l'avenir industriel de la France*" face au "*malaise ouvrier*", nourri par le chômage, le recul des services publics ou le "*manque de reconnaissance de l'effort*". AFP 27.12

En famille. Pour qui gouverne le PS ? Il faut bien que quelqu'un se sacrifie... pour les capitalistes.

- Manuel Valls veut « *sortir du logiciel des Trente Glorieuses* » - lemonde.fr 10.12

- Valls aux Français: encore des années de sacrifice - AFP

Valls honorés par les conservateurs, ses pairs.

- Valls, «*homme de l'année*» Pour «*El Mundo*» et père la rigueur - Libération.fr 30.10

Sarkozy en 2007, Valls en 2014. Le quotidien conservateur espagnol El Mundo a fait du Premier ministre français son «*homme de l'année*».

Et El Mundo de célébrer le «*socialisme pragmatique et patriotique*» de «*l'Espagnol qui veut changer la France*» et son «*modèle insoutenable, basé sur un Etat-providence généreux et une administration lourde et coûteuse*». Dans l'interview qu'il a accordée pour l'occasion, Valls prévient d'ailleurs que les efforts devront se poursuivre «pendant des années» : «*Je ne veux pas dire aux Français que d'ici deux à trois ans nous en aurons fini avec les sacrifices.*» Le Premier ministre a aussi affirmé être en phase avec les Français, qui «en général sont en avance sur leurs dirigeants politiques, en ce qui concerne les réformes, les changements et leur disposition à l'effort». Libération.fr 29.12

- Moscovici: la France est un "*pays qui a besoin de réformes manifestes et majeures*" - AFP 21.12

- Bruno Le Roux appelle les socialistes à "*relever la tête*" en 2015 - Francetv info

Le noir ou la couleur favorite du régime.

- 2014-2015: l'espoir après une nouvelle année noire pour Hollande - AFP

- 2014: Les 5 raisons d'une nouvelle année noire pour François Hollande - 20minutes.fr

Souhaitons-lui !

Il n'est pas le seul à privilégier le noir.

- La montée du fanatisme alarme la classe politique - LeFigaro.fr 22.12

La preuve du contraire ou qu'ils s'en accommodent..

- L'Etat islamique lance un magazine en français - LeFigaro.fr

« *Dar-al-Islam* » relaye la propagande de Daech en français, exhortant les musulmans à quitter la France pour gagner les territoires de l'Etat islamique.

15 pages de propagande en couleur, en français, trouvable en deux clics sur internet. Le nouveau magazine intitulé «*Dar Al-islam*», qui fait l'apologie de l'Etat islamique est disponible depuis lundi soir sur le web français. LeFigaro.fr 25.12

Information ou promotion de la part du Figaro ?

Mais au fait, en France, l'apologie du terrorisme n'est-il pas illégale ? Au ministère de l'Intérieur ils n'ont pas eu le temps de relever l'adresse Internet de ce portail des barbares, normal Daech réalise le plan américain de la partition de l'Irak et de la Syrie auquel participe le gouvernement français. Sans rire, le gouvernement se démène pour dissuader des jeunes de partir faire le djihad en Syrie ou en Irak...

Voilà une info plus importante que les élucubrations de Zemmour. Qui l'a relevée ? Personne. Cela vous étonne-t-il encore ?

- Valls: la société doit réagir face au terrorisme qui n'a jamais été aussi grand - AFP 22.12

Le Figaro a pris les devants.

Est-ce exagéré de parler de terrorisme d'Etat à propos du gouvernement français sachant qu'il soutient l'Etat islamique et Al-Nosra en Irak et en Syrie qui sont les supplétif de l'OTAN ? De qui ou de quoi Hollande-Valls-Fabius sont-ils les porte-parole sinon de ces barbares en poursuivant le même objectif, abattre les Etats syrien et irakien pour faire main basse sur leur pétrole et leur gaz ?

ACTUALITE EN TITRES

Les médias au chevet de Hollande et le PS dans tous ses états.

- Vœux présidentiels: Nos conseils à François Hollande - 20minutes.fr

- Les 4 Vérités : Pour Franz-Olivier Giesbert, François Hollande a "*toujours été social-démocrate*" - Francetv info

Le courant de gauche du PS était en réalité encore plus à droite, qui l'aurait cru franchement ?

- Le couple Montebourg-Filippetti se paie Hollande sur Twitter - L'Express.fr

- Montebourg félicite Renzi pour "*sa leçon magistrale de courage*" à Hollande - La Tribune

Pour qui d'autres peuvent-ils gouverner ?

- Macron a gagné près d'1 million d'euros chez Rothschild en 2011 et en 2012 - AFP

De 2009 à 2012 (toujours années fiscales), M. Macron a gagné à ce titre 2,884 millions d'euros selon le calcul de l'AFP. S'y sont ajoutés 100.811 euros pour ses six mois de 2012 à l'Elysée. AFP 23.12

Le PS un parti de grands bourgeois, qui l'aurait cru franchement ?

Comment camarades, cela ne vous dit plus rien un petit front unique avec le PS, pourtant c'est bien la politique que vous avez soutenu pendant des décennies, non ? Ne nous faites pas croire que le PS aurait changé, que les banquiers auraient changé, que la situation aurait changé car c'est à cette époque qu'ils ont préparé ou que s'est préparé les conditions que nous vivons aujourd'hui, tout était déjà écrit ou les faits permettaient clairement de discerner la véritable nature du PS (et du PCF) sans attendre 2012 ou 2014. Et puis nous les avions vus à l'oeuvre entre 1981 et 1995, non ? On pourrait remonter ainsi jusqu'au 3 août 1914. On en a manifestement pas la même interprétation. La question est de savoir où la vôtre ou celle de vos dirigeants nous a conduits.

Quand le "***réel*** se confond avec la dictature du marché.

- Le secrétaire d'Etat Thierry Mandon défend une "*gauche du réel*" - AFP 11.12

Du coup :

- Julien Dray (PS) : «*La gauche se meurt, il faut un big-bang !*» - LeParisien.fr 12.12

Voilà qui va l'achever ou l'illusion que certains entretenaient que le PS était de gauche.

- Loi Macron: une "*loi de gauche*" pour "*libérer la croissance*" - AFP 10

Libérez, libérez, libérez le capital du travail scandent en choeur les patrons et leurs représentants.

Normal qu'ils en attendent quelque chose puisque c'est leur président, pas le nôtre.

- Coquerel (PG): "*échec terrible*" de la politique de Hollande - AFP

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche (PG), a dénoncé vendredi l'"*échec terrible*" du mandat de François Hollande dont la politique "*ne peut pas relancer l'économie*". AFP 26.12

Relancer la machine capitaliste, faire en sorte qu'elle tienne bon, la sauver malgré elle, ils y tiennent au PG et au FdG...

Plus qu'un peu, par n'importe quel moyen.

- Mélenchon voit en "*Closer*" "*un espace de liberté*" - Le Huffington Post 18.12

Difficile de tomber plus bas !

La tentation était trop forte.

- Sapin appelle les entreprises à ne pas augmenter les salaires trop vite - Francetv info

- Jean-Vincent Placé déplore qu'EELV soit "*le parti des Roms et de la Palestine*" - Francetv info 18.12

- L'ex-vice-président américain, Dick Cheney, n'hésiterait pas à torturer à nouveau - Francetv info

D'où vient cette campagne d'intoxication ?

- France, États-Unis : haro sur les jouets "*genrés*" - LePoint.fr

Le 18 décembre, un rapport sénatorial a été rendu public par Chantal Jouanno, présidente de la délégation sénatoriale aux droits des femmes. Intitulé "*Jouets : la première initiation à l'égalité*", il préconise notamment la création d'un site internet pour recenser les fabricants des jouets les plus sexistes, la formation des professionnels qui travaillent avec les enfants ou encore la mise en place d'une charte pour l'égalité des sexes dans les jouets.

Aux États-Unis aussi, c'est carrément le président Barack Obama qui s'est impliqué sur le sujet, non sans humour. LePoint.fr 25.12

Si vous suivez la pseudo-gauche et extrême gauche, attention vous allez vous retrouver en compagnie d'Obama. Obama ne fait pas dans la récupération, ce sont ses amis néolibéraux qui sont à l'initiative de cette guerre psychologique contre les masses. Qui peut imaginer un instant que le chef de guerre Obama serait sensible aux sorts des enfants ? Un peu de logique ou de lucidité à défaut de perspicacité.

Intox

- France. Les relations ambigües gouvernement-patronat - La Tribune

- Grèce. Syriza, ce parti qui fait peur à Bruxelles - La Tribune

- La Bourse d'Athènes chute de 4% après l'échec des élections - LeFigaro.fr

- Etats-Unis. La CIA doutait du lien entre Saddam Hussein et les auteurs du 11-Septembre - 20minutes.fr

Elle savait depuis le départ qu'il n'existait... pour l'avoir elle-même inventé !

Embarrassant !

- Les Russes soutiennent Vladimir Poutine - Francetv info

"*Il a clairement le soutien des Russes. Quand on rencontre des gens dans la rue, ils nous répondent systématiquement 'ce n'est pas la faute de Vladimir Poutine, c'est la faute des Occidentaux'. Et ça, c'est quelque chose qui marche très bien comme message. Le nationalisme, le romantisme russe qui soutiennent à fond le régime et donc Vladimir Poutine*", rapporte le journaliste de France 2 Alban Micoczy. Francetv info 18.12

En complément. Mais ils ne désarment pas.

- Russie: l'opposant Navalny arrêté en pleine rue, Bruxelles dénonce un procès "*politique*" - AFP

Economie de guerre

- L'Ukraine mise sur l'austérité mais quintuple son budget militaire - La Tribune

La troisième guerre américaine pour s'emparer de l'Irak ou le disloquer.

- 2014, l'année où Daech a fait main basse sur l'Irak - Le Huffington Post

Propagande, dictature et stratégie du chaos. Guerre inter impérialistes.

- Pour Poutine, l'ennemi, c'est nous ! - LePoint.fr

C'est vous !

- La guerre d'Ukraine a commencé : ce que les Occidentaux devront faire pour arrêter Poutine - Atlantico.fr

- Ukraine: Washington interdit tout commerce avec la Crimée - AFP

- Obama signera la loi autorisant de nouvelles sanctions contre la Russie - AFP 16.12

- La Chine, porte de l'internet nord-coréen ? - AFP

- Gaziantep, le quartier général des journalistes syriens exilés en Turquie - francetvinfo.fr

- Turquie: un patron de presse inculpé, mandat requis contre l'ex-allié d'Erdogan - AFP

- Le président kényan signe une loi antiterroriste controversée - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn: le chef de l'opposition chiite en détention, incidents autour de Manama - AFP

Le chef de l'opposition chiite à Bahreïn, cheikh Ali Salmane, inculpé d'incitation à un changement de régime, a été placé en détention pour sept jours, entraînant de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre.

Des affrontements se poursuivaient après 15h00 GMT près de la résidence de cheikh Salmane, dans une banlieue chiite de Manama, ont indiqué des témoins en faisant état d'au moins cinq blessés dans ce secteur.

La police faisait usage de gaz lacrymogène pour disperser des jeunes. Des incidents étaient signalés dans d'autres localités.

Arrêté dimanche à Manama, cheikh Salmane, 49 ans, est accusé d'appel à la haine et à la violence pour changer le régime dans ce royaume du Golfe à majorité chiite dirigé par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Le chef d'Al-Wefaq ("L'entente"), principal mouvement de l'opposition à Bahreïn, avait été convoqué au ministère de l'Intérieur dimanche matin. Lundi soir, il a été formellement inculpé "*d'incitation à un changement de régime par la force, par des menaces et des moyens illégaux, et d'insulte publique envers le ministère de l'Intérieur*".

Selon le procureur général, cheikh Salmane est également accusé d'avoir incité à "*la haine envers un segment de la population*", une référence à la communauté sunnite.

L'opposant, qui a pu voir quatre de ses avocats avant un nouvel interrogatoire mardi, a été "*confronté à des enregistrements (de ses discours) comportant des appels et des incitations qui justifient le recours à la violence et impliquent une menace de recourir à la force militaire contre l'autorité de l'Etat*", a affirmé le procureur général Nayef Youssef Mahmoud dans un communiqué.

Au terme de l'interrogatoire, il a été décidé de maintenir "*l'accusé en détention pendant sept jours à titre préventif pour les besoins de l'enquête*", a-t-il ajouté.

Réagissant très vite, le Wefaq a estimé que cette mesure "*grave*" témoignait de "*l'ampleur de la crise politique*" à Bahreïn. Elle "*ferme toutes les portes à un règlement politique*", a ajouté le mouvement.

Mais le Wefaq a été rappelé à l'ordre par le ministère de la Justice qui l'a accusé dans un communiqué d'"*utiliser des forums et des hommes religieux dans ses activités politiques, en contravention avec les principes de l'action politique*".

Le ministère prévient que "*si le Wefaq continue (...) ce sera une grave déviation*", par rapport à la loi sur les associations politiques qui agissent de fait comme des partis, formellement interdits à Bahreïn.

Proche allié des Etats-Unis et siège de la Ve flotte américaine, Bahreïn (1,3 million d'habitants) est secoué depuis février 2011 par un mouvement de contestation animé par la majorité chiite qui réclame une vraie monarchie constitutionnelle.

La dynastie sunnite des Al-Khalifa a jusqu'ici réprimé d'une poigne de fer toutes les manifestations violentes. Des élections législatives, organisées en novembre, ont été boycottées par l'opposition. AFP 30.12

ECONOMIE

1- Etats-Unis.

- Aux USA, le gaz naturel liquéfié souffre de la chute du pétrole - Reuters

L'effondrement des cours du pétrole a fait une première victime dans le secteur de l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis avec la mise entre parenthèses d'un projet de terminal au Texas par le groupe Excelerate Energy.

Les exportateurs américains de GNL imaginaient réussir une percée sur les marchés asiatiques avec leur hydrocarbure moins cher que le pétrole, mais ce scénario se fondait sur un cours de pétrole élevé. Or ce dernier a perdu la moitié de sa valeur depuis juin. Reuter 30.12

Entendu hier soir sur Russia Today International hier soir dans un magazine économique, la chute du cours du pétrole a déjà entraîné 6.000 suppressions d'emplois aux Etats-Unis et 40.000 supplémentaires sont prévus en 2015 si les cours demeuraient inchangés.

L'exploitation du pétrole de schiste a été financée avec de l'argent distribué à bon compte par les banques via la Fed, à hauteur de 150 milliards de dollars qu'il faudra bien que les exploitants remboursent, sauf qu'avec un baril aux alentours de 50 dollars cela va s'avérer impossible. Il faut donc en déduire que, soit les cours vont remonter rapidement, soit cette nouvelle bulle va exploser.

- Le cours du pétrole finit à son plus bas niveau depuis 2009 - lemonde.fr 29.12

Le baril de « *light sweet crude* » (WTI) pour livraison en février a perdu 1,12 dollar, pour s'établir à 53,61 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit son plus bas niveau en clôture depuis début mai 2009. lemonde.fr 29.12

2- Chine.

- Naissance d'un géant chinois de la fabrication de trains. - latribune.fr

Une nouvelle compagnie à même de rivaliser avec l'Allemand Siemens ou le Canadien Bombardier. Deux des plus gros fabricants de trains de Chine, les sociétés d'État China CNR Corp. et CSR Corp., vont fusionner, a annoncé mardi 30 décembre l'agence officielle d'informations Chine Nouvelle, citant une annonce faite par la nouvelle entité à la Bourse de Shanghai. Le 21st Century Business Herald a indiqué que la nouvelle entité se nommerait "*China Railway Rolling Stock Group*".

Chacun des deux fabricants chinois de trains est évalué à quelque 13 milliards de dollars, la capitalisation de CSR étant légèrement plus élevée. Les détails de cette fusion n'étaient toutefois pas disponibles immédiatement, bien que cette démarche ait fait l'objet de spéculations depuis des mois. Éviter la compétition interne

Selon Chine Nouvelle, de cette fusion émergera une société de plusieurs milliards de dollars de chiffre d'affaires au moment où la Chine cherche des marchés pour vendre ses trains à grande vitesse. D'après les médias officiels, la fusion aiderait également à empêcher une compétition "*coupe-gorge*" lorsque les deux fabricants devraient exporter leurs trains.

CSR a fait partie d'une consortium qui a remporté un contrat de 3,75 miliards de dollars pour construire un train à grande vitesse au Mexique en novembre. Mais ce contrat devait être annulé en raison de questions concernant la légalité du processus d'enchères. CNR a quant à lui remporté un contrat pour la construction d'un métro à Boston aux États-Unis. latribune.fr 30.12

En 2005 j'écrivis que le jour où la Chine produirait ses propres avions et TGV notamment, les puissances occidentales n'auraient plus rien à lui vendre en échange de ses produits et elles se tiers-mondiseraient à l'exemple de l'Afrique. J'avais fixé je crois

une échéance de 15 ans pour que cette condition soit remplie, 10 ans me semblait un peu juste. On y est ou on y arrive.

Haut de page